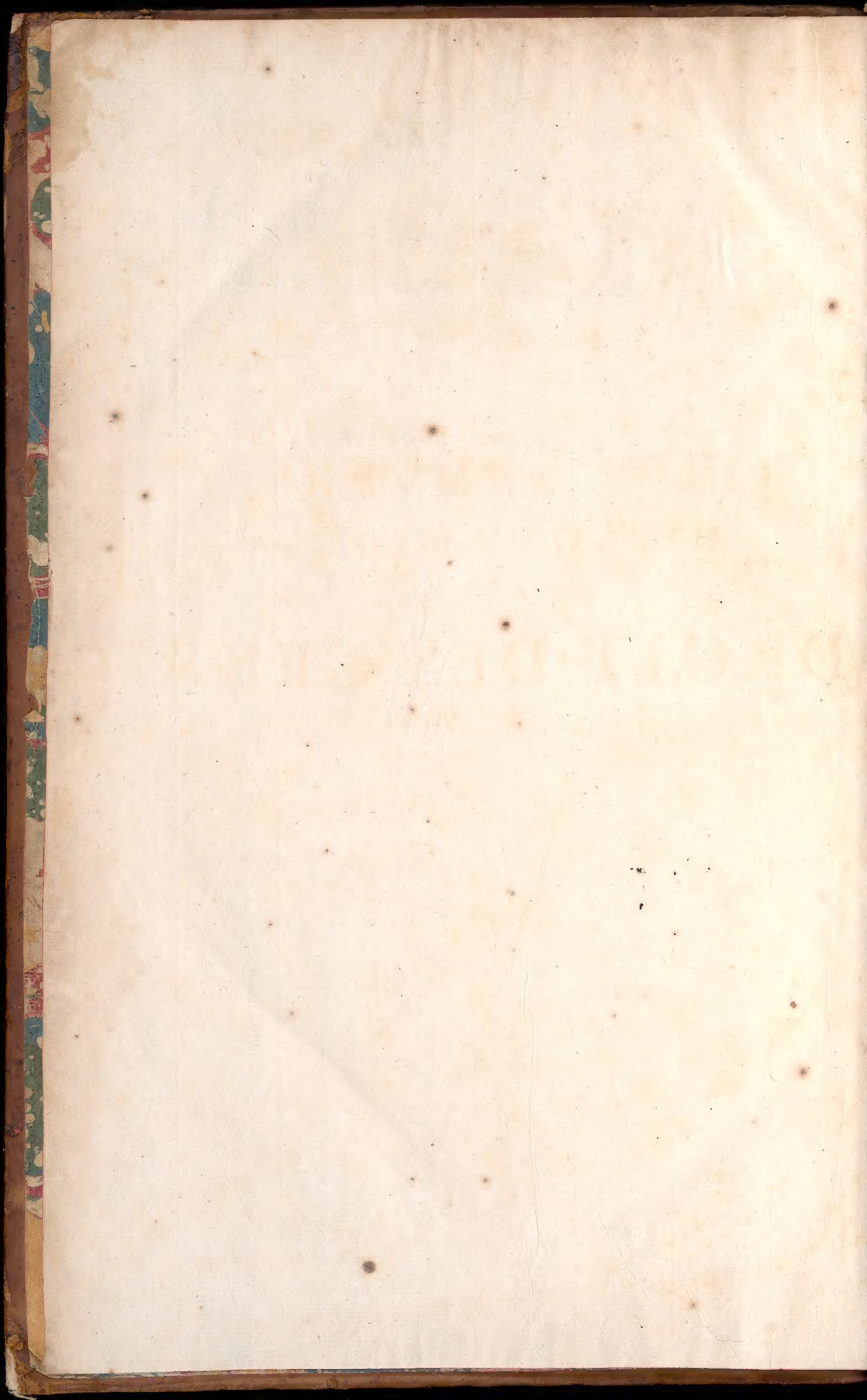


C.C.

II + XXXIX + I (li) + XXVII + 428 p. +
+ XX + 348 p. + 2 GRAYS. EXTRA-TEXT

Brunet, 2, vol. 880 ; Brunet, 6, n: 2372
Graesse, 2, p. 445



CORPS UNIVERSEL
DIPLOMATIQUE
D U
DROIT DES GENS.

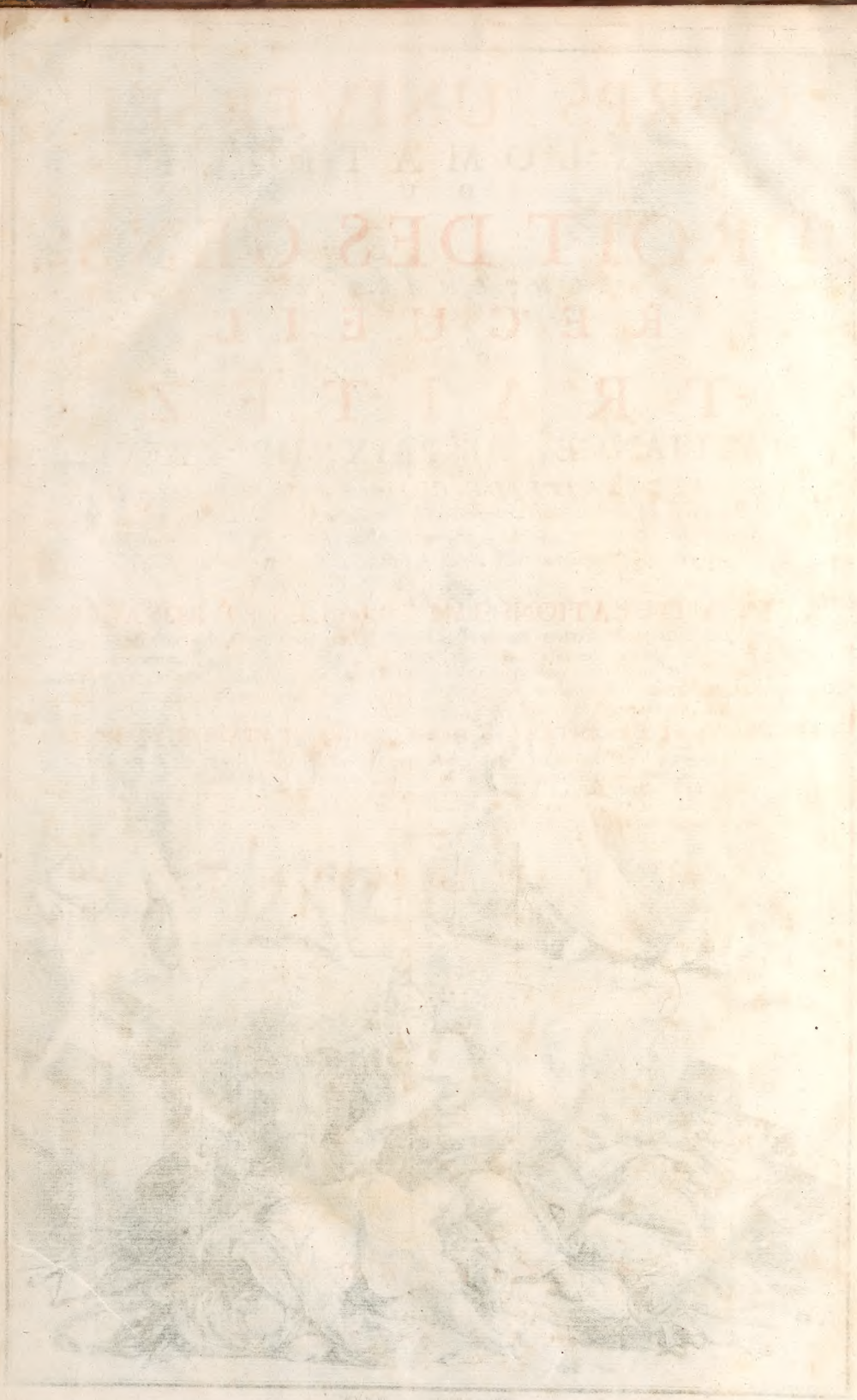
CORPS UNIVERSSEL
DIPLOMATIQUE
D
DROIT DES GENS.



TRAITEZ de PAIX.

Ce tableau est une image de la Paix. On y voit deux Rois, qui se jurent Alliance, accompagnés de leurs Ministres d'Etat, Conseillers, et Secrétaire d'Etat. Sur un autel, au milieu de la Paix, s'embrassent, et les huit autres figures qui sont placées tout autour, sur des piédestaux, sont reconnaissables par leurs noms et leurs attributs.

Dans le haut, au milieu des Tonnerres, et des Eclairs, qui foudroient quelques Juges, on voit l'Oeil de la Providence, à qui rien n'est caché, environné de nuages impenetrables aux hommes; mais qui étend présente par tout ne manquera pas de punir les pervers, et les violateurs de leur foi. Sur le devant on voit l'Enfer, la Discorde, la Fraude, et l'Impie, enchaînés avec la guerre.



THE BATTLE OF WATERLOO
1815
BY J. H. COLEMAN
PUBLISHED BY J. H. COLEMAN, 10, N. L. ST. N. Y.

CORPS UNIVERSEL
DIPLOMATIQUE
 D U
DROIT DES GENS;
 C O N T E N A N T U N
R E C U E I L
 D E S
T R A I T E Z
D'ALLIANCE, DE PAIX, DE TREVE,
DE NEUTRALITÉ, DE COMMERCE, D'ÉCHANGE,
de Protection & de Garantie, de toutes les Conventions, Transactions, Pactes,
Concordats, & autres Contrats, qui ont été faits en EUROPE, depuis le
Regne de l'Empereur CHARLEMAGNE jusques à présent;

AVEC

LES CAPITULATIONS IMPERIALES ET ROYALES;

les Sentences Arbitrales & Souveraines dans les Causes importantes; les Déclarations de Guerre, les Contrats de Mariage des Grands Princes, leurs Testamens, Donations, Renonciations, & Protestations; les Investitures des grands Fiefs; les Erections des grandes Dignités, celles des grandes Compagnies de Commerce, & en général de tous les Titres, sous quelque nom qu'on les désigne, qui peuvent servir à fonder, établir, ou justifier

LES DROITS ET LES INTERETS DES PRINCES ET ETATS DE L'EUROPE;

Le tout tiré en partie des Archives de la TRES-AUGUSTE MAISON D'AUTRICHE, & en partie de celles de quelques autres Princes & Etats; comme aussi des Protocoles de quelques Grands Ministres; des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de BERLIN; des meilleures Collections, qui ont déjà paru tant en ALLEMAGNE, qu'en FRANCE, en ANGLETERRE, en HOLLANDE, & ailleurs; sur tout des Actes de RYMER; & enfin les plus estimés, soit en Histoire, en Politique, ou en Droit;

P A R

M^R. J. DUMONT,

ECUIER, CONSEILLER, ET HISTORIOGRAPHE DE SA MAJESTÉ
 IMPERIALE ET CATHOLIQUE.



A A M S T E R D A M,

Chez P. BRUNEL, R. ET G. WETSTEIN,
 les JANSSENS WAESBERGE, ET L'HONORE ET CHATELAIN.

A L A H A T E,

Chez P. HUSSON ET CHARLES LEVIER.

M D C C X X V I



da Casa da Annunziata

P R E F A C E.

I. **T**OUT TITRE bien fait doit être une véritable Définition de ce que contient le Livre. Celui qu'on vient de voir annonce au Public, un Corps entier du Droit des Gens; non un Corps de Doctrine, à la manière des favans Traitez de GROTIUS, & de PUFFENDORF; mais un Corps Diplomatique où seront recueillis, autant que j'en fuis capable, & que mes autres occupations ont pu le permettre, tous les principaux Traitez, Accords, Conventions, Confederations, Armistices, & Pacifications, qui ont été faites entre les Princes, & Etats de l'Europe, depuis le tems de CHARLES MAGNE jusqu'à présent, avec tous les autres principaux Titres qui peuvent servir, aussi bien que les Traitez, à fonder, limiter, conserver, ou abolir les Droits de ces mêmes Princes, ou Etats, tant par raport à leurs Domaines, Dignitez, & Possessions, qu'à l'égard de leur Constitution publique.

II. Le Droit des Gens, selon moi, peut & doit être défini, le Droit respectif des Peuples les uns envers les autres, & aussi en eux-mêmes, & ce Droit est ou naturel, ou contracté. Le Droit des Gens naturel se réduit tout entier à cet excellent Précepte, Ne faites point à autrui, ce que vous croiriez injuste & déraisonnable, s'il étoit fait à vous-même; Et le Droit de Gens contracté, qui dérive de celui-là, & qui en tire toute sa force, consiste dans les Contrats, Accords, Paixes, Concessions, Donations & Renonciations, que les Princes, & les Peuples font entr'eux, soit pour se garantir d'un Mal, qu'ils craignent, soit pour se procurer un Bien, qu'ils desirerent, soit pour tous les deux ensemble.

III. Or ces Contrats se font, ou de vive voix, ou par écrit. Les Livres saints, & prophanes, qui traitent des premiers âges du Monde, fournissent assez d'Exemples de ceux de la premiere sorte. Mais comme la bonne foi a toujours été rare, & que rien n'est plus ordinaire en tout País que de voir nier aujourd'hui ce que l'on avoit promis hier, dans les termes les plus précis; que d'ailleurs la memoire des Hommes est foible & labile, & que la Tradition orale est encore moins sûre que la memoire, le principal usage que l'on fit des Lettres, après qu'on les eût inventées, fut de mettre les Loix, & les Traitez à couvert de toute alteration, en les redigeant par écrit; d'où est venuë cette Formule si fréquente dans les Actes du douzieme, & treizieme Siecle; *Pereuntibus hominibus ipsorum simul facta intereunt. Quare necesse est, ut quæ suâ naturâ tendunt ad interitum, literarum adminiculo fulciantur, & ab oblivionis interitu defendantur* Conveniens, & utile est, ut facta hominum scriptis & literis testimonialibus roborentur, ne propter eorum labilem memoriam successu temporis oblivioni dentur. Ne presentis ætatis negotia consumat oblivio, literarum indicii solent æternari. & autres semblables. On ne les écrivoit pas seulement, on les gravoit sur des Tables, & sur des Colomnes de Marbre. Témoin la Loi du Décalogue, la plus ancienne, & la plus sainte des Loix écrites, dont nous ayons connoissance, *Exod. XXXII. XXXIII. & XXXIV.* & même les deux prétendues Colomnes des Fils de SETH, dont parle JOSEPH au Livre I. de ses Antiquités. Témoin encore celles dont les anciens Grecs se servoient pour conserver, & pour publier leurs Traitez de Paix & d'Alliance & qui, au raport de THUCYDIDE Liv. I, se voyoient encore de son tems dans les Plaines d'Olynte, dans l'Isthme, dans l'Attique, dans Athènes, dans Lacédemone, & ailleurs. On y employa ensuite l'Airain, comme une matiere encore moins corruptible que le Marbre, & l'Alliance que JUDAS MACHABÉE fit avec les Romains & qu'on a toute entiere au premier des deux Livres qui portent son nom, fut gravée sur une Table de cette sorte, & envoyée à Jerusalem pour y être perpétuellement gardée.

IV. C'étoit effectivement la coûtume du Peuple Romain, de graver ses Loix, & ses Traitez sur des Tables d'Airain, qu'on deposoit ordinairement au Capitole; mais on ne laissoit pas, à l'imitation des Grecs, de graver aussi les Loix, & les Alliances sur des Colomnes publiques. *De Tabulis dubium non est, dit PAUL MANUCE Lib. VI. Antiq. Roman. quas etiam aliquot in hunc usque diem servatas ipsi vidimus. De Columnis autem CICERO pro BALBO sic: Cum Latinis omnibus Fœdus istum Sp. Cassio, Posthumo Geminio Coss. quis ignorat? quod quidem nuper in Columna aenea meminimus Rostra incisum, & perscriptum fuisse. Quæ ipsa de re Liv. lib. II. & VARRO, ut apud MACROBIUM legimus, antiquissimam Legem in Columnâ aenâ scripsit incisam fuisse cui mentio intercalaris adscriberetur. Nec deest DIONIS in Historia testimonium, qui Libro XLI. columnas quibus incise Leges legerentur, de Cælo tactas memorie prodidit.*

V. La Loi-Royale, *Lex Regia*, dont on a tant disputé, & dont il y a une savante Dissertation de J. FREDERIC GRONOVIIUS, traduite en François par Mr. BARBEYRAC, étoit aussi gravée sur l'Airain. Il en reste même jusqu'à présent un morceau considerable, qui fut trouvé parmi des ruines, il y a environ 400. ans, & déposé dans la Basilique de S. Jean de Latran, dans un lieu exposé à la vue de tout le monde, où nous croyons qu'il est encore.

VI. Les

VI. Les *Génois* montrent pareillement une Table d'Aïrain qui fut trouvée en * 1506 ou 1556. dans la vallée de *Pocifera*, & qui contient une Sentence rendue entr'eux & les *Vétiuriens*, par les Commissaires du Sénat, & du Peuple *Romain*, touchant leurs limites, sous le Consulat de L. CÆCILIVS METELLVS, & Q. M. VATTIA, c'est-à-dire vers l'an du Monde 3883. & 171. avant la naissance de Notre Seigneur. Cette Table est gardée dans la principale Eglise de *Genes*; on en a le contenu dans P. BIZARO, *Senatus Pop. Genuensis Historia, atque Annales Lib. I.*

VII. Enfin nous avons dans les *Annales* de BARONIUS Tom. VII. *sub Anno 533.* un Rescript du Roi ATHALARIC à SALVANTIUS Gouverneur de *Rome*, ordonnant que les Loix faites par lui, & par le Sénat, pour défendre les Corruptions Simoniaques dans les Elections des Papes, soient gravées sur des Tables de marbre, & placées à l'entrée du Temple de St. PIERRE. *Verum ut principale beneficium & presentibus hæreat seculis & futuris, tam definita nostra, quam Senatus Consilia tabulis marmoreis præcipimus decenter incidere, & ante atrium Beati PETRI Apostoli in testimonium publicum collocari.*

VIII. Il est donc certain, que cette coutume dura parmi les *Romains* jusques bien avant sous les Empereurs, après quoi le nombre des Loix, & des Traitez s'étant fort accru, on fut obligé de s'en tenir aux manieres communes d'écrire les Actes publics, sur des Tables cirées, sur des Lames de plomb, sur des Ecorces d'Arbres, & enfin sur des Feuilles préparées de velin, ou de papier.

IX. Cela même aprit aux Particuliers à les conserver chez eux en copie, & l'on en fit de Recueils, qui, par l'utilité dont ils étoient, furent extrêmement recherchés, sur tout ceux qui portoient le nom de quelque Auteur de reputation. On y rassembloit les Décrets du Sénat, les Edits des Préteurs, & les sentimens des Jurisconsultes, qui en ce tems-là avoient quasi autant de force, que les Loix.

X. Après cela vint l'Edit perpetuel de l'Empereur ADRIEN, qui le premier donna quelque forme de Système au Droit *Romain*, & qui, en même tems, mit fin aux différentes Sectes des Jurisconsultes; car jusqu'alors, ils avoient été divisés entr'eux, à la maniere des Philosophes, en diverses Ecoles, dont chacune avoit son Chef.

XI. Cet Edit, publié vers l'an 132. de notre Seigneur, conserva toute sa force, jusqu'au tems du Grand CONSTANTIN, qui, sans l'abroger tout-à-fait, ne laissa pas d'y déroger en plusieurs points, par les Loix, qu'il fit en faveur du Christianisme. Ses Successeurs y en ajoutèrent quantité d'autres selon les occurrences, & l'Empereur THEODOSE le jeune les fit rassembler, & reduire en une seule Compilation, divisée en XVI. Livres, qui est parvenue jusqu'à notre tems, sous le nom de *Code Theodosien*.

XII. Cependant la premiere confusion s'étant de nouveau introduite dans la Science du Droit, par le nombre excessif des Auteurs, qui en avoient écrit, & qui n'étoient pas tous d'une grande autorité, l'Empereur JUSTINIEN fit choix vers l'an 528. de dix savans Jurisconsultes, à la tête desquels il mit le célèbre TRIBONIEN, Homme Consulair & de la plus grande reputation (a), avec ordre de revoir toutes les anciennes Loix, à commencer par celles de ROMULUS, d'en extraire la meilleure substance, & d'en composer un *Corps universel*, qui seul fût suffisant (b) pour décider tous les Cas qui s'offriroient à l'avenir entre ses Sujets. Ils y travaillèrent sept ans, pendant lesquels ils publièrent le *Code*, les *Institutes*, les *Decisions*, le *Digeste*, & de nouveau le *Code* revû, corrigé, & amélioré, comme aussi les *Novelles*, qu'on appelle *Justiniennes*, & enfin les treize *Edits* du même Empereur.

XIII. Toutes ces Loix ont pénétré jusqu'à nous, & ce sont elles qui, avec les *Constitutions* de quelques Empereurs venus depuis JUSTINIEN, & avec les trois Livres du *Droit des Fiefs*, composent aujourd'hui le Corps entier de notre *Droit Civil*.

XIV. On a aussi des Collections fort curieuses des Loix des *Wisgots*, des *Franks*, des *Bourguignons*, des *Ripuariens*, des *Saxons* & des *Lombards*; & quoi qu'elles ne soient plus en usage, hormis pourtant celles des *Lombards* à l'égard des Fiefs, on ne laisse pas de les rechercher, & de savoir gré aux savans Hommes qui ont pris la peine de les recueillir. On a la même obligation à ceux qui nous ont conservé les Capitulaires de CHARLES-MAGNE, de LOUIS le Pieux, de CHARLES le Chauve & en général toutes les Loix anciennes.

XV. Les Capitulaires de CHARLES-MAGNE, & de LOUIS le Pieux furent premierement recueillis avant l'année 827. par ANSEGEISE, qu'on dit avoir été Abbé de *Laube* en *Haynaut*, & en suite vers l'an 845. par BENOIST LEVITE, lequel y ajouta les Constitutions de PEPIN, & de CARLOMAN, avec celles de CHARLES-MAGNE, & de LOUIS le Pieux, qui avoient été oubliées par ANSEGEISE, ou qui avoient paru depuis sa Collection. On en a encore quelques autres Collections, dont les mieux connus sont celles de HERARD Archevêque de *Tours*, & d'ISAAC Evêque de *Langres*. Mais la premiere qui ait été publiée, par voye d'impression, fut celle d'AMERPACH imprimée à *Ingolstadt* en

* L'Edition de Bizaro, dont je me sers ici, est extrêmement fautive. L'année 1506. y est marquée dans le Texte, & l'an 1556. dans la marge; Les noms y sont aussi tout estropiés.

(a) *Præf. l. Digestorum*, §. 3. *Constit. l. 2* & 3. *de novo Codice faciundo, confirmando & edendo, Instit. in Proem.*

(b) *Præf. l. Digestorum*, §. 4.

en 1645. chez ALEXANDRE WEISSHORN. JEAN DU TILLET, Evêque de *St. Brieux*, & en suite de *Meaux*, en publia une autre à *Paris* en 1548. HEROLDUS une troisième à *Basle* en 1557. laquelle fait partie de ses *Origines & Antiquitates Germanie*, & PIERRE PITHOU une quatrième en 1588. La Collection d'AMERPACH fut réimprimée à *Mayence* en 1602. par les soins du Pere BUSÆUS Jésuite, à la fin des Epîtres de HINCMAR; & GOLDAST, contemporain de BUSÆUS, l'inséra toute entière en ses *Constitutions Imperiales*, avec le Capitulaire de *Imaginibus non adorandis*, imprimé pour la première fois à *Francfort* en 1549. sous le nom d'ELIPHILI, & avec les Decrets de la Conférence de *Paris*, tenuë en 825. contre ceux du second Concile de *Nicée*, sur l'Edition qui en avoit été faite à *Francfort* en 1596. par les Heritiers de WECHELIUS. Il y a encore CAROLI CALVI & Successorum aliquot *Francie Regum Capitula cum Notis* J. SIRMONDI *Parisiis* 1623. in 8. mais la principale Edition que l'on ait des anciennes Constitutions Imperiales & Royales, appellées Capitulaires, c'est sans contredit celle de BALUZE, imprimée à *Paris* chez FRANÇOIS MUGUET en 1677. Il s'y étoit servi de dix-huit Exemplaires, qu'il avoit soigneusement conférés ensemble. Cependant le Capitulaire de *Imaginibus non adorandis* ne s'y trouve point, & même il n'en fait aucune mention.

XVI. Les Canons, & les Decretales ont aussi été recueillis avec beaucoup de soin. On en a des Collections Greques, & Latines; & celles-ci en beaucoup plus grand nombre que les autres. La principale, & la plus ample des Collections Greques, est celle de PHOTIUS faite vers l'an 880. & commentée depuis par JEAN ZONARE, par THEODORE BALSAMON, & par ARISTENE, ou ARISTIN.

XVII. Quant aux Collections Latines, la plus ancienne de celles qui nous sont restées se fit par l'autorité de *St. LEON le Grand*, vers le milieu du cinquieme siecle. C'est le sentiment de DE MARCA, de BALUZE, & du Pere QUESNEL de l'Oratoire qui redonna cette Collection au Public en 1675. avec les autres Oeuvres du même Pape. Après cela suivirent les Collections de DENIS le Petit sur la fin du cinquieme siecle & de FERRAND Diacre vers l'an 527. Celles de *St. MARTIN* Archevêque de *Braga* en *Portugal* en 572, de *St. ISIDORE* Evêque de *Seville* au commencement du septieme siecle; & d'ISIDORE Mercator ou Peccator, que l'on croit avoir été faite, peu de tems après le Pontificat de ZACHARIE. Il y eut aussi celles de CRESCONIUS, Evêque d'*Afrique*, vers l'an 670; de REGINON, Abbé de *Prum*, vers l'entrée du dixieme siecle; de BURCHARD, Evêque de *Worms*, environ l'an 1020; d'YVES, Evêque de *Chartres*, qui parut vers l'an 1100; & enfin la grande Collection, appellée communément le *Cours Canon*, qui en contient six particulieres, savoir le Decret de GRATIEN, les Decretales de GREGOIRE IX, le Sexte, les Clementines, les Extravagantes de JEAN XXII. & les Extravagantes Communes. C'est de cette dernière Collection qu'on se sert présentement, & que se tire presque tout le Droit Canon moderne.

XVIII. Nous avons, en suite, les Collections des Conciles, tant généraux que particuliers. JACQUES MERLIN, Docteur en Théologie, en publia une en 1524; & PIERRE CRABBE une autre en 1551. Une troisième parut à *Rome* en 1608. en 4. Volumes. BINIUS, Chanoine de *Cologne*, en fit sur celles-là deux autres, dont la dernière imprimée en 1618. faisoit neuf Volumes, & elle fut réimprimée à *Paris* en 1638. avec augmentation, jusqu'à dix Volumes. Le Pere SIRMOND, Jésuite, avoit aussi publié en 1629. une Edition particuliere des Conciles de *France*, qui fut fort estimée. La Grande Collection du *Louvre* parut en 1644; & fut généralement admirée, non seulement par la magnificence de l'Edition, qui est vraiment Royale, mais aussi par la richesse de ses augmentations. On ne croyoit pas alors qu'il se pût rien faire de plus. Cependant les Peres LABBE & COSSART, Jésuites, en donnerent une autre en 1670. qui véritablement lui est fort inferieure en beauté, & en correction, mais qui comprend, en dix-sept Volumes, toute celle du *Louvre* avec un quart d'augmentation. Et en dernier lieu le Pere HARDOUIN, de la même Compagnie, en a fait une troisième en douze Volumes, fort différente des deux précédentes, & qui sembloit devoir les effacer. Il y avoit travaillé par Commission expresse de l'Assemblée générale du Clergé tenue en 1685. & elle avoit été revüe par trois Examineurs Royaux, & imprimée par ordre du Roi T. C. dans son Imprimerie du *Louvre*, avec tout le soin qu'on peut penser. Ce n'étoit pas non plus un Ouvrage fait à la hâte; l'Auteur y avoit employé plus de vingt ans, & malgré tout cela, il a eu le déplaisir de le voir de nouveau soumis à l'examen, censuré, & en quelque maniere flétri; de sorte qu'à peine oseroit-on le citer. Les deux autres grandes Collections, qui naturellement devoient beaucoup perdre de leur prix, par la publication de la sienne, n'en font devenues que plus cheres, & plus recherchées.

XIX. Nous avons encore le *Bullarium Magnum*, imprimé à *Lyon* en 1692. sur l'Edition Romaine des deux CHERUBINI, continuée par le Pere ANGELO DE LANTUSCA de l'Ordre des Freres Mineurs. Il commence au Pontificat de *LEON le Grand*, & finit à celui de CLEMENT X. en cinq petits Volumes in folio.

XX. Je passe en courant sur toutes ces choses, mon dessein n'étant pas de faire l'histoire, ni la Critique de ces sortes d'Ouvrages. Je veux seulement faire observer, que dans tous les tems, sans en excepter les plus barbares, les habiles Gens ont cru rendre un service important

tant au Public, en s'apliquant à la recherche, & à la collection des Loix, Decrets, & Constitutions du Droit spirituel, & temporel; qu'on les a reçues de leurs mains avec joye, qu'on les a soigneusement conservées, & que, bien qu'il n'y en ait pas une, qui ne pèche en quelque partie, elles n'ont pas laissé, généralement parlant, d'acquiescer une très-grande autorité, non seulement parmi les Doctes, & dans les Ecoles du Droit Civil & Canon, mais aussi dans les Questions les plus graves de la Religion.

XXI. Touchant les Loix Civiles en particulier, le nombre des Collections qu'on en a est si grand, que ce seroit une chose infinie de vouloir en donner seulement le Catalogue. Il n'y a ni Royaume, ni Etat, quelque petit qu'il soit, qui n'ait les siennes, & qui ne soit obligé de les avoir; sans parler de tant de Villes, Châtellenies, Bailliages, & Territoires, dont chacun a aussi ses Privileges, ses Loix, & ses Coutumes écrites.

XXII. Il y a donc lieu de s'étonner, que les Loix du *Droit des Gens* aient été seules négligées, jusqu'au point de n'avoir trouvé, pendant seize siècles, aucun Compilateur, qui se soit donné la peine de les rechercher & d'en publier quelque Recueil.

XXIII. Car enfin, malgré cette négligence inconcevable, on ne sauroit nier, qu'elles ne fassent le Fondement de toutes les autres Loix, politiques & civiles; que leur autorité ne s'étende sur tout ce qui vit; que ce ne soit par elles, après Dieu, que les Rois regnent, & que, si elles venoient à perdre leur force, chose heureusement impossible, le Monde entier retomberoit aussitôt dans une confusion pire que celle du premier Cahos.

XXIV. Cependant, comme j'ai dit, il ne s'étoit fait aucune Collection de cette nature, avant le dix-septième siècle. Je parle des Collections publiques; car on fait bien, qu'il s'en trouve quelques-unes dans les grandes Bibliothèques, qui pourroient avoir un peu plus d'antiquité. Mais, outre que ces Collections manuscrites ne sont pas en fort grand nombre, elles sont pour la plupart si defectueuses, & si confusément rangées & ordonnées, que le meilleur usage qu'on en puisse faire, c'est de s'en servir pour d'autres Compositions plus remplies, & plus choisies.

XXV. MELCHIOR GOLDAST fut le premier, qui, au commencement du dernier siècle, entreprit quelque chose de semblable, ayant publié en 1607. ses *Statuta & Rescripta Imperialia, sive Constitutiones Imperiales*, qui furent suivies peu après de ses trois Volumes Latins qui portent aussi le Titre de *Constitutiones Imperiales*; de deux autres Allemands, qui sont ses *Reichs Satzungen*, & ses *Reichs Handlungen*, & enfin de toutes les autres riches Collections, qui sont pleines d'Actes publics, principalement ses *Politica Imperialia*, & ses *Allerhand gemeine Allen Regiments Sachen* &c. imprimés l'un & l'autre en 1614. Je n'entre point dans l'examen de tout le bien & le mal qu'on en a dit. Il étoit bien difficile, qu'il ne se glissât quelques Pièces de mauvais aloi entre tant d'autres excellentes, dont il étoit le premier Editeur. Ce qu'il y a de vrai est, qu'on en a fait plusieurs Editions, & qu'après un usage continuuel de plus de cent années, dans les Cours, & dans les Ecoles, on ne se lasse point de les rechercher, & de les réimprimer. GOLDAST est le Pere de tous les Compilateurs d'Allemagne en Droit Public. FREHERUS, LIMNEUS, LONDORPUS, MILLERUS, & quelques autres l'ont suivi avec réputation; mais par des routes assez différentes de la sienne. On ne doit pas compter non plus entre ses Imitateurs les Memorialistes, tels que sont, en Allemand, le *Diarium Europæum*, les *Relationes Francofurtenses*, le *Theatrum Europæum* & le *Staats Cantzley*; en Italien, le *Mercurio* de VITTORIO SIRI & ses *Memorie Recondite*; en François, le *Mercur* François, le *Mercur Historique*, les *Lettres Historiques* & le *Mercur Hollandois*; & en Hollandois, le *Hollandse Mercurius*, & les *Saeken van Staat en Oorlog* d'ATTENZAEMA. Ce sont de bons Livres, mais qui tiennent une espee de milieu entre le Journal & l'Histoire, & qui ne peuvent être rangés parmi les Collections Diplomatiques. J'en dis de même des Negotiations de quelques Ambassadeurs, qui ont paru en divers tems, la plupart Françaises, comme, par exemple, les Lettres & Negotiations des Cardinaux d'OSSAT, du PERRON, & RICHELIEU; celles du Président JEANNIN, du Duc d'Angoulême, de CASTELNAU, de BASSOMPIERRE &c. ni même les Actes & Memoires de quelques Negotiations de Paix publiques, & generales, comme celles de la Paix de Nimègue, & de Ryswyck, parce qu'elles sont bornées à des sujets trop particuliers.

XXVI. A proprement parler, il n'y a que Mr. LUNIG en Allemagne, & Mr. RYMER, en Angleterre, dont les Collections Diplomatiques soient du genre des *Constitutiones Imperii* & des *Reichs Satzungen* de GOLDAST; avec cette différence, qu'elles les surpassent infiniment en étendue, & en mérite. Les *Reichs-Archiven* de Mr. LUNIG contiennent seules treize Volumes in folio, son *Spicilegium Ecclesiasticum* quatre autres, son *Corpus Juris militaris* deux &c. Les *Acta, Conventiones* &c. de RYMER sont aussi dix-sept Volumes, & ne viennent cependant que jusqu'à l'an 1625. On n'est pas en peine d'où il a tiré ce prodigieux amas de toutes sortes de Pièces politiques, car les Archives de la Cour Britannique lui étoient ouvertes, & il les cite par tout. Mais pour Mr. LUNIG, qui n'a pas eu les mêmes avantages, du moins qu'on sache, on ne comprend pas comment il a pu faire, pour recueillir tant de milliers de Privileges, de Loix, d'Edits, de Constitutions, de Decrets, d'Accords, de Traitez, de Testaments, & d'autres Actes publics. Il seroit à souhaiter qu'il eût bien voulu citer ses sources. Cela lui eût fait honneur; mais quoi qu'il n'ait pas jugé à propos d'en

P R E F A C E.

d'en user ainsi, on ne peut pas douter qu'il n'ait puisé en des sources abondantes, & qui ne sont pas ouvertes à tout le monde; telles que sont par exemple les *Informations de Droit* & les *Deductions* que les Princes & Etats du Corps Germanique produisent au Conseil Aulique de l'Empire à Vienne & à la Chambre Imperiale à Wetzlar, quand ils y ont des affaires. Le nombre en est grand, & Mr. LUNIG a pu avoir des Amis dans ces deux éminents Tribunaux qui lui en auront procuré des Centaines; sans parler de celles qui lui auront été communiquées d'ailleurs, en Manuscrit. Car pour les Livres imprimés, ils n'ont pu lui fournir que la moindre partie des Pièces, qui se trouvent en ses Ouvrages, & même il paroît, en bien des endroits, qu'il ne s'est pas foudé de les épuiser. Au reste les *Reichs-Archiven* de Mr. LUNIG, son *Spicilegium Ecclesiasticum*, & la plupart de ses autres Collections ne regardent que l'Empire. Il ne fait guères d'excursions au dehors, qu'autant qu'il croit, que les Intérêts du dedans l'y obligent. La Collection de RYMER est pareillement limitée aux affaires de la *Grande-Bretagne*, & de ses Royaumes, Provinces, & Comtés. Leurs Livres aussi n'appartiennent au Droit des Gens qu'à cause du Droit public de leur propre Pais qui en fait une branche.

XXVII. Mais sous quelle Classe rangerons-nous le Recueil de FRIDERIC LEONARD? Car ce n'est point un Livre qui puisse beaucoup servir à la connoissance du Droit public de France. On ne peut pas dire non plus que ce soit une Collection du Droit des Gens universel, puis qu'on n'y trouve que des Traitez, Manifestes, Declarations de Guerre, & autres semblables Pièces concernant les Intérêts de la Couronne de France. La vérité est, que le hazard seul lui donna la naissance. LEONARD avoit imprimé les Traitez de Nimegue, avec une partie des Actes de cette Paix, sur le Privilege qu'en avoient obtenu les Sieurs PACHAU, PARAIRE, & TOURMONT, principaux Commis de Mr. de POMPONE Ministre & Secrétaire d'Etat. On lui avoit donné depuis les Arrêts de la Chambre Royale établie à Metz, & les Traitez de la Trêve de l'an 1684. & il vendoit tout cela, ou séparément, ou relié ensemble en un Volume, selon le desir des Acheleurs. A mesure qu'une Pièce venoit à lui manquer, il la réimprimoit de nouveau, pour la joindre aux autres sans lui donner d'autre forme que la premiere. Ainsi ce n'étoit toujours que des Pièces détachées, imprimées en divers tems, sous divers Titres, & en toute sorte de Caractère. Il s'avisait en suite d'y vouloir joindre les principaux Traitez, qui avoient été faits par les Rois de France, pendant le siecle, en remontant jusqu'à la Paix de Vervins, & à force de chercher parmi ses Amis, il y trouva assez de Pièces pour augmenter son Recueil jusqu'à quatre Volumes. Le bonheur s'en mêla; Son dessein plut à quelques Ministres, & ils lui communiquerent environ trois cens Pièces, dont il compila ses deux premiers Volumes. Elles commencent au Traité d'Arras, fait le 21. Sept. 1435. & finissent en 1600. C'est ce qu'il y a de meilleur, & de mieux rangé en tout son Livre. Je soupçonne que Mr. AMELOT DE LA HOUSSEY y mit la main, & ce qui me confirme en cette pensée, c'est qu'il y joignit ses Observations, lesquelles commencent à la même Epoque, & tombent principalement sur les mêmes matieres. Il ne laisse pas de les poursuivre jusqu'à l'an 1684. mais plus legerement, & comme il paroît, pour faire plaisir au Libraire qui l'en avoit prié. Ce qu'on y a ajouté depuis ce tems-là, jusqu'à l'an 1714. se réduit aux Traitez les plus generalement connus, & en petit nombre.

XXVIII. Un autre petit Recueil de Traitez, Lettres & Memoires, avoit précédé celui-là en 1650. & il avoit été réimprimé à Amsterdam chez VANDYCK en 1672; mais il ne contient que soixante-quatorze Pièces; dont la plupart se trouvent aussi dans le Recueil de LEONARD, bonnes & mauvaises, mais non pas toutes.

XXIX. On en a un troisième sous le Titre de *Theatrum Pacis*, dont je ne dois pas oublier de faire mention. Ce sont deux Volumes in 4°. le premier imprimé à Nuremberg en 1685. & l'autre au même Lieu en 1702. tous Traitez de Paix, de Trêve, d'Alliance, & d'Accommodement sans aucun mélange de Memoires, Lettres, ou autres Actes, & ils sont traduits en Allemand. C'est dommage qu'il y en ait un si petit nombre; car on n'y trouve que soixante-dix Pièces en tout, qui commencent en 1647. & finissent au Traité d'Oliva en 1660.

XXX. Mr. NESSEL, Bibliothécaire de l'Empereur LEOPOLD d'heureuse, & glorieuse memoire, avoit aussi entrepris une Collection de Traitez, & il en avoit publié en 1690, un *Prodromus seu Catalogus Chronologicus*, qui commençoit en 1400. & finissoit en 1685. mais la mort ne lui permit pas d'exécuter son dessein, & priva le Public de l'avantage qu'il en pouvoit attendre.

XXXI. Après le *Theatrum Pacis*, vient le *Codex Juris Gentium*, de Mr. LEIBNITZ. Cette Collection ne contenoit au commencement que 479. pages, qui n'en auroient pas fait 300. forme & caractere de celle-ci, & la Seconde Partie qu'il y ajouta sept ans après, sous le Titre de *Mantissa*, n'étoit ni plus grosse, ni plus considerable. On y trouve néanmoins beaucoup de Pièces curieuses, & utiles, dont il a été le premier Editeur; mais elles n'y sont pas le plus grand nombre. Pour les autres, elles étoient déjà publiques avant lui, & quelques-unes sur de meilleures Copies que les siennes. Cela se connoitra facilement par les Citations, que j'ai eu soin de joindre toujours à chaque Pièce, afin qu'on sache certainement d'où elle est tirée, & dans quels autres Livres elle se trouve aussi.

XXXII. Je passe au grand *Recueil des Traitez de Paix, de Trêve, de Neutralité, de suspension d'armes, de Confederation, d'Alliance, de Commerce, de Garantie, & d'autres Actes publics* imprimé à *Amsterdam* chez HENRI & la Veuve de T. BOOM, & à la *Haye* chez ADRIEN MOETJENS, & HENRI VAN BULDEREN, en 4. Volumes in folio. C'étoit encore une entreprise de Libraires. MOETJENS fut le premier à qui elle vint dans l'esprit. Il étoit fort vigilant, & il entendoit parfaitement la Librairie. Comme il vit que le *Recueil* de LEONARD se vendoit bien; que celui de Mr. LEIBNITZ étoit aussi fort recherché, & qu'on faisoit cas du *Theatrum Pacis*, il jugea que, si on les incorporoit ensemble, & qu'on y ajoutât tout ce qui se pourroit trouver de semblable ailleurs, on pourroit en former un Livre, qui infailliblement seroit d'un bon débit. Divers Ministres l'encouragerent en ce dessein; les Libraires ses amis y entrèrent, & un Homme de Lettres, dont le nom est en estime par ses Ouvrages, mais qui ne vouloit pas être connu en celui-ci, leur promit ses soins pour l'arrangement des Pièces, & pour la composition des Titres, & de la Préface, sans se mettre autrement en peine du reste, & sans y prendre aucun intérêt.

XXXIII. Je supplie le Lecteur, de ne point exiger de moi un plus grand compte de ce Livre. Tout ce que je puis lui en dire, c'est qu'on en a vu peu, dont le succès ait été plus heureux, plus prompt, & plus général. Il ne faut pas en être surpris; rien de semblable ne s'étoit encore vu en ce genre, & quel qu'il fût, les Ministres ne pouvoient s'en passer. Le débit en fut si grand, que, quelques années après son impression, il ne s'en trouvoit plus, & qu'aux Aucteurs, quand il s'y rencontroit, il se vendoit jusqu'à cent cinquante Florins. Enfin on en demandoit de toutes parts une seconde Edition, & il étoit julle de satisfaire l'empressement du Public. Mais, en lui donnant cette satisfaction, il falloit que ce fût à son avantage, & d'une manière dont il pût tirer une véritable utilité. C'est-à-dire qu'il falloit purger le Livre de toutes les fautes, qui s'y étoient glissées, ou qu'on y avoit laissées, en copiant trop fidèlement celles de LEONARD, de LEIBNITZ, d'AITZEMA, de PERARD, & des autres Auteurs, dont on s'étoit servi, pour sa composition; Qu'il falloit en ôter les mauvaises Copies, qui s'y trouveroient, & les remplacer par de meilleures; suppléer par une bonne augmentation à ce qui pouvoit y manquer; en un mot, le revoir, le corriger, le compléter, & le refondre, pour ainsi dire, d'un bout à l'autre.

XXXIV. Tout cela étant assez de mon ressort, parce que mes occupations ordinaires, qui m'ont donné quelque part en plusieurs grandes Negociations, m'obligeoient souvent à feuilleter les Traitez, & à rechercher les anciens Titres, & Documents, je formai le dessein, jusqu'à ce que les Libraires, à qui appartenoit le * Droit de Copie, le trouvant dans la disposition de le réimprimer avec augmentation, me firent prier de réunir mon dessein au leur, pour le plus grand avantage du Public, ce que j'acceptai avec plaisir.

XXXV. J'avoue ingénument, que jusqu'alors mon dessein s'étoit borné à une simple seconde Edition de ce Livre. Ce fut aussi sur ce pied-là que je commençai mes Recherches; mais à mesure qu'elles s'avancèrent, je me trouvai dans une abondance inespérée, qui me donna lieu de penser à quelque chose de plus. Un grand nombre de Livres déjà feuilletés, examinés, & annotés, m'offroient d'avance un ample Trésor de Documents illustres. Il n'étoit plus nécessaire de les chercher, mes Repertoires en étoient pleins, mais seulement de les choisir. Les Manuscrits ne me manquoient pas non plus. Les Libraires m'en avoient fourni beaucoup qui leur avoient été envoyés de la Bibliothèque Royale de *Berlin*, par ordre du feu Roi de *Prusse* de glorieuse mémoire, en faveur de la seconde Edition; ce qui joint aux miens propres, les uns venus de l'ancienne Chambre des Comptes de *l'Ille*, les autres du Greffe de leurs Hautes Puissances les Etats Généraux des *Provinces Unies*; des Archives de l'Ambassade d'*Espagne* à la *Haye* & de la communication qui m'en avoit été faite par divers Ministres de tout Caractère, avec lesquels j'ai eu l'honneur de vivre en relation & en amitié, pouvoit suffire pour un Volume de raisonnable grosseur.

XXXVI. Je ne fai si l'envie de rendre au Public un service considérable, & de faire passer mon nom avec honneur à la postérité, ne m'en imposa point. Mais enfin j'osai former le dessein d'un *Corps Diplomatique*, qui pût être, dans le *Droit des Gens*, du même usage & de la même utilité, que le *Corps des Loix Justinien* le peut être dans le *Droit Civil*. Je ne me flatois point de le remplir suffisamment. Ces sortes d'Ouvrages ne sont pas de nature à pouvoir être finis en peu d'années, ni par un seul homme; mais je ne desespérois pas de le porter assez loin, pour mettre en état ceux qui viendront après moi, de le poursuivre avec succès. Les difficultés que j'y appercevois ne me rebuterent point, je songai seulement à les surmonter.

XXXVII. Mon premier soin, après avoir réglé mon Plan, fut d'en rendre compte à son Excellence Monseigneur le Grand Chancelier Comte de SINZENDORFF, Ministre, & Conseiller d'Etat Intime, & de Conférence, sous les ordres duquel j'ai l'honneur d'être rangé en qualité d'Historiographe de Sa Majesté Imperiale & Catholique. C'est un Seigneur très-

* *Droit de Copie*, est le Droit d'un Libraire, pour imprimer ou réimprimer un Livre, à l'exclusion de tout autre du même Pais. Il est respecté en *Hollande* presque à l'égal d'un Privilège.

très-respectable par le rang que lui donnent sa naissance, ses Dignitez, & le haut Ministère, dont il est revêtu ; mais encore plus, si j'ose le dire, par l'excellence de sa vertu, par l'étendue de ses lumières, & par la beauté de son Âme. Digne & sage *Mecene* de Notre Grand Auguste, il ne laisse échapper aucune occasion de protéger les Arts, les Sciences, les Lettres, & généralement tout ce qui est utile au Public. J'espérois que, quand mon Dessein lui seroit connu, il ne refuseroit pas d'en favoriser l'exécution, par toute la communication qui se pourroit accorder, & mon atente ne fut point trompée. Le Public lui sera redevable de plus de mille Pièces importantes, dont la plupart sont tirées des Archives Impériales, Royales, & Archi-Ducales de la très-Auguste Maison, & les autres de son propre Cabinet, & des Protocoles de ses Ambassades.

XX XVIII. C'étoit pour moi un grand encouragement à redoubler mes efforts, & à ne rien omettre de ce qui pourroit contribuer à rendre ma Collection plus complete. Considérant donc, que l'utilité qui en reviendrait, seroit commune à toutes les Cours de l'Europe, il me parut qu'il étoit de mon devoir d'y rechercher aussi de semblables communications. Je ne puis pas dire que je me sois adressé à toutes sans exception ; le nombre en est trop grand ; mais pour la plupart, elles ont été suffisamment importunées de mes Lettres, & Memoires, pendant deux ou trois ans, que dura cette sollicitation.

XX XIX. J'y representai que la Communication, que je demandois, ne devoit souffrir aucune difficulté, puisqu'elle ne s'étendrait pas au-delà de ce qu'on voudroit, & dont on croiroit soi-même que la Publication pourroit être avantageuse, ou du moins indifférente ; qu'on en seroit absolument le maître, & qu'ainsi on n'auroit pas sujet d'en appréhender le moindre préjudice, au lieu qu'on pourroit en retirer tous les avantages qui suivent de la conservation des Titres les plus importants à la gloire ou aux Intérêts du Prince, ou de l'Etat ; que les Archives les mieux gardées étoient sujetes à mille accidents, qui pouvoient les détruire ou en un seul jour, ou avec le tems ; qu'il ne falloit qu'une Guerre, une prise de Ville, ou même une Sedition populaire, pour les disperser, ou les mettre en feu, Qu'un malheureux Incendie survenu tout d'un coup pouvoit produire le même effet ; & que, quand tout cela n'arriveroit point, il n'étoit pas aisé de les garantir des injures du tems, des vers, de l'humidité, des intemperies de l'air & même de la négligence de ceux à qui la garde en est confiée ; que ma Collection offroit un moyen sûr, facile, & qui ne coûteroit rien, de conserver tout ce qu'on avoit de plus précieux en ce genre ; & de le mettre pour jamais à couvert de toute dispersion, embrasement, ou pourriture : Que la crainte de voir employer, dans un Ouvrage de partialité, les Pièces qu'on m'auroit communiquées, ne devoit point non plus avoir lieu ici : Que ce seroit un Livre absolument neutre, c'est-à-dire d'une utilité commune à tous les Rois, Princes & Etats, sans distinction de Partis, de Causes, d'Intérêts, & de Religion ; Que chacun y trouveroit ses Droits, & ses obligations, mais que ce seroit dans les Actes mêmes, & que je ne les accompagnerois d'aucun Commentaire, Notes, ou Remarques apologetiques, ma résolution ferme étant de n'y combattre, & de n'y défendre les Droits de personne ; Que j'y donnerois les Pièces en leur entier, autant qu'il me seroit possible, préférant toujours les Originaux aux Copies, & les meilleures Copies aux moindres, les distinguant les unes des autres par des Notes marginales, & citant par tout les sources d'où elles seroient tirées, tellement que chaque Titre, Traité, Constitution, ou autre Document, porteroit toujours avec soi la marque spécifique du plus, ou moins de son autorité.

XL. Cette Exposition parut avoir été goûtée en quelques Cours ; On me fit l'honneur d'y louer mon dessein, & l'on me fit esperer des Communications fort étendues. En quelques autres, on me demanda des specifications de ce qui me manquait, & de ce que je voudrois avoir. En d'autres, on s'excusa sur le desordre, où se trouvoient les Archives par le malheur des Guerres & en quelques autres, on se contenta de ne point répondre.

XLI. Je ne puis pas dire que ces devoirs aient été absolument inutiles. Ils ont produit quelque chose, mais en vérité beaucoup moins que je n'avois lieu d'esperer. Je ne laisse pas d'avoir infiniment de l'obligation aux Ministres qui ont bien voulu les appuyer de leurs bons offices, & je demeure avec la satisfaction de n'avoir à me reprocher aucune négligence.

XLII. Quand je sollicitois les Cours pour des Communications, ce n'étoit point dans le desir d'entasser inconsidérément Volumes sur Volumes. La matiere ne me manquoit point, j'ai toujours été plus en peine de reduire ma Collection, que de la grossir. Je ne voulois point aller au delà de douze bons Volumes, parce que tout Livre qui excède cette grosseur devient trop pesant pour le transport, & trop cher pour la plupart des Acheteurs. Cependant, cette reduction m'engageoit à une grande augmentation de travail ; car, pour la faire avec discernement & connoissance, il falloit choisir, & pour choisir il falloit lire. Joint à cela que, dans l'exactitude que je m'étois prescrite, ce n'étoit pas assez d'avoir trouvé un Acte bon, & utile en soi, pour me déterminer à l'insérer dans ma Collection sans aucun autre examen. Toutes les Copies d'un même Acte, qui se trouvent dans les Livres

imprimés, & même dans les Archives, ne s'accordent pas ensemble. La plupart de celles qui nous restent des Actes anciens sont corrompues, & les unes ne sont pas toujours si complètes que les autres. Il faut en examiner la Préface, le Dispositif, les Titres, les Noms, les Formules, les Dates, & les Signatures. Telle Pièce m'a coûté dix lectures avant que j'aye pû me déterminer sur le choix des Copies. Quelquefois aussi la diversité des Copies s'est trouvée si grande, que n'osant me charger d'un choix décisif, & voulant laisser au Lecteur la satisfaction de le faire lui-même, j'ai mieux aimé les donner en double l'une après l'autre, comme, par exemple, celle du Diplôme vrai ou faux d'OTTON I. du 13. Novembre 962. par lequel GAUTIER DE GONZACUE est créé Vicaire de l'Empire, & Marquis de MANTOUE, & celle de la Constitution de NICOLAS II. de l'an 1059. pour l'Élection des Souverains Pontifes.

XLIII. Ma Collection entière contiendra environ dix mille Actes, petits ou grands, annexes ou principaux; mais, pour en faire le choix, il a falu en lire, ou parcourir plus de cinquante mille. Il a falu aussi les chercher en plus de deux mille Volumes, presque tous fort gros, & que je n'avois pas toujours à la main. Ce travail étoit pénible & long. Il y a six ans, que je le commençai, & de ces six années mes autres occupations en ont emporté un bon tiers.

XLIV. Je me flatte que, si l'on confère ma Collection avec toutes celles qui l'ont précédée, on y remarquera une différence d'exactitude, qui me fera honneur tant à l'égard du choix des Pièces & des Copies, qu'à l'égard du soin que j'ai pris des Citations, & de l'éclaircissement des Dates, qui ne sont plus en usage; autre casse-tête, dont personne, avant moi, n'avoit voulu s'embarrasser.

XLV. Touchant le choix des Pièces, la grande règle, que j'y ai suivie, a été de n'admettre dans ma Collection que celles qui se trouvent naturellement comprises dans le Plan que j'ai entrepris avec exclusion de toutes les autres quoi que bonnes. Du reste je ne me charge de la garantie d'aucune. Mes Citations font voir d'où ma Copie est tirée; c'est de cela que je réponds, & j'espère qu'on n'en exigera pas davantage de moi; sur tout à l'égard des Pièces qui pourroient être contestées de faux. L'insertion que j'en ai faite ne leur donne aucune autorité plus grande qu'auparavant; cependant j'ai eu soin d'en avertir toutes les fois que j'en ai eu connoissance.

XLVI. Pour les Copies, celles que j'ai envoyées aux Imprimeurs, ou que j'y enverrai ci-après, sont de trois sortes. Les unes se trouvent imprimées dans les Livres d'où je les tire, & en celles-là je ne puis commettre d'erreur; car je ne les fais point transcrire; on doit les imprimer sur les Livres même; les autres sont venues des Archives, & les autres sont faites chez moi. Entre les Copies venues des Archives, il y en a d'authentiques, c'est-à-dire vidimées, & à celles-là, il n'y a encore rien à reprendre; elles ont toute la formalité, qu'on y peut désirer. Les autres ne sont pas certifiées; mais pourtant elles viennent des mêmes sources, & sont écrites avec le même soin. Il n'y manque que la formalité. Les Copies faites chez moi n'ont pas, je l'avoue, la même Autorité; mais je puis assurer, qu'elles ont été toutes collationnées, & que j'ai eu tout le soin imaginable de faire en sorte, qu'elles représsentassent parfaitement leurs Originaux, sans en excepter l'Orthographe, les Abréviations, les Lacunes, les Barbarismes, & tous les autres vices qui pourroient s'y trouver. J'ai aussi recommandé très-instamment aux Libraires, d'y apporter de leur côté une attention égale à la mienne, de crainte que les Imprimeurs n'ajoutassent leurs fautes à celles des anciennes Copies, & que les Correcteurs n'en fissent encore de plus grandes, en voulant corriger à leur mode, ce qui doit rester comme il est, vicieux ou non. Voici en propres termes, ce que je leur écrivis au Mois de Decembre 1721. *Les Pièces ne sont point mon Ouvrage. Je n'y ai d'autre part que la recherche, le choix, & l'arrangement. Elles sont ou anciennes, ou modernes. Les anciennes sont ordinairement défectueuses, & fort corrompues, le langage en est si barbare, qu'il faut quasi deviner pour l'entendre. On n'y peut compter sur aucune règle d'Orthographe, & les Lacunes y sont fréquentes. Mais, telles qu'elles sont, il ne m'appartient pas de les corriger dans leur texte, soit par addition, retranchement, supplément, ou mutation. Le Public ne m'a point donné d'autorité pour cela, & mon faible discernement ne peut servir de règle à personne. Quant aux Pièces modernes, & je compte pour telles toutes celles du seizième siècle; on pourra se donner un peu plus de liberté, non pas pour y changer les mots, les noms, ou les Dates, mais seulement à l'égard des fautes d'Orthographe, & des omissions évidentes de conjonctives, de disjonctives, & autres semblables particules, quand on verra que ce ne sont que des fautes de Copiste. A cela près, il faut les laisser comme elles sont, sans s'ingérer de les restituer par Conjecture, là où l'on voit qu'elles manquent. On pourroit corriger une faute par une autre, & il vaut encore mieux y laisser celles d'autrui, que d'y mettre les siennes.*

XLVII. Je ne doute nullement que les Libraires n'ayent bien compris l'importance de ces avis & qu'ils n'ayent choisi de très-habiles Imprimeurs. Il étoit de leur intérêt de rendre leur Edition la plus correcte qu'il se pourroit. Mais, si malgré leurs soins & les miens, on

venoit

venoit à y rencontrer quelque grande faute d'impression, ce ne seroit pas à moi qu'il faudroit s'en prendre. Le Livre s'imprime à *Amsterdam*; moi je suis à *Vienne*, & quand même je residerois sur les lieux, il ne me seroit pas possible de l'empêcher, ni d'y remédier.

XLVIII. Les Editeurs du Recueil de l'an 1700. se font un grand mérite dans leur Préface, du soin, qu'ils ont eu de citer par tout, & ils ont raison, on doit leur en savoir gré; car, par ce moyen, on fait toujours à peu près, de quelle autorité la Pièce peut être, & où l'on doit recourir pour en faire la collation, si on en a envie; mais j'ose dire qu'à cet égard, de même qu'à tout autre, mon exactitude a fort surpassé la leur. Je ne me contente pas de citer le Livre d'où je tire la Pièce; quand je la trouve en d'autres Auteurs, je les cite aussi, & j'avertis le Lecteur, du moins en général, des différences que j'ai remarquées, si bien que ceux qui ont intérêt à l'examiner de plus près, savent tout d'un coup où ils doivent s'adresser. Il n'y a que les Pièces d'Archives à l'égard desquelles j'ai cru ne devoir pas suivre cette règle. Les Archives des Princes & Etats sont les sources capitales où tout bon Auteur doit puiser s'il le peut, & il m'a paru que ce seroit une superfluité de citer un Auteur particulier après avoir cité une Archive Imperiale ou Royale.

XLIX. Pour ce qui est des Dates, qu'on doit regarder comme une des parties les plus importantes du Diplôme; puis que de-là dépend toute sa force, & validité, j'ai apporté une attention particulière à les vérifier, & à les éclaircir, non pas dans le Texte, qui est toujours inviolable pour moi, mais bien dans la marge, & dans mon arrangement. Or ces Dates sont en général de trois sortes. Les unes sont vraies, & claires; & celles-là n'exigent aucune Note; les autres sont fausses, ce qui se peut connoître quelque-fois par diverses observations, & quand je m'en suis aperçu, je n'ai pas manqué d'en avertir. Les autres enfin sont vraies, mais elles ont besoin d'interprétation ou d'éclaircissement, parce qu'elles ne sont pas marquées selon le Stile commun, & principal d'aujourd'hui, qui est le Stile *Gregorien*. Or ces Dates diffèrent beaucoup entr'elles, & sont de bien des sortes. Car, sans parler de différentes Epoque & Eres, qui ont été en usage dans le Monde, avant le siècle de *CHARLES-MAGNE*, & qui ne se trouveront dans aucun des Actes de ma Collection, il y a l'Ere d'*Espagne*, celle des *Grecs Modernes*, & celle de l'*Hegire*, dont les Dates ont nécessairement besoin d'interprétation. Il y a de même les années Paschales de *France*, celles d'*Angleterre*, celles de *Venise*, & celles de l'Incarnation, qui ne commencent, & ne finissent pas avec celles de la Nativité. Il y a pareillement les années des Pontificats, & des Règnes, qui sont sujettes à de grandes difficultés, & enfin la différence des deux Stiles qui sont aujourd'hui en usage, le vieux & le nouveau, & auxquels les Protestans d'*Allemagne* viennent d'en ajouter un troisième, pour la celebration de la Fête de Pâques.

L. Mais de toutes les difficultés & obscurités qui naissent de ces différentes manieres de compter le tems, la plus grande peut-être, & celle qui se rencontre plus fréquemment dans les Actes du treizieme, quatorzieme, quinzieme, & seizieme siècle, c'est sans contredit celle qui résulte des Dates par Feries, & par Fêtes, soit mobiles, soit statives. Cependant nul autre Compilateur, avant moi, ne s'étoit mis en peine de donner cette clarté à sa Chronologie: Je suis absolument le premier qui en ait entrepris la tâche, & qui par ce moyen ait su ranger chaque Diplôme selon sa vraie Date de Mois & de jour. C'est ce que la Date Marginale & Ordinale indiquera toujours, à l'exception peut-être d'une centaine, qui sont restées en arriere, parce qu'au commencement je ne m'étois pas avisé de cette sorte d'exactitude. Mais l'inconvenient en est petit; car je me propose, avec l'aide de Dieu, de mettre, à la tête de ma seconde Collection, des Prolegomenes, qui éclairciront suffisamment les principales difficultés de la Diplomatique ancienne, & moderne, tant à cet égard, qu'à l'égard des formalités, solemnités, discordance des Instruments, & marques de leur supposition ou fausseté. J'y joindrai même des Tables entieres, qui, à l'ouverture du Livre, fourniront au Lecteur, l'interprétation de toute Date difficile, pourvu qu'elle soit vraie, & sa réduction aux années de l'Ere vulgaire de la Nativité, soit que cette Date se trouve dans mon Corps Diplomatique, ou dans quelque autre Livre publié avant ou après le mien. Et de crainte qu'il ne se glisse quelque faute d'impression dans ces Tables, je donnerai des méthodes courtes, faciles, & sûres, pour en faire par soi-même la preuve, & la vérification.

LI. Quelques Amis fort éclairés m'ont souvent témoigné qu'il seroit fort à souhaiter que cette grande Collection fût accompagnée de Notes perpetuelles, sur les difficultés de toutes sortes qui s'y rencontrent à chaque page, & je conviens qu'étant faites avec science, sagesse, & impartialité, elles y seroient extrêmement utiles. Il y en faudroit sur tout de Genealogiques, & de topographiques; les premieres, pour faire connoître en marge de chaque Instrument qui & quels sont les principaux Acteurs qui y paroissent, & les autres, pour expliquer pareillement, de quels Lieux, Villes, Rivières, & Pais il y est parlé, où ils sont situés, & sous quel nom ils sont présentement connus. Si j'eusse été d'âge à l'entreprendre, & si mes Occupations nécessaires eussent pû me le permettre, je m'y serois volontiers appli-

P R E F A C E.

appliqué; mais cela eut exigé bien du tems, & je n'en ai plus guères à ma disposition. Ainsi pour toutes Notes, je ne me suis chargé que de celles qui étoient absolument nécessaires, pour rectifier, autant que je l'ai pu, une partie des Dates fausses & pour interpréter les autres, comme aussi pour faire observer les discordances, ou la fausseté de quelques Diplomes considérables, sans toucher au fonds de la matière, lequel je réserve pour les Prolegomenes dont j'ai déjà parlé.

LII. Après cela, si quelqu'un vouloit bien prendre sur soi le soin d'un bon Glossaire, interprétatif de tous les mots anciens, & nouveaux, qui ne sont pas de l'usage commun, & qui néanmoins se trouvent dans ma Collection par milliers, cela seroit excellent; mais il faudroit y comprendre tous les mots *Latins, Allemands, François, Hollandois, Espagnols, & Italiens*. On peut en attendant se servir du *Glossarium mediæ & infimæ Latinitatis* de du FRESNE DU CANGE, de ceux de PITHOU, de BIGNON, & de BALUZE in *Lege Sælica & ad Libros Capitularium*, insérés au nombre de huit dans le second Tome des Capitulaires de BALUZE, du *Thesaurus præcticus* CHRISTOPHORI BESOLDI; de *Orbis Litterarum*, sive *Continuatio Thesauri Præctici* BESOLDI; de l'*Instructorium Forense Lyntherro editus, cum Appendice* AHASDERI FRITSCHI, & de l'*Instructorium Forense Lyntherianum*, comme aussi du *Lexicon Etymologicum Linguae Germanicæ*, & de l'*Historia Studii Etymologici* de Mr. ECCARD, des petits Glossaires de GOLDAST & de CALVIN le Jurisconsulte, des Notes de WENDELINUS sur la Loi Salique, & autres semblables.

LIII. Quant aux Notes critiques, historiques, & politiques, ce seroient bien celles, qui piqueroient davantage la curiosité du Lecteur, mais aussi celles qui demanderoient le plus d'érudition, & de sagesse. Pour moi qui, en publiant cet Ouvrage, ai prétendu me renfermer dans les bornes d'une impartialité, contre laquelle il n'y eût rien à dire, je n'avois garde de toucher ces matières soit directement, ou indirectement, outre que je n'en avois pas le loisir. Le fera, qui voudra; je prendrai seulement la liberté de dire, en faveur de ceux qui, dans la suite, pourroient former un semblable dessein, qu'à mon avis la meilleure méthode ne seroit pas d'y employer des Notes marginales, parce que les interruptions, & les répétitions y seroient inévitables. Il vaudroit mieux sans doute que cela se fit par des Commentaires bien suivis, & en même tems bien divisés selon les Puissances, & les matières.

LIV. Les Tables Chronologiques, qui se trouveront au commencement de chaque Volume, comme cela s'étoit pratiqué au Grand Recueil, y suppléeront par provision, & lors que toute la Collection sera imprimée, je me propose d'y ajouter un Volume, qui repètera tous les Titres des Pièces rangés selon le même ordre des Puissances & des matières en sorte que les Papes, les Empereurs, les Rois, les Electeurs, les Princes, les Républiques, & même les Comtes, Seigneurs, & Villes libres y auront chacun leur Classe particulière, dans laquelle se trouveront tous les Traitez, toutes les Constitutions & tous les Actes publics qu'ils auront faits, ce que j'observerai aussi à l'égard de certaines matières principales, qui mériteront d'être distinguées. Ainsi l'on aura un double Répertoire; l'un entierement Chronologique, & à la tête de chaque Tome, & l'autre mixte, savoir par Maisons, & Puissances, & néanmoins aussi Chronologique qui fera un Volume particulier à la fin de toute la Collection.

LV. Je ne sai si le Public n'auroit point souhaité qu'à l'exemple des Editeurs du Recueil de Hollande, j'eusse joint des Traductions *Latines* ou *Françoises* aux Pièces couchées en des Langues moins généralement connues que celles-là; comme par exemple aux Pièces *Allemandes, & Hollandoises*. Mais de fortes raisons m'en ont empêché. La première est, que ces Traductions y auroient occupé quinze cens, ou deux mille places, lesquelles sont présentement remplies par quinze cens ou deux mille autres Pièces considérables, qui n'auroient pu y entrer, sans grossir excessivement le Livre. La seconde, encore plus forte que celle-là, est la difficulté de trouver des gens capables de les bien faire, & qui eussent bien voulu en prendre la peine. Car il faut remarquer, que de toutes les Traductions, les plus difficiles, & les plus importantes, après celles de l'Ecriture sainte, ce sont les Traductions des anciens Traitez, & Diplomes, concernant les Droits des Princes, & Etats de l'*Europe*, mais particulièrement celles des Pièces *Allemandes*, & entre les Pièces *Allemandes* celles qui sont de quelque antiquité. Ceux qui entendent la Langue en conviendront aisément, & ceux qui ne l'entendent pas peuvent néanmoins en juger par la lecture des anciens Diplomes *Latins, & François* qui en quelque partie ne sont pas intelligibles, & qui ont grand besoin, comme j'ai dit, d'un bon Glossaire, qui en donne l'interprétation. C'est la même chose, & pis encore à l'égard de l'*Allemand*, tout y est énigme. D'ailleurs, supposé qu'on eût trouvé des Gens pour faire ces Traductions, & pour les bien faire, à quelle augmentation de dépenses cela ne seroit-il point allé? sans parler du retardement, que l'Edition en auroit souffert; & qui n'eût accommodé ni les Libraires, ni le Public.

LVI. Il a donc fallu se résoudre à laisser toutes les Pièces dans leur Langue originale sans traduction, aussi bien les *Allemandes* que les autres. Mais en prenant ce parti, j'ai eu soin de suppléer, autant que je le pouvois, à ce défaut par des Titres étendus, qui sont premièrement couchés dans la Langue de la Pièce, & en suite interprétés tout au-long en Langue

Fran-

Françoise, afin que le Lecteur étranger sâche d'abord, ce que c'est. Quelquefois ils le font de maniere qu'on les peut regarder comme un véritable sommaire de tout le contenu; quelquefois aussi ils sont un peu ferrés, ce qui vient de ce que ceux, sur qui j'ai été obligé de m'en reposer, en partie, à cause de la Langue, n'ont pas toujours eu la patience de les étendre davantage, ou que peut-être, trouvant la matiere trop difficile, ou la diction trop obscure, ils n'ont osé s'y hasarder, de crainte de s'y méprendre. On ne laisse pas d'y trouver toujours le nom propre de la Pièce; celui ou ceux des Princes, Seigneurs, & Etats qui y paroissent avec leurs principales qualités, le sujet qu'on y traite, & la Date du lieu, du jour, & de l'année. De sorte que les Etrangers qui, pour le soutien d'un Droit, ou pour l'éclaircissement d'un point d'histoire, chercheront quelque Document dans ma Collection, même sans l'avoir connu auparavant, verront d'abord par le Titre, si celui-ci, ou celui-là, peut leur être utile; auquel cas l'ayant déjà trouvé, il ne tiendra qu'à eux de le faire traduire d'un bout à l'autre.

LVII. A l'égard des Pièces *Latines*, *Espagnoles*, & *Italiennes*, j'ai dû supposer que les Ministres, & autres Gens d'Etat les entendront aussi bien que celles qui sont couchées en Langue *Françoise* & que ce seroit une peine superflue de vouloir leur en faciliter l'intelligence par des Titres interpretatifs. C'est pourquoi j'ai observé, dans toute ma Collection, de donner des Titres *Latins* aux Pièces *Latines*, des Titres *François* aux Pièces *Françoises* & ainsi des autres. Cet ordre étoit si naturel, & si regulier, que j'aurois cru commettre une grande faute de m'en écarter. J'écris pour tout le monde, & comme je me suis fait une Loi inviolable d'observer dans cette Collection une parfaite impartialité à l'égard des matieres, il m'a paru, que je ne pouvois aussi en rendre l'usage trop-également commun à toutes les Nations à l'égard de la Langue.

LVIII. J'espère qu'elle sera utile à tous les Savans en général. Les Genealogistes y trouveront souvent, de quoi résoudre leurs doutes, par l'autorité d'un Diplome non suspect, qui contiendra les preuves de la vérité, qu'ils cherchent. Les Théologiens seront bien aises d'y rencontrer un grand nombre d'Edits, de Reglemens, de Decrets, de Sentences, de Constitutions, de Censures, de Condamnations, d'Excommunications, de Reconciliations, & d'autres Actes émanés en divers tems de l'autorité des Souverains Pontifes, des Empereurs, ou des Conciles Generaux, & Particuliers dans les Affaires de Religion qui ont le plus influé sur celles de l'Etat, & qui ont enfin changé toute la Constitution publique de l'Empire, de la France, de l'Angleterre, & de divers autres grands Royaumes, Etats, & Principautés. Ceux qui étudient les Droits respectifs du Sacerdoce, & de l'Empire ne seront pas mal de consulter aussi cette Collection, car j'ai eu une attention particuliere à y faire trouver tout ce que j'ai pu d'Actes principaux sur cette grande matiere. Les Historiens ne pourront pas non plus se dispenser d'y avoir recours en mille occasions, s'ils veulent satisfaire à leur devoir, & répondre dignement à l'importance de l'Emploi dont ils se sont chargés. Tous ceux de cet ordre qui écrivent sans consulter les Loix fondamentales des Etats, leurs Traitez & leurs principales Constitutions se mêlent d'un métier qu'ils n'entendent pas. En vain, à la faveur d'un style riche, aisé, coulant, hardi, ils captivent l'attention du Lecteur, & se font lire d'un bout à l'autre: Ce sont des Aveugles conducteurs d'Aveugles, des gens qui, comme dit l'Apôtre, *se laissent emporter à tous les vents des opinions humaines*, des conteurs de oui dire, dont le talent, & la science se reduisent à débiter avec hardiesse, toutes les préventions qu'ils ont puisées dans l'esprit de leur Parti. J'en pourrois nommer plusieurs de ce caractère, & les reprendre avec justice; mais ce n'en est pas ici le lieu, ni le tems. Je n'ai prétendu entretenir mon Lecteur que de ma Collection, & je dois m'en tenir-là.

LIX. Il n'y a point de doute qu'elle ne soit fort utile à la plupart des gens, qui manient la plume, & qui entreprennent d'instruire les autres. Mais cela n'empêche pas, que son premier, & principal usage ne regarde, comme j'ai dit, les Rois, les Princes, les Républiques, & leurs Ministres, Conseillers, Ambassadeurs, & autres. C'est à eux qu'elle est principalement consacrée, & destinée, & j'ose me flater qu'elle leur sera une Archive portative, non moins utile peut-être que celles qui se gardent dans les Voutes de leurs Chancelleries, & autres Trésors publics & particuliers. Il est certain au moins qu'elle sera plus générale, & à certains égards plus complete, quoi que moins nombreuse, puis qu'ils y trouveront non seulement leurs propres Loix, Traitez, & Constitutions, mais aussi celles des autres Princes, & Etats, dont ils pourront s'instruire à toute heure, & à tous moments, sans sortir de leur Cabinet.

LX. Ma Préface devoit finir ici, j'y ai rendu compte au Lecteur de tout le Plan de cet Ouvrage, de la conduite, que j'y ai tenue, & de l'ordre, que j'y ai gardé. Mais certains changemens, qu'on y a faits en Hollande, m'obligent de la prolonger de quelques Articles, sans lesquels on auroit de la peine à démêler les contrariétés aparentes, qui se trouvoient entre mon Livre, & l'exposition, que j'en ai donnée.

LXI. Le fait est que les Libraires avec qui j'avois traité d'avance pour une seconde Edition du Grand Recueil de l'an 1700, ne goûterent point le nouveau Dessin, que j'avois formé. Ils m'écrivirent qu'ils ne pouvoient absolument se charger d'un si gros Livre; qu'il

faudroit trop de tems pour l'imprimer; que le prix en seroit aussi trop grand pour bien des Acheteurs, & qu'il étoit juste d'avoir égard à la commodité de tout le monde; que d'ailleurs je leur avois promis une seconde Edition du Grand Recueil; qu'ils s'étoient engagés à leurs Correspondants de la leur fournir, qu'ils vouloient leur tenir parole, & qu'ils esperoient que je tiendrois aussi la mienne; qu'on pourroit bien, si je le souhaitois, donner au Livre le Titre de *Corps Universel Diplomatique du Droit des Gens*; mais qu'il faudroit en même tems déclarer & dans la Préface, & dans le Titre, que le Grand Recueil en faisoit le principal Fondement, & qu'il y entroit tout entier, afin que le Public pût connoître à l'ouverture du Livre, qu'on lui donnoit précieusement ce qu'il avoit si long tems désiré, & demandé, quoi que sous un nouveau Titre, & avec une amelioration, & augmentation considerable.

LXII. Je crus pouvoir accommoder tout, en conservant l'unité de mon Plan, & en partageant néanmoins mon Corps universel Diplomatique en deux Collections, à-peu-près égales; commençant l'une & l'autre au tems de CHARLES-MAGNE, & continuant de siecle en siecle, & d'année en année jusqu'à présent. Je compris que le Public n'y perdrait rien, que ces deux Collections, quoi que séparées, ne seroient toujours ensemble qu'un seul, & même Tout, lors qu'elles seroient publiques; & que réellement la plupart des Acheteurs aimeroient mieux, par beaucoup de raisons, qu'on leur donnât le Livre à deux fois qu'à une seule.

LXIII. Là-dessus je fis la separation, & j'envoyai en Hollande ma premiere Collection, qui est celle-ci. Mais je fus informé bientôt après, que les Libraires surpris de ce que leur Grand Recueil n'y étoit presque plus reconnoissable, & persuadés qu'une seconde Edition de ce Livre seroit mieux reçue du Public que tout autre de même nature qu'on pourroit lui offrir, avoient pris la resolution de lui rendre sa premiere forme; tant par raport à la disposition extérieure des Titres, des Citations, & des Dates, qu'à l'égard des matieres dont il étoit composé, & que sur ce principe ils alloient y remettre soigneusement tout ce que j'en avois retranché; entr'autres les Notes historiques, & politiques des premiers Editeurs; les Traductions Françoises qu'ils y avoient jointes en double avec les Originaux Allemands, Hollandois, Espagnols, & Italiens; & les Manifestes, Apologies, Declarations de Guerre, Memoires, Relations, & autres Pièces semblables qu'ils y avoient aussi insérées; toutes choses, qui ne convenoient nullement à mon Plan, & qu'on ne pouvoit y faire entrer, sans en détruire toute l'économie. Je fis ce que je pûs pour les en détourner; mais inutilement. Ils tinrent ferme sur leur Droit de Copie, & sur leurs Conventions avec moi, qui ne parloient que d'une seconde Edition du Recueil de l'an 1700, ajoutant, Qu'ils connoissoient le Public, & que si on en retranchoit la moindre chose, on ne manqueroit pas de leur en faire un crime, & de dire, que leur Edition seroit tronquée & mutilée. Leur attention sur cela a été si grande, & si scrupuleuse, que de remettre à la tête de chaque Pièce, les mêmes Titres François, qui s'y trouvoient auparavant, quand même la Pièce est Latine, Espagnole, & Italienne, suprimant par tout ceux que j'y avois substitués, chacun dans la Langue qui lui est propre.

LXIV. Enfin ils ont fait ce qu'ils ont voulu, en sorte que cette Premiere Collection, qui, en sortant de mes mains, avoit conservé la forme d'une *Premiere Partie du Corps Universel Diplomatique*, a pris, entre les leurs, celle d'une *seconde Edition du Recueil de l'an 1700*.

LXV. C'est par un effet de ce changement, que bien que j'eusse cité par tout le Grand Recueil, également avec les autres Livres dont je me suis servi, cela ne paroît maintenant nulle part. Les Libraires ont jugé avec raison, que, puisque le Grand Recueil & celui-ci n'étoient qu'un même Livré, on ne devoit citer la premiere Edition en aucun endroit. Cependant il est arrivé de-là, qu'on ne sauroit discerner les Pièces qui en sont tirées, d'avec celles que j'y ai mises ou restituées sur de meilleures Copies, & qui surpassent de beaucoup les autres en nombre, & en choix.

LXVI. Je n'examine point, si en tout cela les Libraires ont eu tort ou raison. Il me suffit d'avoir fait connoître deux choses; l'une, que la difference qu'on remarquera entre le Plan regulier de ma Collection generale & son execution, en cette premiere Partie, ne vient que d'un mal-entendu causé entre nous par le changement de mon premier Dessein à l'avantage du Public, & par le refus que ces Messieurs ont fait d'y entrer; l'autre, que cette difference, toute grande qu'elle est, n'intéresse que la Forme, & nullement le Fonds du Livre, qui demeure toujours ce qu'il étoit, c'est-à-dire un veritable *Corps universel Diplomatique du Droit des Gens* divisé en deux Collections, dont voici la premiere, qui avoit été promise par les Libraires sur la fin de l'an 1721. La seconde est encore dans mon Cabinet, & mon Dessein est de la publier, & de l'envoyer à l'impression dès que celle-ci sera entièrement achevée.

LXVII. Elle commencera, comme j'ai dit, au tems de CHARLES-MAGNE, & continuera jusqu'à présent, mais on y trouvera de plus une *Section préliminaire* réservée pour les

les Traitez & Constitutions Imperiales, Royales, & Pontificales, qui nous restent des siècles antérieurs à celui de CHARLES-MAGNE, sans remonter néanmoins au delà de CONSTANTIN le Grand; avec une Addition, ou Troisième Partie qui contiendra, sous le Titre particulier de *Ceremonial Diplomatique*, plusieurs centaines de Diplomes, Privilèges, Traitez, Reglements, & autres Actes publics, concernant les Dignitez, Titulatures, & Prééminences des Roix & des Princes; le Traitement accordé dans les Cours aux Ambassadeurs, Envoyez & autres Ministres Publics; les Differents de Ceremoniel survenus entr'eux, & la maniere dont ils ont été quelquefois accommodés, comme aussi les Immunités qui leur appartiennent. J'y insererai aussi les Diplomes d'Erection, & les Statuts de la plupart des Ordres de Chevalerie qui ont été, ou qui sont encore aujourd'hui en *Europe*; les Reglements faits autrefois en matiere de Tournois, de Joutes, de Défis, & de Combats en champ mortel; tout ce qui regarde les Differents survenus depuis un siècle entre quelques Puissances touchant les Saluts de Mer, & enfin tout ce qui appartient aux affaires d'Honneur, de Dignité, & de Ceremonie. J'ai lieu d'esperer, que cette Troisième Partie fera plaisir au Public, & qu'elle ne lui sera pas moins utile que chacune des deux autres.

LXVIII. J'oubliois de dire, touchant les Discours Préliminaires qui se voyent à la tête du Grand Recueil de l'an 1700. que j'ai cru devoir retenir la *Dissertation sur les Ceremonies* que les Anciens observoient en faisant leurs Traitez pour en assurer l'exécution, parce qu'elle n'est pas étrangere au sujet; comme aussi les *Observations historiques, & Politiques* de Mr. AMELOT DE LA HOUSAYE, non qu'elles puissent y être de grand usage; mais parce qu'elles ont été bien reçues du Public, & pour ne donner occasion à personne de les regretter. Pour ce qui est de l'Explication de l'Estante &c. je suis de sentiment qu'elle étoit-là tout-à-fait hors de place, & que l'Estante même ne convenoit point à une Collection, où il ne s'agit que de Titres, Constitutions, & Traitez anciens, & modernes des Princes, & Etats de l'*Europe*; & nullement du Temple de JANUS, ni des Medailles frappées par les *Romains* au sujet de la Paix. Il faut laisser cela aux Antiquaires qui en traitent mieux que nous.



AVERTISSEMENT

D E S

LIBRAIRES.

IL n'a pas tenu à nous que les huit premiers Volumes de ce Recueil n'aient paru dans le tems que nous les avions promis au Public. Mais, malgré tous nos soins & toute notre diligence, il nous a été impossible d'en venir à bout. Nos Imprimeries ont tant à faire depuis quelques années, & les bons Compositeurs y sont devenus si rares, que tout cela cause des longueurs incroyables dans l'expédition d'un Ouvrage. En effet, lors qu'il y a quantité de fautes dans les Epreuves, que les Correcteurs en lisent trois de chaque Feuille, comme ils l'ont pratiqué dans celui-ci, & qu'elles doivent passer par différentes mains, soit à cause de la différence des Langues qui s'y trouvent, ou pour y apporter plus d'exactitude, tout cela ne peut que produire de nouveaux délais, auxquels le Public n'a presque aucun égard. C'est surquoi nous n'avions pas trop bien réfléchi nous-mêmes, & c'est la principale source de notre mécompte. Ainsi nous espérons que Mrs. les Souscripteurs nous pardonneront un retardement, qu'il n'a pas été en notre pouvoir de prévenir.

D'un autre côté, nous avons fait inserer, dans cette nouvelle Compilation, toutes les Pièces de quelque importance qui se trouvent dans le vaste Recueil de RYMER, qu'on n'a pu acquérir qu'avec assez de peine & à grands fraix; ce qui causa d'abord quelque retardement, dont le Public nous saura sans doute bon gré, puis qu'il sera bien dédommagé par-là de son attente. D'ailleurs on y a observé la méthode de Mr. Du MONT à l'égard des Titres, c'est-à-dire qu'on les a mis selon la différence des Langues employées dans les Pièces, à cela près qu'on les a mis en François aux Pièces Angloises, parce que la premiere de ces deux Langues est généralement plus connue que l'autre. Cette addition est même allée si loin, qu'elle a forcé à changer la division qu'on avoit d'abord faite de tout l'Ouvrage, & qu'au lieu de le reduire à douze Volumes, comme nous l'avions projeté, il y en aura quatorze ou quinze; mais qui à la vérité pourront aisément se relier en 7 ou 8. Tomes.

Ce n'est pas tout, nous avons aussi jugé à propos de retenir toutes les Pièces de l'ancien Recueil des Traitez de Paix, de Trêve &c. qui parut ici en 1700. en 4 Volumes in Folio, à moins qu'on n'ait eu de meilleures Copies de celles qu'il renferme; ce qui n'est arrivé qu'à l'égard de quelques-unes en fort petit nombre. Mais il sera facile de distinguer, dans ce Corps Diplomatique, les anciennes des nouvelles, par les Titres François qu'on y a conservés, soit que les Pièces soient en Latin, ou en toute autre Langue, & sur tout par les Noms des Etats, ou Princes contractans, qu'on y a laissés en marge en petit Caractère capital, tels qu'on les voit dans le premier Recueil; ce qui n'a pas été observé à l'égard des autres. On pourra distinguer aussi les Notes de Mr. Du MONT de celles qui viennent de tout autre main, par le soin qu'on a toujours eu de mettre les premieres lettres de son Nom, en petites Capitales & entre deux Crochets, à la fin des siennes. D'un autre côté, lors que la même Pièce se trouve dans différens Auteurs, & que l'on a pu découvrir celui d'où la Copie inserée dans ce nouveau Recueil a été prise, on n'a pas négligé de le marquer à la suite de leurs Noms, afin d'éviter les équivoques & que l'on n'attribue pas à l'un ce qui peut venir de l'autre.

Pour ce qui regarde les Pièces préliminaires, qui sont à la tête de l'ancien Recueil, & dont Mr. Du MONT ne voudroit retenir que la Dissertation sur les diverses Cérémonies &c. & les Observations historiques & politiques &c. de Mr. AMELOT DE LA HOUSAYE, nous les avons toutes inserées ici, comme on va le voir, dans la crainte que le Public n'approuveroit pas qu'on en eût retranché aucune. Pour la dernière de ces Pièces, c'est-à-dire les Observations &c. de Mr. AMELOT, qui se trouve à la tête du II. Volume de l'ancien Recueil, où on l'avoit mise pour aider à le grossir un peu, on l'a placée au même endroit & pour la même raison dans ce Corps Diplomatique. D'ailleurs, on n'a pas cru qu'il fût nécessaire d'ajouter aux pages de cet ancien Recueil, marquées, soit dans les Citations marginales, ou les Notes de cette Pièce, celles du Corps Diplomatique, parce qu'il est facile de les y trouver par la Date des Traitez, qui est presque toujours spécifiée dans ces endroits-là.

PRÉ-

P R E F A C E

DE LA PREMIERE EDITION.

P R E M I E R E P A R T I E.

De l'Utilité de ce Recueil.



On se propose deux choses dans cette Préface ; l'une de faire voir l'utilité du Livre, qu'on donne ici au Public ; & l'autre d'expliquer la Méthode qu'on y a suivie.

I. On ne peut disconvenir, que cet Ouvrage ne soit très-utile à tous ceux qui ont le maniement des affaires publiques, ou quelque part dans le Gouvernement. J'avoue qu'il n'y a point d'Etat, qui n'ait ses Archives, ausquelles ceux dont je parle peuvent avoir recours dans les occasions. Je conviens même qu'il n'y en a point, quelque petit qu'il soit, dans les Archives duquel on ne trouve de certaines lumières, qu'on chercheroit inutilement dans ce Livre ; parce qu'il y a toujours beaucoup de Pièces, qu'on ne rend point publiques, & dont il n'y a que les Souverains ou leurs Ministres, qui aient connoissance.

Mais, outre qu'on n'est pas toujours à portée de consulter ces Archives, & qu'un Ambassadeur, par exemple, seroit bien embarrassé, si toutes les fois qu'il a besoin de certaines Pièces, il étoit obligé d'écrire à ses Souverains, pour faire fouiller dans leurs Archives : quelle peine ne seroit-ce point de travailler à tout moment à déterrer, au milieu d'un nombre infini de Volumes, quelquefois assez mal rangez, une Pièce dont on auroit besoin, surtout, si c'étoit dans une affaire pressante ?

Ajoutez à cela, qu'il arrive souvent, lors qu'on y pense le moins, qu'un Politique a besoin de certaines Pièces, qui ne se trouvent point dans les Archives qu'il peut consulter, parce qu'on n'y garde presque ordinairement, que celles où le Souverain est intéressé, ou dans lesquelles il est intervenu, du moins en quelque sorte, & qu'il se peut faire, que la Pièce qu'on cherche n'est point de cette nature. Un exemple éclaircira notre pensée.

Un Ambassadeur d'Angleterre sera chargé de conclure un Traité avec le Roi de Maroc. Il voudra favoir de quelle manière la France traite avec ce Prince ; afin de ne point traiter à des conditions plus desavantageuses, & de procurer à son Maître tous les mêmes honneurs, que ce Monarque Africain rend au Roi de France. Il faut pour cela, qu'il ait recours aux Traitez faits entre ces deux Puissances : mais c'est un hazard s'il les trouve dans les Archives des Rois d'Angleterre, où il y a apparence qu'on ne garde que ce qui a un rapport immédiat aux affaires de ce Royaume.

J'ai eu lieu de me confirmer dans cette pensée durant le cours de l'impression de cet Ouvrage : car j'ai eu en main des Recueils, faits à l'usage de quelques Ambassadeurs, dans lesquels j'en ai trouvé beaucoup plus de ceux où leurs Maîtres n'étoient aucunement intéressés, que de ceux auxquels ils avoient quelque part : tant il est vrai que ces habiles Ministres étoient persuadés de la nécessité où ils se trouvoient d'avoir en main ces sortes de Traitez.

On ne sauroit donc douter, qu'un Recueil semblable à celui-ci, dans lequel on a ramassé tout ce qu'on a pu trouver d'Actes publics faits entre les diverses Puissances de l'Europe & des autres Parties du Monde, ne soit d'une très-grande utilité à tous les Politiques, & à tous ceux qui ont quelque part dans le Gouvernement de quelque Etat. Il est vrai qu'il semble d'abord que, pour s'instruire sur tout cela, il n'est pas nécessaire de remonter aussi haut que nous avons fait ; puis que les derniers abolissant tous les précédens, dans tout ce en quoi ils peuvent leur être contraires, on peut se contenter d'avoir recours à ces derniers Traitez sans se mettre en peine des précédens. Mais une telle objection ne peut tomber, que dans l'esprit des personnes peu instruites dans ces sortes de matières. Et premièrement, il n'est point de Traité qui ne rappelle le précédent, & qui ne le confirme en plusieurs points. Celui qui a été fait à Ryswick, par exemple, entre la France & l'Espagne, en 1697. rappelle les Traitez de Nimégue, d'Aix-la-Chapelle, & de Munster, ceux-ci ont rappelé les précédens, & ainsi par une suite nécessaire, pour bien connoître les Droits de ces deux Couronnes, & les prétentions légitimes qu'elles peuvent avoir l'une sur l'autre, il faut voir & examiner avec soin tous les Traitez qui ont été faits entr'elles, les comparer ensemble, voir en quoi les derniers dérogent aux premiers, & en quoi ils les confirment.

En second lieu, cette Objection suppose, que les Souverains aient toujours si fermement résolu de s'en tenir au dernier Traité, qu'ils ne veuillent jamais recourir au précédent, dans les Articles même auxquels il a été dérogé par le dernier : mais il n'y a rien de si incertain que cette supposition. A le bien prendre, quand un Souverain traite avec un autre Souverain à certaines conditions, cela ne signifie d'ordinaire autre chose, si ce n'est que l'état présent de ses affaires ne lui permet pas d'en exiger d'autres de celui avec qui il traite ; mais que dès qu'elles prendront une autre face, il demandera d'autres conditions, & fera valoir des droits, auxquels il a bien voulu imposer silence quelque tems, parce que ses affaires le vouloient ainsi.

Veut-on un exemple de fraîche date, qu'un Souverain ne s'arrête pas toujours au Traité qu'il

qu'il a fait; mais qu'il veut souvent remonter plus haut, lors qu'il y trouve son compte, & qu'il croit l'occasion favorable? On a vu dans les Négociations de Ryswick les Ministres Espagnols peu contents du Traité de Nimégue, demander que les choses fussent rétablies sur le pié du Traité des Pyrenées, sautant galamment par dessus celui d'Aix-la-Chapelle, qui avoit été fait depuis, mais qui ne les accommodoit pas si bien. Et, en effet, il n'y a rien en cela qui doive nous surprendre. On fait bien que les Traitez de Nimégue & d'Aix-la-Chapelle avoient été signez par l'Espagne, en quelque sorte malgré elle, qu'elle en avoit passé par là, voyant qu'elle ne pouvoit mieux faire, & craignant qu'il ne lui arrivât pis: pourquoi ne penseroit-elle pas à se faire relever de deux Contrats si désavantageux, quand elle croit en avoir une occasion favorable? Peut-être y auroit-il quelque chose à redire, si en pleine Paix, elle avoit voulu abolir le Traité de Nimégue, pour rétablir celui des Pyrenées; mais la guerre casse en quelque sorte tous Traitez entre Souverains. Si laissez de se battre, ils parlent d'accommodement, chacun est en droit de faire son marché le mieux qu'il peut, l'un de demander le Traité des Pyrenées, & l'autre de ne vouloir donner que celui de Nimégue. A parler proprement, dans ces occasions, les Traitez précédens ne sont proposez, que comme des Formules toutes dressées, pour abrégier le tems, & pour éviter les disputes, qui pourroient survenir, si l'on entreprenoit de dresser tout de nouveau les mêmes Articles.

Enfin ce qui prouve qu'un Politique ne doit jamais s'arrêter tellement aux derniers Traitez, qu'il ne recoure à ceux qui précèdent, c'est qu'il peut arriver que les précédens contiennent de certaines clauses, ou générales ou particulières, qui rendent nuls tous ceux qui peuvent être faits après. J'avoue, qu'il est infiniment plus ordinaire de voir les derniers Traitez déroger aux précédens, que de voir les précédens infirmer ceux qui suivent. Il y en a pourtant des exemples, & l'on en trouvera un entr'autres fort remarquable dans ce * Recueil. C'est celui que fit Philippe de Valois avec Alphonse Roi de Castille, en 1345. Il y est stipulé expressément, qu'un des deux Rois ne pourra faire la Paix avec aucun autre Prince, que son Allié n'y soit compris, sous quelque prétexte que ce soit, clause, qui rendoit nuls tous les Traitez, que l'un ou l'autre auroit pu faire, sans y comprendre son Allié.

Ce que je viens de dire des Formules il n'y a qu'un moment, me fait souvenir, que rien n'est si utile aux Politiques, & à tous ceux qui ont à dresser des Actes ou des Traitez, qu'un Livre où l'on trouvera un nombre infini de Formules différentes toutes dressées, & où l'on pourra choisir celles qu'on aimera le mieux, ou celles qui s'accommoderont le mieux à la conjoncture des affaires. Ceux qui ont été obligez d'en dresser pour des cas extraordinaires, sans avoir de modèle devant leurs yeux, savent combien il leur en coûte. Il n'y a point de mot, point de particule, point de syllabe, s'il faut ainsi dire, que deux Contractans n'examinent à la dernière rigueur, & ne pèsent à la balance de la Raison d'Etat, qui est leur seule & unique règle. Mais quand une fois ces Formules ont été dressées, & le tems est infiniment précieux à des Gens qui examinent tout avec la dernière précision. Nous avons dans

(a) Voyez les Mémoires & Négociations de la Paix de Ryswick. Tom. III. pag. 373.
(b) Rex Francie.

les Négociations de Ryswick un exemple tout propre à confirmer ce que je dis. (a) Lors qu'il fut échangé les Ratifications du Traité entre la France & l'Angleterre, les Ministres de cette première Couronne firent quelques difficultés sur le Préambule de la Ratification d'Angleterre, au sujet des titres, que le Roi de la Grand' Bretagne s'y donnoit, & en particulier au sujet de celui de (b) Roi de France. „ Comment le tira-t-on de cette difficulté? C'est „ par la Déclaration, que firent les Ambassadeurs du Roi de la Grand' Bretagne, que cela „ s'étoit communément ainsi pratiqué dans les Traitez de Paix entre les deux Couronnes, & „ particulièrement dans celui de Breda; & qu'en cas que cela ne se trouvât pas ainsi, ils promettoient de fournir un autre Pouvoir, & un Acte de Ratification réformé en ce point & „ conforme audit Traité de Paix. Je m'imagine facilement, que les Ambassadeurs de France „ savoient très-bien ce qui en étoit, avant ce que leur en dirent les Ministres d'Angleterre, car qu'y a-t-il de plus commun que ce Traité de Breda? Mais ils vouloient tenter l'habileté de ceux d'Angleterre, & oblièrer ce proverbe trivial, qu'il ne faut jamais rien perdre, faute de le demander. Seulement doit-on remarquer sur cet Article, que quand on veut contester entre Ministres, on n'en croit que les originaux des Traitez; autrement il étoit facile de s'éclaircir sur le champ de ce qui s'étoit passé à Breda.

Mais ce n'est pas les seuls Politiques de Profession, qui peuvent faire usage de ce Recueil, il peut être utile généralement à tous ceux, qui veulent se mêler d'entendre quelque chose dans les intérêts des Princes; & qui est-ce aujourd'hui, qui ne s'en mêle pas? C'est la Science à la mode; tout le monde en parle, mais il y a peu de Gens qui sachent ce qu'ils disent, faute de lumière, & il est presque impossible de le savoir si l'on n'a recours aux divers Actes & Traitez que ces Princes peuvent avoir faits. Il n'y a personne de bon goût, qui n'ait infiniment estimé les *Intérêts & Maximes des Princes* de M. le Duc de Rohan, & quoi que, depuis plus de soixante ans qu'il y a qu'ils sont écrits, les Intérêts des Princes, & par conséquent leurs Maximes ayant beaucoup changé, cet Ouvrage est infiniment préférable, encore aujourd'hui, à tout ce qu'en ont écrit depuis certains Auteurs, qui ont plus bâti sur leur imagination, que sur les fondemens solides sur lesquels avoit bâti le Duc de Rohan. Ces fondemens ne sont autres que les Actes publics, qui sont la matière de ce Recueil, les Traitez de Paix, les Alliances par Mariages, les Testaments &c. Tant qu'on ne sera point instruit de tout cela, on raisonnera en l'air, & l'on se fera flatter par les connoisseurs.

De plus, les Actes que contient cet Ouvrage sont les Monumens les plus certains de l'Histoire, & tout ce qu'on écrit d'ailleurs, n'est ordinairement que l'imagination des flatteurs, la réverie de quelque raseur en Politique, ou la production de la mauvaise humeur de

de quelque Esprit satyrique. Que n'ont pas dit les François, par exemple, de l'Empereur *Charles-Quint*, & des Rois d'Espagne ses Successeurs, apuyez sur de simples bruits sans fondement? Que n'ont pas publié, à leur tour, les Espagnols, de la foiblesse du Roi de France *Louis XIII.* & de la malignité des Cardinaux de *Richelieu* & *Mazarin*? On n'aurait rien écrit de tel de part, ni d'autre, si l'on s'en fût tenu aux Actes publics. Ces Actes peuvent donc servir ou pour dresser l'Histoire, ou pour la rectifier. Ce n'est pas, par exemple, ce que les Partis opposés publient durant la Guerre, qui doit nous faire juger de la perte ou du gain qu'on y a fait; mais les Traitez de Paix, qui s'en ensuivent, où l'on connoît par ce que chacun cède ou retient, ce que l'on a perdu ou gagné. La Paix de Vervins nous a prouvé, que les Guerres précédentes, quels qu'en eussent été les événemens, avoient mis l'Europe dans ce juste équilibre, qui faisoit la sûreté de tous les Etats particuliers, qui la composent. Mais celles des Pyrénées & de Westphalie firent connoître, que la France prenoit le dessus, & se rendoit supérieure à ses voisins. Si l'on jugeoit de ce que les divers Souverains engagés dans la dernière Guerre ont gagné par les Relations des diverses Campagnes qu'on a faites, on ne pourroit s'empêcher de conclure, que la France ne fit jamais de Guerre, qui lui fût plus avantageuse. Elle ravage des Provinces entières en Allemagne & en ruine de fond en comble toutes les Villes; Elle prend un grand nombre de Places dans les Pays-Bas & en Catalogne; Elle gagne des Victoires sur Mer & sur Terre; ses Armées vivent presque toujours aux dépens de ses Ennemis. Que ne doit-on pas conclure de tous ces avantages, sur tout si l'on en lit la Relation dans les Ecrits des Auteurs François, qui ont l'art d'exagérer merveilleusement leurs avantages, & de leur donner du relief par l'éloquence? Mais sans se laisser éblouir par un extérieur si capable d'en imposer à un esprit superficiel, qui se hâte de conclure sans réfléchir murement, qu'on attende pour juger, de voir les Traitez de Paix, qui ont terminé une Guerre où la France a paru si supérieure; on la verra dans les Traitez reconnoître pour légitime Roi d'Angleterre, un Prince, qu'elle n'avoit point reconnu jusques-là; on verra la Lorraine, possédée sans interruption par la France depuis plus de trente ans, rendu à son légitime Souverain, *Pignerol* remis au Duc de Savoie après 66. ans de possession, *Casal* démoli, & par là cette Couronne renvoyée au delà des Alpes. On verra toutes les Places qu'elle a conquises durant la Guerre & quelques autres rendues à l'Espagne, & les Provinces-Unies obtenir des Conditions de Commerce plus avantageuses, que celles dont Elles jouissoient avant le commencement de la Guerre.

Je conviens, qu'il est assez fâcheux d'aller chercher la vérité de l'Histoire dans une lecture aussi ennuyante que l'est, par elle-même, celle des Actes publics. Le style en est ordinairement très-dégoûtant, les faits y sont en quelque sorte étouffés, sous les épines d'un nombre infini de formalitez & de répétitions. Peut-être, est-ce pour éviter cet ennui aux Lecteurs, que dans quelques Recueils, dont on s'est servi pour celui-ci, on a supprimé toutes les Formules, & tous les Préambules des Traitez, comme inutiles; mais c'est une très-grande faute, qu'on a eu soin d'éviter dans ce Recueil, persuadé que ces Formules & ces Préambules sont d'un usage perpétuel pour les Politiques, ainsi qu'on a pu le conclure de ce qu'on a dit ci-dessus. On trouvera donc ici tous les Actes, autant qu'il a été possible, munis de toutes leurs Préfaces, sans qu'on en ait retranché un seul mot, quelque ennuyante qu'en soit la lecture. Mais ne vaut-il pas mieux digérer cet ennui, & trouver la vérité, que de s'exposer à donner dans la fable, en lisant des Histoires écrites d'une manière agréable, & dégagées de toutes ces formalitez, telles que sont, par exemple, celles de *Varillas*, & de quelques autres? Je confesse, que si la sincérité étoit une vertu inséparable de tout Historien, il n'y auroit plus que ceux qui se mêleroiroient d'écrire l'Histoire, qui fussent obligés de fouiller dans les Actes publics; mais comme l'intérêt particulier, la flatterie, l'esprit satyrique, la crainte, & diverses autres passions sont des défauts dont les Historiens ne sont pas plus exemts que le reste des hommes, quiconque ne veut pas être trompé, ne doit point tellement s'en fier à ce qu'ils en disent, qu'il n'ait recours dans l'occasion à des sources plus sûres, & où il puisse plus infaillement s'instruire de la vérité.

On peut néanmoins s'épargner une partie de l'ennui que l'on contracte, dans la lecture des Actes, si l'on n'y cherche que l'Histoire. Il est facile de passer sur tous les Préambules, pour ne lire que les Articles des Traitez; & d'ailleurs la Table Alphabétique qu'on a mise à la fin peut être d'un très-grand usage à ces sortes de Lecteurs: je serai obligé d'en parler plus amplement dans la suite; je me contenterai, pour faire entendre ma pensée, de dire que par le moyen de cette Table, on peut d'un clin d'œil savoir tous les endroits du Livre où il est parlé d'une certaine chose, & les trouver précisément & sans peine. Si l'on veut savoir, par exemple, toutes les lumières, qu'on peut trouver dans ce Recueil au sujet de la Ville d'Arras, on n'a qu'à chercher ce mot dans la Table; on trouvera non seulement tous les Traitez, qui ont été faits dans cette Ville, mais aussi tout ce qui a été stipulé à son égard durant tout le tems, que comprend ce Recueil, & toutes les mains par lesquelles elle a passé.

J'oubliois presque un usage particulier par rapport à l'Histoire, qu'on peut tirer de cet Ouvrage, & qui me paroît de la dernière importance. C'est que par son moyen on peut presque toujours éviter les fautes, qui sont si communes dans les Historiens, par rapport aux dates des événemens dont ils parlent. On ne sauroit croire, combien il se trouve de fausses dates dans les Ouvrages de ceux qui paroissent même les plus exacts, soit qu'ils n'ayent pas eu les lumières suffisantes pour ne jamais broncher, soit que la longueur de leur travail, & la peine qu'il y a très-souvent à débrouiller ce qui concerne la Chronologie, ne leur aient pas permis d'être toujours sur leurs gardes, & qu'ils se soient laissés aller quelquefois insensiblement au sommeil. Or comme il y a peu de Traitez, qui ne soient datés, & où la date même ne soit écrite tout au long, & non en chiffre, ce qui est fort sujet à erreur; on peut redresser à coup sûr par leur moyen,

les fautes que les Historiens ont commises dans leurs Ouvrages, & éviter de tomber dans de semblables.

On verra aussi dans les Pièces de ce Recueil, la manière différente de divers Peuples de compter les tems; ce qui peut beaucoup servir pour l'explication de plusieurs difficultez de Chronologie. Comme c'est la coutume des Rois de France & de la plupart des autres Princes, de dater leurs Actes non seulement de l'année de Jesus-Christ, mais aussi de celle de leur Règne; que les Papes dattent les leurs de celles de leur Pontificat, & qu'il y a quelques Etats où la coutume étoit de faire aussi mention dans les Actes publics, & de l'Indiction, & de l'année courante du Pontificat du Pape régnant; on ne sauroit disconvenir que tout cela ne puisse contribuer infiniment à éclaircir un grand nombre de questions Chronologiques, des difficultez desquelles on ne sortiroit peut-être jamais sans ce Recueil.

Les Géographes même pourroient tirer diverses lumières de ce Recueil. Ils pourroient voir les noms différens, qui ont été donnez dans la suite des tems aux mêmes Pays, & aux mêmes Villages; & les changemens arrivez à ces noms, soit en tout, soit en partie, leur pourroient fournir les lumières, qui ne sont pas à mépriser. Ils y trouveront aussi les (a) Conventions sur l'endroit où l'on devoit placer le premier Méridien: (b) l'Accord passé entre les Rois de Castille & de Portugal au sujet des Canaries: (c) la Donation du nouveau Monde faite aux Espagnols, par le Pape Alexandre VI. (d). Ce qui est dit de la Guinée & du Fleuve Niger dans la Donation, qui en fut faite aux Portugais; où l'on remarque qu'on croyoit dès lors, que le Niger n'est qu'une branche du Nil, sur quoi l'on peut consulter l'Histoire d'Ethiopie de M. Ludolf, & le Commentaire, qu'il a fait sur cette Histoire.

Les Généalogistes & ceux qui aiment le Blazon, y pourroient aussi trouver diverses lumières, & de quoi corriger des erreurs considérables. Machiavel, par exemple, qui nous a donné la Vie du fameux *Castruccio Castracani*, nous dit, que c'étoit un enfant exposé, auquel on ignoroit la naissance, & qui fut trouvé dans une vigne par une Dame. Mais on verra par ce (e) Recueil, que *Castruccio* étoit d'une noble Famille de Lucques, nommée (f) *Antelminelli*: Peut-être que Machiavel savoit bien la vérité, & qu'il n'a parlé de cette manière de la naissance de *Castruccio*, que pour rendre son Histoire plus merveilleuse, & imiter le *Cyrus* de *Xenophon*. Je ne parle point des autres usages de ces Traitez, comme pour connoître le changement qui s'est fait dans les Langues, & la Monnoye des tems auxquels ils ont été dressés.

Mais je ne saurois m'empêcher de faire ici une reflexion qui m'est venue cent fois dans l'esprit durant l'impression de cet Ouvrage. C'est qu'il est étonnant, après avoir lu toutes les précautions, qu'on prend pour prévenir les infractions des Traitez, & tous les Sermons qu'on y ajoute; qu'il y ait eu des Princes qui se soient fait si peu de scrupule de violer les Traitez les plus solennels; & qui pis est, de former le dessein de ne les point tenir, dans le tems même qu'ils les juroient.

Comme l'accusation est grave, j'en alléguerai ici trois exemples, qui mettront cette vérité au dessus de toute exception. Si je n'en allégué que trois, c'est pour ne pas faire un Livre au lieu d'une Préface; car, du reste, je puis assurer, que jamais matière ne fut plus abondante. FERDINAND V. Roi de Castille, bien loin de couvrir de quelque prétexte spécieux le peu de bonne foi des Traitez qu'il faisoit, & le peu d'envie qu'il avoit de les exécuter, s'en glorifioit hautement. * Un jour que *Quintana* lui raportoît, que le Roi de France Louis XII. se plaignoit, que lui Roi de Castille l'avoit déjà trompé deux fois; il répondit par cette louable exclamation, *deux fois! par Dieu, il a bien menti l'ivrogne, je l'ai trompé plus de dix*. Cependant c'est ce même Ferdinand, qui prit le glorieux nom de *Catholique*; tant il est vrai, que dans l'idée de bien des gens, la probité, la bonne foi, & les autres vertus, n'entrent pour rien dans la composition du Chrétien, & qu'il suffit d'avoir un zèle exterminant & aveugle, pour mériter un si beau nom.

FRANÇOIS I. Roi de France, Successeur de Louis XII, rendit la pareille à CHARLES-QUINT Successeur de Ferdinand; & c'est-là mon second exemple. Il est vrai, que ce fut dans une occasion, où il semble qu'un peu de mauvaise foi étoit pardonnable, si l'on pouvoit la pardonner dans quelque occasion que ce soit. François étoit prisonnier en Espagne, & pour obtenir sa liberté, il fut contraint de jurer solennellement le Traité de Madrid, qui contenoit plusieurs conditions très-désavantageuses pour lui; mais, parce qu'il étoit fermement résolu de ne les point observer, il fit en prison une protestation contre tout ce qu'il alloit signer & jurer, sous prétexte qu'il n'étoit pas libre, & que c'étoit par force qu'il se déterminoit à cette démarche. Mais il ne faut pas être fort habile Casuiste, pour décider qu'il n'est jamais permis de jurer solennellement d'exécuter un Traité, qu'on n'a aucun envie d'exécuter; sous prétexte qu'on a protesté auparavant & à l'insçu de la personne avec qui l'on contracte, qu'on n'a point dessein d'observer le Traité, qu'on va signer & jurer.

LOUIS XI. Roi de France me fournira mon troisième exemple. Ce Prince demanda son avis à FRANÇOIS SFOURCE, sur la Ligue, que plusieurs Princes avoient faite contre lui, & qu'ils nommèrent la *Ligue du bien Public*; cet habile Politique lui répondit, que, pour la rompre, il ne falloit rien refuser, l'assurant que, quand il leur auroit donné à chacun en particulier tout ce qu'ils demandoient, il ne lui seroit pas difficile dans la suite de le leur ôter quand il voudroit: ceux qui connoissent l'humeur de Louis XI. n'auront garde de demander, s'il profita de cet avis.

Les Politiques sont si persuadés que l'intention des Princes dans les Traitez qu'ils font, n'est de les observer, qu'autant que leur intérêt le permettra; qu'il y en a, qui ont passé d'aillieurs pour de fort honnêtes gens, qui ont posé pour maxime, qu'il falloit que la chose allât ainsi. Le Secrétaire d'Etat Villeroi disoit ouvertement, que l'intention des Princes & de leurs premiers

- (a) Tom. I. pag. 864. b. & Corps Dipl. T. III. Part. II. p. 303. a.
(b) Tom. I. pag. 689. col. b. & Corps Diplomat. Tom. III. Part. II. p. 82. a.
(c) Tom. I. pag. 864. b. & Corps Dipl. T. III. Part. II. p. 302. b.
(d) Tom. I. pag. 530. b. & Corps Dipl. T. III. Part. I. p. 200.
(e) Tom. I. pag. 195. b. & Corps Dipl. To. I. Part. II. p. 108. a.
(f) Ou, *Antelminelli*.
* Amcote de la Houffaye, Observations &c.

premiers Ministres n'est pas, ni ne DOIT PAS ÊTRE asservie à leur signature; mais plutôt leur signature à leur intention. Qu'on juge après cela, si l'on a eu grand tort de dire, que la Politique pouvoit aussi bien être définie l'Art de tromper les hommes, que l'art de les gouverner.

Je finissai ce que j'avois résolu de dire de l'usage de ce Recueil, en remarquant qu'on y peut apprendre un grand nombre de coutumes & de loix observées en divers tems, & en divers lieux; & plusieurs faits curieux & singuliers. On y verra, par exemple, qu'autrefois le Pape & l'Empereur étoient les deux Chefs de la République Chrétienne. M. * Leibnitz avoue que cette Autorité de l'Evêque de Rome a souvent prévenu de grands maux, ayant réprimé l'ambition des Princes, qui ne pouvoient en éviter les censures: mais, „ ajoute cet Auteur judicieux, la trop grande ambition du Clergé lui a fait perdre ce qui lui appartenoit jullement, & qu'il auroit été à propos, pour le bien de la Chrétienté, qu'il eût retenu. *His Cleri attentatis factum est, dit-il, ut postremo, qui nimia affectabant, etiam jussa amitterent, quæ retinere ipsos è re Christiana fuisse.*

* Dans la Préface de son Corps Diplomatique.

Les Droits de l'Empereur & de l'Empire, peuvent aussi recevoir de grands éclaircissements des Actes de ce Recueil. On y voit, par exemple, diverses Pièces concernant la fameuse dispute entre l'Empereur & le Pape au sujet des Investitures, & les Concordats passés à ce sujet. On y lit comment les Empereurs ont prétendu être indépendans, & ne relever que de Dieu seul, contre les prétensions des Papes, qui les regardoient en quelque sorte, comme leurs Feudataires. Il y a des Actes, où ils exercent cette Souveraineté indépendante, même dans des cas que la Cour de Rome prétend être de sa compétence, à l'exclusion de tout Souverain, qui fait profession de la Religion Chrétienne. Tel est le cas de la dissolution des Mariages. On verra, par exemple, dans le Tome * premier, que l'Empereur Louis de Bavière accorde des Lettres de Divorce à MARGUERITE Duchesse de Carinthie, d'avec JEAN Fils du Roi de Bohême, pour cause d'impuissance. Cette Pièce est considérable pour cette raison, & pour la manière dont cette pauvre Princesse explique qu'elle en a usé envers son Epoux, pour lui faciliter les moyens de lui rendre les devoirs d'un bon Mari. En voici les propres termes: *Eadem Margaritha in eadem sufficienti similiter constituta, & se ipsam, ut conveniens fuerat, præbente & exhibente ad præstam copulam carnalem explendam, non potuit ditius Johannes, neque valuit, sicuti neque valet aut potest, nec unquam posse creditur in futurum, eandem carnaliter cognoscere sibi conjugem Margaritham: quemadmodum multis & quasi omnibus possibilibus modis hoc tentant, eundem Johannem impotentem & omnino inhabilem ad opus præstatum se dicit expertam: ac adversus eundem Johannem, sibi que præstatum defectum inexistere, coram nobis in judicio se reddidit per experimenta sufficientia & testimonia quælibet ad hæc necessaria probaturam.*

* Page 233. col. b. [& Tom. I. Part. II. pag. 206. col. a. du Corps Diplomatique.]

Peu de tems après le même Empereur, en vertu de cette suprême autorité, qu'il prétendoit avoir indépendamment du Pape & de tout autre Prince de la Terre, accorda une Dispense à Louis Marquis de Brandebourg, d'épouser la même Marguerite Duchesse de Carinthie, en vertu des Lettres de Divorce, qu'il avoit accordées à cette Princesse, malgré le degré de parenté qui étoit entre les Deux Contractans. On trouvera cette Dispense à la page 234. du premier Tome de ce Recueil.

On verra par divers Traitez, que les Barons & les autres Grands Seigneurs d'un Etat se rendoient autrefois garans des Traitez de leurs Souverains, en sorte que si ces Souverains venoient à les rompre sans raison, les grands Seigneurs pouvoient avec leurs Vassaux combattre pour le parti opposé, afin de maintenir les Traitez. On en trouve un exemple remarquable dans le * Traité de Paix fait en 1200. entre PHILIPPE II. Roi de France, & JEAN surnommé sans Terre Roi d'Angleterre. En voici les termes. *Nos vero (Johannes scilicet Rex Angliæ) dedimus Domino Regi Franciæ securitates de hominibus subscriptis, scilicet, Bal. Comitibus Albe Marle, &c. qui juraverunt hoc modo, quod ipsi, cum omnibus Feodis suis, circa mare ad Dominum Regem Franciæ irent, si hanc Pacem ei non teneremus, sicut est divisa. Dominus quoque Rex Franciæ similiter dedit nobis securitates de hominibus suis subscriptis, scilicet Comitibus Roberti Drocar, &c. qui similiter hoc modo juraverunt, quod cum omnibus Feodis suis ad nos venirent, si Dominus Rex Franciæ hanc Pacem non teneret, sicut est divisa.*

* Voyez le Tom. I. de ce Recueil pag. 39. col. b. [& Tom. I. Part. I. p. 126. No. cccxxiii. du Corps Diplomatique.]

On pourroit alleguer une infinité d'autres coutumes, dont on trouvera des exemples dans ce Recueil. Il seroit aussi facile de faire voir plusieurs autres usages qu'on en peut tirer, mais on craint d'être trop long; & il est tems de passer à ce qu'on a promis de faire en second lieu dans cette Préface, qui est d'expliquer la Méthode, qu'on a suivie dans ce Recueil; & pour ne laisser rien à désirer au Lecteur sur ce sujet, nous reprendrons la chose d'un peu haut.

SECONDE PARTIE.

Explication de la Méthode qu'on a suivie.

IL y a déjà quelques années, que les Libraires dont les noms paroissent au Titre de cet Ouvrage, considérant avec quel empressement on recherchoit les Recueils particuliers de Traitez & d'autres Actes publics imprimés en divers tems & en diverses formes, résolurent de les rassembler tous, pour en faire un seul corps, & d'y joindre, pour le rendre plus complet, toutes les Pièces répandues dans plusieurs Livres, toutes celles qui n'avoient encore paru qu'en feuilles volantes, & celles que les particuliers de leur connoissance pourroient leur fournir.

A peine avoient-ils formé ce dessein, qu'ils apprirent, que le Sieur Frédéric Leonard faisoit imprimer un Recueil de Traitez à Paris. Ils crurent, qu'ils devoient l'attendre, pour en profiter, & insérer dans le leur, les Pièces qui pourroient leur avoir échappé. On parleroit ici des

principales sources dans lesquelles ils avoient dessein de puiser, si cela ne paroît assez dans la Table des Auteurs dont on s'est servi, que l'on trouvera après cette Préface.

Le Recueil du Sr. Leonard parut en 1693. en six Volumes in 4. Mais on vit que le dessein qu'il s'étoit proposé, & la manière de l'exécuter, étoient bien différens du plan, que s'étoient formé les Libraires dont je viens de parler. Quant au dessein, si l'on en excepte un très-petit nombre de Pièces, il n'y en a point dans ces six Volumes, dans lesquelles la France n'intervienne ou comme Partie contractante, ou comme Médiatrice, au lieu que le dessein, qu'on avoit en Hollande, étoit de faire imprimer un Recueil général de tous les Traitez & autres Actes Publics concernant toutes les Puissances du Monde. De plus le Sieur Leonard n'est pas remonté plus haut, que le fameux Traité d'Arras fait en 1435; au lieu qu'on s'étoit proposé en Hollande de ramasser généralement toutes les Pièces qu'on pourroit trouver depuis la Naissance de Jesus-Christ jusques à nos jours. Il est vrai qu'on n'est pas remonté plus haut, que l'an DXXXVI. de Jesus-Christ, parce qu'on n'a rien pu découvrir de plus ancien qui fût digne d'être publié. Mais voila cependant près de neuf cents ans de différence, & cela est très-considérable.

Pour ce qui est de la manière de l'exécution; on ne sauroit disconvenir, qu'il n'y ait dans le Recueil du Sieur Leonard des défauts qui rendent son Ouvrage imparfait. Les Traitez n'y sont point rangés exactement selon l'ordre Chronologique, mais dans un ordre mixte, s'il est permis de parler ainsi; c'est-à-dire en partie selon les années & en partie selon les différentes Puissances avec qui la France a contracté. C'est ce qui donne une peine infinie à ceux qui veulent se servir de ce Recueil; sans que les Tables, qu'on a mises au devant, puissent être fort utiles, tant parce que ces Tables elles-mêmes n'observent pas exactement l'ordre des tems, mais celui des différentes Puissances; que parce que dans la plupart des Volumes, les pages ne sont pas marquées tout de suite, mais que le chiffre recommence au commencement de chaque Traité. Ainsi, quoi qu'on ait trouvé dans la Table, le Traité dont on a besoin, on n'en est guères plus avancé; puis qu'il faut encore feuilleter bien du tems, avant que de le trouver dans le Corps de l'Ouvrage.

Il ne faut qu'avoir des yeux, pour convenir de cette vérité, ce qui n'empêche pas, que ce Recueil n'ait son prix. On avoue même, qu'il a été d'un grand secours pour celui-ci; tant parce qu'il a fourni plusieurs Pièces importantes, qu'on n'avoit point, que parce qu'à l'égard même de celles qu'on avoit, on a été bien aisé de pouvoir les confronter, pour corriger les fautes, qui pourroient s'y être glissées, & pour se servir des Copies les plus exactes & les plus complètes; aussi a-t-on fait honneur au Sieur Leonard dans toutes les occasions, de ce qu'on emprunteroit de lui, le citant toujours exactement. On ajoutera ici, pour n'y pas revenir, qu'on a hésité fort long-tems si l'on iñseroit dans cet Ouvrage les Arrêts de la Chambre établie à Metz, pour la réunion des dépendances des trois Evêchez de Metz, Toul, & Verdun, & autres endroits à l'obéissance du Roi de France, &c. On les trouve à la fin du sixième Tome du Recueil du Sieur Leonard, dont ils font une bonne partie. J'avoue, que si j'en avois été tout-à-fait crû, on ne les auroit pas omis; tant parce qu'ils ont fait beaucoup de bruit dans le monde, que parce qu'ils ont assez de rapport aux affaires générales: mais d'autres personnes très-éclairées qu'on a consulté, n'ont pas été de cet avis; parce que tous ces Arrêts n'entrent point dans le Plan général de cet Ouvrage, il auroit fallu y mettre un grand nombre d'autres Pièces, qui auroient trop grossi ce Recueil. Cependant, si l'on reconnoît dans la suite que la pluralité des suffrages soit pour l'insertion de ces Arrêts; on pourra les mettre dans un Supplément, qu'on prévoit bien qu'il faudra faire dans quelque tems. Car on n'a garde de croire, qu'on n'ait rien oublié: bien loin de là on prie tous ceux, qui pourront avoir quelques Pièces, qui aient échappé à nos recherches, de vouloir bien les adresser aux Libraires, qui ont imprimé ce Recueil; qui promettent de les imprimer, & d'en faire honneur à ceux qui les leur communiqueront.

Ayant ramassé les Livres & les autres secours dont on avoit dessein de se servir, on se disposa à exécuter le projet qu'on avoit formé. Mais comme le bruit s'en répandit, on fut averti, que Meflire *Libert François Christin* Vicomte de Vueren & de Duysbourg, Seigneur de Bautoersheim, Loevene, Nederheim, &c. d'un mérite distingué, & également curieux & savant, avoit travaillé depuis long-tems à recueillir tous les Traitez de Paix tant anciens que modernes. L'inclination naturelle qu'il a à faire plaisir, & surtout en ce qui peut procurer l'utilité publique, ne nous permettoit pas de douter, qu'il ne voulût bien communiquer ses Mémoires & les fruits de ses travaux, ce qu'il fit aussi fort généreusement; & nous fûmes agréablement surpris de trouver dans ses Mémoires diverses Pièces, qui nous auroient échappé sans ce secours.

Le savant M. *LEIBNITZ*, dont le mérite est connu de toute l'Europe, avoit publié en 1693. l'excellent Recueil auquel il donne le nom de *Codex Gentium Diplomaticus*, &c. que M. *Christin*

* Il est
Conseiller
du Roi
Catholi-
que en
son Con-
seil de
Brabant,
& ci-de-
vant du
Conseil
suprême
de l'Ami-
rauté dans
les Pays-bas.

Il a également savant en toutes sortes de Sciences & de Langues, de même que dans l'Histoire & dans l'Antiquité. Il a honoré le Public de divers Ouvrages fort recherchés, ce qu'il semble avoir hérité de son illustre Famille, dont le Frère Aîné Meflire Jean Baptiste Christin Baron de Merbeke, après avoir été Conseiller du Roi Catholique en son Grand Conseil & ci-devant fut mis dans le Conseil suprême de Flandres en Espagne, & nommé Ambassadeur Plénipotentiaire à la Paix de Nimègue; il est mort Chancelier & Garde des Sceaux de Brabant. Plusieurs autres de ses plus proches parens ont été revêtus des plus grandes Dignités de la Robe; comme de celle de Chef & Président du Conseil d'Etat & Privé, aux Pays bas Catholiques. Pour ne rien dire de tant d'autres de ses Parens, qui ont eu l'honneur d'avoir été Conseillers au Grand Conseil, en ceux de Brabant, de Gueldres, & autres. Enfin, c'est à la Famille des Christins que le Public a l'obligation de plusieurs excellents Ouvrages, comme de *Guelpho Jurisprudencia Heretica five Heraldica in fol.* Des Observations *Regniologica & Heroica in 4.* Des Coutumes générales de Brabant en 2. Tomes in fol. De l'augmentation de deux Tomes de tous les Placards de Brabant in fol. Des Commentaires sur les Paroemies d'Antonius Mathaeus in 4. Des Commentaires sur les Coutumes de Bruxelles in fol. & de plusieurs autres Ouvrages tant Généalogiques & Héraldiques qu'autres.

Christin n'a pas oublié dans ses recherches, & dont on a inféré presque toutes les Pièces dans cet Ouvrage. Il marquoit dans ce Livre, qu'il avoit des matériaux prêts pour d'autres Volumes, qu'il se dispoit aussi de publier. On lui écrivit, pour savoir s'il ne voudroit point les communiquer pour un Recueil d'un plan beaucoup plus universel, que celui qu'il s'étoit proposé, mais comme il a jugé plus à propos de les retenir par devers soi, pour les Volumes suivans de son Ouvrage, & que chacun est maître de son bien, on ne peut lui en faire mauvais gré. On lui a fait honneur partout des Pièces, qu'on a tirées de son Livre; même lors qu'on avoit ces Pièces d'ailleurs.

Tous ces Matériaux étant prêts, on n'eut pas de peine à se déterminer sur l'ordre qu'on devoit suivre, & sur la Langue qu'on devoit employer. Pour le premier, il n'y en avoit pas d'autre, ce semble, que l'ordre Chronologique; on trouvera toujours facilement par ce moyen, les Pièces dont on aura besoin, quand on en saura la date; sans avoir même recours aux Tables Chronologiques, qu'on a mises à la tête de chaque Volume; ni à l'Alphabétique, qui est à la fin de tout l'Ouvrage.

Il faut seulement remarquer à l'égard de ces dates, premièrement qu'on s'est ordinairement servi du nouveau stile, comme du plus généralement reçu, & du plus exact, lors qu'on n'a rien spécifié; & que dans les endroits, où l'on a suivi l'ancien, on a eu soin de marquer aussi ordinairement le nouveau. Il se peut faire néanmoins, qu'on n'ait pas toujours été tout-à-fait exact sur ce sujet, parce qu'on n'a pas toujours su de quel stile s'étoient servis ceux qui avoient dressé les Traitez. Il est vrai, qu'il est à présumer, que quand deux Princes dans les États des quels on suit le nouveau stile, par exemple, traitent ensemble, c'est de ce stile dont ils se servent: mais il n'en est pas de même dans les Traitez où l'un des Contractans suit le nouveau stile & l'autre l'ancien. Quand cela n'est pas expliqué dans la date, il est bien difficile de déterminer duquel on s'est servi, si l'on n'a pas des lumières d'ailleurs. On en peut avoir quelquefois en considérant le lieu où le Traité s'est fait, & voyant quel stile on y suit: mais cette règle n'est pas toujours certaine. Si donc il y a quelque défaut à cet égard, ce dont on n'oseroit disconvenir, le Lecteur est prié de vouloir bien l'excuser; puis que l'erreur dans le fonds n'est pas considérable.

Il faut remarquer en second lieu, à l'égard des dates, qu'en Angleterre l'année ne commençait que vers Pâques, & qu'on y suit l'ancien stile. La coutume de ne commencer l'année qu'à Pâques fut aussi en usage en France, jusques sous le Règne de CHARLES IX. Il ne faut pas donc s'étonner, si dans les Traitez où l'Angleterre a eu part, & dans ceux qu'a faits la France jusques à CHARLES IX. on trouve les mois de Novembre & de Décembre de 1478, par exemple, avant les mois de Janvier, de Février, & de Mars de la même année; puis qu'effectivement ceux-là précédoient ceux-ci. Je ne voudrais pas garantir pourtant, qu'à cet égard il ne se soit point glissé de faute dans ce Recueil; car, quoi qu'on ait pris soin d'y être le plus exact, qu'il étoit possible, on n'a pas toujours pu savoir lors que l'Angleterre ou la France traitoit avec d'autres Puissances, quelle manière de compter l'on observoit dans les Traitez. Le Lecteur est donc prié de pardonner ces petits défauts, s'il s'en trouve quelques-uns, & de ne s'attacher pas partout scrupuleusement à l'ordre des mois; puis que quelquefois il a été absolument impossible de mieux faire. On se persuade néanmoins, qu'il n'y aura que très-peu d'endroits, où il trouvera de semblables fautes.

Pour ce qui regarde la Langue en laquelle on devoit publier ces Traitez, on se déterminait facilement à la Langue Française, comme à celle qui est le plus généralement en usage à présent en Europe. On ne crut pas néanmoins, qu'on dût traduire en François les Pièces écrites originellement en Latin; tant parce qu'étant nécessaire de mettre l'original, l'Ouvrage auroit grossi de plus du tiers, si l'on y eut ajouté partout une Traduction Française; que parce que la Langue Latine n'est pas entendue de moins de gens, que la Française, pour ne rien dire de plus. Pour toutes les autres Langues, telles que sont l'Espagnole, l'Italienne, l'Angloise, l'Allemande, & la Flamande, on a donné partout des Traductions des Pièces écrites en ces Langues, parce qu'elles ne sont pas d'un usage si universel, que la Latine & la Française. Quand les Pièces, que nous avons eues, ont été en une Langue, que nous avons cru n'être pas l'Original, si ce n'a été ni du Latin, ni du François; nous nous sommes contentés d'en mettre une Traduction Française, puis qu'il eût été ridicule, de mettre deux Traductions en deux Langues différentes d'une même Pièce: nous en avons ordinairement averti par une petite note; ou par la simple citation du Livre dont la Pièce a été tirée; comme par exemple, *Traduit du Mercure de Vittorio Siri &c.* Nous ne voudrions pas néanmoins assurer, qu'il nous soit jamais arrivé de mettre au lieu de l'Original, que nous n'avions pas, deux Traductions d'une même Pièce. Cela a pu se faire quelquefois par mégarde, & quelquefois aussi parce qu'on n'a pas bien su quelle étoit la Langue originale du Traité. J'avoue, qu'il eût été à souhaiter, qu'on eût toujours pu avoir l'Original; mais on a cru que, quand cela étoit impossible, il valoit encore mieux donner une Traduction d'une Pièce d'ailleurs importante, que de la supprimer entièrement.

Il a été infiniment plus difficile de se déterminer sur la qualité des Pièces dont on formeroit ce Recueil, que sur l'ordre qu'on y devoit suivre, & sur la Langue dont il faisoit se servir. Après avoir consulté assez long-tems, & demandé l'avis de diverses personnes habiles, qui ne s'est rien moins trouvé qu'uniforme; on s'est enfin déterminé aux Pièces spécifiées dans le titre général de cet Ouvrage. Mais il est arrivé, sans doute, en cette occasion, ce qui arrive toujours infailliblement à tout Auteur de Dictionnaire, c'est que n'ayant pas des vues d'une étendue infinie, il oublie toujours nécessairement quelques-uns des mots, qui entrent dans le plan, qu'il s'est formé, & qu'en récompense il en met d'autres qui ne sont pas de son plan. Le dernier de ces défauts n'est pas considérable, puis qu'il vaut beaucoup mieux trouver dans un Dictionnaire cent mots qu'on ne croyoit pas devoir y trouver, que de n'y pas trouver un mot

pas meilleure, & rien ne nous doit empêcher de faire mieux qu'eux. La République des Lettres est enfin devenuë un Pays de raison & de lumière, & non d'autorité & de foi aveugle, comme elle ne l'a été que trop long-tems. La multitude n'y prouve plus rien, & les cabales n'y ont plus de lieu. Il n'y a aucune Loi, divine, ni humaine, qui nous défende de perfectionner l'Art d'écrire l'Histoire; comme on a tâché de perfectionner les autres Arts & les autres Sciences. Comme un Philosophe ne peut pas s'excuser aujourd'hui, s'il parle obscurément, ou s'il suppose des choses incertaines, comme assurées, par l'exemple d'*Aristote* & des autres Philosophes anciens, qui ont commis les mêmes fautes: l'exemple d'*Hérodote* ou de *Tite-Live* ne peut pas mettre à couvert ceux qui imitent leurs défauts. Si on les louë, il faut toujours se souvenir, que les louanges ne se rapportent, qu'à ce qu'ils ont de bon, comme sont la pureté & l'élégance de leur stile; & nullement à ce qu'on y peut trouver de blâmable. Il faut penser encore qu'on ne les estime en partie, que parce qu'il ne nous reste point d'autres Monumens que les leurs; & qu'on ne leur ajoute foi, que lors qu'on n'a aucune raison de les contredire; ou à cause de la vraisemblance de leurs narrations, ou à cause qu'on n'a aucun témoin plus exact & plus ancien qu'eux, pour les redresser. On croit le gros de l'Histoire; mais on demeure en suspens sur les circonstances.

Cela étant ainsi, s'il y a de grands inconvéniens à ne citer point: les exemples des Anciens, ni de leurs Imitateurs ne suffisent nullement, pour sauver de la censure ceux qui ne le font pas. On soutient donc, que l'on n'évite de citer, qu'afin que personne ne puisse examiner l'Histoire, que l'on raconte, en comparant la narration avec celle des Historiens, qui ont écrit auparavant. Car le moyen d'examiner ce que l'on avance, sans citer personne en particulier; à moins que d'avoir tous les Historiens dont on s'est servi, & de les avoir bien lus & bien mis dans sa mémoire? Peu de gens en sont capables, & peu de gens ont tous les Livres qu'il faudroit avoir. Sans cela, on peut toujours craindre de se tromper, parce qu'il se peut faire que l'Auteur que l'on lit ait suivi quelque Historien, que ceux qui ont intérêt à examiner l'Histoire n'ont pas, ou qu'ils n'ont point lu, ou dont ils ne se souviennent pas. Mais si l'on n'ose pas s'inscrire en faux contre un Historien, qui n'a pas cité, on n'ose pas aussi s'y fier. Comme on peut souvent faire des Romans impunément, en suivant cette méthode, & donner tel tour que l'on veut à l'Histoire: le Lecteur soupçonneux n'ose presque rien croire, & abandonne bientôt une lecture dont il se défie. On assure qu'un Historien moderne &c.

Outre cela, c'est toujours le même Auteur qui parle, on soutient, que la précaution que quelques-uns ont eu de mettre à la tête de leurs Histories les Auteurs, qu'ils avoient suivis, sans les citer ailleurs plus en particulier, est tout-à-fait inutile; parce qu'elle est sujette à presque tous les inconvéniens, qui se trouvent dans la méthode de ceux qui ne citent point du tout. En effet, il est très-difficile de savoir quel Historien un Auteur peut avoir suivi, dans chaque fait, quand même on les auroit tous. Mais on dit de plus, que l'on ne met souvent une grande liste d'Auteurs, que par pure ostentation; & qu'il y en a plusieurs, dont on n'a peut-être jamais vu la couverture. Il est vrai, qu'il n'y a rien de si facile, que de composer un grand Catalogue d'Historiens, qu'on n'a jamais vus, & de le mettre hardiment à la tête d'une Histoire, & si l'on en use ainsi de bonne foi, il dépend néanmoins du Lecteur de le croire ou non. Il n'y a qu'une seule chose, qui puisse faire pardonner cela à un Historien; c'est si l'on est assuré d'ailleurs de sa sincérité. C'est aussi ce qui a fait que l'on n'a pas censuré *Jacques de Thou*, pour en avoir usé de la sorte. Les marques claires de sincérité & de modération, qu'il donne par tout, lui ont fait pardonner cette faute, qu'on ne pardonne point à des gens comme *Varillas*, dont la passion & l'esprit Romanesque éclatent de toutes parts.

J'estime, que tout homme judicieux conviendra de la solidité de ces remarques, & conclura de là, qu'un Collecteur d'Actes publics est dans une obligation encore plus étroite, qu'un Historien, de marquer partout exactement les sources où il a puisé, parce que les Actes qu'il rapporte sont d'une toute autre conséquence qu'une simple Histoire. En vain m'allégueroit-on, que les Auteurs, que je cite, ne sont pas plus dignes de foi que moi, & que leur autorité ne sert de rien pour assurer la vérité de ces Traitez. Car outre que plusieurs de ces Auteurs ont puisé, ou pû puiser dans les Originaux, comme cela paroît assez par leurs Livres, & que dès-là leur autorité est d'un plus grand poids, que la mienne; quand cela ne seroit pas, comme peut-être il n'est pas à l'égard de tous, je me décharge par-là de tous les soupçons, qu'on pourroit avoir contre moi, qui retombent uniquement sur les Auteurs, que je cite.

J'ai donc été exact à citer toujours les Auteurs ou les autres sources où j'ai puisé les Pièces que l'on trouvera dans ce Recueil. J'avoue même qu'à l'égard des Manuscrits, si j'eusse toujours pû ou osé marquer par quelles mains ils avoient passé, avant que de parvenir jusqu'à moi, je l'aurois fait tout de même. Mais le Lecteur est prié de se contenter à cet égard des éclaircissements, que je lui ai donnés sur ce sujet dans cette Préface.

J'ai été si exact dans mes citations, que, lors que les Pièces que je rapporte se trouvoient dans différens Auteurs, je les ai ordinairement tous alleguez, lors que j'ai vu qu'il y en avoit quelque petite nécessité; & je ne m'en suis presque jamais dispensé, que lors qu'on a vu clairement, qu'un Auteur avoit puisé dans l'autre, sans autres lumières; car il est clair alors, que deux autoritez n'en valent pas plus d'une. Même comme il s'est fait, ou qu'il se peut faire à l'avenir diverses Editions des Livres que je cite, afin que le Lecteur ne s'y trompe point, je marque exactement dans la liste que je donne ci-après, l'Edition dont je me suis servi. Je ne fais si je me trompe, mais je crois, que cette exactitude à citer les Auteurs, est ce dont le Lecteur me doit savoir le plus de gré dans cet Ouvrage. Ce que j'ai dit ci-dessus du Recueil du Sieur Leonard fait voir que je n'ai pas pû toujours

jours marquer la page de ce Recueil, & qu'il a falu se contenter ordinairement d'indiquer le Volume.

La même exactitude nous a obligé à laisser tous les Traitez dans leur Langue naturelle, sans y rien changer, non plus qu'à l'orthographe. Et sur cet Article je ne saurois m'empêcher de me plaindre de la délicatesse de ceux qui ont eu soin du Recueil du Sieur Leonard. J'ai remarqué, en confrontant quelques Traitez, avec d'autres Exemplaires, que j'en avois, qu'on s'est avisé de les mettre en beau langage, & d'en changer ce qu'il y avoit de vieux dans les mots, dans les phrases, & dans l'orthographe. J'aimerois autant qu'on entreprit de nous donner *Ronsard* ou *Marot* en beau langage; ou, pour dire quelque chose de plus exact, c'est tout de même, que si l'on faisoit parler ces deux Anciens Poètes comme on parle aujourd'hui, & qu'on nous dit en même tems qu'on nous les donne, pour nous apprendre comment on parloit François lors qu'ils écrivoient. Un des usages de ces Traitez est d'y apprendre les changemens qui ont été faits & dans la langue & dans le stile des Contracés, usage qu'on n'en peut plus tirer, dès que le langage en est changé; joignez à cela, que ces Actes publics tirent leur principale force des termes auxquels ils sont énoncés; & que dès qu'on en change le langage on ne peut plus s'assurer de leur véritable sens. On a pris donc un très-grand soin, autant qu'on l'a pû, de donner tous les Traitez dans les propres termes, & dans la même orthographe, qu'on les a trouvés couchés: si on ne l'a pas toujours fait, la faute en doit être uniquement imputée à la fausse délicatesse de ceux qui les ont défigurés, en voulant les habiller à la moderne. On a été si scrupuleux sur ce sujet, qu'on a mieux aimé laisser de certains endroits, où il y avoit assez visiblement quelque faute d'impression ou de copie, que d'exercer sur ces endroits une Critique trop hardie. Ainsi on ne doit pas imputer à la négligence des Correcteurs tous les endroits, où il paroît y avoir faute; puis que quelquefois ce sont des fautes qu'on a bien vues, & qu'on n'a osé ôter, quoi qu'on avoue d'ailleurs, que ce Recueil n'est pas exempt de véritables fautes d'impression.

On ne doit pas oublier d'avertir, qu'on n'a observé aucun rang dans la nomination des Princes & des Souverains, dont il est parlé dans les argumens des Traitez. On a quelquefois mis le premier celui qui est venu le premier dans la pensée, quelquefois celui dont la première lettre du nom étoit la première dans les lettres de l'Alphabet; mais le plus souvent celui qui étoit nommé le premier dans le Traité. Sur quoi il est bon de remarquer, qu'ordinairement dans l'échange des Traitez, chaque Ambassadeur en livre une copie où son Maître est nommé le premier. Selon cela il est arrivé, que quand on a tiré un Traité des Anglois, par exemple, le Roi d'Angleterre s'y trouve nommé le premier; comme au contraire c'est le Roi de France, qui est nommé le premier dans les Traitez qui nous viennent des François.

J'aurois bien voulu effacer des signatures ces sortes de marques *L. S.* c'est-à-dire *Place du Sceau*; parce que cela ne signifie rien, surtout dans un Imprimé, où la forme de la page n'a pas permis de placer toujours les noms de ceux qui ont signé les Traitez, selon l'ordre qu'ils ont été placés dans les Originaux; mais en ceci, comme par tout ailleurs, j'ai eu un certain scrupule, auquel, peut-être, on donnera avec justice le titre de fausse délicatesse. On verra aussi quelquefois à la fin des Traitez ces lettres *vt.* qui signifient *vidit*; & qui marquent, que la copie du Traité a été collationnée.

Des étoiles * qui se trouvent en quelques endroits, & surtout dans les Traitez, qui ont été tirés du *Codex Diplomaticus* de M. Leibnitz, marquent qu'il y a quelque lacune, ou du moins, que ce sont des endroits, que l'on n'entend point.

Pour ce qui regarde les Notes, qu'on a ajoutées à la marge, quoi qu'il y en ait un assez bon nombre, sur tout au commencement des trois premiers Tomes, on avoue qu'on en auroit pû faire beaucoup davantage, s'il n'avoit pas falu fournir de l'ouvrage à trois Presses à la fois, & si la peine ne s'étoit augmentée du triple, de ce qu'elle étoit au commencement, avant qu'on eût eu autant de matière, qu'on en a eu dans la suite. On doit un petit nombre de ces Notes à M. Leibnitz, à Goldast, & à celui, qui a eu soin de l'Edition du Recueil de Leonard; mais le plus grand nombre a été ajouté, & ne paroît point dans les Ouvrages de ces trois Auteurs.

Quant à la division de ce Recueil, on n'a eu d'autre égard, qu'à tâcher de rendre les Volumes égaux en grosseur; en quoi on n'a pas tout-à-fait réussi, parce qu'on les a imprimés tout à la fois. C'est pour les rendre plus égaux, qu'on a renvoyé au Tome second les Observations de M. Amelot de la Houffaye, qui étoient au devant du Recueil du Sieur Leonard; & l'on s'est d'autant plus aisément déterminé à prendre ce parti, que la plupart de ces Observations regardent, non les Traitez du Tome premier; mais ceux du Tome second & des suivans. Quoi qu'on ne voulût pas se rendre garant de tout ce que M. Amelot de la Houffaye avance, on n'a pas cru néanmoins devoir supprimer ses Observations; parce qu'elles contiennent des remarques curieuses & importantes. On en a retranché quelques termes injurieux, qu'on peut pardonner à un Auteur qui écrivoit en France, dans un tems où cette Couronne étoit en guerre avec les Alliez. On est persuadé que, si l'Auteur eût écrit durant la Paix dont nous jouissons présentement, il auroit supprimé lui-même ces endroits, ou que, pour mieux dire, ils ne lui seroient point venus dans l'esprit.

On a été tenté de faire quelques réflexions sur ces Observations, & de confronter les Articles de certains Traitez cités par l'Auteur avec ces mêmes Articles tels qu'on les a mis dans ce Recueil; mais outre qu'on a naturellement de l'éloignement pour tout ce qui sent tant soit peu la dispute, on n'a pas présentement tout le loisir, qu'exigeroit un pareil travail.

Il reste à parler des Tables qu'on a ajoutées à cet Ouvrage. On en a mis d'abord une au devant de ce premier Tome, qui contient le nom des Auteurs & des Livres dont on s'est servi, avec quelques remarques sur ces Livres, dont on n'a pas cru devoir charger cette Préface.

Chaque

Chaque Volume a sa Table Chronologique des Traitez, qui y sont contenus; & l'on a eu soin de mettre les noms des Contractans en Lettres Capitales, & la date à la marge en gros caractères, afin qu'on puisse trouver d'un premier coup la Pièce que l'on cherche.

Peut-être auroit-on encore souhaité une Table des Traitez selon les Puissances; par exemple, une Table de tous les Traitez qu'a fait la France, une autre de tous ceux qu'a faits l'Angleterre, & ainsi des autres Puissances: mais on a cru, que ce seroit grossir inutilement les Volumes, les Tables Chronologiques étant plus que suffisantes, pour trouver facilement, ce qu'on cherche dans ce Recueil.

Que si l'on veut absolument savoir tous les Traitez qu'un tel Souverain a faits, on pourra s'en instruire dans la Table Alphabétique & générale, mise à la fin du dernier Volume, & qui comprend toutes les matières principales de tout l'Ouvrage. Cette Table est composée d'une telle manière, qu'elle peut être d'un très-grand usage à toute personne, qui s'en saura bien servir.

Et premièrement, on pourra par son moyen s'instruire dans un moment de tous les Traitez faits par un Souverain, & qui se trouvent dans cet Ouvrage. Par exemple sous le nom de Louis XIV. on trouvera tous les Traitez, que ce Prince a faits durant tout son Règne, & qui sont contenus dans ce Recueil; sous le nom de *Provinces-Unies*, on trouvera tous ceux que cette République a faits depuis son établissement, jusques à présent; sous celui d'*Alger*, on verra tous ceux où les Algériens sont intervenus, & ainsi des autres Etats; avec cette différence, que pour les Monarchiques, il ne faut pas se contenter de chercher le nom de la Monarchie; mais aussi celui de tous les Princes particuliers, qui l'ont gouvernée. Pour savoir, par exemple, tous les Traitez que l'Angleterre a faits, il ne suffit pas de chercher le mot d'*Angleterre*, sous lequel on en trouvera plusieurs; parce que ce Royaume a été gouverné en République, & qu'il y a aussi de certains Traitez, qui sont plutôt entre Royaume & Royaume, qu'entre Souverain & Souverain; il faut encore chercher EDOUARD, JACQUES, CHARLES, & les autres noms des Rois, qui ont régné en Angleterre. Il n'en est pas de même des Républiques, il suffira pour savoir les Traitez, qu'elles ont faits, de chercher le nom qu'on leur donne le plus ordinairement.

En second lieu on pourra savoir par cette Table, en cherchant les noms de Villes, non seulement les divers Traitez, qui s'y sont faits; mais aussi dans quels Traitez il en est parlé & à quels Souverains elles ont successivement appartenu; c'est-à-dire, qu'on en verra, en quelque sorte, l'Histoire en abrégé. Il en est de même des Provinces, des Seigneuries, des Comtez, &c.

En troisième lieu, il n'y a rien de remarquable dans ce Recueil, à l'égard des Princes, des Etats, des Républiques, des mœurs, des coutumes, &c. qu'on ne trouve dans cette Table Alphabétique, pourvu qu'on sache chercher, ce qu'on veut trouver, sous le titre qui lui est propre. Par exemple, il seroit inutile de chercher le Traité d'Arras, sous le mot de *Traité*; parce que la plupart des Pièces de ce Volume portant le nom général de *Traité*, il seroit ridicule d'avoir mis sous ce titre le Traité d'Arras; mais on le trouvera au mot d'*Arras* où il doit être naturellement. Il en est de même des autres.

Mais comme il y a de certaines choses, qui semblent se rapporter également à divers mots différens; on n'a pas fait difficulté de mettre alors la même chose sous ces divers mots, afin que ceux qui les pourront chercher, sous l'un ou sous l'autre, ne cherchent point inutilement. Enfin on croit l'utilité de cette Table si grande à toute personne, qui s'en saura bien servir, qu'on ne craint pas le reproche, de l'avoir faite trop longue. On pourroit, peut-être, se plaindre avec plus de justice, qu'elle ne l'est pas assez.



EXPLICATION DE L'ESTAMPE

Qui étoit au Frontispice de la premiere Edition de ce Recueil: où il est parlé des anciens Temples de Janus & de la Paix.



Est ici la représentation de l'ancien Temple consacré à Rome au Dieu Janus, par l'Empereur Auguste, & tiré d'une des Médailles de ce Prince. On voit au haut le Buste de Janus à quatre visages, regardant les quatre principales parties du Monde, pour marquer par là la vaste étendue de l'Empire Romain, ou, selon d'autres, les quatre Saisons de l'année. Au dessous sont les quatre Portes parallèles à ces quatre visages. Nous devons cette antiquité aux soins de Guillaume du Choul, qui l'a mise dans son Livre de la Religion des Anciens Romains, & qui nous dit avoir reçu la Médaille d'Auguste sur laquelle ce Temple étoit gravé de *Jacomo Strada* Antiquaire Mantouan. C'est de ce Temple que parle Thomas Dempster dans ses *Antiquitez Romaines*. *Alterum Templum*, dit-il, *Jani Quadrifrontis amplissimum, quatuor Portarum in Foro Romano fuit ab Augusto dedicatum. Janus ipse, qui in eo colebatur, Quadrifrons ex Falisci Thuscia Civitate captis in forum transitorium Romanum translatus, post Servium in Lib. I. Euseb. & hujus Templi icon, dit-il, videre est in veteri lapide, ubi adhuc videtur talis.*

* Lib. II.
chap. 2.

* In Lib.
VI. l. 4.
noid. Verg.

* Saturnal.
Lib. I. cap. 9.

* Genial.
Dier. Lib.
I. cap. 14.

Le même * *Servius* nous apprend pourquoi Janus étoit représenté avec quatre visages, quod capitis Faleris Civitate Thuscia inventum sit Simulacrum Jani cum frontibus quatuor, propter quod in Foro transitorio constitutum est Sacrum aliud, quod novimus hodie quatuor habere portas. *Servius* vivoit sous l'Empereur Theodose, environ 380. ans après la naissance de N. Seigneur; & pouvoit avoir encore vu ce Temple. Il paroît par *Tite-Live*, & par * *Macrobe* que ce Simulacre dont parle *Servius* fut trouvé environ l'an 357. de la fondation de Rome, c'est-à-dire, environ 360. ans avant J. C. Cela peut être confirmé par ces paroles * d'A-

lexander ab Alexandro. *Ipsam deinde ad Forum transitorium translatus memoravit, captisque Faleris, quatuor portarum fuisse exstructum, quod Jani Simulacrum cum frontibus quatuor multo ævo vetustum ibi eratum fuisse dicerent. Et ibid. Tiraguell. Dicitum fuit Forum, dicitur, transitorium ex quo ad Forum Romanum primo, deinde & ad Forum Cesaris & Augusti transitus patres, habuit autem cum tempore pro Transitorio, Fori Nervæ appellationem.* * *Lipse* parle ainsi de ce Forum Transitorium. *Quartum jam est Nervæ, quod Domitianus inchoavit, Nervæ perfecit & agnominauit. Suetonius in Domitiano. Novam Adem in Capitolio excitavit Jano custodi, & Forum quod nunc Nervæ vocatur; unde sic Lampadius in Alexandro. Statuas collocat, vel pedestres vel equestres Divis Imperatoribus in Foro Divi Nervæ, quod Transitorium dicitur, locavit. Et Lipse, dans le même Livre qu'on vient de citer: Dicitum autem fuit transitorium Forum, quod situm fuerit inter Capitolium & Quirinalem collem, distinquere ideo transitorium, quod per id in alia opportune transitus esset. On voit encore aujourd'hui à Rome ce Forum transitorium, qu'on nomme Foro di Nervæ. On en trouve la représentation dans les Antiquitez d'Eustienne Perac, & dans le Livre, qui a pour titre *Vestigi della Antichità di Roma*, par Egid. Sadeler pag. 5. comme on le voit ici. On y trouve aussi les ruines du Temple de Janus Quadrifrons, comme elles se voyent encore à présent; mais qui est entièrement différent du Temple, que nous a laissé Du Choul: ce qui nous persuade, que depuis la mort d'Auguste, il a été entièrement changé. Nous avons une Médaille de l'Empereur Hadrien; où son effigie est d'un côté & au revers l'image de Janus à quatre visages, ou quadrifrons. On la trouve dans Du Choul pag. 20. telle qu'on la donne ici.*

* De
genius
Rom.



Il ne faut pas croire, au reste, que le Temple de Janus dont nous parlons, soit le plus ancien, qui ait été construit à l'honneur de ce Dieu: puis qu'au contraire on voit par les Histoires Romaines, qu'il y a eu des Temples dédiés au Dieu Janus, même du tems de Romulus avec deux portes, qu'on devoit ouvrir durant la guerre & fermer durant la Paix. On pourroit même conclure qu'il y en avoit un du tems du Roi Latinus, de ces vers de * l'Encide.

* Liv. VI.
vers 607.

*Sunt gemine Belli porte, sic nomine dicunt,
Religione sacre & sevi formidine Martis:
Centum enei claudunt velles, alternaque ferri
Robora, nec custos abstulit limine Janus.
Has, ubi certa sedet Patribus sententia pugnæ,
Ipse, Quirinali strabæ cinctaque Gabino
Insignis, referat stridentia limina Consul;
Ipse vocat pugnas; sequitur cum cætera pubes,
Aeræque assensu conspirant cornua rauco.*

Et





Et puis parlant du Roi *Latinus*, qui ne vouloit point de guerre avec *Enée*, & ne vouloit point ouvrir les portes du Temple de Janus, il s'exprime en ces termes :

*Hoc & tum Aeneadis indicere bella Latinus
More iubebatur, tristisque recludere portas.
Abstinent tacitū Pater, aversusque refugit
Feda ministeria, & cecis se condidit ambris.
Tum Regina Deam celo delapsa, morantes
Impulit ipsa manu portas, & cardine verso
Bellī ferratos raptis Saturnia pectus.*

Mais il n'y a nul fonds à faire sur le témoignage de Virgile, puis qu'on sait assez combien il est ordinaire aux Poètes de parler des choses par anticipation. Virgile, en particulier, a parlé dans son Poème de quantité de choses, qui étoient de son tems à Rome, & qui n'y étoient point du tems de *Latinus*, ni même du tems des Rois & des premiers Consuls, & il en use souvent ainsi uniquement pour faire sa cour à Auguste.

Le Temple de Janus, qui n'avoit alors que deux villages, & qu'on apeloit *Bifrons*, a été bâti ou par *Romulus* ou par *Numa*. *Varron* dans *S. Augustin*, *Ovide*, & *Servius* le donnent à *Romulus*, & c'est, peut-être, pour cela qu'on l'a appellé *Janum Quirini*, qui est le nom de ce Fondateur de Rome après sa consécration. *Tite-Live*, *Florus*, *Servius* dans un autre endroit, *Plutarque*, & *Pline* le donnent à *Numa*. Peut-être qu'on pourroit concilier les deux opinions en attribuant à *Romulus* la structure du Temple de Janus ouvert des deux côtés, & les portes à *Numa*. *Aurelius Victor* en parle ainsi, *Portas Jano Geminio adificavit*; à moins qu'on ne veuille dire, que *Victor* parle du Temple tout entier.

Voici ce que dit * *Tite-Live* sur ce sujet. *Nama regio potius, Urbem novam conditam vi & armis, jure cum legisque ac moribus de integro condere parat, quibus cum inter bella assuescere videret non posse, quippe esset militis animis, miscendam ferocem populorum armorum desuetudine ratos, Janum ad insinuant Argiletum, indicemque Pacis Bellique fecit, apertus, ut in armis esse Civitatem; clausus pacatos circa omnes Populos significaret.* Ce passage nous apprend, que le lieu où ce Temple fut bâti fut au bas *Argiletum*, & l'on peut ajouter, que ce fut près du Théâtre de *Marcellus*; comme nous l'apprenent (a) *Servius*, (b) *Gruter*, *Victor* dans la neuvième Région; & entre deux (c) Places publiques. C'est dans cette Place où étoient les Boutiques des Marchands, & c'est d'elle dont *Martial* fait mention dans ses Epigrammes, *Liv. I. Epig. 4.*

(a) Sur le 7. de PE-
neid. vers.
409.
(b) Inscrup-
tion. pag.
234.
(c) Ovid.
Fastor. I.
vers. 257.
& Suetus
Rufus in
Regione IX.

— *Argiletanus maris habitare Tabernas.*

Liv. I. 118.

Argi nempe soles subire letum.

Et *Liv. II. Epig. 17.*

Argique Letum multis obsidet futor.

Cette Place reçut ce nom de ce qu'*Argus* Capitaine

des Argives ayant été voir *Evandre*, fut tué par les Arcadiens à l'insu du même *Evandre*, qui lui dressa un tombeau avec ce nom d'*Argiletum*. Virgile dans le 8. de l'*Énéide* vl. 345.

*Nec non & sacri monstrat nemus Argileti
Testaturque locum, & letum monstrat hospitii Argi.*

Varron de *Ling. Lat. Lib. IV. Argiletum*, dit-il, *sunt qui scripserunt ab Argo, seu quod in hac venit ibique sepultus sit, alii ab argilla, quod ibi hoc genus terre reperitur, & ideo ibi positum Jani signum & sui institutum à Numa Pompilio, ut scribit in Anual. Pisto, ut sit clausa semper porta, (qu'il appelle Janualis) nisi cum bellum sit, nunquam traditum est memorie Pompilio Rege fuisse apertam.* *Ovide* nous donne la raison, pourquoi on l'ouvroit durant la guerre, dans le l. Livre de ses *Fastes*, vl. 277.

At cur pace late? motisque recluderis armis?

Nec mora, quaesiti reddita causa mihi est.

Ut populo reditus pateant ad bella profectio,

Tota patet, dentia, Janua nostra, sera.

Comme ce Temple avoit deux portes directement opposées l'une à l'autre, il seroit de passage pour aller d'un Marché à l'autre: d'où vient que *Martial* parle ainsi au Dieu *Janus* *Liv. X. Epig. 28.*

Pervius exiguis habitabas, Jano, Penates

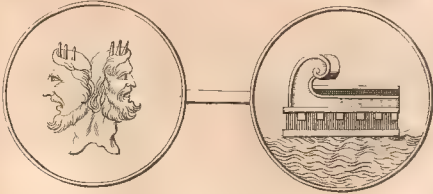
Plurima, qua medium, Roma tenebat iter.

Ainsi on peut dire qu'il avoit deux villages pour avoir la vue sur ces deux Marchés. Mais *Servius* en donne une autre raison sur le *Liv. XII. de l'Énéide*, Vers 198. *Postquam*, dit-il, *Romulus & Titus Tatius in fœdera convenerunt, Jani simulacrum duplicis frontis effectum est, quasi ad imaginem duorum Populorum.*

S. Augustin parle aussi de cette image de *Janus* au Chap. 4. du *Liv. VII. de la Cité de Dieu*. *Sed isti, dit-il, in cultu Deorum omnis dedecoris appetitores, cuius vitam minus turpem invenerunt, cum simulacri monstruosa deformitate insuperarent nunc enim bifrontem, nunc etiam quadrifrontem, nunquam geminum facientes, cum verò eum facient quadrifrontem & Janum geminum appellent, ad quatuor Mundi plagas hoc interpretantur.*

Florus *Liv. I. chap. 2. & Aurelius Victor* chap. 3. prennent *Janum geminum* pour *Janum bifrontem* ou à deux villages, parce qu'il n'étoit pas autre du tems de *Numa*.

Mais, pour bien entendre *Florus*, & les autres Auteurs, qui parlent de *Janus Geminus*, il faut remarquer, que le *Janus* à deux têtes s'appelle *Geminus*, parce qu'il étoit comme deux, & que celui à quatre villages peut porter le même nom, à cause que la statue sous laquelle *Janus* étoit représenté toujours, étoit doublée, pour parler ainsi, & c'est de là que *S. Augustin* dit: *quum verò eum facient quadrifrontem & Janum Geminum appellent: quod Janus à deux têtes soit appellé aussi avec autant de droit Janus Geminus.* Voici une ancienne Médaille, où paroît la tête de ce Dieu.



*At bona Posteritas puppi formavit in aere
Hospitii adventum testificata Dei.*

Et dans un autre endroit,

*Causa Ratis superest, Thuscum devenit ad amnem
Ante peterrato, Falciſer, Orbe, Deus.*

Ce fut lui, qui civilisa les Habitans d'Italie, & qui en changea les mœurs & les coutumes. Il y établit de

bonnes

Cette Médaille de *Janus bifrons* ou à deux villages, & dont le revers représente une espèce de Navire ou de Barque à l'antique est tres-ancienne. Il y en a qui croient, que ce *Janus* est le même que *Saturne*, qui pour le sauver des impietez & des cruautés de son Fils s'enfuit d'Arcadie & aborda avec ce bâtiment dans le Pays, qu'on a nommé depuis l'Italie. Ce fut en mémoire de cet événement qu'on frapa la Monnoye ou Médaille avec la figure d'un Navire. C'est ce que témoigne *Ovide* dans ses *Fastes*:

TOM. I.

bonnes Loix & les consolât avec tant de prudence & de vertu, qu'ils le choisirent pour leur Roi. Et en mémoire du bien qu'il avoit reçu dans un lieu, où il avoit été longtemps caché, il lui donna le nom de *Latium*, du mot *Latere*, qui signifie être caché. C'est ce que confirment ces vers du 8. de l'*Énéide*, v. 321.

*Is genus indocile & dispersum montibus albis
Composuit, legerique dedit, Latiumque vocari
Maluit, his quoniam latuisset tutus in oris.*

C'est ce qui est confirmé par *Lactance* au Livre I. de la fausse Religion, Chap. 12.

Après la mort, ses Peuples l'adorèrent comme une Divinité, & le représentèrent avec deux visages, parce que, selon *Plutarque*, il avoit donné une autre face à son Royaume, en introduisant, parmi des Peuples Barbares, une manière de vivre civilisée.

Ceux qui cherchent à détacher la vérité de l'Histoire dans les fictions de la Fable, disent que Janus est le Patriarche Noë, & qu'il fut ainsi nommé du mot Hébreu *יָאֵן* *jajin*, qui signifie du vin, parce qu'il avoit le premier planté la Vigne: qu'il a été représenté avec deux visages, parce qu'il avoit vu l'ancien Monde avant le Déluge, & le Nouveau après que les eaux furent retirées: qu'on lui donnoit un Navire, à cause de l'Arche dans laquelle il s'étoit sauvé; ou parce que, fuyant les mauvais traitemens & les impiétés de son fils Cham, il se retira dans un Vaisseau en Italie, où il bâtit une Ville, qu'il nomma en Hébreu *יָאֵן* *Chitum*, comme qui diroit cachée: car le mot Arabe *כֹּח* *choch*, signifie cacher, en Latin *Latere* d'où vient *Latium*; & tout cela convient fort bien à ce que les Latins disent de leur *Latium*. En effet, tous les Auteurs, tant sacrés, que prophanes, entendent l'Italie par le mot de Chitum. Voyez *J. Jérôme* & les autres Interprètes sur le XXIV. des Nombres vers. 24. Comme aussi *Corneille à Lépide*, 84, *Polus*, dans sa *Synopsis Criticorum*. Consultez encore *Nicol Louwius* dans son Dictionnaire Géographique au mot *Cethim*, *Muri* dans son Dictionnaire Historique au mot *Janus*. C'est encore ce qui est rapporté par le P. *Athanasie Kircher* dans son *Arca Noë*, in cap. *Eretem*. où il parle en ces termes: Noë, relictâ Armeniâ, vel Ebediâ Regione, assumptis secum Japhet Filiis Gomor, & Nepotibus Archenez, Rephat, & Togormas, & reliquis Javanii Filii, primum in Greciam, quæ ab eo Ionia postea dicta fuit, movit: Deinde ulterius in terram Kitim: quam omnes, tum sacri, tum profani Geographi Italianam dicunt; ubi tantum apud Posterum nomen meruit, ut cum Saturnum & Janum vocaverint, & quod duplicem Mundum ante & post Diluvium viderit, & duplici facie illi statuas crexerint.

Il s'en explique encore plus amplement dans son *Latium* Liv. I. chap. 2. & suiv. Noënum, dit-il, humani Generis Restauratorem primarum in Italia Coloniarum Auctorem fuisse tradunt, atque illum variis partim nominibus fuisse descriptum: Alii eum Janum, vel ab vini usum repertum ab Hebraica voce Jajin, vel Chaldaica Jajno, quod vinum notat sic appellant: Graeci vero Chitum, sive Oinotrium vocitant, quod cum Jano prorsus quoad significationem coincidit, quasi vini expressorem; post Apologeticum Justini Martyris, Tertull. de Pallio, Augustin. de Civit. Dei; Clemens Alexandrin. in Protrept. subscribunt bisce, dit le même Kircher dans le même endroit, Rabbiorum Arabumque Traditiones, &c. Edmond Dickinson dit la même chose, dans sa Dissertation De Noë in Italian Adventu. Hoc expressè habetur, dit-il, in Etruscarum Antiquitatum Fragmentis ab Ingravio repertis: Magnus Pater Vandamon, qui à Latinis Jantus, à Syris Noa vocatur, advenit in hanc Regionem. (Il parle de cette Partie de l'Italie, qu'on nommoit anciennement l'Etrurie, & qui est la Toscane d'aprèsent) Cum secundo Filio Japheto & illius Filiis, & cum venisset super hunc montem, sibi commodum, Posteris jucundum putavit, quare in superiori parte, quæ salubrior esset, Civitatem edificavit & Cethim appellavit. Verum anno 220. à Cethim edificatione Cethim Filius Javanis & Pronepos magni Vadimontis assumptis secum duabus Colonis mare ingressus, cum diu navigasset, pervenerit tandem in terram, quam suo & Patriæ nomine Cethim appellavit. Illa autem Civitas primò Etruria Caput & Metropolis, tandem Italia toti nomen imperavit. On peut encore consulter sur ce sujet *Lactance*, *Beyerlink* dans son *Theatrum Vite Humanae*, *Albert Leander*, dans la Description de l'Italie, *Lazius* in *Migrat. Gent.* &c.

Il y avoit encore dans des lieux anciens de Rome plusieurs statues de ce Janus, comme remarque *Acron* sur le second Livre d'*Horace*, Satyre 3. *Jani statue*, dit-il, *tres erant: ad unam illarum solebant convenire Crēditores & seneratores, alii ad reddendum, alii ad locandum senu.* Et Lib. I. Epist. 1. *Duo Jani ante Basilicam Pauli steterunt, ubi locus erat seneratorum, Janus dicebatur locus in quo solebant convenire seneratores.* Le mot Janus signifie la statue & une Arcade sous laquelle on passe. C'étoit proche d'une telle Arcade, ou sous une telle Arcade, que les Usuriers s'assembloient, comme remarque *Acron* sur *Horace*. Liv. I. Epit. 1. & *Tite-Live* en parle ainsi *forum porticibus tabernisq; claudendum, & Janos tres faciendos, qui tres arcus vel aditus erant in foro Romano, & distinguebantur per primum, medium, & imum. Inde Ammian. Marcell. per Janos & fora clamitant; & Spart. in Severo testatur, cum Janos fecisse in Transiberina regione. Eoque Ovidius respicit Fast. I. cum tot sint Jani.* Peut-être que dans ces bâtimens ou au dessus, il y avoit la statue ou la tête d'un Janus bisson, & que c'est de là qu'*Acron* remarque sur *Horace*, *statuas tres fuisse.*

Pour revenir au Temple de Janus, c'étoit une grande gloire aux Empereurs Romains d'avoir pu le fermer durant leur règne; parce que c'étoit une marque qu'ils avoient procuré la Paix générale à l'Empire, & par conséquent le repos à tous leurs Sujets.

Suetone rapporte dans la Vie d'*Auguste* que cet Empereur ferma ce Temple par trois fois. *Janum Quirinum semel atque iterum à condita Urbe memoriam ante suam clausum: in multo breviori temporis spatio terrâ mariq; pace parta, ter clausit;* ce que confirme *Orose* Liv. VI. chap. 21. & 22. *primum*, dit-il, anno U. C. 725. victo M. Antonio, iterum anno U. C. 729. bello Cantabrico confecto; tum denique circa tempus Nativitatis Christi. On trouve encore un témoignage authentique de cet événement en Espagne, dans la Ville de *Merida*, que les Latins appellent *Emerita*; où l'on voit cette Inscription Latine, selon *Gruter*, pag. 149.

* Chap.
XXII.

Imp. Cæs. Divi F. Augustus Pont. Max.

Col. XII. Tribunic. potest. X. Imp. VIII.

Orbe, Mari & Terrâ pacato

TEMPLO JANI CLUSO

Et Rep. P. R. optimis Legibus X sanctissimis

institutis reformato

Viam superiorum Coss. tempore inchoatam

pro dignitate Imperii latiore longiorisque

Gades usque perduxit.

Il est vrai que les Critiques ne conviennent pas que l'Empereur Auguste ait fermé trois fois le Temple de Janus; & qu'il y en a qui soutiennent qu'il faut lire dans le passage de *Suetone* *tertiū clausit* & non pas *ter*, pour dire qu'il l'avoit fermé la troisième fois, & non trois fois; conformément à ce que dit *Tite-Live* Liv. I. *Bis deinde post Numæ tempora clausus fuit Janus, semel à Tito Manlio Coss. post Punicum primum perfectum Bellum, iterumque (quod nostræ etati Dii dederunt ut videremus) post bellum Asiaticum ab Imp. Augusto pace terra marique parta: mais nous laissons ces disputes aux Critiques, comme à Glarcanus, à Langius, à Juste Lipse *Elect.* Lib. III. cap. 20. & à *Coscaubon*, ad *Suet. Aug.* cap. 22. qui en traite le plus nettement.*

Mais il ne sera pas hors de propos, de rapporter ce qu'en dit *Plutarque* dans le Livre de *Fortun. Romanorum*; *igitur*, dit-il, *illa tempestate Jani Portæ, quas Belli fortunam vocant, ut portæ quæ Belli tempore referabantur, Pacis verò occludebantur.* At verò mortuo Numâ, aperte fuerunt, Albano commissio Bello, rursumque aliis sexcentis super alia Bellis continenter excipientibus, per annos quadringentos & octoginta, pace clausæ sunt, post Carthaginensē Bellum composuit C. Attilio Titioque Consulibus, à quo iterum anno reforescente sunt continentibus ad Asiaticum usque Cæsaris victoriam Bellis, tum demum Romana arma hand ita multo tempore cessare; etenim Cantabrorum Galatarumque tumultus in Germanos grassantem pacem illam disturbant.

Il en parle de même dans la Vie de *Numa Pompilius*. Janus, dit-il, apud vetustissimos illos, sive Genius, sive Rex fuit, dicitur ferum & silvestrem cultum in urbanum civilemque mutasse, primumque ipsum ibidem fingant, tanquam alteram et altera formam dispositionemque reddiderit, est & ejus Templum Rome, dualis portis,

portis, quas Belli Januas vocant: legibus enim cautum est ipsum aperiri, cum bellum est, in pace autem claudi, quod certe rarò & difficulter factum, cum aliquo bello semper Imperium suspensum teneatur; nam cum propter eius magnitudinem Barbaris Nationibus undequaque circumclusum ac septum sit, his repugnare cogebatur; verum tamen Augusto Cesare Imperante post Antonii profugationem clausum est; ante M. Attilio & T. Manlio Coss. band multum temporis, deinde continuo irruumpente bello apertum est: at Nuvæ Rege neque ullum diem apertum visum, sed tres & quadraginta annos continuos clausum mansit usque adeo rei bellicæ undique profusus abstulit & eliminavit.

L'Empereur Auguste eut une joye extrême d'avoir fermé ce Temple de son tems, comme le témoigne Dion Cassius, Liv. LI. chap. 309. *Sed ex omnibus decretis, dit-il, nullum ei majori voluptati fuit, quam quod Porta Jani ab ipso clausa fuerint, quasi omnibus bellis confectis.* De là vient qu'Horace ne manque pas de lui donner cet éloge dans la dernière Ode du Liv. IV.

— *Vacuum duelli* —

Janum Quirini clausit —

Aussi ce Prince a-t-il fait frapper plusieurs Medailles sur ce sujet qu'on ne fera pas fâché de trouver ici.



(a) Oïfel.
Tab. 71.
Num. 10.

(a) La première représente la tête d'une Fille Romaine bien coiffée avec une Corne d'abondance derrière & un rameau d'Olivier par devant, pour représenter l'Abondance & la Paix.

(b) Oïfel.
Tab. 71.
Num. 11.

(b) Une seconde représente un Temple avec l'Autel de la Paix & cette Inscription, *Paci perp.*

(c) Oïfel.
Tab. 72.
Num. 5.

(c) Une troisième représente deux Envoyés avec des rameaux d'Olive demandant la Paix à l'Empereur Auguste, qui est assis dans sa chaise: avec ces lettres, *Imp. X.*

(d) Oïfel.
Tab. 107.
Num. 11.
(g) Du Choult
Fig. 31.

(d) Une quatrième représente le Temple avec la porte fermée & cette Inscription, *Imp. Caesar Jan. clu.* qui veut dire *Janum clusit.*

(f) Oïfel.
Tab. 73.
Num. 2.

(e) Une cinquième représentant la tête couronnée d'Auguste avec la foudre, & au revers *Janus bisson* assis sur une chaise.

(f) Enfin une sixième, où l'on voit deux mains jointes avec un Caducée & deux Cornes d'abondance.

L'Empereur Claude pour faire voir la haine qu'il avoit pour la guerre & son amour pour la Paix, fit frapper la Medaille ci-jointe où l'on voit une Vierge avec ses ailes, qui représente la Paix, qui presse doucement un serpent, comme un bon génie, & tient de la droite un caducée. Oïfel. Tab. 71. num. 8.

L'Empereur Neron mit dans sa Medaille une forme d'Autel avec ces mots, *Ara Pacis.* Oïfel. Tab. 72. num. 1.

Le même Empereur fit graver sur une autre Medaille le Temple de Janus, avec cette Inscription, *Pace P. R. terrâ marique parâ Janum clusit.* Oïfel. Tab. 107. Num. 12. De même l'Empereur Othon fit graver sur sa Medaille la figure de la Paix tenant un rameau d'Olivier de la droite, & un caducée de la gauche avec ces mots, *Pax Orbis Terrarum.* Oïfel. Tab. 72. num. 3.



Après avoir parlé de Janus & de son Temple, il ne fera pas hors de propos de dire quelque chose de la Paix, & du culte que les Payens lui ont rendu.

Cette Déesse eut autrefois ses Autels à Athènes, comme nous l'apprend *Cornelius Nepos cap. 2. Timothei. Que Victoria, dit-il, tanta fuit Atticis letitiae, ut tum primò Ara Paci publica sint facta, eique Dea patronar sit institutum.* Il parle de la Victoire remportée par les Athéniens sur ceux de Lacédémone. Mais *Plutarque* nous apprend dans la Vie de *Cimon*, qu'on bâtit un Autel près de la Rivière *Eurymedon*, après la défaite des Perses. *Aram Pacis quoque hac de causa Athenienfes perhibent erexisse.*

On ne trouve pas que la Paix ait été adorée à Rome comme une Déesse durant le tems de la République; & le nom s'en trouve pour la première fois sur une

* Mexz.
Pag. 176

* Médaille de *Marc Antoine*. On y voit une figure ailée tenant de la droite une Couronne de Laurier & de la gauche une branche de Palmier, & le mot *PAX*. Il est probable qu'elle fut frappée après la Paix faite entre *Octavianus César*, ou *Auguste*, *M. Antoine*, & *Cn. Pompey*.

On la trouve depuis fort souvent sur les Médailles d'*Auguste*, comme on a vu ci-dessus, & cet Empereur victorieux lui a rendu un culte public, après la défaite de ses Ennemis, & après l'établissement de la tranquillité dans tout l'Empire Romain. * *Ovide* nous apprend, que ce Prince consacra un Autel à la Paix:

* Fañor. I.
vers. 709.

Ipsam nos carmen deduxit Pacis ad aram.

D'où il paroît que cela se fit après la Victoire d'*Asiatique* remportée par *Auguste* l'an 724. * *Dion* parle encore sur l'an 743, d'une Statue érigée à la Paix par cet Empereur, *quo iterum pecuniam, &c.* & l'on trouve sur une Médaille frappée l'an de son huitième Consulat & le 728, de Rome une Paix tenant un Caducée proche d'un Autel, d'où sort un serpent: on voit fort souvent dans d'autres Médailles de ce Prince ce même Autel ou la Statue de la Paix avec la légende, *ARA PAC. PACI AUGUSTI*, ou *PAX AUG.* Mais je ne fais l'Autel du Choul a pris que *Marc Agrippa* augmenta l'Autel, qu'*Auguste* avoit érigé à la Paix; car je ne trouve nulle part cette particularité.

Je ne fais pas, de plus, si l'on ne pourroit point soutenir qu'*Auguste* bâtit aussi un Temple à la Paix; car on voit sur une de ses Médailles un Temple, avec un Autel au milieu & *Paci perp.* J'avoue que les Auteurs n'en parlent pas, & *Auguste* peut avoir mis cet Autel dans le Temple d'une autre Divinité; mais, du moins, les Médailles nous donnent lieu d'en douter; à quoi l'on peut ajouter une autre preuve tirée de l'*Épître* de *Victor: hic (Vespas) Romam deformem incendiis, veteribus ac ruinis, permixta, si Domini deessent, volentibus edificandis copia, Capitolium, AEDM PACIS, Claudii Monumenta REPARAVIT, MULTAQUE NOVA INSTITUIT.* Car si *Vespasien* a rétabli le Temple de la Paix, il s'ensuit nécessairement qu'il avoit été bâti avant lui; mais l'autre *Victor* nous dit que *Vespasien* en fut l'Auteur; namque *Roma Capitolium &c.*

Ceux qui ont écrit que le Temple de la Paix tomba en ruine *nato D. N. J. C.* comme *Martinus Polonus* & d'autres, ont été, sans doute, du premier sentiment.

Mais, sans vouloir se déterminer sur cette question, il est sûr que ce fut *Vespasien* qui bâtit un Temple magnifique à la Paix, après la prise de Jérusalem. On voit ce superbe bâtiment sur les Médailles publiées par *Erizzo*, du Choul, *Trifan*, *Vailant* & autres; quoi que l'on pût douter de quelques unes, qui semblent plutôt représenter le Temple de Jupiter Capitolin. On voit aussi sur une Médaille de *Vespasien* un Autel, avec la Légende, *Ar. Pac.* parmi celles du Duc d'*Arles*.

Vespasien fit mettre dans ce Temple de la Paix tous les vases & toutes les autres richesses dépouillées qu'il avoit tirées du Temple de Jérusalem. Voici ce qu'en dit * *Joseph*, selon la Traduction d'*Arnauld d'Andilly*. „ Ensuite de ce triomphe, *Vespasien*, voyant l'état de l'Empire aussi affermi qu'il le pouvoit souhaiter, résolut de bâtir le Temple de la Paix, & il l'exécuta plus promptement que l'on ne l'auroit pu croire; parce que se trouvant si riche, il n'y épargna point la dépense. Après que ce superbe édifice fut achevé, il l'orna de tant d'excellentes peintures & autres admirables ouvrages rassemblés de

* Liv. VII.
de la guerre
des Juifs.
Chap. 29.

„ tous les endroits du Monde, que ceux qui avoient „ de la passion pour de semblables choses n'avoient „ plus besoin de sortir de Rome pour faire leur „ curiosité. Il y mit aussi la Table, le Chandelier „ d'or, & autres richesses dépouillées du Temple de „ Jérusalem, comme un Trophée, qui lui étoit si glorieux. Mais quant à la Loi des Juifs & aux voies „ du Sanctuaire, qui étoient de pourpre, il les fit garder soigneusement dans son Palais. „ Voici ce qu'en dit * *Plin*, *atque ex omnibus, quæ retuli, clarissima quaque jam sunt dicata Vespasiano Principe in Templo Pacis, alisque ejus operibus, violentia Neronis in Urbem convecta, & in sellariis domus aurea disposita.*

* Liv.
XXXIV.
Chap. 24.

Barthius sur * *Stace* remarque que ce fut *Domitien*, qui bâtit le Temple de la Paix; mais ces vers ne nous disent pas cela:

* Ad Stat.
4. Syl. l. 12.

*Ipsæ etiam immensi reparator maximus ævi,
Attulit vultus, & atroque à limine grates
Janus agit; quem tu vicina pace Legatum
Omnia jussisti componere bella, novique
In leges jurare fœri.*

Tout ce que l'on peut inférer de là, c'est que le Temple de la Paix étoit près du Temple de Janus: les vers du 3. *Carmen* du même Livre ne signifient pas non plus cela:

*Qui rediit Capitolio Tonantem
Et Pacem propria Domo reponit.*

Puis qu'on peut les expliquer, en disant que *Domitien* mit une statue de la Paix dans le Temple bâti par son Père; ou dire que c'est une expression métaphorique, pour dire que *Domitien* avoit rendu la Paix à l'Empire; ou, enfin, que *Stace* attribue à *Domitien*, ce que le Père de ce Prince avoit fait, & à quoi il peut avoir en part, ou, peut-être, qu'il embellit ce Temple, lors qu'il fut Empereur.

On voit ce superbe Édifice, dont parlent si avantageusement *Plin*, *Joseph*, & autres, non seulement sur les Médailles de *Vespasien* & de ses Fils, mais aussi sur celles de *Commode*; & l'illustre *M. Ezechiel Spanheim* remarque très-savamment, que les dernières furent frappées avant l'embrasement, qui arriva sous le même Empereur, & dont parle amplement *Herodien* au Liv. I. *Galeus* parle aussi de cet embrasement dans son premier Livre d'*Antidotes*; & il dit qu'alors le lieu, où il conservoit ses plus précieux médicaments, fut consumé par le feu. Il a écrit ce Livre sous *Sévère*; d'où il suit, que ce Temple n'étoit pas encore brûlé, quand il écrivoit dans son Livre de *Passibus*, que les Médecins avoient beaucoup de Disputes entre eux dans le Temple de la Paix, où ils le promenoient; ou dans la Bibliothèque, qui y étoit jointe, comme nous apprenons d'*Aule-Gelle*.

On voit aussi la Déesse de la Paix debout dans un Portique du Temple, ou dans le Temple même, avec le mot *PACI*, sur une Médaille du jeune *Tetricus*, dans * *Tristan*; mais je ne crois pas que ce bâtiment ait été à Rome; il étoit quelque part dans les Gaules, où les *Tetrici* faisoient leur séjour.

* Tom. III.
pag. 274.

Les Historiens nous disent que ce fut par la foudre, que le Temple de la Paix, qui étoit à Rome, fut réduit en cendres, sous l'Empereur *Commode*. Voici ce qu'en dit * *Herodien*; *Nam cum neque imbres ulli, neque nubes, tantumque exiguis terræ motus antecessit, seu nocturni casu fulminis, fœve igne aliquo in ipso terrarum motu velut extrito, totum de improvviso Pacis Templum consumtum incendio est; quod unum opus cunctiorum tota Urbe maximum fuit atque pulcherrimum, idem Templorum omnium opulentissimum egregieque munitum, multoque ornatum auro & argento, quippe universi ferme suas illic divitias, quasi in thesaurum, congeriebant: ideoque per noctem debacchatus ignis multo ex opulentiis egenos reddidit, quapropter communem quidem jacturam publicè omnes, suam autem quisque privatim deplorabant, sed ubi Templum omne consumtum ignibus est, plurima quæque & pulcherrima Urbis ædificia consflagravit. La Bibliothèque dont nous avons parlé, * qu'*Aule-Gelle* appelle, *Bibliothecam Pacis*, fut aussi consumée dans le même tems.*

* Liv. I.
Chap. IV.
num. 4.

Ce Temple fut rebâti dans la suite, s'il en faut croire * *Nardin*. Il le prouve par un passage d'*Ammian Marcellin*. Mais l'Édition de *M. de Valois* refuse cela, & l'on y lit qu'*Horimidas* admira les magnifiques & somptueux bâtimens de la Ville de Rome & entr'au-

* Noë. Ar.
tic. Lib.
XVII.
Cap. 8.

* III. 124.
de la Description
de Rome.
t. XVI, 62.

entr'autres, *Urbis Templum, Forumque Pacis, & Pompeii Theatrum, & Odeum, & Stadium*; & je ne trouve nulle part que ce superbe Temple ait été rebâti.

Procopé Liv. IV. de son *Histoire des Goths* en parle comme d'un bâtiment brisé. *Aetab is*, c'est la Version de *Grotius*, quo tempore Italian tenebat Atalarichus Theoderici Filius genitus, gregem boum, flexo in vesperam die venisse in Forum Pacis, quod dicitur, juxta PACIS TEMPLUM, quod fulmine jam olim itum quoque conspiciatur. Ces paroles nous marquent, ce me semble, que les mesures de ce Temple y relient encore alors; quoi que d'ailleurs il paroisse bien singulier & même étonnant, que les Empereurs, qui ont régné après *Commode*, aient pu souffrir qu'un si bel édifice ne fût pas rebâti, & cela d'autant plus que ces ruines défigureroient une Place publique, dont *Amnian Marcellin* parle si magnifiquement. *Henri de Valois* en conclut que ce *Forum Pacis* étoit dans le lieu même où avoit été auparavant le Temple de la Paix.

Quoi qu'il en soit, les mesures de ce Temple ont subsisté long tems à Rome, & s'il en faut croire *Mr. Varillas*, on fut obligé, à l'entrée de *Charles Quint* dans cette Ville, d'abattre tout ce qui restoit pour élargir le chemin. Il me semble pourtant, qu'il ne fut pas entièrement ruiné; puis que *Donas* dans sa Description de Rome dit expressément, *cujus insignes exstant Reliquiae*.

On dit qu'on voit encore aujourd'hui les vestiges de ce Temple près de *Sainte Marie Neuve*, sur le chemin qu'on appelle *via sacra*; & ceux qui en ont écrit disent qu'il est au même lieu, où étoit auparavant le Palais de *Romulus* & d'*Hospitalia*, & depuis la Maison de *Mexius*, la Basilique de *Portia*, la Maison de *Jules*

César, & le Portique bâti par *Auguste*, après avoir fait démolir la magnifique Maison de son Prédécesseur, qui lui paroissoit un Edifice trop grand & trop superbe. Ce Temple est curieusement décrit, hors ses ruines, par *André Palladio* * dans son Architecture; où il dit qu'il est impossible qu'il ait été embrasé, puis qu'il n'y avoit aucune pièce de charpente; mais qu'il est plus apparent, selon lui, qu'il ait été ruiné par un tremblement de terre ou par quelque autre pareil accident, & ensuite rétabli lorsque l'Architecture n'étoit plus si florissante, que sous *Vespasien*; „ je le conjecture, dit-il, à voir que les ornemens sont d'une manière plus foible, que ceux de l'Arc de *Titus* & des autres Edifices bâtis durant les bons siècles.

Le même Temple ou ses ruines sont encore décrites plus nettement par *Antoine des Godetz* en ses Edifices antiques de Rome, Chap. IV. Tit. du Temple de la Paix.

Pour revenir à *Vespasien*, non content d'avoir bâti un Temple à la Paix, il fit fraper des Médailles, qui en ont été des monumens pour la postérité. Il y fit représenter la Paix sous la figure d'une Vierge avec des ailes ayant un serpent sous les pieds, à qui elle présente son Caducée de la droite, pendant qu'elle tient un voile de la gauche; avec cette Inscription * *PACI AUGUSTI*.

Il y en a une autre, qui représente un Autel avec ces mots, * *AR. PAC.*

Une troisième, représentant la Paix debout devant un Autel allumé, tenant un flambeau dans sa droite, & une branche d'Olivier en sa gauche, avec ces mots; * *PAX AVG.* ayant derrière une colonne avec laquelle Génie au dessus.

* Oifez,

Tab. 71e

nu. 5e

* Oifez,

Tab. 72e

nu. 2e

* Oifez,

Tab. 72e

nu. 6e



Je remarquerai ici que, depuis l'Empereur *Vespasien*, les Histoires Romaines disent rarement que le Temple de Janus ait été fermé; quoi qu'on lise que cette coutume a toujours continué, comme il se voit dans *Capitolin. in Gordia. 3. Cap. 26. Gordianus aperto Jano Geminus, quod signum erat indidit belli, profectus est contra Persas cum exercitu ingenti*. * *Europe* dit la même chose; & *Aurelius Victor* en parle en ces termes, *in Persas profectus est, cum prius Jani Aedes, quas Marcus clauserat, patenter, more veterum, fecisset*. Et * *Amnian Marcellin*, parlant de l'Empereur *Constance*, qui, après avoir vaincu ses Ennemis, souhaita de revoir Rome, s'exprime en ces termes, *tantum recluso Jani Templo, stratisque hostibus Roman visere gestabas*.

Mais quoi qu'il en soit de la cérémonie d'ouvrir ou de fermer le Temple de Janus; tous les Empereurs, même les plus belliqueux, & les Tyrans, ont estimé la Paix un si grand bien, que ces mots de *PAX, PAX AUGUSTI, PAX AUGUSTA*, se trouvent depuis *Auguste* sur les Médailles de *Caius Caligula*, de *Claude*, de *Néron*, de *Galba*, de *Vitellius*, de *Domitien*, de *Nerva*, de *Trajan*, d'*Adrien*, d'*Antonin le Pieux*, de *M. Aurele*, de *Commode*, d'*Albin*, de *Caracalla*, d'*Elagabale*, d'*Al. Severe*, de *Maximin*, de *Gordien*, de *Trebonien*, d'*Emilien*, de *Galien*, de *Posthume*, de *Quintille*, de *Tacite*, de *Probus*, de *Valerien*, de *Caranse*, de *Tetricus*, d'*Allectus*, de *Gal. Maximin*, de *Constantin*, & d'autres.

Et il faut remarquer que ce n'est pas sans raison, qu'on y lit *PAX AUGUSTA*, car on estimoit que les Empereurs donnoient la Paix, comme les Dieux, à qui, sans cela, on attribuoit cet honneur, & le plus souvent à *Jupiter*, comme au plus grand de tous les Dieux. D'où vient qu'on le fait parler ainsi dans *Stace* au Livre III. de la *Thebade*:

*— rapt cunctantes & federa iurba
Qua dedimus: tibi fas ipso incendere bello
Caelicolae; PACEMQUE MEAM.*

Et il l'appelle pour cela *PACEM JOVIS* à la fin du Livre X.

On ne parloit pas autrement des Empereurs Romains, qui, selon *Dion*, étoient les Maîtres de la Guerre & de la Paix, & plusieurs s'en étoient réjouis. *Auguste* est appelé *Auctor Pacis* par * *Ovide* & *Minister Pacis*, dans le premier des * *Fastes*. *Néron* parle ainsi dans le premier Livre de la *Clémence*, par *Sénèque*: *Tot millia gladiatorum PAX MEA comprimit*. C'est pour la même raison, que la Paix a été appelée *Augusta*, par *Patercule*, II. 126. & par *Ovide*, 3. en *Pont. V. 17*.

*Vix hoc invenias totum; mihi crede, per Orbem
Qua minus AUGUSTA PACE fruatur humus.*

Sept. Severe, *Caracalla*, *Valerien*, *Posthume*, *Aurelien*, *Florien* sont appelés, sur les Médailles *PACIFICATORES ORBIS*, & le même *Severe* avec *Constantin*, *FUNDATOR PACIS*, & on lit sur celle des *Galien*, *PAX FUNDATA*. Mais quoi que les Romains fissent ainsi leur cour sur les Médailles à leurs Souverains, les Dieux n'y étoient pas pourtant tout-à-fait oubliés. Ils y en reconnoissoient de *Pacifiques*, c'est-à-dire, qui étoient Auteurs de la Paix, & ils donnoient même ce titre au plus belliqueux. Car *JUPITER PACIFER* se trouve sur les Médailles de *Galien*: *MARS PACATOR & PACIFER* sur celles de *Sept. Severe*, d'*Al. Severe*, de *Gordien*, de *Philippe*, de *Trebonien*, de *Carinus*: *PAX PUBLICA* sur celle de *Balbin*, de *Galien*, de *Tacite*, & ce qui est bien remarquable, sur une Médaille d'*Helene*, Mére de *Constantin*, ou Femme de *Julien l'Apostat*; ou

***** 3

* Liv. IX.

Chap. 2.

* Liv. XVI.

Chap. 10.

* l. ex Pont.

II. 82.

* Vez, 287e

de toutes deux. *Pax Equitum* sur une de *Posthume*, & *Pax Exercitus* sur une de *Claude* & de *Carus*. *Paci Orbis Terr. Aug. & Pacis Eventum*, sur celles de *Vespasien*, & dans la dernière, on voit une figure d'homme nuë qui tient de la droite une coupe, & de la gauche des épis, & du pavot; pour marquer, à ce que j'en puis juger, que l'abondance de toutes choses est un fruit de la Paix, qui lui est dû. Enfin *UBIQUE PAX* se lit sur la Médaille de *Galien*, dont la Légende du revers est remarquable; *Galienæ Augustæ*; ce que je crois être une Satire des Romains, qui ont voulu reprocher par là à cet Empereur efféminé sa mollesse & ses débauches.

Mais il sera bon, avant que de finir, de rapporter quelques exemples de ces Médailles frappées par les Empereurs, où il est fait mention de la Paix.

L'Empereur *Tite* a mis dans sa Médaille, la Paix devant un Autel avec une coupe dans sa droite, & dans la gauche un Caducée & une branche d'olivier avec ces mots, * *PAX AUG.*

Il y en a une autre du même Prince représentant la Paix s'appuyant sur une colonne avec un rameau d'olivier en sa gauche & un caducée à la droite avec ces mots, * *Paci perpet.*

Une troisième représentant la Paix dans une chaise ayant en sa droite un rameau d'olivier, & en sa gauche une pique avec cette inscription, * *Pax Aug.*

Et une quatrième, où la Paix est assise, ayant dans sa droite un Caducée, & en sa gauche une corne d'abondance, avec ces mots, * *PAX AUG.*



L'Empereur *Trajan* fit frapper une Médaille où la Paix tient de la droite un flambeau dont elle brûle un tas d'armes, & en sa gauche une corne d'Abondance avec ces mots, *COS. V. PP. S. P. Q. R. optimo Princ. & au dessous, (a) PAX.*

L'Empereur *Antonin* en fit de même avec ces mots *(b) COS. IIII. & Pax Aug.*

L'Empereur *Sévère* en fit frapper une, où la Paix tient de la droite une branche d'olivier, & de la gauche une pique avec ces mots, *(c) PAX ÆTERNA AUG.*

L'Empereur *Galien* fit mettre sur sa Médaille la

Paix marchant avec hâte portant à la droite une branche d'Olivier, & une pique à la gauche avec ces mots, *(d) PAX ÆTERNA.*

L'Empereur *M. Aurele* mit dans sa Médaille l'image de la Paix avec une corne d'Abondance & un flambeau brûlant un tas d'armes avec cette Inscription *(e) IMP. VIII. COS. III. PP. PAX ÆTERNA.*

L'Empereur *Septim. Sévère* s'est fait mettre dans sa Médaille dans sa robe, la tête voilée, ayant en sa droite un rameau d'olivier, avec ces paroles, *(f) FUNDATOR PACIS.*

(a) Oïfel.

Tab. 72.

nu. 7.

(b) Oïfel.

Tab. 72.

nu. 8.

(c) Oïfel.

Tab. 72.

nu. 2.

(d) Oïfel.

Tab. 72.

nu. 2.

(e) Oïfel.

Tab. 72.

nu. 9.

(f) Oïfel.

Tab. 72.

nu. 4.



Mais il est tems de revenir à l'explication du Temple qui est représenté au frontispice de cet Ouvrage. On voit ces mots au premier degré :

Clandantur Belli portæ.

Une Vierge représentant la Paix tient cette Porte fermée de la gauche, & de la droite Mars le Dieu de la Guerre enchaîné avec ces mots :

Est Martem Pax alma ligat.

C'est la Paix seule, qui fait cesser la Guerre, c'est à elle à fermer ces Portes fatales à tant de Peuples. D'où vient que Lucain parle en ces termes dans le premier Livre de la Pharsale :

— *Pax missa per Orbem
Ferreæ belligeri compescas Limina Jani.*

Et Manile *Astronomic. Lib. I.*

*Sed satis hoc fuerit Fatis, jam bella quiescant;
Atque adamantis Discordia victa catenis
Æternos habeat conclusa in carcere frenos.*

De l'autre côté de ce Temple, on voit la Fureur liée & garrottée de chaînes assise sur un monceau d'armes, au désespoir de voir le Temple fermé, avec cet hémiistiche :

— *Fremis horridus ore cruento.*

Ce qui est tiré du premier Livre de l'Enéide, où la Fureur est décrite en ces termes, vl. 298.

— *Furor impius intus
Sæva sedens super arma, & centum vinctus abenis
Post tergum nodis, fremis horridus ore cruento.*

On a représenté aussi de côté & d'autre des Harpies ennemies de la Paix & nourrices de la guerre, qui s'envolent précipitamment, voyant le Temple fermé, la fureur enchaînée, & le Dieu Mars hors d'état d'agir.

Elles ont la tête d'une Fille & le reste du corps d'un Vautour; parce que c'est ainsi que les décrit Hésiode dans sa *Théogonie*. Voici ce qu'en dit Virgile dans le troisième de l'Enéide vl. 216.

*Virginei Volucrum vultus, fœdissima ventris
Proluvies, unæque manus, & pallida semper
Ora fame.*

Apollon. Lib. 2. Argonaut.

*At procul ex altis delapsæ nubibus ipsis
E manibus raptantque dapes ex fœncibus, uncis
Unguibus Harpyæ.*

Rutil. Numanin. in Itinerar.

*Harpyæ quarum discerpitur unguibus Orbis
Quæ pede glutineo, quæ tetigere, trahunt.*

Ovide dans ses *Métamorphoses* les appelle *Virgineas Volucres*, *Claudien*, *Rapaces*, les autres *Symphlegades* & *Jovis canes*.

Les Poètes & les autres Anciens les font Filles du Roi *Thaumas* & d'*Electre* Fille de l'Océan & Sœurs d'*Iris*. *Solibe* écrit qu'elles étoient Filles de *Phinée* Roi d'*Arcadie*, les autres disent de *Thrace*, étant certain qu'elles y faisoient leur demeure, selon le témoignage de ces mêmes Poètes; d'*Apollonius* dans ses *Argonaut.* & après lui de *Noël le Comte* dans sa * *Mythologie*, & de *Bandonin* au même lieu.

* *Lib. 7.
Cap. 7.*



DISSERTATION

SUR LES DIVERSES

CÉRÉMONIES

Qu'ont employé les différentes Nations
dans les Traitez de Paix, d'Alliance, &c.



Comme toutes les Nations ont employé quelques Cérémonies différentes lors qu'elles ont traité des Alliances, ou fait la Paix entr'elles, pour les rendre plus fermes & plus constantes, il ne sera pas hors de propos d'en rapporter ici quelques-unes; quand ce ne seroit que pour faire voir la différence qu'il y a entre ces coutumes anciennes & celles qui se pratiquent aujourd'hui, & qui paroîtront dans les différens Traitez de ce Recueil.

Nous trouvons dans le Chapitre XXXI. de la Genèse celles qu'observèrent Jacob & Laban lors qu'ils traitèrent ensemble. Voici comment leur Alliance y est exprimée.

TRAITE'
DE JACOB
AVEC LABAN.

„ Venez donc, dit Laban à Jacob, & faisons une
„ Alliance qui serve de témoignage entre vous & moi.
„ Alors Jacob prit une pierre, & en ayant dressé un
„ monument, il dit à ses Frères: apportez des pierres:
„ & les ayant ramassées ensemble, ils en firent un
„ monceau & mangèrent dessus. Laban appella ce
„ monceau de pierres le monceau du témoignage,
„ chacun selon la propriété de sa langue, & Laban
„ dit: ce Monceau sera témoin aujourd'hui entre vous
„ & moi. C'est pourquoi il appella ce lieu Galaad,
„ c'est-à-dire, le Monceau du Témoin. Et il ajouta
„ que le Seigneur nous regarde & nous juge, lors que
„ nous nous serons retirés l'un de l'autre. Si vous
„ maltraitez mes Filles, & si vous prenez encore d'au-
„ tres femmes qu'elles, nul n'entend nos paroles que
„ Dieu qui en est témoin, qui est présent à tout ce qui
„ nous regarde. Il dit encore à Jacob, ce Monceau
„ & ces pierres que j'ai dressées entre vous & moi
„ nous serviront de témoin. Ce Monceau, dis-je, &
„ ces pierres porteront témoignage, si je passe au delà
„ pour aller à vous, ou si vous y passez, pour me ve-
„ nir faire quelque mal. Le Dieu d'Abraham, le Dieu
„ de Nachor & le Dieu de leurs Pères soit notre Juge.
„ Jacob donc jura par le Dieu, qui étoit la frayeur
„ d'Isaac; & ayant immolé des victimes sur la Montagne,
„ & ayant mangé, ils demeurèrent là pour y coucher:
„ mais Laban se levant avant qu'il fût jour embrassa
„ ses Fils & ses Filles, les benit, & s'en retourna chez
„ lui en son Pays.

TRAITE'
D'ISAAC
AVEC ABIMELEC.

„ Isaac fit une Alliance avec Abimelech Roi des
„ Philistins, & en commença la cérémonie par un fes-
„ tin. Genes. XXVI. Isaac, nous dit Moïse, leur fit
„ Festin; & après qu'ils eurent bu & mangé avec lui,
„ ils se levèrent le matin, & l'alliance fut jurée de part
„ & d'autre.

TRAITE'
DE MOÏSE
AVEC JE-
THRO.

„ Dans le Livre de (a) l'Exode il nous est parlé du
„ Traité de Moïse avec Jethro dont il épousoit la Fille,
„ lequel fut confirmé par Serment.

TRAITE'
DES ISRAÉ-
LITES
AVEC LES
GABONIEN-
NES.

„ (b) Josué nous parle dans son Livre de l'Alliance
„ qu'il fit avec les Gabaonites en ces termes: *Et Josué*
„ *ayant pour eux des pensées de Paix, fit Alliance avec*
„ *eux; & leur promit qu'on leur sauveroit la vie, & que*
„ *les Princes du Peuple jurèrent aussi.* (c) Josèphe nous
„ parlant de cette même Alliance nous dit, qu'Eleazar

(a) Chap. II. 20. (b) Chap. IX. 15. (c) Histoire des Juifs
Liv. V. Chap. I.

Souverain Sacrificateur & le Sénat leur promirent avec Serment de les traiter comme Amis & Confédérés; que le Peuple ratifia cette Alliance.

Je ne trouve point dans les Auteurs Prophanes de Traité plus ancien que celui des Troyens avec les Grecs. Homère fait une Description exacte de toutes les Formalités, qui s'observèrent dans cette occasion; & quoi que sa qualité de Poète nous empêche de croire, que ces formalités aient été exactement observées dans ce Traité; du moins apprenons-nous par là, quelles étoient celles qui étoient en usage du tems de cet ancien Poète. Voici ce qui nous en est dit dans le troisième de l'Iliade.

TRAITE'
DES GRECS
AVEC LES
TROYENS.

„ Agamemnon s'avança en même tems avec le pruden-
„ t Ulysse; les Hérauts revêtus de leurs armes y
„ amenèrent des victimes, versèrent du vin dans les
„ coupes, & donnèrent à laver aux deux Rois.

„ Le Grand Agamemnon tirant un poignard, qu'il
„ avoit coutume de porter, attaché avec le fourreau
„ de son épée, coupa de la laine du front des victimes,
„ & les Hérauts des Grecs & des Troyens en firent
„ part aux principaux Capitaines des deux Armées.
„ Ensuite le Grand Atreides élevant les mains & la
„ voix adressa cette prière à Jupiter.

„ Puissant Jupiter, Père des Dieux & des Hommes,
„ glorieux protecteur d'Ida, vous qui êtes le plus
„ grand, & le plus redoutable de tous les Dieux; &
„ Toi, Divin Soleil, à qui rien ne peut être caché,
„ qui perces par ta lumière les plus profondes téné-
„ bres, qui vois tout, qui entends tout; & vous Fleu-
„ ves, Terre, Enfers, qui punissez les parjures, soyez
„ témoins de la Paix inviolable que nous jurons. Si
„ Paris tué Menelas, nous voulons bien qu'il retien-
„ ne Hélène, & qu'il soit maître de toutes les richesses
„ qu'elle possède. Nous repasserons la Mer aussi-tôt
„ pour retourner en nos maisons. Mais si Menelas
„ tué Paris, nous prétendons que les Troyens nous
„ rendent Hélène avec tout ce qui lui appartient, &
„ qu'ils nous payent un Tribut tous les ans dont on
„ conviendra, qui sera pour toujours un témoignage
„ de ce qui s'est passé dans cette guerre. Si Priam ou
„ ses Fils refusent de payer le Tribut, en cas que
„ Menelas soit victorieux, je déclare, que je ne pen-
„ serai plus à faire passer la Mer aux Grecs, qu'a-
„ près que j'aurai eu une heureuse fin de toute cette
„ Guerre.

„ Il égorgea aussi-tôt les tendres Agneaux, qui ar-
„ rosent l'Autel de leur sang. Ensuite il répandit
„ sur les victimes des coupes de vin, & vous eussiez
„ entendu les Grecs & les Troyens faire mille im-
„ précations contre ceux qui violeroient une si sainte
„ Alliance.

„ Glorieux Jupiter, disoient-ils, tout grand, tout
„ puissant, tout juste, & vous qui habitez avec lui sur
„ le haut Olympe; que les premiers, qui manque-
„ ront à observer toutes les conditions de la Paix, que
„ nous jurons en votre présence, répandent tout leur
„ sang sur la terre, comme nous y répandons mainte-
„ nant ce vin; & qu'ils périssent avec toute leur race;
„ & que leurs femmes appartiennent à d'autres hom-
„ mes.

„ Virgile nous rapporte aussi les Cérémonies qui fu-
„ rent observées lorsque les Latins & les Troyens traitè-
„ rent ensemble: voici ce qu'il en dit:

* Liv. XII.
de l'Enéide
v. 116.

Cam-

TRAITS
DES TRAI-
TÉS AVEC
LES LA-
TINS.

*Campan ad certamen, magne sub Manibus Urbis,
Diminui Rutulique viri Teucricque parabant:
In mediocis focus, & Dis communibus Aras
Gramineas: alii fontemque ignemque ferebant
Velati lino, & verbena tempora vincti.*

Et un peu plus bas.

*Procedunt castris: puraque in ueste sacros
Setigerat fœdum Suis, intonsamque bidentem
Attilis, admovitque pecus flagrantibus aris.
Illi ad surgentem convecti lumina Solem
Dant fruges manibus salvas, & tempora ferro
Summa volant peccatum, paterisque altaria libant.
Tum puer Aeneas stridit, hic ense precatur:
Efto nunc Sol testis, & hec mihi Terra precanti,
Quam propter tantos potui perferre labores:
Est Pater omnipotens, & tu Saturnia Jūno, *
Tam melior, jam, Diva, precor: tuque, inclite Mavors,
Cuncta tuo qui bella, Pater, sub numine torques:
Fontemque Fluvioque voco, quaque aetheri alti
Religio, & que cornu sunt Numina Pontis.
Cesserit Ausonio si fori victoria Turno,
Convenit Eandem victos discedere ad urbem:
Cedet Iulus agri: nec post arma ulla rebelles
Æneade referent, ferreo hac regna lacescent.
Sin nostrum annueris nobis victoria Martem,
(Ut potius reor, & potius Di numine firment)
Non ego, nec Teucris lialos parere jubebo,
Nec mihi regna peto: paribus si legibus amba
Invicem gentes æterna in fœdera mutant.
Sacra Deoque dabo fœder arma Latinus habeto;
Imperium solum fœder: mihi monia Teucris
Constituent, arctique dabit Lavina vomen.*

Ce fut là le vœu & le Serment d'Enée, & voici ce-
lui du Roi Latins.

*Hec eadem, Ænea, Terram, Mare, Sidera juro,
Latonaque genus duplex, Januamque bifrontem,
Vimque Deum infernam, & diri sacraia Ditis.
Audiat hæc Genitor, qui fœdera fulmine sancit.
Tango aras, mediocis ignes & Numina testor:
Nulla dies pacem hunc lialis nec fœdera rumpet,
Quo res cunque cadent; nec me vis ulla volentem
Avertit; non si tellurem effundat in undas
Diluvio miscens, cœlumve in Tartara solvat: &c.*

Après quoi le Poète ajoute :

*Talibus inter se firmabant fœdera dictis,
Conspetu in medio Procerum. Tum ritè sacratas
In flammam jugulans pœder, & viscera visis
Eripunt, cumulantque operatis sanctibus aras.*

Les Romains Descendants d'Enée & des Troyens
ont aussi observé quelques Cérémonies particulières
dans leurs Traitez de Paix. Ils faisoient d'ordinaire
un sacrifice solennel d'une Truie. C'est ce qu'on
voit dans la Vie de Tibère par * Suetone, cum Regibus
fœdus in foro iei, dit cet Historien, Porcæ casâ, ac re-
tere Fœdaliâ Præstatione adhibitis.

* Chap. 25.

* Lib. I.
Cap. 24.

Les Fœdalis étoient comme les Hérauts, & la Pré-
sente dont parle Suetone, nous est rapportée par * Tite
Live, au sujet du Traité d'Alliance entre Tullus Hos-
tilis Roi de Rome & ceux d'Albe. Fœdalis, dit-il, Re-
gem Tullum ita rogavit, subeino me Rex cum Patre
Patrato Populi Albani fœdus ferre? Jubente Rege,
Sagmina inquit te Rex pœdo. Rex ait, puram tollito.
Fœdalis ex Arce granivitis herbam puram attulit, postea
Rexem ita rogavit; Rex sœcine me tu regium Nantium
Populi Romani Quiritium? vœsa comiteisq; meor? Rex
respondit, quod sine fraude mea Popalique Romani Qui-
ritium fiat, facio. Fœdalis erat M. Valerius. In Pa-
tratem patratum S. Fœdum fecit; verbena caput capillo-
que tangens (Pater patratus ad juszrandum patrân-
dum, id est faciendum, fit) fœdus, multique id verbis,
quo longo effata carmine non opus est referre, peragit.
Legibus deinde recitatis, Audi, inquit, Jupiter, audi
Pater patrato Populi Romani, audi tu Populus Alba-
nus, ne illa palam prima postrema ex illis tabulis cœra-
ve recitata sunt sine dolo malo: utique ea hic hodie
recessisse intelleda sunt. Illis legibus Populus Romanus
prior non defecit: Si prior defecit publico consilio, do-
lo malo: tu illo die Jupiter Populum Romanum sic
ferito, ne ego hunc porcum hodie feriam: tantoque ma-
gis ferito, quanto magis potes, pollesq;no. Id ubi dixit
TOM. I.

porcum saxo siliçe percussit. Sua item carmina Albani
suumque juszrandum per suum Dictatorem suosque sa-
cerdotes peregerunt.

Cette cérémonie est encore rapportée par le même
Auteur, au Liv. IX. au Liv. XXX. & en plusieurs
autres endroits.

Polybe rapporte une autre manière de traiter Alliance
au Liv. III. de son Histoire, Chap. 25. Primo fœde-
re, dit-il, Carthaginenses per Deos patrios jurarunt,
Romani verò Jovem Lapidem ex veteri quodam ritu,
deinde Martem & Gradivum Patrem. Mos autem ju-
randi Jovem Lapidem est hic; Fœdalis, qui jura-
jurando fœdus firmat postquam fide publica juravit,
Lapidem in manus sumit, atque hæc dicit. Si fident
servasse tum me Dii adjuvent, siu sciens fœcellero, tant
ego, saltem ceteris omnibus in suis Patriis, suis legi-
bus, suis penatibus, sacris sepulchris, solus exterminem,
ut hic nunc Lapis, & simul Lapidem manu ejicit.

Les autres Peuples ont aussi eu leurs Cérémonies
particulières dans leurs Traitez, de même que les Ro-
mains. Quelques-uns, après avoir sacrifié un pour-
ceau, un belier, ou un taureau, coupoient un pain par
le milieu, & les deux Parties contractantes s'en don-
noient l'une à l'autre à gôlter, pour un gage assuré de
leur amitié. C'étoit en particulier la coutume des Ma-
cedoniens, si nous en croyons * Quinte Curce; &
Rex medi capidatis ardore, dit-il, jussit offerri pa-
trio more pacem, hoc erat apud Macedones cœnitiuum
pignus, quem diversim gladio uterque libabat.

* Liv. VIII.

D'autres se servoient de deux agneaux, l'un blanc &
l'autre noir. Ils coupoient quelques pœls de leur tête,
& les ayant distribué l'un à l'autre, ils répandoient
de l'eau sur leurs mains, & du vin dans une coupe,
comme nous l'apprend Homère dans l'endroit que nous
avons déjà cité.

Plutarque rapporte * qu'Aristide, pour confirmer le
Traité qu'il venoit de faire avec toute la Grèce, jetta
un fer rouge dans la Mer, disant que celui qui contre-
viendroit à cette Alliance pût être de même englouti
avec toute sa race.

* Dans la
vie d'Aristide:
de.

D'autres se perçoient le bras de leur épée, & en fai-
sant sortir du sang, le suçoient l'un à l'autre. C'étoit
selon Hérodote, dans le premier Livre de son Histoire, la
coutume des Médés & des Lydiens.

Les Caramaniens faisoient quelque chose de sembla-
ble. Dans un festin préparé exprès, ils s'ouroient
une veine du front, en faisoient couler le sang dans
des tasses, le mêloient avec du vin, & les Contractans
se le donnoient à boire l'un à l'autre; ce * qu'Athenée
rapporte aussi des anciens Allemands.

* Liv. II.
Chap. 24.

Les Nasamones, anciens Peuples d'Afrique, con-
firmoient leurs Traitez par un festin où les Parties bu-
voient ensemble. C'est ce qu'on apprend du Livre qua-
trième d'Hérodote.

Les Indiens avoient en grande vénération la fontai-
ne de Tantale, où ils alloient boire de l'eau ensemble,
lorsqu'ils traitoient quelque Alliance; si, du moins,
nous en croyons Philostrate dans la Vie d'Apollonius de
Tyane, Liv. III. Chap. 10.

Les Arabes faisoient sortir du sang du bout de leurs
doigts, avec un caillou tranchant, ils en ensanglan-
toient leurs habits & les pierres où ils étoient; & fai-
soient une imprécation terrible contre ceux qui vien-
droient à rompre leur Alliance, ainsi que nous le li-
sons dans le troisième Livre d'Hérodote.

Les Scythes prenoient une coupe pleine de vin mêlé
avec leur sang, dont ils buvoient après y avoir trempé
leurs flèches & leurs épées; ainsi que nous l'apprenons
d'Hérodote Liv. IV. & de Solin Chap. 25. C'est aussi
ce qui fut pratiqué par Catiline, au rapport de Saluste
Liv. I. Chap. 22. Fuere qui dicerent Catilinam humani
corporis sanguinem vino permistum in patris circumcu-
lisse. Inde cum post excretionem omnes degustassent,
sœuti in sollemnibus sacris fieri consuevit, aperuisse con-
silium suum.

Les Anciens Gaulois & Anglois s'assembloient tous
en un même lieu, & après y avoir apporté tous leurs
étendards, leurs drapeaux & leurs armes, ils y faisoient
leur Serment réciproque; comme on peut le voir dans
le Livre VII. de la Guerre des Gaulois de Jules César.

Les Perses faisoient leurs Traitez dans des festins,
où ils amenoient leurs femmes, leurs enfans, & tout
ce qu'ils avoient de plus cher au monde, considérant
tout cela comme le gage & l'assurance de leurs Trai-
tez. Les Anciens Allemands en usoient de même au
rapport de Tacite dans son Traité des Mœurs des Germains.

D'autres faisoient la Paix par l'échange de leurs pi-
ques

ques & de leurs javelots. *Xenophon* nous apprend dans sa Cyropédie, que *Cleargus*, vainqueur la Trêve avec les Barbares, immola à Jupiter un Taureau, un Loup, un Sanglier, & un Belier, dans le sang desquels les Grecs trempèrent leurs épées, & les Barbares leurs piques & leurs javelots.

Les Egyptiens offrirent aux Dieux du vin & des cornes de bœuf, quand ils faisoient quelques Traitez avec leurs Ennemis.

Les Arméniens, au rapport de *Tacite*, dans le douzième Livre de ses *Annales*, se touchoient dans la main, & étoient leurs pouces ensemble, puis se piquoient le bout du doigt, & en faisoient sortir du sang, lequel ils succoient réciproquement. *Mos est Regibus, dit cet Historien, quoties societatem cœunt implicare dextrat, pollicemque inter se vincire nodoque perstringere, mox ut sanguis in artus extremos se effuderit, levi idu crurorem eliciunt atque invicem lambunt, id iudus arcanum habetur, quasi mutuo crurore sacrum.*

Les Eoliens & les Parthes s'embrassoient les uns les autres, & sacrifiant aux Dieux, se juroient une amitié éternelle. Les Médés, les Hircaniens, & les anciens Latins en usoient de même.

— Coquant in fœdera dextre,

dit Virgile dans le Livre onzième de l'Enéide, en parlant de ces derniers.

Les Pannoniens faisoient la Paix en tirant leurs Épées, qu'ils cherissoient comme leurs Dieux, sur lesquelles ils faisoient leurs Sermens : surquoi l'on peut voir *Aventin Annal. Boior.* Les Lombards, avant que de traiter quelque Alliance, se coupoient la barbe, qu'ils donnoient à ceux avec qui ils traitoient, comme le Symbole d'une Alliance ferme & perpétuelle.

L'Empereur *Henri IV.* & le Pape *Paschale* confirmèrent la Paix qu'ils firent entr'eux par la communion à l'Eucharistie.

Les Espagnols fous la conduite de *Ferdinand Magellan*, ayant passé le Déroit qui porte le nom de ce célèbre Aventurier, & étant arrivés aux Îles Moluques y firent Alliance avec le Roi *Calamar*; & observèrent les cérémonies du lien, frappant leur bras gauche dont ils firent sortir du sang, & s'en frotterent la bouche & la langue. *Petr. Cieca. Tom. II. Histor. chap. 94.*

La Paix entre *Uladiſlas* Roi de Pologne & *Amurat* Empereur des Turcs fut confirmée par un Serment, que le premier fit sur les Evangiles, & l'autre sur l'Alcoran.

Nicetas nous rapporte dans le Livre second de son Histoire de l'Empereur *Isaac* l'Ange, que les Chrétiens d'Occident accusoient ce Prince d'avoir traité Alliance avec les Sarazins, & qu'en contractant il avoit observé l'impie cérémonie, qui étoit en usage parmi eux, que les Parties contractantes se piquent une veine de l'estomac & se donnent l'une à l'autre de leur sang à boire.

Les Tartares faisant la Paix avec *Albert* Roi de Pologne, jetterent de l'eau sur leurs dards & sur leurs javelots, qu'ils humèrent après, maudissant les premiers, qui entendoient de rompre la Paix.

IL SEMBLE qu'en voila assez sur les différentes coutumes observées par les divers Peuples dans leurs Alliances & dans leurs autres Traitez. On a crû cependant, qu'on ne trouveroit pas mauvais, si l'on faisoit précéder en forme de Préliminaires le grand nombre de Traitez faits depuis Jésus-Christ, dont ce Recueil est composé, de quelques uns de ceux qui ont été faits avant sa naissance, tels qu'on les trouve dans divers Historiens. Cela servira à faire voir la différence que le tems a apporté à la manière de traiter les uns avec les autres. Et puis que Dieu lui-même, qui avoit droit de donner des Loix aux hommes purement & simplement, a bien voulu avoir la condescendance de se lier à eux par des promesses réciproques; nous commencerons par l'Alliance que Dieu fit avec *Nod* & avec sa Postérité après le Déluge.

ALLIANCE
DE DIEU
AVEC NOD
ET AVEC
SA POSTÉ-
RITÉ.
Gen. IX.
9. &c.

Je vas faire Alliance avec vous, leur dit-il, avec votre race après vous, & avec tous les animaux vivans, qui sont avec vous; les oiseaux, les animaux ou domestiques, ou de la campagne, qui sont sortis de l'Arche, & avec toutes les bêtes de la terre. Je ferai Alliance avec vous; & toute chair qui a vie ne périra plus désormais par les eaux du Déluge. Dieu dit encore, voici le signe de l'Alliance, que j'établirai avec vous, qui durera dans la suite

de tous les âges. Je mettrai mon Arc dans les nuées, je me souviendrai de l'Alliance que j'ai faite avec vous & avec toute ame qui vit & anime la chair; & il n'y aura plus à l'avenir de Déluge qui fasse périr dans les eaux toute chair qui a vie. Car mon Arc fera dans les nuées, & le voyant je me souviendrai de l'Alliance éternelle, que j'ai faite avec toutes les ames vivantes, qui anime toute chair, qui est sur la terre.

Quatre cens vingt-six ans après le Déluge Dieu ayant choisi *Abraham* pour être la tige & le Père de tous les Croyans, l'appella dans la Terre de Chanaan, & traita avec lui l'Alliance suivante.

Dieu dit à *Abraham*, c'est moi qui vous parle : ALLIANCE DE DIEU AVEC ABRHAM. Je ferai Alliance avec vous & vous serez le Père de plusieurs Nations. Vous ne vous appellerez plus *Abram*, mais vous vous appellerez *Abraham*, parce que je vous ai établi pour être le Père d'une multitude de Nations. Je ferai croître votre race à l'infini; je vous rendrai le chef des Nations; & des Rois sortiront de vous. J'affermirai mon Alliance avec vous, & après vous avec votre race dans la suite de leurs générations par un pacté éternel : afin que je sois votre Dieu, & après vous le Dieu de votre postérité. Je vous donnerai à vous & à votre race après vous, la Terre où vous demeurez maintenant comme étrangers; toute la Terre de Chanaan, afin que vos Descendans la possèdent pour jamais : & je ferai leur Dieu. . . . Vous garderez mon

Alliance, & votre postérité la gardera après vous de race en race. Voici le pacté que je ferai avec vous, que vous observerez, & votre postérité après vous. Tous les mâles d'entre vous seront circoncis. Vous circonciez votre chair, afin que cette Circoncision soit la marque de l'Alliance que je fais avec vous. L'Enfant de huit jours sera circoncis parmi vous; & dans la suite de toutes les Générations, tous les enfans mâles, tant les Esclaves, qui seront nez en votre Maison, que tous ceux que vous aurez achetés, & qui seront nez en des Nations étrangères. Ce Pacté que je fais avec vous sera marqué dans votre chair, comme le Signe de l'Alliance éternelle que je fais avec vous. Tout mâle dont la chair n'aura point été circoncise, sera exterminé du milieu de son Peuple, parce qu'il aura violé mon Alliance. . . . Vous n'appellerez plus votre femme *Sarai* mais *Sara*. Je la benirai, & je vous donnerai un Fils né d'elle, que je benirai aussi. Il sera le Chef des Nations, & des Rois de divers Peuples sortiront de lui.

On voit dans l'Ecriture d'autres Traitez de Dieu avec les Hommes, comme dans la *Genèse*, Chap. XV. vers. 18. Au Livre d'Esdras Chap. IX. & X. & ailleurs; mais les deux que nous venons d'alléguer suffisent pour servir d'exemple.

Nous passons donc au Traité que firent les Israélites avec les Philistins du tems du Roi *Saül*: tel qu'il nous est rapporté dans le premier Livre de *Samuel* Chap. XVII. *Saül* faisant la Guerre aux Philistins, & les Armées étant campées assez près l'une de l'autre, *Goliath*, Philistin d'une grandeur monstrueuse, mais d'une fierté encore plus grande, vint insulter les Israélites; leur disant qu'il étoit inutile d'exposer la vie de tant de gens; qu'il faisoit terminer leurs différends par un combat singulier; que le plus hardi des Israélites n'avoit qu'à se présenter pour combattre contre lui, & le Peuple de celui qui seroit vaincu seroit esclave de la Nation du victorieux. Voici les termes de cette espèce de Traité. Pourquoi, dit *Goliath*, vous empressez-vous tant pour donner bataille? Ne suis-je pas Philistin & vous Serveurs de *Saül*? Choisissez un homme d'entre vous, & qu'il vienne se battre seul à seul. S'il peut me résister & m'ôter la vie, nous serons vos Serveurs, mais si j'ai l'avantage sur lui & que je le tue, vous serez nos Serveurs, & vous nous serez assujettis. Chacun fait comment *David* accepta ce défi, combattit contre ce Philistin & le vainquit, & termina par ce moyen une longue & sanglante Guerre.

Nous avons déjà parlé des Cérémonies qui s'observèrent dans le Traité que firent autrefois les Grecs & les Troyens, lors que ces premiers assiégèrent la Ville de Troie; mais nous n'avons pas allégué les conditions de ce Traité. Voici ce qu'en dit *Homère* sur la fin du troisième de l'*Iliade*. Paris & Menelaos combattoient pour une femme, à cette condition que le Victorieux posséderoit la Femme & ses richesses.

TRAITE'
DES TRO-
YENS AVEC
LES GRECS.

chesses; que les deux Peuples feroient Alliance entr'eux; que les uns posséderoient la fertile Troie; & que les autres retourneroient en Grèce où il y avoit de belles femmes¹.

Virgile n'a pas oublié de nous parler d'un combat singulier d'Enée contre Turnus, & voici les conditions, telles que le premier les propose.

*Si bellum finire manu, si pellere Teucros
Adparat; his decuit necum concurrere telis:
Vixit, cui vitam Deus aut sua dextra dedisset.*

Nulla mora in Turno: nihil est quod dicta retractent
Ignavi Aeneade; nec, quae pepigere, recedunt.
Congredior. Fer sacra, Pater, & concipe sedus.
Aut hâc Dardanium dextra sub Tartara mittam;
Desertorem Asiae, (sedantem scilicet Latini)
Est solus ferro crimen commune refellam:
Aut habeat victor; cedat Lavinia conjux.

Denis d'Halicarnasse nous parle d'un autre Traité entre les mêmes dans le Chap. LIX. du premier Liv. de ses Antiquités Romaines. „ Enée, dit-il, approuvant la pensée du Roi, ils firent Alliance entr'eux à ces conditions; que les Aborigènes donneroient aux Troyens autant de terrain qu'ils en demanderoient, s'étendant environ quarante stades du côté des deux collines; & que les Troyens se joindroient aux Aborigènes dans la Guerre présente, & combattraient sous leurs enseignes partout où il seroit nécessaire, qu'ils se secourroient mutuellement de tout leur pouvoir, tant par leurs conseils que par leurs armes; & qu'ayant donné de part & d'autre des otages, ils feroient conjointement une expédition contre les Rutules.

Le même Denis d'Halicarnasse parle aussi d'un Traité de Paix entre les Romains & les Latins. Dans le même tems, dit-il, on renouella l'Alliance & l'amitié avec tous les Latins. Voici les Articles du Traité. Il y aura une Paix mutuelle entre les Romains & les Latins, pendant que le Ciel & la Terre demeureront à leur place, un Parti ne fera point la Guerre à l'autre; n'incitera point les Ennemis à la lui faire; ou ne leur donnera point passage, s'ils la font; mais secourra de toutes ses forces celui qui sera attaqué. Ils partageront également dans la Guerre le butin & les dépouilles des Ennemis; les disputes qui surviendront entre les particuliers sur quelque contrat, seront terminées par les Juges, dix jours après, devant le Tribunal du Peuple où le Contrat aura été fait. On ne pourra rien ajouter aux Articles de ce Traité, ni en rien retrancher si ce n'est du consentement des Romains & des Latins. Ce sont là les conditions de l'Alliance, qu'ils firent & qu'ils jurèrent entr'eux par tout ce qu'il y a de plus saint; après quoi ils rendirent grâces aux Dieux de la Paix qui vouloit d'être faite entre les deux Peuples.

Denis d'Halicarnasse parle d'un Traité fait entre les Romains & les Sabins. „ Ensuite, dit-il, les Rois ayant conféré ensemble, ils firent une Alliance qu'ils confirmèrent par Serment, & dont les conditions étoient; que Romulus & Tatius régneroient à Rome avec le même pouvoir & les mêmes honneurs; que la Ville conserveroit le nom qu'elle avoit reçu de son premier Fondateur, que chaque Citoyen en particulier porteroit le nom de Romain, comme auparavant; mais que tous en corps porteroient le nom de Quirites, du nom de la Patris de Tatius; que tous les Sabins qui le désiéroient, auroient le droit de Bourgeoisie à Rome, & qu'ils seroient reçus dans les Tribus & dans les Curies avec leurs Sacrifices. Ces conditions ayant été confirmées par Serment, ajoute l'Historien, & ayant bû des Aurels pour cet effet au milieu de la Rue sainte, ils se saluèrent, se mêlant les uns avec les autres².

Le même Historien nous parle encore de diverses autres Alliances, comme de celle de Tarquin l'Ancien avec les Etrusques, du Roi Porcenna avec les Romains, des Horaces avec les Curies, & de divers autres, dont parle aussi Tite Live dans son Histoire Romaine.

Les Romains & les Carthaginois se disputant l'Empire du Monde eurent plusieurs Guerres entr'eux, qui donnèrent lieu à divers Traitez de Paix & d'Alliance. Polybe fait mention de la première de ces Alliances au Liv. III. Chap. 22. de son Histoire. Voici une Traduction Latine de ce qu'il en dit. *Primum igitur*

Fœdus inter Romanos & Carthaginienses idem est Consulatu Junii Bruti & Marci Horatii, primorum post Reges exactos Consulium; à quibus etiam Jovis Capitolini Aedes fuit consecrata, annis principum Xerxes in Graciam trajeceret duodeviginti, Jovis istius verba quanta maxima poteramus fide interpretati infra subjicimus, veteris sane etiam Linguae Latinae tanta diversitas est ab illa, quâ hodie utimur, ut vel peritissimi nonnulla agere, ubi animam attenderant, explanare queant. Fœdus igitur ita habet. Amicitia Romanis & Romanorum Sociis cum Carthaginiensibus & Carthaginiensium Sociis his legibus & conditionibus esto. Ne navigatio Romani Romanorumve Socii ultra Pulchrum Promontorium: extra quàm si tempestatis aut hostium vi fuerint compulsi. Si quis vi delatus fuerit, citandi aut accipiendi quicquam præter necessariam, reficiendis navibus & sacris faciendis, jus ei ne esto. Intra diem quinimum, qui navem applicuerint abeunt; qui ad mercatum venerint, si vestigal nullum pendunt, extra quàm ad Praconis aut scribae mercedem. Quicquid bice presentibus fuerit venditum, publica fide venditori debetur, quod quidem in Africa aut Sardinia fuerit venditum. Si quis Romanorum in eam Sicilia partem venerit, quae Imperio Carthaginiensium parvas, sed æquum in omnibus Romani obtinent. Carthaginienses, ne quid necant populo Ardeati, Antiat, Laurentis, Cereensis, Tarraciniensis, qui sub ditione erunt. Etiam eorum urbes, qui sub ditione Romanorum non erunt, absint. Si quam illarum acceperint, Romanis sine ulla noxa tradenda. Castellum ullum in Latino agro ne adificent: si cum armis infestis pedem in Regione posuerint, in ea ne permorantur.

Le même Polybe nous apprend au même Liv. III. Chap. 24. que les Romains & les Carthaginois firent une autre Alliance peu de tems après. Voici les termes dont se sert son Traducteur Latin.

Amicitia Romanis & Romanorum Sociis cum Populo Carthaginiensi, Tyriis, & Uticensibus eorumque Sociis his legibus esto. Romani ultra Pulchrum Promontorium, Marsum & Tarseum prædas ne faciant, ad mercatorem ne eunto: Urbem nullam conducto. Si la Latio Urbem aliquam Carthaginienses cepissent, quæ sub ditione Romanorum non erit, pecuniam & captivos ipsi habent, Urbem reddunt. Si qui Carthaginiensium aliquos cepissent, quæ cum fœdere scripto juncti sunt Romani, qui tamen sub Romanorum Imperio non erunt, hos in populi Romani portus ne deducant: si quis erit deductus, & manus Romanis injecerit, liber esto. Eodem jure & Romani tenentur. Si Romani ex aliqua regione, quæ sub Imperio Carthaginiensium erit aquam comminatusque fuerit: cum his comminatus, ne cui vultu necesse: quibuscum Pax & amicitia est Carthaginiensium. factio, si quid injuria alicui facta erit privato nomine ejus persécutione eumque esto: sed ubi tale quid admiserit aliquis publicum id crimen esto: in Sardinia & Africa neque negotiorum quicquam Romanorum neque Urbem condito: neque ed appellato nisi comminatus accipiendi gratia vel navem reficiendi si tempestas detulerit intra dies quinque excedito in Sicilia, ubi Carthaginienses imperaverint; item Carthagine omnia Romani facito; vendito quæ civi licet; idem Romæ Carthaginiensi jus esto.

Dans le Traité que les Romains firent avec les Carthaginois touchant le passage du Roi Pyrrhus en Italie; on convint des conditions suivantes, au rapport du même Polybe, au Liv. III. Chap. 25.

Si Societatem cum Pyrrho Populus Romanus aut Carthaginiensis inierit, fœderis legibus uterque, ut si alterius ditionem hostis invaserit invicem sibi ferre opem liceat utriusque opus auxilio habuerint. Navis à Carthaginiensibus præbentur, & ad iter & ad prælium stipendia suis utrique dant, Carthaginienses etiam mari, si opus fuerit auxiliantur, Socios navales nemo invito navibus exire cogit.

Après avoir terminé la Guerre de Sicile, les Romains firent encore la Paix avec les Carthaginois, aux conditions suivantes rapportées par Polybe, au Chapitre 27. du troisième Livre de son Histoire.

Carthaginienses Sicilia & omnibus Insulis, quæ inter Italiam & Siciliam sunt, decedant, utriusque Populi Socii ab utroque Populo tui sunt, neuter in alterum Populi ditionem quidquam imperato, nec pulice ascripto aut militem conducto; alterius Populi Socios neutri in amicitiam recipiunt. Carthaginienses ut intra decem annos duo milia & ducenta talenta conferrent, mille sine mora darent. Captivos sine pretio Romanis Carthaginienses redderent. On ajouta depuis à ces conditions que, de

ALLIANCE
DES ROMAINS
AVEC LES
CARTHAGI-
NOIS ET
LEURS AL-
LIÉS.

AUTRE
TRAITE
ENTRE LES
ROMAINS
ET LES
SABINS.

AUTRE
TRAITE
ENTRE LES
ROMAINS
ET LES
CARTHAGI-
NOIS.

TRAITE
D'ENÉE
AVEC TUR-
NUS.
Virg. E-
neid. Liv.
XI. liv. 6.
XII. 11.

TRAITE
DES ABO-
RIGÈNES
AVEC LES
TROYENS.

TRAITE
ENTRE LES
ROMAINS
ET LES
LATINS.
* Liv. VI.
Chap. 26.

TRAITE
ENTRE LES
ROMAINS
ET LES
SABINS.

* Via sacra.

TRAITE
ENTRE LES
ROMAINS
ET LES
CARTHAGI-
NOIS.

AUTRE
TRAITE'
ENTRE LES
ROMAINS
ET ANTO-
CHES.
* Liv.
XXXVIII.
Chap. 38.

cederent Carthaginenses à Sardinia, & mille alia ac ducenta talenta conferrent.

Nous lisons au Liv. 30. de *Tite-Live*, Chap. 16. que *Scipion* voyant que les Carthaginois lui demandoient la Paix, leur répondit en ces termes. Se vusste ea spe in Africam & spem suam proprio belli eventu auctam victoriam se non pacem domum reportaturum esse. Tamen cum victoriam prope in manibus habeat, pacem non abnuere: ut omnes Gentes sciant, Populum Romanum & suscipere jussu bella & finire. Leges Pacis se has dicere. Captivos & Perfugas & Fugitivos restituant. Exercitus ex Italia & Gallia deducant. Hispania abstineant. Insulis omnibus, quae inter Italiam & Africam sunt, decedant. Naves longas, prater viginti, omnes trudent. Triciti quingenta, bordei trecenta milia modium. . . Alii conditionibus inquit, placetne Pax, triduum ad consulandum dabitur, si placuerit, mecum inducias facite, Romam ad Senatum mittite Legatos.

Les Carthaginois ayant ensuite envoyé des Ambassadeurs, on leur proposa les conditions de Paix suivantes, rapportées par *Tite-Live* au 37. Chapitre du même Livre. Ut liberi legibus suis viverent, quas urbes quotque agros quibusque finibus ante bellum tenuissent tenerent; populandique finem eo die Romanis facerent, perjugas, fugitivosque & captivos omnes & naves rostratas, prater decem trirèmes traderent; elephanthique, quos haberent domitos, neque domarent alios; Bellum neque in Africa, neque extra Africam, injuste Populi Romani gererent. Missis res redderent, sedisque eam eo facerent: frumentum stipendiumque auxilium donec ab Roma Legati redissent, praestarent: decem milia talentum argenti desertiaria pensionibus equis, in annos quinquaginta solvere: Obsides centum Scipionis arbitratu darent, nec minores quatuordecim annis neve triginta aetate, inducias ita se daturum, si per priores Inducias aures onerarie quoque fuissent in navibus restituerentur: aliter nec inducias nec spem pacis ullam esse.

Voici ce qu'*Appian* *Alexandrin* fait dire à *Scipion* au sujet des conditions qu'il proposa aux Carthaginois. C'est dans le Chap. 30. des *Guerres Puniques*, & nous nous contentons d'en rapporter la Traduction Latine.

Poss quid nulla venia digni esset, toties violatis fœderibus, & postmodum Legatis quoque: quod nefarium facinus tam manifestum esset, ut extrema quoque pati sitis mortis, cessare etiam confessione: quid autem fas fore accusare opus esset? Ad supplicationes conjugit, qui ne nomen quidem Romanum relictum erat in incolone, si vobis concessisset vincere; nos tamen nunquam vobiscum injuriis certavimus: namque Legatos vestros, etiam tum in urbe morantes, quam vos & nostros Legatos violatis & fœdera, populus dimisit: ego quoque delatos in castra mea vobis cum hospitibus intactos remis. Debetis igitur in rebus desperatis lacrum existimare, quicquid acceperis, ego dicam sententiam meam: Senatus noster approbat quod placerint. Damus nunc quoque pacem vobis, Carthaginenses, si naves longas Populo Romano tradideritis, decem tantum exceptis. Item Elephanthos quotquot habetis, quoque nuper cepistis, aut eorum quae perierint pretium me judice, siquid contrarium fuerit: item captivos transfugas, & milites Annibalem ex Italia secutos reddideritis: idque intra diem trigessimum ex quo Pax declarata fuerit: inter sexagesimum vero oportet Magone revocetis de Liguria, & praesidia deducatis & Civitatibus suis extra fossas Punicas, & reddatis eis quotquot habetis obsides. In Urbem quoque singulis annis offeretis CCL. Talenta Euboica per annos L. nec licebit vobis postea vel de Gallia Liguriaque mercenarium militem conducere, nec contra Massinissam alioque Populi Romani amicos bellum gerere: vel Carthaginensem quemquam contra eos militare consensu publico. Urbem vero habebitis & agrum intra fossas Punicas, his terminis quibus habuistis me navigante in Africam: colesque Populi Romani amicitiam, & ei terrarumque submitteitis auxilia, si hac eadem Senatus nostro placerint, quae ubi rata fuerint, Romanus Exercitus decedes ex Africa intra diem centesimum quinquagesimum: & si volueritis ad Legationem mittendam, inducias, statim dabitur Obsides CL. Paucos, quos ipse legero: addetis mille talenta ad alendum Exercitum, & commatus insuper. Ubi Pax decreta fuerit recipietis Obsides.

Nous lisons dans * *Tite-Live* les conditions suivantes du Traité de Paix fait entre les Romains & le Roi Antiochus. Amicitia Regi Antiocho cum Populo Romano haberi esto. Ne quem Exercitum, qui cum Populo Romano Sociisque Bellum gesturus erit, Rex per

finis Regni sui eorumque, qui sub ditione ejus erunt, transire finito: nec commeatu, nec quâ aliâ ope jurato. Idem Romani Sociique Antiocho & his qui sub Imperio ejus erunt praesent: Belli gerendi Jussu Antiocho ne esto cum his qui Insulas colunt, neve in Europam transdunt: excedito urbibus, agris, vicis, castellis dei Taurum montem usque ad Tanaim amnem, & à valle Tauri usque ad jugum, quâ in Laconiam vergit: ne quâ arma esset ex his Oppidis, agris, Castellisque, quibus excedat; si qua exstiterit, quae quoque oportebit, recte restituito. Ne militem, nec quem alium ex Regno Eumenis recipito. Si qui earum Urbium Cives quae Regno abscedunt, cum Rege Antiocho intrâque fines ejus Regni sunt; Apameam omnes ante diem certam redeant. Qui ex Regno Antiochi apud Romanos sociotique sunt, his qui ab eundem manendae esto: servos seu fugitivos seu bello captos, seu qui liberi capti: aut transfugas erit, reddito Romanis Sociique, Elephanthos tradito omnes, neque alios parato; tradito & naves longas armamentaque earum: neve plures quam decem naves Binaras (nulla quarum pluraquam triginta remis agatur) habeto: neve moveret ex belli causa, quod ipse illaturus erit: neve navigato circa Calycandrum, neve Sarpedonium promontoria; extra quam, si qua navis pecuniam, stipendium aut Legatos, aut obsides portabit. Militem mercede conducendi ex his gentibus, quae sub ditione Populi Romani sunt, Antiocho Regi jus ne esto: ne voluntarios quidem recipiendi. Rhodiiorum sociorumque quae ad eas edificatae intra fines Regni Antiochi sunt, quo jure ante Bellum fuerant, eo Rhodiiorum sociorumque jure esto. Si quae pecuniae debeantur, earum exactio esto: Si quid ablatum est, id consequendi, cognoscendi, repetendique jus item esto. Si quas Urbes, quae tradi oportet, si tenent quibus Antiochus curat, ex his praesidia deducito: atque recte tradatur, curato. Argentum probi XLII. Milia Attica talenta dato intra duodecim annos pensionibus equis. Talentum ne minus pondo LXXX. Romanis ponderibus penat: tricini DXL. milia modium. Eumeni Regi talenta CCLL. intra quinquaginta dato: & pro frumento quod estimatio fiat, talenta CXXVII. Obsides Romanis LX. dato, & triennio mutato, ne minores octoniam denarii annorum, neu majores quinam quadragenam. Si qui Sociorum Populi Romani ultro Bellum inferant Antiocho, vim vi arceant jus esto: dum ne quam Urbem aut Belli jure teneat, aut in amicitiam accipiat. Controversias inter se jure ac iudicio disceptent: aut si utriusque placebit, Bello.

On trouve ce même Traité dans *Appian* *Alexandrin* Chap. 112. de *Bello Syr.*

Dans le Chap. 33. du Liv. 32. de *Tite-Live* on voit le Traité des Romains avec Philippe Roi de Macedoine. En voici les conditions.

Deducenda ex omnibus Graeciae Civitatibus Regi praesidia esse. Captivos & Transfugas Socii Populi Romani reddendos, restituent Romano ex Illyrico loca, quae post pacem in Epiro fuisse, occupasset; Ptolomaeo Regi Egypti reddendus Urbes, quae post Philopatoris Ptolomaei mortem occupasset, suas Populi Romani conditiones has esse, ceterum & Sociorum avari postulata verum esse.

On lit dans le même * Auteur, que *T. Quintus* * Liv. *Flaminius*, qui avoit fait le premier Traité, accorda XXXII. les conditions de Paix suivantes au même Philippe Roi de Macedoine, en conformité du règlement fait par les douze Ambassadeurs nommez pour cet effet. Omnes Graeciae Civitates, quae in Europa, quoque in Asia essent libertatem ac suas leges haberent. Quae earum sub ditione Philippi fuissent, praesidia ex his Philippus deduceret bis quae in Asia essent. Eumonia, Paesagiae & Bargilii, & Jasso, & Myrina, & Mydo, & Iobasso, & Perintho: eas quoque enim placere liberas esse. De Ciamorum libertate *Quintus* Praefice Bithynorum Regi scriberet, quid Senatus & decem Legatis placisset: Captivos transfugasque reddere Philippum Romanis & naves omnes rectas traderet. Quis & Regiam unam inhabitare prope magnitudinem quam sexdecim versus Remorum agebant, ne plus quingentis armatorum haberet: neve Elephanthos alium; bellum extra Macedonia fines ne intrassent Senatus gereret; mille talentum daret populo Romano: dimidium pensionibus decem annorum.

Le même *Quintus* faisant la Paix avec Nabis Tiran des Lacedaemoniens lui proposa les conditions suivantes. Sex mensium inducie ut esset Nabidi Romanisque Eumeni Regi, & Rhodiis. Legatos extemplo mitterent Romani *T. Quintus* & Nabis, ut Pax ex auctoritate Senatus confirmaretur. Ex qua die scripta conditiones Pacis edictae Nabidi forent; ea dies ut induciarum principium esset: & ut ex ea die intra decimum diem

TRAITE'
DES ROMAINS
AVEC PHILIPPE ROI
DE MACEDOINE.

TRAITE'
ENTRE LES
ROMAINS
ET ANTOCHES.

TRAITE'
DES ROMAINS
AVEC LES
LACEDAEONIENS.

ab Argis ceterisque Oppidis, quæ in Argivorum agris essent præsidia omnia deducerentur : quæcuque & libera traderentur Romanis : & ne quod inde Mancipium Regium publicumve aut privatum educeretur : & si qua antea cædula forent, Dominis rectè restituerentur. Naves, quas Civitatibus Mithridatis ademisset, redderet : nève ipse Navem ullam, præter duos Lembos, qui non plus quam sexdecim remis agerentur, haberet. Perfugas & captivos omnibus Sociis Populi Romani Civitatibus redderet : & Messenias omnia quæ compararent, quæque Domini cognoscere. Exulibus quoque Lacedæmoniiis liberis, & conjuges restitueret : quæ earum viros sequi voluissent. Mercenariorum militum Navidis, qui antè in Civitates suas aut ad Romanos transfugerant, iis res suas omnes rectè redderentur. In Creta Insula ne quam Urbem haberet : quas habuisset, redderet Romanis. Ne quam Civitatem cum ullo Cretensium, aut quocumque alio institueret, nève Bellum gereret. Civitatibus omnibus, quas ipse resistuisset, quæque se suaque in fidem ac ditionem Populi Romani tradidissent, omnia præsidia deduceret : sequæ ipse suosque ab his abstergeret. Ne quod Oppidum ne quod Castellum in suo alienove agro conderet. Obsides ea ita futura, daret quinque, quos Imperatori Romano placuisset : Filium in hoc Junem : & talenta centum argenti in præsentis, & quinquaginta in singulis annis per annos octo.

TRAITE'
DES RO-
MAINS
AVEC LES
ETOLIENS.

Dans le Chapitre XL. du XXXVIII. Livre de Tite Live, on trouve les conditions, que les Romains proposèrent aux Etoliens pour faire la Paix avec eux. En voici les termes :

Imperium Majestatemque Populi Romani gens Etolorum conservato sine dolo malo. Ne quem exercitum, qui adversus Socios amicosque eorum duceret, per fines suos transire sinio : nève ulla eo iuvato. Hostes eisdem habito, quos Populus Romanus, armaque in eos ferro, Bellumque pariter gerito. Perfugas, fugitivos captivosque reddito Romanis Sociisque : præterquam si qui capti, cum domos redissent, iterum capti sunt : aus si qui eo tempore ex iis capti sunt, qui tum hostes erant Romanis, cum inter præsidia Romana Etoli essent. Aliorum qui comparerent intra dies centum Corcyreorum Magistratibus sine dolo malo tradantur. Qui non comparerent, quando quisque eorum primum inventus fuerit, reddatur. Obsides XL. arbitratus Cos. Ro. dato : ne minores duodecim annorum, nève majores XL. Obse ne esto Pretor. Præfectus equitum, Scriba publicus : nève quis, qui ante obse fuerit apud Romanos, Cephallenia extra Pacis leges esto. De pecunie summa, quam penderent, pensionibusque ejus, nihil ex eo, quod cum Cos. convenerat mutatum. Pro argento, si aurum dare mallet, darent, convenit : dum pro argenteis decem aureus unus valeret. Quæ Urbes, qui agri, qui homines Etolorum juris aliquando fuerunt : qui eorum T. Quintio, Cn. Domitio Coss. postve cor Coss. armis subacti, aut voluntate in ditionem Populi Romani venerunt, ne quem eorum Etoli recepisse velint. Oeniade cum Urbe agrisque Acarnanum fuisse. His legibus, sedus iustum cum Etolis est.

TRAITE'
ENTRE AR-
CHELAUS
ET MI-
THRIDATE
FAIT PAR
L'ENTEE
MISE DES
ROMAINS.

Appian Alexandrin nous rapporte dans la Guerre de Mithridate, nom. 207. les conditions que Sylla proposa à Archelaus au nom de Mithridate, & que ce Prince accepta. Si classem quam habes, Archelaus, nobis omnem Mithridates tradiderit, tum Duces Legatos captivos, transfugas, fugitivos & Chios, ceterosque in Civitatibus suis in Pontum abstractos dimiserit, præsidia locis omnibus deduxerit, nisi in quibus ante violatam pacem ea habuit, impensa quoque in hoc Bellum, cujus ipse causa fuit, reddiderit, & paterno Regno contentus sis, spero me effecturum ut præteritarum injuriarum Populi Romani obliviscatur.

Nous venons d'alléguer un Traité des Romains avec les Etoliens. Tite-Live nous parle encore d'un autre, qui doit avoir été plus ancien. C'est dans le Chap. XXIV. du Liv. XXVI. dont voici les termes. *Ut si placeret vellentque Elei Lacedæmonii, & Attalus, & Pleuratus, & Scerdilædas essent : Asia Attalus, hi Illyriorum Reges. Bellum ne exemplo Etoli cum Philippo terrâ gererent. Navibus ne minus XX. quingueremibus adjuvaret Romanus. Urbium Corcyra tenui ab Etolia incipienti solum tectaque, & muri cum agris Etolorum, alia omnis præda Populi Romani esset. Darentque operam Romani, ut Acarnaniam Etoli haberent. Si Etoli pacem cum Philippo facerent, fœderi adscriberent : ita ratam eorum pacem, si Philippus arma ab Romanis sociisque, quique eorum ditionis essent, abstinuisset. Item si Populus Romanus fœdere jungeretur Regi, ut caveret ne jus ei Belli inferendi Etolis Sociisque eorum esset.*

Le même Historien nous parle dans le Chap. VII. du Liv. XXIII. du Traité que fit Annibal avec les Peuples de la Campanie. En voici les conditions.

Ne quis Imperator, Magistratusve Penorum jus alium in Civem Campanum haberet, nève Civi Campani inivitis militaret minuscve faceret, ut sua Leges, sui Magistratus Caput essent, ut trecentos ex Romanis captivos Penus daret Campani, quos ipsi elegerint, cum quibus Equitum Campanorum, qui in Sicilia stipendia facerent permutatio fieret.

On trouve aussi dans le Chapitre XXXIII. du Livre

XXIII. de Tite-Live un Traité du même Annibal, avec Philippe Roi de Macédoine conçu en ces termes. *Ut Philippus Rex quam maxima Classe (ducentas autem Naves videbatur) in Italiam trajiceret & Marique gereret. Ubi detellatum esset, Italia omnis cum ipsa Urbe Roma Caribaginetisium atque Anibalisi esset : prædaque omnis Annibali cederet : perdomitâ Italiâ navigarent in Graciam, Bellumque cum quibus Regibus placeret gererent : quæ Civitates Continentis, quæ Insule ad Macédoniam vergunt, ex Philippi Regniq. ejus essent.*

Nous finissons par le Traité de Paix fait entre Antoine, César, & Pompée, dont nous trouvons les conditions au Chap. XIII. du Liv. V. de la Guerre Civile par Appian.

Tandem insignantibus Marcia matre Juliaque uxore rursum hi tres convenerunt in veterem quandam aggerem mari cinctum, undique collocatis circa eum in statione Navibus cum satellitio, ubi his conditionibus transactum est. Ut pace Terrâ Marique reddita, negotiationes namquam impedirentur. Pompeius ex omnibus Italie locis præsidia deduceret, nec amplius fugitivorum reciperet, nève Naves suas in littoribus Italia stare permitteret : imperaret Sardinia, Sicilia, Corsicaque & cæteris, quas tunc habebat, Insulis, tot annis in quos Antonio, Cesarique prorogatum fuerit Imperium : mitteretque Romano Populo frumentum jam dadum debitum, quin & Peloponnesum, ultra dictas Insulas acciperet : absens Consulatum per quemlibet amicorum gereret, & ascriberetur in Pontificum Collegium. His Pompeio concessis, reditus pateret Nobilibus Exulibus, exceptis conjuratis, damnis iudicio publico, profugis bona erecta ad assen restituerentur, exceptis mobilibus. Proscriptis verò quarta pars. Ulque iis, qui sub Pompeio militaverunt, servis quidem libertas esset præmium ; Ingenuis verò, post peracta stipendia persolverentur eadem præmia, quæ Veterani Caesaris & Antonii. Hæ tum Pacis leges, quas conscriptas obhignatasque in Urbem miserunt adservandas Vestalibus.

TRAITE'
D'ANNI-
BAL AVEC
LES PEU-
PLES DE
LA CAM-
PANIE.

TRAITE'
D'ANNI-
BAL AVEC
PHILIPPE
ROI DE
MACEDO-
NE.

TRAITE'
DE YAN-
TE ANTOINE,
CESAR, ET
POMPEE.



TABLE



TABLE CHRONOLOGIQUE DES PIÈCES CONTENUES

Dans la I. Partie du Tomé I.

ANNO 800.	CAROLI MAGNI Imperatoris Auguſti Juſſurandum pro Deſenſione Eccleſiæ Apoſtolice LEONI III. Papa preſtitum Roma in Coronatione ejus. Anno 800. Pag. 1.
802. 26. Avril.	Diploma CAROLI M. Imperatoris, quo S. LUDGERO libertatem Eccleſiæ & Conventui WERTHINÆ concedi concedit, eique ad hoc perſciendum ſiſcum in pago Brabant, Lothua vocatam, donat. Dat. Wormatiæ VI. Cal. Maji Anno 802. 369
803.	Reſcrit de l'Empereur CHARLEMA-GNE & NICEPHORE Empereur de Conſtantinople touchant la Paix entre les deux Empires. An. 803. 1
803. 13. Août.	Imperatoris CAROLI MAGNI DIPLOMA, quo Patriarchæ Gradenſi FORTU-NATO immunitatem concedit, ne ullus Judex publicus quempiam ex ejusdem Dia-ceſi vel Territorio inſuſte ad audiendum, vel ſendum exigendum, nec manciſſiones ſeu paratas faciendum, nec ullas reſtutiones inſuſtas requirendum exactione preſumat. Dat. Id. Auguſti in Sacro Palatio 803. 2
803. 17. Nov.	Diploma Donationis Imperatoris CAROLI MAGNI, quo ad petitionem PETRI Episcopii Comenſis, Comitatum CLA-VERNÆ Clericis CUMANIS in Canonicaſem uſum conſert. Actum Re-guntiburg, Palatio publico, quinto decimo Kalend. Decembris Indiſt. undecima 803. 2
805. Novembre.	Imperatoris CAROLI MAGNI Diploma, quo Juſs libere navigandi per omnia Imperii loca abſque ulla ſolutione navalium ſolutionum & teloniorum Conventui S. MA-RIÆ, quod ſitum eſt in Suburbio Vero-nenſi, loco qui dicitur Organo concedit. men-ſe Novembri Indiſt. 13. Imperii 4. 2
805.	Transſumptum Privilegii, Conſeſſionis & Donationis ab Imperatore CAROLO MAGNO & Pontifice LEONE III. Abbatiæ TRIUM FONTIUM ad Aquas Salvas, ſaltem de Civitate ANSI-DONIA cum Portu FENILIA & Portu qui dicitur HERCULI, pluri-buſque aliis Montibus atque locis. Actum Anno Chriſti 805. Indiſt. 13. 3
806.	Diſpoſition de l'Empereur CHARLEMA-GNE, pour etablir & conſerver la Paix entre ſes Enſans & leur diviſer ſes Etats. Faite aux Etats tenus à Thionville. 4
811.	CAROLI MAGNI Imperatoris Bre-viarium Diſpoſitionis Theſaurorum & pecu-niæ quam poſt obitum ſuum obſervari juſſit. Faſtum Anno Incarnationis D. J. C. 811. Indiſtione IV. 5
814. 13. Janvier.	Imperatoris LUDOVICI PII Donatio loci qui vocatur MICHLENSTATT in Sylva Odonswald, nec non Villa MUHLINHEIM in Pago Moynec-gauſe ſita, ſaltem ſideli ſuo EGINHAR-DO, & Conjugi ejus IMMÆ. Da-tum Aquigrani in Palatio Regio, tertia Idus Januarii, Anno Imperii ſui primo. 6
823. 4. Juin.	LOTHARII Imperatoris Diploma, quo LEONI Episcopo Comenſi pacificam poſſeſſionem omnium honorum & manci-piorum ſuarum, que tam in agro Comenſi, quam in finibus Sibiſienſis habebat, conſir-mat atque de novo concedit. Dat. in Villa Venonica ſecundo Nonas Junii, Indiſtione 1. Anno 823. 7

ANNO 824. 3. Janvier.	Imperatoris LOTHARII Diploma, quo LEONI Episcopo Comenſi Imperatorum Predeceſſorum, LUDOVICI Genito-ris, & CAROLI MAGNI Aui, nec non Regum Longobardorum in Diplomate nomine tenus expreſſorum Privilegia con-firmat, inſuper & rei omnes in Ducatu Mediolanenſi & Valle Telina, iſtas ſcilicet in Amatia, Burmiſ & Poſſeſſo; uti & Monasteriolam Sancti Fidelis aterualiter poſſidendas concedit atque tradit. Dat. Compendio, Palatio Regio, tertio Nonas Januarii Indiſtione 2. An. 824. 7
824.	Juramentum fidelitatis, quod ROMANI LOTHARIO, LUDOVICI PII Imperatoris Filio, à Parente hanc in finem Romani miſſo, preſtitere; quo promittunt, ſe non conſenſuros fore, ut Pontifex prius conſecratus, quam fidelitatem Imperatori jurejurando obſervet. 8
825.	LOTHARII Imperatoris Conſtitutio de Electione Romani Pontificis & Legibus Romanorum. 8
834.	Imperatoris LUDOVICI I. Ediſtum de Electione Episcoporum. 8
837.	Diſpoſition de l'Empereur LOUIS I. dit le Debonnaire, pour conſerver la Paix entre ſes Enſans & leur diviſer ſes Etats, faite dans l'Assemblée des Etats tenue à Quierzy. 8
842. 14. Fevrier.	Formula Federis LUDOVICI Germanie & KAROLI, Gallie Regum, Pii Fi-liorum, Magni Nepp. pro tuenda Regno-rum libertate contra uſurpationem & op-preſſionem LOTHARII Imperatoris Romanorum. Actum in Comitatu Argentinſibus Anno Domini 842. Kal. 16. Martii. 9
	Autre Copie du même Traité de Confédération entre LOUIS II. & CHAR-LES II. pour défendre la liberté des Royaumes de Germanie & de France contre l'opposition de l'Empereur LOTHAI-RE, fait dans l'Assemblée tenue à Stra-sbourg. 10
847. Fevrier.	Traité de Paix & de Convention entre LOTHAIRE Empereur, LOUIS Roi de Germanie, & CHARLES Roi de France. Fait à Merſen près de Maſtricht au mois de Fevrier Say. 10
847. 24. Août.	Imperatoris LUDOVICI II. Diploma, quo Episcopo Veronenſi LANDERI-CO multiplices donationes Conventui & Baſilicæ Sti. Zenonis; à LOTHARIO Patre, LUDOVICO Avo, & CA-ROLO MAGNO Avoſu Imperatoribus, aliisque ſacris conſignat. Actum Cur-tæ Auriola VIII. Kal. Septembr. An. 847. 11
860. 6. Juin.	Formulaire dreſſé par les Evêques à l'Assemblée de Coblenz en l'Année 860. pour l'ob-ſervation de la Paix entre les Rois de France LOUIS II. Roi de Germanie & d'Esclavonie, CHARLES II. Roi des Gaules, LOUIS Empereur des Ro-mains & Roi de Lombardie, LOTHAI-RE Roi de Lorraine & CHARLES Roi de Bourgogne & de Provence. 12

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO
863.

Decretum Concilii Romani III. sub Papa NICOLAO I. habiti; quo Capitula Concilii Metensis, in causa HLOTARII Regis & THEUTEBERGÆ ejus avaris decreta damnantur & rescinduntur; GUNTARIUS atque THEUTGAUDUS Archiepiscopi, ut precipui hujus cause fautores deponuntur & anathematizantur. Cum Presbytero Papæ memorati ad omnes Archi- & Episcopos per Galliam, Italiam & Germaniam constitutos.

869.
9. Septemb.

Rescriptum GUNTARII & THEUTGAUDI Episcoporum, quo injuriam injuriis rependentes Papam NICOLAUM arguunt furore & arrogantia, suamque prævam Sententiam abiciunt & consentiunt, profitentes insuper se totius Ecclesiæ communionem contentos nolle cum eo communicare.

870.
6. Mars.

Capitula Metu in Coronatione CAROLI CALVI Regis Gallie facta V. Idus Septembris Anno 869. Indictione secunda.

870.
8. Aodt.

Traité de Paix entre CHARLES LE CHAUVÉ Roi de France & LOUIS Roi de Germanie son Frere. Fait à Aix la Chapelle, le 6. Mars 870.

872.
8. Mai.

Transactio facta le 8. d'Aodt de l'Anée 870. entre CHARLES LE CHAUVÉ & LOUIS le Germanique, pour le partage du Royaume de Lorraine que CHARLES avoit enlevé à l'Empereur LOUIS, pendant que cet Empereur étoit occupé contre les Sarasins.

877.
Fevrier.

Donatio Abbatis de BERCEDO cum omnibus pertinentiis per CAROLOMAN- NUM Regem in Bavaria & in Italia, Episcopo Parmensi WIBODO & Ecclesiæ ipsius facta, cum Confirmatione Concessionis Cariti Regis infra Civitatem Parmensem ahiarumque Donationum eidem Ecclesiæ factarum. Data 3. Idus Maji Anno 872. Indictione V. ad Hutingam Curtem Regiam.

879.
1. Novemb.

Confirmatio Electionis CAROLICAL- VI in Imperatore, in Concilio Romano I. sub JOANNE VIII. Pontifice acta & subscripta mense Februario, Indictione X. Anno Christi 877.

879.

Conventio qua inter gloriosos Reges HLUDOVICUM FILIUM KAROLI Imperatoris, itemque HLUDOWICUM FILIUM HLUDOWICIGI Regis in Loco qui vocatur Feronis Kalendis Novembris, ipsi & Communibus fidelibus ipsorum faventibus & consentientibus, facta est. Anno Incarnationis Dominica 879. Indictione 12. dicente Rege HLUDOVICO, Filio KAROLI.

880.
8. Janvier.

Epistola HL. Regis Francorum, HL. Galliarum, Aquitanie & Hispania Regi de Amicitia, & Pace servanda, & ut munera grata habeat.

881.

Præceptum CAROLI III. Regis quo confirmatur Episcopo Parmensi Donatio eidem a CAROLOMANNO facta de Abbatis de Berceto, nec non Districu Parme Civitatis cum muro & telonio ad tria miliaria in circuitu. Datum 6. Idus Januarii Anno 880. Indictione 13.

882.

JOANNIS Papæ VIII. Excommunicatio HUGONIS, Filii naturalis LOTHARII Regis Lotharingie, & EM- MONIS BERNARDI Comitis ger- mani.

882.
14. Fevrier.

Constitutio JOANNIS Papæ VIII. de jure Cardinalium.

885.
13. Mars.

Imperatoris CAROLICRASSI Diplo- ma, quo Ecclesiam Veronensem ab omni- bus tributis atque censibus, nec non à ju- diciis alienis, cum personis & rebus ad eam spectantibus eximit. Actum Raven- ne XVI. Kalend. Martii, Indictione 15. Anno 882.

siæ Parmensi Episcopali. Data 3. Idus Martii Anno Incarnationis Dominica. 22

Præceptum CAROLI CRASSI Regis & Imperatoris, quo Ecclesiæ Cabilonensi Canonica Episcoporum suorum Electio concessa est.

Decretum Concilii Valentini, quo, hortatu STEPHANI V. Papæ LUDOVICUS, BOSONIS Regis Filius, in Regem per Episcopos Proceresque Regni Arelatenfis eligitur. Actum Valentia, Anno CHRISTI 890. STEPHANI Papæ V. Anno 5. ODONIS Regis Anno III. Indictione VIII.

Recessus Imperialis, ab Imperatore CARO- LO CRASSO cum consensu tam Spi- ritualium quam Secularium Principum ordi- natum, super Expeditione Romana per Ro- manorum Imperatores vel Reges, pro Cu- rona suscipienda, aut aliqua Regni utili- tate vel honore instituenda. Actum in Co- mitibus Wormatis die IX. Idus Junii Anno 890.

Instrumentum Concambii quorundam Bonorum inter ADOLPHUM Comitem in A- prutio & JOHANNEM Episcopum Sedis Sanctæ Ecclesiæ Apsuntensis. Actum Anno primo GUIDONIS Imperii in Italia, Indictione vero IX.

Instrumentum Concambii quorundam Bonorum inter ADELBERTUM Comitem in Aprutio & JOHANNEM Episcopum Sedis Sanctæ Ecclesiæ Apsuntensis. Actum Anno quarto GUIDONIS Cesaris Imperii, die 3. Maii, Indictione 12.

Sententia lata per Cesaris Legatos inter JOHANNEM Episcopum Apsuntensem & LADEPERTUM Advocatum Regium, de quodam loco ab utraque parte sibi asserto. Actum Anno V. LAM- BERTI Imperatoris, mense Martio, Indictione XV.

Donatio de Terra qua dicitur Campus Regis ab Imperatore LAMBERTO Ecclesiæ B. JOANNIS & Episcopatus Florentino facta 12. Kal. Junii, Anno 898.

Donatio Regis BERENGARII siue Confirmatio Priori Donationis de Terra qua dicitur Campus Regis, Ecclesiæ Sanctiorum JOANNIS & MINIA- TI, qua Caput est Florentini Episcopatus. Acta Papæ 7. Kal. Maii 899.

Capitula Concilii Romani tempore JOAN- NIS IX. Papæ habiti, quibus Acta STEPHANI VI. siue VII. contra FORMOSUM rescinduntur & in- probantur, Coronatio LAMBERTI Imperatoris tanquam firma & in æternum stabilita confirmatur; Illa vero BEREN- GARII, qua per surrptionem extorta fuit, abdicatur. Anno Domini 904.

GUILIELMI Comitis Avernorum & Ducis Aquitanie Testamentum, quo prima Cluniacensis Monasterii fundatio instituta est, Anno Christi 910. CAROLI SIMPLICIS Regis, post obitum O- DONIS Anno XIII.

Præceptum HUGONIS Regis, quo om- nia Jura & Territoria antea Ecclesiæ Parmensi Episcopali ab Imperatoribus Re- gibusque concessa confirmantur, præsertim vero de Abbatis de BERCEDO, de Districtu juris publici, siue Telonio ejus- dem loci, nec non de Curie Regia ac Prato Regia.

Traité de Paix entre CHARLES le Simple, Roi de France & HENRI Roi de Germanie. Fait à Bonne en 926.

HUGONIS Regis Præceptum, quo in gratiam SIGIFREDI Parmensis Epis- copi, at ne in remedium anime sue con- firmat quotquot ille & Prædecessores sui acquirere potuerunt, ex largitionibus Im- peratorum & Regum; præsertim vero Ab- batiam de BERCEDO cum Parmensi Civitatis Districtu atque Teloneo. Dat. 16. Kal. Octobris. Anno 930. Indictione II.

ANNO
888.

890.

890.
6. Juin.

891.
Mai.

894.
3. Mai.

897.
Mars.

898.
21. Mai.

899.
24. Avril.

904.

910.

926.

926.
7. Novemb.

930.
15. Septemb.

DE LA I. PART. DU TOME I.

ANNO
938.
 Janvier.
956.
 Juin.
958.
960.
962.
 12. Mars.
962.
 13. Novemb.
963.
 17. Avril.
963.
 6. Novemb.
989.
 30. Juillet.
 vers l'An
990.
1001.
 22. Nov.

Imperatoris HENRICI I. Statuta & Privilegia Ludorum Equestrum sive Hastiludorum. Dat. in Maidenburgo, die Sabbati post octavam trium Regum, Anno Domini 938.
 Diploma Donationis Imperatoris OTTONIS I. sive MAGNI, quo in honorem Sancti MAXIMI Episcopi & Ecclesie Furconiensis Comitatum Furconensem tradit, aliisque complura bona atque iura concedit, mense Junio, Indictione XI. Anno 956.
 Diploma quo Rex EDGARUS confirmat Dorobernensem Ecclesiam Matrem esse, & Dominam aliarum Ecclesiarum Regni sui.
 Testamentum PONTII RAYMUNDI Comitiss Tolosani & Rutenensis, Marchionisque Gothici, quo de suis Bonis disponit.
 Præceptum Cæsarem OTHONIS I. quo Jurisdicção contentiosa, sive jus distinguendi, definiendi, & deliberandi super omnibus tam Laicis quam Clericis confertur Episcopo Parmensi HUBERTO pro ipso & Successoribus suis, tanquam Palatii Comitibus, tam infra Civitatem quam extra, jusque ad tria Millia secundum limites determinatus. Dat. Livia 3. Idus Martii Anno 962.
 Imperatoris OTTONIS I. cognomine MAGNI, Diploma secundum HYPOLITUM DONESMONDUM, quo ZAGAO creatus VICARIUS IMPERIALIS & PRIMUS MARCHIO MANTUÆ pro se & Hereditibus suis in perpetuum. Datum apud Viterbium Idibus Novembris, Anno Incarnationis 962.
 Ejusdem Diplomatis aliud Exemplum, secundum ANTONIUM POSSEVINUM, cum lectionibus valde diversis, ne utriusque collatione facile percipi possit.
 Echenge suis entre le Comte SIGIFRID & WIKER Abbd de St. Maximin de Trèves, du CHATEAU DE LUXEMBOURG dans les Ardenues, contre un Domaine nommé VIULNE dans les mêmes Ardenues, par lequel Echenge SIGIFRID aquis le nom de premier Comte de Luxembourg. Fait en 963.
 Decretum Concilii Romani presidente OTTONE I. Imperatore Augusto celebrati, de Depositione Papæ JOHANNIS XII. & Electione LEONIS VIII. Accedit Epistola prefati Imperatoris suo & Concilii nomine ad Papam JOHANNEM directæ, ut ad Concilium veniat, seque de criminibus accusatis purget. Data 8. Idus Novembris. Et ejusdem Papæ Rescripto ad Concilium, quo omnes Episcopos excommunicat.
 Privilegium Imperatoris OTTONIS III. Episcopo Spirensi RUPERTO de novo indultum, quod nullus Dux sive Comes, sive publicus Juxex, nisi solus Episcopus Spirensis pro quocunque negotio placitum retinere seu publicum Judicium infra Civitatem, Spira seu Nemeta vocatam, aut in circuitu extra Civitatem, & in Marchia que eidem Urbi adjacens est, facere queat. Datum Ingelheim 3. Kalendas Augusti Anno 989.
 Charta de TREUGA & PACE per Anticensem Præfulem WIDONEM in Congregatione quam plurimum Episcoporum, Principum & Nobilium hujus Terræ sancta.
 Concambium inter Imperatorem OTTONEM III. & Archiepiscopum Ravennatem FEDERICUM, quo ille Conobium Divæ Mariæ, quod ad eam diem Ravennatis Ecclesia possederat, permutat; huic contra donans quicquid ad Jurisdic-

tionem spectaret omnis Terra Sancti APOLLINARIS; insimul dictam Canobium ab Archiepiscoporum Ravennatum ditione eximitur & Imperio tantum Regio subicitur. Ravenna 10. Kal. Decembris 1001. Indictione 15.
 Donation du COMTE de CAMBRAL, faite à ERLUIN Evêque du même lieu par l'Empereur HENRI II. en 1007.
 Diploma CANUTI Regis Angliæ, quo Ecclesiam Salvatoris in Dorobernia, omnium Ecclesiarum Regni Angligeni Matrem & Dominam confirmat.
 Civitatis ARBES Obligatio, qua Duci Venetorum OTHONI & Successoribus suis tributum pendere singulo Anno libras de seta. ferica decem pollicetur. Dat. in dicta Civitate mense Julio, Indictione I. Anno 1018.
 Diploma Donationis Imperatoris HEINRICI Sancti, quo videlicet Episcopatus & Episcopo Merseburgensi DIETHMARO Oppidum Lipzk (Lipham) situm inter Alestram, Plesnam & Pardam fivios, cum omnibus pertinentiis largitur. Dat. 11. Non. Octobris Anno Incarnationis 1021.
 CONRADII II. Imperatoris Diploma, quo in favorem URSONIS, Episcopi Patavini, omnia Prædecessorum Imperatorum ac Regum Privilegia per Præcepta, Chartarumque Instrumenta Ecclesie Patavine oblata atque asserta, confirmat. Dat. sub Urbe Ravennæ V. Nonas Maji, Indict. 10. Anno 1027.
 Treuga sive Pax publica & Religiosa per EPISCOPUM ELENENSEM cum Clero & Canonicis, cateraque fidelium non solum virorum, sed etiam feminarum sancta, qua omnieng hostilitates & aggressiones, incendia & latrocinia prohibentur, ab hora Sabbati nona usque in diem Lune hora prima &c. sub pena Excommunicationis. Actum in Prato Tulares, in Comitatu Rossilonense, Anno Domini Incarnationis 1027. Kalend. Junii 17.
 Præceptum CONRADII II. Salici Imperatoris, quo Sancta Parmensis Ecclesie Episcopo res omnes & prædia sibi iusta acquisitione pertinentia confirmantur atque corroborantur; præsertim que a precedentibus Imperatoribus Regibusque data vel confirmata fuer. Actum 2. Idus Junii 1029.
 Imperatoris CONRADII II. Salici Instrumentum Donationis, Sanctæ Parmensis Ecclesie de toto Comitatu Parmensi tam infra quam extra Urbem facta pridie Kalendas Januarii 1029.
 Iterata Donatio, sive Prioris Donationis Confirmatio Ecclesie Parmensi Episcopali facta à CONRADO II. Imperatore de toto prorsus Comitatu Parmensi tam intra quam extra muros cum Castris Locis & Terris ei pertinentibus. Dat. Kalendis Junii Anno 1035.
 KANUTI Regis Anglorum, Danorum & Norwiganorum Lex XII. sive Institutionum ejus Caput XII. Sax. 9. de censu Beato Petro singulis Annis debito.
 CONRADII II. Salici Imperatoris Donatio seu Confirmatio Donationum Ecclesie Florentine Episcopali factarum. Data 0. Idus Julii 1037.
 Treuga sive Pax publica & Religiosa, per Archiepiscopum Narbonensem, Episcopos Gerundensem & Helonensem nec non Comites Ruffilionenses, Impuritanensem, Bisuldinensem & Ceritanensem, cum cæteris Proceribus sancta in favorem præsertim Ecclesiarum, Clericorum, Villanorum, & imbellium; qua insuper TREUGA DOMINI innovatur & confirmatur, atque omnia hostilia prohibentur ab occasu Solis quartæ ferie usque ad ortum Solis secundæ ferie
 a 2

ANNO

1007.
 22. Octob.

1018.

1018.
 Juillet.

1021.
 5. Octobro.

1027.
 3. Mai.

1027.
 16. Mai.

1029.
 12. Juin.

1029.
 31. Decemb.

1035.
 1. Juin.

1037.

1037.
 10. Juillet.

Vers l'An
1045.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO *seris, &c. A3. in Concilio Tulagiense.* 45
1047. *Diploma Imperatoris HENRICI III. quo*
 8. Mai. *in favorem Canoniconum Veronensium omnia & singula quæ NOTHERIUS olim Episcopus Veronensis hisce donaverat, confirmat, ceteraque eorum Bona sub Imperiali Potestate committit. Dat. Folerni 8. Idus Maii, Indict. 15. Anno 1047.* 46
1049. *Diploma Imperatoris HENRICI III. quo*
 16. Avril. *Episcopo Patavino BERNARDO juxta Monetæ signande in urbe Patavina concedit. Actum Goslaræ 16. Kal. Maii Indict. 2. Anno 1049.* 47
1054. *Tregua seu Pax publica & Religiosa per*
 25. Août. *decem Episcopos, duos Comites, unum cum Abbatum & Clericorum, ac quorundam nobilium & ignobilium non minima multitudinem sancita, per renovationem, confirmationem, extensionem, & strictiori observatione Treguæ Domini, qua præter alia, omnes hostilitates ab occasu Solis quartæ feriæ, usque secundæ feriæ illucescente Sole, prohibita fuerunt. Acta in Concilio Norwicensi, Anno 1054. Indictione 7. octavo Kal. Septembris.* 47
1059. *Partage des biens de l'Eglise de NIVELLE en trois Portions, fait par l'Empereur HENRI IV. la première est donnée à l'Hôpital, la seconde à l'Abbesse, & la troisième aux Chanoines & Chanoinesses. Fait le 24. Février, 1059.* 48
1059. *NICOLAI Pape II. Constitutio de modo*
 Avril. *& Jure eligendi summum Pontificem, videlicet per Cardinales Episcopos, cum consensu Cardinalium Clericorum, ac reliqui Cleri Populique, salvo honore & reverentia HENRICI IV. Regis Romanorum, necnon Successoris ejus.* 49
Ejusdem Constitutionis aliud Exemplum ex Registro Abbatis Farfensis. 49
1062. *Fragmentum Epistolæ III. ALEXANDRI Pape II. ad SUENONEM Regem Danorum. Exigit censum à SUENONE Danorum Rege, quem majores ejus persolvere consueverunt.* 50
1062. *BERNARDI Bigorra Comitis Charta, de Censu sexaginta solidorum, pro se & Comitatu Bigorra suo Ecclesie Amiciensi in perpetuum solvendo. Anno Incarnationis 1062.* 50
1071. *Traité d'Alliance entre OTHONIN de Bourgogne, Sire de Salins & RENAUD de Bourgogne Freres, d'une part, & THOMAS de Savoye Comte de Piemont, & AME de Savoye Freres d'autre. Fait à Paris, en l'An 1071.* 51
1073. *Epistola GREGORII Pape VII. ad PRINCIPES HISPANIÆ, significat se Comiti de ROCEIO sub quadam conditione eam Hispanie partem concessisse, quam à Saracenorum manibus eriperet. Prohibet alios Principes in eandem Regionem cum Copiis ingredi partemque nullam illius Provincie sibi vindicare, nisi interveniat aqua Pæctio persolvenda Jura Sancti Petri, qua de re Legatos mittit. Data Romæ 2. Kal. Maii, Indictione XI.* 51
1074. *Sententia Arbitralis per Papam GREGORIUM VII. ex Compromisso in Sedem Apostolicam facto super controversis inter JOANNEM Moravensem, & GEORGIUM Pragensen Episcopos, de quibusdam Decimis & Caribus, exortis, lata Romæ sexto nonas Martii, Indictione decima tertia.* 51
1075. *GREGORII VII. Pontificis Romani Epistola Monitoria Regibus, Comitibus, & Principibus HISPANIÆ de Regno ex antiquis Constitutionibus B. Petro & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ in jus & proprietatem tradito.* 52
 Vers l'An **1075.** *GREGORII VII. Pontificis Romani Epistola Monitoria Abbatibus & Prelatis per Gallias constitutis, de Censu annuo à*

quibusdam Ecclesiis Beato Petro, & Sanctæ Sedi Apostolicæ debitis. 52
Epistola GREGORII Pape VII. ad DEMETRIUM Regem Rusorum, & ad Reginam ejus uxorem. Scribiti Kistie Regnum, eorum consensu acceptate, eorundem Pæcto se tradidisse; Rogat, ut suos Legatos benigne excipiant Dat. Romæ 15. Kalendas Maii Indictione 13. 52
Prima Sententia Excommunicationis & Depositionis ab omni potestate & Dignitate, scilicet Regia & Imperiali, per GREGORIUM VII. Pontificem, contra HENRICUM IV. Imperatorem lata. 52
HENRICI IV. Regis Romanorum Epistola ad GREGORIUM VII. Papam *supplex uniam petit, quod invaserit res Ecclesiasticas, & Ecclesias vendiderit; Rogat ut sua auctoritate Simoniacam Litem ab omnibus Ecclesiis, & in primis à Mediolanensi, extirpet, sequæ Pontifici in omnibus obsecraturam promittit.* 53
DEMETRII, alias SUINIMER *nuncupati; Croatia Dalmatiquæ Ducis, Homagium Fidelitatis, GREGORIO Pontifici Maximo præstitum, quo profuturum se ab hujus Pape Legato de Crato-*
rum, Dalmationumque Regni Regimine investitum Regemque constitutum esse; atque sic sponte se per omnia Sedi Apostolicæ fidem servaturum fore, & statui ducentorum Bizantium tributum Sancto PETRO per singulos Annos in Reformatione Domini de Regno sibi concessi solvi debere; quam fidelitatem promissam Sacramento Juramenti inserti statuit, Anno 1076. Indictione 14. mens. Octobr. 53
Epistola GREGORII VII. Pape Archiepiscopis, Episcopis, Ducibus, Comitibus, cæterique Principibus, Germaniæ missa. Nuntiat eis HENRICUM Romanorum Regem, deposito omni Regio cultu & discaletum & lanceis indutum, per triduum ante Portam ejus persistisse, atque cum multo fletu Apostolicæ miserationis auxilium & consolationem imploravisse; quo peractò se omnium adjutantium supplicationibus eum à Vinculo Anathematismi absoluisse; Cum JURAMENTO per præfatum Regem præstitum Pontifici præstito. Actum Canisii 5. Kal. Febr. Indict. XV. 54
**Epistola Pape GREGORII VII. ad omnes Clericos & Laicos in Regno Teutonico constitutos, qua præcipit & monet, ne faveant neque communicent adiutorium illis qui contra Interdictum Apostolicæ Sedis, Conventum Episcoporum & Laicorum habendum coram Apostolicis Legatis de Jure HENRICI & RODULPHI de Regni gubernaculo decertantium, impedire conantur. Data Capuæ Kalend. Junii Indictione 1. 54
**Decretum Concilii Romani V. sub GREGORIO VII. acti de Investituris Ecclesiarum à Principibus secularibus non suscipiendis. 55
**Sacramenta præstita per Nuncios HENRICI & RUDOLPHI Regum, de obediendo Judio, quod Sancta Romana Ecclesia de causâ Regni decreverit. 35
**Epistola GREGORII Pape VII. ad Coros. Latatur, quod Insulam Corsicam, qua antiquitus Juris erat Sancti Petri, ab invasoribus vindicantes, ad Apostolicæ Sedis ditionem reverti velint; in qua voluntate eos confirmat, paratissimum ad eam rem auxilium pollicetur. Monet ut Legato suo qui Provincie regimen suscipit fideliter obsequantur, Romæ XVI. Kal. Octobris Indictione 1. 55
Decreta duo Concilii Romani VII. sub GREGORIO VII. acti, ne deinceps INVESTITURÆ EPISCOPATUS********

ANNO
1075. 17. Avril.
1076. Vers l'An. 1076.
1076. Octobre.
1077. 28. Janvier.
1078. 1. Juin.
1078.
1079. 17. Septemb.
1080.

DE LA I. PART. DU TOME I.

ANNO

1080.

1080.

7. Mars.

1080.

29. Juin.

1080.

4. Octobre.

1081.

1083.

27. Decemb.

1090.

1096.

14. Juin.

1097.

1099.

5. Juillet.

1101.

10. Mars.

1101.

17. Mai.

1102.

15. Novemb.

TUUM vel alienius Ecclesiasticæ Dignitatis à Laicis conferantur, vel accipiantur.

Decretum Concilii Romani tempore Pape GREGORII VII. celebrati, contra Invasores & depradatores Terrarum Sancti Petri. Anno Domini 1080.

Decretum Concilii Romani sub Papa GREGORIO VII. habiti, ne deinceps Investitura Beneficiorum à Laicis conferantur vel accipiantur, sub pena Interdicti. Datum Anno 1080.

Secunda Sententia Excommunicationis & Depositionis ab omni potestate, & Dignitate, scilicet Regia & Imperatoria, per GREGORIUM VII. Pontificem Maximum contra HENRICUM IV. Imperatorem in Concilio Romano VII. lata nonis Martii, Indictione tertia.

Juramentum Fidelitatis GREGORIO VII. Pape à ROBERTO, Apulie, Calabria, & Sicilia Duce prestitum. Cum Investitura Pape GREGORII, prefato Duci concessa, & Constitutione ejusdem Pape, de Censu reddendo in die Resurrectionis Domini.

GREGORII Pape VII. Epistola ad WEZELLUM, ut Regem Dalmatie Apostolica auctoritate constitutum infestare desistat: Monet si quid adversus eum habeat ab Apostolica sede Judicium expectat, alioquin Excommunicationis Sententiam cum omnibus suis sanctoribus incursumus. Rome IV. Nonas Octobris, Indictione tertia.

Juramentum Fidelitatis GREGORIO VII. Pontifici Maximo, à BERTRANDO Comite Provincie prestitum.

Traité de Paix entre RODOLPHE Roi des Romains & PHILIPPE, Comte de Savoie. Fait le 27. Decembre 1083.

Instrumentum Donationis, de Civitate TARACONENSI, Domino Deo, & Apostolorum Principi Beatissimo PETRO à BERENGARIO Comite Barcinensi factæ. Anno Christi 1090.

Traité par lequel BAUDOUIN, nommé de Terrasalon, Comte de Hainaut second des non, allant à la Guerre Sainte, rend à OBERT Evêque de Liège le Château de COUVIN, situé entre Sambre & Menje. Fait à Liège le 14. Juin 1096.

Epistola BOEMUNDI ROBERTI GUISCARDI Filii RAYMUNDI Comitis S. Egidii, GODEFRIDI Ducis & HUGONIS Magni ad universos Christi Fideles de Pace cum Imperatore inita & Victoria in Paganos reportata.

URBANI II. Pape Decretum vulgo de Monarchia Sicilie nuncupatum, quo ROGERIO Comiti Calabriae & Siciliae, SIMONIQUE Filio suo, & eorum Hereditibus legitimis Legationem Beati Petri acque potestatem omnia agendi qua Pontifices ipsi per Legatos suos agere possunt, concedit. Datum Salerno, 3. Nonas Julii, Indictione 7. Anno Pontificatus undecimo.

Conventio inter HENRICUM I. Regem Anglie & ROBERTUM Comitem Flandrie; per quam pro Feodo 400. Marcarum per Annum, dictus Comes tenetur mittere 1000. Milites in servitium Regis Anglie. Dat. apud Douam VI. Idus Martii Anno 1101.

Conventio inter HENRICUM I. Regem Anglie & ROBERTUM Comitem Flandrie, qua dictus Comes Regi 500. militum auxilium promittit; Rex vero dicto Comiti quatuordecim 400. Marcas argenti solvere pollicetur. Dat. apud Douam 16. Kal. Junii 1101.

MATHILDE Comitissæ Donatio Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, de bonis omnibus, quæ tunc temporis habebat, & in posterum ac-

TOME I. PART. I.

quisitura foret, iterative facta. Datum Causis quinto decimo Kalendas Decembris Anno 1102.

Littere HENRICI Anglie Regis ad Papam PASCHALEM directæ, quibus eum de Beneficio, Honoribus & Obedientia, qua Antecessores sui in Regno Anglie habuere, eidem conservandis, & nobis, dignitatibus, consuetudinibusque in prefato Regno non minucendis certificat.

Privileges de l'Empereur HENRI IV. pour la Seigneurie de Tawviller du 15. Avril 1104.

Testament de RAYMOND Comte de Tholoz & de S. Gilles. Fait le 31. Janvier 1105.

COLOMANI Regis Ungarie Privilegium CIVITATIS TRAGURENSIS in Dalmatia concessum, quod nec sibi nec Successoribus suis debent esse tributarii, nominationem vero Episcopi & Comitum Civitatis sibi reservat; de introitu extraneorum in Civitatem duas partes Regi debere, certam vero Comitum Civitatis statuit &c. Anno Incarnat. 1108. mense V. die 25. ante Confirmationem Regis Ungarie STEPHANI, COLOMANI Filii.

Data 2. Julii 1124.

Edit de l'Empereur HENRI V. en consequence de son Accord, fait avec le Pape PASCHAL II. en 1111.

Summa ejusdem Conventionis sive Concordati inter Imperatorem & Pontificem, secundum PETRUM DIACONUM

Concordatna alteram, sive Conventio inter PACHALEM II. Papam & HENRICUM V. Imperatorem inita in Castris ante Urbem Romanam, mense Aprilis, Anno Domini 1111. qua Dominus Papa Imperatori suis Investiturarum inter eos hucusque controversarum concedit, & viceversa Caesar promittit Patrimonia & Possessiones Sanctæ Romanæ Ecclesiæ ablatas restituere, ac Domino Papa obedientiam se præbere, salvo tamen honore Regni & Imperii.

Bref du Pape PASCHAL II. qui accorde les Investitures à l'Empereur HENRI V. donné en 1111.

Privilegium Imperatoris HEINRICI V. Civitati Spira de Exemptione à lege nequissima, Budthell vocata, indultum, cum concessa in simul libera potestate suis Hereditibus relinquendi & pro anima sua, quicquid velint, dandi. Datum 19. Cal. Septembr. Indict. IV. 1111.

Decretum Concilii Lateranensis, Anno Domini M. C. XII. habiti, quo Privilegium de Investituris Episcopatum & Abbatiarum per Imperatorem concedendum à Papa PASCHALI Imperatori HENRICO nuper concessum damnatur, revocatur & omnino cassatur.

Decretum Concilii Provincialis Viennæ Galliciarum Anno Domini M. C. XII. habiti, quo Privilegium Investiturarum à PASCHALI Papa II. Imperatori HENRICO concessum damnatur, & Imperator ipse excommunicatur.

Traçtatus inter CIVITATEM ARBENSEM in Dalmatia, & Ducent Venetorum ORDILAPHUM FALEDICUM; quo prefata Civitas sese Dominio Venetorum sub stipulata conservatione consuetudinis, status & libertatis sue submittit. Anno Incarnationis 1118. Indict. XI. Epacta 26.

Statutum Pape CALIXTI II. de Trevia Dei ad adventum Domini aque ad Octavas Pentecostes, Similiter & in festis quatuor Temporum, & in Vigiliis Sanctorum, Festisque eorumdem aque in omnibus Festis Sanctæ MARIE observanda, editum in Concilio Remensi.

Decretum Concilii Remensis sub Papa CALIXTO II. habiti de Investituris Bene-

ANNO

1103.

1104.

15. Avril.

1105.

31. Janvier.

1108.

25. Mai.

1111.

Avril.

14. Avril.

1112.

Avril.

1118.

1119.

1119.

20. - 21. Octobre.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO

1122.
23 Septemb.

1122.
13 Decemb.

1125.
16 Septemb.

1128.

1133.
8, Juin.

1136.

1139.
27. Juillet

1142.
13 Decemb.

1143.

1143.
3. Septemb.

1145.

ficiorum per manum Laicam non conferen-
dis. Anno 1119. die XII. XIII. Kalend.
Novembriis. 66
Conventions entre l'Empereur HENRI
V. & le Pape CALLISTE II. tou-
chant les Investitures des Evêques & des
Abbez, par lesquelles l'Empereur renou-
ve au droit d'investir avec la Croix &
l'Anneau. Faites & publiées à la Diète
de Wormes le 23. Sept. 1122. 66
CALLISTE Pape II. Lettre Apostolique
ad HENRICUM V. Imperatorem de
Reconciliatione inter eos facta. Data La-
terani Idibus Decembris. 67
Acte de Partage entre ILDEFONS
Comte de Toulouse & RAYMOND
Comte de Barcelonne, Maris de DUL-
CIE & de FAYDETTE, Sœurs;
par lequel ils promettent de ne point alie-
ner le Comté de Provence au préjudice
de leurs Enfants & qu'ils ne pourront l'en-
gager ni hypothéquer qu'en présence de
quatre parents; & se transportent les foy
& Hommage de leurs Sujets. Fait le 16.
de Septembre 1125. 68
Regula Equitris Ordinis pauperum Commu-
nitatum TEMPLARIORUM pri-
mo in Conventu generali apud TRE-
CAS Anno 1128. habito ordinata, ac
eodem Anno ad instantiam eorum per
HONORIUM II. Papam in Conci-
lio Trecenti confirmata Scriptisque manda-
ta. 68
INNOCENTII Pape II. Concessio
alio die Terrarum Comitisse MATHIL-
DE LOTHARIO II. Imperatori
& RIGET Imperatrici pro eis eorum-
que Filia & Genero HENRICO Ba-
rvaria Duce facta, sub obligatione Honni-
i, & Censu, nec non Reverfionis, post eo-
rum obitum, ad Sanctam Sedem Apostoli-
cam. Data Laterani sexto Idus Junii. 74
Confirmation de l'Empereur LOTHAR-
RE II. de partage des biens de l'Eglise
de NIVELLE en trois Portions; la
première à l'Hôpital, la seconde à l'Ab-
beffe, & la troisième aux Chanoines &
aux Chanoinesfes. Fait à Aix la Cha-
pelle en 1136. 75
INNOCENTII Pape II. Confirmatio
Regii Tituli à Papa HONORIO II.
ROGERIO III. Regi Sicilia concessi.
Dat. in Territorio Monanensi VI. Kal.
Augusti Anno Incarnat. 1139. Indictione 2. 75
ALPHONSI Regis Portugallie Epistola
ad LUCIUM Papam II. qua Re-
gnum suum Beato PETRO & Sancta
Romana Ecclesia tributariam constituit,
nimirum sub annuo censu quatuor uncia-
rum auri, facta Obligationis Charta. Era
M. C. LXXX. Idibus Decembris, cum
Domini Pape Acceptatione de dato La-
terani Kalendis Maji. 76
Rescript de l'Empereur d'Occident CON-
RAD III. à l'Empereur d'Orient
EMANUEL COMMENE, tou-
chant la Paix entre les deux Empires. 76
Instrumentum Divisionis inter ADALBE-
RONEM Archiepiscopum Hammabur-
gensium & Dominam Ducissam GER-
TRUDEM & huius Filium HEIN-
RICUM Puerum, Saxonie Ducem unâ
cum ALBERTO Marchione facta, qua
Paludem Australem Villis SANTOU,
STRABELINGHEHUSEN,
OCHTMUNDE, HASBER-
GEN conterminant aqua inter se portione
dividunt, & habitatoribus excolendam
dant, ita tamen, ut ab his dicto Archie-
piscopo quilibet Anno Denarii solvantur
& Decime offerantur. Anno CHUN-
RADI Regis VI. Incarnationis 1143.
Indict. V. Brema III. Non. Septembr. 77
Facta & Conventiones inter Archiepiscopum
Magdeburgicum FRIDERICUM,
& HARTWICUM Comitem Diet-

maringensium & huius Matrem RI-
CHARDAM Marchionissam facta, &
à Romanorum Rege CHUNRADO
confirmata, y quibus actus HART-
WICUS Archiepiscopo possessiones suas
quas de Patrimomo suo Hereditaria Suc-
cessionem acceperat JERICHOWA
senior, LINTIN, WRANGEN-
STEIN, ERREBASLEVE cum
suis pertinentiis, sub reservato sili usu-
fructu, annua pensione aliisque conditioni-
bus cedit & confort. Anno Incarnationis
M. C. XLV. Indictione VIII. Magdeburgi.

Traité de Paix entre BERENGER II.
dit le Jeune, Comte de Provence, &
ESTEPHANETTE ou ETIEN-
NETTE Baronne de Baulx en 1150. 78

ALPHONSI I. Regis Portugallie Con-
stitutio de Insignibus Regis Requinque Por-
tugallie, que ob visionem miraculicm eidem
uira Tagum in agro antiquo cultus osten-
sam ferre iussit. Facta curia Calim. III.
Kal. Nov. Anno 1152. 79

Conventio inter STEPHANUM Regem
Anglie & HENRICUM Ducem
Normannie, qua Rex Ducei hunc Suc-
cessorem & Hæredem Regni Anglie decla-
rat. Dat. apud Westmonasterium Anno
1153. 373

Epistola HADRIANI Pape IV. ad FRE-
DERICUM Romanorum Imperatorem de
verbis Beneficium & Contulimus, ab
ipso in quodam Diplomate usurpatis; quod
nimirum hæc verba, ubi de Dignitate
Imperiali agitur, minime intelligi debeant
de aliqua Collatione feudali, sed tantum-
modo de bono facto, prout in Sacris
Scripturis statim reperitur edita. 79

Epistola HADRIANI IV. Pape ad
FRIDERICUM Imperatorem, qua
de duplici injuria SEDI APOSTO-
LICE per ipsum illata; videlicet de
anteponfitione proprii nominis in Epistolis;
& de Homagio ab Episcopis exacto con-
queritur; eundemque ad respiciendum
minus adfectu hortatur. 80

Littere ADRIANI IV. Pape ad HEN-
RICUM II. Regem Anglie, quibus illi
postulatam concedit Insulam Hibernie sibi
subiectam, sub conditione solvendi annuatim
unus denarii pro singulis Dominis. 374
Concessio Summi Pontificis ADRIANI
IV. Regi Anglorum HENRICO II.
facta de occupanda Hybernia, sub stipula-
ta annua annis Denarii Beato Petro sol-
venda pensione. 80

FRIDERICI I. Imperatoris Diploma,
quo Beneficium Comitatus & Marchie, ab
Imperatore OTTONE HEYMO-
NI Viradunensi Episcopo & Successoribus
eius concessum, Episcopo ALBERTO
confirmatur. Datum Columbarie 16. Kal.
Septembris 1156. Cum Limitibus Comita-
tus Viradunensis. 80

Imperatoris FRIDERICI I. Privilegium
quo post sententiam de Ducatu Bavorie &
Marchianatu Austria supra Anafin, inter
HEINRICUM Austrie & HEIN-
RICUM Saxonie Duces latam, dictum
Marchianatum in Ducatum erigit, eumque
variis prerogativis ditat; preteritum quod
non extantibus Ducum Austria Filii mar-
culis, Filia senior in prefato Ducatu suc-
cedere debeat. Datum Ratisponæ 13. Kal-
lend. Octob. 1156. cum Confirmatione Im-
peratoris FRIDERICI II. Duci Aus-
trie FRIDERICO in dulo, cum ad-
jecto hoc Privilegio, ut Dux Cracum Ca-
sarei Diadematis suo principali pileo inferat.
Dat. Verone, mense Junio 1245. & Trans-
sumptio horum Privilegiorum per LEO-
NARDUM Episcopum Patavienfem,
Viennæ in Curia Episcop. Ind. 15. die 17.
Aprilis 1437. 81

Pax publica per FRIDERICUM I.
Impe- 81

ANNO

1150.

1152.
30. Octob.

1153.

1154.

1155.

1156.
17. Août.

1156.
17 Septemb.

1157.

DE LA I. PART. DU TOME I.

ANNO

Vers l'An

1158.

1159.

1160.

17. Avril.

1161.

1. Sept.

1162.

10. Juin.

1166.

9. Janvier.

1167.

7. Mars.

1167.

Octobre.

1169.

1170.

26. Fevrier.

1171.

Imperatorem Ratibone constituta ad totius Germaniae quietem & tranquillitatem instaurandam.

Pax publica per FRIDERICUM I. Imperatorem Romanis pro partibus Italiae constituta.

ALEXANDRI III. Summi Pontificis Epistola monitoria ad SUEVEM Danorum Regem de Consu Regni Sanctae Sedi Romanae solvendo.

Conditions, auxquelles FRIDERICI I. Empereur reçoit ceux de MILAN, qu'il prétendait s'être revoltés de son obéissance, accordées en 1159.

Diploma Donationis Imperatoris FRIDERICI I. quo Episcopatum Bellunensem cum toto Comitatu & Jurisdictione Episcopo OTTONI obsecutus Pape ALEXANDRI III. partes ademptum, Aquilejensi Patriarchae PELEGRINO concessit, ita ut substituti Bellunenses Episcopi Investituram ab eodem Patriarcha deinceps recipiant. Datum Papae in generali Concilio post destructionem Cremae 15. Kalend. Maii 1160. Indict. 8.

Diploma Imperatoris FRIDERICI I. quo OTTONI Episcopo Bellunensi in pristinam gratiam recepto Episcopatus Bellunensis restituitur atque dictus Episcopatus ab Aquilejensi Patriarchatu iterum separatur. Dat. in Territorio Mediolani apud Landrianam Kalend. Sept. 1161. 86

Imperatoris FRIDERICI I. Investitura de Castro, Burgo & Districtu Finarum aliisque Juribus, & Locis, HENRICO GUERICO Marchioni Savonae concessa Anno 1162. Indictione X.

FRIDERICI I. Romanorum Imperatoris Investitura HENRICO GUERICO Marchioni Savonae de Marchia & Civitate huius nominis concessa. Datum Papae 17. Idus Junii 1162.

Privilegium à Romanorum Imperatore FRIDERICO Civitati Aquisgrano indulgentiam de celebrandis Nundinis & cunctis Monetis; quo insuper abrogat & condemnat certam consuetudinem iniquam, quae in Populo Aquisgrani locum Iustitiae obtinuit, ut scilicet, qui de calumnia vel aliqua re impediebatur, non poteras expurgationis suae satisfactionem aliam offerre nisi per sustinuerat quam inclinatus de Terra levasset, quamvis si subito non invenisset, in poenam corporis decederet. Dat. Aquisgrani 5. Idus Januarii Anno Domini Incarnationis 1166. Indictione XIV.

Traité de Paix entre PHILIPPE Comte de Flandre & FLORENS Comte de Hollande, fait après que PHILIPPE eut fait FLORENS prisonnier & durant sa prison, en 1167.

Traité entre FRIDERIC I. Empereur, & le Peuple de ROME, l'An 1167.

Pax & Concordia inter ALDEPHONSUM Castellae Regem; atque SANCIUM Navarra Regem super Castellis, pecoriis, & facultatibus ad X. Anni facta. In Abbatia Siterum Era M.C.C. V. mense Octobris.

Littere HENRICI Angliae Regis ad ejus Filium; quibus significat pacem THOMAE Archi-Episcopo Cantuariensi concessisse, & praecipit, ut Feudum Archi-Episcopale ei restitueretur. Actum apud Chinum.

ALEXANDRI Papae III. Epistola ad ROGERIUM Archiepiscopum Eboracensem. Inhibet illi ne coronet Filium Regis, cum id debeatur Cantuariensi.

ALEXANDRI Papae III. Epistola ad eundem. Propter Coronationem HENRICI à divinis suspenditur &c.

Fragmentum Pacis & Amicitiae inter CIVITATEM SPALATINAM & JUPANUM SARACENUM; Quae de venditione & emptione Hominum,

TOM. I. PART. I.

Administrationeque Justitiae inter se conveniunt.

Engagement du Château de HYSTAL, fait à RADULPHE Evêque de Liège par GODEFROI Duc de Lorraine & confirmé par l'Empereur FRIDERIC I. en l'An 1171.

Juramentum HENRICI Senioris, Regis Angliae, pro purganda innocentia sua de occasione Archiepiscopi Cantuariensis, deque non recedendo ab ALEXANDRO Papa & Catholicis ejus Successoribus, neque impediendo Appellationes in Regno suo ad Romanum Pontificem fiendas, ac de restitutione in integram Ecclesiae Cantuariensis, emissum apud Avinonem 5. Kal. Octobris.

Abolutio HENRICI II. Angliae Regis à sacrilega nece THOMAE quondam Archiepiscopi Cantuariensis per ALBERTUM Tituli Sancti Laurentii de Lucina, & THEODINUM Tituli Sancti Vitalis, Presbyteros Cardinales Apostolicae Sedis Legatos.

HENRICI Junioris, Regis Angliae, Littera ad ODOM PRIOREM Ecclesiae Cantuariensis, de Appellatione ejus ad Romanam Ecclesiam, quod Pater suus HENRICUS Rex absque suo consensu quasdam minus congruas Personas in dicta Ecclesia Cantuariensi alitque Ecclesiis Provincialibus insisteret attemptet.

Conventio inter HENRICUM II. Regem Angliae & HUMBERTUM Comitem Mauriana super Matrimonio inter JOHANNEM Filium dicti Regis & AALEM Filiam dicti Comitis contracto.

Anno 1173. Littere HENRICI II. Regis Angliae ad ALEXANDRUM III. Papam, quibus de Rebellionem Filiorum conqueritur & ipsius auxilium implorat Anno 1173.

Traité de Paix entre HUGUES III. Duc de Bourgogne, & GUI, Comte de Nevers. Fait à Beaune en 1174.

Concordia & Pax inter HENRICUM Angliae Regem & ejus Filios facta, qua praefati Filii in paternam gratiam recipiuntur, omnes Homines & Barones ab eo recessi absoluntur, unicuique Terra & Castellum sua restituntur & omnis malitia remittitur.

Aliud & plenius Exemplar ejusdem praedicti Tractatus.

SEBASTIANI ZIANI Ducis Venetorum Investitura, ROGERIO Filio Comitiss JADRÆ, super Castro RESSE cum omnibus pertinentiis concessa.

Anno 1174. mense Augusti. Indict. 7. 91 Pax HENRICI Angliae Regis cum FRANCORUM REGE, atque FILIIS suis facta; qua primogenito Filio suo singulis Annis XV. Marcas librarum Andegavensium & duo Castella se datum promittit; secundo vero medietatem reddituum PICTAVIAE & tertio medietatem reddituum BRITANNIAE, tum etiam cunctis Hominibus à se recessi eorum bona reddit.

Actum inter Urbem Turbunicam, & Ambazium V. Idus Octobris.

Instrumentum Pacis WILLIELMI Scotiae Regis cum HEINRICO Angliae Rege facta; per quam ille devenit homo Ligus Regis Anglorum de Scotia; & de omnibus Terris suis, nec non Ecclesiam Scotiae eandem subjectionem Ecclesiae Angliae facturam concedit, qualem olim solebat, & omnes fugitivos ex Terra praefati Angliae Regis se redditurum promittit. Datum in Pago Constantiensis VI. Idus Decembris.

Ejusdem Pacis aliud Exemplar fufius atque locupletius.

ibid.

Adhuc aliud Exemplar ejusdem.

Littere HENRICI Angliae Regis, quibus

b 2 Filio

ANNO

1171.

29. Sept.

1172.

27. Sept.

1172.

1173.

1174.

1174.

Adult.

11. Octob.

8. Decemb.

1175.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO	Filio HENRICO iram & indignationem, respiciendo ejus humilitatem, remittit, cuiusque in paternam gratiam recipit. 93	Pace inter se & FRIDERICUM Imperatorem inita. Venetia in Kivento octavo Idus Augusti 1177. 101	ANNO
1175.	Refutatio sive Donatio qua BURCHARDUS Aquilejensis Ecclesie Advocatus, pro remedio anime sue, cedit & tradit in manus Patriarche UDALRICI Aquilejensis, pro se & Successoribus in perpetuum, jus totum Advocatie quod habuit super omnibus bonis prefata Aquilejensis Ecclesie. 93	Confirmatio Pacis per FRIDERICUM Imperatorem. Dat. apud VENETIAS 15. Kalendas Octobris Indictione X. 101	1177.
1176.	Pax & Reconciliatio inter ALEXANDRUM III. Papam & FRIDERICUM I. Imperatorem Anagnina tractata, atque praesumptuiter conventa. Anno 1176. 95	Confirmatio & Ratificatio Pacis Italice per PRINCIPES IMPERII in Instrumento subscripti. 102	17. Sept.
31. Août.	Pacta Induciarum, inter IMPERATOREM & PRINCIPES ac CIVITATES Italiae. Pridie Kal. Septembris 1176. 95	Imperatoris FRIDERICI Epistola ad Abbatem & Fratres Ordinis Cisterciensis, de discordiis inter se, & ALEXANDRUM Papam penitus solitis, Paceque & Concordia inter eos restaurata. 102	Septembre.
24. Sept.	Compromissum inter ALDEPHONSUM Castellae & SANCUM Navarra Regem, de accipiendo Iudicio ab HENRICO Anglie Rege super querelis inter se habitis. Actum inter Navarres & Lucronium. Era M. CCXIII. VIII. Calen. Septembris. 96	Tractatus inter LUDOVICUM VII. Francie Regem atque HENRICUM Anglie Regem, qui faciunt simul signum S. Crucis suscipere & in servitium Christianitatis, Hierosolymam proficisci, tum etiam pro posse invicem Terras suas contra omnes homines protegere, in bona Antiochia perseverare, interim etiam ab invicem de Terris quas possident, nihil petere, exceptis quibusdam venditi, & Castris de quibus conveniendi certos elegant Arbitros; & finaliter statuunt, qua in dicta peregrinatione observanda sunt. 102	25. Sept.
1177.	Laudem HENRICI Anglie Regis inter ALDEPHONSUM Castellae, & SANCUM Navarra Regem super querelis inter eos occasione quorundam Castellorum & Terrarum habitis, quo plenariam utrique parti restitutionem eorum, quae ab illis in iure petita erant, adjudicat. 96	Littera LUDOVICI Francie Regis, quibus profectum, se Terram Anglie Regis in Cismarinis partibus sitam in suam custodiam accepisse. Actum apud Venetias. 103	1178.
Fevrier.	Ejusdem Lendi aliud Exemplar, ex RADULPHO DE DICETO. 96	Articles & Conventions entre ALPHONSE I. Comte de Provence & HUGUES Baron de Banlx, faites en 1178. 103	13. Nov.
25. Juin.	Willielmi Siciliae Regis Diploma de Matrimonio inter se, & JOHANNAM Anglie Regis HENRICI Filiam contracto, deque Dotario dictae suae Sponsae super Comitatu Montis Angeli, aliisque Civitatibus, Monasteriis & Locis assignato. Datum in urbe Pannormitana mense Februarii. Indictione X. Anno 1177. 97	Conventio & Pax inter Consules Urbis PISANAE, & Consules ALBINGENSIUM, qua pro emendatione totius mali, & totius offensionis, quam Pisanis fecerant Albigenensibus, libras septingentas eidem ipsi solvere promittunt, & insimul Dacitam sive Datiam in Pisis dari solitam remittunt. In Saona Civitate in Ecclesia S. Petri 13. Novemb. Anno 1178. 103	1179.
1177.	Diploma FRIDERICI I. Imperatoris in favorem Praepositi & Canonicorum Ecclesiae Patriarchalis Aquilejensis concessum, per quod omnes Regum Largitiones, Imperatorum Concessionem, & Fidelium Oblationem, quas dicta Ecclesia possedit, vel insuturum adipisci poterit, confirmantur. 94	Convention passée entre GODEFROI Duc de Brabant, & PHILIPPE Comte de Flandre, au sujet du Mariage de HENRI Fils de Godefroi, avec MATHILDE Niece de Philippe; passe l'An 1179. 104	23. Mai.
Juillet.	ALEXANDRI Papae ad Eboracensem Archiepiscopum, & Dunelmensem Episcopum Littera de Pace Anagnina, Venetiisque cum Imperatore inita. Dat. septimo Kalendas Augusti 1177. 100	Decretum ALEXANDRI Papae de Electione Romani Pontificis, quod nimirum si Cardinales inter se de substituendo Pontifice concordare voluerint, ille Romanus Pontifex habeatur, qui a duobus partibus electus fuerit & receptus. 104	1180.
Août.	Diploma affecurationis per Imperatorem Ordinibus Italiae datum, quod quamdiu Induciae duraverint, neminem de societate eorum velit judicare pro fidelitate ei non praestita. 100	ALEXANDRI III. Romani Pontificis Bulla de Dignitate Regia per ipsum ALPHONSO I. Regi Portugalliae, suisque Haereditibus concessa, seu confirmata, sub obligatione duarum Marcharum auri singulis Annis Sanctae Sedi persolvendarum. Datum Laterani 10. Kalend. Junii Indict. 2. Anno 1179. 105	28. Juin.
1. Août.	Diploma Induciarum ad quindecim Annos inter FRIDERICUM Imperatorem & WILLELMUM Regem Siciliae initarum. Dat. mens. Augusti Anno 1177. Indictione X. 100	Formula Federis & Amicitiae inter PHILIPPUM II. Francorum & HENRICUM II. Anglorum Regem, qua ad auferendam omnem discordiam occasionem de eligendis, ni alio fieri possit modo, certis Arbitris, qui inter se iudicent, conveniunt. 105	13. Juil.
1. Août.	Sacramentum de Pace inter PAPAM & IMPERATOREM per sequentes Principes Imperii factum Kal. Augusti 1177. 101	Tractatus inter PHILIPPUM II. Regem Francie & HENRICUM II. Regem Anglie pro mutua Amicitia auxilisque sibi invicem praestando. Dat. inter Gisors & Friam 4. Kal. Julii Anno 1180. 378	24. Juil.
6. Août.	ALEXANDRI III. Papae Epistola ad RICHARDUM Cantuariensem Archiepiscopum, & ad Suffraganeos ejus, de	Sententia FRIDERICI I. Romanorum Imperatoris in favorem ADILBERTI Episcopi Frisingensis, contra HEINRICUM DE BRUNSWIK quondam Bavariae & Saxoniae Ducem lata, qua Forum in Vergen ab HEINRICO in Villam Munchen translatum in vacuum revocatur, & una cum Ponte a dicto HEINRICO destructo, ADILBERTO restituitur, Ratidona 3. Idus Julii 1180. Indict. XIII. 105	
		Transactio sive Pactio inter HENRICUM	

DE LA I. PART. DU TOME I.

ANNO

Gradensem & ULDERICUM A-
quileiensem Patriarcham, coram ALEX-
ANDRO III. Pontifice Maximo inita,
per quam prefatus HENRICUS suo
nomine ac Ecclesie Patriarchalis Gradenfis
cedit, donat, & transfert in manus pre-
dicti ULDERICI prope totam Juris-
dictionem suam, exceptis duobus Plebibus
cum redditibus pertinentibus usque ad sum-
mam 70. Librarum annuatim Veronenfium.

1182.

Accord entre HUGNES III. Duc de
Bourgogne, & PABBE & COU-
VENT de CHATILLON sur
Seine touchant les Droits de Seigneurie &
Justice audit Duc sur eux & leurs Hom-
mes & Sujets. Fait l'An 1182.

27. Mai.

Dispositio HENRICI Junioris Anglie
Regis; qua per modum Testamenti quan-
dam partem pecunie sue certis Personis &
Locis deputat & legat. Datum, Anno
Incarnationis Domini 1182.

Privilegium Imperatoris FRIDERICI I.
Civitatis SPIRE concessum, quo Exem-
tionem a nefanda Consuetudine BUD-
THEIL vocata per Imp. HENRICUM
V. dictae Civitatis indultam confirmat, nec
non in favorem Civitatis contra ULRI-
CUM Episcopum Spirensem ita interpre-
tatur, ut infirmis ab isto Jure quod Haube-
recht dicitur penitus sit exempta, nisi
& a solutione nummorum, quos vulgo
Bann-Pfennig & Schote-Pfennig appel-
lantur &c. Moguntia a. VI. Cal. Junii
Indict. XV. 1182.

1184.

Ordinatio PHILIPPI II. Francie, &
HENRICI Anglie Regum, Consilio
Episcoporum, Comitum & Baronum Ter-
rarum suarum, de contributione in subdi-
tione & subventionem Terrae Hierosolymita-
ne, facta in decem Annos a Nativitate
Sancti Joannis Baptiste Anno 1184. Cum
INDULGENTIIS per Episcopos
Normannia auctoritate Domini Pape omni-
bus illis, qui prefatam Eleemosynam trans-
miserunt impertitis.

1186.

3. Juin.

Accord entre HENRI Roi des Romains
& depuis Empereur VI. du nom, &
HUGUES III. Duc de Dijon. Fait
le 3. de Juin de l'An 1186.

9. Juin.

Romanorum Imperatoris FRIDERICI
Concessio Communitati Civitatis Medio-
lancensis facta de quibusdam Locis inter
Abduan & Olum existentibus, & olim
jam per prefatam Communitatem possessis.
Data Anno 1186.

1187.

11. Fevrier.

Donatio per Imperatorem FRIDERICUM
I. Romanorum Regem, de Castro Regnani
cum Curia, pertinentiisque, BERNAR-
DO Parmensi Episcopo facta Papae apud
S. Salvatorem 11. Febr. 1187.

30 Decemb.

Pax publica & Religio per FREDE-
RICUM I. Imperatorem in Comitibus
Nurenburgensibus sancita, & mandata
prescripta contra Incendarios. Actum
Nuremberg, in presentia Principum,
consilio & consensu eorum, Anno Incarna-
tionis 1187. die 3. Kalend. Januar.

1188.

Litterae Romanorum Imperatoris FRIDE-
RICI, quod HENRICO Anglie Regi
in sua Expeditione contra Turcas auxilia-
tus, & de Vicualibus secundum ejus
petitionem provisurus sit.

Concambium inter ULRICUM Epis-
copum Spirensem & RUDOL-
PHUM Comitem Palatinum de Tübinga,
super Bebenhausen appertinentiisque in
presentia Imperatoris FRIDERICI
ejusque Filii HEINRICI Romanorum
Regis, existentibus eo tempore Ecclesie
Spirenfis Advocatis; una cum eorundem
approbatione factum, Spira 1188.

Litterae CURSACI ANGELI Roma-
norum Imperatoris, HENRICO An-
glie Regi datae; quibus ei securum transi-
tum contra Saracenos per Terras Imperii
atque copiosum Mercatum concedit.

TOM. I. PART. I.

Litterae RICARDI Anglie Regis ad
Archiepiscopos, Comites, Barones & omnes
Status Anglie; quibus WILLIELMO
Scotorum Regi ejus Castellum Rockelburgh
& Berwicke reddit, eum & Heredes
ejus ab omni ligantia & subjectione, quas
HENRICUS, prefatus Anglie Regis
Pater per captionem ab eo exortis, quictos
reddit.

Earundem Litterarum exemplar aliud.

Conventio inter PHILIPPUM Regem
Francie & RICHARDUM I. Regem
Anglie, super Expeditione in Terram
Sanctam suscipienda facta. Dat. apud
Nonancum die 30. Decembris 1189.

Statuta inter ANGLIE & FRANCIE
REGES sancita, & in peregrinatione
Jerusalemiana ab utraque parte Exercitus
aliquae observanda.

Litterae RICARDI Anglie Regis, TAN-
CREDO Sicilie Regi datae; quibus
Pacem perpetuam per Terram & Mare se
servaturum promittit; Porro etiam ad firm-
mandum inter eos archus fideus, Matrimo-
nium inter suum Nepotem ARTHU-
RUM Britanniae Ducem, & prefati
Regis Sicilie Filiam contrahendum condit.

Jurjurandum RICARDI Anglie Regis
super Pace servanda TANCREDO
Sicilie Regi totique Regno ejus per Terram
& Mare.

Privilegium a BREMUNDO Principe
Antiochie COMMUNITATI JA-
NUENSI concessum, de libertate per
totam suam Terram in Antiochia, Leo-
dicea & Gabulo Commercea exercendi,
& quidem (quantum consicere licet) absque
ullo Teloneo vel Gabella. Actum est hoc
Privilegium Anno Christi 1190. Indict. 8.
die 1. Septembr.

Tractatus permutationis inter RICARDUM
Anglie Regem, & Archi-Episcopum Rotho-
magensem WALTERUM, quo dictus
Archi-Episcopus, cum consensu summi
Pontificis, & Ecclesie Rothomagensis,
prefato Regi, ejusque Heredibus Villam
sive Manerium de ANDELI, cum Cas-
tello de RJEPE, & omnibus pertinen-
tiis concedit, exceptis tamen Matrimo-
nium inter suum Nepotem ARTHU-
RUM Britanniae Ducem & predicti
Regis Filiam contrahendum significat, &
suam Sanctitatem enixe rogat, quatenus
ea firmata Pacis servande, Matrimonium
consummandi, & in casu, quo Matrimo-
nium non fieret, restituenda ei pecunie
dotaria, fidejussionem pro se erga Regem
TANCREDEM suscipiat. Apud
Messaniam 11. Novemb.

Litterae RICARDI Anglie Regis summo
Pontifici CLEMENTI datae; quibus
Pacem inter se & TANCREDEM
Sicilie Regem initam, nec non Matrimo-
nium inter suum Nepotem ARTHU-
RUM Britanniae Ducem & predicti
Regis Filiam contrahendum significat, &
suam Sanctitatem enixe rogat, quatenus
ea firmata Pacis servande, Matrimonium
consummandi, & in casu, quo Matrimo-
nium non fieret, restituenda ei pecunie
dotaria, fidejussionem pro se erga Regem
TANCREDEM suscipiat. Apud
Messaniam 11. Novemb.

Testament & Dispositio de PHILIPPE
II. surnomné le Conquerant ou Auguste,
pour le Gouvernement de ses Etats pen-
dant son Voyage de la Terre Sainte. Fait
à Paris l'An 1190.

Confirmationis Litterae INNOCENTII
Papae super permutatione inter WAL-
TERUM Archiepiscopum Rothomagen-
sem & RICARDUM Anglie Regem
facta.

Bulle du Pape CELESTIN III. adressée
à HENRI DE WALPOL, Maître
des Hospitaliers de St. Marie de Jérusa-
lem, par laquelle il confirme leur Institution,
sous le nom de la Maison Teutonique des
Freres Hospitaliers de Sainte Marie de
Jérusa-

ANNO
1189.

30. Decemb.

1190.

1. Sept.

16. Octob.

11. Nov.

1191.

12. Fevrier.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO

1191.
Mars.

1193.

Janvier.

17. Fevrier.

8. Juillet.

1195.
5. Decemb.

1196.

6. Mars.

1197.

Jerusalem, & leur donne la Regle de St. Augustin avec l'habit blanc & la Croix noire à Rome à St. Jean de Latran le 12. Fevrier 1191. 116

Conventio inter PHILIPPUM II. Regem Francie & RICHARDUM I. Regem Anglie, qua inter se de possidendis quibusdam Regionibus, & de rescindendo Pacto Matrimoniali inter dictum Anglie Regem & ALOIN, Sororem PHILIPPI II. inito conveniunt. Dat. apud Messaniam. mense Martio Anno 1191. 379

Traité entre BRUNON Archevêque de Cologne & ses Sujets, & HENRI Duc de Lorraine, fait en l'Année 1193. & confirmé par ADOLPHE Archevêque de Cologne en 1203. 116

Conventio facta inter JOHANNEM Comitem Moretti, Fratrem, RICHARDI Regis Anglie, postea factum Regem Anglie & dictum JOHANNEM sine Terra, & Regem Galie PHILIPPUM Augustum, qua continet partitionem plurimum magnarum Terrarum. Paris. Januario mense, Anno Incarnationis 1193. 117

Conventio inter HENRICUM VI. Imperatorem & RICHARDUM I. Regem Anglie, qua inter alia Rex Imperatori pro obtinenda liberatione ex carcere 100000. Marcarum argenti promittit Anno 1192. 382

Bulle d'Or pour l'accommodement entre HENRI VI. Empereur, & RICHARD I. Roi d'Angleterre son Prisonnier, qui lui donne pour sa rançon cent mille Marcs d'argent. Fait à la Diète d'Hagenau, le 17. Fevrier 1193. 118

Traité de Paix entre BAUDOIN Comte de Flandre, & PIERRE Comte de Nevers, fait par l'entremise de PHILIPPE II. Roi de France en 1193. 118

Tractatus Pacis inter PHILIPPUM II. Francie, & RICHARDUM I. Regem Anglie conclusus. Dat. Medunche 8. Idus Julii Anno 1193. 380

Instrumentum Pacis inter PHILIPPUM Augustum Regem Francorum, & RICHARDUM Regem Anglorum sancitæ inter Exoldunum & Charroctum, in Vigilia Sancti Nicolai Anno 1195. 119

Cessio sive Abdicatio Vernontis & Longavillæ in Beneficium PHILIPPI Pulchri Francorum Regis, scilicet in vim Tractatus habitus inter Reges Francor. & Anglor. 1195. 119

Cessio sive Abdicatio Castellæ PACIACI cum tota Castellania, in beneficium PHILIPPI Pulchri Francorum Regis per ROBERTUM Comitem Leycestrie, vigore & executione Pacis inter prefatum PHILIPPUM & RICHARDUM Anglorum Regem sancitæ Anno 1195. 120

Fœdus & Conventio inter RICARDUM Anglie Regem & BALDEWINUM Comitem Flandrie inita; qua invicem promittunt, quod neuter sine alterius consensu Pacem cum Rege Francorum initurus sit; Et in casu quo, Pace inter eos & dictum Francorum Regem facta, alteruter ab eo guerraretur, ad mutuum auxilium se obligant. Actum ante Insulam Andaley. 120

Traité par lequel l'Empereur HENRI VI. confirme BAUDOIN Evêque d'Utrecht dans la possession du Comté de Velau, & BAUDOIN le cede à HENRI Duc de Lorraine & de Brabant. Fait le 6. de Mars 1196. 120

Forma Pacis & Concordie inter Regem Anglie RICHARDUM I. ECCLESIAM atque ARCHIEPISCOPUM Rothomagensem, qua permutato à dicto Archiepiscopo Manerio de Andelo cum

aliis à Rege in Excambium datis Locis, ortis similitates componuntur. Factum apud Rothomagum Anno 1197. 121

Traité entre HENRI Duc de Lorraine, & LOUIS Comte de Lon au sujet de la Terre de Muffal. Fait l'Année 1197. 121

Traité de Paix entre HENRI Duc de Lorraine & le Duc de GUELDRÉ. 122

Traité de Paix entre le Duc de LORRAINE & le Comte de GUELDRÉ. 122

Litteræ quorundam GERMANIÆ Principum ad Papam INNOCENTIUM III. quibus ipsum rogant, ut Electionem OTTONIS IV. in Imperatorem confirmare velit, Anno 1198. 381

Resignatio HEINRICI Comitiss Palatini Rheni de Advocatia Ecclesiæ, & Civitatis Treverensis, cum omnibus Appendiciis, tam feudatis quam non feudatis, per ipsum JOANNI Archiepiscopo Treverensi cessa & renunciata; & quidem hoc pacto, ut sub nullo pretextu unquam dictam Advocatiam repetere possit, Anno 1198. 123

Ejusdem RESIGNATIONIS aliud Exemplum, sub dato diverso, & cum variis differentiis. 123

Donation de la Garde de l'Abbaté de Flavigny, faite par PHILIPPE II. dit AUGUSTE Roi de France à EUGÈNE Duc de Bourgogne en l'Année 1198. 123

INNOCENTII III. Epistola ad SANCIIUM Regem Portugallie de Censu annuo quatuor auri unciarum per ALPHONSUM Regem Romanæ Ecclesiæ promissio, atque debito. Dat. Romæ 8. Kal. Martii. Pontificatus sui Anno primo. 123

Traité de Confédération entre PHILIPPE de Suabe Roi des Romains & PHILIPPE II. dit Auguste Roi de France, par lequel le Roi des Romains promet à PHILIPPE II. de le secourir contre RICHARD Roi d'Angleterre, le Comte OTHON son Neveu, & BAUDOIN Comte de Flandre. Fait à Wormes le 29. Juin Anno 1198. 124

Ejusdem Confederationis aliud Exemplar. 382

INNOCENTII Papa III. Epistola ad SANCIIUM Portugallie Regem, qua Personam suam & Regnum Portugallense sub Beati PETRI & Sanctæ Sedis Protectione de novo suscipit atque recipit. Datum Laterani Nonas Decembris 1198. 124

INNOCENTIÛ Papa III. Epistola ad SANCIIUM Regem Portugallie. Gratiæ agit de Censu annuo quatuor unciarum auri recognito. Mittit Rescriptum ALPHONSI Patris de mille Aureis ALEXANDRO Papa donatis, & de centum Censualibus annuatim solvendis; rogat eum & adhortatur, ut omnia per dictum ALPHONSUM concessa, sine ulteriori difficultate, persolvat. Datum Laterani Idus Decemb. Anno Pont. I. 124

Traité de Paix entre PHILIPPE II. Roi de France, & BAUDOIN Comte de Flandres. A Peronne, au mois de Janvier 1199. 125

Tractatus Pacis inter BALDUINUM Comitem Flandrie & Hayoniam, PHILIPPUM Fratrem eius, Comitem Namurcensem, & THEOBALDUM Comitem Barri & Luxemburgi. Dinant 7. Cal. Augusti 1199. 125

Traité de Paix entre PHILIPPE II. dit Auguste, Roi de France, & BAUDOIN Comte de Flandres, fait à leur entremise de Peronne aux fêtes de Noël de l'Année 1199. 126

Pax inter PHILIPPUM II. Regem Gallie, 126

ANNO

1197.

1198.

24. Avril.

29. Juin.

5. Decemb.

9. Decemb.

1199.
Janvier.

26. Juillet.

1200.
Mai.

DE LA I. PART. DU TOME I.

ANNO

Gallie, & JOANNEM Regem Anglie sine Terra vocatum inita; per quam Civitas Ebroicarum cum Ebroicio 200 Regi Gallico ceditur, & LUDOVICO ejus Filio BLANCAM Regis Castellae Filiam in uxorem ducturo certa Bona destinantur; Concordatur insuper, quod Britannia Armorica prefato PHILIPPO, & Normandia JOHANNI tanquam Feudum Regia cedere debeant. Actum apud Goleston, Anno ab Incarnatione Domini 1200. mense Majo. 126

1200.

Cessio & Abdicatio Urbis Ebroicarum in beneficium PHILIPPI Francorum Regis, per ALMARICUM Comitem Glocestriae, propria voluntate & de Mandato JOANNIS Regis Anglie. Actum Golesto Anno 1200. mense Majo. 127

Aliud Instrumentum Cessionis Ebroicarum Civitatis per ALMARICUM Comitem Glocestriae, virtute Tractatus Pacis de Anno 1200. 127

18. Août.

Pactum inter JOHANNEM Regem Anglie, & BALDUINUM Comitem Flandriae & Hannoniae, conclusum apud Castrum de Rapppe Andelati 18. die Augusti Anno 1200. 982

1201.

Don de la mouvance de MONTBAR au Duc de BOURGOGNE, par le Comte de Bar sur Seine. Fait l'An 1201. 127

1202.

Traité de Paix entre HENRI Duc de LORRAINE & OTHON Duc de GUELDRÉS. Fait à Utrecht l'An 1202. 127

4. Fevrier.

Confederatio inter SANGIUM Regem Navarrae & JOHANNEM Regem Anglie facta. Dat. Engolism. die 4. Februarii 1202. 283

Traité de Paix entre HENRI Duc de Lorraine & OTHON Comte de Guel-dres. 128

15. Juin.

FRIDERICI Comitis Tullesis Littere de impignoracione Comitatus sui pro 350. Libris Brunnenfibus Domino TUL-LENSI EPISCOPO facta. Actum Tullis in Vigilia Sanctorum Cyrici & Juliae maris ejus Anno 1202. 128

Juillet.

Instrumentum Homagii, PHILIPPO Francia Regi, per ARTURUM Ducem Britanniae praestitum. Actum apud Gar-nocum mense Julio, Anno 1202. 129

1203.

Juillet & Août.

Lettres des Ducs & Comtes de BOURGOGNE, de NEVERS & de SOISSONS, par lesquelles ils exhortent PHILIPPE II. Roi de France à ne se pas laisser contraindre par le Pape ou par les Cardinaux à faire la Paix ou une Trêve avec JEAN sans Terres, Roi d'Angleterre; & lui promettent du secours; des mois de Juillet & d'Août 1203. 129

Traité de Paix entre HENRI Duc de Lorraine, & OTHON Comte de Guel-dre. Fait à Lorcvain l'An 1203. 129

Traité de Paix & d'Alliance entre ADOL-PHE Archevêque de Cologne & HEN-RIDuc de Brabant. Fait en l'Année 1203. 130

Tractatus limitum per HENRICUM Saxoniam Ducem, & Comitem Palatinum Rheni; cum Fratribus suis OTTONE IV. Romanorum Imperatore, atque WIL-HELMO, post celebratam apud Padel-burnam partitionem Hereditariam, con-clusus; quo portiones Caesaris termini con-stituuntur. Actum Anno 1203. 130

3. Novemb.

Traité de Paix entre HENRI Duc de Lorraine & THEODORIC Comte de Hollande. Fait le 3. de Novembre 1203. 130

1204.

Traité entre HENRI Duc de Lorraine, & le Comte de GUELDRÉ, concer-nant le Mariage de GERARD Fils du Comte avec MARGUERITE Fille du Duc. 131

Traité entre PHILIPPE Roi des Romains

& HENRI Duc de Lorraine & de Brabant concernant la Ville de Dusboung & autres. 131

Traité de Paix entre HENRI Duc de Brabant, & le Comte de LOS, par le-quel ledit Comte devient Vassal dudit Duc. 132

Concessio INNOCENTII III. summi Pontificis, PETRO Arragonum Regi, facta de Coronatione Regum & Reginarum Arragoniae impostum celebranda, ut ni-mirum dicti Reges & Regina in jussuram per Tarraconensem Archiepiscopum apud Casar-Angustum conveniant. 132

Traité entre HENRI Duc de Lorraine, & RAINAULD Comte de Boulogne par lequel HENRI cède à RAINAULD tout le Comté de Boulogne, moyennant une Pension de six cents Livres; & ils promet-tent de se secourir mutuellement, pour re-couvrer ce qui appartient à leurs Femmes en Angleterre. Fait à Vervuil au mois de Fevrier 1204. 132

Traité entre PHILIPPE Roi des Ro-mains, & HENRI Duc de Lorraine & de Brabant, par lequel PHILIPPE donne à HENRI l'Abbaye de Nivelles &c. à condition que HENRI aidera PHIL-IPPE de tout son pouvoir &c. Fait à Coblenz le 12. de Novembre 1204. 132

Tractatus Concordiae & Amicitiae inter Epi-scopum Ratisponensem CONRADUM & LUDOVICUM Ducem Bava-riae, quo dissensiones de Moneta; Teloneis & Judiciis communibus componuntur, Dux Ecclesiae aliquot Castra donat & de con-cedendo Ecclesiae Ducatu suo, in casu deces-sus sine Herede, sub certa conditione cum dicto Episcopo convenit. Dat. Anno 1205. Cum Confirmatione PHILIPPI Roma-norum Regis. 133

Traité entre HENRI Duc de Lorraine & LOUIS Comte de Los, par lequel le Comte cede au Duc le Château de Chan-mont &c. Fait l'An 1206. 135

Traité de Paix entre HENRI Duc de Lorraine & de Brabant, & LOUIS Comte de Los. 135

Convention passée entre EUDÈS Duc de Bourgogne, & l'Evêque de LANGRES, pour leurs Droits de Seigneurie dans la Ville de Châtillon sur Seine; & pour la Justice entre leurs Sujets. Fait en l'An-née 1206. 135

Traité entre HENRI Duc de Lorraine, & OTHON Comte de Guel-dre, conte-nant le Mariage de GERARD Fils du Comte avec MARGUERITE Fille du Duc. Fait à Lorcvain en 1206. 136

Instrumentum Trengarum inter PHILIP-PUM Augustum Regem Francorum, & JOANNEM Regem Anglorum inita-rum, apud Thuarciem mense Octobri Anno 1206. 136

Traité entre PHILIPPE Roi des Romains & HENRI Duc de Brabant, contenant le Mariage de HENRI Fils du Duc avec MARIE, seconde Fille du Roi des Romains. Fait à Gueylenhusen le 9. de Fevrier 1207. 137

Concession de PHILIPPE II. Roi des Ro-mains à THOMAS de Savoie, Comte de Maurienne faite en 1207. 137

Pactum Matrimonii inter HUGONEM Regem Cypri & AELIDEM Filiam HEN-RICI Comitis Campaniae. Actum Accona Nonas Decembris Anno 1207. 283

Deditio totius Regni ANGLIÆ & HY-BERNIÆ in Clientelam Sanctæ Ro-manae Ecclesiae, per JOANNEM Re-gem; spontanea voluntate & de commu-ni Baronum consilio; facti tamen liber-tatibus & Regalibus suis facta. Accedit JURAMENTUM praestati Regis, quod impostum semper fidelis Deo, Ro-manae Ecclesiae & summo Pontifici per-severaturus sit. 138

c 2

ANNO

1204.

Fevrier.

12. Nov.

1205.

1206.

Octobre.

1207.

9. Fevrier.

1. Juin.

5. Decemb.

1208.

Diplo-

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO				ANNO
1208.		Diploma Romanorum Regis OTTONIS, confirmans Libertatem, Jura & Consuetudines Communitatis Mediolanensis. Datum Anno 1208. 138		1212.
		Renouvellement d'Alliance entre THEODORIC Archevêque de Cologne, & HENRI Duc de Brabant. Fait en l'Année 1208. 139		26. Sept.
	2. Novemb.	Traité de Paix entre FRIDERIC I. Duc de Lorraine, & THIEBAUT Comte de Bar du 2. Nov. 1208. 384		
1209.		Epistola INNOCENTII Papæ III. ad JOHANNEM Anglorum Regem, qua eum Anathemate percussurum minatur, nisi intra tres menses post hujus Epistolæ suspensionem ea quæ ab illo requirit adimpleverit. 384		1213.
		Forma Interdicti ab Innocentio III. in Angliam constituta. Ibid.		
	Octobre.	Traité entre HENRI I. Duc de Lorraine & de Brabant, & l'Eglise de Saint WALTRUDE de Mons, touchant la Ville d'Heutels près d'Anvers. Fait au mois d'Octobre de l'An 1209. 139		
	30. Octob.	Diploma OTTONIS IV. Imperatoris Romanorum; quo Prærogative omnes & Privilegia ad Jurisdictionem ECCLESIE RAVENNATI spectantia; Item Donationes Comitatum, Castrorum & Locorum, cum singulorum expressa enumeratione eidem Ecclesie facta, confirmantur, atque novis adaugentur. Datum apud Castrum S. Miniatii tertio Kalend. Novemb. Indictione 13. Anno 1209. 140		19. Janvier.
	24. Nov.	Hommage prêté par PHILIPPE Marquis de Namur à HENRI I. Duc de Brabant pour la Terre d'Alost. A Louvain l'An 1209. 142		
1210.		Accord entre HERVE Comte de Nevers, & EUDE Duc de Bourgogne contenant l'échange de quelques Terres & Seigneuries. Fait à Veselay, l'An 1210. 141		
		Accord entre PIERRE Seigneur de Raviers, & HERVE Comte de Nevers, par lequel HERVE donne à PIERRE, la Terre de Raviers en Fief &c. Fait en 1210. 142		
		Accord entre EUDES Duc de Bourgogne & l'Abbé de S. Martin d'AUTUN, pour leurs Hommes du Bourg de S. Martin d'Avalon. Fait en 1210. 142		
1211.		Extraits du Traité fait entre LOUIS Fils de PHILIPPE II. dit Auguste Roi de France, & FERRANT Comte de Flandre, par lequel FERRANT quitte à LOUIS S. Omer & Aire, fait entre Lens & le Pont à Wendin en 1211. 142		
1212.		Epistola HENRICI Imperatoris Constantinopolitani ad universos Amicos suos, qua certos eos facit de Victoria ab ipso contra LASCARUM Imperatorem reportata. Dat. apud Pergamum in Oëlavis Epiphænie Anno 1212. 386		
	24. Fevrier.	Traité entre HENRI I. Duc de Lorraine & de Brabant, & GODEFROI Seigneur de Breda, & de Bergues, pour le Pêage qui se doit payer à Syrye en Zelande. Fait le 24. Fevrier 1212. 142		
	20. Mars.	Traité entre Romanorum Imperatorem OTTONEM IV. & LUDOVICUM Bavarie Ducem, quo præfatus Dux fide Juramento firmata promittit se imperium omni tempore vite sue fideliter Imperatori contra Papam, atque contra omnem Hominem servitutum, Imperator vero se eidem Imperi propitiū Dominum exhibiturum pollicetur. Actum apud Francofurtum 13. Kalend. Aprilis 1212. 143		
	16. Avril.	INNOCENTII Papæ III. Epistola ad ALPHONSUM Regem Portugallie de suspensione ejus, Requirique & in eo Successorum suorum in protectione S. Ecclesie Romana, cum integritate honoris & Dignitate quæ ad Reges pertinet, nec non de Censu duarum Marchiarum quem ALPHONSUM ipse statuit singulis Annis quantitatem dictæ Sanctæ Ecclesie persolvendum. Dat. Laterani 16. Kal. Maji Indict. XV. Anno Incarn. 1216. 144		
		FRIDERICI Romanorum Imperatoris Littere sub Aurea Bulla datæ, quibus OTTOGARUM in Bohemia Regem confirmat concedendo ei insimul ut ab omnibus exactionibus pecuniarum, & Justitia Curie Imperialis Regnum Bohemie perpetuo liberum sit. Acta sunt hæc 26. Septembris 1212. Indictione 15. 144		
		Compositio inter Episcopum Ratisbonensem CONRADUM, & Ducem Bavarie LUDOVICUM; qua hic varia Castra, Beneficia & Loca ab Ecclesia Ratisbonensi in Fendum recipi; Et vicissim eidem Ecclesie certa in Instrumento expressa Castra, si sine Havæde legitime decederit, donat; Porroque de conservandis Juribus utrinque in dicta Urbe antiquitus competentibus concordant. Datum Anno 1213. Indictione prima. 145		
		Statuta & Libertates à Rege Angliæ HENRICO I. in favorem Ecclesie, Baronum, Populi que Regni Angliæ sancta, & concessa. 146		
		Decretum Papæ INNOCENTII III. in causa Matrimonii inter PETRUM ARRAGONUM Regem, & MARIAM ejus Conthoralem, agitata; quo, dicto Regi demandat, quatenus MARIAM Reginam præfata in plenitudinem Regalis gratiæ admissam, benigne recipiat, & maritali affectu pertractet. Datum Laterani 14. Kalend. Februarii, Pontificatus Anno 15. 146		
		Littere JOANNIS Angliæ & Hyberniæ Regis; quibus Regina sua Sancta Sedi Apostolicæ quasi in Fendum perpetuum & tributarium offert & submittit; Cum obligatione Successoribus suis imposta, ut simili modo Summo Pontifici fidelitatem exhibeant, & Homagium faciant. Datum apud Donum Militum Templi juxta Doveram die 15. Maii Anno Regni sui decimo quarto. 147		
		Earundem LITTERARUM aliud Exemplar. 148		
		Juramentum Fidelitatis per JOANNEM Anglorum Regem INNOCENTIO Papæ III. & Ecclesie Romanae factum 15. Maii 1213. 148		
		Ejusdem Juramenti aliud Exemplar, sub dato 3. Octobris 1213. 148		
		INNOCENTII III. Papæ Epistola ad JOANNEM Anglorum Regem, quo Regnum suum Ecclesie Romanae in Fendum tributarium oblatum acceptat, dictamque oblationem confirmat. Laterani 2. Non. Novembris 1213. Indictione 2. 149		
		Ejusdem Epistolæ Exemplar, sub dato XI. Kalend. Maii 1214. 149		
		Traité, par lequel PIERRE, Seigneur de Bion, cède à PIERRE Comte d'Arxerre & Marquis de Namur, & à JO-LANDE sa Femme tout le Droit qu'il a sur la Forêt de Morlaigue. Fait au mois d'Août l'An 1213. 150		
		Traité & Accord entre GUILLAUME Seigneur de PAIGNY & l'Abbé de CISTEAUX, fait à Cisteaux au mois de Fevrier. l'An 1214. 150		
		Accord entre EUDES Duc de Bourgogne & GUILLAUME Comte de Marchon & de Vienne. Fait au mois de Mars 1214. 150		
		Contrat de Mariage entre WALERAN Fils de HENRI Duc de Limbourg, & ERMENSON Comtesse de Luxembourg. Fait au mois de Mai 1214. 150		
		Litteræ Patentes Regis Angliæ JOANNIS, quibus securitatem ARCHIEPISCOPO CANTUARIENSI aliisque denominatis Episcopis, uti & reliquis Clericis & Laicis ad Pacis negotium contingentibus præstare promittit, cum Obligatione Cautionis loco, erga Papam de omni Jure Patronatus, quod habet in Ecclesiis Anglicanis. 151		

DE LA I. PART. DU TOME I.

ANNO

1214.
18Septemb.

Septembre.

5. Novemb.

1215.
15. Janvier.

15. Juin.

24. Août.

1216.

20. Juillet.

1217.
5. Juillet.

11Septemb.

1218.
13. Janvier.

30. Janvier.

enir. Apud Doveram 13. Maii Anno Regni sui XII.
Traité de Trêve pour cinq ans entre PHILIPPE II. dit d'Angleterre, Roi de France, & JEAN sans Terre, Roi d'Angleterre, y compris, s'ils le désirent, l'Empereur OTHON & FREDERIC Roi des Romains son Compétiteur. Fait à Chinon, le 18. de Septembre 1214.

151
Accord entre EUDES Duc de Bourgogne, & le Chapitre de la Sainte Chapelle de Dijon, pour les Prebendes & pour le Doyenné. Fait au mois de Septembre 1214.

152
Traité de Mariage entre FLORENT Fils de GUILLAUME, Comte de Hollande, & MATHILDE Fille de HENRI Duc de Lorraine & de Brabant. Fait à Anvers le 5. Novembre 1214.

152
Concordatum inter JOANNEM Anglie Regem, & EPISCOPOS Regni, de libera Electione Antistitutum singulis Ecclesiis, Monasteriis & Cathedralibus restituta. Datum 15. Januarii, Anno dicti Regis 16. cum Confirmatione INNOCENTII III. summi Pontificis. Laterani Data 3. Calend. Aprilis, Anno Pontificatus 18. 153

Charta Libertatum a Rege Anglorum JOHANNES, BARONIBUS, omnibusque Libris Hominibus Regni Anglie concessarum in Prato Riningemade vocato inter Stones & Windleschoves die 15. Junii 1215.

153
Summi Pontificis INNOCENTII III. Decretum, qui Compositionem inter JOANNES Regem Anglie, & Barones dicti Regni de libertatibus Anglicanis factam, reprobat peccatis & damnat, Chartamque, & Obligaciones de ipsa concessas cassat; sub intimatione Anathematis prohibens, ne dictus Rex eam observare presumat, aut Barones ipsam exigant observari. Datum Agnaniæ 9. Calend. Septembris Anno Pontificatus sui decimo Octavo.

155
Cession faite par JOLANDE Marquise & Comtesse de Namur dudit Comté à PHILIPPE son Fils, lors qu'elle fut appelée avec PIERRE son Mari à aller prendre possession de la Couronne Imperiale de Constantinople. Fait en 1216.

156
Forma Pacis inter Illustres Reges Francie & Anglie.

387
Compositio, per Arbitrium ALBERTI Archiepiscopi Magdeburgici & Episcopi Marchiburgensis ECKARDI facta, inter DIETRICHUM Marchionem Misnensem, & LIPSIIENSES eorumque Fautores; quæ dictus Marchio Privilegium Patris super Institutione & Jure Civitatis, item super Teloneo Viarum & Pontium confirmare promissit. Anno Domini ex Incarnationis 1216. XIII. Calend. Augusti.

156
Renouvellement d'Alliance entre HENRI I. Duc de Brabant, & ENGELBERT Archevêque de Cologne, par lequel ils se promettent de se défendre réciproquement. Fait à Cologne le 5. de Juillet 1217.

157
Tractatus Pacis inter HENRICUM III. Regem Anglie, & LUDOVICUM Primogenitum PHILIPPI II. Regis Francie conclusus. Dat. apud Lamech die 11. Septembris Anno 1217.

388
Bulla HONORII III. Romani Pontificis Maximi ad LUDOVICUM Regis Francorum Primogenitum, qua Pax nuper facta inter ipsam & HENRICUM Regem Anglorum confirmatur & auctoritate Apostolica corroboratur. Datum Laterani Idibus Januarii 1218.

157
Traité entre THOMAS Comte de Savoie & de Marianne, & ALBERT Seigneur de la Tour du Pin. Fait au Château de S. Symphorien ou S. Saphorin le 30. Janvier 1218.

TOM. I. PART. I.

Contrat de Mariage entre MARGUERITE de SAVOYE, & HERMAN Comte de Kibourg. Fait le 1. Juin 1218.

158
Charta Pacis & Concordie inter THEOBALDUM Ducem Lotharingie, & BLANCAM Comitissam Trecentensem & Filium ejus unum, qua ille ad Fidelitatem Comitissæ & Filio debitam redit, infirmum Arbitri constituuntur oriturus impostum controversas composuit. Data apud Esmaniam Anno 1218. mense Junio in Calendis ejusdem mensis. Cum CHARTA Attestationis OTHONIS Ducis Burgundie, quod dictus THEOBALDUS Dux Lotharingie Castrum suum de Chastengo tanquam pignus servanda Pacis in manus suas posuerit. Data eodem us supra.

158
Privilegium BORWINI Domini Magnopolensis, Civitati ROSTOCHENSIS, super exemptione à telonio concessum. Datum VII. Calendis Julii. Indictione V. Epacta XI. concurrente VI. Anno 1218.

159
Transactio inter GERHARDUM Episcopum Bremensem ab una & HENRICUM Ducem Saxonie, atque Palatinum Comitem Rheni parte ab altera; qua hic memorato Episcopo & Ecclesie Hereditatem, quam Jure proprietatis in Comitatu Stadenii possedit, nec non Præposituram Wildeshufensem pro restitutione damnarum concedit; Episcopus vero respiciens hanc liberalitatem omnia præfata eidem Duci in feudum conferi, & porro etiam mutuum impostum invicem Impulsantur auxilium. Acta apud Stadium, Anno 1219. Indictione septima.

159
Instrumentum Trengarum seu Induciarum inter PHILIPPUM Regem Francie, & HENRICUM Regem Anglie ad quatuor Annos initarum Londini die 13. Martii Anno 1219.

160
Acta per lequel REGINALD Roi de l'Isle de Man se rend Vassal du S. Siège, & fait de son Isle un Fief de l'Eglise. Fait à Londres le 22. de Septembre 1219.

160
Editum Imperatoris FREDERICI II. quo omnibus Detentoribus possessionum Comitatus MATHILDIS Comitissæ, ad Sedem Apostolicam pertinentis, restitutionem sub pena mille Marcharum injungit; contra Filios vero Comitum ALBERTI DE GARALOD, & NERISII Castrum Gonzaga ad dictum Comitatum spectans detinentes, nec, prout mandatum fuit, Pontificis Capellani tradentes, Sententiam Banni promulgat. Datum in Castris apud S. Leonem 8. Calend. Octob. & publicatum apud Spm. Lambert. Prid. Calend. mensis ejusd. Anno 1220. Indictione IX.

161
Convention entre MATHILDE Dame de Dermonde, & JEANNE Comtesse de Flandre touchant la Terre d'Alost & de Dermonde & leurs Sujets. Fait à Courtrai, l'An 1221.

161
Traité de Paix entre JEANNE Comtesse de Flandre & de HAINAUT, & VALERAN Duc de Limbourg. Fait au mois de Mars 1222.

162
Transport fait par CONRAD Duc de Majovie & de Cujavie de quelques-unes de ses Terres avec tout le Droit Ducal à CHRETIEN premier Evêque de Prusse. Fait le 5. d'Aout 1222.

162
Diploma Romanorum Regis HENRICI VII. quo ad petitionem HERMANI Torpatensis Episcopi, Marchiam unam per totum ejus Episcopatum constituit, eidemque dictam Marchiam in feudum cum auctoritate monetam eundem concedit. Actum apud Norimbergam Calend. Decembris Anno 1224.

162
Littera Investitura HENRICI Episcopi Wormatiensis, quibus LUDOVICO Comiti

ANNO
1218.

1. Juin.

25. Juin.

1219.

13. Mars.

22Septemb.

1220.
24Septemb.

1221.

1222.
Mars.

5. Août.

1224.
1. Decemb.

1225.
25. Mars.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO				ANNO
		Comiti Palatino Rheni Castrum in Heidelberg, cum Burgo ipsius Castri & Comitiam STALBÜHEL in Fendum concedit. Wormatia IX. Calend. April. Indict. 14. Anno 1225. Cum CAPITULO Majoris Ecclesie Wormatiensis Consensu & Ratificatione sub loco & dato eod.		1230.
1225.	Avril.	Projet d'un Traité de Paix entre LOUIS Roi de France surnommé S. LOUIS & JEANNE Comtesse de Flandre, pour l'élargissement de FERRANT, son Mari, prisonnier à la Tour du Louvre à Paris. Dressé à Melan au mois d'Avril de l'An 1225.		
19 Octob.		Confederatio inter HENRICUM III. Regem Anglie & PETRUM Ducem Britannie sub conditione ducendi JOLENTAM, Filiam dicti Ducis in uxorem facta. Dat. apud Westmonasterium die 19. Octobris Anno 1225.		
1226.	Janvier.	Traité de Paix entre LOUIS IX. surnommé S. Louis, & FERNAND, & JEANNE Comte & Comtesse de Flandre. Fait à l'Isle au mois de Janvier 1226.		
	Juillet.	Imperatoris FRIDERICI II. Confirmatio Investitura, per Imperatorem FRIDERICUM I. HENRICO GUERICO Marchioni Savone de Marchia Savone collata, facta in favorem HENRICI Marchionis Savone, Heredumque suorum. Apud Burgum Sancti Domini, mense Julio 1226.		
	Juillet.	Investitura ab Imperatore FRIDERICO II. de Castro, Burgo & Villis FINARII aliusque Juribus & Locis, HENRICO Marchioni Savone indulta. Dat. apud Burgum Sancti Domini mense Julio 1226.		
8. Nov.		Traité entre THOMAS Comte de Savoie, & la Ville de MARSEILLE. Fait le 8. Novembre 1226.		
1. Decemb.		Diploma HENRICI Romanorum Regis; quo in favorem ALBERTI Livoniensis Episcopi Marchiam unam per totum ejus Episcopatum instituit, eamque Jure eodem quo alii Principes utuntur illi concedit, cum annexa potestate eundem Monetam, & fundandi Civitatem in Riga. Datum apud Norimbergam Kalend. Decembris Anno 1226. juxta computationem HELVICI		
1227.	Mars.	Littere RICHARDI Comitis Regis Anglie Fratris, quibus continentur & nota sunt Conditiones Trengarum nuper inter ipsum & LUDOVICUM Francie Regem initarum Anno 1227.		
24 Septemb.		Traité de Paix entre FERDINAND Comte de Flandre & de Hainaut & HENRI Duc de Lorraine & de Brabant, & HENRI Fils du Duc. Fait l'An 1227.		
1228.		Recognitio LUDOVICI Comitis Palatini Rheni, & Ducis Bavarie. Quod ECBERTUS Episcopus Babenbergensis eum & Heredes ejus illo Fendo, quod ALBERTUS Comes antiquus de Pogen tenuerat, infendaverit. Actum apud Eseling Anno 1228.		
	Join.	Infrumentum Trengarum sive Induciarum inter LUDOVICUM IX. Regem Francie & HENRICUM III. Regem Anglie initarum apud Nogentum mense Junii Anno 1228.		
1230.		Transport fait par CHRETIEN I. Evêque de Prusse de toutes les Donations, qui lui ont été faites par CONRAD, Duc de Mosovie, aux Chevaliers de l'ORDRE TEUTONIQUE. Fait l'An 1230.		
	Juin.	Donation faite par CONRAD Duc de Mosovie & de Cujavie, de sa Terre de Culme à l'Hôpital de Sainte Marie appartenant à l'ORDRE TEUTONIQUE. Faite au mois de Juin 1230.		
		Traité de Paix entre FRIDERIC II. Empereur & Roi de Sicile & ABBUIS-SAC Prince des Sarasins d'Afrique, touchant la sûreté du Commerce & la Jurisdiction de l'Empereur sur les Sarasins & l'Isle de Corse, sans y comprendre les Piles de Gènes, de Fife, de Marseille & de Venise, qui avaient fait un Traité séparé avec le Caïse, conclu par Giovanni Ambassadeur & Otage de l'Empereur, l'An 618. de l'Hégire, qui est l'An de Jesus-Christ 1230.		
		Compromissum inter GREGORIUM IX. Papam & FRIDERICUM II. Romanorum Imperatorem ad viam invenendam, qualiter ad ipsum Dominum Imperatorem cum honore Ecclesie, Gajetana & S. Agatha Cruciatæ, & omnes cum bonis suis de Regno Sicilie, quos in fidem suam recepit Ecclesia, revertantur, ad quem Tractatum ab utroque parte datus est Annus. Actum apud S. Germanum 23. Julii 1230.		
		FRIDERICI II. Imperatoris Declaratio de Compromisso inter ipsum & GREGORIUM IX. Papam facto ad viam invenendam &c.		
		Declaration & Promesse de THIBAUT Comte de Champagne Seigneur aîné de la Ville de Neuchâtel en Lorraine, portant que, si le Duc de Lorraine son Vassal manque à ce qu'il a promis aux Habitans de ladite Ville, il l'obligera à leur donner satisfaction Anno 1231.		
		Contrat de Mariage entre HENRI I. dit le Blond ou Blondel, Comte de Luxembourg, & MARGUERITE DE BAR, Fille aînée de HENRI Comte de Bar, par lequel Mariage, la Ville de Ligny en Barois entre dans la Famille de Luxembourg. Fait au mois de Juillet 1231.		
		Arbitrium sive Lendum à GREGORIO IX. Romano Pontifice sententiarum inter T. PATRIARCHAM GRADENSEM, ab una, & M. CASTELLANUM EPISCOPUM ab altera parte, super Juribus Patriarchatus aut Episcopatus prefato pertinentibus. Agnominis 3. Nonas Februarii Anno sexto Pontificatus GREGORII.		
		Traité d'Alliance entre FRIDERIC II. Empereur, & Roi de Jerusalem & de Sicile, & LOUIS IX. dit S. Louis Roi de France, par lequel l'Empereur s'engage entr'autres à ne faire point d'Alliance avec le Roi d'Angleterre sans le Consentement de Louis. Fait à Portenau, au mois de Mai 1232.		
		Accord entre HENRI I. Duc de Lorraine & de Brabant, & GILLES Seigneur de Breda. Fait au mois de Decembre 1232.		
		Traité de Mariage entre THEODORIC Fils de THEODORIC Comte de Clèves, & ELISABETH, Fille de HENRI Duc de Lorraine & de Brabant. Fait à Louvain le 19. Mars 1233.		
		Consensus OTTONIS Ducis Brunnoviensis in venditionem per HELENBURGEM Viduam THIDERICI DE WERBERGHE, cum voluntate suorum Fratrum, ARNOLDO Abbati de Ridgibusen super 4. mansus proprietatis sue factam. Actum & datum Anno 1233. die 15. Kalendas Septembris.		
		Accord entre le Duc de BOURGOGNE & le Comte de NEVERS, pour la mouvance de Lorry. Fait au mois de Decembre 1233.		
		Sententia HENRICI Romanorum Regis in causa inter HERMANNUM Marchionem de Baden ab una & EGINONEM Comitem de Freysburg ab altera parte de Argenti-fodiis & Cistodis sylvarum per Brigantium, quod vulgo Wild.		

DE LA I. PART. DU TOME I.

ANNO

1235.

9. Decemb.

1235.

1236.

8. Fevrier.

22. Fevrier.

12. Mars.

1237.

Juin.

Septembre.

1238.

1. Decemb.

1239.

23. Fevrier.

Mars.

24. Sept.

16. Octobre.

Wildban dicitur, contententes, lata. Apud Francfortum 15. Calendarum Martii 1234. Indictione septima. 173
Contract de Mariage entre BONIFACE Marquis de Montserrat & MARGUERITE de Savoie. Fait le 9. Decembre 1235. 173
Tregie inter LUDOVICUM Sancti Romani Regem Francia, & HENRICUM III. Regem Anglie in quinquennium conclusa. Dat. apud Winton die 3. Februarii Anno 1235. 173
Contractus Matrimonialis inter FREDERICUM II. Imperatorem & ISABELLAM, HENRICI III. Regis Anglie Sororem conclusus. Dat. apud Westmonasterium die 22. Februarii Anno 1236. 173
Traité de Mariage entre GUILLAUME Comte de Juliers, & MARGUERITE Niche du Duc de Brabant, & Sœur d'OTHON Comte de Gueldre. Fait à Louvain, l'An 1236. 174

Diploma Principum Imperii, quò Imperatoris FRIDERICI II. Filium CONRADUM IV. in Romanorum Regem, & in futurum Imperatorem post obitum Patris habendum eligunt. 174

Confirmation de S. LOUIS Roi de France de la cession faite par LOUIS VIII. son Pere du Comté d'Artois en faveur de ROBERT, Frere, dudit S. LOUIS. Faite à Compiègne au mois de Juin 1237. 175

Compositio mutuarum disceptationum inter HENRICUM III. Regem Anglie & ALEXANDRUM II. Regem Scocie coram OTTONE Cardinali Legato facta apud Eboracum die Veneris proxima ante festum S. Michaelis Anno 1237. 390

Traité de Paix & de Convention entre HENRI II. Duc de Brabant, & GAULTIER BERTHOÛT, Seigneur de Malhues, à ce promise de donner en Mariage à GAULTIER Fils Aîné de Gaultier Bertbout, MARIE Fille Aînée de la Comtesse d'Auvergne, Sœur de HENRI II. Fait à Louvain, l'An 1238. 175

STEPHANI Comitis Gentis Sclavorum Instrumentum Pacti, cum GARGANO Potestate Civitatis Spalatensis nati; quo ille promittit, dictæ Civitati nullum malum inferre, imo potius eam juvare; Transigit etiam cum eadem de solutione Vectigalis. 176

Remise de la Ville de Saint Maurice en Chablais à MARGUERITE de SAVOIE Comtesse de Kilbourg par AME' Comte de Savoie. Fait audit S. Maurice, l'An 1239. 176

Homagium per JOANNEM Britannia Comitem LUDOVICO Regi Francia prestitum. Actum mense Martio Anno 1239. 176

GREGORII Pape IX. Excommunicatio in FRIDERICUM II. Imperatorem ob multa, contra Romanam Ecclesiam, Pontificem, Privilegia, Dignitates, & Homines, Apostolicæ Sedis libertatem pluraque alia ibi recensita ab eo temere attentata, lata. 177

GREGORII Pape IX. Litteræ ad Archiepiscopos, Episcopos, Abbates, &c. per Alemanniam constitutas, ut Sententiam Excommunicationis, contra FREDERICUM II. Imperatorem latam observent, & contravenientes censuris Ecclesiasticis percussant. 177

Littera summi Pontificis GREGORII IX. ad Regem Francorum LUDOVICUM IX. notificantes se apostolice FRIDERICUM II. Imperatorem, & loco hujus elegerit ROBERTUM Comitem dicti Regis Fratrem, quem ut in manuenda hac Dignitate jure, adhortatur. 178

Donation du Château de Montey à MAR-

GUERITE de Savoie Comtesse de Kilbourg, par AME' Comte de Savoie son Frere. Fait l'An 1239. 178

Pactum Deditionis inter D. GARGANUM Potestatem Civitatis Spalatensis & Incolas Insule BRACHIE, quo hi, illi sese submitunt, & contra Homines Almsu, Piratas, juvare promittunt. Dat. die 13. Maii 1240. 178

Traité entre HUGUES IV. Duc & OTHES Comte de Bourgogne & Duc de Meran. Fait en 1241. 178

Interpretation du precedent Traité entre HUGUES IV. Duc & OTHES Comte de Bourgogne & Duc de Meran. Fait au mois de Mai 1242. 179

Fragmentum Pacis inter Comitem ANDREAM DE CHELMO & D. GARGANUM Potestatem Civitatis Spalatensis facta, qua damna reciproce oblata oblivioni dantur, securus metui & remeatus Spalatensibus in Terra Comitis libertasque signandi conceditur. Dat. in Spalato Anno 1241. die 7. Sept. 179

FRIDERICI II. Imperatoris ac Regis Sicilie Declaratio de Concessione per eum Traguriensibus facta, ut libere possint in Siciliam meare & remeare, strictè severèque prohibens, ne quis eos offendere presumat. Datum apud Sanctum Sal. . . . L. . . . XXIX. Decemb. XIII. Indict. 179

Cession faite par EUDES de MONTAGU, de toutes les prétensions qu'il pouvoit avoir contre HUGUES IV. Duc de Bourgogne. Fait à Mombay, au mois de Juin 1242. 180

Imperatoris FRIDERICI II. Diploma Expectantie, quam HENRICO Illustri Marchioni Misnie in Langraviam Thuringie concedit. Dat. Beneventi die 30. Junii 1242. Indictionis prima. 180

Donation du Château de Bard en la Val d'Aoste à THOMAS de Savoie Comte de Flandres, par AME' IV. Comte de Savoie. Fait à Aoste le 28. Octobre 1242. 180

Decretum Sanctæ Romanæ Ecclesiæ CARDINALIUM asserentium, Apostolica Sede vacante, penes se Potestatem Papalem residere. Datum Anno Domini 1243. 180

Traité entre HENRI II. Duc de Lorraine & de Brabant & THEODORIC de Hostaden, par lequel Theodoric cède à Henri la Forteresse de Dalhem, moyennant une certaine somme d'argent. Fait à Remonde, l'An 1243. 181

Litteræ HENRICI III. Regis Anglie quibus notum facit quod Tregie inter ipsum inter & LUDOVICUM IX. Regem Francie quinque Annis duratura. Apud Burdegalam die septimo Aprilis Regni ejus vicesimo septimo. 182

Regis Ungarie BELE Privilegium NOBILIBUS de Insula Faria concessum, quod si Ecclesia de Faria vacare consigerit, ut libere eligant Presulem ex fidelibus ad Regnum Hungarie spectantibus; Item ne nulla unquam exactio à Nobilibus hujus Insule requiratur, ita tamen ut Regi Hungarie Bellum facienti Nobiles de genere GINICH cum duobus barbis succurrant, &c. Datum Traguri 6. Idus Maii 1243. 183

Fœdus inter Ducem Venetorum JACOBUM TIEMPOLUM, Communitatemque VENETIARUM ab una, & RAINERIUM MAUROGENUM Comitem Civitatis Arbi, ipsamque Communitatem à parte altera, ad triennium interitum; quo Hi vivam Guerram omnibus Kazetis, Piratis, & specialiter Jaderitis contra Venetos rebellantibus facere, & requisiti ad prabendam succurrunt cum 300. Homnibus exire promittunt. Actum in Comuni Curia Anno 1243. d a 184

ANNO

1240.

13. Mai.

1241.

22. Mars.

1242.

Mai.

1241.

7. Septemb.

29. Decemb.

1242.

Juin.

30. Juin.

28. Octobre.

1243.

23. Fevrier.

7. Avril.

10. Mai.

3. Nov.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO

1244.
Decemb.

20. Juillet.

15. Août.

8. Août.

29. Août.

18 Decemb.

1245.

Janvier.

24. Mars.

Juin.

Indict. 2. mense Novemb. die 3. exennte. 183
Testament de JEANNE Comtesse de Flandre & de Hainaut. Fait au mois de Decembre 1244. 184
Plenipotencia Imperatoris FREDERICI II. suis ad summum Pontificem Innocentium IV. ablegatis Procuratoribus Comitis Tholosano, Magistris Petro de Vinca & Thadæo de Sueffa, data cum memorato Pontifice agendi & in anima sua quod Mandatis Pontificis stare velis jurandi. 185
Traité de Trêve entre HENRI Duc de Lorraine & de Brabant & GUILLAUME Comte de Juliers & ses Adherens. Fait près de Venlo, au mois de Juillet de l'An 1244. 185
Obligatio & Promissio Regis Scotie ALEXANDRI II. Regi Anglie HENRICO III. de Passallagio seu Legio facta, quo bonam huic fidem servare nec sedus contra eum mire se obligat. Circa Assumptionem B. Marie 1244. 185
Articuli, quibus Imperator FRIDERICUS II. INNOCENTIO IV. Papa se fore satisfacturum spondit. Anno 1244. 186
Cautio Regis Scotie ALEXANDRI & suorum Magnatum, summo Pontifici INNOCENTIO IV. facta, de non violanda fidelitate Regi Anglie HENRICO III. per Sacramentum corporaliter prestita 1244. 186
Conventio inter HENRICUM III. Regem Anglorum ex una & SENENAM Uxorem GRIFFINI Filii LEOLINI, quondam Principis Northwallie, nomine ejusdem GRIFFINI ex altera parte, de liberando sub certis conditionibus GRIFFINO a DAVIDE Fratre carceri mancipato. Acta apud Salepess. die Lunæ proxima ante Assumptionem B. Marie. Anno dicti Regis 15. 187
Cautio & Obligatio DAVIDIS Principis Northwallie HENRICO II. Anglie exhibita, de dimittendo ex carcere Fratre suo GRIFFINO aliisque punctis exequendis. Apud Alnet juxta Fluvium Elvey de Sto. Asapho in festo Decollationis Johannis Bapt. Anno dicti Regis 25. 187
Contractus de Mariage entre AME IV. Comte de Savoye, & CECILE DE BAUX. Fait le 18. Decembre 1244. 188
Decretum Concilii LUGDUNENSIS sub INNOCENTIO IV. Papa Anno 1245. celebrati; de Electione Pontificum. 188
De Electione Imperatoris ex Decretis Concilii Lugdunensis sub INNOCENTIO IV. summo Pontifice Anno 1245. celebrati. 188
Deux Traitez & Compromis entre JEAN D'AVESNES & BAUDOUIN son Frere, Fils de MARGUERITE Comtesse de Flandre & de Hainaut, & de BUCHARD D'AVESNES d'une part, & GUILLAUME, GUIDON, JEAN & JEANNE de DAMPIERRE aussi Enfants de ladite MARGUERITE & de GUILLAUME de DAMPIERRE d'autre part, sur leurs pretensions aux Comtés de Flandre & de Hainaut. Fait par l'Arbitrage de St. LOUIS Roi de France en 1245. 189
Mandatatum summi Pontificis INNOCENTII IV. Episcopis Wintoniensis & Norwicensis & de solvenda sua portione subsidii ad opus Sedis Apostolice destinati pecuniarii octoginta marcarum Esterlingarum Cum Literis WALTERI Episcopi Norwicensis Abbati St. Albani hac de re scriptis. Londini IX. Kalend. Aprilis Anno 1245. 190
Imperatoris FRIDERICI II. Confirmatio Privilegiorum, ab Imperatore FRIDERICO I. HENRICO II. Duci

Austria Anno 1156. de erectione Marchionatus Austria in Ducatum, deque Successione, masculis deficientibus, Filia senioris in prefato Ducatu, & exemptione ab omnibus subsidii Imperio prestandis, aliisque quam plurimis Prærogativis concessorum, facta Verone 1245. 190
Sententia Excommunicationis contra FRIDERICUM II. Imperatorem ab INNOCENTIO Papa IV. in Concilio Lugdunensi lata die 17. Calend. Augusti Pontificatus Anno tertio. 190
Ejusdem EXCOMMUNICATIONIS aliud Exemplum, ex Collectione Regia Conciliorum. 192
Decretum Confederationis inter BARONES FRANCIE ad cobibendum attentata PRÆLATORUM sanctum Anno 1246. 194
Commissio des BARONS DE FRANCE à quatre d'entr'eux, pour l'exécution de leur Décret d'Alliance, contre les Entrepreneurs des Ecclesiastiques, Novembre 1246. 194
Editum seu Mandatum Regis Anglie HENRICI III. de non perfolendo ad opus Pape tallagio. Datum apud Westmonasterium die 1. April Anno dicti Regis 30. 195
Mandatatum iteratum Regis Anglie HENRICI III. de non perfolendo ad opus Domini Pape vel alterius tallagio aliquo vel auxilio. 195
Contractus de Mariage de MAINFROI Fils de l'Empereur FREDERIC & BEATRICE DE SAVOYE. Fait à Chambéry, le 21. Avril 1247. 195
Indultum WILHELMI Romanorum Regis Episcopo Constantiensi concessum super administratione Regalium. Datum in Castris apud Aquis 3. Non. Septembris Indictione 5. 195
Declaration de N. . . . Comtesse de Toul, & de ODES son Fils, par laquelle ils reconnoissent de tenir le Comté de Toul en Fief & Hommage de ROCHER Evêque de Toul. Fait au mois de Mars 1248. 196
Testament de THOMAS de Savoye Comte de Maurienne. Fait au mois de Juin 1248. 196
Pactum Pacis inter PHILIPPUM Flandrie & FLORENTIUM Hollandie Comites, confirmatum a WILLELMO Romanorum Rege electo. Actum Brugis Fria post Octavas Apostolorum Petri & Pauli Anno 1248. 392
Prærogatio Trengarum seu Induciarum inter Regem Francorum LUDOVICUM Sanctum & HENRICUM Regem Anglie. Data apud Loricum in Vigilia B. Matthei Apostoli 1248. 197
Reversales precipiorum quorundam Comitum Nobiliumque Thuringie, quibus HEINRICUM Illustrum Marchionem Misnie, sub certis conditionibus pro Domino suo & Landgravio Thuringie agnoscent. Actum apud Wiximueli Anno 1249. Kal. Julii Indict. septima. 197
Testament de l'Empereur FREDERIC II. Fait en 1250. 198
Donation faite à PIERRE DE SAVOYE & à AGNES DE FAUCIGNY sa Femme par AÏMON Seigneur de FAUCIGNY. Fait le 20. Août. 1251. 198
Traité d'Alliance pour trois Ans entre le Canton de ZURICH d'une part, & les Cantons d'URI & de SWITZ d'autre part, pour leur commune défense à Zurich le jour de S. Gall 1251. 198
Regis Ungarie BELÆ Diploma, quo STIPCHONI, JACOBO, GREGORIO, & DANIELI OBRA-DO, item & Nepotibus ejus Fili, videlicet Comitibus BUDISLAVI, Comitibus & Nobilibus de BERBERIO, Comitatum Breberiensem confert & confirmat Anno

ANNO

1245.
16. Juillet.

17. Juill.

1246.

Novemb.

1. Avril.

1247.
21. Avril.

3. Septemb.

1248.
Mars.

26. Juin.

10 Septemb.

1249.
1. Juillet.

1250.

1251.
20. Août.

16. Octob.

23. Nov.

DE LA I. PART. DU TOME I.

ANNO

1251.
13 Decemb.

1252.

22. Mai.

19. Sept.

1253.

1. Mars.

22 Septemb.

1254.

31. Mars.

ho. Avril.

1255.

15. Fevrier.

9. Avril.

Mai.

Jun.

Juillet.

Juillet.

10. Nov.

1254.

1255.

&

1256.

Anno 1251. Non. Kal. Decemb. 199
Traité d'Accord & d'Alliance entre HENRI Duc de Brabant & la Ville & les Habitans de COLOGNE. Fait à Louvain le 13. Decembre 1251. 199
Littere quibus continentur Conditiones Trengarum inter Regem Francorum LUDOVICUM IX. & SARACENORUM SOLDANUM initarum. 199
Donation faite par GUILLAUME Roi des Romains à THOMAS DE SAVOYE Comte de Maurienne, des Villes & Châteaux de Turin, de Montcalier, de Rivole, de Cologne, Cavour, Torde, du Pays de Cavaiois & autres Lieux. Faite le 22. Mai 1252. 200
Testament d'AME IV. Comte de Savoie. Fait le 19. Septembre 1252. 200
Potestas per Regem Francorum LUDOVICUM IX. suis Fratribus, ALPHONSO Pictavie & Tholosa, & CAROLO Andegavia & Provincia Comitibus, facta de Trengis cum REGE ANGLIE suo nomine inendis atque firmandis. In Castris juxta Joppen. Martii 1253. 201
Declaration de CATHERINE Duchesse de Lorraine, & de FERRIS son fils, portant que le Droit & Commande que ceux de Toul leur ont donné dans leur Ville, n'est qu'à vie & sans préjudice de la fidélité due au Seigneur de ladite Ville. Fait le jour de St. Maurice 1253. 201
Consideratio inter HENRICUM III. Regem Anglie & ALPHONSUM Regem Castellæ contra quorundam inimicorum. Dat. apud Toleum pridie Kal. Aprilis. Anno 1254. 203
Alia Consideratio inter HENRICUM III. Regem Anglie & ALPHONSUM Regem Castellæ conclusa. Dat. 12. Kal. Maii Anno 1254. 394
Privilegium WILHELMI Romanorum Regis, universis Civibus de MULHAUSEN concessum de non obliganda sive oppignoranda Civitate Mulhause. Middelbergi 5. Calend. Martii, Indictione duodecima. Anno 1255. 201
Bulla Pape ALEXANDRI III. qua Regnum Sicilie EDUARDO Filio HENRICI III. Regis Anglie tanquam feudum confert. Dat. Neapoli, quinto Idus Aprilis Anno 1255. 394
Traité & Confederation entre HENRI III. Duc de Lorraine & de Brabant, & les Habitans de la Ville de St. Tron dans le Pais de Liege. Fait au mois de Mai de l'An 1255. 202
Prærogatio Trengarum seu Induciarum Juramento confirmata per SIMONEM DE MONTFORT Comitem Leycestrie & PETRUM DE SABAUDIA Legatos Regis ab una, & LUDOVICUM Sanctum Regem Francorum suisque Fratribus ab altera parte, mense Junio 1255. 202
Renovatio & Prolongatio Trengarum inter LUDOVICUM Sanctum Regem Francie, & HENRICUM III. Regem Anglie initarum. Dat. apud Notingham Anno 1255. mense Julio. 398
Traité de Mariage entre FERRY II. Duc de Lorraine, & MARGUERITE de Navarre, conclu au mois de Juillet 1255. 398
Romanorum Regis WILHELMI Constitutio; qua Pacem in Imperio instauratam confirmat, & vindictam propriam prohibet, & coram Judicario Cæsare suo esse prosequendum edicit, atque ordinat. Facta apud Oppenheim Anno 1255. in Vigilia Sti. Martini. 202
Formula Pacis publicæ per GEBHARDUM Archiepiscopum Moguntinum, CHUNEZ Colonensem, ARNOLDUM Treverensem, atque plurimos EPISCOPOS videlicet, Wormatiensem, Argentinen- 202
TOM. I. PART. I.

sem, Basileensem, Metensem, nec non ABBATES, COMITES, & CIVITATES IMPERIALES quam plurimas, in securitatem viarum, & tranquillitatem publicam ad decem Annos sancta, & ad quam observandam in quovis Dominio quatuor viri fide digni electi & constituti sunt: Actum Annis 1254. 1255. & 1256. in Civitatibus Wormatia, Moguntia & Colonia.

Exerats de Traité de Paix entre MARGUERITE Comtesse de Flandre & de Hainaut, & FLORENT Gardien de Hollande. Fait à Bruxelles par l'entremise de S. LOUIS Roi de France, en l'An 1256. 203
Littere Anglorum Regis HENRICI III. quibus recenset conditiones non solum Federatæ inter se & REGEM CASTELLÆ initæ, sed & conditiones Pacis, mediantes eodem Castellæ Rege, inter se & GASTONEM DE BIERRE reliquosque Vascones factæ. Vesar. die 8. Februarii Anno præfati Regis Anglie 38. 205
Conventio inter CANONICOS Episcopatus Luticensis ab una, & CONSULES Civitatis LUBECÆ ab altera parte, per JOANNEM Episcopum facta: quod nimirum obligationes Sancti Nicolai imposuerunt à duobus Canonici & duobus Laicis sub 4. clavibus serventur, distique obligationes ad usum Ecclesiæ convertantur: Arca muro Civitatis contigua Consulibus dimittatur. Et quibusvis annis subsidio annuatim Canonici ex Domo Sancti ADRIANI in recompensationem consequantur. Actum Anno 1256. quarto Idus Martii in die B. GREGORII Pape Indict. XIII. 206
Pactum Pacis inter MARGARITAM Comitissam Flandrie & GUIDONEM Comitem Hollandie. Actum Bruxelle Sabbato post Festum Lucæ Evangelicæ, Anno 1256. 399
Renovatio de SIMON DE MONTFORT Comite de Leycester & de la Comtesse son Epouse à toutes les prétentions qu'ils pourroient avoir sur le Duché de Normandie, la Comté d'Anjou, la Touraine, le Maine &c. en faveur de LOUIS IX. Roi de France. Faite à Paris le jeudi après la fête de S. André l'Apôtre en 1256. 400
Littere RICARDI Regis Romanorum ad EDMUNDUM filium HENRICI III. Regis Anglie, de solenni Coronatione sua Aquigrani peracta. Dat. Aquigrani die 18. Maii Anno 1257. 401
ALPHONSI Regis Castellæ Diploma, quo tanquam Rex Romanorum investit FRIDERICUM III. Ducem Lotharingie de toto Ducatu, nec non de Comitatu Romanicensi, cuius concedit varia Privilegia & Prærogativas. Teleti pridie Idus Martii 1258. Cum præfati FRIDERICI Acceptatione, Recognitione & Homagio fidelitatis; hoc tamen salvo. q. u. d. si infra duos Annos contingerit ALPHONSUM ad Imperium non venire, tunc FRIDERICUS de dicto Homagio præfatto non teneatur. Eodem die & loco. 207
Articles de la Paix accordée à Paris le Mardi après la quinzaine de la Pentecôte 1258. entre le Roi St. LOUIS & le Roi d'Angleterre. 207
Declaratio Nuntiorum sive Legatorum REGIS ANGLIÆ, quod LUDOVICUS Rex Francorum, cum præfatis Juramentum de tenendo superscripto Pacis Tractatus, ipse reservaverit restitutiones & solutiones pecunie; quas fieri ordinaverat in quibusdam Terrarum illarum, quas habere debet Rex Anglie 1258. 208
Recognitio SIMONIS DE MONTFORT Comitis Leycestrie, P. DE SAVOYE, GEO- 208

ANNO

1256.

8. Fevrier.

12. Mars.

Octobre.

Decemb.

1257.

28. Mai.

1258.

14. Mars.

1258.

28. Mai.

28. Mai.

1. Juin.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO

1258.
8. Juin.

1259.
Mars.

13. Mars.

12. Mai.

Juin.

25. Juillet.

13 Octobre.

4. Decemb.

9. Decemb.

1260.

GEOFFROI & GUY DE LE-ZIGNAN & HUGUES BIGOT, Nuncios Regis Anglie, quod dicti Regis Procurator nomine juraverint Pacem Anno 1258. sanciant. 208

Littere RICHARDI Regis Alemannorum de Pace habita cum Domino Rege Francie & de quizationibus ab eodem factis. Actum Parisiis 8. die Junii Anno 1258. 402

MANFREDI Regis Sicilie Privilegium, Universitati Civitatis Spalati concessum, quo indulget, ut in Regnum Sicilia cum Navibus suis Incole dictæ Civitatis salvi veniant & securi, ita tamen ut in fidelitate permaneant, nec piraticam, aut jurato promiserint, contra Regnum Sicilia exerceant. Dat. apud Ortam Anno Incarnat. 1259. mense Martii Indict. 2. 209

Fœdus seu Reciproca Obligatio inter D. WILDONEM Comitem Vinodolii & Mido-russie, Civitatis Spalatis Potestatem, atque Communitatem SPALATENSEM & TRAGURIENSEM ab una & Comitem BUTTEGONEM Maritimum Regis Hungariae BELÆBANUM ab altera parte, de Bello conjunctim gerendo contra Politanos habitatores Montis Maillari, Piratas. Dat. Anno 1259. Ind. 2. die Mercurii 12. exeunte Martii. 209

Testament d'EUBAL DE GENEVE, Fils d'HUMBERT Comte de Geneve. Fait à Londres, le 12. de Mai 1259. 209

Declaration de JACQUES Evêque de Metz, par laquelle il s'engage & promet de secourir THIBAUT Comte de Bar son Cousin & son Homme; entre tous, & envers tous, excepté ceux de Metz, & les Evêques de Toul, & de Strasbourg. Juin 1259. 210

Ratificatio Pacis inter Regem Francorum LUDOVICUM IX. & HENRICUM Anglie Regem Anno 1258. inita; facta per EDUARDUM dicti Regis Anglia Primogenitum apud Westmonasterium in festo Sancti Jacobi 1259. 210

Traité de Paix entre LOUIS IX. Roi de France & HENRI III. Roi d'Angleterre; par lequel le Roi LOUIS doit donner à HENRI ses Terres de Limoges, Cahors & Perigord, comme aussi une recompense sortable pour la Terre d'Angoumois aux conditions y contenues; & après le Deces de la Comtesse de POICTIERS ce que le Comte de POICTIERS tient en Xaintonge pour tenir le tout ensemble, en Fief & Domaine, de la Couronne de France comme Pair de France & Duc d'Aquitaine &c. En échange de quoi HENRI cede au Roi & à la Couronne de France tout ce qu'elle tient en Normandie, en Anjou, en Touraine & au Maine, & en toute la Terre de Poictiers. Fait à Londres le Lundi avant la Fête de St. Luc l'Evangéliste l'an de l'Incarnation 1259. au mois d'Octobre. Avec la Ratification des Prélats & Barons d'Angleterre au même jour. 210

Confirmation du Traité de Paix de l'An 1258. faite par SIMON DE MONFORT, Comte de Lestre, & ELEONOR Comtesse sa Femme; la dicté Comtesse renonce à tous le droit qu'elle pouvoit prétendre ex Duc de Normandie, Comtes d'Anjou, Touraine, le Mayne & Poitou. 1259. 102

Transactio inter Archiepiscopum Magdeburgensem RUDOLPHUM & Dominum de ARNESTEN, qua Archiepiscopo & Archi-Episcopatu Presectura Rammelburg in perpetuam proprietatem ceditur. Data Strucebere in Domo Fratrum Predicatorum, Anno Domini 1259. 7. Idus Decembris. 213

RAINERII GENONIS Ducis Venetorum Diploma, quo Comitibus Schinelle ac ejus Filiis PETRO SCHINELLE, BARTHOLOMEO & FRIDERICO BARTHOLO-

MEO & GUIDONI Filiis Comitibus GUIDONIS DE VEGLA concessit & confirmat Amicis Comitatibus Vegle & Insule & Pavichii, sub hisce conditionibus, ut Nuncios & Galeas Venetorum honorifice tractare, horum Amicos pro Amicis & Inimicos pro Inimicis habere, Communi Venetiarum nongentas libras Venet. solvere teneantur, & decedentibus omnibus Comitibus masculis, dictis Comitibus in Ducem & Comitem Venetorum libere debeant devinire. Dat. Anno 1260. 213

Testament de JACQUES de Lorraine, Evêque de Metz, Frere de MATTHIEU II. Duc de Lorraine. Fait le 14. Septembre 1260. 402

Traité & Alliance entre la Ville d'ANVERS & les Habitans de TURNHAUT. Fait à Louvain en l'An 1261. 214

Declaration de FERRIS Duc de Lorraine, portant, qu'il a vendu à GILON Evêque de Toul la Comté de Toul, laquelle il avoit achetée d'OIDON ou ODES. Faite au mois de Novembre 1261. Avec le CERTIFICAT ou Declaration du même OIDON ou ODES touchant cette vente. Au mois de Janvier 1261. 214

Declaratio HENRICI Regis Anglie, quod virtute Tractatus, de Anno 1258. REX FRANCORUM & ipse conveniret, ut valor Terra Agencii sibi singulis Annis in pecunia, videlicet tria millia, septingenta viginti Libras, octo solidi, & sex Denarii Turonenses, & quidem Parisiis apud Templum solvantur. Apud Westmonasterium, die 12. Decembris 1261. 215

Extrait du Traité de Paix entre CHARLES I. Comte de Provence & la Ville de MARSEILLE. Fait en 1262. 215

Transactio inter Episcopum Spirensem BERTHOLDUM & Civitatem SPIRAM super quinque Articulis; primo Monetam scilicet Spirensem concernente; secundo super Ponte faciendis ultra Fluviolum Lusse, tertio super Passagio apud Kesteb, quarto super exactione que Ungeld appellatur, & quinto super 7. personarum Juramentis. Apud Heiligenstein Cal. Aprilis 1262. 215

Lettre du Pape URBAIN IV. à RICHARD élu Roi des Romains, touchant la dispute pour l'élection entre ledit RICHARD, & ALPHONSE, avec les raisons de part & d'autre. Ecrite le dernier d'Août. 216

Testament d'AGNES Dame de Fouguesy, Comtesse de Savoye. Fait le 17. Octobre 1262. 219

Testament de BEATRIX de Savoye, Comtesse de Provence. Fait au mois de Mars 1263. 219

Reversales HENRICI Cantoris Ecclesie Argentinensis quod, si in Episcopum promotus fuerit, Compositionem inter WALTERUM Episcopum & CIVITATEM ARGENTINENSEM, super discordiis, occasione Jurium & Consuetudinum inter eos exortis, factam, ratam habiturus & inviolabiliter servaturus sit. Datum Argentinæ VI. Idus Martii 1263. 220

Accord entre HENRI Evêque de STRASBOURG avec son Chapitre d'une part, & la Ville de STRASBOURG d'autre part. Fait le Samedi avant la Fête de St. George, l'An 1263. 221

Litteræ URBANI III. Pape ad HENRICUM III. Regem Angliæ, ejusque Filium EDMUNDUM, quibus ipse indicat, se Regnum Sicilia propter non præstita ab ipsis debita alii collatum esse. Dat. 28. Juillet. 221

ANNO

1260.
14. Septemb.

1261.
26. Janvier.

Novemb.

12. Decemb.

1262.

1. Avril.

1262.

1263.

ou

1264.

31. Août.

1262.

17. Octobre.

1263.

1. Mats.

10. Mars.

DE LA I. PART. DU TOME I.

ANNO

1263.

31. Août.

17. Août.

1264.

5. Avril.

1265.

Janvier.

9. Août.

1266.

28. Mai.

7. Juin.

14. Août.

Novemb.

Decemb.

1267.

Fevrier.

Dat. apud Urbem veterem 5. Kal. Augusti

1263. 403

Littere Pape URBANI III. ad RICARDUM Romanorum Regem, quibus ipsum ad Tribunal suum ad cognoscendum de contentuibus inter eum & ALPHONSUM super electione exortit, citat. Dat. apud Urbem veterem 2. Kalend. Sept. 1263. 404

Donation à PIERRE Comte de Savoie, par RICHARD Empereur, des biens d'HERMANN le Jeune, Comte de Kibourg. Fait le 17. Octobre 1263. 221

Partitio Hereditaria inter GOTOFREDUM & HENRICUM Comites de Saye, per quam huic Comitibus de Sponheim cum Castris, Munitionibus, & omnibus bonis attinentibus, nec non omnia bona Allodialia, per mortem ALHEIDIS quondam Comitissæ de SPONHEIM ad eos devoluta; GOTOFREDO autem Comitibus de Sayn cum omnibus pertinentiis, atque bonis per mortem MECHTILDIS quondam Comitissæ Saynenfis ad utrumque eorum devolutis, obvenit. Actum Saine in die S. Vincentii Anno 1264. 221

Don du Royaume de THESSALONIQUE, fait à HUGUES Duc de Bourgogne, par BAUDOUIN Empereur de Constantinople. Fait à Paris au mois de Janvier 1265. 222

Fœdus & Confederatio inter CAROLUM Regem Sicilia, Apulia & Capua &c. pro se & nomine Romana Ecclesiæ ab una, & OPIZONEM Marchionem Effensem & Communia MANTUE atque FERRARIE ab altera parte, contra MANFREDUM Principem Tarantinum, HUBERTUM PALAVICINUM & BOZONEM DE DORARIA. Actum Roma, Anno Domini 1265. Indictione VIII. die 9. Augusti. Cum Regis CAROLI Ratificatione. Dat. Roma die 10. Novembris Indictione IX. Regni sui Anno 1. 222

Accord entre HUGUES Duc de Bourgogne & GUI Evêque de Châlons pour la Ville de SAINT LOUP. Fait au mois de Mai 1266. 223

Titres du Mariage de BEATRIX de Bourgogne avec HUGUES Comte de la Marche. Fait en 1266. 224

Traité d'Alliance entre HENRI Comte de Luxembourg & de la Roche, & Marchis d'Arion & FERRY Duc de Lorraine & Marchis, par lequel HENRI s'oblige à ne jamais aider le Comte de BAR contre FERRY, quand même il seroit en Guerre avec lui; avec cette clause extraordinaire, que si, dans le cas d'une telle Guerre, & pendant qu'elle dureroit, le Comte de BAR prenoit ce tems, pour venir attaquer le Duc de Lorraine, alors le Comte de Luxembourg seroit obligé de faire trêve avec lui, & de joindre ses armées aux siennes contre ledit Comte de Bar. Fait la Fête de l'Assomption de notre Dame, l'An 1266. 224

Transaction & Echange entre HUGUES Duc de Bourgogne, & HUGUES Comte de Vienne. Fait au mois de Novembre 1266. 225

Littere S. LUDOVICI Francorum Regis de Trengis initis inter Regem Angliæ HENRICUM III. & EDUARDUM ipsum Primogenitum ex una parte, & REGEM NAVARRÆ ex altera, vuque ad triennium. Actum Parisiis Anno 1266. die Luna ante Natale Domini. 407

Declaration de GUILLAUME DE VERGY Senechal de Bourgogne, & de LORE Dame de DAMPIERRE, sa Femme; faisant foi du Compromis, par lequel eux & la COMTESSE DE FLANDRES pour la Ville de St.

DISIER. Fait au mois de Fevrier 1267.

Acte par lequel HENRI Fils aîné de HENRI III. Duc de Brabant, étant mal propre au Gouvernement, cède à JEAN son Frère puîné tout le Droit qu'il a sur le Duché de Brabant. Fait à Cambrai l'An 1267. 226

Traité de Mariage de PHILIPPES de Savoie & d'ALIX Comtesse Palatine de Bourgogne. Fait le 11. de Juin 1267. 227

Convention entre S. LOUIS Roi de France & la Republique de VENISE, pour l'envoi d'une Armée de la part du Roi dans la Terre Sainte. Fait en 1268. 227

Testament de PIERRE Comte de Savoie. Fait au mois de Mai 1268. 228

Traité entre PHILIPPE Comte de Savoie & de Bourgogne, & la Ville de BERNE. Fait audit Berne au mois de Septembre 1268. 230

Lettres Patentes de RICHARD Roi des Romains, par lesquelles il approuve la cession que HENRI, Duc de Brabant, fit de ce Duché en 1267, à son Frère JEAN. Données à Cambrai le 20. Sept. 1268. 230

Transaction passée entre HUGUES Duc de Bourgogne & PHILIPPE Comte de Savoie & de Bourgogne, faite par l'entremise de HUGUES Comte de Vienne & de HENRI Seigneur de Sainte Croix son Frère en 1268. 230

Confederatio inter HENRICUM III. Regem Angliæ & MAGNUM IV. Regem Norwegie facta. Dat. apud Winton, die Mercurii proximo post Festum assumptionis S. Mariæ Anno 1269. 408

Littere HENRICI III. Regis Angliæ, quibus continetur & nota sunt Conditiones Transactorum inter ipsum & EDUARDUM Filium ab una, & LUDOVICUM IX. Regem Franciæ ab altera parte initarum pro quinque Annis. Dat. apud Winton, die Martis proxima ante festum Sancti Michaelis Anno 1269. 230

Littere THEOBALDI Regis Navarre, quibus Treuge inter LUDOVICUM Regem Franciæ ipsum Patrem ab una, & HENRICUM Regem Angliæ ab altera parte nuper inter alia quinque Annos ratihabentur & confirmantur pro parte sua & Regni Navarre. Dat. apud Stelaim die Martis ante festum S. Michaelis Anno 1269. 231

Accord & Convention passée entre les CHAMOIS & les ECHEVINS de NAMUR, touchant leur Jurisdiction, par l'entremise de GUI Comte de Flandre & Marquis de Namur. Fait à Namur, l'An 1270. 232

Testament de RAOUL Comte de Seiffon. Fait au mois d'Avril en l'An 1270. avant qu'il partît pour la Terre Sainte. 409

Traité entre PHILIPPES Comte de Savoie & de Bourgogne, ALIX Comtesse de Bourgogne sa Femme, & HUGUES Duc de Bourgogne. Fait vers les Fêtes de Pâques de l'An 1270. 232

Pax inter OTTOCARUM Regem Bohemiæ & STEPHANUM Regem Ungariæ, qua inter alia reversionatur Terre Regis Bohemiæ Paci Tractatu comprehensa; vincula item ad Paci observationem adhibita; porro rationes, quibus nascituræ controversiæ sint dirimende; tum pena in paci violatores constituta, & tandem Renunciatio Regis Hungariæ super omni Jure & actione in Ducatibus Styria, Carinthia, & Dominis Carniola, Marchia sibi competentibus. Datum Prage 2. Idus Julii 1271. 233

Donatio Regis Bohemiæ OTHOKARI, HENRICO seniori de PLAWE, de

ANNO

1267.

24. Mai.

11. Juin.

1268.

Sept. 1268.

20. Septemb.

1269.

25. Juillet.

Août.

24. Septemb.

24. Septemb.

1270.

Avril.

7. Avril.

1271.

14. Juillet.

1272.

13. Juill.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO

1272.

26. Août.

25 Septemb.

22. Octob.

23. Octob.

24. Octob.

1273.

2. Avril.

30. Nov.

1274.

4. Septemb.

1275.

Octob.

1276.

1277.

Fevrier.

Fevrier.

Avril.

de Castro Grenlis cum Foro, Villis, Venationibus, Aurifodinis, & cunctis appertinentiis in perpetuum constituta. Datum Praga tertio Idus Julii Anno 1272. 234
Testamentum JACOBI Arragonum, Majoricarum & Valentia Regis. Actum in Montepessulano septimo Calendas Septembris, Anno 1272. 409
Lettres de THIBAUT Comte de Bar, contenant les Armes & Conditions du Compromis passé entre FERRI Duc de Lorraine & lui, au sujet des Prisonniers, faits par eux à Hatigney, & du différend survenu entre eux à cet égard. Fais devant Espinal le Dimanche après la St. Mathieu 1272. 235
Emanicipation de ROBERT Duc de Bourgogne, faite par HUGUES son Pere en 1272. 235
Lettre de HUGUES Duc de Bourgogne à PHILIPPE III. Roi de France, sur-nommé le Hardy, touchant la Donation du Duché de Bourgogne, faite par ledit HUGUES à ROBERT son Fils, datée de l'Annee 1272. 235
Donation du Duché de Bourgogne faite entre vifs, à ROBERT, par HUGUES Duc de Bourgogne son Pere. Fais au mois d'Octobre 1272. 236
Contrat de Mariage de GASTON Comte de Bearn & de BEATRIX de Savoie Dame de Faucigny. Fais le jour des Rameaux de l'Annee 1273. 236
Tractatus inter EDUARDUM I. Regem Anglie, & HENRICUM Regem Navarra conclusus, super contrahendo Matrimonio inter HENRICUM Filium dicti Regis Anglie & JOHANNAM Filiam dicti Regis Navarra. Dat. apud Hospitale de Bono Loco, pridie Kal. Dec. Anno 1273. 412
Fœdus inter CAROLUM I. utrinque Sicilia Regem ab una, & Universitatibus Civitatis atque Terra SIBENICI, nec non Civitatibus & Terra SPALETTI ab altera parte, contra Terram DALMA-SII, usque ad Ratificationem Regis Ungarie initum, quo conveniunt, quomodo & quando Bellum contra prefatum Dalmatiam Terram futoresque suos geri debeant. Dat. apud Lucum Penfilos die 4. Septembris. 1274. 236
Accord entre ROBERT Duc de Bourgogne & la SAINTE CHAPELLE DE DIJON, pour le recouvrement de la Croix d'Or d'Hugues Duc de Bourgogne. Fais au mois d'Octobre 1275. 237
Landem Concordie, quo OTTOGARUS Rex Bohemie omne jus, quod in Austria, Styria, Carinthia, Carniola, Marchia, & Coritia, ac Portusnah, habebat, vel habere videbatur, cedit RUDOLPHO I. Romanorum Regi, & insinuat OTTOCARI Filio RUDOLPHI Filio, & RUDOLPHI Filio OTTOCARI Filia desponsantur. De Anno 1276. 237
Accord & Reglement entre ROBERT II. Duc de Bourgogne & l'ABBE DE St. PIERRE DE CHALON, pour leur Seigneurie & Jurisdiction. Fais à Paris, au mois de Fevrier 1277. 238
Transfession passée par la mediation de PHILIPPE III. Roi de France, entre ROBERT Duc de BOURGOGNE d'une part, & ROBERT Comte & YOLANDE Comtesse de NEVERS pour les prétensions desdits Comte & Comtesse sur le Duché de Bourgogne. Faite à Paris au mois de Fevrier 1277. 238
Transfession entre ROBERT Duc de Bourgogne d'une part, & ROBERT de France, Seigneur de BOURBON & BEATRIX sa Femme, d'autre ; touchant le Droit desdits Robert de France & Beatrix sur la Duché de Bourgogne.

Faite au mois d'Avril 1277. 239
Accord entre PHILIPPE de Vienne & l'ABBE DE CISTEAUX. Fais au mois de Septembre 1277. 240
Transfession entre ALIX Comtesse de Vienne, & ses Enfants, pour son Donaire. Fais au mois d'Octobre 1277. 240
Cession faite par JEAN de Chalon, Sire de Rochefort, Comte d'Annerre, & ALIX sa Femme de tous les Droits que ladite ALIX pourroit prétendre sur le Duché de Bourgogne & ce en faveur de ROBERT Duc de Bourgogne, Oncle de ladite Alix. Faite au mois d'Octobre 1277. 241
Accord entre ROBERT Duc de Bourgogne & PHILIPPE de Vienne, Seigneur de Seurre, qu'on nomme à present Bellegarde ; pour la Franchise de ladite Ville de Seurre. Fais au mois de Septembre 1278. 241
Accord entre ROBERT Duc de Bourgogne & GUI Seigneur de Trichasfel, fait au mois d'Octobre 1278. 241
Testament d'ALIX Comtesse de Savoie & de Bourgogne, fait au mois de Novembre 1278. 242
Traité de Paix fait à Amiens entre le Roi PHILIPPE le Hardy, & EDOUARD premier Roi d'Angleterre, en conséquence du Traité de l'An 1259. par lequel est convenu que la Terre d'Agenois sera rendue au Roi d'Angleterre, qui la tiendra sous son Hommage lige, & en Pairie avec le Duché de Guyenne. En puis est traité de la Terre de Quercy. 23. Mai 1279. 242
Transfession entre ROBERT Duc de Bourgogne, d'une part, & ROBERT Comte & BEATRIX Comtesse de Clermont d'autre ; au sujet des prétensions desdits ROBERT & BEATRIX sur le Duché de Bourgogne &c. ladite BEATRIX étant petite-Fille de HUGUES Duc de Bourgogne. Faite à Paris au mois d'Août 1279. 244
Oppignatio LUDOVICI Comitis Palatini & Bavaria Ducis facta HENRICO Episcopo Ratibonensi super Officii videlicet Judicii, Pacis, Camerae, & Scabiet in prefata Civitate pro centum & quingaginta libris denariorum Ratibonensium, quos pro Castro Rotenecke ei persolvere debebat. Datum Ratibona 11. Kalend. Septembris Anno 1279. 245
Diplome de l'Empereur RODOLPHE I. par lequel il confirme le Paix Hereditaire conclu asperavant, par HENRI Duc de Silesie, avec OTTOCARE Roi de Boheme. Esfursi le 25. Septemb. 245
Decret de l'Empereur RODOLPHE qui assigne à CHARLES Roi de Sicile les Comtés de Provence & de Forel-quier. Donné à Vienne en Autriche, le 28. Mars 1280. 246
Traité entre JEAN I. Duc de Lorraine & de Brabant & la Ville d'AIX LA CHAPELLE, qui se met sous sa protection. Fais en 1280. 246
Transfession passée entre ROBERT Duc de Bourgogne & ROBERT Comte de Nevers. A Paris, l'An 1280. 247
ALBERTI Ducis Saxonie. Consensus in Investituram Terrarum Austria, Stiria, Carinthia, Carniola & Marchia Slavica à Romanorum Rege RUDOLPHO I. Filiis suis ALBERTO & RUDOLPHO confrendam. Dat. 11. Cal. Septembris. 1280. apud Aken. 277
Imperatoris Romanorum RUDOLPHI I. Confirmatio Conventionis inter LUDOVICUM, & HENRICUM Comites Palatinos Rheni & Bavaria Duces super questione & lite de Principatibus Hereditariis & contingentibus apud Vils-hofen noster inita. Datata Ratibona 2. Ka-

ANNO

1277.

Septembre.

Octobre.

Octobre.

1278.

Septembre.

Octobre.

Novemb.

1279.

23. Mai.

1279.

Avril.

21. Août.

25. Sept.

1280.

16. Mars.

22. Avril.

22. Août.

1281.

30. Juin.

DE LA I. PART. DU TOME I.

ANNO
1281.

11. Juill.

25. Juill.

4 Septemb.

après le
1. Novemb.

29. Novemb.

1282.

Avril.

18. Avril.

14. Mai.

31. Mai.

15. Août.

8. Novemb.

30. Decemb.

1283.

Mars.

Juin.

Kalend. Julii 1281. 247
Traité de Ligne entre LOUIS DE SAVOYE & AYMAR DE POITIERS Comte de Valentinois. Fait à Paris l'An de Juillet 1281.

247
Tractatus inter ERICUM Regem Norvegie, & ALEXANDRUM III. Regem Scotia conclusus super Matrimonio inter dictum Regem Norvegie & MARGARETAM dicti Regis Scotia Filiam, contrabendo. Dat. apud Rokeiborg in Festo S. Jacobi Apostoli. Anno 1281. 413
Romanorum Regis RUDOLPHI Investitura de Reggaviatu Norimbergensi cum appertinentiis in FRIDERICUM Burggaviatum. Dat. Gewandis pridie Nonas Septembris Anno Domini 1281. 248

Scheda supplicis, vulgo Cahiers, PHILIPPO Andaci Regi Francie, nomine EDUARDI Regis Anglie, tanquam Ducis Aquitania porrecte, circa observantiam & executionem Tractatus Ambianensis, nec non preterita absentata Officialium Regiorum contra Aquitanenses, in prejudicium Juris Ducis, cum Responsis atque Placitis Regis super antiquoque Articulo in Curia Parliamenti, omnium Sanctorum 1281. affis. 243

Instrumentum Recognitionis, Quod LUDOVICUS Comes Palatinus Rheni feuda sua à Domino EDELINO Abbate Wilsenburchensi, presente RUDOLPHO Romanorum Rege, receperit. Actum in Claustro Wilsenburchensi in Vigilia Sti. Andree Anno 1281. 248

Traité d'Alliance & d'Association entre PHILIPPE Comte de Savoie, & JEAN DE LA BAULME Abbé d'Ambroinai. Fait au mois d'Avril 1282. 248

Hommage prêté à ROBERT Duc de Bourgogne, par CHARLES Roi de Jerusalem & de Sicile à cause du Comté de Nèvers. le 18. d'Avril 1282. 249

Testament de THOMAS de SAVOYE, Comte de Piémont. Fait le 14. Mai 1282. 249

Cession du Duché de Limbourg, fait à JEAN I. Duc de Brabant, par ADOLPHE Comte de Mont. L'an 1282. 250

Tractatus inter EDUARDUM I. Regem Anglie & PETRUM Regem Aragonie conclusus, super contrabendo Matrimonio inter ALFONSUM, dicti Regis Aragonie Filium & ELEONORAM dicti Regis Anglie Filiam. Dat. apud Oricam octavo decimo Kal. Septembris, Anno 1282. 415

Sententia ALPHONSI Regis Castellæ & Legionis, qua Filium suum Majorem SANCTIUM, ob illatas sibi varias injurias, tanquam sibi rebellem, inopium, atque ingratum exheredat, omnique successione jure, eidem in Regnis & Dominis suis competentis, privatum decernit, atque declarat. Actum in Palatio Civitatis Hispanensis die 8. Novembris 1282. 250

Conditiones Duelli inter PETRUM Regem Aragonie & Sicilie, & CAROLUM Regem Hierosolymorum prope Burdegalam habendi, ex parte dicti Regis Aragonie juramento firmata. Dat. Misjana tertio Kalend. Januarii Anno 1282. 417

Hommage de JEANNE Heritiere de Navarre & de Champagne, &c. à ROBERT Duc de Bourgogne. Fait à Paris au mois de Mars 1283. 252

Diplome de RODOLPHE I. Roi des Romains, par lequel il confirme, en faveur de ses Fils ALBERT & RODOLPHE, tous les Privilèges accordés par les Empereurs & Rois des Romains aux Princes, d'Autriche, l'avoir au Margrave ERNEST l'An 1098. à Durrenbourg par TOM. I. PART. I.

HENRIIV. au Duc HENRI I. à Raubonue l'An 1136. par FREDERIC I. au Duc LEOPOLD à Eslingue l'An 1228. par HENRI VIII. & au Duc FREDERIC à Berne l'An 1240. par FREDERIC II. à Remwald le 11. Juin 1282. Avec le Transsumpt du même Diplome par GUILLAUME GURS, Prévôt de l'Eglise de St. Etienne. A Vienne le 18. Juin 1431. 252

Traité entre JEAN I. Duc de Brabant, & son Frere GODEFROI Seigneur d'Archeb. & de Visson, & JEAN Seigneur de Knivere, touchant le partage de la Terre d'Archeb. Fait en 1283. 253

Accord entre ROBERT Duc de Bourgogne, & les Habitans de la Ville de BEAUNE, sur leurs Privilèges & Droits de Commune, que le dit Duc leur confirme. Fait au mois de Decembre 1283. 254

MARTINI IV. Pape Edictum Regno Sicilia in Beneficium CAROLI Andegavensis & contra PETRUM Regem Aragonum ejusque Adherentes iteratum. 256

Investiture du Dauphiné, faite par RODOLPHE Empereur dit le Clement, en faveur de ROBERT Duc de Bourgogne, 4. de Fevrier 1284. 257

Sentence Imperiale rendue par RODOLPHE I. Roi des Romains, entre HENRI Evêque de Spire d'une part, & la Ville de SPIRE d'autre part, touchant la Vente du Vin & du Bled, l'exaction des Dimes & autres differents. A Waldek le jour des onze mille Vierges 1284. 257

Sententia Arbitralis lata per D. PASQUA DE VARICASSA Crum & Judicem JADRE inter MARCUM MICHAELUM Comitum Arbi & COMMUNE ejusdem Civitatis ex una, & VOLCETAM Potestatem NONÆ & COMMUNE ejusdem Urbis ex parte altera. Quæ Sententia moris contra Piratam DOBRISSAM Crum Nonensem à dicto Comite Arbi lata, iusta pronunciat, damna mutuo illata amittantur, Pax & Concordia inter utramque Commune sancitur & confirmatur. Dat. Jadræ Anno 1284. Ind. XIII. die 11. invante mense Decembris. 258

Cession faite à ROBERT Duc de Bourgogne, par MARGUERITE sa Niece Reine de Sicile, de la portion qui appartenait à ladite MARGUERITE par Droit de Succession au Duché de Bourgogne. Faite l'An 1285. 259

Titre pour le Traité de Mariage entre JEAN Fils aîné de ROBERT Duc de Bourgogne & ALIX Fille d'OTHE Comte de Bourgogne. Fait l'An 1285. 259

Patium inter Castrum FRIDBERG & CIVITATEM IMPERIALEM ejusdem nominis, coram RUDOLPHO I. Imperatore factum, quod neutra Pars alteram destrueret, sed in firma pace & concordia invicem vivere debeant. Datum Moguntia, Idibus Julii 1285. 259

Accord entre ROBERT Duc de Bourgogne & HUMBERT DE LA TOUR, Dauphin de Vienne, touchant le Dauphiné. Fait à Paris l'An 1285. 260

Donation faite à ROBERT Duc de Bourgogne par PHILIPPE III. Roi de France surnommé le Hardi, de tout ce qu'il a en la Ville de Coches, des Fiefs des Chateaux de Manlain, de Courtenais &c. Faite à Narbonne l'An 1285. 260

Donation de l'Hommage & de la Morvanne de TREFFORT, de MARLOUX, & du Pais de REVERMONT, faite à ROBERT Duc de Bourgogne, par OTHES Comte de Bourgogne, l'An 1285. 260

Traité d'Association entre AME V. Comte de Savoie, & JEAN de la BAULME

ANNO
1283.

24. Juin.

Decemb.

vers l'an
1284.

4. Fevrier.

21. Octob.

11. Decemb.

1285.

19. Janvier.

30. Janvier.

15. Juill.

20. Septemb.

9. Octob.

17. Octob.

Novemb.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO
1285.

Decemb.

1286.

2. Mai.

11. Mai.

Juillet.

25. Juillet.

Août.

Août.

5. Août.

1287.

6. Mars.

1288.

15. Mars.

12. Avril.

ME Abbé d'Ambronai, par lequel le Comte prend l'Abbié & son Monastère sous sa protection, moyennant quelque part que ce Prélat lui donne aux revenus de son Abbaye. Fait au mois de Novembre 1285.

Interpretation de la Transfation passée entre ROBERT Duc de Bourgogne d'une part, & ROBERT Comte & YOLANDE Comtesse de Nevers d'autre, pour les prétensions desdits Comte & Comtesse sur le Duché de Bourgogne; par des différens survenus après la mort de ladite YOLANDE. Fait à Paris, au mois de Decembre l'An 1285.

Arresta expedita Parisiis in Curia Parlamentis, super Regis Anglie EDOUARDI, Ducis Aquitaniae, querelis, ipso existente Parisiis, Anno 1286. circa Pentecosten.

Donation du Pais de BEARN, par GASTON Vicomte de Bearn à Dame MARGUERITE Comtesse de Foix sa Fille emancipée. Faite à Mierlas le 11. de Mai 1286.

Indult accordé par PHILIPPES le Bel Roi de France à EDOUARD I. Roi d'Angleterre touchant les Amendes qui devoient lui revenir pour les mauvais & faux Jugemens qui se pourroient rendre par les Seneschaux & autres Officiers audit EDOUARD en Gascogne, Agenois, Caorlin, Perigord, Limolin & Xaintonge. A Paris au mois de Juillet 1286.

Tractatus Treugarum inter PHILIPPUM IV. Regem Francie, & ALFONSUM Regem Aragonie, mediante EDUARDI D. I. Rege Anglie conclusus. Dat. Parisiis octavo Kal. Augusti Anno 1286.

Responces & Reglemens saisis au Parlement de la Pentecoste l'An 1286. sur quelques Articles des Cahiers presentez de la part du ROI & de la REINE d'ANGLETERRE lors estans à Paris, concernant le Comté de Ponthieu obtenu à la dite Reine de l'escol maternel, & Lettres sur ce expedites en Aoüst audit an 1286.

Littere Regis Anglie EDUARDI I. quibus enarrantur Articuli Conventionis ipsius inter & PHILIPPUM IV. Regem Francie ad integram executionem Tractatum precedentium inita; proficitur insuper EDUARDUS pro se & Successoribus suis, quod ipse & ipsi debeant tenere ab eodem Rege ejusque Successoribus sub Homagio ligio Terram Vasconiam & alias Terras quas habuit & habet per Paces predictas. Parisiis Anno 1286. mense Augusto.

Précis d'un Traité entre JEAN Duc de Lorraine & de Brabant & la Ville de LIEGE. Fait en 1286.

Traité d'Alliance entre JEAN Duc de Brabant & THIERRI Comte de Cleves. Fait l'An 1287.

Littere Apostolicæ NICOLAI IV. Pape ad ALFONSUM quondam PETRI Aragonum Regis Filium; quibus eum hortatur, ut KAROLUM claræ memoriæ KAROLI Sicilie Regis Primogenitum in vinctulis injuste detentum plene restituat libertati, nullumque imposturam Fratri suo JACOBO, aut quibuscumque aliis in Insula & Regno Sicilie Ecclesiam impugnantibus, auxilium ferat. Datum Romæ apud S. Petrum Iduibus Martii Pontificatus Anno primo.

Lettres de RODOLPHE I. Roi des Romains, par lesquelles il declare & manifeste, que certaine Sentence a été faite & confirmée en sa presence par les Princes de l'Empire, les Comtes, Seigneurs, & autres États de l'Autriche & de Syrie, portant, qu'il devoit être Seigneur de tous

les Biens delaissez par FREDERIC Duc d'Autriche, lui, ou celui en faveur de qui il en voudroit disposer, comme aussi qu'il devoit avoir les Prétendants ca tems de leur rendre Justice. A Basse le Lundi avant la St. Tiborce & St. Valerian 1288.

Compositio inter FRIDERICUM Marchionem Minensem ab una, & HENRICUM Mersburgensem Episcopum parte ab altera, mediante ERICO Archiepiscopo Magdeburgensi constituta; qua dictus Marchio promittit, se Episcopum prefatum libere sua Jurisdictione tam seculari quam spirituali uti permitturum; nullasque exactiones in ejus bona, seu Homines facturum. Actum Anno 1288. tertio Kalendas Novembris.

RUDOLPHI Romanorum Regis Diploma, quo Marchionatum Lusatiae WENCESLAVO Regi Bohemie confert Jure feudali. Datum Egerie tertio Idus Martii, Indict. II. Anno 1289.

Traité de Paix entre JEAN Duc de Brabant, & REINAULD Comte de Gueldre, par lequel Reinauld, qui avoit été fait prisonnier par Jean, est mis en liberté, & on lui rend les deux Isles de Bommel & de Th; & Reinauld renonce à tous les Droits qu'il pouvoit avoir sur le Duché de Limbourg &c. Fait à Paris, au mois d'Octobre 1289.

Pactum Matrimonii inter CAROLUM Regem Aragonum & MARGUARIAM Filiam CAROLI II. Regis Sicilie.

Romanorum Regis RUDOLPHI I. Investitura de Feudis omnibus per mortem DUCIS WRATISLAVIENSIS sibi & Romano Imperio vacantibus, WENCESLAVO II. Bohemie Regi concessa. Datum Erfordia 6. Calendas Augusti 1290. Indict. 3. Cum Confirmatione Regis Romanorum CAROLI IV. Data Prage Anno 1348. Indictione prima.

Ligue entre AME' V. Comte de Savoie, & ARCHEMAN & RODOLPHE Comtes de Haspurg, B. d'Haspurg Evêque de Constance, promettant pour Archeman dans il étoit Tuteur & Oncle; par laquelle Ligue Archeman s'engage à assister Amé de tout son pouvoir, pour recouvrer les Châteaux de Loyes & de Condamine au Pays de Vaud, le tenir pour son Père, défendre sa personne & ses Terres, & particulièrement la Ville & les habitants de Berne. Fait à Chierces le Lundi après la Fête de l'exaltation de la Sainte Croix 1290.

RUDOLPHI I. Romanorum Imperatoris Privilegium, sive Attestatio de Jure Pincernatus, Electoratusque in Romano Imperio Regibus Bohemia competente. Datum Erfordia VI. Kal. Octobris Anno Domini 1290. Cum CAROLI IV. Cesaris Confirmatione super eodem Privilegio. Datum Prage septimo Idus Aprilis Anno Domini 1348. Nec non alterius & superabundanti Attestatione RUPERTI Comitum Palatinum, qua, post multam investigationem, una cum universis aliis Coelectoribus, Compincipibus, & Collegis suis recognoscit & proficitur, quod Bohemia Reges habeant Jus & vocem in Electione Romanorum Regis, quòdque Archiepiscopus Officium coram Rege Romano exercere non venient in Curia, nisi velint facere spontanea voluntate. Datum Metis 1356.

RUDOLPHI I. Romanorum Regis Confirmatio super, sive inter WENCESLAVUM Regem Bohemia atque HENRICUM Ducem Silesie Transfatione Hereditaria in puncto successione in Principatu Wratislaviae. Datum Erfordia 26. Octobris Anno 1290.

ANNO
1288.

30. Octob.

1289.

13. Mars.

15. Octob.

1290.

27. juillet.

19. Sept.

26. Sept.

26. Octob.

Pre.

DE LA I. PART. DU TOME I.

ANNO

1287.

30. Mars.

1291.

8. Avril.

1292.

21. Janvier.

6. Fevrier.

15. Fevrier.

27. Mai.

30. Sept.

1293.

Fevrier.

6. Fevrier.

1294.

22. Janvier.

Premier Recte Imperial de RODOLPHE I. Roi des Romains, par lequel, de l'avis & du consentement des Princes Ecclesiastiques & Seigneurs de l'Empire, il est pourvu à la conservation de la Paix publique. Fait à Hertzbourg le Dimanche des Rameaux 1287. & renouvelé à Spire le Dimanche avant celui des Rameaux 1291. 273

Tractat ende Accord tuschen JAN Herriogh van Lothryck en Brabant ter eenre, ende GODEVAERT Grave van Vlianden ende GEERARD VAN AA, Heeren van Grimbergen ter andere syde, volgens 's welck de voornoemd Heeren van Grimbergen gebouwen syn den Heruch te dienen met haer Knaepen in ghemeynen Oorloge op haer Kost, ende te Chevalieren op de sijnre. Aldus ghemacht ende ghogecaet des Maendachs voor S. Pauwels daer A-poffel 1292. 274

Instrumentum Treage seu Induciarum inter JOANNEM CONTARENUM Comitem Jadria nomine & vice Ducis VENETORUM, Communis & Civitatis ejusdem ab una, & GREGORIUM Comitem Braberiensem pro se atque gente sua & nomine Communis & Hominum ALMISII ex altera parte initiarum, quibus intra annum unum nullam contra se invicem hostilitatem exercere promittunt. Dat. Jadria Anno 1292. mensis Febr. die 6. invante Indictione V. 276

Propositions de Paix faites au Comte de HAINAULT, par PHILIPPE Roi de France, & dressées à Paris le 15. de Fevrier 1292. 421

Conventio inter Commune JANUÆ & ANTONIUM Marchionem de Carreto pro se & Hominibus suis, quod ipsi non liceat, nec alicui persona navigare de aliqua parte, seu loco, qui sit à Corvo usque ad Monacum, in Pelagus nisi de Portu Januæ, nec de Pelago redire in aliquem locum, qui sit intra dicta confinia, nisi in Portum Januæ. Actum Januæ die 27. Maji Anno Nativitatis 1292. Cum utriusque Partis Procuratoribus, nec non prefati Marchionis Ratificatione die 19. Junii Anno 1292. 277

Assignation de Donaire à Madame ALIX, Fille de THIEBAUT Comte de Bar, Vefue de Mahen, Fils de FERRI Dus de Lorraine; du Mardi avant la Fête St. Remi l'An 1292. 281

Accord entre les Villes de MAYENCE de WORMS & de SPIRE sur la maniere de recevoir l'Evêque & de lui faire le Serment de fidelité 1293. 281

Accord entre les Villes de MAYENCE, de WORMS, & de SPIRE sur la Reception qui se doit faire aux Emperours & aux Rois des Romains dans le tems de leur entrée, & sur le Serment qu'on doit leur prêter 1293. 281

Traité de Mariage entre EDOUARD Roi d'Angleterre & MARGUERITE Sœur de PHILIPPE dit le Bel Roi de France, portant que s'il naît un Fils de ce Mariage, il aura pour héritage le Duché d'Aquitaine, lequel passera à ses Descendans en ligne masculine & feminine à perpétuité sous diverses conditions exprimées dans ledit Traité. A Paris au mois de Fevrier 1293. 281

Contrat de Mariage entre GUILLAUME Seigneur de Gex, & JEANNE DE SAVOYE conclue l'An 1293. 284

Accord entre ROBERT Duc de Bourgogne & PHILIPPE DE VIENNE sire de Paigny; par lequel ledit PHILIPPE entre en l'Hommage du Duc pour plusieurs Terres de Franc-aleu. Fait l'An 1294. 284

Traité de PHILIPPE Comte d'Arras, fait à l'Abbé de Bourg de Dieu le jour

de la Sainte Vincent 1294. avec un Codicille daté le mois d'Avril 1295. 421

Promesse de PHILIPPE DE SAVOYE Comte de Pifmon à AME le Grand aussi Comte de Pifmon. Faite à Chamberi l'An 1294. 285

Littere Credenciales BONIFACII VIII. Pape super duobus Episcopis quos ipse delegat ut Sedes Apostolica Nuncios ad PHILIPPUM IV. Regem Francie, ad Pacem conciliandam eum inter & Regem Anglie EDUARDUM I. Datum Laterani XI. Kalendas Martii Anno 1294. 286

Transactio JOANNIS Comitis de SAYN cum ejus Fratre ENGELBERTO super Hereditate paterna, constituta: qua prior hinc & ejus Hereditas jure Feudi Castrum in Vallendar cum ancestorum Mancarum redditibus annuè in Decimis & Jurisdictione indè et aliis conceat, nec non post mortem Matris eorum medietatem Casiri Homburg atque medietatem omnium reddituum cum eo se auferunt, pul licetur. Actum die B. Thaurii & Valeriani Anno 1294. Indictione septima. 286

Reversales ENGELBERTI Comitis de SAYN dati ejus Fratri JOANNI super precedenti Transactione, quo iuramentum dictam Transactionem ratam & firmam habebit, nullamque ei impellerem litem de paterna Hereditate movebit. Actum in die B. Thaurii & Valeriani 1294. Indictione septima. 287

Edictum Citationis à PHILIPPO IV. Rege Francie decretum, ad ejus EDUARDUM I. Regem Anglie ac Ducem Aquitanie, immanitatem, depre-dationum & latrociniorum causa, cum justione comparandi coram ipso, atque ibi respondendi & juri parendi, secundum omnia erramenta &c. Actum Parisiis die Mercurii post Festum Pasche Anno 1294. 288

Donation faite par BEATRIX DE SAVOYE Dame de Foncigny à AME LE GRAND Comte de Savoie, de tout ce que ladite Dame possédait depuis le Lac de Geneve & Seiffel jusques à Fribourg &c. Faite en l'Annee 1294. 289

Testament de SIBILLE DE BAUGE Comtesse de Savoie. Fait l'An 1294. 289

Confederatio inter EDUARDUM I. Regem Anglie & ADOLPHUM Regem Romanorum, pro prestando sibi invicem contra quorvis hostes, præcipue contra PHILIPPUM IV. Regem Francie auxilio. Dat. apud Westmonasterium undecimo Kal. Novembri. Anno 1294. 423

Transactio inter Episcopum Spirensem FRIDERICUM, & Civitatem SPIRAM, interventibus & mediantibus Episcopo TULLENSI & Abbate DE HEMMENRODE, Priore Fratrum Predicatorum, Gardiano Fratrum Minorum Domorum Spirensum, Fratre ALRADO Predicatore, & JOANNE DE LICHTENSTEIN Militie, super Exactionibus, Servitiis, Judicialibus & Officiis, Jurisdictione, Venditione Vini a-lisque punctis, sancita Spira in Vigilia omnium Sanctorum 1294. 291

Diploma Confirmationis Romanorum Regis ADOLFI de Privilegiis, Juribus, Jurisdictionibus & Libertatibus per Antecessores Romanorum Reges COMMUNITATI MEDIOLANENSIS concessis. Datum in Ruden XI. Kalendas Martii Indictione VIII. Anno 1295. 292

Contrat de Mariage entre l'un des Fils de PHILIPPE LE BEL Roi de France, & JEANNE Fille d'OTHON IV. Comte de Bourgogne. Fait au mois de Mars 1295. 292

Pædas inter PHILIPPUM Francie, & JOANNEM Scotie Reges, contra impugnaciones hostiles Regis Anglie; quo i-
super

ANNO

1294.

25. Janvier.

19. Fevrier

14. Avril.

21. Avril.

29. Avril.

11. Mai.

22. Octob.

31. Octob.

1295.

19. Fevrier

2. Mars.

5. Juillet.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO
1295.

26 Decemb.

1296.
Janvier.

7. Janvier.

Mars.

28. Août.

18. Août.

17. Nov.

1297.

1296.

1297.

7. Janvier.

19. Avril.

Mai.

31. Août.

super Matrimonium inter EDUAR-
DUM Primogenitum JOANNIS
Scotie Regis & Primogenitam CARO-
LI Comitis Valesie, PHILIPPI Fran-
corum Regis Germani condicatur.
die 5. Julii Anno 1295. Cum Ratificatio-
ne CAROLI Francie Regis Fih. 294
Traité de Ligue offensive entre PHILIP-
PE LE BEL Roi de France & FLO-
RENT V. Comte de Hollande. Fait
au mois de Decembre l'An 1295. 295
Tiers accordé par PHILIPPE LE
BEL Roi de France pour les Droits de
ROBERT Duc de Bourgogne sur la
Franche Comté. A Paris, au mois de
Janvier 1296. 296
Traité d'Alliance entre EDOUARD IV.
Roi d'Angleterre, & GUY, Comte de
Flandre contre la France. Fait l'An 1296.
297
Lettres de JEAN Roi d'Ecosse, par les-
quelles il se soumet à EDOUARD I.
Roi d'Angleterre, lui remettant le Royau-
me d'Ecosse, & reconnaissant la fante qu'il
a faite de se l'igner contre lui avec le Roi
de France. 298
Hommage rendu à EDOUARD I. Roi
d'Angleterre par les Grands du Royaume
d'Ecosse. A Berwyk sur la Tweede le 28.
d'Aout l'An 24. de son Regne. 298
Littera Pontificis BONIFACII VIII.
ad Regem Francie PHILIPPUM
Pulchrum, significans se non recusare,
quominus Negotium Pacis inter ipsum
Francie Regem & Regem Anglie in sua
Curia juxta ipsius placitum tractetur; por-
ro cupit, ut Comitem ALENCONIUM
ipsum Regis Fratrem ad se mittat, quod
huic quadam arcana nulli alii revelanda
aperire possit; quæ ALENCONII
missis sub pretestu voti vel cupiditate
invenendi CAROLUM Regem Sicilie
ut instituitur consult. Dat. Anagnia XV.
Kal. Septemb. Anno Pontificis. II. 299
Littera Pontificis BONIFACII VIII.
ad Regem Francie PHILIPPUM
Pulchrum, quibus significat, quod quia
Nuntii sui Apostolici nihil efficere potuerunt,
hinc sibi placere, ut tam Francie, quam
Anglie Reges ad se mittant, ad tractan-
dum, Legatos. Anno 2. Pontificatus. XV.
Kalend. Decembris. 299
Charta Pacis & Concordia per EDWAR-
DUM Regem Anglie Comitibus, Baroni-
bus & Armigeris Regni Confederatis
concessa; quæ nullam Tallagium per se aut
Heredes suos imponere sine consensu Sta-
tuum Regno imponere, omnesque Leges
& Consuetudines Clericis & Laicis con-
servare, nec non rancorem Transgressoribus
omnibus remittere pollicetur. 299
Traité de Confederation conclu entre GUYS
Comte de Flandres & EDOUARD
I. Roi d'Angleterre, par lequel ils se pro-
mettent une assistance mutuelle contre
PHILIPPE IV. Roi de France. Don-
né à Winendale le lendemain de la Thy-
phanie l'An 1296. 424
Littera B. Albanensis & S. Prencstrinensis
Episcoporum atque S. Sedis Legatorum,
de Treugis à BONIFACIO VIII.
Papa sub pena Excommunicationis inter
Francie & Anglie Reges indictis. Cum
Protestatione PHILIPPI Regis Francie
contra predictam Indicationem ut abusive
& perperè attentatam. Datum Credulii
13. Kal. Maii 1297. 300
Alliance perpetuelle entre PHILIPPE IV.
Roi de France & ses Héritiers d'une part,
& HENRI d'AVESNES Comte de
Hainaut & ses Héritiers d'autre part, sur
tout contre GUY DE DAMPIER-
RE Comte de Flandres, faite & conclue
à Pont de Saint-Maixance au mois de
Mai 1297. 425
Conventions du Mariage de GUILLAUM-
E Fils d'AME' Comte de Geneve,

avec AGNES Fille d'AME' Comte
de Savoye, passées le dernier d'Aout de
l'Annee 1297. 300
Traité de Protection & de Défense, entre
ADOLPHE Roi des Romains d'une
part, & les Villes de WORMS & de
SPIRE d'autre part, par lequel ADOL-
PHE leur promettant sa protection, elles
s'obligent en échange de l'assister contre ses
Ennemis. A Spire le jour de l'Exaltation
de la Sainte Croix 1297. 301
Lettres d'EDOUARD I. Roi d'Angle-
terre, par lesquelles il declare & fait savoir
à tous, qu'il y a une Trêve conclue entre
le Roi de France & ses Alliez d'une part,
& lui avec ses Alliez d'autre part, la-
quelle durera pour l'Aquitaine jusques à
la Trephanie prochaine, & pour les autres
Terres jusques aux Octaves de la Fête St.
Andrieu; Données à Fines St. Banon le
jour de la Fête St. Denis 1297. Avec
le Vidimus de JEAN DE BERRI
Official du Parlement de Paris. 302
Trêves conclues entre PHILIPPE le Bel
Roi de France & EDOUARD I. Roi
d'Angleterre à Tournai le Mardi devant
la Ratification de notre Dame 1297. Avec
la Ratification d'EDOUARD le Pen-
dredi suivant, & le Vidimus sur ce Trai-
té de plusieurs Evêques, Clercs & No-
taires Apostoliques du 14. Mars 1298. 302
Lettres des Ambassadeurs du Roy d'Angle-
terre qui promettent faire en sorte que le
Roy leur Maître enverra à Rome dans
le temps y préfix vers le Pape; pour ar-
rêter une bonne Paix finale avec le Roi
de France. 304
Mandement du Roi PHILIPPE le Bel
à ses Officiers du Duché de Guyenne, de
faire observer la Trêve d'entre lui & le
Roi d'Angleterre. A Paris 1297. 304
Pouvoir donné par PHILIPPE le Bel
Roi de France à deux Religieux, l'un de
l'Ordre des Freres Prêcheurs, l'autre de
l'Ordre des Freres Mineurs, en les envoyant
à EDOUARD Roi d'Angleterre, pour
lui demander que le Roi d'Ecosse fût com-
pris, avec son Pais, dans la Trêve qu'ils
avoient faite ensemble. Donnée à St. Ger-
main en Laye, le Mardi après les Bran-
dons l'An de grace mille deux cents quatre
vingt dix-sept, five dix-huit. 305
Instrumentum Responsionis à Petro Flotte
Equite, Dominique de Revel, & à Si-
mon de Meleun, ex parte PHILIPPI
Regis Francie, & in premissis ejus date
Gaufrido de Gienvilla Militi & Joanni
Lovel Clerico, ac quibundam alii Nuntii
EDUARDI Regis Anglie super
querelis eorum de incursatione & inexc-
cutione Treugarum sibi Induciarum inter
ambos Reges sancitarum. Actum in Domino
Regis Francie quæ vocatur Linppara, die
15. Janu. Anno 1298. 305
Acte des Demandes faites au ROI d'AN-
GLETERRE, par deux Religieux de
la part du ROI DE FRANCE,
pour l'observation de la Trêve conclue en-
tre eux, & particulièrement pour le regard
du Roi d'Ecosse & son Royaume, comme
Alliez du Roi de France, & ses Amis,
de qui ils offrent faire preuve par écrit,
demandant la deliverance dudit Roi d'E-
cosse & des siens. 31. Mars 1298. 306
Instrumentum Responsionis quam dedit Rex
Anglie EDUARDUS prefatis Reli-
gijs & Rege Francorum PHILIPPO
IV. ei missis, super Negotio liberationis
Regis SCOTIE & suorum; nec non
executionis Treugarum. Londini die 3.
Aprilis Anno 1298. 307
Compromission nomme Regis Anglie EDU-
ARDI factum, quo Potestas omnis ar-
bitraria transferretur in Sanctissimum Patrem
BONIFACIUM VIII. Papam, tan-
quam privatam Personam & Dominum
BENEDICTUM GAYTANUM
tan-

ANNO
1297.
14. Sept.

9. Octob.

1297.

1298.
19. Janvier.

30. Janvier.

1297.
12. Fevrier.

1297.
1298.
7. Mars.

1298.
15. Janvier.

31. Mars.

3. Avril.

14. Juin.

DE LA I. PART. DU TOME I.

ANNO
1298.

37. Juin.

30. Juin.

27. Juin.

3. Juillet.

19. Août.

1299.
24. Avril.

1298.
11. Nov.

1299.
6. Fevrier.

18. Juillet.

tanquam Archidrum; super reformanda Pace & Concordia inter ipsam Dominam Regem Anglie & Dominam Regem Francie PHILIPPUM, cum Plenipotencia ipsius Legatis ad hoc Negotium specialiter facta. Rome coram Sanctissimo Patre 14. Iunii Anno 1298. 308

Bulla BONIFACII VIII. Pontificis Maximi, ROBERTO Duci Burgundie, JOANNI Duci Britannie, & GUIDONI Comiti Sancti Pauli, qui committuntur ad custodiam & conservationem Terrarum quarundam, quas ipse virtute Compromissi Regum Francie & Anglie tradidit & concessit fidei ARNOLDI Episcopi Tolosani, tanquam Deposarii. Rome secundo Kalendas Julii 1298. 309

Bulla BONIFACII VIII. Pontificis Maximi ARNALDO Episcopo Tolosano, qui virtute Compromissi Regum Francie & Anglie in ipsam Bonifacium, ille ARNALDUS committitur ad Custodiam quarundam Terrarum tanquam Pontificio Deposario. Rome secundo Kalendas Julii 1298. 309

Sentence Arbitrale prononcée par le Pape BONIFACE VIII. touchant la Paix entre PHILIPPE IV. dit le Bel, Roi de France, & EDOUARD IV. Roi d'Angleterre, prononcée le 27. Juin 1298. 310

Littere BONIFACII VIII. Pape ad Regem Francorum, quibus ipse declarat intentionem suam non esse, ulterius procedere ad aliquam pronunciationem, vel definitionem in Negotio Pacis sine suo expresso consensu prehabito. Rome die 3. mensis Julii 1298. 311

Acte contenant les Responces & raisons proposées au Roi d'Angleterre par GUILLAUME DE BAUFORT, & autres Ambassadeurs du Roi PHILIPPE le Bel, touchant l'infraction de la Trêve de la part des Anglois, que le Duc de Savoie avoit entrepris sur le Dauphin de Viennois & disputé si le Roi d'Ecosse étoit compris comme le Roi de Norwege & autres Princes non nommez; le Roi d'Angleterre nioit le contraire & disoit que JEAN DE BAILLEUL n'étoit Roy d'Ecosse & neanmoins se vouloit excludre à cause de sa Dignité Royale du 19. Aoust 1298. 311

Littere BONIFACII VIII. Pape Domino PHILIPPO Regi Francorum directæ, ut Terra quas ipse tenet, quasque Rex Anglie tenet, manant in manibus Episcopi Vicentini usque ad beneplacitum ipsius Pape per eundem Episcopum custodienda. Date Laterani 8. Kalendas Maji 1299. 314

ALBERTI Romanorum Regis Littere quibus notum facit, quod de libero consensu Principum Imperii sui in Electione habebuntur, Ducatus Austrie & Styrie; nec non Dominia Carniole, Marchie ac Portus Naonis, RUDOLPHO, FRIDERICO, LUPOLDO, & aliis Filiis suis in Feudum, cum vexillis, & solemnitate debita concesserit. Dat. in Nuremberg Anno 1298. XI. Kal. Decemb. Indict. XII. 314

FRIDERICI Marchionis Minie & Lusatie, Translatio utriusque Marchionatus prefati ad WENCESLAUM Bohemie Regem. Datum Pragæ VIII. Idus Februarii 1299. 315

Littere RAYNALDI, Episcopi Vicentini, quibus testatur, se iuxta Ordinationem inter Reges Gallie PHILIPPUM & Anglie EDUARDUM apud Monasterium factam, accepisse & recepisse auctoritate & nomine Pape Dominum JOANNEM DE BALLIO dictum Regem Scotia. Date Wintoniæ, Anno 1299. 319

TOM. I. PART. I.

Littere Testimoniales RAYNALDI Episcopi Vicentini super Protestatione per Episcopum Narbonensem coram & nomine Regis Francie PHILIPPI facta, ejus quidem tenoris, quod si Rex Anglie Titulum Ducis Aquitanie sibi attribuat, vel ipsi ab aliis attribuantur, id Regi Gallie nullum posse generare damnum vel prejudicium. Data in Monasterio Eleemysina Cisterciensis, Carutenfis Diocesis die 3. Aug. 1299. Indict. 12. 319

BONIFACII Pape VIII. Epistola ad EDWARDUM I. Anglie Regem, quod Regnum Scotie pertineat ad Ecclesiam Romanam. 320

Epistola ROBERTI Archiepiscopi Cantuariensis ad BONIFACIUM Papam VIII. Certificatio Archiepiscopi Domino Pape missa super negotiis Scotie. 321

Epistola EDWARDI Regis Anglie ad BONIFACIUM Papam VIII. Respondet Bonifacio super Scotie negotiis. 322

Promesse d'ALBERT I. Empereur, par laquelle en vue du Mariage de RODOLPHE Duc d'Autriche son Fils aîné, avec BLANCHE Sœur de PHILIPPE le Bel, Roi de France, il donne à RODOLPHE les Duchez d'Autriche & de Stirie, & à BLANCHE, en Douaire, le Comté d'Alsace & la Terre de Fribourg. Fait au mois d'Août 1299. 322

Alliance faite entre ALBERT I. Empereur, & PHILIPPE le Bel Roi de France, pour la défense de leurs Etats, de leurs Droits, de leurs Libertez, & de leurs Privilèges, en vue de l'apposer aux entreprises du Pape BONIFACE VIII. Fait à Strasbourg le 5. de Septembre 1299. 323

Traité entre ALBERT I. Empereur, & PHILIPPE le Bel, Roi de France, pour le Mariage d'un des Fils de PHILIPPE avec l'une des Filles d'ALBERT au choix des Parties de part & d'autre. Fait à Quatre Vaux, le 8. Decembre 1299. 324

Contrat de Mariage entre LOUIS Fils de PHILIPPE le Bel, Roi de France, & MARGUERITE Fille de ROBERT Duc de Bourgogne. Fait au mois de Fevrier 1299. 324

Ligue entre AME Comte de Savoie & BERTRAND DE BAUX Prince d'Orange, contre le Dauphin. Fait à Orange, le 5. de Mai 1300. 325

Diplome d'Investiture donné par ALBERT I. Roi des Romains au Burgrave FRIDERIC, pour le Bourggravia de Nuremberg en Fief de l'Empire. A Strasbourg le 15. Mai 1300. 326

Prorogatio Trengarum inter Reges Francie & Anglie à BONIFACIO VIII. Pape constituta tanquam Arbitro, virtute potestatis sibi tradite. Datum Laterani 12. Kalendas Novembris, ejus Pontificatus Anno sexto. 326

Traité entre HUGON Evêque de Liege & JEAN I. Duc de Brabant, par lequel HUGON cede au Duc plusieurs Droits sur la Ville de Malines pour les posséder jusqu'à la troisième Generation; à condition, que le dit Duc les revendiquât de JEAN BERTHOULT, qui s'en étoit emparé par la force. 326

Traité entre les Freres Palatins d'une part, & LOUIS Comtes Palatins d'une part, & la Ville de SPIRE d'autre part, pour leur défense & sûreté mutuelle. A Spire le Dimanche après la St. Nicolas 1300. 327

Paix publique établie par ALBERT I. Roi des Romains avec les Evêques de Strasbourg, & de Bâle, & les Landgraves de la haute & basse Alsace, comme aussi les Villes de Strasbourg & de Bâle pour le tens de quatre Ans, par eux & par 3

ANNO
1299.
3. Août.

27. Juin.

1300.
8. Octob.

1299.
Août.

5. Sept.

8. Decemb.

1299.

1300.
27. Fevrier.

1300.
5. Mai.

15. Mai.

21. Octob.

22. Octob.

11. Decemb.

1301.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO
1301.

26. Janvier.

7. Fevrier.

3. Août.

13. Dec.

1302.

5. Mars.

31. Août.

5. Nov.

8. Nov.

1303.

16. Mai.

20. Mai.

par Terre, dans les Territoires desdits Evêques, portant, entr'autres choses, que toutes les Parties comprises dans la dite Paix demeureront dans leurs Droits, & Immunités, que les nouveaux Péages seront abolis & que le maintien de la tranquillité publique sera commis à certains Juges dont on convient. Fait l'An 1301. 327

Traité de Trêves accordé entre les ROIS DE FRANCE & d'ANGLETERRE jusques à la Feste St. André 1302. en laquelle est compris JEAN DE BAILLEUL Roi d'Ecosse, après plusieurs protestations du Roy d'Angleterre qu'il ne tenoit le dict JEAN DE BAILLEUL pour Roy d'Ecosse ni les Escossois Alliez du Roy de France. Confirmé à Lymbes le 26. Janvier 1301. 328

Contrat de Mariage de PHILIPPE de Savoye Comte de Piemont, & d'ISABELLE Princesse d'Achaïe, passé à Rome le 7. de Fevrier 1301. 329

Venditio Marchie Lusitanie per THEODORICUM Juniorum Landgravium Thuringie Orientalis & Lusitanie Marchionem, BURCHARDO Archiepiscopo Ecclesiæ Magdeburgensi. Actum in Damis in Inventione S. Stephani Proto-Martyris. 1301. 330

Litteræ BOLESŁAI, WENCESŁAI & LUDOVICI Ducum Lignicensium, quibus Terras suas cum omnibus Civitatibus & pertinentiis, Ditioni JOANNIS Bohemie Regis subjiciunt, eademque ab eo in feudum recipiunt. Datum Prage in die B. Lucie Anno 1301. Necnon alie Litteræ RUPERTI & WOMISŁAI Ducum Lignicensium, quod Terras suas a WENSESLAO Romanorum Imperatore tanquam Bohemia Rege in feudum acceperunt. Datum Prage in die Paschebat Anno 1383. Cum Transumpto eorumdem Litterarum per SIGISMUNDUM Romanorum Imperatorem atque ALBERTUM Austrie Ducem. Actum Viennæ die 20. Martii Anno 1426. 331

Prorogation de la Trêve entre les ROIS DE FRANCE & d'ANGLETERRE, jusques à la Pentecoste en suivant. A Paris le Lundy avant la St. Gregoire 1302. 332

Fœdus inter ALBERTUM Romanorum Regem, & Civitatem SPIRAM; quo Regi Civitas assensum contra Hostes suos, subministracionem Victualium, & auxilia armatorum promittit; Rex vicissim Civitati pollicetur, se nullam Compositionem cum Hostibus iniurum, nisi Civitate inclusa. Datum Wormatie 2. Kalend. Septembris 1302. 332

Promesse des Ambassadeurs Anglois de faire observer la Paix ordonnée par le Pape, entre les ROIS DE FRANCE & d'ANGLETERRE jusques au jour de Pasques suivant: A Amiens le 5. Novembre 1301. 332

Litteræ quibus Rex Francie, PHILIPPUS Pulcher, declarat se recusare interpositionem BONIFACII Pape, ut, certis & legitimis causis, suspectam, atque expresse dissentire quod idem BONIFACIUS ulterius procedat in Negocio Pacis ei commisso. Vicennas in Octava Festi Sanctorum omnium 1302. 333

Potestas EDUARDI, Regis Angliæ ejusdem nominis primogeniti, Legatis à dicto Rege Patre suo ad Negocium Pacis cum Rege Francie PHILIPPO tractandum constitutis data, ut iidem suo etiam nomine possint agere: Apud Rotzembourg die Ascensionis Domini Anno 1302. 333

Ligue défensive entre PHILIPPE IV. dit le Bel, Roi de France, & EDUARD IV. Roi d'Angleterre, excepté contre l'Eglise, & contre AUBERT Roi d'Allemagne & le Comte de Hainaut.

Fait à Paris le 20 de Mai 1303. 334

Traité entre PHILIPPE le Bel Roi de France, & EDUARD I. Roi d'Angleterre, conclu à Paris le 20. Mai 1303, par lequel le dit EDUARD est reçu Duc de Guyenne, & Pair de France, à la charge de venir rendre l'hommage liege, purement & sans condition, ou de le faire rendre par son Fils. Confirmé par le Roi EDUARD II. à Boulogne le dernier Janvier 1307. 334

Lettres des quatre Ambassadeurs Anglois résidans les Traitez faits entre le ROI DE FRANCE & leur Seigneur, en conséquence de la Sentence rendue par le Pape comme personne privée. Deux desquels, comme Procureurs d'EDUARD Fils du Roi d'Angleterre, fiancent ISABELLE de France, & elle ledit EDUARD en la main de GILLES Archeveque de Narbonne 1303. 337

Confirmation du ROI d'ANGLETERRE sur l'Accord fait par ses Ambassadeurs avec les Ambassadeurs du ROI DE FRANCE. 337

Donation faite à MARGUERITE DE SAVOYE, des Châteaux de Cartheyne & de Boisset, par PHILIPPE DE SAVOYE, Prince & ISABEAU Princesse, d'Achaïe. Fait à Beauvoir, le 24. de Decembre de l'Annde 1303. 337

Sentence Arbitrale rendue par WENCESŁAS, Roi de Boheme, entre les Communes de la Province de BUDISSIN, touchant l'exercice de la Jurisdiction en certains Lieux de leur Appartenance. Donné à Prague le Mercredi après le Dimanche Reminiscere 1304. 338

Litteræ CONRADI SACCI Magistri Domus Teutonorum, quibus declarat, se LESTKONI Cujavie Duci Centum & 80 Marcas Thorunenses Denariorum, ac denum Centum & 20. Marcas eorumdem Denariorum magno dedisse, ab eoque pro dicta pecunia Territorium Michalioviense in pignus accepisse. Datum Thorunii in die S. Calixti 1304. 338

Traité de Paix entre PHILIPPE le Bel Roi de France, & les Villes de Flandre. Fait l'An 1304. 338

Traité & Accord passé entre PHILIPPE IV. dit le Bel, Roi de France, & l'Archeveque & la Ville de LYON. Fait au mois de Janvier de l'An 1305. 339

Extrait du Traité de Paix entre PHILIPPE IV. dit le Bel, Roi de France, & ROBERT DE BETHUNE Comte de Flandres. Fait au mois de Juin 1305. 341

Union des Comtez de PIEMONTE, de PROVENCE, & de FORCALQUIER, faite par CHARLES II. Roi de Jerusalem & de Sicile, à Naples, le 14. de Fevrier de l'An 1306. 341

Ratification faite par ROBERT Duc de Calabre, Fils Aîné du Roi de Sicile, du Traité fait entre PHILIPPE DE SAVOYE Prince d'Achaïe & RAIMOND DELECT Sénéchal de Piemont, pour l'acquisition de la Ville d'Ast, &c. Faite à Aix, le 25. d'Avril de l'An 1306. 342

Traité de Mariage entre JEAN, Fils de JEAN II. Duc de Brabant, & CATHERINE Fille de l'Empereur ALBERT I. Fait à Francfort le 25. Juillet 1306. 342

Litteræ assertionis & Testificationis quamplurimum Nobilium & Vassallorum DUCATUS LOTHARINGIÆ, quod quodam Filius Primogenitum Ducis Lotharingie mori contigerit ante Patrem, relictis Liberis legitimis, masculinis vel feminis, ille vel illi in Ducatu Lotharingie, præ omnibus aliis ipsius Ducis Heredibus, debeant succedere loco Patris. Actum Combarbari feria VI. proxima post Festum Bar-

ANNO
1303.
20. Mai.

20. Mai.

10. Juillet.

24. Dec.

1304.
26. Fevrier.

14. Oâob.

1305.
30. Janvier.

juin.

1306.
14. Fevrier.

25. Avril.

25. Juillet.

27. Août.

DE LA 1. PART. DU TOME I.

ANNO
1307.
 18. Fevrier.
 Bartholomaei Apostoli 1306. 342
 Instrumentum de la Paix publique ordonné en Suabe, par l'Empereur ALBERT I. pour deux Ans. Fait à Spire le Samedi avant la Fête de Sainte Walpurga 1307.
 24. Mars.
 Contrât de Mariage entre JEAN JAQUES Marquis de Montferrat, & JEANNE DE SAVOYE, Fille d'AME' Comte de Savoye. Fait au mois de Mars, de l'An 1307.
 10. Avril.
 Traité de Paix entre JEAN Duc de Brabant & GUILLAUME Comte de Hollande. Fait à Mons le 10. Avril 1307.
 10. Octob.
 Contrât de Mariage entre EDOUARD Fils d'AME' Comte de Savoye, & BLANCHE Sœur de ROBERT Duc de Bourgogne. Fait au mois d'Octobre 1307.
 30. Novemb.
 Littera EDOUARDI. ad Imperatorem Tartarorum de Harosi Mahummedana exirpanda. Dat. apud Langele die 30. Novembris Anno 1307.
 1308.
 31. Janvier.
 Erección du Comté d'ALBE en l'Abrusse en Principauté, par CHARLES II. Roi de Sicile, en faveur de PHILIPPE DE SAVOYE Prince d'Achaie. Faite le 31. de Janvier, de l'An 1308.
 16. Mars.
 Testament de CHARLES II. Roi de Sicile, dant lequel les Mâles d'un degré plus éloigné jont preferez aux Femmes dans un degré plus proche, pour ce qui concerne les Comtez de Provence & de Forcalquier, comme aussi le Comté de Piedmont. Fait à Marseille, le 16. de Mars 1308.
 12. Août.
 CLEMENTIS Pape V. Mandatum ad omnes Christii fideles de non subrahendo Bona mobilia Templariorum. Dat. Pictevis 2. Idus Augusti, Pontificat. Anno tertio.
 12. Août.
 Bulla CLEMENTIS V. Pape Romani, qua Inquisitores super Negatio Templariorum in Regno Anglie constituit. Dat. Pictevis secundo Idus Augusti Anno 1308.
 26. Octob.
 Traité entre les Ambassadeurs d'OTHON & WOLDEMAR Marquis de Brandebourg; de RODOLPHE Duc de Saxe & de RODOLPHE & LOUIS Comtes Palatins, touchant l'Electiō de l'Empereur. Fait à Boppard, l'An 1308.
 28. Novemb.
 Contractus inter HENRICUM VII. Romanorum Regem, & JOANNEM Episcopum Argentinensem de permutatione quorundam Oppidorum & Villarum in Instrumento expressorum. Actum Francofurti IV. Kalend. Decemb. Anno 1308. Cum Confirmatione Imperatoris FRIDERICI. Datūm Argentina IX. Kalend. Aprilis 1308.
 1. Decemb.
 Traité & Confederation entre THEOBALD Evêque de Liege, & GILES BERTHAUT Seigneur de Malines, touchant leurs Droits sur cette Ville. Fait l'An 1308.
 1309.
 6. Mars.
 Littera WENCESLAI Massovie Ducis, de Terra sua Boridicensi, & Dominatu Plocensi, cum omnibus Civitatibus & Villis, JOANNI Bohemie & Poloniae Regi remisissis, rursusque ab ipso in feudum receptis. Datum in Plocz quarta die post Dominicam Oculi Anno 1309.
 Mai.
 Extraits du Traité de Paix entre PHILIPPE le Bel, Roi de France, & ROBERT DE BETHUNE Comte de Flandre, par lequel quelques Articles du Traité de 1305. sont moderez. Fait à Paris, au mois de Mai 1309.
 21. Juin.
 Traité de Mariage de SIMON DE SARBURG Seigneur de Commercy, & de MARGUERITE DE SAVOYE. Fait le 21. Juin 1309.
 9. Septemb.
 Traité de Mariage entre HUGUES DAUPHIN, Seigneur de Foucigny, &

MARIE DE SAVOYE, fait le 9. Septemb. 1409.
 Transactio inter OTTONEM Comitem Biontinum ab una, & Comitibus Palatinos Rheni, Bavarieque Ducem, RUDOLPHUM & LUDOVICUM à parte altera; qua ille se, suique Heredes obstringit suam Arcem Yntenheim & Oppidum Bretta, in servitium dictorum Principum aperta tenere, muneraque servare; Et in casu, quo dicta Loca vendere cogeretur, nemini nisi eidem Principibus se abdicaturum pollicetur; Porro etiam se modestis Principibus omnem proprietatem, quam habet Yntenheim & Oppidula Rhenishemium, Knaudenhemium, Grevenhartum, & Windam cum Pagis tradidisse, & in feudum ab ipsis receptis proficetur. Dat. Heidelberg Anno 1309. die Martis qui festum Nativitatis B. Virginis proxime lectus est.
 1310.
 4. Fevrier.
 Paix publique, établie par l'Empereur HENRI VII. avec les Evêques de STRASBOURG & de BASLE, les Landgraves de la haute & basse ALSACE & les Villes de STRASBOURG & de BASLE, pour la sûreté des Chemins publics, pendant quatre Ans. On y convient, entr'autres choses, de l'extinction de tous les nouveaux Pèges & de l'établissement de certaines Juges, pour le maintien de ladite Paix. Fait le Mercredi après la Fête de la Purification 1310.
 20. Avril.
 Traité de Mariage entre LUPOLD Duc d'Autriche, & CATHERINE DE SAVOYE. Fait le 20. Avril 1310.
 26. Juin.
 Traité & Confederation entre HENRI VII. Empereur, & PHILIPPE le Bel Roi de France. Fait à Paris le 26. Juin 1310. confirmé par l'Empereur le 23. de Septembre 1311.
 Autre Copie du même Traité sans date & sans Ratification; mais à cela près, plus entiere que la précédente. Elle porte que les Pretensions de part & d'autre, seront remises à la Decision de Six Personnes grands Gens & prend'Hommes; & que cependant le Roi des Romains recouvrera PHILIPPE Fils du Roi de France à Foi & Hommage pour le Comté de Bourgogne. Avec le Plein-Pouvoir du Roi de France pour ce Traité. Datum apud Livriacum 23. die Januarii Anno Domini 1310. Et celsi du Roi de Romains. Datum Thuregi sexto Kal. Maii Indiſione VIII. Anno Domini 1310.
 1310.
 1311.
 14. Fevrier.
 Mandatum PHILIPPI Regis Francorum ad compromittendum cum HENRICO Rege Romanorum super omnibus questionibus seu discordiis motis vel movendis; nec non ad probandum, & ratificandum ea que jam compromissa & tractata fuerunt inter suos & prefati Regis Romanorum Commissarios ibi nominatim designatos. Actum apud Fontem Blandi die 14. Februarii, Anno 1310.
 1311.
 Instrumentum publicum de Pace & Concordia, per Romanorum Regem HENRICUM inter illos DE LA TURRE, eorumque sequaces ab una, nec non Dominos VICE-COMITES MEDIO-LANI, ab altera parte sancita. Actum in Civitate Mediolani in Aula Domus communis Anno 1311.
 10. Fevrier.
 Traité de Ligue entre PHILIPPE DE SAVOYE Prince d'Achoye, & GUI Dauphin de Viennois & JEAN son Frere. Fait le 10. de Fevrier 1311.
 22. Fevrier.
 Donation du Comté d'AST faite à AME' LE GRAND Comte de Savoye par l'Empereur HENRI VII. le 22. Fevrier.
 20. Mars.
 Diploma Romanorum Regis HENRICI ratificans & confirmans omnia Privilegia, Jura, Libertates, & bonas Consuetudines Communitati MEDIO-LANI per g 2. Præ-

TABLE CHRONOLOGIQUE &c.

Prædecessores Romanorum Reges concessas.
Datum Mediolani 13. Kalendas Aprilis,
Anno 1311. Indictione nona. 363
Recognitionis Litteræ Civitatum Oppavienſis,
Lubechienſis, & Jeggendorff erga
JOANNEM Bohemie & Polonie
Regem; quibus preſentatur ſe dicto Regi
ſtomagium tanquam ſuo vero Domino pre-
ſtiſſe; Necnon Principibus Sileſie, BO-
LESZLAI, HENRICO, & WLA-
DISLAI, quibus dictæ Civitates, pro
octo millibus Marcharum groſſorum regi-
ſtim à præſato Rege oppignorata ſunt,
obedientiam juſſe, quousque dicta pecunie
quantitas ex integro perſolatur. Datum
Oppavie Anno 1311. 16. Kalendas Julii
363
Compromis fait & paſſé entre RENAUT
DE BAR Evêque de Metz & **THI-**
BAUT II. Duc de Lorraine pour l'ac-
commodement des Differens ſurvenus en-
tre eux, au ſujet de Warmerange, de
Parſet de Luneville &c. Fait le Di-
manche après la Fête de St. Pierre & de
St. Paul 1311. 364
Litteræ BOLESZLAI, HENRICI, &
WLADISLAI, atque **BERN-**
HARDI, nec non promittant **JOAN-**
NI Bohemie & Polonie Regi ſe Terram
Oppavie, ut primum octo millia Marcha-
rum groſſorum Pragenſium illi ſoluta fue-
rint, reſignaturos. Datum Olomucii tertio

5. Juillet.

13. Juill

Idus Julii Anno 1311. 364
Venditio partis Terræ Pomeranie videlicet
Caſtroꝝ & Civitatum Dautik, Der-
ſchovis, atque Swiecen cum omni-
bus pertinentiis; per WALDEMA-
RUM Marchionem Brandenburgienſem,
Magiſtro & Ordini Teutonicorum pro ſum-
ma 10000. Marcarum Brandenburgienſium.
Actum in Curia Bredeſſi in Vigilia St. Ja-
cobi Anno 1311. 364
CAROLI Ungarie Regis Diploma, quo
Civitatem Jadenſem in Dalmatia, in
propriis Libertatibus & Juribus, ſibi à
Prædeceſſoribus Ungarie Regibus conceſſis,
conſervare promittit. Dat. 4. Idus Octo-
briſ 1311. 365
Teſtament de THIBAUT II. Duc de
Lorraine & Marchis, contenant ſes Legs à
diverſes perſonnes & autres Diſpoſitions.
Fait au mois d'Avril la Vigile de St. Marc
P'An 1312. Avec ſon Cédulle daté de la
Vigile de Sainte Croix au mois de Mai
1312. 368
Le même Teſtament ſur une autre Copie
427
Investiture faite à AME'LEGRAND Com-
te de Savoie, du Comté de Savoie; des Da-
chex de Chablais & d'Aouſte, du Marquiſat
d'Italie, & des Seigneuries de Baugé, &
de Coligny, par l'Empereur HENRI
VIII. Fait à Piſe le 11. de Juin 1313.
 366

ANNO
 1311.
 24. Juill.

12. Octob.

1312.
 24. Avril.

1313.
 11. Juin.

FIN DES TITRES CONTENUS DANS LA
 I. PARTIE DU I. TOME.





CORPS DIPLOMATIQUE
DU
DROIT DES GENS;
OU
RECUEIL
DES
TRAITEZ D'ALLIANCE,
DE PAIX, DE TREVE, DE NEUTRALITÉ,
DE COMMERCE, D'ÉCHANGE, &c.

Faits entre les Empereurs, Rois, Princes, & Etats de l'Europe,
depuis CHARLEMAGNE jusques à présent.

ANNO 800. **I.**
CAROLI MAGNI Imperatoris Augusti
JUS JURANDUM pro Defensione Ecclesie Apostolicæ LEONI III. Pape præstitum Romæ in Coronatione ejus, Anno 800. [GOLDASTI Constitutiones Imperiales, Tom. II. pag. 5. CÆS. BARONII Annales Ecclesiastici, Tom. IX. A°. 800. col. 534. SIGONIUS de Regno Italiæ, L. IV. A°. 801.]

LN nomine Christi spondeo atque polliceor ego CAROLUS Imperator coram Deo & beato Petro Apostolo me Protectorem & Defensorem fore hujus Sanctæ Romanæ Ecclesiæ in omnibus utilitatibus, quatenus divino fultus fuero adjutorio, prout sciero poteroque.

803. **II.**
*** RESCIT de l'Empereur CHARLEMAGNE, à NICEPHORE Empereur de Constantinople, touchant la Paix entre les deux Empires.** [GOLDASTI Constitutiones Imperiales, Tom. I. p. 144.]

CUM in omni humanæ actionis initio Domini sit auxilium invocandum, maxime in hoc, quod modo inter nos Deo mediante agitur, negotio, Domini &

* Cette Piece est sans date; on suit Goldast, qui la range sous cette année.
TOM. I

Salvatoris nostri Jesu Christi omni modo sunt imploranda suffragia, ut qui nomine illius signati sumus, & in dispensatione passionis ejus ab æterno mortis periculo nos redemptos esse confidimus, ea quæ ipso inspirante inchoamus, ad honestum & utilem perfectionis terminum perducere mereamur, in cujus homine atque honore Legatum fraternitatis tuæ, quem ad bonæ recordationis filium nostrum PIPINUM Regem misistis, Aristium scilicet gloriosum Spararium ad nos cum verbis & literis . . . tuæ, benigne atque honorifice suscepimus. Et quamvis ad nos missus non fuisset, veluti ad nos missum, adhibita diligenti cura, & audivimus, & cum eo de his, quæ deulit, quia prudentem animadvertimus, colloquutionem habuimus. Nec immerito; cum tanta esset non solum in literis, quas attulit, sed etiam in verbis, quæ ex ore illius nostris auribus insonauerunt, optatæ ac semper optandæ pacis copia, ut valde nobis, & quibuscunque Deum amantibus hujusmodi Legatio placere potuisset; quæ utique tanto fuit charitatis ac pacis favo resperfa, ut in palato cordis cujusque fidelis veram possent sapere dulcedinem, posseque judicari penitus insipienti, cui talia videntur insipida.

2. Propter quod postquam illum in fines Regni nostri pervenisse comperimus, veluti præscii optinæ ac Deo complacitæ Legatis ejus temperare nequimus, oportune enim ad nostram præsentiam venire fecimus; maxime tamen, quod is, ad quem illum missum constabat, dilectus filius noster PIPINUS Rex, divino judicio jam rebus humanis excefferat, neque nos illum cum infecto negotio tanto, ad quod periciendum directus erat, vacuum reverti, pati potuimus.

ANNO 803.

3. Et

ANNO
803.

3. Et non solum propter hoc, sed etiam quod ex tempore, quo primo Imperii tui anno, Michaëlem Metropolitani, & Populum, Assiduam Abbatem, Calistumque gloriosum Candidatum, ad constituendam nobiscum pacem, & fœderanda atque aduanda hæc duo in Christi charitate Imperia, longæva tua misit dilectio.

4. Veluti in specula positi, longa fuimus expectatione suspensi, præstolantes siue per Legatum, siue per epistolam, quando meritum scriptis nostris, amabilia fraternitatis tuæ responsa susceperem. Jamque, ut se habet humanæ mentis infirmitas, prope desperatio cordi nostro incipiebat oboriri; sed fidentes, sperabamus in eo, qui nunquam deserit sperantes in se, quod secundum Apostolum (a) labor noster in ipso vacuus & inanis esse non deberet; ac desiderium nostrum, quod, ut confidimus, ipsius inspiratione concipimus, secundum divitiis misericordiæ suæ, complere, & quocumque ad effectum perducere deberet. Idcirco audito adventu memorati Legati dilectionis tuæ, Arlati gloriosi Spatarii, magnopere gavisi sumus, confidentes, nos de rebus incertis ad optatam certitudinem perventuros, & de his, quæ prædictis Missis tuis ad te perferenda dedimus, responsum esse recepturos. Et reverà ita factum est. Sensimus enim ex parte mea, quod desiderabamus, ad completionem votorum nostrorum, divini favorem auxilii, & in verbis ac literis, quæ per Legationem memorati Legati perlata sunt, quamvis ad filium nostrum scripta & directæ essent, non minimam nos desideratæ responsonis accepisse portionem.

5. Proinde omnipotenti Deo, non quales debuimus, sed quales potuimus, gratias agimus, quod cordi dilectionis tuæ, quam quærivimus, ac desiderabilem pacis voluntatem inspirare dignatus est, orantes (b) secundum Apostolum, ut Deus, qui vobis in hac pace velle tribuit, ipsi perficere tribuisset. Propter quod nihil morantes, sed omni cunctatione ac dubitatione penitus abjecta (1) Legatos nostros præparavimus, ad tuam amabilem fraternitatem dirigendos.

III.
13. Août. *Imperatoris CAROLI MAGNI Diploma, quo Patriarchæ Gradenſi FORTUNATO immunitatem concedit, ne ullus Judex publicus quempiam ex ejusdem Diocesi vel Territorio injuste ad audiendum, vel Feudum exigendum, nec manciones seu paratas faciendum, nec ullas reditiones injustas requiringdum exactare præſumat. Datum 1d. Augusti in Sacro Palatio Ao. 803. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra, Tom. V. Tit. Gradenſes Patriarchæ, col. 1181.]*

CAROLUS serenissimus Augustus à Deo coronatus, magnus, & pacificus Imperator Rom. gubernans Imperium, & per misericordiam Dei Rex Francorum, & Longobardorum.

MAXIMUM Regni nostri in hoc agere credimus immunitatem, si petitionibus sacerdotum, vel servorum Dei, quæ nostris auribus fuerint prolata, libenter annuamus, & eas in Dei nomine ad effectum perducamus. Igitur notum sit omnibus fidelibus nostris presentibus, & futuris. Qualiter vir venerabilis Fortunatus Gradenſis Patriarcha Sedis S. Marci Evangelistæ, & S. Hermacore Episcopus serenitati nostræ petit, ut tale beneficium circa dictam memoratam sanctam Ecclesiam ex nostra indulgentia concedere, & confirmare debeamus, quatenus sub immunitatis nomine, tam ipse, quam sacerdotes, & reliqui, nec non servi, coloni, qui in terris suis commanent in Istria, Romadidola, seu in Longobardia, vel ubique quieto tramite vivere, & residere debeant. Cujus petitionem, ejus servitio & meritis compellentibus, denegare nolumus, sed pro mercedis nostræ argumento in Dei nomine ita concessisse, & in omnibus confirmasse cognoscite, tam Episcopos, & Xenodochia, Ecclesias baptismales. Precipientes ergo iubemus, ut in vicis, vel villis, seu rebus, vel reliquis quibuscumque possessionibus undecumque præſenti tempore memoratus Patriarcha iuste, & rationabiliter vestitus esse dignoscitur, nullus Judex publicus injuste ad causas audiendum, vel feuda exigendum, nec manciones, seu paratas faciendum, nec ullas reditiones injustas requiringdum se ingerere, aut exactare præſumat. Sed dum prædictus Fortunatus Patriarcha adixerit, sub immunitatis nomine, tam ipse, quam ejus successores, & coloni, ac servi, qui super terras suas commanent, vel reliqui homines sic valeant ex nostra indulgentia quieto tramite vivere, ac residere.

(1) Savoir Hatten, Abbé de Minderaw, (Angia minor) & Evêque de Bâle, & les Comtes Hugon & Hagen.

ANNO 803.
Ita ut melius eis delectetur pro nobis, vel pro stabilitate Regni nostri iugiter Domini misericordiam exorare. Et ut hæc auctoritas firmiter habeatur, vel per tempora melius conservetur, manu propria subtus firmavimus, & de annulo nostro sigillari iussimus.

Signum CAROLI Imperatoris gloriosissimi.

HODINGUS ad vicem . . . & COMBALDO.
Datus 1d. Aug. in sacro Palatio nostro anno tertio Christo propitio Imperii nostri.

IV.
Diploma DONATIONIS Imperatoris CAROLI MAGNI, quo ad petitionem PETRI Episcopi Comenſis Comitatum CLAVENNÆ Clericis CUMANIS in canonico usum confert. Actum Reguntiburg. Palatio publico quinto decimo Kalen. Decembr. Indict. undecima. Anno DCCCIII. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra, Tom. V. Tit. Comenſes Episcopi. col. 245. Ex Archivis Cathedralis Comenſis.]

CAROLUS serenissimus Augustus a Deo ordinatus magnus, pacificus Imperator Romanorum gubernans imperium, qui & per misericordiam Dei Rex Francorum, & Longobardorum. Si petitionibus sacerdotum, vel servorum Dei, in quo nostris auribus patefecerunt per onus nostrum Ecclesiam perducimus, hoc nobis procul dubio ad æternam beatitudinem pertinere confidimus. Igitur notum sit omnibus fidelium magnitudinis præsentium scilicet, & futurorum, quia dilectissimus filius noster Pipinus Rex Longobardorum ad petitionem viri venerabilis Petri primi sanctæ Comenſium urbis Ecclesiæ serenitati nostræ petit, ut omnes ecclesias, vel res ad ipsum sanctum locum pertinentes quocumque nunc tempore cum ordine, iuste, & rationabiliter possidere videatur, per nostrum auctoritatis præceptum inibi confirmare deberemus, & specialiter thelonium de Meanto, & Gegis, cum ipso loco, & Berinzonam plebem, Comitatum, districtum, & ipsum portum. Et Comitatum Clavennæ, & clusas, & pontem juris nostris Clavennæ clericis Cumanis in canonico usum plenissima deliberatione donare & confirmare deberemus. Cujus petitionem denegare nolumus, scilicet pro æterna remuneratione, sic in omnibus concessisse, vel confirmasse cognoscite. Precipientes ergo iubemus quod perpetualliter circa memoratum sanctum locum mansurum esse volumus, ut nullus quilibet de fidelibus nostris memorato Petro Episcopo, aut successoribus suis de superscriptis ecclesiis, vel rebus inibi iuste, & rationabiliter pertinentibus inquietare, aut calumniam generare, nec aliquid contra rationis ordinem crescere, aut minuire, neque de superscriptis rebus quæque auferre quocumque tempore præsumatur scilicet per nostrum serenitatis, atque confirmationis præceptum ad ipsum sanctum locum elemosynæ nostræ, simulque Pipini gloriosi Regis & filii nostri perpetualliter perficiant in augmentis æternis: & ut hæc auctoritas firmiter habeatur, & diuturnis temporibus melius conservetur, manu propria subtus firmavimus, & de annulo nostro sigillari iussimus.

Signum CAROLI serenissimi & ac piissimi Imperatoris.

Datum quinto decimo Kalen. Decembris anno tertio Christo propitio Imperii nostri, & trigesimo sexto regni nostri in Francia. Ind. undecima, anno vero Dominicæ incarnationis D. CCCIII. Actum Reguntiburg. Palatio publico in Dei nomine feliciter. Amen.

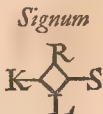
V.
Imperatoris CAROLI MAGNI Diploma, quibus LIBERE NAVIGANDI per omnia Imperii loca absque ulla solutione novallium solutionum & Teloniorum, Canobio S. MARIE, quod situm est in Suburbio Veronenſi, loco qui dicitur Organo, concedit. Mense Novembr. Indict. 13. Imperii anno 4. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra, Tom. V. Tit. Veronenſ. Episcopi. col. 599.]

IN nomine Domini nostri Jesu Christi Domini Dei æterni, imperante D. CAROLO MAGNO Imp. an. 4. de mense Novembris indictione 13. feliciter.

Si

ANNO
805.

Si ERGA venerabilis commoditatem locorum iusta provisione curam impendimus, coelestibus superni fustagii ventura subsidia procul dubio speramus. Idcirco universum sanctæ Dei Ecclesiæ fidei, nostrorumque præsentium scilicet, ac futurorum animadvertat solertia, qualiter obsecrationis Guadalberti venerabilis Abbatis cœnobii beatæ illuminationis mundi semper Virginis Mariæ, quod situm est in suburbio Veronenſi, loco qui dicitur Organum, præclara serenitate faventes, concedimus eidem reverendo cœnobio, ut per omnia loca sub nostri regimine Imperii constituta naves, & plaustra ejusdem monasterii libere, & absolute absque ullius refragatione, vel contradictione incedant. Ita ut neque navalia telonia, quæ ripaticos vocant, atque terreftria, neque in transitibus portarum, vel pontis urbis Veronæ, vel cum juslibet alterius civitatis, aut oppidi aliquid dare, seu persolvere cogantur. Alius autem nullus omnino Episcopus, Comes, vel Guastaldus, aut Actionarius, sed nec quælibet ecclesiastici ordinis, seu publicæ administrationis persona ab hominibus ejusdem sacrosancti cœnobii exigere præsumat. Addimus etiam & pro stabilitamento Imperii, atque remedio animæ nostræ fœcimus, ut ubicunque ad præfatum aliquod pertinet monasterium, five in montibus, seu in planitiebus secundum legum promulgationes Romanarum, si quælibet inde particula diminuta fuerit requiratur, ita ut per circumstantes boni testimonii, bonæque famæ homines inquisitio de rebus ejusdem fiat cœnobii, sicut ad jus & dominium, atque possessionem perpetuam ipsius monasterii devolvatur. Permutationes vero immobilium rerum ejusdem monasterii, quæ factæ sunt tam cum prædictis potestatis nostræ, quam cum aliis hominibus, ita firmas, & stables pennerit fore decernimus, ac si ab initio constitutionis ejus, ipsæ res eidem collatæ fuissent cœnobio. Si quis igitur temerarius aliquid contra hujus nostræ functionis pragmaticum machinari, vel peragere præsumpserit sciat se XXX. librarum communis nostræ pœnam persolurum, medietatem parti palatii nostri, & medietatem spediçio sancto cœnobio; & ut certius credatur, seu ab omnibus inviolabiliter observetur, annulo nostro subter sigillavimus.



VI.

Transumptum PRIVILEGII, CONCESSIONIS, & DONATIONIS, ab Imperatore CAROLO MAGNO, & Pontifice LEONE III. Abbate TRIUM FONTIUM ad Aquas Salvias, factæ de Civitate ANSIDONIA, cum Portu FENILIA, & Portu qui dicitur HERCULI, pluribusque aliis Montibus atque Locis. Actum Anno Christi 805. Indictione 13. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra, Tom. I. Tit. Ostiens. Episc. col. 65. Ex Archivo Cœnobii.]

In Nomine Domini Amen.

HOC est exemplum, seu transumptum cujusdam scripturæ seu privilegii concessionis & donationis infrascriptorum sitorum in quadam tabula enea inventa, & reperta in scripto Monasterio Sancti Anastasi ad Aquas Salvias, prope Urbem sito in facillima, & archivo dicti Monasterii juxta altare, & per me Antonium Gaioli Petri Sirete civem Romanum, Dei gratia Apostolica auctoritate Notarium publicum infrascriptum exemplatum, & feliciter transcriptum de verbo ad verbum, & coram Reverendo Jacobo Dei gratia Episcopo Aretino, & Domini nostri Papæ in Alma Urbe, ejusque suburbis, & ejus districtu Vicario, seu Commissario generali, & infrascriptis Joanne Stephano Massaronis, Joanne Pauli Alieſi, & dicto Petro Berte civibus Romanis, primis Notariis Apostolicis, & testibus literatis, per me Antonium Notarium infrascriptum coram eis lectum, & diligenter aucturatum; cujus quidem scripturæ, seu privilegii concessionis, & donationis tenor per omnia est talis.

Tom. I.

In nomine Domini Dei Salvatoris nostri Jesu Christi.

ANNO
805.

LEO Episcopus Servus Servorum Dei, & Carolus Magnus, & Pius Rex hac die nullo prohibente, nec contradicente, sed propria nostra voluntate concedimus, tradimus, & per paginam æream exauratam in perpetuum donamus tibi, Beate Christi Martyr Anastasi, & pro te, tuoque Monasterio, quod est positum ad Aquam Salviam, id est totam, & integram Civitatem, quæ ab omnibus vocatur Ansidonia, insimul cum Portu qui vocatur Fenilia, item & Portum, qui dicitur Herculi, nec non, & montem totum, qui vocatur Gilium infra mare miliaria centum, & montem, qui vocatur Jannuti, & totum montem, qui vocatur Argentarium, insimul cum mare juxta se habentem miliaria centum infra pelagus, qui est infra ejus aqua. Præfatum montem, qui vocatur Gilium, & Jannuti: Item, & calstrum, quod vocatur Orbitello, cum Stagnio & Piscaria juxta se, & cum suo Saline, vel cum omnibus suis pertinentiis. Item, & Maxiliano, cum omnibus suis pertinentiis, similiter & montem, qui vocatur Euli, cum omnibus suis pertinentiis, qui est inter affines ad totam Civitatem præfatam. Primo latere est mare magnum, & infra verò aquas maris, quæ sunt miliaria centum, & montem Gilio, & montem, qui vocatur Jannuti, quæ sunt juris præfati vestri Monasterii, & à secundo latere est fluvius, qui vocatur Alvenia, & à tertio verò latere pergit aqua, quæ dicitur Elza, & deinde pergit usque ad locum, qui vocatur Serpena, & à quarto latere sicuti evenit per Serpenam, & pergit per pedem montis Arsitii, & vadit per piscinam, & venit in Buranum, & sicuti evenit per Buranum, & revertitur usque ad præfatum mare magnum, omnia in jam dicti vestri S. Monasterii juri concedimus, & irrevocabiliter tradimus, qui sunt montibus, collibus, plagis, & planitiis suis, pratis, pascuis, silvis, pantanis, puteis, fontibus, rivis aquæ plenis, & pariculis aciculis, & vineis, vel cum omni sua utilitate, & usu, vel pertinentiis, & insuper concedimus tibi, præfate Martyr Christi Anastasi, tuisque successoribus in perpetuum omnes Ecclesias, quas infra comitatum, & assignationem hujus territorii sunt, vel usque in finem mundi erunt; uti exinde faciatis quodcunque volueritis vos, & servitores vestri in perpetuum ponendo Rectores, deiciendo, pro meritis eos clericos mittere, & ad vestram utilitatem omni tempore tenere; & nullus alius, nisi solus summus Pontifex, & in præfatis Ecclesiis interdictum ponere, vel aliquem clericum excommunicare, nisi Rector jam dictæ Ecclesiæ Sancti Anastasi possit, & nulli licitum sit intra terminos construere, vel edificare, nisi per voluntatem Abbatis S. Anastasi, consecrationes altarium, christma, ordinationes de clericis vestris petatis ab Episcopo diocesano, si gratis, & absque ulla calumnia dare voluerit, si non potestatem habeant ire ad quemcunque voluerint Episcopum tamen catholicum pro eo, quia Dominus noster Jesus Christus per Angelum suum in visione nobis videri fecit ut caput prædicti Martyris ad ejus pugnam, quam nos ad præfatam Civitatem habebamus cum Dei laudibus adveniret; nostris vero inimicis dicebat, ut vincebamus, & nos ita talia fecimus, & nunc auxiliante Deo, & isto præfate martyre adveniente ejus capite terramotus venit super nostris inimicis, & tremor apprehendit eos, & parietes irruerunt; inimici vero nostri in nostris manibus deventerunt, & omnes interfecti fuerunt; idcirco tradimus, concedimus, & in præfato monasterio Sancti Anastasi perpetuo, quæ largimur, ut à præfati die habeant tui servitores potestatem in præfatis omnibus ad utilitatem S. Anastasi introeundi, utendi, tenendi, fruendi, & usque in seculum sæculi possidendi, quatenus per te, gloriose Martyr, mereamur nos addire illam vocem, quam pius Dominus in Evangelio dicit: *Euge bone serve, & fidelis, quia in paucis fuisti fidelis super multa te constituam, intra in gaudium Dei tui*, de qua Dei promissione multum confidimus nos, & omnes sperantes in se. Si quis nos, vel alius qualicunque homo, tam presbyteri, quam laici præfata omnia, & quæ superius dicta sunt ab eodem Monasterio subtrahere, vel alienare voluerit, non valeat, sed ex parte Dei omnipotentis, & Beatæ Mariæ semper Virginis, & Beatorum Apostolorum Petri, & Pauli, istius præfati Martyris excommunicatus, maledictus, & anathematizatus maneat in perpetuum, & cum Anna, & Caipa, & cum Herode, & Pilato, & cum Juda Scariote traditore Domini nostri Jesu Christi particeps ejus efficiatur, & à limibibus universarum Ecclesiarum extraneus exeat hic, & in æternum; observantibus autem sit pax Domini nostri Jesu Christi Amen. Ego Carolus Imperator Augustus auctoritate omnipotentis Dei, & nostri Imperii decretum decernimus, ut nullius personæ hominum facultas sit præ-

A 2

fata

ANNO
806.

fata omnia quovis modo ingenii præfato monasterio S. Anastasii auferre, vel ablata retinere, aut aliquam molestiam irrogare, nisi de perpetrata iniquitate congrua satisfactione infra xv. dies emendaverit, componat poena Romano Imperio quinquaginta libras auri purissimi. Actum est hoc, & traditum anno Incarnationis octingentesimo quinto, Indictione tertiadecima, & D. Leonis summi Papæ Tertii, anno decimo, & Domini Caroli Imperatoris anno quinto.

Ego LEO Episc. Romane Ecclesie subscripti.
Ego CAROLUS Imperator Augustus subscripti.
Ego PETRUS Episc. Hostien. subscripti.
Ego GUILLELMUS Card. S. Sabinae subscripti.
Illa Episc. Abien. (a) subscripti.
ROBERTUS Aquigranis subscripti. &
Ego HUGO Dux Luvoniensis (b) subscr.

(a) A. et

Salicem.

(b) Altes

Lugdunem.

Anastasius Scriptorius S. R. E. de mandato Domini Leonis Papæ Tertii, & D. Caroli Magni, & Pii Regis hanc paginam æream exauratam complevi, & absolvi.

Ego Jacobus, Dei gratia, Episcopus Aretinus, Domini mei Papæ in Urbe, & ejus districti Vicarius Generalis, & Commissarius ad compellendum Notarios, & alias personas habentes scripturas, instrumenta, & alia monumenta originalia, atque actum quandam cedulam æneam, & ponderosam, in dicto Monasterio existentem, prius interius auscultationi hujus exempli, seu transumpti scripti exemplari de dicta tabula ænea fideliter translati, & exemplari per infrascriptum Antonium Goloti Petri Sireti, civem Romanum publicum Notarium Apostolicum, & diligenter coram me auscultati, unâ cum ipso Antonio, ac infrascriptis Jo. Stephani Mafferoni, Jo. Pauli Aliditi, & Santolo Petri Berte, civibus Romanis, ac publicis Notariis Apostolicis, & testibus infrascriptorum literarum, & quia hujusmodi dictum exemplum cum dicto suo originali concordat, nil addito vel diminuto, quod intellectum videtur, seu immutat, ut huic exemplo, vel transumpto adhibeatur de cætero plena fides ab omnibus ad perpetuam rei memoriam me subscribo, nemumque decretum, & auctoritatem ordinariam pro tribunali sedens interpono, & signum mei majoris sigilli feci appendi, sive muniti sub anno Domini 1366. Pontificatus sanctissimi in Christo Patris, & D. N. D. Urbani divina providentia Papæ V. anno ejus septimo, ind. 8. mens. Junii die 27.

VII.

806.

CHARLE-
MAGNE ET
SES FILS.

Disposition de l'Empereur CHARLEMAGNE, pour établir & conserver la paix entre ses Enfants, & leur diviser ses Etats. Faite aux Etats tenus à Thionville. [GOLDAST Constitut. Imp. Tom. I. pag. 145. STEPH. BALUZI Capitularia Regum Franc. Tom. I. pag. 430. BARONII Annal. Ecclesiast. Tom. IX. A. 806. num. 24. P. PITHOI J. C. Annal. & Hist. Franc. ab A. Christi 708. ad Ann. 990. Scriptores coetanei XII. Part. II. pag. 81. FAUCHET, Antiq. & Hist. Gaul. & Franc. Vol. II. Liv. II. pag. 538. en François.]

In nomine Patris, & Filii, & Spiritus Sancti.

(1) IMPERATOR Cæsar Carolus, Rex Francorum invictissimus, & Romani Rector Imperii, Pius, Felix, (a) Victor ac Triumphator, semper Augustus, omnibus fidelibus sanctæ Dei Ecclesiæ, & cuncto populo Catholico, præsentis & futuro, gentium ac nationum, quæ sub (b) nostro imperio ac regimine constitutæ sunt. I. Sicut omnibus vobis notum esse, & neminem vestrum latere credimus, quomodo nos divina clementia, cujus nutu ad occasum tendentia sæcula per successiones (c) generationum reparantur, tres nobis dando filios, magno (d) nos miseracionis ac benedictionis suæ ditavit munere, quia per eos secundum vota nostra & spem nostram de Regno confirmavit, & curam oblivioni obnoxia posteritatis levior fecit. Ita & hoc vobis notum fieri volumus, quod eisdem per Dei gratiam filios nostros Regni à Deo nobis (e) concessi, donec in corpore sumus, & post nostrum ab hac mortalitate dis-

(a) Victor,

deest.

(b) ejus im-

perio & regi-

mine.

(c) Al. ge-

nerationum

reparationes

generantur.

(d) nos,

deest.

(e) Al. con-

servati.

(1) Cette Copie est tirée de Goldast, & les diverses leçons qu'on y voit en marge sont de deux sortes. Celles qui sont en Italique marquent les différences de la Copie de Baluze & de celle-ci; & les autres viennent de Goldast mêmes; on n'a fait que les transcrire. La Copie de Baronius finit avec le 16. Paragraphe, aux mots, quod de hominis illius dicitur. Les sept autres y manquent.

ANNO
806.

cessum hujus à Deo conservandi Regni vel Imperii nostri heredes relinquere, si sic divina Majestas annuerit, optamus. Non ut confusæ atque inordinatæ, aut sub totius Regni dominatione jurgi controversiam eis relinquamus; sed trina partitione totum Regni corpus dividentes, quam quisvis illorum tueri vel regere debeat, (f) portione (g) distribuere & designare volumus, eo videlicet modo, ut sua quisque portione contentus juxta ordinationem nostram & fines Regni sui, qui ad alienigenas extenduntur, cum Dei adjutorio nitatur defendere, & pacem atque caritatem cum fratre custodire.

2. Divisiones verò à Deo conservati & conservandi Imperii vel Regni nostri tales facere placuit, ut Aquitaniam totam (h) & Vusaconiam (i) exceptis pago Turonico & quicquid inde ad Occidentem atque Hispaniam respicit, & de civitate Nivernis, quæ sita est super fluvium Ligerim cum ipso pago Nivernensè, pagum (j) Avenensem, atque Altesensem, Cabillonensem, Matisconensem, Lugdunensem, (k) Gabojam, Morienam, Tarentasiam, Montem Ciniolum, (l) Vallem Gesufianam usque ad Clusam, (m) & inde per terminos Italianorum montium usque ad mare, (n) vel usque ad Hispaniam continetur, hoc est, illam portionem Burgundie, & Provinciam ac Septimaniam, vel Gothiam, Ludovico dilecto filio nostro consignavimus.

3. Italiam verò, quæ & Longobardia dicitur, & (o) Bojariam, sicut Tassilo tenuit, exceptis duabus villis, quarum nomina sunt Ingoldesht, & Lutrachof, (p) quas nos quondam Tassilio beneficiavimus, & pertinent ad pagum, qui dicitur Northgove, & de Alemannia partem, quæ in Australi ripa Danubii fluminis est, & de ipso (q) fonte Danubii, currente limite, usque ad Rhenum fluvium in confinio pagorum Cleurgeve & Hegove in locum qui dicitur (r) Auge; & inde per Rhenum fluvium sursum versus usque ad Alpes, quicquid intra hos terminos fuerit, & ad Meridiem vel Orientem respicit, unâ cum Ducatu Curienfi & pago (s) Burgove, (2) Pipino dilecto filio nostro (t) ordinavimus.

4. Quicquid autem de Regno nostro extra hos terminos fuerit, id est, Franciam & Burgundiam, excepta illa parte, quam Ludovico decimus, atque Alemanniam, excepta portione quam Pipino (v) adscripsimus, Austriam, (w) Neultriam, Thuringiam, Saxoniam, Frisiam, & partem Bojariam, quæ dicitur Northgove, dilecto filio nostro (3) Carolo concessimus, ita ut Carolus & Ludovicus viam habere possint in Italiam ad auxilium (x) faciendum fratri suo, si ita necessitas exiterit, Carolus per vallem Augustanam, quæ ad Regnum ejus pertinet, & Ludovicus per vallem Gesufianam. Pipinus verò & exitum & ingressum per Alpes Noricas atque Curiam.

5. Hac autem tali ordine (y) disposuimus, ut si Carolus, qui major est natu, priusquam ceteri (z) fratres diem obierit, pars Regni quam habebat, dividatur inter Pipinum & Ludovicum, sicut quondam divisum est (a) (a) regnum, regnum inter nos & fratrem nostrum Carolomannum, eo modo ut Pipinus illam portionem habeat, quam frater noster Carolomannus habuit, Ludovicus verò illam partem, (b) quam nos in illa (c) partitione suscepimus. Si verò Carolo & Ludovico viventibus, Pipinus debitum humane (d) nature complerit, Carolus & Ludovicus dividant inter se Regnum, quod ille habuit. Et hæc itaque tali modo fiat, ut ab ingressu Italie per Augustam civitatem accipiat Carolus Eboariam, Vercellam, Papiam, & inde per Padum fluvium termino currente usque ad fines Regienfium & ipsum (e) Regium, & Civitatem Novam, atque Mutinam usque ad terminos sancti Petri. Has civitates cum suburbanis & territorii suis, atque Comitibus, quæ ad ipsas pertinent, & quicquid inde Romanum (f) pergent ad lavam respicit de regno quod Pipinus habuit, unâ cum Ducatu Spoletano, hanc portionem, sicut prædiximus, accipiat Carolus.

6. Quicquid autem à prædictis civitatibus vel Comitibus Romanæ eunti ad dexteram jacet de prædicto regno, id est portionem quæ remansit de (g) regione Transpadana, una cum Ducatu Tuscano usque ad mare Australem, & usque ad Provinciam (h) Ludovicus ad augmentum sui regni fortitur. Quod si ceteris superfluit, Ludovicus fuerit defensurus, eam partem Burgundie, quam regno ejus adjunximus, cum Provincia & Septimania five Gothia usque ad Hispaniam Pipinus accipiat, Carolus verò Aquitaniam atque Vusaconiam.

7. Quod si talis filius cujuslibet istorum trium fratrum natus fuerit, quem populus eligere velit, ut patri suo succedat,

(2) Pipin mouut avant son Pere en 870. n'ayant laissè qu'un Fils naturel, nommé Bernard, qui lui succèda au Royaume d'Italie.

(3) Charles mouut aussi avant son Pere en 811. sans avoir laissè d'enfants.

(f) portio-

nem.

(g) Al. de-

tributere.

(h) Al. Sa-

vau-

(i) Al. us-

que V. al.

(j) Al. Aua-

nenfem.

(k) Al. Sau-

baudiam.

(l) Al. Sal-

vau-

(m) Signifi-

nam.

(n) Al. &

nacti civi-

(o) l'as pater

curia pater

(p) quidquid d'ab

de contra Ad-

ria em & Oc-

cidentem us-

que ad mare,

(q) Al. Bi-

lioniem. Al.

la avariam.

(r) p. l.

quæ quon-

dam Tassilo

beneficio

nostro te-

(s) flumine.

(t) Enge.

(u) Dru-

gonem, deest.

(v) Al. de-

(w) Niu-

fissam.

(x) Al. te-

cendum.

(y) dispo-

niti.

(z) fratres

sunt.

(a) regnum,

deest.

(b) accipiat.

(c) portione.

(d) Al. for-

tis.

(e) Regiam.

(f) Al. per

Genuam.

(g) Al. reg-

no Transpa-

dano.

(h) Al. Lu-

dovico ce-

dest.

ANNO
806.

2) *infra*

(6) ne in-
cretionem
oro et faciat.

(s) m, n, etc.

(i) *alterius*

(17) $\int \sec x \, dx$

(o) *See v.*

britannia,
deest.

(v) quan-

(b) *frat*

veris.

(f) *decreases*

(c) *malum*.

(b) *wander*.

CAROLI MAGNI *Imperatoris* BREVIAR. 8 II.

811.

100

2

28

1-

is

3-
8-

n

2) (a) potnij

1-

ol-

la
rie

DU DROIT DES GENS.

7

ANNO seu etiam a successoribus nostris a nobis facta verius certiusque credatur, eam manu propria super firmavimus, 814. & annuli nostri impressione signari iussimus.

Signum H. Ludovici Serenissimi Imperatoris.

Hellisgarh recognovi, data III. Idus Januarii, Anno Christi propitio, primo Imperii Domini Ludovici piissimi Imperatoris Augusti, Indictione VII. Aquisgranum in Palatio regio, in Dei nomine feliciter. Amen.

X.

823. 4. Jun. **LOTHARII Imperatoris Diploma, Quod LEONIS Episcopo Comensis, pacificam possessionem omnium bonorum, & mancipiorum suorum, quae tam in agro Comensi, quam in finibus Sibirienfis habebat, confirmat, atque de novo concedit. Datum in Villa Venonica secundo Nonas Junii Indict. prima anno 823. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra, Tom. V. Tit. Comenses Episcopi col. 248.]**

In Nomine Domini nostri Jesu Christi Dei aeterni.

LOTHARIUS Augustus invictissimi Domini Imperatoris Ludovici filius, dignum est, ut quicunque ab igne seu a quolibet accidente casu damnum perpeffus fuerit, & Imperiali ope se muniri quaesierit, ut ab ejus clementia relevetur, a quo se credit imploraturum auxilium posse adipisci: proinde noverit faciatas, seu industria omnium fidelium nostrorum, tam praesentium, quam futurorum; eo quod vir venerabilis Leo primus Comensis Episcopus nostrae innovatū ferenitati, qualiter per quandam diligentiam, atque incuriam omnia instrumenta cartarum, per quae res tam a parentibus, quamque ab extraneis personis sibi traditas, ab eo emptas, seu commutatas jure proprietatis tenere, atque defendere debuisset exulta vel concnemata fuissent: ideoque petiit ferenitatem nostram, ut pro nostrae mercedis augmento, & firmitatis studio nostram auctoritatem super hoc negotium ei fieri juberemus, per quam modernis, & futuris temporibus res, & mancipia, quae per praestata instrumenta cartarum ei traditae fuerant, aut ab eo emptae, seu commutatae, sive per quamlibet scripturam iuste, legaliter in jure ipsius, tam in Pago Comensi, quam in finibus Sibirienfis pervenisset, atque quiete, seu secure dignoscitur possidere, tenere, atque possidere valeret. Nobis itaque libuit ejusdem venerabilis viri petitionibus assensum praebere, & ad ejus petitionem hanc nostram Imperialem auctoritatem fieri decrevimus. Praecipimus ergo atque jubemus, ut omnes res, atque mancipia, quae ei per quamlibet scripturam, a quibuscumque personis, tam a propinquis quamque ab extraneis iuste, & legaliter collatae fuerunt, & usque ad diem supra scriptae executionis, quiete, & secure nemine inquietante, atque pulsante, jure proprietario tenere, atque donare visum fuit per hanc nostrae auctoritatis confirmationem absque ullo alio impedimento, vel iniusta interpellatione rite, & secure habere, vel possidere valeat. Quod si forte super ejusdem rebus ante praedictam executionem, ab eo jure quiete possessis quaestio orta fuerit, ut pro eis legaliter in foro disceptare necesse sit, ita per hanc nostram auctoritatem praedictae res, & mancipia defendantur sicuti per eadem instrumenta si igne absumpta non fuissent legibus defendi poterant: hac vero auctoritas, ut nostrae esse credatur, & a fidelibus dictae S. Ecclesiae, & nostris per futura tempora conservetur, manu propria, & annuli nostri effigie subtus hunc volumus esse roborandam.

Signum Lo-
LOTHARII
tharii gloriosissimi Imperatoris.

MAREDO ad vicem Viaggii recognovi.

Datum secundo nonas Junii. Anno Christo propitio Imperii Domini Ludovici serenissimi Imperatoris decimo, regniue LOTHARII gloriosissimi Augusti in Italia prima. Indictione prima. Actum Venonica villa VIEREDI Comitum. In Dei nomine feliciter Amen; anno Domini D. CCCXXIII.

XI.

Imperatoris LOTHARII Diploma, Quod LEONIS Episcopo Comensi Imperatoris praedecessorum LUDOVICI Genitoris, & CAROLI MAGNI Aui, nec non Regum Longobardorum in Diplomate nomine tenus expressorum, PRIVILEGIA confirmat, insuper & Res omnes in Ducatu Mediolanensi, & Valle Tellina, istas scilicet in Amatia, Burmis, & Postlavo, uti & Monasterium Sancti Fidelis aeternaliter possidendas concedit atque tradit. Datum Compendio Palatio Regio tertio Non. Januarii. Indict. 2. anno 824. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra, Tom. V. Tit. Comenses Episcopi col. 249.]

In Nomine Domini Jesu Christi Dei aeterni.

LOTHARIUS Primus Augustus invictissimi Domini Imperatoris Ludovici filius. Si provide propter reverendum venturi, atque pavendi Judicis amorem iustis, ac rationabilibus Sacerdotum aequae servorum Dei petitionibus, quas nobis propter quietem S. atque Catholicae, seu decorem praesentis status Ecclesiae, cujus Deo auctore regimen sortiti sunt innotescere curaverint, aures clementiae nostrae divinitus instigati accommodamus, easque astanti desiderio ad debium, Deo propitio, perduxerimus effectum, non solum imperialem consuetudinem exercemus, atque praedecessorum nostrorum videlicet Regum Francorum, facta conservando, & nostra in posterum a posteris inviolabiliter favendo roboramus, verum etiam praemia patriae caelestis percipiendi hujusmodi facta absque ambage valere confidimus. Quapropter comperiat fidelitas omnium nostrorum fidelium modernorum videlicet, & futurorum, quia Leo vir venerab. sacrosanctae Ecclesiae Comensis Episcopus, ubi sanctus Confessor Christi Abundius precioso corpore requiescit, magnificum culmen nostrae ferenitatis adiens, detulit obtutibus nostris quandam auctoritatem, seu confirmationem Domini, & genitoris nostri Ludovici excellentissimi Augusti, in qua continebatur, qualiter praecipuum pie recordationis Aui nostri Caroli gloriosissimi Imperatoris, seu praecipuum confirmationis scilicet Cumperti, Arigerti, & Luitprandi, Regini, Heritulphi, Desiderii, vel praedecessorum eorum, quae ipsi circa eundem venerabilem locum pro divino amore fecerunt de omnibus rebus, quae & eidem sacro loco, tam ab ipsis, quamque a quibuscumque personis iuste, & legaliter fuerint traditae, sive de his, quae antea cum iustitia acquirere potuerint, more Imperiali confirmarent, videl. & specialiter in eodem inferuim erat de teloneo, seu mercato, & Gegis, cum ipso loco, necnon in canonice stipendium concedimus Comanis Ecclesiae Clusae, & pontem juris nostri de Clavenna aeternaliter: insuper in eadem continebatur auctoritate de alteratione, quae orta fuit inter Petrum ejus praedecessorem, atque Rectorem sanctae Comensis Ecclesiae Episcopum, & Waldonem sancti Dionysii Abbatem, qualiter ipse devota recordationis Avus noster, pius ac gloriosus Imperator Carolus de eadem intentione decreverat, videlicet de rebus, quas Waldo Abbas praedicto Petro Episcopo quasivit, quae erant sitae in Valle Tellina in Ducatu Mediolanensi, ut sicut haecenus per confirmationem antecessorum Regum, easdem res pars Comensis Ecclesiae tenuerat; ita & in futurum per ejus confirmationem teneret: ipsa vero res erant Ecclesiae baptismate, una in Amatia, & altera in Burmis, tertia in Postlavo, & Monasterium sancti Fidelis pertinens ad Episcopatum Comensem, videl. pro hujus rei firmitate petiit praedictus venerabilis Leo Episcopus quietem ferenitati nostrae, ut non solum praepcepta Domini, & genitoris nostri, seu sanctae recordationis Aui Caroli nostra auctoritate confirmaremus, verum etiam res, quae suprascripti Reges, seu antecessores eorum, videlicet Principes Longobardorum, hi sunt Anprandus, Cumbertus, & Bertharicus per eorum auctoritates praedictae Ecclesiae delegaverunt, vel confirmaverunt omnia nostra auctoritate complectantur, atque praefatae sanctae Comensis Ecclesiae pro amore Dei, & reverentia sancti Abundii nostrae praepositionis confirmationem confirmarentur, atque corroborarentur: Cujus petitioni propter amorem divinum assensum praebuimus juxta quod petiit, antedicta praepcepta veterum Regum nostro Imperiali praepcepto confirmavimus; specialiter decernentes, ut quicquid in praepceptis Domini, ac genitoris nostri, seu magnifici Imperatoris Caroli Aui nostri continetur, quae praescripti Reges Longobardorum praefatae Ecclesiae cum iustitia delegaverunt, vel confirmaverunt & quiete & iuste possidere permittit, & sine ulla restitutione

ANNO 824. 3. Janu.

ANNO
824.

tatione firmum & stabile permaneat. Decrevimus insuper, atque sancimus ut omnes res prædictæ Ecclesiæ Comensis sub defensione, & mundo palatii nostri, sicut tempore patris, & avi nostri fuerunt, perenniter consistant; & si aliqua altercatio de rebus prædictæ Ecclesiæ, quæ per hoc nostrum præceptum, & promercedis nostræ augmento confirmavimus orta fuerit, quæ ibi minime definitur valuerit ad sacrum palatium nostrum referretur. Quatenus ibi secundum rectitudinis tramitem, terminum accipiat; & hæc auctoritas per curricula annorum inviolabilem atque inconcussam obtineat firmitatem, manu propria subter firmavimus, & annuli nostri impressione signari iussimus.

Signum **LOTHARII** † *Gloriosissimi Imperatoris.*
MAREDO ad vicem *Vitharii* recognovi.

Datum tertio Non. Januarii. Anno Christo propitio undecimo. Imperii Domini LUDOVICI piissimi Augusti, LOTHARII Filii eius gloriosissimi regnantis secundo. Indictione secunda anno D.CCCXXIV.

Actum Compendio palatio Regio. In Dei nomine feliciter. Amen.

XII.

JURAMENTUM FIDELITATIS quod **ROMANI LOTHARIO LUDOVICI Pii Imperatoris filio à Parente hunc in finem Romanum missis, præstiterunt, quò promittunt, se non confensuros fore, ut Pontifex prius consecratus, quam fidelitatem Imperatori iurejurando obfirmet.** [BALUZII Capitularia Regum Tom. I. pag. 647. sub anno 824. Le BLANC, Dissert. Histor. sur quelques Monnoyes de Charlemagne; Chap. V. pag. 34. ex Continuat. PAULI DIACONI de dato anni 823.]

PROMITTO Ego ille per Deum omnipotentem & per ista sacra quatuor Evangelia, & per hanc Crucem Domini nostri Jesu Christi, & per Corpus Beatissimi Petri principis Apostolorum, quod ab hac die in futurum fidelis ero Dominis nostris Imperatoribus Ludovico & Hlothario, diebus vite meæ juxta vires & intellectum meum sine fraude atque maligno ingenio, salva fide quam repromissi Domino Apostolico, & quod non consentiam, ut aliter in hac Sede Romana fiat electio Pontificis, nisi canonice & iuste, secundum vires & intellectum meum; & ille qui electus, me consentiente consecratus Pontifex non fiat priusquam tale Sacramentum faciat in præsentia missi Domini Imperatoris & populi cum juramento, quale Dominus Eugenius Papa spontè pro conservatione omnium factum habet per scriptum.

XIII.

825. **LOTHARII I. Imperatoris CONSTITUTIO, de electione Romani Pontificis, & Legibus Romanorum.** [GOLDASTI Constit. Imperial. Tom. I. pag. 187.]

VOLUMUS ut ad electionem Pontificis nemo audeat venire neque liber neque servus, qui aliquod impedimentum inferat, exceptis illis tantum Romanis, quibus antiqua fuit consuetudo concessa per constitutionem sanctorum Patrum eligendi Pontificem. Quod si quis contra nostram iussionem facere ausus fuerit, exilio afficiatur.

* Leg. Lombard. lib. 11. tit. 57.

(a) *Al.* & talli lege, quasi lege vivere professi sunt, vivunt illique.

(b) *Al.* si officium contr.

(c) *Al.* qui profiti vivunt, per dispensationem Pontificis & nostram sub. (d) *Al.* absque. Papæ ut omnes Romani obediunt in Ecclesiasticis, tanquam vix Episcopo.

2. * Volumus ut cunctus populus Romanus interrogetur, qua lege velit vivere, (a) ut ea, qua professus fuit vivere velle, vivat; eique denuntiatur, ut hoc unusquisque sciat, tam Duces, quam Judices, vel reliquos populus. Quod si (b) in offensionem suam contra eandem legem fecerint, eidem legi, (c) quam profutur ex constitutione Pontificis & nostra subiacebunt.

3. De rebus Ecclesiarum iniuste occupatis per occasionem, quasi licentia accepta à Pontifice, & de iis quæ necdum redditæ sunt, & tamen fuerunt: (a) à potestate Pontificum occupate, volumus ut per Legatos nostros restituantur.

4. Placet nobis ut cuncti Judices, sive ii qui cunctis præesse debent, per quos iudicialia potestas in hac Urbe Roma exercetur, aut in cæteriis provinciis exerceri debet, in præsentiam nostram veniant. Volumus numerum & nomina eorum scire, & singulos de munere sibi credito admonere.

5. Novissimè admonemus, ut omnes homines, sicut Dei gratiam & nostram habere desiderant, ita præsentem in omnibus obedientiam ac reverentiam huic Pontifici.

XIV.

Imperatoris LUDOVICI I. EDICTUM de Electione Episcoporum. [GOLDASTI Constit. Imperiales Tom. I. pag. 189.]

(1) **J**URENT majores civitatis ad Evangelia de persona electa ad Episcopatum, quod neque uxorem habuerit procerat, neque concubinam, neque sit curialis vel taxiora; sed sanctus & literatus, & Canonicas leges intelligens, & in Clero vel Monasterio nutritus, & tunc ordinetur. Sin autem hi, qui debent Episcopum eligere, Italia decreta intra sex menses non fecerint, tunc Metropolitani propter periculum animæ suæ omnibus his exquisitis, quæ diximus, ordinet & consecret sua potestate clero & populis Episcopum.

XV.

Disposition de l'Empereur Louis I. dit le Débonnaire, pour conserver la Paix entre ses Enfants, & leur diviser ses Etats, faite dans l'Assemblée des Etats tenuë à (2) Quierzy. [GOLDASTI Constit. Imper. Tom. II. pag. 19. BALUZII Capit. Reg. Franc. Tom. I. pag. 686.]

In nomine Domini Dei & Salvatoris nostri Jesu Christi.

(a) **L**UDOVICUS divina ordinante providentia Imperator Augustus, omnibus fidelibus sanctæ Dei Ecclesiæ, & cuncto Catholico populo, præsentis scilicet & futuro, gentium ac nationum, quæ sub Imperio ac regimine nostro constituta sunt.

1. Notum fieri volumus omnium vestrum solertia, quod inter dilectos filios nostros, Pipinum, Ludovicum, Karolum, Regni nobis à Deo commissi talem divisionem facere decrevimus, ut post nostrum ab hac mortalitate decessum unusquisque illorum scire valeat, si eos divina pietas nobis superfluit esse voluerit, quæ portio sibi ad tenendum atque gubernandum à nobis assignata sit. Quam divisionem eo modo describere ac designare volumus, ut singuli juxta ordinationem nostram & fines Regni sui, qui in alienigenas extenduntur, cum Dei adiutorio defendere studeant, & pacem ac fraternam caritatem inter se custodire valeant. Cujus divisionis modum atque ordinationem talem nobis facere placuit.

2. . . . *L'Article, qui concerne la division des Etats manque.*

3. Hæc autem tali ordine disposuimus, ut si post nostrum de hac luce decessum aliquis eorum, prius quam fratres sui, diem obierit, & talem filium reliquerit, (b) quem populus ipse eligere vellet, ut patri suo succedat in Regni hereditate, volumus ut hoc consentiant parvi ipsius pueri, & regare permittant filium fratris sui in eo regno, quod pater ejus, frater eorum, habuit. Quod si talem filium non habuerit, tunc volumus, ut illa pars regni, quam idem habebat, dividatur equaliter inter illos fratres, qui superfluit remanserunt.

4. Pla-

(1) Extrat hæc Constitutio in Paralipom. Opusculorum à *Th. Basse* lecti. editum; in *Hincmar* Epist. 1. in fin. Nescio, an *Ludovicum* & *Lotharium* intelligat: quoniam filios non sapiat hanc ætatem Francicam, sed pios illos Imperatores gedolent. vide l. 33. in pr. C. de Episcop. & Cleric. Novel. 123. cap. 15.

(2) L'Édition de *Baluze* tiree ex vetustissima Membrana, date cette Piece *Aquisgran*; Anno Christi DCCXXXVII. Elle differe peu dans les termes, & point du tout dans les Dispositions; mais les Chapitres, ou Articles en sont autrement distribués, & l'on n'y voit aucune marque de vuide, ou de lacune; en quoi on juge que la Copie de *Goldast* est plus exacte. Au reste on y lit à la fin, les trois Articles suivans, qui manquent à l'Édition de *Goldast*.

Ad Aquitaniam totam inter Legem & Sequanem & ultra Sequanam pag. xxviii. id est Catalani, Melancones, Ambienſes, & Pontivus usque ad piat.

Ad Bajuvariam Torlingiam totam, Ripuarii, Arariis, Saxonia, Ustra, Ardenia, Hainautia, Brabantia, Flandria, Monfonia, Alconia, Ardenia, Aduerſia, Aduerſia, Terventonia, Boleſia, Aquitanica, Cambricæſis, Viramondiaſis.

Ad Alamanniam totam Burgundiam excepto quod Pippino datum est, & totam Galiam, & de illa media Francia Vindicia, Vagoſia, Custrinſis, Favianis, Remigonſis, Lauſannienſis, Meſſilienſis, Treueri XXX.

Hæc vetustissima Membrana desinit.

ANNO
825.

834.

837.

(a) Il avoit déjà affecté son Fils à l'Empire, & la Bavière à Louis, dans l'Assemblée tenue à Aix la Chapelle en 817.

(b) Le Fils que le Pèuple aura élu, succedera au Royaume de son Père.

ANNO
837.

4. Placuit etiam inter prædictos filios statuere atque præcipere propter pacem & concordiam, quam inter eos perpetuo permanere desideramus, ut nullus eorum fratris sui terminus vel Regni limites invadere præsumat, neque fraudulenter ingredi ad conturbandum Regnum ejus vel marcas minuendas, sed potius adjuvet unusquisque illorum fratrem suum, pro ut temporis opportunitas permiserit, & auxilium ei ferat contra inimicos ejus juxta rationem & possibilitatem.

5. Nec aliquis nullum hominum fratris sui pro quibuslibet causis vel culpis ad se confugientem suscipiat ad intercessionem pro eo faciendam: quia volumus ut quilibet homo peccans, & intercessionem indigens intra Regnum Domini sui, vel ad loca sancta, vel ad honoratos homines confugiat, & inde sanctam intercessionem mereatur.

6. Similiter præcipimus, ut quemlibet illum, qui Dominum suum contra voluntatem ejus dimiserit, & de uno Regno in aliud profectus fuerit, neque ipse Rex suscipiat, neque hominibus suis consentiat, ut ealem hominem recipiant, vel injuste retinere præsumant. nec solum de illis, sed etiam de servis fugitivis statum observandum, ut nulla discordia relinquatur occasio. Sed & hoc præcipimus, ut nullus ex his tribus fratribus nobis in corpore constitutis, vel nostrum vel cuiuslibet alterius hominem Sacramentum fidelitatis sibi promittere faciat, & per hoc cum vel a nobis vel ab altero Domino suo per huiusmodi sacramentum avertat, & ad se trahat.

7. Quin etiam præcipiendum nobis videtur, ut post nostrum ex hac mortalitate discessum, homines uniuscuiusque eorum accipiant beneficia uniuscuiusque in Regno Domini sui, & non alterius, ne quando per hoc, si aliter fuerit, scandalum aliquod possit accidere. Hereditatem autem suam habeat unusquisque hominum illorum absque contradictione in quocumque Regno hoc cum legitime habere cognoverit.

8. Et unusquisque liber homo post mortem Domini sui licentiam habeat se commendandi inter hæc tria Regna ad quemcumque voluerit, similiter & ille, qui nondum alicui commendatus est.

9. De traditionibus autem atque venditionibus, quæ inter partes fieri solent, præcipimus ut nullus ex his tribus fratribus suscipiat de Regno alterius a quolibet homine traditionem vel venditionem rei immobilis, hoc est terrarum, vinearum, atque sylvarum, servorumque, qui jam calati sunt: sive cæterarum rerum, quæ hereditatis nomine censentur, excepto auro, argento, & gemmis, armis ac vestibus, nec non & mancipiis non calatis, & his speciebus, quæ propriæ ad negotiatores pertinerent noſcuntur. Cæteris vero illius hominibus hoc minime interdiciendum iudicamus.

10. Si autem femina, scilicet fieri solet, inter partes & regna legitima fuerint ad conjugium posset, non de negetur iustis poscentibus, sed liceat eas vicissim dare & accipere, & adnitiarius populos inter se sociare: ipsæ vero feminae potestatem habeant rerum suarum in regno, unde exierint, quamquam in alio propter mariti societatem habitare debeant.

11. De obsequiis autem, qui propter credentias dati sunt, & a nobis per diversa loca ad custodiendum destinati sunt, (a) volumus ut ille Rex, in cuius Regno voluntas, absque voluntate fratris sui, de cuius Regno sublatus sunt, ad patriam eos redire permittat: sed potius in futuro in suscipiendis obsequiis alteri mutuum ferat auxilium, si frater fratrem hoc facere rationabiliter postulaverit. Idem iubemus & de iis, qui ob sua facinora in exilium missi vel mittendi sunt.

12. Si causa vel intentio & controversia talis inter partes propter terminos aut confinia regnorum orta fuerit, quæ hominum testimonio declarari vel definiri non possit, tunc volumus ut ad declarationem rei dubiæ vexillo Crucis Dei voluntas & rerum veritas inquiratur, ne unquam pro tali causa cuiuslibet generis pugna vel campus ad exterminationem iudicetur. Si vero quislibet homo de uno Regno hominem de altero Regno de infidelitate contra fratrem Domini sui apud Dominum suum accusaverit, mittat eum Dominus ejus ad fratrem suum, ut ibi comprobet, quod de homine illius dixit.

13. Super omnia autem iubemus atque præcipimus, ut ipsi tres fratres curam & defensionem (1) Ecclesiæ sancti Petri simul suscipiant, sicut quondam a proavo nostro Karolo, & avo nostro Pipino, & beata memoria genitore nostro Karolo Imperatore, & a nobis postea suscepta est, ut etiam cum Dei adiutorio ab hostibus de-

fendere nitantur, & iustitiam suam, quantum ad ipsos pertinet, & ratio postulat, habere faciant. Similiter de cæteris Ecclesiis, quæ sub illorum fuerint potestate, præcipimus, ut iustitiam suam & honorem habeant: & Pastores atque Rectores venerabilium locorum habeant potestatem rerum, quæ ad ipsa pia loca pertinent, in quocumque de his tribus fratribus illarum Ecclesiarum possessiones fuerint.

14. Quod si de his statutorum atque consentientis aliquid casu quolibet vel ignorantia (quod non optamus) inruptum fuerit, præcipimus ut quam citissime secundum iustitiam emendare studeant: ne quando propter dilationem majus damnum possit adcreſcere.

15. Hæc autem omnia ita disposuimus, atque eo ordine adfirmare decrevimus, ut quamdiu divina Majestas placuerit hanc corporalem nos agere vitam, potestas nostra sit super à Deo conservatum Regnum atque Imperium istud, sicut hæcenus fuit, in regimine atque ordinatione, & omni dominatione Regali atque Imperiali, & ut obediens habeamus prædictos filios nostros, atque Deo amabilem populum nostrum cum omni subiectione quæ patri à filiis, & Imperatori ac Regi à suis populis exhibetur. Et si aliquis ex his tribus filiis nostris per maiorem obedientiam ac bonam voluntatem in primis Deo omnipotenti, ac postea nobis placere cupiens, morum probitate promeruerit, ut ei maiorem honorem ac potestatem conferre delectet, & hoc volumus, ut illi de portione fratris sui, qui non placere curaverit, & Regnum & honorem ac potestatem augemus, & illam talem efficiamus, qualiter ille propriis meritis dignus ostenderit.

16. Hoc postremò statuendum nobis videtur, ut quicquid adhuc de rebus & conventionibus, quæ ad profectum & utilitatem eorum pertineant, his nostris decretis atque præceptis addiderimus, volumus si à prædictis filiis nostris observetur atque custodiatur, sicut ea, quæ in his jam statuta & descripta sunt, custodire & conservare præcipimus.

XVI.

Formula FOEDERIS LUDOVICI Germanie & KAROLI Gallie Regum Pii Filiorum Magni Nepp. pro tuenda Regnorum libertate contra usurpationem & oppressionem LOTHARII Imperatoris Romanorum. Actum in Comitibus Argentinensibus Anno Domini 842. Kal. 16. Martii. [Ex Archetypis per JACOBUM BONGARSIIUM descriptæ, & studio MARQUARDI FREHERI Notis expostæ, apud Jo. HENRIC. BOECLERUM post NITHARDI Historiam, inter Scriptores ÆNEÆ SILVII Historiæ FRIDERICI III. Imperat. subjunctos. pag. 113.]

ANNO
837.842.
14. Fev.

(2) LUD. PRO Don amur, & pro Christian KAR. In Godes minna, ind darb tes Xristianpoblo & nostro commun salvement dist di en avant, nes solesch ind unser bedbero gebaltunsi son thesimo dage in quant Deus favir & potir me dunat, si salvarai eo fram mordes, so fram so vom so mir Got gevoiz ei indi mald cest meon fradre Karlo, & in adjudha & in cadhuna cosa, furgibit, so bald ih thesan minan bruoedher si cum hom per dreit son fradre salvar dist, ino quid sofo man mit rebtu sinan bruoedher scal, in tbi urbaz il imi altre si faret, & ab Ludher nati plaid nunquam er mig sofo madno, indi mit Lutherem inno thewani thingne prindrai, qui meon vol cist meon fradre Karle in gegango, the minan willon imo damno sit. scadhen werben.

Formula ejusdem FOEDERIS juxta NITHARDUM in Libr. Hist. III. Anno 842.

(2) LUD. PRO Don amur, & pro Xpian poblo & CAR. In Godes minna, in daitzes Xfanes nostro commun salvement dist di en avant in quant solesch ind unser bedbero gealtunsi son thesimo dage fram des favir & podir me dunat si salvarai eo cist meon mordes so fram so mir Got gevoiz ei indi magh furgibit fradre

(2) Ce sont deux Instrumens d'une même teneur, mais exprimés en différentes Langues, Louis y parle la Langue Romaine de ce tenu-là qui étoit celle de Charles; & Charles y parle la Langue Teutonique, ou Allemande, qui étoit celle de Louis. Freherus en donne la raison dans ses Notes, [D U M.]

ANNO
842.

fradre Karlo & in adjudha & in cadhuna cosa si cum om
so hals itiss an minam bruber
per greit son fradra

salvar dist ino quid il mi altre si fazet & ab abluher nul
scal intbi neba zermigsofo maduo indimis luberem in nosbe
plaid nunquam prindrai qui meon vol dist meon fradre
in mit hing nege gango the minam willon imo
Karle in damno sit.
ce seadben werben.

*Interpretatio hujus FOEDERIS ex Notis MAR-
QUARDI FREHERI desumpta.*

Per Domini Dei amorem & Christiani Populi & nos-
tram comunem Conservationem de isto die in antea,
quantum sciero & potero, Domino adjuvante, servabo
meo Fratri . . . in omni re, quam vis erga fratrem
postular . . . & cum Lothario nil pro meo placito
ineam, quod meo fratri Ludovico (Carolo) damno sit.

SACRAMENTUM POPULI.

Si Lodwigs Sacrament, que son fradre Karlo jurat, con-
Oba Karl then eid, then Erfinemo brudder Ludhwige
servat, & Karlus meo fendra de suo part non los tant;
geswor, geleistit, inde Ludhwig, min herro then er imo
fi io returnar non lint pois, ne io, ne neuls cui
geswor, forbrichit, ob ib ina res arwenden ne mag, nob
eo returnar nit pois, in nulla adjudha contra Lodhu-
ig, no theto then bes irruenden mag, imo ce sollust
wig nun li iver.
Widbar Karle ne unirabit.

*Formula JURAMENTI secundum NITHARDI
Historiam loco cit.*

Si Lodhuuigs Sacrament que son fradre Karlo jurat,
Oba Karl then eid then Erfinemo brudder Ludhwige geswor
conservat, & Karlus meos fendra de suo part fi los ta-
geleisist, indi Ludwig min herro thener imo geswor for-
nit, fi io returnar non lint pois ne io ne neuls cui eo re-
brichit, ob ib ina nes arwenden mag, nob ib, nob the-
turnarint pois in nulla adjuha contra Lodhuwig nun
ro, nob hein thenides iruenden mag widbar Karle imo
li iver.
ce sollus tinc wirabit.

Interpretatio ex Notis MARQ. FREHERI collecta.

Si Ludovicus Sacramentum, quo foedus cum fratre
initum firmavit, constanter servet, & Karolus meo
senior (i. e. Dominus) id non teneat, & nec ego nec
alii ipsum reflectere possint, nulla ope tunc contra Lu-
dovicum eidem succurrant.

XVII.

GERMA-
NIE ET
FRANCE.

*Autre Copie du même Traité de Confédération entre
LOUIS II. & CHARLES II. pour défendre la
liberté des Royaumes de Germanie & de Franco,
contre l'oppression de l'Empereur LOTHAIRE,
fait dans l'Assemblée tenue à Strasbourg. [GOL-
DASTI Constit. Imper. Tom. I. pag. 190.]*

ERGO XVI. KAL. Martii HLODWICUS & KA-
ROLUS in civitate, quæ olim Argentaria vocabatur,
nunc autem Strazburg vulgò dicitur, conven-
erunt, & sacramento, quæ subtemotata sunt, HLO-
DWICUS Romana, KAROLUS verò Teudisca lingua
juraverunt. Ac sic ante sacramenta circumfusam plebem
alter Teudisca, alter Romana allocuti sunt.

2. HLODWICUS autem, quia major natu, prior
exoritur sic cepit: Quotiens (1) LODHARIUS me &
hunc fratrem meum post obitum patris nostri infestando
usque ad interfectionem delere conatus sit, nostris. Cum
autem nec fraternitas, nec Christianitas, nec quodlibet
ingenium, salva justitia, ut pax inter nos esset, adjuva-
re posset, tandem coacti rem (2) ad judicium omnipot-
entis Dei detulimus, ut suo nutu, quid cuique debere-
ret, contenti essemus. In quo nos, sicut nostis, per
misericordiam Dei victores existimus. Is autem victus
una cum suis, quò valuit, secessit. Hinc verò fraterno

(1) Qui prétendoit que son droit d'aînesse & sa qualité d'Empereur le
devoient rendre Souverain sur ses puïnces.
(2) C'est-à-dire au hazard d'un combat qui se donna en 841. près du
Bourg de Fontenay, dans lequel il périt cent mille hommes, & les deux
jeunes Freres eurent la victoire.

amore correpti, necnon & super populum Christianum
compassi, persequi atque delere illos nolimus, sed hac-
tenus, sicut & antea, ut saltem deinde cuique sua iusti-
cia cederetur, mandavimus. At ille posthac non con-
tenuit iudicio divino, sed hostili manu iterum & me &
hunc fratrem meum persequi non cessat. Insuper & po-
pulum nostrum necessitate coacti convenimus. Et
quoniam vos de nostra stabili fide ac firma fraternitate
dubitare credimus, hoc sacramentum inter nos in con-
spectu vestro jurare decrevimus. Non quilibet iniqua
cupidine illecti hoc agimus, sed ut certiores, si Deus
nobis vestro adjutorio quietem dederit, de communi
profectu simus. Si autem, quod ablit, sacramentum,
quod fratri meo juravero, violare præsumpsero (3), ab
subditiōe mea, necnon & à juramento, quod mihi ju-
ratis, unumquemque vestrum absolvo.

3. Cumque KAROLUS hac eadem verba Romanâ
linguâ perorasset, LODHWICUS, quoniam commun sal-
vament, dist di en avant, in quam Deus scivit & potir
me dunt, fi salvarai eo cest meon fradre KARLO, & in
adjudha & in cadhuna cosa, si cum hom per dreit son fr-
dra salvar dist, imo quid il mi altre si fazet, & ab LU-
DHER nil plaid nunquam prindrai, qui meon vol cist meon
fradre KARLE in damno sit.

4. Quod cum LODHWICUS expleisset, KAROLUS
Teudisca lingua sic hac eadem verba testatus est: In Go-
des minna, ind durb tes Kristiane: folches, ind unser bed-
hero gebaltit, son thesenio dage framordes, so fram so
mir Got gewizei indi mado furgit so baldib tesan minan
brudder . . . sofo man mit rehtu swan brudder scal,
intbin thaz er mig sofo maduo, indi mit LUTHEREM
immo theinni thing ne gegango, zbe minan willon imo ce
seadben werben.

5. Sacramentum autem, quod utrorumque populus
quique propria lingua testatus est, Romanâ linguâ sic se
habet: Si LODHWIGIS sacrament, que son fradre KAR-
LO jurat, conservat, & KARLUS meo fendra de suo
part non los tantit, fi io returnar non lint pois, ne io, ne
neuls cui eo returnar nit pois, in nulla adjudha contra
LODHWIG nun li iver.

6. Teudisca autem lingua: Oba KARL then eid, then
er finemo brudder LODHWIGES geswor, geleisist, in-
de LODHWIG min herro, then er imo geswor, for-
brichit, ob ib ina nes arwenden nemag, nob ib, nob the-
ro then bes irwenden mag, imo ce sollust widbar KAR-
LE ne wirabit.

XVIII.

*Traité de paix & de convention entre LOTHAIRE 847.
Empereur, LOUIS Roi de Germanie, & CHAR- FEVT.
LES Roi de France, fait à Mersen près de Mas- EMPER.
tricht, au mois de Février de 847. [AUBERT GERMA-
LE MIRE, Codicis Donationum Piarum, Cap. NIE ET
XV. pag. 59. BALUZII Capitul. Reg. Franc. FRANCE.
Tom. II. pag. 41, & 42.]*

Hæc quæ sequuntur Capitula sunt, quando tres Re-
ges fratres HLOTHARIUS scilicet, HLODWI-
CUS & KAROLUS, simul conveniunt secus municipi-
um Traiectum, in loco qui dicitur Marsna, anno In-
carnationis Dominicæ octogesimo quadagesimo septimo,
per mensem Februarium, quæ etiam Capitula singulo-
rum adnuntiationes sequuntur.

1. De pace & concordia atque unanimitate trium fra-
trum & Regum inter se, & quod verissimò & non ficto
caritatis vinculo sint uniti, & ut nullus deinceps scanda-
lorum inter eos occasiones ferere possit.

2. Ut ipsi mutuo sibi auxilientur, & contra Dei sanc-
tæque Ecclesiæ ac suos inimicos secundum opportunita-
tem temporis invicem adjuvent.

3. Ut nemo per quamlibet cupiditatem leges pacis in
cujuslibet eorum regno convellere præsumat, quod si fa-
cere præsumpserit, communem ab eis ultionem in-
currat.

4. Ut Ecclesiæ Christi per omne eorum regnum pristi-
nam dignitatem honoremque retineant: & quicquid su-
perflite domno HLODWICO Imperatore iure legiti-
mo possederunt absque ulla diminutione recipiant.

5. Ut singulis eorum fidelibus talis lex conservetur,
qualem temporibus priorum Regum & præcipue avi pa-
tris-

(3) C'étoit, à proprement parler, dit Mersen, leur donner ouverture
de changer de Souverain, quand il leur plaisoit.

ANNO
842.

ANNO
847.

trisque eorum habuisse nofcuntur: fi tamen & ipfi priftinam fidem erga ipfos convenerit.

6. Ut rapina & depredationes quæ quafi jure legitimo hæftenus factæ funt, penitus interdican- tur, & nemo fe impune poffit hæc eas præfumere poffe confidat.

7. Ut in fingulis partibus regni Miffi idonei conftituantur, qui querelas pauperum & oppreffiones, five quorumcumque cauffas examinare & fecundum legis æquitatem valeant definire. Et fi ab uno in aliud regnum hujusmodi præfumptores confugerint, ibi fimiliter opprimantur.

8. Ut nullus in omni eorum regno deinceps raptum facere præfumat, aut fi fecerit legaliter puniatur.

9. Ut Regum filii legitimam hereditatem regni fecundum definitas præfenti tempore portiones poffit eos retineant, & hoc quicumque ex fratribus fuperftes fratribus fuerit, contentiati, fi tamen ipfi nepotes patris obediens effe confentiant.

10. Ut legati ad (1) DUCEM BRITTONUM mittantur, qui de communi erga eos obfervatione pacis cum commoneant.

11. Ut fimiliter ad (2) REGEM NORMANNORUM legati mittantur, qui cum contententur, quod aut pacem fervare fludebit, aut communiter eos in fenfos habebit.

Adnuntiatio Domni HLOTHARII.

NObis & fratribus noftris vifum fuit, ut ad Dei voluntatem querendam qualiter fancta Ecclefia recuperata effe poffit & pacem, & nos ac vos & ille populus Chriftianus habere poffimus. Nos fimul conjungeremus, ficut nunc fecimus & fic fimus inter nos ficut fratres per rectum effe debent: & pro certo illud fcitis, quia grati Deo fic fumus, & fic permanere adjuvante Deo in ante volumus, & in confilio & in auxilio unusquisque erga alterum parati fumus adiutorium ferre, ficut fratres in Dei voluntate & communi profectu facere debent in quibuscumque poterimus.

Adnuntiatio Domni HLUDOVICI.

SCIAS, quia fratres noftri & nos noftrorum Miffos ad (3) communem nepotem noftrum in Aquitaniam, mittimus & ei tales Comitatus designatos mandamus, in quibus ipfe cum fuis interim fufficienter effe poffit & fideles dilecti fratris noftri CAROLI de illo regno pacem habere poffint, utque dum idem nepos nofter ad communem placitum noftrum veniat ad quod cum tali fecuritate à nobis accepta cum venire mandamus, ut fanus venire, & fanus flare, & fanus reverti, quantum illum Deus falvare voluerit, poffit, & fi tunc noftrum confilium audire voluerit, volumus cum Dei adiutorio & veftro confilio confiderare, quomodo melius fecundum communem profectum & utilitatem in ante effe poffit. Et fi noftrum confilium audire non voluerit, tunc ficut melius cum Dei adiutorio & veftro confilio invenire poterimus, erinde agere volumus.

2. SCIAS etiam quia fimiliter Miffos noftros ad BRITTONES mittimus & illos ad communem profectum & pacem hortamur. Qui fi audierint, aut non audierint, cum Dei adiutorio & veftro confilio exinde etiam facere volumus.

3. SCIAS etiam quia communiter Miffos noftros ad Nordmannos pro pace accipienda mittimus.

4. SCIAS etiam quia dilectus frater nofter HLOTHARIUS Miffos fuos ad vos homines transmittit, qui ufque modo in contrarietatem dilecti fratris noftri KAROLI fuerant & illis mandat, ut per nullum ingenium in ante, ficut de Dei & fua gratia gaudere volunt, in illius & fidelium ejus contrarietatem aliquid faciant.

5. Et fcitis, quia volumus ut res Ecclefiarum in cuiuscumque regno caput fuerit, tam de Epifcopatibus quam de Abbatibus, fine ulla contradictione rectores ipfarum Ecclefiarum, ficut tempore domini ac genitoris noftri fecerunt, illas poffideant.

6. SIMILITER & de Epifcopatibus & monafteriis ubiqueque in noftro communi regno aliter eft modò quam debeat, volumus unà cum Dei adiutorio illud e-

mandare, ut Ecclefia Dei fuum honorem debitum habere poffit & populus fuam legem.

Adnuntiatio KAROLI.

ANNO
847.

SCIAS quia dilecti fratres noftri, & nos communiter noftrum placitum ad Miffam S. Joannis apud Parifium conditum habemus, ubi de iftis quæ illi modo dixerunt & ceteris quæ ad Dei voluntatem & noftrum ac veftrum communem profectum invenire poterimus, confideremus, & unà cum Dei adiutorio ad effectum perducamus, & volumus ut ab hinc in ante, ubicumque unusquisque fuerit cum pace conftitit, & ad illud placitum cum pace unusquisque veniat, quia in iftis miferis & rapinis ufque modo multum Deum offendimus. Unde nobis Dei mifericordiam deprecari fati neceffarium effe cognoscimus.

2. Volumus etiam ut unusquisque liber homo in noftro regno feniorem qualem voluerit in nobis & in noftris fidelibus accipiat.

3. MANDAMUS etiam ut nullus homo feniorem fuum fine iufta ratione dimittat, nec aliquis eum recipiat, nifi ficut tempore antecessorum noftrorum confuetudo fuit.

4. Et volumus ut fcitis quia nos fidelibus noftris recte confentire volumus, & contra rationem eis facere non volumus. Et fimiliter vos ac ceteros fideles noftros admonemus, ut vos veftris hominibus rectum contentiati & contra rationem illis non faciatis.

5. Et volumus ut cuiuscumque noftrum homo, in cuiuscumque regno fit, cum feniore fuo in hoften, vel aliis fuis utilitatibus pergat: nifi talis regni invafio quam Lantweri dicunt, quod abfti, acciderit, ut omnis populus illius regni ad eam repellendam communiter pergat.

XIX.

Imperatoris LUDOVICI II. Diploma, quo Epifcopo Veronenfi LANDERICO multiplicis Donationes Connobio & Bafilice Sti. ZENONIS à LOTHARIO Patre, LUDOVICO Avo, & CAROLO MAGNO Avavo Imperatoribus, aliisque factas, confirmat. Actum Curie Aurioli VIII. Kal. Septemb. anno 847. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra Tom. V. Tit. Veronenfes Epifcopi. col. 616.]

In nomine Domini noftri Jefu Chrifti Dei æterni.

HLUDOVICUS gratia Dei Imperator Auguftus invictiffimi Imperatoris Hlotharii filius. Cum petitionibus facerdotum, & venerabilibus locis munus aliquod conferimus, aut prædecessorum noftrorum Imperatorum acta roboramus, imperialem exercemus confuetudinem, & auctorem omnium id agendo facere credimus nobis placabilem. Ideo omnium fidelium fanctæ Dei Ecclefie, noftrorumque præfentium fcilicet, & futurorum comperiat industria, qualiter Landericus venerab. fanctæ Veronenfis Sedis Epifc. noftram adiens ferenitatem detulit nobis præcepta divæ mem. Karoli Aug. feu Hludovici piiffimi Imp. atque Domini, ac genitoris noftri Hlotharii excellentiffimi, nec minus Imp. quæ ob amorem Dei, & B. Zenonis Confelforis Chrifti erga ejus Ecclef. exaltationis, & relevationis gratia fecerant, supplicans, ut his authoritatibus noftram etiam adderemus confirmationem. Cujus precibus inclinati ipfa præcepta legere fecimus: fed in Domini Karoli Augufti invenimus, qualiter Pipinus gloriofus Rex, cum Roraldo, ipfius Sedis Epifcopo Ecclefiam S. Zenonis confelforis Chrifti renovaffet, cum jam rebus debitis, privata adeo fuerat, & attenuata, ut ad nihilum effet redacta; ideo pro animarum fuarum fublevatione quasdam res in eadem Ecclefia ad fubfidium famulorum Dei defervitum, & pauperum neceffitatem delegaverunt, atque confirmaverunt; id eft in eodem territorio Veronen. Monafterium in honore S. Petri conftructum, quod nuncupatur Mauratica, & in alio loco in eodem pago res, quas Auobertus, & Rabertus filius ejus per titulum donationis ad memoratum locum tradidere: nec non & in alio loco, qui vocatur Badolinus in fine Gardens, feu in tertio loco in territorio Vicentino, qui vocatur Ultomas; feu & in quarto loco in fine Brifciano in vico Pofici, five in territorio Florentino partibus Tufcie in loco nuncupante Flaviana. Præceptum etiam fereniffimi Augufti Ludovici infipientes; hæc omnia fuperius fcripta in eadem Ecclefia ipfium Auguftum confirmaffe reperimus, verum etiam fua authoritate confir-

(1) *Normans ou Normans*, Duc de la petite Bretagne ou Armorique du tems de Louis le Dèbonnaire, après la mort anepel, ayant folvi pendunt deux ans la parti de CHARLES le Chauve, il abandonna le parti des François à la follicitation du Comte Lambert, qui en avoit fait aulant, & prit le titre de Roi.

(2) *Gislef*, qui gouvernoit alors les Normans du Danok, & à qui CHARLES le Chauve donna enfuite un fâis pour habiter. Voyez *Annal. Pith. ann. 850.*

(3) *Sarolt* *Pep*, fils du Roi *Pepin*, qui régnoit en Aquitaine, mais que les Oucles ne voulerent pas reconnoître pour Roi, prétendant que l'Aquitaine appartenoit à CHARLES le Chauve.

ANNO
847.

mauit prædicto monasterio B. Zenonis basilicam de Florentina civitate, quam Ferelcuba femina Deo dicata per cartam traditionis ad sanctum Zenonem obtulit, cum omnibus adjacentiis suis, seu quod & Communus presbyter in territorio Parmense ad eundem sanctum locum iuxta testamentum traditionis delegavit, seu & curtem in Plafiano qua Rotaldo Veronensi Episcopo de comparato evenit de Andrea quodam negotiatore per rogatores suos, id est Petrum Archipresbyterum, & Theobertum presbyterum, atque Andream Scavinum cum omnibus adjacentiis suis, quam idem Venerabilis Episcopus ad jam dictum locum per scriptum tradidit, seu & in territorio Torcellensi Ecclesiam S. Fuscæ cum omnibus appenditiis suis, quam ipse Augustus ad eundem per præceptum suæ autoritatis delegavit locum; quantumcunque in supradictis locis eorum legitima fuit possessio, vel dominatio, tam de comparatu, quam de quolibet contractu, cum omnibus appenditiis, eorumque adjacentiis, cum omnibus ædificiis, accolabus, mancipiis, terris, vineis, silvis, pratis, pascuis, aquis, aquarumque decursibus, piscationibus omnia, & in omnibus ad memoratum locum propter divinum confirmavit amorem. Nec minus etiam confirmavit, quod specialiter dilectus germanus ejus Pipinus gloriosus eidem sancto loco concesserat, ut in regalibus tam silvis, quam etiam in cæteris pascuis licentiam haberent pasci greges ovium suarum, nec non porcorum, jumentorumque, vel cæterorum animalium ad ipsum monasterium pertinentia. Et genitoris nostri Hlotarii pii Imperatoris exaratum invenimus, qualiter pro mercedis suæ augmento suggerente Rotaldo venerabile Episcopo, quoddam monasterium, quod vocatur monasterium novum situm in pago Tarsidiano cum omnibus rebus ad eum pertinentibus, quas tunc iuste, & legaliter possidebat sancto Zenoni contulerat, & in ejus monasterio perennis temporibus permanere confirmaverat. Aliud etiam insipientes præceptum, reperimus, qualiter petente Notingo quodam res cum quadam Ecclesia in honore Sanctæ Genitricis Mariæ, & S. Thomæ constructa in fisco nostro ad præfatam ecclesiam Sancti Zenonis confirmavit, ita ut ad partem palatii tantum libra una argenti singulis annis persolvatur. Nunc vero ad amorem Dei, & reverentiam S. Zenonis Confessoris Christi hæc omnia superius denominata in monasterium ipsius Sancti Zenonis per hoc nostrum præceptum in æternum mansura confirmamus; ita tamen ut nullus successorum nostrorum, neque fidelium Dei nec non ullo in tempore subtrahere, aut minuere aliquid de eodem monasterio præsumat, sed liceat sub nostra munitione, vel tuitione Abbatis, qui pro tempore fuerit, ordinare, prout melius dicant rectitudine praverit, ut nullus iudex publicus, vel quislibet ex judiciaria potestate, vel quælibet persona in rebus, vel possessionibus prædicti monasterii ad causas audiendas, vel freda exigenda, aut fideiussores tollendos ingredi, aut aliquam contrarietatem inferre præsumat, seu quemlibet, qui super res ipsius monasterii resederit distinguere audeat. Et quidquid fiscus noster Villafacci ex prædictis Ecclesiis S. Mariæ Virginis, & S. Thomæ Apostoli sperare poterat fæpato cœnobio, vel Abbati, qui pro tempore fuerit, & fratribus ibidem Deo servientibus concedimus, & sancimus atque in æternum mansurum confirmamus, ita ut Abbas, qui nunc est, vel futuris temporibus ibidem fuerit ordinatus, hoc nostro fretus præcepto tam monasterium B. Zenonis, quamque & possessiones ibidem à prædecessoribus nostris collatas, vel a nobis confirmatas, qualiter monstrante iustitia dictaverit, perenniter ordinet, atque disponat. Si quis vero contra hos nostros regales apices insurgere, aut in aliquo violare temptaverit, in fraditionem regni nostri consilens, sciat se libras triginta auri probatissimi exolvendum medietatem præfati monasterii, & medietatem palatii nostri. Et ut hoc nostrum præceptum in Dei nomine plenius obtineat roborem, manu propria subter confirmavimus, & annuli nostri impressione assignari iussimus.

Signum
se
renissimū

LODOVICI
Augusti.

DRUCEMINUS Archicancellarius recognovit. Data VIII. Kal. Septemb. anno Christo proprio Imperii Domini HLOTARII pii Imperatoris XXIII. & HLODOVICI quarto. Indictione 10. Actum Curte Auriola in Dei nomine feliciter. Amen.

XX.

ANNO

Formulaire dressé par les (1) Evêques à l'Assemblée de
Coblentz en l'année 860. pour l'Observation de la
Paix entre les Rois de France Louis II. Roi de
Germanie & d'Esclavonie, CHARLES II. FRANCOIS.
Roi des Gaules, LOUIS Empereur des Romains
& Roi de Lombardie, LOTHARE Roi de Lor-
raine, & CHARLES Roi de Bourgogne & de
Provence. [GOLDAST. Constat. Imper. Tom.
I. pag. 192. BALUSII Capitul. Regum Franc.
Tom. II. p. 137 & 138. PHIL. LABBEI
Collectio Concilior. Tom. VIII. col. 698.]

860.
6. Juin.

Adunatio Domini KAROLI.

Vos scitis quomodo aliquanti homines, minus quam
necesse fuerat Deum timentes, nostrum fratrem
Hludowicum quasi fide bona intentione hoc anno sollicita-
verunt ut in regnum nostrum taliter veniret sicut ipsi
fecit. Unde nos Deus & vestra fidelitas sic adjuvavit
sicut & bene cognoscitis. Post hoc laboravit, adjuvante
Domino, iste carissimus nepos noster, ut inter nos pax
fieret, sicut per rectum esse debet, & ut momentibus E-
piscopis ad illam caritatem & fraternam concordiam re-
diret sine qua nullus Christianus quod nobis impossibile visum
fuit. Deinde quia illud missaticum non suscepimus, a-
liud missaticum nobis sui Missi dixerunt, quod quia &
secundum Deum salubre, & secundum seculum utile no-
bis videtur, volumus vobis illud dicere. Et si vobis
ita sicut & nobis videtur, cum vestro consilio volumus illud
recipere, & quod Deus concesserit, ad necessarium ef-
fectum perducere.

Hæc sunt nomina Episcoporum qui Anno incarnationis
Dominicæ DCCCXL. Non. Junii in Secretario Basilicæ
Sancti Castoris consideraverunt cum nobilibus ac fide-
libus Laicis firmitatem quam gloriosi Reges nostri Hludowicus
& Karolus atque Hlotharius inter se fecerunt VII.
Idus Junias in eodem Monasterio, & qui hæc Capitula ab
omnibus conservanda acceptaverunt.

Hincmarus, Guntharius, Alfridus, Salomon, Ad-
ventus, Hatto, Franco, Teudericus, Leutbertus, Ge-
behardus, Christianus, Vulfadus Abbas, Witgarius
Abbas.

Hæc nomina Laicorum.

Chunradus, Eurardus, Adalardus, Arnstus, War-
narius, Liutfridus, Hruodulfus, Erkingarius, Gisleber-
tus, Ratbodus, Arnulfus, Hugo, item Chunradus,
Liutharius, Beringarius, Matfridus, Boso, Sigeri,
Hartmannus, Liuthardus, Richuinus, Wigricus, Hun-
fridus, Bernoldus, Hatto, Adalbertus, Burchardus,
Christianus, Leutulfus, Hefsi, Herimannus, item
Hruodulfus, Sigehardus.

Sacramentum Firmatis HLUOWICI Regis.

A modò & quandiu vixero, istum fratrem meum Ka-
rolum, & nepotes meos Hludowicum, Hlotharium, at-
que Karolum, ad Dei voluntatem & Sanctæ ejus Eccle-
siæ statum & honorem atque defensionem, & ad nostram
communem salutem & honorem, & ad populi Christiani
nobis commissi salvamentum & pacem, & ad legis ac
iustitiæ atque rectæ rationis conservationem, quantum
mihi Deus scire & posse donaverit, & ipsi me obaudie-
rint, & à me ipsi quæsierint, vero consilio, & secun-
dum quod mihi rationabiliter & salubriter possibile fuerit,
sincero auxilio adiutor ero ad regnum illorum continen-
dum, & nec in vita, nec in membris, neque in regno
illorum eos forconsiliabo. In hoc ut ipsi erga me simi-
lem promissionem faciant & conservent. Sic me Deus
adjuvet & istæ sanctæ reliquie.

Capitula ab omnibus conservanda.

CAP. I. Ut omnium præteritorum malorum & con-
trarietatum & supplantationum ac malarum machinationum
atque molitionum seu nocumentorum invicem ac-
torum

(1) Il ne faut pas s'étonner de voir que les Evêques fussent les Mé-
diateurs de cette paix. Mézerai remarque Tom. I. sur l'année 860. qu'ils
droient alors les Maîtres du gouvernement par la faiblesse des Frinces,
& par le peu de crédit des Grands qui n'avaient de vigueur, que pour
s'entrebattre, & pour manger le peuple.

ANNO
860.

torum abolitio ita inter nos & apud nos fiat & à nostris cordibus penitus avellatur cum omni malitia & rancore ut nec in memoriam ad retribuendum duntaxat mali vel contrarietatis atque exprobrationis seu improperii de cetero exinde quiddam veniat.

II. Ut tanta inter nos Domino cooperante verè caritatis benignitas abhinc in ante semper maneat de corde puro & conscientia bona & fide non ficta sine dolo & simulatione, ut nemo suo pari suum regnum aut suos fideles vel quod ad salutem sive prosperitatem ac honorem regium pertinet, discipiat aut forscilicet, aut per occultos fustulones libenter composita mendacia seu de- tractiones acceptet.

III. Ut unusquisque fideliter suum parem ubicunque necessitas illi fuerit, & ipse poterit, aut per se aut per filium aut per fideles suos & consilio & auxilio adjuvet, ut regnum, fideles, prosperitatem atque honorem regium debitè valeat obtinere. Et veraciter unusquisque erga alterum certatim demonstret, quia in parisi sui adverte- rat, si eversit, fraterno modo contristetur, & in prosperitate illius letetur. Et talem fidem sicut inter nos modo abhinc in ante conservaturos confirmatum habemus, sic unusquisque infantibus fratris sui, si obierit, ille qui superaverit conservabit.

IV. Et quia per vagos & tyrannica consuetudine in- creverentes homines pax & tranquillitas regni perturbari so- let, volumus ut ad quemcunque nostrum talis venerit, ut de his que agit rationem & iustitiam subterfugere pos- sit, nemo ex nobis illum ad aliud recipiat vel retineat nisi ut ad rectam rationem & debitam emendationem perducatur. Et si rationem rectam subterfugerit, omnes in commune, in cuius regnum venerit, illum persequan- tur, donec ad rationem perducatur, aut de regno de- leatur.

V. Similiter & de eo agendum est qui pro aliquo ca- pituli & publico crimine à quolibet Episcopo corripitur vel excommunicatur, aut de excommunicatione crimen faciens, regnum & Regis regimine mutat, ne debitam penitentiam suscipiat aut susceptam legitime peragat. Interdum etiam incertam propinquam suam, aut sancti- monialem, vel raptam, sive adulteram, quam illic ei non licebat habere, fugiens secum ducit. Hic talis, cum Episcopus ad cuius curam pertinebit, nobis notum fe- cerit, diligenter perquiratur, ne morandi vel latendi lo- cum in regno alicuius nostrum inveniat, & Dei ac nos- tros fideles suo morbo inficiat; sed à nobis vel ministris reipublice confringatur, & ut simul cum diabolica præ- da, quam secum duxit, ad Episcopum suum redeat, & de quocunque crimine publico debitam penitentiam susci- piat, aut susceptam legitime peragat, compellatur.

VI. Ut nemo Episcoporum hominem peccantem ab Ecclesia & Christiana Communionem alienet, donec il- lum secundum Evangelicum præceptum, ut ad emenda- tionem & penitentiam redeat, communium habeat. Qui peccans si communis inobediens & incorrigibilis permanferit, & ad emendationem redire noluerit, regiam vel reipublice potestatem per se Episcopus vel per mi- nistros suos adeat, ut confringatur, & ad emendati- onem ac penitentiam peccator redeat. Qui etiam si ita ad correctionem perducì nequiverit, tunc secundum leges Ecclesiasticas medicinali separatione à communione Ecclesiastica fegregetur.

VII. Ut illis hominibus qui in talibus perturbatio- nibus, sicut in his præteritis annis acciderunt, in Deum & in sanctam Ecclesiam atque in nos peccaverunt, si se ex veritate recognoscences petierint, & deinceps nobis veraciter fideles esse voluerint, & in regnis nostris paci- fici ac quieti, & legibus ac iustitiæ obediens extiterint, rationabilis misericordia impendatur, non solum in in- dulgencia commissorum, & in concessione proprietatum, verum etiam & in largitione honorum secundum nostram rationabilem possibilitatem.

VIII. Ut de rapinis ac depredationibus & de confi- sationibus atque fideionibus, & de raptis feminarum, sicut Ecclesiasticæ & Christianæ leges atque progenito- rum nostrorum Capitula continent, ita in omnibus & ab omnibus conserventur.

IX. Ut alia etiam Capitula eorumdem progenitorum nostrorum de sanctæ Ecclesiæ honore & immunitate ac conservatione, & de regio etiam honore atque vigore, & populi nobis commissi lege ac iustitia in omnibus & ab omnibus conserventur.

X. Ut nostri fideles, unusquisque in suo ordine & statu, veraciter sint de nobis securi quia nullum abhinc in antea contra legem & iustitiam vel auctoritatem ac iustam rationem aut damnabimus aut dehonorabimus aut opprimemus vel indebitis machinationibus adfigemus, & illorum scilicet veraciter nobis fidelium communi con- silio, secundum Dei voluntatem & commune salvamen-

tum, ad restitutionem sanctæ Dei Ecclesiæ & statum regni & ad honorem regium atque pacem populi com- missi nobis pertinenti adfuerint præbebitus; in hoc ut illi non solum non sint nobis contradicentes & resiste- ntes, ad ista exequenda, verum etiam sic sint nobis fide- les & obediens ac veri adjuutores atque cooperatores vero consilio & sincero auxilio ad ista peragenda quæ præmisimus, sicut per rectum unusquisque in suo ordine & statu suo Principi & suo seniori esse debet.

XI. Ut sic simul conjuncti & nos fratres ac nepos noster ad invicem, & nos cum fidelibus nostris, & fide- les nostri nobiscum, & omnes simul cum Deo nos re- conjungamus, & ut nobis sit propitius illi pro devoto munere offeramus, & unusquisque omnium nostrum abs- que sua propria excusatione vel iustificacione recognos- camus in quibus aut singillatim aut communiter contra illius mandata & decreta suorum Sanctorum fecimus aut consensimus in ordine ecclesiastico & statu regni, & per singula in medium illa producimus. Et nemo nostrum suo aut amico aut propinquo vel confederato, immo nec sibi ipsi seculariter parcat ut spiritualiter & falso- liter parcere possit. quia, sicut præmisimus in precedenti Capitulo, vero consilio & sincero auxilio illa in com- mune certatim emendari totis viribus procuremus, quan- tocius rationabiliter poterimus.

XII. Et si aliquis de subditis, in quocunque ordine & statu, de hac convenientia exierit aut se retraxerit, vel huic communi decreto contradixerit, seniores cum ve- raciter fidelibus suis hac secundum Dei voluntatem & legem ac iustam rationem, velint nolite ille qui divino consilio & decreto & huic convenientiæ resistens & con- tradicens fuerit, exequantur. Et si aliquis de senioribus de hac convenientia exierit aut se retraxerit, vel huic communi decreto, quod abest, contradixerit, cum plu- res seniorum nostrorum fideles & regnorum primores in unum convenierint, eodem qui observaverint consilio, & Episcoporum iudicio, ac communi consensu, qualiter de eo qui debite admonitis incorrigibilis perseveraverit agendum sit, faciente Domino decernatur. Et ut obvi- tius suprascripta Capitula à nobis auxiliante Domino in- violabiliter observentur, & nos illa observaturos certius credatur, manibus propriis subterfirmavimus.

*Adnuntiatio Domini HLUDOWICI Regis apud Con-
suentes Lingua Theodica.*

CAP. I. Vos scitis quid in isto regno evenit. Et ideo hac convenimus, ut de Dei voluntate & sanctæ Ecclesiæ statu, & de nostra ac vestra communi salute at- que honore, & de pace populi Christiani, cum Dei ad- jutorio & fidelium nostrorum consilio, tractaremus.

II. Et misimus hoc super Episcopos & ceteros fideles nostros, ut illi hoc invenirent, qualiter nos ad hac quæ diximus exequenda adunaremus. Et volumus ut sciatis quia sicut illi invenerunt & scripto nobis ostenderunt, ad invicem adunati sumus, sicut fratres per rectum esse de- bent, & nos simul cum isto nepote nostro, & ille nobiscum. Et etiam suos fratres nepotes nostros in hac adunationis firmitate nobiscum recepimus, ita tamen si & ipsi hanc firmitatem erga nos fecerint & observave- rint.

III. Et sciatis quia non volumus ut ullus inter nos ab- hinc in antea alia verba portet nisi talia quæ Deo sint placita & quæ ad nostram communem salutem & nos- trum honorem pertineant; ut sic simus sicut fratres in invicem, & patrum cum nepotibus, & nepotes cum pa- tris esse debent. Et si aliquis fuerit qui hoc facere ten- taverit, producat in medium ad rationem, & taliter inde castigetur ut nemo alius similia agere tentet.

IV. Et volumus ut Ecclesiæ & Casa Dei & Episcopi & Dei homines, Clerici, & Monachi, & Nonne, talem mundeburdam & honorem habeant sicut tempore ante- cessorum nostrorum habuerunt.

V. Et volumus ut vos & ceteri homines fideles nostri talem legem & regulam & tale salvamentum in reg- nis nostris habeatis sicut Antecessores vestri tempore An- tecefforum nostrorum habuerunt; & nos talem honorem & rectam potestatem in nostro regio nomine apud vos habeamus, sicut nostri Antecessores apud vestros Antecessores habuerunt; & iustitia & lex omnibus conservetur, & pauperes homines talem defensionem habeant sicut tempore Antecessorum nostrorum lex & consuetudo fuit, & sicut hic fideles nostri communiter consenserunt, & scripto nobis demonstraverunt, & nos cum eorum con- silio consentimus & observari communiter volumus. Et si aliquis hoc perturbare voluerit, à nullo nostrum reci- piatur, nisi ut aut ad rectam rationem aut ad rationabi- lem indulgentiæ concessionem deducatur.

VI. Sed & de istis rapinis & depredationibus, quas
B 3 jam

ANNO
860.

ANNO
860.

jam quasi per lege multi per consuetudinem tenent, ab hoc die & deinceps de Dei banno & de nostro verbo bannimus ut nemo hoc amplius presumat. Sed unusquisque infra patriam cum pace & sine oppressione pauperum, & circumstantium consistat, & in hostem vel ad placitum sive ad curtem veniens, de suo sic warnitus & de domo sua moveat ut cum pace venire & nobiscum stare & ad domum suam redire possit. Et qui hoc transgressus fuerit, sicut tempore Antecessorum nostrorum consuetudo fuit, & in illorum Capitulis continetur, volumus ut hoc in illis transgressoribus emendetur.

VII. Similiter & de conspirationibus, & de raptis feminarum tam viduarum quam & puellarum argue nonnatum, bannimus ex Dei & nostro verbo ut nullus hoc in regnis nostris, agere presumat. Et si quis hoc presumpserit, secundum legem, & sicut in Capitularibus progenitorum nostrorum continetur, sic hoc emendare cogatur.

Hec eadem Dominus Karolus Romana lingua annuntiavit & ex maxima parte lingua Theodisca recapitulavit.

Post hec Dominus Hludowicus ad Dominum Karolum fratrem suum lingua Romana dixit: Nunc si vobis placet, vestrum verbum habere volo de illis hominibus qui ad meam fidem venerunt.

Et Dominus Karolus (2) exceliori voce lingua Romana dixit: Illis hominibus qui contra me sic fecerunt sicut scitis, & ad meum fratrem venerunt, propter Deum & propter illius amorem, & pro illius gratia, totum perdono quod contra me misecerunt, & illorum alodes de hereditate & de conquisitu, & quod de donatione nostri senioris habuerunt, excepto illo quod de mea donatione venit, illis concedo, si mihi firmitatem fecerint, quod in regno meo pacifici sint, & sic ibi vivant sicut Christiani in Christiano regno vivere debent. In hoc si frater meus meis fidelibus, qui contra illum nihil misecerunt, & me quando mihi opus fuit adjuvaverunt, similiter illorum alodes, quos in regno illius habent, concesserit. Sed & de illis alodibus quos de mea donatione habuerunt, & etiam de honoribus, sicut cum illo melius considerabo, illis qui ad me retornabant voluntarie faciam.

Et Dominus Hlotharius lingua Theodisca in supra annuntiatis capitulis se consentire dixit, & se observaturum illa promissa.

Et tunc Dominus Karolus iterum lingua Romana de pace communit, & ut cum Dei gratia sani & salvi rent, & ut eos sanos reviderent oravit, & annuntiationibus finem imposuit.

XXI.

863. DECRETUM Concilii Romani III. sub Papa NICOLAO I. habiti, quod Capitula Concilii Metensis in causa HLOTHARII Regis, & THEUTBERGÆ ejus uxoris decreta damnantur & rescinduntur; GUNTARIUS atque THEUTGAUDUS Archiepiscopi, ut precipui hujus cause fautores depunantur, & anathematizantur. Cum PRÆFATIONE Papæ memorati, ad omnes Archiepiscopos per Galliam, Italiam, & Germaniam constitutos. [PHIL. LABBEI Conciliorum Collectio Tom. VIII. col. 767. Annales Francorum ab anno 714. ad annum 883. incerti sed vetusti Auctoris. Ex Bibliotheca P. PITHOEI J. C. p. 82. avec quelques différences mais peu considérables. BARONII Annales Ecclesiastici Tom. X. anno 863.]

NICOLAUS Episcopus Servus Servorum Dei reverentissimis ac sanctissimis fratribus nostris Archiepiscopis & Episcopis, per Galliam, Italiam, & Germaniam constitutis.

SCILICET quod Lotharius rex, si tamen rex veraciter dici possit, qui nullo salubri regimine corporis appetitus refrenavit, sed lubrica enervatione magis ipsius illicitis motibus cedit, in duabus feminis, Theutberga scilicet & Waldrada, commisit, omnibus manifestum est. Sed & dudum Episcopos Theutgaudum, & Guntharium in tali facto cum habuisse tutores & fautores pene totus orbis undique ad limina, seu Sedem apostolicam confluentem referebat, absentibus quoque id ipsum scriben-

(2) Il paroît, par les plaintes que Louis de Germanie & Lothaire firent au Pape l'année suivante, que Charvi ne demeura pas long-temps sans chercher les moyens de violer les conditions de ce Traité.

ANNO 863. tibus nostro apostolatui. Quod nos tanto credere renuimus, quanto de episcopis tale quid audire nullatenus sperabamus: donec ipsi Romam tempore Concilii venientes coram nobis & sancta Synodo tales inventi sunt, quales fuerant à multis passimè prædicati, ita ut scriptura, quam suis stipulaverant manibus, quamque volebant ut nostro roborarem Chirographo caperetur: & dum muscipulam innocentibus apponere tagerent, infideliis suis illaqueati sunt ipsi, sicque complerum est, Deo auctore, quod in Proverbiis legitur: *frustra jaciunt rete ante oculos pennarum*. Siquidem ipsi obligati sunt & ceciderunt; nos vero, qui in hoc flagitium falso cecidisse dicebamus, favente Domino, cum iustitia propugnatoribus resurreximus & crecti sumus. Igitur decernente nobiscum sancta Synodo in præsentia depositi, & ab officio sacerdotali excommunicati, atque à regimine episcopatus alienati indubitanter existunt. Unde vestra fraternitas Canonum normam custodiens, & Decretorum sanctiones observans, Caveat ne hos, quos nos abjecimus, recipere in sacerdotum catalogo presumat, depositionis autem sententia quam in prædictis Theutgaudum & Guntharium protulimus, cum cæteris Capitulis, quas sancto Consilio nobiscum faciente promulgavimus inferius annexa monstratur.

CAPITULA

seu

DECRETA Romana Synodi.

I. Synodum quæ nuper, id est sub piissimo Imperatore Ludovico per indictionem XI. mense Junio in Metensem urbem ab episcopis, qui nostrum prævenierunt iudicium, collecta est quique apostolica Sedes instituta temere violantur, ex tunc & nunc, & in æternum iudicamus esse cassatam, & cum Ephesino latrociniis reputatam, apostolica auctoritate in perpetuum esse sancimus damnandam, nec vocari Synodum, sed tanquam adulteris faventem, profutulum appellari decernimus.

II. Theutgaudum Trevirensis Primatem Belgicæ Provinciæ, & Guntharium Agripinæ Colonie Archiepiscopos nunc coram nobis, & sancta Synodo sub gestorum infamatione, qualiter causam Lotharii regis, & duarum mulierum ejus, Theutbergæ scilicet & Waldrade, recognoverint & iudicaverint, scriptum super hoc propriis roboratum manibus offerentes, nihilque se plus vel minus, aut aliter egisse ore proprio multis coram positis affirmantes, & sententiam, quam à Sede Apostolica in Ingeltrudem uxorem Bosonis sanctissimus frater noster Mediolanensis Archiepiscopus Tado, & cæteri Coepiscopi nostri petierant emittendam, & nos divino succensi zelo sub anathematis obtestatione Canonice protuleramus, publice viva voce se violatæ consentientes, in quibus omnibus invenimus eos Apostolicas atque Canonicas Sanctiones in pluribus excessisse, & æquitatis normam nequiter temerasse, ab omni iudicamus sacerdotii officio permanere penitus alienos, & ideo Spiritus Sancti iudicio, & Beati Petri per nos auctoritate, omni Episcopali exutus regimine consistere definimus, quod si juxta præcedentem consuetudinem tanquam Episcopi ausi fuerint aliquid de sacro Ministerio contingere, nullo modo liceat eis, nec in alio Synodo restitutionis spem aut locum habere satisfactionis, sed communicantes eis omnes abjici ab Ecclesia, & maxime si posteaquam didicerint adversus memoratos prolatam fuisse sententiam, eis communicare tentaverint.

III. Ceteri autem Episcopi, qui complices horum, Theutgaudi scilicet & Guntharii vel sectatores esse feruntur, si cum his conjuncti seditionem, conjurationes, & conspirationes fecerint, vel si à capite, id est à Sede beati Petri, illis herendo disenserint, pari cum eisdem ratione teneantur adstricti. Quod si cum Sede Apostolica unde eos principium Episcopatus summissis manifestum est, sapere de cetero per scriptos vel missos ad nos legatos suos cum scriptis suis professi extiterint, noverint sibi à nobis veniam negandam, nec amissionem honorum suorum pro retro actis præsumptionibus aut subscriptionibus, quas pro infamis fecerunt gestis per nos ullo modo formidandam.

IV. In Ingeltrudem filiam quondam Matfredi Comitissæ, quæ à Bosone proprio viro relicto, ecce jam per septem circiter annos hac atque illac vagabunda discurret, nuper cum factoribus suis regulariter anathematizavimus, sed propter contumacem iam iterum anathematis vinculo duximus innodandam. Sit igitur à Patre, & Filio, & Spiritu Sancto uno & vero Deo, ab omnibus sanctis Patribus, & ab universa sancta Dei Catholica & Aposto-

ANNO 863. Apostolica Ecclesia & à nobis penitus anathema cum omnibus complicitibus & communicatoribus, atque auxiliatoribus suis, ita ut sicut jam decrevimus, si quis ei Canonice vel favore in aliquo præsumpserit, siquidem Clericus fuerit, eodem vinculo confictus, officium Clerici carus amittat; Monachi vero, & Laici, si inobedientes decreto præsentis fuerint, similiter anathematizentur. Sane si eadem mulier ad vitum suum reversa fuerit, vel ad Apostolicam Beati Petri Sedem Romam properans accesserit, veniam ei post dignam satisfactionem procul dubio non negabimus. Veruntamen prius prior vinculo Anathematis, quo illam prius & nunc obligavimus, interrim constricta permaneat. Siquis autem eadem Ingeltrudi ad Apostolicam Beati Petri Sedem Romam specialiter properanti vel occurrerit, nescius communicaverit, aut sciens opem in veniendo præstiterit, nullo pro hoc vinculo teneatur innexus.

V. Siquis dogmata, mandata, interdita, sanctiones, vel decreta pro Catholica fide, pro Ecclesiastica disciplina, pro Correctione fidelium, pro emendatione sceleratorum, vel interdictione imminuchum vel futurorum malorum à Sedis Apostolicæ præfide salubriter promulgata contempserit, anathema sit.

XXII.

Rescriptum GUNTARI & THEUTGAUDI
Episcoporum quo injuriam injuriâ rependentes Papam NICOLAUM arguant furor & arrogantia, suamque pravam sententiam abiciant, & contemnunt, prostentes insuper se, totius Ecclesiæ communionem contentos, nolle cum eo communicare. [Idem Auctor Annalium Francorum ab anno 714. ad annum 883. pag. 87. BARONII Annales loco citato, pag. 242.]

NICOLAUS Pontifici GUNTARIUS atque THEUTGAUDUS.

PATRES Episcopi & fratres Coepiscopi ad te nos direxerunt, & nos sponte nostrum, consilium videlicet, expleta generali legatione, tuum magistrum super his specialiter, quæ pariter, prout nobis visum fuit, & adjicientibus notum esse posuit, judicavimus. auctoritates, rationesque, quas secuti fuimus, scriptis ostendentes, ut tua sapientia, persecutus omnibus quid inde sentiret, & quid velles, nobis paterno demonstrares affectu, nosque fraterna charitate procurares, & si melius illud tua Sanctitas inveniret, ut nos infructus & doceres, suppliciter obsecravimus, parati quicquid rectius & probabilius esset, libenter amplecti.

Sed nos per tres hebdomadas tuum expectantes responsum, nihil certitudinis, nihilque doctrinæ nobis expressisti. Tantum quodam die in publico dixisti, nos excusabiles apparere & innocentes juxta assertiones nostri libelli.

Ad ultimum autem nos evocati ad tuam præsentiam deducti sumus, nihil adversitatis suspicantes. Ibique offeratis ostiis, facta more latrocinii conspiratione, ex clericis & laicis turba collecta & permixta, nos violentè inter tantos opprimere studuisti, longa scilicet intercapidine à nostris, à clericis & laicis separatos, atque sine Synodo, atque sine canonico examine, nullo accusante, nullo testificante, nullaque disputationis discretionem dirimente, vel auctoritate, vel probatione convincente, absque nostri oris confessione, absentibus aliis Metropolitanis, & diocesanis, & Episcopis, & compatriatis nostris, extra omnium omnino consensum, tui solius arbitrio & tyrannico furore nosmet damnare voluisti: subito quadam tibi chartula & improvise porrecta, lectoris officium assumens, assistente lateri tuo Anastasio, olim presbytero nostro daminato & depositio & anathematizato, cujus scelerato ministerio tuas præcipitur furor.

Ergo tuam pravam sententiam à zelo rectitudinis alienam, injustam, & irrationabilem, Canonicis legibus contrariam nequaquam recipimus, immò cum omni ritu fraterno quasi nefas atque maledictum frustra prolatum contemnimus atque abicimus, tibi quæ anathematizatorum & religionis sacre abjectorum & contemptorum fautori & communicatori revera communicare nolumus, contenti totius Ecclesiæ communiione & fraterna societate, quam tu arroganter, te superexaltans, despicias, teque ab eâ elationis tumore indignum faciens, segregas.

Igitur ex tuæ levitatis temeritate propria tibi met sententia anathematis plagam infixisti, exclamans: Qui

præcepta Apostolica non servat, anathema sit: quæ multipliciter violare & violasse dignoscis, divinas leges simul & sacros Canones calcans, & quantum in te est, evacuans, predecessorum tuorum Pontificum vestigia sequi noluisti. Nunc ergo qui fraudulentiam tuam & caliditatem experti sumus, indignationem quoque tumidumque potentum agnoscimus: nihil tibi tuæque superbie cedimus, quæ nos ad vota nostrorum, quibus fauces inimicorum obruere festinabas, sentientes nos non tuos esse, ut retractas, & extollis, clericos, quos ut fratres & Coepiscopos recognoscere, si elatio permitteret, debuimus. Et hæc tibi nostri ordinis non infici, nimium tua improbitate compulsi respondemus, non quasi ad illam nobis contumeliam provocati, sed contra tuam iniquitatem Ecclesiastico zelo accensi, nec nostræ vilitatis personam attendentes fed, omnem nostri ordinis universitatem, cui vim inferre conaris, præ oculis habentes.

XXIII.

Capitula Metis in Coronatione CAROLI Calvi
Regis Gallie facta V. Idus Septembris Anno 869.
Indictione secunda. [BALUZII Capitulum Regum Francorum, Tom. II. pag. 215, & 216. BARONII Annales Ecclesiastici. Tom. X. anno 869.]

Anno Incarnationis Dominicæ DCCCLXIX. Indictione secunda, V. Idus Septembris, Metis civitate in Ecclesia Sancti Stephani Martyris, hæc quæ sequuntur Capitula ADVENTUS Episcopus ipse Civitatis coram Rege & Episcopis qui adfuerunt, publice Populo & scripto & verbis denunciavit.

CAP. I. VOS scitis, & multis in plurimis regibus est cognitum, quantos & quales eventus tempore senioris nostri, quem hæcenus habuimus, pro causis nostris communiter sustinimus, & quanto dolore quantaque angustia de illius infamata morte nuper cordibus percussus fuimus. Unde unicum refugium & singulariter salutare consilium Rege & Principe nostro desistit ac desolati, nobis omnibus esse consideravimus ut jejunis & orationibus ad eum nos converteremus, qui est adiutor in opportunitatibus in tribulatione, & cujus est consilium, ac cujus est regnum, & ut scriptum est, cui voluerit dabit illud, & in cujus manu corda sunt Regum, & facit unanimes habitare in domo, solvens medium parietem, & faciens utraque unum; deprecantes ipsius misericordiam ut daret nobis Regem ac Principem secundum cor suum, qui in iudicio & iustitia nos in omni ordine ac professione regeret, salvaret atque defenderet juxta voluntatem ejus, & corda omnium nostrorum unanimiter in eum inclinaret atque uniret quem ipse ad salutem & profectum nostrum præfatum & electum atque prædestinatum habebat secundum misericordiam suam.

II. Quia denique voluntate Dei, qui voluntatem mentium se facit, & deprecationes eorum exaudivit, in concordia unanimitate nostra videmus hunc regni hujus hæredem esse legitimum cui nos sponte commisimus, Domnum videlicet præsentem Regem ac Principem nostrum Karolum, ut nobis præsit ac prosit, videtur nobis, si vobis placet, ut sicut post illius verba vobis manifestabimus, signo certissimo demonstramus quia illum à Deo electum & nobis datum Principem credimus, & eidem largitori Deo ex suis beneficiis non sumus ingrati; sed gratiarum actiones illi referentes, oremus quatenus & cum nobis ad salutem & defensionem sanctæ suæ Ecclesiæ, & ad auxilium atque profectum omnium nostrum cum salute ac pace & tranquillitate nobis conservet diutius & nos fidei devotione illi obsequentes atque optata salvatione fruentes sub illius administratione in suo gubernet servitio.

III. Et si illi placet, dignum ipsi & necessarium nobis esse videtur, ut ex ejus ore audiamus quod à Christianissimo Rege fidei & unanimi in servitio illius populo, unicuique in suo ordine, convenit audire ac devota mente suscipere.

Post hæc Rex KAROLUS hæc quæ sequuntur per se in eadem Ecclesia cunctis qui adfuerunt denunciavit.

QUIA sicut isti Venerabiles Episcopi unus ex ipsis voce dixerunt, & certis indicis ex vestra unanimitate monstraverunt, & vos acclamatis, me Dei electione ad vestram salvationem & profectum atque regimen & gubernationem huc advenisse, sciatis me honorem

ANNO 863.

869.
9. Sept.

ANNO
869.

norem & cultum Dei arque sanctarum Ecclesiarum, Domino adjuvante, conservare, & unumquemque vestrum secundum sui ordinis dignitatem & personam juxta meum scire & posse honorare & salvere & honoratum ac salvatum tenere velle, & unicuique in suo ordine secundum sibi competentes leges tam Ecclesiasticas quam mundanas legem & iustitiam conservare, in hoc ut honor regius & potestas ac debita obedientia atque adiutorium ad regnum mihi à Deo datum continendum & defendendum ab unoquoque vestrum secundum suum ordinem & dignitatem atque possibilitatem mihi exhibeatur, sicut vestri Antecessores fideliter, iuste, & rationabiliter meis Antecessoribus exhibuerunt.

Et post hæc HINC MARUS Remorum Episcopus hæc que sequuntur Capitula, jubente ac postulante ADVENTIO ipsius Civitatis Episcopo, ac ceteris Episcopis Trevirorum provincie, ATTONE scilicet Ecclesie Viridunensis Episcopo, & ARNULFO Tullensis Civitatis Episcopo, FRANCOE Tungrens Civitatis Episcopo, comitisbus provincie Remorum Episcopis, coram Episcopis & Rege, cunctisque qui adfuerunt in eadem Ecclesia publice denuntiavit.

CAP. I. NE alicui forte videatur incongruè ac præsumptuose me ac provincie nostræ venerabiles Cœpiscopos facere, quoniam de altera provincia ordinationi & causis hujus provincie nos immiscemus, sciat nos contra Canones sacros non agere, quoniam Remensis & Treverensis Ecclesie in hac regione Belgica cum sibi commissis Ecclesiis sorores & comprovinciales habentur, sicut auctoritas ecclesiastica & antiquissima demonstrat consuetudo. Ac per hoc unanimi consensu & synodalia judicia exercere, & que à sanctis patribus constituta sunt, debent concorditer custodire; hac privilegii conditione servata, ut qui prior de Remensi & Treverensi Episcopo fuerit ordinatus, prior etiam habeatur.

II. Et lex divinitus inspirata præcipit dicens, (a) Si transferis per messum amici tui colligens spicas, manu confricabis ad manducandum, salsam autem non mittas, vel salsam non metas. Messis est populus, ut Dominus monstrat in Evangelio dicens: (b) Messis quidem est multa, operarii autem pauci. Rogate Dominum messis ut mittat operarios in messum suam, quia vos pro nobis Episcopis debetis orare, ut vobis digna possimus loqui. Messis autem, amici, est populus in Provincia alteri Metropolitanis commissus. Unde vos hortando, quasi manu operis confricando ad Dei voluntatem, & vestrum salutem in corpus unitatis Ecclesie valeamus & debemus trajicere. In parochianos autem Provinciarum alteri Metropolitanis commissarum salutem iudicii non mittimus: quia nec est unde, nec nos iam esse consideramus.

III. Est & alia causa, quia isti venerabiles Domini & Confratres nostri Provincie istius Episcopi, non habentes Metropolitanum Episcopum, exiguitatem nostram sic in suis, sic ut & in specialibus nostris causis, non fraterna caritate jubent & commoneant agere. Est ita, Domini fratres? Et responderunt ipsi Episcopi: Ita est.

IV. Præter ea que Dominus Episcopus & frater noster Adventius vobis ex sua & ceterorum suorum ac nostrorum fratrum & venerabilium Episcoporum voce dixit, in hoc etiam animadvertere potestis voluntatem Dei esse ut præsens Dominus & Rex noster, qui in parte regni quam hæcenus tener & tenuit, & nobis ac Ecclesiis nostris & populo sibi commissis utiliter præsit ac præstitit, & salubriter prodest & profuit, inde ad hunc locum Domino ducente pervenit (quo etiam vos ejus inspiratione confluxistis & ipsi vos sponte commendastis, cujus instinctu animantia omnia in arcam Noë significaverunt) quia sanctæ memorie pater suus Dominus Hludovicus, pius Imperator Augustus ex progenie Hludovici Regis Francorum inclity per beati Remigii Francorum Apostoli catholicam prædicationem cum integra gente conversi, & cum tribus Francorum milibus, exceptis parvulis & mulieribus, vigilia sancti Paschæ in Remensi metropoli baptizati, & cœlis sumpto chrismate, unde adhuc habemus, peruncti & in Regem sacratum, exortus per beatum Arnulfum, à cuius carne idem Hludovicus pius Augustus originem duxit carnis, & à Stephano Papa Romano ante sanctæ Dei genitricis & semper Virginis Mariæ altare Remis in Imperatorem est coronatus, & deum factione quorundam terreno Imperio destitutus, in prædictam regni partem unanimiter Episcoporum & fidelis populi ante sepulchrum sancti Dionysii eximii martyris Ecclesie sanctæ est redditus, & in hac domo, ante hoc altare protomartyris Stephani, cuius nomen interpretatur resonat coronatus, per Domini sacerdotes,

acclamatione fidelis populi, sicut vidimus qui adsumus, corona regni est Imperioque restitutus. Et quia, ut in historiis sacris legimus, Reges, quando Regna obtineant, singulorum regnorum sibi diademata imposuerunt, non incongruum videtur istis venerabilibus Episcopis, si vestre unanimi placet, ut in obtentu regni, unde vos ad illum sponte convenistis, & ei vos commendastis, sacerdotali ministerio ante altare hoc coronetur, & sacra unctione Domino consecratur. Quod si vobis placet, propriis vocibus consonate. Et in hoc conclamantibus omnibus, dixit idem Episcopus: Agamus ergo unanimiter Deo gratias, decantantes Te Deum laudamus.

Et post hæc ab Episcopis cum Benedictione sacerdotali est idem Rex coronatus.

XXIV.

Traité de Paix entre CHARLES le Chauve Roi de France, & LOUIS Roi de Germanie son frère, fait à Aix la Chapelle, le 6. Mars 870. [AUBERT LE MIRE, dans son Codex Donationum Piarum, Cap. XIX. pag. 76. BALUZIUS Capitul. Reg. Franc. Tom. II. pag. 221 & 222.]

ANNO Incarnationis Domini nostri Jesu Christi DCCCLXXX. Indictione tertia, pridie Nonas Martii, anno (a) XXXII. KAROLI gloriosi Regis, Aquilgrani palatio, hæc pactiones inter ipsum & HLUDOVICUM Regem, fratrem ipsum, factæ sunt.

INGELRAMNUS Comes ex parte Karoli Regis.

(b) Sic promitto ex parte Senioris mei: quod senior meus KAROLUS Rex fratri suo HLUDOVICO Regi talem portionem de regno HLOTHARI Regis consentit habere, qualem aut ipsi iustitorem, & plus æqualem, aut communes fideles eorum inter se invenerint. Nec eum in ipsa portione, vel in regno, quod antea tenuit, per aliquam fraudem vel surreptionem decipiet, aut forcosiliabit, si frater suus HLUDOVICUS eandem firmitatem & fidelitatem, quam ex parte senioris mei illi habeo promissam, iste frater suus HLUDOVICUS seniori meo ex parte sua, quamdiu vixerit, inviolabiliter servaverit.

Item LEUTFRIDUS Comes ex parte HLUDOVICI Regis.

Sic promitto ego ex parte senioris mei, quod senior meus HLUDOVICUS Rex fratri suo KAROLO Regi talem portionem de regno HLOTHARI Regis consentit habere, qualem aut ipsi iustitorem, aut plus æqualem, aut communes fideles eorum inter se invenerint. Nec eum in ipsa portione, vel in regno, quod antea tenuit, per aliquam fraudem vel surreptionem decipiet aut forcosiliabit, si frater suus KAROLUS eandem firmitatem, & fidelitatem, quam ex parte senioris mei habeo promissam, iste frater suus KAROLUS seniori meo ex sua parte, quamdiu vixerit inviolabiliter servaverit.

Hæc eadem tertius Theodoricus Comes, ex parte gloriosi Regis Karoli, & quartus Radulfus Comes ex parte HLUDOVICI profectui sunt.

Isti præsentēs fuerunt.

LEUTBERTUS Archiepiscopus.
AFRIDUS Episcopus.
ODO Episcopus.
ADALELMUS Comes.
INGELRAMNUS Comes.
LUITFRIDUS Comes.
THEODORICUS Comes.
Item ADELELMUS Comes.

XXV.

Transaction faite le 8. d'Août de l'Année 870. entre 8. Août, CHARLES le Chauve, & LOUIS le Germanique, pour le partage du Royaume de Lorraine, que CHARLES avoit enlevé à l'Empereur LOUIS, pendant que cet Empereur étoit occupé contre les Sarasins. [GOLDASTI Constit. Imp. Tom. III. pag. 288. AUBERT LE MIRE, dans son Codex Donationum Piarum, Cap. 20. pag. 20. Vetustissima omnium Exemplaria, Bellovacense & Piræneum, apud JO. HENR. BOECLERUM post NITARDI Historiam inter

ANNO
869.

870.

6. Mars.
CHARLES
ROI DE
FRANCE,
ET LOUIS
ROI DE
GERMANIE.

(a) Le Mire
croit qu'il
faut lire 30.

(b) Cette
convention
donne lieu
au Traité
suivant.

CHARLES
LE CHAUV
ET
LOUIS LE
GERMANI
QUE.

ANNO
870.

inter Scriptores *ÆNEÆ SILVII* Historiæ *FRIDERICI III.* Imper subjunctas, pag. 109. *BALUZZI* Capitul. Reg. Franc. Tom. II. pag. 221, & 292.]

Anno Incarnationis Dominicæ DCCCLXX (1) Regni *KAROLI XXXIII.* Indiçt. III. (a) VI. Id. Aug. fuit hæc divisio Regni facta (2) in Prociapide super fluvium Mosam inter gloriosos Reges *KAROLUM* & *HLUDOVICUM*.

Et hæc est portio, quam sibi HLUDOVICUS accepit.

*C*oloniam, Treveris. Utrech. Stratsburg. (b) Basiliam. Abbatiam (c) Suestre. Berch. Niu Monasterium. Castellum. Indam. Sancti Maximini. Ephterniacum. Horreum. Sancti Gangulsi. Faverniacum. Pohleniacum. Luxovium. (d) Luteram. Balmam. Ofonis Villam. (e) Megeni Monasterium. Sancti Deodati. * Bosonis Monasterium. (f) Sivarium. Romerici montem (g) Morbach.

Hic in MS. reliquum est spatium quoddam purum : sequitur in altera pagina.

*S*ANCTI Gregorii. Mauri Monasterium. Eboresheim. Homowa. Mafonis Monasterium. Homburgh. Sancti (b) Stephani & Straßburg. Erentstein. Sancti Urli in Salodoro. & Grandivallum. Altam petram. Justinam. Vallem Cluse. Castellum Carnones. Heribodesheim. Abbatiam de Aquis. Hoenchirche. Auguschirche. Comitatum (i) Trestebant. Batua. Hartuaris. Mafau subterior de ista parte. Item Mafau superior, quod de ista parte est Liugas quod de ista parte est. Districium Aquisen. Districium (k) Tectis. In * Ripuariis Comitatus V. Megenensium. Badagowa. & Nitchowa. Sarajichowa subterior. Blestichowa. Seline. Albechowa. (l) Suetisium. Calmontis. Sarachawa superior. & Odormense quod Bernhardus habuit. Solocen. Bafinacum. Elifchowe. Warafch. Scendingum. Emaus. Bafalachowa. In Eliafico Comitatus II. De Frisia duas partes. De regno quod Hotariis habuit, super istam divisionem propter pacis & caritatis custodiam superaddidimus istam adjectionem. Civitatem Mettis cum Abbatia S. Petri, & S. Martini, & Comitatu (m) Mosleni, cum omnibus Villis in eo contentis, tam dominicatis quam & Vassalorum. De Arduenna sicut flumen (n) Urta fuit inter Bislan & Tumbas. ac decurrit in Mosam, & sicut recta via pergit in Budent, secundum quod communes fideles nostri rectius invenerunt, excepto quod de (o) Conduffro est ad partem Orientis trans Urtem, & Abbatias Prumiam & (p) Stabolata, cum omnibus Villis dominicatis & Vassalorum.

Et hæc est portio, quam KAROLUS de eodem Regno sibi accepit.

*L*UGDUNUM. Vestonium. Viennam. Tungris. Tullum. Viridunum. Cameracum. Vivarias. (g) Uctia Montem Falconis. Sancti Michaelis. (r) Culdini Monasterium. Sancta Maria in Bisincione. Sancti Martini in eodem loco. Sancti Augustini. Sancti Marcelli. Sancti Laurentii. Leudenfi. Sennonem. Abbatiam Mellam. Molbarium. Laubias. Sancti (f) Gaugerici. Sancti Salvi. Crispinon. Fossas Marillas. (z) Hunulcirt. Sancti (u) Gervasi. Maalinas. Leddi. (x) Sumniacum. Antonium. Condatum. Merrebecchi. Tictivinni. Luitosa. Calmontis. Sancta Maria in Deonant. Echa. Andana. (y) Waslo. Alrum

Al. Uctia. (g) Al. Uctia. (r) Al. Uctia. (f) Al. Uctia. (z) Al. Uctia. (u) Al. Uctia. (x) Al. Uctia. (y) Al. Uctia.

(1) Le Regne de *CHARLES le Chevre*, en qualité de Roi de France, se compte en deux manieres : l'une de l'an 833, auquel il fut déclaré Roi de *Nordrie*, d'*Austrasie* & de *Bourgoigne*, par l'Empereur *LOUIS le Pieux* son Pere; & l'autre, du 20. Juin 840, jour de la mort de ce bon Prince. Sur quoi-on peut voir *PANVINIUS*, *Regni Principum Lib. III.* in *Ludovico pio* & in *Carolo Jan. Imperatore*. Cette Date est donc absolument fautive, elle ne convient ni à l'une ni à l'autre Epoque. La Piece est tirée de *Galsdaff*, & l'on a mis en marge les diverses leçons qui se trouvent à l'égard des Noms propres dans les différentes Copies nous a vûes & écrites. [Dum.]

(2) On ne fait pas trop bien quel est ce lieu. *Micraï* ne le donne point. *Le Mire* suppose qu'il faudroit lire *Prociapide* & le prend pour une langue de terre, qui avoisinoit dans la Meuse. Ce Traité, selon lui, se fit dans le Diocèse de Liege entre *Henri* & un autre lieu qu'il nomme *Meltra*. Au reste *Le Mire*, qui a ce même Texte, n'a pas marqué les hiatus qui y sont, ni les diverses leçons, comme *Galsdaff* au lieu de cela, il a expliqué dans le texte la plupart des lieux dont il est parlé dans le Traité. Il a été impossible de suivre l'un & l'autre. On s'est attaché à celui qui paraît le plus original.

TOM. I.

montem. Comitatum Texandrum. In Brachanto Comitatus IIII. Cameracensium. Hanionum. (z) Lomenfem. In Hasbanio Comitatus IIII. Mafau superior quod de ista parte est. Liugas quod de ista parte Mosæ est, & pertinet ad (a) Vellatrum. Scarponinsle. Viriduninsle. Dulminse. Arlon. Waurense Comitatus duos. Mosminse. Caltricum. Conduffro. De Arduenna sicut flumen Urta fuit inter Bislan & Tumbas ac decurrit ex hac parte in Mosam, & sicut recta via ex hac parte Occidentis pergit in Budent, secundum quod missi nostri rectius invenerunt. Tullense. aliud Odormense, quod Termarus habuit. Barrense. Portense. Salmorigum. Logdunense. Viennense. Vivarias. (b) Uctium. De Frisia tertiam partem.

Cætera pactata desunt.

XXVI.

DONATIO Abbatie de BERCEDO cum omnibus pertinentiis per CAROLOMANNUM Regem in Bajoaria & in Italia, Episcopo Parmensi WIBODO & Ecclesie ipsius facta, cum Confirmatione Concessionis Curis Regie infra Civitatem Parmensem aliarumque Donationum eisdem Ecclesie factarum. Data 5. Idus Maji anno 872. Indiçt. V. ad Huotingam Curtem Regiam. [FERDIN. UGHETTI Italia Sacra. Tom. II. Tit. Episcop. Parmens. col. 182. prior. Edit. & col. 145. ult. Venet. Ao. 1717.]

In nomine Sanctæ, & Individuæ Trinitatis.

*C*AROLUS MANNUS divina favente Clementia Rex. Cum nihil boni operis apud æternum pereat Remuneratorem, absque tarditate oportet nos omni tempore agere, quæ digna sunt tanto Remuneratore; Quoniam il temporalia, & momentanea cursu transfluentia Ecclesie Omnipotentis Dei impendimus, semper ad me five mansura premia ab eo proculdubio fuscipere speramus. Igitur, omnium sanctæ Dei Ecclesie fidelium nostrorumque præsentium scilicet, & futurorum solertis notum fieri volumus, quatenus Wibodus sanctæ Parmensis Ecclesie Venerabilis Episcopus dilectus Fidelis noster, nostram per Emarudum Fidelem nostrum deprecatus est clementiam, ut pauperculæ Parmensi sue Ecclesie pro amore Dei animeque nostre, Parentumque nostrorum mercede subvenire dignemur. Cujus petitionibus pietatis nostre aures misericorditer accommodantes, & ejus erga nostrum obsequium curiosissimam Fidelitatem attendentes concedimus, acque donamus ei, & Ecclesie sue Abbatiam de Bercedo sitam in monte Bardone cum omnibus adjacentis, & pertinentiis ejus in integrum tam in snibus Tuscie, quamque Longobardiæ cum omni integritate, & soliditate sua jure perpetuo. Insuper etiam confirmamus & corroboramus, quod ei & Ecclesie sue per aliud nostrum Edictum nuper concessum est, id est Curtem Regiam exstructam infra Civitatem Parmam cum omni Officio suo, servis, & ancillis masculini sexus, & foeminini, seu etiam largimur, & perdonamus atque nuper concessum confirmamus prædicto Wibodo, & prælibatæ Ecclesie sue omne jus publicum, & teloneum, atque Districium ejusdem Civitatis, & ambitum muro-rum in circuitu, nec non & pratum Regis non longè ab ipsa eadem Civitate in integrum sicut nostre publicæ ac Regiæ pertinet potestati. Corroboramus, quin potius & confirmamus per hujus nostri Edicti paginam omnes Auctoritates quasunque prædictæ Parmensis Ecclesie in honorem sanctæ Dei Genitricis semperque Virginis Mariæ dicata dignoscitur a tempore omnium Regum Longobardorum & Francorum, Caroli videlicet Magni, Lotharii, & Ludovici piissimorum Regum, & Imperatorum nostrorum scilicet prædecessorum, usque in præsens tempus præcipientes, ut illis sæpe nominata Parmensem Ecclesiam de universis, quæ inibi ab antecessoribus nostris pia devotione collata sunt, & de iis quæ nostra Regalis munificentia illi confert, absque legali judicio expoliare audeat, & idcirco hoc nostre donationis, concessionis, seu confirmationis iustissimum fieri præceptum, per quod prædicto Wibodo Venerabili Episcopo Fideli nostro, ejusque Successoribus ad partem Ecclesie sue prædictam Abbatiam de Bercedo, cum omni, ut jam diximus, integritate sua, tam quod modo habet, aut in antea Deo propitio per fideles annos adeptura est, & præstatam Curtem, quæ Regia dicitur, infra denominatam Civitatem Parmam, & omne jus publicum, & teloneum, & Districium Civitatis, seu ambi-

ANNO
870.

(a) Al. Londenfem.
* Al. de i. p.
* Mofe Mafau fufte-
rior, quan-
tum de i.
p. e.
(b) Al. Vellatrum.
(c) Al. Uctiam.

872.
11. Mai.

ANNO
872.

ambitum mororum in circuitu, & pratum quod Regium nominatur, in integrum concedimus, perdonamus, atque largimur, & de nostro jure in ejus jus, & Dominium transfundimus, ut habeat, teneat, possideat atque fruatur perenniter tam ipse Wibodus Episcopus Fidelis noster, quamque & Successores ejus ad partem Ecclesie jam dictae jure proprietario in aeternum omni nostra nostrorumque Heredum, ac probredum, & Posterorum repetitione sopita atque extincta. Si quis vero, quod minimè credimus, nostris, vel futuris temporibus contra hoc nostrae Donationis, Concessionis, seu Confirmationis praeceptum contraire, tollere, aut cassare tentaverit, sciat se compositurum auri optimi libras centum, medietatem Camerae nostrae, & medietatem supradicto Wibodo, & Successoribus ejus ad partem jam dictae Ecclesiae suae, cui violentia illata fuerit: & ut haec certius credatur, diligentiusque ab omnibus observetur, manu propria firmavimus, & annuli nostri impressione iustissimus insigniri.



Data 5. Idus Maji Anno Dominicae Incarnationis 872.

Dominus vero CARLOMANI Regis in Bajoaria 4^{ta} in Italia 3. Indictione 5. Dat. ad Avinionem Curtem Regiam, in Dei nomine feliciter. Amen.

XXVII.

877.
Febr.

Confirmatio Electionis CAROLI Calvi in Imperatorem, in Concilio Romano I. sub JOANNE VIII. Pontifice acta & subscripta. Mense (1) Februario, Indictione X. anno Christi 877. [GOLDASTI Constit. Imperiales Tom. II. pag. 31. Collectio Regia Conciliorum Tom. XXIV. pag. 433. PHIL. LABBEI Conciliorum Collectio Tom. IX. col. 295.]

SERMO DOMINI APOSTOLICI JOANNIS
IN SYNODO EPISCOPORUM.

OMNIBUS generationibus, imò cunctis mortalibus liquet, qualiter omnipotens & creator universorum Deus in Ecclesiam suam parte, quae gemebunda peregrinatur in terris, per generationes & generationes electos suos velit in celorum ambitu sidera nova produxerit, ut (a) quodammodo in ejusdem Ecclesiae caelo fixa, divino lumine radiantia merentium animos illustrarent, depulsis tenebris, & diversarum angustiarum dissipata caligine.

(a) MS. m. to modo.

Inter quas tantum clarissimum sidus diebus nostris ecce nobis KAROLUM Christianissimum Principem superna providentia praefectum à se & praefectum ante Mundi constitutionem & praedestinatum, non nisi copiosissima miseratione circa nostram salutem mota, secundum placitum suum, juxta quod congruum erat, in isto (b) periculoso tempore, tribuit, nepotem videlicet illius quondam Magni Karoli, qui Rempubl. praeliis auxit, victoriis dilatavit, sapientia decoravit. Qui cum omnes Ecclesias sublimasset, semper hoc ei erat in voto, semper in desiderio, sicut in Gestis, quae de eo scripta sunt, legitur, ut sanctam Romanam Ecclesiam in antiquum statum & ordinem reformaret. Unde & hanc multis honoribus extulit, multis munificentis & liberalitatibus ampliavit, adeo ut amissas olim Urbes ei restituerit, & ex Regni quoque sui parte alias non modicas contulisset. Sed pauca dicta sunt, nisi quae circa Religionis incrementum gessit magna & sublimia, memorentur. Religionis quippe statum inter diversorum errorum & pravitatum vepres, incultum inventum facris litteris erudit, divina pariter & humana scientia perornavit, (c) erroribus expurgavit, (d) raris dogmatibus saginavit, atque intra brevissimum tempus ita in-

(b) MS. periculumum.

(c) MS. errores expugnavit, tantis dignitatibus sag.

(d) MS. raris dogmatibus saginavit.

(1) Le Pere Labbe ajoute ici cette Note: Ita Sigonius atque Sirmondus: Constituta vero p. 113. Riforma Tornensis in exantem Motum afferre cum Indictis dat 29, consignatum est Diploma Adelgerio Eduardi Ep. datum. [DUM.]

dustrio pietatis studio egit, ut novus quodammodo videretur Mundus, magnis luminaribus venustatus, & variis vernantibus floribus adornatus.

ANNO
877.

Cujus Filius, divae scilicet recordationis Hludovicus, maximus Imperator, Pater hujus à Deo electi Principis, KAROLI semper Augusti, (e) Patrium solum adeo Religione imitatus est, pietate laudabiliter emulatus est, ut & paterna divini cultus vota, & erga Praetatum principis Ecclesiae liberalitatis insignia plus natus aequiparet & roboraret, sed & uberioribus beneficiis & dapilibus manifestis, ut heres gratissimus, ampliavit.

(e) MS. Patrum.

Verum iste hujus praefulgidus Filius, KAROLUS videlicet, de quo nobis sermo est, Serenissimus & tranquillissimus Imperator, qui nobis, ut praetulimus, in quos fines seculorum deveniunt, quique caliginosi temporis ex quadam parte terras æquinas & miferas sustineamus, tanquam splendidissimum atrium ab arce polorum illuxit, non solum monumenta progenitorum bonitatem electae radicis ferens in ramo, alacriter aequiparavit; verum etiam omne profus (f) avitum studium victi, & universum paternum certamen in causa Religionis atque Justitiae superavit: Ecclesias videlicet Domini diversis opibus ditans, Sacerdotes ejus honorans, hos ad utramque Philosophiam informans, illos ad virtutes laudandas adhortans, viros peritos amplectens, religiosos venerans, inopes recreans, & ad omne bonum penitus subsecutus, & omne malum medullitus detestatus.

(f) MS. studium.

Quapropter & nos, Karissimi Fratres, tot ac tantarum dilectionum ejus atque virtutum audientes insignia, & laudabilium longe lateque diffusa morum ejus influentes indicia, pietatisque illius affectus experti frequentissime ac multifarie viscera, non immerito intelleximus istum esse prociudubio, qui à Deo constitutus est salvator mundi, multo profectò praestantius ac decentius ita vocatus quam Joseph, qui penè totam terram salvavit Egypti*: Unde ab universa sancta Romana plebe, voce almae illius Annae sanctae personam gestantis Ecclesiae sterilis & fecunda, Prophetico quodammodo Spiritu (g) temulento cordis clamabatur; Dominus debet imperium Regi suo & sublimabit cornu Christi sui. Et iterum cum David (h) orat, Rege patriter ac Propheta, Da, inquit, potestatem sive imperium puero tuo, & saluum fac Filium ancillae tuae, sanctae videlicet Catholicae & Apostolicae Ecclesiae.

* Gen. 42.

(g) For. temulenta. i. Reg. 2. (h) MS. qua. bat. Psal. 2.

Unde nos tantis indicis divinitus incumbentibus lucet claris agnitis, superni secreti consilium manifestè cognovimus: & quia pridem Apostolicae memoriae decessori nostro Papae Nicolao id ipsum jam inspiratione coelesti revelatum fuisse comperimus, elegimus hunc meritò & approbavimus una cum annis & voto omnium Fratrum & Coepiscoporum nostrorum, atque aliorum sanctae Romanae Ecclesiae Ministrorum, amplique Senatus totiusque

— Romani Populi gentisque togatae,

& secundum priscam consuetudinem, solemniter ad Imperii Romani scepra proveximus, & Augustali nomine decoravimus, ungentes eum Oleo extrinsecus, ut interiori quoque Spiritus Sancti unctionis monstraremus virtutem, qua unxit eum Dominus Deus suus prae confortibus suis, Christum hunc oleo laetiae delibutum extrinsecus faciens, & Principem Populi sui constituens, ad imitationem scilicet veri Regis Christi Filii sui Domini nostri; ita ut quod ipse possidet per naturam, iste consequatur per gratiam.

Denique non hic perpetuus Augulus ad tanta fastigia se velut improbus intulit, non tanquam importunus fraude aliqua vel prava machinatione, aut instanti ambitione, ad Imperialem apicem aspiravit. Abiit. Neque enim sibi honorem praesumptuose adsumpsit ut Imperator fieret, sed tanquam desideratus, optatus, postulator à nobis, à Deo vocatus & honorificatus, ad defendendam Religionem & Christi (i) ubique servos tuendos humiliter atque obedienter accessit, operatus & roboratus in Imperio summam pacem & tranquillitatem, & in Ecclesia Dei Justitiam & exaltationem. Nisi enim nos talem ejus cognovissemus intentionem, nunquam animus fieret nobis tam promptus ad ipsius promotionem, & hoc per Sacerdotum (k) Dei manus & ministrorum ejus officium, sicut David & Salomon, & nonnulli alii Christiani, quos nimirum non esse tangendos Spiritus Sanctus per Psalmorum Cantica proteclatur.

(i) MS. ubique.

(k) Psal. Dei, abest in MS. Psal. 104.

Quapropter, Fratres Karissimi, unanimes idipsum sentientes benedicimus Domino, & totis cordis ac corporis vocibus collaudamus, qui, secundum quod pollicitus est, sperantes sprevit, & glorificantem se glorificavit, quique hunc tantum nobis talemque contulit,

ANNO lit, per quem merentium consolatio & Paganorum
877. contritio, & Christianorum proculdubio speretur cita
redemptio; summamque Majestatem ejus & pietatem
votis continuis obsecrantes, ut cohereret hoc in eo,
imò & in nobis per eum, quod operatus est in eo à
tempore (1) sancto suo, quod est in ipsius Hierusa-
lem. Nosque, quod jam in Romana Ecclesia, quæ
est magistra, mater & caput Ecclesiarum, auctore (m)
Domino famulus nostri ministerio gessimus, preces
benedictionis fundentes, & coronam impetrantes (n)
sceptri, & diadema Imperii, etiam hinc in sancta ac ge-
nerali Fraternitatis nostræ Synodo, ad quam (o) Do-
mino duce pro innumeris necessitatibus & utilitatibus
sanctæ (p) Dei Ecclesiæ convenisse dinoscimur, ite-
ratò cordis assensibus & oris vocibus & manus subscrip-
tionibus roboramus; nec sint, quod abest, in nobis
sentimata, quæ Apostolus medullitus excreatur, nec
animatorum aliorum divisionis & diversitatis dissensio.

RESPONSIO EPISCOPORUM.

Eccc, Beatissime & Apostolice Domine Papa JOAN-
NES, clariùs videmus mentem apicis vestri gratia Sancti
Spiritus illustratam, qui processit, quos replevit,
ardentes pariter & loquentes facit. Nisi enim ipse cor
velut irradians tetigisset, nec ad tanta dilectionis cri-
gas nos flagrant. um accenderet, nec ad tot mellifluos &
salutares effectus, quibus nos proculdubio pie & assiduè
intuitis, proculdubio moveretur. Spirituales
autem filium vestrum, Dominum Imperatorem KAROLUM,
Christianissimum & manifestissimum Principem,
tanto jure (q) cupimus & desideramus Augusta-
liam Romani Sceptri gubernacula inexcussa & immota-
ta, imò augmentata & ampliata finitibus retinere,
quanto liquidius non per hominum neque ab homine
sublatum, & ad tantum culmen potestatis erectum,
superna gratia revelata, cognovimus; qui ubi-
cordi sacratissimo Apostolatus vestri interitus inspiravit,
ut non vos prius eligeret, sed contra vos eum & elige-
retis & diligeretis. Sed nos, & Domine & Coangelice
Papa, vestigia vestra sectantes, & salubria monita re-
cipientes, quem amatis, amamus; quem dilexistis, di-
ligimus; quem elegistis, (r) elegimus; & quod in eo,
auctore omnium bonorum (s) Deo, sive divina bene-
dictione, sive sacra unctione, sive coronæ Imperialis
impositione, gessimus, vicerabili affectu sequimur, &
celebri laude prosequimur, & digna honorificentia vene-
ramur, acque totius sensus nostri nifibus ita permanere
atque pollere sentis optamus. Sed &, si neces-
sitas fortassis exegerit, totis officiis nostri conatibus ad-
versus aliter sentientium molimina resistere satagemus.

Rom. 11. Cum enim, secundum Apostolum, non sit potestas
nisi à Deo, & hæc præcipue, quæ tam pio collata est,
haud dubium quin (t) Dei ordinationi resistat, qui isti
ordinationi, quæ nobis ministrantibus celsitatis facta est,
obstinata mente resistit. Apostolica, quippe culmini,
docente sancto Bonifacio Papa, nemo unquam obices
manus intulit, nisi qui de se voluit iudicari. Durum
autem est, (v) contra stimulum calcitrare, (x) vel
contra adversos impetus fulminis conari.

ITEM SUMMUS PONTIFEX.

Quia igitur, Fratres (y) Karissimi, inspiratio divina
omnium nostrorum corda in unum sensum, & in u-
num eundemque deliberationis finem direxit, ut scilicet
unum sentiamus, & unum dicamus omnes, & non sint
in nobis schismata, quæ in præfato piissimo & tranqui-
lissimo Imperatore, spiritali filio nostro KAROLO,
auctore (z) Domino, sive preces benedictionis super
caput ejus infundendo, sive sacre unctionis oleo cel-
sum ipsius verticem contingendo, sive coronam Impe-
rii conferendo gessimus, sententie prolatione, si una-
nimi generalitati vestre videtur, & per manuum sub-
scriptionem etiam in præsentem ac venerabilem Synodo, si-
cut jam hortati sumus, iteratò promulgemus & robo-
remus.

SANCTA SYNODUS RESPONDIT.

Placet & valde placet in omnibus vestra (a) sacra-
tissima sectari vestigia, neque fas est ut à culmine Apos-
tolorum vestri in aliquo differantur, quem videlicet ipse
Christus Dominus noster omnium nostrum ad vicem
suam in terris esse voluit caput.

TUNC SURGENS SUMMUS PONTIFEX
SENTENTIAM PROTULIT, Dicens:

Piissimi & serenissimi spiritalis filii nostri KAROLI
TOM. I.

magni & pacifici Imperatoris ad Imperialia scepra elationem
& promotionem ante mundi quidem ordinatio-
nem divinitus ordinatam, nuper autem, id est, præte-
rita nona indictione, per insinuationem nostræ scriptæ
causæ tam, amantem Domino ex parte & nunc & in
perpetuum, firmam & italem decernimus permanfuram.

RESPONDERUNT OMNES, placet, placet.

Item, si quis tante rei divinitus ad eam proculdubio in-
stitutionem superiorem aut avari, vel certe al quo pesti-
ma ambitionis insinuetu perturbare aut violare temptave-
rit, cuiuscunque sit ordinis, dignitatis aut potestatis,
tandem Domini inimicus, & ordinationi ejus tyranni-
ce sava resistens, & Ecclesiæ Dei hostis, totiusque pa-
cis & Christianitatis dissipator, anathemate usque ad sa-
tisfactionem teneatur omni tempore amexus.

RESPONDERUNT, fiat, fiat.

ITEM SUMMUS PONTIFEX.

Patratore & incitatore pessimi hujus consilii, qui
profecto cum ministri sint à abol, ita quærent non
quæ Jesu Christi, & in Imperium suum introducere sin-
turus & discordiam molitur, ac (1) manifestam im-
munitatem schisma ad confundendam Ecclesiæ unitatem.
Regni congruum statum & ordinem, Reique publi-
cæ utilitatem & tranquillitatem in contrariis, si deinceps in
talibus invenit fuerint, a quidem Ecclesiæ viri exte-
rint, tanquam viri schismatici & à capite dissidentes
omnimodis deponantur: Laici verò & Monachi perpetuo
anathemate feriuntur.

ET RESPONDERUNT OMNES TERTIO,

fiat, fiat, fiat.

Subscriptis ergo Dominus Papa, & cum eo Episcopi,
qui assuerunt.

XXVIII.

(1) CONVENTIO quæ inter Gloriosos Reges
HLUDOWICUM filium KAROLI Impera-
toris, itemque HLUDOWICUM filium HLUDOWICI
Regis, in loco qui vocatur Faronis
Kalendis Novembris, Ipsi & Communibus Fidelibus
ipsorum faventibus & consentientibus, facta
est Anno Incarnationis Dominicæ 879. Indic-
tione 12. dicente Rege HLUDOWICO filio
KAROLI. BALUZII Capitularia Regum
Francorum Tom. II. sub anno 879. col. 277,
& 278. Contin. AIMOINI de Gestis Fran-
corum Lib. V. pag. 38. GOLDBASTI Con-
stitut. Imperiales Tom. III. pag. 293. avec
quelques différences. FAUCHET, Antiquités
& Histoires Gauloises & François, en Fran-
çois.]

Sicut inter patrem meum Karolum, & patrem
vestrum Hludowicum regnum Hlotharii divisum
fuit, volumus ut ita consistat. Et si aliquis nostrorum
fidelium de regno paris sui ex hoc aliquid purpuratum ha-
bet, iussu nostro illud dimittat.

De regno vero quod Hludowicus Imperator Italia
habuit, quia necdum ex illo aliqua divisio facta est,
quicunque modo illud tenet, ita teneat, donec Domi-
no volente iterum simul venientes, cum communibus
fidelibus nostris inveniamus & diffiniamus, quod ex hoc
melius & iustius nobis visum fuerit.

De regno autem Italia, quia modo nulla ratio esse
potest, omnes sciant quia patrem nostram de illo regno
&

(1) Ce Titre est original, & fait partie du Tracé. C'en est le
Préambule. Cependant Goldast y joint celui-ci: Regibus, fidei Dux
Comitibus Francorum, & LUDOVICO III. Ballo Imperatore, fidei
II. Occidentalis, & LUDOVICO III. Orientalis Imperatorum Rex,
primum apud Marignan (Al. Marignan) Regi. Nos vero, cum tunc ad
Gundulphi Villam in Parvifortibus S. Martini factis, tantum Parisi convenimus
& publicis. Anno Domini DCCCCLXXIX. Mais comme tous les Sa-
vans ne conviennent pas, que Louis le Bègue ait été l'Empereur, &
que la question est encore indécise, on a cru qu'il valoit mieux s'en
tenir au Titre ancien de la Piece, qui ne peut guère bien en être fautive.
On y ajoute, pour plus d'éclaircissement, que les deux Louis, qui tracent ici ensemble, sont
1. Louis dit le Bègue, Roi des Gaulois ou de la France Occidentale, &
fils de CHARLES le Grand Empereur, & 2. Louis le débonnaire, Roi
de la France Orientale, fils de Louis, aussi Roi de Germanie. (DUM.)

ANNO & requirivimus & requirimus, & Domino auxiliante requiramus.

879.

Ista sequenti die statuta sunt.

CAP. I. Ut quia firmitas amicitia & conjunctionis nostrae modo, quibusdam praepeditibus causis, esse non potuit, atque ad illud placitum, quod simul ut conveniamus statutum habemus, talis amicitia inter nos maneat, Domino auxiliante, de Corde puro & Conscientia bona & fide non ficta ut nemo suo pari vitam, regnum, aut fideles suos, vel aliquid quod ad salutem sive prosperitatem ac honorem regni pertineat, discipiat aut forconfiliet.

II. Ut si in cujuscuque nostrum regno pagani sive pseudo-Christiani insurrexerint, unusquisque veraciter suum parem, ubicunque necessitas illi fuerit, & ipse rationabiliter porriget, aut per semet ipsum aut per suos fideles & consilio & auxilio, prout melius poterit, adjuvet.

III. Ut si ego vobis superstes fuero, filium vestrum Hludovicum adhuc parvulum & alios filios vestros quos vobis Dominus donaverit, ut regnum paternum hereditario jure quiete tenere possint, & consilio, & auxilio prout melius poterit, adjuvabo. Si autem vos mihi superstes fueritis, filios meos Hludovicum & Karolmannum & alios quos divina pietas mihi donare voluerit, ut regnum paternum quiete tenere possint, si-milliter & consilio & auxilio, prout melius poteritis, adjuvetis.

IV. Ut si aliqui susurriones & detractores, & qui paci nostrae invident, & quietum regnum esse non patiuntur, inter nos lites & contentiones & discordias seminare voluerint, nullus nostrum hoc recipiat aut libenter acceptet, nisi forte hoc ad rationem coram nobis utriusque & communibus fidelibus nostris perducere voluerit. Si vero hoc noluerit, cum nullo nostrum aliquid societatem habeat, sed omnes illum sicut mendacem & falsarium, & inter fratres volentem seminare discordias, communiter a nobis abiciamus, ne de cetero quisque talia mendacia auribus nostris inferre audeat.

V. Ut communiter, prout citius poterimus, Mis-sos nostros ad Carlomannum & Karolum gloriosos Reges dirigamus, qui eos ad placitum, quod VIII. Idus Februarii statutum habemus, invitent & ut nullatenus venire differant obsecrent. Et si secundum quod optamus venire voluerint, communiter nos ad Dei voluntatem & sanctae Ecclesiae salutationem ac communem honorem nostrum & profectum ac salvamentum totius populi Christiani nobis commissi, Domino cooperante, ita conjungamus ut de cetero in eo qui unus est, unum sumus, & unum velimus, & idipsum dicamus, secundum Apostolum, & faciamus omnes, & non sint in nobis ulla schismata.

VI. Si autem illi observatione nostra vocati & invitati aut Missi eorum ad praefatum placitum venire distulerint, nos, secundum quod statutum habemus, illuc omnino venire, & nos secundum Dei voluntatem conjungere omnimodis non omittamus, nisi forte talis inevitabilis necessitas evenierit, pro qua id fieri nullatenus possit. Et si hoc acciderit, ad tempus quisque patri suo hoc rescire faciat, & propterea amicitia nostra nec minuat nec immutetur, donec, Domino volente, congruo tempore perfecte confirmetur.

VII. Ut res Ecclesiarum, in cujuscuque Regno caput fuerit, tam de Episcopatibus, quam de Abbatibus, sine ulla contradictione Rectores ipsarum Ecclesiarum illas possideant. Et si aliquid ibi misfactum a quoquam est, in cujuscuque regno illae res consistunt, legaliter exinde justitiam reddere faciat.

VIII. Et quia per vagos & in tyrannica consuetudine inreverentes homines pax & quies regni perturbari solet, volumus ut ad quemcuque nostrum talis venerit ut de his quae egit rationem & justitiam subterfugere possit, nemo ex nobis illum ad aliud recipiat vel retineat nisi ut ad rectam rationem & debitam emendationem perducatur. Et si rationem rectam subterfugerit, omnes in commune in cujus regnum venerit, illum persequamur, donec aut ad rationem perducatur, aut de regno expellatur, vel deleatur.

IX. Volumus, ut hi qui merito proprietatem illorum in nostro regno perdidit, ita judicentur sicut temporibus antecessorum nostrorum inventum fuit. Qui vero dicunt se injuste proprietatem illorum perdidisse, veniant in nostram praesentiam, & sicut justum est, ita illis judicetur, & sua recipiant.

Hoc dicto Hludovicus Hludowici filius ad sua rediit; & Hludovicus Karoli filius per Arduennam veniens anno Incarnationis Domini...

DCCCLXXIX. in Longlario Nativitatem Domini celebravit.

ANNO

879.

XXIX.

(1) *Epistola HL. Regis Francorum, HL. Galliarum, Aquitaniae, & Hispaniae Regi de Amicitia, & Pace servanda, & ut munera grata habeat.* [Codex Canonum vetus Ecclesiae Romanae a FRANC. PITHOEO ad veteres Manuscriptos restitutus. Inter Formulas antiquas Alfatias. pag. 442. Epist. XIV.]

DILECTISSIMO fratri, & unanimo amico gloriosissimo Galliarum, Aquitaniae, & Hispaniae Regi Hludovico cognominis vestri HL. Rex Francorum, gratia vobis & pax atque victoria de caelo vobis subministrantur: Obsecro, Frater charissime, sanguis & ossa mea, pars animae meae, nomen meum, ut postpositis, vel potius explosis & annullatis simulatibus, & inimicitias, quas inter Patrem vestrum, & nostrum cupidum & perversissimum homines seminare gaudebant, Christiano & cognato amore, nos invicem diligere & alteri alteri domi militiae fidei & pacati esse curemus, ne quicumque tertius nos tuos, nisi unum, se invenire tripudiet: & ita fit, ut nec nostri de nostra disensione & minoratione glorias & dignitates acciperentur, nec adversarii & extranei de Regni nostri defectu & casu gloriarentur. Ut autem foedus inter nos conditum permaneat firmum, mitimus vobis pro arrabone cavallum viribus & velocitate, non statura & carnis probabilem & sellam qualem nos iussere solemus, ut nos fortitudine & utilitate, non luxu, & inanis delectari noveritis. Mitimus etiam corrinam praestantissimam, qua in palatio vestro, tempore consilii, pro signo dilectionis nostrae suspensa, omnia maledicorum semina contabescant, dum & meam apud vos devotionem hoc munere, & vestram erga nos affectionem ipsa viderint, & extimuerint ostentatione. Et ut de vite vestrae diuturnitate nos sollicitos esse noveritis, dignimus vobis aromata, & unguenta & pigmenta medicabilia, quorum odore, delibatione & sapore delectati, diu vivere, & nos diligere firmiter & jure debeatis.

XXX.

Preceptum CAROLI III. Regis quo confirmatur Episcopo Parmensi Donatio eidem a CAROLOMANNO facta de Abbatia de BERETO, nec non Districtu Parmae Civitatis cum muro & teloneo ad tria miliaria in circuitu. Datum 6. Idus Januarii anno 880. Indictione 13. [FERDIN. UGHELLI, Italia sacra, Tom. II. Tit. Parm. Episcop. col. 186. prior. Edit. & 148. ult. Venet. Ao. 1720.]

880.
8. Janv.


In nomine sanctae, & individuae Trinitatis.

CAROLUS Dei gratia Rex. Noverit omnium sanctae Dei Ecclesiae fidelium nostrorum sive praesentium scilicet & futurorum industria. Quod Wibodus venerabilis sanctae Parmensis Ecclesiae suus Episcopus nostram adiens clementiam petiit inter cetera, ut qualiter divinae memoriae Carolus Magnus Rex Germanus noster concesserat omnes res Episcopo Parmensi attinentes, videlicet burgum Sancti Domini cum sua pertinentia, Abbatiam de Bereto cum sua pertinentia, nec non districtum Parmae Civitatis cum muro & teloneo, insuper & tria miliaria in circuitu ipsius Civitatis, ita & nos nostro confirmationis praepcepto confirmaremus sibi & Ecclesiae suae atque corroboraremus. Cujus precibus annuentes, ac libenter consentientes, & mala omnia, quae acciderant saepe inter Conites ipsius Comitatus, & Episcopos ipsius Ecclesiae confiderantes, ut penitus praeterita illis, & schisma evelleretur, & ut ipse Pontifex cum clero sibi commissio pacifice viveret, res, & familias tam cuncti cleri ejusdem Episcopi in quocunque

(1) On a eu de voir joindre cette Lettre au Traité précédent, parce qu'elle en est un Preliminaire. Le premier Louis, celui qui écrit est Louis de Germain, fils de Louis aussi Roi de Germanie, & perit fils de Louis le pieux Empereur. Le second Louis, celui à qui la Lettre est écrite, c'est Louis le Bègue, fils aîné de CHARLES le Chauve Empereur, & Roi des Gaules. Louis de Germain prend ici le Titre de Rex Francorum, à cause de la France Orientale qu'il possédait; & il donne à Louis le Bègue, celui de Rex Aquitaniae & Hispaniae à cause du Languedoc, qui, ayant obéi longtemps aux Vikings Rois d'Espagne, étoit appelé quelquefois Gothie, & quelquefois Espagne. (D. v. m.)

ANNO
880.

que Comitatu investit fuerint quocunque, & cunctorum hominum infra eandem civitatem habitantium de jure publico in ejusdem Ecclesie jus, & dominium, & districtum, & murum ipsius civitatis, & teloneum, & omnem publicam functionem, tam infra civitatem, quam ex omni parte civitatis infra tria miliaria destinata scilicet, atque determinata per fines, & terminos, sicuti sunt loca villarum, cum nominibus defixa castrorum in Oriente scilicet Berecerum casale, Coloretum, & in Meridie Purpurianum, Albani, Vichefili, in Occidente Vichoterduli, Fabrorium, in Septentrione Bagantiolla casale, Palantini, Terabiano cum omnibus pertinentiis prefatorum locorum integra remota occasione ullius reprensionis, ut habet Pontifex ejusdem Ecclesie, vel missus ipsius potestatem deliberandi, & adjudicandi, seu distringendi, veluti si praesens esset nostris comes palatii, nec non & regius vias, & juri Parmae, Bagartia, Honica, Padi & Episcopium fluminum infra ipsum Comitatum, & Episcopium defluentium insulas, & ripas supradictorum fluminum duodecim pedum juxta aquae alveum, sive arenam, carnarium, azidium, publica pascuas, vias, ingressus publicos in circuitu ipsius civitatis, videlicet in locis Banziano, Monisteriolo, Albereto, frascarium, quod dicitur pectorile, cum aliquantulis terris apertis jacentibus inter fines designatos, a mane vallis, quae dicitur Bosidana, a meridie via, quae pergit ad ipsa pascua, & terram canonicorum ipsius Ecclesiae, in sero via publica, quae dicitur Lavalitulo, & septentrione pertinentia villae Marturiano aliquantulum terram gerbidam tum frascaia in matricule Summardio, Vicoferduli, Bocitulo, Colliculo jacentes in oriente juxta aquae ductum, qui pergit ad vicum Ferduli terra de Caruci Mantis, vel alicubi jacentes infra ipsum Comitatum, & Episcopium, seu etiam insulas, & ripas omnium fluminum cum supradicta mensura infra ipsum Comitatum, & Episcopatum manentium Villa de Albazano cum famulis, terram Budonis, terram Andreae Talainasti juxta Sulpitium, paludem integram juxta pratum regium, seu Burgum Sancti Domini, atque Abbatia de Berecro cum omnibus suis pertinentiis, & adjacentiis, & omne territorium cultum, & incultum ibidem adiacens, & hominum omne quicquid Reip. pertinet insuper & homines infra eandem civitatem, vel praebitos fines habitantes ubicunque fuerint eorum hereditas, seu ad questus, seu familia tam infra Comitatum ipsum, quamque in vicinis in comitatibus nullam exinde functionem alicui nostri Regni persone persolvant, sive placitum, custodiam, nisi prima Ecclesiae Episcopi, qui pro tempore fuerint, sed habeat ipsi Ecclesiae Episcopus licentiam distringendi, definiendi, vel deliberandi tanquam nostri comes Palatii omnes res, & familias tam omnium clericorum praedictorum ejusdem Episcopi quamque & omnium habitantium infra praedictam civitatem, nec non & omnium hominum residentium super praefata Ecclesiae terras, sive libelliariorum, sive precariorum, seu cassellanorum omnia nostra confirmationis praepcepto confirmamus, & corroboramus supradicto Wibodo Parmensi Episcopo, & suae Ecclesiae, eo videlicet ordine, ut nullus Marchio, Comes, Vicecomes, Dux, aut aliqua nostri Regni magna, remissaque persona, exinde praedictis rebus, & familiis de omnibus quae superius leguntur se intromittat, aut aliquam functionem inde recipere aut divestire nullo modo teneat, & ut liceat Episcopo quiete vivere, si acciderit de praedictis rebus, & familiis sine pugna legaliter non posse definire, hujus nostrae confirmationis pagina concedimus ejusdem Episcopo, missio vel vice-Domino, ut sit noster missus, & habeat potestatem deliberandi, & definiendi, atque adjudicandi tanquam nostri comes Palatii: insuper etiam concedimus, ut si aliqua navis alicujus castelli Episcopii praesentem per Padum, aut aliquam aquae ductum ferasseam transierit, nullus exinde teloneus exigat aut requirere teneat. Si quis igitur, quod minime credimus, hujus nostrae confirmationis paginam rumpere, & infringere tentaverit, sciat se compositionum auri optimi libras centum, medietatem Camerae nostrae, & medietatem ipsi Episcopo, qui pro tempore fuerit. Quod ut verius credatur, firmissime ab omnibus observetur, manu propria roborantes nostro iussimus inferius sigillo muniri.

Signum D.  *Serenissimi*
CAROLI *Regis.*

INQUIRINUS Notarius ad vicem LUTUARDI

Archicancellarii recognovit. Data 6. Idus Januarii anno Incarnationis Domini DCCCLXXX. Indictione 13. anno vero Regni Serenissimi Regis CAROLI in Francia IV. in Italia I. In Dei nomine feliciter. Amen.

XXXI.

JOANNIS Pape VIII. Excommunicatio HUGONIS Filii Naturalis LOTHARII Regis Lotharingie, & EMMONIS BERNARDI Comitis germani. [Collectio Regia Concilior. Tom. XXIV. pag. 147. inter Epistolas JOANNIS VIII. Pape. num. 123. PHIL. LABBEI Concilior. Collectio. Tom. IX. pag. 90.]

881

ou

882.

HUGONEM Lotharii regis quondam filium, non legitimum, sed naturalem adulterina copula genitum, qui post praestitum Sacramentum dilecto filio Ludovico regi Francorum mentitus esse videtur, & inquietare pacificum regnum praedicti regis, & Emmonem, Bernardi Comitis germanum, complice in excessibus, nisi intra dies XXX. ad praedictum Seniores suum redierint, & ab inquietudine regni respuerint, omni Christiana Communionem privamus. Postmodum si perseveraverint, sciant se anathematis vinculis innoandos. Data &c.

XXXII.

(1) Constitutio JOANNIS Pape VIII. De jure Cardinalium. [Collectio Regia Conciliorum, Tom. XXIV. pag. 384. PHIL. LABBEI Collectio Concilior. Tom. IX. pag. 238. BARONII Annales Ecclesiastici. Tom. X. ann. 882. col. 582.]

882.

ITEMQUE ex nostra praesenti Constitutione bis in mense vel eo amplius, vel apud illum vel illum titulum, sive apud illam vel illam diocesium, sive apud alias quaslibet Ecclesias vos convenire mandamus. Et ad vestram & inferiorum clericorum vitam, & mores, & qualitates, & habitus vestrum pertractandum, & qualiter quilibet praepositi se erga subditos habeant, vel quod subditi suis praepositis non obediant, & ad quaeque illicita amputanda, clericorum quoque & laicorum querimonias, quae ad nostrum iudicium pertinent, quantum fieri potest, definiendas. Quippe cum sicut nostram mansuetudinem Moysi, ita & vestram fraternitatem septuaginta Seniorum, qui sub eodem Causarum negotia judicabant, vicissitudinem gerere & certum habeamus. Item monasteria abbatibus viduata & abbatum, nostra praecedente conscientia, substitutionem his qui sunt inter nos, vel fuerint monasticae professionis, disponenda committimus.

Propter solitudinem autem ecclesiarum & clericorum earundem disciplinam, sive laicorum querimonias definiendas, bis in hebdomada ad sacrosanctum palatium, juxta decreta praedecessoris nostri Leonis quarti, vos convenire mandamus.

Item sancimus de Parochiis nostris, quantumque Pontifici competet, Pontificali beneficio vos in perpetuum possidere, & in principalibus ecclesiis juxta prius tam vestrae consecrationis vicissim opera divina peragere, & earum oblationibus, salva semper Cardinalium diaconorum prisca consuetudine, aequaliter participare tam propter usum vestrum, quam in ecclesiarum vestrarum luminum concinnationes.

XXXIII.

Imperatoris CAROLI Crassi Diploma, quod Ecclesiam Veronensem ab omnibus tributis atque censibus, nec non a iudiciis alienis, cum personis & rebus ad eam spectantibus eximit. *Adum Ravennae XVI. Kalend. Martii Indict. 15. anno 882.* [FERDIN. UGHELLI Italia sacra, Tom. V. Tit. Veronens. Episcopi. col. 628. prior. Edit. & 724. ult. Venet. Ao. 1720.]

14. Fevr.

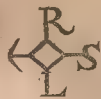
In nomine Sanctae & Individuae Trinitatis KAROLUS divina favente clementia Imperator Augustus.

SI petitionibus Sacerdotum Dei iustis & rationabilibus annuimus & necessitudines iniustas sublevamus: id nobis

(1) L'année de cette Constitution n'étant point marquée, ni dans la Collection Royale, ni dans celle du Pape Léon, on suit l'arrangement de Baronius, qui la place sous l'année 882, la dernière du Pontificat de Jean VIII. [D. V. M.]

ANNO
882.

nobis proculdubio ad æternam beatitudinem capeffendam pertinere confidimus, quia decet imperiale fastigium fibi fubditas partes oppreffas pravitate abjecta erigendo, & ad proprium, Deo favente, ftatum reintegrando, perducere. Quapropter omnium fidelium fânctæ Dei Ecclefie, noftroique præfentium felicitet, & futurorum comperiat . . . quia venientibus nobis Ravennam ad colloquium fpiritalis Patris noftri Domini Johannis videlicet Summi Romani Pontifici, & univerfalis Papæ; pervenit ad noftam noticiam maxima Venerabilium Epifcoporum, & populi proclamatio de plurimis fibi illatis fupertitionibus, & injunctis oppreffionibus a feculari, & publica potestate; ita ut contempto timore Dei, & abjecta a prædecefforibus noftis interdicia per plebes & ecclefias, feu ecclefiaftica prædia, & domos placita teneant, diffinitiones in liberos mafarios fuper ecclefiafticas res residentes, & fervos, & alidones faciant, tributa eis exigant; cenfus, & donaria, angarias etiam, & operas, & non folum ab eis, fed ab omnibus liberis erimmanis & Ecclefie filiis, quod Deo odibile certiffime credimus, quia tales violentias apud Chriftianos non debere fieri non dubitamus. Ideoque omnium fidelium noftorum, tam reverendifsimorum Epifcoporum, quamque & illudrium Comitum, reliquorumque fidelium noftorum freti confilio generali Dei, noftaque Imperiali auctoritate omnes has fupertitiones, & importunas violentias funditus ab hodierna die, & deinceps abolendas, & extirpandas radicibus omnibus decernimus, ftatuentes ut in fânctæ Veronenfis Ecclefie, nullus Comes, nullusque Jux, vel quælibet judiciaria potestatis perfona, tam in plebius, quamque in monafteriis, titulis, aliisque Ecclefiis, vel domibus, feu urbanis, vel rufficis poffeffionibus ad eam pertinentibus placita tenere, mafarios, & colonos liberos, alidones, vel fervos quosque residentes fuper res ad prædictam fânctam Ecclefiam pertinentes quolibet modo diltingere, pignorare, angariare, cenfus & redibitiones, & donaria aliqua exigere quoquomodo præfumat, fed liberos mafarios, quos legalis coactio exigit, mat, fed ad placitum, per patronum, feu advocatum ad quærendo, ut legalis definitio legalem contentiofi finem imponat. Hæc etiam in omnibus liberis erimmanis præfatæ fânctæ Veronenfis Ecclefie filiis, & in eysdem diocetis commanentibus mafariis, & colonis omnimodis jubemus videlicet, ut ab eis nec donaria aut redibitiones, neque pignorationes, vel injuftæ diffinitiones exigantur, fed unusquisque, cum legalis cenfura exigit, a patrono fuo ad placitum deducatur. Ne pignorationibus occafio aditum rapinae deprædationibus in aliquo præftet. Interdictiones etiam nemini licere alienas res præfumptive invadere occafione cartule ab eo factæ per vifturam legitimam non habuiffe dimofcitur, fed fi quis acqifitor exiterit, non ante vendere aliquas res Ecclefie, vel cujuspiam liberis hominibus vendere præfumat antequam auctor cartule legali, & judiciaria definitione . . . cui vult liberam tribuendi habeat facultatem. Hæc vero nofta imperialis inftitutio, & cunctorum fidelium noftorum, tam reverendifsimorum Epifcoporum, quamque & cæterorum fidelium generaliter promulgata, & fânctæ auctoritas in omnibus parochiis, comitatibus, & marchis, per totius noftri Imperii fines in toto regno Romanorum, & Longobardorum, & Ducatus Italiæ, Spoleti, & Tufciæ, ut, Deo favente, per infinita tempora proprium robur obtineat, nullique temptatori impune eam contemnere facultas exiftat. Quam fi quis violare præfumpferit, centum libras auri fciat fe compofiturum agnofcat, medietatem Ecclefie, cui violentiam intulerit, & medietatem palatio noftro. Et ut hoc noftre auctoritatis præceptum firmum, & ftabile permaneat propria manu firmavimus, & annulo noftro fubter juffimus figillari.

Signum serenitatis
Imperatorisfimi KAROLI
vis.

INQUIRINUS Notarius ad invicem LIUTGARDI Archiepifcopali recognovit. Data XVI. Kal. Mar. anno Incarnationis Domini 882. Indi. quintadecima Anno vero Imperii Domini KAROLI sereniffimi Imperatoris fecundo. Actum Ravenna civit. in Dei nomine feliciter Amen.

XXXIV.

ANNO
885.

13. Mars.

Imperatoris CAROLI III. vulgo Crassi Donatio de Abbatia Mediana, Ecclefie Parmenfi Epifcopali. Data 3. Idus Martii anno Incarnati. Dominice . . . [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra Tom. II. Tit. Parmenf. Epifcopi, col. 190. prior. Edit. & 190. ult. Venet. A. 1720.]

In nomine Sanctæ, & individue Trinitatis.

CAROLUS divina favente Clementia Imperator Auguftus. Decet nos omni tempore fidelium fânctæ Dei Ecclefie, noftorumque fupplies pofulationes piis aurbus clementer fufcipere, quatenus de fidelibus fiores fibi auguftis munificentia efficiat, infuper & ab æterno remuneratore, qui omnibus abundat bonis, ac retributionem æternæ remunerationis percipiat. Quapropter omnibus fidelibus fânctæ Dei Ecclefie, noftroque præfentibus felicitet, & futuris notum fieri volumus, quia Wibodus venerabilis fânctæ Parmenfi Ecclefie Epifcopus fidelis nofter per Liutardum fummum Cancellarium noftum adit clementiam noftam, ut Abbatiam beati Pauli Apoftoli, Doctoris Genium fuis fuæque Ecclefie Parmenfi jure proprietario cum omnibus adjacentis, & pertinentis earum in integrum perpetuis temporibus concederemus; cujus precibus benignitatis noftre autem accommodantes, ejusque erga nos devotiffimam fidelitatem intendentes, juffimus fânctæ Parmenfi Ecclefie in honorem fânctæ Dei Genitricis femperque Virginis Mariæ dedicatæ, hoc Imperiali noftre auctoritatis fcribri præceptum, per quod concedimus, & donamus, atque largimur prælibatam Abbatiam Mediam in honorem beati Pauli dedicatam cum omnibus adjacentis, & pertinentis fuis, curtiis, capellis, & ædificiis eorum, terris, campis, pratis, vineis, fylvis, fervis, & ancillis utriusque fexus, mobilibus & immobilibus cum omni integritate eorum, cum univerfis, quæ dici, aut nominari poffunt, ad prædictam Abbatiam pertinentibus nofta Imperiali concessione, ut habeat, teneat, fruatur perenniter tam ille, quam & fuccelfores ejus ad partem fæpe nominatæ fûe Ecclefie, faciuntque. exinde quidquid fecundum æternum arbitrium melius eis placuerit. Quicumque vero contra hanc noftam donationem, concessionem, feu largitionem ire, agere, cauſari, vel de potestate prædicte Parmenfi Ecclefie fubrare quæſiverit, centum libras auri optime cogatur perfolvere, medietatem Palatio noftro, & medietatem præfato Wibodo Epifcopo, fuisque fuccelforibus ad partem prædicte Parmenfi Ecclefie, quibus violentia illata fuerit, & ut hæc noftre donationis, concessionis, largitionis auctoritas præfentibus, futurisque temporibus pleniffimum vigorem obtineat, & veris credatur, diligentiusque obſervetur, manu propria fubter firmavimus, & balla nofta infigniri juffimus.

Signum Domini CAROLI Imperatoris Augufti.

INQUIRINUS Notarius ad vicem LIUTGARDI Archiepifcopali recognovit.

Data 3. Idus Martii anno incarnationis Dominice . . .

Actum Ticino Palatio.

In Dei nomine feliciter. Amen.

XXXV.

888.

(1) Præceptum CAROLI Crassi Regis & Imperatoris quo Ecclefie Cabilonenſi Canonica Epifcoporum fuorum Electio concessa eſt. [PHIL. LABBEI Collectio Conciliorum, Tom. IX. col. 378.]

In nomine Sanctæ, & Individue Trinitatis; CAROLUS divina favente clementia Imperator Auguftus.

ſi ea, quæ divinis conveniunt auctoritatibus præcepto noſtræ altitudinis confirmamus, fupremam ob id gratiam promereri nullo modo dubitamus. Quocirca omnibus fânctæ Ecclefie fidelibus & noſtris, præfentibus & futuris, notum eſſe volumus, quod venerabilis Agilmarus Arvernorum Præful, adiens genia ſerentitatis noſtræ innoſuit, quoniam Girboldus Cabilonenſis Ecclefie venerabilis Antifites, & reverendus, infirmitate

(1) C'est le Pere Laïs, qui range cette Pièce circa finem anni 888. & qui nous avertit que le Pere ſirmond la donne ſous l'année 885. (Dugue.)

ANNO
888.

tate jam simulque senio confectus, non modicum metu sui obitus Civibus & Filiis Ecclesiæ sue inferret dolorem. Itaque nostram humiliter deprecatus est Dominationem, ut præstat Ecclesiæ Canonicam electionem concedere deberemus. Placuit ergo nobis saluberrimam acquiescere postulationi. Decernimus igitur, & pro Dei amore hoc eidem concedimus, ut obeunte Pastore proprio, omni deinceps tempore Canonici habeat electionem. Hoc denique, quod divino amore concessimus, nostro Imperiali præcepto confirmavimus, & annulo nostro insigniri iussimus.

Signum CAROLI Serenissimi Augusti.

SALOMON Notarius ad vicem LIUTVARDI Archicancellarii recognovi, & subsignavi. Datum pridie Idus Junii anno ab incarnatione Domini DCCC LXXXV. anno vero Regni Domini Caroli Imperatoris VIII. Imperii vero V. Actum apud Gundols Villam in Dei nomine feliciter. Amen.

XXXVI.

890.

Decretum Concilii Valentini quo, hortatu STEPHANI V. Papæ, LUDOVICUS, BOSONIS Regis Filius, in Regem per Episcopos Proceresque Regni Arelatensis eligitur. Actum Valentie anno Christi 890. STEPHANI Papæ V. anno 5. OTHONIS Regis anno III. Indictione VIII. [PHIL. LABBEI Collectio Conciliorum. Tom. IX. col. 424.]

ANNO incarnationis Dominicæ DCCCXC. Indictione VIII. religiosus, atque satis Venerabilis Bernoius, sacra Sedis Viennensis Archiepiscopus, pro quibusdam Ecclesiæ sue sive generalibus totius Regni necessitatibus, Sedem adiens Apostolicam, consulti ipsius Domini Apostolici, cui cura & sollicitudo inquit omnium Ecclesiarum, digno quoque fide relato de perturbatione huius Regni reulit, quomodo, post gloriosissimi Caroli Imperatoris obitum, aliquandiu sine Rege, & Principe existens, valde undique affligeretur non modo à propriis faculis quos nulla dominationis virga corcebat, sed etiam à Paganis, & quoniam ex una parte Northmani cuncta penitus devastantes infestabant, ex alia vero Saraceni Provinciam depopulantes Terram in solitudinem redegebant. His & aliis huiusmodi causis ab eo auditis, reverendus Dominus Stephanus Apostolicus ad lacrymas usque compunctus tam verbis quam scriptis generaliter ad omnes Galliarum Cizalpinarum tam Archiepiscopos, quam & reliquos Venerabiles Antistites directis, suo sanctissimo commonuit hortatu, ut unanimes atque concordēs omnes in Ludovico, nepote quondam Ludovici gloriosissimi Imperatoris, consentientes, hunc super Populum Dei Regem constituerent. Cum igitur diligenter compersissemus, quod assensus Sanctæ Catholicæ, & Apostolicæ Matris civitate huic faveret electioni, simul convenimus in Civitatem Valentiam, Dominus scilicet Aurelianus Lugdunensis Sedis Archiepiscopus, nec non & Dominus Rostagnus Urbis Arelatensis Archiepiscopus, Venerabilis quoque Arnaldus Ebrodunensis Archiepiscopus, ipse quoque Dominus Bernoius Viennensis Archiepiscopus cujus relato voluntatem Domini Apostolici venerabiliter accepimus, cum aliis compluribus Coepiscopis tractaturi, atque secundum Dei voluntatem quaesituri exploravimus, si hunc digne, & rationabiliter secundum monita Domini Apostolici cujus scripta præ manibus habebantur super nos Regem continere deberemus. Assensus itaque in eo omnium fuit, ut nullus melius Rex fieri debuisset, quam ille, qui ex propterea Imperiali prodians, bonæ puer indolis jam coadolefcebat. Cujus etiam ætas idonea ad reprimendam Barbarorum fævitiam minus sufficere videretur: tamen nobilium Principum istius Regni, quorum non parvus est numerus, consilio, & fortitudine, Deo iuvante, complerentur; maxime incliti Richardi Ducis criminique Principis fulta iuvamine, quin etiam Dominæ Hirmengardis gloriosissimæ Reginæ. Utilitas Regni insita sibi acutissima, atque profundissima à Deo prudentia adjuncta sibi supradictorum Episcoporum digno hortatu, procuramento totius Regni consilio, secundum Dei timorem decernimus administrabitur. Denique freti, & tanta sublevati fiducia, per Dei, ut credimus, voluntatem, supradictum Ludovicum excellentissimi Bosonis Regis Filium elegimus, ac in Regem ungendum decrevimus, iudicantes illum ad hoc dignum, cui præstantissimus Carolus Imperator jam

Regiam concesserat dignitatem, & Arnulphus, qui Successor ejus existit, per suum sceptrum perque suos sagacissimos Legatos, Reoculum videlicet Episcopum, & Bertaldum Comitem, fautor Regni, auctorque in omnibus esse comprobatur. Hac tanta talique fultu auctoritatis licentia, communi omnes in jam dictam Civitatem advenientes consensu, hanc Regiam fieri decrevimus conscriptionem manibusque insuper propriis ratam perennibusque eam temporibus felicem vigere præoptantes, roboravimus singulique subscripsimus.

XXXVII.

Recessus Imperialis ab Imperatore CAROLO Cras- 6. Jun.

so cum consensu tam spiritualium quem secularium Principum ordinatus, super Expeditione Romana per Romanorum Imperatores vel Reges, pro Corona suscipienda, aut aliqua Regni utilitate vel honore instituenda. Actum in Comitibus Wormatie die II. Idus Junii Anno DCCCXC. [CHRISTOPHORI LEHMANNI Chronicon Spirense. Lib. II. Cap. 42. pag. 152. col. a. où la Date est mise par erreur sous l'an 790. GOLDASTI Confit. Imper. Tom. I. pag. 207.]

In nomine Sanctæ, & Individuæ Trinitatis.

CAROLUS Divina favente gratia Rex Francorum & Romanorum. Si Prædecessorum nostrorum morem sequimur, non solum præsentibus, sed & succedentibus subvenire nitimur. Hac de causa universorum cognoscat experientia, qualiter dum pro nostra consecratione, coronæ perceptione proficiscendi tempus ad Apostolicam Sedem inflaret, quum cum multis Principibus annum Wormatie transigimus, ibique omnem Keipblugæ statum utilem & honestum confirmare, nocivum atque contrarium radicibus extirpare decrevimus. Interim dum hæc ageretur, casu contigit, Principes cum militibus de Romana expeditione, quæ tunc instabat, acerbè contendere, confringentes eos multo plures Halpergas de beneficiis suis sibi ducere, quam illi fateantur se posse, vel jure debere. Sed quando hoc non ab aliquo Antecessorum nostrorum terminatum fuerit, duximus dignum, ut eorum alterationi finem commodum imponeremus, & eorum decretam & certam aliquam legem super omni Romana expeditione concederemus. Statuimus ergo & decrevimus, cum consensu tam spiritualium quam secularium Principum, ibidem nobiscum assidentium, quando pro Corona nostra vel aliqua Regni utilitate aut honore, Romana expeditio à nobis, vel à Successoribus nostris preparatur, ad omnium nobiscum euntium preparationem annum cum sex hebdomadibus pro indicatis detur, & per totum taliter Regnum fidelibus nostris indicetur: Cuiusque autem secundum hanc legem eadem expeditio impetretur, & ad Curiam Gallorum, hoc est, in campum, qui vulgo Rungalle dicitur, Dominum suum non comiteatur, & ibi cum militari apparatu non repræsentetur; feodo (præter hos qui cum gratia Dominorum suorum remanserunt,) in conspectu nostro absque spe recuperationis privetur; qui autem per Dominum, sive liberi, sive famuli, Dominis suis adhaeserint, quot decem manifestos in Beneficio possideant, tot brunias cum duobus scutariis singulas marcas accipiant: Et sic eundo & redeundo cum hoc stipendio, sine omni Dominorum damno vel expensa, nisi quantum ipsis Dominis placuerit, fideliter serviant. Si autem forte (quod absit) accidat, ut iidem Milites diversos Dominos propter diversa beneficia acquirant, ne aliquod beneficium indebitum vel sine servitio remaneat, singuli singula debita singulis Dominis persolvant: videlicet quantum ab ipsis, si ierint, accepturi erant, tantum se daturos cognoscant: vel in præfato loco (ut dictum est) feodum amittant: sed stipendia, nisi voluntate Dominorum, non prætermittant. Similiter de Ecclesiarum Filiis vel Domesticis, id est, Ministerialibus vel quorumcumque Principum clientela, qui quotidie ad servendum parati esse debent, statuimus, ut quicunque quinquè manifestos in Beneficio possident, Domino suo, ad quem pertinent, bruniam cum uno scutario ducant. Et hoc in arbitrio Dominorum pendeat, quos ducant, à quibus stipendia accipiant, quibus Halpergas concedant. Ipsi & ad itineris preparationem quinquè librae suæ monetæ in stipendium tribuantur, & duo equi, unus currens, alter ambulans, addatur, ac duobus Sociis fœderis

ANNO
890.

ANNO
890.

maris Visualibus bene oneratus committatur, qui ab ipsis ad opus Dominorum diligenter custodiatur. Ipsi quoque in Dominorum tam diu vivant procuracione, quam diu in incepta vadant expeditione: Et quicquid a rebellibus Regni pugnando acquisierint, partes duas ad Dominos deferant, tertiam sibi pro consolatione retineant. Quos autem non possunt Dominum, ad ipsos reportant tertiam partem acquisiti sui Singuli vero Principes suos habeant Officionarios speciales, Marfaleum, Dapiferum, Pincernam & Kamerarium: Qui quatuor quanto plus sunt laboraturi, tanto plus in stipendio. in vestitu, in equitatu, præ cæteris sunt honorandi scilicet, & unicuique illorum decem libras cum tribus equis tribuantur: quartus Marfaleo addatur: quorum unum ad præcurandum, alterum ad pugnandum, tertium ad spatiandum, quartum ad loricae portandum. Isti vero tales remanere cupientes, si apud Dominos impetrare valeant, quot manfos possideant, monent, vel totum fructum eorum in illo anno pro stipendio persolvant. Ut autem nostrum Imperium ab omnibus habeat supplementum, hoc constituimus, & firmiter præcipimus, ut singuli Baringi decem cum duodecim fignibus de canapo solidos Dominis suis impendant, & insuper fouarum cum capistro concedant, quem si Dominum voluerint, ipsi ad primam navem aquam usque perducant. Mandionarius quinque solidos: Absarius triginta Denarios: Buniarius quindecim: quorumlibet larium Possessores sex suppleant. Et ut hæc nostri Decreti auctoritas inviolabilem & incorruptam in Dei nomine apud omnes Successores nostros obtineat emunitatem, cunctis Principibus, qui aderant stipulantibus, manu propria subter eam roborare decrevimus, & annuli nostri Signo assignari iussimus. Signum Caroli gloriosissimi Regis, Hermannus Notarius ad vicem Luitwardi Cancellarii recognovi. Data IIX. Idus Junii, Anno ab Incarnatione Domini N. J. X. DCCCXC Regni autem ejus XXII. ante consecrationem. Actum Wormatiæ feliciter Amen.

XXXVIII.

891.
Mai.

Instrumentum Concombi quorundam Bonorum, inter ADOLPHUM Comitem in Aprutio, & JOHANNEM Episcopum Sedis Sanctæ Ecclesiæ Aprutinenfis. Actum anno primo GUIDONIS Imperii in Italia. Indictione vero nona. [FERD. UGHELLI Italia Sacra, Tom. V. in Append. col. 1475. prior. Edit. & Tom. I. col. 344. ult. Venet. Ao. 1717.]

In nomine Domini, & Dei nostri Jesu Christi.

GUIDO gratia Dei Adelbertum ordinante providentia Imperator Augustus Imperii ejus in Dei nomine in Italia primo, mense Madius per Indictione nona. Ideo constat me Adelbertum Comitem de Aprutio, Filium quondam Joduin, propria mea bona voluntate concambiante, & arque concambiavimus tecum Johanne Venerabilis Sedis Sanctæ Ecclesiæ Aprutinenfis Episcopo, vel in ipso vestro Episcopo id est de re mea, quæ mihi obvenit de meo conquisito in Aprutio in casali, quod nominatur Font'e coperta in omnibus qualiter mihi obvenit a Scigelberga ancilla Dei relicta, quod totam per solitam cartulæ sanctæ suam legem de illa sua tertia portione, quæ est ad locum ubi dicitur Favianiano, quod est inter Terram Alberge permanens in una petia in corte de Terra Modiorum decem, & septem, cum Casis, Terris, & Vineis, cum Pomis, & Arboribus, & cum omnia super se habentes, quæ est a Capo fine via pede usque in flumine Veczola de duabus partibus fine Terra Adelberge, & in alia petia ibidem in ipso Casale Terra Silva Modiorum XX. qui est a capo exhab. uno latere conjuncta cum Terra Sanctæ Mariæ, de alio latere fine Terra, & Silva Sanctæ Mariæ da pede fine illa Beczola, & in alia petia in ipso superscripto Casale Terra Modiorum quatuor, & semidiale de duo latere fine Terra Adelberge da Capo fine via de pede fine illa ripa, & in alia petia Terra Modiorum, quæ est ex omni parte fine Terra Adelberge, & in alia petia ibidem in ipso superscripto Casale Terra Silva Modiorum VII, & Semidiale quæ est a Capo, & pede fine via de duabus partibus fine Terra Adelberge, quæ est in alia petia Terra Modiorum IV. da uno latere conjuncta cum Terra Sanctæ Mariæ de tribus partibus fine Terra Adelberge, & in alia petia in ipso Casale Terra Modiorum XXX. de duabus partibus fine Terra Adelberge, & de alio latere fine illo limite, & fine via, quæ est in alia petia in corte Terra

Modiorum VI. cum Casa, & Vineis, Pomis, & Arboribus, & cum omnia super se habentes, quæ est a Capo fine via, & pede fine ripa de duabus partibus Terra Adelberge, & in alia petia super via Terra modio uno, quæ est a pede fine via de tribus partibus Terra Adelberge, & in alia petia Terra Modiorum quatuor de Capo fine via pede fine ripa de duabus partibus Terra Adelberge, & in alio Casale, quod nominatur Scapiano Terra modio uno, quæ est ab uno latere fine Terra Adelberge da pede fine Terra per te fusquia & in alio Casale, quod nominatur Sacrimano Terra Modio unam de tribus partibus fine Terra Aimeradi & in alio Casale, quod nominatur Perromano Terra Modio uno, quæ est ex omnibus partibus Terra Adelberge, quia in alio Casale in Cerrero maxima Terra Modiorum quatuor da Capo de la Olibola conjuncta cum Terra Sanctæ Mariæ ab uno latere, & a Capo fine illa ripa da pede fine illo rivo illa superscripta res cum omnia supra se habente, sic ego Adelbertus Comes concambiavi tibi Johanni Episcopo, vel in ipso vestro Episcopo, & ad proprietatem Episcopi jure, & unde recepit ego Adelbertus da te Domino Johanne Episcopo, in cambio de rebus proprietatis Episcopi vestri per consensum de Primatis Sacerdotibus de ipso vestro Episcopo in Casale, quod nominatur Casale, in una petia Modiorum VI. & festaria IV. quæ est a Capo fine via duo partibus conjuncta cum Terra mea, & in alia petia Terra Modiorum quatuor de tribus partibus conjuncta cum terra mea da pede limite, & in alia petia Terra Modiorum XIV. quæ est a Capo fine via pede fine illo rigo, & in alio latere fine Terra de curte tua de Scapiano, & in alio Casale, quod nominatur Cefenano, in una petia Terra Modiorum VI. & festaria VII. da uno latere fine Terra Teutoni, de alio latere fine Terra Sancti Petri da pede fine via, & in Casale nomine Ancariano terra Modiorum duo, & festaria quatuor, quæ est a Capo, & ab uno latere fine via dab alio latere, & a pede terra Candoni, & in alio Casale, quod nominatur Optalano in una petia Terra Modiorum XIX. qui est a Capo fine via ab uno latere Sancti Petri de ab alio latere Candoni da pede Evardi, & in alia petia in ipso Casale Terra Modiorum sex, quæ est a Capo fine via de tribus partibus fine Terra Sancti Petri, & in alia petia in ipso Casale Terra Modiorum XII. ab uno latere, & pede fine via, & ab alio latere Sancti Petri, & Capo fine Terra Gualteri, & in alia duo partibus Terra Modiorum quinque da Capo, & ab uno latere fine via, & pede Gauprandi, & de alio latere Sancti Petri, & in alia petia Terra Modiorum decem de duabus partibus Terra Sancti Petri da capo fine via da pede fine fluvium infra superscripta res cum Casis, Terris, & Vineis cum Pomis, & Arboribus, & cum omnia super se habente: sic ego Adelbertus recepi a te Domino Johanne Episcopo in concambio per consensum de primatis Sacerdotibus ad meam proprietatem, & est in meum congruum, quod apud me designat: etiam habere in isto superscripto concambio sui missus de pars rei aperto Scelaber de pars Pontifici Petri Archidiacono, & vice Dominus, & tres boni homines, quorum fides admittitur. Nomina eorum Lupo, & Grimaldo, & Aldo, qui interfuerunt, & in omnibus eorum compositus ut plus, & melioratam rem recipere ad pars Episcopi, quam illa quod ego recepi. Et hoc reprimio ego q. S. Adelbertus tibi Johanni Episcopo, ut si ego, vel meis Hæredibus tibi, aut tuis Successoribus aliqua causatione mittere præsumpserimus de superscripta re, quæ ego tibi, vel in ipso Episcopo vestro concambiavi, aut a quolibet homine defendere, & antestare enim poterimus talia tale res duplici, & meliorata ego Adelbertus, vel meis Hæredibus tibi Johanni Episcopo, vel tuis Successoribus finis compositurus in ipsi manus Casali, unde hac cartula concambiationis a me Adelbertus.

- * Ego ADELBERTUS Comes in hoc cambio a me facta manum meam subscripsi.
- * Ego PERTO SCIABINO eo misto in hoc concambiatione interfui, & manus meas subscripsi.
- * Ego LUPO in hac cambiatione interfui, & manus meas subscripsi.
- * Ego GRIMALDUS in hac cambiatione interfui & manus meas subscripsi.
- * Ego ALDO in hac cambiatione interfui, & manus meas subscripsi.
- * Ego ATTO rog. ab ADELBERTO manus meas subscripsi.
- * Ego BENEDICTUS rog. ab ADELBERTO manus meas subscripsi.

XXXIX.

ANNO
891.

ANNO

894.
3. Mai.

XXXIX.

Instrumentum Concambii quorundam Bonorum inter ADELBERTUM Comitem in Aprutio, & JOANNEM Episcopum Sedis Sanctæ Ecclesiæ Aprutinenfis. Actum anno quarto GUIDONIS Cæsaris Imperii diei 3. Maji, Indictione 12. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra Tom. V. in Append. col. 1478. prior. Edit. Rom. & Tom. I. col. 345. ult. Venet. A.º 1717.]

In nomine Domini nostri Jesu Christi.

GUIDO, grandi divina ordinante providentia, Imperator Augustus anno Imperii ejus, Duo propitio, quarto, sed regnante Lamberto Filio ejus Imperatore vero tertio, sed a tertia die Mensis Maji per indictione duodecima. Ideoque ego Adelbertus Comes de Aprutio filius quondam Lodovyn, cumcambiamus, atque cumcambiamus tecum Johanne Episcopo Sedis S. Aprutienfis Episcopi. Itaque cumcambiamus tecum de res mea in Aprutienfis territorio in Casali, quod nominatur Campi, qui est permanfura in una petia in uno tenente, terra modiorum mille nongenti triginta cum sylva, & omnia super se habente tecum Johannes Episcopus cumcambiamus ad proprietatem ad pars Episcopii vestri; & dedit tibi Domino Johanni Episcopo in concambium ibidem in Campi conjuncta cum ipsa superfcripta res terra permanfura modiorum centum septuaginta cum omnia super se habente pro ipsa Ecclesia, quæ edificata est in honore Sancti Petri, quæ ista est in Casale, quod nominatur Tocciano, & est conjuncta ista mea res de uno lato sine rigo, de alio lato sine fluvio Comano, & de alio lato sine rigo de capo fine Ismitæ. Ista omnia superfcripta, res, quod super continet faciunt infimul terra modiorum duo milia centum cumcambiamus tecum Dominus Johannes Episcopus ad pars Episcopii vestri pro ipsa res, quam Dominus Johannes Episcopus mihi in cambio dedisti, in Casale nomine Tocciano, qui est permanfura terra modiorum quingenti, & duodecim, quæ est conjuncta a capo via de uno latere terra mea Adelberti Comes, & de alio lato fluvio Truino, in alia petia terra modiorum duodecim, quæ est conjuncta cum mea terra, & duo petie terra modiorum decem, & septem conjuncta cum mea terra, qui est tres petie terra permanfura modiorum ses, & sceltaria quatuor, qui est conjuncta cum mea terra, & tres petie permanfura modiorum tres, & sceltaria quatuor, quæ est conjuncta cum terra mea in Fredi, iterum in alia petia in superfcripta terra modiorum duocenti, & sexaginta cum ipsa Ecclesia, quæ vocabatur Sancti Petri, cum cellis, & cum omnia super se habentem, quæ est conjuncta de pede via de lato fine terra mea, & in alia petia terra modiorum decem, quæ est conjuncta de duobus partibus via, & in alia petia terra modiorum unum, & sceltaria decem, quæ est conjuncta fine terræ de Senaldi ista mea res, quæ est in Casale nomine Taciano dictum Dominus Johannes Episcopus in eodem cambio recepit pro ipsis rebus, quæ tibi ad op. Episcopo vestro, quæ in cambio dedit recepit a te Domino Johanne Episcopo in ipso cambio in Casale nomine Coramano, in sex petiis cum omnia super se habente terra permanfura modiorum septuaginta duo, & sceltaria quatuor, quæ est conjuncta cum terra mea, quæ mihi de toto ejus fodicito, & longem per cartule obvenit, & recepit a te in eundem cambium in Casale Sardenaria, & in Casale Massiano terra modiorum sex, & sceltaria septem in sex petiis cum omnia super se habente, conjuncta est cum mea terra, & de Monasterio Sanctæ Mariæ, iterum & in alio Casale, quod nominatur Areliliano in tres petias modio uno, & sceltaria una conjuncta cum mea terra Adelberti Comes, quia & in Casale nomine Lippido in tres petias terra modiorum novem, quæ est conjuncta cum mea terra, sed recepit ego in eodem cambio in alio Casale, quod nominatur Serriano terra modiorum quatuor in duas petias conjuncta cum mea terra, & in Casale Pesceniano in due petie terra permanfura modiorum quadraginta quinque, & sceltaria sex cum casa, & vinea, omnia super se habente, quæ est conjuncta ipsa terra de duas pars fine terra sancti Petri, de alias pars fossato de pede rivo, & recepit ego Adelbertus Comes in eodem cambio a te Domino Johanne Episcopo super Cefenana in loco, qui dicitur Areliano una petia de terra modiorum septuaginta, & duo, cum sylva, & omnia super se habente, quæ est conjuncta a capo via pede rivo, & de alia pars terra Luponi, & de consorti sui, quod recepit in eodem cambio a te Dom. Johannes Episcopus

Tom. I.

de res Episcopii vestri in una petia terra quadringenti cum sylva, & omnia infra se habente, quæ est conjuncta de uno lato fine terra mea de Coperiano, & terra in Borge, & de alio lato similiter, & mea & Ramborge de capo, fine terra Sancti Stephani, & in alia petia ibidem subter Ecclesia Sancti Stephani, qui est da Boria in una petia terra modiorum duocenti cum sylva, & cum omnia super se habente, quæ est conjuncta, & da capo fine terra Sancti Stephani de pede Iffoni Gastaldo de duos latere fine terra Ramborge, & Teuton, & recepit a te in eodem cambio in Casali, quod nominatur Birgiliano, & in Castaneto, & viginti, & duo petiis terra permanfura modiorum centum cum sylva, & omnia super se habente, & sunt istæ viginti duo petias conjuncta cum terra Elpini, & Amelfridi, & terra, quæ fuit Teubaldi, ista omnes superfcripta res, qui est mei Casali, est ipsa superfcripta Ecclesia beati sancti Petri, qui est meo Casale Tocciano in eodem cambio da te Dominus Johannes Episcopus recepit, cum omnia super ipsis rebus, cum omnia super ipsas res habente pro ipsa omnia mea res, quæ ego Adelbertus Comes a tibi Dom. Johanni Episcopo ad pars Episcopii vestri in casale nomine Campi in cambio dedi, & ac super rerum ambarum cambium venerunt missus de pars Pontificis, hoc est Albertus Presbyter, & mansionarius, & da pars Regi fuit missio dilecto Perto Calbu, & tres homines cum quorum fides admittitur, hoc est Almelredo, & Crespo, & Teuderico, & eorum hominis comparuit, quia plus, & melioratas res recipiebant ipse Johannes Episcopus ad pars Episcopii sui, quod ipse Adelbertus Comes da pars Episcopii recepit, & hoc reprimto ego Adelbertus Comes tibi Dom. Johanni Episcopo, si ego vel meis Hereditibus tibi Dom. Johanni Episcopo, vel ad tuis successoribus de ipso superfcripto meo cambio, quod tecum concambiamus ad pars Episcopii vestri aliquam cautionem mittere prælumferimus, & a quolibet homine defendere non poterimus, alia talia res dupla, & meliorata ego, vel meis Hereditibus tibi Domino Johanni Episcopo, tuisque successoribus ad pars Episcopii vestri sum compositorum in superfcripto Casale, & cartula a me facta Glandolfo notario scribere rogabit. Actum in Aprutio.

- * Ego ADELBERTUS Comes in hoc cambio a me facto manus meas scripsi.
- * Ego PERTO SCLABINO, & missio in hoc cambium interfui, & manu mea scripsi.
- * Ego MAILFREDO in hoc cambio interfui manu mea scripsi.
- * Ego TEUDERICO in hoc cambio interfui, manu mea scripsi.
- * Ego PERTEFUSO rogatus ab ADELBERTO Comite manu mea scripsi.
- * Ego TEUTO rogatus ab ADELBERTO Comite manu mea scripsi.
- * Ego LUPO rogatus ab ADELBERTO Comite manu mea scripsi.

XL.

Sententia lata per Casavon Legatos inter JOHANNEM Episcopum Aprutinensem & LADEPERTUM Advocatum Regium de quodam loco ab utraque parte sibi asserto. Actum (1) anno V. LAMBERTI Imperatoris mense Martio Indictione XV. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra Tom. V. in Append. col. 1480. prior. Edit. Rom. & Tom. I. col. 347. ult. Venet. A.º 1717.]

In Dei nomine.

NOTITIA judicati qualiter in castro a sancto Flabiano in placito residentes Leudericus, & Gisto missi D. Imperatori pro singulorum hominum iustitia fieri faciendum, vel liberandum intentione, ibi residentes Maurilius Episcopus de Afulco, Elperinus Gastaldus de Afulco, Teutobassus Domini Imperatoris Adduipreito, Trefidus Sculadus de Aprutio, Sichelmus Castaldus de Afulco, Ubaldebertus Aldoteudi, Sculadidrolfus Elifemaiion, Scambertus Per-

(1) Cette Date indique l'an de la nativité 897. & d'accorde avec les arrangements d'Onuphrius Panvinius, Fastorum lib. 4. de Riccardi, Chronic. Magn. scilicet. & du Pere Labbe, Chronolog. Histor. Part. II. Sec. 9. Elle détruit au contraire le sentiment du seigneur du Pape Petrus, qui veut, dans son Abgege Chronologique, Liv. VIII. Chap. 10. que Lambert eût été né à la fin de l'an 892. [D.V.M.]

ANNO

894.

ANNO
894.

Pertefedus, & Aliopterus Mango, Armericus, Coob-
teramus, Rodaldus, & reliqui plures in nostris omni-
bus meis presentia veniens Dominus Johannes Episcopus
Sedis S. Aprutinis cum Alberto Advocato de
ipso Episcopio, & querelam nobis reddentes super La-
deperio, qui Advocatus erat de Regi parte de Comitatu
Aprutio iudicante nobis de isto Ladeperio, quia con-
tradidit nobis ipsas res de Musiano, & ipso Gualdo
de Gomano qui pertinet de ipsa nostra curte de Muntone
quem Dominus Carolus Imperator in Sancta Maria,
& in Sancto Flabiano, pro mercede animæ suæ per
istum præceptum quod in manus tenemus, & ante nos
ostendimus pro anima sua confirmavit, & dedit. Tunc
nos dicti Iudices legere fecimus ipsum præceptum.
Continebant in ipso præcepta, quod Dominus Carolus
Imperator fecerat quomodo ipsa curte de Muntone
cum omnia pertinentia, vel adiacentia sua cum servis,
& ancillis, mobile vel immobile omnia, & in omnibus
terris, & vineis, olivetis, pomis, arboribus, sylvis,
gualdisque, & usu aquarum omnia, & in omnibus
ad ipsam curtem pertinentibus de Muntone Sanctæ Ma-
rie, & sancti Flaviani pro mercede animæ suæ in in-
terum concederat. Tunc nos dicti Iudices interrogavi-
mus ipsum Ladeperium Advocatum de Regi parte, qui
de hac causa dicere, vel respondere voluisset. Tunc
ipse Ladeperus ad hæc respondebat, & dixit, quia ipsa
res de Musiano, & ipse Gualdo de Gomano, quia iste
Albertus Advocatus Johannis Episcopi de suo Episco-
pio mihi queris, quis eis contendere, quia de illa cur-
te publica de Paroniano nunquam pertinet, tum ipse Al-
bertus contra Ladeperium dicebat, nec sciam usque id
fieri dictum, quod tanti querit de illa curte publica de
Paroniano, nunquam pertinet quia ego dico nomine
tales homines, quæ de ista causa vobis veritatem di-
cant, tunc ipse Albertus Advocatus hæc præfens in ip-
so placito dixit, Inquire istos homines. Hoc fuerunt
Brunengus, Infari, Christofan, Icanus, Onor. Ikenardus,
interrogat, & inquire de ista causa vobis veritatem
dicant ab eo isti, & alii tunc ipsi dicti missi, & Iudices
fecerunt interrogare ipsos Brunengum, & Infari,
Christofanum, Icanum, Onorium, Ikenardum. quem
de ipsa res, quem iste Albertus cum Ladeperio inten-
tionem habet, ut exinde vobis veritatem dicat, & ipse
Brunengus, & Infari, Christofanus, Icanus, Ono-
rius, Ikenardus dixerunt, & professi fuerunt, quia ipsa
res de Musiano, & ipse Gualdo de Gomano per obli-
cum vobis exinde veritatem dicimus, quia plus pertinet
ad Muntone ad ipsam curtem, quæ ad Paroniam
nunquam pertinet, nec pertinet, tunc nos dicti missi,
& Iudices interrogavimus ipsum dictum Ladeperium,
qui Advocatus erat de ipso Comitatu de Aprutio de
Regi parte, si habuisset tales homines, qui contra istos
homines aliquid dicere aut contendere voluissent.
Tunc ipse Ladeperus, hic præfens renunciavit, & di-
xit quia non habeo, nec possum habere tales homines,
qui intra istos homines aliquid de ista inquisitione ali-
quid contendere possint. Tunc nos dicti missi, & Iudices
taliter audistimus ipsum Ladeperium dicere, quæ
non habebat tales homines, qui contra ipsam inquisi-
tionem dicere potuisset; rectum nobis paruit, & ita,
& renunciavimus ipsi Johanni Episcopo, & Alberti Ad-
vocato de ipso Episcopio, ut ipsas res de Musiano, &
de ipso Gualdo de Gomano recolligere ad partes de ip-
so Episcopio, & ipse Ladeperus de parte Regis se re-
quiescere. Et vere diximus pro securitate de ipso Episco-
pio, vel propter futuris temporibus memoriam. Ego
CONSTANTINUS Notarius ex dicto de dictis missis.
Ego CONSTANTINUS Notarius scripsi in anno
quinto LAMBERTI Imperatoris mense Martio per
Indictionem XV.

Ego LEO DE RICO ibi fui.

Ego TEUTO ibi fui.

Ego BASSUS ibi fui.

Ego MAURISIUS Episcopus ibi fui.

Ego ELPERINO ibi fui.

Ego PERTO ibi fui.

Ego TRESADIO ibi fui.

Ego MANGO ibi fui.

Ego SICHELMO ibi fui.

Ego ADOM ibi fui.

Ego TEXDORARDUS ibi fui.

Ego GUALDEPERTUS ibi fui.

Ego ELISEUS ibi fui.

Ego MAJO ibi fui.

Ego RODOLFUS ibi fui.

Ego ESCATBERTUS ibi fui.

XLI.

Donatio de Terra quæ dicitur Campus Regis ab
Imperatore LAMBERTO Ecclesie B. JOAN-
NIS, & Episcopatus Florentini facta 12. Kal.
Junii anno 898. [FERDIN. UGHELLI
Italia Sacra, Tom. III. Tit. Archiep. Florent.
col. 36. prior. Edit. Rom. & col. 27. ult. Ve-
net. Aº. 1718.]

In nomine Sanctæ, & individue Trinitatis.

LAMBERTUS divina favente clementia Imperator
Augustus, &c. Novertit omnium fidelium Sanctæ
Dei Ecclesiæ, nostrorumque presentium videlicet, &
futurorum industria, quod intervenit, ac petitione Do-
genitricis nostræ Agiltrudis Sere. Imperatricis con-
cessimus, & condonavimus Ecclesiæ B. Joannis Episco-
patus Florentino, cui Grasulphus venerabilis Episco-
pus, auctore Deo, præfisse videtur, id est, terram ad
modos duodecim, quæ dicitur Campus Regis prope
ipsam Ecclesiam pertinentem hæctenus de Curte Regis,
ita terminatam de duabus partibus, terram ipsius Eccle-
siæ de tertia parte quæ præcurrit fluvius Munione, de
quarta parte terram Magiberti Presbyteri, & Mauri-
perti, & Floriperti & de Confortibus eorum. Item
medio loco petum terre unum pertinentem de Curte
Beneventana ad modicos sex prope Ecclesiam S. Mi-
nati, ubi requiescunt sanctorum corpora novem,
quatenus in perpetuum in jure, & potestate ipsius
Ecclesiæ prædictam terram cum suis terminationibus
jure proprietarii possideat, sicut usque modo a
parte publica possessa fuisse dignoscitur, habeatque
idem Prasul Grasulphus, & qui pro tempore ibi-
dem Pontifex fuerit, ex nostra Imperiali auctoritate ad
honorem ejusdem Florentini Episcopatus, potestatem
jam dictam terram tenere, possidere, vendere, mani-
cipare, donare, & quicquid voluerit facere, ut laus, &
decus Ecclesiæ semper Christo miserante accrescat. Si
autem, quod minime credimus, aliquis minister publi-
cus, aut qualibet persona, parva vel magna, hoc nostræ
pietatis, & concessionis, præceptum in aliquo violare
tentaverit, sciat se compositurum auri optimi libras tri-
ginta, medietatem Palatio nostro, & medietatem parti
ejusdem Ecclesiæ. Et ut verius credatur, & diligentius
ab omnibus observetur, manu propria subfignavimus,
nostrisque annulo justissimus insignivi.

Signum Domini LAMBERTI Serenissimi Imperatoris
Augusti.ANDREAS Notarius ad vicem ARMOLONIS Ar-
chicancellarii recognovi, & conscripsi.

Data anno Incarnationis Domini 898. Domini quoque
LAMBERTI pissimi Imperatoris. 7. decimo secundo
Kal. Junii Indictione prima. Actum Ravennæ in Dei
nomine feliciter. Amen.

XLII.

Donatio Regis BERENGARII, sive Confirmatio
prioris Donationis de Terra, quæ dicitur Campus
Regis, Ecclesiæ sanctorum JOANNIS & MI-
NIATI, quæ Caput est Florentini Episcopatus,
acta Papæ 7. Kal. Maji. 899. [FERDIN.
UGHELLI Italia Sacra, Tom. III. Tit. Ar-
chiep. Florent. col. 37. prior. Edit. Rom. & col.
28. ult. Venet. Aº. 1718.]

In honorem Domini nostri Jesu Christi Dei eterni.

BERENGARIUS divina favente clementia Rex. Si
venerabilium locorum divino cultui mancipatis Episco-
patibus munus quodlibet nostræ dilapidatis concedimus
præmia sine fine manfissa Domino largiente percipere
non ambigimus. Quapropter omnium Fidelium Sanctæ
Dei Ecclesiæ nostrorumque presentium scilicet, &
futurorum noverit industria, quoniam intervenit, ac pe-
titione Zenobii venerabilis Episcopi, & dilecti Consilia-
rii nostri concessimus, & condonavimus Ecclesiæ Sanc-
torum Joannis & Minati, quæ caput est Florentini E-
piscopatus, cui auctore Deo Grasulphus Episcopus
præfisse videtur; Terram videlicet ad modos duodecim,
quæ dicitur Campus Regis prope ipsam Ecclesiam S.
Joannis positam, hæctenus pertinentem de curte Regis
sita Florentiæ, & ita determinatur; de duabus partibus
terram ipsius Ecclesiæ, ex tertia parte præcurrit Fluvius
Munione, de quarta vero parte terra qua Magiberti,
& Mauriperti, & Floriperti, eorumque consortium.
Aliam quoque petiam terræ, ad modicos sex hæctenus
per-

ANNO
898.
21. Mai.899.
24. Avr.

ANNO
899.

pertinentem de curte Beneventana, postquam prope Ecclesiam S. Miniari, & est ipsa terra circumdata de omni parte terra beati Miniari; in cuius Ecclesia Sanctorum corpora octo quiescunt, de nostro jure, & potestate predictam terram, sicut superius legitur, etiam suis terminationibus in jus, & potestatem ipsius Ecclesie modis omnibus transfundimus, & perdonamus, ut Præsul ipsius Ecclesie habeat, teneat, atque possideat, potestatemque habeat ad honorem jam dicti Episcopatus donandi, vendendi, commutandi, seu mancipandi remota totius potestatis iniquitudine exempla. Si quis igitur, quod minime credimus, contra hoc nostræ concessionis præceptum infringere tentaverit, sciat se compositurum auri optimi libras triginta, medietatem Palatio nostro, & medietatem parti ipsius Ecclesie. Ut autem verius credatur, & diligentius ab omnibus observetur, manu propria roboratum, annulo nostro subter jussimus sigillari exempla.

Signum
Domini



BERENGARII gloriosissimi Regis.

MARTINUS, &c. ad vicem PETRI Episcopi, & Archicancellarii recognovi.

Data 7. Kal. Maji anno Incarnationis Domini 899. Domini autem BERENGARII gloriosissimi Regis 12. Indictione 2. Actum Papie in Dei honorem feliciter.

XLIII.

904.

Capitula Concilii Romani tempore JOANNIS IX. Papæ habiti, quibus ALIA STEPHANI VI. si-
ve VII. contra FORMOSUM rescinduntur & improbantur, Coronatio LAMBERTI Imperatoris tanquam firma & in æternum stabilitate confirmatur; Illa verò BERENGARII, quæ per surreptionem extorta fuit abdicatur. Anno Domini 904. [PHIL. LABBEI Collectio Conciliorum. Tom. IX. col. 702.]

De abrogatione Pfendo-Synodi habite à STEPHANO Prædecessore.

CAPITULA.

(a) Alii, I. SYNODUM tempore piæ recordationis (a) Sexti Stephani Papæ decessoris videlicet nostri celebratam, in quam venerabile corpus Formosi venerandi Papæ de sepultura violata per terram tractum est, & quasi ad judicium deductum iudicari, & damnari præsumptum est: quod nunquam decessorum nostrorum temporibus factum fuisse traditum est, penitus abdicamus.

Et ne ulterius præsumatur fieri, per quolibet Spiritus Sancti iudicium interdicimus: quia ad judicium vocari mortuus non potest, cum Persona quæ ad judicium vocatur, ideo vocetur, ut aut fateatur objecta, aut convincatur obiectis. Et omnibus patet, quia mortui cadaver pro se nec respondere, nec satisfacere potest.

II. Episcopi, & Presbyteri, & reliquis clerus, qui eidem Synodo interfuerint, quia ipsi veniam petentes, coactos se terroris metu ac formidine interfuisse confessi sunt, prece sanctæ Synodi eis indulgimus, statuentes & decernentes, ut nullus futuris temporibus Episcopis vim inferre vel eos temere lacerare præsumat, quatenus cum ad Synodum pervenerint, libere eis tractare, & statuere liceat, quæ sanctorum Patrum canonica censura decrevit.

Nollusque eos lacerare, vel sacris Canonibus conceptis absque audientia & iusta examinatione inquirere, facultatibus nudare, aut quoquo modo in custodiam tradere absque status sui periculo pertinet, dicente Domino: (b) Nolite tangere Christos meos; in Prophetis meis nolite malignari. Indignum quippe est, ut Sacerdotum Senatus præiudicet, cum pateat populum sequendum non esse, sed docendum.

III. Quia necessitas causa de Portuensi Ecclesia Formosus pro vitæ merito ad Apostolicam Sedem proventus est, statim, & omnino decernimus, ut id in exemplum nullus assumat; præsertim cum sacri Canones hoc penitus interdiciant, & præsumentes tanta fe-

TOM. I.

riant ultione, ut etiam in fine læicam eis prohibeant communionem. Quippe quod necessitate aliquoties (c) indultum est, necessitate cessante in auctoritatem summam non est permittum. Sed neque de gradu Ecclesiastico Synodice ejectionem, & non canonicè restitutum, ad altiora provehere ullus præsumat prout de Bonifacio, primo de Subdiaconatu, postmodum de Presbyteratu depositum popularis manus agere præsumpsit. Si quis verò cujuscumque sit ordinis vel Potestatis contempto Deo, & calcatis sanctorum Patrum statutis, id quoquo modo tentaverit, non solum Apostolico iudicio anathemate feriat, sed etiam indignationem Imperialem experiat, quatenus Sanctæ Ecclesie status inviolabiliter persilatis, & iniquorum præsumptio accipiat ultionem.

IV. Episcopi igitur seu Presbyteri atque Diaconi, nec non & Subdiaconi, ceterique alterius ordinis sanctæ Sedis Apostolicæ, qui ab eodem venerando Papæ Formoso canonice consecrati, & pro quorundam libitu temere dicebantur, in propriis ordinibus, & gradibus communi sanctæ Synodi consensu reducimus, perpetuoque robore, ac canonica censura stabilitos Deo auctore decernimus.

V. Recordationes, seu rebaptizationes & sedium mutationes sancti Patres in Africano Concilio congregati omnimodis interdixerunt: quos secuti, & nos interdiximus, statuentes Ecclesie, cui regulariter præpositi, perpetuo consistent; neque eis sine canonica auctoritatis publica censura electis, alii ordinentur, & Ecclesie divisionem sustineant: sed secundum quod sancti Patres statuerunt, unusquisque Episcopus quæ Ecclesie curam habeat, & Ecclesiasticarum rerum potestatem possit, ne quoquomodo scissuram Sanctæ patriar. Ecclesia, quia nec militibus Christum crucifigentibus ejus tunica scindere permittum est.

VI. Unionem itaque sacri Chrismatism in spirituale filium nostrum Dominum, videlicet Lambertum excellentissimum Imperatorem actam, perpetua stabilitate, dignitatibus decoratam, firmam & in æternum stabilitam esse, Sancto suffragante Spiritu, decernimus. Illam verò barbaricam Berengarii, quæ per surreptionem extorta est, omnimodis abdicamus. Consignationes autem sacri Chrismatism, & olei, vel quæque pro statu Ecclesie gessit, firma, & immutata, ut omni tempore permanent, Apostolica auctoritate sancimus.

VII. Ea siquidem, quæ de ipso prænominato Concilio scripta esse noscuntur, quoniam irrita, & contra canonicam auctoritatem præsumpta sanxistis: decernimus una cum consensu omnium vestrum; si placet igne cremetur, sicut de latrociniali Ariminensi Synodo, & Ephesina secunda scriptum continetur: & de his, quæ contra sanctissimum Papam Leonem ab Hæreticis acta sunt, & secundum quod tempore Domini Hadriani junioris Papæ Synodali Conventu illa quæ contra Dominum Nicolaum beatissimum Papam Constantinopolim nequiter acta fuerant, igne cremata in Sancta Romana Ecclesia constare fuisse.

VIII. Sergium, Benedictum, atque Marinum, dudum Presbyteros sanctæ Romanæ Ecclesie, seu Leonem, Paschalem & Joannem, dudum Diaconos sanctæ Sedis Apostolicæ iuste & canonicè damnatos, & à gremio Sanctæ Dei Ecclesie sequestratos, si aliquis homo sacratissimis auctoritatibus fractis, illos inter Ecclesiasticos viros, nobis inconsultis, habere voluerit, aut in ipsos gradus, quibus canonica auctoritate privati sunt, reducere quoquomodo aliquando maluerit, five eos Sacerdotes vocare, aut habere tentaverit, sciat se fore anathemate percussum à Patre, Filio Sanctoque Spiritu, tanquam qui sanctorum Canonum violator existerit.

IX. Violatores namque, seu corruptores sacri tumuli ejusdem Domini Formosi Papæ qui sub fœdere conspirationis ad capiendum Theisurum corpus illius trahentes in fluvium Tiberim jacere nos timentur: divina auctoritate, synodali quoque nostro consensu, nisi resipuerint, sint à Sanctæ Dei Ecclesie liminibus separati.

X. Quia sancta Romana Ecclesia, cui Deo auctore præsidemus, plurimas patitur violentias Pontifice obeunte: quæ ob hoc inferuntur, quia absque Imperatoris notitia, & suorum legatorum presentia, Pontificis sit consecratio, nec canonico ritu, & consuetudine ab Imperatore directi intersunt nuntii, qui violentiam, & scandala in ejus consecratione non permittant fieri: volumus, id ut deinceps abdicetur, & constituendus Pontifex convenientibus Episcopis, & universo Clero eligatur, expetente Senatu, & Populo, qui ordinandus est, & sic in conspectu omnium celeberrime electus ab omnibus, presentibus legatis Imperialibus, con-

D

secretur.

ANNO

904.

(c) induc-

tum.

(b) Psal. 104.

ANNO
904.

secretur. Nullusque sine periculo juramentum, vel promissiones aliquas nova adinventione ab eo audeat extorquere, nisi quæ antiqua exigit consuetudo, ne Ecclesia scandalizetur, vel Imperatoris honorificentia minuat.

XI. Quia scelestissima etiam consuetudo inolevit, ut obeunte sanctæ Romanæ Ecclesiæ Sedis Pontifice, ipsum Patriarchum depradari soleat: & non solum in ipso sancto Patriarchio, sed etiam per totam Civitatem, & suburbana ejus talis bacchatur præsumptio: nec non quia, & id inultum hæcenus neglectum est, adeo ut omnia Episcopia eadem patiantur uniuscujusque Ecclesiæ obeunte Pontifice: quod ne ulterius præsumatur, omnimodis interdicoimus. Quod qui facere præsumperit non solum Ecclesiastica censura, sed etiam Imperiali indignatione feriatur.

XII. Perniciosa inolevit consuetudo, ut Judex publicus, vel Minister, peccata Populi quæ ab Episcopis sunt inquirenda quibus animarum sollicitudo commissa est, quasi inquirenda vendant, & ea occasione licenter scelestæ vitæ augmententur; & si in proprietate Ecclesiæ, vel Clerici fœminas inveniant adulteras, infamant, comprehendunt, dilaniant, donec Domini earum, vel parentes eas redimant, pro quo consanguinei earum in non modicam deveniunt pauperatē: & eo ordine liberis post venditionem fornicari non metuant dicentes: nihil pertinere ad Episcopum, quæ à publico exactata dignoscitur, & redempta: Quod omnino irregulariter inolevisse manifestum est. Habeantur igitur Episcopi singularum Urbium in sua Dioecesi liberam potestatem adulteræ, & scelera inquirere, ulcisci, & judicare, secundum quod Canones censuerunt absque impedimento alicujus. Et cum opus fuerit ad comprimendos rebelles, & contemptores publicum placitum convocent non ad præjudicandum sed potius ad ea, quæ Deo placita sunt, & saluti animarum conveniunt, prosequendum.

XLIV.

910.

GUILLELMI Comitis Arvernorum & Ducis Aquitanie TESTAMENTUM, quo prima Cluniacensis Monasterii fundatio instituta est anno Christi DCCCCX. CAROLI Simplicis Regis post obitum ODONIS anno XIII. [Collect. Regia Concil. Tom. XXIV. pag. 784. PHIL. LABBEI Concil. Collect. Tom. IX. pag. 565.]

Cunctis hæc considerantibus liquet, quod ita Dei dispensatio quibusque digitis consilii, ut ex rebus que transitorie possidentur, si eis bene utantur, semper manifesta valeant præmia promereri. Quod videlicet divinus sermo possibile ostendens, atque ad hoc omnino suadens, dicit: *Divitia viri redemptio anime ejus.* Quod ego Willelmus dono Dei Comes & Dux sollicitè perpensis, ac propriè salutis, dum licitum est, providere cupiens, ratum, imo pernecessarium duxi, ut ex rebus, quæ mihi temporaliter collatæ sunt, ad emolumentum animæ meæ aliquantulum impertiar, quippe quia in his video excrevisse, ne fortassis totum ad curam corporis redarguar in supremo expendisse: quin potius cum suprema fors cuncta rapuerit, quiddam mihi gaudeam reservasse. Quæ scilicet causa nulla specie vel modo congruentius posse fieri videtur, nisi ut juxta Domini præceptum, amicos mihi faciam pauperes ejus: utque hujusmodi actio non ad tempus, sed continue peragatur, monastica professione congregatos ex propriis sumptibus sustentem. Ea siquidem fide, ea spe, ut quamvis ipse cuncta contemnere nequeam, tamen mundi contemptores, quos justos credo, susceperim iustorum mercedem accipiam. Igitur omnibus in unitate fidei viventibus, Christianique misericordiam postulantibus, qui sibi successuri sunt, & usque ad sæculi consummationem victuri, notum sit, quod ob amorem Dei & Salvatoris nostri Jesu Christi, res juris mei sanctis Apostolis, Petro videlicet & Paulo, de propria traditione: Cluniacum scilicet villam, quæ sita est super fluvium, qui Graona vocatur, cum cortile & manso indominito, & Capella quæ est in honore sanctæ Dei genitricis Mariæ, & sancti Petri Apostolorum principis, cum omnibus rebus ad ipsam villam pertinentibus: villis siquidem, Capellis, mancipiis utriusque sexus, vineis, campis, pratis, silvis, aquis aquarumve decursibus, farinaris, exitibus, & regressibus, cultum & inculturn, cum omni integritate. Quæ etiam res sunt ita in Comitatu Maticonensi, vel circa, suis unaquæque terminis conclusæ. Dono autem hæc

omnia jam dictis Apostolis ego Willelmus, & uxor mea Ingelberga, primum pro amore Dei, deinde pro anima senioris mei Odonis regis, progenitoris ac genitricis meæ, pro me & uxore meâ, salute scilicet animarum nostrarum & corporum: pro Ayane nihilo minus, quæ mihi easdem res testamentario jure concessit: pro animabus quoque fratrum ac fororum nostrarum nepotumque, atque omnium utriusque sexus propinquorum: pro fidelibus nostris, qui nostro servitio adherent: pro statu etiam ac integritate Catholicæ religionis. Postremo vero, sicut omnes Christiani unius compagne caritatis ac fidei tenemus, ita pro cunctis præteritorum scilicet, præsentium, five futurorum temporum Orthodoxis hæc donatio fiat.

Eo siquidem dono tenore, ut in Cluniaco in honore Sanctorum Apostolorum Petri & Pauli monasterium regulare construat, ibique monachi juxta regulam beati Benedicti viventes congregentur, qui ipsas res perenni tempore possideant, teneant, habeant, atque ordinent. Ita dumtaxat, ut ibi venerabile orationis domicilium votis ac supplicationibus fideliter frequentetur, conversatioque celestis omni desiderio & ardore intimo perquiratur & expectetur. Sedula quoque orationes, postulationes, atque obsecrationes Domino dirigantur, tam pro me quam pro omnibus, sicut eorum memoria superius digesta est. Præcipimus siquidem, ut maxime illis sit hæc nostra donatio ad perpetuum refugium, qui pauperes de sæculo egressi, nihil secum præter bonam voluntatem attulerint, ut nostrum supplementum sit abundantia illorum. Sint ipsi monachi, cum omnibus præscriptis rebus, sub potestate & dominatione Bernonis abbatis, qui quamdiu vixerit, secundum suum scire & posse eis regulariter præseat. Post discessum vero ejus, habeant iidem monachi potestatem & licentiam quemcumque sui ordinis secundum placitum Dei, atque regulam sancti Benedicti promulgatam, eligere maluerint abbatem atque rectorem: ita ut nec nostra, nec alicujus potestatis contradictione, contra religiosam dumtaxat electionem impediatur. Per quinquennium autem Romæ ad limina Apostolorum, ad luminaria ipsorum concinnanda, decem Solidos præfati monachi persolvant, habeantque lutionem ipsorum Apostolorum, atque Romanum Pontificem defensorem. Et ipsi monachi corde & animo pleno prælibatum locum præ se possit & nosse suo ædificet. Volumus etiam, ut nostris successorumque nostrorum temporibus, prout opportunitas atque possibilitas ejusdem loci se dederit, quotiè opera misericordie pauperibus indigentibus, advenis peregrinantibus, summa intentione exhibeantur.

Placuit etiam huic Testamento inferi, ut ab hoc die, nec nostro, nec parentum nostrorum, nec fastidiosæ regie magnitudinis, nec cujuslibet terrenæ potestatis jugo subiaciant iidem monachi ibidem congregati. Neque aliquis Principum secularium, non Comes quisquam, nec Episcopus quilibet, non Pontifex prædictæ Sedis Romanæ, per Deum & in Deum, omnesque Sanctos ejus, & tremendi judicii diem contessor ac deprecator, invadat res ipsorum Dei servorum, non distradat, non minuat, non procamiet, non beneficiet alicui persone, non aliquem Prelatum super eos contra eorum voluntatem constituat. Et ut hoc nefas omnibus temerariis ac improbis artibus inhibeatur, adhuc idem inculcans subjungo, & obsecro vos, o sancti Apostoli Petre & Paule, & te Pontifex Pontificum Apostolicæ Sedis, ut per auctoritatem canonicam & Apostolicam, quam a Deo accepisti, alienes a consorcio sanctæ Dei Ecclesiæ & sempiternæ vitæ prædones & invasores atque distractores harum rerum, quas vobis hilari mente, promptaque voluntate dono: sitisque rutores ac defensores jam dicti loci Cluniaci & servorum Dei ibi commemorantium, harum quoque omnium facultatum, propter eleeosynam & clementiam & misericordiam piissimi Redemptoris nostri. Si quis forte, quod absit, & quod per Dei misericordiam & patrocinia Apostolorum evenire non æstimò, vel ex propinquo, vel extraneis, vel ex qualibet conditione five potestate, qualicumque caliditate contra hoc Testamentum, quod pro amore Dei omnipotentis ac veneratione principum Apostolorum Petri & Pauli fieri sanavi, aliquam concussionem inferre tentaverit, primum quidem iram omnipotentis Dei incurrat, auferaturque Deus partem illius de terra viventium, & delet nomen ejus de libro vitæ, fiatque pars illius cum his qui dixerunt Domino, *Recede a nobis*, & cum Dathan & Abiron, quos terra aperto ore deglutivit, & vivos infernum absorbit, perennem incurrat damnationem. Socius quoque Judæ Domini proditoris effectus æternis cruciatibus retrusus teneatur. Et ne ei in præfenti sæculo humanis oculis impune trans-

ANNO
910.

ANNO
910.
* fens. cor-
reptionem.

re videatur in corpore quidem proprio futura damnationis tormenta experiri, fortius duplicem * direptionem cum Heliodoro & Antiocho, quorum alter diris verberibus coercitus viu femivivus evasit, alter vero natu superno percussus, purescentibus membris, & scatenibus vermicibus miserime interit; ceterisque facriligis, qui ararium Domus Domini temerare praesumpserunt, pariceps exister, habeatque, nisi respuerit, archiclavum totius monarchiae ecclesiarum, juncto sibi Paulo, obstitorem, & amoni Paradisi aditus contradicentem, quos, si vellet, habere poterat pro se piissimos intercessores. Secundum mundialem vero legem, his quibus intulerit calumniam, centum auri libras, cogente judiciaria potestate compulsus, exsolvat & congestio illius frustrata nullum omnino obtineat effectum: sed hujus firmitas Testamenti omni auctoritate sustulata semper inviolata ac inconcussa permaneat cum stipulatione subnixi. Actum Bituricae civitatis publice.

S U B S C R I P T I O N E S.

Ego WILLELMUS hanc auctoritatem fieri & firmari rogavi, ac manu propria roboravi.

Signum INGELBERGAE uxoris ejus.

Signum MADALBERTI peccatoris Bituricensis Archiepiscopi.

Signum ADALARDI peccatoris Episcopi.

Signum ATTONIS peccatoris Episcopi.

Signum WILLELMi nepotis ejus.

Signum ARMANNI, & aliorum.

Anno XIII. regnante CAROLO Rege, Indictione XIII. Ego ODDO LEVITA ad vicem Cancellarii scripsi & subscripsi.

XLV.

926.

(1) *Præceptum HUGONIS Regis quo omnia Jura & Territoria antea Ecclesiae PARMENSIS Episcopali ab Imperatoribus Regibusque concessa confirmantur, præsertim vero de Abbatis de BERCEDO, de districtu juris publici, sive Telonio ejusdem loci, nec non de Curte Regia ac Prato Regio.* [FERDIN. UGHELI Italia Sacra, Tom. II. Tit. Parmens. Episcopi, col. 192. prior. Edit. Rom. & col. 152. ult. Venet. A.º 1717.]

In nomine Sanctæ, & individuae Trinitatis.

HUO divino munere largiente Serenissimus Rex. Nihil aptius ad nostræ sublimitatis honorem nostrique regiminis corroboracionem facere posse credimus, quam si sanctarum Dei Ecclesiarum habentes sollicitudinem, earum dotes inconvulsas servare curamus, & votis fidelium pias aures accommodamus. Ac pro hoc omnium Sanctæ Dei Ecclesiae, nostrorumque fidelium presentium, & futurorum sagacitas noverit Hericardum venerabilem sanctæ Parmensis Ecclesiae Episcopum nostræ serenitatis adfuisse clementiam, quatenus præcepta, & auctoritates piissimorum Augustorum, vel Regum Prædecessorum nostrorum omnium quotquot à tempore divæ memoriæ Rachis Regis, usque ad præsens tempus nostrum sui Prædecessores præfatæ sanctæ Parmen. Ecclesiae acquirere poterunt, Abbatiam scilicet Sancti Remigii sitam in Bercedo ac ejusdem Parmæ Civitatis in districtu, ac omne jus publicum, vel Teloneum, veluti à nostris prædecessoribus prælibatæ Parmen. Ecclesiae acquirere poterunt, & dudum fuerunt collata, ita demum nostræ corroboracione præcepti eorundem auctoritatibus nostram addiderimus confirmacionem. Cujus igitur devotissimis precibus annuentes, & libentissime assensum præbentes hos nostræ auctoritatis apices inseribi iussimus, quibus decernimus, ut ipsa præcepta de Abbatis Bercedo, districtu juris publici præsertim Civitatis sive Teloneo ejusdem loci, nec non Curte Regia, ac prato Regio, vel quidquid antiqui Reges, sive Imperatores, & reliqui Deum timentes memoratæ sanctæ Parmensis Ecclesiae suis præceptis, vel

Testamentis contulerint, & postmodum præexcellentissimi Reges atque Augusti sua auctoritate confirmarunt, stabilia, ac inconvulsa nostris futurisque temporibus in potestate, vel jure præscripti Hericardi Episcopi sanctæ Parmensis Ecclesiae suorumque successorum perpetuiter maneant. Statuimus etiam, & omnino interdici-mus, ut nullus Comes, vel publicæ partis Judex aut Gastaldio, vel alia quolibet persona magna, aut parva in prædicta Abbatis de Bercedo, seu in districtu Parmæ Civitatis, quod jus publicum sive Teloneum pertinet, vel cunctis possessionibus, quas à tempore, ut prædiximus, Prædecessorum nostrorum Regum scilicet, sive Imperatorum usque in præsens undecumque firmitatem, vel auctoritatem prælibatæ Parmensis Ecclesiae habere dignoscitur, vel quas deinceps inibi divina Pietas augumentare voluerit, nemo ut prædiximus, superioris, aut inferioris ordinis Reipublicæ Procurator ad causas judiciario more audiendas conventum facere, vel prædictam exigere aut mansionatum, vel paratas exquirere parasfedas, aut fideiussores violententer tollere homines, tam ingenuos liberos, quamque servos in possessionibus, vel mansionibus ipsius Ecclesiae permanentes potestative distringere, aut aliquas functiones publicas, aut retributiones, atque illicitas occasiones sine angariis superimponere præsumat; sed contra in potestate ejusdem loci Episcopi sint, totius publicæ partis inquisitione remota; nullus enim sub Regno nostro constitutus de rebus supra taxatis Parmensis Ecclesiae in quibuscunque Comitibus, vel locis aliquam diminutionem facere, aut alias quolibet annuales Dominationes exigere, aut consuetudinario more aliquid tollere, vel Clericos ejusdem Ecclesiae in personis, vel domibus suis ledere audeat; sed repulsa omni illicita consuetudine liceat prætaxato venerabili Episcopo Hericardo, suisque successoribus res jam dictæ Ecclesiae Parmensis cum universis sibi subiectis sub immunitatis nostræ defensione quieto ordine tenere, atque pro nostra incolunitate altissimum Dominum exorare, & omnimodo præcipimus, ut undecumque à tempore nostrorum Prædecessorum jam dictæ Ecclesiae legalem investituram habere dignoscatur. Si ullam diminutionem quilibet facere tentaverit, non sit necesse jam dicto Episcopo, ejusque successoribus sive ejusdem Ecclesiae curam peragentibus ullam facere probationem, sed diligenter per bonæ fidei homines, si opus fuerit, jurejurando fiat inquisitio, ut rei veritas clarescat. Quicumque ergo hujus nostri præcepti prævaricator exiterit, trecentas auri purissimi libras medietatem Camera nostræ, & medietatem præfatæ Parmensi Ecclesiae. Quod ut verius credatur, & diligentius ab omnibus observetur, manu propria roborantes, annulo nostro subter insigniri decernimus.

Signum Domini & HUGONIS gloriosissimi Regis. SIGIFREDUS Cancellarius ad vicem Beati Episcopi, & Archicancellarii recognovit.

XLVI.

Traité de Pais entre CHARLES le simple Roi de 7. Nov. France, & HENRI Roi de Germanie. Fait à Bonne en 926. [AUBERT LE MIRE, Codex Donationum Piarum, Cap. xxvii. pag. 115.]

IN nomine sanctæ & individuae Trinitatis divina propitiante clementia anno Dominice incarnationis DCCCXXVI. anno vero regni Domini & gloriosissimi Regis Francorum Occidentium KAROLI XXIX. redintegrante XXIV. largiore vero hereditate indepta X. Indictione IX. anno quoque regni Domini & magnificentissimi Regis Francorum Orientalium HEINRICI tertio, inter ipsos præfatos principes unanimiter pactum, ac societatis amicitia quesita repertaque exordia sumptis prout visa sunt competentia.

Convenerunt enim ambo illustres Reges, sicut inter se differrentibus Legatis convenerunt II. Nonas Novembris feria prima: domnus enim CAROLUS super Rhenum flumen ad Bonnam castrum, & strenuus HEINRICUS ex altera parte Rheni. Et ea tantum die mutuis se visibus intuentes super ripas ejusdem fluminis huc & ultra, ut sui fierent fideles innoxii sacramento, quo hanc eorum conventionem fuerant polliciti.

Verum feria quarta VII. Idus Novembris in medio Rheni fluminis septius dicti principes, in navibus quisque suis, in tertiam ascenderunt, quæ ancorata in flu-

ANNO
926.

(1) La Date manque à ce Privilege. Ughelli assure qu'il fut donné Pan 924. à Herard Evêque de Parme, qui avoit été Secrétaire de Hugues, & que le même Châtelain du Vatican, d'où le Privilege est tiré, en fait foi. Cependant la plupart des Chronologistes, fondés sur le témoignage de Luitprand, Auteur contemporain, ne mettent le commencement du Règne de Hugues en Italie, qu'en l'année 926. Voyez Osmier, Fastivius; Factorum lib. 4. Præviti, Rationarium Temporum lib. 8. cap. 13. Labbei Chronolog. Histo. part. 2. anno 926. & Riccioli Chronicon Magnum seculum anno 926. On a cru leur autorité préférable sur ce point à celle d'Ughelli. [D. M.]

FRANCE
ET GER-
MANIE.

ANNO 926. minis medio gratia eorum colloqui fixa erat: ibique in primo hanc sibi vicissim convenientiam ob statuti pacis, juramento sâxerunt ita.

Ego CAROLUS divina propitiante clementia Rex Francorum Occidentalium, amodo ero huic amico meo Regi Orientali HEINRICO amicus, sicut amicus per rectum debet esse suo amico secundum meum scire ac posse: ea vero ratione si ipse mihi juraverit ipsum eundemque sacramentum, & attenderit quæ promiserit. Sic me Deus adjuvet & ista sancta reliquia.

E contra Rex HEINRICUS eandem promissionem sacramento eidem profectus est verbis subsequenter, ut hujus amicitia firmata inviolabiliter observaretur.

Hæc sunt nomina Episcoporum qui cum nobilibus ac fidelibus laicis firmitatem, quam præmemorati Reges inter se fecerant, collaudando acceptaverunt, & manibus suis sacramentum firmaverunt, nunquam à se destruendam.

Episcopi ex parte Domini Regis CAROLI.

HERIMANNUS Archiepiscopus Agrippinæ, quæ modo est Colonia vocitata.

RODGERUS Archiepiscopus Treverorum.

STEPHANUS Præsul Cameracorum.

BOVO Episcopus Caralaunenium.

BALDRICUS Trajectensium Episcopus.

Hæc nomina Comitum.

MATTFREDUS, ERKENERUS, HAGANO, BOSO, WALTERUS, ISAAC, RAGENBERTUS, THEODRICUS, ADALARDUS, ADELMUS.

Episcopi ex parte Regis inclitis HEINRICI.

HERIGERUS Archiepiscopus Moguntiacorum.

NITHARDUS Episcopus Mimmogenerferde.

DODO Episcopus Osnobrogæ.

RICAWDO Episcopus Vangionum, quæ nunc dicitur Wormatia.

HOMVARDUS Episcopus Paderbornensis.

NOTINGUS Episcopus Constantiæ Alemanniæ.

Hæc sunt nomina Comitum.

EVARDUS, CHONRADUS, HERIMANNUS, HATO, GODFREDUS, OTTO HERIMANNUS, COBBO, MAGENHARDUS, FRIDERICUS, FOLDAC.

XLVII.

930.
15. Sept.

HUGONIS Regis Præceptum quod in gratiam SIGIFREDI Parmensis Episcopi atque in remedium anime sue confirmat quotquot ille & Prædecessores sui acquirere potuerunt, ex largitionibus Imperatorum & Regum, præsertim vero Abbatum de BERCEDO cum Parmensis Civitatis Districtu atque Telonio. Dat. 16. Kalend. Octobris ann. 930. (a) Indictione IV. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra, Tom. II. Titul. Parmens. Episcopi. col. 198. prior. Edit. Rom. & col. 156. ult. Venet. Aº. 1717.]

(a) C'est-à-dire, Indiction Impériale, commencent au 24. de Septembre. (DUM.)

In nomine sanctæ & individue Trinitatis.

HUGO divino fretus auxilio Rex. Nihil acrius ad nostræ sublimitatis honorem, nostrique regiminis corroboracionem facere posse credimus, quam si sanctarum Dei Ecclesiarum habentes sollicitudinem earum dotes inconcussas servare curamus, & votis fidelium pias aures accomodamus. Ac pro hoc omnium sanctæ Dei Ecclesiæ presentium scilicet, & futurorum sagacitas noverit, Sigifredum venerabilem sanctæ Parmensis Ecclesiæ Episcopum nostræ serenitatis adiilicem clementiam, quatenus præcepta, atque auctoritates piissimorum Augustorum, vel Regum Prædecessorum nostrorum omnium, quotquot à tempore divæ memoriæ RACHIS Regis usque ad præsens nostrum tempus sui prædecessores præfata Parmensis Ecclesiæ acquirere potuerunt, Abbatum scilicet de Bercedo in honorem Sancti Remigii exstructam, & ejusdem Parmensis Civitatis districtum, & omne jus publicum, vel telonium, veluti à nostris Prædecessoribus præfata Parmensi Ecclesiæ dudum fuerat collata, ita demum nostri corroboracione præcepti eorundem auctoritatibus nostram superaddiderimus confirmacionem. Id ipsum autem per dilectissimam conjugem nostram Aldam at-

que Sanson illustrissimum . . . & dilectum fidelem, & Consiliarium nostrum suppliciter sibi suæque Ecclesiæ corroborari postulavit. Nos simul condignis cunctis petitionibus . . . fore pleniter existimantes, atque ad remedium anime nostræ proficere firmiter cognoscentes, hos nostræ auctoritatis apices inscribi iussimus, quibus decernimus, ut Abbatia de Bercedo, ac districtum juris publici Parmensis . . . five telonium ejusdem loci, nec non còrs Regiæ, & pratum Regium, vel quidquid antiqui Reges, five Imperatores, & reliqui homines Deum timentes memoratæ sanctæ Parmensi Ecclesiæ suis præceptis, aut testamentis concesserunt, & postmodum præ excellentissimi Reges, atque Augusti sua auctoritate confirmarunt, stabilia, atque inconcussa nostris futurisque temporibus in potestate, vel jure præscripti Sigifredi, sanctæ Parmensis Ecclesiæ Episcopi, suorumque successorum maneat perpetuiter. Statuimus etiam, & interdiciamus, ut nullus sub Regno nostro constitutus de rebus supra taxatis Parmensis Ecclesiæ in quibuscunque comitatibus, vel locis aliquam diminoracionem facere, aut alias quasdam annuales dominationes exigere, aut consuetudinario more aliquid tollere, vel Clericos ejusdem Ecclesiæ in personis, vel domibus suis lacerare audeat; sed repulsa omni injusta consuetudine liceat præfato venerabili Episcopo Sigifredo, suisque successoribus omnes res jam dictæ Parmensis Ecclesiæ, de quibus legitimam vestituram tenuerint, vel tenere dignoscitur cum universis sibi subiectis sub immunitatis nostræ defensione quieto ordine tenere, atque pro incolumitate nostra altissimum Dominum exorare. Omnibus modis etiam precipimus, ut si de rebus jam dictæ Ecclesiæ ullam diminoracionem quilibet facere tentaverit, non sit necesse jam dicto Episcopo, ejusque successoribus, five ejusdem Ecclesiæ causam peragentibus ullam facere probationem, sed diligenter per bonæ fidei homines inquirendo, si opus fuerit, fiat inquisitio, ut rei veritas clarescat. Quicunque ergo hujus nostri præcepti prævaricator existerit, trecentas auri optimi compoet libras, medietatem Cameræ nostræ, & medietatem præfate Parmensi Ecclesiæ, & jam dicto Sigifredo Episcopo, suisque successoribus qui pro tempore fuerint. Quod ut verius credatur diligentiusque ab omnibus observetur manu propria roborantes de annulo nostro subter adnotari iussimus.

Signum Domini + HUGONIS serenissimi Regis.

PETRUS Notarius iussu Regis recognovi.

Data 16. Kal. Octobris anno Domini Incarnacionis 930: Regni vero Domini HUGONIS invictissimi Regis 5. Indictione 4.

Aldum Parmæ in Dei nomine feliciter.

XLVIII.

Imperatoris HENRICI I. Statuta & Privilegia Ludorum Equestrum, sive HASTILUDIORUM. Datum in Maidenburgo die Sabbati post octavam Trium Regum, Anni Domini 938. [GOLDASTI Constitut. Imperiales, Tom. I. pag. 211.]

938.
Janv.

PRIMUM, ut urbs, oppidum, civitas, municipium, pagus, locus denique quicunque, ludis hujusmodi designatus, hospitibus ipsis, non intra muros tantum, sed extra muros etiam, quæ sit ius & limites ejus porrigunt, liberè pateant omnibus & quibuscunque ludos illos concelebrare, spectareve cupientibus, exceptis hæreticis, latronibus & proditoribus. Aliis omnibus quibuscunque status hominibus immunitas sit, & liber comatus, non tantum his diebus, quibus ludi edentur, sed & quatuordecim ante, ac totidem post eosdem ludos; de quo voce præconis omnes sunt admonendi.

II. Inde ut area ludorum, octo diebus ante solennem & indictum eorum diem sepiatur & muniatur; inferneque etiam æquetur, præparetur, sternatur, ut sepi, muniti, æquari, preparari, sterni loca similia ab omni tempore moris esset.

III. Ut eodem hoc temporis spatio non alio jure decursu, quam equestribus ludis solito & familiariter utantur; exceptione adversus eos ruti, qui aliud eos subire jubent.

IV. Ut ne quis sub sacramenti violacione aræ equestri decursurus se immittat, qui non prius peccata sua expiavit, & Deo se reconciliaverit.

V. Ut ne quis ignobilis galeam fortitioni offerat, aut

ANNO
938.

aut ad decurendum se præparet; nisi incurrere velit poenam viginti marcarum argenti; præter armorum, & equi iacturam; quorum hic cedet familie, illa Heroltis sive Regibus armorum.

V.I. Ut qui à stirpe nobilis duxerit uxorem imparem, & non ex nobilitate; perinde sciat interdotos sibi hos ludos, atque ignobilibus, impunitate data, si talis aliquis eis se immiscuerit, hunc more solemnè verberibus mulctari, & aliis confectis poenis afficiendi, cum neque filii ex huiusmodi inæqualibus nuptiis nati, neque nepotes in tertiam usque stirpem ad eosdem ludos admittendi, conantesque se intrudere, iisdem quibus parentes poenis plectendi sunt: nisi si hi tales fratrem aut consanguineum habeant, ludorum jure fruente, quod ex insignium ratione palam sit, quo casu is vicem agnati sui luere poterit.

V.II. Ut in ludis singulis singuli quoque ex unaqueque familia tantum admittantur, nisi qui alii erunt, qui jam antè equestri dignitate condecorati, pro se rem peculiariter gerant, cum alii pro familia suæ fama & gloria in certamen prodire cogantur.

V.III. Ut in ludis, communibus expensis & sumptibus, nemo comitator prodeat, quàm sextus in equo, si Comes sit; quartus, si Baro; tertius, si Eques; secundus, si ex Nobilitate quilibet; præter quos si plures quis adduxerit, privatis eos sibi sumptibus alendos ne ignoret.

IX. Ut si quis ratæ nobilitatis erit, qui in unum aut plures Duodecim Articularum, in ludis equestribus observandum, commiserit, & nihilominus cum reliquis decurrere præsumat, pro familie suæ gloria: hunc Sodalitii, in quo nomen debet, servus publicus uni ex Heroltis indicet; ut simul insignia ejus in arenâ confecta fuerint, verberibus de more mulctetur; nisi si quis ex eadem familia culpam consanguinei sui purgare paratus erit; quod Heroltus Regi Circuli, sub quo succedaneus is censetur, indicare tenetur, ut ita cum priore illo mitius agatur. Similiter idem Heroltus, ubi arma insigniaque ejus agnoverit, qui pro altero poenæ & decurioni se offert, proclamare debet, talem aut talem, adjecto nomine & cognomine ejus, pro alio consanguineo suo, cum & sub his armis poenæ & juri equestri se submittere; ut spectatores, & præcipuè matronæ virginesque Aulicæ pro alio eum hæc pati, non pro se, intelligant. Quod si verò aliquis animadversione dignus pro se ipse decurrere velit, ejus rei facile ei fit gratia; sed ita, ut priore loco de incurfa poena admoనేatur. Cujus devitanda causa si mox emanerit, & decursum, ut ipsoederat, non venerit, ad proximos inde ludos citatur. quos si item non obierit, rursum ad alios proximos ludos citatur familia ejus universa, admonita, ut aut ipsum emanforem, aut ejus loco duos alios suæ familie, nominis & insignium, poenæ ludorum sistant; sciens, si secus fecerit, se jure decurrendi in talibus ludis in posterum spoliamdam, nec se tantum, sed & eos, qui ex ea conjuges sibi optaverint, liberosque ex tali conjugio natos; licet primi illi retrò in ludis huiusmodi certaverint. in quibus deinde admittendi non sunt, nisi ritè Regi sui Circuli se purgaverint, & digni venia visi fuerint; quod cum accidit, perinde ac si nunquam ludis adhuc decurrissent, pro novitiis excipiendi & septis inducendi sunt.

X. Die verò ipso ludorum, tenentur decursuri ad summum quisque Regem devenire, & nomen profiteri, non minus tribus Heroltis presentibus, ut illud matricibus inscribatur. atque ibi monentur, ne in ludis ego moridaci, calcitroso, stercisque utantur; nisi poena huic rei statuta, & verberibus mulctari velint: deinde ita optata omnia sua arma habeant, ut nemini illa nocere possint, aut extantibus acuminibus, præcutisque extremitatibus lacerare quenquam valeant. Telis etiam non altis utantur, quàm clava equestri, & gladio; quæ ipsa quoque ad solitum ludis morem haberi & inspicere debeant. Hæc qui ita, ut diximus, providerit, is demum galeam sortitioni offerre, in certamen descendere, & observato ludorum jure ac ceremoniis, cum quovis decurrere, & vires suas periclitari poterit.

XI. Atque hæcenus de iis, quæ ante decurionem fieri par est; quæ ubi erit celebrata, rursum quisque ad sui Circuli Regem accedet, testimonium decursionis scripto comprehensum petiturus; quod tamen non nisi duobus Regibus ludorum, duobusque Heroltis presentibus datur, qui in hac re ei, qui ipse non decurrit, sub perjuri & violati sacramenti poena gratificari prohibentur. Scriptum autem huiusmodi ipsi Reges, cum adjunctione Circuli, cujus nomine president, nominis sui subscriptione muniant. Sed hoc Regiæ, Ducalis, aut Principalis dignitatis personæ non indigent; quoniam Reges sui Regni corona, Principes & Duces sexto caput

adumbrare contenti, non solent perinde ut alii in his ludicris pugnis illud adornare; quemadmodum nec sodalitati ulli se inferere; quod tamen inferioris dignitatis omnes non solum faciunt, verum etiam facere tenentur.

2. Post solennes autem hos ludos, qui sunt gravis armaturæ; aliæ quoque digladiationes sequi solent, & puris hastis concusiones, deque cursu certamina. Chori item, & tripudia, ad numerosque saltationes.

3. Præterea gratiarum actiones dicuntur, & bravia donantur iis, qui de singulis Circulis armorum laude primi judicati fuerint.

4. Reges quoque ludorum, novis ad hoc officium designatis, administrationis suæ rationes reddunt; presentibus ex quoque Circulo minimum tribus, qui iis ludis decurrerint; quorum etiam acta Regum suorum suis subscriptionibus & signis communice.

XII. Hoc quoque observandum, ut omnibus jam ad ludos exhibendos præparatis, deligantur ex singulis Circulis duo, quorum quatuor disciplinæ iudicare, quatuor septorum custodie deputentur, ut hi, ordinibus jam partitis & distributis, fines incendant, atque ita viam decursuris aperiant, animadvertantque ita eos, qui animadversione dignum aliquid admiserint; isti cum videbitur signum receptui tuba dari jubeant; quo auditu depugnantes ommissis clavibus suis, gladiis rem gerere incipiant, & alii aliorum clenodia conficere & illoricare contendunt, quo facto septa recluduntur, utpote ritè omnibus, quæ ad ludorum solemniam pertinent, admittuntur. Statutum in Maidenburgo, die Sabathi post octavam Trium Regum, Anno Domini Incarnationis DCCCXXV III. in presentia omnium Procerum & Optimatum Imperii ex Germania, Gallia & Sclavorum gentibus convocatorum, quorum hæc sunt nomina juxta distributionem exercituum, quos Imperator contra hostes Imperii ordinaverat ad ejus magnitudinem conservandam & augmentandam:

HENRICUS IMPERATOR ET REX FRANCORUM.

Duces & Principes.

Gotschalchus Dux Hollandiæ,
Barnimus Princeps Pomeraniæ & Vinidarum,
Arnoldus Palatinus Saxonie,
Joannes Palatinus Thuringiæ,
Fridericus Burggravius Meydurgensis,
Theodo Princeps & Comes Wittenfis,
Bilmaus Princeps Russiæ,
Boleslaus Princeps Delmantziæ,
Reineros Comes Provincialis Thuringiæ,
Otho Comes Limitaneus seu Marchio Stadenfis,
Otho Comes & Princeps Aftaniæ.

Comites & Barones.

Ulricus Comes Aldenburgenfis,
Philippus Comes Valesius,
Reineros Comes Harracortius,
Guntherus Comes Schwartzburgensis,
Ernestus Comes à Weissenfels,
Sigismundus Comes à Gleichen,
Joannes Burggravius à Leisneck,
Wilhelmus Comes à Greutsch,
Ludovicus Comes ab Ebertstein,
Joannes Comes ab Eysenburg,
Rupertus Comes Rettelius,
Henricus Comes à Wunsdorf,
Fridericus Comes à Wunsdorf,
Wilhelmus Comes Uffensis,
Wilhelmus Comes à Lowenrode,
Theodorus Comes à Rochlitz,
Henricus Comes Pedemontanus,
Sigismundus Comes Alenconius,
Henricus Comes à Brenn,
Joannes Comes à Leisneck,
Rudolphus Rhawgravius à Cassel,
Ernestus Comes à Woldenburg,
Bruno Comes ab Eckersberg,
Ernestus Comes à Pein,
Wilhelmus Comes ab Arnshag,
Andreas Comes à Lobdiburg,
Philippus Comes Northingensis,
Wernerus Comes à Ploystigk.

CONRADUS PALATINUS RHENI.

Duces ac Principes.

Eberardus Dux Alatiæ,
Paulus Dux Barrenfis,

ANNO
938.

Anto-

ANNO
938.

Antonius Marchio Pontanousonii,
Arnoldus Dux Borboniorum,
Joannes Dux Limburgensis,
Ligorius Comes Burgundie,
Henricus Comes Mollesinii.

Comites & Barones.

Weckerus Comes Bipontinus,
Joannes Comes à Sarbrucken,
Dieterus Comes à Wigtentlein,
Fridericus Comes à Lone,
Paulus Comes ab Horn,
Wilhelmus Comes Limburgensis,
Wilhelmus Comes à Deckelnburg,
Wilhelmus Comes Solmenfis,
Wilhelmus Comes à Manderſcheid,
Philippus Comes à Veldentz,
Wilhelmus Comes à Dietz,
Joannes Comes à Blanckenburg,
Wolfgangus Comes Dagſburgensis,
Wolfgangus Comes Benthemius,
Philippus Comes à Rheingraventlein,
Henricus Comes Salmenfis.

HERMANNUS DUX SUEVIÆ.

Duces ac Principes.

Eticho Dux Bavarie superioris,
Henricus Dux Lotharingie,
Princeslaus Dux Croatiae,
Fridericus Dux Arduennæ,
Gerardus Marchio Juliacensis,
Gotwaldus Comes & Dominus Hennebergensis,
Radeboto junior, Dux Meronis & Comes ab Andechs,
Carolus Princeps Aſcanie,
Ludovicus Comes Montisbeliardi.

Comites & Barones.

Fridericus Comes ab Helfenstein,
Joannes Comes Pedemontanus,
Rodolphus Comes à Zollern,
Ulricus Comes ab Urach,
Georgius Comes à Feldkirch,
Ludovicus Comes Tubingenſis,
Wilhelmus Comes à Malax,
Wilhelmus Comes à Juttingen,
Joannes Dominus à Brandis,
Rudolphus Comes à Werdenberg,
Emichus Comes Gruningenſis,
Ernſtfridus Comes ab Herraberg,
Ludovicus Comes à Phirdt & Dominus à Rochio,
Wilhelmus Comes ab Achelm,
Henricus Comes à Dalſaltz,
Grotfridus Dominus à Stoeſſeln,
Fridericus Dominus ab Hohenſtauffen.

BERCHTOLDUS DUX BAVARIÆ.

Duces ac Principes.

Eberardus Dux Bavarie,
Albertus Landigravus Alſatie,
Joannes Princeps Sampanie,
Arnoldus Princeps à Scheyern,
Wenceslaus Dux Bohemie,
Melchior Marchio Iltrie,
Otho Princeps Uchtlandie,
Ludovicus Marchio Seſſie, & Comes Sabaudie.

Comites & Barones.

Reinerus Comes Hanonie,
Fridericus Comes ab Hohenward,
Conon Comes à Reinfelden,
Haugwaldus Comes à Kiburg & Thuling,
Rupertus Comes Andegavenſis & Pariforum,
Joannes Comes à Thrumberg,
Burchardus Comes à Veringen,
Fridericus Comes ab Hohendrachading,
Eberhardus Comes à Sempt,
Erneſtus Comes ab Hirsberg,
Eberardus Comes Oningenſis,
Conradus Comes à Lutzelſtein,
Philippus Comes ab Eberſtein,
Ecbertus Comes Veromandue,
Fridericus Comes à Veldentz,
Radeboto Comes ab Hohenbogen,
Ludovicus Comes à Sarwerden,
Albertus Dominus ab Eynenberg.

CONRADUS DUX FRANCIE ORIENTALIS.

ANNO
938.*Duces ac Principes.*

Vicetislaus Dux Bohemie,
Dedo Dux Weſtphalie,
Henricus Dux Meronis,
Ethico Dux ab Engern.

Comites & Barones.

Arnoldus II. Comes Flandrie,
Claudius Comes Theloſanus,
Fridericus Comes Montisbeliardi,
Wilhelmus Comes Vaudemontius,
Henricus Burggravius Neoburgensis,
Otho Comes à Rineck,
Fridericus Comes Alpermontenſis,
Albertus Comes à Fimenberg,
Rupertus Comes Schluſſelburgensis,
Arnoldus Comes Hollandie,
Joannes Comes Genevenſis,
Antonius Comes Bononienſis,
Ludovicus Comes Armeniacus,
Joannes Comes à Caſtel,
Otho Comes Arnsbergensis,
Wilhelmus Comes Frawenburgensis,
Ulricus Comes ab Hanaw,
Wolfgangus Comes ab Hohenloë,
Wilhelmus Comes Waldeceſſis,
Eberhardus Comes Raſſenſpergenſis,
Philippus Comes Montiey,
Henricus Comes à Kammerſtein.

OTHO DUX THURINGIÆ, MAJOR NATU
FILII IMPERATORIS.*Duces ac Principes.*

Voldemarus Dux Jutlandie,
Vatislaus Dux Croatiae,
Artovinus Dux Surbenſis,
Philippus Comes Arteſie,
Radeboto Dux Ruſſie,
Vinceſlaus Princeps Rugie,
Carolus Marchio Pontanousonii,
Fridericus Comes Eynburgensis, Burggravius à
Seuffelitz.

Comites & Barones.

Wilhelmus Comes Niverſius,
Rodolphus Comes Avergnus,
Otho Comes Altenburgensis,
Fridericus Comes à Rietberg,
Georgius Comes Homburgensis,
Siboldus Comes à Ringelen,
Henricus Comes à Biberſtein,
Fridericus Comes à Kolditz,
Henricus Comes Hoye,
Wernerus Comes à Gutsgaw,
Otho Comes Mansfeldie,
Philippus Comes Blieſenſis,
Wilhelmus Comes à Wolckeftein,
Gerardus Comes à Seyn,
Reinerus Comes Zutphanie,
Wilhelmus Comes à Dieſſalden,
Wilhelmus Comes à Bryanny,
Wiprechtus Comes à Leiningen,
Wilhelmus Comes à Kirburg,
Erneſtus Comes à Spigelberg,
Henricus Comes ab Arnheim,
Erneſtus Dominus Marbergensis,
Erneſtus Dominus à Waringrod.

ARNOLDUS DUX BAVARIÆ.

Duces ac Principes.

Rupertus Dux Burgundie,
Fridericus Dux Barrenſis,
Otho Marchio Francie Orientalis & Nortgovie,
Grotomislaus Marggravius à Merhern.

HENRICUS DUX SAXONIÆ, ALTER IM-
PERATORIS FILIUS.*Duces ac Principes.*

Rodolphus Dux Bavarie superioris,
Eſico Princeps Aſcanie,
Joannes Burggravius à Zorbiek,
Alſebertus Comes à Morsberg, &c.

ANNO
938.

PRINCIPES IMPERII SEORSIM VOCATI.

Uratislaus Dux Silesiorum,
Eberardus Dux Lotharingie,
Mestico Dux Polonie,
Gostfridus Dux Thungrensis & Bullonenfis,
Mestebaus Princeps Vinidarum,
Uratislaus Dux Pomeranie & Vinidarum,
Nestrico Dux Silezie,
Uratislaus Dux Bohemie,
Rudigerus Marchio Austrie,
Polislaus Marchio à Merhern,
Vilslaus Princeps Miliniorum.

COMITES IMPERII SEORSIM VOCATI.

Theodoricus II. Comes Hollandie,
Elico Comes Afcanie,
Gonthramus Comes Haspurgensis,
Wilhelmus Comes Montfortensis,
Conradus Comes à Kalb,
Ludovicus Comes à Fursenberg,
Henricus Comes Wertheimie,
Henricus Comes Hennenbergensis,
Arnoldus Comes Clivie,
Otho Comes Nassaviensis,
Wolfgangus Comes à Katzenelnbogen,
Adolphus Comes à Reineck.

XLIX.

956.
Juin.

Diploma Donationis Imperatoris OTTONIS I. sive Magni, quò in honorem Sancti MAXIMI Episcopi & Ecclesie Furconiensis, Comitatum Furconienfem tradit, alique complura bona, atque jura concedit. Mense Junio, Indictione undecima, anno 956. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra Tom. I. Tit. Aquilani Episcopi, col. 417. prior. Edit. Rom. & col. 375. ult. Venet. A. 1717.]

In nomine Domini, & Salvatoris JESU CHRISTI.

ANNO ab Incarnatione Domini nongentesimo (1) quinquagesimo sexto. Ego Otto Imperator Augustus divina ordinatum Clementia, Anno Imperii mei sexto decimo mense Junio Indictione undecima, hoc preceptum fieri precepi, ad honorem, & restaurationem Beati Maximi Martyris, ideo constituit me Ottonem gratia Dei Imperatorem Italici Regni defensorem de Alie palatio habitum fuisse mente, & spontanea mea bona voluntate, & pro his miraculis, que Dominus dignatus est ostendere pro te, Beate Maxime, & pro tuo sancto corpore, de quo humiliter rogo, ut aliquantulum nobis comportare consentias, pro quo iusjurandum tibi feci, quatuor tantum plus dare, quam tu hic habeas, in nostris partibus, scilicet Ultramontanis, & facere tibi quod Sanctus Angelus Michael per Episcopum nobis mandavit, quamobrem trado, concedo, atque dono tuo Episcopatu totum Furconensem Comitatum, finis cuius hic est. A septentrionali parte incipit a loco, qui dicitur Rotilianus, simul cum toto Gualto, ubi sunt mille millia modiola terre, & revertitur ad occidentalem partem per medium locum Popplei, & sic pertransit per Tisculium, & per medietatem Foruli, ubi sunt mille modiola de terra, que tenent usque ad S. Sylvestrum, deinde transit per Villanum usque ad Sanctum Stephanum cum decem millibus modiolis de terra usque ad montem super Petram cornutum, deinde transit meridianam partem per montem Saculinianum, & per saltum felicem, qui cum omni sua possessione pertinetur est eidem Episcopatu, & egreditur cum hoc fine usque ad roborem, sicque revertitur ad orientalem plagam pertransiens Anzedonam Civitatem, & pergit per Bleisimum montem usque in Brizanam, duo millia modiola de terra, que tendunt usque ad locum, qui dicitur Badus, & sic revertitur ad priorem finem. Subeo ego Imperator, ut infra hos fines non domineat alter Episcopus, nec Comes, nisi tantum Episcopus Sancti Maximi. Adhuc intus jacet alia petia terre Alitici, que tendunt usque supra Paganicam, & usque supra dictum Badum, & usque supra Plesentiam, in quo fine sunt mille modiola de terra, & in isto eodem fine intus jacet Ecclesia Sancte Euphenie in quingentis modiolis de terra: ibi etiam est Ecclesia Sancti Iuliani, & Ecclesia Sancte Marie de

Paganica cum trecentis modiolis de terra simul cum alia petia de terra, ubi requiescit Corpus Beate Juste super illum pogium, & sub illo monte est medietas ipsius, que amba terre procedunt ex duabus partibus, usque in aquam cum ducentis modiolis de terra simul cum ipso poggio, qui super ipsa est: que omnia sunt Ecclesie Sancti Maximi. Similiter concedo eidem Episcopatu tria millia modiola terre, incipiunt in illo loco, ubi Corpus Sancti Eufanii requiescit, & protendunt usque ad locum, qui Vallis dicitur, & usque ad illum locum, qui Sara vocatur, & protenditur usque super Ecclesiam Sancti Savini. Et adhuc trado jam dicta Ecclesie tres petias terre in Comitatu Maritano jacentes, quarum una est Marcentino, que continet in se modiola trecenta, cujus fines ex duabus partibus est terra Elpici, & ex aliis duabus partibus est territorium Sanctum Savinum: secunda petia jacet in loco ubi edificatus est Sanctus Marcellus, que similiter continet in se modiola centum, & plicationem infra aquam Fucini mille millia delui, & per longitudinem usque in paucum sunt decem millia delui, cujus finis est de tribus partibus terra Apici, & de conforibus ejus, & ex quarta parte terra aliorum hominum. Sed & de Aqua precipio, ut quicumque ibi piscaverit, semper de triginta piscibus, predicto Episcopatu unum reddat: tertia petia terre jacet in loco felicimine, que continet in se modiola quatuor centum, cujus fines sic continentur: De una parte est Fucinus cum sua plicatione, in quo quicumque piscaverit, reddat, ut dictum est superius, & ex alia parte est terra Ludinis, & ex tertia parte est via, & ex alia parte terra aliorum hominum: insuper trado supradicta Ecclesie in Comitatu Aprutii, in loco qui Sanctus Flavianus vocatur, unum Portum, qui reddat centum pondera inter aurum, & argentum, & etiam ferrum, & sal, qui Portus continet infra se quinque millia modiola inter terram, & aquam intra mare: similiter in civitate de Aterno dono septem millia modiola terre cum quinta parte illius Portus, & cum quinta parte ipsius Civitatis, & cum quinta parte tributi ipsius Civitatis, & etiam modiola quingenta in terra, que vocatur Collemonte, cujus finis hic est: de duabus partibus est terra Zofani, & ex aliis duabus partibus terra aliorum hominum: do adhuc totum Castellum de Roge, excepta terra Aftonis, & Guinifii, & aliorum minorum hominum, cujus Castellum finis cum villa sua tenet usque ad Mozanum, juxta terram Aftonis, & usque ad S. Mariam Japhanis de sylva plana, & usque ad Lardezanum, & transit inde per medietatem Castri de predicto Castello de Collemonte, cum tota sylva de Calamayne, & revertitur usque ad Furcam de jam dicto Roge, & usque ad pilam, & transit per illeum Campum de Popleto usque ad Mozanum, infra hos fines sunt mille millia modiola de terra, que omnia predictus Episcopus possidet, & insuper illam terram do, que jacet per medietatem Banio usque ad flumen, & usque ad terram de Castillione, & transit per Cucurazzum, habens secum totum collem Pudonis, & sic revertitur ad flumen, & infra hos fines nemo habet hereditatem, nisi tantum Afto, Bucto, & Guinifii, qui sunt hereditarii hujus terre, & simul mecum doaverunt hanc Ecclesiam de illis terris, que continentur infra hos finitios, quos modo diximus fines, quarum terrarum, quas in dotem miserunt, hæc sunt. Prima petia de terra jacet in illo loco, qui dicitur Solagno, que continet in se quingenta modiola, cujus finis est totum illum pratium de Pantano tendens usque ad canalem, & usque ad Caput de via, que revertitur in Castillonem & sic vadit per illos fines de silva usque ad Volubrum, & revertitur in Fontozuli, cum toto illo colle de Solagno usque in muris, & usque ad pedem de supradicto prato. Secunda petia de terra jacet, ubi Ecclesia Sancti Iuliani est edificata, que est per mensuram modiola centum. Tertia petia de terra jacet, ubi dicitur Casale, que continet in se modiola duodecim, cujus finis est ab una parte aqua de lacu, & de duabus aliis partibus est terra ejusdem Aftonis. Quarta petia de terra jacet, ubi Fontemayana dicitur, que continet octingenta modiola, cujus finis est, ex una parte via, que transit per ponticellum per viam Salariam, & per pedem de ficulo, & sic revertitur usque in muris. Quinta petia de terra jacet idem ad Forcellam, que continet mille modiola, cujus finis incipit per pedem de Ronca, & transit usque ad viam Salariam, & de alio latere vadit per viam illam de Forcella usque ad flumen, & a pede illius fluminis extenditur usque in viam de limite, & veniens per eandem viam limitis, pergens per medietatem civitatis Conæ, & per medietatem lacus, cujus alia medietas est Aftonis, & sic revertitur ad viam Salariam. Pro his terris, quas modo descripsimus dedi ego Otho Imperator illis tribus hominibus, Aftoni, Buelto, atque Guinifio duo mil-

ANNO
956.

(1) Cette Date est fautive. L'an 956. de notre Seigneur étoit le 14. de l'Indiction, & le 21. du Règne d'OTTON le Grand. Tout le monde convient qu'il fut couronné à Aix la Chapelle en 956. [D. U. M.]

ANNO
956.

lia libras pro pretio, & quantum plus valeret, donanda una mecum dederunt Beato Maximo, pro redemptione animarum suarum totum hoc quod superius scriptum est. Ego Otto Imperator Ecclesie tue, Beate Maxime, pro redemptione anime mee; & etiam propter hoc ut aliquantulum tui corporis permissas deferri, dono, concedo, confirmo, & semper firmiter permanere volo; & quicunque hoc defraudare, vel alieno malo ingenio minuire, vel subtrahere voluerit, vendendo, cambian- do, donando, sive prelatum alicui faciendo, nisi ad utilitatem, & honorem eiusdem Ecclesie, ex parte Dei omnipotentis, & Beate Marie semper Virginis, Beatorum Apostolorum Petri & Pauli, & Beati Maximi Martyris, & omnium Sanctorum, & nostram simul cum omnibus nobiscum manentibus, maledictionem habeant in perpetuum, & cum iuda, qui tradidit Christum, & cum Anna, & Caypha, qui Dominum crucifixerunt, associantur. Et insuper illud quod fecerint, sit vanum & inutile, & qui comparaverit, vel aliquo malo ingenio tenuerit, nisi sicut supra scriptum est, sit debitus legaliter componere, sicuti pessimum presump- tor, qui preceptum frangit Imperiale. Unde pro stabilitate huius rei, ego Otto Imperator precepi Bonifacio Norario, hanc cartam signatam mea manu, & manu Episcopi Cessi, & laudatam, & confirmatam ab omni- bus ibidem stantibus, scilicet Episcopis, Ducibus, Prin- cipibus, Marchionibus, Comitibus, ac Populo, & testibus subscriptis, ut scilicet in perpetuum maneat.

- † Signum manus OTTHONIS Imperatoris, qui hanc cartam scribere rogavit, & signum Sancte Crucis impressit.
 † Signum manus Episcopi CESSI, cui Angelus hanc cartam manifestavit, & rogatus ab Imperatore, signum Crucis impressit.
 † Signum manus ASTONIS, qui consensit, & confirma- vit hanc cartam, & signum Crucis fecit.
 † Signum manus BUESTONIS, qui similiter consensit, & confirmavit hanc cartam, & signum Crucis im- pressit.
 † Signum manus GUINISII, qui consensit, & con- firmavit hanc cartam, & signum Crucis im- pressit.
 † Signum manus RUYDIS Marchionis, qui rogatus ab Imperatore si testis, signum S. Crucis fecit.
 † Signum manus ALBERTI Marchionis, qui rogatus ab Imperatore si testis, signum S. Crucis fecit.
 † Signum manus ROBERTI Marchionis, qui rogatus ab Imperatore si testis, signum Crucis fecit.
 Ego BONIFACIUS Iudex, & Notarius rogatus omni- bus complevi, & finiui.

L.

958. Diploma, quo Rex EDGARUS confirmat Doro- bernensem Ecclesiam Matrem esse & Dominam aliarum Ecclesiarum Regni sui. [Collect. Reg. Concilior. Tom. XXV. pag. 123. PHILIP. LABBEI Concil. Collectio, Tom. IX. pag. 658.]

ANNO Dominice Incarnationis 958. ego nempe Edgarus Rex Anglorum, divinaque concedente cle- mentia Monarchus, Regum antiquorum Ethelberti & Sacerdotum illius ac Archiepiscoporum Brythwaldi & Athelardi statuta & privilegia monasteriorum Kance- num cum venerabilis Archiepiscopis Dunlani consensu atque consilio, ad maledictionem impiorum raptorum, imo magis Deo favente ad benevolentiam iustorum benedictionem, aeterna conclusione renovamus, & in Domino summo roboramus, stantes,

Ut Ecclesia Christi in Dorobernia aliarum Ecclesia- rum regni nostri mater sit & Domina, & cum suis omni- bus perpetualliter sit ubique libera prater expeditionem, pontis & arcis constructionem.

L.I.

960. Testamentum PONTII RAYMONDI Comitis To- losani & Rutenensis, Marchionis quoque Gothie, quod suis Bonis disponit. [MABILLON, de Re Diplomatica Lib. VI. pag. 572. Ex Schedis D. d'HEROUVAL.]

In nomine Domini.

BREVE codicillo quod fecit Raymundus Comes pro remedio anime sue, & pro Genitore suo, & pro

Genitrice sua, & pro omnibus Fidelibus suis. In- primis dono ad illo cenobio de (a) Conquas illa me- dietate de illo alode de Arianico, & de illas Eccle- sias, & de omnibus villariis quas ibi aspicunt, & alia medietate ad illo cenobio de (b) Figiac. Illa Eccle- sia de Acinnaco teneat Raynaldus dummodo vivit; & illi alode teneat Stephanus dummodo vivit; Post illo- rum discessum sancti Salvatoris de Figiac remaneat, & donet Stephanus & Raynaldus ad ipsos monachos per singulos annos mediante Quadragesima unam refectio- nem. Illo alode de Limanico, quod Grimaldus habet a feo, & Frodinus habet a feo de Raymundo, & illa Ecclesia de Blanado, Ugoni filio Gerald remaneat dummodo vivit: post suum discessum sancti Petri Belli- locensis (c) remaneat & donet ad ipsos Monachos per singulos annos unam refectioem medio Quadragesima. Illo alode de Pomerio, & illo alode de Tornago, & illo alode de Malavalle quod de illos monachos de (d) Au- reliaco & de ipso Abbate acquirit; Sancti Petri & Sancti Gerald ab ipso cenobio remaneat, illo alode de Vida- liaco quantum ibi aspicit, cum ipsa Ecclesia Sancti Petri (e) Marcelliac remaneat, illo alode de Alico & de Va- lanelone Sancti Petri Bellilocensis remaneat, & illa medietate teneat Americus dummodo vivit, & donat ad ipsos monachos singulos annos unam refectioem medio Quadragesima. Illos alodes quos acquisivi de Guillelmo (f) Comite consanguineo meo illa tertia pars remaneat Sancta Maria (g) Rutenensis: alia tertia pars Sancti Amantii, alia tertia pars Sancti Saturnini. (h) Il- la Ecclesia de (i) Sancti Africani, & illo alode de Pe- dregrago quod de Ranulfo acquisivi, Sancti Privati Mi- matensis remaneat; illo alode de illa Roehera quod de Poncione acquisivi, Sancti Salvatoris Vabrensis remaneat; & alio alode quod de Poncione acquisivi quod Bernar- dus de Nante habet a feo Sancti Salvatoris ad ipso cenobio remaneat. Illo alode de Cenobolos, & illo alodio de Crucio, & illo alodio de Pocallos & illo alodio de Guarriguas, & illo alode de Vinnaco & illo alode de Longalassa, & illos manfos de Bonaldo & de Senico Pontioni Abbati (k) remaneat, post suo quoque disces- su, Sancti Amantii Rutenensis remaneat. Illo alode, de Sulciaco cum ipsa Ecclesia teneat Beris- DEDIT Episcopus (l) dummodo vivit, post suum discessum Sancte Marie Rutenensis remaneat, & ipsi mansi de Va- bro Grimaldo remaneant, post suum discessum Sancte Marie Rutenensis illa Abadia de Rubiaco una medietas remaneat Sancta Maria de Anicio (m), altera medietas inter illa sede de Ureccio, & illa sede de Viverio remaneat. Illos alodes quos habeo in Nemosenfe Bertana (n) remaneat dummodo vivit: post suum discessum illa medietas remaneat Sancta Maria Nemosenfi, alia me- dietas inter Sancto Baudelio & Sancto Egidio (o). Illo alode quod de Segocio acquisivi, quod Raynardus Vice-Comes Biterrensis habet Bertana remaneat dum- modo vivit: post suum discessum Sancti Salvatoris (p) Anahnenfis remaneat, illo alode de Plumberias Berta- nae & Raymundo filio meo remaneat dummodo vivit: post illorum discessum Sancta Mariae ad Anicio remaneat. Illo alode quod comparavi de Poncione, ad ca- pud de..... Raymundus habet a feo, ad illa sede de Lodeva remaneat, teneat Berta dummodo vivit. Illo alode de Lupiano cum ipsa Ecclesia, & illo alode de Lugis teneat Berta dummodo vivit: post suum discessum Sancti Juliani (q) Psalmodio remaneat. Illo alode de Balarug teneat Berta & Raymundus dummodo vivunt: post eorum discessum una medietas remaneat Sancti Petri de Magalona, alia medietas remaneat ad illa sede de Aga- de (r). Illo alode de Palagio (s) remaneat Raymundo & Bertana dummodo vivunt: post illorum discessum illa tertia pars sine ulla Ecclesia, remaneat Sancti Tybe- reii, alia tertia pars ab illa medietate de illa Ecclesia re- maneat ad illa sede ad Biterris, alia tertia pars ab illa medietate de ipsa Ecclesia remaneat ad illa sede de Nar- bona. Illo alode de Caucos remaneat Raymundo & Ber- tanae dummodo vivunt: post illorum discessum rema- neat una tertia pars Sancti... altera tertia pars Sancti Pe- tri de Joncellos, alia tertia pars Sancta Maria de Cutarante. Illo alode de Caucio quod a Raymundo acquisivi rema- neat illa medietas Sancta Maria & Sancti Ponci (t) a To- merias, alia medietas Sancti Petri ad Caunas. Illo alode de Perpiiani, quod de Attone (v) acquisivi, rema- neat illa tertia pars Sancti Felicis ad Girona, alia ter- tia pars Sancti Petri ad Rodas (x), alia tertia pars ad il- la sede de Helna. Illos alodes qui fuerunt Anicio Vice-Comite de Carcaffosa, ipsi qui sunt in Narbonensi, remaneant inter Sancto Justo & Sancto Paulo (y), & alii qui sunt in Carcaffensi, tertia pars remaneat Sancta Maria crassa (z), alia tertia pars Sancti Joannis Valle- segario, alia tertia pars Sancti Nazarii ad Carcaffons.

ANNO
960.(a) Con-
quas.
(b) Figiac.
(c) Beaulieu
en Limosin.
(d) Auxillac.
(e) Marcelliac
en Rou-
ergue.
(f) Juniori.
(g) de Ro-
dez.
(h) en Rou-
ergue.
(i) S. Afri-
que.
(k) n. Sa-
culati San-
ti Amantii
Rutenensis.
(l) Rute-
nensis.
(m) Le Puy.
(n) Uxaci.
(o) Nemausi.
(p) Ania-
nenfis.
(q) Psal-
modii.
(r) Agde.
(s) Palais
en Langue-
doc.
(t) S. Pons,
cujus is
fundator.
(v) Comi-
te Rufe-
nenti.
(x) Rofes.
(y) Narbo-
nenfi.
(z) La Graf-
fe, en Lan-
guedoc.

Illo

ANNO
960.(a) Valleguier.
(b) Soreze.

(c) Castrensis.

(d) Albien.

(e) Cadurcensis.

(f) Albien.

(g) Comiti Fuscini.

(h) Comitatus Felsenico Auficiensis in Vasconia.

Illo alode de Caucio remaneat Sancti Joannis Valleguierio (a). Illo alode de Villa-nova Sancta Maria de Soricino (b) remaneat. Illo alode de Brocello Bernardo filio Rogerio remaneat dummodo vivit: post suum discessum Sancti Petri de Caunas remaneat. Illo alode de Guttalem cum ipsa Ecclesia & cum omnibus villariis quae ibi aspicuntur Sancti Benedicti (c) remaneant & Sancti Vincentii. Illo alode quem habeo in Cavallo, Sancti Benedicti & Sancti Vincentii remaneant neminem contradicentem. Illo alode de Bricio Froterio Episcopo (d) remaneat cum ipsa Ecclesia dummodo vivit: post discessum Sancti Michaelis de Galliano remaneat in communia. Illo alode de Francitia Sancti Eugenii remaneat & teneat ipsa Ecclesia, Berengarius dummodo vivit: post suum discessum remaneat cum suo alode Sancti Eugenii ad Viancio, illa Ecclesia de Sancto Marcello BERNARDO Episcopo (e) remaneat ad alode: ipso de Sancto Marcello Sancti Salvii remaneat & post mortem Bernardi Episcopi ipsa Ecclesia Sancti Salvii remaneat. Illo alode de Loveziaco Sancta Cecilia (f) remaneat, & teneat ipsa Ecclesia Nodbertus dummodo vivit: post suum discessum Sancte Ceciliie remaneat. Illo alode de Avocio Sancta Marciana remaneat. Illo alode de Sancto Viatore Sancti Vincentii remaneat cum ipsa Ecclesia & teneat ipsam alodem cum ipsa Ecclesia ERMENGAUDUS Abbas dummodo vivit: post suum discessum Sancti Vincentii remaneat. Illo alode de Vertucio Bernardo & uxori suae Adelaïs remaneat: si vir mortuus fuerit, ad illam remaneat: post illorum discessum remaneat una tertia pars Sancti Michaelis ad Galliano, alia tertia pars Sancti Audardi remaneat. Illo alode de illa Rocha quae de Aymerico acquiritur, Sancti Leoncii remaneat. Illo alode de Mazirios quae de Angerio acquiritur, Sancti Benedicti Castrensis remaneat. Illo alode de Frodino cum ipsa Ecclesia & illo alode de Porcello cum ipsa Ecclesia, & illo alode de Altiding cum ipsa Ecclesia, & illo alode de Stricho-fonte cum ipsa Ecclesia & illo alode de Cavancellas cum ipsa Ecclesia, & illo alode de Bonofallo cum ipsa Ecclesia, Sancti Saturnini remaneat. Illo alode de Rochas & illo alode de Entrenago & illo alode de Remeddo, illo alode de Bordas cum ipsa Ecclesia & illo alode de Altirago cum ipsa Ecclesia, illo alode de Narveis cum ipsa capella, illo alode de Torvalis Sancti Simplicio Moranoriv, Saxenis, Cadmerio Fredendot, illi alodes cum ipsas Ecclesias S. Stephani Tolofensis, & S. Maria fabricata remaneant. Illo alode de Sudorthane Sancti Volufiani remaneat, & illo alode de Carliano Rogerio filio. ARNALDO (g) remaneat: post suum discessum Sancti Antonini Fredeseffo remaneat. Illo de Marcello & illo alode de Salas, Sancti Petri de Sado remaneat. Illo alode Cantavalle, & illo alode de Donadfranco (h) WILLELMO GARCANO remaneat dummodo vivit: post suum discessum Sancti Petri de Condom & Sancti Vincentii ad Auscio remaneat. Illo alode de Sancti Martini de Bellocasso illa Ecclesia teneat Bosmens dummodo vivit: post suum discessum Sancti Petri Musfiaco remaneat, illo alode de Sancti Salvatoris cum ipsa Ecclesia Sancti Petri Musfiaco remaneat & teneat ipsa Ecclesia Jeremias Presbyter dummodo vivit. Illo alode de Arfollis UGONIN nepoti meo remaneat: post discessum suum Sancti Petri Musfiaco remaneat illa medietas, alia medietas Arnaldo & filio suo STEPHANO, quod hodie habet, remaneat: post illorum discessum Sancti Petri Musfiaco remaneat. Illo alode de Maimanicas, illo alode de Paludis, illo alode de Valle Ardrico, illo alode de Lagio, illo alodio de Podiomejano, illo alode de Lauberol, illi alodes Sancti Stephani Cadurcensis remaneant nemine contradicente. Illo alode de illa Guarda cum ipsa Ecclesia & illo alode de Lafotario teneat HUGO filius noster dummodo vivit: post suum discessum Sancti Stephani Cadurcensis remaneat nemine contradicente. Illo alode de Belpaguo teneat Aymericus, dummodo vivit: post suum discessum Sancti Stephani Cadurcensis remaneat. Illo alode de Sabadello & de Prandielie cum ipsa Ecclesia, Sancti Stephani remaneant nemine contradicente. Illo alode de Francor & ad unum cui ille laxaverit: post mortem illorum Sancti Stephani Cadurcensis remaneat. Illa quarta parte de illa Ecclesia sancti Cirilli, & illo alodo quod ego acquiritur in Deum-pantala, Sancti Audardi remaneat. Illo alode de Mongio Sancti Audardi remaneat: illa Ecclesia Ricario filio Iarno remaneat ad alode: post suum discessum Sancti Audardi remaneat cum alio alode. Illo alode de Caucio cum ipsa Ecclesia, & illo alode de Povilovicas cum ipsa Ecclesia Sancti Antonini remaneant. Illa tertia pars de alios alodes meos quae ha-

TOM. I.

beo in Agemenfe, remaneat GAUSBERTO Abbate: post suum discessum Sancti Petri Musfiaco remaneat; alia tertia pars inter Exciso & Sancto Vincentio fabricato, alia tertia pars remaneat Sancti Caprasii, exceptis quae AUSTORGIUS tenet & post discessum Auforgii Sancti Caprasii remaneat. Illo alode de Malopertulo cum ipsas vineas & illas vineas de Pogio Censaldo, & illas vineas de Ortigerias UGONIN nepoti meo remaneat: post suum discessum RAYMONDO fratre suo remaneat. Illo feo quod Sancius habet, remaneat ad ipso Sancioni ad alode, exceptis illa vinea de Pogioceti, illo alode de illo Boschetto, Sancta Rufina remaneat. Illo alode de Marca Sancti Petri & Sancti Gerardi de Cairago (i) (j) en Quere remaneat. Illo alode de Lauziaco & illo alode Sella-go, & illo alode de Campoguidano cum ipsas Ecclesias & illo alode de Valencio, Ademario Vice-Comite Tolofano remaneat, in tali verò ratione, ut telecomfina mea adfirmit; & si filium habeat de muliere, qui haereditatem haereditare debeat, ad illum remaneat. Illo alode de Laugiaco post discessum Ademario. Illo alode de Fefago Sancti Antonini (k) remaneat; & illo alode de (l) Apamariuni. Campoguidano, post discessum Ademario, Sancto Audardo remaneat, & si Ademarus Filium de muliere non habet, qui haereditatem suam non haeredit, ipso alode de Laugiaco Sancti Petri & Sancti Gerardi de Cairago remaneat. Illo alode de Bracino RAYMONDO filio meo & HUGONIN filio meo remaneat, in tali verò ratione quod teneat ipso Castello & ipso ARNALDUS & ISARNUS quod habet de ipso alode, si tale forsafum non fecerint in contrarium ex illis per quod ipsos habere non debeat. Illo alode de Projeto & illo alode de Genebueras Raymundo & Almalino fratre suo remaneat, & post discessum Ademario. Illo alode de ... remaneat: & post illorum discessum S. Leonard remaneat. Illo castello de Tolmone cum ipso Alode de Albafolia, & cum ipsa Ecclesia de illo alode de Gualtaranis cum ipsa Ecclesia, & illo alode de Variago cum ipsa Ecclesia & cum aliis ibi pertinentibus Raymundo & Hugoni remaneant dummodo vivunt: & si illi mortui fuerint S. Audardi remaneant. Ipso Castello quod vocant Nandalors cum ipso alode de Sancta Maria, Raymundo Filio meo & Hugoni filio meo remaneat: post illorum discessum Sancti Petri Musfiaco remaneat. Illo castello quod vocant Caslo, Bertrando remaneat cum ipso alode de Arduino & cum ipsa Ecclesia & cum ipso alode de Antiago, & cum ipsas Ecclesias: & post discessum suum Raymundo Filio suo remaneat; & si Raymundus mortuus fuerit, Bernardo & uxori suae Adelaïs remaneat; & si infans masculus de illis pariter apparuerit, ad illum remaneat; & si illi mortui fuerint qui infansem non habuerint, Hugoni remaneat; & si Hugo mortuus fuerit, ille alodus de Antiago remaneat Sancti Stephani Cadurcensis cum illa medietate de ipso castello; & ille alodus de Arduino cum ipsa medietate de illo castello S. Petri Musfiaco remaneat. Illo alode de Aulafio cum ipsa Ecclesia & cum omnibus villariis quae ibi aspicuntur, Bernardo & uxori suae Adelaïs remaneat: & post discessum illorum ad infantes illorum remaneat; & si infans de illis non apparuerit, remaneat inter Vabro & Agana & Nante, & dividatur aequaliter. Illa parte quod ego Raymundus habeo in castello de Gordone, & in illo alode de Gordoneffe, Aymerico remaneat & Gerardo filio suo, & ad filios Gerardo: & si illi mortui fuerint, remaneat inter Sancto Stephano Cadurcensis, & Sancto Petro Marciaco & Sancta Maria Soliaco; & si Raymundus mortuus fuerit, donec Aymericus aut Geraldus aut filii Geraldus qualis vivus fuerit, D. solidos Hugoni nepoti meo; & si Hugo mortuus est, sancti Petri Marciaco. Ipso Castello de Cagavione cum ipso alode & cum ipsa Ecclesia de Laurguo, & cum ipso alode de quod habeo in Campolam, & cum illo alode Nantoinis cum ipsa Ecclesia, & cum ipso alode de Marclio cum ipsa Ecclesia de Sancto Simplicio, exceptis illa Ecclesia nova & illo mansuubi Ecclesia est, HUGONIN & ERMENGAUDO fratre suo remaneat; & teneat ipsa Ecclesia de Sancto Simplicio STEPHANUS & filius suus ab eo dummodo vivunt: post illorum discessum illo alode de Laurgo & illo alode da Nantoinis inter Sancto Stephano Cadurcensis & Sancta Maria ad E. . . . & ipso castello de (l) Parisio cum ipso alode de Taxairolas cum ipsa (j) Parisio Ecclesia, & ipsa Ecclesia de Assineyras cum ipso alode de Falgairolas, & cum ipso alode de Novi-villa & cum ipsa Ecclesia, & cum ipso alode de Torrierio, & cum ipso de Felinas, & cum ipsa Ecclesia, Hugoni & Ermengaudus fratre suo remaneat. Et illo castello de Parisio teneat Malbertus a feo de Hugone & de Ermengaudus dummodo vivit: & post discessum illorum illi alodes remaneant inter Figiaco & Marclisaco & Catur-

E 2

cio

ANNO
960.

cio & Sancto Antonino & Albio, & dividant equaliter, excepto castello de Parisio, & illo alode de Taxairolas & Ecclesia de Afuieras, & illo alode de Falgaioilas: & si Ermengaudus sine filio mortuus fuerit, ad ipsos Sanctos remaneat; & si filium de muliere habeat, ad illum remaneat: & post discessum de ipso filio Ermengaudi, ad ipsos Sanctos remaneat. Illo castello de Albino, & illo alode de Sinilio cum ipsa Ecclesia, & illo alode de Albaredo cum ipsa Ecclesia, & illo alode de Brandonedo & de alio de Brandonedo cum ipsas Ecclesias, & illo alode de Parisio cum ipsa Ecclesia remaneat ad filios meos, quos ego Raymundus habeo de filia Odoino: & illo alode de Campolivodo cum ipsa Ecclesia & illo manso de Carausiaco, remaneat ad filia mea quam habeo ab ipsa filia Odoini; & si illa infantem masculum non habet legitimum, remaneat ad germanos suos, & post illorum discessum remaneat Sancta Maria Rutenis; & si filium habet de jugale, ad ipsum remaneat; & post discessum de ipso filio Sancta Maria Rutenensis remaneat, & si ipsi filii mei de filia Odoini mortui fuerint sine filios remaneat ille alodius de Brandonedo cum ipsa Ecclesia Sancta Maria Sancta Fide ad Conquas remaneat; & alio Brandonedo Sancti Saturnini remaneat, & illo alode de Parisio & alio alode de Sivilio, & illo alode de Albaredo Sancti Amantii remaneat, & donet ille Abbas de Sancti Amantii in eſcambio Sancti Salvatoris Vabrenſis valente illo alode de Sivilio, aut plus quod pars patuerit de Vabro, & si filium habeat de muliere ad illum remaneat, & post discessum de ipso filio ad ipsos Sanctos remaneat. Illo alode de illo Hermo *Ingelberio* remaneat & post suum discessum Sancto Petro Mulciaci, & donet Ingelbertus per singulos annos ad illos Monachos de Musciaco unam reſeſſionem medio quadageſime. Illo alode de Elvas *Jalberto* remaneat cum ipsa Ecclesia, & cum omnibus Villariis quas ibi aspicunt, in tali ratione, si filium habeat de muliere, ad illum remaneat, & si filium de muliere non habet *Grimaldo* fratri suo remaneat: & post discessum illorum S. Petri Marcelliano remaneat in communia. Illo alode de Laugiano, quod vocant Sancta Affra, *Stephano* remaneat, post suum discessum ad unum filium suum, cui ille donare voluerit: & post discessum illorum, S. Petri, & S. Giraldi Aureliaci remaneat. Illo alode de Lobegiaco exceptis illa Ecclesia, *Genesio* remaneat & illa Rocha inter Aymerico & Genesio & teneat illa Genesius in fidelitate Aymerico, & si Genesius habet filium de muliere ad illum remaneat, & si filium non habuerit *Geraldo* fratre suo remaneat, & post illorum discessum sancti Juliani Bravenſis remaneat. Et illa Ecclesia de Lobegiaco *Galberto* remaneat: post discessum suum sancti Stephani Caturenſis remaneat. Illo alode de Livrone Raymundus filio Umberto remaneat: post suum discessum ad illa Ecclesia nova de Marcellio remaneat. Illo alode de Ginhalo Raymundo & Bernardo filio Umberto remaneat in ea ratione quod Bernardus & Raymundus & mater illorum affirmant mea elemosina de Cantu sancto Antonino, & post discessum illorum remaneat ille alodius de Ginhalo S. Amantii Rutenis. Illo castello de . . . illo castello de Cerveria, illo Castello de So. Laurentio, illo castello navo de Petreleuse, illo castello Grenolhedo, illo castello de Mala-morte ripa Agatis, illo castello Dargon, illo castello de Ventugione, illo alode de Monasterio remaneat Raymundo filio meo, & si Raymundus intestatus mortuus est, ad propinquos nostros remaneant. Illo alode de Lupiaco **DEUS-DEDIT** Episcopo (m) remaneat: post suum discessum, Sancta Maria Rutenis remaneat illa conventia, quam ego habui. In illo alode de Sanis, quam Ermengaudus mihi fecit sancti Michaelis, ad Galliano remaneat. Illa elemosyna supra scripta fiat Domino Deo, & ad istos Sanctos superſcriptos pro remedio anime mee, & pro omnibus peccatis meis, & pro Genitore meo & Genitrice mea, & pro Fratre meo, & pro omnibus Conſanguineis meis, & pro omnibus fidelibus meis, in ea ratione quod nullus Clericus nec nullus Laicus nec nulla femina non tollat, nec abſtrahat ad istos Sanctos superſcriptos, nec ista conventia per quam unde istos Sanctos omni tempore firma & ſtabilis permaneat. Amen. Omnes res mobiles donet elemosynarius meus Domino Deo, & ad Sanctos, & ad Presbyteros, & ad pauperes pro anima mea.

(m) Ruteni.

Signum RAYMUNDO qui Breve isto scribere vel firmare rogavit. *Signum* JALBERTO. *Signum* GENESIO. *Signum* BERNARDO. *Signum* WILHELMO. *Signum* AYMERICO. *Signum* GIRALDO.

LII.

ANNO
962.

12. Mars

Præceptum Casareum OTHONIS I. quo Jurisdiclio contentiosa, sive Jus distinguendi, definiendi, & deliberandi super omnibus tam Laicis quam Clericis confertur Episcopo Parmensi HUBERTO pro ipso & successoribus suis, tanquam Palatii Comitibus, tam infra Civitatem quam extra, usque ad tria Milliaria secundum limites determinatos. Dat. Livie 3. Idus Martii ann. 962. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra, Tom. II. Parmenf. Episcopi, col. 199. prior. Edit. Rom. & col. 157. ult. Venet. A.º 1717.]

SUBLIMATOS esse credimus.
Maximis Ecclesiarum Dei utilitatis proficere non ambigimus. Quapropter noverit omnis sanctæ Dei Ecclesiæ fidelium, nostrorumque præsentium scilicet, & futurorum. . . . Hubertus Parmensis Ecclesiæ Episcopus nostram adiens clementiam petit, ut more Prædecessorum nostrorum Ecclesiam suam proficiendo augmentaremus, ex hisque Regia. tam cuncti Clerici ejusdem Episcopi in quocunque loco. fuerint quoque, & cunctorum hominum infra eandem Civitatem habeat. publico in ejusdem Ecclesiæ jus, & dominium, ut districtum transfunderemus, ut deliberandi, & dividendi seu distinguendi potestatem haberet tam supradicti Clerici res, & familias, quamque, & homines infra eandem Civitatem habitantes, & res, & familias eorum, velut si præsens adesset nostris Comes Palatii. Nos vero considerantes, & commodum ducentes per supradicti Imperii dignitatem, & per mala omnia, quæ acciderint sæpe inter Comes ipsius Comitatus, & Episcopos ejusdem Ecclesiæ, ut penitus præteritis, & schisma evelleretur, & ut ipse Pontifex cum Clero sibi commissio pacifice viveret, tam pro salute nostra quam stabilitate Regni, & omnium in nostro Regno degentium concedimus, & largimur, & de nostro jure, & Dominio in ejus jus, & Dominium omnino transfundimus, atque delegamus, murum ipsius Civitatis, & Districtum, & Telonium, & omnem publicam functionem, tam infra Civitatem, quam extra ex omni parte Civitatis infra tria milliaria, destinata scilicet, atque determinata per fines, & terminos, sicut sunt loca villarum, & nominibus defixa castrorum. In Oriente scilicet Benecetæ, Castellæ, Coloritæ. In Meridie purpuriano Albani, Vicocululi. In Occidente Vicoferduli, Faborio, Aeli. In Septentrione Baganicola, Gassallæ, Palantani, Tarabiano cum omnibus adjacentiis, & pertinentiis præfatorum locorum integre, remota occasione ullius reprehensionis, nec non & Regias vias, aquarumque decursus, & omne territorium cultum, & incultum ibidem adiacens, & omne quicquid Republica pertinet. Insuper etiam concedimus, & omnes homines infra eandem Civitatem. prælibatos fines habitantes ubicunque eorum fuerit hæreditas, sive ad quasvis, sive familia tam infra Comitatum Parmensem, quamque in vicinis Comitatus nullam exinde functionem alicui nostri Regni persone persolvant, sive alicujus placitum custodiant nisi Parmensis Ecclesiæ Episcopi, qui pro tempore fuerit, sed habeat ipsius Ecclesiæ Episcopus licentiam tanquam nostri Comes Palatii distinguendi & definiendi, vel deliberandi omnes res, & familias tam omnium Clericorum ejusdem Episcopi, quam & omnium hominum habitantium infra prædictam Civitatem, necnon & omnium residendum supra præfatæ Ecclesiæ terram, sive Libellarium, sive Precarium. & ita de nostro jure, & Dominio in ejus jus, & Dominium transfundimus, ut nullus Marchio, Comes, Vicecomes, aut aliqua Regni nostri magna, remissaque Persona exinde de prædictis rebus & familiis, & omnibus quæ superius leguntur, se intromittat aut aliquam functionem inde recipere tentet ad augmentum etiam. quatenus eadem Parmensis Ecclesiæ nullus supplementi indigna videatur. permittendo concedimus ipsius loci Episcopo, ut habeat potestatem eligendi, sive ordinandi sibi Notarios qui causas ipsius Episcopatus discutientes ubicunque opportunitum fuerit prædictum Episcopum scribant cartas cujusunque voluerit Testamenta remota prohibitione, vel controversia Comitatus, sive Comitatus, ut sicut ex parte Comitatus sunt harum rerum Exectores, ita ex parte Episcopi nostra. vivere, & si acciderit de prædictis rebus, & familiis. posse definiri per hanc nostri præcepti paginam concedimus eidem Episcopo vice-Domino, ut sit noster missus, & habeat potestatem deliberandi, & definiendi, atque judicandi, tanquam nostri Comes Palatii. Si quis igitur
hujus

ANNO 962. hujus nostri præcepti violator . . . fiat fe compositurum mille libras auri , medietatem Camere nostræ , & medietatem ipsius Ecclesiæ Episcopo. Quod ut verius credatur , diligentiusque ab omnibus observetur inviolabiliterque custodiatur manu propria roborantes annuli nostri impressionem inferius affigi præcepimus.

Signum D. OTHO-  NIS Sereniss. Aug.

WILERICUS Cancellarius ad vicem BRUN. Archiepiscopi , & Archi-Cancellarii recognovit.

Data 3. Idus Martii anno Dominicæ Incarnationis 962. anno vero Imperii Domini OTHONIS Serenissimi Augusti primo , Indictione 5.

Adm Livie in Dei nomine feliciter. Amen.

LIII.

13. Nov. (1) Imperatoris OTTONIS I. cognomine Magni Diploma, secundum HYPPOLITUM DONESMONDUM; quò GUALTERIUS DE GONZAGO creator Vicarius Imperialis & primus Marchio Mantuæ pro fe & hæredibus suis in perpetuum. Datum apud Viterbium Idibus Novembris Anno Incarnationis 962. [R. P. HYPPOLITI DONESMONDI Historia Ecclesiastica Mantuana, Lib. III. Ex FRANC LAMBERTI Florentini Libro Italico della Antiquità delle più Illustri Famiglie d'Europa; apud PETRUM LAMBECIUM in Annotationibus super PLATINÆ Historiam Mantuanam, pag. 455.]

In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis.

OTHo divinâ favente Clementiâ Romanorum Imperator semper Augustus. Justitiæ equitas. Regni auctoritas, & verius spectata fides, & sincera dilectio nos admovent, omnium quidem utilita prospicere, maxime verò Confanguineorum nostrorum, & eos, propter eorum benemerita modis omnibus promovere & adjuvare. Quapropter meritis dilecti Confanguinei nostri Gualterii de Gonzago ad minus, & considerans sinceram fidem & grata obsequia, quæ Imperio & Majestati nostræ exhibuit, & in perpetuum exhibiturus est, locupletare & decorare ipsum, & omnes ejus successores constituimus; & ut præsentis & futuræ Posteritatis notum sit, liberalitate Augustâ, creamus dictum Gualterium Vicarium Imperialem, & primum Marchionem Mantuæ. Quam dignitatem in omnibus suis primariis successoribus in perpetuum concedimus & statuimus: donando eis omnia tenimenta, castra, jura, villas & districtus, cum omnibus jurium pertinentiis, & omnibus vestigiis tam intra quàm extrâ Imperio atinentibus; statuentes ac firmiter præcipientes, ut nulla unquam Persona cujusvis status, eminentiæ, conditionis, & dignitatis audeat memoratum Gualterium, & ejus successores & hæredes, in hac nostra Concessione, Creatione & Donatione impedire, vel ipsis aliquid gravamen irrogare. Quod si quis ausu temerario facere præsumpserit, pro pena in vindictam sui reatus, auri puri centum Libras, dimidium Fisco nostro, & reliquum passis injuriam perfolvendum componat. Et ut robur nostræ concessionis ac donationis perpetuum ac firmum sit, hoc privilegium in hac pagina inferibi, & sigillo nostro aureo muniri jussimus. Hujus rei Testes sunt Hildebertus Moguntinus Archiepiscopus, Conradus Francorum Rex, Erminius Suevorum Princeps, Joannes Almie Urbis Præfectus, Guilielmus Misnie Palatinus, Comes Encherius, Vicellus Camerinus, & alii quam plures. Acta sunt hæc Anno Dominicæ Incarnationis nonagesimo sexagesimo secundo, Indictione quinta, regnante divo Othone primo, Romanorum Imperatore glorioso, Regni & Imperii sui anno vigesimo sexto. Datum apud Viterbium Idibus Novembris.

(1) Lambecius taxé ce Diplôme de faux, & il en allègue divers raisons, les unes fortes, les autres faibles. La meilleure de toutes est, selon nous, qu'il ne se trouve rien dans les années suivantes, qui confirme cette prétendue création, jusques au temps de l'Empereur Sigismund, qui la fit véritablement en faveur de Jean François de Gonzague. Voyez en les Diplômes dans le II. Tome de ce Recueil sous les Dates du 6 & 7 Mai 1432. & du 22 Septembre 1433. [DUM.]

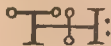
LIV.

Ejusdem Diplomatis aliud Exemplum, secundum ANTONIUM POSSEVINUM, cum Lectionibus valde diversis, ut utriusque collatione facile percipi possit. [ANTONII POSSEVINI Junioris Historia Domus GONZAGÆ, ex Ducalis Archivii Mantuani, ut ait, Diplomate Bullâ aureâ appensâ munito. Apud P. LAMBECIUM in Annotationibus super PLATINÆ Historiam Mantuanam pag. 451.]

In Nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis.

OTHo divinâ favente Clementia Romanorum Imperator semper Augustus. Justitiæ equitas, Regni auctoritas, & circumspicienda fides, & sincera dilectio nos admovent, omnium utilitati prospicere, maxime verò Confanguineorum nostrorum, & eos, propter eorum benemerita, modis omnibus promovere & adjuvare. Quapropter meritis Confanguinei nostri Valterii de Gonzach annuimus, & considerantes sinceram fidem & grata obsequia, quæ Imperio & Majestati nostræ exhibuit, & impoliterum exhibiturus est, locupletare ac decorare ipsum, & omnes ejus successores constituimus; & ut præsentis & futuræ Posteritatis notum sit, liberalitate Augustâ, creamus dictum Valterium Vicarium Imperialem, & primum Marchionem Mantuæ. Quam dignitatem in omnibus ejus primariis successoribus in perpetuum concedimus & statuimus, donando eis omnia tenimenta, castra, rura, villas & districtus, cum omnibus eorum pertinentiis, justitiis & omnibus honoribus, tam intrâ quam extra, Imperio atinentibus, statuentes ac firmiter præcipientes, ut nulla unquam Persona cujusvis status, eminentiæ, conditionis, & dignitatis audeat memoratum Valterium, & ejus successores & hæredes, in hac nostra Concessione, Creatione & Donatione impedire, vel ipsis aliquid gravamen irrogare. Quod si quis ausu temerario facere præsumpserit, pro pena in vindictam sui reatus, auri puri centum Libras, dimidium Fisco nostro, & reliquum passis injuriam perfolvendam componat. Et ut robur nostræ concessionis ac donationis perpetuum ac firmum sit, hoc privilegium in hac pagina inferibi, & sigillo nostro aureo muniri jussimus. Hujus rei Testes sunt Hildebertus Moguntinus Archiepiscopus, Conradus Francorum Rex, Erminius Suevorum Princeps, Joannes Almie Urbis Præfectus, Guilielmus Misnie Palatinus, Comes Encherius, Vicellus Camerinus, & alii quam plures. Acta sunt hæc Anno Dominicæ Incarnationis nonagesimo sexagesimo secundo, Indictione quinta, regnante D. Othone primo, Romanorum Imperatore glorioso, Regni & Imperii sui anno vigesimo sexto. Datum apud Viterbium Idibus Novembris.

Signum D. OTHONIS Magni, Romanorum Imperatoris.



LV.

(1) Echange fait entre le Comte SIGIFRID & 963. WIKER Abbé de St. Maximin de Trèves, du 17. AVR. CHATEAU DE LUXEMBOURG, dans les Ardennes, contre un Domaine nommé VIULNE dans les mêmes Ardennes, par lequel Echange Sigifrid acquit le nom de PREMIER COMTE DE LUXEMBOURG. Fait en 963. [AUBERT LE MIRE, Diplomatum Belgicorum Lib. I. Cap. XIX. pag. 39. & Notitiæ Ecclesiæ Belgicæ Cap. LXI. pag. 109.]

COMTE DE LUXEMBOURG ET ABBÉ DE S. MAXIMIN DE TRÈVES.

In nomine unigeniti Filii Dei.

NOTUM sit omnibus Populis, in Christum credentibus, tam præsentibus quàm venturis, clericis atque laicis, quod (2) SIGIFRIDUS Comes, de nobili genere

(1) Le Mire dit qu'il a tiré cette Pièce d'un Manuscrit de l'Abbaye de S. Maximin de Trèves
(2) On ne fait ni de qui il étoit fils, ni qui fut son successeur.

ANNO
963.

genere natus, castellum quod dicitur LUZELIN-
BURCH in proprietatem desiderans adipisci, perrexit
ad D. (3) Brunonem Archiepiscopum, fratrem videli-
cet Imperatoris Ottonis, qui tunc principatum totius
regni post ipsum tenebat, eique suum desiderium mani-
festavit.

Cujus scilicet Archiepiscopi accepto consilio, & im-
petrata licentia ab eo, venit ad Abbatem Wikerum &
ad reliquos S. Maximini monachos, in quorum pradio
idem castellum fuerat positum, petens ut ei liceret cum
suo alodio illud commutare. Quod Abbas libenter,
una cum fratribus, consentiens, placuit atque convenit
inter eos, ut res per ambarum partium oportunitatem
commutarentur.

Dedit itaque prefatus Comes ad S. Maximinum de
rebus suis proprietatis, legali traditione, in Comitatu Gi-
siberti Comitibus, in pago Arduenna, villam quæ dicitur
Vialna, cum servis, censualibus, & omni ipsius
ville integritate.

Acceptit autem ab eodem Abbate, consentiente mo-
nachorum congregatione, supranominatum castellum
cum exitibus & redditibus, & omnibus terris, ab alveo
fluminis Aluntie, usque ad illos veteres truncos, qui
stant ante munitionem ejusdem castelli, secundum
quod protenditur in longum & latum.

Igitur posita est hæc eadem munitio in pago Metin-
gow, in Comitatu Godefridi Comitibus, super ripam Al-
untie fluminis.

Factum est itaque concambium istud ea constitutione,
ut utraque persona, Abbatis videlicet & Comitibus, ex
eo quod accepit, habeat in perpetuum liberam & aptam
potestatem tenendi, tradendi, vendendi, vel quidquid
voluerit ex inde facere, absque ullius hominis contra-
dictione.

Acta est namque hæc traditio, sive etiam mutatio,
publicè in civitate Trevirensium, in monasterio memo-
rati patroni S. Maximini, in die Palmarum, xv. Kal.
Maii, adstante Abbate Wikero, simulque Hilderado
ejusdem cœnobii Advocato, & aliis quam plurimis testi-
bus, monachis, Canonicis, atque laicis.

Signum Domini BRUNONIS Archiepiscopi, qui
hoc concambium legaliter fieri iussit.

Signum HENRICI Trevirorum Archimandrite, qui
consilio litius rei per omnia interfuit.

S. ASOLFI Præpositi.
S. RAINOLDI Decani.
S. SANDRADI Cellerarii.
S. ADALUNGI Monachi.
S. CHRISTIANI Monachi.
S. GERBERNI Monachi.
S. HIRIMBERTI Monachi.
S. WILLERI Monachi.
S. VOLMARI Monachi.
S. HILDRADI Monachi.
S. WARNERI Monachi.

Item nomina laicorum.

Signum (4) FRIDERICI Ducis Lotharingæ, cu-
jus consensu & cellaudatione opus illud peractum est.

Signum LIUTHARDI.
S. SARACHONIS.
S. GEISONIS.
S. ANSELM.
S. HARPERNI.
S. THIETPERTI.
S. NORTPERTI.
S. ADALBERTI.
S. TACRADI.
S. WALTERI.
S. RUOTPERTI.
S. THIETFRIDI.

Facta est igitur hujus chartæ conscriptio, anno Do-
minicæ Incarnationis DCCCC. LXIII. Indictione VI.
regni OTTONIS II. & patris sui Cæsaris principatum
tenentis II.

(3) Archevêque de Cologne, & Archevêque de Lorraine, comme le
nomme Sigisbert Abbé de Gemblours dans sa Chronique. Il étoit frère
de l'Empereur Otton I.
(4) Frémier Duc de la Haute Lorraine ou de la Moëlle établi par
Brunon en 958, selon Fleisard dans sa Chronique.

LVI.

ANNO
963.

Decretum Concilii Romani presidente OTHONE I.
Imperatore Augusto celebrati, de Depositione Pa-
pe JOHANNIS XII. & Electione LEONIS
VIII. Accedit EPISTOLA prefati Impera-
toris suo & Concilii nomine ad Papam JOHAN-
NEM directâ, ut ad Concilium veniat, sequæ de
Criminibus accusatis purget. Data 8. Idus No-
vembriis. Et ejusdem Pape Rescriptio ad Con-
cilium, quâ omnes Episcopus excommunicat. [GOL-
DASTI Constitut. Imperiales Tom. I. pag.
217.]

POST triduum rogantibus tam Romanis Episcopis,
quam plebe, magnus in Sancti Petri Ecclesia fit Con-
ventus: federantque cum Imperatore Archiepiscopi.

Ab Italia:

Pro (a) Angelfrido Aquileiensi Patriarcha, quem
in Urbe languor repente (ut fit) ortus arripuerat,
Rodolphus Diaconus,
Walbertus Mediolanensis,
Petrus Ravennas.

Concilii Pa-
trum no-
mina.
(a) Al. En-
gelfrido.

A Saxonia:

Adeltac Archiepiscopus Hamaburgensis,
(b) Landohardus Episcopus Nuredensis.

(b) Al. Lon-
dardus
Episc. Min-
denis.

A Francia:

Ogerius Episcopus Spirensis,
(c) Buptus Paderbornensis.

(c) Al.
Bubtus Bre-
menis &
Parnensis.

Ab Italia:

Luitprandus Cremonensis,
(d) Hermelandus Regensis.

(d) Al. Her-
melandus.

A Tuscia:

Conradus Lucensis,
Everarius Ariciensis,
Pisanus * Senensis.
Forentius Fistoriensis.

* Al. Sa-
nenis.

(e) Ex aliis Italia locis:

Petrus Cameriniensis,
Romanus Spoletinus,
Gregorius Albanensis,
Sico Ostiensis,
Benedictus Portuenis,
Lucidus Cannensis,
Theophylactus Prænestinus,
Wido Silvæ Candidæ,
Leo (f) Velitrensis,
Sico (g) Blerensis,
Stephanus (h) Senensis,
Joannes Nepefinus,
Joannes Tiburtinus,
Joannes (i) Forojulienis,
Romanus Ferentinensis,
Joannes (k) Hormensis,
Joannes (l) Verulensis,
Martinus Sutrinus,
Joannes Narniensis,
Joannes (m) Sabiniensis,
Joannes Gallacensis,
Phalarenis,
(n) Alatenis,
(o) Hortanus,
Joannes Anagninensis,
Trebensis,
(p) Salibatinus Tarraconensis.

(e) hæc ver-
ba desunt
aliis.

(f) Al. Ve-
litenis.
(g) Al. Ble-
rensis.
(h) Al. Se-
renis.

(i) Al. Fo-
rojudensis.
(k) Al.
Normensis.
(l) Al. Be-
rulenis.

(m) Al. Sa-
pinienis.

(n) Al. A-
latrensis.
(o) Al. Or-
tans.

(p) Al. ...
Salibatinus,
Tarra-
conensis.

Cardinales.

Stephanus Cardinalis Archiepiscopus titulo Balbinæ,
Dominicus titulo Anastasiæ,
Petrus titulo Damasi,
Theophylactus titulo Chryfogoni,
Joannes titulo Equitii,
Joannes titulo Sufanæ,
Petrus titulo Pammachii,
Adrianus titulo (q) Callisti,
Joannes titulo Cæcilie,

(q) Al.
Callisti.

Adria-

ANNO
963.(r) *Al. Lucina.*(f) *Al. Bonilius.*

Adrianus titulo (r) Lucinae,
Benedictus titulo Sixti,
titulo quatuor Coronatorum,
Stephanus titulo Sabinae,
Benedictus Cardinalis Archidiaconus,
Joannes Diaconus,
(f) Bonifilius Diaconus Cardinalis Primicerius,
Georgius Secundicerius,
Stephanus Adminiculor,
Andreas Arcarius,
Sergius Primicerius Defensorum,
Joannes Sacellarius,
Stephanus,
Theophylactus,
Adrianus,
Stephanus,
Benedictus,
Azo,
Adrianus,
Romanus,
Leo,
Benedictus,
item Leo,
& Leo,
Leo Primicerius Scholæ Cantorum,
Benedictus Subdiaconus & Oblationarius,
Azo,
Benedictus,
Demetrius,
Joannes,
Amicus,
Sergius,
Benedictus,
Urfio,
Joannes,
Benedictus Subdiaconus & Subpulmentarius,
Stephanus (f) Archiacolythus, cum omnibus Acolythis
& Regionariis.

(f) *Al. Archidiaconus.**Ex primatibus Romana civitatis.*

Stephanus filius Joannis Superfla,
Demetrius Melioni,
Crescentius Caballi Marmorei,
Joannes cognomento Nuzina,
Stephanus de Muza,
Theodorus de Rufina,
Joannes de Primicerio,
Leo de (u) Carmizuli,
Richardus,
Petrus de Canaparia,
Benedictus cum Bulgamino filio suo.

(u) *Al. Carmizuli.**Ex plebe:*

Petrus, qui & Imperiola est dictus, altitit cum omni
Romanorum militia.

1. His itaque residentibus, silentiamque summum tenentibus, ita factus est Imperator exoritur: Quoniam decorum esset, tam claro sanctoque Dominum Papam Joannem interesse Concilio, quod tantum decesserit cœturi; vos, o sancti Patres, consulimus, quibus communis labor Ecclesiasticus, ac commune negotium exitit.

Inclusa de-
sunt aliis.

2. Tunc Romani Pontifices, Episcopi scilicet Suffraganei, & Cardinales Presbyteri ac Diaconi cum universa plebe dixerunt: Miramur sanctissimam prudentiam vestram non hoc velle percontari, quod nec Ibericos, nec Babylonicos, nec Indicos incolae later. Non hic jam de illis est, qui veniunt in vestimentis ovium, intus autem sunt lupi rapaces: ita aperte Diabolica pertractat negotia, ut nihil circuitionis utatur. Imperator respondit: Justum nobis videtur; ut accusationes nominatim exprimat. Deinde quod agendum est, communi consilio pertractetur.

3. Tunc consurgens Petrus Cardinalis Presbyter, se vidisse, illum missam celebrasse, & non communicasse, testatur est. Joannes Episcopus Narniensis, & Joannes Cardinalis Diaconus, se vidisse illum, Diaconum ordinasse in equorum stabulo non certis temporibus, sunt professi. Benedictus cum cæteris Condiacis & Presbyteris dixit, se scire quod ordinationes Episcoporum faceret pretio, & quod annorum decem Episcopum in Tudertina civitate ordinavit. De sacilegio non est necesse percontari, (x) quia prius videndo quam audiendo scire potuissimus. De adulterio dixerunt, quod oculis non viderant, sed pro certo sciunt; viduam (y) Rainarii, & Stephanam patris concubinam, & Annam viduam cum nepte sua abusu fuisse, & sanctum Palatium lupanar & prostibulum fecisse. Venationem dixerunt publice

(x) *Al. dixit, quia.*(y) *Al. Rainarii, & Annam.*

exercuisse. Benedictum spiritualem patrem suum lumine privasse, & mox mortuum esse. Joannem Cardinalem Subdiaconum, virilibus amputatis occidisse: incendia fecisse; ense accinctum, galea & lorica indutum fuisse, testati sunt. Diaboli in amorem vinum bibisse, omnes tam Clerici quam Laici, acclamarent. In ludo aleæ, Jovis, Veneris, cæterorumque Dæmonum auxilium poposcisse dixerunt. Matutinas & Canonicas horas eum non celebrasse, nec signo Crucis se munisse professi sunt.

4. His auditis Imperator, quia Romani ejus loquelam propriam, id est Saxoniam, intelligere nequibant, Luitprando Cremonensi Episcopo præcepit, ut Latino sermone hæc Romanis omnibus, quæ sequuntur, exprimeret. Surgens itaque sic cepit.

5. Persæpe contigit, & nobis expertis credimus, ut in dignitatibus constituti invidiorum infamia maculentur. Displicet bonus malis, quemadmodum & malus bonis. Atque hoc rei est, quod hanc in Papam accusationem, quam modo Benedictus Cardinalis Diaconus legit, & vobiscum fecit, amphibolam retinemus, incerti utrum & zelo justitiæ, an impietatis livore proruperit. Unde mihi indigno secundum concessæ dignitatis auctoritatem omnes obsecro per Deum, quem fallere, etiam vult, nemo potest, sanctamque ejus Genetricem intermatram Virginem Mariam, perque pretiosissimum Apostolorum Principis corpus, in cuius hæc fecimus Ecclesia, ut nulla in Dominum Papam jaclentur convicia, quæ non sint ab ipso patrata, atque à viris probatissimis visa.

6. Tunc Episcopi, Diaconi, Clerus, & cunctus Romanorum populus, quasi vir unus, dixerunt: Si non & quæ per Benedictum Diaconum lecta sunt, hisque turpiora & ampliora Joannes Papa indigna commisit facinora; non nos à peccatorum vinculis absolvat Apostolorum Princeps B. Petrus, qui verbo cælum indignis claudit, iustis aperit: firmus anathematis vinculo innodati, atque in die novissima in sinistra parte positi cum eis, qui dixerunt Domino meo: *Recede à nobis, Job. 27. scientiam viarum tuarum volumus*: Quod si fidem nobis non adhibetis, exercitui Domini Imperatoris saltem debetis credere, cui ante quinque dies ense accinctus, clypeo, galea, lorica indutus occurrit. Solus Tyberis, qui interfuit, ne sic ornatus ab exercitu caperetur, impeditur. Mox S. Imperator dixit: Tot sunt hujus rei testes, quot sunt nostro in exercitu bellatores. S. Synodus dixit: Si placet Domino Imperatori, mittantur Litteræ Domino Papæ, ut adveniat, seque ex his omnibus purget. Tunc eidem sunt Litteræ destinatae, quæ sic se habent:

Publica
omnium
conclamatio
de faci-
endis
Papæ.

**SUMMO PONTIFICI ET UNIVERSALI
PAPAE, DOMINO JOANNI, OTTO
divine respectu Clementia Imperator Augustus, cum
Archiepiscopis Liguria, Tuscæ, Saxonie, Franciæ,
in Domino salutem.**

7. Romam ob servitium Dei venientes, dum filios vestros, Romanos scilicet Episcopos, Cardinales, Presbyteros, Diaconos, & universam plebem de vestra absentia percontaremur, & quid causæ esset, quod nos Ecclesiæ vestræ vestrique Defensores videre noluissetis, talia de vobis tamque obscena protulerunt, ut si de histrionibus dicerentur, (x) nobis verecundiam ingerent. Quæ ne magnitudinem vestram lateant omnia, quædam vobis sub brevitate describimus, quoniam si cuncta nominatim exprimere cuperemus, dies nobis non sufficeret unus. Noveritis itaque, non à paucis, sed ab omnibus tam vestri quam alterius ordinis, vos homicidii, perjurii, sacrilegii & ex propria cognatione, atque ex duabus fororibus incesti crimine esse accusatos. Dicunt & aliud auditu ipso horridum, Diaboli vos in amore vinum bibisse: in ludo aleæ, Jovis, Veneris, cæterorumque Dæmonum auxilium poposcisse. Oramus itaque paternitatem vestram obnixè, venire, atque ex his vos omnibus purgare non diffimuletis. Si forte vim temerariæ multitudinis formidatis, juramento vobis affirmamus, nihil fieri præter factorum canonum functionem. Data viii. Idus Novembris.

(x) *Al. vobis.*

8. Hanc Epistolam quum legisset, hujusmodi apologeticum scripsit.

**JOANNES Episcopus Servus servorum Dei,
omnibus Episcopis.**

T. papæ bruta
referunt ad
Synod. an.

Nos audivimus dicere, quod vos vultis alium Papam facere. Si hæc feceritis, excommunico vos de Deo omnipotenti, ut non habeatis licentiam nullum ordinare, & missam celebrare.

9. Quum hæc Epistola in sancta Synodo legeretur, advenerunt, qui prius defuerant, religiosi à Lotharingia,

ANNO
963.

gia, Hericus Treverensis Archiepiscopus, ab Æmilia & Liguria Wido Mutiensis, Gezo Tertonensis, Sigulfus Placentinus. Quorum consilio Domino Papæ ita rescribitur:

SUMMO PONTIFICI ET UNIVERSALI PAPÆ DOMINO JOANNI, OTTO divine respectu Clementie Imperator Augustus, sed et sancta Synodus Romæ ob servitium Dei congregata, in Domino salutem.

10. Præterita Synodo, quæ celebrata est octavo Idus Novembris, Litteras vobis direximus, in quibus accusationem vestrorum verba atque accusationis causæ continebantur. Rogavimus etiam iisdem Litteris magnitudinem vestram, quemadmodum iustum est. A vobis, non quales temporis qualitas, sed inconfultorum vanitas exposcit hominum, Litteras accepimus. Non veniendi ad Synodum rationabilis esse excusatio debuit: sed & præsentis magnitudinis vestræ debebant Nuntii interesse, qui aut ægritudinis, aut certe difficultatis causæ satisfacerent sanctam vos Synodum declinasse. Eit & aliud vestris in Litteris scriptum, quod non Episcopum, sed puerilem ineptiam scribere deceret. Excommunicatissimis enim omnes, ut non habeamus licentiam canendi missam, ordinandi Ecclesiasticas dispositiones, si alium Romanæ Sedi constitueremus Episcopum. Ita enim scriptum erat: *Non habeatis licentiam nullam ordinare.* Nunc usque putavimus, nisi vestra auctoritas pŕisconum sententias infirmaret auctorem. Nos vero intentioni vestræ, non verbis, respondeamus. Si ad Synodum venire, & objecta purgare non differtis, auctoritati vestræ proculdubio obediemus: sed si (quod absit) venire, & objecta vobis capitalia crimina purgare dissimulatis, quum præsertim vos venire nihil impediat, non maris navigatio, non corporis ægritudo, non itineris longitudo: tunc excommunicationem vestram parvipendimus: eam potius in vos retorquimus, quoniam quidem iustè facere possumus. Judas Domini nostri Jesu Christi proditor, immo venditor, cum cæteris pŕis ligandi atque solvendi potestatem à Magistro in hæc verba accepit: *Amen dico vobis, quæcumque ligaveritis super terram, &c.* Quandiu enim bonus inter discipulos fuit, ligare atque solvere valuit: postquam vero cupiditatis veneno homicida factus, vitam occidere voluit, quem postea ligatum solvere, solum ligare potuit, nisi scriptum, quem infelicissimum laqueo strangulavit? Data x. Kalend. Decemb. & missa per Hadrianum Cardinalem Presbyterum, & Benedictum Cardinalem Diaconum.

Matth. 18.

11. Qui quum ad Tyberim pervenissem, cum non invenirent (Pharetratus enim in campestris jam abierat): nec quiquam erat, qui his ubi ipse esset, indicare posset. Quoniam cum invenire non possent, cum eisdem Litteris ad sanctam Synodum, quæ tunc tertio eit habita, sunt reversi.

Imperatoris
de Papa ac-
calatio.

12. Mox Imperator ait: Expectavimus adventum ejus, ut præsentem eo, quod nobis egerit, quereremur. Verum quoniam eum non asfuturum certo scimus, quum perfidè nobiscum egerit, ut diligenter agnoscat, etiam atque etiam flagitamus. Norum itaque vobis facimus Archiepiscopis, Episcopis, Presbyteris, Diaconis, reliquoque Clero, nec non & Comitibus, & Judicibus, omnique Plebi, quod idem Joannes Papa oppressus à Berengario atque Adelberto rebellibus nostris, misit in Saxoniam Nuntios, rogans, ut pro amore Dei in Italiam veniremus, & Ecclesiam S. Petri ac seipsum ex faucibus eorum liberaremus. Nos verò, Deo adjuvante, quantum fecerimus non est necesse dicere, ut in præsentiarum videatis. Eruptus verò mea opera ex eorum manibus, & honori debito restitutus, oblitus juramenti & fidelitatis, quam mihi supra corpus S. Petri promissit, eundem Adelbertum Romam venire fecit, & contra me defendit, seditiones fecit, & videndum nostris militibus Dux belli factus, lorica & galea eit indutus. Quid super hoc sancta Synodus decerneret, edicat.

Sententia
contra
Joannem
Papam.

13. Ad hæc Romani Pontifices, [Suffraganei scilicet Episcopi] reliquique Clerus, & cunctus Populus dixerunt: Inauditus vulnus inaudito est cautio exurendum. Si corruptis moribus sibi soli, & non cunctis obesse, quoquo modo tolerandus esset. Quot prius cuncti, hujus facti sunt imitatio incesti? Quot probi, hujus exemplo conversationis sunt reprobi? Petimus itaque magnitudinem Imperii vestri, monstrum illud nulla virtute redemptum à vitis, à sancta Romana Ecclesia pelli, aliumque loco ejus constitui, qui nobis exemplo bonæ conversationis præesse valeat, & prodesse sibi: rectè vivat, ac bene vivendi nobis exemplum præbeat.

14. Tunc Imperator: Placet, inquit, quod dicitis: nihilque gratius nobis, quàm ut talis, qui huic sanctæ & universali Sedi præponatur, inveniri possit.

15. His dictis omnes una voce dixerunt: Leonem venerabilem sanctæ Romanæ Ecclesiæ Protoŕfariarum, virum approbatum, ad Summi Sacerdotii gradum nobis in pastorem eligimus, ut sit Summus & Universalis Papa Romanæ Ecclesiæ, reprobato ob mores improbos Joanne Apostata. Quum hoc omnes tertio dixissent, annuente Imperatore, nominatum Leonem ad Lateranensem Palatium, secundum consuetudinem cum (a) Cardinalibus ducunt, & certo tempore in Ecclesia sancti Petri ad Summum Sacerdotium sancta consecratione attollunt, & fideles se ei asfuturps jurejurando promittunt.

ANNO
963.Imperator
confirmat
Papam
electum.
(a) At. lau-
dibus.

LVII.

Privilegium Imperatoris OTTONIS III. Episcopo Spirenŕi RUPTO de novo indultum, quod nullus Dux five Comes, five publicus Juxex, nisi solus Episcopus Spirenŕis pro quocunque negotio placitum retinere, seu publicum judicium infra Civitatem Spira seu Nemeta vocatam, aut in circuitu extra Civitatem, & in Marcha, quæ eidem Urbi adiacens est, facere queat. Datum Ingelheim 3. Kalend. Augusti anno 989. [LEHMANNI Chronicon Spirenŕe Libr. IV. Cap. III. pag. 236. col. 2.]

989.
30. Juil.

In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis, OTTO divina favente Clementia Rex:

S I petitionibus Sacerdotum, quas nostris auribus infuderint, pro utilitatibus Ecclesiarum suarum, aliquid accommodaverimus, id procul dubio & ad præsentis vitæ statum æternæ beatitudinis præmia capellenda nobis profuturum credimus. Quapropter noverit omnium fidelium nostrorum cum præsentium, quam & futurorum industria, qualiter nos ob amorem Dei & venerationem beate Dei genericis Mariæ, simulque per interventum Ruperti fidelis nostri Spirenŕis Ecclesiæ videlicet Episcopi, renovari & rescribi per regalem nostram munificentiam jubemus quoddam præceptum, quod piissimum beatae memoriæ Avus noster Dei gratia Cæsar Augustus, cum etiam pŕi nominis genitor noster Dei vultu similiter Imperator Augustus, Spirenŕis Ecclesiæ suique Provivoribus videlicet Episcopis donavit atque concessit, hoc est, ut nullus Dux, five Comes, vel nullus publicus Juxex ex judiciaria potestate, aut aliqua cujuslibet potestatis ignota persona, nisi solus Episcopus & Advocatus ipsius supra dictæ Spirenŕis Ecclesiæ, ex jussione & concessione nostra deinceps potestatem habeat, pro quocunque negotio, vel pro aliquid quæ parva aut magna placitum retinere, seu publicum judicium facere, infra civitatem Spira seu Nemeta vocatam, aut in circuitu extra civitatem, id est, in villa Spira & in Marcha, quæ eidem urbi adiacens est, aut aliquid per regale bannum in usum nostri, succedentiumque nostrorum exigere: neque aliquid de prædiis, vel de moneta, seu de rebus, vel ex illa re in fiscum regium transferre, nec ullus hominum ex fidelibus sanctæ Dei Ecclesiæ, ac nostris in Ecclesiis, aut locis vel agris, seu in reliquis possessionibus præfatae Ecclesiæ, quos iustè & rationabiliter possidere videntur, in quibuslibet pagis vel territoris, vel quicquid ibidem propter divinum amorem & venerationem beate Mariæ semper virginis collatum fuerit, ad causas audendas, vel freda exigenda, aut mansiones vel paradus faciendas, aut fidejussores tollendos, aut nullas redditiones vel illicitas occasiones requirendas, aut homines ipsius Ecclesiæ, tam ingenuos quam servos, iniuste constringendos ullo unquam tempore inire audeat, vel ea, quæ supra memorata sunt, penitus exigere, aut exactione præsumat. Sed liceat ibidem Deo famulantibus sub nostra immunitatis tuitione quieto ordine vivere, ac residere, quatenus melius illis delectat omni tempore, pro nobis atque stabilitate totius regni à Deo nobis collati Domini misericordia attentius exorare.

Et ut hæc nostra concessione auctoritas cunctis sanctæ Dei Ecclesiæ filiis nostrisque fidelibus melius credatur, ac diligentius perpetim observetur, hanc chartam inscribi iussimus, & sigilli nostri impressione signatam manu propria nostra subtus eam firmamus.

Signum Domini OTTONIS Gloriosissimi Regis, LUDEBALDUS Episcopus & Cancell. vice WILLIGISI Archiepiscopi recognovi. Data III. Kalend. Augusti. Anno Domini Incarnationis

I O I

ANNO nis DCCCCLXXXIX. Indiction. II. Anno autem tertii OTTHONIS regnanti. Sexto. Actum Ingelheim feliciter. Amen.

LVIII.

Vers l'an 990. *Charta de TREUGA & PACE per Aniciensem Presulem WIDONEM in Congregatione quamplurium Episcoporum, Principum, & Nobilium hujus Terre sancita.* [(1) MABILLON, de Re Diplomatica, Lib. VI. pag. 577. Ex Chartario Celsinianensi.]

In nomine Dei summe & individue Trinitatis.

WIDO, Dei Gratia, Anicienensis Presul, superne pietatis misericordiam expectantibus salutem & pacem. Notum esse volumus omnibus Dei Fidelibus quoniam videntes malicia que in populo quotidie accrescent, congregamus quosque Episcopos Domnum P. Vivariensem, Wigonem Valentiniensem, Begonem Arvenensem, Raimundum Tolosensem, Denidedit Rutenensem, Fredelonem Elisenfem, & Domnum Fulcranum Ludevenfem, & Wigonem Glendenfem, & alios quamplures Episcopos & quoscunque Principes & Nobiles, quorum numerus non est inventus. Et quia scimus, quia fide pace nemo videbit Deum, ammonemus propter nomen Domini, ut sint Filii pacis: ut in istis Episcopis, quos isti Episcopi regunt, neque ex istis Comitibus de ista hora & inante Ecclesiam homo non frangat extra Ecclesiam, quam in firmamento Castellis se sciente, nisi Episcopi, preter eorum censum, predam in istis Comitibus neque in istis Episcopis homo non faciat de equis, pullis, de bovis, de vacis & de asinis, & de fascibus quos ipsi portant, neque de ovibus & de capris, neque de porcis, neque ea occidat, nisi per conductum suum & suorum intimis posterum accipiat victum, sicut ad suam domum nihil porret, & ad Castellum bastire aut obfidere, nisi unusquisque de sua terra aut de suo alode & de suo beneficio & de sua commenda. Clerici non porrent feculera arma: Monachis injuriam nullus homo aliquando non faciat, neque his qui cum eo perrexerint qui arma non portaverint, nisi Episcopi aut Archidiaconi, propter eorum censum Villanum aut Villanam, propter redemptionem non nisi per suum forisfactum, & nisi eundem Villanum qui alterius Terram araverit & laboraverit, quæ est in contentione, nisi unusquisque de sua Terra aut de suo Beneficio Terras Ecclesiasticas, Episcopales, Canonicas, Mohachales nullus presumere audeat, neque aliqua mala consuetudine disponere, nisi de manu Episcopi aut Fratrum voluntate per precariam adquisiverit de ista hora & inante. Negotiatores etiam nullus apprehendere & rebus suis spoliare presumat se sciente. Interdicimus etiam ut nullus Laicorum se immittat de sepulchris Ecclesiæ & offensis: & nullus Presbyterorum pretium de baptisterio accipiat, quia donum Spiritus Sancti est. Si vero aliquis raptor fuerit aut maledictus, qui hanc institutionem infringit & tenere noluerit, sit ipse excommunicatus & anathematizatus & a limitibus Sanctæ Dei Ecclesiæ segregatus usque satisfactionem veniat. Quod si non fecerit, Presbyter ei Missam non canet, divinum ei officium non faciat, & si mortuus fuerit, Presbyter eum non sepeliat, neque ad Ecclesiam sit sepultus, communionem non donet ei se sciente. Et si aliquis Presbyter hoc infringere se sciente, ab Ordine deponatur. Precamur etiam & ammonemus ut in isto tempore, scilicet mediante Octobri mense, ad istum Dei Placitum cum bono animo & bona voluntate veniat in Dei nomine, ut remissionem peccatorum vestrorum consequi valeatis, præstante Domino nostro Jesu-Christo, qui cum Patre & Sancto Spiritu vivit & regnat. Confirmat hoc Archiepiscopus DAG. Bituricensis Sedis, & Dominus THEOBALDUS Viennensis Archiepiscopus.

LIX.

1001. *Concambium inter Imperatorem OTTONEM III., & Archiepiscopum Ravennatem FEDERICUM, quo Ille Canobium divæ MARIÆ, quod ad eam diem Ravennatis Ecclesiæ possederat, permutat, Huic contra donans quicquid ad jurisdictionem spectaret omnis terre Sancti APOLLINARIS, insimul*

(1) Le Pape Mabillon range ce Traité vers l'an 990. Cependant il cite au même endroit Baluze, qui assure, Lib. 4. Marca Hispanica, qu'il ne fut pas conclu ante annum millesimum, [D'U M.]

dictum Canobium ab Archiepiscoporum Ravennatum ditione eximitur & Imperio tantum Regio subijciatur. Ravenna 10. Kal. Decembris 1001. Indict. 15. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra Tom. II. Tit. Ravennates Archiep. col. 357. prior. Edit. Rom. & col. 359. ult. Venet. Ao. 1717.]

In nomine sanctæ & individue Trinitatis.

OTHO Tertius Servus Apostolorum. Omnium fidelium Christianorum, tam presentium, quam futurorum noverit universitas, quod nos a D. Federico Sanctæ Ravennatis Ecclesiæ Archiepiscopo, Monasterio S. Mariæ de Pomposa per concambium accipientes, e contra donavimus Sanctæ Ravennati Ecclesiæ omnia placita, & Districtus & bannum de omni Terra Sancti Apollinaris, & de omnibus Episcopatibus, five Comitibus, de quibus præcepta habentur in Sancta Ravennate Ecclesia, unde Abbatia Mariæ de Pomposa ab omni subjectione Archiepiscoporum, five aliorum excutimus, ut Regalis, sit nulli dominantium personarum subiecta, sintque Monachi ejus ab omni seculari servitii infestatione securi; qui de suis, qualem voluerint, Abbatem eligant ab Episcopo Comacensi conferendum. Qui si sibi pro pecunia, vel pro aliqua humana potestate molestus exierit, veniat ad Archiepiscopum suum Ravennatem ab eo benedicendus; & si hoc in isto quod in priore inveniit ad qualemcunque Episcopum desideret, causa consecrationis propter. Si quis hoc præceptum frigerit, componat centum libras auri codi, medietatem Camere nostræ, medietatem præbato Monasterio. Sed ut verius credatur, hanc paginam manu propria roboratam sigillari iussimus.

Sign. D. OTHO-
victissimi.



NIS Cesaris in-

HIPPOLYTUS Cancellarius vice PETRI Episcopi recognovit.

Data 10. Kal. Decembris anno Dominicæ Incarnationis 1001. Ind. (1) 15. anno III. OTTHONIS regnanti. 16. Imperii 6. Actum Ravenna feliciter. Amen.

LX.

Donation du COMTE' DE CAMBRAI, faite à ER-
LOIN Evêque du même Lieu par l'Empereur 1007.
HENRI II. en 1007. [GEORGE COLVENER 22. Oct.
dans ses Notes sur la Chronique des Evêques
d'Arras & de Cambrai, de BALDERIC Evêque de
Tournai; & AUBERT LE MIRE Diplomatum
Belgicorum Tom. I. Cap. xxvii. pag. 55.]

In nomine sanctæ & individue Trinitatis.

HEINRICUS divina clementia favente Rex. Omnibus Sanctæ Dei Ecclesiæ fidelibus, presentibus scilicet & futuris, notum fieri volumus, qualiter nos, tam animæ nostræ consultu, quam Venerabilis Heriberti Archiepiscopi Colonienfis interventu, Chameracensi Ecclesiæ, in honore S. Mariæ constructæ, Comitatum Chameracensem, hac nostræ auctoritatis preceptali pagina, prout firmissimè potuimus, in proprium donavimus.

Præcipientes igitur, ut præbata Sedis Venerabilis (2) ERALWINUS Episcopus, siquæ Successores, liberam dehinc habeant potestatem, eundem Comitatum in usum Ecclesiæ supra dictæ tenendi (3), Comitum eligendi, bannos habendi, seu quicquid sibi libeat, modis omnibus faciendi.

Et

(1) L'année de l'Empire est juste; car Otton III. fut couronné à Rome au mois de Mai 996; mais celle du Règne ne l'est pas, puis qu'elle se doit compter du jour de la mort d'Otton II. son Père, arrivée à Rome au mois de Décembre 983; de sorte que l'an 1001, au mois de Novembre étoit le XVIII. de son Règne & non pas le XVI. Il est vrai que dans la nouvelle Edition d'Ughel, au lieu de l'année XVI. qui se trouve dans la première, qu'on a suivie, il y a XXVI; mais la faute n'en est que plus grande. L'indiction n'est pas juste non plus. Celle de l'an 1001. étoit XIV. & non pas XV. [D'U M.]

(2) Autrement Erlwinus ou Herimann Evêque de Cambrai & d'Arras, qui mourut en 1012.

(3) Le Mire remarque qu'autrefois les Evêques de la haute & de la basse Lorraine, & ceux des Pays-bas avoient droit d'élire & d'établir dans leurs Villes des Comtes, qui administroient la Justice. D'où vient qu'il est souvent parlé dans les Auteurs du moyen âge, des Comtes de Cambrai, d'Arras, de Trèves, &c. Ces Comtes abusant de leur pouvoir dans la suite, les Evêques gardèrent cette dignité pour eux. D'où vient que plusieurs Evêques sont aussi Comtes.

ANNO Et ut hæc nostre traditionis auctoritas stabilis & in- ANNO
1007. convulsa permaneat, hanc chartam inde conscriptam manu propria roborantes, Sigilli nostri impressione insigniri iussimus.

Signum Domini HEINRICI Regis invictissimi.
EBERHARDUS Cancellarius, vice WILLEGISI
Archiepiscopi, recognovit.

Data XI. Kalendas Novembris, Indictione V. anno
Dominicæ Incarnationis M. VII. an. Domini Hein-
rici secundi Regni VI. Actum Aquisgranensi Palatio
felicitèr, Amen.

LXI.

1018. Diploma CANUTI Regis Angliæ, quò Ecclesiam
Salvatoris in Dorobernia omnium Ecclesiarum
Regni Angligeni Matrem & Dominam confirmat.
[Collect. Regia Concilior. Tom. XXV. pag.
281. PHIL. LABBEI Concil. Collectio.
Tom. IX. pag. 817.]

EGO denique Imperator KNUTO a Christo Rege
Regum regiminis Anglici in insula potius, audens
Beneficia Prædecessorum meorum Regum, scilicet re-
galia Privilegia, similiter cernens libertatem Monaste-
riorum intra Cantiam positorum, Archiepiscopusque piis-
simi Livingi admoniti, ne, placuit cordi amborum præ-
sentem chartulam corroborare, videlicet: Ecclesia Sal-
vatoris in Dorobernia sita, omnium Ecclesiarum Regni
Angligeni Mater & Dominæ, cum omnibus ad illam
pertinentibus, sit libera, nec quisquam hominum in ea
& rebus suis aliquid juris vel consuetudinis, præter Ar-
chiepiscopum & Monachos ibidem Deo famulantes,
exigat vel obtineat: in sempiternum hoc nostrum Decre-
tum inviolabile tempore meo & Successorum meorum,
pro spe salutis æternæ, stabile perseveret, his testibus
quorum Signa subius annotantur.

Ego KNUTO Gubernator Anglici Orbis propria ma-
nu confirmo.

Ego LEVINGUS Metropolitanus Archiepiscopus libe-
ter annuo.

Ego EMMA Regina signo crucis confirmo.

Ego WOLSTANUS Eboracensis consolidavi.

EALHELMUS Episcopus gratum habens.

Ego ALGARIUS Episcopus concedo.

Ego LEOFRICUS Episcopus confirmo.

Ego HALDENNE princeps Regis, pro viribus assen-
sum prebeo.

Et Ego TURKILLUS Dux concedo.

Facta est autem Concessio anno Dominicæ In-
carnationis 1018.

LXII.

Juillet. Civitatis ARBES Obligatio, Quà Duci Veneto-
rum OTHONI & Successoribus suis Tributum
pendere singulo anno libras de seta serica decem
pollicetur. Dat. in dicta Civitate mense Julio,
Indict. I. anno 1018. [JOHANN. LUCIUS
de Regno Dalmatiæ & Croatiae Libr. II. pag.
80.]

IN Nomine Domini Dei, & Salvatoris Nostri Jesu
Christi anno ab Incarnatione ejusdem 1018. mense
Julio Indictione primâ in Civitate Arbes. Spontentes,
spondemus, promittentes, promittimus, nos quidem
Majus Episcopus dictæ Civitatis Arbes, simul cum
Tribuno Trium Bellata Priore nostro, una pariter cum
Clero, & Populo habitante in Civitate prædicta, cum
Successoribus, seu Hæredibus, ac proheredibus nostris,
vobis D. Othoni Seniori nostro Duci Venetorum, &
Dalmaticorum, & Successoribus vestris Tributum dare
omni anno libras de seta serica decem, & nostrum
tributum in Nativitate D. N. J. Christi, & si vobis
vestrum missum transmittere placuerit, nequaquam su-
peradditum tributum contradicere debeamus, per nul-
lum ingenium. Hæc autem ut supra leguntur, omnia
adimplere promittimus; sine omni intermissione, aut
aliquo interposito capitulo. Si autem per quodvis in-
genium non adimplerimus omnia, sicut superius le-

gitur in consuetudo tempore, tunc promittimus cum Hæ-
redibus, & Successoribus nostris vobis, & veltis Suc-
cessoribus auri obriz libras quinque, & hæc promissi-
onis cartula perpetuo maneat in sua firmitate.

ANNO
1018.

Ego MAJUS Episcopus manu mea scripsi.

Ego BELLATA Prior hæc rogavi fieri.

Ego JO. Archiepiscopus m. m. scripsi.

Ego PETRUS LUCCANI m. m. scripsi.

Ego MARCUS Diac. m. m. f.

Ego NICEPHORUS hæc rogatus feci.

Ego LAMPRIIDIUS b. r. f.

Ego FUSCUS b. r. f.

Ego DONUS b. r. f.

Ego MARTINUS b. r. f.

Ego SERGIUS b. r. f.

Ego JOHANNES b. r. f.

Ego DABRO b. r. f.

Ego MUZLO b. r. f.

Ego PETRUS b. r. f.

Ego PETRUS Diac. rogatus à Clero, & Populo
conscripsi, atque compleri.

LXIII.

Diploma Donationis Imperatoris HEINRICI Sano- 1021.
ti, quò videlicet Episcopatu & Episcopo Merse-
burgensi DIETHMARO Oppidum Lipzk (Lip-
siam) situm inter Alestram, Plisnam, & Par-
dam fluvios, cum omnibus pertinentiis largitur.
Datum III. Non. Octobr. Anno Incarnationis
M. XXI. [Vogels Annales Lipfienfes
sub anno 1021. pag. 13. Tiré de l'Original qui
se garde dans l'Évêché de Mersebourg.]

In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis.

HEINRICUS, divina ordinante providentia, Rex.
Si Ecclesiarum Dei loca, alicujus doni incremen-
to meliorare, vel ditare studuerimus, Nobis, nostrique
Regni statui id proficere minime dubitamus. Quapropter
noverit omnium Christi Fidelium presentium scilicet,
& futurorum indultis, qualiter Nos, pro reme-
dio anime nostre, Parentumque nostrorum, nec non
dilectissima Ecclesiæ nostre, Cunevidis videlicet
Imperatricis Augustæ, in honorem Sanctæ Dei Gene-
tricis Mariæ, perpetuæque Virginis, nec non S. Johan-
nis Baptistæ, Sanctique Laurentii, Martyrum, a Pa-
rente & Antecessore nostro, Ottone primo, Imperato-
re Augusto constructæ, postea vero peccatis nostris exi-
gentibus destructæ, per Nos autem divina propitiante
gratia recuperatæ, unum Oppidum Lipzk nominatum,
situm inter Alestram, Plisnam & Pardam fluvios, cum
omnibus pertinentiis suis, terris cultis, & incultis,
agris, areis, ædificiis, sylvis, venationibus, molendi-
nis, pratis, pascuis, viis & inviis, exitibus & redditibus,
quæsitis & inquirendis mancipiis utriusque sexus, &
omnibus, quæ quomodolibet nominari, vel scribi pos-
sunt, utilitatibus ad idem Oppidum pertinentibus, per
hanc Imperialem nostram paginam, donamus, concedi-
mus atque largimur præfatæ Merseburgensi Ecclesiæ,
ipsiusque Provisori, Venerabili Viro, Diethmaro Episco-
po, & de nostro jure atque Dominio in ejus jus atque
Dominium omnino transfundimus, ea videlicet ratione
ut ejusdem Ecclesiæ Antistes, sibi que succedentes, libe-
ram habeant de præfato Oppido, suisque pertinentiis pos-
testatem quicquid sibi inde placuerit faciendi. Et ut hæc
nostræ Donationis auctoritas stabilis, & inconvulsa,
omni posthac permaneat tempore, hoc Præceptum inde
conscripsum Sigilli nostri impressione præcepimus
insigniri.

Signum Domini HEINRICI secundi, Romanorum
Invictissimi Imperatoris Augusti GUNTHERUS Can-
cellarius, vice ARBONIS Archiepiscopi recognovi
Dat. III. Non. Octobr. Indictione IV. Anno
Dominicæ Incarnationis M. XXI. Anno vero Regni
Domini HEINRICI II. XX. Actum Merseburgi.

Impressum est Casareum Sigillum cum hisce verbis:

Signet Herrn Heinrichs des andern, unüberwindlichen
Römischen Kayfers, & Meßers des Reichs. &
porro:

ANNO 1021. porro: Ich Gunther Cangler habe anstatt Arbonis des Erp-Cappellans/ solchen Brief recognoscirt. Gegeben den 5. Octobris/ in der IV. Römner Zins-Zahl/ nach Christi unsers Herrn geburt/ im 1021. des Reichs/ aber Herrn Heinrichs/ des andern/ im 20. Jahr. Geschehen zu Mierseburg.

LXIV.

1027. 3. Mai. CONRADI II. Imperatoris Diploma, quod in favorem URSONIS Episcopi Patavini, omnia Prædecessorum Imperatorum ac Regum Privilegia, per Præcepta, Chartarumque Instrumenta Ecclesie Patavine oblata atque asserta, confirmat. Dat. sub Urbe Ravennæ 5. Nonas Maji Indiæ. 10. annō 1027. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra Tom. V. Tit. Patavini Episcopi, col. 410. prior. Edit. Rom. & 435. ult. Venet. A^o. 1720.]

In nomine sanctæ & individue Trinitatis.

CONRADUS divina favente clementia Rom. Imp. Augustus. Si sacris, & venerabilibus locis commoda libenter impartitur & congr. more sequimur prædecessorum, & id nobis ad æterna salutis præmia proficere non ambigimus. Quapropter omnium fideliū S. Dei Ecclesie, nostrorumque presentium felicit, & futurorum comperit industria . . . Albini, Bruno & Alaning . . . Urfo venerab. Episc. dilectusque noster fidelis nostram humiliter exorasse clementiam, quatenus pro Dei omnipotentis amore, & remedio animæ nostre, omnia præcepta, quæ ab antecessoribus nostris, seu universa instrumenta chartarum, quæ a fidelibus viris S. Patavienſis Ecclesie nuper collata sunt nostra auctoritate comprobare dignemur. Quorum precibus tam pro Dei amore, quam pro ejusdem Ecclesie veneratione libenter assensum præbentes, omnia, quæ per præcepta aliorum Regum vel Imperatorum, nec non quæ per chartarum instrumenta eidem Ecclesie dudum a fidelibus viris oblata sunt, per hanc nostram auctoritatem, præstat S. Patavienſis Ecclesie confirmamus, neque statimur, ut Canonici eidem Ecclesie, servientes nunc, & sequaces illorum liberam habeant, cum consensu Episc. qui pro tempore fuerit, potestatem de omnib. quæ illis iustè, & legaliter pertinere videntur, aut videri fuerint inter se, ut consuetudo fieri dividendi, omnium potestatem contradictione remota. Videlicet de decimis Civitatis per omnia, cum titulis, aut cum villis suis ad eandem Civit. pertinentibus. In primis villa quæ dicitur Limina, & villa, quæ dicitur Arzere, & Anticheria, & Turre de Noventa, & villa, quæ dicitur Bergoni de Roncalia, & Roncoleterii, villa quæ dicitur Casale, & alia, quæ dicitur Publiciano, & villa quæ nominatur Albignafcia, & Maferata, & Roncone, & Burcignana, & Sernedaula, & alt. ad eandem Civit. pertinentibus. nec non & 3 portione repariticos ripæ, & tolonei ejusdem Civitatis, seu de cunctis illis legaliter pertinentibus, & eventibus, omnium hominum inquietudine remota, concedimus; & eidem Ecclesie nullus Dux, Marchio, Comes, Vicecomes, Sculdassio, Gastaldio, Decanus, vel quilibet publica partis minister in rebus, & possessionibus prælatis Ecclesie tam intra Civitatem, quam extra aliquam inferre molestiam. Nullus cum hominibus residentibus in possessionibus B. Mariæ Virg. & S. Justinae aliquam inferat calumniam, aut aliquas exhibitiones, vel injustas redhibitiones exigere præsumat, nemo etiam eos distringere, aut pignorrare præsumat, aut per aliena placita ventilare audeat, nisi in præsentia Episc. qui pro tempore ipsi Ecclesie præfuerit. Nulla denique magna, parvaque publicæ adionis persona . . . ostaculum facere compellat, aut jam dict. Eccl. vel suos homines tonleum, ripaticum, aquaticum, vel aliquid quod publicorum parti pertinere debet, aliquam occasionem dare compellat. Regali etiam censura sancimus ut nulla publica perfortuna, nullusque census de mercatis, vel castellis super onuscuque res, & possessiones jam dictæ Patavienſis Eccl. quæ esse videntur, aut in antea constituerentur, tonleum, aut aliquam functionem publicam exigat, sed liceat eandem Eccl. cum omnibus suis pertinentiis, & castellis, atque massariis, mercatis, ac reliquis possessionibus suis mobilibus & immobilibus, ac famillis suis utriusque sexus libellariis, vel cartulariis seu commendatiis, necnon ad eandem Eccl. confu-gientibus, five cum omnibus ad se pertinentibus, secu-

TOM. I.

ro, & pacifico ordine permanere. Hoc vero concessio-nis, & confirmationis præceptum absque calumnia, minoratione vel contradictione cujusque; contra quod nostre Donationis, corroborationis præceptum, si quis quomodocumque infringere tentaverit, sciat se compositurum auri opt. lib. 100. medietatem Camere nostre, & medietatem Canonici prælatis S. Patavienſis Eccl. Quod ut verius credatur, diligentiusque ab omnibus observetur manu propria roborantes de sigillo nostro sub eas sigillari iussimus.

Signum CON-
RAD. Imperatoris.



RADI Imperatoris.

Ego N Cancellarius vice Domini HARMANNI Archiepisc. & Archicancellarii recognovi.

Datum Anno Dominicæ Incarnat. 1027. Regni vero D. CONRADI regnantis 3. Imp. vero ejus 1. Act. sub urbe Ravennæ 5. Nonas Maji, Indictione decima feliciter. Amen.

LXV.

TREUGA sive PAX PUBLICA, & Religiosa 16. Mai per EPISCOPUM ELENENSEM cum Clero & Canonici cateruque Fidelium non solum Virorum sed etiam Feminarum, sancta, quæ omnigenæ hostilitates & aggressiones, incendia & latrocinia prohibentur, ab hora Sabbati nona usque in diem Lune hora prima, &c. sub penâ Excommunicationis. Actum in Prato Tuluges in Comitatu Rossilonensē anno Dominicæ Incarnationis. 1027. Kalend. Junii 17. [PETRI DE MARCA Concordia Sacerdoti & Imperii. Lib. IV. cap. 14. in addit. STEPH. BALUZII. PHIL. LABBEI Conciliorum Collect. Tom. IX. pag. 1249.]

ANNO Dominicæ Incarnationis XXVII. post millesimum, XVII. Kal. Junii, convenit Oliva Pontifex Anthonensis ad vicem Berengarii Elenensis Episcopi tunc temporis in transmarinis partibus peregrini unā cum Udalchero Sanctæ Elenensis Ecclesie Archiepiscopo, & Gancelino Archidiacono, & Lelmaro Sacerdotio & Coraule, Gauzberto, & ceteris præstatis Sedis Canonicis, ceterisque Sacrorum Ducum, cateram quoque fidelium, non solum virorum, sed etiam feminarum. Conveniunt autem in Comitatu Rossilonensē, in prato Tuluges. Quod cum convenissent, primò rogantes Domini misericordiam ut corda fidelium suorum ad se converteret, mentes quoque & actus dirigeret, dein requisierunt si quæ hætenus à præfatis Episcopis statuta fuerant observarentur. Sed cum penè omnia invenissent nisi solum pedibus conculcata, sed etiam oblivioni dedita, iterum reparare studuerunt eodem tenore quo fuerant hætenus condita. Constituerunt itaque præfati Episcopi simul cum omni Clero & fidei populo ut nemo in toto supradicto Comitatu vel Episcopatu habitans assalliret aliquem suum inimicum ab hora Sabbati nona usque in die Lunæ hora prima, ut omnis homo perfolvat debitum honorem diei dominico, neque ullo modo aliquis assalliret monachum cum clericum sine armis incedentem, neque aliquem hominem ad Ecclesiam cum Concilia euntem vel redeuntem, neque aliquem hominem cum portella proficentem, neque aliquem hominem cum feminis euntem, neque aliquis auderet Ecclesiam vel domos in circuitu positas à XXX. passibus violare aut assallire. Hoc autem pactum five tregam ideo constituerunt, quoniam divina lex & penè omnis Christiana Religio ad nihilum deducta, ut legitur, abundabat iniquitas, & refrigerabat caritas. Et ideo præcipuus nos supradicti Episcopus, clerus simul, & omnis ordo serviens divinis cultibus, & coram Deo interdicimus, ut nullus homo vel femina de suprascriptis aliquid voluntariè temerare vel infringere præsumat, nec invadat res Sanctæ matris Ecclesie Elenensis five ceteris Ecclesiis vel monasteriis debitas. Neque aliquis, se sciente, in incestu usque ad VI. gradum permaneat.

F 2 . gradum permaneat. Neque

ANNO
1027.

Neque aliquis uxorem propriam dimittat, nec alteram feminam habeat. Quod si quis fecit, siue inantea fecerit, nisi resipuerit & pro posse emendaverit & ad plenam satisfactionem Sanctæ matris Ecclesiæ coram supradictis Canonicis infra mensium trium spatium venerit, à liminibus Sanctæ Catholice Ecclesiæ & omnium Christianorum cætu excommunicatus permaneat. Et ut noveritis omnes quale peccatum sit jungi excommunicatis, nullus Christianus debet manducare cum eis, vel bibere, neque osculum eis porrigere, neque cum eis loqui nisi de satisfactione; neque si excommunicati defuncti fuerint, debentur ad Ecclesias sepeliri; neque aliquis clericus vel fidelis debet pro eis orare. Si verò pro nihilo duxerint excommunicationem, transactis tribus mensibus, anathematis vinculo, id est ut perdisi sicut iudas proditor, damnentur. Et si, quod Deus avertat, in hac perfidia obierint, corpora illorum cum psalmis & hymnis vel spiritualibus canticis non ducantur ad sepulturam, nec inter fideles mortuos eorum nomina ad sacrum altare recitentur. Et quia peccatum perpetraverunt ad mortem; nisi poenituerint, sine fine damnentur in eternam damnationem. Omnibus Canonicis supradictæ Sedis interdictum coram Deo & Sanctis ejus ut nullus eorum de his aliquid solvere audeat sine consensu præfati Archiepiscopi vel Archidiaconorum siue Sacriserini & Caputicholaris vel ceterorum fratrum Canonicorum. Ministeria autem divina sine intermissione fiant pro excommunicatione per spatium trium mensium, ut de illis Deus poenitentiam, & resuscitet à laqueis diaboli, à quibus capti teneantur ad ipsius voluntatem. Quod qui noluerit perficere, noverit se muldandum, nisi resipuerit, supradicta excommunicatione. Omnibus autem supradicta observantibus pax & misericordia concedatur à Domino Jesu Christo hic & in perpetuum. Amen.

LXVI.

1029. *Præceptum CONRADI II. Salici Imperatoris, quo Sanctæ Parmensis Ecclesiæ Episcopo, Res omnes & Prædia sibi iusta acquisitione pertinentia confirmantur, atque corroborantur; præsertim que a præcedentibus Imperatoribus Regibusque data vel confirmata fuere. Actum 2. Idus Junii 1029.* [FERD. UGHELLI Italia Sacra Tom. II. Tit. Parmens. Episcopi, col. 209. prior. Edit. Rom. & 165. ult. Venet. A.º 1717.]

In nomine Omnipotentis Dei.

CONRADUS ejus largitatis munere Romanorum Imperator Augustus. Quia Imperatoris Majestatis jura, &c. Omnibus igitur tam futuris, quam presentibus nobis fidelibus notum certius esse volumus quod dilecta conjugi nostre Gelsæ, & Brunonis Cancellarii interventu per hujus præceptalis pagine auctoritatem Sanctæ Parmensis Ecclesiæ Episcopo omnes res suas, & prædia sibi iusta acquisitione pertinentia confirmamus, & corroboramus, nominativè autem curtem Neironis cum Rochis, una quarum vallis Vixinaria . . . altera verò inter summa . . . cum vicis, & villis atque sediminibus, & familiis utriusque sexus cum terris cultis, & incultis, molendinis, & piscationibus, cunctisque ad eam hæcenus pertinentibus. Quam quia præfata Ecclesiæ Rex Lotharius in perpetua proprietate munere votivo contulerat, & post eum Reges & Imperatores eidem ad nos usque per præcepta firmaverant, Nos quoque confirmamus, & in perpetuum roboramus, si-bique ulterius possidem. in pace sancimus, si quis itaque, quod abijt, &c.

Signum Domini ✱ CONRADI Romanorum Imperatoris Augusti.

BRUNO Cancellarius vice ARIBONIS Archiepiscopi, & Archicancellarii recognovit anno ab Incarnatione Domini millesimo vigesimo nono, Indictione duodecima, anno vero D. CONRADI Imperatoris invicti. 2. regnantis 6. Imperantis autem 3.

Actum 2. Id. Junii Straborg, feliciter. Amen.

LXVII.

31. Dec. Imperatoris CONRADI II. Salici Instrumentum Donationis, Sanctæ Parmens. Ecclesiæ de toto Comitatu Parmensi tam infra quam extra Urbem, factæ pridie Kalendas Januarii 1029. [FERD.

UGHELLI Italia Sacra Tom. II. Tit. Parmens. Episc. col. 208. prior. Edit. Rom. & 164. ult. Venet. A.º 1717.] ANNO 1029.

In nomine aeterni Dei.

CONRADUS ejus suffragante clementia Romanorum Imperator Augustus. Quia Omnipotentis Dei munificencia Augustalis Majestatis Solio præsidemus ex collato nobis celsus beneficio Deum, ejusque sacra-ria honorare prompta voluntate debemus. Quapropter omnibus nostris Fidelibus presentibus & futuris notum fieri volumus, quod ad petitionem Archiepiscopi Pellegriini & Brunonis Cancellarii nostri, immo ob salutem nostram, conjugis, atque prolis, postremo pro statu Imperii nostri confestim, & perpetua donatione largimur Sanctæ Parmensi Ecclesiæ, cui Hugo præfatus Episcopus, totum Comitatum Parmen. tam infra Urbem quam extra per circuitum, secundum per priscos fines illius, & descriptionis æterminos prout hæcenus moraliter habebatur, post decessum videlicet Bernardi Comitis Widonis, nisi forte de conjuge sua ita nomine Filium haberit masculinum, si autem filius ejus ille legitimus caruerit masculino, tunc Comitatus dictus cum districtu, cunctisque publicis functionibus, & exactionibus sicut nostre pertinet, potestati Sanctæ dictæ Ecclesiæ hac nostra ex integro auctoritate concedat omni nostra & Hæredum nostrorum contradictione remota. Si quis igitur, quod abijt, Archiepiscopus, Episcopus, Dux, Marchio, Comes, Vicecomes vel cujuslibet ordinis, aut officii quispian prenominatam Ecclesiæ de collato sibi à nobis beneficio, videlicet prædictum Comitatum, tam infra Urbem, quam extra, ut diximus, inquietare, molestare, aut herbergarias aut aliquas inde præter Episcopum, qui pro tempore fuerit, ibi exigere præsumat, auri libras mille se compositorum noverit, dignidum cameræ nostre, & dimidium sæpe dictæ Ecclesiæ Episcopi, qui tunc fuerint. Ut autem hujus collationis nostræ & donationis votivæ præceptum omni tempore ratum inconcussumque persilhat, manu nos propria roborantes sigillo nostro inferius adnotari præcepimus.

Signum D. CON-



RAD. gloriofiffi. Imp.

BRUNO Cancellarius vice DOMINI ARIBONIS Archiepiscopi, & Archicancellarii recognovit.

Data pridie Kalendas Januarii Indictione 12. anno Dom. Incarnationis millesimo vigesimo nono, anno Domini CONRADI II. Regni 6. Imperii vero 3. Regni quoque HENRICI filii ejus 2.

Actum Hodebrii feliciter Amen.

LXVIII.

Iterata Donatio, siue prioris Donationis Confirmatio Ecclesiæ Parmensi Episcopali factæ a CONRADO II. Imperatore, de toto prorsus Comitatu Parmensi tum intra quam extra muros cum Castris, Locis & Terris ei pertinentibus. Dat. Kalendis Junii anno 1035. [FERD. UGHELLI Italia Sacra Tom. II. Tit. Parmens. Episc. col. 210. prior. Edit. Rom. & 165. ult. Venet. A.º 1717.]

In nomine Omnipotentis Dei.

CONRADUS ejus pietatis munere Romanorum Imperator Augustus. Quoniam ad Imperialem celsitudinem pietas nos divina sublimavit, & ceterorum nobis hominum habenas commisit, & debitas semper Deo gratias agere, & Sanctas ejus Ecclesias colere, dignanter honorare, & ut nostre competit devotioni, debemus augere, quod si fideliter executi fuimus, & nostrum erga Deum studium, & devotionem ostendimus, & devotionis premium, & retributionem capiemus. Omnibus igitur Sanctæ Dei Ecclesiæ nostris presentibus & futuris fidelibus notum esse volumus Parmensis Episcopi Hugonis fidelitatem erga nos, & fidelitatis studium attendentes totum prorsus & integrum, tam intra muros, quam extra, Comitatum per suos

ANNO 1035. suos certos fines, & antiquæ descriptionis limites sicut illum Sanctæ Parmensis Ecclesiæ jam dudum fideli devotione contulimus. Videlicet quantum Episcopus ipsius Comitatus defenditur à Pado usque ad Alpes, & à termino illo, quo divisio est inter prædictum Episcopatum, & Episcopatum Placentium usque ad terminum illum, quo divisio prædicti Parmensis Episcopatus, & Rhegionis est extra præscriptum Parmensem Episcopatum, superscriptas curtes ad prædictum Episcopatum pertinentes, castrum Arriani, Saxolum, castrum Piccoli, Palazanum, Longura cum omnibus pertinentiis earum per hanc remunerationis nostræ paginam confirmamus, & perpetuo Deo propitio munimine roboramus, & ab omni nostra, & futurorum Regum, & Imperatorum repetitione prorsus evcludimus. Si quis ergo, quod ablit, hujus nostræ constitutionis jussa contemnens præscriptam sacrosanciam Ecclesiam de præscripto Comitatu disvestire, vel apud futuros Reges, & Imperatores quolibet præsumpserit suggestionem nocere, nulle auri liberum obnoxius sua pro præsumptione subjacebit. Immo vero quod auferre contra nostra statuta voluerit, & si quodlibet inde munimen habuerit, nullas vires, nullumque vigorem habere constabit. Ut igitur præcepti hujus edicto Imperialis fuffraget auctoritas, & manu id nostra firmavimus, & nostro post hoc sigillo inferius adnotari præcepimus.

Signum ✠ CONRADI invictissimi Romanorum Imperatoris Augusti.

HERMANNS SACRI PALATII CANCELLARIUS VICE PELLEGRINI Archiepiscopi, & Archiepiscopatui recognovit.

Anno Domini Incarnationis 1035. Indictione 3. anno autem CONRADI regnantis 11. Imper. 9.

Data Kalendis Januarii.

Actum apud Bambergam feliciter. Amen.

LXIX.

1037. KANUTI Regis Anglorum, Danorum & Norweganorum LEX XII. sive Institutum ejus Caput XII. Sax. 9. De Censu Beato PETRO singulis annis debito. [Chronicon JOHANNIS BROMTON inter Anglicanæ Historiæ Scriptores. X. Londini editos, anno 1652. col. 920.]

ET Romæ (id est Romæ) Censum, quem beato Petro singulis annis reddendum ad laudem & gloriam Dei Regis nostra largæ benignitas semper instituit, in Festo Sancti Petri reddatur; qui supra tenuerit, reddat Episcopo denarium illum, & XXX. denarios addat, & Regi det XXX. S.

LXX.

10. Juill. CONRADI II. Salici Imperatoris Donatio seu Confirmatio Donationum Ecclesiæ Florentinæ Episcopali sacrum. Data 6. Julii 1037. [FERD. UGHELLI Italia Sacra, Tom. III. Tit. Florent. Archiepisc. col. 80. prior. Edit. Rom. & 60. ult. Venet. A.º 1718.]

In nomine sanctæ & individue Trinitatis.

CONRADUS divina favente clementia Romanorum Imperator Augustus. Si sanctarum Dei Ecclesiarum curam gerere studeamus, statum Imperii nostri stabilis permanere, & æternæ remunerationis nos accepturos premium minime dubitamus. Proinde omnium Sanctæ Dei Ecclesiæ nostrorum fideliū præsentium, & futurorum compertat solertia interventu, ac petitione Gissæ Imperatricis nostræ dilectæ conjugis, & Bonifacii nostri fidelissimi Marchionis Canonici Sanctæ Florentinæ Ecclesiæ nostram adfuisse clementiam, deprecantes ut, pro Dei amore, nostrique Imperii salute, Sancti Joannis Ecclesiæ, eorumque necessitatibus subveniremus. Horum dignis petitionibus annuentes, prout iuste, & legaliter possumus, concedimus, & per hanc nostre auctoritatis paginam confirmamus ejusdem Canonici terram ejusdem canonicæ cum omni sua integritate, nominative duas Plebes, unam de Celsino Sanctæ Hierusalem in curte sua, alteram Sancti Laurentii sitam Exines cum curte sua, & in-

fra eandem Plebem prædictam cum capella, que Teuxo filius Lepti dedit Sancto Joanni, & eidem canonicæ pro salute animæ suæ. Curtem etiam de lacu, quam dedit Sichelmus Episcopus cum omnibus pertinentiis suis, quæ est infra Plebem Sancti Petri in Valca, & Sancti Severi. Curtem vero de Centaurea, quam Speciosus ejusdem Ecclesiæ Episcopus prælibatæ canonicæ contulit, eodem modo, sicut disposuit habend. cum omnibus pertinentiis suis, Campum Regis, pratum Regis, mansas duas in Carminario: medietatem sortis, quæ est in Vezzano; teniam unam de terra, Sanctam Marianam Novellam. Insuper confirmamus in eadem canonica quæcunque temporibus retroactis, sive ab ejusdem Ecclesiæ Pontificibus, sive fidelibus Christianis Regibus, vel Ducibus, sive etiam privatis, & militantibus concessa sunt. Præterea ea omnia ad utilitatem fratrum ejusdem canonicæ corroborando donamus, quæcunque Atho vengerab. Episcopus ejusdem Ecclesiæ per decreti paginam eidem canonicæ contulit, eo videlicet ordine, ut tam presentes quam futuri Sacerdotes, Levitæ, Subdiaconi, seu Clerici ibidem Deo, Sanctoque Joanni canonicæ deservientes jam dictas terras, aliæque omnia superius dicta per hujus nostri præcepti auctoritatem habeant, teneant, firmiterque possideant, omnium hominum contradictione remota. Præcipientes igitur jubemus, ut nullus Episcopus, Dux, Marchio, Comes, Vicecomes, nullaque nostri Regni magna, vel parva persona ejusdem Ecclesiæ Canonicos de prædictis rebus disvestire, inquietare, molestare præsumat sine legali judicio, sed liceat eos quiete, & pacifice sub nostra defensione vivere, omnium hominum contradictione remota. Si quis igitur hujus nostri Præcepti paginam infringere temptaverit, sciat se compositurum auri optimi libras centum, medietatem cameræ nostræ, & medietatem prædictis Canonicis. Quod ut verius credatur diligentiusque ab omnibus observetur, manu propria confirmantes sigilli nostri impressione jussimus insigniri.

Signum D. CON-
RADI invictissimi



RADI invictissimi
peratoris Augusti.

KADDOTUS Cancellarius vice HERIMANNI Archiepiscopi, & Archiepiscopatui recognovit.

Datum 6. Idus Julii Indictione quinta anno Domini Incarnationis 1037.

Anno D. CONRADI Regni decimo tertio Imperii undecimo.

Actum Verona feliciter. Amen.

LXXI.

TREUGA, sive PAX publica & Religiosa, per Vers'lan Archiepiscopum Narbonensem, Episcopos Gerundensem & Helenensem nec non Comites Rusilionenses, Impuritanensem, Bisuldinensem & Certanensem, cum cæteris Proceribus sanctis, in favorem præsertim Ecclesiarum, Clericorum, Villanorum, & Imbellum; qua insuper TREUGA DOMINI innovatur & confirmatur, atque omnia hostilia prohibentur ab occasu Solis quartæ ferie usque ad ortum Solis secundæ ferie. &c. Ad. in Concilio Tulugense. [PETRI DE MARCA, Concordia Sacerdotii & Imperii post Caput XIV. Lib. IV. in Additament. STEPH. BALUZII. PHIL. LABBEI Collectio Concilior. Tom. IX. col. 1184. fous l'an 1065. avec des Notes de GABRIEL COS-SART, qui marque la raison pourquoi il la met dans cette année.]

Hæc est Treuga & Pax confirmata ab Archiepiscopo Narbonensi Domino Guifredo, & à Berengario Gerundenfi Episcopo, & à Domino Raymundo Helenensi Episcopo & à Comitibus Rusilionensium, Domino scilicet Gauzifredo & Guilaberto filio ejus, & à Domino Poncio Impuritanensi Comite, & à Domino

ANNO
1045.

Guillelmo Bisulduensium Comite, & à Domno Raymundo Cerritanensium Comite, & à Domno Gauzberto Vicecomite de Castronovo, cum ceteris magnatibus Helenensibus Episcopatus, in Tulugiensi prato, quod est in Comitatu Rosilionensi. Constituerunt namque prædicti Pontifices, cum consensu ceterorum nobilium, ut in Comitatu Rosilionensi, vel Consulentano, vel Valispirienti, ullus homo Ecclesiam non infringat, neque Cimiteria vel Sacra X X X. passuum Ecclesiasticorum in circuitu quouscunque Ecclesiam, nisi Episcopus propter hominem excommunicatum, aut propter suum censum. Si verò aliquis homo aliter infringere Ecclesiam vel spatium X X X. passuum ipsius Ecclesiam in prædicto Episcopatu Helenensi, quicquid ei commiserit emendet ut iustum fuerit ipsi homini cui injuriam fecerit, & Ecclesiam in qua fecerit satisfaciatur legaliter, & insuper compositionem sacrilegii Helenensi componat Episcopo. Ecclesiam verò illas ubi castra fuerint constructa, sive ubi fures vel rapaces congregaverint fura vel prædam vel malefacta, tamdiu possint eas jamdicti Episcopi in defensione præscriptæ pacis quousque querimoniam prædictorum Ecclesiarum deferatur Helenensi Episcopo, & ejus judicio aut iuste emendetur quod in ipsi Ecclesiis commissum fuerit, aut ab eodem Episcopo ipsa Ecclesia à defensione præstata pacis separantur. Idem Episcopi præfati constituerunt ut in jamdicto Episcopatu Helenensi nullus violenter infringat dominicares Canonicorum vel monasteriorum, neque aliquid rapiat inde. Clericum verò arma non ferentem, vel monachum, vel sanctimoniale, sive viduam, nemo apprehendat, nec illis aliquid injuriæ inferat. Villanum neque Villanum nemo apprehendat nisi propter culpam quam ipse Villanus vel Villana fecerint. Et si eos apprehenderit, non distringat nisi per directum. Et ut prædam nemo faciat in jamdicto Episcopatu de equibus vel pullis sive mulis earum ætatis unius anni, neque de bobus, neque de vaccis, sive vitulis earum, neque de asinis vel asinabus sive pullis earum, neque de ovibus, arietibus, hircis, capris, sive earum foetibus. Mansiones villanorum nemo incendat, neque evertat. Teras in contentione positas nullus Villanus laboret postquam communis fuerit ab eo in quo iustitia placiti non remanserit. Si verò ter communis, postea ibi laboraverit, & propterea damnum acceperit, non requiratur pro pace fracta. Si quis autem fideiussor existerit, si fidem non portaverit, de suo proprio pignoretur, nec pro pace fracta habeatur. Si quis autem prædictam trevam & pacem infringere, simpla tantum compositione emendet illi cui infringere infra primos XV. dies. Si verò infra primos XV. dies simpliciter non emendaverit, compositionem mali quod intulit in duplo componat; ita ut medietatem istius duplæ compositionis habeat querelator, & alteram medietatem habeat Episcopus & ipse Comes qui adiutor fuerit eidem Episcopo ad hanc iustitiam faciendam. Si quis autem prædictam pacem vel trevam *, & inde iustitiam facere noluerit, infra XV. dies quod querelator suam querelam præsentaverit ante Episcopum & ejusdem clericos ac Comitem, ipse malefactor & consiliatores & adutores ejus emendare noluerint, egrediantur à treva & pace, & malum quod propter hoc illatum fuerit eis non requiratur pro pace vel treva fracta. Et si malefactor & adutores ejus postea jamdicto querelanti alium malum fecerint intra trevam, emendet pro treva & pace fracta. Item prædicti Episcopi firmaverunt trevam Domini. Videlicet ut omni tempore teneatur ab omnibus Christianis ab occasu solis quartæ feræ, id est, Merchoris die, usque ad ortum solis secundæ feræ, id est, Lunis die. Item continuatim teneatur à prima die adventus Domini usque ad Octavas Epiphaniæ Domini, quando festivitas sancti Hilarii agitur. Item similiter continuatim teneatur à die Lunis quæ antecedit caput jejunii usque ad diem Lunis qui est primus post diem dominicam Octavarum Pentecostes. Et tres festivitates sanctæ Mariæ cum suis vigiliis. Et nativitatem sancti Johannis cum sua vigilia. Et festivitatem sanctorum Iulii & Pastoris, & Abdon & Sennen, & sancti Felicis, & sancti Genesii, & sancti Nazarii, & sancti Laurentii, & sancti Michaelis, & festivitatem omnium sanctorum & sancti Martini, & due festivitates sanctæ Crucis, & Cathedra sancti Petri & festivitatem sancti Ennesii, quæ est XII. Kal. Septembris, & Decollationem sancti Johannis Baptiste, cum vigiliis & cum omnibus noctibus jamdictarum festivitatum. Et omnes dies & noctes quatuor temporum. Si quis autem infra hanc prædictam trevam Domini aliquid malum alicui fecerit, in duplum ei componat, & postea per iudicium aque frigide trevam Do-

* frigitur.

mini in * sede sanctæ Eulaliæ emendet. Si quis autem infra hanc trevam hominem occiderit sine aliquo casu, ex consensu omnium Christianorum diffinitum est ut omnibus diebus vite sue exilio damnetur. Si autem cum casu hoc fecerit, egrediatur tamen à terra usque ad triennium quem Episcopus vel Canonicus exiliumaverint esse imponendum. Si quis verò infra hanc trevam fe miserit in * aguit, vel ipsum aguit stabilius pro morte vel apprehensione alicujus hominis, aut pro apprehensione alterius castelli, & tamen si hoc agere non potuerit, similiter emendet ad iudicium Episcopi & Canonicorum ejus ipsam trevam Domini, sicut faceret si fecisset quod agere tentavit. Item prohibuerunt ne in terminibus his continuatis trevis, videlicet tempore advenus Domini, seu quadragesimæ, nullis castrum vel munitionem edificare presumat nisi XV. diebus ante continuatas prædictas trevas hoc inchoaverit. De prædicta autem treva vel pace querela ad Episcopum vel ad ejus Canonicos seu fatigatio omni tempore fiat; & sicut superius scriptum est in pace de Ecclesiis, ita fiat. Et ipsi in quibus Episcopus vel Canonicus prædicti se fatigaverint de direptione præfate pacis vel trevæ Domini, sive fideiussores, vel hostatius pro pace vel treva Domini, & malam fidem inde portantes Episcopo vel Canonicis ejusdem Sedis, excommunicentur ab Episcopo vel à Canonicis ejusdem Sedis cum protectoribus & adjuvantibus fe quando fe contenderint sicut infrafactores pacis vel trevæ Domini, ipsi & res eorum non habeantur in pace & treva Domini.

Ego Gauzfredus Comes iuro tibi Petro Helenensi Episcopo & facio tibi hostaticum ut per duo tempora anni, scilicet ad dedicationem B. Eulaliæ, id est VIII. Idus Octobris, & ad caput jejunii, per unumquemque annum, quandiu vixeris, revertar ad hanc Sedem B. Eulaliæ; & non separabo hinc me sine licentia tua vel ipsorum Clericorum quibus tu commiseris, si es non habueris; & si es habueris, eo transito infra VIII. dies revertar, & non separabo hinc me sine licentia tua vel ipsorum Clericorum quibus tu commiseris, per Deum & hæc sancta.

LXXII.

Diploma Imperatoris HENRICI III. Quod in favorem Canonorum Veronensium omnia & singula, quæ Notherus olim Episcopus Veronensis Hicse donaverat, confirmat, ceteraque eorum Bonæ sub Imperiali Potestate committit. Dat. Folerni 8. Idibus Maji, Indit. 15. anno 1047. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra Tom. V Tit. Veronenses Episcopi, col. 680. prior. Edit. Rom. & col. 756. ult. Venet. A. 1720.]

ANNO
1047.
8. Mai.

In nomine sanctæ & individue Trinitatis.

HENRICUS, Divina favente clementia, Romanorum Imperator Augustus. Si dignis, &c. Quocirca omnium sanctæ Dei Ecclesiæ fidelium, nostrorumque præsentium scilicet, ac futurorum comperit universitas, qualiter intervenit, ac petitione dilectæ concreditalis nostræ Agnetis Imperatricis, quæ sanctæ Mariæ Canonici Veronenses præceptum confirmationis, & corroboracionis nos pro Dei amore nostræque animæ remedio, ac patris nostri, matrisque de quadam curte, quæ poimnitar, State, cum cunctis suis pertinentiis, ac clusâ Grandenfi, nec non altera curte, quæ dicitur, Badabiones, posita in Tridentino Comitatu, & tribus villis, una nuncupatur Bergusio, altera Belveno, tertia vero Bundo, cum cunctis earum pertinentiis, placitis, ac districtionibus; tertia quoque curte, quæ dicitur Querenta, quarta autem curte in vico Mundoni, quinta in Mascaliano, sexta in Roboreto, quas Notherius Episcopus pater Veronensium clericorum cum ripatico de loco qui vocatur Fossa alta usque ad locum, qui dicitur Navene, pro animæ suæ remedio præfate Veronensi Ecclesiæ obtulit. Insuper autem casualibus duobus in Lenico majore cum cunctis pertinentiis suis, & piscariâ una cum sylva quæ dicitur Collegaria, quos quoque, vel quas præfatis Canonicis Veronensibus Walderada Dei ancilla concessit. Septima autem curte, quæ dicitur, Quinta, sita in Comitatu Silicano, quam quidam nomine Lanzo præfate obtulit Ecclesiæ cum capellâ & decimationibus ac omnibus ejus pertinentiis. Octava vero quæ vocatur Pulio sita in ipso Comitatu. Nona autem, quæ vocatur Titulus, ubi dicitur Villa cum capella in sanctæ Mariæ honore constructa cum decimationibus, & omnibus suis pertinentiis, quas obtulit Anzebertus clericus, qui Regino vocabatur in eodem posita Comitatu. Decima vero cur-

ANNO
1047.

cute quæ dicitur Lusa cum capella in honore S. Viti constructa cum decimationibus, & omnibus pertinentiis suis: insuper casualibus duobus in Comitatu Veronenſi jacentibus in curte regia, quæ vocatur Lipa, quos obtulit Ardeverga, qui Gila vocabatur cum cunctis pertinentiis, & adjacentiis ejus, quæ de omnibus præscriptis locis dici, vel nominari possunt aliquo modo concedere dignemur. Nos itaque consilio ejus adqueſcentes hujus præcepti nostri paginam pro anima nostre remedio nostrorumque parentum, pro confirmatione & corroboracione cunctorum locorum, quæ præscripta sunt, sive omnium, quæ aliquo acquisitionis munimine adquisiverunt, vel adquisituri sunt, sive Xenochia, sive decimationes ejusdem civitatis fieri jussimus. Eo videlicet ordine, ut ubicunque a prænomina- tis Canonici, suorumve antecessoribus, atque prædeces- soribus possessum est, vel in futuro possessum erit, om- nium contradiccionem & diminutionem violenta exclusa, firmiter proprietati detineant jure. Hoc etiam nostra imperiali auctoritate addimus pro remedio animæ nostre, nostrorumque parentum concedimus, largimur, donamus, quod homines in cunctis his locis habitantes sive famuli, sive liberi, in cunctis catris, & villis, seu territoriis, quorum nomina hæc sunt. Cereta, Biunde, Porcile, Pulliano, Martiana, Gretiana, Pruno, Castellione, Arbeto, Pontefossatum, Calmatinum: at Fodrum, quod insuper, & non legaliter præterito tempore dederunt, quod nefas nam erat, publicæ parti; deinceps non dent, sed omnia in prædictorum Canonico- rum ditione permanent. Sed per hanc nostræ præceptalem paginam auctoritatis volumus, quod pro anima nostre remedio prædicti Canonici, qui nunc sunt, & pro tempore erunt, prædictum Fodrum colligere teneant, & habeant placita quoque & districta cupi omni functione, & redditu prænominatorum castrorum, cur- sum, & villarum, omnium locorum aliqua ratione il- lis pertinentium, similiter præceptali pagina nostre auctoritatis possideant, atque detineant; nec non & ipsi, qui in civitate soliti erant dare theloneum præcipiendo jubeamus, ut in tempore nullo aliquis eis auferat, vel de hoc amplius molestare ipsos præsumat. Ita tamen jubeamus, ut omnia in potestate Archiepiscoporum, & Archiepiscoporum, consensu fratrum exinde faciendum quicquid voluerint ad utilitatem tantummodo prædicto- rum fratrum. Præcipientes denique jubendo sancimus, ut nullus Dux, Marchio, Archiepiscopus, Episcopus, Comes, Vicecomes, nullaque, &c. jussi- mus ligillari.

Signum Domini
secundi Roma-
nistissimi Im-
peratoris
Augusti.



ni HENRICI
norum Im-
peratoris

HENRICUS Cancellarius vice HERIMANNI Ar-
chiepiscopi recognovi.

Data octavo Idus Maji anno Domini Incarnationis
millesimo quadragesimo septimo. Indictione quinta de-
cima. Anno autem Domini HENRICI secundi ordina-
tionis ejus decimo octavo, regnantis octavo, secundi impe-
rantis primo.

Actum Folerii in Dei nomine feliciter. Amen.

LXXIII.

1049.
16. Avril.

Diploma Imperatoris HEINRICI III. quo Epis-
cupo Patavino BERNARDO jus monete signan-
de in Urbe Patavina concedit. Actum Goslaræ
16. Kal. Maji Indict. 2. Anno 1049. [FER-
DIN. UGHELLI, Italia Sacra Tom. V. Tit.
Patav. Episc. col. 413, prior Edit. Rom. & col.
437. ult. Venet. A.º 1720.]

HENRICUS Divina favente Clementia Romanorum
Imperator Augustus.

NOVERINT omnes Christi, nostrique fideles,
quemadmodum rogatu nostri thori, regni que con-
sortis Agnetis Imperatricis Augustæ, jus monete signan-
de in urbe Patavina concedimus Bernardo Episco-
po, & successoribus ejus, secundum pondus monete
Veronenſis, ita ut in una nummorum parte nomen &

imago nostra, in altera vero ipsius urbis figura expri-
matur.

Data 16. Kal. Maji anno Domini, Incarnationis 1049.
Ind. 2.º anno autem Domini HENRICI Terrii Regis,
Imperatoris secundi ordinationis ejus vigesimo, Regni qui-
dem decimo, Imperii autem tertio.

Actum Goslaræ.

LXXIV.

TREUGA seu PAX publica & Religiosa per de- 1054.
cem Episcopos, duos Comites, unum cum Abbatum, 25. Août.
& Clericorum, ac quorundam nobilium & igno-
bilium non minima multitudo sancta, pro reno-
vatione, confirmatione, extensione & strictiori ob-
servatione TREUGÆ Domini, qua, præter cetera,
omnes hostilitates ab occasu Solis quartæ feriæ, us-
que secundæ feriæ illucescente Sole, prohibite fue-
runt. Acta in Concilio Narbonensi, anno 1054.
Indictione 7.º octavo Kal. Septembris. [PETRI
DE MARCA Concordia Sacerdotii & Impe-
rii post Caput XIV. Lib. IV. in-Additam.
STEPH. BALUZII PHIL. LABBEI
Concil. Collectio Tom. IX. pag. 1072. Ex
Archivo Archiepiscopi Narbonensis.]

ANNO Domini Incarnationis millesimo quinquage-
simos quarto, Indictione septima, Epacta nona,
concurrente V.º octavo Kal. Septembris, conventus
erat apud urbem Narbonam decem Venerabilium Epis-
coporum, Bernardi scilicet Biterrenſis, & Gontieri
Agathensis & Rossagni Lutetensis, & Arnaldi Maga-
lonensis, Froterii quoque Nemausensis, Guilelmi ve-
ro Carcassensis, imò Berengarii Gerundensis, Guilelmi
Barchinonensis, necnon & Guilelmi Albienſis; inter
quos fuere Legati Domini Guilelmi Urgellensis vide-
lice Berengarii, & Ugonis Uxetensis. Residente
Domio Guilelmo prædictæ urbis Archiepiscopo, cujus
industria prædicta Synodus, opulante Petro Ramundi
Comite atque Berengario Vicecomite, unum cum Abba-
tum & clericorum ac quorundam nobilium & ignobi-
lium non minima multitudo ad confirmandam pariter
& custodiendam Tregam & pacem & dilectionem
quam universalis Ecclesia unanimiter instituit, & re-
formandum ejusdem statum, qui à pravis conculeba-
tur hominibus, dominicis obtemperantes iussibus pro
temporalibus commodis commissi sibi plebi impensis,
ad summo omnium pastore, ut æterna premia mereantur
adipisci in secula. Primo ergo omnium institutionum
nostrarum, quæ in hoc tomo feribenda sunt, monemus
& mandamus secundum præceptum Dei & nos-
trum ut nullus Christianorum alium quemlibet Christia-
num occidat: quia qui Christianum occidit, sine dubio
Christi sanguinem fundit. Si quis verò, quod non opta-
mus, injustè hominem occiderit, per legem eum
emendet. Iterum mandamus atque confirmamus ip-
sam tregam Dei quæ à nobis dudum constituta fuerat,
& nunc à pravis hominibus disrupta esse videtur, ut
firmiter deinceps ab omnibus teneatur. Igitur obsecra-
mus per Deum & monemus ut nemo Christianorum
quemlibet Christianum requirat ad malefaciendum ab
occasu solis quartæ feriæ usque secundæ feriæ illuces-
cente sole. Præcipimus etiam ut à prima Dominica
adventus Domini usque octabas transactas Epiphaniæ,
sive à prima Dominica quæ est ante caput jejuniarum
usque transactas octabas Paschæ, sive à Dominica ante
Ascensionem Domini usque octabas Pentecosten ex-
pletas, vel de festivitibus Sanctæ Mariæ, & in vigi-
liis ejusdem & in vigilia Sancti Johannis Baptiste, vel
in festivitibus ejusdem, atque in vigiliis Apostolorum,
& in festivitibus eorundem, & in vigilia Vinculæ
Sancti Petri, & in festivitibus ejusdem, & in vigilia
Sanctorum Iohannis & Pastoris, & solemnitate eorundem,
& in vigilia Sancti Laurentii, ejusdemque festivitatis,
& in festivitibus Sancti Michaelis, & in vigilia omnium
Sanctorum, & in festivitibus eorundem, & in festivitibus
Sancti Martini, & in jejuniis quatuor tempora, in præ-
scriptis jejuniis, sive festivitibus, atque vigiliis, nemo
Christianorum quemlibet alium Christianum laedet, ne-
que dehonestare aut deprecare de suis rebus præsumat.
Hanc tregam Domini firmiter custodiri præcipimus,
& omnes quicquam tenerint, & fideliter observaverint,
benedictionem sempiternam ab ipso Jesu Christo Do-
mino & Salvatore nostro percipiant, & hereditatem
æternæ vitæ sine fine possideant. Illi autem qui rebelles
extite-

ANNO
1054.

48

CORPS DIPLOMATIQUE

extiterint vel transgressores, siue qui auxilium eis in aliquo præbuerint, tandiu anathematis vinculo subiacent, quousque dignè arbitrio proprii Episcopi satisfaciunt. Si quis autem voluntariè vel scienter hominem occiderit in hac treuga aut apprehenderit, aut caltrum cuiuslibet tulerit, aut destruxerit, aut in indicium, treugam insidiando, aut agitando facere volens comprobatus fuerit, ab omni cœtu Christianorum definitum est ut in omni vite sue perpetuo damnetur exilio. Si quis autem aliter alicui aliquam iniuriam fecerit aut damnum, in iudicio proprii Episcopi aut clericorum ejusdem, quibus idem Episcopus commiserit, secundum modum culpæ directionem faciat per iudicium aquæ frigidae, aut per exilium, sicut statutum est. Quicumque verò adpropinquante quadragesimæ tempore, siue Ascensionis Domini, vel Pentecostes, necnon & adventus Domini, qui est tempus Domini caltrum vel munitionem contrahere voluerit, non illi facere hoc liceat, nisi duas hebdomadas cunctis scientibus ante prædictum tempus incipiant. De debitoribus vero & fideiussoribus præcipimus ut si contendunt ea quæ debent, projiciantur ab Ecclesia, & in illorum parochias debitoribus reddant debita. Oliveta namque, cujus pignoris in ipso aquarum diluvio pacem legimus terris redditam, & de cujus liquore sanctum Chrisma conficitur, necnon & altaria sancta illuminantur, sub tam firmam pacem statuimus ut nemo Christianorum eam prædicere audeat, vel ad deformitatem truncare, neque earundem fructus rapere. Quod qui fecerit, juxta quod definitum de ceteris, per treugam Dei ea emendet. Oves ergo & earum pastores eas custodientes similiter in treugam Dei permaneant cunctis diebus in cunctis locis, ita ut nullus Christianus eas depredare præsumat, neque illas neque illarum pastores ledere vel invadere. Quod qui fecerit, per Dei treugam hoc totum emendet.

D É P A C E

Pacem autem à nobis siue à Principibus olim constitutam mandamus siue firmamus ut ab hodierna die & deinceps Ecclesiam nullus hominum infringat, neque manones quæ in circuitu Ecclesiarum sunt & erunt, neque aliquid ex omnibus quæ infra XXX. passus sunt Ecclesiæ & erunt, violenter auferre audeat, aut præsumere, (nisi Episcopus, aut cui ipse iusserit, propter suum censum, aut propter hominem excommunicatum, excepta munitione quæ infra prædictos passus XXX. Ecclesiæ sita fuerit) ad concitandum bella & contentiones: Censemus iterum ut ne quis hominum terras vel res, cujuscunque Ecclesiæ vindicare præsumat sine dono & permissione illius cujus eadem Ecclesiæ fuerit. Reditus verò synodales nemo Laicorum in opus suum retineat præter consensum Episcoporum vel Clericorum, sed quibus jure debentur omnino restituat. Monemus iterum ut nullus Laicorum in opus suum retineat primitias, neque oblationes, neque cimiteriorum pretia, neque ova, aut ea quæ ad eos dantur per asperionem salis & aquæ in cena Domini, neque trigintarios qui recte debentur à clericis, recipi pro fidelium defunctorum orationibus, sed clericis, qui eisdem Ecclesiis præsent utendos relinquat; nec quicumque ex fevo, quod pro eadem Ecclesiâ tenet minuire præsumat. Clericis quoque monachis, atque sanctimonialibus feminis, & comitibus eorum militaria arma non portantibus, ut aliquid ex bonis eorum nemo apprehendat, nec rapiendo auferat. Eas verò res & terras, ac vineas, & cetera quæ in jus proprium ac dominium Canonici, & monachi, sanctimoniales femine habent vel habere noscuntur, nullus hominum vel seminarum invadere, rapere, aut tollere præsumat, nec aliquid inde usurpare; neque per vim, neque per vicariam, neque per distractionem ibi ullam hospitalitatem accipiat, nisi per missionem vel donum Episcoporum vel Canonicoꝝ & Abbatum, ad quos propriè eadem res pertinuerit, adquirere poterint. Insuper eas villas & manūs, terras, & vineas, siue Ecclesiæ, quæ à fidelibus Dei collate esse videntur in opus Canonicoꝝ, ut commune inde viverent, quæ veraciter sciri potest in hoc opus data esse noscuntur, nullus persona hominum ausus sit habere vel retinere, neque per vicariam, neque per fevum, neque per bajuliam, neque per ullam vocem, sine propria voluntate Episcopi & Canonicoꝝ, vel Abbatum, Canonicoꝝ, aut quos eas res pertinere noscuntur, cum voluntate Canonicoꝝ suorum, nisi quantum præscripti Canonici cum præscriptis senioribus communiter voluerint. Statuimus autem inter vos de contentionibus

terraram, & de debitoribus & fideiussoribus, Dei auctoritate & nostra, ut nemo eis eis vindictam sumat, donec ante sui proprii Episcopi, & Potestatis cujus ditionis fuerit præsentiam veniens, causam suam exponat, ut alicujus eorum iudicio terminetur atque definitur. Episcopos autem & Princes regionis ipsius, quibus eadem res pertinuerit ad distringendum, noceat resistenti, & adjuvet obedientem. Nullus etiam Christianorum ullam substantiam villarum non apprehendat, nisi tantum corpus suum per forfacturam quam ipse per se faciat, & non distringat eum nisi per directum. Caballarium autem nemo apprehendat, ut * redut faciat, neque faciat, neque substantiam ejus tollat, nisi tantum per directum. Rapinas & prædas ex quibuslibet Christianorum nemo virorum aut mulierum faciat. Præcipimus etiam ut equas nemo rapiat, nisi homo desuper inventus fuerit armatus. Adeles verò nemo incendat. Furi pranotato & publico, latronique atque prædoni in Christianis nemo auxilium præbeat, neque ad illud agendum eum conducat, se sciente, usque ad satisfactionem veniant. Negotiatores & Oratores qui ferunt spostas, nemo substantiam eorum apprehendat. Hanc autem institutionem prædicant monemus pariter & obsecramus, ut omnes homines & femine, in prædictis Comitibus siue Episcopatibus degentes, firmiter teneant, atque intentè custodiant faciendum suum posse. Quod si quis eorumdem hominum vel seminarum prædictam pacem ac institutionem præsumptuosè infringere, & infra XL. dies non emendaverit, noverit se tandiu extraneum à Christianorum consortio, & à liminibus Sanctæ Dei Ecclesiæ segregatum donec ei qui damnum pertulerit duplum restituat, & Potestati illius terre, in qua illud actum fuerit XL. solidos emendet, & Episcopo ejusdem terræ emendet, manu propria jurando super altare Sedis, aut super quo liberavit, quo Episcopus iusserit, quia amplius emendare non debeat pro transgressione excommunicationis; aut emendet ei XL. solidos sine sacramento. Dicimus iterum ut hac institutio ab omnibus firmiter teneatur sicut superius scriptum est, præter eos qui de suo aliede vel fevo siue bajula institutores extiterint. Quam institutionem quicumque transgressus fuerit, obediens nolens supradictis institutionibus, Presbyter ei Missam non canter, neque ullum sacrum officium, neque communicet eum, vel sepelit, se sciente. Si autem quislibet hominum vel seminarum ab hac die & deinceps ausu temerario hujus nostræ institutionis violator extiterit, anathematis vinculo feriatur, & à Sancta Dei Ecclesia procul pellatur, & ab omnium cœtu Christianorum tandiu separetur donec ad satisfactionem indubitanter veniat.

LXXXV.

Partage des biens de l'Eglise de NIVELLE en trois Portions, fait par l'Empereur HENRI IV. 24. Fevr. 1059. La premiere est donnée à l'Hôpital, la seconde à l'Abbesse, & la troisième aux Chanoines & Chanoinesses. Fait le 24. Février 1059. [AUB. NIVELLE.] LXXXIX. pag. 170.]

HENRICUS divina favente clementia Rex.

(1) **N**IVIALENSIS Ecclesiæ, Francorum regno finitima, permaximas sæpe calamitates sustinuit. Quod pater meus Henricus III. Imp. animo indoluit; adeo ut in consecratione, quam ad adventum suum reservari jussisset, præsentem se exhibens, pignora sacratissimæ virginis GERTRUDIS propriis huiusmodi sanctuario importaret, locumque domus Imperialibus exornans, de rebus ejusdem Ecclesiæ præceptum faceret, quodque speciei dilectionis indicium est, non communi illud sigillo, sed secreto suo signaret. Cum ergo me divina gratia paterni regni fecerit successorem, volo erga eandem locum me præfata paternæ pietatis hereditas, & de rebus ejusdem Ecclesiæ nostræ quoque auctoritatis præceptum innovare.

Res ipse in tres portiones divise existunt, in Xenodochium, in beneficium Abbatissæ, in præbendas fratrum seu sanctimonialium LXII. Quæ partes ut à se possint certissime distingui, placuit hæc nomina villarum, ad unamquamque pertinentium, distinctè subnotari. Ad CONGREGATIONEM pertinent, burgus ipse Nivialis, cum omnibus redditibus suis & cum ipsa Ecclesiâ, Lenneca cum Ecclesiâ, Wanbecca cum

(1) Lethaire confirmat ce Partage en 1136, comme on le verra ci-après dans son rang.

* Les Treugatiches.

* vox corrupta.

ANNO
1059.

Ecclesia, Tubeca cum Ecclesia, Goiaea, Rosbecca, Heinuirs, Iurna cum Ecclesia, Bassis cum Ecclesia, Bulcis cum Ecclesia, Brole cum omni vineto, Ara cum vineis quæ sunt in Leia, & quæ sunt in Clotina, Fort cum Ecclesia, Duffa, Foilidhes, Migeivilla, Vileis, & omnis Præpositura illa quæ constat ex elemosynis. Ad beneficium ABBATISSÆ, altare S. Gertrudis cum omni familia, Sprendelenges cum vineis quæ sunt in Binga, Udechoves, Benerfeti cum Ecclesia, Niefs, Meerbecca cum Ecclesia, Ruoz, Gotirez cum Ecclesia, Rösbecca & de Henvires, cum ceteris beneficiis quæ tenent milites ad commune servitium Abbatissæ & Congregationis. Ad XENO DOCHUM Molterols cum Ecclesia, & omnes dominicales decimæ tam prædiorum nostrorum quam beneficiorum Comitum. Jubeo ergo & ratum esse volo, ut divisiones illæ, sicut antiquitus sunt constitutæ, ita distinctæ permanent.

Signum HENRICI IV. Regis.

HEDESARDUS Cancellarius, vice LUITPOLDI Archiepiscopi, recognovit. Datum est vi. Kal. Martii, anno Dominicæ Incarnationis M. LIX. Indictione XII. anno autem ordinationis Henrici IV. Regis v. regni verò III. Actum Aquilgrani.

LXXVI.

Avril. NICOLAI Papæ II. *Constitutio de modo & jure eligendi summum Pontificem, videlicet per Cardinales Episcopos, cum consensu Cardinalium Clericorum, ac reliquis Cleri Populique, salvo honore & reverentia HENRICI IV. Regis Romanorum, nec non successoris ejus.* [BARONII Annales Ecclesiastici, Tom. XI. ann. 1059. PHIL. LABBEI Collectio Concilior. Tom. IX. col. 1013.]

In nomine Domini nostri & Salvatoris JESU CHRISTI.

ANNO ab Incarnatione Millesimo quinquagesimo nono, mense Aprilis, Indictione duodecima, propostis Sacrosanctis Evangelis, præsidente quoque reverendissimo ac beatissimo Nicolao Apostolico Papa, in Basilica Lateranensis Patriarchii, quæ cognominatur Constantiniana, Confidentibus etiam Reverendissimis Episcopis, Abbatibus, Presbyteris, Diaconis, idem Venerabilis Pontifex auctoritate Apostolica decernens de electione summi Pontificis inquit:

Novit beatitudo vestra dilectissimi fratres Coepiscopi (inferiora quoque membra Christi non latuit) defuncto pie memorie Domino Stephano prædecessore nostro, hæc Apostolica Sedes, cui auctore Deo deservio, quod adversa pertulerit, quod denique per Simoniacæ hæresis trapezidas repetitis malleis, crebrisque tonsionibus subiacerit, adeo ut columna Dei viventis jam penè videretur conculca nutare, & fægna summi Piscatoris, procellis intumescens, cogeretur in naufragii profunda demergi. Unde, si placet fraternitati vestræ, debemus auxiliante Deo futuris casibus prudenter occurrere, & Ecclesiastico Statui, ne recidiva (quod absit) mala prævaleant, præcavere. Quapropter instructi prædecessorum nostrorum, aliorumque Sanctorum Patrum auctoritate, decernimus atque statimus, ut obeunte hujus Romanæ Universalis Ecclesiæ Pontifice, in primis Cardinales Episcopi diligentissimè simul de electione tractantes, mox * ipsi Clericos Cardinales adhibeant, sique reliquos Clerus, & populus ad consensum novæ electionis accedat, nimirum præcaventes, ne venalitatis morbus aliqua occasione subrepat. Et ideo religionis viri produces sunt in promovenda Pontificis electione, reliqui autem sequaces. Certus verò atque legitimus electionis ordo penditur, si perpectis diversorum Patrum regulis, sive gelitis, etiam illa beati Leonis prædecessoris nostri sententia recolatur: Nulla, inquit, ratio finit, ut inter Episcopos habeantur, qui nec à Clericis sunt electi, nec à plebis expediti, nec à Compromvincialibus Episcopis cum Metropolitani judicio consecrati. Quia verò Sedes Apostolica cunctis in orbe ferrarum præfertur Ecclesiis, atque ideo supra se Metropolitani habere non potest: Cardinales Episcopi procul dubio Metropolitani vice funguntur, qui videlicet electum Episcopum ad Apostolicis culminis apicem provehant.

Eligatur autem de ipsius Ecclesiæ gremio, si reperitur idoneus; vel si de ipsa non invenitur, ex alia assu-

TOM. I.

matur, salvo debito honore & reverentia dilecti filii nostri Henrici, qui in præsentiarum Rex habetur, & futurus Imperator Deo concedente speratur, sicut jam sibi concessimus, & successores illius, qui ab Apostolica Sede personaliter hoc jus impetraverunt. Quod si pravorum atque iniquorum hominum ita perversitas invaluerit, ut pura, sincera, atque gratuita fieri in Urbe non possit electio: Cardinales Episcopi cum religiosis Clericis, Catholicisque Laicis licet pauci jam potestatis obtineant, eligere Apostolicæ Sedis Pontificem, ubi congruere viderint. Planè postquam electio fuerit facta, si bellica tempestas, vel qualicumque hominum conatus malignitatis studio resistit, ut is qui electus est, in Apostolica Sede juxta consuetudinem auctoritari non valeat: electus tamen sicut vernus Papa obtineat auctoritatem regendi Romanam Ecclesiam, & disponendi omnes facultates illius. Quod beatum Gregorium antè suam consecrationem fecisse cognovimus.

Quod si quis contra hoc nostrum Decretum, synodali sententia promulgatum, per seditionem, vel præsumptionem quolibet ingenio electus, aut etiam ordinatus, seu inthronizatus fuerit: auctoritate divina, & Sanctorum Apostolorum Petri & Pauli, perpetuo anathemate cum suis auctoribus, fautoribus & sequacibus à limine Sanctæ Dei Ecclesiæ separatus, abjiciatur sicut Antichristus, invalens & destructor totius Christianitatis. Nec aliqua super hoc audientia referretur, sed ab omni Ecclesiastico gradu, in quocunque fuerat prius sine tractatione deponatur. Cui, quisquis adhæserit, vel qualemcumque, tanquam Pontifici, reverentiam exhibuerit, aut in aliquo eum defendere præsumpserit, pari sententia sit mancipatus.

Quisquis autem hujus nostræ Decretalis sententiæ temeratore exiterit, & Romanam Ecclesiam sua præsumptione confundere, & conturbare contra hoc statum tentaverit, perpetuo anathemate ac excommunicatione damnetur, & cum impiis qui non resurgunt in judicio, reputetur. Omnipotentis iram contra se sentiat, & Sanctorum Apostolorum Petri & Pauli, quorum Ecclesiam præsumit confundere, in hac vita, & in futura furorem sentiat; fiat habitatio ejus deserta, & in Tabernaculis ejus non sit qui inhabitet. Erant filii ejus orphanæ, & uxor ejus vidua, & commotus commoveatur ipse & filii ejus, & mendicent, & ejiciantur de habitationibus ejus, & diripiant laborem ejus. Orbis terrarum pugnet contra eum, & cuncta Elementa sint ei contraria, & omnium Sanctorum quiescentium merita eum confundant, & in hac vita super eum apertam vindictam ostendant. Observatores autem hujus nostri Decreti omnipotentis Dei gratia protegat, & auctoritas beatorum Apostolorum Petri & Pauli ab omnium peccatorum vinculis absolvat.

LXXVII.

Ejusdem CONSTITUTIONIS aliud Exemplum ex Registro Abbatie Farfensis. [LE BLANC, Dissertation Historique sur quelques Monnoyes de CHARLEMAGNE & de LOUIS le Deboutaire aux Pieces, pag. 100.]

In nomine Domini Dei Salvatoris nostri JESU CHRISTI.

ANNO ab Incarnatione ejus 1059. mense Aprilis, Indictione duodecima, præsidente quoque Reverendissimo ac Beatissimo Nicolao, Apostolico viro, in Basilica Lateranensis Patriarchii, quæ cognominatur Constantiniana, confidentibus etiam Reverendissimis Archiepiscopis, Episcopis, Abbatibus, seu venerabilibus Presbyteris atque Diaconibus, idem venerabilis Pontifex auctoritate Apostolica decernens electionis summi Pontificis, inquit; Novit, beatitudo vestra, dilectissimi fratres, & coepiscopi, inferiora quoque Christi membra non latuit, defuncto pie memorie Domino Stephano decessore nostro, hæc Apostolica Sedes, cui Deo auctore deservio, quot adversa pertulit, quot denique per Simoniacæ hæresis Trapezidas, malleis, crebrisque tonsionibus subiacerit, adeo ut columna Dei viventis jam penè videretur conculca nutari, & fægna summi Piscatoris, procellis intumescens, cogeretur in naufragii profunda submergi. Unde si placet fraternitati vestræ debemus auxiliante Deo futuris casibus prudenter occurrere, & Ecclesiastico Statui, ne recidiva, quod absit, mala prævaleant, imposterum providere. Quapropter instructi prædecessorum nostrorum aliorumque sanctorum Patrum auctoritate,

G

ritate,

* Chaili.

ANNO
1059.

ritate, decernimus atque statimus, ut obeunte hujus Romanæ universalis Ecclesiæ Pontifice, imprimis Cardinales diligentissima simul consideratione tractantes, salvo debito honore & reverentia dilectissimi filii nostri H. qui in præsentiarum Rex habetur & futurus Imperator, Deo concedente, speratur, sicut jam mediante ejus Nuntio Longobardiæ Cancellario W. concessimus, & successorem illius qui ab hac Apostolica Sede personaliter hoc jus imperaverit, ad consensum nova electionis accedant, ut nimirum ne venalitatis morbus qualibet occasione subripiat. Religiosi viri cum Sere- nissimo filio nostro Rege H. præduces sint in promo- vendo Pontificis electionem, reliqui autem sequaces, eligant autem de ipsius Ecclesiæ gremio, si reperitur idoneus, vel si de ipsa non invenitur, ex alia assumatur: Quod si pravorum atque iniquorum hominum ita per- versitas invaluerit, ut pura, sincera atque gratuita electio fieri in urbe non possit, licet pauci sint, jus tamen potestatis obtineant, eligendi Apostolicæ Sedis Pontifi- cum, ubi cum invictissimo Rege congruentius judica- verint. Plane postquam electio fuerit facta si bellica tempestas vel qualiscumque hominum conatus ma- lignitatis studio resisterint, ut is qui electus est in Apo- stolica Sede juxta consuetudinem inthronizari non valeat, electus tamen sicut Papa auctoritatem obtineat regendi Sanctam Romanam Ecclesiam, & disponendi omnes facultates illius quod Beatus Gregorius ante suam consecrationem fecisse cognoscimus. Quod quis contra hoc nostrum Decretum Synodali sententia promulgatum, per seditionem vel præsumptionem, aut quolibet ingenio, aut ordinatus, seu etiam si inthronizatus fuerit, non Papa, sed Satanas, non Apostolicus, sed Apostolicus ab omnibus habeatur, & teneatur, & au- thoritate divina, & Sanctorum Apostolorum Petri & Pauli perpetuo anathemate, cum suis auctoribus, fau- toribus, & sequacibus, a liminibus Sanctæ Romanæ Ecclesiæ separatus subiciatur, sicut antichristus, & in- valor, atque destructor totius Christianitatis, nec alia quæ super hæc audientia aliquando ei reservetur, sed ab omni Ecclesiastico gradu, in quocumque prius fue- rat, sine retractatione deponatur. Cui quisquis adferit vel qualemcumque tamquam Pontifici reverentiam ex- hibuerit, aut in aliquo illum defendere præsumpserit, pari sententia sit mancipatus. Quisquis autem hujus nostræ decretalis Sententiæ temeratur extiterit, & Romanam Ecclesiam confundere, & perturbare volue- rit, & contra hoc statum tentaverit, perpetuo anathemate atque excommunicatione damnetur, & cum impiis qui non resurgunt in judicio, reputetur. Omnipotentis scilicet Dei Patris & Filii & Spiritus Sancti contra se iram sentiat, & Sanctorum Apostolo- rum PP. quorum præsumit confundere Ecclesiam in hac vita, & in futuro firem reperiatur: fiat habitatio ejus deserta, & in tabernaculo ejus non sit, qui inha- bitet, stant filii ejus orphanæ, & uxor ejus vidua, com- mokus amoveatur ipse, atque filii, & mendicent, & ejiciatur de habitaculis suis, scrutetur fenerator omnem substantiam & diripiant alieni omnes labores ejus: orbis terrarum pugnet contra eum & omnia ele- menta sint ei contraria, & omnium Sanctorum quies- centium merita illum confundant, observatores autem hujus nostri Decreti, Dei omnipotentis gratia protegat, & benedicat, & auctoritate beatorum principum Apo- stolorum Petri & Pauli, ab omnibus peccatorum vin- culis absolvat. Nicolaus Episcopus Sanctæ Catholice & Apostolicæ Romanæ Ecclesiæ huic Decreto à nobis, sicut superius legitur, promulgato subscripsi, & Romani Episcopi V. id est Bonifacius Albanensis, Umberto Silvæ Candidæ, Petrus Ostiensis, Petrus Lavicanensis, Joannes Portuensis, & Cardinales quatuor Joannes tituli Sancti Marci, Leo tituli Sancti Laurentii in Damato, Guido Sanctæ Mariæ trans Tyberim, De- siderius Sanctæ Cecilie, & Diaconi tres Martius, Crescentius, Amantius, & Hildebrandus Subdiaconus & Monachus, cum ceteris subscripsi. Wibertus Ar- chiepiscopus, Dominicus Gradiensis Patriarcha, Ugo Chiripolitanus Patriarcha, Hildebrandus Ca- puanus Archiepiscopus, Odelricus Beneventanus Ar- chiepiscopus, Alfianus Salernitanus Archiepiscopus & ceteri Episcopi Joannes Sabinensis, Joannes Tybur- tensis, Rolandus Surrientis, Ailardus Episcopus & Abbas Sancti Pauli, Leo Episcopus Caetanensis, Joannes Taracentis, Pandolfus Martiensis, Allo Teati- nus, Dominicus Balbenis, Joannes Pinenis, Palum- bus Surensis, Petrus Clivatis Castellane, Ludovicus Nicerinus, Herimanus Castellanus, Henricus Spo- letanus, Mainardus Urbicensis, Godfredus Perusinus, Aganus Eduensis, Godfredus Atellanis, Odelricus Frimanus, Bernardus Efulanus, Ugo Camerinus,

Willelmus Numianus, Fransmundus Fesulanus, ANNO.
Joannes Suane, Rofredus Eguinus, Martinus Fun-
denis, Albertus Variensis, Bernardus Agathensis, 1059.
Teuzo Urbivetus, Joannes Clifanus, Joannes Sen-
ensis, Guido Vultranensis, Petrus Vultranensis, Be-
nedictus Suelanus, Azo Fulensis, Petrus Aprutien-
ensis, Gerardus Rosellanus, Anselmus Lucensis, Petrus
Pelaurenis, Andulfus Ferenis, Rodulfus Gubinus,
Theodicus Senogatiensis, Arduinus Tuderinus, Ar-
duinus Favenis, Arnulfus Conensis, Stephanus Troja-
nus, Benedictus Simpronensis, Ugo Gallensis, Ge-
rardus Rearentis, Gislebertus Tusculanus, Aginus
Assuentis, Ingo Balneo Regis, Tegrinus Popilionensis,
Ubertus Genuentis, Deotatus Corbinensis, Joannes
Trebenis, Joannes Alatrinentis, Placidus Berolanen-
sis, Heramus Sennensis, Arthis Alifane, Humburtus
Paurinentis, Opizo Bobienis, Oddo Novariensis,
Enricus Yporigenis, Willelmus Apostolicus. Hi om-
nes confirmaverunt de quibus fuerunt Episcopi 76.
Cardinales 4. Diaconi 3. Subdiaconi Hildebrandus
Monachus, & ceteri Subdiaconi Romanæ Ecclesiæ &
multi alii Catholici confirmaverunt.

LXXVIII.

Fragmentum Epistole III. ALEXANDRI Papæ 1062.

II. ad SUEONEM Regem Danorum. Exigit
Censum a SUEONE Danorum Rege, quem
majores ejus persolvere consueverunt. [Collect.
Reg. Concil. Tom. XXV. pag. 60r. PHIL.
LABBEI Concil. Collect. Tom. IX. pag.
1116. BARONII Annales Ecclesiast. Tom. XI.
sub anno 1062. col. 346.]

ALEXANDER Episcopus servus servorum Dei SUE-
NONI Regi Danorum.

QUA PROPTER prudentiam tuam admonemus,
ut censum Regni tui, quem prædecessores tui
Sanctæ Apostolicæ Ecclesiæ persolvere soliti sunt,
nobis & successoribus nostris transmittere studeat: ita
tamen ut non sicut oblatio in altari ponatur, sed ut su-
pra diximus, tam nobis, quam successoribus nostris, ut
certius approbetur, præsentialiter offeratur.

LXXIX.

BERNARDI Bigorre Comititis Charta, De Censu
sexaginta solidorum pro se & Comitatu Bigorre
suo, Ecclesiæ Ancienfis in perpetuum solvendo.
Anno Incarnationis 1062. [PHIL. LABBEI
Miscellanea Opuscula Rerum Aquitanicarum. In
Bibliotheca nova Manuscriptorum Librorum,
Tom. II. pag. 748. Titul. d'un vieux Registre
de Parchemin, dont le Titre est: Hic est Liber in
quo Censu & Debita Bigorre in memoriam scripta
sunt.]

MUNDI ruinis crebrescentibus, plurimis quoque
hominum potius transitoris commercis, quam
perpetuis inhaerentibus, coegit me valde humanitatis meæ
fragilitas, ut non solum pertractarem ultimum inevitabi-
lis nostri obitus diem, verum etiam præsentem, quoad
vixero, mei meorumque utilitatem. Hæc ergo senten-
tia, nec irrationabiliter suffultus, non meis meritis, sed
misericordia Christi præveniente Bigorrensis Comitatus
ab ipso auctore Deo, qui cuncta disponit regna mundi,
Comes præelectus, hoc perutile negotium tractari, ut
me & omnem præmissum Comitatum omnipotenti Deo
committerem, & almæ Mariæ Virginis tutela, ac de-
fensionis, atque omnia mea commendarem. Dominicæ
ergo Incarnationis millesimo sexagesimo secundo anno,
Petro Episcopo Ancienfis Ecclesiæ presidente, ego Ber-
nardus Bigorrensis Comes egregius adveni prædictam Ec-
clesiam, gratia orationis imploraturus suffragia pro salu-
te animæ meæ & corporis. Eorum convocatis Canonici,
commisi mei orationibus eorum assiduis, ac devoti me
& omnem Comitatum meum Ancienfis Ecclesiæ, sub
honore Sanctæ & interneratæ Virginitatis Mariæ consecra-
tæ, quatenus Regina cæli, & Mundi Domina, solamen
miserorum, ac peccatorum venia, protegat, defendat,
& muniat me suum famulum, nec non & omnia mihi
subdita; ea scilicet lege, ac perpetuo tenore, ut quàm
diu mihi vitam concesserit optimus Deus, LX. solidos
pro salute ac tuitione mea offeram Ancienfis Ecclesiæ,
eosque

ANNO
1062.

ensuite vel deferam vel deferri faciam in Capitulo Fratrum meorum Canonicis. Nec solum ego, sed & omnis posteritas mea hunc fervere tenorem, & quasi debitum censum, præscriptis LX. solidis offerat in perpetuum mei commemorationem. Ut autem hoc donativum pietatis ac religionis gratia peractum, stabile permaneat, atque firmum, Ego Bernardus Bigorrensis Comes, & uxor mea Clementia Comitissa, hanc scripturam, pro testimonio donationis fieri rogavimus, ac propriis manibus stabilem atque inviolabilem esse decrevimus. Quod si quis, vel nos, vel posteritas nostra fuerit, vel aliquis post obitum nostrum præsumens honori, quem mihi Deus concessit, hanc Donationem temerare, vel violare molitus fuerit; omni subiacet Anathemati, ac perpetua maledictioni, donec ex præsumptione crepta, Deo, & Beato Martini satisfaciatur, & Canonicorum Congregationi. S. Bernardus Comes, & Uxor sua Clementia, qui hanc scripturam fieri iusserunt. S. Bernardo de Baseliaco. S. Guilhelmo de Alter. S. Arnaldo Guilhelmo, &c.

LXXX.

1071.
30. Nov.BOUCHÉ
GRE ET
SAVOYE.

Traité d'Alliance entre OTHONIN de Bourgogne, Sieur de Salins & RENAUD de Bourgogne Freres, d'une part; & THOMAS de Savoie, Comte de Picmont, & AMÉ de Savoie Freres, d'autre. Fuit à Paris, en l'an 1071. [S. GUICHENON, Histoire Générale de la Maison de Savoie, Preuves, pag. 99.]

NOUS Othonins de Bourgogne & Sires de Salins, & Renaud Freres sommes à savoir à tous ceus qui verront ces presentes Lettres, Que nous regardés la grand esperance d'amour, laquelle nous avons eue tousjours & aurons en enpres à Nobles Barons & nostres chiers & amés Thomas & Amé de Savoie Freres, prometons à iceus maines en bone foy donnés serment corporeement à seintes Evangiles de Dieu, valoir & conseiller & aider tant cum nous vivrons de tote guerre & de tout plain, de toutes querelles contre tous homes dou monde de totes notz forces, de toutz nos povoirs, exceptez nobles Barons Philippe de Savoie & de Bourgogne Conte, Aulx de Savoie & de Bourgogne Comtesse, Hugue Duc de Bourgogne, Thiebaut Conte de Bar, & en leur que tout nous prometons per le serment devant donné, que s'il avenoit par aucun cas entre les devant dit Thomas & Amé de Savoie Freres, & Pierre de Chalou nommés Bouvier, guerre ou decors andevant de Pierre Bouvier, nous ne haiderons ne en fait ne en dit contre les devant dit Thomas & Amé per nous ne per autrui que nous puichens rencontrer en tous leus, & toutesfoiz que nous pourriens ne fariens leur domage à percevoir de notre poir, nous les defendriens & leur ferriens à plustost que nous pourriens à savoir. Promettons aucores Nous Othonins, que nous Thomas & Amé Freres, contre tous les eideurs de Pierre Bouvier de Chalou eyderons de toutz nostre povoir, sauf ceus que nous avons nommement dessus exceptés. Je Renaud contre le devant dit Pierre Bouvier, encontre tous ses aideurs à toutes & Amé devant dit de tout mon pouvoir eideur toutes les fois que je sere dans ou de lun dans requis ou de tout certain message, toutes les choses foy nommées & promises. Nous Othonins & Renaud Freres promettons loyaument sear le serment donné & fait de nous sear les seintes Evangiles à tenir pleinement & garder sènement sans aller en contre tant cum nous vivrons, & por ce que cestes chose soit plus ferme & plus etable nous avons fait nos seiauz metre en ces presentes lettres en signe de perpetue fermeté. Ce fut fait à Paris en len Cloistre Nostre Dame en l'Ostel loiz de Savoie, en l'an de l'incarnation nostre Seigneur mil LXXI. xxi. le jour de mercredy devant la Feste S. Nicolas; apres la Feste S. Andrier l'Apoltre.

LXXXI.

1073.
30. Avril

Epistola GREGORII Papæ VII. ad PRINCIPES HISPANIÆ. Significat se Comiti de ROCEIO sub quadam conditione eam Hispanie partem concessisse, quam à Saracenorū manibus eriperat. Prohibet alios Principes in eandem Regionem cum copiis ingredi partemque ullam illius Provincie sibi vindicare, nisi interveniat æqua Pactio persolvendi jura Sancti PETRI: qua de re Legatos mittit. Data Romæ 2. Kal. Maji, In-
TOM. I.

ditione XI. [Conciliorum Collectio Regia Tom. XXVI. pag. 15. intr Epistolas GREGORII Papæ VII. PHIL. LABBEI Conciliorum Collectio. Tom. X. pag. 10. BARONII Annales Ecclesiastici, Tom. XI. sub anno 1073.]

ANNO
1073.

GREGORIUS in Romanum Pontificem electus omnibus Principibus in terram Hispanie proficisci volentibus perpetuam Salutem in Domino JESU CHRISTO.

NON latere vos credimus regnum Hispanie ab antiquo proprii Juris Sancti Petri fuisse, & adhuc (sicut diu à Paganis sit occupatum) Lege tamen justitiae non evacuata, nulli mortalium, sed soli Apostolica Sedes ex æquo pertinere. Quod enim auctore Deo semel in proprietates Ecclesiarum juste pervenerit, manente eo, ab usu quidem, sed ab eorum jure, occasione transeuntis temporis, sine legitima concessione divelli non poterit. Itaque Comes Evulus de Roceo, cujus famam apud vos haud obscuram esse putamus, terram illam ad honorem Sancti Petri ingredi, & à Paganorum manibus eripere cupiens, hanc concessionem ab Apostolica Sede obtinuit, ut partem illam, unde Paganos suo studio, & adjuncto sibi aliorum auxilio expellere posset, sub conditione inter nos facta pactionis, ex parte Sancti Petri possideret. Qua in re & labore quicumque vestrum sibi adhaerere voverit, omni caritatis affectu commonitus erga Apostolicam Petri talem animam gerat, ut ab eo & munitionis auxilia in periculis, & merita fidelitatis premia securus accipiat. Si autem aliqui ex vobis scortum ab illo propriis copiis eandem terram aliqua in parte intrare paraverint, decet ut militiam causam ex animi devotione quam justissimam sibi proponant, jam nunc omni voto concipientes, & ex corde stantes, ne capta terra easdem, quas illi qui nunc Deum ignorantes eam occupant, injurias Sancto Petro faciant. Hoc enim neminem vestrum ignorare volumus, quoniam nisi æqua pactione persolvendi juris Sancti Petri in regnum illud animadvertere stateritis, potius vobis Apostolica auctoritate, ne illuc tendatis incedendo, contraferemus, quam Sancta & universalis mater Ecclesia, idem à filiis suis quod ab hostibus patiendo, non jam proprietatis suæ sed filiorum detrimentum sauceret. Quamobrem hunc dilectum filium Hugonem & Cardinalem Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Presbyterum in partes illi missimus, in cujus ore nostra ad vos Consilia & decreta plenius apertiusque differenda ac vice nostra disponenda posuimus. Data Romæ II. Kalendas Maji, Indictione undecima.

LXXXII

Sententia Arbitralis per Papam GREGORIUM 1074. VII. ex Compromisso in Sedem Apostolicam factio, 2. Mars. super controversiis inter JOANNEM Moravensem, & GEBARDUM Pragensem Episcopos, de quibusdam Decimis & Curtibus, exortis, lata Romæ sexto Nonas Martii, Indictione decima tertia. [PHIL. LABBEI Conciliorum Collectio Tom. X. col. 108.]

GREGORIUS Episcopus servus servorum Dei.

QUONIAM ad memoriam semperque dilucidandam causarum negotiorumque veritatem nihil altius, nihil durabilius, quam scripturarum paginas aestimamus, qualiter his & discordia, quas inter contrarios nostros, videlicet Joannem Moravensem Episcopum, & Gebardum Pragensem, de quibusdam decimis & curtibus diu protracta est, tandem per pactionis convenientiam in Apostolica Sella determinata sit, per literas nostras non modo presentibus, sed & futuris notum fieri volumus. Hac enim causa cum in secundo nostri Pontificatus anno, residentibus illa nobiscum in basilica Salvatoris multis fratribus, convocatis etiam & coram positis supradictis Episcopis, ad audientiam nostram, & totius ibidem congregati Concilii perlata sit, diu & multum inquisita atque rimata, tanta ambiguitate, & perplexionibus involuta videbatur ut ad sinceram veritatis & justitiae explorationem per ea quæ tunc adhibita sunt judicia perducere non posset. Verum ne illorum altercatio absque pacis interventu diutius aut fraterna odia aut aliqua periculosa hinc vel illinc studia accenderet, cum consilio fratrum nostrorum causam ita ex æquo dirimi constituimus, ut omnia, de

ANNO quibus inter eos contentio foret per medium dividerentur, & hic unam, ille alteram partem interim absque omni inquietudine tenerent, donec si apertiora iudicia sive scripto aut congruis testibus invenire possent diligentissime investigarent. Ad quod faciendum, ne forte luscitante litis infinita alterutri daretur occasio, terminum quoque eis decem annorum præfiximus, ut qui certis approbationibus ad iustitiam se peringere posse confidit, intra prælibatum terminum proclamandi & consequendi jus Ecclesiæ suæ licentiam & potestatem habeat: & si alterum horum, vel utroque, quod non optamus, interim obire contigerit, successores eorum in eadem pactione & constitutione permanere debeant. Ex ea autem parte quæ præfatus terminus, aut sub silentio, aut non offensa veritatis & iustitiæ, propter quam clamet, approbatione transductus fuerit, nullus deinceps locus, nulla acclamandi occasio, aut super hac re renovandæ quæstionis licentia supersit. Hoc igitur modo prænominatos Episcopos in nostra præsentia pacificos, & præscriptæ diffinitioni gratum, ut videatur, adhibentes assensum, ad propria cum Apostolica benedictione & fraterna caritate dimisimus. Hoc ab omnibus inviolatum & perpetuo inconcussum fore Apostolica auctoritate præcipimus atque sancimus. Data Romæ sexto Nonas Martii, Indictione decima tertia.

LXXXIII.

1075. GREGORII VII. Pontificis Romani Epistola monitoria Regibus, Comitibus, & Principibus HISPANIÆ, de Regno ex antiquis Constitutionibus B. PETRO & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ in jus & proprietatem tradito. [DOMINICI SEGNERI Opus Dei admirabile Primatus Rom. Pont. in Bibliotheca maxima Pontificia, Tom. X. pag. 99.]

GREGORIUS Episcopus servus servorum Dei, Regibus, Comitibus, cæterisque Hispaniæ Principibus salutem.

NOTUM fieri vobis volumus, quod nobis quidem tacere non est liberum, vobis autem ad præsentem, futuram gloriam valde necessarium, videlicet Regnum Hispaniæ ex antiquis Constitutionibus, B. Petro & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ in jus & proprietatem traditum esse. Quod nimirum regnum illud a Saracenis pervasum est, & servitium, quod B. Petro inde solebat fieri propter infidelitatem eorum, & tyrannidem detentum ab usu nostrorum tot annis interceptum est, pariter etiam rerum & proprietatis memoria dilabi cœpit. Verum quia divina clementia concessa vobis in hostes illos, semperque concedenda, terram in manus vestras tradidit, ulterius vos causam hanc ignorare nolumus, ne quod supernus arbiter, legum ac iustitiæ conditor de recuperanda iustitiâ & honore Sancti Petri, ejusque Sanctæ & Apostolicæ Sedis gloria, nostræ humilitati ad bene merendum contulit, aut nobis ex taciturnitate in negligentia culpam aut vobis ex ignorantia quod absit, ad detrimentum propositæ, & divinitus oblatæ retributionis obveniat, &c.

LXXXIV.

Vers l'an 1075. GREGORII VII. Pontificis Romani Epistola monitoria Abbatibus & Prælatibus per Gallias constitutis, de Censu annuo à quibusdam Ecclesiis Beato PETRO, & Sanctæ Sedi Apostolicæ debito. [Chronicon Viridunense HUGONIS Abb. Flaviniaci. Apud PHIL. LABBEUM, in Bibliotheca nova Manuscript. Librorum. Tom. I. pag. 197.]

GREGORIUS Episcopus servus servorum Dei omnibus Abbatibus & Prælatibus, tam Monachorum quam & Canonicorum per Gallias constitutis sal. & Apostolicam benedictionem. Fraternitatem vestram, dilectissimi Fratres, latere minime credimus, quasdam Ecclesiarum vestrarum, Beato Petro, & nobis annuos censuum persolvere ex præcedentium Patrum Institutionibus debere. Sed quia quidam partim negligentia, partim vero tenaci induratione, hæc hæcenus minus plenè quam oporteret egerunt, hos ut emendari & de . . .

ANNO 1075. . . vere studeant; omnes autem ut Apostolico præcepto, Cui Vedicat, Vedicat, Cui Tributum, Tributum, obtemperetis commonemus. Unusquisque enim, non quod suum est, sed quod alterius, querat; quoniam si digne redarguitur, qui prout oportet propria non largitur; quâ sententiâ dignus est, qui nec aliena rapere, nec debita metu retinere? dicente Domino; Quæ vultis ut faciant vobis, hæc facite & vos illis. Et, quod tibi non vis, aliis non feceris. Nunc igitur, quia dilectum filium nostrum Hugonem Dienem Episcopum, ob Ecclesiasticæ utilitatis diversâ negotia in Gallias vires nostras exsecuturum mittimus, & quia nemini potius credere debemus quem in omnibus à nobis sibi injunctis fideliter egisse comperimus, quæ nobis ex Ecclesiis vestris specialiter debetis, vos illi ad nos perferenda persolvere, ac de retentis satisfacere jubemus.

LXXXV.

Epistola GREGORII Papæ VII. ad DEMETRIUM 17. Avril. Regem Russorum & ad Reginam ejus uxorem. Scribit Russiæ Regem, eorum consensu accedente, eorumdem filio se tradidisse; Rogat ut suos Legatos benigne excipiant. Dat. Romæ 15. Kalendas Maji, Indict. 13. [Conciliorum Collectio Regia Tom. XXVI. pag. 213. PHIL. LABBEI Collectio Tom. X. col. 125. BARONII Annales Ecclesiastici Tom. XI. sub. ann. 1075.]

GREGORIUS Episcopus servus servorum Dei DEMETRIO Regi Russorum & Regine uxori ejus salutem & Apostolicam benedictionem.

FELIUS vester limina Apostolorum visitans ad nos venit, & quod regnum illud dono Sancti Petri per manus nostras vellet obtinere, eidem beato Petro Apostolorum Principi debita fidelitate exhibita, devotis precibus postulavit; indubitanter asseverans illam suam petitionem vestro consensu ratam fore ac stabilem, si Apostolicæ auctoritatis gratia ac munimine donaretur. Cujus votis & petitionibus, quia iusta videbantur, tum ex consensu vestro, tum ex devotione poscentis, tandem assensum præbimus & regni vestri gubernacula sibi ex parte beati Petri tradidimus, & videlicet intentione atque desiderio Caritatis, ut beatus Petrus vos & regnum vestrum, omniâque vestra bona, sua apud Deum intercessione, custodiat & cum omni pace, honore quoque & gloria idem regnum usque in finem vite vestræ tenere vos faciat & hujus militiæ finitio cursu impetret vobis apud supernum Regem militarium sempiternam. Quin etiam nos paratissimo esse noverit vestræ nobilitatis serenitas, ut ad quencunque iusta negotia hujus Sedis auctoritatem pro sua necessitate petierit, procul dubio continuo petitionum suarum consequetur effectum. Præterea ut hæc & alia multa quæ literis non continentur cordibus vestris artibus infigantur, missimus hos nuntios nostros, quorum unus vester notus est, & fidus amicus, qui & ea quæ in literis sunt diligenter vobis exponet, & quæ minus sunt viva voce explicabit. Quibus pro reverentia beati Petri, cuius legati sumus, vos mites & affabiles præbeatis, & quicquid vobis dixerint ex parte nostra patienter audiat, atque indubitanter credatis, & quæ sibi ex auctoritate Apostolicæ Sedis negotia tractare voluerint & statuerint, nullorum malo ingenio turbare permittatis, sed potius eos sincera caritate favendo juveat. Omnipotens Deus mentes vestras illuminet, atque per temporalia bona faciat vos transire ad gloriam sempiternam.

Data Romæ decimo quinto Kalendas Maji, Indictione decima tertia.

LXXXVI.

(1) Prima Sententia Excommunicationis & Depositionis ab omni Potestate & Dignitate, scilicet Regia & Imperiali, per GREGORIUM VII. Pontificem, contra HENRICUM IV. Imperatorem lata. [Collectio Regia Conciliorum Tom. XXVI. pag. 573. PHIL. LABBEI Col.]

(1) La Date de cette Pièce manque dans la Collection du Laveur & dans celle du Père Labbe. Elle y est seulement rangée sous l'an 1076. & l'on s'y conforme. Le Bullarium magnus la marque, de année ab Incarnatione Domini 1071. Indictione decima quarta; mais mal; puisque l'Indiction XIV. ne convient pas à l'an de l'Incarnation 1075; soit qu'on l'entende selon la file des Papes, ou selon la file vulgaire. (Dum.)

ANNO
1076.

Concil. Collectio. Tom. X. col. 356. Bullarium magnum Tom. I. pag. 51. BARONII Ann. Eccles. Tom. XI. ann. 1076.]

BEATE Petre Apostolorum Princeps, inclina, quaesumus, aures tuas nobis, & audi me servum tuum, quem ab Infancia nutriti, & usque ad hunc Diem de manu iniquorum liberasti, qui me pro tua fidelitate oderunt & odient. Tu mihi testis es, & Domina mea Mater Dei, & beatus Paulus frater tuus, & omnes Sancti, quod tua Sancta Romana Ecclesia me invitum ad sua gubernacula traxit; & ego non rapinam arbitratus sum ad Sedem tuam ascendere, potiusque volui vitam meam in peregrinatione finire, quam locum tuum pro gloria mundi seculari ingenio arripere; Et ideo, ex tua gratia, non ex meis operibus credo quod tibi placuit & placet, ut populus Christianus tibi specialiter commissus mihi obediat, specialiter pro vita tua mihi commissi, & mihi tua gratia est potestas a Deo data ligandi atque solvendi in caelo & in terra. Hac itaque fiducia fretus pro Ecclesia tuae honore & defensione, ex parte omnipotentis Dei Patris & Filii & Spiritus Sancti, per tuam potestatem & auctoritatem, Henrico Regi Filio Henrici Imperatoris, qui contra tuam Ecclesiam inaudita superbia insurrexit, totius Regni Teutonorum, & Italicae gubernacula contraxit, & omnes Christianos a vinculo juramenti quod sibi fecere, vel facient, absolvo; ut nullus si sicut Regi serviat, interdictio. Dignum est enim, ut qui fides honorem Ecclesiae tuae imminuere, ipse honorem amittat quem videatur habere. Et quia sicut Christianus contemnit obedire, nec ad Dominum rediit quem dimisit, participando excommunicatis, meaque monita, quae pro tua salute sibi misi, te teste, spernendo, seque ab Ecclesia tua, tentans eam scindere, separando, vinculo cum anathematis vice tua alligat, & sic eum ex fiducia tua alligo, ut sciant gentes, & comprobent quia tu es Petrus, & super tuam Petram Filius Dei vivi aedificavit Ecclesiam suam & portae inferi non praevalent adversus eam.

LXXXVII.

Vers
l'année
1076.

HENRICI IV. Regis Romanorum supplicis Epistola ad GREGORIUM VII. Papam. Supplex veniam petit, quod invaserit res Ecclesiasticas, & Ecclesias vendiderit; Rogat ut sua auctoritate Simoniacam Labem ab omnibus Ecclesiis, & imprimis ad Mediolanensem, extirpet, seque Pontifici in omnibus obsecraturum promittit. [Conciliorum Collectio Regia Tom. XXVI. pag. 478. PHIL. LABBEI & GABR. COSSARTII Conciliorum Collectio. Tom. X. col. 29. & encore une fois pag. 376. BARONII Annales Ecclesiastici Tom. XI. sub. ann. 1073.]

Vigilantissimo & desiderantissimo Domino Papae GREGORIO apostolica dignitate colui insignito HENRICUS Romanorum Dei gratia Rex debiti famularus fidelissimam exhibitionem.

CUM enim Regnum & Sacerdotium, ut in Christo rite administrata subsistant, vicaria sui ope semper indigeant, oportet nimirum, Domine mi & Pater amantissime, quatenus ab invicem minime dissentiant, verum potius Christi gloriose conjunctissima indissolubiler sibi cohaereant. Namque sic & non aliter conservari in vinculo perfectae caritatis & pacis, & Christianae concordia unitatis, & ecclesiasticae simul status Religionis. Sed nos qui, Deo annuente, regni aliquandiu jam sortimur ministerium, Sacerdotio, ut oportuit, per omnia jus & honorem non exhibuimus legitimum: quippe nobis a Deo date potestatis vindicem non sine causa gladium portavimus, nec tamen in reos, ut iustum fuit, iudicialia illum semper censura evaginavimus. Nunc autem divina misericordia aliquantulum compuncti, & in nos reversi peccata nostra priores vestrae indulgentissime paternitati nos accusando confitemur; sperantes de vobis in Domino ut apostolica vestra auctoritate absoluti iustificari mereamur. Heu criminolios & infelices, partim pueritiae blandientis potentia libertate, partim potestatis nostrae & imperiose potentie libertate, partim etiam eorum, quorum factuiles nimium feci sumus consilia, seductoria deceptione peccavimus in Caelum & coram vobis, etiam cum non sumus vocatione vestra filiationis. Non solum cum nos res Ecclesiasticas invasimus, verum

quoque indignis quibuslibet, & Simoniacis felle amantissimis, & non per otium sed aliunde ingredientibus Ecclesias ipsas vendidimus & non eas ut oportuit defendimus. At nunc, quia soli absque vestra auctoritate Ecclesias corrigere non possumus, super his ut etiam de nostris omnibus, vestrum una & consilium & auxilium obnix querimus: vestrum studiosissime preceptum servatur in omnibus. Et nunc imprimis pro Ecclesia Mediolanensi, quae nostra culpa est in errore, rogamus ut vestra Apostolica districtione canonice corrigatur; & exinde ad ceteras corrigendas auctoritatis vestrae sententia progrediatur. Nos ergo vobis in omnibus, Deo volente, non defuimus, rogantes id ipsum suppliciter paternitatem vestram, ut nobis alacris adit clementer in omnibus. Literas nostras non post longum tempus cum fidelissimis nostris habebitis; ex quibus nostra, quae adhuc dicenda restant, Deo dante plenius audietis.

LXXXVIII.

DEMETRII, aliis SULNIMER nuncupati, Croatiae Dalmatiaeque Ducis, Homagium Fidelitatis, GREGORIO Pontifici Maximo praestitum, quod profiteretur se ab huius Papae Legato de Croatorum Dalmatinorumque Regni Regimine investitum, Regemque constitutum esse, atque sic spondet se per omnia Sedi Apostolicae fidem servaturum fore, & statuit ducentorum Bizantium tributum Sancto PETRO per singulos annos in Resurrectione Domini de Regno sibi concessio solvi debere, quam fidelitatem promissam sacramento iuramenti inseri fecit. Anno 1076. Indit. 14. mens. Octobr. [BARONII Annales A^o. 1076. GREGOR. PP. VII. Anno 4. LUCIUS Dalmatinus de Regno Dalmatiae Lib. II. pag. 85.]

In nomine Sanctae, & individuae Trinitatis Anno Dominicae Incarnationis 1076. Indit. 14. mensis Octob.

EGO Demetrius, qui & Sulnimir nuncupor D. G. Croatiae, Dalmatiaeque Dux a te Domino Gebzro ex Apostolica Sedis legatione D. N. PP. Gregorii potestatem obtinente in Salonitana Basilica S. Petri Synodali, & concordati totius Cleri & populi electione de Croatorum, Dalmatinorumque Regni regimine per Vexillum, Ensem, Sceptrum, & Coronam investitus, atque constitutus Rex, tibi devoto, spondeo, & pollicor, me incommutabiliter completurum omnia, quae mihi tua Reverenda iungit Sanctitas, videlicet, ut in omnibus, & per omnia Apostolica Sedi fidem observem, & quicquid hic in Regno, tam Apostolica Sedes, quam sui Legati sanxerunt, aut sanxerint irrevocabiler custodiam, iustitiam excolam, Ecclesias defendam, Primitiae, Decimae, omniumque ad Ecclesias pertinentium Procurator existam, vix Episcoporum Presbyter. Diac. Subdiaconorumque, ut caste, & regulariter vivant, provideam; pauperes, viduas, atque pupillos protegam, parentelle illicitam copulam destruens, legitimam dotem annulo, Sacerdotisque benedictione constitutam, & constitutam corrumpi non permittam, hominum venditionem contradicam, atque in omnibus, quae ad restitutionis statum congruunt, Deo auctore, me aequum exhibeam, ducentorum quoque Bizantium tributum meorum omnium consulti primatum S. Petro per singulos annos in Resurrectione Domini de mihi concessio Regno persolvendum statuo, & ut post me regnaturi hoc idem perpetuo servent censuo, corrobore, atque sancio. Dono insuper, concedo, atque confirmo Apostolica Sedi S. Gregorii Monasterium, cui Vrana est vocabulum, cum omni fide Thesauro, scilicet cum capta argentea reliquiis sacri Corporis ejusdem B. Gregorii continente, cum duabus Crucibus, cum Calice, & Patena, cum duabus Coronis aureis gemmis ornatis, cum Evangeliorum textu de argento, cumque omnibus fidei mobilibus, & immobilibus bonis, ut S. Petri legatus semper fit ad Hospitium, & omnino in potestate eorum. Hoc tamen interposito tenore, ut nulli aui potestati detur, sed omni tempore S. Petri sit proprium, & a me, meique successores defendendum, atque ab omni homine licitum & securum. Coniunguntur autem adiacia remanenti aui praestatum Monasterium ci assignato Thesauro pervenerit, terribilem illam iudici vocem, quam Diabolus cum suis Angelis audierat est audiat.

Præterea cum Deo servire, regnare est vice B. Petri,

ANNO
1076.

ANNO
1076.

tri, & D. N. PP. Gregor. atque post se successorum in Apostolica Sede, me suis manibus committo, & commendando, hanc fidelitatem sacramento stabiliō. Ego, inquam, Demetrius, qui & summur, D. G. & Apostolica Sedis dono Rex ab hac hora in antea S. Petro, & D. meo PP. Greg. suisque successoribus Canonice intrantibus ero fidelis, & ut ipse sive post eum futuri Pontifices, sive Legati eorum vitam aut membra perdant, aut capiantur, neque in consilio, neque in facto ero, & consilium quod mihi crediderint, ad illorum damnum scienter nulli intimo, Regnum autem quod mihi per manum suam D. Gebizo traditur, fideliter retinebo, & illud, suumque jus Apostolicæ Sedi aliquo ingenio, aliquando non subtraham D. meum PP. Gregorium, & suos successores, atque Legatos si in meam potestatem venerint honorifice suscipiam, & honestè tractabo, & remittam, & undecumque me invitarint, prout potero eis simpliciter serviam.

LXXXIX.

1077. *Epistola GREGORII VII. Papæ Archiepiscopis, 28. Janv.* *Episcopis, Ducibus, Comitibus, ceterisque Principibus Germaniæ missa. Nuntiat eis HENRICUM Romanorum Regem, deposito omni regno cultu, discalceatum & laneis indutum, per triduum ante Portam ejus perstitisse, atque cum multo fletu Apostolicæ miserationis auxilium & consolationem imploravisse; quo peractō, se omnium adiutorium supplicationibus eum à vinculo Anathematis absolvisse: Cum JURAMENTO per præfatum Regem præfato Pontifici præstito. Atum Canusii quinto Kalendas Februarii, Indictione decima quinta. [Collectio Regia Concil. Tom. XXVI. pag. 269. PHIL. LABBEI Coll. Concilior. Tom. X. pag. 158: Chronicon Viridunense HUGONIS Abb. Flaviniaci, apud PHIL. LABBEUM in nova Biblioth. sua Manuscriptorum Tom. I. pag. 216. Magnum Bullarium Romanum Tom. I. pag. 53. BARONII Annales Ecclesiastici Tom. XI. sub. ann. 1077.]*

GREGORIUS Episcopus servus servorum Dei, omnibus Archiepiscopis, Episcopis, Ducibus, Comitibus, ceterisque Principibus regni Teutonicorum Christianam fidem defendentibus, salutem & Apostolicam Benedictionem.

QUONIAM pro amore justitiæ communem nobiscum in agone Christianæ militiæ causam & periculum suscepistis, qualiter Rex humiliter ad poenitentiam absolutionis veniam imperaverit, & quomodo tota causa post introitum ejus in Italiam hac usque deducta sit, vestræ dilectioni sincera caritate indicare curavimus. Sicut constitutum fuit cum legatis, qui ad nos de vestris partibus missi sunt, in Longobardiam venimus circiter viginti dies ante terminum, in quo aliquis Ducum ad Clusam nobis occurrere debuit, expectantes adventum illorum, quatenus ad partes illas transire possemus. Verum cum jam decurso termino hoc nobis nuntiaretur, his temporibus præ multis (quod nos quidem credimus) difficultatibus, ducatum nobis obviare mihi non posse, nec aliunde copiam ad vos transeundi haberemus, non parva sollicitudine, quid potissimum nobis agendum foret, circumvenimus. Interim verò Regem adventare certè cognovimus: qui etiam, priusquam intrasset Italiam, supplices ad nos Legatos præmittens, per omnia se satisfactorum Deo & Sancto Petro ac nobis obtulit, & ad emendationem, vitæ suæ omnem se servatorem obedientiam repromisit, dummodo apud nos Absolutionis & Apostolicæ benedictionis gratiam impetrare mereretur: quod cum diu multis consultationibus differentes acriter eum de suis excessibus per omnes qui intercurrerant nuntios redargueremus, tandem semetipsum nihil hostile aut temerarium offentans, ad oppidum Canusii, in quo morati sumus, cum paucis adventit, ibique per triduum ante portam deposito omni regni cultu miserabiliter, utpote discalceatus, & laneis indutus, persistens, non prius cum multo fletu Apostolicæ miserationis auxilium, & consolationem implorare destitit, quam omnes qui ibi aderant, & ad quos rumor ille pervenit, ad tantam pietatem, & compassionis misericordiam movit, ut pro eo multis precibus & lacrymis intercedentes, omnes quidem insolitam mentis nostræ duritiam mirarentur, non-

nulli vero in nobis non Apostolicæ severitatis gravitatem, sed quasi tyrannicæ feritatis crudelitatem esse clamarunt. Denique instantia compunctionis ejus, & tanta omnium, qui ibi aderant, supplicatione devicti, tandem eum relaxato Anathematis vinculo in communione gratiam & suam Sanctæ Matris Ecclesiæ recepimus, acceptis ab eo securitatibus, quæ inferius scriptæ sunt, quarum etiam confirmationem per manus Abbatis Cluniacensis, & filiarum nostrarum Mathildis, & Comitissæ Adelaidæ, & aliorum Principum, Episcoporum, & Laicorum, qui nobis ad hoc utiles visi sunt, recepimus. His itaque sic peractis, ut ad pacem Ecclesiæ & concordiam regni (sicut diu desideravimus) omnia plenius, Deo adjuvante, coaptare possumus, ad partes vestras data primum opportunitate transire cupimus. Hoc enim dilectionem vestram indubitante scire volumus, quoniam sicut in descriptis securitatibus cognoscere potestis, ita adhuc totius negotii causa suspensa est, ut & adventum noster, & consiliorum vestrorum unanimitas permaximè necessaria esse videatur. Quapropter in ea fide quam cepistis, & amore justitiæ, omnes permanere studeat: scientes nos non aliter Regi oblatos esse, nisi quod puro sermone (sicut mihi mos est) in his eum de nobis sperare dixerimus, in quibus eum ad salutem & honorem suum, aut cum justitia, aut cum misericordia sine nostræ & illius animæ periculo adjuvare possumus.

Jusjurandum HENRICI Regis Teutonicorum. [GOLDASTI Constitutiones Imperiales. Tom. I. pag. 239.]

Ego Henricus Rex de murmuracione & dissensione, quam nunc habent contra me Archiepiscopi, & Episcopi, Duces, Comites, ceterique Principes Regni Teutonicorum, & alii qui eos in eadem dissensionis causa sequuntur, infra terminum, quem Dominus Papa Gregorius constituit, aut justitiam secundum judicium ejus, aut concordiam secundum consilium ejus, faciam, nisi certum impedimentum mihi vel sibi obstitit. Quo transactō, ad peragendum idem paratus ero. Item si idem Dominus Papa Gregorius ultra montes, seu ad alias partes terrarum ire voluerit, securus erit ex mei parte, & eorum quos confringere poterō, ab omni læsione vitæ aut membrorum ejus seu capitione, tam ipse, quam qui in ejus conductu & comitatu fuerint, seu qui ab illo mittuntur, vel ad eum de quibuscumque terrarum partibus venerint, in eundo & ibi morando, seu inde redeundo: neque aliud aliquod impedimentum habebit, ex meo consensu, quod contra honorem suum sit. Et si quis ei fecerit, cum bona fide secundum posse meum illum adjuvabo.

Atum Canusii quinto Kalendas Februarii, Indictione decima quinta.

XC.

Epistola Papæ GREGORII VII. ad omnes Clericos & Laicos in regno Teutonico constitutos, quæ præcipit & monet, ne faveant; neque communicent adiutorium illi, qui contra Interdictum Apostolicæ Sedis, Conventum Episcoporum & Laicorum habendum coram Apostolicis Legatis de jure HENRICI & RODULPHI, de Regni Gubernaculo obvertantur, impedire conantur. Data Capuæ Kalendas Junii, Indictione prima. [PHIL. LABBEI Conciliorum Collectio Tom. X. col. 195.]

GREGORIUS Episcopus servus servorum Dei omnibus Clericis & Laicis in Regno Teutonico constitutis, qui Excommunicationis vinculo non tenentur, salutem & Apostolicam benedictionem.

QUÆ & quanta cura nobis fuerit & est, ut pestilentia & clades & desolatio a vestro Regno auferatur, & pax, honestas & solitum decus vobis reddatur, in Synodo quæ hoc anno in quadagesima Romæ celebrata fuit declaravimus. Judicio enim Sancti Spiritus decrevimus & præcepimus, ut in Regno vestro conventus omnium Episcoporum, & eorum Laicorum qui Deum timent, & inter vos pacem desiderant, fieret; & coram nostris legatis decerneretur, si Henrico vel Rodulpho, qui de Regni gubernaculo inter se decertant, amplius justitia faveret. Injustior enim pars ratione devicta, & beati Petri auctoritate conficta, facilius cederet, & ab interitu animarum & cor-

ANNO
1077..1078.
1. Jun.

ANNO
1078.

corporum, Deo propitiante, cessaret. Iustior vero pars amplius de Deo confideret, & adjuva beati Petri potestate, & omnium iustitiam diligentium consensu, de victoria omnino speraret, neque utramque mortem timeret. Sed quia pervenit ad nos quod inimici Dei & filii Diaboli quidam apud vos contra interdictum Apostolicæ Sedis prædictum conventum procurarent in irritum ducere, & non iustitia sed superbia, ac totius Regni desolatione suas cupiditates anhelant implere, & Christianam Religionem destrinare, monemus vos, & ex parte beati Petri præcipimus, ut talibus nullum adiutorium præbeatis, neque illis communicetis. In prædicta enim Synodo jam omnes sunt excommunicationis & anathematis vinculo innodati, & ut nullam victoriam possint obtinere potestate beati Petri sunt alligati, ut saltem coacti confundantur, & à morte animarum suarum & desolatione patriæ vestra revocentur. Vos autem, fratres charissimi, de me nullo modo dubitetis, quod iniusta parti scienter aliquo modo favcam. Magis enim pro vestra salute desidero mortem subire, quam totius mundi gloriam ad vestrum interitum arripere. Quod si aliqui de facilitate consilii literis vel verbis aliter vobis indicaverint, nullo modo illis acquiescat: Deum enim rimemus, & pro ejus amore quotidie affligimur: & ideo superbia & oblectamenta sæculi parvipendimus, quia cito apud eum consolari indubitanter credimus. Omnipotens & misericors Deus, qui ultra spem, ultra meritum miseretur, & consolatur nos in omni tribulatione nostra, aperiat cor vestrum in lege sua, & confirmet vos in præceptis suis, ut auctoritate beati Petri à cunctis peccatis absolutos vos ad cæleste regnum perducatur regnatores.

Data Capuæ Kalendis Junii, Indictione prima.

XCI.

(1) *Decretum Concilii Romani V. sub GREGORIO VII. acti de Investituris Ecclesiarum à Principibus secularibus non suscipiendis.* [BARONII Annales Eccles. Tom. XI. ann. 1078. PHIL. LABBEI & GABR. COSSARTII Conciliorum Collectio, Tom. X. col. 372. Chronicon Viridunense HUGONIS Abbat. Flaviniaci apud PHIL. LABBEUM in Bibliotheca nova Manuscriptorum librorum. Tom. I. pag. 207.]

QUONIAM Investituræ Ecclesiarum contra statuta Canonum, multis in locis cognovimus à laicis fieri, & ex eo plurimas perturbaciones in Ecclesia oriri ex quibus Christiana Religio perturbatur, Decernimus ut nullus Episcoporum, Investituram Episcopatus vel Abbatie, vel Ecclesiæ, de manu Imperatoris, vel alicujus laicæ personæ, viri vel femine, suscipiat.

Quod si præsumpserit, recognoscatur Investituram illam Apostolica auctoritate irritam esse, & se usque ad condignam satisfactionem excommunicationi subjacere.

XCII.

Sacramenta præstata per Nuncios HENRICI & RODULPHI Regem, de obediendo iudicio, quod Sancta Romana Ecclesia de causa regni decreverit. [PHIL. LABBEI Collectio Conciliorum Tom. X. col. 379.]

1079.

* sine exco-
nitis, hoc est
legimus ex-
coisitionibus;
qua causæ
fontice di-
cuntur.

LEGATI Domini mei Regis ad vos venient infra terminum Ascensionis Domini, exceptis legitimis * sonis, id est morte, vel gravi infirmitate, vel captione absque dolo, qui Legatos Romanæ Sedis secure ducent & reducent, & Dominus Rex obediens erit illis in omnibus secundum iustitiam & iudicium illorum: & hæc omnia observabit absque dolo, nisi quantum ex iustione vestra remanserit, & hæc iuro ex præcepto Domini mei Regis Henrici.

Jurjurandum Nuntiorum RODULPHI Regis, itidemque RODULPHI, quod sequitur.

Si colloquium ex vestro præcepto constitutum fuerit in partibus Teutonicis, loco & tempore à vobis defini-

(1) Tous les Decrets de ce Concile, au nombre de XII, manquent dans la Collection Royale du Louvre. Celui-ci en est le second; & l'on doit y remarquer, que le paragraphe *Quod si præsumpserit etc.* ne se trouve point dans le *Chronicon Viridunense*. [D. v. 36.]

nito, ante præsentiam vestram, vel Legatorum vestrorum, Dominus noster Rex Rodolphus vel ipse veniet, vel Episcopus & fideles suos mittet, paratusque erit iudicium quod Sancta Romana Ecclesia decreverit de causa Regni subire, nulloque malo ingenio conventum à vobis sive Legatis vestris constitutum impedit, & postquam certum inde vestrum nuntium videbit de pace in Regno constituenda & confirmanda, studebit ut Legatio vestra provenire ad pacem regni & concordiam possit. Hæc omnia observabuntur, nisi quantum ex vestra certa licentia remanserit, vel ex impedimento legitimo, scilicet morte, vel gravi infirmitate, vel captione sine dolo.

XCIII.

*Epistola GREGORII Papæ VII. ad Corcos. Læ-
tatur, quod Insulam Corficam, quæ antiquitus
juris erat Sancti PETRI, ab incursoribus vindicantes,
ad Apostolicæ Sedis ditionem reverti ce-
lunt; in qua voluntate eos confirmat; Paratissimum
ad eam rem auxilium pollicetur. Monet ut Lega-
to suo qui Provincie regimen suscipiet fideliter ob-
sequantur. Rome xvi. Kal. Octobris. Indictio-
ne * I. [Conciliorum Collectio Regia, Tom.
XXVI. pag. 303. PHIL. LABBEI &
GABR. COSSARTII Conciliorum Collect.
Tom. X. col. 178.]*

* ou plû-
tot, II.

GREGORIUS Episcopus servus servorum Dei omni-
bus Episcopis & viris nobilibus, cunctisque tam majori-
bus quam minoribus in Insula Corfica consistentibus, salu-
tem & Apostolicam benedictionem.

SICUTIS, fratres & carissimi in Christo filii, non solum vobis sed multis generibus manifestum esse, insulam quam inhabitatis, nulli mortalium nulloque potestati, nisi Sanctæ Romanæ Ecclesiæ ex debito vel juris proprietate pertinere: & quod illi qui eam hæcenus violenter, nihil servitij, nihil fidelitatis, nihil penitus subjectionis aut obediendi beato Petro exhibentes, tenuerant, semetipsos crimine sacrilegij & animarum suarum gravi periculo obligaverunt. Cognoscetes autem per quosdam fideles nostros & vestros amicos vos ad honorem & iustitiam Apostolici principatus, sicut oportere cognoscitis, velle reverti, & diu subtraciam ad invasores iustitiam beato Petro vestris temporibus vestrisque studiis redhiberi, valde gavisi sumus: scientes vobis hoc non solum ad præsentem sed etiam ad futuram provenire utilitatem & gloriam. Nec diffidite quidem, aut quidquam in hac causa vos dubitare oportet: quoniam si modo vestra voluntas firma & erga beatum Petrum fides immota permanerit, habemus per misericordiam Dei in Tuscia multas Comitum & nobilium virorum copias ad vestrum adiutorium, si necesse fuerit, defensionemque paratas. Quapropter, quod in hac re opportunissimum nobis visum est, missimus ad vos fratrem vestrum Landolphum Pisanæ Ecclesiæ Episcopum, cui etiam inter vos vicem nostram in spiritualibus commissimus, ut terram ex parte beati Petri & nostra vice suscipiat, & eam cum omni studio & diligentia regat & de omnibus rebus ac causis beato Petro & nobis per illum pertinentibus se intromittat: cui vos pro amore & reverentia ejusdem B. Petri Apostolorum Principis obedire, & fideliter in omnibus assistere volumus, & Apostolica auctoritate monemus: & ut magis securus magisque ad omnia inter vos promptus esse valeat, fidelitatem quoque si postulaverit, præmissa tamen Sancti Petri & nostra nostrorumque successorum, non denegatis nec aliqua occasione fidei recusetis. Data Romæ decimo sexto Kalendas Octobris, Indictione prima.

XCIV.

Decreta duo Concilii Romani VII. sub GREGORIO VII. acti, ne deinceps Investituræ Episcopatum vel alicujus Ecclesiasticæ Dignitatis à Laicis conferantur, vel accipiantur. [PHIL. LABBEI & GABR. COSSARTII Conciliorum Collectio. Tom. X. col. 381. Chronicon Viridunense HUGONIS Abbat. Flaviniaci, apud eundem PHIL. LABBEUM in Biblio-
theca

1080.

ANNO theca nova Manuscriptorum, Tom. I. pag.
1080. 196.]

I.

SEQUENTES Statuta Sanctorum Patrum, sicut in prioribus Conciliis, quæ, Deo miserante, celebravimus, de ordinatione Ecclesiasticarum Dignitatum statuitur, ita & tunc Apostolica auctoritate decernimus ac confirmamus, ut si quis deinceps Episcopatum vel Abbatiam de manu alicujus laicæ personæ susceperit, nullatenus inter Episcopos vel Abbates habeatur, nec ulla ei, ut Episcopo seu Abbati, audientia concedatur. Insuper etiam ei gratiam S. Petri & introitum Ecclesiæ interdiximus; quousque locum, quem sub crimine tam ambitionis quam inobedientiæ, quod est scelus idololatriæ, cepit, respiciendo non deserit. Similiter etiam de inferioribus Ecclesiasticis Dignitatibus constituitur.

II.

Item si quis Imperatorum, Regum, Ducum, Marchionum, Comitum vel quilibet secularium Potestatum, aut Personarum, Investituram Episcopatum, vel alicujus Ecclesiasticæ Dignitatis, dare præsumpserit, ejusdem sententiæ vinculo se obstrictum esse sciat. Insuper etiam, nisi respiciat, & Ecclesiæ propriam libertatem dimittat, divinæ animadversionis ultionem in hac præsentī vita tam in corpore suo, quam in ceteris suis sentiat, ut in adventu Domini spiritus salvus fiat.

XCV.

Decretum Concilii Romani tempore Papæ GREGORII VII. celebrati, contra Invasores & depredatores Terrarum Sancti PETRI. Anno Domini 1080. [PHIL. LABBEI Conciliorum Collectio, Tom. X. col. 382.]

ITEM si quis Nortmannorum terras Sancti Petri, videlicet illam partem Firmæ Marchiæ, quæ nondum pervasa est, & Ducatum Spoletanum, & Campaniam, nec non Maritimas, atque Sabinum, & Comitatum Tiburtinum, nec non Monasterium Sancti Benedicti Montis Cassini, & terras sibi pertinentes; insuper etiam Beneventum invadere vel depredari præsumpserit, gratiam Sancti Petri & introitum Ecclesiæ ei usque ad satisfactionem interdiximus. Verum tamen si quis illorum adversus habitantes harum terrarum aliquam justam causam habuerit, prius à nobis, vel à rectoribus, seu ministris inibi constitutis, iustitiam requirat: quæ si ei denegata fuerit, concedimus, ut pro recuperatione suarum rerum de terra illa accipiat, non tamen ultra modum, nec more prædonum, sed ut deceat Christianum, & eum qui sua magis querit recipere, quam aliena diripere, & qui timet gratiam Dei amittere, & maledictionem Beati Petri incurere.

XCVI.

Decretum Concilii Romani, sub Papæ GREGORIO VII. habiti, ne deinceps Investituræ Beneficiorum à Laicis conferantur vel accipiantur sub pena Interdicti. Datum anno Domini 1080. [PHIL. LABBEI Conciliorum Collectio, Tom. X. col. 381.]

SEQUENTES Statuta Sanctorum Patrum, sicut in prioribus Conciliis quæ, Deo miserante, celebravimus, de ordinatione Ecclesiasticarum Dignitatum statuitur, ita & tunc Apostolica auctoritate decernimus ac confirmamus, ut si quis deinceps Episcopatum vel Abbatiam de manu alicujus laicæ personæ susceperit, nullatenus inter Episcopos vel Abbates habeatur, nec ulla ei, ut Episcopo seu Abbati audientia concedatur. Insuper etiam ei gratiam S. Petri & introitum Ecclesiæ interdiximus; quousque locum, quem sub crimine tam ambitionis quam inobedientiæ (quod est scelus idololatriæ) cepit, respiciendo non deserit. Similiter etiam de inferioribus Ecclesiasticis Dignitatibus constituitur.

Item si quis Imperatorum, Regum, Ducum, Marchionum, Comitum, vel quilibet secularium potestatum aut personarum, investituram Episcopatum vel alicujus Ecclesiasticæ Dignitatis dare præsumpserit, ejusdem sententiæ vinculo se obstrictum esse

sciat. Insuper etiam, nisi respiciat, & Ecclesiæ propriam libertatem dimittat, divinæ animadversionis ultionem in hac præsentī vita tam in corpore suo quam ceteris rebus suis sentiat, ut in adventu Domini spiritus salvus fiat.

XCVII.

Secunda Sententia Excommunicationis & Depositionis ab omni potestate, & Dignitate, scilicet Regia & Imperatoria, per GREGORIUM VII. Pontificem Maximum contra HENRICUM IV. Imperatorem in Concilio Romano VII. lata Nominis Martii. Indictione tertia. [Conciliorum omnium Collectio Regia, Tom. XXVI. in Concil. Rom. VII. pag. 594. PHIL. LABBEI & GABR. COSSARTII Conciliorum Collectio. Tom. X. in Concil. Rom. VII. col. 383. Chronicon Virdunense HUGONIS Abb. Flaviniaci apud PHIL. LABBEUM in Biblioth. nova Manuscriptorum Librorum, Tom. I. pag. 223. Magnum Bullarium Romanum, Tom. I. pag. 53. col. 2. BARONII Annales Ecclesiastici. Tom. XI. ann. 1080. GOLDASTI Constitut. Imperiales, Tom. I. pag. 241.]

BEATE Petre princeps Apostolorum & tu beate Paule Doctor gentium, dignamini, quæso, aures vestras ad me inclinare, meque clementer exaudire. Quia veritatis estis discipuli & amatores, adjuvate ut veritatem vobis dicam, omni remota falsitate quam omnino detestamini, ut fratres mei melius mihi acquiescant, & sciant & intelligant quia ex vestra fiducia post Dominum & matrem quæ semper Virginem Mariam pravis & iniquis resistit; vestris autem fidelibus auxilium præsto. Vos enim scitis quia non libenter ad sacrum ordinem accessi, & invitus ultra montes cum Domino Papa Gregorio abii sed magis invitus cum Domino meo Papa Leone ad vestram specialem Ecclesiam redii, in qua utcumque vobis deservivi. Deinde valde invitus cum multo dolore & gemitu ac planctu in throno vestro valde indignus sum collocatus. Nec ideo dico quia non ego vos, sed vos elegistis me, & gravissimum pondus vestræ Ecclesiæ supra me posuistis: & quia super montem excelsum me iussistis ascendere & clamare atque annuntiare populo Dei scelera eorum, & filiis Ecclesiæ peccata eorum. Membra Diaboli contra me coeperunt insurgere, & usque ad sanguinem præsumpserunt in me manus suas injicere. Astiterunt enim Reges terræ & Principes seculares & Ecclesiastici aulici, & vulgares conveniunt in unum adversus Dominum & adversus vos Christos ejus dicentes: *Dirumpamus vincula eorum & projiciamus à nobis jugum ipsorum*; & ut me omnino morte vel exilio confunderent, multis modis conati sunt in me insurgere.

Inter quos specialiter Henricus, quem dicunt Regem, Henrici Imperatoris filium, contra vestram calcaneum crexit Ecclesiam, facta cum multis Episcopis Ultramontanis & Italicis conspiratione, annites me deiciendo eam sibi subjugare: cujus superbiæ vestra resistit auctoritas, eamque nostra destruxit potestas: qui confusus & humiliatus ad me in Longobardiam veniens, absolutionem ab excommunicatione quaesivit. quem ego videns humiliatum, multis ab eo promissionibus acceptis de suæ vitæ emendatione solam ei communionem reddidi; non tamen in regno à quo eum in Romana Synodo deposueram, infraavi, ne fidelitatem omnium, qui sibi juraverant, vel erant juraturi, a qua omnes absolvi in eadem Synodo, ut sibi servaretur, præcepi.

Et hæc ideo detinui, ut inter eum & Episcopos vel Principes Ultramontanos, qui ei causâ iustitiam vestræ Ecclesiæ resisterant, iustitiam facerem, vel pacem componerem, sicut ipse Henricus juramento, per duos Episcopos mihi promissit.

Predicâi autem Episcopi & Principes Ultramontani, audientes illum non servare mihi quod promissit, quasi desperati de eo sine meo consilio, vobis testibus elegerunt sibi Rudolphum Ducem in Regem: qui Rex Rudolphus, festinanter ad me misso nuntio, indicavit se coactum regni gubernacula suscepisse, tamen sese paratum mihi omnibus modis obedire: & ut hoc verius credatur semper ex eo tempore eundem mihi semper misit sermonem, adjiciens etiam filio suo obfide & fidelis sui Ducis Bertholdi filio quod promittebat firmare.

Interca

ANNO
1080.

Interea cœpit me Henricus precari ut illum contra prædictum Rudolphum adjuvarem; cui respondi a me libenter facere, apud utriusque partis ratione, ut scirem cui iustitia magis faveret. Ille vero putans suis viribus cum posse devincere, meam contempnit reponsonem. Postquam autem perensit se non posse (sicut speravit) agere, duo Episcopi, Virdunensis videlicet & Osenburgensis, de consentaneis suis Romam venerunt, & in Synodo ex parte Henrici me ut ei iustitiam facerem rogaverunt: quod & nuntii Rudolphi fieri laudaverunt. Tandem aspirante Deo, sicut credo, statui in eadem Synodo in partibus Ultramontanis fieri Colloquium, ut illis aut Pax statueretur, aut cui amplius iustitia faveret cognosceretur. (1) *Ego enim, sicut vos mihi testes estis, Patres & Domini, neque hodie nullam partem disposui adjuvare, nisi eam cui plus iustitia favoreat.* Et quia putabam quod iniustus pars Colloquium nollet fieri, ubi iustitia quom locum fervaret, excommunicavi & anathemata alligavi omnes personas sive Regis sive Ducis, aut Episcopi, seu aliquis hominis qui Colloquium aliquo ingenio impeditur ut non fieret. Prædictus autem Henricus cum suis fautoribus non timens periculum inobedientie quod esset scelus idolatriæ Colloquium impediendo excommunicationem incurrit, & se ipsum anathematis vinculo alligavit, magnamque multitudinem Christianorum morti tradi, & Ecclesias fecit dissipari & totum pene Teutonicorum regnum desolationi dedit. Quapropter confidens de iudicio & misericordia Dei, ejusque piissimæ Matris semper Virginis Mariæ, fultus vestra auctoritate, sæpe nominatum Henricum, quem Regem dicunt, omnesque fautores ejus excommunicationis subijcio & anathematis vinculis alligo: & iterum regnum Teutonicorum & Italiæ, ex parte omnipotentis Dei & vestra, interdicis ei, omnem potestatem & dignitatem illi regiam tollo, & ut nullus Christianorum ei sicut regi obediatur, interdicto, (2) *omnesque qui ei juraverunt vel jurabunt de regni dominatione, a juramenti promissione absolvo.* Ipse autem Henricus cum suis fautoribus in omni congressione belli nullas vires, nullamque in vita via victoriam obtineat. Ut autem Rudolphus regnum Teutonicorum regat & defendat quem Teutonici elegerunt sibi in regem ad vestram fidelitatem ex parte vestra dono, largior, & concedo omnibus sibi fideliter adherentibus absolutionem omnium peccatorum, vestramque benedictionem in hac vita & in futura vestra fidei fiducia largior. Sicut enim Henricus pro sua superbia, inobedientia & falsitate à regni dignitate julte abiecit, ita Rudolpho pro sua humilitate, obedientia & veritate potestas & dignitas regni conceditur.

Agite nunc, quæso, patres & principes sanctissimi, ut omnis mundus intelligat & cognoscat quia, si potestis in Cœlo ligare & solvere potestis in terra Imperia, Regna, Principatus, Ducatus, Marchias, Comitatus & omnium hominum possessiones pro meritis tollere utique vel & concedere. Vos enim Patriarchas, Primatus, Archiepiscopatus, Episcopatus frequenter iustis pravis & indignis, & religiosis viris destitis. Si enim spiritualia iudicatis, quid de secularibus vos posse credendum est, & si Angelos dominantes omnibus superbis Principibus iudicabitis, quid de illorum servis facere potestis? Adducant nunc Reges & omnes sæculi Principes, quanti vos estis, quid potestis, & timeant parvi pendere iustitiam Ecclesiæ vestræ: & in prædicto Henrico tam cito iudicium vestrum exercete, ut omnes sciant quia non foruito, sed vestra potestate cadet. Confundatur utinam ad penitentiam, ut spiritus sit salvus in die Domini. Acta Romæ Nonis Martii, Indictione tertia.

XCVIII.

29. Juin. *Juramentum Fidelitatis* GREGORIO VII. *Papæ, à ROBERTO Apulie, Calabriae, & Siciliae Duce prestitum. Cum Investitura Papæ GREGORII, præfatio Duci concessa, & Constitutione ejusdem Papæ, de Censu reddendo in die Resurrectionis Domini.* [Concilior. Collectio Regia Tom. XXVI. pag. 424. PHIL. LABBEI Concilior. Collect. Tom. X. col. 250. BARONII Annales Ecclesiast. Tom. X. sub anno 1080.]

Ego Robertus, Dei gratia, & Sancti Petri, Apulie & Calabriae & Siciliae Dux, ab hac hora & dehincps ero fidelis Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, & Apostolicæ

(1) (2) Ces deux périodes imprimées en Italique manquent dans le *Chronicon Virdunense*. [DUM.]

Sedi, & tibi Domino meo Gregorio universali Papæ. In consilio vel factio, unde vitam aut membrum perdas, vel captus sis mala capione, non ero. Consilium quod mihi credideris, & contraxeris ne illud manifestem, non manifestabo ad tuum damnum me sciente. Sanctæ Romanæ Ecclesiæ tibi que adjuvator ero ad tenendum, acquirendum, & defendendum regalia Sancti Petri, ejusque possessiones pro meo posse contra omnes homines, excepta parte Firmans Marchiæ, & Salerno, atque Amalphi, unde adhuc facta non est definitio, & adjuvabo te ut secure & honorifice teneas Papatum Romanum. Terram Sancti Petri, quam nunc tenes vel habiturus es, postquam scivero tuæ esse potestatis, nec invadere nec acquirere quæstam, nec etiam depredari præsumam absque tua tuorumque successorum, qui ad honorem Sancti Petri ordinati fuerint, certa licentia, præter illam quam tu mihi concesses, vel tui concessuri sunt successores. Pensionem de terra Sancti Petri, quam ego teneo, aut tenebo, sicut statutum est, recta fide studebo, ut illam annuatim Sancta Romana habeat Ecclesia. Omnes quoque Ecclesias, quæ in mea persilunt dominatione cum illarum possessionibus dimitam in tua potestate, & defensor ero illarum ad fidelitatem Sanctæ Romanæ Ecclesiæ. Et si tu vel tui successores ante me ex hac vita migraveritis, secundum quod monitus fuero a melioribus Cardinalibus, Clericis Romanis & Laicis, adjuvabo ut Papa eligatur & ordinetur ad honorem Sancti Petri. Hæc omnia superscripta observabo Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, & tibi cum recta fide, & hanc fidelitatem observabo tuis successoribus ad honorem Sancti Petri ordinatis, qui mihi, si mea culpa non remanserit, firmanter investituram a te mihi concessam. Actum Cypriani tertio Kalendas Julii.

Investitura Domini GREGORII Papæ, quæ ROBERTUM Ducem investivit.

Ego Gregorius Papa investio te, Roberte Dux, de terra, quam tibi concesserunt antecessores mei sanctæ memoriæ Nicolaus & Alexander. De illa autem terra quam injulte tenes, sicut est Salernus, & Amalphi, & pars Marchiæ Firmans, nunc te patenter sustineo, in confidencia Dei omnipotentis, & tue bonitatis, ut tu postea exinde ad honorem Dei & Sancti Petri ita te habeas, sicut & te agere & me suscipere decet sine periculo animæ tuæ & meæ. Actum ut supra.

Constitutio reddendi Censum in die resurrectionis Domini, duodecim videlicet denariorum Papensis monete, de tota Apulia, Calabria & Sicilia.

Ego Robertus, Dei gratia & Sancti Petri, Apulie & Calabriae, & Siciliae Dux, ad confirmationem traditionis & ad recognitionem fidelitatis, de omni terra quam ego teneo proprie sub dominio meo, & quam adhuc nulli Ultramontanorum ita concessi ut teneat, promitto me annualiter pro unoquoque jugo boum pensionem, duodecim scilicet denarios Papensis monete, perfoluturum beato Petro, & tibi Domino meo Gregorio Papæ, & omnibus successoribus tuis, aut tuis aut successorum tuorum nuntiis. Hujus autem pensionariæ redditionis erit semper terminus finitio quoque anno sanctæ resurrectionis dies dominicus. Sub hac vero conditione hujus perfolvendæ pensionis obligo me & meos sive heredes sive successores tui Domino meo Gregorio Papæ & successoribus tuis.

XCIX.

GREGORII Papæ VII. *Epistola ad WEZELINO, 4. Octobris, ut Regem Dalmatiæ Apostolica auctoritate constitutum infestare desistat. Monet si quid adversus eum habeat ab Apostolica Sede iudicium expetat, alioquin Excommunicationis sententiam cum omnibus suis fautoribus incursum.* Rome IV. nonas Octobris, Indictione tertia. [Conciliorum Collectio Regia, Tom. XXVI. pag. 387. inter Epistolas GREGORII VII. Papæ. PHIL. LABBEI Concilior. Collectio Tom. X. pag. 278.]

GREGORIUS Episcopus servus servorum Dei WEZELINO nobili militi salutem & Apostolicam benedictionem.

SCIAS nos de prudentia tua multum mirari, ut qui te esse dudum beato Petro & nobis fidelem promissis

ANNO
1080.

ANNO
1080.

ris contra eum quem in Dalmatia Regem auctoritas Apostolica constituit tu modo coneris inlurgere. Quapropter nobilitatem tuam monemus, & ex parte beati Petri precipimus, ut adversus jam dictum Regem deinceps arma capere non presumas: sciens quod quidquid in illum ausus fueris procul dubio te in Apostolicam Sedem facturum. Si verò adversus ipsum aliquid te forte dicis habere, à nobis iudicium debes expetere, & expectare iustitiam potius quam contra eum ad injuriam Sedis Apostolicæ manus tuas armare. Quod si te tuæ temeritatis non pœnituerit, sed contra mandatum nostrum contumaciter ire tentaveris, scias indubitanter quia gladium beati Petri in audaciam tuam evaginabimus & eodem pertinaciam tuam, & omnium qui tibi in ea re favent, nili respicias, mulcābimus. Si vero obediens, sicut Christianum decet, prudenter extiteris, gratiam beati Petri & Apostolicæ Sedis benedictionem sicut obtemperans filius consequeris. Data Roma quarto Nonas Octobris, Indictione tertia.

C.

1081. JURAMENTUM Fidelitatis GREGORIO VII. Pontifici Maximo, à BERTRANNO Comite Provincia prefatum. [Conciliorum Collectio Regia, Tom. XXVI. pag. 483. PHIL. LABBEI & GABR. COSSARTII Conciliorum Collectio, Tom. X. col. 285. BARONII Annales Eccles. Tom. XI. ann. 1081.]

EGO Bertrannus Dei Gratia Comes Provinciæ ab hac hora & deinceps tibi Domino meo Papæ Gregorio & cunctis successoribus tuis, qui per meliores Cardinales S. Romanæ Ecclesiæ electi fuerint, fidelis ero: & quidquid credideris in damnum vestrum me sciente non manifestabo. Sic me Deus adjuvet, & hæc Sancta Evangelia.

Aliud JURAMENTUM ejusdem.

EGO Bertrannus Dei Gratia Comes Provinciæ pro remissione peccatorum meorum, & parentum meorum offero, concedo, dono omnem honorem meum, quantum ad me jure parentum pertinet, omnipotenti Deo & Sanctis Apostolis Petro & Paulo, & Domino meo Gregorio Papæ septimo & omnibus successoribus ejus: ita ut quidquid placuerit deinceps Domino Papæ Gregorio de me & de toto honore meo sine ullo contradicito fiat. Ecclesiæ autem omnes, quæ in mea potestate sunt, prefato Domino meo Gregorio Papæ omnino dimitto & omnibus successoribus suis: & ad ordinandas eas jube & secundum Deum pro posse meo fideliter adjuvabo.

CI.

1083. Traité de Paix entre RODOLPHE Roi des Romains & PHILIPPE, Comte de Savoie. Fait le 27. Décembre, 1083. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoie, Preuves. pag. 87.]

RODOLPHUS Dei Gratia Romanorum Rex semper Augustus. Universis Sacri Romani Imperii fidelibus, presentes literas inspecturis, gratiam suam & omne bonum: Ad veram notitiam cupimus pervenire. Quod nos cum Nobili PHILIPPO Comite Sabaudia, bonam pacem & firmam super guerra que inter nos & ipsum vertebatur, fecimus in hunc modum. Primum quod ipsi Philippo Comiti Sabaudia, & omnibus & singulis suis vassalibus, & adiutoribus, & specialiter Civibus de Murato, & Contamino bonam, perfectam & stabilem pacem damus, & facimus, & omnem indignationem, iram, rancorem & odium quos & quæ contra ipsos habuimus, puro corde & bona fide eis remittimus, integrè & liberaliter indulgemus. Item dictus Comes nobis reservet & concedat Muratum & Contaminum, & regnabit Advocatiam & quicquid Juris habet in Paterniaco. Item Civibus Murati & Contamini, nulla damna seu gravamina inferemus pro eo quod dicto Comiti adhaeserunt, sed eos in iuribus suis, possessionibus & libertatibus dignabimur conservare. Item prefato Philippo Comiti Sabaudia, nec quæstionem, nec guerram per nos, nec per alium movebimus, tempore vitæ suæ, super possessionibus, hominibus aut fortaliis Imperii, quas & quos & quæ hodie

ANNO
1083. possidet, aut in sua hodie retinet potestate. Item Prior & Monasterium ac habitatores Paterniaci conservabimus in possessionibus, libertatibus & Juribus suis, nec ipsis aliqua damna seu gravamina, quoad vixerimus, inferemus: propter quod dicto Comiti adhaeserunt, tali conditione addita, quod nos Advocatiam in Paterniaco nomine Imperii retinebimus, tanquam Successoribus nostris, Regibus, & Imperio, & similiter Priori & Monasterio, omne jus & omnis libertas remaneat salva in futurum, sicut ei competit, seu competere potuit, primo die antequam hæc pax & concordia esset facta. Item Captivi hinc inde absoluti liberè dimittentur. In cuius rei Testimonium præfens scriptum exinde conscribi, & Majestatis nostræ Sigillo fecimus communiri. Datum in Castris ante Paterniacum, (1) in die Beati Joannis Apostoli & Evangelistæ. Indiç. XII. Anno Domini M. LXXXIII. Regni verò nostri, anno undecimo.

CII.

Instrumentum Donationis, de Civitate Tarracoen- ANNO
1090. si, Domino Deo, & Apostolorum Principi Beatissimo PETRO, à BERENGARIO Comite Barcinonensi factæ, anno Christi 1090. [Conciliorum Collectio Regia, Tom. XXVI. pag. 620. PHIL. LABBEI & GABR. COSSARTII Concil. Collectio, Tom. X. col. 426. BARONII Annales Ecclesiastici, Tom. XI. anno 1091.]

QUONIAM audivimus, nec non etiam scēpissime vidimus, res verti in contrarium mortuis testibus, principalibus & sapientioribus placuit, ut res gestas literis denotarent, & ita quomodo res se habuit posteris suis traderent. Quapropter ego Berengarius Raimundi Comes Barchinensis & Marchio hanc chartam scribi jussi, ut semper staret memoria hujus rei, scilicet quod ego Berengarius Comes prædictus amore Dei ductus donavi Domino Deo & Apostolorum Principi beatissimo Petro ejusque Vicario Romanæ Sedis Apostolice, omnem meum honorem qui mihi competit ex jure paterno, quemadmodum ego divisi cum Raimundo Berengario fratre meo, sicut ego eum habeo vel habere debeo, specialiter dono ei in Dei nomine Tarracoensem Urbem cum omnibus quæ pertinent, aut pertinere debent ad ejusdem Urbis nobilitatem, ea scilicet deliberatione, ut ego & mei posteri omnes, sicut supra scripsi, et, teneamus hoc totum per manum & vocem Sancti Petri, ejusque Vicarii Romanæ Sedis Apostolice per quinquaginta annos persolverent ei censum viginti quinque librarum purissimi argenti ad justum pensum. Et ut Principes universi vel omnes alii qui necum infudaverint aut præfate Urbis restauracionem, habeant in confinio hujus Urbis paralodium, suam apressionem, vel quod acceperint per manus nostræ largitionem, non inde persolverent aliquam pensionem, nisi forte compuncti amore Dei voluerint ipsi persolvere sua gratuita voluntate. Ob hoc etiam hanc chartam ratam esse volo, ut omnis hic honor, sicut superius continetur nullatenus transferri possit, in alterius potestatis Dominium, sed ego tantummodo & posteri mei in perpetuum teneamus hoc totum per manus Principis Apostolorum Petri & ejus Vicarii Domini Urbani secundi Papæ & successorum ejus beati Petri Sedem Canonice regentium hanc oblationem offero Domino Deo & principibus Apostolorum Petro & Paulo propter redemptionem peccatorum meorum, & patris mei Raimundi, & parentum meorum per consilium & voluntatem Berengarii Archiepiscopi Tarracoenensis, & Episcopi Gerundensis æquivoci Berengarii & vice Comitum Deusdedit Tarracoenensis & Arual * Mironienensis Barchinonensis, & Gerardi Alemanni, & Gereberti Girardi, Guilielmi Raimundi & Dorche fratris sui, & Hugonis Dalmacii, & Huberti Gousberti, & Angeri Confredi & Alberti Bernardi, per manum Domini Rainerii Romanæ Ecclesiæ Cardinalis qui nunc legatione fungitur in partibus nostris, æra * millesima vigesima octava anno ab Incarnatione Domini millesimo nonagesimo.

(1) Toutes ces Dates sont fausses. L'année 1083 de Notre Seigneur n'étoit point la douzième de l'indiction ni l'onzième du règne de Rodolphe de Suabe. Il fut élu en 1076 & tué, dans une bataille, au mois d'Octobre 1080. [D. V. M.]

CIII.

DU DROIT DES GENS.

CIII.

ANNO
1096.

14. Juin.
(a) Second
du nom, qui
fut tué en
1098.
(b) Lovi-
nam Castell-
um, ou, se-
lon d'autres,
Tuvium.

*Traité par lequel (a) BAUDOUIN surnommé de
Jerusalem, Comte de Hainaut second du nom, al-
lant à la guerre sainte, vend à OBERT Evêque
de Liège le Château de (b) Couvin, situé entre
Sambre & Meuse. Fait à Liège le 14. de Juin
1096. [AUBERT LE MIRE, Donationum
Belgarum Lib. I. Cap. XXXI. pag. 72.]*

In nomine Sanctæ & individue Trinitatis.

OMNIBUS tam futuris quàm presentibus notum
fieri volumus, quòd ego Obertus, gratia Dei
Leodiensis Episcopus, honori Ecclesiæ, consiliens &
utilitati, emi à Comite BALDUINO DE MONT castel-
lum de GOVINO, cum appenditiis ejus, consilio
& suavis fidelium tam clericorum quàm laicorum,
propter pacem & tranquillitatem perpetuò habendam;
quia malefactores ibidem commorantes, rapinis &
prædis, aliisque molestiis miserabiliter vexabant Epis-
copatum.

Itaque afflictione pauperum commotus, & consultu
sapientium persuasus, conveni cum prædicto Comite,
quatenus illud castrum traderet S. Mariæ, sanctoque
Lamberto, tali conditione, ut duas præbendas darem
duobus filiis suis in Ecclesiâ S. Lamberti, & majori
eorum darem alias præbendas in omnibus aliis monaste-
riis, insuper & Custodiam, post decessum domini Wa-
zonis Custodis; tali videlicet tenore, quòd si ipse ma-
jor frater moriatur, alter honorem ipsum & præbendas
repositat & obtineat. Præterea ipsi Comiti dedi in pro-
prios usus pondo auri, marcas quinquaginta.

Quod pactum idèò libentius & benignius Ecclesiæ
Dei, propter salutem animæ suæ, concessit, quia gra-
tia diuina inspirante animo conceperat cum aliis devotis
Christianis Hierosolimam proficisci.

Tradidit igitur, coram idoneis testibus, ad altare S.
Mariæ, Sanctique Lamberti, per manus Raineri Advo-
cati, præsentis & annuente uxore ipsius IDA, cum
filiis suis, Baldano, Arnulpho, Lodeuvico, Henrico,
catholico supradictum, cum omnibus ad illud perti-
nentibus in Ecclesiis, mancipiis, villis, campis, silvis,
patis, pascuis, aquis, aquarum decursibus, cultis
& incultis, viis & inviis, exitibus ac redditibus, & om-
nibus quæcumque iuste possunt & debent nominari, ad
honorem illum respicientibus à fluvio Mosâ usque ad
Giacum, & usque Lesiam, & Belmont, & Rumi-
niacum, & cætera loca, quousque termini ipsius loci
longè lateque extenduntur.

Hujus rei testes adfuerunt Clerici isti:

Fredericus Præpositus de S. Lamberto,
Baldinus Archidiaconus, Andreas Archidiaconus,
Godefridus, Renzo, Wazo, Elbertus,
Adelardus, Aper, Stepelinus, Hazelinus,
Godefridus, Hillinus, Steppo, Lambertus, Ste-
phanus,
Otto, Bruno Præpositus de S. Joanne.

Item Decani de aliis monasteriis.

Oddo, Baldinus, Lambertus, Franco.

Laici nobiles isti.

Reinerus Advocatus, qui recepit ipsius allodii tradi-
tionem,
Comes Warnerus de Greis, Wedericus de Wale-
cort,
Wigerus de Tudin, Joannes Loviervail,
Godefridus de Ham, Walterus de Bacunwetz, &
filius ejus Mainerus,
Walterus de Truensis, Reinbaldus filius Reinbal-
di de Gesselin,
Lambertus de Calmont, Arnulfus de Rone.

De familia Ecclesiæ.

Lambertus de Hoyo, Theodoricus de Ponte,
Warnerus Pincerna, & frater ejus Obertus,
Lambertus Dapifer, Adelardus, & Fredericus fra-
ter ejus,
Albertus de Ofici, Bovo de Bavechen,
TOM. I.

Joannes Dapifer, cum aliis quampluribus viris egre-
giis & honestis.

59

ANNO
1096.

Adum est publicè Leodii XVIII. Kalend. Julii, an-
no ab Incarnatione Domini millesimo nonagesimo sex-
to, Indictione tertia, imperante nobilissimo Henrico
tertio Romanorum Augusto, & præfidente Leodiensi
cathedræ domino & venerabili Oberto, anno ordina-
tionis suæ in Episcopatu quinto.

CIV.

URBANI II. Pape Decretum emisso de Monar-
chia Siciliae nuncupatum, quò ROGIERO Comi-
ti Calabriae & Siciliae, SIMONIQUE filio suo, 1099.
& eorum Heredibus legitimis Legationem Beati
Petri atque potestatem omnia agendi quæ Pontifi-
ces ipsi per Legatos suos agere possunt, concedit.
Datum Salerni 3. Nonas Julii, Indictione 7. an-
no Pontificatus undecimo. [Conciliorum Collec-
tio Regia Tom. XXVI. pag. 638. PHIL.
LABBEI Conciliorum Collectio, Tom. X.
pag. 437. GAUFREDI Monachi de acquisi-
tione Regni Siciliae, Calabriae, Apulie, &
Insulae Siciliae, Lib. IV. BARONII Annales,
Tom. XI. anno 1097. LEIBNITZ, Codex
Juris Gentium Diplomatum. Tom. I. pag. 1. in
Prodomo. FAZZELLI Siculi Historia rerum
Sicularum. Istoria della prefata Monarchia di
Sicilia, Cap. I. pag. 8. ex FAZZELLO. BZO-
VII Pontifex Romanus cap. 38. apud ROCA-
BERTI, Biblioth. Pontificia, Tom. I. Cap.
403. Défense de la Monarchie de Sicile, Part.
II. pag. 1.]

(1) URBANUS Episcopus servus servorum Dei,
carissimo filio (a) Rogerio Comiti Calabriae & Siciliae (a) R.
salutem, & Apostolicam benedictionem.

QUIA prudentiam tuam supernæ Majestatis digna-
tio multis triumphis & honoribus exaltavit, &
probitas tua in Sarracenorum subitus Ecclesiæ
Dei plurimum dilatavit, (b) & Sanctæ Sedi Apostolicæ (b) Sanctæ
devotam se (c) multimodis semper exhibuit, nos in que
specialem atque carissimum filium ejusdem Universalis (c) multis
Ecclesiæ (d) te assumptum. Idcirco de tua probita-
modis, (d) te
fidelitate plurimum confidentes, sicut verbis pro-
missimus, ita literarum auctoritate firmamus; quod
omni vitæ tuæ tempore, vel filii tui Simonis, (e) vel (e) aut.
alterius qui legitimus tui hæres extiterit, nullum in
terra potestatis vestræ, præter voluntatem aut consi-
lium vestrum, Legatum Romanæ Ecclesiæ statuamus.
Quinimò quæ per Legatum acturi sumus per vestram
industriam Legati vice (f) coherere volumus. Quando (f) exhibi-
ad vos ex latere nostro (g) mitteremus, ad salutem
timus, (g) mif-
* (h) Sanctarum Ecclesiarum quæ sub vestra potestate
pice, (h) vide-
* (i) consistunt, ad honorem beati Petri, Sanctæque ejus
tunt, al.
Apostolicæ Sedis, cui devotè hactenus obediisti, quam-
existant, (i) oppor-
que in (k) necessitatibus suis strenuè & fideliter adjuvi-
mittantibus, (k) cele-
ti. Si verò (l) celebratur Concilium, & tibi man-
vero, quatenus Episcopos & Abbates tuæ terræ, mihi
mittas; quos & quos volueris (m) mittes, alios vero ad
servitium Ecclesiarum (n) tuarum * retineas. Omnipot-
brabitur, (n) mittas,
tens Deus actus tuos in beneplacito suo dirigat, & te à
(o) tuarum, & te à
peccatis absolutum in vitam æternam perducatur. Datum
* & ad
Salerni per manus Joannis Sanctæ Romanæ Ecclesiæ
(o) Pontifi-
Diaconi, tertio Nonas Julii, Indictionis septimæ,
catu Domi-
(p) anno Pontificatus nostri undecimo.
ni Urbani
secundum XI.

(1) Cette Copie est tirée de la Collection Royale des Conciles
de celle du Pape Labbe. Elle s'accorde parfaitement avec celle de Ba-
ronius, & la Copie de Leibnitz. n'en diffère qu'au mot *universales*,
qu'elle change en celui de *multæ magis*. La Copie du Moine Guesdard
varie davantage. On peut voir les différences en marge, sous les let-
tres de l'Alphabet, qui jointes à des Abrégés descriptifs les unes
variées de leçon, telles qu'on les trouve notées dans la Collection
Royale des Conciles & dans Baronius. On ne fait au reste d'où
vient, ni sur quel fondement M. Leibnitz, date cette Pièce, en
son Titre, anno 1097. (prius 1096) car l'une & l'autre de ces Dates
est fautive & contredit manifestement celle des années de l'Indiction,
ou du Pontificat. (D. M.)

ANNO

CV.

1102.
15. NOV.

MATHILDAE Comitisse Donatio Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, de bonis omnibus, quæ tunc temporis habebat, & in posterum acquisitura foret, iterative facta. Datum Canusii quinto decimo Kalendas Decembris anno 1102. [CES. BARONII Annales Ecclesiastici, Tom. XII. anno 1102. LEIBNITZII Scriptores rerum Brunsvicensium, Tom. II. pag. 687. avec les différences qui se verront en marge. DOMIN. SEGNERI Opus Dei admirabile ex BARONIO, in Biblioth. maxima Pontificia, Tom. X.]

In nomine Sanctæ & indivisæ Trinitatis.

ANNO ab Incarnatione Domini nostri Jesu Christi millesimo centesimo secundo, quinto decimo die Kalendas Decembris, Indictione decima, tempore Domini Gregorii Septimi Papæ in Lateranensi Palatio in Capella Sanctæ Crucis, in præsentia Cencii Frangipani, Gratiani, Cencii Franculini, & Alberici de Petro Leone, & Benincasæ fratris ejus, Alberti (a) de Tuscio, & aliorum plurium. Ego (b) Mathilda Dei Gratia Comitissa, pro remedio animæ meæ, & parentum meorum, dedi & obtuli Ecclesiæ Sancti Petri per interventum Domini Gregorii Papæ Septimi omnia bona mea jure proprietario, tam quæ tunc habueram, quam ea quæ in antea acquisitura eram, five jure successione, five alio quocunque jure ad me (c) pertinentia: & tam ea quæ ex hac parte montium habebam, quam illa quæ in Ultramontanis partibus ad me pertinere videbantur. Omnia (sicut dictum est) per manum Domini Gregorii Papæ Septimi Romanæ Ecclesiæ dedi & tradidi, & Chartulam inde fieri rogavi. Sed quia Chartula nusquam apparet, & timco ne donatio & oblatio mea in dubium revocetur: Ideo ego quæ (d) supra dicta Comitissa Mathilda iterum à presenti die dono & offero eidem Romanæ Ecclesiæ per manum Bernardi Cardinalis, & Legati ejusdem Romanæ Ecclesiæ, sicut (e) in illo tempore dedi per manum Domini Gregorii, omnia bona mea, tam quæ nunc habeo, quam quæ in posterum Deo propitio acquisitura sum, & (f) tam quæ ex hac parte montium, quam in Ultramontanis partibus habeo, quæ in posterum Deo propitio acquisitura sum alio quocunque jure, pro mercede acquisitionis meæ, & parentum meorum. Quæ autem ista bona mea juris mei superioribus, unâ cum (g) accessionebus & ingressibus seu superioribus, seu inferioribus qualiter supra legavi: (h) in integro ab hac die eidem Ecclesiæ dono & offero, & per præsentem chartulam offerentis itidem habenda confirmo.

Insuper per cultellum, festucam notatam, quantum, & (i) gurracionem terræ, atque ramum arboris, & me exinde foras expuli (k) garpini, & absentem me feci, & à parte ipsius Ecclesiæ (l) habenda reliqui faciendi exinde Papæ, aut cui Papa illius Ecclesiæ dederit à presenti die quidquid voluerit, sine omni mea & hæredum & pro hæredum meorum contradictione. Si quid verò (quod futurum esse non credo) five ego Comitissa Mathilda (quod absit) aut ullus de hæredibus aut (m) pro hæredibus seu qualibet apposita persona contra hanc Chartulam (n) offerentis quandoque agere tentaverimus, aut eam per quodvis ingenium infringere quaesiverimus: tunc inferemus in illam partem, contra quam exinde litem inferre contulerimus, multatam, (o) hoc est penam, auri optimi libras mille, argenti pondera quatuor millia, & (p) quod reperierimus, vendicare non valeamus. (q) Sed ut præsens hæc Chartula offerentis omnibus temporibus firma permaneat atque persistat, (r) eam pergamenam cum atramento de terra levavi, (s) paginam Quidoni Notario tradidi, & scribere rogavi, (t) atque subter confirmans, testibus obtuli roborandam. Actum Canusii feliciter.

(a) de Tuscia
(b) Mathildis
(c) pertinentia
(d) supra
(e) in illo tempore
(f) tam ea quæ
(g) accessionebus seu cum superioribus & inferioribus stantibus
(h) in integro & ab ea die, in eadem Ecclesiâ
(i) valuationem
(k) garpini
(l) habenda reliqui faciendum exinde pars ipsius
(m) pro hæredibus meis
(n) quandoque offerentis ire agere tentaverimus, aut tam
(o) quod est pena
(p) quo
(q) sed præsens
(r) & pergamena cum atramento
(s) paginam Quidonis Notarii
(t) in qua subter
(u) Mathildæ Dei gratia si quid est in etc.
(v) Ego Adericus
(w) Ego Ubaldo

(u) **MATHILDA** quidquid est in hac Charta à me facta subscripsi.

(x) **Ego ADERICUS** Index interfui, & subscripsi.

(y) **Ego UBALDUS** Index interfui, & subscripsi.

Signum manus ATTONIS de Monte Burranzonis, & BONVICINI de Canusio, rogati testes.

Ego GUIDO Notarius Palatii scriptor hujus Chartulæ offerentis, post traditam complevi & dedi.

CVI.

ANNO

1103.

Litteræ **HENRICI** Angliæ Regis ad Papam **PASCHALEM** directæ. Quibus eum de Beneficio, Honoribus & Obedientia, quæ antecessores sui in Regno Angliæ habuere, eidem conservandis, & usibus, dignitatibus, consuetudinibusque in præfato Regno non minuendis, certificat. [Chronicon JOAN. BROMTON inter Anglicanæ Histor. Scriptores X. col. 999.]

PATRI venerabili Paschali Summo Pontifici, Henricus Dei gratia Rex Anglorum salutem. Promotioni vestræ in Sedem Sanctæ Romanæ Ecclesiæ plurimum congaudeo, petens quod amicitia quæ Patri meo cum Antecessoribus vestris fuit inter nos quoque illibata permaneat, unde ut dilectio, & benignitas à me videatur sumere initium, beneficium, quod ab Antecessoribus meis beatus Petrus habuit, vobis mitto, eosque honores, & eam obedientiam, quam tempore Patris mei Antecessores vestri in regno Angliæ habuerunt, tempore meo, ut habeatis volo; eo videlicet tenore, ut dignitates, usus, & consuetudines, quas Pater meus tempore Antecessorum vestrorum in regno Angliæ habuit, ego tempore vestro in eodem regno integre obtineam. Notumque habet Sanctitas vestra, quod me vivente Deo auxiliante dignitates, & usus regni Angliæ non minuerunt. Et si ego, quod absit, in tanta me dejectione ponerem, Optimates mei, immo totius Angliæ Populus id nullo modo pateretur. Habita igitur, Carissime Pater, utiliori deliberatione, ita te erga nos moderetur benignitas vestra, ne, quod invitus faciam, à vestra me cogitis recedere obedientia.

CVII.

Testamentum de **RAYMOND** Comite de Tholozæ & de **S. Gilles**. Fait le 31. Janvier 1105. [CESAR DE NOSTRADAMUS, Histoire & Chronique de Provence, Partie I. pag. 112.]

AU nom de la sainte & indivisible Trinité; pour ce que par plusieurs clairs & sacrez tesmoignages des saintes & sacrez volumes, & par une Chrestienne pieté nos sommes instruits qu'aucune breveté de temps, nulle surcharge, sorte, & immensité de fautes ne ferme les portes du pardon aux vrais penitens. A ceste cause appuyé de ceste esperance, moy Raymond Comte de saint Giles, fragile & miserable pecheur, quoy que convaincu de beaucoup de crimes confiant de l'ineffable benignité de Dieu tres-misericordieux & tres-bon, me trouvant réduit au dernier pas de ma vie, utilement & en vray Chrestien conseillé, voire touché de l'aigre souvenir de plusieurs choses que j'ai iniquement faictes contre la sainte Eglise d'Arles, lesquelles, apres avoir esté iniquement maniées par mes ancestres & progeniteurs, j'ai neanmoins jusques à ce jourd'huy par trop iniquement souffertes, porté d'un grand desir de penitence, je m'efforce d'en faire maintenant ceste petite & humble satisfaction, pour la rançon de mon ame. Parquoy combien que je reconnoisse & confesse clairement que toute la terre qui s'avouissent & aboutissant au Rhodne s'appelle Argençe, soit entièrement, & de la propre jurisdiction de l'Eglise d'Arles: si est-ce qu'estant encor assez plus attaché aux charnallitez & biens de ce monde qu'il ne me seroit de besoyn, je laisse bien la plus grande partie de tout ce territoire à mes enfans: mais sous l'esperance toutes fois qu'ils repaieront ce défaut, & resisteront à S. Trophime & à S. Estienne tous les droitz qui leur appartiennent. Cependant je veux & accorde que pour le salut de mon Ame sans aucune tache de reproche des à présent, le village, communement appellé Fourques, avec toutes ses dependances, sçavoir du Rhodne & des palus, des vignes, arbres fructiers, & non fructifiers, des terres cultivées & non cultivées, du port du Rhodne, des palus, & de tous les emoluments & revenus de son terroir, comme par avance & petite portion, soient remis & restitués à l'Eglise d'Arles, à l'Archevesque & ses successeurs, & au Chapitre venerable, à qui je rends fsembablement toutes les decimes des Eglises, & de tout le terroir d'Argençe comme d'une mesme volonté: outre & par dessus cela, je luy rends & cede la quatrieme partie des choses que mes ancestres ont iniquement possédées, & que j'ay par une successive iniquité tenues & possédées apres eux aux Challe-

ANNO 1105. Chateaux d'Albaron & de Foz: ce que je pretends leur estre restitué avec la quatrième portion de lesdés herages, paisirages & montaignes, que j'ay à la cité d'Arles: finalement je prie affectueusement Bertrand & tous mes Successeurs, mes Hommes, mes Vassaux & mes Amis, que s'il entrevenoit quelque obstacle & destourbier à ces devoirs & honneurs, ou par quelque mienne dette, ou par quelque autre forte d'occasion, pour l'amour de Dieu, le bien de mon ame, & la souvenance des benefices qu'ils ont autrefois reçeus de moy, ils vueillent offer tels empeschemens, & le tout payer, accomplir & restituer au profit de la sainte Eglise d'Arles. Si que dès maintenant ils soient à jamais ses vrais amis, ses fidelles adjueteurs, & tres-fermes deffenseurs. Que si quelq'un des mortels entreprend d'offenser ou de rompre en quelque façon que ce soit cette mienne iuste constitution, & dernière volonté, que celuy-là tombant es lacs de l'ire & fureur inevitable du grand & rigoureux Juge, soit eternellement tourmenté des flammes horribles d'une plus violente gehenne; & tenu comme sacrilege & paricide indigne de tous les honneurs qu'il pourroit esperer de moy. C'est pourquoy ce testament a esté fait au mont Pelegrin en la Syrie, du regne de nostre Seigneur Jesus-Christ, Pascal ayant en main le gouvernal de l'Eglise Romaine, comme Pontife Souverain, le dernier de Janvier jour de Mary de l'an mil cent & cinq, es presences d'honnêtes personnages tant Ecclesiastiques que Laïcs, Aymin Evêque de Thoulon, Aycard Evêque de Marcellle, Raymond des Baulx Doyen de Pôisquiers, Bertrand Porcellet, Guillaume Arvel, Pons de Foz, Rostang du Port, Gauffrid des Pennes & plusieurs autres qu'il seroit long de reciter, Gervile Comteffes l'a ratifié, Adelpheon son fils l'a ratifié, & Pons de Bresse escrit & signé de sa main.

CVIII.

1108. COLOMANI Regis Ungarie Privilegium Civitatis TRAGURENSI in Dalmatia concessum, quod nec sibi nec Successoribus suis debeant esse tributarii, nominationem vero Episcopis & Comitibus Civitatis sibi reservat; de introitu extraneorum in Civitatem duas partes Regi debere, tertiam vero Comitibus Civitatis statuit; Etc. Anno Incarnati. 1108. mense V. die 25. Cum Confirmatione Regis Ungarie STEPHANI, COLOMANI filii data 2. Julii 1124. [JOH. LUCII De Regno Dalmat. Libr. III. pag. 117.]

ANNO Dominice Incarnationis M. C. V. III. mense V. Die XXV. Anno XII. Regni mei Ego Colomanus Rex Ungarie, Croatia, atque Dalmatie juro super Sanctam Crucem Vobis Tragurinis meis fidelibus Civibus firmam pacem; mihi, & Filio meo, aut Successoribus meis tributarii ne sitis; Episcopum vero, aut Comitum, quem Clerus, & Populus elegerit ordinabo, & lege, antiquis constituta, vos uti permitam, praterquam introitus Portus Civitatis, de extraneis duas partes Rex habeat, tertiam vero Comes Civitatis, Decimam autem Episcopus; in Civitate quoque vestra neminem Hungarorum, vel Alienigenarum habitare permitam, nisi quem voluntas vestra expetierit, cum autem ad vos coronandus, aut vobiscum Regni negotia tractandus adveneto, nemini Civium vis inferatur Domorum suarum, nisi quem dilectio vestra susceperit. At si forte aliquando Dominum meum aliquem aggravare videbitur, & aliis ire voluerit, secutæ cum uxore, & Filiis, & familia, & omnibus suis quocunque sibi placuerit, eat. Hoc autem Sacramentum à Rege, & Archiepiscopo Laurentio, & Comitibus Hungarie confirmatum est. Ego Joannes Palatinus Comes laudo, & confirmo; Ego Appa Comes laudo, & confirmo; Ego Thomas Albanensis Comes laudo, & confirmo; Ego Jacobus Bosfordiensis Comes laudo, & confirmo; Ego Ugudi Vassariensis Comes laudo, & confirmo; Ego Slaviz Comes Novogradensis laudo, & confirmo.

Et Ego Stephanus Colomani Regis Filius Rex Hungarie, Croatia, atque Dalmatie annis Dominice Incarnationis 1124. Indictione 2. mense Julio, Nono anno Regni mei, eandem libertatem, & pacem à patre meo vobis Tragurinis, & Spalatinis Civibus stabiliam cum Episcopis, & Comitibus, & omnibus Regni mei Principibus, sub ejusdem Sacramenti obligatione confirmo, & corrobore; Ego Marcellus Strigoniensis Archiepiscopus laudo, & confirmo. Ego Gregorius

TOM. I.

ANNO 1108. Baacens. Archiepiscopus laudo & confirmo. Ego Simon Quinque Ecclesiarum Episcopus laudo, & confirmo. Ego Cledinus Comes laudo, & confirmo. Ego Marcus laudo, & confirmo. Ego Lambertus Comes laudo, & confirmo. Ego Buzco Comes laudo, & confirmo. Ego Nicolaus laudo, & confirmo. Ego Jacobus Comes laudo, & confirmo. Ego Sergius Comes laudo, & confirmo.

CIX.

Edict de l'Empereur HENRI V. en conséquence de son Accord fait avec le Pape PASCHAL II. en 1111. [GOLDAST. Tom. I. pag. 255.]

1111. L'EMPEREUR ET LE PAPA

HENRICUS Dei gratia Romanorum Imperator Augustus, omnibus Christi fidelibus in Ecclesia.

1. Notum esse volumus dilectioni & discretioni vestrae ea, quae inter nos & Dominum illum Pascalem erant; quomodo incepta tractata sint: scilicet de conventionibus inter me & ipsum, de traditione Romanorum in me & meos, ut audita intelligatis, intellecta examinatis, examinata didicistis.

2. Igitur dum in eo totus esset, ut me ad Ecclesiam utilitatem & ipsius votum, si justum esset, componerem, cepit exaltationem & dilatationem Regni super omnes antecessores meos promittere. Studebat tamen subdolo, quomodo Regnum & Ecclesiam à statu suo discinderet, tractare. Quod sic facere aggressus est. Regno quidem jam à Carolo quadringentis & amplius annis, & sub sexaginta tribus Apostolicis investituris Episcopatum, eorumdem auctoritate & privilegiorum firmitate tenenti, absque omni audientia auferre volebat.

3. Et quum per Nuncios nostros ab eo quæreremus; quid de Nobis fieret, in quo Regnum nostrum constaret, quomodo ferè omnia antecessores nostri Ecclesiis concesserunt & traderunt, subiunxit: *Frater, Ecclesiae decimis & oblationibus suis contenta sint: Rex vero pradia & regalia, quae à Carolo & Ludovico, Ottone & Henrico Ecclesiis collata sunt, sibi & Successoribus suis recipiat & detineat.* Ad hoc quum nostri responderent; Nos quidem nolle violentiam Ecclesiis inferre, nec ista subtrahendo tot sacrilegia incurere, fiducialiter promissit, & sacramento pro eo firmavit Dominica Esso mihi, se omnia haec cum iustitia & auctoritate Ecclesiis auferre, Nobisque & Regno cum iustitia & auctoritate redere. Nostros itidem firmantibus, si hoc, ut praemisum est, ita compleffer, quod tamen nullo modo fieri posse sciebat: me quoque, uti querebat; investituris Ecclesiarum resignaturum: sicut in Charta Conventionis plenius poteritis videre.

HÆC EST CHARTA (I) CONVENTIONIS EJUS AD ME.

12. Fevr.

DOMINUS Papa precipiet Episcopis presentibus in die Coronationis Regis, ut dimittant regalia Regno, quae ad Regnum pertinebant tempore Caroli, Henrici, & aliorum Praedecessorum ejus, & scripto firmabit sub anathemate, ne quis eorum vel praesentium, vel absentium, vel Successorum eorum, intromittant se nullo modo, vel invadant eadem regalia, id est, Civitates, Ducatus, Marchias, Comitatus, Monetas, Telonem, Mercatum, Advocatias, omnia Jura Centurionum, id est, Villicorum, Torres & Villas, quae Regni erant, cum omnibus pertinentiis suis, Militiam & Castra. Nec ipse Regem & Regnum super his ulterius inquietabit, sed Privilegio suo sub anathemate confirmabit, ne posteri sui inquietare praesumant: Regem benigne & honorifice suscipiet, & more Praedecessorum suorum Catholicorum friciter non subtrahit coronabit, & ad tenendum Regnum cum his omnibus officiis sui auxilio adjuvabit.

Si Dominus Papa haec Regi non adimpleverit; ego Petrus Leonis juro, quod tota potentia mea tenebo ad Dominum Regem. Offidas autem; nisi effeceris, reddemus altero die post Coronationem Regis. Si per Papam remanseris, ut non coronetur, similiter reddemus Dominico die quum Rex ad processionem venerit. Offidas dabo Gra-

(1) Quoi que la Date manque à cette Convention, à n'y a nul doute qu'elle n'appartienne à l'année 1111; & le Dimanche, 12 Fevr. 1111, énoncé dans l'Edit de l'Empereur la fixe au 12 Fevrier. Le Cerimoniel, en se en partie en ces termes Cap. 18. Post hac Imperator pervenit ad Urbanum II. dñi Februarii, sedebat ante Bannuagium: C'est à dire, le Samedi 12. Fevrier veille de Dimanche 13. mai. Les temons s'y firent le lendemain, & furent suivis le même jour, du comte entre les Romains & les Allemans, & de l'empereur du Pape. Hoc autem factum est anno Domini M. C. XI. Indictione IV. Pridie Idus Februarii in Basilica Sancti Petri Apostolorum Principis. Ce sont les paroles de JOSEPHUS TUSCULANUS Episcopus in Epistola venerabili Fratri RICHARDO Albano Episcopo. Voyez-la dans la Collection Royale des Conciles, Tom. XXV, pag. 782. [DUM.]

ANNO Gratianum Filium meum, & Filium Vixonis Filii, & Filium Sororis mee, si eum habere potero.

IIII.

HÆC SUNT SACRAMENTA EX PARTE DOMINI PAPÆ.

Ego Petrus Leonis iuro vobis, quia Dominus Papa proximo die Dominico adimplebit Regi, quod in Charta Conventionis scriptum est.

HÆC SUNT SACRAMENTA EX PARTE REGIS;

Ego Comes HERMANNUS:

Ego Comes GOTFRIDUS:

Ego VOLMARUS:

Ego ADELBERTUS:

Iuro vobis, quia Dominus Rex proxima quarta vel quinta feria ita Principes jurare faciet, & obides dabit, sicut in Charta Conventionis scriptum est. Et sic observabit Dominus Papa, eo tempore, si Dominus Papa proximo die Dominico sic adimpleverit Regi per omnia, sicut in Charta Conventionis scriptum est.

4. Ego verò, ut ostenderem, nullam Ecclesiarum Dei disturbancem ex velle nostro procedere, in concutorum oculis atlantium & auribus hoc Decretum promulgavi:

Ego HENRICUS Dei gratia Romanorum Imperator Augustus, affirmando & beato Petro, omnibus Episcopis & Abbatibus & omnibus Ecclesiis omnia, quæ Antecessores mei Reges vel etiam Imperatores eis concesserunt vel tradiderunt, & quæ illi pro se æterna retributionis obtulerunt, do. Ego peccator pro timore terribilis Judicii nullo modo subtrahere recusō.

5. Hoc Decreto à me lecto & subscripto, petii ab eo, ut, sicut in Charta Conventionis ejus scriptum est, mihi adimpleret. Quom ergo supradictæ postulationi insisterem, scilicet ut cum iustitia & auctoritate, promissa mihi Conventione, firmiter universis in faciem ejus resistentibus, & Decreto suo palam hæresim inesse clamantibus, scilicet Episcopis, Abbatibus, tam suis quam nostris, & omnibus Ecclesiis Fidei: hoc, si salva pace Ecclesiæ dici potest, privilegium proferre voluit.

PASCHALIS PAPÆ (1) DECRETUM.

PASCHALIS Episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio HENRICO Regi, & ejus Successoribus Imperatoribus, &c.

Divine Legis institutionibus sancitum est, & sacris Canonibus interdictum, ne Sacerdotes curis secularibus occupentur, neve ad Comitatum, nisi pro damnatis eruentur, atque pro aliis, qui injuriam patiuntur, accedant. Unde & Apostolus Paulus inquit: Judicia si habueritis, contemptibiles qui sunt in Ecclesia, illos constituite ad judicandum. In vestris autem Regni partibus Episcopi vel Abbates adeo curis secularibus occupantur, ut Comitatum assidue frequentare, & militiam exercere cogantur: quæ nimirum aut viæ aut nullo modo sine rapinis, sacrilegiis, incendiis, aut homicidiis exhibetur. Ministri veri altaris, Ministri Curie facti sunt: quia Civitates, Ducatus, Marchionatus, Monetas, Turres, & cetera ad Regni servitium pertinentia à Regibus acceperant. Unde etiam nos Ecclesiæ intolerabilis inolevit, ut electi Episcopi nullo modo consecrationem acciperent, nisi prius per manum Regiam investirentur. Aliquando etiam viri Episcopi investiti sunt.

His & aliis plurimis malis, quæ per investituram plenissime contigerant, Prædecessores nostri Gregorius, Octavianus & Urbanus Secundus, felices memorie Pontifices, excreati, collectis frequenter Episcopalis Conciliis, Investituram illas manus Laicæ damnaverunt: & si qui Clericorum per eam tenuissent Ecclesias, deponendi; dato eis quoque communione privandos percussuerunt, juxta illud Apostolicum Canonum capitulum, quod se ita habet:

(1) Ce Decret, on prétendu Décret de Paschal, se trouve aussi, avec peu de différence, dans la Collection Royale des Conciles, Tom. XXVI, pag. 722, & dans celle du P. Labbe, Tom. II, col. 650. Mais on le trouve, si on le regardait comme une Concilia des expedite. Ce n'est qu'un Projet fourni de la part de Henri, selon lequel il prétendait que celle que le Pape devait lui remettre, le jour de son Couronnement, devait être formée. La preuve en est claire; car primitivement le Pape y rend à l'Empereur tous les Duchés, Comtes, Marquisats & autres Regales possessions jusqu'aux par les Evêques & Abbés, voulant qu'à l'avenir ils se réduisissent à vivre de leurs Dîmes, en échange de quoi l'Empereur y renonce au Droit des Investitures par la Croix & par l'Anneau; ce qui appartient à la Convention du 12. Février, & demeure sans effet à cause des oppositions des Evêques, formant un faciem sui resistentibus & Decretum suo palam hæresim nullo clamantibus. En deuxième lieu, le Pape y parle du Couronnement de l'Empereur comme d'une chose déjà faite; ce qui n'arriva néanmoins que le 24. Avril suivant, [DUM.]

bet: Si quis Episcopos seculi potestatibus usus Ecclesiam per ipsos obtineat, deponatur, & sequeatur, omnesque qui illi communicant. Quorum vestigia subsequentes & nos eorum sententiam Episcopali Concilio confirmamus.

Tibi itaque, Fili charissime Henrice Rex, & nunc per officium nostrum Dei gratia Romanorum Imperatori, & regno regalia illa dimittenda precepimus, quæ ad Regnum manifestè pertinebant tempore Caroli, Ludovici, Ottonis, & ceterorum Prædecessorum tuorum. Interdiximus etiam & sub anathematis distinctione prohibemus, ne quis Episcoporum seu Abbatum, presentiam vel futurorum, causa regalia invadant, id est Civitates, Ducatus, Marchias, Comitatus, Monetas, Telonem, Allectum, Advocatias, Jura Centoniarum, & Turres, quæ Regni erant, cum pertinentiis suis, Militiam & Castros: & ne se decipiat, nisi per gratiam Regis, de ipsis regalibus intrinquant. Sed nec posteris nostris liceat, qui post nos in Apostolica Sede succedunt erunt, aut Te aut Regnum super hoc inquietare negotio.

Porro Ecclesiæ cum oblationibus & hereditariis possessionibus, quæ ad Regnum manifestè pertinebant, licet manere decreverimus, sicut in die Coronationis tue Omnipotenti Domino in conspectu totius Ecclesiæ promissum. Oportet enim Episcopos curis secularibus expeditis, curam suorum agere populorum, nec Ecclesiis suis abesse dantibus. Ipsi enim, juxta Paulum Apostolum, pervigilant, tanquam rationem pro animabus eorum reddiduri.

6. (2) De traditione verò in nos vel in nostros, sic se res habet. Vix portas Civitatis ingressi sumus, cum nostris infra muri moenia securè vagantibus, quidam vulnerati, alteri interfecti, omnes vero spoliati aut capti sunt. Ego tamen quæ pro levi causa non motus, bona & tranquilla mente usque ad Ecclesiæ beati Petri januas cum processione perveni. Quod sic gestum fuisse, vel veritas multorum attestata testimonis, qui interfuerunt, protestatur.

CX.

Summa ejusdem (3) CONVENTIONIS sive CONCORDATI inter Imperatorem & Pontificem, secundum PETRUM DIACONUM. [Collectio Regia Conciliorum, Tom. XXVI, pag. 777. ex PETRO DIACONO Chronic. Cassinensi. Lib. IV, cap. 37. sans date. PHIL. LABBE Collectio Concilii, Tom. X, col. 772. sur la Copie de la Collection Royale. (4) BARONII Annales Eccles. Tom. XII. GOLDASTI Constitutiones Imperiales, Tom. I, pag. 252.]

MISSIS Romanis humilis, inter illos & Petruum Leonis, & ceteros Pontificis nuntios, in portu Sancti Petri convenit: ut Imperator, die Coronationis sue, omne malè usurpatum Ecclesiasticum jus, in manibus Pontificis, adfante Clero & populo, per Scriptum deponeret, cum id ipsum Papa de negotiis regalibus faceret, idque Sacramento firmaret. Dimitteret Ecclesiæ libera cum oblationibus & possessionibus suis, quæ ad Regnum non pertinent. Absolveret Papa à Juramentis populos, quæ contra Episcopos facere compulsi sunt. Patrimonia Possessionesque Beati Petri restitueret, sicut à Carolo, Ludovico, Henrico, aliisque Imperatoribus concessa sunt libera: servaretque ea beato Petro pro iuribus. Nihil aut faceret ut diceret, ut Papa Pontificatum amitteret, nihilque ipse patiar in vita vel in membris, vel capiat mala captione, aut per suspicam personam: nec fedles ejus qui pro ipso fidem ei dederint, id est Petrus Leonis cum Filiis suis, quorum bona nullum patiarur detrimentum; & si quis eis malum fecerit, Rex fideliter illos adjuvaret. Pro hujusmodi observandis Pontifici præberet dabit, Fridericum Sororis sue filium, Engelbertum & Theobaldum Marchiones, Hermannum & Gotfridum Comites, Fridericum Palatinum Comitem Saxonium, Berengarium

2. Co-
luth. 6.

* Ou plutôt
Epiphanie.

(1) Cet Article est joint dans l'Édition Royale des Conciles au Décret on prétendu Décret du Pape Paschal, comme s'il en faisait partie, mais mal. On voit clairement que c'est la continuation de l'acte de l'Empereur, où il raconte comment les gens furent chargés par les Romains, des qu'il fut entré dans la Ville. Le reste de l'Édit manque. [DUM.]

(2) Le Pape ne fit ce Traité que pour amener l'Empereur, qui étoit entré en Italie avec une armée de 8000. hommes, pour le réduire à la raison, & qui étoit déjà fort près de Rome. Il fut couché, suivant Goldast, environ les fêtes de Noël, que l'Empereur passa à Florence.

(3) Baronius & Goldast rangent cette Piece sous l'an 1110. mais, pour peu qu'on l'examine, on verra bien que c'est un compte de la Trêve, un Sommaire narratif de ce qui avoit été convenu entre le Pape & l'Empereur le 12. Février 1111, & que par conséquent elle y appartient & ne peut pas être rayonnée à l'an 1110. [DUM.]

ANNO IIII. rium de Bajoaria, Fridericum Saxonem, Albertum Cancellarium, Cononem Berengarii Fratrem, Siceboth Bayonem, Henricum Carinthie Ducem, Bertulphum Bertulphi Ducis Filium, qui jurabat Papa securitatem de vita, de membris, de papatu, de cptione. Quæ nisi Imperator servaret ad Romanam Ecclesiam cum suis honoribus teneret. Obides pro securitate Pontificis Rex dare pollicitus est proxima quinquagesima feria; eosque securè ad Insulam mittere in potestatem Papæ: Fridericum Ducem Nepotem suum, Brunonem Episcopum Spirensem, Conradum Nepotem Comitum Herimanni, & Filium ejus, & Henricum Friderici Comitum Fratrem, Obides si receperit, eos redderet in die Coronationis suæ, ponte transmissio: & si fortè coronatus non fuisset, aut non transisset, similiter redderet apud Castellum Sancti Angeli. Legatos quos ad eum Papa dirigeret, dum irent & redirent, securos à se suisque redderet: & si eis scienter aliquid injuriæ illatum esset, emendaturum fideliter. Quæ omnia postquam impleverit Rex, Papa jubere Episcopis adstantibus in die Coronationis ejus, ut regalia Imperatoris dimitterent, quæ à temporibus Caroli, Ludovici, Henrici aliorumque Prædecessorum ad regnum pertinebant. Scripto firmaret sub Anathematis pœna, autoritate sua, ne quis eorum vel presentium, vel absentium, vel Successores eorum Regni fe introumitterent iuribus: neque invaderent Civitates, Ducatus, Comitatus, Monetas, Vexillaria, Mercata, Advocaciones Imperii, Centurionum jura: Curtesque essent Imperii cum pertinentiis suis, & militaria Imperii Castra. Nec ipse Imperatorem nec Romanum Imperium super his ulterius inquietaret: & privilegio sub anathemate illa confirmaret, ne posteris sui alia inquietare præsumerent. Imperatorem benignè & cum honore fusciperet, & more Prædecessorum ipsius Catholicorum Imperatorum scienter & non subtrahendo coronaret: & ad tenendum Imperium officii sui juvaret auxilio. Hoc si Papa non impleverit, Petrus Leonis cum suis omnibus se ad Imperatorem teneret. Obides, nisi effugerent, altero post Coronationem die, restitueret. Si ex ipsius Papæ parte remaneret, ut non coronaretur, similiter redderet. Hæc ita constituta jurjurando firmavit Imperator, Albertus Cancellarius, Hermannus, Fridericus Saxo, Cono Berengarii Frater, Siceboth de Bavaria, Henricus Carinthie Dux, Bertulphus Bertulphi Ducis Filius; Hi omnes post Imperatorem eo ordine jurarunt, ut, si Imperator hæc implere nollit, ipsi cum omnibus suis cum Romana Ecclesia tenerent.

CXI.

Avril. **CONCORDATUM alterum sive CONVENTIO** secunda inter PASCHALEM II. Papam & HENRICUM V. Imperatorem inita in Castris, ante Urbem Romanam, Mense Aprilis anno Domini IIII. Quod Dominus Papa Imperatori jus Investiturarum inter eos hucusque controversum concedit, & vice versa Cesar promittit Patrimonia & Possessiones Sanctæ Romanæ Ecclesiæ ablata & ablatas restituere, ac Domino Papæ obedientiam se præbere, salvo tamen honore Regni & Imperii. [GOLDASTI Constitutiones Imperiales, Tom. I. pag. 254. Collectio Regia Conciliorum, Tom. XXVI. pag. 786. PHIL. LABBEI Concil. Collect. Tom. X. col. 779. BARNONI Annales Ecclesiastici, Tom. XII. anno IIII.]

Ex parte Imperatoris.

i. **E**GO HENRICUS Imperator liberos dimittam quarta vel quinta feria proxima Dominum Paschalem, & Episcopos, & Cardinales, & omnes Captivos Obides, qui pro & cum eo capti sunt, & liberos securè produci faciam intra Portam Transiberinæ Civitatis: nec ulterius captivi aut capti faciant vel permittam eos, qui in fidelitate Domini Papæ Patchalis permanent, & Populo Romano & Transiberinæ Insulæ Civitati pacem & securitatem servabo tam per me quam per meos, & in personis & in rebus, qui pacem mihi servaverint.

2. Patrimonia & Possessiones Sanctæ Romanæ Ecclesiæ quæ abstuli, restitui; & cuncta quæ habere debet, more Antecessorum meorum recuperare & tenere adjuvabo bona fide. Et Domino Papæ Paschali obedi-

salvo tamen honore Regni & Imperii, sicut Catholici Imperatores, Catholici Pontificibus Romanis. Hæc omnia bona fide observabo, sine fraude & malo ingenio. **ANNO IIII.**

Et isti sunt Juratores ex parte Imperatoris HENRICI.

Fredericus Colonienfis Archiepiscopus.
Gebehardus Tridentinus Episcopus.
Bruno Spirensis Episcopus.
Albertus Cancellarius.
Herimannus * Comes.
Berengarius Comes Sulzbachensis.
Fredericus Comes Palatinus.
Irem Fredericus Comes.
Bonifacius Marchio Tuscæ.
Albertus Comes de Blandriaco.
Godefridus Comes Palatinus Rheni.
Warnerius Marchio.

* Al. Dux

Ex parte Pontificis.

DOMNUS PAPA PASCHALIS concedit Domino Imperatori HENRICO, & Regno ejus, Privilegio suo sub Anathemate & confirmabit, & corroborabit, Episcopo vel Abbate liberè electo sine symonia assensu Imperatoris, quod Dominus Imperator, cum annulo & virga investiat. Episcopus autem vel Abbas ab Imperatore investitus liberè accipiat consecrationem ab Episcopo, ad quem pertineat. Si quis verò à Clero & à Populo eligatur, nisi ab Imperatore investiturus; & à nemine consecratur, & Archiepiscopi & Episcopi libertatem habeant consecrandi ab Imperatore investitis. Super his etiam Dominus Papa Paschalis non inquietabit Imperatorem HENRICUM nec ejus Regnum & Imperium.

Serment du Pape.

DOMNUS PAPA PASCHALIS non inquietabit Dominum Imperatorem HENRICUM nec ejus Regnum de Investitura Episcopatum & Abbatium, neque de injuria sibi illata & suis in personis & bonis, neque de aliquo malo reddet sibi vel alicui personæ pro hac causa; & penitus in personam Imperatoris HENRICI nunquam (1) anathema ponet, nec remanebit in Domo Papæ quin coronet eum; sicut in (2) Ordine continetur, & Regnum & Imperium officii sui auxilio eum tenere adjuvabit pro posse suo. Et hæc amplebit Dominus Papa sine fraude & malo ingenio.

Hæc sunt nomina illorum Episcoporum & Cardinalium, qui præcepto Domini Papæ PASCHALIS privilegium & amicitiam sacramentis confirmaverunt Domino Imperatori HENRICO

Petrus Portuensis Episcopus.
* Centius Sabiniensis Episcopus.
Robertus Cardinalis Sancti Eusebii.
Bonifacius Cardinalis Sancti Martini.
Anastasijs Cardinalis Sancti Clementis.
Gregorius Cardinalis Apostolorum Petri & Pauli.
Item Gregorius Cardinalis Sancti Chrysogoni.
Joannes Cardinalis Sanctæ Potentianæ.
Rufus Cardinalis Sancti Laurentii.

* Al. Centius

* Rainerus Cardinalis Sanctorum Marcellini & Petri.
Vitalis Cardinalis Sanctæ Balbinæ.
* Dinzo Cardinalis Sancti Marci.
Theobaldus Cardinalis Joannis & Pauli.
Joannes Diaconus Sanctæ Mariæ in Schola Græca.
Leo * Diaconus Sancti Vitalis Martyris.
Abbo * Diaconus Sanctorum Sergii & Bachi.

* Al. Cuzoy vel Cuzoy

* Al. Decanus
* Al. Dei canus

Nota ex WILHELMO Malmesburiensi. Lib. V.

Hæc Conventio expleta, & prædictorum Episcoporum & Cardinalium sacramento confirmata, osculo utrinque dato, Dominus Papa IV. Idus Aprilis Dominica Quasimodo geniti, Missam celebravit, in qua post communionem suam, & Missarum Altaris, Imperatori Corpus & Sanguinem Domini dedit in hæc verba: Hoc Dominicum Corpus, quod sacrosancta resnet Ecclesia, natum ex Maria Virgine, elevatum in

Græce

(1) Malgré ce serment, le Concile de Latran, ouvert le 28. Mai 1112. après que l'Empereur fut retourné en Allemagne, fit brûler la bulle accordée pour les investitures, & excommunia l'Empereur; ce qui fut encore confirmé dans un autre Concile. Henri V. eut beau le plaindre que le Pape violait son serment, Paschal répondit qu'il avait bien promis de ne le point excommunier; mais qu'il ne lui avait point promis de ne le pas faire excommunier par d'autres. Voyez H2155, Hist. de l'Empire, Tom. I. Liv. II. Chap. X.

(2) C'est ce qu'on nomme aujourd'hui le Cérémoniel Romain.

ANNO *Cruce pro Redemptione humani generis, damus tibi, Fili carissime, in remissionem peccatorum tuorum, & in confirmationem confirmandæ Pacis & veræ amicitie inter me & te, & Regnum & Sacerdotium.*

Nota alia ex PETRO DIAcono in Chron. Cassinense, Cap. XLI.

Coronatus est autem idem Imperator portis omnibus Romanæ Urbis, ne quis Civium eo adveniret, obferat. Cumque ad hostiæ contractionem venisset, pariter ipse sumens reliquam Imperatori tradidit, dicens: Sicut pars ista vivifici Corporis divisa est, ita divisi sunt a Regno Christi & Domini, qui pactum istud rumpere ac violare tentaveris. Post Coronationem finitus Missarum solemnium, Imperator in Castra regreditur. Pontifex autem in Urbem regressus est.

CXII.

Avril. *Bref du Pape PASCHAL II. qui accorde les Investitures à l'Empereur HENRI V. donné en 1111. [GOLDAST. Tom. I. pag. 255. Collectio Regia Concilior. Tom. XXVI. pag. 787. PHIL. LABBEI Concilior. Collect. Tom. X. col. 779. BARONII Annal. Eccles. Tom. XII. A°. 1111.]*

PASCHALIS Episcopus, servus servorum Dei, carissimo in Christo Filio, HENRICO (a) Teutonorum Regi, & per Dei omnipotentis gratiam Romanorum Imperatori Augusto, salutem & Apostolicam benedictionem.

1. Regnum vestrum Sanctæ Romanæ Ecclesiæ (b) singulariter coherere dispositio divina constituit. Prædecessores siquidem vestri probitatis & prudentie amplioris gratia Romanæ Urbis Coronam & Imperium consecuti sunt. Ad cujus videlicet Coronæ & Imperii dignitatem, tuam quoque personam, Fili carissime HENRICE, per nostri Sacerdotii ministerium Majestas divina provexit. (c) Illam igitur Dignitatis prærogativam, quam Prædecessores nostri vestris Prædecessoribus Catholicis Imperatoribus concesserunt, & Privilegiorum paginis confirmaverunt, nos quoque tuæ Dilectioni concedimus, & præsentis privilegii pagina confirmamus, ut Regni tui Episcopis (d) & Abbatibus liberè præter violentiam & symoniam electis, investituram virgæ & annuli conferas; post investitionem verò canonicè consecrationem accipiant ab Episcopo, ad quem pertinent.

2. Si qui autem * à Clero, vel à Populo præter assensum tuum electus fuerit, nisi à te investitur, à nemine consecratur: [exceptis nimirum illis, qui vel in Archiepiscoporum, vel in Romani Pontificis solent dispositione consistere.]

3. Sancti Archiepiscopi & Episcopi libertatem habeant à te investitis Episcopis & Abbatibus canonicè consecrandi.

4. Prædecessores enim vestri Ecclesiæ Regni sui tantis regalium suorum beneficiis ampliarunt, ut Regnum ipsum Episcoporum maximè & Abbatum prædiis oporteat communicari, & populares dissensiones, quæ in (e) electionibus sæpè contingunt, regali oporteat Majestate compelli. Quamobrem (f) prudentiæ vestræ & potestati cura debet (g) sollicitius imminere, ut & Romanæ Ecclesiæ magnitudo, & cætera salus, tuis (præstante Domino) beneficiis & servitiis conservetur.

5. Si qua igitur Ecclesiastica vel Secularis (h) potentia contra personam hanc nostræ Concessionis paginam sciens ac dignitatis suæ periculum patitur. Observantes autem hoc misericordia divina custodiat, & personam (i) ac majestatem potestatemque tuam ad honorem suum & gloriam feliciter imperare concedat.

(1) CONFIRMATIO.

Hæc sunt verba, quæ dixit Dominus Apostolicus Domino Imperatori HENRICO in communione

(1) Cette Aménité ne se trouve pas dans l'Édition Royale des Conciles, ni dans celle du Père Labbe, & la Date en est fautive. La Confirmation Sacramentale du Pape, où il communia d'une même Hostie avec l'Empereur, se fit au mois d'Avril le Dimanche Quasimodo, au faîte du Couronnement, & non pas au mois de Février, Voyez les

corporis & sanguinis Christi, die Coronationis suæ: ANNO Domini Imperator HENRICE, corpus Domini natum ex Maria Virgine, passum in cruce pro nobis, sicut Sancta Catholica tenet Ecclesia, damus tibi in confirmationem veræ pacis & concordia inter me & te, Amen. Anno Verbi incarnati MCXI. hoc confirmatum est in Basilica Sancti Petri, XVI. Cal. Martii, regnante in cælis Domino nostro Jesu Christo cum Patre aeterno & Spiritu Sancto, Amen.

CXIII.

Privilegium Imperatoris HENRICI V. Civitatis SPIRÆ de Exemptione à lege nequissima, Budtheil vocata, indultum, cum concessa infimul libera potestate suis Hereditibus relinquendi & pro anima sua, quicquid velint, dandi. Datum 19. Calend. Septemb. Indiç. IV. 1111. [LEHMANNI Chronicon Spirense, Libr. IV. Cap. XXII. pag. 306. col. a.]

Omnibus Christi nostrisque fidelibus tam presentibus quam futuris notum fieri volumus. Qualiter nos pro remedio animæ chari Patris nostri, felicitis memoriæ, Henrici Imperatoris, consilio ac petitione Principum nostrorum, Frederici videlicet Colonienfis Archiepiscopi, Brunonis Trevirensis Archiepiscopi, Brunonis Spirenfis Episcopi, Cunonis Strasburgensis Episcopi, Udalrici Constantiensis Episcopi, Ottonis Badenburgeris Episcopi, Burchardi Monasteriensis Episcopi, Hermannii Augustensis Episcopi, Frederici Ducis, Comitum quoque Gotfridi de Calwe, Frederici de Zolra, Hartmanni de Dillinga, Berengarii de Sultzbach, Gerhardi de Gelra, Henrici, Dudonis, Stephani, Gerungi, Walteri, in ipsa die sepulture ejus. Omnes, qui in Civitate Spirenfi modo habitant, vel deinceps habitare voluerint, undecunque venerint, vel cujuscunque conditionis fuerint, à Lege nequissima & nefanda, videlicet à parte illa, quæ vulgo Budtheil vocabatur, per quam tota Civitas, ob nimiamupertatem annihilabatur, ipsos suosque Heredes excusamus. Ne vero aliqua persona vel major vel minor, non Advocatus, non eorum naturalis Dominus illis morientibus, de eorum suppellectile quicquam auferre presumat interdiximus. Et ut omnes liberam potestatem habeant, suis Hereditibus relinquendi, vel per animam suam dandi, val cuicunque Persona dare voluerint, ipso Spirenfi Episcopo Brunone in pulpito affante & concedente, confirmamus & confirmavimus: Ea tamen interposita conditione, ut in Anniversario Patris nostri solenniter ad Vigiliis & Missam omnes conveniant; candelas in manibus teneant, & de singulis domibus panem unum pro elemosina dare, & pauperibus erogare student. Ut autem hæc nostra Concessio & Confirmatio rata & inconcussa omni ævo permaneat, & ne aliquis Imperator aut Rex, vel Episcopus, aut Comes, vel aliqua potestas, vel major vel minor, infringere audeat, in perpetuum specialis Privilegii memoriam, hoc insigne stabili ex materia ut maneat, compositum, aureis literis ut decet, expolitum, nostræ imaginis interpositione, ut vigeat corroboratum, in ipsius Templi fronte, ut pateat, annitente nostrorum opera Civium constet expolitum, singularem erga ipsos continens nostræ dilectionis affectum. Data XIX. Calend. Septembris, Indiçione IV. Anno Domini Incarnationis MCXI. Regnante Henrico V. Rege Romanorum, Anno VI. imperante primo. Actum est Spiræ in Christo feliciter. Sub Brunone venerabili Præfule Spirenfi Ecclesiæ præfidente.

CXIV.

Decretum Concilii Lateranensis anno Domini 1112. M. C. XII. habiti; quò Privilegium de Investituris Episcopatum & Abbatiarum per Imperatorem concedendis, à Papa PASCHALI Imperatori HENRICO nuper concessum damnatur, revocatur, & omnino cassatur. [Collectio Regia Concilior. Tom. XXVI. pag. 774. PHIL. LABBEI Concilior. Collect. Tom. X. pag. 767. BARONII.]

deux Notes précédentes, Pune tiée de Guillaume de Malmesbury, & l'autre de Pierre Diacon. Au reste on doit être averti qu'en ces les diverses Leçons marquées ici en marge, celles où il y a été rapportées toutes à l'Édition Royale des Conciles. [DUM.]

(a) Ces 2 mots manquent dans l'Édit. Royale des Conciles.

(b) Deest Ibid.

(c) Ibid. &c. Ibid.

(d) vel, Ibid.

* al. Clero & populo.

Ce qui est enfermé entre deux crochets manque dans l'Édition de Jure, au rapport de Goldast.

(e) electionibus Ibid.

(f) prudentiæ & potestati tua, Ibid.

(g) sollicitè, Ibid.

(h) il n'y a que persona, Ibid.

(i) Ces 2 mots manquent, Ibid.

PRIVILEGIUM illud, quod non est privilegium (neque vero dici debet privilegium, sed pravilegium) pro liberatione captivorum, & Ecclesiæ à Domino Papa Paschali per violentiam Henrici Regis extortum, nos omnes in hoc Sancto Concilio cum eodem Domino Papa congregati, canonica censura & Ecclesiastica auctoritate, iudicio Sancti Spiritus damnamus, & irritum esse iudicamus, atque omnino cassamus, & ne quid auctoritatis & efficacitatis habeat penitus excommunicamus. Quod idem damnatum est, quod in eo privilegio continebatur, quod electos canonicè à Clero & populo à nemine consecraretur, nisi prius à Rege investiretur, quod est contra Spiritum Sanctum, & canonicam institutionem.

Perlecta verò hac Charta, acclamatum est ab universo Concilio: Amen, Amen: fiat, fiat. Archiepiscopi verò & Episcopi quoque & Presbyteri Cardinales qui interfuerunt ipsi Concilio, hi sunt, videlicet;

- C. Sabiniensis.
- G. Portuensis.
- L. Ostiensis.
- C. Praenestinus.
- J. Tuscanus.
- Patriarcha Venetus.
- L. Capuanus.
- L. Beneventanus.
- A. Amalfitanus.
- H. Rheginensis.
- Hydruntinensis.
- Brundunensis.
- Cosentinus.
- Geruntinensis.
- Rossanensis.
- Segobienis.
- G. Legionensis Legatus pro Bituricensi.
- G. Viennensis Archiepiscopus.
- R. Volaterranus.
- G. Senensis.
- R. Popubere.
- G. Tarracensis.
- G. Syracusanus pro omnibus Siculis.
- G. Vornianus.
- B. Signinensis & alii centum fere Episcopi.

Presbyteri Cardinales.

- B. Cardinalis tituli S. Marci.
- R. Cardinalis tituli S. Clementis.
- K. Cardinalis tituli S. Priscæ.
- G. Cardinalis tituli SS. Apostolorum.
- B. Cardinalis tituli S. Petri ad vincula.
- R. Cardinalis tituli S. Eusebii.
- R. Cardinalis tituli S. Laurentii in Damaso.
- I. Cardinalis tituli S. Cæcilie.
- B. Cardinalis tituli S. Martini.
- F. Cardinalis tituli S. Chrylogoni.
- R. Cardinalis tituli SS. Petri & Marcellini.
- V. Cardinalis tituli S. Sixti.
- A. Cardinalis tituli S. Sufannæ.

Cardinales Diaconi octo.

- Abbas Subiacenensis.
- Joannes Abbas Cajetanus.
- Abbas Sancti Andreae.
- Leo.
- Gregorius.
- Aldo.
- Theobaldus.
- Rosimannus.

Qui in damnationem dicti privilegii consenserunt, cum Abbatibus aliis, & multitudine innumerabili tam Clericorum quam Laicorum.

Et post hæc ita in Codice.

Hæc charta lecta est à Gerardo Engolismensi, Leone Ostiensi, Galone Legionensi Episcopis, Roberto Cardinali tituli Sancti Eusebii, & Gregorio Cardinali tituli Sanctorum duodecim Apostolorum, de communium aliorum consensu.

Decretum Concilii Provincialis Viennæ Galliarum anno Domini M. C. XII. habiti. Quò Privilegium Investiturarum à PASCHALI Papà II. Imperatori HENRICO concessum damnatur, & Imperator ipse excommunicatur. [Collectio Regia Conciliorum, Tom. XXVI. pag. 792. PHIL. LABBEI Concil. Collect. Tom. X. col. 784.]

INVESTITURAM Episcopatuum & Abbatiarum, & omnium Ecclesiasticarum rerum de manu Laica, Sanctæ Romanæ Ecclesiæ auctoritatem sequentes, hæresim esse iudicamus. Scriptum illud, seu Privilegium, quod à Domino Paschali Papa violenter Henricus Rex de Investituris, de anathemate in persona sua, non sponte extorsit, in virtute Sancti Spiritus damnamus, atque irritum esse, & nullius memorie iudicamus fieri. Henricum Teutonicorum Regem, qui simulata pace Romam veniens, post data Sacramenta Domino Papæ Paschali, vitæ, membrorum, mala captivis, refutationis Investiturarum, eundem Dominum Papam in Sede Apostolica ante corpus beati Petri, post osculationem pedis, oris, & faciei, proditione, perjurio, & sacrilegio, velut alter Judas, cum Cardinalibus & Episcopis & Archiepiscopis, & multis Romanorum Nobilibus tradidit, cepit, & raptum in castra insignibus Apostolicis exiit, & indigne atque inhoneste irritum traxit, & ab eo nefandissimum & detestabile Scriptum violenter extorsit, excommunicamus, anathematizamus, & à gremio Sanctæ Matris Ecclesiæ sequestramus, donec, his omnibus abrenuntiatis, plenam satisfactionem Ecclesiæ exhibeat.

CXVI.

Tractatus inter CIVITATEM ARBENSEM in 1118.

*Dalmatia, & Ducem Venetorum ORDILAPHUM * FALEDICUM; quò prefata Civitas se se Dominio Venetorum sub stipalata conversatione consuetudinis, status & libertatis sue submittit. Anno Incarnationis 1118. Indict. XI. Epacta 26. [JOH. LUCIUS de Regno Dalmatiae, Lib. III. pag. 119.]*

* J. F. letum.

ANNO Dominicæ Incarnationis 1118. Indict. XI. Epacta 26. concurrente. Nos namque Arben. populus, & Comes, ac tota Communitas recommendationem veritatis, & certitudinis facimus nostris successoribus hereditibus dimitendum, qualiter Ordilaph. Faledicus Dux Venetiarum nobis juravit suis cum nobilibus Joanne Trevitano Capitulano Episcopo, Dominico Paulano, Dominico Michaeli, & Marino Longiferaro, & cum pluribus aliis prædictis Dux suo cum exercitu ibat Jadram, & nos mitimus Baptista, & Madium, Sege filium, Diaconos, ad dictum Ducem, & exercitum ejus, dicentes, volumus dominio vestro subesse, & si Jadenenses noluerint, vel non poterint, si voluntatis vestre est, nos perpetuò retinere in consuetudine, statu & libertate terræ nostræ, & promissit ei Dux, & iterum venerunt Arbum, & ipse Dux cum supradictis nobilibus hoc modo juravit, videlicet: Juramus vobis Arbenensibus, & vestris hereditibus, & successoribus perpetuò vestram consuetudinem, & statum vestrum, & libertatem terræ vestræ, potestatemque, quam antiquitus dicitis habuisse sub Imperatore Constantinopolitano, & sub Rege Ungarorum Præfulem Urbis eligendi, & Comitum, confirmatione Comitibus nobis reservata, nostræque Curie, insuper vos regere, & manu tenere, sicuti unam ex nostris oris Rivoalti, & sicut vobis Dalmatinis Colomanus Rex Ungariæ juravit suis cum Archiepiscopis, & Episcopis, & Comitibus, ut in breviario illo continetur. Adum est hoc in Arben. Ecclesiæ Atrio, in tempore præfati Præsulis, & Comitibus.

CXVII.

Statutum Papæ CALIXTI II. de Tievra Dei, 1119.

ab adventu Domini usque ad Octavas Epiphaniæ, à Quinquagesima usque ad Octavas Pentecostes, similiter & in Jejunii quatuor Temporibus, & in Vigiliis

ANNO
1119.

Vigiliis Sanctorum, Festisque eorumdem, atque in omnibus Festis Sanctæ Mariæ, observanda, editum in Concilio Remensi. [PHIL. LABBEI Conciliorum Collectio, Tom. X. col. 864.]

IN Concilio Remensi decrevit Dominus Papa Calixtus de trevia Dei sic: Ab adventu Domini usque ad octavas Epiphaniæ observari treviam Dei. A quinquagesima usque ad octavas Pentecostes. Similiter & in jejuniis quatuor temporum, in vigiliis Sanctorum, quas jejunantur, in festis eorumdem, in duabus Synodis a Dominica in Dominicam, in omnibus festis Sanctæ Mariæ. His temporibus æqualiter omnes pacem habeant, & monachi, & bona eorum, & mulieres, & comitatus earum omni tempore pacem habeant. Mercatores, Venatores, peregrini, similiter. Atria omni tempore in pace sint. Capellani castrorum jurent, si præda vel quodcumque raptum, vel captus aliquis ipsi scientibus ad castrum vel extra prope castrum, pro tuitione ipsius castrum deductum fuerit, se nullum divinum officium ibi celebrare, non expectantes alicujus reclamationem, donec reddatur ablatum: vel si raptor dicit se jure accepisse, recomendetur, donec diffiniatur iustitia illius iudicis, per manum cujus causa illa debet determinari. Quod si hoc non observaverint, scient se esse reos perjurii, & deponendos ab ordine, & reddituros capitale, & satisfacturos Episcopo de iustitia sua. Similiter si cella Monachorum, vel infra castrum, vel circa castrum fuerit: monachis ibidem morantibus hæc eadem observantia ab Abbatibus per obedientiam injungatur. Quod si non observaverint, Abbates capitale reddant, & satisfaciunt Episcopo de iustitia sua. Infra treviam Dei nemini pannum alterius accipiat. In quarta feria sole jam occidente pulsantur campanæ per parochias, & ab illa hora usque ad feriam secundam oriente sole, observetur pax. Si infra villam, vel extra villam, aliquis aliquem vulneraverit, vel hostiliter percussit: de eo iudicabitur quemadmodum hætenus iudicatum est. Si quis vero altitum faciens aliquem occiderit infra treviam, vel hostiliter combustionem fecerit, vel intra, vel extra treviam Dei: Si Pilatus fuerit ab uxore, vel monachus fiat, vel Hierusalem cat, si vero conjugatus fuerit, in manu Episcopi sit qualiter satisfacere debeat. Si vero cui sit altitum de defendendo homicidium fecerit, infra patriam sicut hucusque ad penitentiam iudicabitur. Si quis autem supradictorum reus satisfacere neglexerit, nemo sepeliatur in villa, vel in loco ubi ille, vel familia illius, demorabitur: vel divinum officium celebretur, præter baptismum, si villa sua fuerit, vel advocatus villæ extiterit. Confessio tamen & Corpus Christi nulli negetur. Si quis treviam Dei violaverit, & usque ad ultimum vite satisfacere neglexerit: si ipse motu oris & facto satisfacere poterit, & satisfacere non poterit, si aliquo signo penitentia cognoscitur, parentes ejus si pro eo satisfacere voluerint, reddendo capitale, & satisfaciendo Episcopo pro possibilitate delinquentis, neque sepultura, neque communione priveretur. Quod si aliter, nusquam sepeliatur. Qui vero eum sepelire præsumpserit, si clericus fuerit, ordine & Ecclesiastica dignitate priveretur. Si quis autem appellatus fuerit de infractione hujus treviæ, & ipse negaverit: si miles est pargabit se sua septima manu; reliqui vero Dei iudicio examinabuntur. Hujus statuti violatores omni die Dominico per singulas parochias excommunicantur.

CXVIII.

Decretum Concilii Remensis sub Papa CALIXTO II. habiti, de Investituris beneficiorum per manum laicam non conferendis. Anno 1119. Die XII-XIII. Kalend. Novembris. [PHIL. LABBEI Conciliorum Collectio, Tom. X. col. 863.]

EPISCOPATUM & Abbatiarum investituram per manum laicam fieri penitus prohibemus. Quicumque igitur laicorum deinceps investire præsumpserit, anathematis ultioni subjaceat. Porro qui investitus fuerit, honore quo investitus est, absque ulla recuperationis spe, omnimodis careat.

CXIX.

ANNO
1122.

(1) Conventions entre l'Empereur HENRI V. & le Pape CALISTE II. touchant les Investitures des Evêques & des Abbez, par lesquelles l'Empereur renonce au droit d'investir avec la Crosse & l'Anneau. Faites & publiées à la Diète de Wormes, le 23. Septembre 1122. [GOLDAST. Tom. I. pag. 258. FRANÇOIS HAREE dans la Chronologie sur l'année 1122. G. G. LEIBNITZ, Codex Diplomaticus, pag. 2. Conciliorum Collectio Regia, Tom. XXVII. pag. 43. PHIL. LABBEI Collectio Conciliorum. Tom. X. col. 889. & 901. BARONII Annales Ecclesiastici, Tom. XII. ann. 1122. Chronicon Mellicense, Part. II. pag. 57. Centuria Magdeburgensis, Vol. III. Cent. XII. Cap. IX. de Synodis. LEHMANNUS, Chronicon Spirense, Lib. V. Cap. XLII. pag. 427. LUNIC, Spicilegium Ecclesiasticum, Part. I. pag. 153. (2)]

In nomine Sanctæ & individue Trinitatis.

EGO HENRICUS Dei gratia Romanorum Imperator Augustus, pro amore Dei, & Sanctæ Romanæ Ecclesie, & Domini Papæ Calixti, & pro remedio animæ meæ, dimitto Deo & Sanctis ejus Apostolis Petro & Paulo, sanctæque Catholice Ecclesie, omnem investituram per anulum & baculum, & concedo in omnibus Ecclesiis, quas in Regno vel Imperio meo sunt, canonicam fieri electionem & liberam consecrationem.

1. Possessiones & regalia beati Petri, quæ à principio hujus discordiæ usque ad hodiernam diem, siue tempore patris mei, siue etiam meo, ablata sunt, quæ habeo, eidem Sanctæ Romanæ Ecclesie restituo; quæ autem non habeo, ut restituatur, fideliter curabo.

2. Possessiones etiam omnium aliarum Ecclesiarum, & Principum, & omnium aliorum tam Clericorum quam Laicorum, quas in guerra ista amissæ sunt, consilio Principum & iustitia, quas habeo, reddam, quas non habeo, ut reddantur, fideliter juro.

3. Et do veram pacem Domino Papæ Calixto, sanctæque Romanæ Ecclesie, & omnibus, qui in partibus ejus sunt, vel fuerunt: & in quibus sancta Romana Ecclesia auxilium postulaverit à me, fideliter juro, & de quibus fecerit mihi querimoniam, debitam sibi faciam iustitiam.

Hæc omnia acta sunt consensu & consilio Principum, quorum nomina subscripta sunt:

Adelbertus Archiepiscopus Moguntinus.

Fridericus Archiepiscopus Colonienfis.

H. Ratisponensis Episcopus.

Otto Babenbergensis Episcopus.

H. Augiensis Episcopus.

Godebaldus Traiectensis Episcopus.

Uldaricus Constantiensis Episcopus.

H. Fuldensis Abbas.

(a) Henricus Dux Bavarie.

Fridericus Dux Suevie.

Bruno Dux Saxonie.

Dietboldus Marchio Cambienfis à Vochburg.

Bonifacius Marchio Tuscie.

Theobaldus Marchio.

(b) Gotifridus Palatinus Comes Rheni.

(c) Otho

(a) Al. Henricus Dux, sine adj. loci.

(b) Al. E. nulfus Comes Palatinus, sine adj. loci.

(c) Otho

(1) Mr. Leibnitz dit qu'on peut conclure de ce Traité, que l'Empereur a plus de droit dans les Elections, qu'on ne se l'imagine ordinairement. On ne doit pas au reste oublier d'avertir, que ce Traité n'est pas tout-à-fait le même dans Goldast & dans Leibnitz; il manque dans la Copie de ce dernier non seulement divers mots en divers endroits, mais aussi les noms de ceux, en présence desquels ce Traité se fit. C'est ce qui nous a obligé à suivre entièrement Goldast.

(2) On trouve encore cette Pièce ailleurs; mais toujours avec quelque différence de mots, quoiqu'il n'y en ait point dans le sens. Les deux Exemplaires les plus remplis, & les plus entiers, sont celui-ci, qui est de Goldast, & le suivant qui est tiré du *Enchiridion magnum*. [D. M.]

ANNO

1122.

(c) Al. Othobertus Comes Palatinus, sine additione loci.
(d) Sultzbachensis.

(c) Otho Palatinus Comes à Wietelsbach. Engelbertus Marchio Liria.
(d) Berengarius Comes Habsburgi. Theodoricus Comes Montisbellicardi, & alii complures. (3)

PROFESSIO PAPE.

EGO CALLIXTUS servus servorum Dei, tibi dilecto filio HENRICO Dei gratia Romanorum Imperatori Augusto. Concedo electiones Episcoporum & Abbatum Teutonici Regni, qui ad Regnum pertinent, in presentia tua fieri absque simonia & aliqua violentia, ut, si qua inter discordia emergerit, Metropolitanis & Provincialium consilio vel iudicio, saniori parti assensum & auxilium præbeas. Electus autem regalia per sceptrum à te recipiat, & que ex his jure tibi debet, faciat. Ex aliis vero partibus Imperii consecratus, infra sex menses regalia per sceptrum à te recipiat. De quibus vero mihi querimoniam feceris, & auxilium postulaveris, secundum officii mei debitum, auxilium meum præstabo. Do tibi veram pacem, & omnibus, qui in parte tua sunt, vel fuerunt tempore hujus discordiæ. Data Anno MCXXII. nono Calendas Octobris.

Ejusdem CONCORDATI aliud Exemplar.
[Bullarium Magnum Romanum, Tom. I. pag. 58.]

Ex Parte Imperatoris.

IN nomine Sanctæ, & Individuæ Trinitatis. Ego Henricus Dei Gratia Romanorum Imperator Augustus, pro amore Dei, & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, & Domini Papæ Callisti, & pro remedio animæ meæ, dimitto Deo, & Sanctis ejus Apostolis Petro & Paulo, & Sanctæ Catholicæ Ecclesiæ omnem investituram per annulum, & baculum, & concedo in omnibus Ecclesiis fieri electionem, & liberam consecrationem: possessiones, & regalia Beati Petri, quæ a principio hujus discordiæ usque ad hodiernam diem, five tempore patris mei, five etiam meo, ablata sunt, quæ habeo, eidem Sanctæ Romanæ Ecclesiæ restituo; quæ autem non habeo, ut restituantur fideliter adjuvabo. Possessiones etiam omnium aliarum Ecclesiarum, & Principum, & aliorum tam Clericorum, quam Laicorum, consilio Principum & iustitia, quas habeo, ut reddantur, fideliter juvabo. Et do veram pacem D. Papæ Callisto, S. R. Ecclesiæ, & omnibus qui in parte ipsius sunt, vel fuerunt. Et in quibus Sancta Romana Ecclesia auxilium postulaverit, fideliter juvabo, & in quibus mihi querimoniam fecerit, debitam sibi iustitiam faciam.

Adalbertus Moguntinus Archiepiscopus.
Fridericus Colonienfis Archiepiscopus.
Ratisponensis Episcopus.
Otho Bambergensis Episcopus.
Bruno Spirensis Episcopus.
A. Augustinus Episcopus.
G. Traiectensis Episcopus.
V. Constantiensis Episcopus.
F. Abbas Fuldensis.
Northmannus Dux.
Fridericus Dux.
Bonifacius Marchio.
Theobaldus Marchio.
Cynolphus Comes Palatinus.
Obertus Comes Palatinus.
A. Berengarius Comes.
Godefridus Comes.

Ego Fridericus Colonienfis Episc. & Cancellarius recognovi.

Ex Parte Papæ.

EGO Callistus servus servorum Dei, dilecto Filio suo Henrico Dei Gratia Romanorum Imperatori Augusto, concedo electiones Episcoporum, & Abbatum Teutonici Regni, qui ad regnum pertinent, in

(1) L'Edition Royale des Conciles ajoute ici ce qui suit: Ego Fridericus Colonienfis Episcopus & Cancellarius recognovi. Hoc autem Privilegium aureo Sigillo ipsius Imperatoris munitum in Archivis Romanæ Ecclesiæ reneatur reconditum. [D. O. M.]

TOM. I.

presentia tua fieri, absque simonia & aliqua violentia, ut si qua inter partes discordia emergerit, Metropolitanis, & Provincialium consilio, vel iudicio, saniori parti assensum, & auxilium præbeas. Electus autem regalia per sceptrum à te recipiat, exceptis omnibus, quæ ad Romanam Ecclesiam pertinere noscuntur, & quæ ex his jure tibi debet, faciat. Ex aliis vero partibus Imperii consecratus, infra sex menses regalia per sceptrum à te recipiat. De quibus vero mihi querimoniam feceris, & auxilium postulaveris, secundum officii mei debitum, auxilium meum præstabo. Do tibi veram Pacem, & omnibus qui in parte tua sunt, vel fuerunt tempore hujus discordiæ.

Data anno 1122. nono Kalendas Octobris.

CXX.

CALLISTI Papæ II. Literæ Apostolicæ ad 13. DE-HENRICUM V. Imperatorem de Reconciliatione inter eos facta. Datæ Laterani Idibus Decembris. [Bullarium magnum Romanum, Tom. I. pag. 58.]

CALLISTUS Episcopus, Servus Servorum Dei, Charissimo in Christo filio HENRICO glorioso Romano Imperatori Augusto, salutem & Apostolicam Benedictionem.

OMNIPOTENTI Domino Deo nostro auctori omnium bonorum laudes, & gratias agimus, qui per immensam bonitatis suæ Clementiam cor tuum aspiratione sui Spiritus illustravit, & te jam dudum nimium reluctantem, nunc tandem ad Ecclesiæ gremium revocavit. Siquidem prout dilecti filii nostri, & Diaconi Cardinales, & fidelium nuntiorum tuorum relatione, ac literarum lectione percipimus, sano usus consilio, nostris, & Ecclesiæ Catholicæ salutaribus moribus humiliter obediti: & nos ergo in Beati Petri filium paternæ affectionis brachiis te inscipimus & personam tuam, & imperium tanto deinceps amplius & benignius diligere, ac divina præsentia Gratia honorare optamus, quando devotius præ tuis modernis prædecessoribus Romanæ Ecclesiæ obediti, & quanto specialius carnis es nobis consanguinitate conjunctus. Age ergo, fili charissime, ut & tu nobis, & nos te fruamur in Domino. Perpendat Imperialis excellentia tua, quantum diuturna Ecclesiæ, Imperique discordia, Europæ fidelibus intulerit detrimentum, & quantum nostra pax asserere poterit boni fructus, Domino cooperante, incrementum. Sanè de statu nostro noverit tua dilectio, quia licet nos graviter quandoque infirmi fuerimus, nunc tamen per Dei gratiam incolomes sumus, & tuam tam animæ, quam corporis sanitatem per omnia desideramus. De his autem quæ viva voce referenda prædictis fidelibus tuis Nunciis commisisti, per eosdem quid nobis, & nostris videatur fratribus, respondemus. Legatos itaque nostros qui apud vos sunt, benevolentie vestre attentius commendantes rogamus, ut quia Consilium indictum à nobis accelerat, citò eos ad nos Domino largiente remittas. Tuos verò Legatos ita instructos dirigas, ut juxta promissum tuum regalia in integrum Ecclesiæ Romanæ restituant. Ad hæc, pro nepote nostro Metensi Episcopo, & fratribus ejus gratias tuæ benignitati referimus, quoniam in iis primitiis bonitatis tuæ cognovimus. Illa enim bonæ voluntatis pax esse conspicitur, ex qua bonæ voluntatis opera demonstrantur. Fratres enim Episcopi, Cardinales, & totus Romanus Clerus unà nobiscum te & Principes, & Barones tuos saluant, divinæ majestatis misericordiam deprecantes, ut vos ad honorem suum, & Ecclesiæ suæ in longum custodiat.

Data Laterani, Idibus Decembris.

CXXI.

Acte de Partage entre ILDEFONS Comte de Toulouse, & RAYMOND Comte de Barcelonne, maris de DULCIE & de FAYDETTE, leurs 1125. 16. Sept. par lequel ils promettent de ne point aliéner le Comté de Provence au préjudice de leurs enfants, & qu'ils ne pourront l'engager ni hypothéquer qu'en présence de quatre parens; & se transportent les foy & hommage de leurs Sujets. Fait le 16. de 12 Septem-

ANNO *Septembre 1125.* [NOEL GAILLARD, dans les Remontrances de la Noblesse de Provence au Roi, pag. 47.]

Tenor Instrumenti Pacis & Concordiæ habite cum Comite Tholosano, ad causam limitum Provincia.

(1) **IN NOMINE DOMINI.** Sit notum cunctis presentibus atque futuris, quod hæc est Pax atque Concordia inter Idelphonsum Tholosanum Comitem, & Sancti Egidii, & Raymundum Barchinonensem Comitem, & uxorem ejus Dulciam Comitissam, ac filios eorum & filias, de ipsis querimoniis quas inter se habebant de ipso Castro de Belcaire, & de Argentina, & de toto territorio Argentina, & de toto Comitatu totius Provincia: diffinitimus namque & evacuamus Nos prædicti Raymundus Barchinonensis Comes, & uxor mea Dulcia Comitissa, & filii nostri ac filie, prædicto Idelphonso Comiti prædictum Castrum de Belcaire, & prædictam Terram de Argentina, cum omnibus sibi pertinentibus, & totam Terram de Provincia, sicut habetur & continetur, ab ipso flumine Durentiæ usque ad flumen de Ysera, cum ipso Castro de Volebrega; quantum infra prædictos terminos habemus vel habere debemus Nos vel homines per nos aliqua ratione vel autoritate, excepta medietate Civitatis de Avinionæ, & de Castro, & de fortitudinibus quæ tibi sunt vel erunt, & de Territoriis, & de hominibus omnibus, & de universis his quæ ad prædictam Civitatem, quoquomodo pertinent, & excepta medietate de ipso Castro de Ponte de Sorgia, & de ipsa Villa, & ejus territorio, & de his omnibus quæ ad prædictam Villam vel Castrum de Ponte de Sorgia quoquomodo pertinere videntur, & excepta medietate de ipso Castro de Caumont, & de ipsa Villa & ejus territorio, & de his omnibus quæ ad ipsam Villam vel Castrum de Caumont, quoquomodo pertinere videntur, & excepta medietate de ipso Castro de Tor, & de ipsis Villis, & de eorum territoriis, & de his omnibus quæ ad prædictum Castrum de Tor, vel ad ipsas Villas pertinere videntur, sicut supra scriptum est. Nos prædicti Raymundus Barchinonensis Comes & uxor mea Dulcia Comitissa, & filii nostri, ac filie, sic diffinitimus, & evacuamus, laxamus atque donamus tibi prædicto Idelphonso Comiti per fidem sive engan, sicut tu vel aliquis per te ad utilitatem tuam melius intelligere potest, cum Comitibus & Castellis & Episcopatibus omnibus universis in se existentibus, & ad se qualicunque modo pertinentibus, excepta medietate ipsius Civitatis de Avinionæ & de ipsius Castro & fortitudinibus ac territoriis; & similiter de ipso Castro de Ponte & de ipsa Villa & de ipso de Caumont & de Tor; quæ omnia sicut superius dictum est nobis fideliter reservamus: in prædicta autem Civitate de Avinionæ, vel in prædictis Castris de Ponte scilicet de Caumont & de Tor, si quis prædictorum Comitum, Idelphonso scilicet atque Raymundi, per se, aut per fidei aliquam occasione aliquid honoris acquisierint, sine missione pecuniæ vel honoris, quam tibi non faciat ipse sine cuius consilio facta fuerit acquisitio illa. Et ego Idelphonso prædictus Comes Tholosanus & conjux mea Faïdida diffinitimus, evacuamus, laxamus atque donamus tibi Raymundo Barchinonensi Comiti, & Provincia Marchioni, & uxori tuæ Dulciam Comitissam, & filiis ac filiabus vestris, medietatem ipsius Civitatis de Avinionæ, & de ipso Castro, & de fortitudinibus quæ tibi sunt vel erunt, & de hominibus omnibus & territoriis, & de his omnibus quæ ad prædictam Civitatem pertinent, & similiter medietatem de ipso Castro de Ponte de Sorgia, & de ipsa Villa & territoriis, & de hominibus omnibus quæ ad prædictum Castrum de Ponte de Sorgia pertinere videntur, & medietatem de ipso Castro de Caumont, & de ipsa Villa & territoriis, & omnibus hominibus, & de his omnibus quæ ad prædictum Castrum pertinere videntur, & medietatem de ipso Castro de Tor, & de ipsis villis & de territoriis & hominibus omnibus quæ ad prædictum Castrum pertinere videntur, totam terram Provinciam cum ipso Castro de Mofoga, sicut in monte jam fluminis Durentiæ nascitur, & vadit usque ad ipsum flumen Rhodani, & ipse Rhodanus vadit inter insulam de Luparis & Argenciam, & transit per Furas, & vadit ante Villam Sancti Egidii usque ad ipsum mare, sicut superius dictum est. Ego Idelphonso & uxor mea Faïdida sic diffinitimus & evacuamus, laxamus atque donamus tibi Raymundo Barchinonensi Comiti & Provincia Marchioni, & uxori tuæ Dulciam Comitissam, & filiis ac

(1) Il parait par cet Acte, qu'il n'y avoit point de Loi d'Etat qui empêchât l'alienation du Comté de Provence.

filiabus vestris prædictam Terram totam, sicut superius scriptum est, & Durentia in monte jam nascitur, & ipse mons per fines Italiæ descendit ad ipsam Terram Turbiæ, & usque in medium Maris, & ipsa Durentia vadit in Rodanum, & ipse Rodanus, sicut dictum est, descendit in Mare, & usque in medium Maris est, cum Civitatibus & Castellis omnibus & fortitudinibus universis, Archiepiscopatibus & Villis & territoriis omnibus quantum dici vel numerari potest infra prædictos terminos, & Nos habemus vel aliqua ratione vel autoritate habere debemus, cum universis in se existentibus, & ad se qualicunque modo pertinentibus, sicut Vos vel aliqui per Vos ad utilitatem vestram melius intelligere potestis, per fidem sive engan: de prædictis autem honoribus quos inter Nos dividimus, Ego Idelphonso non dabo nec impignorabo, nec post mortem meam alicui laxabo nisi tantum infantibus meis quod de propria uxore haberim: & si pignorationem facere voluero, suscipiam a Vobis quatuor propinquos quos alia persona mihi fidelitatem præstare voluerit; & de hoc expectabo Vos sine vestro engan per menses sex; militibus autem & hominibus cæteris qui in honore illo sunt, quæ Vobis diffinivi, laxavi atque donavi, omni occasione postposita, mando ut Vobis præscripto Raymundo, scilicet Barchinonensi Comiti, & uxori vestre Dulciæ Comitissæ, & filiis ac filiabus vestris, fidelitatem faciant, & ab illa quam mihi fecerunt fidelitate ab indicante scriptura de hominio & sacramento absolvo; & si obtero sine infante de propria uxore, totum quod superius dictum est Vobis præscriptis sine omni dubitatione dimittro, laxo atque concedo; & Amyericus habet in Belcaire & in Argentina per vos illum fenum quem per me debet habere, & Bernardus de Andusia habet illum fenum per Amyericum: de prædictis autem honoribus quos inter Nos dividimus, Ego Raymundus prædictus Comes Barchinonensis, & Dulcia Comitissa, non dabimus nec impignorabimus, nec post mortem nostram alicui laxabimus nisi tantum infantibus nostris: & si impignorationem facere voluerimus, suscipiamus a Vobis quatuor propinquos quos alia persona fidelitatem Nobis præstare voluerit; & de hoc expectabimus Vos sine vestro engan per menses sex: militibus autem & hominibus cæteris qui in honore illo sunt, quem Vobis diffinivimus, laxavimus atque donavimus, omni occasione postposita, mandamus ut Tibi præscripto Idelphonso Comiti fidelitatem faciant, & ab illa quam Nobis fecerunt fidelitate hæc indicante scriptura de hominio & sacramento absolvamus; & si obierimus sine infante, Totum quod superius dictum est Tibi præscripto sine omni dilatione dimittimus, laxamus, concedimus: si quis autem hanc concordationis, diffinitionis, evacuationis sine donationis scripturam dirumpere tentaverit, non valeat; sed prædicta omnia in duplum componat, & præsens scriptura prætermittere inviolabiliter maneat, quæ acta est decimo sexto Calendæ Octobris Dominice Incarnationis, anno centesimo vicefimo quinto post millesimum.

Extrait du Registre Pargamenorum, fol. 19. vers. conferé aux Archifs du Roi en Provence. Collationé par moi son Conseiller Auditeur Secrétaire & Archivaire audit Pays, sousigné.

BOAUD.

CXXII.

REGULA Equestris Ordinis pauperum Commilitonum TEMPLARIORUM primo in Conventu generali apud Treccas anno 1128. habito ordinata, ac eodem anno ad infantiam eorum per HONORIUM II. Papam in Concilio Trecenti confirmata, scriptisque mandata. [PHIL. LABBEI Conciliorum Collectio, Tom. X. col. 923.]

1128.

OMNIBUS in primis sermo noster dirigitur, quicumque proprias voluntates sequi contemnant, & summo ac vero Regi militæ animi puritate cupiunt, ut obedientie armaturam præclarâ affumere, intentissima cura implendo præceptent, & perseverando impleant. Hortamur itaque, qui usque nunc militiam sæcularem, in qua Christus non fuit causa, sed solo humano favore amplexati estis, quatenus horum iustitiarum, quos Dominus ex massa perditionis elegit, & ad defensionem Sanctæ Ecclesiæ gratuita pietate composuit, vos sociandos perenniter felicitatis. Ante omnia autem, quicumque es, o Christi miles, tam sanctam con-

conversacionem eligens, te circa professionem tuam oportet puram adhibere diligentiam, ac firmam perseverantiam; quæ a Deo tam digna, sancta, & sublimis esse dicognoscitur, ut si pure & perseveranter observetur, inter militantes, qui pro Christo animas suas dediderunt, sortem obtinere mereberis. In ipsa namque resoruit jam & reluxit ordo militaris, qui despecto iustitie zelo, non pauperes aut Ecclesias defendere, quod suum erat, sed rapere, spoliare, interficere contendebant. Bene igitur nobiscum agitur, quibus Dominus & Salvator noster Jesus Christus amicos suos à Civitate Sancta in continuum Franciæ & Burgundiæ direxit, qui pro nostra salute veraque fidei propagatione non cessant animas suas hostiam Deo placenter offerre. Nos ergo cum omni gratulatione ac fraterna pietate, precipueque Magistri Hugonis, in quo prædicta militia sumpsit exordium, cum Spiritu Sancto intimante, ex diversis Ultramontanæ provinciæ mansionibus in solennitate Sancti Hilarii anno MCXXVIII. ab Incarnato Dei Filio, ab inchoatione prædictæ militiæ IX. ad Treas, Deo Duce, in unum convenientes, modum & observantiam equestris Ordinis per singula Capitula ex ore ipsius Magistri Hugonis audire meruimus, ac juxta notitiam exigitatis nostræ scientiæ, quod nobis videbatur absurdum, omneque quod in præsentî Concilio nequivit esse nobis memorabiliter relatam ac computatum, non levitate sed consule, providentiæ & discretioni venerabilis patris nostri Honorii, ac inclyti Patriarchæ Hierosolymitani Stephani, fertilitate ac necessitate non ignari Orientalis religionis, nec non pauperum commilitonum Christi, consilio communis Capituli unanimiter commendavimus. Sane autem prorsus licet nostri dictamini auctoritatem permaximus numerus religiosorum Patrum, qui in illo Concilio divina admonitione convenerunt, commendat: non debemus silenter transire, quibus videndis, & veras sententias profertentibus, ego Joannes Michaelensis præsentis paginæ, iussu Concilii ac venerabilis Abbatis Claravallensis, cui creditum ac debitum hoc erat, humilis Scriba esse Divina gratia merui.

Nomina Patrum residentium in Concilio Trecenti.

Primus quidem resedit Mattheus Albanensis Episcopus, Dei gratia Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Legatus, deinde Rainaldus Archiepiscopus Remensis, tertius Henricus Archiepiscopus Senonensis, dehinc Coepiscopi eorum, Ranckedus Carnotensis Episcopus, Goffenus Sacellionis Episcopus, Episcopus Parisiensis, Episcopus Trecentis, Præsul Aurelianensis, Episcopus Autisiodorensis, Episcopus Meldensis, Episcopus Catalaunensis, Episcopus Laudunensis, Episcopus Belvacensis, Abbas Vezellacensis, qui non multo post factus est Lugdunensis Archiepiscopus, ac Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Legatus, Abbas Clisteriensis, Abbas Pontinacensis, Abbas trium Fontium, Abbas Sancti Dionysii de Remis, Abbas Sancti Stephani de Divione, Abbas... supra nominatus Abbas Bernardus Claravallensis non defuit, cujus sententiam præscripti libera voce collaudabant. Fecerunt autem & Magister Albericus Remensis, & Magister Fulgerius, ac complures alii, quos longum esset enumerare. Cæterum vero de non litteratis idoneum nobis videtur ut testes amatores veritatis adducantur in medium. Comes Theobaudus, Comesque Nivernensis, ac Andreas de Baudineto, intensissima cura quod erat optimum scrutantes, quod eis videbatur absurdum temperantes in Concilio sic assidebant. Ipse vero Magister militiæ, Hugo nomine, revera non defuit, & quosdam de fratribus suis secum habuit, verbi gratia, fratrem Godefridum, fratrem Rorallum, fratrem Gaufridum Bisol, fratrem Pagannum de Monte Desiderii, Archembaudum de Sancto Amano. Iste vero Magister Hugo cum suis discipulis modum & observantiam exigue inchoationis sui militaris Ordinis, qui ab illo qui dicit: Ego principium fui & loquor vobis, sumpsit exordium, juxta memorie suæ notitiam supra nominatis Patribus intimavit. Placuit itaque Concilio, ut consilium ibi lima & consideratione divinarum Scripturarum diligenter examinatum, tamen cum providentia Papæ Romanorum ac Patriarchæ Hierosolymitarum, nec non etiam assensu Capituli pauperum commilitonum Templi quod est in Jerusalem, scripto commendaretur, ne oblivioni traderetur, & inenodabiliter servaretur: ut recto cursu ad finem conditorem, cujus dulcedo tam mel superat, ut ei comparatum velut absinthium fit amarissimum, pervenire digne mereantur, præstante qui militat, & nullitare queant per inane sæculorum sæcula. Amen.

Incipit REGULA pauperum Commilitonum Sanctæ Civitatis.

I.

Qualiter Divinum Officium audiant.

Vos quidem propriis voluntatibus abrenuntiantes, atque alii pro animarum Salute vobiscum ad terminum cum equis & armis summo Regi militantes, Matutinas & omne Servitium integrum, secundum canonicam institutionem, ac regularium Doctorum Sanctæ Civitatis consuetudinem, pio ac puro affectu audire universim studeatis. Idcirco vobis, venerabiles fratres, maxime debetur, quia præsentis vitæ luce despecta, contemptoque vestrorum corporum cruciati, sævientem Mundum pro Dei amore villescere perenniter promissis: divino cibo refecti ac satiati, & dominici præceptis eruditi & firmati, post mysterii Divini consummationem nullus pavecat ad pugnam, sed paratus sit ad coronam.

I I.

Quot Orationes Dominicas, si Dei Servitium audire nequiverint, dicant.

Ceterum si aliquis frater negotio Orientalis Christianitatis forte remorus (quod sæpius evenisse non dubitamus) pro tali absentia Dei Servitium non audierit: pro Matutinis, tredecim Orationes Dominicas, pro singulis horis septem; sed pro Vesperis novem dicere collaudamus, ac libera voce unanimiter affirmamus. Illi etenim in salutifero labore ita directi, non possunt accurrere hora competenti ad Divinum Officium. Sed si fieri potest, horæ constitutæ non prætereant ante institutum debitum.

I I I.

Quid agendam pro Fratribus defunctis.

Quando vero quilibet fratrum remanentium, morti, quæ nulli parcat, impendit quod est impossibile auferri: Capellani ac Clerici vobiscum ad terminum caritative Summo Sacerdoti servantibus, creditum Officium & Missam solenniter pro ejus anima Christo animi paritate jubemus offerre. Fratres autem ibi adstantes, & in orationibus pro fratre defuncti salute pernoctantes, centum Orationes Dominicas usque ad diem septimum pro fratre defuncto persolvant: ab illo die quo eis obitus fratris denunciatus fuerit, usque ad prædictum diem, centenarius numerus perfectionis integritatem cum fraterna observatione habeat. Adhuc nempe Divina ac misericordii caritate deprecamur, atque pastoralis auctoritate jubemus, ut quotidie, sicut fratri in vicibus dabatur & debetur, ita quod est necessarium sustentationi hujus vitæ, in cibo & potu tantum cuidam pauperi donec ad quadragesimum diem impendatur. Omnes enim alias oblationes, quas in morte fratrum, & in Paschali solennitate, cæterisque solennitatibus, Domino, pauperum commilitonum Christi spontanea paupertas indiscrete reddere consueverat, omino prohibemus.

I V.

Capellani vicium & vestitum tantum habeant.

Alias verò oblationes, & omnia elemosynarum genera, quoquo modo fiant, Capellani, vel aliis ad tempus manentibus, unitati communis Capituli reddere pervigili cura præcipimus. Servitorem itaque Ecclesiæ vicium & amicum secundum auctoritatem tantum habeant, & nihil amplius habere præsumant, nisi magistri sponte caritative dederint.

V.

De militibus defunctis qui sunt ad terminum.

Sunt namque milites in Domo Dei, Templique Salomonis, ad terminum misericorditer nobiscum degentes. Unde ineffabili miseratione vos rogamus, deprecamur, & ad ultimum obnix jubemus, ut si interim tremenda potestas ad ultimum diem aliquem perduxerit, Divino amore, ac fraterna pietate, septem dies sustentationis, pro anima ejus, quidam pauper habeat.

V I.

Ut nullus Frater remanens Oblationem faciat.

Decrevimus, ut superius dictum est, quod nullus fratrum remanentium aliam oblationem agere præsumat.

ANNO
1128.

mat: sed die nosque mundo corde in sua professione maneat, ut sapientissimo Prophetarum in hoc se equipollere valeat: Calicem salutis accipiam, & in morte mea mortem Domini imitabor: quia sicut Christus pro me animam suam posuit, ita & ego pro fratribus animam ponere sum paratus. Ecce competentem oblationem: ecce hostiam viventem Deoque placentem.

VII.

De immoderata Statione.

Quod autem auribus nostris verissimus testis insonit, videlicet immoderata Statione & sine mensura stando Divinum Officium vos audire: ita fieri non precipimus, imo vituperamus: Sed finito Psalmo, *Venite exultemus Domino*, cum invitatorio & hymno, omnes sedere tam fortes quam debiles, propter scandalum evitandum, nos jubemus. Vobis vero residentibus, unoquoque Psalmo finito, in recitatione *Gloria Patri*, de sedibus vestris ad altaria supplicando, ob reverentiam Sanctæ Trinitatis ibi nominatæ, surgere, & debilibus inclinare demonstramus. Sic etiam in recitatione Evangelii, & ad *Te Deum laudamus*, & per totas laudes, donec finito *Benedicamus Domino*, stare adscribimus, & eandem Regulam in Matutinis Sanctæ Mariæ teneri jubemus.

VIII.

De refectioe Conventus.

In uno quidem palatio, sed melius dicitur refectorio, communiter vos cibum accipere credimus, ubi, quando aliquid necessarium fuerit, pro signorum ignorantia, leniter ac privatim querere oportet. Sic omni tempore, quæ vobis necessaria sunt cum omni humilitate & subiectione reverentiæ petite ad mensam, cum Apostolus dicat: *Panem tuum cum silentio manduca*. Et Psalmista vos animare debet, dicens: *Posui ori meo custodiam*, id est apud me deliberavi, ut non delinquerem in lingua, id est, custodiebam os meum ne male loquerer.

IX.

De lectione.

In prandio & coena semper sit sancta lectio recitata. Si Dominum diligimus, salutifera ejus verba atque precepta intensissima aure desiderare debemus. Lector autem lectionum vobis indicat silentium.

X.

De carnis refectioe.

In hebdomada namque, nisi natalis dies Domini, vel Pascha, vel festum Sanctæ Mariæ, aut omnium Sanctorum evenierit vobis ter refectio carnis sufficiat: quia assueti carnis comestio intelligitur honorosa corruptio corporum. Si vero in die martis tale jejunium evenierit, ut ejus carnium retrahatur, in crastino abundanter vobis impendatur. Die autem Dominico omnibus militibus remanentibus nec non capellanis, duo fercula in honorem sanctæ resurrectionis bonum & idoneum indubitanter videtur. Alii autem, videlicet armigeri & clientes, uno contenti, cum gratiarum actione permaneant.

XI.

Qualiter manducare milites debeant.

Duos & duos manducare generaliter oportet, ut foletur unus de altero provideat, ne asperitas vitæ, vel furiva abstinentia in omni prandio intermiscatur. Hoc autem iuste judicamus, ut unusquisque miles aut frater æqualem & æquipollentem vini mensuram per se solus habeat.

XII.

Ut aliis diebus duo aut tria leguminum fercula sufficiant.

Aliis nam diebus, videlicet secunda & quarta feria, nec non & Sabbato, duo aut tria leguminum vel aliorum ciborum fercula, aut, ut ita dicam, cocta pulmentaria, omnibus sufficere credimus: & ita teneri jubemus, ut forte qui ex uno non potuerit edere, ex alio reficiatur.

XIII.

Quo cibo sexta feria reficere oportet.

Sexta autem feria cibum quadragesimalem ob reverentiam Passionis omni Congregationi, remota infirmorum imbecillitate, fœmel sufficere à festo omnium Sanctorum usque in Pascha, nisi natalis dies Domini vel festum Sanctæ Mariæ aut Apostolorum evenierit, collaudamus. Alio vero tempore, nisi generale jejunium evenierit, bis reficiantur.

XIV.

Post refectioem semper gratias referant.

Post prandium vero & cenam semper in Ecclesia, si prope est, vel, si ita non est, in eodem loco, summo procuratori nostro, qui est Christus, gratias, ut decet, cum humiliato corde referre inenodabiliter precipimus: famulis aut pauperibus fragmenta, panibus tamen integris reservatis, distribuere fraterna caritate debent & jubentur.

XV.

Ut decimus panis semper elemosynario detur.

Licet paupertatis pramium quod est Regnum celorum, pauperibus procul dubio debeatur: vobis tamen, quos Christiana fides de illis indubitanter facit, decimum totius panis quotidie elemosynario vestro dare jubemus.

XVI.

Ut collatio sit in arbitrio Magistri.

Cum vero Sol orientalem regionem deserit, & ad * ibernam descendit, auditio signo, ut est ejusdem regionis consuetudo, omnes ad Completas oportet incedere vos, ac prius generale collationem sumere peroptamus. Hanc autem collationem in dispositione & arbitrio Magistri posuimus, ut quando voluerit, de aqua; & quando jubebit misericorditer, ex vino temperato competenter recipiatur. Verum hoc non ad nimiam satietatem oportet & in luxu fieri, sed parcius; quia apostatare etiam sapientes videmus.

XVII.

Ut finitis Completis silentium teneatur.

Finis itaque Completis ad stratum ire oportet. Fratribus igitur à Completis exeuntibus nulla sit de novo licentia loqui in publico, nisi necessitate cogente; armigero autem suo que dictum est, leniter dicat. Est vero forsitan ut in tali intervallo vobis de Completorio exeuntibus, maxima necessitate cogente, de militari negotio, aut de statu domus nostre, quia dies ad hoc vobis sufficere non creditur, cum quadam stratum parte ipsam Magistrum, vel illum cui domus dominium post Magistrum est debitum, oportet loqui. Hoc autem ita fieri jubemus: & ideo quia scriptum est: *in multiloquio non effugies peccatum*; Et alibi: *Mors & vita in manibus lingue*. In illo colloquio scurrilitates & verba otiosa ac risum moventia omnino prohibemus: & vobis ad lectulum euntibus, Dominicam Orationem, si aliquis quid solum est locutus, cum humilitate & puritatis devotione dicere jubemus.

XVIII.

Ut fatigati ad Matutinas non surgant.

Fatigatos nempe milites non ita, ut vobis est manifestum, surgere ad Matutinas collaudamus: sed assensu Magistri, vel illius cui creditum fuerit à Magistro, eos quiescere, & tredecim orationes constitutas sic cantare, ut mens ipsorum voci concordet, juxta illud Prophetæ: *Psallite Domino sapienter*: & illud: *In conspectu Angelorum, psallam tibi*: vos unanimes collaudamus. Hoc autem in arbitrio Magistri semper consistere debet.

XIX.

Ut communitas victus inter Fratres servetur.

Legitur in Divina pagina: *Dividebatur singulis, prout cuique opus erat*. Ideo non dicimus, ut sit personarum acceptio, sed infirmarum debet esse consideratio. Ubi autem qui minus indiget, agat Deo gratias, & non contristeretur: qui vero indiget humiliter se pro infirmitate, non extollatur pro misericordia, & ita omnia membra erunt in pace. Hoc autem prohibemus,

ANNO.
1128.* feriæ,
Ibericiæ.

ANNO mus, ut nulli immoderatam abstinentiam amplecti liceat, sed communem vitam insitanter teneant.

128.

X X.

De qualitate & modo vestimenti.

Vestimenta autem unius coloris semper esse jubemus, verbi gratia, alba, vel nigra, vel, ut ita dicam, burella. Omnibus autem militibus professus in hyeme & in æstate, si fieri potest, alba vestimenta concedimus, ut qui tenebrosam vitam postposuerint, per liquidam & albam suo conditori se reconciliari agnoscant. Quid albedo, nisi integra castitas? Castitas, securitas mentis, sanitas corporis est. Nisi enim unusquisque miles castus perseveraverit, ad perpetuam requiem venire, & Deum videre non poterit; testante Apostolo Paulo: *Pacem sectamini cum omnibus & castimoniam, sine qua nemo videt Dominum.* Sed quia huiusmodi indumentum, arrogantia ac superfluitatis æstimatione carere debet: talia habere omnibus jubemus, ut solum ferire per se vestire & exuere, & calcare ac disalceare valeat. Procurator hujus ministerii pervigili cura hoc vitare præsumat, ne nimis longa aut nimis curta, sed mensurata ipsis utentibus, secundum unuscujusque quantitatem, suis fratribus tribuat. Accipientes itaque nova, vetera semper reddant in præsentem, reponenda in camera, vel ubi frater, cujus est ministerium, decreverit propter armigeros & clientes, & quandoque pro pauperibus.

X X I.

Quod famuli vestimenta alba, hoc est pallia, non habeant.

Hoc nempe, quod erat in domo Dei ac suorum militum Templi, sine discretionis ac consilio communis Capituli, obnoxie contradicimus, & funditus quasi quoddam vitium peculiare amputare præcipimus. Habebant enim olim famuli & armigeri alba vestimenta, unde veniebant damna importabilia. Surrexerunt namque in Ultramontanis partibus quidam pseudo-fratres, conjugati, & alii, dicentes se esse de Templo, cum sint de Mundo. Hi nempe tantas contumelias totque damna militari Ordini acquisierunt, & clientes remanentes plurima scandala oriri inde superbiendo fecerunt. Habeant igitur assidue nigra: Sed si talia non possint invenire, habeant qualia inveniri possunt in illa provincia, qua degunt, aut quod vilis unius coloris comparari potest, videlicet burella.

X X I I.

Quod milites remanentes tantum alba habeant.

Nulli ergo concessum est candidas Chlamydes deferre, aut alba pallia habere, nisi nominatis militibus Castiti.

X X I I I.

Ut pellibus agnorum utantur.

Decrevimus communi consilio, ut nullus frater remanens, pelles peremerit, aut pelliciam, vel aliquid tale, quod ad usum corporis pertineat, etiamque cooperatorum, nisi agnorum vel arietum, habeat.

X X I V.

Ut vestigia armigeris dividantur.

Procurator vel dator pannorum omni observantia veteres semper armigeris, & clientibus, & quandoque pauperibus, fideliter æqualiterque erogare intendat.

X X V.

Cupiens optima, deteriora habeat.

Si aliquis frater remanens, ex debito, aut ex motu superbie, pulera vel optima habere voluerit, ex tali præsumptione procul dubio vilissima merebitur.

X X V I.

Ut quantitas & qualitas vestimentorum servetur.

Quantitatem secundum corporum magnitudinem largitateque vestimentorum observare oportet: dator pannorum sit in hoc circulosus.

X X V I I.

Ut dator pannorum in primis æqualitatem servet.

Longitudinem, ut superius dictum est, cum æquali men-

sura, ne vel susurrorum vel * Comminatorum aliquid oculus notare præsumat, procurator fraterno intuitu consideret; & in omnibus supradictis, Dei retributionem humiliter cogitet.

ANNO

1128.

* forte c. i.

minutissim

X X V I I I.

De superfluitate Capillorum.

Omnes fratres, remanentes principaliter, ita tonsos habere Capillos oportet, ut regulariter ante & retro, & ordinate, considerare possint; & in barba, & in grenionibus eadem regula indeclinabiliter observetur, ne superfluitas, aut facetia vitium denotetur.

X X I X.

De rostris & laqueis.

De rostris & laqueis manifestum est esse gentilitium. Et cum abominabile hoc omnibus agnoscat, prohibemus & contradicimus, ut aliquis ea non habeat, immo prorsus careat. Aliis autem ad tempus famulantibus, rostra, & laquea, & capillorum superfluitatem, & vestium immoderatam longitudinem, habere non permitimus, sed omnino contradicimus. Servientibus enim summo conditori mandata interioris exteriorque valde necessaria, eo ipso attestante, qui ait: *Esstote mundi, quia ego mundus sum.*

X X X.

De numero equorum & armigerorum.

Unicuique vestitorum militum tres equos licet habere, quia domus Dei Templique Salomonis eximia paupertas amplius non permittit impræsentiarum augere, nisi cum Magistri licentia.

X X X I.

Nullus armigerum gratis servientem feriat.

Solum autem armigerum singulis militibus eadem causa concedimus. Sed si gratis & caritative ille armiger cuiquam militi fuerit, non licet ei cum verberare, nec etiam qualibet culpa percutere.

X X X I I.

Qualiter ad tempus remanentes recipiantur.

Omnibus militibus servitæ Jesu Christo animi puritate in eadem domo ad terminum copientibus, equos in tali negotio quotidiano idoneos, & arma, & quicquid ei necessarium fuerit, emere fideliter jubemus. Deinde vero, ex utraque parte æqualitate servata, bonum & utile appreciari equos judicavimus. Habebatur itaque preclum in scripto, ne tradatur oblivioni: & quicquid militi, vel ejus equis, vel armigeri, erit necessarium, adjunctis & ferris equorum secundum facultatem domus, ex eadem domo fraterna caritate impendatur. Si vero interim equos suos miles aliquo eventu in hoc servitio amiserit: Magister, prout facultas domus hoc exigit, alios ministrabit. Adveniente autem termino repatriandi, mediætatem precii ipse miles Divino amore concedat, alteram ex communi fratrum, si ei placet, recipiat.

X X X I I I.

Quod nullus juxta propriam voluntatem incelat.

Convenit his nempe militibus, qui nihil sibi Christo carius existimant, propter servitium secundum quod professi, & propter gloriam summæ beatitudinis, vel metum gehennæ, ut obedientiam indecemerit Magistro teneant. Tenenda est itaque, ut mox, ubi aliquid imperatum à Magistro fuerit, vel ab illo cui Magister mandatum dederit, sine mora, ac si Divinitus imperetur, moram pati nesciant in faciendo. De talibus enim ipsa Veritas dicit: *Ab auditu auris obedivis mihi.*

X X X I V.

Si licet ire per villam sine jussu Magistri.

Ergo hospitales milites propriam voluntatem relinquentes, & alios ad terminum servientes, deprecamur, & firmiter eis jubemus, ut sine Magistri licentia, vel cui credtum hoc fuerit in villam ire non præsumant, præterquam noctu ad sepulcrum, & ad Stationes quæ intra muros Sanctæ Civitatis continentur.

X X X V.

ANNO
1128.X X X V.
Si licet enim ambulare solum.

Hi vero ita ambulantes, non sine custode, id est milite aut fratre remanente, nec in die, nec in nocte iter inchoare audeant. In exercitu namque, postquam hospitati fuerint, nullus miles, vel armiger, aut alius, per atria, aliorum militum causa videnda, vel cum aliquo loquendi, sine iussu, ut dictum est superius, incedat. Itaque consilio affirmamus, ut in tali domo ordinata à Deo, nullus secundum proprietatem militet aut quiescat: sed secundum Magistri imperium totus sic incumbat, ut illum Domini sententiam imitari valeat, qua dicit: *Non veni facere voluntatem meam, sed ejus qui me misit.*

X X X V I.

Et nullus nominatim quod ei necessarium erit querat.

Hanc proprie consuetudinem inter cetera adscribere jubemus, & cum omni consideratione ob querendi vitium teneri precipimus. Nullus igitur frater remanens, assignanter & nominatim equum aut equitatum vel arma querere debet. Quomodo ergo? si vero ejus infirmitas, aut eorum suorum debilitas, vel armorum suorum gravitas, talis esse agnoscitur, ut sic incedere sit damnum commune: veniat Magistro, vel cui est debitum ministerium post Magistrum, & causam vera fide & pura ei demonstret: inde namque in dispositione Magistri vel post eum Procuratoris, res se habeat.

X X X V I I.

De frenis & calcaribus.

Volumus ut omnino aurum vel argentum, quæ sunt divitiæ peculiares, in frenis & pectoralibus, nec calcaribus, vel in ferevis unquam appareant, nec alicui fratri remanenti emere liceat. Si vero caritative talla vetera instrumenta data fuerint, aurum vel argentum taliter coloretur, ne splendidus color vel decor ceteris arrogantia videatur. Si nova data fuerint, Magistro de talibus quod voluerit faciat.

X X X V I I I.

Tegimen in hastis & clypeis non habeatur.

Tegimen autem in clypeis & hastis, & furellis in lanceis, non habeatur, quia hoc non proficuum, immo damnum nobis intelligitur.

X X X I X.

De licentia Magistri.

Licet Magistro cuiquam dare equos, vel arma, vel quamlibet rem culibet dare.

X L.

De mala & sacco.

Saculus & mala cum firmatura non conceduntur: sic exponuntur, ne habeant absque Magistri licentia, vel cui creduntur domus post eum negotia. In hoc præfenti capitulo Procuratores & per diversas provincias degentes non continentur, nec ipse Magister intelligitur.

X L I.

*De * legatione Literarum.*

Nullatenus cuiquam Fratrum liceat à parentibus suis, neque à quoquam hominum nec sibi invicem, accipere vel dare sine iussu Magistri vel Procuratoris. Postquam licentiam Frater habuerit, in præfentia Magistri; si ei placet, legantur. Si verò & à parentibus ei quidquam directum fuerit, non præsumat suscipere illud, nisi prius indicatum fuerit Magistro. In hoc autem capitulo Magister & domus Procuratores non continentur.

X L I I.

De fabulatione propriarum culpam.

Cum omne verbum otiosum generare agnoscat peccatum, quid ipsi iactantes de propriis culpis ante distridum judicem dicturi sunt? Offendit certe Prophetam, si à bonis eloquiis propter taciturnitatem debet interdum taceri, quanto magis à malis verbis propter peccatum peccati debet cessare? Vetamus igitur & audacter

contradicimus, ne aliquis frater remanens, ut melius dicam, stultitias, quas in sæculo in militari negotio tam enormiter egit, & carnis delectationes miserimarum mulierum, cum fratre suo, vel alio aliquo, vel de alio commemorare audeat: & si forte referentem aliquem talia audierit, obmutescere faciat, vel quanto citius poterit cito pede obedientia inde discedat, & olei venditori aurem cordis non præbeat.

X L I I I.

De quaestu & acceptione.

Verum enimvero, si aliqua res sine quaestu culibet fratri data gratis fuerit, deferat Magistro vel Dapifero: si vero aliter suus amicus vel parens dare nisi ad opus suum noluerit, hoc prorsus non recipiat, donec licentiam à Magistro suo habeat. At cui res data fuerit, non pigeat illi, si alteri datur: immo pro certo sciat, quia si inde irascitur, contra Deum agit. In hac autem prædicta regula ministratores non continentur, quibus specialiter hoc ministerium debetur & conceditur de mala & sacco.

X L I V.

De manducariis equorum.

Utilis res est cunctis, hoc præceptum à nobis constitutum ut indeclinabiliter amodo teneatur. Nullus autem frater facere præsumat manducaria linea vel lancea, idcirco principaliter facta: nec habeat ulla, excepto pro fine illo.

X L V.

Ut cambiare vel querere nullus audeat.

Nunc aliquid restat, ut nullos præsumat cambiare sua, frater cum fratre, sine licentia Magistri; & aliquid querere, nisi frater fratri, & sit res parva, vilis non magna.

X L V I.

Ut nullus avem cum ave capiat, nec cum capiente incedat.

Quod nullus hæcenus avem cum ave accipere audeat nos communiter iudicamus. Non convenit enim religioni sic cum mundanis delectationibus inhaerere, sed Domini præcepta libenter audire, orationibus frequenter incumbere, mala sua cum lacrymis vel gemitu quotidie in oratione Deo confiteri. Cum homine quidem talia operante cum accipit, vel alia ave, nullus frater remanens hac principali causare præsumat.

X L V I I.

Ut nullus feram arcu vel balista percussat.

Cum omni religione ire decet, simpliciter & sine risu, humiliter, & non multa verba, sed rationabilia loqui, & non sic clamosa in voce. Specialiter injungimus & precipimus omni fratri professo, ne in bosco cum arcu aut balista * aut jaculari audeat: nec cum illo qui hoc fecerit ideo pergat, nisi gratia eum custodiendi à perfido gentili: nec cum cane sit ausus clamare vel garrulare; nec equum suum, cupiditate accipiendi feram, pungat.

X L V I I I.

Ut Leo semper feriat.

Nam est certum quod vobis specialiter creditum est & debitum, pro fratribus vestris animas ponere, atque incredulos, qui semper Virginis Filio minantur, de terra delere. De Leone enim hoc legimus, quia ipse circuit, querens quem devoret; & manus ejus contra omnes, omniumque manus contra eum.

X L I X.

De omni re super vos quaestio iudicium audite.

Novimus quidem persecutores Sanctæ Ecclesiæ innumerabiles esse, & hos, qui contentionem non amant, incessanter crudeliusque inquietare festinant. In hoc igitur Concilii sententia serena consideratione pender, ut si aliquis in partibus orientalis Regionis, aut in quocumque alio loco, super vos rem aliquam quaesierit, vobis per fideles & veri amatores judices audire iudicium precipimus; & quod iustum fuerit, indeclinabiliter vobis facere precipimus.

L.

* fontè,
lectura.ANNO
1128.

ANNO
128.L.
U: hæc regula in omnibus teneatur.

Hæc eadem regula, in omnibus rebus vobis immerito ablati, perenniter jubemus ut teneatur.

L I.
*Quod licet omnibus militibus professis terram
et homines habere.*

Divina, ut credimus, providentia à vobis in sanctis locis sumptu exordium hoc genus novum religionis, ut videlicet religioni militum admisceretur, & sic religio per militum armata procedat, hostem sine culpa feriat. Iure igitur iudicamus, cum milites Templi dicamini, vos ipsos, ob insignem meritum & specialem probitatem, domum, terram & homines habere, & agricolas possidere, & iuste eos regere: & institutum debitum vobis specialiter debetur impendi.

L II.
Ut de male habentibus cura pervigil habeatur.

Male habentibus fratribus supra omnia adhibenda est cura pervigil, ut quasi Christo eis serviat: ut illud Evangelicum, *infirmus fui, et visitastis me*, memoriter teneatur. Hi etenim diligenter ac patienter portandi sunt, quia de talibus superna retributio indubitanter acquiritur.

L III.
Ut infirmis necessaria semper dentur.

Procuratoribus vero infirmantium omni observantia atque pervigil cura præcipimus, ut quæcumque sustentationi diversarum infirmitatum esset necessaria, fideliter ac diligenter juxta domus facultatem eis administrent, verbi gratia, carnem et volatilia, & cætera, donec sanitati restituantur.

L IV.
Ut alter alterum ad iram non provocet.

Præcavendum nempe non modicum est, ne aliquis aliquem commovere ad iram præsumat: quia propinquitatis, & Divinæ fraternitatis, tam pauperes quam potentes, summa Clementia equaliter adstrinxit.

L V.
Quomodo fratres conjugati habeantur.

Frates autem conjugatos hoc modo habere vobis permitimus, ut si fraternitatis vestræ beneficium & participationem petunt, uterque suæ substantiæ portionem, & quicquid amplius acquirerint, unitati communis Capituli post mortem concedant, & interim honestam vitam exerceant, & bonum agere fratribus studeant, sed veste candida, & chlamyde alba non fudeant. Si vero maritus ante obierit, partem suam fratribus relinquat: & conjux de altera, vite sustentamentum habeat. Hoc enim injustum consideramus, ut cum fratribus Deo castitatem promittentibus fratres hujusmodi in una eademque domo maneant.

L VI.
Ut amplius sorores non habeantur.

Sorores quidem amplius periculosum est coadunare: quia antiquis hostis femineo consorcio complures expulsi à recto tramite Paradisi. Itaque, fratres charissimi, ut integritatis flos inter vos semper appareat, hæc consuetudine amodo uti non licet.

L VII.
Ut fratres Templi cum excommunicatis non participent.

Hoc, fratres, valde cavendum atque timendum est, ne aliquis ex Christi militibus homini excommunicato nominatim ac publice, aliquo modo se jungere, aut res suas accipere præsumat, ne anathema maranathâ similiter fiat: si vero interdictus tantum fuerit, cum eo participationem habere, & rem suam caritative accipere, non immerito licet.

L VIII.
Qualiter milites seculares recipiantur.

Si quis miles ex massa perditionis, vel alter sæcularis

TOM. I.

ris, sæculo volens renuntiare vestram communionem & vitam velit eligere, non ei statim assentiantur, sed juxta illud Pauli, *probate Spiritus si ex Deo sint*, & sic ei ingressus concedantur. Legatur igitur regula in ejus præsentia: & si ipse præceptis expolitæ regulæ diligenter obtemperaverit, tunc si Magistro & fratribus eum recipere placuerit, convocatis fratribus desiderium & petitionem suam cunctis animi puritate patefaciat. Deinde vero terminus probationis in consideratione & providentia Magistri, secundum honestatem vite petentis, omnino pendeat.

L IX.
Ut omnes fratres ad secretum consilium non vocentur.

Non semper omnes fratres ad consilium convocare jubemus, sed quos idoneos & consilio providos Magister cognoverit. Cum autem de majoribus tractare voluerit, ut est dare communem terram, vel de ipso ordine disceptare aut fratrem recipere: tunc omnem Congregationem, si Magistro placeat, convocare est compendiosum; auditoque communis Capituli consilio, quod melius & utilius Magister consideraverit, illud agatur.

L X.
Quod cum silentio orare debeant.

Orate, fratres, prout animi & corporis affectus postulerit, stando vel sedendo: tamen summa cum reverentia, simpliciter & non clamose, ut unus alium non conturbet, communi consilio jubemus.

L XI.
Ut fidem Servientium accipiant.

Agnovimus nempe complures ex diversis Provinciis, tam clientes, quam armigeros, pro animarum salute animo ferventi ad terminum cupientes in domo nostra mancipari. Utile est autem, ut fidem eorum accipiat, ne forte veteranus hostis in Dei servitio aliquid furtive vel indecenter eis intinet, vel à bono proposito repente exterminet.

L XII.
*Ut pueri, quamdiu sunt parvi, non accipiantur
inter Fratres Templi.*

Quamvis regula Sanctorum Patrum pueros in congregatione permittat habere, nos de talibus non collaudamus vos unquam onerare. Qui vero filium suum, vel propinquum, in militari religione perenniter dare voluerit: usque ad annos, quibus viriliter armata manu possit inimicos Christi de terra sancta delere, eum nutriet: dehinc secundum regulam in medio fratrum pater vel parentes eum statuant, & suam petitionem cunctis patefaciant. Melius est enim in pueritia non vovet, quam, posteaquam vir factus fuerit, enormiter retrahere.

L XIII.
Ut senes semper venerentur.

Senes autem pia consideratione secundum virum imbecillitatem supportare ac diligenter honorare oportet: & nullatenus in his quæ corporis sunt necessaria districte teneantur, salva tamen auctoritate regulæ.

L XIV.
De fratribus qui per diversas Provincias proficiuntur.

Frates vero qui per diversas Provincias diriguntur, regulam, in quantum vires expetant, servare in cibo & potu & cæteris studeant, & irreprehensibiliter vivant, ut ab his qui foris sunt bonum testimonium habeant: religionis propositum nec verbo nec actu polluant, sed maxime omnibus, quibus se conjunxerint, sapientia & bonorum operum exemplum & condimentum præbeant. Apud quem hospitari decreverint, fama optima sit decoratus: & si fieri potest, domus hospitis in illa nocte non careat lumine, ne tenebrosus hostis occisionem, quod abist, inferat. Ubi autem milites non excommunicatos congregare audierint, illuc pergere, non considerantes tam temporalem utilitatem quam æternam animarum illorum salutem, dicimus. Illis autem fratribus in ultramarinis partibus se subvectionis ita directis hac conventionem eos qui militari Ordini se jungere potenter voluerint recipere collaudamus: ut in præ-

ANNO
1128.

presentia Episcopi illius Provincie uterque conveniat, & voluntatem precesis Præsul audiat. Audita itaque petitione, mittat eum frater ad Magistrum & ad fratres qui sunt in Templo quod est in Jerusalem: & si vita ejus honesta talique confortio digna, misericorditer fuscipiat; si Magistro & fratribus bonum videtur. Si vero interim obierit, pro labore & fatigatione, quasi unj ex fratribus, totum beneficium & fraternitas pauperum & commilitonum Christi ei impendatur.

L X V.

Ut victus aequaliter omnibus distribuatur.

Illud quoque congrue & rationabiliter manutenendum censemus ut omnibus fratribus remanentibus victus secundum loci facultatem aequaliter tribuatur: non enim est utilis personarum acceptio, sed infirmitatum necessaria est consideratio.

L X V I.

Ut milites Templi decimas habeant.

Credimus namque reliquis affluentibus divitis vos spontanea paupertati esse subjectos, unde decimas vobis communi vita viventibus, iuste habere hoc modo demonstravimus. Si Episcopus Ecclesie, cui decima iuste debetur, vobis caritative eam dare voluerit: assensu communis Capituli de illis decimis quas tunc Ecclesia possidere videtur vobis tribuere debet. Si autem laicus quilibet adhuc illam vel ex patrimonio suo damna-biliter amplectitur, & se ipsum in hoc valde redarguens, vobis eandem reliquerit: ad nutum ejus qui præest tantum, sine consensu Capituli id agere potest.

L X V I I.

De levibus & gravibus culpis.

Si aliquis Frater loquendo, vel militando aut aliter, aliquid leve deliquerit, ipse ultro delictum suum satisfaciendo Magistro ostendat. De levibus, si consuetudinem non habeat, levem poenitentiam habeat. Si vero eo taceat per aliquem alium culpa cognita fuerit, majori & evidentiore subjaceat discipline & elem-tationi. Si autem grave erit delictum, retrahatur à familiaritate fratrum, nec cum illis simul in eadem mensa edat: sed solus refectionem sumat. Dispensationi & iudicio Magistri totum incumbat, ut salvis in iudicii die permaneat.

L X V I I I.

Qua culpa Frater non amplius recipiatur.

Ante omnia providendum est, ne quis frater, potens aut impotens, fortis aut debilis, volens se exaltare & paulatim superbiere, ac culpam suam defendere, in-disciplinatus maneat: sed, si emendare noluerit, ei districtior correptio accedat. Quod si piis admonitionibus, & fuis pro eo orationibus, emendare noluerit, sed in superbia magis ac magis se exerit: tunc secundum Apostolum, de pio eradicetur grege: *Auferre malum ex vobis*: necesse est, ut à societate fratrum fide-lium ovīs morbida removeatur. Ceterum Magister, qui baculum & virgam manu tenere debet: baculum videlicet, quo aliorum virum imbecillitates sustentet, virgam quoque qua vitia delinquentium zelo rectitudinis feriat: consilio patriarchæ & spiritali consideratione id agere studeat, ne, ut ait beatus Maximus, aut solutio-rior lenitas cohibentiam peccantis, aut immoderata se-veritas à lapsu non revocet delinquentem.

L X I X.

Ut à Paschali solemnitate usque ad festum om-nium Sanctorum annam Camisam lineam tantum janere habeat.

Interea pro nimio ardore Orientalis regionis, miseri-corditer consideramus, ut à Paschali festivitate usque ad omnium Sanctorum solemnitate unicuique una camisia lineæ tantum, non ex debito, sed sola gratia detur, illi dico qui ea uti voluerit; alio autem tempore generaliter omnes camisiae lineas habeant.

L X X.

Quos & quales panni in lecto sint necessarii.

Singularum quidem, non aliter, per singula lecta dormientium dormire nisi permaxima causa vel necessi-tas evenierit, communi consilio collaudamus. Lectua-

lia vel lectisternia moderata dispensatione Magistri unus-quisque habeat: credimus enim potius sacrum, culci-tram, & coopertorium unicuique sufficere. Qui vero ex his uno carebit, capiam habeat, & in omni tem-pore regimine lineo, id est veluto, frui bene licebit: vestiti autem camisiis dormiant, & cum femoralibus semper dormiant. Dormientibus itaque fratribus iugi-ter usque mane nunquam desit lucerna.

L X X I.

De vitanda murmuratione.

Emulationes, invidias, livorem, murmur, susurra-tiones, detractioes, divina admonitione, vitare, & quasi quandam pestem fugere, vobis precipimus. Stu-deat igitur unusquisque vigilante animo, ne fratrem suum culpet aut reprehendat, sed illud Apostoli studio se fecim animadvertat: *Ne sis criminator; nec susurro in populo*. Cum autem fratrem liquido aliquid pec-casse agnovit, pacifice & fraterna pietate, juxta Do-mini preceptum, inter se & illum solum corripit: & si eum non audierit, alium fratrem adhibeat: sed si utrumque contempserit, in conventu publice obijurgetur coram omnibus. Magnæ enim cecitatis sunt, qui aliis detrahunt; & nimis infelicitatis sunt, qui se à li-vore custodiant minime: unde in antiquam versuti hostis nequitiam demerguntur.

L X X I I.

Ut omnium mulierum fugiantur oscula.

Periculosum esse credimus omni religioso vultum mulierum nimis attendere: & ideo nec viduam, nec virginem, nec matrem, nec sororem, nec amitam, nec ullam aliam feminam, aliquis frater osculari præ-sumat. Fugiat ergo femine oscula Christi militia, per quas solet homines sepe periclitari: ut pura con-scientia & secura vita in conspectu Domini perenniter valeat conservari.

CXXIII.

INNOCENTII Pape II. Concesso aliodii Terra II 133.
rum. Comitisse MATHILDE. LOTHARIO 8. Jun.

II. Imperatori & RIGET Imperatrici pro eis, corumque Filia & Genere HENRICO Bavaria Duce facta, sub obligatione Homini & Censu, nec non Reverentis, post eorum obitum, ad Sanc-tam Sedem Apostolicam. Data Laterani sexto Idus Junii. [Collectio Regia Conciliorum, Tom. XXVII. inter Epistolas INNOCEN-TII II. pag. 91. PHIL. LABBEI Collectio Concilior. Tom. X. col. 946. BARONII An-nales Ecclesiastici, Tom. XII. anno 1133. SEGNERI Opus Dei admirabile Primatus Pontificii in Biblioth. Pont. Tom. X. pag. 101. mais fort défectueusement.]

INNOCENTIUS Pape II. LOTHARIO Imperatori Augusto & RIGET Imperatrici.

SI auctoritas sacra Pontificum & potestas Imperialis svere glorio caritatis ad invicem complentur, Omni-potenti debitis famulatus, libere poterit exhiberi, & Christianus populus grata pace & tranquillitate gauderet. Nihil enim in præteriti sæculo est Pontifice clarius, ni-hil Rege sublimius, nihil est quod lumine clariore præ-sulgeat quam recta fides in Principe, nihil est quod ita nequeat occasi subjacere quam vera Religio. Quæ ni-mirum omnia tanto manifestius, Deo gratias, in per-sona tua clarescunt; quanto ab ineunte ætate amator religionis & Cultor justitiæ extitisse cognosceris, & no-vissime diebus istis, nec personæ tuæ, nec propriæ par-cendo pecunia, pro beati Petri servitio multos labores & immensa pericula perulisti. Cum ergo, testante Sacro Eloquentio, etiam mali patres bona data filijs suis debeant impartire, dignum profecto est, ut nos, qui, disponente Domino, universis Catholice Ecclesie filiis debemus sollicitudine paternæ consulere, personam tuam actius diligamus, & tanquam specialissimo Ecclesie defensori, in his quæ ad statum Imperii in suo robore conservandum, & utilitatem ac liberationem Catholice Ecclesie spectare noscuntur, tam secundum Ecclesiasticum officium, quam temporaliter imperatoriam po-tenantiam augeamus. Hoc nimirum intuitu Alodium bo-næ memoriæ Comitissæ Mathildæ, quod utique ab ea beato

ANNO 1133. beato Petro confiat esse collatum, vobis committimus, & ex Apostolica Sedis dispensatione concedimus, atque in presentia Fratrum nostrorum Archiepiscoporum, Episcoporum, Abbatum, nec non Principum & Baronum, per annum inviolabiliter: ita videlicet ut centum libras argenti singulis annis nobis & successoribus nostris exolvās, & post tuum obitum proprietatem ad Jus & Dominium Sanctæ Romanæ Ecclesiæ cum integritate absque diminutione & molestia revertatur. Quod si nos vel Successores nostros in eandem Terram venire, manere, transire oportuerit; tam in susceptione, quam in procuratore, atque securo conductu, prout Apostolica Sedes decreverit, honoremur: Qui vero Arces tenuerit, vel Rector Terræ fuerit, beato Petro & nobis nostrisque Successoribus fidelitatem faciant. Ceterum pro caritate vestra nobili Viro Henrico Bavariæ Duci Genero vestro, & Filie vestræ Uxorij ejus, eandem Terram cum prefato censu & supradictis conditionibus Apostolica benignitate concedimus; ita tamen ut idem Dux hominum faciat, & fidelitatem beato Petro, ac nobis nostrisque Successoribus juret. Post quorum obitum prædictum Comitatus Mathildæ Allodium & Jus & Dominium Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, sicut supradictum est, integrum & absque diminutione atque difficultate aliqua reducatur; salvo tamen semper in omnibus ejusdem Sanctæ Romanæ Ecclesiæ jure ac proprietate. Datum Laterani textu Idus Junii.

CXXIV.

1136. NIVELLE. Confirmation de l'Empereur LOTHARE II. du partage des biens de l'Eglise de NIVELLE en trois Portions: la première à l'Hôpital, la seconde à l'Abbesse, & la troisième aux Chanoines & aux Chanoinesses. Fait à Aix la Chapelle en 1136. [AUBERT LE MIRE, Donationum Belgarum, Lib. I. Cap. LVII. pag. 116]

(1) In nomine Sanctæ, & Individuæ Trinitatis.

Ego LOTHARIUS Dei miseratione Romanorum Imperator Augustus, satisfaciens petitioni ODE Abbatis, insuper obnixo rogatu HERMANNI Prepositi, Capellani nostri, precibusque tam Clericorum quam Sacerdotum S. GERTRUDIS Nivellensis Ecclesiæ, ejusdemque Ecclesiæ necessitati misericorditer condescendens, quæ in consilio & in ingressu Regni mei sita, crebra tyrannorum grassatione quassata, utpote Francorum Regno summa, omnia à Prædecessoribus nostris, Henrico III. Imperatore, ejusdemque Filio Henrico Rege, eidem Ecclesiæ concessa & confirmata regia auctoritate & Sigilli mei impressione corrobore.

Præcipio insuper, ut divinales possessionum ejusdem Ecclesiæ, sicut antiquitus constitutæ sunt à prædictis Regibus, ita distinctæ & inconvulse permanent, ne Pars violentior in res Partis infirmioris transiliat, sed unaquæque Pars juxta sibi determinatum inrefragabiliter obtineat. Res autem ejusdem Ecclesiæ in tres portiones sunt divisa, in Xenodochium, in Beneficium Abbatissæ, in Præbendas Fratrum & Sacerdotum LXXII. Quæ partes ut à se possint certissime distingui, placuit hic nomina Villarum ad unamquamque pertinentium distinctè subnotari.

Ad Congregationem pertinet Burgus ipse Nivellensis, cum omnibus redditibus suis, & cum ipsa Ecclesiæ & appendiculis suis; extra Burgum Lembecha cum Ecclesiâ, Wambecha cum Ecclesiâ, Tubeca cum ipsa Ecclesiâ, Goyaca, Roibecca, Heinennires, Ierna cum Ecclesiâ, Bassens cum Ecclesiâ, Bulzeis cum Ecclesiâ, Brule cum omni vineo, Ara cum vineis quæ sunt in Leia & quæ sunt in Clotina, Forest cum Ecclesiâ, Dussa, Genappia, Bassiers: quas Villas IDA Boloniensis venerabilis Comitissa, assensu Filii sui GODEFRIDI gloriosissimi Ducis, qui postea divina clementia in Regem Ierosolymitanum est electus, sicut obtinebat, cum omnibus appendiciis, & cum omni familia, Ecclesiæ S. Gertrudis, præ ceteris sibi dilectâ, ob remissionem peccatorum suorum tradidit in perpetuum: Foillidhes, Atzeivilla, Viten, & omnis Præpositura illa quæ consistit ex cleemosynis.

Ad Beneficium Abbatissæ, intra Urbem Altare S. Gertrudis cum omni familia, extra Urbem Sprendelenges cum vineis quæ sunt in Binga, Udeboves, Beverfeld

cum Ecclesiâ, Niel, Merbecca cum Ecclesiâ, Ruor, Corieres, Ecclesiâ de Roibecca & de Henwiers cum ceteris Beneficiis quæ tenent Milites ad commune servitium Congregationis & Abbatissæ.

Ad Xenodochium Monstraux cum Ecclesiâ, & omnes dominicales Decimæ tam Prædiorum nostrorum, quam Beneficiorum Comitum.

Nil agat Congregatio de rebus Abbatissæ, nisi iussa, nil assumat sibi Abbatissa de rebus & jure Congregationis, nisi à Congregatione invitata. Xenodochium quoque non alienis commodis, se provida dispensatione unius aut quàm plurium personarum ad honorem Dei & Ecclesiæ, communi Ecclesiæ deliberatione electarum, peregrinorum, infirmorum & pauperum famuletur refrigeriis.

Quod si quis hujus Decreti contemptor Constitutionem meam violare præsumpserit, sentiat Majestatis Regiæ vindictam, cujus non timuit irritare potentiam, & pro tanti commissi temeritate decem libras auri persolvat, quas & me exacturum denuntio, & Successoribus meis in perpetuum exigendas constituo. Et ut noverint omnes, Præceptum hoc nostra auctoritate firmatum, iussimus imprimi nostræ Majestatis Signum; ne excusari possit quisquis recognita imagine, contra quam hic scriptum est, facere præsumpserit.

Signum Domini LOTHARII III. Romanorum Imperatoris inviolabilissimi.

Ego BETHALDUS, vice EBKICARDI Cancellarii, recognovi. Testes,

BRUNO Archiepiscopus Coloniensis,

ALBERO electus Leodiensis,

ANDREAS Episcopus Trajectensis,

ALBERO Metensis Episcopus,

OTTO Comes Palatinus, ALBERTUS Marchio.

Datum anno Incarnationis Dominicæ M.C. XXXVI. Indictione XIV. anno vero Regni Regis Lotharii decimo, Imperii tertio. Actum Aquisgranum in Christi nomine feliciter, Amen.

CXXV.

INNOCENTII Pape II. Confirmatio Regis Tituli à Papa HONORIO II. ROGERIO III. Regi Sicilia concessi. Dat. in Territorio Momanensi VI. Kal. Augusti Anno Incarnat. 1139. Indict. 2. [Collectio Regia Conciliorum, Tom. XXVII. pag. 98. PHIL. LABBE Concilior. Collectio, Tom. X. pag. 951. BARONII Annales Ecclesiastici. Tom. XII. sub anno 1139.]

INNOCENTIUS Episcopus Servus Servorum Dei Carissimo in Christo Filio ROGERIO illustri & glorioso Sicilia Regi, ejusque Hereditibus, in perpetuum.

Quos dispensatio divini consilii ad regimen & salutem populi ab alto elegit, & prudentia, justitia, allarumque virtutum decore decenter ornavit, dignum & rationabile est, ut Sponsi Christi, Sanctæ & Apostolicæ Romanæ Matris Ecclesiæ, affectione sincera diligit, & de sublimibus ad sublimiora promoveat. Manifestis siquidem probatum est argumentis, quod egregiæ memorie strenuus & fidelis Miles beati Petri Robertus Guiscaardus Prædecessor tuus Dux Apuliæ magnificos & potentes hostes Ecclesiæ viriliter expugnavit, & posteritati sue dignum memoria nomen & imitabile probitatis exemplum reliquit. Pater quoque tuus illustri recordationis Rogerius per bellicosos fidores & miliaria certamina inimicorum Christiani nominis intrepidus extirpator, & Christianæ Religionis diligens propagator, utpote bonus & devotus Filius, multimoda obsequia Matri sue Sanctæ Romanæ Ecclesiæ impertivit. Unde & Prædecessor noster religiosus & prudens Papa Honorius nobilitatem tuam de prædicta generosità descendente intuitus, plurimum de te sperans & prudentia ornatum, justitia munitum, atque ad

(1) Voyez ci-dessus pag. 48. sur l'année 1059. le premier partage fait par l'Empereur Henri IV.

76
ANNO
1139.

ad regimen populi te idoneum esse credens, valde dilexit, & ad altiora provexit. Nos ergo ejus vestigiis inherentes, & de potentia tua ad decorem & utilitatem Sanctæ Dei Ecclesiæ spem atque fiduciam obtinentes, Regnum Sicilia, quod utique, prout in antiquis refertur Historiis, Regnum fuisse non dubium est, tibi ab eodem Antecessore nostro concessum, cum integritate honoris regii & dignitate Regibus pertinente, Excellentie tue concedimus, & Apostolica auctoritate confirmamus. Ducatum quoque Apuliæ tibi ab eodem collatum, & insuper Principatum Capuanum, integre nihilominus nostri favoris robore communimus, tibi quoque concedimus. Et ut ad amorem atque obsequium beati Petri Apostolorum Principis, & nostrum, ac Successorum nostrorum, vehementius attingaris, hæc ipsa, id est Regnum Sicilia, Ducatum Apuliæ, & Principatum Capuæ, Hæredibus tuis, qui nobis & Successoribus nostris, nisi per nos & Successores nostros remanserit, litigium homagium fecerint, & fidelitatem quam tu jurasti fuaverint, tempore videlicet competenti, & loco non suspeso, sed tuo nobis & ipsis, atque salubri, duximus concedenda: eosque super his quæ concessa sunt, Deo propitio, manu teneamus. Quod si per eos forte remanserint, iisdem Hæredes tui nihilominus teneant quod tenebant sine diminutione. Censum autem, sicut statutum est, id est sexcentorum Sciatorum, a te tuisque Hæredibus nobis nostrisque Successoribus singulis annis reddatur, nisi forte impedimentum interveniat; removere vero te impedimentum nihilominus perfolvetur. Tua ergo, fili carissime, interest ita te erga honorem atque servitium Mariæ tuæ Sanctæ Romanæ Ecclesiæ devotum & humilem exhibere, ita tenetipsum in ejus opportunitatibus exercere, ut de tam devoto & glorioso Filio Sedes Apostolica gaudeat, & in ejus amore quiescat. Si qua sine Ecclesiastica Sæculari Potentia huic nostræ Concessioni tenere contraire tentaverint, donec præsumptionem suam satisfactione coerceat, indignationem Dei omnipotentis & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus incurrat, & quousque resipuerit, anathematis sententia percellatur. Amen.

Ego INNOCENTIUS Catholicæ Ecclesiæ Episcopus.

Ego ALBERICUS Ostiensis Episcopus.

HAIMERICUS Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Diaconus Cardinalis.

* Mariæ
cenii,

Datum in territorio * Momanensi per manum Haimeric Cancellarii V. I. Kalendas Augusti, Indictione secunda, Incarnationis Dominicæ anno millesimo centesimo trigesimo nono, Pontificatus vero Domini Innocentii Papæ secundi anno decimo.

CXXXVI.

1142. *Litteræ ALPHONSI Regis Portugalliæ, quibus se & Regnum suum Beato PETRO & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Tributarium constituit, videlicet quatuor unciarum Auri, annuatim solvendum. Datum Idibus Decembris Æra 1180. Cum Rescripto INNOCENTII II. Papæ ad eundem Regem ALPHONSUM. [ANTH. DE SOUSA DE MACEDO, Lusitania liberata. In Proœmio II. pag. 108. & 110.]*

ALPHONSUS Dei gratia, Rex Portugalliæ Sanctissimo, & Beatissimo Domino Domino Innocentio Papæ oscula pedum. Claves Regni cœlestis Beato Petro a Domino nostro Jesu Christo concessas esse cognoscens, ipsum in Patronum & Advocatum habere disposui, apud Deum omnipotentem, ut & in vitæ præsentis opem illius, & consilium in meis necessitatibus sentiam, & ad præmia felicitatis æternæ valeam pervenire. Quocirca Ego Aldefonsus Dei gratia Rex Portugalliæ, per manus Domini G. Cardinalis Apostolicæ Sedis Legati Domini nostri Innocentii Papæ Terram quoque meam Beato Petro, & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ offero sub annuo censu, videlicet quatuor unciarum auri, & ad conditione atque tenore, ut omnes, qui Terram meam post decedum meum tenerint, prædictum censum Beato Petro perfolvant, ut Ego tanquam proprius Miles Beati Petri & Romani Pontificis, ut tam in me ipso, vel in Terrâ meâ, vel in iis quæ

ad dignitatem, vel honorem Terræ meæ attinent, ANNO
defensionem, & solatium Sedis Apostolicæ habeam, 1142.
ut nulli in posterum alicuius Ecclesiastici, vel Sæcularis Domini, nisi tantum Sedis Apostolicæ, vel a latere ejusdem missi unquam in Terrâ meâ recipiam. Facta hujus Donationis firmitudine Idibus Decembris Æra 1180.

Ego supradictus ALPHONSUS Rex Portugalliæ, qui hanc Cartam fieri iussi libenti animo coram idoneis testibus propriâ manu confirmo.

Ego JOANNES Brachatenfis Archiepiscopus confirmo.

Ego B. Colimbriensis Episcopus confirmo.

Ego D. Portugal. Episcopus confirmo.

Sequitur Rescriptum Apostolicum INNOCENTII II. Papæ II.

INNOCENTIUS Episcopus Servus Servorum Dei, Illustrissimo Regi Portugalliæ, ejusque Hæredibus Successoribus in perpetuum Salutem & Apostolicam benedictionem. Proinde nos attendentes personam tuam sub Beati Petri, & nostra protectione suscipimus, & Regem (1) Portugalliæ redintegritate honoris, Regnique dignitate quæ ad Reges pertinet, & alia loca Excellentie tue concedimus, & auctoritate Apostolicâ confirmamus; hæc ipsa præfatis Hæredibus tuis duximus concedenda, eosque sub iis quæ concessa sunt, Deo propitio pro injuncto nobis Apostolorum Officio defendimus. Ad iudicium autem quod prædictum Regnum nostri juris existat, duas auri Marchas singulis annis nobis, nostrisque Successoribus statuisse perfolendas; quos utique census Bracharcenses Archiepiscopi, qui pro tempore fuerint, Romano Pontifici annuatim transmittant.

(1) C'est ainsi que porte la Copie de Souza; mais il n'y a point de doute qu'il ne faille lire *Regnum Portugalliæ*. [Du M.]

CXXXVII.

Rescript de l'Empereur d'Occident CONRAD III. à l'Empereur d'Orient EMANUEL COMNÈNE, touchant la Paix entre les deux Empires. [GOLDAST. Tom. II. pag. 328.]

CONRADUS Dei gratia Romanorum Imperator Augustus, Charissimo Fratri suo MANUELI PORPHYROGENITO COMNENO, Illustri & Glorioso Regi Græcorum.

1. NOBILITATIS tuæ Litteras, ut à tanto & tantis charo amico nostro, Serenitati nostræ transmissas, gratanter excepimus, & viso eorum tenore de incolumitate & subtilitate tua admodum gavisi sumus. Sed auditis à Nicephoro, tuæ Dilectionis prudenti Apocrisario, præter illa, quæ in Litteris continebantur, quibusdam (a) verbis duris, & (ut verum fateamur) ab omni retro tempore inauditis, & nostræ Majestatis, ultra quam lingua explere valeat, perturbata est mansuetudo, & est admirata universi Imperii nostri latitudo.

2. Unde vel à quo hoc tam amarum verbum processerit, miramur, præsertim cum inter cætera hujus mundi Regna, Græcorum Regnum omni sapientia & discretione hæcenus floruerit. Si enim idem Nuntius tuus Nicephorus unicum Filium nostrum Henricum in præsentia nostra morti dedisset, ad majorem iram Majestatis nostræ animum provocare non poterat. Cumque jam per triduum in hoc acerbo dolore laborasset, & rigorem nostri animi nullo ingenio (b) nullaque sapientia ad suam voluntatem insciscere potuisset, vix tandem quarto die aliis verbis mitioribus Excellentiam nostram exilaravit, nostræque furore indignationis mitigato, Nobilitatis tuæ voluntatem nobis aperuit. Et quoniam ita nunc est & esse debet, quod tu, amico-um amicitissime, Uxorem accipias dilectissimam Filiam nostram, Sororem videlicet dilectissimam conthoralis nostræ, volumus ut infat eternum Fœdus perennis amicitie, quam videlicet amicitiam præsentis Apocrisario tuo ore & manuscripto firmari iussimus, ita videlicet, ut & amici

(a) Il avoit nommé l'Empereur Conrad Roi de l'Empire de son Maître, pour dire qu'il étoit son Vassal.

(b) M. multaque.

ANNO 1258. *dicti Regis Procuratorio nomine juraverunt Pacem Anno 1258. fiantiam.* [Pièce, tirée du L.V. Vol. des Manuscrits de la Bibliothèque de Berlin, pag. 153.]

Ortam per manus Gualterii de Orta Regnum Jerusalem & Sicilia Cancell. Anno Dominice Incarnationis 1259. mense Martii, secunda Indictione. ANNO 1259.

CCCCIII.

UNIVERSIS presentes Litteras inspecturis, Simon de Monteforti Comes Leycestrria, Petrus de Sabaudia, Galfridus & Guido de Lexiniaco, & Hugo Bigot, salutem. Notum facimus quod post longum Tractatum Pacis habitum inter Reges Francie & Anglie per Procuratores missos pluries hinc inde, tandem accedentibus nobis ad Regem Francie memoratum, & cum ipso tractantibus de Pace predicta, ex potestate plenaria quam a Domino Rege Anglie habemus de Pace hujusmodi & Compositione faciendi plenius, & firmanda per Litteras Procuratorias, quas ipsi Regi tradidimus Procuratorio nomine pro predicto Rege Anglie, & vice ipsius, formam suam Compositionis & Pacis, quæ sub Sigillis venerabilium Patrum O. Rothomagensis, & Nicolai Turonensis Archiepiscoporum sigillata, presentibus est annexa, & apud Domum Templi Parisius, de consensu Partium commendata, cum ipso Rege Francie fecimus, acceptavimus, & firmavimus quita-tiones, etiam concessionem, & omnia alia & singula quæ in forma Pacis ejusdem plenius continentur pro ipso Rege Anglie, & ipsius Procuratorio nomine fecimus memorato Regi Francie presenti & recipienti, & in animam ipsius Regis Anglie, tactis sacrosanctis Evangelis, juravimus quod predicta omnia & singula bona fide quantum ad ipsum pertinet servabit plenius, & complebit, nec contra veniet per se, vel per alium in futurum; si tamen infra instantem Purificationem Beate Mariæ predictus Rex Francie acceptaverit Pacem & Compositionem predictam.

In cujus rei testimonium Sigilla nostra presentibus Litteris dextris apponenda. Datum Parisiis Anno Domini millesimo, ducentesimo, quinquagesimo octavo, prima die mensis Junii.

Es sont lesdictes Litteres scellées de six Sceaux.

CCCCII.

1259. MANFREDI Regis Sicilie Privilegium Universitati Civitatis Spaleti concessum, quod indulget, ut in Regnum Sicilie cum Navibus suis Incole dicte Civitatis salvo veniant & securi, ita tamen ut in fidelitate permaneant, nec piraticam, uti jurato promiserant, contra Regnum Sicilie exercent. Dat. apud Ortam Anno Incarnat. 1259. Mense Martii, Indiis. 2. [JOANN. LUCII, de Regno Dalmatie & Croatia Libr. IV. pag. 182.]

MANFREDUS D. G. Rex Sicilie. Notum facimus universis presentibus & futuris, quod licet totius Dalmat. homines dati in sensum reprobam & in actum perversum olim contra divæ memorie D. Patrem nostrum, & fideles nostros multa enormia commiserint, & intulerint damna plurima, piraticam exercendo, & homines Regni nostri Sicilie specialiter offendendo; quoniam tamen Sindici Universitatis Spaleti fideles nostri venientes ad presentiam nostram solemniter promiserunt, & tam pro parte eorum, quam aliorum Civium dicte Terræ super sancta Dei Evangelia juraverunt, quod contra Regnicolas Regni nostri piraticam nullatenus exercebunt, nec alias eos nitentur offendere, vel offendere, de plenitudine gratie nostre ipsis concedimus, & licentiam favorabiliter indulgemus, ut in dictum Regnum nostrum Sicilie cum Navibus suis sub nostre securitatis tutela salvi veniant, & securi, mandantes, & districtè precipientes omnibus fidelibus nostris, ut nullus omnino sit, qui auctoritate propria eos in eundo, morando, & redeundo per Regnum, in personis, mercimoniis, & aliis rebus suis offendere, vel molestare, seu impedire presumat, dum in fidelitate nostra permaneant, & devotè consistant, & de extradiis licet, vestigal debitum Curie nostre extolvant, & in Regno in ea conditione esse debeant, in qua alii fideles Imperii, & ipsi tempore felicis memorie Domini Patris nostri, & usque nunc esse consueverunt, ad hujus autem gratie nostre memoriam, & stabilem firmitatem præsens scriptum exinde fieri fecimus, & Sigillo Majestatis nostre muniri. Datum apud

Tom. I.

Fædas seu Reciproca Obligatio inter D. WIDO-13. Mars. NEM Comitem Vinodolii & Midorussiam, Civitatis Spalatensem Potestatem atque Communitates Spalatensem & Traguriensem ab una, & Comitem BUTTECONEM Maritimum Regis Hungarie BELÆ Banum ab altera parte, de Bello conjunctim gerendo contra Polizanos habitatores montis Massari, Piratas. Dat. Anno 1259. Ind. 2. die Mercurii 13. exeunte Martii. [JOANN. LUCII de Regno Dalmatie Libr. IV. pag. 181.]

In CHRISTI nomine Amen.

ANNO ejusdem 1259. Ind. 2. die Mercurii 13. exeunte Martii Regnante D. Bela D. G. Sereno. R. Hung. & temporibus etiam D. Rugerii V. Archiep. Spalat. & existente N. V. D. Vuidone Veglien Comite Vinodolii & Midorussie ejusdem Civitatis Potestate. Cum predictus D. Vuido Comes Potestas una cum Judicibus Consil. & Communitate Spalat. & similiter cum Jud. Consiliariis, & Communitate Trag. in Guerra maxima pro honore Coronæ Regiæ, & fidelitate observanda permaneret cum Infidelibus Polizanis dicte Coronæ, Comes Butteco Dei, & Regia G. Maritimus Banus promisit, & firmavit sacramento, & se voluntate propria obligavit, in eadem Guerra juxta dictum Potestatem, & Communitates predictas esse & perseverare contra predictos infideles, & eisdem infidelibus vivam Guerram facere, remoto omni ingenio, atque fraude, nec Treguam, vel Pacem aliquam faciat cum infidelibus antedictis, nisi voluntate, consensu, & consilio predicti D. Pot. & super memoratum Communitatum, & si contra predicta fuerit, vel venerit, occulte vel palam, notam infidelitatis Regiæ Majest. incursum se confiteatur, promittens etiam, & se obligans facere omnes fideles Coronæ sibi fideles, intrare in Guerram predictam, & si aliquis de fidelibus D. Regis sibi subditi intrare nollet, contra ipsam, vel ipsos erit virtus, atque posse, & similiter ex adverso predictus D. Potestas una cum Judicibus Consiliariis, & Communitatibus predictarum Civitatum promiserunt, & se obligaverunt sub eodem modo atque forma, & sub pena fidelitatis in dicta Guerra permanere totis viribus, atque posse, nec Treguam vel Pacem facere absque consilio & consensu dicti Comitis Butheconis, nec in dicta Guerra aliquo modo relinquere predictum Comitem Butheconem. Et hæc omnia fuerant coram Fratre Sebastiano Pfore Fratrum Predicatorum de Spaleto, & Fratre Gessæ & aliorum Fratrum affirmata, ut neutra Pars a predicto pacto ipsorum testimonio exire non auderet, & ad majorem firmitatem hujus Contractus, & Padri Litteras presentes per alphabetum divas ejusdem tenoris quarum una servabitur penes Comitem Butheconem, alia penes Comitem Spalat. tertia penes Comitem Trag. Sigillipenden. predictorum Fratrum Predicatorum, predictorum Comitis Butheconis, & dicti D. Potestatis, & Civit. predictar. fecimus communiri.

CCCCIV.

Testament d'EUBAL de Genève, Fils d'HUMBERT Comte de Genève. Fait à Londres, le 12. de Mai, 1259. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye, Preuves. pag. 74.]

NOS EUBALUS de Gebennis, Filius quondam Humberti Comitis Gebennensis, attentis gratis servitii, & amore quem habemus erga benedictum nostrum consanguineum, Petrum de Sabaudia, eundem Heredem nostrum universale institutum & facimus donationem dicto Petro & suis Heredibus de omni jure, actione, & proprietate, quæ quovis modo nobis competat, super Hereditate, & Successione Paterna & Fraternali in Comitatu Gebennensi; tam contra Rodolphum de Gebennis, quam Fratres suos, & alias quas-cunque personas. Testes Joannes de Genuilla, Eubalus de Montibus, Petrus Chanonf. Milites, Guido

D d

ANNO de Grangario, Magister Grassinus, Guido de Montaniaco, Simon de Berterio. Actum in Civitate Londini 1259. IV. Idus Maij, Anno MCC. LIX. cum septem Sigillis. Signe Galganas de Verullis, autoritate Romanæ Ecclesiæ Notarius.

CCCCV.

Jun. *Déclaration de JACQUES Evêque de Metz, par laquelle il s'engage & promet de secourir THIBAUT Comte de Bar son Cousin & son homme, entre tous, & envers tous, excepté ceux de Metz, & les Evêques de Toul, & de Strasbourg, Juin 1259.* [La Véritable Origine des très-Illustres Maisons d'Alsace, de Lorraine, &c. Aux Preuves, pag. 141. Pièce tirée des Archives de Nancy.]

NOZ JACQUES par la grace de Dieu Evêque de Metz, faisons connoissant à toz, Que nous avons creantei & promis & jurei par serment corporellement fait, que noz serons aidant de noz & de nostre pooir Nostre Cousin & nostre homme THIBAUT Comte de Bar, contre toz hommes qui puissent vivre & morir, Fors qu'encontre cials de Metz, & Gilo par la grace de Dieu Evêque de Toul, & Henry Evêque de Strasbourg. Et se ne le poons grever por homme qui puisse vivre & morir, fors que por cials qui sont devant nommez. Et ces convenances tenrons noz toute nostre vie. En tesmoignage de veritei avons nous scellei ces Lettres de nostre seel. Qui furent faites en l'an de grace M C C L I X. au mois de Juin.

Ces Lettres sont scellées d'un Seel de cire verte à double queue.

CCCCVI.

25. Juill. *Ratificatio Pacis inter Regem Francorum LUDOVICUM IX. & HENRICUM Angliæ Regem anno 1258. initæ, facta per EDUARDUM dicti Regis Angliæ Primogenitum. Apud Westmonasterium in Festo Sancti Jacobi 1259.* [Pièce tirée du L V. Volume des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin. pag. 157.]

EDUARDUS, Illustris Regis Angliæ Primogenitus, Universis ad quos præsens Scriptum pervenerit, salutem. Noveritis quod nos quitaciones & Remissiones quas Carissimus Pater noster Henricus Dei Gratia Rex Angliæ fecit Illustri Regi Franciæ de terris, rancoribus, & aliis quæ in ipsius Litteris continentur, ratas habemus, & gratas, & eadem omnia & singula, quæ ei per dictum Patrem nostrum quitata sunt & remissa, nos eidem Regi Franciæ quitamus & remittimus penitus expresse, & tactis sacrosanctis Evangeliiis juravimus Pacem inter ipsum Patrem nostrum ex parte una, & dictum Regem Franciæ ex altera habitam, & juramentis Procuratorum eorundem firmatam, sicut in ipsorum Litteris continetur, quantum ad omnes & singulos articulos in dicta Pace contentos, nos firmiter & inviolabiliter observavimus, & in nullo aliqua ratione contravenimus.

In cujus rei testimonium præsentî Scripto Sigillum nostrum duximus apponendum. Datum apud Westmonasterium Anno ab Incarnatione Domini millesimo ducentesimo, quinquagesimo nono, die Veneris in Festo Sancti Jacobi Apostoli.

Et sont lesdites Lettres cy dessus transcrittes scellées sur double queue de parchemin pendant au reply d'un grand Seel de cire blanche, ayant d'un costé un homme armé à cheval, & à la circonférence est écrit :

EDUARDUS Primogenitus & Hæres Domini Regis Angliæ.

Et en l'autre costé est empreint un excusson, dans lequel il y a trois Lyons, & à la circonférence est aussi écrit :

Sigillum Eduardi Filii Henrici Illustris Regis Angliæ.

Et au dos desdites Lettres est aussi écrit ce qui s'ensuit : ANNO 1259.

Littera EDUARDI Primogeniti HENRICI Regis Angliæ, per quam ratificat Pacem concordatam inter dictum Gentorem suum, & Regem Franciæ, Anno Domini 1259.

EDMUNDI Filii Regis Angliæ HENRICI Ratificatio Pacis inter dictum suum Gentorem, & Regem Francorum LUDOVICUM Anno 1258. facta. Datum Londonii in Festo S. Jacobi 1259. [Pièce tirée du LIX. Volume des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin.]

EDMUNDUS illustris Regis Angliæ filius, universis ad quos præsens Scriptum pervenerit salutem. Noveritis quod nos quitaciones & remissiones, quas carissimus Pater noster Dominus Henricus Dei Gratia Rex Angliæ fecit Illustri Regi Franciæ de Terris, rancoribus, & aliis quæ in ipsius Litteris continentur, ratas habemus & gratas, & eadem omnia & singula quæ ei per dictum Patrem nostrum quitata & remissa, nos eidem Regi Franciæ quitamus, & remittimus penitus & expresse, & tactis sacrosanctis Evangeliiis juravimus Pacem inter ipsum Patrem nostrum ex una parte, & dictum Regem Franciæ ex altera habitam, & juramentis Procuratorum eorundem firmatam, sicut in ipsorum Litteris continetur, quantum ad omnes & singulos Articulos in dicta Pace contentos, nos firmiter & inviolabiliter observavimus, & in nullo aliqua ratione contravenimus.

In cujus rei testimonium Sigillum venerabilis Patris Domini Walterii Episcopi Wigornienfis præsentî Scripto apponi curavimus. Datum Londini Anno gratiæ 1259. die Veneris in Festo St. Jacobi Apostoli.

Et sont lesdites Lettres scellées en double queue de parchemin pendant au reply d'un Seel sur Cire blanche, & au dos est écrit ce qui s'ensuit :

Littera EDMUNDI Filii Regis Angliæ, per quas promittit servare Pacem & Conventions habitas inter Regem Franciæ, & Patrem suum Regem Angliæ CIO. CC. LIX.

CCCCVII.

Traité de Paix, entre LOUIS IX. Roi de France & HENRI III. Roi d'Angleterre, par lequel le Roi Louis doit donner à HENRI ses Terres de Limoges, Cahors & Perigord, comme aussi une recompense fortable pour la Terre d'Agenois, aux conditions y contenues; & après le décès de la Comtesse de POICTIERS, ce que le Comte de POICTIERS tient en Xaintonge, pour tenir le tout ensemble, en Fief & Domaine de la Couronne de France, comme Pair de France & Duc d'Aquitaine &c. &c. En échange de quoi HENRI cede au Roi & à la Couronne de France tout ce qu'elle tient en Normandie, en Anjou, en Touraine, & au Maine, & en toute la Terre de Poictiers. Fait à Londres le Lundi avant la Fête de St. Luc l'Evangeliste l'an de l'Incarnation 1259. au mois d'Octobre. Avec la RATIFICATION des Prélats, & Barons d'Angleterre du même jour. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici Part. I. pag. 22. Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin, Vol. LV. pag. 173. avec quelque petite différence par-ci par-là dans les termes. Du CHESNE, Hist. d'Angleterre, d'Ecosse & d'Irlande. Tom. I. pag. 568. en date du Mois de Septembre & du Vendredi après la St. Gilles.]

HENRY par la grace de Dieu Roy d'Angleterre, Sire d'Irlande & Duc d'Aquitaine, Nous faisons à sçavoir à tous ceux qui sont, & qui à venir sont, que Nous par la volonté de Dieu avec nostre tres cher Cousin le Noble Roy Louis de France avons paix faite, & affermée en cette maniere, c'est à sçavoir, qu'il donne à Nous,

ANNO obéissance du Comte. dans quarante jours précisément
1150. apres la denonciation à luy faicte, & si n'en despartiroit que toutes choses ne fussent remises à leur premier estat & deu. Davantage luy aideroit, & le defendroit envers tous & contre tous se soumettant (s'il faisoit le contraire) d'estre tenu pour perfide, & à la reputation de faux, mauvais & desloyal. Et neantmoins qu'elle seroit ratifier & agréer tout ce que dessus à ses autres enfans Princes des Baulx : impofants par ces moyens & ces conventions silence à leur differend, & fin perpetuelle à leur querelle (*sens engan*) dol ny tromperie.

CXXXI.

1152. ALPHONSI I. Regis Portugallie Constitutio de
tobrc. *In quibus Regis Regniq; Portugallie, que ob
cissoam mirabilium eidem ultra Tagum in agro anti
quo cultus offensam, ferro iussit. Facta carta
Calim. III. Kal. Nov. anno 1152. [Compendi
di Historici de] Conte ALONSO LOSCHI.
Part. I. pag. 77. Ex Chronica Fratris AN
TONII BRANCLARII, pag. 3. Lib. X.
Cap. V.]*

EGO Alphonsus Portugallie Rex filius illustris Co
mitis Henrici, nepos magni Regis Alphonsi, coram
vobis bonis viris, Episcopo Bracaren, & Episcopo
Calitrensi, & Theonico, reliquisq; Magnatibus Offi
cialibus, vassallis Regni mei, in hac Cruce area, & in
hoc libro Sanctissimorum Evangeliorum iuro cum tac
ta manu meorum, quod ego miser peccator vidi
hæc oculis indignis verum Dominum nostrum Jesum
Christum in Cruce extensum in hac forma. Ego eram
ultra Tagum in agro antiquo, ut pugnarem cum Ismae
le, & aliis quatuor Regibus Maurorum habentibus se
cum infinita milia, & gens mea timorata propter mul
titudinem erat fatigata, & multum tristis, in tantum ut
multi dicerent esse temeritatem inire bellum, & ego
tristis de eo quod audiebam cepti mecum cogitare quid
agerem, & habebam unum librum in meo papiione in
quo erat inscriptum Testamentum antiquum, & Testa
mentum Jesu Christi; aperui illum, & legi victoriam Ge
deonis, & dixi intra me. Tu scis, Domine Jesu Christe,
quia pro tuo amore suscepi bellum istud contra tuos inimi
cos, & in manu tua est dare mihi, & meis fortitudi
nem ut vincamus illos blasphemantes nomen tuum, &
sic dicens dormivi supra librum, & videbam virum se
nem ad me venientem dicentemque : Adelfonse con
fide, vinces enim, debelabis Reges istos infideles,
conteresque potentiam illorum, & Dominus noster
ostendet te tibi. Dum hæc video accedit Joannes Fer
dinandus de Jousa Vassallus de meo Cubiculo, dixit
que, Surge, Domine mi, adest homo senex vul tecum lo
qui. Ingreddiar dixi, si fidelis est; Ingressus ad me
agnovi esse illum, quem in visionem videram, qui dixit
mihi, Domine, bono animo esto, vinces, & non vince
ris, dilectus es Domino, possit enim super te, & super
semen tuum post te oculos misericordie sue, usque in
sextam decimam generationem in qua attenditur pro
les, sed in ipsa attenuata ipse respiciet, & videbit, is
emet jubet indicare tibi, quod dum audieris sequenti
nocte tintinabulum sonitoris mei, in quo vixi sexaginta
sex annis, inter infideles servatus favore altissimi, egre
diaris extra Castra solus sine arbitrio, ut ostendat tibi
pietatem suam multam, parvi, & reverenter in terra po
situs, & nuntiū, & mittemet veneratus sum, &
dum in oratione positus sonitum expectarem secunda
noctis vigilia, & tintinabulum audivi, & ense, & scuto
armatus egressus sum extra castra, vidiq; subito a dex
tra parte orientem versum micantem radium, & paula
tim splendor crescebat in majus, & dum oculis in il
lam partem efficaciter pono, ecce in ipso radio, clari
us sole, signum crucis aspicio, & Jesum Christum
in ea crucifixum, & ex una, & ex altera parte multitu
dinem juvenum candidissimorum, quos Angelos fuisse
credo, quam visionem dum video deposito ense, &
scuto relictoque vestibus, & calcamentis, pronus in
terram me prostratus, lacrymisq; abunde missis cepti
rogare pro conservatione vassallorum meorum dixique
turbatus: Quid tu à me Domine? credenti enim fidem
vis augere; melius est, ut te videant infideles, & cre
dant, quam ego qui a fonte baptismatis te Deum ve
rum Filium Virginis, & Patris æterni agnovi, & cog
nosco, erat autem Crux miræ magnitudinis, & elevata
a terra quasi decem cubitos. Dominus suavi vocis fo
no, quam indigne aures mee perceperunt, dixit mi

hi: Non ut fidem tuam augeam hoc modo apparui ti
bi, sed ut corroborem cor tuum in hoc confictu, &
in illo regni tui super firmam petram stabilirem. Con
fide, Alphonsi, non enim solum hoc certamen vinces,
sed omnes alios in quibus contra inimicos Crucis pug
naveris, gentem tuam juvenies alacrem ad bellum, &
fortem, petentem, ut sub Regis nomine in hac pugna in
grediaris nec dubites, sed quidquid petierint, libere con
cede, ego enim edificator, & dissipator Imperiorum,
& Regnorum sum, volo enim in te, & in semine tuo
Imperium mihi stabile, ut deferatur nomen tuum in
exteris gentes, & ut agnoscant successores tui datorem
Regni. Insigne tuum ex pretio, quo ego humanum ge
nus emi, & ex eo quo ego à Judæis emptus sum com
pones, & erit mihi Regnum sanctificatum fide tuum;
& pietate dilectum. Ego ut hæc addivi humi prostratus
adoravi dicens: Quibus meritis, Domine, tantam mihi
annuntias pietatem? quidquid jubes faciam, & tu in
mea prole quam promittis oculos benignos pone, gen
temque Portugalensem salvam custodi, & si contra eos
aliquid paraveris malum, verte potius illud in me, &
successores meos; & populum, quem tanquam unicum
filium diligo absolvet: Annuus Dominus inquit, non
recedet ab eis, neque a te unquam misericordia mea,
per illos enim paravi mihi messim multam, & elegi eis
in menses meos in tertis longinquis. Hæc dicens dis
paruit, & ego fiducia plenus, & dulcedine redii in ca
stra; & quod taliter fuerit, Juro ego Alphonsus Rex per
Sanctissima Jesu Christi Evangelia hæc manibus tacta,
idcirco præcipio successoribus meis in perpetuum futu
ris, ut scuta quinque in crucem partita propter crucem,
& quinque vulnere Christi in insigne ferant, & in uno
quoque triginta argenteos, & super serpentem Moyses
de Christi figuram, & hoc sit memorabile monstrum in
generatione nostra, & si quis aliud tentaverit, a Domi
no sit maledictus, & cum Juda traditor in infernum
maceratus. Facta carta Calim. III. Kal. Novembris
1152. Ego Adelfonsus Rex Portugallie I. Calim.
Episcopus I. Bracarenfis Metropolis T. prior, Ferdi
nandus Petri Curie signifer, Velasquez Sancti, &c.

CXXXII.

Epistola HADRIANI Pape IV. ad FREDE
RICUM Romanorum Imperatorem de Verbis Be
neficium & Contulimus ab ipso in quodam Di
plomate usurpatis, quod nimirum hæc verba, ubi
de Dignitate Imperiali agitur, nimirum intelligi
debeant de aliqua Collatione feudali, sed tan
tummodo de bono facto, prout in Sacris Scrip
turis spæsim reperitur edita. [PHIL. LAB
BEI Conciliorum Collectio, Tom. X. col.
1147.]

HADRIANUS Episcopus Servus Servorum Dei,
dilecto filio FRIDERICO, &c.

EX quo universalis Ecclesie curam, Deo prout ipsi
placuit disponente, suscepimus, ita in cunctis nego
tiis magnificentiam tuam honorate curavimus, ut de die
in diem animus tuus magis ac magis in amore nostro &
veneratione Sedis Apostolicæ debuisse accendi. Unde
sine grandi admiratione non ferimus, quod cum audito
ex suggestionibus quorundam, assensum tuum aliquantu
lum contra nos fuisse commotum, duos de melioribus
& majoribus fratribus nostris, Rolandum scilicet Can
cellarium tituli Sancti Marci, & Bernardum tituli Sancti
Clementis Presbyteros Cardinales, qui pro tua Ma
jestatis honore in Romana Ecclesia solliciti semper exi
terant, pro voluntatis tue cognitione ad tuam præsen
tiam destinavimus: aliter quam Imperialem decerneret ho
norificentiam sunt tractati. Occasione siquidem cuius
dam verbi quod est, *beneficium*, tuus animus (sicut
dicitur) est commotus: quod utique ædum tanti viri,
sed nec cuiuslibet minoris animus merito commovisset.
Licet enim hoc nomen, quod est, *beneficium*,
apud quosdam in alia significatione, quam ex imposi
tione habeat, assumatur, tunc tamen in ea significatione
accipiendum fuerat, quam nos ipsi posuimus, &
quam ex institutione sua notitiam retineat. Hoc enim
nomen ex *bono* & *facto* est editum, & dicitur benefi
cium, apud nos, non solum factum sed bonum factum. In
qua significatione in universo Sacra Scriptura corpore
invenitur, ubi ex *beneficio Dei*, non tamquam ex *seu
do*, sed velut ex *benefactione* & *bono facto* ipsius, guber
nari dicimur & nutrir. Et sua quidem magnificentia
liquisque recognoscit, quod nos ita bene & honorifica
Impe

ANNO Imperialis dignitatis insignis tuo capiti imposuimus, ut
 1154. bonum factum valeat ab omnibus judicari. Unde quod
 quidam verbum hoc, & illud scilicet (*consulimus tibi
 insigne Imperialis coronæ*) à sensu suo nisi sunt ad alium
 retorquere: non ex merito causæ, sed de voluntate
 propria & florum suggestione, qui pacem Regni & Ec-
 clesiæ nullatenus diligunt, hoc egerunt. Per hoc enim
 vocabulum, *consulimus*, nihil aliud intelleximus, nisi
 quod superius dictum est, imposuimus. Sane quod post-
 modum personas Ecclesiasticas à debita sacrosanctæ
 Romanæ Ecclesiæ visitatione, ut dicitur, revocare jus-
 sisti: si ita est, quam inconvenienter actum sit, tua,
 fili in Christo carissime, discretio, ut credimus, recog-
 noscit. Nam si aliquid apud nos amaritudinis habebas,
 per nuncios & literas tuas nobis fuerat intimandum: &
 nos honori tuo curavissimus sicut filii carissimi provi-
 dere. Nunc igitur, quoniam ad communionem dilec-
 ti filii nostri Henrici Bajoariæ & Saxonie Ducis,
 duos de fratribus nostris, Henricum tituli Sanctorum
 Nerei & Achillei, & Hyacinthum Sanctæ Mariæ in
 Cosmedin, Diaconos Cardinales, prudentes siquidem
 & honestos viros, ad tuam præsentiam destinavimus,
 celsitudinem tuam monentes & hortantes in Domino,
 quantum eos honeste & benigne recipias: & quod ab
 eis ex parte nostra tus magnificentie fuerit intimatum,
 à sinceritate cordis nostri noverit tua excellentia pro-
 cessisse. Ac per hoc cum eisdem filiis nostris, median-
 te iam dicto filio nostro Duce, ita celsitudo tua frun-
 deam convenire: ut inter te ac matrem tuam sacrosanctam
 Romanam Ecclesiam nullus discordiæ seminarius
 debeat remanere.

CXXXIII.

1154. *Epistola HADRIANI IV. Papæ ad FRIDE-
 RICUM Imperatorem, qua de duplici inju-
 ria SEDI APOSTOLICÆ per ipsum illata;
 videlicet de antepositione proprii Nominis in Epis-
 tolis, & de Homagio ab Episcopis exacto conquerit-
 ur, eundemque ad respicientiam minis adjectis
 hortatur.* [PHIL. LABBEI Conciliorum
 Collectio Tom. X. col. 1149.]

HADRIANUS Episcopus Servus Servorum Dei FRIDE-
 RICUS Romano Imperatori Salutem & Apostolicam
 Benedictionem.

LEX Divina sicut parentes honorantibus longævita-
 tem promittit, ita maledicentibus patri & matri sen-
 tentiam mortis intendit. Veritatis autem voce doce-
 mur, quia omnis qui se exaltat humiliabitur. Qua-
 propter, dilecte in Domino fili, super prudentia tua
 non mediocriter admiramur, quod beato Petro & Sanctæ
 Romanæ Ecclesiæ non quantum deberes exhibere
 reverentiam videris. In literis enim ad nos missis no-
 men tuum nostro præponis: in quo insolentia, ne di-
 cam arrogancia, notam incurris. Quid dicam de fide-
 litate beato Petro & nobis à te promissa & jurata? quo-
 modo eam observes, cum ab iis qui Dii sunt & filii ex-
 celsi omnes, Episcopis videlicet, homagium requiris,
 fidelitatem exigis, & manus eorum sacratas manibus
 tuis innectis, & manifeste factus nobis contrarius, Car-
 dinalibus à latere nostro directis non solum Ecclesias
 sed & Civitates regni tui claudis? Respice ergo, resi-
 pisce, tibi consulimus. Quia cum à nobis consecratio-
 nem & Coronam merueris, dum in concessa captas,
 ne concessa perdas nobilitati tue timeamus.

CXXXIV.

1155. *Concessio Summi Pontificis ADRIANI IV. Regi
 Anglorum HEINRICO II. facta de occupan-
 da Hybernia sub stipulata annua unius Denarii
 Beato PETRO solvenda pensione.* [MATTH.
 LABBEI Conciliorum Collectio, Tom. X. pag.
 1143.]

ADRIANUS Episcopus Servus Servorum Dei,
 Charissimum in Christo filio, illustri Anglorum Regi
 salutem & Apostolicam benedictionem. Laudabiliter
 & satis fructuose de glorioso nomine tuo propagando
 in terris, & æterna felicitatis premio cumulando in
 Cælis tua magnificentia cogitat, dum ad dilatandos
 Ecclesiæ terminos, ad declarandum indoctis & rudi-
 bus populis Christianæ fidei veritatem, & vitiorum plan-

taria de agro Dominico extirpanda, sicut Catholicus ANNO
 Princeps intendis, & ad id convenientius exequendum, ANNO
 1155. consilium Sedis Apostolicæ exigit & favorem. In quo
 facto, quanto altiori consilio & majori discretionem pro-
 cedis, tanto in eo feliciorum progressum te, parante
 Domino, confidimus habiturum. Significasti siquidem
 nobis, fili in Christo charissime, te Hyberniam insulam,
 ad subdendum populum legibus Christianis, & vitiorum
 inde plantaria extirpanda velle intrare, & de singulis
 domibus, annum unius denarii beato Petro velle sol-
 vere pensionem: ita & jura Ecclesiarum illius terræ illi-
 bata, & integra conservare. Nos autem plium & lau-
 dabile desiderium tuum favore congruo prosequentes,
 & petitioni tue benignum impendentes assensum, gra-
 tum & acceptum habemus, ut pro dilatandis Ecclesiæ
 terminis, vitiorum restringendo discursu, pro corrigendis
 moribus & virtutibus inferendis, pro Christianæ Re-
 ligionis augmento, insulam illam ingrediaris, & que
 ad honorem Dei & salutem illius terræ spectaverint,
 exequaris: & illius terræ populus te recipiat, & sicut
 Dominum veneretur, jure Ecclesiarum illarum & inter-
 gro permanente, & salva beato Petro de singulis domi-
 bus annua unius denarii pensione. Sane omnes insulas,
 quibus sol vultus Christi illuxit, & que documenta
 fidei Christianæ susceperunt ad jus Sancti Petri, & sa-
 cro Sanctæ Romanæ Ecclesiæ (quod tua etiam nobili-
 tas recognoscit,) non est dubium pertinere. Si ergo
 quod animo concepti effectum duxerit prosequente
 complendum, stude gentem illam bonis moribus in-
 formare, & agas tam per te, quam per illos, quos ad
 hoc, fide, verbo & vita idoneos esse perpexeris, ut
 decoretur ibi Ecclesia, plantetur & crescat fidei Chris-
 tianæ Religio, & que ad honorem Dei & salutem perti-
 nent animarum, taliter ordinetur: ut & à Deo semper-
 ternæ mercedis cumulum consequi merearis, & in
 terris gloriosum nomen valeas in sæculis obtinere.

CXXXV.

FRIDERICI I. Imperatoris Diploma, quod Be- 1156.
 neficium Comitatus & Marchiæ, ab Imperatore 17. Aouit.
 OTTONE, HEYMONI Virdunensi Episcopo
 & successoribus ejus concessum, Episcopo ALBER-
 TO confirmatur. Datum Columbarie 16. Kal.
 Septembris 1156. Cum Limitibus Comitatus Vir-
 dunensis. [Ex Authentico apud MABILLON.
 in Appendice Supplementi de Re Diplomatica.
 pag. 190.]

In Nomine Sanctæ & individue Trinitatis.

FRIDERICUS divina favente clementia Romano-
 rum Imperator Augustus, Alberto dilecto & fideli
 suo Virdunensi Episcopo, suisque successoribus in per-
 petuum, Antecessores nostri Reges & Imperatores Ec-
 clesiarum Rectoribus, Archiepiscopis, Episcopis, Ab-
 batibus, & cæteris Prælatibus ob eorum devotionis & fide-
 litatis insignis meritum bona data dare consueverunt, &
 ab omni pravorum hominum incurisione non tantum
 eos, sed & eorum possessiones Imperiali protectione
 defendere. Recolentes igitur ex antea dictis Virdunen-
 sium Episcoporum ad Antecessores nostros in diversis
 rerum & temporum varietatibus memoranda obsequia,
 tuam quoque personam constanter in nostra fidelitate
 perseverare cognoscentes, precibus tuis iustis permoti,
 ad impetranda quæ volueris inclinamur. Beneficium
 itaque Comitatus & Marchiæ, quod recolenda memo-
 riæ Otto Romanorum Imperator Augustus Heymoni
 Virdunensi Episcopo & successoribus, & per eum Vir-
 dunensi Ecclesiæ quondam donavit; Nos eodem spiri-
 tu & eadem firmitate constante, tibi, Ecclesiæque Vir-
 dunensi ac tuis posteris confirmamus; eodem etiam jure
 & forma donationis valitum, prout à præfato Im-
 peratore Ottone jam dicto antecessori tuo Heymoni &
 cæteris Episcopis in processu temporis noverit & digni-
 tatem Episcopalem subituris dignoscitur esse præstitum:
 videlicet ut tu, & tui successoribus liberam in perpetuum
 habeatis potestatem eundem Comitatum in usus Eccle-
 siæ tenendi, Comitum eligendi, absque ullo hereditario
 jure ponendi, habendi, seu quidquid libuerit facienda,
 atque modis omnibus disponendi, bannum, teloneum,
 monetam, & districtum civitatis in omnibus causis cri-
 minalibus & civilibus pleno jure, tibi & successoribus
 tuis habenda concedimus. Valdeatiam quoque castrum
 cum Advocacia & Banno, & Curiam, quæ Molendinum
 dicitur, cum suis pertinentiis; Wosteri-Villare
 cum Advocacia & Banno & cæteris pertinentiis; Ecu-
 mun-

ANNO. mandulam cum Banno & Advocatia, & suis pertinentiis, Curiam Sancti Medardi cum Banno & Advocatia, & suis pertinentiis; Curiam Juppiæ cum Banno & Advocatia & suis pertinentiis; fundum Juveniacentis Abbatæ cum Banno & Advocatia & suis pertinentiis; Castrum Deus-leuvart cum Banno & Advocatia; Banum & Advocatiam de Monte Sancti Vitoni; fundum Ecclesiæ Sancti Germani Montis-Falconis cum Banno & Advocatia & suis pertinentiis; Castrum Wentronis-Villæ, Viennam castrum, Claromontem castrum, Dunum castrum cum Foresto; Mireuval castrum, Septiniacum, Hatronis castrum cum Foresto, Sampiniacum castrum: & si quando tibi & terræ tuæ necessarium fore perpexeris aliud præsidium, auctoritatis nostræ concessione construere liceat infra terminos tuos. Ut autem hujus nostræ Confirmationis statutum omni ævo inviolabile permaneat, hanc inde Cartam conscribi, & nostræ aurea Bulla insigniri iussimus, manaque propria corroborantes, idoneos testes qui præsentibus aderant, subter notari fecimus, quorum Nomina hæc sunt: Burchardus Argentiniensis Episcopus, Ortlebus Basileensis Episcopus, Stephanus Metensis Episcopus, Henricus Tulensis Episcopus, Helolphus Marbachensis Abbas, Bertholfus Dux, Marheus Dux Lothoringie, Otto Palatinus Comes, Comes Rodulfus, Comes Vericus, Marchio Hermannus, Comes Rodulfus, Comes Theodericus, Symon Comes, Conradus Comes, & multi Nobiles. Signum Domini Frederici Romanorum Imperatoris Augusti.

Ego Cancellarius Reinaldus vice Arnaldi Magistri Archiepiscopi & Archicancellarii recognovi.

Datum Columnarie XVI. Kal. Septembris, Anno Dominicæ Incarnationis M^o. C^o. Le. VI^o. Indictione IIII. regnante Domino Frederico Romanorum Imperatore gloriosissimo augusto anno regni ejus III^o. Imperii vero II^o.

Appendæ est huic præcepto Bulla aurea, in cujus antica parte exhibetur Frederici effigies cum hac inscriptione: *Fredericus Dei Gratia Romanorum Imperator Augustus*, & in postica Urbs Roma cum hoc versu:

Roma caput Mundi regis Orbis frenæ rotundi.

Horum duorum Diplomatum copiam nobis pro sua in nos benignitate fecit Illustrissimus D. D. Hippolitus de Bethune, Episcopus & Comes Viridunensis. Opportune hoc loco subijcere lubet Limites Comitatus Viridunensis, quo nullus fortè antiquior in Gallia penes Ecclesiasticas Dignitates.

VIRIDUNENSIS COMITATUS LIMITES.

Viridunensis Comitatus ita in circuitu habetur. Incipit enim à Leone, Monte-falconis & usque ad Pertusam-petram tendit. De Pertusa-petra usque ad Subtriam-villam, & inde usque ad villam Falley. Dehinc usque Longuion, ubi Cruna cadit in Caram fluvium, & sicut Cruna sursum decurrit usque ad Amanciam, quæ usque Brictum tendit, & usque ad Bamvadum, ubi cadit in Ornem. Et in longitudine superius usque ad fontem apud Auneurem, & inde usque ad Quercum Saldey, & inde sub Mocioni ad fontem Lupimontis. Dehinc ad Marbodi-fontem, & inde Perus ad Vadum, & inde usque ad Cofancie, ubi cadit in Mosam fluvium. Dehinc usque ad Wanum-currem per Nucleartos juxta Bilcei & Warnumcut, & inde contra valem juxta longum campum, recta via usque Ertisam, & inde usque ad fontem-Saridum ad fontes tres. Ex hinc usque Summam-Asnie, & postea usque ad Ulmos; & inde usque ad locum, ubi Biumma fluit in Asniam, & inde per descensum Asnie usque Viasnam, & usque Viennam per Vereires, & per Monblain villam, per Concescure, per castrum juxta Quarualum; & inde per superiorem partem villæ, quæ dicitur Chaberei; & inde recta via usque ad Jemas; & inde usque ad Spanuli-villam; & inde recta via usque ad Montem-falconis, & usque ad Leonem, à quo prius incepimus.

CXXXVI.

17. Sept. Imperatoris FRIDERICI I. Privilegium. Quò post sententiam de Ducatu Bavariæ & Marchionatu Austriæ supra Anastasium, inter HEINRICUM Austriæ, & HEINRICUM Saxonie Duces latam, dictum Marchionatum in Ducatum erigit, eumque variis prerogativis ditat, præsertim quòd non extantibus Ducum Austriæ filiis masculis, filia senior in præfato Ducatu succedere de-

beat. Datum Ratisponæ 15. Kalend. Octob. 1156. ANNO Cum Confirmatione Imperatoris FRIDERICI II. Duci Austriæ FRIDERICO-indulto, cum ad-1156. jectio hoc Privilegio, ut Dux Crumen Cesarei Dædæmatis suo principali pileo inserat. Dat. Verone mensis Junii 1245. Et Transumpto horum Privilegiorum per LEONARDUM Episcopum Pataviensem, Viennæ in Curia Episcop. Ind. 15. die 17. Aprilis 1437. [Tiré des Archives Impériales du petit Trésor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

LEONARDUS Dei & Apostolice Sedis gratia Episcopus Patavienfis Univerfis & singulis, ad quos presentes nostre Littere pervenerint, salutem in Domino & presentibus fidem indubiam adhibere, Noveritis quod Egregii in Christo nobis Dilecti Wolfgangus Pair de Vedersdorff, Rector Ecclesiæ Parochialis in Haimburg, & Johannes Aichelperger de Novo foro Rector Parochialis Ecclesiæ in Grilleberg nostre Diocesis. Licentiat in Decretis, nec non Secretarii Illustris Principis, ac Domini nostri Alberti Ducis Austriæ, Stirie, Carinthie, Carniole, ac Comitatus Tirol, nec non Marchionis Moravie &c. coram nobis, Notarioque & testibus infra scriptis personaliter constituti, vice, ac nomine dicti Domini nostri Ducis Austriæ, ac de ejus mandato, ut asserant, quandam Litteram seu quoddam Privilegium serenissimi Principis olim inclite memorie Domini Friderici secundi Romanorum Imperatoris & semper Augusti, Jerusalem & Sicilie Regis, Bulla aurea sue Majestatis in filis sericeis, rubei coloris, impendente, sigillatam, seu sigillatam, in cuius medio ab una parte quedam imago ad modum figure Imperatoris, cum certis insigniis regalibus in solio Majestatis sedens, videri scilicet sceptrum in dextra, & pomum cum Cruce in sinistra, manibus habentis, cum hujusmodi circumferentialibus literis: *Fridericus Dei gratia Romanorum Imperator semper Augustus Jerusalem & Sicilie Rex*, ab alia vero parte, quedam turres ad modum Castri cum literis circumferentialibus hujusmodi: *Roma caput mundi regis orbis frenæ rotundi*, sculpte appareant cum quibusdam aliis signis & caracteribus, una cum tenore ipsius Littere infra descriptis in medium exhibuerunt & produxerunt, cujus tenor infra de verbo ad verbum est insertus, Petentes debita cum instantia, hujusmodi Litteras per nos transsummi, & exemplari, ac in publicam transumpti formam, cum interpositione decreti nostra auctoritate ordinaria redigi mandari, taliter, ut ei plena, sicut originalibus, fides valeat adhiberi, cum propter variarum discrimina aliasque causas rationabiles & eventus variabiles ipsa Littera originals, ad loca indigencie ipsius, nequeat omni tempore, comode portari. Nos igitur attendentes petitioni hujusmodi fore iustam, & consonam rationi, omnes & singulos sua interesse putantes, & quos infra scriptum tangit negotium, seu tangere poterit, quodlibet in futurum, vel certum peremptorium terminum competentem, edicto publico citati, & evocari fecimus, quo quidem termino adveniente, & nullo qui se opponeret aliquatenus comparente, ad predictorum Secretariorum, & ut premititur hujusmodi Litteram transsumi petebant instantiam. Supradictas Litteras ad nos recepimus, ipsasque una cum Notario nostro infra scripto, auctoritate diligenter, eamque sanam, integram, & illesam, omnique prolixo vicio & suspicionem carentem comperimus, quare ipsam per Notarium publicum infra scriptum, & hujusmodi cause coram nobis Scribam, transsumi, exemplari, & in publicam formam redigi mandavimus, nil addito, vel diminuto, quod sensum variet, seu mutet intellectum, auctoritateque nostram presentibus interponimus pariter, & Decretum, volentes & decernentes, ut presenti nostro publico transumpto tanquam ipse Littere originali ubique locorum in iudicio & extra, fides plenaria possit & debeat adhiberi. Tenor vero predictæ Littere per omnia sequitur & est talis. C. In Nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis Amen. Fridericus Secundus divina favente clementia Romanorum Imperator semper Augustus, Jerusalem & Sicilie Rex. Iustis Principum nostro- rum petitionibus condescendere cogimur, quas nisi favorabiliter audiremus, obaudire quod iuste petitur, per injuriam videremur, & propter per presens Privilegium, noverit, tam presens etas quam successura posteritas, quod noster Excellentissimus Princeps Fridericus Dux Austriæ & Stirie, ac Dominus Carniole, dilectus Princeps & Consanguineus noster, quoddam Privilegium divi Augusti Imperatoris quondam Friderici Avi nostri,

ANNO
1156.

memorie recolende, Heinrico quondam Duci Austrie proavio suo dudum indultum, nostro culmini presentavit, supplicans attentius, ut ei illud innovare, & omnia que continentur in eo, confirmare de nostra gratia dignemur, cujus tenor per omnia talis est. C. In Nomine Sancte & individue Trinitatis Amen. Fridericus divina favente clemencia Romanorum Imperator Augustus. Quoniam rerum commutatio, ex ipsa corporali institutione, possit firma consistere, nec ea que legitime geruntur, ulla possit refragacione convelli, ne tamen rei gesse ulla possit esse dubietas, Imperialis debet intervenire auctoritas. Noverit igitur omnium Cristii, Imperique & nostri fidelium prefens etas, & futura posteritas, qualiter nos ejus cooperante gracia, a quo celitus pax missa est hominibus super terram, in generali nostra Curia Ratispone in Nativitate Sancte Marie celebrata in presentia multorum Religiosorum & Catholicorum, litem & controversiam, que inter Carissimum nostrum Patrum Heinricum Ducem Austrie, & inter Nepotem nostrum Carissimum Heinricum Ducem Saxonie, diu agitata exitit super Ducatu Bavarie, & super Marchia a superiori parte duminis Anasi, terminavimus hoc modo, quod Dux Austrie resignavit nobis Ducatum Bavarie & dictam Marchiam, quos resignavit nobis, quod resignacione facta, mox eundem Ducatum Bavarie in beneficium contulimus Duci Saxonie. Predictus vero Dux Saxonie cessit & renunciavit omni Juri & accioni, quas habebat ad dictam Marchiam cum omnibus suis Juribus & beneficiis. Ne autem in hoc facto honor & gloria Patris nostri carissimi aliquatenus minuat, de consilio & iudicio Principum, Illustri Wadislao Duce Bohemie Sententiam promulgante, quam ceteri Principes approbantes, Marchionatum Austrie, & dictam Marchiam supra Anasium commutavimus in Ducatum. Eundemque Ducatum cum subscriptis Juribus, principiis & graciis omnibus liberalitate Cesarea contulimus predicto Heinrico nostro Patrio carissimo, prenobili sue uxori Theodora, & Liberis eorumdem, ad singularem favorem, quo erga dilectissimum patrem nostrum Heinricum Austrie, ejus Conthoralem prenobilem Theodoram, & eorum Successores, nec non erga terram Austrie, que clippus & cor Sacri Romani Imperii esse dinoscitur, afficimus, de consilio & assensu Principum Imperii, dictis Conjugibus eorum in eodem Ducatu Successoribus, nec non prelate terre Austrie subnotatas Constitutiones, Concessiones, & Indulta auctoritate Imperiali in Jura plena & perpetua redactas donavimus liberaliter vigore presentium & donamus. Primo quidem, quod Dux Austrie quibuscumque subsidis, seu serviciis teneatur, nec esse debet obnoxius Sacro Romano Imperio, nec cuiquam alteri nisi ea de sui arbitrio fecerit libertate, eo excepto duntaxat, quod Imperio servire tenebitur in Ungariam duodecim Viris armatis per mensem unum sub expensis propriis, in ejus rei evidenciam, ut Principes Imperii dinoscatur, nec pro conducendis feodis requirere seu accedere debet Imperium extra meas Austrie, verum in terra Austrie sibi debent sua feoda conferri per Imperium, & locari, quod si sibi denegarent, ab Imperio requiratur & exigatur literarie trina vice, quo facto iuste possidebit sua feoda sine offensa Imperii, ac si ea corporaliter conduxisset. Dux etiam Austrie non teneatur aliquam Curiam accedere edictam per Imperium seu quemvis alium, nisi ultro, & de sua fecerit voluntate, Imperiumque nullum feodum habere debet Austrie in Ducatu. Si vero Principes alius, vel aliter Status persona, nobilis, vel ignobilis, cuiuscunque conditionis exstiterit, haberet in dicto Ducatu possessiones ab ipso Jure feodali dependentes, has nulli tocet seu conferat, nisi eas prius conduxerit a Duce Austrie memorato, cujus contrarium si fecerit, eadem feoda ad Ducem Austrie devoluta libere sibi extunc Jure proprietatis & directi Domini pertinebunt, Principibus Ecclesiasticis & Monasteriis exceptis duntaxat, in hoc casu. Cuncta etiam secularia Jura Baunum silvestrium & forinarum, piscine & nemora in Ducatu Austrie, debent Jure feodali a Duce Austrie dependere; etiam debet Dux Austrie de nullis oppositionibus vel objectis quibuscunque nec coram Imperio, nec aliis quibuscumque respondere, nisi id sua propria & spontanea voluerit facere voluntate, sed si voluerit unum locare, poterit de suis vassallis seu homolegiis, & coram illo secundum terminos prefixos parere potest, & debet iusticie complemento. Insuper potest idem Dux Austrie, quando impugnatus fuerit ab aliquo, de Duello per unum ydoneum non in enormitatis macula decernent, vices suas prorsus supplere, & ipsum ipsa eadem die seu Princeps vel alius quisquam, pro alicujus nota infamie, non potest impetrare, nec

debet impugnari. Preterea quicquid Dux Austrie in Terris suis seu districtibus suis fecerit vel statuerit, hoc Imperator, nec alia potencia, modis seu viis quibuscunque non debet in aliud quocumque imperio commutare, & si, quod Deus avertat, Dux Austrie sine herede filio decederet, idem Ducatus ad seniores filiam, quam reliquerit, devolvatur. Inter Duces Austrie, qui senior fuerit dominum habebat dictae terre, ad eum etiam seniores filium dominum Jure hereditario deducatur, ita tamen, quod ab ejusdem Sangvinis filio non recedat, nec Ducatus Austrie ullo unquam tempore divisionis alicujus recipiat sectionem. Si quis in dicto Ducatu residens, vel in eo possessiones habens, fecerit contra Ducem Austrie occulte vel publice, est dicto Duci in rebus & corpore sine gracia condemnatus, Imperium dicto Duci Austrie, contra omnes suos injuriores, debet auxiliari & succurrere, quod iusticiam assequatur. Dux Austrie principali amicus vestre, superposito ducali pileo circumdato ferto pinnito, baculum habens in manibus, equo assidens, & insuper more aliorum Principum Imperii conducere ab Imperio feoda sua debet, dicti Duci Institutionibus, & deinstitutionibus in Ducatu suo Austrie est parendum. Et potest in terris suis omnibus, tenere Judeos & Usurarios publicos quos vulgus vocat *Gauwelehen*, sine Imperii molestia & offensa. Si quibusvis Curis publicis Imperii Dux Austrie prefens fuerit, unus de Palatinis Archiducibus est censendus, & nichilominus in consensu & ingressu ad latus dextrum Imperii post Electores Principes obtineat primum locum. Dux Austrie donandi & deputandi terras suas cuicunque voluerit habere debet potestatem liberam, si, quod absit, sine hereditibus liberis decederet, nec in hoc per Imperium debet aliquater impediri. Prefatus quoque Ducatus Austrie habere debet omnia & singula Jura, privilegia & indulta, que obtinere reliqui Principatus Imperii dinoscuntur. Volumus etiam, ut si districtus & diciones dicti Ducatus, ampliat fuerint, ex hereditibus, donationibus, emptionibus, depurationibus, vel quibusvis aliis devolutionum successionebus, prefata Jura, privilegia & indulta ad augmentum dicti Domini Austrie plenarie referantur. Et ut hec nostra Imperialis Constitutio omni evo firma & inconcussa permaneat, presentes Literas scribi, & Sigilli nostri impressione fecimus insigniri, adhibitis ydoneis testibus, quorum nomina sunt hec, Pilgrinnus Patriarcha Aquilegensis, Eberhardus Archiepiscopus Saltzburgerensis, Otto Frisingensis Episcopus, Conradus Pataviensis Episcopus, Eberhardus Babenbergensis Episcopus, Hartmannus Brixinensis, Hartwicus Ratisponensis, & Tridentinus Episcopus Dominus Welfo, Dux Conradus frater Imperatoris, Fridericus filius Regis Conradi, Heinricus Dux Carinthie, Marchio Engelbertus de Ythria, Marchio Adalbertus de Staden, Marchio Diepoldus, Hermannus Palatinus Comes de Reno, Otto Comes Palatinus, & frater ejus Fridericus, Eberhardus Comes de Sultzbach, Rudolphus Comes de Sweinsheim, Albertus Comes Hallensis, Eberhardus Comes de Pukhusen, & alii Comes de Bucena, Comes de Peylnstein, & alii Campanenses. Signum Domini Friderici Romanorum Imperatoris Invidissimum. Et Ego Rainaldus Cancellarius vice Arnoldi, Moguntini Archiepiscopi, & Archicognovi regnandero Romatore Augusto in Ratispone Quind. Osobris, Anno Domini Millesimo Centumquagesimo sexto, Anno Regni e-

ANNO
1156.

TPG
NOR
DAL

Cancellarii re-
te Domino Fri-
norum Impera-
Christo... Dat.
to decimo Ka-
Indicione quare-
Incarnacionis
testimo Quin-
feliciter Amen.
jus Quinto, Im-
perii secundo. Nos itaque, qui fidem & obsequia nostro-
rum Principum non patimur irremunerata transire, quam
attendentes fidem puram & devotionem sinceram, quam
predictus Dux ad Majestatis nostre personam & Sacrum
Imperium habet, pro gratis quoque serviciis, que nobis
& Imperio exhibuit haecenus fideliter & devote, &
que exhibere poterit in antea graviora, ipsius supplica-
cionibus favorabiliter inclinati, superscriptum Privile-
gium, divi Augusti Avi nostri predicti, huic nostro Pri-
vilegio de verbo ad verbum inferi iustissimum omnia que
continentur in eo, de Imperiali preeminencia nostre
gracia confirmantes. Igitur competet etiam nostro Im-
periali Imperio Illustri Principi nostro predilecto Fri-
derico speciali gracia graciando. Quapropter concedi-
mus enim & damus eidem Illustri Principi Duci Austrie,
hec subscripta ad habendum pro Jure plenarie, ut nul-
lus suorum feodalium, aut suas terras inhabitantium

ANNO 156. cium sive possidendum, nulli alteri aliquid juris obedi-
ant. Excepto enim sibi ipso nostro predicto Fri-

derico Principi Duci Austrie, ac suas vices suppleti-
bus sive potestatem. Concedimus enim nostro Illustri

ANNO 157.

F R I D E R I C U S, Dei gratia, Romanus Imperator
semper Augustus, Episcopus, Ducibus, Comibus,
Marchionibus, & Receptoribus, ad quos Literæ istæ per-
venerint, gratiam suam, & pacem, & dilectionem.
Quoniam, divina prærogative clementia, solum Re-
gie Majestatis concedendum, dignum est ut ejus præ-
cellentissimus munus, illi omnino pareamus in opere. In-
de est quod nos tam divinas quam humanas leges in
suo vigore manere cupientes, & Ecclesiasticas sive Ecce-
lesiasticas personas sublevare, & ad incursus, & invasionem
quorumlibet defendere intendentes, quicunque per-
sonis sui jus conservare volumus, & pacem diu desi-
deratam, & aeterna toti terræ necessariam per universas
Regni partes habendam Regia auctoritate indicimus.
Qualiter autem eadem pax tenenda sit & servanda in
subsequentibus declarabitur evidenter.

Si quis hominem intra pacem constitutum occiderit,
capitalem subeat sententiam: nisi per duellum hoc pro-
bare possit, quod vitam suam defendendo illum occiderit. Si
autem omnibus manifestum sit, quod non necessario,
sed voluntarie illum occiderit, tunc neque per duel-
lum, neque quolibet alio modo excusabitur, quia capi-
tali damnetur sententia. Si vero violator pacis a facie
Judicis fugerit, res ejus mobiles à Judice in populum
publicentur & dispendentur; heredes autem sui heredi-
tatem quam ipse tenebat, recipient tali conditione in-
terposita; ut iurejurando spondeant quod ille violator
pacis nunquam de cetero ipsorum voluntate aut con-
sensu aliquid emolumentum inde percipiat. Quod si
heredes, neglecto postmodum juris rigore, hereditatem
ei dimiserint, Comes eandem hereditatem regie dicio-
ni assignet; & a Regio jure beneficium fuscipiant.

Si quis alium intra pacis sedem vulneraverit, nisi in
duello, & vitam suam defendendo hoc fecerit, proba-
verit: manus ei amputetur, & sicut superius dictum est
iudicetur; & Judex in causa ipsam & res ejus secundum
rigorem justitiæ strictius consequatur.

Si quis aliquem ceperit, & absque sanguinis effusione
subitus percussit, vel vires ejus aut barbam expila-
verit: decem libras ei cui injuria illata esse videtur, per
compositionem impendat, & Judici viginti libras per-
solvat.

Si vero temerarius absque percussione eum invadat,
quod vulgo dicitur * ciferos, calida manu, ac verberis
contumeliosisque male tractaverit: quinque libras
componat, & Judici pro tali excessu decem libras per-
solvat.

Quicumque Judex suo pro excessu viginti libras inva-
diaverit, prædium suum pro pigore illi tradet, & intra
quatuor septimanas invadentem pecuniam persolvat.
Quod si intra quatuor septimanas prædium suum solve-
re neglexerit: heredes sui si voluerint hereditatem reci-
piant, & Comiti intra sex septimanas viginti libras per-
solvant. Si autem Comes eandem hereditatem Regiæ
potestati signet, proclamatori etiam dampnum resti-
tuat & prædium a Rege beneficiis jure obtineat.

Si Clericus de pace violata pulsatus fuerit, aut pacis
violatorem in contubernio suo habuerit, & de his in
præsentia sui Episcopi sufficienti testimonio convinctus
fuerit: Comiti, in cujus Comitatu idem Clericus hoc per-
petraverit, viginti libras persolvat, & de tanto excessu,
secundum statuta Canonum, Episcopo satisfaciatur. Si
autem idem Clericus inobediens extiterit, non solum
officio & beneficio Ecclesiastico privetur, verum etiam
tanquam proscriptus habeatur.

Si Judex populi clamore aliquem pacis violatorem ad
castrum asilejus Domini secessus fuerit, Dominus, cu-
jus castrum illi esse cognoscitur, ad faciendam justitiam
illum producat. Qui si de sua fuerit diffidit inopoten-
tia, & ante conspectum Judicis venire formidaverit, si
mansionem in castrum habet, Dominus ejus omnia bona
mobilia sub sacramento Judicis representet, & eum de
cetero in domo sua tantum proscriptum non recipiat.
Si vero mansionem in castrum non habuerit, Dominus
ejus secure eum adducere faciat, & postmodum Judex
cum populo eum tanquam pacis violatorem persequi
non desistat. Si duo homines pro uno beneficio conten-
dunt & unus super eodem beneficio investituram produ-
cit, illius testimonium, cum investituræ domum investi-
turæ cognoscit, Comes primo recipiat: & si idem pro-
bare potest idoneis testibus, quod absque rapina hoc
idem beneficium habuit, remota controversia materia
illi obtineat. Quod si de rapina præsentis Judice con-
vinctus fuerit, rapinam dupliciter solvat, beneficio vero
careat, nisi justitia & judicio distante illud in posterum

* Eitelunda.

CXXXVII.

II 57. Pax Publica per FRIDERICUM I. Imperato-
rem Ratibona constituta ad totius Germaniæ
anciem & tranquillitatem instaurandam. [JA-
TOM. I.

ANNO
159.

CXL.

EMPI-
E ET
ILAN.

*Conditions auxquelles FRIDERIC I. Empereur
reçoit ceux de MILAN, qu'il prétendait s'étre
revoitez de son obéissance, accordées en 1159.
[GOLDAST. Tom. I. pag. 269]*

In nomine Domini nostri JESU CHRISTI. Hæc est conventio, per quam Mediolanenses in gratiam Imperatoris rediituri sunt & permansiuri.

1. Cumas & Laudam Civitates ad honorem Imperii refoveri non prohibebunt, & amodo non impugnabunt, nec destruent, & à fodro, & viatico, & ab omnimoda exactione se ibidem per omnem eorum ditionem continebunt, & ultra fe non intromittent, ut sint libera illæ Civitates, sicut Mediolanenses ab ipsis sunt liberi: excepto respectu juris Ecclesiastici, quod habent ad Archiepiscopum & Ecclesiam Mediolanensem.

(a) Lof.
VIII.
stac, ad
D. Fendur.

2. Omnes Mediolanenses communiter à minoribus usque ad majores, ab annis (a) XIV. & supra usque ad annos LXX. fidelitatem Domino Imperatori jurabunt, & sine malo ingenio, & observabunt.

3. Palatium Imperiale ad honorem Domini Imperatoris arbitratu bonorum elevabunt, & cum debito honore bona fide observabunt.

4. Pecuniam pro emendatione injuriarum Domino Imperatori vel Domine Imperatrici, five Curie promissam, statutis temporibus persolvent, hoc est tertiam partem infra xxx. dies, ex quo hæc pactio confirmata fuerit: aliam vero tertiam partem infra octavam beati Martini: tertiam autem residuam partem infra octavas Epiphaniæ. Hisque sic persolvent, nullis privatis teneantur promissionibus. Pecunie promissa summa hæc est: novem milia marcarum argenti five auri vel monete ejusdem æstimationis & proci.

5. Pro his tantum prætaxatis capitulis bona fide complendis & conservandis, ecc. obides dabunt Capitaneos, Vassalfores, populares, quales approbati fuerint à Domino Archiepiscopo Mediolanensi, & Comite Blandrensi, & Marchione Guilhelmo Montisferrati, & tribus Consulibus, si hæc Domino Imperatori placuerint, juramento astrictis ad hanc electionem fideliter faciendam. Obides vero in partibus Italie omnes ferventer, præter L. vel pauciores, per interventum Regis Bohemorum Ladeslai & aliorum Principum, ultra montes, si Domino Imperatori placuerit, deferendos. Quibus autem commissi fuerint obides in Italia, jurent in presentia Mediolanensium ad hæc prædestinatum, quod præfixo tempore transacto infra octo dies, ex quo requisiti fuerint à Mediolanensibus, eos eis liberè reddant, ut illi securè eos habeant, si prætaxata capitula ab eis observata fuerint. Tres vero Principes Alemanniæ dextras dabunt, quod obides illi, qui ultra montes deferentur, si qui erunt, eodem pacto fideliter reddentur.

6. Consules vero, qui nunc sunt, ex auctoritate & concessione Domini Imperatoris usque ad Kal. Februarii proximè venturas perseverent, & pro Consulatu suo Domino Imperatori jurent. Venturi vero Consules à populo eligantur, & ab ipso Imperatore confirmentur quorum medietas ad ipsum veniat, dum in Longobardia fuerit: alibi autem eo existente, duo ad eum ex Consulibus veniant & juramento facto officium Consulatus sui à Domino Imperatore recipiant pro se & sociis suis futuris idem juramentum Domino Imperatori coram communi sua Civitate. Si autem Legatus à Domino Imperatore designatus fuerit in Italiam, eadem coram ipso & per ipsum fiant.

7. Legati vero Domini Imperatoris in Italiam directi, si civitatem adierint, in Palatio sedeant, & placita ad eos delata ad honorem Imperii diffiniant.

8. Antequam castra ab obidione moveantur, captivi omnes reddantur in potestatem Regis Bohemorum, qui & securitatem per se & honestos Principes eis faciat, quod captivos illos Domino Imperatori reddat, si eis Dominus Imperatoris pacem fecerit cum Cremonensibus, Papiensibus, Novariensibus, Cumanis, Laudensibus, Veracellensibus, non solum autem Mediolanensibus, verum etiam confederatis eorum, Tèrdonensibus, Cremonensibus, & Insubanis: salvo honore Domini Imperatoris, & illatis amicitias Mediolanensium, & in suo statu permanentibus. Si vero pax ei cum prædictis Civitatibus facta non fuerit, captivi veteres eis reddantur, nec ob id gratia Domini Imperatoris ipsi & amici eorum priventur.

9. Regalia, veluti moneta, telonium, pedaticum,

portus, comitatus, & alia similia, si qua sunt, commune Mediolanensium dimittet, & ultra se non intromittet: & si quis per violentiam hæc obtinere voluerit, & iustitiam inde coram Domino Imperatore vel Nuncio ejus facere noluierit, Mediolanenses vindictam de eo pro sua possibilitate fument in persona & possessione, regalia Domino Imperatori restituent sine fraude & malo ingenio.

10. Hoc pacto & ordine Dominus Imperator Mediolanenses & Cremonenses cum cxx. marcarum emendatione in gratiam suam recipiet, & eos & amicos eorum in plena Curia publicè à banio absolvet, & captivos eorum omnes, veteres & novos, eis reddet statim postquam obides Imperatori dederint, & captivos tam veteres quam novos in manum Regis Bohemorum reddiderint.

11. Datis autem obfidibus & captivis, altera die vel tertia exercitus ab obidione recedet, & Dominus Imperator Mediolanenses & eorum res clementer tractabit.

12. Commune Mediolani præfatas conditiones servabit plenariè, bona fide, sine fraude & malo ingenio, quantum non permanferit per justum impedimentum, & per parabolam Friderici Romanorum Imperatoris, vel Nuncii ejus, aut ejus successoris.

13. Collectam prædictæ pecunie licet modò facere Mediolanensibus ab his, quos in sua societate habere consueverant, præter Cumanos, Laudenses, & eos qui de Comitatu Sefrensi fidelitatem Domino Imperatori nuper juraverunt.

CXLI.

Diploma Donationis Imperatoris FRIDERICI I. 1160.

*quo Episcopatum Bellunensem cum toto Comitatu
& Jurisdictione, Episcopo OTTONI obsecutus
Pape ALEXANDRI III. partes ademum,
Aquelesni Patriarchæ PELLEGRINO confert,
ita ut substituti Bellunenses Episcopi Investituram
ab eodem Patriarcha deinceps recipiant. Datum
Papie in generali Concilio post destructionem Gre-
me 15. Kalend. Maii 1160. Indict. 8. [FER-
DIN. UGHELLI Italia Sacra Tom. V. Tit.
Bellunenses Episcopi, col. 177. prior. Edit. Rom.
& col. 151. ult. Venet. Ao. 1720.]*

In nomine Sanctæ, & individue Trinitatis. Amen.

FEDERICUS favente divina Clementia Romano-
rum Imperator Augustus. Cum universis in Imperio nostro constitutis Imperialis Clementiæ patrocini-
um de jure debeamus impendere, maxime tamen erga
domesticos fideles, qui exaltanda Imperii nostri corona
solicitudinem gerunt, quorum etiam fides amplius est
operibus comprobata, propensioris affectum, & ampliorem gratiam extendere debemus. Ea propter ad uni-
versorum fidelium tam futurorum, quam presentium
notitiam hoc deducimus quanta dilectionis, & amoris
prærogativa charissimum Principem nostrum Pellegrinum
venerabilem Patriarcham Aquilejæ, qui plurima, &
præclara obsequia Romano Imperio, ac nobis semper
exhibuit, dignum duximus honorare. Nos itaque ex
Imperiali auctoritate eidem venerabili Patriarchæ Pellegrino
pro fidelitatis ejus sinceritate Bellunensem Episcopatum,
quem Antecessores nostri Reges & Imperatores
habuerunt, & usque ad nos destinaverunt, cum
toto Comitatu, & arimoniis, & omni jurisdictione,
& cum omni integritate juris, & honoris pleniter dedi-
mus, & concessimus. Et omne jus nostrum de præ-
dicto Episcopatu, & integro ejus Comitatu in ipsum
Patriarcham, & per eum in Aquilejæ Ecclesiam, & in
omnes dilectissimi Patriarchæ successores de cætero habendum transfundimus. Et eidem Patriarchæ Pellegrino,
ac per ipsum Ecclesiæ suæ, & omnibus ejus successoribus
privilegiis hujus munimine in perpetuum confirmavimus:
quatenus omnes ejus successores ad exemplum venerabilis
Patriarchæ Pellegrini charissimi principis nostri in devotione,
& fidelitate nostra, & Imperii fideliter perseverent.
Stamentes quoque præcipimus, ut quicumque de cætero
in Bellunenſi Episcopatu substitui, ac præſidere
debet, a venerabili Patriarcha Aquilejæ Pellegrino, ejus-
que successoribus investituram Episcopatus recipiat, & de
omni jure Regalium nostrorum ei, vel successoribus respondeat.
Hujus autem donationis, & confirmationis testes sunt, Arnoldus Moguntinus Archiepiscopus, Vicharus
Megeleburg. Archiepiscopus, Artuchus Bre-
menſis Archiepiscopus, Everardus Babergenſis Episcopus,

ANNO
1159.

ANNO 1160. **pus**, Adam Feltrensis Episcopus, Daniel Pragensis Episcopus, Joannes Merleburgensis Episcopus, Hermannus Fardenis Episcopus, Albertus Tridentinus Episcopus, Burchardus Argentinus Episcopus, Conradus Augusta Episcopus, Voldericus Tarvisinus Episcopus, Ardicio Cumanus Episcopus, Joannes Paduanus Episcopus, Garlendonius Mantuanus Episcopus, Omnebonus Veronenis Episcopus, Henricus Bavarie, & Saxonie Dux, Henricus Dux Carinthie, Bertholdus Dux Lotoringie, Fridericus Dux Suevie filius C. Regis, Conradus Palatinus de Rheno, Otto de Vitelinbach.

Signum **FEDERICI** Romanorum Imperatoris invictissimi.

Ego **REGINALDUS** Colonie Archiepiscopus, & Italie Archicancellarius recognovi.

Acta sunt hæc anno Domini Incarnationis 1160. Indict. 8. Regnante Domino **FEDERICO** Imperatore Romanorum invictissimo, anno Regni ejus 8. Imperii vero quinto feliciter, Amen.

Data Papæ in generale Concilio post destructionem Cremæ 15. Kal. Maii.

CXLII.

1161. **Diploma Imperatoris FRIDERICI I**, quo **OTTONI** Episcopo **Bellunensi** in pristinam gratiam recepto Episcopatus **Bellunensis** restituitur, atque diffusus Episcopatus ab **Aquilensi** Patriarchatu iterum separatur. Dat. in territorio **Mediolani** apud **Landrianam** Kalend. Septemb. 1161. Indict. 11. [**FERDIN. UGHELLI** Italia Sacra Tom. V. Tit. *Bellunenses Episcopi*, col. 179. Ex Tabulis Ecclesiæ Aquilensis, prior. Edit. Rom. & col. 152. ult. *Venet.* A.º 1720.]

In nomine Sanctæ & individue Trinitatis **FRIDERICI** divina favente **Clementia** Romanorum Imperator **Augustus**.

IMPERIALIS **Clementia** benemerentibus benefacere consuevit: & hoc lenitatis exemplo, qui fideles sunt, efficiuntur fideles; minusque devoti modis omnibus student operam dare, ut ad servitium Imperii devotiores inveniantur. Ea propter presentium, ac futurorum fidelium actus cognoscat: qualiter nos dilectio nostro bone memorie Peregrino Patriarchæ Aquilensi, dum adhuc viveret, Episcopatum **Belluni** cum omni jure & honore integraliter dedimus, & ei personaliter concessimus. Quia vero idem Patriarcha divina vocatione naturæ latifecit, & (a) vitam universæ carnis ingressus est: nos diligentius attendentes fideles nostri **Otonis** **Belluni** Episcopi devotionem, & sinceritatem circa honorem Imperii, ipsum Episcopum **Otonem** pro suis præclaris meritis, tum pro fidelium nostrorum Principum interventu (quorum nomina in sequentibus subscribentur) liberum ad manus nostras, & ad honorem & servitium Imperii denuo recipimus, & universa regalia ad Episcopatum **Belluni** pertinentia ipsi cum integritate reddidimus: ipsamque Episcopum cum toto Episcopatu **Belluni**, & cum omni jure, & honore suæ libertati restituitur: ipsamque libertatis restitutionem auctoritate nostra prædicto Episcopo in perpetuum confirmamus: ita ut de cætero ad nullum habeat respectum, nisi ad solum Imperium, & Imperatores Romanorum. Ad augmentum quoque gratiæ nostræ fidei nostro prædicto **Otoni** venerabili **Bellunensi** Episcopo, & Ecclesiæ suæ concedimus, & confirmamus omnia, quæ per antecessorum nostrorum Regum scilicet, & Imperatorum ei concessa videntur, & confirmata: nominatim quidem vallem **Agordinentem**, & **Lepatensem** cum districtu, & placito; confirmamus etiam aliquantam terram juris Regni nostri, quæ jacet in Comitatu **Genetensi** in loco, videlicet **Obederzo** de **Saxora** firmante in **Fossado**: & de **Plave** in **Montegano**, & sicut currit **Plavefella** intra **Liquentiam**: & **Castellum** de **Paucenico** cum suis pertinentiis. Insuper etiam Imperiali auctoritate damus, concedimus, largimur, atque confirmamus secundum præceptum antecessorum nostrorum Imperatorum **Heinrici** **Augusti**, & **Conradi** benignissimi, eidem Episcopo & Ecclesiæ suæ omnem terram, & acquisitiones, quas **Johannes** ejusdem Sedis olim **Praeful** cum ipsa acquisivit, & tenuit, ut præfatus fidei noster **Otto** Epis-

copus **Belluni**, ejusque successores licenter nostram auctoritate de ipsis rebus jacentibus, in Comitatu **Ceneten**, **Bellunensi**, **Tarvisin**, **Forojulien**, **Vicentin**, **Feltren**, & etiam **Tridentino** faciat ad utilitatem prædictæ Ecclesiæ, prout dis habile visum fuerit, omnium hominum contradictione remota. Quorum locorum nomina specialiter hæc sunt collecta: in **Aviano**, in **Paule**, in **Faucinico**, in **Fregona**, in **Montanagis**, in **Pinedo**, **Colle**, **Concogno**, **Kormeniga**, **Feieto**, **Ceneta**, **Tarces**, **Soligo**, **iaterno**, **Combitis**, **Montebelluna**, **Lancenga**, **Villaorva**, **Cavale**, **Margiane**, **Teverone**, **Casimio**, **juxta Ibreitiam**, **Lepago**, **Lecario**, in **Zuades**, in **Cadubrio**, **Costa**, **Caste**, **am de Petra** **Bullada**, **Lucia**, **Fonzafa**. Et si omnia modo singulatim dici non possunt, prænominata omnia cum universis, quæ prædictæ Ecclesiæ iuste, & legaliter habere videtur, eidem Ecclesiæ præceptali nostra auctoritate concedendo roboramus. Et ut nulla nostri Imperii magna, parvaque persona præfatum Ecclesiam de suis bonis sine legali judicio disvelire, seu aliquo modo molestare præsumat, finititer præcipimus. Concedimus, & confirmamus prædicto venerabili Episcopo legali auctoritate, ut in prædictis bonis, quæ prædictæ Ecclesiæ cum familiis, cum famulis ibidem pertinentibus præceptali pagina a prædictis antecessoribus nostris donata sunt, in quibuscunque locis sibi placet, **Castella**, & **Turres** edificare, vel **Fossas** facere potestatem habeat. Et ut nullus Dux, **Marchio**, **Comes**, **Viccomes**, **Missus**, **Discurrens**, vel quilibet **Reipublica** exactor, seu **Judex** homines prædictam terram habitantes ad ullum placitum distringere præsumat; sed licet Episcopo ejusque Advocato placitum super eos tenere, omnesque eorum causas legitime definire, cunctorum omnium inquietudine, molestia, & contradictione remota. Hæc itaque omnia supra scripta præfato Episcopo **Otoni**, & ejus Ecclesiæ concedimus & confirmamus, salva per omnia Imperiali justitia. Si quis igitur hoc nostræ confirmationis præceptum infringere, vel violare tentaverit, sciat se compositurum mille libras auri optimi, medietatem Cameræ nostræ, & medietatem præfato Episcopo **Otoni**, aut illi, qui pro tempore ibi ordinatus fuerit. Et ut hæc rata, & inviolata permaneant, presentem Cartam conscribi, & nostra Imperiali auctoritate justissimum insigniri. Hujus restitutionis, & confirmationis testes sunt **Raynaldus** Colonie Archiepiscopus, **Hellinus** **Trevirensis** Archiepiscopus, **Heinricus** **Vieburgensis** Episcopus, **Everardus** **Banbergensis** Episcopus, **Heinricus** **Leodiensis** Episcopus, **Albertus** **Tridentinus** Episcopus, **Ardicio** **Cumanus** Episcopus, **Federicus** Dux **Sueviæ**, **Tipoldus** Dux **Boemorum**, **Vilielmus** **Marchio** **Montiserrati**, **Guido** **Comes** **Blandensis**, & ejus filius Episcopus **Ravenar**, **Vilfredus** **Comes** de **Lumello**, **Everardus** de **Lucemburgh**, & alii plures.

Ego **ULRICUS** Cancellarius vice **RAYNAIDI** Archiepiscopi Colonie, & Archicancellarii recognovi.

Signum Domini **FEDERICI** Imperatoris invictissimi.

Datum in Territorio **Mediolani** apud **Landrianam**, Kal. Septembris, anno Domini Incarnationis 1161. Indict. (a) 11. Regnante Domino **Federico** Romanorum Imperatore victoriosissimo. Anno Regni ejus decimo. Imperii vero septimo feliciter. Amen.

CXLIII.

Imperatoris **FRIDERICI I**. Investitura de **Castro Burgo**, & districtu **Finarii**, aliisque **Juribus**, **Castris** & locis, **HENRICO GUERICO** **Marchioni Savonæ** concessa anno 1162. Indictio-ne X. [Voyez-la ci-après sous le 31. Août 1577.]

CXLIV.

FRIDERICI I. Romanorum Imperatoris Investitura, **HENRICO GUERICO** **Marchioni Savonæ**, de **Marchia** & **Civitate** hujus nominis concessa. Datum Papæ IV. Idus Junii 1162. [Voyez-la ci-après sous le 15. Mai 1355.]

ANNO
166.

Janv. *Privilegium à Romanorum Imperatore FRIDERICO Civitati Aquigrano indultum de celebrandis Nundinis, & eudendis Monetis; Quò insuper abrogat & condemnat certam consuetudinem iniquam, quæ in Populo Aquensi locum justitiæ obtinuit, ut scilicet, qui de calumnia vel aliqua re impediatur non poterat expurgationis sue satisfactionem aliam offerre, nisi per festum quam inclinatus de terra levasset, quamque si subito non invenisset, in penam Corporis decidebat. Datum Aquigrani 5. Idus Januarii Anno Domini Incarnationis 1166 Indictione XIV. [LONDORP: Acta Publica Tom. XIV. Libr. XV. sub Cap. I. Num. I. pag. 64.]*

In nomine sanctæ & individue Trinitatis,

FRIDERICUS Divina favente clementia Romanorum Imperator, & semper Augustus. Quum Aquigranum locus Regalis, tum pro sanctissimo corpore B. Karoli Imperatoris inibi glorificato, quo solus ipse fore verere cernitur, tum pro Sede Regali, in qua primo Imperatores Romanorum coronantur, omnes Provincias & Civitates, dignitates & honoris prerogativas precelesti, congruam & rationabile est, ut exemplo Domini & sancti Caroli aliorumque Prædecessorum Nostrorum eundem locum Imperialis defensionis, & Nostræ clementiæ Privilegiis, & libertatis institutione quasi muro & turribus muniamus. Inde est quod bis in Anno universales & solennes Nundinas Aquigrani celebrari decrevimus ex consilio Mercatorum vicinarum Civitatum iura eatenus conservantes, quod Nundinæ istæ non solum illarum Nundinas non impediunt, verum earum adaugent emolumenta. Ex consilio itaque Principum Nostrorum, pro reverentia Domini Karoli, sanctissimi Imperatoris, omnibus Mercatoribus hanc domum liberatam, ut in his Nundinis, & per totum Annum in hoc regali loco ab omni teloneo sint immunes & liberi, & sua commercia vendant & emant, prout ipsi voluerint. Nullus Mercator vel qualibet alia Persona in his Nundinis, Mercatore in causâ ducat pro debito solvendo, vel alio quolibet negotio, quod ante Nundinas perpetratum fuerit; sed si in Nundinis aliquid perpetratum fuerit, in Nundinis secundum iustitiam emendetur. Prime autem Nundinæ incipient in Dominica prima Quadragesimæ, quando sex septimanas, usque ad Pascha numerantur, & quindecim diebus durabunt: Secundæ verò Nundinæ incipient octo diebus ante Festum Sancti Michaelis, & durabunt octo diebus post idem Festum. Omnes quoque ad has Nundinas venientes, vel inde redeuntes, vel ibidem commorantes, in rebus & personis firmam pacem habebant. Præterea ne crebra mutatio monetæ, quæ aliquando gravior, aliquando levior esse solebat, in damnum tam gloriosæ loci de cætero redundet, ex consilio Curia Nostræ monetam inibi cudi fecimus, vel aliqua re impediatur, non poterat expurgationis sue satisfactionem offerre, nisi per festum, quam inclinatus de terra levasset, quam si subito non invenisset, in penam compositionis decidit. Nos hanc iniquam legem perpetuo condemnantes, Imperiali Autoritate statuisimus, quod liceat unicuique in hoc Nostræ Regali loco Aquigrani pro qualibet causâ, quæ impeditus fuerit, expurgationem suam offerre per quodlibet, vel minimum quod de manello, vel tunica, vel pellicio, vel camisia, vel qualibet veste, quæ indutus est, manu potest avellere, directè stando sine aliqua corporis flexione. Quia verò lege iniqua condemnabatur, qui monetam aliam præter Aquensiam acciperet, vel cambivisset. Nos & contra iubemus, ut nunquamque monetæ iuxta qualitatem suam in loco nostro curat, & accepta sit omnibus, secundum quod ipsam valere consiterit. Item Mercatoribus Nostris de præfato loco Aquensi concedimus, & confirmamus, ut Nostrâ auctoritate liceat eis extra domum monetariam, & telum, cambire argentum, vel monetam, quando

ad negotiationes suas exire proposuerit. Quicumque autem contra has Nostras institutiones temere venire præsumperit, & ausu temerario eas intigerit, hanc Nostrâ subiacet, & centum libras auri Camera Nostrâ persolvat. Verum ut ab omnibus veris quæ facta sunt credantur, & diligentius observentur, presentem inde paginam conscribi, & Sigilli Nostrî impressione insigniri iussimus. Signum Friderici Romanorum Imperatoris gloriosissimi.

Ego HEINRICUS, sacri Palatii Protothotarius vice CHRISTIANI Archi-Cancellarii, & Moguntinensis Sedis Electi, recognovi. Datum Aquigrani Anno Dominica Incarnationis, millesimo, centesimo, sexagesimo sexto, Indictione decima quarta, quinto Idus Januarii, Regnante Domino Friderico Romanorum Imperatore gloriosissimo, Anno Regni ejus decimo tertio, Imperii verò decimo quinto. Actum in Christo feliciter, Amen. Et erat Sigillum impressum in Cera flava.

Collata concordat

S. PELSSER, Protothot. Aquigr.

CXLVI

Traité de Paix entre PHILIPPE Comte de Flandre & FLORENS Comte de Hollande, fait après que PHILIPPE eut fait FLORENS prisonier, & durant sa prison, en 1167. [PIERRE D'OUDEGEEST dans ses Chroniques & Annales de Flandres. Chap. LXXVII. fol. 134.]

1167.

7. Mars
FLAN-
DRE ET
HOL-
LANDE.

PREMIERS, que les hostagiers, que le Comte avoit prins pour les ysls de Zelande, entre l'Escaut & Hedinæe, demoureroient à Bruges, & ne seroient rendus au Comte d'Hollande, par fidejussion, ny autrement ne fust le consentement & vouloir du Comte de Flandre. Que nul camp de bataille se ferait entre hostagiers desdictes ysls, ailleurs qu'en la ville de Bruges. Que tout le prouffit que viendrà desdictes ysls, sera party entre les deux Contes. Que toutes confiscations advenues esdictes ysls seront communes à eux deux. Sy aucun de Flandre est spolié & desrobé en la terre d'Hollande, les inhabitants du lieu ou le cas sera advenu, en feront la restitution & deschargeront le desrobbeur, & s'ils ne le vuellent faire, le Comte d'Hollande le fera luy mesme à l'arbitrage de six hommes. Que les Gheleedes que tient le Comte de Hollande sur les marches de Flandre, seront abolies, & ne fourrirâ le Comte qu'elles soyent plus levés. Comme ausly seront revocqués & abolis tous autres impolls, comment on les pûille ou veuille nommer, & sy aucuns tels impolls se payoyent ou exigeoyent par ignorance, le Comte d'Hollande seroit tenu à la restitution. Que nuls desdicts deux Contes pourrout faire fortresses esdictes ysls, que si aucun marchant de Flandre passant par Hollande fut arresté pour debtes, iceluy marchant s'en pourra purger par serment, assyn que son voyage ne luy soit retardé, & sy l'arrestant ne s'en veut contenter, que faudra qu'il poursuive ledit marchant, devant son juge ordinaire, & sy pardestus ledit serment faict, le marchant est detenu ou empesché, le Comte d'Hollande luy payera tous ses despens, dommages, & interets. Lequel contre venant à ceste paix fournera toute la terre, qu'il tient en sief de la Conté de Flandre, sans autre solennité de loy, & n'en jouira usques à ce qu'il anroit le tout réparé. Ce fut faict à Bruges, en la Prevosté de Saint Donas feria III. post Reminiscere, en l'an mil cent soixante sept.

CXLVII

Traité entre FRIDERIC I. Empereur, & le l'ENTREPEPE de ROME, l'an 1167. [GOLDBAST. ROME. Tom. I. pag. 283.]

JURAVERTUNT presentes, & jurabunt futuri SENATORES & totus POPULUS ROMANUS Domino Federico Imperatori fidelitatem, & quod jurabunt eum coronam Imperii Romani retinere, & defendere eum contra omnes homines: & iustitias suas tam intra Urbem, quam extra Urbem juvabunt eum retinere, & quod nunquam erunt tam in consilio quam in factio, ubi Dominus Imperator malâ captione capiat, vel membrum perdat, vel aliquod detrimentum in persona patiat: & quod Senatus non nisi per eum vel

ANNO vel per Nuncium suum ordinabant, sine fraude & malo ingenio.

1167.

2. Dominus Imperator confirmabit Senatui perpetuo in eo vigore, in quo nunc est, & augebit eum tali tenore, ut Senatus per eum ordinetur, & ei subiectus fiat, & faciat inde privilegium cum sigillo auri, in quo contineantur hæc, videlicet confirmatio Senatus, & quod faciat salva omnia iusta testamenta Populi Romani, quantum ad Imperatorem pertinet, quod ea illis non auferret, & bonos usus Urbis, & locationis libellos tertii & quarti generis conservabit, & præcipit in eodem privilegio non auferri Romanis in toto Imperio suo plateaticum, portaticum, aut raticum: & (a) si auferre præsumpserit, incidat in poenam centum librarum auri.

(a) Il faut
peut-êtr
être vrai

3. Hæc omnia cum subscriptione Principum Curie fient.

CXLVIII.

Octobre. *Pax & concordia inter ALDEPHONSUM Castellæ Regem, atque SANCUM Navarræ Regem, super Castellis, pectoribus, & facultatibus ad X. annos facta. In Abbatia Siterium Era M. CC. V. Mense Octobris.* [JOAN. BROMTON Chronicon sub HENRICO Secundo Rege, inter Anglicanæ Historiæ Scriptores X. à ROGERO TWISDEN editos. Col. 1123.]

Hæc est Charta Pacis & Concordiæ quæ facta fuit inter Regem Aldephonsum de Castella & Regem Sancium de Navarra in Abbatia quæ vocatur Siterium. Placuit utrique Regum ut fieret pax & concordia inter eos per X. annos. Et facta est & placuit ut hoc iuramentum firmarent & jurarent ipsi & Barones sui super Altare & super quatuor Evangelia, ut tenerent predictam concordiam & treugas per fidem, & sine malo ingenio & fraude per X. annos; & pectoribus & facultatibus, & castellis. Et si aliquis Regum vel Baronum istas treugas fregerit, & infra XI. dies clamorem factum non emendaverit, sit perjurus. Alunso. facta Carta Era M. CCV mense Octobris, ut à frequente festivitatis Sancti Martini usque ad X. annos sit terminus treugarum & quod infra X. annos scriptæ conventionis sit lesus. Rex Navarræ conqueritur.

CXLIX.

1169. *Litteræ HENRICI Angliæ Regis ad ejus filium, quibus significat pacem THOMÆ Archi-Episcopo Cantuariensi concessisse, & præcipit, ut feudum Archi-Episcopale ei restituatur, & cuncta in pace illi conserventur. Actum apud Chinum.* [Chronica GERVASII sub HENRICO Secundo Rege, inter Anglicanæ Historiæ Scriptores X. à ROGERO TWISDEN editos. Col. 1413.]

HENRICUS Rex Angliæ & Dux Normanniæ & Aquitaniæ & Comes Andegaviæ, Charissimo filio salutem. Sciatis quod Thomas Cantuariensis pacem mecum fecit ad voluntatem meam, & ideo præcipio quod ipse & sui pacem habeant, & faciat habere ei & suis qui pro eo exierunt ab Anglia, res suas bene & in pace & honorifice sicut habuerunt tribus mensibus antequam ipse Archiepiscopus recessisset ab Anglia. Et faciat venire coram vobis de antiquioribus & legalioribus militibus de honore de *Dalwede* & eorum Sacramento faciat recognosci quid ibi habebatur de feudo Archiepiscopi Cantuariæ. Et quod recognovimus fuerit de feudo ejus esse ipsi Archiepiscopo habere faciat. Teste Rotrodo Rothomageni Archiepiscopo apud Chinum.

CL.

1170. ALEXANDRI Pape III. *Epistola ad ROGERIUM Archiepiscopum Eboracensem. Inhibet illi ne coronet filium Regis, cum id debeat Cantuariensi.* [Collect. Regia Concilior. Tom. XXVII. pag. 288. & 289. inter Epistolas Papæ ALEXANDRI III. PHIL. LABBEI Collectio Concil. Tom. X. pag. 1219.]

26 Fev.

ALEXANDER Servus Servorum Dei, &c.

ANNO

1170.

QUONIAM ad audientiam nostram multorum iam pridem relatione pervenit, quod Coronatio Regum Angliæ & inunctio ad Cantuariensem Archiepiscopum de antiqua Ecclesiæ suæ consuetudine & dignitate pertineat, fraternitati vestræ presentibus Litteris auctoritate Apostolica districtius inhiibemus, ut si illustris Rex Anglorum filium suum, dum venerabilis frater noster Thomas Cantuariensis Archiepiscopus in exilio fuerit, coronari voluerit, & in Regem inungi, nullus vestrum ei manum imponere præsumat, aut se exinde aliquatenus inromittere audeat. Quod si quis vestrum attentare præsumpserit, id in periculum officii & ordinis sui noverit procul dubio graviter redundare. In his vero appellationis remedium volumus denegari, & omnem malignandi occasionem excludi. Datam apud Cisterium quarto Kalendas Martii.

CLI.

ALEXANDRI Pape III. *Epistola ad Eumdem. Propter Coronationem HENRICI a divinis suspenditur, &c.*

ALEXANDER Servus Servorum Dei, &c.

CUM filium suum Rex vester coronari voluerit, contempto Thoma Cantuariensi Archiepiscopo, ad cujus officium de antiquo jure dignoscitur pertinere, per manum tuam, frater Archiepiscopo, in aliena provincia diadema regni ei fecit imponi. In Coronatione vero illius nulla ex more de conservanda Ecclesiæ libertate cautio juratoria est præstita, nec (sicut ajunt) a vobis exacta: Sed potius iuramento assertum confirmatum, ut regni consuetudines inique, sub quibus dignitas periclitatur Ecclesiæ, libere debeant omni tempore conservari. In quo est multum præmoniti Regis vehementiam nos contrahat, amplius tamen de vestra & aliorum Coepiscoporum vestrorum postsumus infirmitate moveri, qui (quod dolentes dicimus) facili ardet non habentes Cornua, abissis absque fortitudine ante faciem subsequntis. Et si forte hoc licere tibi, frater Archiepiscopo, in propria potuisti provincia, quomodo tamen, in aliena & illius præcipue qui exulare pro iustitia & solus exire voluit, & dare gloriam Dei, tibi liceret, nec de ratione postsumus, nec de Sanctorum Patrum constitutionibus invenire. Unde & post tam iniquas consuetudines iuramento firmatas, non adiecissis sanare scutum fidei, ut ilaretis pro domo Domini in die prælii. Ne autem, si diutius tacerimus, una vobiscum in die iudicii damnationis sententia involvamus, auctoritate Sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ, cui auctore Deo ministramus, ab omni vos officio Episcopalis suspendimus dignitatis.

CLII.

Fragmentum Pacis & Amicitie inter CIVITATEM SPALATINAM, & JUPANUM SARACENUM, Quod de venditione & emptione hominum, administrationeque iustitie inter se conveniunt. [JOHAN. LUCIUS de Regno Dalmatiæ & Croatia, Lib. VI. pag. 279.]

1171.

IN Christi nomine Dominantis Constantinii Ducis Ducatus anno primo mense Aprilis.

Nos Spalatini hoc testamentum & stabilimentum pacis inter nos & Jupanum Saracenum atque Bratozai Judex castri Clisse Radone Ar . . . Ili Presbyter Petrus Presbyter Drassine Naclerus Vilco Drug; Desinne, Tolisso, Oame, Inora, Desmir, Boles, Tolimir, Pomezra, Plinnir, post hos centum quinquaginta alii concives Clissani firmavimus ut nos fideliter amemus coram Duce isto cen, & usque & sequacibus & nostro possit eorum iustitias manuteneere curemus. Sed & hoc adiecinus ut si inficerent eos nos ab extraneis comparaverimus accepto pretio & unum solidum supra eos dimitteremus. Quod si scienter ipsos nolente comparaverimus absque pretio liber discedat nihil dando. Et si Clissani Clissanum palam vendiderit quantumcumque eum vendere possum vendam. Et quodcumque tempore guerret & Clissani contra nos patratum est cadat, & quod teni-

ANNO 1170. tempore pacis cum ipsi placitare coram eorum Jupano & iudicibus debemus, quod si iustitia distante Cilianus compositis esse componat . . . insuadet si non persona; & si eorum Jupanus aut Juxes nobis rectum iudicium non iudicaverit, sive iustitiam non fecerit nos habemus potestatem eos vocandi coram praesen . . . Ducis . . . & si quis latro apud nos quae sunt eorum furatus fuerit aut reddat totum, aut tradatur coram ditioni; Et si quis nostrum super aliquem eorum debitum quaesierit, si sine placito eum cepit amittere placitum, & si invenire poterimus eorum dampnum notificemus: & ipsi nostrum campum, & omnia quae habemus mobilia & immobilia ab omnibus latronibus absque fraude & malo ingenio custodiant. Et insuper si quis extraneus pro aliqua re pignoriare voluerit antequam iustitiam quaesiverit vos nos defendere studetis.

Hoc Sacramentum firmavit Ego Volcinnus Sagarelle, Tolmizo Drago Jupano, Petrizo Palumbello, Turminus Constantini sup eum fratre, Jurie Sulze, Micha Malanarete Cavalca Sole, Bivaldo Zane Marci Drago Gumay caterique centum quinquaginta. Si quis quod abist hanc ordinationem cum aliqua fraude & malo ingenio frangere tentaverit habeat iratum Trinum & unum Deum & maledictionem CCCX. & VIII. Sanctorum Patrum & duodecim Apostolorum & omnium Sanctorum.

Ego Duymus Levita & Ecclesiae Beati Domini Primicerius hoc testam: Scriptor & de hac re exitus testis.

CLIII.

1171. Engagement du Châteaue de HEYSTAL fait à 29. Sept. **RADULPHE** Evêque de Liège par (1) **GODEFRID** Duc de Lorraine, & confirmé par l'Empereur **FREDERIC I.** en l'année 1171. [AUBERT-LE MIRE, dans ses Diplomat. Belgica, Liv. I. Chap. LXIV. pag. 138.]

In nomine sanctae & individuae Trinitatis.

FREDERICUS Divina favente Clementia Romanorum Imperator Augustus.

Quaecunque instituta, vel conventiones inter diversas personas solemniter contrahuntur, dignum reputamus, ut scripto diligenter annotentur, ne per successiones temporum transcant in oblivionem mentium, & memoria hominum deleantur.

Norum igitur facinus tam futurorum quam praesentium industria, quod **GODEFRIDUS** Dux Lotharingiae beneficium Ducatus sui, quod situm est in villa (2) **HARSTADII**, dilecto nostro **RADULPHO** Leodicensi Episcopo, Aquisgranii, in praesentia Principum & totius Curiae, per manum nostram, pro trecentis marchis oppignoravit, & idem Episcopus, nullo reclamante, illud in potestatem suam contraxit & quiete possedit.

Postmodum verò placuit eidem Episcopo, ut jam dictum vadium, pro remedio animae suae, Ecclesiae S. Mariae, sanctique Lamberti in Leodico conferret, & ad stipendia fratrum Deo in Ecclesia eadem militantium destinaret.

Ut autem ampliorem roboris perfectionem tradito ista, Imperialis nominis auctoritate, contraheret, memoratus Episcopus oppignoratum sibi beneficium, in celebri totius Curiae praesentia, in manum nostram reportavit, nosque illud, petitione & assensu ejus, de manu propria in manum Henrici ejusdem Ecclesiae Praepositi, & Aegidii Comitis de Durachio, qui traditionis hujus Advocatus & mandiburnus institutus est, Othonis de Malberg, Alexandri de Noviomago, ad usus stipendiariorum praebendae fratrum, ut jam dictum est, liberè & absolute tradimus.

Si verò praenominatus Dux idem vadium, datis trecentis marchis, redemerit, pecunia illa in custodia Leodicensis Ecclesiae tam diu teneatur, donec alioquin ex consilio Episcopi & fratrum inde comparatur, unde stipendia fratribus persolvantur, & anniversarii dies ipsius Episcopi annuatim in Ecclesia peragatur.

(1) C'estoit Gislefroi III. Duc de la basse Lorraine, ou de Brabant; mais qui, dans ce tems là, ne donnoit le titre de Duc Lorraine, aussi bien que les Ducs de la haute Lorraine. Henri son fils en usa de même, comme on le verra dans les traités suivans, & cet usage dura long-tems après lui, sur tout en Latin; car en François & en Flamand, les Noms de Lorraine & de Lotharing furent bientôt changés en ceux de Lothier & de Lotharing, avec l'addition de celui de Brabant. [D'U.]

(2) C'est un Châteaue à une petite lieue de Liège bâti par Pierre Frere de Clèves & Mariel, qui à cause de cela fut surnommé de Heysal, ou de Heysel.

Statuimus itaque, & Imperiali auctoritate firmiter & districte precipimus, ut nulla persona, magna seu parva, Secularis vel Ecclesiastica, hujus institutionis . . . aliquatenus improbare, aut irritum revocare praesumat. Quod qui fecerit, quinquaginta libras auri puri pro poena persolvat, dimidium Cameræ nostrae, & reliquum praedictae Ecclesiae.

Ut autem haec omnia inviolabiliter observentur, & rata permaneant, praesentem inde paginam conscribi, & sigilli nostri impressione iustissimum communiri. Hujus rei testes sunt,

Christianus Moguntinus Archiepiscopus.

Arnoldus Treverensis Archiepiscopus.

Godefridus Traiectensis Episcopus.

Theodericus Comes de Cleve.

Adelbertus Comes de Molbach.

Henricus de Cuke.

Conradus de Bochesberch.

Robertus de Durne.

Wernerus de Boulant.

Henricus Leodicensis Ecclesiae major Praepositus.

Simon Decanus.

Amalricus Balduinus, Rodolphus, Archidiaconi.

Robertus Canon.

Aegidius Comes de Durachio.

Otto de Malberg.

Alexander de Numage.

Eustathius, frater Advocati Hasbanie.

Toricus de Prato.

Fastradus de Dummertin.

Thomas de Helmericurt.

Godinus de Hofemont.

Bodo frater ejus, & alii quam plures.

Ego Henricus Cancellarius, vice Christiani Moguntini Archiepiscopi & Archicancellarii, recognovi.

Acta sunt haec anno Dominicae Incarnationis millesimo centesimo septuagesimo primo, Indictione quarta, regnante Petro Romano Imperatore, anno regni ejus vicesimo, Imperii vero decimo octavo.

Datum Eodius III. Kalendas Octobris feliciter, Amen.

CLIV.

Juramentum HENRICI Senioris Regis Angliae, 1172. 27. Sept. pro purganda Innocentia sua de Occisione Archiepiscopi Cantuariensis, deque non recedendo ab ALEXANDRO Papa & Catholicis ejus Successoribus, neque impediendo Appellationes in Regno suo ad Romanum Pontificem fendas, ac de restitutione in integrum Ecclesiae Cantuariensis, emissum * apud Abrincas * Kal. Octobris. Chronica GERVASII inter Anglicanae Historiae Scriptores X. col. 1422.]

* Cette date est historique & le titre de l'Auteur.

1. QUOD nec praecipit, nec voluit, ut Cantuariensis Archiepiscopus occideretur, & quando audivit vehementer inde doluit. Sed quia Malefactores illos, qui praesatum Archiepiscopum occiderunt, habere non poterat (qui tamen in deliciis venationum aliquandiu postea fuerant cum ipso commorati) & quia timebat ipsos illud prophanum opus causa motus animi, quem in eo viderant perpetrasse de satisfactione tale praestitit Argumentum.

2. Juravit etiam quod ab Alexandro summo Pontifice, & ab Catholicis ejus Successoribus non recederet quamdiu ipsum sicut Regem Catholicum habuerit.

3. Juravit etiam, quod neque appellationes impediret, neque impediri permetteret qui liberè fierent in Regno suo ad Romanum Pontificem in Ecclesiasticis causis. Sic tamen ut si ei suspecti fuerint aliqui, securitatem faciant, quod malum suum vel Regni non quaerent.

4. Juravit etiam, quod ab instante Nativitate Domini usque in Triennium crucem acciperet in proxima sequenti Aestate in propria Persona Jerusalem iturus, nisi remanserit per Alexandrum summum Pontificem vel per Catholicos Successores ejus. Sed si interim perurgente necessitate in Hispaniam super Saracenos profectus fuisset, quantum in illo itinere consummaret tantumdem Jerusalemitanæ professionis spatium posset proloquere.

5. Juravit etiam quod interitum tantum pecuniam daret Templariis, quantum ad arbitrium fratrum Templi sufficere posset ad retinendum CC. milites ad defensionem Jerusalemitanæ terræ per spatium unius anni. Præterea pardonavit irati, & malivolentiam suam omnibus,

ANNO
1172.

nibus, tam Clericis quàm Laicis, qui pro beato Thoma Archiepiscopo Cantuariensi erant in exilio, & concessit eis liberè, & in pace propria remanere.

6. Juravit etiam, quod possessiones Cantuariensis Ecclesie, si quæ ablata erant, in integrum restitueret, sicut habuit uno anno antequam beatus Thomas ab Anglia regrederetur.

7. Juravit etiam quod consuetudines, quæ inductæ sunt contra Ecclesias terræ suæ, in tempore suo penitus dimitteret.

Hæc omnia juravit se fore observaturum bona fide, & absque malo ingenio. Et ut hæc in memoria Romanæ Ecclesie haberentur, præcepit Sigillum suum cum Sigillis Cardinalium. Scripto illi apponi in quo prædicta Capitula continebantur.

CLV.

Absolutio HENRICI II. Angliæ Regis, à sacilegæ Necce THOMÆ quondam Archiepiscopi Cantuariensis, per ALBERTUM Tituli Sancti Laurentii de Lucina, & THEODINUM tituli Sancti Vitalis, Presbyteros Cardinales Apostolicæ Sedis Legatos. [PHIL. LABBEI Conciliorum Collectio Tom. X. col. 1458.]

HENRICO, Dei gratia, illustri Regi Anglorum ALBERTUS tituli Sancti Laurentii in Lucina & THEODINUS tituli Sancti Vitalis Presbyteri Cardinales, Apostolicæ Sedis Legati, salutem in eo qui dat salutem Regibus.

NE in dubium veniant quæ geruntur, & usus habet, & communis consideratio utilitatis exposcit, ut Scripturæ serie debeant annotari. Inde quidem est, quod nos mandatum illud in scriptum duximus redigendum, quod vobis pro eo facimus, quia malefactores illos, qui sanctæ memoriæ Thomam quondam Cantuariensem Archiepiscopum occiderunt, occasione motus & turbationis quam viderunt in vobis, ad illud facinus processisse timetis. Super quo tamen facto purgationem in præsentia nostra de voluntate propria præstitistis, quod videlicet nec præcepistis, nec voluistis ut occideretur, & quando pervenit ad vos, plurimum condoluistis.

Ab instanti festo Pentecostes usque ad annum, tantam dabitis pecuniam, unde ad arbitrium Fratrum Templi ducenti milites valeant ad defensionem terræ Hierosolymitanæ per spatium unius anni teneri. Vos autem à sequenti natali Domini, usque ad triennium accipietis Crucem: proxima tunc æstate illuc in propria persona, ducente Domino, profecturi; nisi remanseritis per Dominum Papan, vel Catholicos Successores ejus.

Sane si contra Saracenos pro urgente necessitate in Hispaniam profecti fueritis: quantum temporis fuerit ex quo arripueritis iter, tantumdem supradictum spatium Hierosolymitanæ professionis poteritis prolongare. Appellationes, nec impedietis nec impediri permittetis, quin libere fiant in Ecclesiasticis Causis ad Romanum Pontificem bona fide, & absque fraude & malo ingenio: ut per Romanum Pontificem Causæ tractentur, & consequantur effectum suum: sic tamen ut si vobis suspecti fuerint aliqui, securitatem faciant, quod malum vestrum, vel Regni vestri non quaerent. Consuetudines, quæ inductæ sunt contra Ecclesias terræ vestræ, in tempore vestro penitus dimittetis: possessiones Cantuariensis Ecclesie, si quæ ablatae sunt, in plenum restituetis, sicut habuit uno anno antequam Archiepiscopus de Anglia egrederetur. Clericis præterea & Laicis utriusque sexus pacem, vestram gratiam & possessiones suas restituetis, qui occasione prænominati Archiepiscopi destituti fuerunt. Hæc autem vobis, auctoritate Domini Papæ, in remissionem peccatorum vestrorum injungimus, & præcipimus, absque fraude & malo ingenio. Hoc sane coram multitudine personarum juravistis vos pro Divina reverentia Majestatis. Juravit & filius vester, excepto eo quod personam vestram specialiter continebat; & juravistis ambo, quod à Papa Domino Alexandro, & Catholicis successoribus ejus, quædam vos, sicut antecessores vestros, & Catholicos Reges habuerunt, minime recedatis. Atque ut in memoria Romanæ Ecclesie firmiter habeatur, sigillum vestrum præcepistis apponi.

CLVI.

HENRICI Junioris Regis Angliæ Literæ ad ODONEM Priorem Ecclesie Cantuariensis, de Appellatione ejus ad Romanam Ecclesiam, quod Pater suus HENRICUS Rex absque suo consensu quasdam minus congruas personas in dicta Ecclesia Cantuariensi, aliisque Ecclesiis Provincialibus instituire attemptet. [Chronica GERVASII inter Anglicanæ Histor. Scriptores X. col. 1425.]

HENRICUS Dei gratia Rex Angliæ, & Dux Normanniæ, & Comes Andegaviæ, Regis Henrici filius, charo & fideli suo O. Priori Cantuariensis Ecclesie, & universo Conventui salutem, & dilectionem. Ex certa quorundam relatione recepimus, quod in Ecclesia vestra, & etiam in Provincialibus Ecclesiis Personas quasdam minus congruas Pater meus instituire attemptet. Et quoniam absque assensu nostro id nequam fieri debet qui ratione regiæ unctionis Regnum, & totius Regni curam suscepimus, super hoc Romanam Sedem in multorum præsentia appellavimus, & appellationem factam venerabilibus Patribus nostris, & amicis Alberto, & Theodino Cardinalibus Apostolicæ Sedis Legatis scripto, & Nuntio nostro denuntiavimus, qui sicut viri prudentes appellationi detulerunt. Hanc etiam ipsam appellationem fidelibus nostris Londoniensi, Exoniensi, & Wigornienfi Episcopis scripto nostro denuntiavimus. Et quemadmodum appellavimus, iterato sub testimonio vestro appellamus.

CLVII.

Traité de Paix entre HUGUES III. Duc de Bourgogne, & GUI, Comte de Nevers; fait à Beaune en 1174. [ETIENNE PERARD, Recueil de plusieurs Pièces servant à l'Histoire de Bourgogne, pag. 247.]

USUS litterarum receptus est propter memoriarum rerum: inde est, quod ea quæ in futurum rata & inconcussa esse decernimus, litterarum memoria commendamus. Quamobrem ego Hugo Dux Burgundiæ, & ego Guido Comes Nivernensis, per præsentem cartam notificamus tam præsentibus quam futuris, pacem quam invicem fecimus, & formam pacis quam firmavimus. Ego si quidem Guido Comes Nivernensis, in hominum Ducis veni; & ego Hugo Dux, in dominium redii, sicut feoda mea requirunt, quæ Comes pro patre suo, & pro uxore sua de me tenere debet. Hoc autem dicimus, quamquam pro feodo uxoris suæ Comes de feodo homo meus ligius erit, salva ligitate domini Regis. Et si forte feoda in heredes dividerentur, qui terram matris haberet, ligius esset. Ego autem Guido, Nivernensis Comes, juravi, & Hugo Dux idem, quando ad justitiam mihi per te ipsum steteris in locis antiquæ consuetudinis, sicut feoda requirunt, tibi aut terræ tuæ nequaquam malefaciam. Quandoquidem aliquo casu de hoc ipso lis oborta fuerit, supra quatuor personas litis contentio terminanda poneretur, videlicet supra Ansericum de Monte Regali, & super Hugonem de Monte Sancti Johannis, homines nostros, & super Abbatem Cisterci, & Abbatem Clarevallis; in hunc modum, quod de his qui laici sunt, jurabunt, & qui Abbates sunt, in verbo veritatis promittent, quod contrariam litis secundum rationem moderabunt. Itemque, si forte foris sit quatuor inter se discordaverint, quando in Curia Domini Regis mei, Dux, ad justitiam steteris, sit in Curia Comitis Henrici; si ipsa tamen contentione quæ est inter me & Comitem Henricum, sicut prædictum est, tibi, Dux, aut terræ tuæ malum non faciam. Si verò hoc ordine lis oborta composita non fuerit, ad cartas nostras recurrerit, & secundum tenorem cartarum, remota omni contentione, lis ex integro pacificabitur, & si nec fide lis possit pacificari, donec transactis quadraginta diebus post diffidentiam, tibi Dux, vel terræ tuæ malum non faciam. Hæc omnia, sicut hic continentur, ex parte mea, ego Guido Comes juravi, & perinde de duobus militibus marcis argenti obides posui, domini quæ Lingonensium, Eduensium, Antiodorensium, Nivernensium Episcopis præcepi, quod si prædictam formam pacis non tenerem, de me & de terra mea justitiam Ecclesiasticam facerent. Ego quoque Hugo Dux, hanc

ANNO
1173.
Juin* Ca. 212.
millibus.

ANNO
1174.

hanc formam pacis sicut tu mihi, ita & ego tibi ad majorem dilectionis tenorem, pro honore & reverentia tui, Comes, ex integro juravi; excepto quod obfides perinde non posui, nec iussimus Ecclesiasticam de me aut de terra mea fieri precepti. Statutum est etiam, quod firmitates de *Argenteulo*, de *santo Cyrico*, de *Barreis*, & quicquid firmitatis factum fuerat, in vado, vel circa vadum *Virachiaci*, in tempore Abbatis *Gerardi*, omnino diruantur; ita quod in eis nulla penitus defensionis remaneat machina, nec deinceps alicuius recondicionis. Et sciendum, quod sacramento vicissim fecimus, tam pro nobis quam pro hominibus & coadjutoribus nostris, & extraneos malefactoris neutri nostrum in terram alterius vel suorum transire patietur. De hac tandem pacis forma inter nos inviolabiliter tenenda, pari assensu in invicem nobis responsales posuimus. Dominum scilicet *Karolum Regem*, Dominum *VV. Archiepiscopum Senonensem*, *Henricum Comitem Trecentem*, *Theobaldum Comitem Blesensem*. Et ut hoc ratum & inconcussum in futurum habeatur, testimonio sigillorum nostrorum, presentem cartam muniri fecimus. Hæc autem pacis concordia facta est per manum *Humberti Bellouci* domini, prudentissimi viri, & in presentia multorum, quorum nomina subscripta sunt. Hujus rei testes sunt *Galterus* Lingonenis Episcopus, *Bernardus Niverneus* Episcopus, *Theobaldus Niverneus* Decanus, *Ansericus de Monte Regali*, *Gerardus de Rem*, *Guido de Vinçaco*, *Hugo de Monte Sancti Johannis*, *Nargodus de Thoci*, *Stephanus de Petra Pertusa*, *Chaldero de Ferreia*, *Gibaudus de Sancto Verano*, *Renaudus de Marchia*, *Hugo de Petra Pertusa*, *Petrus de Corcum*. Actum est apud *Belniam* Castrum, anno ab Incarnatione Domini millesimo centesimo septuagesimo quarto.

CLVIII.

Concordia & Pax inter HENRICUM Anglie Regem, & ejus Filios facta, quæ prefati filii in paternam gratiam recipiunt, omnes Homines & Barones ab eo recessi absolvuntur, unicuique terre & Castellum sua restituntur, & omnis malitia remittitur. [JOAN. BROMTON Chronicon sub HENRICO Rege Secundo; inter Anglicanæ Historiæ Scriptores X. à ROGERO TWINDEN editos, col. 1098.]

NOTUM sit omnibus tam presentibus quam futuris quod pax inter Regem & Filios suos Henricum videlicet Regem, & Ricardum & Galfridum, in hunc modum Deo volente reformata est. Henricus Rex filius Regis & fratres sui prædicti ad patrem suum & ad servitium ejus sicut ad Dominum suum redierunt liberi, & absoluti ab omni juramento & membrum quam inter se vel cum aliis fecerunt contra eum vel homines suos: Et omnes homines & Barones, qui à fidelitate Patris causâ eorum recesserant, clamaverunt quietos ab omni juramento quod eis fecerant, & ita liberi & quieti & absoluti ab omni Conventione quam eis fecerant in hominum & ligantiam Domini Regis redierunt. Et Dominus Rex debet rehabere ipsos & homines sui & Barones sui omnes terras & Castellum sua que habuerunt XV. diebus antequam filii sui ab eo recederant. Similiter Barones & homines sui qui ab eo recesserant & secuti sunt filios suos, terras suas que habuerunt XV. diebus antequam ipsi ab eo recesserant, debent integre rehabere. Et Dominus Rex remittit omnem malitiam Baronibus suis & hominibus qui ab eo recesserunt, ita quod propter hoc nullum malum eis faciet quamdâ si sicut ligio Domino suo servierint. Et Rex filius ejus similiter pardonavit omnibus tam Clericis quam laicis qui cum patre suo fuerant omnes malitiam, & adsecravit in manu Domini Regis patris sui quod illis qui servierunt ei, nec malum nec dampnum aliquod hac de causâ faciet vel perquirat in tota vita sua. Et Dominus Rex pro hac conditione donavit Regi filio suo duo Castellum idonea in Normannia ad voluntatem patris ipsius & singulis annis XV. milia librarum Andegavensium. Et dedit Ricardus filio suo duo receptacula idonea in Picardia unde Regi dampnum non posset provenire, & medietatem reddituum Picardie in denariis. Galfrido vero filio suo dedit in Britannia in denariis medietatem maritagi filie Comitissæ Conani quam ducere debet in uxorem. Et postquam Concessione Romanæ Ecclesiæ eam duxerit in uxorem, habeat omnes redditus illius maritagi sicut in Carta Conani Comitissæ continetur. Præfatos vero Domini Regis, videlicet Rex Scotie, Co-

TOM. I.

mes Leicestriz, & Comes Cestrie & Radulphus de Fulgeris, & obfides eorum & obfides aliorum prisonum quos prius habuerat sunt extra Conventionem istam. Alii autem prisonos ex utraque parte deliberari debent. Ita scilicet quod Dominus Rex obfides accipiet de prisonibus suis de quibus habere voluerit & qui dare poterunt. Et de aliis habebit securitatem per fidem & sacramentum suum & amicorum suorum. Castellum vero que firmata sunt, vel forciata postquam guerra incepit in terra Domini Regis, pro voluntate sua debent redigi ad illum statum in quo fuerant XV. diebus ante guerram. Præterea Henricus Rex filius Domini Regis, concessit Domino Regi patri suo se quam firmiter observatum omnes donationes elemosinarum quas dederat vel daturus erat de terris suis, & donationes terrarum quas dederat hominibus suis, vel daturus erat pro servicio suo. Concessit etiam se firmiter & inconcussè observatum donationem quam Dominus Rex pater suus fecit Johanni fratri suo videlicet de dominio suo mille libratas redditum in Anglia & de eiacetis suis ad voluntatem suam, & Castellum de Noyingham cum Comitatu & Castellum de Parkelge cum pertinentiis suis. Et in Normannia mille libratas redditum Andegavensium, & duo Castellum in Normannia ad voluntatem patris, & in Andegavia, & in terra que fuit Comitissæ Andegaviæ mille libratas redditum Andegavensium & Castellum unum in Andegavia, & unum Castellum in Tironica, & unum Castellum in Cenomannia. Concessum est autem à Domino Rege pro amore filii sui quod omnes illi qui propter filium suum ab eo recesserunt, & in recessu suo foris fecerunt in terra Domini Regis ad pacem Domini revertantur, ita quod de Catalis que in suo recessu asportaverant non respondeant; de morte vero, vel prodicione, vel perditione alicujus membri secundum judicium & consuetudinem terras respondeant. Qui autem ante guerram quacunque de causâ adsecraverunt & ad servitium filii sui venerunt, pro amore filii sui ad pacem revertantur, si vadum & plegios dederint standi iudicio de his que ante guerram foris fecerunt. Illi autem qui in placito erant quando ad filium suum recesserunt ad pacem revertantur, ita quod in eo statu placita sua sint in quo erant quando recesserunt. Hanc conventionem tenendam firmiter ex parte sua Henricus Rex filius Domini Regis, & fratres sui in manu patris adsecraverunt. Præterea idem filii adsecraverunt quod à Domino Rege patre suo nunquam amplius exigent ultra donationem prescriptam & determinatam contra voluntatem & beneplacitum Domini Regis patris sui, & quod neque se, neque servicia sua subtrahent patri suo.

CLIX.

SEBASTIANI ZIANI Ducis Venetorum Lite. Août, re Investiture, ROGERIO Filio Comitissæ JADRE, super Castro Kellæ cum omnibus pertinentiis, concessit. Anno 1174. mensis Augusti, Indict. 7. [LUCIUS de Regno Balmarie Libr. III. pag. 142.]

IN nomine Domini Dei, & Salvatoris nostri Jesu Christi, Anno Domini 1174. mensis Angulthi, Indictione 7. Kivato.

Quoniam ad nostri Ducatus reginam, que Deo propitio suscepimus, pertinet, ut omni cura, & instantia, que inordinata sunt provisione congrua disponamus. Ideo nos Sebastianus Ziani D. G. Venec. Dal. atque Croatia Dux cum nostris successoribus per hanc presentem concessionis cartam, damus atque concedimus tibi Rogerio filio Comitissæ Jadre, Castrum Kellæ cum omnibus suis habentis, & pertinentiis, intus & foris, usque ad campum Lonis, quod est versus Argbes, quod quidem Castrum positum est in Insula Pagl, quod est de jure, & pertinetia nostra, nostrique Ducatus, sicut te investimus in presentia plurimorum bonorum hominum. Ideoque prædictum Castrum cum omnibus suis habentis, & pertinentiis ab intus, & foris, sicut superscriptum est, à die presentis, in antea tibi superscripti Rogerii Mauroceni plenissima potestate, damus cum omni districtu & honore, sicut nobis pertinet habend. tenend. fruendi, & insuper omnes redditus habend. ten. fru. atque omnes tuas utilitates faciendi, & hæc concessiones carta in tua firmitate permaneat.

† Ego Sebastianus Ziani D. G. Dux m. m. ff.

† Ego Stephanus Baroci tt. ff.

† Ego Marcus Tanoligo tt. ff.

† Ego Marcus Maurec qui interfui, & tt. ff. rogatus sum.

M 2

† Ego

ANNO
1174.

ANNO
1174.

† Ego Joannes Dandulo tt. ff.
† Ego Vitalis Falero tt. ff.
† Ego Jacobus Basilio tt. ff.
† Ego Mauricius Maurocenti tt. ff.
† Ego Johannes Encio tt. ff.
† Ego Otto Ralticus Presbyter & Not. & Ecclesia
Sancti Gervasi Plebanus complevi & roboravi.

CLX.

11080. Pax HENRICI Anglie Regis cum FRANCO-
RUM REGE, atque Filiis suis facta, quæ pri-
mogenito Filio suo singulis annis XV. Marcas li-
brarum Andegavensium & duo Castella se datu-
rum promittit; secundo vero medietatem reddituum
Pictaviæ, & tertio medietatem reddituum
Britanniæ, tum etiam cunctis hominibus à se
recessis eorum bona reddit. Actum inter Urbem
Turbonicam, & Ambazium. V. Idus Octo-
bris. [Imagines Historiarum, Auctore RA-
DULFO DE DICETO, inter Anglicanæ
Historiæ Scriptores X. à ROGERO TWIS-
DEN editos, col. 582.]

Rex Anglorum fidelibus suis salutem. Noverit
Dilectio vestra quod pacem Dei gratia feci cum
Rege Francorum & filiis meis & hominibus meis ad
honorem Dei & meum. In pacitione autem est quod pri-
mogenito Filio meo dabo singulis Annis XV. m. libra-
rum Andegavensium & duo Castella in Normannia ad
voluntatem meam. Ricardo vero medietatem reditu-
um Pictaviæ, & duo Castella unde mihi nocere non
possit. Gaufrido medietatem reddituum Britanniæ ex-
cepta media. Homines autem mei omnes qui me de-
reliquerunt, reverti sunt, filiis meis presentibus & illis
præsentibus, in homagium & ligantiam meam, & ju-
rav erunt mihi fidelitatem contra omnes homines, qui
& terras suas habebunt, quas habebant quando à me
recesserunt. Rex vero Scotiæ & Comes Legecestræ &
Comes Cestriæ & alii qui mecum Conventionem fece-
runt vel obsides dederunt ante diem pacis hujus in vo-
luntate mea sunt, & extra Conventionem filiorum
meorum. Illi autem quos habeo qui nec obsides deder-
unt, nec aliquam fecerunt Conventionem per bonam
securitatem ad petitionem filii mei liberabuntur. Om-
nia vero Castella quæ habebam vel homines mei in
omnibus terris meis initio guerræ, reddita sunt mihi.
Et illa quæ infortiata fuerunt contra me, ad illum re-
digerunt statum in quo fuerunt quando guerra ince-
pit.

CLXI.

8. Dec. *Instrumentum Pacis WILLIELMI Scotiæ Regis
cum HEINRICO Angliæ Regis facta, per
quam ille devenit homo Ligius Regis Anglorum,
de Scotiæ, & de omnibus terris suis, nec non Ec-
clesiam Scotiæ eandem subjectionem Ecclesiæ Ang-
liæ facturam concedit, qualem olim solebat, &
omnes fugitivos ex terra præfati Angliæ Regis se
redditurum promittit. Datum in Pago Constans-
tensi VI. Idus Decembris.* [Imagines Histo-
riarum Auctore RADULFO DE DICETO,
inter Anglicanæ Historiæ Scriptores X. à RO-
GERO TWISDEN editos, col. 584.]

Rex Scotiæ devenit homo ligius Regis Anglorum
de Scotiæ & de omnibus terris suis & fidelitatem ei
fecit ut ligio Domino suo sicut alii homines sui ipsi fa-
cere solent. Similiter fecit homagium Henrico Regi
filio suo & fidelitatem, salva fide Regis patris sui. Om-
nes vero Episcopi & Abbates & Clerici terræ Regis Scotiæ
& Successores sui facient Regi Angliæ sicut ligio
Domino fidelitatem de quibus habere voluerit sicut alii
Episcopi sui ipsi facere solent. Similiter Henrico filio
suo & hæredibus illorum. Concessit etiam Rex Scotiæ
& David frater ejus & Barones & alii homines
sui Regi, quod Ecclesiæ Scotiæ talem subjectionem
amodo faciet Ecclesiæ Angliæ qualem solebat tempore
Regum prædecessorum suorum. Comites etiam, Baro-
nes & alii homines de terra Regis Scotorum de quibus
habere voluerit, Rex Angliæ, facient homagium ei con-
tra omnem hominem, & fidelitatem ut ligio Domino

sicut alii homines sui ipsi facere solent, & H. Regi filio
suo & hæredibus illorum, salva fide Regis Patris sui.
Similiter Hæredes Regis Scotiæ & Baronum, & homi-
num suorum homagium & ligantiam facient hæredibus
Regis contra omnem hominem. Præterea Rex Scotiæ
& homines sui nullum amodo fugitivum de terra Regis
receptabunt in Scotiæ vel in alia terra sua nisi voluerit
venire ad rectum in Curia Regis & stare judicio Cu-
riæ; Sed Rex Scotiæ & homines sui eum capient, &
quam citius poterunt reddent eum Regi in Angliam
vel iustitiariis suis. Præterea homines Regis habebunt
terras suas, quas habere debent, & habebunt de Regi-
bus Scotiæ & hominibus suis. Pro ista Conventione
& sine firmiter observando Regi & Henrico filio suo
& hæredibus illorum à Rege Scotiæ & hæredibus suis,
liberavit Rex Scotiæ Regi Castellum de Rockelburg
& Castellum de Berewic. Præterea Episcopi, Comites
& Barones, & omnes homines Scotiæ conventiona-
verunt Regi, quod si Rex Scotiæ aliquo casu recede-
ret à fidelitate Regis, quod ipsi cum Rege tenebant,
sicut cum ligio Domino contra Regem Scotiæ, &
Episcopi sub interdictione ponent terram Regis Scotiæ
donec ad fidelitatem Regis redeat.

*Ejusdem PACIS aliud Exemplar fufius atque lo-
cupletius. [JOANNIS BROMTON Chro-
nicon sub HENRICO II. Rege, inter An-
glicanæ Historiæ Scriptores X. à ROGERO
TWISDEN editos, col. 1108.]*

Hæc est conventio & finis quæ Willielmus Rex
Scotiæ fecit cum Domino suo Henrico Rege An-
gliæ filio Matildis Imperatricis, videlicet quod dictus
Willielmus Rex Scotiæ devenit homo ligius Domini
Regis Angliæ contra omnem hominem de Scotiæ, &
de omnibus terris suis aliis & fidelitatem ei fecit ut li-
gio Domino suo, sicut alii homines suo Principi facere
solent; Similiter fecit homagium Henrico filio suo &
fidelitatem, salva fidelitate Domini Regis patris sui.
Omnes vero Episcopi & Abbates & Clerici terræ Regis
Scotiæ & Successores sui facient Domino Regi sicut
ligio Domino suo fidelitatem de quibus habere volue-
rit, sicut alii Episcopi suo Principi facere solent, &
Henrico filio suo Regi, & hæredibus eorum. Con-
cesserunt etiam Rex Scotiæ & David frater suus, Comi-
tes & Barones, & alii homines sui Domino Regi An-
gliæ, quod Ecclesiæ Scotiæ talem amodo Ecclesiæ An-
gliæ faciet subjectionem qualem illi facere debet & so-
lebat tempore Regum Angliæ prædecessorum suorum.
Similiter Ricardus Sancti Andree, Ricardus Dunkel-
denfis Episcopi & Galfridus Abbas de Donfermelyn
& Herbertus de Coldyngham concesserunt quod Ec-
clesiæ Angliæ illud jus habeat in Ecclesiæ Scotiæ quod
de jure habere debet, & quod ipsi non erunt contra jus
Anglicanæ Ecclesiæ, & sicut ligiam fidelitatem Domi-
no Regi Angliæ & Henrico filio suo fecerant eos inde
assecutaverunt. Hoc idem facient alii Episcopi & Cle-
rici Scotiæ per Conventionem inter Dominum Regem
Angliæ & Regem Scotiæ & David fratrem suum & Ba-
rones suos factam. Comites & Barones de terra Regis
Scotiæ de quibus Dominus Rex Angliæ homagium ha-
bere voluerit facient ei homagium contra omnem homi-
nem & fidelitatem ut ligio Domino suo, sicut alii
homines sui ei facere solent, & Henrico Regi filio suo
& hæredibus suis, salva fidelitate Domini Regis patris
sui. Similiter hæredes Regis Scotiæ, & hæredes Comi-
tum & Baronum, & hominum suorum homagium
& ligantiam facient hæredibus Domini Regis contra
omnem hominem. Præterea Rex Scotiæ & homines
sui nullum amodo fugitivum de terra Domini Regis
pro feloniam receptabunt in Scotiæ vel in alia terra sua,
nisi voluerit venire ad rectum Domini Regis, & stare
judicio Curie; sed Rex Scotiæ & homines sui quam citius
poterant eum capient & reddent Domino Regi, vel ius-
titiariis suis, aut Ballivis in Angliam. Si autem de terra
Regis Scotiæ aliquis fugitivus fugerit pro feloniam in An-
gliam, nisi voluerit venire ad rectum in Curia Regis Scotiæ,
per Ballivos Domini Regis ubi inventus fuerit capia-
tur. Et si noluerit stare judicio Curie Domini Regis vel
Regis Scotiæ, non receptabitur in terra Domini Regis,
sed liberabitur hominibus Regis Scotiæ per Ballivos
Domini Regis ubi inventus fuerit. Præterea homines
Domini Regis habebunt terras suas quas habebant &
habere debent de Rege Scotiæ & de hominibus suis. Et
homines Regis Scotiæ habebunt terras suas quas habebant
& habere debent de Domino Rege & hominibus
suis. Pro ista vero Conventione & sine firmiter obser-

ANNO 1174. vanden Domino Regi & Henrico filio suo Regi & Hæredibus suis à Rege Scotia & hæredibus suis, liberavit Rex Scotia Domino Regi Castellum de Rokesburgh, & Castellum de Berewicke, & Castellum de Gede-worth, & Castellum Puellarum, & Castellum de Strivilina in misericordia Domini Regis. Et ad custodiendam Castellum illa assignavit Rex Scotia de redivit suo mensurabiliter ad voluntatem Domini Regis. Præterea pro prædicta Conventione & sine exequendo, liberavit Rex Scotia Domino Regi fratrem suum David in obsequium & Comitum Ducaum, & Comitum Baldewynum, & Comitum Gilbertum, & Comitum Danegos, & Ricardum de Nevill Constabularium, & Resum suum Willielmum, & Ricardum Comyn, & Walterum Corbet, & Walterum Olifard, & Johannem de Vais, & Willielmum de Lindefsey, & Philippum de Coleville, & Philippum de Valois, & Robertum de Frenbert, & Robertum de Turlwell, & Hugonem Giffard, & Hugonem Kidell & Walterum de Bercheffley, & Willielmum de Haia, & Willielmum de Mortimer.

Quando vero Castellum reddita fuerint, Willielmus Rex Scotia & David frater ejus deliberabuntur. Comes quidem & Barones prænominati unusquisque deliberavit obsequium suum, scilicet filium legitimum qui habere, & alii nepotes suos vel propinquos sui hæredes & Castellis, ut dictum est, redditus deliberabunt. Præterea Rex Scotia & Barones sui prænominati assenserunt, quod ipsi bona fide, & sine malo ingenio, & sine occasione faciant, quod ipsi & Barones & homines terræ suæ qui non assenserunt quando Rex Scotia cum Domino Rege finivit, eandem ligantiam & fidelitatem faciant Domino Regi & Henrico filio suo quam ipsi fecerant, & homines qui non assenserunt obsequium liberabant Domino Regi de quibus habere voluerit. Præterea Episcopi, & homines, & Comes, & Barones conventionaverunt Domino Regi, & Henrico filio suo, quod si Rex Scotia aliqua causa à fidelitate Domini Regis & filii sui à Conventione prædicta recederet, ipsi cum Domino Rege sicut cum ligio Domino suo tenebant, contra Regem Scotia & contra omnes homines Domino Regi inimicantes, & ipsi sub interdicto ponent terram Regis Scotia donec ipse ad fidelitatem Domini Regis redeat. Prædictam itaque Conventionem firmiter observandam bona fide & sine malo ingenio Domino Regi & Henrico filio suo, & hæredibus suis à Willielmo Rege Scotia, & David fratre suo, & à Baronibus supradictis, & hæredibus eorum assensuravit ipse Rex Scotia & David frater suus, & omnes Barones sui prænominati sicut ligii homines Domini Regis contra omnem hominem, & Henrici filii sui, salva fidelitate Domini Regis Patri sui: Teste Alberico Ric: & Johanne Sarisburiensi Decano, Roberto Abbate de Malmesburia, R. Abbate de Muntessberg, Herberdo Archidiacono Northamptonia, Waltero de Custanciis, Rogero Capelle Capellano, Osberto Clerico de Camera, Ricardo filio Domini Regis Comite Pictaviæ, Galfrido filio Domini Regis Comite Britannia, Willielmo Comite de Essexia, Hugone Comite Cestriae, Ricardo Humet Constabulario Comite de Mellent, Jordane Tesson, Unfredo de Boun, Willielmo de Tracy Senescallo, Willielmo filio Aldeini Senescallo apud Faleisiam.

CLXII.

1175. *Litteræ Henrici Angliæ Regis; Quibus Filio suo Henrico iram & indignationem, respiciendo ejus humilitatem, remisit, eumque in paternam gratiam recipit.* [Imagines Historiarum, Auctore RADULFO DE DICETO, inter Anglicanæ Historiæ Scriptores X. à ROGERO TWISDEN editos, col. 586.]

HENRICUS Rex Pater Regis fidelibus suis salutem. Gratas ago Deo omnipotenti & omnibus Sanctis quorum gratia, licet non de meis meritis, supra id quod credi posset me videretur & exhilaravit. Venit ad me filius meus Rex H. apud Burum, & die Martis proxima ante Ramos Palmarum cum Archiepiscopo Rothomagensi, & Bajocensi & Abbricensi & Red. Episcopis & cum Conitibus & Baronibus & fidelibus meis quam plurimis, cum multa lacrimarum effusione & singultibus multis prostravit se ante pedes meos misericordiam postulat cum humilitate, & veniam de his que comiserat erga me ante guerram, & in guerra, & post guerram, ut paterna ei pietate condonarem. Rogavit etiam cum omni humilitate, & quanta potuit devotione, qua-

tinus homagium ejus & ligantiam acciperem sicut Dominus & Pater, asserens se nunquam crediturum indignationem meam sibi condonatum, nisi idem ei facerem, quod & fratribus suis feceram, ad eorum patientie & humilitatis instantiam. Ego autem motus pietate & intelligens eum ex corde loqui & tandem esse compunctum & erga me humiliatum, iram ei remisit, & indignationem meam, & penitus eum in gratiam admisi, suscepto ab eo homagio & sacramento super sanctas reliquias appositas, quod fidem mihi servabit contra omnes homines, & consilio meo in omnibus agendis suis de cætero adquiescet, & quod hominibus meis & suis, qui mihi servierunt in guerra ista nec malum inde perquireret quandiu vixerit, sed eos honorabit & promovebit sicut fideles meos & suos, & quod de consilio meo totam domum suam & totum statum suum ordinabit & de cætero in omnibus operabitur. De hoc autem dedit mihi plegios & fidejussores R. Rothomagensis Archiepiscopus, H. Bajocensis, R. Abbricensis, S. Red. Episcopos, & Comitum Willielmum de Mandevilla & Barones meos quam plurimos qui presentes erant. Pro misit autem confiderent quod de eodem daturus est mihi fidejussores Dominum Regem Francorum, Comitum Flandrensem & Ricardum fratrem suum, & Gaufredum Comitem, Henricum Comitem, Theobaldum Archiepiscopum Cantuariensem & Eboracensem, Episcopos, Comites & Barones citra mare & ultra mare, hac conditione quod si à prædicta conventionem (quod absit) exierit, necum contra eum unanimiter stabunt & nullum ei auxilium, vel consilium nisi ad me revertendi præstabunt.

CLXIII.

(1) *Rescriptio sive Donatio quæ BURCHARDUS Aquilejensis Ecclesiæ Advocatus, pro remedio anime sue, edidit & tradidit in manus Patriarchæ UDALRICI Aquilejensis, pro se & successoribus in perpetuum, jus totius Advocatiæ quod habuit super omnibus bonis præfate Aquilejensis Ecclesiæ.* [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra Tom. V. Tit. Aquilejens. Patriarchæ. col. 64. prior. Edit. Rom. & col. 68. ult. Venet. Ap. 1720.]

In Nomine Sanctæ & individue Trinitatis.

NOTUM sit omnibus Christi fidelibus, tam futuris quam presentibus, in Vineâ Domini Sabaoth cooperantibus, qualiter Henricus Sanctæ Aquilejensis Ecclesiæ, quæ constructa est in honorem Sanctæ Mariæ Virginis, Sanctorumque Martyrum Christi Hermagora & Fortunati, Advocatus, inspirante Deo, à quo bona cuncta procedunt, qui novit qui sunt ejus, novit qui prædestinati sunt ad gloriam, qui prædestinati sunt ad flammam; ut David penitens, compunctus, (a) desiderans, & jam meliorem esse diem mortis die natiuitatis, atque illud Salomonis adimplere non (b) deferens, quod manus tua potest facere instanter operare, quia nec opus, nec ratio erit apud inferos, quo tu properas, ejusdem sanctæ Ecclesiæ iustitiam recognovit, atque pro amore omnipotentis Dei, & remedio animæ suæ, omniumque successorum suorum, consensiente & collaudante, necnon eandem sententiam confirmante Burkardo, eodem die Advocato constituto, Placitum Advocatiæ super omnibus bonis præfate Aquilejensis Ecclesiæ, attinentibus cum omnibus districtibus, usus, & pertinentiis, integerrime in manu Domini & Catholici Patriarchæ Udalrici ejusdem sanctæ Aquilejensis Ecclesiæ tradidit, ita ut nullus Advocatus amodo & usque in sempiternum, inibi Placitum, sed Fratres digne & religiosè, atque devotè Deo jugiter servientes perpetuo, & inviolabili jure habeant, ita ut orationes eorum, in quas me cum omni charitate unanimes receperunt, fideliter habeant, quibus salvari firmiter credo in corpore & in anima. Qui venerabilis Patriarcha gaudens super his, quæ ex iusta & bona voluntate prædicti fratris sui Henrici Advocati, ad laudem & gloriam sanctissimæ Aquilejensis Ecclesiæ fiebant, accepta in se potestate communi conventu habito consensu, & voluntate Cleri & populi ejusdem sanctæ Ecclesiæ Fidelium, scriptis commisit. Quapropter Dominos successores nostros diligenter admonemus, & humiliter fideliter rogamus & peti-

M 3

(1) La Date manque à cette pièce; mais, comme il en est parlé dans le Diplôme de Frédéric I. qui suit, & dans un autre semblable du Pape Alexandre III. donné au mois de Juillet 1176, & rapporté par le même Auteur au même endroit col. 65. on peut la placer vers l'an 1175. [Duv.]

ANNO 1175.

(a) consi-
derans.
(b) defer-
reans.

ANNO 1175. petimus, ut quod inprimis per iustitiam, deinde per amorem omnipotentis Dei, & pro salute animarum nostrarum, quod a nobis factum est nullo modo infringant; sed scientes se ciacrem esse, & in pulverem reverendos propria manu corroborantes omni tempore inviolabile esse permittant. Quod si aliter, quod abist, contra spem & fiduciam nostram salutis suæ oblii fecerint, sit in eis ultio divina pro remedio vitæ æternæ, dans eis supplicium mortis perpetuæ. Quod ut verius credatur, proprio sigillo subter insigniri iussimus. Hi sunt testes, Burkardus Frater Burkardi Advocati, & filius ejus Burkardus, Henricus de Goricia, Willelmus Heonos, Valdo, Andreas Rotolfus, & Filii ejus Fridericus, Aftaldus, Marcondardus frater Andreæ.

Ego UDALRICUS Patriarcha manu propria subscripsi.

Fridericus de Tigili, Azo, Otto de Pifine, Drietrus Vicedominus, Bertholdus & Frater ejus, Vermeris, Udalricus, Heamenardus, Joannes, Adalbertus, Comes Votiscalus.

Ego Magister ALBERTUS Domini Peregrini Aquilejensis Patriarchæ Notarius, sicuti in autentico, in quo certa signa sigilli consumpti vetustate apparebant, vidi & inveniri, nil addens vel diminuens, quod sententiam mutaret, Anno Domini millesimo ducentesimo sexto: Indict. nona, die Mercurii decima, die invante Madio, ita scripsi & corroboravi.

CLXIV.

1177. Diploma FRIDERICI I. Imperatoris in favorem
20. Juill. Præpositi & Canonicorum Ecclesiæ Patriarchalis Aquilejensis concessum, per quod omnes Regum Largitiones, Imperatorum Concessionem, & fidelium Oblationes, quas dicta Ecclesia possedit, vel in futurum adipisci poterit, confirmantur. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra, Tom. V. Tit. Aquilejens. Patriarchæ col. 60. prior. Edit. Rom. & col. 66. ult. Venet. A.º 1720.]

In Nomine Sanctæ & individue Trinitatis.

FRIDERICUS divina favente clementia Romanorum Imperator Augustus. Ad æternæ Beatitudinis meritum, & prosperum temporalis Imperii gubernaculum, apud Regem Regum credimus nobis proficere, si iustas personarum spiritualium petitiones, circa Ecclesiarum opportunitates, clementer attendamus, ipsarum iura confirmando, nostræ clypeo protectionis eas ab iniuriarum occuribus defendendo. Noverit igitur Christi & Imperii nostri fidelium præsens ætas, & futura, qualiter nos intuitu divinæ retributionis & similiter ob petitionem dilecti ac fidelis nostri Uldarici venerabilis Præpositi & fratrum suorum majoris saltem Ecclesiæ in Aquileja Canonicorum eandem Ecclesiam S. Mariæ Sedis Patriarchalis, cum personis & possessionibus cunctisque bonis, & pertinentiis ejus in nostræ tuitionis patrocinium suscepimus, eamque per omnia salvam & quietam consistere volumus. Universas ergo possessiones, & quælibet bona, quæ eadem Ecclesiæ, largitione Regum vel Imperatorum, concessione Pontificum, oblatione fidelium, vel alio quovis iustæ acquisitionis titulo possedit, aut in futurum rationabiliter adipisci poterit, Imperiali nostra auctoritate ipsi Ecclesiæ confirmamus. Et ut Præposito, fratribusque, qui nunc in eadem sunt Ecclesia, eorumque successoribus, firma semper & illibata permaneant, perpetua sanctione statimus. In quibus hæc propriis duximus exprimenda vocabulis, Villam de Melereto cum omnibus finibus & pertinentiis suis, scilicet cum Villa Sclavorum, quæ similiter dicitur Meleretum, & Palmata, & Roncha, & Ronchetas, cum agris, vineis, pratis, pascuis, cultis & incultis, sylvis & venationibus usque ad sylvam Laurentii, & usque ad quæ dicitur Cleudan, & usque ad Villam quæ dicitur Antonianam, & usque Felctas, & usque Bicinis, & usque ad Villam Sancti Stephani, & usque Tiran, & usque ad Villam quæ dicitur Præstariano, & Villam quoque de Castellone, & de Murtiâno, cum finibus & pertinentiis suis, à Villa S. Andrea usque ad Villam quæ dicitur Gonarium, & usque ad Villam. cum omnibus redditibus suis, cum vineis, agris, pratis, pascuis, cultis & incultis, paludibus & sylvis, cum venationibus, cum aquis, aquarumque decursibus, cum molendinis & piscationibus, Villam de Manario & de Carlinis, & Villam de Mutiana, & Villam S. Georgii cum omnibus redditibus suis, una cum omnibus finibus & pertinentiis

ANNO 1177. suis, cum campis, vineis, pascuis, pratis, cultis & incultis, cum aquis aquarumque decursibus, ac molendinis & insulis à mari & a flumine, quod dicitur Cornum, usque ad aquam quæ dicitur Arvuncum, cum paludibus & piscationibus, cum sylvis, & venationibus, Ecclesiæ Baptismales Aquilejensis Patriarchatus, in omni jure & pacis quiete, sicut eas eadem Ecclesia hactenus possedit, & tenuit, cum Capellis sibi pertinentibus. In Foro Aquilejensi triginta stationes, & in portu Piri viginti. Quinquaginta Manfos in Otellam, cum Ecclesiis & decimis. Villam de Fara, cum adjacentibus Villis, videlicet Villa de Petolam, & Draniam, & Sebradan, & Villa nova Gradisca, & Beuma, cum omnibus pertinentiis suis a monte, qui dicitur Grafi, usque ad Stratum Ungarorum, & usque ad Villam quæ dicitur Hago, cum Ecclesiis & omnibus pertinentiis suis, pratis, sylvis, vineis, pascuis, cultis, & incultis, venationibus, & piscationibus, & in omni jurisdictione, sicut prædecessor noster divæ memoriæ Imperator Otto Aquilejensi Ecclesiæ, & Canonicis tradidit. Et in Carnea Villam de Pervilis, & Villam de Negorias, & Villam de Felas in monte S. Petri, & montem de Tenea. Et quatuor manfos apud Villam de Avallè, & Villam de Batallia, & tres manfos apud Ignan, & novem manfos apud Pinzan, & quindecim manfos apud Gruam, & quandam Montem apud Verofon. Præterea sicut Barchardus Aquilejensis Ecclesiæ Advocatus, & postea Henricus Placium Advocatus in manu Patriarchæ Walrici, pro se & successoribus, restituerunt super omnibus bonis Aquilejensi Ecclesiæ pertinentibus, omnibus distinctis usus & pertinentiis; Ita & nos Placium distinctum & auctoritatis hujusmodi iura eidem Ecclesiæ Imperiali statutis statuto confirmamus & stabilimus. Decernimus ergo, & nostræ Majestatis Ecclesiæ statuentes precipimus, quatenus de cætero nulla persona, magna vel parva, Secularis vel Ecclesiastica, supradictam Ecclesiam audeat temere perturbare, aut ejus possessiones auferre, vel iniuste detinere, & juri aut honori ipsius in aliquo detrudere, vel ipsam in Villis ejus pertinentiis violenter vexare, seu damnificare; sed omnia ei spectantia illibata, integra, & illæsa conserventur, eorum pro quorum gubernatione, & sustentatione concessa sunt usus profutura, salva in omnibus Imperiali iustitia, & Aquilejensi Patriarchæ Canonico jure. Si quis autem nostræ tuitionis, confirmationi, institutioni & præcepto auri temerario aliquatenus contraire præsumpserit, ad penam centum Librarum auri purissimi sit condemnatus; quorum media pars Fisco nostro, residua pars Præposito, & Canonicis præfatæ Ecclesiæ solvatur. Ut vero hæc supradicta prædictæ Ecclesiæ rata, & inconvulsa permaneant, & oblivione non pereant, præsentem Privilegium Paginam hujus fecimus inde conscribi, & nostræ Majestatis Sigillo roborari. Nomina quoque testium aliqua de multis, qui in donatione hujus Privilegii nostri aderant, placuit annotari. Valricus Patriarcha Aquilejensis, Vignmannus Magdeburgensis Archiepiscopus, Christianus Maguntinus Archiepiscopus, Arnoldus Treverensis Archiepiscopus, Philippus Colonienfis Archiepiscopus, Eberardus Bisuntinus Archiepiscopus, Eberardus Merseburgensis Episcopus, Rodolphus Argentinensis Episcopus, Conradus Wormatiensis Electus, Arnoldus Osnabrugensis Episcopus, Anno Mindensis Episcopus, Gerardus Concordienfis Episcopus, Sifridus Cenerentis Episcopus, Vartumilus Protonotarius Florentinus Comes Hollandiæ, Henricus Comes de Drecha, Poppo Comes de Werleni, Jacobus Filius Ducis Venetiæ, & Marcus Maurocenus, Petrus Traversarius, Laurellus Ferraria, Garozapan Veronenfis, Martinus de Castellio, Ulricus de Bisoffo, & alii quamplures.

Signum Domini Romanorum invidiis

TPS
TOR
RAC

ni FRIDERICI Imperatoris sui.

Ego GOTTFREDUS Cancellarius vice PHILIPPI Colonienfis Archiepiscopi, & Italici Regni Archicancellarii recognovi.

Acta sunt hæc anno Domini Incarnationis M.C.LXXVII. Indict. X. regnante Domino FRIDERICO Romanorum Imperatore gloriosissimo, Anno Regni ejus XXVI. Imperii vero XXXIII. Datum in Territorio Venetiano apud Monasterium Sanctæ Trinitatis XIII. Cal. Augusti XX. Mensis Julii feliciter, Amen.

ANNO
1176.

CLXV.

Pax & Reconciliatio inter ALEXANDRUM III. Papam & FRIDERICUM I. Imperatorem Anagnin tractata, atque preliminariter conven- ta, Anno 1176. [GOLDASTI Constitutiones Imperiales Tom. III. pag. 360. ex Archi- vis Anagninensibus.]

FRIDERICUS Imperator Alexandrum Pontificem in Catholicam & Universalem Pontificem recipiet, ac debitam ei reverentiam adhibebit, perinde ac Catho- lici ipsius antecessores Catholicis ejus antecessoribus prestiterunt, eademque successoribus ejus Catholicis inuentibus exhibebit.

2. Reddet veram pacem Alexandro, & omnibus successoribus ejus, & universæ Romanæ Ecclesiæ.

3. Quæcumque possidet, aut tenet, five Præfectoriam, five rem aliam, quam Romana Ecclesia habuit, & ipse vel per se vel per alios abstulit, bona fide restituet, salvo omni jure Romanæ Ecclesiæ. Quasque possessiones, restituet, ad eas etiam retinendas auxilio erit.

4. Imperator & Pontifex ad honorem & jura Ecclesiæ atque Imperii conservanda se invicem adjuvabunt. Pontifex ut benignus pater devorum & carissimum filium & Imperatorem Christianissimum: Imperator, ut devotus filius & Christianissimus Imperator dilectum reverendum patrem & B. Petri Vicarium.

5. Quæ à tempore schismatis, vel occasione ipsius, aut sine ordine judiciario Ecclesiasticis ab Imperatore vel suis erepta sunt, eis restituentur.

6. Beatrix Imperatrix recipiet Alexandrum Pontificem in Catholicum & venerabilem Pontificem. HENRICUS Rex, filius eorum, similiter recipiet eum, atque ei & Catholicis successoribus ejus debitam reverentiam adhibebit, & Sacramento eodem se obstringet, quo se Imperator obstringit.

7. FRIDERICUS Imperator, & HENRICUS Rex filius ejus, pacem veram reddent Gulielmo Regi Siciliæ ad annos quindecim, sicut per sequestres pacis est constitutum.

8. Imperatori Constantinopolitano, & adiutoribus Ecclesiæ Romanæ, pacem reddent, nec mali quidquam referat per se vel per suos pro opera Ecclesiæ Romanæ impensa.

9. De controversiis, quæ ante tempora Hadriani Pontificis inter Ecclesiam & Imperium versabantur, sequestres ex parte Pontificis & Imperatoris constituent, quibus mandabit, ut eas pro arbitrio transigant. Quod si illi non consenserint, iudicio stabit Pontificis & Imperatoris, vel eorum, quos ipse delegaverint.

10. Christiano Cancellario Moguntinus Archiepiscopus, Philippo Colonienfis concedetur, & plenissimo jure firmabitur.

11. Primus Archiepiscopus, qui in Teutonico Regno vacaverit, Conrado, auctoritate Pontificis & auxilio Imperatoris, deferetur, qui idoneus videatur.

12. Ei, qui se Calistum appellat, Abbatia tribuetur. Illi, qui dicuntur ejus Cardinales, loca repetent, quæ primum habuerunt, nisi ea sponte & iudicio dimiserint, & in Ordinibus, quos ante schisma habuerant, relinquentur.

13. Gerò nunc dictus Alberstatis deponetur, & Ulricus restituetur.

14. Alienationes à Gerone factæ, & beneficia data similiter, & ab omnibus intrusis, auctoritate Pontificis & Imperatoris, debebuntur, & suis Ecclesiis restituentur.

15. De electione Brandeburgensis Episcopi, qui in Bremensem Archiepiscopatum lectus fuerat, cognoscetur: & si rite factum fuerit, ad eam Ecclesiam tradetur. Et quæcumque ab Aldevino, qui nunc præest Bremensi Ecclesiæ, alienata sunt, prout rite factum visum fuerit, eidem Ecclesiæ restituentur.

16. Quæ Salisburgensis Ecclesiæ tempore schismatis ademta sunt, eis re reddentur.

17. Omnes Clerici ex Italia, aut aliis regionibus, quæ sunt extra Teutonice Regnum, dispositioni & iudicio Alexandri Pontificis & successorum ejus, relinquentur. Si vero Imperator rogabit pro Ordinibus aliquorum, usque ad decem vel duodecim, exaudietur.

18. Garisoldius Mantuanus Episcopus quondam suo restituetur, ita ut ille, qui nunc est Episcopus Mantuanus, ad Episcopatum Tridentinum tradatur: nisi

forte inter Pontificem & Imperatorem convenierit, ut alius ei Episcopatus indulgeretur.

19. Archiepiscopus de Savo in Archipresbyteratum quondam suum, & alia beneficia, quæ ante schisma habuit, restituetur.

20. Omnes ordinati à quondam Catholicis in Teutonico Regno restituentur Ordinibus suis ita perceptis.

21. De Argentinensi & Basiliensi diocesis Episcopis, qui ordinati fuerunt à Vidone Cremonensi, in eodem Regno prædicti sequestres rem committent decem vel octo hominibus, quos ipsi elegerint, qui jurejurando affirmabunt, se illud consilium Pontifici atque Imperatori daturis, quod se iuste dare posse sine animæ suæ atque ipsorum detrimento statuerint, & Pontifex atque Imperator eorum consilio obtemperabit.

22. Pontifex & omnes Cardinales recipient Beatricem uxorem Friderici Imperatoris in Catholicam & Romanam Imperatricem, camque aut Alexandrum Pontifex, aut Legatus ejus coronabit: & Henricum filium eorum in Catholicum & Romanum Regem.

23. Pontifex & Cardinales pacem reddent Friderico Imperatori, & Beatrici Imperatrici, & Henrico Regi, filio eorum & omnibus adiutoribus eorum. Pontifex, & omnes Cardinales promittent, se observaturos hanc pacem in verbo veritatis, & privilegium condent subscriptione omnium Cardinalium, & Cardinales scriptum prædictæ confirmationis condent sigillis suis appositis.

24. Pontifex, subito advocato Concilio, prout subito advocari poterit, cum Cardinalibus, Episcopis & aliis religionis hominibus, qui interfuerint, excommunicationem statuet in omnes, qui hanc pacem violare voluerint, deinde in generali Concilio.

25. Plerique Nobilium Romanorum, & Capitaneorum Campaniæ hanc pacem firmabunt.

26. Imperator pacem cum Ecclesiâ, & pacem cum Rege Siciliæ ad quindecim annos, & inducias cum Lombardis à proximis Kalendis Augusti usque ad sex annos firmabit jurejurando suo, Principumque suorum, mandabitque Lombardos, qui in parte sua sunt, prout in tabulis induciarum communibus est descriptum, eas inducias confirmare. Si quis vero ex parte Imperatoris has inducias jurare noluerit, Imperator præcipiet omnibus, qui in parte sua sunt, pro officio fidelitatis & gratiæ sue, ut nullam præstent auxilium, & volentibus offendere, ne impedimento sint. Si quis offenderit, culpa vacuus sit. Nec mandatum hoc revocabit Imperator, donec inducia stabunt.

27. Henricus Rex, filius ejus, pacem cum Ecclesiâ & cum Rege Siciliæ ad quindecim annos, & inducias cum Lombardis à sexennium scripto confirmabit, ac sui Principumque suorum subscriptione.

28. Si vero, quod absit, Pontifex præmoriatur, Fridericus Imperator, & Henricus Rex filius ejus, hanc formam pacis & compositionis firmiter observabunt successoribus ejus, & universis Cardinalibus, & toti Romanæ Ecclesiæ, & Regi Siciliæ, & Lombardis, & cæteris qui secum sentiunt. Et si, quod absit, Imperator præmoriatur, Pontifex, & Cardinales, & Ecclesiâ Romana prædictam pacem firmiter observabunt successoribus ejus, & Beatrici uxori, & Henrico filio ejus, & omnibus ex Teutonico Regno, & cæteris adiutoribus eorum, & successores Pontificis similiter observabunt.

CLXVI.

Pacta Induciarum, inter IMPERATOREM & 31 Aout.

PRINCIPES ac CIVITATES Italie. Prædictæ Kal. Septembris 1176. [GOLDASTI Constitutiones Imperiales Tom. III. pag. 361.]

PRIORIE Kalend. Septembris, MCLXXVI. inter Imperatorem Fridericum, & partem ejus Cremonam, Papiam, Genuam, Derthonam, Comum, Hastam, Albam, Aquas, Taurinum, Eporogiam, Albingimillium, Savonam, Albugaunum, Casale Sancti Evasii, Montemvelli, Imolam, Faventiam, Ravennam, Forum Livii, Forum Populi, Cæstinam, Arimnum, Castrocarum, Marchionem Montisferri, Comites Blanderati, Vasti, Marchiones Boschi, Comites Laumelli: & ab altera parte societatem Lombardorum, nempe Venetias, Tarvisium, Patavium, Vicetiam, Veronam, Brixiam, Ferrariam, Mantuam, Bergomum, Laudem, Mediolanum, Novariam, Vercellas, Alexandriam, Casinum, Belmontem, Placentiam,

ANNO
1176.

ANNO 1176. tiam, Bobium; Marchionem Malampinam; Parmam, Regium, Mutinam, Bononiam, Sanctasineses, Ducianos, & cetera loca societatis Lombardia, Marchie, Romanie, iudicia constituta sunt à Kalend. Augusti usque ad annos sex. Jurabit Imperator & filius, & singuli in suis Civitatibus se has iudicias observaturos, nec offensuros Cremonenses aut Papienses, aut alios ex parte Imperatoris. Idem jurabunt Consules & Credentia Civitatum federatarum; aut homines quinquaginta, ubi non erunt Credentia; aut Prætores, ubi non erunt Consules. Et si offensio incidit, eam emendaturos. Imperator autem jurabit, se per sex annos neminem Sacramentum fidelitatis apud se dicere coacturum.

CLXVII.

24. Sept. *Compromissum inter ALDEPHONSUM Castellæ & SANCUM Navarræ Regem, de accipiendo iudicio ab HENRICO Angliæ Rege super querelis inter se habitis. Actum inter Navarres & Lucronium. Æra MCCXIII. VIII. Calend. Septembris.* [Chronicon JOANNIS BROMTON sub HENRICO Secundo Rege; inter Anglicanæ Historiæ Scriptores X. a ROGERO TWISDEN editos, col. 1120.]

HOC est Pactum & Conventio inter Aldefonsum Regem Castellæ, & Sancium Navarræ Regem, avunculum suum de querelis videlicet, quas inter se habebant, ut iudicium Regis Angliæ sibi satisfaceret. Et ad hæc uterque Regum IIII. Castella in fidelitate ponit, ut iudicium Henrici Regis Angliæ Soceri Regis Aldefonsi accipiat & compleat: & per quem steterit, quominus fiat, subscripta Castella amittat. Rex verò Aldefonsus ponit in fidelitate Nagarum Castellum Christianorum, & Or Castellum Judæorum, & Arnedo Castellum Christianorum, & Celorigon Castellum Judæorum; similiter Rex Navarræ in hac fidelitate ponit Stellan Castellum, & Castellum Judæorum & Funes, & Marano. Et ad hoc Nuncii utriusque Regis sint ad præsentiam Regis Angliæ in prima die præsentis quadragesimæ, quæ est caput jejuniæ, ad hoc iudicium recipiendum. Et si forte Nuncii cujuslibet partis morte, vel infirmitate, vel captivitate sua detenti fuerint, præcedentes Nuncii expectent eos usque XXX. dies ultra diem præfixum in Curia prænominati Regis Angliæ; & qui sani remanserint, veniant ad Curiam, & iudicium accipiant. Et si omnes infirmi vel capti, vel mortui fuerint, nichil cuius fuerint proinde amittat. Et si omnes vel aliqui Nunciorum aliqua harum trium causarum vel occasionum non fuerint detenti, & ad diem statutum ante Regem Angliæ non venerint, Rex cuius Nuncii fuerint hæc prædicta Castella amittat, & hoc faciat per bonam fidem & sine malo ingenio. Et si forte, quod absit, Rex Angliæ interim mortuus fuerit, hoc eodem prædicto modo Nuncii isti ad Regem Francorum, ad hoc iudicium percipiendum pergant, & per eum, sicut per Regem Angliæ, hoc iudicium percipiant & compleant: Sanctus igitur Rex Navarræ hæc tria Castella per militem & portatorem suum recipiat, & donet Nujaram & Celorigo P. Roderici filio Comitis R. & donet Arnedo D. Semines, & ipsi faciant sibi homagium de eis. Similiter Aldefonsus Rex Castellæ hæc tria Castella per militem & portatorem suum recipiat, & donet Stellan P. Roderici de Azagra, & Funes S. Raymuri, & Maranover R. Martini, & ipsi faciant sibi homagium de eis. Et si aliquis Regum istorum hæc tria Castella militibus a tenentibus auferre voluerit, & ea alteri dare, donet illa Rex Sancius Navarræ P. Roderici, vel G. Vermundi vel S. Raymuri. Similiter Rex Aldefonsus Castellæ donet illa Comiti N. vel Comiti P. vel Comiti G. sed ipsi qui tenentes fuerint, non doneant hæc prædicta Castella donec illi qui ea recipere debent, faciant homagium de illis alteri Regi sicut supra dictum est. Et in toto quantum Rex Aldefonsus tener de Rege Navarræ melioret cum proprio suo ære quantum voluerit & poterit. Similiter Rex Sancius melioret cum suo proprio ære quantum voluerit & poterit in toto quantum tenet de Rege Aldefonso. Et ad hoc iudicium audiendum illi Reges IIII. fideles elegerunt, videlicet Johannem Episcopum Tiraconensem, & Petrum de Areis, & Gunterum, & Petrum de Rhinso. Vel de istis duo vel tres vel omnes, cum Nunciis ad Curiam Regis Angliæ pergant, & querimonias utriusque Regis ante eum exponant, & auditis querelis, quos Rex Angliæ causam suam primitus dicere mandaverit,

dicant, & per verbum horum fidelium, qui hoc iudicium à Rege Angliæ audierint, uterque Regum prædictam conventionem, prout in hac charta continetur, attendat, & compleat. Et milites qui de prædictis Castellis homagium fecerunt, secundum dictum horum fidelium præstatis Regibus attendant, & compleant per bonam fidem, & sine malo ingenio. Insuper verò ambi Reges per fidem suam firmaverunt & statuerunt treugas bonas & salvas de hominibus & castellis, & terris, & de omnibus rebus usque ad VII. annos, & ut firmius teneantur Sancius Rex Navarræ ponit Organ in fidelitate, & Rex Aldefonsus ponit Calagunan. Et si exitus cujuslibet horum Regum cum eo vel sine eo regnum alterius intraverit, ille qui hoc fecerit prædictum Castellum perdat. Et si forte aliquis Vassallus horum Regum infra has treugas in regno alterius vi vel furto Castellum acceperit, Rex cuius Vassallus ille fuerit, infra XL. dies suum Castellum alteri Regi reddat: quod si non fecerit, miles ille qui castrum, quod in fidelitate positum est, tenuerit, Regi conquerenti prædictum Castellum donet, & teneat illud pignore, donec Castellum suum recuperet. Si verò aliquis horum regnorum, qui non sit Vassallus istorum Regum, aliquo casu in regno alterius Castellum acceperit, ambi Reges cum gente sua super eum veniant, & obsecant, & donec captum fit de eo non recedant. Staterunt etiam, ut omnes Vassalli utriusque Regis, qui ex quo guerra ista incepit, hæreditates amiserunt, eas ex integro recuperent, sicut erant tenentes die qua eas perdididerunt, & pro malefacto vel iudicio, quod hæcenus fecissent, eas non perdant, nec infra istos VII. annos pro aliqua querimonia, vel iudicium inter eos ortum fuerit, ad medicamentum veniant, & secundum quod ibi iudicatum fuerit, sibi satisfaciant. Et omnes homines utriusque regni securi de regno ad regnum eant, & redeant, exceptis notis homicidis. Si verò aliquis istorum Regum hæreditates, sicut supra dictum est, reddere noluerit, prædictum Castellum alteri Regi reddat, & teneat illud in pignore donec hæreditates & totum quantum de illis exegerit, recuperet. Et omnes Vassalli utriusque Regis sint infra istas Treugas cum hominibus & castellis, & eiam cum omnibus aliis rebus, quas habebint in quacunque terra sint. Et hæc omnia prædicta teneantur, & serventur per bonam fidem & sine malo ingenio. Et Rex Aldefonsus Arragonie sit in istis treugis, si ei placuerit; forte sibi non placuerit in illis esse, tamen treuga, ut supra dictum est, firmetur inter nos Reges præstatos teneantur. Facta est hæc charta inter Navarres & Lucronium Æra MCC. XIII. VIII. Calend. Septembris.

CLXVIII.

Laudum HENRICI Angliæ Regis inter ALDEPHONSUM Castellæ, & SANCUM Navarræ Regem super querelis inter eos occasione quorundam Castellorum & terrarum habitis; Quod plenariam utrique parti restitutionem eorum, quæ ab illis in iure petita erant, adiudicat. [Chronicon JOANNIS BROMTON sub HENRICO Secundo Rege; inter Anglicanæ Historiæ Scriptores X. a ROGERO TWISDEN editos, col. 1124.]

HENRICUS Dei Gratia Rex Angliæ, Dux Normannie & Aquitanie, & Comes Andegavie, Charissimis amicis suis Aldefonso Regi Castellæ, & Sancio Regi Navarræ Salutem. Sicut ex literarum vestrarum tenore & fidelium vestrorum Johannis Episcopi Tiraconensis, Petri de Areis, Gutterii, & Petri de Rhinso relatione & Nunciorum vestrorum Episcopi Palentini, Comitis Gumes, Lobdiz, Comitis Garzie, Garfi Petri Petri, Gortefernaz Episcopi Pamplonie, Garfie Berni Sanceii, Raimuri, Petri Raimuri & Paignol de Taisona, Ancer de Caler affectione cognovimus, quod placuit utrique vestrum querimonias inter vos habitas super quibusdam Castellis & terris cum earum terminis & pertinentiis nostro iudicio terminari: Nos vero fidelibus & Nunciis vestris ea qua decuit veneratione susceptis pacem inter vos honori Dei & toti Christianitati plurimum proficere attententes, divina pietatis & communis utilitatis nostro negotium hoc in nos suscipimus; fidelibus itaque à nobis communiter electis & Procuratoribus & Advocatis causarum vestrarum in presentia nostra, & Episcoporum nostrorum & Comitum & Baronum constitutis, petitiones & allegationes utriusque partis diligenter audivimus & intelleximus. Proponebant siquidem hi, quibus causa Aldefonsi Regis Cas-

ANNO
1177.

telle commissi fuerat Saneium Regem Navarra memorato Castellæ, dum adhuc orphanus esset & pupillus, Castellæ & terras scilicet Logron, Navarret, Andena, Aptol, Agofora cum omnibus terminis & pertinentiis quæ pater suus die qua decessit, & ipse post, aliquo tamen quiete possederat, iniuste & violenter abfultisset, unde & eorum restitutionem sibi fieri postulabant. Illi vero quibus causa Saneii Regis Navarra commissi fuerat, nichil no. um quæ ab his propofita fuerant contradicentes, asserunt Aldefonsum præfatum Regem Castellæ Saneio prænominato Regi Navarra, Castellæ scilicet Legin, Portel & Castellum quod tenet Godin, per guerram & iniuste abfultisse, & parte altera in nullo contradicente eorum fieri sibi restitutionem pari petebat instantia. Præterea in Scripto vestro continebatur communi vos treugis inter vos usque in septennium fide interposita firmasse, & hoc ipsum Nuncii vestri in iure palam sunt protestati.

Habito igitur cum Episcopis, Comitibus & Baronibus cum deliberatione consilio, pacem inter vos ad fidem Christianorum propagandam & ad inimicorum Christi confusionem necessariam fore considerantes, plenam etiam tam ex Scriptis vestris quam Nuntiorum assertionibus fiduciam & incipitis, quod in pace firmanda & conservanda consilio nostro & præcepto parebitis, iudicii pronuntiationem super prædictis querelis & treugis mandamus vobis per Nuncios vestros & consulumus, & præcipimus, & adhuc Scripto præfati mandamus, ut pacem inter vos firmetis in perpetuum & fideliter observetis, super querelis vero præfatis de Castellis & terris cum omnibus terminis & pertinentiis hinc inde violenter & iniuste ablati, cum nichil contra utrinque objecta à parte alterutra alteri responderet, nec quicquam quo minus restitutiones, quas petebant, faciendæ essent allegaretur, plenariam utrique parti supradictorum quæ in iure petita erant fieri restitutionem adjudicavimus. Adjuximus etiam ex iudicio treugas præfatas inter vos, ut supradictum est, fide firmatas, sicut ex Scripto vestro & Nuntiorum vestrorum publica confessione in iure facta nobis constitit, usque ad constitutum inter vos terminum inviolabiliter observandas. Volumus etiam & præcipimus pro bono pacis ut Rex Aldefonsus dictus filius noster donet Saneio Regi Navarra avunculo suo singulis annis usque ad decennium tria milia morabotinorum ad tres terminos in anno Burgis recipienda, scilicet ad III. primorum mensium post prædictam restitutionem ultimam factam mille morabotinorum, & ad finem III. mensium proximo sequentium M. morabotinorum & ad finem III. mensium tertio sequentium M. morabotinorum, ita ut singulis annis de X. annis sequentibus post prædictam restitutionem solvantur tria milia morabotinorum ad eodem terminos, & in loco prænominato Saneio Regi Navarra. Præterea Nuncii utriusque vestrum juraverunt ante Sententiæ pronuntiationem, vos iudicium nostrum tam de restitutionibus quam de treugis firmiter observaturos, & nisi feceritis quod corpora sua redderent in manum nostram & potestatem. His testibus, Ricardo Archiepiscopo Cantuariensi, Hugone Dunelmensi Episcopo, Galfrido Eliensi, Rogero Wigornensi, Bartholomeo Exoniensi, Gilberto Londoniensi, Waltero Rossensi, Reginaldo Bathoniensi, Johanne Norwicensi, Johanne Ciceletriensi, Roberto Hereford. Episcopo de Sancto David Wallie, Adam de Sancto Aflaph, & Episcopo de Bangor: Galfrido filio Regis Comite Britannie, Willielmo Comite de Albamaria, Roberto Comite de Leicesteria, Willielmo de Mandevill Comite de Essexia, Roberto Comite de Gloucestria, Willielmo de Arundell Comite Suffexie, Hugone Comite Cestrie & Comite de Ferers. Et de Baronibus Angliæ, Ricardo de Lucy, Willielmo de Vesci, Roberto de Vallibus, Rogero de Moubrey, Roberto de Strevell, Philippo de Kima & aliis quam pluribus tam Clericis, quam Laicis de Regno Angliæ.

Ejusdem Laudi aliud Exemplar, ex RADULPHO DE DICETO. Imagines Historiarum, Auctore RADULFO DE DICETO, inter Anglicanæ Historiæ Scriptores X. à ROGERO T. WISDEN editos, col. 997.]

HENRICUS Dei Gratia Rex Angliæ & Dux Normannie & Aquitanie & Comes Andegavia, charissimis amicis suis Regibus Castellæ & Navarra salutem. Sicut ex literarum vestrarum tenore & Nuntiorum vestrorum relatione cognovimus, placuit utrique vestrum querimonias inter vos habitas super quibusdam Castellis & terris cum earum terminis & pertinentiis iudicio nostro terminari.

Nos vero Nunciis vestris ea qua decuit veneratione susceptis pacem inter vos honori Dei & totius Christianitati plurimum profuturam attendentes, divina pietatis & communis utilitatis intuitu negotium hoc in nos suscepimus. Fidelibus itaque à vobis communiter electis & Procuratoribus, & Advocatis causarum vestrarum, in præsentia nostra, & Episcoporum, & Comitum, & Baronum nostrorum constitutis, petitiones & allegationes utriusque partis diligenter audivimus & intelleximus. Proponebant siquidem hi quibus causa Aldefonsi Regis Castellæ commissi fuerat, Saneium Regem Navarra memorato Regi Castellæ, dum adhuc pupillus esset, & orphanus, Castellæ & terras scilicet Logronium, Navarret, Anthlena, Aptol, Agofio cum omnibus terminis & pertinentiis suis quæ pater suus die qua decessit, & ipse post aliquot annis quiete possederat, iniuste & violenter abfultisse, unde & eorum sibi fieri restitutionem postulabant. Illi vero quibus causa Saneii Regis Navarra commissi fuerat, nichil eorum quæ ab aliis propofita fuerant contradicentes asserunt A. præfatum Regem Castellæ, S. prænominato Regi Navarra, Castellæ scilicet Legin, Portel, & Castellum quod tenet Godin per Guerram & iniuste abfultisse parte altera in nullo sibi contradicente, eorum sibi fieri restitutionem pari petebat instantia. Præterea in Scripto vestro continebatur communi, vos treugis inter vos usque in septennium fide interposita firmasse, & hoc ipsum Nuncii vestri in iure palam sunt protestati.

Habito igitur cum Episcopis, Comitibus & Baronibus nostris, cum deliberatione consilio, pacem inter vos ad fidem Christianorum propagandam & ad inimicorum Christi confusionem necessariam fore considerantes, plenam etiam tam ex Scriptis vestris quam Nuntiorum assertionibus fiduciam, concipientes quod in pace firmanda & conservanda consilio nostro & præcepto parebitis ante iudicii pronuntiationem super prædictis querelis & treugis mandavimus vobis per Nuncios nostros, & consulumus & præcipimus & adhuc etiam præfati Scripto mandamus atque præcipimus, ut pacem inter vos firmetis fideliter & in perpetuum observetis. Super querelis vero præfatis, de Castellis & terris cum omnibus terminis & pertinentiis hinc inde violenter & iniuste ablati, cum nichil contra utrinque objectam à parte alterutra responderetur alteri, nec quicquam quo minus restitutiones quas petebant faciendæ essent allegaretur plenariam utrique parti supradictorum quæ in iure petita erant fieri restitutionem adjudicavimus. Adjuximus etiam ex iudicio treugas præfatas inter vos, ut prædictum est, fide firmatas, sicut ex Scripto vestro & Nuntiorum vestrorum publica confessione in iure facta nobis constitit, usque ad constitutum inter vos terminum inviolabiliter observandas. Volumus itaque, & præcipimus pro bono pacis ut Rex A. filius noster donet S. Regi Navarra avunculo suo, singulis annis usque ad decennium tria milia Marabotinorum ad tres terminos in anno Burgis recipienda, scilicet ad finem quatuor primorum mensium post prædictam restitutionem ultimam factam M. Marab. Et ad finem quatuor mensium proximo sequentium M. Marab. ita ut singulis annis sequentibus de X. post prædictam restitutionem solvantur tria milia Marab. ad eodem terminos, in loco prænominato. Præterea Nuncii utriusque vestrum juraverunt ante Sententiæ pronuntiationem vos prædictum iudicium nostrum tam in restitutionibus quam treugis firmiter observaturos. Et nisi feceritis quod Corpora sua reddent in manum & potestatem nostram.

CLXIX.

WILLIELMI Scillie Regis Diploma de Matri-Fevrier. monio inter se, & JOHANNAM Angliæ Regis HENRICI Filiam contra, deque Dotario dictæ suæ Sponse super Comitatu Montis Angeli, aliisque Civitatibus, Monasteriis & Locis assignato. Datum in urbe Pannormitana mense Februarii, Indictione X. anno 1177. [Chronicon JOHANN. BROMTON inter Anglicanæ Historiæ Scriptores X. col. 1113.]

In Nomine Dei aeterni, & Salvatoris nostri Jesu Christi, Amen.

RERUM foedus & concordia humanarum inter cætera pacis bona ligat fortius & alstringit vinculum conjugale, quod, & sacramenti altitudine venerandum,

ANNO
1177.

& ipsa suæ restitutionis est singularitate præclarum, & solemnè ab initio Mundi, & temporis consuetudine celebratum. Cujus itaque virtus, & forma, quæ de Divina institutione traxit originem, nec de peccato induit maculam, nec de longævi serie temporis defæctudinis potuit sentire læturam, quin etiam id honoris venerando accessit mysterio, ut maris, & faminæ consensus in matrimonium Christi, & Ecclesiæ teneat sacramentum. Tanti ergo Mysterii ratione simul & veneratione induti, Nos Willielmus Divina favente gratia Rex Siciliæ, & Ducatus Apuliæ, & Principatus Capuæ, Johannam Puellam Regii excellentia sanguinis illustrissimam filiam Henrici Regis magnifici Anglorum Divino nutu, & felici auspicio sacri lege matrimonii, & maritali nobis fœdere copulavimus, ut bonum conjugii castæ dilectionis fides exhibeat, unde nobis in posterum proles Regia Deo dante succedat, quæ divina gratia numeris virtutum simul, & generis titulo ad Regni possit, & debeat fastigium sublimari. Quia verò nostra dignum est celsitudine, ut tam nobile ac insigne conjugium decenti dotario debeat honorari, per hoc Scriptum præfens damus, & in dotarium concedimus præfere Regine carissimæ uxori nostræ Comitatum Montis Angeli, sicut est inferius annotatum, scilicet in Demanio, Civitatem Montis Angeli, Civitatem Siponti, & Civitatem Velle cum omnibus pertinentiis, & iustis tenementis earum. In servitio autem concedimus ei de tenementis Comitris Godefridi, Alefine, Peshizan, Bicum Caple, Baraum, Sefelzium, & omnia alia, quæ idem Comes de honore ejusdem Comitatus Montis Sancti Angeli tenere dignoscitur.

Concedimus etiam ei similiter in servitio Candelarium sanctum Clericum, Castellum Paganum, Bersencium, & Cognanum. Insuper concedimus, ut sint de honore dotarii ipsius Monasterium Sancti Johannis de Lauia, & Monasterium Sanctæ Mariæ de Pussano cum omnibus suis pertinentiis, quæ ipsa Monasteria tenent de honore prædicti Comitatus Sancti Angeli. Ita quidem ut ipsa Regina uxor nostra prædicta omnia recognoscant ab hæreditibus nostris nobis ordinatione nostra in Regnum succedentibus, & de omnibus præscriptis tenementis servitium prout exigit feudum eorum integrè, & illibare jam dictis hæreditibus nostris faciat, & maneat in eorum semper fidelitate. Ad hujus autem donationis, & concessionis nostræ memoriam, & inviolabile firmamentum præfens Privilegium per manus Alexandri Notarii nostri scribi, & Bulla aurea nostro Tipario impressa roboratum nostro sigillo iussimus decorari. In quo familiaris nostri, & alia personæ præcepto nostro scripserunt, anno, mense, & indictione subscriptis.

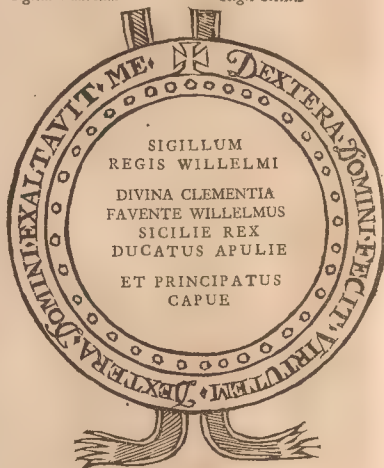
Ego Walterus Pannormitanus Archiepiscopus.
Ego Alpanus Caupuanensis Archiepiscopus.
Ego Ricardus Siracensis Episcopus.
Ego Bartholomeus Agrigentinus Episcopus.
Ego Reginaldus Barenis Archiepiscopus.
Ego Nicholaus Primas Missensis Archiepiscopus.
Ego Ruherus Conventinus Archiepiscopus.
Ego Theobaldus Episcopus. Abbas Regalis Monasterii Sanctæ Mariæ Novæ.
Ego Robertus Catanensis Episcopus.
Ego Guido Cephenlis Episcopus.
Ego Elias Trojanus electus.
Ego Robertus Tricaricensis Episcopus.
Ego Petrus Galetanus Episcopus.
Ego Johannes Potentinus Episcopus.
Ego Alexander Cupill.
Ego Mathæus Domini Regis Vicecancellarius.
Ego Robertus Caferanus Comes.
Ego Amphylus Comes Serulacensis.
Ego Jocellinus Comes Lorencensis.
Ego Hugo Comes Cattazarii.
Ego Ricardus Fundanus Comes.
Ego Walterus de Moac Regni Fortunati Stollis Admiratus.
Ego Aldwinus de Candida Domini Regis Senescallus.
Ego Berardus Gentilis Primate Mainete Constabularius.
Ego Ricardus Sacri Regii Palatii Legoteca.
Ego Bamaluns de Monteforti Justiciarius.
Ego Fredericus Regiæ Curie Justiciarius.

Data in urbe Pannormitana felici per manus WALTERI venerabilis Pannormitani Archiepiscopi, & MATHEI Regis Cancellarii, & RICARDI venerabilis Siracensis Episcopi Domini Regis familiarium, anno Dominicæ Incarnationis M. C. LXXVII. mense Februarii, decima Indictione. Regni verò Do-

mini nostri WILLIELMI Dei gratia magnifici, & ANNO gloriosissimi Regis Siciliæ, Ducatus Apuliæ, Principatus Capuæ, Anno XI. feliciter, Amen. 1177.

Sigillum aureum

Regis Siciliæ



CLXX.

Pax Publica per FRIDERICUM I. Imperato- 25. Jun. rem Constantiæ pro Partibus Italiæ sancita. Concedit Regalia quedam Civitatibus Lombardiæ, quedam sibi retinet, maxime Fodrum & Investituram Consulum & Vassallorum, Gratiam delicti facti OPIZONI Marchioni Malaspinæ. Dat. 7. Kal. Julii. [JACOBI CUJACII Opera Tom. II. de Feudis Lib. V.]

In nomine Sanctæ & individue Trinitatis.

FRIDERICUS divina favente Clementia Romanorum Imperator semper Augustus & filius ejus Henricus sextus Romanorum Rex Augustus Imperialis Clementiæ immensa serenitas mansueta, eam semper in subditis suis dispensationem favoris & gratiæ habere consuevit, ut quamvis disticta severitate excessum delicti debeat & possit corrigere: magis tamen studeat propitia tranquillitate pacis & piis affectibus misericordiæ Romanum Imperium regere, & rebellium insolentiam ad debitam fidem, & debitæ devotionis obsequium revocare. Eapropter cognoscat universitas fidelium Imperii tam præsentis ætatis, quam successivæ posteritatis, quod nos solita benignitatis nostræ gratia, ad fidem & devotionem Lombardorum, qui aliquando nos & Imperium nostrum offenderant, viscera nobis innata pietatis aperientes, eos & societatem ac fautores eorum in plenitudinem gratiæ nostræ recipimus, offensas omnes, & culpas, quibus nos ad indignationem provocaverunt, clementer eis remittentes, eosque propter fidelis devotæ sinceritatis servitiæ, quæ nos ab eis credimus certissime recepturos, in numero dilectorum nostrorum fidelium computandos censuimus. Pacem itaque nostram, quam eis clementer indulgimus concessimus, præfenti pagina iussimus subscribi, & auctoritatis nostræ sigillo communiri, cujus est hic tenor & series. Nos Romanorum Imperator Fridericus & filius noster Henricus Romanorum Rex, concedimus vobis Civitatibus, locis & personis societatibus regaliæ, & consuetudines nostras tam in Civitate, quam extra Civitatem, videlicet Veronæ & castro ejus, & suburbis etiam, & aliis Civitatibus, & suburbis, locis & personis societatibus in perpetuum, videlicet ut in ipsa Civitate omnia habeatis, sicut hæcenus habuistis vel habebitis. Extra vero omnes consuetudines sine contradictione nostra exerceatis quas ab antiquo exercuistis vel exerceatis tam in foro, vel in memoribus, & pascuis & pontibus, aquis & molendinis, sicut ab antiquo habere

ANNO 1177. bere consuevis, vel habetis, in exercitu, in munitionibus Civitatum, in Jurisdictione, tam in causis criminalibus, quam in causis pecuniariis intrus & extra, & in cæteris, quæ ad commoditatem spectant Civitatum. Volumus ut regalia, quæ vobis non concessimus, in hunc modum cognoscatur, per Episcopum loci, & homines tam de Episcopatu, quam de Civitate elegantur, viri bonæ opinionis, & qui ad hoc idonei esse credantur, tales qui nec contra Civitatem, nec nostram Majestatem privato, vel speciali odio teneantur, qui jurent quod bona fide, & sine fraude perquirent, & inquisita consignabunt, ea quæ specialiter ad nostram excellentiam spectant. Si autem huic inquisitioni supercedendum esse putaverint, censum duorum millium marcharum argenti per singulos annos petimus. Attamen competenti moderatione moderabimur etiam quantuncumque illam, si enormis visa fuerit. Si quis autem super his, quæ vobis concessimus vel permittimus, five in Civitate, vel extra Civitatem, querimoniam apud Majestatem ipsam deposuerit; ejus querimoniam non admittimus, & silentium ei imponemus. Hoc quod nos vel noster antecessor Rex vel Imperator Episcopis, Ecclesiis vel Civitatibus, vel aliis quibuscumque personis, Clericis vel Laicis, ante tempus guerræ dedit, vel quolibet concessionis titulo concessit, firmum & ratum habemus, salvo superioribus concessionibus, ut pro eo solita nobis servitia exhibeantur, sed census non præstetur. Commoditates, quæ pro bono pacis Civitatibus concessimus in Civitatibus, vel extra, illorum regalium nominæ non intelligimus, pro quibus census debet præstari.

Privilegia omnia, & data, & concessiones quæ in Privilegiis, vel dampnum Civitatum vel locorum vel personarum societatis occasione guerræ in aliquis injuriam prædictorum a nobis, vel iunctis nostris indulta sunt cassentur & in irritum deducantur. In Civitate illa, in qua Episcopus pro Privilegiis Imperatoris vel Regis comitatum habet, si Consules per ipsum Episcopum consilium recipere solent; ab ipso recipiant sicut consueverunt recipere; aliqui unaquæque Civitas a nobis consilium recipiat. Consequenter vero in singulis Civitatibus Consules constituuntur a Nuncio nostro, qui sit in Civitate, vel Episcopatu; & investituram recipient, & hoc usque ad quinquevintum, finitio quinquevintum unaquæque Civitas a nobis recipiat. Eadem observentur in successore nostro. Et omnes investiture gratis fiant. Cum autem nos Imperator divina vocatione decederimus, vel Regnam filio nostro concessimus: simili modo a filio nostro, vel ejus successore investituram recipietis.

In causis appellationum si quantitas XXV. Lib. Imperialium summam excederit, appellatio ad nos fiat: salvo jure & moribus Brix. Ecclesiis in appellationibus: ita tamen, ut non cogantur in Alamanniam ire, sed nos habeamus proprium Nuncium in Civitatibus, vel Episcopatu, qui de ipsis appellatione cognoscat, & juret, quod bona fide, & sine fraude causas examinabit, & denique secundum leges, & mores ipsius Civitatis intra duos menses a contestatione litis, vel a tempore appellationis receptæ, nisi iusto impedimento, vel consensu utriusque partis remanserit.

Consules qui in Civitatibus constituuntur, tales sint qui fidelitatem fecerint nobis, vel faciant antequam consilium recipiant.

Vassalli nostri a nobis investituram recipiant, & fidelitatem faciant, sicut vassalli, ceteri omnes sicut cives a XVI. annis usque ad LXX. nisi tales persone sint quibus debeant & possint sine fraude sacramenta remitti. Vassalli qui tempore guerræ vel treguæ non postularint investituram, vel debita servitia nobis non exhibuerint: hac occasione feudum non amittant. Libellarius & preclarius in suo statu permanent licet eundem consensum uniuscuiusque Civitatis, non obstante lege nostra, dampna omnia & ablata, etiam injurias quas nos per nos, & per nostros ab universitate societatis, vel ab aliquo de societate, vel coadjutoribus societatis sustinuerimus; per nos cum nostra parte remittimus gratias, & plenitudinem nostræ gratiæ eis damus. Moram superfluum in Civitate vel Episcopatu pro dampno Civitatis non faciemus. Civitates mutare, vel extra munitiones facere eis licet. Item societatem quam nunc habent, tenere; & quoties voluerint remove eis liceat; pactiones timore nostro, vel per impressionem Nuntiorum factæ cassentur, & pro infectis habeantur, nec pro eis aliquid exigatur.

Pacta Placentinorum, scilicet pactum Pontis Padi, & solum ejusdem Pontis, & regalium, & datium & pactum quod Episcopus Hugo fecit de castro arquato, & si aliqua facta sunt similia ab ipso Episcopo, vel a Tom. I.

ANNO 1177. communi, vel ab aliis, de societate nobiscum, vel nostro Nuntio, ipso ponte remanent cum omnibus suis utilitatibus Placentinis: ita tamen quod teneantur persolvere sicutum Abbatissæ Sanctæ Julię de Brixia, & si quæ sunt similes.

Sententiæ quoque, quæ de jure, & secundum leges, & consuetudines contra aliquem, vel aliquos de societate latæ sunt, teneant sicut de jure contra eos teneant, si gratiam nostram non habuissent. Quæ vero contra aliquem, vel aliquos de societate latæ sunt, occasione guerræ seu discordiæ, in irritum deducantur. Possessiones omnes, quas quisque de societate tempore guerræ tenebat iuste: si per vim ablata sint ab eis, qui de societate non sint cum fructibus, & sine damno restituantur: Vel si eas recuperaverit, quiete possideat, nisi per electos arbitros ad cognitionem regalem nobis assignetur: Opizoni Marchioni omnem offensam, quam nobis vel alicui partis nostræ fecerit postquam in societate fuerit, vel per se, vel per aliquam personam quam societate, vel defendendo aliquem de societate: Imperiali Clementia per nos, & nostram partem remittimus, & in plenitudinem nostræ gratiæ eum recipimus, nec per nos, nec per interpositam personam, pro præteritis offensis sibi, vel parti ipsius, aliquam inferemus injuriam, lesionem vel coercionem. Amplius cum jurisdictionem, quam Mediolanenses exercere consueverunt in Comitibus Seprio, Martevanæ, & Burgarie, & in aliis Comitibus. Exceptis locis, quæ Bergamenses nomine nostro tenent inter Aldum, & Olem, excepto Romano veteri, & Bariano, & eam, quam modo exercent, libere & quiete habeant, & possident sine contradictione nostra & successorum nostrorum salvo pactis, & datis, & concessionibus in suo robore durabunt, quæ Mediolanenses per commune fecerunt Civitatibus Bergamo, Novariæ, & Laudo: nec per hanc concessionem ledendis, nec ullum præjudicium fieri juri aut consuetudini alicujus Civitatis, & societatis præter dictas concessiones. Pacta inter Civitates & societates quondam facta nihilominus firma, & libata permanent: nec aliquid intelligatur acquisitum Mediolanensibus in Episcopatu Laudensi, præter dictas concessiones, salvo jure aquæ Lambri Mediolanensibus si quod habent, vel in pedagio. Omnes de societate, qui fidelitatem nobis jurabunt, in sacramento fidelitatis adjicient, quod possessiones, & jura, quæ nos habemus in Lombardia, & possidemus extra societatem, jurabunt bona fide nos manu tenere; si opus fuerit, & cum super hoc per nos, vel per certum Nuntium nostrum fuerint requisiti, & si amiserimus, recuperare: ita videlicet, quod finitima Civitates obnoxie sint principaliter ad hoc faciendum: & si opus fuerit, alia teneantur ad competens auxilium præstandum. Civitates quæ sunt extra Lombardiam in suo consilio, similiter teneantur facere. Si qua vero Civitatem ea quæ in conventionem pacis ex parte nostra statuta sunt, non observaverit, ceteræ Civitates eam ad id observandum bona fide compellant: pace nihilominus in suo robore permanente. Nobis autem intransitis Lombardiam, fodrum consuetum & regale quæ solent & debent, præstabunt: & vias & Pontes bona fide, & sine fraude, & sufficienter reficient: in eundo & redeundo mercatum sufficienter nobis & nostris euntibus & redeuntibus bona fide & sine fraude præstabunt: in omni decimo Anno fidelitates renovabunt, in his qui eas nobis non fecerunt, cum nos petierimus, vel per nos, vel per nostrum Nuntium. Si qui ex parte nostra de suis iustis possessionibus, expulsi sunt, restituantur sine fructibus & damno, nisi in causa principali suæ proprietatis jure possit se tueri possessor: salvis prioribus concessionibus: & omnes offensæ ei remittantur: eodem jure servando is qui sunt ex parte nostra circa restitutionem: nisi Civitas adstringatur juramento, ut non restituit: quo casu arbitrium boni viri volumus pro restitutione succedere. Et si qua controversia fuerit orta de feudo inter nos & alium qui sit de societate, per partes illius Civitatis vel Episcopatus in quo descendit, agatur: & secundum consuetudinem illius Civitatis, in eodem Episcopatu terminetur, nisi nos in Lombardia fuerimus. Tunc enim in audientia nostra si nobis placuerit agitabitur. Item volentibus venire contra pacta, non per violentiam facta, & juramento firmata inter Civitates, & Civitates, societates & societates, vel Civitatem, & alias personas: nos audientiam denegabimus. Item nos restitutum iteratam Veronenfibus: & nominatum recipimus Drolinum in plenitudinem gratiæ nostræ & omnem offensam ei remittimus, &c. Datum apud Constantiam solemniter Curia VII. Kal. Julii.

ANNO

CLXXI.

1177.

Juillet.

Sacramentum per Comitem DIEDONEM in anima Imperatoris Chioxiæ factum de Pace cum Papa ALEXANDRO & suis servanda. Mense Julio 1177. [GOLDASTI Constitutiones Imperiales Tom. III. pag. 355. Collectio Regia Conciliorum Tom. XXVII. pag. 417. PHIL. LABBEI Collectio Concilior. Tom. X. col. 1485. BARONII Annales Ecclesiastici. Tom. XII. sub anno 1177.]

EGO Comes Diedo juro, quod Dominus Imperator mandavit mihi, ut in anima sua jurarem juramentum, quod nunc facturus sum. Et postquam mandavit, non revocavit mandatum. Et ego ex eodem Imperatoris mandato juro in anima sua, quod ex quo venerit Venetias, omni questione & contradictione remota, faciet jurare in anima sua, quod pacem Ecclesie, sicut disposita est per mediatores ex scripto, & pacem Regis Sicilie usque ad quindecim annos, sicut scriptum est, & treguam Lombardorum usque ad septem annos, sicut est per mediatores utriusque partis dispositum in scripto, quod & apud eosdem mediatores continetur, bona fide servabit, & Principes suos hoc ipsum jurare faciet.

Simili modo præcepit Sigilboth Camerario suo in hunc modum jurare: Ego Sigilboth juro, quod ex quo Dominus Imperator venerit Venetias, juramentum ipsum pacis Ecclesie, & Regis Sicilie, & tregue Lombardorum faciet præstari in anima sua, & Principes suos similiter jurare faciet.

CLXXII.

26 Jul. **ALEXANDRI** Papæ ad Eboracensem Archiepiscopum, & Dunelmensem Episcopum Litteræ, de Pace Anagnina, Venetiisque cum Imperatore inita. Dat. septimo Kalendas Augusti 1177. [BARONII Annales Ecclesiastici Tom. XII. sub Anno 1177. Collectio Regia Concilior. Tom. XXVII. pag. 421. PHIL. LABBEI Collectio Concilior. Tom. X. col. 1488. GOLDASTI Constitutiones Imperiales Tom. III. pag. 355. Bullarium magnum Tom. I. pag. 72. col. 2.]

ALEXANDER Episcopus Servus Servorum Dei &c. Exigunt gratissimæ devotionis obsequia, quæ nobis & Ecclesie tam devote quam laudabiliter exhibuisse noscimini, ut felices successus Ecclesie vobis, sicut specialibus & devotis Ecclesie filiis spiritualibus, describamus, cum dignum sit & conveniens & honestum, ut quos ita habuimus in nostra devotione firmos & stabiles, de prosperitate nostra & ipsius Ecclesie reddamus hilares & gaudentes. Agite itaque una nobiscum gratias omnipotenti Deo, qui habitat in altissimis, & humilia respicit de supernis, de cujus munere venit, ut sponsa sua sacrosancta Ecclesia diu & graviter procellosis fluctibus, & validissima tempestate quassata, nunc tandem portum salutis attingeret: & pacatis fœventibus procellis, debita & desiderata tranquillitate lætetur. Sane duodecimo Kalend. instantis mensis Augusti, de mandato Charissimi in Christo filii nostri Frederici Illustris Romanorum Imperatoris, filius Marchionis (a) Alberti, vir nobilis, magnus & potens, & Camerarius ipsius Imperatoris, presentibus Principibus Ecclesiasticis, & etiam Sæcularibus, Teutonici Regni, publice in anima ejus in præsentia nostra coram innumerosa hominum multitudine præstiterunt, tacitis sacrosanctis Evangelis, juramentum, quod postquam idem Imperator venerit Venetias, omni questione & contradictione remota, pacem Ecclesie, sicut per Fratres nostros & Principes suos disposita est & tractata, & pacem Charissimi in Christo filii nostri Willelmi Illustris Sicilie Regis usque ad quindecim annos, & treguam Longobardorum usque ad septem annos, in anima sua, & etiam à Principibus suis faceret, sicut in scripto pacis & tregue continetur, juramento firmari, & Principes Teutonici Regni, scilicet Venerabiles fratres nostri, Magdeburgensis, Colonienfis, & Christianus dictus Moguntinus, Archiepiscopi, & quidam alii in anima sua pro se jurare fecerunt. Nono vero Kalend.

(a) Brandeburgensis.

Augusti, præfatus Imperator, sicut tractatum fuerat & dispositum, venit ad Ecclesiam B. Nicolai, quæ per unum miliare distat à Venetiis, & ibi tam ipse quam Archiepiscopi, Episcopi, & alii Principes Teutonici Regni abrenunciantes schismati, per Fratres nostros Episcopos, & Cardinales de mandato nostro, presentibus quibusdam aliis, absolutionis beneficium meruerunt. Deinde venerunt Venetias, & ibi ante Ecclesiam B. Marci prædictus Imperator, innumera multitudine virorum & mulierum præsentem, ista voce reddente gratias & laudes Altissimo, nobis sicut Summo Pontifici obedientiam & reverentiam humiliter & reverenter exhibuit, & recepto à nobis pacis osculo, nos devote dextravit, & cum reverentia qua decuit & devotione, usque ad altare in Ecclesiam introduxit. Sequenti vero die, in festo B. Jacobi, ab eodem Imperatore rogati, ad prædictam Ecclesiam S. Marci solemnia celebraturi Missarum accessimus: & nobis illuc venientibus præfatus Imperator extra Ecclesiam obviam venit, & dextero latere nostro devote suscepto, nos in Ecclesiam introduxit: & peractis Missarum solemnibus, nos usque ad ipsius Ecclesie portam dextravit: & cum ascenderemus palafredum nostrum ibi paratum, stapham tenuit, & omnem honorem & reverentiam nobis exhibuit, quam prædecessores ejus nostris consueverunt antecessoribus exhibere. Erit itaque sollicitudinis vestræ, nobis & Ecclesie in prosperis successibus congaudere, & effectum pacis aliis devotis Ecclesie filiis aperire, ut hi, quos zelus domus Domini tangit, de pacis munere divinitus dato in Domino gaudeant & exultent. Data Venetiis in Rivoalto, septimo Kalend. Augusti.

ANNO

1177.

CLXXIII.

Diploma assurationis per IMPERATOREM AOUT. Ordinibus ITALIE datum, quod quamdiu Inducie durabunt, neminem de societate eorum vellet judicare pro fidelitate et non præstata. [GOLDASTI Constitutiones Imperiales. Tom. III. pag. 359.]

NOS FRIDERICUS Imperator, intervenit venerabilis Patris D. Alexandri Pontificis, & fratrum ejus Cardinalium, promittimus Lombardis, Marchianis, & Romanis & reliquis de societate ipsorum, vasallis nostris, & iis qui debent esse vasalli nostri, nos pro fidelitate nobis non præstata, vel opera non navata, vel investitura non petita, quamdiu inducie manebunt, neminem de societate judicaturum, aut judicari iussurum, nec feudum alicui adempturum. Actum Parmæ.

CLXXIV.

Diploma Induciarum ad quindecim annos inter FRIDERICUM IMPERATOREM & WILLELMUM REGEM SICILIE initarum. Dat. mense Augusti anno 1177. Indictione X. [BARONII Annales Ecclesiastici. Tom. XII. Anno 1177. GOLDASTI Constitutiones Imperiales Tom. III. pag. 359. LEIBNITZ, Codex Juris Gent. Diplom. Part. I. pag. 2. in Prodomo.]

NOS FRIDERICUS Dei gratia Romanorum Imperator & semper Augustus, & HENRICUS Rex filius noster, intervenit venerabilis Patris nostri, Alexandri Dei gratia Summi Pontificis, & fratrum suorum Cardinalium, pro parte nostra & heredum nostrorum paciscimur vobiscum, Domine Willelme, eodem gratia Illustris Rex Sicilie, quod amodo usque ad quindecim annos observabimus vobis & heredibus vestris & universo Regno vestro, & toti terræ dominationis vestre veram & firmam pacem. Et quod per nos, vel per quoslibet alios mari vel terra vos prædictum Illustrum Regem & heredes vestros, aut Regnum vestrum, & terram dominationis vestre, sicut præscriptum & determinatum est, usque ad quindecim annos non invademus, nec invadi faciemus, nec vobis aut Regno vestro, & jam dictæ terræ dominationis vestre guerram aliquo modo faciemus. Et ut hæc omnia supradicta firmiter & illibata nobis supradicto FRIDERICO Dei gratia Romanorum Imperatori & semper Augusto, & HENRICO filio nostro Rege, & heredibus nostris, tam vobis supradicto Illustri Regi Willelmo, quam heredibus vestris, & Regno vestro, & toti terræ dominationis vestre attendantur & observentur: Nos prædictus

ANNO 1177. diffus Imperator bona fide, sine fraude & malo ingenio, in praesentia beatissimi Patris nostri Papae Alexandri & Cardinalium, & Legatorum vestrorum Romualdi venerabilis Salernitani Archiepiscopi, & Rogerii egregii Comitis (a) Andriae, & Principum ac fidelium nostrorum, a Comite Henrico de Dieffia in anima nostra, super sancta Dei Evangelia, & Sanctorum reliquiis, jurare fecimus; & HENRICUM filium nostrum per interpositam dignam personam in anima sua id ipsum jurare faciemus usque ad medium futurum Septembrem Indictionis undecimae. Et Principes nostros idem jurare fecimus, videlicet

(a) A. Ercoldum.

(a) M. L. Florentium.

Moguntinum Archiepiscopum Christianum,
(2) Arnoldum Trevirensium Archiepiscopum,
Conradum Wormatiensem Electum,
Gottfriedum Imperialis Aulae Cancellarium,
Guorwinum Protonotarium,
Marchionem Theodoricum de (c) Suz, Florentium Comitem Hollandiae, Comitem Diedonem de Groix, Comitem Henricum de Dieffia, Comitem Robertum de Diuna.

(a) M. W. Gualdum.

Ad hujus autem pacti promissionis & juramenti nostri & Principum nostrorum memoriam & inviolabile firmitatem, praesens privilegium nostrum per manus (d) Wortwini Protonotarii nostri scribi fecimus & Imperiali sigillo nostro auro sigillatum, & praedictorum Principum juramento communitum, vobis superscripto Illustri Regi Willelmo fecimus assignari. Anno Dominice incarnationis millesimo centesimo septuagesimo septimo, mense Augusti, decima Indictione.

CLXXV.

I. Aout. *Sacramentum de Pace inter PAPAM & IMPERATOREM per sequentes Principes Imperii, factum Kalendis Augusti 1177.* [Collectio Regia Concil. Tom. XXVII. pag. 423. PHIL. LABBEI Collectio Concilior. Tom. X. col. 1490. BARONII Annales Ecclesiastici. Tom. XII. sub anno 1177. GOLDASTI Constitutiones Imperiales, Tom. III. pag. 356.]

Ego Christianus Moguntinus, }
Ego Philippus Colonienfis, } Archiepisc.
Ego W. Magdeburgensis, }
Ego B. Trevirensis, }
Ego P. Patavienfis, }
Ego C. Electus Wormatiensis, }
Ego R. Imperialis Auctoritate Protonotarius, }
Ego C. Mantuanus Episcopus, }
Ego G. Cancellarius, }
Ego D. Comes, }

(a) M. Sep.

Juramus in manibus vestris super hac sancta Dei Evangelia, quod Pacem Ecclesiae & Imperii, & Pacem Regis Siciliae usque ad quinquendos annos, & Treguam Longobardorum, usque ad (a) sex annos, sicut statutum est, & scriptum per Mediatores utriusque partis, bona fide servabimus, & absque fraude. Sic Deus nos adjuvet, & hac Sancta Dei Evangelia.

Ex parte vero Siciliae Regis, eodem modo juravit Romualdus Salernitanus Archiepiscopus, & Rogierus Comes Andriensis.

Ex parte vero Lombardorum, jurant qui praesentes erant, scilicet de Mediolano Gerardus Pifcis, Rogerius & Marcellinus Consules.

De Placentia, Willelmus Letatorius.
De Brixia, Albertus de Gambara.
De Bergamo, Alberatus.
De Verona, Cecius Consul.
De Parma, Verulus.
De Regio, Antemanus.
De Bononia, Picamontes Potestas eorum.
De Novaria, Willelmus Gueliri.
De Alexandria, Hubertus de Foro.
De Padua, Tefellanus Potestas.
De Venetia, Gozelinus.

CLXXVI.

6. Aout. ALEXANDRI III. Papae Epistola ad RICHARDUM Cantuariensem Archiepiscopum, & ad suffraganeos ejus, de Pace inter se & FRIDERICUM Imperatorem inita. Venetiae in Rivoalto octavo Idus Augusti 1177. [LABBEI Con-

ciliorum Collectio, Tom. X. pag. 1244. & ANNO 1487. Collectio Regia Concil. Tom. XXVII. pag. 420. BARONII Annales Ecclesiastici, 1177. Tom. XII. sub anno 1177.]

ALEXANDER Episcopus Servus Servorum Dei; Venerabilibus Fratribus, Richardo Cantuariensi Episcopo, & suffraganeis ejus, & dilectis Filiis Abbatibus specialiter ad Romanam Ecclesiam pertinentibus in Archiepiscopatu Cantuariensi constitutis, salutem & Apostolicam benedictionem.

Immenfas laudes & gratias agimus Omnipotenti Deo, qui licet navem Petri diu permisisset procellosa maris tempestate quassari, nunc tandem imperavit ventis, & mari, & facta est tranquillitas magna: ita ut pacatis maris saevientis fluctibus, praedicta navis ad portum quietis reducta sit & saluta. Sanè carissimus in Christo Filius noster Fridericus Illustris Romanorum Imperator, proximo praeterito die, Dominica ante festum beati Jacobi, cum Principibus Ecclesiasticis & Secularibus Teutonici Regni, cum multa devotione venit Venetiam ad praesentiam nostram; & ibi coram innumera multitudine virorum ac mulierum altis vocibus resonantium laudes Altissimo, nobis fuit summo Pondere omnem reverentiam & honorem exhibuit, & in festo beati Jacobi, nobis ad preces ejus beati Marci Ecclesiam adveniens, pro celebrandis Missarum solennis obviavit: & sancta Missa, quam à nobis licet indignis reverenter audire, nobis omnem honorem exhibuit, quem praedecessores ejus nostris confueverunt Antecessoribus exhibere. In Kalendis vero instantis mensis Augusti praefatus Imperator, ubi erat numerosa hominum multitudo, in anima sua jurare fecit, Et Principes sui, quos praesentes habebat, tam Ecclesiastici quam seculares, praestito juramento firmaverunt, quod pacem Ecclesiae perpetuo, & pacem carissimi filii nostri Willelmi illustris Siciliae Regis usque ad quinquendos annos, & treguam Longobardorum à praedictis Calendis usque ad (a) sex annos sicut pax & tregua ipsa disposita est, & tractata, & in scriptis redacta, illam debeat & illibatam servare; sicut autem Imperator nos in Catholicum Papam, & spiritalem Patrem recepit, ita nos eum in Catholicum Imperatorem, & uxorem ejus in Catholicam Imperatricem, & filium ipsum in Catholicum Regem recepimus. Agite itaque gratias Creatori nostro, qui sponsam suam sacrosanctam Ecclesiam sua miseratione respexit, & ei post multas perfectiones, quibus graviter pressa est & attrita, per suam gratiam, plenam pacem reddidit & quietem. Data Venetiae in Rivoalto, octavo Idus Augusti.

CLXXVII.

Confirmatio Pacis per FRIDERICUM Imperatorem. 17. Sept. rem. Dat. apud Venetias 15. Kalendas Octobris Indictione X. [GOLDASTI Constitutiones Imperiales, Tom. III. pag. 357. BARONII Annales Ecclesiastici Tom. XII. Ann. 1177. Collectio Regia Concilior. Tom. XXVII. pag. 425. PHIL. LABBEI Collect. Concilior. Tom. X. pag. 1491.]

REVERENDO in Christo Patri, Domino Papae Alexandro, sacrosanctae Romanae Ecclesiae summo & universali Pontifici, Fridericus Dei gratia Romanorum Imperator semper Augustus debuit obedientiam & filialis devotionis affectum. Cum Imperatoria ac Regia Majestas ad hoc in terris ordinata sit, ut per ejus operam totus Orbis pacis gauderet incremento: nos, quos Deus in solio Imperii Romani constituit, eam diligenter amplecti, & ferventius conservare debeamus ac volumus. Inde est, quod pacem Ecclesiae & Imperii secundum quod à Principibus nostris & Cardinalibus Romanae Ecclesiae disposita est & ordinata, & in scripto Principum nostrorum sigillis signata continetur, sicut per interpositam personam jurare fecimus, sic praesenti scripto nos observare promittimus, & confirmamus, & ratum in posterum permanere volumus, & sic deinceps firmiter observabimus, & faciemus, quantum in nobis fuerit, Deo propitio, observari. Datum apud Venetias in palatio Ducis, decimo quinto Kalendas Octobris, Indictione decima.

CLXXVIII.

Confirmatio & Ratificatio Pacis Italicae per PRIN- Sept. CIPES

ANNO

1177.

CIPES IMPERII in *Instrumento subscriptos.*
[GOLDASTI Constitutiones Imperiales Tom. II. pag. 358. PHIL. LABBEI Concilior. Collectio, Tom. X. pag. 1492. Collectio Regia Conciliorum Tom. XXVII. pag. 426. BARONII Annales Tom. XII. Anno 1177.]

DOMINO suo ac Patri Venerando, Alexandro Dei gratia Sanctæ Romanæ Sedis & Catholicæ Ecclesiæ summo Pontifici atque universali Papæ, Christianus Moguntinus Archiepiscopus, Ph. Colonienſis Archiepiscopus, W. Magdeburgensis Archiepiscopus, Arnoldus Treverensis Archiepiscopus, Conradus Wormatiensis Electus, Gaufridus Cancellarius, Wermundus Protonotarius, F. Comes Hollandiæ, F. Marchio de (a) Lucis, & frater ejus, Diedo Comes de (b) Dietia, & R. Comes de Diuna, filialis devotionis obsequium, cum debita obedientia & devotione. Quot commoda, quæ ex confirmata pace Ecclesiæ & Imperii utilia toti mundo provenerint, ipsa innumerable mala, quæ exinde acciderunt, manifeste ostendunt. Sicut enim ab utriusque concordia provinciæ orbis terrarum ad salutem & tranquillitatem reguntur. Ita sub eorum divisione à propria status rectitudine distrahebantur. Gaudet itaque tellus tam desiderabilis roris visitatione repleta, tam gratiosæ pluvie inundatione secunda, per quam fideles populi ariditatis sitim depellant, & omnia jurgiorum scandala, & scandalorum incendia suffocentur. Nos ergo, Pater Sanctissime, de tanto concordie fructu lætantes, ipsam sacratissimam Ecclesiæ & Imperii pacem, sicut ab utriusque partis mediatoribus est disposita, & in commune scriptum redacta, & Illustris Regis Siciliæ usque ad quindecim annos, & treguam Lombardorum à proxime præteritis Kalendis Augusti usque ad septem annos, sicut à mediatoribus est ordinata, & nostris juramentis firmata & in scriptum commune redacta, nostri consensus studio & vigore confirmamus, & ratam atque inconcussam tenemus: & ut sic observetur, operam dabimus. Et ut hac nostræ confirmationis pagina subſcribatur temporibus firma atque illibata permaneat, eam propriis subſcriptionibus communi, & sigillorum nostrorum fecimus appendicem insigniri.

Ego Christianus Archiepiscopus Moguntinus ſubſcri. †
Ego Philippus Colonienſis Archiepiscopus & Illustris Archiepiscopus ſubſcri. †
Ego Wermundus Archiepiscopus Magdeburgensis ſubſcri. †
Ego Arnoldus Archiepiscopus Treverensis ſubſcri. †
Ego Conradus Wormatiensis Electus Episcopus ſubſcri. †
Ego Gaufridus Imperialis Cancellarius ſubſcri. †
Ego Wermundus Imperiali auctoritate Protonotarius ſubſcri. †
Ego Florentinus Comes Hollandiæ ſubſcri. †
Ego Theodoricus Marchio de Lucis ſubſcri. †
Ego Henricus Comes de Dietia ſubſcri. †
Ego Diedo Comes de Groix ſubſcri. †
Ego Robertus Comes de Diuna ſubſcri. †

CLXXXIX.

Imperatoris FREDERICI Epistola ad Abbates & Fratres Ordinis Cisterciensis, de discordiis inter se, & ALEXANDRUM Papam penitus sopitis, Pacemque & Concordiam inter eos restituta. [Chronica GERVASII inter Anglicanæ Histor. Scriptores X. col. 1440.]

FREDERICUS Dei gratia Romanorum Imperator, & semper Augustus universis Abbatibus, & fratribus Cisterciensis Ordinis salutem, & dilectionis integritatem. Quoniam de unitate, & concordia Ecclesiæ, & bono statu Imperii nostri fraternitatem vestram gaudere, & lætari non dubitamus, idcirco universitati vestræ religionis Imperiales apices mittere dignum duximus; insinuantes vestræ dilectioni, quoniam Dei operis dono nutique cuius occulto iudicio quandoque discordiæ mala creantur, & ipso moderante discordes ad concordiam revocantur, Dominum Alexandrum in Patrem spiritalem & summum Pontificem recepimus. Notum autem vestræ religioni facimus, quoniam operantibus electis nostris viris magnæ sanctitatis atque discretio-

nis P. Episcopo Claromontano, & Abbate Bonæ Vallis, ANNO. & fratre Theoderico convertito Cartusa, qui studiose, & efficaciter pro pace & concordia inter nos, & jam nominatum A. Romanæ Ecclesiæ Pontificem laboraverunt, discordia & lis, quæ diu viguerat, penitus est confopita, & dilectio quæ inter nos perierat, ipsis mediantibus, est reformata. Quapropter vestræ Sanctitati præsentem litteras dirigimus, modis omnibus rogantes, quatinus ipsorum bonitati perfectæ super omnibus gratias referentes, tam nobis quàm ipsis de pacis reformatione gaudeatis, atque ut ad honorem Dei, & Ecclesiæ in bono statu & Dei timore possimus perseverare, ipsi omnium Conditori, atque Gubernatori piissimas preces fundatis.

CLXXX.

(1) *Traité inter LUDOVICUM VII. Fran-25. Sept. die Regem atque HENRICUM Angliæ Regem, Quò sanctum simul signum S. Crucis suscipere, & in servitium Christianitatis, Hierosolimam proficisci, tum etiam pro posse invicem terras suas contra omnes homines protegere, in bona amicitia perseverare, interim etiam ab invicem de terris quas possident, nihil petere, exceptis quibusdam feudis, & Castris de quibus conveniendi certos eligunt arbitros, & finaliter statuant, que in dicta peregrinatione observanda sint.* [Chronicon JOANNIS BROMTON sub HENRICO secundo Rege, inter Anglicanæ Historiæ Scriptores X. à ROGERO TWISDEN editos, col. 1134.]

SCIANT omnes præsentis & futuri quod ego Ludovicus Dei gratia Rex Francorum & ego Henricus eadem gratia Rex Angliæ volumus ad omnium tam præsentium quam futurorum notitiam pervenire, nos Deo inspirante promississe & jurasse, quod simul ibimus in servitium Christianitatis crucem suscipiemus ituri Hierosolimam sicut in scripto de susceptione Crucis inter nos factio continetur. Volumus etiam quod omnes sciant quod sic sumus & amodo volumus esse amici quod uterque nostrum alteri conservabit vitam & membra & terrenum honorem suum contra omnes homines pro posse suo. Et si quæcunque persona alterutri nostrum malum facere præsumpserit, ego Henricus juro Ludovicum Regem Franciæ Dominum meum contra omnes homines pro posse meo, & ego Ludovicus juro Henricum Regem Angliæ contra omnes homines pro posse meo sicut hominem & fraterem meum, salva fide quam debemus hominibus nostris quamdiu ipsi fidem nobis servabant. Et neuter nostrum retinebit inimicum alterius amodo in terra nostra & quo requisitus inde fuerit. Et ut amodo tollatur inter nos omnis materia discordiæ concessimus ad invicem quod de terris & possessionibus & aliis rebus quas quisque nostrum modo possidet, alter adversus alterum inde amodo nichil petet excepto eo de Alvernia unde contentio inter nos est, & excepto feodo de castro Radulphi, & exceptis minutis feodis & divisis terrarum nostrarum de Berria si homines nostri aliquid inde interceperint inter se vel adversus alterum nostrum. Si autem super his quæ superius excepta sunt per nos ipsos convenire non poterimus, ego Ludovicus Rex Francorum elegi tres Episcopos, Claremontensem, Nivernensem, Treverensem, & tres Barones, Comitem Theobaldum & Comitem Robertum & Petrum de Courtencia fratres meos. Et ego Henricus Rex Angliæ elegi tres Episcopos, Willielmum Cenomanensem, Petrum Petragonensem, & R. Nanctumensem, & tres Barones, Mauricium de Coon, Willielmum Mangott, & Petrum de Monte Rabell, ex parte mea: Qui inquisita diligenter hinc inde veritate tam per se ipsos quam per juramenta hominum terrarum illarum, prædicti Episcopi in verbo veritatis affluerunt & Laici jurabunt, quod quæcumque cognoverint de jure cuiuscumque nostrum, esse hoc inter nos dicent, & nos eorum dicto bona fide firmiter stabimus. Si vero omnes illi Episcopi quos ego Ludovicus elegi interesse non poterunt nihilominus stabimus dicto illorum duorum qui

(1) *Archives Paris donne un Extrait fort court de ce Traité, dans son Histoire Major pag. 133. & il le date apud Minancourt, festina Kalendas Octobris. C'est ce qui nous autorise à le ranger sous le 25. Septembre. (D. U. M.)*

ANNO
1177.

qui intererint. Et si omnes Barones ex parte mea nominari non interfuerint, pro eo non remanebit quin statim dicto aliorum duorum qui interfuerint. Et similiter erit de illis quos ego Rex Henricus elegi tam de Episcopis quam de Baronibus. Juravimus etiam, quod nullum malum faciemus eis propter hoc quod veritatem dixerint. Et si forte, quod Deus avertat, inter nos de terris nostris aliqua quærela oriatur, per eosdem bona fide & sine malo ingenio, sine dilatione terminetur, si autem aliqua prædictarum personarum interim mortua fuerit, altera loco ipsius substituitur, si vero alteruter nostrum ante suspensionem Crucis iter peregrinationis arripere voluerit, alter qui remanebit terram illius qui in peregrinatione erit, & homines sicut sua propria & dominica custodiet & manutenebit. Postquam vero Deo volente Crucem suscepimus homines nostros qui nobiscum ibunt faciemus jurare, quod si alteruter nostrum in via decesserit, quod Deus avertat, illi illi qui superstes erit, fideliter servient, sicut servient Domino suo, si vivus esset, quamdiu in terra Jerusalem ita morari voluerit; pecuniam vero defuncti habebit vivus ad faciendum servitium Christianitatis præter partem illam quam ante iter suum certis locis & certis personis dandum decrevit. Et si uterque nostrum decesserit, eligemus, si Deus spacium nobis indulerit, de probis hominibus nostris quibus committetur pecunia utriusque nostrum ad faciendum servitium Christianitatis, & qui ducent & regent homines nostros.

Antequam etiam iter nostrum arripimus post suspensionem Crucem, faciemus illos jurare quos custodes & gubernatores constituemus terrarum nostrarum quod ipsi bona fide cum omni posse suo, si necesse fuerit, se se ad invicem juvabunt ad defendendum terras nostras cum ab invicem requisiti fuerint, ita quod illi quos ego Henricus Rex Angliæ præfecero ad gubernandum terras meas, cum omni posse suo juvabunt ad defendendum terras Ludovici Regis Franciæ Domini mei quemadmodum terras meas defenderent, si Civitas mea Rothomagus obsessa esset, & eodem modo quod illi quos ego Ludovicus Rex Franciæ præfecero ad gubernandum terras meas cum omni posse suo juvabunt ad defendendum terras Henrici Regis Angliæ quemadmodum terras meas defenderent si Civitas mea Parisius obsessa esset. Volo etiam quod mercatores & omnes homines tam Clerici quam Laici de terra Regi Angliæ cum omnibus rebus suis securi sint & pacem habeant per omnes terras meas. Et ego Henricus Rex Angliæ similiter volo quod mercatores & omnes tam Clerici quam Laici de terra Regis Franciæ cum omnibus rebus suis securi sint & pacem habeant per omnes terras meas. Hæc autem subscripta nos firmiter observaturos promissimus & juravimus in præsentia Domini Petri tituli S. Grisogoni Presbyteri Cardinalis Apostolicæ Sedis Legati & in præsentia omnium Episcoporum, Comitum, & Baronum, & multorum aliorum tam Clericorum quam Laicorum &c.

CLXXXI.

1178. *Litteræ LUDOVICI Franciæ Regis, Quibus proficitur, se terram Angliæ Regis in Cismarinis partibus sitam in suam custodiam accepisse. Actum apud Venices.* [Chronicon JOANNIS BROMTON sub HENRICO Secundo Rege inter Anglicanæ Historiæ Scriptores X. à ROGERO TWISDEN editos, col. 1137.]

LUDOVICUS Rex Franciæ, omnibus ad quos præsentis Litteræ pervenerint Salutem. Noverit universitas vestra quod nos recepimus in custodia nostra totam terram Henrici Regis Angliæ charissimi fratris nostri, in Cismarinis partibus sitam, si contingerit eum in Angliam transire vel peregre proficisci. Ita quod quando Ballivi sui de transmarina terra nos requisierint, præstabimus ad ejusdem terræ defensionem & protectionem bona fide & sine malo ingenio eis consilium & auxilium. Act. apud Venices &c.

CLXXXII.

Articles & Conventions entre ALPHONSE I. Comte de Provence & HUGUES Baron de Baulx, faites en 1178. [CESAR DE NOSTRADAMUS, Histoire & Chronique de Provence, Partie II. pag. 148.]

PREMIEREMENT fut accordé, que s'il entrevenoit débat ou querelle entre les hommes du Comte

de Provence, & ceux du Prince des Baulx, ils chercheroient tous les moyens à eux possibles de les mettre en paix, & de bon accord.

Que le Comte n'entreprendroit aucune chose sur les hommes du Prince, ny le Prince contre les hommes vassaux, & sujets du Comte, en façon que ce peut estre.

Que ne l'un ne l'autre ne pourroient, comme aussi ne leur seroit loisible de mettre ny imposer aucune levée, adempre, taille ou tolte sur leurs hommes & sujets respectivement sans le bon plaisir, vouloir & consentement du Seigneur. Et là où il adviendrait quelque dissension & débat parmy eux (que Dieu ne voulut) ils en demeureroient à la cognoissance de Guilha Basso, B. Basso, Guilha d'Aygnieres, & Rostang de Carbonieres, (maison pour le jourd'huy tres-noble en Gascoigne) Chevaliers & Gentilshommes du pays, amis communs, & serveurs affectionnez de deux parties: pour l'observation de toutes ces choses, Alphons donneroit en otage Guillaume Porceller, & Blacaz, Chevaliers, & principaux Gentilshommes de son Hostel.

Davantage que le chasteau & seigneurie de saint Gabriel seroit rendu & restitué à Rostang de Carbonieres, au cas que ce que dessus ne fust inviolablement, & de point en point observé.

Que Guillaume Porceller jurerait & promettrait de tenir bon & loyal otage, & bonne & loyale foy au Prince des Baulx, pour Alphons, s'il n'observoit ce que dessus. Et dès lors Blacaz se donna en otage pour le Prince, lequel jura & promit, comme semblablement fit Rostang envers le Prince de rendre & restituer les chasteaux de saint Gabriel & de Montpahan, si le Comte Alphons & les siens n'observoient ces mesmes choses, qui furent apres les promesses & jurements reciproques des Gentilshommes otagers faictes, accordées, & arrestées es presences de B. Porceller, W. Bon-fils, Hugues Fulco, Guillaume Bertrand, & Berenguer Muicle, accompagnez de plusieurs Gentilshommes & Chevaliers de Provence, qui à l'exécution de cest accord se treuverent appelez & presents.

CLXXXIII.

Convento & Pax inter Consules Urbis PISANÆ, 13. Nov.

& Consules ALBENGINÆ, quæ pro emendatione totius mali, & totius offensionis, quam Pisani fecerant Albenginensibus, libras septingentas eisdem ipsi solvere promittunt, & insimul Dacitam sive Datiam in Pisis dari solitam remittunt. In Saona Civitate in Ecclesia S. Petri 13. Novemb. anno 1178. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra Tom. IV. Tit. Albiganensibus Episc. col. 1266. prior. Edit. Rom. & col. 914. ult. Venet. A. 1719.]

In Nomine Domini nostri JESU CHRISTI, qui est vera Pax, Amen.

EGO Gageranus Consul Civitatis Pisanæ per omne & omnes socios meos Consules Urbis Pisanæ ac cum consilio, & auctoritate nobilium Civium Pisanorum, scilicet Rainerii Gajetani, & Benedicti Vernacii, pro bono pacis, & emendatione totius mali, & totius offensionis, quam Pisani fecerunt super Albiganen. Convento atque promitto pro communi Pise vobis Arnaldo Lanfredi, & Arnaldo Guarmondi Consulibus Albenginæ, & nobilibus Civibus vestris, qui nobiscum sunt, videlicet (a) Romano Caroli, & Guiliermo Salamonis pro vobis, & pro communi Albenginæ dare, solvere libras septingentas Lucenis, vel Pisanæ monetæ, ab hodie usque ad proximum Pascha Resurrectionis Domini futurum. Præterea vobis facio finem pro communi Pise de Dacita, quam Albenginenses soliti erant dare in Pisis, ita quod nulla persona Civitatis Albenginæ, vel ejus districtus a præsentie die in antea teneatur, vel cogatur prædictum datium dare, usque in sempiternum, nec alium penitus datium vel ulagium; sive ripam: decretum quoque de cætero non faciemus super Albenginenses, nec super homines totius districtus Albenginæ, nisi talem, qualem faciemus super Civis urbis Pisanæ. Hæc omnia superscripta do, atque convenio vobis, qui supra Albenginensium Consulibus, & sociis vestris pro vobis, & pro communi Albenginæ propter dictæ offensionis emendationem & pro bono pacis observandæ sicut superius legitur. Præterea ego, qui supra Gageranus Consul Pisanorum, & nos Rainerius Gajetanus, & Benedictus Vernacii Cives Pisani, per nos &

ANNO
1178.

(a) Ou T. d. monde.

PROVIN-
CET
BAULX.

ANNO 1178. per omnes Consules urbis Pisanæ, & pro toto ejus communi, atque populo convenimus, atque permittimus vobis, qui supra Arnaldo Lanfredi, & Arnaldo Guermonti Consulibus Albengina, & pro nobilibus Civibus vestris Ramondo Caroli, atque Guiliermo Salamonis pro vobis, & pro omni communi Albengina, & pro omnibus hominibus vestri districtus, quod a presenti die, & hora inantea firmam, & veram pacem tenebimus tam in personis, quam in rebus, in terra, in aqua, & non offendemus, nec offendere faciemus, nec offensionem fieri consentiemus alicui Civi Albengin. vel alicui personæ districtus Albengin. in personis, vel in rebus, in terra, seu in aqua, & eos salvabimus atque eorum res in terra, & in aqua per totum nostrum districtum, & per totam nostram fortiam. Si vero, quod absit, alicui Pisanæ Civis, vel alicui personæ districtus Civitatis Pisanæ offenderit alicui Albenginensi Civi, vel alicui personæ totius districtus civitatis Albengina in persona, vel in rebus, nos Pisani Consules infra dies quadraginta post factam querimoniam autem Pisanum Consulatam, per Nuntium, vel Nuntios Albengin. vel Litteras sigillatas S'illo communis Albengin. illud de quo fuerit querimonia, aut reddemus, vel reddere faciemus, aut iustitiam exhibere faciemus, vel fieri faciemus, aut conventionem, ad voluntatem partium, & sententiam datam, vel conventionem factam, firmam, & ratam habebimus, & tenebimus, & tenere faciemus, & hæc omnia sicut superius scripta sunt, facturos post nos Consules se observatos jurare faciemus, & quod illi alios post se futuros Consules & alii alios, & sic per ordinem omni anno sequentes Consules hoc idem usque in perpetuum jurare faciant, & unum hominem ad vocem super animam populi, quod omnia prædicta firma tenebit jurare faciemus. Insuper ducentos Cives Pisanos quod omnia prædicta observabunt jurare faciemus, illos videlicet, quos Consules vel Consul Albengin. aut eorum Notarius nobis manifestabitur, aut per scripturam, aut viva voce, aut conveniens cambium si forte alicui eorum jurare non poterit. Hæc omnia sumpta bona fide sine fraude, & malo ingenio, & sub osculo pacis, quod vobis damus, firmiter observare promittimus, quod si ita non observaverimus vobis stipulanti mille marcas argenti pro pena dare promittimus, qua composita pena, conventionem prædictam, & pacem non ideo minus firmam tenere promittimus.

Actum in Saona Civitate in Ecclesia S. Petri, anno Dominicæ Incarnationis 1178. tertio decimo die Novembris. convocatis & rogatis testibus de Saona Guiliermo Græco, Guiliermo Tesco, Baramondo Trinchere, Joanne de Nicia, Bonoiranne Vicio Coracoppa, Petro Aurici, Baldo Aurici, Falceto Grugnicello, Pisanorum Scriba Monticello Pisano, &c.

Ego ARNALDUS CUMANUS Sacri Palatii Notarius, & Saona Scriba rogatus interfui, & hujus conventionis, & pacis duas Chartas scripti divisas per A. B. C.

CLXXXIV.

1179. Convention passée entre GODEFROI Dux de Brabant, & PHILIPPE Comte de Flandre, au sujet du Mariage de HENRI fils de Godefroi, avec MATHILDE Niece de Philippe, passée l'an 1179. [AUBERT LE MIRE, Codicis Donationum Piarum Cap. XCVII. pag. 333. BUTKENS, dans ses Preuves des Tropiques de Brabant, pag. 45.]

HÆC est conventio facta, inter Comitem Flandriæ PHILIPPUM, & Ducem Lovaniæ GODEFRIDUM, super contractu matrimonii HENRICI filii Ducis, & MATHILDIS neptis Comitissæ, quæ scripto commendata est, ne memorie noverca oblivione possit obscurari in posterum.

SCIANT itaque omnes & singuli, quod Dux GODEFRIDUS dedit HENRICO filio suo ad dotandam inde MATHILDEM neptem Comitissæ, Brussellam cum castello, hominibus, & omnibus pertinentiis, Vilvordam cum hominibus & omnibus pertinentiis, Leuham cum hominibus, & omnibus pertinentiis, Ucelam, & Rusebroch, cum hominibus, & omnibus pertinentiis, & quicquid Dux habet inter (a) Sonnam & Flandriam.

HENRICUS autem, assensu patris sui, & suorum hominum consilio, dedit hæc omnia prænotata in dotem Mathildi, antequam ei nuberet: hæc interposita conditione, quod si contingerit Henricum mori absque

ANNO 1179. herede, vel etiam relicto post se herede aliquo, dotem illam possidebit Mathildis liberè & absolute tota vita sua. Si verò Mathildis decesserit non suscepto herede ex Henrico, Comes Flandriæ tenebit Brussellam, quousque ei reddantur mille & quingente libra Flandrensis monete, quas dedit Duci.

ILLUD quoque sciendum, quod si Henricus plus vixerit quam Dux pater ejus, succedet ei in Ducatum tanquam heres suus, & omnia ad eum devolventur jure hereditario, quæ Dux modo possidet, præter Urtinam & Comitatum de Arschot. Et si forte contingerit Henricum mori ante patrem, heres Henrici, si quem post se reliquerit ex Mathilde sæpe dicta, ita succedet Duci avo suo in Ducatum & omnem possessionem suam, præter (1) Urtinam & Comitatum de Arschot, sicut Henricus fecisset, si diutius patre vixisset.

NE quis ergo præsumat in posterum præscriptæ conventioni contraire, & eam aliquatenus cassare, ego GODEFRIDUS Dux Lovaniæ præsens scriptum sigilli mei auctoritate corroborari, & homines meos in testimonium subscribi præcepi, qui ex præcepto meo fidem suam dederunt, quod ista omnia, & in isto continentur chirographo, rata & inconvulsa observabuntur: ita quod si ea, quod absit, infringere attentaverint ipsi & omnia sua cum Comite Flandriæ & in ipsius auxilium remaneant. Sunt autem isti,

Arnout Dapifer de Rotlar.

Arnout de Velepe. Iyeramus de Orbais.

Rénierus de Gate. Wilhelmus de Birbeka.

Castellanus de Brussella.

Walterus de A. Arnout de Bigarda.

Gerardus de Grembergis. Walterus Bertout.

Daniel de Craienhem. Renerus Raschebusci.

Willelmus frater eorum. Henricus de Alfcha.

Gorsivinus de Adenghem. Ingelbertus frater ejus.

Osio de Trasennis. Walterus de Bolthem.

Gorsivinus de Leuve. Pollart.

Alardus Rapa. Gorsivinus de Saventen.

Hawel de Hobust. Henricus de Scoten.

Scabini omnes cum præcone Waltero, & quampures burgensium de Brussella & meliores.

Actum prius Andwerpiæ, & postea consummatum Brussellæ, anno Domini M. C. LXXIX.

CLXXXV.

Decretum ALEXANDRI Pape, de Electione Romani Pontificis, quod nimirum, si Cardinales inter se de substituendo Pontifice concordare noluunt, Ille Romanus Pontifex habeatur, qui à duobus partibus electus fuerit & receptus. [Chronica GERVASII inter Anglicanæ Histor. Scriptores X. col. 1446.]

1. ICET de vitanda discordia in electione Romani Pontificis manifestè satis à Prædecessoribus nostris Constituta manaverint, quia tamen sæpe post illa per improbe ambitionis audaciam gravem passa est scissuram Ecclesia, nos etiam ad malum hoc devitandum de consilio Fratrum nostrorum, & Sacri approbatione Concilii aliquid decernimus adjungendum. Statuimus igitur ut si forte inimico homine superseminante zizaniam, inter Cardinales de substituendo Pontifice non poterit esse plena concordia, & duabus partibus concordantibus, tertia pars concordare noluerit, aut sibi alium præsumpserit ordinare, ille Romanus Pontifex habeatur, qui à duabus partibus electus fuerit, & receptus.

2. Si quis autem de tertia partis nominatione confusus, quia ratione non potest nomen sibi Episcopi usurpaverit, tam ipse quim qui eum receperit excommunicationi subjaceant, & totius sacri Ordinis privatione mulcentur, ita ut Viatici etiam eis, nisi tantum in ultimis, communicatio denegetur, & nisi recipuerint, cum Datan, & Abiron quos terra vivos absorbit accipiant portionem. Præterea si à paucioribus aliquis quam à duabus partibus electus fuerit ad Apostolatus officium, nisi major concordia intercesserit nullatenus assumatur, & prædictæ penæ subjacent si humiliter noluerit abstinere. Ex hoc tamen nullam Canonici Constitutionibus,

(1) Le Mire soupçonne, que c'est Orsen, qu'on nomme présentement Bour-le-dun.

ANNO 179. bus, & aliis iudiciis præiudicium generetur in quibus maioris, & sanioris partis debet sententia prevalere; quia, quod in eis in dubium venerit, Superioris poterit iudicio definiti. In Romana vero Ecclesia specialem aliquid constituitur, quia non potest ad superiorem recursum haberi.

CLXXXVI.

23. Mai. ALEXANDRI III. Romani Pontificis Bulla de Dignitate Regia per ipsam ALPHONSO I. Regi Portugallie, suisque Hæredibus concessa; seu confirmata, sub Obligatione duarum Marcharum auri singulis annis Sanctæ Sedis persolvendarum. Datum Laterani 16. Kalend. Junii Indict. (a) 2. Anno 1179. [DELIMA, Tabletes Chronologues des Rois de Portugal jusqu'à l'année 1706. pag. 76. BRANDAO, in Append. 3. p. Monarch. Lusitan. Scriptura 24. ANTONII DE SOUSA DE MACEDO, Lusitania liberata, in Proem. II. p. 2.]

(a) On pilla
12.

ALEXANDER Episcopus, Servus Servorum Dei, Charissimo in Christo filio ALPHONSO illustri Portugalesium Regi ejusque hæredibus in perpetuum rei memoriam.

MANIFESTIS probatum est argumentis, quod per sudores bellicos & certamina militaria inimicorum Christiani nominis intrepide extirpator, & propagator diligens fidei Christiane tanquam bonus filius & Princeps Catholicus multiplicata obsequia Matri tue sancte Ecclesiæ impendisti, dignum memorie nomen & exemplum imitabile posteris relinquens: æquum autem, ut quos ad regimen & salutem populi ab Alto dispensatio cœlestis elegit, Apostolica Sedes affectione sincerâ diligeret in iustis postulacionibus studeat efficaciter exaudire. Proinde nos attendentes personam tuam prudentiâ ornatam, iustitiâ præditam, atque ad populi regimen idoneam, eam sub Beati Petri, & nostra protectione suscipimus, & Regnum Portugalesium cum integritate honoris Regis, & dignitate, quæ ad Reges pertinet, nec non & omnia loca, quæ cum auxilio cœlestis gratiæ de Saracenorum manibus eripueris, in quibus jus tibi non possint Christiani Principes circumposui vendicare, & excellentiæ tue concedimus, & Auctoritate Apostolica confirmamus. Ut autem ad devotionem & obsequium Beati Petri Apostolorum Principis, & sancte Ecclesiæ Romano Episcopi vehementer accendaris, hac ipsâ præfatis hæredibus tuis duximus concedenda, eosque super his quæ concessa sunt, Deo propitio, pro injuncti nobis Apostolice officii defendemus. Tua itaque intererit, fili charissime, ita circa honorem & obsequium Matri tue sacros. Rom. Ecclesiæ humilem & devotum existeret, & sic te ipsum in ejus opportunitatibus & dilandis Christianiæ fidei finibus exercere, ut de tam devoto & glorioso filio Sedes Apostolica gratuletur, & in ejus amore quiescat. Ad iudicium autem quod præscriptum Regnum Beati Petri juris exiit pro amplioris reverentie argumento statuiti duas marchas auri, annis singulis, nobis nostrisque successoribus persolvendas, quem utique censum ad utilitatem nostram & successorum nostrorum Bracharenfis Archiepiscopo, qui pro tempore fuerit, tu & successoris tui curabit assignare. Decernimus ergo, ut nulli omnino hominum liceat personam tuam aut hæredum tuorum vel etiam præfatum Regnum temerè perturbare, aut ejus possessiones auferre, vel ablatas retinere, minuire, aut aliquibus vexacionibus fatigare. Si qua igitur in futurum Ecclesiastica, secularive persona, sanè nostram Constitutionis paginam sciens contra eam temerè venire tentaverit, secundo tertioque communione, nisi reatum suum dignâ satisfactione correxerit, potestatis honorisque sui dignitate careat, reamque se divino iudicio existere de perpetuâ iniquitate cognoscat, & à sacramento corpore ac sanguine Dei & Domini nostri Redemptoris Jesu Christi aliena fiat, atque in extremo examine districtæ ultioni subjaceat. Cunctis autem eidem Regno & Regi, sua jura servantibus sit Pax Domini Jesu Christi, quatenus & hic fructum bonæ actionis percipiant, & apud districtum Iudicem præmia æterna pacis inveniant. Amen. Amen. Ego Alexander Catholicus Ecclesiæ Episcopus. Datum Laterani per manum Alberti S. R. Eccl. Presbyteri Cardinalis & Cancellarii decimo Kal. Junii, Indict. II. Incarnationis Domini Anno MCLXXXIX. Pontif. v. D. Alexandri Papæ III. anno XX.

TOM. I.

CLXXXVII.

Formula Fœderis & Amicitie inter PHILIPPUM II. Francorum & HENRICUM II. Anglorum Regem, quæ ad auferendam omnem discordiæ occasionem de eligendis, ni alio fieri possit modo, certis arbitris, qui inter se judicent, conveniunt. [MATH. PARIS, Historia Major, pag. 139.]

EGO Philippus Dei gratia Rex Francorum, & ego Henricus eadem gratia Rex Anglorum ad omnium volumus pervenire noticiam, quod fœdus & amicitiam fide media innovavimus; & Sacramento: & ut omnis amodo inter nos auleratur occasio discordiæ, concessimus ad invicem, ut de terris nostris & possessionibus, & de omnibus aliis rebus, quas habemus modò alter adversus alteram, nihil amodo petat, excepto de Arvernia, de qua inter nos est contentio, & excepto feudo de Castro Radulphi & exceptis minutis feudis nostris, & divisis terrarum nostrarum de Berri. Si autem super his, quæ excepta sunt, per nosmet ipsos convenire non poterimus, ego Philippus tres elegi Episcopos & Barones & ego Henricus totidem, qui inter nos dicent, & nos eorum iudicio stabimus firmiter & bona fide.

CLXXXVIII.

Sententia FRIDERICI I. Romanorum Imperatoris 13. Jul. is in favorem ADILBERTI Episcopi Frisingensis, contra HENRICUM DE BRUNSWICK; quondam Bavarie & Saxonie Ducem, lata, quæ Forum in Vergen ad HENRICUM in Villam Munchen translaturum, in vacuum revocatur, & una cum ponte à dicto HENRICO destructo, ADILBERTO restituitur. Ratisbonæ 3. Idus Julii 1180. Indict. XIII. [L'ORDRE DE LA PUBLIQUE TOM. I. LIBR. I. CAP. IV. pag. 30.]

In nomine Sanctæ & individue Trinitatis.

FRIDERICUS Dei gratia Romanorum Imperator, & semper Augustus. Quæ Imperiali constituitur autoritate, literis competiti annotari: ne vel transcursum temporum antiquitate in oblivionem deveniant, vel pravorum hominum fraudulentis machinationibus indignam sui mutationem incurrant. Noverint igitur universi tam præsentis, quam post futuræ ætatis hæres Imperii, qualiter dilectus noster Adilbertus Frisingensis Episcopus ad Majestatis nostræ præsentiam accedens, humiliter nobis conquerendo significavit: Quod nobilis vir, Henricus de Brunswick, quondam Dux Bavarie & Saxonie, forum in Vergen, cum ponte, quod Ecclesiæ suæ à longe retraxis temporibus, quiete possederat, destruxerit, & illud in villam Munchen violentè transfulerit. Cujus siquidem rei veritas, est nostræ constanter serenitati: ipse tamen eam septem legitimis testibus, in nostra comprobavit audientia, sunt autem hic Conradus Saltzburgeris Archiepiscopus, Chunus Ratisbonensis Episcopus, Beretholdus Marchio Istrie, Gebhardus Comes de Sultzbach, Ortho Palatinus Major, & frater ejus Ortho Minor, Fridericus Burgavicus. Consequenter igitur super eadem causâ à Principibus Curie nostræ requisita sententia, iudicatum est: quod præfati Henrici factum temerarium in irritum ducere Imperialis deberet auctoritas. Quocirca, secundum juris tenorem, translationem prædicti fori in vacuum revocantes, ipsum forum cum ponte memorato fideli nostro Episcopo Frisingensi, suisque successoribus restitimus, & præfatis scripti privilegio eis & suæ Ecclesiæ in perpetuum confirmamus.

Item ad instantem prætaxati venerabilis Episcopi postulationem ex indulgentia Imperialis Clementiæ permissimus, & benevolo a probamus assensu, ut prædicta quæcunque sumptibus suis ipse acquisivit pro libris suo Ecclesiæ, vel aliis religiosis locis, seu ad Altaria quælibet posuit contrarie, & de eorundem præ aliorum redditibus pro suo arbitrio ordinare.

Et ut hæc nostra Constitutio in omne ævum rata permaneat, & inconcussa, per præsentem paginam tu memoriam facti conscripsi fecimus, & Majestatis nostræ Bulla communiti: Testes hujus rei, prædicti Conra-

O

das

ANNO
1180.

ANNO 1180. dus Archiepiscopus, Chuno Ratisponensis Episcopus, Berechtholdus Marchio Istriae, Ortho Palatinus Major, Ortho Palatinus Minor, Gebhardus Comes de Sultzbach, Fridericus Burggravius. Item alii testes, qui eadem negotio intererant, Dietholdus Patavienfis Episcopus, Henricus Carlenis Electus, Gessiodonius Mantuentis Episcopus, Gotsfridus Cancellarius, Rudolphus Notarius, Romanus Prapostus Halverstadenfis, Henricus Burggravius, Siberto Comes de Nuiwenberg, Henricus de Altendorff, Degenhard de Hohenstain, Conrad Burggravius de Nurnberg, Fridericus de Tauchendingen & frater ejus Albertus, Amelbrecht de Lochhofen, Henricus Marschalch de Papenheim, Barckhardus Camerarius, Atzo Camerarius, Regilo Camerarius, Rudolphus de Waldecke, Henricus Felix Prior, Adilold de Dombach, Engelvan de Achdorf, & frater ejus Henricus, Rudolphus de Ried, Hardinus Malfcadus, Berechtholdus de Reihenhaußen, Sibot de Holtzhaußen.

Ego Gotsfridus Imperialis aulae Cancellarius vice Domini Christiani Moguntini Sedis Archiepiscopi Germaniae Archiepiscopi, recognovi, &c.

Signum Domini Friderici Romanorum Imperatoris invictissimi, &c.

Acta sunt haec Anno ab Incarnatione Domini M. C. LXXX. Indictione XIII. regnante Friderico Romano Imperatore gloriosissimo, Anno Regni ejus XXIX. Imperii vero XXVI. Datum Ratisbonae in solemnii Curia 3. Idus Julii feliciter. Amen.

CLXXXIX.

24. Jul. Transactio sive Pactio inter HENRICUM Gradensem & ULDERICUM Aquilejensem Patriarcham, coram ALEXANDRO III. Pontifice Maximo inita, per quam praefatus HENRICUS suo nomine ac Ecclesiae Patriarchalis Gradenfis cedit, donat, & transfert in manus praedicti ULDERICI, prope totam jurisdictionem suam, exceptis duabus Plebibus cum redditibus pertinentibus usque ad summam 70. Librarum annuatim Veronenfium. [FERDIN. UGHELI Italia Sacra Tom. V. Tit. Gradenf. Patriarchae, col. 1202. prior. Edit. Rom. & col. 1129. ult. Venet. Ap. 1720.]

In Nomine Domini nostri JESU CHRISTI.

ANNO DOMINICAE INCARN. M. C. LXXX. Pontificatus vero Domini Alexandri Papae tertii anno XXI. Indictione 13. mensis Julii die 24. Ego Henricus Gradenfis Ecclesiae Patriarcha hac praesentis die in praesentia Domini Alexandri, & duorum Cardinalium Urbaldi videl. Offienfis, & Theodini Portuenfis, & S. Rufinae Episcop. Joannis tit. SS. Joannis & Pauli Presb. Cardin. Viviani tit. S. Stephani in Caesio monte Presb. Card. Arduini tit. S. Crucis in Hierusalem Presb. Card. Matthaei tit. S. Marcelli Presb. Card. Pauli tit. S. Potentianae Presb. Card. Gratiani SS. Cosmae, & Damiani Diac. Card. Joannis S. Angelii Diac. Card. renuntio omni juri acquisito, & acquirendo, & omnibus actionibus, tam in rem quam in personam acquisitis, & acquirendis, quos & quas habeo nomine meo, & Gradenfis Ecclesiae, vel habere possum, ego vel successores mei in futurum adversum Uldericum Aquilejensem Patriarcham, & ejus Ecclesiam super Episcopatibus Istriae, & super thesauris quos Poppo Aquilejensis Patriarcha de Gradu asportavit, & super possessionibus, quas Gradenfis Ecclesia habuit in Mursiano, & in territorio Aquilejensi, in Ceneten, & in Mariano, & in praefatis Episcopatibus; & hanc renunciationem facio vobis Domino Joanni Vicentino Episcopo, & Romulo Aquilejensi Ecclesiae Magistro scholarum, Procuratoribus U. Aquilejensis Patriarchae constitutis ad transigendum, & paciscendum super controversiis quas ego nomine Gradenfis Ecclesiae movebam coram D. Alexandro Papa III. Ecclesiae Aquilejensi, Ecclesias per vos ipsi U. Aquilejensi Patriarchae, ac ejus Ecclesiae. Et cedo vobis Procuratoribus, & per vos ipsi U. Aquilejensem Patriarchae, & ejus Ecclesiam omne jus acquisitum, & acquirendum, & omnes actiones tam in rem quam in personam acquisitas & acquirendas, quos & quas habeo nomine meo & Gradenfis Ecclesiae vel habere possem ego, vel successores mei, in futurum in praedictis, & pro praedictis omnibus; servato mihi, & Ecclesiae Gradenfi jure vini, quod annuatim recipere soleo de capite Istriae, & salvis stationibus, & aliis, si quae & in praesentiarum ibidem possident, & spirituali jure, si quod habet Ecclesia Gradenf.

adversum aliquem Episcoporum vel Clericorum vel Patrochianorum Istriae super aliis rebus, si quas detinent: & renuncio vobis Procuratoribus & per vos U. Aquilejensem Patriarchae, ac ejus Ecclesiam, quod nec ego, nec mei successores, nomine Gradenf. Ecclesiae, amplius movebimus controversiam adversus Aquilejensem Ecclesiam de Metropolitico jure super iis Eccl. Aquilejensis Dioec. quas nunc possidet, & Cumano, Mantuano, Veronenf. Vicentino, Paduano, Tervisino, Tridenf. Bellunenf. Feltrinenf. Cenetenf. Concoridenf. Tergetinenf. Justinopolitan. Palentino, Polen. Peneten. & Emonen. Episcopatibus, & aliis, quos in praesentiarum ipsa Aquilejensis Ecclesia possidet, salva datione & compositione duarum plebium, videlicet della Tisana, & de S. Floro, salvo etiam spirituali jure, si quod habeo, in possessionibus rerum immobilium ad vel alios in aliis locis, quas in praedictis locis, & rebus cessi & renunciaui. Nos igitur praenominati Procuratores, constituti ad transigendum, paciscendum super controversiis quas Vos D. Gradenf. Patriarcha nomine Gradenfis Ecclesiae movebatis contra Aquilejensem Ecclesiam, pro praefata renunciatione & cessione omnium praedictorum nomine transactionis ac passionis vice Domini U. Aquilejensis Patriarchae, ejusque Ecclesiae damus, ac tradimus vobis Domino Henrico Gradenfi Patriarchae, veltrae Ecclesiae in perpetuum duas plebes, videlicet illam de la Tisana, & alteram de S. Floro, cum earum capellis omnibus, cum quartatilis, & omni parochiali & dioecessano jure habito & acquirendo, nec non & placito Christianitatis, quod est jus sinodandi, cum earum libris, parametis, & omnibus earum ornamentis, cum cimiteriis, domibus, praediis, & famulis si quos habent, etiam cum omni earum honore, ac omnibus ipsarum pertinentiis, excepto jure trium partium decimarum illarum plebium & capellarum, quas tres partes Aquilejensem Ecclesiam in integrum reservamus: sane illi qui praedictas tres partes decimarum, vel aliquid illarum trium partium pro Aquilejensi tenent, vel modo aliquo tenebant, si in territorio earundem plebium, vel capellarum, terram laborare inventi fuerint, Aquilejensem Ecclesiam de tribus partibus decimarum, vobis vero Grad. Patr. in cujus Parochia ipsarum agricultura erit de quartatilis, sive quarta parte decimarum agriculturae obediret & responderent, praedictas autem plebes, & capellas vobis, & Ecclesiae vestrae ita tradimus, & donamus, quod vos & vestri successores de redditibus earundem plebium, & capellarum singulis annis possitis percipere valorem 70. Librarum vestrae monetae, deductis eis, quas Presbyteri & Clerici in eisdem plebibus & capellis divina officia celebrantes, hodie per plebanos nomine beneficii habere videntur. Quae utique beneficia per vos, & Ecclesiam vestram amodo tenebunt. Si vero praeterea plebes, & capellae tantas facultates habere inventae fuerint, quod ultra valorem 70. Librarum monetae, & ultra ea quae Presbyteri, seu Clerici hodie ibidem per plebanos tenent nomine beneficii, aliquid superabundaverit, liceat Aquilejensi Patriarchae illud totum detrahere, & Aquilejensem Ecclesiam reservare. Si autem dictae plebes, & capellae, exceptis beneficiis praedictis clericorum, in suis facultatibus etiam redditibus valor 70. Librarum non habeant, Aquilejensis Ecclesia usque ad eandem summam in ipsis finibus eisdem plebibus supplebit. Banna quae de placito Christianitatis, vel alio placito spirituali provenire solent, in summam praedictarum 70. Librarum vobis non extimabuntur; praedictas quidem plebes & earum capellas, & alia jura Ecclesiastica pro Episcopatibus, & aliis Ecclesiasticis juribus damus; possessiones autem & redditus earundem plebium, & capellarum, & reliqua in transactione posita pro praefatis possessionibus, & thesauris damus. Promittimus insuper vobis, & vestris successoribus per stipulationem sub pena dupli. vice Aquilejensis Patriarchae supra scriptas plebes cum praedictis earum redditibus, ab omni homine jure defensae. Promittimus etiam per stipulationem subnixam vobis, & vestris successoribus nomine Domini U. Aquilejensis Patriarchae, & ejus Ecclesiae, quod nullo tempore veniet contra ipse, vel ejus successores praedictam transactionem, passionem & dationem per se vel per submissam personam. Quod si hanc promissionem non observaverit ipse, vel ejus successores nomine pona dare teneantur Ecclesiae vestrae alias duas plebes, videlicet illam de S. Paulo, & illam de Fabio cum simili & tanto redditu sicut praenominatae traditae sunt, nisi communiti per Gradenf. Ecclesiam infra duos menses post commotionem satisfecerint, praedicta transactione, passione & datione in sua firmitate in perpetuum penmaneat. Et ego supra dictus Gradenfis Patriarcha nomine Ecclesiae mea-

ANNO
1180.

promitto per stipulationem subnixam vobis prædictis Procuratoribus, & per vos D. U. Aquilejensi Patriarchæ, & ejus Ecclesiæ, quod nullo tempore veniam ego, vel mei successores, contra prædictam transactionem, pacem, renovationem, & cessionem, per nos vel subnixam personam. Quod si hanc promissionem non observavero, ego & mei successores nomine penæ ac jure prædictarum plebium cadamus, & ipsas Aquilejensi Ecclesiæ restituere teneamur, nisi communiti per Aquilejensem Ecclesiam, infra duos menses post commonitionem satisfecerimus, præfata transactione, pacione ac cessione in sua firmitate in perpetuum manente. Et insuper nos suprascripti Procuratores vice Dom. U. Aquilejensis Patriarchæ promittimus vobis præfato Patriarchæ Graden. & vestris successoribus per stipulationem subnixam nomine penæ Lib. L. Veronensium, ita quod si aliquis de Jurisdictione U. Aquilejen. Patriarchæ, & ejus Ecclesiæ, Gradensem Ecclesiam in prædictis sibi concessis offenderit, & Aquilejensis Patriarchæ a Gradenſi Patriarchæ communis, si infra duos menses ipse malefactor non satisfecerit, ex tunc si eum non excommunicaverit, aut excommunicatum ante satisfactionem abolverit, supradicta penæ L. Librarum committatur, & ego suprascriptus Graden. Patriarcha promitto vobis supradictis Procuratoribus, & per vos, ipsi Aquilejensi Patriarchæ, & ejus Ecclesiæ per stipulationem subnixam nomine penæ L. librar. Veronensium, ita quod si aliquis de Jurisdictione mea, & Graden. Ecclesiæ, Aquilejen. Ecclesiam in prædictis sibi concessis, & renunciatis offenderit, & ego, vel mei successores ab Aquilejensi Patriarchæ adiuvanti si infra duos menses ipse malefactor non satisfecerit, & tunc si ego vel mei successores eum non excommunicaverimus, aut ante satisfactionem abolverimus, supradicta penæ committatur. Actum est in præsentia Papæ Alexandri, & supradictorum Cardinalium, & subscriptorum testium in anno, die, & indictione supradicta. Signa manuum prædictorum D. Henrici Graden. Patriarchæ, & D. Joannis Vicentini Episcopi, & Romuli Aquilejensis Ecclesiæ Magistri Scholæ præfati Aquilejensis Patriarchæ Procuratoribus &c.

CXC.

1182.
BOURGO-
GNE.

Accord entre HUGUES III. Duc de Bourgogne, & l'ABBE & COUVENT DE CHATILLON sur Seine touchant les droits de Seigneurie & Justice dudit Duc sur eux & leurs hommes & sujets, fait l'an 1182. [ETIENNE PERARD, Recueil de plusieurs Pièces servant à l'Histoire de Bourgogne, pag. 300.]

Ego Hugo Dux Burgundie, notum fieri volo tam futuris quam præteritis, talem consuetudinem esse recognovit a ministris meis, in præsentia Domini Manasse Lingonenſis Episcopi, & mea, inter Castellionensem Ecclesiam & Ducem Burgundie. Quod si Dux Jerosolymam adeat, vel filiam suam maritet, vel captus sit & redemptus, vel terram emat unde universa terra sua agratur, ipse ab Abbate Ecclesiæ beatæ Mariæ de Castellione auxilium debet petere, aut per se, aut per honestas personas: Et si forte Abbas & Canonici ei auxilium denegaverint, trecentis solidis tantummodo terram Ecclesiæ aggravare poterit. Præterea innoteſcat, quod in villa quæ Poissons dicitur, Dux nec edictum, nec aliquam exactionem, nec jus aliquod habet, sed tamen ad eum pertinet pro Dei amore eam custodire. Item, si minister Ducis, homines Canonicorum de Castellione, de Villera, & de Bincovo, edicto submoneat, sive ad exercitum, sive ad expeditionem, sive ad obsequium, personam Ducis in proprio negotio sequentes, non præpositorum sive aliorum ministrorum personas. Si autem hoc facere contempserint, forefactum uniuscujusque præfatum edictum contempnentis, usque ad sexaginta quinque solidos sive aliorum gravamine assignabunt. Item, si aliquis hominum prædictorum Canoniceorum qui apud Castellionem manserunt, in farto, in adulterio, in rixa, sive in furtum manſurando deprehensus fuerit, Præpositus Ducis, & Major Episcopi, sine ulla acclamatione facta, ad Abbatem vel ejus Præpositum eum adjudicabunt. Si autem juratus impetratio reus apprehensus non fuerit, ab Abbate sive ab ejus Præposito ad jus stare compellitur, facta proclamatione a Majore Episcopo & Ducis Præposito. Si verò accusator accusatum in objectis convincere non poterit, immunitus accusatus abſcedat, accusator autem super hiis Abbas vel ejus minister satisfaciatur. Ministri verò qui sunt Ecclesiæ, & ab eadem Ecclesia panem & vinum

recipiunt, ab omni exactione & exercitu, velut ministri Ducis, liberi & quieti permanebunt. Recognitum est etiam a Ducibus Burgundie, Canonicis præfata Ecclesiæ concessum esse, quod quocumque modo aliquid de casamentis eorum Ecclesiæ acquisierit, libere possidebit, sub Ducis tamen tuitione & custodia. Item præfata Ecclesiæ, quemlibet hominem Ducis ibi se reddere volentem sine ulla calumpnia Ducis retinebit. Recognitum est etiam a Ducibus Burgundie, Canonicis præfata Ecclesiæ concessum esse uluarium omnibus animalibus eorum, in universis pasturis potestatis Castellationis, sine dampni illatione. Si verò animalia ipsorum quacumque occasione dampnum fecerint, omni lege & exactione excluda, Canonici dampnum tantummodo resisterent. Item si fur in villa captus fuerit, ministri Abbas, prout eis placuerit, eum tractabunt, nudum tamen ministris Ducis, extra villam reddere debebunt. In eadem villa, Dux, neque pargas, neque jus hospitalitatis debet, sed illud juris pargie quod in terra Francorum habuerat quàm Hierosolymam petere, prædictæ Ecclesiæ in perpetuum acquiritur. Hac omnia & quacumque ubique sapientia Ecclesiæ possidet, sunt in custodia & tuitione Ducis Burgundie. Ut autem hæc rata & inconvulsa permanent, sigillo Domini Manasse Episcopi Lingonenſis, in cujus præsentia ista sacramenta a ministris meis recognita sunt, & nostro roboravimus. Hujus rei testes Lambertus, & quidam alii. Acta sunt hoc anno Domini millesimo centesimo octuagesimo secundo.

CXCI.

Dispositio HENRICI junioris Anglie Regis; quæ per modum Testamenti quamdam partem pecunie sue certis Personis & Locis deputat & legat. Datum Anno Incarnationis Domini 1182. [Chronica GERVASII inter Anglicanæ Historiæ Scriptores X. col. 1499.]

HENRICUS Dei Gratia Rex Angliæ & Dux Normannie, & Aquitanie, & Comes Andegavie, Henrico Regi, & Ricardo, & Gaufrido, & Johanni filiis suis, Archiepiscopis, Episcopis, Abbatibus, Archidiaconis, Decanis, Comitibus, Baronibus Justitiis, & Vicecomitibus, Ministris, & omnibus hominibus, & fidelibus suis, tam Clericis quàm Laicis totius terræ suæ circa mare, & ultra saluten. Notum vobis facio, quod apud Waltham præsentibus Episcopis R. Wintonienſi, & Joanne Norwicensi, & Gaufrido Cancellario filio meo, & magistro Waltero Constantini Archidiacono Oxenefordie, & Godefrido de Luci Archidiacono de Derebi, & Randulfo de Glanville, & Rogero filio Reinſrei, & Hugone de Morewic, & Radulfo filio Steani Camerario, & Willimo Rufo feci divisionem meam de quadam parte pecunie mee in hunc modum. Domui militiæ Templi Jerosolimæ, V. mille marcas argenti. Domui Hospitalis Jerosolimæ, V. mille marcas argenti. Et ad communem defensionem terræ Jerosolimitanæ, V. mille marcas argenti, per manum, & visum Magistrorum Templi, & Hospitalis Jerosolimæ habendas præter pecuniam illam quam prius prædictis Domibus Templi, & Hospitalis commiseram custodiendam, quam similiter dono ad defensionem ipsius terræ Jerosolimitanæ, nisi eam in vita mea repetere voluero. Et aliis Domibus religiosis totius terræ Jerosolimæ, & Ierosolis, & inclusis, & heremitis ejusdem terræ, V. mille marcas argenti dividendas per manum, & visum Patriarchæ Jerosolimæ, & Episcoporum terræ Jerosolimæ, & Magistrorum Templi, & Hospitalis. Domibus religiosis Angliæ Monachorum, Canonicorum, Sanctimonialium, & leprosis, & inclusis, & heremitis ipsius terræ, V. mille marcas argenti dividendas per manum & visum Ricardi Cantuariensis Archiepiscopi, & R. Wintonienſis, & B. Wigornienſis, & G. Eliensis, & J. Norwicensis Episcoporum, & Randulfi de Glanville Justitiæ Angliæ. Domibus religiosis Normannie, Monachorum, Canonicorum, Sanctimonialium, & inclusis, & heremitis ejusdem terræ, III. mille marcas argenti dividendas per manum, & visum Archiepiscopi Rothomagenſis, & Bajocenſis, & Abbrincenſis, & Sagienſis, & Ebroicensis Episcoporum. Domibus leproſorum ipsius terræ CCC. marcas argenti per manum, & visum prædictorum dividendas. Monialibus Moretoniæ C. marcas argenti. Monialibus de Julers extra Ecclesiam, C. marcas argenti. Domibus religiosis terræ Comitatus Andegavie patris mei exceptis Sanctimonialibus de Ordine Fontis Ebraudi mille marcas argenti, per manum Episcoporum Cenomaniæ,

ANNO
1182.

ANNO
1182.

nie, & Andegavia dividendas. Ipsi autem Sanctimonialibus Pontis Ebraudi, & Domibus ipsius Ordinis, II. mille marcas argenti dividendas per manum, & visum Abbatissa Pontis Ebraudi. Sanctimonialibus Sancti Sulpitii Britannia, C. marcas argenti. Domui, & toti Ordini Grandi Montis, III. mille marcas argenti. Domui & toti Ordini de Chartosa, II. mille marcas argenti. Domui Cisterciensi, & omnibus domibus ipsius Ordinis, exceptis domibus ejusdem Ordinis que in terra mea sunt, quibus divisam meam feci, II. mille marcas argenti dividendas per visum, & manum Abbatis Cistercii, & Clarevallis. Domui Cluniacensi mille marcas argenti prater quod eidem domui accomodavi, quod ei pardo non nisi in vita mea repetere voluero. Domui Majoris Monasterii pardo non mille marcas argenti, quas ei commodavi, nisi eas in vita mea repetere voluero. Sanctimonialibus de Marcilli, C. marcas argenti. Domui de Premestre, & toti Ordini, exceptis domibus ejusdem Ordinis que in terra mea sunt, CC. marcas argenti. Domui de Arcois, & toti Ordini, exceptis domibus ejusdem Ordinis terre mee, C. marcas argenti. Ad maritandum pauperes, & liberas feminas Anglia que carent auxilio, CCC. marcas argenti dividendas per manum, & visum R. Wintoniensis, & B. Wigorniensis, & G. Eliensis, & J. Norwicensis Episcoporum, & R. de Glanvilla. Ad maritandum pauperes, & liberas feminas Normannia, que carent auxilio, C. marcas auri dividendas per manum, & visum Rothomagensis Archiepiscopi, & Bajocensis, & Abrincensis, & Sagensis, & Ebroicensis Episcoporum. Ad maritandum pauperes, & liberas feminas de terra Comitatus Andegavia patris mei, C. marcas auri, per manum, & visum Cenomannie, & Andegavia Episcoporum dividendas. Hanc autem divisam feci in predicto loco anno Incarnationis Domini M. C. LXXXII. quam vobis filiis meis per fidem quam mihi debetis, & sacramentum quod inde jurastis precipio, ut firmiter, & inviolabiliter faciatis teneri, & quod super eos, qui eam fecerint, manum non ponatis. Et quicunque contra hoc venire presumpserit, indignationem, & iram omnipotentis Dei, & maledictionem ipsius Dei & meam incurret. Vobis etiam Archiepiscopis, & Episcopis mando, ut per sacramentum quod mihi fecistis, & per fidem, quam Deo, & mihi debetis, in Synodis vestris solenniter accensis candelis excommunicetis, & excommunicare faciatis omnes illos, qui hanc divisam meam infringere presumpserint. Et sciatis quod Dominus Papa hanc divisam meam scripto, & sigillo suo confirmavit, sub interminatione Anathematis.

CXCI.

27. Mai. Privilegium Imperatoris FRIDERICI I. Civitati Spire concessum, quod Exemptionem a nefanda Consuetudine Buttheil vocata per Imp. HEINRICUM V. dictæ Civitatis indultam confirmat, necnon in favorem Civitatis contra ULRICUM Episcopum Spirensem ita interpretatur, ut insimul ab illo jure, quod Houtrecht dicitur, penitus sit exempta, ut & a solutione nummorum, quos vulgo Baun-Pfenning & Schotz-Pfenning appellantur Sc. Moguntia d. VI. Calend. Junii Indict. XV. 1182. [LEHMANNI Chronicon Spirense Lib. V. Cap. LXIV. pag. 466.]

In Nomine Sanctæ & individue Trinitatis, Amen.

FRIDERICUS divina favente clementia Romanorum Imperator Augustus. Majestas Imperialis exigit & autoritas, ut, sicut sua facta rata & inconculsa permanere desiderat, ita suorum antecessorum gesta & Privilegia modis omnibus confirmet & scriptorum munimine corroboret. Inde est quod nos Privilegium antecessoris nostri Henrici Imperatoris quinti, quod ipse pro remedio animæ patris sui, pro avi nostri Imperatoris Henrici in die exequiarum ipsius Spirensis contulit civitati, in fronte majoris Templi aureis literis depictum expressam & prominentem continens imaginem, renovamus, & auctoritate Imperiali corroboramus. Et ut remota omni ambiguitate jus Privilegii in perpetuum habeat, utpote multorum Principum, ut ibidem legitur, testimonialis, firmissima sanctione decernimus. Sicut enim prefatus Imperator omnes Spirensis civitatis inhabitatores, undecunque venerint, vel cujuscunque conditionis fuerint, ad consuetudinem nefandam & nequissimam, quæ vulgo vocatur Buttheil, suos quoque heredes prorsus exempt, & ne aliqua persona major vel minor, non Advocatus,

ANNO
1182.

non eorum naturalis Dominus illis morientibus de eorum suppellectilibus quicquam auferre præsumeret, finaliter interdixit: Et ut omnes liberam potestatem habeant, suis hæredibus bona sua relinquendi, vel pro anima sua dandi, vel cuicunque persone dare voluerint, firmissime statuit. Ita & nos, adjuncto novo nostre majestatis Privilegio, ab omnibus predictis exemptos eadem libertate juxta gaudere volumus. Contigit tamen procedente tempore, quod Ulricus ejusdem civitatis venerabilis Episcopus super quibusdam prefati Privilegii verbis questionem movit, exigens ab eis, quod in quibusdam locis vulgo Houtrecht vocatur, tanquam in prefato Privilegio sub nomine Buttheil & suppellectilibus ab hoc jure non fuerint exempti. Quoniam verò sicut nostrum est, leges concedere, ita & quæ dubia sunt, benigne interpretari, nos predictum Privilegium etiam cum assensu ejusdem Episcopi publice libertatem eorum recognoscentes sic interpretamur, ut in eo ab hoc jure, quod Houtrecht dicitur, penitus sint exempti, & nos eos hoc principali Edicto prorsus ab eodem eximimus, statuentes ne unquam aliqua persona Ecclesiastica vel Secularis super hoc eos infestare attemptet, sive in Civitate sive extra sit constituta. Præterea nos per omnia sequentes Privilegium prefati Imperatoris Henrici prædecessoris nostri, eosdem cives ab omni theloneo, quod in civitate tempore daretur forebat, liberos statuimus, & a solutione nummorum, quos vulgo Baun-Pfenning & illorum quos Schotz-Pfenning appellantur, & piperis quod de navibus exigi solebat, cum absolutis pronunciamus. Volumus etiam ut nullus civium eorumdem extra urbem arbitrium Advocati sui placitum cogatur requirere. Volumus etiam ut nullus civium eorumdem alicui exactioni extra Civitatem factæ de rebus suis mobilibus vel immobilibus subiaceat. Nullus præfectus aut aliquis Domini nuncius ad servitium Domini sui a pacificis, vel a macellaris, seu ab aliquo genere hominum in civitate rem aliquam mobilem, vel sese moventem præsumat illis invitis auferre. Nullus unquam vinum quod appellatur Baun-Pfenning præsumat vendere, aut aliquis civis navim ad opus Domini sui illi invito accipere. Statuimus quoque ut ab iis qui res suas proprias propriis sine conductu navibus transvehunt, nihil omnino exigatur. Monerem quoque nulla potestas in levius aut deterius minuat, aut aliqua ratione, nisi communi civium consilio permittat. Nullus ab eis thelonium in toto Episcopatu, aut in locis fiscalibus, id est, ad utilitatem Imperii singulariter pertinentibus, extorqueat. Si quis curam aut domum per annum & diem sine contradictione possederit, nulli hoc interim scienti ultra respondeat. Causam in Civitate jam lite contestatam non Episcopus aut alia Potestas extra Civitatem determinari compellat. Argentinæ thelonium de navi non plus quam tredecim dare cogantur. Ut autem hæc nostre Majestatis confirmatio in omne ævum rata & inconculsa permaneat, præsentem paginam conscribi iussimus, & sigilli nostri impressione corroborari. Si quis verò ausu temerario eam præsumpserit violare, vel aliquo modo attemptare, centum libras auri pro pena fisco Imperiali Camere persolvat. Hujus rei testes sunt Philippus Colonienfis Archiepiscopus, Hermannus Monasteriensis Episcopus, Baldwinus Traiectensis Episcopus, Rudolphus Imperialis aulae Protonotarius, Henricus major Præpositus Spirensis, Johannes Præpositus S. Germani, Andreas Magister Scholarius, Conradus Præpositus de omnibus Sanctis, Marquardus Præpositus S. Pauli de Wormatia, Eberhardus Archiepiscopus, Conradus Palatinus Rheni, Fridericus Dux Suevie, Florencius Comes Hollandia, Gerhardus Comes de Lone, Henricus Comes Gelsenfis, Otto de Byntheim Comes, Simon de Sarbruke Comes, Henricus de Dietsehe, Boppo de Wertheim, Conradus de Bockesberg, Henricus de Rug, Hartmannus de Buding, Robertus de Durne, H. Marchalkus, Conradus Pincerna, Cuno de Muntzenberg, Anselmus Marchalkus, Wicelinus de Berge, Anselmus de Joningen, Godefridus & alii quam plures. Signum Domini Friderici Romanorum Imperatoris inexistim. Ego Godefridus Imperialis aulae Cancellarius vice Christiani Moguntine Sedis Archiepiscopi & Germanie Archicancellarii recognovi. Acta sunt hæc Anno Incarnationis Domini M. C. LXXXII. Indictione XV. Regnante Domino Friderico Romanorum Imperatore gloriosissimo. Anno Regni ejus XXXI. Imperii verò XXVIII. Datum Moguntia in solemni Curia, VI. Calend. Jun. feliciter, Amen.

ANNO
184.

CXCIH.

Ordinatio (1) PHILIPPI II. Francie, & HENRICI II. Anglie Regum, consilio Episcoporum, Comitum & Baronum terrarum suarum, de Contributione in subsidium & subventionem Terre Hierosolimitane, facta in decem annos, à Nativitate Sancti JOANNIS Baptistæ Anno 1184. Cum INDULGENTIIS per Episcopos Normannie autoritate Domini Papæ omnibus iis, qui prefatam Eleemosynam transmiserunt, imperitiis. [PHIL. LABBEI Conciliorum Collectio Tom. X. col. 1739.]

AUTORITATE Literarum Domini Papæ subnixi, præsertim & approbante illustri Anglorum Rege Henrico, cum Baronibus suis, & A. de Summa Legato Summi Pontificis; Episcopi Normannie, in suis Episcopatibus hoc instituerunt: Ut quicumque eleemosynam, quæ ordinata est ad subventionem terre Hierosolimitanæ transmiserunt, talem de injuncta penitentia veniam consequantur.

I. Si in penitentia fuerint quæ septem annos excedat: terram annorum veniam gaudebunt.

II. Si in penitentia, vel minori fuerint, pro criminali: duorum annorum veniam habebunt.

III. Peccata vero de quibus homo recordari non poterit, omnia relaxantur dummodo de contemptu penitentis.

IV. Venalia quoque omnia sub tali penitentia condonantur ut unusquisque qui eleemosynam istam solverit, ter in die, vel in nocte, *Pater noster* dicat; pro salute vivorum semel, pro pace semel, & semel pro requie defunctorum: tres quoque eleemosynas unusquisque teneat, ut hanc indulgentiam consequatur, si facere poterit. Si vero ea paupertate laborat, ut eleemosynas illas facere non possit, ter iterum *Pater noster* pro consequenda remissione dicere teneat.

Talis est dispositio ad subveniendum terre Jerusalem à Domino Joanne Philippo Rege Francie, & Henrico Rege Anglie, communi consilio Episcoporum & Comitum & Baronum terrarum suarum approbata scilicet:

1. Quod unusquisque tunc Clericorum, quam Laicorum, qui plus quam centum solidos non habuit, de unaquaque Domo quam habuerit, ubi singulis diebus ignis consuetudinarius accenderetur, duos denarios singulis annis usque ad tres annos persolveret.

2. Si vero in mobilibus plus quam centum solidos habuerit, de unaquaque libra in tota terra Regis Francie duos denarios Proveniensis monetæ, vel æquipollens: & in terra Regis Anglie Cismarina duos denarios Andegavensis monetæ: & in Anglia unus sterlingus persolveretur usque ad prædictum terminum.

3. Qui vero centum libras in terris vel in redditibus habuerit, vel eo amplius, de centum libris viginti solidos annuatim dabit.

4. Qui vero in redditibus minus quam centum libras habuerit, de XX. libris dabit quatuor solidos & de XL. libris VIII. solidos, & ita deinceps, vel rationem prædictam. Habentes vero mobilia ultra centum solidos, jurabant, quod de singulis XX. solidos fideliter duos denarios dabant.

5. De parte mortui, quæ spedit ad eum secundum consuetudinem terre, & unum post, & debet eleemosynam pro anima sua facere.

6. Decima debetur ad defensionem terre Jerusalem, à Nativitate S. Joannis Baptistæ, anno Incarnationis Domini MCLXXXIV. in decem annos, salvo jure Dominorum & Ecclesiarum.

Excipiuntur ab ista estimatione, in Clericis, thesauri & ornamenta Ecclesiarum, & libri, & equi, & vasa, & vestimenta, & gemme, & utensilia, quæ quotidianis usibus, & sibi necessaria sunt. Et in militibus equi, & arma, & vasa, & indumenta quæ usibus eorum deputantur.

Ad hanc eleemosynam colligendam instituentur in singulis Episcopatibus, duo fratres, unus de Templo & alter de Hospitali: & singulis parochiis illi duo, & Dominus Presbyter villæ, & duo de legalioribus parochianis, eleemosynam constitutam fideliter colligent, & conservabunt.

(1) Il y a dans le Titre de la Piece JOANNIS, au lieu de PHILIPPI; mais c'est une faute évidente. Il est connu, & hors de toute contestation que Philippe Auguste regnoit en France l'an 1184. [DUM.]

CXCV.

ANNO

1186.

3 Juin

EMPIRE

ET BOLE-

GNE

Accord entre HENRI (1) Roi des Romains, & depuis Empereur VI. du nom, & HUGUES III. Duc de Dijon Fait le 3. de Juin de l'an 1186. [(2) ETIENNE PERARD Recueil de plusieurs Pieces servant à l'Histoire de Bourgogne, pag. 260.]

HENRICUS Dei gratiæ Romanorum Rex, & semper Augustus, dilecto & fideli suo Hugoni Duci Divionensi, gratiam suam & omne bonum. Discretionis tuæ significamus, & firmiter constare volumus, quod nos, pacem quæ inter nostram sublimitatem & tuam dilectionem ordinata est, secundum eam formam, quæ in præfenti pagina subscripta est, sicut in suis litteris continetur, hominum nobis facies & legitatem de tota terra Comitatus Albanii, quæ infra districum Imperii continetur, quam modò possides, & in posterum possessurus es. Bona quoque fide, & sano intellectu, secundum usum & consuetudinem Burgundie, aque Provincie, recipies, & à nobis recognoscas alodium Urri de Baugeio, & alia etiam alodia, quæ infra terminos alodii sunt constituta. In hoc etiam voluntati tuæ consentimus, quod filius tuus, ille qui Dux futurus est Divionensis, salva fidelitate Regia Francie, nobis hominum faciet de alodio memorati Urri de Baugeio, & similiter de alodiis quæ habet, & quæ habebit infra Imperium. Hoc quoque ratum similiter firmum volumus observare, quod si fortè Rex Francorum insulturn fecerit Imperio, tu in propria tua persona auxilium nobis præbebis de omni casamento quod à nobis habes: & si nos Regi Francorum & ejus Regno insulturn fecerimus, tu similiter ipsi in propria tua persona præstabis auxilium de omni casamento quod de eo habes. Contra omnem hominem, præter Regem Francie, pacem & veram facies ad mandatum nostrum, de universo Comitatu Alboini, salvo jure Ecclesiarum Imperii. Compositionem quoque facies cum hominibus fidelibus nostris, Archiepiscopo Viennensi, & cum Episcopo Gratianopolitano, & Episcopo Valentino, supra quærimus. Sciens, si quas adversum te proponant, vel in præfentia nostra vel fidelis nostri Urri de Godembort, vel alterius certi Nuntii nostri ad hoc destinati; si quæ etiam alie Ecclesiasticæ personæ aliquam controversiam contra te haberint, ipsi, vel secundum iustitiam, vel secundum amicabilem compositionem satisfactionem exhibebis. Ad hoc in campo nostre plenitudinem te recipimus. Datum in Gratia (a) urbe veteri, anno Dominicæ Incarnationis millesimo centesimo octuagesimo sexto, Indictione quarta, tertio Nonas Junii.

CXCV.

Romanorum Imperatoris FRIDERICI Concessio 9. Junii.

Communitali Civitatis Mediolanensis facta de quibusdam Locis inter Abbatem & Ollum existentibus, & olim jam per præfatam Communitem possessis. Data anno 1186. [Pièce Authentique, tirée des Archives Royales du Château de Milan, Registre A.]

In nomine sanctæ & individue Trinitatis.

FEDERICUS Divina favente Clementia Romanorum Imperator Augustus. Imperatoriam Majestatem decet esse non solum Legibus, & rigore iustitiæ reverendam, verum etiam largiis Imperialis magnificentiæ beneficiis commendandam, cujus in rebus agendis, debet hæc esse providentia discretionis, ut prospecta singulorum fidelitate unicuique pro qualitate, & quantitate servitorum, ad eorum merita digne respondeat, illos autem præcipue familiaritatis suæ gratia dignetur, quos fidei constantia Principis favore dignos facit, & in præteritis strenuitatis alacritas reddit acceptos, in

O 3

quo-

(1) Etienne Perard, auquel nous citons ce Traité, qualifie Henri du nom d'Empereur; mais outre que le Traité ne le dit pas positivement, Frederic I. pere de Henri & Empereur ne mourut qu'en 1196, de sorte que de deux choses l'une. Ou il y a fautes à la date du Traité, ou Henri n'étoit encore que Roi des Romains, car Frederic conserva l'Empire toute sa vie.

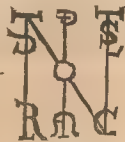
(2) Cet Auteur avoit déjà rapporté cette Pièce, l. 2. pag. 211. d'après Jo. Trésorier de Saint-John, sans s'être aperçu qu'il étoit absolument la même que celle qu'il donne à la pag. 260. & que la Date en est fautive; puis qu'en 1186, Henri ne gouvernoit pas l'Empire; mais Louis III. & que le Duc de Bourgogne d'abord vint à bout, en Louis Odo l'obtint.

ANNO
1186.

quorum numero secure computantes, immo merito quam plurimis anteaferentes dilectos, ac fideles nostros, Potestatem, & Consules, nec non & Commune Civitatis Mediolani, ipsi Communi jam dictæ Civitatis ex mera liberalitate Imperialis gratiæ concedimus Rivoltam, Caviratem, Agnanelum, Pandinum, Mixanum, Vaylare, Calvenzanum, Arzagum, Paradinum, Turinum, Comazanum, Gardellam, Diveram, Roncadellum, Pradam, Vidalengum, Pagazanum, Caravazium, Pontezzo, Bregnanum, & omnia alia iis adiacentia loca, quæ Commune Mediolani quondam habuisse, & tenuisse inter Abdum, & Ollum dignoscitur, & ut ab hinc in antea in eis omnem jurisdictionem, & consuetudines, bonasque usanzas habeat tam in fodris, quam in Coltis, & munitionibus, aliisque rationibus, & oneribus ad res, & personas pertinentibus, sicut in aliis locis Mediolani Comitatus habere consuevit, & tenere sapie dicto Communi Imperiali auctoritate confirmamus, cassatis quidem, & in irritum omnino revocatis omnibus Prestigiis à nobis, sive Predecessoribus nostris aliis Civitatibus, five loco, vel personæ collatis super prænumeratis locis. Statuimus igitur, & eadem Imperiali auctoritate sancimus, ut nullus Dux, nullus Marchio, nullus Comes, neque Capitaneus, nulla Civitas, nullum Commune, nullave potestas, nulla denique persona humilis, vel alta, Sæcularis, vel Ecclesiastica, hanc nostræ Majestatis paginam audeat violare, nec prædictos fideles nostros aliquibus injuriis, sive dampnis præsumat aggravare, quod qui fecerit in ultionem temeritatis suæ componat centum libras auri puri, quarum medietas Imperiali Cameræ, reliqua verò injuriarum passis persolvatur. Hujus rei testes sunt Redulfus Treverensis electus, Villinius Astensis, Bonifatius Novariensis Episcopi, Federicus Præpositus sancti Tomæ in Argentina, Bonifatius Marchio Montisferrati, Marchio Moroellus, Redulfus de Capretis Villæ, Albertus Ferarensis, Ottobellus Mediolanensis Juxer Curie nostræ, Guido de Sancto Nazario, & Reinerius Frater ejus, Villinius de Castello, & Martinus Frater ejus, Redulfus Camerarius, & alii quamplures. Signum Domini Federici Imperatoris invictissimi. Ego Gotofredus Imperialis aulæ Cancellarius vice Philippi Colonienfis Archiepiscopi, & Italiae Archicancellarii recognovi.

ANNO
1187.

fidem, ac sinceram devotionem dilecti, ac fideles præsentis nostri Bernardi Parmensis Episcopi propter clara servitorum suorum merita, quæ nobis & Imperio intrepida devotione semper exhibuit, concedimus ei suisque successoribus nomine Parmensis Ecclesiæ castrum Regnani cum curte, omnibusque pertinentiis suis, de quo ipsum nos, & charissimus Filius noster Henricus illustris Romanorum Rex Augustus in facie Curie solemniter per feudum investimus, & ut illud cum omnibus suis pertinentiis honorifice teneat, & habeat sicut alia Regalia, quæ à nobis habet, & tenet Imperiali auctoritate sancimus, ut nullus Pontifex, nullus Dux, nullus Marchio, neque Comes, nullus Capitaneus, nulla Civitas, nullum Commune, nullave potestas, nulla denique persona, parva, vel magna, Sæcularis, vel Ecclesiastica hoc Majestatis nostræ Privilegium audeat violare, nec aliquibus calumniis, injuriis, seu dampnis præsumat attentare, quod qui fecerit in ultionem temeritatis suæ componat centum libras auri puri, medietatem Cameræ Imperiali, & reliquum injuriarum passis. Hujus rei testes sunt Conradus Maguntinæ Sedis Archiepiscopus, Hermannus Monasterienfis Episcopus, Bonifatius Novariensis Episcopus, Comes Symon de Spanheim, Rodolphus Præpositus, & Imperialis Aulæ Protonotarius, Ughenus Bonlande, Rodolphus Camerarius, Baldo Parmensis Canonicus, Maladobatus Judex, Albertus Rubens Vernanicus.

Sign. D. FRIDERICI
ImperatorisRICI Romano
invictissimi.

Ego GOTIFREDUS Imperialis Aulæ Cancellarius vice Philippi Colonienfis Archiepiscopi, & Italiae Archicancellarii recognovi.

Acta sunt hæc anno Dominice Incarnationis 1187. Indictione 6. regnante Domino Frederico Romanorum Imperatore gloriosissimo, anno Regni ejus (1) 34. Imperii vero 24.

Dat. Papie apud Sanctum Salvatorem 11 die Februarii feliciter, Amen.

CXCII.

Pax publica & Religiosa per FRIDERICUM I. 30. Dec. Imperatorem, in Comitibus Nurembergenfis sancta, & mandata præsertim contra Incendarios. Actum Nuremberg, in præsentia Principum, consilio & consensu eorum, Anno Incarnationis 1187. die 3. Kalend. Januar. [CONRADUS LIECHTENAU Abbas Urspergenfis Chronicon, sub Anno 1187. JACOBI CUJACII Operum Tom. II. de Feudis Lib. V. col. 935.]

FRIDERICUS Dei gratia Romanorum Imperator, & semper Augustus. Decet fidelitatem nostram, tempora generali populorum provinciarum tranquillitati circumspiciendi nostræ studio provideri, ut dum in subiectis dominationis virtute pollemus, reprobos quoslibet ac scelerosos à subditorum injuriis arceamus aequitatis nostræ correctione. Considerantes quippe quæ damna, quantæque desolationes hominum & Provinciarum, per seditiones & incendia proveniunt, & quantos præterea futurorum timores reportent ex quæ de conscientia & consilio Principum & aliorum fidelium nostrorum, tam liberorum, quàm ministerialium, ad reprimendas incendiariorum insolentias, Imperialis nostra sanxit auctoritas: universalis Imperii fidelibus nota fieri volumus, & sicut in castris Nuremberg hæc ordinata & confirmata sunt, firmiter indicimus observanda. Primum igitur de incendiariis demandamus generaliter, ut si liber homo, ingenus, ministerialis, vel cujuscunque conditionis fuerit, incendium commissit pro guerra propria, pro amico, pro parente, vel cause cujusquam alterius occasione, de sententia & judicio

Extra. fuit præsentis Copia à Registro inscripto sub Litera A. Ducis FRANCISCI Primi SFORTIÆ Vicecomitis existente in Regio Archiepiscopi Castri Portæ Jovis Mediolani in populo scripto. Datum Mediolani die vigesima octavo Octobris anni 1719.

Laurentius JOANNES FRANC. STRIGELLIVS
Regis Archiepiscopi Officialis.

CXCIII.

1187. Donatio per Imperatorem FRIDERICUM I. & filium ejus HEINRICUM VI. Romanorum Regens, de Castro Regnani cum Curte, pertinentiisque, BERNARDO Parmensi Episcopo facta Papie apud S. Salvatorem 11. Februarii 1187. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra Tom. II. Tit. Parmens. Episcopi, col. 219. prior. Edit. Rom. & col. 172. ult. Venet. A.º 1717.]

In nomine Sanctæ, & individue Trinitatis.

FRIDERICUS divina favente Clementia Romanorum Imperator Augustus. Majestas nostræ Imperialis Clementiæ capitales Romani columnas Imperii videlicet illustres Principes nostros non solum in sui juris dignitate conservare, verum etiam titulis honorum, & rerum opulentia liberaliter locupletatos dilatare consuevit, ut fideles eorum, atque devoto erga sacrum Imperium augeretur, & cum necessitas Coronæ requireretur, studeant magis ad merita respondere, quam manus ad munera tempore necessitatis aperire. Dignum namque est, & Imperiali gloriæ decorum, ut nostra liberalis munificentia, quosque fideles nostros præveniat, eosque ultra spontaneos ad nutum suæ voluntatis efficiat. Quapropter cogitavit tam præsentis ætas Imperii fidulum, quam successoria posteritas, quatenus nos & dilectus Filius noster Henricus illustris Romanorum Rex Augustus discretæ circumspiciendæ considerantes

(1) Regni ejus 34. Imperii vero 24. Il y a fautes dans l'une ou l'autre de ces dates, & peut être dans toutes les deux. L'année de l'indiction ne s'accorde pas non plus à celle de Jesus Christ. D. M.

ANNO
187.

cio Imperiali proſcriptioni ſtatim ſubjectus habeatur. Hiſce excipiuntur, ſi qui forte maniſeſta guerra caſtra maniſeſte capiunt: & ſi quo ibi ſuburbia, aut ſtabula aliave tuguria præſeant, igne ſuccendunt. Excipiuntur & iudices quos in malefactores poenam juſtiſſia exigente exercere contingit. Quod ſi aliquis in Ducatu alicujus incendium fecerit, ipſe proſcriptum pronunciet, ac deinde juſtiſſia ſua autoritate eum proſcribat. Id ipſum faciant Marchiones, Palatini, Comites, Landgraviæ, & Comites alii, nec alicui eorum liceat talem abſolvere, niſi Domino Imperatori. Quicumque etiam incendiarium in domo ſua ſcienter receperit, & conſilium auxiliumve ei impenderit, damnum & injuriam paſſo pro facultate ſua reſtituat. Iudici vero X libras monete de ſiſta Dioceſi, in qua commiſſum eſt, perſolvat, ac Domino Imperatori ſuper hac culpa innocentiam ſuam probare vel offendere voluerit, cum duobus viris veracibus in præſentia Iudicis ſe expuret. Si quis autem equum impoſuerit, quod incendiarium receperit, & de hoc ipſum jure voluerit convenire, hoc nequam ei fieri liceat, niſi preſſito prima calumnie Sacramento. Dominus etiam Imperator proſcriptorum neminem à ſententia proſcriptionis abſolvat, niſi de illicitis primo damnis cum injuriato componat, & niſi conſcientie Iudice hoc faciat. Proſcriptum vero quem pro incendio ſententiam proſcriptionis incurriſſe omnibus notum fuerit, Dioceſanus Episcopus, ſi ad ſatiſfactionem inobediens extiterit, à communione Eccleſiæ Dei, & fidelium Chriſti abſiciat, & extraneum eum reddat, nec eum abſolvat, quod aduſque læſo damnum reſtituat, & e converso, quem Episcopus legitimis induciſ citatum juſtiſſia dictante excommunicaverit, & hoc Iudici inſinuaverit, Iudex eum banno proſcriptionis condemnet, & nec prius eum abſolvat, quam coram Episcopo de his, pro quibus condemnatus eſt, ſatiſfaciat. Quod ſi a proſcriptione illa prædicto modo fuerit abſolutus, & Episcopo ſuo voluerit obedire, incendium primo abjuret: deinde ſit in arbitrio Episcopi, qualem ei poenam injungat, ad viſitandum ſepulchrum Domini, aut limina Jacobi Apoſtoli. Si autem proſcriptus eo, ut dictum eſt, modo abſolvi deſideraverit, Domino Imperatori ſines Imperi per annum & diem abjuret. Si quis autem à proſcriptione & excommunicatione ſimiliter non fuerit abſolutus infra annum & diem, univerſo jure, honore & legalitate privatus habeatur, ita ut in ferendo teſtimonio, vel ad judicandum, de cætero nequaquam ſit auditendus. Omni quoque feudali jure carebit perpetuo. Item ſi in reſſa alicujus Domini, cum ipſo Domino cujus eſt reſſa, aliquis fuerit, qui incendium (ut ſæpius contingit,) faciat, Dominus ipſe, cujus eſt ipſa reſſa, jurabit ſuper reliquis, quod non fecerit conſcientia, vel mandato vel voluntate ſua, reum autem abſciat a ſe & nunquam recipiat. Quod ſi ſicum poſt ſatiſfactionem receperit, renetur univerſum damnum, quod ille commiſiſt reſtituere. Item ſi contringat Dominum aliquem in villa aliqua hoſpiti, violentæ & fortuitu evenierit domum aliquam incendi, & ille, cui fit damnum, Dominum impetierit, quod mandato ſuo, vel voluntate vel conſcientia ſua factum ſit, damnum damniſicato reſtituat. Item ſi incendiarium captus fuerit, & coram Iudice negare voluerit incendium ſe commiſiſſe, ſi forte notorium non fuerit, per Provinciam iudex ſi poſſet eum cum ſeptem idoneis teſtibus convincere, capite plectatur. Sed ſi notorium fuerit, nullius requirendum eſt teſtimonium, ſed ſtatim decollandus. Item ſi caſtellani cujuſquam Domini deſcendentes à caſtro Domini ſui, incendium fecerint Domino abſente à Provincia, caſtrum Domini propterea non erit comburendum, ſed bona incendiariorum, quæcunque extra caſtrum fuerint reperta, comburantur. Poſt reſerſionem vero Domini, ſi Dominus incendiarium retinere voluerit, & à ſe non repulerit, caſtrum ejus ſimiliter erit comburendum. Item ſi proſcriptus propter incendium in aliquam domum conſugerit, de qua non poſſit haberi, niſi domus incendiata, propter hoc incendium non erit quis incendiarium, ſed damnum pro incendio reſtituere debet. Item ſi incendiarius ſuper caſtrum aliquod agilius conſugerit, & Dominus, cujus eſt caſtrum, fortassis Dominus vel vaſallus, vel conſanguineus fuerit, Dominus ille non debet eum perſequentibus repreſentare, ſed juvabit eum à caſtro in ſylvam, vel aliâs ubi ſecurus ſibi videatur. Quod ſi nec Dominus vel vaſallus, nec cognatus fuerit, perſequentibus eum ſtatim repreſentet, vel eum eo in eadem culpa ſit.

Statuimus etiam, & eodem firmiter edito ſancimus, ut quicumque alii damnum facere, aut lædere ipſum intendat, tribus ad minus ante diebus per certum Nun-

ciû ſuum diſſuadeat eum. Quod ſi læſus diſſuaditum ſe fuiſſe negare voluerit, Nuncius idem, ſi vivus eſt, juret, quod contradixerit ei ex parte Domini ſui loco & tempore designato. Si mortuus eſt Nuncius, juret Dominus jundis ſibi viris veracibus, quod contradixerit ei, ne dolo medeante de fide violata quis valeat inculpari. Hiſ ſancientes adjicimus, ut quicumque treugas alicui dederit, niſi ibi determinatum & exceptum fuerit, quo tenore ſervet, vel non ſervet eas contradicere eis ante terminum ſtatutum nequaquam poſſit. Quod ſi fecerit, ut violator fidei judicetur. Item qui Nuncium aliquem pro eo, quod contradicere miſſus eſt, læſerit, fidem ſuam violavit, & de cætero omni honore ſuo carebit, & in poſterum nullus ei contradicet.

De filiis quoque Sacerdotum, Diaconorum, ruſticorum, ſlaſticis, ne cingulum militare aliquatenus aſſument: & qui jam aſſumpſerunt, per judicem Provincie à militia pellantur. Quod ſi Dominus alicujus eorum cum in militia contra Iudicis interdictionem retineat, contemnerit; Dominus ipſe Iudici in X libras condemnnetur, ſervus autem omni jure militie privetur. Statuimus etiam, ut ſi quis vineas aut pomeria exciderit, proſcriptioni & excommunicationi incendiariorum ſubſiciatur. Ut autem hæc tam utilis ordinatio omni tempore rata permaneat, & eo, quo dicta eſt tenore inconvulſa conſiſtat, eam legibus prædeceſſorum noſtrorum Imperatorum atque Regum juſſimus interſeci, & perpetuo jure ſervari. Cui ſi quis auſu temeritatis contraire præſumpſerit, inter omniſſos & poſtore perpetuo indignationis ſit reus. fiat fiat. Adum Numburg in præſentia Principum, conſilio & conſenſu eorum. Anno Incarnationis MCLXXXVII. III. Kalend. Jan.

CXCVIII.

Litteræ Romanorum Imperatoris FRIDERICI. II 1188.

Quod HENRICO Angliæ Regi in ſua Expeditione contra Turcas auxiliaturus, & de viſitabilibus ſecundum ejus petitionem proviſurus ſit. [Imagines Hiſtoriarum Auctore RADULPHO DE DICETO, inter Anglicanæ Hiſtoriæ Scriptores X. à ROGERO TWISDEN editos, col. 638.]

NOVERIS laudabile propoſitum tuum quod te ſuſcepſiſſe ſuggeris ad ſervitium Dei faciendum nobis plurimum complacere, unde ad illud ſervitium perſciendum tibi conſilium & auxilium in Chriſti nomine promittimus forumque viſitabilium tibi & illis qui tecum ad Dei honorem militabunt prompta voluntate & prompto deſiderio, Deo cooperante, ſecundum petitionem tuam providebimus, maxime autem in ſocietate chariſſimi amici noſtri Philippi Regis Francorum, & ea durante gratia qua nos invicem intelligimus afſociatos.

CXCIX.

Concambium inter ULRICUM Episcopum Spirenſem, & RUDOLPHUM Comitem Palatinum de Tubinga, ſuper Bebenhauſen appertinentiſque in præſentia Imperatoris FRIDERICI ejusque Filii HEINRICI Romanorum Regis exiſtentibus eo tempore Eccleſiæ Spirenſis Advocatis, unâ cum eorundem Approbatione factum, Spire 1188. [LEHMANNI Chronicon Spirenſis Libr. V. Cap. LXV. pag. 469. col. a.]

In nomine Sanctæ & individue Trinitatis.

ULRICUS Dei gratia Spirenſis Eccleſiæ Episcopus. Notum ſit omnibus tam præſentis quam futuri ſæculi Chriſti fidelibus, qualiter Rudolphus illuſtriſ Palatinus Comes de Tubingen prædia que Spirenſis Eccleſia in Bebenhufen habebat, concambio comparavit, pro Eccleſia in Bebenhufen & cæteris bonis que Spirenſis Eccleſia ibidem tenebat, videlicet domiciis, campis, ſylvis, paſcuſ agris, cultis & incultis, quæſitis & non quæſitis, præſatus Palatinus Comes, conſenſu & voluntate noſtra, Canoniorum quoque & miniſterialium ac familiarum Spirenſis Eccleſiæ, dedit Eccleſiam in Meinboldsheim, duos manſus in Wiltigen & duos manſus in Siggigen. Factum eſt autem hoc concambium in præſentia Domini FRIDERICI Rom. Imperatoris Auguſti & filii ejus HEINRICI Roman. Regis glorioliſſimi,

ANNO
1188.

ANNO
1188.

simi, presentibus Canonicis ministerialibus & magna parte famulis Ecclesiæ Spirensis. Sicque prædictorum bonorum communitate publicè & solemniter consummata & rata facta est, consulentibus & approbantibus præfatis Principibus, scilicet Domino Imperatore & ejus filio gloriosissimo Rege, eo tempore existentibus Ecclesiæ Spirensis Advocatis, aliisque adhibitis, quæ jus, ratio & consuetudo exigebat. Acta sunt hæc Anno Domini Incarnationis M.G.LXXXVIII.

CC.

Litteræ CURSACI ANGELI Romanorum Imperatoris, HENRICO Angliæ Regi datæ. Quibus ei securum transitum contra Saracenos per terras Imperii, atque copiosum Mercatum concedit. [Imagines Historiarum Auctore RADULFO DE DICETO, inter Anglicanæ Historiæ Scriptores X. à ROGERO TWISDEN editos, col. 638.]

ROCAVIT nobilitas tua ut nostri Imperii consilium & auxilium haberet in servitio Dei omnipotentis contra Saracenos, & ut securum haberes transitum cum exercitu tuo & sufficientem mercatum victualium per loca Imperii transiturus. Ad quod respondemus. Proposuit tuum beneplacitum est Deo & Imperio nostro, quoniam laudabile est, & quod omnes Christiani laudare debent, & adjuvare: ideoque prudentissime & probitate gratulantes tibi & his qui in comitatu tuo venturi sunt securum transitum & copiosum concedimus mercatum secundum formam litteris tuis insertam. Unde ad presentiam tuam mittimus Constantinum & Nicolaum Ministros Sacri Palatii ut tecum tractent de securitate & forma pacis servandæ Imperio, & te eam præfatis securitatis formam quam ipsi portant centies milites bene veneris sicut alter Dominus & Socius Imperii, & tu cum toto comitatu tuo fideliter consilio Imperii instructus eris qualiter insidias Turcorum debeas declinare, & qua cautela eos possis invadere & expugnare.

CCI.

1189.

Litteræ RICARDI Angliæ Regis, ad Archiepiscopos, Comites, Barones, & omnes Status Angliæ; Quibus WILLIELMO Scotorum Regi, ejus Castellæ Rockelburgh & Berwicke reddit, cum & heredes ejus ab omni ligantia & subjectione, quas HENRICUS, præfatus Angliæ Regis pater, per captionem ab eo extorsit, quietus reddit. [Chronicon JOANNIS BROMTON sub RICARDO I. Rege, inter Anglicanæ Historiæ Scriptores X. à ROGERO TWISDEN editos, col. 1168.]

RICARDUS, Dei gratia Rex Angliæ, Dux Normanniæ & Aquitaniæ, Comes Andaniæ Archiepiscopis, Episcopis, Abbatibus, Comitibus, Baronibus Justiciariis, Vicecomitibus, & omnibus Ministris & fidelibus suis totius Angliæ salutem. Scitis nos consanguineo nostro Willielmo Regi Scotorum reddidisse Castellam suam de Rockelburgh & Berwicke tanquam ejus jure hereditario, ab eo & heredibus suis in perpetuum possidendam. Præterea quietas clamavimus ei omnes consuetudines & pactiones quas bonæ memoriæ Pater noster Henricus Rex per novas escaetas & per captionem suam extorsit. Ita scilicet ut mihi faciant integre & plenarie quod Rex Scotorum Malcolmus frater ejus antecessoribus nostris fecit de jure & de jure facere debuit. Et nos faciemus quicquid antecessores nostri prædicto Malcolmo de jure fecerunt & facere debuerunt scilicet in conductu veniendo ad Curiam, & in redeundo à Curia, & in morando in Curia, & in procurantibus, & in omnibus libertatibus, dignitatibus & honoribus eidem jure debitis secundum quod recognoscitur à quatuor proceribus nostris ab ipso Willielmo Rege electis, & à quatuor proceribus illius a nobis electis. Si autem fines five marchias Regni Scotiæ aliquis nostrorum hominum, postquam Rex prædictus Willielmus à patre nostro captus fuit, usurpaverit absque judicio, volumus ut integre restituantur & ad eundem statum reducantur, quo erant ante ejus captionem. Præterea de terris suis quas habet in Angliâ, seu Dominiciis seu feodis, scilicet in Comitatu Huntingdon, & in omnibus

aliis, in ea libertate & plenitudine eas possideat & hæres ejus in perpetuum, qua Malcolmus possedit vel possidere debuit, nisi prædictus Malcolmus vel hæres sui aliquid postea infeodaverint. Ita tamen quod si quæ postea infeodata sunt ipsorum feodorum servicia ad eum vel hæres ejus pertineant. Et si quid Pater noster prædicto Willielmo Regi donaverit, ratum & firmum habere volumus. Reddidimus etiam ligantias hominum suorum & omnes Cartas quas Dominus Pater meus de eo habuit per captionem suam. Et si aliqua alia forte per oblivionem retenta aut inventa fuerint, eas penitus viribus carere precipimus. Ipse autem ligus homo noster devenit de omnibus terris de quibus antecessores sui ligi homines antecessorum nostrorum fuerunt, & nobis fidelitatem juravit & heredibus nostris.

CCII.

Statuta inter ANGLIÆ & FRANCIÆ REGES sancita, & in peregrinatione Jerosolimitana ab utriusque partis Exercitu, aliisque observanda. [Chronicon JOANNIS BROMTON sub RICARDO I. Rege, inter Anglicanæ Historiæ Scriptores X. à ROGERO TWISDEN editos, col. 1182.]

IN PRIMIS, quod omnes peregrini qui in via hujus peregrinationis morentur, de omnibus armaturis suis, equitaturis & vestibus quibus usuri erant, pro voluntate sua disponerent, & de medietate possessionum suarum quas in via secum habent pro arbitrio suo similiter faciant, dummodo nihil in patriam remittant, & Clerici de Capellis & omnibus utensilibus ad Capellas pertinentibus & de omnibus libris pro voto suo libere ordinant. Altera vero pars in manu Walteri Rothomagensis Archiepiscopi, & Manasse Lingonensis Episcopi & Magistri Hospitalis & Hugonis Ducis Burgundiæ & aliorum ad hoc electorum tradetur, qui ad subventionem terræ Jerosolimitane ubi magis videretur necessarium, prædictam pecuniam impendere & expendere teneantur. Hoc autem Reges in propriis personis affidaverunt firmiter & fideliter servandum in tota via tam citra mare quam ultra mare de omnibus peregrinis utriusque Regni tam presentibus quam futuris: Archiepiscopis & Episcopis ibidem in verbo veritatis id idem servandum promittentibus, Magistris Templi & Hospitalis super Ordinem suum, Comitibus & Baronibus in propriis personis illud idem jurantibus.

Præterea nemo in toto exercitu ludat ad aliquod genus ludi pro lucro, exceptis militibus & Clericis, qui in tota die & nocte non nisi XX. Solidos amittant. Si autem milites aut Clerici plusquam XX. S. in die luserint, quotiens XX. S. excellerint, centum Solidos prædictis Archiepiscopis & eorum prænomiatis locis qui prædictam patientiam servabunt dabunt. Reges autem pro beneplacito suo ludent. Et in hospitibus duorum Regum possunt servientes eorum ludere usque ad XX. S. Si autem servientes aut marinarii aut alii ministri per se inventi fuerint, ludentes, & venientes tribus diebus nudi per exercitum vapulabunt nisi se voluerint redimere arbitrio prædictorum, & alii ministri similiter, Marinarii vero si luserint tribus diebus à summo navis in mari demergantur morte marinariiorem semel in die, nisi se redimere voluerint arbitrio prædictorum.

Si autem peregrinus aliquis postquam iter arripierit ab aliquo homine in via aliquid mutuo acceperit, mutuum solvet; de eo autem quod ante iter acceperit, non tenetur respondere in via.

Si autem marinarius aliquis conductus vel serviens aliquis vel quiscunque fuerit, exceptis militibus, à Domino suo in via hujus peregrinationis recesserit, nemo alius eum recipiet, nisi de voluntate Domini fui fuerit. Si vero aliquis eum invito Domino suo prior receperit per arbitrium prædictorum virorum punietur. Et si quis contra statuta ista tam soleniter facta aliquid temere attemptaverit, sciat se excommunicationi tam Archiepiscoporum quam Episcoporum & totius exercitus subiacere. Et omnes transgressores penis prædictis secundum singulorum Conditiones pro prædictorum virorum arbitrio punientur. Præterea statutum est à Domino Rege Anglorum & Constabulariis, Justiciariis, & Marscallis exercitus ejus:

Quod mercator de quacunque inercatione sit non potest emere panem ad revocandum in exercitu, nec farinam, nisi aliquis alienigena illam adduxerit & de illa panem fecerit, nec bladum nisi de illo similiter panem fecerit vel ad secum transfretandum deiecit.

Postea

ANNO
1189.

ANNO
190.

Postea omnino vetantur omnia emenda in villa & infra leucatam villæ. Si autem aliquis bladum emerit & de eo panem fecerit tenetur lucrari in salina unam teruncium & brannon. Alii vero mercatores de quacunque mercatione sint mercatores, in X. denariis tenentur lucrari unum denarium. Et ne aliquis sonet monetam Regis in qua moneta apparebit nisi fracta fuerit infra circulum & ne aliquis carnem mortuam emat ad revendum, nec belliam vivam, nisi eam occiderit in exercitu.

Nullus vinum suum post primam Conclaminationem carius vendat. Nullus panem fracta nisi ad denarium. Sciatis omnes mercatores quod totum fis est infra leucatam villæ, & ut de moneta Angliæ unus denarius detur pro III. denariis Andegavis in omnibus mercaturis. Et notandum est quod supradicta constituta sunt per Consilium Regum Angliæ, & Franciæ, & Siciliæ.

CCIII.

Littere RICARDI Angliæ Regis, TANCREDO Siciliæ Regi datæ, quibus Pacem perpetuam per Terram & Mare se servatorem promittit. Porro etiam ad firmatum inter eos artius sedus, Matrimonium inter suum Nepotem ARTHURUM Britannie Ducem, & præfati Regis Siciliæ filium contrahendum condicit. [Chronicon JOANNIS BROMTON sub RICARDO I. Rege, inter Anglicanæ Historiæ Scriptores X. à ROGERO TWISDEN editos, col. 1184.]

TANCREDO Dei gratia illustri Regi Siciliæ, Ducatus Apuliæ, Principatus Capuæ, RICARDUS eadem gratia Rex Angliæ, Dux Normanniæ & Aquitaniæ, & Comes Andegaviæ, salutem in eo qui dat salutem Regibus.

CUM pro subventionem terræ Jerosolimitanæ, quam peccatis exigentibus ex majori parte paganorum incursum obtinuit, & inimicorum cruce Christi gladiis devastavit, susceptum inspirante Domino peregrinationis iter ageremus per terram vestram transitum facientes, apud Messaniam Civitatem vestram moram facere compulsi sumus, ventorum & maris & temporis inclementia navigationis nostræ propositum detinente ubi inter populum nostrum & Cives præfate urbis seditione casu exorta, damnum hiac inde contigit rerum & viarum; unde visum est pluribus ut ea occasione fraterna inter nos caritas & dilectio turbaretur; curavimus itaque ut decebat peregrinationis nostræ propositum peragere, tum per nos & dilectos & fideles familiares nostros, tum per venerabiles Archiepiscopos vestros, scilicet Ricardum Archiepiscopum Messanensem, & Willielmum Archiepiscopum de Monte Regali, & alios viros venerabiles missos à latere vestro statim ut illarum pacis inter nos artius sedes firmetur, cujus formam duratram in ævum scriptura memoria contineret. Promissum ergo vobis & Regno vestro & toti terræ dominationis vestre per nos & nostros, terra & mari, pacem perpetuam nos fideliter servaturos, sopitis omnibus questionibus quas tum de dotario sororis nostræ Reginæ, tum de rebus aliis quas per nostros nuncios vobis intelligi feceramus. Hoc nihilominus addito quod quamdiu in Regno nostro moram fecerimus, ad defensionem terræ vestre ubicunque præsentem fuerimus vobis auxilium præstabitur contra quemcunque qui vellet eam invadere, aut vobis bellum inferre. Hujus autem pacis tenorem & formam quam in voto habemus & gerimus in proposito, vobis & vestris illas fide servare per Walterum Rotomagensensem Archiepiscopum, & Girardum Auxiliensem Archiepiscopum, & per Johannem Ebroicensensem, & Bernardum Baonicensensem Episcopos, & per Jordanum de Hamet Contabularium nostrum, & per Willielmum de Curci & per Ricardum de Chamwill, & per Girardum de Talbot, & per Robertum de Sabus, & per alios multos nobiles de familia nostra fecimus juramentis præstitis coram prædictis Archiepiscopis ad hoc ipsum efficiendum à vobis destinatis, & vestris illustribus viris in animam nostram firmare, sicut Capitalis forma continet. Ut pax ista & fraterna dilectio tam multiplici quam ætiori vinculo connectatur, prædictis Curia vestra Magnatibus id ex parte vestra tractantibus, Domino disponente, condiximus inter Arthurum egrégium Ducem Britannie clarissimum nepotem nostrum & heredem, si forte sine

TOM. I.

prole nos obire contigerit, & clarissimam filiam vestram matrimonium in Christi nomine contrahendum, ut cum ille, Deo propicio, ad nubes annos pervenerit & vos eam mitteretis ad locum ubi pars utraque consenserit, præfatus nepos noster eam, infra XV. dies postquam ad eum venerit, debeat in uxorem legitimam disponere, aut, si celsitudini vestra placuerit, eam infra annos nubes desponsari, prædictus nepos noster, juxta beneplacitum vestrum, id faciet, si summus Pontifex dispensare voluerit. Volentes autem ei tanquam illustri Domini & magnifici Regis filia dotarium quod convenit designare de Ducatu nepotis nostri, tale dotarium ei ex parte ipsius nepotis nostri paciscimur, & quod ad presens per præfatos fideles nostros jurari fecimus & ab ipso nepote nostro concedi & à Magnatibus sui Ducatus, Episcopis & aliis viris illustribus jurari faciemus. Pecuniam vero à magnificencia vestra pro matrimonio isto, scilicet XX. millia unciarum auri, nos recepte ad opus nepotis nostri fatemur hoc pacto interveniente ut si, quod abbit, morte alterius interveniente, aut culpa nepotis nostri, aut nostra vel patris ipsius, matrimonium non fieret, nos aut heredes nostri pecuniam vobis aut vestris heredibus integram sine difficultate, in loco quo statuerimus, restituemus. Super his videlicet & de pace quam vobiscum firmavimus, & de matrimonio contrahendo & de pecunia restituenda, si forte, prædictis causis accidentibus, matrimonium non existeret, Dominum Papam & Romanam Ecclesiam in fideiussione ponimus, ut si forte, quod Deus avertat, ex parte nostra pacis integritas frangeretur, potestatem habeat Ecclesia Romana nos & terram nostram districtius cohercere, similiter & ad matrimonium contrahendum potestatem habeat, nos & patrem nepotis nostri infringere; vel, si propter causas prædictas non fieret matrimonium, ad restituendum pecuniam nos aut heredes nostros aut terram nostram cogere habeat potestatem. Id quoque de fideiussione Romanæ Ecclesiæ nos ita facturos prædictorum viro- rum nos obligavimus juramentis, sicut Capitalis forma continet quam vobis missimus sigilli nostri appositione signatam; si autem vobis sine heredibus decedentibus ipse ad Regnum nostrum hereditario jure pervenerit de Regno nostro tale dotarium illi designamus, videlicet antiquum & consuetum dotarium Reginarum Angliæ.

CCIV.

Jurjurandum RICARDI Angliæ Regis super Pace servanda TANCREDO Siciliæ Regi, totique Regno ejus per terram & Mare. [JOANNIS BROMTON Chronicon sub RICARDO I. Rege, inter Anglicanæ Historiæ Scriptores X. à ROGERO TWISDEN editos, col. 1185.]

EGO N. juro super hæc sacrosancta Evangelia quod Dominus meus Ricardus Rex Angliæ ab hac hora in antea servabit pacem Tancredo Regi Siciliæ, Ducatus Apuliæ & Principatus Capuæ, & Regno ejus & toti terræ Dominationis ejus pacem perpetuam per se & suos terra & mari; & quam diu Dominus meus Ricardus Rex Angliæ fuerit in Regno Domini Regis Tancredi dabit ei auxilium ad defendendum terram suam ubicunque fuerit in terra Domini Regis Tancredi. Et quod Dominus meus pacem istam manu sua jurabit, si Dominus Tancredus similiter pacem manu sua juraverit. Et si aliquando, quod abbit, Dominus meus vellet pacem istam infringere, ego ponam me in captione ipsius Domini Regis Tancredi ubi ipse voluerit. Et hæc omnia Dominus meus Ricardus Rex Angliæ & ego bona fide, & sine fraude tenebimus, sic nos Deus adjuvet, & hæc Sancta Dei Evangelia & Sanctorum reliquæ, Amen.

CCV.

Littere RICARDI Angliæ Regis summo Pontifici 11. Nov. CLEMENTI datæ, quibus Pacem inter se & TANCREDEM Siciliæ Regem initam, nec non Matrimonium inter suum Nepotem ARTHURUM Britannie Ducem, & prædicti Regis filiam, contrahendum significat. Et suam Sanctitatem emixte rogat, quatenus ea firmate Pacis servande, Matrimonii consummandi, & in casu, quo Matrimonium non fieret, restituenda ei pecunie

P

do.

ANNO
1190.

ANNO

1190.

11. Nov.

dotarie, fideiussionem pro se erga Regem TAN-
CREDUM suscipiat. Apud Messanam 11. Novemb.
[Chronicon] JOANNIS BRIMTON sub RI-
CARDO I. Rege, inter Anglicana Historiæ
Scriptores X. à ROGERO TWISDEN edi-
tos, col. 1186.]

REVERENDISSIMO Domino ac beatissimo Patri
Clementi Dei gratia summo Pontifici, Ricardus
eadem gratia Rex Angliæ Dux Normanniæ & Aquita-
niæ, Comes Andegaviæ, Salutem, & sinceram in Domi-
no devotionis affectum. Justiores exitum facta Princi-
pum sortiuntur cum à Sede Apostolica robur & favo-
rem accipiunt & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ consilio di-
riguntur. Proinde dignam duximus ad notitiam Beatitu-
dinis vestræ transmittere, quæ inter nos & Dominum
Tancredum illustrem Siciliæ Regem publico nuper &
admodum fuit necessario celebrata contractus; sane di-
lectionem fraternam & pacem perpetuam cum eo firmavi-
mus, quam magnatum nostrorum Archiepiscoporum
et, & aliorum virorum illustrium juramentis ei &
suis, & Regno suo & toti terræ suæ Dominationis nos
illibata fide promissimus servaturos. Cum ipso etiam
pacis & amicitie fœdus archiduci adhuc vinculo astrin-
gentes, inter Arthurum egregium Ducem Britanniæ
charissimum nepotem nostrum & heredem, si nos de-
dere sine prole confingerit, & illustrem filium ejus
in matrimonium, Domino volente, condiximus contrahen-
dum, quod, Domino largiente, debitam consummationem
accipiet, cum illustri puella nobiles annos attinge-
rit, aut prædicto Domino Regi Tancredo placuerit ut
infra nobiles annos illa in uxorem nepoti nostro despon-
sanda tradatur, nos ipsum nepotem nostrum hoc
facturum concessimus, si Sancta Romana Ecclesia de-
ceverit super hoc dispensare. Pecuniam verò quam
pro matrimonio ipso ad opus nepotis nostri ab eodem
Domino Rege recepimus XX. millia uncias auri, si
forte, quod absit, morte interveniente alterius aut culpa
nostra, aut nostri nepotis, aut patris ipsius, matrimo-
nium non staret, nos aut heredes nostri ipsi Domino
Tancredo vel heredibus suis ex integro restituemus,
præstis super hoc juramentis ex parte nostra, vel resti-
tuent. Ut igitur tenor pacis iniitæ & iniciati matrimo-
nii fides cum integritate debita ex parte nostra & nepo-
tis nostri servetur, sicut ipsi Domino Tancredo, inter-
posita jupurandi religione, firmavimus, Sanctitatem
vestram & Sanctam Romanam Ecclesiam obnixè roga-
mus, quatinus & firmatæ pacis servandæ perpetuo &
matrimonii consummandi, vel, si ex prædictis causis
matrimonium ipsum non fieret, restituendæ pecuniæ
Sanctæ Sedes Apostolica fideiussionem pro nobis susci-
piat erga Dominum Tancredum & heredes ipsius. Cu-
jus fideiussionis onus ut confiderenter nobiscum Roma-
na Ecclesia suscipiat, præsentium literarum testimonio
vobis & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ concedimus liberam
potestatem nos, & heredes nostros, & terram nostram
districte cohercere. Si contra pacem præfatam venie-
rimus, vel, prædictis causis matrimonio non secuto,
nos aut heredes nostri solutionem negaremus, ad hono-
rem utriusque Regni vestra novit Beatitudo spectare, si
mediante Romana Ecclesiâ pacis pariter & matrimonii
bonum ad congruum finem deveniat, inde multiplex in
futurum utilitas consequatur. Testibus nobis XI. die
Novembris apud Messanam.

CCVI.

*Testament & Disposition de PHILIPPE II. sur-
nommé le Conquerant ou Auguste, pour le Gouver-
nement de ses Etats pendant son voyage de la
Terre sainte. Fait à Paris, l'an 1190. [G. G.
LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 2.]*

In nomine Sanctæ & indivisus Trinitatis Amen.

PHILIPPUS, Dei gratia Francorum Rex, Officium
Regium est subsecutorum commodis modis omnibus
providere, & suæ utilitati publicam anteferre. Quo-
niam igitur summo desiderio vorum peregrinationis
nostræ ad Sanctæ Terræ adventum totis viribus am-
pleximur. Ideo consilio Altissimi ordinare decrevi-
mus, qualiter in absentia nostra Regni negotia, quæ
agenda erunt tractari debeant, & vitæ nostræ, si quid
in via humanitus accideret, extrema disponi. Imprimis
igitur præcipimus, ut Baillivi nostri per singulos
Præpositos in potestatibus nostris ponant quatuor homi-

nes prudentes, legitimos & boni testimonii, sine quo-
rum, vel duorum ex eis ad minus, consilio, negotia
vitæ non tractentur, excepto quod Parisius sex homines
probos & legitimos constitimus, quorum nomina sunt
hæc T. A. E. R. G. H. Et in terris nostris, quæ
propriis nominibus distinctæ sunt, Baillivos nostros po-
nitimus, qui in Bailliviis suis singulis mensibus ponent
unum diem, qui dicitur Assisia, in quo omnes illi qui
clamorem faciant, recipient jus suum per eos & justi-
tiam, sine dilatione, & nos nostra jura & nostram justi-
tiam, & fore-facta, quæ propria nostra sunt ibi scri-
bentur.

Præterea volumus & præcipimus, ut charissima Ma-
ter nostra A. Regina statuat cum charissimo avunculo
nostro & fidei Guilhelmo Rhemenfi Archiepiscopo sin-
gulis quatuor mensibus unum diem Parisius, in quo
audiant clamores hominum Regni nostri, & ibi eos
finiant ad honorem Dei & utilitatem Regni. Præcipi-
mus insuper, ut ante ipsos e die sint de singulis villis
nostris & Baillivi nostri, qui Assisias tenebunt, ut co-
ram eis rectent negotia terræ nostræ. Si autem aliquis
de Baillivis deliquerit, præterquam in murtro, raptu, vel
homicidio, vel prodicione, & hoc constabit Archiepis-
copo & Reginæ & aliis qui aderunt, ut audiant fore-
facta Baillivorum nostrorum, præcipimus eis, ut nobis
singulis annis, & hoc ter in anno litteris suis nobis
duobus prædictis significant, quis Baillivus deliquerit
& quid fecerit, & quid acceperit, & à quo pecuniam
vel munera vel servitium, propter quid homines nostri
jus suum amitterent, vel nos nostrum. Similiter de
Præpositis nostris significant nobis Baillivi nostri; Bail-
livos autem nostros non poterunt amovere Regina &
Archiepiscopus à Baillivis suis, nisi pro murtro, vel
raptu, vel homicidio, vel prodicione, vel Baillivi Præ-
positos, nisi pro aliquo istorum. Nos autem in Con-
silio Dei talem faciemus de eo vindictam, postquam
prædicti viri nobis rei veritatem nuntiaverint, per quam
alii non immeritè poterunt detereri. Similiter Regina
& Archiepiscopus de statu Regni nostri & negotiis ter
in anno significant.

Si forte contingeret Sedem Episcopalem vel aliquam
Abbatiam Regalem vacare, volumus, ut Canonici Eccle-
siæ, vel Monachi Monasterii vacantis veniant ad
Reginam & Archiepiscopum, sicut ante nos venierunt,
& liberam Electionem ab eis petant. Et nos volumus,
quod sine contradictione eis concedant, nos verò tam
Canonicos, quam Monachos monemus, ut talem
Pastorem eligant, qui Deo placeat, & utilis sit Regno.
Regina autem & Archiepiscopus tam diu Regalia manu
sua teneant, donec Electus consecratus sit vel bene-
dictus, & tunc regia sine contradictione ei cedantur.
Præterea præcipimus, quod si præbenda vel beneficium
aliquid Ecclesiasticum vacaverit, quando regalia in
manu nostra venient, secundum quod melius & hon-
estius poterunt Regina & Archiepiscopus Viris honestis
& literatis Consilio Fratris (a) BERNARDI con-
ferant. Salvis tamen donationibus nostris quas per lit-
teras nostras patentes quibusdam fecimus. Prohibemus
etiam omnibus Prælati Ecclesiarum & hominibus nos-
tris, ne talem vel totam donec, quando in servicio
Dei erimus, si verò Dominus Deus de nobis faceret
voluntatem suam, & nos mori contingeret, districte
omnibus hominibus terræ nostræ, tam Clericis, quam
Laicis, ne talem vel totam donec, donec Filius nos-
ter, quem Deus servitio suo sanum & incolumem con-
servare dignetur, veniat ad ætatem, in qua gratia Sancti
Spiritus possit regere Regnum.

Si autem aliquis filio nostro vellet movere guerram,
& redditus sui, quos habet, non sufficerent, tunc om-
nes homines nostri adjuvent eum de corporibus suis &
averis, & Ecclesiæ tale faciant ei auxilium, quale soli-
tæ sunt facere nobis; Præpositis insuper nostris & Bail-
livis prohibemus, ne aliquem hominem capiant, neque
averium suum, quando bonos fideiussores dare volue-
rit de justitia prosequenda in Curia nostra, nisi pro ho-
micidio, vel murtro, vel raptu, vel prodicione. Præ-
terea præcipimus, quod omnes redditus nostri & servi-
tia & obventiones afferantur Parisius per tria tempora,
primum ad festum Sancti Remigii, secundum ad Purifica-
tionem Beate Virginis, tertio ad Ascensionem; & tra-
detur Burgensibus nostris prædictis, & P. Marefcallo,
si convingeret aliquem ex eis mori, G. de Galiandia
alium in loco ejus substitueret. In receptionibus averi
nostri Adam Clericus noster præfens erit, & eas scribet,
& singuli habeant singulas claves de singulis archis, in
quibus reponetur averum nostrum in templo, in tem-
plum unum. De toto averum tantum nobis mittetur,
quantum litteris nostris mandavimus. Si in via, quam
facimus, nos mori contingeret, præcipimus, quod Re-

ANNO

1109.

(a) C'etoit
un Hermite
dévot, qui
demeuroit
au Bois de
Vincennes.

ANNO 1190. gina & Archiepiscopus Parisiensis & Abbatess Sancti Victoris & de Sandenilio, & frater G. Theaurum nostrum in duas partes dividant, unam medietatem pro arbitrio suo distribuant ad Ecclesias reparandas, quas per guerras nostras destruxerunt, ita quod servitium Dei possint in eis fieri. De eadem medietate donabuntur illis, qui per tallias nostras aponati sunt. Et itidem dabant residuum illis quibus voluerint, & quos magis egeret crediderint ob remedium anime nostrae. Genitoris nostri Regis Ludovici, & Antecessorum nostrorum. De altera medietate precipimus custodibus avari nostri & omnibus hominibus Parisiensibus, quod eam custodiant ad opus filii nostri donec ad aetatem veniat, in qua Consilio Dei & sensu suo possit regere regnum. Si autem tam nos quam filium nostrum mori contingeret, precipimus, quod averum nostrum per manum praedictorum pro anima nostra & filii pro arbitrio suo distribuantur. Quam cito etiam certum esset, de morte nostra, volumus, quod averum nostrum ubicunque foret ad domum Episcopi Parisiensis portaretur, & ibi custodiretur & postea de eodem fiet, quod disposuimus.

Precipimus etiam Reginae & Archiepiscopo, ut omnes honores, qui, dum vacant, pertinent ad donationem nostram, quoad honeste poterunt retinere, sicut Abbatie nostrae & Decanatus, & aliae quaedam Dignitates, in manu sua teneant, donec a servitio Dei redierimus. Ut quos retinere non poterunt, donec secundum Deum, & assignent Consilio Fratri G. & hoc faciant ad honorem Dei & utilitatem Regni. Si autem in via moriemur, volumus, ut honores & dignitates Ecclesiarum donec illis quis magis dignos viderint.

Quod ut firmum & stabile permaneat, praesentem paginam sigilli nostri auctoritate & Regi nominis characteris inferius annotato precipimus confirmari. Actum Parisius, Anno Verbi Incarnati, millesimo centesimo nonagesimo, Regni nostri, anno undecimo.stantibus in Palatio nostro quorundam nomina supposita sunt & Signa. S. Comitis Thebaldi Dapiferi nostri. S. Guidonis Butricularii. S. Mathaei Camerarii. S. Radulphi Constabularii. Data vacante Cancellaria.

CCVII.

Sept. Privilegium ad Boemundo Principe Antiochie, COMMUNITATI JANUENSIS concessum, de libertate per totam suam terram in Antiochia, Laodicea & Gabulo commercii exercendi. Et quidem (quantum consicere licet) absque ulla Teloneo vel Gabella. Actum est hoc Privilegium anno Christi 1190. Indit. 8. die 1. Septembris. [FERDIN. UGHELLI. Italia sacra Tom. IV. Tit. Januenses Archiepiscopi col. 1215. prior. Edit. Rom. & col. 878. ult. Venet. Ap. 1719.]

In Nomine Sancte & individue Trinitatis, Patris, & Filii & Spiritus Sancti.

NOTUM sit omnibus in Christo fidelibus quod ego Boamundus Princeps Antiochie Raymundi bone memorie Principis filius voluntate, & concessione Domine Sibylle Principisse uxoris mee, & omnium haereditum meorum dono & concedo Consulatui Januensium, & toti terrae Januensium Communitatis hanc libertatem per totam terram meam in Antiochia, Laodicea, Gabulo, & in alia terra, si eam per Dei voluntatem conquiesco, ut de omnibus illis rebus, five mercimoniis, quae veniunt ad commune nullam omnino in eundo & redeundo, in vendendo, & emendo reddatur Curiae principali consuetudine. Hanc libertatem ut dixi per totam meam terram esse concedo, & per hoc Privilegium confirmo, quod ut ratum sit, & de cetero inconvulsum permaneat, sigilli mei principalis inpressione muniri precepi & subscriptis testibus corroborari. Huius rei testes sunt Hugo de Logis, Petrus de Bafardo, Oliverius Comitis, Bartholomaeus Marechalculus, Odo de Maitra, Hugo de Cordubo, Guillelmus de S. Paulo tunc temporis Dux Antiochie. Actum est hoc Privilegium anno Incarnationis Domine M. C. XC. Indit. 8. prima die mensis Septembris. Darum per manum Auberti Tharsensis Archiepiscopi, & principalis Curiae Cancellarii. Ego Joannes Amici de Suxilia auctoritate Imperiali Notarius authenticum praesentis Privilegii vidi, & legi bullatum Bulla plumbea pendenti cum feto vermilio, sanum, & integrum tam in charta, & TOM I.

litera, quam Bulla ex feto non cantelatur, non abollitum, non vitium, non corruptum, & sicut in eodem continetur authenticum, sic hic fideliter scriptum, de mandato nobilis viri Domini Guillelmi Auriensis Potestatis, & Vicecomitis Januensium in ceteris partibus cismarinis, nihil addito, vel diminuto, quod mutet sensum vel variet intellectum. Ad hoc ut praesens Transsumptum perpetuo velut Originale robur firmitatis obtineat, in ipsa quoque Bulla scripta erat ab una parte imago militis armati super equo sedentis, tenentis vexillum in manu cum literis circumferentibus, dicentibus post signum Crucis BOEMUNDUS PRINCEPS ANTIOCHENUS, ab alia parte sculptae erant imagines Sanctorum Petri, & Pauli cum nominibus eorum, & ad maiorem cautelam praesens Transsumptum cum Originali praedicto, coram venerabilibus Patribus Domino fratre Bonacursio de Ordine Praedicatorum Dei gratia Archiepiscopo Tyrensi, Domino Bartholomaeo Dei gratia Episcopo Berithensi, & nobili, & egregio viro Domino Joanne de Montforti Domino Tyri & Thronis, in huius rei testimonium huic praesenti publico Instrumento ipsorum sigilla duximus appendenda.

CCVIII.

Tractatus permutationis inter RICARDUM ANGLIE Regem, & Archiepiscopum Rothomagensis WALTERUM. Quo dictus Archiepiscopus, cum consensu summi Pontificis, & Ecclesiae Rothomagensis, praefato Regi, ejusque hereditibus Villam seu Manerium de Andeli, cum Castello de Riepe, & omnibus pertinentiis concedit, exceptis tamen Ecclesiis, Prebendis, Feudis militum, & aliis sibi reservatis; Et vicissim Archiepiscopo Ville de Diepe & de Butcles cum omnibus pertinentiis, exceptis Eleemosynis in Manerio de Diepe, assignantur. Actum apud Rothomagum 16. Octobris anno 1190. [Imagines Historiarum, Auctore RADULFO DE DICETO; inter Anglicanae Historiae Scriptores X. a ROGERO TWISDEN editos, col. 698.]

RICARDUS Dei Gratia Rex Anglie, Dux Normanniae, Aquitaniae, Comes Andegaviae, Archiepiscopus, Episcopus, Abbatibus, Prioribus, Comitibus, Baronibus Justitiis, Senescallis, Vice-Comitibus, Praepositis, Militibus & omnibus Ballivis & fidelibus suis Salutem.

Cum sacrosancta Ecclesia sponsa sit Regis Regum & unica dilecta illius per quem Reges regnant & Principes gubernacula possident, tanto amplius ei volumus devotionem & reverentiam exhibere, quanto certius non regiam tantum sed omnem a Domino Deo esse credimus potestatem. Unde sicut venerabilis Rothomagensis Ecclesia, quae inter universas terrarum nostrarum plurima celebritate dinoscitur enitere, pro rerum necessitate vel temporum nostris ducit utilitatibus opportuna diligentia consulendum: sic nos ejusdem Matris nostrae commodis & augmentis digna compensatione dignum ducimus respondere. Sane Villa de Andeleo quibusdam aliis adjacentibus locis quae erant Rothomagensis Ecclesiae minus sufficienter firmata, inimicis nostris in terram nostram Normanniae per eadem loca patebat ingressus, per quae incendiis & rapinis nec non & aliis hostilitatis laevitibus in eandem terram nonnumquam licentius grassabantur. Quodcirca venerabili Patri nostro Waltero Archiepiscopo & Capitulo Rothomagensi debitum habentibus ad nostra & praedictae terrae nostrae damna respectum facta est permutatio inter Ecclesiam Rothomagensis & Archiepiscopum Rothomagensis Walterum ex una parte & nos ex altera parte de Manerio de Andeli in hac forma. Scilicet quod idem Archiepiscopus, de conscientia & voluntate Domini Papae Celestini tertii & de assensu Capituli Rothomagensis Ecclesiae, & Coepiscoporum suorum, & Cleri ejusdem Archiepiscopatus, concessit & in perpetuum quietum clamavit nobis & haereditibus nostris praedictum Manerium de Andeli cum novo Castello de Riepe, & cum foresta & cum omnibus pertinentiis aliis & libertatibus suis, exceptis Ecclesiis & Prebendis & Feudis militum, & excepto Manerio de Fraxinis cum pertinentiis suis: quae omnia idem Arch. Ecclesiae Rothomagensis & sibi & successoribus suis reituit cum omnibus libertatibus & liberis consuetudinibus suis, & cum omni integritate sua imperpetuum. Ita quod tam Milites quam

ANNO
1190.

Clerici & omnes homines tam de Feudo militum, quam de Præcedis sequentur molendina de Andeli sicut consueverunt & debent, & molitura erit nostra; Archiepiscopus autem & homines sui ac raxinis molent ubi idem Archiepiscopus volet. Et si noluerint molere apud Andeli dabant molturas suas sicut alii ibidem molentes. In excambium autem prædicti Manerii de Andeli cum pertinentiis, concessimus & in perpetuum quieta clamavit Ecclesia Rothomagensis, & prædicto Archiepiscopo, & successoribus suis omnia molendina que nos habuimus Rothomagi quando hæc permutatio facta est, integre cum omni sequela & molitura sua sine aliquo retinemento eorum que ad molendina pertinent vel ad molituram, & cum omnibus libertatibus & liberis consuetudinibus quas solent & debent habere. Nec alicui alii licebit molendinum ibidem facere ad detrimentum prædictorum molendinorum; Et debet Archiepiscopus solvere Elemosinas antiquis statutas de ejusdem molendinis. Concessimus eis Villam de Diepe & Villam de Butelles cum omnibus pertinentiis & libertatibus & liberis consuetudinibus suis, exceptis elemosinis constitutis in Manerio de Diepe a nobis & antecessoribus nostris, quarum summa est CCCLXXII. libr. Andergavensium, que debent solvi per manum prædicti Archiepiscopi & successorum suorum his quibus assignate sunt. Concessimus eidem Manerium de Loures cum omnibus pertinentiis & libertatibus & liberis consuetudinibus suis cum ministerio de Loures, salvis ad opus nostrum variatione nostra & destructione Forestæ; ita tamen quod non sit in regardo. Concessimus etiam eis totam Forestam de Alihermont, cum feris & omnibus aliis pertinentiis & libertatibus suis sicut eam habuimus. Hæc autem omnia in excambium prædicti Manerii de Andeleio, cum prædictis pertinentiis data habebunt Ecclesia Rothomagi, & prædictus Archiepiscopus & successoris sui in perpetuum & cum omnibus libertatibus & liberis consuetudinibus suis sicut prædictum est. Homines autem prædicti Archiepiscopi de præfato excambium illud esset in manu ipsius Archiepiscopi. Hæc etiam omnia que idem Archiepiscopus in loco excambio recepit, warrantizabimus nos & heredes nostri Ecclesie Rothomagi, & prædicto Archiepiscopo & successoribus suis in perpetuum contra omnes homines. Ita quod si aliquis excambium aliquod est recepturus pro aliquo prædictorum, que memoratus Archiepiscopus hic recepit, nos vel heredes nostri faciemus illud excambium, & Ecclesia Rothomagi hæc omnia prædicta in perpetuum pacifice possidebit. Nos vero, quantum potest Rex, excommunicamus, & concedimus quod incurrat indignationem Dei omnipotentis quicumque contra hoc facinus venerit. Testibus his, Huberto Cantuariensi Archiepiscopo, Johanne Wigornensi, Hugone Conventrensi, Savarico Batoniensi, Henrico Bajocensi, Lardo Saglani, Willielmo Lexoviensi, Willielmo Const. Episcopo, Willielmo Abrincensi electo, R. Sancti Trinitatis de Monte Rothomagi, Reginaldo Sancti Wandregari, Victore Sancti Georgii, Arturo ulterioris Portus, Osberto de Præstelis, de Ango, de Corneville, Abbatibus, Johanne Comite de Maritimo, Odone Comite Picaveni, Radulpho Comite de Albemaria, Radulfo Comite de Augo, Willielmo Marescalco Comite de Strigili, Willielmo Filio Radulfi Senescali Normannie, Roberto de Turm. Senescalo Andegavia, Willielmo de Humer Constabulario Normannie, Hugone Brun, G. de Lifinnan, Willielmo de Rupibus, Radulpho de Tancarville, W. Martel, Radulpho Testin, G. de Sai, Gilierto filio Reinfridi, Roberto de Harecort, & multis aliis. Data per manum Eleanoris electæ E. vices Cancellarii tunc agentis apud Rothomagum anno ab Incarnatione Domini M. C. XC. 16. die Octobris, anno Regni nostri octavo.

CCIX.

1191. Confirmationis Literæ INNOCENTII Pape super permutatione inter WALTERUM Archiepiscopum Rothomagensensem & RICARDUM Anglie Regem facta. [Imagines Historiarum Auctore RADULFO DE DICETO, inter Anglicane Historie Scriptores X. à ROGERO TWISDEN editis, col. 701.]

CUM emergentium litigia questionum vix possint sine alterutro litigantium læsione judicialiter diffiniri, sed quando partes inter se super mota questione

honeste conveniunt, tanto libentius compositioni eorum præfatum Apollolicum impartitur, quanto per hoc neutrum lædimus, & amplius utrumque juvamus. Intelleximus siquidem tam ex literis tuis quam charissimi in Christo filii nostri Ricardi Anglie Regis illustris, & plurium aliorum, quod super discordia que inter te & eundem Regem super Villam Andeliaci, cum rupe ac insula mota fuerat, Regia Serenitas Evangelicum illud attendens, qui se humiliter exaltabitur, & quanto major es humilia te in omnibus, humiliter magnificentiam suam & sequebatur. Regiam passus est emolli, ut, ad honorem ejus cui servire regnare est, amicabilem tecum compositionem lueret, & in utilitatem Rothomagensis Ecclesie Molendina que habuit apud Rothomagum, cum Villis de Diepe, & Botelles, & Manerio de Loures, cum omnibus pertinentiis, & libertatibus suis & Ministerio de Loures, & Foresta de Alihermont, sicut in Autentico ejusdem Regis confecto exinde plenius continetur, tecum perpetuo commuaret. Nos igitur permutationem ipsam, sicut amicaliter facta est, & ab utraque parte recepta, & Autentico ipsius Regis exprimitur, auctoritate Apostolica confirmamus, & præsentis Scripti patrocinio communimus. Ad maiorem autem hujus nostre Confirmationis evidentiam, Autenticum ipsum de verbo ad verbum nostris duximus literis exprimendum, quod tale est. &c.

CCX.

Bulla Pabstis CELESTINI III. an den Meis. 12. Febr. 1191. *ster des Hospitals St. Marie zu Jerusalem / Heinrich von Walpott / wodurch er den angefangenen Orden bestätiget / folchen die Regum St. Augustini beschreibet / und den Mächten Bräder des Teutschen Hauses des Spitals zu Jerusalem St. Marie Ordens gegeben zu Rom bey S. Johannes Lateran den 12. February 1191. [LEHMANNI, Chronicon Spirensis Lib. V. Cap. 77. pag. 511. col. 2.]*

C'est-à-dire,

Bulle du Pape CELESTIN III. adressée à HENRI DE WALPOT Maître des Hospitaliers de Ste. Marie de Jerusalem, par laquelle il confirme leur Institution, sous le Nom de la Maison Teutonique, des Freres Hospitaliers de Sainte Marie de Jerusalem, & leur donne la Règle de St. AUGUSTIN avec Plomb blanc & la Croix noire. à Rome à St. Jean de Latran le 12. Fevrier 1191.

CELESTINUS cu Bischof und Knecht der Diener Gottes / Unsern geliebten Sohn Henrico von Walpott / Meistern des Hospitals S. Marie zu Jerusalem auch seinen Mitbrüdern in der Liebe Gottes und brüderlichen Treu versamlet / jehigen und zukünftigen / Päpstliche Benedicung und Einkünfte S. Röm. Kirchen / deren wir unwidriges Haupt sind / Unser in Gott geliebten Kindern / die jehund in dem Heil. Land wider die Feinde des Creuzes Christi streiten. Nachdeme wir vernommen haben / wie ihr einen Christlichen Stand / nach laut des S. Evangelii / angeschlossen habet / als nemlich des Branten zu wachen / und in Dinsten wider die Heyden zu streiten / in welchen ihr bissherto beständig erfinden werden. Als haben wir von vieler Seite siehe wegen solches bekantigt / auch in dem Stand der Vollkommenheit gesetzt / und des S. Augustini Regum / mit alten Statuten, die ihr werdet mit der Zeit der Vollkommenheit machen / samt dem Namen / Bräder Teutschen Hauses des Spitals zu Jerusalem S. Marie Ordens / gegeben / in dem Namen des Vatters / des Sohns und des S. Geistes / Amen! verhoffend / das ihr mit euren Nachkommelingen / Gottes und der Röm. Kirchen lob und Ehr vermehren werdet. Geben zu Rom bey S. Johannes Lateran den 12. Tag February unsers Pabstthums im Ersten und nach Christi Geburt im 1191. Jahr.

CCXI.

Traité entre BRUNON Archevêque de Cologne & ses Sujets, & HENRI Duc de Lorraine, fait en l'année 1193: & confirmé par ADOLPHE Archevêque de Cologne en 1203. [AUBERT LE MIRE, Donationum Belgicarum, Lib. II. Cap. LXXXIII. pag. 509. DYNTER, Chroniques de Brabant, Liv. IV. pag. 146.]

1193. COLOGNE ET LORRAINE.

ANNO
1193.ANNO
1193.*In nomine sanctæ & individuæ Trinitatis.*

BRUNO, Dei gratia, Coloniensis Archiepiscopus, omnibus fidelibus in perpetuum. Notum facimus universis, ad quos hæc scriptura pervenerit, quod nos & Priores nostri, tam liberi quam ministeriales, nec non & cives, cum HENRICO Illustri Lotharingæ Duce & hominibus ejus, veram amicitiam & perpetuum fœdus contraximus: ita videlicet ut in omnibus nostris iustitiis contra omnem hominem ad invicem nobis fidei iter assitamus, & si necessitas ingrueret, promptum mutuo nobis ferre debeamus auxilium.

Nos autem, ne hæc oblivione deleri possent, hanc paginam conscripsi, & tam nostro quam B. Petri sigillo iussimus communiri: ita videlicet ut unum scriptum in B. Petri armario Coloniensi, alterum verò in Ecclesiâ Lovaniensi reponatur, perpetuo si opus fuerit inventiendum. Acta sunt hæc anno Domini millesimo centesimo nonagesimo tertio, Pontificatus nostri anno secundo.

Lettre Patente d'ADOLPHE Archevêque de Cologne, donnée en 1203.

In nomine sanctæ & individuæ Trinitatis.

ADOLPHUS divina favente clementia sanctæ Coloniensis Ecclesiæ Archiepiscopus, cunctis Christi fidelibus in perpetuum. Notum facimus presentibus & futuris quod ab antiquo inter Ecclesiam Coloniensem & Archiepiscopum ex una parte, & Ducem Lotharingæ & terram suam ex altera parte confederata est dilectio & confirmata confederatio.

Placuit igitur nobis & Duci Henrico consanguineo nostro istam dilectionis confederationem innovare, & tam in nobis, quam in successoribus nostris perpetua firmitate corroborare. Hujus rei testes sunt,

Engelbertus Major Præpositus.
Udo Major Decanus.
Gerardus Sanctensis Præpositus.
Bruno Bonnenfis Præpositus.
Theodoricus Præpositus S. Cuniberti.
Theodoricus Præpositus S. Andree.
Theodoricus Præpositus S. Gereonis.
Theodoricus Præpositus SS. Apostolorum.
Magister Oliverius, Bruno de Benichem.
Godefridus Notarius.
Otto Comes Grelensis, Puer de Clivo.
Guillelmus Comes Juliacensis.
Henricus Comes de Seyne.
Gerardus Comes de Are.
Lotharius Comes de Hoeflade.
Henricus Comes de Kessele.
Adolphus Comes de Monte.
Arnoldus Comes de Alteina.
Arnoldus Comes de Mercka.
Godefridus Comes de Arneberch.
Henricus Comes Teclerburch, Otto de Wickerode.
Everardus de Arberch, Rutgerus de Merehem.
Giselbertus de Brene, Rutgerus Stannle.
Hermannus Advocatus Coloniensis.
Henricus de Volunstene, Henricus de Apxhain.
Hermannus de Alvetre, Otto Camerarius.
Henricus de Renschem, Henricus de Vuchtrich.
Theodoricus de Erenpoorte, Joannes, Matthias, & alii quam plures.

Acta sunt hæc anno millesimo ducentesimo tertio.

CCXII.

[Janvier. (1) *Conventio facta inter JOHANNEM Comitem Morefi Fratrem RICHARDI Regis Angliæ, postea factum Regem Angliæ & dictum JOHANNEM sine Terra; & Regem Galliarum PHILIPPUM Augustum, quæ continet partitionem complurium magnarum Terrarum. Paris, Januarii mense Anno Incarnationis 1193. [Tiré des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin, reliez en rouge, Vol. LV. pag. 12.]*

(1) Cette Convention se trouve aussi dans LEBLANC *ed. Paris* *Gen. Diplom. Part. I. pag. 4* mais avec beaucoup de différence. [DUM.]

JOANNES Comes Morefi universis ad quos presentes Litteræ pervenerint, salutem. Novit universitas vestra quod tales conventiones factæ sunt inter me & charissimum Dominum meum Philippum Regem Franciæ, quod ipse debet habere in perpetuum in Normannia totam terram, quæ est circa Sequanam, & ab eo loco ubi Sequana cadit in mare usque Franciam, sicut Sequana currit, & ex parte Normannia in qua situm est Rothomagus.

Præterea Rex Franciæ debet habere vallem Rotholli cum Castello & cum pertinentiis suis, & totam partem Normanniæ quæ est circa Fluvium Iton sic idem fluvius currit usque ad Chesnebrum, cum ipso Chesnebro, & cum pertinentiis suis, & Castrum Verrolii cum pertinentiis suis, & Civitatem Ebroicensem cum pertinentiis suis & etiam aliis castellis & terris circa Iton.

In Turonia vero debet habere Rex Franciæ Chitatum Turonensem & pertinentia usque ad Arras, & Feodum montis Frictardi & Ambasæ, & præterea montem Balquien cum pertinentiis suis, Castellum vero de Locis cum pertinentiis suis, & Castellum de Castellione cum pertinentiis suis, & Castellum de Burencois cum pertinentiis suis Regi Franciæ remanebunt in perpetuum.

Comes vero Ludovicus Consanguineus meus habebit Castellum de Troa & de la Chastre, cum pertinentiis suis, & Feodos de Freteval & de Vandosme.

Comes vero Pertici habebit in Normannia Castellum de Molins & Bonmolins cum pertinentiis suis.

Comes vero Engolismi tenebit terram suam a Rege Franciæ, illam scilicet de qua fecit ei homagium, a me vero tenebit aliam terram quam a me tenere debet.

Ego vero faciam pacem cum Comite Sancti Egidii ad laudem & consilium Regis Franciæ. Philippo etiam de Glemo dabo de terra mea quam conquæram ad laudem & consilium Regis Franciæ.

Ecclesiâ vero Beati Martini Turonenfis habebit in Piclavia & Andegavia, & Turonia, & Cenomania, Jura & Libertates, & Consuetudines suas sicut tempore Gaufridi Comitis Andegaviæ & sicut tempore Willelmi Comitis Piclaviæ habuit.

Ego vero habeo Civitatem Rothomagensensem, & duas leucas circa Rothomagus, totam terram Normanniæ, præter supradictam, quæ suprascripta est, quam Rex Franciæ debet habere, & totam terram Cenomaniæ & Andegaviæ, & totam terram Aquitaniæ & in Turonia totam terram præter illam quam Rex Franciæ, & Comes Ludovicus Nepos meus debent in Turonia habere, sicut supradictum est.

De prædictis vero terris ego Regi Franciæ & successoribus suis Regibus Franciæ faciam servitia & iustitias in Curia sua pro singulis Feodis, unusquisque Feodus apportat, sicut antecessores mei antecessoribus suis fecerunt, & si duos heredes, aut plures habere, unusquisque eorum a Rege Franciæ teneat illam Baroniam quam ipse habere.

De illis vero qui cum Rege Franciæ (a) iocodis auxilii insunt, sic erit, quod ego dabo eis terram ad laudem & consilium Regis Francorum. Si autem Ricardus Rex Angliæ frater meus cum Rege Franciæ faceret pacem, & pro ipso offerret mihi pacem, ego sine voluntate Regis Franciæ cum Rege Angliæ pacem facere non possem, & si Rex Franciæ faceret pacem cum Rege Angliæ ipse faceret mihi pacem erga Regem Angliæ; ita quod ego terram quam habeam pro pace circa mare, tenerem a Rege Franciæ si posset. Quod si non posset, Consilium ejus esset quod hujusmodi pacem facerem, scilicet quod eam terram quam habeam pro pace a Rege Angliæ, ita eam tenerem ab eo quod pro nulla causa veniret ad summationem ejus, sed semper per Advocatum aut per Nuntium absens agerem vel responderem, & ratum ibi facerem per Advocatum, aut per Nuntium meum, aut ad acquirendum, aut perdendum, tanquam si ibi præsens essem, nec compellerem ire in Exercitum vel Equitatum, sed mitterem milites quot ordinatum fuisset in pace quando pax fieret.

Comes autem Ludovicus Nepos meus tenebit a Rege Franciæ in Feodum & homagium Castellum de Troa, & de la Chastre, cum pertinentiis suis, & Feodos de Freteval & de Vandosme.

Comes vero Pertici tenebit a me Molins & Bonmolins.

Præterea Rex Franciæ concessit amico & fideli suo Hugoni Constantiensi Episcopo quod si pacem fecerit cum Richardo Rege Angliæ Fratre meo dictum Episcopum in pace sua mitteret, ita quod idem Episcopus Ecclesiam suam Constantiensem habebit, & possessiones &

(a) *Peri. l. 107. f. 120.*

ANNO

1193.

jura ad ipsam pertinentia ita libere & pacifice sicut ante guerram habebat; & si Rex Angliæ non teneret ei pacem que fieret, Rex Franciæ tantum ei faceret, tamquam si Rex Angliæ pacem Regi Franciæ infringeret.

Ego vero in propria persona juravi, quod ego omnes prædictas conventiones observabo, & bona fide, & sine malo ingenio eas tenebo.

Rex autem Franciæ Bartholomæum de Roya, Militem suum fecit jurare quod ipse bona fide & sine malo ingenio omnes prædictas conventiones observabit.

Quod ut ratum fit & inconcussum præsentem paginam sigillo meo confirmo.

Actum Parisiis Anno incarnati Verbi millesimo centesimo nonagesimo tertio, mense Januario.

Et sont lesdites Lettres dessus transcrites scellées en lacs de soye rouge pendant au reply d'un scel de cire blanche, auquel est empraint une figure d'un homme armé d'un cheval, tenant une espée nue en main, & en la circonférence dudit scel est écrit:

Sigillum JOHANNIS Filii Regis Angliæ,
Domini Hiberniæ.

Et au dos desdites Lettres est écrit:

Littera JOANNIS Comitis Moritaniæ, Fratris RICHARDI Regis Angliæ, super Conventionibus quas habuit cum Domino Rege PHILIPPO.

CCXIII.

17 Fevr. Bulle d'Or, pour l'accommodement entre HENRI VI. Empereur, & RICHARD I. Roi d'Angleterre, son prisonnier, qui lui donne pour sa rançon cent mille marcs d'argent. Fait à la Diète d'Hagenau le 17. Février 1193. [GOLDAST. Tom. III. pag. 364. BARONIUS, Tom. XII. pag. 1075. num. 22.]

L'EMPI-
RE ET
L'ANGLE-
TERRE.

HENRICUS Dei gratia Romanorum Imperator & semper Augustus, dilectis sibi Archiepiscopis, Episcopis, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, & omnibus, ad quos præsens pagina pervenerit, in Anglia constitutis, salutem & bonam voluntatem.

Dignum judicavimus, & nostre Celsitudinis gloriosum, si universitatem vestram sollicitus inducamus ad ea modis omnibus, quibus poteris, agenda, que ad honorem charissimorum nostrorum Illustris Regis Richardi, Domini vestri, debeantur, ne devotionis vestre constantia, & meritum fidei circa ipsius sui obsequiis vivere videatur. Sane omnibus, quorum devotio prædicto Regi assensu sine qua existerit & pura, uberes referemus gratiarum adiones; ad universalitatis vestre notitiam devenire volentes, quod Imperatoria Sublimitas cum Regia ipsius Nobilitate in concordia & bona pace consistit. Unde quæcumque ipsi irogata fuerint contraria, pariter cum eo nobis parient molestiam & gravamen. Quare ad devotorem suorum & fidelium honorem & profectum, & turbationum suorum damnationem & terminum operam prestabimus semper efficacem, & quia corde & animo uniti sumus, iacta Regis vestri, specialiter nostra & Imperii nostri penitus reputabimus, & gravamina ejus nobis & Coronæ Imperiali illata censebimus, nec ea, Deo concedente, sine ultione, & eorum qui ea intulerint, gravi damno & destructione transibimus. Datum apud Hagenou decimo tertio Kalendas Martii.

Formulaire de l'Accord entre HENRI VI. Empereur & RICHARD I. Roi d'Angleterre.

In nomine Patris, & Filii, & Spiritus Sancti, Amen.

Hæc est forma Compositionis inter Dominum Imperatorem semper Augustum, & Dominum Richardum Illustrum Regem Angliæ. Dominus Imperator mittit Nuntios suos cum Nuntiis Domini Regis, qui Londonias ibunt, & ibi recipient centum millia marcharum puri argenti ad pondus Colonie. Que pecunia à Nuntiis Imperatoris accepta & ponderata sigillabitur in præsentia Nuntiorum ipsius, & in conductu Regis per Regni sui terminos ducetur: ita ut si eam in Regno suo perdi cõtingit, periculo Regis perdat. Postquam vero ad terminos Imperii venerit dicta pecunia,

per Nuntios Regis Nuntius Domini Imperatoris præsentabitur, qui eam illico ibi recipient, & si forte in partibus Imperii eam perdi cõtingit, periculo Imperatoris perdetur, & Rex in ea non tenebitur, nec obfides sui. Alia quoque quinquaginta millia marcharum argenti dabit Rex Imperatori & Duci Austriæ, & pro illis ponet obfides, scilicet Domino Imperatori pro triginta millibus marcharum sexaginta obfides: Duci vero Austriæ septem obfides pro viginti marcharum millibus. Solutis ergo centum millibus marcharum, & datis obfidibus Rex libere recedet. Si autem Dominus Rex solverit promissionem, quam Domino Imperatori de Henrico quondam Duce Saxonie fecerat, Imperator de quinquaginta millibus marcharum Regem liberum dimittens & absolutum, pro ipso Rege solvet Duci Austriæ viginti millia marcharum, & Rex non tenebitur dare Duci Austriæ septem obfides, nec Imperatori sexaginta. Cum igitur Rex prædictam promissionem de Henrico quondam Duce Saxonie impleverit, & centum millia marcharum solverit, libere recedet. Præterea Rex fecit jurare in animam suam, quod neptem suam, filiam Comitissæ Britannie tradet nuptui filio Ducis Austriæ infra septem menses, postquam liberatus fuerit; & in terram suam redierit, & eam transmittet usque ad introitum Imperii, si eam recipere voluerint; & si noluerint, erit absolutus. Item si promissio de Henrico quondam Duce Saxonie completa non fuerit, quinquaginta millia marcharum, quas residua sunt, solverit infra septem menses, postquam Dominus Rex in terram suam redierit. Cum autem Rex liberatus fuerit, & redire voluerit, Imperator dabit ei conductum per terram suam usque ad fines Imperii sui, & in portu illo, ubi mare intrabit, quam diu ibi stabit, donec prospero vento recedat. Præterea ea omnia, que tam in his, quam in aliis familiaribus litteris sigillatis sigillis Imperatoris & Regis, super contractibus, qui inter eos ordinati sunt, uterque pro parte sua rata & firma habebit, & bona fide observabit.

CCXIV.

Traité de Paix entre BAUDOUIN Comte de Flandre, & PIERRE Comte de Nevers, fait par l'entremise de PHILIPPE II. Roi de France en 1193. [PIERRE OUDERGUEST, Chroniques & Annales de Flandres. Chap. XCI. feuil. 171.]

SI comme que le Conte Pierre de Nevers, promist & jura donner audiet Philippe fils de Baudouyn, sa fille en mariage, & avec elle la Conté Cormodorense, avec toutes ses appartenances, ensemble ce que la Contesse de Saint Quintin possedoit, pour son douaire en la Conté de Nevers. Et s'il advenoit que ledit Philippe morust avant la consummation d'iceluy mariage, le mesme Conte Pierre promist comme dessus, donner sadite fille, & avec semblable port de mariage, a Henry frere maine dudit Philippe. D'autre costé le Conte Baudouyn s'oblige a donner a ladicte fille de Nevers, pour son douaire, la moitié de la Conté de Namur, reservez les villes de Namur & de Bonhines, luy accordant & consentant de prendre pour sa demeure tel lieu en la Conté de Namur, que luy plairoit choisir & choisir. Et outre ce, fut semblablement pourparlé, conclu & arresté, que ledit Conte Pierre de Nevers, seroit tenu & obligé prendre en mariage Madame Yolent fille dudit Baudouyn, lequel promist li luy donner avec ceste cents livres de terre sur Roulers & Deince, pour en jouir tantost le mariage consommé, & autres cinq cents livres a prendre & lever leur Bailleur & Orehies incontinent que ledit Philippe, ou en son default, le fust dicit Henry auroit espousé ladicte fille de Nevers. Et pour ce que Bailleur & Orehies, estoient lors avec grande partie d'autres terres en Flandre, sous le pover de la Roïne Mechault Dogiere de Flandre, pour assignation de son douaire, fut dict & accordé que ledit Conte Pierre, leveroit lesdites cinq cents livres, sur Thoroult & Harlebescque, durant la vie d'icelle Roïne Mechault. Si assigna ledit Conte Pierre, a ladicte Yolent pour son douaire, la juste moitié du revenu de la Conté de Nevers, luy accordant en propriété, la moitié de tous les acquets qu'ils seroyent ensemble, durant leur mariage. Lesquelles choses furent faictes & accordées en la présence de Philippe Roy de France, lequel promist faire cõfzairdre les parties, a l'entretènement dudit traité, au mois de May, de l'an mil cent quatre vings treize.

CCXV.

ANNO

1193.

ANNO
1195.

CCXV.

Dec. *Infrascriptum Pacis inter PHILIPPUM Augustum Regem Francorum, & RICHARDUM Regem Anglorum, sancte, inter Exoldunum & Charrociun, in Vigilia Sancti Nicolai anno 1195. [Tiré du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin, p. 13.]*

RICHARDUS Dei gratia Rex Angliæ &c. Nosse volumus quod hæc sunt conventiones pacis inter nos & Dominum nostrum Philippum, illustrem Regem Francorum, factæ in vigilia Sancti Nicolai inter Exoldunum & Charrociun, videlicet quod eadem, & hæredibus suis iure hereditario in perpetuum dimittimus & quitamus Gisorsum & Neelpham & Vulcastinum, Normannum, ita quod Stephanus de Longo campo debet habere Baudemont & terram suam, & tenebit eam de Rege Francorum.

De Hugone, de Gornaco ita erit, homagium eius remaneat Regi Franciæ ad vitam dicti Hugonis, nisi voluerit redire ad nos, & post mortem ejusdem Hugonis debet totum feodum de Normannia ad nos & hæredes nostros redire. Terra ejusdem Hugonis, quam habuit in Angliæ & in Normannia, debet dari Richardo de Verdone, pro exambio illo quod Rex Franciæ debet facere eidem Richardo pro Castello Vernonis, scilicet de octingentis libris Parisiensibus de redditibus, ita quod si præfata terra Hugonis tantum non valeret per annum, Rex Franciæ in terra sua perficeret residuum; Richardus autem & ejus filius Regi Franciæ & hæredibus suis Vernonem cum Castellania sua in perpetuum quitaverunt de mandato & assensu nostro, & quitationem juraverunt. Præterea quitationem illam quam Comes Leycestrie Domino nostro Philippo Regi Franciæ fecit de Castello Paciæ, tam in feodo quam Dominio in Castellania sua & pertinentiis suis, ratam habemus & firmam.

Præterea quitamus Regi Franciæ, & hæredibus suis in perpetuum iure hereditario, novum Mercatum, Vernonem, Gallionem, Paciæcum, Ebroicū Noneneurū cum Castellaniis eorum.

Et sciendum quod meta ponetur in forestaliū Gallion, & forestaliū Vallis Rodolli, in media Villa, & ex illa meta sicut se portabit usque in Sequanam & ex alia parte usque in Euria, ita quod erit ex parte Gallion, erit Regis Franciæ, & id quod erit ex parte Vallis Rodolli, erit nostrum.

Quitamus etiam eidem Regi Philippo & hæredibus suis in perpetuum Alvernam feodum & Dominium, & quod habemus ibi & quod nos habituros expectabamus.

Præterea si Comes Leycestrie, aut Richardus de Vernone, aut filius suus, aut aliquis ex hominibus nostris, occasione feodi & Domini quæ nos per hanc pacem eidem Regi dimittimus ipsi aut suis aliquod malum faceret, nos mitteremus in manus ejusdem Regi Philippi terras eorum & salvos cum tenere faceremus usque dum damna ipsi & suis restituta essent, vel nos de nostro eidem Regi & suis restitueremus, & illos de terra nostra fugeremus.

Ut autem firma pax fit inter nos & Dominum nostrum Regem Francorum, dimittit & quitat nobis, hæredibus nostris in perpetuum idem Rex Francorum, Exoldunum, Craissum, & feodum de la Chastre & de Sancto Chartier, & de Castellero, sicut Andreas de Calviniaco tenebat de Rege Francorum, & feodum Castellani Melantis sicut Odo de Dolis cum de Rege Francorum tenebat, & Sellatum cum pertinentiis, eo excepto, de quo Comes Sancti Egidii & sui, aut Vicecomes Turania & sui in vigilia Beati Michaelis erant tenentes. Si Rex Francorum vellet firmare in Villa nova super Cherum firmare poterit: Nobis autem remaneant Comitatus Augi, cum omnibus pertinentiis suis, sicut Comes Augi, & sui homines habuerunt, Comitatus de Albamaria, cum pertinentiis suis, Arche & Driencourt, cum pertinentiis suis; Terræ verò militum de terra Hugonis de Gornajo qui venerunt ad nos, reddentur illis, ita quod de terris illis facient homagium & servitium Hugoni de Gornajo, salva fidelitate quam ipsi nobis debent. Dimittit etiam nobis Rex Francorum, & officium de . . . & totam aliam terram nostram, & hominum nostrorum quam amissimus postquam capti fuimus in Alemania, exceptis prædictis terris quæ remaneant Regi Francorum & hæredibus suis in perpetuum, sicut dictum est; in uno & eodem pacto juramus nos, & Sancti Egidii quod nos

tenebimus totam terram, quam tenebamus in vigilia Sancti Nicolai, & faciemus, & inforciamus in terra nostra quam tunc tenebamus sicut voluerimus tanquam de nostra & Comes Sancti Egidii, similiter de sua quam tunc tenebat. Et si Comes Sancti Egidii nollet esse in pace, Dominus noster Rex Franciæ non erit in auxilium contra nos, & nos omnia mala quæ possemus facere faceremus, & de incendio & de everione, & si nos vellemus tenere firmum id quod nos cepissemus quando Comes Sancti Egidii vellet esse in pace, non redderemus ei totam terram quam vigilia Sancti Michaelis acquisivissemus, tot similiter erit de Comite Sancti Egidii, etiam Comes Sancti Egidii noluerit esse in pace hac, nos neque malum, neque guerram faciemus eidem Comiti quandiu idem Comes voluerit rectum facere per Regem Franciæ.

Comes Petragora habebit terram suam sicut habebat quando recessit à nobis, & similiter Vicecomes Brocia, Comes Engoblenensis rehaebit terram suam & homines suos & ipsi tres facient nobis homagium & servitium, sicut prius. Vicecomes Turania tenebit de Rege Francorum id quod debet, & de nobis id quod de Fortunato de Gordeo, sic erit quod si poterimus probare per sacramenta viginti vel triginta legitimorum hominum quod duo Castella, scilicet de Peride tenuissemus per unum annum & unum diem & amplius, & nos ea prædicto Fortunato tradidissemus, si nos ea habere voluerimus, Dominus noster Rex Franciæ inde se non intromittet de domo Castellani novi Turonensis edificanda, faciemus ad consilium Archiepiscopi Rhenensis, & Groconis de Molloto.

De Andeliaco sic erit, quod nec Dominus noster Rex Franciæ nec nos in eo clamamus feodum five Dominium, etiam contigerit quod Archiepiscopus Rothomagensis in terram Regis Franciæ aut suorum sententiam interdicti vel excommunicationis misisset, Dominus Rex Franciæ poterit assignare ad Andeliacum & ad ea quæ Archiepiscopus habet ibi, & ad ejus pertinentias, usque quo duo Diaconi vel Presbyteri quos Rex Franciæ per sacramentum suum bona fide ad hoc elegerit, & duo Diaconi five Presbyteri, quos nos per sacramentum nostrum bona fide ad hoc elegerimus, decreverint utrum interdictum vel excommunicatio iustè latum fuerit, vel injustè; Si decreverint quod iustè, Rex Francorum prædicto Archiepiscopo reddet Andeliacum, & ea quæ interim exinde levaverunt, & ad verbum Dictatorum faciet emendari; Si verò decreverint quod injustè posuit fuerit, ea quæ Rex Franciæ de Andeliaco & de pertinentiis ejus levaverit in perditio erunt Archiepiscopo, & Archiepiscopus interdictum & excommunicationem solvet. Similiter erit de nobis. Si aliquis prædictorum Dictatorum moreretur hinc vel inde per sacramentum nostrum alter loco mortui similiter supponetur. Quando Archiepiscopus mori contigerit, reditus de Andeliaco, & de pertinentiis erunt in manu Capituli Beate Mariæ Rothomagensis, donec alius succedat Archiepiscopus; nec nos aliquod malum faciemus prædictis Dictatoribus propter arbitrium ipsorum. Andeliacum non poterit infortiari; nos Domino Regi Franciæ faciemus quitari omnia illa quæ cepit de rebus Ecclesiarum terræ nostræ quæ sunt in terra sua, & idem Rex Francorum similiter de nobis, neque nos, neque Rex Francorum de cætero propter aliquam guerram quæ evenire possit aliquid capiemus, vel supercapiemus de rebus Ecclesiarum alter de terra alterius, & in ea libertate erunt Ecclesiæ hinc inde in qua erant ante guerram, à modo non intromittimus nos de hominibus Regni Franciæ, neque de feodis quæ ad eum pertinent, neque ipsæ de nostris, salvis tamen Regi Franciæ servitiis quæ ipsi debemus de feodis quæ ab ipso tenemus, sicut feoda apportant, neque nos recipimus à modo homines ligios Regis Franciæ contra ipsum quandiu vixerit. His omnibus peractis Comes Leycestrie, & omnes prisiones & hostagii prisonarum, prout divisum est, hinc inde liberabuntur. Nos juravimus bona fide quod nos hæc tenebimus, & Rex Franciæ similiter.

Que omnia supradicta ut firma & stabilia maneant sigillo nostro confirmamus. Actum inter Gailion & vallem Rodolli anno Domini millesimo, centesimo, nonagesimo quinto.

CCXVI.

Cessio sive Abdicatio Vernonis & Longavillæ in beneficium PHILIPPI Pulchri Francorum Regis, scilicet in vim Transatus habiti inter Reges Francos & Anglos 1195. [Tiré du LV. Volume des

ANNO
1195.

ANNO
1195.

des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin, p. 25.]

Ego Richardus de Vernone Pater, & Richardus de Vernone filius meus, notum facimus universis presentibus & futuris quod nos commutavimus Domino nostro Philippo Francorum Regi & heredibus suis in perpetuum, & abdicavimus, de mandato Domini Richardi Regis Angliæ, Vernonem cum Castellania & omnibus pertinentiis ipsius & quæcunque in eis habebamus, tam feudum, quam Dominium; Dominus autem Rex Francorum pro escambio isto mihi Richardo filio & heredibus suis in feudum & homagium ligium, per servitium quinque militum ad usus & consuetudines Francorum pro octoginta libris Parisiensibus hæc quæ inferius sunt designata & nominata. Videlicet:

Montem-meliani,
Plaisiacum,
Governey,
Et
Roberval.

Et quidquid in eis habebat, & hospites suos quos habebat apud Loupas, & avenam suam quam ibidem habebat. & quindecim libras, & quindecim solidos, apud Pontificariam in prepositum sua reddens mihi singulis annis in festo Sancti Remigii, & de presenti me in suum hominem ligium recipit. Ego autem reddam buticulario singulis annis pro Monte-meliani decem & septem libras Parisienses, & de Amiers reddam Beate Marie de Campis viginti solidos, & Sancto Germano de Laya duos modios & dimidium bladi, & duos modios & dimidium avenæ, & Adæ de Insula unum sextarium avenæ, & servitiis Villæ quinque sextaria bladi. Quæ ut in perpetuum robur obtineant, sigillis nostris confirmavimus.

Actum Parisius anno Domini millesimo centesimo nonagesimo quinto.

CCXVII.

Cessio sive Abdicatio Castellii Paciæ cum tota Castellania, in beneficium PHILIPPI Pulchri Francorum Regis per ROBERTUM Comitem Leycestrie, vigore & executione Pacis inter præfatum PHILIPPUM & RICHARDUM Anglorum Regem sancitæ; Ann. 1195. [Tiré du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin, pag. 29. 31. & 33.]

Ego Robertus Comes Leycestrie notum facio universis ad quos præsens Scriptum pervenerit quod ego feci pacem cum Domino Rege Francorum Philippo, & per pacem illam ei & heredibus suis in perpetuum quittavi pro me, & omnibus de parentela mea Castellum Paciæ, cum tota Castellania tam in feodo, quam in Dominio, & cum omnibus suis pertinentiis, & hanc quittance juravi etiam & obfides dedi de duobus millibus marchis argenti ad pondus Precentis occasione feodi & Domini, quod eidem Regi Francorum, neque terræ suæ, hereditusve ejus quæram, aut malum faciam, & quod nunquam de cætero Domino Regi Francorum guerram movebo, neque ipsum aut suos inquietabo, nisi in guerra publica inter ipsum & Regem Angliæ. Quod ut perpetuum robur obtineat, præsens Scriptum sigillo meo confirmo. Actum anno Incarnationis Dominicæ millesimo centesimo nonagesimo quinto.

Preces ipsius ROBERTI Comitis quibus Domino suo RICHARDO Angliæ Regi Cessio sive Abdicatio Castellii Paciæ notificatur.

EXCELLENTISSIMO Domino suo Richardo Dei Gratia illustrissimo Regi Angliæ, & Duci Normaniæ & Aquitaniæ, Comiti Andegavensi & Robertus Comes Leycestrie suus per omnia fidelis, & devotus salutem, cum debita devotione peractum obsequium serenitatis vestræ devotioni Preces quanto possum affectu porrigo, & quittance illam quam Domino Philippo Regi Francorum in perpetuum confirmari & Pacem quam cum eo feci. Actum anno Domini millesimo centesimo nonagesimo quinto.

Consensus SIMONIS Domini Montisforti, in eadem Cessione, quantum ad ipsum pertinet.

ANNO
1195.

Ego Simon Dominus Montisforti, notum facio universis presentibus, quod Robertus Comes Leycestrie, avunculus meus, cum Domino Rege Francorum Philippo pacem fecit, & per pacem illam ipsi & heredibus suis quitavit & abjuravit Castellum Paciæ, cum tota Castellania, tam in feodo, quam in Dominio, & cum omnibus suis pertinentiis.

Ego vero, quantum ad me pertinet, id ipsum quitavi, & quittance juramento juravi, quod ut ratum sit sigillo meo confirmo. Actum anno ab Incarnatione Domini millesimo centesimo nonagesimo quinto. ●

CCXVIII.

Fœdus & Conventio inter RICARDUM Angliæ Regem, & BALDEWINUM Comitem Flandriæ inita; Quæ invicem promittunt, quod neuter sine alterius consensu pacem cum Rege Francorum initurus sit; Et in casu quò, pace inter eos & dictum Francorum Regem factâ, alteruter ab eo guerraretur, ad mutuum auxilium se obligant. Actum ante Insulam Andelei. [Imagines Historiarum, Auctore RADULFO DE DICETO; inter Anglicanæ Historiæ Scriptores X. à ROGERO TWISDEN editos, col. 697.]

NOTUM sit universis hoc Scriptum visuris, quod hoc est fœdus & conventio inter Ricardum Regem Angliæ & Baldwinum Comitem Flandriæ & Hamoniæ consanguineum suum. Quod idem Rex Angliæ pacem aut treugas cum Rege Francorum non faciet, nec facere poterit absque voluntate & assensu ejusdem Comitatus. Nec idem Comes faciet aut facere poterit pacem aut treugam cum Rege Francorum absque voluntate & assensu prædicti Regis Anglorum. Et si forte de voluntate & assensu uniusque Pax aut Concordia fieret inter Regem Francorum & eos, & Rex Francorum postmodum alterutrum guerraret, teneantur prædicti Rex Anglorum & Comes ad mutuum subsidium & auxilium sibi invicem conferendum prout melius poterunt, & sicut fecerunt tempore quo fœdus illud inter eos contractum est. Et sciendum est quod hoc fœdus & conventio non solummodo duratura est tempore guerre, sed in perpetuum inter eos & heredes eorum qui terras ipsorum tenebant post eos, five pax fuerit live guerra. Ita quod si Rex Angliæ hoc fœdus & hanc conventionem non observaverit, illi qui juraverunt hoc fœdus & hanc conventionem tenendam pro Rege Angliæ mittent se in captivum præfati Comitatus infra mensem postquam id bona fide scierint, non expectata submonitione dicti Comitatus. Similiter si dictus Comes hoc fœdus & hanc conventionem non observaverit, illi qui juraverunt hoc fœdus & hanc conventionem tenendam pro ipso Comite, mittent se in captivum dicti Regis Angliæ, infra mensem postquam id bona fide scierint, non expectata submonitione dicti Regis Angliæ. Hoc juravit pro ipso Rege bona fide tenendum Joannes Comes Moritonii frater ipsius Regis & in animam ejusdem Regis, & pro se ipso juravit idem Comes in animam suam: & Comes Flandriæ Baldevinus juravit propria manu hoc fœdus & hanc conventionem tenendam bona fide. Hinc inde multi testes sunt quos enumerare longum est. Acta sunt hæc apud Insulam Andelei.

CCXIX.

Traité par lequel l'Empereur HENRI VI. confirme BAUDOUIN Evêque d'Utrecht dans la possession du Comté de Velau, & BAUDOUIN le cède à HENRI Duc de Lorraine & de Brabant. Fait le 6. de Mars. 1196. [AUB. LE MIR, Diplomat. Belgic. Lib. II. Cap. LVII. pag. 346. & DYNTER, Chroniques de Brabant, Lib. IV. feuil. 143. avec peu de différence, si ce n'est à quelques Noms propres près.]

In nomine Sanctæ & individue Trinitatis.

HENRICUS VI. divina favente clementia Romanorum Imperator semper Augustus, & Rex Siciliae.

Impe.

ANNO Imperatoris Majestatis nostræ debitum postulat & requirit officium, ut ea quæ inter fideles & Principes Imperii, causam & fontem dant discordiæ, lima correctionis & diligentie enervantes, ad firmam pacis concordiam vigilantis studio ipsos fatigamus reducere.

Quapropter notum facimus universis Imperii nostri fideibus, presentibus & futuris, quod nos quæstionem illam, quæ jam diu vertebatur inter dilectos consanguineos nostros BALDWINUM Trajectensem Episcopum, & HENRICUM Ducem Lotharingiæ, super Comitatu VELVÆ (in eo videlicet, quod ipse Episcopus Comitatum illum de concessione Imperatoris sibi & Ecclesiæ Trajectensi assererat pertinere, & è contrario Dux Lotharingiæ dicebat, quod ipsum Comitatum de manu nostra teneret in fide & feudo) ad hunc finem deduximus, quod ipse Dux injuriam suam recognoscens, omne jus quod in Comitatu illo videbatur habere, in manus nostras libere resignavit.

Nos itaque prædictum Comitatum cum omnibus suis pertinentiis, Imperiali elementa, prædictæ Ecclesiæ Trajectensi, & dilecto consanguineo nostro BALDWINO in perpetuum confirmamus. Ipse vero Episcopus eundem Comitatum, cum omnibus pertinentiis suis, & omni iure, prædicto consanguineo nostro HENRICO Duci Lotharingiæ in præsentia nostra benigne concessit, sub eo tenore, ut idem Comitatus ad ejus heredem illum suum vel filium libere transiret & integrè.

Statutimus igitur & Imperiali Edicto sancimus, ut nulla omnino persona in posterum hanc nostram ordinationem & confirmationem aliquatenus infringere audeat vel turbare. Quod si quis attentaverit, centum libras auri pro pena compenset, dimidium Cameræ nostræ, reliquum passis injuriarum. Ad cuius rei certam in perpetuum evidentiam, præsentem paginam inde conscribi iussimus, & Majestatis nostræ sigillo aureo communiti. Hujus rei testes sunt,

Ludolphus Magdeburgensis Archiepiscopus,
Hartwicus Brementis Archiepiscopus,
Hartmannus Langravius Thuringiæ,
Otto Comes de Bentheim,
Comes Lambertus de Erfordia,
Wenardus Burggravius de Magdenburg,
Comes Albertus de Wingerode,
Robertus Ducode.
Anno de Mintenberg,
Marcardus Dapifer,
Deshardus de Dittenberg,
Henricus Camerarius de Gron.
Henricus Pincerna de Lutra,
Gerardus de Grimberg,
Arnoldus de Wesemalc, & alii plures.

Signum Domini Henrici VI. Romanorum Imperatoris & Regis Siciliæ. Ego CONRADUS Hildensemensis Electus, Imperialis Aula Cancellarius, recognovi.

Acta sunt hæc anno Dominicæ Incarnationis M.C.XCVII. Indictione XIV. regnante Domino Henrico VI. Romanorum Imperatore gloriosissimo, anno Regni ejus 26. Imperii vero 6. & Regni Siciliæ 2. Datum apud Sulehusen, 2. Nonas Martii. Item iste Comitatus Velvæ postea datus fuit in feudum Duci Gueldriæ, per Ducem Brabantie.

CCXX.

1197. *Forma Pacis & Concordiæ inter Regem Angliæ RICHARDUM I. & ECCLESIAM atque ARCHIEPISCOPUM Rothomagensem, quæ, permutato à dilecto Archiepiscopo Manerio de Andelo cum aliis à Rege in Escambium datis Locis, omne similitates componuntur. Factum apud Rothomagum anno 1197. [MATTH. PARIS, Historia major, pag. 190.]*

RICHARDUS Dei gratia Rex Angliæ, &c. Cum Sacrosancta Ecclesia Sponsa sit Regis æterni, & unica ipsius dilecta, per quem Reges regnant & Principes gubernacula possident, tanto ampliorem ei volumus devotionem & reverentiam exhibere, quanto citius non Regiam tantum, sed omnem à Domino Deo esse credimus potestatem. Unde sicut venerabilis Ecclesia Rothomagensis, quæ inter universas terrarum nostrarum plurima celebritate dignoscitur eminere, sic nos ejusdem Matris nostræ commodis & augmentis digna compensatione dignè duximus respondere. Sanè Villa

TOM. I.

de Andeli & quibusdam aliis adjacentibus locis, quæ erant Rothomagensis Ecclesiæ minus sufficienter firmata, inimicis nostris in terram nostram Normanniæ per eadem loca patebat ingressus; per quæ incendii & rapinis, nec non & aliis hostilitatibus sevit in eandem terram nonnunquam licentius grassabantur. Quocirca venerabili Patri nostro W. Archiepiscopo & Capitulo Rothomagensi, debitum habentibus ad nostra & prædictæ terræ nostræ damna respectum; facta est permutatio inter Ecclesiam Rothomagensem & Archiepiscopum W. ex una parte; & nos ex altera, de Manerio de Andeli in hac forma. Quod videlicet, idem Archiepiscopus de conscientia & voluntate Domini Papæ Cælestini tertii, & de assensu Capituli Rothomagensis Ecclesiæ, concessit, & in perpetuum quietum clamavit, nobis & hæredibus nostris, prædictum Manerium de Andeli; cum novo Castello de Rupo, & cum Foresta, & cum omnibus aliis pertinentiis & libertatibus suis, exceptis Ecclesiis & Præbendis militum, & excepto Manerio de Praxais cum pertinentiis suis. Quæ omnia idem Archiepiscopus Ecclesiæ Rothomagensi & suis successoribus retinuit cum omnibus libertatibus & liberis consuetudinibus suis; & cum omni integritate sua in perpetuum. In Escambium autem Manerii prædicti de Andeli cum pertinentiis, concessimus & in perpetuum quietam clamavimus, Ecclesiæ Rothomagensi & prædicto Archiepiscopo & successoribus suis, omnia Molendina, quæ nos habuimus apud Rothomagum, quando hæc continuatio facta est, integrè cum omni sequela & molitura sua, sine aliquo retinamento eorum quæ ad Molendinum pertinent, vel ad molituram; & cum omnibus libertatibus & liberis consuetudinibus, quas solent & debent habere. Nec alicui licebit ibidem Molendinum facere ad detrimentum Molendinorum prædictorum. Concessimus eis insuper Villam de Diepe, & Villam de Butelles, cum omnibus pertinentiis & libertatibus; cum Manerio de Loures, & Foresta de Hallermunt, cum feris & omnibus aliis pertinentiis & libertatibus suis. Hæc autem omnia in Escambium habebunt prædicti Manerii de Andeli Ecclesiæ Rothomagensis & Archiepiscopus prædictus & successores sui in perpetuum. Factum est autem hoc Escambium apud Rothomagum, anno gratiæ Millesimo centesimo nonagesimo septimo & anno Regni nostri octavo.

CCXXI.

Tratté entre Henri Duc de Lorraine, & Louis Comte de Lon au sujet de la terre de Mussaf. Fait en l'année 1197. [CHRISTOPHE BUTKENS dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 49.]

In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis.

NOTUM sit Universis tam presentibus quam futuris, quod Ego HENRICUS DUX LOTHARINGIÆ & Marchio, & Ego LUDUICUS Comes de Lon, super terram de Mussaf & suis attinentiis, talem compositionem inivimus, quod si Comes de Dasbore absque corporis sui herede decesserit, terra illa ad nos & heredes nostros equaliter divertetur, ita quod ego HENRICUS Dux medietatem illius terræ tamquam hæres legitimus habeo, reliquam medietatem Luduicus Comes de Lon à me in feodum tenebit; quod si alter nostrum ad obtinendam prædictam terram aliquas expensas fecerit, communi consilio hominum nostrorum majorem partem illius expensæ ego HENRICUS Dux solvam, Luduicus Comes de Lon minorem: Si autem pro terra illa aliquis per guerram nos infestaverit, uterque nostrum, pro posse suo, ad obtinendam terram prædictam totis viribus resistet. Ut autem hoc ratum & inconvulsam permaneat, hæc paginam testimonialium sigillorum nostrorum impressione, & testium idoneorum subscriptione, manu ac roborare curavimus. Hujus facti testes sunt MATHEILIS DUCISSA, Godefridus Castellanus Bruzellenis, Arnoldus de Wesemalc, Alardus Rapa, Osso de Borne, Raso de Curen, Theodericus frater Comitis de Lon, Walters de Milne. Acta sunt hæc anno Dominicæ Incarnationis M.C.XCVII. HENRICUS Dux iter versus Jerusalem arripiente.

Q

CCXXII.

ANNO

1197.

CCXXII.

LORRAINE
ET
GUEL-
DRE.

(1) *Traité de Paix entre HENRI Duc de Lorraine & le Duc de GUELDRÉ.* [CHRISTOPHE BUTKENS dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 49.]

In nomine S. Trinitatis.

HENRICUS Dei gratia Dux Lotharingie Notum esse volumus tam futuris quam presentibus, quod hac forma pacis & concordie inter nos & Comitum Gelriae est stabilita. Ut plenam postmodum de Comitatu fiduciam habeamus, praestito Sacramento firmavit, quod in omnibus, & contra omnem hominem, excepto Imperio, auxilio & consilio fideliter nobis assistet, & super hoc Comitum Luduicum de Lon, & Willelmum Comitum Juliacensem obides dedit nobis; quos versa vice obides ipsi dedimus. Praeterea homines sui tam liberi quam ministeriales, quorum nomina subscripta sunt, Comes de Kessle, Comes de Dalen, Ludolfus de Steirvorde, Henricus de Burkelo, Willelmus de Brancbors, Engelbertus de Horne, Lambertus de Monte, Suerus de Wische, Giselbertus & Rugerus de Bremet, Gerb de Lo, Henricus & Theodoricus de Batenburg, Walterus Spirink, Joannus de Gakenre, Ricolt de Huch, Gerardus de Lon, Henricus de Hori-vaelde, Gerardus de Strale, Godefridus Gansfert & Renorus frater epus, Sibiatus Suerus, Alardus de Drile, Tido Kallart Castellanus de Sultichon, Cristianus de Arnhem, Gofinus de Berenrath, Pelegrius de Sutvene, Helmevius Sillege, Renarus de Tegel, Theodoricus de Wighene, Theodoricus de Milne, Bordinus de Alena, jurerunt quod si Comes sacramentum suum violaverit, & in auxilium nostrum debito modo non venerit, omnibus bonis que tenet ab eo in feodo, in guerra nostra nobis servient, nullum Comitum servitium exhibentes, donec omnia nobis plenarie emendaverit. Insuper cautum est sacramentum Comitum quod omnes mercatores terrae nostrae, apud Arnhem ab omni theloneo liberi erunt, ita tamen quod bona mercatorum alterius terrae non deducunt: & si super hoc accusati fuerint, bona ad homines nostros tantum pertinere, praestito juramento, demonstrabunt, & sic libere recedent; thelonarius tamen Comitum propter interpositam conditionem, nullam querere debet malignandi occasionem, adversus mercatores nostros. Adidem est etiam quod Burgenses de novo Oppido super silvam juxta Orten, per totam terram Comitum Gelriae liberi erunt ab omni theloneo; Burgenses vero de Tile stabunt eodem jure apud Sulchem & Drile, quo tempore Frederici Imperatoris & Henrici Comitum Gelriae fuerunt. Universum Allodium quod habebat in Osterbeke cum monte nobis contulit, & in feodum recepit. Si vero Officiales nostri & Comitum Gelriae super aliquo facto dissenserint & ad invicem concordare non poterint, totum negotium nostro examini & Comitum referretur. Item conditum est, quod de hominibus nostris qui Oppidum quod Bommele vocatur intraverint vel intrabunt, precarias & tria in anno placita Advocati & servitium debitum habebimus, nisi Comitum pro suo servitio hoc remittamus. Nos vero, ut Comes Gelriae omnimodum haberet fiduciam; ex habundanti sacramentum praestitimus, quod in omni guerra quam causa nostra assumeret, contra omnem hominem fideliter ei assisteremus; nec unquam treugas vel compositionem sine pacem ab eius consilio & consensu faciemus: quod si Comes propria voluntate alicui guerram moverit, vel aliquis eum impetierit, quamdiu iudicio & nostro consilio stare voluerit, omnibus modis eum juvabimus. Homines vero Comitum inferius Golam manentes, ab omni telonio apud Tile liberi erunt. Conditum est etiam inter nos, ut si praesentia nostra non habebat in terra, nihilominus homines nostri & Comitum munus sibi assint. Et ut haec rata & firma habeantur, tam liberi quam ministeriales nostri, quorum nomina subscripta sunt, juramento confirmaverunt: Willelmus frater noster, Henricus de Cuyck, Walterus de Griaberg, Godefridus de Scote, Arnoldus de Dieft, Jacobus de Cihon, Giselbertus de Tilborch, Bordinus de Alena, Gerardus de Jacta, Henricus de Alcha, Leonhardus de A. Daniel & Arnoldus de Graynham, Walterus de Bierons, Jacobus de Smaersse, Castellanus de

(1) Ce Traité est sans date; mais il paraît qu'il soit à peu près de ce temps-ci, puis que le pape eut ratifié cela peu de temps avant que Henri Duc de Lorraine fit le voyage de la Terre Sainte. Le nom du Duc de Gueldre n'est pas marqué non plus, mais c'est apparemment Christ. qui gouvernait alors cette Province.

Bruxella, Arnoldus & Willelmus de Walheim, Arnoldus de Wicnede, Arnoldus de Rochelaar, Willelmus Valsper, Walterus Alf, Gerardus & Henricus de Eldenbergh, Henricus de Bauserhem. Haec omnia ad majorem cautelam, sigilli nostri & Comitum impressione communi fecimus.

CCXXIII.

(1) *Traité de Paix entre le Duc de LORRAINE & le Comte de GUELDRÉ.* [CHRISTOPHE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 50.]

LORRAINE
ET GUEL-
DRE.

Hæc est forma Compositionis inter Ducem Lotharingie & Comitum Gelriae. Homines enim Comitum Gelriae apud Herwardæ abstulerunt hominibus Ducis, ad estimationem viginti & septem marcarum; hæc bona perfolventur proxima Dominica post Invocationem, ad estimationem veram hominum Comitum monitorum sub fidelitate qua tenentur Comitum. Homines autem erunt Brufene de Driele, Ricoldus de Ofse, Joannes de Gorkforde. Item Comes promittit quod mercatoribus Ducis restituit, quicquid ab eis apud Arhem accepit postquam Compositio inter Ducem & Comitum facta fuit apud Orten, tali modo; Dominus Dux homines suos quos vult, destinabit cum mercatoribus Ducis qui domi fuerint apud Arhem lesare Jerusalem; Comes vero Geldria occurret, & cognita veritate & bona ipsorum mercatorum, Comes damna ipsorum perfolvet. Si autem Comitum visum fuerit mercatores excedere veritatem, quantum minus juraverit, secundum juramentum suum factum, proxima feria secunda post octavas Paschae, coram Duce solvet mercatoribus. Item contentio est inter Ducem & Comitum de hominibus S. Michaelis, quos tactis reliquis si eos habere vult Comes observabit. Item Dux habebit libere homines S. Lamberti ubicunque fuerint inventi, & ipsum erit Advocatus, eo jure & integritate qua Dominus Godefridus de Helmont eos cum viveret tenebat. Item recipiet Comes Geldria tale telonium apud Driele, de mercatoribus & gregibus armentorum & pecudum, quale de jure ante quadraginta annos ibidem recipiebatur; & hoc ad veridicam relationem Brufeni de Drile & Walteri Sac. Item Comes perfolvet in octavis Paschae Duci centum triginta & octo marcas, vel ampliori vel alio termino quam poterit obtinere à Duce; & super hoc ipsum Comes faciet securum. Item Comes fecit Duci Legationem fideles, & promittit tactis reliquis ipsi contra omnem hominem se fore servitum; homines vero Comitum bona fide promittunt, quod Comitum nunquam fideliter servient, si Comes in praedictis excesserit, quousque Duci satisfecerit. Ad hæc statutum est, quod Dux obides Comitum ab biennium usque tenebit, nisi Comes vel servitio suo, seu precibus eos possit liberare; vel si dederit securitatem pro uno vel pro duobus seu pro pluribus, pro quo vel pro quibus cum securitas facta fuerit, restitutum fiat. Hæc forma Compositionis inter Episcopum Trajectensem & Comitum Gelriae. Comes etiam bona & sincera fecit promitti, quod Willelmum generum suum monebit & ad hoc inducet, quod cessabit ab injuria quam inferit Episcopo Trajectensi in monte Quenre & in aliis bonis Episcopis; & si ad hoc eum inducere non potest, à proxima Dominica post festum Agnetis; usque ad tres septimanas, Dominus Episcopus Comitum Geldria diem quem voluerit praefiget, quem Comes sine dolo & protractione observabit, quicquid sententia Parium suorum dictaverit, id idem constanter tenebit. Item Comes Gelriae apud Zurfaniam diu monetam sub forma & in pondere Davenportensis vel Trajectensis monetæ non faciet. Item Albertus nominabit quatuor ex hominibus Comitum, & Comes eos monebit sub ea fidelitate qua ei tenentur, & si Albertus rejecit est injuste à bonorum suorum possessione, de quibus nuper Comes eum proscripterat, erga eum impetentes, Comes ei sententiam faciet quicunque illi fuerint: si autem iuste inventum ejetus, Comes nihilominus iustus ei iudex erit in sua querimonia. Item promissum est quod Episcopus & Comes Gelriae proxima Dominica post festum B. Virginis in convenient, & uterque eorum octo de suis hominibus eligent, & quicquid illi tactis Evangelii fuerint arbitrati, tam de moneta, si Comes eam debeat, & si eam debet habere sub quo & in quo loco, & praeterea de omnibus distantis, quo inter Episcopum & Comitum sunt, ipsorum fidei cum stabunt arbitrio.

(1) Ce Traité n'a pas de date non plus que le précédent. Il a aussi été fait environ dans le même temps.

ANNO arbitrio. Item Comes juravit quod Archiepiscopo Coloniensi, Episcopo Traiectensi & Duci Lotharingie, super controversia que de Regno agitur in presenti, fidei super afflisset & pro viribus & pro posse suo, nominatim pro Ottone Rege, &c.

197.

CCXXIV.

198. Resignatio HEINRICI Comitis Palatini Rheni de Advocatia Ecclesie & Civitatis Treverensis, cum omnibus Appendiciis tam feudatis quam non feudatis, per ipsam JOANNI Archiepiscopo Treverensi cessa & renuntiata; & quidem hoc pacto ut sub nullo pretextu unquam dictam Advocatiam repetere possit. Anno 1198. [MARQUARDI FRÉHRI Origines Palatinæ. Part. I. pag. 107.]

NOTUM sit tam presentibus quam futuris, quod Henricus Palatinus Comes Rheni, qui filium predecessoris sui Conradi Palatini Comitis legitime duxerat, resignavit Beato Petro, & venerabili Treverorum Archiepiscopo JOHANNI, die Pasche in Curia Episcopali apud Treverim. Advocatiam ejusdem Civitatis, cum omnibus appendiciis tam feudatis quam non feudatis, nec non omnia annuaria servitia, que predecessores sui supradictus habuit in Villis Archiepiscopii sitis in Pago qui Trehere, aliis Recherche dicitur, & in omnibus Villis Archiepiscopii sitis supra Mosellam, sub tali forma: Quod idem Palatinus juravit super clavum Domini, & super omnes reliquias in eadem capside contentas, quod nec ipse nec aliquis heredum suorum eandem Advocatiam & predicta feoda unquam repeteret. Archiepiscopus quoque sub pena excommunicationis inhibuit, quod nec ipse nec aliquis successorum suorum, predictam Advocatiam & eadem feoda in posterum alicui hominum infeodaret, nisi indignationem Dei omnipotentis & sententiam excommunicationis incurreret. Hujus rei testes sunt, qui etiam eodem tempore presentes aderant, Gerhardus Abbas Prumensis, Rudolphus major Prepositus, Wilhelmus major Decanus, & omnes Archidiaconi, nec non quatuor Abbates.

Acta anno Dominice Incarnationis MCXCVIII.

Ejusdem RESIGNATIONIS aliud Exemplum, sub Dato diverso, & cum variis differentiis. [LUDWIGS Teutschen Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. II. Abtheil. IV. Abtatz I. pag. 122.]

NOTUM sit tam presentibus, quam futuris, quod Henricus, Palatinus Comes Rheni, qui filium predecessoris sui Conradi, Palatini Comitis, legitime duxerat, resignavit B. Petro & venerabili Treverorum Archiepiscopo JOHANNI, die Pasche in Curia Episcopali apud Treverim. Advocatiam ejusdem cum omnibus appendiciis, tam feudatis, quam non feudatis, nec non omnia annuaria servitia, que predecessores sui supradictus habuit in Villis Archiepiscopii sitis in Pago, qui Trehere dicitur, in omnibus Villis aliis Archiepiscopii sitis supra Mosellam; sub tali forma, quam idem Comes Palatinus juravit super clavum Domini, & super omnes reliquias in eadem Caspide contentas, quod nec ipse, nec aliquis heredum suorum eandem Advocatiam & predicta feoda nunquam repeteret. Archiepiscopus quoque sub pena excommunicationis inhibuit, quod nec ipse, nec aliquis successorum suorum predictam Advocatiam & eadem feoda imponeret alicui hominum infeodaret, nisi indignationem Dei Omnipotentis, & sententiam excommunicationis incurrere vellet. Acta sunt hæc anno Dominice Incarnationis Treveris MCXCVII.

Testes sunt: Gerhardus, Abbas Prumensis. Rudolphus, major Prepositus, Wilhelmus, major Decanus, & omnes Archidiaconi, nec non 4. Civitatis Abbates, S. Eucharist Gothofredus, S. Maximini Conradus, Theodorici S. Marie, Wilhelmus S. Martini, Fridericus, Cantor, Conradus, Custos Ecclesie Treverens. Henricus, Dia Limburg. Simon, Comes de Sarapone, & pater ejus Henricus de Zwenbrucken. Conradus Comes Hirsfurt, Fridericus de Unanen. Henricus Spanhelms, Gerhardus Volckenbus, Wolmarus de Castris, Ulrichus Neverburgius, cum filio Gerardo de Arra, Comes, Everhardus & Warnerus de Petra Geripani, Gerlacus Swartzenburgius, Hugo Hunoltseimus,

TOM

Hugo cum filio Theodorico de Hagane, Rudolphus Malibergius, Winicus Noviomagi Constantiniani Castri cum Thoma & Alexandro filiis, Fridericus Kerpens, Theodoricus Brechins, omnes Equitris Ordinis, Petrus de Marceto, Udo Eichenus, Jacobus Duna cum fratre Daniele, Wilhelmus Helfensteinus, Henricus Leinhore, Nicolaus ab Arrha, Fridericus Merfius, Diethardus a Pfaffendorff, Henricus Junior de Cameterio, Wilhelmus de (a) Acha, Godtridus Waldorfus, Hermannus & Richardus de Palatio &c. (a) Al. Acha.

CCXXV.

Donation de la Garde de l'Abbaie de Flavigny, faite par PHILIPPE II. dit Auguste Roi de France à EUDES Duc de Bourgogne, en l'année 1198. [ETIENNE PERARD, dans son Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne, pag. 270.]

In nomine Sancte & individue Trinitatis, Amen.

PHILIPPUS Dei gratia Francorum Rex, noverint universi, presentes pariter & futuri, quod nos dedimus & concessimus carissimo consanguineo & fidei nostro Odoni Duci Burgundie, in augmentum feodi sui, totum jus illud quodcumque habemus in Abbacia & Villa Flavigniaci, & bona fide id ei garantizabimus, sicut aliud feodum suum quod a nobis tenet. Quod ut perpetuum obtineat stabilitatem, presentem paginam sigilli nostri auctoritate, & Regii nominis caracere inferius annotato precepimus confirmari. Actum Vicene, anno Incarnati Verbi millesimo centesimo nonagesimo octavo, Regni nostri anno vigesimo, instantibus in Palatio nostro, eorum nomina supposita sunt & signa, Dapifero nullo, Signum Gisleonis Basilaci, Signum Mathiei Camerarii, Signum Droconis Constabularii. Vacante Cancellaria.

CCXXVII.

INNOCENTII III. Epistola, ad SANCIUM Regem Portugalie de Censu annuo quatuor auri unciarum per ALFONSUM Regem Romanæ Ecclesie promisso, usque debito. Dat. Romæ 8. Kal. Maii. Pontificatus sui anno primo. [BARONII Annales Ecclesiastici Tom. XII. sub anno 1179. Num. 24. ex scripto Codice Vaticanico. Epistolarum INNOCENTII III. Lib. I. Epist. 99. pag. 54. Editionis BALUZII.]

INNOCENTIUS &c. SANCIO illustri Regi Portugalie.

SERENITATEM Regiam volumus non latere, nos in Regestis bonæ mem. Lucii Secundi Romani Pontificis reperisse, quod recolenda memoria Alphonsus pater tuus quatuor auri uncias annuatim Romanæ Ecclesie constituit censuales, ad quarum solutionem se & heredes suos in posterum obligavit. Ceterum cum idem pater tuus usque ad tempora felicitis mem. Alexandri Papæ predecessoris nostri Ducis esset nomine appellatus, ab eodem meruit obtinere, ut tam ipse quam ejus heredes Regio nomine vocarentur. Ut autem idem pater tuus sacrosanciam R. E. Matrem suam honore debito præveniret, & ut devotionem, quam circa ipsam habebat, ostenderet in effectu, centum Bizantios annuatim Romanæ Ecclesie constituit censuales: quos post susceptionem Regii nominis nec ipse solvit nec tu postmodum solvere (a) curasti. Cumque id felicitis recordationis (b) Clementi Papæ predecessori nostro relatum fuisset, Magistro Michaeli tunc Ecclesie Romanæ Notario, quem ad partes Hispanie destinaverat, per suas dedit literas in mandatis, ut te ad (c) solvendum censum annuum monere diligentius, & inducere procuraret, & si opus esset, auctoritate fretus Apostolica compellere non differet. Tu autem eadem, prout tibi placuit, respondisti, quod dictus Pater tuus præfatus Alexandro antecessori nostro pro annuali censu decem annorum mille aereos miserat; & cum nondum illi decem anni essent expleti, ipsos centum aureos iterum solvere minime tenebaris, licet illos eidem predecessori nostro non pro censu, sed ex devotione, quam ad (d) eum habebat, liberaliter donavisset. Rogamus igitur Regiam Serenitatem, monemus, consulimus, & hortamur, per Apostolica Scripta mandantes, quatenus predictum censum dilecto filio fratri

(a) Al. curasti.
(b) Al. Celestino.

(c) Al. ex solvendum.

(d) Al. eundem.

ANNO
1198.

fratri Rainerio perfolvere non postponas; alioquin no-
veris, nos eadem dedisse firmiter in mandatis, ut te ad
solutionem illius diligenter moneat, & inducat, & si-
cut expedire viderit, appellatione remota, compellat.
Dat. Romæ apud S. Petrum VIII. Kal. Maii. Pontifi-
carus nostri anno primo.

CCXXVII.

29. Juin.
L'EMPE-
REUR ET LA
FRANCE.

*Traité de Confédération entre (1) PHILIPPE de
Suabe Roi des Romains, & PHILIPPE II.
dit Auguste Roi de France, par lequel le Roi
des Romains promet à PHILIPPE II. de le
secourir contre RICHARD Roi d'Angleterre,
le Comte OTHON son Neveu, & BAUDOUIN
Comte de Flandre. Fait à Wormes, le 29. Juin
1198. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplo-
matici, pag. 6.]*

PHILIPPUS Dei gratia Romanorum Rex & sem-
per Augustus, Notum &c. Quod propter dilectio-
nem, quam mutuo habuerunt erga Dominum Philip-
pum Regem Franciæ Genitor noster Fridericus, & Hen-
ricus Frater noster, piæ recordationis Romanorum Im-
peratores, hanc confederationem propter bonum pa-
cis, & publicam utilitatem cum carissimo Amico nos-
tro Philippo Illustri Rege Francorum duximus ineun-
dari, in hunc modum: Quod nos ei Adjutores erimus
nominatim contra Richardum Regem Angliæ & Comi-
tem Othonem Nepotem suum, & Bauduinum Comi-
tem Flandriæ & Harmulphum Archiepiscopum Colo-
niæ, & contra omnes alios inimicos ejus, ubicumque
honore nostro id facere poterimus, bonâ fide, & fine
malo ingenio, quando locum & tempus id faciendi habe-
bimus, si (a) aliquid de Imperio nostro faceret eidem
Philippo Regi Franciæ malum, vel ipsius Regno, si
ille, qui deliquisset, non emendaret, hoc per nos, vel
per Nuncios nostros, per pacem, vel per Rectum in
Marchia competenti infra quadraginta dies, postquam
severimus per prædictum Regem Francorum, si fuerim-
us citra montes, vel Episcopus Metrensis hoc sciverit.
Si fuerimus ultra montes, Dominus Rex Franciæ po-
terit se vindicare de eo sine interceptione, & nos juva-
bimus eum (b) bonâ; Nos non retinebimus in Imperio
nostro aliquem hominem de Regno Franciæ, siue Cle-
ricum, siue Laicum, contra voluntatem carissimi nostri
Amici prædicti Regis Francorum, & quodcumque
voluerit dictus Rex, poterit se vindicare de Comite
Flandriæ, de terrâ, quam item Comes habet in Impe-
rio, tam in feodo, quam in Dominio, & hoc sine in-
terceptione nos bonâ fide promittimus, quod si scie-
rimus, quod aliquis quereret malum Philippo Regi Fran-
ciæ vel ejus Regno, nos bonâ fide id disturbaremus; Et
si non possemus, nuntiaremus eidem Regi, & quan-
do Deo volente coronati fuermus in Imperatorem, has
conventiones Regi Franciæ renovabimus, & sigillo nos-
tro confirmabimus. Nos autem in manu (c) Nevelon-
ensis venerabilis Sueffionensis Episcopi fiduciavimus,
quod omnia prædicta bona fide observabimus. Id etiam
de mandato nostro dilecti Principes nostri, Conradus
Wirtenburgensis B. Met. Othiethelm Constantiensis
Episcopi; Theodericus quoque de Greuch. Fridericus
de (d) Ceolste, (e) Hartemannus de Kirchberg, Gode-
fridus de (f) Vehingre. Everardus de Eversteim
Comites, & de latere nostro, Trufardus Camerarius
noster, Guarnerus de Roslewich, Warnerus de Bol-
lando, Warn. de Ceanque Milites juraverunt, quod
bona fide studebunt, quod hæc à nobis observentur, &
teneantur, id quoque adhuc unum Archiepiscopum, &
unum Regem faciemus jurare. Datum Wormatiæ,
tertio Kalendas Julii, anno Domini, millesimo cente-
simo decimo octavo, Regni nostri primo, per manum
Conradus, Imperialis Aule Protonotarii.

CCXXVIII.

5. Dec.

INNOCENTII PAPÆ III. Epistola ad SAN-
CIUM PORTUGALIE REGEM, quâ Personam suam

(a) Philippus de Suabe, qui étoit vœu de Frideric II. Empereur, son
Neveu, qui n'avoit pas encore alors 3. ans, venoit d'être élu Roi des
Romains par une partie des Princes d'Allemagne: mais il avoit l'autre
partie & le Pape contre lui. D'ailleurs la fortune s'étoit lassée de
favoriser Philippe Auguste, il en éprouvoit alors les revers; en sorte
que c'étoit deux Princes bien embarrassés dans leurs affaires qui se li-
gnoient ensemble par ce Traité. G. G. Leibnitz, nous avertit qu'il y a
des fautes dans cette Pièce, ce qui est visible; les Notes margina-
les contiennent les corrections qu'il croit qu'on doit y faire.

Et Regnum Portugalense sub Beati PETRI ANNO
& Sanctæ Sedis Protectione de novo suscipit, at-
que recipit. Datum Laterani Nonas Decembris
1198. [Epistolarum INNOCENTII III.
Lib. I. Epistola 441. pag. 261.]

IN eminenti Sedis Apostolicæ specula disponente
Domino constituti, sic nos convenit ad universos
& singulos aciem nostræ considerationis extendere, ut
propinqui & longè positi non remaneant Apostolicæ
benignitatis expertes, qui ab ea protegi cum devotione
requirunt. Cum enim Rom. Ecclesiæ te quadam di-
lectionis prærogativa inter alios mundi Principes am-
plexetur, & tu & prædecessores tui ei semper fideles ex-
titeris & devoti, petitionibus tuis, quoties offeruntur
nobis, quantum cum Deo possumus, tantò libentius
favorem Apostolicum impertimur, quantò & personam
tuam & regnum tibi commissum, utpote quod est Rom.
Ecclesiæ censuale, sinceriori caritate diligimus. Ea-
propter, carissime in Christo fili, tuis iustis precibus
grato concurrentes assensu, personam tuam & Regnum
Portugalen. cum omnibus que in præsentiarum
rationabiliter possides, aut in futurum iustis modis
præstante Domino poteris adipisci, sub Beati Petri &
nostra protectione fuscipimus, & præsentis Scripti pa-
ginâ communimus. Decernimus ergo ut nulli omnino
&c. Datum ut supra.

CCXXIX.

INNOCENTII PAPÆ III. Epistola ad SAN- 9. Dec.

CUM Regem Portugalie. Gratiâ agit de Cen-
su annuo quatuor unciarum Auri recognito. Mittit
Rescriptum ALPHONSI Patris de mille Au-
reis ALEXANDRO PAPÆ donatis & de cen-
tum Censualibus annuatim solvendis; rogat eum
& adhortatur ut omnia per dictum ALPHON-
SUM concessa sine ulteriori difficultate persolvat.
Datum Laterani Idus Decemb. Anno Pont. I.
[Epistolarum INNOCENTII III. Lib. I.
Epistola 448. pag. 264.]

IN eo sumus proposito constituti, ut personam tuam
inter alios Mundi Principes prærogativa dilectionis &
gratiæ velimus, quantum cum Deo possumus, hono-
rare. Ad quæ nimirum illud, nec immerito, specia-
liter nos inducit, quod Regnum tibi commissum ab in-
clytæ recordationis Progenitoribus tuis Ecclesiæ Ro-
manæ constitutum est censuale. Unde per dilectos
filios Johannem Ozeri, & Egas Petri fratres Hospita-
lis Hierosolymitani pro annuo censu quatuor Unciarum
auri, quas Magnitudo Regia recognovit ratione
temporis à Lateran. Concilio jam elapsi, quingentos
& quatuor Morabatinos ad suggestionem dilecti filii fra-
tris Rainerii Nuntii nostri nobis Regia Serenitatis destina-
vit; quod debita prosequimur gratiarum actione. Quia
verò de mille aureis à dicto patre tuo bonæ memoriæ
Alexandro prædecessori nostro donatis, & de centum
Censualibus annuatim solvendis, es nescire professus
veritatem, sed omnia discutienda nostro examini refer-
ebas; Nos volentes omnem ambiguitatem à te pec-
toris penitus amovere, Rescriptum inclytæ memoriæ
Alphonsi patris tui, sicut in Registro ejusdem prædecess-
oris nostri, cui donatio facta fuit, de verbo ad ver-
bum invenimus, Celsitudini tuæ præsentibus inclusum
litteris fideliter destinamus. Quocirca Nobilitatem Re-
gium rogamus attentius & monemus, quatenus parean-
tum inhærens veltigis, ut sicut es Succesor in Regno,
ita & voti succesor existas, quæ pro salute tua pariter
& gloriam Christi Vicario concesserunt, liberaliter &
fine difficultate qualibet persolvas; Ex quo, præter
eternæ remunerationis præmium, temporaliter quoque
tibi & Regno tuo per Apostolicæ Sedis protectionem &
gratiam multa provenire poterunt incrementa; neque
contrarium posses sine offensa Creatoris efficere: qui
etiam de aliquorum Ecclesiarum injuriis graviter offen-
datur, tantò gravius adversus eos qui Apostolicæ Sedis
jura illicitè detinent, commoveatur, quantò fortius pec-
care videntur, qui ejus quæ Caput est omnium & Ma-
gistra, non sine præsumptione sacrilega jura invadere
non formidant. Datum Laterani V. Idus Decem-
bris.

CCXXX.

ANNO

1199.

Janv.

A FRAN-

E ET LA

ANDRÆ.

CCXXX.

- (1) *Traité de Paix entre PHILIPPE II. Roi de France, & BAUDOUIN Comte de Flandres. A Peronne, au mois de Janvier, 1199.*
[G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 1.]

Ego Balduinus Comes Flandrie & Hannonie omnibus notum fieri volo, quod hac est forma pacis inter Dominum meum Philippum Regem Francie & me, hoc modo. Quod ipse dimittit mihi Sanctum Audomarum cum pertinentiis suis, & feodum de Larda, & feodum Comitum Guynarum, & feodum de Libera, & Richebore, & Gorgan, & aliam terram, quam Advocatus Bethune tener ultra fossium versus Flandriam; Omnia vero alia, de quibus contentio erat inter Dominum Regem & me, scilicet feoda & Domina remanent in manu Domini Regis & Filii sui, Nepotis mei Ludovici & heredis sui, & omnia alia, quaecumque tenebat Dominus Rex ante guerram (exceptis supra dictis) remanent mihi.

2. Et si contingeret, quod Dominus Ludovicus filius Domini Regis moreretur absque herede ex carne sua, tota terra quæ est de Flandria, & de Atrebatense, quæ non movet de Viromandia, redibit ad me absque rachato, & ad heredem meum, salvo rachato Domini Regis. Si vero contingeret M. quæ fuit Uxor Comitis Philippi, mori, Dominus Rex vult quod tota terra de dotalitio reveniat ad me, & ipse quitat mihi rachatum terræ.

3. Si etiam contingeret, quod Comitissa superviveret mihi, tota terra prædicta reveniet ad heredem meum, salvo rachato Domini Regis. De Mauritania sic erit, quod, si quid Dominus Rex habebit in ea, quitat mihi salvo jure Episcopi Tornacensis. Nec non Dominus etiam Rex faciet Dominum Ludovicum filium suum hanc pacem concedere; Et si forte hoc nollet facere, quando habebit etatem, Dominus Rex neque de terra illa, neque de alia partem faceret ei donec illi concessisset. Hanc pacem concessi tenendam bonâ fide & sine malo ingenio; & partem meorum hominum feci jurare, & partem jurare faciam, pacem tenendam Domino Regi, bonâ fide & sine malo ingenio, quod ut firmum sit & stabile, sigillo meo confirmo. Actum Peronne, Anno Domini 1199. Mense Januarii.

CCXXXI.

6. Juil. *Traité de Paix inter BALDUINUM Comitem Flandrie & Haynonie, PHILIPPUM Fratrem ejus Comitem Namurcensem, & THEOBALDUM Comitem Barri & Luxemburgi. Dinant 7. Cal. Augusti 1199.* [LEIBNITZ Maptissa Codicis Juris Gent. Diplomat. Part. II. pag. 194.]

In nomine Sanctæ & individue Trinitatis.

NOVERINT universi, tam futuri, quam presentes, quod habitâ diu guerra inter Balduinum Comitem Flandrie & Haynonie, & Philippum fratrem ejus Namurcensem & Theobaldum Comitem Barri, & Luxemburgi, hoc modo est Pax & Concordia facta inter eos, quod tota terra, quæ est ultra Mosam versus Ardennam usque ad nemus, quod dicitur Ars, remanet Comiti Barri; nemus verò prædictum sicut extenditur à Mosâ usque ad Mosam in longum & latum, cum tota terra comprehensa in eodem nemore remanet Comiti Namurcensi, & etiam tota terra circa Mosam versus Namurcum remanet Comiti Namurcensi, omnes verò homines, qui sunt in parte terre Comitibus Barrensis, habebunt in nemore de Ars omnes consuetudines, & usalia, quas in nemore prædicto solebant habere de jure, & eadem consuetudines, quæ solvere debebant, solvent Comiti Namurci.

(1) Il y a deux fautes dans cette Copie de Mr. Leibnitz; l'une d'omission, en ce qu'elle ne spécifie pas le quantième du Mois est de Philippe; & l'autre de commission, en ce qu'elle y est datée de l'an 1099, qui ne s'auroit qu'après avec aucun des Baudouins. Il est évident que celui dont il s'agit dans ce Traité est Baudouin VIII. fils de Baudouin, Comte de Hainaut, & de Marguerite, Comtesse de Flandres; le même qui fut depuis Empereur de Constantinople, & contre lequel Philippe de Suabe, Empereur, & Philippe Auguste, Roi de France, avoient fait l'Alliance du 23. Juin 1199. intervenue dans la page précédente. (Du m.)

2. Hoc etiam ordinatum est in Concordia ista, quod omnes homines undecunque sint, qui terras, & feoda habebunt in illa parte terræ, quæ remanet Comiti Barri, terras & feoda sua requirunt de Comite Barri, & si eas requirere noluerint, remanere debent in manu Comitibus Barri, donec eas requirerint, & quando eas requirerint, Comes eis eas reddere debet, similiter erit de illis, qui terras, & feoda habent in divisione terre Comitibus Namurcensis. Aqua Mosæ debent esse communes inter Comitem Barri & Comitem Namurcensem, usque ad nemus, quod dicitur Ars; sed quantum nemus illud durat, aquæ [erunt] unius Comitibus Namurcensis.

3. Omnes homines Comitibus Barrensis, & Comitibus Namurcensis, & Coadjutores eorum, qui propter guerram habitam inter eos inciderunt in invidiam vel in odium cujusquam, remanere debent in bona pace, & Comes Flandrensis, & Comes Namurcensis, & Comes Barri debent eis pacem tenere & debent eos jurare in bona fide & ad posse eorum, quod in pace perpetuè remaneant.

4. Præterea sciendum est, quod Balduinus Comes Flandrensis dedit Theobaldo Comiti Barrensi quingentas libratas terræ Valentianensis monetæ, ita videlicet, quod Comes Barrensis, & hæredes sui illas quingentas libratas terræ tenere debent jure hæreditario à Comite Flandrensi, & à suis hæredibus; & Comes Barri recepit cum istis quingentis libratibus terræ in feodum de Comite Flandrie omne alodium, quod spectat ad Brocham, & etiam omnia alodia, & omnia feoda, quæ jacent in prædicta divisione terre Comitibus Barrensis, quæ descendunt de Comitatu Namurcensi, & de his prædictis venit homo ligus Comitibus Flandrensis, ita videlicet, quod Comitem Flandrensem debet jurare præcipuè contra Regem Francie & contra Ducem Suevie, & contra omnes homines, qui possunt vivere & mori, præterquam contra Dominum Viridunensem Episcopum, & Comitem Campanie. Tamen si Comes Flandrie, & prædictus Episcopus de Verduno, & Comes Campanie inter se in propriis personis guerriaverint, & si forte Comes Flandrensis guerram habuerit contra istos duos, vel contra alterum eorum; Comes Barri debet facere servitium fieri Comiti Flandrie de feodo suo.

5. Insuper Comes Flandria debet ad hoc inducere Regem Angliæ, quod ipse Rex Angliæ dabit in feodum Comiti Barri in Castellâ & in Castellania terram æquivalentem illi Namurcensi, quæ remanet Comiti Namurcensi, & si forsitan Castellum vel Castellania tantum non valuerint, quantum terra Comitibus Namurcensis, Rex Angliæ debet illi perficere in terra plana, quantum poterit Castello propinquiori addidit Comitibus Flandrie, & Comitibus Bologniæ, & de feodo isto debet facere fieri servitium Regi Angliæ contra omnes homines; & si Rex Angliæ hoc facere noluerit, Comes Flandrie debet cum quingentis libratibus terræ adhuc firradere & dare Comiti Barri duascentas libratas terræ & terram ultra Mosam, sicut dictum est.

6. Sciendum autem est, quod si Comes Barri habuerit hæredem de Ermesinde Comitissa Luxemburgensi uxore sua, quicquid postea acciderit de Comite Barri (sive Comitissa alii viro nupserit, & alium hæredem habuerit, sive non) feodum prædictum remanebit hæredi Comitibus Barri, qui procedet de prædicta Ermesinde; & si forte Comes Barri deceaserit, & nullum habuerit hæredem de prædicta Ermesinde, & postmodum Ermesindis prædicta de alio viro, cui legitime nupserit, hæredem habuerit, ipsa & hæres suos habebunt feodum prædictum præter quingentas libratas terræ de feodo Comitibus Flandrensis, quas hæres Comitibus Barrensis habebit. Si Ermesindis prædicta, & Comes Barri vir suus absque proprio hærede carnis sue deceaserint, omnia prænotata feoda remanebunt hæredi Comitibus Barri. Sciendum præterea, quod Comes Flandrie nullo modo potest facere pacem cum Francia, sive cum Theobaldo Comite Barri.

7. Ut autem omnes istæ Conventions firmiter observentur in perpetuum Ego Balduinus Flandrie, & Haynonie Comes, & Maria Comitissa uxor mea & Philippus Comes Namurci, & Henricus fratres mei, & Ego Theobaldus Comes Barri & Luxemburgensis, & Ermesindis Comitissa uxor mea, eas approbavimus, & ut etiam firmiores permanerent, Ego Balduinus Flandrie & Haynonie Comes, & Ego Theobaldus Comes Barri & Luxemburgensis Scripto chirographato eas commendari fecimus & Sigillorum nostrorum appenditionibus & testium subscriptionibus corroborari. Testes ex parte Comitibus Flandrie, & Haynonie; Maria Comitissa Flandrie & Haynonie Comes; Renaldus Comes Bologniæ,

Q 3

ANNO

1199.

(4) Intel-
ligitur Phi-
lippos Rex
Romano-
rum.

ANNO 1199. *Bolonia, Henricus frater Comitiss Flandrie & Haynonie, Gerardus Prepositus Brugensis & Flandrie Cancellarius; Willhelmus patruus Comitiss Flandrie & Haynonie; Henricus de Vallecourt, Robertus de Tornchem, Walterus Setengien, Hugo de St. Ober-to, Gilbertus de Burguella, Otto de Arba. Testes ex parte Comitiss Barri, Theodoricus de Massiers, Theodoricus de Erufalze, Radulphus de Canis, Arnulphus de Bodemachre, Guido Castellanus Barri, Pontius Advocatus de Moulons, Jacobus de Orcymont, Henricus de Mirewant, Nicolaus de Itahm, Robertus de Condato, Nicolaus de Exorday, Gerardus de Bello-ramo. Actum apud Dinant, in Monasterio St. Medardi juxta Pontem: septima Calendis Augusti 1199.*

CCXXXII.

- (1) *Traité de Paix entre PHILIPPE II. dit Auguste Roi de France, & Baudouin Comte de Flandres, fait à leur entrevue de Peronne aux Fêtes de Noël, de l'année 1199.* [PIERRE OUDERGUEST, Chroniques de Flandres, Chap. XXIII. feuil. 156.]

PREMIERS, que le Conte de Flandre auroit a par-petuité, les Villes de Saint Omer, & d'Aire avec leurs appartenances, les fiefs de Ghilnes, Ardre, Lillers & Rickeburch, ensemble la Gorgue, avec la terre que l'advoué de Bethune tenoit outre le Neufossé, vers Flandre. Et que toutes les autres parties, dont estoit question entre eux, si comme Arras, Bethune & autres demoureroient, au pover du Roy Philippe, qui les garderoit pour Louys son fils, a condition de retour, si avenant qu'il n'eust aucun hoir de son corps. En outre ledit Roy Philippe quita au prouffit du Conte Baudouyn, le droit qu'il avoit en Mortaigne, saul en ce le droit de l'Evesque de Tournay. Promettant au reste, & s'obligeant de faire tenir ceste paix avec tout ce qu'en dependoit, a Louys son fils, mesmes qu'il ne luy bailloir la Ville d'Arras avant, qu'estant ledit Louys en aage il eust confirmé, agréé, & juré ladicte paix: ce fut fait a Peronne au mois de Janvier audist an quatre-vingts dix & neuf, en presence (de la part du Conte Baudouyn) de Gherard Prevost de Bruges & Chancelier de Flandre, Sohler Chastelain de Gand, Jean Chastelain de Lille, Gherard de Bailleul, Gherard de Grimberghe, Baudouyn de Comines, Thierry Chastelain de Dixmude, Hugue de Handergem, & plusieurs autres.

CCXXXIII.

1200. (2) *Pax inter PHILIPPUM II. Regem Gallie & JOANNEM Regem Anglie sine terra vocatum inita; per quam Civitas Ebroicarum cum Ebroicio toto Regi Gallico ceditur; & LUDOVICO ejus Filio, BEANCAM Regis Castellae Filiam in uxorem duxit, certa bona destinantur. Concordatur insuper quod Britannia Armoricana prefato PHILIPPO, & Normandia JOHANNI tanquam Feuda Regia cedere debeant. Actum apud Coleton. Anno ab Incarnatione Domini 1200. mense Mayo.* [Tiré d'un Manuscrit de la Bibliothèque Royale de Berlin.]

JOANNES Dei Gratia Rex Anglia, Dominus Hibernie, Dux Normannie & Aquitanie, Comes Andegavia atque Pictavia, Omnibus ad quos presens carta pervenerit, salutem. Noveritis, quod hæc est forma Pacis, facta inter Dominum nostrum PHILIPPUM Illustrum Regem France, & nos, scilicet: quod nos tenebimus illi & heredibus suis pacem, quam frater noster Rex Richardus fecit illi inter Exoldunum, & Charotium, exceptis iis, quæ per presentem chartam excipiuntur vel mutantur, propter interceptiones,

(1) C'est sans doute le même Traité, qui est rapporté ci-dessus en Latin sous le mois de Janvier de cette année, & qui qu'il y ait quelques petites différences, & que les deux Dates ne quadrant pas tout-à-fait bien ensemble.

(2) Le même Traité se trouve dans LEIBNITZ, *Cod. Jur. Gent. Diplo.* Part. I. pag. 7. mais sur une mauvaise Copie; celle-ci est beaucoup meilleure. (DUM.) Ce Traité si avantageux à la France dé-croita absolument JEAN sans terre. Les Anglois le méprisèrent; & le Conte de Flandres le quitta, & plusieurs autres suivirent son exemple.

ANNO 1200. *quas idem Frater noster illi fecit de Pace illa, scilicet, quod nos donavimus illi & heredibus suis, sicut reclus hæres Regis Richardi Fratris nostri, Civitatem Ebroicarum, & Ebroicium, cum omnibus feodis & Dominiis, sicut subsequentes metæ determinant. Metæ autem sunt posite in media via inter Ebroicium & novum Burgum, & totum, quod erit intra has metas ex parte Francie erit Domini Regis Francie, id autem, quod erit ex altera parte versus novum Burgum, erit nostrum: & quantum terre habebit Dominus Rex Francie versus novum Burgum, tantum terre habebit versus Conches & versus Aquigni ad eundem mensuram, ex ea parte, ubi Abbatia de Noa sita est, sicut aqua Idrovia currit Witebos, ubicumque sit donavimus Domino Regi Francie, Tilleria cum pertinentiis suis & Danvilla remanent nobis, ita tamen, quod Dominus de Bruerolis habebit id, quod debet habere in Dominatu de Tilleris, & Dominus de Tilleris habebit id quod habere debet in Dominatu de Bruerolis; Concessimus etiam de Episcopatu Ebroicensi Domino Regi Francie, id quod est intra has metas, unde Episcopus Ebroicensis Domino Regi Francie, & heredibus ejus respondebit; Idem autem Episcopus nobis & heredibus nostris respondebit de hoc, quod erit extra has metas; Et sciendam, quod neque Dominus Rex Francie, neque nos poterimus firmare intra metas constitutas, intra novum Burgum, & Ebroicem. neque apud Witebos, neque nos ex parte nostra, neque Dominus Rex Francie ex parte sua, nisi ubi firmatum est intra metas prædictas.*

Præterea Fortellie de Porris, & de Landes in continenti diruerunt, neque ibi aliæ fortellie poterunt reedificari. Hæc autem omnia, quæ Comes Ebroicensis infra has metas tenebat, fecimus Domino Regi Francie quittari, a recto herede Ebroicensi.

De Vulcassino Normanno ita erit, nobis & heredibus nostris remanent feoda & Dominium, sicut Dominus Archiepiscopus Rhotomagensis exinde tenens erat, die quo fecit excambium de Andeliaco; Totum residuum Vulcassino Domino Regi Francie remanet; Ipse vero Rex Francie non poterit firmare ultra Gamach, ex parte Normannie, neque ultra finem foreste Vernonis, sed infra; neque nos ultra forestam de Andeliaco poterimus firmare, sed infra.

Destimus autem in Maritugium Ludovico filio Domini Regis Francie cum (3) Filia Regis Castellæ, Nepote matris meæ, feodum Exolduni; Item feodum Crascei, & feoda Bituresii, sicut Andreas de Calviniaco ea tenebat de Rege Anglie; Item de omnibus iis erit Dominus Rex Francie salutus, usque dum matrimonium prædictum sit consummatum. Et quicquid contingat de matrimonio, postquam factum fuerit, Dominus Rex Francie tenebit prædicta feoda tota vita sua, & post decessum suum redibunt prædicta feoda ad nos & hæredes nostros, si prædictus Ludovicus hæredem non habuerit de prædicta Nepte nostra.

Si vero nos mori contigerit, absque herede de uxore nostra desponsata, cum prædictis feodis dimittimus eisdem in maritugium feodum Hugonis de Gornao citra mare Anglie, sicut id tenet de nobis, & feodum Comitiss Albemarle citra mare Anglie, & feodum Comitiss Pertici, sicut ea tenent de nobis citra mare Anglie.

Præterea nos dedimus Domino Regi Francie viginti millia marcharum sterlingum ad pondus & legem in quo fuerunt, videlicet tredecim solidos, & quatuor denarios pro marcha, propter rechatum suum, & propter feoda Britannie, quæ Rex Francie nobis dimisit. Nos vero recipimus Arturum in Hominem, ita quod Arturus Britanniam tenebit de nobis. Item nos, sicut reclus hæres, tenebimus de Domino Rege Francie omnia feoda, sicut Pater noster & Frater noster Rex Richardus ea tenebant a Domino Rege Francie, & sicut feoda debent, exceptis supra dictis, quæ Domino Regi Francie remanent, sicut supra dictum est.

De Comitibus Englolesmi & Vice-Comite Lemovicensi sic erit, quod nos recipiemus eos in Homines, ita, quod eis iura eorum dimittimus.

De Comitibus Flandrie & Bolonia sic erit, quod Comes Flandrie tenebit de terra Domini Regis Francie id, quod tenet. Item Dominus Rex Francie, ea quæ tenet de rebus Comitiss Bolonia, feodum & Dominium, & ea, quæ Comes Pontini inde tenet, feodum & Dominium remanent Domino Regi Francie & Comiti Pontini. Propter hoc, quod Comes Flandrie tenet de rebus Domini Regis Francie, Comes vero Flandrie facit

(3) Blanche, fille d'Alphonse VIII, Roi de Castille, & d'Alonso frere de JEAN sans terre, qui en eust fut mariée l'année suivante avec Louis fils aîné de Philippe.

ANNO 1200. faciet Domino Regi Francia homagium ligium. Et si idem Comes Flandrie, aut aliquis hominum ipsius Regis Francia, qui melius sint aut debeant esse homines ipsius Regis Francia, quam nostri, ipsi Regi Francia malum vellet facere & nocere, nos non possumus eum contra Dominum Regem Francia juvare vel mantere. Neque Dominus Rex Francia similiter nostros, qui melius homines nostri sint quam sui, aut debeant esse, salva forma hujus pacis prædictæ.

In conventionibus istis Domino Regi Francia habemus conventionem, quod nos Nepoti nostro Othoni nullum auxilium facimus, nec per pecuniam nec per milites, nec per gentem, nec per nos, nec per alium, nisi per consilium, & assensum Domini Regis Francia.

De Arturo sic erit, quod nos non minuemus eum, nec de feodo, nec de Dominio Britannia, nisi per rectum iudicium Curia nostra.

Nos vero dedimus Domino Regi Francia securitates de hominibus subscriptis, scilicet; Balduinum Comitem Albemarie, Comit. Wilhelm. Marescall. Hugon. de Gornaco. Wilelm. de Humet. Constabularium Normannie. Robertum de Harcourt. Johannem de Pratellis, Wilelm. de Ket. Rog. de Tronaco Garnerum de Glapion. Qui juraverunt hoc modo, quod ipsi cum omnibus feodis suis citra mare ad Dominum Regem Francia irent, si hanc Pacem ei non teneremus, sicut est divisa.

Dominus quoque Rex Francorum similiter dedit nobis securitates de hominibus suis subscriptis, scilicet; Comit. Rob. Drocarum, Gaufridum; Comitibus Pertici. Gervasi de Castello. Wilelm. de Garlanda. Burch. de Roja. Galt. Camerarii Patrem. Ursonem fil. ejus. Philipp. de Livius, Galt. Camerari. Juniore, qui similiter hoc modo juraverunt, quod cum omnibus feodis suis ad nos venirent, si Dominus Rex Francia hanc Pacem non teneret, sicut est divisa.

Nos autem, & Ostagii prænominati juravimus hanc omnia prædicta bona fide, & sine malo ingenio, fideliter & firmiter observanda, quod ut perpetuum robur obtineat, præsentem paginam sigilli nostri auctoritate roboravimus.

Actum apud Goleton. Anno ab Incarnatione Domini Millesimo ducentesimo, Mense Majo. *Est scellé du seign. dedit Seigneur Roy d'Angleterre en cire verme pendant laque de Joye rouge.*

Cessio & Abdicatio Urbis Ebroicarum in beneficium PHILIPPI Francorum Regis per ALMARICUM Comitem Glocestria, propria voluntate, & de mandato JOANNIS Regis Anglie. Actum Goleto Ann. 1200. Mense Majo. [Tiré du Volume LV. des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin. pag. 49.]

NOTUM facimus præsentibus & futuris quod ego Almaricus, Comes Glocestria, Domino Philippo Illustri Regi & heredibus ejus de propria voluntate mea, & de mandato Domini Joannis Dei gratia Regis Anglie, in præsentia ipsorum Regum & Baronum suorum quittavi Ebroicem, (1) & Abrincas, & quidquid in eis habebam feodi & Domini sicut metæ determinant quæ in charta Domini mei Joannis Illustris Regis Anglie quam Dominus Rex Francorum habet, denotantur; & Dominus meus Rex Anglie in sufficiens escambium inde donavit; Ego etiam bona fide & sine malo ingenio in manu Domini mei Regis Francorum fiduciam hoc tenere, sicut continetur in charta Domini mei Regis Anglie, quam inde Dominus Rex Francorum habet. Quod ut perpetuum robur obtineat, præsentem paginam sigilli mei munimine confirmavi. Testibus:

Henrico Cantore
Thoma Burdegalensi
Et
Joanne Dublinensi } Archiepiscopis.

(1) Je ne doute point qu'il ne faille lire ici, comme dans le Traité de Paix, Ebroicium, & Ebroica, c'est-à-dire, le Territoire & la Ville d'Ebroica, Abrincas, en François *Abrincelles*, est une Ville fort éloignée de là, & dont il ne fut point question dans le Traité de Paix. [DUB.]

A. Meldensi
Bellucensi
H. Lingonensi
E. Eliensi
Et
H. Sarbit. } Episcopis.

Comite Flandrensi,
Comite Campanie,
L. Comite Blesensi,
P. Comite Drocenti,
Guillelmo Marescallo Comite de Pembrok,
Guillelmo de Garland,
Et
B. de Roya.

Actum Goleto, anno Incarnati Verbi millesimo ducentesimo. Mense Majo.

Aliud Instrumentum Cessionis Ebroicarum Civitatis per ALMARICUM Comitem Glocestria, virtute Tractatus Pacis de anno 1200. [Tiré du Volume LV. des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin. pag. 53.]

OMNIBUS ad quos præsens charta pervenerit, Almaricus Comes Glocestria Salutem. Noverit universitas vestra quod quittavi & tenui quietum Philippo Regi Francorum Ebroicas, & quidquid habui inter metas factas per pacem factam inter prædictum Regem, & Dominum meum Joannem illustrem Regem Anglie, sicut charta eorumdem Regum testatur, quia idem Dominus meus Joannes Rex Anglie de ex cambio Ebroicensi, & quæ habui inter metas prædictas, mihi satis fecit iis Testibus:

Guillelmo Lodevensi
Humberto Sarr.
Et
Joanne Norin. } Episcopis.

Gaufrido Petri, Comite de Esley,
Roberto Comite Leicestria,
Richardo de Chara,
Roberto Comite de Mendlent.
Roberto de Turnchan.
Et multis aliis.

CCXXXIV.

Don de la mouvance de MONTBR au Duc de BOURGOGNE, par le Comte de BAR sur Seine. Fait l'an 1201. [ETIENNE PERARD dans son Recueil des Pièces curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne, pag. 272.]

EGO Milo Comes Barri super Sequanam, notum facio præsentibus & futuris, me dedisse, & in perpetuum concessisse Odoni Duci Burgundie, & heredibus ejus, quicquid Domini *Montiburgi* de Comitibus Barri prædecessoribus meis tenuerunt, à cruce Dei in superius, & hoc eidem Duci & heredibus ejus, in curia sua, sicut liberum meum aleodum garantie contra omnes homines tenor per jus & rationem. Idem ut ratum habeatur, sigillo meo feci confirmari. Actum est hoc, anno Incarnati Verbi millesimo ducentesimo primo.

CCXXXV.

Traité de Paix entre HENRI (1) Duc de Lorraine & OTHON Duc de Gueldres fait à Utrecht l'an 1202. [CHRISTOPHRE BUTKENS dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 51.]

LORRAINE ET
GUEL-
DRES.

In nomine Sanctæ Trinitatis & indivisæ Unitatis.

NOTUM sit omnibus tam præsentibus quam futuris hujus scripti inspectoribus, quod cum exorta esset discordia inter HENRICUM Ducem Lotharingæ & OTHONEM Comitem Gelria suum hominem ligium, super eo quod idem Comes ei debitum sæpius negaverit servitium

(1) Il étoit aussi Duc de Brabant, & il est dans ces Traités nommé qualifié d'une manière & tantôt de l'autre.

ANNO
1202.

servitium; talis inter eos pacis reformatæ intercessit pactum; quod si Dux memoratum Comitem ad suum aliquando invitaverit servitium, & Comes ei non obtemperaverit, vel fideliter sicut homo suus ligatus non servierit; ipse Comes sua liberâ & spontaneâ voluntate elegit, quod omnia bona quæ à Domino Duce in feudum tenet, in sua fidei potestate, ut ipse Dux de bonis illis pro sua disponat voluntate. Ut autem hæc inviolata in posterum serventur, sigillorum suorum firmaverunt impressione. Hæc autem facta sunt præfente Rege Orbone, Guidone Apostolice Sedis Legato, Adolpho Colonienf. Archiepiscopo. Hujus rei etiam testes sunt Henricus Dux de Limburgis; Gerardus Comes de Are, Adolphus Comes de Mont; Henricus de Wassenberch, Rajô de Gavera, Arnoldus de Wefemale, Castellanus de Bruxella, Rugerus de Merchem, Theodoricus de Milben, Reynardus de Toge, Sibirius Sævus, Arnoldus Senegallus de Rosfalar, Goswinus de Heverle. Acta sunt hæc Trajecti super Mosam anno MCC. II.

CCXXXVI.

LORRAINE
KEEF
GUELDRE
DARA

(1) *Traité de Paix entre HENRI Duc de Lorraine & OTHON Comte de Gueldres.* [CHRISTOPHE BUTKENS dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 51.]

HÆC est Compositio inter Ducem Lotharingæ & Comitem Gelrie. Compositio quæ ordinata fuit nuper apud Trajectum inter Episcopum Trajectensem & Comitem Gelrie, observabitur sicut ibi fuit ordinata. Inter eundem Comitem & Puerum de Clivo est conditum, quod bona quæ Pater jam dicti Pueri possedit in suo decessu, juxta rei veritatem, eadem Puer in pace possidebit; & si Puer ultra hoc aliquam questionem moverit ipsi Comiti, de ipsis Comes respondebit & copiam finalis juris exhibebit, ubicumque de jure tenebit. Præterea de excessibus quos Comes fecit adversus Ducem, pro quibus ei fecit bona adjudicari, manebant bona in eodem statu in quo fuerunt proxima Dominica post Exaltationem Sanctæ Crucis, ea conditione interposita; quod Dominus Dux pro voluntate sua diem præfigit, ad quem Comes veniet satisfactorius Duci, secundum amorem vel gratiam ipsius Ducis. Et si Comes ista non observaverit, feudum omne quod à Domino Rege tenet, in manus Regis ostagium posuit, ita quod feodo illo privabitur & Dux idem feodum à Rege tenebit eadem conditione adjecta per omnia, de feodis quæ à Domino tenet Colonienf. Archiepiscopo. Et ut hæc certis Duci serventur in posterum, filium suum & filiam suam ei dedit obides. Ad hæc de Los & de Monte Comites juraverunt, quod Comiti non assisterent, quousque Duci satisfaceret, & si prætaxata non observaverit. Item homines Comitis & cognati sicut prius Duci juraverant prout carta testatur antiqua, stabunt in eodem juramento. Quod si forte aliquid Duci acciderit humanitus, ea quæ prædicta sunt Duci observanda, servabantur uxori & hæredibus Ducis à Comite Gelrie & suis hæredibus.

Ce que doit payer le Comte de Gueldre au Duc de Lorraine.

OTTO Comes Gelrie dabit Domino Duci duo milia marcarum & quintas, his terminis, Dominica *Invocavit* me. Dabit mille & quintas seu mille tantum, & hæc pecuniam solvet apud Lovanium secundum estimationem marcarum Lovanienfis monetæ & sicut in Lovanio moneta solvi solet; si autem ficut tunc temporis apud Coloniam Colonienfis monetæ fuerit perfecta solutio: Vice versa si Dominica *Invocavit* tantum mille marcas solverit, sicut prætaxatum est, in proximo festo S. Remigii sequente, alias mille marcas Domino Duci persolverit apud Lovanium, juxta pondus Colonienfis monetæ, sicut tunc temporis apud Coloniam Colonienfis monetæ fuerit perfecta solutio: Vice versa si Dominica *Invocavit* tantum mille marcas solverit, sicut prætaxatum est, in proximo festo S. Remigii sequente mille & quintas marcas memorato modo apud Lovanium persolverit, pondere Colonienfis monetæ sicut Colonia perfecta fieri tunc poterit solutio. Pro prænomina vero pecunia habebit Dux duos filios ipsius Comitis & viginti quinque pueros hominum suorum; si autem prædictis terminis sicut conditum est pecunia prætaxata non persolverit, tunc Comes Duci obligat terram quæ sita est inter Mosam & Walin, *Tilweerde* pro mille marcis in

(2) Ce Traité est sans date; mais il parait par les premiers mots qu'il est fait un peu après le précédent.

recto pignore, cum omni eo jure quo ipse Comes tenebat, & *Bommelweerde*, pro mille quingentis marcis in recto pignore, similiter cum omni eo jure quo Comes tenebat; & terra ista redimenda erit de Anno in Annum, ab ingressu pignoris: quod si Dominica *Invocavit* me quingenta marces & mille persoluta fuerint, pueri hominum Comitis omnes liberi erunt, filiis ipsius Comitis in ostagium remanentibus & terram inter Mosam & Walin & *Tilweerde* in pignus remanente pro mille marcis: si verò tantum mille persoluta fuerint, iterum pueri hominum liberi erunt, filiis Comitis iterum in ostagium remanentibus, & *Bommelweerde* in pignus Duci permanente pro mille & quingentis marcis. Præterea si Comes usque *Invocavit* totam summam pecunie persolverit, tam filii ejus, quam pueri hominum suorum, quam terra ipsius, à Duce libera erunt. Item adjectum est quod si prædictorum puerorum aliquis moriatur, vel infirmetur; vel effugiat, ille sine dolo restituatur vel æquivalens. Sciant omnes quod Comes hæc pecuniam idcirco Duci solvit, quia apud Trajectum in præsentia Regis & Cardinalis & Archiepiscopi Colonienfis & Episcopi Leodienfis & Ducis Limburgensis & Comitis de Houteden & multorum nobilium promiserat, quod de cetero ei fideliter sicut homo *Ligii* serviret, & quod promissum quod Comes Hollandiæ nullum dampnum ei inferret: Verum quia hoc non bene observavit; & Comes Hollandiæ & homines ipsius Comitis Gelrie oppidum Ducis Tyle & Orten combusserunt, & homines suos captivaverunt, & cum Dux ad hoc vindicandum proficisceretur, & ammonitus à Duce ut ei assisteret eum deseruit, & homines suos in auxilium Comitis Hollandiæ transmissit; & Dux propter hos excessus, ei terram quam ab eo in feudum tenebat adjudicari fecit sententia hominum suorum, & intuitu hujus pecunie omnes excessus ei remittens, terram adjudicatam ei restituit.

CCXXXVII.

FRIDERICI Comitis Tullensis *Litteræ de Impignoratione Comitatus sui*, pro 350. Libris *Præmuniensibus* Domino TULLENSI EPISCOPO factæ: *Actum Tulli in Vigilia Sanctorum Cyrici & Julæ matris ejus anno 1202.* [La Veritable Origine des Illustres Maisons d'Alsace, de Lorraine & d'Autriche. Aux Preuves, pag. 126.] 15. Juin.

EGO FRIDERICUS Comes Tullensis, Notum facio universis præfentes litteras visuris vel auditoris, me pignori obligasse pro trecentis quinquaginta libris *Præmuniensibus*, Comitatum meum Tullensem Reverendo Patri ac Domino Tullensi Episcopo. Quicquid videlicet teneo in feodo ab ipso Episcopo, exceptis censibus meis, quæ alii de me tenent feodi ratione. Concessi etiam quod Episcopus redimat quando poterit, ea quæ de feodo ipsius movent, & à me per Gageriam teneri noscuntur. Hanc autem Gageriam nisi ab instanti Pascha in unum annum redimere non poterò, nec tunc alii præfatum Comitatum tenendum, aliqua ratione mihi licebit tradere. Imo Episcopus, vel quilibet alius ad voluntatem ipsius, vel ego ipse tenebo, aut post decessum meum ille qui de me jure hereditario; & recta linea consanguinitatis descendet ex parte matris meæ. Meo autem Comitatu, sic ut dictum est, Domino Episcopo pignori obligato, & prænotato modo ad tenendum tradito, fructus percipientes de ipso Comitatu quoad usque à me redimatur, Domino Episcopo nomine Ecclesiæ, super altare beati Stephani Tullensis contuli liberaliter & benigne in Elemosynam. Et licet hæc omnia me bona fide servaturum, primò deo firmassem in manu Episcopi, iterum ad hæc eadem servanda super dictum altare beati Stephani, & præsentatas mihi Sanctorum reliquias, me, præfatio corporaliter juramento, adstrinxit, multis bonis viris præsentibus & discretis, cartellum (*lege cullellum*) super idem altare ponens, in istarum signum & memoriam pactum. RENARDUS autem frater meus creantavit & fide firmavit, primò in manu dicti Episcopi, & postmodum juramenti religione se adstrinxit, sese omnia prædicta bona fide ex integro servaturum, & quod si de me aliquid humanitus contingeret, & meus Comitatus ad eum jure hereditario perveniret, omnia ista modo superius annuato tenebit omnimodo, & fideliter observabit. Harum etiam pactum dedi Domino Episcopo in securitatem & ostagium, nobilem virum Dominum THEOBALDUM Comitem Barrensem, unde ipse Comes ad petitionem meam, litteris præfatis sum.

ANNO suum fecit sigillum cum meo sigillo apponi, ut hæc omnia in stabilitate debita permanerent. Actum Tulli anno Domini MCCII. mense Junio, in Vigilia Saucorum Cyrici & Julite matris ejus.

CCXXXVIII.

Juillet. *Instrumentum Homagii*, PHILIPPO Francie Regi, per ARTURUM Ducem Britannie præstiti. *Actum apud Gynocum mense Julio, anno 1202.* [Voyez-le ci-après sous le 7. Janvier 1403.]

CCXXXIX.

1203. *Lettres des Ducs & Comtes de BOURGOGNE, de NEVERS, & de SOISSONS, par lesquelles ils exhortent PHILIPPE II. Roi de France à ne se pas laisser contraindre par le Pape ou par les Cardinaux à faire la Paix ou une Trêve avec JEAN sans terres Roi d'Angleterre, & lui promettent du secours; des mois de Juillet & d'Août. 1203.* [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomat. pag. 9. Preuves des Libertés de l'Egl. Gallicane, Tom. I. pag. 224.]

Ego Odo Dux Burgundie, notum facio universis, ad quos præsentis litteræ pervenerint, quod Ego Domino meo Philippo Illustri Regi Francie consului, ut neque pacem neque treugam faciat Regi Angliæ per violentiam, aliâ per coactionem Domini Papæ, aut aliquis Cardinalis; Quod si Dominus Papa eidem Domino Regi super hoc aliquam faceret violentiam aut coactionem, concessi Domino Regi, tanquam Domino meo Regi & coactanti super omnia, quæ ab eo teneo, quod ego super hoc effem in auxilium toto posse meo, & quod cum Domino Papa nullo modo pacem facerem nisi per Dominum Regem, quod, ne possit aliquatenus irritari, sigillo meo litteras præsentis confirmo. Actum apud Vall. Rodol. Anno ab Incarnatione Domini, Millesimo ducentesimo tertio, mense Julio. *Et sont les dites Lettres scellées d'un grand scel de cire jaune sur double queue de parchemin.*

Ego Herveus Comes Nivernensis, Notum facio universis, ad quos præsentis litteræ pervenerint, quod Ego Domino meo Philippo Illustri Regi Francie consului, ut neque pacem neque treugam faciat Regi Angliæ per violentiam, aliâ per coactionem Domini Papæ, aut aliquis Cardinalis; Quod si Dominus Papa eidem Domino Regi super hoc aliquam faceret violentiam aut coactionem, concessi Domino Regi, tanquam Domino meo Regi & coactanti super omnia, quæ ab eo teneo, quod ego super hoc effem in auxilium toto posse meo & quod cum Domino Papa nullo modo pacem facerem, nisi per Dominum Regem, quod, ne possit aliquatenus irritari, sigillo meo litteras præsentis confirmo. Actum apud Vall. Rodol. Anno ab Incarnatione Domini, Millesimo ducentesimo tertio, mense Julio. *Et sont les dites Lettres scellées sur double queue de parchemin d'un grand scel de cire jaune.*

Ego Rad. Comes Suesionensis notum facio universis, ad quos præsentis litteræ pervenerint, quod Ego Domino meo Philippo Illustri Regi Francie consului, ut neque pacem, neque treugam faciat Regi Angliæ per violentiam, aliâ per coactionem Domini Papæ, aut aliquis Cardinalis; Quod si Dominus Papa eidem Domino Regi super hoc aliquam faceret violentiam aut coactionem, concessi Domino Regi, tanquam Domino meo Regi & coactanti super omnia, quæ ab eo teneo, quod ego super hoc effem in auxilium toto posse meo, & quod cum Domino Papa nullo modo pacem facerem, nisi per Dominum Regem, quod, ne possit aliquatenus irritari, sigillo meo litteras præsentis confirmo. Actum Medonte, Anno ab Incarnatione Domini, Millesimo ducentesimo tertio, mense Augusto. *Et sont les dites Lettres scellées sur double queue de parchemin d'un grand scel de cire jaune.*

CCXL.

Traité de Paix entre HENRI Duc de LORRAINE, & OTHON Comte de Gueldre, fait à (1) Cette addition ne se trouve que dans la Copie de M. Leibnitz. (2 um.) TOM I.

Louvain, l'an 1203. [AUBERT LE MIRE, ANNO Codicis Lonat. Belgicar. Tom. I. Cap. 1203. LXXXI. pag. 164. CHRISTOPHRE BURENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 52. DYNTER Chron. Luc. Brab. Manusc. Lib. IV. pag. 148.]

In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis.

FELIX est litterarum custodia quæ emergentibus occurrere calumniis & rerum seriem memorabili loquatur veritate. Inde est quod negotii præsentis veritatem scripto præfati commendare curavimus. Notum sit itaque tam futuris quam præsentibus, quod talis intervenit forma Compositionis inter HENRICUM DUCEM LOTHARINGIÆ & OTHONEM Comitem Gelrie: Quod Comes renunciavit omni juri quod se dicebat habere in Megen. (1) Item omne jus quod idem Comes se asserbat habere in unitate totius Campinie (que unitas vulgariter *Eninge* dicitur) ipsum Ducem habere permittit. Insuper Comes Otto jurat quod omnes mercatores terræ Ducis, infra Dominium sui Comitatus, ab omni thelonio in Reno sine dolo liberi erunt; ita tamen quod ipsi mercatores Ducis nulla bona mercatorum alterius terræ deducunt; super quo si accusati fuerint, unusquisque mercatorum jurabit bona illa pertinere tantum ad ipsos & non ad alios, & sic liberè recedent. Propter interpositas autem conditiones, Thelonarius nullam debet adversus mercatores Ducis querere inalignandi occasionem. Additum est etiam quod Burgenfès de silva juxta Orten, per totam terram Comitatus Gelrie liberi erunt à Thelonio omni. Burgenfès quoque de Tiele gaudebunt eodem jure & stabunt apud Sulchem & in Diele, quo tempore Frederici Imperatoris & Henrici Comites Gelrie gaudebant & stabant. Præterea Comes Gelrie universum Allodium quod habebat in Osterbecke cum monte in manus Ducis contulit, & ab eo in feudum accepit. Si autem Officiales Ducis & Comitatus super aliquo facto disenserint & ad invicem concordare non possint, totum negotium examini Ducis & Comitatus referabitur. Item conditum est quod de hominibus Ducis qui Bomele intraverunt vel intrabunt, precarias & tria in anno Advocati placita & servitium debitum habeat Dux, nisi hoc Comitatus pro suo servitio Dux remittat. In hac etiam Compositione HENRICUS Dux Othoni Comiti bonâ fide promittit, quod in omni guerra quam causa sui contra omnem hominem assumet, ei fideliter assistet, nec unquam treugas aut Compositionem sive pacem absque ipsius Comitatus consilio & consensu faciet. Quod si tamen propria voluntate Comes guerram moverit alicui, vel aliquis eum impetierit; quamvis Comes consilio & judicio Ducis stare voluerit, Dux cum omnibus modis juvabit. Insuper Comes Gelrie juravit quod Duci & hæredibus suis, de cetero tanquam suus homo ligius fideliter serviet, & omnia superscripta bonâ fide & absque dolo firmiter observabit. Et si aliquid illorum intregit, vel fideliter Duci non servierit; & præmonitus à Duce aut Nuncio suo, infra sex hebdomadas ad servitium ipsius Ducis non redierit, tunc omnia feuda quæ Comes à Duce tenet, ipse Comes demeruit & in manu Ducis liberè remanebunt; feuda quoque quæ à Rege tenet totum similiter demeruit, & Dux de manu Régis in feudum recipiet. Item de feudis quæ Comes tenet ab Archiepiscopo Colonienfisi. Et hæc facta sunt & ordinata ad petitionem & sub testimonium totius Ecclesiæ Colonienfisi & suorum hominum. Præmissis omnibus adjectum est, quod si Comes ea quæ prælibata sunt non servaverit & Duci non fideliter servierit, XXV. nobiles terræ ipsius Comitatus & XXV. ministeriales proprio corpore & omnibus bonis quæ à Comite tenent bonâ fide Duci contra Comitem servient, donec ad hoc induxerint Comitem, quod Duci ad voluntatem ipsius serviet & omnia supradicta plenariè observet. Sciatur etiam quod homines Comitatus Gelrie infra Golam manentes, liberi erunt ab exactione Telonei apud Tiele. Sanè quæ superius dicta sunt servanda inter Ducem & Comitem, servabuntur à suis hæredibus & hæredibus hominum subscriptorum qui supradicta juraverunt, sub pena bonorum quæ à Comite tenent. Ut autem hæc rara teneantur in posterum, sigillorum appositione tam Ducis quam Comitatus sunt roborata testibus & juratis his nobilibus.

(1) Il y a une lacune dans l'édition d'Aubert le Mire depuis le mot *Megen*, jusques au mot *Additum* exclusivement; depuis le mot *jure* jusques au mot *item* exclusivement; depuis le mot *re mittat*, jusques au mot *insuper* exclusivement, & depuis le mot *observavit*, jusques aux mots *Ut autem hæc rata*, aussi exclusivement.

ANNO 1203. *libus. Henricus Comes de Kessele, Rogerus de Merheim, Engelbertus de Hoerne, Theodericus de Hoerne, Theodericus Adconatus de Heche, Theodericus frater ejus, Wilhelmus Mollen, Theodericus de Altena, Alardus de Dyelc, Walernus Sperringh, Gerardus de Wische, Lambertus de Monte, Henricus de Bruele, Egbertus de Malson, Arnaldus de Oriben, Theodericus de Alphen. Nomina ministerialium juratorum. Engelbertus de O. Franco de Honthem, Theodericus de Ruremonde, Reynerus de Tegel, Gerardus de Strale, Godefridus Grentwal, Theodericus Gruten, Wilhelmus Robbe, Stephani de Pleise, Theodericus Vastart, Reynerus Castellanus de Suleken, Christianus & Rodolphus de Arnhem, Theodericus frater Comitii, Arnaldus de Arnhem, Helvink Felix. Acta sunt hæc feliciter apud Lovanium anno Domini MCC. III.*

CCXLI.

COLOGNE
ET BRABANT.

Traité de Paix & Alliance entre ADOLPHE Archevêque de Cologne & HENRI Duc de Brabant, fait en l'année 1203. [DYNTER Chron. Duc. Brabant. Lib. IV. pag. 147.]

In nomine Sanctæ & individue Trinitatis.

ADOLPHUS divina favente clementia sanctæ Coloniensis Ecclesiæ Archiepiscopus cunctis Christi fidelibus in perpetuum rei gestæ finem consumat obliquo litterarum solet indicibus eternari, inde est quod notum facimus presentibus & futuris, quod ab antiquo inter Ecclesiæ Coloniensem & Archiepiscopum ex una parte, & Ducem Lotharingie & terram suam ex altera parte confederata est dilectio & confirmata est confederatio, ut nullæ aliorum hominum amicitie vel discordiæ possent vinculum hujus confederationis & dilectionis dissipare. Placuit igitur nobis ex consilio piorum ministerialium. . . ex una parte & Duce Henrico consanguineo nostro & suis fidelibus ex alia istam dilectionis confederationem innovare, & tam in nobis quam in successores nostris perpetua firmitate corroborare, videlicet ex utraque parte istius vinculum confederationis indissolubile in omne ævum permaneret. Henricus Dux Lotharingie fide interposita fideliter promisit quod Ecclesiæ Coloniensi & nobis specialiter cum consilio, cum auxilio contra omnem personam sine laicam sive clericum totis viribus assisteret, & nulla occasione vel suggestionem a tuitione Coloniensis Ecclesiæ & nostro adjutorio discederet. Nos autem idem & eadem confirmationem verba vice mutamus, ut autem hoc factum stabile permaneat & inconvulsam paginam presentem inde conscribi & nostri sigilli impressione & priorum nec non nobilium Civium quorum nomina subscripta sunt dignum duximus roborari: Hujus rei testes sunt, Engelbertus Major Prepositus, Udo Major Decanus, Gerardus Zanrensis Prepositus, Bruno Bonnenensis Prepositus, Theodericus Prepositus Sancti Cuniberti, Theodericus Prepositus Sancti Andree, Theodericus Prepositus Sancti Geronis, Theodericus Prepositus Sanctorum Apostolorum, Magister Oliverus, Bruno de Benschen, Godefridus Notarius, Otto Comes Gelrensis, Puer de Clivo, Wilhelmus Comes Juliacenensis, Henricus Comes de Seyne, Gerardus Comes de Are, Lotharius Comes de Hoenstade, Henricus Comes de Kessele, Adolphus Comes de Mante, Arnoldus Comes de Altena, Arnoldus Comes de Mercka, Godefridus Comes de Arneberch, Henricus Comes de Tolburch, Otto de Wickerode, Eiverrardus de Arberch, Rudgerus de Mechen, Giselbertus de Breme, Rudgerus Stamule, Hermanus Advocatus Coloniensis, Henricus de Volunstene, Henricus de Alphen, Hermanus de Alverre, Otto Camerarius, Henricus de Benschen, Henricus de Unchetrich, Theodericus de Erenpoorte, Joannes Mathias, & alii quam plures, acta sunt hæc anno 1203.

CCXLII.

Traſtatus Limitum per HENRICUM Saxonie Ducem, & Comitum Palatinum Rheni, cum fratribus suis OTTONE IV. Romanorum Imperatore, atque WILHELMO, post celebratam apud Padelburnam partitionem hereditariam, conclusus; Quo portionis Cæsareæ termini consuntur. Actum anno 1203. [LUNIG Teutsch.

Reichs Archiv. Part. Spec. Continuat. II. ANNO 1203. Abs. I. p. 122.]

In nomine Sanctæ & individue Trinitatis.

HENRICUS, Dei gratia Dux Saxonie & Palatinus Comes Rheni. Quoniam omnia, quæ aguntur in tempore, quacumque mutabilitatis lege tendant ad interitum, cautum est literalis adminiculi fulcimine facta roborati, quæ semper tanquam præsentia futurorum sunt memorie commendanda. Notum sit ergo tam futuri, quam præsentis ævi fidelibus, quod nos una cum dilectis fratribus nostris, Serenissimo Domino nostro Ottone, Romanorum Rege & semper Augusto, & Wilhelmo, Patrimonii nostri divisione & unanimi consensu apud Padelburnam celebrata, portionem jam dicto Domino fratri nostro Ortoni Roman. Regi a nostris segregatam & sibi provenientem istis terminorum interlitiis certissimis distinximus: incipit itaque in hoc loco: Brunswic suum est, & omnia inibi pertinentia; & terra usque Nortburg sua est; a Nortburg usque Daulo: a Daulo usque Hunekesbotle: a Hunekesbotle usque Schwibekke: a Schwibekke usque Waresfelde & Waresfelde suum est. De hoc loco terra est sua usque Wadenberge, a Wadenberge usque ad navigium Wagersleve; a Wagersleve usque in montem, qui dicitur Hart ad villam Reinbecke, & ab illo loco totus mons Hart suus est. Castrum Somerscenburg & omnia attinentia sua sunt; quicquid, inquam, est in circuitu illo usque Brunswic, quod Patris nostri Henrici Ducis pie memorie fuit in prædiis, cecit in partem fratris & Domini nostri Ortonis Romanor. Regis, in alio latere a Brunswic usque Florwede terra sua est, & ipsum Florwede dimidium, a Florwede usque Hanovere terra sua est; a Hanovere fluvius Leina superius usque Northeim & juxta Northeim usque ad montem Pleffe suum est, a monte Pleffe usque Göttingen: a Göttingen usque Haneflein, a Haneflein regia sfrata usque Moguntiam. Quicquid est infra terminum istum versus Brunswic, tam in ministerialibus, quam in prædiis & Castris, totum suum est. Hujus rei testes sunt Bernhardus, venerabilis Patelnburgenfis Episcopus, Harbertus, Hiltheimensis Episcopus, Widekindus, Corbejenfis Abbas, Heribertus, Werdinensis Abbas, Laici nobiles; Simon, Comes Tackeneburch, Bernhardus, Comes de Welepa, Henricus, Comes de Stumpenhufen, Conradus de Dikka & Constantinus filius ejus, Hermannus de Lippia, Henricus de Danne: Ministeriales, Conradus de Wihre, Simon Aquefnis Camerarius, Ludolfus de Eibecke, & Boldewilz frater ejus, Fridericus Volekmerode, Basilus de Otterode, Elardus de Hoberge, Ludolphus de Bornfelde, Orravens de Rotdorf, Hartwicus de Ubeisem, & alii quam plurimi. Acta sunt hæc Anno Domini Incarnationis MCCIII. Indict. quinta, Præsidente S. Rom. Ecclesiæ Papa, Innocentio hujus nominis tertio, Regnante Serenissimo Domino nostro Ottone, quarto Romanorum Rege & semper Augusto, Anno regni ejus quarto, ut autem hæc divisio nec a nobis, nec ab aliquo successore seu herede nostro imponere unquam retractari valeat, præsens scriptum hinc inde conscribi & nostri impressione Sigilli ac fratris nostri Wilhel. præcepimus communiti.

CCXLIII.

Traité de Paix entre HENRI Duc de Lorraine & THEODORIC Comte de Hollande, fait le 3. de Novembre 1203. [CHRISTOPHE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 53.]

In nomine Sanctæ & Individue Trinitatis.

NE præsentis ætatis negotia consumat obliquo litterarum indicibus solent æternari. Notum sit igitur tam futuris quam presentibus hujus paginæ inspectio, quod discordia fuerat a multis temporibus inter HENRICUM DUCEM LOTHARINGIÆ & suos prædecessores, & inter Theodericum Comitum Hollandiæ & suos prædecessores de terra inter Mosam & Scaldim, de qua catenus processum est, quod illa discordia consilio hominum utriusque tali modo sopita est; Comes resignavit in manus ipsius Ducis oppidum Dordracense ex utraque parte aquæ, Dordrechtswaerde, Hereswaerde, Dussen, ac totam terram inter Stryen & Waelwijck, usque ad terram Ducis. Hanc quoque terram recepit Comes in feudum a Duce, & factus est homo suus li-

gus;

ANNO
1203.

gius; juravit etiam quod de prædicta terra & in propria persona, dicto Duci de cetero serviet, tanquam homo ligius Domino suo, contra omnes homines, excepto Imperio, sicut jus suum est erga Imperium. Nec hoc detur oblivioni quòd *Dordrecht*, *Dordrechtswaerde*, *Merwade* & *Dijfse*, datum est concanbium Duci & hæredibus suis, pro terra illa quam Dux & sui prædecessores, calumniati sunt super Comitum & suos prædecessores ultra versus Zelandiam. Per hoc quoque remanserunt & sopitæ sunt omnes discordiæ, calumnie & questiones, inter eos. Hæc bona concessit Dux Comiti jure Brabantino, ita videlicet quòd nullus hæres inde exhereditabitur. Similiter Dux juravit, quòd Comitem juvabit contra omnes homines, tanquam hominem suum ligium, quamdiu consilio suo acquiescere, vel juri Curie sue stare voluerit, & hoc excepto Imperio sicut jus suum est erga Imperium. Præterea hoc dimisit Comes Duci & hæredibus suis, quòd omnes mercatores eorum per terram Comitibus transeuntes, tam in aquis quam in terris, manebunt in omni eo jure theoloniorum, quo theolonia fuerunt à principio statuta: idem verò vice versâ Dux Comiti fecit. Præterea Comes renuntiavit omni juri quòd habere se dixerat in *Breda*. Insuper conditum est, quòd Comes non retinebit aliquem in terra sua, qui damnum faciat Duci vel filiis hæredibus quamprimum hoc perceperit; & idem Dux observabit. Omnes homines meliores Comitibus juraverunt, quòd hæc concordia stabilis permanebit; similiter homines Ducis. Sane quidquid Duci contingeret humanitus, Comes & hæres si juvabant hæres Ducis conservare terram, & ligium præstabant eis homagium, ut supradictum est: similiter Dux & sui hæres, juvabant hæres Comitibus, si Comes decederat: quòd si Comes & Dux moriatur; uxores & hæres eorum sibi invicem assissent & juvamen præstabant. Hæc autem ut in posterum rata permaneant, sigillorum appositione tam Ducis quam Comitibus sunt inviolabiliter roborata, testibus his. *Theodoricus Trajectensis Episcopus*, *Matthildis Ducissa*, *Henricus Dux de Limburch*, *Albertus Comes de Daciborg*, *Philippus Comes Namurcensis*, *Willelmus frater Ducis*, *Henricus de Cuyck*, *Albertus filius ejus*, *Walterus Beribout*, *Godefridus de Steeten*, *Arnoldus de Grimbergen*, *Arnoldus de Dieff*, *Leonius de Aa*, *Godefridus Castellanus de Braxella*, *Arnoldus de Westmaele*, *Arnoldus de Wachheim*, *Willelmus Vulper*, *Walterus Bac*. Hi sunt homines Comitibus: *Rutgerus de Meerhem*, *Hugo de Voern*, *Theodoricus de Alena*, *Gerardus de Horst*, *Willelmus de Theylingen*, *Simon*, *Joannes & Ibraudus de Haerlem*, *Albertus Bernardi*, *Walterus de Egmonde*, *Florentinus de Welde*, *Philippus de Wassenaer*, *Arnoldus*, *Henricus & Joannes de Rijswijk*, *Theodoricus de Bockel*, hi etiam & alii quamplures juraverunt. Data sunt hæc anno Domini Incarnationis MCC. III. tertio Nonas Novembris.

Article concernant les Marchands de Brabant
& de Hollande.

In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis.

SCIANT omnes tam præsentēs quam futuri hujus paginæ inspectores: De mercatoribus *HENRICI* Ducis Lotharingæ & *THEODORICI* Comitibus Hollandiæ inter eos esse conditum, inviolabiliter observandum, quòd mercatores Ducis ejusdem, transeuntes per terram prædicti Comitibus, transibunt cum eodem jure tam in aquis quam in terris, quo telonia fuerunt in principio suæ constitutionis statuta: mercatores verò Comitibus per terram Ducis transeuntes, tam in terris quam in aquis per omnia prædicta modo transibunt. Item firmiter statutum est inter eos, quòd si quis de terra Comitibus credit pecuniam suam homini de terra Ducis, non potest nec debet & vadium pro eo accipere, nisi prius illum conveniat in Oppido vel in loco in quo manet, & si iustitia loci fuerit ipsi denegata, vadium accipere potest, sed non alibi nisi super homines loci vel Oppidi ubi iustitia ei fuerit denegata: simili modo observabitur per omnia, si homines Ducis hominibus Comitibus suam crediderint pecuniam. Datum & actum ut supra.

CCXLIV.

1204. (1) *Traité entre HENRI Duc de Lorraine, & le Comte de GUELDRÉ, concernant le mariage*

(1) Ce Traité est sans date; mais on le croit de l'an 1204.
TOM. I.

de GERARD fils du Comte avec MARGUERITE fille du Duc. [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 55.]

ANNO
1204.
LORRAINE
& GUELDRÉ
DALS.

Hæc est Compositio inter Ducem Lotharingæ & Comitem Gelriæ. Dux dabit filiam suam filio Comitis Gelriæ; si verò nunc promissa moriatur, proximam ille habebit: idem de filio Comitibus dictum est. Debitum paratum quindecies centum marcarum quòd Comes debet Duci, & pignus quòd Dux tenet à Comite, dabit filia suæ in dotem filio Comitibus. Cùm filia Ducis ad annos nobiles venerit, Dux dabit cum ea filio Comitibus præter prædicta quantum homines Ducis & Comitibus consulerent quòd cum honore poterit dare. Dux reddet Comiti pueros suos, sub tali conditione, quòd Comes dabit Duci ad securitatem & obsequium Archiepiscopum Coloniensem & Ecclesiam Coloniensem, Episcopum Trajectensem & Ecclesiam Trajectensem, de *Los* & de *Monte Comites*, & præterea homines suos omnes quos dare poterit, quos Dux exegerit & omnes securitates quas poterit, quòd Duci fideliter serviet ut *Homo ligius* de cetero, juxta cartas antiquas, & præterea nova inde si opus est fiet carta. His ita peractis Dux reddet Comiti pueros suos; Dux deponet omnigenam Unitatem de Kempina, similiter & Comes, & unusquisque suum jus habebit de domo Hefe; tam Dux quam Comes suum jus habebit.

CCXLV.

(1) *Traité entre PHILIPPE Roi des Romains, EMPIRE & HENRI Duc de Lorraine & de Brabant, ET BRABANT, concernant la Ville de Dussbourg, & autres.*
[CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 56.]

PHILIPPUS Dei gratiâ Romanorum Rex semper Augustus omnibus hoc Scriptum inuentibus gratiam suam & omne bonum. Universtitati vestre notum fieri volumus, quòd die reformatæ pacis inter nos & HENRICUM Ducem Lotharingæ & Brabantie; ei obligavimus Oppidum nostrum *Dussburg*, cum omni integritate juris & omnibus attinentiis, pro mille & octingentis marcis, ita quòd singulis annis inde deducet ad usus suos, ducentas & quinquaginta marcas, & ipse ita liberè in prædicto Oppido Tutium suum instituet, sic ut plenam & liberam ibi habebit administrationem & præstatam percipiet pecuniam, præsentem tamen Nuntio ejus qui Castro nostro *Werde* præerit, qui aliam in *Dussburg* non habebit potestatem, sed quòd erit testis pecuniæ percipiendæ qui forte si ducentis quinquaginta marcis aliquando super excreverit, hoc in usus nostros converteret; si fortè aliquando defuerit, Administrator noster de *Werde* de bonis nostris in *Werde* illum defectum supplebit: si autem de memorata pignoris forte, tertiam sive quartam seu amplius Duci solvamus, pro rata sortis partē partes accessione ducentarum quinquaginta marcarum minuentur. Præterea inter nos est conditum, quòd nos bonâ fide laborabimus & omni conamine, quòd Episcopus Metensis bona quæ apud *S. Trudonem* habet, Duci permutabit, & compensabit pro aliis bonis ipsi Episcopo æquè utilis, sicut illa bona ei esse consueverunt. Præterea Duci promissimus, quòd Episcopum Leodiensem & Comitem de *Los* & alios Episcopi fautores & coadjutores numquam in gratiam recipiemus, nisi consilio & voluntate ipsius Ducis. Præterea ipsi Duci promissimus, quòd apud Regem Franciæ elaborabimus & efficiemus, quòd ipse erit in gratia Regis, ita quòd Rex in omnibus negotiis suis, ei assistet & propitius & favorabilis erit ei super bonis quæ ab ipso in feudum debet habere. Item supradicto Duci promissimus, quòd conductum & Advocatam de *Mersen* & *Suscino* cum suis appenditiis, quam *Goswinus de Valckenborg* de prædecessoribus nostris Imperatoribus habuit, ei in feudum concedemus, si tamen idem *Goswinus* consensum adhibeat. Pramissis etiam adjecimus, quòd *Willelmo Comiti Hollandiæ* feudum quæ Pater suus & frater ab Imperio tenuerunt, liberè conferre debemus. Promissimus etiam Duci memorato quòd si Argent. & Metensis Episcopi & alii, à quibus Comes *Albertus de Dussburg* est infœdatus (qui ipsum Ducem omnium bonorum suorum hæredem insti-

(1) Ce Traité est sans date, mais il est de la même année que le précédent.

R ■

ANNO

1204.

instituit ei feuda conferre noluerint, nos omni posse nostro & bonâ fide laborabimus, quod hoc effectu mancipetur & ipsi eum incedunt. Ad hæc nos ei polliciti sumus datâ fide, quod etiam contra omnes adversarios suos semper ei assistemus, & in jure suo benevolos nos semper inveniet; & ipse vice versa sicut Princeps noster fidelis, fideliter nobis serviet & in omnibus obsequio-
sus existet. Præterea declaravi de contentione, quæ vertitur inter nos & Comitem Barrensem, promissimus itaque consilio Episcopi Spirensis & Comitis de Daesburg & Ducis Lotharingæ & Brabantiae, ut si quid inter nos corrigendum fuerit, consilio ipsorum emendetur. Item Oppidum Noviomagum quod Dux possidet, per alia bona loco ei competenti compensabimus, consilio Archiepiscopi Coloniensis & Episcopi Spirensis & Comitis de Daesburg & Comitis Juliacen-
sis, quibus bonis ei collatis, ipse prædictum Oppidum nobis restituet.

CCXLVI.

BRA-
BANT ET
LOS.

(1) *Traité de Paix entre HENRI Duc de Brabant, & le Comte de LOS, par lequel ledit Comte devient Vassal audit Duc.* [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 57.]

DUX & Comes sub hac forma composuerunt, quod Comes & uxor ejus omne Allodium quod competit eis ratione & jure hereditario in tota Hollandia, in manus Ducis resignabunt, & idem Allodium à Duce in feodum recipient cum omni integritate, excepta Domino de Leyden & Castellaria: Attamen si Dux omnia feoda quæ ipse Comes tenet de quibuscumque Dominis, ab eis recuperare & obtinere potest, Comes ea de manu Ducis in feodum recipiet, & ipse Comes bonâ fide laborabit, quod Domini ea Duci concedant. Item Castrum de Calmont, de quo Comes uxorem suam A. dotavit, tam ipse quam uxor ejus Duci resignabunt & ab eo in feodum recipient, & præterea redditus annuatim centum marcas valentes Duci cum Castro assignabunt, & ab eo recipient in feodum, præter ducentas quas diu ante in Allodio Herdene assignaverat Comes Duci. Præterea si Comes aliqua feoda alicui contulit, quæ de jure ab Imperio tenere debebat, si Imperium ea recuperare de jure potest, Dux ab Imperio & Comes ea de Duce recipiet. Item Comes promissit, quod concordiam illam quæ inter eum & Dominum Wilhelmum est ordinata, consilio Ducis & Rogeri de Merehem & eorum quos ipsi assument observabit & firmiter stabiliet: si vero prædictus Wilhelmus concordiam prædictam, consilio Ducis & Rogeri de Merehem & eorum quos ipsi assument observare rennerit, Dux Comiti assistet, tanquam in propriis negotiis, quoad quidem eum inviolabiliter observet. Similiter ubicumque Comes jus suum monstrare poterit, Dux ei tanquam in propriis fideliter negotiis assistet, præter hoc Dux assumet tres de suis hominibus, & Comes de LOS tres de suis, ad dandam de sua pecunia consilio prædictorum sex; qui sex si aliqua poterunt adinvenire, ad confirmationem ampliores inter Ducem & Comitum, Dux & Comes eorum stabunt consilio. Ad hæc conditum est, quod Comes ligius homo Ducis erit, contra omnes homines, excepto Imperio & Leodiensî Episcopo; si tamen Episcopus & Ecclesia Leodiensis injuste Ducem gravare attentarent, Comes eos monere deberet, ut ab injusto gravamine ejus cessarent; quod si cessare nollent, Comes Duci sicut ligio Domino suo & pari suo assisset.

CCXLVII.

Concessio INNOCENTII III. Summi Pontificis, PETRO Arragonum Regi, facta de Coronatione Regum & Reginarum Arragonie imposterum celebranda, ut nimirum dicti Reges & Regine in futurum per Tarracensem Archiepiscopum apud Cæsaraugustam coronentur. [SURITA Indices rerum ab Aragoniæ Regibus gestarum. Lib. I. pag. 88.]

CUM quanta gloria, & honore, impendiis, & applausu, Regium Romæ, de manu mea in Monasterio B. Pancratii, susceperis diadema, postquam per venerabilem fratrem nostrum Petrum Portuensem Epis-

(1) Ce Traité est sans date; mais il est environ de ce temps-ci. Buisson le met en 1203.

copum in Regem te fecimus coronari, tua sublimitas non ignorat. Ut dilectionis autem affectum, quam ad tuam habemus personam, per exhibitionem operis evidentius monstraremus, Regalia insignia universa, mantum videlicet, colobium, scaptrum, & pomum, coronam, & mitram ad opus tuum non minus pretiosa, quam speciosa fecimus preparari: & ea liberaliter tibi donavimus in signum gratiæ specialis. Tu vero tanquam Princeps, & Catholicus Rex super Altare Beati Petri Apostolorum Principis Regnum tuum nobis, & per nos Sedi Apostolicæ, cum multo devotionis affectu, per Privilegi paginam, obtulisti: illud ei constitucens in perpetuum censuale: firmiter promittendo, quod juramentum fidelitatis, & obedientiæ in coronatione tua nobis exhibitum inviolabiliter observabis: & ad illud exhibendum, & observandum successores tuos obligari volebas. Nos igitur gratiam tuam nobis exhibitam ad successores derivari volentes, presentium auctoritate concedimus, ut cum ipsi decreverint coronari coronam à Sede Apostolica requirentes, de speciali mandato per Tarracensem Archiepiscopum apud Cæsaraugustam solemniter cororentur: præstita super prædictis idonea cautione. Et quoniam jure civili cautum est, ut mulieres maritorum honoribus decorentur, præsentî auctoritate concedimus, ut per manus ejusdem Archiepiscopi eis liceat coronari. Nulli ergo &c. nostræ Concessio-
nis &c. Si quis autem &c.

CCXLVIII.

Traité entre HENRI Duc de Lorraine, & RAINAULD Comte de Boulogne, par lequel HENRI cède à RAINAULD tout le Comté de Boulogne, moyennant une pension de six cens livres; & ils promettent de se secourir mutuellement, pour recouvrer ce qui appartient à leurs Femmes en Angleterre. Fait à Verneuil au mois de Février 1204. [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 56.]

EGO HENRICUS Dux Lotharingæ, omnibus ad quos litteræ istæ pervenerint. Notum fieri volo, quod Ego constitutus in præsentia Domini mei Regis Franciæ, REGINALDO Comiti Boloniensi & hæredibus suis, quæcivalt totum Comitatum Boloniæ, & quidquid rationi uxoris suæ ad eundem Comitatum spectat circa mare Angliæ: Ita tamen, quod idem Reginaldus Comes Boloniæ & hæredes sui, mihi & hæredibus meis, singulis annis assignaverint apud Kales sexcentas libras Parisiensis monete reddendam medietatem in festo B. Joannis Baptiste, & alteram medietatem in Natali Domini, per manum Domini Regis Franciæ & hæredum suorum, &c. De terra Angliæ, quæ pertinet ad jus uxoris meæ & uxoris Comitis Boloniæ sic erit: Si idem Comes Boloniæ disposuerit ire in Angliam, cum armis, ad acquirendum jus & hereditatem uxoris suæ & uxoris meæ, nisi ego infra duos menses, postquam ab ipso Comite Boloniæ fuero submonitus, cum eo gentes meas nullo competenter in Angliam, vel ego in propria persona illuc iero cum eo, quidquid idem Comes ibi acquireret suum erit proprium: Et vice versa, nisi idem Comes, postquam infra prædictum spatium à me submonitus fuerit, miserit competenter gentes suas mecum in Angliam, vel in propria persona venerit: quidquid in Angliam acquirat, meum erit proprium. Si autem, sicut superius dictum est, ab altero nostro vel ab utroque terra prædicta acquiratur, idem Comes habebit partem suam de illa, ratione fororis primogenitæ ad usus & consuetudines Angliæ, & ego similiter partem meam ratione fororis minoris natæ, &c. Actum Verneone anno Domini MCC.IV. mensis Februarii.

CCXLIX.

Traité entre PHILIPPE Roi des Romains, & HENRI Duc de Lorraine & de Brabant, par lequel PHILIPPE donne à HENRI l'Abbaye de Nivelles &c. à condition que Henri aidera Philippe de tout son pouvoir &c. fait à Coblenz le 12. de Novembre 1204. [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 55.]

ANNO
1204.*In nomine Sancte & individue Trinitatis.*

PHILIPPUS divina favente clementia Romanorum Rex semper Augustus. Regalis excellentie, provida conspectio, nobilium pariter & magnorum Principum devotionem & preclara consuevit pensari obsequia, & circa eorum augmentum & honoris promotionem, cum omni effectu curam & operam adhibere diligentem. Quapropter ad universorum Imperii fidelium presentis etatis & posteritatis successive notitiam deduximus proferendam, quod accedens ad presentiam nostram, sub frequentia Principum apud Confluentiam, dilectus *Conjanguinus & Princeps noster HENRICUS Illustis Dux Lotharingie & Brabantie* hominibus nobis fecit & de manu nostra suscepit, feudum quod ab Imperio tenere debet. Nosque ut ipse pro exaltatione nostra, operosa voluntate desudet, & ubique locorum Imperie commodum procuraret, concedimus sibi & legitimis heredibus suis in rectum feudum *Abbatiam Nyvellesensem* cum omni honore & eo jure, quo eam Imperium & nostri antecessores Romani Imperatores & Reges usque ad nostra tempora habuerunt. Insuper concedimus ei & heredibus suis in feudum Civitatem *Triestensem*, cum omnibus iuribus & appendiciis suis extra Civitatem & intra, nec non ibidem Ecclesiam S. Servatii, cum omni integritate & eo jure, quo Patri & Fratri nostro Divis Romanorum Imperatoribus attribuitur. *Noviomagnum* quoque quod ad nostrum & Imperii Dominium reduximus, ipsi Duci in aliis recompensabilibus bonis. Item concessimus ei omne feudum, quod *Patruus* suus Comes *Albertus de Dagiburg* de manu nostra & Imperio obtinuit; ita quod ipse Dux post mortem ipsius Comitum, in omnibus bonis sine padis absque casualibus contradictionis impedimento (si tamen Comes sine herede discesserit) ei succedat. Homini- bus quoque Ducis, Civitatis videlicet, *Orsen* que nunc *Silva* dicitur, & *Thiele*, per totum Imperium in exactione thelonii, eandem habebunt justitiam & libertatem, quam habuerunt temporibus *Paris* & *Fratri* nostri; & proinde homines nostri in terra Ducis ab onere exactionis liberi erunt. Insuper Regia auctoritate nostra statuitur, & memorato Duci concedimus, ut filias suas, si masculum heredem non habuerit, in fidei suis liberet ei tamquam masculi succedant. Deum Regia benignitate in rectum feudum concedimus ei annuatim *sexaginta carratas vini*, quarum media pars apud *Boppe- diam*, reliqua pars apud *Baldebern* in *Alstia* tempore vindemiæ ei perfolventur. Compromissum est etiam ex parte nostra & ipsius Ducis, quod omnium amicorum nostrorum fidus erit amicus, & adversariis nostris inimicabitur & nobiscum eorum districtè persequetur, nec aliquem manu tenebit; & nos etiam ipsum Ducem in omnibus negotiis suis manuteneamus, nulli inimicorum suorum contra eum auxilium vel consilium prestabimus. Ut autem hac omnia rata semper permaneant & inconcussa perseverent, hanc paginam exinde conscriptam, sigilli nostri charactere justissimum communiri. Hujus rei testes sunt *Adolphus Colonienfis Archiepiscopus, Dithelmus Constantienfis Episcopus, Conradus Spirenfis Episcopus, Comes Hilbelmi Juliacensis, Comes Arnoldus de Alenach, Comes Otto de Geldere, Comes Silbertus de Herda, Comes Henricus de (Gemino- ponte) Zweybragge, Comes Ernestus de Velskei, Otto de Baren, Cono de Munsenberg, Henricus Dapifer de Wapraz, Henricus de Smalnecki, Wernerus & Philippus fratres ejus de Bantenda, Conradus pater de Boppe- dia, Reinhardus de Lure* & alii complures. Item concedimus Duci universa bona constituta ultra Mo- sam, que antea Comes de Loon ab ipso Duce in feo- dum acceperat, Imperio attinentia. Acta sunt hac anno Domini MCC. IV. Datum Confluentie secundo Id. Novembris, Indictione septima.

CCL.

1205.

Tra- tatus Concordie & Amicitie inter Episcopum Ratisponensem CONRADUM & LUDOVICUM Ducem Bavarie, qui diffensiones de Moneta, Teloneis & Judiciis communibus componuntur, Dux Ecclesie aliquot Castra donat, & de concedendo Ecclesie Ducatu suo, in casu decessus sine herede, sub certa conditione cum dicto Episcopo convenit. Dat. Anno 1205. Cum Confirmatione PHILIPPI Romanorum Regis. [HUN- DII Metropolis Salisburgenfis, Tom. I. pag.

154. LUNIGS, Teutches Reichs Archiv. ANNO
Part. Spec. Contin. II. Abtheil V. Abtatz. 1205.
I. pag. 123. avec quelques legeres differences.]

In nomine Sancte & individue Trinitatis Amen.

CUNRADUS Dei gratia Ratisponensis Episcopus, Imperialis aula Cancellarius. Notum sit tam futuris quam presentibus. Quod cum inter Ratisponensem Ecclesiam & Ducem Bavarie a longo retroacto tempore graves inimicitie & bellorum asperitates frequenter emergere consuevisent, Dominus Ludovicus, inclitus Dux Bavarie, hanc detestabilem insolentiam pro bono terræ & intuitu æterni Numinis temporibus nostri Episcopatus antiquare volens, & tam nobiscum quam cum nostris Successoribus pacem conservare, cum sapientibus Baronibus terræ vasallis suis, super concordia stabili nobiscum facienda nos convenit, cui perlaudabili proposito quod habuit, benignum assensum prebentes, sic amicaoliter sumus concordati. Quod nos invicem diligere & auxilium prestare promissum contra quoslibet, exceptis Domino Rege Philippo & ejus in Imperio Successoribus & fautoribus Ecclesie Ratisponensis. Ipse verò Dux pium propositum decorare volens beato memoriali, pro reverentia Jesu Christi & B. Petri, & animæ suæ, ac parentum suorum salute in altera parte *Danubii*, hæc prædia, scilicet castrum *Kelheim*, & *Lutholdum* cum pueris & familia & omni posteritate sua, castrum *Lengenveld*, castrum *Staufe*, castrum *Stevengingen*, castrum *Wolffheringen*, castrum *Bartespereh*, castrum *Durehelmburge*; Ex ista verò parte *Danubii*, castrum *Landeshueta*, cum omnibus ministerialibus, & redditibus eis attinentibus & tota familia, si sine prole legitima decesserit, Ratisponensi Ecclesie perpetuo possidenda donavit. Devotione ergo tanta considerata & benigno voto, quo Dux Ecclesiam pie respexerat, pro aliquanta repensione suæ bonæ operationis, ipse in continentis beneficio *Landgravi* (quod tunc vacans fuit situm in montanis) est inbeneficiatus; ita tamen quod ei non liceat redditus ejusdem beneficii alicui unquam in beneficio conferre.

Præterea si Dux decedens sine prole legitima, sicut donavit Ecclesie prædicta prædia, ita etiam Episcopato Ducatum condixerit, ipse inbeneficiabitur proximo beneficio, quod vacaverit Ecclesie ab aliquo Principum; exceptis tribus, scilicet, beneficio Domini Regis, & beneficio Advocatæ majoris Ecclesie, & beneficio Comitum de *Hochenbunge*; & ei insuper assignabuntur redditus tanti, quanti sibi perfolvuntur de beneficio *Landgravi*; & Curie suæ tanta dabitur pecunia pro consilio, quanta tunc data est, cum saepe dicta prædia Ecclesie conferrentur. Dux verò, si hoc facere noluerit, beneficium *Landgravi* quod habet, habeat, & Curie suæ non dabitur alia pecunia quam data est, sibi tamen media pars beneficii, quod ab alio Dominorum proximo vacaverit, præter quas excepta sunt, est concedenda; Et ipse in familiari consilio electionis Episcopi, sicut unus ex Canonici vel ministerialibus recipiendus est & audiendus. De jure quoque & judiciis in hoc concordavimus, ut quidquid juris in civitate vel ubique habere debemus ab hominibus nostris, quos ad hoc disponimus ordinamus, sine controversia & lite inter se nobis illud conservetur. Præterea conductum simul prestabimus, & lucrum inde acceptum simul dividemus, & quicunque contra velle nostrum aliquem vel aliquos conducere voluerint, illud ambo prohibebimus. Collectas etiam super civitatem generales æqualiter dividemus, hoc excepto: Si homo noster vel Ducis eonverso Domino suo singulariter aliquid tribuat, vel pro aliquo delicto gratiam suam acquirat, in quo alter alterum necessarium non habebit: Si verò aliquis nobis attinens se opposuerit, ne nobis serviat, vel Duci attinens, simili modo, si servire recusaverit, ambo promissimus ad servendum illum compellere, & lucrum simul æqualiter dividere; sed hoc fiet secundum consilium & moderationem Episcopi. Item de manifesto conflictu in civitate lucrum æqualiter dividemus. Item de indicendo foro rerum venalium qualcumque, & de omnibus unionibus quarumlibet venditionum, modum simul statuimus, & neuter sine altero vel alterius licentia aliquid de his statuat vel mutabit vel remittere: similiter de venditoribus suis Dux, quod statuet, ager de consilio Episcopi. De ordinatione verò pacis Provincie sic ambo statuimus, ut quidquid inter nos vel coadjutores nostros, vel utriusque Ministeriales emerferit, ex quo concordia & amicitia inter nos facta est, scilicet, quod unus alteri damnum intulerit, damnificatus sine talione sex hebdomadis se contineat & conquertur Episcopo, si Dux est, vel eonverso & plenariis recipiat

ANNO
1205.

ciat satisfacionem: Si verò damnificatus hoc transgreditur, ita quòd pro injuria sibi illata malum fecerit, factum duplo restituat, & pro sibi illata nullam habeat emendationem; & si damnificatus sine talione injurias suas conqueritur, & Sacramentum calumnie præmiserit, ille, in quem agitur, dampnum restituat confirmatione juramenti trium autenticarum personarum, & si negare voluerit, simili modo negabit: Item si agens in alium Sacramentum calumnie præmittere noluerit, ille, qui pro reo habetur, sola manu se poterit expurgare: Si verò damnificans pertinacia vel paupertate satisfacere contempserit, excommunicetur ab Episcopo & à Duce proscriptatur, & à tali damnatione non liberetur, nisi prius de his, quæ deliquit, dignam exhibeat emendationem. Talem enim ultra solam noctem vel prandium nullus in domo sua recipiat vel detineat: Qui verò eum detinuisse culpatus fuerit, & tertia manu se expurgare noluerit, nec poterit, satisfaciatur pro ipso. Item qui satisfacere tenetur, pro quocunque facto, citabitur peremptorie à Judice, per sex hebdomadas; & si se die confuturo præsentaverit, infra duodecim dies postea satisfaciatur, & satisfacionis certitudinem coram Judice faciat per fidejussores: Si autem se citatum aliquis nescierit, & hoc probaverit, non damnatur, sed satisfactio recipiatur ab eo supra dicta: Item qui alium sine querimonia violenter per raiam insultum fecerit, dampnum illatum talente reddat. De prædictis igitur excessibus, si aliquis coram Episcopo vel Duce, vel aliis quibuscunque Judicibus, quibus hoc commiserint, convenitur, sicut supra constitutum est, & ipsi Judices hoc judicare neglexerint vel noluerint, sine omni occasione & contradictione infra 12. dies satisfaciatur loco & vice ejus, qui in causam tractus fuit, & ponent auctori fidejussores, & ipsi, qui inimici fuerant, sint amici.

De Castro Chuoßtain, ambo taliter statuimus, ut vel illud simul habeamus vel destruamus, & simul prohibeamus, ne reedificetur.

De Moneta Ratisonensis statuimus, quòd stabilis sit, & nulla unquam post eam fiat; sed si factum fuerit, Dux ad consilium & velle Episcopi prohibeat, & retractet. Hæc constitutio de concordia & amicitia inter nos & Ducem & statuto, quod de civitate statuimus & aliis, durabit, quàm diu simul vixerimus: Si verò Successor noster in Episcopatu cum Duce Bavarie hanc amicabilem concordiam conservare voluerit, & hoc apud ipsum impetrare poterit, quæcunque statuta sunt, omnia rata habeantur. Testes hujus rei sunt Gotfridus major Præpositus, Magister Rupertus, Scholasticus majoris Ecclesie, Dominus Conradus, Comes de Mosburc, Dominus Eberhardus, Comes de Dorenberc, Albero Lupus, Albertus Lutzemannus, Syldus Choph, Wirnto de Planchenstein, Cunradus de Hohenfels, Arnoldus de Schönenfeldt, Hawardus de Oürtingen, Wilhelmus super Danubio & alii quàm plures. Acta sunt hæc Anno M. CC. V. Indictione nona.

Copia confirmationis PHILIPPI Rom. Regis, &c.

In Nomine Sanctæ & individue Trinitatis Amen.

PHILIPPUS Dei gratia, Romanorum Rex, semper Augustus. Quoniam pro pace ordinanda & iustitia terris facienda, coronam & regimen Imperii suscepimus, facili assensum præbere tenemur, his quæ bono pacis fuerint præordinata: Hujus igitur rationis intuitu notum fieri volumus universis. Quòd cum Ratisonensis Episcopatus cum Ducatu Bavarie ab Imperio moneta, telonea, & quadam judicia habeat communia, super quibus dissensiones & bellorum asperitates frequenter exurgere consueverant; dilectus noster Cunradus Ratisonensis Episcopus, Imperialis aulæ Cancellarius, & Consanguineus noster Ludovicus, Nobilis Dux Bavarie, huic morbo remedium adhibere volentes, communicante sibi meliorum terræ Baronum & Ministerialium consilio, in hoc conveniunt amicabiliter, quòd fide coadunati sunt, sic quòd se invicem perpetuò pactsi sunt diligere, & alter alteri præstare promissum auxilium contra quemlibet; excepto nobis & nostris in Imperio Successoribus. Episcopus etiam excepti coadjutores Ecclesie Ratisonens. De jure quoque & iudiciis & aliis agendis in civitate, in unum sic conveniunt, ut quicquid in ea simul vel singulariter habere debeant ab hominibus eorum, quos ad hoc procurandum deputaverint, sine lite & controversia utrique jus suum in hoc conservetur. Præterea conductum simul præstabit, & lucrum inde acceptum pariter dividunt, & quicunque contra velle ipsorum aliquem vel aliquos con-

ducere præsumpserit, illud ambo prohibebunt. Collectas etiam super civitatem generales, & lucra simul dividunt, hoc excepto: Si homo Episcopi vel Ducis Domino suo singulariter aliquid tribuat, vel pro aliquo delicto, bonis mediatis, ad gratiam suam redeat, in quo auxilium unus alteri necessarium non habetur.

Item si aliquis Episcopo attinens, se opponit, ne ei serviat, vel Duci e converso, ambo promittunt illum compellere ad servendum, & lucrum simul dividere; ita tamen quòd Dux exactionem faciat in hominem suum, secundum consilium & moderationem Episcopi, & Episcopus e converso secundum consilium Ducis idem facere tenetur.

Item de manifesto confictu in civitate, & de indecens foro rerum venalium qualcumque, & de omnibus unionibus quarumlibet conditionum, modum simul statuent, & lucrum simul dividunt; & neuter sine altero vel alterius voluntate aliquid de his statuet, vel mutabit vel remittet.

Similiter de venditione falis, Dux, quod statuerit, de consilio Episcopi ordinabit.

Item de moneta Ratisonensi statuerunt, quòd nulla unquam post eam fiat, quòd si factum fuerit, Dux ad consilium & velle Episcopi prohibeat.

De ordinatione vero pacis sic statuerunt in Provincia, ut quicquid inter eos vel ipsorum coadjutores, vel utriusque ministeriales emerit; ita quòd unus alteri dampnum intulerit, damnificatus sine talione sex hebdomadis se contineat, & conqueratur Episcopo, si Ducis est, & e converso, & plenarius recipiat satisfacionem. Si verò damnificatus hoc transgreditur, ita quòd pro damno sibi illato aliud dampnum fecerit, factum duplo restituat, & pro sibi illato nullam habeat emendationem: Sed si damnificatus sine talione injurias suas conqueritur, & Sacramentum calumnie promiserit, ille, in quem agitur, dampnum restituat, testimonio juramenti trium denominatorum, si negare voluerit, simili modo negabit. Item si agens in alium Sacramentum calumnie præmittere noluerit, ille, qui pro reo habetur, sola manu se poterit expurgare; Item si damnificans pertinacia vel paupertate satisfacere contempserit, excommunicetur ab Episcopo; & à Duce proscriptatur, & à tali damnatione non liberetur, nisi prius de excessibus dignam exhibeat satisfacionem. Talem enim ultra solam noctem vel prandium, nullus in domo sua recipiat, vel detineat; sed qui eum detinuisse culpatus fuerit, & tertia manu se expurgare noluerit vel nequivit, satisfaciatur pro ipso: Item qui satisfacere tenetur, pro quocunque excessu, citabitur peremptorie à Judice per 6. hebdomadas, & si die confuturo se præsentaverit, infra duodecim dies postea satisfaciatur, & satisfacionis suæ certitudinem faciat coram Judice per fidejussores: Si autem se citatum aliquis nescierit, & hoc probaverit, non damnatur, sed satisfactio ab eo accipitur supra dicta.

Item qui in alium sine querimonia violenter per raiam insultum fecerit, dampnum, quòd fecit, integrè restituat, & pro dedecore insultus reddat quincque talenta. De prædictis igitur excessibus, si aliquis coram Episcopo vel Duce vel aliis Judicibus, quibus hoc commissum est, convenitur, sicut supra constitutum est, & ipsi Judices hoc judicare neglexerint vel noluerint; ipsi pro eo, quòd non judicaverunt, omni occasione & contradictione remota, loco rei infra dies duodecim satisfaciatur & auctori dent fidejussores, & illi, qui pro tali facto inimici fuerant, fiant amici.

De Castro quoque Chuoßtain statuerunt, ut illud vel simul habeant vel destruant, & ambo prohibeant, ne reedificetur.

Hæc autem constitutio Episcopi & Ducis de universis, quæ superius memorantur iudiciis, concordia & lucris, durabit, quàm diu ambo vixerint: Si verò Successor Episcopi hoc statum cum Duce conservare voluerit, & apud eum, ut ita sit, obtinere poterit, quæcunque statuta sunt, per omnia rata habeantur.

Et Dux in familiari consilio electionis Episcopi, sicut unus ex Canonicis vel Ministerialibus recipiendus est, & audiendus.

Ne autem hujus concordie amicitie & statuti, quòd fecerunt Episcopus & Dux, posse vel debere retractari fortè putaretur ab aliquibus, Dux, qui bono zelo & intuitu pacis ista fieri voluit, plium propositum beata decoravit memoria: Unde pro reverentia Beati Petri & anime sue, ac parentum suorum remedio, hæc prædia, scilicet Castrum Kelheim, & Lutoldum cum pueris & omni familia, & posteritate sua, Castrum Lengewelt, Castrum Stoufe, Castrum Steveningen, Castrum Wolfneringen, Castrum Barperch, Castrum Durchelenburgh, & Castrum Landeshtute, cum omnibus ministerialibus &

ANNO
1205.

ANNO & tota familia, & redditibus eis attinentibus, si sine prole legitima decesserit, Ratisponensi Ecclesie perpetuo possidenda donavit: Devotionem ergo Ducis attendens Ratisponensis Ecclesia, quod ipsam pie receperat, partes suas interposuerunt; Ita quod Episcopus Ducem beneficio Landgravi, quod vacabat eodem tempore situm in montanis, hac conditione inbeneficiavit, quod ei non liceat redditus ejusdem beneficii alicui unquam inbeneficiare. Adjecit etiam Dux, si esset de concessione nostra, & sibi forte placeret in posterum Episcopatu Ducatum, eo decedente sine hærede, condicere, quod sibi concederetur beneficium proximè vacans ab aliquo Principum; exceptis tribus, beneficio scilicet, quod nos ab Ecclesia tenemus, & beneficio majoris Ecclesie Advocacie, & beneficio Comitibus de Hohenburch, & Curia sua tanta daretur pecunia pro consilio, quanta data est, cum ipse castra, & prædia sua Ecclesie disponeret, sed si hoc non faceret, tamen media pars beneficii, quod vacaverit, ab aliquo Principum, tribus prædictis exceptis, sine pecunia consilii sibi concederetur. His igitur omnibus Ratisponensis Episcopus & Chorus, & Ministeriales, quia ad pacem esse videbantur, præbuerunt assensum; Nos verò tum quia laudabilia sunt hæc, quæcumque statuta sunt, inter Ratisponensem Ecclesiam & Ducem, tum quia ad pacem tendunt totius Provincie, approbantes & rata habentes hanc præsentem paginam rei gestæ scribam continentem, figilli nostri impressione & subscriptione testium reddidimus confirmatam.

CCLI.

1206. *Traité entre HENRI Duc de Lorraine & Louis Comte de Los, par lequel le Comte cède au Duc le Château de Chalmont &c. Fait l'an 1206.*
[CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 58.]

SCIANT omnes tam futuri quam præsentis præsentis Scriptum intuentes, quod ad confirmationem dilectionis & securitatis Ludovici Comes de Los Castrum de Chalmont, quod sumum erat Allodium, in manus HENRICI Ducis Lotharingie resignavit & illud in feodum ab eo recepit; præterea in universo allodio de Herdenen & in villis præfato Castro attinentibus, singulis annis trecentas marcas ei assignavit, quas similiter de manu Ducis liberè suscepit, tali conditione interposita; quod si memoratum Comitem sine liberis decedere contingerit, propinquiorem ejus hæredem feuda ipsa sine contradictione devolvent. Sapedictus etiam Comes ipsi Duci contra omnes homines, excepta Leodiensi Ecclesia, legatietatem fecit, quod etiam hæredes Comes Duci & suis hæredibus facere tenerent; quia tamen Ecclesia si Duci in aliqua vellet injuriari, ipse Comes partes suas interponens, in hoc casu sicut Domino & Patri suo ei facere debet: Et Dux vice versâ Comitii similiter facere teneret. Et ut hæc quæ prænotata sunt, in posterum rata & inconvulsa permanerent, Comes decem de hominibus suis subnotatis, cum feodis suis Duci in Hostagium dedit, ut si forte ipse vel hæredes ejus ista infringere attemptaverint, ipsi tamdiu Duci contra Comitum vel hæredes ipsius serviant, donec eum ad satisfactionem redduxerint: similiter Dux Comitii decem de suis hominibus in Hostagium dedit. Hi sunt obfides Comitibus Rogerus de Merehem, Theodoricus de Alena, Otto de Bornen, Willelmus de Petershem, Arnoldus & Hermannus frater ejus de Elste, Robertus de Berle, Raso de Curberaco, Willelmus de Gosthem, Theodoricus Castellanus de Los. Hi sunt obfides Ducis; Godefridus de Soeten, Arnoldus de Dieß, Gerardus de Grimberge, Gerardus de Yacia, Godefridus Castellanus de Bruxella, Arnoldus de Walbein, Arnoldus de Wesemale, Arnoldus Sewescaillor, Goswinus de Heverle, Robertus de Thennit. Acta sunt hæc anno Verbi Incarnati MCC. VI. sub testimonio suprascriptorum virorum.

CCLII.

(1) *Traité de Paix entre HENRI Duc de Lorraine & de Brabant & LOUIS Comte de Los.*
[CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 58.]

Hæc est Compositio inter Ducem & Comitum de Los. Comes renuntiabit omni querelâ quam ver-

(1) Ce Traité est sans date; mais il est du même tems que le précédent.

sus Trajectenses habuit, cum omnibus villis & appenditiis, quæ spectant ad Trajectum; videlicet Polus, Montenake, Wilre, Lincolne, & si quæ sunt aliæ villæ. Querelâ quam habet versus Rutte Comes renuntiabit, excepta Advocaciâ. Pactum quod Dux habet in S. Trudone, reddet Episcopo Metensi; & cum Comes benè fuerit cum Duce, Dux juvabit Comitum quod Episcopus ei concedat, si juvare potest cum voluntate Episcopi Metensis: sed Episcopus habebit bona sua & pactum suum liberè. Præter hoc habebit Comes à Duce in feodum Advocatiam S. Trudonis; & omnia quæ Comes cum filia Ducis acceperat in feodum, à Duce tenebit & lignis homo suus erit contra omnes homines, excepto Episcopo Leodiensi; & etiam contra Episcopum juvabit Comes Ducem, si Episcopus guerram movere voluerit Duci pro sua voluntate injunctâ. Item Dux præfiget Comitii de Los diem, ad quem Comes indubitanter veniet & Dux de Limbourg si voluerit; sed quidquid ei sententiatum fuerit vel factum, prædicta bona tenebit Comes à Duce, & propter hoc de Allodio suo quod ducentas valet marcas annuatim, Comes assignabit Duci, & à Duce tenebit. Cum ux & omnes fuerint compositi, Dux bonâ fide juvabit, quod Comes de Los & Dominus Willelmus de Hollandia componantur; si verò Dux hoc juvare non poterit, Dux utrique diem præfiget & Comitii de Los faciet quod homines dixerint quod de jure teneret facere.

CCLIII.

Convention passée entre EUDES Duc de Bourgogne, & l'Evêque de LANGRES, pour leurs droits de Seigneurie dans la Ville de Châtillon sur Seine, & pour la justice entre leurs Sujets. Fait en l'année 1206. [ETIENNE PERARD, Recueil de plusieurs Pièces servant à l'Histoire de Bourgogne, pag. 297.]

BOURGOGNE
ET LANGRES
CALH.

EGO Odo Dux Burgundia, notum facio omnibus tam præsentibus quam futuris, quod customis Castellionis taliter sunt, inter me & Episcopum Lingonensem; videlicet, si aliquis, cujuscumque dominationis homo, aliquod magnum forefactum fecerit ad considerationem Domini Lingonensis Episcopi & Domini Ducis Burgundie, deducit & tractatur. Omnia namque magna forefacta communiter ad Dominum Episcopum & ad me spectant, sicuti multa, homicidia, furta, adulteria, violenti concubitus foeminarum, falsæ mensuræ, edicti communis contemptus & fractio, casus in bello campestri, & in judiciis deprehensio. Justitia autem aliorum hominum est inter me & Episcopum Lingonensem, nec Præpositus Castellionis potest taxare forefactum sine Villico ejusdem villæ, nec Villicus sine Præposito. Si verò aliquis homo caprus habeatur pro aliquo forefacto quod commune sit, Præpositus non potest illum hominem liberare sine Villico, nec Villicus sine Præposito, nec in eo iudicium exercere. Licet Præposito iusticiam exercere in homines Ducis sine Villico, & Villico liberè in homines Episcopi sine Præposito. Si homines Episcopi aliquod fecerint forefactum, Præpositus non potest manum ponere in ipsos, nisi per clamorem Villici, nec Villicus in homines meos, nisi per clamorem Præpositi. Medietas vantæ Custels est Episcopi, altera medietas est mea. Similiter medietas omnium magnorum forefactorum est Episcopi, altera medietas est mea. Omnes curvatæ Castellionis sunt Episcopi. Quicumque verò habet aratum apud Castellionem, etiam si haberet, debet Episcopo curvatam. Omnes illi qui in mansis Episcopi qui debent caponem, manent vel manere voluerint, debent semel in anno Episcopo placitum generale. Episcopus quolibet anno tres habet Bannos intra Castellionem, quorum quilibet durat tantum per tres septimanas: ego verò duos, quorum uterque durat tantum per quindecim dies. forefactum Bannorum, tam Episcopi quam mei, omnia communia sunt Episcopo & michi. Clerici, Milites, Sergenti qui panem capiunt, in Curia apud Castellionem non cogentur tenere illud Bannum. Cullibet etiam integrum modium vini vel amplius per hæc edicta vendere vel emere non negatur. Ego non possum elevare novas customas ad Castellionem, vel infra Banni leugam Castellionis, sine Episcopo, nec Episcopus sine me. Super illas customas, quas predecessores nostri habuerunt, Hago antecessor meus non potuit firmare Castellionem sine assensu Lingonensis Episcopi. Unum pactum est inter Episcopos, quod quoniam Dux Burgundie debet accipere feodum

ANNO
1206.

feodum Castellionis ab Episcopo, jurare tenetur & assecurare, & facere milites & servientes suos de Castellione jurare, quod manum non ponent in rebus quas habeat Episcopus infra Castellionem & in appenditiis Castellionis, nec in hominum suorum corpora, qualiscumque inter ipsos oriatur discordia. Statutum est etiam, quod ego nichil possum capere in homine Episcopi Lingonenis, manente Castellione vel in Castellaria, præter mulierem meam, dum pueri manebunt cum patre, existentes de manu, pastu, & familia patris. Ipse Episcopus similiter nichil potest capere in homine meo, præter mulierem suam, dum pueri manebunt cum patre, existentes de manu, pastu, & familia patris. Præterea si qui homines manserint infra ambitum duarum portarum de *Chamonte*, si nullam in alia parte villæ remanentiam habuerint, ibi solummodo mel erunt, dum non sint homines proprii Episcopi, aut de castamentis sitis de *Barro supra Secanam*, de *Charemaco*, & de Castellaria ejus. Et isti quidem, si Castellione venerint mansuri, sive super Episcopum, sive super me solius Episcopi erunt. Omnes qui Castellione retinebuntur mansuri, in quacumque parte Castellionis terræ extra ambitum duarum portarum de *Chamonte*, cujuscumque sit Episcopi, sive mea, omnes erunt Episcopo & michi communes, & tenementum commune; exceptis illis qui de tribus Abbatibus venerint, Flavignienis, Dementis monasterii, Pulteriarum: qui omnes sunt mei. Si vero eos qui communes facti sunt Episcopo & michi, retro abire contigerit, fondus terræ remanebit in Dominio ejus cuius prius sint. Homines vero hujus communie si utriuslibet mulieres duxerint, licet eas habeant, nec Dux, nec Episcopus eas sequatur, sed potius communes erunt Duci & Episcopo, & eorum liberi, sicut & viri eorum. Medietas terræ illius quæ extra fossaria est, de *Chamonte* usque ad *Viam* quæ est ante domum leproforum, quæ vadit ad *Amplegium*, est Episcopi; & de censu & iustitia: à via vero illa usque ad stagnum de *Marmont*, & quantum finagium de *Marmont*. tertiam partem habet Episcopus. Ego teneo de Episcopo, quicquid ad *Castellionem* habeo & in Castellaria, & omnia feoda sum homo ligius, post Regem, Domini Lingonenis Episcopi. Si discordia oriatur inter me & Episcopum, de negotiis Castellionis, quæ veniat ad causam, ego, sive Episcopus, vel nostri vicarii, pro causis agendis debemus convenire ad *Perron* de *Maul Consoil*, vel in claustris Canonicoz, & ego vel meus vicarius, medietatem militum meorum de castatis, qui pertinent ad Castellionem, ad consulendum Episcopum tenemus impartiri; qui ipsum Episcopum, tantum si essent sui homines, adjuvare in illa causa, & eidem fideliter sine offensa Ducis tenentur consulere. Si vero causa durat usque ad iudicium, iudicium est Episcopi, & illud in domo sua de Castellione, si ei placuerit, poterit tractare. Episcopus etiam, movens guerram adversus alium quam adversus me, potest guerrare de Burgo & de Castro, sicut & ego, & teneor adjuvare eundem Episcopum de feodo suo, bona fide, tantum Dominum meum Lingonensem, post Regem. Vincetos etiam suos, quos vulgo prius vocant, potest Episcopus, vel ejus vicarius, mittere in turres Castellionis, quandocumque voluerit, sed homines mei illos custodient bona fide tanquam meos. Custodes etiam portarum de castro Castellionis, debent facere Episcopo fidelitatem. Præterea liberi homines utriusque Domini tutelæ submissi, ad nullam tenentur exire expeditionem, vel etiam equitatem, nisi edicti clamatio ex parte Domini præcedat utriusque. Immunes debent esse ab omni tallia & exactione. Commendatias suas tenentur persolvere, & amborum succumbere iusticiam Dominorum. Homines vero Canonicoz & militum, parere tenentur edicto communiter exclamato, cuius transgressionis satisfactio Dominum ipse ad utrumque, & si dictorum Canonicoz vel militum hominem quencumque, Episcopi seu Ducis sacellum aliquis in mellem deprehendat, coram Præposito vel Magistro tenetur accedere ad iusticiam exequendam; sed nisi sit in mellem, capiatur. Nemo unum ponere in illum debet. sed ad Dominum illius, vim vel injuriam passus tenetur accedere, & de adversario suo ius vel iusticiam postulare. Milites Castellionis sunt homines Ducis, & Dux est homo Domini Lingonenis. Spargia Castellionis communis est duobus Dominis. Similiter & pastura, de qua Episcopi habent unum obolum pro una quaque bidente, in uno anno: sed nichil accipiunt in alio subsequenti. Custodes segetum, custodes omnium, non nisi per eorum vel sergentorum suorum licentiam custodiuntur: hoc excepto, quod

quilibet absque Dominorum licentia propriis ovibus apponere custodiam permittitur, & alienis prohibetur. Præterea, tam Dominus Lingonenis quam Dominus Dux, apud Castellionem venientes, si rebus venalibus villæ credenciam querant, non debent cogi nisi super eorum vadia venditores accelerare illis, sed eorum vadia tenentur accipere, & ea per annum & diem reservare, sic & castatorum vadia in rebus venalibus & apertis tenentur accipi, & per spatium septem noctium custodiri. Si quis autem iratus Domino suo, villam fugiat aut relinquat, castatorum villæ cuilibet licet eum reducere, & coram Domino suo salvo conducere; & si tunc eum Domino suo concordare nequeat, recedentem illum licet potest usque ad locum conducere salvum per iter & securum. Alienigena quisquam, si in villa manere veniat, nulli Domino, donec ipse voluerit, compellitur famulari, & si forestarius incurrat aliquod, amborum tenetur exequi iusticiam Dominorum, donec alicui Domino fe commendet, nec eidem liberum villæ forum conceditur, donec per annum & diem in illa fecerit mantione; & si tunc demum velit forum requirere, & annua villæ ritus executus fuerit, sibi villæ forum conceditur, in hunc modum, quod Præposito sextarium vini, & Majori sextarium, & duobus villæ vantaribus, pro rei laudatione & concessione, duos denarios tenetur exhibere. Duobus etiam Dominis, pro rei recognitione, die festo sancti Martini debet unum solvere denarium annuatim. Hæc autem fori libertas semel acquisita, licet potest in perpetuum hereditas erogari. Quilibet homo panem faciens ad vendendum apud Castellionem, duobus debet Dominis annuatim decem & octo denarios, ad festum sancti Remigii reddendos. Nemo lisa venalia apud Castellionem facere potest, nisi fidei lingonenium. Præterea statutum est, quod nulla alia moneta currant apud Castellionem, præterquam Divionensem & Lingonensem, ad scambitum, secundum valorem eorum. Quæ omnia, ut rata habeantur & inconcussa, presentem cartam sigilli mei munimine roboravi. Actum anno gratie millesimo ducentesimo sexto.

CCLIV.

Traité entre HENRI Duc de Lorraine, & OTHON Comte de Gueldre, contenant le mariage de GERARD fils du Comte, avec MARGUERITE fille du Duc. Fait à Lowain en 1206. [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 8.]

HENRICUS DUX LOTHARINGIE & Otho Comes Gelrie conveniunt super matrimonio contrahendo inter Gerardum filium Comitiss & Margaretam filiam Ducis. Quod cum Margareta ad tempus nubile pervenerit & Gerardus filius Comitiss eam carnaliter cognoverit, Dux de bonis suis assignabit prout suum decet honorem: Comes dabit filio suo terram à Caldekirehem superius & Allodium de Roth, &c. Testes Comes de Dalem, Albertus de Cuych, Terriens de Milen, Ludolfus & Gerhard de Straelen, Godefridus Dapsier, Godefridus de Wachend, Arnoldus de Arnhem, Terrius Bosthort, Helmwyn de Seseene, Gerhars de Wipele, Godefridus Kamart, Theodorius frater Comitiss. Acta sunt apud Lovanium anno MCC. VI.

CCLV.

Instrumentum Treugarum inter PHILIPPUM Augustum Regem Francorum, & JOANNEM Regem Anglorum initarum apud Thoorcium mense Octobri ann. 1206. [Tiré du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliothèque du Roi de Prusse à Berlin, pag. 57.]

JOANNES Dei gratia Rex Angliæ, Dominus Hiberniæ, Dux Normaniæ &c. Aquitanie, Comes Andegavensis. Omnibus ad quod presentes literæ pervenerint salutem. Noveritis quod hæc est forma treuge inter Regem Francorum & nos à die Veneris proxima ante festum Sancti Luca Evangeliste nuper præteritum duraturum, usque in duos annos proxime sequentes, videlicet quod Rex Franciæ habeat homines & improprios suos qui aperte verraverunt nos pro eo in hac terra, ita tamen quod in Normania, Cænomania, Britania, Turonia, Andegavia ultra Lige-

ANNO
1206.LORRAINE
NEEF
GULL
DRL.

Octob.

rim

ANNO
1206.

fin ex parte urbis Andegavensis, non remanebit nobis, terra, homo, vel imprisus per hanc treugam; Et Rex Francie & nos, & homines & imprisus sui & nostri erimus tenentes bona fide, sicut eramus tenentes prædicta die Veneris ante festum Sancti Luca.

Et si contentio fieret in teneura hominum Regis Francie per dictum & Sacramentum Regis, Comitum Augi & Hugonis Vicecomitis Castri Heraudi, ad hoc ex parte ipsius Regis Francorum appositorum, & Savarici de Maloleone, & Guillelmi de Cantu-merula ad hoc ex parte nostra appositorum emendabitur.

Et similiter si contentio fuerit de teneura hominum nostrorum citra Ligerim ex parte Piclavie per dictum & Sacramentum ipsorum quatuor prædictorum emendabitur. Si interceptiones fiant in treuga five de Castellis, five de Villanis captis, five de præda, emendatio inde capiatur per prædictos quatuor infra quadraginta dies postquam propter hoc submoniti, dictum suum inde dixerint.

Si autem interceptio fiat vel de Forteritia, vel de Castro furato vel de corpore Baronis captio, emendatio inde fiat similiter per prædictos quatuor bona fide infra quadraginta dies, postquam ipsi dictum suum inde dixerint vel duo ex illis, si alii dicere non voluerint, vel treuga propter hoc interruptum poterit post illum terminum quadraginta dierum.

Hæc treuga asservabitur ex parte Regis Francie per eos quorum nomina subscripta sunt, scilicet per

Comitem Britanie
Hugonem Brunum
Comitem Augi
G. de Lezignem
Vicecomitem Lemovicensem
Vicecomitem Castri Heraudi
W. de Maloleone
Th. de Blazon
G. de Tocq
Sulpitium de Ambasia
G. Sonnebaut
Vicecomitem Brucie
Eschardum de Rillaco.
Ex parte nostra:
Vicecomitem Thoartii
Savaricum de Maloleone
W. de Maufcio
W. Meingot, Archiepiscopum
G. Martel
B. de Maulevrier
Theobaldum Crispini
Radisum de Martajo
G. de Taun
G. de Ramon
Reginaldum de Pontibus juniorem
V. Chabot.

Omnes isti ex utraque parte jurabant quod bona fide treugam tenebant & de se, & de suis hominibus, & volent quod bona fide teneatur.

Si aliquis de prædictis quatuor, qui ad dicendum de teneuris & interceptionibus treugæ sunt apposti, impedimentum manifestum habuerit, ad hoc alium idoneum in loco suo ponet per sua Sacramenta, donec interesse possit bona fide; & si forte infra treugam aliquis eorum quatuor oberit, alius idoneus loco ejus ponetur ab eo de cuius parte fuerit. Omnes homines & terre Regis Francie, scilicet & nostri erunt in treuga ista, & poterunt iterum hinc inde ire & negotiari securè, præterquam in Curia Regis Francie, & in Curia nostra ad quos nullus veniet, nisi vir religiosus vel mercator cognitus, sine licentia Regis Francie vel nostra.

Terre communes erunt interim, & mercatores ibunt & redibunt per legitimas consuetudines & antiquas.

Si mercatores Flandrie fecerint conventiones in terra nostra, volunt eas tenere. Hanc treugam fecit Rex Francie jurare pro se in anima sua & nos similiter in manum cupit Rex Francie quod

W. de Rupibus
Mauritius de Creone
W. de Guichia
G. de Auncenis

Qui ad treugam jurandam ex parte nostra requisiti fuerunt, eam tenebunt. Et Rex Castellæ erit in hac treuga, si voluerit, & infra hanc treugam poterit nobiscum componere, si nos voluerimus.

TOM. I.

Adhuc apud Thorcium anno Domini millesimo ducentesimo sexto, mense Octobris. Testibus:

B. Winton. Episcopo.
Willelmo Brieuverra.
Roberto filio Walteri.

Datum per manus Hugonis Archidiaconi Wallensis apud Thorcium XXVI. à die Octobris, anno Regni nostri octavo.

CCLVI.

Traité entre PHILIPPE Roi des Romains, & HENRI Duc de Brabant, contenant le mariage de HENRI fils du Duc avec MARIE seconde Fille du Roi des Romains. Fait à Gueylenhusen, le 9. de Février 1207. [CHRISTOPHE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 59.]

ANNO Dominicæ Incarnationis MCC. VII. quinto Idus Februarii, Indictione decima, Acta fuerunt hæc apud Geilenhusen quæ inferius sunt annotata. Dominus Philippus gloriosissimus Romanorum Rex semper Augustus (1) unam de filiabus suis dedit in matrimonio filio Ducis Brabantie, & illa filia succedet in hæreditatem paternam, cum aliis filiabus Domini Regis, secundum jus & consuetudinem Theutoniarum: & ipse Dominus Rex illam filiam assignabit ipsi Duci Brabantie, apud Sinlich quartodecimo die post Pentecostes, vel suis Nunciis, videlicet Comiti Gelrie, Comiti Julacensi, Comiti Hobensaden. Et ut ipse Dominus Rex hæc omnia operis executione adimpleret datâ fide promissit. Illud etiam data fide promissit Conradus Spirensis Episcopus, juraverunt quoque in animam Domini Regis, Cuno de Minzimerch, Henricus Marescalcus de Kallintin; & adhuc alii ministeriales Domini Regis, simili modo jurabant. Ceterum Dux Brabantie dabit in dotem filie Domini Regis, redditus valentes annuatim mille marcas; & si contingat filiam Domini Regis mori antequam fiat carnalis conjunctio inter eam & ipsum filium Ducis Brabantie, Dominus Rex loco illius, dabit aliam de filiabus suis predicto filio Ducis in matrimonio, si quam tunc habuerit liberam & absolutam: si autem contigerit mori filium Ducis Brabantie similiter ante carnalem conjunctionem, si ipse Dux Brabantie tunc alium filium habuerit, prædicta filia Domini Regis, vel alia, si quam habuerit, filio Ducis Brabantie matrimonialiter copulabitur. Item si contigerit quod inter jam dictas personas, videlicet filiam Domini Regis & filium Ducis Brabantie, carnale commercium interveniret; si tunc filium Ducis mori contigerit, sine prole, ipsa filia Domini Regis omnibus diebus suis, tenebit ad usum suum illa bona, videlicet redditus mille marcarum, quos ipse Dux Brabantie in dotem sibi assignaverit, postmodum cum mortua fuerit filia Domini Regis; jam dicta bona ad Ducem Brabantie, si tunc vixerit, vel, si tunc mortuus est, ad ejus legitimos hæredes revertentur. Item si contigerit mori filium Ducis Brabantie ante carnalem copulam, & si ipse tunc alium non habuerit, ipse Dux Brabantie Domino Regi filiam suam restituet, ipse etiam rehabebit illa bona quæ in dotem filie Regis dederat. Si autem Deo dante contigerit, ut jam dictæ personæ, videlicet filia Domini Regis & filius Ducis, prolem habuerint, cunctis mortuis illa proles, sicut justum est, in legitimam parentum succedet hæreditatem. Et sicut Dominus Rex data fide hæc se servaturum promissit & pro eo in animam suam juratum est: ita Dux Brabantie pro se ipso, se hoc servaturum promissit data fide, & insuper juramento confirmavit: uxor quoque Domina Ducissa idem se servaturum promittit data fide & jurabit; jurabant illud idem Ministeriales sui & sue Civitates.

CCLVII.

Concession de PHILIPPE II. Roi des Romains à I. Juin. THOMAS de Savoye, Comte de Maurienne; L'EMPIRE fait en 1207. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye, Preuves. pag. 48.]

In (1) C'étoit la pulnie nommée Marie. L'Aînée venoit d'être mariée à Othon Roi de Bohême, le Roi des Romains s'étant fortifié par ces alliances contre Othon son Compétiteur à l'Empire. Mais il ne jouit pas long-tems du fruit de ces précautions. ayant été tué le 21. Juin 1208, par Othon de Wittelsbach Comte Palatin.

ANNO
1206.1207.
9. Fevr.
L'EMPI-
RE ET
BRABANT.

In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis.

PHILIPPUS secundus, Divinâ favente Clementiâ Romanorum Rex, & semper Augustus. Regalis excellentiâ immensa Benignitas, præclara fidelium suorum pendere consuevit obsequia, eisque pro beneficiis munificentia suâ beneficia liberaliùs impertiri. Quapropter ad univerforum Imperii fidelium, tam præsentium quam futurorum, notitiam volumus pervenire: Quod accedens ad præsentiam nostram, Carissimus consanguineus noster *Thomas Comes Sabaudie*, apud Basilicam, sub frequentia Principum & multorum Imperii fidelium, feudum suum, quod per successionem à suis progenitoribus, ad ipsum devolutum erat, de manu nostra recepit, nosque eum, juxta præscam Imperii consuetudinem, de universis bonis illis, prout Principum & Curie nostræ dictavit sententia, per tria vexilla investivimus: Præterea, ut plenius liquere sinerem affectum nostrum faciamus, quem citrà eundem consanguineum nostrum habemus, & quo incessanter ad ipsius utilitatis & honoris augmentum, intenti esse cupimus, de gratia Regiæ liberalitatis feudo suo, quod prius ab Imperio tenuit, addimus sibi, concedimus & confirmamus Villam de Kario, necnon Villam de Testona, cum omnibus appendiciis & tenimentis earum; & cum omni jure & integritate, quemadmodum ad Imperium spectare dignoscuntur, ut ipse Comes & sui hæredes, easdem possessiones, ab Imperio, & à nobis, nostrisque successoribus Jure feudi, teneant & recognoscant. Sciendum quoque est, quod memoratus *Consanguineus noster Comes Sabaudie*, Caltrum Melduni à nobis recepti in feudo, & nos fideliter promissimus, in ipso Caltro & in omnibus pertinentiis ejus, cum manutene & contrà omnes homines defendere. Statuimus igitur, & Regio Edicto firmiter præcipimus, ut nulli unquam persona altæ vel humilî, Ecclesiasticæ, sive seculari, licitum sit sepe factum consanguineum nostrum, in hac nostra donatione & concessione molestare aut ei aliquo improbitatis ausu contraire; quod qui facere ausus fuerit, in vindictam transgressionis centum libras auri puri componat, quarum medietas Cameræ nostræ, reliquum passis injuriarum persolvatur. Ad cuius rei certam impositionem notitiam, hanc Ducalem paginam exinde conscribi iussimus, & Majestatis nostræ Bulla aurea insigniri. Testes hii sunt Amedeus Bifuntinus Archiepiscopus, Conradus Spiren. Episcopus, Henricus Argentin. Ludolfus Basilienfis, Episcopus, Comes Stephanus, Willelmus Viennensis & Mariscocus Comes, Galscherus de Salinis, Riccardus Comes Montis-Belgardis, Comes Fridericus de Ferreto, Comes Sibertus de Vuerda, Comes Fridericus de Tolle, Comes Rodolfus de Hauspice, Comes Fridericus de Liningen, Conradus & Walchus fratres de Horbure, Fridericus de Schouvinber, Henricus de Scharpsinbicum, & alii quam plures. Signum Domini Philippi secundi, Romanorum Regis inviolabilissimum. Acta sunt, Anno Domini Incarnationis millesimo CC. VII. Indict. decima. Regnante Domino Philippo secundo, Romanorum Rege glorioso, Anno Regni ejus decimo: Datum apud Basilicam Kal. Junii.

CCLVIII.

De deditio totius Regni Angliæ & Hybernæ in Clientelam Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, per JOANNEM Regem spontanea voluntate, & de communi Baronum Consilio, salvo tamen Libertatibus & Regalibus suis facta. Accedit JURAMENTUM præfati Regis, quod imposuerim semper fidelis Deo, Romanæ Ecclesiæ, & Summo Pontifici perserveraturus sit. [HENRICUS DE KNYGHTON Canonicus Leycestrensis de Eventibus Angliæ, Lib. II. inter Anglicanæ Historiæ Scriptores X. à ROG. TWISDEN editos, col. 2419. D'ARGENTRE, Hist. de Bretagne, Liv. IV. pag. 269. sous l'an 1203.]

JOHANNES Dei Gratia Rex Angliæ &c. Universitati vestræ per hanc Cartam aurea Bulla nostra munitam volumus esse notum, quod cum Deum & matrem nostram Sanctam Ecclesiam offenderimus in multis, & proinde divina misericordia indigere noscitur, nec quid quod digne offerre possumus pro satisfactione Deo & Ecclesiæ faciendi nisi nos ipsos habeamus & Regna nostra, volentesque nos ipsos humiliare pro illo qui se pro nobis humiliavit usque ad mortem,

gratia Sancti Spiritus inspirante, non vi inducti aut timore coacti, sed nostra bona & spontanea voluntate ac communi Consilio Baronum nostrorum offerimus & libere concedimus Deo & Sanctis Apostolis ejus Petro & Paulo & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ matri nostræ ac Domino nostro Papæ Innocentio tercio ejusque Catholicis successoribus, totum Regnum Angliæ & totum Regnum Hybernæ cum omni jure ac pertinentiis pro remissione omnium peccatorum nostrorum & totius generis nostri tam pro vivis quam pro defunctis: Et amodo illa à Deo & Ecclesiâ Romana tanquam feudarius recipientes & tenentes. In præsentia venerabilis patris Domini Nicolai Tusculanensis Episcopi Apostolicæ Sedis Legati & Pandulphi Domini Papæ Subdiaconi & familiaris, fidelitatem prædicto Domino nostro Papæ Innocentio ejusque Catholicis successoribus ac Ecclesiæ Romanæ secundum subscriptam formam fecimus & juravimus, Homagium & ligum fecimus pro prædictis Regni Domino nostro Papæ Innocentio per manus prædicti Legati loco & vice ipsius Domini Papæ recipientis publice, successores & hæredes nostros de uxore procreatos in perpetuum obligantes, ut simili modo Summo Pontifici qui pro tempore fuerit & Ecclesiæ Romanæ sine contradictione debeant fidelitatem præstare & homagium recognoscere. Ad indicium autem hujus rei & nostræ perpetuæ obligationis & concessionis nostræ volumus & stabilimus ut de propriis & specialibus redditibus prædictorum Regnorum nostrorum pro omni servicio & consuetudine quod pro ipsâ satisfacere debemus, salvo per omnia denario Sancti Petri, Ecclesiæ Romana mille marcas Sterelingorum percipiat annuatim, scilicet in festo Sancti Michaelis septingentas marcas pro Regno Angliæ & trecentas pro Regno Hybernæ; salvis nobis & hæredibus nostris justitia, libertatibus & regalibus nostris. Quæ omnia sicut prædicta sunt rata esse volentes & perpetuo obligamus firmiter nos & successores nostros contra non venire: Et si nos vel aliquis nostrorum successorum contra hæc aliquid attemptare præsumpserit, quicumque fuerit ille, nisi communitus resipuerit cedat à jure Regni. Et ut hæc Carta obligationis & concessionis nostræ semper firma permaneat, in ejus rei testimonium &c.

Ego Johannes Dei gratia Rex Angliæ &c. ab hac hora in antea fidelis rei Deo & Beato Petro & Ecclesiæ Romanæ ac Domino meo Innocentio Papæ tercio ejusque successoribus Catholicis intransibis; nec ero in facto, dicto, consensu vel consilio ut vitam perdam vel membra, vel mala capione capiantur, & damnum eorum quod sciverim impediam, & remove faciam si potero. Alioquin eis quam citius potero intinabo, vel tali persone dicam quam eis credo pro certo dicuram. Consilium quod mihi crediderint per se vel per Nuncios seu per Literas suas tenebo secreta, & ad eorum damnum nulli pandam, me sciente, patrimonio Beati Petri & specialiter Regni Angliæ & Regni Hybernæ adjutor ero ad defendendum & tenendum contra omnes homines pro posse meo. Sic me Deus adjuvet & Sancta Dei Evangelia.

CCLIX.

Diploma Romanorum Regis OTTONIS, confirmans Libertatem, Jura, & Consuetudines Communitatis Mediolanensis. Datum annò 1208. [Pièce Authentique, tirée des Archives Royales du Château de Milan. Registre R. R.]

OTTO Dei Gratia Romanorum Rex semper Augustus Dilectis fidelibus suis Potestatibus, sive Consulibus, totique Communi Mediolani gratiam suam, & bonam voluntatem. — Si à memoria nostra aliquo modo permitteremus clabi, quantam fidem, quantamque disfectionem sub multa devotione nobis hæcenus exhibuisset honoris nostre Regiæ Majestatis multum videremus de rogare, sic enim alii, qui minus fideles, & devoti nobis fuerant ad obsequia nostra tardiores efficerentur, & nos meritis vestris condignè non responderemus, scilicet hæc à nobis absint, tanta enim fidei vestra integritas, & omnium factorum nostrorum firma constantia, quod nos illorum obsequiorum, quæ à fidelibus nostris exhibentur immemores nunquam erimus, nisi prius meritis ipsorum condignè respondeamus; Unde nos in armario peccatoris nostri repositimus, & fideliter recondimus, multa, & præclara obsequia, quæ à diebus nostre electionis fidelissimè, & devotissimè nobis ex-

ANNO exhibuistis. Recognoscimus enim, quod in multis tribulationibus nostris, quas sicut Deo placuit, nos quantum tetigit, ab illa fide, quam erga nos a principio conceptis, & alia devotione, quam nobis semper exhibuistis, nullo ingenio, nullo calu interveniente ab obsequiis nostris avelli noluistis, & non potuistis, pro quo quando vixerimus, Universitatem vestram, universosque Vos, & singulos diligimus, & semper intendimus honorare, omniaque Jura vestra, & omnes Consuetudines vestras, & omnem Libertatem vestram, vobis non solum non minuerimus, immo inviolabiliter vobis conservabimus intacta, & illa; & super omnes Civitates totius Imperii in honore, & in rebus Vos semper volumus exaltare, & inter præcipuos familiares, & devotos nostros Vos comparabimus: Et quoniam vel Nuncii Universitatis vestre, vel quilibet ex vobis ad præsentiam nostram venerit benignè eos recipiemus, & honorabimus, oblivisci etiam non possumus, quod Vos jam pacato Imperio, quod diu turbatum fuerat, tam discretos, & honestos Nuncios vestros cum muneribus vestris ad nos destinastis, quos Nos sicut decebat, & sub illa gratia, & dilectione, qua nos semper fovimus, & semper amplectemur; Recipimus quantum munera vestra tanto nobis fuerunt gratiosa, quanto magis illa scimus ex affectu pure devotionis fuisse transmissa; significamus ad hoc vobis, quod nos dilectissimo Principi nostro Neofrago Patriarchæ Aquilaniensi Legationem totius Italiæ commissimus, volentes, ut ipse vice, & loco nostro per totam Italiam officio fungatur nostris, & Imperii Legatis, & quicquid ipse de honore nostro, & Imperii tractabitur nos per omnia tantum sumus habituri; Mandantes igitur, & rogamus, ut vos ipsum Patriarcham tanquam Legatum nostrum honorifice suscipiatis, & cum tanquam Legatum nostrum, & Imperii honoris, consilium sibi dantes, & auxilium ut ipse in Legatione nostra sic procedat, sicut honori nostro, & Imperii videbitur expedire, & quicquid honoris sibi exhibueritis, nobis totum factum reputabimus.

A. Registro inscripto sub litteris R. R. BARNABONIS Vicecomitis existente in Regio Archiepiscopi Casprij Tavis Mediolani extrafacta fuit præsentis Copia in proprio scripta. Data Mediolani die trigesima mensis Octobris anni 1209.

Examinavit JOANNES FRANC. STRIGELIUS Regii Archivii Officialis.

CCLX.

Renouvellement d'alliance entre THEODORIC Archevêque de Cologne, & HENRI Duc de Brabant. Fait en l'année 1208. [AUBERT LE MIRE, Donationum Belgicar. Lib. I. Cap. LXXXV. pag. 278.]

In nomine Sanctæ & individue Trinitatis.

THEODORICUS, Dei gratia, sanctæ Colonienfis Ecclesiæ Archiepiscopus, cunctis Christi fidelibus in perpetuum. Notum facimus presentibus & futuris, quod ab antiquo inter Ecclesiam Colonensem & Archiepiscopum ex una parte, & Ducem Lotharingæ & terram suam ex altera, confederata est dilectio, & confirmata confederatio, ut nulli aliorum hominum amicitia vel discordia possent vinculum hujus confederationis & dilectionis dissipare.

Placuit igitur nobis, ex consilio priorum, nobilium, ministerialium, burgensium nostrorum ex una parte, & HENRICO Duci & fidelibus suis ex alia, istam dilectionis confederationem innovare, & tam in nobis, quam in nostris successoribus firmitate perpetua roborare; unde ex utraque parte istud vinculum confederationis indissolubile in ævum permaneat.

Henricus Dux Lotharingæ, fide interposita firmiter ac fideliter promissit, quod Ecclesiæ Colonienfis & ipsius specialiter, omni consilio & auxilio, in iuris suis conservatione, contra omnem personam, totis viribus assistet, & nulla occasione vel suggestione in tuitione Ecclesiæ Colonienfis, & nostro adjutorio discedet. Nos autem idem & eadem confirmatione, versa vice, fide interposita, quod prius juramento fuit confirmatum, Duci Henrico innovamus.

Ut autem hoc factum stabile & inconvulsam permaneat, presentem paginam inde conscribi, & nostri sigilli impressione, priorum nec non & nobilium civium, quorum nomina subscripta sunt, dignum duximus confirmari. Hujus rei sunt testes,

TOM. I.

Engelbertus Præpositus Major, Conradus Major Decanus, Tirricus Præpositus S. Gereonis, Oliverius Scholasticus Major, Gerardus Comes Gelrensis, Tirricus Comes de Clivio, Wilhelmus Comes Juliensis, Henricus Comes de Seyna, Comes Adolphus de Monte, Georgius Comes de Wiede, Henricus Comes de Kessele, Rutgerus de Merch, Otto de Wickerode, Galeranus, & Henricus fratres ministeriales, Hermannus Advocatus, Godefridus Camerarius, Tirricus de Roslaer, Franco Pincerna, Wilhelmus Salline, cives; Gerardus Saphirus, Joannes de Rintgare, Apollonius Clenegejane, Engebrandus de S. Columba, Richoltus Persufus, Hermannus Grima, & alii complures.

Acta sunt hæc anno Incarnationis Dominicæ millesimo ducentesimo octavo.

CCLXI.

Traité entre HENRI I. Duc de Lorraine & 1209. de Brabant, & l'Eglise de SAINT WAL- Oëtob. TRUDE de Mons, touchant la Ville d'Herentals, près d'Anvers. Fait au mois d'Octobre de l'an 1209. [AUBERT LE MIRE Diplomata Belgica. Lib. I. Cap. LXXXI. pag. 159.]

EUSTATHIUS Præpositus, HAWIDIS Decana, & totum Capitulum S. Walderudis in Montibus, universis Christi fidelibus, tam presentibus quam futuris in perpetuum.

Notum & certum universitatis vestre facimus discretionem, quod cum Princeps Illustris HENRICUS Dux Lotharingæ, & Marchio Antuerpiæ, in territorio & potestate de HERENTALS, burgensiam novam construeret, & nos inde reclamaciones & querimonias faceremus, ipse Dux jam dictus, bono ductus spiritu, pro sui & dilectæ conjugis suæ MACHTILDIS nobilis Ducissæ, animarum remedio benignè nobiscum pacem firmam inivit & concordiam.

Compositum quidem est de benigno & communi sui & nostri consensu, quod salvis & retentis nobis censibus & redditibus nostris, & decimis, (a) Villicoque nostro cum Scabinis & jure mansionariorum nostrorum ac hereditariorum, tam in Villa Herentals, quam campis, aqua, molendinis, & nemoribus, sicut ca tecnebamus, antequam prædicta burgensia construeretur, eadem burgensia, tam constructa & constituta, quam in posterum construenda & constituenda, omnesque vastinas, quæ terre silvestres dicuntur, totius alodii & potestatis de Herentals, ipsi Duci & nobis communes permaneat.

Ita tamen, quod totius burgensie præfatæ, tam statuta & constructa, quam in posterum statuenda & construenda, tam in redditibus, quam aliis proventibus medietas cedat in partem nostram, perpetuo per Villicum aut ministrum nostrum custodienda & percipienda, alia verò medietas in partem prædicti Ducis deveniat, perpetuo per Villicum & ministrum suum custodienda & percipienda.

Similiter de vastinis prædictis, quæ terre silvestres dicuntur, ad suam & nostram communem pertinere, nihil alicui conferri aut concedi potest, nisi communi & concordii Villici sui & Villici nostri consensu, & Scabinorum nostrorum & suorum, & nisi observato suo aut nostro communi & meliori commodo; in quibus nos, tam in redditibus quam censibus, & servis & denariis medietatem habeamus. Dux verò aliam medietatem habeat, præter decimas burgensie & vastinarum, omnes ad nostram proprietatem pertinentes.

Villicus ipse Ducis, & Villicus noster, & Scabini burgensie communem Duci & nobis semper tenentur exhibere fidelitatem. De omnibus autem prædictis, quæ infra alodium & potestatem de Herentals sibi retinuit, non liceat sibi aut alicui successori suo, aliquid alicui dare aut vendere vel invadare, seu in feodum aut beneficium vel censum concedere, vel in elemosynam conferre, nisi nobis & Ecclesiæ S. Walderudis, sed ea semper ad manum suam & proprietatem retinere debet is qui Ducatum Lotharingæ possidebit. In prædictis quippe alta iustitia satisfactione Duci, si quisque successoribus tota sine participatione remaneat.

ANNO 1209. Ut hæc autem rata habeantur, & inviolata permanent, scripti præsentis annotatione & sigilli nostri appenditione eadem approbamus plenius, & confirmamus. Testes:

Gillebertus Præpositus S. Germani Montensis.
Nicolaus Nacha, Romondus.
Wihelmus Everam.
Walterus Gervasii.
Ludovicus, & alii Canonici B. Waldetrudis.
Machtildis & Agnes de Fontaines.
Gela de Hormetis.
Maria & Bertha & Jacqueline de Quarigum.
Bessela de Louwis.
Petronilla de Ladufa.
Alaïs de Goy.
Elisabeth & Clarissa de S. Simphoriano, & alie
Domina Montensis Ecclesiæ.

Astum anno Verbi Incarnati millesimo ducentesimo nono, mense Octobri.

CCLXII.

30. Oct. *Diploma OTTONIS IV. Imperatoris Romanorum; quod Prærogative omnes & Privilegia ad Jurisdictionem ECCLESIE RAVENNATI spectantia; Item Donationes Comitatum, Castrorum & Locorum, cum singulorum expressa enumeratione, Eisdem Ecclesiæ factæ, confirmantur, atque novis adaugentur. Datum apud Castrum S. Miniatii Tertio Kalend. Novemb. Indiæ. 13. anno 1209. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra Tom. II. Tit. Ravennat. Archiepiscopi col. 374. in utraque Edit. Rom. & Venet.]*

In nomine Sanctæ & individue Trinitatis.

OTHO IV. divina favente clementia Romanorum Imperator & semper Augustus. Ratio exigit, & Imperiali congruere videtur honori, ut affectuosa, & preclara obsequia fidelium nostrorum benemerentium de nobis præ oculis, & manibus memorie habeamus, & juxta Imperialem magnificentiam dignum favorem, dignam gratiam, dignamque retributionem eis ita rependamus, ut aliorum voluntates ad fervendum devotus Imperio alacrius excitemus. Propter universorum Imperii nostri fideliem, tam futura, quam præsens ætas cognoscat qualiter dilectus princeps noster Hubaldus venerab. sanctæ Ravenn. Ecclesiæ Archiepiscopus nostræ majestatis præsentiam humiliter adierit, & per confirmationem privilegiorum suorum pro devotionis fidelis studio nobis preces porrexerit, cujus sedula petitioni nos ex consueta Imperiali clementia benigne annuentes auctoritate nostra, ei & Ecclesiæ suæ confirmamus, & firmissime roboramus omnes illic pertinentes Episcopatus, Monasteria, Ecclesias, Civitates, Castellæ, ac omnes res, quas per chartas antiquas, privilegia atque præcepta ad eandem Sacrosanctam Ravenn. Ecclesiam jure, & rationabiliter pertinerunt, videlicet Comitatum Cæsenat. cum castris veteris, & novo, & curtibus, ac omnibus sibi jure pertinentibus cum districtu & honore castrum Reveriani cum omnibus pertinentiis suis, Comitatum Ficoclen. cum Episcopatu suo, & ripa, Episcopatum Reginen. cum dono & consecratione, Comitatum Bobii, Comitatum Forum-populii cum districtu suo, & castrum novum cum curte, & pertinentiis suis, & Comitatum Forolivii cum districtu suo, & Civitatibus eorum, & cum omnibus ad eosdem pertinentibus, Comitatum Ferentini cum Episcopatu suo, & cum Monasterio Sancti Salvatoris in ipso Comitatu posito, Comitatum Decimanum, Comitatum Traversarie, Comitatum Imolen. Comitatum Comacnen. cum ripa & piscariis suis, Monasterium Sancti Hilarii de Galiata cum omnibus districtu, & placito suo, Castellis, & curtibus, & pertinentiis suis, Monasterium Sancti Thomæ Apostoli, & Sanctæ Euphemie infra Civitatem Ariminen. cum omnibus pertinentiis suis, & omnes res, quas Diaconus Petrus filius Martini Ducis, per chartulam donationis in Sanctam Ravennat. Ecclesiam tradidit, & quæcumque Ingelica Comitissa tenuit a Mari Adriano usque ad Alpes, & a fluvio Rheni usque Potentiam, sicut Imperator Otho Petro Ravenn. Archiepiscopo confirmavit. Item res & possessiones quas Lambertus cum uxore sua, & filiis suis habuit usque ad Alpem a fluvio Rheno usque ad

Foliam. Confirmamus etiam prædicto Archiepiscopo G. . . . & ejus Ecclesiæ districtum Ravenn. cum portis, ripis, & portibus a mare publicariis omnibus teloneis, moneta publica, quæ hinc in antea ibi fieri præcipimus, sub potestate sanctæ dictæ Ecclesiæ superioris ejusque præfatum. Concedimus etiam omnem in omnibus intra & extra Civitatem Ravenn. exceptis illis nostris regalibus cum districtu quorum custodia homo, & nullus noster, qui in eadem Civitate manere consuevit in feudo a nobis habere dignoscitur, exceptis etiam illis feudis, quibus homines nostri ab Imperio investiti sunt ex antiquo, & novo: concedimus etiam, confirmamus massam quæ vocatur Fiscalia cum Cornu Cervino, Monasterium sanctæ Mariæ in Pompofa cum omnibus rebus, & pertinentiis suis, portum Volanæ integritate cum piscariis suis, & omni litore maris, & portibus usque ad portum Cerviæ; & usque ad fluvium Punctarii similiter donamus juxta auctoritatem nostrorum antecessorum Imperatorum Abbatiam Sanctæ Mariæ in loco Vangaricia cum dono, & consecratione Abbatum, & cum omnibus pertinentiis suis inter Padum, & Atisium fluvios sitis, inter Adriem, & Ferrar. & ubicunque sunt lat. inventa fuerint ejusdem Abbatiæ proprietates, confirmamus etiam Comitatum Argentæ usque Ravennam, statumque etiam ut omnium naves transcurrentium per Argentam tantum solvant quantum Cremonen. exceptis illis quorum naves nihil debent solvere, *confirmamus etiam quæcumque jure possidet infra Comitatum Ferrar. Item confirmamus stabilitate gradu corroboramus ipsi Ecclesiæ omnia quæ antiquitus tenuit vel tenet, five ei pertinet in tota Marchia Camerini, per diversos Comitatus, & territoria videlicet Auximan. Anconit. Senogall. & Fani, aliosque Comitatus, & nominatim Massam Afamaran. quæ vocatur Auximana, in qua est castrum Ubaldi, castrum Ophanie, & Massam Rustiani, & Massam Meralanam, quæ de Senogal. curtem Montonis, Massam Victoriam, & Massam Salam terræ Fani, castrum Tuderani territorii Populini. hæc omnia cum rebus, & possessionibus, & pertinentiis suis, præmissa nostræ præceptionis atque Imperiali edicto assepsatam Ecclesiam habere, firmiterque tenere præcipimus, adiacentibus etiam concedimus Sanctæ Ravenn. Ecclesiæ, ut nulla præteritis temporis præscriptio ab hac nostræ concessione die retro eidem Ecclesiæ, vel Monasterio forum suum ad Ecclesiam Ravenn. pertinentium non nisi spatio centum annorum conscribat. Cæterum prædicto Archiepiscopo concedimus facultatem rescindendi contrarius injustos, & Ecclesiæ suæ damnosos, ipsi Archiepiscopo Ravenn. & suæ Ecclesiæ totum & integrum Comitatum Argentæ, videlicet ipsa Argenta, portum & totam plebem de porta, scilicet caput Sandali, Grastum, ripa Pericum, Vergundium, portum Veteraria, & Sandalum, Materium quoque, Cavallum, & curtem de podio, plebem sancti Viti cum hominibus suis & quicquid Ecclesiæ Ravenn. habet in ipsa plebe, & in Luibola, & alias capellis ipsius Comitatus, & homines cum omnibus pertinentiis prædictorum locorum, placito videlicet, & districtu, & cum omni jurisdictione, cum Pado, ripis, piscariis, paludibus, stratis, viis, pascuis, silvis & publicariis universis a principio Comitatus Argentæ usque Ravenn. sicut ipse Hubaldus Archiepiscopus vel ejus antecessores jure hæcenus habuerunt, & possederunt, non obstante privilegio F. vel scripto Ferrarienti. contra jus Ravenn. ab Imperiali majestate impetrato. Hæc itaque omnia prædicta in speciem nostræ protectionis recipimus, & Imperiali auctoritate districtè præcipientes sancimus, ut nullus Episcopus, Marchio, Dux, Comes, Vicecomes, nulla Civitas, Potestas, nulla denique humilis vel alta, secularis vel Ecclesiastica persona contra hanc confirmationem nostram & protectionem prædictam fidelem Principem nostrum vel Ecclesiam Ravenn. in aliquo prædictorum aliquatenus gravare audeat, vel molestare. Hæc autem ad exemplum Henrici Imperatoris Ravenn. Ecclesiæ concedimus inter ea, quæ Ravenn. Ecclesiæ confirmamus, ista propriis nominibus exprimenda.

In Episcopatu Pisaurien. Castrum Ligabici Granarolæ, Castrum Gazole, Castrum Fanane, & Mons Catignanus.

In Episcopatu Ariminen. Castrum Montis Gemani, Castrum Marazani, Castrum Montis Columbi, Castrum Montis de Cruce, Villa Corliani, Castrum Savignani, Castrum Montiliani, & Castrum Montis Novi.

In Episcopatu Cæsenæ Castrum Subuccole, Castrum Montis Rubia, Castrum Salliani, Castrum Montis Gerardii, Castrum Sergiani, & Fanani, Castrum Deolaguardæ, Castrum Casalioli & Rudilianum, Castrum Stagnani,

ANNO 1209.

ANNO 1209. Stagnani, Villam Rocchæ, & Castrum Roncii.
In Episcopatu Poropoliensi. Castrum Bagnoli, Cas-
trum Motini veteris, Castrum Quiliani, Castrum Mon-
tis Venarii.

In Episcopatu Favennensi. Castrum Aurioli, Castrum
Tarbani, & Villa S. Potiti.

In Episcopatu Imolen. Villa Lucii in territorio Ra-
venni, Noccodola, Villa Sancti Pancratii, & Sancti
Archangeli, Villa Ruffi, & Cauboli, & Castrum Cas-
murate. Ad hæc Imperiali clementia amore Dei, &
salute Imperii pro remedio etiam animæ nostræ indul-
gentiam jam dicto Ravenn. Archiepiscopo Principi nos-
tro & omnibus Ravenn. Ecclesiæ suffraganeis, atque
omnibus Abbatibus, Prælatibus, & omnibus Clericis,
atque piis locis, & universis Ecclesiasticis personis,
tam in Ravenn. quam in Archiepiscopatu, & Romana
atque Marchia ad custodem pertinentibus constitutis, id
quod concessum est a Sacris Canonibus, & venerandis
Principum Romanorum legibus, videlicet nisi ipsæ Ec-
clesiæ, & earum immunitates per circuitum gaudeant
Privilegiis per Sacros Canones, & venerandas Roma-
norum Principum leges sibi indultis, & qui in eas com-
miserint, poenæ subiecti a canonibus, & legibus prefixas;
personæ quoque Ecclesiasticæ plena gaudeant atque
fruantur libertate, & pace, videlicet, ut nec ad anga-
rias, vel perangarias, vel alias operas per aliquem
nostrum missum altissime maiorem, seu minorem
personam, præterea quoad piam operam per Canones,
& leges sunt deputata, nullo modo cogantur, de suis
quoque domi cultilibus, id est quoque suis propriis la-
boribus, & per suas familias excolunt, nihil omnino
præstare compellantur, non per aliquam a nobis mis-
sam, vel mittendam alicui jurisdictioni personam præ-
positam, vel præponendam maiorem minoremve, non
per Marchionem vel Ducem, non per Comitum, Cap-
itanum, vel Valvasorem, non per Civitates, aut
Consules Civitatum, non per rusticos, vel aliquem
Comitatum, vel singularitatem, sed nec aliquam col-
lectionem, vel exactiorem quocunque nomine censeatur,
vel hospitalitates per aliquem vel prædictorum inviti
præstare cogantur aut homines tam in Romana quam in
Marchia sive in Castris, sive in Villis habitent juris-
dictioni suorum Dominorum, sive ad urbem agant, sive
convenientur ab aliis, omnino subiciantur, si ipsi
alios convenient sub eorum Dominis agant, ita ut actor
forum rei semper sequatur. Foridum quoque alterius
anni, qui unum jugum habuerit boni. XII. Lucen-
tantum, qui duo juga XVIII. qui vero tria, cum qui-
bus araverit, II. soldi, & sic deinceps pro se, & familiis
suis solvat, qui vero unum solum bovem, cum quo
aret, habuerit, sex den. pro se & familia sua tribuat,
qui manibus tantum operatur, vel alia opera exercet
III. den. pro se, & familia sua persolvat, omni alia exactio-
ne quocunque nomine censeatur, penitus cessante. Hæc
autem omnia concessimus sanctæ Ravennati Ecclesiæ,
salvo Jure Imperii, in omnibus his, quæ nunc possi-
det, & de jure debet habere. Si quis verò hæc tam pia
nostra statuta violare tentaverit, si Marchio est, vel Ci-
vitas, vel magnum Castrum in X. lib. auri feriatur, me-
diatæ Camera nostræ, & medietate prædicto Archie-
piscopo & aliis prænominationis inferenda. Si vero Co-
mes fuerit, in tribus libris auri feriatur, Capitaneus au-
tem, & Minimum Castrum, vel Communitas in dua-
bus. Varvasores vero in una puniantur. Civis autem,
Castellanus, vel rusticus quarta parte suorum bonorum
similiter feriatur. Adjudicimus etiam, ut si quando præ-
nominatus Archiepiscopus, vel alii prædicti, seu eor-
um homines eorum nostris Judicibus, vel eos, quos ali-
cui Jurisdictioni agant vel convenient, sive causam
amittant, sive in ea obtineant, pro libris nostris Judi-
cibus, & potestatibus non nisi 12. denarios persolvant,
& infra 40. dies eorum causæ decendant, nisi majores
inducias propter absentiam testium vel instrumentorum
causa posuiverit, & statim executioni mandetur, &
quod iudicatum fuerit nisi appellatio. suspendatur fir-
missime teneat. Hæc autem ad exemplum Federici
Imperatoris prædecessoris nostri Sanctæ Ravenn. Eccle-
siæ, & suffraganeis concedimus, statuentes, & Impe-
riali edicto firmiter præcipientes, ut nulla unquam per-
sona, alta, vel humilis, Ecclesiastica, vel secularis,
hanc nostræ confirmationis ducalem paginam præsumat
 infringere, seu aliquo temeritatis ausu obviare, quic-
quid facere præsumpserit, in suæ presumptionis poenam
centum librarum auri purissimi componant, medietatem
fisco nostro, reliquam vero medietatem injuriam passis
persolvendam. Testes autem hujus rei sunt.

Wolfigerus Patriarcha Aquilejen. Grigellen. Nurem-
bergen. Episcopus Walter. tr. Lucen. Episcopus, Ale-

prandus Episcopus Verceladus, Aleprandus Episcopus
Vulterranus, Episcopus Maldinus Imolen. Episcopus
Zilinus de Trivisio, Acho Marchio Esten. Salinger-
ra Ferrarien. Henricus Calendrini Marechalculus Impe-
rii, Gonzolinus Dapifer Imperii, Passagmiera Monachus,
Stenicus Imperialis aulae Judices, & alii quam plures.
Signum Domini Othonis quarti Romanorum Imper-
atoris invictissimi.

Ego Corradus Spirenſis Episcopus, Imperialis Aulae
Cancellarius vice Domini Theodorici Colonien. Archie-
piscopi, & totius Italiae Archicancellarii recog-
novi. Acta sunt autem hæc anno Dominicæ Incarn.
1209. regnante Domino Othone quarto Romanorum
Imperatore glorioso anno Regni ejus 12. Imperii vero
ejus primo.

Datum apud Castrum S. Miniatis per manus Gual-
teri Imperialis Protonotarii tertio Kal. Novembr. In-
dict. 13.

CCLXIII.

Hommage prêté par PHILIPPE Marquis de Na-
mur à HENRI I. Duc de Brabant pour la
Terre d'Alost. A Louvain l'an 1209. [A U-
BERT LE MIRE, Donationum Belgicarum
Tom. I. Cap. LXXXVI. pag. 180.]

EGO PHILIPPUS Marchio Namurcensis notum
facio universis, presentibus pariter & futuris, quod
cum post mortem carissimi avunculi mei pia recorda-
tionis PHILIPPI illustris Comitis Flandriæ, Comitis
Hannoniæ, Baldinus pater meus, & mater mea
Margareta, dum Philippi soror, ratione sanguinis,
terram Flandrensem hereditario jure adepti essent, il-
lustris Princeps HENRICUS Dux Lotharingæ, ut
deceit, prætaxatos patrem meum scilicet & matrem
meam, decenter submovit, ut ipsi de terra ALOST
facerent homagium, sicut jus suum exigebat.

Prænominati verò pater meus & mater mea, de sua
voluntate, consentiente & approbante eorum filio pri-
mogenito BALDUINO, fratre meo, Constantinopo-
litano Imperatore, post modum Flandriæ & Hannoniæ
Comite, me, qui post primogenitum major natu inter
filios eorum exishebam, præfato Duci ad supradictum
faciendum obtulerunt. Ipse verò Dux de tota terra
Alost, & de ejus appendiciis omnibus & justitiis, quæ
proterantur à ponte Gandavi, qui dicitur pons Braban-
tius, usque ad pontem de Aldenarde, hominibus suis
asstantibus, me legitime feudavit, & ego de præfata ter-
ra & appendiciis omnibus & justitiis præfato Duci feci
homagium ligium.

Quod ut ratum & inconvulsam permaneat, sigilli
mei appensione communi. Datum Lovanii die
Martis ante festum S. Andree Apostoli, anno millesi-
mo ducentesimo nono.

CCLXIV.

Accord entre HERVE' Comte de Nevers, & Eu-
de Duc de Bourgogne, contenant l'échange de
quelques terres & Seigneuries. Fait à Vezelai.
l'an 1210. [ETIENNE PERARD, Recueil
de Pieces Curieuses servant à l'Histoire de
Bourgogne. pag. 309.]

EGO HERVEUS Comes Nivernensis, notum fieri
velo universis presentes litteras inspecturis; quod
consentiente M. Comitissa Ni-
vernensi, uxore mea, quittavi reverendo Domino meo
ODOY Duci Burgundie, Castrum de Grignon, cum
appendiciis suis, propter terram quam mi acquiritur &
dedit. Acquisivit enim michi totam terram, quam
Dominus Radulphus de Exelduno tenebat de me, ex-
cepto feodo de Monte Falcone. Præterea dedit michi
Rubeum Montem, cum pertinentiis suis, & Asnerias,
cum appendiciis suis. Et propter commutationem Ru-
bei Montis, dedit Androino terram de Liervais, quam
matertera sua tenebat de Yelent, quam Petrus de Ama-
cia tenebat, & feodum de Rupe, scilicet Burgum Sancti
Albani, & quicquid habet G. de Rupe in plano &
nemoribus extra Lesaierum, & feodum de Alians, &
feodum quod Renaudus de Edna tenebat apud Yelent.
Nec ego, nec Dux, possumus retinere homines An-
dree commorantes in terra hujus commutationis. Præ-
terea donavit trecentas libras Viennenses pro Liervais
firmandis, & Andreas poterit firmare domum de Ye-
lent,

ANNO

1210.

lent, & domum de Allen, quam ego firmare cepti, poterit firmare quam forem voluerit. Dedit etiam mi Dominium Gardam, & feodum Lamie, & quicquid ibi habebat, & ego possum ibidem firmare. Et si ego vel heredes mei eglessas firmare voluerimus, nec Dux, nec heredes sui poterunt contradicere. Et si ego eglessas firmavero cum alio feodo meo, eas à Duce tenebo. Si autem, quod absit, uxor mea Comitissa Nivernensis sine herede decesserit, nec ab alia uxore prolem suscepero, quicquid propter commutationem castri de Grignon Dux michi donavit, excepto feodo Rubei Montis, ad jus & ad proprietatem, & ad Dominium Ducis integraliter revertetur. Ut autem hoc ratum sit & inconvulsam, præsentem paginam sigillo meo roborari precepi. Actum apud *Veziliacum*, anno gratiæ millesimo ducentesimo decimo.

CCLXV.

RAVIERS
ET NIVERNENSIS

Accord entre PIERRE Seigneur de Raviens, & HERVE Comte de Nevers, par lequel Herve donne à Pierre, la Terre de Raviens en fief, &c. Fait en 1210. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne, pag. 310.]

EGO PETRUS Dominus Raveriarum, omnibus notum facio, præsentibus & futuris, quod HERVEUS Comes Nivernensis dedit omnia quæ habebat apud Raverias, in feodo & in Dominio, & terras arabiles & prarum, quod Dominus Raveriarum commutaverat Domino Atheriarum, & feodum de Nuis, quod Mathæus de Taleci tenebat de Comite. Tria jugera terræ de Campo Margueti, de qua solebat esse contentio inter Dominos Atheriarum, & Raveriarum, & centum libras Prutenensis monetæ. Propter hæc quidem supradicta, cepi castrum meum Raverias ab eo, cum toto finagio suo tenendum ab ipso contra omnes gentes. Idem vero Comes non potest homines meos retinere de feodo quod ab ipso tenco, neque Comes qui Nivernis teneat. Juravi etiam manu propria, quod eundem de castro meo Raveris contra omnes homines bona fide juvabo. Actum apud *Maers*, anno gratiæ millesimo ducentesimo decimo.

CCLXVI.

BOURGOGNE ET AUTUN.

Accord entre Eudes Duc de Bourgogne & l'Abbé de S. Martin d'Autun, pour leurs Hommes du Bourg de S. Martin d'Avalon. Fait en 1210. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne, pag. 404.]

EGO ODO Dux Burgundie, omnibus notum facimus, quod inter nos & Hugenum Abbatem & monachos Sancti Martini Eduensis in hunc modum concordavimus, super libertatem Burgi Sancti Martini Avalonis. Omnes liberos homines ibi advenientes recipimus, ita quod singuli eorum nobis reddent annuatim, ad festum Sancti Germani, quinque solidos & unum sextarium avenarum, ad mensuram fori Avalonis: & pro hac consuetudine ab omni exactione nostra liberos eos & absolutos fecimus, & à justitia & à Domino Preposito nostri de castro Avalonis emencipavimus, & omnes consuetudines & inquietationes banni & totius exercitii eisdem relaxavimus. Si vero contingerit homines nostros, vel homines dicti Abbatis illic advenire, ego de meis hominibus voluntatem meam faciam, & dicti Abbas & Monachi similiter de suis, salvo tamen, quod censam ipsorum, scilicet quinque solidos & sextarium avenarum, & per circuitum usque ad territorium de plaefie, & hinc inde usque ad pontem rivuli victoris. Medietas vero reddituum prædictorum, & omnium proventuum, quocumque modo fuerint, & medietas totius justitiæ erit nostra; reliqua vero medietas erit integrè prædicti Abbati & Monachis, relicto eisdem Monachis & concessio toto furnagio ejusdem villæ, si contingerit ibidem fieri. Claustro etiam dictorum Monachorum, cum accincta claustrum ejusdem, absque hominem albergare ipsis absolute libero remanente. Propositum nostrum ibi habebimus, & Abbas & Monachi sum, qui sacramento confederati, quotiens convitati fuerint, redditus & proventus & justitiam per medium

colligent, & nichil omnino uno sine altero levare licebit. Hoc totum bona fide tenere & observare super sacrosancta juravimus, & quod successores nostri Duces Burgundie hoc idem, sicut præscriptum est, inviolabiliter teneant imperpetuum promissimus & decrevimus in cujus rei testimonium ut firmius teneatur, huic cartulæ sigillum nostrum apponi fecimus. Actum anno gratiæ millesimo ducentesimo decimo.

CCLXVII.

Extrait du Traité fait entre Louis fils de Philippe II. dit Auguste Roi de France, & FERRANT Comte de Flandre, par lequel Ferrant quitte à Louis S. Omer & Aire, fait entre Lens & le Pont à Wendin, en 1211. [PIERRE OUDERGHEEST, Chroniques & Annales de Flandres. Ch. C. feuil. 165.]

CE pendant LOUIS fils du Roy Philippe de France, lequel un peu auparavant s'étoit (comme avez peu veoir) investy des villes de Saint Omer, & d'Aire, descendit en Arras, ou de la part du Conte FERRANT & de Madame Jehenne sa femme, fut traité & communiqué, de forte, que lesdits Princes Louys & Ferrant, se trouverent le jour de Saint Mathias ensuyvant, entre Lens & le Pont à Wendin ou après plusieurs communications ledit Ferrant & la Contesse Jehenne sa femme, renoncèrent pour eux & leurs successeurs à perpétuité, & quiterent au profit de Louys & ses successeurs, les Villes de Saint Omer & Aire, avec leurs appartenances, ensemble les Villes & Domaines, que le Roy Philippe avoit laissés au Conte Baudouyn par la dernière Paix, faicte à Peronne. Comme aussi de son côté, le Prince Louys quitta ausdits Ferrant & Jehenne, tout autre droit, qu'il pout avoit ou prétendre, au residu de la Conté de Flandre, réservé toutesfoi l'hommage & fidelité, & desia le Conte Ferrant & sa femme avoyent faict, au Roy son Pere: sans y comprendre aussi la convention qu'elloit entre Ferrant & le Roy, de l'affurance qu'ils en devoient faire au Roy par leurs propres gens & subiects: selon que de tout appert plus à plain, par Lettres données & faictes ausdits lieu en l'an mil deux cents onze, & au jour de Saint Mathias que dessus.

CCLXVIII.

Traité entre HENRI I. Duc de Lorraine & de Brabant, & GODEFROI Seigneur de Breda, 24. Fevr. & de Bergues, pour le Péage qui se doit payer à Stryne en Zélande. Fait le 24. Fevrier 1212. [AUBERT LE MIRE, Donationum Belgarum. Lib. II. Cap. XC. pag. 517.]

In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis.

HENRICUS Dux Lotharingæ omnibus in perpetuum. Quoniam ea, quæ solis mortalium memoriis commendantur, tractu temporis facile elabuntur, utile visum est, ut ea, quæ memoria sunt digna, scriptura perpetuaretur.

Igitur præsentī paginā notum fieri volumus tam futuris quā præsentibus, quod hominibus, qui telonium navium per *Strynam* & *Scaldam* à nobis in feudum tenebant, propter eorum insolentiam & violentiam, quam transeuntibus inferebant, sententia hominum nostrorum & parium ipsorum, fecimus abjucari.

Cujus telonei medietatem nobis reservantes, aliam medietatem dilecto homini nostro ligio GODEFRIDUS de Breda in feudum contulimus, ea conditione, quod idem Godefridus suis viribus & potentate omnibus per prædictas aquas transeuntibus, quousque nos conductus extenditur, pacera faciet, sine nostris laboribus & expensis. Nisi forte, contra cum invalesceret potentia, quod manifestum esset nostro indigere auxilio: tunc corpore proprio, si opus fuerit, & tota terra nostra, ei adhibere debemus, & de universis mercibus telonium adhibere nos medietatem, & prædictus Godefridus aliam medietatem precipiet.

Sed pro vino, quod à navibus vinum portantibus prius immoderate accipi solebat, tres tantum denarios Colonienfes de quolibet vase accipi decrevimus: quorum duos nobis retinimus, tertium prædicto Godefrido in feudum conferentes.

ANNO

1210.

1211.
FRANCE
ET FLANDRE.

1212.

BRABANT
ET BELGIUM.

ANNO. Ad telonium istud accipiendum nos propriam navem & proprium telonarium habebimus; similiter & dictum Godefridus propriam navem & proprium telonarium habebit. Et uterque nostrum, ubicumque voluerit, suum telonium accipiet, super aquam quæ Scaldâ nuncupatur.

Et ut omnis mala consuetudo accipiendi vel hibendi vinum abolita esset, decrevimus, ut quisquis telonii nostri vel sepedicti Godefridi administrator existerit, si à mercatoribus vinum exegerit, vel gratis oblatum acceperit, corpus ejus in nostra erit potestate, & sine spe restitutionis exheredabitur: mercator verò, qui eis vinum propinaverit vel obtulerit, elegantius vas vini, quod in navi fuerit, amittet.

Propterea hominibus, qui *Stakers-loo* à nobis in feudum tenebant, propter injuriam & violentiam, quam tam in aquis quam supra terram hominibus inferebant, omne feudum de *Stakers-loo*, meritis eorum exigentibus, sententia parium suorum, eis fecimus adjudicari, & illud Domino Godefrido, cum omni integritate, in rectum feudum contulimus.

Similiter & feudum de *Offendrecht*, sicut hi, qui ante à nobis hoc tenuerunt, ipsi Godefrido contulimus in feudum, tali conditione adjecta; quod de *Stakers-loo* & *Offendrecht* ipse in propria persona, vel *heres* ejus, qui Bredam tenebit, idem feudum semper à nobis habebit, nec alium infeudare poterit.

Item quicumque ex hominibus nostris terram Domini Godefridi ad manendum intraverit, ipse in pace eos possidebit; nisi fortes milites, vel filii militum, vel de familia nostra fuerint. Si ad nos redire voluerint, sicut prius nostri erunt. Eadem forma de hominibus dicti Godefridi observabitur, si causa manendi ad nos se contulerint.

Si verò transientes à nobis ad dictum Godefridum, terram sub nobis habuerint, nos servitium de terra illa, tam moderate accipiemus, sicut de hominibus nostris, vicinis ipsorum, faciemus. Et idem facere tenebitur Godefridus de terra hominum nostrorum ad ipsum transiendum; ne à nobis ad eum transire volentes, vel ab eo ad nos, propter hoc, ab altero nostrorum deterreantur.

Si verò ad alterum nostrum aliqui ad alterum redeuntes in aliqua causa excesserint, vel de aliqua re calumnia eis mota fuerit, secundum quod excessus vel calumnia exegerit, per sententiam nobis emendare debent.

Item quicumque homines memorati Godefridi, die hujus conventionis factæ, opida que de novo feceramus, intraverint ad manendum, scilicet Oostenvie, Arendonk, Hercentals, Turnhour, Hoogstraen, si voluerint, ibi semper maneat, & Dominus Godefridus de terra eorum, in suo dominio jacente, ita moderate servitium accipiet, quale de terra hominis sui aequivalente consuevit accipere: ita quod propter hoc nullum detrimentum sustineant. Si verò redire voluerint, nos eos æquo animo recedere patiemur.

Si autem post tempus hujus conventionis factæ, ad prædicta nova opida vel alia, si que nova fecerimus, libertate commemorandi, transire voluerint, nisi consentiente prædicto Godefrido hoc faciant, bona eorum in potestate ipsius Godefridi erunt, & de eis voluntatem suam faciet: ita quod nos per hoc non offendat.

Ita per omnia observandum est de hominibus nostris, si forte nobis invitati ad opida libera jam dicti Godefridi, eos transire contigerit. Verum si homines sui ad opida nostra ab antiquo edificata Buscum, Sichern, Liram, Arscot, Antuerpiam, Lovanium, & his similia, causa manendi, transire voluerint, liberè hoc facere poterint, tali jure, quali semper ab antiquo transire solebant.

Hæc omnia, sicut prolibatum & proscripsum est, nos consanguineo nostro & fideli homini ligio Godefrido de Breda & suis heredibus in rectum feudum contulimus, tenendum à nobis & à nostris heredibus.

Contrario præfatus ligio Godefridus homagium nobis, sicut Domino suo, promissit, & juramento confirmavit, quod omnibus castris suis, tota terra sua, hominibus suis, & ministerialibus suis, & corpore proprio, ipse & heredes sui amodo nobis & heredibus nostris, serviet fideliter, contra omnes homines, qui mori & vivere possunt.

Et ad hujus rei confirmationem ex mandato ipsius Godefridi, specialiter omnes terræ suæ milites, & milium filii, & xii. villarum homines ducenti & quadraginta ad hoc electi juraverunt, & se & suos heredes ad hoc obligaverunt.

Quod si forte idem Godefridus vel ejus heredes ea, quæ prædicta sunt, infregerint, vel nobis, sicut præta-

tum est, fideliter non servierint, ipsi viribus & bonis suis nobis sive heredibus nostris, contra ipsum Godefridum vel ejus heredes servient, donec ipsum vel suos heredes ad fidele servitium nostrum revocaverint.

Vice versa si prenominato Godefrido aliquis causa nostri guerram movere attentaverit, nos ei modis omnibus assistemus; vel si quis eum iniuste exheredare voluerit, quamdiu parere vel consilio nostro stare paratus fuerit, nos ei tanquam ligio nostro non decrimus. Quod cum omnibus præcedentibus articulis juramento confirmamus.

Ut autem hujus nostræ constitutionis pagina in posterum illibata & inconvulsa fervetur, eam conscribi & appositione sigilli nostri, cum subscriptione testium fecimus roborari. Nomina testium sunt hæc:

Waltherus Bertholt.

Gerardus de Grimberghen, Arnoldus de Ranst.

Godefridus Castellanus Bruxellensis.

Arnoldus de Wesemale, Arnoldus Dapifer.

Rolandus de Thenis, Wilhelmus de Ekeren.

Wilhelmus de Lira, Walterus de Rimenant.

Arnoldus Amptmannus Antuerpiensis.

Wilhelmus de Halle, & alii quam plures.

Acta sunt hæc anno Incarnationis Domini M.CC.XII. sexto Kalend. Martii.

CCLXIX.

Tractatus inter Romanorum Imperatorem OTTONEM IV., & LUDOVICUM Bavarie Ducem. Quò præfatus Dux fide juramento firmata promittit, se imposterum omni tempore vitæ suæ fideliter Imperatori contra Papam, atque contra omnem hominem, servitutum; Imperator verò se eidem semper propitium Dominum exhibiturum pollicetur. Actum apud Francofurtum. 13. Kalend. Aprilis 1212. [LUNIG, Teutisches Reichs Archiv. Part. Special. Continuat. II. Abtatz I. pag. 124.] 20. Mars

Hæc est forma Compositionis, facta inter Dominum Ottonem IV. gloriosum Imperatorem Romanum, & Dominum Ludovicum, illustrem Ducem Bavarie. Dominus Ludovicus, Dux Bavarie, primum data fide promissit, & postmodum Sacramento juramenti firmavit, quod ipse omni tempore vitæ suæ bona fide & sine omni fraude serviat Domino Imperatori, contra Papam & contra omnem hominem, nec aliqua unquam occasione emergente a servitio ejus recedat. Juraverunt etiam quidam & adhuc alii jurabunt pro eo duodecim subscripti Nobiles, quod ipsi Dux Bavarie, quod abst, aliquo modo contra promissionem suam veniret, seu ipsam infregeret, quod ipsi bona fide & sine fraude Dominum Imperatorem modis omnibus contra Ducem juvabunt, juxta mandatum suum. Sunt autem hi Nobiles: Rapoto, Comes Palatinus Bavarie, Comes Henricus de Ortenborch, Comes de Molsberg, Comes Kalholius, Henricus de Luste, Chunradus de Harbach, Comes Eberhardus de Dornborch, Henricus de Randecke, Lupus de Lengenwelt, Alamus de Halle, Comes de Valar, Comes Sigow de Niwenborch. Postmodum jam ad validiorem confirmationem facti juraverunt quidam, & adhuc jurabunt duodecim subscripti Ministeriales, quod si ipse Dux aliqua occasione promissionem facti violaret, quod ipsi commoniti quindecim diebus ante in civitatem Augustam intrabunt, nunquam sine Licentia Domini Imperatoris recessuri. Sunt autem hi Ministeriales: Sifridus Koph, Otto Koph, Otto Vnitz, Henricus Vnitz, Conradus Dapifer, Otto de Rore, Bartoldus de Schiltberch, Arnoldus de Camera, Rudigerus de Sandicella, Eberhardus de Wittinsbach, Eberhardus de Curia, Henricus de Ruden. Et ut etiam major de Duce Domino Imperatori securitas fiat, ipse Dux XII. obfides subscriptos dabit Domino Imperatori, qui a proximo festo Paschæ ad duos annos in potestate erunt Domini Imperatoris, & tunc si Dominus Dux promissionem factam Domino Imperatori bene servaverit, Dominus Imperator obfides illos liberos Duci reddet. Sed promissiones & juramenta ipsius Ducis, & tam Nobilium, quam Ministerialium, semper firma & inviolabilia permanebunt. Sunt autem hi obfides: Filius Pincerne, Filius Hermannii Pedis, Filius Bartholdi de Wravenhoven, Filius Henrici de Kranecheseberg, Filius Friedrici

ANNO 1212. derici de Brunowe, Filius Garvigii de Bergen, Filius Henrici Dimonis, Filius Wernheri de Burchaufen, Filius Grimani, Filius de Vriuntsberch, Filius Bertholdi de Salzebach, Filius Grimoldi Bulenhufen. E contrario Dominus Imperator data fide promittit, quod ipse semper Domino Duci pius & propitius erit Dominus, & in omnibus, quas utilitatem & honorem ejus respiciunt, Dominus Imperator benigno vultu eum promovebit. Acta sunt hæc anno Domini MCCXII. apud Franckenfort XIII. Kalend. Aprilis, Indictione XV.

CCLXX.

16. AVT. INNOCENTII Pape III. Epistola ad ALPHONSUM Regem Portugallicæ de susceptione ejus, Regniq; & in eo successorum suorum in Protectione S. Ecclesiæ Romanæ cum integritate honoris & Dignitate quæ ad Reges pertinet; nec non de Censu duarum Marcharum quem ALPHONsus ipse statuit singulis annis ad utilitatem dicte Sanctæ Ecclesiæ persolvendum. Dat. Laterani 16. Kal. Maji. Indiit. XV. ann. Incarn. 1212. [BARONII Annales Ecclesiastici Tom. XII. ann. 1179. num. 25. Ex INNOCENT. III. Epist. Lib. I. Epist. 152. INNOCENTII III. Epistolar. Tom. II. Lib. XV. Epistol. 24. Ex recens. BALUZII. ANTOINE DE SOUZADE MACEDO en donne aussi un Fragment dans sa *Lusitania liberata*, Proem. II. pag. 110. tiré de BRITTO, *Chron. Cistec.* Lib. III. Cap. IV. & V. & de BRANDAO. Lib. X. Cap. X.]

INNOCENTIUS, &c. A. illustri Regi Portugallicæ. & hæredibus ejus in perpetuum.

MANIFESTIS probatum est argumentis, quod inclitæ recordationis Alphonsus avus tuus per sudores bellicos & certamina militaria inimicorum Christiani nominis intrepidus extirpator, & propagator diligens Fidei Orthodoxæ, sicut devotus filius & Princeps Catholicus multimoda obsequia impendit Sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ matri suæ, dignum nomen, & exemplum imitabile posteris derelinquens. Aequum est autem, ut quos ad populi regimen & salutem dispensatio cœlestis elegit, Apostolica Sedes sincero profectur affectu, & in iustis postulationibus studeat efficaciter exaudire. Proinde nos attendentes tuam personam, ornatam prudentiâ, iustitiâ præditam, atque ad Regni gubernationem idoneam, eam sub Beati Petri & nostræ protectione fuscipimus, & Regnum Portugallicense cum integritate honoris Regni, & dignitate, quæ ad Reges pertinet, nec non & alia loca, quæ cum auxilio cœlestis gratiæ de Sarracenorum manibus eripueris, in quibus jus tibi non possunt Christiani Principes circumpositi vendicare, ad exemplar felicis memorie Alexandri Papæ prædecessoris nostri, qui hæc præfatio avo tuo per Privilegii paginam concessisse dignoscitur, tunc sublimitati concedimus, & auctoritate Apostolica confirmamus, ut autem ad devotionem & obsequium beati Petri Apostolorum principis, & Sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ vehementius accendaris; hæc ipsa hæredibus tuis duximus concedenda, eosque super his, quæ concessa sunt, Deo propitio, pro injuncto nobis Apostolatus officio defendemus. Tua itaque intererit, fili charissime, ita circa honorem & obsequium matris tuæ Sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ humilem & devotum existere, & sic te ipsum in ejus opportunitatibus, & dilandis Christianæ Fidei finibus exercere, ut de tam devoto & glorioso filio Sedes Apostolica grataletur, & in ejus amore quiescat.

Ad indicium autem, quod præscriptum Regnum beati Petri juris existat, pro amplioris reverentiæ argumentis progenitorum tuorum vestigiis inhaerendo, statuitur dux marchas auri annis singulis nobis nostrisque successoribus persolvendas; quem utique censum ad utilitatem nostram & successorum nostrorum Bracarenis Archiepiscopo, qui pro tempore fuerit, tu & successoribus tui curabit assignare. Decernimus ergo, ut nulli omnino hominum liceat personam tuam, aut heredum tuorum, & etiam præfatum Regnum temere perturbare, aut ejus possessionem auferre, vel ablatas retinere, minuire, aut aliquibus vexationibus fatigare. Si qua igitur &c. usque, districtæ ultioni subjaceat. Cunctis

autem eidem Regno & Regi sua jura servantibus, &c. ANNO 1212. quousque præmia æternæ pacis inveniant. Amen. Datum Laterani per manum Joannis Sanctæ Mariæ in Cosmedin Diaconi Cardinalis, S. R. E. Cancellarii, XVI. Kal. Maii. Indictione decima quinta, Incarnationis Dominicæ M. CC. XII. Pontificatus vero Domini Innocentii Papæ Terti anno quintodecimo.

CCLXXI.

FRIDERICI Romanorum Imperatoris Litteræ 26. Sept.

sub Aurea Bulla datæ, quibus OTTOGARUM in Bohemiæ Regem confirmat, concedendo ei infirmul, ut ab omnibus exaltationibus pecuniarum, & iustitiæ Curie Imperialis Regnum Bohemiæ perpetuo liberum sit. Acta sunt hæc 26. Septembris 1212. Indictione 15. [GOLDAST, in Append. Comment. de Juribus ac Privilegiis Regni Bohem. fol. 21. BALBINI Miscellanea Hist. Regni Bohemiæ Decad. I. Lib. VIII. Epistol. Volum. I. pag. 7. où l'on cite aussi HABERFELDT fol. 83. & d'où nous tirons cette Pièce. LONDORPII Acta publica Tom. I. Lib. IV. Cap. CXV. pag. 770. en Allemand. Cette même Bulle se trouve aussi dans LUNIG Teutsch. Reichs. Archiv. Part. Special. Continuat. I. Erster Absatz von Königreich Bohem pag. 23. en Latin; & elle y est datée du 15. Avril.]

FRIDERICUS, Divinâ favente Gratia, Romanorum Imperator Electus, & semper Augustus, Rex Sicilia, Ducatus Apulie, & Principatus Capuæ.

CUM decor, & potestas Imperii nostrum præcesserit statum, ut non solum cæterorum Principum dignitates, verum etiam sceptræ Regalia à Nostra conferantur Majestate, gloriosum reputamus, ac magnificum, quod in tanto nostræ largitatis beneficio, & aliis crescit Regiæ dignitatis augmentum, nec ob hoc Eminentia Nostra aliquid pariter derelinquamus. Inde est, quod Nos attendentes præclara devotionis obsequia, quæ antecessoribus nostris ab antiquo tempore Romano exhibuit Imperio tam fideliter, quam devotè, & quod Illustris Rex eorum OTTOGARUS à primo inter alios Principes specialiter præcæteris, in Imperatorum Nos eligi, & Nostræ Electionis pericereant diligenter, & utiliter aliterit, sicut dictus Patruus noster pæ memoris Rex Philippus, omnium Principum habito consilio per suum Privilegium instituit, ipsum Regem institutum, & confirmamus, ut cum sanctam, & dignam institutionem approbamus, Regnumque Bohemiæ liberaliter, & absque omni pecuniæ exactione, & consuetâ Curie nostræ iustitiæ sibi, suisque successoribus in perpetuum concedimus. Volentes, ne quicunque ab ipsis in Regem electus fuerit, ad Nos vel Successores Nostros accedat, Regalia debito modo recepturus. Omnes etiam terminos, qui prædicto Regno attingere videntur, quocunque modo alienati sint, ei, & successoribus suis possidendos indulgemus; In quoque, & Auctoritatem investendi Episcopos Regni sui integraliter, sibi, & hæredibus suis concedimus, ita tamen, quod ipsi ea gaudeant libertate, & securitate, quam à Nostri Prædecessoribus habere consueverunt. De Nostra autem liberalitatis munificentia statuimus, quod Illustris Rex prædictus, vel hæredes sui ad nullam Curiam nostram venire teneantur, nisi quam Nos apud Bamberg, & Norinberg celebrandam indixerimus, vel si apud Merseburg curiam celebrare decreverimus, ipsi sic venire teneantur. Quod si Dux Poloniæ vocatus accesserit, ipsi sibi Ducatum præstare debeant, sicut Antecessores sui quondam Bohemiæ Reges facere consueverunt, sic tamen, ut spatium sex hebdomadarum veniendi ad prædictas Curias eis antè præfixum, salvo tamen, quod si Nos, vel Successores Nostros Rome coronari contigerit, ipsi prædicti Regis OTTOGARI, vel Successorum suorum relinquimus arbitrio, utrum ipsi nobis trecentos armatos transmittant, vel trecentas Marcas persolvant. Ad hujus autem constitutionis, & confirmationis nostræ memoriam, & robur perpetuo valitum, præfens Privilegium per manus Henrici de Parisius Notarii, & fidelis Noltri, scribi, & Bullâ Nostrâ aureâ jussimus communiri, Anno, Mense, & Indictione subscrisps. Hujus rei testes sunt illi: Archiepiscopus Barenfis, Episcopus

ANNO 1212. pus Tridentinus, Episcopus Basiliensis, Episcopus Constantiensis, Episcopus Curienfis, Abbas Augensis, Abbas S. Galli, Abbas de Vircibio, Bartoldus de Niephen Regalis Curie Protonotarius, Comes Hildricus de Chiburgk, Comes Rudolfus de Habsburg, & Landgravius de Alsatia, Comes Ludovicus, & Hermannus de Friburg, Comes Vernerus de Hohenburg, Arnoldus Nobilis de Wart, Rudolfus Advocatus Notter, Rudolfus de Ravensburg, Albertus de Tanhanfen Camerarius, & alii quam plures Magnates, & Nobiles, & Liberi, quorum testimonio hoc Privilegium constat esse confirmatum. Acta sunt hæc Anno Dominica Incarnationis 1212. Mense 26. Septembris. Quindecima Indictione, Regni verò Domini Nostri Friderici Illustrissimi Romanorum Imper. Electi, & semper Augusti Regis Sicilie quindecimo. Datum in Nobili Civitate Basilea, per manus Ulrici Vice-Protonotarii sexto Calend. Octobris feliciter. Amen.

CCLXXII.

1213. Compositio inter Episcopum Ratisbonensem Conradum, & Ducem Bavariae Ludovicum; Quod Hic varia Castra, Beneficia & Loca ab Ecclesia Ratisponensi in feudum recipit; Et vicissim eidem Ecclesie certa in Instrumento expressa Castra, si sine Herede legitime decesserit, donat; Porroque de conservandis iuribus utrinque in dicta Urbe antiquis competentibus concordant. Datum Anno 1213. Indictione prima. [HUNDII Metropolis Salisburgens. Tom. I. pag. 157. d'ou l'on tire cette Pièce. LUNIG, Teutsches Reichs Archiv. Part. Spec. Contin. II. Abth. IV. Abtatz I. pag. 125.]

Hæc est forma Compositionis factæ, inter Dominum Conradum, Ratisponensem Episcopum & Dominum Ludvicum Ducem Bavariæ: Dux recepit medietatem castri Chufftaine ab Ecclesia Ratisponensi. in feudo, & reliquam medietatem debet acquirere à Nativitate Domini proximè præterita infra annum, sine malo ingenio, & debet dare Ecclesie Ratisponensi. & postmodum ab ea recipere in feudo; Quod si non fiet, dabit castrum Steiningen Ecclesie Ratisponensi. in concambium, pro illa medietate, & supra dicto modo recipiet eandem medietatem ab Ecclesia in feudo. castrum Chontli similiter debet habere ab Ecclesia in feudo: Item decimam Atingen, pro qua vertebatur controversia inter eos, debet Episcopus habere absolute: Item Dux pro remedio animæ suæ, & parentum suorum, in altera parte Danubii castrum Kelheim, & Lutoldum de Owe, cum pueris suis & familia, & omni posteritate sua, & castrum Lengenfeld, castrum Stouffe, castrum Steiningen, castrum Wolferingen, castrum Bartsperck, castrum Durchelnburg, & ex ista parte Danubii, castrum Landesheuz, cum omnibus ministerialibus & redditibus, supra dictis castris antenitibus & cum tota familia, si vel ipse vel pueri sui, sine legitimo herede decesserint, Ecclesie Ratisponensi. perpetuò possidenda donavit. Episcopus verò hanc devotionem considerans, beneficio Landgravii, sito in montanis, Ducem infeudavit tali conditione, quòd Duci non liceat eodem beneficio alium infeudare: Quod si fecerit, statim vacare debet Ecclesie. Insuper Episcopus concedet Duci mediam partem unius beneficii, quod proximo sibi vacaverit ab aliquo Dominorum, exceptis tribus, scilicet beneficio, quod detinet Imperator, & Advocatia majoris Ecclesie, & beneficio quod habuit Comes Fridericus de Hohenburch.

Dux etiam in familiari consilio electionis Episcopi, sicut unus ex Canonicis vel Ministerialibus, recipiendus est & audiendus.

Item Dux Burgenfes absolutos dimisit ab omni jumento, quod sibi adversus Episcopum fecerant, & alter alteri debet jus suum in civitate per omnia integrum conservare.

Item uterque cum homine juri suo attinente, sicut voluerit, liberè disponat: Si verò alterum ad hoc habuerit necessarium, quæstum cum eo æqualiter dividat, & cum illo procedat secundum sui consilii moderationem, sine malo ingenio.

Item Episcopus non debet violenter manu tenere Burgenfes contra Ducem, qui in civitate domum suam sibi ædificat, aut pecuniam, quam eis ad hoc assignaverat, sibi restituant, aut ostendant cui desiderint.

Tom. I.

Item si aliquis Burgenfium alteri eorum in jure sibi debito rebellis exierit, contra eundem mutuum sibi debent auxilium impartiri, & lucrum inde proveniens æqualiter dividere.

Similiter de manifestò confictu in civitate quæstum æqualiter dividunt.

De statuendo etiam foro rerum venalium, qualiumcunque in civitate & de omnibus unionibus quarumlibet venditionum, modum simul statuunt, & neuter sine licentia alterius aliquid de his mutabit vel remittit.

Præterea conductum simul præstant, & lucrum inde acceptum simul dividunt, & quicunque contra velle eorum aliquem vel aliquos conducere præsumpsit, vel conductum eorum intigerit, illud ambo prohibeant.

Item nec Episcopus Castrum Strazpurch, nec Dux aliud Castrum prope Heylsperch, nec alteruter eorum aliquod Castrum in præjudicium alterius ædificare debet, usque ad sex annos post reditum Ducis de partibus ultrâ mariis.

Item neuter eorum debet vassallum vel ministerialem vel hominem alterius, sibi in castellanum, vel quocunque alio modo assumere, nisi de ipso alteri velit iustitiam exhibere. Item neuter eorum debet ministerialem alterius, qui gratiam suam non habet, sive per matrimoniam contractum, sive quocunque modo assumere, aut contra eum violenter defendere; sed si fortè, altero eorum ignorante, ministerialis unius transierit in potestatem alterius, per copulam matrimoniam; tunc ille, in cujus potestatem transiit, profectur eundem, ad consilium Domini, à quo recessit.

Item si Comes vel liber vel ministerialis alterutrius eorum existens in familiaritate Domini sui gratiam suam amittat; illum non debet alter sibi assumere, nisi ille prius gratiam Domini sui habeat.

Ad hæc Episcopus & Dux hoc similiter inter se statuerunt, ut ministeriales eorum vicissim nubant, & pueri æqualiter dividantur, hoc modo distinguentes: Quòd primus puer, masculus vel foemina, patrem sequatur sine divisione, reliquis nihilominus dividendis; si unum tantum genuerit puerum, masculum vel foeminam, idem Patrem sequatur, & nubat post matrem, & ejusdem pueri, quos genuerit, similiter dividantur. Item si Officialis Episcopi, veluti Marchalcus, Dapifer, Camerarius, vel alter quilibet uxorem de Ministerialibus Ducis duxerit, vel Officialis Ducis eonverso Ministerialem Episcopi uxorem duxerit, Senior filius, qui Patrem sequitur, habeat Patris officium, & si solus sit, nubat in potestate Domini, cujus erat mater; ita tamen quòd pueri, quos genuerit, dividantur; si verò solus non est, sed plures sint pueri, ipse nihilominus habeat patris officium, cum reliquis pueris, secundum quod supra dictum est, dividendis.

De ordinatione verò pacis Provincia sic statuerunt, ut quicquid inter eos, vel eorum coadjutores vel Ministeriales utriusque emergerit, ita quòd unus alteri dampnum intulerit, damnificatus sine talione sex hebdomadis se contineat, & conquaretur Episcopo, si Ducis est, & eonverso & plenariam recipiat satisfactionem: Si verò damnificatus hæc transgreditur, ita quòd pro damno sibi illato malum fecerit, factum duplo restituat, & pro sibi illato nullam habeat emendationem: sed si damnificatus sine talione injurias suas conquaretur, & Sacramentum calumnie præmiserit, ille, contra quem agitur, dampnum restituat, sub testimonio juramenti trium autenticarum personarum, & si negare voluerit, simili modo negabit. Item si agens in alium Sacramentum calumnie præmittere noluerit, ille, qui pro reo habetur, sola manu se expurget. Item si damnificans pertinacia vel paupertate satisfacere contempserit, excommunicetur ab Episcopo, & à Duce proscriptatur, & à tali damnatione non liberetur, nisi prius de excessibus dignam exhibeat satisfactionem. Talem enim ultra unam noctem vel prandium nullus in domo sua recipere audeat vel detineat: sed qui cum detinuisse culpatus fuerit, & tertia manu se expurgare noluerit vel nequiverit, satisfaciatur pro ipso.

Item qui satisfacere tenetur pro quocunque excessu, citabitur peremptorie à iudice per sex hebdomadas, & si se die constituto præsentaverit infra duodecim dies postea satisfaciatur, & satisfactionis suæ certitudinem faciat, coram iudice per fidei iustiores: Si autem se citatum aliquis nescierit, & hoc probaverit, non damnatur, sed satisfactio ab eo accipiat supra dicta.

Item qui in alium sine querimonia violenter per Ralam insultum fecerit, dampnum, quod fecit, integrè restituat, & pro dedecore insultus, reddat quinque talenta: Item damnificatus Ducis non conquaretur coram iudicio Provincie, sed coram Episcopo, & si damnificans resistit Episcopo, super emendatione, T

ANNO
1213.

ipse debet eum excommunicare, & de bonis suis læso assignare, ad eliminationem damni illati, nisi bonis careat, & publicus predo sit; & si necesse fuerit, eum cum Duce prosequi ad ejus instructionem, potest id, quod in ejus cedit personam: Idem Dux debet de suis Episcopo conservare eum proscribendo hoc adjecto, quod Dux præcisè damnificato restituat ablata, nisi reus publicus prado sit, nec habeat, unde satisfaciat, quod propterea adjectum est, quod Dux potentior est de suis, quam Episcopus de suis; Idem de vassallis Ecclesiæ, quam diu respectum habebunt ad Episcopum, propter eum dimittendi & faciendi, & postquam ab illo respectu destiterint, coram publico iudice, de ipsis querimonia proponatur.

De moneta Ratisponensi statuerunt, quod stabilis sit, & nulla unquam post eam fiat; sed, si factum fuerit, Dux ad Consilium & velle Episcopi prohibeat & tractet.

Item utrique tam Episcopo quam Duci placuit, ut omnia instrumenta, ante hoc præsentia instrumentum facta (fortè hic deest, &c.) nisi sub sigillo utriusque deinceps careant effectu hujus formæ ac constitutionum: Testes sunt, Clerici, Chuno Decanus, Ulrichus de Werde Archidiaconus, Wernhardus de Judenbrucker Archidiaconus, Theodoricus de Schönenfeld, Ulrichus Scriba, Ulrichus de Sancto Cassiano, Vicedominus Ducis, Geroldus Notarius Ducis, Eberhardus Notarius Episcopi: Laici, Comes, Kalohus de Kirchpere; Comes, Meinhardus de Rotenêcke, Heinrichus de Lapide, Grimoldus de Lapide, Marchwart de Märingen, Ratold de Perge, Cunradus de Hohenfels, Heinrichus de Eberseunt, Hawardus de Ouringen, Arnoldus de Schönenfeld, Otto Kopf, Heinrichus de Ramisowi, Heinrichus de Syriching, Cunradus de Schrotshoven, Hermanus de Liechtenberch, Cunradus de Kirchdorf, & alii quam plures. Acta sunt hæc Anno Dominicæ Incarnationis M. CC. XIII. Indictione prima.

CCLXXXIII.

Statuta & Libertates à Rege Angliæ HENRICO I. in favorem Ecclesiæ, Baronum, & Populi Regni Angliæ sancita, & concessa. [MATTH. PARIS, Historia Major. pag. 240.]

HENRICUS Dei gratia Rex Angliæ, Hugoni de Boclande Justiciario Angliæ, & omnibus fidelibus suis, tam Francigenis quam Anglis in Hertfordshire salutem. Sciatis me Dei misericordia & communi consilio Baronum Regni Angliæ, ejusdem Regni Regem esse coronatum. Et quia Regnum oppressum erat injustis exactionibus, ego respectu Dei & amore, quem erga vos omnes habeo, Sanctam Dei Ecclesiam imprimis liberam facio: ita quod nec eam vendam nec ad firmam ponam, nec mortuo Archiepiscopo vel Episcopo five Abbate aliquid accipiam de Dominio Ecclesiæ, vel de hominibus; donec successor in eam ingreditur. Et omnes malas consuetudines, quibus Regnum Angliæ injustè opprimebatur, inde aufero; quas malas consuetudines, in parte hic pono. Si quis Baronum meorum, Comitum vel aliorum, qui de me tenent, mortuus fuerit, heres suus non redimet terram suam, sicut facere consueverat tempore patris mei; sed legitima & iusta relevatione relevabit eam. Similiter & honores Baronum meorum, legitima & iusta relevatione relevabunt terras suas, de Dominis suis. Et si quis Baronum vel aliorum hominum meorum, filiam suam tradere voluerit; five sororem, five neptem, five cognatam, mecum inde loquatur; sed neque ego aliquid de suo pro hac licentia accipiam neque defendam ei, quin eam det: excepto si jam dare veller inimico meo. Et si mortuo Barone vel alio homine meo, filia hæres remanserit: dabo illam cum consilio Baronum meorum, cum terra sua. Et si mortuo marito, uxor ejus remanserit, & sine liberis fuerit; dorem suam & maritagium habebit, dum Corpus suum legitime servabit; & eam non dabo marito, nisi secundum velle suum; & terra liberorum cultus erit five uxor, five alius propinquior iustus esse debet. Et præcipio ut Barones mei similiter se continent erga filios suos & filias, vel uxores hominum suorum. Monetagium commune quod capiebatur per Civitates vel Comitatus, quod non fuit tempore Edwardi Regis; hoc ne à modo fiat, omnino defendo. Si quis captus fuerit five monetarius five alius cum falsa moneta, iustitia recta inde fiat. Omnia placita & omnia debita que Regi fratri meo debebantur, condono: exceptis firmis meis, & exceptis il-

ANNO
1213.

lis quæ pacta erant pro aliorum hereditatibus; vel pro illis rebus, quæ iustis aliis contingebant. Et si quis aliquid pro hereditate sua pepigerat, illud condono: & omnes relevationes, quæ pro rectis hereditatibus pacis erant. Et si quis Baronum vel hominum meorum infirmabitur; sicut ipse dabit, vel dare disposuerit pecuniam suam, ita datam esse concedo. Quod si ipse præventus, vel armis vel infirmate, pecuniam suam nec dederit nec dare disposuerit: uxor sua five liberi aut Parentes & legitimi homines ejus, pro anima ejus eam dividant, sicut eis melius visum fuerit. Si quis Baronum vel hominum meorum foris fecerit, non dabit vadium in misericordia pecuniæ suæ, sicut faciebat tempore patris & fratris mei; sed secundum foris facturæ modum: nec ita emendabit, sicut emendasset retrò tempore patris mei, vel aliorum antecessorum meorum. Quod si perdidit vel scelerosis convictus fuerit; sicut erit culpa, sic emendet. Mordra etiam retrò ab illa die, qua in Regem coronatus fui, omnia condono, & ea quæ amodo facta fuerint, iustè emendentur secundum lagam Regis Edwardi. Forestas communi consilio Baronum meorum in manu mea ita retinui; sicut pater meus eas habuit. Militibus qui per loricas terras suas defendunt, terras Dominicarum carucarum suarum quietas ab omnibus geldis, & ab omni opere proprio, dono meo concedo: ut sicut tam magno gravamine alleviati sunt, in equis & armis se bene instruant; ut apti & parati sint ad servitium meum, & ad defensionem Regni mei. Pacem firmam pono in toto Regno meo, & teneri amodò præcipio. Lagam Regis Edwardi vobis reddo, cum illis emendationibus, quibus Pater meus eam emendavit consilio Baronum meorum. Si quis aliquid de meo vel de rebus alicujus; post obitum Regis Willielmi fratris mei cepit, totum citò reddatur absque emendatione; & si quis inde aliquid retinuerit, ille super quem inventum fuerit, graviter mihi emendabit. Testibus Mauritio Londoniensi Episcopo, Willielmo Wintoniensi electo, Gerardo Herfordensi Episcopo, Henrico Comite, Simone Comite, Waltero Giffard Comite, Roberto de Monteforti, Rogero Bigod, & aliis multis.

CCLXXIV.

Decretum Pape INNOCENTII III. in Causa 19. Janu.

Matrimonii inter PETRUM ARRAGONUM Regem, & MARIAM ejus Comhoralem, agitata; Quo, dicto Regi demandat, quatenus MARIAM Reginam præstatam in plenitudinem Regalis gratiæ admittam, benigne recipiat, & maritali affectu pertrahat. Datam Laterani 14. Kalend. Februarii, Pontificatus anni 15. [SURITA, Indices rerum ab Arragoniæ Regibus gestarum, Lib. I. pag. 93.]

INNOCENTIUS Episcopus Servus Servorum Dei, Cavissimo in Christo Filio P. Illustri Arragonum Regi Sal. & Apostolicam ben.

NOVIT ille, qui est testis in Cælo fidelis, cui omne cor patet, & nullum latet secretum, quod in causa Matrimonii, qua inter te, & carissimam in Christo Filiam Mariam Illustris Reginam Arragonum conjugem tuam, diutius noscitur agitata, via regia semper incessimus: neque ad dextram inclinavimus, vel sinistram: quod teste conscientia, in causis fecimus universis, quæ ad nostrum perferuntur examen: cum illius vices, disponente ipso, exerceamus in terris, qui iustus & iustitiam diligens, sine acceptione iudicat personarum: nec ignoramus legis divine mandatum: quo habere pondus, & pondus, mensuram, & mensuram, quorum utrumque apud Deum est abominabile, prohibemur: & æqua lance causas, & merita pensare præcipimur singulorum. Licet igitur inter alios Mundi Principes te, sicut opera ipsa declarant, amplexerim specialis dilectionis affectu, & ad personæ tuæ honorem, & commodum aspires, ubi tamen ad iudicii pervenitur examen, in quo nec respicere pauperem, nec potentis vultum honorare permititur, nullam tibi, vel alii gratiam facere possumus, aut debemus: & maxime ubi agitur de Matrimonii Sacramento: quod ante peccatum, in Paradiso à Domino institutum, præter propagationis humani generis fructum, illud ineffabile Sacramentum conjunctionis, Christi videlicet ad Sanctam Ecclesiam Dei ad fidelem animam, & ipsius Verbi, ad humanam naturam noscitur figurare Apostolo attestante: qui

ANNO
1213.

qui de bono Matrimonii agens, inquit: *Ego autem dico magnum in Christo, & Ecclesia Sacramentum.* Dudum igitur: cum Matrimonium contractum inter te, & eandem Reginam proponeres te habere suspectum, pro eo, quod eadem ferebatur maritum alium habere superiorem, videlicet nobilem virum N. Comitum Convenarum, tuque prius carnaliter mulierem quamdam cognovisses, Reginam ipsam consanguinitatis, ut dicebatur, linea contingenter: & super hoc conscientie, ac saluti tuo consuli postulares, causam bonæ memorie Pampilonensis Episcopo, & P. de Caltrono-vo, & fratri Rodolpho Monachi Fontis frigidi, qui duo tunc erant Apostolice Sedis Legati, meminimus commisisse: coram quibus, cum sis fuisset, super duobus præfatis articulis, per partium Procuratores legitime contestata, nobili viro Hugoni d. Turre rubra consanguineo tuo, tunc Matrimonium, ut dicitur, acculante, Legatis eisdem interim ab hac luce subtratis, & Pampilonensi Episcopo pro suis, & Ecclesiæ suæ negotiis apud Sedem Apostolicam occupato, causam ipsam venerabilibus fratribus nostris Narbonensi Archiepiscopo, tunc Cisterciensi Abbati, ac Uticensi Apostolice Sedis Legatis, & Regimini, tum temporis officio Legationis fungenti Episcopis duximus committendam: suo ea forma, qua præfatus Pampilonensis, & suis consuejudiciis fuerat ante commissa: nullo in posterioribus litteris addito, vel mutato: ut videlicet si appareret legitimum acculator, causam convocatis partibus audientes, eam, si de partium voluntate procederet, sine Canonico terminarent, alioquin gesta omnia fideliter conferentes, ea nobis, sub suarum testimonio transmitterent litterarum: præsentibus partibus terminum competentem: quo per Procuratores idoneos nostro se conspectui præsentarent: iustum, Deo auctore, iudicium accepturi. Te igitur, ac eandem Reginam, sicut ex actis intelleximus, personaliter in ipsorum iudicium præsentia constituisse, proponere curavimus, quod Regina ipsa tibi de iure sociari non poterat fœdere maritali: tum quia dicto Comiti Convenarum adhuc superfluit fuerat in Ecclesiæ facie matrimonialiter copulata: per quod constabat, cum tecum contrahere nequivisse: cum ab eodem Comite separata per iudicium Ecclesiæ non fuisset. Regina vero ipsidem fuit absolute censita, quod revera, Patri suo vivente, ac procurante, contraxerat cum Comiti memorato: sed adiecit, quod huiusmodi Matrimonium de facto contractum fuerat, non de iure: cum idem Comes tibi esset consanguinitate pariter, & affinitate conjunctus: & insuper duas habebat uxores: & impore, quod contraxerat cum eadem: ad que proinde tibi dari terminum postulat. Et licet fuerit ex tua parte responsum, quod ejus, super his, exceptiones recipi non deberent, donec esset præfatus Comiti, cum quo se contraxisse confessa fuerat, restituta, nec tu exceptionibus tenebaris huiusmodi respondere, ad ultimum tamen ita fuit, de partium voluntate, provissum: ut scilicet, salva tibi exceptione, seu replicatione prædicta, utriusque partis probationes, super præmissis articulis, audirentur. Postmodum B. Aimeri, quem Procuratorem in Negotio constitutas memorato, de consensu tuo, tria se obtulit probaturum: scilicet: Matrimonium prius fuisse contractum inter dictam Reginam, & Comitem Convenarum: & Matrimonium, si quod fuit, inter eundem Comitem, & G. Filiam A. de Barca, fuisse iudicio Ecclesiæ separatum: antequam eam Regina contraxisset eadem: & filiam Comitis Bigoræ, uxorem Comitis ante dicti fuisset tibi consanguinitate conjunctam: & sic terminus fuit partibus assignatus: facta promissione hincinde, quod alias dilationes non peterent, ad proponendum aliud, vel probandum. Cumque partes termino constituto in duorum iudicum prædictorum præsentia, tertio literarie suam excusantem absentiam, convenissent, Regina proponens se infirmitate gravatam, testes suos medio tempore producere nequivisse, dilationes alias postulat: quas licet dictus Procurator tuus afferret, sibi non esse ultatenus concedendas, passionem factam de non petendis dilationibus allegando, ac super hoc fuisset diutius disputatum, tandem de consensu partium concessa fuit, sub præfata conditione, seu passione, dilatio: & terminus assignatus R. Procuratori sæpe dictæ Regine: ac rursus dilationes alias postulat, dicto Procuratore tuo eas sibi non debere concedi omnimodis contendente, Iudices ad Montempeffulanum, una cum ipsis Procuratoribus, accesserunt: ut ibi præsentem Reginam Negotium tractaretur: ubi cum super dandis, vel non dandis dilationibus fuisset a partibus diutius litigatum, tandem dicto Procuratore tuo adhibente consensum, Iudices sub conditione præmissa dilationes alias concesserunt: locum, & terminum partibus assignantes. Porro partibus, præ-

TOM. I.

fixo termino, in Iudicium præsentia constituit, absente Regina, ejus tamen Procuratore præsentate, Procurator tuus de novo proposuit: quod dictus Comes te consanguinitatis linea contingebat: per hoc inter te, ac Reginam probare aliam affinitatem intendens: super quo, quamquam lis minime contestata fuisset, & convenisset, ut dictum est, inter partes, quod de novo proponere aliquid non deberent, Iudices tamen tales, qui nequaquam juraverant, nisi super illis dumtaxat articulis, super quibus lis fuerat contestata, recipere præsumperunt: super quo, de ipsorum prudentia non possumus non mirari: & si Procurator tuus coram omnibus multipliciter conatus fuerit demonstrare, in hoc articulo legitime fuisse processum. Demum cum probationibus, & allegationibus fuisset renunciatum hincinde, licet Regina, quod non opponeret appellationis oblatum juramento præfatio promississet, quia tamen factus à nobis sententiam audiendi si mallet, eadem in litteris nostris fuerat reservata, uti volens beneficio eandem humiliter postulat, ut ad nos causam remitteretur instructa: præfixo partibus termino competentem: cujus petitione, sicut jus exigebat, admittitur, dicti Iudices acta omnia, prout a nobis in mandatis acceperant, ad nos sub sigillis suis fideliter transferunt. Cum ergo Regina, & dilectus filius Magister Columbus Procurator tuus, vir utique literatus, providus, & fidelis, ac de sollicita diligentia, & diligenti sollicitudine in eodem negotio habita merito commendandus, propter hoc ad nostram præsentiam accessissent, causam in consistorio publico solemniter examinavimus, & attente. His igitur, quæ à partibus prudenter, subtiliter, ac fideliter, tum super actis in præsentia Iudicum prædictorum, tum coram nobis fuere proposita, diligenter auditis, & subtili examinatione discussis; quia nobis constitit evidenter, quod sæpe dicta Regina, & Comes Convenarum prædictus se in distantia tertii, & quarti gradus consanguinitatis, & affinitatis contingunt, & idem Comes prius in conspectu Ecclesiæ, cum nobili muliere Beatrice contraxerat, a qua non est probatum, ipsam Ecclesiæ fuisse iudicio separatam, tum super proposito affinitatis articulo, nihil legitime probatum fuerit contra eam, de communi fratrum nostrorum Consilio eandem ab impetitione tua super his; quæ in iudicium fuere deducta, sententialiter duximus absolvendam: eandem, ex eo nequaquam ream esse perjurii decernentes: quod causam ad nos remitti postulat, ut instructam: cum id, sicut est expressum superius, in nostris tibi fuisset litteris reservatum. Monemus igitur serenitatem tuam, rogamus, & obsecramus in Domino, celsitudini tuæ nihilominus ex animo consilantes, quatenus non moleste sustinens, nec admirans, quod tibi non deulimus contra Deum; sed potius cogitans, quod non tam tua curavimus voluntati consilare, quam saluti: ac ideo nostris acquiescens consiliis, quæ tibi semper utilia existerunt, Reginam eandem in plenitudinem gratiæ Regali admittam benigne recipias: & maritali affectione pertractes: præsertim cum filium suscepis ex eadem: & sit mulier Deum timens, multa prædita honestate. Unde pro certo speramus, multa ex ipsius consortio, maxime si ad Deum respectum habens, ipsam, sicut Reginam honorifice, ac decenter tractaveris, serenitati tuæ commoda provenitura: cum vir etiam infidelis, per fidem mulierem salvetur Apostolo attestante. Alioquin nec tu videreris à principio motæ litis tuam, prout asserbas, voluisse sanare conscientiam; sed potius fauciare. Nec nos, quantumvisque tuæ deferri sublimitati velimus, quos Deus conjunxit, humana sustineremus presumptione seungi. Denique noveris nos venerabilibus fratribus nostris Carcasonensi, Avinionensi, Avaricensi Episcopis per nostras dedisse litteras in mandatis, ut si nostrum super hoc, quod non credimus, neglexeris adimplere mandatum, ipsi te, ad id per censuram Ecclesiasticam, sublati appellationis impedimento, compellant. Datum Laterani XIII. K. Febr. Pontificatus nostri Anno XV.

CCLXXV.

Littere JOANNIS Angliæ & Hyberniæ Regis; 15 Mai.
Quibus Regna sua Sanctæ Sedis Apostolicæ quasi in Feudum perpetuum & Tributarium offerri & submitti, Cum Obligatione Successoribus suis imposita, ut simili modo Summo Pontifici fidelitatem exhibeant, & homagium faciant. Datum apud Novum milium Templi juxta Doveriam die 15. Maii anno Regni sui decimo quarto. [MATTHEW]

ANNO
1213.

ANNO
1213.PARIS, Historia Major pag. 236. RAYNAL-
DI Continuatio Annalium CÆSARIS BA-
RONII Tom. XIII. ann. 1213. INNOCEN-
TII PAPÆ III. Epist. Libr. XVI. Epist. 77.]

JOANNES Dei Gratia Rex Angliæ & cætera, om-
nibus Christi fidelibus hanc Chartam inspecturis, sa-
lutem in Domino. Universitati vestræ per hanc
Chartam sigillo nostro munitam volumus esse notum
quod cum Deum & matrem nostram Sanctam Eccle-
siam offenderimus in multis & proinde divina miseri-
cordia plurimum indigeamus, nec quid digne offerre
possimus pro satisfactione Deo & Ecclesiæ debita facien-
da, nisi nosmet ipsos humiliemus & Regna nostra vo-
lentes nos ipsos humiliare, pro illo qui se pro nobis
humiliavit usque ad mortem, gratia Sancti Spiritus in-
spirante, non vi interdicti, nec timore coacti, sed nos-
tra bona spontanea voluntate ac communi Consilio
Baronum nostrorum conferimus, & libere concedimus
Deo & Sanctis Apostolis ejus Petro & Paulo & Sanctæ
Romane Ecclesiæ matronæ nostræ, ac Domino Papæ
Innocentio, ejusque Catholicis Successoribus totum
Regnum Angliæ & totum Regnum Hybernæ cum omni
jure & pertinentiis suis, pro remissione omnium pec-
catorum nostrorum, & totius generis nostri, tam pro
vivi quam pro defunctis: & amodo illa ab eo & Ec-
clesiæ Romana, tanquam fecundarius recipientes & te-
nentes; in præsentia prudentis viri Pandulphi Domini
Papæ Subdiaconi & familiaris exinde prædicto Domino
Papæ Innocentio ejusque Catholicis Successoribus &
Ecclesiæ Romane secundum subscriptam formam feci-
mus & juravimus, & homagium ligium in præsentia
Pandulphi: si coram Domino Papæ esse poterimus eidem
faciemus successores nostros & heredes de uxore nos-
tra in perpetuum obligantes, ut simili modo Summo
Pontifici qui pro tempore fuerit & Ecclesiæ Romane,
sine contradictione debeant fidelitatem præstare, & Ho-
magium recognoscere. Ad indicium autem hujus nos-
træ perpetuæ obligationis & Concessionis, volumus &
stabilimus, ut de propriis & specialibus redditibus nos-
tris prædictorum Regnorum pro omni servitio & con-
suetudine quæ pro ipsis facere debemus, salvis per omnia
denariis beati Petri, Ecclesiæ Romana mille marcas
Esterlingorum percipiat annuatim: in festo scilicet Sancti
Michaelis quingentas marcas, & in Pascha quingen-
tas; septingentas scilicet pro Regno Angliæ, & trecentas
pro Regno Hybernæ: salvis nobis & Hæredibus
nostris, iusticiis, libertatibus, & regalibus nostris. Quæ
omnia sicut supra scripta sunt, rata esse volentes atque
firma; obligamus nos, & successores nostros contra
non venire; & si nos vel aliquis successorum nostro-
rum contra hæc attentare præsumpserit quicunque ille
fuerit, nisi ritè commonitus respuerit, cadat à jure
Regni. Et hæc Charta obligationis & concessionis nos-
træ, semper firma permaneat. Teste me ipso apud
Dorum militum Templi juxta Doveram, coram H.
Dublinensi Archiepiscopo, Joanni Norwicensi Epis-
copo, Galfrido filio Petri, W. Comite Sarisberie, Wil-
lielmo Comite Penbroc, R. Comite Bononiæ, W. Co-
mite Warene, S. Comite Winton. W. Comite Ar-
rundel, W. Comite de Ferraris, W. Briwere, Petro
filio Herberti, Warino filio Geroldi, XV die Maii,
anno Regni nostri decimo quarto.

Eademdem LITERARUM aliud Exemplar. [LU-
CÆ DACHERII Spicilegium Veterum Scrip-
torum. Tom. V. pag. 574.]

JOANNES Dei gratia Rex Angliæ, Dominus Hi-
bernæ, Dux Normanniæ & Aquitanie, Comes An-
degavie, omnibus Christi fidelibus præsentem Char-
tam inspecturis, salutem in Domino. Universitati ves-
træ per hanc Chartam aureâ bullâ munitam volumus
esse notum, quia cum Deum & matrem nostram sanctam
Ecclesiam offenderimus in multis, & proinde divi-
ni misericordiam plurimum indigere noscamur, nec quid
quod dignè offerre possimus pro satisfactione Deo &
Ecclesiæ debita facienda, nisi nos ipsos habeamus, &
Regna nostra. Volentes nos ipsos humiliare pro illo,
qui se pro nobis humiliavit usque ad mortem, gratia
Sancti Spiritus inspirante, non vi inducti, nec timore
coacti, sed nostra bona spontanea voluntate, ac
communi consilio Baronum nostrorum offerimus, &
liberè concedimus Deo & Sanctis Apostolis ejus Petro
& Paulo, & Sanctæ Romane Ecclesiæ Matri nostræ,
ac Domino nostro Papæ Innocentio III. ejusque Ca-
tholicis Successoribus totum Regnum Angliæ, & to-

tum Regnum Hybernæ, cum omni jure & pertinentiis
suis, pro remissione peccatorum nostrorum, & totius
generis nostri tam pro vivi, quam pro defunctis. Et
amodò illa à Deo & Ecclesiæ Romana tanquam Feuda-
rius recipientes & tenentes, in præsentia Venerabilis
Patris nostri Domini Nicolai Tusculani Episcopi A-
postolice Sedis Legati, & Pandulphi Domini Papæ
Subdiaconi & familiaris, fidelitatem exinde prædicto Do-
mino nostro Papæ Innocentio, ejusque Catholicis Suc-
cessoribus, & Ecclesiæ Romane, secundum subscrip-
tam formam fecimus & juravimus, & homagium etiam
ligium, pro prædictis Regnis Deo, & SS. Apostolis
Petro & Paulo, & Romane Ecclesiæ, & eidem Domi-
no nostro Papæ Innocentio, per manus prædicti Legati,
loco & vice ipsius Domini Papæ recipientis, publicè
fecimus; Successores & Hæredes nostros de uxore nos-
tra in perpetuum obligantes, ut simili modo Summo
Pontifici, qui pro tempore fuerit, & Ecclesiæ Romane
sine contradictione debeant fidelitatem præstare, & ho-
magium recognoscere.

Ad indicium autem hujus nostræ perpetuæ obla-
tionis & concessionis volumus & stabilimus, ut de
propriis & specialibus redditibus prædictorum Regno-
rum nostrorum pro omni servitio & consuetudine, quod
pro ipsis facere deberemus, salvo per omnia denario B.
Petri, Ecclesiæ Romana mille marchas Esterlingorum
percipiat annuatim; scilicet in festo S. Michaelis quin-
gentas marchas, & in Pascha quingentas marchas, sep-
tingentas scilicet pro Regno Angliæ, & trecentas pro
Regno Hybernæ, salvis nobis & hæredibus nostris jus-
ticiis, libertatibus, & regalibus nostris. Quæ omnia si-
cut prædicta sunt, rata esse volentes perpetuè atque
firma, obligamus nos & Successores nostros contra non
venire. Et si nos vel aliquis Successorum nostrorum
hoc attentare præsumpserit, quicunque fuerit ille, nisi
ritè commonitus respuerit, cadat à jure Regni, & hæc
Charta oblationis & concessionis nostræ semper firma
permaneat.

CCLXXVI.

Juramentum Fidelitatis per JOANNEM Anglorum
Regem INNOCENTIO PAPÆ III. & Ecclesiæ
Romane factum (1) 15 Maji 1213. [INNOCEN-
TII PAPÆ III. Epist. Lib. XVI. Epist. 77.
MATH. PARIS, Historia Major pag. 237.
RAYNALDI Continuatio Annalium CÆS.
BARONII Tom. XIII. ann. 1213.]

EGO Johannes Dei gratia Rex Angliæ & Dominus
Hybernæ, ab hac hora & in antea fidelis ero
Deo & Beato Petro & Ecclesiæ Romane, & Domino
meo Papæ Domino Innocentio, ejusque Successoribus
Catholicè intransibis. Non ero in facto, in dicto, con-
sensu vel consilio ut vitam perdam, vel membra vel
mala captione capiantur. Eorum damnum si scivero,
impediam & remanere faciam si potero: alioquin eis
quàm citius potero intimabo, vel tali personæ dicam,
quam eis credam pro certo dicturam. Consilium quod
mihi crediderint, per se vel per Nuncios suos seu Lite-
ras suas, secretum tenebo; & ad eorum dampnum nulli
pandam me sciente. Patrimonium Beati Petri, & spe-
cialiter Regnum Angliæ & Regnum Hybernæ adiutor
ero ad tenendum & defendendum, contra omnes ho-
mines pro posse meo. Sic me adjuvet Deus, & hæc
Sancta Evangelia. Teste me ipso apud Dorum mili-
tiæ Templi juxta Doveram coram Domino Henrico
Archiepiscopo Dublinensi, Domino Johanne Episcopo
Norwicensi, Galfrido filio Petri Comitis Essex, Jus-
ticiario nostro Willielmo Comite Saresberienfi fratre nos-
tro, W. Marescallo Comite Penbroc, R. Comite
Bonon. W. Comite Varenæ, G. Comite Wintonienfi,
W. Comite Arundell, W. Comite de Ferraris, W.
Bronbert, Petro filio Herberti, Warino filio Geroldi,
XV. die Maji, anno Regni nostri XIV.

Ejusdem JURAMENTI aliud Exemplar, sub
dato 3. Octobris 1213. [LUCE DACHERII
Spicilegium Veterum Scriptorum, Tom. V.
pag. 575.]

EGO Johannes Dei Gratia Rex Angliæ, & Domi-
nus Hybernæ ab hac hora in antea fidelis ero Deo
& B. Petro, & Ecclesiæ Romane, ac Domino meo
Papæ Innocentio III. ejusque Successoribus Catholicè in-

(1) Matheus Paris datæ de Serment, in Vigilia Dominiæ Ascensio-
nis.

ANNO
1213.

ANNO intrantibus; non ero in facto, dicto, consensu, vel consilio, ut vitam perdant, vel membra, vel mala captione capiantur. Eorum damnum si scivero impediam, & remanere faciam si potero. Alioquin eis quam citius potero intimabo, vel tali personæ dicam, quam eis credam pro certo dicturam. Consilium quod mihi crediderit per se, vel per Nuntios seu Literas suas secretum tenebo, & ad eorum damnum nulli pandam me sciente. Patrimonium B. Petri, & specialiter Regnum Angliæ, & Regnum Hiberniæ adiutor ero ad tenendum, & defendendum contra omnes homines pro posse meo. Sic Deus me adjuvet & hæc Sancta Evangelia.

De quibus ne possit in posterum dubitari, ad maiorem securitatem prædictæ oblationis & concessionis nostræ præsentem Chartam fieri fecimus, & auræ bullâ nostrâ signari, pro censu hujus præsentis & primi anni mille marcas sterlingorum per manum prædicti Legati Ecclesiæ Romanæ persolvimus. Testibus Domino Stephano Cantuariensi Archiepiscopo, DD. Willelmo Londoniensi, Petro Wintoniensi, Hervey Eliensi, Hugone Lincolnensi, W. de Gran. Cancellario nostro, W. Comite Sarr. fratre nostro, Comite Cestrensi, W. Marcescilo, Comite Pembroc, W. Comite de Ferratis, S. Comite de Winton. Roberto de Ros, W. Brilier, Petro filio Heriberti, Mathæo filio Heriberti, & Bien. . . . de Insula Dapifero nostro.

Datum per manum Magistri Ric. . . . de Manlio Archid. Ricenundie, & Northumbel. apud S. Paulum Londoniæ 3. die Octobris, anno ab Incarnatione Domini 1213. Regni verò nostri 15.

CCLXXVII.

4. Nov. INNOCENTII III. *Papæ Epistola ad JOANNEM Anglorum Regem, qua Regnum suum Ecclesiæ Romanæ in feudum tributarium oblatum acceptat, dictamque oblationem confirmat. Laterani 2. Non. Novembris 1213. Indictione 2. [INNOCENTII III. Papæ Epist. Lib. XVI. Epist. 131.]*

REX Regum & Dominus Dominantium JESUS-CHRISTUS, Sacerdos in æternum secundum Ordinem Melchisedech, ita Regnum & Sacerdotium in Ecclesiâ stabilivit, ut Sacerdotale sit Regnum, & Sacerdotium sit Regale, sicut in Epistola Petrus & Moyses in Lege testantur, unum præficiens Universis, quem suum in Terris Vicarium ordinavit, ut sicut ei stetit omne genu coelestium, terrestrium, & etiam infernorum, ita illi omnes obediant & intendant, ut sit unum Ovile & unus Pastor. Hunc itaque Reges sæculi propter Deum adè venerantur, ut non reputent se ritè regnare, nisi studeant ei devotè servire. Quod tu, fili carissime, prudenter attendens, illo misericorditer inspirante in cuius manu sunt corda Regum, & quò voluerit vertit illa, te ipsum, & Regna tua etiam temporaliter ei subijcere decrevisti, cui noveras spiritualiter esse subiecta; ut in unam Vicarii Christi personam, quasi corpus & anima, Regnum & Sacerdotium uniantur ad magnum utriusque commodum & augmentum. Ille utique hoc dignatus est operari, qui cum sit Alpha & Omega finem reitit ad principium, & principium protrahit ad finem, ut illæ Provinciæ quæ olim Sacrosanctam Ecclesiam Romanam propriam in spiritualibus habuere Magistrum, nunc etiam in temporalibus Dominam habeant specialem. Tu quippe, quem Deus ad hoc idoneum Ministrum elegit, tam te quam etiam Regna tua, Angliæ videlicet & Hiberniæ, cum omni iure ac pertinentiis suis devota & spontanea voluntate ac omnium consilio Baronum tuorum Deo & Sanctis Apostolis ejus Petro & Paulo, sanctæque Romanæ Ecclesiæ nobisque ac Successoribus nostris in jus & proprietatem sub annuo mille marcharum censu offerens concessisti, sicut in tuo continetur Authentico Scripto aurea Bulla munito, cujus de verbo ad verbum talis tenor exiit:

Tu quippe, quem Deus ad hoc idoneum Ministrum elegit, tam te quam etiam Regna tua, Angliæ videlicet & Hiberniæ, cum omni iure ac pertinentiis suis devota & spontanea voluntate ac omnium consilio Baronum tuorum Deo & Sanctis Apostolis ejus Petro & Paulo, sanctæque Romanæ Ecclesiæ nobisque ac Successoribus nostris in jus & proprietatem sub annuo mille marcharum censu offerens concessisti, sicut in tuo continetur authentico Scripto cujus de verbo ad verbum talis tenor exiit: *Johannes Dei gratia Rex Angliæ, Dominus Hiberniæ, Dux Normanniæ, & Aquitanie, Comes Andegaviæ, omnibus Christi fidelibus, præsentem Chartam nostram Sigillo nostro munitam volumus esse notum, quia cum Deum & matrem nostram sanctam Ecclesiam offenderimus in multis, &c. ut supra Epist. 77. Nos autem oblationem & concessionem hujusmodi piæ ac provide factas gratas & ratas habentes, personam tuam & personas hæredum tuorum cum prædictis Regnis & pertinentiis eorundem & omnibus bonis aliis rationabiliter nunc possidemus & in posterum possidendi sub Beati Petri & nostræ protectione suscipimus,*

tibi & ipsis secundum præscriptam formam de communi Consilio fratrum nostrorum supradicta Regna concedentes in feudum, & præsentem Privilegio confirmantes, ita quod quilibet hæredum tuorum cum Regni Coronam acceperit, feudum hujusmodi Summo Pontifici & Romanæ Ecclesiæ publicè recognoscat, & eis fidelitatis exhibeat juramentum. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ concessionis & confirmationis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem &c. usque incursum. Datum Laterani per manum Rainaldi Acolythi & Capellani Domini Innocentii III. Papæ 2. Non. Novembris, Indictione secunda, Incarnationis Domini anno millesimo ducentesimo decimo tertio, Pontificatus vero ejusdem Domini Innocentii anno sexto decimo.

Ejusdem EPISTOLÆ aliud Exemplar, sub dato XI. Kalend. Maji. 1214. [LUCÆ DACHE-RII Spicilegium Vcterum Scriptorum, Tom. V. pag. 573.]

REX Regum, & Dominus Dominantium JESUS-CHRISTUS, Sacerdos in æternum secundum Ordinem Melchisedech, ita Regnum & Sacerdotium in Ecclesiâ stabilivit, ut Sacerdotale sit Regnum & Sacerdotium sit Regale, sicut in Epistola Petrus, & Moyses in Lege testantur, unum præficiens universis, quem suum in Terris Vicarium ordinavit, ut sicut ei stetit omne genu coelestium, terrestrium, & etiam infernorum, ita illi omnes obediant & intendant, ut sit unum Ovile & unus Pastor. Hunc itaque Reges sæculi propter Deum adè venerantur, ut non reputent se ritè regnare, nisi studeant ei devotè servire. Quod tu, fili carissime, prudenter attendens, illo misericorditer inspirante, in cuius manu sunt corda Regum, & quò voluerit, vertit illa, te ipsum, & Regna tua etiam temporaliter ei subijcere decrevisti, cui noveras spiritualiter esse subiecta; ut in unam Vicarii Christi personam, quasi corpus & anima, Regnum & Sacerdotium uniantur ad magnum utriusque commodum & augmentum. Ille utique hoc dignatus est operari, qui cum sit Alpha & Omega finem reitit ad principium, & principium protrahit ad finem, ut illæ Provinciæ quæ olim Sacrosanctam Ecclesiam Romanam propriam in spiritualibus habuere Magistrum, nunc etiam in temporalibus Dominam habeant specialem. Tu quippe, quem Deus ad hoc idoneum Ministrum elegit, tam te, quam etiam Regna tua, Angliæ videlicet & Hiberniæ, cum omni iure ac pertinentiis suis devota & spontanea voluntate, ac communi Consilio Baronum tuorum, Deo & Sanctis Apostolis ejus Petro & Paulo, Sanctæque Romanæ Ecclesiæ, nobisque ac Successoribus nostris, in jus & proprietatem sub annuo mille marcharum censu offerens concessisti, sicut in tuo continetur Authentico Scripto aurea Bulla munito, cujus de verbo ad verbum talis tenor exiit:

Fiat insertio.

Nos autem Oblationem & Concessionem hujusmodi piæ ac provide factas, gratas & ratas habentes, personam tuam, & personas hæredum tuorum cum prædictis Regnis & pertinentiis eorundem, & omnibus bonis aliis rationabiliter nunc possidemus, & in posterum possidemus, sub B. Petri & nostræ protectione suscipimus, Tibi & ipsis secundum præscriptam formam de communi consilio fratrum nostrorum supradicta Regna concedentes in feudum, & præsentem Privilegio confirmantes, ita quod quilibet hæredum tuorum cum Regni Coronam acceperit, feudum hujusmodi Summo Pontifici & Romanæ Ecclesiæ publicè recognoscat, & fidelitatis eis exhibeat juramentum. Nulli ergo, &c.

Ego Innocentius Catholice Ecclesiæ Episcopus.
Ego Johannes Sabinensis Episcopus.
Ego Hugo Vellempensis & Hostiensis Episcopus.
Ego Ben. . . . Portuenfis & S. Rufinæ Episcopus.
Ego Cuthius Tituli S. Laurentii in Lucina Presbyter Cardinalis.
Ego Cuthius S. S. Joannis & Pauli Presbyter Card. tituli Pammachii.
Ego Petrus tituli Sancti Marcelli Presbyter Cardinalis.
Ego Leo tituli S. Crucis in Hierusalem Presbyter Cardinalis.
Ego Pet. S. Pudenzianæ tituli Sancti Pastoris Presbyter Cardinalis.
Ego Guala S. Martini Presbyter Cardinalis tituli Equiculi.

CORPS DIPLOMATIQUE

150

ANNO

1214.

Ego Johannes tituli S. Praxedis Presbyter Cardinalis.
Ego Guido S..... in carcere Tulliano Diaconus Cardinalis.
Ego Viktorianus SS. Sergii & Bacchi Diaconus Cardinalis.
Ego Johannes SS. Cosmæ & Damiani Diaconus Cardinalis.

Datum Romæ apud S. Petrum per manus Rainaldi Domini Innocentii Acolythi & Cappellani, XI. Kalend. Maji Indiçti. II. Incarnationis Domini Anno MCCXIV. ejusdem Domini Innocentii Anno XVII.

CCLXXVIII.

1213.

AOÛT.
BIOUL
ET AU-
VERRE.

Traité, par lequel PIERRE, Seigneur de Bioul, cede à PIERRE Comte d'Auxerre & Marquis de Namur, & à JOLANDE, sa femme tout le droit qu'il a sur la forêt de Marlaigne. Fait au mois d'Août l'an 1213. [AUBERT LE MIRE, Diplomatum Belgicorum. Lib. II. Cap. LXVIII. pag. 364.]

HUgo Dei gratia Leodiensis Episcopus universis tam presentibus quam futuris. Noveritis hanc esse formam compositionis & pacis perpetuæ inter PETRUM Comitem Antiliodorensensem & Marchionem Namurcensem, & JOLENDAM Comitissam, uxorem ejus, Marchionissam Namurcensem, & Gobertum de Bioul, super reclamationibus & querelis, quas ipse Gobertus contra predictos Comitem & Comitissam, & contra eorum prædecessores moverat, de nemoribus quæ dicebantur esse de Marlania & de Bioul.

Gobertus si quidem, in nostra & predictorum Comitissæ & Comitissæ constitutus presentia, subque plurimum parium suorum & aliorum nobilium testimonio, omne jus, quod in predictis nemoribus se habere dicebat, spontanea ductus voluntate, & omisiss omnibus exinde causis & querelis, illud totum predictis Comitissæ & Comitissæ & eorum heredibus in proprietatem dimisiss.

De consensu autem predictorum Comitissæ & Comitissæ, Gobertus satis dictus retinuit sibi & heredibus suis, in predictis nemoribus, ligna vivi nemoris, ædificiis suis propriis necessaria, infra potestatem de Bioul, & non aliis, sive dando vel vendendo, & ligna mortui nemoris suo foco proprio oportuna, & pascua porcorum suorum domus sue propriæ de Bioul.

Ut autem hac rata permaneant, petitionem utriusque partis, Scripto præsentæ & sigillo nostro, cum sigillis satis dictorum Comitissæ & Comitissæ, confirmavimus. Hujus Scripto sigilla sua apposuerunt, in testimonium, viri nobiles.

(a) Cimaco
ou Co-
cous, c'est
Co-1217,
Ville Cap-
itale du
Comte de
ce nom.

Alardus de (a) Cimaco, Hugo de Florinis.
Wilhelmus Patruus, Nicolaus de Condeto.
Walterus de Fontanis, Clarenbaldus de Alta ripa.

Actum apud Florentiam anno Domini millesimo ducentesimo tertio decimo, mense Augusti.

CCLXXIX.

1214.

FEVR.
ETIEN-
NE PER-
ARD.

Traité & Accord entre GUILLAUME Seigneur de PAIGNY & l'Abbé de CISTEAUX, fait à Cistea. au mois de Février, l'an 1214. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 315.]

EGO Odo Dux Burgundiæ, notum facio presentibus & futuris, quod vir nobilissimus Guillelmus Dominus de Paigney, litteras suas parentes michi sub hac forma transmissit, sigillo suo communitas. Odoni Duci Burgundiæ, Domino suo, Guillelmus Dominus de Paigney, salutem. De magna & longa controversia quas fuit inter me & domum Cistercii, inter me & illos de Cistercio pax est reformata, mediantibus Abbatibus de Firmatate, & Balerna, & Guillelmo Domino de Monte Sancti Joannis, de qua pace Scriptum est confectum, sigillis eorum Abbatum Cistercii & meo confirmatum. Rogo igitur vos, sicut Dominum meum, ut illam pacem confirmetis, sicut in autentico illo continetur, & tam à me quam à successoribus & hominibus meis firmiter servari faciat. Ad preces igitur ipsius, & iterum ad

preces Domini Arnaldi Abbatis, & conventus Cistercii, prædictam pacem confirmo, sicut in autentico ipso, Abbatibus videlicet Cistercii, & prædicti Guillelmi de Paigney, & Abbatum de Firmatate, & de Balerna continetur, & sicut in eo continetur perpetuo garantizandum suscipio. Quod ut ratum in perpetuum maneat, presentem cartam feci sigilli mei munimine roborari. Actum Cistercii, anno Dominicæ Incarnationis millesimo ducentesimo quarto mense Februarii.

CCLXXX.

Accord entre EUDES Duc de Bourgogne, & Mars. GUILLAUME Comte de Mâcon & de Vienne, fait au mois de Mars 1214. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne, pag. 316.]

EGO Willelmus Comes Matiscensis & Viennæ, notum facio presentibus & futuris, me assignasse Domino Odoni Duci Burgundiæ, quatuor denarios in uno quoque traſello Pedagogorum meorum, ubicumque recipiantur, usque dum Dux, vel ejus mandatum, trecentas & viginti lib. Divionensis monetæ habuerit pro debito Matthei de Eſted. Actum est hoc anno gratia millesimo ducentesimo quatuordecimo, in Marcio.

CCLXXXI.

Contrat de Mariage entre WALERAN Fils de HENRI Duc de Limbourg, & ERMENSON Comtesse de Luxembourg. Fait au mois de Mai 1214. [AUBERT LE MIRE, Diplomatum Belgicorum Lib. I. Cap. LXXII. pag. 161.]

EGO WALRAMUS, filius Henrici Ducis de Limburch, & Marchio Arlunensis, castrum meum de Arlon, cum omnibus appenditiis, tam in hominibus, quam calamentis, & rebus omnibus, ad idem castrum meum pertinentibus, laude & assensu predicti patris mei, Ducis, & fratrum meorum, Henrici de Vaxemberch, & Gerardi de Horne, & etiam filiorum meorum, Henrici & Walrami..... Domine ERMENSENDI, Comitissæ Lucelburgensi & Rupensi, uxori meæ in legitimam dotem contuli & concessi.....

Si uxor mea ERMENSENDIS de me prolem suscepit, quilibet heredum tam illorum, quos de me genuerit, quam ille heres, quem uxor mea prædicta, priusquam tam ducerem, habebat, in hereditate habeat id quod de jure debet habere.

Si vero demum prolem non habuerit, hereditas sua ad heredem suum revertetur; hereditas autem mea meis heredibus remanebit.....

Hæc omnia..... me firmiter & semper servaturum super sacrosanctas reliquias juravi, anno 1214. mense Maio.

CCLXXXII.

Littere Patentes Regis Angliæ JOANNIS, quibus 13. Maii Securitatem ARCHIEPISCOPO CANTUARIENSI, aliisque denominatis Episcopis, uti & reliquis Clericis & Laicis ad Pacis negotium contingentibus præstare promittit, cum Obligatione Cautiois loco, erga Papam de omni jure Patronatus, quod habet in Ecclesiis Anglicanis. Apud Doveram 13. Maii Anno Regni sui XIV. [MATTH. PARIS, Historia Major. pag. 235.]

JOHANNES Dei Gratia Rex Angliæ, omnibus presentes litteras inspecturis, salutem. Per has patentes litteras, sigillo nostro munitas, volumus esse notum, quod nobis presentibus si quatuor Barones nostri, Willielmus scilicet Comes Sarisberie iterat noster & Reginaldus Comes Bononie, Willielmus Comes Warenne, & Willielmus Comes de Ferraris, juraverunt in animam nostram quod nos subscripſam pacis formam bona fide per omnia curabimus observare. Inprimis itaque solemniter & absolute juravimus itate mandatis Domini Papæ coram ejus Legato aut Nuncio, fu-

ANNO
1214.

BOUR-
GOGNE
ET MA-
CON.

Mai.
LIM-
BOUR-
ET LIM-
BOUR.

13. Maii

per

ANNO 1214. per omnibus pro quibus excommunicati sumus ab ipso; & veram pacem & plenam securitatem præstabitur venerabilibus viris, Stephano Cantuariensi Archiepiscopo, Willielmo Londinensi, Eustachio Eliensi, Agidjo Herefordensi, Jocelino Bathoniensi, & Huberto Lincolnensi Episcopis, Priori quoque & Monachis Cantuariensibus, & Roberto filio Walteri, & Eustachio de Vesci, nec non & cæteris Clericis & Laicis ad hoc negotium contingentibus: præstando simul coram eodem legato vel delegato publice iuramentum; quod ipsos cum suis nec ledemus, nec laedi faciemus, vel permittemus in personis vel rebus illisque dimittemus omnem indignationem & in gratiam nostram eosdem recipimus ac tenebimus bona fide: quodque præfatos Archiepiscopum & Episcopos non impediemus, nec faciemus, nec permittemus aliquatenus impediri quo minus ipsi libere suum exequantur officium, & plena jurisdictionis sue auctoritate, prout debent, utantur. Et super his, tam Domino Papæ, quam ipsi Archiepiscopo & singulis Episcopis, nostras patentes literas exhibebimus, facientes ab Episcopis & Comitibus & Baronibus nostris, quos & quos præfati, Archiepiscopus & Episcopi postulant iuramenta, & eorum patentes literas exhiberi, quod ipsi bona fide studebunt, ut hec pax & securitas firmiter observetur. Et si forte, quod Deus avertat, per nos ipsos vel alios contra venerimus, ipsi pro Ecclesia, contra violatores securitatis & pacis, mandatis Apostolicis inhærebunt, nosque perpetuo vacantium Ecclesiarum custodias amittamus. Quod si forte nequiverimus ad hanc ultimam partem iuramenti eos inducere, videlicet quod si per nosmet ipsos vel alios contra venerimus ipsi pro Ecclesia contra violatores pacis & securitatis, mandatis Apostolicis inhærebunt. Nos propter hoc Domino Papæ, ac Ecclesiæ Romanæ per nostras patentes literas obligavimus omne jus Patronatus quod habemus in Ecclesiis Anglicanis. Et sic omnes literas quas pro securitate prædictorum sunt exhibenda, præfatis Archiepiscopo & Episcopis ante suum ingressum in Angliam transmittemus. Si vero nobis placuerit, sæpe fatus Archiepiscopus & Episcopi præstabit, salvo honore Dei, & Ecclesiæ, juratorium Cautionem, & literatoriam, quod ipsi, nec per se, nec per alium contra personam nostram vel Coronam nostram aliquid attentabunt, nobis prædictam eis pacem & securitatem servantibus illibatam. De ablatis autem plenam restitutionem, & de damnis recompensationem sufficientem omnibus impendimus tam Clericis quam Laicis ad hoc negotium pertingentibus non solum rerum, sed omnium libertatum, & restitutas conservabimus libertates: Archiepiscopo quidem & Episcopo Lincolnensi à tempore suæ Consecrationis; aliis autem à tempore discordie inchoate. Nec obstat aliqua padio vel promissio seu concessio, quo minus damna recompensentur & restituuntur ablata, tam vivorum quam defunctorum. Nec aliquid retinebimus pretextu servitii, quod nobis debeatur impendi, sed postea nobis debita pro servitio, recompensatio tribuetur. Statimque omnes, quos detinemus Clericos faciemus absolutos dimitti, ac restitui propriæ libertati, cum Laicis qui huius occasione negotii detinentur. Incontinenti quoque post adventum illius qui nos debet absolvere, faciemus de parte restitutionis ablatorum octo milia librarum legalium Esterlingorum pro solvendis debitis & faciendis expensis Nunciis prædictorum Archiepiscopi & Episcoporum & Monachorum Cantuariensium assignari sine impedimento quolibet per potestatem nostram ad eos libere deferendum, ut expediti veniant in Angliam honorifice revocati; videlicet Stephano Cantuariensi Archiepiscopo duo milia & quingentas libras; Willielmo Londinensi septingentas & quinquaginta libras; Eustachio Eliensi septingentas & quinquaginta libras; Jocelino Bathoniensi septingentas & quinquaginta libras; Huberto Lincolnensi septingentas & quinquaginta libras; Priori & Monachis Cantuariensibus mille libras. Et protinus postquam pacem illam duxerimus acceptandam, assignari faciemus absque mora, Archiepiscopo & Episcopis, Clericis, ac Ecclesiis universis, in manibus Nunciorum vel Procuratorum ipsorum, mobilia omnia cum administratione libera eorumdem & in pace dimitti. Interdum vero *Us legatio* vulgariter nuncupatum, quod proponi fecimus contra Ecclesiasticas personas publice revocamus, protestando per nostras patentes literas Archiepiscopo tribuendas, id ad nos nullo pertine: quodque illud de cætero contra Ecclesiasticas personas, nullatenus faciemus proponi: revocantes præterea ut legationem Laicorum ad hoc negotium pertinemus, & remittentes omnia que post interdictum recepimus ab hominibus Ecclesiasticis,

præter Regni Consuetudinem & Ecclesiæ libertatem. Si vero super damnis vel ablatis aut eorum quantitate vel estimatione, questio fuerit de facto suborta; per legatum vel delegatum Domini Papæ, receptis probationibus, terminetur. Et his omnibus ritè peractis relaxabitur sententia interdicti. Super cæteris autem Capitulis, si quæ fuerint dubitationes subortæ de quibus merito debeat dubitari nisi per legatum vel delegatum Domini Papæ, de partium fuerint voluntate sponte, ad ipsius referantur arbitrium, ut super his quæ ipse decreverit, observentur. Teste me ipso, apud Doveram, decima tertia die Maii Anno Regni nostri decimo quarto.

ANNO 1214.

CCLXXXIII.

Traité de Trêve pour cinq ans entre PHILIPPE II. dit Auguste Roi de France, & JEAN sans terre, Roi d'Angleterre, y compris, s'ils le désirent, l'Empereur OTHON & FREDERIC Roi des Romains son Compétiteur. Fait à Chinon, le 18. de Septembre 1214. [G. G. LEIBNITZ. Codic. Diplomatici pag. 9. corrigé sur un MS. de la Bibliothèque Royale de Berlin.]

PHILIPPUS Dei gratia Francorum Rex, omnibus ad quos literæ præsentis pervenerint, salutem. Noveritis, quod Nos JOHANNI Regi Angliæ, & hominibus, & imprisiis suis, qui apertè guerraverunt pro ipso de hac ultima guerra, usque ad diem Jovis proximum, post exaltationem Sanctæ Crucis in Septembri, dedimus rectas treugas de nobis, & hominibus, & imprisiis nostris, qui apertè guerraverunt usque ad instant Pascha, quod erit Anno Domini millesimo ducentesimo decimo quinto, & ab eodem Pascha in quinque annos continuos & completos, salvo tamen nobis prisonibus, quos penes nos habemus, & salvo iuramento, quod villæ Flandriæ & Haynoniæ & milites & alii homines Flandriæ, & Haynoniæ nobis fecerunt, & salvis similiter prisonibus, quos Joannes Rex Angliæ habet penes se. Nos autem & homines nostri, & imprisiis erimus in ea tenetura, in qua eramus prædicta die Jovis, in qua data est ista Treuga. Et Joannes Rex Angliæ, & homines & imprisiis sui similiter erunt in eadem tenetura, in qua erant prædicta die Jovis, usque ad prædictos quinque annos completos.

§. 1. Nullus multarius, aut aliquis, qui fuerit forbanitus à nobis, à tempore alterius treuge inter Nos & prædictum Regem Angliæ dudum factæ, poterit intrare in terram nostram infra prædictum terminum, nisi de voluntate nostra; Neque similiter multarius, aut aliquis forbanitus ab ipso Rege Angliæ, poterit intrare terram suam infra prædictum terminum, nisi de voluntate ipsius Regis Angliæ. Si autem aliquis, cujus terram habeamus in manu nostra, venerit in terram nostram pro suo negotio, per eam poterit transire, sed in eâ morari non poterit; nisi habeat rectum cõsonum, præterquam ad portum maris, ubi licite poterit ventum expectare per tempus competens.

§. 2. Si quis de Comitatu Andegaviæ aut Britanniæ, qui dicta die Jovis date treuge adhereret Regi Joanni Angliæ; faciendo guerram apertè contra nos, & ipsum manifestè juvando, voluerit intrare Comitatum Andegaviæ vel Britanniæ, & ibi morari infra terminum treuge prætaxatum, si sit de Comitatu Andegaviæ, Senescalpo Andegaviæ; Si sit de Comitatu Britanniæ Comitatus Britanniæ faciet competentem securitatem, quod nullum malum ipsis, vel terris eorum per eum eveniet. Et si aliquis de Picaviæ, qui dicta die Jovis adhereret nobis, faciendo guerram apertè contra Joannem Regem Angliæ & juvando nos apertè contra ipsum vel intrare terram ipsius Joannis Regis Angliæ in Picaviæ, ipse faciet competentem securitatem, Senescalpo Picaviæ, quod nullum malum Joanni Regi Angliæ & terræ suæ de Picaviæ per eum eveniet.

§. 3. Isti sunt Diflatores & Emendatores hujus treuge inter Nos & Joannem Regem Angliæ: Hubertus de Bore, Senescalpus Picaviensis, Reginaldus de Pontibus, Abbas Sancti Joannis de Angeliaco, & Decanus Xantonensis, ex parte Regis Angliæ. Ex parte nostra verò Petrus Savarici, Guido Turpini, Abbas majoris Monasterii, & Gaufridus Archidiaconus Turonensis. Et isti omnes juraverunt bonâ fide, quod si contigerit, aliquem ex eis decedere aut infirmari, aut à nobis, vel à Joanne Rege Angliæ revocari infra prædictum terminum, ipsi bonâ fide eligent, & ponent alium in loco illius ad hoc idoneum. Quidquid autem quinque, aut plures

ANNO
1214.

plures ex prædictis Dictatoribus de interceptionibus hinc inde factis per sacramentum suum dixerint, & ordinaverint, tamen nos, quam prædictus Rex Angliæ tenebimus. Et si per ipsos Dictatores Treuga emendari non poterit, nos illud bonæ fide emendari faciemus infra quadraginta dies, postquam dicti Dictatores dictum suum dixerint, & illud nobis significaverint. Isti autem Dictatores hujus treugæ pro discordiis & interceptionibus emendandis, quæ forte orientur in Picardia, in Comitatu Andegaviæ, vel Britannicæ, & in Turonia, conveniant apud Abbatiam Monialium de Fulcherolis, juxta Passavant; & pro aliis interceptionibus, quæ sicut in Biturico, in Alvernia, in Comitatu Marchie, & in Lemovico, inter Agurandas & Cusum, castrum Comitatus Marchie.

§. 4. De Malatolita, quam Joannes Rex Angliæ & sui imposuerunt, & capiunt, sic erit: Si Joannes Rex Angliæ & sui voluerint eam quitare & dimittere, nos eam similiter quitabimus & dimittemus. Quantum autem Joannes Rex Angliæ & sui de ipsa malatolita levaverint & ceperint, nos similiter & nostri tantundem de illa levabimus & capiemus.

Fridericus Rex Romanorum & Sicilia erit in ista nostra treuga, si voluerit. Et Rex Otto similiter erit in treuga Regis Angliæ, si voluerit. Et si alter illorum noluerit esse in treuga, nos poterimus juvare Fridericum in Imperio, & Rex Angliæ Othouem in Imperio similiter absque messacere, & absque faciendo guerram inter Joannem Regem Angliæ, & nos de terris nostris.

§. 5. Hanc autem Treugam bonæ fide tenendam juraverunt, Urfio Cambellanus in animam nostram, & omnes alii qui subscribunt pro se, unus quisque de Mandato nostro; scilicet: Gualtherus Comes Sancti Pauli, Robertus Comes de Alençon, Guido de Dampetra, G. de Barris, G. de Calviniaco, Theobaldus Blayon, Burchardus de Marliaco, Johellus de Mednana, Hugo de Baugejo, Guido Senesbaldus, Americus de Credona, Girardus Belois. Actum apud Chinonem; Anno Domini millesimo ducentesimo decimo quarto, Mense Septembris, die Jovis proximâ sequente post exaltationem Sanctæ Crucis.

CCLXXXIV.

Sept.
BOUR-
GOGNE
ET DI-
ON.

Accord entre Eudes Duc de Bourgogne, & le Chapitre de la Sainte Chapelle de Dijon, pour les Prêbendes & pour le Doyenné. Fait au mois de Septembre, 1214. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 314.]

Ego Odo Dux Burgundiæ, præsentibus & futuris. Notum facio, quod cum Robertus Decanus meæ Capellæ Divionensis, & Capitulum ejusdem Capellæ, in præsentia Roberti Claramontensis Episcopi, recognovissent me esse verum patronum dictæ Capellæ, & quod ego & heredes mei, qui Ducatum Burgundiæ tenebant, præbendas ejusdem Capellæ & dignitates quando vacaverint, exercito Decanatu dare debeamus. Assensu meo, & voluntate mea, & voluntate Capituli institutum fuit & ordinatum, quod in eadem Capella aliquam præbendam alicui non conferam, donec numerus Canonicorum ad viginti tantummodo Canonicos pervenerit. Decanatus verò, qui duas præbendas percipiet, non est de numero prætaxato, quia Capitulo, & de eadem Capella eligi debet, si in ea idoneus fuerit inventus. Si verò de alia Ecclesia aliquis ibi electus fuerit in Decanum, talis debet eligi, qui mihi vel hereditibus meis qui Ducatum Burgundiæ tenebant, non sit suspectus. Ego verò dignitates alicui conferre non potero, nisi Canonico dictæ Capellæ, donec numerus Canonicorum ad viginti redactus fuerit, ut dictum est. Ex tunc vero temporis, cum dignitates & præbenda vacaverint, dignitatem cum præbenda, cui voluero, potero conferre, vel heredes mei qui Ducatum tenebunt. Et tunc, si numerum præbendarum augmentare voluero, novas præbendas quot voluero ibi institui, ad valenciam aliarum præbendarum, & hoc assensu dicti Capituli. Et sciendum, quod Dux Burgundiæ donationem præbendarum sive dignitatum à manu sua alienare, vel alicui Ecclesiæ sive personæ conferre non potest, nisi Capitulo dictæ Capellæ. Hæc omnia supradicta, à me Odono Duce Burgundiæ, & Roberto Decano, & Capitulo, jurata sunt tenenda & observanda, salva in omnibus dignitate & reverentia Sedis Apostolicæ, & quod aliquid Canonicorum aliquo tempore non acceptabit quod Dux Burgundiæ de donatione præbendarum sive

dignitatum in aliquo molesteur sive perturbetur. Hoc idem tenetur jurare, quicumque fit Dux Burgundiæ, & Canonici de novo in dicta Capella insint. Ad majorem verò confirmationem hujus rei, præsentem Cartam sigillo Roberti Claramontensis Episcopi, dilecti confanguinei mei, & sigillo meo, & sigillo uxoris meæ, feci confirmari. Actum anno gratiæ millesimo ducentesimo quarto decimo, mense Septembris.

CCLXXXV.

Traité de mariage entre FLORENT Fils de GUILLAUME Comte de Hollande, & MATHILDE Fille de HENRI Duc de Lorraine & de Brabant, fait à Anvers le 5. de Novembre, 1214. [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 64.]

In nomine Sanctæ & individue Trinitatis.

NOTUM sit universis tam præsentibus quam futuris Christi fidelibus, quod ad contrahendum matrimonium inter Mathildam filiam D. HENRICI Ducis Lotharingæ & filium D. Willelmi Comitis Hollandiæ Florentium primogenitum, hæc est forma compositionis concordatæ ordinata. Ipse dux ipsam Mathildam filiam suam dedit eidem Willelmo Comiti Hollandiæ, ad opus filii sui F. prænotati, quam idem F. ducet in uxorem quo die primum ad annos nobiles ipse Florentius pervenerit; qui in festo S. Joannis Baptiste instanti proximo, quinque erit annorum; Dux autem filia suæ bis mille & quingentas marcas Colonienfis monetæ donavit, & hac pecuniâ contenti, tam ipsa quam Comes Hollandiæ, quam filius ejus prætaxati in perpetuum, renuntiabant omni Allodio & hæreditati & omni proventui & omnibus, quæcumque possint ex parte patris ipsius Mathildis vel matris (vivente fratre vel ejus herede) provenire. Ex eo verò die, quo prætaxatus F. duodecim annos impleverit, singulis annis deinceps recipiet in redditibus fidei sui Ducis, ducentas marcas Colonienfis monetæ apud Graven, & quicquid de ducentis marcis apud Graven defuerit, perfolvetur de redditibus ipsius Ducis sub Annerpia vel circa Antuerpiam, ubi redditus habebit Dux liberis & quietis; & ipse Dux ipsum Comitem hos redditus quiete possidere tacite annuatim donec perfolvantur bis mille & quingentæ marce prænotatæ; quibus perfolutis, prædicti redditus ipsi Duci liberi erunt: si verò filius Ducis H. hanc pecuniâ ut dictum est perfolvere noluerit, & huic passioni contradixerit vel infringit, liberum erit prænominatæ Mathildi filie Ducis vel ejus heredi, jus Allodii & hæreditatis cujuslibet, quæ ipsam potest contingere, rependi. Ex altera verò parte dictus Willelmus Comes Hollandiæ dedit dictæ Mathildi filie Ducis in dotem annuatim quingentas libras Hollandiæ monetæ, recipiendas de Allodio suo & de feodo quas ei certis in locis assignavit; in his scilicet in Braderwerde & in curia de Haerlem, & in Arledeverne: has verò quingentas libras ipsa Mathildis recipiet annuatim, à die quo primum erit desponsata, vel à viro suo Florentio jam dicto cognita; & quod hanc dotem ei conservabunt integram & defendent, jurabant omnes homines Hollandiæ & Zelandiæ ad hoc requisiti; si verò prædictus Florentius sine herede & ante contractum matrimonii (quod Deus avertat) præmortuus fuerit, filia Ducis jam prædictæ, cum honore in patriam suam, videlicet Brabantiam, reduceretur, & proximis suis honorifice præsentabitur, & utrimque facta promissio non tenebit. Ad hæc omnes homines Hollandiæ & Zelandiæ jurabant, quod terras omnes, quas idem Willelmus Comes possidet, conservabunt bona fide, jam dictis Florentio filio Willelmi Comitis Hollandiæ & Mathildi filie Ducis & hereditibus eorumdem. Insuper ipse Dux & prætaxatus Comes Hollandiæ jurabant, quod se invicem bona fide jurabant in perpetuum, ad defendendum terras suas, cum omni posse suo, contra omnes homines, & homines suos in hoc jurare facient. Præterea extra terras suas contra omnes, ubicumque salvo honore suo poterunt, invicem fide jurabant. Ut autem hæc omnia firma teneantur & inconculsa, præsentem paginam sigillorum suorum & testium subscriptorum voluerunt manumine roborari. Actum apud Antuerpiam, anno Domini MCC. XIV. Nonis Novembris. Testes adfuerunt subnotati, A. Antuerpiensis & S. de Tongerloo Abbat, Godofridus de Brada, Theodoricus & frater ejus Ricardus de Bevere, Joannes de Hoerden, Arnouldus & Willelmus de Ramß, Arnouldus de Wescenale,

ANNO
1214.

le, Arnoldus Dapifer, Willelmus Vulpes, & Theodoricus fratres, Arnoldus Ammannus, Delfo & Joannes frater ejus de Helrode, Sigerus Notarius, Arnoldus de Offendricola, Willmo de Burcolles, Berto de Stavensela, Walterus de Cruisinge, Florentius de Wout, Willelmus de Wout, Otto de Abbaes, milites Almus Capellanus & alii quamplures.

CCLXXXVI.

1215.
15. Janv.

Concordatum inter JOANNEM Angliæ Regem, & EPISCOPOS Regni, de libera Electione Antistitum singulis Ecclesiis, Monasteriis, & Cathedralibus restituta. Datum 15. Januarii, anno dicti Regis 16. Cum Confirmatione INNOCENTII III. summi Pontificis. Laterani data 3. Calend. Aprilis, Anno Pontificatus 18. [MATTH. PARIS, Historia major pag. 262. & pag. 920. RAYNALD Continuator Annalium CÆSAR. BARONII Tom. XIII. anno 1215. où l'on ne trouve pas la Confirmation du Pape.]

INNOCENTIUS Episcopus, &c. Venerabilibus fratribus & dilectis filiis universis Ecclesiasticis Prelatis per Angliam constitutis Salutem & Apostolicam Benedictionem.

DIGNIS laudibus atrolimus magnificentiam Creatoris, postquam idem qui est mirabilis & terribilis in consiliis super filios hominum aliquandiu toleravit ut per stando discurreret per areolas horti sui spem tempestatis quasi ludens, taliter in orbe terrarum ut sic offenderet infirmam & insufficientiam nobis, statim cum voluit, dixit Aquiloni, da; & Austro, noli prohibere; imperansque ventis per mare statuit procellam in aura, ut nauta portum inveniant præportatum. Cumque enim inter Regnum & Sacerdotium Anglicanum, non sine magno periculo atque damno, super electionibus Prælatorum, gravis fuerit controversia diutius agitata; illo tandem cui nihil impossibile est, quique ubi vult spirat mirabiliter operante, Charissimus Johannes Rex Anglorum illustris, liberaliter ex mera & spontanea voluntate, de consensu communi Baronum suorum, pro salute anime sue & præcedentium suorum & successorum, nobis concessit, & suis Litteris confirmavit: ut de cetero in universis & singulis Ecclesiis ac Monasteriis, Cathedralibus & Conventualibus totius Regni Angliæ, in perpetuum libera fiant electiones quorumcumque Prælatorum, majorum & etiam minorum. Nos igitur hoc gratum & ratum habentes, concessionem hujusmodi vobis & per vos Ecclesiis & Successoribus vestris, prout in eisdem Litteris Regis perpeximus contineri, Autoritate Apostolica communimus. Ad majorem autem firmitatem & perpetuum memoriam hujus rei, præfatis Regis Litteras super hoc concessas, præsentibus misceri fecimus quarum tenor talis est.

JOHANNES Dei gratia Rex Angliæ, Dominus Hybernæ, Dux Normannie & Aquitanie, Comes Andegavensium, Archiepiscopi, Episcopi, Comitibus, Baronibus, Militibus, Ballivis & omnibus has Litteras vituris salutem. Quoniam inter nos & venerabiles Patres nostros, Stephanum Cantuariensem totius Angliæ Primatem & Sanctæ Ecclesiæ Romanæ Cardinalem, Willelmum Londoniensem Eustachium Elyensem, Egidium Herefordensem, Johannem Bathoniensem & Gloucestriensem, & Hubertum Lincolnensem Episcopos, super damnis & ablati eorum tempore interdicti, per Dei gratiam de mera & libera voluntate utriusque partis plenè convenit; volumus non solum eis quantum secundum Deum possimus satisfacere, verum etiam toti Ecclesiæ Anglicanæ subire & utiliter in perpetuum providere. Inde est, quod qualescumque consuetudo temporibus nostris & prædecessorum nostrorum hæctenus in Ecclesiâ Anglicana fuerit observata, & quidquid juris nobis hæctenus vendicaverimus, de cetero in universis & singulis Ecclesiis & Monasteriis, Cathedralibus & Conventualibus totius Regni Angliæ, libera sint in perpetuum electiones quorumcumque Prælatorum, majorum & minorum: Salva nobis & hæredibus nostris, custodia Ecclesiarum & Monasteriorum vacantium quæ ad nos pertinent. Promittimus etiam, quod nec impedimus nec impedire permittemus per nostros, nec procurabimus, quin in universis & singulis Monasteriis & Ecclesiis, postquam vacaverint Præla-

Tom. I.

turæ, quemcumque voluerint libere sibi præficeret electores pastorem; petita tamen à nobis prius & hæredibus nostris licentia eligendi, quam non denegabimus nec differemus. Et si forte accidat quod denegaremus, vel differemus; nihilominus procedant electores ad electionem Canonice faciendam. Et similiter post celebratam electionem noster requiratur assensus, quem non denegabimus nisi adversus eandem rationale proposuerimus & legitime probaverimus propter quod non debemus consentire. Quare volumus & firmiter jubemus, ne quis vacantibus Ecclesiis vel Monasteriis contra hanc nostram concessionem & constitutionem in aliquo veniat vel venire præsumat. Si quis verò contra hoc aliquo tempore veniat maledictionem Dei omnipotentis & nostram incurrat. His testibus, Petro Wintoniensi Episcopo, W. Marechalco Comite Penbroc, S. Comite Wintoniensi, G. de Mandevilla Comite Gloverniæ & Essexiæ, W. Comite de Ferraris, G. Biewere, W. filio Gerardi, W. de Cantelupo, H. de Novilla, Roberto de Wer, & W. de Huntingfeld. Datum per manum Magistri Roberti de Marisco Cancellarii nostri decimo quinto die Januarii apud novum Templum Londini; anno Regni nostri decimo sexto. Nulli ergo omnino homini liceat hanc paginam nostræ confirmationis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Laterani, tertio Calendis Aprilis; Pontificatus nostri anno decimo octavo.

CCLXXXVII.

Charta Libertatum à Rege Anglorum JOHANNE, 15. Juin.
BARONIBUS, omnibusque liberis Hominiibus Regni Angliæ concessarum in Prato Riningmade vocato inter Stones & Windlechores die 15. Junii 1215. [MATTH. PARIS, Historia major pag. 255.]

JOHANNES Dei gratia Rex Angliæ, &c. Sciatis nos intuitu Dei, & pro salute anime nostre & antecessorum omnium & heretum meorum, & ad honorem Dei & exaltationem S. Ecclesiæ & emendationem Regni nostri, per consilium Venerabilium Patrum nostrorum Stephani Cantuariensis Archiepiscopi totius Angliæ Primatis & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalis, Henrici Dublinensis Archiepiscopi, Willelmi Londoniensis Episcopi, Petri Wintoniensi, Jocelini Bathoniensi. Et Glasfren. Hugonis Lincolnensis, Walteri Wigornensis. Willelmi Conventrensis, Benedicti Rossensis Episcoporum, & Magistri Pandulphi Domini Papæ Subdiaconi & familiaris, fratris Magistri militiæ Templi Angliæ, & nobilium virorum Willelmi Marechalci Comitis Penbroc, W. Comitis Saresberienfis, Willelmi Comitis Warrenæ, Willelmi Comitis Arundel, Alani de Lewcia Constabularii Scotiæ, Warin Filii Gerardi, Petri filii Hereberti, & Huberti de Burgo Seneschalli Picaviæ, Hugo de Novilla, Mathei filii Hereberti, Thomæ Basset, Alani Basset, Philippi de Albeu, Roberti de Ropesse, Joannis Marechalci, & Joannis filii Hugonis, & aliorum fidelium nostrorum, in primis concessisse Deo, & hac præfenti Charta nostra confirmasse pro nobis & hæredibus nostris in perpetuum. Quod Anglicana Ecclesiæ libera sit, & habeat jura sua integra, suas & libertates illas, & ita volumus observari, quod apparet ex eo, quod libertatem electionum, quæ maxima & magis necessaria reputatur Ecclesiæ Anglicanæ, mera & spontanea voluntate, ante discordiam inter nos & Barones nostros manifestè motam, concessimus, & Charta nostra confirmavimus, & eam obtinimus à Domino Papa Innocentio Papa tertio, confirmari: quam & nos observabimus, & ab hæredibus nostris in perpetuum bona fide volumus observari. Concessimus etiam & omnibus liberis hominibus nostris Regni Angliæ, pro nobis & hæredibus nostris in perpetuum, omnes libertates subscriptas, habendas & tenendas eis & hæredibus suis de nobis & hæredibus nostris. Si quis Comitum vel Baronum nostrorum five aliorum tenentium de nobis in capite per servitium militare, mortuus fuerit, & cum decesserit, hæres suus plenè ætatis fuerit & relevium debeat; habeat hereditatem suam per antiquum relevium; scilicet hæres vel hæres Comitum de Baronia Comitum integra per centum libras; hæres vel hæres Baronis de Baronia integre centum marcas; hæres vel hæres militis de feudo

ANNO
1215.

mi-

militis integro per centum solidos ad plus; & qui militis debuerit minus det, secundum antiquam consuetudinem feudorum. Si autem alicujus heres talium fuerit infra etatem, & fuerit in custodia, Dominus ejus non habeat custodiam ejus nec terræ suæ antequam hominibus ejus ceperit, & postquam talis heres fuerit in custodia & ad etatem pervenerit, scilicet viginti & unius anni, habeat hereditatem suam, sine relevio & sine fine: ita tamen quod si ipse, dum infra etatem fuerit, fiat miles, nihilominus terra remaneat in custodia Dominorum suorum usque ad terminum prædictum. Custos terræ hujusmodi heredis, qui infra etatem fuerit, non capiat de terra heredis, nisi rationabiles exitus, & rationabiles consuetudines, & rationabilia servitia: & hæc sine destructione & vasto, hominum vel rerum. Et si nos commiserimus custodiam alicui talis terræ Vicecomiti & alicui alii, qui de exitibus terræ illius nobis debent respondere, & ille destructionem de custodia fecerit vel vastum: nos ab illo capiemus emendam, & terram committatur duobus legalibus & discretis hominibus de feudo illo, qui similiter nobis respondeant, sicut prædictum est. Custos autem quam diu custodiam terræ habuerit, sustentet domos, parcos, vivaria, stagna, molendina, & cætera ad illam terram pertinentia, de exitibus terræ ejusdem. Et reddat heredi, cum ad plenam etatem pervenerit, terram suam totam instauratam de carucis & omnibus aliis rebus; ad minus secundum quod illa recepit. Hæc omnia observentur de custodiis Archiepiscopatum, Episcopatum, Abbatiarum, Prioratum, Ecclesiarum, & Dignitatum vacantium, quæ ad nos pertineant: excepto quod custodiæ hujusmodi vendi non debent. Heredes maritentur sine disparagione: ita tamen quod antequam contrahatur matrimonium, ostendatur propinquis de consanguinitate ipsius heredis. Vidua post mortem mariti sui, statim & sine difficultate aliqua habeat maritagium suum & hereditatem suam; nec aliquid det pro dote sua vel pro maritagio suo vel hereditate sua, quam hereditatem maritus suus & ipsa tenuerunt, die obitus ipsius mariti. Et maneat in capitali mesuagio mariti sui per quadraginta dies, post obitum ipsius mariti, infra quos assignetur ei dos sua, nisi ei prius fuerit assignata: vel nisi Dominus illa fuerit Castrum, & si de Castro recesserit, statim provideatur ei Dominus competens, in qua possit honestè morari, quousque ei dos sua assignetur, secundum quod prædictum est, & habeat rationabile etovium suum interius de communi. Assignetur autem ei pro dote sua, tertia pars totius terræ mariti sui, quæ sua fuit in vita; nisi de minori dotata fuerit ad ultimum Ecclesie. Nisi Vidua desfringatur ad se maritandum, dum voluerit vivere sine marito; ita tamen quod securitatem faciat, quod se non maritabit sine assensu nostro, si de nobis tenuerit; vel sine assensu Domini sui de quo tenuerit, si de alio tenuerit. Nos vero vel Ballivi nostri non sciemus terram aliquam, nec reditum pro debito aliquo, quamdiu catalla debitoris præsentia sufficient ad debitum reddendum: & ipse debitor paratus sit inde satisfacere. Nec plegii ipsius debitoris desfringantur, quamdiu ipse capitalis debitor defecerit in solutionem debiti. Et si capitalis debitor defecerit in solutionem debiti, non habens unde reddat, aut reddere noluit cum possit, plegii respondeant de debito: & si voluerint, habeant terras & reditus debitoris, quousque sit ei satisfactum de debito, quod ante pro eo solvitur; nisi capitalis debitor monstraverit se inde esse quietum versus eosdem plegios. Si quis mutuo acceperit aliquid a Judæis, plus vel minus, & moriatur antequam debitum illud persolverit; debitum illud non usuret quamvis heres fuerit infra etatem, de quocunque tenet: & si iudicium sit incidit in manus nostras, nos non capiemus nisi cattallum contentum in Charta. Et si quis moriatur, & debitum debet Judæis, uxor ejus habeat dorem suam, & nil reddat de debito illo. Et si liberi ipsius defuncti qui fuerunt infra etatem remanserint, provideantur eis necessaria secundum tenementum quod fuerit defuncti, & de residuo solvatur debitum; salvo tamen servitio Dominorum. Simili modo fiat de debitis, quæ debentur aliis quam Judæis. Nullum feutagium vel auxilium ponam in Regno nostro, nisi per commune Consilium Regni nostri, nisi ad corpus nostrum redimendum, & ad primogenitum filium nostrum militem faciendum, & ad primogenitum filium nostrum semel maritandum. Et ad hoc non fiet nisi rationabile auxilium. Simili modo fiat de auxiliis de Civitate Londoniensi: & Civitas Londoniensis habeat omnes antiquas libertates & liberas consuetudines suas, tam per terras quam per aquas. Præterea volumus & concedimus, quod omnes aliæ Civitates & Burghi & Villæ, & Barones de quinque Portibus, & omnes Por-

ANNO 1215.
tus, habeant omnes libertates & omnes liberas consuetudines suas, & ad habendum commune Consilium Regni de auxiliis assidendis aliter quam in tribus casibus prædictis; & de feutagii assidendis, submoneri faciemus Archiepiscopos, Episcopos, Abbates, Comites & majores Barones Regni singillatim per Literas nostras. Et præterea faciemus submoneri in generali, per Vicecomites & Ballivos nostros, omnes alios qui in capite tenent de nobis, ad certum diem; scilicet ad terminum quadraginta dierum ad minus, & ad certum locum, in omnibus Literis submonitionis illius, causam submonitionis illius exponemus; & sic facta submonitione, negotium procedat ad diem assignatum secundum Consilium eorum qui præsentem fuerint, quamvis non omnes submoniti venerint. Nos concedimus de cætero alicui, quod capiat auxilium de liberis hominibus suis, nisi ad corpus suum redimendum; & ad faciendum primogenitum filium suum militem, & ad primogenitum suum semel maritandum; & ad hoc non fiat nisi rationabile auxilium. Nullus desfringatur ad faciendum majus servitium de feudo militis, nec de alio libero tenemento quod inde debetur. Communia placita non sequantur Curiam nostram, sed teneantur in aliquo loco certo. Recognitiones de nova disseisina, & de morte antecessoris, & de ultima præsentatione, non capiuntur nisi in Civitatibus suis, & hoc modo. Nos, vel, (si extra Regnum fuerimus,) Capitales Justitiiarii noster, mittet Justitiiarios nostros per unumquemque Comitatum semel in anno, qui cum militibus Comitatum, capiant in Comitibus assisas prædictas; & ea quæ in illo adventu suo in Comitibus per Justitiiarios prædictos, ad prædictas assisas capiendas missos, terminari non possunt, per eosdem terminentur alibi in finem suo; & ea quæ per eosdem propter difficultatem articulorum aliquorum terminari non possunt, referantur ad Justitiiarios nostros de Banco. Assise de ultima præsentatione Ecclesiarum, semper capiuntur coram Justitiiariis de Banco, & ibi terminentur. Liber homo non amercietur pro parvo delicto, nisi secundum modum ipsius delicti; & pro magno delicto, secundum magnitudinem delicti; salvo contentamento suo. Et mercator eodem modo, salva marchandisia sua. Et villanus alterius quam noster, eodem modo amercietur; salvo Wagnagio suo, si incidit in misericordiam nostram. Et nulla prædictarum misericordiarum ponatur, nisi per Sacramentum proborum & legalium hominum de (a) vicineto Comitatus. Comites & Barones non amercietur nisi per pares suos; & non nisi secundum modum delicti. Nulla Ecclesiastica persona amercietur secundum quantitatem Beneficii sui, sed secundum laicum tenementum suum, & secundum quantitatem delicti. Nec villa nec homo desfringatur facere pontes ad riparias; nisi qui de antiquo & jure facere debent. Nulla riparia de cætero defendetur, nisi illa quæ fuerat in defensione tempore Henrici Regis avi nostri. Nullus Vicecomes, Constabularius, Coronator vel alii Ballivi nostri, teneant placita Coronæ nostræ. Omnis Comitatus & Hundredi & Wapentag & Threthingi, sint ad antiquas firmas absque ullo incremento, exceptis Dominiciis Maneris nostris. Si aliquis tenens de nobis laicum feudum, moriatur; & Vicecomes vel Ballivus noster Literas nostras ostendat parentes de submonitione, non de debito quod defunctus nobis debuit: liceat Vicecomiti vel Ballivo nostro attachiare & inbreviare catalla defuncti inventa in laico feudo, ad valentiam illius debiti per visum legalium hominum; ita tamen quod nihil inde amoveatur, donec persolvatur debitum nobis quod clarum fuerit, & residuum relinquatur executoribus ad faciendum testamentum defuncti. Et si nil nobis debeatur ab ipso, omnia catalla cedant defuncto; salvo uxori ejus & pueris suis rationabilibus partibus. Si aliquis liber homo intestatus defecerit, catalla sua per manus propinquorum, parentum & amicorum suorum, per visum Ecclesiæ distribuantur; salvo unicuique debitis, quæ defunctus ei debebat. Nullus Constabularius vel Ballivus noster capiat bladum vel alia catalla alicujus, qui non de Villa ubi Castrum situm fit, nisi statim inde reddat denarios, aut respectum inde habeat de voluntate venditoris: si autem de Villa ipsa fuerit, infra quadraginta dies pretium reddat. Nullus Constabularius desfringat militem aliquem ad dandum denarios pro custodia Castri, si ipse eam facere voluerit in propria persona sua, vel per alium probum hominem; si ipse eam facere non possit per rationabilem causam. Et si nos duxerimus eum vel miserimus in exercitum, erit quietus de custodia, secundum quantitatem temporis quo per nos fuerit in exercitu, de feudo pro quo fecit servitium in exercitu. Nullus Ballivus noster vel Vicecomes, vel alius capiat equos vel ca-

ANNO
1215.ANNO
1215.

carere alicuius pro caragio faciendo, nisi reddat liberationem antiquam statutam; scilicet pro carca ad duos equos, decem denarios per diem; et pro carca ad tres equos, quatuordecim denarios per diem. Nulla Curia Dominica alicuius Ecclesiasticæ personæ vel militis, vel alicuius Domini capatur per Ballivos prædictos, nec nos nec Ballivi nostri nec alii capimus Boscum alienum ad castra vel agenda nostra, nisi per voluntatem illius cuius Boscum ille fuerit. Nos autem non tenebimus terras eorum, qui convicti fuerint de Felonia nisi per unum annum & unum diem, & tunc reddantur terræ Domini feudorum. Omnes Kidelli de cæterò deponantur penitus per Tamisiam & per Medewiam, & per totam Angliam, nisi per consiam maris. Breve quod vocatur *Presipe*, de cæterò non fiat officii de aliquo tenemento, unde liber homo perdat causam suam. Una mensura vini & cervisie sit per totum Regnum nostrum, & una mensura bladi, scilicet duæ ulnæ infra illas. De ponderibus verò sit ut de mensuris. Nihil aeris de cæterò pro Brevi inquisitionis, ab eo qui inquisitionem petit de vita vel membris, sed gratis concedatur & non negetur. Si aliquis teneat de nobis per feudi firmam vel focagium vel burgagium, & de alio teneat terram per servitium militis; nos non habebimus custodiam heredis vel terræ suæ; quæ est de feudo alterius, occasione illius feudi, firma vel focagii vel burgagii, nec habebimus custodiam illius feudi, firma, vel focagii, vel burgagii, nisi ipsa feudi firma debeat servitium militare. Nos non tenebimus custodiam heredis vel terræ alienius, quam tenet de alio per servitium militare, occasione alicuius parvæ fergeantarie, quam tenet de nobis per servitium reddendi cutellos vel sagittas vel hujusmodi. Nullus Ballivus ponat aliquem de cæterò ad legem nec ad iuramentum, simpliciter loquela sua, sine testibus fidelibus ad hoc indolis. Nullus liber homo capitur vel imprisonetur aut diffinetur de aliquo libero tenemento suo, vel libertatibus vel libris consuetudinibus suis, aut utlagetur aut exsulet, aut aliquo alio modo detineatur; nec super eum iudicemus, nec eum in carcere mittimus, nisi per Legale Iudicium parium suorum, vel per Legem terræ. Nulli vendemus, nulli negabimus, aut differemus rectum vel iustum. Omnes Mercatores, nisi publicè prohibiti fuerint, habeant salivum & securum extra de Anglia & ventre in Angliam, & morari & ire tam per terram, quam per aquam, ad emendum vel vendendum sine omnibus tollis malis per antiquas & rectas consuetudines, præterquam in tempore Werræ, & si sint de terra contra nos Werrina; & si tales inventiantur in terra nostra in principio Werræ, attachientur sine damno corporum vel rerum; donec sciatur à nobis vel à capitali Iusticiario nostro, quomodo Mercatores terræ nostræ tractentur in terra contra nos Werrina; & si nostri salvi sint ibi, alii salvi sint in terra nostra. Liceat unicuique de cæterò exire de Regno nostro, & redire salvum & secure per terram & per aquam, salva fide nostra, nisi in tempore guerræ per aliquod breve tempus propter communem utilitatem Regni, exceptis imprisonatis & utlagatis, secundum Legem Regni, & gente contra nos guerrina & Mercatoribus, de quibus fiat sicut supra dictum est. Si quis tenuerit de aliqua escheata, sive de honore Walingfordiæ, Londoniæ, Lancastriæ, Nottingham, vel de aliis escheatis, quæ sunt in manu nostra, & sint Baronia & obierit; hæres ejus non det aliud relevum, nec faciat nobis aliud servitium quam faceret Baroni, si illa Baronia esset in manu Baronis; & nos eodem modo eam tenebimus, quo Baro eam tenuit; nec nos occasione talis Baroniæ vel Escheatæ habebimus aliquam Eschatam vel custodiam aliquorum hominum nostrorum, nisi alibi tenuerit de nobis in capite ille qui tenuit Baroniæ vel Eschatam. Homines qui manent extra Forestam, non veniant de cæterò coram Iusticiariis nostris de Foresta per communes submonitiones, nisi sint in placito, vel plegii alicuius vel aliquorum qui attachiati sunt propter Forestam. Omnes autem Bosci qui fuerunt afforestati per Regem Richardum fratrem nostrum, statim deafforestentur; nisi fuerint Domini Bosci nostri. Nullus liber homo de cæterò det amplius alicui, vel vendat de terra sua, quam ut de residuo terræ suæ possit sufficere fieri Domino feudi servitium illi debitum, quod pertinet ad feudum illud. Omnes Patroni Abbatarum, qui habent Chartas Regum Angliæ de Advocacione, vel per aliquam antiquam tenentur vel possessionem, habeant eam custodiam eam receiverint, sicut habere debent, & sicut supra declaratum est. Nullus capitur vel imprisonetur, propter appellationem foemine, de

TOM. I.

morte alterius quam vici sui. Nullus Comitatus teneatur de cæterò, nisi de mense in mensem; & ubi major terminus esse solebat, major sit: nec Vicecomes aliquis vel Ballivus suus faciat terminum suum per Hundredum, nisi bis in anno, & non nisi in loco debito & consueto; videlicet semel post Pascha, & iterum post festum Sancti Michaelis. Et visus similiter de Franco plegio, tunc fiat ad illum terminum Sancti Michaelis, sine occasione, ita scilicet quod quilibet habeat suas libertates, quas habuit & habere consuevit tempore Henrici Regis avi nostri, vel quas postea adquisivit. Fiat autem visus de Franco plegio sic, ut pax nostra teneatur, & quoddam tethinga integra sit sicut esse consuevit; & quoddam Vicecomes non querat occasiones; & quoddam contentus sit de eo quod Vicecomes habere consuevit de visu suo faciendo, tempore Henrici Regis avi nostri. Non liceat de cæterò, alicui dare terram suam Domui Religionis; ita quoddam illam refumat tenendam de eadem Domo. Nec liceat alicui Domui Religionis terram sic accipere, quoddam tradat eam illi à quo illam recepit tenendam. Si quis autem de cæterò terram suam sic dederit Domui religiose, & super hoc convincatur; donum suum penitus cassetur, & terra illa Domino suo illius feudi incuratur. Scutagium de cæterò capitur, sicut capi tempore Regis Henrici avi nostri consuevit. Et quoddam Vicecomes non querat occasiones, & quoddam contentus sit de eo quod Vicecomes habere consuevit. Omnes autem consuetudines prædictas & libertates quas concessimus in Regno nostro tenendas, quantum ad nos pertinet erga omnes homines nostros de Regno nostro, tam Clerici quam Laici nostri observent, quantum ad se pertinet erga homines suos; falsis Archiepiscopis, Episcopis, Abbatibus, Prioribus, Templariis, Hospitalariis, Comitibus, Baronibus, Militibus, & omnibus aliis tam Ecclesiasticis personis quam secularibus, libertatibus & liberis consuetudinibus, quas prius habuerunt. His testibus, &c.

CCLXXXVIII.

Summi Pontificis INNOCENTII III. Decretum, 24 Aprilis.
Quia Compositionem inter JOANNEM Regem Angliæ, & BARONES dicti Regni de Libertatibus Anglicanis factam, re, oblat, penitus & damnat, Chartamque & Obligationes de ipsa confectas cassat, & sub intimatione Anathematis prohibens, ne dictus Rex eam observare presumat, aut Barones ipsam exigant observari. Datum Avinionie 9. Kalend. Septembris Anno Pontificatus sui decimo octavo. [MATTH. PARIS, Historia Major. pag. 266.]

INNOCENTIUS Episcopus Servus Servorum Dei universis Christi fidelibus hanc paginam inspecturis Salutem & Apostolicam benedictionem.

ET si Charissimus in Christo Filius noster Joannes Rex Anglorum illustris Deum & Ecclesiam vehementer offenderit, unde nos eum vinculo communicationis innodavimus & Regnum ejus Ecclesiastico subjecimus interdicto, ipse tamen, illo misericorditer inspirante, qui non vult mortem peccatoris, sed ut convertatur & vivat, tandem conversus ad cor, Deo & Ecclesiæ humiliter satisfecit; in tantum quod non solum recompensationem pro damnis & restitutionem exhibuit pro ablati, verum etiam plenariam libertatem contrali Ecclesiæ Anglicanæ, quin imò utraque Sententia relaxata Regnum suum tam Angliæ quam Hyberniæ beato Petro & Ecclesiæ Romanæ concessit: recipiens illud à nobis in feudum sub annuo censu mille marcarum, fidelitatis nobis inde prædicto juramento, sicut per Privilegium ejus apparet aurea Bulla munitum. Adhuc etiam omnipotenti Deo amplius placere desiderans, signum vivificationis Terræ sanctæ, ad quod se miseretur in subsidium Terræ sanctæ, ad quod se magnifice præparabat. Sed humani generis inimicus qui semper consuevit bonis actibus invidere; suis calidis artibus adversus eam Barones Angliæ concitavit; ita ut ordine perverso in illum insurgerent, postquam conversus Ecclesiæ satisfecit, qui assilabant eidem quando Ecclesia offendeat. Orta siquidem inter eos dissensionis materia, cum plures dies statuti fuissent, ad tractandum de pace; utrimque interim solemnes Nuncii ad nostram fuerant præsentiam destinati. Cum quibus habito diligenti tractatu, post plenam deliberationem scripsimus

V 2

ANNO
1215.

mus per eodem Stephano Cantuariensi Archiepiscopo & Episcopis Anglicis; præcipiendo mandantes ut ad reformandum inter utrosque veram & plenam concordiam diligens impenderent studium & operam efficacem; omnes conjuraciones & conspiraciones, si quæ fuerant fortè præsumptæ à tempore subortæ discordiæ inter Regnum & Sacerdotium, Apostolica denuntiantes auctoritate cassatas & per excommunicationis sententiam inhibentes, ne talia de cetero præsumerentur à quocumque. Magnates & Nobiles Angliæ monendo prudenter, & efficaciter injungendo ut per manifesta devotionis & humilitatis indicia ipsum Regem sibi placare studerent: ac deinde si quid ab eo ducerent postulandum, non insolenter sed humiliter implorarent, regalem conservantes ei honorem & exhibentes servitia consueta, quæ ipsi & prædecessores eorum sibi & prædecessoribus suis impenderunt: cum ab eis ipse Rex non debet absque iudicio spoliari, ut si quod intenderent possent facillius obtinere. Nos enim eundem Regem per Literas nostras rogavimus & monuimus, & per præfatos Archiepiscopum & Episcopos nihilominus rogari & moneri mandavimus in remissionem sibi peccaminum injungentes; quatenus prædictos Magnates & Nobiles benigne tractaret & iustas eorum petitiones clementer admitteret, ut Episcopi congaudendo cognoscerent eum in meliorem statum divina gratia esse mutatam, ac per hoc ipsi & heredes eorum sibi & hæredibus suis deberent promptius & devotius familiari, plena, eis in veniendo, morando, & recedendo securitate concessa; ita quod si forte nequiret, & inter eos concordia proveniret in Curia sua per partes eorum secundum leges & consuetudines Regni suborta dissensio sopiretur. Verum antequam Nuncios cum hoc provido & iusto mandato redissent, illi iuramento fidelitatis omnino contempto cum, essi Rex eos iniuste gravasset, ipsi tamen non debuissent se agere contra eum ut in causa sua fidem Iudices & executores existerent, Vassalli contra Dominum, & Milites contra Regem publice conjurantes, non solum cum aliis sed cum ejus manifestissimis inimicis præsumpserunt contra eum arma movere, occupantes & devallantes terras illius; ita quoque, quod Civitatem Londinensem, quæ Sedes est Regni, prodicione sibi traditam invaserunt. Interim autem præfatus Nuncius reverentibus, Rex obtulit eis, secundum formam mandati nostri, justitiæ plenitudinem exhibere; quam ipsi omnino spernentes, ceperunt manus extendere ad pejora. Unde Rex ipse ad audientiam nostram appellans obtulit eis exhibere justitiam coram nobis, ad quem hujus causæ iudicium ratione Domini pertinebat: quod ipsi sunt penitus aspernati. Deinde obtulit illis, ut tani ab ipso, quam ab illis quatuor viri eligerentur prædantes, qui una nobiscum subortam inter eos discordiam terminarent; promittens quod ante omnia revocaret universos abusus, quicunque fuissent in Anglia suo tempore introducti: Sed nec hoc illi dignati sunt acceptare. Tandem illis Rex proposuit, quod cum Regni Dominium ad Romanam Ecclesiam pertineret, ipse non poterat nec debebat, absque nostro speciali mandato, quicquam de illo in nostram præjudicium immutare. Unde rarus ad nostram audientiam appellavit, se ipsum ac Regnum cum omni honore ac jure suo Apostolicæ protectioni supponens. Sed cum nullo modo proficeret, postulavit ab Archiepiscopo, & Episcopis, ut nostrum exequeretur mandatum, jus Ecclesiæ Romanæ defenderent, ac tuerentur eundem secundum formam Privilegii Cruce signatis indulti. Porro cum ipsi nihil horum facere voluissent, videns se omni auxilio & consilio destitutum; quicquid illi ausi sunt petere, non est ausus ipse negare. Unde compulsus est, per vim & metum qui cadere poterat in virum etiam constantissimum, compositionem inire cum ipsis, non solum vilem & turpem, verum etiam illicitam & iniuriam; in nimiam derogationem ac diminutionem sui juris patet & honoris. Quia vero nobis à Domino curam est in Propheta: *constitui te super gentes & Regna, ut cellas & destruas, ædifices & plantes. Itemque per alium Prophetam: dissolvas colligationes iniquorum, solve fasciculos deprimentes.* Nos tantæ malignitatis audaciam dissimulare nolentes, in Apostolicæ Sedis contemptum, Regalis juris dispendium, Anglicanæ gentis opprobrium, & grave periculum totius negotii Christiani, quod utique immineret nisi per auctoritatem nostram revocarentur omnia, quæ à tanto Principis Cruce signato taliter sunt extorta & ipso volente ea servare, ex parte Dei omnipotentis Patris & Filii & Spiritus Sancti, auctoritate quoque Apostolorum ejus Petri & Pauli ac nostra, de communis fratrum nostrorum Consilio, compositionem hujusmodi reprobamus penitus & damnamus sub intimatione anathematis prohibentes

ne dictus Rex eam observare præsumat, ut Barones cum complicibus suis ipsam exigant observari; tam chartam quam obligationes seu cautiones quæcunque pro ipsa vel de ipsa sunt factæ irritantes penitus & cassantes ut nullo unquam tempore aliquam habeant firmitatem. Datum Aguanie nono Calendis Septembris Pontificatus nostri decimo octavo.

CCLXXXIX.

Cession faite par IOLANDE Marquise & Comtesse de Namur dudit Comté à PHILIPPE son Fils, lors qu'elle fut appelée avec PIERRE son Mari à aller prendre possession de la Couronne Imperiale de Constantinople. Fait en 1216. [AUPERT LE MIRE, Diplomat. Belgarum Lib. II. Cap. LXXI. pag. 368.]

EGO IOLENDIS, Comitissa Antifiodorensis & Marchionissa Namucensis, notum facio universis presentibus & futuris, quod cum terram meam Namucensem, cum integritate feodi, dedissem PHILIPPO filio meo in proprietate; retinui mihi de ipso feodo, assensu ejusdem filii mei, in redditibus Bincienibus, quindecim libras denariorum, annuatim conferendas ad voluntatem meam in elemosynam, & percipientas omni anno in Purificatione beate Mariæ.

Institui quidem Capellaniam perpetuam in Ecclesiæ B. Albani Namucensis altari, ante sepulcrum germani mei Philippi, quondam Marchionis Namucensis, pro ipsius & mea, & viri mei Petri Comitiss Antifiodorensis, & parentum meorum salute. Beneficium igitur illud conferendum semper sacerdoti, qui in propria persona prædicto altari deserviat, in Missa pro fidelibus defunctis. Salva semper illa Missa, quam prædictus germanus meus ibidem instituit cum annuo beneficio XV. librarum.

Hi verò duo Capellani Horis conventualibus in eadem Ecclesiâ tenentur interesse: fed neuter eorum ad celebrationem majoris Missæ cogendus est.

Satis dictus quippe filius meus, de tota terra Namucensi, cum integritate feodi, Domino ejusdem terre, bene & legitime adherentibus, suis dictæ Capellanice institutionem, modo quo prædictum est, approbavi, & sigillo suo, cum mei sigilli confirmatione, diligenter roboravi. Actum anno Verbi Incarnati millesimo ducentesimo sexto decimo.

CCXC.

Compositio, per Arbitrium ALBERTI Archiepiscopi Magdeburgici & Episcopi Mavisburgensis ECKARDI facta, inter DIETRICUM Marchionem Misnensem, & LIPSIENTES eorumque Fautores; Quæ dictus Marchio Privilegium Patris super Institutione & Jure Civitatis, item super Teloneo Viarum & Pontium confirmare promittit. Anno Domini Incarnationis 1216. XIII. Kal. Augusti. [M. JOH. JAC. VOGELN. Leipzigerisches Geschicht Buch sub anno 1216. pag. 22. col. 2. LUNIG, Teutches Reichs Archiv. Part. Spec. Contin. IV. Abtheil. IX. Abfatz X. p. 591.]

ALBERTUS, Dei gratia sanctæ Magdeburgensis Ecclesiæ Archiepiscopus & Eckardus Mersburgorum Episcopus, universis Christi fidelibus, ad quos præfata pagina pervenerit, Salutem in Domino.

Nos erant universi fideles Christi, has Literas inspecturi, quod nos una cum Friderico, Comite de Breuen, de prudenti universorum consilio, & discordiam, quæ vertebatur inter illustrem Marchionem Misnensem, & Lipsientes, & eorum fautores, per arbitrium, tali modo sopivimus, fide & juramento ipsius Marchionis, & quinquaginta Nobilium recepto, quod idem Marchio Privilegium patris super institutione & jure Civitatis, item super teloneo viarum & pontium, sicut ipsum Privilegium tenor declarat, per omnia confirmasset: Et sic Lipsientes in omnibus bonis suis, tam urbanis, quam rusticis, libertate fruerentur, quæ temporibus patris sui & tenuit & viguit. Item Marchio nullam mutationem faciet in Civitate, vel extra, quod prædictum dicitur, neque pejorabit eam, nec in fraudem alienabit. Item eorum, quæ Weichbilde contingunt, nullus iudicabit, præter Advocatum & Scutierum. Villicus tamen

20. Juil.

N. A.

ANNO 1216. Marchionis, si voluerit, causas in ea Provincialium tradabit. Item omnes, qui huic facto interfuerunt, Curias, quas habuerant, obtinebunt, restituti Curis hominibus Marchionis, quas prius habebant. Præterea omnes captivi, & eorum fideiussores, quorum dies solutionis ex conventionem non præterit, liberi erunt. Damni etiam dati, tam ex parte Marchionis, & sibi servientium, quam ipsorum Lipzenfium, & qui eis fa-vebant, par habeatur compensatio salvo jure omnium trengarum. Aliis etiam injuriis passis, plena exhibeatur satisfactio. Item Marchio gratiam suam Lipzenfibus, & eorum fautoribus ex integro contulit, & ipse & pro filio suo, omnibus amicis suis, sub prædicto juramento & fide, spondit, omni rancore postposito, ve-ram & perpetuam concordiam, quæ Orbem dicitur. Restituit etiam idem Marchio omnibus parentibus ito-ram, qui alias sui sunt urbani, omnes Curias, & Bene-icia eorum, sufficienti accepta cautione, quod ipsi fi-deriter serviant. Et quæcunque fenda, vel proprietates eis, vel eorum fautoribus abstitit, & hoc notorium sit, Marchio restituit. Et de bonis ipsorum, quæ in sua hacet Marchio Waranda, finaliter faciet justitiam se-cundum jus fidelium suorum. Item Dietholdo soluto fideiussorem, rebus suis etiam restituit. Et ipse, & frater suus, versa vice satisfaciunt Marchioni. Item quos Si-ridus de Mogelin captivavit, absolventur, cum resti-tutione bonorum suorum. Item quicquid Cunradus de Landsberg & alii Officiales Marchionis a Lipzenfibus crediderunt, Marchio promovebit, quod solvetur ad justitiam, vel amicitiam, intra dimidium annum, post-quam Marchio fuit ingressus Civitatem. Hanc con-cordiam nemo infringit, nec solus Marchio ex una parte, nec tota Civitas Lipzenfium ex altera. Quod si quis in eam singulariter commiserit, ipse concordia sta-bili permanente, iusto iudicio, ab ipso Marchione punietur. Quod si ipse Marchio aliquid in contrarium fecerit, & ad admonitionem Henrici de Warin & Otonis de Lichtenhagen, intra sex hebdomadas, intra Provincias manens, vel intra duodecim hebdomadas, extra Pro-vinciam positus, non correxerit, vel de aliquo exce-dente debuit poenam non fuisse, tunc ad præceptum Archiepiscopi Magdeburgensis, & Episcopi Mers-burgensis, qui pro tempore fuerint, illi qui quaginta fideiussores Hallis intrabant, nec sine licentia ipsorum exibunt, neque ab hac obligatione per aliquam Mar-chionis Sententiam absolventur. Hanc nostram ordi-nationem Marchio in Provincialibus placitis suis, Chul-mæ & Zoolin, & ultimo coram Imperio in signum suæ perfectæ voluntatis & consensu, cum omnium eorum, quæ supradicta sunt, protestatione, sigilli sui munimine roborabit. Et nos ea, cum sigillerum nostrorum im-pressione, sub bauno nostro, confirmamus, in contra-rium venientes, & hæc nostra facta observare nolen-tes, perpetuo anathemate, & maledictione æterna, in nomine Patris, & Filii & Spiritus Sancti, usque ad condignam satisfactionem ferientes. Acta hæc sunt an-no Dominicæ Incarnationis M. CC. XVI. XIII. Kal. Augusti, Indictione quarta. Fideiussores Comes Bur-cardus de Mansfeld, Comes Henricus de Schwartz-burg, Comes Fridericus de Biehlingen, Eckeboldus de Grislou, Gebhardus de Sorbecke, Otto de Lich-tenhagen, Henricus de Breitenbach, Marchalens se-nex, Cunradus de Landsberg, Rembertus de Harburg, Albertus de Dragus, Henricus de Warin, Christianus de Ditzin, Rudolphus de Tzachou, Sifridus (yssi) Henricus Dapifer, Harungus de Rideburgk, Henricus de Tr-beffin, Rudolphus de Wolffshayn, Eumenianus Castellanus de Gibichenstein, Fridericus de Crezne, Johannes de Pagis, Henricus de Vesta, Henricus de Lindenou, Sybodo de Choyne, Fridericus de Scuditz, Henricus, Castellanus de Werten, Hermannus, Cas-tellanus de Wittin, Henricus Stous, Johannes de Rocholiz, Hartmannus de Ceyne, Johannes de Ki-nitz, Rampholdus de Polentzke, Rudolphus de Ki-nitz, Hermannus de Butitz &c.

CCXCII.

217. Renouvellement d'Alliance entre HENRI I. Duc de Brabant & ENGELBERT Archevêque de Cologne, par lequel ils se promettent de se défendre réciproquement. Fait à Cologne le 5. de Juillet 1217. [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 65. (1) AUBERT LE MIRE, No-

(1) Il y a quelques Lacunes & quelques petites différences dans l'acte de Mire, surtout à l'égard des témoins qui ont signé le Traité.

titæ Ecclesiarum Belgii. Cap. CXCHII. pag. ANNÔ 336. & DYNTER Chron. de Brab. Liv. IV. 1217. feuil. 162. 163.]

HENRICUS Dei gratiâ Dux Lotharingæ, Uni-versis præsens scriptum intuitibus salatem in Do-mino. Ne rei gestæ, &c. finem consumat oblivio, solent ea quæ acta sunt, litterarum indicis æternari. Inde est quod notum facimus præsentibus & futuris, quod ab antiquo inter nos & terram nostram ex una parte, & Episcopum Coloniensem & Ecclesiam ex al-tera parte, confederata est dilectio & confirmata con-federatio, ut nullæ aliorum hominum amicitia, vel discordia possint hujus dilectionis indissolubile vincu-lum dissipare. Nos igitur hanc amicitia confederatio-nem innovare & corroborare volentes, de consilio ho-minum nostrorum Domino nostro ENGELBERTO sanctæ Colonienfis Ecclesiæ electo promissimus, jura-mento firmantes, quod ipsi ad consensuata jura & li-beratem Ecclesiæ suæ, cui ratione hominū sumus obli-gati, contra omnem personam fideliter adistemus; ipsi quoque nobis vice versâ pollicitus est juramento, quod nobis in jure nostro contra omnem hominem suum ef-ficaciter auxilium impendet. Ad hujus igitur facti ro-bur ac evidentiam, fecimus conscribi hanc paginam, & sigilli nostri appositione communiri. Testes sunt Ge-rardus Comes Gelrie, Walterus Bertold & Egidius fra-ter suus, Arnoldus de Dyff, Leonius Castellanus Brunel-leschi, Gofwinus de Gofenkurt, Arnoldus de H. alheim, Rubinus de Tillmann & alii quamplures. Acta sunt hæc Coloniz, anno Dominicæ Incarnationis MCCXVII. III. Nonas Julii.

CCXCIII.

Bulla HONORII III. Romani Pontificis Maximi 1218, ad LUDOVICUM Regis Francorum primogeni-tum, quæ Pax nuper sancita inter ipsum & HENRICUM Regem Anglorum con-firmatur & auctoritate Apostolica corroboratur. Datum Laterani Idibus Januarii. 1218. [Turc du LV. Volume des Manuscrits de la Biblio-thèque Royale de Berlin, pag. 77.]

HONORIUS Episcopus, Servus Servorum Dei, de-lecto filio, nobili viro LUDOVICO, illustris Franco-rum Regis primogenito, Salutem & Apostolicam Bene-dictionem.

PER tuas nobis Litteras supplicasti ut Pacem inter-te & carissimum in Christo filium nostrum Henri-cum Regem Anglorum Illustris consanguineum num, mediante dilectissimo filio nostro, G. tiuli sancti Martini Presbytero Cardinali, Apostolicæ Sedis Legato amicaliter factam Apostolico robore munire digna-mur.

Nos igitur piis precibus tuis benignum impertientes assensum pacem ipsam sicut proinde facta est & sponte ab utraque parte recepta, auctoritate Apostolica confir-mamus, & præsentis Scripti patrocinio communimus.

Nulli ergo hominum liceat hanc paginam nostræ con-firmationis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare præsumpserit, indignatio-nem omnipotentis Dei, & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum.

Datum Laterani, Idibus Januarii Pontificatus nostri anno secundo.

Et sont lesdites Lettres scellées en lacs de soye rouge & jaune, d'un scel de plomb pendans au reply

CCXCIII.

Traité entre THOMAS Comte de Savoie & de 30. Janv. Maurienne, & ALBERT Seigneur de la Tour SAVOIE du Pin. Fait au Château de S. Symphorien ou S. Saphorin le 30. Janvier, 1218. [S. GUICHÉ-NON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoie. Preuves pag. 665.]

NOScant tam præsentibus quàm posteris, quod ego Thomas Comes Maurian. & in Italia Maribus, promisi sub juramento ex parte meâ & Uxoris meæ & Filiorum ALBERTO Domino de Turre, quod Do-minium meum non crescant super Dominium suum, nec etiam in aliquo Castro vel in Mandamento Castri ubi habeat jus aliquod, nec partem in Allodis, vel

ANNO Feudis hominum stirum, nec in gardis, nec in hominibus, vel possessionibus, ubi Jus suum vel Dominium pretendatur, illud idem juratur Filii mei *Amedeus & Humbertus*. Actum in Castro sancti Symphoriani anno Incarnat. M. CC. XVIII. III. Kal. Februar. In praesentia W. de Claromone, N. de Luyrieu, Hildonis de Boctzel, Nicolai Prioris Aquabellæ & Joffredi Liartardi.

CCXCIV.

1. Juin.
SAVOYE
ET KI
BOURG.

Contrat de Mariage entre MARGUERITE DE SAVOYE, & HERMAN Comte de Kibourg.
Fait le 1. Juin, 1218. [S. GUICHENON,
Histoire Généalogique de la Maison de Savoie.
Preuves. pag. 62.]

In nomine Domini nostri JESU CHRISTI.

ANNO ab Incarnatione Domini M. CC. XVIII. Calend. Junii, apud Melducium, Dominus *Thomas Comes Savoyæ*, in praesentia multorum nobilium, dedit *Filiam suam MARGARITAM* Comiti *Artemanno*, Filio Comitis *Uldrici de Kibor*, quam ipse Art. in sua bona fide recepit, & quia ipsa infra nobiles annos erat, juravit ipse Comes *Artemannus*, quod cum ipsa ad annos nobiles perveniret, desponsaret eam, & duceret in uxorem, nec eam pro meliori aut deteriori dimitteret, & quod ipse non fecit, nec faciet, unde matrimonium inter eos possit impediri, & quod ipse eam sic custodiri faciet, quod nec ab ipso, nec ab alio ante desponsationem carnaliter cognoscatur, & si forte, quod absit, ipse Art. in infirmitatem accideret, & praevideret mortem suam ante desponsationem, ordinaret pro posse suo qualiter sine corruptione, vel alio impedimento, ipsa apud castrum de Chillon, dicto Comiti de Savoya, vel ejus heredi redderetur. Comes autem *Sabaudis* promisit dare ipsi Comiti Art. in dotem pro Filia sua, mille marchas argenti, quas debet reddere in proximo festo omnium Sanctorum, & alias mille marchas, à presenti festo Pentecostes, ad unum annum, & hæc duo milia marcharum argenti debet reddere in manu Domini *Bertoldi* Comitis de *Novo-castro*, & Domini *Vulliemi d'Estavayé*, & ipse Comes *Artem.* donavit, pro melioramento *Margaritæ* Uxori suæ, duo milia marcharum argenti, quæ ipsa debet habere super *Friburgum*, quod est in Episcopatu *Laufanensi*, vel super fidejussoribus posse recuperare, & si ipsa haberet heredem à Comite *Artemanno*, & ipse ipsam morte præveniret, ipsa posset remanere Domina, cum herede secundum bonos usus Terræ. Comes vero *Uldricus* nunc donavit Filio suo *Artemanno*, extra partem Filiorum suorum pro melioramento, castrum de *Medenges*, cum militibus, & apendimento, & *Gaiam* de *Murifenges* & de *Tierebac*, cum apendimento, & omnes illi qui sunt de melioramento, debent facere fidelitatem dictæ *Margaritæ*, cum ad tempus nuptiarum perveniret, & Comes *Uldricus* pacto promissit Comiti *Savoyæ*, quod *Fribors* esset in potestatem Comitis *Artemani*. Si vero, quod absit, ipse Comes *Artemannus* ante nuptias vel post, ipsam *Margaritam* dimitteret, incurreret poenam duarum millium marcharum argenti, & eas peteret, & haberet Comes *Savoyæ* super castrum de *Oleicis*, & super *Curtedenges*, & idem Comes *Savoyæ*, si dictæ conventiones ei non attenderentur, poterit eas inquirere per Ecclesiam & Saecularem potestatem. Has omnes conventiones juravit attendere ipse Comes *Artem.* & cum ipso, & pro ipso Pater ejus *V. Comes de Kibor*, & Comes *Garnierus* Frater ejus, & Comitissa *Uxor* Comitis de *Kibor*, laudavit & fidejussit in manus *B. Comitis de Calronovo*, se hæc omnia observaturum. Item juraverunt pro Comite Art. *Comes B. de Novo castro*, *Arnoldus* de *Rotembor*, *Uldricus* de *Konemborg*, *Henricus* de *Balma*, *Anguilor* de *Yola*, *Artemannus* de *Boremone*, *Borcardus* de *Bamp*, *Gonsfridus* Senescallus de *Kibor*, *Comes Alberus* d'Ansborg, *Comes Ro. de Churey*, & omnes illi debent stare obfides *Laufanæ*, vel apud *Meldum*, donec conventiones attendantur de conventionibus Comitis *Savoyæ*, & pro ipso Comite juraverunt ejus Filii *Amedeus & Humbertus* Comites, *B. de Novo castro*, *Umbertus* de *Boctzel*, *Nantelmus* de *Majolani*, *Amedeus* de *Vileta*, *P. de Seyffel*, *Berlio* de *Chandieu*, *Guido* de *Gerbaïs*, *Aymo* de *Pont-verro*, *Amedeus* de *Seyffion*, *Petrus* de *Meissini*, *Roc* de *Conteys*, & stare obfides in *Villam novam*, donec attendatur, *Ricardus* de *Canera* posuit in sua fide.

CCXCV.

Charta Pacis & Concordiæ inter THEOBALDUM DUCEM Lotharingie, & BLANCAM Comitissam Trecentensem & Filium ejus inita, quæ ille ad Fidelitatem Comitissæ & filio debitam redit, insimul Abbiti consiliuntur orituræ impostum controversias compositori. Data apud Esmanciam annò 1218. mense Junio in Calendis ejusdem mensis. Cum CHARTA Attestationis Odonis Ducis Burgundie, quod dictus THEOBALDUS Dux Lotharingie Castrum suum de Chailenago tanquam pignus servande Pacis in manus suas posuerit. Data eodem ut supra. [La Véritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine, d'Autriche &c. pag. 136. Ex Registro Chartarum Campaniæ.]

EGO THEOBALDUS Dux Lotharingie Marchio, Comes Metensis & Dauburgensis, Notum facio universis præsentis Litterarum inspecturis, quod super discordia quæ erat inter me ex una parte, & Dominam *BLANCAM* Comitissam Trecentensem & filium ejus ex altera, in præsentia Domini Regis Romanorum, & Domini Treverensis Archiepiscopi, & plurium aliorum talis pax & concordia intervenit. Videlicet quod ego redii ad fidelitatem quam debebam dictis Comitissæ & filio ejus, de servitio scilicet & justitia, quæ prædecessores mei Comitibus Campaniæ debebant. Concessi etiam bona fide & juravi, quod nec per me, nec per homines meos, qui sunt homines mei legit ante alios Dominos suos, malum veniet Comitissæ vel filio ejus, aut terra eorum, occasione guerre quam movet *Erardus* de *Brena* contra prædictos Comitissam & Theobaldum filium ejus, & contra heredes *Henrici* Comitis quondam Campaniæ, & coadjutores eorum. Si vero, quod absit, malum eis eveniret per me vel per homines meos, sicut dictum est, ego tenerer emendare, & ab hominibus meis facere emendari, ad laudem & arbitrium charissimi avunculi *Odonis* Ducis Burgundie & *Johannis* de *Arcels* infra x. dies, postquam effem super hoc requisitus. Si autem Dux decederet, vel interesse non posset, *Andreas* de *Epoffa* loco illius interesset. Similiter si *Johannes* de *Arcels* decederet, vel interesse non posset, Comitissæ vel filius ejus alium poneret loco ejus, quemcumque vellet. Et si forte illi duo concordare non possent, Episcopus *Claramontensis* (forte *Cahlonensis*) illatus est medius, cujus arbitrio laretur sine contradictione aliqua de prædicta emenda facienda. Idem etiam Episcopus alium poneret loco dicti *Andree*, quemcumque vellet, si *Andreas* decederet, vel interesse non posset. Pro his autem conventionibus sic tenendis, in manu posui Comitissæ & filii sui, feodum quod de me tenet charissimus avunculus meus *Henricus* Comes *Barri*, & feodum quod de me tenet *Hugo* Dominus de la *Fosche*. Et insuper posui in manus Ducis Burgundie, Castrum meum de *Chailteneyo*, tali modo, quod si aliquo modo deficerem de emenda facienda, Comes *Barri*, & Dominus de la *Fosche*, post x. dies in quibus mouerent me de emenda facienda, venirent ad Comitissam & filium ejus, illis x. diebus transactis, cum feodis quæ de me tenent, & eos de feodis illis juvarent contra me, donec sicut dictum est, emendassent. Dux vero Burgundie redderet Comitissæ & filio suo prædictum Castrum de *Chailteneyo* infra x. dies postquam de hoc requisitus fuisset. Et Comitissæ vel filius ejus illud teneret, donec ego, sicut prædictum est, de emenda satisfecissem. Durabit itaque Castrum depositum in manu Ducis Burgundie, & conventio Ollagiorum sicut superius est expressum, usque, ab hoc Pentecostes, in quinque annos completos. Sed ad fidelitatem ipsi Comitissæ & filio ejus observandam, & ipsos juvandos bona fide, contra *Erardum* & heredes dicti *Henrici* quondam Comitis Campaniæ, tenebor in perpetuum obligatus. Ut autem hæc omnia nota permanant, & rata teneantur, Litteris annotata sigilli mei munimine roboravi, & charissimos Dominos meos Regem Romanorum, Illustrum Theodorum Treverensem Archiepiscopum, C. Metensem, & Spirensem Episcopum, ut eadem per suas Litteras confirmarent, rogavi. Actum apud *Esmanciam* (sepe *Amanciam*) anno Domini MCCXVIII. mense Junio in Calendis ejusdem mensis.

ANNO.
1218.Carta ODONIS Ducis Burgundiæ de eodem
quo supra.

ODO Dux Burgundiæ universis presentes Litteras inspecturis salutem. Noverit universitas vestra, quod cum clarissimus confanguineus noster THEOBALDUS Dux Lotharingie pro tenendis conventionibus quas habet inter dilectos & fideles meos BLANCHAM Comitissam Trecentem, & THEOBALDUM natum eius, super pace facta inter ipsos in presentia Domini Regis Alemannie, in manu nostra posuisset Castrum suum de Chastenayo, ad reddendum dictæ Comitissæ & Comiti filio suo, si ipse Dux deficeret in observandis conventionibus, sicut continetur in Carta ipsius Ducis exinde confecta, quam habent penes de dicti Comitissa & Comes. Nos sub testimonio presentium Litterarum, dictis Comitissæ & Comiti concessimus & creavimus quod si præfatus Dux non observaret conventiones illas, sicut continetur in Carta ejus; Nos redderemus supradictis Comitissæ & Comiti Castrum de Chastenayo tenendum, usque dum ipse Dux plenius emendasset, quicquid esset interceptum contra conventiones, ad fautes & arbitrium illorum, ad quorum arbitrium debent emendari, sicut in Carta Ducis Lotharingiæ continetur. Actum apud Esinace anno Domini MCCXVIII. mensis Junio.

CCXCVI.

5. Jun. Privilegium BORWINI Domini Magnopolensis, Civitati ROSTOCHIENSI super exemptione à telonio concessum. Datum VII. Kalendas Julii. Indictione (a) V. Epacta XI. concurrente VI. anno 1218. [Tiré d'une Information de Droit, publiée à Rostoch sous le Titre de, Memorial der Meklenburgischen Land- und Ritterschafft und in specie der Stadt Rostoch/gerichtet an diezur Kaiserlichen Untersuchungs-Commission in Meklenburg verordnete delegatos, in puncto abolitionis des Zolls in dem Hafen zu Warnemünde.]

In Nomine Sanctæ & individuae Trinitatis.

BORWINUS Dominus Magnopolensis omnibus presentem paginam visuris in perpetuum. Notum sit omnibus Christi, nostrisque fidelibus tam presentibus, quam futuris, qualiter ego Borwinus, nec non Filii mei dilectissimi Henricus, Fidelis ac Nicolaus tam nostram, quam heredum nostrorum nunc & in futuris, utilitatem procurantes Rostoch oppidum, Divina prosperante Clementia, delegimus austruendum; Ut verò prædicti loci cultores cum securis appetentes, pace firma libertate fulciantur omnimoda; in jurisdictione nostra telonii exemptione, Lubecensis Civitatis juri beneficio habito nunc & habendo, stabiliantes confirmamus. Ut itaque nostræ Donationis auctoritas in futuris temporibus firmiter ac stabiliter habeatur, Donationis nostre majoribus tam Slavis, quam Theutonice presentibus Episcopo nostro Brunwardo videlicet Viro religiosissimo interposito, Thetlevo Mariowe, Jordano Hermannno Cappellano, Ziautrich, Sanike, Henrico Gamma, Wartis, Johanne de Schnakenburg, S. Raulino, Henrico Grubone, Hugone Abbate de Doberau, universali quoque Conventui ipsius Stephano Sacerdote, Dammeriano, Pribolo Binprawe, Thoma Alberico Proposito, Hermannno de Rodenbeke, Heinricho Holzato Nacono, Tanike Germeritz Menzlaro, Magistro Waltero de Bucoe ejusdem oppidi Consulibus; Henrico Fabeo, Henrico Pramule, Hermannno Rodolfo Ludero, Bertrammo, Wizele, Lambertino, Bodone, Henrico Lantf; hanc Chartam inde scriptam Mandato nostro, ut infra videtur, corroborantes sigilli nostri Notario iussimus inscripi. Datum VII. Kal. Julii Anno ab Incarnatione Domini MCCXVIII. Indictione V. Epacta XI. concurrente VI. Obsequentes ipsi mihi deus vestri Originali in allengleichstimmig wie selches hiermit bezeugt.

Collat. Rostochii d. 5. Martii. EGGERDES, Protonot. & Not. Cæsar.

CCXCVII.

1219. Translatio inter GERHARDUM Episcopum Bremensem ab una, & HENRICUM Ducem Sa-

xonie, atque Palatinum Comitem Rheni parte ab altera; Quæ Hic memorato Episcopo & Ecclesiæ hereditatem quam jure proprietatis in (a) Comitatu Stadeni possedit, nec non Præposituram Wildeshusenem pro restitutione damnorum concedit; Episcopus verò respiciens hanc liberalitatem, omnia præfata eidem Duci in feudum confert, & porro etiam mutuum imposuerunt invicem stipulantur auxilium. Acta apud Stadium anno 1219. Indictione septimâ. [LUNIG, Teutsch. Reichs Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abf. V. P. 440.]

ANNO

1219.

(a) Il faut apparemment lire, Comitat.

NOTUM sit omnibus tam futuris quam presentibus, quod discordia, quæ diu duraverat inter Ecclesiam Bremensem & Henricum Ducem Saxonie Comitem Palatinum Rheni, sic est composita inter Dominum Electum Bremensem & ipsum. Palatinus Comes Hereditatem, quam possedit jure proprietatis in (b) Comitatu Stadeni tam in Ministerialibus quam prædictis & mancipiis & Præposituram Wildeshusenem Ecclesiæ Bremensi contulit in proprium in restitutum videlicet damnorum, quæ tempore discordiæ Ecclesiæ illata fuerunt, per se aut per homines fidos, & ut ipse & omnes sui, qui in eadem discordia excommunicationem inciderant, sint absoluti, & insuper ut dies anniversarius Patris & fratris sui Domini Imperatoris, & suus in Ecclesia Bremensi & omnibus conventualibus Ecclesiis ipsius Diocesis solenniter observetur in perpetuum. Hujus tam beneficii causa, Palatinus cessit ab omni jure, quod sibi decebat in Telonio; Moneta & Advocatia Bremensi & in Advocatia novæ terræ. Verum Dominus Episcopus respiciens liberalitatem ipsius concessit ei tempore vite suæ in feudo Patrimonium antedictum & ipsum Comitatum Stadenensem, Ministeriales autem ipsius Palatini ejus jussu juraverunt & fidelitatem fecerunt Ecclesiæ Bremensi: & bona quæ hæctenus a Palatino tenebant jure ministerialitatis in jure feudali ab ea ceperunt. Hæc donatio Palatini facta est sub Banno Regio in oppido Staden, & per sententiam ibidem confirmata: Episcopus autem juramento confirmavit, quod super eodem feudo tempore vite suæ Palatinum non inquietabit. Eandem securitatem fecerunt Prælati Ecclesiæ, Capitulum, Ministeriales & Cives Bremenses, & tali modo, quod si Episcopus contra factum suum venire voluerit, & ea, quæ dicta sunt, infringere, omnes jurati assistent Palatino contra Episcopum & ad Depositionem ejus, propter perjuri reatum, laborabunt. Si autem Episcopus Gerhardum tempore vite Palatino decedere contigerit, alter qui ei successerit ideam jurabit & observabit, quod si infringere voluerit, fiet de ipso sicut de priori. Idem promissi Solonensis Episcopus, Trajectensis Episcopus, Comes de Tekelenborch, Herm. de Lippe, Lupoldus de Stenvorde. Sed hi, quam diu vixerit Gerhardus Episcopus, stabunt promisso, post mortem ejus absoluti erunt. Ministeriales vero de Patrimonio Palatini, Cives Stadenenses & tota terra juraverunt, quod post mortem Palatini Civitatem & Comitiem Episcopo præstabant, sed vivente Palatino hæc omnia fideliter conservabant & hoc versavisse juraverunt Castellani de Falckenburg ideam quod alii juraverunt Episcopo. Si autem Palatinus resignare voluerit omnia feuda supradicta & eis cedere, tunc Episcopus dabit ei sex millia marcarum & ducentas marcas in Curiam suam. Tali autem erit solutio. Ab eo die, quo Palatinus pecuniam memoratam requisierit ab Episcopo & Ecclesia, solventur ei mille marce infra 12. septimanas & fiet ei sufficiens cautio per obfides, fidejussores & pignora pro reliqua pecunia, ita ut infra 20. hebdomadas solventur ei duo millia marcarum & infra annum & 6. Ebdomadas 3. millia. Datæ vero mille marcis & cautione completa de residuo resignabit Palatinus Comitiem & Civitatem Stadenensem & terram Episcopo Bremensi. Quid autem fiat hujus Pecuniæ solutio si requisita fuerit, curaverunt Prælati Ecclesiæ, Capitulum, Ministeriales & Cives Bremenses. Donationem autem factam Palatinus coram Imperio recognoscet & de ipsis bonis Ecclesiæ collatis & nunc vacantibus nisi forte duos aut tres manfos non alienabit. Sic etiam mutuum sibi præstabit auxilium, Episcopus juvabit Palatinum usque ad Albiam contra omnem hominem ad conservandam Comitiam. Idem Palatinus juvabit Episcopum intra Episcopatum suum, contra omnes qui se illi opposuerint, extra Episcopatum vero uterque eorum assistet alteri excepto Imperio, coram quo donationem suam ratam facere promissit. Idem Do-

ANNO
1219.

Dominus Episcopus amicabiliter Comitem Albertum, ut Castrum Horborch destruat, usque ad quadragesimam communitionem habeat, quod si noluerit eum per censuram Ecclesiasticam compelleret usque in Pascha, quod si usque tunc ad destructionem Castri mutuum sibi Palatinus & Episcopus ferent auxilium. Acta sunt hæc apud Stadium Anno Dominicæ Incarnationis MCCCXIX. d. Indict. 7. Testes autem hujus rei sunt Episcopus Selonenf. Adolphus Comes de Schowenboren, Bertholdus Comes de Wernigerothe, Hermannus de Lippe, Bernhardus de Dorflat, Bernhardus de Horlmar, Hermannus Hode, Henricus de Heimbrocke, Conradus de Hamelspringe, Amelungus de Lippe, Gunzelinus Depiser, Lotharius Pincerna, Henricus Hize, Jordan juvenis, Baldwin Advocatus & nepos ejus Baldwinus, Gerhardus de Dore & præter hos quam plures Ministeriales & Cives Stadenfes.

CCXCVIII.

13. Mars. *Instrumentum Treugarum sive Induciarum inter PHILIPPUM Regem Franciæ, & HENRICUM Regem Angliæ ad quatuor annos initarum Londini die 13. Martii ann. 1219.* [Tiré du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin. Pag. 81.]

HENRICUS Dei gratia Rex Angliæ, Dominus Hiberniæ, Dux Normaniæ & Aquitaniæ, Comes Andegaviæ, omnibus ad quos præfentes Littere pervenerint, Salutem. Noveritis quod Dominus Philippus Dei gratia Francorum Rex illustris, pro honore Dei, Terre sanctæ, transmarinæ, & terre Albigeorum, & obtinere precium Domini Papæ, nobis, & hominibus, & imprisus nostris qui apertè guerrevunt de hac ultima guerra, quæ fuit inter eundem Dominum Philippum Regem Franciæ & Dominum Joannem quondam Regem Angliæ patrem nostrum, dedit rectas treugas de se & hominibus suis ab instanti Pascha, quod erit anno ab incarnatione Domini millesimo ducentesimo vigesimo in quatuor annos completos, salvo prisonibus suis quos penes se habet, & salvo juramento quod Ville Flandriæ & Hannoniæ ei fecerunt; & nos eidem Domino Philippo Regi Franciæ, & hominibus & imprisus suis, qui apertè guerrevunt de hac ultima guerra quæ fuit inter ipsum, & Dominum Joannem quondam Regem Angliæ patrem nostrum, dedimus rectas treugas de nobis & hominibus nostris ab instanti supradicta Pascha in duos annos completos, salvo prisonibus nostris quos penes nos habemus. Idem autem Rex Franciæ, & homines & imprisus sui erunt in ea tenetura in qua sunt modo, & in qua fuerunt tempore treugæ primæ firmatæ inter ipsum Regem Franciæ & dictum patrem nostrum.

Et nos, & homines & imprisus nostri erimus in ea tenetura in qua sumus modo, & in qua dictus Dominus pater nostrus, & homines & imprisus sui fuerunt tempore treugæ primæ firmatæ inter ipsum Regem Franciæ, & dictum Joannem Patrem nostrum; nullus multarius, nec aliquis qui fuerit forbanitus à dicto Rege Franciæ à tempore dictæ treugæ inter ipsum Regem Franciæ, & Joannem Patrem nostrum, usque ad prædictum terminum poterit intrare terram prædicti Regis Franciæ, nisi de voluntate ejusdem Regis.

Similiter nullus multarius nec aliquis qui fuerit forbanitus à prædicto Joanne Patre nostro, à tempore dictæ treugæ inter ipsum Regem Franciæ & jam dictum Patrem nostrum, usque ad prædictum terminum poterit intrare terram nostram, nisi de voluntate nostra.

Si autem aliquis, cujus terram idem Rex Philippus habet in manu sua, venerit in terram prædicti Regis Francorum non poterit in terrâ ejusdem Franciæ Regis facere moram, nisi jaceat in lecto ægritudinis, præterquam ad portum maris, ubi poterit ventum expectare usque ad tempus competens.

Similiter si aliquis, cujus terram habeamus in manu nostra, venerit in terram nostram, non poterit in terra nostra facere moram, nisi jaceat in lecto ægritudinis, præterquam ad portum maris, ubi poterit ventum expectare usque ad tempus competens.

Si quis de Comitatu Andegaviæ vel Britanniæ prædicto Patri nostro tunc temporis adharebat, qui ideo data fuit treuga inter ipsum Regem Franciæ & prædictum Patrem nostrum, vel nobis, nec adhareat, & voluerit facere moram in Comitatu Andegaviæ, vel Britanniæ, non poterit morari in Comitatu Andegaviæ, nisi de voluntate ipsius Regis Franciæ & Comitûs Britannici. Nos non capiemus malatolam in terra nos-

tra de hominibus & imprisus prædicti Regis Franciæ, ANNO 1219.
nec idem Rex Franciæ in terra sua de hominibus & imprisus nostris. Rex autem Romanorum & Sicilia Indericus erit in ista treuga si voluerit. Si autem aliquis de hominibus prædicti Regis Franciæ intercepterit in hac treuga, idem Rex maneret cum bona fide interceptiones emendaret, quod si ad ammonitionem suam eas infra sexaginta dies nollet emendare gentes nostras possunt in ipsum interceptorem vindicare de interceptionibus, & supradictus Rex Franciæ exinde se non intermitteret; & nos de hominibus & imprisus nostris simili modo facere debemus. Et idem Rex Franciæ sine mellacere poterit interceptiones emendare si ei placuerit, & nos exinde non nos intromitteremus, & secundum quod carissimus & fidelis filius noster Ludovicus primogenitus creaverit eidem Patri suo bona fide, quod treugam istam tenebit; hanc autem treugam Dominus Rex Franciæ bona fide, & sine malo ingenio faciet tenere. Et hanc treugam juraverunt ex parte nostra:

Archiepiscopus Cantuariensis.
Episcopus Wintoniensis.
Hubertus de Burgo.
Comes Warenneus.
Et
Comes Saresburiensis.

Quod eam toto posse suo, bona fide observabunt, & observari facient. Et nos prædictam treugam creantur quod sine malo ingenio, & bona fide tenebimus, & faciemus teneri. Quod ut firmum sit & stabile, præfens Scriptum sigilli nostri appositione roboravimus.

Actum apud Londiniam anno ab Incarnatione Domini millesimo ducentesimo nono decimo, die tertia Martii, anno vero Regni nostri quarto.

Et sont les dites Lettres scellées en double queue de parchemin d'un grand seel de cire jaune, & au dos d'icelles est escript ce qui sensuit.

Littera Regis Angliæ de treugis cum Domino Rege Franciæ ad quatuor annos. M. CC. XIX.

CCXCIX.

*Acte par lequel REGINALD Roi de Nlle d, 22. Sept.
Man se rend Vassal du S. Siège, & fait de son l'Eglise
Iste un seel de l'Eglise. Fait à Londres le (1) 22. de l'An.
de Septembre 1219. [G. G. LEIBNITZ,
dans le Prodrum du Codex Diplomaticus.
pag. 5. RAYNALDI Contin. Annaliu
BARONII, Tom. XIII. An. 1219.]*

SANCTISSIMO Patri & Domino Honorio Dei gratia summo Pontifici REGINALDUS Rex Insularum commendationem cum osculo pedum. Noverit sancta Paternitas vestra, quod nos, ut paticipes sumus bonorum quæ sunt in Ecclesia Rom. ad munitionem & exhortationem dilecti Patris Domini P. Norwichelecti, Camerarii & Legati vestri, dedimus & obulimus, nomine Ecclesiæ Romanæ & vestro, & Catholicorum vestrorum successorum, Insulam nostram de Man, quæ ad nos jure hereditario pertinet, & de qua nulli tenemur aliquod servitium facere; & deinceps nos & hæredes nostri in perpetuum tenebimus in feudum dictam Insulam ab Ecclesia Rom. & faciemus ei per hoc homagium, & fidelitatem. Et in recognitionem Domini, nomine census, nos & hæredes nostri in perpetuum annuatim solvemus Ecclesiæ Rom. duodecim marcas Sterlingorum in Angliâ apud Abbatem de Furn's Cisterciens. Ordinis, in festo Purificationis B. Mariæ. Et si non esset ibi aliquis ex parte vestra, vel successorum vestrorum, deponentur dictæ duodecim marchæ per nos & hæredes nostros penes Abbatem & Conventum Ecclesiæ Romanæ nomine. Hanc donationem & oblationem dictus Dominus Legatus dictam Insulam & beneplacitum vestrum, & post receptionem factam ab eo sic ipse Dominus Legatus dictam Insulam dedit mihi & hæredibus meis in feudum perpetuo possidendam & tenendam nomine Ecclesiæ Romanæ, & me inde per annum aureum invellivit &c. Actum Lond. in domo militiæ Templi. XI. Kal. Octobris. Anno Domini millesimo ducentesimo decimo nono. Et ne super his

(1) Quoi que, dans le Titre de cette Lettre, tel que Mr. de 1212, le raporte, c'est fort daté de même. L'AN. 10. (ed. Oct. 1219.) (ce qui est le véritable date, comme on peut le voir dans l'Annuaire.) cependant elle est datée à l'an XI. Kal. Octobris. l'an 1209. Ce qui ne peut être qu'une fautive d'impression, puis qu'aucun III. ne peut alors à Rome, & non pas Honorius, sous lequel cet Acte est passé. (D. U. N.)

ANNO his aliquando possit dubitari, has Literas fieri fecimus, & sigillo nostro muniti.

1219.

CCC.

1220. *Edictum Imperatoris FRIDERICI II. quo omnibus Detentoribus possessionem Comitatus MATHEILDIS Comitisse, ad Sedem Apostolicam pertinentis, restitutionem sub pena mille marcharum injungit; contra Filios vero Comitum ALBERTI DE CASALOD. & NERISII Castrum Gonzaga ad dictum Comitatum spectans detinentes, nec, prout mandatum fuit, Pontificis Capellanis tradentes, sententiam Banni promulgat. Datum in Castris ap. S. Leonem 8. Kalend. Octobr. & publicatum apud Spm. Lambert. Prid. Kalend. mensis ejusd. Anno Domini 1220. Indict. IX. [STEPH. BALUZII Miscellan. Libr. I. pag. 448.]*

FRIDERICUS Dei Gratia Romanorum Rex semper Augustus & Rex Sicilia. Per praesens Scriptum notum facimus universis tam praesentibus quam futuris quod cum ad resignationem Comitatus, Terrae, & Poderis quondam Comitissae Mathildis faciendam Sanctae Romanae Ecclesiae venerabili matri nostrae, ad quam pertinet pleno jure, Serenitas nostra contra quoslibet detentores speciale mandatum dedisset, ac etiam generale tam per Literas quam per dictum fidem Conradum venerabilem Metensem & Spirensem Episcopum Cancellarium nostrum sub pena mille marcharum argenti, & dictus Cancellarius Castrum Gonzaga cum pertinentiis suis, quod est de Comitatu Comitissae praedictae, invenerit occupatum a filiis Comitum Alberti de Casalod. & Nerisii, quibus sub pena praedicta injunxit resignandum, & eidem super hoc parere contempserint ad non modicam injuriam Regiae Majestatis, propter quod sine alia citatione in metum aliorum, praeter poenam praedictam, animadvertendum erat in eos, tamen ut Excellentiae nostrae potius ad veniam quam ad vindictam pronior videretur, laboravimus per ipsorum amicos & consanguineos, cum citati non comparuerint coram nobis, ut sine metu poenae nobis resignarent Castrum ipsum, & mandatum nostrum contempserint in hac parte, de consilio venerabilium Principum nostrorum Patriarchae Aquilensis, Episcoporum Tridentini, Brissiniensis, Vicentini, Paduani, Feltrensis, Mantuani, Cremonensis, Bergamensis, Laudensis, Parmensis, Astensis, & Taurinensis, taliter contra eos duximus procedendum, confirmantes primo quod factum est contra eos de banno & poena injuncta per Cancellarium memoratum, & ex nunc personas ipsorum ponimus sub perpetuo banno Imperii, & etiam bonorum jubemus, ubicumque fuerint, confiscari, sine aliqua spe remissionis seu revocationis, si usque ad diem Dominicum proximè venturum dictum Castrum cum omnibus pertinentiis detentis ab eis non resignaverint in manus Alarini & Raynaldi Capellanorum Domini Papae vel eorum alterius, vel in nostras, Sanctae Romanae Ecclesiae resignandum. Quod si non fecerint, quicumque de bonis ipsorum detineant, vel ex tunc occupaverint, sive quocumque alio modo acquisierint, libere possideant & auctoritate nostra detineant. Et super hoc praecipimus Cremonensibus, Parmensibus, Regiensibus, Mutinensibus, Bononiensibus & generaliter omnibus aliis fidelibus nostris ut memoratis nobilibus & aliis adiutoribus, fautoribus, & detentoribus memorati Castrum faciant vivam Guerram firmiter inhibentes Mantuanis, Veronensibus, Ferrariensibus, Brissiniensibus, & omnibus aliis fidelibus nostris sub obtentu fidelitatis & gratiae nostrae communitati culibet praedictarum sub poena mille marcharum, Marchionibus, Comitibus, Baronibus sub poena ducentarum marcharum, Militibus centum & aliis inferioribus quinquaginta, quod eis nullum praestent auxilium, consilium, adiutorium vel favorem, & tam de Castro praedicto quam de aliis Castris scilicet Pogagnag. Bonden. & Bonden. nec non de toto ipso Comitatu, Podere, & Terris Comitissae praedictae dictos Capellanos nomine Romanae Ecclesiae investimus & eos constituimus possessores, & mandavimus de Castris praedictis per venerabilem Episcopum Taurinensem Vicarium nostrum in corporalem possessionem induci, praecipientes tam Militibus & habitatoribus Castrorum ipsorum quam omnibus aliis Vassallis de ipso Comitatu seu Terris & Poderis Comitissae praefatae, quos omnes ad praesens absolvimus ab omni juramento quo nobis te-

TOM. I.

nentur ratione terrarum ipsarum, quod dictis Nunciis Domini Papae vel alteri eorum seu culibet alii ab Ecclesia Romana missis, abjuratis aliis juramentis contrariis istis praesentis fidelitatis nomine Romanae Ecclesiae juramentum. Quod si non fecerint, sciant se ex nunc omnibus bonis Comitatus, Poderis, sive Terrarum ab eisdem possessis hac nostra Sententia in perpetuum fore privatos & Milites & habitatores ipsius Castrum Gonzaga defuper ponimus in perpetuo banno nostro. Praeterea injungimus firmiter & mandamus Potestatibus, Consilibus seu Rectores Civitatum, sub poena mille marcharum, sine difficultate ac mora restituant & absolvant omnes homines de Comitatu & Terris praedictis ab omni juramento, districtu, & obligationibus quibus ratione alicujus jurisdictionis, quam hactenus exercuerunt in eos, tenentur eisdem, & removeant Consules, Rectores, Bajulos, & si quos Officiales posuerunt in eis, & extrahant quoscumque posuerunt in banno de terris ipsis sub obtentu fidelitatis & gratiae nostrae; ipsis nihilominus injungentes, ut dictis Capellanis vel eorum alteri seu culibet alii ad hoc a Sancta Romana Ecclesia destinato ad retinendam possessionem terrarum quas habent & recuperandam quam non habent, praesent auxilium, consilium & favorem. Verum ipsi ipsi filii dictorum Comitum nostram contempserunt Sententiam & Mandatum, praedictum Castrum infra terminum sibi datum nequaquam ut superius legitur resignantes, nostram promulgatam Sententiam contra ipsos & omnes alios detentores Comitatus praedicti, Poderis, seu etiam terrarum in nostra publica Curia publicari fecimus, & ut firma semper & inconcussa permaneat, majestatis nostrae sigillo iussimus communiri. Principes autem Imperii & Prelati & Nobiles Italiae, quibus praesentibus haec omnia acta sunt, sunt hi: Patriarcha Aquilensis, Conradus Metensis & Spirensis Episcopus Imperialis Cancellarius & totius Italiae Legatus, Episcopus Papiensis, Syfredus Augustensis Episcopus, Albertus Tridentinus Episcopus, Beroldus Brissiniensis Episcopus, Abbas Augustinus, Lodowicus Dux Bavariae & Comes Palatinus Rheni, Anselmus Mariscalcus Imperii, & Guarnerius de Bollandia Senescalcus, Episcopus Taurinensis & Italiae Vicarius, F. Papiensis Episcopus, O. Laudensis Episcopus, M. Mutinensis Episcopus, Henricus Bononiensis Episcopus, Azo Marchio Eftenis, Mattheus de Corrigha Potestas Papiensis, Niger Marianus Potestas Parmensis, Birrita Potestas Regiensis, Aegidius Potestas Mutinensis, Tifus de Campo Sancti Petri, & alii plures. Datum in Castris apud Sanctum Leonem VIII. Kalend. Octobr. & publicatum apud Spm. Lambert pridie Kalend. Mensis ejusdem, anno Domini millesimo CC. XX. Indictione VIII.

CCCI.

Convention entre MATHILDE Dame de Dermonde, & JEANNE Comtesse de Flandre touchant la Terre d'Alost & de Dermonde & leurs Sujets. Fait à Courtrai, l'an 1221. [AUBERT LE MIRE, Donationum Belgicarum Tom. I. Cap. XCII. pag. 192.]

1221.
FLAN-
DRES
DER-
MONDE.

EGO MATHILDIS, Domina Tenremonde, notum facio omnibus praesentes Literas visuris, quod talis est conventio inter me & Dominam Comitissam Flandriae & Hannoniae, circa terram de Alost & Tenremonde; quod neutra potest vestigare & sequi servos, neque albinos, nec hominem Advocatiae, nec ancillam, de uno Dominio in alterum, sed in feudis potest vestigare & sequi, & eorum homines sequuntur, ubicumque solebant.

Et est sciendum quod ad Advocatiam S. Bavonis Gandensis, quod remanet eo modo, quo fuit eo tempore, quo Comes Balduinus servabat hanc consuetudinem erga Advocatum Wilhelmum: idque debet resciri per fidam inquisitionem Domini Bernardi Morlelani.

Haec conventio debet servari, si Comes non contradicat, quando erit egressus e carcere: & ut assensuarius, debet Domina Comitissa adhibere omne consilium bona fide. Et si Comes moriatur antequam sit liber a carcere, conventio debet servari ut scripta est. Datum Courtraci anno Domini millesimo ducentesimo vicesimo primo.

X

CCCII.

ANNO
1222.MARS.
FLANDRE
ET LIM-
BOURG.

Traité de Paix entre JEANNE Comtesse de Flandre & de Hainaut, & VALERAN Duc de Limbourg, fait au mois de Mars 1222. [AUBERT LE MIRE, Diplomatum Belgicorum Tom. II. Cap. LXXIV. pag. 371.]

EGO JOANNA, Flandrie & Hannonie Comitissa, omnibus certum facio, quod post longam guerram habuim inter me, & PHILIPPUM Marchionem Namucentem, consanguineum meum, & fidem ex una parte, & virum nobilem Dominum VALERANUM Ducem de Limbourg, Comitem de Luxemburg, & Dominum ERMENSINUM, uxorem ejus, ex altera parte, super Comitatu Namucenti, pax est reformata in hunc modum.... (1)

Actum apud Dionantium scia secunda post Inuocavit, anno millesimo ducentesimo vicesimo secundo, mense Martio.

CCCIII.

5. Août.
MASSO-
VIE ET
PAUSSE.

Transport fait par CONRAD Duc de Masovie & de Cujavie de quelques-unes de ses Terres avec tout le Droit Ducal à CHRETIEN premier Evêque de Prusse. Fait le 5. d'Août. 1222. [G. G. LEIBNITZ, dans le Prodromus du Codex Diplomaticus. pag. 6. MULLERI Reichs-Tags Theatrum, pag. 439.]

EGO CONRADUS Dux Masovie & Cujavie, notum facio omnibus fidelibus, tam presentibus, quam futuris quod venerabili Domino Christiano Episcopo Prussie primo, & suis successoribus; pro eo, quod H. Ducem Silesie L. L. Vratislavensem, L. L. Lubecensem Episcopos cruce signatos & eorum Barones, ceterosque cruce signatos versus Prussiam, ad petitionem meam, meorumque Baronum, Castrum Culmen, per multos annos à Prutenis destruxerunt, & totaliter desolatam reedificare cum ejus bona voluntate permisit; partem prædicti Culmenis territorii, quondam castra Graudentz, Wabsko, Kopinen, Willfas, Colno, Ruch, Rylin, Harneski, Turne, Pin, Ploch, cum omnibus eorum villis & attinentiis, cum utilitate libera, & cum jure Ducali in remissionem peccatorum meorum liberrime donavi. Dedi etiam sibi, in eodem Dominio Culmenis, centum villas ac possessiones & hereditates cum earum attinentiis, jure prædictorum castrorum, quarum possessionum & villarum, villas istas ad presentem confere, videlicet, Cofelko, Naorfine, Mirsche, Harnese, Volmuno, Ostromeres, & omnes villas, quas Cosmefro circa Colmen habuit, Samkolenis, Croscino, Pasceno, Wczwino, Wnyslaw, Benkono, Glonino, (Glomno) Polansche, Nenaugencz, Nedalyno, Crobno, Tuseph, Kelz, Dambens, Selnovis, Postolko, Pomzmo, Duc, Pojesib, Ceredche, Unizhe, Parchenne, Gelencz, Gleszowar, Ostrowich, omnesque hereditates meas, circa Loram, cum earum attinentiis, usque ad centum hereditates in Clumensi Terra, cum omni libertate contuli. Ut autem prædicti Episcopi Prussie ad reedificandum Castrum Culmen, bona voluntas ac consensus accederet, Reverendus Dominus Gecho Episcopus Plocensis, cum suo Capitulo de Tarnawo & Papawo & de omnibus villis & possessionibus, & de omni jure, tam spirituali, quam temporalis, quod idem Episcopus & suum Capitulum in prædicto Culmenensi Dominio olim habuerunt, videlicet, ab eo loco, ubi Drevanza de Prussie egreditur, juxta terminos Prussie in Ossam & sic inferius per Ossam in Vissam, & sic per Villam sursum ad Drevanzam, & sic per Drevanzam sursum ad locum, ubi Drevanza egreditur de Prussia ad Episcopatum saepe dicti Episcopi, resignarunt.

§. 2. Præterea autem in Castro Culmenis Curiam propriam, & quicquid ad Dominium Culmenis Territorii pertinet, exceptis bonis prædictis, quæ prædictus Episcopus Prussie ibi habet, aut impoterum, quocumque iusto modo aut emptione, à fidelium donatione, habiturus est; quicunque Terram Culmenensem habuerit, omnes proventus ipsius Terræ cum Episcopo Prussie

(1) Le reste manque. Le Mire dit que, par ce Traité, une grande part on du Comté de Namur, c'est-à-dire, tout ce qui est au-delà de la Meuse, fut cédée à Valeran Comte de Limbourg & de Luxembourg.

dimidiabit. Insuper decimam temporalium de parte sua Episcopo Prussie dabit, excepto Duce Silesie H. qui faciat cum Episcopo, secundum quod his duobus visum fuerit expedire. Ne itaque mea & prædicti Episcopi Plocensis & sui Capituli donatio, impoterum, quod abest, dari possit in istam, ipsam presentis scripti attestacionem tam mei sigilli, quam etiam Plocensis Episcopi & sui Capituli, nec non Illustrum laicorum L. L. Poloniarum & H. Ducis Silesie, & Venerabilium Patrum V. Gnesnensis Archiepiscopi, contentientie. J. Cracoviensis. P. Poznanensis. V. Vratislavensis. L. Lubecensis. M. Cujavie, eorum Sigillorum impressione, dignum duxi roborare. Imò & aliis rebus subnotatis: Gothardo Cancellario Mazovie, Nicolao Cancellario Cracovim. Arnoldo Mazovie, Marco Cracovim: Jacobo Sandomiria, Birscone Vratislavie Palatinorum. Paccoslaw Cracovim, Miltwino Sandomiri: Othato Wilsicie, Clemente Plocensis, Lencinie Castellano-rum. Acta sunt hæc in Longis, Anno ab Incarnatione M. CC. XXII. Nonis Augusti, regnante Domino nostro Jesu Christo.

CCCIV.

Diploma Romanorum Regis HENRICI VII. 1224. ad petitionem HERMANNI Torpatensis Episcopi, Marchiam unam per totum ejus Episcopatum constituit, eademque dictam Marchiam in feudum cum autoritate monetam cundem concedit. Actum apud Norimbergam Kalend. Decembris anno 1224. [Informatio circa Livoniam prodita à Legato Sued. in Tractat. Oliv. anno 1660. Diarium Europ. Contin. 7. Append. variorum Actor. Public. pag. 47. LONDORP. II. Acta Publica Part. VIII. pag. 658. Libr. IX.]

HENRICUS D. G. Romanorum Rex, & semper Augustus. Universis Imperii fidelibus, quibus præsens Scriptum offensum fuerit, gratiam suam & omne bonum. Notum esse volumus universis, quod nos ad petitionem dilecti Fidelis nostri Hermanni, venerabilis Torpatensis Episcopi, Marchiam unam per totum ejus Episcopatum, per has videlicet Provincias, Uge-nois, Waigel, Sobolitz, Saccale, Mœke, Alumbus, Nurnegunde, constituissemus, & eundem ei Principatum, jure aliorum Principum, concessissemus, dantes ei autoritatem monetam faciendi, ac fundandi Civitatem in Tarbato, & in locis aliis, in quibus eas fieri oportet. Si autem in illis locis venia intelli cupislibet, vel thesaurus absconditus, fuerit repertus, in his & hujusmodi jus nostrum speciale, de consilio Principum nostrorum, ipsius fidei commissimus. Mandantes itaque & Regia autoritate summe præcipientes, ut de omnibus justitiis & rationibus, ad Regalem jurisdictionem pertinentibus, sepe facto Episcopo respondatur & per omnia obediatur: Sciatis, quod Nos ipsam tanquam dilectam Imperii Principem, sincere diligimus, & cum per ipsum Imperiales termini dilatentur, & amvenne Domino, Barbarorum infidelitas juxta Christi subjugatur, nihil eorum omittere volumus, quo ipsius comando conducere poterunt & honori. Hujus autem nostre concessio-nis testes sunt, venerabiles, Salecbergensis & Trevirensis Archiepiscopi: Augiensis, Herbipolensis, Bamber-gensis, Pazowigensis & Ebtadensis Episcopi: Auhia, Saxonia, Bavaria, & Carinthia Duces, Landgravius Thuringia, & alii quam plures Comes, Nobiles & Imperii milititerales. Darum apud Norimbergam Cal. Dec. An. Dominice Incarnationis 1224.

CCCV.

Litteræ Investituræ HEINRICI Episcopi Wormatiensis, quibus LUDOVICO Comiti Palatino Rheni Castrum in Heidelberg cum Burgo ipsius Castri & Comitatu Stalbuhel in Feudum concedit. Wormatie IX. Calend. April. Indict. (a) 14. Anno 1225. Cum CAPITULI Majoris Ecclesie Wormatiensis Consensu & Ratificatione sub loco & dato eod. [MARQUARD FREHER Origines Palatinæ, Part. I. pag. 99. LUNIG, Teutschen Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. Abtheil. IV. Absatz I. pag. 127.]

HEIN-

ANNO
1222.1224.
1. Dec.1225.
24. Mars.

(a) Ou ph.

tot., xlii.

ANNO HENRICUS Dei gratia Wormatiensis Episcopus,
 1225. Domino Ludovico illustri Duci Bavarie & Comiti
 Palatino Rheni salutem & dilectionem sinceram.
 Quia vobis commisit Dominus potestatem, & Domine
 (a) A. uxor filii (l) vestri, per quam Wormaticensem Ec-
 clesiam iuvare potestis, & consistere in suis necessitatibus,
 ut ad auxilium & consilium tam nostrum quam ejusdem
 Ecclesie tam vos quam successores vestri, & Domine
 A. qui per masculinum sexum descendunt, sitis per-
 petuo obligati, & vobis & successoribus vestris in feodum
 concessimus & assignamus, de communis consensu Capitu-
 luli nostri, Caltrunum a Heideberg cum burgo ipsius Caltri,
 & Comitiam Staibohel, cum omnibus pertinentiis suis.
 Ut igitur hæc nostra concessio rata permaneat & illæsa,
 præsentem cedulam apensione nostri sigilli fecimus
 communiri. Acta sunt hæc Wormatie anno Domini
 MCCXXV. IX. Kal. April. Indict. XIII.

a) Agnet.
 b) Otobius.

CCCVII.

ANNO
1226.

(1) *Traité de Paix entre Louis IX. surnommé Janv.*
 S. Louis, & FERNAND & JEANNE FRANGE
 Comte & Comtesse de Flandre, fait à Lille au LE FLAN-
 mois de Janvier 1226. [G. C. LEJEUNIER, DAL
 Codicis Diplomatici Part. I. pag. 11.]

UNIVERSIS presentes Litteras inspecturis Offi-
 cialis Curie Parisiensis, salutem in Domino. No-
 veritis nos anno Domini millesimo trecentesimo sexta
 die Martis post ramos Palmarum quasdam vidisse Litteras,
 formam, quæ sequitur, continentes.

Ego FERDINANDUS Flandrie & Hannonie Comes
 & ego JOHANNA Comitissa Uxor ejus, notum
 facimus universis, presentes Litteras inspecturis, quod
 nos conventiones subscriptas inivimus & fecimus cum
 charissimo Domino nostro LUDOVICO Francorum
 Rege illustri, & heredibus & fratribus ejus, & illustri
 Regina BLANCA Matre ipsius, videlicet.

§. 1. Quod nos tenemur tradere Domino Regi Litteras
 Domini Papæ continentes, quod si ego Comes, vel
 Comitissa, vel successores nostri in Comitatu Flandrie
 resideremus, (quod abest,) de conventionibus firmatis
 inter Dominum Regem ex una parte, & nos ex altera,
 Laudenses & Silvanenses Episcopi & eorum suc-
 cessores iuxta quadraginta dies, postquam ex parte Re-
 gis fuerint super hoc requisiti, per Litteras, aut Num-
 tum Domini Regis, promulgarent auctoritate Domini
 Papæ sententiam excommunicationis in nos & suc-
 cessores nostros in Comitatu Flandrie, & omnes Coadju-
 tores & Fautores nostros, & fructuum interdicti in
 terras nostras, coadjutorum & fautorum nostrorum, &
 illas sententias tenerent ac facerent teneri sine relaxa-
 tione, quousque id esset emendatum in Curia Domini
 Regis ad iudicium Parisiæ Francie. Dominus Rex teneat
 fortiter illam Ducem, in qua garnisio sua tunc est in mari-
 sua à proxime præterita die circumfensis Domini us-
 que ad decem annos completos, ad costum nostrum,
 per viginti solidos Parisienses, deliberaturos singulis
 diebus cum securitate & fidelitate villæ Duaci; ita quod
 in fine illorum decem annorum Dominus Rex reddet
 nobis fortiter illam Ducem, Salvo quod homines villæ
 Duaci renovabunt Domino Regi eandem leuitatem
 & fidelitatem, quam aliæ villæ Flandrie ei fecerunt.

§. 2. Nos fecimus habere Domino Regi securitates
 & fidelitates militum, Communiarum, & Villarum
 Flandrie, quod Domino Regi & heredibus & fratribus
 ejus, & Domine Reginae Matris ipsius adhererent, &
 fideliter se tenerent contra nos, nec nobis auxilium
 præstarent vel consilium, quousque id esset emendatum
 in Curia Domini Regis ad iudicium Parisiæ Francie.
 Et si qui milites, vel homines, vel si quæ villæ sunt,
 quæ non fecerunt easdem securitates & fidelitates, nos
 de ipsis eas habere faciemus, quando super hoc suc-
 cessimus requisiti. Et qui autem de Militibus, Communiis,
 vel Villis Flandrie nolent facere Domino Regi fide-
 litates & securitates, quas alii, tamen Milites, quam Villæ
 Flandrie jam fecerunt, nos expellentes eos de terra
 nostra, & sustinemus quicquid ipsi habent in feodo Do-
 mini Regis sine revocatione eos, & sine reddere eis res
 suas, nisi per Dominum vel successores suos, donec
 recutit securitates & fidelitates, permittatur.

§. 3. Nos & successores nostri non poterimus Do-
 minum Regem vel heredes, vel fratres suos, vel etiam
 Dominam Reginam Matrem ejus, nec homines eorum
 in causam trahere occasione alicujus rei factæ ante pa-
 cem istam, nisi remaneant semper in pace tenentes de
 omnibus his, de quibus Dominus Rex Ludovicus clare
 memorie Pater ejus, & homines sui erant tenentes,
 die, quâ cum eodem Ludovico rege conventionem fe-
 cimus deliberatione mei Comititis facendum, quod fac-
 tum fuit apud Meledunum, anno incarnationis Domini
 millesimo ducentesimo vicesimo quinto, mense
 Aprilis, & nihil juris in his de cetero vindicabimus, vel
 reclamabimus, præterquam de fortiter illa Ducem, (sicut
 superius est expressum.) Nos & successores nostri non
 inquietabimus nec guerabimus Dominum Regem, nec
 heredes, nec fratres suos, nec Dominam Reginam
 Matrem ejus, nec homines eorum, nec ei defensionem
 de servitute, & jure faciendum, quâvis Dominus Rex
 velit facere nobis jus in Curia sua, per iudicium Parisiæ
 nostrorum. Nos non possumus facere fortiter illam Ducem,
 nec veteres infortiare in Flandria circa fluvium qui di-
 citur

Avril.
 FRANCE
 ET FLAN-
 DRE.

Projet d'un Traité de Paix entre Louis IX. Roi
 de France surnommé S. Louis & JEANNE
 Comtesse de Flandre, pour l'établissement de (1)
 FERRANT son mari, prisonnier à la Tour du
 Louvre à Paris. Dressé à Melun au mois d'Avril
 de l'an (2) 1226. [PIERRE D'OU-
 BERGHEEST, Chroniques & Annales de
 Flandre Chap. CVII. feuil. 177.]

PREMIERS que ledit Conte Ferrant & sa femme
 s'obligeroient par eux, & leurs successeurs à perpe-
 tuité, pardevant le Pape de ne jamais être l'abstraite de la
 féauté & hommage à Roy de France: à peine que
 s'ils le faisoient, les Evêques de Leon & de Senlis
 pourroient en dedens quarante jours après mettre l'in-
 terdict en Flandre, sans en faire relaxation jusques à
 ce qu'ils eussent arrendé leurs metes & mesfais. Que
 la Ville & la Forteresse de Doay, laquelle estoit lors en
 la main du Roy, & demeureroit encors dix ans, mais
 iceux eussent, elle seroient au Conte, sans au
 Roy l'hommage, & souvenance. Que les nobles &
 communaultez de Flandre, s'obligeroient, qu'en event
 que le Conte, la Comtesse de Flandre, ou leur suc-
 cessours, contrevinssent à ceste Paix, ils abandonne-
 roient le Conte, & tiendroient le party du Roy, jus-
 ques à ce que de leur différent, droit en auroit été
 fait, par les Païs de France. Et s'il y avoit aucun
 noble qui refusast faire ladite obligation, le Conte
 seroit tenu de le deshaïr du pais, & de confiscuer ses
 biens, mesmes de jamais ne le recevoir en grace, ne
 fust du gré & consentement du Roy, & de la Roynie
 Blanche sa Mere. Que jamais plus le Conte Ferrant
 en sa personne, ne s'élèveoit contre le Roy, la Roynie
 ne ses successeurs Roy de France, & ne se substrahe-
 roit de leurs obéissance, ny d'a service qu'il est obligé leur
 faire, tant & sy longuement, que le Roy luy seroit
 raison en la court des Pairs. Que les Contes & Com-
 tesses de Flandre, ne pourroient jamais faire fortères-
 ses nouvelles, ny reparrer les vieilles sines deca l'Es-
 caut, sinon par le congé du Roy, & de ses successeurs
 Roys de France. Que moyennant ce, de toutes cho-
 ses advenues tant d'un côté que d'autre, ne seroit ja-
 mais rien demandé, mais que demoureroit entre eux
 une bonne Paix, ferme, & stable. Ce fut fait à Me-
 lun en l'an mil deux cents vint & cinq au mois d'Avril.

(1) Il avoit été fait prisonnier à la celebre bataille de Bouvines
 donnée le 17. de Juillet 1214. Il avoit robours été prisonnier depuis,
 & ne fut delivré qu'en 1225. après 12 ans & demi de prison.

(2) Il faut qu'il y ait fautes dans cette date. Louis VIII. ne mourut
 qu'en Novembre 1226. & par conséquent S. Louis son Fils n'étoit pas
 encore Roi. Je crains qu'on auroit écrit par inadvertance 1227.

(1) Ce n'est presque que le Traité précédent renouvelé ou plus
 aulog.

ANNO dicitur Escauld; nisi per Dominum Regem, vel successores ejus permittatur.

1226.

§. 4. Has siquidem conventiones ego Comes, & ego Comitissa prædicti, tactis sacro-lancis Evangelis, juravimus & promissimus nos bonâ fide, fideliter, & firmiter servaturos, & volumus, quod ad illas similiter firmiter, & fideliter observandas teneantur per omnia hæcres & successores nostri in Comitatu Flandria. Ut autem præmissa perpetuæ firmitatis robur obtineant, præsentem paginam Sigillis nostris duximus roborandam. Actum apud Insulam. Anno Dominicæ Incarnationis, milleimo ducentesimo vigesimo sexto, Mense Januarii.

In cujus visionis testimonium sigillum Curie Parisiensis præsentibus Literis duximus apponendum. Datum anno & die prædictis. *Et sur le repli est escript. Facta est collatio per me Biteris. Et sont lesdites Lettres cy dessus transcrittes, scellées en double queue de parchemin, d'un scel ou cachet de cire verte. Et sur le dos d'icelles est aussi escript, ce qui s'ensuit: Conventiones super pace inter Fernandum Comitem & ejus uxorem sub eorum sigillis, & Dominum Regem Ludovicum ac ejus matrem.*

CCCVIII.

Juillet. *Imperatoris FRIDERICI II. Confirmatio Investitura, per Imperatorem FRIDERICUM I. HENRICO GUERCIO Marchioni Savone, de Marchia Savone collata, facta in favorem HENRICI Marchionis Savone, Heredumque suorum. Apud Burgum Sancti Domini, mense Julio 1226. [Voyez-la ci-après sous le 15. Mai 1355.]*

CCCIX.

Juillet. *Investitura ab Imperatore FRIDERICO II. de Castro, Burgo & Villis Finarii, aliisque Juribus & Lotis, HENRICO Marchioni Savone indulta. Dat. apud Burgum Sancti Domini, mense Julio 1226. [Voyez-la sous le 31. Août 1577.]*

CCCX.

8. Nov. *Traité entre THOMAS Comte de Savoie, & la Ville de MARSEILLE. Fait le 8. Novembre, 1226. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoie. Preuves. pag. 54.]*

In Nomine Domini nostri JESU CHRISTI. Amen.

EGO THOMAS Comes Sabaudie, Vicarius in Lombardia Domini Frederici, per Dei gratiam Romanorum Imperatoris, & Regis Sicilia, & Surie, promitto tibi Hugolini Done Dame, Potestas Massilie nomine Communis MASSILIE, & pro eo stipulanti & recipienti, si Dominus Imperator commiserit mihi partes suas, in sopienda discordia ipsius Imperatoris & Communis Massilie, & in concedendo Privilegium dicto Communi Massilie, quod ex tunc infra tres menses, nisi fuerit prorogatum tempus, vel nisi remaneret de voluntate Communis Massilie, dabo & concedam nomine dicti Imperatoris, & tanquam Vicarius ejusdem, Privilegium dicto Communi Massilie, vel alicui certæ persone nomine dicti Communis recipienti, & pro eo in modum infra scriptum; Scilicet quod dabo & concedam Communi Massilie, Jurisdictionem ordinariam & merum Imperium in tota Civitate Massilie, & ejus Burgis, & hominibus eorundem, tam in Villa superiori Massilie, quæ dicitur Episcopalis & Canonialis, quam in Villa inferiori Massilie, quæ olim dicta fuit Vice-Comitatus, sicut circuitur muris & vallatis, à portu porte Gallice, usque ad portam Caladæ, & à portali Caladæ, usque ad Sanctum Joannem, & ab Ecclesia Sancti Joannis, usque ad portum porte Gallice, dando etiam & concedendo ipsi Communi Massilie, quod ei licet facere Civitatem terminata est: Et quod liceat dicto Communi dictam Civitatem Massilie supra distinctam, muris & vallatis, & turribus munire, vel aliter ad ipsius Communis voluntatem: Et quod

licet dicto Communi facere, seu concedere monetam publicam, legalem & licitam, æream, vel argentæam, vel auræam, prout dicto Communi placuerit, salvo jure Comitatus Provincie: Et quod dabo, & concedam dicto Communi Massilie, mare & ripam maris, & portus, & insulas à portu Aquarum mortuarum, usque ad portum Olivelli; Et quod liceat in eis dicto Communi edificare, vel construere castra, & alia ædificia, & ulatice ibi habere seu facere; congruo tamen modo, ad ipsius Communis voluntatem: Et quod liceat dicto Communi, vel illi qui præcit dicto Communi, exercere jurisdictionem ordinariam, & merum Imperium in toto Episcopatu Massilie, & in toto districtu Civitatis Massilie, quod nunc habet dicta Civitas, & Deo propitio in antea acquirere, & quæ dabo, & concedam dicto Communi Massilie, & ejus hominibus, & ejus districtus immunitatem exactioem, & Tolatrem, & Franchesium in toto Regno Surie, & specialiter in Achone, & in toto Regno Sicilia, & Apulia, eo modo & ea forma quo sunt immunes, & franchi, & esse consueverunt de facto, vel de jure Pisani, vel Januenses: Et quod dicto Communi Massilie liceat habere Consulatam, & exercere jurisdictionem in dictis Regnis, in homines Massilie, & ejus districtus. Promittens etiam Ego dictus Comes Sabaudie tibi Hugolino, Potestas Massilie, recipienti & stipulanti, nomine dicti Communis Massilie, & pro eo quod Dominus Fridericus Imperator, post concessionem dicti Privilegii à me factam, in dicta forma, dicto Communi, vel alii pro eo, illud idem Privilegium corroborabit & laudabit, & confirmabit, & bullari seu sigillari sigillo suo Bulla aurea faciet, recipiendo idem Imperator in sua protectione, tam in mari quam in terra, omnes homines Massilie, & ejus districtus, in rebus, & personis, eximendo idem Imperator ab omni Banno Imperiali commissio, vel hinc retro dato, dictum Commune Massilie, & ejus homines, & ejus districtus, & Civitatem Massilie: Et quod liberabit idem Imperator, vel alius pro eo à vinculo carcerum liberè & quietè, nullo obstaculo mediante, Petrum de Sancto Jacobo, & Guillelmum Bivandum Rosetum, consensu etiam, & recognoscens, Ego dictus Thomas, Comes Sabaudie, quod prædicta omnia deo debeo complere, & facere ad effectum pervenire, pro fidelitate quam ei debet facere Commune Massilie, dicto Domino Imperatori, & pro duobus millibus marchis argenti, quas solvendo inde debeo recipere à Communi Massilie, & etiam, si visum fuerit, dicto Hugolino & Gratapalta, cum nobis inde data sit potestas, tam à parte Communis Massilie, quam à me, quod pro prædictis omnibus attendendis & complendis ultra dictas duo millia marchas possim, & debeam habere à dicto Communi Massilie, usque ad summam mille marcharum argenti tantum; & quod prædicta omnia, & singula attendenda & complenda, & attendantur, & compleantur bona fide, & sine fraude, in perpetuum dicto Communi Massilie, tactis à me corporaliter sacro-sanctis Evangelis, juro Ego Thomas Comes Sabaudie, & mei sigilli munimine, hanc cartam publicam corroborari jubeo, & Nos Henricus de Carreto Marchio, & Amicus Filius dicti Thomasi Comitatus Sabaudie, & Gratapalta in animabus nostris, & dicti Comitatus Sabaudie, tactis à nobis sacro-sanctis Evangelis, quod prædicta omnia, & singula attendentur & compleantur, dicto Communi juramus: Et sciendum est, quod Nuntii Domini Comitatus, qui Deo autore debebunt ire ad confirmationem dicti Privilegii faciendum, coram dicto Domino Imperatore, ibunt ad expensas communes Massilie eundo & redeundo, & itando in eodem itinere: Propterea sciendum est quod dictus Dominus Comes non est obligatus, neque tenetur deliberare prædictos, scilicet Petrum de Sancto Jacobo, & Guillelmum Bivandum Rosetum, si in ipsius Comitatus pervenerint potestatem; si dictus Imperator nollit confirmare dictum Privilegium, & prædicta omnia: Præterea sciendum est, quod de liberatis prædictis, Petro de Sancto Jacobo, & Guillelmo Bivando Roseto à vinculo carcerum, debent expediri liberè & quietè à carceribus, per Commune Massilie, Rolandus Lupus, & Albertonus de Pharicis, qui detinentur capti à Commune Massilie. Actum in Civitate Albidge, Anno Nativitatis Domini M. CC. XXVI. Indictione 14. die octava mensis Novembris. Testes Ulerius de Marcenafcho Civis Albenis; Antelmus Fer de Massilia, Bertrannus Sardus, Petrus Vetulus, Martinus Castanea Amator, Guillelmus de Rivotorio Civis Placentie, & ego Guillelmus Marrazanus Notarius sacri Palatii, rogatus hanc Cartulam scripsi & his omnibus interfui.

ANNO

1226.

ANNO
1226.

CCCXI.

1. Dec. *Diploma HENRICI Romanorum Regis; Quod in favorem ALBERTI Livoniensis Episcopi Marchiam unam per totum ejus Episcopatum instituit, eamque jure eodem, quod alii Principes utuntur, illi concedit, cum annexa potestate cuedendi Monetam, & fundandi Civitatem in Riga. Datum apud Norimbergam Kalend. Decembris Anno 1226. juxta computationem HELVICI.* [Informatio circa Livoniam prodita à Legato Sued. in Tractat. Oliv. Anno 1660. Diarium Europæum Contin. 7. Actorum publicorum pag. 47. LONDORPII Acta publica Tom. VIII. Lib. IX. pag. 658.]

HENRICUS, Dei Gratia, Romanorum Rex & semper Augustus. Universis Imperii fidelibus, ad quos hæc Littere pervenerint, Gratiam suam & omne bonum. Ad petitionem Alberti, Venerabilis Livoniensis Episcopi, Marchiam unam per totum ejus Episcopatum, per Livoniam videlicet & Lettiam, Leale & terras incultas instituit, & eundem ipsi Principatum, jure aliorum Principum, munificentia Regali, concessimus: Dantes ei potestatem faciendi monetam, & fundandi Civitatem in Riga, & in locis aliis, in quibus eas fieri oportuit: Si autem in partibus illis vera metali cunjuslibet, sive Theauri occultus manifestatus fuerit, in hujusmodi jus nostrum speciale, ipsius fidei, de consilio Principum nostrorum, committimus. Statuimus igitur, & sub interminatione gratie nostre firmiter precipimus, quatenus Episcopo prænominato, de omnibus iustitiis & rationibus ad Regalem jurisdictionem pertinentibus, plenè respondeatur, & per omnia intendatur, scituri, quod ipsum, tanquam dilectum Principem Imperii, sincerè diligimus, & cum per eum Imperiales termini dilatentur, & Barbarorum infidelitas, annuente Domino, Christiano cultui subiugetur, nihil eorum omittere volumus, quod commodo suo conducere poterunt & honori. Hujus nostre concessionis testes sunt: Treverensis & Salceburgensis Archiepiscopi: Augustensis, Bambergenensis, Bazowigenensis & Eistadensis Episcopi: Aultrise, Saxonie, Bavarie & Carinthie Duces, Landgravius Thuringie, & alii quam plures Principes, Nobiles & Imperii Ministeriales. Datum apud Norenberg. Kal. Decemb. Indictione XIII. &c.

CCCXII.

1227. *Littere RICHARDI Comitis Regis Angliæ Fratri, quibus continentur & notæ sunt Conditiones Treugarum nuper inter ipsum & LUDOVICUM Francie Regem initarum. Anno 1227. [Pièce authentique, tirée du Volume LV. des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin. pag. 89.]*

UNIVERSIS præsentibus Literas inspecturis, Richardus Comes, frater Domini Regis Angliæ, salutem in Domino. Noveritis nos cepisse firmam treugam, & legalem de nobis, & omnibus hominibus nostris, & omnibus imprisitis, reodis, & tenementis nostris, & nostrorum, cum Ludovico Dei gratia Francie Rege, & Regina matre sua, & cum omnibus hominibus suis, & imprisitis suis qui eidem adhaerebant, ut die Lunæ post Dominicam qua cantatum fuit *Latare Jerusalem*, & de omnibus feodis & tenementis, quæ ipse Rex & sui tenebant ad dictum diem firmiter observandam usque ad quindenam nativitatis Sancti Johannis Baptiste, ita quod per terram & per mare mercatores cum rebus suis, & omnes alii cujuscunque conditionis sint, eant & redeant securè per terras quas Rex Francie & sui possident, & per terras quas nos & nostri possidemus. Milites vero nostri ac alii homines nostri poterunt ire per terras quas Rex Francie & sui possident more transieuntium, ita quod non possint perhenninare in Villis Regis Francie & suorum, nisi infirmitate propriorum corporum, vel alia evidenti occasione fuerint præventi, vel detenti, exceptis fugitivis, qui non poterunt, nisi de licentia Regis Francie, ad terram de qua ejicerentur, remeare. Eodem modo erit de fugitivis nostris observandum; & milites & servientes ipsius

Regis Francie, ac alii homines sui eodem modo ire poterunt per terram & Villas nostras & nostrorum. Hujusmodi vero treuga debet insinuari Domini Regis Angliæ fratri nostro, quam si ratam habuerit infra tres septimanas post Pascha Regem Francie certificabit vel ejus mandatum, scilicet quod de navigio Angliæ terræ Regis Francie & suorum nihil erit timendum usque ad dictum terminum, & similiter assensum Regis Francie, & matris sue, infra dictas tres septimanas super observatione treugæ erga Dominum Regem Angliæ debet sciri, & Nuntiis suis intimari. Burgenfes vero Regis Francie & suorum omnia tenementa sua que possidebant tempore bonæ memorie Ludovici Regis Francie, usque ad terminum dictæ treugæ pacifice possidebunt, salvo jure & Dominio Dominorum de quibus dicta tenementa movere dignoscuntur. Et eodem modo Burgenfes nostri & nostrorum tenebunt sua tenementa usque ad dictam treugam terminum prætaxatum, ita tamen quod mobilia quæ ejecta fuerint de terra Domini Savarici de Malloleone per eos qui tempore piæ recordationis dicti Ludovici Regis Francorum, relicta terra Domini Savarici, apud Rupellam sibi fecerint mansionem, in dicta feoda reportabuntur, juxta juramenta Gervasii Savarici, & Remundi Taillaud, hoc salvo quod de his mobilibus; cultura vinearum legitime poterit estimari, & si quod residuum fuerit, cultura prius soluta in eadem salina remanebit. Si quid vero in hujusmodi treuga infra dictum terminum ab alterutra partium fuerit interceptum in Petrocorico & Vasconia, emendabitur per Petrum Ais, & Petrum Bermundi Milites Dictatores constitutos ex parte Regis Francie, & per Petrum Ogerii & per Pergam Milites constitutos ex parte nostra, & debent convenire ad portum Castellionis. Si quid vero interceptum fuerit in partibus Xantonie & Angolesmi infra dictum terminum, emendabitur per Arnaldum de Amblevilla Militem & Sencscallum Xantonie constitutos ex parte Regis Francie, & Arnulphum de Talemud, & Galterum Ridellum de Blavia constitutos ex parte nostra, & debent convenire apud Labarde. Similiter vero si quid interceptum fuerit in Picavia & Alnisio per Willelmum Ermengo Militem, & Ling. Grassin constitutos ex parte Regis Francie, & per Hugonem Raymondum & Hugonem de Podio Milites constitutos ex parte nostra emendabitur, & debent convenire apud Pontem de Cesse.

Omnes vero isti Dictatores juraverunt pro utraque parte rectè judicare, & utrique parti iustas emendas facere. Comes vero Marchie pro se & suis:

Joannes Marescallus Francie
Thomas de Blaravio
Hugo de Baucajo
Droco de Moy
Herveus de Bufancy, &
Petrus Bermundi.

Milites pro Rege Francie, & Regina matre sua, juraverunt dictam treugam usque ad dictum terminum firmiter observandam:

Et nos Richardus Comes pro nobis & nostris.
Savaricus de Malloleone.
Willelmus de Brestes
Willelmus de Tallebot
Walterus de Alemania
Willelmus Mengat
H. de Vivione
Girardus de Blavia
Colinio de Molis
Willelmus de Valentia
Galterus de Pontibus, &
Hugo de Alemania

Juraverunt ex parte nostra dictam treugam, usque ad dictum terminum firmiter observandam. Actum anno gratiæ 1227.

Et sont les dites Lettres scellées en double queue de parchemin, pendant au vefly d'un sceel de cire blanche, auquel d'une part est empreint un Chevalier armé & à la circonference est escrit:

Sigillum Richardi fratris Regis Angliæ.

Et de l'autre costé est un escusson dans lequel y a un Lion rampant, & à la circonference auquel est escrit:

Comes Picaviensis

Et au dos d'icelles Lettres est assy escript ce qui s'ensuit:

Littera Richardi Comitis fratris Regis Angliæ, super treugis initis cum Domino Ludovico Rege Francorum, & matre ejus. 1227.

X 3

CCCXIII.

ANNO
1227.

ANNO
1227.

CCCXIII.

24 Sept. *Traité de Paix entre FERDINAND Comte de Flandre & de Hainaut & HENRI Duc de Lorraine & de Brabant, & HENRI Fils du Duc. Fait Van 1227. [CHRISTOPHRE BUTKENS dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 71.]*

FLAN-
DRE ET
BRAB-
ANT.

COMPOSITIO inter FERDINANDUM Flandrie & Hannoniæ Comitum & HENRICUM Ducem Lotharingæ & HENRICUM filium ejus, mediantibus Hugone Episcopo Leodiensi, Godofrido Episcopo Cameracensi & Waltero Blesensi Comite. Arbitri pro assignatione sunt Arnoldus de Aldenarde & Leonius Castellanus de Bruxella, qui si discordes essent, Gerardus de Jacea eis adjugetur. Convenit autem est, quod Dux solvet quinquaginta lib. quas Comes ex nomine ejus solvit Episcopo Leodiensi. Item singulis annis octingentas libras alborum de terra quam Comes Domino Leodiensi Episcopo pro ipso invadiavit: & pro affectatione dictæ pecuniæ Dux dabit in manus Comitum Caltrum Geneppe, quoniam Comitum prædictæ summæ persolvitur. Pæcia autem solutione, Comes Castrem Geneppe restituit Duci; quod Comes promissit, & cum ipso juraverunt Arnoldus de Aldenarde, Egidius de Barbançon, Walters de Formesella, Michael Conestabularius, Eustachius Camerarius & Raso de Gavere, quos Comes plegios ad hoc constituit, & Bruffellam intrabunt non exiuri donec Comes satisfecerit. Actum Hoio anno Domini MCC. XXVII. feria sexta ante Michaelis.

CCCXIV.

1228. *Recognitio LUDOVICI Comitis Palatini Rheni, & Ducis Bavarie, Quod EKBERTUS Episcopus Babenbergensis eum & heredes ejus illo feudo, quod ALBERTUS Comes antiquus de Pogen tenuerat, infensuaverit. Actum apud Esseling anno 1228. [LUNIG, Teutsch Reichs Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abf. I. p. 128.]*

LUDOVICUS, Dei gratia Comes Palatinus Rheni, Dux Bavarie, omnibus in perpetuum. Quoniam laudabilis est memoria hominum, ideo, ne ea, quæ aguntur, postmodum revocentur, consueverunt scripti munimine roborari. Quapropter confitemur & notam esse cupimus universis, tam presentibus, quam futuris, quod venerabilis Dominus noster Ekbertus, Babenbergensis Episcopus, nos & Ottonem filium nostrum, Palatinum Comitum Rheni, nostrosque heredes omnes, qui jure feudali succedere debent, nobis fendo, quod Albertus Comes antiquus de Pogen, pater ipsius Comitum, qui nunc secessit, au Ecclesia Babenbergensi tenuit, & frater ipsius contra iustitiam & præter voluntatem prædicti Episcopi violenter tenuerunt, rationabiliter infensuavit: illo videlicet, quod a Patavia ex utraque parte versus Ratisbonam & ultra protenatur; Hoc interposito pacto, quod Nos de eodem feudo nihil infensuare, nec obligare, nec vendere, nec aliquo modo alienare debemus ab Ecclesia, vel possimus, nisi de speciali consensu præfati Episcopi vel successorum suorum & canonicæ substitutionum; Adjectum fuit præterea, quod nos & noster filius, nostrique heredes contenti debeamus esse antiquo jure Advocacie, quod per Privilegia vel per Seniores ipsius terre poterit declarari. Præterea promissimus, quod Ecclesiam Hambergensem in possessionibus, iustitiis vel hominibus manu teneamus & defendamus. Item omnia jura Ecclesie Babenbergensis promissimus pro nobis & nostris heredibus, nos inviolabiliter observaturos. Excepit prenominate Episcopus villam Nezelbach & alias villas intermediatas usque Winter cum suis attentis liberis ab omni jure advocacie ipsi & ipsius Ecclesie retinendas, ita tamen, quod numerus manforum duodenarium non excedat. Et ut hæc a Nobis & nostro filio nostrisque heredibus firma permaneant & inconculsa, præsentem paginam Serenissimi Domini nostri Henrici, Roman. R. R. A. delberti, Magdenburgensis Archiepiscopi, Ekeberti, Babenbergensis Episcopi, Henrici, Wormacensis Episcopi, Henrici, Eytarensis Episcopi, Leopoldi, Du-

cis Austria, & nostro nostrique filii Ottonis, Palatini ANNO
Comitis Rheni, sigillis fecimus muniri.

1228.

Testes autem hujus sunt: Conradus Præfectus de Nurnberch, Hermannus Marchio de Baden, Rudolphus Comes Palatinus de Thwingen, Ulrichus & Everhardus Comes de Holfenstein, Hartmannus Comes de Dillingen, Rupertus Comes de Castell, Fredericus de Truhding, Dapifer de Walburch, Conradus Pincerna de Winterfleten, Conradus de Winsperch & alii quam plures. Acta sunt hæc apud Esseling A. Domini MCCXXVIII.

CCCXV.

Instrumentum Treugarum sive Induciarum inter LUDOVICUM IX. Regem Francie & HENRICUM III. Regem Anglie initiarum apud Nogentum Mense Junii Ann. 1228. [Tiré du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin. pag. 101.]

Juin.

OMNIBUS ad quos præsentis Litteræ pervenerint, Philippus de Albinaco, & Radulphus filius Nichol. Senescallus Domini Regis Anglie salutem. Notum facimus quod Dominus carissimus noster Henricus Rex Anglie illustris, inivit treugas cum Domino Rege Francorum illustri Ludovico, & suis impressis & hominibus, tam per mare quam per terram, ab instanti festo beate Mariæ Magdalene in annum duraturas tali modo quod si in treuga fuerit interceptum, de interceptione emendanda sic erit. Interceptio facta nuntiabitur Dictatoribus hinc inde constitutis, qui sunt:

Theobaldus de Olorone, Senescallus Pictaviensis Et H.
Ex parte Regis Francie;
Ex parte autem Domini Regis Anglie,
Henricus de Trablevilla, Senescallus Vasconie,
Et Willelmus Caucier.

Ita quod si infra duos menses postquam forisfactum eis constituit legitime, ni emendaretur, ex tunc ille cui fuerit forisfactum, poterit currere super malefactorum, donec pæcari fuerit emendatum; & Dominus Rex Francie sine malefacere poterit jurare hominem suum contra malefactorem qui forisfactum emendare noluerit.

Et Dominus Rex Anglie similiter facere poterit, & Dominus malefactoris malefactorem tenebitur non jurare. Et Beuvron in iis treugis non poterit insidiari.

Si autem aliqua Fortilitas, vel Castrum aliquod, vel persona alicujus nobilis, durantibus treugis, caperetur, vel furtive subtraheretur, statim Dominus Rex Francie per se, vel per gentes suas sine malefacere poterit de his se jurare, & Dominus Rex Anglie similiter facere poterit.

Et sciendum quod Henricus Comes Marchie, tempore harum treugarum, per omnia remanebit in tali statu, in quo erat ea die, qua alia treuga capta fuit apud Stampas, tali modo quod dictus Comes non implacitabitur, vel vexabitur, nec in Foro Ecclesiastico vel Laico, de re aliqua de qua tunc esset tenens vel de qua tunc esset in pace; & si aliquo modo interim vexaretur quin remaneret in pace, & in eodem statu, Dominus Rex Francie non teneretur ad treugas observandas.

Dicti autem Dictatores tenebuntur facere emendari omnes interceptiones sive a prædicto Comite, sive ab aliis factas, ex parte Regis Francie, sive ex parte Regis Anglie in treuga præcedenti, & in hac quæ capta est, præsentialiter faciendas. Nos autem ad has treugas capiendas & firmandas missi, de mandato ipsius Domini nostri Regis Anglie in annum ejus eas juravimus ab ipso, & suis, bona fide, & firmiter observandas; & ab hoc quod bona fide & firmiter observentur quantum in nobis fuerit bona fide juravimus nos facturos.

In ejus rei testimonium has Litteras nostris facimus sigillis muniri. Actum apud Nogentum, anno Domini millesimo, ducentesimo vicesimo octavo, mense Junii.

Et sont les dictes Lettres scellées en double queue de parchemin de deux sceaux ou cabalets sur cire jaune.

Litteræ Credenciales Regis Anglie HEINRICI ad Regem Francie LUDOVICUM super PHILIPPO DE ALBINACO, & CAROLO Senescallo suo NICOLAI Filio in effectum præcedentis

ANNO
1228.

cedentis *Translatatus. Apud Westmonasterium 6. die
Maii. 1228.*

CARISSIMO Domino suo & consanguineo Ludovico Dei gratia illustri Regi Francorum, Henricus eadem gratia licet Anglie, Dominus Hibernie, Dux Normannie, Anglianie, Comes Andegavie, salutem & debitum in omnibus servitium. Mitimus ad vos dilectos & fideles nostros, nobilem virum Philippum de Albiniaco, & Carolum filium Nicolai Senescallum nostrum ad capiendum & firmandum inter vos & nos treugas puras, firmas & rectas, sicut a Domino Papa Gregorio nono nobis est injunctum & nos treugas ipsas pro nobis, & omnibus hominibus, & imperiis nostris rectas & gratas habemus & firmiter observari facimus.

In cujus rei testimonium has Litteras nostras vobis mittimus patentes, teste me ipso. Apud Westmonasterium sexta die Maii, anno Regni nostri duodecimo.

Et sont les dictes Lettres scellées en queue de parchemin d'un seul sur cire blanche & sur le dos d'icelles est écrit :

Anno Regni nostri duodecimo Littera Regis Henrici Anglie de treugis ineundis cum Domino Rege Francorum, ad requisitionem Gregorii Papae noni.

CCCXVI.

230.
RUSSE
L'ORDRE
TEUTONIQUE.

Transport fait par CHRETIEN I. Evêque de Prusse de toutes les Donations, qui lui ont été faites par CONRAD Duc de Masovie, aux Chevaliers de L'ORDRE TEUTONIQUE. Fait l'an 1230. [G. G. LEIBNITZ dans le Prodromus du Codex Diplomaticus. pag. 8.]

In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis, Amen.

EGO CHRISTIANUS primus Prussie Episcopus, notum esse volo, universis præfens Scriptum inspectionis, quod propter Deum & ob defensionem Sacrosanctæ Matris nostræ Ecclesiæ, heu! jam pene in partibus illis depopulatæ a Paganis, videlicet territorio Chelmenis, Fratribus de Domo Teuthonica, quicquid habui, dati mihi a Duce CONRADO, vel ab Ecclesia Ploensii, vel empti, libere contuli, ut ipsi mihi, omnibus meis successoribus sint parati, contra Paganos pugnaturi. Ipsi vero mihi in eodem territorio jam prædicto contulerunt de omni aratro, unam mensuram tritici, & aliam siliginis, & ducenta aratra & quinque hologia, unumquodque de quoque aratro, cum omni utilitate. Testes autem hujus donationis & promissi: Henricus Abbas de Lucca. Frater. H. Sacerdos. Frater. H. Conversus. Frater miles Christi. Andreas Göt. ceterique quamplures. Alexander Sacerdos, Cives, Albertus Scultetus Mauricius, Hildebrand & quam plures. Et ut hæc permanent inconvulsa, sigillorum nostrorum præmunitivimus appenditione. Acta Incarn. Domin. MCC. XXX.

CCCXVII.

Fcv.

(1) *Recognitio WILHELMI Comitis DE GULICHE, de acceptis in feudum Advocatiis ibi denominatis, ab OTTONE Comite Palatino Rheini. Datum apud Frankensfurt 16. Kalendas Martii Anno 1230. [LUNIG, Teutiches Reichs Archiv. Part. Special. Continuat. II. Abtheil. IV. Absatz I. pag. 129. MARQUARDI FREHERI Origines Palatinæ Part. II. pag. 30.]*

WILHELMUS Comes de Guliche prosteretur, quod Nos ab illustri Domino nostro Ottone, Comite Palatino Rheini, Duce Bavarie, feudum, quod a Patre ejusdem Ludovico Egregio Duce Bavarie tenebamus, sub hac forma recepimus & pacto, quod nos de proprietate nostra in redditibus 20. marcarum eidem resignavimus, & cum priore feodo recepimus ab eodem, ita tamen, quod datis 200. marcis dicti redditus 20. marcarum ad nos redeant absolute, super horum autem effectum & robore fideiussores sunt Præpositus Wilhelmus, Advocatus Aquilgranenſis, Christianus

Pincerna de Nidecke, Henricus Bauf, Cursilus, Milites de Guliche. Hæc utique supra scriptum unius Anni effectum debent compleri. Bona autem prioris feodi specialiter & nominatim & localiter sunt subscripta: Advocatia in *Brifche*, Advocatia in *Vilege*, Advocatia in *Weste*, Advocatia in *Berheim*, Advocatia in *Pfauſpindorff*, Advocatia in *Holkire*, Advocatia in *Munſere*, Advocatia in *Greznich*, Advocatia in *Urochem*, Bona in *Zulpeche*, quibus attinet Ecclesia S. Mariæ, Advocatia in *Dornub* Comitatus & jus Nemoris. Bona vero Pignoris sunt alodium totum, quod dictus Comes Bavarie habet apud *Flowercke*. Hujus facti sunt Testes prædictus Præpositus Aquilgranenſis, Hartmannus Comes de *Dillingen*, Ludovici Pincerna de *Oua*, Wilhelmus Dapifer Junior de *Alzeja*, Hertwicus de *Hirtzberg*, Bruno de *Alzeja*, milites, cum toto Consilio Domini nostri Comitis Palatini, Wilhelmus Advocatus Aquilgranenſis, Comes Pincerna de *Nidecke*, cum toto Consilio nostro. Ad hujus facti robur huic Literæ nostrum fecimus appendi sigillum. Datum apud Franckenfurt Anno gratiæ 1230. XVI. Kal. Martii.

CCCXVIII.

Donation faite par CONRAD Duc de Masovie, & de Cujavie, de sa Terre de Culme à l'Hôpital de Sainte Marie appartenant à L'ORDRE TEUTONIQUE, faite au mois de Juin 1230. [G. G. LEIBNITZ dans le Prodromus du Codex Diplomaticus. pag. 7.]

EGO CONRADUS divina miseratione Dux Masovie & Cujavie, cunctis præsentibus & futuris, Scriptum præfens inspectionis, notum esse volo, quod cum Pruteni & alii Christiani nominis inimici, magnam partem Terrarum mearum ipsi adjacentibus deprædationibus, incendiis tam Ecclesiarum, quam aliorum locorum, interfecionibus ac captivationibus virorum, mulierum & puerulorum, peccatis hominum, qui altissimum in suis vanitatibus irritaverunt exigentibus, miserabiliter divina permissione vastaverint, eorumque qui Christum oderunt, semper ascendens & super ascendens superbia invaluerit, adeo ut nec adhuc ipsum in membris vivis perfecti essent, aut desistant, non solum res, imò magis ipsum sanguinem fidelium, inter infinitas & horrendas audita & dicta abusiones, quas in contumeliam exercent Creatoris, fidentes & sperantes per viros Religiosos manum Domini, quæ nos teget, & flagellum indignationis suæ placare, ejusque favente gratiâ, quæ suis adesse consuevit per Christi milites, quorum spes, virtus & gloria Deus est, brachium fortitudinis Saracenorum conterendum, salutis animæ meæ ac meorum, æternæque retributionis intuitu, ac ob defensionem fidelium in Polonia, uxore mea Agasia, filiisque meis Boleslaw, Casimiro, Zenovito, expressè de bona & spontanea voluntate consentientibus, accedente quoque consilio & consensu Episcoporum, Magstrarum & Majorum Terræ meæ dedi & contuli Hospitali Sanctæ Mariæ Domus Teutonice, & fratribus ejusdem Domus, totum & ex integro Culmenſe territorium, cum omnibus suis attinentiis, ab eo loco, ubi Drivenca egreditur terminos Prussie, & per decessum ejusdem fluminis usque in Vissam, & in decessum Vissæ usque ad Ossam, & per ascensum Ossæ usque ad terminos Prussie, in veram ac perpetuam proprietatem possidendum, pleno jure, cum omni libertate; totam terram cum aquis, aquarumque decurſibus, stagnis, paludibus, montibus, vallibus, saltibus, nemoribus, sylvis, arbuſtis, pratis, pascuis omnibus cultis & incultis, viis & inviis, cum omnium eorum libera & plena utilitate & fructu, quæ in prædictis omnibus sunt vel fuerint inventa, apparentia, vel inculta, & specialiter five aurum, five argentum, vel alia quæcunque species æris vel metallorum aut gemmarum, fontes vel venæ salis & quicquid omnino in Terrâ vel supra, vel in aquis inventum fuit, Castores & omnes venationes quarumque ferarum; piscationes quoque piscium omnis generis, cum ipsis aquis prædictis, & omni eorum proventu & utilitate in piscationibus, navigiis, passagiis, pontibus, molendinis & insulis cum villis & caltris, oppidis, grangiis, foris, monetis, pedagiis, theloniis terrarum & aquarum, & omnino cum omnibus contentis intra limites prædictos & pleno jure & integra libertate, ipsum etiam limitum, sine quolibet diminutione, cum omni honore & jurisdictione, perfectio ac vero Dominio proprietate ac possessione omnium prædictorum.

(1) Cette Copie est tirée de *Lunig*, & ne diffère de celle de *Freher* qu'en ce que l'Avocat in *Village* y est nommé entre les autres. [D. M.]

ANNO
1230.

dictorum, & aliorum omnium, quæ in Privilegiis largitionum, in favorabiles quaslibet personas vel loca, in favorem, commodum & cautelam eorum, quibus confertur, conscribi solent aut possunt, ita ut beneficium meæ collationis, largissimam ad omne commodum, honorem & utilitatem domus & fratrum eorum recipiat interpretationem. Nihil prorsus juris, utilitatis, advocatiz, patronatus, vel cujuslibet alterius juris, ditionis aut potestatis, quocunque nomine censerî possit vel appellari, mihi hæredibus vel successoribus meis, in omnibus supradictis, vel quolibet eorum retinens aut reservans, fide omnia ea cum libertatibus & pleno & integro jure, sine omni dolo, fraude, captione ac captivitate, sine diminutione ac coarctatione, cum bona & cauterante fide, & largissimo intellectu, Domui & fratribus memoratis contuli, & collata recognosco, me hæredes & Terram meam obligans & teneri volens de exactione. Præterea quicquid de personis vel bonis omnium Saracenorum, captivacione, depredatione, extortione, occupatione vel subjugatione, nobilium sive immobilium, terrarum vel aquarum, atque omnium in eis contentorum, quolibet modo fratres prædicti adipisci potuerunt, cum omni & integro jure ac libertate superius præmissa donationis, nulla prorsus diminutione, coarctatione vel impedimento ipsi à me, hæredibus meis, vel quolibet alio, quem nos prohibere vel coarctare possimus, præstando vel procurando eidem concessi, cum vera proprietate & perfectio Dominio, quietè possidendum: & in hoc consensu, cum uxoris meæ, & filiorum meorum, Episcoporum, Baronum & Magnatum terræ meæ consensu, contra omnem hominem, ad observationem & defensionem omnium supradictorum, secundum omne posse & totas vires meas, eisdem auxilium & consilium bona fide promittens, omnes hæredes ac successores meos & terras meas obligans mecum & astringens, ad ratihabitionem, observationem & conservationem donationum, concessionum, obligationum & promissionum omnium supradictorum. Fratres quoque prædicti bona fide repromiserunt mihi hæredibusque meis, secundum Dei honorem & amorem, contra Prutenos & alios Saracenos nobis conterminos, Terram nostram impugnantes, quamdiu hostes fidei sunt & inimici cultus Christi, assistere, & sine dolo ac fitione nã nobiscum omni tempore militare. Ne igitur donationes & concessiones prædictæ, celebri dignæ memoriã, tam utiles, quàm necessariæ; non solum securitati fidei in Polonia, qui graves impugnationes & oppressiones ab hostibus Christi jam dudum sustinuerunt, in præsentem proficientes, verum etiam propagationi & ampliationi SS. Fidei Catholice, etiam ad ipsos infideles, quorum exinde speratur conversio, per Dei gratiam profuturæ, abeat in oblivionem, aut cujuscunque calliditate, dolo, versutiã, sinistra interpretatione debilitari, perverti, frangi, violari valeant, aut irritari, vel saltem malevola machinatione attemptari, sed potius piæ meæ donationes sanctæ firmæ maneat & inconcussa; Ad perpetuum præfatorum gestorum memoriam præsentem paginam testium infracriptione mei, uxoris meæ, Episcoporum & Magnatum Terræ meæ sigillis roborari feci ac communiri. Acta sunt in Crusswiz ante Pontes ab anno Incarnationis Dominicæ MCC. XXX. mense Junii, Idictione tertia. Testes horum sunt, Guntherus Episcopus Masoviz, Misile Episcopus Cujaviz, Christianus Episcopus Prussiz, Arnoldus Præpositus, Wilhelmus Decanus, Pacotlaus Junior Comes Dirschowensis, Nicolaus Cancellarius, Magister Joannes, Magister Cancellarius, Georgius Subcancellarius & quàm plures alii tam religiosi quàm seculares.

CCCXIX.

L'EMPI-
RE ET LES
SARA-
SINS.

*Traité de Paix entre FREDERIC II. Empereur
& Roi de Sicile & ABBUISSAC Prince des
Sarajins d'Afrique, touchant la sûreté du Com-
merce, & la juridiction de l'Empereur sur les
Sarajins de l'Isle de Corse, sans y comprendre les
Villes de Gènes, de Pise, de Marseille & de Ve-
nise, qui avoient fait un Traité séparé avec le
Calife: conclu par Guibault Ambassadeur & Otage
de l'Empereur l'an 628. de l'Hégire, qui est
l'an de Jesus-Christ 1230. [G. G. LEIBNITZ,
Codex Diplomatici, Part. I. pag. 13.]*

In nomine Dei misericordis Misericordis.

INCIPIMUS cum laude Dei maximi & invocatione illius perlaudate petimus prosperitatem, laus Deo,

scienti abscondita, futura, extranea, qui est æternus ANNO
post finem omnium viventis. 1230.

§. 1. Tandem hoc est diploma pacis benedictæ, si voluerit Deus excelsus & pretiosus, quæ est inita per benedictionem Dei, ejus (pacis) toga est pida gemmis observationis jurisjurandi, & rami illius penetrarunt usque ad gradum felicitatis, quam Senior, excellens, magnificus, reverendus, fidelis preeminentia, benedictus & fortunatus Abduissac filius Senioris honorandi, reverendi, defuncti Abjebratim filii Senioris sanctificati, legis Dei militis & defensoris Abduari, de quibus Deus sibi complacuit, & duxit illos ad rectitudinem Consilii & Electionis, quemadmodum fecit eos arbitros Consiliorum, & secundum voluntatem suam, sic fieri, vel non, ordinavit; mediante Vivaldo Christiano Equite, fidelis Legato Regis celebris, maximi Romanorum Frederici Cesaris Imperatoris Romæ, & Regis Siciliæ & Saxoniz; Concordet cum Deus, & ducat ad rectitudinem & prosperitatem secundum optimam intentionem, cum in potestate sua hoc possibilet; quem miserat prædictus Rex, cum quo contraxit fœdus per manus Legati sui Vivaldi, Equitis fidelis secundum Conventiones; quarum postea sequetur Declaratio in hoc Diplomate.

§. 2. Inter quas est, ut dimittantur illi omnes, qui sunt in Africa ex captivis Christianorum, qui capti fuerunt, sive mares, sive femina, sive parvi, sive magni, ex omnibus, qui adhuc amplectuntur legem Christianisimi; Et etiam, ut ipsi dimittant omnes captivos Mahometanos, qui sunt apud eos, amplectentem legem Mahometismi, sive sint mares vel femina, parvi vel magni. Et ut tollantur vexationes & exactiones ordinariæ, & solitæ exigi à Christianis navigantibus ad Provincias Africæ, à mercatoribus Insulæ Siciliæ, Calabriæ Principatus & Apuliz. Et ut ipsi etiam tollant omnes exactiones solitas exigi secundum morem & ordinem à navigantibus Africanis ad prædictas regiones prædicti Regis de quibus diximus, ut sint libera.

§. 3. Et etiam detur illis dimidium tributum Insulæ Corsicæ signatum & ordinarium tempore messis solitæ, neque habeant Christiani in prædicta Insulæ Corsicæ Jurisdictionem super ullum Mahometanum, præter Præfectum Mahometanum missum à prædicto Rege Siciliæ nomine suo, ad regendos tantummodo populos unitatis, & sit occupatus in negotiis populi unitatis, quem Deus honorificet. Omne hoc præstat illis hoc pacto, ut ipsi se obligent & habeant curam restituendi omne, quod in hoc mari depredatur à piratis Christianis, qui subsunt Imperio dicti Regis, & qui sunt sub sua Jurisdictione, subiecti suo dominio & potentie, ex omnibus Jurisdictionibus suis, præter Genuam, Pisam, Marfiliam & Venetias, cum jam declaratum sit, quod est prædicti populi pro personis & statu jam pacem interint cum Domino nostro Califa Sacerdote, Imperatore fidelium, qui Rex prædictus (scilicet Imperator) se obligat restaurare & satisfacere omne, quod usurpatur ab unoquoque ex omnibus gentibus, subditis suæ ditionis sive sint mercatores & milites in omnibus regionibus Africæ, ut persolvatur omnibus existentibus & venientibus per eam, ex incolis suis; Et ut etiam satisfaciatur omnibus euntibus ab Africa ex incolis suis usque ad Provinciam Ægypti, & qui ad alias regiones sint navigantes & iter facientes cum Caravalis euntibus ad Africam.

§. 4. Et ut etiam reddant secuta omnia littora Africæ, oppida, regiones & Provincias, cum prædictis, portibus & limitibus. Et ut etiam, si aliquis introverit in portum aliquem ex portibus Africæ vel refugerit ad aliquod litus ex littoribus suis, sive sit habitatum, vel desertum, jam sit securus ab incolis Africæ & ab omnibus Mahometanis, Ægyptiis, & aliis, ut si aliquis refugerit ad aliquod litus ex littoribus Africæ, & receperit damnum & molestiam ab aliquo subdito Regi prædicto, obligabuntur ipsi ad refarcendum damnum.

§. 5. Et ut etiam ne irriterent, neque provocent aliquem ex illius incolis, spe vel timore, neque conculcent partem aliquam in illa, sponte sua, damni faciendi causa, neque auxilium præstent aliis gentibus ad id faciendum, & se obligent restaurare omne, quod amittetur & auferetur ex illa regione ab omnibus Christianis subditis prædicto Regi, & subditis Imperio illius, ut antea dictum fuit, secundum has conditiones & pacta contra eos, & cum ipsis, cum quibus inita est pax, in spatium continuorum decem annorum, quorum principium incipit ab initio & inscriptione ipsius diplomatis; Et sic statutum est, ut omnia adimplerentur; de quo se obligavit, sic fore pro parte Regis Imperatoris Romæ, & Insulæ Siciliæ, & Saxoniz, illius Legatus & obles Vivaldus Eques prædictus, qui dixit, se ab ipso

ANNO 1230. ipso accepisse mandatum, & negotium pacis pro ipso, & ut statuat negotia, loco Imperatoris, secundum quod declaravit Epistola sua, & promissit, verba illius se servaturum. Sic Senior honorandus, reverendus & excellens Abbutissac cum ipso condiciones composuit. Deus concordet consilia illorum, & corroboret intentiones suas secundum ordinem prædictum, cum illi dedisset iudicium acerrimum ad hoc ordinandum & mittendum ad eum; benedixit eum Deus, qui perducit illum ad rectitudinem consilii, qui est ejus cultus & dignus Protector. Hoc contraxit inter illos fore servata secundum pactum Dei inter ipsos actum, quo se obligavit, & quicumque illud amplectitur, prosper evadit & lucratur, & qui ad eum refugit, liberabitur, & qui ad illud recurrit, securus redditur. Factum est Diploma hoc juramento ad confirmanda, quæ in eo sunt, & in Deo est spes auctore Mundi & Creatore.

§. 6. Hæc pax prædicta fuit contracta cum prædicto Legato Christiano, in presentia illorum, quorum Deus miseretur, Mahometanorum & Christianorum, & testes intellexerunt omne hoc, quod prædictum est ad omne, quod diximus, & illorum, quos vocavit Senior magnificus, honorandus & benedictus, & corroboratus virtute Dei Abbutissac prædictus; Deus perpetuet altitudinem eorum & prosperitatem illorum, quod ipsis attinet de hoc, & de testimonio interpretum infra dictorum, & quod ipsis attinet, quod declarant & intellexerunt, quod Christianis prædictis omne hoc confirmasset accepisse & testimonia dedisse, de toto dimidio mensis Jamadalacheri, anno 628.

§. 7. Et ex pactis, quibus hæc pax contracta fuit expleta & perfecta, est quod nemo ex mercatoribus Mahometanorum, qui navigat, eundo & redeundo ad regiones & provincias prædicti Regis ad merces tantum, impediatur secundum confederationes prædictas, & perfolvat decimam. Et hoc Diploma est certum, verum & utile, ut petierunt illud, & est clarum & perfectum.

Hametes, Mahometis filius, filii Geber Alcroani, & Hametes Omar, filii Omar, Hametes filii Albalbal, & Abduzerami, Abdalla filius Alcorasci, & Mahometes Benablicazin, Brin Balbin Alcorasci, Hascan Abdalla, filius Binalchaim Athami. In eo sunt etiam scripta testimonia litteris Latinis testium, & magni Romanorum Regis.

CCCXX.

13. Juill. *Compromissum inter GREGORIUM IX. Papam & FRIDERICUM II. Romanorum Imperatorem, ad viam invenendam, qualiter ad ipsum Dominum Imperatorem, cum honore Ecclesie, Gaetana & S. Agathe Civitates, & omnes cum bonis suis de Regno Sicilia, quos in fidem suam recepit Ecclesia, revertantur, ad quem Tractatum ab utraque parte datus est annus. Actum apud S. Germanum 23. Julii 1230. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra Tom. III. Col. 1008. prior. Edit. Rom. in Richardi de S. Germano Chronico.]*

In nomine Domini, Amen.

NOs Bertoldus Aquilejen. Patriarcha, & Episcopus Ratisponensis, Limpulus Austria, ac Stirie. Carinthie, & Otto Moravia, Duces, Dei gratia Principes Imperii, per presentes notum fieri volumus universis, quod inter sacrosanciam Romanam Ecclesiam Matrem nostram, & Dominam, & serenissimum Dominum nostrum Fridericum Imperatorem semper Augustum, Hierusalem, & Sicilie Regem convenit, quod de communi eorum voluntate tractabitur de via invenienda, qualiter ad ipsum Dominum Imperatorem cum honore Ecclesie, Gaetana, & Sanctæ Agathe Civitates, & omnes cum bonis suis de Regno Sicilia, quos in fide sua recepit Ecclesia, & in Ecclesia devotione perdurant, revertantur. Ad quem Tractatum datus est annus, nisi antea via valeat inveniri, ad quam inveniendum dicta Mater Ecclesia curam, & sollicitudinem adhibere promissit, nec ultra terminum nisi de consensu partium prolongabitur, sed si, quod absit, infra ipsum terminum via inventi non possit, tunc per Arbitros communiter eligendos procedetur in via, ut dictum est, eligenda, quorum sint duo ex parte Ecclesie, & duo ex parte Imperatoris. Qui si concordare non poterunt, quinque eligent, & dicto majoris partis statitur. Pres-

TOM. I.

titit autem Dominus Imperator juramentum per Thomam de Aquino Accerrarum Comitum de mandato suo in Anima sua jurantem quod in interim prædictas terras, & homines non offenderet, nec permitteret offendi à suis, & viam, quæ inveniretur per communem Tractatum sanctæ Romanæ Ecclesie, & ejusdem Domini Imperatoris, vel per Arbitros, ipse Dominus Imperator observabit. Notum quoque fecimus, quod Dominus Imperator omnem offensam Theutonici, Lombardi, Tuscis, & hominibus Sicilie generaliter, & Gallie, qui contra eum Romanæ Ecclesie adhaeserunt, ac dictum Accerrarum Comitum fecit jurare, quod nullo unquam tempore prædictos offenderet, nec permitteret offendi pro eo, quod contra eum, orta discordia, Romanæ Ecclesie assisterent, sed pacem eis, ac Ecclesie observabit. Remittit etiam ipse Dominus Imperator sententias, constitutiones, & banna, si quæ per eum, vel per alios lata, vel edita sunt occasione hujusmodi contra eos. Promittit etiam, quod terras Ecclesie in Ducatu, & Marchia, seu alio patrimonio Ecclesie non invadat, nec devastabit per se, vel per alios, sicut in Scriptis ab ipso Domino Imperatore factis super prædictis omnibus, & Bullis aureis impressis, ac Typariis S. Majestatis munitis plenarie continetur. Nos etiam nihilominus tactis Sacrosanctis Evangelis juravimus procurare bona fide, quod prædictus Dominus Imperator prædicta servabit, & contra ea non veniet. Quod si fieret, nisi infra tres menses in Regnum, infra quatuor in Italiam, infra quinque extra Italiam duxerit emendandum, poterit, ac poterit ad requisitionem hujusmodi contra eos, donec satisfecerit. Quod si per Dominum Imperatorem steterit, quod Arbitros non elegerit, vel Arbitros impediverit, ne procedant, nos Ecclesie tenebimur, ut est scriptum. Si autem Ecclesia Arbitros dare noluerit, vel datos impediverit, ne procedant, nos ex tunc quantum ad hunc articulum non tenebimur juramento. Ad cujus rei memoriam præfens Scriptum fieri fecimus, sigillis nostris communium. Actum apud Sanctum Germanum Anno 1230. mense Jul. 23. die Mense ejusdem Indi. 3.

FRIDERICI II. Imperatoris Declaratio de Compromisso inter ipsum & GREGORIUM IX. Papam factio ad viam invenendam &c. [RAYNALDI Continuatio Annalium Cæs. BARONII Tom. XIII. ann. 1230.]

FRIDERICUS &c. Per præfens Scriptum notum fieri volumus Universis, quod inter Sacrosanciam Romanam Ecclesiam Matrem nostram & nos convenit, quod de communi voluntate tractabitur de via invenienda, qualiter ad nos cum honore ejusdem Sanctæ Romanæ Ecclesie revertantur Gaetana, & Sanctæ Agathe Civitates, & omnes cum bonis suis de Regno nostro Sicilia, quos Ecclesia sua fide recepit, & in Ecclesia devotione perdurant.

CCCXXI.

Declaration & Promesse de THIBAUT Comte de Champagne Seigneur direct de la Ville de Neufchâtel en Lorraine, portant que, si le Duc de Lorraine son Vassal manque à ce qu'il a promis aux Habitans de ladite Ville, il l'obligera à leur donner satisfaction, Ann. 1231. [La Vritable Origine des Illustres Maisons d'Alsace, de Lorraine, d'Autriche, &c. Aux Preuves pag. 139. Ex Registro III. Camera Comp. Paris. Num. 282.]

LE THIBAUT de Champagne & de Brje Cuens Palant, faz cognossant à tous ceulx qui ces Lettres verront & orront, que ge ay promis & crantey à Borgis de Nuef-Chastel, qui est de mon fief, que je feray tenir & gardeir mon Cousin & mon home MARTHEU Duc de Lohroyne & Marchis, tel convenant comme il a creantel & jurei à Borgis del Nuef-Chastel, ensi com ses Lettres, qui de ce sont foettes le tesmoignent. Et se li Dux paravanture encontre ses Lettres lor forfaisoit riens, & il ne l'avoit radrecié dedans les XL. jours, qu'il en seroit femons & requis de ceulx de Nuef-Chastel, ge requeroie le Duc qu'il le deffesil. Et se il ne le voloit deffaire, je le serois deffaire en bonne foy XL. jours apres ce que s'il del Nuef-Chastel leur requeroient, par le crant & par le los del d'vant

ANNO 1230.

ANNO 1231. vant dit Duc. Et en tesmoignage de veritei, ai ge fait ces Lettres (selleir de mon sceil, l'an que li milliaires coroit par MCC & XXXI.

munimine roboravi. Aqum anno Domini millesimo ducentesimo tricesimo primo, mense Julii.

ANNO 1231.

CCCXXIII.

CCCXXII.

Juliet.
LUXEM-
BOURG
ET BAR.

(1) *Contrat de Mariage entre HENRI I. dit le Blond ou Blondel, Comte de Luxembourg, & MARGUERITE DE BAR, fille Aînée de HENRI Comte de Bar; par lequel mariage, la Ville de Ligny en Barois entre dans la Famille de Luxembourg. Fait au mois de Juillet 1231. [AUBERT LE MIRE, Diplomatum Belgicorum. Tom. I. Cap. LXXIX. pag. 378.]*

EGO ERMENSINDIS, Comitissa Luxemburgensis, Marchionissa Arlunensis, omnibus presentes Litteras inspecturis notum facio, quod HENRICUS Dominus de Luxemburg, filius meus, ducere debet in uxorem MARGARETAM, filiam Domini Henrici Comitis Barrensis: & idem Comes dedit filio meo predicto in maritaggio Litueum, & Castellaniam cum dependentiis, hominibus & domoniis:

Ita quod Litueum & Castellaniam, cum supradictis omnibus, eidem tenetur facere valere septingentas libras. . . . annuatim, tali conditione, quod si terra jam dicta minus quam septingentas libras valeat annuatim, ipse defectum tenetur ei assignare per dictum duorum bonorum virorum, quorum alter de hominibus meis, reliquus vero de hominibus Comitis Barrensis debet esse. . . . de Litueo in terra sua. Et si jam dicta terra plus quam septingentas libras annuatim valeat, hoc quod supercresceret, sibi & aliis heredibus suis remaneret.

Et hæc debent discerni per duos dictores supradictos per assensum meum & Henrici filii mei, & Comitis Barrensis, ad hoc electos. Terram autem supradictam debet facere tenere Comes Barrensis Henrico filio meo libere, sicut allodium proprium, & sine servitio alicui propter hoc impendendo. Ipse vero filius meus vel heredes sui illam de aliquo reacipere in feodo non possunt.

Si vero Margaretam filiam Comitis, sine herede corporis sui, vel heredes suos, si quos haberet de filio meo, de herede in heredem, sine herede mori contingeret, terra predicta ad Comitem & heredes suos rediret.

Et si ELIZABETH filiam meam, predicti Comitis sororem, filii mei Walerami uxorem, sine herede corporis sui, vel heredes suos, si quos haberet, de herede in heredem, sine herede mori contingeret, (a) Marci-villa cum appenditiis suis, & Arency cum appenditiis suis, sicut ego eadem teneo in dote, redirent ad Margaretam filiam Comitis, & ad Henricum maritum ejus, filium meum, & heredes eorum: & tunc terra de Litueo supradicta ad Comitem Barrensem & heredes suos alios reverteretur.

Item si dictam Margaretam sine herede corporis sui, vel heredes suos, si quos haberet de Henrico filio meo, de herede in heredem, sine herede mori contingeret, Marci-villa & Arency cum appenditiis, sicut supradictum est, ad Comitem & heredes suos reverterentur. Dictus vero Henricus filius meus debet dotare sapientiam Margaretam de septingentis libris terræ. . . . in Castello & Castellania, in hominibus & in Dominiis. Et in illo die, quo idem filius meus Margaretam ducet in uxorem, debent nominari & castellum & Castellania supradicta, & terra assignari per duos dictores supradictos.

Et idem filius meus tenetur ducere in uxorem eandem Margaretam, quam citò ipsa ad ætatem devenit competentem: & super hoc ipse filius meus fidem dedit. Et ego ERMENSINDIS Comitissa mater ejus, hoc matrimonium, & omnes conventiones supradictas tenere, & facere teneri creantavi, & super his fidem dedi. Ipse etiam Comes Barrensis ipsum matrimonium, & omnes conventiones supradictas tenere, & facere teneri, fide data, creantavit.

Et super his observandis amicis & fideles meos plegios constitui de tribus millibus libris Mercensis monete. Similiter Comes Barrensis super eodem matrimonio, & super predictis conventionibus tenendis, amicos & fideles suos plegios constituit de tribus millibus libris Mercensibus.

Quod ut firmiter sit, presentes Litteras sigilli mei

(1) Ce Contrat fut ratifié en 1235, mais comme Marguerite étoit encore trop jeune, le mariage ne fut consommé, qu'en 1240.

Arbitrium sive Laudum à GREGORIO IX. Romano Pontifice sententiatum inter T. PATRIARCHAM GRADENSEM, ab una, & M. CASTELLANUM EPISCOPUM ab altera parte, super Juribus Patriarchatus, aut Episcopatus prefato pertinentibus. Agnatis 3. Nonas Februarii. Anno sexto Pontificatus GREGORII. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra Tom. V. Tit. Venetiar. Patriarchæ, col. 1334. prior. Edit. Rom. & col. 1258. ult. Venet. Aº 1720.]

GREGORIUS Episcopus Servus Servorum Dei, Venerabili Fratri EPISCOPO CASTELLANO salutem, & Apostolicam benedictionem.

LONGQUITATE sæpe fit temporis, quod res clara presentibus, redditur obscura futuris: sed in his memorie attulit scriptura suffragium, dum modernis præsentia præterita, & præsentia protrahit ad futuros. Hinc est, quod judicia scriptorum solemnitas incipit, sacrorum serenitas (a) memoria nubem oblivionis excludens. Sanè orta inter te, & Ven. Fratrem nostrum Patriarcham Gradensem super diversis articulis questione, tandem post longos circuitus in dilectum filium Jordanum Priorem Sancti Benedicti Paduan. & suos conjudices à Sede Apostolica delegatos, fuit à partibus compromissum; quod auditis præpositis eorum ipsi incertum inter partes Arbitrium protulerunt. Verum quia nonnunquam dum solvitur ansa, nodus incurritur, ac interdum lites ex litibus oriuntur, ad moderamen Sedis Apostolicæ litigantium contentio arbitrium protulit supradictum. Nos autem auditis & intellectis per fidelem relationem dilecti filii nostri C. tit. Sancti Marci Presbyteri Cardinalis, quem tuo, & partis alterius Procuratoribus dedimus Auditorem hinc inde propositis, quædam in ipso arbitrio duximus monstranda, remotis, quæ tollenda videmus, & adjunctis, quæ decernimus adjungenda. Ne igitur sopita quæstio renascatur, Arbitrium sic correctum de verbo ad verbum in presentibus justissimè annotari, & auctoritate Sedis Apostolicæ robur impartientes eadem auctoritate presentium tibi mandamus partis ad arbitrium inviolabiliter observare procurare.

Tenor autem Arbitrii talis est.

In Nomine Domini eterni Amen.

ANNO ejusdem Nativitatis 1231. Indictione IV. die sexto intrante Decembris, apud Ecclesiam S. Leonis deblucta furis. Presente Magistro Patavino Canonico Paduan. Dominis Goraldo de Guanso, Alberto de Piscio, & Fugeto Notario da Salco, Johanne Textore, qui stat super Campum Sancti Benedicti, Taviro Brazafollo de Pegimo Not. Paduan. & aliis multis &c.

In Nomine Patris & Filii & Spiritus Sancti, Amen.

NOS Johannes S. Benedicti Paduan. & Albertus S. Johannis de Monteficce Priores, ac Magister Bernardus Vastus Decretalium Doctor, Quibus Dominus Papa Caufam five Questionem, quæ vertebatur super quibusdam Ecclesiis, rebusque aliis inter Dominos T. Dei Gratia Patriarcham Gradensem, ex una parte, & M. eadem Gratia Castellanum Episcopum ex altera, sub certa forma commisit, & sic mandavit, ut ad componendum inter partes darentur operam efficacem, in quos prædicti Patriarcha nomine suo, & Ecclesie Grad. & verbo & consensu Capituli Grad. & Episcopus Castellanus nomine suo, & Ecclesie Castellane verbo & consensu Capituli Castellani de questionibus, quæ habebant ad invicem, vel videbantur habere, sponte, & amicabiliter compromiserunt. Causæ lites, seu quæstiones, quæ inter eos videbantur verti, tales erant. Super C. solidis pro centis annuatim solvendis ut dicebatur. Super Cathedralico quinquag. solid. Super duabus Procuratoriis exhibendis Patriarchæ quolibet anno in eundo & redeundo Gradum. Super visitationem personaliter semel in anno per Episcopum fiendam ad Gradensem Ecclesiam in sollicitate beatorum Martyrum Hermacora & Fortunati. Super appellationibus ab Episcopo

1232.

3. Fevri.

(a) Al. mo-

morian, &c.

(a) Cast.
Marrille.

ANNO
1232.

Episcopo Castellano ad Patriarcham faciendis, super perdonantibus, five indulgentibus, & publicis poenitentibus, & excommunicationibus, & absolutionibus generalibus, & spiritualibus, quæ dicebantur fieri in Ecclesia Castellana per Patriarcham Gradensem. Super consecrationibus Ecclesiarum, Episcoporum, & Benedictionibus Abbatum, & Ordinationibus Clericorum, & chrismandis pueris, quæ dicebantur fieri per Patriarcham in Diocesi memorata. Item super exequiis mortuorum, an Patriarcha interesse debeat. Item super Chrismate non conficiendo per Patr. in Diocesi Castellana. Item de Episcopis alienæ Provinciæ, Patriarcha invito, de licentia Episcopi Castellani possent, vel non, Episcopalia exercere. De fidelitate præstita ab Episcopo Patriarchæ. Item de absolutione facta per Dominum Papam, quod non teneatur Episcopus personaliter ire ad Gradum. Item de statutis Patriarchæ in Synodo Provinciali factis servandis. Item super quinque Ecclesiis, videlicet S. Sylvestri, S. Jacobi de Luprio, S. Matthæi, S. Martini, & S. Canciani. Item super Jurisdictionibus & pertinentiis, ad jurisdictionem Episcopalem, quam Patriarcha Gradensis dicebatur sibi usurpare, & generaliter super omnibus questionibus, quas habent vel possent habere, tam super quibus fuerit processum in Curia Romana, quam super aliis, habita diligenti deliberatione super questionibus prædictorum pro bono pacis, ac statu totius terræ Venetiarum, ac salutis animarum tam Clericorum quam Laicorum, in concordia dicimus, laudamus, pronunciamus, arbitramur, & diffinimus, Quod Patriarcha Gradensis qui est, & qui de cætero pro tempore fuerit, possit consecrationem Episcoporum, benedictionem Abbatum, ordinationem Clericorum suorum facere in Capella Domus Patriarchæ, & in Ecclesia Sancti Sylvestri Castellana Diocesi. Item possit chrismandis Infantibus. Item in Capella sui Patriarchatus celebrare solenniter, si sibi placeat. Pro hospitalibus & aliis pauperibus, locis & personis miserabilibus faciat, cum sibi videbitur, in Diocesi Castellana Indulgentias generales; Ecclesiis vero in Diocesi Castellana Patriarcha non conferret, nec chrisma conficiat in eadem. Appellationes, quæ fient de cætero ab Episcopo Castellano, Patriarcha non approbet, nisi cum causæ cognitione. Statuta Canonica, quæ ibidem facta fuerint in Diocesi Castellana observentur. Episcopus Castellanus in festo beatorum Hermacorum, & Fortunati Gradensis Ecclesiam visitet quolibet anno semel per Nuncium; & de triennio in triennium per se ipsum, si præsens ibi fuerit Patriarcha, nisi forsitan Episcopus Canonice fuerit prepeditus, qui sequenti suppleat anno, quod omisum fuerat præcedenti. Ad visitationem hujusmodi Castellanus non teneatur Episcopus juramento, nisi alii suffraganei Patriarchæ consueverunt de visitando jurare. Duas Procuraciones, quas dicebat Patriarcha sibi eundo & redeundo Gradum, ac C. solidos pro censu, & quinque solidos pro Cathedralico, de cætero Patriarcha ab Episcopo non exigat, nec super hoc ipsum molestat; nec in juramento fidelitatis ab Episcopo Castellani, qui pro tempore fuerint Patriarchæ Gradensis, præstando Patriarcha exigat, quod jurent ad duas dictas Procuraciones C. solidos pro censu, & quinque solidos pro Cathedralico, nec ipsi teneantur jurare. Et non exigat de cætero Patriarcha juramentum fidelitatis ab Episcopis Castellani præstando personaliter annuatim semel in anno, & ad Gradum redeundo, & pro C. solidis, quos annuatim à Castellano percipiebat Episcopo. Idem Episcopus teneatur emere terram precio ducentarum librarum, ubi Patriarcha voluerit usque ad Kalend. Martii proximi, & terram illam debeat liberè dari, & assignari per ipsum Episcopum, vel ejus Nuncium Patriarchæ pro Ecclesia Gradensi, qui recipiat pro Ecclesiæ quæ terra non possit alienari per Patriarcham, nec per Ecclesiam Gradensem, & ipsius fructus perpetuo sint Patriarchæ. In Ecclesiis S. Sylvestri, S. Jacobi de Luprio, S. Matthæi, S. Martini, ac S. Canciani Diocesi Castellana Patriarcha habeat institutionem, vel destitutionem Clericorum, & correctionem eorumdem Clericorum, & quantum ad hæc sint, & spectent dictæ Ecclesiæ ad Patriarcham; Parochiani vero dictarum Ecclesiarum sint, & spectent ad Jurisdictionem Episcopi Castellani, in decimis, in causis matrimonii, & in correctione excessuum eorumdem, & sint subditi ipsi sicut alii subditi aliarum Ecclesiarum Diocesi Castellana. Verumtamen Episcopus in Parochiis dictarum Ecclesiarum quinque, Ecclesiam per se vel per alium non edificet, nec consecret, nec populo, seu Parochianis eorumdem interdicit, quod non possint ibi audire divina officia, & recipere Ecclesiastica Sacramenta, ac ministris consueta beneficia exhibere, nisi esset generale interdictum; vel aliquis, seu aliqui de Parochianis præ-

Tom. I.

dictis essent nominatim excommunicati, vel interdicti. In prædictis quinque Ecclesiis interdicta generalia Episcopi, & sententia excommunicationis & suspensionis observentur, sicut in aliis Ecclesiis Diocesi Castell. ac excommunicatos & interdictos ab Episcopo Clerici quinque supradictarum Ecclesiarum vident, & faciunt ab aliis evitari, & eis denunciant, si eis injunctum fuerit, & ad prædicta facienda, & observanda, Episcopus Castellani possit eos compellere, & punire per censuram Ecclesiasticam, si fuerint contumaces. Clerici dictarum quinque Ecclesiarum habeant curam, & regimen animarum in Parochiis eorumdem, sicut hæcenus habuerunt. Et si Parochiani, de quarta parte decimarum sibi debita eis injuriose existerent, Episcopo conquirentur. Qui si in reddenda justitia super hoc negligens fuerit, Patriarchæ conquirentur, qui Parochianos puniat, & compellat ad quartam partem decimarum eis debitam persolvendam. In aliis autem Ecclesiis Diocesi Castellana, item in aliis Laicos vel Clericos Diocesi Castell. jurisdictionem vel potestatem non habeat Patriarcha, nec exerceat aliquid quod ad Episcopalem jurisdictionem spectet, vel officium, nisi in casibus, in quibus expressum est in virorum, vel arbitrio nostro, quod ipse possit jurisdictionem, vel potestatem habere in subditis Diocesi Castellana, non obstante aliqua consuetudine, si qua super hoc hæcenus fuerit observata. Patriarcha Gradensis. Excommunicationes, Absolutiones generales & privatas non faciat, publicas poenitentias non iungat. Item si Clerici dictarum Ecclesiarum quinque, five Parochiani eorumdem volent stare, vel non, Laudum & Diffinitionem nostram Patriarcha & Episcopus inter se nomine suo, & Ecclesiarum suarum firmiter observent, nec aliquis eorum in eis ultra sibi usurpet, quam per nos superius est diffinitum, nec præstet eis consilium, auxilium vel favorem; differentiam ipsam consilium in primo facto compromisso Padue in Nos per Patriarcham & Episcopum Castellani. scilicet excepto animo fidelitatis interpretatur, & intelligimus de illo Capitulo. Verum Episcopus juramento tenetur ire ad Gradum semel in anno, & illud Capitulum sollemniter do fuit exceptum, ab aliis vero omnibus questionibus, quas Patriarcha & Episcopus ad invicem videbantur habere utrum, quod per arbitrium & laudum, & destitutionem nostram absolvimus, & inter eos finem & pacem arbitramur esse. Volumus & jubemus sub pena X. millium librarum, quam nobis & inter se promiserunt, quod ante arbitrium larum fuit, laudum & diffinitionem præsentibus Dominis Patriarcha Gradensi, & Episcopo Castellano sepe dictis, ac Capitulis Ecclesiæ utriusque, excepto Presbytero Matthæo de Capitulo Castellano, de his qui compromisso consenserunt. Idem Domini Patriarcha & Episcopus laudantes, & sibi placere dicentes omnia supradicta vivis vocibus firmaverunt; & nullus alius contraxit. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ confirmationis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si qui autem hoc attemptare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei, ac Beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Dat. Anagnina tertio Nonas Februarii, Pontificatus nostri anno sexto.

CCCXXIV.

Traité d'Alliance entre FREDERIC II. Empereur, & Roi de Jerusalem & de Sicile, & Louis IX. dit S. Louis Roi de France, par lequel l'Empereur s'engage entr'autres à ne faire point d'alliance avec le Roi d'Angleterre sans le consentement de Louis. Fait à Portenau, au mois de Mai. 1232. [G. G. LEIBNITZ Codicis Diplomatici. pag. 15.]

FREDERICUS Dei gratia Romanorum Imperator semper Augustus, Jerusalem & Sicilia Rex. Sincere dilectionis affectus, quem ad carissimum Amicum nostrum, & Fratrem Lodoicum Regem Francorum illustrem habuimus, & habemus, sollicitè nos admonet, & induct, ut verum amicitia fedus, quod & servavimus hæcenus illibatum, stabilitate perpetuâ fortius roboremus, & firmiter innovemus; Noverit igitur universi, præsentibus pariter & futuri, quod nos subscriptam Confederationem & amicitiam cum præfato Rege, & ipsius hæredibus post modum duximus inveniendam; Inprimis non erimus dicto, facto, consilio, vel assensu, qualiter idem Rex & hæredes ejus vitam aut honorem amittant, seu captivum corporum habeant; & si aliquid istorum sciverimus, illud distrahimus bona fide; Quod

ANNO
1232.

ANNO 1232. Quod disturbare non poterimus, significabimus eis, aut alicui, vel aliquibus personis bonâ fide, quæ hoc valeant disturbare, seu per aliquam vel aliquas personas significabimus ipsis eisdem.

§. 2. Item non consentiemus, quod de Imperio nostro, & hominibus ejusdem Imperii nostri alicui, vel aliquibus, quod contra prædictum Regem & ejus heredes, in personis, honoribus, & terris eorum quicquam fecerint, vel facere attentaverint, tam de personis, quam de rebus aliquod subsidium tribuatur, sed prorsus inhibemus, quod non fiat, & ne fiat, disturbabimus bona fide. Insuper nos homines Regni sui, vel ad Regnum suum pertinentes contumaces aut eidem rebelles, seu moventes guerram contra ipsum Regem, & heredes ipsius, vel forisbannitos Regni sui non receptabimus, nec receptari faciemus, nec in Imperio nostro, ubi potestatem habemus, per nos aut homines nostros sustinebimus receptari, postquam ad ipsum parte ipsorum in nobis fuerit intimatum, sed eos, ubicunque invenire poterimus, per Imperium nostrum capi faciemus in rebus pariter & personis bonâ fide, ubi potestatem super hoc habeamus. De Rege Angliæ sic erit, quod nullam cum eo faciemus amicitiam seu confederationem, nec à nostris fieri permittemus, ubicunque potestatem impediendi habeamus sine voluntate prædicti Regis Franciæ.

§. 3. Et hanc Confederationem fecit bonâ fide nobiscum idem Rex Ludovicus, quod non erit dicto, facto, consilio, vel assensu, qualiter nos, & heredes nostri vitam aut honorem amittamus, seu captionem corporum habemus, & si aliquod istorum sciverit, illud disturbabit bonâ fide. Quod si disturbare non poterit, significabit nobis, aut alicui, vel aliquibus personis bonâ fide, quæ hoc valeant disturbare, seu per aliquam vel aliquas personas significabit nobis ipsis. Item non consentiet quod de Regno suo & hominibus ejusdem Regni sui vel aliquibus, qui contra nos, & heredes nostros in personis, honoribus, & terris nostris quicquam fecerint, vel facere attentaverint, tam de personis, quam rebus aliquod subsidium tribuatur, sed prorsus inhibebit, quod non fiat, & ne fiat disturbabit bonâ fide. Insuper idem Rex homines Imperii nostri ad Imperium nostrum pertinentes, contumaces, aut nobis rebelles, seu moventes guerram contra nos, heredes nostros vel forisbannitos Imperii nostri non receptabit, nec receptari faciet, nec in Regno suo, ubi potestatem habebat per se, aut homines suos sustinebit receptari, postquam id ipsum ex parte nostra sibi fuerit intimatum, sed eos ubicunque inveniri poterant per regnum suum capi faciet in rebus pariter & personis bonâ fide, ubi super hoc habebat potestatem prædictam. Itaque confederationem præcepimus & injunximus jurandam pro nobis & in animâ nostrâ à dilecto familiari nostro Magistro Henrico Vener. Cathan. electo, & Henrico de Aquigran. Camerario fidelibus nostris. Acta sunt hæc Anno Dominicæ Incarnationis, millesimo, ducentesimo tricesimo secundo, mense Maji, quinde Indictionis. Datum apud portum Naonis in foro Julii, Anno, mense & indictione prætitulatis.

CCCCXXV.

6. Dec. *Accord entre HENRI I. Duc de Lorraine & de Brabant, & GILLES Seigneur de Breda, fait au mois de Décembre, 1232. [CHRISTOPHRE BUTKENS dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 73.]*

BRABANT
BRED.

In nomine Sanctæ & individue Trinitatis.

TALIS inter Dominum HENRICUM DUCEM LOTHARINGIÆ & Egidium de Breda Compositio est ordinata. Ipse Dominus Dux hominum suum recognovit Domino Egidio, & omnibus coadjutoribus suis & fautoribus, offensam suam remisit: & idem Egidius fautoribus Ducis simile fecit viceversa. Omne spoliū hominibus Ducis ablatum, idem Egidius in manus Abbatis S. Michaelis in Antwerp restituit; ita quod si Domini Henricus & Godefridus filii Ducis hanc Compositionem approbaverint & per suas Litteras patentes affirmaverint, præfatus Abbas ablata restituet spoliatis, & si quid fuerit distrahitum, secundum dictum Alberti de Cuyck, Arnoldi de Wesemalo & Abbatis Antwerp, & aliorum qui huic interfuerunt Compositioni, idem Egidius recompenfabat; quod si alter vel uterque præfatorum nobilium huic dicto interesse non poterit, alius loco ipsorum eligetur. De excessu spoliationis factæ hominibus Ducis emendam præstabit sæpeditus

Egidius idem Duci, secundum dictum Alberti de Cuyck & Arnoldi de Wesemalo prædictorum: si verò alter, vel uterque filiorum Ducis dictæ Compositioni contradixerit, præfatum spoliū sæpeditus Egidio apud Crudebeke restituerit, & ipse cum suis cum securo conductu Ducis transibat ad locum tutum. Dominus Dux Castrum de Breda tenebit, salvo jure omnium hæredum Domini. *Raja de Goxera & Arnoldus de Walein, W. de Palle & W. Dapifer* sumptus Castri de Breda taxabunt, & de redditibus terræ de Breda tantum assignabunt, quantum sufficiet ad necessariam & honestam custodiam prædicti Castri. Cartæ & scripta de conventionibus inter Ducem & Dominum de Breda confectæ in loco suo apud Breda reponentur. *W. de Borde* & alii custodes terræ de Breda, sæpeditus Egidio de Breda & præfatis quatuor de receptis terræ de Breda rectam reddent Computacionem, & quod in usus præfati Castri, vel in utilitatem Ducis verum est ratum habebitur, residuum restituent, ad mandatum prædictorum. Nulla occasio frivola adversum sæpeditum Egidium requiratur; sed si exegerit, citatus tractabitur per sententiam parium suorum: terram prope *Some*, præter *Wolde* quod *Boidinus* tenebat, statim rehabebit, quousque præfati taxatores dictum suum promulgaverint; qui plus vel minus ei assignabunt, pro necessitate Castri conservandi. Insuper si infra tempus tutelæ relicta Domini *Godefridi* de Breda debitum carnis persolverit, sæpeditus Egidius terram quam nomine dotis possidet, tantam tutor possidebit. Datum in festo S. Nicolai anno Domini MCC. XXXII.

ANNO 1232.

CCCXXVI.

Traité de Mariage entre THEODORIC Fils de THEODORIC Comte de Clèves, & ELIZABETH, fille de HENRI Duc de Lorraine & de Brabant. Fait à Louvain, le 19. Mars, 1233. [CHRISTOPHRE BUTKENS dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 74.]

19. Mars.
BRABANT
CLÈVES.

In nomine Sanctæ & Individue Trinitatis.

THEODORICUS Dei gratiâ Comes Clevenfis. Cum vir nobilis HENRICUS DUX LOTHARINGIÆ ex una & nos ex altera convenissemus, de matrimonio consummando inter Theodoricum filium nostrum primogenitum & dicti Ducis filiam Elisabeth, &c. nos eidem Elisabeth contulimus mille & quingentas libras Colonienfis annuæ, duas de redditibus spectantibus ad Castrum de *Thoenborg* circa renum & curti *Orsije*, mille & duas de curtiis *Calere* & *Wischelen*, centum verò de curtiis *Reefene* & *Wolfer*, nomine donationis propter nuptias recipiendas, &c. cum his testibus *Godefrido de Luvania* filio Ducis *Lotharingie*, *Arnoldo de Hoefdene*, *Gosvino de Golenecourt*, *Arnoldo de Limalde*, *Waltero Clutink*, *Henrico de Ottecur*, *Ottomanno de Dormala*, *Henrico de Sierbeke*, *Consejo I. de Monte*, *Magistro Ganfredo Conventico Lovaniensi*, *Everardo Cantore Lovaniensi*, *Godefrido Vithico Lovaniensi*, *Danekino Valpe*, *Stephano Palitz*, *Henrico Pincerna*, *Willelmo de Hubach*, &c. Actum Lovanii anno MCC. XXXIII. Mense Martio, XIV. Kal. Aprilis.

CCCXXVII.

Consensus OTTONIS Ducis Brunovicensis in venditionem per HELENBURGEM Viduam THIDERICIDE WERBERGHE cum voluntate suorum Fratrum, ARNOLDO Abbatis de Ridagshusen super 4. Mansis proprietatis sue factam. Actum & Datum annis 1233. die 15. Kalendas Septembris. [LUNIG, Teutich Reichs Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abf. IV. p. 252.]

DEI GRATIA OTTO DUX DE BRUNSWICH, omnibus in perpetuum Norum esse cupimus Universis Christi fidelibus tam præsentis temporis, quam futuri, quod Helenburgis vidua Thiderici Militis de Werberghe, cum consensu & voluntate hæredum suorum, scilicet filiorum Bertrammi & Rotheri fratrum de Velthum, vendidit Domino Arnoldo Abbati de Ridagshusen, & Fratribus suis pro septuaginta Marcis Halber-

ANNO. Halberstadenfis moneta, quatuor manfos proprietatis
1233. sue fitos in Hachen cum duabus arais, & si qua fuerint
alia attentitia, liberos, & ab omni prorsus gravamine
alienos. Cum predictis igitur Fratribus Bertramo &
Rothero, Warandiam, & securitatem debitam presta-
bunt Willelmus Marscalcus, Bertramus de Boden-
roth, Bertramus de Velthun, Johannes de Kisseleve,
ut nullus omnino in posterum prefatum Abbatem &
Ecclesiam suam pro bonis superius memoratis impetere
valeat, vel indebitum molestare: sed ea quiete cum omni
integritate & plenitudine iuris fuis possideant: & perpe-
tua gaudeant libertate. Huius rei testes sunt: Jordanus
Dapifer, Baldewinus Marscalcus, Ludolfus de We-
veringhe, Echerus de Dalem, Henricus, & Fride-
ricus de Ampeleve. Acta sunt hac Anno Dominice
Incarnationis millesimo ducentesimo trigesimo tertio
XV. Kal. Septemb. Ut autem hoc factum firmum &
inviolabile valeat permanere, nos prefectorum manfo-
rum venditionis affectum bonum, & consensum nostrum
curavimus impartiri, presentem chartam super ea con-
scriptam sigilli nostri munimine roborantes.

CCCXXVIII.

Dec. *Accord entre le Duc de Bourgogne, & le*
1233. *Comte de NEVERS, pour la mouvance de Lar-*
ry. Fait au mois de Décembre. 1233. [BRIEN-
NE PERARD, Recueil de Pièces curieuses
servant à l'Histoire de Bourgogne, pag. 427.]

EGO G. Comes Nivernensis & Forensis, notum fa-
cimus universis, quod cum discordia esset inter nos
& karissimum Dominum nostrum Ducem Burgundie,
super domo de Larry, ex eo quod nos dicebamus quod
domus illa sita erat infra terminos Comitatus Niver-
nensis, & de feodo nostro; & Dux dicebat, quod illa
domus erat de feodo suo: tandem inter nos & ipsum
Ducem fuit super hoc amicabilem composuimus in hunc
modum, quod Domina de Larry & heredes sui, de-
bent capere centum libratas terre ad Divisionem de no-
bis ad proquinquus de Larry quam poterunt, & de illis
centum libratas terre, ipsa Domina & heredes sui qui
domum de Larry tenebant, erunt homines nostri ligii
præ omnibus gentibus, salva ligitate Domini Ducis
Burgundie & Domini Erardi de Chatenay. Et si for-
sit, quod abbit, contigerit quod esset contentio inter
nos & ipsum Ducem, dicta Domus de Larry, nec nos
nec ipsum Ducem juvaret, nec nobis nec ipsi noceret
contentione durante. Domina si quidem de Larry &
heredes sui supradicti, de voluntate & mandato ipsius
Ducis, debent jurare omnia predicta facere & attende-
re inde sitas patentes Literas nobis dare. Valebunt au-
tem supradictæ conventiones ad vitam nostram & M.
uxoris nostre. Quas si quidem Conventions, tam nos
quam ipse Dux tenemus per juramenta nostra præstita
observare. Datum anno Domini millesimo ducentesimo
tricesimo tertio, mense Decembri.

CCCXXIX.

234. *Sententia HEINRICI Romanorum Regis in causa*
1234. *inter HERMANNUM Marchionem de Baden ab una*
& EGINONEM Comitem de Freyburg ab altera
parte, de Argentifodinis & custodiis Sylvarum per
Briggaugiam, quod vulgo Wildban dicitur, con-
tendentes, lata. Apud Francofurtum. 15. Ca-
lendarum Martii 1234. Indictione septima.
[LONDORPII Acta publica Tom. I. Libr.
I. Cap. V. pag. 30.]

HEINRICUS Dei gratia Romanorum Rex & sem-
per Augustus, universis Imperii fidelibus, quibus
presens Litera fuerit ostensa, gratiam suam & omnem
benevolentiam. Ut ad nostros successores perveniant
firmiora ea, que coram nobis aguntur, Literarum testi-
monio commendamus, ne tractu temporis à labili ho-
minum memoria evanescent. Meminerint igitur præ-
sentes, & recognoscant futuri, quod dilectus Princeps
noster Henricus Basilienfis Episcopus in solenni Curia
apud Francofurtum, coram nobis & Principibus, ubi
presentes erant, cum Advocatis suis, Hermannus Mar-
chio de Baden, & Eginno Comes de Friburg, contende-
ntes de Argentifodinis & custodiis Sylvarum, per

Briggaugiam, quod vulgariter Wildban dicitur, ob-
tenuit & evice per privilegium suum, ipsas Argentifodi-
nas, & custodias sibi & Ecclesie sue attinere, & ipsum
Eginonem Comitem de Friburg eisdem ab ipso & Ec-
clesia sua legitime infeodatum. Nos itaque confide-
rantes ipsius Principis devotionem, & quod sufficienter
testimonio probaverat prælibata sua Ecclesia attinere,
memoratum Eginonem per suam approbatam de providen-
tia consilii nostri missimus in possessionem bonorum
prescriptorum, & eadem ipsi Comiti & heredibus suis
Regia autoritate confirmamus. Mandantes & sub in-
terminatione gratie nostre firmiter precipimus, ut
nulla sit persona, alta vel humilis, Ecclesiastica &
mundana, & que ante factum Comitem in memoratis
Argentifodinis & custodiis ferarum impedire audeat, vel
gravare; & qui fecerit, gratia nostra sit exclusus. Ad
huius etiam fidei evidentiam prefatus privilegium ipsi
Comiti sigillo nostro communiter fecimus assignari.
Testes sunt huiusmodi, Sifridus Moguntinus, Thie-
ricus Trevirensis Archiepiscopi, Egbertus Saltzburgen-
sis, Evigillus Numbergensis, Sifridus Ratishonensis
Episcopi, Conradus Abbas Sancti Galli, Albertus
Saxonie, Ottho Moraviae Duces, Henricus Marchio
de Burgow, Eberhardus & Ottho fratres de Eberflain,
Conradus Burgravius de Nurnberg, Henricus & Al-
bertus fratres de Neissen, Comites Wolftramus de Ve-
ringen, Comites Henricus & Hermannus fratres de
Waldinberg, Gerlacus de Buttingen, Henricus de E-
berstai, Albertus de Toswach, Rudolphus Hage,
Eberhardus Dapifer de Waldperg, Conradus Placerna
de Winterstetin, Eberhardus de Monte, & alii quam
plures. Actum apud Francofurtum, anno Domini
1234. Decimo quinto Calendarum Martii, Indictione
septima.

CCCXXX.

Contrat de Mariage entre BONIFACE Marquis
de Montferrat & MARGUERITE DE SA-
VOYE. Fait le 9. Décembre, 1235. [S. GUI-
CHENON, Histoire Généalogique de la Mai-
son de Savoye. Preuves. pag. 72.]

ANNO Domini M. CC. XXXV. die lune, 9.
Decemb. X. Ind. 8. in presentia infra scriptorum
testium. Dominus Bonifacius Marchio Montisferrati,
volens augmentare Dotem, & augmentum Dotis facere,
Uxori sue Domine Margarite, Filie Domini Ame-
dei Comitis Sabaudie, & in Italia Marchionis, fecit
investituram, & datum, nomine, & titulo dotalis me-
lioramenti, & maritalis conjugii, predicto Domino
Amedeo Comiti, nomine predictæ Filie sue Margare-
tæ Domine, recipienti de omni jure reali, & personali,
utili & directo sibi pertinenti in Castro, Villa, & Ter-
ritorio, & hominibus, & personis Planiciarum. Item
in Castro, Burgo, & Villa, & Territorio, & finibus,
tam in hominibus, quam in personis, de Ciriacio, &
universaliter in tota valle Mathiarum; sed quia Castrum
Castellarum ad presens, non expedire poterit plenarie.
Ideo in locum ipsius, fecit ei datum, eodem modo
predicto de Turre, Villa, & loco universo, & Terri-
torio, hominibus, personis de Vitlencho, tali modo
quod quodcumque ipse Marchio expedierit, ab omni
quaque persona, predicto Domino Amedeo Comiti,
nomine Filie sue Margaritæ, Castrum, & Villam &
Territorium Castellarum, plenarie sit de Domino dictæ
Domine Margaritæ, Uxoris predicti Marchionis.
Quam autem Donationem, & melioramentum, præ-
dictus Marchio Montisferrati, sub obligatione omnium
bonorum suorum, & damnorum, & expensarum resti-
tutione. Ita quod ubique inde possit conveniri, & ejus
bona, & res detineri, promissit eidem Domino Amedeo
Comiti Sabaudie, jam dictæ Filie sue, nomine Domine
Margaritæ recipienti, ab omni Persona, & Univer-
sitate defendere, manutenere, & expedire suis sumpti-
bus, & expensis, Dando eidem Domine Margarite li-
beram facultatem intrandi in corporealem possessionem,
de predictis omnibus ejus, propria autoritate, & eis
utendi & fruendi, quodcumque sibi placuerit, &
quotiescumque, & hæc omnia predicta & singula, dictus
Marchio predicto Domino Amedeo Comiti Sabau-
die, nomine sepe dictæ Filie sue Domine Margaritæ
stipulanti, sub vinculo Sacramenti, & promissionis ab
eo factæ, attendere & observare, tactis sacrosanctis
Evangelistiis, promissit inviolabiliter, cum omni forma
juris interveniente, & inde plura instrumenta fieri, præ-
cepta sunt, & quæ debeant fieri & refici, ad consilium
unitus,

ANNO unius, vel plurium sapientum, ad robur istius contractus, pro voluntate prædicti *Amedei Comitis*, & dicti Marchionis Montisferrati. Actum Clavasio, in Domino Preacollis, interfuerunt Testes rogati Dominus Manfredus Marchio de Salucis, Dominus Galfredus Taurinensis Archidiaconus, Dominus Milo Cantor, Dominus Vido de Plociasco, Dominus Ubertus filius Vice-Comitis de Augusta, & plures.

CCCXXXI.

1236. *Traité de Mariage entre GUILLAUME Comte de Juliers, & MARGUERITE Nidce du Duc de Brabant, & leur d'Osbon Comte de Gueldre. Fait à Louvain, l'an 1236.* [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 79.]

In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis, Amen.

QUÆ geruntur, &c. quod Ego *Willelmus Comes Juliacensis* fide data promissi *MARGARETAM* nepem Illustris Ducis Lotharingæ & Brabantie & Marchionis Romani Imperii, sororem nobilis Viri *Osibonis Comitis Gelrie*, postquam ipse Comes à *Theodorico de Valckenborch* de juramento super matrimonio contrahendo inter ipsum *Theodoricum* & dictam sororem Comitis per amicitiam vel secundum Ecclesiastici juris rationem fuerit absolutus, in uxorem accipiendam & ducendam; quod postquam ipse *Comes Gelrie* absolutus foret ab ipso juramento, ut dictum est, si non facerem, obligavi me memorato Domino Duci ad penam mille marcarum eidem solvendam. Istud quoque matrimonium inter me & dictam *Margaretam* usque ad proximum festum Pentecostes promissi confirmandum. Præterea cum Deo annuente matrimonium inter me & dictam *Margaretam* fuerit consummatum, ego contentus ero secundum dictum memorati Domini Ducis in pecunia cum ipsa recipienda, hac videlicet taxatione, quod de mille maris in pignore *Comes Gelrie* dictus annuatim centum marcas Colonienfes in bonis vel in pecunia mihi persolvat, quousque mille marces fuerint persolutæ. Quodd autem ultra mille marcas fuerit, hoc verò per consilium Domini Ducis & consilium nobilis Viri Domini *Arnoldi de Dieff*, per consilium Domini *Henrici de Attenfurt*, nec non per consilium Magistri *Danielis*, sæpeditus Comes *Gelrie* in pecunia mihi persolvat. Præterea ego assignabo in dote dictæ nepti Domini Ducis, *Juliacum* & de aliis bonis meis per *Juliacum* jacentibus quadringentas marcas annuatim recipiendas. Ceterum si contigerit, quod Deus avertat, dictam *Margaretam* absque liberis viam universæ carnis ingressuram, tunc post mortem meam totalis pecunia cum ipsa *Margareta* mihi tradita, ad præscriptum Comitem *Gelrie*, vel ad suos veros hæredes integraliter revertetur. In cujus rei testimonium præsentem cartulam meo sigillo duxi roborandam. Acta sunt hæc anno Dominicæ Incarnationis MGC. XXXVI. in die Beati Gregorii apud Lovanium.

CCCXXXII.

1237. *Diploma Principum Imperii, Sub Imperatoris FRIDERICI II. Filium CONRADUM IV. in Romanorum Regem, & in futurum Imperatorem post obitum Patris habendum eligunt.* [STEPH. BALUZII Miscellancor. Lib. I. pag. 472. LEIBNITZ, Cod. Juris Gent. Diplom. Tom. I. in Prodrogo pag. 9.]

EXPECTATIO gentium Jēsus Christus, quem mittendum sacra Prophetarum oracula prædixerunt, auferens sceptrum de Juda, & ligans ad vineam pallium suum, hoc est ad novæ plantationis Ecclesiam Romanum Imperium alligans, in ipsius clypeo tutelam nostræ fidei positam manifestissime præfigavit. Probat hoc clarior sequentium rerum eventus, interpres cujuslibet, & probatio certa præfigit, dum nectum Imperio patientis naufragium, sed nante solummodo, spumosis incurfibus procellarum, interdum hæresum gramina, quæ materialis Imperii fœta non resecant, in demotionem vineæ Domini Sabaoth perniciose succrescunt. Dum inexcusabilis itaque negligentie vitio manifestè convincitur qui tam nobile fidei fulcimentum qualibet hominis provisione non adjuvat, sed conquati patitur, quasi si-

demon non diligit, qui fidei negligit armaturam. Nec tamen hoc ad quorumque fidelium culpam aut notam justè reducitur, sed illorum potissime negligentiam condemnatur ad quos divina sententia seu more majorum vis & auctoritas provisionis hujusmodi pertinere noscuntur. Nam quamquam in urbis initis, post memorabile Trojanorum exitum, & deletam tant inclytam Civitatem, caput illius novæ congregationis Patras summi Regis potestas, & Imperialis creationis suffragium residet, ex successivis tamen & continuis incrementis Imperii postmodum calcescente virtute, tantæ fortunæ fastidium apud unicam Civitatem, licet præ ceteris Regionem non possit contineri; sed postquam etiam remotissimos terminos quadam gyrovaga peragratiōne lustravit, tandem apud Germaniæ Principes non minus probabili quam necessaria ratione permansit, ut ab illis origo prodiret Imperii, per quos ejusdem utilitas & defensio procuratur.

§. 2. Cum igitur nos. . . & . . . qui circa hoc Romani Senatus locum accepimus, qui Patres & Imperii lumina reputamur, coram tremendo iudice de cura tantæ villicationis oportet reddere rationem, nobiscum sollicita meditatione pensantes, quod tantum negotium non tam sortis iudicio quam industria provisionis indigeat, illud etiam diligentius attendentes, quod post unius regnantis occasum, interstitium temporis inter prædecessoris obitum & plenum Dominium successoris, quod Interregnum veteres appellabant, grande posset Imperio, sed & Catholicæ fidei maximum afferre discrimen, prævenire salubriter tempus eligimus, quam dispendium temporis expectare. Nam licet per vires, industriam, & labores excellentissimi Domini nostri *Friderici* &c. cujus vitam & Imperium cupimus, satis ad præsens Imperio sit provissum, quia tamen præminentia dignitatis longioris vitæ beneficium Regibus non concedit, præsentis vitæ lubricum meritò formidantes, ipso vivente salubriter & regnante felicitè, de successoris nobis electione prævidimus, ne per ejus interitum justitia diminutionem status pateretur, Imperium & tranquillitas interiret. Et cum de substituenda persona diligenti meditatione nobiscum & sollicitè pensavimus, præteritorum cauta provisio salubre consilium præbuit in futuris.

§. 3. Considerationibus etenim nostris occurrit qualiter divi Cæsares progenitores Imperatoris ejusdem, qui longis retro temporibus Imperio præfuerunt, non solum ut Domini iustitie solum inchoitè tenuerunt, sed tanquam Patres Imperii, paternæ dilectionis zelum ad omnes & singulos habuerunt: qualiter nec personarum periculis nec rerum parcendo dispendiis, & plerumque per dubia bellorum discrimina, Imperii nostri fines in citramarinis & transmarinis partibus perduxerunt. Propter quod Parentum laboribus fraudari filios nostri nolere majores. Nos ipsorum vestigiis laudabiliter inherentes, præsentem Imperatorem, quem in exaltationem Romani nominis & dignitatis angustæ prædecessorum stirum verum successorem agnoscamus & filium experimus, in fobole sua simili retributione decrevimus honorare; & ut, dum Filium ejus ex nunc in futurum Imperatorem nostrum post ejus mortem assumimus, iuste pro Imperio pater hæcenus laborasse se gaudeat, laboreque libentius amodo, velut laborum suorum fructus non relicturus extraneo, sed ex communi voto parentum filio paraturus. Sicque nos, inspirante nobis tam salubre consilium gratia summi Regis, ad vocationem & preces ejusdem Domini nostri Imperatoris apud. . . locum unanimiter vota nostra contulimus in Conradum antedicti Domini Imperatoris filium, Regni Hierosolymitani legitimum successorem, eligentes ipsum ibidem in Romanorum Regem & in futurum Imperatorem nostrum post obitum patris habendum, ac etiam debita eidem fide data præstantes ad illud obtinendum Imperii diademata, & sibi, prout de jure tenemus, consilium & auxilium impendimus. Et licet Henricum primogenitum suum pridem nobis in Regem simili provisione duxerimus eligendum, quia tamen cum in honore esset non intellexit, sed ab aquilone sedem sibi constituens contra patrem, loco tanti regiminis se monstravit indignum, iusto patris iudicio & ejus ultrotrona voluntate, quam sibi conscientia propriæ transgressionis ingessit, ab eodem Henrico soluti præstito juramento, quod de electione sua similiter feceramus, Henrico Conradum, velut David Sauli, sancta deliberatione providimus subrogandum.

CCCXXXIII.

Confirmation de S. LOUIS Roi de France de la Juin
cession faite par LOUIS VIII. son Pere du Comté FRANCE
d'Ar-

ANNO
1237.

d'Artois en faveur de (1) ROBERT frere du dit S. LOUIS. Faite à Compiègne au mois de Juin 1237. [AUBERT LE MIRE, Codicis Donationum Piarum. Cap. CIV. pag. 362.]

In nomine sancte & individue Trinitatis, Amen.

LUDOVICUS Dei gratia Francorum Rex, notum facimus, quod cum clare memorie genitor noster, LUDOVICUS Rex Francorum illustris, in testamento suo ordinaverit, & pro parte hereditatis assignaverit carissimo fratri nostro ROBERTO terram *Atrebatensi*, quam idem genitor noster ex parte matris sue habebat, *Atrebatum*, *S. Audomarum*, & *Ariam*, cum pertinentiis eorumdem, & post decessum carissimæ Domine matris nostræ B. Reginæ Francorum illustris, *Heidunum*, *Bapalmum*, & *Lens*, cum eorum pertinentiis, quæ eadem Domina mater nostra tenebat, nomine dotatilis, ex parte *Isabelle* Reginæ, aviæ nostræ, moventia: Nos sinceritatem dilectionis, quam ad eundem fratrem habemus, volentes per exhibitionem operis ostendere, volumus, & eidem fratri nostro per præsentem chartam concedimus totam terram prædictam, falvis feudis & eleëmofynis, quæ tenebunt, & reddentur, sicut tempore genitoris nostri, sibi & heredibus suis jure hereditario possidendam.

ITA quod tam illam terram *Atrebat*, *S. Audomari*, & *Aria*, quam antea teneamus, quam illam quam Domina mater nostra nomine dotatili possidebat, cum eo jure quod eadem Domina mater nostra in emptione habebat, quam apud Villanas fecerat, sita in feodo *Lenfi*, tanquam hereditatis suam habeat, teneat & possideat. Et ipse nobis homagium ligum inde fecit, & heredes ejus nobis & heredibus nostris similiter facere tenebuntur; & nos prædictum dotatilium, nomine matris nostræ, in loco sibi grato, & placenti, ad terræ æquivalentiam commutavimus eidem Domine matri nostræ.

IDEM autem frater noster de prædictis, pro parte terræ, quam habere debebat, se habet pro pagato: nec ipse, nec heredes ejus à nobis vel heredibus nostris amplius pro parte terræ possunt petere neque petent. Quod ut perpetuè stabilitatis robur obtineat, præsentem paginam sigilli nostri auctoritate, & Regii nominis characterè inferius annotato, fecimus confirmari.

ACTUM apud Compendium anno Incarnationis Dominiæ millesimo ducentesimo tricesimo septimo, mense Junio, regni vero nostri anno XI. astantibus in palatio nostro, quorum nomina supposita sunt & signa.

Dapifero nullo.

Signum Roberti Buticarii.

Camerario nullo.

Signum Almarci Constabularii.

Data vacante Cancellaria. LUDOVICUS.

CCCXXXIV.

1238. *Traité de Paix & de Convention entre HENRI II. Duc de Brabant, & GAULTIER BERTHOUT, Seigneur de Malines, avec promesse de donner en mariage à GAULTIER fils Aîné de Gaultier Berthout, MARIE Fille Aînée de la Comtesse d'Auvergne, sœur de Henri II. Fait à Louvain, l'an 1238.* [CHRISTOPHRE BURENS dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 80. MIRÆUS, Diplomatum Belgicorum Lib. II. Cap. LXXXV. pag. 389. mais plus en abrégé; & Notitiæ Ecclesiæ Belgii, Cap. CCI. pag. 611.]

In nomine Patris & Filii & Spiritus sancti.

HÆC est forma Pacis & Compositionis inter ILUSTREM DUCEM BRABANTIE & nobilem virum Dominum *Walterum Berthout*, videlicet quod omnes naves pisces deferentes ante *Antuerpiam* ad *Mechliniam* liberè poterunt pertransire, perfoluto tamen telonio si quo tenebunt. Si quæ verò naves alias marcas, vel alia bona portaverint, cum eo jure servato transibunt ante *Antuerpiam* quo hæcenus transire consueverunt. Quoscumque verò pisces illi de *Antuerpia*

emerint ex altera parte de *Romerswale* vel ceperrint, ubicumque *Mechlinia* vendere poterunt. Itaque nec ipsi nec ementes contra ipsos *Antuerpienses* telonium solvere de ipsis piscibus tenebuntur. Quicumque autem de *Antuerpia* ex hac parte *Romerswale* pisces emerint & eosdem pisces apud *Mechliniam* vendiderint, ementes contra ipsos tale jus solvere debent quale jus hæcenus solvere consueverunt. Si quis etiam aliquem de *Antuerpia* inculpaverit de eo quod pisces emerit ex hac parte de *Romerswale*, *Antuerpiensis* quisque super hoc proprio juramento se poterit expurgare. Item *Antuerpienses* facient *Mechliniensibus* id quod de jure teneantur facere eisdem, & *Mechliniensibus* *Antuerpiensibus* vice versa facient id quod de jure facere teneantur eisdem. Item omne Allodium quod possidet Dominus *Walterus Berthout* & quod homines sui ab ipso tenent in feodum in terra *Brabantia* in Marchionatu de *Antuerpia*, vel alias in Dominio Ducis, præter villam de *Kim*, portavit in manus Ducis & resignavit, & ab ipso Duce recepit in feodum jam dictum Allodium, salva eidem *Waltero Berthout* sua iustitia alta & inferiori. Et quia dictus *Walterus Berthout* in manus Domini Ducis præfarum Allodium resignavit, recompensationem faciet ipsi prædictus Dux, secundum dictum Domini *Arnoldi de Wesemale* & Domini *Henrici de Attenhoven*. In nemore verò, quod *Wavera* dicitur, Dominus Dux habet venationem quando sibi placuerit; & per hæc nihilominus dictus *Walterus Berthout* & successores sui, & homines sui qui aliquas partes dicti nemoris ab ipso tenent, & successores hominum suorum, de dicto nemore, arboribus & fundo sui feris dicti nemoris voluntas suas plenariè facere possunt, absque aliqua contradictione, vendere si velint, & in usus suos quoscumque convertere. Insuper omnia judicia alta & inferiora, parva & maxima quæ supradictus Dominus *Walterus Berthout* tenet & quæ homines sui tenent ab ipso, idem *Walterus Berthout* & sui successores à Domino Duce & suis successoribus in feodum tenent & tenebunt jure perpetuo. Et super præmissis judiciis idem Dux prædicto *Waltero Berthout* veram & firmam Warandiam præstabit & stabilem, & Litteras suas patentes super hoc exhibebit eidem *Waltero Berthout*, & Litteras testimoniales hominum suorum, videlicet *Ducis de Limborch*, *Comitis Gelria*, *Comitis de Lou*, *Dominum Walerami de Limborch* & aliorum, usque adeo quod sufficere debeat. Præterea chartas, privilegia & munimenta universa quæ idem *Walterus Berthout* habet ab ipso Duce, seu ab antecessoribus suis, à Romanis Imperatoribus seu Regibus obtenta, apud Hassilegem per decem annos à dicto Domino *Waltero* deponentur, sub testimonio competentis. Si verò prædictam Warandiam idem Dux infra terminum fecerit antè dictum, transactis decem annis, idem Dux de dictis Privilegiis, chartis & munimentis, suam faciet voluntatem. Quod si infra eundem terminum controversia moveatur dicto *Waltero Berthout*, ad cujus defensionem chartis, Privilegiis & munimentis indigeat supradictis; Abbas *Affligensis* & *Conventus* ea dicto *Waltero Berthout* restituent, & super hoc Litteras suas eidem *Waltero Berthout* dabunt patentes. Insuper feudum quod dictus *Walterus Berthout* hæcenus à Domino Duce tenuit, Allodium supradictum, iustitiam seu judicia prædicta, nec non deductiones navium, prout supra dictum est, idem *Walterus Berthout* & sui successores à Domino Duce & suis successoribus in unum feudum jure perpetuo tenebunt. Super omnibus autem divisionibus, distinctionibus, seu constitutionibus inter Dominum Ducem & *Walterum Berthout* prædictos faciendis, compromiserunt ipsi fide præstita corporali, in *Walterum Cluening*, *Carolus de Aerschot* ex parte ipsius Ducis; & *Henricum de Heisebruech* & *Wilhelmum de Echone* milites ex parte Domini *Walteri Berthout*: ita quod ipsi inquisita veritate sub juramento suo & fidei interpositione de præmissis suis suum præbeant unicuique juxta optimam suam conscientiam. Si quem autem Arbitrorum iusto impedimento contigerit esse detentum, qui non possit decisioni negotii interesse, alius loco sui ab eo qui illum elegit substituetur. Si dicti Arbitri in aliquo discordaverint, assument Dominum *Godefridum de Parwey*, cujus dictum, & ordinationem Dominus Dux & *Walterus Berthout* super præmissis in omnibus observabunt. Ceterum si dictus Dominus *Godefridus de Parwey* impedimento iusto & legitimo detentus prædictis interesse non possit, Dominus *Otto Comes Gelria* substituet alium loco sui. Prædicti verò Arbitri dictum suum & Ordinationem infra Dominicam proximam *Palmarum*, secundum formam superius expressam pronuntiabunt. Et si dicti Arbitri in dicto suo fuerint discordes, prædictus *Godefridus de Parwey* super ipsa discordia dictum suum & Ordinationem

ANNO
1238.

(1) Ce Robert fut par-là le premier Comte d'Artois, qui fut érigé en Comte-Pair en la faveur, & c'est, dit *Mazery*, la premiere création de cette nature. Ce Robert mourut en Egypte.

ANNO 1238. dinationem suam infra octavas Pasche pronuntiabit. Sanè norum fit Universis, quod prædictus Dux confanguinitatem suam *Mariam* primogenitam sororis sue *Comitissæ de Alvernia*, *Waltero Berthout primogenito Walteri Berthout prædicti*, tradet in uxorem legitimam, & cum ea dabit eidem *Waltero* mille libras Flandrenses annuatim percipiendas, in certis bonis & firmis prædicto filio suo super hoc assignandis, quoadusque prædictas mille libras persolverit eidem. Prædictus vero *Walterus Berthout* dabit dicto filio suo quingentas libras Flandrenses annuatim, percipiendas in certis bonis & firmis, prædicto filio suo super hoc assignandis, ea stabilitate, quod prædicta *Maria* quidquid juris nobilis matrona in bonis mariti sui secundum consuetudinem & legem Brabantie obtinere consuevit, in bonis prædictis obtinebit. Ut autem præmissa omnia à nobis *Waltero Berthout* prædicto & nostris successoribus, firmiter & inviolabiliter observentur, appensione sigilli nostri præsentem chartulam fecimus roborari. Actum & Datum apud Lovanium in crastino B. Andree Apostoli. Anno Domini MCC. XXXVIII.

Sermon de GAULTIER BERTHOUT.

WALTERUS BERTHOUT *Advocatus in Mechlinia* Universis præsentis Litteras inspecturis salutem æternam. Noverint universi, quod nos formam & Compositionem inter Illustrum Ducem Brabantie & nos in crastino B. Andree Apostoli conceptam & sigillo nostro munitam, tenemur eidem inviolabiliter observare, hoc idem ipsi sub interpositione fidei nostre, & sub pena duorum millium marcharum Coloniensium promittendo. Nos autem si causa in dicta forma contenta infra octavas Pasche proximo agitata non fuerit adimpleta, & hoc per nos vel Arbitros à nobis electos steterit, apud Lovanium veniemus, exinde vulatenus excesserit, antequam eidem Domino Duci completa sint ea que continentur in forma seu Compositione prædicta, vel quousque sibi à nobis, de dicta pena sub fide nostra promissa fuerit plenarie satisfactum. Si autem aliquid de præmissis nos contigerit non servare, fidei iussores super hoc ipso Domino Duci dedimus videlicet Dominum *Ottomem Comitem de Gelria*, Dominum *Godefridum de Parwey*, Dominum *Arnoldum de Dieft*, Dominum *Arnoldum de Wefemale*, Henricum de *Hefftruch*, *Wilhelmum de Echve*, *Nicolaum filium Domini Peregrini militis*. Qui omnes præfato Domino Duci, fide interposita similiter sponderunt, quod nisi nos omnia prædicta firmiter tenuerimus, ipsi apud Lovanium venient moraturi ibidem, donec dicto Domino Duci satisfactum fuerit de promissis, prout superius est expressum. Ut autem universa supradicta inviolabiliter observentur, nos sigillum nostrum una cum sigillis fidei iussorum prædictorum præsentibus Litteris apposuimus. Actum & Datum in crastino B. Andree Apostoli, anno Domini MCC. XXXVIII.

CCCXXXV.

Vers l'an 1239. **STEPHANI** Comitis Gentis *Scavorum Instrumentum Pacis*, cum *GARGANO Potestate Civitatis Spalatensis* init; Quò Ille promittit, diste Civitati nullum malum inferre, imò potius eam juvare; Transiit etiam cum eadem de solutione *Votigalis*. [JOANNES LUCIUS de Regno Dalmatiae in Notis ad Hist. THOMÆ Archidia. Spalatensis, pag 471.]

In nomine Patris, & Filii, & Spiritus Sancti.

EGO Servus Dei Stephanus Comes, Andreas, & Comes Tollen, obligamus vobis Spalaten in Deo, & Dei genitrice, & in sancto faciente vitam Christum Dei, & omnes Sanctos complacendo Deo in æternum, quia sum vobiscum unum homo, & cum nepote meo, & quod non faciam vobis ullum malum, nec palam, nec occulte, sed si vobis aliquod periculum infuderit, vel ab aliquo Slavo, Ego iurabo vos cum nepote meo, excepto D. Rege, & do vobis pro priori dapno mille perperos, ita quod de omni mercatore, qui veniet ad negotiandum in terra mea in navigiis teneat vobis solvere prædictum debitum, & cum solutum fuerit debitum, tunc duana, quæ à mercatoribus recipitur remanebit à vobis expedita in potestate mea. Actum est hoc in præsentia Comitis Nicolai, & parentela ejus, & totius Communitatis Almusi, quod si per me pax ista remanserit, vel per nepotem meum, teneamur vobis

ANNO 1239. Spalat. penam mille perperorum in præsentia Marini Iudicis Sibenici. Quod si exercitus fortioris assueus contra vos venerit, Ego cum ipso coactus veniens quidquid de prada à vobis ablata in parte mea venerit, teneat vobis in integrum restituere, excepto quod comestum fuerit à me, & societate mea; Et quod si in hac pactione perseverare cum nepote meo quoad usque vixerimus, si per vos non remanebit non adjuvet nos Deus, nec illud sacramentum, quod vobis iuravimus. Super hoc verò adjectum ut mercatores vestri ad nostras partes venientes non possint vocari ad placitum per Sigillum Comitis, & ibi reddant rationem, ubi cum navigiis steterint.

CCCCXXVI.

Remise de la Villè de Saint Maurice en Chablais à 23. Fev. MARGUERITE DE SAVOYE Comtesse de SAVOYE Kibourg, par AME Comte de Savoye. Fuit audit S. Maurice. L'an 1239. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 63.]

In nomine Domini Amen.

QUONIAM oblivioni obscuritas, & malignantium perversitas, sapius consueverunt bene statuta rescindere, & qua fideliter & bene pacta noscuntur pravis machinationibus irritare; Idcirco nos *Amedeus Comes Sabaudie & in Italia Marchio*, volentes tam fidei nostre quam suæ, nitorem integrum conservare, & Dillectissimæ Sorori nostre *Comitissæ de Kibor*, in posterum præcavere quæ salubriter & utiliter in præsentiarum aguntur, dignum duximus scripturæ testimonio roborare. Noscant igitur præsentis patris & futuri, quòd tam Nos quàm Illustris & præclara Genitrix nostra, necnon & præclarissimi Patres nostri, videlicet *B. Ecclesia Belliensi Electus*, & *Philippus Metensis Primicerius*, considerantes quòd præfata Soror nostra *Margarita*, *Comitissa de Kibor*, de bonis patrimonialibus, competentem dotem nondum fuerat adiecit; attendentes præterea quòd sicut ejusdem nobiscum socia sanguinis fore dignoscitur, ita paternæ hæreditatis particeps, & consors esse mereatur, de communi consensu, & voluntate, tam provida quam benigna, Burgum sive Villam sancti Mauricii de Chablaisio, cum omnibus proventibus & redditibus, & cum omni iure suo, quocumque titulo, seu quacumque ratione ad nos, vel ad COMITATUM spectare dignoscitur, excepto JURE CUDENDI MONETAM, quod nobis tanquam Domino proprietatis specialiter retinemus, & villam quæ dicitur Verana, cum omni iure suo, & redditibus, & proventibus, quacumque ratione ad nos, sive Castellaniæ de Chillon, seu quolibet alio modo, ad nos spectare censetur, quoad vixerit & vitales carpsit auras, memoratæ sorori nostre *Comitissæ de Kibor*, in augmentum videlicet dotis, concedimus & donamus, ita quod omnia supradicta, tam per se quam per nuntios proprios, deinceps fideliter & salubriter valeat possidere, & ex illis, absque distractionis vel alienationis titulo, juxta suæ voluntatis arbitrium, ordinare. Et ut hoc ratum & illibatum permaneat in futurum, præsens hoc publicum Instrumentum, communi deliberatione præhabita, inde fecimus fieri, & sigillorum nostrorum dignum duximus munimine roborari. Actum est hoc apud Sanctum Mauritium, Anno ab Incarnatione Domini M. CC. XXXIX. in Vigilia Beati Mathie.

CCCCXXVII.

Homagium per JOANNEM Britannie Comitem, Mars. LUDOVICO Regi Francie præstitum. Actum Mense Martio Anno 1239. [Voyez-le ci-après sous le 7. Janvier 1403.]

CCCCXXVIII

GREGORII Pape IX. (1) Excommunicatio in 20. Mars FRIDERICUM II. Imperatorem, ob multa, contra Romanam Ecclesiam, Pontificem, Privilegia,

(1) On suit *Matthieu Paris*, en rangeant cette Pièce sous le 20. Mars 1239. *Reynaldus*, qui en donne un petit Extrait in *Continuati. Anecdota BARONI* Tom. XIII. la range aussi sous la même année. [DUM.]

legia, Dignitates, & Homines, Apostolica Sedis libertatem pluraque alia ibi recensita ab eo temere attentata, laia. [MATTH. PARIS, Historia Major, pag. 486.]

EXCOMMUNICAMUS & anathematizamus ex parte Dei Omnipotentis, Patris & Filii & Spiritus Sancti, & auctoritate Apostolorum Petri & Pauli, Fredericum dictum Imperatorem, pro eo quod contra Romanam Ecclesiam seditionem inivit in Urbe, per quod intendebat Romanum Pontificem & fratres suos à sua Sede repellere, & contra Privilegia, Dignitates, & Homines, Apostolica Sedis libertatem, necnon & Ecclesiasticam conculcare, contra juramenta, quibus super hoc Ecclesie Romane tenetur, temere veniendo. Item, excommunicamus & anathematizamus eundem, pro eo quod venerabilem fratrem nostrum Episcopum Prænestrensem, Apostolicæ Sedis Legatum, ne in Legatione sua procederet, quam in Albigensium partes pro corroboratione Catholicæ fidei sibi commissum curam, per quosdam fideles suos mandavit impediri. Item, excommunicamus & anathematizamus eundem, pro eo quod non permittit quasdam Cathedrales, & quasdam alias vacantes Ecclesias in Regno ordinari; & hac occasione periclitari libertas Ecclesiæ, perit fides, quia non est qui proponat verbum Dei, nec qui regat animas, deficiente pastore. Et sunt nomina dictarum Ecclesiarum vacantium: Cathacenensis, Reghinensis, Accrivianensis, Squilatenensis, Potentinenensis, Hydruntinenensis, Politanensis, Saretinensis, Aversanensis, Valventis, Molopolitanensis, Polimantensis, Melitenensis, Rapellanensis, Oributenensis, Alifanensis, Episcopas, Mazarenensis, Vigiliarenensis, & Frerhinenensis. Monasteria verò sunt ista: Vennunium, & sancti Salvatoris Massanenensis. Item excommunicamus & anathematizamus eundem, pro eo quod in Regno Clerici capiuntur & incarcerantur, proscriptuntur & occiduntur. Item excommunicamus & anathematizamus eundem, pro eo quod in Regno Ecclesiæ consecratæ Domino destruantur & prophanantur. Item excommunicamus & anathematizamus eundem, pro eo quod non permittit Soranam Ecclesiam reparari. Item excommunicamus & anathematizamus eundem, pro eo quod nepotem Regis Tunici, venientem ad Ecclesiam Romanam pro suscipiendo baptismatis sacramento, detinet, nec venire permittit. Item, excommunicamus & anathematizamus eundem, pro eo quod Petrum Saracenum, nobilem civem Romanum, ex parte Regis Angliæ ad Sedem Apostolicam venientem, cepit & detinet carceri mancipatum. Item excommunicamus & anathematizamus eundem pro eo quod terras Ecclesiæ, scilicet, Ferrariam, Pingogomam, Bondoniam, Ferrarianensem Diocesim & Bondonensem, Lucanensem Diocesim & terram Sardinie occupavit, contra juramentum, quo super hoc Ecclesiæ tenetur, temere veniendo. Item, excommunicamus & anathematizamus eundem, pro eo quod terras quorundam nobilium de Regno, quas Ecclesiæ tenebat ad manus suas, occupavit & devalavit. Item excommunicamus & anathematizamus eundem, pro eo quod quasdam Ecclesias Cathedrales, videlicet, Mons Regalis, Cephaladenensis, Cathacenensis, Squilatenensis, & quasdam Monasteria, videlicet Militenensis, sanctæ Eufemie terre majoris, & sancti Joannis in Lemis, bonis suis spoliavit. Item, excommunicamus & anathematizamus eundem, pro eo quod multæ Ecclesiæ Cathedrales & alie Ecclesiæ & Monasteria de Regno, per iniquam inquisitionem fuerunt fere bonis omnibus spoliata. Item, excommunicamus & anathematizamus eundem, pro eo quod in Regno Templarii & Hospitalarii mobilibus & immobilibus spoliati, non sunt juxta tenorem pacis, integrè restituti. Item excommunicamus & anathematizamus eundem, pro eo quod in Regno Ecclesiarum Prælati & Abbates Cisterciensis & aliorum Ordinum, compelluntur per singulos mentes dare certam summam pecunie pro constitutione castrorum novorum. Item, excommunicamus atque anathematizamus eundem, pro eo quod contra tenorem pacis, hi qui adhaeruerunt Ecclesiæ bonis omnibus spoliati exulare coguntur tanquam proscripti, uxoris & liberis captivi. Item excommunicamus & anathematizamus eundem, pro eo quod per ipsum impeditur negotium Terræ sanctæ, & reparatio Imperii Romanæ. Omnes autem qui juramento fidelitatis ei tenentur stricti, ab eundem observatione juramenti decernimus absolutos, ne sibi fidelitatem observent, districtius inhiabentes, quamdiu fuerit vinculo excommunicationis strictus, super oppressiōibus & aliis gravaminibus nobilium, pauperum viduarum, orphanorum, & aliorum de Regno,

TOM. I.

pro quibus idem Fredericus aliàs juravit stare mandatis Ecclesiæ, ipsum intendimus amovere, & in ipso negotio, dante Domino, procedemus sicut justum fuerit procedendum. Porro, pro omnibus & lingulis supradictis, pro quibus dictus Fredericus à nobis diligenter fuit admonitus, & frequenter, nec parère curavit, eundem Fredericum excommunicationis & anathematis vinculo innodamus. Cæterum quia idem Fredericus, de dictis factis suis, multis clamantibus, per univervum quasi orbem, quod de Catholica fide rectè non sentiat, est graviter diffamatus; nos, dante Domino, super hoc loco suo & tempore procedemus, secundum quod in talibus requiritur ordo juris.

CCCXXXIX.

GREGORII Pape IX. *Littere ad Archiepiscopos, Episcopos, Abbates, &c. per Alemanniam constitutos, ut Sententiam Excommunicationis, contra FREDERICUM II. Imperatorem latam observent, & contravenientes censuris Ecclesiasticis compellant.* [Bullarium Magnum, Tom. I. pag. 106.]

GREGORIUS Episcopus Servus Servorum Dei, dilectis Filiis Magistris ALBERTO Archidiacono & PHILIPPO DE ASSISIO Nuntio nostro in Alemannia commoranti: Salutem & Apostolicam benedictionem.

RATIONALIS Spiritus exulanti extra suos terminos naturæ comparitur, & à naturalis potentia, frequenter rationis excidium deploratur. Sed cum hac duo deformationis vulnera sentiunt, de illatis sibi passionibus ad invicem conqueruntur; non quod rationi, vel naturæ possit inesse deformitas, à qua Creator creaturam suam in creando facit penitus alienam, sed quod actiones proprias toties intentio prava deformat, quod jam (a) corruptelæ vitium videatur, naturæ privilegii inquirunt. Unde turbatur ratio, merito natura con-

(a) quoties

§. 1. Quare Apostolica Sedes justitiæ laqueanti succurrere, lævantis iniquitatis occurribus obviare. rigore Ecclesiasticæ reprimere discipline. Hinc est, quod dolentes audivimus, quod quidam Frederico, dicto Imperatori (qui sicut Herodes Christianam Religionem, & in pectore fidelium, Jesum Christum conatur extinguere, & fidem Catholicam, & Ecclesiasticam Libertatem totis molitur viribus conculcare,) contra Deum, & Romanam Ecclesiam, consilium & auxilium, atque favorem impendunt. Isque (quod dolentes referimus) prava mente, imperio, ejus jura & Honores ac Principum conservari volumus, & optamus illæ, perniciosè incumbat, & incumbit, decorem ipsius Imperii, & honorem Principum, Imperii Lege contempta, & Principum Privilegio cancellato, quodam de ipsorum majoribus, quod actibus suis illicitis consentire renunt, incarcerando, proscribendo, & proditorie necis gladio feriendo, ac paganorum qui Assassini vocantur (quod inaudium est de quolibet Principe Christiano) gladiis exponendo deturpat. Nonnullos Episcopos, Præcones Christi, Rectores fidei, Pastores ovium, Medicos languentium animarum, spoliatos bonis Ecclesiasticis & mundanis, de Regno quod est B. Petri patrimonium Episcopale, aliisque Terris Romano Imperio subiectis, proscriptioe damnavili exulare compellit, sacrosanctas Ecclesias sacrilega temeritate profanat, Religiosos (quorum unum de Ordine Fratrum minorum, absque juris ordine, & debita causæ cognitione horribili crudelitate combussit) pupillos, orphanos, pauperes, & viduas tegmine vili nudatos, quasi sublati desuper carnibus exollavit.

§. 2. Excommunicationis quoque ac Anathematis latam contra se à nobis Sententiam, contemptis Ecclesiæ clavibus vilipendit, solemniter publicè sibi faciens celebrari, vel potius profanari divina, nec non laqueo damnatæ hæresis se suspendens, eandem Sententiam prædicat non servandam.

§. 3. Verùm cum ex hoc subsidio consilii, & favore fidelium populorum dictus Fredericus reddidit se indignum, Venerabiles fratres nostros Archiepiscopos, Episcopos ac dilectos filios Abbates, Priores, Præpositos, & alios Ecclesiarum Prælatos, nec non Nobiles viros, Duces, Marchiones, Comites, Barones, & universos alios Christi fideles per Alemanniam constitutos, rogan-
dos duximus attentius & monendos, sub debito fidei
Christianæ

ANNO
1239.

Christianæ quo tenentur D. Jesu Christo, districte præcipiendo mandantes, ut præfato Friderico consilium vel juvamen operæ, vel operam aliquatenus non impendant.

§. 4. Quocirca discretioni vestræ per Apostolica Scripta mandamus, quatenus eos, qui contra præscriptum mandatum nostrum venire præsumperint, per Excommunicationis Sententiam, sub lato appellationis obstaculo, à præsumptione hujusmodi compescatis. Constitutione de duabus Dietis in generali Concilio edita non obstante. Quod si non ambo his exequendis potueritis interesse, alter vestrum ea nihilominus exequatur. Datum Laterani 8. Kalend. Octobris Pontificatus nostri anno XIII.

CCCXL.

Litteræ Summi Pontificis GREGORII IX. ad Regem Francorum LUDOVICUM IX. notificantes se deposuisse FRIDERICUM II. Imperatorem, & loco hujus elegisse ROBERTUM Comitem dicti Regis Fratrem, quem ut in manu tenenda hac Dignitate juret, adhortatur. [MATTH. PARIS, Historia Major pag. 517.]

NOVERIT dilectus Filius Ecclesiæ Spirituales, Illustris Rex, & totum Francorum Baronagium, nos deliberatione & tractatu diligenti omnium fratrum nostrorum condemnasse, & à culmine Imperiali abjunctasse FRIDERICUM dictum Imperatorem; & ROBERTUM Comitem fratrem Regis Francorum, loco ipsius elegisse substituendum; quem etiam omnibus nobis Ecclesiæ non tantum Romanæ, sed universalis, duxit non segnitè adjuvandum, & efficaciter promovendum. Nullo igitur modo, tantum sponte oblatam Dignitatem appetitis brachiis fuscipere ne pigritemini; ad quam opes & operam & opem abundanter effundemus consequendam. Scelera enim prædicti Frederici multiplicia, sicut jam novit Mundus, eundem irreversibiliter condemnarunt.

CCCXLI.

16 Octo.
SAVOYE
21 KIBOURG.

Donation du Château de Montey à MARCVERITE DE SAVOYE Comtesse de Kibourg, par AME Comte de Savoye son Frere. Fait l'an 1239. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoie. Preuves. pag. 63.]

QUONIAM frequenti lapsu temporis, memoria simul labitur hominum. Ego Amedeus Comes Sabaudie & Marchio Italie, dignum duxi scire tam præsentibus quam posteris, & omnes quos scire expedit, quod castrum dictum Montey, cum omnibus attinentiis, hominibus, nobilibus & ignobilibus, terris, & omni jure quo possedit, contuli Sorori mee Margarete Comitisse de Kiborch, quietè & libere possidendum. Ad conservationem hujus, & robur in posterum valitum, præsentem paginam sigillo matris mee Comitissæ, & mei munimine roborare decrevi. Acta sunt hæc apud Gillum, Anno gratiæ M. CC. XXXIX. in festo Sancti Galli.

CCCXLII.

1240.
13. Mai.

Patium Deditiois inter D. GARGANUM Potestatem Civitatis Spalatensis & Incolas Insule BRACHIE, quod hi, illi sese submitunt, & contra homines Almisi, Piratas, jurare promittunt. Dat. die 13. Maii 1240. [JOAN. LUCIUS Dalmatinus, de Regno Dalmatiæ in Notis ad Histor. Thomæ Archidiac. Spalatens. pag. 472.]

In Dei nomine Amen.

CUM D. Garganus Potestas cum toto exercitu Spalaten. iret super Almisum ad accipienda pignora de 813. libris, quæ dedit, & accommodavit Olor in manus Bogdanci pro Comuni Spalat. pro emendatione residui bestiarum, quas Tollien, Ulla, Dozenet quondam deprædatus fuit in campo Spalati, & homines

Almisi non dantes sibi, dicta Potestas, cum dicto exercitu, ivit ad insulam Brachium ad accipiendum solutorem de bonis & bestis, quas Almisi habebant in Bracia, & postquam ibi applicuit Potestas, misit pro Judicibus, & aliis hominibus Braciæ ad hoc, ut assignarent sibi res, & bestias hominum Almisi, qui Judices, & Bracientes venientes coram Potestate assignaverunt bestias, & res Almisanorum, & facta assignatione eorum bona, & plana & spontanea voluntate dederunt, & superposuerunt se dictæ Potestati, & Comuni Spalati.

In primis juraverunt corporaliter super sacrosancta Dei Evangelia, & super crucem, & sanctis reliquiis fidelitatem, & sequimentum dictæ Potestatis sicut Spalaten. juraverunt, & sicut in breve, & ordinamentis Potestatis continetur.

Item juraverunt, atque promiserunt semper ita jurare, & facere ipsi & sui hæredes fidelitatem, & sequimentum suis successoribus tam Potestatibus quam Comitibus, vel Receptoribus, qui pro tempore fuerint ad regimen dictæ Civit. omni anno & semper stare ad honorem Omnipotentis Dei, & Beati Domini subiecti dictæ Civitati, & stare in auxilium; & consilium ipsi Spalaten. contra homines Almisi, & contra omnes homines hujus mundi in personis, & rebus, salvo honore D. Regis Hung. & quoscunque homines Spalati habebunt pro inimicis, ipsi Bracientes habebunt pro inimicis, & quoscunque homines dicti Spalat. habebunt pro amicis, homines Braciæ habebunt pro amicis.

Item juraverunt, atque promiserunt non mutare, nec cambiare aliam dominationem, quam dominationem Spalati; Imo recipient, & retinebunt Judices, quos Communitas Spalat. eis dederit, & ad illam consuetudinem vivent, quam Spalat. vivunt, & si acciderit quod Rex Hung. vellet egs mutare de loco Braciæ, quod ipsi omnes de Bracia venient ad habitandum Spalati, & ibi perpetuo manebunt, & omnia quæ consueverant facere suis Dominis secundum antiquam consuetudinem, facient Spalatensibus.

Unde Bucarius de voluntate dicti D. Gargani Potestatis, & omnium hominum Spalat. astantium in exercitu in campo portus Specie ejusdem insule super animam dictæ Potestatis & dictorum Spalat. juravit, atque promisit omnes illos de Bracia defendere, & manutene- re bona fide, & sine fraude ab Almisanis, & ab omnibus hominibus hujus mundi juxta eorum posse salvo honore D. Regis Hung.

Item & cum ipsi Almisanis non facere pacem, nec concordiam sine ipsis.

Item juravit atque promisit eis salvare antiquam eorum consuetudinem bonam, & si quam injustam habebunt, quæ non videretur bona esse eis cassare.

Hoc actum est in presentia D. Appollinari Borgani, Lampredii Sagarelli, Daymi Forinini, Jancii Sab, Nicole Stoch, Stanii filii Sabbe de Farro, & aliorum multorum. An. Domini 1240. die 13. exeunte Madii, temporibus D. Gregorii Papæ & Serenissimi Selavonie Ducis Colomani Indict. 13.

Ego Petrus Traismundi Anconitanus Civis Imp. auctoritate, & nunc Communis Spal. Not. expressis superscriptis intertulit & rogatus scripsi, & publicavi.

CCCXLIII.

Traité entre HUGUES IV. Duc & OTHES 1241 Comte de Bourgogne & Duc de Meran. Fait en 22 Mars 1241. [ETIENNE PERRARD, Recueil de Pieces curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 499.]

GIE OTHES Dux de Meran, & Cuens de Bourgogne Palatins; fais assavoir à toz ces qui verront ces Lettres, que gie ay baillié à garder & à tenir, mon Contoy de Bourgogne, & quanque gie j'ay en fiez & en demeure, à HUGON le Duc Bourgogne, jusques à cinc ans; en tel meniere, que il s'en puet & porra adier, & de la terre, & des hommes, & des fies contre totes gens, sauve la feutey l'Emparaor de Rome, jusque audevant du termine. Et s'il avenoit chose que gie li requerrist de boiche, ou por mes Lettres, pendant que il venist ou envoyast ses gens oudit Contoy, ou autre part, pour venger ou amander lou tort que l'on feroit oudit Contoy; Gie, ou mes gens, à luy, ou à ses gens demissins baillier despenses avenamment. Et s'il avenoit chose, que Gie, ou mes gens ne lor baillies despenses, & il les fessit doulleuer; Gie li doi faire à rendre les despenses que il y feroit, ou ses gens. Au regard de Montseigneur Jean de Montferant, & de Maître Lamber de Roure, ou d'autres dous que Gie,

ANNO
1240

22 Mars
BOURGOGNE
COMTE
ET DUCHE

ANNO 1241. & li Dux de Bourgoigne nommeriens, se nos ne poiens ces, ou l'un de ces avoir. Et s'il avoient chose que gie morisse sans leaux oirs de mon cort, dequoy Dex me quart, vail & oetroy li Dux de Bourgoigne temgne loutit Contoy, & les fiez, & les demeneure, jusque tant que il seït queneu, que il droit en chascuns de mes eschanz il deura avoir. Et quant il sera queneu quel droit mi eschaans deurent avoir, li Dux de Bourgoigne lor doit lor droit delivrer, & le doy faire, à entrer en son homaige celui qui tenra mon Chastel de *Polygni*, & celui qui tenra *Vesou*, & celui qui tenra *Baume*, & celui qui tenra *Chavallum*. Et se autres y estoit mis, ou por mor, ou por change, il doit faire homaige au Duc de Bourgoigne & après je li ay promis, que tuit les chafes, & tuit li commun des viles de mondrit Contoy li ferunt feautey. Et totes ces choses je sui tenuz accomplir par mon fairement, & se je non faïsoye, cil qui tenroit ces quatre Chasteaux qui sont nommez, doivent venir au Duc de Bourgoigne, ou au suens, à to lor fiez, jusques totes ces choses seïnt accomplies enterement. Et en resmoignage je ja mis mon feaul en ces Lettres, en l'an de l'Incarnation nostre Seigneur 1241. lou Verredy devant Pasques Flories. *Seellées d'un feau en cre blanche, sur double queu de parchemin, d'un Cavalier.*

CCCCXLIV.

1242. *Interpretation du précédent Traité entre HUGUES IV. Duc & Hérédite Comte de Bourgogne & Duc de Meran, fait au mois de Mai. 1242.* [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 450.]

JE OTHES Dux de Meran, & Cuens de Borgeioe Palazins; fais favoir à tous ces qui verront ces Lettres, que cum je aie baillié au noble Baron *Ougou Duc de Borgeioe*, mon Conté de Borgeioe, à tenir & à garder à bonne foy, jusque à cinc ans ou plus, selonc ce que il est contenu as Lettres qui sont faïtes sus ce; je li ay prié que il aide à mis chafes lor droit à maintenir, tant cum il voudront droit faire. Et s'il advenoit chose qu'il venist en la terre, ou envoyast à la requeste d'aucun de mes chafes, por vengier le tort qu'en il auroit fait, ou por son droit aidier à maintenir, je, ou mes gens li denus bailler despense avenant à lui, & à ses gens, & se nos ne li bailliens, il la doit faire dou sien, & doit tenir le Conté, & les fitez, jusque tant que il en ait recacé la despense devant d'au regard de Monseigneur *Jehan de Montferrant*, & d'au *Maître Lambert de Roze*, ou de dus autres, se cil lui deffaillioient, ou se l'on ne les pooit avoir. Ce fut fait à Gray l'an de l'Incarnation nostre Seigneur 1242. ou mois de May, & seellées comme celles cy dessus.

CCCCXLV.

1241. *Fragmentum Pacis inter Comitem ANDREAM DE CHELMO & D. GARGANUM Potestatem Civitatis Spalatensis facta, qua damna reciproce illata oblivioni dantur, securus meatu & remeatus Spalatensis in terra Comitatus libertasque ligandi conceditur. Dat. in Spalato Anno 1241. die 7. Sept. [JOANN. LUCIUS Dalmatinus de Regno Dalmatie in Notis ad Hist. Rom. Thomae Archidia. Spalat. pag. 472.]*

In Dei nomine Amen.

VENIENS Comes Andreas de Chelmo per duas vias in Spalat. ad reformandam pacem, & concordiam inter se, & suos homines ex una parte, & dictum Commune ex altera, denerunt ad talem concordiam, & pacem perpetuam pervenirent.

In primis namque ordinaverunt quod omnia damna illata inter se ab utraque parte in personis, & rebus usque in diuturnum diem penitus sint cassa, & vacua, & amplius non recordentur.

Item ordinaverunt quod dictus Comes, & sui heredes, & sui homines salvi, & securi veniant vitate, & extra sicut amici, unde dictus Comes pro damnis, quae ipse, & sui homines dederunt Spalat. in suo campo & alias recuperabit suam terram

TOM. I.

de Chelmo hinc ad festum S. Domnii quod omnes Spalatini in perpetuum sint salvi, liberi, & franchi in toto ... libere vadant, & stent, & redeant, & vendant, & emanant sine ulla contradictione, & sine ullo tributo, vel datio in perpetuum, nec dictus Comes nec sui heredes, nec aliqui de sua stirpe, nec aliqui de suis hominibus debeat Spalat. molestare de praedictis, nec aliquid ab eis exigere, vel extorquere, vel si aliquid extorqueretur, Comes, vel sui heredes teneantur facere restitutum ablatum a suis hominibus, vel dabant per gulam transgressores damnum patientibus, & si non possent illud dare per gulam, quod Comes, & ejus heredes solvant de suo super quantumcunque juraverit Spalatensis.

Item promissit quod cum Spalat. erunt in terra Comitatus, ipsi erunt salvi, & securi ab omni homine mundi, & si in aliquo offenderentur, Comes, & sui heredes teneantur emendare de bonis suis.

Item promissit quod cum Spalat. voluerint incidere lignamen, vel facere incidi pro Commune vel pro diviso, quod ipsi possint incidere, & portare sine contradictione cujuscunque, & sine aliquo datio, vel tributo, & si non recuperaverit dictam terram hinc ad dictum terminum, quod haec pacta non teneant, nisi de utriusque partis processerit voluntate; Salvis omnibus ... quas Spalat. habent contra Comitatem, & suos homines, & e converso, quae cognosci debeant in Spalato coram Judicibus Civitatis.

Haec omnia vero dictus Comes Andreas promissit per se, suosque heredes, & successores firma in perpetuum habere, atque tenere; & si non observabit hanc pacem, & concordiam, & pro sua parte remanserit, solvat nomine poenae M. Romanatos Communitati Spalati, & sic ipse Comes cum quatuor suis hominibus Falco, Ciesla & Dobrochna, & Berco juravit ad S. Dei Evang. super librum, & Crucem observare praedicta, & ita faciet jurare cum habebit terram omnibus suis hominibus, & eodem modo Consilium Spalati promissit attendere, & observare quae promissa sunt a sua parte in perpetuum, & si non observaret hanc pacem, & concordiam, & pro sua parte remanserit, solvat nomine poenae Comitatus praefato M. Romanatos, & sic Judices Civitatis Lampridius, & Madius Grecine, cum Madio Juren, & Lucaro Strefi & ... juraverunt ad S. Dei Evang. super librum, & crucem observare praedicta, & ita faciet jurare Cives Spalat. tunc temporis cum Comes fecerit jurare suos homines.

Hoc actum est in Spalato in Consilio generali more solito congregato in Pallatio q. Comitatus Heliae in praesentia Pauli Trepitii Camerarii, Lampredii Zagarella, Zantii Sab, Tan, & Miche Jurec, & aliorum plurimum An. Domini 1241. die septimo intrante Sept. temporibus D. Greg. PP. & Serenissimi Regis Hungariae D. Bela Ind. 14. Petrus &c.

CCCCXLVI.

FRIDERICI II. Imperatoris ac Regis Sici- 29 Dec.
liae Declaratio de Concessione per eum Tragarisensibus facta, ut libere possint in Siciliam meare & remeare, strictè severèque prohibens, ne quis eos offendere praesumat. Datum apud Sym Sal. ... L. ... XXIX. Decemb. XIII. Indist. [JOANN. LUCIUS, de Regno Dalmatie Lib. IV. pag. 164.]

FRIDERICUS D. G. Rom. Imp. semper Aug. Jerusalem, & Siciliae R. universis in Regno Siciliae constitutis, quibus praesentes Litterae fuerint ostensae, fidelibus suis gratiam suam, & bonam voluntatem. Noverit universitas vestra quod nos benignius attendentes grata servitia, quae universi homines Tragi de partibus Dal. ultra mare fideles amici nostri nobis ad mandatum nostrum exhibere devotione solita studuerunt, concessimus eis ut ubique per Regnum nostrum salvi, & securi incedant, in personis, & rebus eorum. Quocirca fidelitati vestrae mandamus, atque precipimus, quatenus ubicunque, & apud quemcunque vestrorum aliquis hominum praedictorum pervenerit, nullus vestrum praesumat de eo ... ipsum tam in persona quam rebus suis offendere, quod qui praesumpserit indignationem meam noverit incursum.

Datum apud sanctum Sal . . . L . . . XXIX. Decembris XIII. Indictionis.

ANNO
1242.Juni.
BOURGO-
GNE ET
MONTA-
GU.

Cession faite par EUDES DE MONTAGU, de toutes les prétensions qu'il pouvoit avoir contre HUGUES IV. Duc de Bourgogne. Faite à Montbar, au mois de Juin 1242. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne, pag. 451.]

EGO Dominus Odo Montis-Acuti, notum facio omnibus præsentibus Litteras inspecturis, quod ego, non coactus, imò desiderans semper & ubique habere, acquirere & retinere benignolentiam, amorem, & gratiam viri Illustris, Domini & consanguinei mei carissimi HUGONIS Ducis Burgundie, spontanea voluntate & sincera mente guerpivi & quitavi sibi & hæredibus suis in perpetuum, omnes querelas, quæstiones, & controversias quascumque habebam & habere poteram ipsos. In cuius rei testimonium, sigillum meum præsentibus apponi feci Actum apud Montem Barri, anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo secundo, mense Junio.

Certificat de l'Evêque de Châillon sur cette Cession.

NOS GUILLELMUS Dei gratia Episcopus Cabiniensis, notum facimus omnibus præsentibus Litteras inspecturis, quod in præsentia nostra constitutus amicus noster dilectissimus, Odo Dominus Montis-Acuti, recognovit se guerpivisse & quitavisse viro Illustri consanguineo & Domino suo carissimo HUGONI Duci Burgundie, & hæredibus suis in perpetuum, omnes querelas, quæstiones & controversias quascumque habebat vel habere poterat erga ipsos. In cuius rei testimonium, ad ipsius Odonis Domini Montis-Acuti petitionem & instantiam, dicto Duci tradidimus Litteras sigillo nostro sigillatas. Actum apud Montem Barri, anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo secundo, mense Junio.

CCCXLVIII.

30. Juin. *Imperatoris FRIDERICI II. Diploma Expectantie, quam HENRICO Illustri Marchioni Misnie in Landgraviam Thuringie concedit. Dat. Beneventi d. 30. Junii 1242. Indictionis (a) prime. [LUNIG, Teutches Reichs Archiv. Part. Special. Contin. II. Abtheil. IV. Abtatz II. pag. 171. TENTZELIUS in Supplemento Historiæ Gothanæ II. pag. 686. ex ANTONII WECKII Descript. Dresdensi Part. II. pag. 153. 154.]*

(a) On pla-
tôt, XV.

FRIDERICUS Dei Gratia Romanorum Imperator, semper Augustus, Hierosolymæ & Siciliæ Rex, dilecto Principi & Consanguineo suo, Henrico, Marchioni Misnensi, gratiam suam & omne bonum. Tunc Imperialis Excellentie firmissimo robore firmatur Imperium, tunc decus extollitur Cæsareæ Majestatis, cum infidelibus pro perfidia penam retribuit, & pro fide fidelibus præmia liberaliter elargitur. Amor qui virtutis tunc maxime crescit subditis & proximis cum pro servitiis exhibitis beneficia recipiuntur in præsentia, & de die in diem remunerantur de futuris: hac itaque consideratione præmuniti, qui Romani frena moderantur Imperii, ac attendentes puram fidem & devotionem sinceram, quam ad Excellentiam nostram hæcenus gessisti, nec non & grata valde & fidelia servitia, quæ nostro culmini exhibes incessanter, & in antea exhibere poteris ampliora, considerantes etiam Avunculi tui, Henrici, Landgravi Thuringie, Comitis Palatini Saxonie, dilecti Consanguinei nostri, Procuratoris Germanie, dilecti filii nostri Conradi, Romanorum in Regem electi, petitionem, quam ad nos etiam per suas Litteras & per Theodoricum de Rodenstedt, &c. Camerarium suum fecit, cuius iustis precibus inclinati, & quod te speciali gratia prosequi volumus, & favore Literis præsentibus proestamus, & notum esse volumus universis, quod tibi post mortem Avunculi tui, Henrici, Landgravi Thuringie, duos Principatus suos, videlicet Landgraviam Thuringie & Comitatum Palatii Saxonie & omnia alia feuda, quæ à nobis & ab Imperio tenentur, cum ipsorum pertinentiis jure contulimus feudali. Tali tamen forma, ut si sine hærede filio, quod Deus avertat,

ipsum præmori contigerit, nostra concessio stabilis perseveret, ne inter hæredes tunc, cum de patris sui Hermannii felices recordationis primogenitus sis genitus, lites & seditiones oriantur, & ut etiam sic tuis præsentibus respondeamus servitibus, & Imperio servire tenearis in futuro. Ad hujus autem nostræ concessionis memoriam ac stabilem firmitatem præsens Scriptum fieri & Majestatis nostræ Sigillo iustissimum communiri. Datum Beneventi, Anno Domini millesimo, ducentesimo quadragesimo secundo, ultimo Junii, primæ Indictionis.

(L. S.)

CCCXLIX.

Donation du Château de BARD en la Val d'Aouffe à THOMAS DE SAVOYE Comte de Flandres, par AME' IV. Comte de Savoie. Fait à Aouffe le 28. Octobre, 1242. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoie. Preuves. pag. 90.]

ANNO Domini M. CC. XLII. Indictione XV. quinto Kal. Novembris, in præsentia infra scriptorum Testium, Dominus Amedeus Comes Sabaudie & in Italia Marchio; Hoc donationis & infeudationis Instrumento dedit, & tradidit dilecto Fratri suo Domino Thome Comiti Flandrie, & de Haynant, & ipsius hæredibus in perpetuum, nomine Gentilis & Nobilis feudi, Castrum Bardi, cum suis pertinentiis & coherentis, intelligendo in eadem donatione, Pedagium suum de Donatio, conditione tali tamen apposta, quod ipsum Castrum sibi teneatur reddere, secundum quod Consuetudo est in Valle Augustensi de Castris, redditibus; & quod ipse Dominus Thomas supra dictus, tam pro ipso Castrum Bardi, cum pertinentiis, quam pro feudo, quod ab ipso Domino Amedeo Comite, in Pedemonte possidet, eidem Domino Amedeo Comiti Fratri suo ad hominium teneatur, & de ipso Castrum Bardi, cum suis pertinentiis & coherentis, & Pedagio Donacii, ipse Dominus Amedeus Comes, Dominum Jacobum Dei gratia Abbatem Secusie recipienti, nomine prædicti Domini Thomæ, coram investivit, & reituit & in possessionem corporalem possit, transferendo in ipsum omne Dominium & actionem, quod & quam in ipso Castrum Bardi, prout superius continetur, habebat, vel habere videbatur; & juravit ad sancta Dei Evangelia nunquam contravenire, nec impedimentum apponere; nec item vel controversiam aliquam inde movere, & ab omni homine inviolabiliter manutenere, garentire, conservare & autorizare. Et ad majorem firmitatem habendam in posterum: Ipse Dominus Amedeus Comes supra dictus, Cartam præsentis inde Donationis in omnibus fieri præcepit. Actum est hoc apud Augustam in domo Domini Episcopi Augustensis, ubi adfuerunt vocati testes & rogati Dominus Guigo de Hamasino, Torencus de Chamburo, Wilhelmus Bonivardi de Chamberio, Gocelinus de Chamburo, Rostannus de Ruppecula.

CCCL.

Decretum Sanctæ Romanæ Ecclesiæ CARDINALIUM assensum, Apostolica Sede vacante, penes se Potestatem Papalem residere. Datum Anno Domini 1243. [MATTH. PARIS, Historia Major, pag. 602.]

MISERATIONE divina R. Ostiensis, & Veletri, tituli Sanctæ Praxedis, S. tituli Sancti Laurentii in Luc. S. tituli Sanctæ Mariæ trans Tyberim, Presbyteri, R. Sanctæ Mariæ in Cosmedin, E. Santorum Cosmæ & Damiani, O. Sancti Nicolai in Carcere Tulliano, Diaconi, Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinales, religiosio viro Abbati de Waredun, salutem in Domino. Ex parte Magistri Petri Apostolorum Principis Basilicæ Canonici, Rectoris Ecclesiæ de Mordunna, natu Jacobi Joannis Capot, Civis Romani, fuit propositum coram nobis, quod dudum sanctæ recordationis Dominus Gregorius Papa, suis suggestionibus provocatus, Elyenii Episcopo suas direxit Litteras, continentes, ut præfatus Magistro, vel alii ejus nomine, de proventibus Ecclesiæ supra dictæ minime responderet, nec etiam permitteret responderi, sed Ecclesiæ ipsam ad manum suam retinens, proventus ipsius perciperet & servaret, ut de utrisque juxta suum beneplacitum disponi deberet.

ANNO
1242.28 Octo.
SAVOYE
ET FLAN-
DRES.

1243.

ANNO 1243. ret, contraditores per censuram Ecclesiasticam appellatione postposita compescendo. Decernens Dominus Papa prædictus, nihilominus irritas & inanes omnes Litteras super Ecclesia & proventus ipsius, nomine præfati Magistri obtentas à Sede Apostolica, vel etiam obtinendas, ut scilicet nemo conveniri posset per illas, nec aliquis autoritate posset procedere earundem. Et si processus esset habitus per easdem, esset irritus & inanis, nisi de præmissis plenam facerent mentionem: Decano Eboracensi, & Archidiacono Richemundie ad hæc omnia exequenda deputatis. Sed idem Episcopus, in huiusmodi mandati executione procedens, ubi per suas Litteras dicitur injunxisse, ut si firma Ecclesia supradicta, vel aliqua pars ipsius, apud te forsan residere, ipsam deponi faceres apud Bernewelle, in custodia Prioris & Sacristie loci ejusdem, & ab inde in antea, dicto Magistro vel alii ejus nomine de proventus Ecclesie supradictæ, nullatenus responderes, sed eos deponi faceres ibidem, ut de eisdem possit fecundum dispositionem huiusmodi summi Pontificis responderi. Quare præfatus Magister nobis humiliter supplicavit, ut cum indignum sit, & omni rationi contrarium, ut pena ipsam alligare debeat à fuisse prosum infontem, provideri super hoc ei misericorditer dignemur. Nos autem, penes quos potestas residet, Apostolica Sede vacante, volentes præfato Magistro gratiam facere specialem ob sue meritiu probitatis, tibi districte præsentium auctoritate mandamus, quatenus eidem Magistro, vel Procuratori, vel Nuncio suo, de firma Ecclesie supradictæ, subtrahita sibi auctoritate mandati prædicti, plenam satisfactionem impendas, & ei de cætero, ut teneris, interest respondere procures, non obstantibus prædictis Litteris, vel processibus habitis per eadem. Alioquin, ne mandatum nostrum ad nos vacuum revertatur, noveris nos Priori Fratrum Predicatorum Norwicensium, & Petro de Arche, Canonico Ecclesie sancti Angeli de Ferentino, nostras Litteras destinasse, ut te ad id, si necesse fuerit, per censuram Ecclesiasticam debeant coarctare. Datum &c. Anno Domini MCCXLIII. Apostolica Sede vacante.

CCCLI.

Feu. Traité entre HENRI II. Duc de Lorraine & de Brabant & THEODORIC de Hostaden, par lequel Theodorice cède à Henri la Forteresse de Dalehem, moyennant une certaine somme d'argent. Fait à Ruremonde, l'an 1243. [CHRISTOPHE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 85.]

CONRADUS Dei gratia Sanctæ Colonienfis Ecclesie Minister, sacri Imperii per Italiam Archicancellarius, Universis præfens Scriptum inspecturis salutem in Domino. Præfentis Scripti testimonio protestamur, quod nos inter dilectum & fidelem nostrum HENRICUM Lotharingie & Brabantie Ducem & THEODORICUM fratruum nostrum Comitem de Hostaden, mediantibus dilectis ac fidelibus nostris Henrico de Seynen & Ottone de Gelre Comitibus, pacem fecimus & concordiam & huiusmodi conventionem, videlicet quod dictus fratruum noster Caltrum de Dalehem, quod ab ipso Duce in feodum tenebat, cum omnibus ejus attinentiis & bonis, five sint Allodia five feodalia vel alia quæcumque, cum hominibus feodalibus & ministerialibus & quibuscumque aliis ad dictum Caltrum spectantibus, in manus ipsius Ducis liberè & absolute, de bona & spontanea sua voluntate, nostro ac dilecti fratris nostri Frederici Præpositi Sanctæ Mariæ ad gradus in Colonia consensu accedente, totaliter reportavit in præsentia nostra; & postmodum omni juri quod in dicto Calstro & præmissis omnibus habuerat, vel habere poterat effectum, ad opus ipsius Ducis per sententiam hominum nostrorum & ipsius Ducis renuntiavit; ita quod nulla deinceps eidem vel suis hæredibus actio competat ad prædicta: super his omnibus præfatus Duci de jure debitam & quantam potest præstando Warandiam. Bona quoque ipsi Calstro attinentia, quæ præfatus fratruum noster à Duce de Limburg seu aliis Dominis tenuerat, ipsis reportavit Dominis, ea penitus effectum. Nos etiam & prædictus frater noster Fredericus Præpositus Sanctæ Mariæ ad gradus in Colonia, prædictis omnibus consentientes, omni jure hereditario quod nobis competere poterat de nostris progenitoribus in præfato Calstro bonis & hominibus antedictis, similiter effectum renuntiavimus, de bona & spontanea nostra voluntate. In cujus rei

testimonium præsentem paginam nostro fecimus sigillo communiri. Actum & Datum apud Ruremonde in vigilia Beati Mathie Apostoli anno Domini MCC. XLIII.

ANNO 1243.

EGO THEODORICUS Comes de Hostaden omnibus præfentes Litteras inspecturis salutem. Notum esse cupio tam præsentibus quam futuris, quod Venerabili Patri Domino nostro CONRADO Colonienfi Archiepiscopo, Dominis Ottone Gelrensi filio Avunculi mei & Henrico Seynenfi Comitibus præsentibus, mediantibus & contententibus, pace & concordia facta inter Illustrum Dominum meum HENRICUM Ducem Lotharingie & Brabantie & me, talem cum dicto Domino Duce conventionem inivi, videlicet quod Caltrum de Dalehem quod ab ipso in feodum tenebam, cum omnibus ejus attinentiis & bonis, five sint Allodia five feodalia vel alia quæcumque cum hominibus omnibus feodalibus & ministerialibus & quibuscumque aliis ad dictum Caltrum spectantibus, in manus ipsius Domini mei Ducis liberè & absolute de bona & spontanea mea voluntate reportavi; & postea facta mihi & meis hæredibus recompensatione, videlicet redditus centum marcarum Colonienfium denariorum, omni juri quod in dicto Calstro & præmissis omnibus habueram vel habere poteram hereditario jure vel quomodo liber aliter effectum, pro me & pro meis hæredibus, ad opus ipsius Domini Ducis & suorum hæredum, spontaneè renuntiavi, per sententiam dicti Domini Archiepiscopi & ipsius Ducis hominum & meorum; ita quod nulla deinceps mihi & meis hæredibus actio competat ad prædicta. Super his omnibus præfato Domino Duce de jure debitam & quantam possum præfando Warandiam. Bona quoque ipsi Calstro attinentia, quæ à Domino Duce de Limburg seu aliis tenuerat, ipsis reportavi Dominis effectum, ad opus Domini Ducis antedicti. Et ut præmissa à me & meis hæredibus inviolabiliter observentur, supplicavi Domino & Patri meo Archiepiscopo Colonienfi & viris nobilibus Seynenfi, Gelrenfi & Lossenfi, Comitibus Godifrido Domino de Parvæ, Wilhelmo Domino de Altena, Domino Willhelmo de Grimberg & Waltero de Brungborn, ut in testimonium & evidentiam præmissorum, sigilla sua una cum meo præsentibus Litteris apponant, &c. Datum apud Ruremondam in vigilia Mathie Apostoli anno Domini MCC. XLIII.

HENRICUS Dei gratia Dux Lotharingie & Brabantie omnibus præfentes Litteras inspecturis salutem. Noveritis universi, quod nos cum dilecto & fidei nostro THEODORICO Comite Hostadenfi, carissimo Domino meo CONRADO Dei gratia Sanctæ Colonienfis Ecclesie Archiepiscopo, Seynenfi & Gelrenfi Comitibus, præsentibus, mediantibus & contententibus, super Calstro de Dalehem & omnibus ejus attinentiis huiusmodi Conventionem & Compositionem inivimus, quod idem Comes Hostadenfi dictum Caltrum quod à nobis prius in feodum tenuerat, cum omnibus ejus attinentiis & bonis, five sint Allodia five feoda vel alia quæcumque, cum hominibus feodalibus, ministerialibus & quibuscumque aliis, ad dictum Caltrum quomodo spectantibus, in manus nostras liberè & absolute reportavit, & postmodum omni juri quod in Calstro & præmissis omnibus habuerat vel habere poterat effectum & Warandiam de jure debitam, nobis fecit & faciet quantum potest & poterit, salvis bonis hominum nostrorum de Dalehem quæ nunc à nobis & prius à Comite Hostadenfi tenuerunt. Eo excepto, quod nullus prædictorum hominum præter nostrum consensum in eodem Calstro faciet residentiam. Nos verò in recompensationem præmissorum, contulimus prædicto Comiti Hostadenfi in feodum redditus centum marcarum Colonienfium denariorum; quarum quinquaginta assignabimus eidem in Allodio de Herle, & residuas quinquaginta inter Aram & Ruram superius Juliacum, &c. Insuper in recompensationem dicti Calstri & ejus attinentiis supradictis, dare tenemus duo millia marcarum denariorum. Colonienf. legalium dicti Comiti, de quibus mille eidem Comiti infra crastinum Innocentium apud Niviam solvere tenemus, residuas verò mille marcas infra crastinum Innocentium anni subsecquentis in eodem loco eidem solvemus. Si verò prædictus Comes Hostadenfi sine prole decesserit priusquam solutio dictæ pecunie facta fuerit, quidquid ex ea solutum remanserit, prædicto Domino Archiepiscopo, Frederico Præposito Sanctæ Mariæ ad gradus in Colonia & nobili matronæ Margareta mari dicti Comitis de Hostaden & hæredibus dicti Comitis Hostadenfi solvere tenemur. Deinde constitui fidejussores Seynensem & Gel-

ANNO *Gelrensem & Loffensem Comitibus, Louanienf. Bruxel-*
lenf. Antuerpienf. Thencenf. Leuuenf. & de Busco
 1243. *Communitates, quæ Communitates Litteras suas paten-*

tes super fideiussione prædicta memorato *Comiti Hosta-*
denf. vel suis hæredibus infra octavas Paschæ instantis
 dabunt, ita quod si infra octavas Paschæ prædictas,
 prædictæ Litteræ Communitatum eidem *Comiti Hosta-*
denf. non traderentur, & super hoc prædicti Comitibus
 moniti fuerint, infra octo dies post ipsam monitionem
 Coloniam intrare tenebuntur, inde non exiit donec
 Litteræ Communitatum prædictæ, dicto *Comiti Hosta-*
denf. tradantur: si vero pro defectu nostro idem Comes
Hostadenf. sub Domini nostri Colonienfis Archiepiscopi,
 Ducis de Limbourg, Comitibus Seinenfis, Comitibus
 Gelrenfis, Comitibus Loffenfis dilectibus, bona alicuius
 de Communitatibus nostris caperet & detineret, præ-
 dictus Dominus noster Colonienfis, nos, Dux de Lim-
 bourg & Comitibus prædicti, erga dictum *Comitem Hosta-*
denf. vel suos hæredes nullam conciperemus offen-
 sam, nec eidem super hoc questionem moueremus. Si
 vero in solutione dictorum duorum millium marcarum,
 vel assignatione dicti feodi defecerimus, & propter hoc
 dictus *Comes Hostadenf. aliquam damna incurrerit, Com-*
itibus & Communitatibus supradictis, Comiti Hostadenf. de
 defectu & damnis tanquam fideiussores satisfaciunt &
 indemnem observabunt. Ceterum si memoratus *Com-*
es Hostadenf. in Alodio de Herle munitionem adifi-
 care voluerit, ad hoc ei favorem impendimus, & si
 aliquis super hoc ipsum prohiberet, nos eidem Comiti
 ad removendam ipsam violentiam subveniemus. Solu-
 tionem vero dictæ pecuniæ, assignatione dicti feodi com-
 pletis, nos & prædicti fideiussores ab obligatione præ-
 missa erimus absoluti, & præsentibus Litteris nostræ no-
 bis restituentur. Et ut præmissa invariabiliter confer-
 ventur, præsentem paginam sigilli nostri munimine
 duximus roborandam, adhibitis, subscriptis testibus Do-
 mino nostro *Covardo Colonienf. Archiepiscopo, Seynen-*
fi, Gelrenf. & Loffenf. Comitibus, Domino G. Decano
Majoris Ecclesiæ Colonienfis, Henrico Preposito S. Se-
verini, Frederico Preposito ad gradus S. Marie in Co-
lonia, dilecto consanguineo nostro Godefrido Domino de
Porweys, Wilhelmo de Grimberg, Domino Rutgero
Brenich, Domino Waltero de Brunstorn, Wilhelmo
Domino de Altena, Ottone Domino de Wichrode, Ge-
rardo Domino de Randenrode & aliis quampluribus. Ac-
 tum & Datum apud Ruremundam anno Domini
 MCC. XLIII. in vigilia Beati Mathias Apostoli.

Garanie des Villes de Louvain, Bruxelles
&c. du précédent Traité.

Nos de Louvain, Bruxella, Antuerpia, Buscho,
 Lewis &c. de Theinis Communitates notum facimus
 Universis, tam præsentibus quam futuris, præsentibus
 Litteris vestris, quod ad petitionem carissimi Domini
 nostri *HENRICI Ducis Lotharingæ & Brabantie cum*
nobilibus de Gelre, de Seynen & de Los Comitibus pro
 eodem Domino Duce, erga nobilem virum *Theodori-*
com Comitem de Hostaden super conventionibus de
Castro de Dalehem, inter ipsum Dominum Ducem &
 dictum Comitem Hostadensem factis, pro ut liquidius
 in Litteris dictorum nobilium videlicet Domini Ducis
 & Comitibus exinde confectis continetur, nos constitui-
 mus fideiussores. In cuius fideiussionis testimonium,
 præsentibus Litteris sigillis oppidorum nostrorum prædic-
 torum fecimus communiri. Actum & Datum apud
 Louaniam Dominica qua cantatur *Oculi nostri. Anno*
 Domini MCC. XLIII.

CCCLII.

7. Avril Litteræ *HENRICI III. Regis Angliæ quibus no-*
tum facit quod Treugas inite sunt ipsum inter &
LUDOVICUM IX. Regem Franciæ quinque
annis duraturæ. Apud Burdegalam die septimo A-
prilis Regni ejus vicesimo septimo. [Tiré du
LV. Volume des Manuscrits de la Bibliothèque
Royale de Berlin. pag. 109.]

HENRICUS Dei gratia Rex Angliæ, Dominus Hi-
bernæ, Dux Normaniæ, Aquitanie, & Comes
Andegaviæ, omnibus ad quos præsentibus Litteræ pervene-
 rint, salutem. Notum facimus quod nos pro nobis, &
 Comite Richardo, fratre nostro, & hæredibus nostris
 & hominibus adiutoribus nostris manifestis, & ter-
 ris, & feodis eorundem, Treugas iniimus a Festo
 Beati Benedicti Abbatis in Martio, usque ad festum

Sancti Michaelis, quod erit ab instanti festo Beati Mi-
 chaelis in quinque annis per totam diem duraturus.

Nos autem inter nostros nominavimus Petrum Ogie-
 rium, Oliuerium de Chaleys, & Berardum de Munt-
 lydier; Rex autem Franciæ nominat inter suos Comi-
 tem Tholozanum, Comitem Marchie, Comitem Wilel-
 mum Alverniam, Guillelmum Archiepiscopum, Gau-
 fridum de Lezignan, Reginaldum de Pontibus, Gal-
 fridum de Talneo, Galfridum de Maurjania, & Bene-
 dictum de Mauritania, Pontium de Mirabel, Fulco-
 nem de Mastat Dominum Mornaci, Heliam de Tale-
 mont, Heliam Gumbaui de Cosnac, Guillelmum de
 Rupe, Dominum Briant, Iterium de Babey, Petrum
 Raymundi, Petrum Bechet, Wawant de Tactum, Gau-
 fridum de Rupeforti, Raymundum de Montaur, He-
 liam Bidelli juvenem, Bondinum de Grignol, Petrum
 Als, Fulconem de Archive, Hamerium de Rupe-
 chourard, & Hamerium filium ejus, Hamerium de
 Rupe Dominum Blavia, Radulphum de Bellomonte
 Dominum Betteriarum, Drogonem de Monte augier,
 Guillelmum de Sancto Quintino, Ebulonem de Rupe-
 forti, Carolum de Rupeforti, Heliam de Laucone, &
 sciendum quod nos dimittimus Insulam de Re in Treu-
 ga ex parte ejusdem Regis Franciæ, eodem modo quo
 erat in alia Treuga proxime præcedenti. Talis autem
 est forma Treugarum, quod si in Treuga fuerit inter-
 ceptum, de interceptione emendanda sic erit.

Interceptio facta nuntiabitur Dictatoribus Treugarum
 hinc inde confutis qui sunt ex parte nostra Bernardus
 de Mastac Comes Bigorre, Gaufridus Ridelli de Bla-
 via, & Petrus de Burdegalis; ex parte Regis Franciæ
 Senescalus Pictaviensis, Gaufridus de Rauveone, & Regi-
 naldus de Pontib, tali modo quod si ex alterutra parte
 omnes illi tres non possent, vel non vellent interesse,
 duo illorum nihilominus possent procedere, sicut si tres
 interessent; si vero aliquis istorum moretetur, alius a
 parte ejus cujus esset Dictator, poneretur, ita quod si in-
 fra duos menses postquam forisfactum eis constitit,
 non fuerit emendatum, ex tunc ille cui forisfactum
 fuerit, poterit currere super forisfactorem suum, donec
 plenarie fuerit emendatum, & nos sine nos meffacere
 poterimus juvare hominem nostrum contra malefacto-
 rem qui forisfactum emendare noluerit; & Rex Fran-
 ciæ poterit similiter facere in casu consimili. Dominus
 autem malefactoris non poterit juvare malefactorem
 qui forisfactum emendare noluerit, nec aliquis qui sit
 de posse vel Dominio ipsius Domini, donec forisfac-
 tum fuerit plenius emendatum, & nos idem poterimus
 facere in casu consimili, nec Dominus malefactoris,
 nec sui poterunt juvare malefactorem, sicut prædic-
 tum est.

Illud etiam conditum est, quod si aliqua forteritia,
 vel castrum aliquod, vel persona alicuius Nobilis (du-
 rantibus Treugis) caperetur, vel furtive subtraheretur
 a Rege Franciæ, five a suis & duceretur vel teneretur
 in posse & territorio Regis Franciæ, & requisitus super
 hoc, integre non emendaret, sine mora statim nos per
 nos & per nostros, sine nos meffacere, poterimus nos
 juvare, nihilominus tamen Dominus Castri, forteritiæ,
 vel Nobilis capti, modis omnibus sine meffacere contra
 captorem & contra detentorem poterunt guerrare
 donec plenarie esset emendatum.

Quod autem dictum est pro parte nostra si ex parte
 Regis Franciæ vel suorum in castro, vel forteritia, vel
 Nobili capto & detento fuerit interceptum: nos & dic-
 tus Rex Franciæ pro nobis omnino idem concorditer
 est concessum pro parte Regis Franciæ, videlicet si ex
 parte nostra vel nostrum, in castro, vel forteritia, five
 Nobili capto & detento fuerit interceptum.

Insuper nos & prædictus Rex Franciæ pro nobis &
 Fratribus nostris, & hominibus nostris, & adiutoribus
 manifestis, toto tempore Treugarum istarum erimus in
 fassina eadem in qua eramus aperte illa die qua Treuga
 istæ capta fuerunt a nobis, salvo eo quod de Insula de
 Re & nostris hominibus & adiutoribus superius nomina-
 tis superius est expressum. Nos autem Treugas hæpe-
 dicto Regi Franciæ & hæredibus suis a nobis bona fide
 observandas firmiter jurari fecimus per dilectos & fide-
 les nostros Radulphum filium Nicolai, Petrum Chati-
 pore Clericum nostrum & Hamerium de Saci.

Præterea volumus & præcipimus quod hæreses nostri
 Treugas jamdicto Regi Franciæ, & hæredibus suis ob-
 servant, & ad eadem firmiter observandas, ipsos hæ-
 reses nostros pro præsentibus Litteris quantum possumus,
 obligamus. Teste meipso. Apud Burdegalam septimo
 die Aprilis, Anno Regni nostri vicesimo septimo.

Lesdites Lettres cydessus transcrittes sont scellées par
double queue de parchemin, d'un grand scel pendant au
reply. Et au dos d'icelles est écrit ce qui suit:

Littera

ANNO Littera HENRICI Regis Angliæ de Trengis initis
inter Regem Franciæ LUDOVICUM & ipsum Anno
1243. Regni nostri vigesimo septimo.

CCCLIII.

10. Mai. Regis Ungariæ BELÆ Privilegium NOBILI-
BUS de Insula Faria concessum, quod si
Ecclesia de Faria vacare contigerit, ut liberè
elegant Presulem ex fidelibus ad Regnum Hunga-
riæ spectantibus, Item ne ulla unquam exaltio à
Nobilibus hujus Insule requiratur, ita tamen ut
Regi Hungariæ bellum facienti Nobiles de genere
Ginich cum duabus barcbis succurrant, &c. Da-
tum Tragurii 6. Idus Maii (1) 1243. [JOANN.
LUCIUS de Regno Dalmatiæ Lib. IV. pag. 165.]

In nomine sanctæ Trinitatis & individue Unitatis.

BELÆ D. G. Hungariæ, Dalmatiæ, Croatia, Ra-
mæ, Servie, Gallicie, Lodomeriæque Rex. Uni-
versis presentes Litteras inspecturis Salutem in vero Sal-
vatore. Ex antiqua patrum traditione didicisti posteritas,
ut ea quæ per Reges, & Principes statuuntur, scriptu-
rarum perpetue custodie commendentur, ne processu
temporis oblivione noveantur à memoria elabantur, ut
quæ sanata fuerant, dubitatis intraque scrupulo irritum
valeat revocari, hinc est igitur quod cum fideles nostri
Nobiles de Insula Faria plurima nobis servitia fidelita-
tis opportuno tempore emissis aliis nostris tam obse-
quii vigilantem, & fideliter exhibuerunt propter
quæ nostræ magnitudinis celsitudo ad recompensa-
tionem premii fidelitatis ipsorum, solet superintenden-
s, volens tam ipsos, quam aliis præmiorum digna
retributione tam ad ipsos, quam Coronæ servitia effi-
caciis provocare habita deliberatione, iustis ipsorum &
specialiter Ven. Patris Nicolai Episcopi, & Zepregne
tunc temporis Iuppani Faren. & Brazen. precibus incli-
nati, proinde statuit, ut cum secundum tempora Ec-
clesiæ de Faria vacare contigerit, liberè elegant electo-
res, ad quos de jure spectat electio, de fidelibus ad
Regnum Hungariæ spectantibus sibi Præsulem, qui eis
præsit verbo proficuum, & exemplo; electus tamen
Regiæ Majestati præsentetur, ut ab ipso jura Episcopalia
recipiat, concedimus etiam ut Episcopus unà cum
Iuppano cum N. N. de genere Ginich libera potantur
facultate eligendi, & assumendi sibi Comitem de Hun-
gariæ, & ad Regem Hung. pertinentem, quem sibi uti-
liorem circumspexerint, dummodo Regi, & Coronæ
fidelis etiam mandatis ipsius in omnibus obsequendo,
Comes autem præfatus Regi Hung. præsentabitur
confirmandus, dictus verò Comes constituet sibi Judi-
cem pro suo arbitrio voluntatis. Item statuiimus quod
Iuppanus semper de genere Ginich eligatur, & electus
Comiti præsentetur confirmandus, & quod sit Iuppanus
ambarum insularum tam Fari, quam Braze. Iuppanus
autem antedictus in Insulis supra dictis perpetuò præsi-
debit, nisi fortè ex causa legitima fuerit removendus.
Item concedimus, quod nulla unquam collecta vel ex-
actio à nobilibus in eadem Insula habitantibus requira-
tur, imò ipsorum libertas in omnibus inconcussa con-
servetur, nisi voluerint honorare. Cum autem Regi
Hungariæ exercitum facere placuerit, Nobiles de genere
Ginich cum duabus barcbis suas habere poterunt de suis
impensis præparatis, & armatis secundum quod Regiam
concedet Majestatem, una cum Navis, & remigatori-
bus servire teneantur. Mercatores autem vel negotia-
tores ipsorum per universum Regnum Regis Ungariæ
in terra, marique negotia, vel mercimonia exercentes,
immunes à solutione tributis penitus habeantur, atten-
dentes etiam ipsorum fidelitatem, concedimus, quod
nullus dictorum Nobilium in eadem Insula commoran-
tium extra Civitatem comparere, vel respondere coram
aliquo Iudice teneantur, nisi forte Regiam Majestatem
Dalmatiam contingeret advenire, si verò aliquis ex ipsis
fortè gravatus iusta de causa ad alias partes se transferre
voluerit, securè cum uxore, filiis, & familia, & om-
ni sua possessione recedere valeat quocunque sibi pla-
cuerit, nullum impedimentum ex nostra parte vel ali-
cuius alterius habiturus. Præfati autem N. N. de ge-
nere Ginich eadem gaudent libertate, qua N. N. de
Spalato, & Trag. perfruantur; ut autem hujus nostri
statuti series, & decreti sanctio futuris temporibus illiba-
ta conservetur, & libertas eorumdem perpetuò perma-
neat inconcussa, præsentem paginam sigilli nostri mun-
imine fecimus roborari. Datum per manus Ven. Patris
Stephani Episcopi Vac. Anno ab Incarnatione Domini

(1) On plaitôt 1242. suivant la remarque de l'auteur même, qui dit,
à la fin de ce Privilege, qu'il a été mis sous l'année 1243. par une
erreur des Copistes.

1243. sexto Idus Maii; Anno autem Regni nostri sep-
timo Ven. Patre Barth. Quinquec. Episcopo, Ven.
Patre Bened. Episcopo Varad Bened. Præ. Alben. Aula
Regiæ Cancell. & postulato Colocen Dionysio Bano,
& Duce totius Sclavoniæ, Arnoldo Comite Palat.
Paulo Comite Albanen. Matheo Magistro Tavarnico-
rum, Rollando Magistro Daffiferorum existentibus,
est autem datum apud Tragurium:

CCCLIV.

Fœdus inter Ducem Venetorum JACOBUM TIE- 3. Nov.
POLUM, Communitatemque Venetiarum ab una,
& RAINERIUM MAUROCENUM Comi-
tem Civitatis Arbi, ipsamque Communitatem à
parte altera, ad triennium initura; Ego Hi-
vam Guerram omnibus Kazetis, Piratis, & spe-
cialiter Jadertinis contra Venetos reb. Anti-ba-
facere; & requisiti ad præbendum succursum cum
300. hominibus exire promittunt. Actum in Com-
muni Curia Anno 1243. Indi. 2. Mense Novemb.
die 3. exeunte. [JOANNES LUCIUS de
Regno Dalmatiæ, Lib. IV. pag. 166.]

ANNO Dominicæ Incarnationis 1243. Indigione
2. mense Novemb. die 3. exeunte Arbi temporibus
equidem Domini nostri Jacobi Teopol. inclit Ducis
Venet. Dal. atque Croat. & Pauli Ven. Arben. Epis-
copi ac Rogerii Mauroceni egregii Comit. Cum Do-
minus noster Jacobus Teopol. D. G. Venet. Dal. at-
que Croat. Dux quartæ partis, & dimidia totius Impe-
rii Romanie Dominator potentissimus, viros Nobiles
D. Henricum Pasqualigum, & D. Marinum Superan-
tium Ambasciatores suos Arbum misisset super dele-
gatione eis commissa ab eis diligenter, & benignè sic fuit
processum, quod suprascripti Ambasciatores cum Viro
nobili D. Rainerio Mauroceni Comite dictæ Civitatis
Arbi, & cum beneplacito; & voluntate ejusdem terræ
Communitatis, suprascriptus D. Comes cum tota Com-
munitate suprascriptæ sue Civitatis Arbi ad honorem
suprascripti D. Nostri Ducis; & totius Communis Ven-
net. firmiter per sacramentum stipulando promisit,
à modo usque ad tres annos proxime firmam, & stabilem
societatem habere & tenere cum omnibus hominibus,
qui sunt ad præsens vel erunt in Jadra pro suprascripto
D. Nostro Duce & Comite Ven. & cum omnibus homini-
bus totius Insulæ Veglien & totius Insulæ Apfaren. Et super
his omnibus debeant habere, & tenere usque ad dictum
terminum suum Rectorem illum qui est, vel erit, si-
ve fuerit per suprascriptum D. Ducem, & Commune Ven.
Rektor in Jadra, & hæc societas debet esse, & tenere in
hunc modum, ita videlicet, quod à modo usque ad
dictum terminum debent, & teneantur sub debito jura-
menti facere vivam guerram de sanguine, & fœco om-
nibus Kazetis, & deprædatoribus maris, & specialiter
omnibus Jadertinis, qui sunt, vel exiterunt, vel à mo-
do fuerunt rebelles contra honorem, & voluntatem su-
prascripti D. Nostri Ducis, & Communis Ven. & om-
nibus hominibus, & terris qui voluerint offendere, vel
offendit dictis Communitatibus vel hominibus Venet.
in terra, vel in mari. Præterea quocunque fuerit de
voluntate Rektoris Jadra, & per suum Nuncium, vel Li-
teras suprascripto D. Comiti, & Communi Arbi signi-
ficaverit, ut cum suis lignis armatis debeant exire ad
offendendum suos inimicos; vel ad præbendum sibi
succursum cum 300. hominibus debent exire, &
ejus mandatum facere, & cum minori numero
dictorum virorum si eis præceperit, & hoc totum
debet, & teneatur Communitas Arbi observare sub po-
na M. M. lib. denar. Venet. parvulorum, medietas
quarum, si mandatum suprascriptum non observaverit,
fiat Commun. Venet. & alia medietas fiat Communita-
tibus, quo mandatum adimpleverint. Item si infra dic-
tum terminum sepedictus Dominus noster Dux super
his suas Litteras, vel Nuncium Arbum transmiserit, &
aliud ordinamentum facere voluerit per dictum sacra-
mentum ejus mandata adimplere bonis fide, & suo pos-
se teneatur Communitas Arbi. Acta sunt hæc in Com-
muni Curia Arben. & ibi interfuerunt testes Abundius
Dabrauze, Victor Estinne, Madius Tolchus, Madius
Bartaldi, Duimus Diacobo, Magister Dobre & alii
quam plures.

Ego Vital. Subdiaco. ex me sub.

Ego Lanfran. Arbi. Not. his. interfui, & de præcep-
to suprascripti D. Comit. Judicium, & Consilii, &
rogatu Comit. hanc cartam ut audivi, & vidi, scripsi,
complevi, & roboravi.

ANNO

CCCLV.

1244.

Dec.

FLAN-
DRE.

Testament de JEANNE Comtesse de Flandre & de Hainaut, fait au mois de Decembre 1244. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici, Part. I. pag. 16.]

LUDOVICUS Dei gratia Francorum Rex omnibus presentes Literas inspecturis salutem in Domino. Patens Scriptum sigillis Viri nobilis Thomae Comitis Flandriae & Haynoniae, nec non & Illustris mulieris JOHANNAE bonae memoriae quondam uxoris ejusdem, illustrisque mulieris Margaritae Dominae de Dampetra & aliorum quorundam signatum, inspicimus in haec verba.

In nomine Patris & Filii & Spiritus Sancti Amen.

EGO JOHANNAM Flandriae & Haynoniae Comitissam ob remedium anime meae & antecessorum & successorum meorum condico Testamentum meum sub forma subscripta, & volo quod valeat ut Testamentum, quod si non potest, valeat ut Codicillum, vel sicut extrema dispositio decedentis. Imprimis:

§. 2. Volo quod debita mea de quibus constituerit plenarie persolvantur, si alicujus hereditatem injuste occupavi vel a meis antecessoribus injuste detinui, illud reddo & restituo ubicunque situm sit, & do potestatem executoribus meis subscriptis assignandi & inducendi in possessionem illos, in quibus compert de jure restituito faciendi, & volo quod ad plenum eis satisfiat de damnis & interesse, sicut de jure fuerit faciendum. Ad restitutiones autem meas faciendas assigno tria millia librarum & quingentas libras Flandriae monetae annuatim in paratioribus redditibus vel proventus totius Flandriae & Haynoniae ubicunque subscripti testamentarii mei maluerint vel elegerint, five in memoribus, five in censibus, five proventus quibuscunque, & volo & firmiter statuo, quod Successor meus tale assignamentum subscriptis testamentariis meis faciat & exhibeat, sicut superius est expressum ad dictum eorum, statim cum ab ipsis fuerit requisitus, & volo modis omnibus & ordine, quod ad praedictos redditus vel proventus a subscriptis testamentariis meis electos non apponet manum successoris mei per se vel per suos, nec apponi permittat, sed omnes feodatos vel alios ministros, per quos forte illi redditus vel proventus procurantur vel solvuntur, jurare faciat, quod nulli omnino solvent praedictos redditus vel proventus, nisi testamentariis ipsis vel mandato eorum, & ipsis testamentariis praedictos redditus vel proventus procurantur vel solvuntur, & ab omni invasore vel molestatore tam ipsos testamentarios quam redditus & proventus praedictos suis sumptibus defendere. Praedictos autem proventus trium millium & quingentarum librarum annuatim fument subscripti testamentarii mei, donec institutiones meae omnino completae fuerint, & donec etiam elemosina seu legata alia mea, videlicet decem millia librarum Flandriae fuerint totaliter & integraliter persoluta.

§. 3. Lego siquidem & elemosinam confero in remedium anime meae & Antecessorum & Successorum meorum, nec non & intuitu restitutionis faciendae generaliter pro illis, quibus restituito certa fieri non valebit, decem millia librarum Flandriae eroganda per executores testamenti mei ubi & sicut a me expressum fuerit ordinatum & in Literis meis videbitur contineri. Quod si forte nihil me super hoc scribere contingeret, volo quod executores mei subscripti erant super hoc charissima Sorori meae Margaretae Dominae de Dampetra, Priori Insulensi & Priori Valentian. Ordinis Praedicatorum, Fratri Petro de Salicis, Fratri Michaele & Fratri Henrico & Fratri Henrico de Querfeto vel duobus ipsis, ut faciant & distibuant, sicut praedicta charissima Soror mea & dicti Fratres vel duo praedictorum me dixerint ordinasse. De illis autem de quibus expressum verbo vel scripto ordinavero, executores mei subscripti faciant pro utilitate anime meae, secundum quod eis melius videbitur, distibuentes ea in terra nostra de consilio praedictae Sororis meae & Fratrum praedictorum.

§. 4. Ad familiam autem meam remunerandam, lego de supra dictis decem mille libris, mille quingentas libras cullibet, sicut verbo vel scripto ordinabo conferendas, vel si non de eis totaliter ordinavero, testamentarii mei residuum pecuniae praedictae, de

quā expressum non ordinavero, distibuant de consilio dictae sororis meae, & fratrum praedictorum singulis de familia mea secundum meritum & statum suum. Et de praedicta pecunia mille quingentarum librarum lego JOHANNAE de Monasterio ducentas libras Flandriae & Dominae Mariae de Castello centum libras. Item praedictae JOHANNAE lego quadraginta libras annui redditus hereditarie, & dictae Mariae decem, de consensu & voluntate supra dictae sororis meae. Volo insuper & ordino, quod quinque millia librarum Flandriae de parata pecunia, quam mihi benigne concessit ad solvendum testamentum meum, si de hac infirmitate decederem, charissimus Dominus & Maritus meus Thomas Flandriae & Haynoniae Comes, sicut in suis Literis continetur, in manu sint & dispositione testamentariorum meorum subscriptorum, ad faciendas restitutiones meas celeriter, per manum ipsorum, ne mora & tardatione anima mea dispendium patiatur. Volo autem & ordino quod ad judicium Testamentariorum meorum subscriptorum pertineat, & non ad judicium successoris mei, cui, & quibus, & qualiter, restitutiones, maxime de mobilibus fuerint faciendae.

§. 5. Volo insuper & statuo, quod omnes castelli mei reliqui & liberi, vasa aurea & argentea, & omnia suppellectilia mea, & indumenta de capella, mensa, camera, seu etiam coquina mea, & si qua sunt alia dominia mobilia mihi specialiter deputata, quaecunque in die obitus mei poterunt inveniri, in manu sint & dispositione Testamentariorum meorum inferiorum expressorum, ut ipsi disponant super eisdem, pro utilitate mea anime secundum conscientias suas de consilio sororis meae & Fratrum Ordinis Praedicatorum superius nominatorum, nisi super his expressum a me verbo vel scripto fuerit ordinatum.

§. 6. Ego autem, compos existens mentis meae, & in bono rationis usu, praedicta omnia ordinavi, & expressum constitui, & constituo executores Testamenti mei Reverendos in Christo Patres, ac Dominos meos, Cameracenses & Tornacenses Episcopos, quicunque fuerint, Venerabiles & discretos Domini Walterum Abbatem Sancti Johannis Valenc., Magistrum Gerardum Scholasticum Cameracensem, Magistrum A. Decanum de Aula, & Magistrum Egidium de Brug Praepositum beati Petri Duacensis. Quod si forte aliquem vel aliquos praedictorum Testamentariorum decedere contingeret, volo, & statuo, quod illi, qui residui fuerint, ad voluntatem suam, alium, vel alios eligant, secundum conscientias suas, qui loco illorum Testamentarii mei sint, & vices suppleant defunctorum. Et si omnes simul executioni Testamenti nequiverint vel noluerint interesse, volo nihilominus, quod tres vel duo ipsorum possint, & procedant in executione Testamenti mei, secundum quod eis videbitur expedire.

§. 7. Volo etiam, quod si ambiguitas oriatur super verbis in Testamento meo positis, ad judicium & interpretationem ipsorum Testamentariorum meorum spectet omnino, ita quod interpretatio eorum firmiter teneatur. Volo etiam, quod illi Testamentarii mei illo ordine procedant in restitutionibus faciendis, & in legatis aliis persolvendis, quo de jure fuerit procedendum, pensantes, quod anime meae utilis fuerit, pauperibus autem & egenis citius satisfiant, & quibus amplius sum alitista. Omnibus autem praedictis suum prebuerunt assensum Illustris & charissimus Dominus & maritus meus, Thomas Comes Flandriae & Haynoniae, & charissima soror mea Margareta Domina de Dampetra, & promiserunt bona fide, se praedicta omnia, cullibet pro parte sua, firmiter & inviolabiliter servaturos, & ad hoc confirmandum, apposuerunt Sigilla sua praesenti Scripto.

§. 8. Volo igitur & statuo modis omnibus quibus possum, quatenus praedicta omnia firmiter & inviolabiliter observentur, tandem supplicans ex affectu tam charissimae Sorori meae, quam praedictis Testamentariis meis, & omnibus fidelibus, & amicis meis, quod ita diligenter & celeriter praedicta omnia procurentur, quod anima mea nullum ex retardatione dispendium patiatur in futuro. Haec autem omnia ordinavi, praesentibus Domino & marito meo Thoma Comite, Margareta sorore mea, Priore Valentian. Ordinis Praedicatorum, & Praeposito de Marchiano, Fratre Petro de Salicis, fratre de Michaele, fratre Henrico de Querfeto Ordinis Praedicatorum. A. Decano de aula, Domino Fustredo de Linea, Domino Gerardo de Haynone, Domino Waltero de Lens, & pluribus aliis.

§. 9. In cujus rei notitiam, praesens Scriptum feci

sigil-

ANNO

1244.

ANNO 1244. sigilli mei munimine roborari, Sigillorumque prædicti Comitibus, & dictæ fororis meæ, Prioris Valencian., Decani de Aula, Domini Fulfredi, Domini Gerardi de Haynone, Domini Walteri de Lens.

Nos igitur ad petitionem fidelis nostræ Margarete Comitissæ Flandriæ prædicta omnia auctoritate Regis confirmamus & approbamus, & volumus inviolabiliter observari. In cuius rei notitiam præfens Scriptum fecimus sigilli nostri appensione munire. Datum anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo quarto, mense Martio.

CCCLVI.

Plenipotencia Imperatoris **FREDERICI II.** suis ad summum Pontificem **INNOCENTII IV.** ablegatis Procuratoribus **Comiti Tholofano, Magistris Petro de Vineâ & Thadæo de Suecia, data cum memorato Pontifice agendi & in anima sua quod Mandatis Pontificis stare velit iurandi.** [MATTH. PARIS, Historia Major, pag. 629. **RAYNALDI** Continuatio Annalium Cæs. **BARONII** Tom. XIII. ann. 1244. Cette Pièce n'étant point datée, on se conforme à l'arrangement de ces deux Auteurs.]

FREDERICUS, Dei gratia, Romanorum Imperator, semper Augustus, Hierusalem & Siciliæ Rex, per præfens Scriptum notum facimus universis quod nos P. illustri Comiti Tholofano, dilecto affini ac fidei nostro, & Magistro Petro de Vineâ, & Thadæo de Suecia magnæ Curie nostræ iudicibus & fidelibus nostris speciale & plenam concedimus potestatem iurandi in anima pro parte nostra, stare mandatis Domini Papæ & Ecclesiæ super omnibus articulis, injuriis, damnis & offensis ante & post excommunicationis Sententiam, Ecclesiis & personis Ecclesiasticis illatis pro quibus olim per Gregorium summum Pontificem contra nos excommunicationis sententia noscitur fuisse prolata. Ratum habentes & firmum, quicquid super hoc prædicti fideles nostri duxerint faciendum. Ad cuius rei memoriam & debitam firmitudinem, præfens Scriptum aurea bulla topazio nostræ Majestatis impressa iussimus communiri.

CCCLVII.

20. Juill. *Traité de Trêve entre HENRI Duc de Lorraine & de Brabant, & GUILLAUME Comte de Juliers & ses Adhérans. Fait près de Venlo, au mois de Juillet de l'an 1244.* [CHRISTOPHRE BUTENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 87.]

HENRICUS Dux de Limboreh & Comes de Monte, Otto Comes Gelrensis & Gerardus Comes de Wassemberge omnibus præfens Scriptum inspecturis. Notum facimus, nos apud Illustræm Principem Dominum **HENRICUM Ducem Lotharingæ & Brabantie** multiplicibus precibus obtinuissæ, quod inter venerabilem Dominum **Conrardum** Dei gratiæ Colonienfis Ecclesiæ Archiepiscopum & præfatum **HENRICUM Ducem Brabantie, Henricum Comitem Seynensem** & eorum adiutores ex una parte, **Willielmum Comitem Juliacensem, Walleranum fratrem ejus** & eorum adiutores ex altera, legitimis treugis usque ad Epiphaniam Domini proximè venturam dedimus tota die Epiphaniæ duraturas. Protestamur etiam & dicimus, quod **Willielmus Comes Juliacensis** restituit in continenti Duci Brabantie, omnia ablata quæ ad præfens haberi possunt; quæ autem haberi hac vice nequeunt, illa persolvat infra festum B. Remigii proximè futurum. Præfatus etiam Comes Juliacensis de expensis captivorum taliter ordinabit, quod ipse inde Domino **HENRICO Duci Brabantie** retribuietur, nec idem **Comes Juliacensis, Adolpho de Marbach, Godofredo de Arlesberge & Theobaldo de Iseberg**, dictis treugis durantibus, aliquod auxilium impendat. Adjectum est etiam, quod nobilis vir Dominus **Arnoldus de Dieff** ubicunque sibi placuerit in Brabantia esse poterit, dummodo Civitates que in Brabantia sitæ sunt non intret, & conspectui Domini **HENRICI Ducis Brabantie** scienter se non præstent: Fratres verò prædicti **Arnoldi de Dieff** Brabantiam non intrabunt, sed extra Brabantiam undique treugas habebunt. Eisdem

TOM. I.

autem treugis **Arnoldus Comes de Los & Cyncio & nobilis vir Hæricus de Heinsberge** & eorum adiutores sub hac forma sunt inclusi, videlicet quod Comes de Los præfato nobili viro **Henrico de Heinsberge** & suis restituet, si quid per eum vel per suos ipsi vel suis arreptum fuerit vel ablatum; idem faciet Dominus **Henricus** prædictus de Heinsberge dicto **Arnoldo Comiti de Los** & de **Cyncio** super arreptis & ablati sibi & suis restituendis. Prætaxatas verò treugas faciemus inviolabiliter observari, & omnium aliorum prædictorum sumus etiam fideiutores. In cuius fideiussionis testimonium, præfentes Litteras sigillorum nostrorum munimine duximus roborandas. Actum & Datum apud Loithe juxta Venlo anno Domini MCC. XLIV. Mense Julio, feria quarta ante festum Beate Mariæ Magdalene.

CCCLVIII.

Obligatio & Promissio Regis Scotie **ALEXANDER** Vers le DRII., Regi Angliæ **HENRICO III.** 15. de Vassallagio seu Ligio facta, qua bonam hinc d'Aouit fidem servare nec sedas contra eum invire se obligat. Circà (1). Assumptionem B. Mariæ. 1244. [MATTH. PARIS, Historia Major pag. 646.]

ALEXANDER Dei gratia Rex Scotie, omnibus Christi fidelibus hoc Scriptum visuris, vel audituris, Salutem. Ad vestram volumus pervenire notitiam nos pro nobis & hæredibus nostris concessisse, & fideliter promississe, charissimo & ligio Domino nostro **Henrico** tertio Dei gratia Regi Angliæ Illustri, Domino **Hybernæ, Duci Normanniæ, & Aquitanie, & Comiti Andegaviæ**, & ejus hæredibus, quod in perpetuum bonam fidem ei servabimus pariter & amorem: Et quod nunquam aliquod fœdus inibimus per nos vel per aliquos alios ex parte nostra, cum inimicis Domini Regis Angliæ, vel hæredum suorum, ad bellum procurandum vel faciendum, unde damnum eis vel Regnis suis Angliæ & Hybernæ, aut cæteris terris suis eveniat, vel possit aliquatenus evenire, nisi nos injustè gravent; itantibus in suo robore conventionibus inter nos & dictum Dominum Regem Angliæ initis ultimò apud Eboracum, in præsentia Domini **Otonis**, tituli Sancti Nicolai in Carcere Tulliano Diaconi Cardinalis, tunc Apostolicæ Sedis Legati in Angliæ; Et salvis conventionibus factis super Matrimonio contrahendo, inter filium nostrum & filiam dicti Domini Regis Angliæ. Et ut hæc nostra concessio & promissio pro nobis & hæredibus nostris perpetue firmitatis robur obtineant, fecimus jurare in animam nostram Alanum Ostarium, Henricum de Bailloil, David de Lindefie, Willielmum Giffard; quod omnia prædicta, bona fide, firmiter & fideliter observabimus. Et similiter jurare fecimus venerabiles patres **David, Willielmum, Galfridum, & Clementem**, Sancti Andree, Glasconensem, Dunkeldensem, & Dumblanensem, Episcopos. Et præterea fideles nostros, Patricium Comitem de Dumbur, Malcomum Comitem de Fif, Malisum Comitem de Stratherne, Walterum Cumin de Meneteth, Willielmum Comitem de Maro, Alexandrum Comitem de Buthan, David de Hastings Comitem Athorl, Robertum de Bruis, Alanum Ostarium, Henricum de Bailloil, Rogerum de Mumbri, Laurentium de Abrinthia, Richardum Cumin, David de Lindefie, Richardum Sward, Willielmum de Lindefie, Walterum de Moravia, Willielmum Giffard, Nicolaum de Sully, Willielmum de Veteri ponte, Willielmum de Beville, Aleumum de Mesue, David de Graham, & Stephanum de Smingham: Quod si nos vel hæredes nostri, contra concessionem & promissionem prædictam, quod abist, venerimus, ipsi, & hæredes eorum, nobis, & hæredibus nostris, nullum, contra concessionem & promissionem prædictam, auxilium vel consilium impendant, aut ab aliis pro posse suo impendi permittant. Imò bona fide laborabunt erga nos & hæredes nostros, ipsi & hæredes eorum, quod omnia prædicta à nobis & hæredibus nostris, nec non ab ipsis & eorum hæredibus firmiter & fideliter observentur in perpetuum. In cuius rei testimonium, tam nos, quam prædicti Prælati, Comites & Barones nostri, præfens Scriptum sigillorum suorum appositione roboravimus. Testibus Prælati, Comitibus & Baronibus superius nominatis. Anno Regni nostri

Aa

tri

(1) Cette Date est purement historique; on la tire de l'Auteur, [DUM.]

ANNO tri &c. Ista signa apposita fuerunt in continenti, scilicet Regis Scotiæ Alexandri, Willielmi de Bevre, Willielmi de Veteri ponte, Willielmi de Lindefia, Stephani de Smingham. Aliorum sigilla apposita fuerunt postea.

CCCLIX.

Articuli, quibus Imperator FRIDERICUS II., INNOCENTIO IV. Pape se fore satisfacturum spondit. (1) Anno 1244. [MATTH. PARIS, Historia Major pag. 629. RAYNALDI Continuatio Annalium BARONII, Tom. XIII. ann. 1244.]

SUPER facto terræ inventa est forma quæ placet utrique parti, scilicet quod tota terra quam possidebat Ecclesia tempore excommunicationis, sibi reddatur; & idem de adherentibus Ecclesiæ. Super contemptu clavium scriberet Imperator generaliter per totum orbem, quod in contemptu Ecclesiæ & potestatis Ecclesiasticæ, Sententiam per Dominum prædecessorem suum non contempnit. Sed cum prædicta Sententia sibi denunciata non fuerit, de Consilio Prælatorum & aliorum Nobilium Alemannie & Italia processit, quod prius quam sibi denunciaretur, eam non tenebatur servare. Profitetur tamen, quod recognoscit bene quod desequit in hoc non servando & male fecit, cum bene sciat & credat fideliter, quod tam super eum, quam super omnes Christianos, Reges & Principes Clericos & Laicos, habet summus Pontifex, etiam si peccator extitit, quod Deus avertat, in Spiritualibus plenitudinem potestatis. Nihilominus subsidium pro illo excessu facit in militibus vel pecunia, cuicumque Dominus Papa Christianitatis quantumcumque & quale viderit expedire: alias elemosinas & jejunia facturus juxta ordinamentum Domini Papæ, & Sententiam ipsam, usque ad diem absolutionis humiliter & devotè servabit. Super captione Prælatorum, imprimis, omnia ea quæ ad eum pervenerant de his quæ capta sunt in Galeis, vel apud eum poterunt inveniri, integrè restituet, & restitui faciet. De reliquo, volentibus damna passis, juxta mandatum Domini Papæ, de cujus benignitate confidit, satisfaciatur. Faciet etiam in satisfactionem hujus offensæ & ob honorem Dei, Hospitalia & Ecclesias, ad dispositionem Domini Papæ, quot, & ubi, & sicut viderit expedire; & prædicta loca dotabit, sicut Dominus Papa mandabit. Super prædictis & super aliis omnibus articulis, injuriis, damnis & offensis, ante & post discordiam & latam Sententiam, Ecclesiis & personis Ecclesiasticis illatis, pro quibus excommunicatus est, jurabit prædictè stare mandatis Domini Papæ: Salva tamen sint ei honores & jura quoad conservationem integram, sine aliqua diminutione Imperii & Regnorum suorum. Et licet pro prædictis offensis satis oblatum esse credamus, nihilominus tamen ad satisfactionem & securitatem tam præcedentium quam sequentium capitulorum, & ad majora devotionis indicia demonstranda, Dominus Imperator stabit Consilio & ordinationi tractatorum, scilicet Dominorum Ostiensis Episcopi Stephani, Ægidii, & Ottonis, Cardinalium, qui, excepta persona Domini nostri Papæ, supplebunt in satisfactione & securitate, quod viderint esse supplendum: ita tamen quod nihil facient sine Consilio & mandato Domini Papæ, & prædictis salvis de satisfactione & securitate, prædicti tractatores facient quod de Consilio fratrum Dominus Papa faciendum decreverit. Super adherentibus autem Ecclesiæ ita dicimus, quod omnibus his qui post ortam discordiam Ecclesiæ adhererunt, undecunque sint, ex nunc plenè omnis remittatur offensæ, tam ante discordiam quam post, sive occasione Ecclesiæ, sive alia commissæ. Et omnia bauna & Sententias contra eos latas revocabit. Et si quas Donationes vel Contractus vel Obligationes ei fecissent post latam Sententiam, vel postquam adhererunt Ecclesiæ, relaxabit, possessionibus eorum, juribus, & honoribus suis, eis integrè restituit, etiam si aliis sint concessa. Super aliis autem qui ante ortam discordiam rebelles Domino Imperatori fuerunt, & erant tunc in bello cum eo, ita dicimus, quod remittitur eis omnis offensæ, quam postea commiserunt contra eum & Imperium. De offensis verbò commissis ante ortam discordiam, stabit Dominus Imperator provisioni & ordinationi Domini Papæ & fratrum, faciendæ infra tempus à Domino Papa præsigendum, ipsi & omnibus dabit plenam pacem ex nunc. Super securitate verbò illorum de Romandio-

la, qui post ortam discordiam Ecclesiæ adhererunt, & Nobilibus de Marchia Tervisiana, & Marchionis Montis Ferrati, & aliorum Nobilium ubique, ita faciet Dominus Imperator, videlicet quod prædicti Nobiles in propriis personis, nisi ad provisionem Domini Papæ, sed per substitutos servire Domino Imperatori minime teneantur. In judicium autem vocari per Nobiles & Pares suos reliquos regionis ejusdem, aliis adherentibus Ecclesiæ non exclusis, debeant judicari. De personalibus & realibus actionibus impeditis, & etiam de criminalibus accusatis, specialiter autem in Romanorum, ad majorem securitatem eorum qui Ecclesiæ adhererunt, statuet Dominus Imperator Capitaneum aliquem de Prælatibus Italianis, sub cujus solis examine litigabunt usque ad beneplacitum Domini Papæ, tam in civilibus, quam in criminalibus causis. Et Prælati ipsi eligantur de consensu Domini Papæ, quamvis Dominus Papa voluerit: munitiones autem proprias Dominus Imperator per quos sibi placuerit, faciet custodiri: munitiones verbò prædictorum non ladeat vel tangeri sine consensu ejus qui deputatus fuerit super his. Illis etiam de Marchia Tervisiana providebit Dominus Imperator Capitaneum, cui soli debeat respondere illi de Marchia Tervisiana, qui Ecclesiæ adhererunt, de consensu unius fratrum, quem Dominus Imperator duxerit eligendum. Captivos in Galeis captos, necnon omnes Romanos, Thuscus, & alios omnes captivos, post latam Sententiam excommunicationis, cujus ad præsens absolutio petitur, liberabit. Et ab omnibus juramentis & obligationibus, quibus obligasset se post captionem, absolvet tam eos qui liberati sunt, quam qui postea liberabuntur. Et super hoc Literas suas dabit fidelibus suis, qui capti sunt ubique per detentores invicem liberatos. Ejectos occasione discordiæ primæ vel secundæ, tam Clericos quam Laicos, redire permittit ad propria, & ibidem securè manere, possessionibus eorum & bonis integrè restituit. De discordia autem Romanorum, Dominus Imperator stabit ordinationi Domini Papæ & fratrum, tam de restitutione damnorum hinc inde datorum in bello ipso, quam de aliis. Ita tamen quod ita statuatur de discordia & indebitate suorum, excepto Castro Anticuli, de quo non compromittitur. De damnis datis per Dominum Imperatorem, Officiales & Ballivos suos, Prælati, Ecclesiis, tam religiosorum quam secularium, vel aliis, de mandato suo, post Sententiam latam in eum, satisfaciatur Dominus Imperator secundum providentiam & benignitatem Sedis Apostolicæ: ubi non intelligit Dominus Imperator damna hostiliter data per se aut suos exercitus. Gregorio de Monte longo & omnibus consanguineis suis plenam pacem dat & securitatem. Terra Comitum Willielmi, quæ teneatur ab Ecclesiâ, restituitur: de alia terra compromittitur in Imperatorem constanter, Dominos Ottonem Cardinalem, & Archiepiscopum Rothomagensis, ita quod ipsi de jure cognoscant, sicut fuerit cognoscendum. Nuncios Imperatoris dicent quod compromittit, quod de possessione & proprietate, & simul recognoscant, & defendant & jurabunt, quod bona fide & sine fraude studebunt inducere Dominum Imperatorem, quod ipse patiat quod præfati Domini procedant, sive simul sive separatim de possessione & proprietate: & dicti tres requirunt Dominum Imperatorem. Et recipiunt super se, quod super eo apud Dominum Imperatorem facient bona fide, quod Imperator consentit, quod isti tres procedant, sicut eis videbitur expedire, audiendo scilicet & terminando causam ipsam, sive simul de possessione & proprietate, sive separatim. Quod si non omnes possint interesse, & aliquis eorum fuerit justo impedimento detentus, duo eorum procedant.

CCCLX.

Cautio Regis Scotiæ ALEXANDRI & suorum Magnatum, summo Pontifici INNOCENTIO IV. facta, de non violanda fidelitate Regi Angliæ HENRICO III. per Sacramentum corporaliter præstita (1) 1244. [MATTH. PARIS, Historia major pag. 646. RAYNALDI Continuatio Annal. BARONII, Tom. XIII. ann. 1244.]

SANCTISSIMO in Christo Patri, Innocentio Dei Gratia summo Pontifici Alexander eadem gratia Rex Scotiæ, Comes Patricius, Comes de Strathene, Comes Levenath, Comes de Anegria, Comes de Mera, Comes de Aitholia, Comes de Ros, Comes de Katenes,

(1) C'est encore de *Matth. Paris* & de *Raynaldus* qu'on tire cette Date. [DUM.]

(1) C'est encore sous cette Année que les deux Auteurs suivans tangent cette Pièce. [DUM.]

ANNO 1244. nes, Comes de Buth, Rogerus de Mumbri, Laurentius de Alberinthia, Petrus de Mawere, Richardus Cumini, Willielmus de Veteri ponte, Robertus de Brui, Rogerus Avenel, Nicolaus de Sulling, W. de Morai, de Dunfel, Willielmus de Murete, de Petin, Johannes Bisset juvenis, Willielmus de Lindefeie, J. de Vallibus, David de Lindefeie, Willielmus Giffart, Duncanus de Ergatilla, I. de Malervelle, Eymerus filius ejus, Rogerus Comes Wintoniensis, Henricus filius de Ros, Rogerus de Clere, Henricus filius Comitiss de Brettere, Eustachius de Sturtevilla, Comes Malcolmus de Fif, Comes de Mencheshere, Walterus filius Alani, Walterus Olifard, Bernardus Frazer, Henricus de Bailloil, David Cumini, David Marescalus, David filius Ranulphi, Willielmus de Fortere, Johannes de Bailloil, & Robertus de Ros, Salutem & debitam cum omni honore reverentiam. Sanctitati vestre significamus nos Sacramentum corporaliter prestitisse, coram venerabili Patre Otone, tituli Sancti Nicolai in Carcere Tulliano, Diacono Cardinali, in Anglia Scotia, & Hybernia, tunc Apostolica Sedis Legato, ac Chartam nostram concessisse, qua ita incipit: *Sciatis presentes & futuri, quod ita convenit in presentia Domini Ottonis Sancti Nicolai &c.* Quae Charta penes Dominum Regem Angliæ & nos remanet chirographata. Item aliam, qua sic incipit: „Ad omnium vestrum notitiam volumus pervenire. Cum ex forma præcedentium nostrarum pateat obligationum, subiecimus nos Jurisdictioni vestra, ut nos & hæredes nostros per censuram Ecclesiasticampositis coercere, si aliquo tempore contra memoratam pacem venerimus. Et si nonnunquam contingit, quod quidam nostrum, omnes, vel unus, contravenire temerè præsumerent, vel præsumere nituntur, vel nitentur, & ex hoc tam animabus nostris quam hæredum nostrorum grave posset generare periculum, & corporibus nostris & rebus non minimum immineret detrimentum. Sanctæ Paternitatis vestre supplicamus, quatenus alicui suffraganeo Archiepiscopi Cantuariensis deitis in mandatis, ut nos hæredesque nostros ad præfatam pacis observationem compellat, prout in instrumentis inde confectis plenius continetur. Alias super eadem pace, quod canonicum fuerit, auctoritate vestra statuat, contra dictores, &c.” Et ad illius petitionis nostræ consummationem, præsentem Scripto sigilla nostra apposuimus.

CCCLXI.

8. Août. *Convenit inter HENRICUM III. Regem Anglorum ex una & SENENAM uxorem GRIFFINI filii LEOLINI, quondam Principis Northwallie nomine ejusdem GRIFFINI ex altera parte, de liberando sub certis conditionibus GRIFFINO à DAVIDE Fratre carceri mancipato. Acta apud Salepesh. die Lunæ proxima ante Assumptionem B. Mariæ, Anno dicti Regis 25. [MATH. PARIS, Historia Major pag. 624.]*

CONVENIT inter Dominum Henricum tertium Regem Anglorum illustrem, ex una parte, & Senenam uxorem Griffini, filii Leolini, quondam Principis Northwallie, quem David frater ejus tenet carceri mancipatum, cum Owenio filio suo, nomine ejusdem Griffini, ex altera: scilicet, quod prædicta Senena manucepit pro prædicto Griffino viro suo, quod dabit Domino Regi sexcentas marcas, ut Dominus Rex eum & prædictum Owenium filium suum liberari faciat à carcere prædicto; ita quod stabit iudicio Curie sue, si de jure debeat carcere detineri. Et ut Dominus Rex postea iudicium Curie sue, secundum legem Wallensium, ei & hæredibus suis habere faciat, super portione quæ eum contingit de hereditate, quæ fuit prædicti Leolini patris sui, & quam prædictus David deforciat ipsi Griffino. Ita quod si idem Griffinus, vel hæres sui, per considerationem Curie Domini Regis reciperent portionem, quam se dicunt contingere de hereditate prædicta; Eadem Senena manucepit pro prædicto Griffino viro & hæredibus suis, quod ipse & hæres sui in perpetuum inde reddent Domino Regi centenas marcas annuas; scilicet tertiam partem in denariis, & tertiam partem in bobus & vacis, & tertiam partem in equis, per estimationem legalium hominum, liberandum Vicecomiti de Salepesh. & per manus ipsius Vicecomitis

TOM. I.

ad Scaccarium Domini Regis deferendum, & ibidem liberandum: scilicet unam medietatem ad festum Sancti Michaelis, & alteram ad Pascha. Eadem etiam Senena, pro præfato Griffino viro suo & hæredibus suis manucepit, quod firmam pacem tenebunt cum præfato David fratre suo super portione, quæ eidem David remanebit de hereditate prædicta. Manucepit etiam eadem Senena pro dicto Griffino viro suo, & hæredibus suis, quod si aliquis Wallensis aliquo tempore Domino Regi, vel hæredibus suis, rebellis fuerit, præfatus Griffinus & hæres sui, ad cultum suum proprium ipsum compellent, ad satisfaciendum Domino Regi & hæredibus suis. Et de his omnibus supradictis firmiter observandis dicta Senena dabit Domino Regi David & Rotherum filios suos obfides: ita tamen, quod si de præfato Griffino viro suo, & Owenio filio suo, qui cum eo est in carcere, humanitus contingat, aut quàm inde liberentur, alter prædictorum filiorum eidem Senena reddetur, reliquo obfide remaneant. Juravit insuper eadem Senena tactis sacrosanctis Evangelis, pro se & pro præfato Griffino viro suo & hæredibus suis, quod hæc omnia firmiter observabunt. Et manucepit, quod dictus Griffinus vir suus idem jurabit cum à carcere liberatus fuerit. Et super præmissis se submisit nomine dicti Griffini viri sui jurisdictioni venerabilium Patrum Herefordensis & Lichefeldensis Episcoporum. Ita quod præfati Episcopi, vel eorum alter, quem Dominus Rex elegerit, ad requisitionem ipsius Domini Regis, per Sententias excommunicationis in personas, & interditi in terras, eos coercere ad prædicta omnia & singula observanda. Hæc omnia manucepit prædicta Senena & bona fide promisit se facturam & curaturam quod omnia impleantur: & quod præfatus Griffinus vir suus, cum liberatus fuerit, & hæres sui, hæc omnia grata habebunt, & complebunt. & Instrumendum suum inde dabit Domino Regi in forma prædicta. Ad majorem siquidem hujus rei securitatem, factum est hoc Scriptum inter ipsum Dominum Regem & dictam Senenam nomine præfati Griffini viri sui: ita quod parti remanenti penes ipsum Dominum Regem appositum est sigillum præfati Griffini, per manum dictæ Senenæ uxoris sue, unâ cum sigillo prædictæ Senenæ, & parti remanenti penes ipsam Senenam nomine præfati Griffini viri sui appositum est sigillum Domini Regis, quod de supradictis etiam omnibus complendis, & firmiter observandis, dedit prædicta Senena, nomine præfati Griffini viri sui, Domino Regi plegios supra scriptos; videlicet Radulphum de Mortuo mari, Walterum de Clifford, Rogerum de Monte alto, Senescallum Cestrie, Malignum filium Maligni, Mereduc filium Roberti, Griffinum filium Maddoc de Brunfeld, Houwel & Mereduc frater ejus, Griffinum filium Wenunwen. Qui hæc omnia pro præfata Senena manuceperunt, & Chartas suas ipsi Domino Regi fecerunt. Acta apud Salepesh. die Lunæ proxima ante Assumptionem beatæ Mariæ Virginis. Anno Regni Regis ipsius vigesimo quinto.

CCCLXII.

Cautio & Obligatio DAVIDIS Principis Northwallie HENRICO III. Angliæ exhibita, de dimittendo ex Carcere Fratre suo GRIFFINO aliisque punctis exequendis. Apud Alnet. juxta Fluvium Elvey de Stro. Asapho in festo Decollationis Johannis Bapt. Anno dicti Regis 25. [MATH. PARIS, Historia Major, pag. 625.]

ONNIBUS Christi fidelibus, ad quos presentes Litteræ pervenerunt, David filius Leolini salutem. Sciatis quod concessi Domino meo Henrico Regi Angliæ illustri, filio Domini Johannis Regis: quod liberabo Griffinum fratrem meum, quem teneo incarcerationum, unâ cum filio suo primogenito, & aliis qui occasione prædicti Griffini sunt in parte mea incarcerationati, & ipsos eidem Domino meo Regi tradam. Et postea stabo Juri in Curia ipsius Domini Regis, tam super eo, utrum idem Griffinus debeat teneri captus, quàm super portione terræ, quæ fuit prædicti Leolini patris mei, si qua ipsum Griffinum contingere debeat, secundum consuetudinem Wallensium, ita quod pax servetur inter me & prædictum Griffinum fratrem meum, quod caveatur de ipsa tenenda secundum considerationem Curie ipsius Domini Regis: & quod tam ego quàm prædictus Griffinus portiones nostras, quæ nos contingunt de prædictis terris, tenebimus in capite de prædicto

Da 2

Do

ANNO 1244.

ANNO Domino Rege. Et quodd reddam Rogero de Monte
1244. alto, Senesallo Cestrie, terram suam de Mohaat cum
pertinentiis: & sibi & aliis Baronibus & fidelibus Domini
Regis, istas terras suam in occupata. un à rem-
pore belli qui inter ipsum Dominum Johannem Re-
gem, & predictum Leolinum patrem meum, salvo jure
proprietas contra pacis & instrumenti, super quo
indubiter. Iam huc inde in Curia ipsius Domini Regis.
Et quodd reddam ipsi Domino Regi omnes expensas,
quas ipse & sui fecerunt occasione exercitus istius. Et
quodd satisfactio de damnis & injuriis illatis sibi & suis,
secundum considerationem Curie predictæ, vel maiori. Et
secundum ipsius ipsi Domino Regi reddam. Et quodd iuriter Domi-
nio Regi reddam omnia homagia, qua Dominus Jo-
hannes Rex Pater suus habuit, & qua Dominus Rex
de jure habere debet: & specialiter omnium Nobilium
Wallensium. Et quodd idem Dominus Rex non dimi-
ter aliquem de suis captivis, quin ipsi Domino Regi &
suis remaneant. Quia. Et quodd terra de Engles-
mere cum pertinentiis suis in perpetuum remanebit Do-
mino Regi & heredibus suis. Et quodd de cetero non
receptas Urugas vel foris banniatos ipsius Domini Regis
vel Baronum suorum, de Marchia in terra mea, nec
permittam receptari. Et de omnibus articulis supradictis
& singulis firmiter & in perpetuum observandis, Domino
Regi & heredibus suis, pro me & heredibus meis, cavebo
per obides & pignora, & aliis modis, quibus Dominus
Rex dicere voluerit & dicere. Et in his & in omnibus aliis
stabo voluntati & mandatis ipsius Domini Regis, & Juri
parebo omnibus in Curia sua. In cujus rei testimonium
presenti Scripto Sigillum meum appendi. Actum apud
Alnet. juxta fluvium Elvey de Sancto Asapho, in festo
decolationis S. Johannis Baptiste, Anno predicti Do-
mini Regis Henrici vigesimo quinto. Et sciendum, quodd
illi qui capti detinebantur cum predicto Griffino, eodem
modo traduntur Domino Regi, donec per Curiam suam
consideratum fuerit, utrum & quomodo debeant deli-
berari. Et ad omnia firmiter tenenda, ego David jura-
vi super Crucem sanctam, quam coram me feci depo-
nere. Venerabilis etiam Pater Howetus Episcopus
de Sancto Asaph, ad petitionem meam, firmiter promi-
sit in ordine suo, quodd hæc omnia predicta faceret, &
procurabit modis quibus poterit observari. Edeverit
quidem Wagau, per preceptum meum, illud idem
juravit super crucem predictam. Actum ut supra. Præ-
terea concessi pro me & heredibus meis, quodd si ego
vel heredes mei contra pacem Domini Regis vel hære-
dum suorum vel contra articulos predictos, aliquid
attentaverimus, tota hereditas nostra Domino Regi &
heredibus suis incuratur. De quibus omnibus & sin-
gulis suppositi me & heredes meos jurisdictioni Archie-
piscopi Cantuariensis, & Episcoporum Londinensis,
Herciordensis, & Coventrensis, qui pro tempore præ-
erunt, quodd omnes, vel unus eorum, quem Dominus
Rex a hoc elegerit, possit nos excommunicare, & ter-
ram interdicere, si aliquid contra predicta attentaveri-
mus. Et procuravi, quodd Episcopi de Bangor, & de
Sancto Asaph, chartas suas Domino Regi fecerunt,
per quas concesserunt, quodd omnes sententias tam ex-
communicationis, quam interdicti, à predictis Archie-
piscopo, Episcopis, vel aliquo eorum, ferendas, ad
mandatum eorum exequantur.

CCCLXIII.

18. Dec. *Contrat de Mariage entre Ame IV. Comte de*
SAVOYE, & *CECILE DE BAUX, fait*
le 18. Décembre, 1244. [S. GUICHENON,
HISTOIRE GÉNÉLOGIQUE de la Maison de Savoie.
Preuves. pag. 71.]

In Christi nomine.

ANNO Incarnationis ejusdem, millesimo du-
centesimo quadragésimo quarto, & decimo
quinto Calend. Januarii, Regnante Frederico Roma-
norum Imperatore, notum sit omnibus modernis homi-
nibus, & futuris, quodd Ego Humbertus de Seyffello,
constitutus Procurator à Nobili Viro Domino Amedeo
Comite Sabaudie, & in Italia Marchione, sicut con-
tinetur in Litteris missis per dictum Dominum Comitem,
Nobili viro Barralo Domino Baucii ad desponsandam
Te Dominam Ceciliam Filiam Nobilis Viri Barrali,
Domini Baucii predicti, & ad matrimonium contrahen-
dum, per verba de presenti, cum Te Domina Cecilia
supradicta, autoritate, & mandato, & potestate michi
data, atque concessa, à dicto Domino Amedeo Comite
Sabaudie, Te dictam Dominam Ceciliam presentem, &

ANNO consentientem in dictum Dominum Comitem. Ego
1244. dictum Humbertum de Seyffello, tanquam Procurator
ipsum, in personam ipsius Domini Comitis, & nomine
ipsius, Te in Uxorem legitimam accipio, & in Te Ce-
ciliam supradictam, nomine ipsius, & mandato consti-
tuto, & tecum nomine ipsius Domini Comitis, & man-
dato, & in personam ipsius per verba de presenti, ma-
rimonium contraho, & Ego Cecilia Filia Nobilis Viri
Barrali, Domini Baucii supradicti, non eratis, non
cecepta, non coacta ab aliquo, certiorata de persona
dicti Domini Amedei Comitis Sabaudie, & Marchionis
in Italia per famam, volens cum dicto Domino Co-
mite, per verba de presenti, matrimonium contrahere,
sciens te Dominum Humbertum de Seyffello, esse
Procuratorem constitutum à Domino Amedeo Comite
predicto, ad contrahendum matrimonium mecum, no-
mine, & mandato dicti Domini Comitis, per verba de
presenti, te dictum Dominum Humbertum de Seyffello,
tanquam Procuratorem dicti Domini Comitis, in
personam dicti Domini Amedei Comitis Sabaudie, & lo-
co, & nomine ipsius, in virum meum accipio, & con-
sentiens in personam dicti Domini Amedei Comitis, me
tibi dicto Domino Humberto recipienti, procuratori
nomine dicti Domini Comitis, tanquam Procuratori ip-
sius Domini Comitis, & in personam ejus, in Uxorem
legalem do, & concedo; his omnibus prædictis, ad om-
nem dubitationem removendam, Ego Humbertus de
Seyffello prædictus, supra sancta Dei Evangelia, cor-
poraliter à me tacta, me habuisse mandatum de omni-
bus supradictis faciendis, à Domino Amedeo Comite
supradicto, sicut in Litteris ipsius Domini Comitis, dicto
Domino Barralo natis, & sigillo dicti Domini Co-
mitis sigillatis, expressè continetur. Factum tunc hoc in Ca-
pella Beate Mariæ in Auraisa Presente Domino Guillelmo
Capellano ejusdem castri, quo mediante, prædictum
matrimonium fuit contractum. Testes aut hoc vo-
cati interfuisse Noctis viri Rodolphus de Baucio, Prin-
ceps Auraisa, Ubertus de Baucio nepos ejus, Guido
de Castro-Novo, Willermus de Sabrano, Dominus
Aymo de Compeyio, B. de Baucio Canonicus Avi-
nionensis, Dominus Hugo de Mouziaco. Signè Lam-
bert.

CCCLXIV.

Decretum CONCILII LUGDUNENSIS sub
1245. *INNOCENTIO IV. Papa anno 1245. cele-*
brati; De Electione Pontificum. [MATH. PARIS
Historia Major, pag. 676. Collectio
Regia Concil. Tom. XXVIII. pag. 464. PHIL.
LABBEI Concil. Collectio, Tom. XI. pag. 666.]

CUM Actus legitimi dies & conditiones abhorreant
sanctione legali, & inter legitimos actus Electio
Pontificum celeberrimus labatur; cum per eam inter
eligentes & electum spiritualis quadam matrimonii
fœdera copulenter atque concilientur, in electioni-
bus, seu postulationibus, vel scrutinis, ex quibus jus ori-
tar eligendi, vota conditionalia, alternativa, & incerta,
reprobamus & prohibemus. Statuentes, ut hujusmodi
votis pro non adjectis habitis, ex puris consensibus sur-
gat electio.

CCCLXV.

De Electione Imperatoris ex Decretis Concilii Lug-
dunensis sub INNOCENTIO IV. summo Pon-
tifice anno 1245. celebrati. [MATH. PARIS,
Histor. Major, pag. 676. RAYNALDI Con-
tinuatio Annalium CÆS. BARONII Tom.
XIII. ann. 1245. GOLDASTI Constitutio-
nes Imperiales Tom. III. pag. 396.]

MAGNATES Alemannie non tamen Electores
Imperatorum.

Rex Bohemie,	Dux Lemburgie,
Dux Lotharingie,	Dux Carantenie,
Dux Brunswicie,	Dux Saxonie,
Dux Suavie,	Comes de Gelria.
Landegravium Durlingie.	

Electo.

ANNO
1245.

Electores Imperatorum.

Electores
 { Dux Austriae,
 Dux Bavariae,
 Dux Saxonum,
 Dux Brabantiae, qui & Lovaniae.

Prælati
 { Archiepiscopus Colonienſis,
 Archiepiscopus Moguntinus, } principes
 { Salburgensis.

Isti ducentur in Insulam quandam Rheni, & dimittentur soli in ea, & amovebuntur omnes naviculæ, & isti tractabunt de Electione Imperatoris: nec adveniet aliquis ad eos donec sint concordēs. Huic negotio præerit Archiepiscopus Colonienſis, secundus Moguntinus, tertius Salburgensis.

(1) *His a Domino Papa directa est diligentissima admonitio cum supplicatione, ut sibi alium Imperatorem eligerent, promittente eis sui & totius Ecclesie consilium & auxilium: & in principio, sub spe posterioris successus, quindecim milia librarum argenti.*

Definitio Imperatoris & Principum Germaniae.

Præsentem autem & invaloris Frederici dissuasio: qui eis & maxime Duci Austriae, vinculo affinitatis est confederatus; unde monitis aut precibus Papalibus Electores minime paruerunt.

CCCLXVI.

Janv. Deux Traitez & Compromis entre JEAN D'AVESNES & BAUDOUIN son Frere, Fils de MARGUERITE Comtesse de Flandre & de Hainaut, & de BUCHARD D'AVESNES d'une part; & GUILLAUME, GUIDON, JEAN, & JEANNE DE DAMPIERRE, aussi Enfants de ladite Marguerite & de GUILLAUME DE DAMPIERRE d'autre part, sur leurs prétentions aux Comtez de FLANDRE & de HAINAUT, fait par l'Arbitrage de St. LOUIS Roi de France, en 1245. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici, Part. I. pag. 20.].

UNIVERSIS præsentis Litteras inspecturis, JOANNES DE AVESNES & BALDUINUS fratres, salutem in Domino. Notum facimus universis tam præsentibus quam futuris: Quod cum inter nos, quos nobilis Domina MARGARETA Comitissa Flandriae & Hannoniae de nobili viro BUCHARD DE AVESNES susceperat, ex una parte, GUILLELMUM DE DONNAPETRA, GUIDONEM & JOHANNEM fratres & JOHANNAM sororem ipsorum, quos prædicta Domina & Mater nostra Comitissa de nobili viro Domino GUILLELMO DE DONNAPETRA susceperat, ex altera, mota esset contentio super eo, quod utraque partium Comitatus FLANDRIÆ & HANNONIÆ & totam terram, quam tenet dicta Comitissa, dicebat ad se post obitum ipsius Comitissæ matris nostræ jure hereditario pertinere; Tandem de voluntate & assensu prædictæ Comitissæ matris nostræ, & amicorum nostrorum consilio in excellentissimum Dominum Ludovicum Regem Francorum Illustrissimum, & venerabilem fratrem Odonem Tuscanum Episcopum, Apostolicæ Sedis Legatum, unanimiter compromissimus, tali modo, quod secundum formam Juris & Judicii non sit in hoc arbitrio procedendum, cum tota terra prædicta per viam Juris parti alteri debere cedere dignoscatur; Sed de terra prædicta debent taliter ordinare, quod utrique partium de dicta hereditate partem assignent, secundum quod eis videbitur bonum esse. Ita videlicet, quod ambo capita dictorum Comitatum uni nostrum dare, vel alterum uni, & reliquam alii, vel partem alteri in Comitatu altero vel utroque, prout eis bonum videbitur, poterunt assignare.

§. 2. Concordatum est etiam & concessum, quod si, Comitatu Flandriae alteri per dictum eorum assignato, alii voluerint in eodem Comitatu partem terræ assignare, ille qui partem illam habuerit Comitatum ha-

(*) Ces deux Articles s'étant trouvez joints au Décret dans Gal. & dans Mab. Paris, on a cru ne les devoir pas retrancher; mais il est aisé de connoître qu'ils n'y appartiennent point. [D U M.]

beni de ea homagium faciet, & partem illam tenebit de eodem, similiter si, Comitatu Hannonia per dictum eorum alii assignato, in Comitatu illo alii partem terræ assignaverint, ille qui partem illam in Comitatu habebit, Comitatum habenti homagium faciet & partem suam de illo tenebit, nisi terræ consuetudo in contrarium se haberet; quod si esset, homagium faceret, & partem suam teneat secundum quod terræ requireret consuetudo. Insuper est sciendum, quod in hoc unanimiter convenimus, quod si sine liberis de uxore sua desponsata procreandis contingeret aliquem nostrum decedere, frater hujus germanus, vel soror ejus germana, si decedens fratrem non haberet germanum, eidem decedenti succederet in tota terra quam haberet. Concordatum insuper est & concessum quod si prædictum Legatum his exequendis contingeret non adesse, Dominus Robertus Comes Atrebatensis ipsius Domini Regis frater ad hæc exequenda reciperetur sine contradictione aliqua loco ejus. Volumus etiam & concessimus, quod illud quod ordinabitur fiat salvo honore utriusque partis; ita tamen quod propter hoc non remaneat, quin partes & divisiones terrarum & totius hereditatis prædictæ maneant stabiles & firmæ, prout ab ipsis fuerit ordinatum. Concessimus enim quod contenti erimus divisionibus illis & partibus quas nobis assignabunt, nec contra ordinationem eorum veniemus aliquomodo, nec unus in parte alii assignanda, sive in proprietate sive in possessione aliquid per se vel per alium reclamabit, nec movebit quisquam nostrum contra alterum super his in Ecclesiastica vel seculari Curia questionem aliquomodo vel aliqua ratione juris aut facti. Concessit autem Dominus Rex quod ipse recipiet in hominem de Comitatu Flandriae, vivente dicta Comitissa matre nostra, si ipsa hoc petierit, illum qui per ordinationem ipsorum dictum Comitatum habebit, salvo ipsius Comitissæ & salvo in omnibus Jure Domini Regis. Propter absentiam autem utriusque partis vel alterius non dimittent, quin si voluerint in eodem arbitrio procedant; & quidquid fiet vel ordinabitur per ipsos tam valebit & ita tenebimus firmiter observare, ac si nobis præsentibus factum esset. Hæc autem omnia facta sunt & concessa eo salvo quod prædicta Comitissa mater nostra, non obstantibus compromissione prædicta, vel arbitrio, aut ordinatione, quam super his facient, plenam quamvis vixerit habeat potestatem & administrationem prædictorum Comitatum & totius terræ suæ, & de ipsis possit pro voluntate sua facere, sicut poterat ante compromissionem prædictam; salvo eo quod dicta Comitissa nulli nostrum aut aliorum liberorum suorum possit terram aliquam seu redditum dare, præter partes quæ per dictos Dominos nobis fuerint assignatæ, nec alicui nostrum aliquid dare super partem alteri assignatam.

§. 3. Supradicta autem omnia & singula promissimus prædictis Domino Regi & Domino Legato & nobis ad invicem nos firmiter servaturos, & contra nullo unquam tempore quocumque modo venturos, prelitto super his coram ipsis corporaliter juramento. In cujus rei testimonium & manum præsentis Litteras sigillorum nostrorum impressionibus fecimus roborari. Actum Parisiis, anno Domini millesimo ducentesimo quadragésimo quinto, mense Januario. Et sunt istæ Litteræ scellæ sur double queue de parchemin de deux feaux ou cachets de cire blanche. Et sur le dos desdites Litteres est escrit ce qui ensuit. Litteræ Joannis & Balduini de Avesnis fratrum de compromissione in ferenissimum Regem Ludovicum & Odonem Tuscanum Episcopum Franciæ Legatum, millesimo ducentesimo quadragésimo quinto.

§. 4. Universis præsentis Litteras inspecturis, Guido & Joannes fratres salutem in Domino. Notum facimus universis tam præsentibus quam futuris, Quod cum inter nos, quos nobilis Domina Margareta, Comitissa Flandriae & Hannoniae de nobili viro GUILLELMO DE DONNAPETRA susceperat, ex una parte, & Joannem & Balduinum de Avesnis fratres, quos prædicta Domina & mater nostra Comitissa de BUCHARD DE AVESNIS susceperat ex altera, mota esset contentio super eo, &c. (a) &c. Et sunt istæ Litteræ scellæ sur double queue de parchemin de trois feaux ou cachets de cire blanche. Et sur le dos desdites Litteres est escrit ce qui ensuit. Litteræ Guillelmi de Donnappetra Guidonis & Joannis fratrum suorum de compromissione in ferenissimum Regem Ludovicum & Odonem Tuscanum Episcopum Franciæ Legatum 1245

(a) La suite de la même que dans le précé-

ANNO

1245.

24 Mars. *Mandatum Summi Pontificis INNOCENTII IV. Episcopis Wintoniensi & Norwicensi de solvenda sua portione subsidii ad opus Sedis Apostolicæ destinati pecuniarii octoginta marcarum Esterlingarum. Cum Literis WALTERI Episcopi Norwicensis Abbati St. Albani hac de re scriptis. Londini 1X. Kal. Aprilis anno 1245. [MATTH. PARIS, Historia Major, pag. 707.]*

WALTERUS Dei gratia Norwicensis Episcopus, viris venerabilibus Abbati & Conventui Sancti Albani, salutem sempiternam. Mandatum Domini Papæ in hac verba suscepimus:

INNOCENTIIUS Episcopus, Servus Servorum Dei, venerabilibus Fratribus Wintoniensi & Norwicensi Episcopis, salutem & Apostolicam benedictionem. Olim, sicut bene meminimus, vobis & venerabilibus Fratribus nostris Lincoliniensi, Wigornienfi, Londinensi & Coventrie Episcopis scripsimus sub hac formâ: Cum nuper priusquam à præsentia nostra in Angliam rediretis, unâ vobiscum duxerimus ordinandum, ut sex millium marcarum subsidium, quod ab Ecclesiis Anglicanis pro Apostolica Sede fuerat postulatam, inter Episcopos Angliæ dividere curaretis pro vestra arbitrio voluntatis, fraternitati vestræ per Apostolica Scripta mandamus, quatenus quicquid inde feceritis, vel jam fortè fecistis, nobis per Literas vestras latori præsentium assignandas exprimendo, tempus solutionis & locum studeatis quam citius intimare. Quod si non omnes his exequendis poteritis interesse, saltem tres vel duo vestrum ea nihilominus exequantur. Quia hic nihil est postmodum nostris auribus intimatum, fraternitatem vestram, de qua fiduciam gerimus specialem, monemus attentè, ac per Apostolica vobis Scripta firmiter præcipiendo mandamus, quatenus Episcopos memoratos, qui præsentis fuerint in partibus Anglicanis, receptis istis Literis, admonentes & eisdem autoritate nostra mandantes, ut vicefimo die post suspensionem præsentium in certo loco, quem vos duxeritis eligendum, vobiscum pro divisione convenient præliberata, & cum illis Episcopis, quos eodem die ibidem contigerit convenire, distributionem huiusmodi priusquam ab illo loco recesseritis, facere procuretis. Si vero ipsi aut nullo convenientibus eorumdem, non fuerit super negotio præscriptum subsidii quantitate, faciatis vobis vel nuntiis vestris ad opus Apostolicæ Sedis in loco quem elegeritis assignari, iuxta ordinationem per dilectum filium nostrum Magistrum Martinum, Cameræ nostræ Clericum, autoritate nostra in illis partibus quondam factam, quam ad præsens sub bulla nostra vobis duximus destinandam. Contradiçtores, per censuram Ecclesiasticam appellatione postposita compescendo, indulgentia quacunque vel privilegio quolibet aut constitutione de duabus dietis, in generali Concilio edita, non obstant. Quicquid hæcenus factum est, vel fuerit in hac parte, nobis absque moræ dispensatione per dilectum filium Linasium Scriptorem nostrum, latorem præsentium, rescripturi: proviso, quod super præmissis illam sollicitudinem habeatis, quod non possitis exinde de negligentia reprehendi, sed potius de diligentia commendari. Quod si non ambo his exequendis poteritis interesse, alter vestrum nihilominus ea exequatur.

Hujus igitur autoritate mandati, vestram in Domino monemus & exhortamur fraternitatem, vobis in virtute obedientie, qua Sedi Apostolicæ tenemini, firmiter injungentes, quatenus de portione præfati Domini Papæ subsidii vobis assignata, nuntiis nostris Literas vestras patentes super solutione ejusdem deferentibus apud novum Templum Londini, à die Paschæ in tres septimanas satisfaciatis, talem in facto præfati adhiçentes diligentiam, ut devotionem vestram summo Pontifici merito debeamus commendare. Est autem portio vestra, octoginta marcarum esterlingarum. Valete semper in Domino. Datum Londini, nono Calendarum Aprilis, anno Domini millesimo ducentesimo quadragésimo quinto. Nos solum scribimus, quia venerabilis Frater Wintoniensis Episcopus, Collega noster, ad tempus se excusavit.

CCCLXVII.

CCCXVIII.

Imperatoris FRIDERICI II. Confirmatio Privilegiarum, ab Imperatore FRIDERICO I., HENRICO II. Duci Austriæ anno 1156. de erectione Marchionatus Austriæ in Ducatum, de qua successione, masculis deficientibus, Filie Senioris in præfato Ducatu, & exemptione ab omnibus subsidii Imperio præstandis, aliisque quàm plurimis Prærogativis concessorum, facta Verone 1245. [Voyez-la ci-devant pag. 81. sous le 17. Septembre 1156.]

CCCLXIX.

Sententia Excommunicationis contra FRIDERICUM II. Imperatorem ab INNOCENTIO Papa IV. in Concilio Lugdunensi lata die 17. Calend. Augusti, Pontificatus anno 3^{io}. [MATTH. PARIS, Historia Major, pag. 668. Elle se trouve aussi en abrégé in sexto Decretal. Lib. II. Tit. 14. De Sent. & re jud. Cap. 2.]

INNOCENTIIUS Episcopus, Servus Servorum Dei, &c. Sacro præfente Concilio, ad rei memoriam sempiternam. Ad Apostolicæ Dignitatis apicem, licet indigni, dignatione divine Majestatis assumpti, omnium Christianorum curam vigili sedulaque solertia gerere, ac intimæ considerationis oculo singulorum facta & dicta discernere, & provida deliberationis latera librare debemus; ut quos iusti vigor examinis dignos ostenderit, congruis attollamus & evehamus favoribus; quos autem reos & culpabiles invenierimus, penis debitis pro gravitate culpæ, afficiamus & deprimamus: appendentes semper meritum & premium æqua lance, restituendo cuique iuxta qualitatem operis, sive boni, sive mali, pœnæ, vel gratiæ quantitates. Sanè cum diu bellorum diuturna commotio, nonnullas professionis Christianæ Provincias & Regiones graviter afflixisset; nos toto cupientes mentis affectu tranquillitatem & pacem Ecclesiæ Sanctæ Dei, ac generaliter cuncto populo Christiano restituere, ac reducere: ad præcipuum Principem secularem, hujus diffusionis ac tribulationis auctorem, à felici recordationis Gregorio Papa prædecessore nostro, pro suis excessibus anathematis vinculo innodatum, speciales Nuncios magnæ auctoritatis viros, venerabiles videlicet Fratres nostros P. Abbatem Albanensem, tunc antem temporis Rothomagensis Archiepiscopum, & W. Sabiniensem tunc, quondam vero Mutinensem, Episcopos, ac dilectum nostrum filium Guillelmum, Bassicæ duodecim Apostolorum Presbyterum Cardinalem, tunc Abbatem Sancti Facundi; qui salutem zelabantur ipsius, duximus destinandos. Facientes sibi proponi per ipsos, quod nos, & fratres nostri, quantum in nobis erat, pacem per omnia secula habere nitimur, ut cum omnibus hominibus parati sumus; optabamus pacem sibi & tranquillitatem dare, ac mundo etiam universo. Et quia Prælatorum, Clericorum, omniumque aliorum quos detinebat captivos, & omnium tam Clericorum, quàm Laicorum, quos ceperat in galeis, restituito, poterat esse pacis & reconciliationis plurimum induciva; illum ut eos restitueret, (cum hoc idem, tam ipse, quàm sui Nuncios, antequam ad Apostolatus vocati essent officium, promississent,) rogari & peti ab ipso fecimus per eosdem, ac proponi insuper, quod idem pro nobis parati erant audire & tradere pacem, ac etiam audire satisfactionem, quam facere vellet Princeps de omnibus pro quibus vinculo erat excommunicationis affricus, & offerri. Præterea, quod si etiam eum in aliquo contra debitum læserat Ecclesia (quod tamen non credebatur) parata erat corrigere, ac in statum debitum reformare. Et si diceret ipse, quod contra iustitiam in ullo ipsum læserat Ecclesia, vel etiam quod non eum contra iustitiam in ullo læssimus, parati eramus vocare Reges, Prælatos, & Principes, tam Ecclesiasticos, quàm seculares, ad aliquem tutum locum, ubi simul per se, vel per solemnes Nuncios convenirent. Erantque parata Ecclesia etiam de consilio Concilii sibi satisfacere, si eum læssisset in aliquo; ac revocare excommunicationis sententiam, si quam contra ipsum injustè tulisset: & eum omni mansuetudine & misericordia, (quantum

ANNO

1245

Juin.

16. Juil.

ANNO
1245.

Prænestinensis Episcopi, & quàm plures Ecclesiarum Prælati & Clerici, tam Religiosi quàm seculares, ad Apostolicam Sedem, pro celebrando Concilio (quod prius ipse petiverat convocari) per mare venient, viis omnibus terræ ipsius, de mandato ejus, omnino præclusis, idem destinato Henrico filio suo cum multitudine Galciarum, & per alias quàmplures longè antea seriò præparatas in partibus Tusciæ, maritimis insidiis positis contra eos, ut gravius posset virus vomere præconceptum, ipsos ausu sacrilego capi fecit; quibusdam Prælatorum ipsorum, & aliis in hujusmodi captione submersis; nonnullis etiam interemptis; & aliquibus hostili insecutione fugatis; reliquis autem bonis spoliatis omnibus, & de loco ad locum in Regno Siciliæ opprobriose deductis, & circumductis, ac ibidem diris carceribus mancipatis; quorum aliqui macerati squaloribus & inedia pressi, miserabiliter defecerunt. Merito insuper contra eum de heretica pravitate suspicio est exorta, cum postquam excommunicationis sententiam à præfatis J. Sabinensi Episcopo, & Thomasio Cardinali, prolatam incurrit, & prædictus Gregorius Papa ipsum Anathematis vinculo innodavit, ac post Ecclesiæ, Romanorum Cardinalium, Prælatorum, & Clericorum, à qua diversis partibus ad Sedem Apostolicam venientium, captiones, & claves Ecclesiæ contempserit & contemnat, sibi faciens celebrari, vel potius, quantum in eo esset, prophæti Divina: & constanter asseruit, ut superius est narratum, in se præfati Gregorii Papæ sententias excommunicationis non vereri. Præterea, contentus Suracensis amicitia detestabili, Nuncios & muneribus plures destinavit eisdem; & ab eis vicissim cum honorificentia & hilaritate recepti: ipsorumque ritus amplectitur, illos in quotidianis ejus obsequiis notabiliter secum tenens, eorumdem etiam more uxoris, quas habuit de stirpe Regia descendentes, Eunuchos, præcipue quos, ut dicitur, seriò ipse castrari fecerat, non erubuit deputare custodes. Et quod execrabilis est, olim existens in partibus transmarinis, facta compositione quadam, imò verius collusione, cum Soldano, Machometi nomen, in Templo Domini diebus ac noctibus publicè proclamari permisit. Et nuper Nuncios Soldani Babylonie, postquam idem Soldanus Terræ Sanctæ, ac Christianis habitatoribus ejus, per se ac suos damna gravissima & inestimabiles injurias irrogarat: fecit per Regnum suum Siciliæ cum laudibus, ad ejusdem Soldani excellentiam, sicut fertur, honorificè suscipi, & magnificè procurari.

Aliorum quoque infidelium perniciosi & horrendi obsequiis contra fideles abutens, & illis qui damnabiliter vilipendentes & contemnentes Apostolicam Sedem, ab unitate Ecclesiæ discesserunt, procurans affinitatem ac amicitia copulari, claræ memoriæ Ducem Bavarie, speciem Ecclesiæ Romanæ & devotum; fecit, sicut pro certo asseritur, Christiana Religione despecta, pro affinis occidi: & Battacio, Dei & Ecclesiæ inimico, à communione fidelium per excommunicationis sententiam, cum adjuutoribus, consiliatoribus, & fautoribus suis solenniter separato, filiam suam tradidit in uxorem. Catholicorum verò Principum adus & mores respuens, neglecta salutis suæ & famæ integritate, pietatis operibus non intendit. Quinimò, ut de suis nephariis dissolutionibus fiteamur, cum didicerit tantum opprimere, non curat oppressos injuriis relevare, manu ejus, ut decet Principem Christianum, ad elemosynas non extenta: cum destructioni Ecclesiarum insulserit, & religiosas ac alias Ecclesiasticas jugi attriverit afflictione & persecutione personas. Nec enim Ecclesiæ, nec ulla Monasteria, nec Hospitalia, seu alia pia loca cernitur usquam construxisse aut fundasse. Nunc igitur hæc non levissima, sed efficacia sunt argumenta de suspensione hæresis contra eum: cum tamen hæreticorum vocabulo eos Jus Civile contineri asserat, & latis adversus eos sententiis debere succumbere; qui vel levi argumento à judicio Catholicæ Religionis & tramite detecti fuerint deviare. Præter hoc, Regnum Siciliæ, quod est spirituale patrimonium beati Petri, quod idem Princeps Apostolica Sede tenebat in feudum, jam in tantum in Clericis & Laicis exanitionem servitutemque redegit, quod eis penè penitus nihil habentibus, & omnibus exinde fere probis ejectis & expulsi, illos qui remanserunt ibidem, sub servili quasi conditione vivere, ac Romanæ Ecclesiæ, cujus principaliter sunt homines & vassalli, offendere multipliciter & hostiliter impugnare compellit. Possent etiam merito reprehendi, quod mille Squinatorum annuum pensionem, in qua pro eodem Regno ipsi Romanæ Ecclesiæ tenetur, per novem annos & ampliusolvere prætermisit. Nos itaque super præmissis, & quàmpluribus aliis nephandis & execrandis excessibus ac flagitiis, cum fratribus nostris Car-

dinalibus & sacrosancto Concilio deliberatione præhabita maturè & diligenter, cum Domini nostri Jesu Christi vices, sicut immerito, teneamus in terris, nobisque in beati Petri Apostoli persona sit dictum: *Quodcumque ligaveris super terram, erit ligatum & in Cælis*, & memoratum Principem, qui se Imperio, & Regnis, omniisque denique honore, ac dignitatē reddidit tam indignum, quique propter suas iniquitates atque scelera à Deo ne regnet vel imperet est abjectus, suis ligatum peccatis à Deo ac abjectum, omnique honore ac dignitate privatum à Domino ostendimus ac denunciamus, & nihilominus sententiando privamus. Omnesque qui ei juramento fidelitatis aliquo modo tenentur allicti vel obligati, à juramento hujusmodi perpetuè absolvi-mus & liberamus: auctoritate Apostolica firmiter & strictim inhibendo, ne quisquam de cætero sibi tanquam Imperatori vel Regi pareat, vel quomodo libet parere intendat. Decernendo quoslibet, qui deinceps ei, velut Imperatori, vel Regi, consilium vel auxilium præstent, seu favorem; ipso facto excommunicationis vinculo subiacere. Illi autem, ad quos in eodem Imperio, Imperatoris spectat electio, eligant libere alium in ejus locum Successorem. De præfato verò Siciliæ Regno providere curabimus, cum eorumdem fratrum nostrorum Cardinalium consilio, sicut viderimus expedire. Datum Lugduni, decimo septimo Calend. Augusti, Pontificatus nostri anno tertio.

Ejusdem EXCOMMUNICATIONIS aliud 17. Julii

Exemplum, ex Collectione Regia Conciliorum.
[Concilior. Collectio Regia Tom. XXVIII. pag. 424. PHIL. LABBEI Conciliorum Collectio Tom. XI. pag. 640. RAYNALDI Continuatio Annalium Cæs. BARONII Tom. XIII. Ann. 1245. On en a aussi un Abregé in Sexto Decretalium Lib. II. Tit. 14. de Sent. & re Jud. Cap. II. Ad Apostolicæ.]

Sacro præfente Concilio ad rei memoriam sempiternam.

AD Apostolicæ dignitatis apicem licet indigni dignatione divine Majestatis assumpti, omnium Christianorum curam vigili sedulaque solertia gerere, ac intimæ considerationis oculo singulorum discernere merita, & providè deliberationis itatere libere debemus; ut quos iusti vigor examinis dignos offenderit, congruis attollamus favoribus, quos autem reos, penis debitis deprimamus; appendentes semper meritum & præmium æqua lance, retribuendo cuique, juxta qualitatem operis, pœnæ, vel gratiæ quantitatē. Sane cum dira guerrarum commotio nonnullas professionis Christianæ Provincias diutius affligeret, nos toto cupientes affectu mentis tranquillitatem & pacem Ecclesiæ Sanctæ Dei ac generaliter cuncto Populo Christiano restituere ac reducere, ad præcipuum Principem secularem, hujus dissensionis & tribulationis auctorem, a felicis recordationis Gregorio Papa Prædecessore nostro pro suis excessibus anathematis vinculo innodatum, speciales Nuncios magnæ auctoritatis viros, videlicet venerabilem Fratrem nostrum P. Albanensem, tunc Rothomagensem Archiepiscopum, & C. Sabinensem tunc, quondam Mutinensem, Episcopos, ad dilectum filium nostrum Guillelmum Basilicæ duodecim Apostolorum Presbyterum Cardinalem, tunc Abbatem Sancti Facundi, qui salutem zelabantur ipsius, duximus destinandos; facientes sibi proponi per ipsos, quod nos & fratres nostri, quantum in nobis erat, pacem per omnia secum habere, nec non cum omnibus hominibus optabamus, parati sibi pacem & tranquillitatem dare, ac mundo etiam universo. Et quia Prælatorum, Clericorum, omniumque aliorum, quos detinebat captivos, & omnium tam Clericorum quam Laicorum quos ceperat in Galeis restituito poterat esse pacis plurimum induciva, cum, ut illos restitueret, eum, ut illas restitueret, cum hac idem tam ipse quam filii Nuncii, antequam ad Apostolatus vocati essemus Officium, promississent, rogari & peti ab ipso fecimus per eosdem, ac proponi insuper, quod iidem parati erant pro nobis audire & tractare pacem, ac etiam audire satisfactionem quam facere vellent Principes de omnibus pro quibus vinculo erat excommunicationis allicti; & offerri præterea, quod si Ecclesiæ eum in aliquo contra debitum læserat, (quod non credebatur) parata erat corrigere, ac in statum debitum reformare: & si diceret ipse quod in nullo contra justitiam læserat Ecclesiæ, vel quod nos eum contra justitiam læsissemus, parati eramus vocare Reges, Prælatos

ANNO 245. & Principes tam Ecclesiasticos quam sæculares, ad aliquem tutum locum ubi per se vel solennes nuncios convenirent, oraque parata Ecclesia de consilio Concilii sibi satisficere, si eum læssit in aliquo, ac revocare Sententiam, si quam contra ipsum injustè tulisset, & cum omni mansuetudine ac misericordia, quantum cum Deo & honore suo fieri poterat, recedere de injuriis & offensis ipsi Ecclesiæ, siquæ per eum irrogatis satisfactio- nem ab ipso. Volebat etiam Ecclesiæ omnes amicos suos, siquæ adherentes in pace ponere, plenaque securitate gaudere; ut nunquam hac occasione posset ali- quod subire discrimen. Sed licet hic apud eum pro pace paternis monitis, & precum insistere curaverimus lenita- tem, idem tamen Pharaonis imitatus duritiam, & obtu- rans more aspidæ suas, hujusmodi preces & moni- ta clata obstinatione ac obliuiscione elatione desepit. Et licet processu temporis in die Genæ Domini proxima nuper præterita præsentibus carissimis in Christo filio nostro Constantinopolitano Imperatore illustri, eorum quoque non modico Prælatorum, Senatoribus Populi Romani, & maxima multitudine aliorum qui eodem die propter solennitatem ipsius de diversis Mun- di partibus ad Apostolicam Sedem convenierant, quod flaret nobis & Ecclesiæ mandatis per nobilem virum Comitem Tolosanum, ac Magistrum P. de Vineâ, & T. Sueffia, Curie suæ Judices, & Nuncios, & Procurato- res suos, speciale super hoc ab ipso mandatum habentes, præstiterit juramentum, postmodum tamen quod juraverat non implevit; quinimo ea intentione ipsum præstiterit juramentum probabiliter creditur, sicut ex factis sequentibus colligitur evidenter, ut eidem Eccle- siæ ac nobis illuderet potius quam pareret, cum anno & amplius jam elapso, nec ad ipsius Ecclesiæ gremium revocari poterit, nec sibi de illatis ei damnis & injuriis curaverit satisficere, licet super hoc existerit requisitus. Propter quod non valentes absque gravi Christi offensa ejus iniquitates amplius tolerare, cogimur urgente nos conscientia jussu animadvertere in eundem. Et ut ad præsens de cæteris ejus sceleribus taceamus, quatuor gravissima, quæ nulla possunt celari tergiversatione, committit: dejeravit enim multoties, pacem quandam inter Ecclesiam & Imperium reformatam temere viola- ndo. Perpetravit etiam sacrilegium, capi faciens Cardinales Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, ac aliorum Eccle- siarum Prælatos & Clericos religiosos & sæculares venientes ad Concilium, quod idem prædecessor noster duxerat convocandum. De hæc quoque non dubiis & levibus, sed evidenter argumentis suspensus habetur, plura siquidem eum commississe perjuria priusquam es- set ad Imperii dignitatem electus, coram bonæ memo- riæ C. Sancti Theodori Diacono Cardinali, Apostoli- cæ Sedis Legato, felicis recordationis Innocentio Papæ prædecessori nostro & successoribus ejus, Ecclesiæque Romanæ pro concessione Regni Siciliae ab eadem Eccle- sia sibi facta fidelitatis præstiterit juramentum, & sicut dicitur illud idem, postquam ad eandem dignitatem ex- titit, & venit ad Urbem, coram eodem Innocentio, siquæ fratribus Cardinalibus & aliis multis præsen- tibus, legum hominum in ejus faciens manibus innova- vit. Deinde eum in Alemannia esset eidem I. & ipso defuncto bonæ memoriæ Honorio Papæ prædecessori nostro & ejus successoribus, ac ipsi Ecclesiæ Roma- næ, præsentibus Imperii Principibus atque Nobilibus, juravit honores, iura & possessiones Romanæ Ecclesiæ pro posse suo servare, ac protegere bona fide, & quod quæcunque ad manus suas devenirent, sine difficultate restituere procuraret, nominatis & expresse dictis posses- sionibus in hujusmodi juramento: quod postmodum confirmavit, coronam Imperii jam adeptus: sed horum trium juramentorum temerariis exiti violator, non sine prodicionis nota, & læsæ criminis majestatis. Nam contra præstatum prædecessorem G. & fratres suos com- minatorias Literas eidem fratribus destinare, ac dictum G. apud fratres ipsos, sicut apparet per Literas ab eo tunc directas eidem, & etiam prout fertur, per uni- versum fere Orbem terrarum multipliciter diffamare præsumpsit, ac venerabilem fratrem nostrum O. Portu- ensensem, tunc Sancti Nicolai in carcere Tulliano Dia- conum Cardinalem & bonæ memoriæ I. Prænestinum, Episcopos, Apostolicæ Sedis Legatos, nobilia & magna Romanæ Ecclesiæ membra, personarum capi fecit, & bonis omnibus spoliatis, ac per diversa loca non semel ignominiosè deductos, carceribus mancipari. Privilegium insuper, quod Beato Petro & successoribus ejus in ipso tradidit Dominus Jesus Christus, videlicet, *Quod- cumque ligaveris super terram, erit ligatum & in celis, & quodcumque solveris super terram, erit solutum & in celis;* in quo solvere auctoritas & potestas Ecclesiæ Ro- TOM. I.

manæ consistit, pro viribus diminuire, vel ipsi Eccle- sia auterere fategit. Scribens se præfati G. Sententias non vereri, latam ab eo Excommunicationem in ipsum, non solum, contemptis Ecclesiæ clavibus, non servando, verum etiam per se ac Officiales suos & illam & alias Excommunicationis vel Interdicti Sententias quas idem omnino contempnit, cogendo alios non servare. Pos- sessiones quoque præfati Romanæ Ecclesiæ, videlicet Marchiam, Ducatum, Beneventum, cujus muros & tur- res dirui fecit, ac alias, quas in Tuscia & Lombardia partibus & quibusdam aliis obtinebat locis, paucis ex- ceptis, occupare non metuens, eas adhuc detinet oc- cupatas; & tamquam ei non fuisset, quod manifestè contra juramenta præmissa præsumendo talia veniebat per se vel per Officiales earundem possessionum homi- nes dejerare compulsi, ipsos à juramentis fidelitatis, quibus Romanæ tenebantur Ecclesiæ, de facto, & cum de jure non posset, absolvens, & faciens eosdem fide- litatem nihilominus abjurare prædictam, siquæ fidelita- tis hujusmodi juramenta præstare. Pacis vero ipsum violatorem existere plane constat, quia cum olim tem- pore pacis inter ipsum & Ecclesiam reformatæ iurasset coram bonæ memoriæ J. de Abbatia villa Episcopo Sa- biniensi, & Magistro Th. tituli Sanctæ Sabinae Presby- tero Cardinali, præsentibus multis Prælati, Principi- bus, & Baronibus, quod flaret & pareret præfatis abs- que ulla contradictione omnibus mandatis Ecclesiæ su- per his pro quibus erat vinculo Excommunicationis adstrictus, causis Excommunicationis ejusdem ex- pressis, per ordinem coram eo, tunc omnibus Teu- tonicis hominibus Regni Siciliae, ac quibuslibet aliis, qui Ecclesiæ contra ipsum adhaererent omnem ren- tens offensam, & poenam: & quod nullo tempore offenderet vel offendi faceret ipsos pro eo quod Eccle- siae aliterant, præfati in amina sua per Comitem Accera- rum faciens juramentum, postmodum pacem & jura- mentum hujusmodi nequaquam erubescens irritum pur- juris non servavit. Non nullos enim ex ipsis homini- bus, tam nobiles, quam alios, postea capi & incarce- rari fecit, & eis bonis suis omnibus spoliatis, uxores eorum & filios captivari, ac insuper terras Ecclesiæ contra promissionem, quam eidem T. Sabiniensi Epis- copo & Thoma Cardinali fecerat irreverenter inva- sit, licet ipsi ex tunc in eum præstentem, si ullo modo prædictis articulis aut conditionibus contraveniret, Ex- communicationis Sententiam promulgaret, & cum eidem Apostolica ei auctoritate mandasset, ut nec per se nec per alium impediret quin possessiones, electio- nes, & confirmationes Ecclesiarum & Monasteriorum in Regno præfato libere de cætero fierent, secumque statu- tum Concilii generalis, & quod nullas deinceps in eodem Regno viris Ecclesiasticis ac rebus eorum impone- ret tallias, vel collectas, quodque nullus ibidem Clericus, vel persona Ecclesiastica de cætero in civili vel criminali causa conveniretur coram Judice seculari, nisi super feudis quæstio civiliter haberetur, ac Temp- laris, Hospitalaris & aliis personis Ecclesiasticis de damnis & injuriis irrogatis eidem satisficeret compe- teret, ipse mandatum hujusmodi adimplere con- templit. Lique namque undecim aut plures Archie- piscopales, & multas Episcopales Sedes, Abbatis quo- que, ac alias Ecclesias ad præsens vacare in Regno prædicto, easque procurante ipso, sicut aperte patet, fuisse diutius Prælatorum regimine destitutas, in grave ipsarum præjudicium & periculum animarum. Et licet forte in aliquibus ejusdem Regni Ecclesiis electiones sint a Capitulis celebratæ, quia tamen per illa ejusdem familiares Clerici sunt electi, probabili potest argumen- to concludi, quod facultatem non habuerunt liberam eligendi. Ecclesiarum autem ipsius Regni non solum facultates & bona fecit, prout voluit, occupari, sed etiam cruces, thuribula, calices, & alios sacros ear- um thesauros & pannos sericos, velut cultus divini contemptor, auferri, licet, ut dicitur, ipsis Ecclesiis, exacto tamen prius pro eis certo precio, in parte fue- rint restituti. Clerici quippe collectis & tallis multi- pliciter affliguntur, non solum trahuntur ad iudicium sæculare, sed, ut asseritur, coguntur subire duella, incarcerationem, occiduntur, & patibulis cruciantur, in confusionem & opprobrium Ordinis Clericalis: præ- fatis autem Templaris, Hospitalaris, & personis Eccle- siasticis, non est de damnis illatis eidem & injuriis satisfactum. Eum quoque certum est fore sacrilegium paratorem: nam cum præfati Portuensis & Prænestini Episcopi, & complures Ecclesiarum Prælati, & Clerici tam religiosi quam sæculares, ad Apostolicam Sedem pro celebrando Concilio, quod prius ipse petiverat, convocati per mare venissent, visis terræ ipsis de man- dato ejus omnino præclusis, idem destinato Ensis filo

ANNO suo cum multitudine galearum, & per alios complures
1245. longe ante serie præparatos in partibus Tusciae maritimis
in illis positis contra eos, ut gravius posset virus vomere
præconcepsum, ipsos ausu sacrilego capi fecit, quibusdam
Prælatorum ipsorum, & aliis in hujusmodi captione submersis,
nonnullis etiam interemptis, & aliquibus hostili infestatione fugatis,
reliquis autem bonis spoliatis omnibus, & de loco ad locum in Regnum
Siciliæ opprobriose deductis, ac ibidem diris carceribus mancipatis,
quorum aliqui macerati squaloribus & inedia preßi miserabiliter defecerunt. Merito insuper contra
eum de heretica pravitate suspicio est exorta, cum postquam
Excommunicationis Sententiam à præfatis J. Episcopo Sabinesi, & T. Cardinalibus prolata incurrerit,
& dictus G. Papa ipsum Anathematis vinculo innodavit,
ac post Ecclesiæ Romanæ Cardinalium, Prælatorum, & Clericorum, ac aliorum etiam diversis
temporibus ad Sedem Apostolicam venientium captivum
claves Ecclesiæ contempserit & contemnat, sibi faciens
celebrari, vel potius, quantum in eo est, profanari divina;
& constanter asseruit, ut superius est narratum, se præfati
G. Papæ Sententias Excommunicationis non vereri. Præterea
conjunctis amicitia detestabili Sacrae nuntios & munera pluries destinaverit eisdem,
& ab eis vicissim cum honorificentia & hilaritate receperit,
ipsorumque ritus amplectitur, illos in quotidianis ejus obsequiis
notabiliter secum tenens. Eorumdem etiam more uxoris
quas habuit de stirpe Regia descendentes, Eunuchos Capuæ,
quos, ut dicitur, serio castrari fecerat, non erubuit deputare custodes,
& quod execrabilis est, olim existent in partibus transmarinis,
facta compositione quadam, imo collusione verius, cum Soldano
Machometi nomen in Templo Domini diebus & noctibus publice
proclamari permisit, & nuper Nuncios Soldani Babylonie,
postquam idem Soldanus terræ Sanctæ ac Christianis habitatoribus
ejus per se ac suos damna gravissima & inestimabiles injurias
irrogarat, facit per Regnum Siciliæ cum laudibus ad ejusdem
Soldani extollentiam, & sicut fertur, honorifice fuscipi & magnifice procurari. Aliorum quoque
infidelium perniciosi & horrendi obsequii contra nos habens,
& illis qui domabiliter vilipendentes Apostolicam Sedem ab unitate Ecclesiæ discefferunt
procuatis amicitia ac amicitia copulari, clare memorie
Ducem Baviaræ specialem Ecclesiæ Romanæ devotum, fecit,
sicut per certo asseritur, Christiana religione despecta
per assassines occidi, & Battatio Dei & Ecclesiæ inimico
a communione fidelium per Excommunicationis Sententiam
cum adiutoribus, consiliariis & laudibus suis solenniter
separato filiam suam tradidit in uxorem; Catholicorum vero Principum
actus & mores respuens, neglector salutis, & famæ pietatis
operibus non intendit, quinimo, ut de suis nefariis
dissolutionibus fileamus, cum didicerit tantum opprimere,
non curat Principem Christianum, ad elemosinas inextenta,
cum destructioni Ecclesiarum institerit, religiosas ac alias
Ecclesiasticas pugi attriverit afflictione & persecutione
personas: nec enim Ecclesias, nec monasteria, nec alia
loca pia cernitur construxisse. Nomen igitur hæc non
levia sed efficacia sunt argumenta de suspitione heresis
contra eum, cum hæreticorum vocabulo illos Jus Civile
contineri asserat, & latis adversus eos Sententiis debere
succumbere, qui vel levi argumento a iudicio Catholice
Religionis & tramite detecti fuerint deviare? Præter
hæc Regnum Siciliæ quod est speciale patrimonium
Beati Petri, & idem Principes ab Apostolica Sede
tenebat in feudum, jam ad tantam in Clericis & Laicis
exinanitionem servitutumque redegit, quod eis pene
penitus nihil habentibus & omnibus exinde probis
fere ejectionis, illos qui remanent ibidem sub
servili quasi conditione vivere, & Romanam
Ecclesiam, cujus principaliter sunt homines &
vassalli, offendere multipliciter & hostiliter
impugnare compellit. Posset etiam merito reprehendi,
quod mille Iquistorum annuam pensionem in qua
pro eodem Regno ipsi Ecclesiæ Romanæ tenetur,
per novem annos & amplius solvere prætermisit.
Nos itaque super præmissis & compluribus aliis ejus
nefandis excessibus cum fratribus nostris & Sacro
Concilio deliberatione præhabita diligenter cum Jeshu
Christi vices licet immeriti teneamus in terris,
nobisque in Beati Petri Apostoli persona sit
dictum: *Quodcumque ligaveris super terram,*
&c. memoratum Principem, qui se Imperio & Regnis
omni honore ac dignitate reddidit tam indignum,
quique propter suas iniquitates a Deo ne regnet
vel imperet est abjectus, suis ligatum peccatis &
abjectum, omni honore & dignitate privatum a Domino
ostendimus, denuntiamus, ac nihilominus sententiam

ANNO privamus, omnes, qui ei juramento fidelitatis tenentur
1245. additici, a juramento hujusmodi perpetuo absolventes:
auctoritate Apostolica firmiter inhibendo, ne quisquam
de cetero sibi tanquam Imperatori vel Regi pareat vel
intendat, & decernendo quoslibet, qui deinceps ei velut
Imperatori aut Regi consilium vel auxilium præstiterint
seu favorem, ipso facto Excommunicationis vinculo
subjacere. Illi autem ad quos in eodem Imperio
Imperatoris spectat electio, eligant libere successorem.
De præfato vero Siciliæ Regno providere curabimus,
cum eorumdem fratrum nostrorum consilio, sicut viderimus expedire.

Datum Lugduni decimo sexto Kalendas Augusti, anno tertio.

CCCLXX.

Decretum Confederationis inter BARONES 1246.

FRANCIE ad cohibendum Attentata PRÆLATORUM
sanctum. Anno 1246. [Preuves des Libertés de l'Eglise Gallicane Tom. I. pag. 229. Tiré du Trésor des Chartes, Layette Champagne VI. num. 84.]

QUIA Clericorum superstitioni non attendens quod bellis & quorundam sanguine sub Carolo magno & aliis Regum Franciæ de errore Gentilium ad fidem Catholicam sit conversum primo quadam humilitate nos seduxit, quasi vulpes se nobis opponentes, ex ipsorum Castrorum reliquiis, quæ à nobis habuerant fundamentum, Jurisdictionem secularium Principum sic absorberent, ut filii servorum secundum suas Leges judicent liberos & filios liberorum, quamvis secundum Leges priorum triumphantium deberent à nobis potius judicari, & per novas Constitutiones non deberet Antecessorum nostrorum consuetudinibus derogari; cum non deterioris conditionis faciant, quam Deus etiam voluit esse Gentiles, cum dixerit *redidit quæ sunt Cesaris Cesar, & quæ sunt Dei Deo*. Nos omnes Regni Majores attento animo percipientes quod Regnum non per Jus scriptum, nec per Clericorum arrogantiam, sed per sudores bellicos fuerit adquisitum, presenti Decreto omnium juramento statimus & sancimus, ut nullus Clericus vel Laicus alium de cetero trahat in causam coram ordinario Judice vel Delegato, nisi super hæresi, matrimonio, vel usuris, amissione omnium bonorum suorum, & unius membri mutilatione transgressoribus imminente, certis à nobis super hoc executoribus deputatis, ut sic jurisdictioni nostræ reforescat respicit, & ipsi hætenus ex nostra depauperatione diati quibus Dominus propter eorum superbiam profanas voluit revelare contentiones, reducant ad statum Ecclesiæ primitivæ & in contemplatione viventes nobis sicut decet, activam vitam ducuntibus, ostendant miracula, quæ dudum à sæculo recesserunt.

CCCLXXI.

Commission des BARONS DE FRANCE à quatre d'entr'eux, pour l'exécution de leur Décret d'Alliance, contre les Entreprises des ECCLESIASTIQUES. Novembre 1246. [Preuves des Libertés de l'Eglise Gallicane, Tom. I. pag. 230.]

Tous ceux qui ces Lettres verront, nous tuit de qui le seel pendent en cet present escript à sçavoir, que nous par la foy de nos corps auons francez, somme tenu nous & nostre hoir à tousiours à aider li uns à l'autre, & à tous ceux de nos terres, & d'autres terres qui voudront estre de cette Compagnie à pourchacier, à requerre, & à defendre nos drois & les leurs en bonne foy enuers le Clergé. Et pour ce que grieveuse chose seroit nous tous asssembler pour cette besoigne, nous auons eleu par le commun assent & odroy de nous tous, le Duc de Bourgogne, le Comte Perron de Bretagne, le Comte d'Angoulesme, & le Comte de Saint Pol, à ce que s'aunc de cette Communité avoit affaire enuers le Clergé, tel aide comme cil nostre devant-dits esgarderoit que on li deust faire, nostre li feriens. Et est à sçavoir que à ce defendre pour chacier & requerre chacun de cette Compagnie mettra par son serment le centisme de la vaillance d'un an de la terre qu'il tendra. Et chacun riche home de cette Compagnie fera lever ces deniers chacun an en son pooir, à la purification nostre Dame, & les delivraera là ou li sera mestier pour cette besoigne par les Lettres pendans de ces quatre devant nommez, ou deux d'eux &

ANNO & si aucuns auoient tort, il ne vouloit laisser pour ces quatre deuant nommez, il ne seroit pas aidiez de la Communite. Et si aucuns de cette Compagnie estoient excommuniez par tort comeu par ces quatre que le Clergie li feist, il ne laissera pas aller son droit ne li querelle pour l'excommunication, ne pour autre chose que on li face, si ce n'est par l'accord de ces quatre, ou de deux d'iceux, encois poursuiront sa droiture : & si li dui des quatre moureroient, mettroient autres deux en lieu de ces deux, qui auoient ce poir qui est ci deusur deusiez : & s'il aduenoit que li trois & li quatre alaissent hors de la terre ou mourussent, li douze ou li dix des riches homes de cette Communite estoient autres quatre, qui auoient ce mesme poir que li quatre deuant dir. Et se cil quatre ou aucun de la Communite par le Commendement de ces quatre fesoient aucune besoigne qui appartint a la Communite la Communite len deliureroit. Et cette chose si comme elle est cy deusur escripte & diuisee, durra a tos iors : & ce fut fait en l'an de l'incarnation nostre Seigneur 1246. ou mois de Novembre.

CCCLXXII.

1. Avril. *Edictum seu Mandatum Regis Anglie HEINRICI III. de non persolvendo ad opus Papae tallagio. Datum ap. Westmonasterium d. 1. April. Anno dicti Regis 30. [MATH. PARIS, Historia Major pag. 707.]*

H. Dei gratia Rex Anglie, &c. Dilecto sibi in Christo Abbati de Sancto Albano, Salutem. Audivimus quod Venerabilis in Christo Pater F. Londini compellit vos ad tallagium ad opus Papae persolvendum. Super quo miramur plurimum & movemur maxime, cum in predicta convocacione provissum fuerat communiter per dictos Prelatos & Magnates, quod nihil fieret de tallagio illo ante reditum Nunciorum eorum a Curia Romana, ad quam iidem Nuncii sunt, sicut nosis, pro specialibus totius Regni nostri negotiis destinati. Quapropter vobis mandamus, firmiter inhibentes, quod nec ad mandatum prelati Episcopi, nec alterius, aliqui attemptetis contra provisionem predictam sicut Baroniam vestram, quam de nobis tenetis, diligitis pacifice possidere. Quoniam attemptacionem huiusmodi, non possumus nec volumus sustinere. Teste me ipso. Apud Westmonasterium, primo die Aprilis, anno Regni nostri trigesimo.

CCCLXXIII.

Mandatum iteratum Regis Anglie HEINRICI III. de non persolvendo ad opus Domini Papae vel alterius tallagio aliquo vel auxilio. [MATH. PARIS, Historia Major, pag. 708.]

H. Dei gratia, &c. Venerabili in Christo, tali Episcopo, Salutem. Licet aliis vobis scripserimus, semel, secundo & tertio, tam per Literas nostras clausas, quam patentes, ne ad opus Domini Papae vel alterius tallagium aliquod vel auxilium exigeretis a viris Religiosis, Clericis vel Laicis, cum nullum huiusmodi tallagium vel auxilium exigi possit vel consueverit, sine magno preiudicio Regie Dignitatis quod nullo modo poterimus aut volumus sustinere: Vos tamen mandatum nostrum in hac parte continentem, contra provisionem per Magnates nostros, tam Prelatos quam Comites & Barones factam in Concilio nostro Londinensi, & concessam exactionem faciatis memoratam. Super quo miramur plurimum & movemur, presertim cum facto vestro proprio non erubescitis contraire, cum vos & alii Prelati in predicto Concilio communiter concessistis, quod nihil de exactione huiusmodi faceretis, donec Nuncii nostri & vestri nec non & aliorum Magnatum nostrorum & totius universitatis Regni nostri a Curia Romana redirent, qui pro liberatione oppressionum, ad Curiam illam, sicut nosis, fuerant specialiter destinati. Vobis igitur mandatis inculcatis mandamus injungentes, firmiter & districtius inhibentes, ne ad exactionem predicti tallagii vel auxilii faciendam aliquatenus procedatis, sicut gaudere desideratis Baronia vestra & possessionibus vestris, quas in Regno nostro tenetis. Et si quid inde cepistis, extra Regnum nostrum asportari nullatenus permittatis, sed illud sal-

TOM. I.

vo custodiri faciatis usque ad reditum Nunciorum predictorum, indubitanter scituri, quod si secus egeritis, nos ad possessiones vestras manum gravaminis, ultra quam credere velitis, extendemus. Hanc autem inhibitionem, vobis injungimus faciendam Archidiaconis & Officialibus vestris, quam quidem pro libertate Cleri & Populi facimus, novit Deus, &c.

CCCLXXIV.

Contrat de Mariage de MAINFROY, Fils de 1247. L'Empereur FREDERIC II de BEATRIX 21 Avril. DE SAVOYE. Fait à Chambéry, le 21 Avril, 1247. [S. GUICHENON, Histoire Gé-néalogique de la Maison de Savoye. Preuves, pag. 71.]

UNIVERSIS tam presentibus quam futuris, presentes Literas visuris vel auditis: Gualterius de Oera Capuanus Electus, & Domini Imperatoris Notarius, & Capellanus, Salutem, & sincerum dilectionis affectum: Novit universitas vestra, quod nos autoritate procuratoris, & specialis mandati a Domino Imperatore nobis facti, obligavimus eundem Dominum Imperatorem, & Manfredum Lanceam Filium ejus, & in anima ipsorum juravimus, & juramento tenemur, Domino Amedeo Comiti Sabaudie, & in Italia Marchioni infallibiliter facere, & procurare quod predictus Manfredus Lancea Filius ejusdem Domini Imperatoris, ducet in uxorem legitimam Beatricem Comitissam Saluzensem, Filiam Comitis Cypriadi, usque per totum mensem Maji proxime futurum, apud Trinum, montem Calerium, Ripolas sive Cheriam ad diem certum, quam predictus Dominus Imperator, cum Imberto de Saxellis, & Imberto Castellano Avilense Nunciis, & Procuratoribus Comitibus supradicti, duxerit presentem, restitutione Catri Ripularum faciendae Comiti memorato, vel predictis Nunciis suis, a Domino Imperatore, infra festum Pentecostes proximo futurum, predicto matrimonio praecedente. Item juravimus, & obligavimus eundem Dominum Imperatorem, quod ubi melius placuerit dicto Comiti, vel Nunciis suis in Imperio, idem Dominus statuet, & ordinabit dorum mille marcharum argenti, redditus eidem Domine future uxori predicti filii sui, quod siquidem dorum dicta Domina percipiet, toto tempore vite sue, si per mortem viri matrimonium solveretur. Item juravimus, & obligavimus predictum Dominum Imperatorem, quod infra festum Pentecostes proximo futurum, restituet eidem Comiti Sabaudie liberè Castrum Ripularum, cum omnibus Juribus, Justitiis, & pertinentiis suis tenendum ab Imperio, & ab ipso Domino Imperatore, & heredibus suis, sibi in Imperio successores, & faciendum ex eo, sicut de alia terra sua ad mandatum, & voluntatem ejusdem Domini Imperatoris, vel Nunciorum suorum guerram, & pacem amicis, & inimicis Imperii. Item obligavimus eundem Dominum Imperatorem predicto Comiti, quod idem Dominus Imperator dabit praefato Manfredi Filio in feudum, & homagium, totam Terram a Papia usque ad Montes, sicut per divisionem, & alios suos fines, usque ad Maritimum Januae designantur; Dabit etiam ei Regnum Arelatense, quando dicto Domino Imperatori de consilio ejusdem Comitibus, videbitur expedire, & alibi in Imperio, & aliis terris suis, eidem Filio suo, juxta voluntatem, & consilium dicti Comitibus, magnifice providebit; Ad hujus autem rei testimonium, & perpetuam firmitatem, presentes Literas eidem Comiti, exinde fieri fecimus, sigillo nostro munitas. Actum apud Camberiacum, Anno Domini Incarnationis M. CC. XLVII. die Domini-co 21. Aprilis 5. Indictione.

CCCLXXV.

Indultum WILHELMI Romanorum Regis Episcopo Constantiensi concessum super administratione Regalium. Datum in Casbris apud Aquis 3. Non. Septembris Indict. 5. [Tiré d'une Information de Droit, présentée à l'Empereur en 1716. de la part de l'Evêque & Prince de Constance, sous le Titre de Gründliche Information über des Geschichts Constantz Jurisdiction bey dessen in der Schweiz gelegenen Landschaft, aux Preuves. Chap. VIII. num. 30.]

Eb 2

WIL-

1247. *WILHELMUS* Dei gratia Romanorum in Regem electus & semper Augustus, dilectis Fidelibus suis, Capitulo, Vasis, Ministerialibus, totique familiaribus Constant. Ecclesie gratiam suam, & omne bonum, Regalis eminentie requirit honestas, ut Principum & Magnatum Imperii promotioni spiritu indefesso infiltere debeamus, eorumque laboribus & expensis parcere cum expedit, ut ad obsequendum nobis & Imperio promptius aimentur. Novertit itaque Universitas vestra, quod Nos dilecto nostro Episcopo Constantiensis Electo de providentia Consilii nostri Regalium administrationem, & omnium, quas a nobis & Imperio ipsi recipere Jus compellit, plenarie indulgemus, donec in proximo Domino concedente ad partes Sueviae procedere nos contingat, cognoscences, quod propter viarum discrimina & multimoda pericula ad praesens commodum se Nostrae non potest praesentiae exhibere. Mandamus ergo fidelitati Vestrae rogantes, & Regia autoritate firmissime precipientes, quatenus de omnibus iustitiis & rationibus Principatui Constantiensis attentantibus, praedicto Electo intendatis & respondeatis ad plenum, donec, ut praedictum est, a nobis Regalia receperit, cum ad partes Sueviae felicibus auspiciis accederet nos contingat. Datum in Caltris apud Aquis 3. Non. Septembris Indict. 5. &c.

CCCLXXVI.

1248. *Declaration de N. . . . Comtesse de Toul, & de ODES son Fils, par laquelle ils reconnaissent de tenir le Comté de Toul en Fief & hommage de ROGER Evêque de Toul; Fait au mois de Mars 1248. [La Véritable Origine des Illustres Maisons d'Alsace, de Lorraine, d'Autriche &c. aux Preuves, pag. 126.]*

JE Comtesse de Toul, & je ODES ses fils faisons congnoissant à toutz, que nostres Sires Rogiers par la grace de Dieu Evêque de Toul, à la Comté de Toul & les appendices, que nous tenons de lui ligement en fief & en hommage, en Waige de nous, pour tot faire, & tot ponre, pour six cent livres de nous Proveniens de Champagne, desquels nous avons ehen nostre payment entierement. Et volons que nostre Sire l'Evêque de Toul devant dit; & c'illz que apres ly venront, tieignent la devant ditte Waigere cinsy comme il est d'avant devisei, autres que à tant que nous ly aurons rendus les six cens livres de fors devant dites, & toutes ces choses sont faittes par le lous & par le creant de ISABEL la femme à ODon devant dit, & de noz hoirs. Et pource que ce soit chose ferme & establie, nous avons mis noz seels en ces presentes Lettres. Lesquelles furent faittes en l'an que li miliaires conroit, par mil & deux cent & quarante huit ans, ou mois de Mars.

S. . . . MITISSE Tullenfis. S. ODonis Comitis Tullenfis. Le seau est d'un Lyon.

CCCLXXVII.

26. Juin. *Testament de THOMAS DE SAVOYE Comte de Maurienne, fait au mois de Juin, 1248. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye, Preuves. pag. 97.]*

In nomine Domini nostri JESU CHRISTI, Amen.

ANNO Domini millesimo ducentesimo quadagesimo octavo, in festo Beatorum Joannis, & Pauli mensis Junii, Ego THOMAS DE SABAUDIA Comes sanus, & in bona, ac sana memoria constitutus, de rebus meis, & ad me pertinentibus dispono, & ordino in hunc modum: Filium, vel Filiam, si quem, vel quam, tempore mortis meae habuero de Uxore, Primogenitus, si sit masculus; si vero sit Filia, proximo natus Filius masculus sit haeres; & sic per ordinem de masculis, primogenitus vero, vel alius masculus, quicumque succedet per ordinem, ut proximo dixi, teneatur aliis honorifice providere, & dotes Sorori, vel Sororibus, uni, vel pluribus assignare, habito respectu ad dignitates, & facultates. Haeres vero meus, si in pupillari etate decesserit, proximo natus masculum ei dem substituo, & sic deinceps, & si non esset masculus, proximo natus Filiam ei substituo, & sic per ordi-

nem de Filiabus volo servare, ita tamen quod quodcumque nasceretur mihi Filius masculus de Uxore, omnes Sorores in successione praecedat; & si idem haeres, quicumque fuerit, secundum ordinem quem praedixi, post pubertatem quodcumque sine libero vel libbris de uxore decesserit, volo, & rogo ipsum per fideicommissum, ut dictam hereditatem restituat proximo masculo, & sic de singulis masculis per ordinem observetur. Et si forte nullus esset masculus proximiori Filiae, ipsam hereditatem restituat, & hoc item volo inter Filias observari, & si unicum Filium, vel Filiam haberem de Uxore, seu plures, ad ultimum hereditas deveniret, prout superius est expressum, & in pupillari etate, seu post pubertatem quodcumque, sine libero vel libbris de uxore decesseret, volo, & rogo ipsum per fideicommissum, ut dictam hereditatem restituat carissimis Fratribus meis *Philippo Lugdunensi Electo, & Petro de Sabaudia Communitur*, vel alteri ipsorum supersititi in solidum, quoniam ipsos vel alterum ipsorum superstitem haeres meus, vel haerem domus omnibus esse volo, si contingeret Filium vel Filiam haerem meam in pupillari etate vel post pubertatem quodcumque, sine libero vel libbris, de uxore decesseret, ut dictum est, & si aliquo modo de supradictis hereditatibus illa ad supradictos Frater meos, vel ad alterum ipsorum superstitem perveniret, & ipse Frater meus Petrus, Filium masculum habuerit de Uxore, volo, & rogo, ut si fratres mei, vel alter ipsorum ad quem esset hereditas devoluta ut supradictum est, post mortem suam praedictam hereditatem restituat, vel restituat illi, si vero dictus Petrus Frater meus, plures haberet filios masculos de Uxore, restituat dicti Fratres mei, vel alter ipsorum superites restituat dictam hereditatem, cui de dictis filiis masculis ambo voluerint, vel ipsorum superites, qui si in pupillari etate, vel post pubertatem quodcumque, sine libero, vel libbris masculis, de Uxore decesseret, volo, & rogo ipsum per fideicommissum, ut ipsam hereditatem restituat proximiori Fratri suo, & sic de singulis masculis esse volo; Et si unicus Filius masculus dicti Petri, vel si plures essent, ille ad quem ultimo dicta hereditas deveniret in pupillari etate, seu post pubertatem quodcumque sine libero vel libbris masculis de uxore decesseret, volo, & rogo ut ipsa hereditas ad carissimam Sororem meam *Beatricem Comitissam Provinciae jure institutionis devolvatur*, & volo, ac rogo ut dicta Beatrix Soror mea, post mortem suam, dictam hereditatem restituat Filio masculo carissimam *Fratri mei Amedeo Comiti Sabaudiae*, si quem tunc haberet de uxore, qui si in pupillari etate, vel post pubertatem quodcumque sine libero, vel libbris masculis de uxore decesseret, volo, & rogo ut dictam hereditatem, post mortem suam, restituat carissimo *Fratri meo Bonifacio Archiepiscopo Cantuariensi*, & post mortem dicti Archiepiscopi, deveniat dicta hereditas ad *Edmundum Filium Illustris Domini Henrici Regis Angliae, & Nepotis meae Alienore Reginae Angliae*, & post mortem ipsius Edmundi, si in pupillari etate, vel post pubertatem quodcumque sine libero vel libbris masculis de uxore decesseret, ad proximorem de genere Sabaudiae dicta hereditas revolvatur. Item volo, & praecipio quod clamores mei, de quibus constabat ad arbitrium Executorum meorum, quos inferius nominabo, integrè emendantur. Item volo, & praecipio quod in valle Soblonis supra Pynorolium, vel in loco magis competenti in Terra mea, pro remedio animae meae, & meorum, Domus de Carthueni Ordine construat, & de bonis meis, ad arbitrium Executorum meorum doctetur. Item Abbatiae sanctae Mariae de Pynorolio, Abbatiae sanctae Mariae de Caburro, Abbatiae sancti Michaelis de Clusa, Abbatiae sancti Justini de Secusia, & Abbatiae de Alta-Comba, unicuique ipsarum lego decem libras Vienneses annuas, pro quinque anniversariis annuatim faciendis, videlicet pro bonae memoriae *Thoma quondam Comite Sabaudiae Patre meo*, pro me & pro *Fratribus meis Umberto scilicet Aymone, & Villermo quondam Electo Valentiniensi*. Item volo, & praecipio, quod ipso die obitus mei centum libras Vienneses pauperibus erogentur. Et cum habeam, & habuerim propositum eundi in Subsidium Terrae sanctae, volo, ac praecipio quod si ante obitum meum, per me vel per superiorem, de hoc non esset aliud ordinatum, quod decem milites mittantur pro me, in subsidium Terrae sanctae, vel aliquid fiat in elemosina, seu in alio pro hujusmodi meo proposito adimplendo, prout Executoribus meis voluerit expedire. Hujus autem ultimae meae voluntatis Executorum constituo R. Patrem Dominum Hugonem de Sancto Theodoro, tituli sanctae Sabinae Praebiterum Cardinalem, *Frater meum praenominatum Philippum Lugdunensem Electum*, Rodolphum Tarenta-

ANNO 1248. *fiæ Electum, & Jacobum Abbatem Secufæ, dans ipfis omnibus, & fingulis, fi omnes interesse non poffent, plenam, ac liberam potestatem petendi, & recipiendi debita mea, pacificam, & folvendi clamores meos, elemofinas, & legata, ac omnia alia faciendi, quæ fi vivus effem, poffem facere, vel deberem. Item de ipfis omnibus, & fingulis, ut fupradictum eft, plenam, ac liberam potestatem declarandi, interpretandi, emendandi, atque fupplendi, fi quod femiplenè, vel infufficienter, in hac mea ultima voluntate, fortitau inveniantur per ipfos, vel ipforum alterum emendetur. Item do ipfis Executoribus omnibus, & fingulis, ut dictum eft, plenam, ac liberam potestatem conftituendi alios Executores, vel Procuratores, unum aut plures, pro ut fibi videbitur expedire, ad exequendum, & perficiendum univerfa, & fingula, quæ in hac mea ultima voluntate continentur. Item volo, & precipio quòd fupradictus Frater meus Philippus Lugdunenfis Electus, teneat dictam hereditatem, donec clamores mei, elemofinæ, & legata in folidum ordinata fuerint, & foluta, omnes proventus, & redditus dictæ hereditatis, in folutionem prædictorum penitus refundendo, falvis expenfis pro terræ meæ custodia faciendis, quibus expletis, & folutis fideliter, & integrè de Confilio executorum fuorum, refutit ad dictam hereditatem, ad quem jure testamentario pertinebit. Ad quæ omnia, & fingula fupradicta fideliter adimplenda, dictus Frater meus Philippus Lugdunenfis Electus, per facramentum fuum, tactis facro-fanctis Evangelis, fe aftrinxit: Volo autem hanc ultimam voluntatem meam, valere jure testamenti in fcriptis, & fi non valeat jure testamenti in fcriptis, valeat jure testamenti nuncupativi, volo quòd valeat jure codicillorum, feu jure cujuslibet ultimæ voluntatis, & fi non valeat fecundum leges, volo quòd valeat fecundum canonicas fationes. Rogo autem feptem teftes, ut mecum fubfcribant, & figillent in hac ultima mea voluntate, videlicet R. Patrem Dominum Hugonem de fancto Theudero, tituli fanctæ Sabinae Presbiterum Cardinalem; Fratrem meum Philippum Lugdunensem Electum, Rodolphum Tarentasie Electum, Thealdum Leodiensem Archidiaconum, Magistrum Vuillermum de Surrone Officalem Lugdunensem, Hugonem Gay Præpositum Auguftensem, Magiftrum Joannem Capelli Canonicum Brgensem, Item Magiftrum Petrum de Chamberiaco Clericum meum adjungo focium, & Executorem quatuor Executoribus fupradictis. Hac eft ultima voluntas mei Thomæ de Sabaudia Comitis, & fubfcripserunt. Nos Frater H. tituli fanctæ Sabinae Presbiter Cardinalis interfui, rogati à Thoma teftatore figillavimus, & fubfcripimus, Ego Philippus Lugdunenfis Electus interfui, rogatus à Thoma teftatore figillavi, & fubfcripsi. Ego Rodolphus Tarentasenfis Electus interfui, rogatus à Thoma teftatore, figillavi, & fubfcripsi. Ego Thealdus Leodiensis Archidiaconus interfui, rogatus à Thoma teftatore figillavi, & fubfcripsi. Ego Magifter Vuillermus de Surrone, Officialis Lugdunenfis, interfui, rogatus à Thoma teftatore figillavi, & fubfcripsi. Ego H. Gay Præpositus Auguftenfis interfui, rogatus à Thoma teftatore figillavi, & fubfcripsi. Ego Magifter Joannes Capelli Canonici Brgenfis rogatus à Thoma teftatore interfui, & fubfcripsi.*



CCCLXXVIII

10. Sept. *Prærogatio Treuguram seu Induciarum inter Regem Francorum LUDOVICUM fanctum & HENRICUM Regem Angliæ. Data apud Lorriacum in Vigilia B. Matthæi Apostoli. 1248. [Pièce tirée du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliothèque de Berlin, pag. 121.]*

UNIVERSIS præfentes Litteras infpecturis Simon Comes Leycestræ, falutem. Notum facimus quòd nos Treugam quæ eft inter Illustrem Regem Franciæ, & carissimum Dominum nostrum Henricum Regem Angliæ illustrem, usque ad instans festum Sancti Michaëlis pro eodem Domino nostro Rege Angliæ prorogamus, potestate ab ipso per Litteras suas patentes nobis tradita & concessa, usque ad quintum diem instantis Natalis Domini, videlicet usque ad festum diem Beati Thomæ Cantuariensis Martyris, & Treugam duret per totum illum quintum diem.

In cujus rei testimonium præfentibus Litteris Sigil-

lum nostrum duximus apponendum. Actum apud Lorriacum die Dominica in vigilia Beati Matthæi Apostoli, Anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo octavo, mense.

Et sunt le dictes Lettres cy dessus transcrites, scellées en double queue de parchemin pendans au reply d'un scel de cire blanche. Et au dos d'icelles est escrit ce qui suit:

Litteræ Simonis de Monteforti, de Treugis initis inter Franciæ & Angliæ Reges, usque ad certum tempus CIO. CC. XLVIII.

CCCLXXIX.

Reverfales præcipuorum quorundam Comitum Nobiliumque Thuringiæ, quibus HENRICUM illustrem Marchionem Misnie, sub certis conditionibus pro Domino suo & Landgravio Thuringiæ agnoscunt. Actum apud Wizinuols Anno 1249. Kalendas Julii. Indiæ. septima. [Ex WECKII Descriptione Dresdensi Part. II. pag. 155. 156. collat. cum Apographo in Schedis Hortlederianis reperto; Apud TENTZELIUM in Supplemento Historiæ Gothanæ 2. pag. 589. LUNIG, Teutisch Reichs Archiv. Part. Spec. Cont. II. Abtheil. IV. Abfatz II. pag. 177. sub anno 1248.]

NOs G. Comes de Kevernberg, Bertoldus filius ejus, Comes Albertus de Rabinswald, Henricus & Guntherus Comites de Schwartzburg, Comes Fridericus de Bichilingen, Comes Theodericus de Hoinstein, & Henricus suus filius, Comes Fridericus de Stolberg, Henricus de Helderungen, Ludolfus & Henricus de Altrifede, Henricus & Edolfus de Bendeleibin, Dietmarus de Wilherfete, notum facimus Universis, quod inter Illustrem Principem Dominum nostrum Henricum Marchionem Misni, & nos, talis compositio intervenit, quod ipsum pro vero Domino nostro, & Lantgravio Thuringiæ habebimus, & eidem contra omnem hominem serviemus, ubi falva fide & honore nostro facere hoc valeamus. Et hoc faciemus absque malo ingenio atque dolo, & contra omnem hominem defenfabimus fideliter terram suam. Præterea bona nostra univerfa, quæ a Lantgravio habuimus in feodo, recepimus ab eodem, præter Putlindorff, quod Comes Albertus de Rawinswalde a Comitibus de Anhalt dignoscitur recepisse. Et illa omnia recipimus ab ipso, quæ adhuc ab Imperio vel Ecclesiis obtinuit vel poterit obtinere, & quæ nos recipere tenebamur, & idem faciemus de bonis, quæ Lantgravius fuerunt, quæ nos habuimus ab eodem. Idem etiam Dominus noster illustris Marchio &c. de bonis, quæ ab eo recipimus, nobis faciet warandiam. Item si is Domino Papæ vel Imperio altabit, nos una cum ipso similiter altabimus eidem. Si vero pecuniam pro ipso servitio receperit, nobis pro posse suo pecuniam ordinabit, prout in sua gratia habere possumus, & sicut visum fuerit expedire. Item omnia ædificia, quæ de novo sunt ædificata in Principatu Thuringiæ post mortem Lantgravi & præcipue Wizinburg & Saxenburg, destruentur, & ad hoc eidem dabimus auxilium & operam efficacem, & ipse ad id nos cum efficacia adjuvabit. Quia vero taliter adiunximus nos eidem, ipse ad petitionem nostram de consilio hominum suorum consentiet si eum aliqui poterunt cum Comitibus de Anhalt concordare per amicitiam, alioquin ubicunque de jure tenebitur, ipse ad iustitiam respondebit. Præterea nos Th. de Hoinstein, Fridericus de Bichilingen, H. & G. Fratres de Schwartzburg, Comites, omnia bona, quæ nobis a Lantgravio obligata fuerunt, eidem ad redimendum dabimus, si ea voluerit rehabere. Insuper quæcunque bona bonæ memoriæ Lantgravius in extremis suis dinoscitur possedisse, si aliquis ea indebitè occupavit, restitue eadem sibi tenebitur cum effectu. Et si aliqui suo nomine tunc temporis alienas possessiones occupaverunt, illi omnes coram ipso in sua præfentia iuri stabunt, quibus iustitiam exhibebit. Captivi etiam utrobique dimittentur libere absoluti, præter illum de Drifurte & alios, qui apud Gotham fuerunt nuperime captivi, & illi facient cautionem, quæ iustitæ vulgariter nuncupatur. Præterea causam, quæ inter Comitem Hermannum de Mannsfelt ex una, & Comitem Albertum de Rabinswald ex parte altera vertitur, si

ANNO

1249.

poterit, per amicitiam terminabit, alioquin super eadem utroque iustitiam exhibebit. Si vero in praelio suo quisquam captivaretur ex nobis, ipsum a captivitate liberabit indepenem, & si quisquam propter eum Civitatem amitteret sive Castrum, nullam habebit concordiam, nisi sibi amissa reordinet, sicut vitum fuerit expedire. Hec siquidem, quae praemissa sunt, nobis & ministerialibus & amicis nostris, qui nobis altare voluerint, ipse Marchio & sui filii bona fide & sine fraude inviolabiliter observabunt. Et qui ministerialis existit, ipsi ius ministerialis, si vero Vassallus fuerit, ius Vassalli sibi exhibebit utique, & etiam observabit. Nos siquidem vice versa sibi & suis filiis promissimus bona fide & sine fraude inviolabiliter observare, corporaliter super hoc praestito iuramento. Acta sunt haec apud Wizinvels Anno Domini CIOCCXLVIII. Kal. Julii septima Indictionis.

CCCLXXX.

1250. Testament of l'Empereur FREDERIC II. Fait en (1) 1250. [GOLDAST, Tom. I. pag. 307. MATTH. PARIS, Hist. major, pag. 812.]

LEMPEREUR
FREDERIC II.
RICIL

EGO FRIDERICUS in primis relinquo pro anima mea, centies mille uncias auri pro Terras sancta sanctae Romanae Ecclesiae recuperanda, expendenda & exponenda ad voluntatem filii mei CONRADII.

2. Item volo, quod omnia male ablata restituantur.

3. Item, omnes captivos de Imperio & Regno relinquo liberos, exceptis proditoribus tantum.

4. Item, relinquo totam terram Ecclesiae liberam, & volo quod iura Ecclesiae restituantur.

5. Item, meum heredem relinquo, CONRADUM in Imperio Romano, & Regno Siciliae.

6. Item, relinquo filio meo HENRICO Regnum Hierosolymitanum, & decem millia unciarum, secundum voluntatem CONRADII filii mei.

7. Item, nepoti meo filio scilicet filii mei HENRICI, relinquo Ducatum Austriae, & decem millia unciarum auri.

8. Item, MANFREDUM filium meum relinquo Ballivum CONRADII in Imperium, à Papa & citra, & Regno Siciliae, usque ad LXX. annos, excepto quando CONRADUS erit praesens.

9. Item, sepulchrum meum eligo apud Panormum, ubi jacuit Rex WILLIELMUS.....

CCCLXXXI.

1251. Donation faite à PIERRE DE SAVOYE & à AGNES DE FAUCIGNY sa Femme, par AYMON Seigneur de FAUCIGNY. Faite le 20. Août, 1251. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoie. Preuves, pag. 78.]

20 Août.
SAVOYE
ET FAUCIGNY.

UNIVERSIS praesentes Literas inspecturis, Aymo Dominus FAUCIGNIACI, rei gesta notitiam cum salute: Universitati vestrae facimus praesentibus Literis manifestum, Quod nos prudentes, scientes & spontanei ex causa dotis donamus, cedimus & concedimus Illustri Viro Domino Petro de SABAUDIA, Marito Agnetis carissime Filiae nostrae, pro ipsa Agnete, omnia Caltra nostra, omnes Terras nostras, Possessiones nostras, cum iuribus, feudis, Dominis, usibus, appenditiis, & pertinentiis eorundem; Devestimus autem nos de praedictis Castris, Terris, Possessionibus, & Pertinentiis, & ceteris supradictis, ipsum Dominum Petrum, ex causa Dotis invellentes plenarie de eisdem; Accipimus tamen, & retinemus ad totam vitam nostram plenarie usufructum in omnibus supradictis, Contententes nos, nomine dicti Petri, possidere usufructuarii nomine, universa, & singula supradicta. Concedimus autem, quod post decessum nostrum, ipse Dominus Petrus, ut Hares ex dicta Agnete susceptus, utatur plenarie supradictis. Sanè quod Beatrici Filiae

(1) Goldast met ce Testament en 1257, mais il se trompe, puis que Frédéric n'est mort que le 13. Décembre 1250. On voit il y a une faute d'impression dans Goldast. Comme il n'est point daté, nous l'avons mis l'an de la mort de cet Empereur.

nostrae, de bonis nostris quondam dedimus, scilicet Domum fortem de Souche, & centum libras monetae Gebenn. annuas, loco congruo assignandas, gratum & ratum habuit dictus Petrus, & plenarie confirmavit. Si vero contingeret, quod Deus averteret, praetatum Dominum Petrum, sine Haerede suscepto masculo, vel femina, ab ipsa Agnete, vel ipsam Agnetem similiter, decedere sine prole, ad nos devolventur integra omnia supradicta pleno jure; retinemus autem pro nobis, & dicta Agnete Filia nostra quod possumus, pro remedio animarum nostrarum, excepto Castro & fortalicio, congrua legata, & pias elemosinas erogare, & facere congruas permutationes, & illis qui nobis servierint, ut à nobis, etiam à non uxore susceptis, moderatas donationes, & congrua beneficia, sive caltra & fortalicia elargiri. Concedimus autem, quod si haec donatio, cessio, & concessio, & causa dotis factae non valeret, robar & firmitatem accipiat ex Donatione inter vivos, si vero heredem masculum ab uxore legitima, nos contingeret habere in futurum, concessit Dominus Petrus, quod ipse sit Hares nostrae. Ita tamen quod dicto Domino Petro, & Domina Agnete, assignetur de Castris nostris, & bonis Dos, & congrua portio, prout duo, vel tres Amici communes fuerint arbitrari. Porro si dictus masculus, sine haerede, & legitima Uxore, quandoque decederet, ad praedictam Agnetem & Sobolem suam, praedicta bona revertantur, & perveniant pleno jure; juramus autem nos supradicta universa, & singula fideliter observare & contra modo aliquo non venire. Statuentes, quod si contra veniremus in aliquo, esset casum, irritum & inane. Renunciamus etenim sub praestito iuramento exceptioni doli, in factum beneficio infestationis, & immensae Donationis, & omni auxilio, & beneficio, quod posset nobis in hoc casu ad veniendum contra proficere, vel prodesse. In cujus rei testimonium, sigillis Venerabilium Patrum, Dei gratia Ay. Gebenn. & Petri Herfordiensis Episcoporum, fecimus praesentes Literas roborari, & nos sigillum nostrum apponimus, ad maioris vinculum firmitatis. Testes Dominus Pb. Electus Lugdun. Willelmus de Grayfiaco, & Humbertus de Farnay milites. Datum XIII. Kal. Septembr. Anno Domini M. CC. LI.

CCCLXXXII.

Bündniss auf drey Jahr zwischen der Gemein Zurich 16 Octob. eines / dann den Gemeinen Uri und Schwytz an dem theils zu gemeinschaftlicher Beschirmung. Geben Zurich den tag St. Galli 1251. [Tiré d'une Information de Droit présentée à l'Empereur en 1716: de la part de l'Evêque & Prince de Constance, sous le Titre de Gründliche Information über des Hochstifts Jurisdiction bey dessen in der Schweiz gelegenen Landschaft / aux Preuves Chap. VIII. Num. XXXIII.]

C'est-à-dire,

Traité d'Alliance pour trois ans entre le Canton de ZURICH d'une part, & les Cantons d'URI & de SWITZ d'autre part, pour leur commune défense. à Zurich le jour de St. Gall. 1251.

Allen denen / die diesen Brief sehen oder hören lesen / ich denken wir der Rath und die Burgere gemeinlich von Zurich / und wir Herr Arnold der Pfleger von Solmen / Landmann / und die landlich gemeinlich von Schwyz in Constanz / daz wir insamen hand geschworen heit zu Nidwache und dannen über drey Jahr / einander zehemmen wie hernach stah.

Was de wederen auß har bescheden ist an diesem tag / des sind wir mit einander gebunden. Het auch dennen Hère ein mann der sein ist in der wesen theile / der soll ihn dienen in der gewonheit als vor des Königs Zeiten / und nach Rechte / wer ihn fürschaff noten will / den fond wir schirmen. Wo auch de weder theil ein Besche begehren will ohne den andern Rath und Willen / des sind die andern mit gebunden. Ist aber daz ein Schad beschide in die Besche mit Raub oder mit Raub / des sind wir einander gebunden zeihen und ze helfen den mit wider stin nach Rechte. Aber denen von Uri der benant von Schwyz in der land wolte fahen / daz fond wir die von Zurich weihen mit aller unfer made; mochten wir aber das nie erwahren / darum fond wir ihn angreifen mit Raub / mit Brand und mit allem dem / daz dann wir bazu gehun mögen. Were auch daz die von Zurich künad wolte anreiten an die stadt / an die Neben oder an ihren Raunen / und die wolte wirtsien / daz fond wir von Uri und Schwyz weihen mit aller unfer made / und mit Raub und mit Brand fond wir ihn angreifen. Ist

ANNO 251. auch daß jemand von uns werc der uns nit gelossum sein will / den soll der ander teil mit führen / che er geboren sein wird. Ist auch daß wir de webern zus jemand schawen / dan ist der ander teil mit gebunden zu. Auch hand wir von Iry und von Edelweiss von Zürich feds Mann genommen / Herr Rudolph den Wiltner / Herrn / Kudgen Maneschen den eleren / und Herrn Rudolffen von Bernerhofen / Ritter / Herrn Walter von Sant Peter / Herrn Werner Riberly / und Herrn Eumraten Krieg / Burger. So hand wir die von Zürich genamnen den Mann von Iry / Herrn Wenzly von Zantgotsch / Herrn Durchwarten den elen Amman / und Herrn Eumraten den Weyer von ostfien / und von Schwyz drei mann / Herrn Eumraten sand Amman ab Dberg / Herrn Rudolffen den Staatsfader / und Herrn Eumrat Humen / und die Zwölff fond heissen auf ihr beschadenheit von jedwern teil / biennit und heissen / als man sein den bebarff / ohne die gebing so hie vor geschriben stand / und wenn dieren zwölff eine obt beheine verdirbt in der Jahr ial / so sind die andern ansthe Eib gebunden an andern zu geben innert vierzechen tagen an des verdobenen stat / und darumb daß stat bleibe die Ial ial auf / als hier vor geschriben stat. So henten wir der Rath und Burger von Zürich / Wir die landleuth von Iry / und wir die landleuth von Schwyz unsere Zingel an die drei gleich Rieff / die darumb gemacht sind / von rechten irtum offentlichen. Dierc Brief word geben zu Zürich an St. Gallen Tag / in dem Jahr da von Gottes Geburt warend Zwölffhundert und eins und funffzig Jahre.

CCCLXXXIII.

5. Nov. Regis Ungariae BELAE Diploma quo STIPCHONI, JACOBO, GREGORIO, & DANIELI ORBRADO, item & Nepotibus ejus Filiis videlicet Comitibus BUDISLAVI, Comitibus & Nobilibus DE BERBERIO, Comitatum Breberiensem conferit & confirmat. Anno 1251. nono Kal. Decembr. [JOAN. LUCII de Regno Dalmatiae & Croatiae Libr. IV. pag. 177.]

In nomine sanctae Trinitatis & individuae Unitatis, Amen.

BELA D. G. Hung. Dal. Cro. Ramae, Serviae, Galitiae, Lodomeriae, Cumanicae Rex in perpetuum. Regum celsitudo regit, & sublimiori debetur dignitati, ut intuitus fidei oculos tantum iucundius in suos fideles iniciant, quanto ipsa fidelitas, per quam Regum, Regnorumque omnium potentia roboratur, ceteris virtutibus positae est merito praefenda, & amplioribus praemiis attollenda, praesertim cum hominibus infestis corruptela seculi fiescentis quod rarior, reperitur, eo carior sit habenda, & ardentius amplectenda. Hac igitur consideratione indocti, tenore praesentium scire volumus universos, quod, cum fideles nostri Stipcho Comes, & Jacou filii Comitis Stephani, Gregorius, & Daniel Comes filii Bribigie Comitis, & Obradi, nec non & nepotes ejus filii videlicet Co. Budislavi Nobiles de Berberio a primavis ipsorum temporibus paternis vestigiis inherentes tam grata semper fidelitatis obsequia, & ubique attollenda coram nostrae Majestatis oculis studiosius impendissent, ut expugnatis, & effugatis Damaldo, & Boyzin, ac cognatis eorumdem quia a fidelitate debita aberrarant, contra multos etiam alios adversus Regiam Majestatem resistentes in praesidio navali, & terrestri saepe ac saepissimum... & laudabilem victoriam obtinuissem, & triumphum per omne spatium temporis in omni servitio nostro immobilis praestiterint, ad hac, cum tempore persecutionis Tartarorum qualitas temporis, & negotii ad partes maritimas nos expulisset... nosque fideles nostri ut devoti sedulo receptantes, universa quae habebant ad nostrum exposuerunt praecceptum, & mandatum, suas personas contra infules Tartaricos, & alios diversos fortunae casus multipliciter exponendo, quosdam qui in ipso eventu se erigere, & extollere contra nos intendebant, commendabiliter represserunt. Nos igitur quibus ex officio Regis dignitatis incumbit meriti merita singulorum, & singulis... devota eximia bonorum adunum praeogationem memoriter retinentes Comitatum Breberiensem cum omnibus utilitatibus ac pertinentiis suis a progenitoribus nostris eis liberaliter datum esse, collatum, ac in hac recordationis patris nostri Privilegio roboratum, quod tamen casu dicarum amissum plenè, & pacifice eisdem duximus confirmandum, ut tam ipsi, quam ipsorum haeredes, heredumque successores in perpetuum possideant pleno jure. In cujus confirmationis, & collationis memoriam, & perpetuam firmitatem praesentes concessimus nostras impressione aureae bullae nostrae roboratas. Datum per manus Ven. Paris Benedicti Ar-

chiepiscopi Colocen. Aule nostrae Cancell. Reverendo Stephano Archiepiscopo Strigon. Rascho Cenadien... Ultraflavano Zaland Vesprini, Goymone Vuacien Philippo Zagrab. Jacobo Agrien. Achille Quinque Ecclesiens. Archidapiter Jaurien. Vincentio Varadien. Episcopi Ecclesiis salutem gubernantibus, Magnificis... Praeposito Alben. Aula nostrae Vice Cancell. Rolando Palatino, & Comite Pofonien. Stephano Bano totius Slavoniae. Chach Magistro Tavarnicorum nostrorum & Comite super. Laurentio Vaivoda Ultraflavan. Comite de Dolcon. Paulo Judice Curiae nostrae, & Comite Zaladien, Dionisio Zougexam, Stenico Sumigien. Nicola Magistro Dapiferorum nostrorum, Bagon Magistro Pincernarum nostrorum, & Comite de Bacca Eimoy Marescalo, Benedicto Marunien Nicolao Ferrei Caltri, Dominico Zavalien. Hon. Varosien, & aliis quam plurimis Magistris, & Comitibus tenentibus... Anno Domini Mil. CCLI. nono Kal. Decembris, Regni autem nostri sextodecimo.

CCCLXXXIV.

Traité d'Accord & d'Alliance entre HENRI Duc de Brabant & la Ville & les Habitans de COLOGNE, fait à Louvain, le 13. de Decembre. 1251. [PLACARTS, Ordonnances, Edits, &c. de Brabant. Tqm. I. Liv. V. Chap. I. pag. 545.]

13. Dec.
BRABANT
COLOGNE.

HENRICUS Dei gratia, Dux Lotharingae & Brabantiae, Universis praesentes Literas inspecturis salutem. Universitatem vestram scire volumus quod mediante viro Nobili, dilecto consanguineo nostro & fidele Domino Ottone, Comite Gelriae inter nos & Dominos terrae nostrae ex parte una, & Cives Civitatis Colonienfis ex altera, usque in hodiernum diem sedata est omnis querimonia sive querela, & amicitia perpetua. Ita scilicet quod Cives & Mercatores Colonienfis undique in terra nostra, & Dominio cum rebus suis, & personis eundo, redeundo atque morando, sine calumnia, & arrestatione salvi sint & securi, & è converso homines terrae nostrae, Civitate & Libertate Colonienfis, tam in aquis, quam in terris solito thelonio debito & consueto.

Item ordinatum est hinc inde quod in terra nostra, ubi Cives Colonienfis debita contraxerint, conventiones seu pactiones fecerint, ibidem stabunt juri & sententiae Scabinorum, sive secundum legem patriae tractabuntur. Similiter & homines nostri de debitis suis, conventionibus, seu pactionibus in Civitate & Libertate Colonienfis. Nec occasione ipsorum debitorum, conventionum vel pactionum alter alterius res vel personas in Civitate Colonienfis vel in terra nostra accipere poterit vel arrestare.

Ceterum si contigerit (quod Deus avertat) quod Reverendissimus Pater Dominus noster, Dominus Colonienfis Archiepiscopus & nos discordaremus, quod propter hoc, dicta non impediretur ordinatio & concordia, nec alter super alterum occasione ipsius discordiae acciperet vel puniret, verum remaneret hinc inde, tam in terra nostra, quam in Civitate Colonienfis cum rebus suis & mercandis, absque timore, sub bono conductu & securitate. Et ut hoc in perpetuum firmiter observetur, in testimonium & firmitatem perpetuae amicitiae & sedationis discordiae, sigillum nostrum praesentibus apposuimus, una cum sigillis oppidanorum nostrorum de Lovanio & de Bruxella. Datum Lovanii mensis Decemb. Anno Domini 1251. in die Beatae Luciae Virginis gloriose.

CCCLXXXV.

Litterae quibus continentur Conditiones Treugarum inter Regem Francorum LUDOVICUM IX. & SARACENORUM SOLDANUM initarum. [MATTH. PARIS, Historia Major, pag. 843.]

REVERENDO in Christo Patri & Domino R. Dei gratia Ciceritensi Episcopo, Guillelmus ejusdem miseratione Aureliacensis minister indignus; salutem & cum omni reverentia & honore tanquam Domino ac patri paratam ad beneplacita voluntatem. Paternitati vestrae, rumores sub brevitate scribimus de partibus transmarinis, qui tales sunt. Dominus ac excellentissimus Rex Francorum, iniiit trengas usque ad quindecim annos cum infidelibus Saracenis. Et terra totius Regni

ANNO Regni Hierosolymitani cum omnibus Captivis Christianis, qui Esclavi vulgariter appellantur, citra flumen Jordani est reddita eidem: & residuum de summa pecunia quam pro sua captione Saracenis debebat, ei similiter est remissum; cuius summa fuit quinquaginta millia marcarum argenti.

CCCLXXXVI.

22. Mai. Donation faite par GUILLAUME Roi des Romains à THOMAS DE SAVOYE Comte de Maurienne, des Villes & Châteaux de Turin, de Montcalier, de Rivoles, de Colegno, Gavours, Yverée, du Pays de Canavais & autres Lieux. Faite le 22. Mai, 1252. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 93.]

GULLIELMUS Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus. Universis Imperii fidelibus, hanc paginam inspecturis gratiam suam, & omne bonum: Ex ubertate culminis nostri provenit, ut Nobiles, & Magnates Imperii gratis preveniamus beneficiis, ac dignis honoribus exaltemus, promotionibus eorundem, tam benigne, tamque favorabiliter insilendo, ut ad obsequendum nobis alii eorum exemplo facilius inducantur, significandum itaque duximus universis, & singulis tam presentibus quam futuris; quod nos de affluenti munificentia celsitudinis Regiæ, dilectum ac fidelem nostrum THOMAM DE SABAUDIA Comitem, intendentes liberaliter promovere Civitatem, & Pontem Thaurinensem, & Bastiam, quæ est juxta dictum pontem, villam, & pontem Montifalerii, Dominia Castellorum Ripollarum, Collegii, Montosoli, Castri veteris, Gavarreti, feudum quod tenent illi de Piosafco ab Imperio quod est quoddam parvum pedagium in Taurino, scilicet quatuor denarios in Trofello, feudum de Bomi, quod est quoddam castrum antiquum dirutum, cum quadam parva villa, feudum quod Dominus Bertholdus de Non, & Fratres sui tenent ab Imperio, & est quadam villata, sive fortetia inter Montem Calerium, & Karum, & vocatur villa, & finis de Celles, & specialiter, & generaliter omnia alodia, feuda, & Dominia in Civitate, & Diocesi Thaurinensi, præter homagia Marchionis Montis-Ferrati, & Salaciæ, Civitatem Yporregie, & totum Dominium Canapicii, & castri Lancii, cum hominibus, honoribus, juribus, Plateaticis, molendinis, furnis argentariis, Angariis, Parangariis cum plateis, Coloniis, terris cultis, & incultis, aquis, aquarum decurribus, silvis, venationibus, piscationibus, rationibus, regalibus omnibus, necnon possessiones, servicia, census, pensiones, laudimia, justitias, pedagia, thelonia, vias publicas, flumina, nemora, pascua, insuper meum, & mixtum Imperium, & Jurisdictionem omnimodam eorundem locorum, & inhabitantium, & demum omnia alia bona, & jura corporalia, & incorporalia, cum omnibus appenditiis & pertinentiis suis, tam intrinsecum quam extrinsecum, necnon adepta, quasas, tallias, alias exactiones consuetas, & quæ de jure alias, per nos, vel speciali mandamento nostro, in eisdem locis, fieri possent eidem, & heredibus suis utriusque sexus, in feudum assignamus, concedimus, & donamus, Præcipientes omnibus Nobilibus, militibus, & hominibus dictorum locorum, cujuscumque conditionis sint, vel sexus, ut ipsum in Dominum recipiant, ac fidelitates, & homagia debita, & consuea faciant, & sibi, & dictis heredibus, Castellanis, vel vicariis, vel aliis procuratoribus, vel nuntiiis suis, cujuscumque nomine, censentur de universis redditibus, & proventibus, necnon juribus dictorum locorum, corporalibus, & incorporalibus respondeant, & satisfaciant plenarie de prædictis, atque prout ad utilitatem suam, & heredum suorum à quoquam melius, & plenius possit intelligi, in præmissis universis, & singulis, sicut vero Domino per omnia, & in omnibus pareant, obediant & intendat: Ad hæc ex uberiori gratia eidem concedimus, quod per totam terram suam possit monetas de novo cudere, & nundinas atque mercata constituere, & pedagia seu Thelonia levare, aliqua præscriptione temporis (excepta centenaria) non obstante: errorem autem seu defectum, si quis est, vel fuerit in prædictorum, vel infra scriptorum omnium, vel ipsorum aliquo, seu in hoc privilegio, vel in aliqua parte sui, vel etiam de facto, vel de jure, inventari, vel vocari possit ab aliquo, sicut ad utilitatem super additi Comitibus, & heredum suorum à

quoquam melius, plenius, & utilius interpretari, specificari, exprimi, aut declarari possit, vel intelligi proprio motu, & ex certa scientia supplemus, & interpretari, & intelligi volumus de Regiæ plenitudine potestatis, non obstantibus legibus illis rescriptis, & constitutione quæ dicit, quod privilegia debeant revocari, & generaliter omni, vel aliquo jure generali, vel speciali usu, consuetudine, seu statuto, indulgentia, libertate, rescritto etiam Imperiali, seu Regali, vel privilegio cuicumque, vel quibuscumque concessis, impetratis, vel impetrandis sub quocumque tenore verborum, vel aliquo alio, per quod prædicta, vel ipsorum aliquod, in totum, vel in partem infringi, vel revocari, differri, vel perturbari, vel impediri possent aliquatenus, vel deberent, adeo quod in prædictis, vel ipsorum aliquo, nec nostra, nec successorum nostrorum, secunda justio expectetur, sed incontinenti fides adhibeatur, & executioni mandetur, cuncta, & singula, sine quolibet obstaculo, cum effectu, & irrevocabiliter, plenissimam habeant roboris firmitatem. Mandamus igitur sub intermissione gratiæ nostræ districte præcipientes, & Regali sancimus Edicto, quod nullus Dux, Marchio, nullus Comes, nullus Vicarius, vel Capitaneus, nulla Potestas, nullus Prælati, nulla utique persona alta, vel humilis, Ecclesiastica, vel secularis sit, quæ contra hanc nostram concessionem, donationem, interpretationem, vel supplicationem venire audeat, vel ipsas in totum, vel in partem in aliquo violare, vel aliquem ingenui scrupulo infringere, vel etiam contravere, quod qui facere presumpserit, vel attentaverit, gravem offensam nostræ Celsitudinis, & Majestatis indignationem, se noverit incursurum. Insuper pro solo conatu etiam in reatus sui penam, mille marcas argenti puri persolvat, medietatem Camere nostræ, reliquas vero prædicto Comiti, vel heredibus suis, prout est hæcenus in Imperio consuetum; Ad horum autem omnium, & singulorum evidentem memoriam, ac robur irrevocabile in posterum valitatum, hoc presens privilegium exinde conscribi, & sigillo nostræ Celsitudinis, iussimus communiri: Testes qui interfuerunt sunt hii, Venerabilis P. Frater Hugo, tituli Sanctæ Sabinenis Presbiter Cardinalis, in Alemania Apostolicæ Sedis Legatus, Abbas Sancti Trudonis, dilectus Capellanus noster, Joannes de Ambleone Decanus Sancti Andree Gratianopolit. Diocesis, Domini Papæ Capellanus, Humbertus Capellanus Yennæ. Datum Trajecti Leodensis Diocesis, XI. Calend. Junii, anno Domini M. CC. LII. Indict. X. Regni nostri anno quarto.

CCCLXXXVII.

Testament d'AME' IV. Comte de Savoye, fait le 19. Sept. 19. Septembre, 1252. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 69.]

In nomine Domini nostri JESU CHRISTI.

ANNO ejusdem millesimo ducentesimo quinquagesimo secundo, Indictione decima, die Jovis, decimo nono mensis Septembris. Ego Amedeus Comes Sabaudie, cupiens humanæ fortis eventum prævenire, cum melius sit spe mortis vivere, quam spe vitæ, ad mortem subitanam devenire, & maxime cum nihil sit quod magis hominibus debeat, quam ut supremæ voluntatis liber sit filius, & huius, qui iterum non reddit arbitrium, sanus mente, ac bonæ memoriæ liber, æger corpore, volo facere, & facio Testamentum meum nuncupativum, seu ultimam voluntatem, dispositionem, vel ordinationem de bonis, rebus, juribus, possessionibus, & quasi meis Dominis, & jurisdictionibus, & aliis universis & singulis aliquo jure, & occasione ad me pertinentibus, & de his quæ teneo, habeo, possideo, vel quasi Ego, & alius nomine mei in hunc modum. In Primis, volo, facio, & instituo Bonifacium Filium meum, mihi heredem in omnibus bonis meis, juribus, possessionibus, & quasi Dominis, jurisdictionibus, & omnibus aliis universis, & singulis aliquo jure, & occasione ad me pertinentibus, & de his quæ teneo, habeo, possideo, & quasi Ego, & alius nomine mei, exceptis his, quæ aliis in hoc modo testamento, ultima voluntate, & dispositione dederò, donaverò, legaverò, seu reliquero tali modo, quod quandocumque contingeret dictum B. Filium meum, mori sine hærede masculo de Uxore, volo & præcipio, quod omnia prædicta bona, jura, possessiones, quasi Dominia, jurisdictiones, & alia prædicta ad me pertinentia remaneant, & revertantur dilecto Fratri meo Thoma de Sabaudia

ANNO
1252.

bandia Comiti, & hereditibus suis masculis ab Uxore procreatis, & dictum *Thomam Fratrem meum*, & heredes suos masculos ab Uxore procreatos, dicto *B. Filio meo*, in prædictis universis, & singulis substituto, *Beatrix Filia* meam, Uxorem quoniam Manifesti, Marchionis Salutarum, & *Margaretam Filiam* meam Uxorem Bonifacii Marchionis Montisferrati, michi heredes instituo in dotibus, quas pro ipsis dedi supradictis Marchionibus Montisferrati, & Salutarum, in quibus dotibus volo, & præcipio ipsas Filias meas esse contentas de bonis meis. Item quod amplius non petant, vel requirant aliquid in bonis meis, Donacionem autem causam mortis, vel inter vivos, si quam aliquando feci, prædictis Filiabus meis, vel alteri ipsarum feci, vel legavi, si quod eis vel alteri ipsarum feci, vel legavi, si quod eis vel alteri ipsarum feci, seu institutionem heredis; si quam aliam feci, huc usque de ipsis vel aliqua ipsarum penitus revoco; & ea nullo modo volo valere, sed volo, & præcipio quod illi testamento, nuper à me facto, ultima voluntati, & ordinationi stetur, & in eis scripta sunt inviolabiliter, & perpetuo teneantur, custodiantur, & serventur, *Cecilia vero dilecta Uxori nostræ* dono, & lego ad vitam suam, & dum sine marito in Terra nostra steterit, Terram quam tenet, & si contingerit ipsam nubere, five maritum accipere, volo, & præcipio quod habeat dotem quam pro ipsa, five nomine ipsius recepi, & mille libras Viennenses pro melioramento, quas volo & præcipio quod habeat, ultra dotem suam, de bonis meis, in quibus mille libris, & dote quam pro ipsa, five nomine ipsius recepi, volo quod sit contenta ita quod amplius non possit petere in bonis, five ab hereditibus meis ratione, five occasione dotis, donacionis propter nuptias, five alterius lucri nuptialis, vel alia quolibet de causa. Item volo, præcipio, ordino, & statuo quod dictus *Thomas Frater meus*, sit tutor dicti *Bonifacii Filii mei*, & eundem *Thomam Fratrem meum*, dicto *B. Filio meo* do, & statuo atque ordino Tutorem, præcipiendo, atque mandando universis Castellanis, Vassallis, & Ballivis, & aliis universis fidelibus meis nobilibus, & ignobilibus, Ut dicto *Thoma Fratri meo* nomine, & ex parte dicti *B. Filii mei*, dum fuerit in tutela ipsius *Thome*, aut dum duraverit ipsa tutela, eidem obediant, & respondeant, tanquam mihi, vel *B. Filio meo* obediant, & responderent. Item volo, & præcipio quod *Beatrix Filia mea* minor inter Monasterium Bituminis, & ibidem sit Monialis, & pro ipsa ibidem recipienda, & sepultura mea, & pro remedio anime mee, & parentum meorum dono, & lego Domui Bituminis, in sepulturam meam eligo, & sepeliri volo, omnia vaissalamenta mea aurea, & argentea, & omnes annulos meos, & omnia alia monilia mea, & immobilia, præter grossum annulum quem dono, & dimitto dicto *B. Filio meo*, & omnia molendina quæ habeo apud Chamberiacum. Item dono, & lego pro remedio anime mee, & parentum meorum, Domui Vallis Sancti Hugonis, mille solidos Viennenses. Domui Cartusie mille solidos, Domui Aillonis mille solidos, Domui Arveria mille solidos, Domui Sancti Benedicti mille solidos, Domui Stamedei mille solidos, Domui Alta-Combe mille solidos, Domui Sancti Sulpitii mille solidos, Domui Montifonis mille solidos, Domui Sancti Mauricii in Chablatio mille solidos, Domui Montis-Cygneti mille solidos. Item volo, & præcipio quod omnes clamores mei, & debita mea amicabiliter, & sine strepitu iudiciorum solvantur, & pacificentur à dicto *Thoma Comite Fratre meo* tutore dicti Filii mei, & etiam legata omnia, & relicta seu donata in hoc testamento, ultima voluntate, dispositione, vel ordinatione. Quæ omnia universa, & singula supradicta, prædictus *Thomas Comes Frater meus*, in mea præsentia, & testium infra scriptorum promissit, & tactis sacro-sanctis Dei Evangelis, juravit attendere, & inviolabiliter custodire, & custodiri facere. Volo etiam, & præcipio quod hoc meum testamentum nuncupativum, ultima voluntas, dispositio, vel ordinatio valeat iure testamenti nuncupativi. Et si iure testamenti nuncupativi non valeret, saltem valeat iure codicillorum, vel iure custodiet alterius mee ultime voluntatis, ordinationis, vel dispositionis. Volo etiam, & præcipio Hugoni Sancti Max. de Montemeliano, & Michaeli de Secusia publicis Notariis, ut de hoc prædicto meo testamento, ultima voluntate, dispositione, vel ordinatione, & de contentis in ipsis, faciat quilibet ipsorum, unum instrumentum, vel plura, si opus esset, unius, & ejusdem tenoris. Actum est hoc apud Rupertum in Camera Comitisse, ubi fuerunt testes vocati, & rogati Dominus Ja-

Tom. I.

cobus Abbas Secusia, dictus Dominus *Thomas Comes*, Dominus Humbertus de Sayfello, Dominus G. frater ejus, Dominus Guillelmus Phalafey, Dominus Roslagius de Rupertula, Humbertus Marescalli de Montemeliano, Hugo de Corianna, Guillelmus de Cayna, Guillelmus de Coteyardis, &c. Signé Hugo.

CCCLXXXVIII.

1253.

Potestas per Regem Francorum LUDOVICUM IX. 1. Mars.
suis Fratribus ALPHONSO Pictavia & Tholose, & CAROLO Andegavia & Provincia Comitibus, facta de Treugis cum REGE ANGLIÆ suo nomine in eundis, atque firmandis. In casibus juxta Joppen i. Martii 1253. [Pièce tirée du LV. Vol. des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin, reliés en rouge.]

LUDOVICUS Dei Gratia Francorum Rex, universis præsentis Litteras inspecturis salutem. Noveritis quod nos carissimis Fratribus ac fidelibus nostris Alphonso Pictavia & Tholose, & Carolo Andegavia & Provincia Comitibus aut alteri ipsorum altero decedente (quod absit) aut absente a Regno, seu vices suas alteri fratri nostro per suas patentis Litteras, super hoc specialiter committente, specialem potestatem concedimus in eundis Treugis, & firmandi pro nobis erga Regem Angliæ illustrem, quodcumque viderint expedire, nec non & jurandi eas in animam nostram si necessitas id exposcat, ratum habituri & gratum, quicquid iidem fratres, vel alter eorum secundum quod prædictum est, super eo duxerint faciendum. Actum in Caltris juxta Joppen Anno Domini 1253. Mense Martii prima die mensis.

Et sont les dits Lettres cy dessus scellées.

CCCLXXXIX.

Declaration de CATHERINE Duchesse de Lorraine & de FERRIS son Fils, portant que le Droit, & Commandise que ceux de Toul leur ont donné dans leur Ville, n'est qu'à vie & sans préjudice de la fidélité due au Seigneur de ladite Ville. Fait le jour de St. Maurice 1253. [La Véritable Origine des Illustres Maisons d'Alliance de Lorraine, d'Autriche, &c. Aux Preuves, pag. 143. Extrait des Archives de la Ville de Toul.] 22. Sept.

NOUS KATHERINE Duchesse de Loherenne & Marchise, & nous FERRIS ses fils Ducz de Loherenne & Marchis, faisons savoir à tous ceaux que ces Lettres verront & orront, que les convenances que nous avons envers l'Université des Citains de Toul, & ilz envers nous, pour l'occasion de la commandise que nous avons achetée d'eux & de lor choses; sont faites & entendues sans le droit & sans la feauté que nous & ils devons au Seigneur de la Ville, ne durent forz que à la vie de nous FERRIS devant nommez. Et pource que ce soit ferme chose & estable. Je KATHERINE Duchesse ay mis mon seel en ces Lettres en tesmoignage de verité. Et je FERRIS Dux d'avant nommez nif dou seel ma mere devant nommée. Et tantost com je seray fors de mainbournie, je suis tenu de mettre mon seel en ces Lettres. Lesquelles furent faites, l'an que li millaires couroit par MCCLIII. le jour feste S. Morice.

CCCXC.

Privilegium WILHELM I Romanorum Regis, 1255. 25. Fevr.
universis Civibus de MULHAUSEN concessum de non obliganda sive oppignoranda Civitate Mulhausen. Middellburgi s. Calend. Martii. Indictione (a) duodecima, Anno 1255. [LONDON PII Aca publica. Tom. XIII. Libr. XIV. sub Cap. XXXV. Lit. D. pag. 443.] (a) Ou pl. 104 XIII. Ou bien Anno 1254 [1253.]

WILHELMUS Dei gratia Romanorum Rex, semper Augustus, universis Civibus de Mulhusen dilectis fidelibus suis gratiam & omne bonum. Cum in percellis dignitatis honore nos prætulit Exaltator humilium & Sceptum Romani Regni, palmanque Victoris, divina nobis dispositione commiserit, ad libertatem Eccle-

ANNO 1255. Ecclesiasticam & Statum Imperii pacificum reparandum tanto affectuosius & ardentius aspirare tenemur, quanto alacriori præsugio, & de cœlesti collegimus voluntate, conversionem nostram ad gremium sanctæ matris Ecclesiæ ac ad fidelitatem nostram adeo gratius acceptantes, quo ex hoc noster Regalis honor extollitur & servatur; Unde propter hoc contiguit nos proponimus magnificare favoribus & gratis beneficiis exaltare devotionem nostram, quam ad nos habere dicemini, dignis commendationum laudibus commendantes; Ceterum cum dignum sit, ut qui nostris beneplacitis voluntarie se coaptant, nos inveniunt in iustitia faciles, & in gratia liberales, tenore præsentium nobis duximus concedendum, in facto nobis homagio & fidelitatis debita, præstito juramento ad requisitionem dilecti fidelis nostri *Friderici de Trivirt*, quem vobis ad adventum nostri Nunciū venturi ad vos in proximo defensorem statui- mus, per annum unum integrum ex nunc ab exactione sedecis liberi & immunes, & ad prædictum *Fridericum* de Officio Sculteti respectum interim habeatis. Volumus etiam, ut murus, quem intra Civitatem & Castrum pro utilitate Civitatis exaltastis, ut dicitis, in suo statu persistat. Præterea districtius inhihemus, ne quis bona Imperii vendere vel emere audeat, nisi hominibus, qui nobis & Imperio immediate subsunt, insuper cupientes vos ulteriori prosequi gratia & favore, vobis bona fide promittentes; quod Civitatem de *Mulhosen* non obligabimus sive oppugnavimus, neque aliquem infendabimus de eadem, sed eam specialiter volumus ad manus nostras servare. Super redditibus autem officiorum Civitatis *Terlonii* & *Moneta* videlicet, vos saltem exaudimus usque ad adventum prædicti Nunciū nostri, qui tunc, sicut *Ei* expedire videbitur, juxta vestrum beneplacitum ordinabit de redditibus nominatis, ad hæc privilegia Civitatis prædictæ vobis à nostris legitime Præcessoribus Imperatoribus seu Regibus rite concessis, proutque per nos examinata fuerunt, deducimus medio tempore habere roboris firmitatem.

Datum *Mildeburg* s. Calendis Martii, Indiçione duodecima, Anno Domini M. CC. LV. Regni verò nostri II.

CCCXCII.

Mai. *Traité & Confédération entre HENRI III. Duc de Lorraine & de Brabant, & les Habitans de la Ville de S. TRON dans le Pais de Liège, fait au mois de Mai de l'an 1255.* [AUBERT LE MIRE, Diplomat. Belgicorum Tom. I. Cap. LXXXIII. pag. 179. & CHRISTOPHRE BUTKENS dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 94.]

BRABANT ET S. TRON.

UNIVERSIS præsentem paginam inspecluris Scultetus, Scabini, Magistri jurati, totaque Communitas opidi *S. Trudonis*, salutem & infra scriptorum cognoscere veritatem.

Cum propter multa incommoda & tribulationes diversas, quas nos & opidum nostrum circumdant & adveniunt, nullis nostris demeritis exigentibus, auxilium & protectionem atque defensionem illustri viri Domini *HENRICI*, Ducis Lotharingæ & Brabantie, Advocati nostri majoris, oporteat invocare, universitati vestre notum esse cupimus, quod nos de communi consilio & voluntate opidi nostri prædicti, cum dicto Domino Duce, Advocato nostro majore, talem compositionem & confederationem statimus & fecimus.

Quod in ejus expeditionem communem, scilicet quæ sit propter defensionem terræ suæ, sive pro injuria terræ ipsius illata, tanquam alii opidani sui, videlicet *Dierceses* & *Meclimenses*, cum armis nostris bellicis & ballistis ire debeamus & volumus, sicut & debemus, salvo per omnia jure Domini *Leodienis* Episcopi, nostri Patris venerabilis.

Hoc etiam addito, quod contra supradictum Patrem nostrum venerabilem Episcopum *Leodiensem*, & ejus Diocesim, licet cum ipso Domino Duce præfato non debeamus, licet tota terra *Brabantica* illuc suam direxerit expeditionem: nisi palam & omnibus notum fuerit, quod ipse Episcopus *Domini Leodienis* præfatus injuriam manifestam eidem Domino Duci inferre præsumat & velit.

Ut autem præmissa omnia rata & inconcussa permanent præsentem paginam pranominato Advocato nostro Domino Duci, & ejus successoribus sigilli nostri munimine contulimus & dedimus roboratam. Datum & actum anno Domini M. CC. LV. mense Maio.

CCCXCII.

Prorogatio Treugarum seu Induciarum juramento confirmata per SIMONEM DE MONTFORT Comitem *Leycestrie*, & PETRUM DE SABAUDIA Legatos Regis ab una, & LUDOVICUM Sanctum Regem Francorum suosque Fratres ab altera parte. Mense Junio 1255. [Pièce tirée du L.V. Volume des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin, pag. 129. réliez en rouge.]

UNIVERSIS præsentibus Litteras inspecluris Simon de Montfort, Comes *Leycestrie*, & Petrus de Sabaudia Comes, salutem. Notum facimus quod nos plenam & liberam Potestatem habentes a Carissimo Domino nostro *Henrico* Rege Angliæ illustri super Treugis inter ipsum Dominum nostrum Regem Angliæ, & *Edoardum* Filium ejus & *Richardum* Comitem *Cornwallie*, & *Guillelmum* de *Valentia* fratres ipsius & impios, valiores, & homines suos ex una parte, & Regem Francorum illustrem, tam pro ipso Rege & fratribus suis, quam pro impiis, valtoribus & hominibus suis ex altera; capiendis, prorogandis, & firmandis, dictas Treugas firmavimus in forma in qua prius erant inter ipsos, addito quod hæredes illorum, qui pro utraque parte nominati erant in forma prædicta, & postmodum decesserunt, in Treugis remanent loco ipsorum quibus in hereditate ad ipsos Domini Regis Angliæ feudum vel Dominium pertinet, succedent, amoto etiam quod memoratus Rex Francorum Dictatores Treugarum ab ipso infilitos, pro Treugarum interceptionibus emendandis & prædictis Rex Angliæ Dictatores suos similiter mutare poterunt, quoties viderint faciendum, & sue placuerit voluntati, ab instanti Festo Sancti *Remigii* usque ad terminum trium annorum continue subsequendum duraturas, & supradictis Treugis a Domino Rege Angliæ supradicto bona fide observandis, data nobis super hoc potestate, in animam ipsius Domini Regis, in prædicti Regis Francorum præsentia super sacrosancta Evangelia præstitimus juramentum.

In cujus Rei Testimonium præsentibus Litteris Sigilla nostra duximus apponenda. Actum Parisiis Anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo quinto, Mense Junio.

Et sont lesdites Lettres cy-dessus transcrittes scellées en double queue de parchemin, pendant un reply de deux seals ou cachets desdits Sieurs Ambassadeurs sur cire blanche. Et sur le reply est esorté ce qui s'ensuit:

De Treugis inter Franciæ & Angliæ Reges.

CCCXCIII.

Romanorum Regis WILHELMI Constitutio; 10. Nov.

Quæ Pacem in Imperio instauratam, confirmat, Vindictam propriam prohibet, & coram Judicario Cæsareo jus esse prosequendum edicit, atque ordinat. Facta apud *Oppenheim* Anno 1255. in Vigilia S^{ti} Martini. [JOANN. PHIL. DATT, Volumen Rerum Germanicarum novum Lib. I. Cap. IV. pag. 22. §. 20. où l'on cite Privilegia Rhenane Nobilitatis anno 1624. Moguntia: typis excussa.]

WILHELMUS Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, universis præsentibus Literas inspecturis dilectis fidelibus suis gratiam suam & omne bonum. Gratas agimus Domino Deo nostro gratiarum omnium largitori, pro eo, quod clamoribus pauperum, bellorum & discordiarum temporibus & afflictione continua per perverforum tyrannidem miserabiliter oppressorum auditis paterne & misericorditer exauditis tranquillitatem & pacem, quæ jam dudum exilium passa est, largiuntur pietatis sue gratiam per ministerium & labores humilium, maxime his diebus, quibus Romani Regni gubernacula feliciter obtinemus, miraculose & potenter induxit & contulit toti mundo, ad laudem & gloriam sui nominis ac salutem & commodum totius Imperii Christiani. Nos igitur in nomine Domini nostri Jesu Christi Pacem instauratam salubriter & consiliet juratam, nos affectibus & puro corde colentes autoritate Majestatis Regiæ confirmamus, volentes & desiderabiliter affectantes, ut dicti seculares, Monachi,

ANNO 1255. Juin.

D U D R O I T D E S G E N S .

203

ANNO 1255. chi, Moniales, & omnes Religiosi, cujuscumque conditionis & ordinis, Laici etiam & Judæi hujus pacis & tranquillitatis commodo gaudent perpetuo & fruuntur. Ut autem inter Nobiles Terræ & Civitates non possit diffensionem vel discordiæ semper suboriri, per quem hoc sanctum pacis negotium impediti valeat vel turbari, de concordia consensu & unanimi voluntate Nobilium etiam & Civitatum, ex matura deliberatione nostri Consilii sic decrevimus ita tenorem: ut Nobiles & Domini Terræ iudicibus suis iuste utantur, Jura sua per omnia obtineant, sicut debent. Ab illis & hominibus, qui in eorum Jurisdictionibus commorantur, ea servitia & Jura recipiant & requirant quæ ipsi & progenitores etiam eorum ante triginta vel quadraginta seu quinquaginta annos iuste facere consueverunt, & illi, & ipsi Domini sint contenti. Omnes etiam Ecclesiæ, Civitates & Oppida, & earum qualibet junda specialia Jura sua gaudeant & fruuntur, pacifice & quiete, illis libertatibus, honoribus & Juribus generalibus & specialibus, quæ obtinuerunt, hæcenus ex antiquo. Si autem Nobiles & Domini prædicti, per Civitates sibi illatas injurias conquantur, ipsi propter hoc nullum captivabunt, nec eorum pignora capient, nec etiam motu proprio contra ipsos procedant aliquatenus ad vindictam, sed coram nobis, vel A. Comite de Waldeck nostro Judicario, aut Sculteto Boppardienſe, Sculteto Francofurtensē, Oppenheimensē, Hageno, Weissenburgensē vel Colnariensē, fues injurias recto iudicio & per justam sententiam persequantur. Civitates autem & Oppida Injurias suas, si quæ ipsi illatæ fuerint, Juramento iudicto, sicut promissum est coram nobis, vel aliis persequantur. Ita quod quilibet Nobilis & unaquæque Civitas & Oppidum recursum habeat ad Judicem, unum de prædictis plus sibi vicinum, pro suis injuriis persequendis. Si autem Civitates & Oppida propter negligentiam Judicis non poterint iudicium & justitiam obtinere, ex nunc Nobiles & Civitates propter observationem pacis juratæ totis viribus eorum collectis, contra illum injuriatorem procedant hostiliter, nec ex eo pax censetur violata. Si vero Civitates vel Oppida aliquæ, Nobiles vel quicunque alii pacem violaverint in aliquo prædictorum, vel obtenta gratia nostrâ districtissime præcipimus, ab omnibus fœdere conjuratis procedi hostiliter contra illos, ut sic pax omnimodo conservetur, & in posterum inconcussa permaneat, & illæsa. Ut autem hæc salubria & jurata nostra statuta, rata & firma permanent, ab omnibus inviolabiliter observentur, has Literas Regiæ Majestatis sigillo duximus roborandas. Actum apud Oppenheim Anno MCCLV. Vigilia S. Martini. Indictione XIV.

CCCCIV.

1254. Formula Pacis publicæ per GEBHARDUM Archiepiscopum Moguntinum, CHUNEZ Coloniensem, ARNOLDUM Treverensem, atque plurimos EPISCOPOS videlicet, Wormatiensem, Argentinenſem, Basiliensem, Metensem, nec non ABBATES, COMITES, & CIVITATES IMPERIALES quàm plurimas, in securitatem vicarum, & tranquillitatem publicam, ad decem annos sanctæ, & ad quam observandam in quovis Dominio quatuor Viri fide digni electi & constituti sunt. Actum annis 1254. 1255. & 1256. in Civitatibus Wormatia, Moguntia, & Colonia. [LUNIG, Teusch Reichs Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Fortsetzung II. p. 3.]

In nomine sanctæ & indivisæ Trinitatis Amen.

JUDICES & Consules & universi Cives Moguntinenses, Colonienses, Wormatienses, Spirenses, Argentinenſes, Basilienses & aliæ Civitates, sanctæ pacis fœdere conjurate, omnibus Christi fidelibus salutem in eo, qui auctor est pacis & principium salutis. Cum terrarum pericula & vicarum discrimina nonnullis ex nostris jam per multum temporis discessionibus destruxerint penitus, & plerosque bonos & idoneos traxerint in ruinam, ut innocentes opprimerentur sine calculo rationis; ad obviandum hujusmodi tempestatibus & procellis modum rimari oportuit & perquiri, per quem nostri saltim termini & districtus omnia æquitatis digressionē possint ad pacis orbitam revocari.

1. Hinc est, quod nos serie presentis scripti cupimus innotescere universis, quod nos, cooperante Domino

TOM. I.

Jesu Christo, pacis auctore ac amatore, per quem totius boni exordium est & via, propter culturam pacis & justitiæ observationem convenimus unanimiter in hanc formam, præstitis juramentis nos invicem astringendo a festo S. Margarete nunc instanti ad decem annos; videlicet anno Domini 1235. pacem generalem juravimus firmiter observare. Quam utique pacem venerabiles Patres ac Domini, G. Moguntin., Conradus Coloniensis, Arnoldus Treverensis, Archiepiscopi, Richardus Wormatiensis, Henricus Argentinenſis, Jacobus Metensis, Bertoldus Basiliensis, Episcopi, nec non multi Comites & Nobiles terre nobiscum juraverunt, sua thelonia injusta esse, sicut & nos tam in terris, quam in aquis benigne & liberaliter relaxantes. Tanto quoque fœdere firmitatis servabitur hoc promissum, ut non solum majores inter nos hoc communi præsidio gratulentur, verum universi minores cum majoribus Clerici, seculares & omnes Religiosi, cujuscumque sint ordinis, Laici & Judæi, hac tuitione perfrui se gaudeant, & in tranquillitate sanctæ pacis valcant permanere.

2. Quicunque vero hujus pacis violatores ac perturbatores extiterint, contra illos totis viribus insurgemus, ipsos usque ad condignam satisfactionem compellendo. Propter questiones tamen, quæ jam inter pacis fœdere conjuratos habentur, ac fortassis in posterum emergere videbuntur, ne de his, quod abiit, nunc aut in futuro fomes discordiæ vel litis occasio valeat suboriri, invenum est circa hoc remedium salutare, quod videlicet in qualibet Civitate, vel in quolibet Dominio nobis conjurato quatuor viri fide digni adjurati super hoc eligantur, qui auctoritate plena ipsis super hoc tradita sub debito juramento universas questiones per amicabilem compositionem vel per justitiam terminabunt.

3. Quod si per Jus aut per amicabilem viam hæc causas discendere nequeunt & sopire, quicunque quatuor juraverunt, quod fuis Dominus aut sua Civitas ad id, quod ei imponitur, non teneatur juxta Juris ordinem persolvendum, idem Dominus vel Civitas super eo, quod ei imponitur, penitus absolvatur: Si vero horum quatuor aliquis discesserit, alius loco sui substituitur.

4. Si pax in aliquo Dominio, vel in aliqua Civitate fuerit perturbata, prædicti quatuor à Domino vel à Civitatibus ad hoc deputati propter perturbationem pacis & super negotio pacis tractando convenient, & de consilio communi tractabant, qualiter id honorifice valeat referri & sanctæ pacis forma possit stabiliri.

5. In Nomine Domini Amen. Anno Domini 1254. in octava sancti Michaelis, convenientibus nobis in unum conjuratis Civitatibus tam superiorem, quam inferioribus, pro pace servanda, in Civitate Wormatiensē, habito colloquio & tractatu diligenter super his, quæ paci attinentur generali; ad honorem Dei & sanctæ Matris Ecclesiæ, nec non sacri Imperii, cui nunc præfati Serenissimus Dominus noster Wilhelmus Romanorum Rex; & ad communem utilitatem æqualiter divitibus & pauperibus ordinavimus hæc statuta rite & inviolabiliter observanda, ut exinde gaudeant pauperes & majores, Clerici, seculares & Religiosi, Laici & Judæi, nolentes in eorum exemptione, quæ visa sunt Reipublicæ expedire, rebus parcere vel personis, interclusis nobiscum Principibus & Dominis conjuratis.

6. Primo statuimus, quod nullas expeditiones faciemus, nisi sint de consilio sano Civitatum & Communitatum, & maxime ad illa loca, ubi magis necessaria habuerimus; nos invicem pro viribus adjuvantes & gravamina nostra pariter sustinentes.

7. Item constituimus, quod nulli communi paci resistenti & nobis juramenti nulla vi virtuali ab aliqua Civitate aut ab aliquo Domino nobis conjurato, arma aut aliqua subsidia exhibeantur sive à Christianis, sive à Judæis.

8. Item, ut nihil eis credatur, aut mutuo concedatur in nostris Civitatibus, qui paci contrarii sunt & nobis.

9. Item statuimus, ut nullus Civium in quacunque Civitate familiaritatem cum ipsis habeat, aut ipsis præstet consilium, auxilium & favorem. Ita quod si hoc est notorium & manifestum, sicut per verba ipsius poterit comprobati, extra Civitatem ejiciatur, & in rebus & edificiis suis in tantum punietur, ut aliis sit exemplum ea de cetero dimittendi.

10. Item, si quis militum extra munitionem Domini sui nobis adversantis nos persequitur, aut gravet, suum Dominum contra pacem generalem juvando; super hujusmodi personam & res, qualescumque fuerint, respectum habebimus, nos in ipso, quocunque modo possumus, vindicando. Et si idem in aliqua Civitate comprehensus fuerit, tenebitur usque ad condignam satisfactionem. Villani vero, quorum tutores esse volumus,

Cc 2

ANNO 1254. 1255. & 1256.

ANNO mus, & defendere contra injurias, si pacem nobiscum servaverint; Si tales contra nos processerint, nos contra ipsos vindicta debita inferemus, & comprehensos in Civitatibus malefactores nostros puniemus.

1254. Item volumus, ut Civitates omnes attrahant & adducant ad se *naves in passagis*, seu vicinis, ut nullam sit passagium, nisi ante Civitates conjuratas, ne inimicis pacis ullus Rheni transitus concedatur, vel aliud exinde commodum valeant reportare.

1256. Item statuimus, ut si quis Dominorum vel militum pacem nobiscum adjuvet promoveri, etiam pacem pro viribus teneatur; qui vero pacem nobiscum non juverit, exelusis à pace generali permanebit.

13. Item statuimus, ut quicumque *jacebit in pignore* in Civitatibus nostris, à Civibus & conjuratis pacem in omnibus habeat; Ita quod non finemus eum in nostris Civitatibus ab aliquibus, quandiu in illis fuerit, perturbari; ipsum immo pro viribus defendemus, & habebit pacem intrandi Civitatem & exeundi.

14. Item, si quis fideiussorum fidem suam violaverit, non jacedo in pignore, cum super hoc à Civitate conjurata ter commonitus fuerit; creditor vel fidei receptor potest eum per Judices Civitatis licite pignorare, & in nostris Civitatibus pignora deducere.

15. Super omnia affirmamus, volentes summo nomine labore ad hoc, ut Domini & comprovinciales nostri pacem & concordiam nobiscum & cum eis feliciter habeamus, ita ut ipsi in suo jure permaneant, & nos in nostris jurebus persistamus.

16. Item firmiter sub poena districta inhibuimus, ne aliquis Civium Dominis, quamvis nostri sint adversarii, nullatenus obloquatur, volentes non eo minus in ipsis nostras injurias vindicare, tamen ipsos Dominos prius commoneamus, ut à sua desistant injuria, ne contra ipsos procedere compellamur.

17. Item ordinavimus, ut de Civitate Moguntina Civitatibus inferioribus scribatur, quatenus quid tangit hoc negotium & de Wormacensi Civitate superioribus: tam querelæ, quam alia negotia nostra, quælibet per eorum Literas exprimantur, & nostri injuriatores commoneantur; laici vero suis expensis mittent Nuncios.

18. Item promissimus, quoniam sæpe indigemus, ut, in quocunque loco colloquimur indixerimus, Domini & Civitates suos solemnes Nuncios mittant illos quatuor, qui ad hoc deputati sunt, vel partem eorum, secundum quod tractatus negotii tunc agitantis expetit, qui plena auctoritate à suis Civitatibus super ordinandis quibuslibet perfruatur, & ibidem statuta suis Civitatibus revelant: Omnes vero cum Nunciis Civitatum equitantes vel ad ipsos venientes pacem habebunt, ita quidem, ut nullo judicio occupari possint.

19. Item inhibuitur est, quod nulla Civitatum sibi assumat Cives non residentes, quod vulgo appellatur *Paleburger*.

20. Item promissimus firmiter, quod si quis conjuratorum pacis pacem infregerit, nos velle celerius contra eum, quam contra extraneum procedere, & ipsum ad emendationem sufficientem compellere.

21. Item promissimus, nos & Dominos conjuratos invicem fideliter Literis nostris præmunire super omnibus, quas percepimus de amulnis nostris, ut de aliis, qui nobis obesse possunt, ut maturo nobis consilio provideamus.

22. Item statuimus, ut nullus præsumat curias aut domos Clericorum secularium, Religiosorum quorumcunque, griseorum, nigrorum, alborum Monachorum, vel Monialium & aliarum Religiosarum, cujuscunque sint Ordinis, ingredi violenter, aut ad eis hospitia, victualia, aut servitia, aut quacunque contra eorum requirere voluntatem, aut ullatenus extorquere. Si quis autem hoc temere duxerit attemptandum, reputandus & judicandus est tanquam pacis publicæ violator.

23. Item statuimus, quod quælibet Civitatem ab his, qui pacem nondum juraverunt, sibi vicinis & propinquis exigit & requirit, ut pacem jurent; quod si facere neglexerint, à pace segregati erunt penitus & exclusi, ita, ut nullus pacem in personis & rebus eorum, si contra eos quisquam fecerit, vietus aut perturbet.

24. Item volumus, quod omnes Conjuratores, tam Domini, quam Civitates & alii se præparent adeo decenter & honorifice armati, ut cum necessitatem habuerimus, & super hoc requisiti fuerint, omni hora paratos inveniamus.

25. Item statuimus, quod *Civitates de Mosella usque ad Basileam* centum naves bellicas, & *Civitates inferiores* quingentas naves bellicas honestas & cum sagittariis præparatas habeant, & quælibet Civitas pro posse se decenter & potenter cum armis equitariis & pedeftribus præparet.

26. Item Anno Domini 1255. in Festo Apostolorum Petri & Pauli, convenientibus Nunciis Dominorum ac Civitatum confederatarum in Moguntia, presente Domino de Waldecke, Imperialis aule Justitiario, statum firmiter sub poena 10. marcærum Colonienium ad fabricam cujusque Civitatis, ubi hoc infringatur; videlicet quod nullus Judæus plus quam duos denarios ad septimanam de libra recipiet in eadem quantitate de Colon.

Hall. & Argentorato. Si vero ad annum cum ipso pactaretur & emendetur Judæi, recipere debeant quatuor uncias de libra, & sic de singulis. Opus enim erat his institutis, quia Christiani usurarii excommunicantur & per Judicium ad restituendas usuras coarctantur.

27. Item depositum ibidem Cives, qui dicuntur *Balburger* totaliter & de pleno, ita quidem de cætero nulla Civitatum tales habebit & recipiet. Illi vero, quos recepimus, & recepturi sumus, residendum nobiscum una cum uxoris & familia ipsorum cotidie per totum annum, excepto tamen, quod temporibus messium exhibent una cum uxoris suis ad rus, pro colligenda annona, in vigilia sanctæ Margarethæ, & non revertentur usque in diem Laurentii. Ita tamen, quod medio tempore relinquunt in domibus suis familiam competentem, neque carebunt domus eorum igne & fumo, & erunt aperte secundum consuetudinem domorum, quæ inhabitantur.

28. Item tempore autumnali in die sancti Mauritii poterunt exire ad rus similiter per tres septimanas, vinum suum congregando, domibus eorum, sicut est præhabuit, procuratis.

29. Item convenientibus Civitatibus apud Wormatiam in colloquio generali anno Domini 1255. in assumptione sanctæ Mariæ Virginis gloriose statum ibidem, ut in omnibus Civitatibus & locis conjuratis ad pacem, quilibet hominum, habens in valore bonorum ad quinquæ libras *sive monete* & ultra, dabit singulis annis in quadragesima unum denarium; quam pecuniam congregabunt in qualibet Civitate viri quatuor idonei ad hoc deputati & jurati: de qua elemosina edificabitur domus pacis; usuras etiam ibidem, quantum in nobis fuit & est, condemnamus, formam pacis per omnia confirmantes.

30. Item indiximus colloquium apud Argentinam in festo Michaelis pro pacis negotio conservando, ad quod accedentes Nunci Civitatum capivati sunt ab Emichone Comite de Linningen in villa Herde, clam & sub nocte silentio, Arnoldus Camerarius miles, Henricus Scultetus Moguntinensis, Wolftramus miles, & deduci in Castrum Landeck, anno Domini 1255. in vigilia sancti Michaelis. Postea statim ad habendum tractatum pro eodem convenimus apud Wormatiam in die sancti Calixti. Constitutus quatuor Colonienenses in hunc modum conservanda. *Priorem* erit apud Moguntinenses in Epiphania Domini. *Secundum* apud Moguntinenses in octavo Pasche. *Tertium* apud Wormatienenses in festo Apostolorum Petri & Pauli. *Quartum* apud Argentinam in nativitate Beatæ Virginis. Ad quæ colloquia

31. Nomina Dominorum, qui sanctam pacem cum Civitatibus juraverunt: Gebhard Archiepiscopus Moguntinus, Chuno Archiepiscopus Coloniensis, Arnold Trever Archiepiscopus, Richardus Wormatiensis, Episcopus, Heinricus Argentoratensis, Episcopus, Gerbard Basiliensis, Episcopus, Jacobus Mettensis, Episcopus. Abbas Foldsens. Ludwicus Palatinus Rheni. Dux Bavarie, Chuno Comes Silvester, Witherus Comes de Chatzenlabogen, Fridericus Comes de Linningen, Perold Comes de Zigenhagen, Emicho Comes Silvester, Gottfridus Frater suus, Dominus Poppon Comes de Düringen, Ulrichus Comes de Ferreto, Comes de Vimburch: Domina Sophia Landgravina Turingie, Domina Udelbildis Comitissa de Linningen, Dominus de Trinsperch, Ulrichus de Matzenberch, Geolatus de Limperch, Philipp de Trachenfels, Philipp de Valsenstain, Dominus de Sralenberch: Pincerna de Erbach, Werner Dopfer de Alzera; Henricus de Erbach; Rumpold de Seinab, Gebhardus de Hornberch.

32. Nomina Civitatum confederatarum ad pacem generalem: Moguntia, Colonia, Wormatia, Spira, Argentorata, Basilea, Thuringum, Fridburch, Brisacum, Colmaria, Slezesfat, Hagenowia, Wietzenburch, Nivstat, Wimpina, Heideberch, Lauternburch, Oppenheim, Franchsfurt, Fridberch, Wetzlaria, Galenhusen, Marbpurch, Agilweil, Grunperch, Hirvelden, Faldia, Muldenhusen, Alchaperberch, Salifat, Pingia, Erpach, Wacheraum, Besalia, Poardia, Andanacum, Binna, Nuyfia, Aquis sedes regalis. In Westphalia Munster & alie Civitates plus 60. cum Civitate Beronemsi.

33. Item congregati fuimus coram Serenissimo Domino

minio nostro *Wilhelmo Rege Romanorum apud Oppenheim* vigilia sancti Martini, & ibi coram ipso & de eius voluntate hæc statumini anno Domini 1255. in vigilia beati Martini. In nomine Domini Amen. Ab ipso Domino Rege nostra quatuor colloquia fuerunt constituta. & ibidem inter Civitates & Dominos ac nobiles terræ per dictum Dominum nostrum Regem concordia super omnibus fuit stabilita ab utraque parte, sicut in Litteris Domini Regis desuper confectis plenius continetur; ibidem & accedente consensu Domini Regis statumini & renovavimus, sub debito iuramenti firmiter conservari promittentes, ut quicunque *Nuncios in pacis negotio* destinatos captivaverit vel ipsiaverit, vulneraverit, aut aliquos eis molestias vel gravamina in rebus irrogaverit aut personis, nos continuo omni mora & occasione postposita sine dilatione qualibet totis viribus collectis & universis proclamatis ad perpetuum ipsius exterminium & fautorum sui, coadjutorum ejusdem taliter procedemus, ut aliis metu pœne nunquam audeant similia perpetrare, nullas excusationes recepturi, sed excessus per omnia vindicantes. Adjectum est; & si aliqui ex nobis hujusmodi malefactoribus nostris aliqua victualia vel vestes sine aliqua alia mercedonia subministrarent; tales à nostris Civitatibus cum eorum familia ejiciamus, domos & ædificia eorum funditus dirumpentes, & eos perpetuo à nobis excludentes.

34. Item convenientibus nobis in unum in primo colloquio statuto in Civitate Colonia Anno Domini 1256. in Epiphania Domini, multa utilia de *sanctæ pacis* negotio pertractantes, statumini ibidem: Quod si aliqua Civitatum federe pacis conjurarum ab aliquo fuerit gravata, ipsa Civitas, si poterit, per se vindicabit; Sin autem viciniores suos convocabit ad vindictam, & si talis fuerit adversarius, quod in hoc non poterunt procedere sufficienter, nos omnes totis viribus nostris coadjuvantes, sicut proprium diligimus honorem, contra tales infurgemus, nostras injurias & gravamina communia repugnantes.

35. Indiximus & ibidem expeditionem generalem super omnes violatores in octava sanctæ Walburgis. Item *post obitum Sereñissimi Domini nostri Wilhelmi Rom. Regis*, pia memoria, convenimus Mogontie anno Domini 1256. Dominica *Reminiscere*: ubi etiam multa sanctæ paci utilia tractavimus, quo Rege caruimus.

36. Statumini ibidem, quod qualibet Civitas se ad arma pro posse prepararet, & insuper solidarios & fagittarios haberet, per quos, cum necessitatem habuerimus, subito invicem in auxilium venire possimus, illis vero Dominis, militibus sive aliis, qui pacem non intrassent, nullum auxilium præstaremus. Bona & regalia Regni, quandoque vacaret Regnum, totis viribus defendere promissimus, unicuique in sua possessione permanente.

37. Ad saltem etiam totius populi & terræ statumini & promissimus ibidem sub debito iuramenti, quod si *Dominus Princeps*, ad quos spectat Regis electio, fortitan plac, quam unum elegerint vel eligant, quos nos *nulli illorum* astabimus verbo vel opere, aut aliqua servitia exhibebimus clam vel aperte, aut mutuam dabimus, vel in aliquam Civitatem intrinsemus, neque fidelitatem iuramenti præstabimus. Si vero aliqua Civitatem hoc infregerit, perjury & carens omni honore reputabitur, & contra illam & ejus perpetuam destructionem totis viribus infurgemus. Si autem Principes unum Dominum in Regem elegerint, illi continuo sine omni contradictione servitia debita & honores exhibebimus. Insuper omnia sanctæ pacis per nos statuta ibidem inviolabiliter conservare promissimus.

38. Item convenimus in Mogontia anno Domini 1256. in crastino Ascensionis Domini, tractantes ibidem, qualiter honeste in vigilia Sancti Johannis Baptiste tunc instante Franchenfort ad electionis terminum à Principibus statumini accederemus, & omnia ad promotionem sanctæ pacis ibidem tractaremus, quia solennes Nuncios & Literas nostras Principibus super præmissis transmisseram.

39. Expeditionem etiam in octava Sancti Johannis Baptiste ibidem super pacis violatores indiximus.

CCCXCV.

LAN-
REET
OL-
ANDE.

Extrait du Traité de Paix entre MARGUERITE Comtesse de FLANDRE & de HAINAUT, & FLORENT Gardien de HOLLANDE, fait à Bruxelles par l'entremise de S. LOUIS Roi

de France, en l'an 1256. [PIERRE OUDERGHEEST, Chroniques & Annales de Flandres. Chap. CXVI. l'ail. 190.]

ANNO
1256.

PREMIERS que ledit Florens, ou bien son neveu fils de Guillaume Roy des Romains, & Conte d'Hollande, prendra en mariage, Madame Beatrix fille aînée de Guy Conte de Flandre, & que avec ladite Beatrix, la Comtesse Marguerite donneroit à iceluy Florens ou son neveu, toute la terre de Zelande qui est entre Hedinzée & l'Escault, avec toutes les appartenances & appendances, pour par ledit Florens ou son neveu, être tenus en fief; de la Conté de Flandre, franques & quites perpétuellement & à toujours. Et s'il advenoit que ledit Florens ou son neveu, & ladite Beatrix mourussent sans hoir de leur corps Michault fille dudit feu Guillaume Roy des Romains, & Conte d'Hollande seroit mariée à un des fils & dudit Conte Guy, & ledites terres seroyent baillées à iceluy Mehault, pour en jouir par elle & ses hoirs de son corps sous le ressort que d'ist est. Et si encores ladite Mehault trespassoit sans enfant, toutes ledites terres succederoient avec leurs appartenances, aux droicts hoirs des Contes d'Hollande, pour les tenir perpétuellement en fief, de la Conté de Flandre comme dessus. A condition toutesfois, que ledit hoir d'Hollande, quiconque ce seroit, seroit tenu payer à la Comtesse de Flandre, & à ses successeurs la somme de dix mille marcs d'Estrelins. Et quant au fait du rousleu d'Hollande, dont estoit question entre ledits parties, fut dict par cette paix qu'ils se submettroient de ce différent, au dict & ordonnance de Henry Duc de Brabant, promettant chacune desdites parties, respectivement, de tenir & avoir pour agreeable, ce que par iceluy Henry, en seroit dict & déterminé. Si fut par la mesme paix confirmé un article compris en une paix precedente, faite en l'an mil cent soixante sept, en la ville de Bruges, entre Philippe lors Conte de Flandre, & de Vermandois, & Florens Conte de Hollande, commençant iceluy article: *Si quis mercatorum*, auquel fut adjousté un autre: sçavoir, que si un marchand de Flandre est desrobé, ou destrouffé en Hollande, ou Zelande, le Conte d'Hollande, ou le seigneur du lieu, sous qui le cas sera advenu, contraindra les habitants à en faire au marchand la restitution, ou autrement le Conte mesme sera tenu, & obligé à la satisfaction dudit marchand. Ce fut fait à Bruxelles, en l'an mil deux cents cinquante six, presents la Comtesse Marguerite, le Conte Guy, & Jean Seigneur de Dompierre ses enfans, le Conte de Ghines, le Seneschal de Flandre, Messire Jean d'Audenarde, le Chastelain de Lille, le Seigneur de Cisoing, Messire Jean de Ghistelle, le Seigneur de Gavere, le Chastelain de Gand, Messire Gherard de Rasseghiem, Messire Gherard de Rodes, le Sire de Boullers, & plusieurs autres, ensemble les deputés de Gand, Bruges, Ypre, Lille & Douay, & fut cette paix confirmée par lesdites cinq villes, sous obligation & promesse, que si la Comtesse ou le Conte Guy contravenoyent jamais au contenu en icelle, que lesdites villes ne leur donneroyent en ce aucune assistance, conseil, ayde, confort ny consentement, dont aussi furent de la part d'icelles villes, données leurs lettres audici an cinquante six. Si fut ladite paix favorablement confirmée, par les nobles tant de la Conté de Flandre, que de celle d'Hainault. Avenç lier fut aussi ordonné, que les bannis de Flandre & d'Hainault, ne seroyent francs en Hollande ny Zelande, & e contra, que les bannis desdites Hollande & Zelande ne seroyent en franchise esdits pais de Flandre & d'Hainault.

CCCXCVI.

Littere Anglorum Regis HENRICI III. Quibus 8. Febr. recenset conditiones non solum Fœderis inter se & REGEM CASTELLÆ initii; sed & conditiones Pacis, mediante eodem Castelle, Rege inter se & GASTONEM DE BIERRE reliquosque Vascones factæ. Vespas Die 8. Februarii annis præfati Regis Angliæ 38. [MATTH. PARIS, Aditamenta pag. 196.]

HENRICUS Dei gratia Rex Angliæ, Dux, &c. Scias nos dedisse dilectis & fidelibus nostris venerabili

ANNO
1256.

rabilis P. Herefordensis Episcopo, & Johanni Maniſel Prapoliſto Beverlaci, in ſolidum & utrique eorum ſeparatim, quos ad preſentiam illuſtris Regis Caſtellæ deſtinamus, liberam & plenam poteſtatem contrahendi nomine noſtro pacem & ſocietatem amicitie, cum prædicto Rege ſuper articulis ſubſcriptis. Videlicet, quod nos etiam in ipſiſ ejusdem Regis Caſtellæ contra omnes homines, & juvabimus eum cum toto poſſe noſtro bona fide; excepta Eccleſia Romana, & in ſacris & in guerra Regis Navarræ, qui ſumus cruce ſignati) mittemus Edwardum primogenitum & heredem noſtrum cum ab ipſo Rege Caſtellæ fuerimus reſquiſiti. Et ſi acciderit quod idem Edwardus venire non poterit, mittemus Seneſchallum noſtrum cum toto poſſe noſtro, ad guerram prædictam. Et prædictus Edwardus accipiet in uxorem Alienoram forem ipſius Regis Caſtellæ quam prædicti Nuncii noſtri recipere debent nomine ipſius Edwardi, de manu prædicti Regis Caſtellæ; & nos eam ditabimus, ſecundum quod aliqua Regina Angliæ melius dotata fuerat vel honorata: & assignabimus eidem Edwardo ad ſuam & uxoris ſuæ ſuſtentationem, computatis tam terris ſibi jam datis, quam etiam dandis, quindecim milia marcarum. Et prædictus Edwardus debet venire ad ipſum Regem Caſtellæ, ad recipiendum ab eo Cingulum militare. Et hoc debet fieri infra proximum feſtum Sancti Joannis Baptiſtæ, in Caſtello apud Burres, vel circa. Et nos dabimus Beatricem filiam noſtram prædicto Regi maritandam uni ex fratribus ſuis germanis, cui voluerit, dummodo idem Rex Caſtellæ de eidem fratri ſuo tales divitias, ex quibus poſſit eam honorifice dotare & ſuſtentare: ſecundum quod decebit filiam Regis. Et nos dabimus operam bona fide erga Dominum Papam quantum poterimus, ad convertendum cruce ſignatos ad partes Afriſcanas, vel Marochitanas: Et ſi hæc impetrare poterimus per nos, vel dictus Rex Caſtellæ per ſe vel per alios; nos ibidem ad partes prænotatas cum exercitu noſtro, ſcilicet quo ire debemus ad partes Jeruſolymitanas in ſocietate ipſius Regis Caſtellæ. Et quicquid inſimul lucrati fuerimus in prædictis terris, inter nos equaliter dividetur. Et cum nos & prædictus Rex Caſtellæ fuerimus amicitia conjuncti, omnia damna quæ illata ſunt Gaſtoni de Bierre, Baronibus, militibus & aliis de Vaſconia tam prædicti Regis Caſtellæ, à tempore quo idem Gaſto recepit militiam ab ipſo Rege, & ſuit ei Vaſſallus, ſive in hæreditatis, ſive in aliis rebus, omnia ad rogatum ipſius Regis Caſtellæ debemus integrare & meliorare, & eis remittere de querimoniis, quas habemus contra eos. Ita tamen, quod ſi aliqui eorum aliquid habeant in manibus ſuis, ſive de Caſtris ſive de terris, ſive de aliis rebus quæ ad nos pertinent, ſtatim nobis vel prædicto Edwardo filio noſtro reſtituant, & in aliis cauſis ſubiubeat iudicium Curia noſtra: ſecundum quod conſuevit iudicari in Curia Vaſconie. Et ſi ipſi noluerint vel poterint iudicium ſuſtinere, prædictus Rex Caſtellæ debet per eis rogare, ſicut amicus rogat amicum: & nos faciemus ſicut per amicum. Et cum nos & Dominus Rex Caſtellæ facili fuerimus amici, nos cum Conſilio ipſius operabimur ſuper ſacris Gaſtonis, quoad Senecaſſiam Vaſconie; ſimiliter & de ſacris Vicecomitis de Limocia, prout videbitur eſſe honeſtum. Et pro his omnibus prædictis complendis, idem Rex Caſtellæ debet facere pro ſe & hæreditibus ſuis imperpetuum plenam quantum totius juris & clamei, quod aliquo modo eis competit aut competere poterit in terra Vaſconie, vel aliqua parte illius terræ, nobis & hæreditibus noſtris. Et dictus Rex Caſtellæ debet eſſe impenſus noſter, bona fide, & juvabit nos cum toto poſſe ſuo contra Regem Navarræ & contra omnes homines de mundo. In cujus rei teſtimonium hæc Literas noſtras fieri fecimus patentes. Teſte me ipſo, Veſac, octavo die Februarii, Anno Regni noſtri trigefimo octavo.

CCCXCVII.

12 Mars. *Conventio inter CANONICOS Episcopatus Lubicensis ab una & CONSULES Civitatis LUBICÆ ab altera parte, per JOANNEM Episcopum facta; Quod nimirum oblationes Sancti Nicolai imposterum à duobus Canonici, & duobus Laicis sub 4. clavibus ſerventur, distinquæ oblationes ad usum Ecclesiæ convertantur: Area muro Civitatis contigua Consulis dimittatur, Et vicissim duos solidos annuatim Canonici ex Domo Sancti ADRIANI in recompensationem consequantur. Actum anno 1256. quarto Idus Martii, in die B. Grego-*

vii Pape, Indict. (a) XIII. [LUNIG, Teutsch Reichs Archiv. Part. Spec. Contin. I. Fortsetzung. III. pag. 183.]

ANNO
1256
(a) Liliæ
XIV.

In nomine sancte & individue Trinitatis, Amen.

FRATER Johannes, Dei gracia, Lubicensis Episcopus, universis Christi fidelibus, presentes Literas inspecturis salutem in vero saluati. Cum diuturna proximorum discordia multorum malorum genera generet & inducat, tandemque partium animabus infligat, cum per eam multorum Karitas refrigeret; Nos divina nobis cooperante clemencia, inter Canonicos Ecclesiæ Lubicensis ex parte una, & Consules Civitatis, ex altera, jam dudum discordantes, ad dissolvendam inter eosdem litem vincula, & reintegranda pacis federa super multipharis articulis, propriis vocabulis exprimendis concordiam perpetuis temporibus duraturam de consensu partium ordinavimus, sub hac forma: Oblaciones sancti Nicolai ex nunc in antea à duobus Canonici, quos Episcopus ad hoc duxerit deputandos, & duobus Laycis, quos Consules ad hoc deputaverint, sub quatuor clavibus servabuntur ita quod singuli singulas claves habeant omnesque oblationes sine obventionibus hujus ad usum & decorem Ecclesiæ convertant nichil proſus alienantes vel dissipantes, sed cum materna sollicitudine dispensantes. Et si forte, quod absit, prædictos quatuor clavigeros occasione aliqua invicem discrepare contigerit, Episcopus prædictus de consilio Canonicoſum & Consulum concordabit. Item de Decima in Padelughe & Droghenworck, de singulis mansis, de quibus ipſi Consules partem vel totum acceperint, pro decima uniuscujusque mansi dabunt Canonici octo solidos, de dimidio manso quatuor solidos, de quarta parte mansi duos solidos, & quodquod, ibidem fuerit incultum, colonis locare studebunt, cum omni diligentia excolendum. Item de jurgibus extra portam urbis & trans Travenam & pontem Holtſatorum situatis de quolibet jugere fœminato pro decima solvent novem denarios annuatim. Item de villa Wiſcello & Nyendorpe & aliis villis nunc constructis vel in posterum construendis infra terminos Civitatis, de quolibet manso, de quo ipſi Consules censum perceperint in toto vel in parte, octo solidos solvent, de dimidio manso quatuor solidos, de quarta parte mansi 2. solidos dabunt certis temporibus & consuetis, videlicet medietatem in feſto beati Andree, & reliqua pars in feſto Purificationis beate Marie Virginis perſolvatur. Item agros quos Canonici extra portam molendini hætenus habuerunt sine contradictione Consulum & Civium libere possidebunt. Item arcam muro Civitatis contiguam quam Campanarius inhabitare conſuevit, pro pace & concordia firmam, Canonici Consulis cum instantia petentibus dimiserunt. Item arcam quæ Benedicte nuncupatur, usque ad domum Camerarii, Civitati liberam dimiserunt, pro qua duos solidos annuatim de domo Vicarii sancti Adriani in recompensationem ipſi Consules dictis Canonici assignarunt. Item de areis prope Capellam sancti Johannis sitis Canonici pro ſuo arbitrio ordinabunt, nec impedimentum aliquod à Civitate super eisdem sustinebunt, sed quicunque præſatas areas inhabitaverint, ad communia Civitatis honora tenebuntur. Et sic omnis questio inter Canonicos & Consules ſita conquiescat. In cujus rei memoriam presentes Literas utrique parti conceſſas, Sigilli noſtri munimine fecimus roborari. Sigilla quoque Capituli, Civitatis, Fratrum Predicatorum & Minorum ad evidentioram cautelam preſentibus ſunt appenſa. Teſtes hujus rei ſunt Canonici Lubicensis Ecclesiæ, Sighebode Prepositus, Conradus Decanus, Arnoldus Custos, Johannes Scholaſticus, Willekinus Plebanus sanctæ Mariæ, Bernard. de Uſſen, Thomas, Gerardus Pylatus, Luderus de Luneborch, Heinrichus de Bochoſte, Hermannus de Lippia, Bruno de Tralowe, Borchardus, Herbordus de Oldenborch, Otto. Consules Civitatis memorate, Hildemarus, Heinrichus de Wittenborch. Magistri Burgenſium, Sigefſtus Wilhelmus Albus, Rodolfus Wrot, Henricus Vorrat, Syſtridus de Ponte, Henricus de Boyceneborch, Willekinus de Stadhiu, Johannes Carnſpor, Hermannus de Moris, Heinrichus de Mollne, Fridericus de Bardewich, Wernerus de Quedelingeborch, Alvinus de Domo, Willekinus de Bornhovede, Nicolaus Wullenpundt, Johannes de Bremis, Alexander de Saldweddel, Conradus Vorrat, Johannes de Molne, Johannes de Bardewik, Syſtridus de Bochoſte, Marſilius de Indagine, & alii quam plures tam Clerici quam Layci. Acta ſunt hæc anno Domini Incarnationis M. CC. quinquageſimo ſexto, quarto

ANNO quarto Idus Marci; in die beati Gregorii Papæ, Indictione XIII. anno Pontificatus nostri in Lubeke secundo, Amen.

CCCXCVIII.

258. ALPHONSI Regis Castellæ Diploma, quod tanquam Rex Romanorum ingressi FRIDERICUM III. Ducem Lotharingie de toto Ducatu, nec non de Comitatu Romanicensi, eique concedit varia Privilegia & Prærogativas. Toleti pridie Idus Martii 1258. Cum prefatus FRIDERICUS Acceptatione, Recognitione, & Homagio Fidelitatis, hoc tamen salvo, quod si infra duos annos contigerit ALPHONSUM ad Imperium non venire, tunc FRIDERICUS de dicto homagio præstito non teneatur. Eodem die & loco. [La Véritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine, d'Autriche, &c. aux Preuves. pag. 143. LEIBNITZ, Cod. Jur. Gent. Diplomaticus Part. I. pag. 18.]

IN æterni Dei nomine, Amen. Pateat univerfis præsentem paginam inspecturis. Quod nos Alphonfus Dei gratia Romanorum Rex Imper Augustus & Castellæ, Toleti, Legionis, Gallicie, Sibilie, Cordubæ, Murcie, Gienii & Algarbi Rex. Ad instantiam & supplicationem tui, magnifici viri FRIDERICI Ducis Lotharingie, & Comitatus Romanicensis, attendentes prædecessorum nostrorum gloriosissimorum vestigia, & merita tua, & servicia debita nostræ Aulæ, tam prædecessoribus nostris quam nobis facta, & quod de jure infra scripta facere debemus. Sedenibus nostris in publica Curia nostra, & de dicto Duce & Comite flexis genibus ante pedes Majestatis nostræ existentibus; Invenimus te dictum Ducem & Comitem, de quinque vexillis in signum quinque Dignitatum, quas in feudum ab Imperio tenere debes. Et de infra scriptis Dignitatibus & feudis, primum vexillum damus tibi pro Ducatu in feudum. In quo & per quod debes esse summus Senescallus in aula nostra ultra Rhenum; Et debes nobis servire in annalibus festis de primo ferculo eques. Et si contigerit te ad Pælamentum cum armis contra Regem Franciæ, debes facere nobis antecustodiam in eundo, & retrocustodiam in redeundo. Secundum verò vexillum damus tibi in signum quod debes recipere à nobis duella nobilium commorantium inter Rhenum & Mosam, prout & Metæ super hoc distinctæ dividunt. Tertium quoque vexillum damus tibi, in signum pro feudo & nomine feudi de Comitatu Romanicensi. Quartum autem, quod debes habere custodias publicarum fratarum in dicto Ducatu tam per aquam quam per terram. Quintum damus tibi in signum & investituram pro regalibus nostris in Monasterio sancti Petri Metensis, & in alio Monasterio sancti Martini Metensis. Et debes habere custodias Ecclesiarum in Ducatu tuo. Et prædicta omnia vexilla damus tibi pro feudo & nomine feudi, & pro investitura & nomine investiture. Investientes te cum hactis & vexillis prædictis, de manu nostra in manu tua pro prædictis omnibus & aliis, de quibus te jure investire & infeudare debemus.

Et ego dictus Dux Lotharingie, & Comes Romanicensis, sic recipio & sic recognosco, omnia & singula supra dicta esse vera. Et promitto bona fide me facturum & impleturum omnia & singula, & alia quæ prædecessoribus vestris, de jure vel de consuetudine, quacumque causa, modo vel jure fecerunt vel facere debuerunt, Vobis Domino Alphonso Romanorum Regi & Imperatori futuro. Et manus meas junctas in manibus vestris mitto: Et vobis sacramentum fidelitatis & homagii facio, sicut Domino meo Romanorum Regi legitimo & Imperatori futuro. Hoc tamen salvo quod si infra duos annos contigerit, ad Imperium vos non venire, quod Deus avertat, quod ex tunc de isto sacramento fidelitatis & Homagii nunc præstito non teneat. De quo sacramento, si casus ille evenierit, quod absit, quod nos dictus Rex in Imperium non introverimus infra biennium ut dictum est, te dictum Ducem & Comitem volumus non teneri. Salvo semper jure utriusque, tam nobis pro Regno & Imperio Romanorum, quam tibi. Ita quod omnia sint in eodem statu in quo erant heri ante celebrationem istius Contractus. Et ad majoris roboris firmitatem & evidentiam plenior nos dictus Rex, & ego dictus Dux & Comes, præsentem Cartam fecimus sigillorum nostrorum munimen-

ne roborari. Actum Toleti pridie Idus Martii, præsentibus illustribus, nobilibus, venerabilibus & honestis personis infra scriptis Domino Alphonso Infante de Molina, Domino Philippo & Domino Ludovico Germanis Domini Regis, Domino Pascasio Episcopo Giennensi, Domino Suerio Episcopo Camorensi, Domino Petro Episcopo Pascenti, Domino Petro Joannis Magistro Ordinis Calatravenfis, Domino Simeone Roderici de los Cameros, Domino Martino Agidi de Porragalla, Domino Petro Nunnii de Guzman, Domino Nunnio de Guzman, Domino Petro Cornelli de Aragonia, Domino Eximio Cornelli, Garfia Martini Castellæ Protonotario, Magistro Martino quondam Archidiacono Valentino, Domino Petro Augustini Decano Segobienfi, De Alemannia, Domino Reginaldo Comire de Caltris, D. . . . Comite de Leunfeyn, Domino Girardo de Fontenoy, Domino Elia de Hobardia Castellano Caltri de Cognie & aliis quampluribus. Anno Domini MCCCXVIII. Petrus Stephanus scripsit.

CCCXCIX.

Articles de la Paix accordée à Paris le Mardi après 28. Mai la quinzaine de la Pentecoste 1258. entre le Roy St. Louis & le Roy d'Angleterre. [Pièce, tirée du LV. Volume des MSS. de la Bibliothèque Royale de Berlin, reliés en rouge. pag. 133.]

LI Roy de France donna au Roy d'Angleterre toute la droiture que li Roy a & tient en ces trois Evêchez & Citez, c'est à dire de Limoges, de Caors & de Perigot en siez & en domaines, sauf l'hommeage de ses freres se'il aucune chose ils tiennent d'ou ils soient si hommes, & sauvés les choses que li Roy de France ne puet mettre hors sa main per Lettres de li, ou ses auccessours lesqueus choses li Roys de France doit purchastier a bonne foy vers ceux qui ces choses tiennent, que li Roy d'Angleterre les ait dedans la Toussainct en un an, ou faire luy eschange avenables à l'esgard des prodhommes qui soient nommez d'une part & d'autre le plus convenable au profit des deux parties.

Et encore li devant dict Roy de France donna au Roy d'Angleterre la valeur de la terre de Agenois en deniers chacun an, à la quinzaine de l'Ascension la moitié, à la quinzaine de la Toussaint l'autre; & s'il advenoit que celle terre eschai de la Comtesse Jeanne de Poitiers au Roy de France, ou à ses hoirs, il seroit tenu ou ses hoirs de rendre la au Roy d'Angleterre, ou à ses hoirs, & rendre la terre il seroit quitte de la ferme, & se elle venoit à d'autres que au Roy de France & à ses hoirs, ils donront au Roy d'Angleterre le fié d'Agenois, avec la ferme devant dite, & se elle venoit en domaine au Roy d'Angleterre, le Roy de France ne seroit pas tenu de rendre celle ferme, & s'il estoit esgardé par la Cour le Roy de France que pour la terre de Agenois avoir deus li Roy d'Angleterre mettre ou rendre aucuns deniers par raison de gagerie, li Roy de France rendroit ces deniers, ou li Roy d'Angleterre tiendroir & auroit la ferme tant qu'il eust ce qu'il auroit mis par celle gagerie.

Derechef il sera enquis en bonne foy, & de plain à la Requête le Roy d'Angleterre par prodes hommes d'une part & d'autre a ceceus, se la terre que le Cuens de Poitiers tient en Caorin de part fa tienne fo do Roy d'Angleterre donné ou baillie avec la terre de Agenois par mariage, ou par gagerie en tot, ou en partie a fu fuer qui fut Mere le Comte Raymon de Tholozæ deçainement mort, & s'il estoit trouvé que il eust ainsi esté, & celle terre eschoit au Roy de France & à ses hoirs de deceds la Comtesse de Poitiers, il la dorroit au Roy d'Angleterre ou à ses hoirs, & se elle eschoit à autres & il eust trouvé par celle enqueste toutes voyes que elle eust esté ainsi donnée ou baillie, comme il est dict dessus, apres le deceds la Comtesse de Poitiers, il dorroit le fié au Roy d'Angleterre ou à ses hoirs, sauf l'hommeage de ses Freres, se il aucune chose y tenoient, tant comme ilz vivoient.

Derechef apres le deceds li Comte de Poitiers, li Roy de France, ou ses hoirs Roys de France donna au Roy d'Angleterre, ou à ses hoirs la terre que le Cuens de Poitiers tient ores en Xaintonge outre la riviere de la Charente en siez & en domaines qui soient outre la Charente s'elle eschoit au Roy de France ou à ses hoirs, & s'elle ne lui eschoit, il porchastiera en bonne maniere par eschange, ou autrement que li Roy d'Angleterre & ses hoirs l'ayent, ou il li fera avenable eschange à l'esgard des prodes hommes qui seront nommez d'une

ANNO
1258.

ANNO
1258.

ne part & d'autre, & de ce que le Roy de France donnera au Roy d'Angleterre & à ses hoirs en fief & en domaines, li Rois d'Angleterre, & si hoirs feront hommage lige au Roy de France, & à ses hoirs Roys de France, & ausly de Bordeaux, & de Bayonne, & de Gascongne, & de tote la terre qu'il tient deça la mer d'Angleterre en fief & en domaines, & en isles s'aucunes y en a, & que li Roys d'Angleterre t'enue, qui soient du Royaume de France, & tandra de luy comme pers de France, & Duc d'Aquitaine, & de toutes ces choses devant dites fera li Roy d'Angleterre services avenables, jusqu'à tant qu'il fust trouvé quant services les choses devroint, & lors il seroit tenu de faire les cleux comme ilz seroient trouvez de l'hommage de la Comté de Bigorre, de Armenac, & de Fesenzac, soit ce que droïts en fera.

Derechief li Roys de France dorra au Roy d'Angleterre ce que cinq cents Chevaliers devroint coullier raisonnablement à tenir deux ans à l'e-gard des prodes hommes qui seront nommez d'une part & d'autre, & les deniers sera tenu à payer li Roy de France à Paris au Temple à six payes par deux ans, à sçavoir à la quinzaine de la Chandelour qui vient prochainement la premiere paye, c'est-à dire la sixiesme partie, & à la quinzaine de l'Ascension ensuivant l'autre paye, & à la quinzaine de la Toffaint, l'autre, & ainsi des autres payes en l'an ensuivant, & de ce dorra li Roy de France ses Lettres pendans, & lo Temple, ou l'Hospital, ou ambedeux ensemble en pleige; & li Roy d'Angleterre ne doit aucuns deniers despandre, fors que pour li service de Dieu ou de l'Eglise, ou au profit du Royaume d'Angleterre, & ce par la veue des prodes hommes de la terre eslus par le Roy d'Angleterre, & par les hauts hommes de la terre.

Et par cette paix faisant quittera le Roy d'Angleterre, & si dist filz à Roy de France, & à ses anceileurs, & à ses hoirs, & à ses freres, si li Roys d'Angleterre, ou si anceileurs aucune droicteure ont ou auront oncques en chose que li Rois de France tiegne ou tint oncques ou si anceileurs, ou ses freres.

C'est assavoir en la Duché & en la terre de Normandie, en la Comté, & toute la terre d'Anjou, de Touraine & du Maine, & en la Comté & en toute la Terre de Poitiers, ou ailleurs en aucune part du Royaume de France, & en la Comté & en toute la Terre de Poitiers, ou ailleurs en aucune part au Royaume de France, ou en l'ile des Isles, s'aucunes en tiennent li Rois de France, ou si freres, ou aucun d'eux, & tous arerages.

Et ausli quitteront li Rois d'Angleterre, & si diz filz à tot ceux qui de par le Roy de France, ou de par de ses anceileurs, ou de ses freres tiennent aucune chose par don, par eschange, ou par vente, ou par achat, ou par acement, ou autre semblable maniere en la Duché, & en tote la Terre de Normandie, en la Comté, & en tote la Terre d'Anjou, & de Touraine, ou du Maine, & en la Comté & en toute la Terre de Poitiers, ou ailleurs en aucune part au Royaume de France, ou en l'ile des Isles, s'aucunes en tiennent au Roy d'Angleterre & à ses hoirs lor droicteure ez Terres dont il doit faire au Roy de France hommage lige par cette paix, si comme il est deüss devé, & faut ce que li Roys d'Angleterre puisse demander sa droicteure, s'il la cuide avoir, en Agenois, & avoir la se la Cour le Roy de France le juge, & ausly de Caourlin.

Et dorra li Roy d'Angleterre au Roy de France les Lettres qu'on diet qu'il a du Roy Richard son frere de quitances de toutes ces choses par eschange qu'il en et, se il put ses Lettres trouver, ou avoir, li dorroit ses Lettres pendans au Roy de France, & des Barons & de Prelats, & des prodes hommes qui y furent de toimoignage de la quitanche que li Roy Richard en fit & avoit encore ou serment & es Lettres pendans le Roy d'Angleterre, qui puis celle quitanche nulle droicteure il ne luy donna en nulle de ces choses, & cette mesme quitanche au Roy de France, & aux autres devant dits fera li Roy d'Angleterre faire à sa suer la Comtesse de Leycefre por soy & por ses hoirs, & des Enfans mesme de ceux qui l'en requerra & li Roy de France clamera.

Ausli quitta au Roy d'Angleterre si il ou si anceileurs li firent oncques tort, de tenir son fief sans li faire hommage, & sans li rendre son service & tous arerages, & pardonront, & quitteront les uns à l'autre tous mautalents de contents & de guerres, & tous dommages, & toutes mises qui ont fait ou faictes, deça ou dela en guerre ou en autres manieres.

Et parceque cette Paix fermement & establement sans nulle enfranchissement soit tenue à toujours, li Roy d'Angleterre, & ses deux filz, & sa soit la Comtesse de Leycefre & si enfant jureront ces choses à tenir tant

comme al chacun apartiendra, & a ce tenir obligeront eux & leurs hoirs par leurs Lettres pendans, & de ce donnera seureté le Roy d'Angleterre des Chevaliers des terres devant dites, que le Roy d'Angleterre luy dorra & de ses villes, selon que le Roy de France l'en requerra, & la forme de la seureté des hommes & des villes por le Roy d'Angleterre sera telle.

Ils jureront qu'ils ne donront ne Conseil, ne force, ne ayde parquoy le Roy d'Angleterre ne si hoirs vinssent encontre la paix; & s'il advenoit, que Dex ne veuisse, que ils vinssent encontre, & il ne le voissent amander, puisque le Roy de France, ou si hoirs Roys de France les en auroient fait requerre, cils qui la seureté auroient faire dedans trois mois que li Roys de France les en auroit fait requerre, seroient tenus d'estre aydans au Roy de France & à ses hoirs contre le Roy d'Angleterre, jusques à tant que cette chose fust amandée suffisamment à l'esgard de l'accord, & sera renouvellee cette seureté de dix ans en dix ans à la Requeste du Roy de France ou de ses hoirs Rois de France, & ausly de cette Paix tenir li Roy de France obligera soy & ses hoirs par ses Lettres pendans, & jurera il & ses filz aisné, ou ses deux filz aisnez la paix à tenir en bonne foy tant comme a chacun apartiendra.

Et sont lesdites Lettres sceellées de deux sceaux & annexées aux autres Lettres suivantes.

CCCC.

Declaratio Nuntiorum sive Legatorum Regis Anglie, quid LUDOVICUS Rex Francorum, cum presterit Juramentum de tenendo supra scripto Pacis tractatu, ipse reservaverit restitutiones & solutiones pecunie, quas fieri ordinaverat in quibusdam terrorum illarum, quas habere debet Rex Anglie. 1258. [Pièce, tirée du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin. pag. 149.]

UNIVERSIS presentes Literas inspecturis, Simon de Montforti, Comes Leycefrise, Petrus de Sabaudia, & Hugo le Bigod, Procuratores & Nuntii illustri Regis Anglie, salutem. Notum facimus quod tractatu Pacis habito inter illustrem Regem Francorum & nos Procuratorio nomine pro Domino nostro Rege Anglie, & a nobis firmato, in ipsius Regis presentia praestito in animam praedicti Domini Regis Anglie juramento, idem Dominus Rex Francie, cum Procuratores ipsius nobiles Viri, Dominus Alphonsus, Comes Burg. Francie Camerarius, & Dominus Simon de Clarmonte Dominus Nigella ab ipso specialiter constituti ad iurandum in animam ipsius super dicta Pace tenenda, facerent in ejus presentia juramentum, nobis audientibus & contentionibus hac procellans expressit quod hæc fiebat salvis restitutionibus quas fieri ordinaverat in quibusdam terrarum illarum quas habere debet Dominus Rex Anglie per eandem compositionem & Pacem, ut videlicet non obstante hujusmodi juramento, fiant dictæ restitutiones in terris eisdem, quandiu erunt in manu Regis Francie memorati, & quod ad solutionem pecunie, que continetur in eadem compositione, datis plegiis, qui super hoc dari debent, per juramentum hoc minime teneatur, quod etiam vel ad solutionem pecunie, vel terrarum assignationem, aut traditionem, non teneatur per hujusmodi juramentum, donec idem Dominus Rex Anglie fecerit ei homagium ligium, secundum quod in forma Pacis plenius continetur, & eandem compositionem pro se & heredibus suis, tam ipse, quam duo filii sui propriis juramentis firmaverint, & Literas suas patentes dederint de compositione complenda plenius, & servanda. In ejus rei testimonium Sigilla nostra presentis scripto fecimus apponi. Datum die Martis proxima post quindenam Pentecostes, in presentia Domini Regis Francorum, Anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo octavo.

Et sont lesdites Lettres sceellées en double quent de parchemin patentes au reply de trois sceaux ou cablets sur cire blanche & verte.

CCCCI.

Recognitio SIMONIS DE MONTFORT I. Junii. Comitibus Leycefrise, P. de SAVOYE, GEORFROY & GUY DE LEZIGNAN, & HUGUES BIGOT, Nuntiorum Regis Anglie, quid dicti

ANNO
1258.

ANNO
1258.

dicti Regis procuratorio nomine juraverint Pacem Anno 1258. sancitam. [Pièce, tirée du L.V. Vol. des Manuscrits de la Bibliothèque de Berlin, pag. 153.]

CCCCIII.

ANNO
1259.

Fœdus seu Reciproca Obligatio inter D. WIDONEM 13. Mars.

NEM Comitem Vinodoli & Midorussie, Civitatis Spalatensis Potestatem atque Communitates Spalatensem & Traguriensem ab una, & Comitum BUTTECONEM Maritimum Regis Hungarie BELÆ Banum ab altera parte, de bello conjunctim gerendo contra Polizanos habitantes montis Madiari, Piratas. Dat. Anno 1259. Ind. 2. die (1) Mercurii 13. exeunte Martii. [JOANN. LUCII de Regno Dalmatiæ Libr. IV. pag. 181.]

In CHRISTI nomine Amen.

ANNO ejusdem 1259. Ind. 2. die Mercurii 13. exeunte Martii Regnante D. Bela D. G. Sermo R. Hung. & temporibus etiam D. Rugerii V. Archiep. Spalat. & existente N. V. D. Vuidone Veglien Comite Vinodoli & Midorussie ejusdem Civitatis Potestate. Cum prædictus D. Vuido Comes Potestas una cum Judicibus Confil. & Communitate Spalat. & similiter cum Jud. Confilariis, & Communitate Trag. in guerra maxima pro honore Coronæ Regiæ, & fidelitate observanda permanerent cum infidelibus Pollizanis dictæ Coronæ, Comes Butteco Dei, & Regia G. Maritimus Banus promissit, & firmavit sacramento, & se voluntate propria obligavit, in eadem guerra juxta dictum Potestatem, & Communitates prædictas esse & perseverare contra prædictos infideles, & eisdem infidelibus vivam guerram facere, remoto omni ingulo, atque fraude, nec treguam, vel pacem aliquam faciat cum infidelibus anedictis, nisi voluntate, consensu, & consilio prædicti D. Pot. & super memoratarum Communitatum, & si contra prædicta fuerit, vel venerit, occulte, vel palam, notam infidelitatis Regiæ Majest. incursum se confiteatur, promittens etiam, & se obligans facere omnes fideles Coronæ sibi subditos, intrare in guerram prædictam, & si aliquis de fidelibus D. Regis sibi subditus intrare nollit, contra ipsum, vel ipsos erit viribus, atque posse, & similiter ex adverso prædictus D. Potestas una cum Judicibus Confilariis, & Communitatibus prædictarum Civitatum promiserunt, & se obligaverunt sub eodem modo atque forma, & sub pæne fidelitatis in dicta guerra permanere totis viribus, atque posse, nec treguam vel pacem facere absque consilio, & consensu dicti Comitis Butheconis, nec in dicta guerra aliquo modo relinquere prædictum Comitem Butheconem. Et hæc omnia fuerunt coram fratre Sebastiano Priore fratrum Prædicatorum de Spaleto, & fratre Gessa & aliorum fratrum affirmata, ut neutra pars à prædicto pacto ipsorum testimonio exire non auderet, & ad majorem firmitatem hujus contractus, & pacti Litteras præsentis per alphabetum divisas ejusdem tenoris quarum una servabitur penes Comitem Butheconem, alia penes Comitem Spalat. tertia penes Comitem Trag. Sigill. penden. prædictorum fratrum Prædicatorum, prædictorum Comitis Butheconis, & dicti D. Potestatis, & Civit. prædictar. fecimus communiri.

CCCCIV.

Testament d'EUBAL de Genève, fils d'HUMBERT Comte de Genève. Fait à Londres, le 12. de Mai, 1259. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoie. Preuves. pag. 74.]

NOS EUBALUS de Gebennis, Filius quondam Humberti Comitis Gebennensis, attentis gratis servitiis, & amore quem habemus erga benedictum nostrum consanguineum, Petrum de Sabaudia, eundem heredem nostrum universalem infinitum & facimus donationem dicto Petro & suis heredibus de omni jure, actione, & proprietate, que quovis modo nobis competit, super hereditate, & successione Paterna & Fraterna in Comitatu Gebennensi, tam contra Rodolphum de Gebennis, quam Fratres suos, & alias quascumque personas. Testes Joannes de Genuilla, Eubalus de Montibus, Petrus Chanonf. milites, Guido

(1) Cette Date est corrompue. Le 13. Mars 1259. échut un Jeudi, & le dernier Mercredi du même Mois, qui semble désigné par ce mot: *exuente Martii*, fut le 26. [DUM.]

D d

1259.
Mars.

MANFREDI Regis Siciliæ Privilegium Universitatis Civitatis Spaleti concessum, quod indulget, ut in Regnum Siciliæ cum Navibus suis Incole dictæ Civitatis salvi veniant & securi, ita tamen ut in fidelitate permaneant, nec piraticam, uti jurato promiserant, contra Regnum Siciliæ exercent. Dat. apud Ortam Anno Incarnat. 1259. Mensis Martii. Indit. 2. [JOANN. LUCII, de Regno Dalmatiæ & Croaticæ Libr. IV. pag. 182.]

MANFREDUS D. G. Rex Siciliæ. Notum facimus universis presentibus & futuris, quod licet totius Dalmat. homines dati in sensum reprobum & in actum perversum olim contra divæ memoriæ D. Patrem nostrum, & fideles nostros multa enormia commiserint, & intulerint damna plurima, piraticam exercendo, & homines Regni nostri Siciliæ specialiter offendendo; quoniam tamen Sindici Universitatis Spaleti fideles nostri venientes ad præsentiam nostram solemniter promiserunt, & tam pro parte eorum, quam aliorum Civium dictæ terræ super sancta Dei Evangelia juraverunt, quod contra Regnicolas Regni nostri piraticam nullatenus exercerent, nec alias eos intenter offendere, vel offendere, de plenitudine gratiæ nostræ ipsis concedimus, & licentiam favorabiliter indulgemus, ut in dictum Regnum nostrum Siciliæ cum navibus suis sub nostræ securitatis tutela salvi veniant, & securi, mandantes, & districtè præcipientes omnibus fidelibus nostris, ut nullus omnino sit, qui auctoritate propria eos in eundo, morando, & redeundo per Regnum in personis, mercimoniis, & aliis rebus suis offendere, vel molestare, seu impedire præsumat, dum in fidelitate nostra permaneant, & devotè constant, & de extractis licite, vestigal debitum Curie nostræ exsolvant, & in Regno in ea conditione esse debeant, in qua alii fideles Imperii, & ipsi tempore felicis memoriæ Domini Patris nostri, & usque nunc esse consecuerunt, ad hujus autem gratiæ nostræ memoriam, & stabilem firmitatem præsentis Scriptum exinde fieri fecimus, & sigillo Majestatis nostræ muniri. Datum apud Ortam per manus Gualterii de Orta Regnorum Jerusalem & Siciliæ Cancell. Anno Dominicæ Incarnationis 1259. mensis Martii, secunda Indictione.

TOM. I.

ANNO de Grangario, Magister Crafinus, Guido de Montanico, Simon de Berferio. Actum in Civitate Londini IV. Idus Maji, Anno MCC. LIX. cum septem sigillis; Signé Galganus de Verullis, autoritate Romana Ecclesiæ Notarius.

CCCCV.

Juin. Déclaration de JAKUES Evêque de Metz, par laquelle il s'engage & promet de secourir THIBAUT Comte de Bar son Cousin & son homme, entre tous, & envers tous, excepté ceux de Metz, & les Evêques de Toul, & de Strasbourg, Juin 1259. [La Véritable Origine des très-Illustres Maisons d'Alsace, de Lorraine, &c. Aux Preuves, pag. 141. Pièce tirée des Archives de Nancy.]

NOZ JAKUES par la grace de Deu Evêques de Metz, faisons congnoissant à toz, Que nous avons creantei & promis & jurei par serment corporellement fait, que noz serons aidant de noz & de nostre pooir Nostre Cousin & nostre homme THIBAUT Comte de Bar, contre toz hommes qui puissent vivre & morir. Fors qu'encontre cials de Metz, & Gilo par la grace de Deu Evêques de Toul, & Henry Evêques de Strasbourg. Et se ne le poons grever por homme qui puisse vivre & morir, fors que por cials qui sont devant nommez. Et ces convenances tenrons noz toute nostre vie. En tesmoignage de verité avons nous scellé ces Lettres de nostre seel. Qui furent faictes en l'an de grace MCLXIX. au mois de Juin.

Ces Lettres sont scellées d'un seel de cire verte à double queue.

CCCCVI.

25. Juill. Ratificatio Pacis inter Regem Francorum LUDOVICUM IX. & HENRICUM Angliæ Regem anno 1258. inite, facta per EDUARDUM filium Regis Angliæ Primogenitum. Apud Westmonasterium in festo Sancti Jacobi 1259. [Pièce tirée du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin. pag. 157.]

EDUARDUS, Illustris Regis Angliæ Primogenitus, Universis ad quos præsens Scriptum pervenerit, salutem. Noveritis quod nos quitationes & Remissiones quas Carissimus Pater noster Henricus Dei Gratia Rex Angliæ fecit Illustri Regi Franciæ de terris, rancoribus, & aliis quæ in ipsius Litteris continentur, ratas habemus, & gratas, & eadem omnia & singula, quæ ei per dictum Patrem nostrum quitata sunt & remissa, nos eidem Regi Franciæ quitamus & remittimus penitus expresse, & tælis sacrosanctis Evangelis juravimus pacem inter ipsum Patrem nostrum ex parte una, & dictum Regem Franciæ ex altera habitam, & juramentis Procuratorum eorumdem firmatam, sicut in ipsorum Litteris continetur, quantum ad omnes & singulos articulos in dicta Pace contentos, nos firmiter & inviolabiliter observavimus, & in nullo aliqua ratione contravenimus.

In cujus rei Testimonium præsentis Scripto sigillum nostrum duximus apponendum. Datum apud Westmonasterium Anno ab Incarnatione Domini millesimo ducentesimo, quinquagesimo nono, die Veneris in festo Sancti Jacobi Apostoli

Et sont lesdites Lettres cy dessus transcrittes scellées sur double queue de parchemin pendant au reply d'un grand seel de cire blanche, ayant d'un costé un homme armé à cheval, & à la circonference est écrit :

EDUARDUS Primogenitus & Hæres Domini Regis Angliæ.

Et en l'autre costé est empreint un excusson, dans lequel il y a trois Lyons, & à la circonference est aussi écrit :

Sigillum Eduardi Filii Henrici Illustris Regis Angliæ.

Et au dos desdites Lettres est aussi écrit ce qui s'ensuit :

Littera EDUARDI primogeniti HENRICI Regis Angliæ, per quam ratificat Pacem concordatam inter dictum genitorem suum, & Regem Franciæ, Anno Domini 1259.

EDMUNDI Filii Regis Angliæ HENRICI Ratificatio Pacis inter dictum suum Genitorem, & Regem Francorum LUDOVICUM Anno 1258. facta. Datum Londini in festo S. Jacobi 1259. [Pièce tirée du LIX. Volume des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin.]

EDMUNDUS Illustris Regis Angliæ filius, universis ad quos præsens Scriptum pervenerit salutem. Noveritis quod nos quitationes & remissiones, quas carissimus Pater noster Dominus Henricus Dei Gratia Rex Angliæ fecit Illustri Regi Franciæ de Terris, rancoribus, & aliis quæ in ipsius Litteris continentur, ratas habemus & gratas, & eadem omnia & singula quæ ei per dictum Patrem nostrum quitata & remissa, nos eidem Regi Franciæ quitamus, & remittimus penitus & expresse, & tælis sacrosanctis Evangelis juravimus pacem inter ipsum Patrem nostrum ex una parte, & dictum Regem Franciæ ex altera habitam, & juramentis Procuratorum eorumdem firmatam, sicut in ipsorum Litteris continetur, quantum ad omnes & singulos articulos in dicta Pace contentos, nos firmiter & inviolabiliter observavimus, & in nullo aliqua ratione contravenimus.

In cujus rei testimonium sigillum venerabilis Patris Domini Walterii Episcopi Wigorniensis præsentis Scripto apponi curavimus. Datum Londini Anno gratiæ 1259. die Veneris in festo Sti. Jacobi Apostoli.

Et sont lesdites Lettres scellées en double queue de parchemin pendant au reply d'un seel sur Cire blanche, & au dos est écrit ce qui s'ensuit :

Littera EDMUNDI Filii Regis Angliæ, per quas promittit servare pacem & conventiones habitas inter Regem Franciæ, & Patrem suum Regem Angliæ CIO. CC. LIX.

CCCCVII.

Traité de Paix, entre LOUIS IX. Roi de France 13 Octob.

& HENRI III. Roi d'Angleterre, par lequel, le Roi LOUIS doit donner à HENRI ses Terres de Limoges, Cahors & Perigord, comme aussi une recompense sortable pour la Terre d'Agnois, aux conditions y contenues, & après le décès de la Comtesse de POICTIERS, ce que le Comte de POICTIERS tient en Xaintonge, pour tenir le tout ensemble, en Fief & Domaine de la Couronne de France, comme Pair de France & Duc d'Aquitaine &c. &c. En échange de quoi HENRI cede au Roi & à la Couronne de France tout ce qu'elle tient en Normandie, en Anjou, en Touraine, & au Maine, & en toute la Terre de Poictiers. Fait à Londres le Lundi avant la Fête de St. Luc l'Evangeliste l'an de l'Incarnation 1259. au mois d'Octobre. Avec la RATIFICATION des Prélats, & Barons d'Angleterre du même jour. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici Part. I. pag. 22. Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin, Vol. LV. pag. 173. avec quelque petite différence par-ci par-là dans les termes. Du CHESNE, Hist. d'Angleterre, d'Ecosse & d'Irl. Tom. I. pag. 568. (ainsi numérotée par une faute d'Impression, mais qui doit être la 468.) en date du Mois de Septembre & du Vendredi après la St. Gilles.]

HENRY par la grace de Dieu Roy d'Angleterre, Sire d'Irlande & Duc d'Aquitaine, Nous faisons à sçavoir à tous ceux qui sont, & qui à venir sont, que Nous par la volonté de Dieu avec nostre tres cher Cousin le Noble Roy Louis de France avons paix faicte & affermée en cette maniere, c'est assavoir, qu'il donne à Nous,

ANNO
1259.

Nous, nos Hoirs & nos Successeurs toute la Droiture, qu'il avoit & tenoit en ces trois Evêchez & ces Cités, c'est assavoir de Limoges, de Gabors & de Perigord en fiefs & en domaines, faout l'hommage de ses freres, se ils aucune chose y tiennent, dont ils soient si hommes, & sauves les choses, qu'il ne peut mettre hors de sa main par lettres de luy, ou de ses anceffeurs, les quelles choses il doit pourchasser en bonne foy vers ceux qui ces choses tiennent, que nous les ayons dedans la Toussaincts en un an, ou faire nous échange convenable à l'égard de preud'hommes, qui soient nommez d'une part & d'autre, le plus convenable au prouffit des deux Parties.

§. 2. Et encores ly devant dit Roy de France nous donnera la vulture de la Terre des Agenois en deniers chacun an, selon ce qu'elle sera prifee à droicte vulture de Terre des preud'hommes, nommez d'une part & d'autre, & sera faite la paye à Paris au Temple chacun an à la quinzaine de l'Ascension la moitié, & à la quinzaine de la Toussaincts l'autre. Et s'il advenoit, que cette terre s'escheoit de la Contesse Jeanne de Poitiers au Roy de France ou à ses hoirs, il seroit tenu ou ses hoirs de rendre à nous ou à nos hoirs, & rendre la terre, il seroit quide de la ferme & se elle venoit à autre, que au Roy de France, ou à ses hoirs, il nous doneroit le fief d'Agenois, avec la ferme devant dicte, & se elle venoit en domaine à Nous. Le Roy de France ne seroit pas tenu de rendre celle, & s'il estoit esgardé par la Cour du Roy de France, que pour la terre d'Agenois avoit, dedissions mettre ou rendre aucuns deniers par raison de gaigerie, ly Roy de France rendroit ses deniers, ou nous tendrions & aurions la ferme, tant que nous eussions eu, ce que nous aurions mis pour celle gaigerie.

§. 3. Derechef il sera enquis en bonne foy & de plain à nostre requête par Preud'hommes d'une partie & d'autre à ce esleus, se la terre, que le Cuen de Poitiers tient en Caorin de par sa femme, fut du Roy d'Angleterre donnée ou baillée avec la terre d'Agenois par mariage ou par gaigerie, ou toute ou en partie, à sa sœur, qui fut Mere le Comte Raymond de Thoulouze dernièrement mort, & s'il estoit trouvé qu'il eust ainsi esté à celle terre luy escheoit ou à ses hoirs du deceds de la Contesse de Poitiers, il la donneroit à Nous, ou à nos hoirs; & se il elle escheoit à autre, & il est trouvé par telle enquête toutes voyes quelle eust ainsi donnée ou baillée ainsi, comme il est dict dessus apres le deceds de la Contesse de Poitiers il doneroit le fief à nous & à nos hoirs, faout l'hommage de ses Freres, s'ils aucune chose y tenoient tant comme ils vivoient.

§. 4. Derechef apres le deceds la Contesse de Poitiers ly Roy de France donnera à nous & à nos hoirs la terre, que le Cuen de Poitiers tient ores en Xantonge outre la riviere de la Charante en fief & en domaine, qui soient outre la Charante, si elle eschoit au Roy de France, ou à ses hoirs, & si elle ne luy eschoit, il pourchasserait en bonne maniere par échange ou autrement, que Nous ou nos hoirs l'ayons, ou il nous ferait avenable échange à l'égard des Preud'hommes qui seront nommez d'une part & d'autre, & de ce, qu'il donra à nous & à nos hoirs en fief & en domaine, nous & nos hoirs ly feront hommage lige, & à ses hoirs Roys de France, & ausly de Bourdeaux, de Bayonne & de Gascongne, de toute la terre que nous tenons de là la Mer d'Angleterre en fiefs & en domaine, & des Isles, sy aucunes y en a, qui nous tenons, qui soient du Royaume de France, & tiendrons de luy comme Pair de France & Duc d'Aquitaine, & de toutes les choses devant dites ly serons nos services avenables jusques à tant, qu'il fut trouvé quels services les choses devroient, & lors nous serons tenus de faire les tiex, comme il seroit trouvé de l'hommage de la Comté de Bigorre & Darnogaine, & de Franjais, soit ce que droit en fera, & ly Roys de France Nous clame quatre, se nous ou nostre Anceffeur luy fismes onques tout de tenir son fief sans luy faire hommage & sans luy rendre son service & tous arerages.

§. 5. Derechef le Roy de France nous donnera ce, que de cinq cens chevaliers devroient couster raisonnablement à tenir deux ans à l'égard des Preud'hommes qui seront nommez d'une part & d'autre, & ces deniers sera tenu de payer à Paris au Temple à six payes par deux ans, c'est à sçavoir à la quinzaine de la Chandeleur, qui vient prochainement la premiere paye, c'est à dire la sixieme partie; & à la quinzaine de l'Ascension en suivant l'autre paye, & à la quinzaine de la Toussaincts l'autre, & ausly des autres payes en l'an suivant, & de ce donnera ly Roy de France ses lettres

Tom. I.

pendant en Temple ou l'Hospital bu ambedeux ensemble en Pleige, & nous ne devons ces deniers despendre, si non que au service de Dieu & de l'Eglise, ou au prouffit du Royaume d'Angleterre, & ce par l'adveu des Preud'hommes, hommes de la terre esleus par le Roy d'Angleterre & les hauts hommes de la terre, & par cette Paix faisons, avons quide & quiterons de tout en tout & nostre dict filz au Roy de France & à ses Anceffeurs, & à ses hoirs, & à ses freres, & à leurs successeurs pour nous ou pour nos hoirs & pour nos successeurs, ou nostre Anceffeur, aucune droiture que avons ou mesme eussions onques en chose; que le Roy de France tiennet ou tennit onques, ou ses Anceffeurs, ou ses Freres, c'est assavoir en la Duché & en toute la Terre de Normandie, en la Comté & en toute la Terre d'Anjou, de Touraine & de Maine, & en la Comté & toute la Terre de Poitiers ou ailleurs en aucune partie du Royaume de France, ou ez Isles, si aucunes en tiennet le Roys de France ou si Freres, ou autres de par eux, & tous arerages.

§. 6. Et ausly avons quide & quiderons nous & nostre dict filz à tous ceux qui de par le Roy de France, ou de ses Anceffeurs, ou de ses Freres tiennent aucune chose par don, par échange, ou par vente, ou par achat, ou par aissement, ou par autre semblable maniere en la Duché, & en toute la Terre de Normandie, en la Comté, & en toute la Terre d'Anjou, de Touraine, & du Mayne; & en la Comté & en toute la Terre de Poitiers ou ailleurs en aucune partie du Royaume de France, ou ez Isles dessus dites, fauf à nous & à nos hoirs nostre droiture ez Terres, dont nous devons faire hommage lige au Roy de France pour cette paix, comme il est dessus divisé, siour ce que nous peussions demander nostre droiture, sy nous la cuidions avoir en Agenois, & avoir la, se la Cour le Roy de France le juge, & ausly de Caoslin.

§. 7. Et donrons au Roy de France les Lettres, qu'on dict, qu'il a du Roy Richard nostre Frere, de quittance de totes ces choses par échange, qui en ot; & se pouvons ne les trouver ou avoir, donrons nos Lettres pendans au Roy de France, & des Barons & des Prelats & des Prudes hommes, qui y furent de resmoignage de la quittance, que li Roy Richard en fit, & avoir encor; a nostre serment & es nos Lettres pendans, que puis cette quittance nulle droiture, ne nous donnera en nulle de ces choses en cette meisme quittance au Roy de France & aux autres devant dits. Ferons faire à nostre Sueur la Contesse de Leycefre, por soy por ses hoirs & des enfans de ceux, qui l'en requerra, & li Roy de France nous clamera ausly quide, si il ou si Anceffeur li firent onques tort, de tenir son fief sans li faire homage & sans li rendre son service & tous arerages. Et avons pardonné & quité l'un à l'autre, pardonnons & quiterons tous maitiens de contans, & de guerre, & tous arerages, & toutes yffines, qui ont esté eues, ou qui pourroient estre eues en toutes les choses devant dites, & tous les dommages, & toutes mises, qui ont esté faicels ou faictes deça & dela en guerre, & en autre maniere.

§. 8. Et pour ce, que cette Paix fermement & ausly establement sans nulle enfraingence soit tenue à tousjours, ly Roys de France a fait jurer en son ame par ses Procureurs especiaux à ce establis, & ses deux filz ont juré à tenir ces choses tant comme à chacun appartendra, & à ce tenir ont obligé eux & leurs hoirs par leurs lettres pendans, & nous de ces choses tenir hommes tenus de donner l'aveu au Roy de France des Chevaliers des Terres devant dites mesme, que il donne, & des villes, selon ce que il nous requerra. Et la forme de la feureté des hommes & des villes pour nous sera telle: Ils jureront que ils ne donneront ne conseil, force, ne aide parquoy nous ou nostre hoir viussions allencontre de la paix, & s'il advenoit, que Dieu ne veuille, que nous ou nostre hoir viussions allencontre, & ne voulussions amender, puis que le Roy de France, ou ses hoirs Roys de France nous en auroient fait requerre ch'il qui la feureté auroient faicte dedans les trois mois, qu'ils en auroient fait requerre, seroient tenus d'estre aydans au Roy de France & à ses hoirs contre nous & nos hoirs, jusques à tant, que cette chose fut amendée suffisamment à l'égard de la Cour du Roy de France, & sera renouvellee cette feureté de dix ans en dix ans, à la requeste du Roy de France ou de ses hoirs Roys de France & nous. Cette paix & cette composition entre nous & le devant dict Roy de France f'a affermée & toutes les devant dites choses & chaceunes, sy comme elles sont dessus contenues, prometrons en bonne foy pour nous & pour nos successeurs au

Dd 2

devant

ANNO
1259.

ANNO devant dict Roy de France, & à ses hoirs & à ses successeurs loyalement & fermement garder, & que nous encontre viendrons par nous ou par autre en nulle manière, & que nous n'avons fait, ne ferons, par quoy les devant dites choses toutes, ou aucunes, en tout ou en partie ayent moins de fermeté.

259. § 9. Et pour ce que cette Paix fermement, établissement & sans nulle enfrainction soit tenue à tous jours, nous à ce obligons nous & nos hoirs, & avons fait jurer en nostre ame par nos Procureurs en nostre présence cette paix fy comme elle est dessus devisée & escripte à tenir en bonne foy, tant comme à nous appartiendra, & que nous ne viendrons encontre ne par nous ne par autre. En tesmoing de toutes ces choses nous avons fait ces lettres au Roy de France, pendant seelz de nostre seel; & cette Paix, & toutes ces choses, qui sont dessus contenues, par nostre commandement especial ont juré Edouard & Eadmont nostre fil en nostre présence à garder & tenir fermement, & que ils encontre ne viendront par eux ne par autre. Ce fut donné à Londres, Lundy prochain devant la feste saint Luc Evangeliste, l'an de l'incarnation nostre Seigneur, Mil deux cents cinquante neuf, au mois d'Octobre.

RATIFICATION des Prélats & Barons d'Angleterre. [Tirée du L.V. Volume des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin. pag. 188. & 191.]

A tous ceux qui ces presentes Lettres verront ou orront, nous
Boniface Archevesque de Cantorbrie Primat de toute l'Angleterre,
Walt' Evesque de Wuel'
Simon de Montfort, Comte de Leycestre,
Richard déclaré Comte de Glocestre, & de Hereford,
Roger de Bigot Comte de Norfolk & Marechal d'Angleterre,
Himifroy de Bonet Comte de Rochefort, & de Essex
Guillaume de Fort, Comte de Albemarle
Jean Dupleffis Comte de Warwick
Hugues le Bigot Justicier d'Angleterre
Pierre de Savoye
Roger de Mortemar
Jean Maufeil Tresorier de Emerblik
Philippe de Ballech,
Richard de Greyc
James de Andudéle
Et Pierre de Montfort.

Conseillers nostre sire le Roy d'Angleterre, Salut en nostre Sauveur nous faisons savoir que nous avons veu & entendu la forme de la paix qui est faite & jurée entre le noble Roy de France Loïs, & le noble Roy Henry d'Angleterre nostre Seigneur en ces paroles:

HENRI par la grace de Dieu Roy d'Angleterre, &c.

Et nous cette paix & composition, si comme elle est contenue par dessus voulons & octroyons & loons, & conseillons en la présence dou devant dict nostre Seigneur le Roy & de son commandement especial, nous Archevesques & Evesques avons promis en parole de prœsters, & nous Comtes & Barons avons juré sur saintes Evangelles que nous les choses & chacune par foy qui sont en cette paix contenues, tant comme à nous appartient fermement & stablement tendrons & garderons, & à bonne foy travaillerons & pourchasserons que nostre Seigneur le Roy d'Angleterre, & si hoirs en toutes les choses, & chacune par foy qui sont contenues en cette paix, loyamment & en bonne foy accompliront, & garderont fermement.

Et est fermement avons fait en la présence des messages de noble Roy de France envoyer de par luy.

Et en tesmoing des choses dessus devisées & escriptes, nous avons mis nos ceaux en ces presentes Lettres.

Ce fut donné à Londres le lundy prochain avant la feste de saint Luc l'Evangeliste l'an de l'incarnation nostre Seigneur mil deux cents cinquante neuf, au mois d'octobre.

Anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo nono, die jovis post festum Beati Andræ Apostoli

fecit Henricus Rex Angliæ homagium ligium & Sacramentum fidelitatis Ludovico Regi Francorum illustri, Parisiis in Horto Regis, atlantibus cum ipso Rege Angliæ,

Episcopo Tarentese in Sabaudia,
Lincolnenſi & Norwicensi Episcopis,
Electo Condomenſi,
De Glocestria
De Leiceſtria
&
De Aubennate } Comittibus,
Domino Petro de Sabaudia,
Domino Joanne de Balliolo,
Domino Petro de Monteforti,
Domino Joanne Marſolli Thesaurario Eboracenſi,
Conſiliario ipſius Regis Angliæ.
Et multis aliis.

CCCCVIII.

Confirmation du Traité de Paix de l'an 1258, 4. Dec.
faite par SIMON DE MONFORT Comte de Leyceſtre, & ELONOR Comteſſe ſa femme; la diſte Comteſſe renonce à tout le droit qu'elle pouvoit prétendre ez Duché de Normandie, Comtés d'Anjou, Touraine, le Mayne, & Poictou. 1259. [Pièce, tirée du L.V. Volume des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin, p. 165.]

A tous ceux qui ces Lettres verront Simon de Montfort, Cuens de Leyceſtre, & Alienor, Comteſſe de Leyceſtre ſa femme, Salut. Nous faisons ſavoir à tous que nous avons veu & entendu la forme de la Paix qui est faite & jurée entre nostre Seigneur le noble Roy Louis de France, & le noble Roy Henry d'Angleterre nostre Seigneur. Et nos Alienor cele pais, & toutes les choses, & chacune par foy qui sont contenues en icelle Paix par l'auctorité & l'aſſentement des devant dictes Comte Simon nostre mary & en ſa preſence voulons, octroyons, & loons par nostre gré, & ſans aucun contreigement, & promettons à tenir, & à garder fermement, & eſtablement pour nous, & pour nos heritiers, & qu'encontre ne viendrons par nos ne par autre; & avons quitte & quitons pour nous, pour nos heritiers & pour nos ſuccesseurs de tout en tout au Roy de France, & à ſes anceſſors, & à ſes heritiers, & à ſes freres, & à leurs heritiers, & à leurs ſuccesseurs, ſe nous, ou nostre anſeſſor aucune droicte aviens, ou eumes onques en choses que li Rois de France tiennent, ou tiſt onques, ou ſi anſeſſor, ou ſi frere. C'eſt aſavoir en la Duchée & en toute la terre de Normandie, en la Comté & en toute la terre d'Anjou, de Touraine, & du Maine, & en la Comté & en toute la terre de Poictiers, ou ailleurs, en aucune partie del Royaume de France, ou ez Iſles, s'aucunes en tiennent li Rois de France, ou ſi Freres, ou autres de par eux, & tous arrearages. Comme auſſy nous avons quitte & quitons à tous ceux qui de par le Roy de France, ou de par ſes anſeſſors, de ſes freres tiennent aucune chose par don, ou par eſchange, ou par vente, ou par achat, ou par acſement, ou en autre ſemblable maniere en la Duchée, & en toute la terre de Normandie, en la Comté, & en toute la terre d'Anjou, de Touraine, & del Maine, & en la Comté, & en toute la terre de Poictiers, ou ailleurs, en aucune partie del Royaume de France, ou ez Iſles deſſus dites, ſelon la maniere & la teneur qui est contenue en la Paix deſſusdicté, & avons juré & jurons de nostre bonne volonté, de l'auctorité, de l'aſſentement nostre mary le Comte deſſus nommé, & en ſa preſence ſur ſainctes Evangelles, en la preſence del Roy de France devant dictes, que nous toutes ces choses garderont, & tendrons fermement, ne encontre ne vendrons par nos ne par autres, ſauves a nos, & a nos heritiers toutes nos demandes & nos droictures en toutes choses encontre toutes perſonnes qui ne ſont exceptées par la devant dicté Paix.

Et nos Simon de Montfort, Cuens de Leyceſtre deſſus nommé reconnoiſſons & temoignons que la devant dicté Comteſſe nostre femme a fait la quittance, & le ſairement, & les autres choses devant dictes par nostre aſſentement, & par nostre volonté & auctorité &

ANNO & en nostre presence, & nos mesmes avons juré que la Paix dessusdicté avous & aurons ferme & stable, & que encontre ne vendrons par nos, ne par autre.

259. Et en témoignages de ces choses, & que ce soit ferme & stable nos Cuens & Comtesse dessusdicts avous mis nos sceaux a ces presentes Lettres. Ce fut fait à Paris en la presence des deux Rois dessus nommez, & de moult autres l'an de l'Incarnation de nostre Seigneur Jesu Christ Millesme, ducentiesme, cinquantesme, neufiesme, le Jeudy empres la feste Saint André l'Apôstre.

Et sont les dictes Lettres scellées de deux sceaux sur cire blanche.

CCCCIX.

.Dec. *Transactio inter Archiepiscopum Magdeburgensem RUDOLPHUM & Dominum de ARNESTEN, quâ Archiepiscopo & Archiepiscopatu Præfectura Rammelburg in perpetuum proprietatem ceditur. Data Strucebere in Domo Fratrum Predicatorum, Anno Domini 1259. V. Idus Decembris.* [Hochfürstl. Magdeburgische. Responſion auf der Grafen von Mansfeld bey Rayſert Mayſt. übergebene Deduction. apud THUCULIUM in Actis Publicis S. R. Imperii Part. II. pag. 476. LUNIG, in Spicilegio Ecclesiastico im Anhang von Ertzstiftern, sub num. VI. von Magdeburg pag. 35. d'où l'on tire cette Pièce.]

RODOLPHUS, Dei gratia Sanctæ Magdeburgensis Ecclesiæ Archiepiscopus omnibus præsentis Literarum inspecturis salutem in Domino. Cum labilis hominum sit memoria, ne ea, quæ rite aguntur, a nobis tollat oblivio, placuit ipsa scripturæ testimonio commendari. Recognoscimus itaque & tenore præsentium protestamur, quod nos super ea parte Cæstri in Rammeneborch, quam olim bonæ memoriæ Dominus Albertus prædecessor noster emit a nobili Viro Domino A. de Arneſten, quam nobilis Vir, filius suus Dominus W. de Arneſten nunquam fuisse datam secundum morem terræ eorum Comitis de Ahalt affirmabat, cum quo, ut omne dubium amputaremus, concordavimus isto modo, quod partem Cæstri cum suis attinentiis supradictam dedit nobis & Ecclesiæ nostræ in jus & proprietatem perpetuam, heredum suorum accedente consensu. Nos vero Curiam, quam pater suus habuerat, & aliam Curiam, quam Fratres S. & Ch. cognomine Wucken de manu nostra tenebant, concessimus jam dicto Domino W. in feudum castrense, quod vulgiter *Worthen* vocatur, ita quod de utraque Curia nunc Castrensis sit ibid. & Cæstrum liberum maneat nobis & Successoribus nostris, ut, cum necesse fuerit, homines nostros pro defensione Ecclesiæ nostræ ibidem mittere & tenere possimus, sicut in aliis Cæstris nobis vacantibus, ipse etiam cum necesse habuerit contra hostes suos se poterit defendere. Testes hujus viri Wernerus de Kerbere. Vice-Dominus C. de Sterenberg Cellarius. A. de Arneſten Archi-Diaconus. H. de Grunenberc Præpositus Sti. Nicolai Canon. Magdeburg. Everhardus Piebanus de Glinde, Capellanus noster, Arnoldus Can. Sancti Nicolai Lanci, G. de Grunberc, G. Wederde & G. Filius suus, R. de Cornwilt, R. de Vrsach, Otto Glincer, Johannes de Hardsdorp, Otto de Hendorp, Henricus Ber, milites & alii plures, & ne hæc cuiquam futuris temporibus veniant in dubium præsentis Literas conscribi & nostro & illustri Principi Domini Ottonis Marchionis Brandenburgici & Domini Wolteri de Arneſten Sigillis fecimus roborari. Data sunt hæc Strucebere in Domo Fratrum Predicatorum, Anno Domini MCCLIX. V. Idus Decembris. Pontificatus nostri Anno septimo.

CCCCX.

1260. *RAYNERII GENONIS Ducis Venetorum Diplomata, quibus Comitibus SCHINELLÆ ac ejus filiis PETRO SCHINELLE, BARTHOLOMÆO & FRIDERICO BARTHOLOMÆO & GUIDONI filiis Comitum GUIDONIS DE VEGLA concessis & confirmatis universam Comitatum Veglæ & Insulæ & Pervichii, sub hisce*

conditionibus, ut Nuncios & Galeas Venetorum honorifice tractare, horum amicos pro amicis & inimicos pro inimicis habere, Communi Venetiarum nongentas libras Venet: solvere teneantur & decedentibus omnibus Comitibus masculis, dictus Comitatus in Ducem & Comitem Venetorum liberè debeat devenire. Dat. anno 1260. [JOANN. LUCII, de Regno Dalmatiæ Libr. IV. pag. 175.]

In Christi Nomine Amen.

DECRET cuilibet Dominationis arbitrium amplecti liberaliter petitionibus rationibus devotorum, eos præcipue ad exauditionis gratiam admittendam non minus regnantium laudes, quæ & eorum commoda; & honores dignoscuntur; hinc est quod Raynerius Genon D. G. Venet. Dal. atque Croatia Dux Dominus quartæ partis, & dimidia totius Imperii Romanicæ cum nostris Judicibus, & sapientibus nostris de majori, & minori nostro Consilio, & collaudatione populi in publica concione attendentes puram fidem, & rectam devotionem, quam egregii viri Joannes, Guido, & Henricus olim Comites Veglæ ac ipsorum prædecessores ad nos, & præcessores nostros à Commune Venet. hæcenus habuerunt ipsorum Comitum meritis inspicendo, & benevolentiam quam erga ipsorum nobiles nostros prædecessores per tempus præteritum habuerunt disponentes eorum hæredes ostendere opera per effectum, concedimus & confirmamus Viris Nobis Schinellæ nato q. egregii Viri Comitum Bartholomæi Veglæ ac ejus filii Petro Schinelle, Bartholomæo, & Frederico Bartholomæo, & Guidoni filiis q. Comitum Guidonis de Vegla, & eorum hereditibus masculis in perpetuum, ita quod unus alteri succedat universum Comitatum Veglæ & Insulæ & Pervichii cum omnibus redditibus, juribusque, rationibus, honorificentiis, collatis, & regalibus suis ad eundem Comitatum, & Insulam sive Insulam spectantibus, ut ea omnia de cætero habeant, teneant, & possideant sine aliqua contrarietate, sicut ipsi Comites, & eorum prædecessores per tempus præteritum . . . habuerunt, & teneant habendo sicut dictum est dictus D. Schinella Comes, & filii, & eorum hæredes medietatem totius dicti Comitatus, & prædicti Fredericus, & Barth. & Guido ac eorum hæredes aliam medietatem. Propterea omnes dictum Comitatum regere & gubernare debeant secundum bonas, & antiquas consuetudines ipsius Comitatus, ac Comitatum manuteneant, & defendere bona fide ad nostrum, nostrique Comitum Ven. honorem, excepta coronata persona, & ipsius exercitu manifesto, nuncios autem nostros & Comitum Ven. ac Galeas & ligna currentia, quæ illuc per tempora adire contigerit, debeant recipere honorifice, & tractare benigne, inimicos autem Venet. Comitum ut inimicos reputabunt, amicos vero pro amicis habebunt, & dilectione mutua honorabunt, & non facient compagiam cum ullo Corsario, vel societatem cum aliquibus ex eis contrahent, qui derobationem, piraticamque exercentes homines offendunt, vel offendere niterentur, sive alios undecunque, sive Venetiis venientes, & de Venetiis redeuntes, & est sciendum quod per dictam concessionem ipsius Comitatus solvi, & dari debeat Communi Venet: libra nongentæ Venet. par. de quibus lib. 900. medietatem solvere, & dare debeant D. Comes Schinellus & filii, ac eorum hæredes quibus concessa est medietas dicti Comitatus, & aliam medietatem solvere, & dare debeant prædicti Fred. & Bart. & Guido, & eorum hæredes, quibus alia medietas dicti Comitatus concessa est; De quibus habere debemus nos Dux pro salario nobis concessio libras DCC. Ven. par. & libras CC. habere debeant N. V. Laurentius Tempulo donec vixerit, & eo decedente di. lib. CC. in Comite Venet. debeant liberè devenire; Præterea quandocunque pro Comitatu Venet. armabuntur Galeæ, vel à triginta superius armari debeat una Galea per homines ipsius Comitatus eorum expensis, & si magnitudo Venet. ibit per partitionem, quod unus ex Comitibus de domo Veglæ sibi personaliter in dicto exercitu, & stabit donec alii Nobiles de Venetia morabuntur eorum Comitum sumptibus, ac expensis. Item quod infra decem annos proximè venturos debeant, & teneant dicti Comites tam Comes Schin. & filii, & eorum hæredes, quam prædicti Freder. Barth. & Guido, & eorum hæredes ponere in Venet. in possessionibus librarum decem millia Ven. par. ponendo videlicet à quatuor annis proximis in antea quolibet anno, tantum, quantum sufficit pretii pro rata in deposito pro ipsis possessionibus

ANNO
1260.

fessionibus comparandis, de quibus medietatem prædicti Fredericus, Bar. & G. & eorum heredes, aliam medietatem prædictus Schinella, & filii, & eorum heredes ponere debeant, & si acciderit quod Comitatus ipse in nobis remaneat per defectum masculinorum, qui non essent in Domo Vegla, dictæ possessiones ipsi remaneant liberè, & eorum hæredibus ad faciendum ex eis pro anima, & corpore quicquid voluerint ordinare: Item quodcumque nobis, & nostris successoribus, & Comiti Venet. necesse fuerit habere gentem pro Comiti Ven. usque C. vel CC. homines pro tali soldo qualiter dabitur Ven. & quodcumque frumentum valebit in Ven. in triginta solidos par. superius pro quolibet staro, dabunt operam dicti Comites bona fide dum vixerint equaliter quod de Comitatu prædicto & aliis terris circumadjacentibus in majori quantitate, quam poterunt conducatur Venetias ad vendendum, & est sciendum quod decedentibus omnibus Comitibus prædictis, & hæredibus masculinis ita quod nullus masculus supervivat, dictus Comitatus cum omnibus supra concessis in nos, & Comite Ven. debeat liberè devenire, quem regi, & tenere facere debemus secundum bonas & antiquas consuetudines in ipso Comitatu obtentas; Nobis quoque Duci, nostrisque successoribus, & Comiti Ven. tam ipsi Comites qui nunc sunt quam eorum heredes, qui pro tempore fuerint infra unum annum postquam pervenerint ad ætatem fideles erunt Sacramento astricti in perpetuum, & omnia quæ continentur superius cum eorum hæredibus ipsi Comites nobis prædicto Duci, & successoribus nostris & Comiti Ven. Sacramento astricti se observaturos promiserunt, nisi remanserint per nos aut successores nostros vel majorem partem nostri Comitatus ita tamen quod non possint, nec debeant esse ex dictis Comitibus, nisi duo rectores, quibus de honorificentis Comitatus debeant respondere, & si aliquis ex dictis Comitibus terrarum exierit, vel causa absens fuerit, unus alius debeat esse Rector de Colonello illo, de quo fuerit, qui absens erit, & si omnes dicti Comites erunt extra terram, constituant unum vel duos Rectores, sicut eis utilius apparebit, & si omnia sicut continetur superius observata non fuerint, pars Comitatus illius, qui contrafecerit amittatur cum omnibus supra concessis, & in alios deveniat, de cujus Colonello fuerit observatum. Quæ superius dicta sunt, donec ille, qui contrafecerit ad nostram, & Comitibus Ven. fuerit gratiam restitutus: si verò omnes prædicti Comites, vel eorum heredes contra prædicta fecerint, prædictus in nos & Comite Ven. cum omnibus supra concessis devenire debeat cum omni plenitudine rationis ad faciendum exinde quicquid nostræ nostrique Consilii voluntatis fuerit secundum bonas & antiquas consuetudines in ipso Comitatu obtentas, ipsum regi, & teneri facere debemus, & sciendum quod prædicti Comites sunt, & esse debeant de nostro majori Consilio, Sacramento astricti quando per tempora Venetis erunt, & ad majorem hujus rei firmitatem, & evidentiam pleniorum, præsens Privilegium fieri iussimus, & per manum Corradi Cur. nostræ Cancell. roborari.

CCCCXI.

1261. *Traité & Alliance entre la Ville d'ANVERS & les Habitans de TURNHAUT, fait à Louvain, en l'an 1261.* [Placarts, Ordonnances, &c. des Ducs de Brabant. Tom. I. Liv. V. pag. 670. & AUBERT LE MIRE, Donationum Belgarum Lib. II. Cap. CXI. pag. 227.]

ANVERS
ET TURN-
HAUT.

UNIVERSIS tam præsentibus quam posteris ad quorum notitiam præsens Scriptum pervenerit Scabini, Jurati & Communitates Urbium de Antverpiæ & de TURNHOUT, Salutem, & eorum quæ subscripta sunt, sententiam sanè considerare, cum olim inter nos flustorum temeritate movente lites, odia, & discordiæ, non semel sed plures habite fuissent, nos quasi providi de futuris, considerantes, nullum nobis hinc inde honorem nec profectum posse generari, ne in posterum his similia tam facili sicut hæcenus queant accidere, ad omnem prehabitu rancorem spoliandum, & pacem diu instabilem, quæ tamen bonos singulos & maxime Compatriotas decet, perpetuiter reformandam, præcipue quoque propter honorem, & profectum Domini nostri, atque etiam totius terræ nostræ amplificandum & custodiendum, multiplici consilio quomodo id stabiliter fieri possit, utrimque requisito, sufficienti deliberatione pe-

raclâ, Tandem omnipotentis Dei inspirante gratiâ, in hoc consensus, quæ primò & principaliter ante omnia quicquid odii, vel dissensionis intra nos, hucusque habitum fuerit, quomodocumque eveniret, puro corde invicem remissimus, nunquam deinceps recordandum, quo factò omnes pariter, & singuli tanquam fratres unanimi voluntate conjuravimus, & Confederationem mutua pacis, atque amicitia fecimus inviolabiliter observandam, quæ si in posterum inter homines urbium nostrarum contigerit aliquam discordiam haberi, quæ ab sit, nos utrimque rei gestæ veritatem de plano investigabimus, & à cujuscumque urbis homine inventa fuerit is exordium accepisse, Scabini & Jurati illius loci hominem suum cujus culpa extiterit, talem habebunt quod ei in quem fuerit commissum, penes ordinationem, & consilium Scabinorum & Juratorum utriusque urbis condignam pro modo culpa faciat emendam. Cæterum promissum invicem ubicumque opus habuerimus, alter alteri ad jus suum conservandum fideliter assistere, contra unumquemque hominem, salvo semper jure Domini nostri ac verè hæredis terræ nostræ. Præterea si alicubi terminos terræ nostræ abbreviari perciperemus, vel jura Domini nostri occupari, vel in aliquo debilitari, quod Deus avertat, hoc Dominæ, vel Domino ipsius terræ, qui tunc esset quanto citius possemus, intimare deberemus, ut si talis animi foret quod ad hoc emendandum, atque ad debitum statim reformandum instare vellet, ad id sitendum ac sicut teneremur rebus & corporibus nos semper paratos & benevolos exhiberemus, fin autem omni tempore tamquam de propriis damnis dolentes hujus rei deberemus esse monitores & conquiretores, quousque modo debito fieret correctæ, quia igitur omnia præmissa juravimus unanimiter, & volumus observare sine fine, ne à nobis ipsis, vel à successoribus nostris, per negligentiam oblivioni tradantur, duobus Scriptis similibus ac commendari, & utriusque urbis nostre sigillis æqualiter fecimus roborari. Actum Lovanii Sabbati ante Purificationem B. Mariæ Virginis, Anno Domini millesimo, ducentesimo, sexagesimo primo.

Infra erat scriptum: Collationata cum originalibus Literis in Parchameno scriptis, & adhuc integris ex omni parte, nec ullâ literâ maculatâ, duobus appendentibus sigillis, ex viridi cerâ, quorum unum nimirum sigillum urbis Antuerpiensis, eadem planè formâ quâ in altera hujus papiri visitur pagina, ex viridi dependebat serico, alterum nimirum sigillum oppidi Turnhoutani ut in eadem hic visitur pagina ex rubro dependebat serico, ac reperiunt cum isdem originalibus Literis de verbo ad verbum, accordare, ac convenire. Actum Antverpiæ decima sexta Augusti, Anno X.Vc. octogesimo tertio me teste infra scripto Pontius Henterus, Notarius juratus & admittus. Inferius adhuc erat scriptum, Consimiles quoque Literæ, quas in alterâ hujus pagina, authenticavimus, factæ fuere; inter urbes Lovaniensem, Bruxellensem, Lirensem, cum Civitate Turnhoutanâ eadem de causâ ac superioribus similes, mutatis tamen mutandis uno eodemque tempore datæ, singulis Literis duobus appendentibus sigillis, nimirum urbis Lovaniensis in viridi cerâ, ex rubro serico, Turnhoutanum verò ex viridi, Bruxellensis in viridi cerâ ex viridi serico, Turnhoutanum rubro serico ac viridi cerâ, Lirensis verò ac Turnhoutani oppidi in alba utrumque cerâ ex rubro utrumque serico dependens, Litteræ verò erant integræ ex omni parte ac nullis maculatæ lituris, sigilla eadem, ac ejusdem formæ, ut hic conspiciuntur pictæ, ne infra scripto teste, actum ut supra Pontius Henterus Notarius juratus & admittus.

CCCCXII.

Declaration de FERRIS Duc de Lorraine, portant qu'il a rendu à GILON Evêque de Toul la Comté de Toul, laquelle il avoit achetée d'Oïdon, ou ODES. *Faite au mois de Novembre 1261. Avec le CERTIFICAT ou Déclaration du même Oïdon ou ODES, touchant cette vente. Au Mois de Janvier 1261.* [La Véritable Origine des très-Illustres Maisons d'Alsace, de Lorraine, d'Autriche, &c. Aux Preuves, pag. 127.]

261. JE FERRIS Dux de Loheraine & Marchis, faits
sçavoir à totz que j'ay acquitté & vendu à l'onorable
Pere & Seigneur GILON par la grace de Dieu
Evesque de Toul, l'on Comté de Toul que j'avoie
acheté à OUDON Comte de Toul, & tout ce avoit
de droit au devant dit Comte en foy & en hommages
qui y appendent, & en toutes autres choses appendants
audit Comte, pour douze mil & cinq cent livres de
Provençiens fors, avec six cens livres de fors, que li
d'avant dits Evesques avoit sur le Comte d'avant dit,
Etc. En tesmoignage de laquelle chose, je ly ay donné
ces Lettres seellées de mon seel, qui fient faites quant
li miliaires courroit par mil deux cent & soixante & un,
ou mois de Novembre.

Je ODES Sires de Fontenoy, dis Cuens de Toul,
faits sçavoir à tous que je li Marchié que li Noble
Ber Messires FERRIS Dux de Loheraine & Marchis,
ait fait à l'onorable Pere & Seigneur GILON par la
grace de Dieu Evesque de Toul, li com don Comte
de Toul, que li d'avant dits Dux avoit acheté à moy,
lequel li li ay vendu, pour deux mil & cinq cent li-
vres de Provençiens fors, avec les six cent livres
que j'avoie sus emprunté au devancier. Ledit Evesque
los & creut; & acquit ledit Comte & le vendeage ainsi
com il est. Et promet par mon serment que je jamais
vanray encontre. En tesmoignage de laquelle chose ces
Lettres sont seellées des seels les honorables Barons,
PULPES par la grace de Dieu Evesque de Metz,
FERRIS Dux de Loheraine & Marchis, & de mon
seel, lesquelles furent faites lan que li miliaires cou-
roit par MCCLXI. au mois de Janvri.

CCCCXIII.

Dec. Declaratio HENRICI Regis Anglie, Quod
virtute Transitus de Anno 1258. REX FRAN-
CORUM & Ipse conveniunt, ut valor terre
Agensii sibi singulis annis in pecunia, videlicet
tria milia, septingentie viginti Libras, octo So-
lidi, & sex Denarii Turonenses & quidam
Parisii apud Templum solvantur. Apud West-
monasterium die 12. Decembris 1261. [Pièce,
tirée du LV. Volume des Manuscrits de la
Bibliothèque Royale de Berlin.]

HENRICUS Dei gratia Rex Anglie, Dominus
Hybernie, & Dux Aquitania. Universis presen-
tes Litteras inspecturis, Salutem. Noveritis quod
cum per Pacem & compositionem inter carissimum
Dominum & Consanguineum nostrum, Ludovicum
Illustrum Regem Francie, & nos super habitam, Il-
lustris Dominus Rex teneatur nobis dare valorem
Terre Agensii in pecunia, singulis annis solvenda
certis terminis, sicut in forma Pacis ejusdem plenius
continetur. Tandem de assensu ipsius Domini Regis
& nostro, super valore prædictæ terre, mediante bo-
norum virorum consilio, convenimus in hanc sum-
mam, videlicet tria milia septingentas viginti Libras,
octo Solidos, & sex Denarios Turonenses, quam pec-
unia summam solvere teneatur idem Rex nobis vel
certo mandato nostro Parisiis apud Templum terminis
subnotatis, in prædicta forma expressis, videlicet me-
diatorem in quindena Ascensionis Domini, & medie-
ratem aliam in quindena omnium Sanctorum annua-
tim, quamdiu tamen fieri debebit, solutio prædicta,
secundum Conventiones in prædicta forma Pacis ex-
pressas, salvo aliis conditionibus & pactis que in for-
ma Pacis ejusdem plenius continentur.

In cujus rei testimonium presentes Litteras sigillo
nostro signavimus. Datum apud Westmonasterium
duodecimo die Decembris Anno Incarnationis Domi-
nicæ millesimo ducentesimo sexagesimo primo.

Es sont lesdites Lettres seellées en double queue de
parchemin pendant au reply d'un grand Seel du Sieur
Roy d'Angleterre sur cire blanche.

CCCCXIV.

262. Extrait du Traité de Paix entre CHARLES I.
Comte de Provence, & la Ville de MARSEILLE,
fait en 1262. [CESAR DE NOSTRADAMUS,

CEst affaire print si bon chemin, & furent les
tons de leur accord proportionnez par telle mesure
& harmonie, que les Marseillois recognoissans l'expo-
sition par eux temerairement faite, tant sur les droïts
& devoirs que Charles, comme Comte de Provence,
avoit & prenoit tant à Marseille qu'au lieu de Saint
Marcel, remettoient entre ses mains la Ville entiere
& ses droïts, qu'il tiendrait paisiblement, ainsi qu'il
l'avoit tenuë & possédée avant ceste seconde rebellion,
avec promesse solemnelle de la rendre & loyablement
restituer quand Charles y voudroit venir, ou envoyer
aucuns de ses Ambassadeurs, Barons, Gentilshommes
& Chevaliers.

Que Charles auroit pour ferme & agreable, moyen-
nant son bon plaisir, la paix & convention, qui peu
devant avoit été accordée & conclue avec Roolin
Drapier, leur Ambassadeur & député, l'an deux cens
cinquante-sept.

Que les fortifications par eux faites & dressées aux con-
fins & aux fossés seroient demoliées, destruites, abat-
tuës, explanées & razées entièrement: les pierres,
bois, poutres, aiz & marrins demeurants aux Syndics
& Recteurs de la Cité, pour les convertir à l'usage
commun, & aux constructions des aqueducs, arcades
& canaux de leurs fontaines.

Que les balistes, foudes, beliers, mantelets & autres
armes & machines de guerre seroient delivrées à Char-
les, ou à ses Officiers, en amendement & satisfaction
de leur rebellion & folie, & pour le bon repos, bien
& salut de leur Republique.

Que tous les meubles qui estoient dans le Chateau
de Saint Marcel, du temps qu'il fut envahi, pris, saisi
& faccagé par eux, seroient rendus & restitués entiere-
ment.

Que les dommages & pertes par eux données au Sei-
gneur Philippe Ancelme, & à ses freres, à R. Gantel-
my, & autres principaux de Marseille, exilés pour
avoir tenu le party, selon qu'ils disoient de Charles,
leur souverain Seigneur, consistans tant en biens meub-
les, que immeubles leur seroient semblablement ren-
dus & restitués fidelement.

Que toutes offenses & injures par eux faictes & com-
mises tant au Comte, que contre ses Officiers, sous
les vents de ceste rebellion, leur seroient remises &
pardonnées. Au moyen dequoy son Excellence leur
en seroit donner des amplex lettres & patentes de gra-
ce, en la meilleure & plus seure forme qu'elle pourroit
adviser.

Que suivant sa volonté, en usant de son accoustumée
& naturelle bonté, grace, faveur & magnificence,
Guigue Ancelme rentrerait dedans Marseille, où il
pourroit seurement demeurer, & par toutes ses Terres
& Seigneuries, sans crainte ny desbourier. Comme
semblablement seroient tous les fugitifs de la cité, qui
durant la precedente guerre en avoient esté absents pour
avoir suivy le party de Brito le feditieux: à fin de jouir
des mesmes libertez & assurances que les autres habi-
tans, en paix & tranquillité.

Que le mesme Guigue, & les autres Syndics,
pourroient recouvrer tous les immeubles de l'héritage
de Brito, & des autres Syndics destitués: aus-
quels & Guigue, & pareillement les autres fugitifs,
les Consuls & Recteurs de la ville, moyenneroient
jouissance paisible, à peine d'en respondre à leur
propre.

Et pour dernier article, que la Sainteté d'Urban
seroit tres-humblement suppliée d'avoir agreable, de
ratifier & confirmer tant ceste-cy, que la premiere &
precedente convention.

CCCCXV.

Transactio inter Episcopum, Spirensem BERTHOL- 1. Avil.
DUM, & Civitatem SPIRAM, super quinque
Articulis, primo Moretam scilicet Spirensem con-
cernente, secundo super Ponte faciendo ultra Fluvium
Lusse, tertio super Passagio apud Ketsch, quarto
super exactione que Ungeld appellatur, &
quinto super 7. personarum Juramentis. Apud
Heiligenstein Cal. Aprilis 1262. [LEHMAN-
NI Chronicon Spirense Libr. V. Cap. XCVII.
pag. 542. col. a.]

UNIVER-

ANNO

1262.

UNIVERSIS presentium inspectores & auditores Bertholdus Dei gratia Episcopus Babenbergensis, Otto de Eberstein, & Emicho de Lyningen Comes, totius boni plenitudinem cum salute. Ad universitatis vestre notitiam cupimus pervenire, quod cum inter venerabilem Dominum H. Episcopum & cives Spirenses super quinque articulis hic expressis, primo super moneta Spirensi, pro eo quod hactenus est neglecta, secundo super ponte faciendo ultra fluvium qui Lusse vocatur, tertio super passagio apud Ketsch, quarto super exactione, qua lingeb vulgariter appellatur, quinto super septem personarum juramentis, prout in felicis recordationis Beringeri Spirensis Episcopi nostri predecessoris Literis est expressum, discordia orta fuisset, nostro super his se arbitrio submiserunt, super quibus inter eundem Dominum Episcopum & Cives eosdem, nobis mediantibus, & eisdem contententibus, talis concordia intervenit: Quod idem Dominus Episcopus attendens eorundem Civium obsequia sibi per eos hactenus exhibita, & quod etiam exhibere poterunt in postum gratiora, promittit eisdem Civibus bona fide, quod super prædictis quinque articulis vel aliquo ipsorum nunquam movebit eisdem Civibus aliquam questionem, nec occasione articulorum eorundem in aliquo gravabit eosdem, obligans quolibet successorem suum, Capituli Spirensis accedente consensu, ad eadem fideliter observanda. In cujus rei testimonium & evidentiam pleniorum fieri fecimus præsentem Scriptum, & una cum nostrorum Dn. Episcopi Spirensis prædicti, Majoris, S. Germani, S. Guidonis & S. Trinitatis Ecclesiarum Spirensum sigillorum munimine roborari. Actum apud Heiligenstein. Anno Domini M. CCLXII. Cal. Aprilis.

CCCCXVI.

1262. *Lettre du Pape URBAIN IV. à RICHARD*
 1263. *elk Roi des Romains, touchant la dispute pour l'élection entre ledit RICHARD, & ALPHONSE, avec les raisons de part & d'autre. Ecrite le dernier d'Août (1).* [G. G. LEIBNITZ, dans le Prodomus du Codex Diplomaticus, pag. 12. SURITA, Indices rerum ab Aragonie Regibus gestarum, Lib. II. pag. 131.]

(a) Urbanus Episcopus Servus Servorum Dei R.
 (b) ordinis (c) de superioribus (d) de inferioribus (e) de superioribus (f) de inferioribus (g) de superioribus (h) de inferioribus (i) de superioribus (j) de inferioribus (k) de superioribus (l) de inferioribus (m) de superioribus (n) de inferioribus (o) de superioribus (p) de inferioribus (q) de superioribus (r) de inferioribus (s) de superioribus (t) de inferioribus (u) de superioribus (v) de inferioribus (w) de superioribus (x) de inferioribus (y) de superioribus (z) de inferioribus

(r) alterius (s) alterius (t) alterius (u) alterius (v) alterius (w) alterius (x) alterius (y) alterius (z) alterius

(2) **U**RBANUS IV. (a) &c. RICHARD in Romanorum Regem electo. Qui cælum terramque regit, is nimirum cæli novit ordinem, & in terra potest cælestis ponere originis (b) rationem. Is exempla de superioribus (c) ad inferiora derivans, sicut in firmamento cæli duo luminaria magna constituit, ut mundum vicibus suis illustrent (d) sic & in terris maxima dona sua, Sacerdotium videlicet & Imperium, ad plenum spirituum mundanorumque regimen, ad firmamentum Ecclesiæ militantis instituit, utriusque potestatis ita discretis officia, ut eorum officiosa diveritas nulla sibi advertere dissentiat; sed in communi executione regiminis ex officio debito in voti unitate concordet, & ipsorum procul dubio profutura concordia alterius (e) fulta prædictis, ac utriusque mutuis fœta favoribus, opus iustitiæ liberius operetur, pacem mundo pariens, tranquillitatem inducens & nutriendam. Imperium siquidem ad salutem sacerdotum auctoritate dirigitur, & ipsius adiuturum suffragis, sedatis procellis interitum imminuentium tempestatum turbibus, tranquillum redditur & quietum. Sacerdotium verò plium & tutum debet habere refugium, Imperialem mansuetudinem, cum sua veneratione conjunctam, ut Imperii Romani fastigium, & ejus culmini præsidens, specialis Advocatus & defensoris præcipui, circa Ecclesiam gerat officium, & in ipsius fortitudine brachii defensionis Ecclesiæ libertates, & jura manentur ipsarum, extirpentur hæreses, cultus Christianæ fidei amplietur,

(1) L'Année n'est pas marquée. Leibnitz, d'où nous avons tiré cette pièce la met entre les années 1259. & 1268. & c'est effectivement le temps auquel elle doit avoir été écrite, puisque Richard abandonna l'Empire en 1268. & mourut en 1271.
 (2) C'est la pièce la plus ancienne où il soit parlé du nombre des Electeurs.

(3) Les deux Exemplaires qu'on a de cette pièce sont assez différens l'un de l'autre. On a en outre qu'il n'étoit pas nécessaire de les donner tous deux. Les directes leçons qu'on y voit en marge sont tirées de Surita. La Date de l'année manque à tous les deux; mais tout le monde convient qu'Urban IV. fut élu en 1261. & Onophrys Panormus en fixe le jour, dans ses Notes sur Platine, au IV. des Kalés de Septembre. Il ne dit rien de la mort; mais le même Platine la date Pontificatus sui, anno tertio mense uno, die quarto; c'est-à-dire le 2. d'Octobre 1264; en quoi il a été suivi par le Pape, Leibnitz, & Ritschlin. [DUM.]

& inimicis contentamentis ejusdem, in pacis pulchritudine sedaret populus Christianus & in requie opulenta quiescat.

§. 2. Verum humani generis inimicus, pacis impatiens, amator litium, discordiæ seminator, utriusque profectibus invidens, claræ memoriæ Willelmo Romanorum Rege rebus humanis exempto (f), inter Te & charissimum in Christo filium nostrum Regem electum circa obtinendam ejusdem Imperii dignitatem contentionis materiam fuscitavit, ut vobis circa hoc (g) contententibus careret Imperialis regiminis commodis orbis terræ, & tanti brachii, tam utilis, tam necessarij, tam chari carentiam ex ipsius Imperii (h) vacatione diutina molestam admodum & nocivam, damnosa experientia, Ecclesiæ prædictæ sentiret. Sentit utique (i), sentit Mater Ecclesiæ tam populi sibi commissi, quam suam gravem de hujus (k) contentione jacturam, crevit namque perverforum audacia, & ipsorum abundante malitia, dum eodem (l) vacante Imperio ipsi Ecclesiæ defensionis debita (m) suffragia subtrahuntur, liberius peccatis insilunt, hæreses pullulant, scandala fuscitantur, multiplicantur cædes & strages, injuriæ invalescunt, in persecutionum turbibus Petri navicula fluctuat; & interdum qui fideliū ipsius censeri nomine gloriantur, in arcum perversum, fideli debitu non verlando (n), converti eam (o) in suis juribus injuriose impetunt & molestant, illam nunc denegando pro libito, nunc illicitè occupando. Propter quod eadem Ecclesiæ non immerito hujusmodi vacationem deplorat Imperii, & de animarum periculis, quæ peccandi libertas ingerit, ex intimis longis trahens fursis ingemiscit. Ex eo insuper quam durè, quam graviter materia ejus viscera quantantur, quod ipsa tam charos filios, tam inclytos principes in suo sententiâ utero collidentes, pruden- ter advertit tuam & prædicti Regis potentiam, in Christo (p) blasphemos, & inimicos nominis Christiani potentes & magnificè more solito exercendam, in proprium & grande domesticarum (q) fidei detrimentum talibus contentionibus implicari. Hæc ergo (r) & alia incommoda dissensionis hujusmodi eadem Ecclesiæ materno pensans affectu, in suis auxiliis fidei dexteram non subtrahit, sed vigilanti attentione sollicita vigilanter intendit multaque sollicitudine pervigil laboravit, ut discriminibus tantis occurreret, regere ac ipsum Regem à discordiarum dispendijs præservaret.

§. 3. Et licet inter vos judicii partis assumere non sine causa distulerit; præterit cum tam tui quam ipsius Regis Nuntii in recordationis felicis Alexandri Papæ predecessoris nostri, nostra, & fratrum nostrorum præsentia constituti, super prædictis judicariarum Apostolicæ Sedis examen expresse usque ad hæc tempora declinarint; dilectionem (s) tamen hujusmodi illa etiam utilitatis utriusque partis consideratio, & paternæ pietatis cautela pro vobis consilium capiens persuasit, ut vestris animis ad hoc habilitatis, interim ad reformanda inter vos amicitie fœdera congruentia tempora captarentur, & (t) remedia promptiora parerent, per quæ discordiæ occasione subblata vos glutinum solidæ charitatis uniret; ac in vestre soliditate concordia, quam tractatus, qui super hoc inter vos dicebantur haberi, promittere videbantur (u), sub sui Principis ductu pacifico daretur eidem sabbatismus Imperio; & sedatis scandalis, ipsius subditis quietis optata jucunditas proveniret, pellis exterminaretur hæretica, animarum pericula vitarentur, Ecclesiæ Cæsareo munita præsidio, & ab hostibus (w) erepta de persecutorum incurfibus respiraret: ac eorum, qui sub simulatæ fidelitatis audacia nocent fidentius, temeraria nocendi confidentia refrænata, suorum juriū integritate gauderet. Hæc quidem hactenus expectavimus anxii: hæc desideravimus anxie expectatione diutius: in his prædecessoris, nostra, & fratrum nostrorum (x) sollicitudo non defuit, secundum Apostolicæ circumspectionis judicium de contententibus nil omittens.

§. 4. Et quamquam, ut votis nostris satisficeret in hac parte, hucusque non fuerit ex alto concessum; tamen ad id semper nostra suspiravit intentio, ad id plenè desideris anxiamur, non proponentes à ceptis desistere; qui circa negotium hujusmodi sub spe illius, qui facit magna, & inestimabilia, qui facit concordiam in subditibus, proferri pacis semitas intendamus (y), quidquid per Nuntios & Procuratores partium coram nobis novissimè his diebus propositum petimus (z) fuerit & peti- tumque respondimus. Et quidem venerabilis frater noster Laurentius Episcopus, & dilectus filius (a) Willelmus Archidiaconus Roffensis, ac Robertsus de Baro Procuratores & Nuntii tui te plenarij potestatem habentes, ut in nostro Consistorio tua proponerent negotia; & peten-

ANNO

1262.

1263.

OU

1264.

(f) erigere

(g) hæc

(h) Imperii

(i) itaque

(k) hujus

(l) eodem

(m) debita

(n) verlando

(o) tam

(p) Christi

(q) domes-

(r) tam

(s) dilato-

(t) ut

(u) vide-

(v) bantur

(w) hostili-

(x) ipsorum

(y) inter-

(z) peti-

(a) dilecti

rent cum solemnitate, qua conveniret, vocationem tuam solemniter ad eorum; ac univerſa & ſingula circa hæc gerent, agerent (a) fideliter, ac procurarent, quæ per veſtros Nuntios ac Procuratores ad hoc ſpecialiter deputatos legitime poſſent agi, peti, & etiam procurari, eorum nobis, & eiſdem fratribus proponere curaverunt quaſdam conſuetudines circa electionem noſtri Regis Romanorum in Imperatorem poſtea promovendi, apud Principes vocem in hujusmodi electione habentes, qui ſunt ſeptem numero, pro jure ſervari; & fuiſſe hæcenus obſervatas à tempore, cujus memoria non exiſtit: ſecundum quas infra annum & diem, poſtquam vacat Imperium, talis decet electio celebrari, quacunque parte ipſorum anni, & diei, quam ad hoc iidem Principes duxerint deputandam: & Archiepiſcopum Maguntinum, & Comitum Palatinum Rheni, vel ipſorum alterum, altero nequeunte, vel forſitan non volente, pertinet ad electionem ipſam celebrandam, diem præſcribere, ac cæteros Electores Principes convocare. Quibus omnibus, vel ſaltem duobus ex ipſis diæ præfixa convenientiſſimè apud oppidum de Franckford, intus vel extra ipſum oppidum, in terra qua dicitur Franckferde, (b) (loca quælibet ad hoc deputata ſpecialiter ab antiquo) ad electionem ipſam procedi poteſt, & debet ſecundum morem ipſius Imperii approbatum; & electione taliter celebrata, electus ſi electioni conſenſerit, ante Aquigranum (c) per dies aliquos facta mora, infra annum & diem poſt celebrationem (d) eandem quando electus voluerit, pro Colonienſem Archiepiſcopum, ad quem id ex officio ſuo ſpectat, inungitur, conſecratur, & etiam coronatur: quo facto cuique (e) via præcluditur contra electionem, vel electionem, jam Regem Romanorum effectum, dicendi aliquid, vel etiam opponendi: ſed idem electus prædicto modo inunctus, conſecratur, & coronatur pro Rege habetur, & ei tamquam Regi debent à ſubditis (f) jura menta præſtari, aſſignari Civitates, Oppida, Caſtra, & ſpecialiter Caſtrum de Treveles (g), ac aliqua jura Imperii infra annum & diem à tempore coronationis ejusdem: ita quod ſi diæ de Vaſallis Imperii ei (h) homagia non præſtiterint conſueſta, & non reddiderint Civitates, Caſtra & alia ſupradicta; illis, quæ ab Imperio tenent eodem, ſint eo ipſo (i) privandi.

§. 6. Et, ſi votis Principum, ad quos ſpectat eligere, ad eligendum convenientiſſimè; diſiſis plures, dum in diſcordia eligantur, vel alter electorum pro potentiam obinebit, vel (k) ad prædictum Comitum Palatinum tamquam ad hujusmodi diſcordia judicem eſt recuſus habendus; ſi forſitan ſuper electione vel coronatione hujusmodi ſuborta diſcordia, per appellationem vel querelam prædictorum Principum ad examen Sedi Apoſtolice, quo caſu ipſus eſt in tali cauſa cognitio, deferatur. Intelligitur autem eſt electus eſſe concorditer, in quem vota omnium Electorum Principum, vel ſaltem duorum tantummodo in electione præſentium diſtinguntur. In diſcordia verò eſt etiam reputatur electus, de quo in loco non ſolito electio celebratur, & in termino de communi conſenſu dictorum Principum non ſtatuto; quem ſi forſitan prædicti Principes infra annum & diem à tempore (l) vacantis Imperii concorditer ſtatuant, licet non expriment (m), quod ipſum preperitiorum eſſe velint (n), terminus tamen ab eis præfixus taliter preperitiorum reputatur. Porro iidem Procuratores iſis & aliis quibusdam præſtatibus conſuetudinibus adjeceſcent, quod vacante Romano Imperio, diæ per omnes prædictos Principes pro celebranda Regis Romani in Imperatorem poſtea promovendi electione ſtatuto in octavis Epiphaniæ anno Domini M. CC. LVI. apud memoratum oppidum de Franckford quinque tantum de dictis Principibus tum per ſe, tum per alios, videlicet bonæ memorie (o) Colonienſis Archiepiſcopus pro ſe & bonæ memorie Magnus Archiepiſcopus ea vice in hoc commiſſerit vires ſuas, & dilectus filius nobilis vir Comes Palatinus apud Franckferd (p) bonæ memorie vero Trevereniſis Archiepiſcopus & dilectus filius nobilis vir Dux Saxoniæ infra dictum oppidum conveniunt. Cumque iidem Trevereniſis Archiepiſcopus & Dux Saxoniæ præſtatos Archiepiſcopum Colonienſem & Comitum nec ipſum oppidum intrare permittent, nec ad eos exire velint, ſuper hoc ſæpius requiſiti; dicti Archiepiſcopus Colonienſis & Comes, attendentes ex ipſiſ temporis periculum imminere, ſi forſitan non fuerit electio illa diæ, quæ ad hoc fuerat preperitior conſtituta; præſertim cum de anno & diæ poſt vacationem Imperii quindecim dies ſolummodo fuereſſent, infra quos nullo modo poteſſent propter locorum diſtantiam, & alias facili circumſtantias præſati Principes iterum convenire, cum Præſatis, Ducibus & aliis ibidem præſentibus, deliberatione

præſtata de ipſorum communi conſilio & aſſenſu ad electionem procedere decreverunt: & tandem præſatus Colonienſis pro ſe, ac dictis Maguntino cujus vires gerebat, & Comitè præſente ac conſentiente; divino (p) nomine invocato, te in Regem Romanorum elegit, & mox electionem hujusmodi Maguntinæ & aliorum altantium copioſa multitudinè præſtavit.

§. 6. Cui electioni per chariſſimum in Chriſto Filium noſtrum Regem Bohemiæ Illuſtrum poſt paucos dies conſenſu præſtito, demum tu ad electionem electorum & aliorum Imperii optimatum (q), qui propter hoc ad te in Angliam acceſſerunt, inſtantiam & requiſitionem inſtantem, eodem electioni poſt diligentem ſuper hoc tractatum habuim conſenſiſti; ac perſonaliter Alemanniæ Regnum ingreſſus, & moram apud Aquisgranum (r), quantum decuit faciēſ, nec invenienſes reſiſtentes; poſtmodum fuiſti per ſepe dictum Colonienſem Archiepiſcopum, ad cujus id ſpectabat officium, conſecratus, inunctus, coronatus, ac inthronizatus regio more in ſedem magnificè (s) Caroli, nullo ſe in ſibi coronationi tue reſiſtente (t) aut verbaliter opponente. Recepti quoque honoria Magnatum Regni ejusdem, ac ſidelitatis etiam juramenta: obtinuiſti ornamenta, & inſignia Imperialia, quibus Rex Romanorum ſolet orari, dum Romæ inungitur, conſecratur per manus ſummæ Pontificis, & ſacrum Imperii ſuſcipit diademam; & ſine quibus aliquis ad inunctionem, conſecrationem, & coronationem hujusmodi nec ſolet, nec debet admitti: reddita inſuper tibi fuerunt quædam oppida, caſtra, villæ, ac jura Imperii tamquam Regi: tuque ipſius Regni poſſeſſionem adeptus, ipſam tenes, & per ſex annos & amplius tenuiſti.

§. 7. Ex his autem Procuratores tui arguere nitebantur (u), cum memorati Trevereniſis Archiepiſcopus & Dux Saxoniæ, reſcuſando dicto diæ procedere; reliqui verò, non veniendo ad terminum concorditer assignatum, ſe alienos ab electione reddiderint ea vice; in ab omnibus Principibus vel ſaltem ab iſis in quos totaliter jus eligendi reciderat, cenſeri debes electus: & pro certo ac indubitato ponentes jus in Regno & Imperio ſupra dictis tibi electo prædictis conſuetudinibus obſervatis ubi & à quibus id fieri debuit, & nulli alii acquiſitum; ac regimen (x) nomen & Imperii diademam indubitate deberi, ſuplicaverunt inſtanter, & humiliter petierunt tibi & hujusmodi nomen aſcribi. Maxime cum antedictis prædeceſſor (y), id tibi de fratribus ſuorum conſilio aſcripſiſſet, te in eiſdem Regno & Imperio quibilibet aliis præſerendo, ſicut per ipſius Litteras oſtendere nitebantur: teque per nos inungendum, conſecrandum, & coronandum in Romanum (z) Imperatorem, advocatum, ac defenſorem Eccleſiæ, ad ipſum diademam de noſtris ſuſcipiendum manibus ſine diſpendio ulterioſis (a) more vocari, & Apoſtolicum tibi favorem impendi: præſertim cum non tantum major pars Principum prædictorum, imò omnes, excepto nobili viro Marchione Brandeburgentiſi, qui etiam paratus eſt tibi obedire, ut iidem Nuntii proponebant; electioni de te factæ conſentiant, & tibi tam ipſi, quam alii magnates Alemanniæ generaliter tamquam ſuo Regi obediant & intendunt: petitionem ſuam illa indubitate, ſicut aſſerunt, in Imperio & jure munita conſuetudine fulcientes, qua dicunt (b) electio in Regem Romanorum, ſecundum ſolium morem Imperii ubi & à quibus debet, & poſtmodum per ſupra dictum Colonienſem Archiepiſcopum inuncto, conſecrato & coronato eo ipſo regnum nomen acquirit; & ſi electæ perſonæ impedimenta non obſtint, vocandum ſine ſiſtatione aliqua per ſummum Pontificem ad eorum; ad id non ſolum morem Imperii approbatum, ſed etiam quondam (c) ſelicis recordationis Innocentiæ Papæ III. prædeceſſoris noſtri decretalem Epiſtolam allegantes ac dicentes, per contradictionem memorati Regis Caſtellæ (d), vel electionem qua de ipſo facta dicitur, petitionem (e) non debere aliquatenus impediri; ſecundum prædictas conſuetudines (f) ſit ei jam cuſiſſet contradictionis via præcluſa, & electio ipſa nulla fuerit ipſo jure, utpote poſt annum & diem contra eandem Imperii conſuetudines & termino ad hoc ſtatuto de communi conſenſu prædictorum conſenſu tranſacto, & poſt electionem tum legitimam non caſſatam, à ſolo nominato Trevereniſi (qui propter nova pedagia, quæ in terra ſua impoſuit, erat tunc excommunicatione ligatus) nulla omnino forma ſervata, in Camera ejusdem Trevereniſis Archiepiſcopi contemptis aliis Principibus, clandestinè attentata (g) cum nullam ab eiſdem Principibus ſuper hoc poteſtatem haberet; quam ſi etiam ab aliquibus habuiſſet, ſicut quædam pro (h) alia (i) pro tera exhibita Littera inanebant, formam tamen ipſius, pante

qua ſecundum tenorem Litterarum ipſarum ad certam

ANNO

1262.

1263.

OU

1264.

(p) i. d.

(q) optimatum.

(r) Aquisgranum.

(s) Magi.

(t) id.

(u) vide.

(v) id.

(w) prædeceſſor noſter.

(x) Romanum.

(y) ultimus.

(z) dicta.

(a) dicta.

(b) dicta.

(c) dicta.

(d) dicta.

(e) dicta.

(f) dicta.

(g) dicta.

(h) dicta.

(i) dicta.

(j) dicta.

(k) dicta.

(l) dicta.

(m) dicta.

(n) dicta.

(o) dicta.

(p) dicta.

(q) dicta.

(r) dicta.

(s) dicta.

(t) dicta.

(u) dicta.

(v) dicta.

(w) dicta.

(x) dicta.

(y) dicta.

(z) dicta.

(a) dicta.

(b) dicta.

(c) dicta.

(d) dicta.

(e) dicta.

(f) dicta.

(g) dicta.

(h) dicta.

(i) dicta.

(j) dicta.

(k) dicta.

(l) dicta.

(m) dicta.

(n) dicta.

(o) dicta.

(p) dicta.

ANNO diem se tantummodo extendebant, non eligendo ipsa die, minime observavit.

1262. §. 8. Ex parte vero supra dicti Regis Castellæ per venerabiles fratres nostros Garthum Silvensem, & fratrem Dominicum Abulensem Episcopos, & dilectum filium Magistrum Joannem Capellanum nostrum Archidiaconum Compustellanum, ipsius Procuratores, actores, & negotiorum gestores, generales & speciales omnes in solidum; ita quod occupantis non sit melior conditio; mandatum habentibus ab ipso, ad petendum pro eo & suo nomine à nobis & prædictis fratribus nostris coronam Imperii, & ad agendum, respondendum, defendendum ipsam, & ad agendum, respondendum, defendendum & tractandum jura sua & Imperii, & quicquid hominibus ejus expedire viderent, sive in ordinario, sive in extraordinario judicio ageretur; fuit & contra propositum, quod prædictus dies octavarum Epiphaniæ non ad eligendum, sed ad tractandum super electione faciendum, & ad assignandum diem ad celebrandum electionem eandem, non per omnes, sed quosdam ex ipsis Principibus extitit assignatus. Qua die præfati Treverensis Archiepiscopus & Dux Saxonie pro se, ac dilecto filio nobili viro Marchione Brandeburgensi, qui eidem Treverensi Archiepiscopo vices suas commiserat, nec non & Procuratores memorati Regis Bohemie ad prædictum oppidum tamquam viri pacifici accesserunt. Supra dicti verò Colonienfis Archiepiscopus & Comes cum ingenti armorum multitudine ad loca circumvicina ipsius oppidi advenientes, requisiti per Treverensem Archiepiscopum, Ducem, & Procuratorem prædictos, qui eorum impressionem verisimiliter formidabant, ut idem oppidum intrarent cum societate decenti; de assignando die ad electionem celebrandam, prout terminus exiebat, si ad hoc essent habiles, unâ cum ipsis pacificè tractaturi: non solum id facere contempserunt, verum etiam proprii persecutores, & arbitri præsumserunt te in Regem Alemannie non sine multo contemptu aliorum Principum, nominare.

(a) futuri
(b) per se ac dilectum suum nobiliem virum Marchionem Brandeburgensem.

(c) perfectiores.

(d) cum dictis.

(e) in deff.

(f) Potestatem, præsumebat detrahere.

(g) notorias.

(h) de futuro.

(i) memoratis.

(k) à prædictis.

(l) alioquin.

(m) invocato in.

(n) ideoque.

(o) statuenda.

de ipsis Principibus excommunicatis ipsa die Octavarum factam, nullam penitus extitisse.

ANNO 1262.

1263.

OU 1264.

(p) celebranda.

(q) omnes.

(r) allegabant.

(s) tunc restantibus.

(t) temporis.

(u) coronationem deff.

(v) alius deff.

(w) & A.

(x) nonobstantibus.

(y) consuetum favorem & debitum in huiusmodi negotio præstare exhiberi, apertum ex pte. mentis fore, scilicet non debuit, hunc esse favorem in talibus consuetudinibus, eligunt pro deff.

(z) habes.

(a) habes.

(b) priore.

(c) priore.

(d) priore.

(e) priore.

(f) priore.

(g) priore.

(h) priore.

(i) priore.

(j) priore.

(k) priore.

(l) priore.

(m) priore.

(n) priore.

(o) priore.

(p) priore.

(q) priore.

(r) priore.

ANNO 1262. Quis appareret, qui te super pramissis velit impetere, aut aliquid quocunque modo proponere, per (a) quod tibi possit aliquod prejudicium generari: salvis semper in omnibus & per omnia jurisdictione, potestate, officio, auctoritate, dignitate, honore, ac libertate sacri Romani Imperii, ejusque Principum, ad quos specialiter spectat Romani Regis electio, & quibus prajudicare non intendebant, vel alias quomodolibet derogare; petitionem suo pramissam nomine nihilominus repetentes. Ecce, fili charissime, dum ad petitionem iustitia ab una parte proceditur, nec ab altera iudicio ceditur, sed ipsius (b) Regis concordiam, & concordem supra dicti ordinationem Imperii, desiderataque (c) quietis nobis serenitas arderet, in iudiciorum inquietos anfractus ingerimur, & expetita (d) iustitia instantia in ipsum nos fluctus impellit. Ecce pacem expectavimus, & non venit: quavis bona, & turbatio strepitus iudicialis offertur. Profecto non id desiderabat Ecclesiam Imperiali auxilio relevanda necessitas: non id exigebant laceræ partes Imperii occupatricibus (e) exposte manibus direptorum: non id requirebat Christianitatis his temporibus miserranda conditio, quam intrinseca plasmam (f) -- Tartarica feritatis affligunt. Quibus potius debebatur, ut per tractatus pacificos Casarej culminis acceleranda provio in unitate capitis iuribus (g) redintegratis Imperii contra tot discrimina provideret.

§. 13. Nos itaque pacis cogitationes (h) sollicitè cogitantes, ac de illius sperantes omnipotentia & immensa virtute, sub quo curvantur, qui portant orbem; qui ventis imperat, & ad ejus nutum stat spiritus procellaram; pacis tractatus providimus insillendum. Et ideo hinc inde propositis à nobis & predictis fratribus nostris in discussione exactæ deliberationis inductis de ipsorum consilio, tam ad magnificentiam sue presentiam, quam ad ipsum Regem Castellæ Nuntios deliberavimus destinandos, qui vos ad pacem invitent: ad quod dictum filium Magistrum Guillelmum Capellanum nostrum Archidiaconum in Ecclesia Parisiensis, virum utique providum, consilii maturitate consensum, à (i) nobis ac eisdem fratribus plurimam meritò suæ probitatis acceptum, de cuius industria & fidelitate nos & ipsi frater plenè confidimus (&), ad tuam magnificentiam specialiter deff namus. Et nihilominus cum firmis omnibus in iustitiæ debitoribus, nec debeamus eam personis denegare sublimibus, qui super ipsa, etiam ad humilibus requisiti, nostri partes officii non negamus; te ac eundem Regem Castellæ citandos decrevimus, & de sepe dictorum (l) statum consilio peremptoriè presentium tenore clamus, ut secunda die Maji primo venturi, Apostolice conspectui per Procuratores idoneos te presentes, qui tua consensientie consilii legitimum & plenum à te mandatum habeant ad pacis tractatum, si Dominus dederit, inendum; & ad procedendum in ipso negotio prout honori Ecclesiæ, ac pensata talis & tanti conditione negotii sine offensa iustitiæ videbimus expedire. Datum apud Urbem veterem, 2. Kal. Septembris (m).

CCCCXVII.

1262. Testament d'AGNE's Dame de Foucigny, Comtesse de Savoie, fait le 17. Octobre, 1262. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoie. Preuves. pag. 78.]

In nomine sanctæ & individuae Trinitatis, Patris, & Filii, & Spiritus Sancti, Amen.

ANNO ab Incarnatione Domini M.CC.LXII.XVI. Kal. Novembris. Ego AGNES, Domina Fucigniaci, sua mente, licet ægra corpore, propter casus fortuitos, qui nullo possunt hominum iudicio prævideri, quibusque subiacet fragilitas humanæ conditionis, de rebus meis dispono in hunc modum. In primis, quia heredis institutio totius testamenti caput est, & fundamentum, Illustrum Virum Dominum, & Maritum meum Petrum de Sabaudia, michi Hæredem instituo in Bessè, sive in duabus partibus hereditatis mee distribute in assem, & omnium bonorum mobilium, & immobilium, corporalium, sive incorporealiu, contentorum in dictis duabus partibus; Volens quod predictus Dominus, & Hæres meus, duas partes hereditatis mee, resque contentas in eis, habeat, teneat, & possident in perpetuum, & expectet, & sicut rei propria moderator, & arbiter, ad hæredes suos ex testamento, vel ab intestato transmittat, vel cujusunque alienationis titulo, in aliam personam transferre possit. In residuo vero

ro Triente, seu tertia parte hereditatis mee, instituo michi Hæredem carissimam Filiam meam Beatricem Uxorem Illustris Viri G. Deslini Vienensis, & Albani Comitis. Volo tamen, & specialiter mando, ut universa debita ex quacunque causa, vel obligatione descendencia, in quibus Ego quibuscunque personis teneor, sive nomine meo proprio; sive nomine bonæ memoriæ Aymonis Domini, quondam Fucigniaci Patris mei, cuius hereditas in solidum ad me tanquam ad hæredem legitimam, noscitur pervenisse. Idem Dominus P. & eadem Filia mea B. pro portionibus hereditariis redant, & solvant. Hoc testamentum meum laudo, approbo, & confirmo, & sine temporis præfinitione valere volo, & ad abundantem cautelam, quæ non solet vitare contractus, nec testatoris officere voluntati: Signilli mei appositione communio. Promittens bona fide, & tactis sacrosanctis Evangelis, Juran te non confecturam in posterum aliud testamentum, seu aliam supremam dispositionem, quæ huic testamento in totum, vel in partem advesceret, nisi contingeret prædictum Dominum P. me vivente sine superfluitate, ab hac vita migrare, quod tamen abhominor, & detestor. Codicillos tamen à me processu temporis conficiendos, in quibus, pro salute animæ meæ, legata ad pias causas, vel pro clamoribus meis sedandis, mandari fieri jubebo, ex certa scientia: Verùm si propter improvidam, aut minus plenam scientiam, aut juris ignoranciam, in confectioe hujus ultimæ voluntatis de juris solemnitate aliquid sit obmissum, volo illud secundum simplicitatem Canonicam, valere jure Codicillorum, seu jure cujuslibet alterius ultimæ voluntatis; petens à dulcissima Filia mea B. quæ in succedendo michi ab intestato, causam primam obtinet, seu etiam potiorē, ut quamprimum hereditatem meam adierit, præcedente jussu Patris sui, cuius subiecta est potestati, eam hereditatem, cum omnibus rebus contentis in ea, eidem Patri suo sicut superius scriptum est sine dilatione ex causa fidei commissi, restituat, legitimam tamen portionē sibi integrè reservata. Quia verò firmiter in propostis gero, hoc testamentum meum irrefragabiliter observare, & nullo modo nulla ex causa contra venire ex certa scientia. Hoc signum Crucis & propria manu appono, adjiciens, quod si, quod abbi, mutato proposito in posterum aliud conderem Testamentum, seu aliam ultimam voluntatem, ipso facto sit cassa, & nullius momenti, nisi de hoc signo Crucis, quod præposui, specialem fecero mentionem, & nisi omnia, & singula verba à principio clausule, Quia verò, usque in finem ejusdem clausule, in eadem ultima voluntate, seriatim de verbo ad verbum fuerint inserta. Præcipio autem omnibus fidelibus meis, ut me sublatā de medio prædicto Domino P. recipienti pro se, & dicta Filia communi herede sua, quatenus tamen facta divisione, unumquemque pro hereditaria portioe supra dicta, obediant sicut Domino, & intendunt, faciantque homagium, solvant debita, usagia, & fidelitatis præsentem etiam juramenta. Ad hæc septem Testes, quorum nomina inferius exprimentur, jam dudum puberes liberæ conditionis à me specialiter rogati, non fortuitu transientes uno eodemque contextu, nullo actu alieno interveniente compositioni hujus testamenti, Præsentes interfuerunt, sicut ex eorum subscriptionibus coram simul, nec diversis temporibus factis ex eorum sigillis apparet.

Nos siquidem Henricus Dei gratia Gebennens. Episcopus, Humbertus Abbas Bonimontis Cisterciensis Ordinis, Guillelmus Filiaci Abbas, Ordinis Sancti Augustini, Humbertus Officialis Gebenn. Aymo Decanus Anneffiaci, Girardus de Sancto Jorio Decanus Salanchiæ, Petrus Decanus de Anamassia confectioe seu ordinationi hujus ultimæ voluntatis, testes rogati interfuimus, subscripsimus, & sigilla nostra apposuimus, in testimonium omnium prædictorum. Actum apud Versoyan anno, & die supra dictis.

CCCCXVIII.

Testament de BEATRIX de Savoie, Comtesse de Provence, fait au mois de Mars, 1263. [S. 7. Mars. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoie. Preuves. pag. 64.]

In nomine Patris, Sanctæ & individuae Trinitatis, & Filii, & Spiritus Sancti, Amen.

ANNO Domini M. CC. LXIII. nonis Martii. Ego BEATRIX, Relicta inclitæ recordationis Domini Reymundi Berengarii, Comitis Provinciae, Et 2 lice:

ANNO 1262.

ANNO licet infirma corpore, tamen sana mente, & in bona
1263. dispositione constituta, de rebus mobilibus meis, &
immo bilibus dispono, & ordino in hunc modum, &
meam facio voluntatem ultimam. In Primis commen-
do animam meam Jesu Christo; cique relinquo omnia
bona mea mobilia distribuenda ad honorem ipsius, sicut
inferius declarabo. Sepulchrum meum eligo in Ecclesia
Hospitali Sancti Joannis Hierosolimitani, quam ego
edificavi, meis sumptibus, apud Scalas, & totam
Terram meam, & omnia bona mea immobilia quae
habeo, & possideo, & quasi ex collocatione bonae me-
moriae Matris meae, & Electorum Fratrum meorum in
quibuscumque existant, castris, villis, juribus, excep-
to castro de Scalis, cum appenditiis suis, quod jam
dedi donatione inter vivos, pro anima mea, Hospitali
Hierosolimitano, quod ego construxi; do, lego carissi-
mis Filiabus meis *Margareta Francorum, & Eleonora
Angliae Reginae Illustribus*, ut praedicta omnia habeant,
teneant, & possideant, pro suo libito voluntatis, toto
tempore vitae suae, altera autem cedente, vel deceden-
te, vel in praedictis bonis, portionem habere volente,
Altera totum habeat in vita sua, ut superius est expres-
sum. Quandocumque verò dicta bona, vel alio modo
dictae Reginae dividerint, vel forte in vita tenere nolue-
rint, volo, & praecipio quod omnia praedicta ad *Thoma-
mam Amedeum, & Ludovicum Filios quondam Domini
Thome Fratri mei*, liberè revertantur, quos in praedi-
ctis hereditatibus instituo, ita quod quicumque aliquis
eorum decesserit, portio decedentis ad superstitem re-
vertatur; *Alionora Filia praedicti Comitis Thome*, lego
quingentas libras Turonenses, pro emendis vestibus, &
aliis necessariis, quando maritabitur. Item Filiae Ro-
dolphus Gebennensis, bis centum, & quingenta li-
bras. Item Filiae Contilfonae de Medullione, bis cen-
tum quingenta libras Turonenses. Item filiae Domini
de Camera, centum quingenta libras Turonenses.
Item Beringariae Filiae Domini Benedicti de Castellione,
centum quingenta libras Turonenses. Item lego mille li-
bras Turonenses distribuendas, per manus Executorum
meorum, in pias causas, de quibus volo quod tercun-
tum librae dentur in proventibus domibus Religiosis, ubi
melius viderint expediendum, residuum usque septin-
genta relinquo ad emendandum, & pacificandum cla-
mores meos. Residuum si quod fuerit expendatur in
pias causas, ubi melius Executores mei videbunt expe-
dire: Item lego *Beatrici Andagaviae Comitissae*, cen-
tum marchas argenti, & in eis ipsam mihi heredem insti-
tuo. Item *Domino Cantuariensi Archiepiscopo Fratri
meo*, centum marchas. Item *Domino Lugduni Electo
Fratri meo*, centum marchas. Item *Domino Petro Comi-
tis Sabaudiae Fratri meo*, centum marchas argenti.
Item lego tria millia librarum Turonensium, pro con-
struendo quodam Hospitali apud Scalas, quod vocabit-
ur Domus Dei, & ad emendum possessiones ad opus
dicti Hospitalis, de quarum possessionum fructibus, &
proventibus, volo quod fiat generalis dona, sive distri-
butio ter in singulis septimanis, omnibus pauperibus
ibidem conventibus hac de causa. Haec est ultima
mea voluntas, quam volo & praecipio valere, jure tes-
tamenti nuncupativi, vel codicillorum, vel cujuscum-
que alterius ultimi voluntatis, vel saltem de Canonica
auctoritate in omni eventu valeat, & robur obtineat fir-
mitatis, cujus meae ultimae voluntatis facio, & ordino
Executores, Venerabilem Patrem Dominum Joannem
Viennensem Archiepiscopum, Dominum Philippum
Lugdunensem Electum Fratrem meum, Libertum Ab-
batem Alze-Combz, & Stephanum Archidiaconum
Cantuariensem; ita quod dicti Abbas, & Archidiaconus,
vel alter eorum qui praesens esset, de consilio praedi-
cti Domini Viennensis Archiepiscopi, & Domini
Lugduni Electi, praedicta omnia administrent. Actum
Ambianensi, anno & die praedictis.

CCCCXIX.

10 Mars. *Reversales* HENRICI Cantoris Ecclesiae Argenti-
nensis; Quod, si in Episcopum promotus fuerit,
Compositionem inter WALTERUM Episcopum
& CIVITATEM ARGENTINENSEM,
super discordiis occasione Jurium & Consuetudi-
num inter eos exortis, factam, ratam habiturus
& inviolabiliter servaturus sit. Datum Argenti-
nae VI. Idus Martii, 1263. [LUNIG,
Teutisches Reichs Archiv. Part. Special. Con-
tinuat. I. Fortsetzung III. pag. 279.]

Nos Henricus Cantor Ecclesiae Argentinensis.
Univerfis & singulis praesentium Inspektoribus vo-
lumus esse notum, quod cum super discordia in-
ter Dominum Walthrum bone memorie Argent.
Episcopum & Civitatem Argenteensem universitatem,
super juribus, consuetudinibus & aliis articulis diversis
ipsius Civitatis suborta, compositio de Consensu Cap-
itali Argent. & Ministerialium inita fuerit & conscripta,
ac Sigillo ipsius Domini Episcopi consignata, promissi-
mus & promittimus, bona fide dolo & fraude penitus
cessantibus, nec non corporali super hoc interposito
sacramento, quod si dante Domino nos in Episcopum
Argent. promoveri contigerit, ad amputandam omnem
dissensionis & questionis inter nos materiam, eandem
compositionem ex tunc ratam habentes & gratam quoad
articulos in eadem compositione comprehensos qui per-
sonam nostram respiciere videntur & quibus ipsi Cives
quoad nos indigerint, adimplebimus, servabimus in-
violabiliter & inconcussè. Et super praemissis fideliter
observandis ipsis dabimus ex tunc five dare procurabi-
mus Literas Sigillo nostro & Capituli Argent. confir-
matas. Nos etiam Symonides de Geroltzecke, Domi-
nus de Rapoltzstein & Conradus Werner de Hadit
promissimus & promittimus corporali super hoc praestito
juramento, nos procuraturos & effecturos praemissam
compositionem, ut est praescripta, ratam, & gratam ha-
beri, per dictum Dominum Cantorem, si ipsum dante
Domino in Episcopum Argenteensem contigerit
promoveri. Et in eorum evidenciam ac probationem
Sigilla nostra una cum Sigillo ipsius Domini Cantoris
praesentibus appenso, duximus appendenda. Actum &
datum Argent. Anno Domini M. CC. LXIII. VI.
Idus Martii.

CCCCXX.

Vertrag zwischen Heinrich Bischoff und dem Capitul zu Strasburg eines/ und der Stadt dieses Nahmens
ander theils/ wodurch die zwischen ihnen entstandene
unehelligkeiten beglegt werden. Geschehen am
Samstag vor Sanct Georgen-tag/ Anno 1263.
[LUNIG, Teutich. Reichs-Archiv. Part.
Spec. Continuat. I. Fortsetzung III. pag.
279.]

C'est-à-dire,

Accord entre HENRI Evêque de Strasbourg avec
son Chapitre d'une part, & la Ville de STRAS-
BOURG d'autre part. Fait le Samedi avant la
Fête de St. George, l'an 1263.

Wir Heinrich von Got Gnaden / der Erwählte von
Strasburg / die Capitel von dem Rume / von St. Tho-
mane / und von St. Peter in der Stadt zu Strasburg / tunc
sunt assen den die diesen Brief geschent / und gehören lesen /
dass wir wir uns und alle unser Pfaffen umbe die Wisse /
die zwischen uns was und der Stadt zu Strasburg / also
sint übereinkommen / das wir in das Urtheim und verheut /
dass sie diese Recht und diese / die hiennach an diesem Briefe ge-
schrieben stat / herantbracht / und mit dem eide behest hant.

I. Swenne eins Rates jar uskunet / dass derselbe Rat ei-
nen andern kiesen soll / und Meister die in rechte tunnet / und
so die gekiesen / so sulent sie vor einen Herrn / einen Bischoff /
tomen der Rat und die Meister die sie denne gekeset hant /
die sulent vor dem Herrn dem Bischoffe schwören / sin ere / und
unser Eete ere / und rechte Gerichet se halten.

II.) So ist doch ir rechte / und Gewonheit / Swenne so in ein
mure Herr wirt zu eine Bischoffe / das er das Schultheissen
Anbacht lichen sol eine Gotzhus Dienstmann oder ein Bürger
swen er will / vergeben oder umbe Gut / zu des Bischoffs Le-
bene / oder des / der da Schultheisse wirt / und sol in der
Schultheisse zween Richter geben / die Bürger sint / und sulent
die so erber sint / das ein jechid Bürger mit in unlege mit eren
zu gerichte gan / und doch so sicher sint / das menelich sinen gutes
an in waren mag / und sulent die sin unter den Schultheissen /
alle biwille das ein Bischoff lebet oder der Schultheisse.

III.) So ist auch ir rechte / und ir Gewonheit / das in swen
Bischoff ist / einen Burggraven sol geben / sinen des Burggra-
ven Anbacht lügen wirt / und sol der Burggrave sin ein Gotz-
husdienstmann. Der Burggrave sol in doch geben von rechte-
me Antwerde / der er pflegt / einen Meister / der das Ant-
werck kan / deren fol doch mit anders thum und rüthen / mit wen
das das antwerck angat.

Dis sint aber die Antwerck / Kintzler und Kurbewener /
Zimberbete / Kneffer / Deylste / Schwerfeger / Wiltner /
Smidt / Schiler und Satteler.

IV.) So ist aber ir rechte und Gewonheit / das man in ge-
ben

ANNO 1263. ben sol einen Jolner der Burger si/ und sol der so gewis sin/ das die man zehens an iure warten mugent/ und och die Burgere ires Reichs an iure sicher sint.

V.) So soll man je einen Hufgenossen zu eine Minsgemeister geben/ der so er sam und so gewis si/ das das landt und die Stadt an im sicher sint/ und obe dehein breste were an iure/ das man den von iure begeben mugent.

VI.) Sie sulen och in Alinden begeben und entsehn ane mensches Widerrede nach iren Willen.

VII.) So gulten Wir un och wol der Freyheite und der Rechte die in Kester und Konige gegeben hant/ und darzu Welche befeiget hant.

VIII.) So ist och ir recht und Gewonheit/ suenne ire Stadt not und Kumber angat/ das si Eynunge und andere Gungunge/ umbe ire Stete not machen mugent ane mensches Widerrede.

IX.) So ist och ir recht/ suenne der stete ober Dorfer deheins/ die das Bistum anhoeren/ an einer Urteil zweifeln/ das si das Urteil fur si seuchent/ und stete haben/ also die Burgere von Strafburg freudent.

X.) So ist och ir recht das/ das der Rat und der Meister von Alar lichen sulen/ suene er liba mirt.

XI.) Der Spital sol och in urre Gewalt sin/ und sol der Meister und der Rat dazvon daruber geben.

XII.) Andere Recht und Gewonheit/ die si umbe ihre Vordern/ umg her bent bracht/ die si nit geschriben hant/ die sul man in och lassen/ Alle die vorgeschribene Recht und Gewonheit wollen wir in stete haben.

Item aber Wir/ vor unserm eide/ iefe je hant mit geenden mugent umbe das Schuldscheit Umbacht und das Burgere von Almdach/ So geloben Wir mit guten tritwen und ane alle geverde/ das wir werden ewentliche/ hinan iure S. Margrethen meß das wir es mach gewinnen je time/ und das Wir es einleiden tunne ane geverde. Was man es aber hinand von eyden restlichen Sachen mit geenden/ So sol man uns von der Sack an ander Teil geben/ das wir es daruofsen geender ane geverde/ also hant gelobet ist und geschriben/ und sinas stetigkeit/ die wir in getun mugent/ und man herüber bedarf/ der wollen wir in och gewolg sin/ und das diß stete blide ienerne/ So geben wir in diesen Brief befeiget mit unsern Ingekeulen zu eine Urkunde. Diß besthabe do sit unser Herr Gebiure waren zwelfhundert und drii und sechzig jar/ an den Sameß Tage vor S. Georgen Tage.

CCCCXXI.

7. O& Donacion à PIERRE Comte de Savoye, par RICHARD Empereur, des biens d'HERMAN le Jeune, Comte de Kiburg. Fait-le 17. Octobre, 1263. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves, pag. 74. LUNIG, Teutisches Reichs Archiv. Part. Special. Contin. II. Abtheil. IV. Abf. XII. pag. 8.]

RICARDUS Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, Universis Imperii Romani fidelibus, presentes Literas inspecturis. Ex culminis nostri liberalitate, procedit, ut Nobiles & Magnates Imperii, gratis praeveniamus beneficiis, & condignis honoribus exaltemus, promotionibus eorumdem, tam benigne tamque favorabiliter insistero, ut ad obsequendum nobis, alii eorum exemplo facilius inducantur. Significandum itaque duximus, universis & singulis, tam praesentibus quam futuris; Quod nos de affluentis munificentia Regie Majestatis in dilectum fidelem nostrum Petrum Sabaudiam Comitem, intendentes liberalitatem promovere; Castra, Oppida, Villas, & Feoda quaecumque Haremanus quondam Comes junior de Kiburg, obitus sui tempore ab Imperio possidebat, cum hominibus, honoribus, juribus, praesentibus, molendinis, furnis, argentariis, argatis, parangariis, viis, plateis, coloniis, terris cultis & incultis, aquis, aquarum decursibus, sylvis, venarionibus, piscationibus, rationibus, & regalibus omnibus, prout dictus Comes de Kiburg, sui quae predecessores, praedictis bonis omnibus uti & gavisii fuisse noscuntur, nec non iustitias, pedagia, Thelonea, pascua & jurisdictionem omnimodam eorumdem locorum, omnia quoque iura corporalia & incorporalia, cum omnibus appenditiis & pertinentiis suis, eidem Petro, & suis heredibus masculis, ab ipso & sua Uxore legitima descendentiis, assignamus, concedimus & donamus a nobis, & Imperio, titulo feudali perpetuo possidenda, praesentes omnibus Nobilibus, Militibus & hominibus eorumdem locorum, cuiusque sint conditionis, ac fideles & homines Petrum in Dominum recipient, ac fidelitates & homagium consueta & debita faciant, sibi quae & dictis heredibus suis Castellanis, vel Vicariis suis, aut aliis Procuratoribus, vel Nuntis, de universis redditibus & proventus, nec non iuribus pra-

fatorum locorum respondeant, & plenarie satisfaciant de praemissis: eique ac suis praedicto modo heredi uti vero Domino in omnibus devotè obediant, parent, & intendat, de praesentibus terris & bonis, in loco ubi plus beneplacito nostro congruit, Quinquaginta marcharum proventus, educi decernimus Nobilibus Viri Haremani Comitis de Kiburg, utilitatibus applicandis. Mandamus igitur sub interminatione gratie nostrae districte praecipientes, & hoc Regali sancimus edicto, quatenus nullus Dux, nullus Marchio, nullus Comes, nullus Vicarius, vel Capitaneus, nulla Potestas, nullum Commune, nullus Praelatus, nulla utique persona alta vel humilis, Ecclesiastica, vel Mundana contra hanc nostram assignationem, concessionem, five donationem, venire audeat, five ipsas in totum, aut in partem, in aliquo violare, vel alicujus ingenii scrupulo infringere, vel ei aliquo contrarie. Quod qui facere praesumpserit, gravem nostrae Majestatis offensam, si noverit incursum. Insuper pro solo conatu, etiam in reatos sui poenam, mille marchas argenti puri perfolvat, medietatem videlicet Camerae nostrae, reliquas vero praedicto Petro, vel heredibus suis, prout hactenus est Imperio consecutum. In quorum omnium testimonium, & perpetui roboris firmitatem praesentes Literas, ex tunc conscribi, & Celsitudinis nostrae sigillo iustissimum communiri. Datum Berkeamesces, de prima septima die Octobris, indictione septima. Anno Domini MCCLXIII. Regni vero nostri anno septimo.

CCCCXXII.

Partitio Hereditaria inter GOTOFREDUM & 1264. HENRICUM Comes de SAYN, per quam Hinc Comitatus de Sponheim cum Castris, Munitionibus, & omnibus bonis attinentibus, nec non omnia bona Allodialia per mortem ALHEIDIS quondam Comitisse de Sponheim ad eos devoluta; GOTOFREDO autem Comitatu de Sayn cum omnibus pertinentiis, atque bonis per mortem MECHTILDIS quondam Comitisse Saynenfis ad utrumque eorum devolutis, observat. Alium Saine in die S. Vincentii anno 1264. [LUNIG, Teutisch. Reichs Archiv. Part. Special. Contin. II. Abtheil. VI. Abtatz XXVII. pag. 398.]

GOTOFREDO Comes Sainenfis. Notum esse cupimus universis has Literas visuris, quod cum inter nos ex una parte, & dilectum fratrem nostrum Henricum ex altera, super divisione hereditatis nostrae quaestio verteretur, & in nos ipse Henricus de bona sua voluntate consenserit & fide data promiserit, quod, quicquid nos dixerimus vel duxerimus ordinandum, super divisione hereditatis praedictae, ratum habeat & gratum, secundum quod in Literis super hoc confectis plenius continetur. Nos volentes omnis quaestio & discordia quae oriri possent inter nos, iras pracludere, sic dicimus & ordinamus: Quod praedictus Henricus frater noster obtineat Comitatum de Sponheim cum Castris, Munitionibus & bonis attinentibus eidem Comitatu, Castrensibus, fidelibus vassallis, ministerialibus & hominibus eo iure, quo pater noster Joannes Comes de Sponheim ea possidet atque tenet, praeterea omnia bona allodialia, quae nos & fratrem nostrum ante dictum simul attingunt per mortem Dominae Alheidis bonae memoriae, quondam Comitisse de Sponheim, quaecumque parte Rheini sita, praedictus Henricus solus habeat insuper Villam Mendick, Wuningen & Advocatiam de Truxze, cum attinentiis eorumdem & usibus universis solus possideat, & iis omnibus renunciamus, & manu & calamo effectum eamus, Mortuo etiam Patre nostro aut hereditate per ipsum resignata infra primi anni spatium a die mortis suae vel resignationis, quinquaginta Marcarum redditus Colon. eidem in bonis nostris ipsi Heinricho melius sitis iuxta nostrorum & suorum amicorum consilium recipiendas demonstrabimus, quos quinquaginta Marcarum redditus cum quingentis Marcis remere possimus, nos vel heredes nostri, & si medietatem quingentarum Marcarum perfolvimus, medietatem dictarum 50. marcarum ad nos vel heredes nostros libere revertatur. Nobis vero reservamus Comitatum de Saine cum Castris & munitionibus, fidelibus vassallis, & ministerialibus & omnibus eorumdem pertinentiis, in illa parte Rheini sitis, ubi Castrum Sain est locatum, & omnia bona, quae per mortem Dni. Mechtildis quondam Comitisse Sainenfis, materterae nostrae, ad nos ambos devolvi potuerunt, de-

Ea 3

fundo

ANNO 1264. fundito Patre nostro, nostra erunt omnes etiam fideles ministeriales et homines, cujuscumque juris fuerint, qui ratione Patriis ad nos jure hereditario devolvi poterunt, attinentis Dominis Castellorum Sain, Hachenburg, Weltersberg, Brosebrutt & Höllein, quocumque devenerint, vel ubicunque manserint ex ista vel illa parte Rheni, nobis & nostris hereditibus remanebunt, similiter dicimus de fidelibus ministerialibus & hominibus Castellorum de Sponheim, Dille, Stargenberg & Eßelbad; predicto Patri nostro hereditarie attinentibus, quod fratri nostro servient, suo jure, ubicunque manserint. Volumus etiam quod tam pueri nostri, quam Henrici legitimi, si quos ipsum habere contigerit, utriusque sexus sine aliqua ad invicem molestatione gaudeant dictis bonis. In cujus rei testimonium sigilla nostrorum & patris nostri & avunculi nostri Walam de Sponheim, Canonici Colon. Gerhardi Comitis de Nuinar, Johannis Domini de Bilsenbergt & Hermannii de Müllenarden/ duximus apponenda. Actum Saine Anno Domini MCCLXIII. In die Beati Vincentii.

CCCCXXIII.

1265. *Don du Royaume de THESSALONIQUE, fait à HUGUES Duc de Bourgogne, par BAUDOUIN Empereur de Constantinople. Fait à Paris au mois de Janvier 1265. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne, pag. 508.]*

1265.
Janvier.
EMPIRE
DE CON-
STANTIN
NOBLE ET
BOUR-
GOGNE.

NOS BAUDUINUS, par la grace de Dieu tres seias Empereurs en Christ, & Dieu coronez, Gouverners de Romanie, & toz tens accroissant, faisons à sçavoir à toz ces qui verront ces presentes Lettres, que nos, considerant & veant le bien, l'oner, le profit, & l'avancement qui nos puet venir en l'Empire de Romanie, dou noble Baron HUGUE Duc de Bourgogne. Nos, por ce si donons & outroions au devant dit Duc, & à ses hoirs perpetuellement le Realm de SALENIQUE, & les appartenances, ou totes les droitures & les raisons qui appartiennent au devant dit Roialme. Et li donouns la Baronnie d'Ainnes, & les appartenances, & li donons encores par dessus ce, une des autres plus grands Baronnies qui soit an l'Empire cele que amiez amera. Et s'il avient miez à avoir la Baronnie de Manditon, & la Baronnie de Lalis, & de la Marguerie, o totes lor appartenances, que la devant ditte grant Baronic, si volons que il les ait de cele grant Baronic dessusdite. Et cele nos demorera à nostre volunté. Et voulons & otrions, que la quelque Baronic que li devant dit Dux voura avoir franchement à luy, & à ses hoirs, ce est ay avoir, ou le devant dit Roialme de Salenique, & Aimes, ou l'autre grant Baronic, & Aimes, ou les autres Baronies Manditon, Lalis, la Marguerie, & Ainnes, que il les ait, & le remenant, que il & si hoir le tieignent de nos en fief, & en homaige lige, as us & as costumes de l'Empire, & se il avenoit chose que ce le grant Baronic que ludit Dux vora penre s'estandoit dedans les cinquante milles pres de Constantinople, ce que se trouvera dedans les cinquante milles, nous li devons restaubler & asseoir autretant au plus pres, & au mieuz seant que l'en porra à son gre. Et ce faisons nos, porce que nos volons environ Constantinople à cinquante milles retenir por nostre domaine. Et volons & otroions encores que ce il avenoit chose que li dit Dux ou si hoir voussissent en aucun tens que nos les seissent autres Lettres, parque li don que nos li avons fait fussent plus fermes & plus estable, que nos en soient tenu dou faire à lor requeste. Et totes ces choses dessusdites avous nos juré sur saintes Evangelies, & promis en bonne foy à tenir por nos & por nos hoirs ferme & estable, & à la souvenances de totes ces choses, nos avons doné au devant dit Duc ces presentes Lettres overtes, sceellées de nostre fael. Ces Lettres furent donuées à Paris l'an de l'Incarnation de nostre Seigneur mille & deux cens & fiftante & cinc, ou mois de Janvier, ou vingt-sixiesme an de nostre Empire.

CCCCXXIV.

9. Août. *Fœdus & Confederatio inter CAROLUM Regem Sicilia, Apulie, & Capue &c. pro se & nomine Romana Ecclesie ab una, & OPIZONEM Marchionem Effensem & Communia MANTUE atque FERRARIE ab altera parte, contra*

MANFREDUM Principem Tarentinum, HUBERTUM PALAVICINUM, & BOZONEM DE DORARIA. Actum Rome. Anno Domini 1265. Indictione VIII. die 9. Augusti. Cum Regis CAROLI Ratificatione. Dat. Rome die 12. Novembris, Indictione IX. Regni sui anno I. [Pièce Authentique, tirée des Archives Archiduciales de Mantoue.]

NOS CAROLUS Dei Gratia Rex Sicilia, Ducatus Apulie, ac Principatus Capue, Almæ Urbis Senator, Andegavie Provincie, ac Folcallent Comes, per presens Scriptum notum facimus universis tam presentibus, quam futuris, quod nos pactum, colligationum, societatis, & amicitie phædera inter Serenitatem nostram ex parte una, & Procuratores, seu Syndicos Nobilium Virorum Opicizonis Marchionis Effenfis, ac Ludovici Comitis Veronenfis, nec non Mantuani, ac Ferrariensis Communitatum, nomine ipsorum Marchionis, Comitum, & Communitatum ex altera nuper inita ratificamus, & approbamus & de illis, quantum ad nos pertinet, per Alexandrum Clericum nostrum in animam nostram prestiti fecimus nobis presentibus Juramentum, ac presens Scriptum, in quo totus tenor Instrumenti confecti super eorumdem fedecum negotio annotatus est ex inde fieri, & Sigillo Majestatis nostre ad perpetuum rei memoriam iustissimum communi. Tenor autem predicti Instrumenti talis est.

In nomine Domini Amen. Anno ejusdem MCCLXV. Pontificatus Domini Clementis PP. III. Anno primo Indictione VIII. nono Augusti per hoc publicum Instrumentum notum sit cunctis, tam presentibus, quam futuris, quod ad honorem Dei, & Beate Mariæ semper Virginis, & Romana Ecclesiæ infrascriptas pactiones, & colligationes, amicitias, & societatem fecerunt Excellentissimus Dominus Carolus Dei gratia Rex Sicilia Ducatus Apulie, ac Principatus Capue, Senator Almæ Urbis, Comes Andegavie Provincie, ac Folcallent, & Marchio Provincie, nomine suo, & filiorum suorum, & filiorum filiorum suorum ex una parte, & prudentes Viri Paulianus de Turelis, & Petrus de Misatis Procuratores Nobilium Viri Opicizonis Marchionis Effenfis, & Anconitani, & Sindici Communis Ferrarie, & Philippi de Capharis, & Americus de Afandris Procuratores Nobilium Viri Ludovici Comitis Veronenfis, & Syndici Communis Mantue, nomine, & vice dictorum Marchionis Effenfis, & Comitum Veronenfis, & nomine filiorum dictorum Marchionis, & Comitum & filiorum filiorum suorum, & dictorum Communium ex altera, videlicet quod prefati Syndici, & Procuratores nomine, & vice predictorum Nobilium, & predictorum hereditum suorum, & nomine dictorum Communium promiserunt dicto Domino Regi recipienti nomine Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, & suo, & dictorum hereditum suorum, quod predicti Marchio, & Comes, & dicti heredes eorum, & predicta Communia in perpetuum adhererent parti Ecclesiæ & dicti Domini Regis, & dictorum hereditum suorum & quod juvarent toto posse in Lombardia cum armis, & sine armis ipsum Dominum Regem, & dictos heredes ejus contra Manfredum olim Principem Carentinum, & contra Ubertum Pelavienum, & omnes adjuutores eorum, & contra omnes Inimicos dicti Domini Regis & dictorum hereditum suorum, quos habent, vel in futurum habebunt, & quod dicti Marchio, & Comes & dicti heredes eorum, & dicta Communia non facient pacem, vel tregnam, vel guerram receduram cum Inimicis dicti Domini Regis, vel dictorum hereditum suorum presentibus, vel futuris, sine expresso consensu, & voluntate dicti Domini Regis, vel dictorum hereditum suorum vel eorum certi Nuntii ad hæc specialiter constituti, & promiserunt specialiter ipsi Domino Regi recipienti nomine suo, & dictorum hereditum suorum, quod predicti Nobiles Marchio, & Comes, & dicti heredes eorum, & dictæ Civitates, & Communia, & Homines dictarum Civitatum, & districtuum eorum cum armis, & sine armis dabunt toto suo posse consilium, & auxilium ipsi Domino Regi, & dictis hereditibus suis, ut ipsi, & Milites eorum, & Balistrarii, & Gentes omnes dicti Domini Regis, & dictorum hereditum suorum volentes ire per Lombardiam cum ipso Domino Rege, vel dictis hereditibus ejus, & etiam sine ipso Domino Rege vel sine hereditibus ejus versus Regnum Siciliæ, vel ullam partem Lombardiæ, vel Italia possint per totam Lombardiam ire, & redire, & stare libere, & securè quocumque voluerint, & quandoque voluerint, & quod eos recipient in suis Civitatibus, & Locis, & districtibus

trībibus eorum sicut Amicos, & eos tractabunt honorificè, & decenter. Et si forte aliquis, vel aliqui velint impedire, vel impediant, vel aspectum facerent impediendi dictum Dominum Regem, vel dictos heredes ejus, vel dictos Milites, vel Ballistrarios, vel alias Gentes dicti Domini Regis, vel dictorum heredum suorum teneantur prædicti Nobiles Marchio, & Comes, & dicti heredes eorum, & dicta Communia, & Homines dictarum Civitatum, & Districtuum toto suo possidere eis Consilium, & auxilium ad dictum transitum habendum liberè, & securè in eundo, & redeundo quocumque, & quocumque inde fuerint requisiti. Quæ omnia dicti Sindici, & Procuratores dictorum Nobilium, & Communium dictarum Civitatum, & Hominum earum, & Districtus earum promiserunt, & juraverunt ipsi Domino Regi recipienti nomine Romanæ Ecclesiæ, & suo, & dictorum heredum suorum attendere, & observare, & contra in aliquo non venire, & se facturos, & curaturos, ita quod prædicti Nobiles Marchio, & Comes, & Homines dictarum Civitatum prædicta promittunt, & jurabunt & incartabunt Procuratori dicti Domini Regis quancumque inde fuerint requisiti, & renovabunt Sacramentum heredes dictorum Nobilium post decessum eorum, & Homines dictarum Civitatum de Quinquennio in Quinquennium, salvo honore, ac Mandatis Ecclesiæ Romanæ, & exceptis de conventionem prædicta Dominis de Laturre, & Communibus Mediolani, Pergami, Cumarum, Laudii, & Novariæ. Verba vice dictus Dominus Rex promissit nomine suo, & dictorum heredum suorum prædictis Procuratoribus, & Sindicis recipientibus nomine dictorum Nobilium, & dictorum heredum suorum, & nomine dictorum Communium, & Hominum dictarum Civitatum, & Districtuum jurare ipsos Nobiles Marchionem, & Comitum, & heredes eorum, & dicta Communia, & Homines dictarum Civitatum contra Manifestum olim Principem Carentinum, Ubertum Pelavicinium, & Hofonem de Dovaria, & omnes adjutores eorum & contra omnes Inimicos ipsorum Nobilium, & heredum suorum, & dictorum Communium Civitatis Mantuæ, & Ferrariæ, quos habent, vel in futurum habebunt, & manutene ipsos Nobiles, & eorum heredes, & dicta Communia Civitatis Mantuæ, & Ferrariæ, & Homines ipsarum Civitatum, & Districtuum in eo statu, in quo sunt, & in Possessionibus, Juribus, & Signoriis eorum, & reducere, & conservare ipsos Nobiles Marchionem, & Comitum & eorum heredes, & dicta Communia, & Homines, & singulos dictorum Communium, & eorum Amicos, qui prædicta invenerunt, & promiserunt ipsi Domino Regi, vel ejus Nuntio in omnibus suis honoribus, Dominationibus, Signoratiis Privilegiis, Jurisdictionibus, & Concessionibus quas habent, vel habebant, vel soliti erant ipsi, vel sui Prædecessores, vel aliquis prædictorum ubicumque habere, vel tenere, vel quæ habebunt in futurum, & illas, & illa recuperare, si in aliquo sunt privati, vel eas, vel ea amiserunt, vel amittent de cætero, vel eis in aliquo privarentur, & hæc de omnibus ubique habent, vel in futurum habebunt contra quæcumque Communia, Universitates, & Dominos, & quæcumque alias Personas cujuscumque Conditionis, & quod non faciet ipse Dominus Rex, vel dicti sui heredes pacem, vel treguam, vel guerram recedutam cum Inimicis præsentibus, vel futuris dictorum Nobilium, & heredum eorum, & dictarum Civitatum sine expressa voluntate, & consensu dictorum Nobilium Marchionis, & Comitum, & heredum eorum & dictorum Communium Civitatis Mantuæ, & Ferrariæ, vel certi Nuntii eorum ad hoc specialiter constituti; hoc actio inter eos, quod dictus Dominus Rex ultra dictas Civitates, possit recipere alias Civitates, & Castra, vel Dominos Castrorum volentes venire ad hanc Societatem, exceptis Exbannitis, Malfardis, & Inimicis dictorum Nobilium Marchionis, & Comitum, & heredum suorum, & Communium Mantuæ, & Ferrariæ. Quæ omnia dictus D. Rex suo nomine, & dictorum heredum suorum promissit dictis Procuratoribus, & Syndicis recipientibus vice, ac nomine dictorum Nobilium Marchionis, & Comitum, & heredum suorum, & vice, & nomine dictarum Civitatum, & Amicorum suorum bona fide attendere, & observare, & contra in aliquo non venire; & quod post decessum dicti Domini Regis heredes sui renovabunt Sacramentum dictis Nobilibus, & suis heredibus, & dictis Communibus, quancumque inde fuerint requisiti, salvo honore, & mandatis Romanæ Ecclesiæ ex exceptis de Conventionem prædicta. Rege Francorum. Comite Picardien. & Marchione Montisferrati, Comitibus Sabaudia, & Januæ, & exceptis Dominis de Laturre, & Comitibus Mediolani,

Pergami, Laudii, Novariæ, & Cumari. Hoc actio inter dictum Dominum Regem, & dictos Sindicos, & Procuratores, quod quocumque prædicti Nobiles Marchio, & Comes, & Consiliarii dictarum Civitatum Mantuæ, & Ferrariæ confirmaverint prædicta, & promiserint, & juraverint omnia prædicta de verbo ad verbum, & miserint Domino ipsi Regi dictas Cartas factas per manum publicam, sigillatas Sigillis eorum, quod dictus Dominus Rex ad requisitionem Nuntii dictorum Nobilium, & Communium teneatur prædicta omnia facere jurari in animam suam, quod ipse prædicta omnia attendet, & observabit, & incartabit, & sigillabit sicut scripta sunt de verbo ad verbum, salvo semper pro utraque parte Mandatis, & honore Romanæ Ecclesiæ, exceptis Rege Francorum, & aliis superius nominatis. In cujus rei Testimonium, præsentem Cartam, & Literas Sigillis suis pendens dictus Dominus Rex, & Philippus de Capharis, Petrus de Misitis, & Aymericus de Alaudis Procuratores, & Sindici prædicti sigillari fecerunt. Actum Rome in Palatio Capitoli, presentibus Domino Archiepiscopo Ousentin, Domino Gaufrido de Bellomonte Cancellario Bajocen, Magistro Andrea Spillar, Capellano Domini Pape, Domino Roberto de Laver, Jur. Protettore, Domino Roberto de Baro Prothonotario dicti Domini Regis, Uberto de Regio Judice Palatin, Domino Ricardo Petri Anibaldi, & Anibaldo Domini Trasmundi Testibus ad hæc vocatis, & rogatis. Ego Leonardus de Piperno Sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ Secretarius, prædictis omnibus vocatus interfui, & ea omnia de mandato dicti Domini Regis, & voluntate, & rogatus a dictis Syndicis, & Procuratoribus fideliter scripsi & signum meum posui. Dat. Romæ per manum Roberti de Baro magne Regiæ Curie nostre Prothonotario XII. Novembris, VIII. Indictione, Regni nostri anno primo.

Locus



Sigilli appensi.

Cum Originali in pergamina scripto & bulla in cera rubra impressa a cordulis sericis colorum croci, & ruber pendens munito sic ut supra expedito in Archiducali Mantuæ secretarii Archivio adserato presentem summam Copiam omnino concordare attestor



Ego LUDOVICUS Nob. olim H. OCTAVII DE MAZZIIS filius Civis publicusque Imperialis auctoritate Mantuæ Notarius, In quorum fidem hic me, solita cum attestacione subscripsi sal. uti dicti secretarii Archiducalis Archivi Cancellarius hac die 6. Martii 1720.



Ita verum esse affirmo Ego JOSEPH MARIA CASTILEONUS ejusdem Archivi Præfectus, hac die 8. Martii 1720.

CCCCXXV.

Accord entre HUGUES Duc de Bourgogne, & 1266. GUI Evêque de Châlons, pour la Ville de SAINT LOUP, fait au mois de Mai 1266. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne, pag. 508.]

LUDOVICUS Dei gratia Francorum Rex, universis presentes Literas inspecturis, salutem. Notum facimus quod nos Literas dilecti & fidelis nostri GUIPONIS Cabilonensis Episcopi vidimus in hæc verba: Nos Guido divina miseratione Cabilonensis Episcopus, universis presentes Literas inspecturis, notum facimus, quod

ANNO
1266.

quodd cum discordia verteretur inter nos ex una parte, & illustrem virum HUGONEM DUCEM Burgundie ex altera, super domo & Villa Sancti Luppi prope macterias Cabilonenfis Diocesis, & omnibus appendiciis dictae Villa, legatis & donatis à venerabili in Christo patre bona memoriae Alexandro quondam Cabilonenfi Episcopo Sedi Episcopali Cabilonenfi, & successoribus ejusdem Alexandri ibidem institutendis in sua ultima voluntate, super eo quod idem Dux dictam Villam & Domum cum ejus appendiciis dicebat esse de suo feodo, & se donationi hujusmodi minime consensisse, & donationem ideò non valere: tandem dicta discordia, bonis viris mediantibus, pacificata est in hunc modum; quod ipse Dux, pro se & successoribus suis, donationem factam à dicto Alexandro eidem Sedi Cabilonenfi, & Episcopis ibidem institutendis in perpetuum, de domo & Villa Sancti Luppi cum omnibus pertinentiis, appendiciis, terragio & sinagio dicti loci, tam in pratis, terris, nemoribus, costumis, aquis, aquarum decurribus, hominibus, justiciis, parvis, & magnis, cum juriis universis, quocumque nomine censentur, cum omnimoda libertate approbavit, voluit & laudavit; quitando nobis & nostris successoribus, omne jus feudum quod sibi in praedictis omnibus competeat. Ita quod in dicta Villa nullum retinere poterit hominem, vel habere; retenta in praedictis omnibus sibi, garda, & pro eadem garda sexaginta solidos Turonenses tantummodo sibi & successoribus suis in nundinis urbis Cabilonenfis, ab eo qui pro tempore fuerit Episcopus Cabilonenfis annuatim persolvendos. Quod jus in alium nisi in eum qui Dux Burgundie fuerit, transferri non poterit nec debebit; volentes, quod Dominus Rex Francie in praedictis omnibus suum regale habeat, sicut in aliis rebus Episcopatus Cabilonenfis, sede vacante, ipse Rex & praedecessores ejusdem habent & noscuntur habentes habuisse. Et ad solutionem dictorum sexaginta solidorum teneatur quicumque regale tenuerit in termino solutionis dictae pecunie faciendae. In cujus rei memoriam, praesentibus Litteris sigillum nostrum duximus apponendum; in robur & testimonium perpetuae veritatis. Actum & datum Parisius, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo sexto, vicefima octava die mensis Maii. Nos autem ad petitionem partium compositionem praedictam, prout superius continetur, quantum in nobis est, ratam & gratam habemus; salvo in omnibus jure nostro, ac jure etiam alieno. In cujus rei testimonium praesentibus Litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisius anno Domini 1266. mensis Maio.

CCCCXXVI.

7. Juin.

Titres du Mariage de BEATRIX de Bourgogne, avec HUGUES Comte de la Marche. Fait en 1266. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 513.]

BOUR-
GOGNE
ET LA
MAR-
CHE.

NOS HUGUES li Bruns Comte de la Marche, & d'Angoulême, Sire de Fougères, & BEATRIX fille de noble Prince Hugon Cai en arriers Duc de Bourgogne, femme doudit Comte de la Marche, faisons savoir à tous celz qui cestes presentes Litteres verront, que li dit Hugues Duc de Bourgogne ordena en la dernière volenté, que se Hugues frere de nos ladite Beatrix morant sans hoirs descendant de son cors, que ces li heritaiges que li dit Hugues a & orouit de la descendue, & de la succession, ou de don de nostre chier Pere Hugon Duc de Bourgogne, retourneront tout entierement sans contredit à nostre chier frere Robert Duc de Bourgogne, & es hoirs de son cors; & se le dit Robert Duc de Bourgogne moroit sans hoirs de son corps, tout li heritaiges que il a ou anroit de la descendue, & de la succession, ou dou don de nostre chier Pere Hugon Duc de Bourgogne, retourneront tout entierement sans contredit audit Hugon nostre frere; en tele maniere seront ladite ordonnance de nostre Pere l'escheoite de l'un de nos freres qui moroit sans hoirs de son cors escheoite à l'autre frere entierement, en tele maniere que li autre enfant doudit Hugues nostre Pere, ni ses nieces n'y prendroient point de partaige. Se donc n'avenoit que li devant dit Robert Duc, & Hugues morissent sans hoirs de son corps, & com nos devant dit Hugues li Bruns Comtes de la Marche, & nos ladite Beatrix, fame doudit Conte, voilliens garder & tenir les devant dites choses, & le devant dit ordnement dou de-

vant dit nostre Pere Hugon Cai en arriers Duc de Bourgogne, quant à ladite substitution: nos promettons por nos hoirs es devant dit Barons Robert Duc de Bourgogne, & Hugon freres, jurons en Saints Evangelies nostre Seigneur corporellement, que nos ledit ordnement, quant à la chose dessus dite tenrons & garderons, & encounter ne venrons por nos, ne por autre, & voions que se li uns de nos freres moroit sans hoirs de son cors, que l'escheoite vienne à l'autre & à ses hoirs sans contredit entierement, sauve à nos & à nos hoirs leaul escheoite, s'il avenoit, dont Des le-gart, que nostre dit frere devant dit morissent sans hoirs de lor cors. Et com il soit contenu ou testament audit Hugon Duc de Bourgogne nostre Pere, de nos Beatrix devant dite, que li dit Robert Duc de Bourgogne nos freres donat à nos Beatrix vingt mille livres de Tornois en mariage, nos le devant dit Hugon Comte de la Marche, & nos Beatrix feme doudit Comte, prometons au devant dit Duc Robert, que nos ne li demanderons riens desdits vingt mille livres, fors que les six mille livres de Tornois, esquels il nos est tenuz secut ce qu'il est contenu en la Lettre, & dou remenant des vingt mille livres, nos nos tenons à nostre chiere Mere Beatrix Duchesse de Bourgogne, & nostre frere Hugues de Bourgogne, qui nos doivent paier neuf mille livres de Tornois, & li dit Hugues nos doit afoier cinc cent livres de terre de Tornois de rente à nos & à nos hoirs durablement. Li dit Hugues nostre frere nos est tenuz fere en la terre qu'il tient de la descendue, ou dou don doudit Hugues Duc de Bourgogne Pere doudit Hugues, & de nos Beatrix; à laquelle assise li dit Duc Robert s'est consentiz, & la tient por ferme & por estauble. Et en garentaige de verité, nos li devant dit Hugues Comte de la Marche, & nos Beatrix sa femme, avons mis nos seaulx à ces Litteres presentes. Ce fut fait le Mercredi apres les octaves des Apotres nostre Saint Pere & Saint Paul, en l'an de grace 1266

CCCCXXVII.

Traité d'Alliance entre HENRI Comte de Luxembourg & de la Roche, & Marchis d'Arion, & FERRY Duc de Lorraine & Marchis; Par lequel HENRI s'oblige à ne jamais aider le Comte de BAR, contre FERRY, quand même il seroit en guerre avec lui; Avec cette clause extraordinaire, que si, dans le cas d'une telle guerre, & pendant qu'elle dureroit, le Comte de BAR prenoit ce tems, pour venir ataqer le Duc de Lorraine, alors le Comte de Luxembourg seroit obligé de faire trêve avec lui, & de joindre ses armes aux siennes contre ledit Comte de BAR. Fait la Vigile de l'Assomption de notre Dame, l'an 1266. [La Véritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine, d'Autriche, &c. aux Preuves pag. 145. Extrait des Archives de Lorraine.]

JE Henris Cuens de Luxembourg & de la Roche, & Marchis d'Erions, fais sçavoir à tous, que je ay fait especial convenant & alliance, à mon chier neveu FERRY Duc de Lorraine & Marchis, encounter Thiebaut Cuens de Bar, en telle maniere que je ne me puis ny jurer ny allier tant cum je vive audit Comte de Bar, encounter mon neveu dessadit; Et est à sçavoir que je ne puis aider ledit Comte de Bar, ne par moy ne par autrui, ne en conseil, ne en fait, encounter mon neveu le Duc, & se il avenoit, que ja n'aveigne, que je eusse guerre à mon neveu le Duc, ou il à moy, je ne puis penre nulle ayde dou Comte de Bar, ne autres pour moy, ne ne puis recevoir en ayde & conseil, ne luy ne autrui pour luy. Car se il disoit qu'il voillist aider autrui qui en mon ayde fust, nen pourroie recevoir ne retenir, ne en aider, ne en defense qu'il me peust faire ne faire faire, & pource que je veill ces choses loyalement faire & tenir en bonne foy sans convertre. Il est à sçavoir que se il avenoit que je lassé en aucun voyage, que Marguerite ma femme Comtesse de Lucembour qui ces choses at jurées & Henris mes ainsé fils, ou mes ainsé fils Cuens de Luxembourg se de Henry desallioit, ne cil qui de par moy demeureroient dans la Contee ne peuvent aller encounter cette convenance, ains la doivent tenir tant cum

14. Ao.

ANNO cum je vivray. Et se il arrivoit que je donnasse point de terre dont je fusse otre tenu, à mon fils Cuens de Lucembourg qui seroit apres moy, mes dir fils ne pourroit aidier ledit Comte de Bar. Ains doit estre seur au donner la terre à mon fils ainsin que je en ayderay mon nepveu le Duc contre le Comte de Bar se besoin est. Et est encores à sçavoir, que ce paravanture guerre mouvoit entre moy & mon nepveu, & li Cuens de Bar deusis dit vouloit grever ne dommager mon nepveu ne sa terre, cam chace que la guerre de moy & de mon nepveu fust, il seroit tantost trevé entre moy & mon nepveu, & ayderois en bonne foy à mon poir à grana foise & à petite mon nepveu, encontre li Comte de Bar, jusque à tant que li Comte de Bar se fofferoit dou dommager mon nepveu. Et ce je ne tenoye cette convenance, je serois encheu de quinze mille mars d'argent envers mon nepveu ou envers son commandement, desquels il me pourroit peunir & faire peunir, par tout par mon gré sans mesfaire en mueble & en non mueble, je ne m'en deyroye defendre ne par moy ne par autrui. Ces choses ay je juré laement à tenir en bonne foy, & l'ai fait jurer corporellement for le corps Dieu, douze de mes hommes. C'est à sçavoir Philippe Comte de Viane, Gerard mon frere Seigneur de Durbuy, Monsignor Renault de Bar, Monsignor Soyer de Borey, Monsignor Werry de Courrich, Joffroy Seigneur d'Aisse, Messire Gilles Doie, Vautier Seigneur de Mifembourg, Monsignor Joffroy de Bertranges, Monsigneur Arnol de Rodemak, Arnol Seigneur de la Roche, Monsigneur Arnol de Homqueranges. En maniere que se ces convenances n'estoyent toutes si comme dessus est dit, ils ne devoyent aidier ny moy ny ceux qui iroyent encontre ces convenances, ne de conseil, ne de aide nulle tant qu'il fut amandei. Et est à sçavoir que Valentin mes fils ne puet aidier le Comte de Bar de nulle terre qui soit de toute autre terre qui ne seroit de mon heritage. Et est à sçavoir que MAHEUS li maisné fils mon nepveu le Duc, ne peuet aydier, tant cum li Dux ses freres vive, le Comte de Bar de nulle terre que li teigne, ne qui soit de la Duchie encontre moy, mais d'autre terre qui ne seroit mie de la Duchie, & que li Dux ne tient orendroit, le porroit il aidier sans mesfaire encontre ces convenances devandties. Escor est à sçavoir si mes nieps li Dux donne point de terre MAHEUS son fils, qu'il doit estre seurs qu'il n'aidera mie le Comte de Bar de celle terre, & que mes nieps de celle terre me puisse aidier encontre le Comte de Bar. Et se ce de riens mesprenoit à ces convenances, je m'oblige de cest jour en avant & abandonne par ma plaine volonte, que li Officiaux de Trieves, de Metz & de Toul, mettent sentence d'excommunication en ma personne, & entredit en mes terres que sont fos lor peoir, jusques à tant que la mesprilure qui seroit faite encontre ces convenances fust amandee & redreciee. Et si tost cum la Comteis de Lucembourg seroit escheue à Henry mon fil, ou à mon autre hoir se de Henry defailloit, ces convenances seroyent nulles. Et porce que ce soit ferme chose & estable, j'ay mis mon seel à ces presentes Lettres, qui furent faictes l'an MCCLXVI. la Vigile de l'Assomption nostre Dame emmy Aoust.

CCCCXXVIII.

Nov. Transaction & Echange entre HUGUES Duc de Bourgogne, & HUGUES Comte de Vienne, fait au mois de Novembre 1266. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 514.]

A Tous cels qui verront ces presentes Lettres, nos HUGUES Cuens de Vienne, & Sires de Paigné, faisons à sçavoir, que entre noble Baron nostre ami Seigneur HUGON Duc de Bourgogne, por luy & por ses hoirs, d'une part, & nos Hugon Comte de Vienne, & Seigneur de Paigné, por nos, & por nos hoirs, d'autre part, est fait marchiez, eschanges, & convenances, si cum il est ici desous escrit. Ce est assavoir, que li dit nobles Bers Hugues Duc de Bourgogne, por lui, & por ses hoirs, done à nos & à nos hoirs, en fié, la greange de Clux, & les appartenances, en bois, en terres, en aignes, en justices, en costume, en samble toutes les droitures, por quelque nom queles soient appeles, qui appartenent à ladite greange. Et li dit

Dux, por luy, & por ses hoirs, nos ay promis ladite greange & les appartenances, le fié de Longe Pierre & les appartenances, que Messires *Barons de Paigné* tient doudit Duc, por eus, cum il est contenu es convenances qui en four faictes entre eus. Encor a nos & à nos hoirs done en fié li dit Dux, à nos, & à nos hoirs, le fié de Naville, que li Sires de *Nestans* tient doudit Duc. Encor done en fié li dit Dux à nos, & à nos hoirs, le fié de Mont, que *Huguenot de Naville* tien dou Duc; n li dit Huguenot s'y accorde. Encorres done a nos & à nos hoirs en fié li dit Dux, la Justice sur la rive de Saone devers l'Abergement, si cum il la doit degnier. Encorres done en fié à nos & à nos hoirs li dit Dux, la partie dou bois dou Dessans, si cum ele fust degniee par le Duc, & par nos, & de ces deux degueicemanz, ce est assavoir de la Justice sur la rive de Saone pardevers l'Abergement, & dou degnement de la partie dou bois dou Dessans, nos doit de ner li Dux ses Lettres pendanz. Encorres li Dux, por luy, & por ses hoirs, nos a convenancié por nos & por nos hoirs, que il ne retienne, ne puet, ne doive retenir, nos homes de lile de Paigné, ne de Leone, ne de Change, ne de la maison Dieu, ne de Saint Aubin, tant cum il seront en nostre main; ce ce n'estoit en la franchise de Beanne, ou de Dijon. Et ausie nos a promis li Duc, que il, ne fust hoir, ne se poient croires en nostre terre devers nous, ce n'est por la volonte de nos, ou de nos hoirs. Encorres li Dux nos a convenancié por nos & por nos hoirs, que nos serons receu en plaident pardevant foy, ou pardevant li gent, por messaige, ou por procureur foffant, es causes qui toicheront le Duc principaulmant, & ausie en tates autres causes qui ne toicheront le Duc, se les parties il accordent, on se li usage de la Cort le Duc la porte. Et encorres li d'z Dux nos a done deus mille lices de Viennois, que nos avons receuz en deniers nombres. Et en eschange, & en guerdon, & en recompensation des devant diz dons, & des devant dites convenances que li Dux nos a fait, ou fait: Nos Hugues Cuens de Vienne, & Sires de Paigné, por nos & por nos hoirs prenons Seurre, & le Chateau de Seurre, & toutes les appartenances de Suerre, don fié au devant dit Hugon Duc de Bourgogne, & de ses hoirs, & volons, & oütroions, & reconnouïsons, que toutes les choses devant dites, Suerre, il terreors, & les appartenances, soient dou fié au devant dit Duc, & de ses hoirs. Et donons & outroions, por nos, & por nos hoirs, au devant dit Duc, por luy, & por ses hoirs, en eschangges, en guerdon, & en recompensation des devant dites choses, la Pierriere, & Seint Culme, & les appartenances, & quanque nos avons à Efaceuon, & que Messires *Marciaux de Maille* nos vendi, & briemant, quanque n'is achetasmes de Monsigneur *Marciaux de Maille*, en terres & preis, en bois, en homes, en justices, en cens, en tailles, en costumes, en pescheries, & en toutes autres droitures, par quelques nom queles soient appeelles. Et donons audit Duc, & à ses hoirs, tos les fies de Foucheran. Et promettons por nos & por nos hoirs au devant dit Duc, por luy, & por ses hoirs, les devant dites choses que il a de nos à garentir contre toutes gens, franchises & quiltes de tous autres fies, & de toutes autres servitudes & convenances. Et promettons por nos & por nos hoirs audit Duc, por luy & por ses hoirs, que se il faisoient eschans sur Lailon, qui porpissent de nos terres, ou des terres de nos homes, que nos en prendrions, & seriens prendre ramaible eschange au regard de Prudomes. En apres nos reconnouïsons que nos tenons en fié dou devant dit Duc, *Mervanz* & les appartenances, Longe Pierre & les appartenances, Naville & les appartenances, la Ville de Mont & les appartenances, Suerre & les appartenances, Clux & les appartenances. Et toutes ces convenances, & ces choses, si cum eles sont desus devisees, nos Hugues Cuens de Vienne, & sires de Paigné desus dit, fumes tenir, & promettons por nos & por nos hoirs, par le serment de nostre cors done fust s'inz Evangiles, & se lentement de toz nos biens, en quelque lea qu'il soient, garder & tenir à tous jours-mais, sanz aler de reus encontre. Et renonçons en cest fait, por la vertu dou fairement que nos avons ja done à nostre droit aieunie dou tot en tot, & tot expressement, à tote exception, à tote action, & à tote barre & toicherie de paour, & de fait, & de deniers qui n'aient pas esté nombree ne receu, & à tote benefice, & à tote aide de droit de cort crestianté, & de cort laie, & de costumes, & à toutes les choses que l'en porroit dire, ne mettre contre ces presentes Lettres, ou contre cest fait, & mesmeant au droit qui dit que geneauls renuntiatiens ne vaut.

Ff

Ou

ANNO 1266.

ANNO On tesmoigne, & en memoire de totes ces choses, nos avons baillies au devant dit Duc ces presentes sealles de nostre seal. Ce est fait & doné en l'an de l'Incarnation nostre Seigneur 1266. ou mois de Novembre.

1266.

CCCCXXIX.

1267. *Déclaration de GUILLAUME DE VERGY, Sénéchal de Bourgogne, & de LORE, Dame de DAMPIERRE, sa Femme, faisant foi du Compromis passé entr'eux & la COMTESSE DE FLANDRES pour la Ville de St. Disier. Fait au Mois de Fevrier 1267. [Véritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine, d'Autriche, &c. Aux Preuves, pag. 148.]*

A NOBLE homme & son tres-chier Signor, Thibault par la grace Dieu Roy de Navarre, de Champagne & de Brie, Comte Palatin, Je GUILLAUME DE VERGY Sénéchal de Bourgogne, & Je LORE Dame de Dampierre femme doudit Sénéchal, Salut & bonne amor. Sire, nous vous faisons à sçavoir que nous avons fait une compromission à la Comtesse de Flandres, que ladite Comtesse doit avoir le Chastel de Saint Disier & la ville toute. Si vous prions, Sire, & requérons que vos à ladite Comtesse ou à son commandement, delivrez ledit Chastel & la ville toute. Et se voz delivrez ledit Chastel & la ville toute à ladite Comtesse on à son commandement, noz noz entendrons à paiez. En tesmoïn de laquelle chose nous avons fait seeller ses presentes de noz sciaux en l'an de grace MCCLXXVII. ou mois de Fevrier.

CCCCXXX.

24. Mai. *Atte par lequel (1) HENRI Fils Aîné de HENRI III. Duc de Brabant, étant mal propre au Gouvernement, cède à JEAN son Frere Puîné tout le droit, qu'il a sur le Duché de Brabant. Fait à Cambrai, l'an 1267. [AUBERT LE MIRE, Donation. Belgicar. Lib. I. Cap. CXVI. & CXVII. pag. 237.]*

BRABANT.

NICOLAUS Dei gratia Cameracensis Episcopus, Henricus Haffligensis, Bernardus Villariensis, Alardus de Parco, S. Benedicti, Cisteriensis & Præmonstratensis Ordinum Abbates, Isabella Abbatissa secularis Ecclesie Nivelensis, Baldwinus de Avesnes Dominus de Bellomonte, Walterus Dominus de Enghien, Walterus Bertout Dominus Mechliniensis, Arnoldus Dominus de Wesemale, Arnoldus Dominus de Waelhem, Doigaldus Dominus de Palais, universis presentes Litteras vultus salutem.

Novert universitas vestra, quod HENRICUS primogenitus filius Henrici quondam Ducis Brabantie, magne memorie, in nostra propter hoc & plurium militum & burgensium & aliorum hominum Terræ Brabantie constitutus presentia, jus quod habebat, vel quod sibi competeat in Ducatu Brabantie, & ejus pertinentiis five pertinentiis, in homagiis, hominibus, opidis, villis, castris, censibus, redditibus, teloneis five pedagiis, & aliis juribus, quocumque nomine censeantur, JOANNI fratri suo secundò post ipsum genito libere & spontaneè donavit, donatione inter vivos, nihil juris sibi reservans in iisdem, præmissa guerpivit & cessitavit ad opus Joannis prædicti.

Juravit etiam Henricus prædictus, tactis sacrosanctis Evangelis, quod contra donationem hujusmodi in posterum non ventret, & homines terræ prædictæ presentes & absentes à fidelitate & homagio, quæ sibi præstarent seu fecerunt, etiam absolvit; rogans & monens homines dictæ terræ Brabantie feudales & alios, in donatione eisdem, etiam & absentes, mandansque eisdem, ut dictum JOANNEM fratrem pro Duce Brabantie tenerent & haberent, & eidem tamquam Duci obedirent & servirent, sibi que homagium præstarent & fidelitatem exhiberent.

JOANNES etiam antedictus homines dictæ terræ Brabantie feudales, nobiles & alios presentes in ejusmodi donatione, quosdam specialiter & nominatim, alios vero in generali rogavit & monuit, ut sibi tamquam Duci Brabantie homagium præstarent & fidelitatem.

Nos igitur ad petitionem instantem dictorum Henrici

(1) Henri se fit Moine de l'Ordre de S. Benoît, en 1269.

ci & Joannis donationem prædictam & factum hujusmodi infirmamus universis: & in prædictarum rerum testimonium, ad petitionem ipsorum Henrici & Joannis, sigilla nostra Litteris præsentibus sunt appensa. Actum & datum apud Cameracum, anno millesimo sexagesimo septimo, feria tertia ante Ascensionem Domini.

ANNO

1267.

Littere patentes de RICHARD Roi des Romains, par lesquelles il approuve ladite Cession, à Cambrai le 20. Septembre 1268.

RICHARDUS Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, venerabili Cameracensi Episcopo, Principi & Cancellario suo carissimo, ac nobili viro BALDUINO DE AVESNES, dilecto consanguineo & fidei suo, gratiam suam & omne bonum.

Ex fide dignorum relatione didicimus, quod illustris five spectabilis HENRICUS, tunc Dux Brabantie appellatus, natura fit usque adeo desitutus, ac pore corpore imbecillis existens, virtutibus, animi solertia, providentia quoque deficient, quod nequaquam fit aptus ad habilis, ut existat in tanto culmine dignitatis, quod velut Princeps Imperii Ducatus honore refuleat, nec servitium nostræ Majestati debitum nobis & Imperio valeat exhibere.

Ac idem Henricus ab omni emancipatus tutela, totaliter & secundum consuetudinem terræ Brabantie, tam provectus existens etatis, ut suam hereditatem gerere, ac in ea ministrare poterit, absque tutoris five marbuiditoris auxilio, si defectus ipsius & impedimenta hujusmodi non obtarent; ductus consilio sanioris, JOANNI fratri suo minori natu, secundò genito, qui bonæ indolis dicitur, probitatis eximie virtuositate præpollens, ob causas prædictas, coram nobis ac aliis pluribus Dominis & Imperii Romani fidelibus, liberè donavit inter vivos omne jus, quod habuit in Ducatu Brabantie & Lotharingie, quocumque nomine censeantur, videlicet homagiis, terris, villis, castris, pedagiis, fortaliis, & breviter cum omnibus annexis eidem Ducatu Brabantie & Lotharingie, quocumque nomine censeantur.

Super quibus utique illustris vir HUGO Dux Burgundie, avus maternus prædicti Henrici, & inclita ALEIDIS Ducissa Brabantie, genetrix memorati Henrici, carissima Princeps nostra, nobis humiliter supplicarunt, ut donationem eandem, quam dictus Henricus eidem Joanni fratri suo sic fecit, acceptam haberemus & gratam, ipsamque donationem, nostris sacris apicibus muniremus.

Nos igitur eorumdem benignis precibus benignius annuentes, sinceritati vestra præsentium tenore committimus & mandamus, quatenus finibus Brabantie vestram præsentiam vicinantes, si preces veritate nituntur, & de consensu benevolo & voluntate communi ALEIDIS Ducissæ Brabantie, Baronum, Magnarum, & Communium Opidorum Ducatus ejusdem vel majoris & sanioris partis, eo processerit, vice nostra donationem hujusmodi factam inter vivos eidem Joanni ab eodem Henrico, seu resignationem aut cessionem hujusmodi de prædicto Ducatu Brabantie & Lotharingie, cum omnibus pertinentiis, prout superius est expressum, solenniter acceptare & approbare curetis.

Et de dicta donatione, per vestras patentes Litteras, infirmationem universis & singulis faciatis, & ab eodem Joanne, loco nostri, cum solennitate qua decet, recipiatis homagium, & fidelitatis debite juramentum: tali conditione adjecta pariter & expressa, videlicet quod quam citò infra fines Regni Alemannie nobis adesse congerit, dictus JOANNES, tanquam Princeps Imperii, homagium & fidelitatis hujusmodi juramentum nobis præstare teneatur, ad primam requisitionem nostram.

Quibus peractis legitimè prænotatum Joannem de prædicto Ducatu, loco nostro, curetis solenniter investire. Et quia majus sigillum nostrum, propter guerrarum discrimina, penes nos non habemus, ad præsens minori sigillo nostro præsentem Litteras justissimus communiri. Datum in Castris Straffordie prope Londinium, III. die Junii, Indictione X. anno Domini M. CC. LXVII. Regni vero nostri anno X.

Richardus Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, universis sacri Romani Imperii fidelibus, præsentem Litteras inspecturis, gratiam suam & omne bonum. Ad universorum notitiam cupimus pervenire, quod constitutus nuper in nostra præsentia illustris JOANNES Dux Brabantie & Lotharingie, dilectus Princeps noster, Ducatum Brabantie & Lotharingie, quem à nobis ratione Imperii tenere debet in feudum, à nobis tamquam à Romano Rege, cum solennitate con-

flecta

ANNO 1267. sueta & debita, recepit in feudum, & exinde nobis hominagium prestitit, & fidelitatis debite juramentum, dotalitio five dotalio aut dote nobilis Ducissæ ALEIDIS, matris sue, semper falvis.

Qui quidem Dux in eadem receptione sui Ducatus, coram nobis, & presentibus plurimis inferius adnotatis, confessus fuit publicè, quod recognovit prædictam Ducissam matrem suam dotatam fuisse ab HENRICO, inelytæ recordationis quondam Duce Brabantie, patre suo, in villa GELDONIENSI, & ejus pertinentiis, ac in locis circumadjacentibus & vicinis, redditibus trium millium librarum Lovanienfium, & in villa de Genapia, & ejus appenditiis quingentarum librarum ejusdem monete, annis singulis jure dotalitii possidendis. Quam quidem dotem five dotalitium, aut duvarium, matri suæ prædictæ in manus nostras humiliter reportavit.

Nos itaque, qui debemus & tenemur quibuslibet fidelibus nostris inveniri & in justitia faciles, & in gratia liberales, dotem hujusmodi seu dotalitium, five duvarium, in manus prædictæ Ducissæ reddidimus, & eidem Ducissæ regali auctoritate concessimus ab ipsa jure dotalitii liberè possidenda. Testes qui interfuerunt sunt hi:

Venerabilis NICOLAUS Cameracensis Episcopus, dilectus Princeps & Cancellarius noster;

Nobiles viri.

Walterus Dominus de Ainghien,
Walterus dictus Berthout, Dominus de Mechlinia,
Henricus dictus Berthout, frater ejus,
Arnoldus Dominus de Dieft, Arnoldus Dominus de Wefemale,
Henricus de Ascha, Henricus Dominus de Dufesele,
Egidius dictus Berthout, Magnates Brabantie,
Guillelmus de Lira, Robertus dictus Brissette,
Milites, & alii quam plures homines prædictæ terræ.

Actum apud Cameracum, XX. die Sept. Indictione XI. M. CC. LXVIII. Regni nostri anno XII.

CCCCXXXI.

1267. Juin. *Traité de Mariage de PHILIPPES de Savoye & d'ALEX Comtesse Palatine de Bourgogne. Fait le 11. de Juin, 1267. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves, pag. 88.]*

Nos A. Comitiſſa Palatina Burgundie. Notum facimus univerſis præſentes Litteras inſpecturis, Quod cum nos intendamus matrimonium contrahere cum Domino PHILIPPO de Sabaudia, Fratre Illustris Viri Domini P. Comitis Sabaudie, nos, ſi contingeret ipſum matrimonium diſſolvi per mortem noſtram, vel per divorcium ipſo Domino Philippo ſuperſtite, Damus eidem & concedimus liberalitate merâ & donatione irrevocabili inter vivos, tria millia librarum monetæ tunc currentis in terra noſtra Burgundia, in redditibus annuis ſuper Terram noſtram, quamvis idem Dominus Philippus vixerit, percipiendas annis ſingulis & levandas; niſi cauſa vel occaſio dicti divortii proveniret ex parte, vel ob culpam dicti Domini Philippi. Pro quibus tribus millibus librarum, annui redditus assignandis, in locis competentibus, ad dictum communium amicorum, per nos, vel per hæredes noſtros, ipſi Domino Philippo, eidem nos & omnia bona noſtra obligamus expreſſe. Ita tamen quod poſt obitum ipſius Domini Philippi, dicta tria millia librarum reddituum, ad hæredes noſtros, vel ad illos de quibus ordinaverimus, liberè revertantur. Facimus autem dicto Domino Philippo pactum expreſſum, quod dicta tria millia librarum annui redditus, quanſcumque vixerit, ſiant ſua, ſecundum quod ſuprà ſcriptum eſt. Promittimus etiam Domino Philippo prædicto per juramentum noſtrum, prædictam donationem & omnia & ſingula ſupràdicta, firmiter tenere, & inviolabiliter obſervare, & contra per nos vel per alium non venire, nec contra venire volentri modo aliquo conſentire, & ad hæc omnia & ſingula firmiter obſervanda, nos & bona noſtra penitus obligamus. Renunciantes in hoc facti ex certa ſcientia & per juramentum adſioni & exceptioni doli, in factum, doris, & dotalitii Privilegio, & ſpecialiter juri dicenti donationem quingentos ſolidos excedentem, ſine inſinuacione non

TOM. I.

valere, & omni Juri ſcripto, & non ſcripto, & conſuetudinario, per quod ſupràdicta annullari, vel infringi valerent. Et ut hæc donatio firma & ſtabilis perſeveret, eam per venerabilem virum Magiſtrum Guillelmum Succentorem & Officialem Lauſanenſem inſinuari facimus: & cum Sigillo noſtro Sigillum ipſius Officialis præſentibus rogamus apponi. Nos verò Magiſter Guillelmus Succentor & Officialis Lauſanenſis, ad præces & inſtantiam dictæ Domine Comitiſſæ, donationem præſatam inſinuamus, & in formam publicam redigimus, ac cum Sigillo ipſius Domine Comitiſſæ, Sigillum noſtrum præſentibus apponimus, in teſtimonium hujus rei. Datum III. Idus Junii, anno Domini milleſimo ducentefimo ſexageſimo ſeptimo.

CCCCXXXII.

1268. *Convention entre S. Louis Roi de France & la République de VENISE, pour l'envoi d'une Armée de la part du Roi dans la Terre Sainte. Fait en 1268. [G. G. LEIBNITZ, Codic. Diplomatici, Tom. I. pag. 24.]*

NAVIS, quæ vocatur Sancta Maria, eſt longa pedibus centum & octo, quæ longitudo eſt de pedibus ſeptuaginta in columba, in largore proræ & puppis eſt de pedibus triginta octo, & eſt ampla in fundo pedibus novem & dimidio, & eſt alta in ſecunda cooperta pedibus ſex & dimidio, & eſt alta in corridoribus pedibus quinque & dimidio & à corridoribus in ſuperius pedibus tribus & dimidio, & eſt alta in capitibus columbarum, & habet duos paraſiſos & unum bannum & unum ſuper bannum coopertum & duos pontes, & unum ſuper pontem & unum bellatorium amplum de quatuor vel quinque pedibus de retro puppin; quæ navis cum omnibus Corredis & apparatibus ſuis & cum centum & decem Marinariis dabitur pro mille quadringentis marcis argenti, ejus bonitatis, cujus eſt Venetiæ groſſus ad pondus de Pariſiis.

§. 2. Navis, quæ vocatur Roccafortis, eſt longa pedibus centum & decem, quæ longitudo eſt de pedibus ſeptuaginta in columba, & in largore proræ & puppis eſt de pedibus quadraginta, & eſt ampla in fundo de pedibus novem & dimidio, & eſt alta in prima cooperta undecim pedibus & dimidio, & eſt ampla in ore pedibus viginti novem, & eſt alta in ſecunda cooperta pedibus ſex & dimidio & eſt alta in corridoribus in ſuperius tribus pedibus & dimidio & eſt alta in capitibus columbarum pedibus triginta novem & dimidio, & habet duos paraſiſos, & unum bannum & unum ſuperbannum & duos pontes & unum ſuprapontem, & etiam de retro puppin unum bellatorium amplum de quatuor aut quinque pedibus, quæ navis cum omnibus corredis & apparatibus dabitur cum centum & decem marinariis pro conſimili pretio.

§. 3. Navis, quæ vocatur Sanctus Nicolaus, eſt longa pedibus centum, quæ longitudo eſt de pedibus ſeptuaginta quinque in columba, & in largore proræ & puppis eſt de pedibus viginti quinque, & eſt ampla in fundo pedibus novem, & eſt alta in prima cooperta pedibus undecem, & ampla in ore pedibus viginti ſeptem, & eſt alta in ſecunda cooperta pedibus ſex & dimidio, & eſt alta in corridoribus pedibus quinque & dimidio, & à corridoribus in ſuperius pedibus triginta octo, & habet paraſiſum, & duo banna unum ſuprà aliud, & duos pontes & unum ſuprapontem, quæ navis cum corredis & apparatibus ſuis & cum octoginta ſex marinariis dabitur pro mille centum marcis.

§. 4. Naves ſient ſeptem de novo pro iſto paſſagio, quarum quælibet erit longa de pedibus octoginta ſex, quæ longitudo cujuſque erit de pedibus quinquaginta octo in columba, & in largore proræ & puppis de pedibus triginta octo, & erunt amplæ in fundo pedibus octo, & eſt alta in prima cooperta pedibus novem & dimidio, & ampla in ore pedibus viginti unum & dimidio, & eſt alta in ſecunda cooperta pedibus quinque & dimidio, & eſt alta in corredis pedibus quatuor minus quarto, & erunt in capitibus columbarum altæ viginti novem pedibus, & habebunt quælibet unum paraſiſum & unum bannum & unum ſuperbannum decoopertum, & unum corredium, & unum pontem coopertum & unum pontem de arbore de medio uſque ad proram, quarum prædictarum navium cum corredis & apparatibus ſuis, & cum quinquaginta marinariis dabitur pro ſeptingentis marcis.

§. 5. Naves vero quinque erunt quorundam nobilium de Venetiis bone & ſufficientes, quæ erunt de portatione pro quolibet, ſicut erant ſuprà ſcriptæ ſeptem naves pro quolibet, quarum prædictarum quinque navium quælibet cum corredis & apparatibus ſuis, &

Fig 2

cum

ANNO
1268.(4) Tent-
erie y
doit il
avoir
Sousife o(5) G. G.
Lyonnais
soppression
qu'il faut
lire de de-
mon, de
Polemide.

cum quinquaginta Marinariis dabitur etiam pro septina-
gentis maris.

§. 6. Super eo quod Dominus Rex vult scire, quan-
tum constabit locus cujuslibet militis cum duobus ser-
vientibus, uno equo & uno (a) gratifero, pro equo
& aqua; dicunt Ambassiatores Ducis, quod volunt sci-
re quantum panem, quantum vinum, carnem & caseum,
& quanta & quæ alia victualia Dominus Rex vult poni
in navem pro milite, duobus servantibus & uno grati-
fero, & pro quanto tempore, quantum aquam vult pro
se miles, & pro dictis servantibus & gratifero pro quo-
libet die usque ad complementum passagii; item volunt
scire, quantum hordei, quantum feni vult poni in na-
vem pro uno equo, & pro quanto tempore, & quan-
tum aquæ dabitur equo qualibet die. Super eo verò,
quod Dominus Rex vult scire, quantum constabit loc-
us & aqua pro qualibet singulari persona, dicunt Am-
bassiatores, quod volunt scire, quæ & quanta victualia
vult singularis persona pro se mitti in navem & quan-
to tempore, & quantum aquæ vult pro die qualibet, &
cujus magnitudinis locum, & in qua parte navis.

§. 7. Sequuntur hic ea quæ sunt necessaria ad ponen-
dum in navibus pro sustentatione hominum & equorum,
quando passagium erit, pro qualibet persona unum mo-
dum frumenti ad mensuram de (b) Accor libratum in
pane & farina, una quarta & dimidia vini ad mensuram
Parisii pro qualibet die, & tantum de aqua, carnes sal-
satæ, casei, oleum, alia legumina armati militis pro
se & equo suo & duobus servantibus suis.

§. 8. Pro quolibet equo quatuor modis hordei ad
mensuram de Accor durante tempore, quo Dominus
Rex Francorum erit ibi, una botta feni, quæ erit de
tour novem pedum & de longitudine quinque pedum &
quindecim quartas aquæ ad mensuram Parisiensem pro
qualibet die.

Réponse mot-à-mot du Duc de Venise au Roi.

Vobis Domino Regi ego Marcus Quirinus Nun-
tius D. Ducis Venetorum dico, quod si transferi-
tis per partes ejus ad acquisitionem terræ sanctæ, &
passagium fuerit a rectori Sancti Johannis de mensis Junii ad
unum annum proxime venturum, quod ipse Dux dabit vo-
bis in ipso passagio quindecim naves, de quibus erunt septem
de illa magnitudine, quæ per alios Nuntios dicta
fuit, & quinque erunt aliorum hominum de Venetiis &
ejusdem magnitudinis, & alia tres magnæ naves, quæ
sunt communes Venetorum ejusque magnitudinis, quam
alii Ambassiatores vobis dederunt in scriptis; & aliud
magnum, pro quatuor millibus equorum & decem mil-
libus personarum; cum infra scripta conditione, vide-
licet, quod quilibet istarum duodecim navium habe-
bit marinarios quinquaginta, qui infra scripta conditione, vide-
licet, & Sanctus Nicolaus marinarios octoginta
sex. De quibus navibus videlicet de Roccaforti, & de
nave nova vocata Sancta Maria habere vult D. Dux
mille quadringentas marcas pro qualibet earum, & de
Sancto Nicolao marcas mille & centum, & de aliis
navibus marcas septingentas pro qualibet earum de bo-
no & fino argento de denariis grossis ad pondus Parisiis,
& de alio navigio pro uno milite cum duobus servitori-
bus & præbendis & harnaisis suis portando, habendo platam
secundum mensuram nobis per alios Ambassiatores datam,
marcas octo cum dimidio, & pro uno milite
habendo platam coopertam ab arbore de medio versus
puppim marcas duas & quartam, & pro uno scutifero
habendo platam discoopertam in loco prædicto uncias
septem argenti, & pro uno garsono cum uno equo
manente ipso apud cum habendo platam pro equo se-
cundum mensuram per alios Ambassiatores dimissam
marcas quatuor & dimidiam, & pro quolibet alio pere-
grino habendo platam ab arbore de medio versus pro-
ram cum suis viandis & garnisibus marcæ unam minus
quarta de eodem argento, & ad prædictum pondus;
quibus omnibus Dominus Dux tenebitur dare ligna pro
coquinare, & peregrini omnes possunt viandas, arma, &
alia necessaria pro se libere facere comparari & accipi
in partibus Domini Ducis sicut eis necessaria fuerint,
secundum quod faciunt alii homines terræ suæ. Et si
vos Dominus Rex volueritis pro expedare vestram
classem stare in partibus Cypril vel Cretæ, aut in illis
partibus pro habere consilium ad quas partes ire debeat,
patroni & marinarii teneantur expectare, si move-
ritis de Venetiis ad medium mensem Junii vel antea per
unum mensem pro prædicto prelio, & si moveritis trans-
acto medio mense Junii teneantur expedare per viginti
dies; & si volueritis hibernare tenendo navigium in lo-

cum salvationis, teneantur addere tertium plus dictæ ANNO
solutionis patronis Navium, & ipsi hibernare debeant ANNO
vobiscum cum ipsa conditione; & vos & illi, qui transi-
re voluerint, esse debeatis in Venetia ad Calendas Ju-
nii pro movere, ut dictum est, & si hæc vobis place-
rint, facietis prædictam pecuniam D. Duci dari in Ven-
etiis hoc modo, videlicet: tertium rotius solutionis in-
fra duos menses, postquam concordata facta fuerit, &
aliud tertium Calendis Septembris usque ad Sanctum
Michaelen, & aliud tertium in adventu nostræ & uni-
versæ gentis Venetorum.

§. 2. Et Dominus Dux & homines Venetorum ad
obsequium Christi & exaltationem & robur fidei Chris-
tiane pro reverentia Domini Pape & pro vestro honore
in auxilium hujus facti ponent & teneant per unum
annum quindecim gales armatas suis expensis, cum
ista conditione, quod per privilegium sine scriptum ha-
beant, quod ubicunque in omni parte, tam in mari,
quàm in terra, ubi erunt homines Venetorum de ipsis
debeat fieri ratio per illum, qui pro D. Duce fuerit,
tam inter eos, quam si alii ab eis petere voluerint in
justitia sine vindicta de maleficiis tam in honore, quam
in personis; & quod in terris, quæ Deo volente acquie-
tabuntur habeant libertatem & plenam franchisiam, tam
intrando, quàm exundo, tam in mari, quàm in terra,
& locum bonum & idoneum pro habitatione sua, scilicet
Ecclesiam Venetorum, metra, passus, mensuras,
stateras, balneum, furnum, & tabernam, platam,
bochariam & piscariam, insuperque unum vel plures sint
pro D. Duce qui inter gentem suam & de ipsis inten-
tionem faciat, & iustitiam sine vindictam tam de honore,
quàm de personis. Præterea si homines D. Ducis, aut
aliqui eorum passi fuerint aliquo casu naufragium in ali-
qua parte, ubi vos Dominus Rex habebitis posse ipsi
erunt salvi & securi in personis & rebus, quas recupe-
rare poterunt, & ab omnibus dictarum partium, qui
pro vobis fuerint, habebunt auxilium, consilium & fa-
vorem, salvis omnibus rationibus, juribus & honoribus,
quos & quæ Dominus Dux & homines Venetorum
habent & habere debent in Regno Hierosolymitano.

CCCCXXXIII.

Testament de PIERRE Comte de Savoye, Fait
au mois de Mai, 1268. [S. GUICHENON, 6. Mai.
Histoire Généalogique de la Maison de Savoye, SAVOYE
Preuves. pag. 75.]

In nomine Patris, & Filii, & Spiritus Sancti, Amen.

ANNO Domini millesimo ducentesimo sexagesimo
octavo, in festo Joannis Evangeliste ante Portam
Latinam. Nos PETRUS COMES SABAUDIE,
sani mente, licet agri corpore, providere mortis casus
volentes, nolentes decedere iustitiae de bonis, & rebus
nostris, ordinamus & disponimus in hunc modum. In
primis volumus, & precipimus debita nostra integrali-
ter persolveri, & clamores sedari, & emendari per Exe-
cutores nostros infra scriptos, & ad ipsa debita solven-
da, & clamores emendandos, & pacificandos ad arbi-
trium dictorum Executorum, oneramus hæredes nostros
infra scriptos, modo, & forma infra scriptis: sepultu-
ram nostram eligimus apud Altam combam, *Beatricem
carissimam: Filiam nostram Uxorem Illustris Viri Delfini
Viennensis*, hæredem nostram instituiamus in tota Terra
nostra, quam habemus in Gebenneio, & in Waudo,
usque ad Mosterensiem, & in Alemania, quocunque
titulo in prædictis terris, aliquid possideamus, vel quasi
excepto jure quod habemus apud Seyffellum, & Mon-
ten-falconem. Item damus, & legamus eidem Beatrici
Filie nostræ, homagium quod tenetur nobis Albertus
Dominus de Torre, cum feudis quæ a nobis tenet. Item
feudum quod a nobis tenet Comes Forensis. Item Cas-
tra sancti Raneberti, & de Lommes, cum mandamen-
tis, & pertinentiis universis, & feudis quæ a nobis te-
nentur apud Roimont, & ipsam hæredem instituiamus
in omnibus & singulis prædictis. Item damus, &
legamus dilectis *Nepotibus nostris, Filiis Domini Tho-
mæ de Sabaudia, carissimis nostris, Filiis Domini Tho-
mæ de Sabaudia, carissimis nostris Villam* franchiam
in terra Pedemontis, & jus quod habemus in
ipso Castro, & pertinentiis ejusdem, & terram quam
habemus in Essex & in honore Aquile in Anglia. Item
carissimæ Domine nostræ *Alenore Regine Angliæ*, da-
mus & legamus Comitatum Richemontensem, ita ta-
men quod ipsa solvat, & satisfaciat integraliter de omni-
bus debitis, quibus teneatur Mameto Spina, & ejus
sociis Civibus, & Mercatoribus Florentinis. In Comi-
tatu autem Sabaudie, & in aliis bonis nostris, tam ul-
tra Montes quàm infra, ubicunque existentibus, hære-
dem

ANNO 268. dem nostrum facimus, & infinitum carissimum Fratrem nostrum *Philippum de Sabaudia, Comitem Burgundie*, exceptis legatis, & elemosinis, que interius continentur, & si ipsum Comitem decedere contingeret sine liberis masculis, quodcumque substitutum eidem in prædicto Comitatu, & omnibus aliis, prædictos Nepotes nostros, vel ipsum alii superius, prædicta omnia devolvantur, & restituantur, sine restitutione, vel diminutione quarta Trebellianica, vel alterius cuiuscunque. Item Domino de Turre remittimus, & quitamus Gageriam quam ab ipso habemus apud Burgundiam, & etiam debitum quo nobis pro dicta Gageria tenebatur. Item remittimus, & quitamus Filiis Radulphi de Gebennis, dilectis consanguineis nostris, duo millia marcharum, de debito quo nobis tenentur, pro Gageria quam habemus ab ipsis. Item Turrim de Vinesio, cum omnibus suis pertinentiis, damus & legamus dilecto fidei nostro Domino Hugoni de Palafium. Item dilectæ *Uxori nostræ Agneti Domina Fucigniaci*, damus & legamus ad vitam suam, Castra de Versoia, de Aingio, de Felterna, de Charoffa, de Albona, cum eorum pertinentiis universis. Item *Domina Margareta Comitissa de Quiburgo, carissima Sorori nostræ*, damus & legamus quingentas libras Viennenses annuas, ad vitam suam percipientes, in pedagio Villæ novæ, pro duabus millibus marchis argenti, quas habuimus ab eadem. Item *Filiam Amædei Comitissæ, carissimæ Fratris nostri* quondam volumus, & precipimus dotari, & maritari decenter, usque ad summam septem millium librarum Viennensium, per Comitem Burgundie supra dictum. Brenueriam verò fructuariam, & paleam, qua consuevimus, tam nos quam prædecessores nostri percipere in Comitatu Sabaudia, totaliter quitamus & remittimus, pro nobis, & heredibus nostris, Domui quoque Altecombe, pro remedio anime nostræ, damus & legamus ducentas libras Viennenses, pro emendis decem libratis terræ, pro Anniversario ibidem annuo faciundo. Item Ecclesiæ Beati Joannis Baptistæ Bellincensis damus, & legamus ducentas libras Viennenses, pro eodem & ad suppleendum illud quod per nos jam diu exister assignatum, ad sustentationem unius Lampadis ante Altare Beati Joannis, ibidem damus XV. libras Viennenses. Item Abbatiæ sancti Sulpicii damus, & legamus quinquaginta libras Viennenses, Domui Carthusiæ LX. libras, Domui Arverre triginta libras, Abbatiæ Monialium de Bous L. libras, Abbatiæ Bituminis L. libras, Operi Pontis Petre-Castri XL. libras, Hospitali Montis-Cassii XXX. libras, Hospitali Montis-Benedicti domum nostram de London, cum ejus pertinentiis, Hospitali Columnæ Jovis XX. libras, Abbatiæ sancti Mauricii Aganensis centum libras, Hospitali Villæ novæ XX. libras. Item Ecclesiæ Beati Petri de Gebennis XX. libras, Fratribus Prædicatoribus ibidem XX. libras, Fratribus Minoribus ibidem XX. libras, Ecclesiæ Beatæ Mariæ Laufenensis XXX. libras, Fratribus Prædicatoribus ibidem XX. libras, Fratribus Minoribus ibidem XX. libras, Fratribus Minoribus de Chamberiaci XX. libras. Item Domino Gosfredo de Amafino CCC. libras, Domino Guigoni de Garnerens C. libras, Domino Petro de Chaffis centum libras, Domino Humberto de Montreal L. libras, & precipimus sibi solvi triginta marchas, quas dicit sibi deberi, pro quibusdam expensis per eum in munitione de Penesley, Domino Petro Cappellano nostro LX. libras, Vincentio de Petra-Castri LX. libras, Hugoni de sancto Mauricio L. libras, Petro de Seculia XL. libras, Roberto de Salins LX. libras, & precipimus sibi solvi illud quod sibi debemus, Theobaldo de Rotomago solvantur XL. libras, quas ei debemus, Roletto de Billens damus, & legamus decem libras Laufenenses annuas, in furnis nostris de Meuduno, Jaqueto de Buffy damus L. libras, Barberio nostro XXX. libras, Stephano Cotto XXX. libras, & precipimus ei solvi XLV. libras Laufenenses, quas sibi debemus, Jaqueto de sancto Jorio XXX. libras, Petro de Priffo XXX. libras, Willermo de Priffo XXX. libras, Roletto de Mouffie XXX. libras, Petro de Meuduno XXX. libras, Gerardo de Valle Transierii XL. libras, Aymoni de Boza XXX. libras, Antelmo de Amafino XL. libras, & emendetur sibi unus Equus quem amisit hoc anno, in nostro servitio: Aymonem de Fucigniaci quod eidem provideat competeret, Petro de Feigie XX. libras, Jaqueto de Sergie XX. libras, Putondo XX. libras, Galtero Coto XL. libras, Joanni de sancto Eugendo X. libras, Sobina Sciffiori X. libras, Verniffo XX. libras, Stephano Foratori XV. libras, Willermo de Lucingla X. libras, Petro de Valen. X. libras, Petro Grossi C. florenos, Joanni de Garderoba X. libras, Galtero

Alemanno XXX. libras: Omnia autem onera, legata & debita superius contenta, & omnia debita nostra ubique ea debeamus citra Mare Anglicum, volumus quod prædicti Heredes nostri Filia & Frater, solvant medietatem omnium, quilibet, & pro media parte, quilibet ipsorum satisfacti universis, & si quis Heredum prædictorum, partem suam debitorum & clamorum non solverit, vel de ea satisfacere noluerit, ad arbitrium Executorum infra scriptorum partem non obtineant voluntati, & ordinationi nostre hujusmodi, & ex nunc adinimus, attribuent eam totaliter, alii volenti, & complenti voluntatem & ordinationem nostram prædictam: De hominio autem, quod petebat a nobis Venerabilis Pater Dominus Aymo, Episcopus Gebennensis pro feudo, quod dicit, quod ab ipso tenere debemus, volumus quod Heredes nostri prædicti, sibi faciant quod debebunt. Item Domino Petro de Aqua Blanca remittimus sex viginti libras Viennenses, quas nobis debet, & precipimus sibi dari quater viginti libras Viennenses per Executores nostros. Executores autem hujus ultimæ voluntatis facimus, & constituimus V. P. in Christo Dominum Tharentasensem Archiepiscopum, Dominum Episcopum Gebenarum, Abbatem Altecombe, Priorem Lutraci, Dominum Hugonem de Paleysieux Ballivum nostrum in Waudo, Dominum Sofredum de Amayfino, Ballivum nostrum in Sabaudia, Berlionem de Amayfino, & Thomam de Rossillon Clientes nostros, & precipimus omnibus nostris fidelibus nobilibus, & ignobilibus, sub fide quâ nobis tenentur, quod prædictis Executoribus nostris ad complendam hanc nostram ultimam voluntatem præsentem consilium quodcumque poterunt, & juvamen: Hanc autem nostram ultimam voluntatem valere volumus jure testamenti in scriptis, vel nuncupativi, vel jure cujuslibet ultimæ voluntatis, & jure Codicillorum, & eo melius quo valere poterit, secundum jura Civilia, vel canonica sanctiones, & huic cum subscriptione nostra, & testium subscriptorum, Sigillum nostrum apponimus, in testimonium veritatis. In Anglia vero facimus Executores nostros, carissimum Dominum nostram Illustræ Reginam Angliæ, & Dominum Gulchardum de Charron militem per ordinationem hujusmodi nostram exequendam ibidem, & si qua alia testamenta repertiuntur a nobis prius facta, revocamus ea, & illud testamentum solum valere volumus, ut supra est expressum. Item viginti, quæ levabatur in mandamento de Montemelano, ad firmandum Castrum ejusdem loci remittimus, & quitamus, & precipimus quod ea quæ jam levata erant, restituantur. Item Abbatiæ Stamedici damus, & legamus, pro remedio anime nostræ L. libras. Item Domui Allionis XXX. libras. Item Domui de Pomiers XX. libras. Item Domui Repositorii XX. libras. Item Domui de Anjone XX. libras. Item Domui Mairiaci XX. libras. Item Domui Porrarum XX. libras. Abbatiæ de Cheytrii XXX. libras. Abbatiæ Bonimontis XXX. libras. Abbatiæ de Alta-Crista XXX. libras. Domui de Valon XX. libras. Item Hugoni Dorchi damus, & legamus XX. libras. H. Cassino XX. libras. Item prædictæ Filie nostræ damus, & legamus, cum supra scriptis, quidquid habemus apud Dorchem & in Michalia, tam in dominicariis quam feudis, homagiis, & aliis universis. Item damus, & legamus Abbatiæ sancti Michaelis Clusii, pro uno Anniversario acquirendo C. libras Viennenses. Item Domui sancti Vallis Benedicti XXX. libras. Abbatiæ Sancti Justii Secutia XL. libras, Ecclesiæ Beati Joannis Maurianensis XL. libras. Item Sancti Petri Tarentasensis, & Canonici, & Ecclesiæ secularibus ibidem L. libras, Ecclesiæ, & Capitulo Augustinensi L. libras, & precipimus quod quærelas, quas faciebat de nobis Episcopus Augustensis, sedare debeat & pacificare Comes Burgundie Hæres noster, ita quod de eis sine peccato remaneamus. Item Abbatiæ Alpeni damus, & legamus XL. libras. Abbatiæ Abundantia XL. libras. Abbatiæ Filliaci XXX. libras. Sancti Monialibus de Bella-Rippa XXX. libras. Abbatiæ de Siz XXX. libras. Item ubi supra diximus, quod *Soror nostra Comitissa de Kiburgo*, habeat ad vitam suam, quingentas libras Viennenses, in pedagio nostro Villæ novæ. Intendimus, & volumus, quod illi quibus tenemur, & quibus suam solutionem assignavimus supra pedagiū prædictum, prius solvantur integraliter de debito supra dicto. Item Castra nostra de Falaverio, & de Dintresiac damus, & legamus prædictæ Filie nostræ, cum eorum mandamentis, & pertinentiis universis. Quod autem superius diximus, quod Hæreses nostri prædicti, legata, debita, & clamores debeant solvere, quilibet pro dimidia parte. Intelligimus de omnibus debitis, & clamoribus, excepto quod Comes Burgun-

ANNO
1268.

ANNO
1268.

dit, solus solvere debeat dotem prædictæ Filie Comitissæ Amedei, usque ad summam superius dictam, & residuum debet assignare, si tamen dictus Comes observaverit conventionem, seu compositionem factam inter nos, & Filiam prædicti Comitissæ Amedei: si verò dictus Comes prædicta observare noluerit, prædictæ Filie in Comitatu Sabaudie, juxta suum saluum sibi remaneat, sicut ante cessionem, quam nobis dicta Filia, fecerat de prædicto Comitatu, & Juramentum remittimus eidem. Item Ecclesiæ Paterniaci damus, & legamus, pro remedio animæ nostræ L. libras Viennenses. Nos Petrus Comes Sabaudie, huic testamento nostro Sigillum nostrum apposimus, & subscripsimus, & signum fecimus. Testes Joannes Episcopus Bellicensis, Petrus Abbas Alpenis, Willelmus Prior Bellicensis, Girardus Officialis Gebennensis, Ey. Decanus Alyngii, Pontius Clavelli Curatus Sancti Hipoliti, Beneventanus de Compeio Juris Civilis Professor, qui omnes subscripserunt, & signum fecerunt.

CCCCXXXIV.

8. Sept. *Traité entre PHILIPPE Comte de Savoie & de Bourgogne, & la Ville de BERNE, fait audit Berné, au mois de Septembre, 1268. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoie. Preuves. pag. 82.]*

SAVOYE
ET BERNE.

SCULTETUS & Consules & universitas de BERNO acceptaverunt, & receperunt in Dominum & Protectorem suum, loco Imperii D. Philippum Sabaudie & Burgundie Comitem, toto tempore vite sue, donec Romanorum Rex, vel Imperator venerit ultra Rhenum in Alsatiam, & effectus fuerit potens in illis partibus, tenendo Basileam, & quamdiu ipsos habere voluerit in manu sua, & quod D. Philippus percipiat redditus & proventus de Telonio, de Moneta & de Majori judicio ipsum cum plenitudine juris & honorum, sicut Rex & Imperatores percipere consueverunt, & promittunt ferre ipsam D. Comitem indemnem adversus Regem, sive Imperatorem, qui postea creabitur, & juvare eum contra omnes; ita etiam quod dictus Comes teneatur eos defendere contra singuli à quatuordecim annis supra, jurabunt attendere ipsi Comiti, omnia supradicta, & debitam fideltatem facere. Datum apud Bernam, Anno M. CC. LXVIII. Dominica Nativitatis Beate Mariæ, mense Septembri.

CCCCXXXV.

20. Sept. *Lettres patentes de RICHARD, Roi des Romains, par lesquelles il approuve la Cession que HENRI, Duc de Brabant, fit de ce Duché, en 1267. à son Frere JEAN, données à Cambrai le 20. Septembre 1268. [Voyez-les ci-dessus, pag. 226.]*

CCCCXXXVI.

1269. *Transaction passée entre HUGUES Duc de Bourgogne, & PHILIPPE Comte de Savoie & de Bourgogne, faite par l'entremise de HUGUES Comte de Vienne & de HENRI Seigneur de Sainte Croix son frere, en 1269. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 518.]*

BOURGOGNE
DUCHÉ
ET COMTE.

NOS HUGUES Cuen de Vienne, freres de Paigny, & Henris freres de sainte Croix, freres, faisons savoir à tous cels qui verront & orront ces Lettres, que nos prometrons en bonne foy, à noble Baron & Prince Hugon Duc de Bourgogne, nostre Seigneur, que nos porchasserons, procurerons, & faisons faire, & en sommes tenus, toutes les choses que cy-dessous sont devisées. Ce est à avoir, de querelles que nostre freres li Duc devant dit a envers le noble Baron PHELIPPE Comte de Savoie, & de Bourgogne, & à Aalis sa femme, par raison dou Comté de Bourgogne, que li devant dit Cuen, & la Contesse de Borgoigne donront au devant dit Duc onze mille livres de Viennois, & Dole, & la Chastellenie de Dole, & les appartenances, en-

tièrement, seront dou fié le Duc, & Rochefors, & les appartenances, seront dou rerefié lou Duc, enfinc comme ele sunt dou fié du Comte; en tele maniere, que ladite Contesse de Borgoigne tara le fié l'omaige qu'elle a maintenant desdites chose, & li Cuen ses freres, baillera ses Lettres pendantz à Duc, que le fié & l'ommaige que la Contesse aura fait, que ale l'a fait de s'autorité, & de son consentement, & que il le servise fera dou fié, & de l'omaige, tant comme il fera Cuen de Borgoigne. Et ce lara contenu en la devandite Lettre le Comté de Borgoigne. Et est encor a avoir, que nos sommes tenu à porchacier, à faire que la Contesse de Borgoigne devandite, dedans la Chandelouse prochaine à venir, crestra le devant dit fié de cinc cens livres de terre dou domaine dou Conte devandit de Borgoigne, ou dou fié de Nubians, enterrangement, ainsi comme il est tenuz dou Conte, sauf ce que il lara tenuz de rerefié. Encores promettons nos, & sommes tenu, que par la querelle que li devant dit Duc a envers Othenin de Borgoigne, & ses freres, par raison de lor partage de Salins, que ladite Contesse allera au Duc, & la partie Othenin, & ses autres enfans mil livres de terre à Viennois, en heritaige perpetuel, ou portz de Salins, sur le partage de Othenin, & de ses freres, qui lor vient de par leur pere, & que la Contesse se obligera, à garantir, & à faire tenir ladite affaire: Et de ce baillera ses Lettres pendantz au Duc, & les Lettres le Conte son seignor, que cestes choses soient faites par son consentement, & de s'autorité. Et est a avoir, que en la pais lou Duc fust contenu tuit li aideour, & especiallement Messires Jehans de Chalons, li Seschaus de Lion, & li freres de Joyz, quant à ce que li Cuen de Borgoigne, ne la Contesse, ne les preignent à achoson, ne riens ne leur demandent par aide, que il ont fait, ou entendoient à faire audit Duc. Et de cestes choses nos enloions au Duc, nos & nos hoirs, & nos terres, & nosres choses, & les choses devant dites faictes, ceste Lettre ne vaudra riens, & doit estre randue. Ou tesmoignage desquos choses, nous avons mis nosres seaus en cestes presentes Lettres. Ce fu fait le Jedy prochain apres la feste de la Mazeloine, en l'an nostre Seignor mil & deux cent & sexante & nuef.

CCCCXXXVII.

Littere HENRICI III. Regis Angliæ, quibus 24. Sept. continentur & nota sunt Conditiones Treugarum inter ipsum & EDUARDUM filium ab una, & LUDOVICUM IX. Regem Franciæ ab altera parte initarum pro quinque annis. Dat. apud Winton. die Martis proxima ante festum Sancti Michaelis anno 1269. [Pièce, tirée du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin, pag. 197.]

HENRICUS Dei gratia Rex Angliæ, Dominus Hiberniæ, & Dux Aquitanie, & Eduardus primogenitus, universis Christi fidelibus, presentes Litteras inspecturis, Salutem. Notum facimus quod ad requisitionem excellentissimi Principis, Domini & Constançini nostri Carissimi Ludovici, Dei gratia Regis Franciæ illustris, Treugas olim inter serenissimum Principem Theobaldum Dei gratia Regem Navarra ex una parte, & nos ex altera usque ad proximam venturam Pascha initas, in presentia ejusdem Domini Regis & ejus auctoritate, per Internuntios, seu Procuratores rectos & speciales, hinc inde firmatas, sub modo inter cetera infra scripto, quantum ad nos pertinet, prorogamus, seu novamus, usque ad dictum festum instantis Paschatis, & ex tunc ad quinquennium continue duraturas; & fideles nostros Richardum de Moueto, & Guillelmum de Hauken, Milites Procuratores nostros ad hoc specialiter constitutos, in nostram animam in presentia ac manu Domini W. Decani Sancti Aniani, ac Willelmi de Milly Militis, Nuntiorum predicti Domini Regis Franciæ jurari fecimus pro nobis, & nostris hominibus, gentibus, valitoribus, & omnibus nobis adherentibus, bona fide illibatas teneri, & fideliter observari, juxta requisitionem ejusdem Domini Regis Franciæ, concedentes quod Senescalli nostri quicumque pro tempore fuerint, in terra nostra, prebeant saluum & securum conductum, & transitum eundo & redeundo, ac etiam morando, urgente forsitan infirmitate,

tate, vel alla necessaria & iusta causa per terram nostram eandem dicto Regi Navarra cum moderata familia & sine armis quotiens opus fuerit & placebit eidem, hoc actio quod usque ad centum in comitiva sui, vel suorum, per terram eandem, recto tramite, sine fraude & periculo, sub conductu, & ad visum Senescalli nostri, transire sibi liceat secure, qui secum arma conducere possint & illorum centum taliter cum armis, transitu per terram libere completo, licebit eidem vel ejus locumtenenti, alia centenaria per intervalla sine suspitione & dicto modo ducere vel mittere quotiens opus fuerit, vel viderit sibi expedire.

Et ut dictæ Treuga possint melius observari, ad tollendam omnem materiam discordiæ assentimus quod durantibus Treugis liberum sit gentibus prædicti Regis Navarra, & ejus hominibus, valitoribus, & omnibus fautoribus suis, & sibi adherentibus ubicunque fuerint, & etiam illi qui sunt de Bayona in Treuga hujusmodi comprehensi, ire, redire, morari pro negotiis suis agendis, per Vasconiam, & aliam terram nostram, salvo & secure, absque damno alteri faciendo, vel perquirendo; & verâ vice eodem modo liberum erit gentibus nostris, hominibus & valitoribus nostris, fautoribus, & omnibus nobis adherentibus, ire & redire per Navarram, & aliam terram dicti Regis Navarra pro negotiis suis agendis, salvo & secure, absque damno alteri faciendo, vel perquirendo.

Rursus durantibus Treugis non licebit nobis aut alteri nostrum recipere per nos, aut nostrum alterum, vel nostros in auxilium nostrum, homines feodatos prædicti Regis Navarra, vel feodatorum ipsius, neque terras ipsorum: similiter verâ vice non licebit eidem Regi Navarra, recipere per se vel suos in auxilium suum homines feodatos nostros, vel feodatorum nostrorum neque terras ipsorum.

Insuper concedimus quod Castrum de Lourde, cum Burgis pertinentibus, habitatoribus, & toto territorio suo remaneat sub modo & conventionibus, & ordinatione in dicta Treuga prima sub sigillo dicti Domini Regis Francie contentis, quæ iteratæ hic, & contentæ intelliguntur perfecte quod ad victualia & personas, & eorum conditionem, & numerum, munitiones & res, & omnia alia, secundum Treugarum continentiam prædictarum.

Actum est etiam quod præfatus Rex Navarra Senescallo nostro Vasconie, vel ejus locumtenenti, per suas patentes Litteras debet declarare infra venturum proxime festum Sancti Johannis Baptiste personas de Bayona quæ sibi adhererint in guerra, quas vult sub Treugis hujusmodi comprehendere, quod si inter illos de Bayona prædicto Rege Navarra nominandos fuerint aliqui qui pro criminibus ab eis commissis, banniti essent publice antequam eidem Regi Navarra in Guerra adhaerissent prædicta, pro qua Treuga initæ primo fuerint, prædictæ eis Treugæ quomodocunque convictis, securitate non tribuant, quominus iustitia debita possit fieri de eisdem, si in Vasconia ipsos contingeret inveniri. Et si essent aliqui inter ipsos qui prius essent de criminibus accusati, redire salvo & secure poterunt jus capiendū & faciendū.

Sane si nos Eduardus prædictus eundo in Hispaniam, vel proficiscendo peregre apud Sanctum Jacobum vel alibi, transire velimus per Regnum Navarra, & aliam terram dicti Regis Navarra, ipse Rex, aut gentes ipsius, nobis, aut Comitibus nostro moderatæ (ut dictum est) præbere requisiti tenentur saluum & securum transitum & conductum eundo & redeundo, & morando etiam infirmitate, vel alia necessitate urgente.

Et insuper actum quod nulla fiant, vel fieri possint penitus novitates vel præjudicia per nos aut alterum nostrum, vel nostrum nomine prædicto Regi Navarra & terræ ipsius, in personis vel rebus feodatorum ipsius, vel subfeodatorum suorum, & valitorum, & sibi adherentium.

Assentimus etiam & volumus quod transgressionem, si quæ facta sunt, vel fieri forte contigerit, qualicunque tempore Treugarum prædictarum infra vel extra Regnum Francie, idem Rex vel heredes sui Reges Francie, quibus quod ad hoc, & eorum jurisdictioni & potestati supponimus nos & nostra infra Regnum Francie constituta, ex si & de plano, sine lite, & emendatione quacunque facient emendari, & reintegrata novata. Has autem Treugas admittimus, inimus cum præscriptis conventionibus & conditionibus, ac firmamus per nos, heredes, & successores nostros in manu & presentia prædictorum Nuntiorum prædicti Principis & Domini Regis Francie, pro ipso Domino suo, & ejus auctoritate, ac juris & officii sui publici, ratione & nomine dicti Regis Navarra, & quorum interest,

aut interesse potest recipientibus & solemniter stipulantibus.

In cujus rei testimonium Litteras, sigillis nostris munitas duximus concedendas. Datum apud Winton. die Martis proxima ante festum Sancti Michaelis Anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo nono.

Et sunt lesdites Litteres scellées de deux Sceaux.

CCCCXXXVIII.

Litteræ THEOBALDI Regis Navarra, quibus 24. Sept.

Treuge inter LUDOVICUM Regem Francie ipsius Patrem ab una, & HENRICUM Regem Angliæ ab altera parte, nuper initæ ad quinque annos ratihabentur & confirmantur pro parte sua & Regni Navarra, Dat. apud Stellam die Martis ante festum S. Michaelis ann. 1269.

[Pièce tirée du Volume LV. des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin. pag. 207.]

THEOBALDUS Dei gratia Rex Navarra, Campanie & Briæ Comes Palatinus, universis Christi fidelibus presentes Litteras inspecturis, Salutem. Notum facimus quod ad requisitionem excellentissimi Principis, Domini & Paris nostri Carissimi, Ludovici Dei gratia Regis Francie illustris, Treugas olim inter Serenissimum Principem, Henricum Dei gratia Regem Angliæ illustrem, & ejus primogenitum Domini Edwardum ex (a) nos ex parte una, & nos ex parte altera, usque ad venturum proximum Pascha iutas in presentia ejusdem Domini Regis, & ejus auctoritate per Internuntios, seu Procuratores certos & speciales hinc inde firmatas, sub modo inter cætera infra scripto, quantum ad nos pertinet prorogamus seu novamus usque ad dictum festum infans Paschatis, & ex tunc ad quinquagium continue duraturas, & Clementem de Alveato Senescallum nostrum ad hoc specialiter constitutum in nostram animam in presentia & manu Domini Erardi de Valeraco Militis, & Magistri Gaudridi dicti de Templo, Nuntiorum prædicti Domini Regis Francie jurati fecimus pro nobis, & nostris hominibus, gentibus, valitoribus, & omnibus nobis adherentibus bona fide illibatas teneri, & fideliter observari juxta requisitionem ejusdem Domini Regis Francie, concedentes quod Senescalli nostri, quicunque per tempore fuerint in terra nostra, præbent saluum & securum conductum & transitum eundo, redeundo, & etiam morando urgenti forsitan infirmitate, vel alia necessaria iusta causa per terram nostram eandem dicto Regi Angliæ, & ejus primogenito cum moderata familia & sine armis quotiens opus fuerit, & placebit eidem hoc actio quod usque ad centum in Comitiva sua, vel suorum per terram eandem recto tramite, sine fraude & periculo, sub conductu, & ad visum Senescalli nostri transire sibi liceat secure, qui secum arma conducere possint, & illorum centum taliter cum armis, transitu per terram libere completo, licebit eidem, vel eorum locum tenenti, alia centenaria, per intervalla, sine suspitione, & dicto modo ducere vel mittere quotiens opus fuerit, & sibi viderint expedire.

Et ut dictæ Treuga possint melius observari, ad tollendam omnem materiam discordiæ, assentimus quod durantibus Treugis liberum sit gentibus prædictorum Regis Angliæ & Domini Edwardi, & eorum hominibus, valitoribus & omnibus fautoribus suis, & sibi adherentibus, ubicunque fuerint, ire & redire, & morari pro negotiis suis agendis per Regnum Navarra, & aliam terram nostram, salvo & secure, absque damno alteri faciendo vel perquirendo; & verâ vice eodem modo liberum erit gentibus nostris, hominibus & valitoribus nostris fautoribus, & omnibus nobis adherentibus, & etiam illis de Bayona qui sunt in Treuga hujusmodi comprehensi, ire & redire per Vasconiam, & aliam terram dictorum Regis Angliæ, & ejus primogeniti pro negotiis suis agendis, salvo & secure, absque damno alteri faciendo vel perquirendo.

Rursus durantibus Treugis non licebit nobis recipere per nos vel nostros in auxilium nostrum homines feodatos ipsorum Regis Angliæ, & Domini Edwardi, vel suorum feodatorum, neque terras ipsorum; similiter verâ vice non licebit dictis Regi Angliæ & Domino Edwardo recipere per se vel suos in auxilium suum homines feodatos nostros, vel feodatorum nostrorum, neque terras ipsorum.

Insuper concedimus quod castrum de Lourda cum burgis, pertinentiis, habitatoribus, & toto territorio suo remaneat sub modo & conventionibus ac declarationibus, & ordinatione in dicta Treuga prima sub sigillo

(a) Pen-
être est-ce
une faute
du Copiste,
pour e.

ANNO
1269
sigillo dicti Domini Regis Francie contentis, quæ iterare hic, & contentæ intelligantur perfectæ quod ad victualia, & personas, & earum conditionem & numerum, munitiones, & res, & omnia alia, secundum contentiam dictarum Treugarum.

Actum est etiam quod nos Senescallo Vasconie, vel ejus Locumtenenti, per litteras patentes Litteras declarare debeamus infra venturam proximam festum Beati Johannis Baptiste personas de Bayona quæ nobis adhererunt in guerra, & quas sub Treugis hujusmodi volumus comprehendere. Quod si inter illos de Bayona nominandos a nobis fuerint aliqui qui pro criminibus commissis ab eis jam si essent publice, antequam nobis in guerra adhererent prædicta, pro qua Treuga initæ primo fuerant prodita, & Treuga prædictæ quodcumque condita fecerint non tribuant quominus iustitia debita possit fieri eis eisdem, si in Vasconia ipsos contingeret inveniri, & si essent aliqui inter ipsos qui prius essent de criminibus accusati, redire salvo & secure poterunt per capiendi & sciendo.

Si dictus sine Domino Edwardus cundo in Hispaniam, vel proficiscendo peregre apud Sanctum Jacobum, vel alibi, transire vellet per Regnum Navarra, & aliam terram nostram, nos & gentes nostræ ei & Comitibus suis moderatè (ut dictum est) præbere requisiti tenemur saluum & securum transitum & conductum cundo, & redendo, & morando, etiam infirmitate, vel alia necessitate urgente.

Est insuper actum quod nullæ fiant vel fieri possint penitus novitates, vel præjudicia per nos vel nostrum nomine novitates Regi Angliæ, vel Domino Edwardo, & terræ eorum in personis vel rebus, ipsorum feudatorem, vel subfeudatorem & valitorum suorum, & sibi adherentium, & vice versa nullæ fiant, vel fieri possint penitus novitates vel præjudicia, per Regem Angliæ, vel Dominum Edwardum, vel eorum nomine nobis & terræ nostræ, in personis vel rebus nostris, feudatorem vel subfeudatorem & valitorum nostrorum, & nobis adherentium.

Assentimus etiam & volumus quod transgressionem, si quæ facta sunt, vel fieri forte contigerit, qualicumque tempore prædictarum Treugarum, infra, vel extra Regnum Franciæ, idem Rex & ejus heredes Reges Franciæ, quibus quoad hæc & eorum jurisdictioni & potestati supponimus nos & nostra infra Regnum Franciæ constituta ex si & de plano, sine lite & interpellatione quacumque faciem emendari, & reintegrari novata. Has autem Treugas admittimus, inimus, cum præscriptis conventionibus, & conditionibus, ac firmamentum; & hæredes & successores nostros, in manu & præsentia prædictorum Nuntiorum prædicti Principis Domini Regis Franciæ, pro ipso Domino suo, & ejus auctoritate, ac juris & officii sui publici ratione & nomine prædictorum Regis Angliæ, & Domini Edwardi, & quorum interest vel interesse potest, recipientibus, & solemniter stipulantibus, ita tamen eo quod Dominus Equitatus de Cabanes ab hujusmodi Treuga in præsentia prædicti Domini Regis Franciæ verbatenus seipsum exclusit, volumus quod ipse Dominus Equitatus, & terra quam habet & detinet, & ejus feudatores, nec non omnes traductores, & etiam res & terræ eorumdem à Treuga hujusmodi penitus sint exclusi.

In cuius rei testimonium & perpetuum memoriam has nostras patentes Litteras sigillo nostro munitis duximus concedendas. Actum apud Scellam in Navarra, die Martis proxima ante festum Beati Michaelis Archangeli, Anno Domini 1269. Nota Odonis de Castrock.

Les jont lesdites Lettres cy-dessus transcrites scellées en double queue de parchemin pendant au reply, d'un grand scel sur cire rouge, & sont annexes aux Lettres cy-dessus premières transcrites, & sur le dos des dites Lettres est écrit ce qui s'ensuit:

Littera Theobaldi Regis Navarra, de Treugis initis cum Rege Angliæ 1269.

CCCCXXXIX.

1270. Accord & Conventions passés entre les CHANOINES & les ECHÉVINS de NAMUR, achetant leur Justice, & son territoire de Gui Comte de Flandre & Marquis de Namur, fait à Namur, l'an 1270. [AUBERT LE MIRE, Diplom. Belgicor. Lib. II. Cap. XCII. pag. 104.]

ANNO
1270
NOS GUIDO Comes Flandriæ, & Marchio Namucensis, notum facimus universis, quod cum in discordia verum situr inter electos nostros, Præpositum, Decanum & Capitulum Ecclesiæ S. Albani Namucensis, ipsius Ecclesiæ Villicum, & binos seu Judicatores ex una parte, ac Majorem Villicum, & Scabinos villa Namucensis ex altera.

Super eo quod dicit Major & Scabini Namucenses dicebant ad ipsos debere accedere Scabinos seu Judicatores Ecclesiæ prædictæ, pro consilio habendo super suis sententiis proferendis, & quia ipse Major & Scabini Namucenses prædicti de sententiis à prædictis Scabinis seu Judicatoribus Ecclesiæ S. Albani prædicti prolati possent cognoscere, & eisdem sententiis confirmare vel infirmare, si ad eos super his fuerit appellatum, prædictis Præposito, Decano & Capitulo, Villico & Scabinis seu Judicatoribus præmissa negantibus & contrarium assermantibus.

Nos auditis rationibus utriusque partis, & inspectis privilegiis Ecclesiæ supradictæ, habito prudentum consilio, de communi consensu dictarum partium, super præmissis diffinendo pronuntiavimus in hunc modum.

Quod prædicti Scabini seu Judicatores Ecclesiæ beati Albani, si consilio indigeant super suis sententiis proferendis, non ad dictos Majorem & Scabinos Namucenses, sed ad nos tamquam ad superiorem Dominum suum seculares, vel ad Bailivum nostrum Namucensem, si præsentem non fuerimus, venire debent pro consilio obtinendo, & si à sententiis ipsorum Scabinorum seu Judicatorum Ecclesiæ beati Albani appellandum fuerit ad nos, vel ad Bailivum nostrum prædictum, si præsentem non fuerimus, immediate debeat appellari, ut sententiæ, à quibus appellatum fuerit, per nos vel Bailivum nostrum, habentem à nobis speciale mandatum, confirmantur, prout de jure fieri faciendum.

Datum in Castro Namucensi, anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo, secunda feria post Ceneres

CCCCXL.

Traité entre PHILIPPES Comte de Savoie & de Bourgogne, ALIX Comtesse de Bourgogne sa Femme, & HUGUES Duc de Bourgogne, fait vers les fêtes de Pâques de l'année 1270. [S. GUICHENON, Histoire Générale de la Maison de Savoie. Preuves. pag. 83. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans l'É. PERARD, Rec. de Pièces Curieuses servant à l'Hist. de Bourgogne, pag. 519.]

NOS PHILIPPES Comte de Savoie, & de Bourgogne, & nos ALIX Comtesse de Bourgogne, & de Savoie, Palatine sa Femme, faisons à savoir à toi celz qui verront ces présentes Lettres, Que cum descors fust entre noble Prince HUGON Duc de Bergeigne d'une part, & nos d'autre, sus ce que anscin que li devand's Dux disist, il avoit acquis par vandue, ou an autre maniere la droiture que noble Dame Beatrix Comtesse de Orlemonde, s'iers ainznee de nos Alys Comtesse de Bergeigne avoit ou poirt, ou devoit avoir ou Conté de Bergeigne, de cele droiture li devand's Dux nos demandist. A la parfin nos avons accordé par la main de Nobles Barons Hugues Comte de Vihanne & Seigneur de Pagnuë, & Henry Seigneur de sainte Crois Freres, en tel maniere que li devand's Dux nos quitai tote la droiture que il avoit, ou poirt avoir au Conté de Bergeigne por raison de li devandite conquele que il avoit fait de ladite Beatrix Comtesse de Orlemonde, ou par autre quelque accloufon. Sauls ses fyes, & ses demeneurs que li Dux tient ou dit Conté par autre raison. Et nos avons doné au devand dit Dux unse mille livres de Vihannois an derniers nombrés, & volons, & otroyons que Dole, & la Chastellerie, & les appartenances soient dou fief le Duc, & de ses hoirs à tosjors, & Roichefort, & les appartenances aininc comme ou les tient ou doit tenir la Conte de Bergeigne soient dou riere fief dondit Duc. Et promettons por nos, & por nos hoirs audit Duc por luy, & por ses hoirs à grentier en bone foy le devand dit fief, & rerefyé quant à ce que nuls hait droiture de fief, ou chafel de Dole, an la Chastellerie, ne es appartenances, ne nuls hait droiture de rerefyé ou chafel de Roichefort, ne es appartenances, aininc comme ou les tient ou doit tenir dou Conte de Bergeigne, fors que li Duc c'est à favoir an ce que nos y avons ou puons avoir, ou que l'on i tient

ANNO 1270. i tient de nous en fyé à demeure, ou an autre maniere: Si nos Alis Contesse de Bergoigne devandite prenyons Dole, la Chastellerie, & les appartenances, le fyé de Roichefort, & des appartenances ainfin comme on le tient, ou doit tenir de nos, dou devandit Duc por luy, & por les hoirs, & an antrons, & fumes antré au fin homaige par l'ostroy, & par le consentement de nostre Seingnor Philippe Conte de Savoye, & de Bergoigne, nos fumes confanti, & consentons audit fyé que nostre l'amme la Contesse devandite nai fait ou devandit Duc, & promettons an bone foy audit Duc faire le servile doudit fyé ainfin comme coustume est an Bergoigne de faire servile de fyé tant que nos tanrons le Conté de Bergoigne. Et à plus grant fermeté des devandites choses, nos promettons par nos fairemens donés corporelment sus saintes Evangiles à tenir, & à garder les devandites choses selonc que nos les avons déffus promiffes, & octroyés, & que nos ne vainrons ancontre par nos ne par autre, ou tesmoignages dequels choses nos havons mis nosres fials en cestés presentes Letres. Ce fu fait le diemoinge des octaves de Pasques, an l'an de grace mil dous cens, & foixante & diz, ou mois d'Avril.

CCCCXLI.

271. Pax inter OTTOCARUM Regem Bohemie, & 4. Juill. STEPHANUM Regem Ungarie, quâ inter alia reconferunt Terre Regis Bohemie Pacis Tractata comprobent; vincula item ad Pacis observationem adhibita, porro rationes, quibus nactura Controversie sint dirimende; tum pena in Pacis violatores constituta, & tandem Renunciatio Regis Hungarie super omni jure & actione in Ducatibus Styrie, Carinthia, & Dominiis Carniolæ, Marchiæ sibi competentibus. Datum Prage 2. Idus Julii. 1271. [BALBINI Miscellanea Histor. Regni Bohemie Decad. I. Lib. VIII. Epistol. Part. I. Epist. XVIII. pag. 17. LUNIG, Teutisches Reichs Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abſatz I. von Konigreich Bohmen pag. 7. d'où l'on tire cette Pièce.]

OTTOCARUS Dei gratia Rex Bohemie, Dux Austria, Styria, Carinthia, Marchioque Moravia, Dominus Carniolæ, Marchia, Ægræ, & portus Naonis; universis presentium notitiam habituris, salutem in salutis auctore &c. Noverint universi, quod post longa guerrarum discrimina, quæ inter Dominum Stephanum Regem Ungarie Illustrum, Dalmatie, Croatia, Rame, Servie, Gallicie, Lodomerie, Cumanie & Bulgarie, Ducem totius Sclavonie, charissimum cognatum nostrum ex una parte: & Nos ex altera suscitata fuerant, suggerente humani generis inimico: cum nos pro votiva pacis puritate reformanda dilectos fideles nostros, Dominos Brannonem Venerabilem Episcopum Olomucentem, fratrem Hartipinum ministrum Ordinis Fratrum minorum per Austriam, Hartilbum Camerarium, Buhulchonem Marchalcum, Noczan, Itonem, Pincernam Moravia, Barones Regni nostri mississimos, dato eisdem pleno, sufficienti, & legati mandato, ut convenientes cum Prelatis & Baronibus Regni Ungarie Domino Paulo venerabili Episcopo Vespriemensi, Agidino summo Camerario Rolando, Bano & Magistro Benedicto Preposito Oradiensi, Vice-Cancellario, à prædicto Rege Ungarie similiter cum pleno mandato destinatis, tractare, ordinare & definire possent omnia ad reformationem pacis facienda, quæ nos ipsi, si presentiaiter cum ipso Rege Ungarie convenissemus, ordinare & definire possemus, pro nostri quiete animi, & nostrorum tranquillitate subjeutorum. Idem Barones nostri, considerantes cum prædictis Baronibus Ungarie, ordinaverunt & assenserunt juxta mandati traditi sibi formam, ut de cætero perpetua pax inter Regem Ungarie, ac Nos debeat observari, nec eidem Regi, vel suis turbationes, vel molestias inferamus, vel inferi per nostros patere: includentes eidem paci, & eadem voluntas, Regnum nostrum Bohemiam, terrasque nostras, Austriam, Styriam, Carinthiam, Moraviam, Carniolam, Marchiam, Ægram, & portum Naonis cum omnibus adjacentiis eorundem, secundum signa, distinctiones & metas antiquas, prout etiam progenitores nostri Reges Bohemie & Marchiones

Moravia, nec non antecessores nostri Duces Austriæ, Styrie & Carinthiæ, Domini Carniolæ, Marchia, Ægræ, ac portus Naonis usque tempus vitæ Domini Bele inclitæ recordationis patris dicti Domini Stephani Regis Ungarie possederunt & tenebant. Verum si termini hinc inde fuissent avulsi, vel mutati, venerabiles Patres Dominus Archiepiscopus Siragoniensis, & Episcopus Olomucentis, Deum & iustitiam habentes præ oculis, super ipsis terminis & limitibus cognoscunt: & id, quod legitime definiverint, per censuram Ecclesiasticam partes faciant observare; hoc adjecto, ut occasione terminorum, seu limitum, de quibus dicti Archiepiscopus & Episcopus cognoscunt, pacis puritas inter Regem Ungarie & nos non turbabitur; nec nos cum eodem Rege relabemur in guerrarum discrimina recidiva. Pace igitur hujusmodi inter ipsum Regem & Nos reformata, & cautionibus tam Litterarum autenticarum quam juris jurandi religione firmata, ut eadem robore subsistere valeat firmiori, initia terminum inter illustrem Regem Ungarie & Nos statuendum seu moderandum pro pacis multiplici firmitate eidem Regi Ungarie dari procurabimus, & faciemus Litteras magnificorum virorum Domini Henrici Miseneensis, & Domini Othonis Brandeburgensis inclitorum Marchionum, cognatorum, & amicorum nostrorum, presenti paci ex parte nostra inclutorum: super eo quod idem paci, conventioni, seu compositioni nunc factis per Nos, & Barones adhibebunt consentum, convencionem, & opulationem commodam, inviolabiliter observandis, eo expressum cautum tam in Litteris Marchionis Henrici Miseneensis, quam Domini Othonis Marchionis Brandeburgensis prædictorum; ut si nos pacem contingat, quod abbit, infringere, vel turbare, ex tunc idem Marchiones nobis non assident auxilio, consilio vel favore, sed se à nobis penitus separabunt, Rex autem Ungarie sub eadem, seu consimili forma nobis dari faciet Litteras magnifici Domini Caroli Illustris Regis Sicilie, Ducatus Apulie, Principatus Capuæ, & Comitatus Falciphetrii; nec non Litteras Domini Henrici incliti Ducis Bavarie, & amicorum suorum sub ea forma; ut si Rex Ungarie aliquid contra pacem fecerit, vel attentarit, violando seu infringendo eandem, ex tunc idem Rex & Dux à societate & amicitia Regis Ungarie se penitus retrahentes; eidem contra nos non impetientur consilium, auxilium, & favorem; & hoc expressum continetur in eorundem Regis & Ducis patenibus Litteris, sigillis eorum authenticis pendentes configuratis, quæ, ut dictum est, infra terminum per Dominum Regem Ungarie & nos moderandum nobis debent similiter assignari.

Promittimus & assumimus, ut si aliqua temporum processibus successivis contingeret suboriri hinc inde, quæ turbare possent pacis & concordie unionem, pace eadem nunc facta in suo robore permanente; super gravioribus, quæ ex parte omnium nostrorum contra homines Regis Ungarie attentata fuerint, sive facta, Episcopus Olomucentis tam ex ordinaria jurisdictione, quam ex ipsius Jurisdictionis in eos, qui eidem Episcopo subiecti non sunt, prerogatione nunc facta, cognoscat, & quæ judicaria maturitate servata, invenit perperam attentata, seu facta in præjudicium Regis Ungarie & hominum suorum, prolata definitiva sententia reformabit; postquam de causæ meritis cognoverit, ut est Juris: & quod definiverit, per Censuram Ecclesiasticam faciet observari, cum ipsius Regis Ungarie & nostri Barones ordinaverint juxta traditam sibi formam; & ipse Rex Ungarie ac Nos assumpserimus, approbaverimus, & emologaverimus præmissa omnia & singula spontanea voluntate.

Si vero aliqua graviora per homines Regis Ungarie vel Barones eisdem attentata fuerint sive facta, per quæ nobis & hominibus Regum terrarumque nostrarum posset præjudicium generari; super his venerabilis Pater Dominus Philippus Siragoniensis Archiepiscopus extraordinaria Jurisdictione, quam omnes Barones & homines Regis Ungarie in se prorogaverunt, cognoscat juxta formam articuli proximè expressi; & quod definiverit, executioni mandabit, contraditores per Censuram Ecclesiasticam districtius compescendo. Et in hujusmodi cognitionibus causarum procedent idem Archiepiscopus & Episcopus, Deum & Iustitiam habentes præ oculis; postpositis gratia, timore, odio & favore. Idem quoque Archiepiscopus & Episcopus in Personam Regis Ungarie, atque nostram singuli singillatim promulgandi excommunicationis sententiam plenam habent facultatem: cum ipse & nos in præmissis subjecerimus personas nostras jurisdictionibus eorundem. In minoribus vero causis, quæ hinc inde inter ipsius Regis, & nostros homines emerierint circa confinia Moraviæ; duo ex parte

ANNO parte ipsius Regis Ungariae videlicet Comes Poseniensis
1271. & Comes Nitricensis, ex parte nostra Camerarius Moraviae, & Purcharius de Brumov, circa confinia Austrie

ex parte Regis Ungariae Comes Soproniensis & Mynsienensis, ex parte nostra Castellanus de Heselovac & Castellanus nove Crovatis Judices provinciales; circa confinia Styriae, ex parte Regis Ungariae, Comes Castri ferri & de Zala, ex parte nostra Capitaneus & Notarius Styriae; circa confinia Carinthiae, Carniole, Marchiae; ex parte Regis Ungariae Banus totius Sclavoniae; ex parte nostra Capitaneus Carinthiae & Carniole deputabuntur: qui querelantibus hinc inde iustitiam facient complementum: & id fecerint, tam ipsius Regis Ungariae quam nostra auctoritate facient observari. Quod si aliqui ex ipsis fuerint defuncti, successores ipsorum substituantur, hereditarii, vel per alterum Regum substituti, fungentur vice, & partibus eorumdem. Item si inter amicos Regis Ungariae & nostros aliqua fuerit discordia suscitata pro causa huiusmodi, contra pacem promissam non venire, sed discordantiam instabimus, si poterimus, ad pacem & concordiam revocare; alioquin causa inter ipsos discordantes exorta Archiepiscoporum & Episcoporum iudicio, vel ordinationi relinquatur: quam ipsi recipient, & eidem parebunt, seu stant. Quod si Amici nostri hanc remiserint adimplere, nullum consilium & auxilium eisdem impendimus contra Regem Ungariae supradictum. Si vero, quod absit, Rex Ungariae, pacis violator ex quavis causa, propria vel amicorum suorum ac hominum Regni sui, inventus fuerit, vel turbator; ipso facto incidet in sententiam excommunicationis, quam ex nunc venerabiles Patres Archiepiscopi Strigoniensis, & Colocensis, eorumque Suffraganei Episcopi Ungariae tulerint in scriptis solemniter: & quod eadem sententia teneat & attingat violatorem pacis, & concordiae, cum effectu ipse Rex Ungariae subiecti se iurisdictioni ipsorum Archiepiscoporum & Episcoporum non obstantibus aliquibus Literis, Indulgentiis, seu Privilegiis à Sede Apostolica impetratis, vel in posterum impetrandis. Præterea, ut multiplicatus funiculus pacem faciat plenior, venerabiles Patres electus Salzeburgensis, Pataviensis, Frisingensis, Ratibonensis, Pragensis, Olomucensis, & Secoviensis Episcopi Regni terrarumque nostrarum iuraverunt, quantum in eis est, pacem præsentem inter ipsum Regem & nos ordinatam tenere, ac servare; & nos inducere juxta promissionis à se factæ formam, ad eandem mutuo observandam, & tenendam ea, quæ in præsentiarum promissum & promittimus, spondimus & spondemus, si cum in ipsorum Literis plenius continetur. Promiserunt etiam per idem juramentum, & promittunt, quod si nos, (quod absit) pacem infringere contingeret, vel ea, quæ in præsens placitum sunt deducta, violare; si dem Salzeburgensis Electus Ecclesiam, & Episcopi nominati, Regni nostri Barones nos deserent, & Regi Hungariae adhererent ex debito præstiti juramenti. Verum si Regem Hungariae pacem, vel ea, quæ in placitum devenuerint, infringere contingerit, vel turbare, Archiepiscopi & Episcopi Regni sui, & Barones ac Comites idem juxta formam præsentis compositionis & ordinationis eum deserent & nobis adhererent similiter ex debito præstiti juramenti, sicut in ipsorum patentibus Literis continetur. Item Electus Salzeburgensis, & venerabiles Patres Pataviensis, Frisingensis, Ratibonensis, Pragensis, Olomucensis, & Secoviensis Episcopi de nostra & Baronum nostrorum voluntate ex hanc sententiam excommunicationis promulgarunt, quam si nos, quod absit, pacem transgredi contingerit, ipso facto incurremus, & nihilominus idem Electus & Episcopi totum Regnum, terrasque nostras Ecclesiastico subijciant, in suis Diocesis, interdicto; non obstantibus Literis, seu Indulgentiis impetratis, vel in posterum impetrandis. Archiepiscopi etiam Strigoniensis qui ordinarius Regis Ungariae existit, & Archiepiscopus Colocensis ipsius Cancellarius ac Suffraganei ac eorumdem Prelati Regni Hungariae consensim excommunicationis sententiam in scriptis solemniter tulerunt, quam ipse Rex Ungariae ipso facto incurrit, si transgressor pacis existeret, vel turbator. Et si in hac parte Archiepiscopi & Episcopi prædicti tam Regnorum Regni Hungariae, quam Regni nostri & terrarum nostrarum negligentes in exequendis præmissis extiterint, vel remissi, puniuntur à Dominis Cardinalibus, quorum Jurisdictioni se in hac parte subjecerunt, tanquam juramenti præstiti transgressores.

Insuper Dominus Stephanus Rex Ungariae renunciat omni juri & actioni, quod & quæ sibi videbuntur competere, seu etiam competeant in Ducatibus Styriae, Carinthiae, & Dominis Carniole, Marchie, nullam de cætero suo, vel heredum suorum nomine contra nos & hæredes nostros super illis moturus mate-

riam questionis. Renunciavit etiam Rex Stephanus Ungariae saepe dictus juri & actioni sibi, & suis heredibus competentibus de insignis regalibus, Corona videlicet gladio, muniti, sella, scutello, & aliis elevatis, ac insignis delatis per Dominam Annam locum nostram in Regno Bohemiae. Item prædictæ ordinationi & paci includi volumus & includimus excellentes Dominos & illustres Reges Hispanie, Regem Anglie, Dominum Richardum Fratrem Regis Anglie electum in Imperatorem Romanorum, cum filiis eorumdem; venerabiles Patres Dominos Archiepiscopum Moguntinum, cum suis Suffraganeis, Archiepiscopum Magdeburgensem cum suis Suffraganeis, Archiepiscopum Salzeburgensem cum suis Suffraganeis; Dominum Ludovicum Comitem Palatinum Rheni, Dominum Henricum Marchionem Misnensem, Dominum Ducent Saxonia cum fratribus & filiis suis, Ducem Bravincensem & fratrem suum, Dominum Ducem Brabantie, Dominum Ducem de Lymburg, Dominum Albertum Landgravium Turingie, Dominum Theodoricum Marchionem de Landspurg, Dominum Osbornem Marchionem de Brandeburg cum fratribus suis, charissimos avunculis nostris; Filiolus Domini Joannis Marchionis, videlicet Dominum Joannem Marchionem Brandenburgensem, cum fratribus & filiis suis, Dominum Wolezlam Ducem Silicie, & suum Ducem Henricum ac alios filios suos, Dominum Chutradum Ducem Silicie cum pueris suis, Dominum Henricum filium Ducis Henrici de Wratislavia, Dominum Jezkonem & Fratrem ejus Ducem Cujavie; aliosque fideles, fautores, & familiares nostros cum filiis omnibus, terris, regnis, ducatibus, juriis, ac possessionibus eorumdem. Insuper promissimus & promittimus juxta ipsorum Baronum nostrorum ordinationem, quod à Dominis Cardinalibus, vacante nunc Sede Apostolica, obtinebimus transmissis nostris Nunciis confirmationem pacis nunc factæ: hoc adjecto quod ipsius Regis Ungariae & Nostri Nuncii circa festum S. Michaelis nunc venturum iter arripient, & in festo omnium Sanctorum proxime subsequenti se Dominorum Cardinalium conspectui præsentabunt & confirmationem nostris sumptibus, & expensis obtentam faciemus ipsi Regi Ungariae assignari.

Item etiam Rex per suos proprios Nuncios impetrabit, consimiles confirmationis Literas suis expensis & sumptibus nobis dandas. Creato vero Papa confirmationem eandem sub simili vicissitudine alterutri nostrum dandam faciemus, largiente Domino, imperari; damna autem illata hinc inde compensatione mutua sunt sublata juxta ordinationem scriptis memoratam. Ut igitur præmissa, & singula inviolabiliter observentur; nec successorum temporum mutatione infringi valeant; vel aliquoties vacillare, juravimus, & juramus tacitis corporaliter sanctis Evangelii, multorum Sanctorum Reliquis, & vivifice crucis ligno: adijcientes ut transgressor præmissorum præter infamiam notam, quam transgressione juramenti incurrit, divine acrimonia sentiat ultionem, & cum Chore, Dathan & Abiron recipiat portionem, Dei omnipotentis & gloriosissime Virginis, & Sanctorum omnium suffragis destitutus. In cujus rei testimonium ad perpetuam memoriam ac munimen præfentes concessimus Literas duplici Sigilli nostri munimine roboratas. Datum & actum Pragæ, Anno Domini M. CCLXXI. Coronationis nostræ Anno X. 2. Id. Julii.

CCCCXLII

Donatio Regis Bohemie OTHOKARI HENRI-
CO SENIORI DE PLAWE, de Castro Greklis 1272
cum foro, villis, venationibus, aurifodinis, &
cunctis appartenentiis, in perpetuum constituta.
Datum Pragæ tertio Idus Julii anno 1272.
[LUNIG, Teutisch Reichs Archiv. Part. Special. Continuat. II. Abtheilung VI. Abtatz XVIII. pag. 201.]

Nos Othokarus Dei gratia Boem. Rex, Dux Austrie, Stirie, Carinthie, ac Marchio Moraviae Dns. Carniole, Marcke, Egge ac portus Naonis. Dilecto ac nobili fidei Heirico seniori Advocato & Domino de Plawe & Fautburg in perpetuum. Ob beneficiorum tuorum magnitudinem nob. huc usque

offensis in recompensa tibi prenominato Heirico donamus Castrum Greklis cum foro & villis, venationibus, piscationibus, aquis, pratis, cultis five incultis, aliisque omnibus cum attinentiis & circuitibus quocumque

ANNO 1272. que nomine censentur, etiam aurifodinis & argentifodinis vel cujusunque eris comoda si superfluit vel fupervenerit hec omnia tibi & heredibus volumus ut cedant omni modo cum proventus perpetuis temporibus esse possidendo pro vestris propriis & liberis bonis jure hereditario possidendis pro tuis & heredibus tuis usibus & commodis omnia in prenomatis donationibus ordinare & disponere secundum quod tibi videbitur oportunitum & necessarium remotis impedimentis quolibet & sublati. Si quis vero hac gracia prefato Heirico & suis heredibus per nos facta ausu temerario infringere attemptarit indignacionis nostre offensam gravem se noverit incursum. In cujus rei testimonium sepedicto Heirico & suis heredibus presentes Literas dari mandavimus sigillorum nostrorum munimine roboratas. Datum Prague Anno Domini MCCLXXII. III. Idus Julii.

(L. S.)

CCCCXLIII.

Sept. *Lettres de THIBAUT Comte de Bar, contenant les Articles & Conditions du Compromis passé entre FERRI Duc de Lorraine & lui, au sujet des Prisonniers faits par eux à Hatigney, & du différend survenu entr'eux à cet égard. Fait devant Espinal le Dimanche après la St. Mathieu 1272. [La Véritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine, d'Autriche, &c. aux Preuves. pag. 146. Extrait des Archives de Lorraine.]*

Nos Thibaus Cuens de Bar faisons congnoissant à vous, que com descors fust entre nos & nostre chier Cousin & Signor FERRI Duc de Loherenne & Marchis de ceu que nous demandiens la moitié de l'Avesque & des prisons qui furent pris à Hatigney, & li Dux disoit qu'il n'entendoit mie qu'il en fust tenu. Nos nos foemes accordé en celle maniere, que nos nos foemes mis quatre Chevalliers, si est à sçavoir si Monseigneur Jean de Vamperch & sous Monseigneur Vaulleur dou Neuf-Chastel de par le Duc. Et sur Monseigneur Aymé de Fauergné, & sur Monseigneur Guillaume de Trichastel de par nos, qui doivent enquerre par serment aus treize Chevalliers jurez de par le Duc, les convenances que furent faittes & recordées & jurées entre nos & li quatre Chevalliers disour devant dit doivent jurer que selon c'en qu'ils ont & entendront des Jurés devant dis, ils delivreront à nos à lors poirs, tel rasilum cum nos y devons avoir, & commanderont au Duc que li la nous delivreront jusques à un certain jor convenable & le nos doit faire. Et par plus grande seurte de ces choses accomplir. Il doit mettre l'Avesque & totz les prisons, que nos gens prirent à Hatigney en main igual, si est à sçavoir en la main Monseigneur Liebaul Seigneur de Beffroimont, & Monseigneur Jacques de Beon Chevallier. Et se li quatre disour voyent & congnoissent que point de seurte par nos, il nos en doit plus mettre à leur esgard. Et se li Dux delivroit, ramaloit, ostrageoit nulz des prisons que demore li sont. Nostre rasilum y seroit toisours sauve à l'esgard des quatre disours, & se li quatre disours trouvoient nostre rasilum, & li commandoient au Duc que li la nos delivroit dans un jor convenable, tel cum ilz li nos y mettroient, se li Dux ne lavoit fait devans le jor que les quatre disours y mettroient, li quatre disour devant par leur faitment doivent commander à ceulz qui garderont l'Avesque & les prisons commander en main igual, qu'ils les delivreront à nos, & nos les tienriens devons nos, jusques à tant qu'il nos eust assez fait au dit des quatre disours. Et si li quatre disour trouvoient que nous n'y eussions rasilum, ils commanderoyent à ceulz qui garderoyent l'Avesque & les prisons devant dis, que ilz fissent rendre au Dux. Et cilz qui garderoyent l'Avesque & les prisons devant dis, doivent jurer par Saints qu'ilz rendront l'Avesque & les prisons mis en lout main, au commandement des quatre disour. Et de ces choses devant dites nos ne poons rien demander le Duc, ne il nos, se non par les quatre disours dessus dis; & des prisons que nos gens prirent qui doivent estre mis en main igual, nos gens doivent dire par lor faitment, combien ilz en baillerent as geuts le Duc, & à cui & qu'ex à lour escent; Et li Dux doit faire jurer ses gens qui en seront requis par nos ou par les nostres gens, que seront gens creable qu'il en diront cen qu'ilz en sçavent, & en doivent estre

creus par lor faitment. Et se nos ou li Dux ne poiers avoir nos disours d'avant nommez, nos y mettriens autres Prodomes creables en les disants à la bonne foy. Et tottes ces choses devant dites avons nos jurées à tenir & à garder par nostre faitment donné corporellement. En tesmoignage de laquelle chose, nos avons seellées ces presentes Lettres de nostre seel. Cen fut fait devant Espinal lan de grace MCCLXXII. le Dimoinge apres la feste saint Maheu l'Apostre.

CCCCXLIV.

Emancipation de ROBERT Duc de Bourgogne, faite par HUGUES son Pere, en 1272. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 521.]

Nos Hugo Dux Burgundia, notum facimus presentes Literas inspecturis, quod in nostra presentia specialiter constitutus propter hoc, ROBERTUS miles filius noster petit emancipari à nobis, seu liberari à patria potestate. Nos vero videntes & attendentes ipsius Roberti consensum & voluntatem, circa emancipationem habendam & dandam à nobis, mutuo consensu interveniente ex parte nostra, & ex parte dicti Roberti, ipsum presentem, & emancipationem acceptantem, legitime emancipamus & liberamus à sacris seu à patria potestate. In cujus testimonium, presentem emancipationem, ad requisitionem dicti Roberti sigillum nostrum duximus apponendum. Datum die Sabbati post festum beati Lucæ Evangelistæ, anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo secundo.

CCCCXLV.

Lettre de HUGUES Duc de Bourgogne, à PHILIPPE III. Roi de France, surnommé le Hardi, touchant la Donation du Duché de Bourgogne, faite par ledit Hugues à ROBERT son fils, datée de l'année 1272. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 522.]

EXCELLENTISSIMO Domino suo PHILIPPO Dei gratia Regi Francie, devotus ejus filius HUGO Dux Burgundia, salutem, & se ipsum paratum ad ejus beneplacitum, cum omni promptitudine servicii & honoris. Cum charissimus filius noster ROBERTUS, nunc noster primogenitus masculus, sit noster verus hæres, & nobis debeat succedere in Ducatu: Nos volentes eidem Roberto tanquam bene merito facere gratiam specialem, ipsi Roberto, emancipato à nobis legitime, dictum Ducatum donatione inter vivos, infirmatione præmissa, solemniter confirmamus, donamus, & quitamus, & de Baronia ipsius Ducatus, villis, castreis, homagiis, & aliis juriis pertinentibus ad dictum Ducatum, quocumque nomine censentur, investimus, & in corporalem possessionem, vel quasi, indultum de omnibus supradictis; nobis retento usufructu ad vitam de prædicto Ducatu: supplicantes Excellentie vestre, ut prædictum Robertum volentem vobis facere homagium prout feudum exigit, recipere dignemini in vestrum Vassallum & fidelem. Huic autem concessioni, donationi, & quitationi interfuerunt testes inferius nominati & rogati à nobis, Mathæus Dominus de Lovoi, Guillelmus Dominus de Nolei, Frater Thierri Prior Domus Vallis Scolarum Parisiis, Jacobus Senescallus in Ecclesia Edueni, Humbertus Præpositus Capellæ Ducis, Magister Guido de Sacellis, Magister Hugo de Arcei, Magister Johannes de Lugdunensi Ecclesia, Magister Radulphus Canonicus Bellæ. Guillelmus de Chaceio, Gilo de Edou, Guido de Chastenei, Guillelmus de Nantou, Henricus de Cussigna, Milites, & Aschardus de Castellione. In cujus rei testimonium, sigillum nostrum presentibus duximus apponendum. Datum anno gratia millesimo ducentesimo septuagesimo secundo, die Dominica ante festum Apostolorum Simonis & Judæ.

Gg 2

CCCCXLVI.

ANNO

CCCCXLVI.

1272.

24. Oct.
DUCIS
DE BOUR-
GOGNE.

*Donation du Duc de Bourgogne faite entre
vis à ROBERT, par HUGUES Duc de
Bourgogne son Père. Fait au mois d'Octobre
1272. [ETIENNE PERARD, Recueil de
Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bour-
gogne, pag. 522.]*

NOS GIRARDUS Dei gratia Episcopus Ednen-
sis, notum facimus universis presentes Litteras
inspecturis, quod Illustris vir HUGO Dux Bur-
gundie, confessus est coram nobis in iure, se donasse
ROBERTO filio suo Militi, emancipato, donatione
irrevocabili inter vivos, Ducatum Burgundie, cum
omnibus pertinentiis & appendiciis, iusticiis, manda-
mentis ipsius Ducatus, & omnia quae continentur seu
comprehenduntur sub dicto Ducatu, retento in dicto
Ducatu ad vitam suam usufructu. In cujus rei testimo-
nium, sigillum nostrum presentibus Litteris apposi-
mus, ad requisitionem dicti Ducis. Datum anno Do-
mini 1272. mense Octobris die Luna ante festum A-
postolorum Simonis & Iudae.

CCCCXLVII.

1273. *Contrat de Mariage de GASTON Vicomte de
2. Avril. Bearn, & de BEATRIX DE SAVOYE,
Dane de Faucigny. Fait le jour des Rameaux
de l'année 1273. [S. GUICHENON, His-
toire Généalogique de la Maison de Savoye,
Preuves. pag. 80.]*

NOVERINT universi presentes Literas inspec-
turi, quod nos BEATRIX Dalpina Viennensis,
Domina de Fulcinaco, Filia quondam Domini Petri
Comitis Sabaudie, damus, & concedimus nos Uxo-
rem, & Sponsam Nobili Baroni Domino GASTO-
NI, Vicecomiti Bearnensi, & ipsam Dominum Gasto-
nem, per verba de presenti consentientes in eum, in
Sponsum nostrum recipimus, & in virum, & una no-
biscum in dotem sibi damus, & assignamus universa, &
singula bona nostra, mobilia, & immobilia, praesentia,
& futura, ubicumque fuerint, sicut sunt castra, villae,
jurisdictiones, districtus, iura, Domina, homagia, & alia
bona quaecumque habemus in praesenti, & habere po-
terimus in futuro, ex successione Petri dudum Patris
nostri, vel alias undecumque, & ipsum omnium bo-
norum nostrorum presentium, & futurorum, facimus,
& constituimus verum, & legitimum possessorem. In
cujus rei testimonium, praesenti Chartae sigillum nos-
trum duximus apponendum: & ad instantiam, & re-
quisitionem nostram, Ven. Pater in Christo Guillel-
mus Dei gratia Vatenfis Episcopus, & dictus Domi-
nus Galto, & Dominus Simon de Joinvilla Avunculus
noster, & Dominus Guillelmus Ezli de Fronciaco, sua
sigilla presentibus Literis apposuerunt, ad maiorem
roboris firmitatem. Datum apud sanctum Georgium,
Dominica in Ramis Palmarum, Anno Domini M. CC.
LXXIII.

CCCCXLVIII.

1274. *Fœdus inter CAROLUM I. atriusque Siciliae Re-
gem ab una, & Universitates Civitatis atque Ter-
re SIBENICI, nec non Civitatis & Terrae
4. Sept. SPALETI ab altera parte, contra Terram
DALMASII usque ad Ratihabitionem Regis
Ungariae initum, quod conveniunt, quomodo &
quandam bellum contra praefatam Dalmasii terram
fauoreque suos geri debeat. Dat. apud Lacum
Pensilos d. 4. Septembr. 1274. [JOHANN.
LUCIUS, de Regno Dalmatiae & Croatiae Lib.
IV. pag. 180. ex Tabularis Civitat. Spaleri &
Sebenici.]*

In nomine Domini.

ANNO ab Incarnatione ejus 1274. Regnante Illus-
trissimo D. N. Carolo Rege Siciliae, Ducatus A-
pulie ac Principatus Capuae, Alma Urbis Senatore,
Andegaviae, Provinciae, ac Folcolquerii Comite, ac
Romani Imperii per Sanctam Rom. Ecclesiam in Tus-

cha Generali Vicario, anno Regni ejus X. die Martis
quarto mensis Septembris, tertie Indictionis apud La-
cum Pensilos. Nos Bartholomeus de Strassis de Regio,
& Jacobus de Varduno de Alma magna Regiae Curiae
Judices, & Matheus Barabois de Gajeta ejusdem
magna Curiae Actor Notarius, & subscripti testes ad
hoc specialiter vocati, & rogati, praesentes scripti publi-
ci serio declaramus, quod inter dictum D. Regem ex
parte una, & Judicem Dobrenum, & Judicem Heliam
Sindicos actores, & Nuntios speciales terrae Sibenici,
& D. Valtinnam Streze, & D. Privolaum Datche Sin-
dicos Ambasciatores, & Nuntios speciales Civitatis
Spaleti nomine, ac pro parte Universitatum ipsarum
terrarum ex altera consentientes in nos expressim tam-
quam in suos Judices & Notarium, quem scirent dicti
Sindici se non esse jurisdictionis omnia infra scripta pacts,
& conventiones tractata concordior, & firmata
fuerunt solemnem stipulatione, & omni juris solemnitate
vallata.

In primis de faciendi una guerra per ipsam D. Re-
gem, & Universitates praedictas terra Dalmasii, & om-
nibus & singulis ejusdem terrae, ac fautoribus; coadjuto-
ribus suis.

Item quod aliqua ipsarum Universitatum, non facient
pactum, finem, & treguam, seu guerram recentem
cum Dalmasibus, seu fautoribus suis sine consensu, &
voluntate dicti D. Regis, & si contingerit ipsam Regem
facere pacta, vel treguam cum praedicta terra Dalmasii,
Universitates praedictas in dicta pace, & tregua ponere
teneatur.

Item quod dictus D. Rex habeat pro ipsa guerra fa-
cienda usque ad finem ipsius Guerrae duas Galeas be-
ne armatas, hominibus, armis, & aliis necessariis annis
singulis, quibus dicta guerra durabit a Kal. Aprilis us-
que ad festum omnium Sanctorum in aliis locis, in quibus
praedicta guerra facienda Capitaneo, & Comiti Galearum
ipsarum melius videbitur expedire.

Item quod dictus D. Rex commodabit dictas Univer-
sitati Spaleti duas Galeas cum offensis, & corredis suis
sine hominibus usque ad finem dictae guerrae.

Item quod idem D. Rex commodabit Universitati
Sibenici unam Galeam munitam offensis, & corredis ad
navigandum sine hominibus usque ad finem dictae
guerrae.

Item quod dictae Universitates dictas tres Galeas sibi
commodatas a d. D. Rege tenebunt, & habebunt arma-
tas usque ad finem ipsius guerrae, ad faciendam ipsam
guerram simul cum praedictis Galeis ipsius D. Regis quod
perstabit in mari cum aliis Galeis, & erunt continue
armatae, & munitae, donec praedictae Galeae D. Regis
erunt ibidem.

Item quod praedictae Universitates finita dicta guerra
resistent dictas Galeas cum offensis, & corredis, & aliis
guarimentis aequè bonis, sicut receperint, & accom-
modati a praedicto D. Rege ad hoc obligaverunt se dicti
Sindici nomine dictarum Universitatum, & res ipsarum,
quas Galeae restituerent teneantur ibidem vid. in Porubus
praedictarum Universitatum, ad requisitionem ipsius D.
Regis promiserunt, & obligaverunt se dicti Sindici no-
mine ipsarum Universitatum, & ipsas Universitates
guerram ipsam facere bona fide, & sine aliqua frau-
de praedictae terra Dalmasii cum aliis lignis suis prout
melius poterunt, & etiam per terram.

Item quod si contingerit aliquod lucrum facere per
dictas Galeas de praedicta terra Dalmasii & coadjuto-
ribus suis dividerit illud lucrum aequaliter inter eos,
ita quod Comites Galearum ipsius D. Regis accipiant
nomine ipsius D. Regis partem ipsam contingentem
pro ipsis Galeis, & de ipso lucro disponant dicti Co-
mites secundum voluntatem ipsius D. Regis, & quod
omnes captivi qui capiuntur per praedictas partes de
hominibus Dalmasii, vel coadjutoribus ipsorum per-
veniant fortiam, & baliam ipsius D. Regis, & de ip-
sis faciet voluntatem suam, vel tenendo ipsos in car-
cere, vel ultimo trahendo supplicio, & si contingerit
aliquem ex praedictis captivis ad redemptionem poni,
& ipsum redimi, quod illud quod recipietur pro re-
demptione ipsa sit totum dictarum Universitatum; re-
tinetur tamen d. D. Rex de captivis praedictis dare
ipsis Universitatibus si aliquem, vel aliquos capti ex
ipsis contingerit a dictis Dalmasibus, & cambio com-
petenti.

Item quod ordinabitur per D. Regem praedictum
unus Capitaneus qui praesit dictis Galeis, & omnes
qui erunt in dictis Galeis obediunt ipsi Cap. qui erit,
vel mutabitur, & aliis subordinabitur ad voluntatem ip-
sius Domini Regis.

Item quod si aliqui ex Dalmasibus velint venire
sponte ad habitandam eum familiam suam ad terras Uni-
versitatum

ANNO

1274

ANNO veritatum prædictarum, homines prædictarum Uni-
 274. versitarum possint ipsos recipere dummodò non sint
 contra voluntatem D. Regis Hungariæ, recepta tamen
 prius ab eis idonea, & sufficienti cautela quod non offe-
 dendis D. Regem Sicilia, vel gentem suam, & quod
 faciens guerram dictis Dalmatibus, ita tamen quod si
 per dictos qui venissent ad habitandum ad dictas terras
 aliquod damnum daretur ipsi D. Regi, vel genti suæ
 seu alicui sic per Piratas dictæ Universitatis de dicto
 damno teneantur dicto Domino Regi. Hoc pacto ex-
 presso inter prædictas partes quod dictæ Universitates de
 dictis pactis non teneantur, si prædicto D. Regi Hung.
 displicerent, & quàm citò per ipsum Dominum Regem
 Hung. prædictis Universitatibus confiterit, quod ei
 prædicta displiceant, teneantur prædicto D. Regi Sicilia
 distindè prout ab eodem D. Rege Hung. præsenferint
 annuntiare, & ex tunc d. D. Rex Sicilia dictis Uni-
 versitatibus de prædictis in nihilo sit adstrictus, sed ipso iure
 sit ab omnibus prædictis obligationibus liberatus, &
 prædictæ Universitates in continenti ad requisitionem
 dicti D. Regis prædictæ Galeas eis accommodatas eadem
 restituere teneantur, quæ omnia, & singula præ-
 dicti Sindici nomine ac vice dictarum Universitarum
 promiserunt solenni stipulatione interveniente dicto D.
 Regi Sicilia attendere, & observare, & se facturos &
 curaturos quod qualibet dictarum Universitarum omnia
 & singula ratificabunt, & approbabit, jurantes
 dicti Sindici corporaliter præstitis sacramentis nomine
 Universitarum ipsarum, & in animabus hominum ipsi-
 rum Universitarum ex potestate concessa eis à dictis
 Universitatibus omnia, & singula supradicta attendere &
 observare, & non contravenire de iure, vel de facto,
 sub obligatione bonorum omnium Universitarum ipsa-
 rum, in cuius rei testimonium, & prædicti D. Regis
 Sicilia ac prædictorum Sinciorum nomine, & pro
 parte dictarum Universitarum cautelam præfens Scrip-
 tam exiit confectum est per manus mei Notarii præ-
 dicti Mathei Barabelli de Gajeta, ejusdem Curie actualis
 Notarii, meo signo signatum, & manu qui supra
 Judicium & infrascriptorum testium subscriptionibus ro-
 boratur. Matheus.

Ego Bartholomeus de Staffis de Regio Magnæ
 Regiæ Curie Judex.

Ego Jacobus de Ugando Magnæ Regiæ Curie
 Judex.

Ego Joannes de Alvello Vic. Mag. Jus.

Ego Thomas de Porta Juris Civilis D. Regis Con-
 siliarius in fidem subsc.

Ego Joannes de Bragida testis.

CCCCXLIX.

275. Accord entre ROBERT DUC de Bourgogne & la
 SAINTE CHAPELLE DE DIJON, pour
 le recouvrement de la Croix d'Or d'Hugues Duc
 de Bourgogne, fait au mois d'Octobre 1275. [E-
 TIENNE PERARD, Recueil de Pièces Cu-
 rieuses servant à l'Histoire de Bourgogne, pag.
 528.]

NOTUS ROBERTUS Dux Burgundie, Notum faci-
 mus universis, quod cum bonæ memoriæ Hugo
 Dux Burgundie pater noster, legaverit Ecclesiæ
 nostræ Divionensi, crucem suam auream, pro au-
 gmentatione distributionis panis & vini, quæ in dicta Ec-
 clesia fieri consuevit, tali conditione adjecta, quod li-
 cium esset nobis dictam crucem redimere de quingentis
 libris Turonensibus, à Decano & Capitulo Ecclesiæ
 nostræ memoratæ, prout in testamento dicti patris nos-
 tri continetur: Ordinatum est & conventum de dictis
 quingentis libris, inter nos & Decanum & Capitulum
 supradictum, quod nos teneamus & promittimus eisdem
 dictas quingentas libras Turonenses, bona fide, & sub
 fidelitate dictæ Ecclesiæ nostræ solvere terminis inferius
 annotatis, videlicet in proximis nundinis bavi centum
 libras, in aliis nundinis bavi subsequentibus ducentas li-
 bras, in tertiis nundinis bavi centum libras, in quæ-
 quartis nundinis bavi centum libras. Quibus solutio-
 nibus dictarum quingentarum librarum Turonensium,
 modo præmissis completis & peractis, dicta crux debet
 in nostro Domino pro nostre libito voluntatis remane-
 re. Ob cuius roboris firmitatem, sigillum nostrum
 presentibus Literis-duximus appendendum. Datum an-
 no Domini millesimo ducentesimo septuagesimo quin-
 to, mense Octobris.

CCCC.

Laudum Concordiæ, quod OTTOCARUS Rex
 Bohemiæ omni Juri, quod in Austria, Styria,
 Carinthia, Carniola, Marchia, & Gorritia,
 ac Portusnah habebat, vel habere videbatur, ce-
 dit RUDOLPHO I. Romanorum Regi, & in-
 finitum OTTOCARI filio RUDOLPHI filia,
 & RUDOLPHI filio OTTOCARI filia
 desponsantur. De anno 1276. [LEIBNITZ,
 Mantissa Codicis Juris Gentium Diplomatici.
 Part. II. p. 100. LUNIC, Teutisches Reichs
 Archiv. Part. Spec. Cont. I. Abtheil. I. Ab-
 satz II. vom Kayser, pag. 557.]

NOTUS B. Heripolensis, Bruno Olomucensis Episco-
 pi; L. Comes Palatinus Rheni; Marchio Braden-
 burgensis; Arbitri Dominorum Romanorum & Bo-
 hemiæ Regum, super quæstionibus, quæ inter ipsos
 super divisis Terris & Principatibus vertebantur, arbi-
 trando pronunciamus: quod revocentur & retracten-
 tur, immò revocata sint omnes sententiæ præscriptio-
 nis, excommunicationis & interdicti, privationis
 & quæcunque alia promulgata contra Regem Bohemiæ,
 & adherentes sibi, quocunque nomine censeantur.

Item pronunciamo arbitramur, quod inter ipsos Ro-
 manorum & Bohemiæ Reges, plena sit concordia, pax
 firma & sincera reconciliatio, sine qualibet captione, &
 serviores utriusque Regum, quocunque nomine cen-
 seantur, huic paci & concordia, ac reconciliatio-
 ni cum sinceritate firmissima includantur, castris eorum,
 munitionibus, possessionibus & hominibus ab alterutro
 Regum, vel à suis ipsis contra jus ablati cum integri-
 tate debita restituti.

Item arbitramur, quod Dominus Rex Bohemiæ ce-
 dat simpliciter & præcisè omni Juri, quod habeat vel
 habere videbatur in terris & hominibus cuiusque condi-
 tionis exstant, Austria videlicet, Styria, Carinthia,
 Carniola, Marchia, & Gorritia ac Portusnah.

Item arbitramur quod nos deinceps non impediat Ar-
 chiepiscopos, Episcopos, Comites, Barones, Minis-
 teriales & quoscunque alios, quocunque nomine vel
 dignitate censeantur, in castris, munitionibus, posses-
 sionibus, juribus, hominibus sitis in terris superius no-
 minatis.

Item pronunciamus liberos & solutos omnes, utrius-
 que partis obfides & captivos, & fidejussores quocun-
 que nomine censeantur, nuncupentur.

Item pronunciamus, quod Dominus Rex Romano-
 rum exceptis terris & hominibus supradictis infendat
 Dominum O. Regem Bohemiæ, & liberos suos de om-
 nibus feudis, scilicet Bohemiæ, Moravia & aliis qui-
 buscunque, quæ ipse & Progenitores sui de jure ab Im-
 perio noscuntur hæcenus tenuisse.

Et ut prædicta pax, concordia & reconciliatio perpe-
 tuam obtineant firmitatem, & partes mutuo synce-
 rius se diligant, & conjuncti efficacius in plena ami-
 citia solidentur, pronunciamus arbitrando, in plena
 amicitia, quod Dominus O. Bohemiæ Rex tradat suam Filiam in uxorem
 Filio Domini R. Regis Romanorum, & eadem Rex Bo-
 hemiæ dabit seu etiam resignabit simpliciter & præcisè Do-
 mino R. Regi Romanorum terras & possessiones in Aus-
 tria, quæ hæcenus proprietatis vel fendi titulo tenuit vel
 sua pecunia comparavit, & easdem terras seu & posses-
 siones Dominus Rex Romanorum suo Filio obligavit, pro
 XL. millibus marcis argenti, quæ eidem Filio suo in
 Donationem propter nuptias deputabit, salvo in utroque
 casu Archiepiscopis, Episcopis, Comitibus, Baronibus,
 Ministerialibus & aliis hominibus, jure quod in castris,
 munitionibus, possessionibus & feudis quæ vacare co-
 eperunt, iidem in districtu dictæ terræ habent, seu hæ-
 cenus habuerunt, & ab ipso Filio suo dictam terram re-
 dimet ipse vel successor ipsius, qui pro tempore fue-
 rit pro pecunia nominata. Et, si idem Filius sine hæ-
 redibus decesserit prædicta bona apud Imperium rema-
 neant, nec ad uxorem ipsius Filiam Regis Bohemiæ,
 quibuscunque (modis) bona hujusmodi devolvantur. Et
 Dominus noster Rex Romanorum tradet Filiam suam in
 uxorem Filio Domini O. Regis Bohemiæ, & dabit Rex
 Romanorum Filio Regis Bohemiæ XL. milia marcarum
 argenti totalitè nomine, & pro illis obligabit sibi reddi-
 tas quatuor millium marcarum argenti in terra Austria
 ultra Danubium versus Bohemiam, Moraviam & Un-
 gariam, Cremsa & Stain, oppidis duntaxat exceptis, cum suis
 pertinentiis; salvo & in hac parte Archiepiscopis, Epis-
 copis

ANNO
1276.

copis, Comitibus, Baronibus, Myñistralibus & aliis hominibus jure, quod in castris, munitionibus, possessionibus & feudis, quæ vacare ceperunt, eisdem, in dilectum dictæ terræ habent, seu hactenus habuerunt, & si quid desideret in redditibus dictæ terræ, supplebitur in altera parte Austriæ citra Danubium juxta arbitrium nostrum videlicet vel arbitrorum, qui a partibus nostris fuerint subrogati, & si quid superfuert hoc Romanorum Regi & Imperio sine difficultate qualibet remanebit.

Si verò Filius Regis Bohemiæ sine herede decesserit, dicta terra ultra Danubium penes Regem Bohemiæ titulo pignoris remanebit, nec ad uxorem ipsius Elian Regis Romanorum de bonis hujusmodi devolvetur, & Dominus Rex Romanorum vel successores ipsius dicant terram XL. millibus marcarum argenti a Rege Bohemiæ redimendi, habebunt liberam facultatem.

Inter cetera specialiter arbitramur, quod Dominus R. noster Romanorum Rex recipiat specialiter in suam gratiam, & favorem Baltramum Civem Wiennensem & Magistrum Ch. Mont. cum suis parentibus, & amicis, & Civitatem Wiennensem cum omnibus civibus & hominibus, juribus & possessionibus ipsis attinentibus quocunque vocabulo censeantur, nec permittat eis indebitè molestari.

Item specialiter arbitramur quod Magister Ultricus in Ecclesia Wiennensi per Regem Bohemiæ præsentatus, Mont. nomine Capellani & alii Clerici in terra Austriæ & Styriæ & alibi Ecclesias & Ecclesiastica beneficia vel possessiones alias obtinentes contra jus nullatenus offendantur vel suis possessionibus contra juris ordinem spolientur, imò in suo jure, favore & gratia regia defendantur.

Item pronunciamus arbitrando, quod Illustris Rex Ungariæ cum suis quoad plenam amicitiam cum Domino Rege Bohemiæ ac suis præsentis concordie, & amicitie specialiter intenduntur, quod quicquid de castris, munitionibus, juribus, possessionibus & hominibus Regis Ungariæ tenet vel possidet Dominus Rex Bohemiæ five sui, sine difficultate qualibet restituat, & dimittat liberè absoluta, nec detineat, eum impediat in eisdem, & hoc idem pro Rege Bohemiæ, & suis per Regem Ungariæ & suos erit sine captione qualibet observandum, salvis utriusque Regum terrarum suarum limitibus & terminis, sicut ab antiquo tempore sunt distincti.

Et quicunque Regum eorundem dictæ pacis & concordie fuerit violator contra talem Rex Romanorum observanti pacem & concordiam assisset consilio, auxilio & favore, in ejus rei testimonium &c.

CCCCLI.

1277. *Accord & Règlement entre ROBERT II. Duc de Bourgogne & L'ABBE' DE ST. PIERRE DE CHALON, pour leur Seigneurie & Jurisdiction, fait à Paris, au mois de Février 1277.* [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne, pag. 537.]

Fevr.
BOUR-
GOGNE
ET CHA-
LON.

PHILIPPUS Dei gratia Francorum Rex, notum facimus universis tam præsentibus quam futuris, quod dilecti Clerici nostri, Magistri Johannes de Morencis, & Guillelmus de Trapis, super contentione & querelis quæ erant inter dilectum & fidelem nostrum Ducem Burgundie, ex una parte, & viros Religiosos, Abbatem & Conventum Sancti Petri Cabilonensis, ex altera, pro bono pacis ordinaverunt in hunc modum. Videlicet, quod dicti Clerici nostri posuerunt metas, unam scilicet in capite pontis, ab oppositis domus Dei, & alias descendendo per pascua, prout posite sunt, & respiciunt una aliam usque ad fossatum contiguum cheminu de Largillet. Item ordinaverunt, quod à dictis metis, prout sunt posite, respiciendo versus Civitatem, & versus halas, & versus cheminu de Largillet, remaneat tota justitia alta & bassa dicto Duci, & à dictis metis, prout sunt posite, respiciendo versus burgum Sancti Petri, & versus vineas prout fossatum se comportat, inter cheminu de Largillet & dictas vineas, justitia alta & bassa remaneat Ecclesie Sancti Petri. Item, locus ille qui vocatur la Lefche, prout limitatus est per metas quas ibi posuerunt præfati Clerici, à capite Pontis versus Noam, & à meta prædicta in capite Noæ, prout alie mete posite sunt, respiciendo versus burgum, remaneat, cum omni justitia alta & bassa, in perpetuum, dictæ Ecclesie, pacifice & quietè, absque impedimento seu calumpnia à dicto Duce vel ejus

gentibus eidem Ecclesie inferenda. Ita tamen, quod tempore nundinarum Cabilonis, quæ incipiunt ad festum Sancti Bartholomæi in dicto loco qui vocatur la Lefche, panis, vinum, avena, fenum, carnes, pastilla, terra ad ferrandum equos, & clavi, & alia, quæ ibi continebantur vendi ad eum tantum hominum & equorum, & fieri, vendantur ibidem, & fiant prout vendi & fieri consueverunt, & de eis Abbas & Conventus Sancti Petri emolumentum habeant & profectum, prout consueverunt habere. Ea verò quæ tempore dictarum nundinarum in ipso loco non consueverunt vendi nec fieri, non vendantur, nec fiant, nec in dicto loco de la Lefche, nec in burgo Sancti Petri, tempore dictarum nundinarum, nec etiam alio tempore, Dux Burgundie aliquam justiciam habebit, nec poterit exercere. Item, ordinaverunt, quod de blado ibi vendito, seu annona quæ ibi venditur, quorum naves applicabuntur ibidem, Abbas & Conventus habeant bichinetum, seu minagium, & ad mensuram Sancti Petri mensurentur, prout hactenus fieri consuevit, & quod Abbas & Conventus, & homines ipsorum, habeant accessum ad aquam quæ est subtus pontem juxta la Lefche, ad dola exquenda & lavanda, & ad pannos lineos, & ad aliam esantiam; ita quod ipse Abbas & Conventus, in dicta aqua nullam justiciam habeant nec etiam jus piscandi. Item, ordinaverunt, quod nec Dux, nec ejus servientes, nec dicti Abbas & Conventus, nec eorum Ministri, aliquid facere poterunt in dictis pascuis, per quod usus communis pascuorum valeat impediri; salvo Duci, Abbati, & Conventui prædictis, quod possint edificare & fossata facere, quilibet in parte dictorum pascuorum sibi contingente, quem voluerit & sibi viderit expedire. Ordinaverunt etiam, quod tempore dictarum nundinarum, quæ incipiunt ad festum Sancti Bartholomæi, possit Dux tenere nundinas suas sine lesione arborum ibidem existentium, per quindecim dies tantum, in parte pascuorum dictorum Abbatis & Conventus, usque ad Noam, & metas quæ Lefchiam dividunt à pascuis non excedat; & quod dicti Abbas & Conventus, prædictos quindecim dies tantum in parte illa omnem justiciam habeant de hominibus suis, & Dux habeat omnem justiciam forensium aliorum. Elapsis verò dictis quindecim diebus, tota dicta justitia alta & bassa in dicta parte dictorum pascuorum, sit ut dictum est, à dicto Duce propter nundinas occupata, dictis Abbati & Conventui, ut supra dictum est, integraliter remanebit. Ordinaverunt insuper, quod si aliquis latro, vel alius malefactor sultrum commiserit, seu aliquod aliud maleficium perpetraverit in terra Ducis, tempore dictarum nundinarum, & in locum qui dicitur la Lefche fugierit, gentes Ducis cum sequi poterunt & arrestare ibidem; dom tamen, nec domos de la Lefche, nec burgum Sancti Petri intrent pro dicto malefactore arrestando. Et tunc, dicto Abbate vocato, vel ejus mandato, si dictus latro vel malefactor, maleficium vel erratum suum confessus fuerit, vel negans ibi legitime, scilicet hoc coram Abbate vel ejus mandato, convictus fuerit, dictus Abbas vel ejus mandatarius, dictum latronem seu malefactorem gentibus Ducis tenebitur deliverare. Et è contra, tempore dictarum nundinarum, gentes Ducis erga dictum Abbatem & gentes suas, in casu contumeliæ se habebunt. Item ordinaverunt, quod Dux, quantum in se est, se non opponet, cum nunc mensuræ Sancti Petri currant in vico Sanctæ Crucis. Item, ordinaverunt, quod Baillivus Ducis procurer erga Ducem, quod in prædicta ordinatione sigillum suum apponet, in testimonium premissorum. Quam ordinationem, prout superius continetur, in nostra Curia recitamus, dictus Dux, personam, & procurator dictorum Abbatis & Conventus ad hoc mandatum sufficiens habens, restitueant, approbaverunt, & pariter laudaverunt. Et nos, in hujus testimonium, præsentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum; salvo in omnibus jure nostro, jure & etiam alieno. Actum Parisius, anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo septimo, mense Februario.

CCCCII.

Transaction passée par la médiation de Philippe III. Fev. Roi de France, entre ROBERT Duc de Bourgogne, d'une part, & ROBERT Comte & YOLANDE Comtesse de NEVERS, pour les prétensions desdits Comte & Comtesse sur le Duché de Bourgogne, faite à Paris au mois de Février, 1277. [ETIENNE PERARD, Recueil

ANNO
1277.

PHILIPPUS Dei gratia *Francorum Rex*, notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, quod cum contentio esset, inter dilectos & fideles nostros *ROBERTUM Comitem NIVERNENSEM*, & *YOLANDEM* ejus uxorem *Comitissam Nivernensem*, ex una parte, & *Robertum Ducem BURGUNDIÆ*, ex altera, super Ducatu Burgundiæ, & super omnibus aliis quæ tenebat & habebat idem Dux ex successione claræ memoriæ *Hugonis* quondam *Ducis Burgundiæ* patris sui, quam petebat idem Comes ratione uxoris suæ à Duce prædicto, & super contentione hujusmodi tractatus pacis aliis fuisset habitus: qui tractatus remansit illa occasione, quod prædictus Dux non potuit procurare quod Edua & ejus pertinentiæ, cum quibusdam aliis rebus deliberarentur prædicto Comiti Nivernensi & ejus uxori, usque ad valorem mille librarum Turonensium redditus per annum, secundum tractatum tunc habitum, tandem partes prædicte, in nos, super contentione prædicta compromiserunt; tali modo, quod nos de hujusmodi contentione possumus ad voluntatem nostram facere & ordinare, alitè & basse, & de plano, & utraque pars tradit nobis unum militem quem credebatur magis velle & affectare pacem & concordiam inter partes prædictas. Qui milites juraverunt, quod bene & fideliter darent operam ad dirigendum nos & ad referendum quæ partibus faciendæ & acceptandæ consulere feum laudarent. Et nos, auditis diligenter & intellectis dictis duobus militibus, & post modum habito consilio de nobis ordinatione faciendâ, pro bono pacis ordinavimus & diximus, quod idem Dux deliberaret prædicto Comiti & ejus uxori, tertiam partem Eduæ & ejus pertinentiarum, castrum de Glane (1), & villam de Arné, cum suis pertinentiis quibuscumque ad eundem Ducem pertinentibus, spectantibus, eo modo quod idem Dux res prædictas tenebat & possidebat, cum omnibus iuribus, five it feodis, five in domaniis: Ita quod si tertia pars Eduæ, Castrum de Glane, & villa Arné, cum suis pertinentiis quas habet Dux prædictus, plusquam mille libras terræ ad Turonensem redditus annui valeret, totum id quod erit, remanebit dicto Duci. Et si contingeret quod res prædictæ superius nominatæ non valeret mille libras terræ ad Turonensem, prædictus Dux teneret assidere, ad efguardum nostrum, illud quod deesset in proquinquis & competentibus locis, & fiet deliberatorum rerum prædictarum quitta & libera ab omnibus debitis. Insuper dicimus per efguardum nostrum, quod idem Dux debet laborare bona fide, quod tertia pars Eduæ quæ spectabat ad *Comitem Anisiodorensium*, & ejus uxorem, per efguardum competentis dandum ab ipso Duce prædicto Comiti Anisiodorensi & uxori, aut alio modo competentem, deliberabitur Comiti Nivernensi & ejus uxori. Quia tertia pars Eduæ deliberata, deducetur de terra de Glane, vel de Arné, secundum valorem seu estimationem tertie partis Eduæ prædictæ. Et quia dictus Comes Nivernensis, & ejus uxor, totam Eduam sibi deliberari affertant, cum magis peteret & cederet eidem, retinemus nobis potestatem augmentandi redditum ultra mille libras terræ. Quas idem Dux teneret assidere prædicto Comiti & ejus uxori, secundum quod inveniemus quod assisa terræ quæ non fiet apud Eduam erit aestimanda. Dicimus etiam, quod Comitissa Nivernensis, de redditu prædicto quem dictus Dux teneret deliberare dicto Comiti Nivernensi & ejus uxori, intrabit in homagium prædicti Ducis, si hoc terræ consueto patiat. Sed idem Comes, quando vixerit non tenebitur intrare nisi voluerit, in homagium prædicti Ducis de terra prædicta. Verumtamen hæredes eorum, seu hæredes dictæ Comitissæ, aut illi qui causam habebunt ab eis in rebus prædictis, tenebuntur facere homagium prædicto Duci aut suis hæredibus, & pro homagio hujusmodi faciendū dicto Duci, modo prædicto, retinemus nobis potestatem augmentandi redditum quem idem Dux debet tradere dictis Comiti & Comitissæ Nivernensi, secundum quod nobis rationabiliter videbitur faciendum. Præterea faciemus si Comes Nivernensis, & ejus uxor, tenent in Comitatu Nivernensi aliqua feoda, de quibus debeant facere homagium dicto Duci ratione dicti Ducatus, & secundum quod invenietur, percipiemus quod nobis videbitur faciendum. Et si forte videmus in dicto nostro, seu ordinatione nostra, quod foret aliquid declarandum aut corrigendum, retinemus nobis potestatem declarandi

& corrigendi. Partes autem prædictæ, omnia supra dicta & in ordinatione nostra contenta, coram nobis laudaverunt & approbaverunt: & prædicti Comes & Comitissa Nivernensis, per dictam ordinationem nostram servaverunt & completam quitaverunt omne jus quod ipsi habebant aut habere poterant adversus eundem Ducem in petitione quam ipsi faciebant contra eundem Ducem, de Ducatu Burgundiæ prædicto, & de quibuscumque bonis quæ ad ipsum pervenerant ex successione prædicti patris sui. Quod ut ratum & stabile permaneat in futurum, presentibus Litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum *Parisius*, anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo septimo, mensis Februarii.

CCCCLIH.

Transaçon entre ROBERT Duc de BOURGOGNE d'une part; & ROBERT de France Seigneur de BOURBON, & BEATRIX sa femme, d'autre, touchant le droit desdits Robert de France & Beatrix sur le Duché de Bourgogne. Faite au mois d'Avril 1277. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 544.]

NOS ROBERTZ Duc de BOURGOGNE, faisons savoir à ceux qui verront ces présentes Lettres, que nos baillons & delivrons à noble Baron Monseigneur Robert fil de Roy de France, & à Damoiselle BEATRIX nostre nièce, fille çà en arriers de bonne memoire Jehan seigneur de BOURBON nostre frere, femme doudit Monseigneur Robert, por tout le droit que il ont, & puent avoir, & demander en herietage, & en tous les conquis, & en toutes les choses, & en toute la descendue de bonne memoire Hugon Duc de Bourgogne, çà en arriere nostre chier pere, les Chasteaus dou Mont saint Vincent, Sanuignes, le Sauvement, Dundain, Arthus, Charroies, & toutes les Chastellenies, & toutes les appartenances, & tous les fiesz anciens, & tous les nouveaux fiesz, qu nostre chier pere li diz Hugues acquista esdites Chastellenies, & dedens une chascune Chastellenie, & tous les autres acquiez que nostre diz peres fist dedens une chascune esdites Chastellenies, à iceles charges, & à iceles rede-vances qui en estoient deheues, ou tans que li dit Hugue ala de vie à mort. Et por les devant dites choses que nos delivrons & baillons, li devant diz Messire Robertz, & sa femme, ont quitte, & quitte à nos tout le droit qu'il ont, & puent avoir en tous les biens, & en tous les herietages, & en toute la descendue doudit Hugue nostre pere; en tele maniere, qu'il ne puent dois ores en-avant riens demander esdits biens, & es devandites herietage, sauve leal escheoite quant ale y avendray dores en avant: à laquelle escheoite avenir il ne renonciant mie. Et li diz Messire Robertz & sa femme deissent & affermissent que nos lor deviens bail-ler & delivrer la Baronnie dou Comté de Chalon, quant nous aurien le Duchame en paix envers les hoirs, & les filles de bonne memoire Odon Comte de Nevers, çà en arriere: Nos volons & oïroïens, quant cils cas sera avenuz, que nos aurons ledit Duchame en paix envers les hoirs, & les filles doudit Comte Odon, que nostre chiers fiesz Phelippes por la grace de Dieu Roi de France, oyes les raisons de l'une, & de l'autre, segont la forme dou testament nostre pere, puisse faire la volenté haut & bas de ladite demande de la Baronnie dou Comté de Chalon, que li devant diz Messires Robertz & sa femme demandent en la forme dessus dite. Et est assavoir, que ce qui est osté de la Baronnie dou Comté de Chalon, fiesz & domaines, & Gouardes, & autres choses qui nos doivent demorer segont le testament nostre pere, nos demorent tout quitte, & en ceste mise ne viennent mie. Et est assavoir, que li devant diz Robertz, & sa femme, & leur hoir, doivent en fies de nos, & de nos hoirs, à un seul fies, & à un seul homaige, tous les devant diz Chasteaus, & toutes les devandites Chastellenies, & toutes les devandites choses que nos lor delivrons, & tout quan-que il emporteront par ledit le Roy fe riens emporter. En tesmignage de laquelle chose nos avons cete pre-sentes Lettres saillées de nostre propre seal. Ce fu fait en l'an de grace 1277. ou mois d'Avril. Seelles à double queue de parchemin pendant de cire jaune.

(1) Peut-être Glane, comme dans le Traité du 18. Juillet 1280. N. CCCCLXVII. [DUM.]

ANNO

1277.

CCCCCLV.

Septem. *Accord entre PHILIPPE de VIENNE, & L'ABBE' de CISTEAUX, fait au mois de Septembre 1277. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 539.]*

VIENNE
ET CISTEAUX.

A Tous ces qui verront & orront ces présentes Lettres, PHILIPPE ditz de VIENNE, Chevaliers, fiers de Paigüé & de Seurre, salut en nostre Seigneur. Je fais savoir à vostre Université, que comme, à mes preieres, & à ma requeste, nobles Bers Robert Duc de Bourgoigne se soit obligiez en la main de Religios Barons; c'est savoir à L'ABBE'; & dou Convant de CISTEAUX, en tel forme, que se il estoit ainsi, que ge, ou mes commandement, ne paisiens es diz Religios, à l'Abbé, & au Convant de Cisteaux, chascun an, vint livres de Tornois le jour de la feste Saint Denys, & ammicaraine vint livres de Tornois animent. Laquelle pecune est assise sus ma ville, laquelle est dite li maisons diu loist Saone, & sus les appartenances de ladite Ville: li diz Robers, ou si hoir, poent & doivent moy & mes hoirs contrainre par la capcion de mes biens qui sunt en ladite Ville, & es appartenances, tant que li dite pecune soit paic entièrement, & lever vingt souz de Tornois, toutes les foies que je, ou mi hoir aurons defailli es paiemens dessusdit. Liqueil vint folz doivent estre à l'Abbé, & au Convant dessusdit. Et ge devant dit Philippes, promet, & sui tenus, par mon serement doné corporelment sus les seintes Evangiles de Deu, par moy, & por mes hoirs, lesquels ge obligis à cen, garantier de tous domages, & de toutes perdes, ledit Robert Duc de Bourgoigne, & ses hoirs, & sus obligation dessusdite, & ses autres choses qui sont contenues en une Lettres scellées de son seaul, & dou mien, lequel li Couanz de Cyteaux doit avoir, & restorer paisiblement à celui, & à ses hoirs, tous les domages, & toils les despens qu'il auront encouru, & sostenu par les choses dessusdites: Sus lesquels choses, ge & mi hoirs somme tenu croire, ay ces par lor simple parolle, sans autre prove. Par lesquels choses à emplir, je obligy audit Robert, & à ses hoirs, par moy, & por mes hoirs, espiacement, le sie de Ceorre, lequel je tien d'iceluy, & to les autres siez que je tien de luy, en quelque liu que il soient. Et à ces choses je obligis moy & mes hoirs, & toz mes biens, en quelque liu que il soient. En tesmoignage de laquelle chose je ay mis en ces presentes Lettres mon seaul. C'est doné l'an de grace 1277. ou mois de Septembre.

CCCCCLV.

Octob. *Transaction entre ALIX Comtesse de Vienne, & ses enfans, pour son Douaire, fait au mois d'Octobre 1277. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 540.]*

VIENNE.

N Os Philippes ditz de Vienne, & Sires de Paigüé Chevaliers, & Jehanz Freres d'iceluy Philippes, Damoiseaux, si cay en arriers de bone heurée recordation, Hugon cay en arriers Comte de Vienne, faisons savoir à touz cels qui verront & orront ces présentes Lettres, que nos, dou conseil de bones gens, & por nostre commun profit, pansé sur ce diligemment, havons party & divisé de nos, nostre redoutée Dame & Mere AALYS dite Comtesse de Vienne, & cay en arriers Dame de Paigüé, de la voluté, & de l'assentement de nostre dite Mere, en ceste maniere, que ge Philippes dessus diz, ha doné, octroié, & delivré en herietage à touz jors mais à ladite Aalys nostre Mere, por la terre qui estoit & movoit dou chief nostre Mere, la moitié de la Ville de Sahurre, & la moitié des randes & des isbues, & des proventes, & des profiz de cele Ville de Sahurre, & en Justice, & en Seignorie, en touz biens, & en touz profiz, quelque qu'il soient, & por quelque nom il puisse estre nommé & appellé, por cinc centz livres de terre à Viennois, à panre, & avoir, & à recevoir chascun an dairierage de nostre Dame, & des suens, & que nostre Dame doit avoir son Prevost, & muer & changer chascun an, por touz jors mais, en la moitié de la Ville de Sahurre: Et

ge Philippes dessusdiz, ausi le mien, en l'autre moitié. Et quant il cil d'un commandement puent oir, deduire, & cognoître les clains, & les causes, & les injures, & les fourfaiz en ladite Ville li uns avec l'autre. Et si li uns desdits dou commandement en pooit, ou voloit estre, li autres touz seul, selonc ce que raisons seroit por l'une partie, & por l'autre, au porroit deduire, cognoître, definir, & exploier selonc droit, ou selonc l'usage dou leu: & en tele maniere, que se les randes, isbues & proventes de ladite moitié de la Ville de Sahurre, valoient plus en aucunes années desdites cinc centz livres de Viennois, que li plus seroit à moy Philippes dessusdit. Et s'elles valoient moins, ge Philippes dessusdit, doi randre & delivrer un chascun defaut à nostre Dame Mere, toutes les foies que il y seroit, tant que ele se tarroit à paicé desdites cinc cent livres de Viennois. Et ledit defaut, ge Philippes dessusdiz ha assis sur la moie moitié de la Ville de Sahurre. Et ge Philippe dessusdiz, vuëi encor & octroüé, que se ladite moitié de la Ville de Sahurre baillié à ladite nostre Dame, & des randes, & des isbues d'icelle moitié, aucunes foies valoît plus de cinc centz livres de Viennois, que on plus se tant vaut, que ladite nostre Dame, por nom de Doiaire recoive toutes les foies que li diz plus y sera, se tant vaut, quatre-vinz & dix livres, se tant vaut de Viennois. Et se li diz plus valoît moins desdites quatre-vinz & dix livres, que le defaut, tant cum ele vivra, que ladite nostre Dame recoive, & preigne en l'autre moitié de la Ville, des randes, & des isbues de Sahurre. Et encor ge Philippe dessusdiz, ha doné & octroüé por nom de Doiaire à nostre Dame Mere, Poille, la Ville & le Chastel, & les randes, & les isbues, & les appartenances à tout quan qu'il y hay; fors les bois de Venre, qui en sont excepté, sauf ce que nostre Dame y ay son usage, por affer, por maisonner, por marroner, & por la paisson de les porcs, & encor ge Philippes dessusdiz, ha doné & octroüé à nostre Dame Mere, en nom de Doiaire, & por partie de son Doiaire, la grange de Clus, ensemble tout le graingnaige, jusque à diz & huit journaus de terre, & quatre vinz huit de pre. Item, & la nove Ville de Clus, ensemble les censies, & tous les terrageis, excepté le bois; sans ce que ge Philippes dessusdiz ha doné & octroüé à nostre Dame Mere & Dame, tant cum ele vivra, l'usage por tout mes bois, por affer, por marroner, por edifier, & por la paisson de sus bestes, sans vendre, & sans donner, & dou Doiaire, qui n'est dessus declairiez, ne nommez, ne assis, ne specifis; nos Philippes, & Jehanz, Freres dessusdiz, sumes tenu, & prometrons, que nos li effarons tant qu'il y ert à son gré, & à sa seance, trois centz & cinquante livres de terre à la monie de Viennois d'annuel rante, tant cum ele vivra, sus les pois de Leons, que nos iun batlerons Lettres scellées au mialux que eles porront estre filées pour li, dou seel honorables Pere l'Archevesque de Besancon. Et prometrons encors nos Philippes & Jehanz Freres dessusdiz, que nos acquerirons nostre Dame Mere, & metrons en Paix, & garderons de domage, de touz les detes quel qu'il soient, esques nos & ele, tant por nos, quant por ledit Hugon peusmes onques estre tenu, por quelque cause que ce soit, dou tanz trepassé jusque à la consécration de ces presentes Lettres. Et toutes ces choses dessusdites, & une chascune par soy, nos Philippes & Jehanz freres dessusdiz, & Dame Aalys mere desdites freres, prometrons, & havons promis par ferme stipulation, & por nos seremens donés, & fait corporellement sus sains Evangiles de Deu, tenir & garder sanz corrompre, & que nos ne varrons contre de rien avant, par nos, ne par autrui, ne en parolle, ne en fait, ne en consentement, ne en autre maniere quelle que ele soit. Et à se tenir & garder sans corrompre, uns chascuns de nos ha obligiez tous les biens mobiles & non mobiles, presens & à venir, & renunçanz en cest fait, nos Philippes & Jehanz Freres dessusdiz, & Dame Aalys dite Comtesse dessusdite, par nos sairement, à ce qu'il n'ait maul, ne barat, ne lesion en cest fait, ne decevance, & à toute action, qui à nos ou es nôtres, quant à repeter ces choses, ou aucunes de ces, puent à venir, à present, ou pourroient cay en avant, à ce que nos ne puissions libeller por ceste Lettre, ne demander la copie, ne le transcript, & à tout aide de droit de Canon & de lois, & à toutes exceptions, droiz, raisons, & actions, allegations de fait, & de droit, & à toutes autres choses queles que eles soient, que contre ces presentes Lettres porroient estre obicies, ou dites, & ou droit qui dit que generaiz renunciations ne vaut, sauf à des à nostre Seigneur Robert Duc de Bourgoigne, & à ses hoirs, lou droit que il ha es choses dessusdites.

ANNO

1277

ANNO 1277. fassides, & sauf ce que les gens doudit nostre amé Seigneur Robert Duc de Bourgogne, pour lor detes, & por leur raisons, il püssent ioir, & faire gaigier es choses defussides, ensin comme devant la consécration de ces Lettres. En resmoing desquex choses, & en garnissement, nos Philippes Sires de Paignié Chevalier defusdit, & Dame Aalays dite Comtesse de Vienne delasside, havons mis en ces presentes Lettres nosres seaux. Ce fût fait & donné l'an de grace mil deux cens & sexante & dix-sept, ou mois d'Octobre.

CCCCXVI.

Octob. Cession faite par JEAN de CHALON Sire de Bourgogne, Comte d'Auvergne, & ALIX sa femme de tous les droits que ladite Alix pouvoit prétendre sur le Duché de Bourgogne, & ce en faveur de ROBERT Duc de Bourgogne, Oncle de ladite Alix. Faite au mois d'Octobre 1277. ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 541.]

NOS JEHAANS de CHALON, Sires de Rochefort, & Cens d'Auvergne, & AALYS sa femme, faisons savoir à touz cels qui verront & orront ces presentes Lettres, que comme, à nos grans prières, nobles Princes, & nostre amez Sires ROBERTS Dux de Bourgogne, Oncle de moy Aalys, se fût enloieés por nos ploiges, & rendieries, en la main Aubert Brachefort Citien de Plaisance, & de Jacquemin son fil, de dous mille livres de Tornois, lesqueles nos sômes tenuz à payer asdit Aubert & Jacquemin, ou à lor commandement qui auray cels Lettres, de la feste de Toussains prochainement venant en un an; nos sômes tenuz, & promettons chacun de nos, por le tout, por nos sairement corporement donés for sains Evangiles, rendre & restablir à Montseigneur le Duc, & à ses hoirs, tous les domaiges, les despens, les missions, & les couz, & le défaut, que iceli nostre Sires li Dux & si hoir encorront, fustinront, & seront por raison de ceste plegerie, en empruntant deniers à tous, en gaiges, & en dependant gaiges, & en rachaptant gaiges, & en gaigementz faire, & en alées, & en venues, & en totes autres manieres quelles que eles soient. Sur lesquelz choses, li diz Dux & si hoir seront creu par la simple parolle delz, ou d'un delz, sans autre prove, & por ces choses, totes faire & accomplir, nos enloions, laissons, & delivrons audit Duc, & à ses hoirs, chascuns de nos por le tout, nos & nos hoirs, & tous nos biens meubles & heritaiges presens & à venir, & especialement tout le droit, & toutes les actions que ge ladite Aalays de mon chief, ou ge li dit Jehanz, por raison de ladite Aalys ma femme, pons & devons avoir, & demander por quel cause que ce soit, ou Duchesme de Bourgogne aheul de moy Aalys defusdit, por raison dou testament, ou de la succession doudit Hugon, ou por raison de partage, ou de mariage, ou d'autre droit. Lesquelz choses totes nos cognossons & assermons tenir, & estre, & moveoir dou fîé au Duc defusdit, & Pavons receivu de cels choses par raison de ces convenances, en tel maniere, que se nos n'avons paie lesdits deniers audit termine, nos volons, otroions porvoiablement, sans decevance, que li dit termine passé, li Dux defusdit, & si hoir, recorrent, & püssent recorre, & doigent, asdites choses toutes defuss enloieés, & tiennent, & püssent tenir, & doigent en Paix cels choses, & faire les fruits lour, sans nulle acoutance faire, & sans nule recelan de nos, ou de nos hoirs. Esquelz choses nos ne pons rien paier, ou demander partage, ou autre droit, jusque tant que nostre Sire li Dux, & si hoir, son soient desdommagié, & que satisfactions lor soit faite de toutes lesdites choses. Et cet enloiemont nos avons fait audit Duc, suz à luy & à siens l'enloiemont, & les convenances que nos havons, de dous mille livres de Tornois que nos havons receu de luy de preit, & por lesqueles lesdites choses li sont enloieés. Et est asavoir, que quant nos aurons desdommagié le Duc, & les siens de ladite plegerie, tuit li fruités, & les issues qu'il auront levées desdites choses enloieés, lesqueles issues nos li otroions & quittons comme chose de son fîé, li demorront en paix & quietement, & la proprieté nos repaieray, & à nos hoirs. Et renonçons en cest fait, por nos sairementz, chascuns de nos por le tout, à l'exception que nos ne pussions dire que il ait fraude, ou barat, ou decevances en ces choses, & à toute aide, & à toute coustume de leu, & de

TOM. I.

païs, & à tous droits otroiés en faveur des femmes, & à toutes exceptions, barres, & defences que l'on porroit mettre contre cest fait, & à toute aide de Canon & de Loix, & au droit qui dit que generax renontion ons ne vaut, & especialement ge ladite Aalays, dou lox, & de l'assentement doudit Jehanz mon mary, renonçois, & ay renoneié en ce au droit senatousconsulte Veilleien, & assermoy, que ge savoy bien à ce faire, si fût bien encores quel profit, & quel aytoire me donoit, & façoient li droit audit Senatousconsulte Velleyen: Et volons nos Jehanz, & Aalays defusdit, que totes lesdites choses soient tenus por especiaux, & por expressez, aussi comme saiges hommes les porroit jurier, specifier, & declarier, ou profit doudit Duc, & des siens. En tesmoingne de laquelle chose nos avons mis nos seaus en ces Lettres. Ce est fait en l'an de grace 1277. ou mois d'Octobre.

CCCCXVII.

Accord entre ROBERT Duc de BOURGOGNE, 1278. & PHILIPPE DE VIENNE, Seigneur de SEURRE, qu'on nomme à présent Bellegarde, pour la franchise de ladite Ville de SEURRE. Fait au mois de Septembre, 1278. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 545.]

NOS PHILIPPES DE VIENNE, Sire de Paignié, faisons savoir à tous cels qui ces Lettres verront, que cum nos teniens en soy lige, avec plusieurs autres choses, nostre ville de SEURRE, de noble Baron nostre chier seigneur ROBERT Duc de BOURGOGNE. Et nos, par nostre grant profit, chausons en prepoux de franchir ladite ville, & les habitants en cele ville, & nos ne la peussions faire sans la volunté de celuy Duc, & il nos en ait doné pouvoir & congie de franchir ladite ville, & les habitants, ensic comme il contenu en Lettres seellées de son seaul, en tel maniere, que por c'est pooir, & c'est congie, li diz Dux hait de nos en eschange, & en recompensation le fey de Villey sus Soosne, & les appartenances de celuy leu, que nobles hons nostre chiers oncles Henris de Anizney, Sire de sainte Croiz, tient de nos, & nos le tenons de nostre tres-haut seigneur leu Roy de France. Et nos, por l'autoricé, & le congie celuy Duc, faisons franchy ladite ville de Seurre, & les habitants. Nos li diz Philippes Sires de Peigny, en eschange, & en recompensation doudit pooir, & doudit congie, donons & otroions por nos & por nos hoirs, audit Duc, & à ses hoirs, ledit fey de Villey, & les appartenances: en tel maniere, que li Dux le teigne dou Roy de France. Et nos prions & querons nostre chier seigneur le Roy de France, que il retienne à nous: doudit fey de Villey, & des appartenances, ledit Robert Duc de Bourgogne: & volons & commandons audit Henry d'Anizney nostre oncle, que il veigne en lou menaige ledit Duc nostre seigneur, doudit fey de Villey & des appartenances; sauve à nos, & demorant la ligeité doudit Henry nostre oncle. Et à plus grant seurte, nos promettons en bonne foy audit Duc de Bourgogne, garentir ledit fey à nostre pooir: & jurons par les seintes de Deu Evangiles, corporelment, que nos garderons ces choses totes, & n'an irons encontre por nos ne por autre, n'en consentons, en autres qui veigne. En tesmoingne de ces choses, nos avons ces Lettres seellées de nostre seaul. Ce fût fait en l'an de grace mil & deux cens sexante & dix huit, ou mois de Septembre.

CCCCXVIII.

Accord entre ROBERT Duc de BOURGOGNE & GUI Seigneur de TRICHASTEL, fait au mois d'Octobre, 1278. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 545.]

JE GUIOZ Escuiers Sire de TRICHASTEL, fais a savoir à touz cels qui verront & orront ces presentes Lettres, que je vuel & outroy au noble Baron, & saige Monseigneur ROBERT Duc de BOURGOGNE mon seigneur, que il retienne, & püssent retenir à luy, & à ce poy, qui sont de fîé à homes & Borjois, tous les Borjois de Bese, quiconques verront venir & demorer esditz lieux, comme si home, jusques à sex ans

Hh

cont-

ANNO 1277.

Sept. BOURGOGNE ET SEURRE.

Octob. BOURGOGNE ET TRICHASTEL.

ANNO 1278. continuez anfiganz, & que por lesdits six ans esdits luez, les püssé garantir & maintenir, & defendre, & lor biens, & lor fammes, & lor maigues, ainsi come ses propres Borjois qui demorent à Dijon ou à Talant franchement, por tel cense, comme li dit Borjois vodront payer audit Duc, ou à son commandement par lesdits six ans. Et ceste chose octroye je ainsi esdits Borjois de Bèlé, & ce hay je voulu & outroyé audit Duc mon seigneur, & esdits Borjois, por lor prieres, & por lor requeltes. Et quant li diz six ans seront passé & accomply, li diz Duc Messires ne porray tenir lesdits Borjois esdits luez, ne li dits Borjois ne porront demorer, se n'et par ma volonte, & par mon otroy, & se autres Lettres ne sont de ce renouvelles & faites. En tesmoignage de laquel chose je hay mis mon seal en ces Lettres; lesquex furent faites & donnees le Lundy apres la feste de saint Remy, l'an de nostre Seignor mil deux cent trexante & dix-huit, ou mois d'Octovre.

CCCCCLIX.

Nov. Testament d'ALIX Comtesse de SAVOYE & de SAVOYE. BOURGOGNE; fait au mois de Novembre 1278. [S. GUICHENON, Histoire Génealogique de la Maison de Savoie. Preuves. pag. 89.]

NOS ALIS DE SAVOYE & de BERGOIGNE, Comtesse Palatine, faisons sçavoir à touz ces qui vertont, & orront ces presentes Lettres, Que nos en nostre bone prosperitey, & saintey de bone memoire, & de saine deliberation. Porce que molt volons que paiz, & concorde soit apres nostre decez antre nos eniaus, avons ordenay, & devisey, & ordenons, & devisons, & establissons que nostre tres chers Fils ainshes Messire Othes de Bourgogne Sires de Salins soit Cuens de Bergoigne apres nostre decez, & soit nostre hoirs ou Contey, fors que en celes choses que nous en devisons, & departons, ou deviserons & departerons à nos autres enfans pour nos Lettres des quelz nos en ceste Lettre devisons, ordenons, & specifions lo devis, & lo partage de nostre tres chier fil Renalt quant a lechofte de par nos en ceste maniere cy-apres contenue; c'est afaire que nous devisons audit Renalt pour son partage qu'il doit, & puet paure, & avoir en nostre escheoite, & en succesion de nostre heritage que li apres nos ait, & teigne heritablement por luy, & por ses hoirs a tousiours mais nostre Chastel, & la ville de Clerevaux, & tote la Chastellerie, Pontpierre, Balmes, & la Chastellerie, Foudremant, Fontenoy, Quenofche, Momboson, & Chieffrans, Orvans, & la Chastellerie tote, Montjustin, Aynans, Chastillon, Cromari, & Veray, & totes les Chastelleries, les appendices, les sinages, les territoires, les seigneries, les Justices, les droiz, les fies de Venassons, & toutes issues, values, droitures, costumes, & usage quel qu'il soient, & comant que soient apeley en totes manieres que nos avons, & poons, & devons avoir en toz & en chascun de leux, & des choses dessus dites, avoit ce devisons encores, & octroyons audit Renalt en nom de partage les fies que noble gent li Sires de Rogemont, li Sires de Ceix, li Sires de Montjustin, li Sires de la Roche, li Sires de Monbis, li Sires de Montron, & de Ongney, & Messire Guy de Rans Sires de Roches tiennent, & doivent tenir de nos, & les fies que Messire Hugues de Montferant Sire de Thoraille, & Messire Fromons ses freres Sires de Couroudray tiennent, & doivent tenir de nos, & le sie de Chastillon qui sui Monsieur Ponçon avoit, & li avons encor devisey, & octroyé que se Ceix nos demore en heritage il lait il, & sui hoir, & ly devisons, & octroyons avoir ce ly devisons encor, & octroyons que se nostre Amey fils Johans muert sans hoir de son cors tous ly devis, & ly partages que nos aurons devisey, & octroyé audit Johan eschie, & aveigne audit Renalt, & qu'il en soit hoirs en tout, & lait, & teigne heritablement il, & sui hoir a tos jours mais. Apres nos volons, & commandons, & devisons, & ordenons que se nostre diz fils Renalt muert sans hoir de son corps que Dex ne veulle ly devis diz Othes nostre filz, ou cil qui tenay ses hoirs Cuens de Bergoigne teigne, ait Balmes, & la Chastellerie Montjustin, & Aynans, Chastillon, & Cromary, & Veray & quant qui Japant selon ce que dessus est escrit, & les fies, & les homenages tous qui devisey ly soit, & Johan nostre filz au teigne, & ait Foudremant, Quenofche, Fontenoy, Momboson, & Chieffrans, & quant qui Japant selon ce que dessus est escrit, & nostre filz Hugues en teigne, & ait Clerevalx, & Pontpierre, & quant qui Japant selon ce que dessus

est escrit, & nostre filz Estenes en teigne, & ait Ormans, & la Chastellerie, & quant qui Japant selon ce que dessus est escrit; apres volons, & commandons, & devisons, & ordenons que tout quant que li diz Renals, & sui hoir tenour, & auront de par nostre eschoite, & de l'eschoite doudit Joh. nostre filz soient fies liges audit Oth. nostre fil, & à ses hoirs qui seront Conte de Bergoigne, & que li diz Renals, & sui hoir les repreignent, & teignent ligement, & en soient homme lige doudit Oth. & de ses hoirs qui seront Conte de Bergoigne. Apres volons, & commandons, & devisons, & ordenons que chose que nos atens fait ou dit, ou ordenay, & volin ne chose que nos des or en avant faciens, veillens, ou ordeniens encontre ces choufes dessus escriptes, soit en testament, ou autrement en quelque maniere que ce soit, ne vaille riens; Toutes ces choufes avons nos faites, ordenées, & devisees per lotroy, per le consentement, & per l'acort de nostre tres chier Signor, & Mary Philippe de Savoie, & de Bergoigne Comte Palatine, & li avons prie que li en confirmation, & en autoritey de ces choufes mete en ces presentes Lettres lo seal avoit nostre honorable, & Amey Pere en Crist Ode par la grace de Dey Archevesque de Besançon, & nos ly diz Ph. de Savoie, & de Bergoigne Cuens Palatin cest devis, & cest ordenelement faons, consentons, & confessions tant com à nos en appartient, & prions aussi nostre honorable Pere en Crist, & Signor O. Archevesque de flusidz, que en ces Lettres mette son Seal pendant, ce fuy fait l'an de grace corrant per mil dous cens septante-huit, ou mois de Novembre.

CCCCCLX.

Traité de Paix fait à Amiens entre le Roy PHILIPPE le Hardy, & EDOUARD premier 23. May 1279. Roy d'Angleterre, en consequence du Traité de l'an 1259, par lequel est convenue que la terre d'Agnois sera rendue au Roy d'Angleterre, qui la tiendra sous son hommage lige, & en Pairie avec le Duché de Guyenne. Et puis est traité de la terre de Quercy. 23. May 1279. [Pièce, tirée du Volume LV. des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin reliez en rouge. pag. 225.]

EDUARD par la grace de Dieu Roy d'Angleterre, Sire de Irlande & Duc d'Aquitaine, nous faisons sçavoir a tous ceux qui sont & qui avenir font ce comme nous requissions nostre chier Seigneur & Cousin Philippe par la grace de Dieu Roy de France, & li demandissions qu'il, selon la forme de la Paix qui jadis fut faicte & accordée entre son Pere & le nostre de noble remembrance, c'est afaire Loys jady Roy de France, & Henry jadis Roy d'Angleterre, nous rendist & delivraist la terre d'Agnois, laquelle luy estoit venue apres le deceds de son Oncle Alphonse, jadis Comte de Poitiers, & de la Comtesse Jeanne sa femme, & qu'il a l'esgard des prodes hommes qui fussent nommez d'une part & d'autre, nous fist eschange convenable de totes icelles choses des trois Citez & des trois Eveschiez, c'est a sçavoir de Limoges, de Cahors, & de Perigort, lesquelles choses il ne peut mettre hors de sa main par Lettres de son Pere, ou de ses anceffeurs, comme li devant dict Roy Louis son Pere ne peut avoir purchacé selon la forme de la diète Paix envers ceux qui ces choses tiennent, que nous les eussions eus dedans le terme establi en la Paix, & requissions encor que il fit enquerre en bonne foy, & de plain par prodes hommes esleuz d'une part & d'autre si la terre que ledit Cuens de Poitiers tient en Coarfin de par sa femme, fu du Roy d'Angleterre donnée ou baillée avec la terre d'Agnois en tout, ou en partie, par mariage, ou par gagerie, a sa feur qui fu mere le Comte Raymon de Toulouse desrainement mort, & si il estoit trouvé que ensin fut, icelle terre, laquelle li vint apres le deceds du Comte, & de la Comtesse de Poitiers devant dictz, & de laquelle il tient en fée ou en demaine il nous donnast selon la tenor de la Paix devant dicté, & l'en prouvoiat encontre par le devant dict nostre Seigneur le Roy de France que nous avec toutes ces choses estions tenu faire, li donner la feureté des Chevalliers & des villes & des tertres que si

ANNO 1279. Pierre donna au nostre en ladite Paix, de laquelle feureté la forme devoit estre telle.

C'est a sçavoir que li hommes, & les villes desdites terres jureront qu'ils ne donneront ne Conseil, ne force, ne aide, par quoy nostre Pierre, ne si hoir vinissent encontre de ladite Paix, & ke s'il advenoit ke nostre Pierre, ne si hoir vinissent encontre de ladite Paix, & ne le vouissent amender, puisque le Roy de France les en auroit faitz requerir, cil qui la feureté auroit faite dedans les trois mois qu'il les en auroit faitz requerre, seroient tenus d'estre aydians au Roy de France, & a ses hoirs contre nostre Pierre, & contre ses hoirs, jusques a tant que ce fust amende suffisant a l'esgard de la Cour le Roy de France, & devoit estre renouvellee cette feureté de dix ans en dix ans a la Requeste du Roy de France, ou de ses hoirs Rois de France; laquelle feureté n'avoit pas esté accomplie ne renouvellee de part nostre, tout en eussions bien esté requis de par le Roy de France, & tout fust pieça passez li terme que ce deult estre faitz, si comme la partie nostre Cosin le Roy devandit affirmoit, a laquelle chose respondions, que par nous n'estoit demore, ke tout ce n'eust esté accompli, mes par les hommes, & par les villes d'icelles terres, qui le serment ne vouloient faire par plusieurs raisons & plusieurs desseinz qu'ils mettoient avant. A la parfin, apres moult de traictiez & moult de voyes parlez, fut toutes les devandites choses fut faictes entre nous, & le devandit nostre Seigneur li Roy de France, perdurable Paix & concorde, par laquelle il nous a rendu selon la forme de ladite Paix faict entre nostre Pierre, & li sien, la terre d'Agenois, laquelle li eschait de la Comtesse Jeanne devant dicte a nous, & a nos hoirs, a tenir perdurablement, & de li, & de siens hoirs Rois de France, par cil mesme hommage lige, par lequel nous tenons de li, comme Duc d'Aquitaine & Pair de France, toute la terre que nous avons de par nostre Pierre au Royaume de France, & li Roy de France demore quitte de la ferme qu'il poiet avant par celle terre, & par celle Paix nous quitta iceli Roy a tousjours, par li & par ses hoirs, & par ses successeurs les seigneurs de la feureté des Chevalliers, & des hommes de villes & des terres que ses Piere donna au nostre par la Paix faict jadis entr'eux, & comme il est dict par devant. C'est asçavoir tous iceux seigneurs qu'il poist demander par celle Paix faict entre nos Pieres, & si aucuns de ces seigneurs sont receus par le Roy de France devant dict, il les a quitez par foy & par ses hoirs, & par ses successeurs, & en a asçuns ceux qui les seigneurs firent, si aucuns en sont dict. Et nous par nous, & par nos hoirs, & par nos Successeurs li avons quitez perdurablement tous les eschanges que nous liy demandions ou poions de mander par ceux des trois Citez, & des trois Eveschez devant dictz qui sont privilegiez par Lettres du Roy Louis devant dict, ou de ses aïeux, qu'ils ne puissent estre mis hors la mains li Roy de France, & demorent a nous, & a nos hoirs iceux Privileges de trois Citez & des trois Eveschez devant dict qui se sont tournez jusques aujourd'hui, ou obey a nous, ou a nostre Pierre, soit de leur volonté, soit a la requeste dudit Roy de France, ou de son Piere, ou par cette concordance, le devant dict nostre Sire le Roy de France est tenu, & a promis qu'il fera enquerre en la maniere dessus dicte, si la terre que li Cuens de Poitiers tint en Caorfin de part sa femme fut donnée ou baillée, en tout, ou en partie du Roy d'Angleterre, par mariage, ou par gagerie a sa sœur, qui fut Mere du Comte de Toulouze, si comme il est dict devant, & ce que trouvé sera qui en fu ainsi baillé, ou donné, il nous sera tenu a donner, selon la tenor de la dicte Paix faict entre nos Peres; cette Paix & accordance, si comme il est contenu en ses presentes Lettres, & tuz les articles, qui sont contenus en ladite Paix qui fut faict jadis entre nos Peres fors que ceux qui sont changez par cette presente accordance, nous avons promis, & promettons a tenir, a garder, & a accorder fermement, & toutes autres choses en la presence dudit nostre Seigneur le Roy & en la nostre.

Nous avons faitz jurer en nostre ame aux saintes Evangilles par Jean de Vesny nostre Chevallier, auquel nous donnâmes pouvoir & commandement especial a ce jurer en nostre nom, & en nostre ame; & quant a ces choses ainsi tenir & accomplir, nous avons obligé nous & nos hoirs a nostre Seigneur le Roy de France devandit, & a ses hoirs, & a ses Successeurs; & cil mesme nostre Sire le Roy en anglant & en approuvant le serment qu'il fît jadis au temps que ladite Paix fut faict entre son Pere & le nostre, de celle Paix tenir & garder a promis par celui mesme seigneur.

Tom. I.

ment a tenir, a garder, & accomplir fermement & establiement toies les choses qui en cette Paix sont contenues, & tuz les articles qui sont contenus en la Paix qui fut faict entre nos Peres, excepté ceux qui par cette presente Paix sont changez. Et a ces choses ainsi tenir, garder & accomplir il a obligé foy & ses hoirs a nous, & a nos heritiers, & a nos successeurs.

Et en temoignage de toutes ces choses, nous avons donné audit Roy de France ces Lettres sceellées de nostre scel. Ce fut faitz a Amiens le 23. jour de May, en l'an nostre Seigneur 1279.

Et sont lesdites Lettres sceellées en lacs ou cordons de soye verte & rouge, pendant au reply d'un grand scel de cire verte, auquel est d'une part la representation dudit Roy d'Angleterre empreinte, & en la circonference escrit ces mots:

EDUARDUS D. G. REX ANGLIÆ, DOMINUS HIBERNIÆ, DUX AQUITANIÆ.

Et en l'autre part la representation d'un homme armé estant a cheval tenant une espee nue en sa main, & en la circonference est aussi escrit les mots, & inscription susdicte.

CCCC LXI.

Scheda supplices, vulgo Cahiers, PHILIPPO AUGUSTO. 1281. daci Regi Franciæ, nomine EDUARDI Regis après le Angliæ, tanquam Ducis Aquitanie porrecte, circa 1. Nov. ca inobservantiam & inexecutionem Tractatus Ambianensis, nec non pretenso attentata Officialium Regiorum contra Aquitanenses, in prejudicium Jurium Ducis, cum Responsis atque Placitis Regis super unoquoque articulo in Curia Parliamenti omnium Sanctorum 1281. actis. [Pièce, tirée du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin, reliée en rouge. pag. 246.]

SUPPLICAVERUNT gentes Regis Angliæ Ducis Aquitanie, Domino Regi Franciæ quod secundum verba Pacis inquiratur de plano & bona fide si terra quam bonæ memoriæ Alphonsus quondam Comes Picavensis tenuit in Cadurcino ex parte uxoris sue fuit a Rege Angliæ data, vel tradita per maritium, vel gageam in toto, vel in parte, forori ipsius Regis Angliæ, matris Raymundi Comitis Tholozani ultimo defuncti, cum dicta inquestia secundum formam prædictam alias fuerit inchoata, & aliqui testes pro parte Regis Angliæ in ea recepti & examinati.

Responsum eis fuit quod ordinatio facta super hoc in precedentiibus Parliamentis, observabitur, & nihil super his immutabitur, scilicet quod testes producantur pro utraque parte, & pari Regi Angliæ habebit scripturam, si velit, & duplicabitur inquestia, ita tamen quod utraque ad Curiam ipsam referatur, & ibi iudicetur.

Item supplicaverunt gentes Regis Angliæ Ducis Aquitanie Domino Regi Franciæ, quod cum Nuntii Regis & Ducis ejusdem, videlicet Dominus Mauritius de Credonio, & Dominus Gauridus de Gienville Milites in Parlamento Pentecostes Anno Domini Millesimo ducentesimo octogesimo tradiderunt aliquas rationes tam juris, quam facti Domino Regi Franciæ ad informandum ipsum Dominum Regem, super iis quæ Rex Angliæ dicit sibi restituenda in tribus Diocesis Petrocoriensis, Lemovicensis, & Cadurcensis & in dicto Parlamento Dominus Rex Franciæ responderit quod ipse mitteret ad partes illas certas personas, quæ ea quæ clara essent deliberarent, & alia sibi referrent, quod Dominus Rex Franciæ faciat complere responsum prædictum.

Responsum fuit eis quod Magister Guillelmus de Novavilla, & Johannes de Villeta ibunt propterea ad partes illas, & procedent in forma alias ordinata.

Item cum felicis memoriæ Dominus Ludovicus Rex Franciæ promississet Regi Angliæ in forma Pacis inita inter ipsos, se daturum Regi Angliæ vel suis hæredibus terram quam Dominus Comes Picavensis tenebat tempore dictæ Pacis in Xantoniam ultra fluvium Charenton, si obtineret ipsi Regi Franciæ vel hæredibus suis, & nisi sibi obtineret quod ipse Rex Franciæ procuraret quod

ANNO
1281.

244

CORPS DIPLOMATIQUE

quod Rex Anglie illam terram haberet ex permutatione, vel alio modo, vel faceret sibi competens excambium ad esgardum proborum hominum & dictus Comes in visa sua alienaverit præter Pacem prædictam multa de terra quam tenebat in Xantonis tempore dictæ Pacis, quod Dominus Rex Franciæ procuret quod Rex Angliæ habeat dicta alienata quæ eidem Domino Regi Franciæ non obvenirent præter mortem dicti Comitis, nec faciat eidem Regi Angliæ competens excambium de dictis alienatis quæ alienata parate sunt gentes Regis Angliæ declarare.

Responsum fuit eis quod terra Xantonensis ultra Charentonum tradita est sufficienter eis, & prout per eisdem ad Dominum Regem devenit ex morte Comitis Pictaviensis.

Item cum in terra Xantonis ultra fluvium Charentonem sint feoda aliqua, quorum aliqua tenentur ab Abbatibus, aliqua ab aliis Nobilibus qui sunt circa fluvium Charentonem, & Dominus Comes Pictaviensis habet obedientiam & resortum illorum qui dicta feoda tenebant, nec obedientia & resortum hujusmodi sequerentur Dominum feudalem, quod Dominus Rex Franciæ obedientiam & resortum hujusmodi dicto Regi Angliæ, Duci Aquitanie faciat liberari.

Ordinatum fuit & responsum eis quod feoda citra vel ultra Charentonem sequantur caput principale dictorum feodorum citra vel ultra fluvium Charentonem.

Item cum servientes Senescallorum Domini Regis Franciæ, & aliqui alii Ballivi qui sunt sub dictis Senescallis multa mandata, citationem, inhibitionem, & familia, faciant frequenter gentibus Regis Angliæ, Ducis Aquitanie, & multis falsas ponant ex officio suo mero in terra & Baronia ipsius Regis & Ducis, propter quæ gentes sue pluries molestantur, & multa damna patiuntur, & idem Rex & Dux in sua Baronia non debeat habere tot Superiores, quod placeat Domino Regi Franciæ mandare suis Senescallis, quod præcipiant omnibus suis servientibus, quod in terra, & Baronia dicti Ducis & Regis nihil attentent exequi, nisi de mandato speciali dictorum Senescallorum in iis quæ ad ipsos Senescallos pertinebant, vel aliorum habentium super hoc potestatem a Domino Franciæ: Dicti enim Senescalli cauti abstinerebunt mandare aliqua quæ non sint mandanda, quam dicti servientes.

Ista Supplicatio fuit eis denegata.

Item cum dicti Senescalli & plures Auditores, Inquirentes & similes ex parte Domini Regis Franciæ quandoque ex suo officio, quodcumque de mandato ipsius Domini Regis, receptiones testium, inquisitiones, mandata & executiones, & falsas habeant facere gentibus & in terra Regis & Ducis prædicti, & gentis ipsius Regis & Ducis sive obediunt, sive non obediunt, rationes quas habeant, proponant coram ipsis petentes super his per dictos executores Litteras sibi dari ut sit plena veritas, ad Curiam Domini Regis Franciæ possit referri, & hoc indifferenter denegetur iisdem quod præcipiatur dictis Senescallis, & aliis auditoribus & executoribus, quod prædictas Litteras concedant, & per gentes suas concedi faciant, ut sic Curia possit admittere admittendum, & respuere respuenda.

Responsum fuit quod ista Supplicatio non fiet.

Item cum in Tractatu habito Ambiani Dominus Rex Franciæ retinuerit ad manum suam privilegiatos in tribus Diocesis Lemovicensi, Petrocoriensi, & Cadurcensi, sicut excepti fuerant in Pace Regum, & postmodum aliquibus ipsorum privilegiorum fuerint Litteræ tam concessæ, quam renovatæ, continentes quod Dominus Rex Franciæ ipsos privilegiatos, cum omnibus membris suis retineat, ita quod eos non potest ponere extra manum suam, & contemplatione dictarum Litterarum aliqui sicut membra privilegiorum extra dictas tres Dioceses afferant & contendunt se privilegiatos existere cum privilegiatis tantummodo dictarum trium Diocesium sint retenti, & sic hæc retentio ad privilegiatos extra tres Dioceses prædictas non possit extendi, maxime ad illos qui ante concessionem dictarum Litterarum dicto Privilegio usi non fuerint, & per antiquitatem dictarum Litterarum Regi Angliæ & Duci Aquitanie magnum posset præjudicium generari quoad illos qui sunt extra tres Dioceses in terra dicti Regis & Ducis, & sunt membra Capitulum seu Monasterium in dictis tribus Diocesis existentium. Quod Dominus Rex Franciæ per declarationem vel expositionem dictarum Litterarum dignetur super hoc præjudicio remedium adhibere. Per Litteras enim prædictas semper posset consistere de Privilegio illorum qui essent extra dictas tres Dioceses & essent membra Capitulum sitorum in Diocesis antedictis.

Responsa fuit eis, quod dicant qui sunt illi privile-

giati, & adornabuntur si velint, & fiet eis jus.

Item cum gentes fidei servientes Senescalli Petrocoriensis inhibuerunt aliquibus Nobilibus Petrocoriensis Diocesis ne juramentum de Pace tenenda & servanda quod Senescallo Regis Angliæ Ducis Aquitanie prestatæ confueverant, facerent & præstarent Joanni de Gresli, nunc Senescallo dicti Regis & Ducis, quod præcipiatur Senescallo Petragore quod dictam inhibitionem revocet seu faciat revocari.

Responsum eis fuit, quod non revocabitur dicta prohibitio, quantum ad Privilegiatos Domini Regis, & membra eorum.

Item cum Villa Sancti Asterii sit in Senescallia & infra metas Seneschallie Regis Angliæ Ducis Aquitanie in Petragora, & Senescallus ipsius Regis & Ducis in loco prædicto diu expleverit, & quæ pertinent ad Senescalliam, & adhuc sit in possessione expectandi præmissa, & Senescallus Petragorensis pro Domino Rege Franciæ ipsum in possessione prædicta perturbaverit, & quandoque perturbet illa occasione quod assit se pro dicto Rege Franciæ guardiare Abbatem Sancti Asterii, qui non fuit, nec est in aliqua guardia ipsius Domini Regis speciali, & occasione talis guardiæ multi de Senescallia ipsius Regis & Ducis fuerint inquietati, & vexati, quod Dominus Rex præcipiat, quod cessetur a guardia & vexatione hominum terræ.

Responsum fuit, quod quantum ad Dominum Regem pertinet, Senescallus nullum ponet impedimentum.

Item cum in Curia Domini Regis Franciæ inhibuerit gentibus Regis Angliæ, ne aliquam ad ipsam Curiam, a falso vel pravo Judicio appellarent, in aliquo etiam quod non tangit causam, in qua appellatur, iusticiare præsumant & ab hoc, quam plures ad subterfugium habendum, & ne possit de ipsis haberi iustitia frequentius appellare præsumant, quod placeat Domino Regi inhibitionem hujusmodi revocare, maxime quo ad terram Agenensem, Petragorensis & alias quæ Jure scripto reguntur.

Responsum fuit, quod non fieret eorum petitio in terris quæ reguntur Jure consuetudinario in aliis servabitur Jure scriptum.

Item quod Dominus Rex Franciæ mandet fieri veritatem super his quæ per gentes Navarre fuerint usurpatæ, de iis quæ Rex Angliæ & Dux Aquitanie tenebant, eo tempore quo terra Navarre venit ad manum Domini Regis, sicut alias.

Ordinatum Rex mandavit Consabulario, & Comiti Pontini quod in reversione sua hoc addiscant, & referant.

CCCCXLII.

Transaction entre ROBERT Duc de Bourgogne, d'une part, & ROBERT Comte & BEATRIX Comtesse de CLERMONT, d'autre & au sujet des prétensions desdits Robert & Beatrix, sur le Duché de Bourgogne &c. ladite Beatrix étant petite-fille de Hugues Duc de Bourgogne, faite à Paris au mois d'Août, 1279.
[ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 546.]

PHILIPPUS Dei gratia Francorum Rex, notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, quod cum contentio verteretur, inter dilectum & fidelem nostrum ROBERTUM DUCEM BURGUNDIE, ex una parte, & Carissimum fratrem nostrum ROBERTUM COMITEM CLAROMONTENSEM, & BEATRICEM COMITISSAM, ejus uxorem, filiam quondam JOHANNIS de Borbonio filii quondam HUGONIS quondam Ducis Burgundie, ex altera, super portionem ipsam Comitum & Comitissam contingentem in hereditate, conquestibus, rebus & successione prædicti HUGONIS quondam patris dicti Ducis, & dicti JOHANNIS. Tandem, super dictam contentionem inter dictas partes concordatum & compositum extitit in hunc modum; videlicet quod dicti Comes & Comitissa, pro portione ipsos contingentem in hereditate, conquestibus, rebus, & successione prædicti HUGONIS, habebunt, tenebunt, & possidebunt perpetuo, pro se & heredibus suis, Castellum Montis Sancti Vincentii, de sine vineis, salvoamento, de Dundemo, de Arthufio, & de kadrellis, & Castellanas, & omnes pertinentias dictorum Castorum & Castellorum, cum omnibus jurbus, domaniis, dominis, feodis, retrofeodis, allodiis, gardis, & pertinentiis prædictorum, & quo-

ANNO
1281.

Août.
BOURGOGNE
ET CLERMONT.

quorumlibet eorumdem, pro quibuscumque locis & rebus consistant, & omnia feoda, antiqua & nova, quæ præfatus Hugo pater dicti Ducis, habebat & acquiebat in dictis Castellaniis, & infra quamlibet dictarum Castellaniarum & quarumlibet earundem pertinentiis. Insuper, feodum de Bonant, feodum de la Vernette, feodum de Claffy, gardas de Peracio & de Parreriacco & membrorum istorum, quæ sunt immediatè in garda Comitatus & Baronie Cabilonensis, pedagiū de Tolon, feodum de Javardil, feodum de Pleisiez, feodum de Savignes, feodum de Genoilly, feodum de Joney, de Marigny, feodum de Chaumont, feodum de Sunigny, feodum de Dyon, feodum de Digoin, feodum de la Buxiere, silect la Boiffere, teneantur immediatè, vel teneri debeant à dicto Duce. Item, feodum de Chaffeler, feodum de sancto Leodegario, & omnia alia jura, & dominia, feoda, retrofeoda, alodia, & gardas quæ sunt de Baronia & Comitatu Cabilonensi, & ad dictam Baroniam pertinentia: qui sunt ultra Arron, à parte versus Parciram, & Tholon, & ultra Ligerim à parte versus Roniam, & etiam ultra Gniām, à parte versus Montem sancti Vincentii & versus Dimdandum, cum juriis & pertinentiis earundem; in quibuscumque rebus & locis consistantibus; exceptis feodis de Chegy & de Marcilly, cum feodis, retrofeodis, domaniis, decimis, alodiis, gardis, & pertinentiis earundem, in quibuscumque rebus & locis consistantibus, quæ penes dictum Ducem perpetuè remanebunt. Insuper habebit dictus Dux, Civitatem, nundinas, & pertinentias Cabilonis, Buxiarum, & Halbergamchum, ac Brancidunum, cum pertinentiis, feodis, & domaniis; silect feodum de Chaffengy, feodum de Segy, feodum de Haulfiez, & omnia alia feoda quæ sunt ultra Gniām à parte versus Buxiacum & versus Brancidunum. Item, feodum de Burgo monte Sancti Johannis, feodum de Borbonio Lenfies, feodum de Nommor, & omnia alia feoda quæ sunt ultra Arron à parte versus Borbonio Lanfies, cum omnibus feodis, retrofeodis, alodiis, gardis, & pertinentiis eorumdem, in quibuscumque rebus & locis consistant. Habebit etiam dictus Dux, Castrum & Castellaniā de Moncenix; Anziacum, feodum Castri & Castellaniæ de Sinemuro, cum juriis, feodis, retrofeodis, domaniis, alodiis, gardis, & pertinentiis eorumdem, in quibuscumque rebus & locis consistant. Quæ quidem, Castrum de Moncenix cum Castellania, Anziacum, feodum Castri & Castellaniæ de Sinemuro, cum eorum pertinentiis, sunt & fuerunt antiquitus de Ducatu Burgundie. Concordatum est insuper inter ipsos Ducem, Comitrem & Comitissam, quod nemus & alia quæ Monachi de foritate habent & possident inter Castrum Montis Sancti Vincentii, & Castrum de Moncenix, si inventum fuerit quod sunt in Castellania Montis Sancti Vincentii, vel de pertinentiis ejusdem, quod garda eorum remaneat Comiti & Comitissæ prædictis, & eorum hæredibus. Concordatum est insuper, quod per aliquam clausulam generalem sicuti pertinentiarum, juriū, & etiam quamcumque similem superius nominatam vel inferius nominandam non derogetur speciali, vel nominatim expresse. Prædicta verò omnia tradita, liberata & assignata, prædictis Comiti & Comitissæ idem Dux garantizare tenetur, ab omni onere & obligatione ipsis ab eodem impositis penitus absolutas, & omnia supradicta quæ habent, tenent, & possident, tenebunt & possidebunt dicti Comes & Comitissa, & eorum hæredes tenebunt, in feodum ligium à dicto Duce & ejus hæredibus; in Baronia & Comitatu, ad unum feodum & unum homagiū, ad easdem libertates, dignitates & honores, ad quas bonæ memoriæ Johannes Comes quondam Cabilonensis & ejus prædecessores Comites Cabilonenses, dictos Baroniam & Comitatum Cabilonensem antiquitus tenebant ac si dictus Robertus Comes, & Beatrix Comitissa, Baroniam Cabilonensem & omnia ad dictam Baroniam pertinentia integraliter tenebant & possiderent. Ita tamen, quod in prædictis quæ dicto Duci remaneant, dicti Comes & Comitissa, & eorum hæredes, nihil juris & Baronie vel Domini de cætero poterint reclamare, & de prædictis, dictis Comiti & Comitissæ & eorum hæredibus à dicto Duce traditis & liberatis, idem Comes & Comitissa se tenuerunt penitus pro pagatis & pro contentis: promittentes bona fide, quod ratione successione, in residuo hereditatis consequentium, rerum, & successione prædicti Hugonis quondam patris dicti Ducis, nihil juris de cætero reclamabunt; salvo sibi & hæredibus suis recto iudicio, sive recta escheata, & alio jure futuro, si in præmissis contingeret evenire. Actum etiam fuit

inter partes prædictas, in compositione prædicta, quod per Litteram istam non impediatur possessio in qua est idem Dux, de cursu monetæ, nec dicti Comes & Comitissa impediuntur agere contra dictum Ducem ratione dictæ monetæ, quo ad proprietatem seu possessionem, & salvis defensionibus & rationibus ipsius Ducis contra actionem eorumdem Comitis & Comitissæ. Quod ut ratum, & stabile permaneat in futurum, præsentibus Litteris nostrum fecimus apponi sigillum, salvo in omnibus jure nostro, & jure quolibet alieno. Actum Parisius, anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo nono, mense Augusto.

CCCCXLIII.

Oppignoratatio LUDOVICI Comitis Palatini & Bavarie Ducis facta HENRICO Episcopo Ratisbonensi, super Officiali videlicet: Judicii Pacis, Camere, & Sculteti in præfata Civitate, pro centum & quinquaginta libris denariorum Ratisbonensium, quos pro Castro Rotencke ei persolvere debebat. Datum Ratisbone 12. Kalend. Septembris anno 1279. [LUNIG, Teutich. Reichs Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abf. I. p. 130.]

LUDOVICUS, Dei gratia Comes Palatinus Rheni, Dux Bavarie. Universorum notitiæ præsentibus declaramus, quod cum in solutione Castri in Rotencke non possemus reverendo in Christo Patri & Domino nostro Henrico, Ratisbonensi Episcopo, satisfacere in pecunia numerata, videlicet in centum & quinquaginta libris denariorum Ratisbonensium, Officia nostra Ratisbone, videlicet Judicium Pacis, Camere & Sculteti eidem Domino Episcopo sub hac discretione moderamine obligavimus, quod eadem Officia Henrico Vitrico & Carolo, fratribus de Owre, Carolo, Pragario, Henrico Dulci & Conrado Gumperti commissimus usque ad festum Apostoli. Philippi & Jacobi proxime venturum, suo nomine conservanda, ita, quod pro supradicta summa centum & quinquaginta librarum extunc eadem absolvere debeamus: quod si in Crastino dictorum Apostolorum non faceremus, ipsa Officia remanebunt illis personis, quibus per nos superius sunt remissa per quatuor annos continue secuturos, post illos quatuor annos, per quos dictis Pragario Dulci & Conrado Gumperti primitus fuerant remissa. Et ut hæc rata permanent atque firma, ex parte heredum nostrorum dilecti fideles nostri, Cunradus de Luburch, Wernherus de Preintenecke, Winhardus de Rorbach, Wichnandus de Eirinspurch, Dieterus de Wildenstein & Ulrichus de Perig, Marchalens, obstagiorum nomine per ipsum Dominum Episcopum monti Ratisbonensem Civitatem intrabunt, inde nullatenus exiuri, donec fibi de universis & singulis defectibus, si quos cum ex hoc vel propter hoc sustinere contingeret, plenarie satisfiat. Et adjecto, quod nos prædicta Officia nulli infra eundem terminum committimus aliquatenus gubernanda, & si contingeret, ipsum Dominum Episcopum nobis ex aliquibus causis seu aliqua defalcare, hujusmodi defalcatio non erit in pecunia, pro qua sunt subscripta Officia, sed in alia summa est potius facienda, exceptione qualibet non obstante. In cuius rei testimonium præsentibus Litteras dedimus, nostri Sigilli robore confirmatas. Datum Ratisbone Anno Domini MCCLXX nono, XII. Kal. Septembris.

CCCCXLIV.

Diploma Rayfers RUDOLPHI, durch welches er den Erbvertrag HEINRICI Herzogs in Schlesien mit OTTOCARO König in Böhmen getroffen bestätigt. Erfurt den 25. Sept. (1) 1209. [LEHMANNUS suppletus & continuatus inter Acta Religionis Silesiaca, pag. 998.]

C'est-à-dire,

Diplôme de l'Empereur RODOLPHE I. par lequel il confirme le Pacte héréditaire conclu auparavant,

(?) On range cette Pièce sous l'an 1279, ne doutant point que ce ne soit la vraie date. Celle de l'an 1209, qui se lit dans l'Acte ne peut être qu'une faute d'impression. [DUM.]

Hh 3

ANNO
1279.vant, par HENRI Duc de Sileſie, avec OT-
TOCARE Roi de Boheme. Erfourt le 25. Sep-
tembre 1209.

WIR Rudolphus von Gottes Gnaden Königlich König/
allerlei Meher des Reichs / Entsetzten allen Untern des
Röm. Reichs Getreuen / denen dieser Brief vorkommt / unsere
Gnad und alles Gutes / und thun Euch zu wissen / das wir
die Ordnung und Vortrag / wie es mit den Breyßau oder
Schlesischen Fürstenthum / so uns und den Kayserthum unter
Ihen gebührt / künfftig gehalten werden solte / befestigt geben:
Als nemi es / wenn unser Gt. Gdt den Durchl. Heynrichen
Kerzog in Schlesien / Todes halber / abfordern würde / das
der Durchl. Ottogarus König in Böhmen / oder seine Erben
und folgende Böhmishe Könige ihne die ganze Landtschafft
Schlesien erblich einnehmen und besigen möchte. Dieweil denn
dieses Rechte auf dymal Könige Wenceslao unsern allerliebsten
Sohn angefallen / und sich dessen anmassen will / so thun wir
solches hiermit in krafft unsers Röm. Königtums beflätigt
übergeben. Dat. Erfurt den 25. Septembr. Anno 1209.

CCCCCLXV.

1280.

Decret de l'Empereur RODOLPHE qui assigne à
CHARLES Roi de Sicile les Comtez de Proven-
ce & de Forcalquier. Donné à Vienne en Au-
triche, le 28. Mars. 1280. [G. G. LEI-
BNITZ, dans le Prodromus Codicis Diplomatici,
pag. 20.]

28. MARS
PROVEN-
CE ET
FORCAL-
QUIER.

RODULPHUS Dei gratia Romanorum Rex sem-
per Augustus, venerabilibus Archiepiscopis, Epis-
copis, ceterisque Comitibus & Marchionibus Provin-
cie, ac Comitatus Forkalkier Ecclesiarum Prælati-
bus, devotis suis prædictis gratiam suam & omne bonum.
In quibuslibet nostris actibus Ecclesiasticis gratificari
solitis studiis affectantibus, eorum dispendia, quantum
nobis ex alto permittitur, evitamus. Licet igitur Co-
mitatibus & Marchionatibus Provincie (Intendentes hæc
duo nomina, scilicet Comitatus & Marchionatus es-
se synonyma, & unum non diversa supponere) ac Co-
mitatibus Forkalkier, cum omnibus jurisdictionibus &
pertinentiis eorundem; ac omnia quæ infra Comitatus
ipsius continentiam Romanorum Imperatores per eorum
ipsius quondam Domino Raymundo Berengario
Comiti & Marchioni Provincie ac Comiti Forkalkier,
ipsiusque prædecessoribus donaverunt; per speciale pri-
vilegium, concessimus, concedamus, & de novo tam
Domino Carolo Regi Sicilie illustri ad vitam suam, si
autem voluerit, quam heredibus Regis ejusdem, qui
procefferunt ex eodem Rege & claræ memoriæ Beatrice
Regina Sicilie conforte sua; & omnibus heredibus &
successoribus eorundem in feudum sub consuetis censu
& servitiis, præstantis in posterum ab eisdem Rege, hæ-
reditibus, & successoribus, in perpetuum possidenda,
convenimus: & promittentes quod per nos, vel alium,
seu alios nullam donationem, confirmationem, investi-
turam, concessionem, vel contractum, aut aliquid cum
Domina Margareta Regina Francorum illustri, vel ejus
Procuratoribus aut Nuntiis, seu aliis quibuscunque per-
sonis Ecclesiasticis vel secularibus fecimus, per quæ
huiusmodi confirmatio, de novo donatis sive concessis,
aut aliquid, quod in eodem concessio dicto Regi super
iis privilegio continetur, habere non possit vel debeat
firmatatem, vel per quæ confirmationi, donationi &
concessioni prædictis, ac iis, quæ in dicto privilegio
continentur, aliquid afferri possit vel debeat nocumen-
tum, seu prædictorum confirmationis, donationis, con-
cessionis & aliorum contentorum in privilegio supra
dicto effectus aliquatenus impediri circa ea, quæ forsan
extra Comitatus eosdem prædicta donatio Imperatorum
comprehenderet eorundem; nihil ad præsens penitus in-
novato; Declaraverimus, ordinaverimus, decreverim-
us, statuerimus, ac expresse facturos, & curaturos
nos specialiter obligaverimus, quod per ea, quæ facta
sunt a nobis, prædictæ Regine Francie nullum omni-
no præjudicium fiat Regi & heredibus ac successoribus
supradictis, vel in jure præterito, quod eis in prædictis
Comitatibus competeat, seu competit, vel iis, quæ in
confirmatione ac concessione prædictis continentur:
Nihilominus tamen declaramus, ordinamus, decernim-
us atque statuimus, quod per confirmationes, dona-
tiones & concessionem Comitatum eorundem Ecclesiis
& personis Ecclesiasticis illarum partium nullum omni-
nino præjudicium generetur: cum intentionis nostre
sit earum jura non imminuere, sed augere.

§. 2. De omnibus autem & singulis supradictis plena-

riam interpretationem & declarationem Romano Ponti-
fici ad præsens, & in posterum reservantes, ejus inter-
pretationem seu declarationem faciendam etiam simpli-
ci verbo nos servaturos specialiter auctoritate præsen-
tium obligamus, promittentes nihilominus prædicta omnia
& singula, postquam imperiale diadema, dante Do-
mino, susceperimus, renovare ad majorem & perpetuam
firmatatem. Actum & Datum Viennæ V. Kal. Apri-
lis, Indictione VIII. Anno Domini MCCLXXX.
Regni verò nostri anno VII.

CCCCCLXI.

Traité entre JEAN I. Duc de Lorraine & de Bra-
bant & la Ville d'AIX LA CHAPELLE,
qui se met sous sa protection, fait en 1280. [AU-
BERT LE MIRE, Diplomat. Belgicar. Lib.
I. Cap. LXXXVI. pag. 184. & CHRISTO-
PHE BUTRENS dans les Preuves des Tro-
phées de Brabant. pag. 112.]

22. AVRIL
BRA-
BANT &
AIX LA
CHAPELLE
LE.

UNIVERSIS præsentibus Literas inspecturis, Ju-
dices, Scabini, Consules civium, Magistratus, &
ceteri Cives regalis sedis AQUENSIS, salutem & cog-
noscere veritatem.

Quoniam fragilis est hominum memoria, & gesta de
levi oblivioni traduntur, nisi scripto fuerint stabili-
tatis, notum facimus tam præsentibus quam futuris, quod
nos unanimiter recognoscimus illustrem Principem Do-
minum JOANNEM, Dei gratia Lotharingie & Braban-
tiae Ducem, nostrum esse (quemadmodum sui hono-
rati prædecessores fuerunt) superiore Advocatum.

Et nos ipsum & suum, qui in Ducatu legitime suc-
cesserit, heredem pro nostro superiore consuemus, &
tenemus in perpetuum, Advocato; & eidem JOAN-
NI Lotharingie & Brabantie Duci promittimus bona
fide, quod eidem & heredi suo contra omnes, qui
nunc supersunt aut poterunt superesse (excepto serenissi-
mo Domino nostro Romanorum Rege ac Imperatore)
assistentes fideliter consilio, auxilio & favore.

Et ut præmissa robur & certitudinem obtineant firmi-
tatis, præsentibus Literas eidem & suis heredibus, robo-
ratas nostri sigilli munimine, consulumus, in perpetuum
duraturas.

Datum Aquis anno Domini M. CCLXXX. in cras-
tino Resurrectionis Jesu Christi.

JOANNES, Dei gratia Dux Lotharingie & Braban-
tiae, universis tam præsentibus quam futuris, præ-
sentibus Literas visuris, salutem & cognoscere veri-
tatem.

Ex debito nostri Principatus, hos non immerito pro-
movemus & amplectimur gratia speciali, apud quos
dignitatis officio fungimur & honoris.

Itaque nostrorum progenitorum (qui sedem & Civita-
tem regalem Aqueensem, & ejus Cives, ubi, sicut ipsi
fuerunt, nos sumus superior Advocatus, ab eo tem-
pore, quod ejus non exister memoria, sedulo promo-
verunt, & conservaverunt, & studiosè defensionunt)
velligis inherentes.

Tam ob reverentiam sacri Romani Imperii, quam
ratione superioris Advocacie, quæ post Imperium fun-
gimur apud eos; propter assentientiam nobis pactam, præ-
dictam Civitatem & sedem regalem, & ejus incolas si-
ve cives conservare, promovere & omnia eis fructuosa
facere ac impendere promittimus & tueri, & dum re-
quirere duxerint, eis favorem, consilium & auxilium,
& assistentiam impartiri promittimus, & præstare fide-
liter & benigne.

Atque ad universa & singula ipsi civibus Aqueensibus
bona fide servanda, nostrum, qui in Ducatu legitime
successerit, heredem obligamus in perpetuum.

Dantes de consilio nostrorum Consiliatorum, pro
nobis & prædicto herede nostro eisdem civibus Aque-
ensibus, qui nunc sunt aut in futurum erunt, præsentibus
in perpetuum duraturas Literas, cum appendione sigilli
nostri, ad firmum robur & æternum testimonium, su-
per omnibus & singulis supradictis.

Datum in Dalheim, feria 4^a post Pascha, an. Dom.
M. CC. LXXX.

CCCCCLXVII.

NNO
180.

CCCCXLVII.

Juill.
UR-
ONE
N 2.
AS.

Transaction passée entre ROBERT Duc de Bourgogne & ROBERT Comte de Nevers; à Paris, l'an 1280. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne, pag. 548.]

PHILIPPUS Dei gratia Rex Francorum, universis presentes Literas inspecturis, salutem. Notum facimus quod dilecti & fideles nostri ROBERTUS Dux Burgundie, ex una parte, & ROBERTUS Comes Nivernensis, ex altera, coram nobis constituti, recognoverunt conventum & ordinatum esse inter ipsos hoc modo; videlicet, quod loco assise mille librarum Turonensium, quam dictus Dux tenetur facere Comiti predicto & ejus liberis hereditibus Comitatus Nivernensis, in tertia parte Eddae, Castro de (r) Glave, & villa de Arné, & eorum pertinentiis, vel etiam in aliis, secundum tenorem ordinationis nostrae super hoc prolatae, tenetur solvere vel solvi facere prefato Comiti vel ejus mandato, mille libras Turonenses, Parisius, apud templum quolibet anno, ad duos terminos, scilicet medietatem ad festum Omnium Sanctorum, & aliam medietatem ad festum Ascensionis Domini, quando idem Comes tenebit ballium liberorum suorum predictorum. Ita tamen, quod in operatione dictorum liberorum erit, cum ad sufficientem aetatem venerint, predictas mille libras Turonenses percipere & habere jure hereditario, & sibi ac suis hereditibus in perpetuum retinere, loco assise supradictae, vel si maluerint habere & retinere assisam predictam, prout in ordinatione nostra predicta plenius continetur. Quas conventiones, dicti Dux & Comes tenere & servare in nostra praesentia promiserunt, & ad ipsas tenendas & servandas petierunt, si necesse fuerit se compelli. In cujus rei testimonium, presentibus Literis nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisius die Jovis ante festum beatae Mariae Magdalene, anno Domini M. CC. LXXX.

(1) *Tour-étre, Glave*, comme dans le Traité du mois de Février 1277. ci-dessus pag. 239. col. 1. [Duvau.]

CCCCXLVIII.

ALBERTI Ducis Saxonie Consensus in Investituram Terrarum Austrie, Stiriae, Carinthiae, Carniolae & Marchie Slavicae à Romanorum Rege RUDOLPHO I. filius suis ALBERTO & RUDOLPHO conservandam. Dat. 11. Cal. Septembr. 1280. apud Aken. [Pièce, tirée des Archives Imperial. du petit Trésor de la Régence & de la Chambre à Vienne.]

ALBERTUS Dei Gratia Saxon. Angar. Weisfal. Dux. Omnibus presens Scriptum visuris Salutem. In Virginis Filio benedicto, ad cognitionem & noticiam tam presencium quam futurorum volumus pervenire, quod ob dilectionem & petitionem Serenissimi Domini nostri Rudolphi Romanorum Regis voluntatem nostram adhibemus plenariam & consentiam quod Inclitus Dominus noster Rudolphus Romanorum Rex, jam predictus, filius suis Alberto & Rudolfo terras videlicet Austriam, Styriam, Karinthiam, Carniolam, & Marchiam Slavicam libere possidendas iusto titulo conferat Rodolfi, ut autem procedente tempore super hujusmodi factis, de nostra voluntate, consensu, & assensu nulli dubium oriatur, & ut presens Scriptum robor obtineat firmitatis, sigilli nostri munimine maxime roborandum. Dat. XI. Kalend. Septembris Anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo apud Aken.

CCCCXLIX.

Imperatoris Romanorum RUDOLPHI I. Confirmatio Conventionis inter LUDOVICUM, & HENRICUM Comites Palatinos Rheni & Bavarie Duces super questione & lite de Principatibus hereditariis & contingentibus apud Bilschoven noviter initae. Datum Ratibone 2. Kalend. Julii 1281. [LUNIG, Teutich. Reichs Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abf. I. pag. 130.]

RUDOLPHUS, Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus. Univeris fieri Romani Imperii fidelibus, presentes Literas inspecturis, gratiam suam & omne bonum. Legalis auctoritatis testimonio hominum memoria labilis est, & nihil est in ea, quod facile perseveret, propter quod praesentis vitae negotia consumit & delict obliquo, nisi fidelis scripturae testimonium in thesauris memoriae reponatur. Noverit igitur praesens aetas & noscat futuri temporis successus posteritas, quod illustres L. & H. fratres, Duces Bavariae, Comites Palatini Rheni, Principes nostri charissimi, Instrumentum, Literas sive Privilegium conventus omnis cupidam, super questione seu lite de Principatibus hereditariis seu contingentibus Principatus eodem inter ipsos vertitur, seu jam dudum est versa, apud Bilschoven novissime celebrata, sub eorum sigillis non cancellatum, non abolutum, nec in aliqua parte sui viciatum, nostrae Celsitudinis praesentant, petentes cum instantia ad tollendam rancoris & dissensionis materiam, quae in posterum super lite praemissa posset oriri, praedicta, Instrumentum, Privilegium seu Literas, cum adiectione poenae infra posita, munimine regio confirmari. Nos autem, considerantes ex praedictorum Principum unione concordii & unanimi concordia thronum Regalis Culminis co nimis tuiolari, quorundam Principes, qui ejusdem throni egregie sunt Columnae, in dilectionis fraternae dulcedine solidius roborantur, ipsorum petitionibus favorabiliter annuentes, Instrumenta, Privilegia sive Literas praenotatas recipimus, approbamus & auctoritate regia confirmamus, statuantes & ordinantes, quod praedicti fratres nostri, Principes & eorum liberi, qui dissensionis annos attingunt, pro se & aliis minoribus annis in nostrae Majestatis praesentia corporale praestiterunt sollemniter Juramentum, quod contra ordinationem & conventionem, in dictis Instrumentis seu Privilegiis, apud Vilshofen confectis, contentas, ipsi vel heredes eorum nunquam veniant, nec super praemissis Principatibus vel eos contingentibus sibi, contra dictorum Instrumentorum tenorem & formam aliquam questionem moveant, nec contra praemissa rescriptum aliquod impetrabunt, nec Privilegium allegabunt, renunciantes expresse pro se & suis hereditibus exceptioni doli mali in factum omnibus auxilio juris Canonici vel Civilis, per quod dicta conventio sive ordinatio posset infringi, vel ab eorum altero immutari, & si, quod absit, eorum aliquis contra praemissa veniret, proscriptionis poenam, quam voluntarie de consensu Regis susceperunt in se, incident ipso facto & pro proscripito, & tanquam proscripiti a nobis & Imperio quilibet reputari: In quarum scilicet confirmationis & poenae proscriptionis in casu praemisso testimonium sigilla venerabilium W. Pataviensis & H. Ratisponensis Episcoporum & praedictorum L. & H. Ducum Bavariae una cum nostro praesentibus sunt appensa. Data Ratispona 11. Kal. Julii, Indict. IX. Anno Dom. MCCLXXX. primo, Regni vero nostri anno octavo.

CCCCLXX.

Traité de Ligue entre LOUIS DE SAVOYE, & AYMAR DE POITIERS Comte de Valentinois, fait à Paris, l'11. de Juillet 1281. [SAVOYE, POITIERS, GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 693.]

NOVERINT universi; quod nos LUDOVICUS DE SABAUDIA Miles, & AYMARUS DE PICTAVIA Comes Valentiniensis, promissimus nobis adinvicem solemnititer & tactis corporaliter sacrosanctis Evangelis, nos curaturos utilitatem & honorem unius alteri, in quibus poterimus, & damna unius alteri, & subiectorum pariter citare & juvare, in placito & in guerra unus alteri, contra Dominum Aymarum de Rossillone Archiepiscopum Lugdunensem & contra Dominum Amedeum de Rossillon Episcopum Valentiniensem & Diensem, & contra Artandum Dominum Rossillonis Viennensis Dioecesis, & contra omnes de genere ipsorum descendentes, sive Clerici fuerint, sive laici. Et insuper nos dictus Aymar de Pictavia, promittimus & juramus ut supra, vobis dicto Domino Ludovico, nos curaturos & tentaturos in quantum poterimus bonae fide; Quod Nobilis Joanna de Monteforti Comitissa Forensis, dilectissima Consanguinea nostra, vobis matrimonialiter copuletur, ad hoc eandem & amicos nostros & suos inducendum. Hoc actio & conventio inter nos, dictum Ludovicum & dictum Aymarum, quod si dictum Matrimonium effectum nullatenus fortietur, praedicta nullam obtineant firmitatem, & promissiones

ANNO
1281.II. Juill.
SAVOYE
POITIERS
GUICHENON

ANNO
1281.

missiones & iuramenta per nos superius facta, pro infectis penitus habeantur, ita quod ex ipsis unus alteri nullatenus teneatur. Actum Parisiis anno Domini M. CC. LXXXI. videlicet V. Idus Julii, his testibus Presentibus: Domino Umberto de Loyren, & Domino Raymundo Betrandi Militibus, in quorum testimonium Nos Ludovicus, & Aymarus de Piclavia suprascripti, presentibus Literis, sigillum nostrum, quilibet duximus apponendum.

CCCCLXXI.

4 Sept. Romanorum Regis RUDOLPHI I. Investitura de Burgravatu Norimbergensi cum appertinentiis, in FRIDERICUM Burgravium. Dat. Germaniæ pridie Nonas Septembris. Anno Domini 1281. [GASTELIUS de statu publico Europ. noviss. pag. 786. LUNIG, Teutsch. Reichs Archiv. Part. Spec. Abtheil. IV. Abf. III. pag. 295.]

RUDOLPHUS Romanorum Rex, semper Augustus, omnibus in perpetuum. Regalis præminentiæ debitum esse dignoscitur, universos sibi devotos, & fidelitatis promittunt obsequentes, condignis retributionis præmiis prævenire, ut exemplo remunerationis huiusmodi provocati ceteri, ad ipsius obsequia fidentius animentur. Ad universorum igitur, tam presentium, quam futurorum, notitiam pervenire volumus, quod nos attendentes fidem puram, devotionemque sinceram, quam nobilis Vir Fridericus Burgravius de Nurnberg, consanguineus noster, & fidelis dilectus, erga nos, & Romanum gerit Imperium, considerantes quoque grata, fidelia, & laboriosa, quæ sapè nobis, & ipsi Imperio, fructuose impendit obsequia, ipsi Friderico Comitiam Burgraviæ in Nurnberg, Castrum, quod tenet ibidem, custodiam porre, juxta dictum Castrum sita, iudicium Provinciale in Nurnberg, cui etiam vice Imperatoris existens, omne iudicium iudicans exercit. Item, quod Officialis ejusdem Burgraviæ, cum Sculteto nostro in Civitate Nurnberg, iudicio præfideat, & quicquid emolumentum in causa criminali, vel civili, vel sanguinis, vel alia quacunque obveniat, duas partes ejusdem lucri, idem Officialis recipiat. Item, quod quæcunque fabrica ferri, dictæ Civitatis Nurnberg, duodecim denarios, singulis annis dicto Burgravio solvat. Et quod de singulis areis citra pontem, in Diocesi Eichthensii, censum, & tempore messium de quolibet unum messorem recipiat. Insuper quod tertiam feram, tertiam arborem de foresto, ac omnia ligna acientia in eodem, possit tollere, capere & habere. Insuper officium foresti, ab illa parte pontis versus Castrum, Diocesis Bambergensis, cum omnibus attinentiis suis, & quod ibidem forestarium possit ponere, seu locare. Villam Werde, villam Buch, oppidum Suvant, Castrum Creussen. Item, decem libras denariorum, redditus de officio Sculteti in Nurnberg, & decem librarum de telonio ibidem, cum aliis feudis, quæ prædictus Burgravius, & sui progenitores, ab inclita recordat omnis Imperatoribus, & Regibus, nostris prædecessoribus, feudali titulo tenebant, & habuerunt, sicut alias, de consensu nostrorum Principum, Acquis-granti omnia supra dicta, sub cereo nostro sigillo sibi concessimus, sic & nunc ipsi ea concedimus in feudum, & Mariæ sue filię, uxori nobilis viri Comitissæ de Oettingen, ac ceteris ejusdem Burgravii filiabus, si tamen ipsam Mariam liberos cujuscunque sexus habere, & dictum Burgravium sine herede masculo contingat decedere, ipsa Mariæ, exclusis ceteris suis sororibus, cum suis liberis, feudis in eisdem succedat. Alloquin eadem feuda ad sorores suas, prædicti Burgravii filias, si eundem Burgravium, sicut dictum est supra, sine herede masculo, qui omnibus aliis præferat, mori contigit, liberè ex Regali mansuetudine devolvuntur. Totius hujus rei sunt, Eberhard de Cazenelenbogen, Richerus de Furlenberg, Albertus & Bernhardus de Hohenberg, Comes & Nobilis viri, Ulrichus de Ellingen, Gottfried de Bruneck, Christ. & Gottfriedus de Hohenlohe, & alii quampures. In cujus concessionis nostre testimonium, & perpetuam firmitatem, prædicto Burgravio presentes Literas dari, & Bulla nostra aurea, typario Regis Majestatis impressa iussimus communi. Signum Serenissimi Domini Rudolphi, Romanorum Regis invictissimi, actum & datum Anno Domini millesimo ducentesimo octuagesimo primo, Regni nostri anno octavo. Datum Cernuntia, pridie nonas Septembris Magistri Gottfriedi Patavientis propositi, Regalis Curia Protonotarii.

CCCCLXXII.

Instrumentum Recognitionis, quod LUDOVICUS Comes Palatinus Rheni feuda sua, à Domino EDELINO Abbate Wiffenburgenf, presente RUDOLPHO Romanorum Rege, receperit. Actum in Claustro Wiffenburgenf in Vigilia Sti. Andree anno 1281. [LUNIG, Teutsch. Reichs Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abf. I. pag. 131.]

ANNO 1281. In Vigilia B. Andree Apostoli, quæ vigilia tunc fuit in prima Dominica Adventus Domini, Ludovicus, Comes Palatinus Rheni, Dux Bavarie, feuda sua, quæ habet a Wiffenburgenf Monasterio, recepit à Domino Edelino, Abbate Wiffenburgenf, serenissimo Domino Rudolpho, Roman. Rege semper Augusto, presentibus Domino Gottfride, Treposito Ecclesiæ Patavensis, qui primum factus est Episcopus ejusdem loci, Domino Marchione de Hochberg, Domino Alberto & Domino Burcardo, Comitibus de Rotenburg, Sororis prædicti Domini Regis, Dom. Friderico, Comite de Lypingen, Domino Ottone de Ochsenstein, filio sororis prædicti Dom. Regis, & quam plurimis aliis fide dignis Nobilibus & ignobilibus, tam Clericis, quam Laycis. Acta sunt hæc in Claustro Wiffenburg. in Stupa ipsius Dom. Abbatis Anno & die prædictis.

CCCCLXXIII.

Traité d'Alliance & d'Association entre PHILIPPE Comte de Savoie, & JEAN DE LA BAULME Abbé d'Ambronai, fait au mois d'Avril 1282. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoie. Preuves. pag. 87.]

NOS PHILIPPUS Comes Sabaudie, & NOS JOANNES Dei gratia Abbas Ambroniaci, totiusque loci ejusdem Convenus. Notum facimus universis presentes Literas inspecturis, quod nos societatem, confederationem, & amicitiam facimus, in hunc modum; Videlicet quod dictus Abbas, & Convenus videntes nos, & Ecclesiam nostram, homines nostros, & bona nostra, multis angustiis, & oppressionibus inimicorum, quod non solum de exheredatione, sed etiam de totius gubernatione Monasterii nostri, & hominum nostrorum quam plurimum timemus prout angustia ipsa, & oppressiones evidentiſſime sunt omnibus de terra nostra, quas etiam oppressiones tamdiu sustinimus, & laboribus, & expensis, quod nisi Dei, vel alicujus Principis adiutorium habeamus, ipsum Monasterium, bona nostra, & homines nostros in manibus inimicorum nostrorum, deferere nos oportet, absque moræ diffugio totaliter deſtituta, prout hæc omnia notoria sunt, & evidentiſſime manifesta: Nos prædictos Abbas & Convenus ad Iussum Iſſum Philippum Comitem Sabaudie tanquam ad charissimum, & singulare coniugium recurrentes; qui quidem Dominus Comes, & prædecessores sui, tanquam fortis, & justus clypeus, pro defensione Ecclesiarum in Terra sua, & sub protectione sua existentium, contra Ecclesiarum oppressiones, semper laudabiliter pugnaverunt in tantum quod ubique in terra Ministri Dei liberaliter Domino famulantur eidem Domino Comiti, & ejus Successoribus, in ipso Comitatu, pro nobis, & Successoribus nostris. Damus in feudum eo jure quo possumus meliori, ea quæ inferius subsequuntur, videlicet medietatem obventionum, prout partim consueverunt percipere per nos dictum Abbatem, & prædecessores nostros in mercatis, & nundinis Villæ nostre Ambroniaci. Item tertiam partem banorum in Villa, & Parochia Ambroniaci, ex delictis ibidem occurrentibus, & in bonis confiscatis de consuetudine, vel de jure, tertiam partem bonorum ipsorum tantum, & immobilia Ecclesiæ nostre remaneant, exceptis bannis bladorum, vinearum, nemorum, & pratorum. Item in quolibet fœco extra Villam unum bichetum avenæ, & unum gallinum, & quolibet animal arante, unum bichetum avenæ, annis singulis Nuncio seu mandato ipsius Domini Comitis persolvendum, & pro his recollendis, & exercendis, possit in dicta Villa dictus Dominus Comes alicuium suum Nuncium habere, ita tamen quod in bannis recuperandis, dictus Nuncius ad aliquam vicinitatem,

ANNO 1282. lentiam, vel pignorationem faciendam, in Villa se non ingerat, donec Prapositus Abbas per octo dies ante requisitionem, banna clara, vel cognita, per nos dictum Abbatem, dicto Nuncio præsentem, vel venire volente, faciat ipsi Nuncio plenarie reddi: ex tunc autem dictus Nuncius ea recuperare possit, usque ad partem suam. Quæ quidem banna, nos dictus Abbas, de consensu tamen dicti Nuncii amariçare possumus, prout nobis videbitur faciendum, actò etiam quòd propriis famulis nostrum Abbatem, & Claustrum, nullam partem banni dictus Nuncius exigere valeat, vel levare, & si aliqui rebelles existant in solutione bannorum, Nuncius dicti Domini Comititis, fortem ubique faciat Præpositum nostrum dicti Abbatem. Præterea concedimus, & volumus quòd dictus Comes, & sui ad mandatum ipsius in guerris suis in Villa, ubique maxime in fortaliis possint se libere receptare, & moram trahere, cum expensis tamen ipsorum, & guerram, & pacem facere prout eis videbitur faciendum. Item concedimus quòd homines nostri de dicta Villa, & Parrochia teneantur ite in calvacant ipsius Domini Comititis, in toto vel in parte, nullo salvo remanente cum expensis eorum per duos dies, ita quòd secunda die possint in dicta Villa pernoctare. Item concedimus quòd in calvacatis ipsius Domini Comititis debeat habere idem Dominus Comes de prædictis hominibus decem Balistrarios, & viginti Clivetes ferro, & lanceis armatos ubique circa Montes per quindecim dies, ad expensas dictorum hominum, & ex tunc ad expensas dicti Domini Comititis, quos clientes nos dictus Abbas ipsi Domino Comiti vel mandato suo mittere teneamur; insuper volumus quòd homines nostri modo prædicto jurent, & defendant Dominum Comititem, & successores suos in dicto Comitatu, excepto Romano Pontifice, & Domino Archiepiscopo Lugdunensi, rogantes, & requirentes ipsum Dominum Archiepiscopum Lugdunensem, ut prædicta omnia quæ pro maxima necessitate nostra, & evidenti utilitate, & relevatione Monasterii nostri facimus, sibi placeat acceptare, & ratificare, & auctoritatem suam interponere, & decretum. Nos verò prædictus Philippus Comes Sabaudia, Deum habentes præ oculis, & manifestas injurias dicti Monasterii, & oppressiones quantum poterimus evitare volentes, & dictum Monasterium in tranquilla quiete ponere cupientes, promittimus bona fide, & in verbo Veritatis eisdem Domino Abbati, & Conventui pro nobis, & successoribus nostris in ipso Comitatu, ipsos, & bona ipsorum, & homines jurare, defendere, manutenere nostris propriis expensis, contra omnes inimicos, & malefactores eorum, nec aliquid ab eis ex nunc in futurum exigere, vel extorquere in dicta Villa, vel Parrochia præter eorum voluntatem, nisi ea quæ superius sunt concessa, nec jura nobis superius concessa, ab eis transferemus in alium præterquam successorem nostrum in dicto Comitatu, qui successores nostri teneantur servare ad requisitionem Domini Abbatem, qui pro tempore fuerit, conventiones supra dictas, & jurare eas penitus observare, prout superius sunt expressa, & fidelitatem facere. Nosque dictus Abbas, & Conventus promittimus bona fide, & in verbo veritatis pro nobis, & successoribus nostris, in dicto Monasterio, universa, & singula supradicta inviolabiliter observare, in quorum omnium prædictorum rogam, & testimonium Nos Philippus Comes prædictus, & Nos Abbas, & Conventus prædicti, sigilla nostra præsentibus Literis duximus apponenda. Et Nos verò Archiepiscopus Lugdunensis, prædictis supradictis omnibus, auctoritatem nostram interponimus, & decretum præsentibus, nihilominus ad preces Comititis, Abbatem, & Conventus prædictorum, nobis per patentes Literas Sigillis eorum sigillatas, oblatas, sigilli nostri munimine roborantes; Et Nos Berlio Episcopus Belliçensis ad preces, & requisitionem prædictorum Domini Comititis, Abbatem, & Conventus, & Monasterii antedicti, sigillum nostrum præsentibus duximus apponendum in testimonium veritatis. Datum anno Domini millesimo ducentesimo octuagesimo secundo, mensis Aprilis.

CCCCCLXXIV.

8. Avr. HOMAGE PRÊTÉ À ROBERT DUC DE BOURGOGNE, par CHARLES ROI de Jerusalem & de Sicile à cause du Comté de Nevers. Le 18. d'Avril 1282. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne, pag. 555.]

TOM. I.

ANNO 1282. NOS KAROLUS Dei gratia Rex Jerusalem & Sicilia, Ducatus Apulie & Principatus Capue, alme Urbis Senator, Princeps Achaje, Andegavie, Provincie, Folquarii, & Tornodoresis Comes, & Margareta, Jerusalem & Sicilia Regina, ejusdem Regis consors, notum facimus universis, quòd castra de Grisel & de Crusy, cum eorum castellaniis & pertinentiis, & custodia de Ponteris sita in Comitatu nostro Tornodorensi, sunt de feodo Ducis Burgundia, & tam ipsa quam omnia alia quæ sunt ad nos per excedentiam devoluta, & quòd habemus & habere debemus in Ducatu Burgundia, ex successione quondam Hugonis Ducis Burgundia, avi nostri præfata Regine, tenemus & recognoscimus nos tenere in feudum, à magnifico viro ROBERTO Duce Burgundia, & Regni Francie Camerario, charissimo nepote nostro: & volumus & consentimus, quòd pro eo, quòd idem Dux terminum nobis ad vitam nostram de præstando & faciendo homagio pro feudis prædictis liberaliter prorogavit, nullum sibi & heredibus suis præjudicium generetur. In cujus rei testimonium, præfates Literas eidem Duci traducimus sigillorum nostrorum appositionibus terminatas. Datum Neapoli anno Domini millesimo ducentesimo octuagesimo secundo, die decima octava mensis Aprilis, decima Indictionis, Regnorum nostrorum Jerusalem anno sexto, Sicilia septimo decimo.

CCCCCLXXV.

Testament de THOMAS de SAVOYE, Comte de 14. Mai Piémont, fait le 14. de Mai 1282. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 100.]

In nomine Domini nostri Jesu Christi, Amen.

ANNO à Nativitate ipsius, millesimo ducentesimo octuagesimo secundo, Indictione decima, die Jovis quatuordecima intrantis mensis Maii, coram me Notario, & testibus infra scriptis. Ego THOMAS de SABAUDIA primogenitus, inculte recordationis Viri Domini Thome de Sabaudia Comititis, per Dei gratiam compos, & sanus mente, & in bona, & sana memoria constitutus, aliqua tamen infirmitate gravatus, nolens decedere inretractatus, per ipsum meum Testamentum nuncupativum, quòd volo valere, & vires plenissimas obtinere jure Testamenti nuncupativi, vel jure ultimæ voluntatis factæ inter liberos, vel jure Codicillorum, vel alio jure quo licitum est Patrifamilias inter liberos suos disponere. vel jure Canonico, vel Civili quo melius valere potest, de me & bonis meis, rationibus, actionibus, & juriis michi competentibus, & competitariis, & generaliter de omnibus quæ jure successione, vel consuetudine, aut alio quocumque modo futuris temporibus, si viverem, pervenire possent aliquatenus, vel deberent, dispono, & ordino in hunc modum. In Primis clibo sepulturam corporis in Monasterio de Alta-Comba Cisterciensis Ordinis, & ipsi Monasterio dari jubeo tantum de bonis meis, de quo possit convenienter, & decenter fieri, & celebrari singulis annis anniversarium meum, pro anima mea, & meorum remedio peccatorum. Item volo, & jubeo quòd omnes camores mei, & malè ablata, debita, & legata mea pacificentur, reddantur, & integrè persolvantur, inter quæ faciendi specialiter nomino infra scripta videlicet, quia volo, & jubeo quòd quidquid habui à Priore de Camera Maurianensis Diocesis, ratione ejusdem concessionis, seu donationis reddituum Prioratus de Camera factæ Domine Guie de Burgundia Consortis meæ, reddatur ipsi Priori ad voluntatem suam integraliter, & in pace. Item volo, & jubeo quòd ipsa Domina Guie quitter simpliciter, & absolvat dictum Priorem de Camera, de quadam pensione XX. librarum Vienneusium, quam ipse Prior ipsi Domina Guie, ratione dictæ donationis, promissit se annis singulis soluturum. Item volo, & jubeo quòd solvatur Petro Bonivardi de Camberiac, de omnibus in quibus per Literas, & cautiones inventam fuerit me sibi teneri, & obligatum esse, & insuper de omnibus aliis quæ sibi debeo, de quibus ipse Petrus non habet de me Literas, vel etiam Instrumenta, super quibus volo quòd credatur, & stetutur simpliciter verbo suo, & sine bonæ fidei. Item volo, & jubeo quòd jocalla dictæ Domine, quæ ego impignoravi, Lugduni penes Thomam de Varey, vel alibi de bonis meis redimantur, & recuperentur, & redempta restituantur ipsi Domini.

næ

250
ANNO
1282.

CORPS DIPLOMATIQUE

na Guyæ libere, & sine aliqua quæstione. Item volo, & jubeo quod de offensionibus, incendiis, & damnis quas, & quæ ego per me, ac meos injutte intuli, feci, & dedi in Villa, & mandamento Viriaci, & alibi ubicunque ratione guerre quam habui, contrâ Viennensem Dalinnum, vel alios quoscunque, offensas, & damna, passis sit competens satisfactio, & emenda. Item volo, & jubeo quod satisfaciatur ab Abbate ipsius Monasterii ultimo nunc delinctori pro eo quod ipsum Abbatem, & Monasterium contra suos injuriatores, & homines defenſavi. Item volo, & jubeo quod quicquid inventum fuerit me habuisse, & percipisse ultra sortem tam citra quam ultra montes de bonis aliquarum personarum perceptis, de pigneriis, vel gageriis aliquibus quas tenebam, illud reddatur, & restitatur pacifice illis personis de quibus illud habui, vel percepi. Item do, & lego carissimæ *Matri meæ Dominæ B. Comitissæ* ciphum meum de auro. Item do, & lego Domino Guichardo Rivorii Militi familiaris meo, Equum meum Ferrandum qui dicitur Bocia, & ipsi Domino Guichardo de equo quem amisit juxta Cæſtellum, emendam jubeo fieri congruentem. Item do, & lego pro anima mea Templo, & Hospitali de ultrâ Mare, in subsidium Terræ Sanctæ, alios duos desiderios meos bardos. Item lego pro anima mea, & uno anniversario celebrando singulis annis, in Ecclesia Fratrum Minorum Camberiaci, ad opus, & auxilium unitis Capellæ ibi construendæ, centum libras Viennenses annuatim. Et per heredes meos dari jubeo centum solidos Viennenses annuatim Fratribus Minoribus ejusdem loci, & insuper eidem Capellæ dari volo unum calicem de argento, & pro uno altari decentia ornameta. Item volo, & jubeo quod Palafredi, Roncini, & Somarii mei, & omnia quæ pertinent ad meam gardarobam ubicunque sint, & omnia vasa mea argentea reddantur, & assignentur dictæ Dominæ Guyæ Conforti meæ, ut ipsa ea distribuat pro anima mea, & de ciphis meis argenteis, faciat fieri calices, ad dandum pauperibus Ecclesiis, & Cappellis prout sibi duxi, & secundum animæ meæ salutem sibi visum fuerit expedire, & in his ipsam Dominam Guyam executricem meam facio, & dispono. Item volo, & jubeo quod Frater Petrus de Laufanna Lector Fratrum Minorum Camberiaci, de bonis meis Elemosinas faciat, & disponat pauperibus Ecclesiis, & Capellis prout sibi duxi, & animæ meæ saluti videbitur expedire, & ad hoc ipsum Fratrem Petrum executorem meum facio, & relinquo. Item volo, & jubeo quod Caſtrum vetus, quod est prope Montemcalerium, & per me teneatur, reddatur simpliciter, & sine aliqua exactione Episcopo Taurinensi. Item do, & lego dictæ Dominæ Guyæ conforti meæ, pro illa pecunia quam recepi de dote sua, Caſtrum meum Cariniani, cum suis juribus, & pertinentiis universis, perpetuò quandiu vixerit habendum, tenendum, & pacifice possidendum, & ad heredes meos, post ejus obitum revertatur. Item do, & lego ipsi Dominæ Guyæ, ex causa prædicta, Castra mea Combaviane, & Villæ Franchæ, cum omnibus pertinentiis, & juribus suis, habenda, & tenenda quandiu ipsa steterit, sine consortio, & copula maritali. Item Domino Guillermo de Rupecula Militi familiari meo do, lego, & confirmo illas XXV. libras Viennenses, quas de dono meo in Villa Francha consuevit percipere annuatim, & præcipio Filiis meis prædictis, quod quandò ipsi tenebunt terram citrà Montes dicto Domino Guillermo, dictas XXV. libras in terra assideant bono loco, prout fuerit faciendum. Item constituo, facio, & relinquo michi heredem universalem in omnibus bonis meis, actionibus, & juribus, quæ, & quas habere, & quæ possent, vel deberent ad me pervenire in Comitatu Sabaudie, & ejus pertinentiis, de consuetudine ipsius Comitatus, vel de jure, seu alia ratione, & alibi ubicunque modo aliquo sive forma, *Philippum de Sabaudia Filium meum primogenitum*, & volo, & præcipio quod dictus Philippus Filius meus, aliis Filiis meis Petro, Thome, *Audacio*, & *Guillermo Fratribus suis*, secundum bonam consuetudinem Comitatus Sabaudie, & bonos mores, sive bonos usus ipsius Comitatus hæcenus observatos inter Fratres, æquiter provideat de bonis meis, ad ipsum Philippum Filium meum devenientibus, quocumque modo aliis Filiis meis suis fratribus provideat, prout fuerit faciendum, & in illis bonis daris, & assignatis, per ipsum Philippum heredem meum prædictis Filiis meis Fratribus suis dictos filios meos michi heredes instituo, & volo, & jubeo dictos filios meos de dictis bonis esse contentos; si vero fortè contingerit, occasione alicujus altercationis, sive discordiæ inter dictos Filios meos, dictam provisionem, & institutionem im-

probari, cassari, annullari, seu nullam, vel inofficiosam posse dici ex novo dictos Filios meos fratres dieti Philippi primogeniti, & hæredis mei universalis, & quemlibet ipsorum in sua legitima, michi hæcenes instituto; Et si forsitan dictus Philippus, sine liberis masculis, & legitimis de suo corpore procreatis, decederet (quod abſit) volo, & jubeo quod Petrus Filius meus, vel ille de Filiis meis, qui superſites eſſet prior natu, post ipsum Philippum, ipsi Philippo succedat in bonis, & juribus omnibus supradictis. Item facio, & relinquo Guvernatricem, & Tutricem dictorum Filiorum meorum, & bonorum suorum Dominam Guyam de Burgundia Matrem suam, & in dictis tutela, & gubernatione do, facio, & relinquo coadjutores sibi carissimum consanguineum meum R. Patrem Dominum Aymarum Archiepiscopum Lugdunensem, & Illustrem Virum Dominum Othonem Comitem Burgundiæ dictæ Dominæ Guyæ germanum, & Consiliarios ipsius Dominæ Guyæ, & Filiorum suorum prædictorum do, facio, & relinquo Dominum Episcopum Bellicensem, & Dominum Abbatem Secutæ. Et rogo testes hic præſentes, quod testimonium ferant de mea præſenti ordinatione, meoque Testamento. Actum apud sanctum Genisium, in Domibus Prioratus, in camera quâ jacebat dictus Dominus Thomas infirmus. Testes interfuerunt Petrus de Laufanna, Lector Fratrum Minorum Camberiaci, Frater Petrus de Tarentasia de Conventu ipsius loci, Dominus Guillelmus de Rupeula Miles, Humbertus de Saxaillo, & Petrus Bonivardi de Camberiaci, & *Signè* Siboni.

CCCCLXXVI.

Cession du Duché de LIMBOURG faite à JEAN 21. Mai 1. Duc de Brabant, par ADOLPHE Comte de Mons, l'an 1282. [AUBERT LE MIRE, Notitia Ecclesiarum Belgii, Cap. CCXV. pag. 632. & Diplom. Belgic. Cap. LXXXVIII. pag. 190.]

SERENISSIMO Domino suo RUDOLPHO, Dei Gratia Romanorum Regi semper Augusto, ADOLPHUS Comes de Monte, cum debita fidelitatis promptitudine, quicquid potest obsequii, reverentæ & honoris.

Cum nos Ducatum Limburgensem, cum omnibus bonis, quæ felicis recordationis Dominus W. ALBRAMUS Dux Limburgensis, patruus noster, nec non Dominus ERMENGARDUS, filia sua, olim Comitissa Geldræ, tenebant, dum viverent, ad nos, ex morte utriusque, tamquam ad legitimum heredem, devolutionum, donationis titulo, transulimus in Illustrem Principem Dominum JOANNEM Ducem Lutharingæ & Brabantie, Dominum nostrum, simpliciter & de plano.

Dominationem pariter & magnificentie vestræ Celsitudinem devotè requiramus, quatenus ipsi Domino Duci Ducatum ipsum, & bona ad ipsum Ducatum pertinentia, prout à vobis dependunt, concedere dignemini, cum solemnitatibus ad hujusmodi concessionem debitis & consuevis.

Datum anno millesimo ducentesimo octogesimo secundo, feria quinta post Pentecosten.

CCCCLXXVII.

Sententia ALPHONSI Regis Castelle & Legionis; 8. Nov. Quæ Filium suum Majorem SANCTIUM, ob illatas sibi varias injurias, tanquam sibi Rebellem, impium, atque ingratum exhereditat, omni- que successione jure, eidem in Regnis & Dominis suis competenti, proutum decernit, atque declarat. Actum in Palatio Civitatis Hispanensis die 8. Novembris 1282. [SURITA, Indices rerum ab Arragonia Regibus gestarum. Lib. II. pag. 171.]

UT de vultu Dei judicium nostrum procedat, Nos Alfonso, Dei gratia, Castellæ, Legionis, Toleti, Sibilæ, Cordubæ, Murtiæ, Genti, atque Algarbii Rex per præſens Scriptum, ad notitiam præſentium, & memoriam futurorum facimus omnibus manifestum: quod Sanctius filius noster major nobis graves,

ANNO
1282.

BRABANT
ET MONS.

ANNO & multiplices injurias nequiter irrogavit. Nam tractavit & fecit conjurationem contra nos, & contra nostrum Dominium in Cordubensi Civitate existens cum Baronibus, ac Religiosis quibusdam: videlicet cum Magistro Ordinis Calatravae, & Veleji; & cum Priore Hospitalis; & locum Commendatorum Templi, vices, & locum tenente Magistro Castellae, & Legionis: nec non etiam cum aliquibus Civibus. In eodem etiam loco existentibus, cum ad instantiam suam eidem concessum fuisset à nobis, ut cum Rege Granatae Sarraceno tractaret aliquam bonam viam treugae, seu concordiae, quae in Dei servitium, & terrae utilitatem, ac nostrum retunderet honorem, idem cum Sanctius dicto Sarraceno, & posteris suis amicitiam, & pacem juramento, & instrumentis firmavit perpetuam contra nos, & nostrum Dominium: & pecunias, ac tributa à dicto Sarraceno nobis debita in semet ipsum retorfit: in hoc contra nos proditorie, ac falsè procedens: eo quod nobis per suas scriptas Litteras, quod ordinatum erat inter ipsum, & dictum Regem Granatae, quod ad nostram misericordiam veniens nollet vassallus fieret: ac tributa contra nobis praestaret: contra omnes hujus mundi fideliter nos juvando: & ad firmandum praedicta, Chartas albas, sigillo nostro sigillatas, petit sibi mitti: quas cum penes se habuit, multa per eas operatus est redundantia in grave damnum nostri Domini & honoris. Post hæc, cum scivissemus eum de Corduba recessisse; solemnes Nuncios ad eum misimus: ut ad praesentiam nostram apud Hispaniam accederet: volentes deliberare, ac providere cum ipso, & aliorum bonorum virorum consilio, qualiter terra Vandalliae haberet milites frontarios, & bellatores idoneos, & paratos ad tuitionem patriae contra Sarracenos Africae inceptum: quem verisimiliter timebamus: & ut etiam per salubre ipsum, & aliorum consilium corda hominum nostri Domini ad unitatem, & tranquillitatem reduceremus: eo quod significatum nobis fuerat, quod multi se reputabant gravatos à nobis. Responsio autem ipsius, per suas Litteras, & dictos Nuntios nobis missa fuit: quod propositum suum erat: ad Regna Castellae, & Legionis accedere: pro sedandis, & tranquillandis cordibus plurimorum: quae in tantum erant commota, quod poterat inde contra nos, & nostrum Dominium grave dispendium provenire. Ad tranquillitatem autem terra induta, & cordibus hominum pacificatis, ad nos rediret: facturus, & dicturus nostra beneplacita: quia paratus erat, nobis in omnibus deservire. Qua responsione data in dolo, prout postmodum rei probavit eventus, ivit in Castellam per Civitates, & per omnia loca populosa: transiens usque Burgos: convocatis habitatoribus locorum, ubilibet praedicabat: contra nos concitans populos: dicendo: quod nos foros, & libertates, ac bonas consuetudines eis infregeramus: & collectis, ac variis angariis terra per nos destructa fuerat: sed ipse volebat eos reducere ad foros, & libertates, & consuetudines: quas tempore Regis Ferrandi, & aliorum Regum praecedentium habuerant. Exegit etiam, & recepit ab eis juramentum, & homagium publice, quod cum eo teneret: & jurent eum: & versa vice ipse fe eis, per juramenta, & homagia obligavit: quod eos defenderet: & jurent: contra omnes homines hujus mundi: & dabat, & concedebat eis ex tunc foros, consuetudines, libertates, & privilegia olim habita: & obtemperant: & hoc eis servaturum perpetuo se promissit. Praedicta autem omnia non solum per se fecit dictus Sanctius, sed etiam per fratres suos: quibus Chartas albas sigillatas sigillo suo tradidit: & sic omnes homines terrae nostri Domini per se, & alios concitavit. Nec omitendum censuimus, quod dictus Sanctius in suis praedicationibus, quibus contra nos populos concitabat, in multis locis multa indigna contra nos evomit: inter alia frequenter dicens tam ipse, quam sui Nuntii: *Res infensa est: atque lapsa: & in multis falsis: atque perjuris: homines interficiens sine causa: quemadmodum Fredericum, & Simonem interfecit.* Dicit autem iniquis facta perversa continuans invasit, & usurpavit sibi Regnum nostrorum Dominium: Civitates Alcañares, castra, fortalicias: & villas occupans: removendo Judices: & Alcaidos nostros: & Officiales à suis officiis: ponens suos: capiens nostros homines familiares, & alumnos: tam Clericos, quam Laicos: ac cursores: nec non & Nuntios nostros: vel ad nos undecunque venientes: thesauros nostros, pecunias, ac jocalia tam in Toledo, quam alibi, ubicunque invenit, rapuit violenter. Multis etiam nostris familiaribus, Servitoribus, & alumni, per diversas Regnorum nostrorum partes, abstulit possessiones: & hereditates: & bona etiam mobilia: quae omnia aliis dedit: & in omnibus, in quibus nobis, & nostris familiaribus, ac Servitoribus,

& vassallis fidelibus potuit gravamen, & displicentiam facere, nullatenus hoc omisit. Sciri etiam volumus, quod nos audientes rumorem super praemissis, ex paterno affectu à tanto cum revocare cupientes errore, ad ipsum Nuncios honorabiliores destinavimus: citando eum: & vocando per nostras Litteras: ut ad nostram praesentiam veniret: & ut ea, quae agenda erant, opportunius, & commodius possent fieri, locum, quem securiorem, & aptiorem, pensata negotiorum, & temporis qualitate, judicavimus, eidem assignavimus: Toletum videlicet, aut Villam regalem: seu quicumque alium locum eligeret: ad quem cum proceribus Regnorum nostrorum, & cum quibuscunque vellet, accederet: quos ad bonum statum terrae ordinandum, utiles, & idoneos judicaret. Nos enim parati eramus juxta suum, & Praetorum, ac Baronum, & aliorum virorum bonorum consilium, gravamina omnia, si qua erant, penitus revocare: & corrigere omnia corrigenda: & ad bonum statum, Pacem & tranquillitatem reducere universa. Sibi etiam si in aliquo dubitaret, quod honorem suum vellemus deminueri, securitatem praestaremus plenariam talem, ac tantam, quod cor suum non deberet deinceps in aliquo vacillare. Praefatus autem Sanctius his auditis, respondit Nuntius praedictis, quod ipse nobis per suos certos Nuntios responderet: & dictos nostros Nuntios ne redire possent ad nos, fecum detinuit violenter. Post hæc autem omnia conceptam contra nos malitiam occultare non valens, ambitionis ardore cecatus, missis Litteris ac Nuntius per totum nostrum Dominium, Praetatos seculares, ac Religiosos, Barones, ac Milites, Clives, & populares convocans ad vallum Oleti, Curiam generalem, si tamen debet dici Curia, congregavit: in qua statim, per publicum Instrumentum homagii, & juramento vallatum, conjurationem contra nos, & nostrum Dominium prius factam in diversis locis particulariter, tunc omnibus ad nostrum Dominium pertinentibus universaliter innovavit. Quo facto ex illis, qui erant in dicta Curia, si tamen, ut dictum est, Curia dici debet, plures corruptis promissionibus: alios, datis pecuniis, alios, castris, villis, locis, hereditatibus, redditibus, eidem datis, & assignatis, in enormem Regnorum nostrorum lesionem atraxit: reliquos minis, & terroribus gravibus confregit: & induxit: ut omnes, tam isti, quam illi contra nos, & contra nostrum Dominium rebellarent: & in praedicta Curia, nobis non citato, non monito, non confesso, non convicto pronuntiarunt fecit, non à Judice, immo per hostes, & conspiratores, quod nos deinceps non faceremus justitiam: nec fortalicias teneremus: nec pecunias, aut redditus aliquos ad Regnum pertinentes reciperemus: nec in Castro, Civitate, aut villa aliqua reciperemur: & ulterius, quantum potuit, insistit per se, & suos familiares, ac complices, pro viribus laborando, quod ipsum Regem, aut Dominum Castellae, ac Legionis, & Vandalic deinceps nominarent: nos in omnibus exheredans: in se usurpando honorem, & Dominium non sibi debitum: quod nobis rapit: & rapuit violenter: & ut ex praedictis patet, etiam fraudulenter. Ad cumulum autem malorum omnium, non solum est vite nostrae infidatus, sed etiam contra nos se potenter armavit. Nam deliberato consilio, & per suos familiares, & complices publicato, adeo quod ad notitiam, non solum praesentium, sed etiam multorum absentium longe, lateque pervenit, de Castellae Cordubam veniens, ut nos caperet, congregavit, & convocavit Concilia de Gienio & Beata, & Ubeta: nec non de Andujar: ut simul cum eis, ac Cordubensibus accederet hostiliter contra Hispaniam: ut ibidem nos caperet mala, & impia captione: & in hoc conatum tantum ostendit, quod esset merito patricia consensus. Sed hunc tam crudelem conatum ipse Dominus impedivit: à Civibus Hispanensibus, & aliis nostris fidelibus: nec non etiam, quod dictu mirabile est, nostris, & nostrae fidei hostibus ad defensionem nostram praestando auxilium opportunum. Et cum Sanctius conceptionem impiam contra nos explere non posset, prout potuit, & ibidem plures homines interfecit. Ad Civitatem vero Cordubensem rediens, eam contra nos clausam tenuit: & munivit: & cum nuper nos illac personaliter accessissemus ad Civitatem appropinquantes, extenso, & explicato vexillo nostro Regali, ipso Sanctio audiente, ex nostra parte clamatum est, ut nos in Civitate ipsa reciperent: & tam ipse, quam loci illius habitatores hoc facere recusarunt: quin immo fuit contra vexillum nostrum sagitta missa. Igitur cum praedictus Sanctius praemissas graves injurias, ac multas alias, quas longum esset scribere vel referre, timore divino postposito, ac paterna reverentia penitus abjecta, nobis irreverenter inulit, ipsum

ANNO 1282. paterna maledictione dignissimum, à Deo reprobaturum, & ab hominibus merito reprobandum maledicimus: & sit deinceps maledictioni divinae & humanae subiectus: & eundem nobis rebellem, inobedientem, & contumacem, tanquam ingraturum, immo ingratissimum filium, sic degenerem exheredamus: & omni jure successione, quod ei competeat in Regnis nostris, Dominis, ac terris, honoribus & dignitatibus, vel quibuscumque rebus aliis, ad nos quoquo modo spectantibus ipsum privamus: & ut, nec ipse, nec aliquis pro eo, vel descendens ab eo in posterum, in aliquo nobis succedere possit, sententialiter condemnamus. Hanc autem irrefragabilem sententiam in praesentia testium infrascriptorum, & multorum aliorum latam mandamus sigilli nostri appensione muniri. Actum est octavo die Mensis Novembris intrantis Anno Domini Millesimo CCLXXX. secundo: in Palatio Hispanensis Civitatis praedicti Domino Rege sedente pro tribunali. Praesentibus Domino Raimundo Archiepiscopo Hispanensi, Domino Suggestio Episcopo Gadicensi, Fratre Ademaro electo Abulensi, Pelagio Petri Abbate Valleolletano, Petro Petri Archidiacono Hispanensi &c. Domino Martino Egidi de Portugallia, Suggestio Petri de Barvoia, Domino Johanne de Avoy, Gaudisavo Ferrandi Nuntio Regis Portugalliae, Dominico Petri Cancellario Reginae Portugalliae, Johanne Raimundi Majordomo ejusdem Reginae, Tello Gutierrez Justitia Domini Regis, Petro Garzia de Haroniz, Garzia Gaudis de Loayza, Petro Roderici de Villiegas, Ferrando Alvari Pórestad, Ferrando Martini Caratello, Aria Martinis de Roureda, Rodrico Stephani majori Judice Civitatis Hispanensis, Didaco Alfonso Curia Domini Regis Judice, Gomezio Petri Alguazillo majori Civitatis Hispanensis &c. Et atlante alia Clerici, Militum, Civium, & populi magna multitudo.

CCCCLXXVIII.

1283. *Homage de JEANNE heritiere de Navarre & de Mars.*
Champagne, &c. à ROBERT Duc de Bourgogne, fait à Paris au mois de Mars 1283.
ÉTIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne.
 pag. 555.]

BOURGOGNE
 NAVARRE
 RE.

PHILIPPUS Dei gratia Francorum Rex, universis praesentes Litteras inspecturis, salutem. Notum facimus, quod cum dilectis & fidelis noster ROBERTUS Dux Burgundiae receperit homagium sibi debitum, in Palatio nostro, à JOHANNA Illustri filia clare memoriae Henrici quondam Regis Navarre, & Comitissae Campaniae & Briae, herede ipsius: notamus quod eidem Duci, aut ejus heredibus, seu etiam dictae Johanae fiat aliquod prejudicium in posterum, quamvis homagium hujusmodi fiat, & fieri debeat in loco debito, vel etiam consueto. Nolumus etiam, quod eidem Duci, pro eo quod cognitionem interposuit super dicto feodo in dicto Palatio, nobis volentibus, cum alias jurisdictiones non haberet, vel per alias quae fecerit vel dixerit in praedictis, circa statum vel jura patriae seu hereditatis suae, vel alia, fiat sibi vel heredibus suis aliquod prejudicium in futurum. In cuius rei testimonium, praesentibus Litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisiis anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo tertio, mense Martio.

CCCCLXXIX.

11. Juin. RUDOLPH I. Römischen Königs Diploma/seinen Herren Söhnen Albrecht und Rudolph / Herzogen zu Oesterreich ertheilt / wodurch er alle privilegia von denen Römischen Kaysern / als von Henrico IV. an Marggraf Ernst von Oesterreich zu Durrenburg Anno 1058 / von Frederico I. an Herzog Heinrich den I. von Oesterreich zu Regensburg Anno 1156. weiter von Henrico VII. an Herzog Leopold von Oesterreich zu Esslingen Anno 1228. und dann von Frederico II. an Herzog Friedrich von Oesterreich zu Bern Anno 1240. gegeben und ertheilt / confirmirt. Geben zu Remmold des aindesten tags des monethes Juny 1281 mit des Probstes bey St. Stephan zu Wien Wilhelm Girs verfertigten Transsumptum darüber Dat. Wien d. 18. Juny 1431.

[Pièce, tirée des Archives Imperiales du petit Trésor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

ANNO 1283.

C'est-à-dire,

Diplome de RUDOLPHE I. Roi des Romains, par lequel il confirme, en faveur de ses fils ALBERT & RUDOLPHE, tous les Privileges accordés par les Empereurs & Rois des Romains aux Princes d'Autriche, savoir au Margrave ERNEST l'an 1058. à Durrenbouurg par HENRI IV. au Duc HENRI I. à Ratisbonne l'an 1156. par FREDERIC I. au Duc LEOPOLD à Estlingue l'an 1228. par HENRI VIII. & au Duc FREDERIC à Berne l'an 1240. par FREDERIC II. A Remmold le 11. Juin 1283. Avec le TRANSMUMPT du même Diplome par GUILLAUME GURS, Prevost de l'Eglise de St. Etienne. A Vienne le 18. Juin 1431.

UNIVERSIS & singulis presentes Litteras seu presens publicum Transsumptum inspecturis pariter & lecturis, Nos Wilhelmus Girs Prepositus Ecclesie Sancti Stephani alias omnium Sanctorum in Wienna, nullo medio ad Romanam Ecclesiam pertinentis Patavien. Diocef. & Johannes Gwerlich Decretorum Doctor Officialis Curie Patav. Salutem in Domino, & presentibus fidem indubiam adhibere, Noverit Universitas vestra, Quod venerabilis Vir Dominus Johannes de Meyrs Licen. in Decret. Patavien. & Sancti Stephani Wiennae Ecclesiarum Canonicus, ac Illustris Principis & Domini nostri graciosi, Domini Alberti Ducis Austrie Marchionisque Moravie &c. Secretarius coram nobis atque Notarius publicis & testibus personaliter constitutus, Quendam Litteram in vulgari Theotonico & pergameno conscriptam Illustrissimi Principis felices recordationis olim Domini Rudolphi Dei gracia Romanorum Regis semper Augusti, ejusque, ut prima facie apparebat, Sigillo rotando cere communis impresso, in filis sericis crocei, viridis, & fuscis, coloris dependente sigillatam, In cuius Sigilli medio quedam ymago ad instar Imperatoris cum insignis regalibus in solio Majestatis sedentis, Sceptum in dextra, & Pomum cum Cruce in sinistra manibus habentis cum tali circumferentia litterarum &c. RUDOLPHUS DEI GRATIA ROMANORUM REX SEMPER AUGUSTUS, apparebat. In medium exhibuit, ostendit & produxit, petens debitum cum instantia hujusmodi Litteram transsumi & exemplari ac in publica Transsumpti formam, etiam cum interpositione decreta ordinaria auctoritatis redigi mandare, sub talibus modo & forma ut hujusmodi Transsumpto ubique locorum tanquam ipsi Littere Originali possit plenarie fides adhiberi, cum propter viarum discrimina, aliasque causas legitimas, & variabiles eventus, ipsa Littera ad loca ubi ipsius habetur indigentia comode ac secure non valeat deportari. Nos igitur Wilhelmus Prepositus, & Johannes Officialis, prefati, attendentes petitionem hujusmodi iustam fore & consonam rationi, supradictam Litteram ad nos recepimus. Ipsamque vidimus, inspeximus, & unacum Notariis nostris publicis infrascriptis auscultavimus diligenter, & quia eandem sanam, integram & illesam, omnique proflus vicio & suspitione carentem reperimus & invenimus, Idcirco hujusmodi Litteram per Notarios subscriptos de verbo ad verbum transsumi & exemplari ac in publicam Transsumpti formam, nil addendo vel minuendo quod sensum variet aut mutet intellectum, redigi mandavimus: Et nos, Johannes Officialis prefatus, Decretum nostrum auctoritate ordinaria nobis commissa interposuimus & interponimus per presentes. Volentes & auctoritate jam dicta decernentes, ut presentis Transsumpto publico velut ipsi Littere Originali ubicunque locorum producta fuerit in Judicio & extra fides plenaria & indubitata valeat & debeat adhiberi: Tenor vero prefate Littere sequitur per omnia in hec verba:

Wir Rudolf von Gots genaden Römischer König / ze allen zeiten ein Erer des Reichs / nun funt / das wir haben angehen / und in unsr eiginlichen Wirtbigkeit und laweren gemit gütlichleich betrach / mit wem wir migen unser vnt löblich erheben und sein ere und rechte stercken. Davon wissen alle Sünden des heiligen Reichs / und wir getreuen habe acennurige und klünge / das wir und komen die hochgeborn fürstn uns lieb Ein Albrecht und Rudolf / Herzogen ze Oesterreich und ze Steir / Herren ze Tyroln / auf der March und ze Portenau / Gra-

ANNO 1283. Grafen je Habsburg und je Kyburg / und Landgrafen je Elßggen / und mit In die besten ir Lande der erschein vor uns Chünlich: Hoch als hoch firsich ir Lawren trenn / und paten uns demnachdem das wir bestien geurden die Brief / die den vorananten Landen von alten Handbischen und Ersten Kaysern und Künigen von ir großen gutte wegen gantslich geben waren / und das wir In auch darüber gemainen bestetigung der Kurfürsten / wenn si mit uns Herren in den selben Landen waren / wann brischen Brief ganz und gar und unerrert an allen iren runden und arischen waren. Der erst Brief geben ist von Künig Adelm: von weiler Hainrich des ersten Komßen Künigs / Kayser Hainrichs Sun / darinn bestet sind vren Handbisch Brief / ander der geben ist von Julius dem ersten Kayser / der ander der geben ist von Herone dem durchleuchten Kayser / und derselb Künig Hainrichs Brief geben ist Ersten Marggrafen je Österreich des Jores do man salt von Gots gewurt tausent funfzig und acht jar je Dürrenpuch. Der ander Brief geben ist von selche adelrichs Friedrich dem ersten Komßen Kayser damit er das Land je Österreich zu einem Herzogentum gemade hat / und der drit ist dem großen Fürsten Hainrich dem ersten Margman je Österreich des Jares do man salt von Gots gewurt tausent hundert funfzig und sechs jar zu Nagespuch. Der drit Brief geben ist von Hainrich Künig gedechen: welen Komßen Künigs / dar auch bestet alle freyung des genannten Landes je Österreich / der geben ist dem ersten kaisers Herzogen je Österreich und je Steyer / des Jares do man salt von Gots gewurt tausent hundert acht und zwanzig jar zu Eyslingen. Der viert Brief geben ist von selche gedechen: Friedrich dem ersten Komßen Kayser je Jerusalem und Sicily Künig / damit er bestet alle die freyung der genannten Lande je Österreich und je Steyer / der geben ist dem forschamen Fürsten Friedrich dem ersten Komßen Kayser je Steyer / und Herr je Chein. In demselben Brief wir je zens gessen / dieneil wir Graf gewesen sun / der geben ist nach Künigs gewurt tausent zwahundert und vierzig jar / je Dert: das haben wir getan / und haben bestetig und vollen auch alle die Brief / freyung und gende / die in den selben Briefen begessen sind / mit vollen und gunt der Churfürsten / der namen sind die Benke Künig je Bayern / Wenzhart Erzbischoff je Mainz / Erzbischoff Erzbischoff je Eßeln / Hainrich Erzbischoff je Trier / Albrecht und Hainrich Herzogen je Sachsen / der Marggraf je Brandenburh / Ludwig Pfaltzgraf an dem Rhen / und Herzog in Bayern. Also das die vorgenante Fürsten Albrecht und Rudolph / Herzogen unser liebe sun und ir erben und nachkommen an den selben Landen alle die Rechte freyung und genad haben sollen / als ob si In selb gegeben waren / in allen den Landen die si yeung haben oder hienach gewinnen. Es sol auch den vorgenanten unsern sunen und irn Erben und Nachkommen und irn sunen dieneil schaden bringen / oder der vorgenanten Brief hienach oder yder arteil besunderlich verurtheilt oder geprochen wer / von wegen dardes Künigs je Böhemen oder Bela Künig je Ungern / oder von yemant andern / oder noch geprochen moit werden. Wad si die vorgenanten Lande je unrecht und in raubdes weise inne gehabt haben / oder yemant si fallen alle und teglich Recht / freyung und gewonhait haben in aller der maye / als die vorgenanten Brief lawent. Geben je Künich durch hant Wälfers Hainrichs unsers Obriisten Eberhard des Wittenbergs Jums des ainlesten tags nach Künigs gewurt tausent zwahundert jar und in dem drey und achtzigsten jar / unsers Reichs in dem Zehenten jare.

vel mutato quod facti substantiam mutet, aut variet intellectum transumpti & exemplavi, & qua preterea publicum Instrumentum aut presentes Litteras Transumptum cum dicta Littera Originali per omnia inveni concordare, Ideo hoc preterea publicum Instrumentum exinde cum Notario subscripto confecti & in hanc publicam formam redegi, Meque ac Notario infra scripto aliis occupatis negociis per alium fidem procuravimus scribi & hic me propria manu subscripsi, signoque & nomine meis solitis & consuetis unacum Notarii Publici infra scripti subscriptione, nec non prefatorum Dominorum Prepositi & Officialatus Curie Patav. sigillorum appensione consignavi rogatus & requisitus in fidem & testimonium omnium & singulorum premisorum.

Et Ego Johannes Aichelperger de Novo foro, Clericus Eyslertien. Diocesi. Publicus Imperiali auctoritate Notarius, & coram prememorato venerabili Patre Domino Johanne Giverleich Officiali causarum Scriba, Quia predicta Littere exhibitioni, productioni, auditioni, & Decreti auctoritate ordinari. interpositioni, nec non omnibus & singulis premissis, dum sic ut premititur fierent & agerentur, unacum Notario Publico & testibus pre scriptis personaliter interfui, eaque sic fieri vidi & audivi, Ideo de mandato speciali prefati Domini Officialis predictam Litteram de verbo ad verbum, unacum Notario supra scripto, nil addito, mutato aut subtrahito, quod facti substantiam mutet, aut variet quomodolibet intellectum transumpti ac exemplavi, Et qua preterea publicum Instrumentum seu presentes transumpti Litteras cum dicta Littera originali per omnia inveni concordare, ideo hoc preterea publicum Instrumentum exinde cum Notario pre scripto confecti, & in hanc publicam formam redegi. Meque ac Notario ante scripto aliis arduis occupatis negociis per alium fidem scribi procuravimus, hinc me manu propria subscripsi, signoque ac nomine meis solitis ac consuetis unacum Notarii predicti subscriptione atque prefatorum Dominorum Prepositi & Officialatus Curie Patavien. sigillorum appensione consignavi, rogatus & requisitus in fidem & testimonium evidens omnium & singulorum premisorum.

(L. S.)

CCCCXXX.

Traité entre JEAN I. Duc de Brabant, & son frere GODEFROI Seigneur d'Archevêque & de Visjon, & JEAN Seigneur de Riviere, touchant le partage de la Terre d'Archevêque. Fait en 1283. [AUBERT LE MIRE, Diplomatiste Bel-gicorum Lib. II. Cap. XCIII. pag. 406.]

24 Juin.

BRABANT
RIVIERE.

JOANNES Dei gratia Lotharingæ & Brabantie Dux, & GODEFRIDUS ejus Frater, Dominus de Archevêque & de (1) Visjon, universis has Litteras vi-suris & audituris salutem in omnium Salvatore. Petivit à nobis dilectus fidelis noster, JOANNES dictus de (2) RIVIERA, jus suum super universis bonis & singulis, que tenens est & possidens infra alodium de Archevêque, à jure nostro ibidem dividi & distingui.

Et quoniam super ipso jure, inter nos & ipsum Joannem, aliquando dissensio existerit, volentes eidem gratiam facere specialem, & ut eod amplius ad nostrum se promptiorem prebeat obsequium, per dilectos & fideles nostros, Henricum de Lovanio, Dominum de Heritalio, consanguineum nostrum carissimum, Walterum Volekart, Milites Joannem de Huldeberge Clericum, terræ Brabantie rectorum Receptorem, Egidium dictum Zuane, Villicum Thenensem, Scabnos & Seniores Villarum de Archevêque, de Bethingem & de Lang-dorp, dictum jus à jure nostro distingui fecimus & separari.

Ita quod universos articulos & singulos, in hac charta subnotatos, eidem Joanni recognoscimus esse veros. In primis siquidem recognoscimus ipsum Joannem fore oriundum de Comitibus quondam de Archevêque, ac de fratre majore.

Item quisquam suorum mansionariorum, commorans infra libertatem de Archevêque, in Berthingem, in Lang-dorp, in Weerde, in Telselt, in Ghierode, in Villær, Mes-selboeck, & in Uthem, infra libertatem de Archevêque ab aliquo conveniatur seu arretetur, poterit ipse Joannes super

(1) C'est une Ville du Brabant, que les François appellent Visjon, & qui est à huit lieues de Bourges. Vers l'Occident d'être du côté de Tournai. Godefridus, fils de Henri III. Duc de Brabant & frere de Jean la possédait, à cause de sa femme.

(2) C'est un village de Brabant, que les François nomment Riviere, dans le Pays de Liège près de Saint Tron.

Et Ego Johannes Gipeckh de Laibaco Clericus Ag-gregatus Diocesis publicis Imperiali auctoritate Notarius coram predicto Domino Proposito, causam Scriba, Quia predicta Littere exhibitioni, productioni, auditioni, & Decreti ordinari. auctoritate interpositioni omnibusque aliis & singulis premissis dum sic ut premititur agerentur & fient una cum Notario infra scripto & testibus prenotatis personaliter interfui. Eaque sic fieri vidi & audivi. Ideoque de speciali mandato prefati Domini Offic. supradictam Litteram de verbo ad verbum una cum Notario Publico subscripto nil addito

ANNŌ
1283.

super hoc Scabinos de Arfchot monere, absque nostra vel alicujus alterius præstatione.

Et postis petitione & responsione inter partes, si Scabini super hoc non fuerint satis instructi, caput suum super hoc petendo, dictus Joannes ipsos Scabinos ad caput suum ducere tenetur: & cum redierint, sententiam, ab ipsis Scabinis super hoc prolatam, facere teneant, & emendam exinde levare solus.

Item si Scabini in placito, coram ipso tractato, ab aliquo contradicantur, hoc ipse Joannes judicare tenetur, & emendam exinde proveniente solus levare, usque ad quadraginta quinque solidos.

Item recognoscimus piscariam in Themera suam esse, de Werfoudre, ubi piscaria Domini de Rotfelare finitur, usque ad silvam que dicitur *Kelveren bogelken*, quam Arnoldus de Staden tenens est. Item recognoscimus venationem, piscationem, & aucupium seu avium captionem, Teutonice *Vogelen*, ubique supra bona sua esse suas. Eo salvo, quod cum aliis nostris hominibus, aucupium de jure habentibus, inhiberimus, ne cum rebus amates capiant, nostrum teneat mandatum in præmissis.

Præterea libertatem opidi de Arfchot, quemadmodum conscripta est, & sigillis nostrorum fidelium, videlicet Gerardi Domini de Rotfelare, Dapiferi Brabantie, atque Joannis de Arfchot, dicti de Pulchra curia, Militum, nec non Joannis de Huldenberge, dicti nostrorum redituum Receptoris, & Egidii dicti Zuane, Villici, Thenensis, sigillatam confirmamus & approbamus, ac in perpetuum ratam observare promittimus & inconculsam.

Et ut hæc universa & singula, quemadmodum hic conscripta sunt, divisa & ordinata, à nobis & nostris successoribus sæpedito Joanni & suis successoribus perpetuo & inviolabiliter inconculsa teneantur, nos eidem præsentem chartam sigillis nostris tradidimus communiter & sigillatam. Ad majorem quoque omnium præmissorum evidentiam & securitatem, rogavimus dilectos nostros & fideles, Henricum de Lovanio, Dominum de Harfalfio, consanguineum nostrum dilectum, Walterum Dominum de Ligne, Walterum dictum Volkart, & Iwanum de Meldaert, Milites nostros, ut huic chartæ sigilla sua, una cum sigillis nostris, apponant & appendant. Et nos

Henricus de Lovanio, Dominus de Harfalfio.
Walterus Dominus de Ligne.
Walterus Volkart.

Et Iwanus de Meldaert, Milites prædicti, ad præces & instantiam dilectorum Dominorum nostrorum prædictorum, sigilla nostra, una cum eorum sigillis, præsentem Scripto duximus appendenda, ad majorem evidentiam præmissorum. Datum anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo tertio, in Nativitate B. Joannis Baptistæ.

CCCCLXXXI.

Dec.
BOURGOGNE ET
BEAUNE.

Accord entre ROBERT Duc de Bourgogne, & les Habitans de la Ville de BEAUNE, sur leurs Privilèges & droits de Commune, que ledit Duc leur confirme. Fait au mois de Décembre, 1283.
[ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 276.]

In nomine sanctæ & individuæ Trinitatis, Amen.

NOS ROBERTUS Dux Burgundie, notum facimus universis presentes Literas inspecturis, vel audituris, quod nos concedimus hominibus nostris Communiæ BELNÆ, ut de ducentis marchis argenti, in quibus singulis annis nobis Ducibus Burgundie tenentur, prout in Carta Communiæ Belnæ continetur, ipsi homines sint liberi & immanes, & de dictis etiam ducentis marchis argenti ipsos homines liberamus, absolvimus, & quitamus, in hunc modum. Quicumque sit de Communiæ prædictæ Belnæ, domicilium habens, morans homo noster apud Belnam, habens aut habiturus quocumque in bonis valorem seu estimationem sexcentarum librarum monetæ Turorensis parvæ..... & plus, quantumcumque habeat, aut à quibuscumque personis aquirat, solvet nobis, vel mandato nostro, quolibet anno, duas marchas argenti tantum, & non plus. Ille autem qui non habeat in bonis valorem seu estimationem sexcentarum librarum Turorensiū monetæ prædictæ, descendendo de quibuslibet centum libris dictæ monetæ Turorensis, sol-

vet nobis, vel mandato nostro, quolibet anno, viginti solidos dictæ monetæ Turorensis, & non plus. Qui vero minús habeat de centum libris dictæ monetæ, secundum minus descendendo, persolvat secundum modum estimationis bonorum suorum. Ille vero qui habeat in bonis valorem seu estimationem decem librarum tantum dictæ monetæ Turorensis, vel minús, si sit persona quæ possit ex artificio suo victum & vestitum sibi acquirere, solvet nobis, vel mandato nostro, duodecim denarios dictæ monetæ Turorensis, & non plus. Qui solvere vellet duas marchas argenti, jurare valorem seu estimationem rerum suarum vel bonorum suorum non compelleretur; sed qui duas marchas argenti solvere noluerit vel recusaverit, valorem seu estimationem bonorum suorum jurabit in præsentia Majoris & Scabinorum Communiæ Belnæ, & mandati nostri, si velit mandatum nostrum interesse. Si Major & Jurati intelligerint jurantem esse bonæ famæ, credetur eidem juranti, ex suo simplici solo juramento, sine alia omni inquisitione vel probatione super hoc facienda. Si vero sinistra suspicio habeatur de jurante, Major & Scabini inquirent per quinque de vicinis fide dignis, & propinquoibus hinc & inde super hoc juratis, valorem seu estimationem bonorum ejusdem cujus sinistra suspicio habeatur: & si repererint per juramentum majoris partis dictorum vicinorum, illum cujus sinistra suspicio habeatur, habere in bonis majorem valorem seu estimationem quam juraverit, de majori valore seu estimatione, ille qui juraverit, cujus sinistra suspicio habeatur, secundum formam & modum supradictum, usque ad dictas duas marchas solvet tantum absque pœna vel amenda solvenda vel levanda. Quicumque motu propriæ voluntatis, mandato nostro concordaverit, alias etiam quam prædictum est satisfaciendo, volumus & concedimus eos esse quitos, & liberos, & immunes. Major & Scabini facient præconari post festum Omnium Sanctorum, quod quicumque sit de Communiæ Belnæ, domicilium habens, morans homo noster apud Belnam, satisfaciatur de marchis & pecunia prædictis in terminis statutis, secundum valorem & estimationem bonorum suorum, ad modum supradictum terminorum, quibus satisfaciatur de marchis & pecunia prædictis. Primus erit in octavis festi beati Andrea Apostoli, in quo satisfiet de medietate; secundus terminus in quindena Pasche, in quo de alia medietate satisfiet. Major & Scabini, nolentes satisfaciatur de pecunia & marchis prædictis secundum formam & modum prædictum, ad requisitionem mandati nostri, compellent ad satisfaciendum, per bonorum suorum, non corporum, captionem. Si sint aliqui rebelles ad jurandum vel ad satisfaciendum, ut prædictum est, si mandatum nostrum petat à Major & Scabinis eos cogi ad jurandum vel ad satisfaciendum, & Major & Jurati dicant quod eos commodè cogere non possint, mandatum nostrum petitur eos cogere ex ista causa, absque corporis captionem. Ab illis autem qui de pecunia & marchis prædictis, juxta modum prædictum satisfecerint, vel satisfacere voluerint, neque nos, neque mandatum nostrum possumus, neque Major, nec Scabini prædicti, possunt vel debent pro illis qui de marchis & pecunia prædictis satisfacere noluerint, aliquid petere, nec cogere pignorrare, gagiare, ad solvendum vel satisfaciendum pro illis qui satisfacere noluerint: tamen ipsi satisfacientes vel satisfacere volentes pro estimatione bonorum suorum, juxta modum prædictum, pro aliis satisfacere nolentibus minime teneantur. Filios aut filias, conjugati sint, aut non morantes cum patribus vel matribus, vel aliqua ipsorum, à duabus marchis argenti & pecunia prædictis volumus & concedimus esse quitos, liberos, & immunes. Fratres, sorores, nepotes, neptes, & ceteri descendentes, qui partiti non fuerint vel divisi, pro una persona reputabuntur, & ut una persona duabus marchis argenti & pecunia prædictis satisfaciatur, juxta modum prædictæ personæ partitæ & divisæ fuerint, quamvis infirmul non moram faciant, tenentur ad solutionem marcharum & pecuniarum prædictarum, secundum formam supradictam. Liberi, fratres, sorores, nepotes, neptes, & ceteri descendentes, existentes in Avœria, à duabus marchis argenti & pecunia prædictis erunt quitii, & quitæ liberi, & liberè immunes, donec sint majores annis, secundum patriæ consuetudinem. *Gwidonem Baldvini Dominum Cherrei*, & semper unum ex hæredibus suis & hæredum suorum perpetuo descendentem, pro una marcha argenti, quolibet anno nobis vel mandato nostro solvenda, & *Girardum Flaubart* pro nichilo solvendo, & suos hæredes perpetuo. *Parisetum Boleran*, quandiu vivet, pro nichilo solvendo. *Relistam magistri Jacobi Apothecarii*, quandiu vivet, solummodo pro quinque solidis, quolibet anno, per cursum vite sue persolvendum.

ANNŌ
1283.

83. solvendam. Et *Remigium Revenditorem*, quando vivit solvendo, pro nichilo solvendo. Pro cæteris Belne refundendis, à duabus marchis argenti & pecunia prædictis volumus & concedimus esse liberos & immunes. Pignora vel gasta que Mayo, & Scabini Belne capient, seu capi faciunt ab illis qui de duabus marchis argenti vel de pecunia prædictis non satisfecerint, postquam mandato nostro tradita fuerint, per octo dies continuos servabuntur, antequam vendantur. Dolla & cupe in extinctionem bonorum computabuntur, & omnia utensilia hospitii quocumque sint, & vestes confute, in valore seu extinctione bonorum non computabuntur, neque reputabuntur. Vestes emptæ ut revendentur, & utensilia hospitiorum, que habentur ad opus hospitum suscipiendorum, in valore seu extinctione bonorum reputabuntur & computabuntur. Quicumque sit Major Communie Belne in anno seu annis sui regnantis ipsum à duabus marchis argenti & pecunia prædictis quitamus & volumus & concedimus esse exceptum, liberum & immunem. Nos, vel Dux Burgundie, vel quicumque successores, nostri seu alii causam habentes, per nos vel per alium petere non poterimus ab hominibus Communie Belne prædictas ducentas marchas argenti, quæ per conventiones prædictas duarum marcharum argenti & pecunie prædictarum per extinctionem bonorum iuxta modum prædictum quitæ sint & remissæ, & contenta in prædictis conventionibus ex eadem causa debentur, ex qua prædictæ ducentæ marchæ debentur. Homines Communie Belne huc existentes de Communia, seu recedentes à Communia, & de Communia non existentes, volumus & concedimus à satisfactione & approbatione satisfactionis super duabus marchis argenti & pecunia prædictis esse quitos, liberos & immunes, nisi de anno ultimo in quo ab eis satisfactio probatum exigeretur. Homines Communie Belne recedentes à Belna, ubicumque se transferant vel morentur, tenebunt & habebunt bona sua omnia & singula, ubicumque sint sita, & de dictis bonis suis omnibus suam poterunt facere plenariam voluntatem, tam liberè quam ante conventiones quæ in istis Litteris continentur, & ante confessionem præsentium Litterarum ea tenere poterant vel debebant; ita quod per hoc iuri nostro nullum præjudicium auferatur, & dictis hominibus nihil conquiretur, præter id quod supra est expressum de duabus marchis argenti & aliis summis prædictis: pro quibus secundum modum prædictum ducentæ marchæ quæ nobis ante præsentis Litteræ confessionem ab hominibus nostris Belnenis debebantur, remissæ sunt & quitatæ. Si quid juris, rationis vel actionis sit acquirunt prædictis hominibus, ex facto nostro vel prædecessorum nostrorum, vel aliquis ipsorum, vel aliqua alia ratione qualitercumque, secundum tenorem Instrumentorum suorum Litterarumque suarum, aut alias, volumus & concedimus eisdem hominibus esse salvum, Litteris præsentibus non obstantibus & conventionibus prænotatis. Major & Scabini Communie Belne, pro negotiis dictæ Communie villæ Belne poterunt imponere aut inducere hominibus prædictis Communie villæ Belne, & levare à dictis hominibus quantumcumque summam pecunie voluerint, & quantumcumque viderint expedire; & si ad iactus dictorum negotiorum dictæ Communie villæ Belne faciendos mandatum nostrum interesse voluerint, intererit in hoc societas, tanquam unum de Scabinis villæ Belne, & jurabit super sancta Dei Evangelia, quod in dictis iactibus dictarum missionum faciendis bene & fideliter se habebit. Et sciendum est, quod virtute hujusmodi Litterarum, vel eorum qui in præsentibus Litteris continentur, super homines prædictos vel super bona sua, si ratione possessionis, si proprietatis vel receptionis pecunie, aut marcharum prædictarum, exigere non possumus, nec dici homines super nos, nec reclamare plus juris aut rationis quam poteramus & debebamus ante præsentem Litteræ confessionem, vel perfectionem eorum quæ in præsentibus Litteris continentur; omnibus tamen punctis & articulis præsentis Litteræ durantis in sui roboris firmitate. Promittimus insuper, pro nobis & nostris hæredibus & successoribus nostris, & causam à nobis habentibus, per stipulationem legitimam & solemnem, & per juramentum nostrorum super sancta Dei Evangelia corporatè prælitam, omnia Privilegia & omnes libertates generaliter aut specialiter, à prædecessoribus nostris, aut à nobis, vel à quibuscumque, dictis hominibus concessis, & concessa inviolabiliter observare. Volumus quod usus & consuetudines rationabiles prædictæ Communie, ac hominum prædictorum, nullo modo restringi per ea quæ in præsentibus Litteris continentur; ita quod per hoc iuri nostro nullum præjudicium auferatur, & dictis hominibus nichil novi queratur,

præter id quod super est expressum, quod de duabus marchis argenti & aliis summis prædictis, pro quibus, secundum in idem prædictam, ducentæ marchæ, quæ nobis ante confessionem præsentis Litteræ ab hominibus nostris Belne debebantur, remissæ sunt & quitatæ. Obstantes nobis, & nostris hæredibus, & successoribus, & causam à nobis habentes, per nostrum jam præsentem juramentum, ad omnia singula prædicta, ac si specialiter essent innúmerata propostita, & ita firmiter tenenda, & in perpetuum inviolabiliter observanda, & in nullo contravenire promittimus; per nos vel per alium, ut nunc contravenire volent in aliquo consentire verbo, signo, vel facto, seu consensu, tacite, vel expresse, aut modo alio qualicumque vel à iocurante. Volentes & concedentes, quod si aliqua contrarietas, repugnantia, dubietas, obscuritas, aut dupliciter inveniat aut reperitur, quocumque modo & quocumque tempore, in Privilegiis, Instrumentis, Litteris, & c. artibus dictæ Communie Belne, ex qua in dictis Privilegiis, Instrumentis, Litteris, & c. sit antica vel nova sunt, & continentur & exponuntur, secundum quod melius & utilius poterunt intelligi, rationaliter ac utilitatem dictæ Communie & hominum prædictorum, ac exponi. Renuntiamus siquidem in hoc facto, ex certa scientia, per juramentum prædictum, exceptioni doli mali, lationis, vel deceptionis. In futurum, omnium actionum, nobis & nostris hæredibus siue successoribus vel à nobis causam habentibus, quantum ad revocandum prædicta vel aliquid de prædictis competentem vel in futurum competitur, implorantes Iudicis officii & Prælati constitutioni præsentis utroque, & omni auxilio totius Juris Canonici & Civilis, & omnibus exceptionibus, juribus, rationibus, allegationibus, defensionibus totius juris & facti, & aliis quibuscumque, quæ contra præsentem instrumentum vel factum possent obijci vel opponi, & juridicenti generaliter renuntiationem non valere. In quorum omnium testimonium & munimen perpetuum, Litteris istis sigillum nostrum duximus apponendum. Actum anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo tertio, mense Decembris, Philippo Rege Francorum nunc regnante.

In Nomine Domini, Amen.

ANNO Incarnationis ejusdem millesimo ducentesimo octogesimo tertio, mense Decembris, nos Hugo de Pomarco, Major, Guido Junius, Guido Baudini juvenis, Hugo Scavotter, Petrus de Tarte, Renaudus Percheron, Johannes Scavellam, Scabini & Communia Belne, notum facimus omnibus præsentibus Litteris inspecturis vel audituris, quod eum Dominus noster carissimus Robertus Dux Burgundie, ex sua mera & liberali gratia nobis concesserit, quod de ducentis marchis argenti, in quibus singulis annis tenebamus, ipsi Domino Duci Burgundie, prout in Carta continetur, & nostri successores perpetuo sumus quitii, liberi & immunes in hunc modum, quod quicumque sit de Communia Belne, domicilium habens, morans homo dicti Domini Ducis apud Belnam, habitans aut habitaturus quocumque, in bonis valore seu extinctionem sexcentarum librarum Turonenfium monete parvæ, vel plus, quantumcumque habeat, aut à quibuscumque personis acquirat, solvet ipsi Domino Duci, vel mandato suo, duas marchas argenti tantum, & non plus: Et ille qui non habebit valorem seu extinctionem sexcentarum librarum Turonenfium monete parvæ, descendendo de quolibet centum dictæ monete Turonenfis, solvet sibi, vel mandato suo, quolibet anno, viginti solidos dictæ monete Turonenfis, & non plus. Si verò minus de centum libris Turonenfis descendendo minus solvet, secundum modum quod in quadam Littera quæ à dicto Domino Duce habemus, plenius continetur. Nos videntes nostram Communitatem esse prius & arduis debitis (1) honoratam, quæ, prout debentur ad præsentem, non possumus sine maximo damno dictæ Communie persolveri neque reddi, unanimiter & concorditer agimus & tractamus cum Domino Duce prædicto, in hunc modum. Quod dictus Dominus Dux tenetur solvere pro nobis Petro Nicolo Burgenfi Chinii nonaginta & sexaginta libras Turonenfis, & Danieli Tivari Civili Alesensi octies viginti & tresdecim libras Turonenfes, per terminos supra hoc statutos & præfatos, & quando vivet Magister Johannes de Lugduno, Clericus ipsius Domini Ducis, eidem Magistro Johanni, quando idem Magister Johannes vixerit, singulis annis centum libras Turonenfes, & nos & nostros hæredes de eisdem acquitare & indemnisi modis omnibus observare. Nos eidem Domino Duci concedimus, ratione dictæ gratiæ, & debitorum quorum persolveret prædicta, quod istud abonimentum usque ad annos septem

ANNO
1283.

(2) one-
stant.

ANNO 1283. Septem proximos & continuè venturos, qui incipient in octavis festi beati Andree Apostoli, qui erit anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo quarto, dicto Domino Duci duplicetur, & duplum eidem persolvatur ab omnibus suis morantibus apud Belnam, salvo nobis & supervenientibus in villa Belna, quod supervenientes de duplo istius abonamenti nichil solvent, imò sint quitri & liberi pro simplici persolvendo, videlicet pro quolibet centum libris Turonensibus, pro viginti solidis Turonensibus, & de plus ascendendo usque ad duas marchas quæ non possunt excedi, & diminuendo de minori numero minus secundum quod in Carta quam habemus à Domino Duce supradicta, continetur. Excepis illis qui convenerunt nobiscum de relictis solvenda, & illis cum quibus tenerimus de nichil solvendo, qui super abonamento isto se transibunt secundum quod in Litteris quas à dicto Domino Duce habemus, continetur, & salvo nobis & nostris successoribus & hæredibus, quod dictis septem annis elapsis quod nos & nostri hæredes & successores, de dicto duplo perpetuò sumus quitri, liberi penitus, & immunes, & quod præfens Instrumentum, nobis, neque successoribus nostris non possit præjudicium generare, & quod propter hoc Instrumentum, Dominus Dux, neque sui hæredes five causam ab ipso habentes, super nos neque super nostros hæredes, neque successores nostros, super bona nostra aliquid juris five proprietatis, possessionis, aut fassine, five receptionis marcharum & pecunie prædictarum, non possint reclamare, & quod omnes alie Litteræ nostræ, libertates, & franchisæ, in sui roboris perpetua permaneant firmitate. In quorum omnium testimonium & munimen Literis istis sigillum dictæ Communie duximus apponendum. Datum anno & mensè prædictis.

CCCCXXXII.

Versum
1284.

MARTINI IV. Pape Editum de Regno Siciliae in beneficium CAROLI Andegavensis & contra PETRUM Regem Aragonum ejusque adherentes iteratum. [ABRAHAM BZOVII de præstantia, autoritate, rebusque præclare gestis Romanorum Pontificum, Commentarius. Cap. XLI. In Bibliotheca maxima Pontificia. Tom. I.]

Ad certitudinem presentium & memoriam futurorum.

LONGA retro series, ipsiusque diffusa narratio, cui vix tempora longa fuissent, tædio grandi nimium audientes afficeret, si quondam Friderici olim Romanorum Imperatoris, posterorumque suorum culpas horrendas, & excessus infandos ab ipsis contra Deum, & Romanam communis Ecclesiam, ac processus perinde per Romanos Pontifices prædecessores nostros rite habitos contra ipsos, pœnasque iuste illis indictas repetitio seriosa narret.

Ideoque summa rerum falligia prout imminentium casuum necessitas exigit, & absque seditionis injuria materia patitur, decrevimus prosequenda. Et quidem commune non credimus latere notitiam qualiter felicis Innocentius Papa quartus prædecessor noster memoratum Fridericum, qui se per eosdem suos & culpas innumeras indignum Imperio & Regnis, omnique honore reddiderat, in Concilio Lugdounsi, eodem approbante Concilio, propter suas iniquitates à Deo ne regnaret vel imperaret abjectum, offendit, & denuntiavit omni honore ac dignitate privatum à Domino, & nihilominus sententiando privavit, ut in ejusdem prædecessoris Sententia contra ipsum Fridericum lata plenius continetur.

Qualiter etiam post ejusdem Friderici obitum licet Regno Siciliae ad dispositionem Romanæ Ecclesie, cujus juris & proprietatis existit, esset libere devolutum: Idemque prædecessor de illo se provisurum in eodem Concilio publicè prædixisset, quondam Conradus dicti Friderici natus, quanquam in eodem Regno ex ipso sui Genitoris successione nullum penitus jus haberet, cum sicut ex præmissis apparet, nec ipse mortis sue tempore habuisset, nec alias dicto Conrado jus competere in eodem ipsum Regno præsumptione temeraria occupavit.

Nec illius recentiores facti memoriam obliteravit oblitio, videlicet quod ipso Conrado subtrahito quondam Manfredus tunc Princeps Tarentinus, quem velut de copula damnata susceptum à dicti Regni successione, non solum præmissa ejusdem Friderici privato, sed

etiam macula illegitimæ natiuitatis arcebat, contra juramentum fidelitatis quod dicto prædecessori præstiterat temere veniens, sub quondam Conradini nati dicti Conradi sui que nepotis simulatæ protectione tuoria ad quondam Civitates, & Castra, & alia loca Regni ejusdem manus occupatrices extendit propter quod & alios suos actus nefarios, & graves offensas pie memorie Alexander Papa quartus prædecessor noster ipsum ex causis variis Excommunicationis vinculo innodatum Tarentino Principatu, honore Montis Sancti Angeli, omnibus Civitatibus, terris, feudis, dignitatibus & aliis honoribus, bonis, ac juribus que in præfato Regno, & quæ alibi, etiam ab Ecclesiis, & personis Ecclesiasticis obtinebat, nec non & Vicaria in quadam ipsius Regni parte sibi ab Apostolica Sede concessa, & etiam omnibus concessionibus, donationibus, largitionibus, confirmationibus, & Privilegiis, five à prædictis Friderico Patre, vel à onrado fratre suis, five à Sede Apostolica in Regno sibi factis, eodem, vel alibi, etiam ab Ecclesiis quibuscunque, vel Personis Ecclesiasticis tanquam rebellem, & hostem Ecclesie Romanæ, violatorem fidelitatis sibi præfite manifestum, suorumque jurium invasorem, occupatorem, & detentorem sacrilegum, & tanquam Societatem nefando federe Saracenis, eorum complicem, ducentem, & protectorem publicum, Apostolica autoritate privavit. Cumque idem Manfredus nec ipsis aliisque remediis contra inastiam ejus adhibitis in sua iniquitate remissior, sed in committendo quotidie prioribus deteriora fortius postmodum fraudulenter præfati nepotis sui morte confecta idem Regnum proprio nomine occupans & regnum in illo titulum & nomen usurpans se, ortus sui non erubescens primordia, in illius Regem innungi & coronari fecisset: idemque prædecessor Alexander ejus iniquitates, & fraudes abominas, & detestans, cassavit, & irritavit, cassum & irritum nuntiavit quicquid circa ipsum Manfredum per inunctionem, seu potius execrationem, & coronationem, quas recipere de facto præsumperat, quasque nullas esse constabat, exitit tam temerarie, tam dolose præsumptum.

Eisdem verò Manfredi, & demum Conradino, qui ætatem præveniendo malitia, à dictorum prædecessorum suorum iniquis semitis non declinans, sed ad eadem Imperium, & Regnum aspirans, præstatam Ecclesiam & Charissimum in Christo Filium nostrum Carolum Regem Siciliae Illustrum insidiis multis impetit, & multipliciter apertis conatibus infestavit: propter quod contra eum, & fautores suos per recolenda memorie Clementem Papam prædecessorem nostrum varii habitus sunt processus, si forte sic nobis & Regno, ac Regi prædictis pacis & quietis serenitas arderet, sed in subditas tempestates acta est assiva tranquillitas, bellum in media pace surrexit, facti sunt hostes ex subditis. Et qui eidem Regi Siciliae ad fidelitatis debitum tenebantur, rebellionis spiritum infideliter affuentes non solum hostilia, sed tyrannica pararunt. Sicut enim gravis clamant infamia, processit adeo Panormitana Civitas, & Civium præsumptuosa rebellio, quod rebellandi audacia, & jurium interventione Regalium, suisque, quantum in eis est, abjectione Domini non contenta ferina immanitatis dexteræ ad crudelitates inauditas expositi, dum eorum exaltatis iniquitas non solum quos ex devotis Regis ipsius concepta poruit præoccupare nequitia sine sextus ætatisque defectu inhumane accidit, verum etiam partus quos adhuc viscerum maternorum clausula celabat, illis sæve defectis sic præcipiti testinatione produxit in lucem, quod eis nimis proculdubio inaturaliter lucis usum antequam concederet natura subtraxit, ipsi adeo præmaturo & impiissima cæde cæsis, quod ortus eorum principia vitæ prævenit occasus non teneri, nec pro eo quod ipsas de cætero non servarint de reatu perjurii, aut ratione penarum, vel conventionum quarumlibet adjectarum in illis posse in judicio vel extra judicium impetiri, seu aliquatenus molestari: quinimo eos ab illarum observatione sub pena excommunicationis, quam ex nunc ferimus, & ipsos si secus fecerint incurere volumus, ipso facto præcipimus penitus abstinere.

Sane omnibus, tam personis Ecclesiasticis, & sæcularibus quam Civitatibus Loicisq; aliis, & Universitatibus supradictis que hujusmodi mandatis nostris, præceptis, & inhibitionibus contumaciter non parebunt aperte prædicimus, quod non solum ad exequendum comminationes præmissas, sed, & alias gravius spiritualiter & temporaliter contra eos: & specialiter contra Civitates quas conigerit in hujusmodi contumacia deprehendi, ad privandum eos Archiepiscopali, vel Episcopali dignitate: contra memoratos vero rebelles dicta Insula ad interdicendum ipsis cum quibuscunque aliis, &

ANNO
1284.

ANNO aliis quibuscunque cum eis omne commercium, quando, & prout facti qualitas fuerit, & expediri fore viderimus, procedemus. Ad hæc præfatis Regi Aragonia Michaeli Palæologo & ceteris universis qui nostra monita, præcepta, vel inhibitiones prædictum Regnum Sicilia in præfata insula, sive in reliquis ejusdem Regni partibus invadere, turbare, impetere, seu molestare quomodolibet præsumunt publice vel occulte, hoc generali publico denuntiamus Edicto, quod nisi dictus Rex Aragonia, & alii prædicti in eisdem Insula, & Regno Sicilia, ac vicinis, seu totius Italiae partibus commorantes infra instans festum Purificationis Beate Virginis: alii vero magis remoti infra Kalendas Mensis Aprilis, & dictus Palæologus infra Kalendas Mensis Maji proxime futuras quod tempus eis ad hoc pro preceptorio termino assignamus humiliter ad nostra, & Ecclesiæ mandata redeant, præfate nostris parituri beneplacitis, & tam Nobis, & Ecclesiæ, quam memorato Regi Carolo de contumacia, & contemptu, damnis, & injuriis, omni que interesse satisfactionem plenariam competentem tempore, quod eis ad hoc proximum, impensuri ex nunc perionis eorum circa mortis & mutilationis periculum, & omnia bona sua mobilia exponimus ea quibuscumque fidelibus libere occupanda. Ipsosque feudis, bonis, & juribus omnibus, quæ à Romana vel quibuscumque tenent Ecclesiis, Privilegiis, indulgentiis, & gratiis quibuscumque ipsi ab eadem Sede, vel quavis forma concessis, Apostolica auctoritate privamus.

Vassallos eorum à iuramento fidelitatis, quo forsitan tenerent eisdem, penitus absolventes. Lapso vero dicto termino quodcumque nobis visum fuerit ad privandum eundem Regem Aragonia, ipsius etiam absentia non obstante, præfato Regno Aragonia, omnibusque aliis terris suis. Seu ad ipsa Regnum, & terras similiter exponenda, quo ad ipsum Regnum, & terras præfata semper nostro, ejusdem Romane Ecclesiæ jure salvo. Et nihilominus pro qualitate criminum, quibus, ut prædictum est, cum obnoxium superiora præferant, quantum nostrum patietur officium, facti qualitates suggeret, & nobis expedire videbitur auctore Domino procedemus.

Prædictas vero Excommunicationis sententias prohibemus, absque speciali mandato Sedis Apostolicæ, nisi forsitan in mortis articulo relaxari: quo casu, nisi abolitionis beneficium obtinentes infra tres Menses, postquam restituti fuerint sanitati de loco interdicto, si forsitan ibi fuerint, recedentes, Apostolico se conspectui curaverint præsentare, satisfacturi de suis excessibus, pro quibus hujusmodi sententias incurrerant, & ipsius Sedis beneplacitis parituri, eo ipso in easdem sententias relabantur. Ipsas quoque sententias sic firmiter, ac inviolabiliter volumus observari, quod absolventi ab eis, vel relaxandi easdem, nisi forsitan in mortis articulo, ut dictum est, tam omnibus nostris Penitentiaris, quam aliis quibuscumque Confessoribus, sive generalibus sive specialibus, sive familiaribus, quarumcumque, & quantumcumque sublimiori personarum ubilibet existentium, adimimus potestatem: etiam si à nobis vel aliquo prædecessorum nostrorum, sub quacumque verborum forma generale vel speciale, aut liberam absolventi aliquem, vel aliquos a sententiis hominis, vel Canonis, seu alias eas quomodolibet relaxandi obtinuerint facultatem. Si quis autem sine dictæ Sedis speciali mandato obtinendo delincent contrarium forte præsumpserit, tam absolventem à prædictis sententiis, seu relaxantem easdem, quam hujus abolitionem vel relaxationem recipientem, in quacumque dignitate, statu vel ordine fuerint constituti, ex hac causâ excommunicationis vinculo innodamus. Relaxationem etiam hujusmodi Sedi præfata similiter reservantes, mortis articulo dumtaxat excepto. Et tunc nisi sanitate recepta infra tempus competentis, juxta locorum distantiam, ad eandem Sedem venerint suum humiliter recognitori reatum, & ipsius Sedis beneplacitis parituri, relabantur in easdem sententias ipso facto. Ab his vero, mulieres in hoc tantum excipi volumus ut si solum ratione præfati favoris in hujusmodi sententias foras inciderint, possint per suos Dilectos juxta formam Ecclesiæ abolitionis beneficium obtinere. Ut hujusmodi autem nostri processibus, ad communem omnium notitiam deducatur, chartas, sive membranas processuum continentem eundem, in præsentis Ecclesiæ S. Flaviani Martyris appendi, vel affigi ois, seu super liminaribus faciemus: quæ processuum suorum quasi sonoro præconio & patulo indicio publicabunt. Ita quod dicti Petrus Rex Aragonia, Palæologus, & alii, quos processus ipse contingit, nullam postea possint exultationem prætere, quod ad eos talis processus non pervenerit, vel ignoraverint eundem; cum non sit verisimile remanere, quo-

Tom. I.

ad ipsos incognitum, vel occultum, quod tam patenter omnibus publicatur. Actum &c.

CCCCLXXXIII.

*Investiture du Dauphin, faite par RODOLPHE 1284.
Empereur dit le Clement en faveur de ROBERT
Duc de Bourgogne, le 4. de Février, 1284 [E-
TIENNE PERARD, Recueil de Pièces Cu-
rieuses servant à l'Histoire de Bourgogne, pag.
557. S. GUICHENON, Histoire Générale
de Savoye, Preuves, pag. 80.]*

RODOLPHUS Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, universis sacri Romani Imperii fidelibus præsentis Litteras inspecturis, gratiam suam, & omne bonum. Non immerito Regal Majestatis munificentia is quos sanguinis præfert claritas, quos virtutum candor illustrat eximius, quosque laudabilis clare fidei commendat constantia, perviam & munificam se offert & exhibet promotiorem. Sanè, illustris ROBERTUS Burgundie Dux, tam sincera immarcescibilis fidei constantia erga nos sacrumque Romanorum claret Imperium, quod providè dignum censemus & rationi consonum judicamus, ut ei aliquis munificentia beneficia Regalia munificentia largius offerat & impendat. Maxime, cum, ut certius credimus, imo scimus, non solum ex hujusmodi obligationis beneficio ipsius Ducis utilitas, verum etiam nostræ & Imperii honor & gloria fructuosius instauraretur. Quod attendentes providè, discretèque perpendentes, ipsum Ducem de omni jure, iure, iureque omnibus tam nobis & Imperio, quam etiam ipsi Ducis competentibus, vel quæ videntur aut dicuntur competere in Telesnate, ex morte quondam Jobannis Talsini, auctoritate Regis infecundamus, & de eis ipsum tenore præsentium feudali titulo solemniter investimus; salvo tamen jure spectabilis Domine Beatrice Talsine, filie quondam Comitis Petri Sabaudie competenti in eodem Destinatu; cui per concessionem seu infestationem præmissam in nullo penitus volumus derogare. In cujus rei testimonium, præfens Scriptum exinde conscribi & Majestatis nostre sigillo fecimus communiri. Datum apud Romanicam Montem, pridie Nonas Februarii, Indictione duodecima, anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo quarto, regni nostri anno undecimo.

CCCCLXXXIV.

RUDOLPHI I. Römischen Königs in Sachsen 21. Oct.
zwischen Bischoff Heinrich von Speyer ciues- und der
Stadt Speyer andern theils/ wegen des Wein- und
Getraide-verkaufs/ Lebendens und andern Irrungen/
vor Waldeck an der 11000. Mayden tage 1284.
[LEHMANN Chronicon Spirense Lib. V.
Cap. CXV. pag. 569. col. b.]

C'est-à-dire,

Sentence Imperiale rendue par RODOLPHE I.
Roi des Romains, entre HENRI Evêque de
Spire d'une part & la Ville de SPIRE d'autre
part, touchant la Vente du Vin & du Bled, l'ex-
action des Dîmes, & autres diversités. A Al-
deck le jour des onze mille Vierges 1284.

Wir Rudolph von Gottes Gnaden Römischer König/ Ein
Scheidmann erloren von den Prälaten und der Pfaffheit von
Speyer mit Einst und Willen ihres Bischofs/ einhail/ und
von den Bürgermeistern/ von dem Rath/ und von den Bürgern
gemeinlichen von Speyer/ anderhalb/ über die Wipßelling darnach
die vorgenannte Pfaffheit auß ist gefahren/ und Gottes Dienst
verschlagen ist/ sprechen wir mit Rath unser lieben Fürsten/ Bi-
schöf/ Genêdes von Basel/ und Bischof Confrides von Was-
sane oft eine rechte sine/ u. Die Punct des Vertrages seyn
turg des Inhalts:

Erstlich/ daß die Clerisy auß den nechsten Sonntag nach Sanct
Ulrich Tag sich wieder in die Stadt begeben/ und in den Rath durch
das Raden der Gleeten die Bürger auß ihrem Hof versammeln/
und verhandeln soll/ daß sie nicht Nacht gehet/ auß des Erbsitz
und der Pfaffheit Güter/ Korn und Wein/ Gelder anzuogen.
Zun andern/ wann Heurung einfallt/ und die Stadt und
das Land mit Feindt zu versehen noth ist/ soll ein Rath selbes
an den Thomboden gelangen lassen/ daß er den Clerisy auß
der Stadt Punct zu verhandeln verbiete. Doch soll der Rath zu-
sordern der Bürgerhaft dergleichen Verbot anlegen/ mit ange-
besten
Kk

ANNO
1284.

bester Straff / wer dawider thut. Wann aber der Thombeyn die Noth indt also wolt beschaffen halten / daß darumb Verboten zu thum / und der halbe Theil des Raths bey ihrem Eyde haben / daß die Noth vorhanden / soll bereit das Verbot erkennen. Wann aber der Rath der Bürgerſchaft künfftlich oder einem erlanbt ſeynde den Rhein ab- und anſer land zu führen / wie viel darßelb gewiſt / ſo wil mag der Decan der Clerſey erlauben zu verkauffen / doch ſoll jederzeit beyden Theilen / der Clerſey und Bürgern / in und auſſer der Stadt auſſer land den Benachbarten zu verkauffen zugelaſſen ſeyn.

Zum dritten / den Weinſchank betreffend / iſt die Yrmung dem Biſchoff zu Eyre innerhalb gewiſſer Zeit zu erörtern befohlen.

Zum vierden / die Gericht Geſtlichen und Weltliche in der Stadt ſollen bleiben / als ſie von Alters herkommen.

Zum fünften / die Ampelant ſollen bleiben / als ſie von Alters herkommen.

Zum ſechſten den kleinen Zehenden ſollen die Buerger geben wie von Alters / welche Güter davon geſegnet / ſollen dabey unangeſehen bleiben.

Zum ſebenden / die Thoren ſeynd der Stadt zu Schut der Geſtlichen und der Weltlichen vornöthen / und darumb bleiben. Doch ſoll man darinn kein Heimlichkeit bauen / die in die Waſch oder in der Clerſey Höfe ſeye. Dann König Rudolph gem ſehen / daß ſich die Stadt beſtigit / und haben unter ſeiner Regierung etliche mächtig zugenommen.

Zum achten / die Feindſchaft zwifchen der Pfaffheit und Bürger Geſind ſoll durch ſechs Perſonen in der Stadt verglichen werden / und der Rath drey auß dem Thom Capitul / die ſonſtlich ſeyn / und hinwider das Thomb-Capitel drey auß dem Rath / die friehlich ſeyn / darzu erſehen.

Zum neunden / die Weltliche zu beyden Theilen ſollen ihren Schaden und Verluſt tragen / und kein Theil gegen dem andern Anſpruch und Forderung hierumb ſürnehmen.

Zum zehenden / die Bürgerſchaft ſoll den Altar / den ſie im Münster genotzt / abbrechen / the die Clerſey anſehen.

Zum elfften / die poen Priester / die wider des Biſchoffs Verbot gehandelt / und in der Stadt verblieben / ſollen außgeſchickt werden / daß ſie an ihrem Ort bleiben. Und der Biſchoff und Clerſey / ſollen auß des Königs Wit der Bürger und berühmter Priester Fremde ſeyn / und aller deren / die der Stadt in dem Krieg Hilff erwieſen / und der Biſchoff den Rami wider außſehen. Die Bürger ſollen der Clerſey ihrer Helffer und Diener Fremde ſeyn. Deſgleichen des Abtes zu Maulbron / ſo der Clerſey mit keiner Hilff zugewogen.

Zum zwölfften / was an Zins und Gült den Clerſey bey der Bürgerſchaft außſtändig / ſoll erlegt werden.

Das End des Vertrags ſteht mit dieſen Worten: Das alles das da vor geſchrieben iſt beiderhalb ſiet blübe an ewig / ſo iſt der Brieff zu ein ewigen Urkund / und zu einer Beſtätigung beſiegelt mit unſerm Küniglichen Inſigel / und unſer lieben vorgeſchriebnen Fürſten der Biſchoff von Baſel / von Veſſau und von Eyre / und der Capiteln von dem Thumb / von S. German / von Sanct Nyden und von allen Heiligen / und auch der Stadt von Eyre Inſiegel. Dier Brieff wart geben vor Baldeck an der elſt tauſend / ſiebzehnt / Tag / da von Gottes Geburt warent tuſent / zweyhundert / vier und achtzig Jahr / an dem zwölfften Jahr unſers Künigreichs.

CCCCLXXXV.

11. Dec. *Sententia Arbitralis lata per D. PASQUA DE VARICASSA Civem & Judicem JADRÆ inter MARCUM MICHAELM Comitē Arbi & COMMUNE ejusdem Civitatis ex una, & VOLCETAM Potestatem NONÆ & COMMUNE ejusdem Urbis ex parte altera. Quā, sententia mortis contra Piratam DOBRISAM, Civem Nonesm à dicto Comitē Arbi lata, iusta pronuntiatur, damna mutuo illata annihilantur, Pax & Concordia inter utramque Commune sancitur & confirmatur. Dat. Jadræ Anno 1284. Ind. XIII. die 11. intrante mense Decembris. [JOANNES LUCIUS, de Regno Dalmat. & Croatia Lib. IV. pag. 183.]*

In Christi nomine, Amen.

ANNO Incarn. ejusdem 1284. Ind. 13. die 11. intrante mense Xbris Jadræ temporibus equidem D. Joannis Danduli Inelyti Ducis Venet. & Mag. Lauren. Ven. Jadræ. Archiepiscopi, ac D. Joannis Contaren. egregii Comit. Nos quidem Pasqua de Varicassa Civis Jadr. Juxta arbitri arbitrator, & amicitabilis compositio inter egregium V. D. Marcum Michaelm C. Arbi & Commune ejusdem Civ. Arben. ex una parte, & N. V. D. Volcetam Potestatem Nonæ & Commune ejusdem Civ. Nonæ ex altera parte, ut constat per publicum Instrumentum compromissi facti manu Homocidi filii quond. Joannis Denarii Imperiali auctoritate

Nor. & nunc Arben. jurati Not. in anno Nativitatis Christi 1284. Ind. 12. die ultimo Novembris, auditis, & intellectis & diligenter examinatis personaliter in utraque Civitate cum solemnibus Nunciis & Ambasciatoribus utriusque terræ omnibus litibus, & questionibus, & controversiis, ac discordiis, quæ veritabantur inter utramque Civitatem, vid. Arbum. & Nonam, tam pro diviso quam pro Communi coram omnibus propolis & allegatis per utramque partem, & super his habita deliberatione, & consilio diligenti plurium Sapientum tam secularium, quam religiosorum, & cum diligenti studio investigata, & cognita veritate, & conductis dictis partibus, & citatis coram nobis, & conductis hinc in Civitate Jadræ per legitimos Nuntios & Ambasciatores utriusque Civitatis, & utriusque Communis astantes presentes ad hæc tam pro Communi quam pro diviso suarum Civitatum secundum formam, & potestatem nobis datam per utramque partem in dicto compromisso. Dei nomine invocato pro bono pacis, & concordie dicimus, & pronunciamus, laudamus, sententiamus, arbitramus, & confirmamus & laudum, arbitrium, concordium, & per firmam sententiam arbitram. & P. quod sententia quam Illustris D. Marcus Michael C. Arben. protulit in Dobressa Civem Nonen. quem fecit suspendi propter opera sua mala, fuit digna, ac sancta & iusta, & quoniam prædictus Dobressa ierat furatum ad Insulas prædicti D. Comit. Arben., & inventus, ac caprus in furto manifestus, fuit dignus, & meritis prædictam suspensionem, & illud quod prædictus D. Comes Marcus Michael fecit in ipsam Dobressam bene fecit, & dignum & iustum fuit: unde hominibus Nonæ tam pro diviso quam pro Communi imponimus perpetuum silentium super hoc, liberantes, & absolventes prædictum D. C. Arben., & successores suos, & Commune Arben. & omnes ac singulos homines de Arbo, & ejus districtu tam pro diviso quam pro Communi ab ipsa questione, & morte ejusdem Dobressa, sub pena M. lib. den. par. Ven. secundum formam dicti compromissi. Item quia una barcha Arben. capta fuit tempore tregue per homines Nonæ & conducta Nonam, dicimus, & sententiamus quod Commune & homines Nonæ solvere debeant, & teneant in manibus suprascripti D. Marci Michael Comit. Arben. 20. lib. den. Ven. par. usque ad carnis privium prox. in Civ. Arben. sub pena dicti compromissi, qui verò D. C. Arben. dividat & distribuat ipsas 20. lib. den. inter suos Cives & homines, sicut ei placebit & melius apparebit. Item de morte Cernote Nobilis Civis Arben., qui tempore guerræ interfecit fuit in prælio per homines Nonæ, venientibus Arben. super Nonen., debellante una parte cum alia super territorium Nonæ, dicimus, & sententiamus per laudum, sententiam, & arbitrium quod homines & Commune Arben. & propinqui ipsius Cernote omnes & singuli tam pro diviso, quam pro Communi Arben. habeant silentium perpetuum sub prædicta pena compromissi, absolventes Commune, & homines Nonæ omnes super hoc, quia hoc factum fuit in guerra, & prælio manifesto, & in præliis talia fieri consueverunt & evitari non queunt.

Item pro omnibus damnis factis per homines Arben. hominibus Nonæ tam pro diviso, quam pro Communi in tota dicta guerra dicimus, & sententiamus quod Commune & homines Arben. solvere debeant, & teneant in manibus suprascripti D. Volcete Potestatis Nonæ 40. lib. den. Ven. par. in Civ. Nonæ usque ad carnisprivium proximum sub prædicta pena compromissi, qui verò Potestas Nonæ dividat ipsas 40. lib. den. par. inter suos Cives & homines Nonæ sicut ei placebit & melius apparebit.

Item dicimus, & sententiamus per sententiam arbitralem quod omnia & singula damna facta, & data tam in tregua, quam in guerra post suspensionem prædicti Dobressa per utramque Civit. tam pro diviso, quam pro Communi sint cassa, vana & nullius valoris ex utraque parte sub pena dicti compromissi, & super his per utramque Commune, & divilum ipsarum Civitatum perpetuum silentium habeant, salvis tamen rationibus utriusque partis ante dictam guerram, & ante suspensionem dicti Dobressa, quas una Civitas habere petere super alteram, tam pro diviso, quam pro Communi, in quibus volumus quod utraque pars possit uti suis rationibus ante dictum tempus, secundum iura, & antiqua pacta, que sunt inter ipsas duas Civitates. Pronunciamus insuper, & confirmamus plenam & firmam pacem & concordiam inter utramque Commune, & divilum ipsarum Civitatum, sicut in suis antiquis Instrumentis, & pactis veteribus legitur, & plenius continetur, & pro majori Cautela & nexu firmitatis fecimus jurare duodecim bonos, & Nobiles viros de Arbo, & duodecim

ANNO
1284.

ANNO 1284. duodecim de Nona prædictam pacem, pacta antiqua, & prædictam sententiam nostram, & omnia & singula præscripta semper attendere, & observare se, & Communita sua, & divinum. Hi autem sunt Cives Arben, qui juraverunt prædicta: Stephanus de Firma, Philip. Genani, Mathæus de Hermolao, Nicola de Pribe, Stephanus de Galzigna, Martinus de Rovigna, Madius de Clemente, Oreste de Foscho, Epobe de Zane, Stephanus de Demine, Martinus, & Marinus de Machna. Ili vero sunt Cives Nonen. qui juraverunt prædicta: Migostus Juxed, Moysia Chrance Jamomethi, Paulus filius Borislavi, Jacobus Dragehis, Rodovanus Strinigi, Tolislavi Budislavi, Rodoslavus frater Archipresbyteri, Desenus Darvigi, Volcina Drusigi, Vochna Drefevig, & Stepha. Danchovig, qui omnes & singuli Sancti tam Arben. quam Nonen. coram nobis præmonito juravimus de Varicasse Judice Arbitro, Sacramento peractum ad Sancta Dei Evangelia super librum prædictum, pacem & concordiam, ac sententiam nostram, & omnia, & singula Sacramenta & pacta antiqua plenè attendere & observare, & facere observari & attendi per suas Civitates, & Communita & divinum & in nullo contravenire sub poena M. lib. secundum formam dicti compromissi; super cujus nostre Arbitralis distinctione N. V. Guidonem de Varicassa Civem Jad. constitutus, & dedimus in Prestidum ad omnia præscripta taliter percompendi, & Ego præmonitus Guidotus de Varicasse Prestidum super hoc constitutus, omnia quæ superius sunt expressa vera esse testificor in salute anime mee coram his Nobilibus viris Jadravocatis, & rogatis testibus scilicet Delfo de Fafogna, Frederico quondam Grifogoni de Mauro, & Paulo de Borache Thomasso Penzo, Damiano de Slorado, Prodde de Costa, Barthe quondam Grifogoni de Mauro Jadren. Civibus, & aliis.

Ego Pasqua de Varicasse præscriptus Juxed Arbitrator Arben. & Nonen. manum misi.

Ego Stane de Varicasse examinatore manum meam misi.

Ego Henricus Imp. auct. Not. & Jud. juratus his interui & rogatus scripsi & roboravi.

CCCCLXXXVI.

285. *Cession faite à ROBERT Duc de Bourgogne, par MARGUERITE sa Nièce Reine de Sicile, de la portion qui appartenait à ladite Marguerite par droit de succession au Duc de Bourgogne. Faite l'an 1285. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 560.]*

NOUS MARGUERITE par la grace de Dieu Reine de Sicile, faisons savoir à touz, que cum tres anz & nobles Princes, Hugues jadis Duc de Bourgogne, nosres chiers aieus, heust ordonné en sa dernière volonté, que nos heussions le tiers sans division, de quanque il avoit es Villes & es lieux cy apres nummez, c'est avasoir, Orlan, Arné, Poilly, Bussy en Channois, Combanchien, Corbooloîn, Aisy, Brailly, & es appartenances desdites Villes, en homes, en Justices, en Seignories, en bois, en eaux, en plains, & en toutes autres choses: nos regardant nous profit à ceu qui ces choses appartenanz audit tiers estoient espartues, & loing de nostre terre, & en retenant l'amour de noble Prince ROBERT Duc de Bourgogne nostre chier oncle, outrois, baillons, & delivrons, por nos & por nos hers, por cause de l'eschange au devantdit nostre Oncle, & à ses hers à toujours mais, le tiers des Villes dessusdites, & des choses dessusdites, & des appartenances toutes, & ceste bailliance, ceste delivrance façons nos audit nostre chier oncle, por ceu qu'il nos ha baillié, outroie, & delivré à toujours mais por nos & por nos hers, son chasteil de Lucennay, & les appartenances. Et est avasoir, que por le commun ascort de nos & de nostre-dit oncles, nobles homes Guillaume Sires de Grancey, Etienne Sire de Seint Bore Chevaliers, enquerons por lor fairemanz, la valeü du tierz que nos appartient por l'ordonnance doudit Hugues, es Villes, & es choses dessusdites. Et prisent toutes les choses appartenanz audit tiers, en fortieres & maisons, en homes, en bois, en rivières, en Justices, en Seignories, & en quelque maniere que ce soit: Et prisent en cele mesme maniere le Chasteil de Lucennay, & les appartenances toutes, & se li diz Chasteaux de Lucennay, & les appartenances ne valioient

TOM. I.

estimation doudit tiers que nos havons baillié, outroie, & delivré audit nostre oncle, cil Chevalier sunt tenu à nos, por la volonté nostre-dit oncle, à alfoier es lieux plus prochains doudit Chasteil de Lucennay, le deuant tel comme il pora accomplir les choses dessusdites; excepté le Chasteil de Semeur en Aussois, & le Chasteil Daily, & les Villes ou lieu du Chasteil seint Effis. Et ledit Chasteil de Lucennay, & les appartenances, & ce qu'il nos aserunt, havrons nos por nos & por nos hers; laus le fie, & la souveraineté nostre-dit Oncle en ces choses dessusdites. Et promettons par nostre fairemanz doné sus seintes Evangelies, & sus l'obligation de tous noz biens mobles & non mobles, en obligant nos hers quant à ceu, à tenir & garder sans venir encontre toutes ces choses & chascune por soy. Et renonçons en ceit fait, par nostre fairemanz, à toutes exceptions, & à toutes barres de droit escrit & de fait, & à tous privileges donez & à doner, par lequels nos ou nostre hers pourriez venir contre les choses dessusdites. Ou tesmoignage, &c. Donné à Paris, l'an mil deux cent quatre vingt & cinc, le Diemange devant Saint Vincent.

CCCCLXXXVII.

Titre pour le Traité de mariage entre JEAN fils aîné de ROBERT Duc de Bourgogne, & ALIX fille d'OTHEs Comte de Bourgogne. Fait l'an 1285. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 561.]

JE Odes de Fourvanz Chevaliers, fais savoir à tous Jces qui verront ces presentes Lettres, que por le fie de Dez, & des appartenances, lequels choses nobles Princes ROBERTS Dux de Bourgogne mes chiers Sires ma doné en fie, & lequels choses Messires Gauxes li pources homes, Chevaliers, tenoit doudit Monseigneur en fie, je suis, & doit estre homes lige audit Monseigneur le Duc devant tous homes, apres mon chier Seigneur OTHES Comte de Bourgogne Palazin. Et li promet par mon fairemanz porter soy, son cors, ses membres, son honneur terrien garder, & les cors, les membres, les honours terriennes, & toutes les droitures de mon chier Seigneur JEHAN fil doudit Duc, & de ma chiere Dame AALIZ fille doudit Conte, quelque part que ales soient, presentement & avenir. Et se li havenoit que dex feist son commandement de Monseigneur le Conte, avant que de ladite Aalix sa fille, je promez par mon fairemanz rendre audit Jehan, & à ladite Aaliz, se Jehanz l'avoit espousee, ou es hers de cele Aaliz, ou à ces qui haurent cause de ce, ou à ladite Aaliz, s'il avenoit que dex feist son commandement doudit Jehan aincois qu'il la hüst espousee, ou audit nostre chier Seigneur le Duc, tant comme il haura & tendra la voërie, d'Eaux, Chasteil Chalton, le Chasteil de Bracon, & le Chasteil de Moron. Et porceque ces choses soient fermes & estaubles, je hay prie redoutable Pere en Jesu Christ Jacques par la grace de Dieu Avesque d'Orlans, & nostre chier Seigneur ledit Conte de Bourgogne, qui metent lor seaux en ces presentes Lettres. Et nos Jacques Eveque d'Orlans devantdit, & nos Othet Cneus de Bourgogne Palazins, por quel commandement li diz Odes ha fait cest fairement, & qui ne povons oster la garde de ces trois Chasteaux de la main de celui Ode, à la requeste, & à la priere de luy, havons mis nos seaux en ces Lettres, qui furent faites & donnees à Paris, le Jedy devant la Purification Nostre Dame, en l'an de nostre Seigneur 1285.

CCCCLXXXVIII.

Patrum inter Castrum FRIDBERG & CIVITATEM IMPERIALEM ejusdem Nominis, coram RUDOLPHO I. Imperatore factum, quod neutra pars alteram destrueret, sed in firma pace & concordia invicem vivere debeant. Datum Moguntie Idibus Julii 1285. [OLDENBURGERI Limnaeus enucleatus. Part. II. Lib. IV. Cap. XVIII. pag. 77. LUNIG Teutsch. Reichs Archiv. Part. Special. Cont. III. Abtheil. VII. Absatz III. pag. 102.]

Kk 2

No 9

ANNO
1285.

NOS Rudolphus Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, ad universorum sacri Imperii Romani fidelium tam presentium, quam futurorum notitiam tenore presentium volumus pervenire, quod nos inter nostros fideles milites Castrenses & Cives de Friedberg ordinationem, concordiam & securitatem fecimus cum consensu & voluntate partis utriusque in hunc modum. Quod Cives Castrum in Friedberg nunquam destruant, nec Castrenses de Castro expellent, nec Castrum capient, nec recipient, nec retinebunt, nec talia volentibus facere consilium, auxilium seu favorem prestabunt. Milites etiam Civitatem Friedberg nunquam destruant, nec de Civitate ipsos Cives expellent, nec capient, nec recipient, nec insulsum communitur in Civitatem facient, nec talia volentibus facere consilium, auxilium seu favorem prestabunt. Et si milites Castrenses contra Cives vel Civitatem predictam aliquid fecerint predictorum, tunc ipso facto omnibus libertatibus, & tam feudis Castrensis, quam aliis, & omnibus honoribus & iuribus, que vel quos ab Imperio tenuerunt, perpetuo carebunt. Et in se elegerunt Domini Papae excommunicationem & nostram proscriptionem faciendam, quando Cives hoc duxerint requirendum. Et si Cives contra Castrenses milites vel Castrum aliquid fecerint predictorum, tunc ipso facto omnibus libertatibus, feudis & omnibus honoribus & iuribus, que vel quos ab Imperio tenuerunt, perpetuo carebunt: Et in se elegerunt Domini Papae excommunicationem, & nostram proscriptionem faciendam, quando milites Castrenses hoc duxerint requirendum. Adjectum est etiam, quod si inter predictos milites & Cives, vel eorum famulorum aliqua rixa vel contentio- nis seu pugna surrexerint, hoc iudicari debet secundum quod in ipsa Civitate a retroactis temporibus est consue- tum. Promittere insuper ex utraque parte, quod post- quam nos viam universae carnis ingressi fuimus, ipsi Castrenses milites nullum ad Castrum predictum intro- mittent, per quem ipsi Cives vel eorum Civitas laedi valeat vel offendi. Hoc etiam ipsi Cives militibus fa- ciente converso, donec novus Rex creatus fuerit, cui tam Castrenses quam Cives faciant, ut teneant, & nos tam Cives quam Castrenses milites, ut predicta per nos inviolabiliter observentur, una cum sigillo Se- renissimi Domini nostri predicti Regis sigilla nostra duximus presentibus appendenda. Et nos Rudolphus Romanorum Rex sigillo nostro presentem paginam fecimus communiri. Datum Moguntiae Idus Iulii, In- ditione XIII. Anno Domini M. CC. LXXXIX. Quinto, Regni nostri anno duodecimo.

CCCCLXXXIX.

20. Sept. *Accord entre ROBERT Duc de Bourgogne, & HUMBERT DE LA TOUR Dauphin de Vienne touchant le Dauphiné, fait à Paris, l'an 1285. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bour- gogne. pag. 558.]*

BOUR-
GOGNE
ET DAU-
PHINÉ.

PHILIPPUS Dei gratia Francorum Rex, universis presentes Literas inspecturis, salutem. Notum facimus, quod virtute compromissi a dilecto & fide- li nostro ROBERTO Duce Burgundiae, & HUMBERTO Domino de TURRE, nunc Dalphino Vien- nensi super Dalphinatu Viennensi in nos facti, pronun- ciando diximus, quod idem Dominus de Turre solvat eidem Duci, vel ejus certo mandato, apud Lugdu- num, viginti millia librarum Turonensium, terminis qui sequuntur; videlicet in instanti festo Purificationis beate Mariae quinque millia librarum Turonensium, & sic in eodem festo singulis annis sequentibus, quinque millia Turonensium, donec tota summa viginti millia li- brarum Turonensium predictarum completa fuerit & per soluta. Dicitur verò Dominus de Turre, voluit & ex- pressè consensit coram nobis, quod nos ad premissa compellamus eundem. In cuius rei testimonium, pre- sentibus Literis nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisius die Sabbati ante festum beati Mathaei Apos- toli, anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo quinto.

CCCCXC.

ANNO
1285.

Donation faite à ROBERT Duc de Bourgogne p. Odo. le Hardi, de tout ce qu'il a en la Ville de Coches, des siefs des Châteaux de Maulain, de Courtenais, &c. Faite à Narbonne, l'an 1285. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 558.]

PHILIPPE par la grace de Dieu Roi de France, à tous ces qui verront & orront ces présentes Lettres, salut, nous faisons savoir, que en accroissance dou sié que noble homes nostres amez & feaux Dux de Bur- gogne tient de nos, li donons & outroions por luy & por ses hers, & por ses successeurs à tousiours mais, les choses cy apres contenues. C'est afaire tout quan- ques nos povons avoir & devons, por quelque raison que ce soit en nostre ville de Coches, & es appartenan- ces, & toute seignorie aute & basse, especialement la garde dou Prioré de ladite ville de Coches, & des mambres, & des appartenances, & des personnes demorant en ices leux. Item la garde de l'Abbaye de saint Pierre de Chalon, & des mambres, & des appartenances, & des personnes demorant en ices leux. Item les siez des Châteaux de Maulain, de Cortenais, & de la maison fort de Cernale, & des appartenances de ces leux, ou tous les droiz & profiz que nos havions, ou poions ha- voir par quelque raison que ce fut esdites choses, sanz riens retenir à nos ne à nos successeurs, fors que nostre sié doudit Duc, & des siens apres luy, & nostre reort, se li cas y harroivoit. Et desdites choses nous avons reveilu ledit Duc en la maniere desusede: noi quoy nos mandons & commandons par cesles nosdites Lettres, à Religieus personnes Abbé, & le Covant de saint Pierre de Chalon, & au Prior de Coches, por aux, & por lor mambres, & por les appartenances, & à tous nosdits Bourgeois, & nosdits homes de Coches, que li entrent en l'obeissance, & ou service doudit Duc, & des siens apres luy en toutes choses, si com il es- toient tenuz à nos, & commandons auxi es soigneurs de Maulain, de Courtenais, & de Cernale, que li entrent en la foy, & en l'ommage doudit Duc, & des siens apres un des siez desusedis, ensinc com il en estoient en la nostre foy, & de la foy, & de l'obeissance, de la garde, & dou service dou li estoient tenuz à nos por raison desdites choses, nos, por nos, & por nosdits hers, & por nos successeurs, les quitoins, assollons, sauve nostre reaul foveraineté, & l'autrui droit en toutes choses. Et porce que, quant nos receusmes le gouvernement dou Reume de France, nos n'avions encor point de seel novel, nos havons cesles Lettres fait seeler de nostre seel duquel nos usions avant, & promettons audit Duc, que quan nos haurons nostre autre seel dou Reume de France, nos l'en ferons seeler nosdites Lettres de cest don, faites en la maniere desusedit. Ce fut fait & doné à Narbone, le Mardy jor de feste saint Denys, l'an de grace 1285.

CCCCXCI.

Donation de l'Homage & de la Mouvance de TREFFORT, de MARLOUX, & du Pays de REVERMONT, faite à ROBERT Duc de Bourgogne, par OTHES Comte de Bour- gogne, l'an 1285. [ETIENNE PERARD, Re- cueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 558.]

NOS OTHES Cueni Palazins de Borgoigne, Sires de Salins, faisons savoir à touz cels qui verront & orront cesles Lettres, que nos, por la grant amour que nos avons à noble homes nostre chief cosin & seignor ROBERT Duc de Bourgogne, nos donons audit Robert, por luy & por ses hoirs, & por ses suc- cesseurs à tousiours mais, les siez des Châteaux de TREFFORT & de MARLOUX, & de leur apparte- nances toutes, & de tout ce especialement que noble homes Humbers Sires de la Tour iuloit tenir, & devoit tenir de nos, & de nos devanciers, cay tout le (1) Re- vermont.

(1) Depuis le Duc Robert donna le Revermont au Comte de Sa- voye, en échange de Cusy, de Sagy, & de Savigny.

verment, sans rien retenir à nos, ne és nos, au fié des
85. devandites choses, ains volons & ourloions, que des
ores en ayant toutes lesdites choses, & leur apparte-
nances soient dou franc allueé doudit Duc nostre chier
seignor & confin, & des siens, por le tesmoignage de
celles nostres Lettres sceellée de nostre seaul, faite &
donnée à Carcassone, le Mecredi veille de feste saint
Luc Evangeliste, en l'an de grace 1285.

CCCCXCII.

Traité d'Association entre AME V. Comte de Sa-
voye, & JEAN de la BAULME Abbé
d'Ambronai, par lequel le Comte prend l'Abbé &
son Monastère sous sa protection, moyennant quel-
que part que ce Prêlat lui donne aux revenus de
son Abbaye. Fait au mois de Novembre 1285.
[S. GUICHENON, Histoire Générale de
la Maison de Savoie. Preuves. pag. 132.]

In nomine Domini Amen.

QUONIAM ea que non duratura sunt propter
labilem hominum memoriam, scripturae solent, &
memorie commendari. Idcirco nos AMEDUS
Comes Sabaudie, & nos JOANNES Dei gratia humil-
is Abbas Ambroniaci Lugdunensis Diocesis, totiusque
ejusdem loci Conventus. Notum facimus universis
presentes Litteras inspecturis, quod nos Comes volens
sequi pro viribus voluntatem, & vestigia inclite re-
cordationis Domini Philippi quondam Comitis Sabau-
die, Patris, & predecessoris nostri, intendentesque
ad defensionem Sanctæ Ecclesiæ toto posse. Et nos
dicti Abbas, & Conventus considerantes evidentem uti-
litem Ecclesiæ nostræ prædictæ, & videntes nos, &
Ecclesiam nostram prædictam, hominesque nostros, &
jura, ac bona nostra, multis angustis, & oppressioni-
bus malignorum inimicorum opprimi; itaque non so-
lum de deterioratione, sed etiam de totius Monasterii
nostri, & hominum nostrorum subventionem invenimus
quod plurimum, nec est mirum prout ipsæ angustiae,
& oppressiones evidentiſſimæ, & notoriæ omnibus de
terra nostra, & de Vicinio nostro eminentes eviderent,
quas quidem oppressiones, & angustias, tamdiu susti-
nuimus laboribus, & expensis, quod nisi ad Dei auxilia
alicujus Potentis adiutorium habeamus, qui nos possit
ad prædictis oppressionibus defendere, ipsum Monaste-
rium bonaque nostra, & homines nostros in manibus
inimicorum nostrorum, non oportet deserere totaliter
deservanda, prout hæc omnia notoria sunt omnibus,
& evidentiſſimè manifestæ. Ideo nos dictus Comes, &
Abbas, & Conventus, societatem, confederationem,
& amicitiam specialem facimus, inter nos inimus, &
corroboramus, renovamus, & confirmamus per mo-
dum qui sequitur infra scriptum: In primis nos dicti
Abbas, & Conventus attendentes quod nullum habe-
re vicinum potentiores, ad quem possimus habere
tutum refugium, nec per quem nos, & Domus nostra,
seu Abbatia nostra defendi valeat ab insulibus maligno-
rum, nisi per Dominum Comitem prædictum, propter
hoc consideratæ utilitatis dicti Monasterii nostri, ut
dictum est, ad ipsum Illustrerem Dominum, & Comitem
Sabaudie, tanquam ad tutissimum, & singulare refu-
gium recurrentes. Qui quidem Comes, & progenito-
res sui, tanquam iustus Cyprens pro defensione Eccle-
siarum in terra sua sub protectione sua existentium con-
tra Ecclesiarum ipsarum oppressores laudabiliter pug-
naverunt, in tantum quod ubique in terra sua Ministri
Dei laudabiliter Domino famulantur, & attendentes in-
super quod ea de quibus dicto Domino Comiti intendi-
mus facere gratiam, prout continetur inferius, erant
nobis inutilia, nobisque fuerant aperta, & escheuta à
quodam qui eadem à nobis tenebat in feudum, qui aper-
tas felonias, & injurias manifestas contra nos, & Ec-
clesiam nostram committere non expavit, & ad ulti-
mum dictum feudum refusavit fidelitatem debitam, no-
lendo inde facere, licet super hoc fuerit pluries requi-
situs, & quod fortius est, ipsum feudum nobis expresse
quittavit coram pluribus fide dignis.

Nos dictus Abbas, & Conventus consideratæ eviden-
ti utilitate Monasterii nostri dictum feudum in meliori,
& potentiori persona renovantes pro nobis, & successo-
ribus nostris damus, & concedimus in feudum ex jure
quo possimus meliori, prædicto Domino Amedeo Co-
miti Sabaudie, & ejus in ipso Comitatu duntaxat suc-
cessoribus ea qua inferius sequuntur, Videſciet medie-

tatem obventionum prout percipi consueverunt, per
nos dictum Amedeum, & predecessores nostros in mer-
catis, & nundinis Villæ nostræ Ambroniaci.

Item etiam partem banorum in Villa, & Parrochia
Ambroniaci ex delictis ibidem occurrentibus, exceptis
bannis bladorum, vinearum, nemorum, & pratorum
Villæ, & Parrochiæ prædictæ, quas nobis dicto Abbati,
& Conventui totaliter retinemus.

Item damus, & concedimus dicto Domino Comiti,
& ejus successoribus ut prædictum est, in feudum, in
bonis confiscandis, & confiscatis in dicta Villa, & Pa-
rochia quas confiscabuntur de jure, vel de consuetudi-
ne, tertiam partem bonorum mobilium, & immobilium
Ecclesiæ nostræ reservamus.

Item damus, & concedimus dicto Domino Comiti
in feudum ut prædictum est in quolibet foco, qui est ad
presens, vel fiet in futurum, in Parrochia Ambroniaci,
& extra clausuras Villæ Ambroniaci, unum biche-
tum avenæ, & unam gallinam, & in quolibet animali
arante unum bicherum avenæ singulis annis Nuncio,
seu mandato ipsius Domini Comitis persolvendum, &
quod pro his recollendis, & exhibendis possit in dicta
Villa dictus Dominus Comes habere aliquem suum
Nuncium specialem: Ita tamen quod in bannis recupe-
randis dictus Nuncius ad aliquam violentiam, vel pigro-
rationem faciendam in Villa se non ingerat, seu Pa-
rochia, donec Præpositus Abbatís per octo dies ante re-
quisitus banna clara cognita per nos dictum Abbatem,
vel mandatum nostrum, & dicto Nuncio præsentem, vel
venire nolente faciat ipsa Nuncio plene reddi, & tunc
antedictus Nuncius dicti Comitis ea recuperare possit
usque ad partem suam, quæ quidem banna nos dictus
Abbas de consensu tamen dicti Nuncii amariare
possimus, prout nobis videbitur faciendum, acto etiam
inter nos, & dictum Comitem, quod in propria familia
seu familia nostri Abbatís, & Monachorum nostrorum,
nullam partem banorum committendorum per eosdem
famulos seu familiam, vel aliquam eorumdem dictus
Dominus Comes, vel ejus Nuncius, nullam partem
habeat, nec petere, vel exigere valeat, vel levare, &
quod si aliquis rebellis existeret in solutione banorum
prædictorum, quod Nuncius prædictus Domini Comi-
tis prædictum Præpositum ipsorum Abbatís, & Con-
ventus ubique fortem faciat, ad recuperandum banna supe-
rius nunciata.

Præterea volumus, & ipsi Domino Comiti damus
in feudum ut prædictum est, scilicet quod dictus Domi-
nus Comes, & sui in dicto Comitatu successores ad
mandatum ipsius Domini Comitis in guerris suis in Vil-
la Ambroniaci ubique, & maxime in fortalitiis possint
libere pernoctare, & se, & suos receptare, & moram
trahere, ad expensas tamen ipsorum, & guerram, &
pacem inde facere prout sibi videbitur faciendum.

Item concedimus eidem Domino Comiti ut supra
quod homines nostri de Villa nostra, & de Parrochia
nostra Ambroniacensi, teneantur ire in calvacatam ip-
sius Domini Comitis, in toto vel in parte, ipsa Villa
competenter munita remanente, ad expensas ipsorum
de Villa per duos dies, ita quod secunda die possint in
Villa Ambroniaci pernoctare.

Item concedimus eidem Domino Comiti ut supra,
quod in calvacatam ipsius Domini Comitis debeat, &
possit habere si voluerit Dominus Comes de prædictis
hominibus dictæ Villæ prædictæ Ambroniaci decem Ba-
listrarios, & viginti clientes, ferro, Balistis, & lanceis
armatos ubique citra montes, per quindecim dies ad
expensas ipsorum hominum, & ex tunc ad expensas Do-
mini Comitis prædicti; quos quidem clientes nos dictus
Abbas ipsi Domino Comiti vel mandato suo mitte-
re teneamus.

Insuper volumus, & concedimus ipsi Domino Comi-
ti, quod homines nostri prædicto modo, & quolibet
alio quo poterunt bono modo juvari descendant prædic-
tum Dominum Comitem, & successores suos in dicto
Comitatu nobis, & nostris exceptis, & insuper excep-
tis Sanctissimo Patre Domino Romano Pontifice, &
Reverendo Patre Domino Archiepiscopo Lugdunensi
qui nunc sunt, vel faciant in futurum, sanè nos timentes
pericula venura, & volentes præcavere, ne obſcu-
ritas contractus nostræ Ecclesiæ possit impollemur præ-
judicium generare, significamus universis nos dictus
Abbas, & Conventus quod nos in dicta donatione in
feudum reservamus nobis, & successoribus nostris in
dicta Villa, & Parrochia Ambroniacensi, merum, mix-
tumque Imperium, & jurisdictionem, gardam, nec non
jus, & usagium universa, & singula, exceptis tamen eis
quæ concedimus dicto Domino Comiti in feudum ut
prædictum est, quæ habebamus, vel habere debebamus,
seu consuevimus ante donationem prædictam in Villa,
& Parrochia prædictis. K k 3 Nos

ANNO
1285.

ANNO 1285. Nos vero prædictus Amedeus Comes, volentes attendere pacta, & conventiones prædicti Patris nostri, cupientes etiam, Deum habentes præ oculis, manifestis injuriis, & oppressiõibus dicti Monasterii pro viribus obviare, ipsi sumque prædictum Monasterium, & Monachos ibidem Deo servientes in tranquilla pace ponere, & tenere prædicta universa, & singula acceptamus, promittentes dictis Abbati, & Conventui pro nobis, & successoribus nostris in dicto Comitatu per stipulationem solemnem, & juramentum ipsos Abbates, & Conventum, Priores, ac Monachos, tam in capite quàm in membris ac homines Villa, & Parochias Ambroniaci, & bona eorumdem ubique existentia juvare, defendere, manutene, & custodire pro viribus nostris, propriis expensis contra omnes inimicos, & malefactores eorumdem, justitiam mediante quamvis coram Ordinario suo, vel in Curia nostra voluerint stare juri nec aliquid ab eisdem ex nunc in futurum exigere, vel extorquere in dicta Villa, & Parochia præter eorum voluntatem, nisi ea quæ nobis superius sunt concessa.

Item promittimus ut supradictis Abbati, & Conventui quod jura prædicta, nec feudum prædictum nobis ab ipso Abbate, & Conventu concessa ut prædictum est, non transferemus in alium præter in successorem nostrum in dicto Comitatu, qui successor noster teneatur renovare prout superius fuit expostum, & specialiter dicto Abbati, & successoribus suis fidelitatem facere de prædictis, quam quidem fidelitatem nos dictus Comes pro prædictis dicto Domino Joanni, nunc Abbati fecimus bona fide, & prædicta servare juravimus prout superius continetur. Nos autem dicti Abbas, & Conventus consentientes prædicta omnia esse vera, & esse facta pro maxima utilitate & relevatione dicti Monasterii, quod prout pro certo scimus, non poterat à suis inimicis, & oppressoribus alio modo defendi, nec in statu prospero conservari, promittimus universis, & singulis pro nobis, & successoribus nostris dicto Domino Comitui per stipulationem solemnem, & per juramentum nostrum, ac in verbo veritatis, quod nos prædicta universa, & singula firmiter, & inviolabiliter attendemus, servabimus, & custodiemus, contra nullatenus veniendo, & quod non consentiemus alicui contra venire volenti in toto nec in parte, nec eisdem auctoritatem dabimus, vel consensum; renunciantes in hoc facto ex certa scientia, & per actum expressum, & exceptioni legitimæ, donationi in feudum ex justa causa non factæ, & beneficiis constitutionis hoc jus porrectum, & capituli nulli liceat, & capituli sine, & exceptioni, & decretali hac consultißima, & restitutioni in integrum, & omnibus Privilegiis contrariis à Sede Apostolica impetratis, & impetrandis, & specialiter illi formæ Literæ, ea quæ de bonis in majori, vel minori forma, & exceptioni doli mali, metus, & in factum, & conditione sine causa ex iniusta causa, & omnibus auxiliis, & beneficiis totius juris Canonici, & Civiliis auxiliis, & per aliquid possimus venire contra prædicta, vel aliquid de prædictis, ac specialiter beneficio juris dicentis generalem renunciationem non valere. In quorum omnium robur, & testimonium, plenissimamque firmitatem, nos dicti Comes & Abbas, & Conventus præsentibus sigilla nostra duximus apponenda, rogantes per prædictas patentes Literas omnes sigillis sigillatas, Venerabiles Patres Dominum P. Episcopum Bellicensem, ac Dominum M. Episcopum Augustensem, ut sigilla sua una cum sigillis nostris præsentibus apponerent, in testimonium veritatis. Nos vero P. Dei gratia Bellicensis, & M. Augustensis eadem gratia Episcopi, ad præces prædictorum Domini Comitui, Abbatis, & Conventus sigilla nostra una cum sigillis eorumdem apponi fecimus huic chartæ. Datum mense Novembri, anno Domini M. CC. LXXXV.

CCCCXCIII.

Dec. Interpretation de la Transaction passée entre ROBERT Duc de Bourgogne d'une part, & ROBERT Comte & YOLANDE, Comtesse de Nevers d'autre, pour les prétensions desdits Comte & Comtesse sur le Duché de Bourgogne; pour des différends survenus après la mort de ladite Yolande. Faite à Paris, au mois de Décembre l'an 1285. [ETIENNE PERARD, Recueil de

BOURGO-
GNET
NEVERS.

Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 559.] ANNO 1285.

PHILIPPUS Dei gratia Francorum Rex, universis præsentibus Literas inspecturis salutem. Notum facimus, quod cum olim circa quassationem inter dilectum & fidelem nostrum ROBERTUM Ducem Burgundie, ex una parte, & ROBERTUM Comitem Nivernensem, & Yolandam ejus uxorem, ex altera; scilicet ex elchoata seu successione Ducatus Burgundie post mortem clare memorie Hugonis quondam Ducis Burgundie, & super hoc dictæ partes in inclita recordationis charissimum Dominum & genitorem nostrum Philippum Regem Francie Illustrissimum compromittissent, ac idem Dominus & genitor noster charissimus dictum compromissum in se suscepisset, & pronuntiando dictum suum arbitrium seu ordinationem suam dixisset, quod dicto Roberto Duce hæredes dicti Ducatus remaneant, idem Dux assideret & assignaret dicto Comiti & ejus uxori, in dicto Ducatu, mille libras Turonenses annui redditus quitas & liberas de omnibus debitis, idem Comes pro se & liberis suis, uxore sua de medio sublata, contra dictum Ducem in Curia dicti Domini & genitoris nostri proponebat, in prædicta pronuntiatione ipsius Domini & genitoris nostri intentionis fuisse fuisse, sicut in Literis dicti Domini & genitoris nostri super arbitrio suo seu ordinatione sua contentis non contineretur expresse, quod idem Dux de omnibus debitis, Odonis quondam Comitibus Nivernensis dictam tacite uxorem & liberos tenebatur acquirere, dicto Duce contrarium assensente. Tandem, sicut per recordum Curie nostre nobis constitit, partibus prædictis recordo dicti Domini & genitoris nostri super hoc supponente, idem Dominus & genitor noster, habita prius super hoc deliberatione diligenti, recordatus fuit, quod nunquam intellexerat, nec in pronuntiatione sui arbitri, seu ordinatione sua, dixerat prædictum Ducem teneri ad deliberandum, garantizandum seu acquitandum prædictum Comitem Nivernensem, ejus uxorem & liberos, seu hæredes eorumdem, de debitis præfati Odonis quondam Comitibus Nivernensis. Verum si pro facto Domini Ducis, vel patris sui, seu pro debitis eorum dictus Comes, uxor ejus, & liberi, seu eorum hæredes, in dictis mille libris annui redditus, sibi per dictum Ducem assensis seu assidentis, sicut in dicta ordinatione dicti Domini & genitoris nostri continetur, in aliquo inquietarentur seu impedirentur, tunc dictus Dux garantizare & liberare super hoc tenebatur eosdem. In cuius rei testimonium, præsentibus Literis nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisius, anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo quinto, mense Decembris.

CCCCXCIV.

Arresta expedita Parisiis in Curia Parlamenti super Regis Anglie EDOUARDI, Ducis Aquitanie, querelis, ipso existente Parisiis Anno 1286. circa 2. Maii Pentecosten. [Pièce tirée du Volume L.V. des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin, reliez en rouge. pag. 259.] 1286.

RECIPIENTUR Appellationes in causis criminalibus, tam super condemnatione quam absolutione; sed ubi confessus fuerit de crimine & condemnatus, vel ubi erit captus in ipso maleficio, poterit sententia condemnationis mandari executioni.

Item absolutum & condemnatum in casibus in quo erit super sedendum executioni, poterit Senescallus credere suo periculo, ita quod possit eum repræsentare ad mandatum Curie vel alias.

Item in terra quæ regitur jure consuetudinario, ille contra quem feretur sententia alia quam bannii poterit appellare statim si sit præsum, vel si sit absens non per contumaciam quam cito sententia ad ejus notitiam devenit, & nullus alius poterit appellare pro ipso.

Item ille qui vocatur ad jus super crimine, si sit absens & non veniat ad jus, non poterit per aliquem alium, five per Procuratorem, five per conjunctum personam appellare ad impediendum processum Judicis tui: Sed si veniat postquam erit bannitus, & alleget iustas causas absentie, audietur & fiet jus, & hoc in terra quæ regitur jure scripto servabuntur jura scripta.

In factis illius mulieris combussæ audietur causa appellationis & non fiet iniqua ex officio.

In terra quæ regitur jure consuetudinario poterit appellari a quocumque Judice tamquam pravo & falso, &

86. a defectu juris; sed in terra quæ regitur Jure scripto appellabitur tam in civili, quam in criminali ad tenentem locum ipsius Regis, vel ad Judicem qui de appellatione cognoscet, & secunda appellatio fiet semper ad Curiam Domini Regis Franciæ & non ad alium. Si autem Senescallus vel alius generaliter tenens locum ipsius Regis Angliæ in dicta terra quæ regitur Jure scripto, tulerit sententiam ad Curiam Domini Regis directe appellabitur: ab aliis vero inferioribus Justiciariis qui sunt sub Senescallo, appellabitur primo & semel ad ipsum Senescallum, & secundo ex eadem causa ad Curiam Domini Regis Franciæ.

De illa terra Bigorre de qua Rex Angliæ est in possessione habendi homagia, & feoda, appellationes primæ fiant ad Curiam ejus, secunda ad Curiam Regis Franciæ. De illa vero parte de cujus homagio Dominus Rex Franciæ est in feudo, appellabitur ad eum, & Senescallum suum Tholozæ.

Item de Appellationibus factis de terra Comitatum Armagnaci & Fezenciaci si Rex Angliæ est in possessione Homagii & Feodi dictorum Comitatum.

In causis in quibus erit imminens magnum periculum, & in quibus non poterit bono modo aliud remedium adhiberi, poterit peti jus extra Curiam & appellari a defectu juris vel a pravo & falso judicio si fiant; alias non poterit extra Curiam peti jus, nec etiam extra Curiam appellari in terra quæ regitur Jure consuetudinario.

In terra quæ regitur Jure scripto, si appellatur ad Curiam Regis Franciæ, non committetur cognitio & terminatio causæ appellationis extra Curiam Regis Franciæ de his quæ tangunt Regem Angliæ: super aliis vero, quæque tangunt alias partes, præcipue pauperes, poterit commissio fieri super cognitione & decisione appellationis extra Curiam; tali modo quod illi quibus fiet commissio, non poterunt alios committere, & hoc ideo quia in terra quæ regitur Jure scripto Judex a quo appellatur, non subest periculo, sed parat appellans, vel appellatus.

Super processionibus causarum, creditur Actis sigillatis Sigillo Curie Regis Angliæ, & non Registro, nisi concordet cum Actis.

Super appellatum exemptione nihil innovatur quoad terram quæ regitur Jure consuetudinario in terra quæ regitur Jure scripto, servabitur super hoc Jure scriptum.

Appellans post Appellationem suam non defendet se cum armis contra Regem Angliæ, vel gentes suas, & si contrarium faciat, non fiet sibi emenda, sed si fiat sibi damnum per eandem gentes, Curia Franciæ faciet emendari sicut debet.

De inquestis quæ fient per Senescallos Domini Regis Franciæ, vel alios directos non suspectos de mandato Curie, si per eos expeditantur, fiat publicatio & copia Regis Angliæ & gentibus suis si ad Curiam Franciæ remittentur expediantur, non fiet publicatio nec copia.

Executores gentibus Regis Angliæ facient copiam Litterarum sibi directarum & etiam dabunt Litteras super his quæ mandabunt gentibus Regis Angliæ si petantur.

Si appellans Appellatione pendente velit agere contra aliquem Subditum Regis Angliæ super aliquo quod non tangit causam appellationis, sequatur forum rei coram gentibus Regis Angliæ, & ibi poterit reconveniri, si consuetudo patriæ hoc requirat. Si autem aliquis velit agere contra appellantem appellatione pendente, appellans stabit juri coram Rege Franciæ, vel Senescallo suo, & hoc de Subditis immediatis; de aliis deliberabitur alias.

Appellans in placitando causam appellationis, & etiam in placitando attentata, tenebitur declarare locum & diem in quibus dicit se appellasse, & personam seu tenentem locum Senescalli Regis Angliæ a quo dicit se appellasse, si hoc petatur a parte appellata.

Auditores & Inquisitores quicumque facient gentibus Regis Angliæ copiam & mandati sui, & rationum, & eorum quæ proponuntur a partibus coram eis.

Gentes & Subditi Regis Angliæ non adjournabuntur, cum Senescallo Domini Regis Franciæ, nisi in casibus ad Regem Franciæ pertinentibus, & in adjournando apponitur causa pro qua citabuntur & hoc fiet de speciali mandato Senescalli Domini Regis Franciæ, vel locum ejus tenentis, vel alicujus alterius boni viri super hoc deputandi.

Eodem modo fiet de Pignorationibus hominum in terra Regis Angliæ faciendis auctoritate Regis Franciæ, vel sui Senescalli.

Mandabitur Senescallo Regis Franciæ quod gentibus Regis Angliæ reddat Curiam de Subditis suis in casibus non pertinentibus ad Regem Franciæ.

Executio quæ fiet pro propriis debitis Domini Regis

Franciæ in terra Regis Angliæ fiet per manum gentium Regis Franciæ.

Executio vero quæ fiet pro aliis debitis, Sigillo Domini Regis, vel suarum Senescallarum sigillatis, fiet per manum gentium Regis Angliæ, & in defectum ipsorum per manum Domini Regis Franciæ, si tamen aliqua cognitio sit super hoc necessaria, hæc cognitio remittetur ad illum Judicem, cum cujus sigillo fuerit dictum debitum sigillatum.

In his quæ requirunt causæ cognitionem spectantem ad gentes Regis Angliæ, non fiet mandatum per Curiam Franciæ, sed Senescallus Regis Franciæ talia faciet in defectum Regis Angliæ: sed in his quæ spectant ad Dominum Regem Franciæ poterunt fieri talia mandata.

Super Justitiis illorum qui sunt jurati de Bastidia Domini Regis Franciæ levantes & cubantes sub Rege Angliæ, scietur consueto Bastidarum vicinarum.

De offensis & commissis quæ fient per Officiales & servientes Regis Angliæ contra gentes Domini Regis Franciæ, inquirat ipse Senescallus Regis Franciæ, adjungens sibi viris idoneis, vel viri idonei non suspecti, de mandato ipsius Senescalli, evocatis evocandis, & inquisitio remittetur ad Curiam Regis Franciæ, & secundum ordinationem ipsius Curie fiet emenda.

In gardia Ecclesiæ Burdegalensis nihil immutabitur ad præsens, quia dicta Ecclesiæ vacat; de aliis vocabuntur quorum interest.

Videbitur in Registro Curie Regis Franciæ, si aliquid sit ibi scriptum de Garda Ecclesiæ Wascitenfis, in causa quæ fuit (non est diu) inter ipsam Ecclesiam & Senescallum Regis Angliæ, & si sit ibi aliquid quod esset præjudiciale Regi Angliæ, emendabitur.

Ab injuriis, violentiis, novis, defensionibus assendetur gardiati per Dominum Regem Franciæ gardientem contra Subditos Regis Angliæ ratione gardiæ super aliis, Subditi Regis Angliæ stabunt juri coram eo.

Super facto Ifligiati vocabuntur quorum interest, & sic fiet jus.

De pertinentiis Agencii, item de ripis, & de alia terra Petragorientis Diocesis quæ est inter Drotam & Dordoniam quæ dicitur surprisa per gentes Domini Regis Franciæ, post mortem Comitis Alphonsi, videlicet fratris Sti Ludovici Pictaviensis, scietur veritas.

Privilegia renovata, ut dicitur sub generalibus verbis post Tractatum Ambianensem videbuntur & emendabuntur, prout fieri debet.

Super obedientia Vicecomitis videbitur judicatum in Franciæ Curia factum per Vicecomitem & vocatis quorum interest, fiet quod debet.

De omnibus aliis surprisus quæ dicuntur factæ per gentes Domini Regis Franciæ supra Regem Angliæ, & gentes suas, scietur veritas.

Dans le visil Registre du Parlement dressé par Pierre de Bituris. P. de Bituris se charge d'enregistrer les Registres de celui qu'il décrit ainsi:

Liber magnus cum pilo rubeo, qui dicitur Liber Arrestorum, continet primo Transcripts quarundam Litterarum.

Item quedam Arresta pro Rege Angliæ expedita Anno octuagesimo primo & sexto.

Item Arresta, Judicia, & Consilia reddita ab Anno septuagesimo quarto, ad Annum nonagesimum octavum.

Depuis le Registre allegué par P. de Bituris l'est trouvé au Greffe du Parlement contenant tout ce qui est dedans cy dessus, mesme les Expéditions faites pour le Roy d'Angleterre, sous le titre:

Arresta expedita Parisiis pro Rege Angliæ, ipso existente Parisiis Anno Domini Millefimo ducentesimo octuagesimo sexto, circa Pentecosten.

Et en un Chapitre precedent les Expéditions faites en l'année Mil deux cents quatre vingts & un.

Comme celles des ans Mil deux cents quatre vingts sept, quatre vingts huit, & quatre vingts dix aux Chapitres suivans.

ANNO
1286.

CCCCXCV.

Août.

RESPONSES & REGLEMENS faitz au Parlement de la Pentecoste l'an Mil deux cens huitante six, sur quelques Articles des Cabiers presentez de la part du Roy & de la REYNE D'ANGLETERRE lors estans a Paris concernant le Comte de Ponthieu ovenue a ladite Reyne de l'escol maternal, & Lettres sur ce expedees en Août audit an 1286. [Pièce, tirée du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin, reliez en rouge. pag. 275.]

PHILIPPUS &c. universis &c. Notum facimus quod cum dilectus Confanguineus & fidelis noster Rex Angliæ illustris, & Regina ejus uxor Eleonora, Neptis Comitissa Pontini, ratione Comitatus Pontini, dicerent villam de Montfrollo supra mare pro majori parte itam esse in tresundo suo, & ideo dicerent corpus commune dictæ villæ super forisfactis suis, saltem contra gentes suas factis, per se debere justificari, & se habere debere justificationem, cognitionem, correctionem, & obedientiam dictæ Communis, quare petebant prædicta sibi dimitti, a nobis, Baillio nostro Ambianensi pro nobis & Majore & Jurato dictæ Communitatis pro se contrarium asserentibus, & dicentibus dictam Communiam esse nostram, & non alterius, & eam prædecessorum nostrorum Regum Franciæ cartis & privilegiis munitam, & eam esse in obedientia nostra, & non alterius, & nos, & prædecessores nostros usos fuisse habendi cognitionem dictæ Communis, & justificandi, & corrigendi eam in omnibus casibus Comites Pontini & alios quoscunque tangentibus, nec non & nos habere prædictam Communiam, exercitum & Calvacatam, & auxilia consueta. Tandem visis cartis & privilegiis dictæ Communis, & intellectis hinc inde propositis, pronuntiatum fuit per Curiam nostram Judicium dictos Regem & Reginam in sua petitione prædicta non esse audiendos, nec eos posse justificare dictam Communiam, nec Burgenses dictæ villæ, nec eorum bona pro facto Communis, sed præmissa ad nos pertinere. In cujus rei testimonium &c. Actum Parisiis, Anno, ut supra, mense Angusto.

Item disolent le Roy & la Reyne d'Angleterre que li Bailly d'Amiens a encomencé a tenir assises a Montfrouil puis quatre ans, & onques mais n'en y ot nullus, si requierent que ce chie, l'on respond que li Bailly le pot bien faire, au Chastel le Roy ou li est en faillie de justicier, & de cette faillie s'en formera l'en & de la droiture de la Justice.

Item li requiert que li Rois de France se fuisse, & delait a justicier, & à cognoscire en la Comté de Ponthieu, de cognoscissance de Lettres, de Chyrogaphes, & de Eschevinage, de cognoscissance faicte devant les gens le Roy & de nouvelles defaillies, & de nouvelles forces, & de douaire, & des vivres, & de prendre ceux qui mettent leurs bestes en esteilles en Août, jusques apres le tiers jour & de prendre les Charettes qui charient gerbes en oust apres fouslaie esconfé, & devant fouslaie levant, & de mout d'autres choses qui en ces requettes son contenues.

Les respond que lon n'en fera vient, Car li Roy en a si longuement nst qu'il le doit & peut maintenir, & se il le voient mettre en dote, & il voient que en schachent l'en en saura volentiers.

CCCCXCVI.

Août.

Littere Regis Angliæ EDUARDI I. quibus enarrantur articuli Conventionis ipsam inter, & PHILIPPUM IV. Regem Franciæ ad integram executionem Tractatum precedentium initæ; proficitur insuper EDUARDUS pro se & Successoribus suis, quod ipse & ipsi debeant tenere ab eodem Rege, ejusque Successoribus, sub homagio ligo Terram Vasconiam & alias Terras quas habuit & habet per Pacem prædictas. Parisiis anno 1286. mense Augusto. [Pièce, tirée du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin, reliez en rouge. pag. 283.]

ANN
1286.

EDUARDUS Dei gratia Rex Angliæ, Dominus Hiberniæ, & Dux Aquitanie: Notum facimus universis, quod nos Serenissimo Principi, Domino & Confanguineo nostro carissimo, Philippo Dei gratia Franciæ Regi exposuimus, quod fecimus memoria Ludovicus avus suus, in Pace inita inter ipsum & Henricum quondam Regem Angliæ, recordationis inclyte, progenitorem nostrum, concessisset & dedisset dicto progenitori nostro omnem droicturam quam habebat idem Avus in tribus Civitatibus & Diocesis, videlicet Lemovicensi, Cadurensi, & Petroceniensi in feodis & domeniis, exceptis rebus quæ per Luterac dicti Avi Ludovici, & Prædecessorum suorum, non poterant poni extra manum suam, & homagio fratrum dicti Avi sui, si qua tenebant ibidem ab ipso Avo suo, per homagium, nec non promississet se daturum dicto Regi Angliæ Progenitori nostro, post decessum Alphonsi quondam illustris Comitis Pictaviensis, terram quam idem Comes tempore dicti Pacis tenebat in Xantonla ultra fluvium Charentonæ, in feodis & domeniis, prout in Littera dicti Pacis plenius continetur; multum tamen erant in dictis tribus Civitatibus & Diocesis, & in Xantonla ultra fluvium Charentonæ quæ nobis & dicto Patri nostro vel non fuerunt deliberata, vel deliberata postea per gentes dicti avi sui prædicti, & incluserat recordationis Philippi quondam Regis Franciæ Patri sui fuerant repressa, & adhuc quamplurima de præmissis suo nomine tenebantur, ipsum requisivimus quod juxta formam dictæ Pacis & secundum tenorem secundæ Pacis Ambianensis posmodum factæ, omnia quæ in dictis tribus Civitatibus & Diocesis habebat, & tenebat in homagio, feodis, domeniis, obedientiis, jurisdictionibus, & omnibus aliis nobis deliberaret, ita quod præter terras privilegiatas prædictas, & præter illa quæ fratres dicti Avi sui ab ipso anno in dictis tribus Civitatibus & Diocesis tenebant per homagium tempore dictæ Pacis, nihil retineret in prædictis terris, nec non quod de dictis Privilegiatis nobis deliberaret illis Privilegiatis, qui nobis, vel Patri nostro obederant post dictam Pacem ante inter Patrem suum prædictum & nos Ambiani, secundum tenorem Litterarum super reformatione hujusmodi confectarum.

Item quod obedientiam temporalitatis dictæ terræ Xantonie ultra fluvium Charentonæ, in personis & rebus Ecclesiasticis & secularibus, nec non aliqua feoda & retrofeoda terræ Xantonie prædictæ nobis deliberaret ad plenum, & de alienatis per dictum Comitem Pictaviensem de dicta terra Xantonie post primam Pacem prædictam, competens escambium faciet nobis, qui prædictam Pacem volens in omnibus integraliter observare, vult & concedit, quod exceptis privilegiatis in Pace Ambianensi per nos dicto Patri suo quitatis, & homagii fratrum dicti Avi sui, omnia alia in feodis, domeniis, alodiis, jurisdictionibus, obedientiis, & aliis quibuscunque consistentia, quæ sunt in dictis tribus Civitatibus, & Diocesis, & specialiter obedientia de Brantolivio, deliberentur nobis, quantum in ipso est, & ad ipsum pertinet, hoc salvo quod si de dictis privilegiatis aliqui se retournaverunt ad nos usque ad Pacem Ambianensem factam, vel obederunt nobis, vel Patri nostro, ipsos etiam tenentes ab ipsis nobis deliberat, retento tamen sibi omni eo quod post primam Pacem ipse vel prædecessores sui acquisierunt ex causa exemptionis, donationis, vel ex alia causa in locis privilegiatis in tribus Civitatibus, & Diocesis supra dictis de quo tamen faciet nobis quod debet.

Declaravit etiam non esse intentionis suæ quod Privilegia Episcopatus Cadurensis, & Abbatie Figiacensis per quæ non possunt poni extra, in Avum suum extendantur nisi ad bona ipsorum Episcopatus & Abbatie quæcumque, siue in domeniis, feodis, & retrofeodis & omnibus aliis rebus ad ipsos pertinentibus, quæ habebant tempore concessionis Privilegiorum prædictorum, & idem in omnibus civilibus Privilegiis vult observari.

Insuper deliberavit nos, quantum in ipso est, totalem temporalitatem, & obedientiam in personis, possessionibus, & rebus Ecclesiasticis & secularibus terræ Xantonie ultra fluvium Charentonæ, quæ ad primogenitorem suum pervenerunt, post mortem Comitis Pictaviensis, si qua vero in enientia alienata per Comitem in dicta terra Xantonensi post tempus dictæ prime Pacis; illa nobis liberabit, vel de eis competens escambium faciet; illa tamen quod ea quæ post dictam Pacem dicto Comiti obvenerunt, & nobis sunt dimissa, nobis computare possit, & recompenationem secundum suum valorem, nobis facere de istis; feoda vero & retrofeoda, quondam Comitis Pictaviensis, quæ sunt in dicta

ANNO
1286.

dicta terra Xantonie ultra fluvium Charentona, nec non feoda & retrofeoda non privilegiata, que prædictus Avus suus habebat tempore dictæ primæ Pacis in tribus Civitatibus & Diocesisbus prædictis, nobis deliberabit, vel de his quibus deliberare non potest, competens escambium faciet nobis. Dabit etiam nobis vassallum qui locum & baltidem de Paracollo, cum pertinentiis tenebit in feodum a nobis, & inde nobis, tanquam Domino suo tenebitur obedire.

Rursus cum nos requireremus eundem Dominum nostrum Regem quod nobis deliberaret terram quam quondam Cômes Pictavensis tempore primæ Pacis tenebat in Cadurcino, assentes cum nobis deberi, & a dicto Domino nostro Rege nobis deberi restitui, præcipue quia, ut asseramus, per dictum Dominum nostrum quondam Patrem, & gentes suas steterat, quominus inquit fuisse secundum formam Pacis, & inter moras testes nostros decessisse, prædictus vero Dominus Rex diceret dictam terram minime nobis deberi, nec debere iustitiam nobis, nec dictum Patrem suum, vel gentes suas in aliqua mora fuisse, sed semper eos fuisse, & ipsum adhuc paratos esse providere secundum tenorem & intentionem Pacis prædictæ. Tandem honorum & magnorum interveniente consilio, pro totali questione prædicta, concessit & promisit nobis idem Dominus noster Rex, fe daturum in certis locis, & competentibus cum omni iustitia alta & bassa fe assignaturum nobis pro nobis & hæreditibus nostris, tria millia Librarum Turonensium rendium, quas garantire tenebitur nobis; & nos pro nobis, & nostris successoribus, prædicto Domino nostro Regi, & suis successoribus, pro tribus dictis millibus Librarum rendium nobis per ipsum, ut dictum est, assignandis, remisimus in perpetuum requisitionem prædictam, & totam terram de Cadurcino prædictam, & jus, si quod habebamus vel habueramus in eadem loca antedicta, cum eorum pertinentiis, in quibus assignabuntur tria dicta millia Librarum una cum aliis prædictis, que prædictus Dominus noster Rex nobis deliberari vult. Tenebimus nos & successores nostri ab ipso Domino nostro Rege, & successoribus suis Regibus Francie sub eodem homagio ligio sub quo tenemus ab ipso terram nostram Vasconiam, & alias terras quas habuimus & habemus per Pacem prædictam.

Quod ut firmum & stabile perseveret, presentibus litteris nostrum fecimus apponi Sigillum. Actum Parisiis Anno Domini millesimo, ducentesimo, octogesimo sexto, Mense Augusto.

CCCCXCVII.

i. Mai. *Donation du Pais de BEARN, par GASTON Vicomte de Bearn à Dame MARGUERITE Comtesse de Foix sa fille émancipée, faite à Morlas le 11. de Mai, 1286. [PIERRE DE MARCA, Histoire de Bearn. pag. 679.]*

GASTON du consentement exprès de Constance sa fille aînée, & de Guillemine de Moncade sa quatrième fille, donna, entre vifs, pour soi, ses hoirs & successeurs, à Dame MARGUERITE Comtesse de Foix sa fille émancipée, & à Roger Bernard Comte de Foix son mari, en augmentation de dot, & à leurs hoirs & successeurs procréés de leur commun mariage, les Vicomtés de BEARN, de Brulhois, & le Gavardan, sous la forme & les modifications suivantes; c'est à sçavoir, en cas qu'il decédât sans enfant mâle procréé de sa femme Beatrix, ou d'une autre, qu'il pourroit épouser, ou que son fils mâle vint à deceder sans enfants, & Constance aussi sans lignée, il donna de plein droit à sa fille Marguerite & à ses hoirs, le Vicomté & terre de Bearn, avec toute sorte de juridiction, & de justice, & tous ses autres droits & appartenances quelconques; auquel cas Marguerite de l'express consentement de son mari, remit & delaisa à Gaston son pere, les Vicomtés de Brulhois, & de Gavardan, & les terres de Catalogne, de Majorque, & d'Aragon, & tous ses autres biens, en quelle part qu'ils fussent situés, pour en disposer à sa volonté, au profit de ses héritiers, & successeurs.

2. Mais aussi s'il arriva, que Gaston decedant eut un fils mâle qui lui survécut, il fut arrêté qu'il seroit maître du Vicomté de Bearn, avec toutes ses appartenances, en payant dix mille livres tournois, à Marguerite; & à ses hoirs, auquel cas Constance n'ayant point de lignée, Marguerite posséderoit en vertu de cette donation, les Vicomtés de Brulhois, &

TOM. I.

de Gavardan, renonçant d'ors & désa audit cas, du consentement de son mari, à toute prétention sur le Vicomté de Bearn, & sur les autres terres. Et néanmoins, il fut ordonné, que le Vicomté de Bearn escheant à Marguerite, suivant la forme prescrite ci-dessus, elle, le Comte son mari, ou leurs hoirs, payeront les debtes contractées ou à contracter, par Gaston deça les ports, & repareront les torts & dommages qu'il aura faits, excepté les debtes contractées en Brulhois & Gavardan, & ce à quoi ces terres sont obligées, qui seront payées avec les dommages faits en ces pais, par ceux qui les posséderont.

3. Gaston aussi reserva à soi la faculté de disposer sur la terre de Bearn, pour recompenser ses services, faire des legats pour son ame, l'obliger & hypothéquer pour les debtes, y faire des inféudations & aîfranchissements, ainsi qu'il adviseroit sans fraude; excepté pour le regard des Châteaux, Bourgs, & Vallées qui suivent, à sçavoir les Châteaux & Villes d'Ortés, de Sauverterre, d'Oloron, de Moncien, de Salles, de Pardies, de Montigicard, de Morlans, d'Aligon, de Montaner, de Lembege, de Pau, de Pontac, de Samboues, de Belloc, de Mongaston, de Navarrens, de Garos, & de Lobiente, les Vallées d'Osau, d'Alpe, & Baretons, & les autres Vallées, Montagnes, & Forteresse, toutesfois il reserva de pouvoir obliger par son testament, pour le paiement de ses debtes, legats, & dommages, les Châteaux & Villes d'Ortés, de Sauverterre, de Pau & de Salles, les châteaux & lieux de Larbale, & Rivergave, & toute la terre d'Agarenes, sans alienation pourtant de la propriété à la charge néanmoins qu'en ce cas, le Baile de Pau, ou les exécuteurs de son testament ne prendront des rentes du Chateau de Pau, que mille sols par an, outre les revenus de la closture du chateau, avec la lanternerie, le moulin, la vigne, & le taillis & qu'ils posséderont tous les autres Châteaux & Villes, aux lieux ci-dessus désignés, avec leurs rentes, juridiction, & appartenances, jusqu'à l'entière execution du testament, ou bien jusqu'à ce que Marguerite, le Comte, ou leurs hoirs aient rapporté aux exécuteurs, quittance valable des creanciers, & des légataires; sans que la detention de ces places par les exécuteurs, puisse empêcher Marguerite & sa race de s'en servir & prévaloir, en cas qu'il y survînt quelque guerre, en la terre de Bearn; demeurant devers elle, sur les habitants & Vassaux de ces lieux, les droits de chevauchée, & d'Oit ou armement, pour la défense du pais, la justice de sang, & le serment de fidélité; mais les gages, ou pignoratons, les peines, lois, & amendes apartiendront aux exécuteurs testamentaires, & aux Bailes.

4. En suite, il est ordonné que tous les Bailes des châteaux, & des autres lieux jurent sur les Saints Evangiles, l'observation de tous les Articles de cette donation, & de remettre sans difficulté, les Villes & Châteaux, entre les mains de l'enfant mâle de Gaston, ou de Marguerite, suivant la distinction ordonnée ci-dessus, il fut aussi arrêté entre les parties, en cas que Marguerite survive le Comte son mari, soit qu'il y ait des enfants procréés de leur mariage, ou non, qu'elle jouira pendant sa vie, desdits Vicomtés de Bearn, ou de Brulhois, & Gavardan en leur cas, & le Comte son mari survivant à sa femme, aura une semblable jouissance, en cas qu'il y ait des enfants de leur commun mariage, que s'ils decederoient sans enfants, ou leurs enfants sans lignée, ces Vicomtés retourneront aux plus proches de Gaston, suivant son ordonnance: sauf que les héritiers du Comte, pourront retenir la terre de la Riviere, de Navarrens, de Pardies, & de Garos, pour l'assurance de ce à quoi le Bearn se trouvera obligé envers le Comte, outre les lieux qui lui font hypothéqués pour son debte.

5. Si Gaston aliénoit quelque terre pendant sa vie, suivant la reserve qui lui est faite, elle demeurera sous le ressort, Seigneurie & Vasselage du Vicomte de Bearn; sauf les choses qui seront données en faveur des Eglises, qui seront conservées en l'exemption & liberté qu'il leur aura accordée, demeurants néanmoins dans le ressort & ressort de la Seigneurie de Bearn.

6. Il fut aussi expressément arrêté, que l'héritier du Comte & de Marguerite, qui sera maître de Bearn, possèdera aussi conjointement le Comté de Foix, en telle sorte, que ces deux pieces ne puissent estre séparées ni desunies à l'avenir, de quoi le Comte bailleroit les assurances nécessaires par ses Lettres scellées, & par le serment de ses Barons, Chevaliers, & Nobles, & des Villes & Communautés de son pais, comme aussi Gaston, Constance, Marguerite, & Guillemine ordon-

L1

ANNO
1286.

ANNO 1286. ordonnerent, que les Barons, Nobles, & Communautés de Bearn, qui avoient déjà presté leur serment & ceux qui le presteroient ci après, fussent obligés en vertu d'icelui, d'observer & d'exécuter le contenu en cette donation, que Gaston & ses filles confirmerent aussi par leurs sermens sur les Saints Evangiles. A quoi Gaston en qualité de Seigneur & Vicomte de la terre de Bearn, assis en son tribunal, & la Cour de Bearn interposèrent leur decret, & autorité, comme à une donation solennellement insinuée, par devant un Magistrat légitime, & pour plus grande assurance Gaston, le Comte de Foix, Constance, Marguerite, & Guillaume apposerent leurs sceaux à cet instrument, avec ceux d'Arnaud Guillaume d'Andoins, & de Raimont Arnaud de Domy, Jurats de la Cour de Bearn; en la Ville de Morlas le cinquième des ides de May mil deux cens octante-six. Regnant Philippe Roy de France, Edouard Roy d'Angleterre Duc d'Aquitaine, Gaston Vicomte de Bearn, & Arnaud de Morlane Evêque de Lascar.

CCCCXCVIII.

Juillet. Indult accordé par PHILIPPES le Bel Roi de France à EDOUARD I. Roi d'Angleterre touchant les Amendes qui devoient lui revenir pour les mauvais & faux Jugemens & autres Officiers dudit EDOUARD en Gascogne, Agenois, Caorfin, Perigord, Limosin, & Xaintonge. A Paris au mois de Juillet 1286. [Pièce, tirée du Volume LV. des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin, reliez en rouge. pag. 421.]

PHILIPPES par la Grace de Dieu, Roi de France &c. à tous ceux qui verront ces Lettres Salut. Nous faisons savoir que Nous, à notre tres cher Cousin & Feal Edouard par celle même grace Roi d'Angleterre, Seigneur d'Irlande, & Duc d'Aquitaine, octroyons pour nous & pour nos Hoirs, & pour nos Successeurs, que si advint qu'on appelle de lui, ou de ses Seneschaux ou de leurs Lieutenants, qui ores sont & qui apres seront, en toutes les Terres quil a ou aura en Gascogne, Agenois, Caorfin, Perigord, Limosin, & en Xaintonge, a Nous & a notre Cour par quelle achoison que ce soit, de mauvais & de faux Jugemens, & de faute de Droit, ou en quelque maniere faite ou a faire, tant comme celli notre Cousin vivra, lui ne ses Seneschaux, ne leurs Lieutenants ne cheient en peine & forsaiteure, ne en amende vers nous, se aucune chose par achoison de ce peut accroistre, ou advenir a Nous, ou a nos Hoirs & Successeurs; & si advint qu'on appelle de lui, ou de ses Seneschaux, ou de leurs Lieutenants, en quelque cas que ce soit, & les appellans cheient, nous voulons que son Droit il soit sauf en forsaiteure, en peine & en corement, & en toutes autres choses qui de lui devront advenir. Et encore octroyons nous a notre cher Cousin, que des Appelans qui viendront en notre Cour de lui ou de ses Seneschaux, ou de leurs Lieutenants, en quelque cas que ce soit, que Nous les Appelans renvoyrons & leur donrons espace de trois mois des le hore quilz seront requis de celi droit, ce défaut est, & s'ils ne sont dedans le tems devant dit, fussent les Appelans adonques retourner en notre Cour, & recevoir droit en notre Cour, & ces choses avons octroyées sauve a autrui droiture.

En tesmoing de laquelle chose nous avons fait sceeler ces Lettres de notre Seel. Donné a Paris l'an de grace mil deux cent quatre vingt six, au Mois de Juillet.

CCCCXCIX.

5. Août. Précis d'un Traité entre JEAN Duc de Lorraine & de Brabant, & la Ville de LIEGE. Fait en 1286. [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 119.]

IN Litteris ejusdam concordie inter JOANNEM Ducem Lotharingie & Brabantie & Civitatem Leodicensem continentur inter alia, quod Dux Brabantie predictus & sui heredes debent esse supremi Advocati predictae Civitatis; & si ipse Dux adquisierit Advocatiam

quam Baldwinus de Baumont tenet in Leodio infra duodecim annos, ex tunc proxime futuros, ad hoc sibi facerent subsidium de tribus millibus libris Lovaniensibus; & interim sibi solvent trecentas libras Lovanienses; prout in dictis Litteris inter multa alia latius continetur, quas fuerunt dato anno Domini MCC. LXXXVI. die Lune post festum S. Petri ad Vincula.

D.

Traité d'Alliance entre JEAN Duc de Brabant, & THIERRI Comte de Cleves, fait l'an 1287. [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 121.]

LE Comte promettit servir & assister le Duc contre un Lehascum, horsmis l'Empire & Florens Comte de Hollande: eo etiam excepto, terras fratris nostri Theodorici Luef, Domini nostri Archiepiscopi Colonienfis & Ecclesie predictae, nec non terras Theodorici Domini de Heinsberg Avunculi nostri Henrici Comitiss Luttenburgensis, fratris sui Domini Walterami, & Domini de Valkenborch consanguineorum nostrorum. Tous ce qu'aux guerres le Comte de Cleves, le Duc de Brabant & Florens Comte de Hollande acquerrent, serent extra eux divisé également, horsmis Bonmelleweerde, Tilweerde, les Isles & heritages d'un chascun d'eux, horsmis aussi le Duché de Limborch & tous les biens que le Duc de Limborch tenoit à sa mort. Aussi est conditionné, que quand ledit Duché & biens seront devolus audit Duc de Brabant, ils prometent ensemble, que des biens achapés des deniers de seide luitte Duchesse de Limborch tante audit Comte Thierry de Cleves, ledit Duc & ledit Comte Thierry prendront chascun un bon homme, qui jureront ce que desdits biens se deurat faire. Item ledit Comte Thierry promet, que quand il aurat deffé, ou qu'il serat deffé du Comte de Gueldres, qu'il ne serat treves ni paix sans l'adveu audit Duc. Adam MCC. LXXXVII. feria quinta post Dominicam quâ cantatur Reminiscere.

DI.

Littere Apostolicæ NICOLAI IV. Pape, ad ALFONSUM quondam PETRI Aragonum Regis Filium; Quibus eum hortatur, ut KAROLUM clare memorie KAROLI Sicilie Regis primogenitum in vinculis injustè detentum, plene restituat libertati, nullumque imposuerit Fratri suo JACOBO, aut quibuscunque aliis, in Insula & Regno Sicilie Ecclesiam impugnantibus, auxilium ferat. Datum Rome apud S. Petrum Idibus Martii Pontificatus anno primò. [SURITA, Indices rerum ab Aragonie Regibus gestarum. Lib. II. pag. 197.]

NICOLAUS Episcopus Servus Servorum Dei nobili viro Alfonso nato quondam Petri olim Regis Aragonum, spiritum consilii sanioris. Si graves, & enormes excessus, atroces injurias, & offensas multiplices, quas quondam Petrus olim Rex Aragonum patre tuus, divina, & Apostolica Sedis reverentia prorsus abjecta, in salutis propriae molitus dispendium, sui que nominis, quod cautius custodiri debuerat, derogationem non modicam, animatus contra Romanam Ecclesiam, Matrem cunctorum fidelium, & Magistrum, illicitis ausibus perpetrare, sibi que irrogare praesumpserat, Insulam occupando Siciliam, ac partem Regni Sicilie alteram ad jus, & Dominium ejusdem Ecclesie pertinentes, quas clare memorie Carolus Rex Sicilie ab eadem Ecclesia tenebat in feudum, validis impugnando conatibus, & in diversis aliis ejusdem Regni partibus statum Ecclesie memorate pacificum, quamplurimum perturbando, quosque tu, & Jacobus frater, & Constantia mater tui, jam dicto Petro subdito de medio, ejus inconspicte sectando vestigia, commissisti, praedictis fratre, ac matre Insulam detinentibus, partemque alteram impugnantibus supradictas, teque illis in his impendendo consilium, auxilium, & favorem, velimus innarrare per singula, & seriosis apertis sermonibus, longum esset, ingensque audientibus tedium generaret. Sed tu ex quo potissime jam dictam perturbas Ecclesiam, ipsius mentem vehementer amaricas,

ANNO 1288. eamque in intimis dure pungi: quod charissimum in Christo filium nostrum Carolum claræ memoriæ K. Regis Siciliæ primogenitum, magnum uique ipsius vassallum Ecclesiæ, summeque fidelissimum filium, & devotum virum, uique injuste detentum, & quo ad eum, in prælio iusto captum, ac Regnum, iuraque paterna debite, ac legitime defendentem: non invadentem tuam, vel tuorum terram, non occupantem aliquam, vel ipsorum iura, vel bona, nec alias tibi, vel eis injuriam inferentem, sed a quibusdam, more quasi piratico interceptum, carceralibus vinculis detines alligatum in Divinæ Majestatis offensam: grande tue famæ salutis dispendium: & grave scandalum totius pæne populi Christiani. Quia igitur tot, & tantos excessus pati æquanimiter, urgente nos conscientia, non possumus, nec debemus, Nobilitatem tuam, præsentium tenore monemus, ut præfatum primogenitum, sub lato difficultatis obliquo, plene restituas libertati: nullumque præfato Jacobo fratri tuo, vel alii seu aliis quibuscumque in Insula, & Regno prædictis, Ecclesiæ quomodolibet impugnantibus, vel turbantibus supradictam, impendas per te, vel alium, vel alios favorem, consilium vel auxilium publicum, vel occultum. Et nihilominus infra sex menses à receptione præsentium computandos, comparas peremptorie coram nobis: nostris, & ejusdem Ecclesiæ mandatis, & beneplacitis, super præmissis humiliter, & efficaciter pariturus. Alioquin non ignorare te volumus, quod contra te spiritua-liter, & temporaliter, prout qualitas facti fuerit, & expedire viderimus, procedemus. Quodque propter præmissam monitionem nostram, vel aliquam citationem emissam, seu etiam emittendam, ut certo tempore coram nobis comparas, super præmissis nostris, & Ecclesiæ beneplacitis pariturus, five infra ipsum tempus curaveris, seu renueris, aut distuleris comparere, non intendimus contra te, tuosque fautores, seu adjuutores processus spirituales, vel temporales omittere, vel disserre, aut omitti facere vel disferri, qui per nos, vel per alios occurrerint, seu apparuerint faciendi. Datum Romæ apud S. Petrum Id. Martii: Pontificatus nostri Anno primo.

DII.

2 Avril. RUDOLPHI I. Römischen Königs Brief/ worin-
nen er verheißet / daß vor Ihm ein Urtheil von den
Reichs-Stützen / von Grafen / Herren und andern
Ständen zu Österreich und Steyer erfolgt und bestä-
tigt worden / daß Er ein Herr der von Herzog Fried-
rich zu Österreich hinterlassenen güter seyn solle / oder
auch der / wen er sonst zum Herrn solcher güter ma-
chen wolte: solte aber auch davon zeitlich recht thun /
die was darauf zu sprechen. Oben Basel den Mon-
tag vor Tiburtinus und Valerianus 1288. [Pièce,
tirée des Archives Imperiales du petit Trésor
de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

C'est-à-dire,

Lettres de RODOLPHE I. Roi des Romains, par
lesquelles il déclare & manifeste, que certaine
Sentence a été faite, & confirmée en sa présence
par les Princes de l'Empire, les Comtes, Seigneurs,
& autres Etats de l'Autriche & de Styrie, por-
tant qu'il devoit être Seigneur de tous les Biens
delaissés par FREDERIC Duc d'Autriche, lui
ou celui en faveur de qui il en voudroit disposer,
comme aussi qu'il devoit ouir les Prétendants en
tous dû & leur rendre justice. A Basse le Lundi
avant la St. Tiburce & St. Valerian. 1288.

W Ir Rudolf von gotes genaden Koniglicher Chumig / alme-
ge Herrsch des Reiches / verheißet und tuen chum allen den /
die diesen Brief sehen / oder horent lesen / daß vor uns je Öster-
reich in dem Lande da wir je gericht seuen / ein Herrl von des
Reichs Stützen / von Grafen / von Freien / und von Dienst-
mann und von kanzlauren je Österreich und je Steyer erolge
und gestetigt wart / also daß wir oder der / den wir derselben
Landen je Herren geben uns undewinden solten / alles des g-
ren / des Herzog Friedrich von Österreich und von Steyer bei
sichem seuen in sein gewalt und in seiner gewer / uny an sinen
reht sein brach / je waren Burger oder Dorffer oder swi q wer ge-
nast / und solten davon zeitlich recht tun / swer uf daz-
selbe qui inde gesprochen het. Uben dize Urtheil je amen Urkunde
TOM. I.

bon wie wir honten unser Insigel an disen Brief / der wart ge-
geben je Basle an dem Montage vor Tiburcu & Valerian / do
man zilt von Gores geburd zwelf hundert / und acht und ach-
zig jar / an dem vurfenden Jare unsers Reichs.

DIII.

Compositio inter FRIDERICUM Marchionem 30 Octo.
Misnensem ab una, & HENRICUM Merse-
burgensem Episcopum parte ab altera, mediante
ERICO Archi-Episcopo Magdeburgensi consti-
tuta. Quod dictus Marchio promittit, se Episcopum
præfatum libere suæ Jurisdictione tam seculari,
quam spirituali uti permittitur, nullasque exactiones
in ejus bona, seu homines facit. Actum
anno 1288. tertio Kalendas Novembris. [L u-
nig, Teutsch. Reichs-Archiv. Part. Spec.
Continuat. II. Abs. II. p. 761.]

NOS FRIDERICUS Dei gratia Misnensis Orien-
talis & de Landsberg Marchio recognoscimus &
tenore præsentium protestamur, quod dissensionis
materia, quæ inter Venerabilem in Christo Patrem,
Dn. HENRICUM Merseburg. Episcopum ex una, &
Nos ex parte altera vertebatur, mediante Reverendo in
Christo Patre ac Avunculo nostro dilecto Dn. ERICO
Sanctæ Magdeburgensi. Eccles. Archi-Episcopo taliter
est sopita:

Quod nos præfatum Dn. Merseburg. Episcopum,
tam Seculari, quam Spiritualis JURISDICTIONE
sua uti libere permittimus. Nullas quoque EXACTIO-
NES in bona jam dicti Dn. Episcopi five suorum ho-
minum, nec in Clericos, Seculares seu Religiosos, nec
in bona ipsorum de cætero faciemus, nisi de ejusdem
D. Episcopi fiat voluntate.

MUNITIIONEM quoque, quam idem Dn. Episco-
pus facit in Zvenkewe, stabilem volumus permanere.
FORA quoque civitatis jam dicti Dn. Episcopi non
impedimus, nec procurabimus impediri, nec in iis,
quæ salubem vel Stube-tabung vulgariter appellantur.
Acta sunt hæc Anno Dn. MCCLXXXVIII. ter-
tio Kalend. Novembris.

DIV.

RUDOLPHI Romanorum Regis Diploma, Quod 1289.
Marchionatum Lusatiae, WENCESLAO Re-
gi Bohemie confert Jure feudali. Datum Egre-
terio Idus Martii, Indiis. II. Anno 1289.
[CHRIST. GODOFRED. HOFMANNUS
in Appendice Diplomatum atque Documentorum.
Historiam Lusatiae illustrantium Tom. IV.
Scriptor. Lusatior. pag. 176. LUNIG, Teut-
sches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. I.
Abtheil. I. Abtatz I. in Supplem. vom Ko-
nigr. Böhmeim pag. 232.]

RUDOLPHUS Dei gratia Romanorum Rex sem-
per Augustus, univèrsis S. R. I. fidelibus præsen-
tes Literas inspecturis, gratiam suam & omne bonum.
Ad universitatis vestræ noticiam cupimus pervenire,
quod veniens ad Celsitudinis nostræ præsentiam, Illustris
Fridericus Misnensis, & Orientalis Marchio, heres
terre Lusatiae, Illustris quondam Henrici Marchionis
Misnensis, junior filius, fidelis noster dilectus nobis hu-
militer supplicavit, quatenus suarum Precum intuitu
omnium bonorum suorum feudalium quæ tenet ab Impe-
rio ubicunque sitorum resignationem ad manus nostras
recipere dignemur. Nos suis devotis precibus
inclinati dictam resignationem, ad manus nostras reci-
pere dignabamur, dictoque Marchioni sinceris hæc af-
fectibus deprecanti dicta bona nobis resignata, inclyto
Wenceslao Regi Bohemie Principi & filio nostro concessimus
Jure feudali; quibus sic ordine peractis, idem Mar-
chio denuo nostro cultmini supplicavit, quod permuta-
tiones factas, de terris, oppidis, castris, argenti fodi-
nis seu quibuscumque aliis rebus ad ipsum Jure proprie-
tatis pertinentibus, five ex paterna vel materna succe-
ssione seu donatione, vel quocunque titulo ad ipsum
pervenirent, ratificarem; cujus votis favorabiliter an-
nuentes dictas permutationes, ratificamus & approba-
mus per omnia præsentium testimonio Literarum. Tes-

ANNO Testes hujus rei sunt, Venerabiles Conradus Argent-
1289. nensis Episcopus, Illustres Rudolphus Dux Austriae,
nosster comes christifidus, & Nobiles Viri: Ludovicus de
Oettingen, & Emerico de Leiningen. Comes, Joannes de
Leuchtenberg, & Valerius de Geroldseck. Strenui Viri
Otto Burggrafius de Horiu, Kamolus de Neman, Her-
mannus de Grönbach, Hermannus de Malicx, & Her-
mannus Notarius alius, & alii quam plures; cujus rei
præfens testimonium & scriptum Majestatis nostræ si-
gillo jussimus communi. Datum Egra. Tertio Idus
Martii, Indictione 2. Anno MCCLXXXIX. Regni nos-
tri Anno 14.

DV.

15. Oct. *Traité de Paix entre JEAN Duc de Brabant et
REINAULD Comte de Gueldre, par lequel
REINAULD, qui avoit été fait prisonnier par Jean,
est mis en liberté, & on lui rend les deux Iles de
Bommel & de Til; & REINAULD renonce à
tous les droits qu'il pouvoit avoir sur le Duché de
Limbourg &c. Fait à Paris, au mois d'Octo-
bre, 1289. [CHRISTOPHRE BUTENS
dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag.
123.]*

[illegible]

idem Comes Castrum de Wassenberge Archiepiscopo Coloniensi, solvat dicto Duci quatuor milia marcharum & trecentas marchas Colonienses, infantibus octavo omnium Sanctorum apud Bruchellam, & de aliis quatuor millibus trecentis marchis liber, & immunis idem Comes Guelfria Castra de Ufemborch & de Wassenberge cum eorum pertinenciis, liberat ab obligatione & onere mille & ducentarum marcharum debitum Praeposito Aquis, & sexcentarum marcharum debitum Gerardo de Juliao, & accentum marcharum debitum Sybreno de Dondewere militi, solvendo infra proximo futurum festum Nativitatis S. Joannis Baptiste, ipsas summas marcharum dictis creditoribus, vel ipsi duci Brabantie & sic Comes Guelfria immuni & ab hujusmodi liberatione remanebit. Item dicimus & ordinamus, quod si inventum fuerit quod dictus Comes Guelfria oneraverit aliquibus redditibus vel concessionibus, perpetuis, Castra de Ufemborch, de Wassenberge, de Herve & de Sprimont, vel eorum pertinencias, aut eorum aliquid, vel inde quicquam alienaverit post decepsum Comitissae Hermenegardis quondam uxoris suae, teneatur inde facere restitutionem dicto Domino Duci, scilicet pro singulis denariis perpetue concessionis vel perpetui oneris, decem denarios in pecunia numerata: & quod et teneatur liberare de aliis debitis seu pensionibus ad vitam vel ad certum tempus, si quod sint, impensis post obitum praedictae Comitissae. Item dicimus & ordinamus, quod praefatus Dux Brabantie ab omnibus dampnis & offensis, pro ipsum aut suo dicto Comiti vel suis per guerram datis & illatis immunis sit perpetuo & quietus. Item quod Comes Guelfria reddat dicto Duci Villam suam de Tielles, in statu in quo nunc est, quod fuit per guerram destrudra. Item dicimus & ordinamus, quod Comes Guelfria ab omnimoda praestatione & redemptione pro sua liberatione solvenda in perpetuum absolvus & immunis existat; & similiter de dampnis & offensis datis dicto Domino Duci Brabantie & suis, per ipsum Comitem Guelfria & per suos guerra durante. Item dicimus & ordinamus, quod Dux Brabantie eidem Comiti refingat, duas Insulas, scilicet *Bommelweert* & *Thilweert*, quas ipse post motam contentionem super ipsum Comitem cepit, salvo Duci homagio suo pro ipsis, & hoc salvo, quod idem Dux infra iulians festum Nativitatis Domini, dicere valeat si sibi placeat Casstrum vocatum *Drin*, quod in praedicta Insula de Bommelweert, postquam venit ad manum suam, construxit. Praeterea dicimus & ordinamus, quod dictus Comes Flandria solvat dicto Duci apud Bruchellam infra instantes Octavas omnium Sanctorum quatuor milia marcharum, quas Dux Brabantie a Walerano Domino Falquemontis pro poena, ut dictam esset, petebat; & eis sic solutis, idem Dominus Falquemontis ab earum praestatione sit immunis. Item quod dictus Comes Flandria reddat & liberet dicto Duci infra ipsas Octavas, dicta Castra seu domos de Herve, & de Sprimont, sicut ea tener: Ita tamen quod ipse Dux Brabantie teneatur infra Nativitatem Domini solvere dicto Comiti Flandria totum precium quo *Cono de Lonchin* miles hereditatem suam, scilicet Lonchin, vel permittere, quod idem Comes Flandria vel illi iuxta ipse dictam hereditatem tradet eam pacifice teneant, salvo iure suo. Item dicimus & ordinamus, quod sit inter dictum Ducem Brabantie & Comitem Guelfria concordia & pax firma, & quod boni de cetero sint amici, & quod in pace hujusmodi includant omnes confederati hinc inde, & nominatim ex parte Ducis praedicti *Hollandiae de Montibus*, *Falacensis de Clevis*, ac de *la Marka Comitatus*, *et homines de Colonia* & *de Aquis*: Et ex parte Comitissae Guelfriae, dictus Dominus Falquemontis: Et quod si illi de Colonia & de Aquis vel eorum aliqui, habent petitiones vel querelas adversus Comitem Guelfriae, vel idem Comes quas habeat adversus eos, vel eorum aliquem, de hiis sit in ordinatione Comitissae Flandriae & Ducis praedictorum. Retineamus insuper nobis potestatem declarandi, interpretandi & perficiendi, omnia & singula de praemissis nostro dicto & ordinatione hujusmodi contentis, si in eis dubietas nobis aliqui, qui ad homagium ratione Ducatus *Lymburgensis* teneantur, illud Duci Brabantie exhiberent, ad quod preceptum dictus Dominus Falquemontis, de licentia dicti Comitissae Guelfriae, statim fecit coram nobis homagium dicto Duci, pro hiis quas tener de Limburgensi Ducatu. Quam ordinationem seu dictum nostrum sicut superius continetur, tam ipse Dux Brabantie, quam dictus Comes Guelfria, atque Comes Flandria, quatinus eum tangit, accepta-

DVIII.

NO
OO.
Sept.
48.
vii.
56.
Dec.

RUDOLPHI I. Romanorum Imperatoris Privilegium, sive Attestatio de Jure Pincernatus, Electoratusque in Romano Imperio Regionis Bohemie competente. Datum Erphordie VI. Kal. Octobris Anno Domini 1290. Cum CAROLI IV. Cesaris Confirmatione super eodem Privilegio. Datum Prage septimo Idus Aprilis Anno Domini 1348. Necnon ulteriori & superabundanti Attestatione RUPERTI Comitis Palatini, quod, post multam investigationem, una cum universis aliis Coelectoribus, Comprincipibus, & Collegis suis recognoscit & profitetur, quod Bohemie Reges habeant Jus & vocem in Electione Romanorum Regis, quoad Archiepiscopus Officium coram Rege Romano exercere non tenentur in Curia, nisi velint facere spontanea voluntate. Datum Metis Anno 1376. [Ex Bibliotheca MARQUARDI FREHERI, inter Scriptores Rerum Bohemicarum. pag. 115.]

In Nomine Domini & Salvatoris nostri JESU CHRISTI Amen. Anno nativitatis ejusdem MCCCCLXXVI. Indictione IV. die V. mensis Aprilis, hora tertia, vel quasi, Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris ac Domini nostri, Domini Innocentii Papae VIII. anno ejus II. in Regia Castri Pragensis, Reverendissimi Principi & Domini, Domini Wladislaus Bohemie Rex, Marchio Moraviae, Lucemburgensis & Silesie Dux, & Lusatie Marchio, Sacri Romani Imperii Principis Elector: in mei Notarii Publici subscripti, & testium infra scriptorum ad hoc specialiter vocatorum & rogatorum presentia accessit & vocavit Reverendum Patrem & Dominum, Dominum Paulum Pragensem & Deraffensem Praepositum Visitatorem Archiepiscopatus Pragensis & Sede Apostolica Deputatum, Decretorum Doctorem, & quendam Literas in pergameno descriptas; primam videlicet felici recordationis, illustrissimi olim Principis & Domini, Domini Caroli Romanorum Regis semper Augusti & Bohemie Regis, ejus vera bulla aurea in filis sericis rubri coloris more Imperiali dependentibus, bullatam & signatam. Bulla quocumque aurea in parte una continebat imaginem Imperatoris in solio Imperiali sedentis, & littere in circumferentia hae videbantur: CAROLUS DEI GRATIA ROMANORUM REX SEMPER AUGUSTUS. Ad latera vero dextram & sinistram, et REX BOHEMIE. In altera parte figura Urbis, turris in medio, & ad latera duo propugnacula habentis. In porta turris littere erant: Aurea Roma, in circumferentia vero, Roma caput Mundi regis Orbis frons rotundi. Alteram autem felici recordationis olim illustrissimi Principis & Domini, Domini Ruperti Comitis Palatini Rheni, Sacri Imperii Romani Archiepiscopi, & Ducis Bavarie. Eius vero Sigillo rotundo de cera rubra communi impressa, in filis sericis vividis coloris dependentibus, habentis clypeum cum duobus leonculis alternatis, & in alii duobus angulis quidam tractus sancti pueri apparerant; supra clypeum Galea, & supra Galeam leonculus cernebatur. Littere autem in circumferentia hae videbantur: Secretum Ducis Ruperti senioris. Sanas & integras, non vitiatas, non cancellatas, non rasas, vel abolitas, nec in aliqua sui parte suspectas, sed omni proptus vitio & suspitione carentes, ut prima facie approbat. Eidem Domino Visitatori potenter palamque exhibuit atque obtulit inspicendum, legendum, & sollicite ac diligenter auscultandas ipsum instantissime requirendo, ut eis opportune inspectis & plenissime auscultatis, transumptum earum & copiam in formam, qua Vidimus nuncupatur, traducat atque transformet, ut ubicunque locorum ipsa earum series delata fuerit & offensa fidei huic habeatur, sicut authenticae principali. Tenor autem Literae primae & continens per omnia talis existit.

CAROLUS (1) Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, & Bohemie Rex, ad perpetuam rei memoriam. Innata cordi nostri benignitatis circa fidelem & devotorem nostrorum honores & commodam continuus intenta vigilis, votis ipsorum annuere nos juciter inducit, quoties poscitur vox est iusta: in hoc enim liberalitatis nostrae non errat intentio, sed regalis

scripta fastidium attollere salubriter arbitrat. Sane ad nostrae Celsitudinis venerabiles, Archiepiscopus Pragensis, Olomucensis, Wradislaviensis, & Lytomislensis Episcopi, necnon illustres Joannes Carinthiae, Comesque Tyrolis & Coricia, germanos nostri charissimos, ac Nicolaus Opatia & Ratiboria Duces ceterique Praelati, Duces, Principes, Barones, Proceres, & Nobiles Regni nostri Bohemiae, & pertinentiarum ejusdem, praesentiam accedentes, nobis humiliter supplicarunt, ut quasdam Literas Rudolphi Divi Romanorum Regis, praedecessoris nostri, nobis per ipsos exhibitas, quamvis tenor & series sequitur in haec verba: (2) **RUDOLFUS** Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, universis Sacri Imperii Romani fidelibus praesentes Literas inspecturis gratiam suam & omne bonum. Quanto jura personarum prodierint in lucem notitia clariore, tanto liquidius posteritati successura materia tollitur altercandi. Inquisitionis igitur circumspexita praehabita indagine, scrutinoque solerti scire desideravimus, quid quantoque juris in Romano competat Imperio, & in electione Romanorum Regis futuri Imperatoris, inclyto Regi Bohemiae, Principi & filio nostro charissimo & haeredibus ipsius. Quo facto Principum, Baronum, Nobilium & Procerum Imperii, nec non veteranorum communi assensu, & concordi testimonio compertimus assensante: ipsum Regem Bohemiae Imperii debere Pincernam existeri, & jus ac officium Pincernatus apud eum, nec non ejus haeredes jure hereditario retinere. Exiit etiam dilucide declaratum praedictum Regem Bohemiae & suos haeredes in electione Regis Romanorum futuri Imperatoris, cum ceteris Electoribus habere debere, ad similitudinem aliorum Electorum, eligendi plenarium jus & vocem. Hac vero jura Pincernatus, & Electorum, necnon dicto Regi & suis haeredibus didicimus competere; sed etiam suis progenitoribus abavis, atavis, proavis, & avis, prae plenissime competeabant. Volentes itaque dicti Regis & haeredum suorum dispensandis praecavere, jus & officium Pincernatus in Imperio sibi, & haeredibus ejus, & non aliis competere & in electione Regis Romanorum futuri Imperatoris habere jus & vocem, clare recognoscimus, approbamus, & praesentium testimonio profitemur. Si quid autem diminutionis vel calumnie, quod non credimus, cavillose, malitiose, vel subdole possit opponi; supplemus de plenitudine Regiae potestatis, in cuius rei testimonium praesens Scriptum Majestatis nostrae Sigillo fecimus communi. Datum Erfordiae, VI. Kalen. Octobris, Indictione tertia, Anno Domini MCCCXC. Regni vero nostri anno XVII, nostra confirmare auctoritate Regia dignemur. Nos utique praetorum Praetorum, Ducum, Principum, Baronum, Procerum & Nobilium (quos honoris & felicitas status Romanorum Regni nobilitas membrum fore) supplicationibus benignius inclinati, praefatas Literas, ac omnia & singula contenta in eisdem, laudamus, ratificamus, approbamus, confirmamus, ac de novo ex certa scientia de nostrae Romanorum Regiae plenitudine potestatis, praefatis Regno, Praelatis, Ducibus, Principibus, Baronibus, Proceribus, & Nobilibus, ac universitati Regni ipsius, & pertinentiarum ejusdem, ad usum & opus Regum Bohemiae in perpetuum damus tenore praesentium, confirmamus, & donamus, omnem diminutionem & defectum, si quis in praemissis fuerit, reparantes omnimode & suppletes, ac omne dubium & obsecrum pro parte & in favorem ipsorum Regni & Regum Bohemiae, de uberiori dono Majestatis Romanorum Regiae & plenitudine potestatis, interpretantes, & etiam declarantes. Non obstantibus Legibus, consuetudinibus, usibus, observantiis, juribus municipalibus vel communibus, statutis seu edictis, factis & editis in contrarium quo buscumque, quas & quas, quantum ad haec, ac si forent nominatum & de verbo ad verbum scripta praesentibus & inserta, renovamus, cassamus, irritamus, annullamus, & de dicta ratione Regiae plenitudine potestatis decernimus firmiter fore nullius penitus momenti. Nulli ergo omnino liceat hanc nostrae laudationis, ratificationis, approbationis, donationis, reparationis, supplementis, interpretationis, declarationis, revocationis, cassationis, irritationis, & annulationis paginam infringere, vel ei ausu temerario in aliquo contraire. Contrarium vero facientes si qui fuerint (quod absit) ultra indignationem nostrae Celsitudinis Regiae, quam ob haec se noverint graviter incursos, mille marcas auri puri nostro & Romani Regni fisco componant, ipsarum videlicet medietatem nostrae & successorum Romanorum Regum & Imperatorum Curiae seu Camerae, & reliquam partem in

ANNO

1290.

1348.

1356.

(1) Ce Privilege se trouve aussi dans GOLDAST, Consist. Imp. Tom. II. pag. 93. [DUM.]

(2) Ce Privilege se trouve aussi dans GOLDAST, Consist. Imp. Tom. II. pag. 93. [DUM.]

ANNO

1290.

1348.

1356.

juriam irremissibiliter applicandas. In quorum omnium testimonium, & ad certitudinem plenior, presentes fieri iussimus, & Bulla aurea typario nostrae Majestatis impressa praecipimus committi. Hujus rei testes sunt, Gerlachus Archiepiscopus Moguntinensis per Germaniam S. Imperii Archicancellarius, Rudolphus senior Dux Saxoniae, Sacri Imperii Marescallus, Rudolphus junior, Saxoniae & Fridericus de Deck Duces; Joannes Burgavius Norimbergensis, Ulricus Landgravius, de Luyckenberg, Fridericus de Ollremund, Ulricus de Helfenstein, & Rudolphus de Wertheim Comites; Petrus de Hedwig, Crafft de Holoch, Goufridus de Prunes, Eberhardus de Walf, Fridericus de Walf, Eglof de Fryberg, & Burckhardus de Elsbach, Romani Regni praefati Principes & Barones. Datum Pragae, anno Domini (3) MCCCXLVIII. Indictione prima, septimo Idus Aprilis, Regnorum nostrorum anno secundo. Tenor autem & contentus alterius Literae talis erat. RUPERTUS (4) Dei gratia Comes Palatinus Rheni, Sacri Romani Imperii Archidapifer, & Dux Bavariae, ad perpetuam rei memoriam. Desiderata pacis laudanda praesidia, absque Principum Gubernatione felici, peripse tanquam Navem remige destitutam diuturnior anfractibus fluctare contingit: & tanto periculosius, & utique majore dispendio, quos Divina providentia, illustres videlicet Principes quos Divina providentia in consolationem sui fidelis populi clementer instituit iuribus & potentia fuerint negligentius destituit. Quo fit ut Principum quorumlibet, emunitates, nobilitates, & jura diligenter custodiri debeant, & in sua integritate servari ac illorum maxime, qui tanquam fundamenta & columnae fortissimae, sacri Imperialis aedificii thronum Caesarem gratis attollunt decoribus; quibusque Dei gratia iura dignatione crediti eum eligere, & ejus potentia totius mundialis machinae regitur Monarchia. Sane licet de iuribus serenissimi Principis, Domini Regis Bohemiae illustris, coelectorum Principum, in electione Romani Regis ad Imperium promovendi pleno iure fretus sit haecenus & fruatur; sicut hoc luce clarius semper apparuit ab eo tempore, cujus apud homines memoria non existit. Tamen nonnulli filii tenebrarum oculis caecitibus a divina luce remoti, meridiana claritate palpitant sicut in noctibus, & offensa laqueosque praeparant iniquitatis & scelus, diabolica invidia suggerente, jugum veritatis deferre praemole gravissimi ponderis coagulat mendacii nequeunt, super ipsos offendiculis corrumpunt, & suorum laqueis iniquorum conceptum se involvunt, ut lucem tenebras judicent, & tenebras ipsam lucem. Igitur ad abundantioris cautelae praesidium, ut praefato serenissimo Principi Domino Regi Bohemiae, haeceditus & successores suis Regibus Bohemiae, in perpetuum securus caveatur, & omnes dubietatum amputentur calumniae, & ne quibuslibet otiose loquentibus malignandi materia relinquantur, animo deliberato, non per errorem aut improvide, sed multa investigatione pravia, & multis veridica informatione recepta, maturo consilio, una cum universis Coelectoribus, Compincipibus & Collegis nostris tam spiritualibus quam secularibus de certa nostra scientia recognoscimus, dicimus & dicantem conscientia publice profitemur; Quod Serenissimi Principes & Illustres Domini, Bohemiae Reges, ab atavis, proavis, avis & progenitoribus suis, ab eo tempore cujus apud homines (sicut praemittitur) memoria non existit, habuerunt continuo, habent & habere debent jus & vocem plene & omnimode ad instar nostri & aliorum Compincipum, Coelectorum nostrorum, tam spiritualium quam secularium, in electione Romanorum Regis ad Imperium promovendi: ita videlicet, quotiescunque ut casus talis electionis emerit, Serenissimus Princeps, Dominus Rex Bohemiae, qui pro tempore fuerit, ad celebrandam electionem ipsius solemniter vocari debeat, & in ipsa electione omnibus iuribus suis, voce videlicet & loco, & aliis quibuslibet ad hac spectantibus, per se vel Nuncios legitimos & Ambassadors suos, & ad instar nostri & omnium aliorum Compincipum, Coelectorum, & Collegarum nostrorum tam spiritualium, quam secularium, qui sunt & qui fuerint pro tempore (sicut praemittitur) sic cum omni reverentia & honore gaudere, sicut de jure & more sacri Imperii Principes Electores talibus freti sunt retroactis. Quodque praefatus Serenissimus Princeps Dominus Rex Bohemiae, sacri Romani Imperii Archipincerna constituit, ac Archipincernatus officium coram Imperatore vel Rege Romano in solennibus Curis sub

corona regali exercere non debet, neque tenetur ad hoc nisi velit facere spontanea voluntate. Poterit tamen juxta beneplacitum, in praesentia Imperatoris vel Regum Romanorum, dum solennes Curiae hujusmodi celebrari contigerit, procedendo, sedendo, vel stando, regalem gestare coronam: sicut hoc Serenissimum Principum Dominorum Regum Bohemiae, progenitorum & praedecessorum ipsius, consuetudo laudabilis ab olim noscitur observasse. In cujus rei testimonium praesentes fieri, & Sigilli nostri volumus robore communiti. Datum Metis Anno Domini MCCCXVI, proxima Dominica ante festum B. Luciae Virginis.

Igitur praefatus Dominus Visitator ad solertem Regiae Majestatis requisitionem, visis & auscultatis singulis quae circa praemissa & in ipsis merito fuerant auscultanda, qualitatem dictarum Literarum & contentatum in eisdem sagacissime dispiciens, mihi Notario infra scripto injunxit sollicit, ut iuxta Majestatis Regiae vota, per mei Officii debitum executioni jussu demandaretur. Atque hac ipsa omnia in suo disposita ordine in publicam redigi formam & publicum fieri desuper Instrumentum mandavit & precepit: Sigillo quo pro suo titulo Officio, in fidem omnium praemissorum praesentibus insubappens. Datum & Actum Anno, Indictione, die, mense, hora, Pontifice & loco quibus supra. Praesentibus ibidem venerabilibus & eximii viris, Domino Joanne de Cronoto Decano Ecclesiae Pragensis, Domino Wenceslao de Plana Archidiacono ejusdem Ecclesiae, Decretorum Doctoribus, Domino Paulo de Plana Archidiacono Jaceusi, Magistro Joanne de Elbogen S. Theologiae Baccalaneo formato, Archidiacono Boleslawensi, Canonici Praegensis Ecclesiae; Domino Benedicto de Strohkonitz Archidiacono Bielemsi; atque honorabilibus viris, Domino Jordano de Tachoro Medico praebendato, Domino Gregorio de Crappitz, Domino Michaele de Budewitz, Domino Bartholomaeo de Capplitz, Vicariis & Altaristis supra memoratae Ecclesiae Praegensis; & aliis quam plurimis testibus ad praemissa vocatis & rogatis.

DIX.

RUDOLPHI I. Romanorum Regis Confirmatio 1290.
super inita inter WENCESLAUM Regem Bohemiae, atque HENRICUM Ducem Silesiae, 2608
Transactione hereditaria in puncto successoris in Principatu Wratislaviae. Datum Erfordiae 26. Octobris anno 1290. [LUNG, Teutisches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abf. III. p. 278.]

RUDOLPHUS. Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, Universis Sacri Romani Imperii fidelibus praesentes Literas inspecturis gratiam suam & omne bonum. Universitatis vestrae notitiae innotescat, quod nos ordinationem, seu promissionem de terra & Principatu Wratislaviae, & Silesiae, quae a nobis & Imperio habentur in feudum, quam illustres quondam Henricus Dux Wratislaviae, noster Princeps, cum Illustrissimo & praclaro Wenceslao Rege Bohemiae, & Principe nostro charissimo, videlicet: quod idem Rex Bohemiae in terra & Principatu Wratislaviae & Silesiae, si ipsum Henricum Ducem praemortui contingerit, sibi deberet succedere, in iussu dignoscitur & fecisse habemus gratam & ratam, eam de plenitudine potestatis Regiae confirmantes, & dantes has Literas nostras sigillo nostro munitas in testimonium super eo. Datum Erfordiae septimo Calendas Octobris. Indictione tertia Anno Domini M. CCXC. Regni nostri Anno decimo septimo.

DX.

Erster Reichs Abschied RUDOLPHI I. Römischen Königs; mir gunt und mir Nibt sowol Geistlicher als Weltlicher Fürsten zu Erhaltung des allgemeinen Landfriedens ausgerichtet in dem Conche zu Wirtzburg an den Palmtag 1287. und erneuert zu Speyr 8. Av. am Sonntag vor den Palmtag 1291. [LEHMANN Chronicon Spirensis Libr. V. Cap. CVIII. pag. 555. Col. a.]

C'est-à-dire,

Premier Recès Imperial de RUDOLPHE I. Roi des Romains, par lequel, de l'avis & du consentement des Princes Ecclesiastiques & Seculiers de l'Empi-

(3) Goldast prétend qu'il faut lire M. CCC. LXXVIII. mais il n'en donne point de raison. [DUM.]

(4) Cette dernière Attestation se trouve dans GOLDAST Conf. Imperial. Tom. II. pag. 91. [DUM.]

ANNO
287.
291.

l'Empire, il est pourvu à la conservation de la Paix publique. Fait à Wurzburg le Dimanche des Rameaux 1287. Et renouellé à Spire le Dimanche avant celui des Rameaux 1291.

Des Sakunge des landfrides haben wir Rudolph von Gottes Gnaden Römisch Künig und ein Herr der Riche mit Gunt und od mit Räte der Erben Herren/ des Cardinals/ des legaten/ und der Riche oder Geschlechter und Adeliche geteilt je Wurzburg in dem geboten hove/ als hienach geschrieben stat. Wir segen des ersten und gebieten bi des Riches Hulden und Gehorchen/ Welch Sun sinen Vater von sinen Burgern oder von andern sinem Gute verforeit/ brennet oder röbet/ oder que sinen Vaters Sünden sich machet mit Eiden oder mit Trumen/ das es us sinen Vaters Ede get/ oder uff sin verberbnisse/ bezeuget in des sin Vater bi den Heiligen/ vor sinen Richtern/ mit jwain fernern Mannen/ die nimen mit Recht verwerfen mac/ der Sun sol sin verleit eigen und lebens und varendes Gutes/ mit ganzlicher alles des Gutes ewiglichen/ das er von Vater oder von Mutter erben fol/ Also/ das in wider Richtern/ noch Vater/ noch Mutter nimmer wider beken mac/ das er dehein Recht zu dem Gute nimmer gewinnit misen.

Welch Sun uff sinen Vaters Ede ratet oder in vorliegenden angriff mit Untruhen oder mit vancuisse/ oder in dehein Bant leget das vancuisse heisset/ wird er des vor sinen Richtern bezeugt/ als vor geschrieben stat/ derselb sol sin Erlös und Ketlos ewiglichen/ also das er nimmer wider komen mac zu sinen Rechte mit deheim Dingen. Alle die od der Vater mit zu Gezuge vor dem Richtern über alle die Sade die hievor geschrieben sind/ die sullen des bi überre werden/ wider durch Sippe/ noch durch dehein Sade/ si gesunden den Vater der Wahrheit/ der des nicht tim wil/ den sol der Richter dem erweisen/ es si/ das er vor dem Richter siere uff den Heiligen/ das er darumb mit en wirft. Hat der Vater Dienstmann oder eigene Kite/ von der Räte oder von der Ruffe der Sun birre Dinge deheiner tut/ wider sinen Vater/ die bi oben geschrieben sind/ bezeugt das der Vater uff si vor sinen Richtern/ als hievor geschrieben ist/ selbe dritte uff den Heiligen/ die sullen sin Erlös und Ketlos ewiglichen. Der Vater mac aber sich mit bereden der Dinge/ er überzeuge den Sun/ als davor geschrieben ist/ überzeuget er darnach die Dienstmann oder die eigen Kite/ der Richter/ in des Gerichte es geschieden ist/ sol si je Räte tun und sol si nimmer daruf gelassen/ si entgehen den Vater den Schaden mit/ der zugewilt/ den er von ir Räte oder von ir Ruffe gewonnen hat/ mit dem Richtern sin Rechte/ und haben die beken eben von dem Richtern/ si sehn sich jehtant so si überzeugt/ und sol sin nimmer wider geliehen/ und lihet er juns wider/ so sol er als viel als der sehn ist/ dem Richtern geben an Widerrede. In allen den Saden/ die hievor geschrieben sint/ mac ein jechlich femper Mann/ der sin Rechte hat behalten/ er si Ruffe oder anders ein hoch Mann/ dem Vater helfen bezeugen fol/ er weiz. Ein Dienstmann mac och bewegen mit andern Dienstmannen/ ein eigen mit andern sinen Gengen/ ein Gevorder mit sinen Gengen/ Ein jechlich Freiman luffet wol einen Dienstmann/ ob es weiz. Ist aber das der Vater durch Vancuisse oder durch ander Chaffe Not das Recht nicht geordnet mac/ so sol si finer mace eren tun/ und sol darnach beweren/ uff den Heiligen/ das den Vater Chaffe Not retet/ das er bar nicht kommen mochte/ und soll die Not nennen. Und sinne er das beredet/ so sol ihn rechte beschicken und die Klage/ an des Vaters stat/ als ob der Vater selbe da weiz.

Ein Dienstmann heisset es od wol einen sinen Ungenossen. Die nimen mogen es den höhern nicht geschessen. In gelicher Weise/ als wir von dem Vater haben geist/ also wollen wir das man es von der Mutter verlesse.

Wir seken und gebieten/ swas schaden jennanne geschhe/ das er dasselbe nicht reht/ er klag allererst sinen Richtern/ und folge siner Klage an das Gert/ als recht ist. Es en si das er das zehant zu si Notwies sinen Eides und sinen Gutes. Ewer sich anders ridet/ darme hievor geschrieben ist/ swas Schaden er darumb jennant tut/ den sol er in jwain gelien/ und swas Schaden mit geschieden ist/ der soll gar verlieren sin/ und sol nimmer dehein Klage darnach gewinnen. Ewer aber sin Klage vollenföhret/ als davor geschrieben ist/ wird in nicht gerichtet/ und muß er durch Not sinen Diensten widerlegen/ das sol er si Tage tun/ und von dem Tage/ das er in widersteht hat/ und an den vierten tag sol er jme seinen Schaden tun/ weder an Eib noch Gute/ so hat er drie ganze Tage wibe. Ob sol der/ den da widersteht wird/ uns an den vierten tag beheimen Schaden tun/ dem der jme da widersteht hat/ an swaden diese Sakunge geboden witen selbe oder mit sinen Raten/ und mac sich beken/ den da fugehoren ist/ mit entföhlichen selbe sinne femper Kite vor dem Richtern/ so si er erlosch und rehtlos ewiglichen/ Also das er nimmer kom zu sinen Rechte. In sinem der landfride geboden wirt/ bezeugt er das uff den Heiligen vor sinen Richtern/ mit dem der landfriden gemacht hat und mit jwen andern femper Mannen die ir Rechte behalten hat/ das der landfride an jn gebrochen ist/ der Richter sol ihn zachte tun der den landfriden gebrochen hat/ und sol in nimmer uff der Klage gelassen/ an des Eagers Willen/ oder er verliese die Hand darumb. Ist aber der landfride mit dem Todschlage geboden/ so sol des mace einer der da erstlagen wirt/ clogen/ und sol den Todschlage sol man jenen nimmer geschreiben ist/ und sinne er das beredet/ so sol man jenen nimmer uff der Klage gelassen/ er gebe den Ede darumb/ und sol erlosch

Tom. I.

und rehtlos sin/ Will aber der/ der den landfride gemacht hat/ oder empfangen hat/ jn des Gerichte mit gelan/ das der freide an jn gebrochen ist/ dem sol der Richter gebieten bi unsern Hulden/ das er in helfe des Richters/ oder er muß foren uff den Heiligen/ das er sin mit entwerfe. Hat er es aber durch Sippe oder durch dheiner Hande Sade/ er in uns und dem Richter die Hand schuldig. Wir seken und gebieten bi unsern Hulden/ das alle unser Ruffen/ und alle die Gerichte von uns haben/ reht richten/ als des landes Sit und Gewohnheit ist/ und dasselbe gebieten den die Gerichte von jn hant. Ewer des nie en tut/ über den wollen wir richten scharpflich als recht ist/ und swas uns über jn erteilt wirt/ das wollen wir mit lassen/ noch nimmer übersehen/ noch menammes schonen/ und gebieten och unsern Ruffen/ das si mit der Ruffe jwainen die/ die von jn gerichte haben/ das si reht richten/ und der Ruffe nicht enlassen die in erteilt wirt. Wir seken und gebieten bi unsern Hulden/ jeman zu achte tu wan öffentlich/ und das der Richter jeman uff der Klage lasse/ er neme die Gewissheit das den Klager gerichtet werde nach des landes Gewohnheit. Tut es der Richter nit/ so sollen wir über jn richten als recht ist. Wir geloben das wir dasselbe behalten. Wir seken und gebieten swas jeglichem Richter gewenkt wird/ das er den Echter uff der Klage lasse/ das er das gar nem/ und des nit enlasse/ durch das/ das die Klage des imgeret in die Klage kommen. Wir wollen och selbe unsere Rechte mit lassen. Wir seken und gebieten/ das man die Pfalsgraver assenhalten lasse/ wir wollen in unsern Städten ipe seken haben.

Wir seken und gebieten/ das jeman deheimen Muntnan habe. Wir verbieten och bi unsern Hulden/ das jeman den andern durch das land beleite und dehein Gut/ er habe dann das Geleite von dem Riche/ das Arin und Riche des gewordener varen/ und gesien mogen. So gebieten wir das nimen deheimen nimen Zoll noch Geleite macher/ noch nimen sol weder uff land noch uff Wasser/ und das alle die Zoll/ die mit Unrecht geboker sind/ anders dann si von Alters gehest sind/ das diuvelige Hebung ob si/ und der Zoll beleite/ als er jurecht sol/ Ewer das wider tut/ der hat den landfriden gebrochen/ und umb den Bruch so ist er in der Räte/ und in des Raches Rame/ den man jergelich findet an des anclases Tage/ und in des legaten Mann/ den er über unrechte Zölle zu Wurzburg in dem Concelio geklind/ der hat. Nimen sol deheimen Zoll nimen wan je rechte geklind/ da man in je rechte nimen sol/ siwer das bricht/ den sol man haben für ein Straßröber. Wir seken und gebieten das alle die Zölle/ die si Keyser Frederichs Arin uffgeschet sind/ uff Wasser oder uff lande/ von swen si gehest sint/ das si gar ab sin/ Es en si das der/ der in da hat/ bereden milt von dem Riche das in je rechte haben sol. Alle die si Zölle nement uff Wasser oder uff land/ die sullen den Wegen und Reiten nach je Räte/ und mit machend und mit Reistunge/ und von den si nement den Zoll/ die soln si befinden und beken nach je Macht/ als je Gerichte geht/ das si mit verlesien. Ewer die Geht/ als je Gerichte bricht/ wird er sin überlegt vor Gerichte als recht ist/ der Zoll sol dem Riche lebe sin/ Man sol die rechte landfride tun/ und sol niemand sinngen den andern von den rechten Straffen. Ewa jwene miteinander urkigen/ und der eine oder si beide Geleite hant/ siwer den jeldie die Straffe angegriff/ wirt er des überlegt mit rechte/ über den sol man richten als über einen Straßröber. Ewer Burgage oder Städte oder deheimen Wt machden wil/ der sol das mit sinen gute tun/ oder mit siner Kite gute. Ewer wann deheimen Zoll oder dehein Ungelt nunt in deheimen Städte/ oder uff der dheiner Straß/ über den sol man richten als über einen Straßröber. Alle die Witten/ die si Keyser Frederichs Arin gemacht sint/ die sullen gar ab sin/ es bezeuge dann vor dem Riche der si hat/ das er si je rechte haben sol. Ewer uff jennannes Pfanninge deheimen vassh/ stich/ oder hat gelagen/ den sol man haben für einen Valscher. Wer auch andere Mung machere oder stige dann von dem Riche von afterherkommen ist/ siwie gewere oder gut diu were/ es si an gewaltliche gebiete oder siwere/ den sol man für einen Valscher han/ und sinne er des mit Recht überlegt wird/ so sol er sin landrecht verlor han.

In swelchen Herrn Gerat oder Geleit/ es si uff Wasser oder uff land/ ein Kaufmann oder stuns ein Mann verobert wird von des Herren Gefinde/ Amptmann/ oder sinen Mann/ der der Herr gewaltich ist/ alle alle arge ist/ das sol der Herr in des Gerichte oder Geleite er verobert ist/ gelien. Wird aber jman verobert in eins Herrn Gerat oder Geleit/ und das das nicht geschhe von des Herren Gefinde/ Amptmann/ oder sinen Mann/ der Dienstmann/ dem sol der landfride beholfen sin das wider thun. Wir seken och und gebieten veltlich/ das wo es Noth geschhe durch Bruch des landfrides/ die nehesten dabi gesten sin/ da der Bruch geschhe ist/ den landfriden beschirmen und beholfen werde/ und vernügen es die mit/ so sullen es die tun/ die darnach die nehesten sind/ daryu soln wir den helfen ob es Noth si.

Wir gebieten och veltlich/ das man in allen Römischen Räte an Geschlichen Dingen nach Gebot und nach Räte der Erbschiffore sich habe/ und der Bischoff und der Erbschiffore nach Geistlichem Rechte. Und siwer darumb ist/ den sol man han für ein ungeloben Mann. Man sol auch veltlich Gerichte an sinen Rechten behalten. Wir gebieten veltlich und als das Recht ist/ das der Gotschuff Boget den Gotschuff vor si/ und si schürme uff ir Vogtie/ als es gen Got wol stunde und och unsen Hulden/ und sich an der Gotschuff Güte also halten da ir Vogtie ist/ das uns dehein groß Klage von ihm thun. Ewer das nit tut/ wunt es in Klage/ so wollen wir es richten als veltlich als es recht ist/ das wir daran menammes schonen wollen.

Wir

ANNO
1287.
1291.

ANNO

1287.

1291.

War wollen es gehalten; das über ein Kloster / oder über ein Gerechtigkeit mit dem ein Dage stalt lang der Landfriede werth; Sower das nicht enwelle oder dawider tete; den sol der Landfriede enwelen; und wann der Landfriede ufset; so sol er man an sinen Rechte haben. War verdraten es bi unsen Hulden; das man durch James Boges Schilde; nach ihm zu tede; der Gerechtigkeit; das die Bogte ist; weder brechen; noch reden; noch vreden; so; Sower das darumb thut; wird er des überliget als recht ist vor dem Richter; den sol man je Adre tun; und sol ihn uf der Adre nicht lassen; er gelte in den Schulden drifant ad tute als er ist; und soll die zwei theil dero Gerechtigkeit werden; und das drifant dem Bogte.

War verdraten och das jemand vrede; an des Richters Unelob; wer es darüber tut; über den sol man richten als über einen Straßmörder.

War seken und gebieten / siner wissenschaftliche röße oder diebe Gut töfse; oder Köber oder Diebe wissenschaftlich halzet; und nicht adtre sint; wird er des überliget vor dem Richter nach Rechte; so sol er bin ersten den Schaden wunelich gelten dem er getan ist; er je Diebe oder Köber. Wird er sin nicht überliget; das es me dan zu einen male habe gethan; ist es rob; so sol man über ihn richten als über ein Dieb. War verdraten das jemand seinen Köber behalte wissenschaftlich; siner es darüber thut; wird er des überliget man sol über ihn richten als über ein Köber; War aber er sich enwelen mit seinen fengern Mannen; das er es nicht enwelle das er ein Köber was; er sol unschulde sin. War einen Köber behaltet in einer Stadt gemeinlich oder wissenschaftlich; ist si unbenutzt; der Richter sol si inderbrechen; und sol über den Büch; der ihn behaltet; richten; als über einen Köber; und sol sin Huf zerfören. Ist aber die Stadt ungenutzt; sie sol der Richter brechen. Setzt sich die Stadt darwider; Stadt und Lute sind rechtlos; War der Richter nicht da gerichten; so sol er es finden den Klunge; der sol es von des Richters Gewalt zwingen. War seken; das der Richters Hove habe einen Hovrichter; der ein Fremman; si der sol och an demselben Amt sin wunelich ein Jahr besitzen; ob er sich recht und wol halzet. Der sol och alle Tag zu Gerichte sitzen; an die Summe; und an eine große Heiligen Tage. Und sol allen Luten richten; die ihm klagen; und von allen Luten; an die Gerichte; und an andere hohe Lute; sin es in gat an je zw oder an je Recht; oder an je Erbe; oder an je Leben; das wollen wir selber richten. Sower auch mit Gerichte verdrat wird; darumb sol man manen dahene Wundschafft haben; Wer aber darumb jemand fahet; der sol in denselben Schulden sin; und in der selben Wissenst; als der was der da verdrat ist. Unser Hovrichter sol och manen vertragen; er tu es dann mit unserm sonderlichen Schotte. Er sol och niemand je Adre tun; nach uf der Adre lassen; wann das sin wir selber tun; und wollen anders niemand gestaten das er sich dann überlobe.

War gebieten och; das man alle Fürgebot mit Vrienten tu; und die Vrienten gebot; wie man von Gerichte scheide; umbe das; das man mit dem Vrienten unter des Hovrichters Insigel brechen müge; das Fürgebot und das Jiel; und die Tage die vor Gerichte genommen sint. Sower den Landfrieden nicht schwert in einen Maide; nach dem so er getundet wird offensichtlich in

dem Wissen da er silet; swas dem geschicht; das sol niemand richten weder mit geistlichen noch mit weltlichen Gerichte; und swas ihm geschicht; mit Rate oder mit Gerichte; an Lute oder an Gut; das sol niemand richten. Sower aber den Landfrieden swert; und ihn darnach breitet; der sol in vierzehn Monaten den Bruch beßeren oder widerum; so er sin gemait wird von dem; der da Richter ist; die er des nicht; so sol er minde sin; und sol in der Gerichte oder der Büch; in des Wissen da er silet; je Mann tun; und der König je Adre tun; und der Fürste oder der Graf; in des Gerichte er silet; je Adre tun; und sin die Vrienten und die Adre meiner abgelassen werden; er habe den den Bruch gebessert und gebüßt. Sower och den der und den Bruch des Landfriedes minde; dann adtre wird; behaltet; hufet oder horet adtre Tage; so es ihn verboten wird; der sol in denselben Schulden sin; als der ist; den er wissenschaftlich nach dem Gebot hufet und behaltet hat. Es sol och manen die Lute behalten oder hufen; die unbesetzt sin oder noch überfart weeren; die schiedlich sint dem Lute. Sower sie aber unbesetzt adtre Tagen darnach; so sin verboten werden; nicht entlat; der sol den Landfriede widerum tun; und in die vorgenante Büch raffen; Adre und Mann. Sower den Landfrieden brechen; und den Bruch nicht beßeren wil; und darumb von dem Landfrieden beßeren wart; oder die die den Landfrieden geschworen hant; davon zu Schaden bringen; den sol der Landfriede zwingen; das er mit allen sinen vrenten und mit sinen Gute jedem man nach siner maß sinen Schaden ablegen; als verre er gereichen mag.

Diese Sätze dieses Friedens und dieses Rechtes sol an allen Städten werden gehalten; und sol man och darnach richten; wond sie von alter verkommen sin; und mit Recht; und mit Gunst und mit Rate der Fürsten gehalten; die sich binder aber zu diesem male zu diesem Landfriede; der dieses Messe; und von himen und zu Gott; Johannes; der dieses Messe; und von demnach über den Jahr; der hat die Fürsten; Grafen; Grafen; Grafen; und gemeinlich des Reiches geritten und Holden auf den Heiligen geschworen; Also das; das jederman; er si Fürste; Graf; Fre; Ritter; Blame; Dienstmann; Burge; Gese; Messe; Pfaffen und Luten; bi ihrem Rechte bleiben. Was auch die Fürsten in jern Lande mit der Landherren Rate seken und magent; diesem Landfriede je Verletzung; und je Verletzung; das mögen si wol thun; und damit brechen si des Landfriedes nicht; und zu einen rechten Urkunde; so haben wir unser Küniglich Insigel an diesen Brief gegeben; der Landfriede de wart gemacht; und die Brief wart gegeben; je den offener Küniglich Insigel an diesen Brief gegeben; an dem Palme; der hat man jalt von unserm Herrn Geburt; fünf; zweihundert; und sieben und achtzig Jahr. Diese Sätze und diese Briefe wart gegeben; und der Landfriede part erumet mit der Fürsten und der Landherren; und der Städte geschworen; Ende; An dem Summe; vor dem Palme; Tag; uf dem Hofe zu Spire; da man jalt von Gottes Geburt; fünf; zweihundert; und eins und neunzig; und wart gehalten; derselbe Landfriede von den nächsten Offern über sechs Jar je gehalten. Dieser Brief ist mit König Rudolfs anhangendem Insigel besiegelt.

ANNO

1287.

1291.

DXI.

DXI.

1292. Traictat ende Accord tusschen JAN Hertogh van Lothbrick ende Brabant ter eenre, ende GODEVAERT Grave van Vianden ende GEERARD VAN AA, Heeren van Grimbergen ter andere syde, volgens 't welck de voornoemd Heeren van Grimbergen gebouden syn den Hertoch te dienen met haer Knaepen in ghemeynen Oorloge op haer Kost, ende te Chevauchien op de synen. Aldus gemaeckt ende ghegeven des Maendachs voor S. Pauwels dach Apostel 1292. [CHRISTOPH. BUTKENS, Trophées de Brabant. Aux Preuves. pag. 129.]

21. Janv.
BRA-
BANT.
VIAN-
DEN ET
AA.

WY JAN by der gratien Godis Hertoch van Lothbrick, van Brabant, ende van Limborch, ende wy GODEVAERT Graue van Vianden, ende wy GEERARD VAN AA Heeren van Grimbergen, maeken kondt allen den genen die dese Letteren sien selen oft hooren lesen, dat wy om alrehande twiit ende om alrehande donkernisse te verklaren ende te besciden, alle van onse ghemeynen Heerschappe van Grimbergen, hebben gemaect ende wilckort by onsen ghemeynen Vrienden ende Rade, de punten te houdene, ende dese Ordonnantie vast ende ghelaeckig te blijuene die hier naer beschreven sijn; dat is te verlaene, welck tijt dat ons Heeren van Grimbergen oft onse Knaepen de Hertoge ontboet, om ghemeyne Oorloge, oft om Chevauchien, soo selen wy Heeren van Grimbergen onsen Heere den Hertoge hulpen te ghemeynen Oorloge op onsen kost, ende te Chevaucie op sinen eygen kost,

Traité & Accord entre JEAN Duc de Lothier & de Brabant d'une part, & GODEFROI Comte de Vianden & GERARD VAN AA Seigneurs de Grimbergen d'autre part, suivant lequel lesdits Seigneurs de Grimbergen sont obligez de servir le Duc, avec leurs Vassaux en Guerre commune, à leurs propres dépens, & dans les Chevauchées à ses dépens. Fait & conclu le Lundi avant la Fête de St. Paul Apôtre 1292. [(1) Traduction par CHRISTOPHE BUTKENS, dans les Trophées de Brabant, Liv. IV. pag. 327.]

1292.

21. JANV.
BRA-
BANT.
VIAN-
DEN ET
AA.

Les Sires de Grimberges & leurs hommes & Vassals seront tenus de servir le Duc à leurs despens estants mandes es communes guerres & chevauchées, & les Mailles-juden ou francs Bourgeois du Duc demeurants en ladite terre de Grimberge, seront tenus de les suivre, sous peine, que celui qui doit aller à cheval payera dix sols, & le pignon dix patars, sans qu'ils pourront retourner sans permission du Duc, & ceste amende se doit repartir entre le Duc & les Sires de Grim-

(1) On a cru que l'Auteur duquel on tire ce Traité en Flamand, qui en est l'Original, en ayant fait la Traduction lui-même, il valoit mieux la suivre, qu'en faire une nouvelle, qui auroit été en meilleur François; mais qui, peut-être, n'auroit pas été si bonne.

ANNO 1292. kost, naer onse macht, gelijk hy dat ons ontbiet, ende soo sulen wy hebben van 's Hertogen Mayfmede de lieden die binnen Grimbergen geseten zijn in dese manieren, wie dat thyns bleve van 's Hertogen-lieden oft wederkeerden des men niet gheorloven en mach sonder des Hertogen wille, die man te peerde verbeurde thien Schellingen, ende die man te voere thien stuyvers, ende nochtrins moetenfe wederkeerden in d'Oorloghe; dese misdadt sal de Hertoge heffen half, ende de andere helft de Heeren van Grimbergen, uyt-gheuen den genen die boven de seltigh jaeren zijn, oft die nootdaken hebben. Voortaen en mach niemant Mayfmede thoonen ten zy vander moeder sijden, dat is te verhaen van den ghenen die tot hier toe als Mayfmede-lieden niet gheseten en hebben, ende van den genen diefe behooven willen, daer toe moetenfe toech fetten der Heeren knaepn daer sijnf uyt thoonen willen. Voort alle de ghene die op desen dach als Mayfmede-lieden gheseten hebben, die slender toe blijven ende haer nacomelingen. Wanneer oock dat des Hertoge Mayfmede-lieden, oft sijn poorteren, die int lant van Grimbergen woonachtigh zijn, verboren 't zy lijf oft goet, haer lijf ende haer have zijn wy Heeren van Grimbergen schuldich den Hertoge te leveren waerment krijghen mach, maer 't jaerlijc inkommeu van den erve, van den eyghen ende leene, blijft den Heeren van Grimbergen, tot dat sy haeren peys macken; ende als sy dea peys hebben teghen den Hertoge, soo hebben sy hem teghen de Heeren van Grimbergen, ende moeten weder hebben haer eyghene ende haer leene; ende desghelicks soo hebben der Heeren van Grimbergen lieden teghen den Hertoge die in sijn landen gheseten zijn. Voorts als men maeckt vredelijken coren by mannen en by Schepenen om des lants oirboir, wien breeckhy berere de Heeren van Grimbergen naer den vonnisse. Voort welken tijdt dat men ghebiet gheleyt tyter Kerken, ende men dat doet by mannen ende by Schepenen, wat misdadt dat daer at valt, altoe verre als 't vonnis deylt hebben de Heeren van Grimbergen. Waer oock dat faecte dat eenigh poortere misdadt verbeurde in den lande van Grimberge, bleve hy ghevaen metter verfecht daer, dat moeste hy beteren den Heeren van Grimberge naer den vonnisse, ende ontvoer hy byten den lande van Grimbergen, ende niet en worde ghevanghen metter verfecht daer, soo waer hy quijt teghen den Heeren van Grimbergen. Voorts en mogen ghenen des Hertoge knaepen negeen hachte doen, noch vanghen binnen den lande van Grimbergen, onverfocht der Heeren knaepen. Waer oock dat van grocver misdaden dat ghevielt int lande van Grimbergen, soo welcker Heeren knaepen datter toe quamen, sy mochten daer die hant aen slaen, behoudelijc alles haere rechten. Waer oock dat faecte dat seden quamen binnen den ghemeen Heerschappe van Grimbergen, van byten 's landts daer de Hertoge eenen Mayfmede en volcht, ende die te voren tot des Hertogen Mayfmede niet en hoorden, die selen blijven den Heeren van Grimberge. Wie oock poorteren ter Cappellen oft Vilvorden veruen willen, sy mogen doen in manieren dat sy plegen, moeten allen dienst daer sy te voren af bekommeri waren, alsoo verre alsmeint in den vonnisse verreycken mach, voor den Heere daer sy te voren toebehoorden, op dat sy binnen den jaere ghecallengert worden, ende inden 't poorterschap in staede staet, sal hy moergh thoonen met Schepenen ende op der Schepenen eer, op welken dach dat hy poortert werdt. Wie oock dat wille mach hem ontpoorteren, behoudelijc der poorte rechten, ende den kommer daer hy op dien dach af bekommeri is. Waer men oock waert in Oorlogen, soo hebben die Heeren van Grimbergen dat voorvechten ende de achterhoede, ende daer mede zijn sy quijt van schilddrachten. Voorts als die Heeren van Grimbergen vaeren in Oorlogen des Hertogen oft in Chevauchijen, soo mogen sy peerden ontleenen binnen haeren gemeynen lande van Grimbergen daer sijnf vinden, ende leverrense Ridderen ende knaepen diefe behoeven, en men mach van des Hertogen negeen peerden nemen binnen den ghemeen Heerschappe van Grimberge. Voorts en mach mijn Heere de Hertoge negeen dienst nemen van der Abdijen van Grimberge, noch van geene goede dat daer toe behoort dat binnen den gemeynen Heerschappe van Grimbergen ghelegen is, behoudelijc dat des Hertogen honden een giste jaertlijcs sulen hebben van een nacht ende van eenen daghe in de Abdiye van Grimberge; en in elck van haeren Hoven in 't lant van Grimberge staende. Oock mach de Graeve van Vianden lomaerde houwen binnen sijnen sonderlingen Lande. Voorts den poorters goede, die

TOM. I.

Grimberges esgalement par moitié : de ce tou- ANNO
tes-fuis seroit excusé, ceux qui passeroient les
soixante ans, ou auroient causé legittime de s'ab- 1292.
senter. Si quelqu'un de nouveau veut prouver es-
tre Maifeme-man, il le doit faire du costé
de sa mere, mais ceux qui jusques lors estoient
tenus pour Maifeme-luden, seront reputés &
tenus pour tels & leurs successeurs, sans contre-
diction. Si quelqu'un de Maifeme-luden du Duc
demeurant en la terre de Grimberge vint à forsai-
re corps ou biens, les Sires de Grimberges sont
tenus de mettre en mains du Duc la personne &
ses meubles, mais le revenu de leurs heritages
tant alleux que siefs situés en ladite terre doivent
demeurer aux Sires de Grimberges, jusques à ce
que le delinquant aye pardon & remis du Duc,
lequel estant obtenu, ils ne sont tenus de le pren-
dre des Sires de Grimberges, ains retourneront en
la possession de leurs heritages tant siefs qu'Al-
leux, & de mesme se doit faire & pratiquer au
regard des hommes des Sires de Grimberges res-
dents es pais du Duc. Quand quelques amendes
ou keures sont ordonnées par hommes & Eschevins
pour le bien & utilité du pais, le profit en pro-
venant touche aux Sires de Grimberges. Si quel-
que Bourgeois mes-fit en la terre de Grimber-
ge & qu'il fut attrappé & prins sur le fait, il
doit amende aux Sires de Grimberges selon loy &
jugement, mais s'il eschappe & se retire hors de
ladite terre, il n'est tenu ausdits Sires. Les
Sergeants & Officiers du Duc ne peuvent faire
apprehension des personnes en la terre de Grim-
berges, sans l'adveu des Officiers des Sires de
ladite terre; ne fut pour quelque cas ou fait
enorme, reserve toutes-foies en ce le droit d'un
chascun. Si quelque efranger vint demeurer en la
terre de Grimberges d'aucun pais où le Duc n'at
Bourgeoisie, & qui auparavant n'appartenoit à
aucune de ses Bourgeoisies ou Maifmede, il doit
demeurer aux Sires de Grimberges. Les man-
nants de la terre de Grimberge pourront libre-
ment prendre Bourgeoisie à la Chapelle & à
Vilvorde comme auparavant, mais ils seront
tenus aux charges si avant qu'ils estoient tenus
envers le Seigneur à qui ils appartenoient, en
cas que le Seigneur les reclame dans un an;
& qui voudra pourat aussi quitter la Bourgeoisie
en payant le droit, & demeurera aux
charges comme il estoit auparavant. Aux expé-
ditions Militaires ceux de Grimberges doivent a-
voir le premier rang au combat & l'Arriere-
garde, & parmy ce ils sont libres de toutes
autres gardes & sentinelles. Quand les Sires de
Grimberges vont avec le Duc en guerre ou Che-
vauchées, ils peuvent emprunter par toute leur
terre chevaux, & les distribuer aux Chevaliers
& Escuiers qui besoning en ont; mais de la
part du Duc cela ne se peut faire. Le Duc
ne doit prendre aucun service de l'Abbaye de
Grimberge n'y des biens d'icelle situés dans la
terre de Grimberge, sauf une giste de nuit &
jour tous les ans pour les chiens du Duc en la-
dite Abbaye, & en chascue court d'icelle si-
tuée dans ladite terre. Le Comte de Vianden
peut tenir lombards en sa particuliere Seigneu-
rie. Les terres & biens situés au pais de Grim-
berge appartenants à quelque Bourgeois manant
hors ledit pais, doivent service aux Sires de
Grimberge en mariage, en Chevalerie & en
prison, si avant que lesdites terres & biens
soient tenus à service: Et tout ce qu'est dist
en faveur & touche aux Sires de Grimberges en
commun, compete au Comte de Vianden en parti-
culier: & furent les Lettres sur ce données scel-
lées

Mm2

ANNO tyt den lande van Grimberge sijn poorteren oft werden, dat nu te dienste staet moet de Heeren van Grimberge te Houwelijck dienen, te Ridderfchappe ende te gevaensse, alsoo verre als sy 't geloft hebben; voort alle dese stucken ghelijck datse hier beschreven zijn, die de Heeren van Grimberge ghemeyn hebben, sal den Graeve van Vlianden in sonderlinge hebben. Ende om dat wy willen dat alle dese Ordonnantien ende vorderden, gestadich ende vast selen blijven, soo hebben wy onse Seghelen in oorkonschappe doen hangen aen dese Letteren, die gemaect waeren ende ghegeven in den jaere ons Heeren doe men schreef M. CC. XCII. des Maendachs voor S. Pauwels dach Apostel.

DXII.

6. Fevr. *Instrumentum Treuge seu Inductarum inter JOHANNEM CONTARENUM Comitem Jadrie nomine & vice Ducis VENETORUM, Communitis & Civitatis ejusdem ab una, & GREGORIUM Comitem Breberiensem pro se atque gentis sue & nomine Communitis & hominum ALMISII ex altera parte initarum, quibus intra annum unum nullam contra se invicem hostilitatem exercere promittunt. Dat. Jadre Anno 1292. mensis Febr. die 6. intrante Indictione V. [JOHANN. LUCII de Regno Dalmatie & Croatiae Libr. IV. pag. 185.]*

IN Christi nomine, Anno Incarnationis 1292. mensis Febr. die 6. intrante Indictione 5. Jadra temporibus D. Petri Gradonici Incliti Ducis Ven. & D. fratris Joannis de Anan. Ven. Jadren. Archiepiscopi, ac D. Joannis Contareni Egregii Comitis presentibus Nobb. Viris Dominis Marco Vitor, & Martino Bembo Consillar. Jadra D. Marco de Marfilio socio D. Joannis Contareni Comitis Jadren. & aliis pluribus testibus ad hac vocatis specialiter & rogatis. Actum in Curia Sancti Jacobi ultra portum Jadra: D. Gregorius Comes Breberienis solemniter inivit, fecit, & firmavit pro se ipso, & gente sua, ac suis subditis, & nomine Communitis & hominum Almisi meram, puram, & firmam tregam usque ad unum annum completum cum Egregio Viro D. Joanne Contareno bonae memoriae, D. Jacobi Contareni Ducis Venet. filio, Jadren. Comite recipiente, & stipulante nomine, & vice Illustris D. Ducis Ven. Communitis, & hominum Civit. ejusdem, nec non habitatorum, subditorum & districtualium suorum, promittens praedictus Dominus Comes Geor. praedicto Domino Joanni Contareno Jadren. Comiti recipienti, & stipulanti nomine praedicti Domini Ducis Communitis & hominum Venetiarum, ut praedictum est, quod ipse per se, & suos, ac homines Almisi non offendat, nec offendi faciat, vel permittat in rebus, vel personis Commune & homines Venet. habitatores, fideles, districtuales, seu subditos dicti Domini Ducis, sed eos omnes, & singulos eorum habebunt salvos, & securos ubique. Item eodem modo promittit quod si ipse tam per se, & suos, quam per homines Almisi attemptassent aliquid contra honorem dicti Domini Ducis & Communitis Ven. de terra Pharae & Braze, vel aliqua alia terra, vel loco habente rectorem pro dicto Domino Duce in terris suis, vel sibi subiectis, removebit se de hujusmodi attemptamento, & de cetero contra honorem ejus non attemptabit amplius de terris, & locis praedictis. Item quod praedicti homines de Almisi, seu per ullos eorum, vel alicujus eorum, seu per homines qui se receptarent pro eis, vel essent sub eorum Dominio, non accollabunt se cum eorum lignis alicui, vel aliquibus ligno, vel lignis Venet. vel habitatorum Venet. fidelium, vel subditorum, ac districtualium dicti Domini Ducis, nec inferent eis, vel alicui eorum, nec alii, vel aliqui qui foret, vel forent in dicto ligno, vel lignis injuriam, molestiam, dampnum, offensionem, vel gravamen in personis, vel rebus eorum qui essent in dicto ligno, vel lignis, & etiam praedictos Venetos, habitatores Venetiarum, fideles subditos, & districtuales d. D. Ducis existentes in ligno, vel lignis forniculorum cum personis, vel rebus non offendunt, nec eis inferent nec facient injuriam, molestiam, dampnum, offensionem, vel gravamen in personis, vel rebus eorum. Sed eos omnes, & singulos eorum cum personis bonis omnibus, & rebus eorum tam in suis, quam in forniculorum ligno, vel lignis habebunt salvos, & securos, nec venient ab Ancona ultra versus Venet. nec a Hyza versus Venet. nisi esset

Ides par le Duc & par lesdits Sires de Grimb- ANNO
berges. 1292.

propter fortunam seu austeritatem temporis, in quo quidem neminem offenderent, tam Venerum, quam forensium, sed redibunt infra dictos confines quam citius poterunt. Ceterum si contingeret aliquo casu, quod per dictum D. Comitem Georgium, vel per aliquem hominem Almisi, seu subditorum suorum daretur dampnum alicui Veneto, subiecto, fidei, seu districtuali dicti D. Ducis, & Comitis Venet. quod ipse Dominus Comes Geor. teneatur totum dampnum emendare, vel dare illos, qui dampnum dederunt in manibus dicti D. Ducis Ven. infra 30. dies proximos, postquam & sicut per D. Ducem Ven. praedictum fuerit requisitus, redeunte ligno quod dederit dampnum in Almisi, vel hominibus ipsius, aut discariatis, vel missis rebus acceptis in Almisi, vel in terris fideiujurum vel Communitum infra scriptorum, vel in terris aliis subiectis praedicto D. Comiti Georgio quocunque modo, alioquin ab ultimo die ipsorum 30. dierum in antea cadat ad poenam infra scriptam, & nihilominus teneatur dampnum integrè emendare, & restituere, & si accideret quod illi qui commiserint, vel dederint dampnum non possent solvere, vel restituere, quod acceperint, datis ipsis hominibus in manibus dicti D. Ducis, liberetur praedictus D. Comes Georgius a damno dato & poena. Insuper praedictus D. Georgius Comes per se, & suos, & nomine hominum & Comitis Almisi, ut praedictum est, juravit ad sancta Dei Evangelia corporaliter tacto libro in animam suam, & suorum, & hominum praedictorum Almisi, attendere, observare, & adimplere, ac attendi & observari, & adimpleri facere omnia & singula supra scripta, & non contrahere, vel venire per se, vel per alios, aliqua ratione, ingenio, five causa sub poena lib. 15. Millium denariorum Venetorum parvorum, qua soluta fideiujures infra scripti sint absoluti. Et hoc dum terra praedicta Almisi esset in manibus dicti D. Comitis Georgii, & fratrum suorum, vel aliter pro eo usque ad terminum supradictum, & in horum fidem, & evidentiam pleniorum dictus D. Comes Georgius praefens publicum instrumentum sua bulla ac sigillo cereo communiri mandavit.

Verfa vice praedictus D. Joannes Contareno Jadren. Comes nomine & vice praedicti D. Ducis, & hominum Venet. habitatorum, subditorum, fidelium, districtualium suorum inivit, fecit, & firmavit meram, puram, & firmam tregam usque ad praedictum annum continuum, & completum cum supradicto D. Comite Geor. recipiente & stipulante. tam suo & suorum nomine, quam nomine hominum, & Comitis Almisi, promittens quod praedictus D. Dux pro se, seu pro Comite, seu subditos non offendent, nec offendi facient, nec offendi permittent in personis, vel rebus praedictum Dominum Comitem Georgium nec Commune & homines Almisi, nec alicujus eorum homines, vel subditos ubique existentes; Sed eos omnes, & singulos in personis, & rebus tam in mari quam in terra Almisi, & sui Domini habebunt salvos, & securos. Ceterum si dictus D. Comes Georgius veniret Venet. occasione eundi ad Curiam Domini Papae vel alia occasione, dictus D. Dux per se, & per dictos omnes suos habeat, & haberi faciat cum cum sua comitiva in personis, & rebus saluum, & securum Venetis veniendo, stando, eundo, & redeundo.

DXIII.

Conventio inter Commune JANUAE & ANTO-27. MAR-
NIUM Marchionem de CARRETO pro se &
hominibus suis, quod ipsi non liceat, nec alicui
persone navigare de aliqua parte, seu loco, qui
sit a Corvo usque ad Monacum, in Pelagus nisi
de Portu Januae, nec de Pelago redire in aliquem
locum, qui sit intra dicta consinia, nisi in Por-
tum Januae. Actum Januae die 27. Martii Anno
Nativit.

1292. *Nativitatis 1292. Cum Utriusque Partis Procuratoribus, nec non Prasati Marchionis RATIFICATIONE die 19. Junii anno 1292. [Pièces, tirées d'une Information de Droit publiée à Milan par ordre du Roi d'Espagne en 1633. sous le Titre de *Discussio Questionis Salarie Finariensis.*]*

In Nomine Domini Amen.

CUM inter Commune, & Homines Januæ ex una parte, & D. Antonium Marchionem de Carreto pro se, & Hominibus, & districtibus suis, & Jurisdictionis suæ, ex altera, plures contentiones, & litigia ortæ essent per tempora præterita, maximè ex occasione, quia Homines dicti Marchionis navigabant multoties, navigare volebant de Finario in pelagus, & de pelago Finarium redire volebant, & redibant contra Ordinalia Communis Januæ, dicentes, quod non licebat eis, nec alicui persone navigare de aliqua parte, seu Loco, qui sit à Corvo, usque Monacum, ipsi Locis comprehensis in pelagus, nisi de Portu Januæ, nec de pelago redire in aliquem Locum, qui sit intra dicta Confinia, nisi in Portum Januæ, & aliis diversis de causis, descendendis occasione Introituum, & Gabbellarum Communis Januæ, qui voluntur, & solvi debent per Homines navigantes, & redeunt, de Mercibus, & rebus, quas deferunt, tam eundo, quam redeundo & aliis, de quibus omnibus inferius fit mentio; tandem discretus Vir Petrus Dardella Cancellarius, & Syndicus Communis Januæ, ut de Syndicato constat Instrumentum scriptum manu mei Lanfranchi de Valerio Notarii Anno præsentis, die 28. Martii proximè præteriti, & cujus Instrumentum tenor inferius scriptus est, nomine dicti Communis, & Hominum Januæ ex una parte, & DD. Mantellis de Mantellis Jurisperitus, & Henricus Vacca Vicecomes Finarii, Procuratores dicti D. Antonii ad hoc specialiter constituti, ut constat per Instrumentum scriptum manu Joannis de Predino Imperiali Auctoritate Notarii Anno Domini 1292. Indictione quinta, die 26. Januarii, & cujus Instrumentum tenor inferius scriptus est, nomine dicti Marchionis pro se, & hominibus suis ex altera, super prædictis, & infra scriptis omnibus convenerunt, & Pacta dictis nominibus solemniter, & solemnibus stipulationibus vallata fecerunt, atque sese dictis nominibus ad observationem infra scriptorum omnium obligaverunt, prout inferius per omnia continentur; videlicet, quia dicti Procuratores, & quilibet eorum nomine dicti D. Marchionis, & Hominum, & Districtualium fuorum, & Jurisdictionis suæ promiserunt dicto Syndico recipienti nomine dicti Communis, quod ipse Marchio, seu Homines de Finario, vel aliquis, seu aliqui Homines dicti D. Marchionis, seu Jurisdictionis ipsius, vel qui per ipsum D. Marchionem modo aliquo distinguantur, non navigabunt de cætero, seu navigare possint in Pelagus aliquo modo de aliquo Loco, qui sit à Corvo usque Monacum, ipsi locis comprehensis, nisi solummodo in Portu Januæ, nec veniendo, seu redeundo de Pelago attingent, vel applicabunt, seu attingere, vel applicare possint, in aliquo alio loco, qui sit à Corvo usque Monacum ipsi locis comprehensis, nisi solummodo in Portu Januæ. Item promiserunt dicti Procuratores, & quilibet eorum dicto nomine dicto Syndico Communis Januæ recipienti dicto nomine, quod dictus D. Antonius faciet, & curabit ita, & sic, quod aliqua persona undecunque sit, non navigabit de Finario, vel districtu, seu Territorio dicti D. Antonii in pelagus, nec patietur, quod aliqua persona, undecunque sit, redeat, vel applicet de Pelago ad aliquam Terram, vel Districtum, seu Locum dicti Domini Antonii causâ faciendi Portum, vel exonerandi, nec patietur, quod aliquid ibi exoneretur, scilicet, compellet eos, quod inde recedant, quam citius poterint bonâ fide, & quod in navigando, redeundo, veniendo, facient, attendent, & observant, sicut Januenses, seu Cives Januæ facere tenentur, seu teneantur, & quod expedimenta cives solvent, & quantum solvent Januenses, seu Cives Januæ, & Decreta Communis Januæ observabunt: Possint tamen de Finario tantum portare in Provinciam, non obstantibus supra dictis, res infra scriptas videlicet, lignamen pro Butis, seu vegetibus, & tins factum in districtu dicti Domini Marchionis, & circulos factos, & castaneos, & poma nata in districtu dicti Antonii, & quod in fraudem prædictorum, vel alicujus eorum aliquid non facient, vel committent. Sanè intellecto, quod si tem-

pestate Maris, vel temporis, vel urgenti, & evidenti necessitate applicarent ad aliquem Locum, qui sit intra dictos Confines, præterquam in Portum Januæ, dummodo aliquid ibi non exoneretur, exinde moveant pro veniendo in Portum Januæ, & veniant in Portum Januæ, quam citius commodè poterint, non intelligantur venisse, seu fecisse contra prædicta; salvo tamen semper, & intellecto, quod ad Locum Finarii, seu ad aliquam Terram dicti Domini Antonii, seu Jurisdictionis suæ nullo modo applicare possint. Item dicti Procuratores, & quilibet eorum dicto nomine promiserunt dicto Syndico Communis Januæ dicto nomine recipienti, quod ipsi dicto nomine, & dictus D. Antonius facient, & curabunt, ita & sic, quod Homines Finarii, seu aliqui alii homines ipsius Domini Antonii de cætero per Mare non deferant, nec abducent carnes, caseum, seu axoniam in aliquem Locum, qui sit à Corvo, usque Monacum ipsi Locis comprehensis, nisi in Portum Januæ, & quod aliqua persona de Finario, seu de terra ipsius D. Antonii, sive Jurisdictione suâ, vel quæ per ipsam distinguatur, non exonerabit in Finario, seu in aliqua Terra ipsius D. Antonii, vel Jurisdictionis suæ, seu quæ per ipsam distinguatur, carnes, caseum, vel axoniam delatas per mare, etiam si non deferantur de Pelago, nisi fortè de Januâ, seu Portu Januæ deferantur, seu portarentur Finarium, seu ad Terras dicti D. Antonii, vel ejus Jurisdictionis, de licentia Communis Januæ, seu Emptoris introitus carnis, & casei. Si autem continget, vel eveniet, quod aliquis, vel aliqui de Finario, seu de Jurisdictione dicti D. Marchionis, seu de Terrâ, vel Territorio ipsius veniat, vel applicet in Portum Januæ, in aliqua Navi, Galea, vel aliquo Ligno navigabili, quæ Navis, Galea, vel Lignum, sit alicujus, vel aliquorum de Finario, seu de Terra, vel Jurisdictione dicti D. Marchionis, & in quo, vel in qua abductum sit Granum, vel alia Blava, seu Legumina, undecunque conductâ sint, postquam fuerint in Portu Januæ, possint Homines Finarii, & omnes de Terra, sive Jurisdictione dicti Marchionis ex Grano, Blava, Leguminibus, quod sit eorum, vel emptum de eorum pecunia tantum extrahere, extrahi facere, & deferre, seu deferri facere Finarium; seu ad aliquam aliam Terram dicti Marchionis tantum, & non ad alia Loca, usque in quantitatem Minarum trium millium ad Minam, sive Mensuram Januæ, & hoc semel in quolibet Anno tantum pro usu dicti D. Marchionis, & Hominum fuorum, ipsi prius solventibus nomine directis, & tolte pro qualibet minâ, denarios duos tantum, qui sint, & esse debeant participum dictæ tolte denariorum duorum, & nihil aliud pro aliquâ dactâ, dictâ, vel exactione solvere teneantur, occasione tolte grani, salvo, & excepto & sanè intellecto, quod si in Janua esset Caristia de Grano, Blado, seu Blava, si mina Grani venderetur solidis viginti Januæ, vel abinde supra, quo casu, sive eo tempore non possit extrahi de Portu Januæ de illa quantitate Grani, Bladi, seu Blavæ, quæ delata fuerit in Portum Januæ per Homines Finarii, seu in Lignis ipsorum ultra dimidiam ipsius quantitatis. Itâ tamen, & eo salvo, quod si per totum annum duraret dicta caristia, possint extrahendo dictam dimidiam tantum, ut dictum est, ipsius quantitatis Grani, Bladi, seu Blavæ delatæ, ut supra, licenter extrahere usque in dictam quantitatem Minarum trium millium in Anno. Et eodem modo, si coningeret, quod in aliqua Navi, Galea, vel Ligno navigabili, alicujus, vel aliquorum de Finario, seu de Terrâ dicti Marchionis, per quos carnes, caseus, vel axonia de Sardinia, vel Corsicâ tantum adductæ fuerint in Portum Januæ, vel de quorum pecunia emptæ, seu acquisitæ fuerint, ex ipsis carnis, caseo, & axonia extrahere de Portu Januæ, & deferre, seu deferri facere Finarium, vel ad aliam Terram dicti D. Marchionis, & de Jurisdictione ipsius tantum usque in Cantaria septem millia tantum, ad Cantarium Januensem, quolibet Anno tantum: Salvo quando esset caristia in Janua de caseo, vel carnis, observetur in hoc, prout infra dicitur, quam quantitatem carnis, casei, & axoniæ extrahere possint de Portu Januæ, sine eo quod in Portum Januæ exonerentur, factâ tamen prius solutione introitus carnis, & casei, & axoniæ in Janua, seu Comuni Januæ, seu Collectoribus ejusdem introitus de denariis decem, & octo, pro quolibet Cantario illius quantitatis carnis, & casei, vel axoniæ, quam extrahere voluerint de Portu Januæ usque in dictam quantitatem Cantariorum septem millium in Anno, & quam quantitatem possint deferre Finarium, sine eo quod in Portu Januæ exonerentur, possint tamen de uno Ligno in alio ponere, seu transmutare dictam quantitatem concessam causâ portandi Finarium,

ANNO narium, ad scientiam tamen Emptorum, seu Collec-
 1292. torum dicti introitus, vel alicujus eorum. Et prædicta
 facere possint ad scientiam Emptorum, seu Collec-
 torum dicti introitus, vel alicujus eorum, prædicto tamen
 prius juramento in præsentia ipsorum Emptorum, seu
 Collectorum dicti introitus, vel alicujus eorum per il-
 los, qui adduxerint carnes, caseum, & axoniam, de
 veritate dicenda, & de manifestanda quantitate car-
 nium, casei, vel axoniz, quæ in ipsis Lignis erunt,
 & viso etiam cartulario Ligni. Et si Gabellotti, vel
 Collectores, seu Emptores dicti introitus voluerint ul-
 tra prædicta mittere aliquem, vel aliquos ex Nuntiis
 eorum in Lignis, seu in Ligno, in quo, vel quibus
 adductæ fuerint carnes, caseus, vel axoniz, & qui-
 bus deferentur carnes, caseus, vel axoniz de Portu
 Januæ Finarium pro videndo exonerari, & ponderari,
 ipsas carnes, caseum, vel axoniam in Finario licenter
 possint hoc facere, ita quod in dicto casu quando ali-
 quod seu aliquos immittent ut supra dicti ex causa non
 possint exonerari carnes, caseus, vel axoniz de ipsis
 Lignis, nisi ipsis Nuntiis præsentibus, & scientibus, &
 teneantur prædicta, volentes ut supra deferre Finarium,
 denunciare Emptoribus dicti introitus, vel Collectoribus
 ipsorum, antequam recedant, per unam diem quod vo-
 lunt recedere, & ire Finarium. Et si aliquem Nun-
 tium eorum mittere velint, quod ipsum Nuntium mit-
 tant, quod factio, & elapso dicto termino possint liberè
 recedere de Portu Januæ, & si forte postea apparet,
 aliquem dixisse, fuisse jurasse de minori quantitate, quam
 adducta esset in Gales, vel Ligno, & coram D. Mar-
 chione, vel ejus Vicecomite inde facta fuerit queri-
 monia, requisitio, vel accusatio, per Emptorem, vel
 Collectorem dicti introitus, vel per aliquem ejus Nun-
 tium, & teneatur ipse D. Marchio, vel ejus Vicecomes
 condemnare illum, qui dictam fraudem commississet in
 duplum illius quantitas, quæ solvi debebat pro ipso
 introitu, & compellere illum sic condemnatum solvere
 dictum Duplum Emptori, seu Collectori dicti introitus
 ad voluntatem ipsius Emptoris, seu Collectoris, quod
 si non fecerit, teneatur dictus Marchio, vel ejus Vice-
 comes solvere de suo proprio dictum Duplum, vel ip-
 sam Personam, quæ fraudem commississet, transmitti-
 re personaliter in virtutem D. Potestatis Januæ, si haberi
 poterit. Verum tamen si Nuntiis, vel Nuncio Emptor-
 um, vel Collectorum dicti introitus missis in dictis
 Lignis ob dictam causam videbitur, postquam fuerint
 in Finario, possint facere ponderari in Platea Finarii, vel
 ubi eis melius videbitur in Finario, dictas carnes, ca-
 seum, vel axoniam, & etiam numerari, ad hoc, ut
 melius possint habere, & colligere dictum introitum.
 Et quod Nuncii benignè tractari debeant per ipsum
 Marchionem, & Homines suos, & Jurisdictionis suæ,
 & in aliquo non offendi, & de ipsa quantitate quanta
 fuerit, stetur fidei, & juramento dictorum Homini-
 um, vel Hominum, seu Nunciorum transmissorum ut supra.
 Et quod illa quantitas, de qua dictum fuerit per dictos
 Homines, vel Hominem, seu Nuncios, transmissum,
 seu transmissos ut supra, solvatur dictus introitus. Et
 hoc si dictis Hominibus, vel Nunciis transmissis ali-
 quod impedimentum fieret, quo minus ipsas carnes,
 caseum, vel axoniam Finarium delata ut supra liberè,
 & sine molestia numerare, & ponderare, seu ponderari
 facere possent ad eorum voluntatem. Item promiserunt
 dicti Procuratores dicti D. Marchionis dicto nomine
 dicto Syndico stipulanti, quod dictus D. Marchio accipiet,
 seu accipiet faciet de quolibet Cantario carniū, casei,
 & axoniz, delatorum de Portu Januæ Finarium, vel
 ad aliquam Terram ipsius D. Marchionis, ut superius
 dictum est, denarios decem & octo Januæ, ad minus,
 qui ipsius sint, & esse debeant. Salvo, & expressim
 dicto, quod si per Commune Januæ ordinaretur, quod
 pro dicto introitu carniū, & casei, & axoniz colli-
 gi, seu percipi deberet minor quantitas solidorum
 trium Januæ pro quolibet Cantario, quod tunc dimi-
 dia ejus, quod ordinatum esset, colligatur, & perci-
 piatur, & percipi, & colligi possit ab Hominibus dicti
 D. Antonii, seu Jurisdictionis ipsius, pro Communi
 Januæ, & aliam dimidiam dictus D. Antonius collige-
 re, exigere, & percipere teneatur omnino ex dictis
 carniibus, caseo, & axoniz delatis Finarium, ut supra.
 Item promiserunt dicti Procuratores dicti D. Antonii
 dicto nomine dicto Syndico Communitatis Januæ, sti-
 pulanti dicto nomine, quod ex carniibus, caseo, &
 axoniz, prout supra delati fuerint de Janua, seu de
 Portu Januæ pro ipsis Finarium, seu ad Terras dicti D.
 Antonii deferendis, aliquid non exonerabatur, portabi-
 tur, seu vehetur, siue venditur aliquo modo, siue in-
 genio, in aliqua parte, seu loco, qui sit à Corvo us-
 que Monacum ipsis locis comprehensis, & à Jugo ver-

ANNO
 1292. sus Mare, nisi solummodo in Terra dicti D. Antonii,
 seu Jurisdictionis ejus, de qua tamen postea exoneratum
 ibi fuerit, possit extrahi, mitti, & portari versus Lom-
 bardiam à quolibet persona, excepto ad Loca aliqua,
 quæ sunt de Distincta, vel ipsaria Januæ, non obstan-
 tibus aliquibus prædictis. Item promiserunt dicti Pro-
 curatores dicti D. Antonii dicto nomine, dicto Syndi-
 co Communitatis Januæ stipulanti, se dicto nomine fac-
 turos, & curaturos, ita, & sic quod illi de Finario,
 seu de Jurisdictione dicti D. Antonii, qui de Janua,
 seu de Portu Januæ deferre voluerint carnes, caseum,
 vel axoniam in aliquo, vel aliquibus Lignis Finarium,
 priusquam Lignum, seu Ligna, in quo vel quibus car-
 nes, caseum, vel axoniam deferre voluerint, ut su-
 pra, moveant de Portu Januæ, facient idoneam cau-
 tionem Emptoribus, seu Collectoribus dicti introitus,
 seu alicujus ipsorum de dicto introitu persolvendo ut
 supra, pro ea quantitate, pro qua apparerit solvi de-
 bere dictum introitum, facta inquisitione super ipsa
 quantitate inveniendam secundum modum prædictum, &
 super hoc stando fidei, & juramento dictorum Homi-
 nis, vel Hominum, seu Nunciorum transmissorum
 ut supra. Quod autem dictum est supra, quod de car-
 niibus, caseo, & axoniz adductis in Lignis Hominum
 de Finario, seu aliquorum de Terra, vel Jurisdictione
 dicti Marchionis, vel empta, seu aquista de eorum
 pecunia de Sardinia, vel Corsica, tantum possint ex-
 trahere usque in quantitatem Cantariorum septem mil-
 lium in Anno, intelligatur, & intelligi debeat, quando non
 esset carlita in Janua de caseo, & carniibus tantum. Si autem
 esset carlita de caseo, vel carniibus in Janua, in eum
 casum, siue eo tempore non possit extrahi de Portu
 Januæ de illa quantitate carnis, casei, vel axoniz,
 quæ delata fuerit in Portum Januæ per Homines Fina-
 rii, vel Homines Jurisdictionis dicti Domini Marchio-
 nis, seu in Lignis ipsorum ultra dimidiam ipsius
 quantitas, ita tamen, & eo salvo, quod si per totum
 Annum duraret ipsa carlita, possint extrahendo dictam
 dimidiam tantum, ut dictum est, ipsius quantitas car-
 niū, casei, & axoniz delata, ut supra, licenter ex-
 trahere usque in dictam quantitatem Cantariorum sep-
 tem millium carniū, casei, vel axoniz in anno, &
 intelligatur esse carlita in Janua de caseo, vel carni-
 bus, si Cantarium casei Sardischi, vel carniū Sardis-
 carum venderetur in Janua solidis viginti quinque vel
 abinde supra sine tota. Item promiserunt dicti Procu-
 ratores dicto nomine dicto Syndico Communitatis Januæ
 dicto nomine stipulanti, quod si per aliquos Homines
 de Finario, seu Jurisdictione dicti D. Antonii, predi-
 cata non fuerint observata, seu contra prædicta, vel ali-
 quod prædictorum factum fuerit, & coram D. Antonio
 Marchione, vel ejus Vicecomite, siue Vicario inde
 facta fuerit querimonia, requisitio, vel accusatio per
 Emptorem, vel Collectorem alicujus introitus Com-
 munitatis Januæ, vel ejus Nuncii, dictus D. Marchio,
 vel ejus Vicecomes, seu Tenens locum ejus condem-
 nabit illum, qui contrafecerit, vel ut supra non ob-
 servaverit, in solidis quinque Januæ pro qualibet libra
 quantitas, quam solvere debebat ille contrafaciens,
 vel non observans, ut supra, ultra quantitatem, quam
 solvere deberet, & compellet illum sic condemnatum
 solvere dictos solidos quinque pro Libra Emptori, seu
 Collectori illius introitus, in quo contrafactum esset,
 vel ut supra non observatum, vel Nuncio ipsius Empto-
 ris, ultra dictam quantitatem, quam solvere deberet, infra
 Mensem, postquam eidem Marchioni, vel ejus Vicario, seu
 ejus Locumtenenti denunciatum, seu requisitum fuerit,
 ad voluntatem ipsius Emptoris, seu Collectoris de bo-
 nis condemnari; quod si non fecerit dictus D. Marchio,
 vel ejus Vicarius, seu Locumtenens, solvet de suo pro-
 prio solidos quinque per libram ultra quantitatem, quæ
 solvi deberet. Salvo, quod prædicta pena solidorum
 quinque per libram non fit, nec intelligatur apposta su-
 per introitu carniū, casei, vel axoniz, scilicet super
 eo observetur, prout superius dictum est, & si de Bo-
 nis Contrafaciens inveniri non possit, dictus D. Mar-
 chio ipsum mittet personaliter in virtutem Domini Po-
 testatis Januæ, si haberi poterit, & si haberi non pote-
 rit, dictus Marchio ipsum foretabit, & Bona sua vas-
 tabit, si quæ reperientur in districtu, seu Territorio ip-
 sius D. Marchionis, & ipsum non permittet stare, vel
 receptari in aliqua parte sui Districtus, seu Jurisdic-
 tionis, nisi prius fuerit in concordio cum illo, cui dicta
 solutio fieri deberet; & si dictus D. Marchio ut supra
 non observaverit, solvet de suo proprio, quidquid exi-
 gendum fuisset à contrafaciante, vel ut supra non ob-
 servante. Acto quod de prædictis omnibus, videlicet
 si contrafecerit, vel non observaverit ut supra, stetur,
 & stari debeat inquisitioni, & Definitioni inde faciendæ
 per

279

ANNO
1292.

In nomine dei amen. Nos Guilielmus Gardinus Potestas Januae de consensu, benepetito, & voluntate Antianorum, & Confiliatorum Communis Januae ad Consilium per vocem Praecons, & solum campanae more solito congregatorum, & Nos ipsi iudices, & Confiliarii, adforitate, & decreto dicti P. Potestatis, nominis Communis, & Hominum Januae, & pro ipsi Communis, & Hominibus Januae, & districtis facimus constitutimus, & ordinamus Syndicum, Aedorem, & Procuratorem dicti Communis, & prout melius esse poterit, Petrum Dardellam Cancellarium Communis Januae, ad faciendas, & firmandas Conventions quaslibet pro ipso Communis ex una parte, & D. Antonium Marchionem de Carreto pro fe & Hominibus, & Districtu eandis suis, & Jurisdictionis suae, sive Procurato-

ANNO
1292.

tozem dicti D. Marchionis ex altera, super omnibus, de quibus eidem Syndico melius videbitur, & de quibus erit in concordia cum dicto D. Marchione, vel Procuratoribus ejus, & specialiter super facto navigandi, quomodo, & qualiter Homines dicti D. Marchionis, & Jurisdictionis sue navigare debeant, in quibuscunque Lignis navigent, & tam in eundo, quam redeundo, & qualiter, & quomodo solvere debeant dictus, redditus, introitus, & provenus, & dactas, exactiones, & expeditamenta, & alia, quae solvunt, & solvere consueverunt, seu solvent Navigantes de Janua, vel Districtu, & tam in eundo, quam in redeundo, & quae per Commune, five aliquos Constitutos per Commune colliguntur, seu colligi consueverunt, & de cetero colliguntur, & tam pro se ipsis, quam Lignis eorum, & Mercibus, quae in ipsis Lignis veniunt, portabuntur, seu ducuntur, & tam in eundo, quam in redeundo, & ad firmandum Tractatum super hoc factum, & omnia, & singula, quae in ipso Tractatu continentur, & quae in nomine ipsius Communis ex una parte, & dictum D. Marchionem, vel dictos ejus Procuratores, & Nuncios, nomine dicti D. Marchionis, & Hominum, & Districtualium suorum, ex altera tractata sunt. Et demum super omnibus, & singulis, quae eidem Syndico videbuntur, & de quibus erit in concordia cum ipso D. Marchione, vel Procuratoribus, & ad promittendum propterea, & obligandum dictum Commune, & Bona sua, de omnibus, & singulis supradictis, & de omnibus, de quibus fit mentio in dicto Tractatu, & de omnibus, de quibus eidem videbitur, attendendis, & observandis, & ad propterea obligandum illam quantitatem pecuniae nomine poenae, de qua eidem videbitur, si contra fuerit, vel non observarentur, quae promissa essent, & hoc in Instrumentis inde faciendis, & componendis eo modo, & forma, & secundum quod eidem Syndico videbitur, & erit in concordia cum dicto Domino Marchione, seu ejus Procuratoribus. Et demum ad omnia, & singula facienda, in praedictis, & circa praedicta, & quolibet praedictorum, & occasione praedictorum, quae eidem faciendi videbuntur. Dantes, & concedentes dicto Syndico in praedictis omnibus, & singulis, & circa praedicta omnia, & singula, plenum, & generale Mandatum, & liberam, & generalem administrationem, ita quod in omnibus, in quibus Mandatum speciale requiritur à Jure, intelligatur, & sit specialiter constitutos. Et omnia, & singula possit facere in praedictis omnibus, & singulis, & circa praedicta omnia, & singula pro dicto Communi, quae facere possemus, vel ipsum Commune facere posset. Promittentes tibi Notario infra scripto stipulanti nomine ejus, vel quorum interest, vel intererit, seu interesse posset & specialiter nomine dicti D. Marchionis, Hominum, & Districtualium suorum, & Jurisdictionis suae, gratum, & firmum habere, & tenere, & haberi, & teneri, & facere sic, quod attendetur, & observabitur per Commune Januae omne id, & totum, & quicquid per dictum Syndicum factum fuerit in praedictis, & circa praedicta, sub hypotheca, & obligatione Bonorum dicti Communis. Actum Januae in Palatio Heredum quondam Oberti Aniae. Testes Loyfius Calvus, Ingenus Spinula, & Guilielmus Cibo, Anno Dominicae Nativitatis 1292. Indictione quarta, die 27. Maii. Et de praedictis dictae Partes plura publica Instrumenta ejusdem tenoris inde fieri voluerunt, & rogaverunt. Actum Januae in porticu Palatii Heredum quondam Alberti de Flisco. Testes D. Bernolius Bonifacii, Obertus Paxius Jurisperitus, Guilielmus de Bartholomaeus, & Franceschinus de Serra Notarii. Anno Dominicae Nativitatis 1292. die Martis tertia Junii, Indictione quarta. Tenor autem Instrumenti Ratificationis factae per dictum D. Marchionem talis est.

In Nomine Domini Amen. Anno Domini 1292. Indictione quinta, die 19. Junii, praesentibus testibus infra scriptis. Cum D. Antonius Marchio de Carreto cognoverit, & ad ejus notitiam pervenerit, quod Conventio quaedam, & Pacta solemnibus stipulationibus, hypothecis, & penalibus stipulationibus firmata, & vallata, inita, & celebrata est, & facta, & inita sunt inter discretum Virum Petrum Dardellam Cancellarium Communis Januae, & Syndicum ipsius Communis Januae ex una parte, & prudentes Viros Mantellum de Mantellis Jurisperitum, & Henricum Vaccam Vicecomitem Finarii, Procuratores ipsius D. Marchionis, & Hominibus ipsius D. Marchionis & quibuscunque Hominibus de Jurisdictione ipsius D. Marchionis ex altera super facto navigandi, scilicet quo modo, & forma, Homines de Finario, & quicunque Homines dicti D.

Marchionis, seu Jurisdictionis ipsius, possint, & debeant navigare, & super dandis, & solvendis dictis, gabelis, & introitibus, & quibuscunque dactis, seu exactionibus Communis Januae per ipsos Homines, & super aliis omnibus, de quibus omnibus in ipsa Conventione mentio fit, & de qua Conventione, & Pactis, & de quibus aliis continetur in Instrumento publico, scripto manu Lanfranchi de Valario Notarii, hoc anno die 3. Junii, dictus D. Marchio dixit, & protestatus fuit in praesentia mei Notarii, & testium infra scriptorum, ad hoc specialiter vocatorum, & adhibitorum, & praesente dicto Petro Dardella Syndico Communis Januae, & ad ipsius Petri nomine, & vice ipsius Communis Januae instantiam seu requisitionem, quod dictam Conventiorem, & Pacta omnia, & singula, quae continentur in dicto Instrumento ratificabat, & approbabat, & ipsam Conventiorem confirmabat, & Pacta, & omnia, & singula, quae in dicto Instrumento continentur, ratificavit, approbavit, & confirmavit dicto Syndico recipiente nomine Communis Januae. Promittens etiam dicto Syndico stipulanti nomine dicti Communis dictam Conventiorem, & Pacta omnia, & singula, quae continentur in supra scripto Instrumento, & rata, & firma habere, & tenere, & observare, & per Homines, & Districtuales suos, in omnibus, & per omnia, prout in dicto Instrumento continetur, & contra in aliquo non facere, vel venire, & ipsa non infringere, seu infringi facere, jure, seu modo aliquo; alioquin poenam Marcarum mille boni, & puri Argenti eidem Syndico dicto nomine stipulanti dare & solvere promissit, ratis manentibus supradictis, pro qua poena, & praedictis omnibus, & singulis attendendis, & observandis dictus D. Marchio omnia Bona sua habita, & habenda dicto Syndico recipienti dicto nomine pignori obligavit. Quae omnia, & singula ut supra dixit, & fecit dictus D. Marchio prius lecto, & recitato in praesentia ipsius Domini Marchionis toto tenore de verbo ad verbum dicti Instrumenti, & per ipsum D. Marchionem plenius intellecto. Actum in Domino Domini Simonis de Maximino in Burgo Calisani, dicta die, & dicto mellefimo, inter tertiam, & nonam. Testes D. Leo Marchio Ceve, Enricus ejus Frater, Lodovius de Gutueris, Civis Alensis, Petrus de Rocha, & Martinus Dardella Civis Januae, vocati, & rogati ad hoc specialiter. Et Ego Jacobinus Maria Notarius Sacri Palatii hanc Cartam publicavi, & scripsi.

Ego Rolandinus de Rolando Sacri Palatii Notarius hanc Conventiorem, & omnia, quae cum ipsa scripta sunt, extraxi, & exemplavi ex Cartulario Instrumentorum Lanfranchi de Valerio Notarii, sicut in eo vidi, & legi, nihil addito, vel diminuto, nisi forte littera, vel syllaba, titulo, seu puncto abbreviationis causa sententia non mutata, de Mandato tamen Domini Danil de Ofenaigo Civitatis Januae Potestatis, praesentibus testibus, Joanne Bonhominiis, Loyfio Calvo Cancellariis Communis Januae, & Jacobo de Albano Notario. MCCC. Indictione decima tertia die 20. Junii.

Ego Jo. Baptista Pavescius Cancellarius, & Secretarius Serenissimae Reipublicae Genuensis, & illius Archivi hoc anno Custos, praescriptum Conventionis Documentum, & omnia in eo inserta de verbo ad verbum fideliterque ex praefato Libro Jurium dictae Reipublicae in dicto Archivio publico existente licet aliena manu, & in testimonium veritatis me subscripsi ultima Augusti 1619.

Dux, & Gubernatores Reipublicae Genuensis.

UNIVERSIS, & singulis has nostras visuris, & inspecturis fides facimus, quod supra scriptus Joannes Baptista Pavescius, qui praescriptum Conventionis Documentum ex Archivio nostro publico extraxit, manumque sua propria subscripsit tempore praedicto, antea, & post, & de praesenti fuit, erat, & est Notarius Publicus Collegii hujus Civitatis, nec non & unus ex Cancellariis, & Secretariis nostris, & praedicti Archivi hoc anno curam habens, scripturisque publicis per eum confectis, & subscriptis in judicio, & extra plena fides adhibetur. In quorum fidem &c. Datum Genuae in nostro Ducali Palatio die ultima Augusti 1619.

V. AUGUSTINUS GRITA Cancellarius, & Secretarius.

Locus  Sigilli.

DXIV.

NNO

92.

Sept.

Assignation de Douaire à Madame ALIX, fille de THIEBAUT Comte de Bar, Vefve de MAHEU, fils de FERRI Duc de Lorraine; du Mardi avant la Fête St. Remi l'an 1292. [La véritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine, d'Autriche, &c. Aux Preuves. pag. 153.]

NOUS FERRIS Dux de Lorraine & Marchis, faisons cognoissant à tous, que nous avons assigné & assignons à Damoiselle AALIX fille à Noble homme Thiebault Comte de Bar qui fuit, & qui fut femme à MAHEU nostre fils qui fut, trois cens livres de terre à fors ou Chastellerie de Dompierre & de Montfort, sens fortresse à Leswart & à la prisse de Monsignor Pierre de Bullegneville & de Monignor Jean de Boziers & de altre soiffant. Se de lun de celz deffailloit, pour fon Douaire que elle devoit avoir en la Chastellerie de Beches, & alors de nostre depart: & doit estre faite cette dite prisse dedans cette nativitei nostre Signour nouvellement venant, desquels trois cens livres de terre ladite AALIX apres nostre decés doit estre & serat tenans & prenants en non de Douaire tant com elle vivrat, & lesdits trois cens livres de terre promettons-nous & sommes tenus par nos & por nos hoirs, for l'obligement de tous nos biens mobles & non mobles preffens & à venir ou que ils soient, ou puissent estre trouvei, à garantir à ladite AALIX vers toutes gens & contre toutes gens jusques à droit, parquoy ladite AALIX en jouit apres nostre decés si com deffus est devisé, & se nos & nostre hoir allies encontre les choses deffus dites en tout ou en partie; nos volons & otroions que ladite AALIX puisse penre & faire penre par ou qu'il lui plarad dou nostre & dou nos hoirs à vendre & à despendre, jusques à tant que ladite AALIX joiroit paisiblement des trois cens livres de terre deffus dites en la maniere deffus dite, & ne ferait ladite AALIX tenue de riens rendre à nos ne à nos hoirs de ce que elle auroit pris ou fait preare du nostre, por occoison des choses deffus dites non tenues & non semples de par nos ou de par nos hoirs. Et toutes ces choses deffus dites avons nos promis & promettons par nos & por nos hoirs, par nostre fairement corporellement donci for saintes Evangelis à tenir & à garder fermement, sens jamais aller contre par nos ne par autrui. Et avons renoncé & renonçons en cet fait par nos & por nos hoirs par ledit fairement, à ce que nous ne puissions dire que cedes choses n'aient esté faites ensi com elles sont deffus devisées, à l'exception de fraude & de bordie, & à toutes autres exceptions, aides & defences de droit & de fait & de custume qui à nos & à nos hoirs poroient aider en cet fait & à ladite AALIX grever & nuire. En tesmoignage de laquel chose por ce que ferme soit & estable nous avons mis nostre seal en ces presentes Lettres, qui furent faites l'an de grace mil dous cens quatre-vingts & douze, le mardy devant feste saint Remy en chief d'Octobre, seellées d'un seal cire verde sur double queue.

DXV.

73.

Bergleichung zwischen den drey Städten Maynz / Worms und Speyer / wegen der Bischofflichen Empfangung und Huldigung / im Jahr 1293. [LEHMANNI Chronicon Spirense Lib. IV. Cap. XXXIII. pag. 328. col. b.]

C'est-à-dire,

Accord entre les Villes de MAYENCE, de WORMS, & de SPIRE sur la maniere de recevoir l'Evoque & de lui faire le Serment de fidelité. 1293.

Admittet ein Bischoff der vorgenannten Städte / der jeho ist hilde oder künigk vord / und forbert an die Städte / das si ihme hilde oder gehorsam werde / so soll die Stadt wieder an ihn forder / das er ihr bestatige und gelobe si zu halten unverbrechlich ihre fretheit / ihr recht und ihre gute gewonheit / die sie von Pabsten / Kaysern / Sonigen und sin Dorfahren hat / und auch von ihme selber haben soll / als der Rath oder das mehrentheil des Rathes spricht das er ihr thum soll / und das er ihn auch daruber sine offen bezeugten Brief gebe / thut er das / so soll sie ihme hilden oder gehorsam werden / wolte er aber das nicht thun / so soll sie auch ihme nicht hilden oder gehorsam werden / wider der Bischoff sie daruber verlagen oder anders leibigen / die anderen zwu Städte sollen sie helfen und bystehen vestiglich und getruet.

Tom. I.

lich. Were aber / das er ihr wol gelabete bis alles si zu halten / und sie darnach angrieße und leidge an ihrer fretheit / Recht oder gewonheit / so sollt die anderen zwu Städte aber be- helfen sin der Stadt / also davor geschriben steht / wie aber wir von den vorgenannten drien Stätter einander helfen sollent / das ist als usgeschiden / u.

ANON

1293.

DXVI.

Bergleichung zwischen den drey Städten / Maynz / Worms und Speyer / wegen Empfangung der Kaiser und Könige und der Thun von der Bürgererschaft leistenden Huldigung 1293. [LEHMANNI Chronicon Spirense Lib. IV. Cap. X. pag. 259. col. b.]

C'est-à-dire,

Accord entre les Villes de MAYENCE, de WORMS, & de SPIRE sur la Reception qui se doit faire aux Empereurs & aux Rois des Romains dans le tems de leur Entrée, & sur le Serment qu'on doit leur prêter. 1293.

Wir der Räte / die Richter und die Bürger gemeinlich der Stadt zu Menz / der Stadt zu Worms / und der Stadt zu Speyer / als wir von Alter in langer zit miteinander in fründlicher herte / und in jegen schenden lieb / Schwarm und Gerietheit her sind kommen / worden mit der Gottes Gnaden. Also wollen wir aber in Gottes Namen durch freitben und durch gemeine Güt uns unter andern und jegen andern befehen und bestengen / und verbinden uns zusammen mit guten Truwen und mit geschwornen Eide einander zu helfen / und nicht einander zu lassen / als hiernach geschriben und bescheiden ist. Kommet ein Künig der jeho ist / oder künigk vord / zu einer Stadt der vorgenannten drey Städte / und forder / das si ihme hilde oder gehorsam werde. So soll die Stadt wieder an den Künig forder / das er ihr bestatige und bestatige mit sin offen bezeugten Briefen / und auch si sie halten unverbrechlich ihre fretheit / ihr recht und ihre gute gewonheit sinore und sinamer / also si sie von sin Dorfahren / Kaysern und Künigen hat / mit denselben Worten und Bescheidenissen. Sie soll auch forder an den Künig / das er dasselb thut / einer rechten Stadt der vorgenannten dreyen Städten. Thut er das / so soll sie ihme hilden oder gehorsam werden / mit solcher Beding und usgeschunden Worten / Ob er das mit sere / oder das sere / und darnach eine Stadt der vorgenannten Städte angrieße / also das er ihr fretheit / recht und gute gewonheit breche / das die Stadt die ihme dann gehuldet hat / oder gehorsam hat gethan / mit sol schuldig seyn / ihme zu helfen gegen den andern vorgenannten Städten einer oder allen / wann sie soll denselben Städte / die der Künig angrieße und verlegen wolte / helfen getreulich / das si sin them recht / fretheit und gewonheit bleibe. Und ist das der Künig einer Stadt der vorgenannten das verlore inthunde / so soll sie ihme wider hilden / helfen noch dienen / wider mit liebe / mit Güt oder mit Wogen / und leite dann der Künig an dieselbe Stadt sin inthunde / und wolte sie verlegen / die anderen zwu Städte sollen der behosfen sin mit guten Truwen / und ojn alte Gesehebe / als hiernach geschriben steht / u.

DXVII.

(1) *Traité de Mariage entre (2) EDOUARD FEVT. Roi d'Angleterre & MARGUERITE sœur de FRANCE PHILIPPE dit le Bel Roi de France, portant que s'il nait un Fils de ce Mariage, il aura pour héritage le Duché d'Aquitaine, lequel passera à ses Descendants en ligne masculine & feminine à perpétuité, sous diverses conditions exprimées dans ledit Traité. A Paris au mois de Février 1293. [LEIBNITZ, (3) Cod. Juris Gentium Diplom. Part. I. pag. 27.]*

PHILIPPE par la grace de Dieu Roy de France, nous faisons à sçavoir à tous, que mariage est parlé, tracté & accordé entre tres noble Prince EDUARD par la dicte grace Roy d'Angleterre, Seigneur d'Irlande, & Duc d'Aquitaine d'une part; & Dame Marguerite nostre chiere Suer d'autre, selon les convenances qui

(1) Ce Traité ne fut jamais scellé; on lisait ces paroles au dos de l'Original: *Quadam partitione quas sibi prebent Angli fieri ante guerram, sed Rex eas noluit admittere.*

(2) C'est Edouard I. de la tige d'Anjou, nommé de Winchestre; parce qu'il naquit en cette Ville.

(3) On a corrigé cette Copie de Leibnitz, sur une autre, tirée des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin, qui étoit beaucoup plus remplie. (Dum.)

ANNO
1293

qui s'ensuivent. C'est à sçavoir, que s'il advient, que la dicte Marguerite ait fils mâle d'iceluy Roy d'Angleterre, iceluy fils, & li hoirs descendans de son corps & tail li descendant, lesdits descendans de loiau mariage, soit fiens ou fille, auront tousjours en heritage après le deceds dudit Roy d'Angleterre le Duché d'Aquitaine & ses appartenances; & celi fiuz mâle, & sui hoirs de li descendant, & li descendans desdits descendans soit de fiens ou de fille en loiau mariage, qui auront la dicte Duché, seront tenus donner à chacune des filles qui iſtront dudit Roy d'Angleterre & de la dicte Marguerite à elles marier quarante mil livres de tournois en deniers pour terre & pour toutes choses, si li dis Roys ne avoit assénées de mariage en sa vie; en telle maniere, que les dictes filles le tiennent à payées chacune des dictes quarante mil livres en deniers à elles marier pour terre & pour toutes choses, & que elles en aucun cas ne puissent rien plus demander, ny avoir en la terre, ni en l'heritage de la dicte Duché, saufve loyalle escheute, s'il advenoit (que ja à Dieu ne plaife) que li Roy d'Angleterre mourust sans autres descendans de li, ou descendans de descendans.

§. 2. Et est traité & accordé au devant dit cas, auquel y aura fils ou hoirs mâles ou femelles, descendans dudit fils de loiau mariage, que fil qui seroit de li descendans, & les descendans desdits descendans de loiau mariage & seront Duc de la dicte Duché; à la requeste du Roy d'Angleterre, qui adonc fera, seront tenus de faire & seront en la dicte Duché seurement au Roy d'Angleterre, & a ses hoirs Rois d'Angleterre ou à leur mandemens, une fois à chacune nuance de chacun Roy d'Angleterre, & de chacun Duc d'Aquitaine, que li aideront audit Roy d'Angleterre aux guerres & aux besongnes, que il aura par raison de son Royaume & de ses terres & de ses Seigneuries dedans ou dehors le Royaume de avenant secours de gens d'armes, & de nefis & d'autres Vaisseaux de Bayonne, avec la garniture, que mestier y aura es cottages & gages advenant dudit Roy d'Angleterre, mais que ce ne soit contre le Roy de France dedans ses terres ne dehors ne contre homme de ses Royaumes ne dedans ses Royaumes; & en telle maniere, que s'il advenoit que au temps auquel li Rois d'Angleterre requeroit ou seroit requerre ledit Duc doudit secours, ou de la dicte aide, que li Roys de France eust mestier du service, & du secours dudit Duc es besongnes, & es guerres, que li même Roys auroit par raison de ses Royaumes dedans & dehors, & requit ledit Duc, que li disoit, que lors le dict Duc fust excusé de faire le dict secours audit Roy d'Angleterre, jusques à tant, qu'il eust ayde icelle fois le Roy de France; & outre ce ledit Duc & sui hoir seront tenu de jurer au dict seirement, que ils ne feront alliance contre le Roy d'Angleterre ne contre ses hoirs Roy d'Angleterre, ne contre eux, ne seront en nul cas, quant as besongnes, & as guerres, que ledits Roy d'Angleterre auront ou pourront avoir pour raison de leur Royaume & de leurs terres, & de leurs Seigneuries dedans ou dehors; Sauvés & exceptées les besongnes & les guerres que li Rois de France aura pour raison de ses Royaumes & de ses terres dedans & dehors; Et nous a tui nos hoirs Rois de France ferons tenu de contreindre ledit Duc & ses hoirs Ducs d'Aquitaine à faire ledit seirement en la maniere dessus dicte à la requeste dou Roy d'Angleterre, qui lors sera ou de son mandement.

§. 3. Et s'il advenoit, que lidit fiens mâle, qui auroit ou devoit avoir ladicte Duché selon ordonnance dessus dicte, mourut sans hoir descendant de son corps de loiau mariage, & tus lidit hoirs & toute la iſſue de masses & de femelles descendans dudit fils de loiau mariage moururent en aucun temps, ladicte Duché avecques ses appartenances retournera à celui, ou à celui qui à donc sera hoirs du Royaume d'Angleterre, sans grief, & sans outrages ameunissements de la dicte Duché, combien que ce li hoirs d'Angleterre, qui lors sera, soit en longtain degré de lignage ou hors de lignage de la personne dou Duc ou de la Duchesse d'Aquitaine, de la descendue doudit fils mâle, dont la dicte Duché devra retourner au Roy d'Angleterre, qui lors sera, selon la forme dessus dicte; sauf nostre droict royal en cas de forfaiture, se elle advenoit.

§. 4. Et si il advenoit, que ladicte Marguerite eust fils ou fille dudit Roy d'Angleterre, & que elle n'en eust nul fils mâle, que chacune des dictes filles eust à li marier, quarante mil livres de tournois noirs en deniers pour terre & pour toutes choses fur ladicte Duché, se li dict Roy ne les avoit assénées de mariage en sa vie; & que les dictes filles ne aucunes d'elles ne

ANNO
1293. puissent aucune autre chose demander ni avoir par succession, ne par escheute, ne en aucune autre maniere en la dicte Duché ne en ses appartenances, qui en ce cas apres le deceds doudit Roy d'Angleterre demeure aux hoirs mâles ou femelles doudit Roy d'Angleterre, comme Parrie de France.

§. 5. Derechef il est traité & accordé, que la dicte Marguerite, apres le mariage doudit Roy d'Angleterre & de ladicte Marguerite fiât & accomply, aura en Douaire apres le deceds dudit Roy d'Angleterre quinze mil livres de tournois noirs, tant seulement chacun an a sa vie fur ladicte Duché, si ainsi advient, quelle ait dudit Roy d'Angleterre fils mâle, ou que il y demeure hoir mâle d'iceluy fils qui survive le même Roy d'Angleterre. Et si ainsi estoit, qu'elle n'eust fils mâle dudit Roy d'Angleterre, ne que il demeurât hoirs mâles de ce li fils, qui li même Roy survive, & qu'elle eust fils ou filles, ou que elle n'eust fils ni fille, elle aura en douaire apres le deceds dudit Roy d'Angleterre vingt mil livres de tournois, sans plus chacun an a sa vie fur la dicte Duché pour lequel douaire elle aura toute la terre, que ledit Roy d'Angleterre a en Xaintonge, & la terre de la Ile de Oleron, & les Chasteaux & Chastellenies de Blanchefon & de Saint Macaire, selon que les dictes terres sont prises à droit valour de chacun an & le remaignant elle aura fur les peages de Bordaux ou de Normandie, ou sur ambedeux.

§. 6. Et outre ce la dicte Marguerite apres le deceds doudit Roy d'Angleterre tant sans plus, comme elle demoura sans Baron, aura la garde, la tutelle & le baill doudit fils mâle, quant a la dicte Duché sans plus jusques à tant, que le dict fiens mâle soit de quinze ans accomplis. Et s'il advenoit, que Dieu fist son commandement de celi fils mâle, apres le deceds dou même fils, & dou Roy d'Angleterre, la dicte Marguerite aura par même maniere la garde, la tutelle, & li bail dei hoir mâle ou femelle descendant doudit fils mâle par loiau mariage, qui devra avoir la dicte Duché, selon la forme dessus dicte, jusques à tant, que li dict hoirs, qui devra avoir ladicte Duché soit de quinze ans accomplis, & durant ledit bailli & cas dessus dict, & en chacun d'eux, ladicte Marguerite aura par raison de la dicte garde, & de la dicte tutelle, & dudit baill tous les fruits & tous les iſſus de la dicte Duché, en telle maniere, que en ce soit contenu son doaire durant ledit baill, & que elle soit tenue de faire au Roi d'Angleterre le seirement dessus dict pour le temps dudit baill, & pour les dits fruits & iſſus elle fasse & complisse les despens de garder & de soustenir les Chasteaux & les forteresses, & les maisons du Domaine de la dicte Duché & de ses despens de garder, & de soustenir les Chasteaux & les forteresses & les maisons du Domaine de la dicte Duché & ses despens mener & maintenir tous les plaids de la dicte Duché & de payer toutes les amendes, & de soustenir toutes les autres charges, quelles quelles soient, lesquelles avendront & seront à faire par raison dou temps doudit Baill; sauf & excepté qu'elle ne soit tenue de quarante mil livres dessus dictes, lesquelles doivent estre données à chacune des filles doudit mariage à elles marier, selon qu'il est dessus dict; & que finy le dict Baill en la maniere dessus dicte, elle ne puisse demander rien par nulle coustume, ni par nul usage d'aucun Royaume, ne d'aucune terre, fors tant seulement ledit doaire à sa vie, selon le cas, qui adviendra de fil ou de fille & comme il est dessus plainement ordonné.

§. 7. Et nos par grace & par favor doudit mariage, & des convenances & conseil, & pleniére deliberation sur les choses qui s'ensuivent, de nostre certaine science, par autorité de nostre plénier grace royal octroyons & donnons de nostre especialle grace audit Roy d'Angleterre, à tote sa vie, & audit fils mâle, qui iſtra de li & de la dicte Marguerite, & à tous les hoirs, qui descendront du corps doudit fils de loiau mariage, & qui seront Duc d'Aquitaine selon les convenances dessus dictes, tout le droict de propriété & de fief, que nous avons ou pouvons avoir en aucune maniere en la garde & la obéissance, & en la souveraineté sans meicin de toutes les Eglises Cathedraux & autres Eglises reguliers & seculiers, colligiées ou non colligiées, soit cheu ou membre, & de personnes, de possessions, & des autres choses de Sainte Eglise, les quelles Eglises, personnes, & possessions & autres choses de Sainte Eglise, sont & seront dedans les termes, ou dedans les bornes de la Duché d'Aquitaine dessus dicte, & spécialement des Eglises Cathedraux & non Cathedraux, Religieuses & Secluières, Colligiées & non Colligiées, des Citez, des Evechez, & des

93. des Provinces de Bordeaux & de Aux; & des personnes, des biens & des choses de Sainte Eglise, qui sont & seront ez dites Citez, Evêchez & Provinces dedans les termes, & dedans les bornes de la Seigneurie, & des fiefz & des refiez de la dicte Duchée d'Aquitaine; exceptées celles auxquelles les Roys de France, ou aucun d'eux ont octroyé par Chartres, ou par Lettres souffrants que ils ne les mettront hors de leur main. Et de celles mesmes qui seront trouvées privilégiées de tel Privilege, si l'idict Roy d'Angleterre, ou lui hoir dessus dict y euident avoir raison, ou parce que elles aient autres fois obey à luy, ou en autre maniere; nos à la requeste du Roy d'Angleterre, ou de son mandement en ferons sçavoir de plain, & sans delay la verité & leur en ferons droit tout de plain & sans delay, si hastivement comme nous pourrions selon la qualité de la besongne; fauf & retenu à nous & à nos hoirs Rois de France le ressort de la Cour dudit Duc à la nostre, & l'autre souveraineté royal, tel comme nous l'avons sur les autres Pairs de France & four leurs fougies, & exceptés de cet nostre octroy & don les Eglises des trois Citez & Evêchies, c'est à sçavoir de Limoges, de Caorsin, de Perigort, esquelles nous ne entendons par ce nostre octroy donner ny octroyer nul nouvel droit audit Roy d'Angleterre Duc d'Aquitaine, ne à ses hoirs dessus dictz, mais se il a droit en autre maniere, bien luy soit fauf, & de ce nous li ferons avoir son droit tout de plain sans delay, si hastivement comme nous pourrions selon la qualité de la besongne.

§. 8. Et encore por la grace & por la faveur dudit mariage & des dictes convenances octroions nos & donnons de nostre especialle grace audit Roy d'Angleterre à tote sa vie, & audit fils male, & à tous ses hoirs dessus dictz Ducs d'Aquitaine, que tout cil de quelque condition ou estat qu'ils soient, qui appelleront de la Cour dudit Duc de mauvais ou faux ou inic jugement, ou de deffaut de droit, ou en outre maniere à nous ou à nostre Cour, l'apeau pendant, ne seront exempts de la jurisdiction ni de l'obeissance dudit Duc, ne de ses Seneschaux, ne de ses autres Baillifs, fors sans plus, & tant seulement en la cause ou en la querelle principale, & ez choses dependantes de celle cause ou querelle principale en laquelle apeaus aura été fait de la Cour dudit Duc à la nostre, soit que la terre de la dicte Duchée, dont li appel fera fait à nos ou à nostre Cour se gouverne par droit escrit, ou par coustume; & en celle mesme maniere por la grace & por la favor dessus dicte, nous octroions & donnons de nostre especialle grace audit Roy d'Angleterre à tote sa vie, & audit fils male, & à tous ses hoirs dessus dictz, que en quelle maniere ledit Duc d'Aquitaine, ou leur Lieutenant, ou leur Seneschal, ou aucun leur Sousseneschal cheient, ou soient convaincus en nostre Cour en l'instance de qui que ce soit, ou de quelque condition ou estat qu'il soit, sur cas de apeau fait à nous ou à nostre Cour de mauvais ou faux ou inic jugement, ou de deffaut de droit, ou d'aucun autre appel des terres de la dicte Duchée, qui sont gouvernées par coustume, que il pour ce n'en cheient, ne puissent encheoir envers nous ne envers nos hoirs Rois de France, en aucune forfaiture d'aucun droit de heritage, perpetuellement, ni à aucun temps, mais que l'idict Duc, quand tel cas adviendra, soient punis, tant comme à nous appartient, en tant comme vaudroit li fruis d'un an de celle chose principale, qui aura été mise en plaide à la Cour dudit Duc, ou de son Seneschal, ou d'aucun son Sousseneschal ou d'aucun autre son fousmis, & duquel plaide li apeau aura été fait ou purchasé à nostre Cour, selon ce que la dicte valeur dessus dictz fruis d'un an, au mandement de nous ou de nos hoirs Rois de France sera trouvée par la verité de six bons hommes jurez de ces parties; ou la chose principale sera sans autre solemnité de enquette, ou cil li plaide principal qui sera, ou aura été en la Cour dudit Duc, ou de ses fousmis des terres de la dicte Duchée, qui sont gouvernées par coustume, soit de choses meubles, ou soy mouvans, ou de debtes, que si en tel cas ledit Duc, ou son Seneschal, ou son Sousseneschal chée, ou soit convaincu en nostre Cour de appel fait à nostre Cour, que il soit puny à la dixiesme partie de valeur de la querelle principale, en laquelle ou de laquelle li apeaus aura été fait ou pourluis de la Cour dudit Duc à la nostre; & si li plaide principal, qui sera, ou qui aura été en la Cour dudit Duc, ou de ses fousmis des terres de la dicte Duchée, qui sont gouvernées par coustume, & douquel apeaus aura été fait à nous, ou à nostre Cour, ne soit mie de meubles ne de debtes, ne de chose de heritage, qui aient ou fassent

fruis, ains soit de droiture ou de servitude, ou de autres choses, lesquelles legierement ne peuvent estre estimées, en tel cas ledit Duc, quand il ou son Seneschal ou Sousseneschal cheera en nostre Cour de appel fait de sa Cour à la nostre soit punis en deniers en l'arbitre & à la taxation de nous & de nostre Cour & de nos hoirs Roys de France; & par semblable maniere, quand il adviendra, que le fousmis doudict Duc ou aucun autre, de quelque condition ou estat, qu'il soit, ait appelé, ou diront qu'ils ont appelé à nostre Cour dudit Duc, ou de son Seneschal, ou de son Sousseneschal ez terres de la dicte Duchée, qui sont gouvernées par coustume, & il cheront de leur appel par jugement de nostre Cour, & ne pourluisront l'apel, qu'ils auront fait, ou lequel ils diront, que ils auront fait à nous, ou à nostre Cour, que lesdicts Ducs les puissent punir selon les manieres dessus dictes; c'est à sçavoir en la valeur des fruis d'un an de la chose qui aura été mise en plaide principal, selon ce que à son mandement, ou de son Seneschal ou de son Sousseneschal, sera trouvée la verité par six bons hommes jurez de ces parties; & en la dixiesme partie de la querelle principale, quand elle sera de meuble ou de debtes, ou à son arbitre ou de son Seneschal, ou de son Sousseneschal, quand la querelle principale sera de choses, qui legierement ne peuvent estre estimées, selon ce qu'il est plus plenerement dict par dessus en l'article dou punissement dudit Duc, en tant quant à nous avert; & quand aucuns dessus dictz appellans seront nostres fousmis, & ne seront mie fousmis doudict Duc, nous ferons en ce cas ledit Duc joindre de son droit, quant à la droiture de la dicte amende doudict appel; & quand ledit appel auroit été fait & pourluis en nostre Cour de la Cour dudit Duc ez terres de la dicte Duchée, qui sont gouvernées par droit escrit, nous voulons & octroions, que quant au punissement dudit Duc envers nous & nos hoirs, & des fousmis doudict Duc envers le mesme Duc, soit gardé le droit escrit, & ces trois articles dessus dictz, c'est à sçavoir, de la garde, de la obeissance, & de la souveraineté des Eglises & des personnes, & des choses de sainte Eglise, & de la exemption, ou des forfaitures, & des amandes des apeaus.

§. 9. Nous octroyons & donnons par mesme maniere à Eduard fils qui ores est dudit Roy d'Angleterre à toute la vie dou mesme fils, se il advenoit, que la dicte Duchée d'Aquitaine apres la mort doudict Roy son Pere demourast, ou li retourast selon les cas dessus devisez & accorder, & cet octroy & don dessus dictz trois articles en la maniere dessus dicte, nous faisons, nous contr'estant, que l'on dist ou peut dire, que les Coustumes, li usages ou li droits de nous, ou de nostre Cour, ou des terres de la dicte Duchée fussent tout autres divers ou contraires ez trois articles dessus dictz. Et en telle maniere, que apres le deceds dudit Roy d'Angleterre, & de Edouard son fils, & de toute la descendue doudict fils male, qui iura doudict Roy & de la dicte Marguerite, qui ja n'advienne, ce nostre octroy & don des trois articles susdicts tourne à nient, & n'aye point de valor, quant au temps apres suivant, & que d'illecques en avant, nous & nostre Successeur Roy de France puissions user & exploier tout nostre droit contre le Duc d'Aquitaine, qui a donc sera; fauve & restement dict Roy d'Angleterre, & à tous ses Successeurs Ducs d'Aquitaine, tout le droit & toute la raison, que ledits Roys, & sui Successeurs Ducs d'Aquitaine & Pairs de France par raison de la dicte Duchée ont ou peuvent avoir, si comme li dits Roys & Ducs dits par droit commun, ou en autre maniere ez trois articles dessus dictz; quant à propriété, ou quant à saisine: auquel droit dudit Duc nous voulons, que nul prejudice ne soit fait, parce que l'idict Roy d'Angleterre pour soy & pour ses Successeurs Ducs d'Aquitaine en la maniere dessus dicte prend de nous en don de nostre grace especialle l'octroy & le don des trois articles dessus dictz. C'est à sçavoir des gardes, de l'obeissance, & de la souveraineté des Eglises, de la exemption & de la maniere dou punissement des appellans.

§. 10. Derechef pour la grace & por la faveur dessus dicte, nous pour nous, & pour nos hoirs Roys de France octroyons & promettons, que nous ne souffrirons, & à la Requeste dou Roy de Angleterre, qui ore est, & qui ores en avant sera, defendrons & ferons que nul de nos Royaumes n'aille à armes contre le Roy d'Angleterre, en aucune de ses terres, se n'estoit pour appert contens, qui fussent entre le Roy d'Angleterre & nous ou nos hoirs Roy de France, (ce que

ANNO ja n'advienne.) Et voulons, que si ez choses devant dites avoit aucunes choses troubles ou doreuses, que elles soient entendues & esclaircies en bonne foy, en nostre preference, & des plus grands de nostre Conseil. Et nous pour nous & pour tous nos hoirs Rois de France promettons que nous garderons & tiendrons, & serons tenir les convenances des choses toutes & singulieres dessusdictes, les quelles nous voulons de nostre certaine science, que aient valour & fermeté, & ne puissent estre enfreintes par de faict de solemnité de droict ou de coustume, ne en aucune autre maniere. Et pour plus grande fermeté nous y mettons nostre auctorité & nostre decret. En tesmoin de ce nous avons fait sceller ces Lettres de nostre scel. Ce fut faict à Paris, en l'an nostre Seigneur, mil deux cents quatre vings treize, au mois de Fevrier.

DXVIII.

6. Fevr. *Contrail de Mariage entre GUILLAUME Seigneur de Gex, & JEANNE DE SAVOYE, conclu l'an 1293. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoie. Preuves. pag. 638.]*

NOs Lyone Dame de Jays, & je GUILLAUME de Jays Fils de la Dame Lyone confessions & reconnoissons que nous avons eü & reçu de Noble Baron Monseigneur Loys de Savoie Seigneur de vaut tres mille libr. de Loseneyz nombrées & payées à nos entement par lui dit Monseigneur Loys au nom & par nom dou Mariage de JEHENETTE Fille dudit Monseigneur Loys qui doit estre Feme de moy Guillaume devant dit; Apres nos dite Lyone, & je Guillaume devant dit donnons & octroyons en bonne foy & par solennelle stipulation à ladite Jehennete, & aux siens, en emendement dudit Mariage & en accroissement quatre mille libr. de Loseneyz en tel maniere. C'est à sçavoir que se je ly dis Guillaume moroye par avanture qui se je ly dis Guillaume quele & li sien aient & re devant que ladite Jehennete quele & li sien aient & puissent recouvrer en paix, & tant nulle moleste sur les biens de sus escripts lesdites sept mille libr. de Loseneyz, & se par avanture ladite Jehennete moroit sans hoirs devant que li dis Guillaume, que li dis Messire Loys, ou cil à cui la restitution de l'argent devant dit se devoit faire, n'en puissent recouvrer de moyne des miens, ne de nos Lyone devant dite, for que soulement tres mille libr. de Loseneyz, & par les sommes d'argent devant dites estre suées à ladite Jehennete & restituer en cas, & en tans que restitutions s'en devoit faire à ladite Jehennete, ou à ceux à cui faire se devoit; Nos ladite Lyone, & je Guillaume devant dis obligons audit Monseigneur Loys, & à ladite Jehennete, & à lor hoirs tos nos tres biens Nobles & non Nobles, presens & à venir quel en'ils soient, siés & riereffies, homages, Chastiaux, Viles, mandemens, Portareffies, rentes, usages, Seignories, & totes nostres autres choses, excepté lou chastel, & la Ville de Jays & la Ville de Charvany, & la Ville de Charans, & la Ville de Suvver, & la Ville de Sayffier, & ja soit li ensi que les choses dessusdites obligies soyent, ou aient esté de les appartenances de Jays, porce ne remaint pas queles ne soient obligies ensi con dessus est escrit, & desdites lesquelles choses obligies, & les rentes & appartenances de celles, Nosdite Lyone, & je dis Guillaume volons & octroyons que ladite Jehennete, ou cil à cui la restitution devant dite se devoit faire tinnant, levant & percevant en paix, & sans nulle moleste tant que ladite restitution fut faite, & se ladite Jehennete vivoit plus que li dis Guillaume, que apres la restitution de l'argent dit, ladite Jehennete puisse & doive tenir à sa vie les Chastiaux de Divona, & de Flaxé, & totes les rentes, & los appartenances & lou fié de Montrichier, & lo fié Monfrie Rol de Livron & se paravanture ladite Jehennete façoit emendement es des Chastiaux, que tel emendement soient tenu rendre cil à cui li dit Chastel retourneroit aux hoirs; ou au commandement de ladite Jehennete, au dit de doux Prodomes effis communement, & se ensi estoit que les choses dessusdites fussant de fié, ou en tot, ou en partie, que cil qui tiendroient le Chastel de Jays, doit porter le fié vers celui del cui fié les choses dessusdites seroient. Apres nosdite Lyone & je Guillaume devant dis donnons par pure donation sans mais revocar audit Monseigneur Loys & à ses hoirs par tos temps en heritage & en Alve tel droit & tel raison que nos avons & poons avoir ou Chastel en emendement en la Seignorie, &

fiés, & en les appartenances de Prengins, lesquelles choses estoient noires & promettions en bonne foy, & par fairement rendre audit Monseigneur Loys totes les Lettres que nos avons, ne porrons avoir de ces choses, & luy, ou les siens metre maintenant en corporel possession dudit Chastel de Prengins. Per iquiesme volons & octroyons nosdite Lyone & je Guillaume devant dis, que ce je Guillaume avois Enfant ou Enfants de ladite Jehennete qu'il soient hoir, & Seigneur de tote nostre terre que nos avons à maintenant, & que nos aurions au temps de nostre mort, & de ces choses nos lor façons à maintenant donation en bonne foy, excepté ledit Chastel de Prengins, qui est audit Monseigneur Loys. Ja fut li ensi par avanture que ladite Jehennete morit devant que je dis Guillaume, & apres ly prisse autre feme dou je eusse Enfants, apres je ly dis Guillaume quire en bonne foy fairement à maintenant audit Monseigneur Loys, & aux siens, quant qu'il ont à maintenant ou qu'il auroient au temps de lor mort & promete ensi que dessus, & sur l'obligation de mes biens que je feray & procureray que ladite Jehennete quitera por lou Mariage dessusdit sans autre chose demander en nul temps les biens, quant elle aura age de quiter, en tel maniere que la chose vaudra & porra estre ferme par droit. Apres nosdite Lyone & je dis Guillaume promettons en bonne foy & par fairement que nos ne avons fait ne ferons chose porquoi les dessusdites ne puissent ester, & si nos laviens fait, Nos les revocations & volons que ne vaille, totesois retenons nos ladite Lyone à notre vie les fruits de ces choses devant dites, as ques nuls ne nos puisse faire tor, ne mettre empement & nos devons tenir & fustenter ladite Jehennete en tel maniere que li dis Messires Loys s'en teigne por payés. Ces choses devant dites, nos ladite Lyone, & je li dis Guillaume promettons ensemble & chascuns par foy en tot en bonne foy & par fairement & si l'obligation de tos nos biens tenir & garder, & non venir encontre en tot ne en partie, & renonçons à tot droit de lois, ou de canon, à tote coustume, grace, privilege empere, ou à empetter. Parquoy nos portions en contre les choses dessusdites en tot ou en partie, & specialement nosdites Lyone à tot privilege de Mariage, d'ypothèque & de tote obligation & al Senal Consufite velleyen. Et de ces choses furent faites dous Lettres d'une tenor per chacune partie, une sellées dou scel Monseigneur Loys devant dit, & dou scel de nos Lyone devant dite, & dou scel de moy Guillaume devant dit. En temoignage de les quies choses. Nos ly dis Loys, & nos ladite Lyonne, & je li dis Guillaume avons mis nostres seels en cestes presentes Lettres. Denrées à jas le Vendredy apres la Purification nostre Dame, l'an de nostre Seigneur, mil dous cents nonante & trois.

DXIX.

Accord entre ROBERT Duc de Bourgogne, & PHILIPPE DE VIENNE Sire de Paigny, par lequel ledit Philippe entre en l'hommage du Duc, pour plusieurs terres de Franc-aleu. Fait l'an 1294. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 572.]

NOs Hugues par la grace de Den Eviesque d'Osun, faisons savoir à tous cels qui verront & orront cels presentes Lettres, que en nostre preference pour ceste chose especialment etablis Messire PHILIPPE DE VIENNE Sires de Seurre, & de Paigné, ay affirmé icils Messire Philippe par devans nos, que comme noble Bers Messires ROBERTS Dux de Bourgogne, deist contre ledit Philippe, que icils Philippe, audit Duc avoit vendu la maison fort de Pollans, ensemble les appartenances, & les appendices de ladite maison, & le fié de Mirebeau en montaigne, lesquies tient de luy, si cum il dit, Jehan de Vienne Chevaliers, encore le fié d'Autume, & le fié de Belleneure, & lou fié dou Donjon de Longvy, lou fié d'Anvores, lou fié de Bouffeloinges, lou fié de François, lou fié de Thire, lou fié de laz fous Douz, & generalement toutes les choses, & tous les biens que icils Philippe tient en l'Isle de Poigné, c'est assavoir ces choses qui ne n'estoient devant dou fié doudit Duc, por lou prix de quatre mille & neuf cent livres d'Estevenans, & que pour

ladite vandue, li dit Duc demandoit audit monditi Seigneur Philippe, que il li rendit & delivrait les devandites choses vendues, & l'an mit en pure saifne de fait. Comme icels Dux eust prelaté plusieurs fois audit Philippes payer ledit prix, encorres que li dit Duc disoit contre cedit Philippe, que plusieurs malfaitors s'estoient recetee en la terre doudit Philippe, especialment en la Ville de Seurre, laquelle icels Philippe tient en fief lige doudit Duc, & liquels maulfactors avoient pris & robé les Chastels ou les biens des hommes doudit Duc, & de plusieurs autres estans en sa garde, ledit Philippe veant & faichant, en tel maniere, que par la negligence d'iceluy Philippe, li dit Duc & sa gent avoient esté formant domageiz, & que par ce, ils Philippe, audit Duc estoient tenuz en grand amende, & que de cels dites negligences & mesfaits icels Philippe s'elloit mis en la volonte doudit Duc, & avoit ploigie en la main doudit Duc, par bons ploiges, jusques à la somme de douz mille mars d'argent, c'est assavoir par Jehan Seigneur de Montfalcon, Gauthier Frere d'iceluy Jehan, Huguenin de Vienne Seigneur de Longuy, & Hugues Seigneur de Peimes, Chevaliers, de accomplir & tenir la volonte doudit Duc, encor que li dit Duc demandoit audit Philippe grand amende, de ce que icels Philippe avoit appelle à nostre Seigneur le Roy de France, doudit Duc de défaut de droit, si cum il disoit, auquel appel icels Philippe avoit renoncé, si cum il disoit, & disoit li dit Duc, à luy ledit Philippe estre tenu en grand amende pour la raison de cet appel, & que pource que par nostre traité, & par le traité de nobles hommes, de Monseigneur Jehan de Vergy Seigneur de Fouvanz, & de Guillaume Seigneur de Montagut, li dit Duc de Bourgogne celuy Philippe, & ses hoirs ay quitté & essouz de la vendue dessusdite, & de toutes les choses. Esquels icels Philippe audit Duc puet estre tenuz pour la raison doudit appel, & de toutes greuves & querelles que li dit Duc ay envers ledit Philippe, de tout le temps prestées, jusques à la confection de cels presentes Lettres, pour la raison des choses dessusdites, & les ploiges dessus nommez de la ploigerie dessusdite. Icels Philippe de son appoinné gré, sans force, & sans peur, & sans cohercion, pour la cause de la quittance avantdite, pour luy & pour ses hoirs, prant en fief lige, & en perpetuel chaffement, doudit Duc, present, recevant, & acceptant, pour luy & pour ses hoirs, Paigné la Ville, & la maison fort, & la Ville de Pollans, ensemble les droits, les appartenances, & les appendices d'icels Villes, & de cels lieux, encor la moitié de la Ville, des finages, pertenaences & appendances, de Montaigné, qui sont & mouvent du franc alleu, & heritaige de fraiche demehure doudit Monseigneur Philippe, & de nul autre fief estre ne mouvoit, si cum icels Messire Philippe l'affirme par son serment, & en afferme pardevant nous. Encor pour la cause dessusdite, li dit Philippe, pour luy & pour ses hoirs, doudit Duc present & recevant en la maniere, & en la forme comme dessus, prant en fief lige les fies des Villes dou Chastel, de la Bruere, de Chamblans, de Jaulanges, de Trugne, de Chaffelles, de Berceloignes, de Viller-Retaim, & de toutes les appartenances & appendices desdites Villes. Encor, & tout le remenant de l'isle de Paigné, excepté tant follement Fraurois & Grosbois. Encor, pour la cause dessusdite, & en la maniere, & en la forme dessusdite, prant li dit Philippe doudit Duc, en fief lige, & en perpetuel chaffement, luy fief de l'autre moitié de la Ville, des finages, & des appartenances de Montaigné, lequel tient doudit Monseigneur Philippe, Huguenin Freres d'iceluy Philippe. Encor le fief de la Buxere vers Auxone, douquel fief sont & mouvent tuit li biens que li hoir Monseigneur Hugue Mellein Chevalier tenent, en qui, & autre part, pour la part, pour la raison doudit fief. Encorres luy fief Monseigneur Jehan de Vienne Frere doudit Philippe, de toutes les choses que tient d'iceluy Jehan, li Sires de Tart, en la Ville, & es finages de Vorroignes, & autre part, pour la raison doudit fief. Encor le fief doudit Jehan Frere doudit Philippe, de toutes les choses que li Sires de Trichasseau tient en la Ville, es finages, & es appartenances de rivières, & autre part, pour la raison doudit fief. Encor luy fief, que li Sire de Mont Saint-Jehan tient doudit Philippe de Nuani, & douquel fief sont & meuvent, Charancé, & tout ensemble toutes les appartenances, & les appendices de cels lieux. Encor le fief de Tiche, & généralement tous les heritages, & toutes les demenehures, tous les fies, & les rerezee que icels Messire Philippe ay & puet avoir, & doit decay lay Saone de

la partie du Reaume de France, quelque il soient, & de quelques personnes, & de quels biens que ils soient, & par quelque nom que ils soient appellés. Et de toutes les choses dessusdites, & une chacune par foy, li dit Philippe est entrés en nostre presence en l'ommage, & en la feauté doudit Duc. Et veulx & octroye li dit Philippe, que fuy hoirs, que il oblige quant à ce, de hoirs en hoirs, perpetuellement descendant, de cy en avant, & entrent, & soient tenuz en l'ommage, & en la feauté doudit Duc, & de ses hoirs de toutes les choses, & une chacune pour foy dessusdites. Et promet li dit Philippe, pour luy, & pour ses hoirs, que il oblige quant à ce, par son furement fait & donné en nostre presence pour ce for Saints Evangiles de Dieu corporellement, & for l'obligacion de tous ses biens presents & avenir, toutes les choses dessusdites, & une chacune pour foy audit Duc, & à ses hoirs en paix tenir, defendre, & à tousours mais garantir, & faire toutes les choses que l'on doit faire en cause de evicion, & de garantie, & de toutes les choses, & d'une chacune par foy dessusdites, luy service lealment faire, & la perpetuel feauté lealment garder, & que il n'a fait por ce les choses dessusdites, non doivent valoir & demourer perpetuellement en leur vouloir, & en leur force, ne ne seray de cy en avant li dit Philippe, por quoy les choses dessusdites doivent estre enpiées ou annulées, en tout, ou en partie, mas toutes les choses dessusdites, & une chacune por foy, li dit Philippe ay promis nostre presence, pour luy & pour ses hoirs, audit Duc present & recevant, pour son furement, & sus l'obligacion avantdite, pour tousours mais tenir & garder, & que il ne venra contre ces Lettres, ou la tenor de les, en fait, ne parolle, en consentement, por droit, & por costume, ne en autre maniere, quelle qu'elle soit. Ou tesmoignage desquelles toutes choses dessusdites, à la supplication & poeres doudit Philippe, en cels presentes Lettres, nos avons fait à mettre nostre seal, avec le seal doudit Philippe. Et nos Philippe devant dit, qui toutes les choses dessusdites, & une chacune par foy nos reconnouissions & confessions estres voires, avec le seal de redotté pere en Jesus-Christ doudit Monseigneur l'Evesque d'Ostun, en cels presentes Lettres nos avons mis nostre seal en tesmoignage de verité. C'est fait & donné l'an de grace 1294. le Maicredy apres la quinzaine des Bordes, & seellé des feaux dudit Evesque, & dudit Philippe de Vienne. *Extrait sur l'original estant au tresor de la Chambre des Comptes de Dijon, en la Lettre des siefs de Chalon, Ceste quatre-vingt dix-neuf.*

DXX.

Promesse de PHILIPPE DE SAVOYE, Comte 25. Janv.
de Piémont, à AME' LE GRAND aussi Comte
de Piémont, faite à Chamberi l'an 1294. [S. SAVOYE,
GUICHENON, Histoire Généalogique de la
Maison de Savoye, Preuves. pag. 136.]

Nos Philippus de Sabaudia, Filius inchoa recordationis Domini Th. de Sabaudia. Notum facimus universis presentes Litteras inspecturis, Quod cum nos, cum Illustri Viro Domino Amedeo Comite Sabaudie Carissimo Domino nostro & Patro, bonam & firmam concordiam, compositionem & transacionem fecerimus; Nos & Petrus, & Amedeus Fratres nostri nomine nostro, & aliorum Fratrum nostrorum, de omni iure, portione & actione quod & quas habebamus vel habere poteramus, quoquomodo in Comitatu Sabaudie, & in tota Terra quam idem Dominus Comes tenet, & que tenetur ab eo, & de omni eo quod à dicto Domino Comite ex quacunque causa petere poteramus. Nos dictus Philippus promittimus bona fide pro nobis & nostris heredibus ac successoribus vobis dicto Domino Comiti stipulanti; pro vobis vestrisque heredibus ac successoribus, Quod nos predictam concordiam & compositionem, & omnia, & singula in Litteris inde contentis contenta, servabimus, custodiemus perpetuo, & non contra faciemus, vel veniemus de iure vel de facto; & quod faciemus, & curabimus pro posse nostro & bona fide, nulla fraude, simulatione, machinatione adhibitis, quod Illustris Viri Carissimi Avunculi nostri, Dominus Otto Comes Palatinus Burgundie, Dominus Renaudus de Burgundia Comes Montisbeliardii, Dominus Hugo de Burgundia, & Joannes de Burgundia, & alii Fratres sui, & Dominus Ludovicus Dominus Bellioci, & Guichardus ejus Filius, predictam

ANNO concordiam, & omnia, & singula, per nos & dictos
1294. Fratres nostros facta, concordata, promissa & conven-
ta pro dicto Domino Comite approbavit, ratificavit,
& se eidem Domino Comiti per solemnes stipulationes
& obligationes obligavit, & de hiis suis parentes Li-
teras tradidit, sigillis eorum pendentibus sigillatas; & si
contingeret, quod absit, nos aliquo tempore venire vel
venire velle, vel facere contra prædictam concordiam,
vel aliqua in Literis inde confectis contenta, nullum
consensum, nullum auxilium vel favorem nobis, nec
etiam nostris heredibus dabunt facto, verbo, vel ope-
re, sed nos efficacius inducent ad omnia prædicta ob-
servanda. Promittentes bona fide, & per juramentum
à nobis corporaliter prælitum, & sub obligatione om-
nium bonorum nostrorum, prædicta omnia & singula
facere, & curare infra mensem postquam à dicto Do-
mino Comite fuerimus super hoc requisiti. In cujus
rei testimonium sigillum nostrum præsentibus duximus
apponendum. Datum apud Cambricū, die Lunæ
ante Purificationem Beate Mariæ. Anno Domini M.
CC. XCIV.

DXXI.

19. Fev. *Litteræ Credenciales BONIFACII VIII. Pape
super duobus Episcopis quos ipse delegat ut Sedis
Apostolicæ Nuncios ad PHILIPPUM IV. Re-
gem Franciæ, ad Pacem conciliandam eum inter
& Regem Angliæ EDUARDUM I. Datum
Laterani XI. Kalendas Martii anno 1294.* [Pièce
tirée du LV. Vol. des Manuscrits de la Biblio-
theque Royale de Berlin, pag. 373.]

BONIFACIUS Episcopus, Servus Servorum Dei,
Bacillissimus in Christo filio Regi Francorum illustri,
Salutem & Apostolicam Benedictionem. Movet ani-
mum, mentemque sollicitat, Fili carissime, sincera &
affectuosa dilectio quam ab olim dum cura nobis officii
minoris incumbere ad personam regiam, tuamque Reg-
num inclytum gessimus, & continuatis benevolis stu-
diis, gerere non cessamus, ut Celsitudinem Regiam,
cujus exaltationem & gloriam summis desideris affecta-
mus, ad ea inducamus sollicite, per que in conspectu
Regis altissimi per quem Reges regnant & Principes do-
minantur, de bono semper in melius videaris acceptior,
occurras grator, carior habearis, ac in regno mundi
clarissimi nominis Regi tibi suisque copiosum proveniat
incrementum. Sane ab ipsis nostræ promotionis auspi-
ciis ad generalem statum fidelium mentis aciem exten-
dam, & considerantem votis nostris, inter te &
carissimum in Christo Filium nostrum Edwardum Re-
gem Anglorum illustrum proxima tibi consanguinitate
coniunctum, procurate pacis amulo incitatore malo-
rum discordiam fuscitatum firma & stabili dispositione
decrevimus, ut super huiusmodi negotio cordi nostro
possim insidere solemus, ad præsentiam regiam
Nuncios & Literas mitteremus. Sed propter nostrum
de Civitate Neapolitanensi discessum, ubi tunc Roma-
na Curia residebat, nostrumque accessum ad Urbem,
quem maris periculosa discrimina non modicum retar-
dant, ac etiam ob nostræ inibi celebrata consecratio-
nis solemniam impediti, nequiverimus citius Nuncios præ-
dictos & Literas destinare. Revera, Fili, nequaquam
sumus immemores; quin potius tenaci memoria reti-
nemus, quod nos, dum essemus in minori officio con-
stituti, sinceris affectibus dilexisti, plenisque fuisti be-
neficiis profectus. Ideoque dum solerter attendimus,
quantis & quam gravibus prædicta discordia noscitur
onusta dispendiis, quot & quanta pericula secum trahit,
quam damno fidelibus redditur, quam graviter turbat
& impedit negotium Terræ sanctæ, quantumve prop-
terea displicere Deo dignoscitur, anxiamur ut Pater,
sauciamur ut Mater, in intimis turbamur amariis, ut
Atriarum, nec possumus quietis refoveri dulcedine, do-
nec præliatum negotium optatum & celerem exitum,
juxta nostri cordis desiderium, fortiaur.

Cum itaque venerabiles fratres nostros, B. Albanen-
sem & S. Prænestelem Episcopos, Sedis Apostolicæ Nun-
tios, exhibitores præsentium, viros utique profundi
consilii, viros litterarum scientia præditos, ac diversarum
virtutum titulis insignitos, nec non pacis & con-
cordiæ amatores, ad te, dilectumque Regem Angliæ,
tamquam pacis Angelos, licet eorum inviti careamus
præsentia, destinamus, Excellentiam Regiam rogamus,
& hortamur attentius, & obsecramus in Domino Jesu
Christo, quatenus ob divinam, & Apostolicæ Sedis re-

verentiam memoratos Episcopos, magnas utique Ec-
clesiæ columnas, ejusque honoris & famæ fervidos Ze-
latores, tamquam filios benedictionis & gratiæ benigne
recipiens, honeste prosequens, & honorificentia con-
digna pertractans, attente audias, diligenter intelligas,
& efficaciter studeas adimplere quas ipsi, & eorum qui-
libet coram te super eodem negotio duxerint proponen-
da. Sic te in hiis devote, ac prompte, proat speramus,
& cupimus habiturum, ut difficultatis & repullæ ejus-
libet procul obice profligato, regis devotionis sinceritas
exinde clarius elucescat; tuasque famæ præconium,
quamvis amplius & diffusum in seculo, propensius au-
geatur, ac Sedis Apostolicæ gratiam, quæ circa fideles
devotos exuberat, habundantius merearis.

Datum Laterani undecimo Calendas Martii, sive de-
cimo nono Februarii, Anno Incarnationis Dominicæ
Millesimo ducentesimo, nonagesimo quarto, Pontifi-
catus nostri anno primo.

Et scellée d'un scel de plomb, pendant au repli.

DXXII.

Transactio JOANNIS Comitis de SAYN, cum
14. Avril. ejus Fratre ENGELBERTO, super Heredita-
te paterna, constituta. Quæ Prior Huic & ejus
Heredibus, jure feudi Castri in Vallendar cum
Ducentarum Marcarum redditibus annui in Deci-
mis & jurisdictione ibidem levandis, concedit, nec
non post mortem Matris eorum, medietatem Cas-
tri Homburg atque medietatem omnium reddituum,
cum eo se divisum in pullecur. Actum die B. Ti-
burtii & Valeriani anno 1294. Indictione septi-
ma. [LUNIG, Teutich. Reichs-Archiv. Part.
Special. Continuat. II. Abtheil. VI. Abtatz
XXVII. pag. 399.]

In Dei nomine, Amen.

AD notitiam tam præsentium, quam etiam futuro-
rum, nos Johannes, Dei gratia, Comes Seynenis,
volamus pervenire, quod cum quadam dissensio inter
nos ex una, & dilectum fratrem nostrum Engelbertum,
super paterna & hereditaria portione ex parte altera ver-
teretur, freti amicorum nostrorum consilio, ipsi Eng-
elbertus & suis heredibus jure feudi contulimus & con-
firmamus in hiis scriptis bona inferius annotata: Castrium
in Vallendar cum ducentarum Marcarum redditibus annui
singulis, excepto jure patronatus Ecclesiæ Parochialis
ibidem, quod nobis & heredibus nostris specialiter ser-
vamus. Harum vero ducentarum Marcarum redditus ipsi
Engelbertus & suis heredibus assignamus, & assignamus ac
demonstramus tollendo ac recipiendo in eecimis juris-
dictione ibidem hominibus & aliis nostris redditibus qui-
buscunque: Post obitum vero matris nostræ, medietatem
Castri nostri Homburg cum medietate omnium red-
dituum, sicut mater nostra possedit temporibus vite sue,
cum ipso Engelbertus ac suis heredibus æquo dividemus,
excepta proprietate bonorum, quam scilicet proprietatem
æqualiter nos dividemus, secundum quod nobis
more patriæ est innatum. Ceterum jurisdictionem nos-
tram in Nimbrecht, quam hæcenus possideamus, simi-
liter post obitum nostræ matris cum prædicto fratre nos-
tro æqualiter dividemus. Præterea jurisdictionem nos-
tram in Gummersbrecht, obligatam nobili viro Do-
mino Eberhardo, Comiti de Marca, pro sexcentis Mar-
cis denariorum, si fortuna favente redimere voluerimus,
tam diu nos & heredes nostri eandem jurisdictionem
possidebimus, donec præfatus Engelbertus & sui here-
des nobis trecentas marcas persolverint pecuniæ nume-
ratæ, & tunc eandem jurisdictionem redimere pote-
runt, tam diu ipse & sui heredes possidebunt, donec ip-
si vel suis heredibus trecentas marcas nos vel nostri he-
redes persolverimus, eandem medietatem jurisdictionis
ejusdem nobis vel nostris heredibus restituent vere verita.

Hæc omnia bona prædicta item Engelbertus & sui
heredes iusto feudali titulo a nobis ac nostris heredibus
perpetuo possidebunt pacifice & quiete, & propter hæc
nobis & nostris heredibus Homagium perpetuo tenebun-
tur. Transferimus etiam in ipsum Engelbertum & suos
heredes omne jus, quod in prædictis bonis nobis aut
nostris heredibus competit, vel competere videbunt,
quomodo liber, promittentes eis per solemnem stipula-
tionem, quod hæc translationem sive cessionem firmam
gratam habebimus atque ratam, & quod de cetero
ipsis nullam litem aut controversiam, aut questionem
super prædictis bonis per Literas impetratas, vel etiam
in pe-

1294. impetrandas cujuscunque forme vel tenoris existerint aut existant, vel quocunque modo alia occasione bonorum eorundem movebimus, & in nullo impedimus vel impediri fustinebimus nostro nomine aliqua ratione, ingenio five causa. Quod nos servaturos fide data promittimus, tactis sacrosanctis Evangelis corporali præstito juramento, & si contrarium factum fuerit per nos vel alios nomine nostro in judicio, vel extra judicium, aut quocunque alio modo, quod esset manifestum, vel quod posset legitime comprobari, statim ipso facto omni fraude ac dolo exclusis perjuri pronunciamur, & propriæ fidei transgressores, & omni solatio, suffragio five auxilio omnium amicorum nostrorum arbitramur nos in perpetuum destitutos. In cujus facti evidentiam, robor ac debitam firmitatem, sigillo Serenissimi Domini nostri Romanorum Regis, Adolphi, ac sigillis nobilium matris nostræ Jutzæ, Comitissæ Seynenfis, ac nostro sigillo Domini Adolphi Comitis de Monte, Domini Eberhardi Comitis de Marca, Comitis Wilhelmi de Nevenar, Comitis Johannis de Spanheim, Comitis Gerhardi de Dietze, Comitis Roberti de Virmenberg, Comitis Heinrichi de Solmenis, Johannis Domini de Lewenburg, Gyfoni Domini de Molsburg, ac Johannis de Nevenar, roborari fecimus præfens Scriptum. Et nos Adolphus Dei gratia Romanorum Rex & semper Augustus, Jutta Comitissa Seynenfis, Adolphus Comes de Monte, Eberhardus Comes de Marca, Wilhelmus Comes de Nevenar, Johannes Comes de Spanheim, Gerhardus Comes de Dietze, Robertus Comes de Virmenberg, Heinrichus Comes de Solms, Joh. Comes de Lewenburg, Gyfo Dominus de Molsberg, Johannes de Nevenar, prædicti, ob instantiam & rogatum Johannis, Comitis Seynenfis prælibati, sigilla nostra presentibus duximus apponenda. Datum & actum anno Domini millesimo, ducentesimo, nonagesimo quarto, Indi. 7. in die beatorum Martyrum, Tiburtii ac Valeriani.

DXXIII.

Reversales ENGELBERTI Comitis de SAYN, data ejus Fratri JOANNI super præcedenti Transactiōe, quod nimirum dictam Transactiōem ratam & firmam habebit, nullamque ei imposuerim litem de paternâ Hereditate movebit. Actum in die B. Tiburtii & Valeriani 1294. Indictione septima. [LUNIG, Teutich. Reichs-Archiv. Part. Special. Continuut. II. Abtheil. VI. Absatz XXVII. pag. 400.]

In nomine Dei, Amen.

AD notitiam tam præsentium quam futurorum, Nos Engelbertus frater Comitis Johannis Saynenfis, volumus pervenire: Quod cum quadam dissensio ex una inter nos & dilectum fratrem nostrum Johannem Comitem prædictum super paternâ substantia & hereditaria portione à nobis ab ipso requisita, ex parte altera vertetur, freii amicorum nostrorum Consilio, utrobique matura deliberatione præhabita, talis inter nos transactio five compositio intervehit, quod nos nostro & heredum nostrorum nomine, ab ipso fratre nostro Comite Joanne prædicto cum gratiarum actione jure feudi suscepimus bona inferius annotata, videl. castrum Valendar, cum ducentarum marcarum redditibus annis singulis, excepto jure patronatus Ecclesiæ Parochialis ibidem, quod sibi ac suis heredibus specialiter reservavit. Harum vero ducentarum marcarum redditus nobis ac nostris heredibus prædictis frater noster assignat & assignavit ac demonstravit tollendos & percipiendos in loco prædicto Valendar; in decimis, hominibus, jurisdictione ibidem ac aliis suis redditibus quibuscunque. Post obitum autem matris nostræ, medietatem castri Homburg, cum medietate omnium reddituum, sicut mater nostra possedit temporibus vitæ suæ ipse ac sui heredes nobiscum ac cum nostris heredibus æque dividunt, excepta proprietate bonorum, quam scilicet proprietatem inter nos æqualiter dividemus, secundum quod unicuique nostrum more patriæ est innatum. Cæterum jurisdictionem suam in Numbrecht, quam hæcenus possedit, sinilliter post obitum matris nostræ nobiscum ac cum nostris heredibus se divisurum æqualiter re-promisit, præterea jurisdictionem in Gummersbrecht, obligatam nobili viro, Domino Eberhardo, Comiti de Marca pro sexcentis marcis denariorum, ex processu temporis, si fortuna favente idem frater noster aut sui heredes rede-merint, tamdiu eandem jurisdictionem ipse ac sui hæ-

redes possidebunt, donec sibi ac suis heredibus, nos aut nostri heredes trecentas marcas persolverimus pecuniæ numeratæ & tunc eandem jurisdictionem nobiscum dividere tenebuntur, contradictione qualibet non obstantē. Si vero nos aut nostri heredes forte ad pianguiorem fortunam devenierimus & eandem jurisdictionem redimere potuerimus, tamdiu eam possidebimus, donec nobis ac nostris heredibus trecentæ marcæ a prædicto fratre nostro Comite Joanne, aut suis heredibus fuerint persolutæ, & tunc ipsis medietatem jurisdictionis ejusdem restituere tenebimur vice versa. Hæc autem omnia bona prædicta, nos & nostri heredes ab ipso fratre nostro, Comite Joanne ac suis heredibus iusto feudali titulo suscepimus & perpetuo possidebimus pacifice ac quiete, & propter hæc sibi & suis heredibus fideli homagio erimus & sumus in perpetuum obligati. Promittimus etiam ipsi fratri nostro, Comiti Joanni sæpe facto ac suis heredibus, fide data, quod hæc translatione five donatione feudali memorata in omnibus ac per omnia contenti erimus, & quod de omni jure, quod nobis competit vel quomodolibet competere videbatur, in paternâ ac hereditaria portione, seu in totali Comitatu Saynenfi, tam de bonis habitis quam habendis, quam etiam de omni jure, quod nobis competere jam posset, vel etiam competere poterit in futuro, plenam facimus renunciationem penitus in his scriptis, promittentes ipsis per solennem stipulationem, quod hanc translationem five feudalem collationem ab ipso fratre nostro nobis factam firmam gratam habebimus, atque ratam, & quod super paternâ portione de cætero ipsi fratri nostro Johanni, aut suis heredibus nullam in perpetuo litem, controversiam aut questionem per Literas impetratas, vel etiam impetrandas, cujuscunque forme vel tenoris existerint vel extant, vel quocunque modo alio occasione paternæ portionis præfatæ movebimus, & in nullo impedimus, vel impediri fustinebimus nostro nomine aliqua ratione, ingenio five causa, nec etiam propter hoc eos convenimus in foro Ecclesiastico vel civili, nec eandem paternam portionem in perpetuum requiremus. Renunciamus insuper exceptioni doli mali, metus causa & in factum, beneficio restitutionis in integrum, non obstantē quadraginta annorum aut cujuscunque temporis præscriptione, constitutioni de duabus dietis & omni suffragio juris, legum, canonum, consuetudinum & statutorum auxilio, omnibusque defensionibus, exceptionibus, appellationibus & earum persecutionibus, omnique actioni & querele, quibus contra præmissa vel aliquod præmissorum venire, facere vel attentare possemus, vel in aliquo adjuvari. Quod nos servaturos fide data promittimus, tactis sacrosanctis Scripturis, corporali præstito juramento, & si contrarium factum fuerit per nos vel per alios nostro nomine, in judicio Ecclesiastico vel civili, vel etiam extra judicium, aut quocunque alio modo, quod esset manifestum, vel quod posset legitime comprobari, statim ipso facto omni fraude & dolo exclusis perjuri pronunciamur & præterea fidei transgressores & omni solatio, suffragio five auxilio omnium amicorum nostrorum arbitramur nos in perpetuum destitutos, & omnia feuda nostra prænotata five bona a sæpe facto fratre nostro Joanne Comite allata & assignata, ipso facto sibi & suis heredibus vacabunt libere & solute, & ad hæc nos presentibus firmiter obligamus. In cujus facti evidentiam, robor ac debitam firmitatem sigillo Serenissimi Domini nostri Romanorum Regis Adolphi & matris nostræ Jutzæ, Comitissæ Saynenfis, ac nostro, nec non sigillis viro- rum nobilium subscriptorum, videlicet Domini Comitis Adolphi de Monte, Domini Eberhardi Comitis de Marca, Comitis Joannis de Spanheim, Comitis Eberhardi de Vitræ, Comitis Roberti de Virmenberg, Comitis Wilhelmi de Nevenar, Comitis Heinrichi de Solms, Johannis Domini de Lewenburg, Gyfoni Domini de Molsberg, & Joannis de Nevenar, roborari petivimus præfens Scriptum. Et Nos Adolphus Dei gratia Romanorum Rex, & semper Augustus, Jutta olim Comitissa Saynenfis, Adolphus Comes de Monte, Eberhardus Comes de Marca, Johannes Comes de Spanheim, Eberhardus Comes de Vitræ, Robertus Comes de Virmenberg, Wilhelmus Comes de Nevenar, Heinrichus Comes de Solms, Johannes Dominus de Lewenburg, Gyfo Dominus de Molsberg & Johannes de Nevenar, præfati ad instantiam & rogatum Engelberti prædicti sigilla nostra duximus presentibus appendenda. Datum & actum, anno Domini millesimo, ducentesimo, nonagesimo quarto, Indi. 7. in die beatorum Martyrum, Tiburtii & Valeriani.

ANNO
1294.

ANNO

1294.

21. Avril

DXXIV.

Edictum Citationis à PHILIPPO IV. Rege Francie decretum, adversus EDUARDUM I. Regem Anglie, ac Ducem Aquitanie immanitatum, depredationum, & latrociniorum causa, cum Justione comparandi coram ipso, atque ibi respondendi, & juri pavendi, secundum omnia erramenta &c. Actum Parisiis die Mercurii post Festum Pasche Anno 1294. [Pièce tirée du Volume LV. des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin, relié en rouge. pag. 337.]

PHILIPPUS Dei gratia Francorum Rex, dilectio Magistro de Longoprato, Clerico suo salutem & dilectionem suam. Mandamus vobis quatenus Parisius in nostro Parlamento sedente citationem & edictum nostrum palam & publice legatis & faciatis prout inferius continetur.

Philippus Dei gratia Francorum Rex, Edwardo eadem gratia Regi Anglie Consanguineo suo salutem. Olim homines de Bajona nostri Regni manifeste & notorie, adeo quod nulla tergiversatione poterit celari, coadunatis sibi pluribus aliis qui de Regno vestro Anglie assumptis navibus & armis, ac hominibus armatis in magna multitudine ibidem pascam & publice collectis, vobis non inscius, vel saltem ignorare probabiliter non valentibus, exierint animo nefando homines & subiectos nostros de Normania, & de quibusdam aliis partibus Regni nostri, tam in terra quam in mari, in locis etiam nostre jurisdictionis subiectis nequiter invaserunt innumeros ex eis inhumaniter occidendo, stragemque ex eis faciendo, multos ex eis capiendo, & captos detinendo, & eosdem mercibus & navibus quasi inassimilabilibus, ex diu ante concepta nequitia depredando, contractis quampluribus ex dictis navibus & submersis, spretis etiam contemptiostiter multis prohibitionibus mandatis nostris factis, propositis solemniter & publice ac palam edictis Burdegale, Bayonæ, & in aliis multis locis, ne aliquis de predictis vel aliis quibuscumque specialiter per terram vel mare vehentibus merces suas præsumeret foris facere, seu alias offendere quoquo modo; naves autem superflites, & dictas merces ad vestrum Regnum Anglie transvehendo quas in vestra ditione receptastis, & adhuc receptatis scienter per Nuntios vestros super earundem apparentium & existentium restitutione requisita sufficienter restitutionem facere non curastis, sed contemptistis, licet vobis ex parte nostra oblatum fuisset quod si qua existentia & apparentia per homines Regni nostri capta detinerentur, de bonis subditorum vestrorum de his restitutionem vobis fieri faceremus.

Item quamplures dictorum hominum de Bayona manifeste & notorie similiter adjunctis sibi nonnullis malefactoribus aliis, villam nostram de Rupella proditorialiter invaserunt, insulius quam plures facientes in eam, & habitatores ipsius, quosdam etiam occidentes ex eis, & alias multipliciter damnificantes, eosdem quorum excessus & facinora cum non possemus conniventibus oculis pertransire, vobis & locum vestrum in Vasconia & Bajona tenentibus mandavimus quod certum numerum dictorum hominum per vos vel locum vestrum tenentes mitteretis in prisonem nostram Petragordii infra certum terminum, præfaciendo quod ratio suaderet, & iustitia postularet, & alia quodam mandata supra prædictis per patentes Litteras nostras sufficienter fieri fecimus & injungi, quibus inunctionibus & mandatis parere contumaciter & contemptibiliter neglectum extitit, & etiam recusatum; cumque ex certis & legitimis causis Civitatem Burdegalem falsi mandastemus, terram Agennensem, & etiam aliam terram quam infra Senescallia nostre Petragordienfis metas in Petragorrito, Catorensi, & Lemovicensi gentes nostre, & nomine vestro tenebant, locum vestrum tenentes in locis prædictis gentibus nostris dictum mandatum nostrum sine armis executioni demandantibus, inobedientes fuerunt, contumaces & rebelles, quod gravius ferendum est, Civitates, Castra, & Loca jam dicta terræ contra nos munierunt, & infortiauerunt, volentes quasi modo hostili justificationi nostri fœdi resistere, nec Castra & Fortalicia quæ ab eis ex certis & legitimis causis per gentes nostras requiri fecimus, reddere voluerunt, sed contemptibiliter recusant, & gentes terræ illius ad resistendum nobis & nostris minis & muneribus commoverant contra nos, & etiam concitarunt; in assisiis etiam, & alias ex parte vestra proposituerunt, & publice edixerunt quod nobis & gentibus nostris in nullo pare-

retur, imo si gentes nostre justificationem sicut ad nos pertinet, fassent, caperent, vel expellerent, seu fassire vellent, capere seu etiam expellere quod facerent violenter recusa, quod in multis locis, & casibus facinorosis operibus epleverunt, fassinas nostras in multis locis vituperabiliter infringendo, gentes nostras cum armis per violentiam turpiter expellendo, comminando, verberando, & de terra illa violenter ejiciendo, & alias viliter pertrahendo, in prædictis & pluribus aliis seditionem publicam contra nos & jus nostrum faciendo, in præjudicium superioritatis nostre, & læsionis Regiæ Majestatis, quæ tamdiu & tam notorie perpetrata fuerunt, quod horum ignorantiam causari non poteratis, nec debeatis, illud etiam ad nos publica fama deferente pervenerat, post appellationes multas, & a multis locum vestrum tenentibus ad Curiam nostram interpositas, occasione appellationum ipsarum, in magnum & grave præjudicium superioritatis, & jurisdictionis nostre contemptum; appellantes ipsos a jurisdictione vestra propter eandem appellationes exemptos, gentes vestre irrationabiliter, crudeliter, nulla humanitate servata; spreta quoque reverentia nobis debita tractabantur, & tractabant, capiendo & districtis carceribus mancipando videlicet Gonibaldum Dominum de Tiranno, Bernardum Roxiniphano, Andream de Boissaco, Bonasum Scoeti Dominum; & quamplures alios bonis suis omnibus spoliando, & de suis Domiciliis, locis & hæreditatibus expellendo, mutilando Armandum de Bordis, Bernardum Pelliceri, & quendam vocatum Fromage, & singulis eorum fustes aperte positi, eos cordis ligando ne loqui possent, seu appellare, seu appellationes suas innovare, inhibendoque sub pena suspendii quibusdam Notariis requisitis ab ipsis appellatibus, ne super dictis appellationibus publica conficerent instrumenta videlicet Magistro Morino Merce-ri, & pluribus aliis, aliosque incarcerationando, & incarcerationis detinendo, pro eo quod dicebant quod a Senescallo vestro in Vasconia, & de tota terra Agennenfi, ad nos erat licitum appellare, videlicet Magistrum Raymondum de Loiraono Advocatum de Agennenfi, & quamplures alios, aliosque diversorum tormentorum generibus cruciando: super prædictis autem in omnibus quæ in nostre citationis edicto contra vos proposito specialiter continentur, jamdudum precipiendo vobis mandamus, sub penis quas ex prædictis incurrere poteratis, vel jam potuissetis, jam diu est præterita, quam die Nativitatis Domini jam diu est præterita, quam vobis assignavimus coram nobis, sicut debebatis Parisius compareretis, & fecti tantorum facinorum & excessuum qualitas exigebat, super eisdem quorum cognitionem ad nos pertinet, & prædicta tangentibus, & quæ ex eis sequi possent, & proponere possemus responsum, juri pariterum, & quod iustum esset auditurum, etiam recepturum, significando vobis prædicta citationis tenorem five die & loco compareretis, five non, nos nihilominus procederemus in prædictis prout deberemus, vestra absentia non obstante, ad quam diem non comparuistis, sicut debuistis, nec postea, licet diutius expectavimus, quare vos exigente iustitia contumacem reputamus & posuimus in defectu; præterea publica nostre citationis edicto locum vestrum tunc tenentes in Ducatu Aquitanie, & terris prædictis Senescalli, Officarii & alii Ministri vestri, ac gentes vestre prædictis facinoribus non contenti, prædictis malis accumulantes horrida & nefanda, quosdam Normanos qui morati fuerant in burgo de Burdegala per decem annos & amplius, ob hoc solum quia Lingua Gallica utebantur, palam & publice inhumaniter occiderunt, quemquam ex eis in communi platea in frusta quatuor dividentes, frusta ipsa projecerunt in aquam; quemdam etiam nostrum servientem missum ad villam regalem pro suo officio exercendo irreverenter fugantes, apprehensum ab eis manus amputaverunt eidem.

Item quatuor homines nostro servitio insistentes pro consuetum recipienda in portu Fronciaci in manu nostra tunc existente, accesserunt ad se quandam navem, quam mercatorum esse fingebant, quasi eis vellent consuetum solvere consuetam supra proram navis nequiter decolantes proditorialiter occiderunt dicentes: Hoc facimus in respectum Regis Francorum, & Caroli fratris sui. Castrum etiam de Bruster tunc existens in nostra gardia speciali expugnaverunt cum armis, ceperunt, vastaverunt, destruxerunt & combusserunt, & quosdam homines in custodia castri dicti Pelletier in manu nostra existentes specialiter duos servientes nostros ibidem positos ad custodiam castri ejusdem in nostri vituperium suspendunt. Inhibuerunt etiam & pu-

ANNO

1294.

blice

94. NNO blice proclamari fecerunt sub pena suspendii, seu ultimi supplicii, & amissionis omnium bonorum, ne quis subiectionem vestrorum in dictis Ducatu & terris ad nos vel nostrum Curiam auderet appellare in nostris superioritatis præjudicium, & læsionem Regiæ Majestatis: quodquod si quis esset in nostris Ducatu & terris qui nostram partem vellet tenere, seu nobis adherere, sub pena capitis exiret de dictis Ducatu & terris.

Item quendam nobilem morantem in servitio Marescalli per nos ad partes illas missi decapitaverunt immaniter, & projecerunt in aquam; quendam Notarium nostrum, & Castellànum Caltri Serracelli, & duos alios nostros servientes per Senescallum vestrum Tholozanum, & Joannem de Sancto Johanne militem tunc tenentem locum vestrum in dictis partibus, pro quibusdam requisitionibus a parte nostra faciendis, eosdem de hospitio, ubi fuerunt hospitali, extrahentes, & interim tractos incarcerationes circa mediam noctem captos quibusdam nautis, seu marinis tradiderunt, qui eos viliter trahentes per lutum duxerunt ad navem ubi per novem dies captos graviter tenebant in liberatione ipsorum quendam ipsorum bona perperam retinentes.

Item alios excessus immanes & nefandos, & horribilia flagitia & facinora, inobedientias, rebelliones, seditiones publicas in nostri vituperium perpetrarunt, que omnia adeo palam & publice & notorie & fere in oculis, seu conspectu quorundam ex nostris proceribus, seu etiam militum ex nostris gentibus, quos ad partes illas ex certis causis, & pro certis negotiis miseramus, & tandem per tales perpetrata fuerunt, quod nulla possint tergiversatione celari, & quod non potestis ignorantiâ præterire super his probabiliter, vel causari, imo vestra conveniunt, scientia & assensu ex his videtur vos argui evidentem, & quasi invincibiliter apprehendi, sic quod circa facinora videntur facta fuisse per propriam conveniunt & consensum vestrum, in nostris superioritatis præjudicium & læsionem Regiæ Majestatis. Hinc est quod vobis jubemus quatenus vicefima die post festum Nativitatis Domini quam vobis & secundum omnia eramenta assignamus, & ad quam vos adjornamus, comparatis Parisiis coram nobis, sicut debetis, sub pena quam potuistis, vel potestis incurrere, & sicut tantorum facinorum qualitas exigit & requirit, super prædictis omnibus quorum cognitio ad nos pertinet, & prædicta tangentibus, & omnibus aliis que contra vos proponenda duxerimus, respondendum, aut juri paritum secundum omnia eramenta, & quod iustum fuerit audientum & recepturum, indicentes cum indeterminatione quod five dictis die & loco comparueritis, five non, nos nihilominus super præmissis contra vos procedemus prout debebimus vestra absentia non obstantem. Hoc autem nostrum prædictæ nostræ citationis Edictum in nostro Palatio Parisiis, nostro adhuc sedente Parlamento palam & publice proponatis ut superius est expressum.

Actum Parisiis die Mercurii post Festum Paschæ Anno Domini 1294.

DXXV.

Avril. (1) Donation faite par BEATRIX DE SAVOYE Dame de Faucigny à AMÉLÉ GRAND Comte de Savoie, de tout ce que ladite Dame possédoit depuis le Lac de Geneve & Seissel, jusques à Fribourg, &c. Faite en l'année 1294. [S. GUICHENON, Histoire Générale de la Maison de Savoie. Preuves. pag. 81.]

NOS B. Filia inclitæ recordationis Domini P. Comitis Sabaudie, Dominaque Foucigniaci. Notum facimus universis præsentis Literas inspecturis, Quod nos pro nobis, & nostris hæredibus, ac successoribus donamus, & concedimus donatione pura, & irrevocabili inter vivos, Illustri Viro Domino Amadeo Comiti Sabaudie carissimo Consanguineo nostro, & Domino, recipienti pro se, hæredibus, & successoribus suis, quidquid juris, actionis, rationis & requisitionis habemus vel habere debemus, seu habere consuevimus ultra lacum Gebennensem, videlicet à Seyffello usque ad Friburgum in Alamanniam, & postremum feudum quod Domina Leonina Domina de Gayx tenet, possidet, vel quasi seu tenet. I.

(1) C'étoit pour le récompense des secours, qu'il lui avoit fournis contre le Seigneur de la Tour du Pin Dauphin de Viennois son Gendre. Beatrix avoit déjà donné audit Ami l'année précédente. Bonne, Montoux, Bonneville, Châtellet, Credo, Allinge, Châteaufort & Rivoire; & ne s'en réservant que l'usufruit, la vie d'un, &c.

nere debet à nobis, & feudum quod Dominus de Vilaris tenet, possidet, vel quasi à nobis quomodo seu tenere debet. Item feudum quod Dominus de Montefalcon tenet, possidet, vel quasi seu tenere debet à nobis infra terminos supradictos, & penitus quidquid habemus, vel habere debemus infra terminos supradictos in proprietate, Dominio, possessione vel quasi seu in feudis vel retro feudis, devestientes nos de omnibus supradictis, & dictum Dominum Comitem nomine suo, & hæredum suorum per traditionem ejusdem baculi, prout moris est, investiendo, renunciante nos præfata B. ex certa scientia, & de jure nostro certificata lingua materna exceptioni doli mali, metus, & in factum, Legi Julæ de feudo dotali, Privilegio dotis, & hypothecarum, & omni auxilio Juris Canonici, & Civilis per quod possemus venire contra prædicta. Nos vero præfatus Comes ibidem, & incontinenti omnia supradicta nobis donata donamus, & concedimus pro nobis, & nostris hæredibus dictæ Domine B. pro se, & suis hæredibus in feudum, & in augmentum alterius feudi, quod à nobis tenet, investientes dictam Dominam B. recipientem pro se, & suis hæredibus per traditionem baculi, ut moris est, de prædictis tanquam de rebus feudalibus, directo Dominio nobis totaliter retento; Et nos dicta B. promittimus bona fide pro nobis, & nostris hæredibus, servire dicto Domino Comiti recipienti pro se, & suis hæredibus, ut meliores Vassalli de Comitatu Sabaudie, de feudis quæ ab ipso tenent, ipsi Domino Comiti servire debent; In cujus rei testimonium sigilla nostra præsentibus Literis duximus apponenda. Datum, & actum Gebennis in domo Fratrum Minorum, præsentibus viris Nobilibus videlicet Domino Ebalo Vice-Comite Augustensi, Domino Odone Alamandi ministrali Viennensi, Domino Guillelmo de Septimo, Domino Aymone de Sellenay, & Domino Girardo de Compeffio militibus, & Petro Copperi, & pluribus aliis, Die Jovis post octavas Paschæ, Anno Domini M. CC. XCIV.

DXXVI.

Testament de SIBILLE DE BAUGE Comtesse II. Mai. de Savoie, fait l'an 1294. [S. GUICHENON, Histoire Générale de la Maison de Savoie. Preuves. pag. 150.]

In nomine Patris, & Filii, & Spiritus Sancti, Amen.

ANNO Domini millesimo ducentesimo nonagesimo quarto, die Martis, in octava Beati Joannis ante Portam Latinam. Nos Sibilla Comitissa Sabaudie, Dominaque Baugiaci, Uxor Illustris Viri Domini Amadei Comitis Sabaudie, sana mente, licet ægra corpore, nolens tamen intestata decedere, & ne post obitum nostrum de bonis, & rebus nostris, & hereditate nostra aliqua materia dissensionis, seu discordie, oriri valeat inter Liberos nostros de corpore nostro, & de ipsis rebus, & bonis nostris, & hereditate nostra per præfens Testamentum in scriptis seu nuncupativum, seu ultimam voluntatem, nostram dispositionem ordinamus, & disponimus, ut infra sequitur. In Primis animam nostram reddimus, & recommendamus Deo, & Gloriosæ B. Mariæ Virginis. Item sepulturam nostram eligimus in Cimetério Ecclesiæ Abbatie Alta-Combe, & ibidem volumus sepeliri, cui Abbatie Alta-Combe ducentas libras Viennenses damus, & legamus pondas in acquirentibus decem librarum Viennensium annui redditus, pro duobus anniversariis singulis annis pro nobis, & successoribus nostris ibidem faciendis, videlicet uno in die obitus nostri, & alio in vigilia Assumptionis Beatæ Mariæ Virginis. Item damus, & legamus Fratribus Prædicatoribus de Matiscone triginta libras Viennenses semel, pro uno anniversario ibidem annis singulis faciundo. Item Fratribus Minoribus ejusdem loci triginta libras Viennenses damus, & legamus semel, pro uno anniversario pro nobis ibidem annis singulis faciundo. Item damus, & legamus tam Fratribus Minoribus, quam Fratribus Prædicatoribus de Lugduno quibuslibet eorum triginta libras Viennenses semel pro uno anniversario in quolibet Conventu ipsorum ibidem annis singulis faciundo. Item damus, & legamus Fratribus Minoribus de Camberiaci viginti libras Viennenses semel pro uno annis singulis faciundo. Item damus, & legamus Domui Templi de Mucia pro remedio animæ nostræ, Parentum, & Antecessorum nostrorum, quater centum libras Viennenses pro viginti libris Viennensibus annui redditus acquirentibus ibidem; ita tamen quod volumus quod ultra illos sacerdotes qui ibidem consue-

ANNO
1294.

verent morari, & Divinum officium celebrare, pro illis viginti libris annuis specialiter constituatur duo sacerdotes Templarii, aut Seculares qui sint ibidem specialiter deputati ad celebranda Divina officia pro remedio anime nostre, & parentum nostrorum, & Antecessorum nostrorum. Item damus, & legamus Abbacie Athaunensi sexaginta libras Vienneses semel pro sexaginta solidis annui redditus acquirendis, pro anniversario nostro, & Alexandri carissimi Patris nostri ibidem sepulti singulis annis faciendo. Item damus, & legamus Prioratui de Selva in Viennense Ordinis Carthusiensis quadraginta libras Vienneses semel pro quadraginta solidis annui redditus acquirendis pro anniversario nostro, & Alexandri carissimi Patris nostri ibidem sepulti singulis annis faciendo. Item damus, & legamus Prioratibus de Sellone & de Montemaulo cuiuslibet eorum semel viginti libras Vienneses pro acquirendis in quolibet viginti solidos annui redditus pro anniversario nostro in dictis Prioratibus annis singulis faciendo. Item damus, & legamus Domibus Cartusie, & Allionis, item hospitali de Espaysia cuiuslibet eorum decem libras Vienneses, pro decem solidis annui redditus acquirendis in quolibet, pro anniversario nostro in dictis locis annis singulis faciendo. Item damus, & legamus Domui Minoritarum de Camberiac, & Monialibus Novilla in terra Baugiaci, Item Monasterio Monialium de Villario, Item Hospitali Montisjovis, Item Hospitali Columna Jovis, Item Hospitali Montiscenili, Item Hospitali Ville-nove Chillionis, cuiuslibet eorum viginti libras Vienneses semel pro viginti solidis Viennesibus annui redditus, in quolibet dictorum locorum acquirendis, pro anniversario nostro annis singulis faciendo. Item damus, & legamus cuiuslibet Ecclesie Parochialis terre nostre Baugiaci, pro luminari quinqué solidos Vienneses semel. Item damus, & legamus Hospitali de Montemiliano centum libras Vienneses semel, pro centum solidis annui redditus ibidem acquirendis pro remedio anime nostre, & Carissimi Avunculi nostri Domini Philippi Comitum quondam Sabaudie, & parentum, & antecessorum nostrorum. Item damus operi Ecclesie Beati Joannis de Lugduno, Item operi Pontis Rhodani de Lugduno cuiuslibet eorum centum solidos Vienneses semel. Item damus, & legamus Ecclesie Beati Vincentii de Maïscone triginta libras Vienneses, pro triginta solidis Viennesibus annui redditus acquirendis pro anniversario nostro ibidem annis singulis faciendo. Item damus, & legamus Ecclesie Beati Petri de Maïscone viginti libras Vienneses, pro viginti solidis annui redditus ibidem acquirendis pro anniversario nostro ibidem faciendo. Item damus, & legamus primo Capitulo generalium Fratrum Prædicatorum quod tenebatur post obitum nostrum apud Lugdunum quinquaginta libras Vienneses semel. Item damus, & legamus primo Capitulo generalium Fratrum Prædicatorum quod tenebatur post obitum nostrum apud Lugdunum quinquaginta libras Vienneses semel, Rogantes tam Fratres Minores, quam Fratres Prædicatores ut in dictis Capitulis Fratrum omnibus in Provinciis eorum existentibus animam nostram, & animas Parentum, & Antecessorum nostrorum recomendent, & in remedio anime nostre, & prædictorum singulis Fratribus Sacerdotibus in Provinciis existentibus divina faciant celebrari ministeria. Item damus, & legamus Ecclesie Tarentasensi Canonico Regularium triginta libras Vienneses, pro triginta solidis Viennesibus annui redditus acquirendis pro anniversario nostro ibidem annis singulis faciendo. Item damus, & legamus Ecclesie Canonicorum Secularium ejusdem loci viginti libras Vienneses pro viginti solidis Viennesibus acquirendis pro anniversario nostro in loco pro nobis annis singulis faciendo. Item damus, & legamus Ecclesie Augustensi, & Ecclesie Maurianensi cuiuslibet eorum quadraginta libras Vienneses, pro quadraginta solidis in quolibet dictorum locorum acquirendis pro anniversario ibidem pro nobis annis singulis faciendo. Item damus, & legamus Abbatiis Habundantie, de Alpiis, Filiaci, Sancti Ragniberti, Ambroniaci, Betonis, de Bons, cuiuslibet dictarum Abbatiarum viginti libras Vienneses, pro viginti solidis annui redditus in quolibet dictorum locorum acquirendis, & anniversariis nostris in singulis locis prædictis annis singulis faciendis. Item damus, & legamus Abbacie Beati Mauricii Agaunenensis triginta libras Vienneses, pro triginta solidis annui redditus acquirendis pro anniversario pro nobis ibidem annis singulis faciendo. Item damus, & legamus quadraginta libras Vienneses pro semel, pro Nobilibus puellis terre nostre Baugiaci maritandis distribuendas ad ipsas puellas maritandas secundum ordinationem Executorum nostrorum. Item damus, & legamus carissimæ Amite nostre, & Religiosæ Domine Symoniali Beate

Marie de Lilio, centum libras Vienneses semel, & ANNO
1294.
præcipimus quod viginti quinque libra Turonensium parvorum que sibi debeant annis singulis, ad vitam ipsius naturallem, ex legato seu dono eidem facto, per eorum Patrum nostrum Alexandrum de Baugiaco, deinceps plenè, & integrè singulis annis quædam vixerit sibi solvantur de redditibus Baugiaci; & si quæ reuera sunt pro præterito tempore plenè, & integrè restituantur eidem. Item damus, & legamus Domino Hugoni de Castellione Filio Domini de Castellione in Bazas Canonico Lugdunensi Fratri nostro quinquaginta libras. Item damus, & legamus Domino Josserando Oniciaco militi nostro quinquaginta libras Vienneses semel. Item cum carissimus Dominus, & maritus noster Dominus Amedeus Comes Sabaudie de consensu, & voluntate nostra, tam de bonis suis quam nostris constituitur pro dote, & nomine dotis carissima Filia nostra Elyonori, Guillermo Comiti Alsiodorensi ejus marito triginta millia librarum Viennesium, de quibus triginta millibus libris debent solvi de bonis nostris terre nostre Baugiaci quinquè mille libra Vienneses ipsam Eleonoram in prædictis quinquè millibus libris Viennesibus, & in aliis centum libris Viennesibus de bonis nostris dandis eidem semel heredem institimus, & tam prædicta quinquè millia librarum de dictis triginta millibus libris, quas prædictas centum libras eidem Eleonori, pro sua legitima, quam possit habere in bonis, seu hereditate nostra jure institutionis eidem relinquimus, volumus, & præcipimus quod ipsa Elyonor de prædictis quinquè millibus libris, & centum libris Viennesibus, & etiam de viginti quinquè millibus libris relictis, & triginta millibus libris prædictis, sibi seu ejus marito prædicto, per Dominum nostrum Comitem, & per nos datis ut supra, & promissis in dotem ut supra, sit contenta de aliis bonis nostris, & hereditate nostra, & etiam de bonis, & hereditate Carissimi Domini nostri Comitum, pro sua legitima, & bonorum subsidio, & omni jure quod ipsa possit, & possit habere in bonis, & hereditate nostra, & in bonis, & hereditate prædicti Carissimi Domini nostri Comitum. Item Carissimæ Filie nostre Margarete damus, & jure institutionis relinquimus quinquè millia librarum Viennesium semel, pro ipsa maritanda, de quibus eam de bono, & hereditate nostra, pro sua legitima, & bonorum subsidio in bonis, & hereditate nostra eidem debitis, & pro omni alio jure, & successione, vel alio modo eidem in bonis nostris prædictis competenti, volumus esse contentam, ita quod nichil aliud in prædictis bonis, & hereditate nostra, occasione successionalis nostre, & aliorum prædictorum ab herede nostro universaliter inferius declarando, possit petere, & exigere. Item eodem modo, & eadem forma quibus supra proxima Margareta Filia nostra dedimus, & jure institutionis relinquimus Carissimæ Filie nostre Agneti damus, & jure institutionis relinquimus pro ipsa maritanda, & pro sua legitima quatuor mille libras Vienneses semel. Item eodem modo, & forma Carissimo Filio nostro Aymoni damus, pro legitima sua, & pro omni jure quod potest habere in bonis nostris sex mille libras Vienneses semel, vel mille libras terre, si maluerit, in annuis redditibus, ad vitam ipsius tantum, eidem assignandas per heredem nostrum in planis redditibus, in terra nostra Baugiaci ad arbitrium Executorum nostrorum, vel alterius ipsorum inferius declarandum, & volumus quod sit Ecclesiasticus, & volumus & ordinamus quod si contingat quod dictus Aymo, & ille seu illi quem sen quos gestamus in utero, si sit, seu sint masculi, eligant pro sua legitima, habere quilibet mille libras terre in annuis redditibus, ad vitam suam ut supra, in planis redditibus, quæ post mortem ipsorum dictæ mille libras terre ad heredem nostrum universalem inferius declarandum, totaliter revertantur, & tam prædictum Aymonem quam prædictas Eleonoram, Margaretam, & Agnetam, quam illam seu illam, illos seu illas, quem seu quos gestamus in utero, quemlibet eorumdem in summis prædictis, seu summa pro quolibet superius nominata heredes, seu heredem institimus, volentes quod ipse, & quilibet ipsorum, & una quæque seu unusquisque de prædictis summa superius, pro ea seu eo nominata, & eis relicta, vel cuiuslibet eorum seu eorum debeat, & teneatur esse contenta pro sua legitima, & contentus. In residuo vero omnium bonorum nostrorum, jurium, & additionum solutis debitis nostris, & clamoribus nostris pacificatis, & legatis nostris solutis, heredem nostrum universalem eodem modo, jure, & forma institimus Carissimum Filium nostrum Edvardum, quem quidem oneramus ad omnia, & singula prædicta, & etiam infra scripta plenè, & integrè adimplenda. Item volumus, & ordinamus quod carissimus Maritus noster Dominus, Dominus

194. Dominus Amadeus Comes Sabaudia totam terram nostram quamdiu vixerit hanc tenet, & regat tanquam suum, & fructus ipsius terre nostrae, solutis tamen debitis, & legatis nostris, & clamoribus nostris pacificatis, quamdiu vixerit, & fuerit in humanis, & percipiat, & suos faciat faciendo de dictis fructibus pro sua libito voluntatis. Item si forte contingat quod dictus Eduardus Filius noster in pupillari aetate vel postea quodcumque fine liberis masculis de suo proprio corpore, & legitimo matrimonio procreatis decessat, tunc eidem substituiamus pupillarem, si decessat infra quatuordecim annos, si postea per fideicommissum, si pupillarem substitutionem facere possumus eidem, & si non possumus, tunc live in pupillari aetate, five postea quodcumque decessat sine liberis, ut supra substituiamus eidem per fideicommissum eo iure, modo, & forma quibus melius possumus, *Aymonem carissimum Filium nostrum*: Et si contingat ipsum Aymonem postea decessare in pupillari aetate, vel postea quodcumque fine liberis masculis de suo proprio corpore, & legitimo matrimonio procreatis, tunc eidem substituiamus modis, & formis quibus substituiamus Aymonem Eduardo ut supra, illum seu illos quem vel quos gestamus in utero, si masculus, vel masculi fuerit vel fuerint: Si vero masculus vel masculi non fuerint, vel masculus seu masculi fuerint. & sine liberis ex suo proprio corpore, & legitimo matrimonio procreatis decesserit seu decesserint, tunc substituiamus modo, & forma quibus supra ipsi Eduardo, & Aymoni, substituiamus eidem Aymoni, & ei vel eis quem seu quos gestamus in utero, si masculus seu masculi fuerint, ut supra, Elyonoram Filiam nostram, & si defunctis ut supra sine liberis Eduardo, Aymone, & illo quem gestamus in utero, si est masculus, dicta Elyonor, si sine liberis vel cum liberis de proprio corpore suo, & legitimo matrimonio procreatis decesserit, substituiamus eidem Margaretam Filiam nostram; Et si in eo casu similiter Margareta sine liberis vel cum liberis in pupillari aetate, vel postea quodcumque decesserit, substituiamus eidem Agnetam Filiam nostram: Et si in praedicto casu praedicta Agnes decesserit sine liberis vel cum liberis in pupillari aetate, vel postea quodcumque, substituiamus eidem modo, & forma quibus supra infantem quam gestamus si sit femina; Si vero contingeret dictam Elyonoram decessere sine liberis ex suo proprio corpore, & legitimo matrimonio procreatis, vivo Eduardo, eundem Eduardum eidem substituiamus iure, modo, & forma quibus melius possumus, & si Eduardus non viveret eodem modo, & forma eidem substituiamus Aymonem Filium nostrum si viveret, & si neque Eduardus, neque Aymo viverent eodem modo, & forma ei substituiamus illum quem gestamus in utero si masculus sit. Item si contingat Margaretam, & Agnetam, & illam quam gestamus in utero si sit Filia, mori in pupillari aetate, vel postea quodcumque sine liberis de suis propriis corporibus, & legitimo matrimonio procreatis, vivo Eduardo, modo & forma quibus melius possumus eidem & eidem ipsum Eduardum substituiamus, & si Eduardus non viveret, eidem & eidem ipsum Aymonem modo, & forma quibus supra eidem, & eidem substituiamus, & si Aymo non viveret substituiamus eidem Margaretam, & Agnetam illam quem gestamus in utero si sit masculus. Hujus autem nostrae ultimae voluntatis, testamenti seu dispositionis Executores nostros facimus, & ordinamus iure, modo, & forma quibus melius possumus Dilectos fideles, & carissimos nostros, videlicet Religiosum Virum, & Carissimum consanguineum nostrum Fratrem Jofferdum Abbatem Athanacensem, Dominum Nicolaum de Billens Legum Doctorem, Dominum Hugonem de Chandeya, & Dominum Joannem Floridi Capellanum nostrum, dantes, & concedentes iure, modo, & forma quibus melius possumus praedictis omnibus, & singulis Executoribus nostris, aut tribus aut duobus, aut uni ex ipsis, si alii superesse nollent, aut non possent, ita quod non sit melior conditio occupantis, & quod unus inceperit alter perficere possit plenam, & liberam potestatem, ac etiam speciale mandamentum, omnia bona nostra mobilia, & immobilia, & possitne catrum nostrum Mirabelli in Forebio, & omnes redditus, fructus, & obventiones terrae nostrae Baugiaci primi anni post obitum nostrum, sua propria autoritate, non alterius Domini autoritate, vel iudicis recipiendi, percipiendi, & distrahendi praedictos redditus, fructus, & obventiones terrae nostrae Baugiaci dicti primi anni. Item damus, & legamus operi Ecclesiae Fratrum Minorum Chamberiaci iterum decem libras. Item damus & legamus Ecclesiae Minoritarum ejusdem loci triginta libras Viennenses. Item pro Fratribus Minoribus, & Fratribus Praedicatoribus de Lau-

TOM. I.

anna cuilibet eorum triginta libras Viennenses pro anniversario nostro annis singulis in praedictis locis pro nobis faciendi. Item Fratribus Minoribus, & Fratribus Praedicatoribus de Gebennis cuilibet eorum triginta libras Viennenses pro anniversario nostro annis singulis in praedictis locis pro nobis faciendi. Item operi Beatae Mariae de Laufanna viginti libras Viennenses damus, & legamus. Item operi Beatae Mariae de Burgo viginti libras Viennenses damus, & legamus. Item damus, & legamus Fratri Marco Priori Fratrum Praedicatorum de Gebennis decem libras Viennenses pro suis necessitatibus subveniendis. Et rogamus carissimum Dominum nostrum, & confortem Dominum Amadeum Comitem Sabaudia, ut in praesenti nostro testamento, dispositioni, seu ultimae voluntati, & his quae in eo continentur assentiat, & consentiat, & velit quod omnia, & singula in hoc contenta executioni demandentur, & totaliter adimpleantur: Et ad majoris roboris firmitatem, huic nostro testamento sigillum suum apponat, seu huic nostrae ultimae voluntati. Testes autem vocati, & rogati, sunt hi Dominus Hugo de Chandeya, Dominus Guillelmus de Rupecula, Dominus Rodolphus de Moufaco miles, Magister Petrus de Vercellis Philosophus, Dominus Jacobus Incuratus sancti Georgii Desperenchia, Joffredus Guioti Castellanus sancti Stephani, Hugo de Fonteney Clericus, Magister Joannes de Mauriana Philosophus octavus testis vocatus, & rogatus, & a nobis adhibitis ad subscribendum pro nobis eo quod subscribere nescimus. Item Dominus Guichardus de Laya miles, Dominus Amblardus de Intermentibus Legum Professor, Petrus Clericus de Montemeliario, Jacobus de Secusia, Aymo Baralli. *Signe Hugonis.*

DXXVII.

Transactio inter Episcopum Spirensem FRIDERICUM, & Civitatem SPIRAM, intervenientibus & mediantibus Episcopo TULLENSI & Abbate DE HEMMENRODE Priore Fratrum Praedicatorum, Gardiano Fratrum Minorum Domorum Spirensum, Fratre ALRADO Praedicatori & JOANNE DE LICHTENSTEIN Milite super Exactionibus, Servitiis, Judiciis & Officiis, Jurisdictione, venditione vini aliisque punctis, sancita Spire in Vigilia omnium Sanctorum 1294. [LEHMANNI Chronicon Spirense Lib. V. Cap. CXXI. pag. 579. Col. a. (d'où l'on a tiré cette Pièce) LUNIG, Teutsch. Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil III. Abtheil IV. pag. 470.]

FRIDERICUS Dei gratia Spirensis Episcopus, ad cunctorum praesentium inspectorem notitiam volumus pervenire, praesentibus publice profutentes, quod discordia five guerra, quae inter nos ex una, & Magistris, Consules ac universitatem civium Spirensum ex altera parte, exorta fuit, intervenientibus & mediantibus venerabili fratre nostro, fratre Conrado Tullem. Episcopo, & Abbate Monasterii de Hemmenrode, Ordinis Cisterciensis, Trevisensis Diocesis, Priore Fratrum Praedicatorum, Gardiano Fratrum Minorum domorum Spirensum, Fratre Alrado Praedicatori, & Joanne de Lichtenstein Milite, decisa est totaliter & sopita; videlicet quod de civibus Spirensum universis & de bonis ipsorum civium Spirensum, vel alterutrius eorumdem praesentium & futurorum in toto districtu nostro, nullas exactiones, stratas, herbergas, banwio, heristura, collectas seu aliquas precarias alias, aut alia genera servitiorum qualiacunque recipimus aut extorquebimus quovis modo. Item quod judicia & officia nostra Civitatis Spirensis in Epiphania Domini annuatim locare & concedere debemus secundum dictum & sententiam Consulum Spirensum, vel majoris partis eorumdem, quam suo proferent juramento. Ita etiam, quod Officiales nostri, scilicet Sculterus, Advocatus, Magister monetae, & telonarii jurare debent, si dicti Consules vel major pars ipsorum id sententiarum juramento, nulli in officio suo injuriam facere absque dolo. Sed si quis eorum excederet in aliquo, hoc ad instructionem eorum, qui eum de hoc merito instruere tenentur, debet totaliter reformare & in antea non facere quoquo modo. Et quicunque eorumdem Officiarum nostrorum semel juraverit, ille postea, si idem officium resignaret, & ad id postea reveniret, non plus jurare debet, sed super primum recipere juramentum. Ita etiam, quod questio, quam invicem habuimus super iudiciis,

ANNO

1294:

31. Oa:

ANNO in Berghusen, Harthufen, Heyenhoven, Tutenhoven
1294. & Wallesheim, quæ dicti cives ad Scultetian Spiren-
sem pertinere dicebant, nobis in contrarium asserentibus,
in prædicti manebit indiscussa: Salvo tamen utri-
que parti per omnia in eisdem jure suo. Item quod
promissimus & promittimus per præsentem de cætero in
Civitate Spirensi & ejus præurbio nullum Clericum vel
Laicum captivare, nisi rite & legitime convictus fuerit
de aliquo forisfacto, pro quo debeat merito capivari.
Item quod super nullum civem & incolam Civitatis
Spirensis, præsentem & futurum, aliquem specialem
Judicem Ecclesiasticum extra Civitatem Spirensiam statu-
emus, quamdiu paratus est coram Officiali nostro in
Civitate Spirensi de se querelantibus stare juri. Item
promittimus super discordia, exorta inter Clerum Spi-
rensem & Cives Spirenses super venditione vini, usque
ad festum Beati Nicolai proximum ordinare & statuere
pro posse nostro, & quicquid ipsis civibus ad bonum
statuere poterimus & ordinare, hoc facere promittimus
et debemus.

Et si ipsi Cives super se de vino hujusmodi
eiungas aliquas fecerint, in hoc contra nos non fa-
cient. Item super expulsiis quondam in Civitate Spiren-
si, & de Sacerdote, quem irregularitatem & sententias
excommunicationis dicimus incidisse, committimus
prædictis Domino Episcopo Tullensi, & Abbati de
Hemmenrode, ita quicquid eisdem duo super eorum
confcientiam pronuntiabunt, hoc promittimus ratum
habere, & inviolabiliter observare. Et nos Frater Con-
radus divina permissione Episcopus Tullens. & Frater
Joannes Abbas de Hemmenrode, Ordinis Cisterciensis,
Treverensis Diocesis, sicut nobis dicti duo articuli sunt
commissi super nostram confcientiam, præsentibus pro-
nunciamus, quia vidimus sententiam latam olim contra
dictos expulsos injustam esse, & restitutionem eorundem
factam à bonæ memoriæ Domino Rudolpho quondam
Rege Romanorum, æquam, dictos expulsos in pace
dimitti debere, & promitti gaudere suis possessionibus
arque rebus: quodque super eodem facto à nullo de-
beant ulterius impeti vel turbari. Item pro dicto Sacer-
dote etiam super nostram confcientiam pronuntiando
decernimus, dictum Dominum Spirensium Episcopum
præfatum Sacerdotem relinquere debere in dicto nego-
tio suæ confcientiæ, salvo tamen remedio, quod nos
dicto consilium Sacerdoti. Quæ omnia & singula præ-
narrata nos Fridericus Spirensis Episcopus prædictus
promittimus rata habere, adimplere & inviolabiliter ob-
servare. Et in eorum testimonium & perpetuam firmi-
tatem sigillum nostrum una cum sigillis prædictorum
Dominorum Episcopi Tullens. & Abbatibus de Hemmen-
rode huius duximus appendendum. Actum & Datum
An. Domini M. CCXCIV. in vigilia omnium Sanc-
torum.

DXXVIII.

1295. Diploma Confirmationis Romanorum Regis ADOLFI,
19. Fev. de Privilegiis, Juribus, Jurisdictionibus & Liber-
tatibus per antecessores Romanorum Reges COM-
MUNITATI MEDIOLANENSI concessis.
Datum in Ruelden XI. Kalendas Martii, Indic-
tione octava, anno 1295. [Pièce authentique,
tirée des Archives Royales du Château de Mil-
lan. Registre R. R.]

ADOLFUS Dei gratia Romanorum Rex semper
Augustus. Præsentibus Viris Potestati, Capitaneo,
Priori, Antanis, Consilio Communi Mediolani, fide-
libus suis dilectis gratiam suam, & omne bonum.
Dignum iudicat nostra Serenitas, quod quia præ cæte-
ris in Italia Romani Imperii fidelibus vestra fidelitas no-
bis, & Imperio prærogativa jungatur ampliori nostris
conservandis honoribus, & commodis procurandis ea
solicitudine, qua meliora subiectis teneamur prospice-
re, & eorum dispendiis obviare pro aliis graciosius in-
tendamus: Dilatatur enim honor Regis, & Imperialis
extollitur Dignitas, dum subiectorum fidelium bonum
statum, & honorem ampliat, solidat, & confirmat:
Quapropter ad instar Divorum Imperatorum, & Re-
gum Romanorum antecessorum nostrorum vos, & Ci-
vitatem Mediolani, quos, & quam ad nos, & nostra
tempora antecessorum nostrorum eorundem in confir-
matione iurum, libertatum, & honorum produxit
prioritas: Cupientes in eadem gratia, qua ipsi nos con-
foverunt, confovere, omnia privilegia, Jura, Juris-
dictiones, immunitates, libertates, gratias vestre Uni-
versitati, seu Communi concessa, vel concessas à nos-
tris Antecessoribus quibuscumque, sicut iustè, & rite

factæ concessiones hujusmodi dignoscuntur, vobis, & ANNO
Civitati vestræ in personis nostris præsentis Scripti pa-
trocinio confirmamus, nostræ Majestatis sigilli robore
communi. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc
nostræ confirmationis paginam infringere, vel eidem
ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attem-
pere præsumpserit, se gravem indignationis nostræ of-
fensam noverit incursum. Dat. in Ruelden XI. Ka-
lendas Martii, Indictione octava, anno Domini
MCCLXXXV. Regni vero nostri anno tertio.

Extracta sunt præsentis Copia à Registro inscripta sub
Litteris R. R. BARNABONIS Vicecomitis existente
in Regio Archivio Caspi Portæ Jovis Mediolani, in pa-
piro scripto; Datum Mediolani die trigesimo mensis Octo-
bris anni 1719.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGEL-
LIUS Regii Arbitrii Officialis.

DXXIX.

Contrat de Mariage entre l'un des Fils de PHILIPPE 2. Mars.

LIPPE LE BEL Roi de France, & (1) JEAN-
NE Fille d'OTHON IV. Comte de Bourgogne.
Fait au mois de Mars 1295. [ETIENNE PE-
RARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à
l'Histoire de Bourgogne. pag. 574.]

In nomine Domini, Amen.

UNIVERSIS præsentibus Litteras inspecturis OTHO
Comes Burgundie Palatinus, Dominus Salini,
eternam in vero salutari salutem. Noverint universi
præsentibus pariter & futuri, quod nos, nullos habentes
legitimos liberos, nisi JOHANNAM unicam legitimam
& charissimam filiam nostram, ex nobis, & Matritai
legitima uxore nostra procreatam; attendentes, quod
in quocumque alio genere vel domo quacumque, eam-
dem filiam nostram licet utiliter sique honorifice nuppi
tradere non possemus, sponte, scienter, & providè,
non deceptus nec in aliqua circumventus, pro eadem
filia nostra in ætate legitima ad contrahendam sponsalia
constituta contraximus & contrahimus sponsalia cum
altero de duobus tunc primogenitis filiis excellentissimi
Principis & Domini nostri, Domini PHILIPPI Dei
gratia Regis Francorum Illustris, ipse dictus Rex eisdem
filie nostræ elegerit matrimonialiter copulari, Sanctæ
Dei Ecclesiæ concurrente assensu, quando idem filius
ad nubilem ætatem pervenerit, vel quando ipse Dominus
Regi placuerit, quocumque tempore hanc electionem
facere, præsentem ipso Domino Rege ac Contractum
sponsalium hujusmodi, & omnia infra scripta recipien-
tem, tam pro se quam legitimo administratorio nomine
illius de prædictis duobus filiis suis, quem ad id ut
premitur duxerit eligendum. Et si quocumque casu,
eundem Dominum Regem eligere non posse continge-
ret unum de prædictis duobus filiis suis, pro contra-
hendo matrimonio supradicto, volumus quod Domina
Johanna Dei gratia Francorum Regina, consors, aut
primogenitis nunc vel tunc primogenito ipsius Domini
Regis filius, pro se vel alio, tunc postremum tunc
primogenito ipsius Domini Regis electionem hujusmo-
di facere valeant, sicut ipse Dominus Rex ut præmittit
potuisset. Verum, quoniam Reges Franciæ ut
frequentius non consueverunt filios suos maritare, nisi
cum eisdem filii cum uxoris suis magnas Baronias, &
magnos redditus in dotem recipiunt; nos considerantes
quod alter de dicta filia nostra cum præfato Domino
Rege cum altero de prædictis duobus primogenitis filiis
suis hujusmodi sponsalia contrahere minime poteramus,
totum Comitatum nostrum, totam Baroniam & terram
nostram, castra, possessiones, homagia, feoda, &
omnia jura nostra personalia & realia, ubicumque & in
quibuscumque consistant, ex nunc dicto Domino Re-
gi, recipienti, legitimo administratorio nomine filii sui,
futuri mariti prædictæ filie nostræ, cum eadem filia
nostra damus & irrevocabiliter assignamus in dotem.
Promittentes eidem Domino Regi solemniter stipulanti,
dictam filiam nomine sponsalium hujusmodi, & ob
causam eorum in domum & potestatem ipsius Domini
Regis ex nunc transducere, & ipsi Domino Regi tra-
dere & deliberare ex nunc, totum Comitatum, Baro-
niam, terram, castra, jura, homagia, & feoda præ-
dicta, libera & immunia ab omni obligatione debito-
rum, & ipsum Dominum Regem vel mandatum suum
ex nunc inducere in possessionem & quasi possessionem
omnium & singulorum prædictorum, & facere ex nunc
ipsi Domino Regi vel alii pro ipso ad hæc recipienda ab
ipso

(1) Ce fut Philippe V. surnommé le Long fils puîné de Philippe le Bel
qui épousa cette Princesse, de laquelle il eut un fils nommé Louis
mort au berceau, & quatre filles.

NO ipso constituto præstari & fieri, omnia & singula homa-
 95. gia supradicta. Volentes, quod idem Dominus Rex,
 pro oneribus quæ pro dicta filia nostra & futuro ejus
 marito futurebit, omnium prædictorum ex nunc faciat
 fructus suos. Promissum etiam dicto Domino nostro
 Regi solemniter stipulanti nomine quo supra, in Con-
 tractu sponsalium hujusmodi, quod si matrimonium
 inter dictum filium suum eligendum ab eo, & dictam
 filiam nostram ut pramitterit celebrandum, dissolvi
 contingerit, extantibus liberis uno vel pluribus de ipso
 matrimonio dicta filia nostra superstiti, nichilomi-
 nus prædicta omnia à nobis data in dotem prædictam
 penes dictos liberos & heredes eorum in perpetuum
 remaneant, ad nos vel dictam filiam nostram nullo
 tempore reversura. Constatemur etiam, nos Comes præ-
 fatus, à prædicto Domino Rege, pro aris sponsalium
 hujusmodi habuisse ac recepisse centum millia librarum
 Turonensium parvorum, in pecunia numerata, quas
 aras eidem Domino Regi solemniter stipulanti, ex
 certa scientia certiorati ex jure Legum & Canonum de
 hac materia tractantium, promissimus in quadruplum
 solvere, si per nos vel dictam filiam nostram steterit,
 quominus dictum matrimonium contrahatur, pro quibus,
 dicta omnia à nobis promissa in dotem eidem ipsi
 Domino Regi teneri volumus obligata, & retineri pos-
 se per eum usque ad satisfactionem condignam, & peti
 & advocari à quolibet possidente seu detinente. Porro,
 inter nos & dictum Dominum Regem in Tractu spon-
 salium hujusmodi conventum extitit, quod si nos habe-
 re contingat in posterum alteram filiam, superstiti nos-
 tra filia supradicta, præfatus Dominus Rex tenebitur
 sibi dare decem millia librarum parvorum Turonen-
 sium, ad ipsam maritandam, per quinquennium sol-
 vendarum; scilicet quolibet anno quinquennii prædicti
 duo millia, cum dicta filia nobilis fuerit ætatis. Et si
 contingeret nos habere plures quam unam, tunc idem
 Dominus Rex cultibet earundem dare tenebatur, dun-
 taxat, quinque millia librarum parvorum Turonen-
 sium in quinquennio solvendarum, videlicet quolibet
 anno mille libras cum nobilibus essent ætatis. Si ve-
 ro contingeret prenominatam filiam nostram decedere
 ante hujusmodi contractum matrimonium, & nos
 aliam filiam legitimam contingeret tunc habere: con-
 ventum extitit inter prædictum Dominum Regem &
 nos, quod dictam filiam nostram, dum tamen per-
 sona sit habilis, alteri de omnibus filiis suis natis vel
 nascituris cui voluerit, det nupti, sub conditionibus,
 pactionibus, & conditionibus paribus per omnia supra
 & infra scriptis. Et nos etiam ad prædictam conven-
 tionem sumus adstricti, ut dictam filiam demum nupti
 alteri de filiis ipsius Domini Regis quem ipse vel dicta
 Regina aut filius suus, nunc vel tunc primogenitus, ad
 id duceret eligendum, cum omnibus bonis nostris,
 sicut cum prædicta alia filia nostra primogenita superius
 est expressum. Item conventum extitit inter nos &
 dictum Dominum Regem in Contractu sponsalium præ-
 dictorum, quod si contingeret nos habere filium mas-
 culum, unum vel plures, quod idem Dominus Rex
 vel primogenitus suus Rex Francia, dictum filium vel
 filios nostros teneat & custodiat, quousque dictus filius
 vel filii habeant ætatem decem & septem annorum. Et
 tunc, idem Dominus Rex vel heredes sui, eidem filio
 nostro vel filiis, uni vel pluribus, dare & assignare te-
 nebantur in Regno suo, in hæreditagium perpetuum &
 in redditibus assidendis in terra millia librarum
 Turonensium parvorum, & duo millia similium libra-
 rum apud Templum, ad vitam solum dicti filii vel filio-
 rum nostrorum si essent filius. Ita, quod eorum quo-
 libet decedente cesset pro rata portio decedentis quam
 haberet in dictis duobus millibus libris. Et si dicti filii
 nostri decederent sine legitimis hæredibus de suo proprio
 corpore procreatis, prædicta tria millia librarum eisdem
 assignata à prædicto Domino Rege, ad ipsum Dominum
 Regem integrè reverterentur, & ad hæreses suos, &
 portio cuiuslibet sine hæredibus proprii corporis deced-
 entis. Et dictos filios nostros unum vel plures, si
 nos habere contingat, idem Dominus, vel primogeni-
 tus suus Rex Francia, procurabant uxoriari ad utilita-
 tem eorum, prout eis videbatur expedire. Et de præ-
 dictis autem, liberi nostri tam masculi quam feminae,
 si eos de cætero nos habere contingat, erunt contenti,
 & nichil in Contractu prædicto vel quibuscumque bonis
 nostris petere poterunt aut etiam reclamare. Præterea
 conventum extitit in Contractu sponsalium hujusmodi,
 inter nos & præfatum Dominum Regem, quod quia nos
 tenemus nos ex nunc deservire de toto Comitatu, tota
 terra, feodis, homagiis, & castris prædictis, & ipsum
 Dominum Regem inducere in plenam & pacificam pos-
 sessionem eorum, ita quod de his omnibus ex nunc fa-

ciat fructus suos, sicut superius est expressum, ANNO
 quod idem Dominus Rex, completis sibi prius per nos
 hujusmodi suprascriptis conventionibus, teneatur nobis
 1295. facere solvi annuatim decem millia librarum Parisius
 apud Templum, terminis his, videlicet quinque millia
 in festo Nativitatis B. Johannis Baptiste, & alia quin-
 que millia in festo Nativitatis Dominice, & nos bene
 assurare & assecurare de ipsis. Post decessum autem
 nostrum, dicta decem millia librarum ad ipsum Domi-
 num Regem liberè reverterentur, & de hujusmodi decem
 millibus libris, nobis dictis terminis annuatim solven-
 dis, tam nos quam dicta uxor nostra, quamdiu vive-
 mus, debemus esse contenti, ita quod etiam eadem
 uxor nostra, in terra prædicta, nobis viventibus, nec
 ratione dotalitii, nec alia ratione quacumque potest pe-
 tere, nec debet habere. Verum, si nos eidem uxori
 nostre præmori contingeret, conventum extitit inter
 nos & Dominum Regem prædictum, quod eidem uxori
 nostre tale dotalicium in terra nostra ad vitam itam
 tantum remaneret saluum, quale sibi promissum cum
 matrimonio contraximus cum eadem. Item conven-
 tum extitit inter nos & Regem eundem, in Contractu
 prædicto, quod completis prius per nos ipsi Domino
 Regi conventionibus suprascriptis, idem Dominus Rex,
 pro necessitatibus nostris teneatur nobis tradere quinquaginta
 quinque millia librarum parvorum Turonensium,
 videlicet tringinta millia librarum in pecunia numerata,
 & de viginti quinque millibus libris residuis pro nobis
 satisfacere & respondere creditoribus nostris de Regno
 suo, quibus existimus obligati. Item, postquam idem
 Dominus Rex habuerit & tenebit possessionem pacificam
 Comitatus & totius terre prædictæ, & dictam filiam
 nostram habuerit in manu sua, idem Dominus Rex, per
 conventionem eandem teneatur, cum nobis amplius,
 tradere quadraginta millia librarum Turonensium par-
 vorum in quinquennio solvendarum, videlicet anno
 quolibet octo millia librarum, terminis his, videlicet
 quatuor millia in festo Nativitatis Dominice, & alia
 quatuor in festo Nativitatis B. Johannis Baptiste, an-
 nuatim, quousque habuerimus quadraginta librarum
 millia supradicta. Sanè, considerandis gravia onera
 suprascripta, & expensas quas & quas dictum Dominum
 Regem oportuit subire pro nobis, & oportebit subire in
 posterum pro filia nostra prædicta, & aliis liberis nos-
 tris, si quos plures habere contingat, nec non pro sa-
 lubri regimine, custodia & gubernatione dictæ terre, si
 filiam nostram matrimonialiter copulandum filio dicti
 Regis decedere, quod absit, contingeret, aut matri-
 monium ipsum, vel post, sine liberis superstitibus ab
 ipso filio Regis susceptis, vel ipsos liberos susceptos
 postmodum decedere contingeret sine hæredibus legiti-
 mis de suo proprio corpore procreatis: in recompen-
 sationem dictorum onerum & impensarum, & multorum
 beneficiorum nobis à dicto Domino Rege impensorum,
 ex nunc ut ex tunc, damus & concedimus, in casu
 hujusmodi, donatione perfecta, irrevocabili inter vi-
 vos, ipsi Domino Regi & hæredibus ejus in perpetuum,
 vel illi de liberis suis, vel alii cuicumque quem ipse
 voluerit, totum Comitatum, totam terram, castra,
 possessiones, homagia, feodaque prædicta; volentes &
 concedentes, quod ex causa donationis hujusmodi,
 tam Rex ipse quam ejus hæredes, vel alter de liberis
 suis, vel alius quicumque quem ipse voluerit, in ca-
 su hujusmodi, prædicta omnia & eorum quælibet à
 nobis donata possit licetè retinere, petere, & advoca-
 re à quolibet possessore. Et si quocumque jure vel
 consuetudine prædicta donatio non valeret in totum,
 volumus eam valere pro illa parte pro qua valere po-
 terit, & in illis rebus, in quibus seu pro quibus con-
 sistere poterit & valere, cum nos eandem donatio-
 nem singulariter & particulariter in casu prædicto de
 præmissis omnibus & singulis & eorum quolibet prout
 melius valere poterit faciamus. Quod si contingeret
 ab aliquo calumpniari, vel aliquod prætendi obstaculum
 in prædictis, & precipue isti translationi vel transla-
 tionibus terre nostre, quam vel quas facimus in dictum
 Dominum nostrum Regem & ejus liberos, ut
 superius est expressum, vel possent prædictorum trans-
 latio seu translationes pro ipso Domino Rege liberis &
 successoribus suis firmius fieri, quocumque titulo lucra-
 tivo & oneroso, de omnibus prædictis & eorum singulis;
 nos eo modo & eo titulo quo prædicta omnia &
 singula melius valere possint & poterunt ad utilitatem
 dicti Domini Regis & stirpem, ex nunc ut ex tunc præ-
 dicta omnia & singula in dictum Dominum Regem
 & successores suos facimus & transferimus à nobis præ-
 dicta penitus abdicando & transferendo totaliter in eum-
 dem Dominum Regem & suos de prædictis omnibus &
 singulis, translationes singulas singulariter & particu-

ANNO
1295.

riter prædictis titulis vel aliis & eo modo quo melius prædicta valere poterunt ad utilitatem præfati Domini Regis singulariter de singulis, & particulariter de quolibet prædictorum faciendū. Volentes, quod dictus Dominus Rex, & hæredes sui pro prædictis & prædictorum singulis, titulum unum vel plures quem, seu quos & quot maluerint, possint eligere & in electione hujusmodi quotiens voluerint variare, & mutare eandem. Si verò quoquo casu, quod absit, dicta donatio seu dotis constitutio, vel prædictorum translatio in toto vel in parte possint inani vel infringi, de facto vel de jure; volumus & expresse concedimus, quod pro tota pecunia nobis tradita, & pro tota pecunia quam didicim Dominum Regem pro quacunque filia nostra maritanda contingeret exsoluisse, & pro quibuscumque redditibus quoque dedisset quibuscumque filiis nostris ratione conventionum superius expressarum, & pro omni pecunia quam nos in Villa nostra recepissimus in templo, ratione conventionum ipsarum, quæ omnia constitimus nobis & dictis liberis nostris in casu hujusmodi mutata fuisse à dicto Domino Rege, ac nos & dictos liberos nostros ea ex causa mutui recepisse, & pro omnibus expensis & costantibus necessariis utilibus vel voluntariis, quæ & quas dictum Dominum Regem fecisse & sustinuisse contingit in custodia dictæ terre; super quibus omnibus credi volumus simplici verbo dicti Domini Regis & hæredum suorum. Pro quibus omnibus in casu hujusmodi obligamus sibi expressim, totam terram prædictam, specialiter illam partem seu illa loca in quibus seu pro quibus diceretur dotis constitutio non valere, vel donatio supradicta, vel infringere seu diminueretur de facto vel de jure dictus Dominus Rex vel hæredes sui, prædictam totam terram nostram, specialiter dictam partem vel loca prædicta ex causa obligationis hujusmodi possint licite tamquam sibi obligata retinere, & à possidente quolibet petere & advocare, ac prædicta omnia & singula à nobis ac liberis & hæredibus nostris insolidum peti posse; cedentes ex nunc, & mandantes tam ex causa constitutionis dictæ dotis, quam ex causa donationis prædictæ, in casu ubi earum quolibet vindicare poterit sibi locum, in prædictum Dominum Regem, hæredes, ac successores ejusdem, omnes actiones reales & personales, utiles & directas, mixtas, tacitas, & expressas nobis competentes vel competituras quoquomolibet in hac pro omnibus & singulis supradictis & quolibet eorundem: ac constituentes nos ea omnia & singula ipsius Regis, hæredum ac successorum suorum aut alterius liberorum suorum vel alterius cujuscumque quem ad hoc duxerit eligendum nomine possidere, donec plenam & corporalem possessionem adepti fuerint eorundem. Promittentes nos omnia & singula supra scripta, tenere, adimplere, firmiter & inviolabiliter observare, ac contra non venire, per nos, vel per alium, seu alios in futurum, ratione aliqua seu causa. Ac præmissa omnia & singula prædicto Regi & suis, illique specialiter ad quem ea ex hujusmodi conventionibus pervenire contingeret, liberare, garantizare, & defendere specialiter, à fratribus nostris, & ab omnibus aliis, & etiam contra omnes, ac dare & concedere Litteras Dominorum Prælatorum, Curiarum, & Judicum, & illorum tenorum, quorum semel vel pluries, quos & quales elegerit seu videret Dominus Rex prædictus super omnibus supradictis. Obligantes quo ad hæc omnia, nos & hæredes nostros, & successores, ac omnia nostra & hæredum & successorum nostrorum, bona mobilia & immobilia, presentia & futura, ubicumque & in quibuscumque consistant specialiter & expresse. Ac renuntiantes, exceptioni doli mali, læsionis, circumventionis, & fraudis, exceptioni non numeratæ pecunie, non habitæ, non receptæ, ac immensæ & inofficiosa dotis, deceptioni ultra dimidium iusti prelii, ac iuribus tractantibus de donationibus retractandis ob ingratitudinem vel insinuationem, & dicentibus donationem factam ultra quingentos solidos absque insinuatione non valere, & omnibus gratiis & privilegiis, tam crucis sumptus & assumenda, quam aliis, & indultis generalibus vel specialibus, cujuscumque forme vel tenoris existant, à Summo Pontifice ac Prælati aliis, & Principibus quibuscumque concessis, & in posterum concedendis, & omnibus aliis exceptionibus, defensionibus, & rationibus juris & facti Canonici, & civilis, quæ contra præsentem Litteras possint obijci vel opponi, & per quas earum executio vel effectus impediri posset quomodolibet, vel differri. De quibus omnibus & singulis supra scriptis, tenendis, adimplendis, & in futurum inviolabiliter observandis, corporale præstamus ad Sancta Dei Evangelia juramentum; volentes, nos, hæredes ac successores nostros, posse per quem-

libet, quavis autoritate, compelli ad omnimodam observantiam eorundem. In quorum testimonium præfatus publicum instrumentum per infra scriptum Notarium fieri & publicari mandamus, & sigilli nostri appensione muniri: rogantes venerabiles Patres, Dominos, *Ægidium Archiepiscopum Narbonensem, S. Parisiensem, & N. Libracensem* Episcopos, ac nobiles viros *Hugonem Blefensem, & Gaidonem de sancto Paulo*, Comites, ut sigilla sua præsentibus his apponent, ad maiorem fidem & evidentiam omnium præmissorum. Rogamus etiam venerabilem patrem prædictum S. Parisiensem Episcopum, in cujus territorio five Diocesi præfata donatio facta fuit, ut eam ad eis interventibus insinuet ac publicis munimentis. Nos autem *Symon* miseratione divina *Parisiensis Episcopus*, præfati Domini Burgundie Comitibus precibus annuentes, donationem hujusmodi, pro tribunali sedentes, ad eis interventibus & publicis munimentis ac adhibitis solemnitatibus quæ solent & debent in talibus adhiberi insinuamus ac etiam publicamus. Et ad majus testimonium omnium præmissorum, nos Archiepiscopus, Episcopi, & Comites memorati, ad præfati Domini Burgundie Comitibus requisitionem, sigilla nostra fecimus Litteris his apponi. Actum & datum apud Vincenas propè Parisius in regali manerio, præsentibus Archiepiscopo, Episcopis & Comitibus supradictis, ac nonnullis aliis ad præmissa vocatis & rogatis testibus, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo quinto secundum stilum Romanæ Curie, & quarto secundum usum Gallicanæ Ecclesiæ, Indictione octava, die Mercurii secunda mensis Martii, Pontificatus Domini Bonifacii Papæ octavi anno primo. Et ego *Gaufridus de Plexiaco* Clericus Apostolica publicis auctoritate Notarius, contractui sponsalium, conventionibus, pactionibus, promissionibus, stipulationibus, præstationi juramenti, insinuationi, publicationi, & aliis prout supra scribuntur habitis & factis, interfui, & ea omnia rogatus, fideliter & propria manu scripsi, & in hanc publicam formam redegei, meoque signo solito roboravi.

DXXX.

Fadus inter PHILIPPUM Francie, & JOANNEM Scotie Reges, contra impugnaciones hostiles Regis Angliæ; Quib. insuper Matrimonium inter EDWARDUM primogenitum JOANNIS Scotie Regis, & primogeniam CAROLI Comitum Valefiæ, PHILIPPI Francorum Regis Germani, condicatur. Die 5. Julii anno 1295. Cum Ratificatione CAROLI, Francie Regis filii. [HENRICUS de KNYGHTON Canonici Leycestrensis de Eventibus Angliæ Lib. tertio inter Anglicanæ Historiæ Scriptores X. à ROGERO editos Col. 2473.]

PHILIPPUS Dei gratia Francorum Rex Univerſis &c. inter alta per que regnantium & Regnorum exaltatio procuratur, adquiretur pacis & tranquillitatis quietis amenitas, ac felici & prospero statui consulitur subditorum, illud videtur attenta consideratione præcipuum ut inter Reges & Regna solida caritatis veritas & fidelis amicitia fœdera nutriantur sique Reges & Principes ad probandas & demandas injurias & insolentias perverſorum, ac reprimendas impugnaciones hostiles sibi invicem pro zelo justitiæ affectuose assintant & exhibent cum causa amabiliora charitatis: Ita quod alter alteri assintat in prosperis & non deficiat in adversis, ut saltem oportuno defensionis remedio pacem odierum repressis salubriter injuriis impulsibus pacis optate dulcedo proveniat: in cujus plenitudinem devoti pacis filii pacis auctori eo devotius quo tranquillius famulentur. Sane inclitus Johannes Rex Scotiæ illustris specialis amicus noster præmissas utilitates & commoda prudenter attendens venerabiles Patres Willielmum Sancti Andree & Matheum Dunkeldensem Episcopos, ac Johannem de Soules & Ingramen de Umframville Milites Nuncios, Procuratores suos ad hoc specialiter constitutos prout in quibusdam Procuratoris Litteris inde confectis ipsius Regis sigillo communis quorum tenores de verbo ad verbum inferius sunt conscripti ad nos pro contrahendis confederationibus & amicitia fœderibus pro futuris specialiter destinavit. Nos itaque ipsius Regis votis laudabilibus in hac parte grato concurrentes animo, ut hujusmodi confederationis amicitia & amicitia fructuosa contractus eo ferventius vigeat stabilisque duret, quo melioribus confirmatus auspiciis nexuque con-

ANNO
1295.

NO constrictus fuerit fortior, Actum, conventum & concordatum inter nos de voluntate & assensu Charissimi Germani nostri & fidelis Caroli Valesiae, & Andegavie Comititis & Procuratoris praedicti procuratorio nomine dicti Regis Johannis, quod inter Edwardum primogenitum n.ium Regis Scotiae futurum Regem Scotiae & qui per Conventionem expressam habitam cum Procuratoribus praedictis successurus eidem Regi in Regno Scotiae, & aliis terris suis & primogenitam filiam Germani nostri praedicti matrimonium contrahatur. Cui Regi nomine dicti filii sui promittimus Nos Successores nostros futuros dare in matrimonium cum praedicta filia XXV. milia Turnarum parvorum in pecunia numerata, idemque Rex praedictae filiae M. D. li. Sterlingorum annui redditus in dotalem seu dotacionem propter nuptias dare & assignare tenebitur: De quibus M. D. lib. annui redditus cum jurisdictionibus in terris & institutis locis infra scriptis, videlicet in Batiolo, Dampira, de Holcote, de Kidon, de Maldestei, de Conyngham, de Hadgton, & in Castro de Dunde in Regno Scotiae cum pertinentiis locorum ipsorum, dictam summam M. D. lib. Sterlingorum annui valoris excedant, illud quod superabundabit ultra summam eandem praefato Regi Scotiae remanebit. Et si quid de eadem summa deerit, idem Dominus Rex de aliis redditibus suis in Regno Scotiae constitutis integre supplere teneatur, vel easdem mille si maluerimus nunc residuas vel D. lib. sic percipiendas in Burcis & ceteris locis annuatim ad duos anni terminos. Ipsamque bene asscurabit de dotacio ante dicta habendo & percipiendo ab eo post matrimonium contraatum & mortem dicti filii quam dia vitam duxerit in humanis. Quod si dicti futuri conjuges a dicto Rege velint fortasse discedere, dicto dotacio in vita etiam Regis ejusdem liberrime persuantur; Et si successu temporis praedictus Rex ad sancta vota transire voluerit, nostrum super hoc Consilium requirere vel communicare debet; idem quoque Rex more iusti Principis tum ex fervore iustitiae tum etiam ex zelo dilectionis internae quam ad nos, Domum nostram, solum & incolae Regni nostri habere dinoscitur, molestias ferens, graves injurias, enormes excessus, impugnationes hostiles & agresiones, cujusmodi Rex Angliae violato fidelitatis debito quo nobis tenebatur strictus, in nos, fideles subditos nostros tam per terram quam per mare multipharie multisque modis ostendisse dinoscitur & ostendere continue satagit & conatur. Ac propterea ut & nos & successores nostros sibi & suis strictius mutui amoris alliget affectibus, ad repressionem salubrem injuriarum, impugnationum & aggressionum hujusmodi nobis efficaciter & potenter assilire gratuita amabilitate disponens Dominus commisit Procuratoribus, ipsique Procuratores nomine ejusdem Regis ac pro eo nobis promiserunt expresse, quod idem Rex Scotiae in praedicta guerra quam contra dictum Regem Angliae fautores & confederatores tam Regem Alemaniae quam alios quoscumque gubernatores ejus habemus, nobis & successoribus nostris si ad eos guerra hujusmodi prorogetur, totis viribus suis & Regni sui tam per terram quam per mare in Anglia publice & potenter assilient & praestabunt consilium & auxilium oportunitum; Et ut praefati Regis Angliae injuriosi conatus eo commodius reprimantur, idemque Rex a pervertis suis hostilitatibus incursibus eo citius resiliere cogatur quo magis fuerit aliis occupatus, dictus Rex Scotiae ipsi Regi Angliae guerram propriis sumptibus & expensis toto posse quociens fuerit oportunitum & incolarum & Regni sui nobis inceptam guerram prosequentibus ac manu tenentibus, movere ac continuare curabit: Promittunt insuper Procuratores praedicti procuratorio nomine praefati Regis Scotiae, eundem Regem curatum & effecturum quod tam Praefati quatenus eis de jure licebit, quam Comites, Barones & alii Nobiles, nec non & Universitates ac Communitates Villarum Regni Scotiae erga nos & successores nostros in praedicta guerra pari modo in omnibus, sicut dictum est superius, se habebunt, dictoque Regi Angliae simili modo totis viribus suis guerram facient sicut superius est expressum; quodcumque tam Praefati quam Comites, Barones & alii Nobiles, nec non Universitates Communitatesque Nobilitates dicti Regni Scotiae super hoc nobis suas patentes Literas suis munitis sigillis quam citius poterit fieri destinabunt. Conventum fuit liquidum inter nos & ipsos Procuratores nomine quo supra quod si praefatum Regem Angliae coadunatis viribus suis Regnum Scotiae per se vel per alium invadere contigerit post guerram ad requisitionem nostram per dictum Regem Scotiae captam vel post confederationem praesentem vel affinita-

tem inter nos initam occasione earundem, Nos, dummodo ex parte ipsius Regis Scotiae super hoc congruo tempore fuerimus praemoniti, sibi subsidium faciemus ipsam Regem Angliae per partes alias occupando, ut sic ab incepta invasione praedicta ad alia distrahat, vel ei in Scociam conveniens adiutorium sumptibus nostris quousque in Scociam venerit transmittendo. Si vero praenominatus Rex Angliae terram Angliae personaliter forte exierit, vel terram ipsam notabili pedum vel equitum armatorum, guerra inter ipsum & nos durante, numero vacaverit, promiserunt Procuratores praedicti procuratorio nomine supra dicto, quod precipue in hac causa dictus Scotiae Rex cum toto posse suo terram Angliae quanto latius sive profundius poterit intrare curabit, faciendo guerram bellumque campestre, obsidendo, vastando, ac Regem Angliae & terram ejus praedictis modis omnibus suis ut supra dicitur sumptibus impugnano. Actum praeterea est & expresse conventum inter nos & Procuratores praedictos nomine quo supra, quod nos de guerra quam praefatus Scotorum Rex & Successores ejusdem contra praefatum Angliae Regem pro nobis facient postquam guerram ipsam ad requisitionem nostram fecerint, vel si occasione initae affinitatis vel confederationis idem Scotiae Rex guerram fecerit supra dictam vel Rex Angliae contra ipsam occasione aliquorum ex praemissis nec etiam de praedicta guerra nostra componere aut pacem inire nequimus vel treugam sine ipsis in pace seu treuga quam de dictis omnibus guerris faciemus includi; nec ipsi similiter pacem vel treugam de omnibus guerris supra dictis facere poterunt sine nobis. Pro quibus, omnibus & singulis supra scriptis tenendis adimplendis & inviolabiliter observandis obligamus dicto Scotorum Regi & Successoribus suis nos haeredes & successores nostros & omnia nostra & nostrorum bona mobilia & immobilia ubicunque existentia praesentia & futura. Tractatus autem, pactiones & conventiones ac omnia & singula supra dicta dictus Rex Scotiae ratificare & approbare tenetur, ac suo nomine innovare, ac super ratificatione & approbatione & innovatione praedictis suas patentes nobis Literas suo sigillo munitas quam citius fieri poterit destinare.

Univeris &c. Carolus Regis Franciae filius, Valesiae de Lenton, Karnon & Andegavie Comes Salutem. Novertit universitas vestra &c. Nos Tractatus & Conventiones praedictos sub modis & Conventionibus supra praedictis gratos & ratos habentes eos laudamus, volumus & approbamus expresse promittentes nos &c.

DXXXI.

Traité de Ligue offensive & defensive entre PHILIPPE LE BEL Roi de France & (1) FLORENT V. Comte de Hollande. Fait au mois de Décembre l'an 1295. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 34.]

A Tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Florent Cuens d'Hollande Salut. Nous faisons à savoir, que entre tres excellent Prince nostre cher Seigneur Philippes par la grace de Dieu Roy de France & nous, sont traités, faits & accordés les alliances & les convenances qui s'en suivent. Premièrement il est accordé, que ledit Roy nous donnera quatre mil livres de rente à tournois à nostre vie, & nous en assurerons bien, & vingt cinq mil livres tournois en deniers comptans une fois tant seulement, desquels nous avons déjà receu dix sept mil cinq cents livres tournois pris en deniers comptans, & parce que nous sommes alliés à luy par hommage & féauté.

§. 2. Item il est accordé que nous serons amis & aydants audit Roy, & à ses alliés, & à ses aydants en ses guerres presentes, & celles qui foudrent en pourroient, les presentes guerres durant. Sauf ce que du Roy d'Allemagne nostre Seigneur il est accordé en cette maniere, que si ledit Roy de France assailloit le Royaume d'Allemagne, en ces cas tant seulement nous pourrions ayder le Roy d'Allemagne & defendre son Royaume, & sy le Roy d'Allemagne vouloit assailir le Roy ou le Royaume de France, en ce cas nous sommes tenus, comme homme dudit Roy, à defendre luy & son Royaume à ses gages.

§. 3.

(1) Florent ne jouit pas long tems des avantages de cette Ligue, puis qu'il fut assassiné l'année suivante par un Gentilhomme nommé Githard de Yelst, dont il avoit violé la femme.

ANNO
1295.

296

CORPS DIPLOMATIQUE.

§. 3. Item il est accordé que nous sommes tenus de faire guerre à la requête à les ennemis, alliés au Roy d'Angleterre, & spécialement à ceux, qui ont receu ces deniers contre le dicit Roy de France, excepté le Roy d'Allemagne. Item il est accordé, que nous serons tenus de recevoir en nostre terre, par mer & par terre, les gens, les amis, les aydants & les alliés dudit Roy de France, & armés & sans armes de pied & de cheval, en faisant, ou non faisant guerre à ses ennemis, & en gardant que nuls de ses ennemis ne puissent par là passer, & seront tenus à leur faire délivrer en nostre terre vivres & choses nécessaires pour commun prix, & à les conforter par nous & par nos gens de nostre terre, & aux armes, & sans armes, à eux défendre ou assaillir les ennemis, exceptés marchands sans armes, puis qu'ils seront descendus de mer en nostre terre pour marchander. Item nous mettrons tout le Conseil que nous pourrons à ce que le dicit Roy de France ait des gens & des vaisseaux de nostre terre aux armes & sans armes, pour luy & pour ses gens, pour ses amis, pour ses aydants & pour ses alliés, au plus raisonnablement, que nous pourrons, & ce pourchasseront à nostre pouvoir en bonne foy. Item il est accordé que nous manderons, que nos gens se trouveront bien garnis & défendront, & seront tenus de faire garder étroitement simplement & absolument, que nuls ennemis, chevaux ou armes durant ladite guerre ne puissent passer ny estre traités hors de nostre terre, ne portés aux ennemis dudit Roy de France, & des autres choses, dequoy les ennemis pourroient estre confortés, le défendrons nous tant, que nous pourrions en bonne maniere.

§. 4. Item il est accordé, que nous serons tenus de mettre hors de nostre terre, & de tout nostre pays tous ceux, que nous sçavons, & sçavoir pourrions ennemis dudit Roy de France, exceptés les marchands non armés dedans le premier jour de May, sauf avecque ceux d'Allemagne, qui sans armes seront en nostre terre. Nous ne serons mientenus de mettre hors, ne ne pourrions des ores recevoir nuls de ceux d'Allemagne en nostre terre aux armes, ne laisser passer par nostre terre, ne par nostre port aux armes ny sans armes en Angleterre ne en terre aux ennemis dudit Roy de France qui puissent passer par nostre terre & en France; faire descentes & garder loyalement; excepté les messagers du Roy d'Allemagne allans & venans sans armes, & les messagers du Duc de Brabant, qui pourront aller passant par nostre terre jusqu'au huitième jour après Pâques tant seulement sans armes. A sçavoir que nous entendrons pas à mouvoir première guerre contre le Roy d'Angleterre ne mis en la maniere, qu'il est contenu & accordé en ces présentes Lettres.

§. 5. Item il est accordé, que ledit Roy de France ne fera paix de la dite guerre avec le Roy d'Angleterre, que nous ne soyons enclous simplement; Item que nostre fils ne nous soit rendu, si le Roy d'Angleterre ne prit premier avant que la paix fut faite cause raisonnable autre que de l'alliance & de l'aide, que nous avons faite, pour laquelle il se peut tenir. Item il est accordé, que si le mariage pourparlé de nostre fils & de la fille du Roy d'Angleterre estoit empêché pour raison de l'alliance dessusdite, & il convenoit, que nous rendissions vingt cinq mil livres de tournois petits, que nous avons receu dudit Roy d'Angleterre pour raison dudit mariage, ledit Roy de France sera tenu de nous redonner de la dite somme, ou de nostre dit fils prit la valeur de cinquante mil livres de tournois petits en deniers, ou en condition de sa personne.

§. 6. Item il est accordé que si nous ou nos aidans en cette guerre perdoient héritages, ou quelque'un de nous, ou de nos aidans fut pris ou tenu pour occasion de cette guerre, les héritages ne soient rendus, & les prisonniers délivrés. Item si nous mouvions guerre contre les ennemis du Roy de France à la requête ou * * * femme, ny d'icelluy Roy d'Angleterre, & ont pris les deniers dudit Roy d'Angleterre, contre si mouvions guerre, nous pour choïsson de cette alliance, de quoy s'il en estoit doute nous serons crus, si nous le voulons dire par la faute, que nous sommes tenus à icelluy Roy de France, ils sont tenus d'ayder, & de secourir par ses gens & à ses despens. Item si aucun du Royaume de France nous vouloit grever ou guerroyer durant la guerre ledit Roy de France, apres ce que icelluy Roy ne nous pourroit accorder amiablement, & que nous le voudrions croire de treuve & de défiance, si l'autre partie le refusoit, le dit Roy de

France défendrait à ceux de son Royaume, que durant la guerre n'assistent hors dudit Royaume, le meslant ny pour l'un, ny pour l'autre, à pied ny à cheval.

§. 7. Lesquelles convenances & alliances faites & accordées, si comme elles sont dessus écrites entre le devant dit nostre Seigneur & Roy & Nous, Nous sommes devenus ses hommes, & luy avons fait hommage de fcauté, & promis par nostre foy & les mains levées ces seings, que nous le servirons loyalement comme loyal Vassal son Seigneur; & nobles hommes Theodore Sire de Brederode, Jean Sire de Renesse, Guillaume Sire d'Egmont, Henry Sire de Helden Chevalier, Guillaume Sires de Arkelen, Nicollas Sires de Patten, Philippes de Vassenare, Jean de Tillingen, presens par devant ledit Roy de France promettrons loyalement par nostre foy, que nous serons & pourchasserons à nostre pouvoir, que ledit Cuenz gardera & accomplira les convenances dessus dites, & luy aiderons à les garder & accomplir. Et en resmoins de ce nous Cuenz & nous autres dessus nommés avons mis nos seaux en ces présentes Lettres. Donné à Paris le Lundy après Theophanie l'an de grace mil deux cents quatre vingts quinze. Et sont lesdites Lettres scellées fur cordons en laque de foye rouge de neuf seaux & cachettées de cire verte.

DXXXII.

Titres accordés par PHILIPPE LE BEL Roi de France pour les droits de ROBERT Duc de Bourgogne sur la Franche Comté. A Paris, au mois de Janvier 1296. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 580.]

PHILIPPE par la grace de Dieu Roi de France, nous sçavons à tous, que cum nobles homs, Othes jadis Cuenz Palazins de Bourgogne, Sires de Salins, pour certaines causes, eust delivré, & mis en nostre main la Contée & la Baronie devant ditz, & les droitz tous, & nostre amé & feaux ROBERT Dux de Bourgogne, nous requiest, & eust requis plusieurs rois, que plusieurs Chasteaux, Viles, & autres choses de sum fié, & des appartenances doudit Contée, & de ladite Baronie li delivressons & mettions en sa main, comme en main de seigneur de fié, pour sauver son droit & l'autrui: Nous, la requête doudit Duc ohie plusieurs fois, & vehués les Lettres qu'il a seur lesdits fiez, deliberation eue par nostre Conseil, tous les fiez & reterez doudit Duc, ensi cum il sunt contenuz es Lettres que il en a, seur & amiablement metons en la main doudit Duc, comme en main de seigneur de fié, pour sauver nostre droit, sien droit, & le droit de la fille ledit Conté, & le droit d'autrui. Et les defendra & gardera à ses despens, & fera les fruz siens tant cum il les tendra. Item, se ladite fille est donnée par mariage à nostre filz, le mariage set en face de seinte Eglise, le Duc recevra nosterdit filz mary de ladite fille, en foy, & en homaige des fiez, & des choses dessusdites, sans nul empeschement de forfeture, ne d'autres choses, & delivra lors les choses desdites fiez à nosterdit fil. Et se ladite fille est autrui mary, le Duc se il li plect, recevra celi autrui mary sans empeschement nul. Ou se il li plect meulx, il remettra les choses desdiz fiez en nostre main, sans tous ses droitz. Et adonc il aura Lettres de nous, que dans trois mois apres ce nous en ollerons nostre main, ou metrons lesdites choses en la main dunt nous les avons. Apres, quant ladite fille sera en aage souffisant, si ele requiert le Duc que il la receive en sum homaige, le Duc li fera droit seur quele ele li voudra demander, gardé la custume dou pais; sans audit Duc tous ses droitz & reffons de forfetures, & d'autres choses, & auri fauves les reffons & les defenses à ladite fille. Et quant cele dite fille sera ceste requête, le Duc sera quittes des convenances fetes à nous seur les choses devant dites. L'autre terre dunt Contée de Bourgogne, & de la Baronie de Salins, le Duc gardera, ordonnera, & defendra à sum poir, ou nom de nous, & à nos despens, quant les issies de ladite terre n'y porront souffrir, & y mettra gouverneurs & gardiens des Chasteaux, & des autres choses routes, à sa volonte. En tesmoing desquelles choses nous avons mis nostre seial en cestes Lettres, fetes & données à Paris l'an de grace mil deux cent quatre vingt & seze, ou mois de

ANNO
1295.

Janv.
BOURGOGNE
DUCHÉ
ET COMTE
22.

Jan-

Janvier, Scellées à double queue de parchemin du Jean du Roy en cire jaune.

196.

DXXXIII.

Janv. *Traité d'Alliance entre EDOUARD IV. Roi d'Angleterre, & GUY (1) Comte de Flandre contre la France. Fait l'an 1296. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 36.]*

Nous EDUARD par la grace de Dieu Roy d'Angleterre, Seigneur d'Irlande & Duc d'Aquitaine voulons que tous sçachent, que par ce que aucunes personnes de hault estat & de grande puissance ne regardent mie, si comme ils devoiroient, à raison, mais à leur volonté en la France; & des pris saison des Estats souverains de tous & chacun comme grand qu'il soit ne ait mie a despos de ce contester. Humaine nature, qui entre la gent a faict & ordonné une lignie, enseigne bien à faire alliance & acquiesce amis, pour estre puissant de défendre violences & injures & de maintenir droicteure. Chacun sçait, & voir est, que haut Prince & puissant Philippe Roy de France, en qui hommage nous avons esté comme Pair de France, par sa volonté sans raison, & sans nostre deserte nous a grevez & dur portez & entrepris sur nostre honneurs & sur le nostre, lequel il estoit tenu pour la raison de la feauté, à laquelle il nous receut jadis, de warantir, & nous maintenir pour raison & en loyauté, & nous a defailli de droict & en molts d'autres manieres s'est mes faict vers nous, encontre Dieu & encontre justice. Et par ce qu'il, ki tant est de si volonté & puissant effort, & ne recongne nul Souverain, nous a mis en telle necessité, ki convient, que nous querions & pourchassions amis encontre li, nous avons faict & faisons entre nous d'une part par le conseil de nos Prelatz, de nos Comtes, de nos Barons, de nos amis & de nos gens, & entre noble homme & puissant GUY Comte de Flandres & Markis de Namur d'autre part, par le conseil de ses Barons, de ses amis & de ses gens, de nostre commune & bonne volonté, & de nostre commun assent d'une part & d'autre, alliances & convenances en la maniere qui ensuit; Les quelles alliances & convenances nous voulons, que en bonne foy elles durent de ores en avant à toujours perpetuellement par nous Roy & Comte dessus nommez, & par nos hoirs aussi Roys d'Angleterre & Comtes de Flandres.

§. 2. C'est à sçavoir que nous EDUARD Roy d'Angleterre dessus nommé avons convenu & promis pour nous, & pour nos hoirs Roys d'Angleterre audict Comte de Flandres pour li & pour ses hoirs Comtes de Flandres, que ensi estoit, que le Roy de France ou ses hoirs Roys de France venist avec bannieres sur le Comte de Flandres, ki or en droit est, ou ses hoirs Comtes de Flandres, ou envaist de par li à si grand force sur les dessusdictz Comte ou ses hoirs Comtes de Flandres, ke s'uffist ne défendre ne se peussent; Nous les dictz Comte de Flandres ou ses hoirs Comtes de Flandres ayder devons & ayderons encontre ledict Roy de France ou ses hoirs Roys de France & encontre tous leurs aydants, par nos allies de delà la mer & par nos gens d'Angleterre loyaument & en bonne foy selon nostre port, & en la maniere qui ensuit.

§. 3. C'est à sçavoir que les gens, ke nous y enverrons, seront trouver à nos cullages, passages par mer, reitor de chevaux & gaiges, ensi toutes voyes, que le dessus nommé Comte de Flandres se ils avoient defaute de vicailles leur seroit avoir en ses terres avantement pour leurs deniers, sur ce qu'ils feront en estrappe pais; & tost aussi ledict Comte de Flandres & sesdicts hoirs Comtes de Flandres nous & nos hoirs Roys d'Angleterre devons ayder & ayderons encontre le Roy de France & ses hoirs Roys de France, & encontre tous leurs aydants de tout leur pooir loyaument & en bonne foy à tous ses allies, c'est à sçavoir que li dessus nommé Comte de Flandres cette guerre ki nous orendroit avons al dessusdict Roy de France avant que commencer guerre au Roy de France dedans les deux mois, que nous li averons mandé, d'autre part il fait à sçavoir, ke si le Comte de Flandres commence de

son faict guerre au Roy de France avant que nous li ANKO evions mandé en la maniere dessus dicte, ou ledict Roy de France de son faict la commence sur li, nous ledict Comte devons ayder & ayderons par nos allies & par nos gens loyaument & en bonne foy tout ensi comme dessus est dict, mes que hom le nous face à sçavoir par temps suffisant, & sçachent tous, ke tous les enfans ledict Comte & ses allies devient estre tote cette guerre de ores durante en cette alliance.

§. 4. De rechef nous voulons ke tous sçachent, ke nous ne nos hoirs Roys d'Angleterre de cette guerre, ki nous orendroit avons au dessusdict Roy de France, ne d'autre ki avenir peult a nul jour de nous ou de nos hoirs Roys d'Angleterre audict Roy de France, ou à ses hoirs Roys de France, ou dudict Roy de France & ses hoirs Roys de France audict Comte de Flandres ou à ses hoirs Comtes de Flandres, penitence ne suffrance ne pounis ne devons faire, ne ne ferons sans l'assent, l'octroye & le consent dudict Comte de Flandres; & non plus ne le doivent faire le Comte de Flandres ne ses hoirs Comtes de Flandres dessusdictz ne de cette guerre ne de nulle autre sans l'assent l'octroye & le consent de nous ou de nos hoirs dessus dictz, ne nul des autres enfans le Comte ne peut ne ne doit faire penitance ne suffrance au Roy de France durant cette guerre, que nous orendroit avons a li, sans l'assent de nous ou de nos hoirs Roys d'Angleterre. Et si la dicte guerre estoit finie, si que paix en fut faicte, & autre guerre surgist en après entre ledict Roy de France ou ses hoirs Roys de France, & nous ou nos hoirs Roys d'Angleterre, ou entre ledict Roy de France ou sesdicts hoirs, & le Comte de Flandres ou ses hoirs Comtes de Flandres, & les enfans le Comte, qui Comtes de Flandres; ne seront ensi encontre nous ou encontre le Comte de Flandres, ki à doit seroit, nous ne nos hoirs, ne le Comte de Flandres ne ses hoirs Comtes de Flandres ne seroient tenus, qu'ilz fussent contraires à nous, aydants à ceux ne conseilans en nulle maniere, ne ne les recetions nullement.

§. 5. Et parce que le dessus nommé Comte de Flandres peut mieux & plus seurement soutenir & endurer si grand obnion & si grand faict de guerre; comme il conviendra contre ledict Roy de France & ses allies & ses aydants, nous ou nos hoirs Roys d'Angleterre devons donner & donnons audict Comte de Flandres chacun an, durante la susdicte guerre, soixante mil livres de tournois noirs ou tel avenant en autre monnoye curtable à payer & à delivrer à deux payemens dedans la Comté de Flandres; c'est à sçavoir à chacun payement trente mil livres en ladicte monnoye, dont le premier commencera à Noel, qui fera l'an de nostre Seigneur mil deux cens quatre vingts dix sept; & le second à la nativité saint Jean Baptiste après, & ainsi doivent estre continuez les payemens dessusdictz soixante mil livres d'an en an deux payemens & ex dessusdictz termes tant & si longuement, que cette guerre durera; & autres totes celles nostres devises, promesses & dons, nous rewardé l'estat de orendroit du Comte de Flandres & de son pays, por mieus *** & maintenir & les griefs faictz soutenir, luy avons donné & donnons une somme de deniers dont il a de nous Lettres especiales, qui en font clere & pleine mention, & soit connue chose à tous ke les alliances, que nous par nous & par nos hoirs Roys d'Angleterre & ledict Comte de Flandres par li & par ses hoirs Comtes de Flandres avons faictes, ne pueit estre jamais pour rien, ki avienne ne avenir peult, de faict, ne par commandement ne par porchaist de ce posstellé ne d'autrui ne par chose, qui soit impetree & apostoilée ne d'autrui, ne comme on peut octroyer ne par acholison nulle quelle quelle soit, si nous ambedeux ou nos hoirs Roys d'Angleterre & Comtes de Flandres ambedeux n'y mettions nostre commun accord & assent, ou nosdictz hoirs le leur; & si commandement ou pourehait en fust faict, ou aucune acholison avenist, quelle quelle fust, qui deust à ce mouover, si n'entendons de rien user, ne ne userons, si nous de commun accord ambedeux n'y assentons ou nosdictz hoirs.

§. 6. Toutes ces choses dessus dictes & chacunes de elles avons nous en convenu loyaument por nous & por nos hoirs Roys d'Angleterre à tenir & à remplir en bonne foy au dessusdicts Comte de Flandres por li & por ses hoirs Comtes de Flandres, & par nostre serment faict en nostre alme, & en nostre nom, par nostre commandement & en nostre presence par les saintes Evangiles touchées corporellement par Procureurs, ke nous pour ce faire por nous & por nos dictz hoirs Roys d'Angleterre & en nostre nom mesme,

(1) Ce Comte étoit irrité contre la France, parce qu'étant allé à Paris pour quelque affaire, il y avoit été arrêté sous prétexte de ses intelligences avec les Anglois; & n'avoit été élargi, qu'en laissant en otage la Princesse sa fille, qui étoit promise au Prince de Galles. Cette Princesse étant morte en France, de poison, à ce que prétendent quelques Historiens, ou d'ennui, au sentiment de quelques autres, le Comte de Flandre, qui se vit en liberté, fit ce Traité avec Edward.

ANNO me, c'est à sçavoir, Monsieur Huguet le Despenclier,
1296. & Monsieur Wantel de Beauchamp Seneschal de nos-
tre hostiel Chevalliers l'avons promis & faict, & ce
que par eux en a esté promis, juré sauté & faict, com-
me faict en nostre nom & par nous, nous l'avons gréé
& approuvé, & le greons & approuvons & ou est tot
ce le promettons nous à faire tenir & accomplir, sans
venir ne faire jamais rien encontre ne par nous ne par
autrui, ne en tot, ne en aucune partie, & quant a ce
nous obligions ausly audist Comte & à ses hoirs
Comtes de Flandres tout le nostre entierement & nos
heoirs Roys d'Angleterre perpetuellement à tous-
jours & tot le leurs, & par le mesme serment la mesme
foy & convenance nous quant à ce toutes ces choses
entierement & chacunes d'icelles avons renoncé & re-
noncions à toutes les choses par les quelles les choses,
qui sont contenues en ces Lettres en tot ou en partie,
pourroient estre desfaictes ou empêchées ou delayées,
& voulons, que cette renonciation vaille en tous points
& en tous cas, tout ainsi, que se expressement & specia-
lement il fussent mis en avant & renoncions ensuive au
droit ki voi, le generale renonciation ne doit valer.

¶ Et avons en convenu audist Comte de Flan-
dres por li & por ses hoirs Comtes de Flandres sur le
serment defussidit, le quelle houre que nostre fils
Edward aura son aage & requis en serment par ledist
Comte ou ses hoirs Comtes de Flandres, nous li fe-
rons greer, oïroyer & confirmer, & li mesme en
cette forme alier & obliger par li & por li, & donner
sur ces choses ses Lettres sellées & confirmées de son
propre seal audist Comte de Flandres. Et parce que
totes ces choses soient plus sacrées, tenues & gardées
mieux & plus fermement, nous en nom de souvenan-
ce & de tesmoignage avons ces presentes Lettres faict
seiller de nostre seal, lesquelles Lettres furent saïctes &
données à Gipewez, lendemain de l'Epiphanie l'an
de grace mil deux cens quatre vingts & seize, & de
notre Regne le vingtiesme quind. Et sont lesdictes
Lettres cy dessus transcriptes sellées sur le reply en
laque ou cordons de soye verte & rouge d'un grand
seel de cire verte, à l'autre part duquel seel est la figu-
re d'un Roy assis en une chaire ayant couronne en tes-
te, & de l'autre part est un homme monté sur un che-
val armé par le chef, & tenant une épée en la main; à
la circonference duquel seel est pareille inscription à
cette qui ensuit: EDWARDUS DEI GRATIA
REX ANGLIÆ, DOMINUS HIBERNIÆ, DUX
AQUITANIÆ. Et sur le dos des dictes Lettres est
escrit ce qui ensuit: *Confederaciones facta inter Regem
Angliæ & Comitum Flandrie, Anno millesimo ducentiesi-
mo nonagesimo sexto.*

DXXXIV.

Mars. Lettres de JEAN Roi d'Ecosse, par lesquelles il
se soumet à EDOUARD I. Roi d'Angleterre,
lui remettant le Royaume d'Ecosse, & reconnois-
sant la faute qu'il a faite de se liguier contre lui
avec le Roi de France. [HENRIC DE
KNYGHTON de Eventibus Angliæ Lib. III.
inter Anglicanæ Historiæ Scriptores X. col.
2481.]

JOHAN per la Grace de Dieu &c. Cum nous par
notre malves Counsaile & faus, & par nostre sim-
plesse eloms grevousment offenduez & coronsé
notre Seigneur Edward roy Dengleterre en meinte
choses, cest assavoir nous eileanz & demoranz en sa
foie & son homage de faire aliance a Roy de France
contre luy qui donke ou la file son frere Sir Char-
les pour nostre Seignour grever & le Roy de Fran-
ce eyder one tote nostre povaire par guerre & au-
tres maners, & puis par nostre malves Counsaile
despire nostre Seigneur le Roy dengleterre & nos
mettre hors de son homage & de sa foy par le ho-
mage rendre: & auxi nos gens envoyer en sa terre
pur faire arsonz, preyez prendre, homycides faire &
damages plufours. Et la terre de Scoce la quele est
de fee & gentz dez armes en Viles, Chastels & al-
lours mettre & eshabelere pur la terre defendre en-
contre luy, & pour son fee luy desforcier. Pur lez
queuz choses & trespas de foux dit nostre Seignour
le Roy Dengleterre est en sa terre de Escoce entre,
& al tors ad pris & conquis nous re fteant le pouere
que nous avons le homage rendre. Pur la quele chose
nous eileauvez en nostre pleyne pouere & nostre fran-

che volente luy avoms renduez la terre de Scoce & to-
te la gent one totez loure homages. En toismoignance
de quele chose &c.

DXXXV.

Hommiage rendu à EDOUARD I. Roi d'Angleterre
par les Grands du Royaume d'Ecosse. A Ber-
wyck sur la Twede le 28. d'Août l'an 24. de son
Regne. [HENRIC DE KNYGHTON, De
Eventibus Angliæ Lib. III. inter Anglicanæ
Historiæ Scriptores X. col. 2482.]

A touz ceux que ceste Lettre veront one oyront
&c. Salut. Pur ceo que nous a la faie & a la vo-
lunte de tres noble Prince & nostre chier Seignour Sir
Edward par la grace de Dieu Roy Dengleterre, Seignour
Dirlande, Duc Daquitain, promittoms, pur nous &
pur noz heyres sur payne de Corps dez avers & sur
quant que nous poms que nous luy serveroms bien &
lealment contre totes gentz que purront vivre & mo-
rire totes les fyes que nous seroms requis one garnies
par nostre Seignour le Roy Dengleterre avantdite one
par cez heires, e que nous lour damagez ne faveroms
que nous le desfurberoms a tote nostre pouere & lour
foms a savor, & a ceste chose tenir & gardir nous
obligions nous & l'hoz heyres & touz noz biens, &
sur ceo avoms jure sur Seyntez Evangelistes. Estre
ceo nous touz & chescune de nous par sey avoms faie
fyance a nostre Seignour le Roy Dengleterre avantdite
en ceste paroles. Jeo ferra seal & leal & sei & leute
portrai au Roy Edward Dengleterre a cez heyres de vie
& de membre, & de terriene honour contre totez gentz
que purront vivre & morire, & jammes pur nullz ar-
mes portaray ne en conselle ne en eyde ferya contre luy
ne encontre sez heires en nule caie que poet avenir, si
me eyde Dieu & les Seynts. En tesmoigne de ceste
chofez nous avoms fait faire cest Lettre overte seale
de noz Seals. Done a Barwyck nostre Seignour Roy
Dengleterre avantdite XXIII.

Scriptum ROBERTI BRUS & quorundam
aliorum.

A Tous Ceux que cestez presentz Lettres veront one
oyront, Parre Conte de la Marche & de Dunbar-
re, Gilbert de Ummsville Conte de Anegos, Robert
de Brus le veyle, Robert le Bruys le june Conte de
Carryk Salut. Pur ceo que nous sumus & tous jours
avoms este a le feye & a la volute de tres noble Prince
& nostre chier Seignour Sir Edward par la grace de Dieu
Roy Dengleterre, Seignour Dirland & Duc de Aquit-
taine, Nous promittoms pur nous & pur noz heyres
sur payne de Corps & de avier & sur kanke que nous
puissions encoure que nous luy serveroms bienne & leal-
ment encontre totez gentz que porront vivre & morere
tous les filz que nous ferromis requis one garnier de
part nostre Seignour le Roy Dengleterre avantdite one
par cez heyres. Et que lour damages nous faveroms
que nous le desfurberoms a tote nostre pouere one
leur feroms assavoir. Et a cestez choses tenir & gar-
der obligions nous & noz heyres & tous nos biens.
Et outre ceo avoms jurez sur Seynte Evangelies. Et
puis nous tous & chescun par sey avoms faie homage
a nostre Seignour le Roy avantdite en cestez paroles.
Jeo devynk vostre homme lige de vye & de membre &
terrene honour contra touz gentz que purront vivre
one morire.

Serment reciproque du Roi EDOUARD.

NOUS les recevoms de terres dont vous estes ore
seizez sans nostre droit & autri & forpris lez terres
lez queus John de Baliol qui fuist Roy de Scoce vous
dona puis que nous luy fumes renduz le realme de Sco-
ce si nuls vous est done. Oultre ceo nous tous & ches-
cune de nous par sey avoms fait fyance a nostre Seignour
le Roy Dengleterre avantdite en cestez paroles. Jeo
ferra seal & leal & lealte portaray au Roy Dengleterre
Edward & a sez heyres de vie & de membre & de ter-
riene honour contre totez gentz que purront vivre one
morire. Et jammes pur nullz armes ne portera ne en con-
saile ne en eyde ferra contre luy ne contre ces heires
pur nule cas que poet avenir, & lealment reconstray &
lealment trai lez services qui appertent as tenementz
que jeo cleyme tener de vous si Dieu me eyde & les
Seynts. En tesmoignance de queles choses nous avoms
finit

ANNO fait faire ces Lettres overtez de nos Seales feales. Don-a
Wark le XXV. jour de Marche lan du Regne nostre
Seigneur Edward Roy Dengleterre XXIII.

ANNO
1296.

DXXXVI.

Août. *Littere Pontificis BONIFACII VIII. ad Regem
Francie PHILIPPUM Pulchrum, significan-
tis se non reculare, quominus Negotium Pacis in-
ter Ipsum Francie Regem & Regem Anglie in
sua Curia iuxta ipsius placitum tractetur; porro
cupit, ut Comitibus ALENCONIUM ipsius Re-
gis Fratrem ad se mittat, quod Huic quedam ar-
cana nulli alii revelanda aperire possit; que
ALENCONII missio sub pretextu voti vel cupi-
ditate invisiendi CAROLUM Regem Siciliae ut
instituat consulti. Dat. Anagnie XV. Kal.
Septemb. ann. Pontific. 2. [Pièce, tirée du
L.V. Volume des Manuscrits de la Bibliothe-
que Royale de Berlin, pag. 361.]*

BONIFACIUS Episcopus Servus Servorum Dei
Carissimo in Christo filio Philippo Regi Francie illustri
Salutem & Apostolicam benedictionem. Serenitati
Tuae per alias nostras Litteras, quas tibi dirigimus, in-
firmamus, quod ex quo tibi placet, ut negotium Pacis,
& que ad ipsum pertinent, inter te & Carissimum in
Christo filium nostrum Anglorum Regem illustrem in
Curia nostra per solemnes Nuntios partis utriusque tractetur,
nobis placet id ipsum, & tanto bono nolumus
nos subtrahere, nec super hoc reculare laborem. Unde
secundum dictarum Litterarum nostrarum tenorem tue
Celsitudini placeat solemnes tuos Nuntios, ut præmitti-
tur, destinare.

Ceterum amor fervidus, & ignitus, quem diu celare
non possumus intra pectoris nostri claustra, cogit secreta
mentis nostræ conceptum filiationi tuæ paternaliter
aperire. Tua igitur Celsitudo cognoscat, quod qua-
dam alta in mentis nostræ arcano versant ad promoven-
dam personæ tue exaltationem, honoris & Regni tui sta-
bile fulcrum, quæ nunquam alicui duximus reve-
landa; pro quibus efficacius executioni mandandis, di-
lecti filii nobilis viri Caroli Alenconii Comitis fratris
tui, quem sinceritatis prerogativa prosequimur, præ-
sentiam habere vellemus, ex quo te, propter impedi-
menta varia, non possumus habere præsentem; Qua-
propter Excellentiam tuam rogamus & hortamur atten-
te, ut post missionem dictorum Nuntiorum tuorum
dictum Comitem e vestigio ad nos mittas; missionis hu-
jusmodi secreta causa celata, sibi tamen per te exposita.
Sui tamen Adventus poterit publicis color esse venien-
di, videlicet ad visitandum Beatorum Apostolorum Pe-
tri & Pauli limina, nostramque videndum personam,
ad filialem præcipuum gerit affectum; ad revidendum
insuper Carissimum in Christo filium nostrum Carolum
Siciliæ Regem illustrem socerum & ejus uxorem so-
cerum suos; eorumque filios cognatos ejus, quos ip-
sum credimus nunquam vidisse; tractatibus quoque.
inter te, & prædictum Regem Angliæ in præsentia
nostra Deo auctore habendis, præsentia dicti Comitis
multum poterit esse utilis, dictique tui Nuntii per
eum salubriter dirigentur, de quo, & tu habebis fidu-
ciam pleniorum, rescripturus nihilominus nobis se-
crete, quid de hujusmodi missione dicti Comitis tua
deliberabit Excellentia, & disponet; ut & nos certi-
ficati de hoc, ad ea quæ concepimus, nos efficacius
disponamus.

Datum Anagnie decimo quinto Calendis Septem-
bris, Pontificatus nostri anno secundo.

DXXXVII.

Nov. *Littere Pontificis BONIFACII VIII. ad Re-
gem Francie PHILIPPUM Pulchrum, qui-
bus significat, quod, quia Nuntii sui Apostolici
nihil efficere potuerint, hinc sibi placere, ut tam
Francie quam Angliæ Reges, ad se mittant, ad
tractandum, Legatos. Anno 2. Pontificatus. XV.
Kalend. Decembris. [Pièce, tirée du L.V.
Volume des Manuscrits de la Bibliothèque
Royale de Berlin, pag. 369.]*
Tom. I.

BONIFACIUS Episcopus, Servus Servorum Dei,
Carissimo in Christo filio Philippo Regi Francie illustri,
Salutem & Apostolicam benedictionem. Litteras
venerabilium fratrum nostrorum B. Albaniensis &
S. Præneste Episcoporum recepimus per præsen-
tium portitorem, continentes seriose processit atque
tractatus per ipsos communiter & divisim diversis
temporibus habitos, cum te & Carissimo in Christo filio
nostro, & Anglorum Rege illustre, tuorumque, ac
ipsius Regis Anglorum Consiliariis & tractatoribus inven-
nerant, & qualiter prædictus Rex Angliæ Trengis non
præberet assensum, nisi ad eas concurreretur Carissimi in
Christo filii nostri, ac illustris Regis Romanorum as-
sensus, nec non qualiter ordinarunt convenire de Men-
te Octobri cum ipsius Nuntiis Camerari. Demum &
ipsarum Litterarum conclusione percepimus quod tu &
prædictus Rex Angliæ consentiretis mittere solemnes
Nuntios ad præsentiam nostram, ad tractandum de Pa-
ce, & de totali Negotio, & super omnibus ad illud
spectantibus, habentes super iis mandata sufficientia,
licet una Partium forsitan ad compromittendum manda-
tum non daret. Unde super hac ultima vice petierunt
ipsi Episcopi celeriter nostrum ipsis beneplacitum expli-
cari.

Nos igitur præmissis in deliberationem adductis super
corporalibus laboribus & mentalibus anxietatibus quos
pro isto negotio subierunt, ipsis patenter compatimur,
& quamvis intrinsecus cordis dolore tangamur, dum
nostra salubria monita non recipiuntur a filiis; veluti
medicamenta curantia, & quod eis quodammodo dis-
plicere videbitur quod ipsos ad salutem intendentes,
tamen utilitatem publicam Christianitatis, & fidei mul-
tiplicis utriusque Partis vitationem dispendii, & multi-
moda commoda, quæ tibi, & ipsi Regi Angliæ, vestris-
que Regnis, non solum de Pace, verum etiam ex Trengis
congruis, auctore Domino, provenient providimus
adhuc non desistendum occipitis, considerantes quod
bonorum laborum fructus est gloriosus, etiam bene
laborans non semper habebat suæ sanctæ intentionis ef-
fectum. Ad præmissam igitur viam super qua prædic-
ti Episcopi petierunt nostrum intimari beneplacitum,
respondimus quod ex quo non potest via utilior & ex-
pediendi in partibus illis a Partibus obsequi, placet nobis
ut tam tu quam Rex Angliæ prædictus, solemnes
Nuntios vestros celeriter ad nostram præsentiam trans-
mittatis super Pace & totali Negotio, & ad illud spec-
tantibus, ad tractandum plenum mandatum habentes,
& etiam ad firmandum ea in quibus convenient ipsi ven-
turi Nuntii qui tractabunt. Nos enim etsi gravati &
occupati sumus plurimum ultra vires; ex quo tamen
utile creditur quod in præsentia nostra tractetur, non
intendimus nos subtrahere aut reculare laborem, quin
ad prosecutionem tanti boni nostra studia convertamus,
secundum gratiam quam nobis Dominus subminis-
trabit.

Celsitudinem ergo regiam monemus, rogamus, &
hortamur attente, ut si ad viam hanc hujusmodi Nego-
tium deducatur, mittas Nuntios providos, bonos, fide-
les, tractabiles & suasibiles, non resistentes lumini,
sed qui veritati & rationibus acquiescant, & tunc plene
sint consensu voluntatis, ita quod non oporteat super
quolibet articulo, sive verbo ad te habere recursum;
& tantum bonum periculose differri, in magnum Chris-
tianitatis & fidei detrimentum.

Datum Anagnie XV. Kalendas Decembris, Pontifi-
catus nostri anno secundo.

*Et sur le reply desdictes Lettres est escrit qui s'en-
suit:*

De. Car.

De. Sc.

*Et sont lesdictes Lettres sceellées d'un Seel de plomb
pendant auquel reply, en une part duquel sont escripts ces
mots:*

BONIFACIUS PAPA OCTAVUS.

*Et sur le dos desdictes Lettres est aussi escrit se qui
s'en suit:*

Quædam Consultatio Bonifacii in facto Angliæ, Pon-
tificatus ejusdem anno secundo, super Pace inter Fran-
ciæ & Angliæ Reges reformanda.

DXXXVIII.

*Charta Pacis & Concordiæ per EDWARDUM 1297.
Regem Angliæ Comitibus, Baronibus & Armige-
ris Regni Confederatis concessa; Quæ nullum
Pp 2 Tal.*

ANNO
1297.

300

CORPS DIPLOMATIQUE

Tallagium per se aut Heredes suos imposuerim sine consensu Statuum Regno imponere, omnesque Leges & Consuetudines Clericis & Laicis conservare, nec non rancorem Transgressoribus omnibus remittere pollicetur. [HENR. DE KNIGHTON Chronica inter Anglicana Histor. Scriptores X. col. 2523.]

NULLUM Tallagium, vel auxilium per nos vel heredes nostros de cetero Regno nostro imponatur, seu levetur sine voluntate & assensu communi Archiepiscoporum, Episcoporum, & aliorum Prelatorum, Comitum, Baronum, Militum, Burgensium, & aliorum liberorum hominum in Regno nostro.

Non capiat blada, lanas, coria, aut aliqua alia bona cujuscumque sine voluntate, & assensu illius cujus fuerint hujusmodi bona. Nihil capiat de cetero nomine vel occasione male Tollæ de sacco lane. Volumus etiam & concedimus pro nobis, & heredibus nostris, quod omnes Clerici, & Laici de Regno nostro habeant omnes Leges, Libertates, & liberas Consuetudines suas ita libere, & integre sicut eas aliquo tempore plenius, & melius habere consueverunt. Et si contra illas, vel quemcumque articulum in presenti Carta contentum statuta fuerint, vel edita per nos vel Antecessores nostros, vel Consuetudines introductæ, volumus, & concedimus, quod hujusmodi Consuetudines, & Statuta vacua, & nulla sint in perpetuum. Remissimus etiam Humfrido de Bowne Comiti Hertfordiæ, & Elekes Constabulario Angliæ, Rogero Bygot Comiti Northfolc Marchescallo Angliæ, & aliis Comitibus, Baronibus, Militibus Armigeris, Johanni de Ferraris, & omnibus aliis de eorum societate, confederatione, & concordia existentibus, nec non omnibus XX. libras teneantibus in Regno nostro five de nobis in Capite, five de quocumque qui ad transiretandum nobiscum in Flandriis certo die notaro vocati fuerint, & non venerint rancorem nostrum, & malam voluntatem, quam ex causis predictis erga eos habuimus, & etiam transgressionem, si quas nobis vel nostris fecerint, usque ad presentis Cartæ confessionem. Et ad maiorem hujus rei securitatem volumus, & concedimus pro nobis, & heredibus nostris, quod omnes Archiepiscopi & Episcopi Angliæ in perpetuum in suis Cathedralibus habita presentis Cartæ, & lecta excommunicent publice, & in singulis Parochialibus Ecclesiis suarum Diocesium excommunicare seu excommunicatos denunciare faciant bis in anno omnes, qui contra tenorem presentis Cartæ vim, & effectum in quocumque Article scienter fecerint, aut fieri procuraverint quocummodo. In cuius rei testimonium presentis Cartæ Sigillum nostrum est appensum una cum sigillis Archiepiscoporum, Episcoporum, Comitum, Baronum, & aliorum qui sponte juraverunt, quod tenorem presentis Cartæ, quatenus in eis est, in omnibus, & singulis articulis observabunt. Et ad ejus observationem consilium suum, & auxilium fidele præstabunt in perpetuum.

DXXXIX.

19. Avr. Littere B. Albanensis & S. Prenestrinis Episcoporum atque S. Sedis Legatorum, de Trengis à BONIFACIO VIII. Papa, sub pena Excommunicationis, inter Francie & Angliæ Reges indictis. Cum Protestatione PHILIPPI Regis Franciæ, contra prædictam Indicationem ut abusivè & perperè attentatam. Datum Credulii 13. Kal. Maii. 1297. [Preuves des Libertés de l'Eglise Gallicane, Tom. I. pag. 232.]

(1) **U**NIVERSIS presentes Litteras inspecturis, miseratione divina B. Albanensis, & S. Prenestrinis Episcopi, salutem in Domino. Notum facimus quod cum nos exposuissimus oraculo vivæ vocis Excellentis Principi Domino Philippo Francorum Regi illustri, Treugas per Sanctissimum Patrem & Dominum nostrum, Dominum Bonifacium Papam VIII. Litteris suis Patentibus jamdudum indictas usque ad festum Nativitatis beati Joannis Baptiste proximo jam elapsam, ipsi Regi ac Romanorum & Angliæ Regibus illustribus, super guerris infligante Diabolo fuscatis inter Roma-

(1) Cette Pièce se trouve aussi dans les Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin, reliex en rouge. Vol. LV. pag. 419. J'ai collationné les deux Copies; elles sont presque les mêmes de mot à mot. [DUM.]

ANNO 1297.
norum & Angliæ Reges prædictos seu quemlibet eorum ex una parte & prædictum Franciæ Regem ex altera, quas Treugas publicare & dictas Litteras præsentare Francorum & Angliæ Regibus ipsis distuleramus ex causa, nec non ad prorogationem dictarum Treugarum ante tempus earum finem Litteris suis Patentibus per dictum Dominum nostrum factam à dicto festo B. Joannis Baptiste proximo præterito usque ad biennium percompletum, ac etiam usque ad dictum tempus Treugas de novo indictas, Sententias insuper Excommunicationis in contravenientes latas per ipsum Papam, prout in dictis Litteris plenius continetur. Cumque dictas Litteras præsentaremus dicto Regi Franciæ legendas, idem Rex incontinenti, antequam eadem Litteræ legerentur, nomine suo, & se presente fecit exprimi, & mandavit in nostri præsentia protestationes hujusmodi, & alia quæ sequuntur.

Videlicet regimen temporalitatis Regni sui ad ipsum Regem solum, & neminem alium pertinere, seque in eo neminem superiorem recognoscere, nec habere, nec se intendere supponere, vel subijcere modo quocumque viventi alicui super rebus pertinentibus ad temporale regimen Regni, sed potius se intendere feoda sua iustitiare, Regnum suum defendere continè, jusque Regni per omnia profectum cum subditis suis amicis & vassalibus, prout hæc Dominus ministrabit: maxime cum dictarum Treugarum indictionis virtus vel iudicantis intentio ipsum Regem aliquatenus non impediat in præmissis vel aliquo eorumdem, ut dicebat, nec aliquem obicem contrarietatis opponat: sed dicti Regis Regimine sui turbatores & amulos archius reprimat illorum compescat audaciam, ausus frangat, ac Excommunicationis Sententias, si contra Treugarum tenorem ipsarum venire præsumpserint, ipso Regis discepto Regno suo remanentibus non ligatis, iuxta declarationem per dictum Dominum Papam factam, Litteris suis patentibus ipsi Regi directis. A quibus declaratione & protestationibus verbo vel facto, nunc vel in futurum idem Rex non intendit recedere, ut dicebat.

Quatenus autem ipsius Regis animam tangit, & ad Spiritualitatem attinet idem Rex prædecessorum suorum sequens vestigia paratus est, monitionibus & præceptis Sedis Apostolicæ devotè, ac humiliter obedire, in quantum tenetur & debet, & tanquam verus & devotus filius Seals ipsius & Sanctæ Matris Ecclesiæ reverentiam observare.

Quibus præmissis nos ad publicationem dictarum Treugarum, & earum prorogationis ac Sententiarum processimus, dictasque Litteras Apostolicas & earum tenorem legi, & scribatim exprimi fecimus Regi prædicto.

In quorum testimonium Sigilla nostra presentibus duximus apponenda. Darum Credulii Bellovacensis Diocesis decimo tertio Kalend. Maii, anno millesimo ducentesimo nonagesimo septimo Pontificatus prædicti Domini Bonifacii Papæ VIII. anno tertio. Sigillatum duobus Sigillis dictorum Cardinalium.

DXL.

Conventions du Mariage de GUILLAUME Fils d'AME' Comte de Geneve, avec AGNÈS fille d'AME' Comte de Savoie, passées le dernier d'Août de l'Année 1297. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de Savoie. Preuves, pag. 155.]

ANNO Domini M. CC. XCVII. Indict. X. pridie Calend. Septembris, per hoc publicum Instrumentum cunctis appareat evidenter, Quod cum Vir Illustris Dominus Amedeus Comes Sabaudie dedit, & certis terminisolvere promiserit Viro Illustri Domino Amedeo Comiti Gebennensi, nomine Domini GUILLAUME Filius ipsius Domini Comitis Gebennensis, stipulanti, & recipienti decem millia librarum Turonenium minorum bonorum, & legalium pro dote, & ex causa dotis egregiæ Mulieris Domine AGNÈS Filie dicti Domini Comitis Sabaudie, fuisse Uxoribus dicti Domini Guillelmi, dictisque Dominis Comes Gebennensis, ante contrahendum matrimonium, donaverit dicto Domino Comiti Sabaudie, nomine dictæ Domine Agnès, ex causa dotalis, five ex sponsalitia largitate, quatuor millia librarum Turonenium de dote promissaolvere, & restituere dictæ Agnès, aut illi vel illis ad quem vel quos prædictorum repetitio pertinebit in omnem causam, & eventum quo de jure locum haberet repetitio vel restitutio præmissorum, & pro prædictis adimplendis obligaverit eidem Domino Comiti Sabaudie,

NO Sabaudie, & michi Notario infra scripto recipien-
tibus ut supra, omnia bona sua, & specialiter Caltra
sua de Rumiliaco in Albanefio, de Alta-villa, de Ai-
biaco, & de Charoffa, cum omnium predictorum man-
damentis, redditibus, & pertinentiis universis, & fruc-
tus dictorum Caltrorum in casu restituendae dotis, dic-
to Domino Comiti Sabaudie predicto nomine, & om-
nium quorum intererit, donaverit, precipue quousque
eidem Agnesiae esset integre satisfactum de dote, & do-
natione predictis, pro quibus firmiter adimplendis, per
dictum Dominum Comitum Gebennensem, & succes-
sores ipsius dabit fideiussores idoneos: Et fuerit actum
insuper quod ipse Dominus Comes Gebennensis Cas-
trum suum Clarimontis tradat, expediat Viro Nobili
Dominio Humberto de Boccezzello Militi Domino de
Chatoney tenendum, & custodiendum nomine dictae
Dominae Agnesiae, quousque dictae promissiones prestae
fuerint, per eundem Dominum Comitum Geben-
nensem & quousque eidem Dominae Agnesiae per fide-
iussores, ut supra cautum fuerit: Praeterea cum idem
Dominus Comes Gebennensis donaverit, & solvere
promiserit praefato Domino Comiti Sabaudie, pro ar-
ris dicti Matrimonii contrahendi, nomine penae, duo
millia marcharum argenti, si (quod abest) contingeret,
quod statet per dictum Dominum Comitum Gebennensis,
five per Guillelmum ejus Filium, quominus com-
pletur Matrimonium supradictum: ac etiam actum
fuerit, quod dictus Dominus Comes Gebennensis inconti-
nenti tradat, & expediat praefato Humberto Castrum
suum de Ballaion tenendum, & custodiendum per ip-
sum Dominum Humbertum, ad expensas dicti Domini
Comitis Gebennensis, quousque dictus Dominus
Guillelmus, & dicta Domina Agnesia, cum fuerint
etatis legitima, ad Matrimonium contrahendum ad in-
vicem, quo casu dictus Dominus Comes Gebennensis
e. i. quitus, & absolutus penitus, de duobus millibus
marchis argenti predictis. Quae omnia, & singula su-
pra dicta promissio Comites promittunt vicissim unus
alteri per stipulationes mutuas, & iuramenta sua cor-
poraliter praestita super Sancta Dei Evangelia, & sub
obligatione omnium bonorum suorum rata habere per-
petuo, nec aliquid facere quominus praedicta omnia per-
petuum, validumque robur obtineant firmitatis. Acta
sunt haec apud Sanctum Georgium de Esperanchia, in
Castro, in camera Domini Comitis Sabaudie, ubi
testes fuerunt vocati, & rogati, V. Venerabilis, & Re-
ligiosus Dominus Reynaldus Abbas Sancti Rufi Valen-
tiniensis, Dominus Humbertus Dominus de Malobeco,
Dominus Aymar de Bellovidere, Dominus Hu-
go de Chandeya, Dominus Petrus de Terniaco, Do-
minus Petrus de Duyn, Dominus Rodolphus de Pon-
tevitreo, Dominus Joannes de Pontevitreo, Dominus
Henricus de Viriaco Milites, Dominus Guichardus de
Pontevitreo, & Dominus Stephanus de Compesio Cano-
nici Gebennensis, Hugo de Droyfiaco, Dominus Bas-
tianus de Gachis, Dominus Joannes Bertrandi, Gui-
do de Seyffello Dominus de Bordellis, & plures alii
fide digni praesentes, videntes, & audientes. *Signe* de
Mercato, & Francisci.

DXLI.

Sept. Schirm- und Defensions-Bund zwischen Adolphem /
Römischen König eines- und denen Städten Worms
und Speyer andertheils / wodurch höchstbesagter Kö-
nig denen Städten Hülf und Schutz wider ihre besag-
te Städte aber dem König beystand wider seine Fein-
de geloben. Speyer an des Heil. Creutges-Tag, als
es erhaben ward 1297. [LEHMANNI Chro-
nicon Spirence Lib. V. Cap. CXXIII. pag.
383. col. a. lin. 58.]

C'est-à-dire,

Traité de Protection & de Défense, entre ADOL-
PHE Roi des Romains d'une part & les Villes
de WORMS & de SPIRE d'autre part, par
lequel, ADOLPHE leur promettant sa protection,
elles s'obligent en échange de l'assister contre ses
Ennemis. A Spire le jour de l'Exaltation de la
Sainte Croix. 1297.

Adolph von Gottes Gnaden ein Römischer König /
und ein Vireher des Reichs / wollen wissen alle die diesen
Brieff immer sehen oder hören lesen / zu oder hernach / das
wir durch ganze Trinne und bewehrte Stättigkeit / die wir und

ANNO
1297. unser Erben Vorfahren Käysere und Könige von Rom besun-
den hant und gewalt sin wöden gänglich und eggenliche zu
uns und zu Erbreit des Heiligen Reichs an manigen Dingen
und zu allen Stunden an den Eysamen rufen sünd / den Bür-
gern von Wormse und von Spire / unsern lieben und Getre-
uen. Darum haben wir sie in unserm Erben und Hülfe ge-
nommen / und geloben sie mit guten Trainen zu beschirmen /
und ihn zu helfene / alle hernach sünd sin nicht.

Zu dem ersten / nemet dieselben alle mit einander uff /
nemliche und uffwendliche die Wirtin und die Verbundene /
die die Bürger von Wormse / von Wormse / und die Bürger
von Spire einander hant gethan / also sie ihr Buße geben hant
dass sie die mit einander und gegenander halten wollen. Und das
mit ihren soll die Verbundene die wir und sie einander hant ge-
lobet / die Verbundene die sie einander gethan hant / also sie ihr
Buße einander hant gegeben / die sind also dass sie einander sollen
beschirmen sin / wo man ihn an ihr Freiheit / an ihr Rechte / an
ihre Güte / oder an ihr Gut unrecht tete.

Das ist also / dass wir denselben Bürgern von Wormse
und von Spire / und in von jedweder Stadt gelobent mit guten
Trainen / dass wir sie schirmen und ihn helfen / wo ihn jemand
unrecht thut / und sie der Rath von jedweder Stadt uns ge-
schworen hant vor sich und ihre Wirturgere / und die Gemeinde
von jedweder Stadt / uns zu helfene wider mangeliche / und
nicht zulassene in keine Weise.

Wi denselben guten Trainen geloben wir denselben Bürgern
von Wormse und von Spire / und ihn von jedweder Stadt /
alle ihre Freiheit / also sie haben an Brieffen von Käysen oder
von Königen unser Vorfahren / den Gott genade / und auch
von uns / von Bischöfen / oder von Bischoffen / je halten eine He-
iliche / und mit zu ergetze / als ob unser Landvoget / oder ander
unser Ammerliche ihn die in heiliche Wirt beverdet / dass wir
ihn das abetum vorflichtliche / und bevalhen / dass sie die er-
lassen werden. Und ob ihn das jemand anders tete / dass wir
sie damit schirmen und ihn helfen getruweliche und veschliche / an
alle geverde / wir und unser Ammerliche.

Und der Grundtrieb sollent sie ledig sin gänglich / wände sie
unrecht ist / und widerreut von unser Vorfahren.

Aber auch / dass sie finden oder samet jemand angreife / oder
hätte angereissen / an ihre oder an Güte / varent oder ilent sie dem nach
in des Reichs oder in andere Herren landen / dass sie ihn gerne
begreifen / und suchen sie den in Hütern / und sündent Thuren nach
den uff / und was sie darzu thunt / darane sollent sie mit freuden
an den Landfriden / noch gegen uns / noch gegen andern Herren.

Kan es auch also / dass wir unser Land woren / und do schiffent
etliche Herre angreife / sin Man / der von ihnen gefahren were /
und Bürger were worden in etlicher der Reichs Stadt / die nach
einer ander Stadt gefrit were / und der Herre freude / dass der
Mann mit gefessen were rechte also ein Bürger der Stadt / und
der Herre das nüge an die Stadt / nach der gine Stadt gefrit
ist / und unser Landvoget / oder ein ander unser Ammerman / das
mit genamen noch halten wolt / dass die Stadt / nach der gine ge-
frit ist / foreche eine geverde / und darüber den Herre angreife /
und den Bürger von Wormse oder von Spire / oder erwidert
helfe sehen / die sollent sie ihm damit mit sündig sinet unde
uns an uns / was darumb unser Willen were / do sollent sie
zu helfen.

Wir gelobent ihn auch leben / und ihr jedweden funder und
samer / Ob wir den Bürgern und der Stadt von Wormse keine
Gnade fürbas zu oder hernach beten / den ihn den Bürgern von
Wormse und von Spire / dass wir dieselbe Gnade ihn leben
oder ihr jedweden sollent um genähliche und escheide / eine allen
an den Juden / wände die von Worms an den Juden / die zu
Worms inne sint / fürbas ander Recht haben / damit die Bürge-
re von Wormse oder von Spire hant an den Juden die bi zu
sündent / und an andere Ding / die die von Worms funder haben /
der die von Wormse und von Spire mit bedürfen / ane alle
geverde.

Und umbe die Hülfe / die dieselbe Bürger von Wormse und
von Spire uns tun sollent / das soll also sin / Wanne wir ihr
Hülfe bedürfen / so sollent wir etwan unser heimliche zu ihn
senden / der ihn vorliche unser Willen / und was die Hülfe ge-
bet / und sollent die vorgenannten Bürger mit einander hant zu
Rath werden / was helfe sie uns damit thun / die uns frome si
und nütliche / und ihn etlich ane geverde / nach dem Dinge also
es damit stet. Und was helfe sie die Bürger von Wormse
und von Spire miteinander also beschophent / die sollent wir ge-
namen / und damit sol uns auch begnügen / also dass wir für-
das umbe me Hülfe sie funder oder samet mit dringen sollent.

Dass diß wahr si / und stet bleibe / darumb haben wir unser Kö-
niglich Inzigel / mit Inzigel der Bürger und der Stadt von
Wormse / und der Bürger und der Stadt von Spire der vor-
genannten gebeten an diesen gegenwärtigen Brief / zu einem
wahren Trinne / und einer ganzen Festigung aller der vorge-
annten Rede.

Wir oder die Bürgermeistere / der Rath / und die Bürger
gemeinliche von Wormse / und wir die Bürgermeistere / der Rath
und die Bürger gemeinliche von Spire verzeien an diesen Brief-
sen / dass wir geloben und gelobet hant bi geswornen Eyde / den
wir der Rath von jedweder Stadt der vorgenannten getan hant
für uns und unser Wirturgere / und die Gemeinde von jedwe-
der Stadt / unsern Herren dem Künige Adolph zu dienen und
zu helfene getruweliche / verbundliche und veschliche / in alle die
Wirt / also do vorgeschrieben stat / ane alle geverde. Und des
Pp 3

ANNO
1297.

zu einem tiefen und einer Etätigkeit; so han wir unsere In-
gehege von jedwedem Stadt gehendet an diesen Bress zu unser
Herrn Angehege des vorgenannten Königs. Dure Bress
wart gegeben zu Eyre an des heiligen Cruges Tage; also es
erhaben wart; da man zählte von Christs Geburt zwelf hundert
Jare; und sibene und nungig Jar; in dem festen Jare
unserer Richter.

DXLII.

9. Octo. *Lettres d'EDOUARD I. Roi d'Angleterre, par lesquelles il déclare & fait savoir à tous qu'il y a une Trêve conclue entre le Roi de France, & ses Alliez d'une part, & lui avec ses Alliez d'autre part, laquelle durera pour l'Aquitaine jusques à la Trephaine prochaine, & pour les autres Terres jusques aux Oclaves de la Fête St. Andrieu; Données à Fines St. Banon le jour de la Fête St. Denis 1297. Avec le Vidimus de JEAN DE BERRI Official du Parlement de Paris. [Pièce tirée du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin. pag. 377.]*

Universis presentes Litteras inspecturis, Officialis Curie Parisiensis, salutem in Domino. Noveritis nos Anno Domini Millesimo trecentesimo sexto, die Martis post ramos Palmaram quasdam Litteras vidisse, formam que sequitur, continentes:

EDOUARD par la Gracé de Dien Roy d'Angleterre, Seigneur d'Irlande, & Duc d'Aquitaine, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Nous faisons a sçavoir, que nous de la Guerre metie entre le Roy de France, & ses Alliez, d'une part, & nous, & nos Alliez d'autre, tant pour la Duchée d'Aquitaine que de la Comté de Flandres, & aucuns autres Lieux pris de commun assentement souffrance de Guerre, c'est a sçavoir de Royaume a Royaume, de terre à terre, de gent a gent, par mer & par terre, en telle maniere que tous Marchands & toute maniere de gent puissent aller, venir, demorer, & marchander fausement d'un Royaume a autre la souffrance durant, & tendrons nous & nos Alliez, & ledit Roy & li sien tout ce que nous, & il tention au jour de la confection de ces Lettres durant ladite souffrance, & durera cette souffrance, quant a la Duchée d'Aquitaine jusques a la Trephaine prochainement a venir, & quant aux autres terres, jusques aux Oclaves de la prochaine feste saint Andrieu tant seulement; laquelle souffrance nous d'une part, & ledit Roy d'autre devons faire sçavoir a nos feaus Alliez, & songiez en la d'Aquitaine, & ez autres loingtaines terres dedans le dimanche devant la feste de Toussaints prochaine, & en la terre de Flandres dedans ce prochain Samedi. Et est a sçavoir que le Roy d'Allemagne put ladite souffrance rompre s'il li plaist, en telle maniere toutes voies qu'elle durra quinze jours, ce que ledit Roy de Allemagne l'aura fait sçavoir a l'Evesque de Tournay ou a son Official a Tournay.

Les nos Alliez sont le Roy d'Allemagne, le Comte de Flandres, le Comte de Savoye, le Comte de Bar, le Comte de Montbelliard, Jean de Chalon Seigneur de Harlay, Jean de Bourgogne, Jean Seigneur de Montfaucon, Gautier son frere, le Seigneur de Neuchastel, le Seigneur d'Oileler, le Seigneur de Francouzi, le Seigneur de Jour, le Seigneur de Coudray, Simon de Montbelliard, Seigneur de Noutron, Eliephen d'Oileler, Seigneur de Villenove, & plusieurs autres, de Bourgogne, de Allemagne, de Brabant, de Flandre, de Hollande, de Gascongne, de Arragon, & des ailleurs desquels nous ne sçavons les noms.

Laquelle souffrance nostre amé & feaux Wantier de Beauchamps, Chevalier & Seneschal de nostre hostel auquel nous avons donné sur ce plein poir, de jurer en nostre ame, a juré pour nous & en nostre Nom a garder loyaument, & en bonne foy, & entierment en la maniere, & en la forme devant dicté.

Et est a sçavoir que se aucuns domages estoient faits durant ladite souffrance, nous sommes tenus de les faire amender en bonne foy, & convenablement.

En tesmoïn de laquelle chose, nous avons fait mettre nostre seel a ces presentes.

Donné a Fines Saint Banon sur le Lys le jour de la feste St. Denis. En l'an de grace mil deux cent quatre vingt dix sept.

In casus visionis testimonium Sigillum Curie Parisiensis presentibus Litteris duximus apponendum. Datum Anno & die predictis.

ANNO
1297.

Et sur le reply est écrit:

Facta est collatio per me Jo. Bizzuricensem.
Et sont lesdites Lettres sceillées en double queue de parchemin d'un seel ou cachet sur cire verte.

Et au dos d'icelles est aussi écrit ce qui s'ensuit:
Littera Regis Anglia super Trengis missis inter ipsum & Dominum Regem Francie 1297.

DXLIII.

Trêves conclues entre PHILIPPE le Bel Roi de France, & EDOUARD I. Roi d'Angleterre à Tournai le Mardi devant la Purification de notre Dame 1297. Avec la Ratification d'EDOUARD du Vendredi suivant, & le Vidimus sur ce Traité de plusieurs Evêques, Clercs, & Notaires Apostoliques, du 14. Mars 1298. [Pièce tirée du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin. page 385.]

ANNO
1297.
29. Janv.

UNIVERSIS hoc præfens Instrumentum publicum inspecturis, G. permissione divina Cameraensis, G. Laudunensis, H. Bethlehemitanus, N. Ebroicensis, & S. Parisiensis, Episcopi, Salutem in Domino. NOVERITIS nos quasdam Litteras non cancellatas, non abolitas, non abrafas, non corruptas, sed sanas & integras & omni suspitione carentes, ut prima facie apparebat, vidisse, recepisse, palpavisse, & diligenter inperixisse, formam que sequitur continentes:

EDOUARD par la grace de Dieu Roy d'Angleterre, Seigneur d'Irlande, & Duc d'Aquitaine, a tous ceux qui ces Lettres verront, Salut. Comme nous eussions envoyé a Tournay nos amez & feaux, Guillaume Archevesque de Dublin, Antoine Evesque de Dureme, Amé Comte de Savoye, Aymard de Vallence, & Ottes de Grantfon, Chevalliers ad plerier poer de traictier, de faire pées, d'accorder, de souffrance & abstinance donner & envoyer, & de faire toutes autres choses, tant ainfin comme si nous fussions preffens fur les discords, sur les guerres meus & meues entre nous, & nos alliez d'une part, & le Roy de France, & les alliez d'autre part, & ad pouvoir de jurer en nostre ame a garder ce qu'ils ordonneroient & accorderoient sur les discords, guerre, souffrance, & abstinance desdites, & sur toutes les choses appartenans a ce il par la vertu & auctorité dudit poer en nom du nous, pour nous, pour nos hoirs, pour nos hommes, sujets, alliez, ou aydants, ont donné ou octroyé souffrance ou abstinance de guerre aux messages dudit Roy de France, envoyez a Tournay pour les choses desdites, en nom dudit Roy de France, pour li, pour ses hers, pour ses hommes, alliez, sujets, & aydants, & fait autres ordonnances, accords, & ordonnances contenues ez Lettres sceellées des seels desdits nos messages, desquelles Lettres la teneur s'ensuit en cette forme:

GUILLAUME Archevesque de Dublin, Anthoine Evesque de Dureme, Amé Cuen de Savoye, Aymar de Valence, & Ottes de Grantfon, Chevalliers nostre Seigneur le Roy d'Angleterre envoyez a Tournay ad plain poer de faire traictier, paix, composition, convenance, tot ainfin comme le Roy soit se il fust present, de tous les discords, & de toutes les guerres meus & meues entre le devant dict nostre Seigneur le Roy, ses hommes, ses aydants, & ses alliez d'une part, & le Roy de France, ses hommes, ses aydants, & ses alliez d'autre. A tous ceux qui verront ces presentes Lettres, Salut. Sçachiez tuz que nous par auctorité dudit poer a nous donné par ledit Seigneur nostre Roy en nom de li, pour li, & pour ses hoirs, & pour ses aydants, songiez, alliez, & hommes sur lesdites guerres, donnons, octroyons, & promettons a Reverends Peres, Gilles Archevesque de Narbonne, G. d'Amiens, P. d'Auxerre, Evesques; les Ducs de Bourgogne & J. de Bretagne, G. Comte de Saint Paul, R. Connestable de France, & Pierre Floite, Chevalliers dudit Roy de France, envoyez a Tournay par le mesme Roy de France ad plain poer de faire traictier & convenances pour ledit Roy de France sur les guerres desdites, en nom du mesme Roy de France, & au mesme Roy pour luy & pour ses hoirs, les

ses aydants, alliez, hommes & sujets, suffrance, & abstinance, & appaiement de sorte, jusques à l'andemain de l'apparition prochaine à venir, & d'illecques jusques à l'andemain de l'apparition en un an entierement, c'est à sçavoir des Royaumes à Royaumes, de terre à terre, de gent à gent, & par terre & par mer, en tiu maniere que tous marchands, & toutes autres gens Clercs ou Laïcs, de quelle condition qu'ils soient du Royaume de France, & des autres terres du Roy de France, & de toutes les terres des alliez, aydants, hommes & sujets dudict Royaume de France, puissent sauvement & seurement par mer, & par terre, aller, venir, demorer, & marchander toute maniere de marchandise, & en toute autre maniere de marchandise, user, commercer, & exploier en Royaume d'Angleterre, & la Comté de Flandre, & en toutes les autres terres & Seigneuries doudict Roy d'Angleterre, & de ses hommes, sujets, alliez, & aydants, droit, faisant & droit prenant selonc les coutumes des pays & des lieux, & d'illecques leurs marchandises, & toutes manieres de meubles qui n'ont esté pris par ledict Roy d'Angleterre, par autres, ou autre de sa partie, jusques aujourd'hui, porter & mener là ou il leur plaira sans nul empeschement, tant que ladicte suffrance durera, en tiu maniere que ledict Roy de France, si hommes, foubmis, aydants, & alliez tendront ce qu'ils tiennent & tenoient au jour que cette souffrance fut prise, & volons, & accordons de bonne foy en nom dudict Roy d'Angleterre durant ladicte souffrance, ou abstinance de guerre, li dis Rois d'Angleterre, si hommes & aydants ne suffiront ne offriront audict Roy de France ne a ses hommes, aydants, & alliez, villes, chasteaux, terres ne possessions, hommes, foubmis, aydants & alliez, Villes, Chasteaux, terres, ne ne seront apertement, ne celement, convenances, traictiez, ou autres choses par quoy se fassent ou se puisse faire durant ladicte souffrance ou empres, par raison de chose faicte, ou pourparlée dedans la souffrance; & se aucun par leur volenté vouloient faire celi Rois d'Angleterre si alliez, hommes, & aydants, ne les recevront ne rendront; & se avenoit que homme feist rencontre par aucune aventure, que Dieu ne venille, li Rois d'Angleterre mettroit & retourneroit, ou seroit mettre; & retourner en estat ce qui auroit esté faict rencontre dedans quarante jours, puisqu'il ou ceux qui pour li seront assignez ex marches ou ce avendra, en feront requies.

Et si avenoit que le Roy d'Angleterre, si alliez, hommes, aydants, ou ceux qui pour le mesme Roy feront esdictes marches ne les fessent, ou ceux qui auroient faict rencontre ne se meissent en estat, ou il estoit devant, li Roy de France, ou si alliez, hommes, & aydants le pourroit destruire à ce faire, sans faire contre ladicte souffrance, & li dis Roy d'Angleterre, si aydants, hommes, alliez ne leur pourroit donner ayde, ni confort, contre li, ses hommes, ou aydants & alliez comment que ce soit.

Et si aucuns ou aucun la partie le Roy de France, ou il mesme forfessent au Roy d'Angleterre, ou a ses alliez, hommes & aydants durant ladicte souffrance sur les choses dessus ordonnées & dictes, ou aucune de celles, par ce ne se deferra ne rompra la suffrance dessusdicté, ne li Rois d'Angleterre, si hommes, alliez, ou aydants fessent rencontre, ce que aura esté forfaict par eux, ou par aucun d'eux, feront amender & tourner en estat durant ladicte souffrance, ou empres, si n'avoit esté amendé ladicte souffrance durant.

Et ouecque ce nous volons & accordons que les premieres souffrances, faictes & accordées demorent en leur force, & en leur poer en la maniere que elles furent faictes & octroyées, & les Rois de France, si hommes, & alliez, tiendront ce qu'ils tenoient au temps que la premiere souffrance pouvoit estre signifiée ex lieux ou les choses estoient.

Item nous avons accordé que tous les prisonniers de ce & de la soient ostagier au dict, a la cognoissance, & a la volenté de deux Chevalliers de queus li Roy d'Angleterre y mette un, & li Roy de France l'autre, & jurront ces deux Chevalliers qui les ostagieront bien, & loyement, selonc les conditions des personnes, & le seront au plus habivement qu'ils pourront, & doit durer l'ostagierment jusques à quinze jours devant la faute de ladicte souffrance, si pees ne se faisoit.

Item nous avons accordé & accordons que li Rois d'Angleterre pour li, pour ses alliez, hommes, & aydants, mettra certaines personnes ouesques ceux que li Rois de France mettra autant d'une part que d'autre, a faire garder ladicte souffrance en la maniere qui est dessusdicté, & a faire amender tot de plain, & sans delay, si aucunes entreprises, mesprises, ou forfaicts es-

toient faictz, durant ladicte souffrance, & jurront lesdictes personnes qu'ils le feront bien & loyement a leur poer, & que au plustost que il pourront, ils jugeront, & accorderont les amendes, & entreprises qui adviendront durant ladicte souffrance, & ceux que li Roy d'Angleterre commettra de par foy, auront plain poer par les Lettres de ce faire, & de meure, & de faire mettre a execution ce qui y sera a mettre, & si ne le faisoient li Roy d'Angleterre, si hommes, alliez & aydants, seront tenus de faire.

C'est a sçavoir que li Roy d'Angleterre doit faire que li Cuens de Flandre & ses Enfans, c'est a sçavoir, Monseigneur Robert, & Guillaume de Flandre, & Jean de Namur jurront qu'ils garderont, & seront garder a leurs hommes, alliez & aydants bien & loyement ladicte souffrance & tous les articles dessusdicts, & chacun d'eux, tant comme touche eux, leurs hommes, alliez, & aydants.

Et nous, Amé Cuens de Savoie, Aymar de Valence, & Ottes de Granton, Chevalliers, Procureurs dudict Roy d'Angleterre a ce establis avons juré en s'aime, qu'il la suffrance, ou abstinance de guerre, & toutes les convenances, conditions, & articles dessusdicts gardera, & fera garder bien & loyement a ses hommes, aydants, & alliez, & sujets, sans venir encontre, tot en la maniere qu'il est dessusdict & entendons pur les alliez du Roy d'Angleterre nostre Seigneur, ou en nom de li, & tous ses autres alliez, jaoit ce qu'ils ne fussent nommez.

Et en temoignage de ces choses, nous avons faict mettre nos seals en ces presentes Lettres, Données a Tournay en l'Abbaye Saint Martin, le Mardy devant la Purification nostre Dame, l'an mil deux cens quatre vingts & dix sept.

Laquelle suffrance ou abstinance de guerre, & les convenances ou accords & ordonnances, & totes les autres choses esdictes Lettres contenues, voulons, loons, approuvons, ratifions, & confirmons, & par la tenour de ces presentes Lettres de nouvel octroyons, & renouvellons & promettons pur nous, & pur nos hoirs, que nous les garderons & ferons garder & accomplir en toutes les choses & seingles esdictes Lettres contenues, si comme il est dict, cy dessus.

Et en temoignage de ces choses, nous avons faict mettre nos sceaux en ces presentes Lettres. Données a Tournay en l'Abbaye Saint Martin le vendredy avant la feste de la Purification nostre Dame l'an de grace mil deux cents quatre vingts dix sept.

In cujus visionis, receptionis, & inspectionis prædictarum litterarum testimonium & evidentiam pleniorum, prædictis litteris per Evenum Philij de Sancto Nicasio Clericum Sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ auctoritate Notarium Publicum transcribi, & fideliter exemplari mandavimus, & exinde hoc Instrumentum publicum confici, & in hanc formam publicam redigi, ac per Radulphum de Viconovo, & Jacobum Graßum de Vercellis, Clericos, auctoritate Apostolica publicos Notarios infra scriptos in nostra præsentia, & testium infra scriptorum, ad hoc vocatorum & rogatorum, de verbo ad verbum diligenter osculanti fecimus, & quia præsens Instrumentum cum ipsis litteris originalibus, in totum, nil addito vel remoto quod sensum vel intellectum mutet, invenimus concordare, præsens Instrumentum publicum sigillorum nostrorum impressionibus, ad maiorem rei evidentiam, & certitudinem præmissorum, fecimus communiri, cum signis Notariorum prædictorum, nec non etiam cum subscriptionibus Petri de Pipcono, & Stephani Nicolai de Guartini Notariorum publicorum, auctoritate Apostolica infra scriptorum, dictam collationem de mandato nostro diligentet coram nobis facientium.

Actum apud Challitacum, in hospitio in quo moratur Dominus Cameracensis prædictus, Parisiensis Diocesis, presentibus providis viris magistris, Dudifaco Sancti Gangerici, Cameracensis, Petro Provinciali Sanctæ Oportune Parisiensis, Ecclesiarum Canonice, Magistro Nicolao de Pontibus Philippier, ac nobili viro Fransmundo Spata Milite Anagninensi, testibus ad hoc vocatis & rogatis, Anno Domini millesimo, ducentesimo, nonagesimo octavo, Indictione undecima, decimo quarto die mensis Martij, Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris ac Domini nostri, Domini Bonifacii Papæ octavi anno quarto.

Et ego Radulphus de Viconovo, Clericus Corisopitensis Diocesis, publicus auctoritate Apostolica Notarius, hoc transcriptum sumptum ex prædictis originalibus litteris, non vitatis, non cancellatis, non corruptis, & suspicione carentibus, ut prima facie apparebat, scriptum per Evenum Philij de Sancto Nica-

ANNO

1297.

1298.

ANNO

1297.

1298.

fio, Clericum, publicum auctoritate Apostolica Notarium, vidi, tenui, & palpavi, & de ipso transcrip-
to, una cum prefatis Notariis, de mandato venerabili-
um Patrum, G. Cameracensis, G. Laudunensis, H. Bethleemitanis, N. Ebroicensis, & H. Parisiensis, Dei gratia Episcoporum prædictorum, in præsentia ipsorum Patrum & testium subscriptorum, collationem diligenter feci, & invento de verbo ad verbum in prædictis transcrip-
to, & originalibus Litteris, illud idem contineri, nil addito, vel diminuto, quod sensum immutet, in præmissorum testimonium hic me subscripsi, & signum meum conserui, una cum sigillis reverendorum Patrum, & signis ac subscriptionibus Notariorum prædictorum apposui rogatus.

Et a costé est le seing dudit Viconovo.

Et ego Jacobus dictus Gratius de Vercellis Clericus, publicus Apostolica & Imperiali auctoritate Notarius hoc transcripsum sumptum ex præscriptis originalibus Litteris, non vitatis, non cancellatis, non corruptis & suspitione carentibus, ut prima facie apparebat, scriptum per Magistrum Evenum Philly de Sancto Nicasio, Corisopontensis Diocesis Clericum publicum Apostolica auctoritate Notarium, vidi, tenui & palpavi, & de ipso transcripsum cum ipsis originalibus Litteris, una cum prefatis Notariis, de mandato venerabilium Patrum, Guidonis Cameracensis, Gayonis Laudunensis, Hugonis Bethleemitanensis, Nicolai Ebroicensis, & Simonis Parisiensis, Dei gratia Episcoporum prædictorum in ipsorum Patrum, & subscriptorum testium præsentia collationem diligenter feci, & invento de verbo ad verbum in præscriptis transcrip-
to & originalibus Litteris illud idem contineri, nil addito vel diminuto quod sensum immutet, vel litteraturam. In præmissorum testimonium hic me subscripsi, & signum meum conserui, una cum sigillis prædictorum reverendorum Patrum, & signis, ac subscriptionibus Notariorum præscriptorum apposui rogatus.

Et ego Petrus Philippi de Piperno Clericus, Apostolica & Imperiali auctoritate Notarius publicus, præfens transcripsum ex dictis originalibus Litteris sumptum manu Magistri Eveni Notarii supra scripti, cum ipsis originalibus Litteris sanis, & integris, in dictorum Patrum præsentia, una cum eisdem Notariis diligenter ascultavi, nihilque addens vel minuens; & quia de verbo ad verbum concordare inveni, ideo me subscripsi, & signum meum, una cum sigillis dictorum Reverendorum Patrum, & signis & subscriptionibus dictorum Notariorum rogatus apposui conserui.

Et a costé est le seing dudit Philippe.

Et ego Stephanus Nicolai de Garano, Sanctæ Romanæ Ecclesiæ publicus auctoritate Notarius, præfens transcripsum ex dictis Litteris originalibus sumptum, manu Magistri Eveni Philly de Sancto Nicasio, Apostolica auctoritate Notarii scriptum cum ipsis originalibus Litteris, sanis & integris, in dictorum Patrum præsentia una cum dictis Notariis diligenter ascultavi, & quia de verbo ad verbum concordare inveni, ideo me subscripsi, & signum meum, una cum sigillis eorundem reverendorum Patrum, & signis & subscriptionibus Notariorum ipsorum rogatus apposui.

Et au dessous est le seing dudit Nicolas.

Et ego Evenus Philly de Sancto Nicasio, Clericus Corisopontensis Diocesis, Apostolica publicus auctoritate Notarius, quia prædictas Litteras sanas & integras, & omni suspitione carentes, vidi, tenui, & palpavi, de mandato venerabilium Patrum Dominorum divina miseratione Guidonis Cameracensis, Gayonis Laudunensis, Hugonis Bethleemitanensis, Nicolai Ebroicensis, & Simonis Parisiensis Episcoporum prædictorum, ipsas transcripsi fideliter, nil addito vel remoto, & exinde hoc Instrumentum publicum scripsi & publicavi, factaque in præsentia Patrum prædictorum & testium supra scriptorum per me, & Radulphum de Viconovo, Jacobum Gratiuum de Vercellis, Petrum Philippi de Piperno, ac Stephanum Nicolai Notarios publicos supra scriptos, de ipsis Litteris originalibus, cum hoc præfenti Instrumento collatione diligenti, & quia ea ad invicem concordare inveni, signum meum solum cum sigillis ipsorum Patrum, & subscriptionibus ac signis Notariorum prædictorum apposui rogatus, sub anno, indictione, die, mense, & Pontificatu prænotatis.

Et a costé est le seing dudit Philly.

Et sont lesdites Litteres scellées sur double queue de parchemin, de cinq sceaux, sur cire rouge & verte.

DXLIV.

ANNO

1297.

1298.

30. Jan.

Lettres des Ambassadeurs du Roy d'Angleterre qui promettent faire ensorte que le Roy leur Maistie enverra a Rome dans le temps y prefix vers le Pape pour arrester une bonne Paix finale avec le Roy de France. A Tournay 1297. [Pièce, tirée du Volume LV. des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin reliez en rouge. pag. 429.]

GUILLAUMES Archevesque de Dunelm, Amé de Coens de Savoye, Aymars de Valence, & Otes de Granton Chevalliers nostre Seigneur le Roy d'Angleterre, envoyez a Tournay ou plénier pouvoir de faire traictiez, paix, compositions, convenances, de tous les descords, & de toutes les guerres meus & meues entre le devandit nostre Seigneur & Roy d'Angleterre d'une part, & ses hommes & ses aliez, & le Roy de France, ses hommes, ses aydans & ses aliez, d'autre. A tous ceux qui verront ces presentes Lettres Salut. Sçachent tuit que nos plusieurs traictiez eus sur les guerres & descords devandits avecques Reverend Pere Gilles Archevesque de Narbonne, G. d'Amiens, & P. d'Auxerre, Evèques, R. de Bourgogne, & Jean de Bretagne, Ducs, G. de St. Paul, R. Connestable de France, & Pierre Flotte, Chevalliers du Roy de France envoyez a Tournay de par le devandit Roy de France, ou plein pouvoir de faire traictiez, paix, compositions, & convenances pour luy pour ses hommes, ses aydans, & pour ses aliez, sur les guerres & descords devandits, & a la parfin pour aucuns empeschemens qui cheoient, ou choïr pouvoient au traicté lesquels pouvoient estre mieus oïez par nostre saint Pere le Pape l'Apostolle, que par nul autre, & pour moult d'autres causes raisonnables, avons voulu, octroïé, accordé, & promis au nom du devandit nostre Seigneur le Roy d'Angleterre, que li devandit nostre Seigneur li Roy enverra grands & convenables, selon la grandeur de la besongne, a la Cour de Rome, ou plain pouvoir de faire traictiez, paix, convenances, compositions, & briement qu'ils puissent autant faire, comme il seroit, se il estoit present, sur les guerres & descords dessusdits, & seront a la Cour de Rome en la presence du devandit Pape, le message au moy de Pasques au plus tard, & promettons que nos ces choses ferons ratifier a nostre Seigneur le Roy d'Angleterre devandit.

Et en tesmoïn de ces choses nous avons mis nos sceaux a ces presentes Lettres, données a Tournay, le Mercredy devant la Chandelleur, en l'an de grace Mil deux cents quatre vingz dix & sept.

Et sont lesdites Lettres dessus transcrittes scellées de cinq sceaux, & au dos d'icelles est escrit ce qui suit:

Litteræ Nuntiorum Regis Angliæ missorum Tornaci, pro facto Pacis Franciæ & Angliæ, promittentium se curaturos erga Dominum suum Regem Angliæ, quod ipse infra certum tempus mitteret ad Curiam Romanam sollemnes Nuntios pro perfectione dictæ Pacis. Anno Domini 1297.

DXLV.

Mandement du Roy PHILIPPE le Bel a ses 1297

Officiers du Duché de Guyenne, de faire observer 12. Fev

la Treve d'entre luy & le Roy d'Angleterre. A Paris 1297. [Pièce, tirée du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin reliez en rouge, p. 425.]

PHILIPPE par la grace de Dieu Roy de France, a tous ses Chastellains & Justiciers de la Duchée d'Aquitaine, Salut. Pour ce que la souffrance de guerre accordée & faicte entre nous pour nous, nos hommes, fousmis, aliez & aydans d'une part & le Roy d'Angleterre par luy, pour ses hommes, fousmis, aliez & aydans d'autre, putte plus fermement & plus certainement estre gardée, nous voulons & mandons par la feauté en laquelle vous nous y estes tennus, que vous jurez publiquement que vous ladicte souffrance, & les articles en ladicte, & pour ladicte souffrance, accordiez garder si bien a vostre pouvoir & loyamment, & que ces choses gardez, & garder faciez par nostre gent, & que ce qui sera faict encontre par nos gens, faictes sans delay amender

der en telle maniere que nous n'en puissions estre chargés.

97. En tesmoignage de ces choses, nous avons fait mettre nostre scel a ces presentes Lettres, par lesquelles nous ne entendons mie rappeler le poir que nous avons donné a certaines personnes de faire amender ce qui fera fait encontre ladite souffrance. Donné a Paris le mardy apres les oclaves de la Purification nostre Dame l'an de grace Mil deux cents quatre vingts dix sept.

Et sont lesdites Lettres scellées en double queue de parchemin pendant au reply d'un scel de cire blanche, & au dos d'icelles est escrit:

Littera Domini Regis Francie, per quam mandatur Castellanis, & Justitiariis suis Ducatus Aquitaine, quod ipsi servent Treugam.

DXLVI.

Mars. Pouvoir donné par PHILIPPE le Bel Roi de France, à deux Religieux, l'un de l'Ordre des Freres Prêcheurs, l'autre de l'Ordre des Freres Mineurs, en les envoyant à EDOUARD Roi d'Angleterre, pour lui demander que le Roi d'Escoce fût compris avec son Pais dans la Trêve qu'ils avoient faite ensemble. Donné à St. Germain en Laye, le Mardi apres les (1) Brandons l'an de grace Mille deux cents quatre vingts dix sept, sive dix-huit. [Pièce tirée du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin. pag. 437. Elle se trouve encore dans le I. Vol. des mêmes Manuscrits; mais avec les petites différences marquées ici sur la marge. D u m.]

tre vingts dix sept, sive, dix huit. Et sont lesdites Lettres scellées d'un grand scel de cire blanche.

ANNO
1298.

DXLVII.

Instrumentum Responsionis a Petro Flotte Equite, Dominoque de Kevel & a Simone de Melun, ex parte PHILIPPI Regis Francie, & in presentia ejus date Gaufrido de Gienvilla Militi & Joanni Lovel Clerico, ac quibusdam aliis Nuntius EDUARDI Regis Anglie super querelis eorum de inobservatione, & inexecutione Treugarum sive Induciarum inter ambos Reges sanctiarum. Actum in Domo Regis Francie que vocatur Luppava, die 15. Janu. ann. 1298. [Pièce tirée du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin, reliez en rouge, pag. 445.]

In nomine Domini, Amen.

ANNO Domini ejusdem millesimo ducentesimo, nonagesimo octavo, Indictione undecima, Mensis Januarii, ejusdem Mensis die decima quinta, Pontificatus Sanctissimi Patris & Domini Domini Bonifacii divina providentia Papae octavi, anno quarto, per presens publicum Instrumentum pateat universis, quod in presentia excellentissimi Principis Domini Philippi Dei gratia Regis Francie illustris, & mei publici Notarii, & testium infra scriptorum, personaliter constitutus nobilis vir Dominus Petrus Fione miles, Dominus de Revello, de precepto ipsius Domini Regis, & per ipso discretis viris, Gaufrido de Gienvilla Militi, & Joanni Lovel, Clerico, ac quibusdam aliis Nuntius Regis Anglie illustribus, instantibus, petentibus responsum sibi fieri a Domino Rege Francie super quibusdam articulis quod alias in presentia dicti Regis Francie proposuerant, & in scriptis legerant, respondit, lingua tamen materna in modum qui sequitur, & in formam:

Domini, cum alias ex parte Regis Anglie, a Domino nostro Rege petieritis quod sufficerentiam seu abstinentiam inter ipsum Dominum nostrum, & Regem Anglie initam, quantum est in eo observaret, & ab hominibus, subditis, confederatis, & aliis suis valitoribus faceret observari, & quod aliqua attemptata contra formam predictae sufficerentiae, seu abstinentiae, ab hominibus, subditis, & suis valitoribus faceret emendari, & ad statum debitum reduci, & quod homines, subditos, & valitores ipsius Regis Anglie, quos idem Dominus noster captos detinet, faceret vobis restituere, cum parati essetis ipsos ad dictum & arbitrium Minorum Simonis de Meleduno, & Gaufridi de Gienvilla Militum, habentium super hoc a Francia & Anglie Regibus potestatem & speciale mandatum ostigare, seu applegiare sufficientia, nec non proposueritis, & in scriptis legeritis coram ipso, quasi finitos articulos in quibus continebantur nonnulla damna & gravamina post initam sufficerentiam in personis, terris & rebus hominum, subditorum, confederatorum predicti Regis Anglie fuisse illata contra formam sufficerentiae supradictae, ab hominibus, subditis, & aliis valitoribus Regis Francie, tam in terra Vasconiae, Flandriae, Barrae, quam aliorum valitorum dicti Regis Anglie.

Ecce, Domini, quae Dominus noster ad omnes articulos ex parte Regis Anglie eidem traditos ad presens sigillatim respondere non potest, tum propter articulorum multitudinem, tum propter hoc quod partes in quibus predicta fuerunt, ut asseritis, attemptata adeo sunt remotae, quod ipse non potest de ipsis in tam brevi temporis spatio informari, pro ipso vobis hanc responsum facio quae sufficere vobis debet.

Primo Dominus noster cujus dignitatis & celsitudinis magnitudo aliquem scrupulum fraudis non patitur, imo sui predecessores, & ipse treugas, sufficerentias, & alias paciones habuit cum amicis & inimicis, inter alios homines de mundo fideliter servaverunt, promittit, & intendit bona fide sufficerentiam, seu abstinentiam predictas in toto, & in qualibet sui parte, secundum quod inter ipsum, & dictum Regem Anglie fuit inita, seu facta & jurata in animam suam, ad honorem status sui, & salvamentum suae conscientiae fideliter, & firmiter observare, & facere observari.

Item proponit idem Dominus noster in brevi, & sine mora dispendio mittere ad partes illas, in quibus contra formam dictae sufficerentiae, predicta dictis attemptata fuissent, aliquos probos viros habituros plenam inquisitionem

Qq

PHILIPPE par la grace de Dieu Roy de France, a tous ceux qui ces presentes Lettres verront, salut. Comme souffrance ou abstinance de Guerre soit accordée (a) entre nous pour nos Hoirs, pour nos hommes, fousmis, Alliez & aydans, d'une part, & le Roy d'Angleterre pour luy, (b) pour ses hommes, fousmis, Alliez & aydans, d'autre: laquelle souffrance doit durer jusques au l'endemain de la Trisphanie prochaine a venir, & d'illueques jusques a un an apres, & ayt esté accordé en l'Ordonnance de ladite souffrance que tous (c) les prisonniers de chacune desdictes parties de quelle condition ou estat, haut ou bas, grand ou petit (d) soient ostagiez au dict a la cognoissance, & a la volonte de deux Chevalliers, c'est assavoir de nostre Amé & feal, Simon de Melun, Chevalier, Mareschal de France, lequel nous avons esleu & establi a ce pour nostre partie, & Geoffroy de Gienville, Chevallier, lequel l'idit Roy d'Angleterre y a mis pour la soute partie, si comme les choses sont plus (e) plainement contenues en nos Lettres, & dudict Roy d'Angleterre faites sur ce.

Nous etablissions & envoyons especialement nos Amés freres, Geoffrois de Abines, & Odet de Sens, de l'Ordre des freres Prescheurs, & frere Pierre de Laudolies, & Robert de Proque, de l'Ordre des Freres Mineurs, Porteurs de ces Lettres, a requerre, de par nous, & en Nom de nous, que la souffrance ou abstinance desussdicte, soit tenuë & gardée a haut Prince Jean Roy d'Escoce, & as Prelats, Barons, Chevalliers, & autres Nobles, Communitiez & Universitez des Villes & as habitants du Royaume d'Escoce de quelle condition, ou estat, qu'ils soient, lesquels sont depies & les tenons pour nos Alliez & Aydans, si comme il appartient par les Lettres faictes sur ce. Et a demander encores & requerre que l'idit Roy d'Escoce, & les autres du Royaume pris par la partie dudict Roy d'Angleterre, de quelle condition ou estat, haut ou bas, grand ou petit ils soient arrayés selon la forme (f) de l'accord, & de l'ordonnance desussdicte, & a demander & requerre que ces choses desussdictes, & en la garde des Ports, & en toutes (g) autres choses qui necessaires seront en ces besognes, desquelles choses requerre & faire en la maniere desussdicte, nous leur donnons plénier pouvoir & especial commandement par ces presentes Lettres scellées de nostre scel. Faictes & données a Saint Germain en Laye, le Mardy apres les Brandons l'an de Grace Mil deux cents qua-

(1) Les Brandons. C'étoit le premier Dimanche de Carême. On l'appelloit ainsi, parce que le jour de ce jour les Parisiens avoient accoustumé de faire des Brandons, dans leurs Champs & dans leurs Vignes, avec des Torches de paille allumées, pour en chasser le mauvais air, ou les mauvais Esprits. [D u m.]

TOM. I.

ANNO
1298.

306

CORPS DIPLOMATIQUE

inquirendi, & cognoscendi de prædictis attemptatis, puniendi, emendandi, & secundum dictæ sufficientie ad statum debitum reduciendi, ac faciendi de dictis attemptatis consequentibus, secundum iustitiam complementum.

Item cum Dominis Gaufrido de Gienvilla, & Simoni de Meleduno sit data plena potestas captos utriusque partis ostiendi seu applegiandi, deliberandi, ac cognoscendi quæ debent ostiari, & quæ non, & quod ad dictum eorum debeat capti utriusque partis æqualiter sine contradictione qualibet liberari, & de his omnibus possint alte & basse cognoscere, & determinare & hoc tenentur & debent facere fideliter & æqualiter per iuramenta sua pro utraque parte, ipsi Dominus noster iungit prædicto Domino Simoni hic præsentem, sub debito iuramento, quod fecit, quando prædictum assumpsit negotium, & sub debito iuramento, quo sibi tenetur quod ipse conveniret cum prædicto Domino Gaufrido, & tractet cum ipso de applegiando, seu ostiando, & deliberando captos utriusque partis, sine fraude, sed fideliter & sine ditionis subterfugio, quia Dominus noster ita intendit adimplere dictum eorum.

Quod si Rex Angliæ teneret liberos captos suos, & isti concorditer dicerent quod debet reddere captos de parte vestra, & liberi sui remaneret capti, adimplere dictam eorum, & hac vobis respondet Dominus noster Rex Franciæ super cæteris articulis, qui sub ista responsione intelligi vel contineri non possunt in brevi, dicto Regi Angliæ per solemnes Nuntios respondebit qui habebant potestatem super his omnibus respondendi, & petendi declarationem quorundam, super quibus Rex Angliæ nuper Domino nostro nimis obscure respondit.

Quibus sic actis confestim, & sine intervallo nobilis vir Dominus Simon de Meleduno, Domino Gaufrido de Gienvilla obtulit quæ inferius subsequuntur:

Dominus Gaufrido, secundum quod vos scripsit, vos & ego habemus plenam potestatem ostiandi, seu applegiandi ac liberandi captos utriusque partis fideliter & æqualiter, & ad hoc tenemur per iuramenta nostra; ego vobis pluries obtuli restituere captos de parte vestra applegatos, vel qui poterant, & debebant applegari & ostiari, si restitueritis nobis Dominum Joannem de Balholo Regem Scotiæ, & filium suum, & alios de Regno Scotiæ quos Rex Angliæ tenet captos, cum sit notorium quod fuit & fuerunt confederati Domino nostro Regi Franciæ, & si revocatis in dubium, paratus sum statim facere vobis fidem per vera & publica Instrumenta, & si istud vobis non debeat sufficere pro exoneratione conscientie meæ, & honore meo, offero vobis restituere omnes captos de parte vestra qui poterunt applegari & restitui nobis Regem Scotiæ filium suum, & alios Scotos, quo facto statim mitteremus vos & ego ad Sanctissimum Patrem summum Pontificem, qui auctoritate potestatis sibi datæ ab utroque Rege potest & debet omnia dubia in dicta sufficientia declarare, & supplicabimus eidem, ut nobis dignetur consulere quid debeamus in hoc casu; & si mandat quod dictus Rex Scotiæ & alii, tamquam nostri confederati nobis debeat remanere, remaneant nobis, si mandat contrarium, vobis restituantur in eodem statu in quo nobis traderent, nisi interim moriantur; & si istud adhuc vobis non sufficit, offero vobis restituere omnes captos de parte vestra, secundum quod superius est expressum, & ponatis Regem Scotiæ prædictum in manu alicujus Prælati Franciæ, qui cum custodiis nomine summi Pontificis, donec ipsum consulerimus, & nobis dederit responsum, & si mandat quod vobis debeant restitui, vobis restituantur per dictum Prælatum, nisi interim moriantur, & si mandat contrarium, dictus Prælatus restituit eos nobis.

Hæc vobis offero pro conservatione honoris mei, & aliud non possum facere sine nota perjurii & infidelitatis, cum istud debeamus facere æqualiter & fideliter, unde si redderem vobis captos de parte Regis Angliæ, & vos non liberaretis captos de parte Regis Franciæ, scio quod nec æqualiter, nec fideliter ageremus.

Acta sunt hæc Anno, Indictione, Mense, Die, & Pontificatu prædictis, Parisiis in Domino Regis quæ vocatur Luppata, presentibus Nobilibus & Magnificis viris, Dominis Roberto Duce Burgundiæ, Joanne Duce Britannie, Roberto Atebatensi, Guidone Sancti Pauli, Joanne Droceensi, Guillelmo Donni Martini, Comitibus, ac Reverendis in Christo Patribus, Dominis, Egidio Narbonensi Archiepiscopo, Petro Antistiodorensi, Theobaldo Dolensi, Guillelmo Ambrunensi, Guidone Sueffoniensi, Episcopis; Joanne Carcaffoniensi & Joanne Meideni, electis, & pluribus aliis Clericis & Laicis testibus ad hæc vocatis, specialiter & rogatis.

Et au dessous est escrit ce qui suit:

Et ego Amicus dictus le Ratif de Aurelianis, Clericus, sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ auctoritate Notarius publicus, responsionibus, oblationibus & cæteris omnibus & singulis prout sunt speciata superius & narrata præsens una cum dictis testibus interui, ea manu propria scripsi, & de mandato prædicti Regis Franciæ in formam publicam redegi, præsensque publicam Instrumentum inde confectum, una cum discreto viro Magistro Egidio de Remmo, Canonico Sueffoniensi, & Notario publico, qui præmissis omnibus præsens interfuit, meo signo solito signavi rogatus.

Et au dessous est le seing dudit le Ratif.

Et ego Egidius de Remmo Clericus, publicus Apostolica auctoritate Notarius præmissis omnibus factis & habitis præsens interui, meque rogatus subscripsi huic Instrumento publico, & meum signum posui, eodem Anno & Die prædictis.

Et au dessous est le seing dudit Notaire.

DXLVIII.

Atte des Demandes faites au ROY D'ANGLE-
TERRE, par deux Religieux de la part du ROY
DE FRANCE, pour l'observation de la Trêve
conclue entr'eux, & particulièrement pour le regard
du ROY d'Ecosse & son Royaume, comme Alliez du Roy de France, & ses Amis,
de quoi ils offrent faire preuve par escrit, demandant
la délivrance dudit Roy d'Ecosse & des siens, 31. Mars 1298. [Pièce tirée du LV.
Volume des Manuscrits de la Bibliothèque
Royale de Berlin pag. 462. Elle se trouve aussi
à la page 478. du I. Vol. de ces MSS avec les
différences marquées ici en marge. DUM.]

In nomine Domini nostri JESU CHRISTI Amen.

ANNO ejusdem millesimo ducentesimo nonagesimo octavo, Indictione undecima, Pontificatus Sanctissimi Patris Domini nostri universalis, Domini Bonifacii Papæ octavi anno quarto, Mensis Martii die ultimo, omnibus hoc præsens publicum Instrumentum visuris & auditoribus pateat evidenter quod hoc præsentem diem in præsentia mei Jacobi dicti Grassi de Vercellis Clerici, publici Apostolicæ & Imperiali auctoritate Notarii, & testium subscriptorum ad hoc specialiter vocatorum & rogatorum confluit Religiosi viri, fratres Gaufridus de Abilina de Predicatorum, & Petrus de Laudoysses de Minorum Ordinis, a Serenissimo Principe Domino Philippo Dei gratia Rege Franciæ illustri, Nuntii speciales ad certam negotia utiliter peragenda, missi & destinati, ut injuncta eis ab ipsorum Prælati, & eis injuncta a Domino Rege prædicto, executioni mandarent; memoratique fratres Gaufridus & Petrus cupientes tamquam obedientes ipsius Regis, & Prælatorum suorum parere mandatis, & eis imposita exequi diligenter ad Serenissimum Principem Dominum Edwardum, Dei gratia Angliæ Regem illustrem personalem, ter accedentes in scriptis ea quæ sequuntur proposuerunt, & viva voce oraculo proposuerunt, significaverunt, ac insinnaverunt, dixerunt, ad ipsius notitiam deduxerunt, denuntiaverunt, & super his requisierunt. Tenor insinuationum, & requestarum talis est:

A vostre hautesse. Nous freres (a) Gressifois d'Abilines de l'O. des FF. Prescheurs, & Pierre Laudoysses de l'O. des FF. Mineurs, envoyez de par nostre Seigneur le Roy de France, signifiions & faisons sçavoir ces choses en suivans.

Premierement que nostre Sire lidiz Roy est volentiers & en bonne volonté & ferme propos de tenir & faire tenir, garder & faire garder la souffrance ou l'abstinence prise fur la guerre meue entre li & vous, selon ce qu'il est contenu ez Lettres faictes fur ladite souffrance a vous & a vos hoirs, hommes alliez & aydans, soit Roy d'Allemagne ou Comte de Bar, ou autres alliez.

Item que vostre Sire (b) li Rois a faict crier a ban commun, & en autre maniere parquoy homme le peut mieux sçavoir, ladite souffrance en la maniere distinctement, es lieux plus solelnels de son Royaume, la ou vos gens peuvent plus gagner en habitant, ou en reperant, & ez marches qui fuissent plus perilleuses, a vous & a vos hommes, fousmis, fougiez, aydans ou alliez.

Item

ANNO
1298.

31. Mars

(a) Gressifois

(b) lidiz.

ANNO 1298. Item que nostre Sire lidiz Roy de France a demandé & commandé j'a plusieurs fois a Monsieur Simon de (a) Melun, qui est (b) député de par li, & establi, pour taxer les otages, & otager les pris d'une part & d'autre que halivement toutes ces choses laissent, entendent a cette besongne. & s'emerveillent aucuns de ce que Monsieur Geuffroy de Gienville ne se hastoit plus de ces otages taxer.

Item que ez marches, & ez terres là ou on pourroit plus douter que en mespreit ou forsaict, contre la teueur de la suffrance, il a mis & establi ses gens pour amender les forsaicts se ils advenoient, laquelle chose Dieu ne veuille souffrir.

Item que li Rois (c) li Royannes, li Prelatz, tant comme a eux appartient, li Princes, Barons, Chevaliers, & autres Nobles, Communitiez & Universitez de Villes d'Escoffe, soient aliez, aydans, & obligiez a nostre Seigneur le Roy de France (d) des pieça, & qu'il soit lissint nous cuidons que vous en foyez certains par aucunes Lettres que vous avez, ou autres par vous faictes par l'alliance (e) defusiéte, & si vous ne le savez, nous vous (f) en ferons certains, & en faire foy tantost par Lettres souffisamment.

Ces choses significues, nous faisons nos demandes & nos requestes (g) de par nostre Seigneur le Roy de France.

Premierement, que tost soit & que nostre dist Sire le Roy ne cuide mie que vous vouliez la souffrance briser en riens, ne que dont vous requérons nous de par li que vous la (h) fassiez tenir & garder, teniez & gardiez a li, a les (i) hommes, fousmis, aydans, sujez, & aliez par vous, vos aliez, suivis, & sujez.

Item que vous fassiez crier a ban commun, distinctement par les solempnels Villes, Chasteaux, & Citez, & spécialement en la garde des cinq Ports & de plus, si plus y en a, la souffrance, en la maniere, comment elle est faicte & escripte, & comment elle doit estre tenue & gardée par tot vostre Royaume, totes vos terres, & de vos aliez & aydans, hommes, fousmis, & sujez.

Item que vous mandez par vos Lettres pendans a Monsieur Geuffroy de Gienville, que halivement, & toutes choses en cheissions laissent, entende oueqques, Monsieur Simon de Meleun a taxer les otages pour les pris d'une partie & d'autre delivrer. Car nostre Sire le Roy de France est desirant de suens avoir, & (k) volontiers de vous delivrer, (l) quoy qu'on vous ait donné a entendre.

Item que es marches & terres & pays ou on se peut plus douter de mespreit & alieures, vous establiez vos gens, & si establis sont, que vous leur mandez par vos Lettres que loyamment, & halivement, & sans delay entendent a amender les forsaicts si nul en y advenoit, en telle maniere que par leur destuite il n'en convengne pas avoir recours a vous.

Item que la souffrance ou absinnence de guerre soit tenue & gardée a noble Prince Jean le Roy d'Escoffe, au Royaume, as Prelatz, Princes, Barons, Chevaliers, & autres Nobles, Communitiez & Universitez, & habitants del Royaume d'Escoffe, qui sont des pieça aliez, & aydans a nostre Seigneur le Roy de France.

Item que ledit Roy d'Escoffe, & les autres pris, de quelque estat qu'ils soient haut ou bas, grand ou petit, & tenus de par vous, soient delivrez par les otages, qui sont, ou seront taxez a la volenté & a la cognoissance des deux Chevalliers.

Quibus omnibus sicut supra scripta sunt, in ipsius Domini Anglie Regis propria presentia propositis, significatis, insinuat, denuntiatis, & ad ejus notitiam deductis, idem Dominus Rex Anglie respondit se super coram eo propositis deliberaturum, & postmodum responsum tantum quod idem Domino Regi Francie deberet sufficere.

Acta fuerunt precepta Londoni, in hospitio Reverendi in Christo Patris Domini Dei gratia Eboracensis Archiepiscopi, presentibus Reverendis in Christo Patribus, Dominis Antonio Dunelmensi, Richardo Londoniensi, & Gualtero Cestrensi, Episcopis; nec non nobilibus viris Aymaro de Valentia, Joanne de Barro, & Hugone le Denpenser, Militibus, testibus ad hac vocatis specialiter, & rogatis.

Et antequam esset scriptum eo qui s'en suit.
Et ego Jacobus dictus Grassus de Vercellis Clericus, publicus Apollotica & Imperiali auctoritate Notarius, preceptis omnibus & singulis dum agerentur, presentibus interfui; ea omnia, ut supra scripta sunt, propria manu in hanc publicam formam rogatus scripsi & rededi; & ea publicam signo meo consuevit signavi.

Et au dessous est le seing du Notaire susnommé.

Instrumentum Responsionis quam dedit Rex Anglie

EDUARDUS prefatus Religiosis a Rege Francorum PHILIPPO IV. ei missis, super Negotio liberationis REGIS SCOTIE & suorum, nec non executionis Treugarum, Londoni die 3. Aprilis anno 1298. [Pièce tirée du L.V. Volume des Manuscrits de la Bibliothèque Royale du Roi de Prusse. pag. 478.]

In nomine Domini Amen.

ANNO ejusdem Incarnationis millesimo, ducentesimo, nonagesimo octavo, Indidione undecima, Pontificatus Sanctissimi Domini nostri universalis, Domini Bonifacii Octavi anno quarto, Mensis Aprilis die tertio Invenimus, omnibus hoc prefatus Instrumentum visuris & audituris pateat evidenter quod cum nuper Religiosi viri fratres, Gaudfridus de Ablines de Prædicatorum & Petrus de Laudosies de Minorum Ordinis constituti & missi a Serenissimo Principe, & Domino Philippo, Dei gratia Rege Francorum illustre, prout per patentes Litteras ipsius Domini Regis sigillo sano & integro munitis evidentiis apparebit, quarum tenor talis est.

PHILIPPUS per la grace de Dieu Roy de France a tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. &c. &c. &c.

SERENISSIMO Principi, Domino Edwardo Dei gratia Regi Anglie illustri quodam juxta prescriptum Litterarum tenorem per ipso Domino Rege Francie significasset, & notificasset in scriptis quæ dedissent in modum qui sequitur:

A vostre Hauteffe, nous freres GIEFFROY D'ABLINES &c. &c.

QUIBUS sic significatis, insinuat, intimatis, & in scriptis, Domino Regi Anglie supradicto traditis, habita per ipsum Dominum Regem Anglie per plures dies super iis deliberatione, ut voluerat, respondit in modum qui sequitur:

Quod quicquid continebatur in Litteris sufficientie, paratus erat integraliter observare, & observari facere, & jam erant ipsæ sufficientie per solempniores Villas, & quinque Portus Anglie proclamata, & etiam scripserat Domino Gaudfrido de Gienville militi festinando eum, quantum poterat, quod eos qui tenebant per eum capti taxaret, & insuper atomatis eligeret, quibus dederat in mandatis quod celeriter ad regni sui confines accederent, & si quid contra prædictas sufficientias fore factum invenirent, id sine tarditate facerent emendari, ita quod propter hoc non oporteret ad eum haberi recursum, & si aliquid de contentis in sufficientis esset aliquantulum obmissum, paratus erat quod esset obmissum integraliter adimplere. Si vero aliqua essent ommissa ostendatis, & nos parati sumus adimplere. Super requisitione autem facta de Rege, Regno, Prelatis, Baronibus, Principibus, Militibus, Communitatibus & Universitatibus Scotie respondit, quod hujusmodi requisitio sibi erat nova, extranea & admirabilis, cum nec in primis, nec in secundis sufficientis facta fuisset mentio aliqua de eisdem, & cum ista requisitio sit sibi nova, extranea & admirabilis, maximi ponderis, maximeque reputationis sibi videatur, ideo magna indiget discussione, & diuturna deliberatione, ad quas, personis & litteris a se distantibus, quibus poterat plenius certiorari, faciendas, indigebat. Quare ut clarius & efficacius requisitioni supradictæ satisfaciatur, habita diligenti deliberatione, & competenti discussione, quam cuius bono modo poterit, per suos speciales Nuntios Domino Regi Francie respondit, & talem responsum super iis facere proponit, quod merito de jure sibi sufficere poterit & debet.

Acta fuerunt precepta Londoni in hospitio Reverendi Patris, Domini Dei gratia Archiepiscopi Eboracensis, presentibus Reverendis Patribus Dominis Antonio Dubliniensi, Richardo Londoniensi, & Gualtero Cestrensi, Dei gratia Episcopis, Nobilibus viris, Thoma & Henrico filiis quondam Edmundi, ejusdem Regis Anglie fratris, Joanne de Barro, Aymaro de Valentia, & Hugone Dispenserio, Militibus, testibus ad hac vocatis specialiter & rogatis.

ANNO
1298.

308

CORPS DIPLOMATIQUE

ANNO
1298.

Et ego Jacobus dictus Grassus de Vercellis, Clericus, publicus Apostolica & Imperiali auctoritate Notarius, præscriptis significationibus, insinuationibus & requisitis, ac responsionibus, & omnibus supra scriptis, dum agerentur, una cum testibus supra scriptis præsens interui, & ea omnia & singula ut scripta sunt, manu propria scripti, in hanc publicam formam redegi, & ea publicando rogatus signo meo confictio signavi.

Et au dessous est le seing du Notaire susnommé.

DL.

14. Juin. *Compromissum nomine Regis Anglie EDUARDI factum, quo Potestas omnis arbitraria transfertur in Sanctissimum Patrem BONIFACIUM VIII. Papam, tanquam privatam Personam, & Dominum BENEDICTUM GAYTANUM tanquam Arbitrum, super reformanda Pace & Concordia inter ipsum Dominum Regem Anglie, & Dominum Regem Francie PHILIPPUM, cum Plenipotencia ipsius Legatis ad hoc Negotium specialiter facta. Rome coram Sanctissimo Patre 14. Junii ann. 1298. [Pièce tirée du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin, pag. 489.]*

In nomine Domini Amen.

ANNO ejusdem millesimo ducentesimo nonagesimo octavo, Indictione undecima, Pontificatus Domini Bonifacii, Papæ octavi, anno quarto, die decima quarta Mensis Junii, constituti coram Sanctissimo Patre ac Domino Bonifacio divina providentia Papa octavo prædicto, venerabiles Patres, Dominus Willelmus, Archiepiscopus Dublinensis, & Dominus Joannes Episcopus Wintoniensis, & nobiles, ac magnifici viri Dominus Amedeus, Comes Sabaudie, Dominus Otto de Grandisano, & Dominus Hugo de Ver, Milites, Nuntii, & Procuratores, magnifici Principis Domini Eduardi Regis Anglie illustris, & habentes potestatem supra infra scriptis compromittendi pro eodem Domino Rege, sub modis & formis de quibus expedire videatur, prout in patentibus Procuratoris Literis ipsius Domini Regis, cetero sigillo munitis, infra scripti tenoris, plenius continetur, compromittunt altè, basse, absolute, & libere, in quantum ex virtute ac forma mandati, seu Procuratoris prædicti quod habebant ab eodem Domino Rege, qui, ut prædictur, Nuntii & Procuratores erant in Sanctissimum Patrem & Dominum Dominum Bonifacium divina providentia Papam octavum prædictum, tanquam in privatam personam, & Dominum Benedictum Gaytanum tanquam in arbitrum, arbitratorem, laudatorem, diffinitorem, arbitrale sententiatorem, amicabilem compositorem, preceptorem, ordinatorem, dispositorem, & pronuntiatorem super reformanda pace & concordia, inter ipsum Dominum Regem ex parte una, & excellentem Principem Dominum Philippum Regem Francie illustrem ex altera, ac super iis que ad pacem pertinent, & super omnibus & singulis discordiis, guerris, litibus, controversiis, causis, questionibus, damnis & injuriis, petitionibus & actionibus realibus, personaliibus atque mixtis quæ fuerunt, & sunt, vel esse possunt, inter ipsos Dominos Reges, occasione quacunque ut ipse Dominus Papa, tanquam privata persona, & Dominus Benedictus Gaytanus altè ac basse, absolute ac libere cum cognitione vel sine cognitione cause vel causarum, & de plano, ac summarie, sine strepitu, & figura judicii possint inter dictos Dominos Reges semel & pluries, quotiens sibi placeuerit, ac videbitur expedire super omnibus præmissis & singulis arbitrari, laudare, diffinire, arbitraliter sententiarum, præcipere, ordinare, disponere ac pronuntiare, addere, minuire, corrigere, interpretare, declarare in scriptis diebus feriatis & non feriatis, partibus presentibus vel absentibus, vocatis vel non vocatis, & una parte presente, & altera absente, servato juris ordine, vel non servato.

Promittentes iidem Procuratores & Nuntii, ex prædicto Domino Edwardo Rege Anglie sub pena centum Millium marcarum argenti, & obligatione omnium & singulorum bonorum ipsius Domini Regis, rata & firma semper habeat atque tenebit, & inviolabiliter observabit quæ ipse Dominus Papa tanquam privata persona, per suum arbitrium, laudem, arbitratum, mandatum arbitrale, sententiam arbitralem, ordinationem, diffinitionem, compositionem, & pro-

nuntiationem, arbitrandam, laudandam, sententiandam, modo quo supra, diffinierendam, mandandam, ordinandam, componendam & disponendam, ac etiam addendam, minuendam, contrahendam, interpretandam, ac declarandam, quotiescunque duxerit in præmissis, & qualibet præmissorum, & in nullo contra ea, vel eorum aliquod, per se vel alium, seu alios, faciet five veniet, ullo unquam tempore quovis ingenio, five causa & pena soluta vel non soluta, arbitrium, laudem, arbitratum, mandatum, hujusmodi sententia, ordinatio, diffinitio, dispositio, compositio, & pronuntiatio, additio, diminutio, correctio, interpretatio, & declaratio, ferenda & facienda per ipsum Dominum Papam modo quo supra, & omnia & singula supra dicta & infra scripta, rata semper maneant, atque firma, voluerunt autem, & promiserunt, & expresse consenserunt prædicti Procuratores & Nuntii, vice ac nomine ipsius Domini Regis Anglie, tamdiu compromissum hujusmodi perdurare, quandiu initiarum voluntarie hæctenus inter ipsos Dominos Reges Treugarum tempus & terminus perdurabit, quod esse dixerunt unius anni a festo Epiphaniæ proximè futuro, usque ad aliud festum Epiphaniæ proximè subsequens numerandi, & quod interim ipse Dominus Papa ut sibi placeuerit & expedire videbitur, possit ex tunc hujusmodi compromissi, ac ferendi arbitrii, seu arbitragii, & aliorum omnium prædictorum, nec non & prædictarum Treugarum tempus & terminum simul & non aliter, semel & pluries ad suum beneplacitum prorogare, hoc acto expresse quod potestas ex hujusmodi compromisso, nec vita ipsa ipsius, nec in morte in personam aliam transferatis. Tenor autem prædictarum Litterarum ipsius Domini Regis, talis est:

Sanctissimo in Christo Patri Domino Bonifacio, divina providentia Sanctæ Romanæ ac universalis Ecclesiæ summo Pontifici, Edwardus eadem gratia Rex Angliæ, Dominus Hiberniæ, Dux Aquitanie, devotulus ad Pedum oscula beatorum, & more votivissimi filii, hæctenus gessimus & adhuc gerimus circa beneplacitum Sedis Apostolicæ prosequenda paratos nos promittimus, & effectû opere exhibere; sperantes itaque per vestræ Sanctitatis industriam super discordiis inter Regem Franciæ, & nos dudum extortis salubriter provideri, venerabiles in Christo Patres, Willelmum Archiepiscopum Dublinensem, Antonium Dunelmensem Episcopum, & Nobiles viros, Amedæum Comitem Sabaudie, Confrangoneum nostrum, Ottonem de Grandisano, & Hugonem de Ver, Milites pacis, cum status nostri pacifici zelatores, voluntatis nostræ confesios, & diligentes informatos ad vestram presentiam duximus destinandos, quibus una cum venerabili Patre J. Wintoniensi Episcopo, aut quinque ipsorum, si uno absente, vel quatuor eorumdem, duobus absentibus, quorum quatuor duo sint Laici, plenam damus potestatem, & speciale mandatum super omnibus discordiis, guerris, litibus, controversiis, causis, questionibus, damnis, & injuriis, petitionibus & actionibus realibus, & personalibus, & mixtis, quæ fuerunt, & sunt, & esse possunt inter dictum Regem Franciæ & nos, occasione quacunque tractandi, paciscendi, componendi, transigendi, concordandi, & conveniendi in personam nostram pro nobis & heredibus nostris compromittendi nos & heredes nostros vestris ordinationi, arbitrationi, dicto, seu laudo, arbitrio, submittendi, sub formis seu modis de quibus quotiescunque viderint expedire, nec non omnia & singula quæ per ipsos sex, quinque, vel quatuor ipsorum, prout supra scriptum est, nostro, & hæredum nostrorum nomine, super præmissis, & singulis præmissorum pacta, composita, transacta, concordata fuerint, seu conventa, compromissum, submissum, vestram ordinationem, arbitrationem, dictum, seu laudum prædicta firmandi, roborandi, emologandi & vallandi, per juramentum super iis, & aliis hujusmodi negotium tangentiibus, quandocunque, & quotiescunque viderint expedire in animam nostram præstilandum, ac omnia & singula faciendi quæ sunt pacis & concordie, & ad plenam pacem & concordiam valeant pertinere, & quæ nos faceremus, & facere possemus, si præsentem essemus, etiam si mandatum exigant magis speciale, volentes omnia & singula necessaria & utilia ad faciendum & complendum præmissa, & quolibet præmissorum, pro specialiter expressis & enumeratis haberi.

Promittentes nihilominus nos ratum habituros & firmum per dictos sex, quinque, vel quatuor eorumdem in forma expressa, superius tractatum, pactum, compositum, transactum, concordatum, conventum, firmitum, roboratum, vallatum, emologatum, tum,

NO. 8. tam, & factum fuerit in præmissis, super quibus per nos, nostras Literas approbandis, tenendis, servandis, & complendis, nos & hæreses nostros, & bona nostra omnia, obligamus, & hæc Sanctæ Paternitati vestre significamus, & omnibus quorum interest, vel interesse potest, aut poterit in futurum, per nostras patentes Literas, sigilli nostri munimine confirmatas.

Datum apud Gandavum decima octava die Mensis Februarii, Anno Domini Incarnationis Millesimo, ducentesimo, nonagesimo & septimo.

Actum fuit huiusmodi Compromissum Romæ apud Sanctum Petrum in Palatio Papali, in Camera ipsius Domini Papæ, ac in ejus præsentia, præsentibus Reverendis Patribus Dominis Dei gratia, G. Sabiniensi, & Mattheo Portuensi & Saicæ Rufinæ, Episcopis Cardinalibus, Archiepiscopo Iduntino, Franciscopo Episcopo Spoletano, & Guilielmo Episcopo Glanuciensi, testibus ad hoc vocatis.

Et an decessit est le Seing dudit Notaire susnommé. Et ego Nicolaus dictus Novellis, de Vico, publicus Imperiali auctoritate Notarius, prædictis interfui, & ea ut supra legitur de mandato præfati Domini Papæ, ac rogatus a Procuratoribus supra scriptis, scripsi & publicavi, & nostro sigillo signavi confirmato.

DLI.

in. *Bulle BONIFACII VIII. Pontificis maximi, ROBERTO Duci Burgundie, JOANNI Duci Britannie, & GUIDONI Comiti Sancti Pauli, qua committuntur ad custodiam & conservationem terrarum quarundam, quas ipse virtute Compromissi REGUM FRANCIE & ANGLIE tradidit & concedidit fidei ARNOLDI Episcopi Tolosani, tanquam Depositarii, Romæ secundo Kalendas Julii 1298. [Pièce, tirée du Volume L.V. des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin. pag. 537.]*

ne moderatis expensis, Regibus respondeatis eisdem pro rata bonorum, prout hinc inde fuerint, ut prædicitur, assignata. Quod si nos mori contingat, antequam de terris, vassallis, & bonis huiusmodi, per nos fuerit plenarie arbitratum, ex nunc arbitramur, pronuntiamus & volumus quod vos huiusmodi terras, vassallos, & bona restituantis dictis Regibus, prout eisdem Regibus assignata fuerint & recepta; ita quod unicuique reddatur quod receperunt fuerit ab eodem, & ad hæc per vos cum effectu faciendi & exequenda, fideliter vos, & quemlibet vestrum iuramento per vos omnes, vel duos, vel unum ex vobis, via & nomine omnium, aut per alium, vel alios ad hoc legitime ordinatos præstando ipsi Episcopo, vel alii ab eo ad hoc deputato, nomine nostro recipienti adstringi volumus, & teneri. Si autem huiusmodi vestro officio perdurante unum vel duos ex vobis mori contigerit, vel ex alia causa legitima impediri, ea omnia, ut præmittitur, per reliquos, vel reliquum debite volumus executioni mandari; ita tamen quod per hæc dictis Regibus, vel eorum alteri, quoad possessionem, vel proprietatem, nullum præjudicium generetur, nihilque novi juris accrescat, vel veteris minuat. Quod si præmissa, vel eorum aliquod cum effectu, minus, quod abest, fideliter faveritis, vos & vestrum quemlibet excommunicationis sententiam ipso facto decernimus incursum.

Datum Romæ apud Sanctum Petrum, secundo Calendas Julii, Pontificatus nostri, anno quarto.

Et sont lesdites Lettres cy dessus transcrites, scellées d'un sceel de plomb, pendant au reply, en l'une part duquel sont ces mots:

BONIFACIUS PAPA OCTAVUS.

Et au dos d'icelles est aussi escript: Commissio facta Burgundiæ & Britannia Ducibus, & Comiti Sancti Pauli, super facto Angliæ. Pontificatus Bonifacii, anno quarto.

DLII.

Bulle BONIFACII VIII. Pontificis maximi 30. Juin ARNALDO Episcopo Tholosano, qua virtute Compromissi REGUM FRANCIE & ANGLIE in ipsum BONIFACIUM, ille ARNALDUS committitur ad custodiam quarundam Terrarum tanquam Pontificio Depositario. Romæ secundo Kalendas Julii 1298. [Pièce, tirée du Volume L.V. des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin reliez en rouge, pag. 537.]

BONIFACIUS Episcopus, Servus Servorum Dei, Venerabili fratri Arnaldo Episcopo Tholozano, Salutem & Apostolicam benedictionem. Nuper inter carissimos in Christo filios nostros Philippum Franciæ ex parte una, & Edwardum Angliæ Reges illustres, ex virtute Compromissorum factorum in nos, per Procuratores, & Nuntios eorundem, inter cætera duximus arbitrandum, quod omnes terræ, vassalli, & bona, tam quæ tenerat Rex Angliæ ante guerram præsentem, quam quæ tenerat Rex Angliæ in Regno Franciæ, bona fide, ac sine omni fraude, absolute ac libere ponantur, & assignentur in manibus & posse nostris, tenenda a nobis nomine Regis Franciæ, quæ ex parte sua & nomine Regis Angliæ quæ ex parte ejusdem nobis fuerunt assignata.

Scribimus quoque per alias Literas nostras Regibus antedictis, ut terras, vassallos, & bona prædicta tibi, de cujus industria & circumspectione confidimus, nomine nostro juxta prædicti modum arbitrii, assignent, seu faciant liberaliter assignari, tenenda, custodienda, & conservanda per te donec super hoc aliud duxerimus disponendum.

Tibi insuper per alias Literas nostras injungimus, ut illuc te personaliter conferas, terras, vassallos, bonaque omnia prædicta petas & recipias per te ac assum, seu alios, nomine nostro a Regibus præfatis, vel ab illis per quos eo tibi mandabunt & facient assignari, eaque fideliter teneas, custodias & conserves, donec tibi super hoc per nos aliud injungatur.

Verum quia tibi nimis laboriosum existeret super hoc diutius laborare, fraternitati tue per Apostolica scripta mandamus, quatenus terras, vassallos, & bona prædicta, postquam & prout tibi fuerint assignata, tuque illa receperis, ut est dictum, dilectis fidelibus tuisque vi-

BONIFACIUS Episcopus Servus Servorum Dei, dilectis filiis nobilibus viris, Roberto Duci Burgundie, Joanni Duci Britannie, & Guidoni Comiti Sancti Pauli, Salutem, & Apostolicam benedictionem. Nuper inter carissimos in Christo filios nostros Philippum Francorum, ex parte una, & Edwardum Angliæ ex altera Reges illustres, ex virtute Compromissorum factorum in nos per Procuratores & Nuntios eorundem, inter cætera duximus arbitrandum, quod omnes terræ, vassalli, & bona, tam quæ tenerat Rex Franciæ de iis quæ tenerat Rex Angliæ ante guerram præsentem, quam quæ tenerat Rex Angliæ in Regno Franciæ, bona fide, ac sine omni fraude, absolute ac libere ponantur, & assignentur in manibus & posse nostris, tenenda a nobis nomine Regis Franciæ quæ ex parte sua, & nomine Regis Angliæ quæ ex parte ejusdem nobis fuerint assignata, ipsi quoque Regibus per alias Literas nostras scribimus, ut terras, vassallos, & bona prædicta venerabili fratri nostro Arnaldo Episcopo Tholozano, nomine nostro, juxta prædicti modum arbitrii assignent, seu faciant assignari, cui quidem Episcopo per alias Literas nostras injungimus, ut terras, vassallos, & bona præfata eodem modo recipiat a Regibus præfatis, vel ab illis per quos ipsi Reges ac sibi assignari faciant, ille quoque teneat, custodiat & conservet, donec sibi super hoc aliud duximus injungendum. De vestris igitur nobilitatis experta prudentia, & fidelitate probata plenam in Domino fiduciam obtinentes & sperantes quod ea quæ vobis per nos, & in hac parte potissime committuntur, fideliter & providè exequi studeatis, volumus, & nobilitati vestre præsentium auctoritate committimus, nihilominus per Apostolica vobis scripta mandantes, quatenus postquam terræ vassalli & bona huiusmodi fuerint, ut præmittitur, ipsi Episcopo assignata, ea omnia prout ei assignata fuerint per vos, aut duos, aut unum vestrum, nomine omnium, vel per alium, seu alios ab eodem Episcopo nomine nostro recipere, & ad beneficium nostrum, illa videlicet quæ pro parte Regis Franciæ assignata contigerit, ipsa pro eodem Regis Franciæ, ac ipsius nomine; illa vero quæ pro parte Regis Angliæ assignata fuerint, ea pro eodem Rege Angliæ, ac suo nomine teneatis, custodiatis, & conservetis fideliter, donec per nos super hoc aliud extiterit ordinatum, & interim de fructibus, redditibus, & proventibus eorundem terrarum, vassallorum, atque bonorum, deductis tantum pro eorum custodia & regimi-

ANNO
1298.

ris, Roberto Duci Burgundie, Joanni Duci Britannie, ac Guidoni Comiti Sancti Pauli, vel duobus, aut unicuique eorum, nomine omnium, vel alii, seu aliis ad hoc legitime ordinatis, ab ipsis ad requisitionem eorum libertate nomine nostro assignare procurare, per te vel alium, aut alios, sub modis & conditionibus infra scriptis, videlicet quod ipsi ad beneplacitum nostrum illa quæ pro parte Regis Angliæ assignata fuerint, ea pro eodem Rege Angliæ, ac suo nomine tenebunt, custodiant, & conservabunt fideliter, donec per hos super hoc aliquid exiterit ordinatum, & quod interim de fructibus, redditibus, & proventus eorundem terrarum, vasallorum atque bonorum, deductis tantum pro ipsorum custodia & regimine moderatis expensis, respondebunt dictis Regibus pro rata bonorum, prout hinc, & inde fuerint, ut prædictum, assignata.

Quod si nos mori contigerit antequam de terris, vasallis, & bonis hujusmodi per nos fuerit plenarie arbitratum, ipsi hujusmodi terras, vasallos, & bona restituant dictis Regibus, prout ab eisdem Regibus assignata fuerint & recepta; ita quod unicuique reddatur quod receptum fuerit ab eodem: ad hæc autem per eos cum effectu facienda, & exequenda fideliter, ipsi & eorum quilibet, vel duo aut unus ex eis, vice ac nomine omnium per se, aut etiam per alium vel alios ad hoc legitime ordinatos, ab ipsis, tibi præstabunt vel alii ad hoc a te deputato nomine nostro recipienti firmiter juramentum. Si vero hujusmodi eorum officio perdurant, unum vel duos ex eis mori contigerit, vel ex alia legitima causa impediti, ea omnia reliqui, vel reliquos, ut præmittitur, fideliter exsequantur. Super autem hujusmodi assignatione per te facienda, & juramentorum præstatione, ac omnibus prædictis, consilium facies unum vel plura, publicum, vel publica Instrumenta, illud vel illa nobis fideliter transmissurus & retenturus penes te simile, vel similia Instrumentum, vel Instrumenta, nihilominus ad cautelam rescripturus quoque nobis per tuas Litteras harum seriem continentes quidquid super his dixeris faciendum. Sic in præmissis te diligenter ac provide, ac fideliter habere procuras, quod diligentiam tuam exinde commendare merito valeamus. Per hæc autem dictis Regibus nullum præjudicium generetur, nihilque novi juris accrescat, vel antiqui decrescat.

Datum Rome apud Sanctum Petrum secundo Kalendas Julii Pontificatus nostri anno quarto.

Et sunt lesdites Lestres cy dessus transcrittes scellées d'un scel de plomb pendans au reply en l'une part duquel sont ces mots :

BONIFACIUS PAPA OCTAVUS.

Et sur le dos desdites Lestres est ainsi écrit :
Littera directæ Episcopo Tholozano pro sequestratione certarum terrarum pro facto Angliæ.

DLIII.

27. Juin. *Sentence Arbitrale prononcée par le Pape BONIFACE VIII. touchant la Paix entre PHILIPPE IV. dit le Bel Roi de France, & EDOUARD IV. Roi d'Angleterre, prononcée le 27. Juin 1298.* [G. G. LEIBNITZ in Prodomo Codicis Diplomatici. pag. 21. & dans le LV. Vol. des Manuscris de la Biblioth. Royale de Berlin p. 518. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

FRANCE
ET AN-
GLETER-
RE.

In nomine Domini Amen.

ANNO Domini MCC. XXVIII. Indictione XI. Pontificatus Domini BONIFACII Pape VIII. anno IV. die XXVII. mensis Junii, Sanctissimus Pater & Dominus, Dominus Bonifacius divina providentia Papa VIII. arbitrium, laudum, diffinitionem, arbitralem sententiam, amicabilem compositionem, mandatum, ordinationem, & alia infra scripta recitavit, legi fecit, dedit, & protulit in hunc modum. Dudum inter Charissimos filios nostros PHILIPPUM Francorum ex parte una, & EDUARDUM Angliæ Reges Illustres ex altera, suggerente inimico humani generis pacis amulo, super diversis Articulis materia discordiæ ac dissensionis extorta; tandem iidem Reges per speciales Nuntios & Procuratores ipsorum, ad hoc ab eis mandatum habentes, in nos Bonifacium, divina providentia Papam VIII. tanquam in (1) privatam per-

(1) Philippe, qui connoissoit l'honneur du Pape, ne le voulut point recevoir pour Juge, mais pour Arbitre; & dans la suite il jugea cette Sentence arbitrale si desavantageuse à son Etat que Philippe jura en colore qu'il ne s'obtiendrait jamais.

sonam, & Dominum Benedictum Gaytanum, tanquam in arbitrum & arbitratorem, laudatorem, diffinitorem, arbitralem sententiatorem, amicabilem expostorem, præceptorem, arbitratores & dispositores & procuratores super reformanda pace & concordia inter ipsos Reges; ac super his quos ad pacem pertinent & super omnibus & singulis discordiis, guerris, libus, controversiis, causis, questionibus, damnis & injuriis, petitionibus & actionibus realibus & personalibus atque mixtis, quæ fuerant & erant seu vertebantur, & esse vel verti possent inter ipsos Reges occasione quacunque; de alto & basso absolute & libere compromittere curaverunt. (Nonnullis interjectis, concepta hæc verbis lata de redintegrando fudere sententia forma subiicitur.)

§. 2. Pronuntiamus hac vice, ut inter eosdem Reges fiat & sit perpetua & stabilis pax; & quod treuge vel sufficientie voluntarie dudum indictæ, initæ ac firmatæ inter eos, eo modo & forma, ac omnibus & illis personis & terris & sub illis pœnia, conditionibus & temporibus, sub quibus indictæ, initæ ac firmatæ fuerint, inviolabiliter observentur. Ad hujusmodi autem pacem confirmandam, roborandam atque servandam infra tempus, quod duxerimus moderandum, præfatus Rex Angliæ Margaritam sororem prædicti Regis Franciæ recipere ac ducere cum dotatio quindecim millium librarum Turonensium assignando per ipsum Regem Angliæ in Locis competentibus, vel (ubi partes ipsæ non concordarent) per nos arbitrum fuerit, in uxorem; & idem Rex Franciæ eandem sororem suam eidem Regi Angliæ in uxorem dare, & tradere cum dispensatione Sedis Apostolicæ teneantur, quodque Isabella filia prædicti Regis Franciæ, quæ infra annum septennem dicitur constituta, suo tempore Eduardo prædicti Regis Angliæ filio, qui jam decimum tertium ætatis sue annum exegit, cum simili dispensatione matrimonialiter cum doctio decem octo millium librarum Turonensium similiter assignando per eundem Regem Angliæ pro dicto filio suo in competentibus locis, de quibus concordaverint ipsæ partes; de quibus nos, duxerimus arbitrarium, si super hoc inter eos non proveniet concordia, copulerentur, idque firmiter atque valletur ex nunc dictis inferius annotatis [Liquæ descriptis subdit:]

§. 3. Item dicimus, laudamus, arbitramur, seu etiam diffinimus, quod de omnibus bonis mobilibus vel se moventibus, ablati vel alias male subtrahis, & de omnibus damnis datis hinc inde ante tempus motæ vel ortæ guerræ præsentis; primo de omnibus, quæ extant & consumpta non sunt, præsertim de navibus, & aliis quibuscunque bonis per Anglicos & Vascones, & eorum complices ante guerram occupatis in mari vel in terra; quod Rex Angliæ omnia, quæ de prædictis extant bona sine lite & absque figura iudicii, omni fraude cessante, ad requisitionem Regis Franciæ vel Nunciæ sui statim faciat ad plenum restitui; & Rex Franciæ similiter, si quæ talia ante dictam guerram capta vel ablata apud ipsum, vel in sua potestate extantia reperta fuerint, similiter ad plenum restitui faciat, a præfato Rege Angliæ vel ejus Nuntio requiritus. De ablati vero non extantibus, sed deperditis & consumptis, laudamus, arbitramur, seu etiam diffinimus, quod Rex Angliæ ad requisitionem Regis Franciæ vel Nunciæ sui faciat satisfieri; taxatione nobis circa prædictorum estimationem contra utramque partem, ubi per concordiam partium negotium super prædictis sopitum non esset, plenarie reservata.

§. 4. Item dicimus, laudamus, arbitramur, seu etiam diffinimus, quod idem Rex Angliæ de omnibus terris, vasallis & bonis, quæ ipse nunc habet, & tenet in Regno Franciæ, seu tantumque, & illam partem terrarum, vasallorum & bonorum eorundem, quam sibi ex virtute Compromissionis prædictorum laudaverimus & mandaverimus assignari, vel inter Reges ipsos fuerit concordatum & sub illis fidelitate, homagio, modis & conditionibus habeat, sub quibus ipse ac patris sui habuisse hæctenus & tenuisse noscuntur; modis & temperamentis per nos adhibendis in abusu, si quis ex parte gentis Regis Franciæ hæctenus commissis inventus fuerit in exercitio restitui; modis etiam & temperamentis per nos adhibendis in abusu partis alterius, si quis videlicet ex parte Regis Angliæ vel suorum hæctenus commissis contra ipsos restitui fuerit inventus, ne talia in posterum committantur; conditionibus etiam, modis, & securitatibus per nos imponentis & adhibendis in terris, vasallis, bonis & aliis, quæ per nostram pronuntiationem seu concordiam partium præfatus Rex Angliæ vel successores ejus contra Regem Franciæ vel successores ipsius valeant rebellare.

§. 5. Dici-

NO 6. 5. Dicimus etiam, laudamus & arbitramur, seu
8. etiam diffinimus, quod ex nunc omnes terræ, vassalli
& bona prædicta, & alia, tam quæ tenet Rex Franciæ
de iis, quæ tenebat Rex Angliæ in Regno Franciæ,
bona fide ac sine omni fraude, absolute ac libere in ma-
nibus & possit nostris ponantur & assignentur, tenenda
a nobis nomine Regis Franciæ, quæ ex parte sua, &
nomine Regis Angliæ quæ ex parte ejusdem nobis fue-
rint assignata; ita tamen quod per hoc in possessione vel
proprietas nil novi juris accrescat alterutri partium,
vel antiqui decrescat: super quorum assignatione, si qua
fuerit exorta dubitatio vel ambiguitas inter Partes, illam
nostræ declarationi & arbitrio reservamus. Quod si
forsitan dicti Reges de ipsis terris & bonis ad invicem
concordaverint, volumus, laudamus & arbitramur ex
nunc id, in quo concordaverint, perpetuo & inviola-
biliter observetur: alioquin nos ex Compromissis prædicti
virtute apponemus ad id illud remedium, quod Domini
miallfrabit, & ex tradita nobis potestate licebit. Si
vero casu aliquo contingente hoc facere non possemus,
volumus, dicimus, & arbitramur, quod utrique Parti
prestitum iura sua salva remaneant & illata. Porro quod
hujusmodi assignationem faciendam nobis de terris, va-
sallis, & bonis prædictis nullum ipsis Regibus, vel eo-
rum alteri, quoad possessionem vel proprietatem, seu
determinationem, vel aliter, præjudicium generetur,
omnis autem & singula supradicta per nos arbitrata,
laudata, diffinita, & arbitraria sententiata, & pronun-
tiamus, arbitramur, & precipimus, sub penis in
Compromissis contentis, & aliis de quibus Nobis videbitur
arbitrio nostro, nihilominus forma manente a
Partibus inviolabiliter observari & insuper reservamus
nobis liberum arbitrium & plenariam potestatem,
prout ex forma Compromissorum prædictorum nobis
competit, super omnibus & singulis, quæ inter eosdem
Reges ex Compromissis prædictis arbitrandæ, lau-
dandæ, componendæ, diffiniendæ, & laudatæ, diffinitæ
& pronuntiata ned. sunt arbitrandi, diffiniendi, arbitra-
liter sententiandi, precipiendi, ordinandi, disponendi
atque privandi, nec non etiam in omnibus & singulis
arbitratis, laudatis, diffinitis, & pronuntiatis, in præ-
senti arbitrio ex quo laude, quo in his, quæ arbitrandæ,
laudandæ, arbitraria sententiandæ, diffiniendæ & pronun-
tiandæ, ut præmittitur, restant, addendi, minuendi,
corrigendi, interpretandi & declarandi semel & pluries
& quoties nobis placuerit ac videbitur expedire.

Cæterum ut dextera Domini, qua misericordia in suo-
rum operum executione, virtutem efficacius & perfectius
huius negotio prosperet, terminum premeritorum ex
nunc ipsis Regibus assignamus, ut super omnibus in
præsenti arbitrio nobis super dicto negotio reservatis &
ad ea pertinentibus, illis die atque loco compareant
coram nobis, de quibus eis ad id per nostras duxerimus
Litteras nuntiandum, cum quibus super his pro ipsorum
quiete, ac prospero statu Mundi, & pro utilitate negotii
Terre sanctæ providere salubriter dante Domino valeamus.
Acta, lata, & pronuntiata fuerunt arbitrium,
laudum, arbitraria sententiæ, mandatum, diffinitio,
ordinatio, dispositio, & omnia supradicta per eundem
Dominum Papam, ut superius enarrantur, anno, In-
dictione, mense ac die prædictis, Rome apud Sanctum
Petrum in Palatio Papali in Consistorio publico facta
& presentibus Reverendis Patribus Dominis Dei Gratia
Gerardo Sabiniensi, fratre Matthæo Portensi & S. Rufi-
nensi, & Joanne Tusculano Episcopis; Joanne tit. SS.
Marcellini & Petri, Nicolai tit. S. Laurentii in Dama-
so, fratre Jacobo tit. S. Clementis, Thoma tit. S.
Ceciliæ ac Roberto tit. S. Potentianæ Presbyteris;
Matthæo S. Mariæ in porticu, Timotheone S. Adriani,
Guillelmo S. Nicolai in carcere Tulliano, Francisco
S. Mariæ in Cosmedino, Petro S. Mariæ novæ, ac
Jacobus S. Georgii ad velum aureum Diaconibus S. R.
E. Cardinalibus. Et Venerabilibus viris Dominis
Joanne Judiciis, Matthæo Carathulo, Guidone de
Anagnina, & Ademulpho de Suffrino Domini Papæ No-
tariis. Ac nobilibus Viris Dominis Urso Berthuldo,
de filiis Urbi de Urbe, Bartho de Capua, Regni Sicilia
Logotheta & Jacobo de Pisis familiari ipsius Domini
Papæ Testibus. Ac Domino Deodato de Urbe, ipsius
Domini Papæ Cappellano, qui arbitrium, laudum,
arbitraria sententiæ, mandatum, diffinitionem, ordina-
tionem, & omnia supra dicta de mandato prædicti
Domini Papæ ibidem publice legit, & voce quasi præcon-
is recitavit. Et ego Nicolaus dictus Novellus de Vico
Apostolica & Imperiali auctoritate Notarius, prædictis
interfui, & ea omnia, ut supra legitur, de mandato præ-
fati Domini Papæ scripsi & publicavi, ac meo signo
confucto signavi.

Et a costé vers la marge est le seing du dit de Vice no-
taire.

ANNO

DLIV.

1298.

Litteræ BONIFACII VIII. Papæ ad Regem 3. Juill.

Francorum, quibus ipse declarat intentionem suam
non esse, ulterius procedere ad aliquam pronuncia-
tionem, vel definitionem in Negotio Pacis sine suo
expresso consensu præhabito. Roma die 3. mensis
Julii 1298. [Pièce, tirée du L.V. Volume des
Manuscripts de la Bibliothèque Royale de Ber-
lin, reliez en rouge, pag. 545.]

BONIFACIUS Episcopus, Servus Servorum Dei,
carissimo in Christo filio, Philippo Regi Francorum
illustri, Salutem & Apostolicam benedictionem! Licet
per speciales Nuntios & Procuratores tuos, nuper ad
nostram præsentiam destinatos, & ad te ad hoc manda-
tum habentes, super reformanda pace & concordia, &
super iis quæ ad pacem pertinent, ac super omnibus &
singulis litibus, quæstionibus, causis, controversiis,
damnis, injuriis, guerris & offensis, iuribus & actioni-
bus realibus, & personalibus atque mixtis, cæterisque
discordiis quæ sunt, vel esse possunt inter te ex una
parte, & carissimum in Christo filium nostrum Eduar-
dum Regem Angliæ illustrem ex altera, in nos tam-
quam in privatam personam, & Benedictum Gaytanum,
tamquam in arbitrum, arbitratorem, laudatorem, &
diffinitorem, sententiatorem, & amicabilem compo-
sitorem, præceptorem, ordinatorem, dispositorem &
pronuntiatorem, altè & bassè, absolute ac libere com-
promiseris, prout ex forma hujusmodi Compromissi
nosciatur plenius apparere. Nos tamen ad tuam caute-
lam, & ut securus in nostra puritate quiescas, Scen-
tati tuæ, præsentium tenore prædicimus, & expresse pro-
mittimus quod præter contenta in iis quæ jam pronun-
tiata noscuntur, nostræ nequaquam intentionis exitit
ad aliquam in reliquis pronuntiationem, vel diffinitio-
nem in hujusmodi negotio ex prædicto Compromisso
procedere sine tuo expresso consensu præhabito a te per
patentes Litteras tuas, & per specialem Nuntium desti-
nando, & si secus appareret illud ex nunc nullius esse
dicimus firmitatis.

Datum Romæ apud Sanctum Petrum quinto nonas
Julii Pontificatus nostri anno quarto 1298.

Et sont lesdites Lèvres scellées d'un scel de plomb
pendant au reply; Et sur le dos desdites Lèvres est
écrit:

Littera quod non est intentio Bonifacii Papæ proce-
dere ad aliquam Sententiam super facto Pacis, inter
Regem Franciæ & Angliæ, nisi ad Requestam Regis
Franciæ.

DLV.

Alles contenant les Responces & raisons proposées au 19 Août.

Roy d'Angleterre par GUILLAUME DE
BAUFORT, & autres Ambassadeurs du Roy
PHILIPPE le Bel touchant l'infraction de la
Treve de la part des Anglois, que le Duc de Sa-
voye avoit entrepris sur le Dauphin de Viennois
& disputé si le Roy d'Escoffe estoit compris dans la
Treve : le Roy susseignoit qu'il y estoit compris
comme le Roy de Norwege & autres Princes non
nommez; le Roy d'Angleterre nioit le contraire &
disoit que JEAN DE BAILLEUL n'estoit
Roy d'Escoffe & neantmoins se vouloit exculper
a cause de sa dignité Royale. Du 19. Août 1298.
[Pièce, tirée du L.V. Volume des Manuscripts
de la Bibliothèque Royale de Berlin, reliez en
rouge. pag. 549.]

In nomine Domini, Amen.

ANNO ejusdem Millefimo, ducentesimo octavo
supra nonagesimum, Indictione undecima, Men-
sis Augusti die decima nona, Pontificatus Sanctis-
simi Patris & Domini nostri Domini Bonifacii Papæ
octavi, anno quarto, in præsentia nostrum Caeni Phi-
ly de Sancto Nicafo, Corsiopolitanis Diocesis, & Jaco-
bi dicti Graffi de Vercellis, Clericorum Notariorum pu-
blicorum, ac venerabilium testium infra scriptorum ad
hoc

ANNO
1298.

hoc vocatorum, rogatorum, coram inclyto Principe Domino Edwardo Dei gratia Angliæ Rege, presentibus Reverendo in Christo Patre Domino eadem gratia Dublinensi Episcopo, & quibusdam Comitibus, Baronibus, & quibusdam aliis Consiliariis dicti Regis personaliter constituti viri venerabiles & discreti; Magister Guillelmus de Belleforti, Joannes de Foreita, & Clementis de Sainaco, Clerici Excellentissimi Principis, Domini Philippi, Dei gratia Regis Francorum illustris, ac speciales Ambasciatores seu Nuntii ejusdem specialiter deputati ad infra scripta exequenda, prout per Litteras patentes de cera alba sigillo Domini Francie Regis sigillatas plene & evidenter apparet, quarum Litterarum principium tale est:

Nous Philippe par la Grace de Dieu Roy de France, faisons à sçavoir à tous que comme souffrance ou abstinence de guerre soit accordée & faite entre nous, pour nous, pour nos hoirs, pour nos hommes, soubmis, alliez, & aydants d'une part, & le Roy d'Angleterre, pour luy, pour ses hoirs, pour ses hommes, soubmis, alliez, & aydants d'autre, de Royaume a Royaume, par mer, par terre, laquelle souffrance doit durer jusques à Landemain de la Tiphanie prochaine à venir, & d'illecques jusques à un an apres, & ait esté accordé en l'ordonnance de ladite souffrance que tous les pris de chacune desdites parties &c.

Et sic terminantur:

Asquelles choses faire & requerre nous donnons à eux trois, & à deux d'eux trois, se li trois n'y estoient, plain pouvoir & especial mandement par ces presentes Litteres scellées de nostre scel. Données à Chaaly le Jeudy apres la feste de la nativité Saint Jean Baptiste l'an de grace Mil deux cents quatre vingt dix huit.

Qua siqui tem Littera lectæ fuerunt de verbo ad verbum coram dicto Domino Rege Angliæ, & Consiliariis suis, & aliis assistantibus ibidem per quemdam Clericum & obsequialem suum, & de mandato dicti Domini Regis retenta.

Quibus lectis viri venerabiles & discretus Magister Clemens seu Ambasciator prefatus, vice suaque & Collegarum ibidem prædictorum hoc idem expresse voluntatem & consentium, nec non Domini Francie Regis nomine, & pro ipso coram dicto Domino Rege Angliæ, & Consiliariis ejusdem responsiones, ratiões, & reponses fecit, proposuit, & legit in scriptis, prout in duobus rotulis simul confutis plene continetur, quorum tenor talis est:

Ce sont les responses, & les raisons, & les requestes du Roy de France au Roy d'Angleterre par Me. Guillaume de Bausfort, Jean de Forest, & Clement de Saux, ses Clercs, touchant la souffrance prise entre les dicts Rois, & afferans aucunes raisons, & requestes proposées par ledit Roy d'Angleterre par Me. Jean Louvel & Me. Jean de Schielton, Messagers envoyez de par le Roy d'Angleterre. Premièrement à ce que lesdits Messagers du Roy d'Angleterre dirent & proposèrent que vous, Sire, aviez bonne volonté, & ferme propos de tenir & de faire tenir, de garder & de faire garder la souffrance & l'astinnence prise sur la guerre meüe entre nous & li, selon ce qu'il est contenu ez Litteres faites sur ladite souffrance, à vous, & vos hoirs, hommes, alliez, & aydants.

Disons, Sire, que nostre Sire li Roy de France a bon propos, & ferme volonté de garder, & faire garder ladite souffrance, en la maniere qui est contenue ez Litteres sur ce faites, & moult li despleroit si le contraires avenoit ce que ja navignez.

Item que par ce que ce soit plus fermement gardé & tenu, & que nul ne se puisse escuser par ignorance, il a fait à sçavoir ez leuz ou il devoit, & ainsi comme il devoit, selon ce qu'il est contenu en la souffrance, que ladite souffrance en la maniere que elle est prise, accordée & commandée a fermement tenir & garder, & eust elle gardé par tout son pover, & comme que vous dictez que vous l'aviez fait sçavoir, & qu'elle a esté bien gardée, toutes vois elle n'a pas esté bien gardée, si comme il appert par les cas que nous vous dirons.

Quibus propositis, requisitis & lectis, providus vir Magister Johanes de Foreita Coambasciator prædictus, vice & nomine suo & Collegarum suorum in hac parte consentientium, ac Domini Regis Francie, & pro ipso quosdam malefactions, seu quosdam acceptas per submissos, adherentes, & confederatos suos, & contra Treugam seu suffectum inter ipsos Francie & Angliæ Reges, ad invicem inham & concordatam, ut dictur perperatam, factum & commissum. Propositis oretenus in Gallico coram dicto Domino Rege Angliæ suo hac forma:

Premièrement le Comte de Savoye allié du Roy

d'Angleterre, par luy, par sa gent, & de son commencement & en son nom, de son gré, & de sa volonté, a domagé le Dauphin de Vienne, allié de nostre Sire li Roy de France & ses gens audit Dauphin, depuis la souffrance, prise, publiée & scellée de six mil livres tournois, ou environ

Item Jean Jacques de Bayonne, aydant au Roy d'Angleterre, depuis la souffrance & le peuplement de la souffrance, a pris une nef de la barre de Cerise, sousmise à nostre Sire le Roy de France, en mer, chargée & fretée de cents tonneaux de vin, ou environ.

Plus Roger Chanterel du Pontaudemer, bourgeois & sousmis nostre Sire le Roy de France avoit fretée une nef chargée de six vingts tonneaux de vin, ou environ, depuis la souffrance scellée & publiée, laquelle nef, & li-diz tonneaux de vin les Anglois ont prise & emmenée, & en ont fait leur voloir.

Item Pierre Ascorgil & ses Compagnons sousmis nostre Sire li Roy de France, mirent en une nef, laquelle est appelée sainte Croix de Kimpercorentin, & en estoit le maître de la nef, Guillaume le borgne, cent douze tonneaux de vin, & trois pipes liques vins & la nef Martin de Carado. Ernant saucil, & plusieurs Anglois prirent, & emmenèrent puis l'astinnence scellée & publiée, & encore tement.

Item Michel Laors, Jacques de Perra, Gilles de Sainte Adegunde, Guillaume Lediet, Jean Bonnefaux, G. Laugardin, G. Hoisio, Jacques le Fol, sousmis de nostre Sire le Roy de France de Saint Omer, chargerent une nef de Laine, & autres marchandises, & depuis ladite souffrance scellée & publiée, les Anglois l'ont prise & tollue, & a esté trouvée au Neuf-chastel, & une partie des marchandises.

Quibus bene & eleganter propositis, narratis, & denuntiatis, supradictus Magister Clemens, mandatum sibi inunctum explere statens, fideliter & devote continuando dicta dicendis, rotulos illos prædictos perlegere reincepit, ac perlegit responsiones nostras ut requestas in ipsis rotulis contentas explicite & districte coram dicto Rege Angliæ, nomine quo supra faciendo, & etiam prout decuit requirendo in hunc modum:

Item li Rois nostre Sire a plusieurs fois mandé & commandé, & par Litteres a Monseigneur Simon de Meleun, esleu de par li a faire les taxations, & les delivrances des prisons que li les fait, & fait faire, selon l'accord fait en ladite souffrance, ne n'est miheres Simon en nul deffaut, mes de vostre partie, savez vostre reverence en ce y a plusieurs deffauts, en ce que le Roy d'Escoffe & ses fils, & plusieurs autres d'Escoffe, qui sont des alliez nostre Seigneur le Roy, & estoient dans l'astinnence, ne peuvent estre eux par ostagement, & si ont esté bien requis, & aucuns autres, qui ont esté requis a otasie, & ne font pas delivrez, si comme en Champagne Monsieur Guy de Saily, & plusieurs autres.

Item que li Rois nostre Sire a commandé à tous ses Ministres, & à tous ses Officiaux que s'il advenoit aucun mesfait, que ja n'advienne, ce que il le fassent adresser & amender, selon la souffrance, & l'ordenance, & li Roy nostre Sire tient pour bien ce que li Roy d'Angleterre l'a ensuis fait, si comme il a écrit: mes elle a esté mal gardée, ne ne seroit à qui recouvrer, pour les maulseins adresser.

Item que le Roy nostre Sire a mises & establies certaines personnes dignes de foy par tous les lieux perilleux, ou la ou permis pourroit advenir, ce que ja n'advienne, por amender, & faire adresser tous mesfaits, & malefactions que avient pourroient.

Item Sire, comme de par nostre Seigneur, le Roy de France, vous avez esté requis que la souffrance, & l'astinnence fust tenue & gardée en la personne Monseigneur Jean de Bailleul Roy d'Escoffe, aux Prelats, Barons, Chevalliers, & autres Nobles, Communitez, & Universitez, & habitants audit Royaume d'Escoffe, & que ledit Roy d'Escoffe, & autres pris dudit Roy de quelconque estat qu'ils soient, fussent delivrez par les otages, qui seroient laxez à la connoissance de deux Chevalliers qui a ce fait sont establis, comme cil qui estoient alliez audit nostre Seigneur le Roy de France, & & vous par vosdits messagers avez fait à sçavoir à nostre Seigneur le Roy que ladite terre d'Escoffe, avant le temps de la premiere souffrance accordée & affermée, & adonc, & tousiours puis, & fut, & est en propriété, & en possession, & en nostre tenance; & adonc fustes, & encore estes faitis des hommages, & des tantes de Prelats, Comtes, Barons, & Chevalliers, & autres Nobles, Communitez, & Universitez, & habitants audit Royaume d'Escoffe, pourquoy ils disoient

ANNO
1298.

soient de par vous que ils ne pouvoient, ne devoient estre compris en ladite souffrance.

Difons nous que ce ne fust mie, que il estoit choise notoire, & sceue communement, au temps de ladite souffrance ou abstinence, que liz Rois, Barons, Chevalliers, & autres Nobles, Communitiez, & Univerfitez de Villes & les autres habitants dudit Royaume d'Escoffe, estoient aliez & font encor a nostre Seigneur le Roy, si comme il appert par les Lettres authentiques, & informations publiques faictes sur ce, Et a ce que vous dictes qu'il avoit renoncé ne fust mie, si comme il est contenu plainement en un autre article qui s'ensuit.

Item a ce que vostre dict messager dient que au temps du traictement des souffrances, li Rois nostre Sire ne tient mie les Escos pour ses aliez & aydans, & qu'il ne leur fait mie savoir la souffrance dedans le temps limité.

Difons nous que elle estoit communement sceue, qu'il ne convenoit pas faire savoir, qu'il ne convenoit mie ses aliez nommer, ne nulle part en la souffrance il n'appert que nul y fust nommé, & si aucun y avoit esté nommé si dit il accord de la souffrance estoit entendu seulement des nommez, pour voie donc seroit mise en la souffrance, la clause que non mie seulement, li nommé, mais tous li autres aliez non nommez seront mis en la souffrance, & si li Rois nostre Sire n'avoit ores fait savoir aux Escos la souffrance dans le temps que vostre messager dient, tout soit ce qu'il fust bien ce qu'il dict. Quer si tost comme il se que vous vous appareilliez d'aller contre les Escos il envoya a vous ses messagers pour vous requerre que vous leur gardassiez la souffrance desdite, ne il n'avoit point de temps limité dedans lequel ce nous deust estre signifié, ne pour ce ne seroit il, que il ne demorassent aliez au Roy, ne de ce ne vous poez plaindre, comme nuls domages ne font venus a vous, ne a vos aliez.

Item a ce que vostre messager dient que en generalité des parolles contenues en ladite souffrance, ne devoient estre entendus Rois du Royaume se ils ne font expressement nommez, & comme aucun de meneur Estat fussent especialement nommé en la generalité ne peut comprendre ceux de plus grand estat.

Difons nous que Rois & Royaumes peuvent estre compris en generalité de parolles, mesmelement de paix ou de souffrance, & comme ladite souffrance fasse mention que elle se prend de Royaume a Royaume, & de personnes a personnes, de quelconque condition, ou estat que ils soient, & li habitants du Royaume, & empres vous ne tenez mie ledit Jean pour Roy d'Escoffe, pourquoy vous ne pouvez dire qu'il ne puisse estre compris dedans la clause generale.

Item que vostre messager dient encor qu'en la souffrance en avoit bien de nommez, & que semblans devoir n'estoit mie que li Rois nostre Sire, & cil que pour li traictement eussent oublié le nom du Roy d'Escoffe, ne des autres Escos qui li fussent ses aliez.

Difons nous, si comme dessus est dit qu'il ne convenoit mie, ni n'estoit nécessité d'y nommer par la clause qui s'ensuit, qui li nommé, & li a nommer fussent tint en la souffrance, ne ains ne fut nommé li Rois de Norre qui estoit alié nostre Seigneur le Roy, & plusieurs autres que lon nommeroit si on voyoit que mestier fust.

Item a ce que vostre messager dient que cil que firent l'alliance pour le Roy d'Escoffe n'avoient pouvoir ne mandement de faire.

Difons nous que si avoient, & vous ne devez ce dire, comme il appert par les instruments que vostre dict messager apportèrent que l'alliance par les envoyez par ledit Roy d'Escoffe, & des autres faictes a nostre Seigneur li Roy de France, ils oient ferme & stable, & en furent Lettres faictes, & scellées du scel li Roy d'Escoffe, & des Prelats, Comtes, Barons & autres notables Communitiez, & Univerfitez de Villes qui nous furent monstrées, & encore les monstrera lon, se mestier est.

Item a ce que vostre gent dient encor que ces alliances ne tenoient mie ledit Roy d'Escoffe, demeurant a vostre hommage, comme elle fussent contre leurment vous.

Difons nous Sire, que si li Roy d'Escoffe estoit ou nous, & en vostre hommage, nous ne savons, mes l'alliance qui fut faicte pour nostre profit, & si li Roy d'Escoffe, & li autres s'estoient mesfaits, en faicfant lesdites alliances, ce que nous ne creons mie n'estre, pour ce qu'il ne soit de nos aliez, & qu'il ne doie estre compris en la souffrance, & ceux qui estoient en l'hommage nostre Seigneur, comme Guy

TOM. I.

de Dompierre, & le Comte de Bar, ont faict alliance a vous.

Item a ce que nos gens dient que si li Escot avoient onques faict nulles alliances a nostre Seigneur li Rois de France, que elles si estoient desfaictes eux enfans en leur plain pouvoir.

Difons nous que quant au Roy d'Escoffe, & aux autres emprisonnez, il appert notoirement que se il n'appellerent onques riens, il se firent par force, & par paour de prison, parquoy il ne doit valloir, & quant a ceux qui estoient en prison, si aucun en y avoit, si apert il que il se firent pour souffrant de droict qui poyet choir en homme constant, & se le renoncations tenoient quant a eux, si ne peuvent elles tenir quant a nostre Sire li Rois en qui faveur les alliances furent prises, & si aucun, comme Patrik Comte de Dunbar, & Gilbert Comte Dauages, & leurs Enfans vindrent enpuls en nostre hommage & en vostre obeissance de leur volonte, nostre Seigneur le Roy ne se melle.

Item a ce que vostre messager requierent les prix que nostre Sire li Rois tient parmy la seureté de Religieux que il apportoient.

Difons nous, Sire, que li Roy est toujours prest d'en delivrer par seureté souffrant; mais fa seureté qui fu apportée ne peut, ne ne doit fuire, ne valloir de droict, & ne autres pas encor delivrez li Roy d'Escoffe ne les autres pris au penultiesme article Responce.

Si vous voulez garder la souffrance li Roy nostre Seigneur veut que ce que vous teniez au jour de la souffrance vous demeure. Au dernier article responce.

Si vous voulez garder la souffrance, li Rois nostre Sire la vous gardera en toutes choses.

Item a ce que vos messagiez dient que gens & personnes avoient esté nommez de meneur estat en la premiere souffrance.

Difons nous que personnes de greigneur estat furent nommez ou de semblable estat, comme le Roy d'Allemagne.

SANE prædictis omnibus responsis, rationibus, responsionibus & requeſtis, ut supra legitur, lectis & propoſitis, omnibusque & ſingulis que natura & qualitas Ambaſſationis hujusmodi, virtute Litterarum prædictarum, iſſis Nuntiis, ut præmittitur, conceſſarum, geſtis, & competenter eidem Regi denuntiatis, ab eodem diligenter aſcultatis, vir venerabilis & discretus Magiſter Johannes de Beuſſid, iſſus Regis Angliæ Clericus & obſequialis, de mandato dicti Regis ibidem præſentis, & pro ipſo conceſſu dictorum Nuntiorum & voluntate interveniente, copiam rotulorum iſſorum, ſeu reſponſionum, rationum, & requeſtarum prædictarum, de quibus collationem diligentem, una cum Magiſtro Joanne prædicto fecimus ad rotulos quo præſatus Magiſter Clemens tenebat, & dum legeret eoram Rege memorato.

Quibus actis Angliæ Rex præſatus conſilio prius habito, duxit reſpondendum prædictis omnibus dicti Regis Franciæ per antedictum Dublinienſem Episcopum in modum qui ſequitur, ipſo videlicet Rege Angliæ præſente & conſentiente.

Et primo quod Treagam ſeu ſufficientiam de guerra penitus obſervare volebat, & quantum in ſe erat facere obſervari, ſecundum quod in illa Treaga, ſeu ſufficientia continetur.

Secundario vero quod malefaſiones, ſeu attemptata per Magiſtrum Joannem de Foreſta, ut præmittitur, ore tenus, proponit & denuntiat, petit in ſcriptis redigi, & eorum copiam per ipſos Nuntios venerabili viro Domino Joanni de Berohic Clerico ſuo, ejusdem Regis nomine, & pro ipſo tradi voluit, & ea, quantum in ſe eſſet, faceret emendari.

Tertio quoque & ultimo reſponſum extitit per Episcopum memoratum, quod ipſe Dominus Rex ſuper aliis in dictis reſponſionibus, rationibus & requeſtis contentis, & aliis dictam Ambaſſationem tangentibus, per Ambaſſatores, ſeu ſuos Nuntios proprios Domino Regi Franciæ reſponderet.

Adum in caſtris, ſeu tenoriis dicti Regis Angliæ, prope Caſtrum puellarum in Scotia, quod vulgariter nuncupatur Edenbourg, præſentibus, ut prædictum eſt, Domino Episcopo Dublinienſi, & nobilibus viris Dominis, Aymaro de Valentia, Henrico Comite Leyceltrenſi, Thoma fratre ſuo, G. Glouerin, Marſcallo de Horefordis, & Joanne de Britanniſ, Comitibus, Joanne de Barro, Milite, Magiſtro Thoma de Foreſta, & Guillelmo de Fauquerellis, Domello, Rothomagenſis Dioceſis, & quibuſdam aliis teſtibus ad hoc vocatis & rogatis;

Et me Jacobo dicto Graſſo de Vercellis, Clerico, pu-

Rr

ANNO
1298.

314

publico Apostolica & Imperiali auctoritate Notario qui cum Magistro Eueno Philly de Sancto Nicasio Coritopitenfis Diocesis, publico Apostolica auctoritate Notario scribente, & præscepta, si quando, publicante signo suo consueto, una cum supra scriptis testibus præsens interfui, anno, Indictione, Pontificatu, mense & die præscriptis dum præmissa agerentur. Ideo in testimonium præmissorum, & rei evidentiam plenior me subscripsi, & rogatus signo meo consueto signavi.

Es au dessous est le seing dudit Notaire.

Et ego Euenus Philly de Sancto Nicasio Clericus Corisopitenfis Diocesis Apostolica publicus auctoritate Notarius, prædictorum rotulorum seu responsionum, rationum, requisitionum propositioni & lectione malefactionum seu attemptatorum prædictorum denuntiationi, & insinuationi ipsorum rotulorum copie exhibitioni & retentioni, Domini Regis Angliæ responsioni, & præmissis omnibus, & singulis coram ipso per Ambassadors prædictos lectis, requisitis, propositis, denuntiatis & insinuatis, ut supra scribitur, præsens interfui, una cum Magistro Jacobo dicto Grasso de Vertellis, publico Notario, & testibus supra scriptis, & ea scripsi & publicavi, & solitum signum meum, una cum signo dicti Magistri Jacobi apposui rogatus, sub anno, Indictione, mense, die, & Pontificatu prædictis.

Es au dessous est le seing dudit Philly Notaire

DLVI.

1299. *Litteræ BONIFACII VIII. Pape Domino PHILIPPO Regi Francorum directæ, ut Terræ quas ipse tenet, quasque Rex Angliæ tenuit, maneat in manibus Episcopi Vicentini usque ad beneplacitum ipsius Pape, per eundem Episcopum custodiendæ.* *Date Laterani 8. Kalendas Maji 1299.* [Pièce, tirée du L V. Volume des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin, reliez en rouge, pag. 613.]

BONIFACIUS Episcopus Servus Servorum Dei, carissimo in Christo filio Philippo Regi Francorum illustri Salutem, & Apostolicam benedictionem. Dum inter te ex parte una, & carissimum in Christo filium nostrum Eduardum Regem Angliæ illustrem, ex altera, ex virtute Compromissorum factorum in nos per Procuratores & Nuntios utriusque inter cætera durissimum arbitrandum, quod omnes terræ, vasalli, & bona, tam quæ tu tenebas ex his quæ tenebat Rex Angliæ, ante guerram præsentem, quam quæ tenebat tunc idem Rex Angliæ in Regno Franciæ, bona fide ac sine omni fraude, absolute ac libere ponantur, & assignentur in membris & possit nostris tenenda a nobis nomine tuo quæ ex parte tua, & nomine ipsius Regis Angliæ, qui ex parte ejusdem nobis contingeret assignari. Quocirca Serenitatem Regiam rogamus, & hortamur attente per Apostolica tibi scripta mandantes, quatenus terras, vasallos, & bona prædicta venerabili fratri nostro Raynaldo Episcopo Vicentino, de cujus diligentia, puritate, ac circumspectione confidimus, & quem ad partes illas pro his, & aliis hujusmodi negotiis contingebat duximus fiducialiter destinandum nomine nostro juxta prædicti modum arbitrii, assignes, vel facias liberaliter assignari, tenenda, custodienda, & conservanda per eum, donec super hoc aliud duxerimus disponendum. Nos enim prædicto Regi Angliæ super hoc consimiles nostras Litteras destinamus. Datum Laterani octavo Kalendas Maji, Pontificatus nostri anno quinto.

Es sur le reply desdictes Lettres est escrie ce qui s'ensuit :

DE CUR
JO. FULG.

Es sont lesdictes Lettres scellées d'un sceau de plomb pendant audit reply. Et sur le dos d'icelles est ainsi escript ce qui s'ensuit :

Littera directæ Domino Regi ut terræ quas ipse tenet, quasque Rex Angliæ tenuit, teneantur in manibus Episcopi Vicentini usque ad beneplacitum Domini Pape, per eundem Episcopum custodiendas.

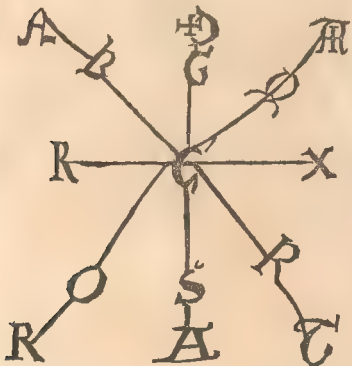
DLVII.

ANNO
1298.

ALBERTI Romanorum Regis Litteræ quibus notum facit, quod de libero consensu Principum Imperii Jus in electione habentium, Ducatus Austriæ & Styriæ, nec non Dominia Carniolæ, Marchiæ, ac Portus Naonis, RUDOLFO, FRIDERICO, LUPOLDO & aliis filiis suis in Feudum, cum vexillis, & solemnitate debita concesserit. Dat. in Nuremberg. Ann. 1298. XI. Kal. Decemb. Indict. XII. [Pièce tirée des Archives Imperiales du petit Trésor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

ALBERTUS Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, Universis Sacri Romani Imperii fidelibus, presentes Litteras inspecturis imperpetuum. Ad hoc divine pietatis proviso, in Majestatis Regie solio nos locavit, ut cuncta rimantes, & iustitiam reconferentes, absque personarum delectu, unicuique, quod suum est, reddere debeamus. Considerantes igitur, quod nobis de Ducatibus Austriæ & Styriæ, quorum Dominio & regimini premissum in minoribus potestatibus constituti, ad Romanum gubernandum Imperium, accesseritis nulli dicioni nostre subiecto, quanto forcius, nec Liberis nostris karissimis, ut eisdem debitum geniture affectum & ordinem observemus, Jura sua debeamus aliquatenus denegare. Notum fieri volumus tam presentis temporis quam future posteritatis Imperii Romani fidelibus universis, Quod nos de libero & expresse consensu Principum Imperii, Jus in electione Regis Romani, de Jure & antiqua consuetudine obtinencium, Principatus five Ducatus Austriæ & Styriæ, necnon Dominia Carniolæ, Marchiæ, ac Portus Naonis, cum universis honoribus, Juribus, libertatibus & pertinentiis suis, Illustribus Rudolfo Friderico Lupoldo, & aliis filiis nostris karissimis, apud Nuremberch, cum vexillis, & solemnitate debita & confecta concessimus in feudum, ac ipsos Ceptro Regio investivimus, de eisdem, & Principum Imperii numero, consorcio & collegio aggregantes eosdem, Imperio Jus Principum concedentes, ab eis pro Principatibus & Dominis memmoratis, fidelitatis & homagii recipimus juramentum. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc nostre concessionis infringere gratiam, vel eidem in aliquo ausu temerario contraire. Quod qui scens attemptare presumpserit, gravem nostre Majestatis offensam se noverit incurrisse. In cujus rei testimonium, & perpetui roboris firmitatem, presentes Litteras exinde conferibi, & Regie Majestatis nostre Sigillo iustissimum communi. Testes sunt, venerabiles Gerhardus Maguntinus. Wichboldus Colonien. Boemundus Treviren. & Chunradus Salzbürgen. Ecclesiæiarum Archiepiscopi, Lupoldus Badenbergen. Mangoldus Heribipolen. Heinrichus Constantien. Petrus Basilien. Emcho Frisingen. & Wernhardus Patavien. Ecclesiæiarum Episcopi: Illustres Rudolfus Comes Palat. Reni Dux Bawarie. Rudolfus Dux Saxonie. Otto Hermannus & Heinrichus Marchiones Brandenburg. & Heinrichus Dux Karinthie. Spettabiles Viri. Johannes Burggravius de Nuremberch. Burchardus de Hohemberg. Eberhardus de Wirtenberch. Ludwicus de Oeringen. Fridericus de Liningen. Ulricus & Heinrichus de Schelkelingen. Hermanus de Sultz. Georgius & Chunradus Comites Irsiui. Fridericus de Ottemburgh. Albertus. Heinrichus & Albertus Comites Goricie. Otto de Strazberch. Hermannus de Homberch. & Rudolfus de Werdenberch Comites. Nobiles Viri, Otto de Ochsenstein. Sifridus de Eppenstein. Heinrichus & Wernhardus de Schowemberch. Hugo de Touver. Gerlacus de Bruberch, & Nicolaus de Wartenfels. Strenui Viri, Lutoldus & Alberus de Chunringen. Stephanus de Meichlowe. Marschalchus Austrie. Chalhous de Ebersdorf Camerarius Austrie. Hertnidus de Wildonia. Marschalchus Stirie. Heinrichus de Stumberch. Ulricus de Cappella. Eberhardus. Heinrichus & Fridericus fratres de Walfte. Hermannus Marschalchus de Landemberch. Bernoldus de Telesprunne. Ulricus Prueschnich, & alii fide digni.

Signum



Datum in Nuremberch per manus Eberhardi de Lapide, Prepositi Ecclesie Wizzemburgen. Aule nostre Cancellarii. Anno Domini M. CC. nonagesimo octavo. XI. Kalend. Decemb. Indicione XII. Regni vero nostri anno primo.

DLVIII.

FRIDERICI Marchionis Misnie & Lusatie, Translatio utriusque Marchionatus prefati ad WENCESLAUM Bohemie Regem. Datum Prage VIII. Idus Februarii 1299. [CHRIST. GODOFRED. HOFMANNUS in Appendice Diplomati. atque Documentor. Hiltionam Lusatie illustrantium Tom. IV. Scriptor. Lusaticor. pag. 197. LUNIG, Teutisches Reichs Archiv. Part. Spec. Cont. II. Abtheil. IV. Abtatz II. in anhang von der Lausitz pag. 1. d'où l'on tire cette Pièce.]

In Nomine Domini Amen.

NOTUM sit in perpetuum universis & singulis, tenorem presentium inspecturis. Quod ego FRIDERICUS Dei gratia Misnensis & Orientalis Marchio, Princeps & Heres Terre Lusatie, Magnifici quondam Domini Henrici Misnensis & Orientalis Marchionis junior filius, de maturo & deliberato meo, & amicorum fidelem meorum consilio, eosdem meos Marchionatus, & ipsa Principatus & Terram Lusatie, ac specialiter Terram meam Misnensem per predictum Dominum & Patrem meum, de expressa voluntate & consensu fratrum meorum, Domini Alberti Landgravi Thuringie, & Domini quondam Theodorici fidelis memorie Marchionis de Landsberg, specialiter mihi traditam, nec non titulum, & dignitatem ab eadem Ecclesia sunt collata, & omnia alia Castra, Civitates, Oppida & Villas, nemora, montes, argentifodinas, flumina, lacus, valles & eisdem Marchionatibus, Lusatie & Misnensibus fodiinis & terris contenta, seu sunt nota, seu non, cum Castris, Civitatibus, Oppidis, Vallis ac aliis locis, ac bonis intermediis, & cum iudiciis, iuribus, Utilitatibus, proventibus & pertinentiis universis, ad dictos Marchionatus, Terras, Castra, Civitates nominatas & loca predicta spectantes, qui & quæ mihi debentur, in quantum ad me, & heredes meos perti-

nent, tam ex successione & donatione paterna, quam ex quocunque alio Jure, mihi super his & eorum aliquo specialiter vel generaliter acquisitis & generaliter cum omni jure, alio, quo mihi & heredibus meis competit, & in futurum posse competere, vel debetur in predictis Marchionatibus, Terris, Castris, Civitatibus & aliis omnibus supradictis, & ipsorum quolibet, sentiens in hoc conditionem meam, posse fieri meliorem, do, trado, & permuto jure proprio in perpetuum meo, & omnium heredum nomine meorum Serenissimo Domino Wenceslao Regi Bohemie prefato & Marchioni Moravie, & cum eo recipiente a me in permancendum, pro se, & universis heredibus suis Marchionatus, Terras, Castra, Civitates & omnia alia prenotata, ad habendum, possidendum, & quicquid deinceps sibi suisque heredibus de ipsis vel eorum aliquo placuerit, perpetuo faciendum, transferens in his scriptis in eundem Dominum Regem & ejus heredem, omne Jus & Dominium, potestatem & omnem Jurisdictionem, quæ mihi & heredibus meis competit, competeant, & possent in futurum de consuetudine competere, vel de Jure in ipsis Marchionatibus, Terris, Castris, Civitatibus, Oppidis, Villis & aliis predictis, & in ipsarum terrarum, Baronibus, Ministerialibus, Militibus, infeudatis & non infeudatis, & in aliis habitatoribus, tam Nobilibus, quam Popularibus universis, tradens sibi & promittens tradere omnia Privilegia & Instrumenta, tam Excellentissimi Domini mei, Domini Rudolphi Regis Romanorum, quam Fratrum meorum, & omnia alia mea Privilegia, mihi super dictis Principatibus, Terris, Dominis, & aliis omnibus & singulis, quæ continentur superius, à quibuscunque vel à quocunque acquisita, concessa, tradita & donata, sibi & nunc suisque heredibus cedens liberè de promissis omnibus, & de ipsis Privilegiis & Instrumentis, ita ut eisdem Privilegiis & Instrumentis & Jure meo & heredum meorum, quod sibi & heredibus suis in predictis Marchionatibus, Terris, Castris & Civitatibus & aliis omnibus dedi, tradidi, & in eum ac suos heredes transiit, sicut superius est expressum, tam in iudicio, quam extra iudicium, ipse Dominus Rex Bohemie & heredes sui contra quemlibet hominem, & specialiter contra fratrem meum Albertum Thuringie Landgravium, Fridericum & Thymannum ejusque filios, & contra patruem meum Fridericum predicti quondam Theodorici fratris mei Marchionis de Landsberg filium, & heredes liberè ut possint. Promittentes nihilominus traditionem, donationem & permutationem, predictas, Domino Regi Romanorum innoscere, per me, vel per Literas meas, & ejus consensum, & confirmationem, super eadem traditione, donatione & permutatione, cum diligenter implorare, & hæc nominatim, pro Castris & munitionibus Müstenberg, Palcz, Landscreone, Landsberg, Orthe, Muta, Selim, Wischemis & Knor, Hoenfals, Hoenstein, Zwickavia & pro annuis redditibus assignandis mihi per eundem Dominum Regem, vel alios aut alium, quos vel quem idem Dominus Rex loco sui & nomine ad hoc duxerit, destinandos, ad quantitatem quatuor millium, & quingentorum Marcharum Argenti Usualis & Ponderis Pragensis, in eisdem Castris & munitionibus, possessionibus ac aliis bonis, rebus & Juribus ac in omnibus & singulis proventibus, fructibus, redditibus, utilitatibus, iudiciis, Officiis & aliis, ad Castra, munitiones, bona & possessiones predictas spectantibus, & proventibus, de eisdem recuperandis, habendis & recognoscendis, perpetuo per me, & meos heredes legitimos sexus masculini in feudum & jure feudi ab ipso Domino Rege Bohemie, ac à suis heredibus & heredum successoribus ab ipso in perpetuum descendentes universis, eo proviso nihilominus, & expresso, quod quilibet Laneus possessoribus, in quibus mihi sunt predicti redditus assignandi, talis mihi per ipsum Dominum Regem vel per illos aut illum, quibus, vel cui semper in hoc commiserit vices suas, pro unius Marce Argenti redditibus deputetur & assignetur, de quo Marca Argenti annuatim nunc provenit, vel retroactis proveniret; Proviso etiam, quod si in Castris, munitionibus, bonis, possessionibus, iudiciis, officiis, utilitatibus & aliis quatuor millium & quingentarum Marcharum argenti redditibus, non poterunt deputari aut designari servato modo de Laneis assignandis proximè jam expresso, ex tunc ipse Dominus Rex de vicinioribus possessionibus, aut bonis cum ipsarum possessionum aut bonorum munitionibus, quas bona fide sine dolo nominaverint & signaverint, arbitri videlicet Zdelaus de Sternberg, Burgravii Pragensis & Hunko de Duie, pro parte ipsius Domini Regis: Pro mea vero parte Nobilis Vir, Otto Burggravius de Denin, & Otto de

ANNO
1299.

Illeburg, & pro utraque parte communiter, frater Hermannus de Holo, Prior Domorum Hospitalis S. Joannis Baptiste Hierosolymitani, per Bohemiam, Poloniam & Moraviam, ad hoc electi, & ad ipsorum arbitrium vel majoris partis mihi faciet prædictorum reddituum supplementum; si verò plures redditus quam quatuor milia & quingentarum Marcharum Argenti in Caltris, munitionibus, bonis, possessionibus & aliis prædictis poterunt deputari vel haberi, ex tunc illud Domino Regi Bohemie de prædictis Caltris, munitionibus, possessionibus, redditibus, aliisque prædictis remanebit, quod prædicti arbitrer vel eorum major pars jussit & jussit remanendum. Sylvius ad Caltra, munitiones & possessiones spectantibus, in quibus magnarum ferarum venationes sunt habitæ ab antiquo, duntaxat exceptis, quæ non debent mihi in prædictis redditibus computari, præterea hominibus & habitatoribus bonorum & possessionum prædictarum, quæ ad me per commutationem hujusmodi devolventur, ius si quod deinceps dederò, illud ipse Dominus Rex dignabitur approbare. Contulit mihi insuper & hæredibus meis Advocatiam in Litomisl in idem Cænobium, & promissi nulla servitia, aut petitiones graves contra Abbatis, & fratrum ejusdem Monasterii voluntatem exigere ab eisdem. Volens igitur, affirmans & protegens tenore presentium permutatione hujusmodi me fore contentum, & absolutos esse volens, omnes & singulos Barones, Ministeriales, milites, & alios omnes & singulos, Nobiles & populares ipsarum Terrarum, Civitatum & Caltrorum infeudatos, & non infeudatos, à fidelitate & homagio, quibus mihi & hæredibus meis tenebantur, tenebantur vel tenerentur, & mandans suis tanquam Dominis eorum de cetero intendere debeat & obedire. Promitto in his scriptis jurando in ligno Crucis Dominicæ & jurantibus ac promittentibus, mecum, & pro me prædicto Ottone ab Illeburg & Adolpho Notario meo, quod decimo die intrante proxima Quadragesima eidem Domino Regi vel suis Nunciis ad hoc per eum specialiter destinatis, tradam, assignabo, disbrigabo & auctorizabo, Terras, Caltra, Civitates & alia quæ per me in permutationem hujusmodi sunt deducta, sibi quæ vel suis possessionem assignabo plenariam eorundem excusatione & dilatione qualibet procul motis: Hein & Perne Civitatibus & Tysenowe Castro & aliis Caltris infeudatis exceptis, in quibus sibi possessionem facti non valeo assignare in termino memorato; ius tamen & Dominium, quod mihi & hæredibus meis in eisdem Caltris & Civitatibus competit, competeat, & competere poterit in futurum, eidem Domino Regi & suis hæredibus, dedi, tradidi, do & trado, & a me & meis hæredibus transfusi & transiero in eosdem sicut & superius de eisdem & aliis est expressum. Promitto etiam stipulatione solenni sub prædicto juramento, contra prædictas donationem, traditionem, permutationem & cessionem meas, & omnia alia & singula, quæ in præsentibus continentur Contractu, non venire, nec facere per me, aut alium, vel alios tempore nullo unquam, sed habere, tenere & firmiter adimplere, ipse quoque Dominus Rex, à me prius & per me terrarum, Caltrorum & Civitatum, ac aliorum omnium bonorum meorum, quæ sibi per commutationem prædictam dedi & tradidi, plenè possessione recepta, statim de Drezden cum Domina & Matre mea Beneficium Camerarium de præsentandum dictæ Domine & Matri mee, loco, & vice mei possessionem Caltrorum, munitionum & reddituum prædictorum, diriget & transmittet, qui assignabit & presentabit eidem Domine & Matri mee, loco mei & mihi potestatem de Drezden cum eodem Domino Rege, vel sine eo rediero. Quos si ante Pascha Domini primò venturum, ipse Dominus Rex, vel Beneficium Camerarium, vel alter, quem ad hoc transmiserit non assignaverit, vel præsentaverit, mihi, vel Matri mee, proinde Civitatem Grecz & si non ipsa Civitas Grecz, pro quantitate & valore caltrorum, munitionum & reddituum assignandorum, tunc Chradia Civitatem cum eadem Civitate Grecz mihi, aut matri mee nomine meo in pignore ipse Dominus Rex statim post Pascha proximum obligabit, quam vel quos usque ad affectionem caltrorum, munitionum & possessionum, in quibus sunt prædicti redditus deputandi, mihi loco pignoris retinebo. Ad hæc si ipse Dominus Rex nec Civitates prædictas dare in pignore, nec caltra, munitiones, & possessiones prædictas, quæ mihi debentur, vellet, sicut tractatum & ordinatum est, assignare & præsentare, ex tunc Viri Nobiles Adalbertus de Seberg, Marschallus Regni Bohemie cum Castro & Civitate Ca-

dano & Raynwaldus de Nymanicz, Burgravius in Lapide, cum eodem Castro Lapide & Castro Racem, qui proinde, & pro Domino Rege, ut adimpleret prædicta jurando in ligno Domini corporaliter promiserunt, mihi obedire, & intendere tenebuntur, quousque ea, quæ per ipsum Dominum Regem fieri & adimpleri debebant, prout tractata sunt, debite compleantur.

Zedlitz etiam de Sternberg, Pragensis Burgravius, & Hinko de Dube, pro observandis & adimplendis prædictis per ipsum Dominum Regem jurando in ligno Crucis Dominicæ pro ipso Rege promiserunt. Cæterum ipsum Dominum Regem ex nunc in Dominum meum recipio & sibi ac hæredibus suis tanquam meis & feudi Dominis obedire & intendere promitto, ipsumque & hæredes ejus juvare & sibi assistere contra quemlibet Principem, & quemlibet hominem fideliter omni posse, quodocunque & quotiescunque per ipsum vel hæredes suos fuero requisitus. Hoc expresso, quod si infra terminos terrarum furum, in suo ero constitutus servitio, mihi tunc, & meis, in suo manentibus servitio expensis, & natalia tradere non teneatur: si verò extra terras suas cum meis, & in ejus subsidium & ad ejus servitium cum eodem Domino Rege, vel ad Mandatum ejus processero sine eo, tunc mihi Dominus Rex subveniet in expensis. Hoc ipsum hæredes mei, ipsi Domino Regi, & hæredibus suis facere tenebuntur, quodocunque & quotiescunque fuerint requisiti, damna quoque, si quæ ego, vel hæredes mei, aut homines in servitiis suis receperimus, & vitium sibi fuerit dignabitur compensare, insuper si sine filiis legitime Masculini sexus (quod absit!) decedere me contingeret, caltris, munitionibus, & possessionibus meis aliis prædictis, ex nunc ad ipsum Dominum Regem & suos hæredes redeuntibus ipse Dominus Rex Dotem, quæ Lype Zedingen vulgariter dicitur, matris, & uxoris mearum, quam in eis bonis & munitionibus prædictis assignavero & dimiserò, patietur eas per vitæ ipsarum tempora pacifice possidere, feuda etiam, quæ in eisdem bonis meis hominibus contulero, ipse Dominus Rex post mortem etiam meam non cassabit, nec indebitè violabit. Hoc mihi promissio specialiter per eundem Regem, si cum (quod absit) mihi sine hæredibus præmori contingeret, quod mihi in ejus gratia fuerit & prioribus redditibus & bonis, prout in hæredibus præmori contingeret, gratiam faciat largiorem. Fraterque si ipse Dominus Rex caltra & munitiones, quæ mihi ab eo debentur ex permutatione prædicta omnes ante Pascha Domini proximum, sicut tractatum est, mihi præsentare nequiverit, pro eo forsit, quia per alios detineatur, ad illarum tamen præsentationem tenebuntur, quæ nunc habet, vel quos in ipso Terminio Pasche nunc proximo in sua habuerit potestatem. Pro aliis autem, quos præsentare non poterit, Grecz & Crudim, Civitates suas juxta formam super obligatione ipsarum expressam superius, loco pignoris mihi obligabit. Promisit insuper ipse Dominus Rex de bonis prædictis ad me per commutationem hujusmodi devolutis creare & facere Principatum sibi & Regno suo, ac ejus hæredibus perpetuò subditum & subiectum, meque facere suum Principem ad eundem Principatum, & de ipso principatu me suum, & sibi ac Regno suo subditum Principem, ad Jura, & conditiones feudi, ac in feudum, & ad servitia expressa superius investire, recepto prius à me per eundem Dominum Regem & Homagio, & fidelitate sibi & suis hæredibus præstandis & tenendis corporali denud sacramento, admisit etiam Dominus Rex prædictus & liberam mihi tribuit facultatem, munitiones prædictas mutandi & melius firmandi, sicut expediens fuerit, & mihi placuerit, & novas si placuerit construendi. Item, si Burgravii de Borsenstein & Saydowe contra fidem mihi præstitam veniendo ex quacunque causa nollent mihi eadem Caltra reddere, ipso Domino Regi, sicut promissi, & teneor præsentanda, quicquid Otto de Illeburg, Hinko de Dube, & Raynwaldus de Nymanicz, super eo, erga Dominum Regem facere jussierint, faciam & intendo. Premissis quoque completis, de Caltrorum per me Domino Regi & per ipsum Dominum Regem mihi assignandorum Privilegia, hinc inde data (amputatis his, quæ de fidelioribus, obligationibus & aliis superius dicta sunt & conscripta) renovari volumus, prædicta quoque omnia & singula promissit ipse Dominus Rex tenere & adimplere bonâ fide, sicut per me ea quæ sibi promissimus fuerint adimpleta. In quorum omnium testimonium & robur presentes extinde fieri fecimus Literas & eas meo consueto sigillo sigillatas ipsi Domino Regi tradidi ad cautelam. Actum & Datum Prage Anno Domini M. CCXCIX. Octavâ Idus Februarii, Indictione secunda.

ANNO
1299.

juin. *Traité de Montfrevil, où sont accordez les Contrats de Mariage du Roi d'Angleterre EDOUARD I. avec MARGUERITE Sœur du Roi de France, & d'EDOUARD, Fils dudit Roi d'Angleterre, avec ISABELLE Fille du Roi de France, en conséquence de la Paix ordonnée par le Pape BONIFACE VIII. Fait à Montfrevil le Vendredi avant la St. Jean 1299. Avec l'Instrument de la Ratification du Roi PHILIPPE le Bel, & de la Reine JEANNE sa Femme du 3. Août 1299.* [Pièce tirée du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin, reliez en rouge. pag. 581.]

UNIVERSIS presentes Litteras inspecturis, Reginaldus miseratione divina Episcopus Vincentinus pro negotio pacis inter egregios Principes Dominos Dei gratia Philippum Franciæ, & Eduardum Angliæ Reges, per Sanctissimum Patrem Dominum Bonifacium eadem providentia Sacrosanctæ Romanæ, ac Universalis Ecclesiæ Summum Pontificem pronuntiatur, ad citra montanas partes ab ipso Summo Pontifice destinatus salutem. Notum facimus universis & singulis nos anno Domini millesimo ducentesimo, nonagesimo nono, Indictione duodecima, tertia die mensis Augusti, Pontificatus dicti Domini Bonifacii Papæ octavi anno quinto, in dicti Domini Regis Franciæ venerabiliumque Patrum Dominorum Dei gratia:

Egidii Narbonensis Archiepiscopi
Thomæ Dolenfis
Petri Antiffiodorensis,
Joannis Carcaffonensis,
Joannis Wintoniensis,
Episcoporum.
Et discretorum virorum Magistrorum
Stephani Archidiaconi Brugenfis, Ecclesiæ Tornacensis
Nicolai de Catalauno, Senonenfis
Et Roberti de Sylvanecto, Carnotensis,
Ecclesiarum Canonicorum.
Nec non venerabilium virorum Dominorum,
Caroli Valensi
Loudovici Ebrocensis,
Guidonis Sancti Pauli
Et Joannis Drocentis Comitum.
Rodulphi Constabularii,
Simonis de Meleduno,
Et Guidonis de Nigella
Marescallorum.
Mathei de Fria Pannetarii Franciæ
Petri Domini de Chabivro,
Petri ejus filii, Domini de Wicinis
Hagonis de Romallaco, Domini Milliaci, Cambellariorum dicti Domini Regis,

Et plurimum aliorum presentia, legi fecisse Litterarum infra scriptarum tenorem, supra quibusdam accordis, ordinationibus, & conventionibus, dictæ pacis negotium tangentibus annotatis inferius confectarum, tam nostro, quam dictorum Regum, & Eduardi prædicti Regis Angliæ filii, Procuratorum inferius nominatorum sigillis sigillarum, formam continentium sublequentem:

A tous ceux qui ces presentes Lettres verront ou orront, Rensau par la souffrance de Dieu Evesque de Vienne messages de par nostre Sainte Pere & Seigneur Monsieur Boniface par la souffrance divine souverain Evesque envoyez es parties par deça les monts pour la besoigne de la paix prononcée par celui nostre Seigneur, & St. Pere entre tres nobles Rois de France & d'Angleterre, Salut en nostre Seigneur. Comme lidiz nostre Saint Pere & Sire qui moult de peines, vigilles & divers travaux chacun jour sueffre pour ce que li peuple Chrestien vive en tranquillité & en bonne paix, triste & dolent des perils, damages, & esclandres, & de grande destruction qui en ce monde estoient, pour les guerres & contents que li ennemy de paix avoit semé entre les dicts Roys, pour eux accorder & mettre en bonne paix, ait moult travaillé, & apres moult de travaux que li a pour ce soutenue par la vertu du Compromis,

faict en li comme en personne privée, & comme en ANNO
1299.
Monsieur Benoist Gayetan ait prononcé ça en arrieres que paix ferme & stable soit a tousiours entre les dicts Rois. Et pour ce que cette paix soit plus ferme, plusieurs ordonances par la vertu du dict Compromis ait faictes & prononcées, les quelles doivent estre accomplies par les dicts Rois, selon ce qu'il est plus plenierement contenu ez Lettres de la dicte prononciation, & pour aucunes ordonances des fustidies mettre a execution deü, nous ait envoyé es dictes parties a la parfin present par devant nous, & par le dict nostre Seigneur le Pape avions requis sur ce les devant dicts Rois, Reverends Peres,

Gilles Archevesque de Narbonne,
Pierre Evesque d'Auvergne
Robert Duc de Bourgongne
Gui Comte de Saint Paul
Pierre Flotte, Sire de Revel, &
Pierre de Belleperche Chanoine de Bourges
Procureurs du devant dict Roy de France
Et Reverends Peres,
Jean de Wicestre,
Simon de Salesbie, Evesques.
Amé de Savoye,
Henri de Lincolne
Guy de Warewik
Comtes.
Aymars de Valence,
Ottes de Grandfon,
Geoffroy de Gienville,
Jean de Bar,
Chevalliers.
Procureurs du devant dict Roy d'Angleterre,
Et Henry Cuens de Linchon, Procureur de
Monsieur Edouard filz du dict Roy d'Angleterre,

En nom de leurs Seigneurs dessus dicts, & comme Procureurs d'eux ont accordé, ordonné & faict les accords, ordonances, convenances & les choses cy dessous escriptes, lesquelles li Prelats Procureurs promirent en bonne foy & tuit li autres Procureurs dessus dicts, d'une part, & d'autre promirent & jurerent sur les Sainctes Evangiles ez ames de leurs dicts Seigneurs, comme Procureurs d'eux leurs dicts Seigneurs, accomplir, tenir, & garder fermement, & est assavoir que la teneur des dictes accords, ordonances, convenances, faictz & choses est tel.

Comme pour la reformation de la paix des guerres, & des descords qui estoient meus entre le Roy de France, d'une part, & le Roy d'Angleterre, d'autre, soit prononcé par nostre Pere le Pape que Mariages se fassent du dict Roy d'Angleterre, & de Madame Marguerite sœur du dict Roy de France, a douaire de quinze mil Livres de tournois petits, lequel douaire doit estre assis & assigné au Royaume d'Angleterre en lieux convenables & souffisans, qui doivent estre monstrez & accordez, devant ce que le mariage se parfasse, en telle maniere toutesfoies que si li devandict Roy d'Angleterre a ou aura terre au Royaume de France, jusques a la valeur de la moitié du dict douaire, le dict Roy de France, aura, penra, & recevra, la dicte moitié du dict douaire pour la dicte Dame, & au nom de luy en la dicte terre, que le dict Roy d'Angleterre a ou aura au dict Royaume de France par raisonnable assise de terre, en quant & en delaisant l'assignation qui auroit esté faicte en Angleterre, jusques a celle quantité de la dicte moitié.

Item il est accordé & promis par les Procureurs du dict Roy d'Angleterre, que le diz Roy d'Angleterre penra la dicte Dame a Espouze & a femme par parolles de present, & est assy dict, promis & accordé par les Procureurs du devant dict Roy de France, que li dict Roy de France fera & procurera que la dicte Dame sa sœur penra le dict Roy d'Angleterre a Espouze & a Seigneur par parolles de present, non contrestant l'empeschement de lignage qui est osté par la dispensation dudit Pape.

Derechief il est prononcé par le dit Pape pour plus grande fermeté de la dicte paix, que Messire Edouard, filz du dict Roy d'Angleterre, penra Madame Isabel, fille du dict Roy de France, a espouze & a femme s'ost qu'elle venra en aage de faire mariage, ou dedans les quatre mois apres ce qu'il en aura esté requis de par ledict Roy de France, au douaire de dix & wit mil Livres de tournois petits, lequel douaire doit estre assis & assigné ez lieux convenables & souffisans au Royaume d'Angleterre qui doivent estre monstrez & accordez, devant que le mariage se parfasse, en telle manie-

ANNO
1299

maniere que se l'ist Roy d'Angleterre, & ses fils devandits, ou l'un d'eux ont ou auront terre au Royaume de France, jusques a la valeur de la moitié dudit doaire, li Roys de France pour sa dicte fille, & au nom de luy, aura, penra, & recevra ladicte moitié en la dicte terre qu'ilz ont, qu'ilz auront au Royaume de France par raisonnable assise de terre, en quittant & delaisant l'assignation qui auroit esté faite en Angleterre, jusques a la quantité de la dicte moitié.

Et est accordé que l'ist Roy d'Angleterre & ses filz devandits, s'obligeront des ores a ce faire par leur serment, & l'ist Roy de France promettra par serment fait en s'ame, que li sa fille donra a espouse & a femme audit Monsieur Edouard, filz dudit Roy d'Angleterre, tost comme elle venra audit aage, & dedans quatre mois, puis qu'il en sera requis de par l'ist Roy d'Angleterre, ou son filz desusdict.

Et pour le faire d'une part & d'autre, & pour plus fermement garder sont mises certaines peines contenues en ladicte prononciation; & est encors prononcé que ce soit ferme par autres peines, desquelles s'accorderoient les parties.

Accordé est entre lesdits Procureurs desdits Rois, especialement par lesdits Procureurs dudit Roy d'Angleterre & de son filz devandits, que l'ist Roy d'Angleterre, & l'ist filz, & chacun d'eux, feront des ores les choses contenues en ladicte prononciation, non contrefaisant l'empeschement de lignage qui est osté par la dispensation du Pape. Lesquelles choses l'ist Roy d'Angleterre, & ses filz, & chacun d'eux doivent faire & jurer.

Et fust encore accordé par les Procureurs dudit Roy d'Angleterre & de son filz, que l'ist Roy d'Angleterre, & sesdits filz promettroient, voudroient, & consentiroient, & leurs Procureurs devandits, comme Procureurs de leurs Seigneurs promettroient, voudroient & consentirent des ores que s'il demorait par le Pere & le filz desusdict, & par un d'eux que mariage ne se fit puis que ladicte fille sera venue audit aage, au dedans les quatre mois empires ce qu'il en seront requis de par le Roy de France, tout le droit qu'ilz ont, ou auront, ou un d'eux en quelconque terre qu'ils ont, ou qui leur puent obtenir, ou a l'un d'eux, & toutes les terres, & quelconque droit que l'ist Pere & filz, ou l'un d'eux ont ou auront au Royaume de France; feront pour ce mesme fet commis audit Roy de France, & que les hommes, & li vassal desdictes terres, soient assour de tout hommage, feauté, liens, & obligations, ez quels ils seroient tenus ausdicts Pere & filz, ou a l'un d'eux ou pourroient estre tenus de quelconque cause ce fust, & que l'ist Vassal, & toutes Universitez & Communaultez desdictes Villes & terres au plustost qu'il avendra eux ou elles estre au pooir & en la Seigneurie desdicts Pere & filz, ou d'un d'eux, pour quelconque cause ce soit, promettroient & jureront, que li au Roy de France, & a ses Successeurs audit cas, comme a leur Seigneur sans moyen obeiront, & entendront & en ce le Roy de France, contre l'ist Pere & filz, ne les ardroient en quelque façon & maniere que ce soit & l'ist Roy d'Angleterre & ses filz, ou l'un d'eux, feroient que il, ou autre pour eux, ou pour l'un d'eux seroient en faulx d'aucune terre ou Royaume de France ainssi comme il ou aucun pour eux seroient en faulx de chacune Ville, ou de chacune Chastellenie, seroient tenus de commander, & commanderont en bonne foix a la requeste des gens le Roy de France, ausdicts Vassals, Universitez, Communaultez & Songiez que ils fassent lesdits sermens, & toutes les choses desusdictes, & quand ils l'auront commandé, l'ist Roys & filz en seront quittes & delivrez, & de plus ne les pourra on poursuivre en tel cas. Et ce l'ist Vassal, Universitez, Communaultez, & Songiez, puis que l'ist Roys & ses filz, & aucuns d'eux, ou autres par eux qui de ce auront pouvoir & commandement souffraient, leur auroient fait, proloigné ou delayé les choses desusdictes, pour ce ne sera mie delayée, pourloignée, ne empêchée la delivrance des terres que l'ou devroit bailler, ou delivrer au dict Roy d'Angleterre, ou a son filz, ou a leurs gens par la prononciation du Pape, ou par l'accord des parties.

Derechief il est accordé par lesdits Procureurs, especialement par les Procureurs dudit Roy de France, que l'ist Roy de France des ores fera les choses desusdictes contenues en ladicte Procuration pour sa fille devant dicte & Madame Jeanne Reyne de France & de Navarre sa Compaignie promettra par serment fait en s'ame qu'elle donra & baillera ladicte fille, tout comme il appartient, & pourra appartenir a li a espouse & a femme a Monsieur Edouard filz dudit Roy d'Angleterre quand elle venra audit aage dedans l'ist temps,

apres la requeste desusdictes, & pourchassera que ce fait en bonne foy a son pooir.

Encors est accordé par lesdits Procureurs dudit Roy de France, que l'ist Roy de France promettra solemnellement, vaudra & contiendra en bonne foy, & l'ist Procureur dudit Roy de France comme Procureurs de leur dict Seigneur & en nom de li, promettent, voudrent & consentirent des ores que s'il demorait par l'ist Roy de France & par sa dicte fille puis qu'elle venra audit aage dedans quatre mois apres, puis que l'ist Roy de France en sera requis de par l'ist Roy d'Angleterre, ou de par son dict filz que l'ist Roy de France donra & payera en nom de peine cent mil Livres audit Roy d'Angleterre ou a son filz & que a ce obligera tous ses biens, & des ores lesdits Procureurs dudit Roy de France les ont obligiez.

Item il est accordé par lesdits Procureurs desdits Roys que certains Barons du Royaume d'Angleterre, c'est assavoir

Jean de Garanne,
Thomas de Lancastre, Comtes
Et Henry de Lancastre Chevalier, frere dudit
Thomas
Et certains Barons du Royaume de France cest
a sçavoir,
Charles de Vallois
Loys d'Evreux,
&
Robert d'Artois, Comtes,

Promettroient & jureront que ils pourchasseroient selon la prononciation dudit Pape, c'est a sçavoir que toutes les peines desusdictes, avec les autres convenues en ladicte prononciation font octroyées par les Procureurs desdits Roys, & dit filz dudit Roy d'Angleterre, non contrefaisant les droitz qui descendent peine estre mise en convenance, ou afferement de mariage. Esquels droitz l'ist Procureurs, comme Procureurs de leursdits Seigneurs renoncierent expressement de certaine science, espiaument que l'ist Pape a osté l'ist droitz en ladicte prononciation quant ez espouzailles, & audit mariage, si comme il est plus plienierement contenu en ladicte prononciation.

Derechief il est accordé entre lesdits Procureurs desdits Roys que li prisonniers d'une part & d'autre seront ostagiez, selon la forme de la souffrance jadis accordées entre lesdits Roys, & la personne Monsieur Jean de Bailloul Roy d'Ecosse soit mise tantost au pouvoir dudit Pape & baillée & livrée des ores a winfent, en la main de Reverend Pere Monsieur Renaut par la Grace de Dieu Evysque de Vienne message dudit Pape, a tenir a li ou verra au nom du Pape, & ce qui sera ordonné par l'ist Pape dudit Roy d'Ecosse se zera en la personne d'Edouard, filz de celui Roy d'Ecosse, se autre chose n'estoit ordonnée & accordée par lesdits Roys de France & d'Angleterre quand ils seront ensemble. Et si l'ist Pape ne prononçoit durant la dicte souffrance, des choses qu'il doit prononcier contre lesdits Roys de France & d'Angleterre, l'ist prisonniers ostagiez retourneront selon la forme de l'ostagement ez prisons ou ils estoient devant; & se li Pape prononce des choses desusdictes avant la faulx de ladicte souffrance, l'ist ostagements tourneront a pleine delivrance quant as prisons seulement qui ont esté pris par la guerre mené entre lesdits Roys de France & d'Angleterre par l'achioin de leur propre debat.

Derechief il est accordé entre lesdits Procureurs que ladicte prononciation, & l'ordenance du Pape quant as domages, & quant aux autres choses contenues en icelles soit tenué, gardée, & accomplie d'une part & d'autre, en tout ou en partie.

Derechief il est accordé par les Procureurs desdits Roys que l'ist Evysques de Vienne passera en Angleterre & aveque luy quelqu'un de la gent le Roy de France, & senehera au Roy d'Angleterre, & a son filz les choses desusdictes & accordées, les quelles li Roy d'Angleterre, & ses filz desusdicts sont tenus de ratifier, d'agréer, de promettre, & de jurer selon ce qui est desusdict, & recevra l'ist Evysque en la presence de la dicte gent le Roy de France comme message du Pape, au nom & au profit dudit Roy de France, de Madame Marguerite fieur, & de Madame Isabelle fille devandits, l'agrement, ratifiement, promesses, serments, & toutes les autres choses desusdictes, & dira & promettra en bonne foy, en la presence dudit Evysque, de la gent dudit Roy de France, que de cy en avant il sera bon amy & loyau audit Roy de France.

ANNO
1299

NNO France, & a son hoir Roy de France, & ne fera, ne ne pourchassera, ne consentira mal, ne damage audit Roy de France, ne a son hoir Roy de France, ne a ses hommes & fongiez, & a ses terres, sauf ce que ledit Pape ne mettoit a fin les descords qui sont entre lesdits Rois de France & d'Angleterre, sur aucuns heritages, & leurs conditions, & ce que appartient, ou puet appartenir a iceux heritages dont il est sur le Pape, ou autrement n'estoit accordé par assentement desdictes parties, ledit Roy d'Angleterre pourra poursuivre & pourchasser son droit en la maniere que il li semblera bon, & en celle mesme maniere, & par ces mesmes parolles, dira, promettra, ratifiera, agréera, & fera jurer en s'ame ledit Roy de France audit Evêque de Vienne, ou retourner d'Angleterre, en la présence de la gent dudit Roy d'Angleterre, sauf que si ledit Pape ne mettoit a fin les descords qui sont entre lesdits Rois de France & d'Angleterre sur aucuns leurs heritages, & leurs conditions, & ce que appartient, ou puet appartenir a iceux heritages dont il est sur le Pape, ou autrement n'estoit accordé par assentement des parties, ledit Roy de France pourra poursuivre & pourchasser son droit en la maniere qu'il lui semblera bon.

Derechief recevra ledit Evêque de Vienne lesdites promesses que ledit Reine de France doit faire, & ledit serment qu'elle doit faire en s'ame.

En tesmoïn desquelles choses, nous avons mis nostre scel en ces présentes.

Et nous devandits Procureurs dudit Roy de France, & Procureurs dudit Roy d'Angleterre, & je devandit Procureur de Monsieur Edouard fils dudit Roy d'Angleterre, qui les choses dessusdites avons accordées, consenties, voulues, ordonnées, promises & jurées comme Procureurs, ez ames de nos devandits Seigneurs, avons mis nos sceaux en ces présentes Lettres, avec le scel de Reverend Pere Renaud par la grace de Dieu Evêque de Vienne, meillieur envoyé devant a ce de part nostre tres saintz Seigneurs & Pere devandit, en temoïnage des choses dessus dites.

Donné a Montreuil sur la mer le vendredi devant la feste Saint Jean Baptiste, l'an de grace mil deux cents quatre vingt dix neuf.

Quibus sic lectis, & a dicto Domino Rege Francie, nec non ab aliis de ipsius consilio tunc eidem assistentibus plenius auctulatis, idem Rex premissa omnia & singula prout superius sunt expressa, rata habens & gratia, ea quatenus tangunt ipsum, laudavit, approbavit, tenere, & fideliter observare promisit, ac in animam suam per nobilem virum Dominum Petrum Flotte Dominum Reveli, militem suum, jurare fecit, & illustres viri Domini Carolus Vallée, & Ludovicus Ebroicensis Comes, superius nominati promiserunt, & juraverunt tunc ibidem se bona fide erga dictum Regem Francie, & libellam ejus filiam curaturos & facturos quod dicta matrimonium, secundum pronuntiationem Apostolicam consenserunt, ejusmodi ratificationem, gratificationem, promissiones, & juramenta, nos tanquam dicti Domini Papæ Nuntius, in presentia, Venerabilis Patris, Domini Joannis, Dei gratia Wintoniensis Episcopi prædicti.

Illustres Viri, Domini Amedei Comitis Sabaudie, Domini Girardi Archiepiscopi Richemondie; Necnon Domini Joannis de Baromilitis.

Propter hoc ad Francie partes missorum, ex parte dicti Regis Anglie, nomine & pro commo ejusdem Regis Anglie, & prædicti Edwardi ejus filii stipulari fecimus, & recepimus prout de consensu dictorum Procuratorum fuerit concordatum. Et in continentem præstavit Rex Francie dixit, & bona fide promisit in nostra & dictorum gentium dicti Regis Anglie presentia, quod ipse Rex Francie deinceps erit bonus & fidelis amicus dicto Regi Anglie, & ejus heredi Regi Anglie, nec faciet, nec procurabit, nec consentiet fieri malum ullum, aut dampnum dicto Regi Anglie, ipsius heredi Regi Anglie, hominibus, subjectis, aut terris ejusdem, secundum formam superius expressam.

Deinde illustrissima Domina Joanna, Dei gratia Francie & Navarre Regina, tunc in nostra & dictorum gentium dicti Regis presentia, promisit, ac juravit fecit in animam suam, per nobilem virum Dominum Jacobum de Castellione, Dominum de Leusa & de Condo, tunc ibidem presentem quæ supra dicto matrimonio filie sue prædictæ juxta ordinationem prescriptam promittere & jurari facere tenebatur.

In cuius rei testimonium, nos præsentibus Litteras, quibus sigillum nostrum apponi fecimus, scribi & publicari mandavimus ad majorem cautelam. Actum in Abbatia Eleemosyne Cisterciensis, Caruonensis Diocesis,

Anno, Indictione, Mense, & Pontificatu prædictis, præsentibus ad hoc testibus personis superius nominatis.

Et ego Guillelmus de Rivo Clericus Rothomagensis Diocesis, publicus Apostolica & Imperiali auctoritate Notarius, qui ratificationi, gratificationi, promissionibus, juramentorum præstationibus, ac præmissis omnibus aliis, dicta die tertia mensis Augusti factis & dictis, prout superius exprimentur, interfui, has Litteras de quibus cum transcripto Litterarum præsentibus insertarum, in Gallico, confectarum, per me & Magistrum Egidium de Rommo, publicum Notarium, qui mecum præmissis interfuit, ipsa die collatio facta fuit de mandato dicti Domini Vincentini Episcopi propria manu scriptis, in publicam formam redegit, meoque una cum ipsius sigillo solito signo signavi.

Scellé d'un seul sceau.

DLX.

Littere RAYNALDI, Episcopi Vincentini, quibus testatur, se juxta Ordinationem inter Reges Gallicæ PHILIPPUM & Angliæ EDUARDUM apud Monasterium factam, accepisse & recepisse auctoritate & nomine Papæ Dominum JOANNEM DE BALLIOLO dictum Regem Scotie. Date Wiganii. Anno 1299. [Pièce tirée du LV. Vol. des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin pag. 617.]

18. Juill.

EXCELLENTISSIMO Principi, Domino Philippo, Dei gratia Francorum Regi illustri, ac universis ad quos præsentibus Litteræ pervenerint, Raynaldus, ea permissione Vicentinus Episcopus, circa infra scripta Apostolicæ Sedis Nuntius, Salutem in Domino. Vestra Celsitudo Regia, & universitas, recognoscant præsentibus, quod pro parte, & ex parte Domini Edwardi Dei gratia Angliæ Regis illustris, egregium virum Dominum Joannem de Balliolo, dictum Regem Scotie, nobis Domini Papæ Nuntio, libere præsentatum, tradendum & assignandum apud Wiganum juxta ordinationem apud Monasterium inter Nuntios vestri Domini Regis Angliæ, coram nobis nuper factam, ejusdem Domini Papæ auctoritate, & nomine duximus acceptandum & recipiendum, ac præsentationem, traditionem & acceptationem hujusmodi, nomine supradicto, ratam habuimus & habemus. In cuius rei testimonium præsentibus Litteras fieri fecimus & nostri sigilli munimine roborari.

Datum Wiganii, anno Domini millesimo, ducentesimo nonagesimo nono, Indictione duodecima, die decima octava Julii, Pontificatus Domini Bonificii Papæ octavi, anno quinto.

Et sont lesdites Lettres scellées en double queue de parchemin pendant au reply d'un scel sur cire rouge.

Et au dos d'icelles est escrit ce qui s'ensuit:

Littera Episcopi Vincentini, quod recipit Joannem dictum Regem Scotie, tradendi & assignandi apud Wiganum juxta ordinationem factam apud Monasterium per Nuntios Regum Francie & Angliæ, 1299.

DLXI.

Littere Testimoniales RAYNALDI Episcopi Vincentini super Protestatione per Episcopum Narbonensem coram & nomine Regis Francie PHILIPPI facta, ejus quidem tenoris, quod si Rex Angliæ Titulum Ducis Aquitanie sibi attribuat, vel ipsi ab aliis attributur, id Regi Gallie nullum posse generare dampnum vel prejudicium. Datæ in Monasterio Eleemosyne Cisterciensis, Carnotensis Diocesis d. 3. Aug. 1299. Indict. 12. [Pièce tirée du Volume LV. des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin, reliée en rouge. p. 621.]

3. Août.

UNIVERSIS præsentibus Litteras inspecturis Raynaldus Dei gratia Episcopus Vicentinus pro negotio pacis inter egregios Principes, Dominos Dei gratia, Philippum Francie, & Edwardum Angliæ Reges illustres, per Sanctissimum Dominum Patrem Bonificium divina providentia sacrosanctæ Romanæ & universalis Ecclesiæ summum Pontificem pronuntiat, ad citramontanas partes ab ipso summo Pontifice destina-

tus.

ANNO 299. quibus ad hæc tibi scribenda movetur, præterea calamitas, ne inde forsitan sensibus Regis rædium generetur. Hæc profecto, fili carissime, infra claustra pectoris sollicite considerare te convenit, & attendere diligenter, ex quibus nulli in dubium veniat, Regnum Scotiæ prælibatum ad præstatam Romanam Ecclesiæ pertinere, quod tibi nec licet, nec licuit, in ipsius Ecclesiæ, ac multorum præjudicium, per violentiam subjugare, tuæque subicere ditioni. Cum autem, sicut habet fide digna & nostris jam pluris auribus inculcata relatio, famæque præcurrentis affatibus divulgatur, tu præmissa, ut debueras, non attendens, neque debita consideratione discutens, & ad occupandum & subjugandum ditioni Regiæ Regnum ipsum, tunc Regis auxilio destitutum, vehementer aspirans, & tandem ad id exercens potentie tue vires, venerabilibus fratribus nostris Roberto Glascevensi, & Marco Sodorensi Episcopis, & nonnullis Clericis, & aliis personis Ecclesiasticis dicti Regni, ut dicitur, captis, & carceralibus vinculis traditis, quorum aliquos, sicut afferitur, squalor carceris violentus extinxit: ac etiam occupatis Castris, & (prout fertur) Monasteriis, aliisqueque religiosis locis quamplurimis dirutis, seu destructis, ac damnis gravibus ejusdem Regni habitatoribus irrogatis, in ejusdem Regni partibus Officiales Regios polliciti, qui Prælatos, ceteros Clericos, & Ecclesiasticos ac etiam seculares dicti Regni personas, multimodis perturbare molestiis & afflictionibus variis, & diversis impetere non verentur, in divinæ Majestatis offensam, Sedis memorate contemptum, Regiæ salutis & famæ dispendium, juris injuriam, & grave scandalum fidelium plurimum. Regalem itaque magnificentiam rogamus & hortamur attente, ac obsecramus in eo qui est omnium vera salus, quatenus forsiter attendens, quod ex debito Pastoralis officii nostris humeris incumbens, ad conservanda & gubernanda sollicite bona juraque omnia Ecclesiæ supra dictæ tenemur, quodque homini prædictum Deo deferre non possumus nec debemus, prædictos Episcopos, Clericos, & Personas Ecclesiasticas, quos adhuc carcer regius tenet inclusos, pro divinæ & Apostolicæ Sedis ac nostræ reverentia (sublato difficultatis & dilationis objectu) benigne restitui facias pristina libertati, dictosque Officiales de Regno Scotiæ revoces memorato. Sic dein his, prout speramus & cupimus, promptis & efficacibus studiis habiturum ut apud celestem Regem, pro minimis gratiâ dependentem, non immerito reddatis acceptior, gratior habeatis, & præter laudis humanæ præconium gratiâ proinde proveniatur, Apostolicæ Sedis favorem & gratiam possis uberius promereri. Si vero in eodem Regno Scotiæ, vel aliqua ejus parte sui aliquod habere te afferis, volumus quod tuos Procuratores & Nuntios ad hoc specialiter constitutos cum omnibus iuribus & munimentis tuis, hujusmodi negotium contingenti-bus, infra sex menses a receptione præsentium numerandos, ad nostram præsentiam mittere non omittas, cum parati simus tibi tamquam dilecto filio plene super præmissis exhibere justitiam complementum, & jura (si qua habes) inviolabiliter observare. Nos enim nihilo minus ex tunc lites, questiones, & controversias quasi-bet, inter te denique & Regnum Scotiæ, ac Prælatos, Clericos & Personas seculares ejusdem subortas, & quæ possunt in posterum ex quibuscumque causis prædictis exoriri, totumque negotium prædicta contingens, aut aliquod eorumdem, ad cognitionem & determinationem Sedis ejusdem, præsentium tenore reducimus, & etiam reservamus, decernentes irritum & inane, si secus scienter vel ignoranter a quoquam in hac parte contigerit attentari. Datum Anagninæ V. Kalendas Julii, Pontificatus nostri anno quinto.

DLXIII.

00. Epistola ROBERTI Archiepiscopi Cantuariensis
ad BONIFACIUM Papam VIII. Certificatio
Archiepiscopi Domino Papæ missa super negotiis
Scotiæ. [Collectio Regia Concil. Tom. XXVIII.
pag. 682. LABBEI Concilior. Collect. Tom.
XI. Part. II. pag. 1402.]

Sanctissimo in Christo Patri, & Domino suo reveren-
do, si placeat Domino BONIFACIO divina providentia sacro-
sanctæ Romanæ ac Universalis Ecclesiæ summo Pontifici,
sui filius devotus ROBERTUS, permixtione divina Cantua-
riensis Ecclesiæ Minister humilis, pedum oscula beatorum,
cum promptitudine juxta posse parentis Mandatis Papa-
libus ac præceptis.

TOM. I

MANDATUM sanctæ & reverende Paternitatis
vestræ sub bulla plumbea nuper recepti, tenorem
continens infra scriptum: BONIFACIUS Episcopus &c.
Frequens & inculcata fide dignorum &c. De verbo ad
verbum recitando totam Bullam proximè præcedentem.
Cujus delator quasdam alias Literas Apostolicas nobili
Principi Domino Eadwardo Dei gratia Regi Angliæ il-
lustri directas, & per me ex injuncto Paternitatis vestræ
præsentandas incontinenti exhibuit, quasi sub eodem
contextu, Quo quidem Mandato vestro, tunc cum Li-
teris supra scriptis reverenter admisso, ac statim coram
me recitato, preparavi fasciunculas, vestras & sumptas,
ex tunc de die in diem, & familiam ordinavi ad
veniendum pro expositione & expeditione eorum quæ
mihi per vos mandabantur ad ipsam Dominum Regem,
qui tunc agebat in remotioribus partibus Regni sui, ver-
sus Scotiam, distantibus a loco ubi Mandatum vestrum
receperam per viginti vel circiter moderatas dietas. Et
antequam venirem continuatis diebus cum omni festi-
natione ad Civitatem Carleolum, quæ est in Marchia
Scotiæ, ingressus fuit idem Rex cum exercitu suo par-
tem Regni Scotiæ, quæ vocatur Galvedia. Cumque dili-
genter explorando recepissem a viris fide dignis, sceli-
cularibus & Religiosis, ipsius Patriæ notitiam habentibus,
quod ad Regem usque ad Kriandbright, in arctissimis
Locis Galvedie progressum, mihi tutus non patebat ac-
cessus, tamen propter Scotos sine Capitis regimine exis-
tentes, & alios latrunculos prædas & sanguinem An-
golorum stitentes, qui cum duce exercitus eorumdem oc-
cuparent media loca inter Carleolum & ipsam Do-
minum Regem, distantem ab eadem Civitate fere per
quadragesima Millaria, cum propter victus & hospitii
defectum, qui in itinere medio, vastata tota Patria,
reperire vel per eam asportari nequibant, ego per obedi-
entiam necessitatem ex parte una, & per tanta pericula in
tam longinquis partibus de mea Diocesi & Provincia,
quæ ex altera nimum nos urgebant, arctatus, maxime
non invento inter seculares vel Religiosos quorumquam
qui adventum mei causam ipsi Scotiæ verbo tenui, vel per
Literas theas, propter mortis periculum, auderet de-
ferre, & mihi securum conductum petere ab eisdem,
aliud remedium prout potui exquirere, direxi duos ex
familiaribus meis ad Dominum Regem prædictum, cum
Literis meis, navigio per quasdam periculosos transi-
tus maris, significans sibi per easdem adventum meum
& ejus causam, & petens quod propter reverentiam
Sedis Apostolicæ, ejus eram Nuntius, sibi signifi-
casset, ubi, qualiter, & quando, ad eum tunc acce-
dere possem propter viarum discrimina, quæ sibi per
easdem meas Literas nuntiavi. Cujus responso ab eis-
dem Nuntiis, non minima pericula in mari & itine-
re eundo & redeundo evasis, per Literas Regiæ mi-
hi delato, quibus continebatur quod ipse Dominus
Rex nihil securi pro me scivit ad vitanda dicta peri-
cula, quam quod cum Domina Regina uxore sua,
pro qua miserat, venirem ad partes Gerewikes, ad
locum ubi disposuit eidem Domina obviare, deficientem
navigio, quo una cum equis & familiaribus meis
necessariis vehi possem per mare. Quod dum Nuntii
mei transierunt tam periculose versus Regem, Ventis
etiam quasi continue validis & contrariis existenti-
bus, morabar in consiliis Scotiæ, querendo de loco
in locum victus sufficientiam potius quam abundan-
tiam, circa sex septimanas securioris progressus ad
Regem opportunitatem non tam dispendiose quam an-
te expectando. Denique cum audirem diligentius ex-
plorando quod idem Dominus Rex cum exercitu suo
in redeundo versus Castrum de Caerlândrok, quod
prius cepat, in Scotia fixisset tentoria, juxta novam
Abbatiam Duzquer in Galvedia, malens periculo me,
meos ac mea exponere, quam in tam longinquis par-
tibus quodammodo vacuis, extra meam Diocesim &
Provinciam, diutius sic languere, latitans in quibusdam
locis secretis juxta mare, quod dividit Angliam & Gal-
vediam, captata temporis opportunitate, in reflexu ma-
ris, ductus ab his quos non oportebat viæ transitus igno-
rassent, transivi per quatuor meatus aquarum mari-
mos cum equis & phaleris, nomine magis (ratione pro-
funditatis aquarum) quam litoris & vivorum fabulorum
introitu & exitu periculosos, & quasi inopinate veni die
Veneris proximo post festum Sancti Bartholomæi Apostoli
ultimo jam transacto ad dictum Dominum Regem,
in medio exercitu suo tunc in prandio existentem: &
quia non potuit, ut dicebat, eo die vacare, mandavit
mihi illo die in sero per duos de majoribus Comitibus,
qui tunc assistebant ei, quod in crastino, videlicet Sab-
bato sequente, audiret me benigne. Adveniente igitur
ipso die Sabbato coram devotissimo juvene Domino
Eadwardo filio dicti Regis, Comitibus, Baronibus &
alii

ANNO
1300. alii militibus sui exercitus, in magna multitudo confluens, ac dicto Domino Regi assidentibus, recitatio Mandato vestro predicto mihi transmissa, Literas Sanctæ Paternitatis vestre præfate Domino Regi directas, auctoritate ejusdem Mandati præsentavi eidem: quas ipse Dominus Rex reverenter recipiens, eas publice legi coram omnibus, & in Gallica Lingua fecerat patenter exponi. Quibus auditis patienter a singulis, animavi ipsum, & induxi modis quibus potui & scivi, quod vestris exhortationibus, quoad ea quæ in dictis Literis exponebantur, pareret in omnibus reverenter. Postmodum me secedente ab eo cum Clericis meis ad Mandatum suum, dum deliberaret super his cum dictis Proceribus suis, ac demum revocato respondit mihi coram eisdem per interpositam personam sub hac forma.

RESPONSIO Archiepiscopo Cantuariensi ad
Literas Apostolicas.

DOMINE Archiepiscopo, fecistis ex parte superioris & Reverendi Patris Domini Papæ quandam monitionem, contingente statum & jus Regni Scotiæ. Verum quia consuetudo est Regni Angliæ quod in negotiis contingentibus statum ejusdem Regni requiratur Consilium omnium quos res tangit, ac instant negotium Regni Scotiæ tangit statum & jus Regni Angliæ, pluresque sunt Prelati, Comites, Barones, & alii Regni Angliæ Proceres absentes, qui non sunt nec fuerunt in isto exercitu, quos dictum contingit negotium, quibus etiam inconsultis responderi non poterit dicto summo Patri nostro, aut vobis finaliter. In hac parte intendit Dominus noster Rex super contentis in Literis dicti Patris quam citius poterit, commode eisdem absentes, & nunc præsentis, simul consulere, & cum eisdem deliberative tractare, ac per Nuntios proprios eidem summo Pontifici super his de communi eorum consilio respondere.

Quod quidem responsum idem Dominus Rex sic in sua præsentia nomine suo factum ratificavit, ac etiam expresse approbavit. Dum igitur cum tali responso, coram tanta multitudo Magnarum & aliorum fide dignorum mihi facti, licentiatu diverfentem ab eo, & verius propria revertentem, audiavi quod idem Dominus Rex statim infra quatuordecim post recessum meum rediit cum exercitu suo ad partes Angliæ; & singulis quasi de exercitu suo ad propria cum equis & armis remeantibus, idem Dominus Rex exercitu sic disperso, paucis enim comitantibus, & secum retentis, perendinare disposuit, ut dicebatur communiter, apud quandam Abbatiam, quæ vocatur Holmcoltran, in confiniis Scotiæ supra mare. Et sic mandatum vestrum cum omni quæ potui diligentia sum reverenter in omnibus executus. Valeat semper & crescat in Domino ad suæ Ecclesiæ regimen Apostolica Celsitudo vestra.

Datum apud Olfeford, octavo Idus Octobris, anno Domini millesimo trecentesimo.

DLXIV.

Epistola EDWARDI Regis Angliæ ad BONIFACIUM Papam VIII. Respondet BONIFACIO super Scotiæ negotiis. [Collectio Regia Conciliorum Tom. XXVIII. pag. 686. LABBEI Concil. Collect. Tom. XI. Part. II. pag. 1404.]

Sanctissimo in Christo Patri Domino BONIFACIO, divina, &c. EDWARDUS, &c. infra scripta, non in forma, nec in figura judicii, sed omnia extra iudicium pro servanda sanctæ Paternitatis vestre constantia, vobis transmittimus exhibenda.

ALTISSIMUS inspector cordium vestre scrinio memorie indelebili stylo novit inscribi, quod antecessores & progenitores nostri Reges Angliæ, jure superioris & directi Domini ab antiquissimis retro temporibus Regno Scotiæ & omnibus ipsius Regibus & temporibus annexis præstauerunt, & ab eisdem pro Regno Scotiæ, & ejusdem Proceribus, a quibus habere volebant, legalia homagia receperunt, & fidelitatis debita juramenta receperunt. Nos juris & Domini possessionem continuantes hujusmodi pro tempore nostro, eadem juramenta recepimus tam a Rege Scotiæ, quam ipsius Regni Proceribus. Quinimo tanti juris, & Domini prærogativa super Regnum Scotiæ & ejusdem Reges gaudebant, quod Regnum ipsum fidelibus suis conferre. Reges etiam ex iustis causis amovebant, &

ANNO
1300. constituerunt sub se loco ipsorum alios regnatos, quæ procul dubio ab antiquo notoria fuisse & esse creduntur apud omnes, licet aliud forsitan paternis vestris auriis per pacis annulos, & rebellios filios, falsa insinuatione suggestum fuerit, a quorum machinosis & imaginariis figmentis, ut vestræ Sanctitatis oculis avertatur suppliciter quesimus, & paternam Clementiam & Excellentiam devotis affectibus exoramus, ut brevitate causa gestis antiquorum temporum falvis quiddam exempli causa tangamus. Sub temporibus itaque Heli & Sannelis Prophetarum, vir quidam strenuus & insignis, Bruns nomine, de genere Trojanorum, post excidium urbis Trojane cum multis Nobilibus Trojanorum applicuit in quandam Insulam tunc Albion vocatam, a Gigantibus inhabitatam, quibus sua & suorum seductis potentia, & occisis, eam nomine suo Britanniam, sciosque suos Britannos appellavit, & ædificavit Civitatem, quam Trinovantum nuncupavit, quæ modo Londinum nuncupatur. Et postea Regnum suum tribus filiis suis divisit, scilicet Lochno primogenito illam Britanniam partem quæ nunc Anglia dicitur, & Albanacot filio secundo nato illam partem quæ tunc Albanæ a nomine Albanacti, nunc vero Scotia nuncupatur, & Cambro filio juniori partem illam nomine suo tunc Cambriam vocatam, quæ nunc Wallia vocatur, reservata Lochno Regia dignitate. Itaque biennio post mortem Bruti applicuit in Albaniam quidam Rex Hunorum, nomine Humber; & Albanactum fratrem Lochni occidit: quo audito Lochnus Rex Britonum persecutus est eum: qui fugiens submersus est in flumine, quod de nomine suo Humber vocatur, & sic Albania reverit ut illum Lochnum. Item Dunwallio, Rex Britonum, scotorum Regem Scotiæ filii rebellem occidit, & terram ejus in deditionem recepit. Item duo filii Dunwallionis, scilicet Belinus & Brennius, inter se Regnum Patri sui dividerunt, ita quod Belinus senior diademata Insulam cum Britannia, Wallia & Cornubia possederit, Brennius vero sub eo regnatos Scotiam acciperet: petebat enim Trojana consuetudo, quod dignitas hereditatis primogenito perveniret. Item Arthurus Rex Britonum famosissimus, Scotiam filii rebellem subiecit, & pene totam gentem delevit. Et postea quandam nomine Anselmum Regem Scotiæ præfecit: & cum postea idem Rex Arthurus apud Civitatem Legionum festum faceret celeberrimum interfuertur ibi omnes Reges sibi subieci, inter quos Anselmus Rex Scotiæ, servitium pro Regio Scotiæ exhibens debuit, gladium Regis Arthuri dedit ante ipsum, & successive omnes Reges Scotiæ omnibus Regibus Britonum fuerunt subieci: succedentibus autem Regibus Angliæ in predicta Insula, & ipsius Monarchiam & Dominium obtinentibus subequentur.

DLXV.

Promesse d'ALBERT I. Empereur, par laquelle, en vue du (1) Mariage de RODOLPHE Duc d'Autriche son fils Aîné, avec BLANCHE Sœur de PHILIPPE LE BEL Roi de France, il donne à Rodolphe les Duches d'Autriche & de Stirie, & de Blanche, en Douaire, le Comté d'Alsace & la Terre de Fribourg. Fait au mois d'Août 1299. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 39. d'où l'on a tiré cette Pièce. LUNIG, Teutsch. Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. I. Abtheil. I. Absatz I. von Kayser, pag. 559.]

1299.
Août.
AUTRI-
CHE ET
FRANÇOIS

ALBERTUS Dei gratia Rex Romanorum & semper Augustus universis præsentis Literas inspecturis salutem. Notum facimus, quod nos affectantes, ut confederationis affinitas & amicitie fructuose contractus inter nos & Serenissimum Principem PHILIPPUM Dei gratia Regem Franciæ Illustrum amicum nostrum carissimum eo ferventius roboraret & vigeat, stabilitusque perduret; quo matrimoniali fœdere concurrente melioribus firmatus auspiciis nexque confictus fuerit fortiori; Voluimus, concordavimus, consensimus & promissimus, concordamus, consensimus & promissimus, quod ratione contrahendi matrimonii inter carissimum primogenitum nostrum RODULPHUM Duem Austriæ, & nobilem Dominam BLANCHAM Sororem dicti Regis Franciæ, eidem primogenito nostro & heredibus suis ab eo descendentibus Ducatus Austriæ & Styriæ, nec non Dominia Carniolæ ac Marchiæ & Portus

(1) Ce Mariage s'accomplit l'année suivante.

99. Portus Naonis cum omnibus aliis iuribus & pertinentiis Ducatus & Dominiorum predictorum ac omnibus emolumentis rebus & iuribus quibuscunque intra vel extra Ducatum constitutis, quacunque cum ipso Ducatu ad Duces Austrie solent hactenus devenire & quomodolibet pertinere, perpetuo & hereditarie remaneant.

§. 2. Ac nihilominus dedimus & concessimus, damus & concedimus & ex nunc assignamus & assignemus predictis Sorori dotatiliam seu donationem propter nuptias Comitatum Alfatia & terram de Fribourc Laufau. Dioecesis, cum omnibus iuris pertinentiis suis; quorum Comitatus & terra, qui praefato Duci perpetuo & hereditarie remaneant nobilium homagia & fidelitates, ac universitatem & incolarum villarum insignium iuramenta praestari faciemus, statim post contractum matrimonium, Procuratori dictae Blanchae Sorori dicti Regis pro ea solemniter stipulanti, quod eadem fori; si praefato Duci forsitan supervivat, tanquam fideles Vasalli & Subditi Dominae suae, quoad vixerit, obediant & intendunt; ac secundo genitum aliosque minores liberos nostros renunciare faciemus penitus & expresse, cum auctoritate & decreto nostro ac Electorum Principum ac Baronum Regni Alemannie & alia quavis auctoritate, forma & modo, de quibus dicto Regi Franciae pro plena securitate expediens visum erit; & pro omni iure sibi competenti vel competituro in Ducatu, Comitatu, terra, iuribus & pertinentiis supra dictis. Ac de praemissis omnibus & singulis tenendis firmiter & fideliter adimplendis dabimus praefato Regi Franciae idoneas cautiones & securitates, quae ipsi Regi Franciae in hac parte utiles vel necessarie videbuntur; & praemissa omnia idem Franciae Rex per Sedem Apostolicam faciet confirmari, si sibi viderit expedire. Salvo tamen secundo genito & aliis minoribus liberis nostris iure sibi competenti vel competituro in omnibus & singulis supra dictis, si dictum Ducem decedere forte contingeret sine liberis procreatis ex eo & Sorore predicta.

§. 3. Dotatiliam vero praestatum nos de redditibus & terris Comitatum de Quibourc & Abbebourg & pertinentiarum ipsorum fore sufficientem & plenè supplere & augmentare tenemur, quod dictus Rex Franciae exinde merito contentetur, summa vero dotis dandae praedicto Duci in voluntate & arbitrio dicti Regis Franciae residet. In cuius rei testimonium, praesentibus nostrum fecimus apponi sigillum. Actum anno Domini, millesimo ducentesimo nonagesimo nono, mense Augusti.

Et sont lesdites Lettres scellées en double queue de parchemin d'un grand sceau de cire jaunie.

DLXVI.

Sept. Alliance faite entre ALBERT I. Empereur, & PHILIPPE LE BEL Roi de France, pour la défense de leurs Etats, de leurs droits, de leurs libertés, & de leurs privilèges, en vue de s'opposer aux entreprises du Pape BONIFACE VIII. Faite à Strasbourg le 5. de Septembre 1299. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 40. d'où l'on a tiré cette Pièce. LUNIG, Teutsch. Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheil. I. Absatz I. pag. 5.]

In nomine Domini, Amen.

PER hoc presens publicum Instrumentum cunctis pateat evidenter, quod hoc est transcriptum seu transcriptum quarundam patentium Litterarum inclitae recordationis Domini ALBERTI Romanorum Regis semper Augusti in cera alba cum duplici cauda pargemini sigillatarum satarum & integrarum ac omni prorsus vitio & suspitione carentium, ut prima facie apparebat nobis Notariis subditis subscriptis ex parte Illustrissimi Principis & Domini nostri Francorum Regis ad transferendum traditatum, quarum tenor sequitur & est talis.

§. 2. Albertus Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, universis praesentes Litteras inspecturis salutem. Notum facimus quod nos considerantes, quod per Regum & Principum unanimes voluntates divinae laudi quietus attendatur & Christiana ad Deum crescat devotio, cum pace proximi pax Dei acquiratur & augetur, salus eorum & honor extollitur, & humane laudis praecoito amplius, ac suorum impotenter roborantur jura Regnorum, sincere devotionis glutino amicitiae, societatis & unionis foedera perpetuo duratura, TOM. I.

nos & Serenissimus Princeps PHILIPPUS Dei gratia Francorum Rex amicus noster carissimus inimicus, volumus & consentimus, & ad invicem concordamus ac etiam promissimus fide data nomine juramenti; & jurabunt etiam in animas nostras nobis praesentibus, videlicet pro jam dicto Illustri Rege Francorum Comes Sancti Pauli, pro nobis vero Rege Romanorum Comes Burchardus de Hohenberg Avunculus noster carissimus; quod ex nunc in antea erimus ad invicem veri & fideles amici, ac in nostris & Regnorum nostrorum & Imperii honoribus, libertatibus & iuribus muno conservandis contra omnem hominem veri & validi adiutores, quodque inter nos & Successores nostros Romanorum & Francorum Reges seu Imperatores pacis & fidelis amicitiae foedera perpetuis duratura temporibus servabuntur; & hac omnia praemissa & singula promissimus & praesentibus promittimus pro nobis nostrisque haeredibus sibi in Imperatoribus & Regno succedentibus firmiter observare & attendere, & nullatenus contravenire sub virtute & nobis dare fidei & per praedictos Comes praestitum juramenti; In cuius rei testimonium praesentibus Litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum & datum Argentinae, Nonas Septembris, Indictione XII. anno Domini, millesimo ducentesimo nonagesimo nono, Regni vero nostri anno secundo.

§. 3. De quibus quidem Litteris originalibus supra scriptis facta fuit per nos Notarios publicos infra scriptos legitima collatio ad praesens transcriptum seu transcriptum ex eisdem Litteris originaliter sumptum, anno Domini millesimo trecentesimo nonagesimo septimo secundum morem Gallicanum, Indictione sexta, Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris & Domini nostri Domini Benedicti divina providentia Papae tertii decimi anno quarto, videlicet in domo Nobilis Viri Domini Guillelmi de Alverto Militis, sita Parisiis in vico dicto Molari, in parochia Sancti Joannis in graviam; praesentibus & auscultantibus discretis Viris, Domino Joanne Michaelis Presbytero Laudinen. Diocef. Curato Parochialis Ecclesiae de Villacumeuli Carnoten. Diocef. & Magistro Nicolao de Molendino Notario publico Magistro in Artibus Clerico Leonen. Diocef. testibus ad hoc vocatis, specialiter & rogatis. Et ego Joannes Juvenis, alias de Villamaden. Clericus Leonen. Diocef. publicus Apostolica & Imperiali auctoritate Notarius, quia de praedictis originalibus Litteris ad praesens transcriptum seu transcriptum ex eisdem originalibus sumptum cum Notario publico supra scripto diligenter collationem feci & ipsum invicem concordare inveni, nil addito vel amoto, ideo hunc publico Instrumento seu transcripto alia manu scripto signum meum solum una cum signo & subscriptione dicti Notarii publici & sigillo Curiae Parisi. hic me manu propria subscriptum apposui requisitus in testimonium veritatis. Sic Signatum, Juvenis.

Confirmation du précédent Traité, donnée par l'Empereur ALBERT à Quatre-Vaux, le 8. Décembre 1299.

ALBERTUS Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, universis praesentes Litteras inspecturis salutem. Notum facimus, &c. &c. comme ci-dessus, jusques à ces mots, fecimus apponi sigillum. Actum & datum nobis & praefato Rege Francorum praesentibus apud Quatuor valles, die Martis, octava mensis Decembris, anno Domini 1299. Indictione decima (1), Regni vero nostri anno secundo.

Promesse de l'Empereur ALBERT touchant l'Alliance faite avec PHILIPPE le Bel, donnée à Quatre-Vaux, le 8. Décembre 1299.

ALBERTUS Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, universis praesentes Litteras inspecturis salutem. Noverit universitas vestra, quod cum in prolocutione seu Tractatu Matrimonii inter Illustrum Rudolphum Ducem Austriae primogenitum nostrum carissimum & Dominam Blancham Sororem magnifici Philippi Regis Francorum amici nostri carissimi contrahendi inter nos & eundem Regem Franciae per solemnes Procuratores & Nuntios utriusque actum fuerit & conventum, ac ex parte nostra expresse promissum, quod eidem primogenito nostro & haeredibus suis ab eo descendentibus Ducatus Austriae & Stiriae, nec non Domina

Se 2

(1) Il faut lire, douzième, comme il y a dans la Pièce précédente [D.M.]

ANNO
1299

nia Carinola, Marchia ac Portus Naonis cum omnibus aliis iuribus & pertinentiis Ducatus & Dominiorum prædictorum, ac omnibus emolumentis, rebus & iuribus quibuscunque intra vel extra Ducatum constitutis, quemadmodum cum ipso Ducatu ad Duces Austrie solent hæcenus devenire vel quomodolibet pertinere, perpetuo & hereditarie remanebant.

§. 2. Ac nihilominus ex tunc dederimus, concesserimus, assignaverimus & assecerimus prædictæ Sorori Regis Francie in dotatium, seu donationem propter nuptias Comitatum Alsatia & terram de Friburg. Lausan. Diocel. cum omnibus iuribus & pertinentiis suis; quorum Comitatus & terræ, qui præfato Duci perpetuo & hereditarie remanebunt fidelium homagia & fidelitates ac Universitatum & incolarum Villarum insignium iuramenta præstari faciemus, antequam matrimonium contrahatur, Procuratori prædictæ Sororis Regis Francie pro ea sollemniter stipulanti eidem, quoad prædictum contractum matrimonium, quod eidem Sorori, si præfato Duci fortitan supervivat, tanquam fideles Vasalli & Subditi Domine suæ, quoad vixerit, obediat & intendat; ac secundo genitum ejusque juniores liberos nostros renunciare faciemus penitus & expressè cum auctoritate & decreto nostro Regio & Electorum Principum & Baronum Regni Alemannie ac alia quavis auctoritate, forma & modo, de quibus dicto Regi Francie pro plena securitate expediens visum erit pro omni jure sibi competenti vel competendo in Ducatu, Comitatu, terris, iuribus, & pertinentiis supra dictis.

§. 3. Et de præmissis omnibus & singulis tenendis, adimplendis & inviolabiliter observandis datus memorato Regi Francie idoneas cautiones & securitates, quæ sibi in hac parte utiles videbuntur, ac præmissa omnia & singula, per Romanorum Reginam Illustrem Elizabeth Confortem nostram approbat, ratificari & fieri, ac de his servandis & fideliter adimplendis ipsam faciemus efficaciter obligari; salvo decretis, quod dicta Romanorum Regina ad vitam suam habet in Ducatu, terris, Dominis supra dictis. Item placet prædicto Regi Francie & Litterarum suarum tenore consistet, quod Ducatu Austrie cum principatu ejusdem præfati Ducis suisque hæreditibus remanente, secundo genito alique junioribus liberis nostris præmissis primitus assentientibus, sufficiens & competens paterna fiat provisio de terris supradictis ad Ducatum Austrie pertinentibus, vel aliunde, sicut melius fieri poterit, absque Ducatu Austrie demembratione notabili vel enormi.

§. 4. Cæterum cum omnino Electorum Principum prædictorum assensus, auctoritas vel decus præstandi præmissis, ut superius est expressum propter quorundam ipsorum absentiam & alia certa impedimenta commodè haberi non possunt, vult prædictus Rex Francie & ad precum nostrarum instantiam consentit & promittit bonæ fide, juravit etiam in animam ipsius Regis ipso Rege præsentem spectantibus & assensum, propter aliorum absentiam vel auctoritatem non præstitam in hac parte contractus Matrimonii, supradictis aliis tamen conditionibus & conventionibus supra dictis promissis, adimpletis, nullatenus differatur, sed bonâ fide modis omnibus consummatur. Et promissum cum dato nomine juramenti expressè nos curaturos & facturos, juravimus etiam in animam nostram nobilis Vir Burchardus Comes de Hohenberg Avunculus noster, quod alii Electores Principes supra dicti suum congruo tempore præmissis assensum & auctoritatem præstabant modo & forma, de quibus pro cautione & securitate sæpe dicto Regi Francie visum fuerit expedire, in cujus rei testimonium præsentibus &c. &c. ut supra. Actum & datum nobis & præfato Rege Francie presentibus apud Quatuor valles die Martis octava mensis Decembris, anno Domini 1299. Indictione * 13. Regni vero nostri anno secundo.

* Lipsz. 12.

DLXVII.

8. Dec.

EMPIRE
ET FRAN-
CE.

Traité entre ALBERT I. Empereur, & PHILIPPE LE BEL Roi de France, pour le Mariage d'un des Fils de PHILIPPE avec l'une des Filles d'ALBERT, au choix des Parties de part & d'autre. Fait à Quatre-Vaux, le 8. Décembre 1299. [G. G. LEIBNITZ, Codices Diplomatici. pag. 49. d'où l'on a tiré cette Pièce. LUNIG, Teutsch. Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheil. I. Abtatz II. von Kayser, pag. 560.]

ANNO
1299

ALBERTUS Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus universis præsentibus Litteras inspecturis salutem. Notum facimus quod nos attendentes, quod inter alia, per quæ regnantium & Regnorum exaltatio procuratur, pacis & tranquillæ quietis amenitas acquiritur, ac felici & prospero statu consulitur Subditorum; illud videretur antea consideratione præcipuum, ut inter Reges & Regna solidæ caritatis unitas & fidelis amicitie fœdera nutriantur, & quod alter alteri libenter assilut in prosperis, & non deficiat in adversis. Hæc consideratione inducti, ut inter nos & inclytum Principem PHILIPPUM Regem Francie Illustrum, amicum nostrum carissimum, hujusmodi fœdes unionis & amicitie stabilis permaneat in futurum, concordavimus, volumus, consentimus & promissimus, concordavimus, volumus, consentimus & promissimus bonâ fide, juraverunt etiam in animas nostras nobis præsentibus nobilis vir, videlicet pro jam dicto Rege Francorum Guido Comes Sancti Pauli & pro nobis vero Burchardus Comes de Hohenberg dilectus & fidelis noster, quod inter unum de filiis ipsius Regis Francie, quem excepto primogenito ipsius elegerimus & unam de filiabus nostris, quam dictus Francorum Rex de nonnullis traditis duxerit eligendam, Matrimonium contrahatur, de dote autem & donatilio filio & filie prædictis dandis, in nostra & ipsius Regis Francorum voluntate & arbitrio reservabit; in cujus rei testimonium presentibus Litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum & datum nobis & præfato Rege presentibus apud Quatuor Valles, die Martis octava mensis Decembris, anno Domini 1299. Indictione * 13. * Lipsz. 12. Regni vero nostri anno secundo.

DLXVIII.

Contrat de Mariage entre (1) LOUIS FILS de PHILIPPE LE BEL Roi de France, & (2) MARGUERITE Fille de ROBERT Duc de Bourgogne. Fait au mois de Février 1299. 27. Fev. [ETIENNE PERARD, Recueil de Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 583.]

ROBERTUS Dux Burgundie, Francie Cameraarius, notum facimus universis tam presentibus quam futuris, quod inter excellentissimum Principem, Dominum PHILIPPUM Dei gratia Francie Augustum Illustrissimum, charissimum Dominum nostrum, ex una parte, & nos ex altera, initæ, conventæ, & bona fide firmatæ sunt conventiones, quæ inferius subsequuntur; videlicet, quod ipse Dominus noster Rex, pro parte sua, & nos pro parte nostra, crabbimus & faciemus, quod LUDOVICUS ipsius Domini Regis primogenitus, & MARGARITA filia nostra secundo genita, statim cum ipsi ad annos nobiles pervenerint, obtento super hoc primitus assensu & dispensatione Secdis Apostolicæ, maritaliter infulum copulentur. Nos vero, convenimus & promissimus prædicto Domino nostro Regi, pro dicto filio suo, & ad opus ipsius, quod nos eidem filio suo dabimus in maritragium cum prædicta filia nostra, centies mille libras parorum Turonenisum in pecunia numerata, solvendas terminis qui sequuntur, videlicet viginti quinque millia librarum, ipsa die qua prædictum Matrimonium in facie Ecclesie sollempnizari contingerit. Item quindecim millia librarum, eadem die, anni circulo revoluti. Item alia quindecim millia librarum eadem die alio anno, similiter revoluti, & sic de anno in annum ad eundem terminum, quolibet anno quindecim millia librarum Turonenisum parorum, quousque dictæ centies mille librarum fuerint eidem filio dicti Domini nostri Regis integrè persolutæ. Item, nos convenimus & promissimus, nos datturos prædictæ filia nostre, in maritragium cum eodem prædicti Domini nostri Regis filio, sexages mille libras terre ad Turonenis parvos convenienter assendas eidem, tria millia librarum terre statim in ipsa sollempnatione Matrimonii supradicti in modum qui sequitur, videlicet mille libras terre quas ipse Dominus noster Rex ex dono suo nobis assignare tenetur. Item terram quam habemus

(1) Dixième du nom, surnommé Marin.

(2) Ce Mariage se fit; & il en eût Jeanne héritière du Royaume de Bourgne, qu'elle porta à son Mari Philippe d'Arras. Louis fit nommer Marguerite la Femme à Châteauneuil, auprès d'Andely en Normandie, à cause de son impudicité; & épousa Blanche d'Artois, qui succéda à Jean, fils de Philippe, lequel ne vécut que sept ou huit jours.

NNO mus apud *Giucum*, in quantum sufficere poterit ipsa terra. Item feoda & homagia illarum rerum quas Dominus *Campania* tenet à nobis, & similiter, feoda & homagia illarum rerum, quas apud *Virracum*, & apud *Elfoy*, tenentur à nobis, appetiendi in assignatione prædicta quantum sufficere poterunt ad assilam terræ secundum ipsius patriæ consuetudinem faciendam : Et illud quod post factam assilam prædictorum deerit assignandum de dictis tribus millibus libratris terræ, nos in locis competentibus perficere tenebimur, ac etiam assidece. Item, alia tria millia librarum terræ, quousque nos ea prædictæ filie nostræ sufficerent, in locis competentibus assignemus, reddemus annuatim, solvendo eadem prædicti Domini nostri Regis filio, à die solemnisationis prædicti Matrimonii anno quolibet, ad duos terminos, tria millia librarum Turoensium parvorum, videlicet in festo Resurrectionis Domini mille & quingentas libras, & in festo Sanctorum omnium mille & quingentas, & sic annuatim, quousque fecerimus assilam supradictam. Ita, quod quodcumque nos dicta tria millia librarum terræ, vel eorum partem eadem filie nostræ convenienter assignemus, pro parte eorum assignata & tradita cessabit, & decrescet pro rata æquivalenti, solutio annuæ prestationis prædictæ. Pro quibus tribus millibus libris Turoensibus parvis annuatim solvendis, ut præmissum est, nos eadem Domino nostro Regi, pro dicto filio suo, & ad opus ipsius, Ducatum nostrum Burgundie, & totam terram nostram in Regno Francia constitutam, ex nunc specialiter obligamus & remanere volumus obligatam. Prædictus verò Dominus noster Rex, dictam *Margaritam*, si contingerit ipsam esse Francie Reginam, dotabit de duodecim millibus librarum terræ ad parvos Turoenses; si verò non contingerit ipsam esse Francie Reginam, ipse Dominus noster Rex dotabit eandem de sex millibus librarum terræ monete ejusdem. Quod dotalitium ipse Dominus noster Rex faciet eadem filie nostræ in locis competentibus assignari. Actum fuit insuper, & expresse convenit, inter prædictum Dominum nostrum Regem & nos, pro nobis & liberis nostris prædictis, & ad opus eorum, quod si dictos liberos nostros, vel eorum alterum, ante solemnizationem dicti Matrimonii decedere contingat, conventiones hujusmodi totaliter vacentur & omni careant robore firmitatis. Si verò, post contractum & in facie Ecclesie solemnizationem prædicti Matrimonii inter eos, contingat ipsos vel alterum eorum decedere, liberis non extantibus ex eisdem summa prædictarum centies mille librarum Turoensium parvorum, pro ea rata qua soluta fuerit vel termini solutionis cessent, prædicti Domini nostri Regis seu dicti filii sui erit, & sibi remanere debebit. Pro ea verò rata qua nec soluta fuerit, nec termini solutionis cessent, nos quint remanebimus & totaliter liberati. Et dictæ sexties mille libratæ terræ ad nos revertentur, & in nostra dispositione liberæ remanebunt. Si verò, post contractum & solemnizationem inter eos prædictum Matrimonium ipsi decesserint, vel alter eorum, superstitibus liberis ex eorum prædicto Matrimonio procreatis, in casu, quem Dominus avertat, in quo ipse Dominus nostri Regis prædictus filius in vita sua non esset Rex Francie, liberi ex illo eorum Matrimonio superstitibus, dum tamen Comitatus *Campania* ad eosdem nullatenus obvenisset, si sint masculi, habebunt viginti millia librarum terræ ad parvos Turoenses de terra ipsius Domini nostri Regis in Regno Francia situta decedere, & in locis competentibus ab ipso Domino nostro Rege vel ejus successoribus assignandas eisdem. Si verò sint femine, masculi ex illo Matrimonio non extantibus, quolibet habeat mille libratas terræ ad parvos Turoenses, convenienter eisdem in terra Regni Francie prædicti Domini nostri Regis assignandas, & cum hoc, duodecim millia librarum Turoensium parvorum in pecunia numerata, pro ipsis matrimonialiter collocandis. Has autem conventiones & promissiones, omnes & singulas, prout superius sunt expresse, promissum & promittimus bona fide ac ad sancta Dei Evangelia juravimus, nos pro parte nostra facturos, executuros, & integraliter complecturos; hoc excepto quod si, quod absit, contingeret nos vel successores nostros in solutione dictarum pecuniarum summarum in aliquo de præmissis terminis deficere, nolumus stringi juramento prædicto, sed obligamus nos & successores nostros, si defecerimus in solutione prædictarum pecuniarum summarum in terminis antedictis, vel aliquo eorumdem terminorum, obsequia continere Senonis in propriis personis tenere, quousque de prædictis summis, in quarum solutione defecerimus, integraliter fuerit satisfactum. Ad hac nos & successores nostros firmiter obligantes, volentesque nos & ipsos remanere

specialiter obligatos. Et in testimonium & memoriam perpetuam omnium & singulorum præmissorum, presentibus Litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum apud Abbatiam Minoritarum longi campi, die Sabbati post festum beati Mathie Apostoli, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo nono, mense Februario.

DLXIX.

Ligue entre AME^l Comte de Savoie, & BER- 1300.
TRAND de Baux Prince d'Orange, contra le
Dauphin. Faire à Orange, le 5. de Mai, 1300.
[S. GUICHENON, Histoire Généalogique
de la Maison de Savoie. Preuves. pag. 137.]

In nomine Domini Amen.

ANNO Incarnationis ejusdem millesimo trecentesimo, scilicet V. die Maii: Cum pactioes & conventiones initæ essent per *Illustrem & Potentem Virum Dominum Amicum Comitem Sabaudie*, ex una parte, & Dominum Giraudum Amici Militem, nomine suo & nomine Domini *BERTRANDI* de Baucio Dei gratia Principis Aurasice, & procuratorio nomine ejusdem ex altera; videlicet quod si dictus Dominus Comes habeat aliquomodo guerram contra Dalphinum Viennensem, quod præfatus Dominus Princeps, & Dominus Giraudus Amici jurabunt, & auxiliabuntur prædictum D. Comitem, de se & de tota terra sua contradicendum & offendendum quomodo poterunt Dalphinum supradictum, & si forte contingeret, quod præfatus Dominus Comes faceret pacem, seu concordiam, vel treugas acciperet, cum Dalphino, fuit actum quod dictum Dominum Principem & Dominum Giraudum poneret in sua treuga, pace, seu concordia, & e converso, si contingeret dictos Dominum Principem, & Dominum Giraudum Amici habere guerram contra dictum Dalphinum, quod præfatus Dominus Comes adjuvaret eos ad offendendum dictum Dalphinum, donec in pace & concordia poneretur, prout in Litera inde confecta, & sigillata sigillo Domini Principis prædicti, & sigillo dicti Domini Giraudi, plenius continetur: Dictus inquam Dominus Princeps, in præsentia mei Notarii infra scripti, & Testium infra scriptorum, præfente dicto Domino Giraudo Amici, & in præsentia Joannis Molani Procuratoris dicti Domini Comitis constituit per Dominum Comitem supradictum, ad suscipiendam, & recipiendam ratificationem, & confirmationem, & approbationem faciendam per dictum Dominum Principem, pactioes & conventionum prædictarum, confirmavit, ratificavit & approbavit conventiones & pactioes supradictas, prædicto Joanni Procuratori presentem, stipulanti & recipienti, nomine Procuratorio dicti Domini Comitis, & mihi Notario infra scripto presentem & stipulanti, nomine & vice Domini Comitis supradicti. Promittens inquam dictus Dominus Princeps, prædicto Joanni Procuratori recipienti nomine quo supra & mihi Notario recipienti & stipulanti nomine dicti Domini Comitis, se servaturum prædictas conventiones & pactioes & contra non venturum de jure vel de facto, & super sancta Dei Evangelia à se gratis corporaliter tacta, juravit omnia attendere prædicta & complere, & de prædictis Dominus Joannes, nomine quo supra, petit sibi fieri publicum Instrumentum. Actum apud Aurasicam in Hospitio *Bertrandi* de Medenis Domitelli olim, Testibus presentibus Domino Guillelmo de Anteduna Milite Domino Cadarosse in parte Domino Olivario Cucurbitæ Milite Bayllivo Principatus Aurasice, Domino Maymundo Laurii Milite Bailuo Aurasice, Domino Bernardo de sancto Quintino Legum Professore, Domino Maymundo Ancelli Jurisperito, Petro Martinelli Procuratore dicti Domini Principis.

DLXX.

Königlichen Königs ALBERTI I. Lehen-Brief über 15. Mai.
das Burggräffthum Nürnberg/Burggraf Friedrichen
alda ertheilet. Geben Strassburg den 15. May
1300.

C'est-à-dire,

Diplome d'Investiture donné par ALBERT I. Roi
des Romains au Burggrave FRIDERIC, pour
de Bourggraviat de Nuremberg en Fief de l'Empi-
re.

326
ANNO
1300.

re. A Strasbourg le 15. Mai 1300. [Voyez
le ci-après sous le 26. Mars 1362.]

DLXXI.

21 Octo. *Prorogatio Treugarum inter REGES FRANCIE
& ANGLIE, à BONIFACIO VIII. Papa
constituta tanquam Arbitro, virtute potestatis sibi
tradite. Datum Laterani 12. Kalendas Novem-
bris, ejus Pontificatus anno sexto.* [Pièce tirée
des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de
Berlin.]

BONIFACIUS Episcopus Servus Servorum Dei,
ad futuram rei memoriam, dudum inter Charissimos
in Christo filios nostros Philippum Francie ex parte
una, & Edwardum Anglie ex altera, Reges illustres,
super diversis articulis materia dissensionis exorta, iidem
Reges per eorum speciales Procuratores & Nuntios ad
nos propterea destinatos, & ab eis super his specialem
potestatem habentes, in nos tanquam privatam perso-
nam, & Dominum Benedictum Galetanum, tanquam
in arbitrum, arbitratorem, sententiatorem & amica-
blem compositorem, præceptorem, ordinatorem, dis-
positorem & pronuntiatorem super reformanda pace &
concordia inter ipsos Reges, & super his quæ ad pacem
pertinent, ac super omnibus & singulis discordiis, guer-
ris, litibus, controversiis, causis, questionibus, dam-
nis, & injuriis, petitionibus & actionibus realibus &
personalibus atque mixtis, qui fuerant, erant, & esse
poterant inter eosdem Reges occasione quacunque altè
ac bassè, absolute ac libère sub certa forma compro-
mittere curaverunt, volentes, promittentes, & expres-
se contentientes tandiu compromissa hujusmodi perdu-
rare, quandiu Treugarum voluntarie imitarum antea in-
ter dictos Reges tempus & terminus perduret, & quod
interim si placeret nobis, ac videremus expediens, pos-
sumus in antea hujusmodi compromissorum ac ferendi
arbitrii, seu arbitragii, & aliorum in compromissis hujus-
modi contentorum, nec non & prædictarum Treu-
garum tempus & terminum simul & non aliter, semel
& pluries ad nostrum beneplacitum prorogare.

Nos vero prædictis compromissis receptis quamdam
ordinationem super hujusmodi negotio, prout tunc
conditio temporis, & negotii status & qualitas exige-
bant, duximus faciendam, nonnullis in eodem nego-
tio, subordinatione futura remanentibus hæcenus in
suspensio, prout in pronuntiatione prædictæ ordina-
tionis plenius continetur. Postmodum autem attendentes,
quod faciente pacis ætore, a quo bona cuncta procé-
dunt, eoque ordinanda duximus prospera successione
& desideratis admodum ut in dicto negotio ex nostris
studii divina suffragatione fulcitis felix & desideratus
proveniret effectus; & propterea præcavere volentes ne
tempus ipsius perficiendi negotii laberetur, præfatas
Treugas prout fuerunt initæ ac indicæ, ac inter om-
nes easdemque personas inter quas, & quoad quas
existerant indicæ vel intæ, ac prædictæ compromissa,
& imposterum ferendum arbitrium, seu arbitragium,
totumque negotium prout in nostris bullatis inde con-
fectis Litteris plenius continetur.

Nunc insuper quia desideris nostris valde votivum
occurrit, ut super hujusmodi negotio desideratus finis
adveniat, ac volentes ob id ut ejusdem tempus per-
compleendi negotii patiatur excursus, prædictas Treu-
gas prout fuerunt initæ vel indicæ, ac inter quas, &
quoad quas earum convenit indicæ & præfata compro-
missa, & imposterum ferendum arbitrium, seu
arbitragium, totumque negotium prout ex futura nos-
tra ordinatione ac decisione dependent, a prædicto nunc
proxime futuro Epiphaniæ festo, usque ad aliud ex
nunc secundo venturum Epiphaniæ festum ex hujusmo-
di potestate arbitraria nobis tradita prorogamus; quam
quidem prorogationem, & omnem ejus effectum præ-
cipimus sub penis in compromissis ipsis adjectis & aliis
juxta nostrum arbitrium inferendis, inviolabiliter a par-
tibus observari, ordinatis, arbitratis, præceptis, diffinitis,
laudatis & pronuntiatis, per nos hæcenus in memora-
to negotio in sua nihilominus remanentibus firmitate.

Nulli ergo hominum liceat hanc paginam nostræ
prorogationis & præcepti infringere, vel ei ausu teme-
rario contraire. Si quis autem hoc attemptare pra-
sumpserit, indignationem omnipotentis Dei, & Beato-
rum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incur-
surum.

Datum Laterani duodecimo Kalendas Novembris,
Pontificatus nostri anno sexto.

CORPS DIPLOMATIQUE

Et est écrit sur le reply desdites Lettres ce qui en-
suit:
N. Leonardi pro P. Duc.
Et sont lesdites Lettres scellées en lacs au cordons de
soye rouge & jaune d'un scel de plomb pendans, auquel
sont d'un costé empraints d'un ces mots:

BONIFACIUS PAPA OCTAVUS.

Et sur le dos d'icelles Lettres est assy écrit ce qui
s'ensuit:

Prorogatio Treugarum in facto Angliæ, Pontifica-
tus Bonifacii Octavi anno sexto.

DLXXII.

Traité entre HUGON Evêque de Liège & JEAN 22 Octo.
1. Duc de Brabant; par lequel HUGON cède
au Duc plusieurs droits sur la Ville de Malines, LIÈGE
pour les posséder jusqu'à la troisième Génération; ET BRAB-
à condition que ledit Duc les revendique de JEAN
BERTHOULT, qui s'en étoit emparé par la
force. [AUBERT LE MIRE, Diplomatum
Belgicorum. Tom. I. Cap. LXXXIX. pag.
193.]

UNIVERSIS præsentis Litteras inspecturis HU-
GO, Dei gratia Leodiensis Episcopus, æternam
in Domino salutem, cum notitia veritatis. Zelus or-
thodoxæ fidei in eo probatur præcipue....

Sanè cum ad nos & antecessores nostros, Ecclesiæ
Leodiensis Episcopos, qui ipsam Ecclesiæ reterunt
pro tempore, plurima & diversa jura ac jurisdictiones
in opido Mechliniensi, & in villa de Heiste, & appen-
dicis earundem pertinuerint longis temporibus, & ad-
huc pertinere dignoscantur, quæ usque ad hæc tempo-
ra nobilis vir Joannes Berthout de Mechlinia, & sui
progenitores per potentiam suam violenter occuparunt,
& adhuc detinent occupata, contra Deum & justitiam,
in dispendium anime sue & prædictæ Leodiensis Eccle-
siæ non modicam jacturam, consilio freti bonorum &
Jurisperitorum, opportunum duximus eatenus nobis bra-
chium invocare defensionis.

Cum igitur, quia illustris Princeps Dominus JOAN-
NES, Dei gratia Dux Lotharingie, Brabantie & Lim-
burgi, sit fidelis & major ac potentior inter fideles Ec-
clesiæ nostræ supradictæ, nostrum, imò potius Eccle-
siæ nostræ gens negotium, de mandato nostro & re-
quisitione debita, prædicta jura & jurisdictiones diu in-
juriosè ac violenter occupata, ut est dictum, ad pro-
prietatem Ecclesiæ nostræ supradictæ reducat, & redu-
cere laboret suis sumptibus & expensis, nostræque seu
Ecclesiæ nostræ prædictæ facultates non sufficiant ad
tanta onera supportanda.

Volentes suis laboribus & expensis meritis responde-
re, cum nemo teneatur suis stipendiis militare, prædic-
ta jura & jurisdictiones universas & singulas, prout idem
Dux revocaverit, ad jus & proprietatem Ecclesiæ nos-
træ memoratæ, libère conferimus & donamus fidei suis-
que hereditibus, usque ad tertium heredem inclusivè,
cum fructibus, proventibus & adventiciis quibuscum-
que.

Promittentes bona fide dicto Duci, quod quam ci-
tius poterimus, procurabimus cum effectu, super col-
latione seu donatione prædictæ, consensum Capituli
dictæ nostræ Ecclesiæ, seu confirmationem Apostoli-
cam adhiberi.

Præsertim cum sepedictus Dux bene valeat prome-
teri, pro eo, quandam jura & jurisdictiones, de quibus
providendum est, quod ad possessionem prædictæ nos-
træ Ecclesiæ non venerint, quamvis multi antecessores
nostri, pro ipsis recuperandis, gravibus insudaverint la-
boribus & expensis.

In quorum testimonium & munimen, sigillum nos-
trum præsentibus Litteris duximus apponendum. Da-
tum anno Domini millesimo recentissimo, Sabbato
post festum B. Lucæ Evangelistæ.

DLXXIII.

Bündniß zwischen denen Pfalzgrafen am Rhein / R^o 11. Dec.
DOLPH und LUDWIG gebrüder eines und der
Stadt SPEYR andern theils / zu Erhaltung ge-
meinschaftlicher Fried und Ruhe aufgericht zu Speyr
am Sonntag nach St. Nicolaus tag. 1300. [LEH-
MANN]

C'est-à-dire,

*Traité entre les Freres RODOLPHE & LOUIS
Comtes Palatins d'une part, & la Ville de SPIRE
d'autre part, pour leur defense & sureté mutuelle.
A Spire le Dimanche après le St. Nicolas 1300.*

Wir Rudolph von Gottes gnaden Pfalzgrafe des Rheins / und Herzog von Bayern / vor uns und Herzogen Ludwig unsern Brüdern: und wir der Rath und die gemeinde der Stadt von Speyer: thum kundt allen den / die diesen Brieff tunnen sehen oder hören lesen / das wir zu sammen gelobt haben miquere Betrachung und mit vollem Rath / mit geschwornen Witten / einander zu helfen getreulich zu dem Rechten hinne bis zu Sitten die nu zu nächst kommen / und darnach drey ganze Jahr die zu nächst nacheinander kommen / und haben wir Herzog Rudolph ausgenommen ein Römischer küniglicher König / und unsere Herren / Herrn Petern den Erzbischoff von Mainz / Herrn Heinrich den Erzbischoff von Eöln / Herrn Eighoten den Bischoff von Speyer und andere unsere Wäge / Burgman und Mann. So haben die vorgenante Bürger von Speyer ausgenommen einen Römischen küniglichen König und die zwei Städte von Maynz und von Worms: den zwey Städten wolten dieselbe Bürger von Speyer allerdings behelfen sein / als sie zusammen gelobt hatten ohne alle gefehde. Sie nehmen auch aus den Bischoff von Speyer Eighoten / und auch unsern Herrn den vorgenannten Bischoff von Maynz / und Cunraden von Wurzburg den alten. Wer auch / das unser Herzog Rudolphs Wäge / Burgman / Mann und Heffere die Bürger von Speyer an ihre Rechte und freyheit leihen / oder das Recht verschliessen / oder versprechen / gegen den sollen wir denselben Bürgern von Speyer der Rechten behelfen sein an gefehde. Wir sollen ihn auch behelfen sein ohne gefehde / das die Pfalburger abgeben. Wir sollen auch die vorgenanten Bürger von Speyer lassen sein in ihre freyheit und Rechte / und guter gewohnheit / als sie bisher kommen / synde / und sie daran schirmen / ohne alle gefehde wo wir mögen / und derselben sollen sie uns herwieber behelfen sein an freyheit / Rechte und gewohnheit / als fere sie mögen / ohne alle gefehde / als davor geschriben stat. Auch sollen wir Herzog Rudolph den vorgenannten Bürgern von Speyer behelfen sein / wo wir mögen jämliche und gefällige ohne gefehde / daselbe sollen sie uns auch herwieber thun gegen den / die unwirgend die Stadt spey. Es soll auch jederman inn und ein jeglich gut Rechte fordern / wo es zu Recht fordern soll / und soll auch jederman inn ein jeglich gut zu Rechte stehen / da er zu Rechte stehen soll / ohne gefehde. Darzu heissen wir Herzog Rudolph denselben Bürgern von Speyer / das wir unser ambteut behelfen sollen sein und unser Witten auf zu thun / wo sie sein beschaffen / und daselbe sollen sie uns herwieber thun / und das auch unser freundschaft und Einmüge des te vester bleibe so haben wir Herzog Rudolph Herrn Cunraden zu der Tauben / und Gosen laubich / Bürgern von Speyer / erwöhlet und genommen von unsern Wägen / und haben die Bürger die zwey auf unsern Burgmannen jenseit Rheins erwöhlet / Herrn Triggellin und Paulus de Wistum / also wurde zwischen uns und den unsen von einer seiten / oder ihn von den ihren zu der andern seiten / jenseit Rheins ein Bruch / mag das nicht anders freundschaft verrat werden / wenn dann die vier gemeint und benant werden / so sollen sie sich darnach in den nächsten acht tagen antworten in die Stadt launenburg / und sollen dannen nunmehr kommen / sie haben also den Bruch selbst zu dem Rechten oder zu der minne / uf den abe / und wie sie das selben / das sollen wir zu beeden seiten stets halten / ohne alle gefehde. Gemenen oder wir zu beeden seiten dieselb Rheins unter einander ein Bruch / darumb haben wir Herzog Rudolph under den Bürgern von Speyer die Wägen / Herrn Engelmann von Wöbigen und Werther zu der Eren genommen / und dieselben Bürger unter unsern Burgmannen dieselb Rheins die zwey Kitter / Herr Johann von Ehen und Herr Eryen von Wargarten / die sollen sich auch antworten in die Stadt Worms / ob es anders nicht verrat mag werden / und nunmehr dannen kommen / sie haben denselben Bruch also gestelt zu der minne oder zu dem Rechten / uf den abe / und wie sie es gestelt / als davor geschrieben steht / das sollen wir zu beeden seiten stets halten. Wir Herzog Rudolph geloben auch mit guten Treuen / wenn unser lieber Bruder Ludwig in die gegen kommen / das wir ihn beim sollen halten und weisen mit Treuen / das er die vorgenante Theilung also stet halte mit allen ihren Witten und artzulen und auch sie versiegelt und bescheiden / als sie davor geschriben sind. Und darüber zu Urkunde geben wir Herzog Rudolph den Brieff versiegelt mit unsern Ingeffeln / und wir der Rath und gemeinde der Bürger von Speyer geben den Brieff besiegelt mit unser Stadt-Ingeffeln / der geben ist zu Speyer / da man von Christes geburt zehlt dreizehnhundert Jahr / darnach in dem dreizehnden Jahr an dem Eimmennige nach St. Nikolaus tag.

Landfriede durch ALBERT I. Römischen König die Bischöffe zu Straßburg und Basel / die Landgraffen in Ober- und Nider Elßaz / dann die Städte Straßburg und Basel / auff vier Jahr in denen Gebieten der Bischoflicher Straßburg und Basel zu Wasser und Land ausgerichtet / worinnen alle in diesen Land-frieden begrieffene bey ihren freyheiten erhalten / und alle neue Rölle zu Wasser und Land aufgehoben / dabey auch einige Richter gesetzt werden / welche die Brecher des Land-friedens richten sollen. Geben am. 1301. [LUNIG, Teutisches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheil. I. Abt. I. p. 7.]

C'est-à-dire,

Paix publique établie par ALBERT I. Roi des Romains avec les Evêques de STRASBOURG & de BASLE, & les Landgraves de la haute & basse ALSACE, comme aussi les Villes de STRASBOURG & de BASLE pour le temps de quatre ans, par eau & par terre, dans les Territoires desdits Evêques, portant, entr'autres choses, que toutes les Parties comprises dans ladite Paix demeureront dans leurs Droits, & Immunités, que les nouveaux Plages seront abolis & que le maintien de la tranquillité publique sera commis à certains Juges dont on convient. Fait l'an 1301.

Wir Albrecht von Gotz Gnaden / der Römische Künig / Friederich von derselben Gnaden Bischoff zu Straßburg / Peter von Gotz Gnaden / der Bischoff zu Basile / um wir die Landgraven in dem Ober- und in dem Nider-Elßaz / Peter von Schomate / der Meister um der Rat / um die Bürger gemeinsche von Straßburg / Conrat der Schale / den man spricht Konrad / der Meister um der Rat / um die Bürger gemeinsche von Basile / tunc kumt allen den / die diesen Brieff gesehen und gehört lesen / Das wir der Künig bi unsern Königlich Trunen / um wir die andern / bi geschwornen Eide / den wir getan hant / libere für kumen / eines gemein antworten / von der Eide uns an die Basile / um von dem Künig uns an den Maßfien / also das Wistum von Basile gat / um unsere Künig / also das Wistum zu Straßburg gat / kumt unsere Künig Johannes Witz / um dannen über vier Jahr nach einander / ane Underlag von uns um alle die Unsere / also doch / das wir der Bischoff von Basile / um die Bürger von Basile von sie Künig ungebunden sein / um aber die die diste Künig seit wir mit sie schuldig noch gebunden geblieben / wanne von der Eide uns an die Eore / um jenseit Künig / so ist niemend von des Friedens heilen gebunden durch was geblieben / alle Pfaffen um alle geistliche Kute / um aller Gotz-Huse / die sulent in diesem Frieden sein / um sulent in irne Rechte / um in irne Rechte bleiben / um alle edele Kute / Graven / Freien / um Dienstlute / die diesen Frieden geschworen hant / zwischen den vorgeschriben Jelen / oder nach schwerde werden / um alle Eide um Wägen / um Desinen / um Dorfer / um Dinsbaven die in diesem Frieden gelegen sint / der soll in dem Eide in ihre Rechte / die Stadt zu Straßburg sol mit Dinnen bleiben in irne Rechte / um in irre Dinsbaven / auch sol die Stadt zu Basile mit Dinnen bleiben in irne Rechte / um in irre Dinsbaven. Wir Friederich der Bischoff von Straßburg / um wir Peter der Bischoff von Basile versprechen des / das wider wir / noch wanne der in unsern Wistumen ist geschien / behelfen sol für von des Land-friedens halten unter demeyner schlohte Dingen die beschriben sint vor den Wunden / die wir waren. Die unnen Zölle sulent auch absein / sin sie gemacht sint / uf dem Lande / oder uf dem Wasser / um fere die Jelen brechen / beschriben das in unsere des Küniges Gerichte / das sol der / an dem er getroden ist / oder sine Frunt an unsere Pfleger / die sie nidenen genannt sint / selbe vordere / oder mit gewissen Woten um Dinsbaven / um sulent unsere Pfleger haben an Gesende uf den Eit Dorfschafften / um emboten den / der den Frieden gebrochen hat / das er in den nächsten acht Tagen das wider tun um bessere / das er also begangen hat / tut er das aut / so sol derselbe unser Pfleger alle die von aller der vorgenanten Herren wegen ihre Eide gesch ist / die sie nidenen mit Dinnen beschriben stant / die sol er alle manen mit Woten / um mit Dinsbaven uf den Eit / ob er es mit seiner Macht ane sie mit vollenden mag ane Geberde / und sulent die demne als es sie nidenen beschriben ist / in den nächsten acht Tagen darnach so sie genannt werden / in irne Eide mit solcher Hesse um mit solcher Macht / als sie alle oder die zweitel under in überein kumet / uf den Eit den twingen / der den Frieden gebrochen hat / das er wider tun um bessere / das er wider den Frieden getan hat / mag aber er ane die andern gebessere mit seiner Macht / so sol man niemant ane manen ums Hesse / Wirt aber ihre Frieden gebrochen in unsere des Bischoffes Gerichte von Straßburg so sol man vordere alle da oben geschrieben stat an die / die von unsern wegen derzu

ANNO
1301.

deru gesezt sint / um die nieden an geschriben slant / um sit
ten die heime uf den Eit beide um die wider um / um um
die das besten um / um geborn in alle wis / alle da oben von
des küniges Pflegen geschriben slant: In durren selben Wile
sol men mit alle Geverde / obe der Friede gebrochen wirt /
do men auf den Bischoff von Basile / oder an die kantzaren
in Ober-um Under-Elasse vordern sol / um sit die / die
von men wegen daz gesezt sint / um die nieden an geschriben
slant / daz um / uf den Eit in alle Wis / alle da oben ge
schriben slant. Wirt aber er gebrochen / do er die Burgere von
Strasbourg alle gatz / do sol mens vordern an den ober den uns
kuntzich Burgermeister ist / um sol der heime uf den Eit schaf
fen / scheinlich Burger von Strasbourg den Frieden gebrochen hat /
daz er das darvorn tu / um besser in den nehesten achte
Zagen; Geschickte das nich / so solent die andere Burgere alle
von Strasbourg um die anderen des Friedens Eitgenossen den
zwingen / alle davor von den andern geschriben slant. Zu gli
cher Wile sol der Burgermeister von Basile um / obe durre Fri
de gebrochen wirt / do er die Burgere von Basile alle gatz zu
bestehende alles mit der Beschidenheit / die die nieden an geschri
ben slant. Alle Geste um alle fröme lute / sie sint varnde / blie
beide oder wende in den vorbestehenden Begriffe / die solent
dies selben Frieden han / als es da oben beschriben ist. Wirt
auch ieman gewant in die Friede Begriffe / um wie daz
geschickte / da solent alle die Friede Eitgenossen in den Eide ir
helfe / um ir Macht zu tun / das der gewange lida werde /
um sich luthere begreift werde mit irer Macht / alle die über
cunnen uf den Eit an die durre Friede gesezt ist / sie alle
oder daz weiteit under in. Wurde aber der kantzich gebro
chen obendich der Wile um an den Hohenstein / um um an
Goldensals / daz um die / die inwendig des Odenbachs ge
sezt sint / helfe nich gedunden / um solent aber alle die / die
obendich gesezt sint helfe um dargebunden sin / Nicht daz
ieman bechene tot Gevorte oder Bunden / die um her gesche
hen ist / um noch unverschuldet ist / do mitre ist durre Frieden
mit gebrochen / siere aber vordern um wirt / den sol men rithen
/ alle men in von Bunden rithen sol / um siere erschla
gen wirt / des Freunden sol men rithen / alle men daz von
gehe rithen sol in den nehesten achte Zagen. Men spendet
och wohl unverschuldet Kergulze / um Burgulze um Zoner
um gat daz och nit an den kantzich / anders sol neman
den andern spenden ane gerichte. Hen sich aber ieman ver
bunden mit sinen Brueven / daz men in spenden sile ane Ge
richte / den sol men spenden an sine Elgane / an sine Erbe / an
sine schene / um an sine Pfande. Hen aber ein Gohus oder
ein Elgast Gut oder lute darvorn er Boget ist / an dem Gu
te um an den luten sol men in nut spenden / siere die / an die
durre Friede gesezt ist / alle oder die weiteit übereinstimmen
uf den Eit / daz ein Herr / oder ein Staat / oder ein Burg
oder ein Dorf / do der Friede gebrochen wirt / selbe muge
gehehen / daz darmit der Friede gebrochen wirt / do sol men
neman me zu manen umbe helfe. Da sie aber überein kum
men uf den Eit alle oder die weiteit / daz men helfen soll
siere denne der nicht kummet / mit solcher Macht ane Geverde
/ alle sie über ein kummet uff den Eit / der sol meindeig um reu
welos um erlos sin / um sol ufwendig die Friede sin / um
sol men alle rithen / um an sol me neman rithen / siere
mitre durre Frieden gebrochen wirt / das sol men wider tun
um besser alle die an die gesezt ist / sie alle oder die
Anzeite under in uff den Eit übereinstimmen. Were aber
daz sie sich daz macht / um die Bestreime vermagt durch
Wiltwil / so solent sie meindeig sin / um ufwendig die
Friede sin. Yret aber ir dazem chettiger Not / obe der
Friede / oder eine lichte fünde / so soll der Herr von dies
wegen er daz was / einen guden darzu schiken an sine lute
ane alle Geverde: der sollt och daz füren / alle die erste ge
sworen hat: um so er schewet / so ist der Eit fete: alle die
gut / die in Erben geluben sint von Alters her / die solent in
der Gewonheit sin / als er herkommen ist / daz die durre Friede
wirt / her diesen Frieden nicht geschicket / idemann vor june
Nacht in den nehesten wun Manden / so durre Friede getun
der wir von Erben zu Erben / von Burg zu Burg / von
Dorfe zu Dorfe / die soll men demnach nit me einfallen in die
sen Frieden / um soll me och neman rithen / um soll men abe
me rithen: Erwidert aber der Richter / er habe mit geschoren
/ bequert er demne mit wein ersanen Mamen / daz er geschoren
habe / die sol er genessen: Ist aber ieman ufwendig sandes
oder sech / oder gewange / so er dies entladen wirt / so gut
alceest diese Sazunge überein. Die Prelaten / die Tumbere
/ um die Pfaffen die sint dies Eits erlassen durch Erbar
keit. Die sint / die wir der künig Richter über den Frieden
geschicket hant van unsern wegen / Johannes Ulrichen von dem
Hus / Johannes den Schultessen von Dhenheim: So han
wir der Bischoff von Strasbourg / um unsern wegen geschicket He
ren Cunen von Gerspolsheim / um Herren Cunen von Bu
rentheim / um von der Bischoff von Basile / Johannes von
Barentels / der unser Pflege ist zu Schwarzenburg: So han
wir die obere kantzaren von unsern wegen geschicket Herren von
Schönenburg / der gesellen ist zu Enspheim: So ist von dies
niederen kantzaren wegen der Walter von Nakenheim: So
ist och von der Burgere wegen von Basile / der ir Burgermei
ster ist: So hant och die Burgere von Strasbourg iren Bur
germeister / der soll sie einen zu eine nemen / der die dringhen Wo
den wir sie mit in daz: daz die wir um fete sie / darumbe
han wir die vorgeannten Herren um Eit um unser Angesezte

zu einer Urkunde an diesen Brief gehenken / der wart besiegelt /
do men von Goh Schur zählte dringehundert Jar / um ein Jar.

ANNO
1301.

DLXXV.

Traité de Treves accordé entre les ROYS DE FRANCE & D'ANGLETERRE jusques a la Feste St. André 1302. en laquelle est compris JEAN DE BAILLEUL Roy d'Ecosse, apres plusieurs protestations du Roy d'Angleterre qu'il ne tenoit ledit Jean de Bailloul pour Roy d'Ecosse, ni les Ecossois allies du Roy de France, Confirmé a Lymben le 26. Janvier 1301. [Pièce tirée des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin reliez en rouge.]

EDUARD par la grace de Dieu Roy d'Angleterre, Seigneur d'Irlande & Duc d'Aquitaine, a tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Sachent tous que comme aucuns Traicté cent esté entre nos Messagers pour nous & en nostre nom d'une part, & les Roys du Roy de France nostre trescher Cousin pour li & en son nom d'autre part, en la maniere qui s'ensuit:

Traicté & accordé est a Asnières entre les gens de noble Prince Philippe par la grace de Dieu Roy de France. C'est assavoir Le Comte de Saint Paul, Le Comte de Urnes, Monsieur Hugues de Bonvillers, & Monsieur Pierre Flotte, Chevalliers de cell Roy d'une part & les Messagers du noble Prince Edouard par la grace de Dieu Roy d'Angleterre Seigneur d'Irlande & Duc d'Aquitaine, C'est assavoir L'Evesque de Cestre, Le Comte de Nicole, L'Archidiacre de Vermond, & Jean de Verebich, Chanoine de Warwik d'autre, que comme aucuns Traicté de Paix eussent esté eus ja piece entre les gens ledit Roy de France, & les gens dudit Roy d'Angleterre, & a ce que cil Traicté venissent plus legierement a effect, ledit Roy de France eust envoyé audit Roy d'Angleterre les Messagers, c'est assavoir L. Abbé de Compiegne, Monsieur Aubart de Hangeft, & Me. Pierre de Flancangy, par lesquels il le fit requerre, si come autrefois avoir fait par autres Messages & Lettres especiaux, que des guerres, des molestations, & de greifz que il faisoit a Jean de Bailloul, & as Escots, il se souffrist & cessast, & ladicte voye pourparlée ou traictée de paix desluidit ne eust pas lors esté poursuivie par aucuns certains empeschements, & ledit Roy d'Angleterre ait noelllement envoyé au Roy de France les Messages dessus nommez pour la poursuite dudit Traicté de Paix entre lesdits gens le Roy de France en son nom & pour li, & lesdits Messages en nom dudit Roy d'Angleterre & pour li a esté traicté & accordé, que les Messages le Roy de France, & les Messages le Roy d'Angleterre s'assemblerent a Mustorill a la quinzaine de Pasques prochaines a venir, pour ledit Traicté de Paix poursuivre & mettre a fin, a l'ayde de celui qui eût faillit & adour de paix, & pour ce que ledit Traicté requiert procez & aucun aloignement de temps, & l'ayde & accordée & prise entre le Roy de France pour li & pour Jean de Bailloul que il nommé Roy d'Ecosse & son allié, & les Escots que le Roy de France tient pour ses allies, lesquels ledit Roy d'Angleterre, ne lesdits Messagers ne tiennent pour ses allies autres que les susdits Escots & ledit Roy d'Angleterre por li & por ses allies des maintenant jusques a la feste Saint Andrieu qui sera l'an de grace Mil trois cents & deux le jour de celle feste enclos en ladicte Trieve les conditions & les declarations, qui furent mises en l'autre Trieve prise a Tournay entre lesdits Roys, si comme elles sont contenues en Lettres faictes sur ce eues pour miles, & pour expresse en ceste presente Trieve, tant comme elles sont & pount faire a la seureté, & a la fermeté, & a la declaration de la garde de ceste Trieve. Ce excepté que entendu n'est pas que le Comte de Bar, ou les Bourgoings qui sont venus a paix au Roy de France, Guy Jadis Comte de Flandres, & ses Enfans soient tenus pour allies dudit Roy d'Angleterre, & excepte ce que ledit Roy de France tenra en sa main les terres & les choses immeubles prises fur les Escots, si comme il est cy dessous escrit.

Item est accordé que les terres & possessions, les rentes, heritages, & toutes les choses immeubles que le Roy d'Angleterre, ou autre de sa part ont pris ou conquis, lequel ledit Roy de France dict occaper sur le dessusdit Jean de Bailloul ou sur les Escots

* Peut-
Gens, n
Envoyés

Escots

329

ENNO Escots depuis que les Meffages du Roy de France de-
 vant nommẽ vinrent audit Roy d'Angleterre, ou qui
 seront prises ou conquises a'vant la ratification de ce
 present Traicté de Treves faictes entre ledit Roy d'An-
 gleterre, soient en la main dudit Roy de France, tant
 que a la Toussainct prochain a venir. Lesquels terres,
 c'est avoïr celles que ledit Roy d'Angleterre, & le
 Comte de Nollie tiennent, s'ont desdoroit mis
 par parole en main dudit Roy de France, & les y
 mettront purfaict dedans la quinzaine de la Chandelue
 prochain a venir, & les autres terres tenuës par autres
 dedans le mesme terme.

Item est accordé que les Chasteaux, les Forteresses, les Justices, les Seigneuries & les Gouvernements desdites terres seront tenus & gardeés en la main dudit Roy de France, jusques au terme de Toustains avancé par le Duc de Bourgogne, ou par celui ou ceux qu'il y establira par li qui ne soient soupçonneux notablement, s'il en veut, ou peut prendre la cure & la garde, ou par le Comte de Aubemarle ou par celui ou ceux qu'il y establira par li qui ne soyent ou soient soupçonneux notablement, & li Duc se vouloit, ou pouvoit entremettre, & le terreigneables desdites pourra faire ledit Roy de France bailler a gaaigner par quelconque gent lui plaira, & les fructs, les rentes, & iffues & profits desdites terres, tant gaaignables, comme autres. li pourra retenir ou donner

que le li li laira & en fust de tout a la volente, du-
 rant le temps qu'il les doit venir sauver, & excepte que
 le menu peuple du pays. Seigneurs de terres qui sont
 en leurs propres terres, & qu'ils avoient de la voule
 des defussidz derrains Meffages du Roy de France au-
 dicit Roy d'Angleterre de heritage ou de certain temps
 selon la coustume du pays ne feront pas oitez, & ren-
 dront audit Roy de France ceux qui tiennent des terres
 a gaignables a temps a certaine pension fice pension par
 ledict temps que ledict Roy de France les tenra en sa
 main, lesquelles choses tant tres gaignables comme
 Chastiaux, Seigneuries, Forteresses & toutes les
 choses qui seront mises en la main dudit Roy de
 France par certe raison, en la maniere que elles y
 seront mises, ledict Roy de France promettra en bone
 foy par li, & pour ses heirs audit Roy d'Angle-
 terre, & a ses heirs qui rendra entierement, & re-
 mettra en la main dudit Roy d'Angleterre, ou a
 ses heirs, ou de ceux qu'il eslabira & etabliront por-
 ses & dedans la feste de Touffains defussidz se ef-
 fect, que la navigine, ne s'enfuivoit du Traicte de-
 sudit & se paiz n'estoit faicte dedans ledict terme &
 ledict Roy d'Angleterre, & son fils ainsé doivent donner
 aide & garder de force ceux qui seront establis a
 la garde defussidz Trieves, & leur donna le Roy
 d'Angleterre, & fera donner seir & fauf conduit par
 tout son pouoir apres la Treve faillie, se paiz, que
 navigine, ne s'enfuivoit dudit Traicte; & se partir
 a toutes leurs choses desicdes terres, & a retourner
 en leurs lieux, & comme li Roys de France fassé
 reteneu que sauve soit a li la poursuite des choses
 defussidz, & des autres qu'il dist que le Roy
 d'Angleterre a pris ou occupe seir li plus la dicte
 premiere Trieve, & des damages & surprises que li-
 dicit Roy de France dist qui ont esté faites par ledict
 Roy d'Angleterre, ou par fa partie audit Roy de
 France durant la Trieve, plaist bien assidits Meffages
 en nom dudit Roy d'Angleterre que se aucuns da-
 mages ayent esté faicts audit Roy de France, ou as
 siens, exceptez lesditz Jean de Baillol & Escotz que
 ledict Roy d'Angleterre ne lesdits Meffages ne tien-
 nent pas pour aliez dudit Roy de France, jaoici
 que sa gent dient le contraire par le Roy d'Angle-
 terre ou par ses siens durant la Trieve, qu'ils
 soient amendez, ou redreciez, selon la fourme de
 la Trieve ou souffrance, & sauve aussy au Roy d'Angle-
 terre fa poursuite des surprises, occupations, & au-
 tres damages qui li ont esté faicts par le Roy de
 France, ou par ses siens durant la Trieve avantdicte,
 & comme ledict Roy de France ait faicte reteneu
 que sauve soit a Jean de Baillol que li nomme Roy
 d'Escotte & son aliez, lequel le Roy d'Angleterre,
 ne ses Meffages ne tiennent aliez ne a Roy dudit Roy
 de France, & as Escots, que li nomme ses aliez, les-
 quels le Roy d'Angleterre, ne ses Meffages ne tiennent
 pas ses aliez, la poursuite des choses defussidz, &
 autres qu'il dist qui ont esté pris & occupez par lesdits
 Escots plus ladicte premiere Trieve, & encors des do-
 mages & surprises de ledict Roy de France dist qui ont
 esté faicts par le Roy d'Angleterre, ou par fa partie
 assidits Escots, durant les trièves, ne entend pas le Roy
 d'Angleterre ne ses Meffages que lesdits Escots soient

contenus en la devant dicté premiere Trieve, par quei
il ne leur est tenu a nulle restitution, jaoit ce que les
gens le Roy de France dient le contraire.

Et toutefois entend, veult et promet, ledit Roy de France que lesdites Terres, Chaux, Seigneuries, Forteresses, & toutes les choses qui seront mises en la main par cette cause soient rendues & rebaillees entierement audit Roy d'Angleterre, ou a ses hoirs, ou a ceux qui eslablira, ou establiront pour eux, a ce, si comme est desfinidit, dedans ledit de Toullains avandit, non contrestant article ou protestation contenue en ces Lettres ou autre chose que avenir peusse, fe pais ne fuil suivoir, si comme est desfinidit, & toutes les choses desfusdites, & chacune d'icelles, si comme elles sont desfusdites devisées, lesdits Messages le Roy d'Angleterre tenront, garderont & accompliront, tant comme en eux est, & procureront que ledit Roy les tenra, accomplira & gardera fermement & loyaument en la maniere qui est desfusdite, & de ce enverra ses Lettres ouvertes au Roy de France contenant les parolles desusdites, eult assavoir que joict ce que les gens le Roy de France appellent toujours Jean Roy d'Escoffe, & dient que li & les Escots font aliez audit Roy de France, les Messages le Roy d'Angleterre maintiennent toujours le contraire, & appellent Jean de Baillol, & dient qu'il n'est pas Roy d'Escoffe, ne li ne ses Escots ne sont pas aliez audit Roy de France.

Nous les Traictiez desdusdicts, & toutes les choses
dessus escrites, si comme elles sont dessus escrites, ni
comme elles sont dessus expresse & divisées, voulons,
loons, agreons, & approuvons & promettons en bon-
ne foy les tenir, garder & accomplir fermement, &
loyalement, tant comme en nous est.

Donnée à Lenlynsen le vingt fixiesme jour de Janvier l'an de grace Mil trois cents un, & de nostre Regne le trentiesme, & scellée sur le reply en double queue d'un grand sceau de cire jaulne pendant.

DLXXVI.

Contrat de Mariage de PHILIPPE de Savoye 7. Fev.
Comte de Piémont, & d'ISABELLE Princesse SAVOYE
d'Achaie, passé à Rome le 7. de Février 1301. ET A. CHAIE.
[S. GUICHENON, Histoire Généalogique
de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 102.]

[illegible]

ANNO
1301.

Terre & de nostre Prince, que cette Donation soit casse & vane & de nulle valeur. Et cette Donation seïsons nous audit Monsieur Philippe en tel maniere qu'il soit quitte, & si l'en quitrons del service de son Corps à toute la vie qu'il devroit fere ou seroit entenus par ces chouses que nous li havons données ensi comme cy-dessus se content. Et porce que cette chouse soit ferme & stable, nous havons données ces presentes Lettres ouvertes audit Monsieur Philippe scellées de nostre grand Seel pendant qui furent escriptes à Rome à VII. jours du mois de Fevrier, l'an de nostre Seigneur JESUS-CHRIST, mil & trois cent & uns de la quatorzieme Indicion.

DLXXVII.

3. Août. *Venditio Marchie Lusatie per THEODORICUM Juniores Landgravium Thuringie Orientalis & Lusatie Marchionem, BURGARDO Archiepiscopo Ecclesieque Magdeburgensi. Actum in Danis in Inventione S. Stephani Proto-Martyris. 1301. [CHRIST. GOD. HOFMAN-
NUS in Append. Diplom. & Document. Historiam Lusatie illustrantium Tom. IV. Scriptor. Lusaticor. pag. 183. BALBINUS inter Litteras publicas de Bohemia Miscellan. Historic. adjectas. Part. V. Vol. I. pag. 259. LUNIG, Teutisches Reichs Archiv. Part. Special. Contin. II. Abtheil. IV. im Anhang von der Lausitz pag. 4. d'où l'on tire cette Pièce.]*

NOS Theodoricus Junior Thuringie Landgravius Orientalis & Lusatie Marchio. Recognoscimus presentibus lucide protestantes. Quod nos cum *Venerabili in Christo Patri, Domino Burchardo Sancte Magdeburgensi Ecclesie Archiepiscopo & sua Ecclesia, terram seu Marchiam Lusatie* cum proprietatibus inibi existentibus, & cum omnibus suis Juribus & pertinentiis, cum bonis in feudatis, & non in feudatis, cum mutationibus, Oppidis, Castris inferius annoratis in eadem Terra seu Marchia existentibus; Item in districtibus, distinctionibus, viis & inviis, molendinis, agris, cultis & incultis, sylvis, lignis, nemoribus, pratis, pascuis, aquis, aquarumque decuribus, piscationibus, advocatiis, theloniis, monetis & cum omnium prædictorum Jurisdictionibus, usibus, utilitatibus, fructibus, ad prædictam Terram seu Marchiam Lusatie appartenentibus pro sex milibus Marcharum Argenti vendidissimus, & ejusdem Terræ seu Marchiæ proprietates donavissimus, prædictamque Terram, seu Marchiam cum Lusatie appartenentibus omnibus, & singulis prænominatis; Insuper cum Ministerialibus, Vassallis & Mancipiis & aliis hominibus, cujusunque conditionis existant in jam dicta Terra, seu Marchia commorantibus, in prædictum Dominium Archiepiscopum, & ipsius Ecclesiam liberè & perpetuè possidenda transulissimus. Idem Dominus Burchardus Magdeburgensis Ecclesie Archiepiscopus, dictam Terram seu Marchiam, cum omnibus & singulis prænominatis, nobis in verum & justum & rationabile feudum rationabiliter contulit, idem feudum, seu Jus feudale utilis Domini, quod ad nos nunc dignoscitur pertinere, ex tunc ad eundem Dominum Burchardum, & ipsius Ecclesiam Magdeburgensem liberè devolvitur, ut idem Dominus Burchardus Archiepiscopus, & sua Ecclesia Terram seu Marchiam prædictam, cum Ministerialibus, Vassallis, Municipiis, ac omnibus juribus & pertinentiis suis supra nominatis, omni impedimento remoto, habeat & possideat, non solum quoad Dominium, sed etiam quoad possessionem liberè & pacifice, pleno Jure, ex tunc, etiam Ministeriales, Vassalli, Mancipia & homines cujusunque conditionis existant in ista Terra dictæ seu Marchiæ commorantes immediate ad eundem Archiepiscopum ipsiusque Ecclesiam pertinebunt. Ex quibus liquidem Ministerialibus & Vassallis nonnulli ipsi Domino Archiepiscopo nomine sue Ecclesie jam homagium præstiterunt. Item præsentibus protestamur, & bonâ fide promittimus, quod bona, Jura feudalia, in feudata & non in feudata, Terræ seu Marchiæ prædictæ, prædicto Domino Archiepiscopo, & ipsius Ecclesie, à nobis vendita & resignata, & per nos in ipsum translatâ absque omni dolo & fraude tenebimus, quæ siquidem bona idem Dominus Archiepiscopus jam fidelibus & ministerialibus suis

Magdeburgensis Ecclesie feudali titulo contulit sue Ecclesie possidenda. Principatum verò *Dominum Romanorum Regi*, ad manus prædicti Archiepiscopi, & sue Ecclesie resignabimus, cum ab eodem Domino Archiepiscopo, aut à suo successore fuerimus requisiti. Quem quidem Principatum prænominatus Dominus Archiepiscopus, aut suis successor, nobis conferet & conferre tenebitur, prout Principatus conferri principaliter consueverunt. Insuper recognoscimus per præsentem & nos presentibus obligamus: Nos procuraturos, & facturos, quod Dominus Albertus dilectus Pater noster & Dominus Fridericus dilectus frater noster, venditioni, donationi proprietatum & traditioni hujusmodi suum consensum adhibebunt, liberum & expressum, & venditionem, donationem & traditionem, prædictas à nobis gratas & factas habebunt, firmiter ratas, ita quod prædictus Dominus Albertus Pater noster infra hinc & proximum exlans festum Natalis Domini, suas patentes Litteras ipsius sigillo sigillatas consensum & ratihabitionem hujusmodi continentes per suum ministerium, qui vulgariter appellatur *Ingewur* / *Dienstmann* / utpote per Pincernam, Dapiferum, Camerarium aut Marschalcum ipsius eidem Domino Archiepiscopo & sua Ecclesie destinabit. Hoc idem etiam faciet, & eodem modo frater noster jam prædictus infra subsequentem Annum à data præsentia numerandum. Ut autem consensum & ratihabitionem Paris & fratris nostri prædictorum, infra terminos prædictos efficere & procurare teneamur, nos oppidum, seu manitionem *Chubyn*, *Schielow*, cum hominibus & bonis in feudatis, & non in feudatis, cum omnibus Juribus & pertinentiis suis, etiam ab illa parte aque, quæ *Sprewa* dicitur, in qua quidem parte prædictum Oppidum *Chubyn* situm est, obligavimus, & presentibus obligamus, ita videlicet, quod si utriusque seu amborum consensum & ratihabitionem, & consensum continentes hujusmodi minime procuraverimus, ut est dictum, ex tunc idem Oppidum & Castrum cum omnibus Juribus & antenitis prædictis, quoad Dominium & possessionem perdere debemus, & ipsi Domino Archiepiscopo, & sua Ecclesie acquiri debet & liberè præstari, ut idem Dominus Archiepiscopus & sua Ecclesie prædictum Oppidum & Castrum cum ipsorum pertinentiis habeat ac possideat perpetuè pleno Jure. Item recognoscimus per præsentem, quod si feudum, seu Jus feudale nostrum, quod in Marchia prædicta habere, & retinuisse dignoscimur, aliquâ necessitate cogente, utpote propter captivitatem nostram, aut nostrorum hominum, aut propter guerras habitas vel habendas, vel propter rerum inopiam, aut propter onera debitorum necesse haberemus vendere vel in feudare, aut modo quolibet alienare, hoc prius prædicto Domino Archiepiscopo, & sua Ecclesie denunciare debemus, & ipsi comparanda seu emenda exhibere. Quod si idem Dominus Archiepiscopus & ipsius Ecclesia ea comparare, seu emere voluerint, hoc facient ad æstimationem, seu Arbitrium *Richardi de Alstere*, *Hermani de Wederden* dicti de *Warmposten* Ministerialium Magdeburgensis Ecclesie, nec non *Friderici de Cholenberg*, *Friderici de Isele*, *Otonis de Ilorsh* dicti salvi Ministerialium Ecclesie, qui ad æstimandum valorem juris nostri, quod in dictis bonis habemus, & ad ordinandum terminum, seu diem solvende pecunie per prædictum Dominum Archiepiscopum & suam Ecclesiam, & per nos sunt communiter deputati, & si aliquem de prædictis nostris arbitris ab hac vita decedere contigerit, in locum defuncti substituemus, æquè dignum infra proximum mensem, postquam super hoc per prædictum Dominum Archiepiscopum fuerimus requisiti; hoc idem debet facere & faciet Dominus Archiepiscopus prædictus, quod si non fecerimus, *Lipsk* intrabimus, prædictus verò Dominus Archiepiscopus Magdeburgensis ad Jacendum intrabit, inde nullâ nocte exibimus, donec per nos aut per jam dictum Dominum Archiepiscopum, in locum defuncti æquè dignus fuerit subrogatus, si autem dictus Dominus Archiepiscopus, & sua Ecclesia Jus nostrum, quod habemus in prædictis bonis, noluerit emere, vel non possent, postquam ipsi à nobis effect exhibuit, vel per sex dictos Ministeriales fuerit æstimatum, ex tunc illis seu alii in feudum conferre, vendere, obligare vel alio modo alienare, licet poterimus cuicumque; dummodo juri dicti Domini Archiepiscopi & ipsius Ecclesie in nullo præjudicium generetur. Nostra verò Castrorum, Oppidorum, munitionum, terminorum, districtuum prænominatæ Terræ seu Marchiæ Lusatie sunt hæc; prædicta enim Terra seu Marchia Lusatie incipit ab illa parte aque *Danvis*, & continet in se Terram *Zarowe*, item prædicta Terra incipit ab *Oelßera nigra* & pretenditur usque ad Oderam, & ab Odera usque ad flu-

ANNO
1301.

ANNO fluvium *Seube* & ad fluvium *Seube* usque ad fluvium *Bohere*, & specialiter in se continet terram *Sarowe*, quæ ex *Seube* usque ad fluvium *Bobetz* extenditur usque ad terminos *Polonie*, & usque ad terminos terræ *Budessinensis*. Item continet in se curiam *Prelux* & Oppidum *Trehle*, item Castrum *Golschin* & Oppidum & Castrum *Lucowe*, Oppidum *Chubin*, & Oppidum & Castrum *Lubratz*, Castrum *Schedolowe*, Oppidum & Castrum *Sprevenberg*, Curia *Dannerode*, Oppidum *Kalove*, & novum Castrum apud *Kobehutz*, cum Oppido & Castro *Kobehutz*, Castrum *Lubbenow*. Item Castrum & Oppidum *Vredelburch*, Castrum & Oppidum *Scheickendorp*, Castrum & Oppidum *Trebitz*, Curia *Zinnitz*, Castrum *Rychenwalde*, Curia *Reineswalde*, cum Villis, molendinis, sylvis, nemoribus, fluminibus & aliis ibidem attinentiis, prout superius est expressum. In cujus rei evidens testimonium præstans scriptum inde confectum nostrum sigilli munimine fecimus communiti. Testes sunt honorabiles viri, *Bernhardus* Præpositus dictus de *Welpia*, *Robertus* de *Mannsfeld* Camerarius, *Otto* de *Brzerma* Cantor, *Burchardus* de *Schrapelo* Magister, *Heidenricus* de *Zupz*, *Heinricus* de *Bruppenberg*, Canonici *Magdeburgensis* Ecclesiæ. Nobiles Viri *Conradus* de *Wersberg*, *Heningus* de *Phula* dictus *Strutz*, *Richardus* de *Aislewe*, *Magdeburgensis* Curie Dapifer, *Heyno* *Gumbertus* & *Joannes* de *Aislewe*, *Hermannus* de *Wederden*, dictus de *Warmpaten*, *Ghererus* *Landboy*, *Joannes* de *Wretelewe*, *Joannes* *Burggravius* de *Lynorch*, Milites & Ministeriales supradictæ *Magdeburgensis* Ecclesiæ, nec non *Otto* & *Bado* de *Thorch* junior, *Tredelbelius* de *Kodebuz*, *Fridelinus* & *Bernhardus* fratres de *Pach*, *Joannes* & *Hermannus* *Burggravius* de *Gholfyn* fratres de *Landesberg*, *Albertus* *Knuth*, *Joannes* & *Gumbertus* fratres de *Gbelnowe*, Milites & Ministeriales nostri & quam plures alii fide digni. Actum & datum in *Damis* Anno M. CCCI. in Inventione Beati *Stephani* Proto-Martyris.

DLXXVIII.

Dec. Litteræ **BOLESLAI, WENCESLAI, & LUDOVICI Ducum Lignicensium**; Quibus terras suas cum omnibus Civitatibus & pertinentiis, *Ditioni* **JOANNIS Bohemie Regis** subjiciunt, eademque ab eo in feudum recipiunt. Datum *Prage* in die *B. Lucie* anno 1301. Nec non alie Litteræ **RUPERTI & WOMISLAI Ducum Lignicensium**; Quod terras suas à **WENCESLAO Romanorum Imperatore** tanquam *Bohemie Rege* in feudum acceperint. Datum *Prage* in die *Paschatis* anno 1283. Cum TRANSMPTO eorundem Litterarum per **SIGISMUNDUM Romanorum Imperatorem** atque **ALBERTUM Austrie Ducem**. Actum *Vienne* die 20. Martii anno 1426. [LUNIG, Teutich. Reichs Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Fortsetzung I. Absatz III. pag. 326.]

Nos **Sigismundus Dei gratia Romanorum Rex** semper Augustus, ac Hungarie, Bohemie, Dalmatie, Croatiae &c. Et **Albertus** eadem Gratia Dux Austrie, Stirie, Carinthie, & Marchio Moravie, notum facimus tenore presentium universis. Quod nos nuper vidimus, & auctoritate, ac legi fecimus certas Litteras **Ilustrium Boleslai, Wenceslai, & Ludovici Ducum Silesie, & Dominorum Lignicensium**, non abrafas, seu cancellatas, sed integras, sanas, & omni vitio, ac suspitione carentes sigillisque veris, & non falsis firmis communitas, quas ad presentes Litteras nostras, & auctoritate, ac legi fecimus certas Litteras nostras, & transferri fecimus, ut eis à quocunque homine adhibeatur fides infallibilis & firma, quarum quidem Litterarum tenor sequitur, & est talis:

Nos **Boleslaus, Wenceslaus, Ludovicus, Dei Gratia Ducum Silesie & Domini Lignicensis** ad universorum notitiam tam presentium quam futurorum volumus pervenire, quod nos habita deliberatione & tractatu inter nos, & cum fidelibus nostris consilio diligenti, nullo metu penitus nos urgente sed motu proprio & bona nostra voluntate induci, omnes terras, Civitates nostras, *Legnitz*, videlicet, cum Castro *Olou*, *Gratkou*, *Nemsh*, cum Castro *Manislaw*, cum Castro *Berolfsbad*, cum Castro *Ebrewezburg*, cum Castro *Dischbin*, *Landisberg* & *Chumzenstade*, cum Castro *Chozenow* & *Tysenst*, Castra nostra cum Territoriis & pertinentiis omnibus ip-

forum, & singulis quibuscunque distinguantur nominibus, quas, & quæ ab ineunte nostra ætate à Parentibus & Progenitoribus nostris semper liberas, & ab omni servitute disbrigatas tenuimus, & possidemus Principis Magnifici Domini *Joannis Bohemie & Polonie Regis, ac Lucenburgerensis Comitiss*, Domini & fororuli nostri charissimi, ante fores Ecclesiæ Beati *Joannis* in *Wratislavia* submissimus ditioni, ipsas & ex promissis & hereditibus nostris presentibus, & futuris dicti Regis Imperio liberè resignantes, ut Principes, & Vassalli sui heredum, & successorum suorum, ac Regni *Boemie* fieri valeamus. Ipse vero Rex affectionem nostram & votum considerans, grato favore nobis occurrens, nos, & hæredes nostros in Principes, & Vassillos suos, heredum & successorum suorum, ac ipsius Regni *Boemie*, recepit placide, & assumpsit præfatas terras. Civitates nostras, atque Castra cum omnibus suis (ut præmittitur) attinentiis, nobis, nostro, & heredum nostrorum prædictorum nomine, in feudum perpetuum, & hereditarium conferendo, ita, quod Regem ipsum, hæredes, & Successores suos prænotatos, de cetero Dominos nostros veros, & legitimos, nos, & hæredes nostri recognoscere, & eis intendere, & fideliter assistere perpetuo teneamur. Inde si (quod absit) nos ipsos vel hæredes nostros migrare contingeret ab hac vita, hereditibus masculinis legitimis, de corporibus nostris procedentibus, non relicti, sæpe dictæ terræ nostræ, & Civitates cum Castris, & appenditiis suis omnibus ad supra dictos, Regem, Hæredes & Successores suos; nec non ad ipsum Regnum *Boemie*, nomine & titulo Domini devolventur; si autem urgente casu aliquo, Civitatem nostram aliquam, sive Castrum cum Territorio, vel sine Territorio, nos, vel hæredes nostri vendere compelleremur, Principi, vel Nobili viro alteri, qui Civitatem ipsam, vel Castrum, à nobis, vel hereditibus nostris, in feudum recipere noluisset, aut habere, ipsam vel ipsum eidem Regi, hereditibus & Successoribus emendam offerre tenebimur, & exhibere pretio, si voluerint, comparandam. Sin autem, ex tunc licebit nobis illam, vel illud, viro fideli, & idoneo vendere, qui in feudum ipsam, vel ipsum ab ipsis Rege, hereditibus & Successoribus suis recipiat facturus, & exhibiturus ipsis servitia debita, juxta morem aliorum fidelium, & consuetæ. Mandamus igitur universis, & singulis Baronibus, Nobilibus, Clericis, Vassallis, fidelibus, Cruiibus, Oppidanis, Villanis, ac ceteris nostris hominibus omnibus & singulis, qui nunc sunt, & erunt pro tempore, quatenus supradictis Regi, hereditibus & Successoribus suis, si (quod absit) ut prædictum, nos, hæredes nostri, deceßerimus, hereditibus masculinis non relicti, tanquam veris, & naturalibus Dominis suis, ad quos ipsos, presentibus ordinamus, & dirigimus servitiis, & modis aliis juxta communem fideliem *Polonie* consuetudinem, intendere perpetuo debeant & parere. Testes præmissorum sunt venerabiles Domini *Nanckerus Wratislaviensis, Visiko Misenis Ecclesiæ Episcopi, Principes & Duces Illustres Domini Henricus Wratislaviensis, Wladislans Bitunienis, Henricus, Conradus, & Joannes Glogovienis, Bolko Falckenbergensis*, quorum omnium sigilla ad preces nostras, una cum sigillis nostrorum duorum, *Boleslai* scilicet, ac *Wenceslai* Ducum præfatorum, vicem Domini *Ludovici* supradicti supplementum, cum adhuc sigillo caret proprio, presentibus, in testimonium sunt appensa. Et nos *Nanckerus & Visiko Wratislaviensis, & Misenis Ecclesiæ Episcopi, Henricus Wratislaviensis, Bitunienis, ac ceteri Duces, & Principes prædicti*, vocati ad præmissa testes, & rogati præmissis omnibus præsentialiter interfuimus, scriptis presentibus sigilla nostra ad perpetuam rei memoriam in testimonium evidens appendentes. Datum *Prage* in die *B. Lucie* Anno Domini 1301.

Litteræ vero Illustriſſimorum Ducum *Ruperti, & Boleslai Ducum Silesie & Dominorum in Legnitz*, quas etiam auctoritate, & legi, ac transmutari fecimus, sic sonabant:

Wir Ruprecht und Womislaw von Gottes Gnaden / Herzog zu Schlesien / und Herren zu Glogitz, Böhmen vor uns und unsrer Erben / und nachkommenden Herren / und hyn fure / die diesen Brieff immer sehen / und horen lesen / wann wir vernom unser Fürstenthumb / Herzogthumb / Herrschafft / lande / und Güter mit allen ihren Fürstlichen Rechten / und Zugehörungen / wo die gelegen seyn / und wie man die mit sonderlichen Worten und Namen benennen mag / von dem Allerbarkeleuchtigsten Fürsten / und Herrn / Herrn Wenceslaw Königlichem König / in allen Zeiten Veleher des Reichs / und König zu Böhmen / als von einem König zu Böhmen / unsern gnädigen lieben Erb-Herrn rede un wollet zu Fürst / seyn empfangen haben. Und Ihn und als einen König zu Böhmen darüber geschuldet / gelobet / und geschworen haben /

ANNO 1301. leidhaffigk Abgetz zu den Heyligen/seinen Frommen zu werken/seinen Schaden zu wenden/ und alles das gegen Ihn zu thun/ das rechte Fürsten und Fürstliche Manner gegen ihren rechten Erbliden und Erbsitten schuldig sein zu thun/ an alles Gewere.

Da von andern weit mit wolbedachten Muth/ und von rechte unser beyden Wissen geloben wir aber in Kräften solcher genandten Abte denselben unsern Herrn/ Herrn Wenceslaen Königs/ und König zu Böhmen/ das wir Ihn als einen König zu Böhmen unsern rechte natürlichen/ und ordentlichen/ und Erbliden und obersten Lehn-Herrn/ dem Kaiserreich und der Kron zu Böhmen hold und getreu/ gehorsam und unterthänig sein sollen/ und wollen/ ihren Schaden zu wenden/ ihren Frommen zu werken/ und alles das gegen Ihn zu thun/ das wir als der König/ des Königs und der Kron zu Böhmen/ Fürsten und Fürstlichen Manner durch Recht oder durch Gewaltthut gegen unsern rechten ordentlichen und natürlichen Herrn Lehn-Herrschaffen und Lehn-Herrn zu thun schuldig oder verpflichtet sein/ nach unserer Fürstlichen Rechten/ ohne alles geneuert und Zugliß/ mit Inruhm dieses Briefs gegeben/ mit Inruhm beyden guten Gewissen/ zu Prag/ und unsern anhangenden Inseigel am heiligen Oster-Tag nach Christi Geburt unseres lieben Herrn tausend und drehhundert Jahr in dem und adigsten Jahr.

In cujus rei Testimonium, atque robur praesentes Literas, ac Inscriptiones, sigillorum nostrorum appensionem fecimus firmius roborari. Datum Viennae Anno Domini 1426. 20. die Mensis Martii, Regnorum nostrorum, A. Hungariae 39. Romanorum 16. & Bohemiae 6.

DLXXIX.

1302. Prorogation de la Trêve entre les Roys de France & d'Angleterre, jusques a la Pentecoste ensuivant. A Paris le Lundy avant s. Mars. la St. Gregoire, 1302. [Pièce, tirée des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin.]

A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Amez Comte de Savoie, Henry Comte de Nicole, & Otte de Grandzon Chevallier, Messages & Procureurs de nostre Seigneur Eduard par la grace de Dieu Roy de Angleterre, Seigneur d'Irlande, & Duc d'Aquitaine, Salut. Nous faisons assaver que nous d'une part & les Messages & Procureurs de tres excellent Prince Philippes par la grace de Dieu Roy de France d'autre part envoyez & Deputez desdicts Roys pour traicter de pées sur les descords qui demeurent a appaiser entr'eux le terme que nous & les autres Messages & Procureurs desdicts Roys, d'une part & d'autre, prismes & accordames a Amiens lequel doit dorer jusques a Pasques prochain avenir, avons prolongié de commun accord pour le profit de la besongne jusques a la Pentecoste prochain ensuivant en la maniere, & en la forme, sur les conditions & sur les convenances, & sur les promesses qui furent mises & accordées en Traicté d'Amiens, si comme elles sont plus plainement contenues ez Lettres sur ce sceellées de nos sceaux, & des sceaux des autres Messages & Procureurs desdicts Roys, & est accordée deca & dela que lon ne fera mal, grief, ne domage pendant ledict terme de Pentecoste a ceux de Burdeaux, ne a la ville, ne a leurs choses, ne a leurs suivans qui sont tenus avecques eux puis l'accord d'Amiens ne auffy a ceux qui se sont mis de la partie le Roy de France puis ledict accord, & se il faisoit mal, grief, ou domages, len le fera amender deca & delà, & remettre en estat deu.

Et est auffy accordé que de maintenant soient delivrez prisonniers d'une part & d'autre, & ce par Loignement en la maniere dessusdicte, nous ferons en bonne foy ratifier, agreer & approuver, & tenir, & garder fermement & loyalement par nostre Seigneur le Roy d'Angleterre desludict.

En tesmoïn desquieux choses nous avons fait sceller ces presentes Lettres de nos sceaux. Donné a Paris le lundy devant la Saint Gregoire l'an de grace Mil trois cents & deux.

Et sceillé sur le reply de trois sceaux en double queue pendante, assavoir d'un grand sceau, & de deux petites.

DLXXX.

Fœdus inter ALBERTUM Romanorum Regem & Civitatem SPIRAM, Quò Regi Civitas assensum contrà Hostes suos, subministratorem victualium, & auxilia armatarum promittit, Rex vicissim Civitati pollicetur, se nullam compositionem cum Hostibus iniurum nisi Civitati includi. Datum Wormatie 2. Calend. Septembris 1302. [LEHMANNI Chronicon Spirense Libr. VII. Cap. 111. pag. 631. col. 2.]

Nos Albertus, Romanorum Rex, semper Augustus, notum facimus per presentes, quod, cum prudentes viri, Consules & universi Cives Spirenses, fideles nostri dilecti, nobis & Imperio in presentem guerram, quam gerimus, adhaerere & adfiedere, administrationibus victualium, servitiis & auxiliis armatarum promiserunt, ac etiam sint parati: Nos ipsi debita vicissitudine cavere & providere volentes, promissum firmiter & constanter, quod, cum venerabilibus Colonienis & Treverensis Ecclesiarum Archiepiscopis, & cum adiutoribus eorumdem non concordabimus, seu aliqualis compositionis formam aut finem accipere curabimus, nisi dicti Cives Spirenses concordia nostra & compositioni primitus sint inclusi, ita quod ratione servitii, vel auxilii praedicti, nulla ipsis per Dominos Archiepiscopos & adiutores ipsorum inferatur gravamina vel offensa, super quo etiam eorumdem Archiepiscoporum Literas patentes memoratis Civibus ordinabimus assignari: harum testimonio Literarum Sigilli nostri robore signatur. Datum in Wormatia, 2. Cal. Sept. Anno Domini millesimo trecentesimo secundo; Regni nostri anno quinto.

DLXXXI.

Promesse des Ambassadeurs Anglois de faire observer s. No. la Paix ordonnée par le Pape, entre les Roys vembre de France & d'Angleterre, jusques au jour de Pasques suivant. A Amiens le 5. Novembre 1302. [Pièce, tirée des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin, reliez en rouge.]

A tous ceux qui ces présentes Lettres verront Amé de Savoie, & Henry de Nicole, Comtes; Aymar de Valence, Ottes de Gramfon, Amauen de l'Elbert, Chevalliers; Guillaume de Grenetend, Deen de Lycestere, & Robert de Pykeryngg Chanoine de Wervik, Messages & Procureurs de nostre Seigneur le Roy d'Angleterre, Seigneur d'Irlande, & Duc d'Aquitaine, Salut. Nous faisons a sçavoir que comme entre tres Excellens Princes par la grace de Dieu Roy de France d'une part, & nostre tres chier Seigneur Eduard par cette meme grace Roy d'Angleterre d'autre, ait été prononcé par le Pape ferme & perdurable Pées sur les descors & guerres qui estoient menés entr'eux, & soit encores a accorder entre iceux Roys de aucuns heritages, & leur conditions & ce qui appartient & peut appartenir a iceux heritages, & si devant dict nostre Seigneur le Roy d'Angleterre nous ait envoyez nouvellement a Amiens avec les messages dudit Roy de France pour traicter & accorder de iceux heritages & de leurs conditions, & de ce qui appartient, ou peut appartenir a iceux heritages, & de tout ce qui ledict Traicté a l'ayde de celi qui est seigneur d'accord de pées veigne peu legèrement a fin desiré & bon accord s'en puisse ensuivre a l'honneur de Dieu, & au profit de toute Chrestienté, avons voulu, octroïé, & accordé, voulons le Roy d'Angleterre, & par li que ladicte pées prononcée par le Pape entre lesdicts Roys soit fermement tenue & gardée jusques a la Pasques prochaine a venir, & ferons en nom de nostre Seigneur le Roy d'Angleterre, sans delay defendre destructionement & generallyment Roy Corps, & Roy avoir que nul de ses Lettres & de sa Seigneurie ne mesface par mer, par terre audit Roy de France, a ses hommes, ses subgez, ne a ses Terres, jusques audit terme de Pasques, & si l'en faisoit dedans ledict terme contre ladicte desseinse, ledict nostre Seigneur le Roy d'Angleterre, le fera redresser, amender, & amener, & mettre en estat de haffi-

ANNO

1302.

31 Août.

ANNO 1302. hactivement & de plein sans delay, en ticle maniere que si dans ledict terme l'en se desaloit & deportoit de tut dudit Traicté, & cell' Traicté rompoit li devant dict terme mis a Pasques seroit en pur nul, & durroit tant seulement jusques a un mois après ce que l'une de parties enroit rompu, ou l'autre: autrement & par autres parolles que elle ne voudra plus poursuis le Traicté dessuist, & dict par empresses parolles en ceis, s'en departeroit du rat, & s'il advenoit, que Dieu ne velle, que le descord de qui demore entre lesdicts Roys par lesdicts heritages, & leur conditions, & ce qui appartient, & peut appartenir a iceux heritages ne estoit accorder par l'assentement des parties, ou autrement dedans ledict terme que nostre Seigneur le Roy d'Angleterre puisse poursuir & purchacier son droit en la maniere, que luy semblera bon, & ce present octroy & promesse, & lesdictes desseintes nous ferons en bonne foy ratifier, agreer, & approuver, tenir & garder fermement & loyalement par nostre Seigneur le Roy d'Angleterre.

En temoignage de queu chose nous avons fait faire cettes nos Lettres ouvertes, sceellées de nos sceaux. Données a Amiens le cinquième jour de Novembre l'an de grace Mil trois cents & deux.

DLXXXII.

Nov. *Littere quibus Rex Francie, PHILIPPUS Pulcher, declarat se recusare interpositionem BONIFACII Pape ut, certis & legitimis causis, suspellam, atque expresse diffensive quod idem BONIFACIUS ulterius procedat in Negocio Pacis ei commisso. Vicennas in octava Festi Sanctorum omnium 1302.* [Picce, tirée du L.V. Volume des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin.]

PHILIPPUS Dei gratia Francorum Rex, universis presentes Litteras inspecturis, Salutem. Notitiam præferri volumus singulorum quod cum olim Nuntii & Procuratores nostri ad Apostolicam Sedem pro certis nostris & Regni nostri Negotiis destinati, super questionibus, diffinitionibus & guerris inter nos & illustrem Regem Angliæ, Consanguineum nostrum carum exortis, in summum Pontificem tamquam in privatam personam, & B. Galetanum compromiserint sub certis pactionibus & conditionibus & conventionibus in hujusmodi Compromisso adjectis, in quibus inter alia expresse cavetur quod idem B. non potest in Negotio procedere absque nostro expresse consensu, per nostras patentes Litteras super hoc præhabito, & si secus fieret, nullius existeret firmitas, prout in Litteris Apostolicis super hoc confectis, plenius continetur.

Nos tenore presentium palam & publice protestamur quod nos non consentimus, sed dissentimus expresse, ac nolimus quod idem B. ulterius in Negotio prædicto procedat, præsertim cum per certos tractatum & processum inter nostros & præfati Regis Angliæ Procuratores & Nuntios postmodum habitos, a Compromisso prædicto sit omnino recessum, ac ex præmissis & aliis certis & legitimis causis & rationibus, potestas sibi tradita expiravit, & præfatum Bonifacium ex discordia & inimicitia inter eum & nos post Compromissum prædictum de novo subortis, aliisque legitimis causis & rationibus, quæ notorie & manifeste noscuntur, suspectum non immerito habeamus & ex nunc recusamus tenore presentium ut suspectum, ac nihilominus dilectis ac fidelibus nostris Gualthero de Castellione Comiti Portiarii, Joanni de Harriaculo, & Joanni Mucheti, Militibus, quos & quolibet eorum in solidum, ad notificandum eidem Bonifacio, & aliis quorum interest, seu intererit, & de quibus viderint expedire, præmissa omnia & singula Procuratores nostros constitutimus, & nostros Nuntios speciales, proponendi causas & rationes hujusmodi coram eo & aliis, prout, ubi, & quando sibi expediens visum erit, ipsamque ut suspectum nostro nomine recusandi ac faciendi omnia & singula quæ circa præmissa fuerint opportuna, alium vel alios Procuratores pro nobis loco sui ad præmissa substituti, & cum vel eos revocandi, cum viderint expedire, plenam & liberam presentium tenore committimus potestatem & speciale mandatum, ratum habituri & gratum quicquid per eos, vel ipsorum alterum substitutum, vel substitutos ab ipsis, vel eorum altero in præmissis & ea tangentibus factum fuerit, seu etiam procuratum.

In cujus rei testimonium presentibus Litteris nostrum fecimus apponi sigillum.

Datum apud Vicennas in octava festi Sanctorum omnium anno Domini Millesimo, trecentesimo secundo.

Es sont lesdictes Lettres sceellées en double queue de parchemin d'un seul de cire gauline, & sur les dos d'icelles est escript ce qui ensuit:

Litteræ per quas Rex dissentit quod Bonifacius in Negotio Angliæ non procedat sine requisitione Regis.

DLXXXIII.

Potestas EDUARDI, Regis Angliæ Ejusdem Nomini Primogeniti, Legatis a dicto Rege Patre suo ad Negotium Pacis cum Rege Franciæ PHILIPPO tractandum constitutis data, ut eidem suo etiam Nomine possint agere. Apud Rotzembourg die Ascensionis Domini. Anno 1303. [Picce, tirée du L.V. Volume des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin, relié en rouge.]

UNIVERSIS præsentibus Litteras inspecturis, Edwardus Serenissimi Principis Domini Edwardi, Dei gratia Regis Angliæ, Domini Hiberniæ, & Ducis Aquitanie primogenitus, Salutem. Quod cum carissimus genitor noster prædictus, venerabilem Patrem Dominum Joannem eadem gratia Wintoniensem Episcopum, ac nobiles Viros Dominos Amedæum Sabaudie, Henricum de Lacy Lincolnum Comites, ac Otonem de Grandisono, Militem, suos ordinaverit & constituerit veros & legitimos Procuratores & Nuntios speciales, eisque, ac tribus, seu duobus ex eis in solidum non concurrant, generalem & plenam potestatem dederit, & speciale mandatum tractandi de reformatione Pacis & concordie inter ipsum, & excellentissimum Principem, Dominum Philippum Regem Franciæ, ac de his quæ ad Pacem pertinent, & super omnibus & singulis discordiis, guerris, litibus, controversiis, causis, questionibus, damnis, injuriis, petitionibus & actionibus realibus & personalibus atque mixtis, quæ fuerint, & sunt, vel esse possunt inter ipsum & Dominum Patrem nostrum, & præfatum Franciæ Regem, occasione quacunque firmitate vallandi, petendi, stipulandi, recipiendi, paciscendi, componendi, transgrediendi, concordandi & conveniendi in certos diem & locum quibus idem Rex Franciæ, & præfatus genitor noster personam convenientem, si expedire viderint consentiendi, ac eosdem diem & locum suo nomine acceptandi, ac eosdem diem & locum suo nomine acceptandi Treugas, seu sufficientiam sub quibuscunque forma, & modo ineundi, ac ipsas Treugas, five sufficientiam vallandi, firmandi, & etiam roborandi diem & Treugas, seu sufficientiam hujusmodi semel & pluries, quotiens expedire videbitur prorogandi, quolibet etiam genus juramenti in animam suam præstandi, & omnia & singula faciendi quæ sunt pacis & concordie, & ad plenam pacem & concordiam valeant pertinere & quæ ipse faceret vel facere posset si præsens esset, etiam mandatum exigant speciale, ac promiserit pro se & heredibus suis se ratum & firmum habere, ac factum fuerit in præmissis, & quolibet præmissorum, heredes ipsos ad ea servanda, facienda, & complenda expresse & specialiter obligando nos de Procuratorum & Nuntiorum circumspècta prudentia & fidelitate probata plenam fiduciam obtinentes, & quicquid per ipsos tres vel duos ex eis, virtute hujusmodi sibi a præfato Domino Patre nostro traditæ potestatis, gestum, actum, vel factum jam extitit, vel in posterum fieri vel agi contigerit, tractatus, conventiones, obligationes & pacta quæcunque nunc & alias, quibuscumque temporibus habitos vel habendos, initos, vel in posterum fieri ineundos, etiam si ex eis aliqui nos contingant, vel nomine nostro sint facti vel habiti, ratos habemus & gratos, ipsosque laudamus & approbamus expresse, promittentes, nos tractatus, conventiones, obligationes, & pacta hujusmodi pro nobis, heredibus, & successoribus nostris, ratos & gratos perpetuis temporibus habituros, & contra non facere vel venire ratione aliqua five causa, quin potius tractatus, conventiones, obligationes, & pacta prædictos, tenere, servare, ac quantum in nobis fuerit, facere & efficaciter adimplere ad quemcumque statum nos contigerit devenire, nos heredes & successores nostros,

ANNO 334
1303.

tos, ad hoc expresse & specialiter obligantes, ac nihilominus prefatos Episcopum, Comites & Militem, tres & duos eorum in solidum Procuratores nostros veros & legitimos facimus & constituimus, & Nuntios speciales, dantes eis ac tribus & duobus ex eis in solidum plenam & solidam potestatem, ac speciale mandatum faciendi, & in eundi nomine nostro, pro nobis heredibus & successoribus nostris, tractatus, conventiones, pactions & obligationes quascunque, tam in premissis, quam quomodocunque premissis tangentibus, ac tractatus, pactions, conventiones & obligationes hujusmodi firmandi, & quavis firmitate vallandi, & præstandi in animam nostram cujuslibet generis juramentum, acceptandi quoque diem & locum quibus cum prefato Domino Rege Francie convenire personaliter debeamus ac faciendi omnia & singula quæ circa hæc fuerint opportuna & quæ nos faceremus & facere possemus si presentes effemus etiam mandatum exigant speciale, promittentes pro nobis, heredibus & successoribus nostris nos ratum habituros & gratum, ac tenere, servare & efficaciter adimplere, ad quemcumque statum nos devenire contigerit, quidquid per dictos Procuratores & Nuntios, tres & duos ex ipsis gestum, actum vel factum fuerit in premissis, & singulis premissorum nos heredes & successores eosdem ad hæc expresse & specialiter obligantes. In quorum premissorum testimonium has nostras Litteras Sigillo nostro fecimus consignari. Datum apud Rotzerbourg die Ascensionis Domini anno Incarnationis ejusdem Millesimo recentesimo tertio.

Et sont lesdites Lettres cy dessus transcrites, scellées en simple queue de parchemin d'un scei de cire rouge, en l'autre part duquel est empreint la figure d'un homme à cheval, tenant d'une main une espée & un escusson de l'autre & en la circonférence est écrit:

EDWARDUS ILLUSTRIS REGIS
FILIVS ANGLIÆ.

Et en l'autre part sont aussi empreintes les armes d'Angleterre avec l'Inscription suivante:

EDWARDUS PRINCEPS WALLIÆ ET
COMES CESTRIÆ ET PONTINI.

DLXXXIV.

20. Mai. *Ligue défensive entre PHILIPPE IV. dit le Bel, Roi de France, & EDOUARD IV. Roi d'Angleterre, excepté contre l'Eglise, & contre AUBERT Roi d'Allemagne & le Comte de Hainaut. Fait à Paris le 20. de Mai, 1303.* [Pièce tirée du L.V. Vol. des Manuscrits de la Biblioth. Royale de Berlin, pag. 712. Elle se trouve aussi, avec peu de différence, dans LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 43.]

FRANCE
ET ANGLE-
TERRE.

A Tous ceux qui ces presentes Lettres verront ou orront Amer Cuens de Savoye, Henry Cuens de Nicole, & Othes de Grandson Chevalier, Messages & Procureurs de tres excellent Prince EDOUARD par la grace de Dieu Roy d'Angleterre, Seigneur d'Irlande & Duc d'Aquitaine establis & envoyez especialement à ce, salut. Vous faisons à sçavoir, que comme tres excellent Prince PHILIPPE par celle meme grace de Dieu Roy de France considerant & regardant les biens & les profits, qui viennent de l'accord & de l'amitié des Roys & des Princes, ait député & establi nouvellement Monsieur Lois fils de Roy de France Comte d'Evreux, Robert Duc de Bourgogne & Jean Duc de Bretagne & Monsieur Pierre Seigneur de Chembly Chevalier & Chamberlain ledit Roy de France ses Messages & Procureurs pour traiter pour li & pour ses hoirs & pour ses Successeurs de alliance & de Amitié à faire entre iceux Roys leurs hoirs, leurs successeurs & leurs Royaumes pour la pées, pour le profit & le bien de eux & de leur hoirs de leur successeurs, & de leur Royaumes & de leur sougiez, entre nous Messages & Procureurs dudit nostre Seigneur en nom de li pour ses hoirs & pour ses Successeurs d'une part, & lesdits Messages & Procureurs dudit Roy de France en nom de li, pour li, pour ses hoirs & pour ses successeurs d'autre part est fait traité & accordé en la maniere qui ensuit.

§. 2. Premièrement il est accordé entre nous & les Messages dessusdits en nom desdits Roys que iceux

Roys sefont l'un à l'autre des ore en avant bons, vrayz & loyaux amis & aydanz contre tous hommes (saue l'Eglise de Rome) en telle maniere, que se ou plusieurs quiconques ils fussent voloient despoindrier, empescher ou troubler lesdits Roys es franchises, libertes, Privileges & coustumes de eux & de leur Royaumes, que ils seront bons & loyaux amis & aidanz contre tout homme, qui peusse vivre & morir, à desfendre, garder & maintenir les franchises, les libertes, les Privileges, les droictz, les droictures & les coustumes dessusdits, excepté pour ledit Roy de France, excellent Prince Monsieur Aubert Roy d'Allemagne, & Monsieur Johans Cuens de Henaud en Haynaud & excepté pour ledit nostre Sire le Roy d'Angleterre Monsieur Johans Duc de Brebant en Brebant, & ses hoirs descendans de li & de la fille dudit nostre Seigneur le Roy d'Angleterre, & que l'un ne fera en conseil ne en ayde, ou l'autre perde vie, membre, estat, ne honneur temporel.

§. 3. Item accordé est, que les gens & les marchands de l'un Royaume puissent aller delivrement & sans empeschement & marchander & mener toutes sortes de marchandises & manieres de bien quelques ils soient seurement & sauvement au Royaume de l'autre, en payant les coustumes deues.

§. 4. Item il est accordé que l'un ne recepera sous-tendra ne confortera, ne sera confort ne ayde as ennemis de l'autre, ne ne souffrira, qu'ils ayent confort, secours ne ayde, soit de gens d'armes ou de vitailles ou d'autres choses quelles quelles soient de ses terres ne de son pooir, mes desdendra sur poine de forfaiture de cors & d'avoir & empeschera à tout son poair loyalement en bonne foy, que lesdits ennemis ne soient recepez ne confortez es terres de fa Seigneurie, ne de son poair, ne que il en ait confort, secours ne aide, soit de gent d'armes, de chevaux, d'armaires, de vitailles ou d'autres choses quelles quelles soient.

§. 5. Item il est accordé, que l'un ne recepera les bannis du Royaume de l'autre, ne les souffrira recep-ter en ses terres, ne en son poair, ainses les fera vuid-der dedans quarante jours apres ce qu'il en sera requis.

§. 6. Derechef il est accordé, qu'en chacun mue-ment ou renouvellement de Seigneurie deça ou dola en la premiere assemblee des Roys tantost apres l'hommage fait du Duché d'Aquitaine, cette alliance sera renouvellee, affermee, confirmée & faite de nouvel par les memes paroles entre lesdits Roys; lesquelles & chacunes de icelles, si comme elles sont dessus devisees & escries, nous accordons, volons & ageons & promettons loyalement en bonne foy comme Message & Procureur dudit nostre Seigneur le Roy d'Angleterre pour li & en nom de li, pour ses hoirs & pour ses Successeurs de les garder, tenir & accomplir fermement & loyalement à tousjours sans venir en-contre par quelconque raison ou cause au tems avenir, & que nous les ferons ratifier, agréer & approuver par nostre dit Seigneur le Roy d'Angleterre & les jurer en s'aime, & de ce donner les Lettres ouvertes, contenant toutes les choses dessus dites, & de toutes ces choses nous avons fait & donné en nom dudit nostre Seigneur le Roy & en l'ame de li sacrement corporel & saintes Evangiles en la presence desdits Messages & Procureurs doudit Roy de France. Entesmoins des-queux choses nous avons fait mettre nos seaux à ces presentes Lettres. Donné à Paris le vingtiesme jour de May, l'an de grace mil trois cens trois.

DLXXXV.

Traité entre PHILIPPE le Bel Roi de France, 20. Mai & EDOUARD I. Roi d'Angleterre, conclu à Paris le 20. Mai 1303. Par lequel ledit EDOUARD est reçu Duc de Guyenne, & Pair de France, à la charge de venir rendre l'hommage lige, purement & sans condition, ou de le faire rendre par son Fils. Confirmé par le Roy EDOUARD II. à Boulogne le dernier Janvier 1307. [Pièce tirée du L.V. Volume des Manuscrits de la Bibliothéque Royale de Berlin pag. 681.]

In nomine Domini Amen.

Hoc est transcriptum Litterarum, inclyti Principis Domini Eduardi quondam Regis Angliæ illustris, Domini Hyberniæ & Ducis Aquitanie, Sigillo ejus pendente in filis cericeis, & cera viridi sigillatarum, sanarum & integrarum in sua forma omni vitiis &

ANNO & suspicione carentium, prout prima facie apparebat, quarum tenor sequitur in hac verba:

EDOUARD par la grace de Dieu Roy d'Angleterre, Seigneur d'Irlande, & Duc d'Aquitaine. Scachent tous presens & avenir que nous avons veués & diligemment entendues a plain Lettres patentes, sceellées des sceaux de

Jean Evesque de Wincestre,
Amé Comte de Savoie,
Henry de Lacy Comte de Nichole,

Et

Otte de Grandfon, Chevalier, contenant la forme qui s'en suit.

A tous ceux qui ces Lettres verront & orront.

Jean par la souffrance de Dieu Evesque de Wincestre,

Amé Cuen de Sauvoye,
Henry de Lacy, Cuen de Nicolle,

Et

Ottes de Grandfon Chevalier,

Messages & Procureurs de tres haut Prince Edouard par la Grace de Dieu Roy d'Angleterre, Seigneur d'Irlande, & Duc d'Aquitaine, salut en nostre Seigneur nous faisons assavoir que comme par la reformation de la Paix entre ledit nostre Seigneur le Roy d'Angleterre d'une part, & tres Excellent Prince Philippe par la mesme grace Roy de France d'autre part, sur les descords, & les guerres meneés entre eux, nous & autres certains Messages & Procureurs dudict nostre Seigneur le Roy d'Angleterre, fustismes plusieurs fois & en divers lieux assemblez avec les Messages & Procureurs dudict Roy de France, & plusieurs Traictez eussent esté entre nous & les dictz autres Messages & Procureurs dudict nostre Seigneur le Roy d'Angleterre pour luy, & en son nom d'une part, & les devandictz Procureurs & Messages dudict Roy de France en son nom & pour luy, d'autre part, en la besongne de la reformation de la Paix dessusdictes, lesquels Traictez pour aucuns certains empeschemens n'estoient pas venus en effect & en fin desirée; a la parfin nostre Sire li Roy d'Angleterre devandict, considerant & regardant le Cousinage & la prochaineté du lignage qui est entre li & le Roy de France, & la grande amitié & l'alliance nouvellement faicte entre eux par mariages, comme celui qui est ja faict entre luy & la sœur dudict Roy de France, & celui qui se doit faire de son filz aîné & la fille du Roy de France & pource que l'alliance & l'amour de l'un & de l'autre soit plus ferme, & que li Roys de France soit a nostre Seigneur le Roy d'Angleterre plus obligé & tenu en meilleur amy & aydant, & pour offer les maux & esclandres qui viennent de la Guerre, & pour le profit commun de toute la Chrestienté, & le bon & le prochain secours de la Terre Sainte, nous a nouvellement envoyez & establis spécialement pour poursuivre & mettre a fin le dict Traicte avec Monseigneur

Louis filz de Roy de France, Comte d'Eureux,

Robert de Bourgongne,

Jean de Bretagne,

Ducs

Monseigneur Pierre Seigneur de Chambly, Chevalier & Chambellant ledict Roy de France, Messagers & Procureurs dudict Roy de France, entre lesquelz Messages & Procureurs dudict Roy de France pour luy & en son nom, & nous pour ledict nostre Seigneur le Roy d'Angleterre & en nom de luy est faicte des ores & affermée certaine, plaine, entiere & estable Paix a durer perpetuellement a tousjours par eux & par leurs hoirs & pour leurs successeurs, & sont toutes rancunes, iniures, malveillances & haines delaisées, remises & pardonnées du tout en tout d'une part & d'autre. Et est accordé par cette Paix faisant, que le Roys de France doit rendre de maintenant, & restituer par parole & par Lettre audict nostre Seigneur le Roy d'Angleterre, ou a ses Procureurs en nom de luy, & aux hommes & soumis dudict nostre Seigneur le Roy d'Angleterre & aux siens, toutes les Citez, Chasteaux, Bourgs, Villes, Terres, rentes, fiefs, hommages, obeissances, Seigneuries, & toutes autres manieres de tenance, & de droicture & d'autre chose non mouvable, comment que elles soient nommées, qui furent baillées au Roy de France, ou a ses gens, en nom de luy par le devant dict nostre Seigneur le Roy d'Angleterre ou par les siens, ou qui ont esté prises par le Roy de France ou ses Ministres, ou ses hommes, ou ses allies en guerre en la Duché d'Aquitaine; en quelque maniere qu'elles aient esté prises ou occupées ou autrement soient advenues ou escheués au Roy de France, ou aux siens

qui a nostre Seigneur le Roy d'Angleterre ou aux siens devoient ou pouvoient advenir ou escheoir sur les terres de la Duché d'Aquitaine, eussent demouré en la main dudict nostre Seigneur le Roy d'Angleterre ou des siens, c'est assavoir de ce que il en tient presentement en la main, & des autres choses selon la fourme qui s'en suit de ce present accord.

Item les Procureurs & Messages dudict nostre Seigneur le Roy d'Angleterre a ce establis & en nom de luy & pour luy comme Duc d'Aquitaine & Pair de France, pour ledict Duché doivent entrer desores en la roy & en l'obeissance du Roy de France pour lesdictes terres purement & simplement & sans condition, en faisant serment de feauté en l'ame dudict nostre Seigneur le Roy d'Angleterre, & auront les Procureurs dudict nostre Seigneur le Roy d'Angleterre du Roy de France, Lettres de restitution & de investiture des terres dessusdictes, selon la forme de ce present accord, & lesdict Messages doivent donner Lettres de feauté faicte au Roy de France selon la forme de cet accord, & pour bailler & delivrer par faitz les Citez, Chasteaux, Villes, Terres, & autres choses dessus nommées plainement & entierement, & pour offer tous empeschemens qui y pourroient estre faictez par Privileges, ou par dons que le Roy de France en eust faitz ou donné en la terre, ou autrement, comment que ce fust, le Roy de France envoyera

Honorable Pere en Dieu Pierre par ladicte grace Evesque d'Auxerre,

Monseigneur Robert Duc de Bourgongne,

Et deux ou trois autres grands hommes bons & suffisans que li Roy de France nommera dans la quinzaine de la Pentecoste prochaine avenir qui iroint hastivement ez parties dudict Duché, & laboureront loyalement en bonne foy a offer du tout en tout ledict empeschement & par tout la ou ils le pourront offer, & tous les lieux ou il n'aura point d'empeschement, ils delivreront, & seront delivrer entièrement, brièvement, & sans delay audict nostre Seigneur le Roy d'Angleterre, ou a ses gens pour luy & quitteront, & absoudront en nom dudict Roy de France par expres pouvoir & mandement qu'ils auront sur ces Citez, Chasteaux, Villes & hommes de quelconque dignité, estat, ou condition qu'ils soyent, de serment, feauté & hommage qu'ils ont faict au Roy de France, ou a ses gens en nom de luy, & leur commanderont qu'ils fassent hommages, feautez & serments, & soyent obeissans a nostre Seigneur le Roy d'Angleterre, & a ses hoirs, comme leur droictorier Seigneur, & aussi a ses hommes a qui les Lettres seront rendues sauve la souveraineté a dict Roy de France. Et ce aucun des Privileges ne vouloit retourner a nostre Seigneur le Roy d'Angleterre, ils mettront diligence & peine a tout leur pouvoir loyalement & en bonne foy a ce qu'ils y retourneront, & se il ne puet estre faict, ledict Roy de France fera bailler & delivrer en tenure pour lesdicts Privileges audict nostre Seigneur le Roy d'Angleterre ou a ses gens pour luy en lieux convenables, Chasteaux, Villes, Terres, hommages, fiefs, rentes, & autres reneues meilleurs & plus profitables, toutes choses & conditions regardées si souffisamment que tous pourront voir apertement, que li Roy de France a volonté & desir de parfaire la delivrance, & de restabli & delivrer audict nostre Seigneur le Roy d'Angleterre ce qui demourroit a delivrer pour lesdicts empeschemens, & qu'ils n'auroient pas la grace du Roy de France si entierement qu'ils auroient en retournant en la main & l'obeissance le Roy d'Angleterre pour le domage qu'il y auroit, lesquelles teneures ledict nostre Seigneur le Roy d'Angleterre, & ses hoirs & successeurs auront & tiendront paisiblement tous les profits jusques a tant que lesdicts Privileges soient plainement retournés en la main & l'obeissance dudict nostre Seigneur le Roy d'Angleterre, & neantmoins ledict Roy de France & si hoirs & successeurs seront tenus a labourer & a pourchasser en bonne foy ou plustost qu'ils pourront que li devant dict Privilege retourne a la Seigneurie & obeissance dudict nostre Seigneur le Roy d'Angleterre, de ses hoirs & successeurs si comme dessus est dict, & apres ce que lesdicts Privileges seront retournés en la main dudict nostre Seigneur le Roy d'Angleterre, ou de ses hoirs, si comme dessus est dict, lesdictes teneures qui soient baillées de par le Roy de France a nostre Seigneur le Roy d'Angleterre, tous lesdicts Privileges retourneront & doivent retourner au dict Roy de France & ses Successeurs, c'est assavoir tout pour tout, partie pour partie, & est accordé que le Roy de France fera rendre a ceux qui se sont tenus de la partie du Roy d'Angleterre ce qu'il aura donné ou autrement allieu

ANNO 1303.

CORPS DIPLOMATIQUE

ANNO 1303.

336

en quelque maniere que ce soit de leurs heritages & de leurs terres, se il ne puet autrement accorder a eux, & ausy fera il rendre & delivrer les dons & les autres choses alienées par luy, & en nom de luy ou demaine du Duché d'Aquitaine, & ne se partiron lesdites gens du Roy de France envoyez en la Duché d'Aquitaine, du Pays de la, jusques a tant que lesdites choses soient parfaites & accomplies pleinement & entierement quand a la delivrance des terres, & au bail des teneures, si comme dessus est dict, & y aura gens pour ledit nostre Seigneur le Roy d'Angleterre a recevoir de la delivrance desdites terres, c'est assavoir nous

Amez de Savoye, } Comtes,
Henri de Nichole, }

Et
Orthes de Grandfon Chevalier,
avant disdits qui laboureront loyallyment & en bonne foy, tant comme en nous en sera, a oster lesdites ensemencemens, & là où nous offrira raison selon la forme de cet present accord, nous le prendrons & recevrans presentement & sans delay loyallyment, & en bonne foy: Et ce aucune desdites personnes de li une partie ou de li autre estoit empeeche par mort, ou maladie, l'autre pour ce ne laissera mie a aller avant, de parfaire & accomplir les choses devantdites en la maniere dessusdite; & jureront ledit Evesque d'Auxerre, le Duc de Bourgogne, & li autres que le Roy nommera jureront en l'ame dudit Roy de France par son especial Mandement, & ausy ont juré en leurs propres Ames sur les Saintes Evangilles que toutes les choses avantdites pleinement delivreront, assigneront & passeront en la devantdite maniere loyallyment & en bonne foy; & ausy jureront les gens ledit nostre Seigneur le Roy d'Angleterre en l'ame d'iceluy nostre Seigneur le Roy d'Angleterre & en leurs propres Ames, c'est assavoir nous,

Amez, Cuens de Savoye,
Henry, Cuens de Nichole,

Et
Ortes de Grandfon Chevalier,
dessusdisdits que nous les choses & chacune passerons & accomplirons en la maniere dessusdite loyallyment, & en bonne foy.

Item est accordé que lesdites choses premierement accomplies quand a la delivrance des terres, & au bail des teneures, si comme dessus est dict, les Roys dessusdisdits se assembleront personnellement a Amiens a la feste de la nativité nostre Dame en Septembre prochain avenir pour affermer, confirmer & jurer les choses dessusdites, & lors fera ledit nostre Seigneur le Roy d'Angleterre au Roy de France hommage lige purément & simplement sans condition, comme Duc d'Aquitaine & Pair de France pour ladite Duché, & ne puet ledit nostre Seigneur le Roy d'Angleterre delayer ne delaisera faire ledit hommage en la maniere devantdite pour cas, pour dié, ne pour fait, pour chose que aucune soit, ne advenir puisse, ne le pourra excuser qu'il ne viegne lors personnellement pour excusation, ne pour empeschement qu'il soit, se n'estoit pas empeschement de maladie de son propre corps loyallyment & en bonne foy, ou par empeschement de mer, ou autre loyal empeschement, ou estoine apparent, & si notoire que tuit voyent qu'il n'y ait fraude ou barrat. Et se ledit empeschement advenoit, que ja n'aveigne, Monfieur Edwart son filz y sera tenu avenir en propre personne, plain & suffisant mandement & pouvoir de faire ladite feauté en nom dudit nostre Seigneur le Roy d'Angleterre, & de faire & parfaire toute les autres choses dessusdites, & en nom d'iceluy Roy, & comme son Procureur a ce estably souffisamment, & neantmoins ledit empeschement cessant ledit nostre Seigneur le Roy d'Angleterre sera tenu de venir personnellement le plusloft qu'il pourra bonnement pour faire, parfaire, & accomplir toutes les choses dessusdites.

Item est accordé que tout prison & hostage soit delivré & quitte, & que toutes manieres de Lettres & de temps obligatoires d'ostagemens d'une part & d'autre, & toutes autres Lettres touchant la rendue du Duché d'Aquitaine faicte par le Roy d'Angleterre en la main le Roy de France, soient rendues celles qui pourront estre trouvées, & les autres annulées d'une part & d'autre.

Item est accordé que toutes terres & rentes prinsees, occupées ou detenus par achoison de la Guerre des devantdits Roys par le Roy de France, ou par les siens des hommes & sujertz de nostre Seigneur le Roy d'Angleterre, soit d'Eglise, ou d'autres personnes, quelles qu'elles soient, soient desores piecément &

entierement rendues, & ausy les terres & les rentes prinsees & occupées, ou detenus par ledit nostre Seigneur le Roy d'Angleterre, ou par les siens des hommes & sujertz le Roy de France, soit d'Eglise, ou autres personnes quelles qu'elles soient avenir.

Item est accordé que ceux de la Duché d'Aquitaine qui ont pité de la partie se Roy de France en la guerre revienient en la bienvellance, & en la grace nostre Seigneur le Roy d'Angleterre, & ausy que ceux dudit Duché qui ont esté de la partie nostre Seigneur le Roy d'Angleterre revienient deslors en la benveillance & en la grace du Roy de France.

Derechet il est accordé que le Roy de France fera son profit des acuelles, des accrois, & des amendemens que il a faicte en la terre, tant que il l'a tenu en sa main, en baillant audist nostre Seigneur le Roy d'Angleterre tenant de Conditions souffisant, sauf ce que des œuvres de maisons, & de amendemens d'edifices, restors ne recompensation ne sera faicte.

Et pour ce que toute maniere de deffors soient appaisez, & que nulle maniere de diffention ne demeure pour raison du temps passé contre lesdits Rois, accordé est que les Paix anciennes faictes & eues entre lesdits Roys & leurs Successeurs soient fermes & estables, & les avons affermes & confirmées ez noms desdits Rois deca & de la.

Derechet accordé est que ceux qui iroent en Duché d'Aquitaine pour lesdits Rois deca & de la, si comme dessus est dict, auront pouvoir de prolonguer & allonger par commun accord ledit terme de la nativité de nostre Dame, se ils voyent que mestier soit, & que le profit de la besongne le requiere, a un autre terme que ilz verront que bon sera: lesquelles choses & chacune d'icelles, si comme elles font dessus devisées & escrites, nous accordons, voulons, & agreons, & promettons loyallyment en bonne foy, comme Messagers & Procureurs dudit nostre Seigneur le Roy d'Angleterre, pour luy & en nom de luy & pour les hoirs, & ses Successeurs, a les garder tenir & accomplir fermement & loyallyment a tousjours, sans venir encontre par quelque raison ou cause en temps advenir, & que nous les ferons agréer, ratifier & approuver par nostre dict Seigneur le Roy d'Angleterre, & les jurer ensemble & de ce donner ses Lettres ouvertes contenant toutes les choses dessusdites, & de toutes ces choses nous avons fait & donné en nom de nostre dict Seigneur le Roy d'Angleterre, & en l'ame de luy, serment corporel aux Saintes Evangilles en la presence dedits Messagers & Procureurs dudit Roy de France.

En tesmoïn de laquelle chose nous avons fait metre en ces Lettres nos propres sceaux. Donné a Paris le XX. jour de May l'an de grace 1303.

Et nous Eduard Roy d'Angleterre Seigneur d'Irlande & Duc d'Aquitaine devantdict, toute la teneur desdites Lettres pleinement entendu & consideré eue diligente deliberation sur ce toutes les choses escriptes, contenues esdites Lettres, voulons, loons, ratifions, approuvons & confirmons de certaine science, & toutes & chacune de ces choses jurons par ces presentes Lettres & promettons pour nous & pour nos hoirs, & pour nos Successeurs Roys d'Angleterre, & Ducs d'Aquitaine toutes & chacune choses dessusdites, complir, tenir, garder a tousjours, loyallyment, fermement, sans jamais venir en contre par nous, ou par autrui; & ce avons nous promis & promettons expressément, loyallyment, & en bonne foy, & par serment fait sur ce en l'ame de nous, & en nostre presence par nostre amé & feal Henry de Lacy, Comte de Nicole, present & ayant de nous sur ce expressement plain pouvoir & especial mandement: & encores a sçavoir que nous a nostre tres cher Seigneur & Pere Philippe par la grace de Dieu Roy de France avant nommé avons fait personnellement hommage, selon les formes des Pays, & des accords faicte par Messagers ou Procureurs, ou autrement, entre ledit nostre Seigneur Roy de France devant dict, & ses devanciers Roys de France, & nostre tres cher Seigneur & Pere Eduard jadis Roy d'Angleterre, & les siens predecesseurs Rois d'Angleterre & Ducs d'Aquitaine, & avons encore fait audit nostre Seigneur le Roy de France hommage pour la Comte de Ponty tout ne fust il rien de celi hommage de Ponty, contenu, ne mention faicte esdits Pays & accords.

En tesmoïn desquelles choses nous avons fait metre nostre scel en ces presentes Lettres.

Donné a Boulongne le dernier jour de Janvier l'an de grace 1307. le premier an de nostre Regne.

Et ego Joannes de Crociaco, Clericus Suffensionis

Dize

1303. Diocesis, Apostolica Publicis auctoritate Notarius, praesens transumptum ex dictis Litteris Originalibus sumptum, cum eisdem Litteris, una cum discreto viro Guilielmo Desjon, Joanne Clerico dicta Saeslionensis Diocesis, diligenter & fideliter auscultavi: & quia utrumque concordare inveni, hic manu propria subscripti signumque meum, una cum Sigillo Curiae Parisiensis inferius appenso apposui consuetum rogaris.

Actum apud Sanctum Germanum de Pratis juxta Parisios, in domo quam inhabitat; anno Domini millesimo, trecentesimo, quadragesimo tertio, Indictione undecima, mensis Augusti die decima sexta, Pontificatus Domini Clementis Papae sexti, anno secundo.

Et nos Officialis Curiae Parisiensis, dictas Litteras Originales supra scriptas diligenter vidimus & inspeximus, & in testimonium visionis hujusmodi, Sigillum ejusdem Curiae Parisiensis transcripto, sive transumpto, una cum signo & subscriptione dicti Notarii Publici duximus apponendum. Datum ut supra.

Scellé d'un sceau.

DLXXXVI.

Mai. Litteres des quatre Ambassadeurs Anglois ratifiantes les Traitez faits entre le ROY DE FRANCE, & leur Seigneur, en conséquence de la Sentence renduë par le Pape comme personne privée. Deux desquels, comme Procureurs d'EDOUARD FILS du Roy d'Angleterre, fiancent ISABELLE de France, & Elle ledit EDOUARD en la main de GILLES Archevesque de Narbonne. 1303. [Pièce, tirée des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin reliez en rouge.]

UNIVERSIS praesentes Litteras inspecturis Officialis Curiae Parisiensis, Salutem in Domino. Noventis nos Anno Domini Millesimo trecentesimo sexto, die Martis post rosmos Palmarum quadam vidisse Litteras, formam quae sequitur continentes:

A tous ceux qui ces presentes Lettres verront ou orront Jean par la souffrance de Dieu Evesque de Vincestre, Amé Cuens de Savoye, Henry Cuens de Nichole, & Otres de Grandion Chevallier, Messagers & Procureurs de tres haut Prince Edouard par la grace de Dieu Roy d'Angleterre, Seigneur d'Irlande & Duc d'Aquitaine, a ce establis, Salut. Nous faisons assavoir que comme il ait esté prononcé par le Pape, comme par privée personne & par Benoist Gayetan par la vertu du Compromis fait en ligue, mariage se fassie de Monseigneur Edouard filz dudit nostre Seigneur le Roy d'Angleterre, & de Madame Isabel fille de tres excellent Prince Philippe par la mesme grace Roy de France si tost, comme elle viendra en sage de faire mariage, ou dedans les quatre mois apres ce qu'il en aura esté requis de par ledit Roy de France, o doaire de dix huit mil Livres de tournois petits de rente, sur certaines conditions, & poines mises & adjoultées en la pronontiation dessusdicté, & es Lettres faictes sur ce; & quant audist mariage il ait osté les empechemens qui y estoient, ou pouvoient estre pour raison du lignage, & ait dispensé par auctorité d'Apostolle, & empires ladite pronontiation, aucuns Traictiez & accords ayent esté eus & faicts a Monstreuil entre les Procureurs & Messagers desdicts Roys, conditions & poines mises & adjoultées quant a la fermeté dudit mariage, si comme elles sont plus pleinement contenuës ez Lettres faictes sur ce. Nous la pronontiation, les Traictiez, & les accords dessusdicts, & chacun d'iceux sur les poines & sur les conditions dessusdicts, comme Messagers & Procureurs dudit nostre Seigneur le Roy en nom de li, pour li, pour ses hoirs, & pour ses successeurs & pour Monseigneur Edouard son filz dessusdict, ratifions, agreons, approuvons, & promettons en nom dudit nostre Seigneur le Roy, a les tenir, garder, & accomplir fermement sur les poines dessusdictes.

Item nous dictes Comtes de Savoye & Nicholle comme Messagers & Procureurs dudit Monseigneur Edouard, filz dudit Roy d'Angleterre, avons fiancé presentement en la presence dudit Roy de France, & de haute Dame Madame Jeanne par ladite grace Reine de France, mere de ladite Madame Isabel, Madame Isabel presente & recevant elle presens fessdicts parens, & lesdicts Procureurs recevans fiança ledit Monseigneur Edouard en la main de honorable Pere, Gilles par cette mesme grace Archevesque de

TOM. I.

Narbonne sur les poines & sur les conditions dessusdictes.

En tesmoïn de laquelle chose nous avons fait sceller ces Lettres de nos sceaux.

Donné a Paris le XX. jour de May l'an de grace Mil trois cents & trois.

In cujus visionis testimonium Sigillum Curiae Parisiensis praesentibus Litteris duximus apponendum. Datum, ut supra.

DLXXXVII.

Confirmation du ROY D'ANGLETERRE sur l'Accord fait par ses Ambassadeurs avec les Ambassadeurs du ROY DE FRANCE. [Pièce tirée du Vol. LV. des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin, reliez en rouge.] 10. Juill.

EDOUARD par la grace de Dieu Roy d'Angleterre, Seigneur d'Irlande, Duc d'Aquitaine, a tous ceux qui ces Lettres orront ou verront, salut. Comme naguères ensiens envoyés honorables, Reverend Pere en Dieu Johan Evesque de Vincestre, & nos amez & feaux, Amé Comte de Savoye, Henry de Lacy Comte de Nicole, nos Cousins, & Otres de Grandion Chevallier, nos Procureurs & Messagers especiaux ez parties de France, oveque plain & iouissant poer traictier de reformation de peës & de accord qui appendent entre nous d'une part, & tres excellent Prince Philippe par la mesme grace Roy de France d'autre part for tous les descords, guerres, contens, controverses, causes, questions, domages, injures, demandes, & occasions reales ou personnelles, qui furent ou estre poayent entre nous, & ledit Roy de France par quelconque acheson, & a tiett maniere traictier, accorder, & affermer, & a faire en l'ame de nous tote maniere de serment que mestier seroit en ledit traictié, & a toutes choses faire qui a pleine peës & accord poayent appartenir, & que nous ferions, ou pourrions faire, si nous mesmes fussions presens, si comme plus pleinement est contenu en nos Lettres de poer sur coi faictes a nosdicts Messagers par la vertu & l'auctorité dudit poer en nostre nom & pour nous, & pour nos hoirs d'une part, & Monsieur Louis fuis du Roy de France Cuens d'Eureux, Monsieur Robert Duc de Bourgongne, Monsieur Jean Duc de Bretagne, & Pierre Sire de Chamby Chevallier Chamberlan l'idit Roy de France, Procureurs, Messagers doudit Roy de France audist Traictiez especialement par luy deputez & envoyez en nom dudit Roy & por li & por ses hoirs d'autre part, sur lesdictes guerres, contens, & descords, eyent fait, & affermé perdarable peës, & aucunes convenances & ordonnances entre nous, & ledit Roy de France, ainsi comme il est contenu ez Lettres desdicts nos Messagers en la forme qui s'ensuit:

A tous ceux qui ces presentes Lettres verront ou orront, Jean par la souffrance de Dieu Evesque de Vincestre, &c. &c. &c. Donné a Paris le vintiesme jour de May l'an 1303.

Nous Edouard Roy d'Angleterre avant dict, a l'honneur de Dieu, pour peës & tranquillité de la Chrestienté, & por advancement de la besongne de la terre sainte, les avant dictes peës, convenances, & ordonnances, & totes les autres choses & chacune d'iceles entre lesdicts Messagers d'une part & d'autre, accordée, faicte & affermée, si comme dessus plus pleinement est contenu pour nous & pour nos hoirs, & pour nos successeurs, voulons, loons, ratifions, agreons, & approuvons, & par ces presentes Lettres confirmons, & en l'ame de nous les avons jurées a garder & fermement tenir. En temoignage de laquelle chose nous avons fait faire ces nôtres Lettres scellées de nostre scel, en la ville de saint Jean de Peron en Escosse, le disme jour de Joignet, l'an de Grace Mil trois cents & trois, & de nostre regne le trentiesme premier.

DLXXXVIII.

Donation faite a MARGUERITE DE SAVOYE, des Châteaux de Caricene & de Bosillet, par PHILIPPE DE SAVOYE, Prince, & YSABEAU Princeesse d'Achaye. Fait à Beauvoir, le 24. de Décembre, de l'année 1303. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 110.] 24. Dec. SAVOYE ET ACHAYE.

V v

Nous

ANNO

1303.

NOUS PHELIPES DE SAVOYE Prince d'Achaye, & YSABIAUX Princesses de celle meisme Princede faisons assavoir a touz ceaux qui cestes presentes Lettres verront & oiront. Que nous per nous & per nous hoirs donnons & outroyons a nostre chiere Filie MARGUERITE & as hoirs de son corps, le Chastel & la Chastellenie de Cariteyne & de Bosfollet a tutes les fortareilles de ces dites Chastellenies, & a tutes lour raisons, droitures & appartenances, tant ce que est au Domaine per Domaine, & ce que est au homage, homos, jurisdiction, joustise laut & vant & tout ce que apertient a la haute Seignorie, per aussi que ladite Marguerite nostre Filie doit tenir tutes ces devant dites chouse de nous & de nous hoirs qui seront Prince, pour le service de son corps & de ses Chevaliers sei mois au lant, & pour ce que certe chose soit ferme & stable, & que nulle personne ne puisse aller a l'encontre per nul temps, havons nous fait donner a ladite Marguerite nostre Filie, Cestes Lettres oventes sceilles de nostres seaux pendanz. Et a plus grant tesmoignance & fermeté de certe chouse, Nous havons requerru le honorable & sage Benieimin Chancelier de nostre Princede qu'il mete son su propre Soyal a ces presentes Lettres. Et Nous Benieimin Chancelier de la Princede d'Achaye a la requeste de tres haut & puillanz nostre chier Seigneur Monsieur Phelipe de Savoye, Prince d'Achaye, & de nostre chiere Dame Madame Ysabiaux Princesses de celle meisme Princede havons mis nostre Soyal propre a ces dites presentes Lettres, en tesmoignance de verité. Ce fut fait a Beauvoir, an lant del Incarnation, mil trois cens & trois; au vint & quatre jour du mois de Desembre de la seconde Indicion.

DLXXXIX.

1304. Entscheid Römischer Königs Wenceslai zwischen Mann und Bürgern der Gemein auf dem Land zu Budissin von Gerichtswegen ihrer güter. Geben Prag den Mittwoch nach Reminiscere 1304. [LUNIG, Teutsch. Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abf. II. pag. 12.]

C'est-à-dire,

Sentence Arbitrale rendue par WENCESLAS, Roi de Boheme, entre les Communes de la Province de BUDISSIN, touchant l'exercice de la Jurisdiction en certains Lieux de leur Appartenance. Donné à Prague le Mercredi après le Dimanche Reminiscere. 1304.

Wir Wenceslau von Gottes Gnaden, Römischer König, zu allen Zeiten Richter des Reichs, und König zu Böhheim, bekennen und thun kint öffentlich mit diesen Briefe, allen die ihn sehen oder hören lesen, daß wir uns kommen seind unsere Mann und Bürger von voller Macht der Gemein auf dem Lande Budissin / unsere liebe Getreuen, und haben uns vorgelaget und gelobt und unterwerfet, Weiche und gebrochen, daß wir in dem Lande gehabt haben, und an etlicher maßen aufgestanden seint, sonderlichen von Gerichts wegen ihrer Güter, daß wir von unser Gnaden und der Cron Böhheim zu sehen haben, das haben wir für uns und unser Nachkommen mit wohlbedachten Rathe, guten Rath unser Getreuen solche Zweymal als beschaden, von Königlichem Rathe zu Böhheim, und fünden die also, und seyn in Kraft dieses Briefes, welcher solcher Mann, Bürger oder Bauer in denselben unser Lande zu Budissin, sein Gut nicht mit den obersten Gerichten, oder nicht mit alten Rechten hat, daß wir dann solche Gerichte haben solten auf ihren Gütern, über Todtschläge, und über Töndern, über Raub und über Diebe, und auch Mordbrecher; So sollen sie haben zu richten über alle Bunden und Schläge, Aufschuß und über alle andere Sachen, wie die genandt seyn, die auf ihren Gütern geschehen, und solten darvon für uns / unsere Nachkommen, und auch den Untertanen umgeben bleiben, ewiglich ohne Geschede.

Wäre es auch Sade, daß Bunden oder Aufschuß geschehen auf ihren Gütern, und dieselben unberührt dardun kommen, die sollen forder unbedungen und ungeschert auf den Gütern, da es uff geschehen ist, oder für unser Gerichte zu Budissin, da unser Biigt zu sehen ist, wo sie das wollen, vorgekommen werden, ohne Hinderniß und ohne Geschede.

Wäre es auch, daß jemand richtet über Lande oder geschichte, die vor aus genommen seynd, oder sein Gut nicht mit altem Rechte hat, als vorgeschrieben sthet, der soll sein verfallen gegen unser Gerichte wie Marck Grafen Dolmischer Zahl, und solten dieselben Sachen wieder an unser vorgenandte Gerichte weisen gegen Budissin.

Wäre es auch, daß jemand erschlagen wüde, / auff was Güttern das geschehe, so soll man kommen und soll bitten laub von unsern Gerichten, aufzuheben den Todten, und das soll man thun erlauben und so verbürgen mit Forderung.

Wäre es, daß jemand den aufschuß ohne laub, der soll verfallen seyn, ein Schock Böhmischer Groschen unsern Gerichte, und soll verbürgen, als vorgeschrieben sthet.

Auch soll man Letztgeschrey verbürgen, / Eundt sie nicht gerüdt, wie abgeschrieben, über Todtschläge, Lande oder Raub, Diebe oder Mordbrecher, so sollen sie unbedacht bleiben; Auch ob man ein Dorffschafft püge, daß die Letztgeschrey verschwiegen hätten, und man sie das nicht verweisen wolte, so sollen es drey geistliche Nachbarn auf den Dorff auf den heiligen Ungerechtigkeiten, / ohne alles geschede, daß man des unvürsündlich sey, und solten darinne mit sprechen sein angehebe.

Wollen sie aber das nicht beweisen, / auff den Heiligen, so soll man das Dorff je pfänden vor zehn Diar.

Darumb gebieten Wir unsern Hauptmann dakselt zu Budissin, der das ist, / oder hernach, da wir in künfftigen Zeiten, und allen andern unsern Hauptleuten, die das anstelt, daß sie solche unser Erhebung und Geseß halten, in solcher maß, als vor geschrieben sthet, und darnecht niemand das überschreiten laß, in keiner Geseß, den unsern Geseß.

Die Urkunde die Briefe verfaßt mit unserm Königl. Manest, Inseigel, Geben Prage nach Christi Geburt 1304. die Mittwoche nach den Montag, als man singet Reminiscere, unserer Reiche, des Böhmischen im Zwanzigsten, des Monats in dem Achten Jahre.

DXC.

Littera CONRADII SACCI Magistri Domus Teutoniarum, quibus declarat, se LESKONI Cujavie Duci Centum & 80. Marcas Thorunen- ses Denariorum, ac demum Centum & 20. Marcas eorundem Denariorum mutuo dedisse, ab eoque pro dicta pecunia Territorium Michaloviense in pignus accepisse. Datum Thorni in die S. Calixti 1304. [JOANNIS DUGOSSII Historia Polonica Lib. IX. col. 907.]

UNIVERSIS presentium infesturis, Nos frater Conradus Saccus, Magister Fratrum domus Teutoniarum per Prussiam, notum volumus esse. Quod cum de consensu Fratrum nostrorum, illustri Principi Domino Leskoni Duci Cujavie, & Domino junioris Wladislavie, ad instantiam ipsius, centum & octuaginta marcas Thorunen- ses denariorum, ac demum centum & viginti marcas denariorum eorundem fideliter mutuassemus, ipse Nobis, & nostris fratribus, pro eadem pecunia territorium suum Michaloviense, cum omnibus terminis suis homine pignoris obligavit, ita videlicet: quod, si idem territorium a proximo festo Nativitatis Domini nostri Jesu Christi intra biennium per ipsum aut fratres suos Przemislau & Casimirus inclytos Duces & Dominos Cujavie a Nobis & fratribus nostris per solutionem supradictae pecunie non fuerit exolutum, cum nullus alius exolvere debeat, ex tunc Nobis & Ordini nostro praestiterunt, & sic ad Nos & Ordinem nostrum devolutum perpetuo possidendum. Si autem intra praefatum biennium, quocumque tempore fuerit, nobis praedictus Dominus Lesko, aut fratres ejus Principes praedicti, pecuniam solverint praedictam, ex tunc ipsis supradictum territorium, prout ad ipsos pertinet, reddemus, & tenebimus reddere bona fide. Promissimus etiam & promittimus praedicto Domino Leskoni interim, quod tenemus & habemus nomine pignoris praedictum territorium, in eo contra voluntatem ejus, nullam faciemus taxam, nec sumptus aliquos, ad quorum solutionem faciendam, ipsum postmodum compellere deberemus. In quorum omnium memoriam & tutelam, sigillum nostrum praesentibus est appennum. Testes sunt Frater Guntherus de Swarczburg Provincialis terrae Culmenis, Frater Henricus de Dubia Commendator in Thorn, Frater Otho Commendator in Scheven, Frater Henricus de Wederth Commendator in Hesow, Frater Goswinus Vice-Commendator, Frater Petrus Commendator in Redino, & plures alii Ordinis nostri Fratres. Datum Thorni. Anno Domini millesimo tricentesimo quarto. Calixti Papae & Martiris.

DXCII.

Traité de Paix entre PHILIPPE le Bel Roi de France, & les Villes de FLANDRE. Fait par

1304

ANNO 1304. [PIERRE D'OUDEBERGHEEST dans ses Chroniques & Annales de Flandre, Chap. CXL. Feuille. 233.]

ANNO 1305.

(1) PREMIERS, que les Flamens auroient bonne & perpetuelle Paix avec le Roy, & moyennant ce leur demoureroient leurs biens, libertez & franchises fauves & entiers, que le Conte Guy, seroit du tout restably, & remis en la Conté & Seigneurie, que tous prisonniers, tant d'un costé, que d'autre, seroient delivrez quites & francs. Que pour toutes offenses, les Flamens payeroient au Roy une amende pecunieie, qui ne pourroit excéder la somme de huit cent mille livres, pour laquelle arbitres, seroient esleuz huit personnages, sçavoir quatre d'un costé, & quatre d'autre. Nonobstant lesquelles choses, le Roy voulut semblablement pour son honneur, & assurance, que les Villes de Lille & Douay avec leurs appendances, fussent mises en ses mains, par maniere de gage ou de contrepart, pour les tenir seulement, jusques a ce qu'il fut esté satisfait de la fusdite amende, comme lors fut mis par escript & publié aux deux oitz.

DXCII.

05. *Traité & Accord passé entre PHILIPPE IV. dit le Bel Roi de France, & l'Archeveque & la Ville de LYON. Fait au mois de Janvier de l'an 1305. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 45.]*

PRIMO Dominus Rex habebit in tota villa & Civitate Lugdunensi & in terra & Baronia Ecclesie Lugdunensis circa Sagonam reffortum seu appellationes ad diffinitivis sententiis a iudice temporali latis tantum, & discutietur cognitio istius refforti seu appellationum in Parlamento Parisiensi, vel coram duobus vel tribus Viris probis de consilio Regis non suspectis, per Dominum Regem deputatis, & erit in optione Archiepiscopi & Capituli, quod dictæ causæ in Parlamento, vel coram dictis deputandis discutiantur, & procedetur in eis secundum ius scriptum & poterit confrontari. Ab Officiali vero Ecclesiastico Archiepiscopi Lugdunensis non appellabitur ad Dominum Regem, quantumcumque causæ sint temporales de quibus consuevit cognoscere de consuetudine, vel de iure, & declarabuntur hæc verba, de consuetudine vel de iure, per Dominum Archidiaconum Lugdunensem & per Dominum P. de Bellapertica Decanum Parisiensem.

§. 2. Item Dominus Rex gardabit, custodiet, defendet & juvabit, prout bonus & legitimus gardator facere potest & debet Archiepiscopum & Capitulum Lugdunensem, ac homines & subditos suos & bona ipsorum, ubicumque sint, contra omnes; & ponet & constituet gardatorem de suis gentibus vel de Regno suo, maxime ad requisitionem Archiepiscopi & Capituli prædictorum, quem dictis Archiepiscopo & Capitulo & hominibus eorumdem utilitorem credidit & novit expedire; qui gardator in principio Regiminis sui jurare tenebitur, se in officio sibi commissio fideliter habiturum & compositionem presentem integraliter servaturum, nec officium dictus gardator exercere poterit ultra annum, nisi de consensu Archiepiscopi, Decani & Capituli prædictorum; & nunquam, nisi quando expediens vel necesse fuerit idem deputabitur gardator; qui nullam jurisdictionem habebit in dictis Archiepiscopum & Capitulum, vel homines & subditos suos, nisi tantummodo gardaui, propter quam gardam dictus Dominus Rex vel gardator deputandus ab ipso, homines & subditos dictorum Archiepiscopi & Capituli non gardabit contra dictos Archiepiscopum & Capitulum, nisi in casu ressorti supra dicti.

§. 3. Item pro garda ista omnes Laici de Civitate Lugdunensi foca habentes ibidem debent dare & dabunt a duodecim denariis usque ad viginti solidos; & omnes Laici, qui non sunt nobiles de terra & Baronia Ecclesie Lugdunensis, nec non Vassallorum ipsorum ac omnium aliorum, qui sunt & erunt infra terminos dictæ Baroniæ constituti, tenebuntur dare & dabunt a duode-

cim denariis usque ad viginti solidos similiter; & erit media pars totius emolumentum quoquo modo provenientis rationum hujusmodi garde in omnibus præmissis Domini Regis, & alia pars Archiepiscopi & Capituli prædictorum; in mutatione vero Regis, vel si ipsum transfretare contingeret, ac etiam in mutatione Archiepiscopi, vel si ipsum transfretare contingeret debet prædicta contributio duplicari, & inter Dominum Regem & Archiepiscopum & Capitulum dividi, ut est dictum; Videlicet media pars Domini Regis, & alia medietas Archiepiscopi & Capituli prædictorum; & taxabuntur & levabuntur prædicta per Archiepiscopum & Archidiaconum, qui nunc est, & post ipsum per Decanum, qui pro tempore fuerit, & per tres vel duos ex parte Regis eligendos milites nonos, quos debet Dominus Rex fundare & cuilibet constituere centum libr. Turon. parvorum.

§. 4. Item ad præfens in civitate, terra & Baronia Ecclesie Lugdunensis fiet una moderata subventio, cuius medietas erit Domini Regis & alia medietas erit Archiepiscopi & Capituli prædictorum; & taxabitur & levabitur dicta subventio, prout in proximo articulo continetur per dictos milites, quorum nominatio de gratia speciali (1) *** Clericos tamen Regis non alios nominabit.

§. 5. Item ad decennium proximum continuum subsequens & futurum in Civitate, terra & Baronia Ecclesie Lugdunensis omnes vendentes & ementes Laici non nobiles pro qualibet libra duos denarios solvere tenebuntur, videlicet venditor unum & emptor alium, cuius emolumentum medietas Domino Regi applicabitur, & alia Archiepiscopo & Capitulo supra dictis, & recoligetur emolumentum hujusmodi quolibet mense per prædictos nominatos in articulis supra dictis.

§. 6. Item infra terminos & districtus Baroniæ Archiepiscopi & Capituli prædictorum poterunt dicti Archiepiscopus & Capitulum liberè constituere Nundinas per tempus taxandum legitime duraturas, eutes vero ad eas & redeuntes de eis erunt in guidagio & conductu Domini Regis prædicti, & emolumentum ex dictis nundinis provenientis aliunde, quam jurisdictionis locorum ratione, habebit Dominus Rex medietatem & aliam Archiepiscopus & Capitulum prædicti; & levabitur emolumentum hujusmodi per prædictos, qui ad alia emolumenta levanda sunt in superioribus articulis nominati; & propter hoc Dominus Rex vel levatores emolumentum ejusdem per ipsum electi, nullam jurisdictionem in locis Nundinarum ipsarum nec ratione jurisdictionis alicujus aliud emolumentum percipient vel habebunt, quarum Nundinarum ordinario in dispositione Domini P. de Bellapertica Decani Parisiensis & Archidiaconi Lugdunensis relinquatur omnino, quod videri expedire. Si vero fiat aliqua injuria vel recoffa levatoribus emolumentorum prædictorum vel etiam sequentium, dammodo communia inter Dominum Regem & Archiepiscopum & Capitulum habeantur, emenda erit communis, & habebit Dominus Rex mediam partem emende, & dicti Archiepiscopus & Capitulum aliam dimidiam obtinebunt, & levabuntur emolumenta per prædictos milites ut supra.

§. 7. Item Rex nullam faciet quoquo modo in terra, Civitate vel Baronia prædictis subventionem exigere & levare, nisi quando Archiepiscopus & Capitulum medietatem subventionis percipiant, & Dominus Rex aliam obtinebit; & si contingat aliquam subventionem exigere & levare taxabitur & levabitur per prædictos, qui sunt superiores ad levanda emolumenta alia nominati.

§. 8. Item damna Archiepiscopo & Capitulo aut eorum hominibus & subditis per Officiales Domini Regis illata, in ipsius Domini Regis honorem vel utilitatem non versa emendabuntur & restituentur plenarie, & erit medietas Domini Regis & alia medietas Archiepiscopi & Capituli prædictorum & illorum, qui damna passi sunt antedicta; & ad hoc compellantur damnorum illatores per Dominum Regem, prout erunt sibi subditi vel propinqui. Ita tamen, quod genera homines familiarum vel subdite Archiepiscopi vel Capituli prædictorum, si aliqua de bonis Domini Regis gentium Burgensium hominum vel subditorum suorum habuerunt, restituant eisdem iusticia mediante.

§. 9. Item Archiepiscopus faciet Domino Regi fidelitatem, ita tamen quod bona Ecclesie propter hoc non sint de feodo Domini Regis; & omnes & singuli Canonici Lugdunenses in sua creatione jurabunt,

(1) Desunt verba, ab Dominus LEIBNITZ, quorum sensus cecido, fuit, nominationem Archiepiscopo fuisse concessam.

(1) Philippe venoit de gagner une bataille sur les Flamands dans la quelle il leur avoit tué 2000. hommes, & assiéger aduellement l'isle. Mais les Flamands ayant fermé leurs boutiques assiégerent en moins de rien 4000. combattans, & obligèrent Philippe à leur donner la Paix.

ANNO bunt, & jurare specialiter tenebuntur compositionem præsentem se fideliter servaturos.

1305.

§. 10. Item Archiepiscopus primam appellationem habeat in Civitate, terra & Baronia ante dictis & de omnibus infra suam Baroniam quoquo casu, ita quod appellationes factæ obmissio medio nullius penitus sint momenti; hoc idem habeat Capitulum in terra & Baronia suis, prout Archiepiscopo est prædictum.

§. 11. Item nullus subditorum Archiepiscopi vel Capituli prædictorum per viam simplicis querelæ ad Dominum Regem poterit recurrere, sed per viam refforti sub prædicti duntaxat.

§. 12. Item Rex non impedit mercata facta vel faciendi in terris ipsorum, dummodo si aliqui super faciendis aliquantulum conquerantur coram Domino Rege vel Deputandis ab ipso fuisse iustitie complementum parati super hoc stare juri.

§. 13. Item Rex non poterit tenere Bastoneros vel Officiales quoscunque infra Civitatem vel Baroniam prædictas, nec pignorate quoquo modo, nisi in casu refforti, in quo casu duo vel tres Consiliarii eligendi poterunt tres vel quatuor Bastoneros deputare, qui in casu dicti Refforti possint executionem facere, prout ad dictis duobus vel tribus deputandis à Rege recipient in mandatis. Si autem ceteri Officiales Regis delinquant, contraheant, quoquo modo pignorent vel quasi in dictis Civitate, terra & Baronia; vel etiam deputati servientes in casu refforti extra suum Officium, vel alii Officiales quicunque; possint puniri per Archiepiscopum & Capitulum antedictos, & omnis executio fieri, ac si in Officio Domini Regis non essent; prædicti vero servientes etiam in casu refforti deputandi executionem non facient contra subditos Archiepiscopi & Capituli prædictorum, nisi dictis Archiepiscopo & Capitulo existentibus in defectu; nec aliqui servientes vel Officiales in loco, in quo domicilium habeat, poterit aliquod Officium exercere.

§. 14. Item Dominus Rex seu gentes sue non poterunt tenere, nec tenebunt assisas suas in locis prædictis, imò cessabunt omnino, nec aliqua infra terminos dicte Baronie imponere alicubi tenebuntur, aliquem vero de contumacibus in Civitate, terra & Baronia ante dictis in Burgensia sua recipere non poterit nec debet; qui dicti homines, qui sui Burgenses facti erunt, prædicta Burgensia non obstant, possint nihilominus iustificari in omnibus per Archiepiscopum & Capitulum superdictos, quoad in terra dictorum Archiepiscopi & Capituli morabuntur.

§. 15. Item Dominus Rex quitabit ipsis omnes alias gardas nonas, & de aliis gardis ordinabunt Domini P. de Bellapertica Decanus Parisiensis & Archidiaconus Lugdunensis; nec aliquem morantem in dictis locis & infra terminos supra dictos poterit Dominus Rex recipere in gardia sua, nisi prout superius est expressum.

§. 16. Item quando fiet pignoratatio ratione refforti non extrahentur pignora vel vendentur extra terram vel Baroniam antedictas.

§. 17. Item Dominus Rex non impedit monetam usulam vel cudendam per ipsos, nec cursum monetæ per loca, per quæ expendi & currere consuevit, nec impedit, quin liberè possint uti pedagiis, guidagiis & libertatibus suis, & privilegia sua & libertates eorum confirmabit eisdem, & bona de novo privilegia eisdem gratiosè concedet.

§. 18. Item Rex concedet Archiepiscopo & Capitulo & Clericis & incorporatis in Ecclesia Lugdunensi, quod in Curia sua & Parlamento, & coram dictis Deputandis ab ipso, agendo & defendendo per Procuratorem Clericum vel Laicum admittantur.

§. 19. Item Dominus Rex non poterit construere vel acquirere domum vel fortalitium, feudum, vel aliam gardam, vel aliud infra terminos Baronie antedictæ; & privilegia concessa civibus Lugdunensibus à tempore contentionis motæ in præjudicium Archiepiscopi & Capituli revocabit & penitus annullabit, & nulla dabit eisdem in præjudicium Archiepiscopi & Capituli in futurum, nisi de eorum consensu processit.

§. 20. Item Archiepiscopus & Capitulum & familiares sui non impediunt portare arma infra loca prædicta in feudis & retrofeudis eorumdem pro conservacione seu executione jurisdictionis sue, pro prosequendis & puniendis rebellionibus & injuriis sibi factis. Si vero aliquis de terra Archiepiscopi & Capituli illicitè contra prohibitionem arma detulerit, per eos punietur, & emendam integraliter percipiet ab eodem Archiepiscopo in terra & Baronia suis, Capitulum in suis; illud idem de forensibus vero per dictos Decanum Parisiensem & Archidiaconum Lugdunensem ordinabit, prout viderint ordinandum.

ANNO §. 21. Item ipsi & terra sua & habitantes in locis prædictis non suberunt in aliquo Senescallis & Baillivis Domini Regis.

ANNO

1305.

§. 22. Item Dominus Rex vel alius nomine suo non poterit inhibere generaliter vel specialiter, quo minus ipsi vel quicumque habitantes infra loca prædicta possint deferre vel extrahere res suas quascunque, ubicunque voluerint per totam terram suam & alibi, quocunque sibi placuerit; hoc excepto, quod prædicta portare non possint vel vendere inimicis Domini Regis postquam ipsi dicti inimici D. Regis fuerint denunciati; nisi contingeret pro expeditione Republice inhibitionem generalem super hoc per totum Regnum fieri, & tunc non possint deferre vel extrahere, nisi pro necessitate tantummodo terrarum suarum, quæ sunt extra Regnum Franciæ constituta.

§. 23. Item ipsi Archiepiscopus & Capitulum, Clerici & incorporati in Ecclesia Lugdunensi, & morantes infra loca prædicta, non tenebuntur venire ad Parlamentum Domini Regis, nisi in casu refforti, ut supra tantummodo.

§. 24. Item propter defectum juris Prælati vel singularis persone, Ecclesia jurisdictione sua privati non poterit, nec in perpetuum, nec ad tempus, nec pro facto singulari & private persone poterit Capitulum pignori, vel aliquoties puniri.

§. 25. Item D. Rex ratione superioritatis vel refforti nullas exactiones, Tailas, Collectas, Complimentas ordinarias vel extr. subventiones imponet, præter ea quæ in superiori articulo simili sunt expressa de subventionem loquente; & nunquam nisi de consensu Archiepiscopi & Capituli processerit prædictorum.

§. 26. Item eisdem & eorum subditis quatiabuntur & quate sunt & remittentur emendæ, offensæ, rebelliones, condamnaciones, contumaciæ & subventiones quacunque, in quibus & Capitulum & eorum subditi teneri possint ex quacunque ratione vel causa usque ad diem hodiernam. De debitis vero si quæ sint ordinabunt dicti Decanus Parisiensis & Archidiaconus Lugdunensis, prout viderint expedire.

§. 27. Item Archiepiscopus & Capitulum Lugdunensium in omnibus feudis & retrofeudis, & in omnibus locis infra terminos sue Baronie constitutis & omnibus aliis, in quibus habent jurisdictionem omnimodam altam & bassam, poterunt licitè acquirere sine amortitione aliqua faciendi.

§. 28. Item vacante Sede Lugdunensis Ecclesiæ omnia emolumenta prædicta, quantum spectare poterunt ad Archiepiscopum Lugdunensem applicabuntur ipsi Ecclesiæ Lugdunensi pro ornamentis & thesauro ipsius Ecclesiæ reparandis.

§. 29. Item omnes constitutiones super regimine Regis & Regni Franciæ publicæ pro Ecclesiis promulgatas ad utilitatem & honorem Lugdunensis Ecclesiæ faciet Dominus Rex firmiter observari.

§. 30. Item singuli Baillivi Matisconen. & Vallavie, & Sen. Bellicadri, eorum Judices, & Procuratores Regii tenebuntur jurare & in principio sui regiminis sic jurabunt, se servaturos integrè & fideliter omnia & singula supradicta.

§. 31. Item Dominus Rex & Successores sui in principio creationis eorum, quando Archiepiscopus eis fidelitatem faciet, promittent bonâ fide se prædicta omnia & singula fideliter servaturos.

§. 32. Item super discordiis dictorum Archiepiscopi & Capituli Lugdunensis & omnium Civium Lugdunensium sopiendis, eligentur duo vel tres Viri idonei ex parte Archiepiscopi & Capituli Lugdunensis, & alii duo vel tres ex parte Civium prædictorum, qui omnimodum ab ipsis habeant plenam & liberam super terminandis omnibus potestatem.

§. 33. Item super omnibus obliis, item super emendâ damnorum & deperditorum Archiepiscopi & Capituli & subditorum ipsorum, & super omnibus aliis Capitalibus, & super dubiis declarandis, quæ possint super statu Ecclesiæ Lugdunensis oriri, vel de novo, quomodolibet ad utilitatem Domini Regis, Archiepiscopi & Capituli vel ad evitandum ipsorum incommodum, vel dedecus ordinari; constituti sint Domini Decanus Parisiensis & Archidiaconus Lugdunensis prædicti ad ordinandam, constituendam, declarandam dubia & omnia sopiendâ, qui omnia & singula poterunt plenariè ordinare, dubia declarare, & sine debito terminare, prout utrique parti melius viderint expedire. Si vero, quod absit, dictos Dominos P. de Bellapertica Decanum Parisiensem & Th. de Vassallaico Archidiaconum Lugdunensem, vel eorum alterum exire contingeret ex humanis, antequam præfens Tractatus votivum foret effectum & perfectius completeretur, alius loco dicti Domini P.

Deca-

ANNO Decani Parisiensis per Dominum Regem & alius loco dicti Th. Archidiaconi Lugdunensis executor per 1305. Archiepiscopum & Capitulum debet subrogari, & subrogabitur per eosdem; qui duo eandem habeant & habebunt in omnibus & per omnia potestatem, qualem obtinent dicti Domini P. Decanus Parisiensis & Th. Archidiaconus Lugdunensis super præmissis omnibus & singulis præmissorum.

§. 34. Memoria sit super istis articulis ponendis in glossa, primo super Beneficiis vacantibus super decimis, quod Beneficia non dicuntur vacare in Ecclesia Lugdunensi & aliis quibusdam suffraganeis, vel aliis subditis ejusdem conditionis. Item quod Decanus & non singulares personæ solvant decimam pro suo Capitulo. Item quod usque ad mille libras possint acquirere & in Regno sine amortizare annui redditus. Item quod Dominus Archidiaconus, Cantor & Sacrista sint Clerici Regis. Item quod Archiepiscopus sit de consilio Regis & successorum suorum.

§. 35. Item quod ad omnia & singula emolumenta recolligenda habeat Rex tres milites, ut prædicti in Ecclesia Lugdunensi, qui ex suo nomine perpetuo habeant recolligere, & alii tres vel duo nomine Archiepiscopi & Capituli Lugdunensis, & fundabit quamlibet militiam sub centum libr. Turon. parvorum. Item quod extraneum fiam nihil de prædictis ponat, & si fiat, non teneat. Item super confratris sub pena honorum non faciendis, & in glossa ponendis & aliis quibusdam modicis articulis, qui non continentur in istis.

§. 36. Universis præsentibus Literis inspecturis Petrus de Bellapertica Decanus Parisiensis à Domino nostro Francorum Rege inter cætera specialiter deputatus ad tractandum, ordinandum & conveniendum cum genibus & Procuratoribus venerabilium personarum Dominorum Archiepiscopi & Capituli Lugdunensis super omnibus & singulis controversiis, questionibus, actionibus & querelis inter Dominum nostrum Regem Francorum & Dominos Archiepiscopum & Capitulum antedictos super contenta in articulis supra scriptis hæcenus habitis & quavis occasione subortis super restitoto & garda totius Ville & Civitatis Lugdunensis, & terræ & Baronie Ecclesie Lugdunensis circa Sagonam felicius sapiendis; notum facimus nos præfati Regis nomine & pro ipso omnia & singula in supra scriptis articulis seriose contenta tractasse, ordinasse & specialiter convenisse cum genibus & Procuratoribus prædictorum Archiepiscopi & Capituli Lugdunensis, prout in ipsis articulis continentur; quæ omnia & singula rata & firma habemus & in veritate testimonium sigillum nostrum duximus præsentibus Literis apponendum. Datum Sabatho ante purificationem beatæ Virginis, anno Domini 1305. Datum sub sigillo ipsius Domini Th. Archidiaconi pro copiam anno Domini 1307. mensis Novembris septimo die ejusdem. *Est scellé d'un seel de cire verte.*

DXCIII.

Extrait du Traité de Paix entre PHILIPPE IV. dit le Bel Roi de France, & ROBERT DE BETHUNE Comte de Flandres. Fait au mois de Juin 1305. [PIERRE D'OUDERGHEEST, Chroniques & Annales de Flandre. Chap. CXLI. Feuille. 234.]

PREMIERS, que les Flamens assigneroyent au Roy vingt mille livres de terre de rente perpetuelle par an, en la Conté de Rethelois, le plus commodieusement que faire se pourroit, & ce endens le Saint Jean de l'an mil trois cents huit, qu'ils payeroyent au Roy quatre cents mille livres, en quatre ans, dont le premier payement escherroit, a la Saint Jean de l'an trois cents six. Qu'ils bailleroient six cents hommes d'armes de la Conté de Flandre en bon ordre & equippage, pour servir le Roy un an entier, la part qu'il luy plairoit, que le Roy pourroit punir par voyages, trois mille personnes de Bruges, & du Francq, coulpages des mesafaires passez, les mille outre mer, & les deux mil deça la mer. Que les Flamens abatteroyent & raseroyent les murs & Forteresses des cinc principales Villes, Gand, Bruges, Ypre, Lille & Douay, endens la Saint Jean, de l'an mil trois cents sept, sans jamais les pouvoir refaire, ny remettre sus. Que moyennant ces choses, le Conte Robert, Guillaume & Guy ses freres & les autres nobles de Flandre, prisonniers, seroyent delivrez, comme semblablement seroit le corps du Conte Guy, qui estoit l'année prece-

dente terminé en la prison. Que les Nobles & Communaultez de Flandre seroyent telle seureté, que seroit advisé de jamais eux subtraire de l'obeissance du Roy, ny de ses successeurs Roys de France. Que jamais, ils ne se alleroyent aux ennemis du Royaume, ny les secoureroyent, conforteroyent, ny foustiendroyent, & si le Conte le faisoit, il foureroit la Conté de Flandre, que pour la seureté de ce que dessus, le Conte Robert de Flandre mettroit au pouvoir, & es mains du Roy, ou de son Commis, les Chateaux, Villes & Chastellenies de Lille, Douay, Bethune, Chateaux de Cassel & de Courtray pour les tenir, jusques a ce que les vingt mille livres de terre seroyent assignées, les Forteresses abbatues, & les Peleries mis en chemin. Que le Roy pourroit faire abattre les Chateaux de Lille & de Courtray, qu'il avoit fait fortifier, le fons desquels neantmoins demoureroit au Conte de Flandre, que si les choses susdictes ne fussent en leur temps & lieu accomplies, le Conte Robert foureroit l'amende de royaume livres, & nonobstant ce, le Roy pourroit proceder aleancontre des Flamens par censures & excommunications du Pape, & aussi par adjournements a Paris, que tous aliez d'une part & d'autre, seroyent compris en ceste Paix, reservé le Conte de Hainault, pour autant que peut toucher & concerner les Contes de Hollande & Zelande. Ce fut fait & conclu, par lesdits huit arbitres, & Aelies sur Oenge au mois de Juing l'an mil trois cents cinc: & fust le tout traité, confirmé & approuvé par les Procureurs des Villes & Communaultez de Flandre, reservé ceux de Bruges, qui n'avoient illec leurs Procureurs, pour autant qu'on ne les y vouloit veoir, ny ouyr.

DXCIV.

Union des Contes de PIEMONTE, de PROVEN- 1306.
CE, & de FORCALQUIER, faite par CHAR-
LES II. Roi de Jerusalem & de Sicile, à Na-
ples. Le 14. de Février, de l'an 1306. [G. G.
LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag 45.]

14. Fevr.
PIE-
MONTE
PROVEN-
CERET
FORCAL-
QUIER.

CAROLUS SECUNDUS Dei gratia Rex Jerusalemy & Sicilia, Ducatus Apulie & Principatus Capue, PROVINCE & FORCALQUERII Comes, universis præsentis Scripti seriem inspecturis tam presentibus quam futuris principale prædicatum. De subditorum cura prævidens nonnumquam ex causa præcipue Regionis loca separat, ac interdum divisa reductit ad integrum per alligabilem unionem sancimus. Circa delium & subsectorum nostrorum augmenta status prosperi meditatione solliciti intendentes, attento quod dum ipsi ex regionum diversitate ac partium separatione disjuncti ad unitatem reducti redduntur amabiliore ad invicem, & contra alios fortiores, cum vis unita segregata sit fortior, & colligatus funiculus difficilior dissolvatur; Comitatum PEDEMONTIS nostrum utique patrimoniale peculium, recuperatum noviter de manibus detentorum, cum omnibus terris, castris, Villis, casaliis & locis aliis ac pertinentiis suis, Comitatus nostris Provincie & Forcalquerii de certa nostra scientia incorporandum & unendum duximus, ac etiam advertendum; ita quod sub felici nostro & heredum nostrorum Dominio Comitatus ipsi incorporatis invicem & mutuo conjunctis, nostri fideles & subditi eorundem, vinculo uniti corroborationis ætiori, mutuis se coadjuvent viribus, & cum casus emergerit, minime adversariorum potentias pertimescant. Hoc excepto specialiter & expresse reservato, quod in dicto Comitatu Pedemontis nostro in præfatis Comitatus Provincie & Forcalquerii Senescallus nullam jurisdictionem habeat sed in eo per Curiam nostram Senescallus per se, alique Officiales per tempora statuantur, quodque propter unionem & incorporationem præmissas iuribus, honoribus & libertatibus dicti Comitatus Pedemontis ac specialium personarum ipsius nullum præjudicium quomodolibet generetur, nec idem Comitatus propter unionem ipsam eidem Comitatus Provincie & Forcalquerii ad subjectionem vel submissionem aliquam teneatur, in casus rei testimonium præfens Scriptum duplicatum fieri & aures bulla nostre Majestatis impressa tipario iussimus communiri. Datum Neapoli per manus M. Di. C. &c. Anno Domini millesimo trecentesimo sexto, die decima quarta Februarii, quarto Indictionis, regnorum nostrorum anno XXII.

07. de / darumb sie wie zu räte worden / mit unsern lieben Fürsten /
Grauen / Freien / Ritterschafft / Burgern und andern des Reichs
Hohen / das Graue Ludwig von Eningen der alte / sol einen
Ritter dargaben von sinen wegen / Graue Ulrich von Helfenstein
auch einen Ritter / Conrad von Binsperg einen Ritter / Albrecht
von Kechberg einen Ritter / Bernher der Doge von Tecke einen
Ritter / Heinrich der Truchse von Dieffenhoven sol auch einen
Ritter dargeben / den Landfride usz gerichtende / von Ir selbes
wegen / ob sie dabi nicht gesin moegen / dazu sullen die Burger
von Hildelingen einen Mann dargeben /

In nomine Domini nostri Jesu Christi, Amen.

ANNO

1307.

*L. 17. v.

ANNO à Nativitate ejusdem M. CCC. VII. In-
dict. XV. die XXIV. mensis Martii. Per hoc
publicum Instrumentum cunctis fiat manifestum: Quod
cum per certos pacis, tranquillitatis, unionis & obser-
vationis amoris, consanguinitatis & amicitias Illustrum
Principum & Dominorum infra scriptorum; bone quietis
eorum patrie, hominum & subditorum amatores &
servitores; maximè egregiorum virorum Kiguini &
Georgii ex Comitibus Vallispergia, fuerit tractatum de
sponsalibus & matrimonio contrahendo inter Illustris
JOANREM-JACOBUM filium Illustris Domini Theodori
Marchionis Montisferrati, & JOANNAM filiam
recolenda memorie Illustris Principis Domini AMEDI
SABAUDIE Comitit, sororemque Illustris Principis
Domini Amedei Sabaudie Comitit modernit. Hinc est
quod in presentia Notariorum & testium infra scripto-
rum, personaliter constituti R. in Christo Pater Domini
Guillelmus de Chalan Episcopus Lauzanensis, spectabilis miles Dominus Girardus Dominus Terniaci,
& egregii viri Dominus Jacobus Sostionis, & Henricus de Colombero, Consiliarii & Procuratores ad dicta
sponsalia & Matrimonium contrahendum; per præfatum Illustrum Dominum Comitem specialiter deputati,
prout de eorum potestate constat, parte una: & Illustris Dominus Hugo de Salucis, spectabilisque Dominus
Georgius de Carro Marchio Savonæ, Dominus Ubertinus Nata Legum Doctor, & Mantfredus de Cocastello de Montilio, Procuratores & mandamentum
speciale habentes à dicto Illustri Domino Marchione, ad dicta sponsalia & Matrimonium firmandum;
prout de eorum procura constat. Qui Domini Procuratores dictorum Dominorum omnes simul, premissis
attentis ad laudem & honorem Dei, Beatæ Mariæ Virginis ejusque matris, totiusque Curie celestis; unanimiter cupientes dicta sponsalia & Matrimonium perfici
& compleri, promiserunt & conveniunt; videlicet
preminati Domini, & Procuratores præfati Illustris
Marchionis; Quod contrahet & complebit sponsalia &
Matrimonium cum preminata Illustri Joana, Deo
& Sancta Matre Ecclesia concedentibus: Et viceversa
præfati Domini Procuratores dicti Illustris Domini Sabaudie Comitit, ipsius nomine conveniunt & promiserunt,
quod dabit præfatum Illustrum Joannam ejus
sororem, in Uxorem & Sponsam legitimam preminato
Joanni-Jacobo, & cum eo sponsalia & Matrimonium
contrahet & complebit, Deo & Sancta Matre
Ecclesia concedentibus. Item promiserunt dicti Domini
Procuratores, quod quilibet ipsorum pro eorum
posse impetrabunt à summo Pontifice dispensationes oportunas,
& necessarias pro dicto Matrimonio complendo; maximè super dispensatione consanguinitatis,
& ætatis dicti Joannis-Jacobi minoris XII. annorum,
& ipsas dispensationes tradent una pars alteri, videlicet,
dictus Dominus Comes præfatus Illustri Domino Marchioni,
seu ejus Castellano Clavali, infra festum Nativitatis
Beati Joannis Baptistæ proximi; & præfatus Illustris
Marchio eodem modo Literas dictæ dispensationis
mittet præfato Illustri Domino Comiti, seu ejus
Judici Vallisclusiæ, & Canapicii, in loco Avillane infra
eundem terminum. Item promiserunt dicti Domini
Procuratores dicti Domini Comitit, quod ipse Dominus
Comes dictam Illustrum Joannam ejus sororem,
tradet & expediet præfato Illustri Domino Marchioni,
seu ejus Ambasiatoribus & Procuratoribus ad hoc missis,
in loco Rippolarum infra diem XXII. instantis
mensis Augusti, concedenter & honorificè ornatam.
Item promiserunt dicti Domini Procuratores dicti Domini
Marchionis, quod ipse Illustris Dominus Marchio,
seu ejus Ambasiatores ad hoc missi, dictam Illustrum
Joannam in dicto loco Rippolarum recipient, ipsamque
localibus concedentibus ornabunt. Item preminati Domini
& Procuratores dicti Illustris Domini Comitit Sabaudie,
dederunt ejus nomine, & constituerunt eidem Joannæ,
& ejus viro futuro, in dotem sexaginta millia florenorum Sabaudie ad rationem XII.
denariorum grossorum monetæ novæ dicti Domini Comitit
pro quolibet floreni; inclusis quinquaginta millibus
florenis datis per Illustrum Dominum Comitem
quondam Patrem ipsius Joannæ, eidem Joannæ, in
quibus ipsam heredem suam instituerat in testamento
suo, die 1. mensis Novembris M. CC. LXXXII.
solvendis terminis infra scriptis: videlicet, incontinenti
dam dicta Joana tradetur in loco Rippolarum decem
millia florenorum, & anno revoluto eodem termino quinque
millia florenorum in loco Clavali. & sic successi-
ve anno quolibet, eodem loco & termino quinque mil-

DXCIX.

Mars. 1307. *Contrat de Mariage entre JEAN JAQUES Marquis de Montferrat, & JEANNE DE SAVOYE, Fille d'AME Comte de Savoie. Fait au mois de Mars, de l'an 1307. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de SAVOYE. Preuves, pag. 237.]*

ITALIA
ET
JOYE.

ANNO 1307. lia florenorum, usque ad plenam solutionem: Salvis tamen pactis, limitationibus & declarationibus factis in contractu certorum pactorum, per dictos Dominos Procuratores, nominibus dictorum Dominorum, die præsentis factorum, per nos Notarios infra scriptos; & super dictis solutionibus dabit idem D. Comes, bonos & idoneos fideiussores ad conveniendum faciles, qui se obligabunt in solidum ante dictam transductionem fiendam dictæ Illustris Joannæ in Rippolis: & casu quo contingeret aliquem dictorum fideiussorum dandorum mori, quod in ejus locum subrogetur unus alius æquæ sufficiens, vel ejus hæredes obligationem renovent, & se de novo obligent. Item prænominati Domini Procuratores dicti Illustris Domini Marchionis, dicti matrimonii contemplatione, dederunt & constituerunt præfatæ Illustris Joannæ, in Doarium & dotatitium quinque millia florenorum valoris supra dicti annui redditus, per ipsam Illustram Joannam percipiendorum, pro ipsius statu & expensis supportandis, in casu quo dictum ejus virum futurum ante ipsam decedere contigerit, ad ipsam Joannæ vitam duraturum. Quæ quinque millia florenorum assignant & ponunt dicti Domini Procuratores in & super Cassis, Villis & locis suis Dioecesis Verceilensis: videlicet, Audurii, Moyranii, Salaffolii, & Fontanei, hominibus, censibus, pedagiis, gabellis, & aliis obventionibus & redditibus, cum mero & mixto Imperio, ac jurisdictione omnimoda: & si dicta loca non valeant dicta quinque millia florenorum annui redditus, promiserunt dicti Domini Procuratores, quod idem Illustris Dominus Marchio, illud quod deficit, facta diligenti visione, alibi & insuper aliis locis idoneis, sufficientibus & proximioribus supplebit & complebit, omni jure Superioritatis remanentibus. Item promiserunt dicti Domini Procuratores, quod idem Dominus Marchio relinquat & ordinabit dictum Illustram Joannam Jacobum ejus filium, Dominum & Marchionem Montisferrati, & totius territorii, dignitatis, Baronie & districtus ejusdem, & hoc, fortiori & validiori modo quo fieri poterit, cum clausulis necessariis & opportunis. Salvo quod si contingat ipsum Illustram Joannæ Jacobum Marchionem alios habere liberos masculos, naturales & legitimos, quod eis possit facere & relinquere, prout fecit Illustris bonæ memoriæ Dominus Joannes Marchio Montisferrati ejus Pater suis liberis in suo testamento: qui liberi teneant in feudum, & de superioritate, & sub homagio & fidelitate à dicto Illustris Joanne Jacobo Marchione eorum fratre, ea quæ sibi relinquuntur, sitque Joannes Jacobus Marchio eorum superior & Dominus. Item promiserunt dicti Procuratores Illustris Domini Marchionis, Procuratorio nomine, dictam dotem reddere & restituere prænominatæ Illustris Joannæ seu ejus heredibus, aut causam habentibus, in omni casu & eventu ipsius dotis restituentibus, in dicto loco Rippolarum, omni exceptione & excusatione cessantibus, consimilibus terminis quibus dicta dos fuerit soluta ut supra: & super hoc dabit idem Dominus Marchio bonos & sufficientes fideiussores, ad conveniendum faciles, qui & ipsorum quilibet insolidum pro ipsius dotis restitutione se efficaciter obligabunt (ante transductionem fiendam dictæ Illustris Joannæ in dicto loco Rippolarum) in loco Clavasi, in manibus Procuratoris & Notarii ad hoc specialiter à dicto Domino Marchione deputandi: & casu quo contingeret aliquem dictorum fideiussorum dandorum mori, quod in ejus locum subrogetur unus alius æquæ sufficiens, vel ejus hæredes obligationem renovare permittant. Quæ omnia & singula promiserunt prænominati Domini Procuratores, per eorum iuramenta ad Sancta Dei Evangelia corporaliter præstita, & sub ipsorum Dominorum expressa obligatione, & hypotheca omnium & singulorum bonorum suorum, presentium & futurorum quorumcumque, tenere & inviolabiliter observare, & compleri facere cum effectu prout supra, facereque & procurare, quod dicti Domini Comes & Marchio, prædicta omnia ex abundantia ratificabunt, & approbabit per totum mensem Aprilis proximi: Submittentes se dicti Domini Procuratores, dictosque Illustris Dominos Comitem, & Marchionem, & eorum bona, pro observatione præmissorum, Curis Domini nostri Papæ & ejus Camera Apostolicæ; Regis Franciæ, & ejus Parliamenti Parisiensi residentis, Parvi Sigilli Montisferrati, nec non omnibus aliis & singulis Curis Ecclesiasticis & secularibus, & eorum sigillis & stylis: Renuntiantes insuper dicti Domini Procuratores, omnibus juribus contrariis, privilegiis, auxiliis & exceptionibus. De quibus omnibus & singulis præceperunt per nos Notarios subscriptos fieri duo publica Instrumenta tenoris ejusdem. Datum & actum in Castro Lainici in sala Saladini Provanæ ex Dominis dicti

loci: Præsentibus Egregiis viris Dominis Jacobo Provana Saladino Provanæ supra dicto, Andrea Provana filio Joannelli Provanæ, Bartolomeo Provanæ, Condominis dicti loci Lainicii, Georgio, & Regino ex Comitibus Vallispergie. Signè Colomb, & Curtil.

DC.

Traité de Paix entre JEAN Duc de Brabant, & GUILLAUME Comte de Hollande, fait à Mons, le 10. d'Avril 1307. [CHRISTOPHRE BUTKENS, en les Preuves des Troupes de Brabant. pag. 140.]

PAIX entre JEAN Duc de Lothier, Brabant & de Lembourg, & GUILLAUME Comte de Haynaut, Hollande, &c. Pour eux & leur Allies & aydens. Premièrement que tous ceux qui de Hollande avoyent servi le Duc seront restitués en leurs biens, & que lon pardonne tout ce qu'à cause des guerres eurent eue pouvoit avoir esté mespris. Qu'avec ce toutes Lettres par lesquelles parties demandoient l'une à l'autre seront nulles & seront restituées; & especiallement le Duc ait enconvent de rendre al dit Comte les Lettres ke il at del hommage de Zutehollande ke il demandoit au dit Comte, as quelles ledit Duc renonce, & al hommage aussi desmaintenant, &c. Lettres données à Mons en Haynaut le diesmesme jour dou mois d'Avril, l'an de grace M. CCC. VII.

DCI.

Contrat de Mariage entre EDOUARD FILS D'ARME' Comte de Savoye, & BLANCHE Sœur de ROBERT Duc de Bourgogne. Fait au mois d'Octobre 1307. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 161.]

EGO Hugo Dux Burgundiæ sciens, prudens, & spontaneus, asserens esse majorem quatuordecim annis. Notum facimus universis præsentibus Literas inspecturis, me promississe nobili Viro Domino ODOARDO Filio primogenito Illustris Viri AMEDEI Comitiss Sabaudie, solemniter emancipato à prædicto Patre suo, per solemnem stipulationem, & sub expressa obligatione omnium bonorum meorum presentium & futurorum, nec non per juramentum super Sancta Dei Evangelia corporaliter præstitum, dare & solvere, pro dote & nomine dotis BLANCHÆ carissimæ Sororis meæ futuræ Uxoris prædicti Odoardi, viginti millia librarum bonorum Turonensium parvorum fortium, infra terminos subscriptos solvenda, videlicet à tempore completi matrimonii & solemnizationis, in facie Ecclesiæ infra dimidium annum continuum, & complendi quinque millia librarum Turonensium prædictorum: Quæ quidem quinque millia librarum sint, & esse debeant prædicti Comitiss, & apud eum remanentia, absque aliqua exactione, seu etiam recuperatione, propter sumptus & onera matrimonii prædicti, quæ tenetur facere & sustinere, vice & nomine præfati Odoardi, & ex nunc Ego prædictus Dux, dono prædicto Comiti de assensu, & voluntate dictæ Blanchæ puræ, mæra & simpliciter donatione, quæ dicitur inter vivos, prædicta quinque millia librarum suo termino solvenda, ob causas superius declaratas, & à dicti dimidii anni termino, infra annum complendum proximo subsequendum, quinque millia librarum, & sic deinceps annis singulis in se proxime & continue revolendis, quinque millia librarum monete pædictæ, usque ad summam quindecim millium librarum, anno quolibet & termino, usque ad plenam & integram satisfactionem; de quibus quindecim millibus libris, dictus Comes teneatur querere, & procurare in Regno Francia, venditionem reddituum competentem, quibus redditibus venalibus quæsitis, & procuratis per dictum Comitem, Ego singulis terminis solutionem prædictarum emere & pretium solvere teneor, pro dote & nomine dotis dictæ Blanchæ Sororis meæ, usque ad singularum solutionum quantitatem, ad consilium tamen Comitiss prædicti. Quorum reddituum constante matrimonio prædictus Odoardus, & dicta Blancha facient fructus suos; Adquæque est, quod si prædictus Comes, in quacunque solutione faciendâ, nollit aut non possit venales invenire redditus, aut partem reddituum prædictorum, Ego teneor deponere prout prædictum est, prædictam summam pecuniæ, in thesauro

ANNO sauro Gisterciensis Abbatie, usque dictus Comes velit, aut possit invenire redditus supradictos, ipsique, ut dictum est, inventis per dictum Comitem, dicta pecunia sic deposita ad requisitionem dicti Comitis, in solutionem emptionis per me factæ dictorum reddituum converteretur. Pro quibus omnibus supradictis firmiter attendendis, & complendis, promitto dare, fideiussidoneum & debitorem principalem seu fideiussid. & debitores principales. Promittens bona fide & per juramentum meum, super sancta Dei Evangelia corporaliter præstitum, & sub omnium bonorum meorum obligatione expressa, & per stipulationem solemnem prædicta omnia attendere firmiter & complere; voleoque insuper & concedo, quod ad prædicta omnia facienda possim compelli per Excellentissimum Principem Philippum Dei gratia Francorum Regem Dominum meum carissimum, nec non per Iudicarios suos ad requisitionem dictorum Comitis & Odoardi, vel mandati eorumdem per meorum pignorum captionem, per multarum impositionem, & eo modo quo poterit fortiori, omni stipulatione facti & juris, omnia alia exceptione non obstante. Et est sciendum quod donationem prædictam de quinque milibus libris fecit dicto Comiti præsentis & recipientis, Renuncians in hoc facto ex certa scientia & expresse per juramentum meum beneficio minoris ætatis, in integrum restitutionem, decepti ultra dimidium iusti pretii vel iuste æstimationis, & quod allegare non possim aliam esse scripturam quam dictum est, & omnibus aliis exceptionibus & oppositionibus iuris & facti, tam consuetudinibus quam contra prædictas Literas, posset objici, siue dici, vel opponi, & iudicanti, generalem renunciationem non valere. Promissi insuper curare & facere cum effectu, quod in forma consimili, ad requisitionem dictorum Comitis & Odoardi, vel alterius ipsorum sigillo Regis Francie Domini mei carissimi Literæ sigillentur, in cuius rei testimonium, sigillum meum duxi præsentibus apponendum. Actum apud Juigneum, die Martis, post Festum Beati Dionisii, Anno Domini M. CCC. VII.

DCII.

1308. Erection du Comté d'ALBE en l'Abrusse en Principauté, par CHARLES II. Roi de Sicile, en faveur de PHILIPPE DE SAVOYE Prince d'Achaïe. Faite le 31. de Janvier, de l'an 1308. [S. GUICHENOT, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 104.]

In nomine Domini Amen.

ANNO Nativitatis ejusdem millesimo tricentesimo octavo, Pontificatus Domini Clementis Papæ quinti, anno tertio, die ultimo mensis Januarii, sexta Indictionis. Noverint universi quod in præsentia Principis Incliti Domini CAROLI secundi, Dei gratia Illustris Regis Jerusalem, Sicilie, Ducatus Apulie & Principatus Capue, Provinciae & Forcalquerii, ac Pedemontium Comitis, & testium subscriptorum ad hoc specialiter vocatorum & rogatorum, ac mei Notarii infra scripti; Præsentis quoque Viro spectabili Domino PHILIPPO DE SABAUDIA Consanguineo & fideli ejusdem Domini Regis, promissa convenita & acta sunt inter ipsos Dominum Regem & Dominum Philippum, quæ scriati inferius continentur. Videlicet cum olim super conquestione Marchionatus Montis-ferrati, quæ per ipsos Dominum Regem & Dominum Philippum communibus erat sumptibus faciendæ; Certe inter eos conventiones initæ fuissent, idemque Dominus Philippus quereretur illas non fuisse sibi servatas, imò contra eas ventum & factum fuisse per eundem Dominum Regem, desistendo scilicet inconsulto & inscio ipso Domino Philippo à perfectione conquestionis ejusdem, necnon & liberando Virum Nobilem Comitem Philippum de Papia, qui pridem in prælio per gentem ejusdem Domini Regis, ac ipsum Dominum Philippum & gentem suam ex parte una, & Theodorum Viri Nobilis Domini Oppicini Spinola de Janua Genorum, eundemque Comitem Philippum & eorum gentes ex altera, commissio prælio captus fuerat, & eorundem Domini Regis & Domini Philippi Comitis captivus erat. Tandem idem Dominus Rex attendens ac etiam proprii oris Oraculo præferens sanguinis identitatem, quæ idem Dominus Philippus et conjunctus est, volensque ipsius Domini Philippi animum quietum & contentum super præmissis omnibus reddere; ipse quoque Dominus Philippus conformans ----- se voluntati &

TOM. I.

benefacito ejusdem Domini Regis, sponte super præmissis facti sunt juxta modum qui subsequitur unanimis & concordēs, videlicet quod idem Dominus Rex majori cum honore volens attollere nomen & titulum Comitatus ALBÆ sibi in Aprucina Provincia Regni Sicilie, per ipsum eundem Dominum Philippum, & ejus heredibus in perpetuum, certo pridem modo concessi & donati, erigit & transulit in Principatum, ita quod diceretur non Comitatus, sed Principatus Alba nuncupatus. Idemque Dominus Philippus se nominet & scribat Principem Principatus ejusdem. Considerans insuper ac congruum & debitum cernens quod hujusmodi honorem condignum sequi deberet emolumentum; promissit ac concessit & donavit eidem Domino Philippo, & ejus heredibus ex ejus corpore legitime descendentibus, natis jam & in antea nascituris in perpetuum, tam considerationem & recompensationem universorum incommodorum & damnorum, quæ ipse Dominus Philippus se perpeffum ex præmissis & ob præmissa querebatur, annuum redditum quadringentarum unciarum auri, assignandum eidem Domino Philippo vel prædictis & heredibus aut certo ipsius seu ipsorum Procuratori vel Nuncio pro eisdem, prout inferius enarratur, videlicet ducentarum unciarum quam primum idem Dominus Rex in prædictum Regnum suum Sicilie redierit, in terra ----- fiscalibus ejusdem Regni, siue prope jam dictum Principatum Albæ, ubi & prout competentius poterunt assignari, reliquarum autem unciarum super conquestione, quam ipsi Dominus Rex & Dominus Philippus fecerunt in Civitate Avenensi & pertinentiis ejus, vel si conquestio ipsa non fieret super aliquibus, similiter terra & bonis fiscalibus hujusmodi annui redditus Principatui prædicto propinquius, eo scilicet tempore quo Mariam ejusdem Domini Philippi Filiam nuptui tradi constitueret, vel etatem annorum duodecim attigisset tenendis & habendis hujusmodi ducentis, seu quadringentis uncias terre, si & ubi in prædicti Regni partibus assignate fuerint immediate, & in capite per ipsum Dominum Philippum, & prædictos ejus heredes, ab eodem Domino Rege & ejus heredibus, ac successores, in eodem Regno sub debito juxta usum & consuetudinem ipsius Regni, servitio militari. Prædictis vero ducentis uncias quæ super jam tacta conquestione, seu terris & locis conquestis assignari debebunt tenendis & habendis, si & postquam assignate fuerint sub illo militari servitio, de quo inferius tunc temporis concordabunt, & quæ in Regio privilegio tunc exinde faciendo fuerit declaratum. Super quibus omnibus, sic per eundem Dominum Regem promissis & contentis, idem Philippus ultro, prout super actum est, beneplacito Regio se conformans, sua gratuita voluntate acceptavit, seque proinde pacatum asseruit & contentum. In quorum omnium testimonium & cautelam, factum est per me infra scriptum Notarium præsens publicum Instrumentum. Actum Marfilie in domibus olim Templiorum, in quibus pranominatus Dominus Rex hospitatus erat, in Camera ejusdem Domini Regis; Præsentibus Venerabilibus in Christo Patre Domino I. Dei gratia Episcopo Forojulienensi, Viro Magnifico Domino Hugone de Balco Regio Sicilie Senescalco, Viro venerabili Domino Guillelmo Girardi Vice-Cancellario ejusdem Regis, ac Egregiis Viris Domino Raynaldo Dealecto, Domino Bertrando de Marfilia, Domino Guillelmo de Montebello, & Domino Joanne Cabassola Magno Regie Aulæ in Comitibus Provinciae & Forcalquerii Magistro Rationali.

DCIII.

Testament of CHARLES II. Roi de Sicile, dans lequel les Mâles d'un degré plus éloigné sont préférés aux femmes dans un degré plus proche, pour ce qui concerne les Comtez de Provence & de Forcalquier, comme aussi le Comté de Piémont, fait à Marseille, le 16. de Mars 1308. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 51.]

In nomine Domini Amen.

CAROLUS SECUNDUS Dei gratia Rex Jerusalem & Sicilie, Ducatus Apulie & Principatus Capue; Provinciae & Forcalquerii ac Pedemontis Comes; Universis præsentis Scripti seriem inspecturis. Lex Communis ab Adam conditioni humanæ fragilitatis indicta, mortem, rerum ultimam lineam, extremum

ANNO
1308.

SICILE,
PROVENCE
ET
PIÉ-
MONT.

ter

ANNO 1308.

346

terminum illi constituit, ipsamque inevitabili sorti fragilitatis solventis omnia sine aliqua personarum distinctione fubegit; quæ licet in ea sit certa, indicia præfixi diei terminationis suspensa, frequenter fe dulcibus annis inferens adus primordia præmaturè succidit, preventis infans terminos, metas pubertatis anticipat, juvenutis flores eorum consilia diutius maturata dissolvit. Et cum hominis status imbecillis & tenuis unum diem vitæ suæ in potestate, quidve futura pariat dies ignorat, laxius semper vivendi spatium sibi promittit, ut persæpe ipsi promissione frustratus cautelam sui & posterorum dispositionem debitam negligat, & improvisa naufragia periculosa mortalitatis incurrat. Preveniendus est igitur ordinata tempestas ingruerit, extremæ tollens dispositionis arbitrium, per repentini casus eventum disponendi potestatem non auferat, & oblivionem ex supervenientis turbationis discrimine non inducat. His itaque provisè pensatis, & in scrutinio librata considerationis adductis, nos sani corpore, mentis propria integritate sinceri, tam pro nostrorum remissione peccaminum, quam pro cautela etiam posterorum & parentum nostrorum animarum remedio, prout infra sequitur, deliberavimus disponendum.

§. 2. Imprimis instituimus heredem & universalem successorem nostrum in Regnis nostris Jerusalem & Siciliæ, Comitatus Provincie & Forcalquerii ac Pedemontis, atque in omnibus aliis terris, iuribus & actionibus nostris Robertum primogenitum nostrum Ducem Calabriæ. Si vero Dux ipse decederet sine liberis masculis vel feminis, nobis viventibus aut vita funditis, substituimus heredem nostrum & successorem universalem in omnibus prædictis Regnis, Comitatus & terris illum ex liberis nostris masculum scilicet, qui juxta tenorem collationis factæ de Regno Siciliæ bonæ memoriæ Domino Patri nostro per Sanctam Romanam Ecclesiam, succedere debet in Regno ipso Siciliæ. Si vero secundum tenorem collationis ejusdem ad successionem ipsius Regni Siciliæ factis femina vocaretur, quæcumque sit & ex quocumque libero nostro nata, in casu illo substituiamus illam heredem & successorem in eodem Regno Siciliæ & Regno Jerusalem ac aliis terris iuribus & actionibus nostris; præterquam ac Pedemontis ac iuribus & pertinentiis eorum omnibus, præter etiam quam in aliis terris nostris questis & conquerendis extra Regna prædicta, in quibus Comitatus ac prædictis aliis terris, in eo casu scilicet ubi femina in dicto Regno Siciliæ succederet, ut est dictum, substituiamus Philippum filium nostrum Tarenti & Achayæ Principem, si tunc superesset, & si tunc non viveret, substituiamus in dictis Comitatus ac prædictis terris questis & querendis dicto casu unum de aliis filiis nostris masculis post eundem Philippum natis & nascituris primogenitum; & si nullus de hujusmodi filiis nostris post eundem Philippum natis aut nascituris tunc superesset, substituiamus unum de nepotibus nostris masculis natis aut nascituris descendentes scilicet ex viventibus nunc filiis nostris masculis, cum quidem qui ex nostro majore natu filio primogenitus esset; & si è majore natu non superesset masculus, substituiamus in eodem casu in supra tactis Comitatus & terris primogenitum ex alio filio nostro sequenti, & super ordinem de sequentibus filiis nostris si de priore non superesset masculus, servato ordine quo supra in casu ipso nepos ex majore natu filio nostro tunc superstes aliis nepotibus ex sequentibus nostris filiis præferatur. Si autem nobis viventibus Dux prædictus decedat relictiis liberis masculis vel feminis aut utrisque, natis aut nascituris, & casus esset, in quo ad successionem dicti Regni Siciliæ non vocarentur ex tenore collationis prædictæ, substituiamus ipsos liberos ejusdem Ducis in Ducatu Calabriæ, sicut invenitur per nos ipsi Duci concessus, ita quod inter eos masculus femina & primogenitus præferatur; Ita quod idem primogenitus Fratribus & Sororibus teneatur providere juxta consuetudinem & constitutionem Regni in talibus observatas, & in ipsa provisione substituiamus eisdem minores.

§. 3. Item relinquimus jure institutionis eidem Philippo filio nostro Principi Achayæ & Tarenti ducentas uncias auri annuas solvendas sibi in vita sua tantum, de Camera Regis vel super aliquibus Regni partibus assignandas, ultra Principatus Achayæ & Tarenti & terras alias ac provisiones quas ex dono Consuetudinis nostre tenet. In quibus omnibus ipsum Principem instituimus heredem, & si in vita nostra decederet dimissis liberis masculis vel feminis aut utrisque, natis vel nascituris, substituiamus ipsos liberos ipsi Principibus, & prædic-

ANNO 1308.
tis terris, quas scilicet ex collatione nostra perpetuo tenet vel tenebit tempore mortis suæ, majoris natu & sexus masculini inter eos prerogativa servata. Minores vero ex ordine substituiamus in provisione ipsi debita a Principibus & terris eisdem juxta consuetudinem & constitutionem prædictis.

§. 4. Item relinquimus jure institutionis Joanni & Petro filiis nostris Comitatus & terras, quas nunc tenent & habent in domo nostra, qui si non valeant quatuor millia unciarum, duo videlicet millia unciarum pro quolibet eorumdem, suppleatur eis defectus in aliis ex cadentibus dicti Regni, & donec supplementum ipsum assequantur, recipiant illud annuatim de Camera nostra in pecunia. Relinquimus etiam jure institutionis aliis filiis nostris ex præsentibus vel alio matrimonio nascituris, cuilibet scilicet eorumdem pro se & suis heredibus ex suo corpore legitime descendentes annuum redditum duorum millium unciarum auri assignandum cuilibet ipsorum in Comitatu vel Comitatus aut Baronis, dummodo titulum habeant Comitatus, ita scilicet quod ipsi filii nostri nati & nascituri suo ordine hujusmodi assignationes recipiant, si simul non currerent omnibus vel pluribus eorum faciendæ. Et intendimus quod donec hujusmodi Assignationes fiant eis, recipiant de Camera Regia vel super Regni proventibus in pecunia dictum redditum annuum duorum millium unciarum auri. Hoc salvo, quod si aliqui eorum essent impuberes, non teneatur heres Regni hujusmodi assignationem vel solutionem eis facere usque ad tempora pubertatis, dummodo eis providetur in alimentis & aliis necessariis competenter. Intendimus etiam quod omnes filii nostri tam Principes quam alii dictos Principatus Achayæ & Tarenti, Comitatus, Baronias, Terras & provisiones alias, quas in dicto Regno & ubicumque extra illud, quæ sunt de feudis ejusdem Regni habent & habebunt, teneant in feudum in capite prædictis Duce vel alio, qui erit heres & universalis successor in prædicto Regno Siciliæ, sub debito militari servitio ac consueto censu juxta tenores privilegiorum nostrorum, quæ inde habent & habebunt.

§. 5. Item instituimus Beatricem filiam nostram in dote & dotario suis, & in centum uncis auri ei semel solvendis. Item instituimus quamlibet filiarum nostrarum viventium in dote data & in centum uncis auri similiter illi solvendis. Similiter etiam instituimus Nepotes & Nepes nostras ex quondam Margarita Comitissa Valesiæ filia nostra susceptos in dote ipsi quondam Margarita datam & in centum uncis illis similiter exsolvendis, quæ quidem filie nostræ nunc viventes, si in vita nostra decederent instituimus ad hoc liberos remanentes ex eis. Si vero aliqua earum absque sui corporis prole legitima moriretur, substituiamus ei heredem & universalem Successorem Regni prædicti.

§. 6. Item relinquimus jure institutionis Carolo Nepoti nostro, primogenito quondam primogeniti nostri Regis Hungariæ duo millia unciarum auri semel & in Regno nostro Siciliæ solvendarum. Item instituimus Beatricem filiam dicti Regis Hungariæ in dote sibi per nos donata & in trecentis libris Turon. parvorum sibi semel exsolvendis. Item relinquimus jure institutionis Clementiæ filie Regis Hungariæ pro dote octo millia unciarum auri, sed si voluerit religionem ingredi, instituimus eam in mille uncis ei semel solvendis.

§. 7. Item relinquimus Mariæ Regine Conforti nos træ quatuor millia unciarum auri annua in vita sua, pro jure & dotario suo, & volumus, quod præcipiat eas in fundito & Doanna Neapolis, Terra Summe & super ferecia Apuliæ & alia terra quam tenet in dono nostro, quas sibi & propterea specialiter obligamus, & volumus assignationem & perceptionem ipsam & per heredem & successorem prædictum eidem Regine inviolabiliter observari, habeatque pro habitatione sua Castra Capuan. de Neapoli Terram & Summæ ita quidem quod Regina ipsa nihil petat nec petere possit in bonis illorum & nepotum suorum descendendum ab intestato.

§. 8. Item volumus & mandamus, quod omnia male ablata per nos vel Officiales nostros, si tamen ablata ipsa ad nostram Cameraam vel Curiam pervenerint, vel nobis mandantibus aut volentibus ablata sunt, restituantur per executores nostros. Item relinquimus duo millia unciarum auri eroganda pro matrimonio orphanorum Virginum & aliarum pauperum honestarum ac sustentatione aliarum miserabilium personarum prædicti Regni nostri ac Comitatus Provincie & Forcalquerii & Pedemontis prædicti, videlicet mille in Regno & millia reliqua in Comitatus ipsi.

§. 9. Item volumus & jubemus omnino perfici & compleri Hospitale quod per nos & ex provisione nostra in balneis Puteoli ceptum est & jam pro majori parte

te constructum pro refugio pauperum & infirmorum illuc venientium, ac emi & tradi lectos & aliam necessariam suppellectilem ad opus infirmorum seu pauperum usque ad centum. Quod hospitale subdubius hospitali Sancti Spiritus de Roma, & deputamus sustentationi hujusmodi pauperum & infirmorum usque ad eundem numerum, pecuniam, quam homines Futeoli pro iuribus & proventus ipsius terræ Curie nostræ solvere annuatim convenierint & debent, quæ per manus illorum, qui iura & proventus ipsos percipiunt, ad Credentiam vel extalium solvetur annis singulis per debitos terminos, preceptori vel illi qui præerit eidem hospitali, & ipse preceptor seu Prepositus retineat ibi tot personas, quæ sufficiunt ad servitium dictorum pauperum & infirmorum, in quorum sustentationem & administrationem ejusdem hospitalis, & etiam pro sustentandis & retinendis in statu domibus hospitalis ipsius, convertet pecuniam supradictam, convenienter providendo eisdem pauperibus ac infirmis & ministris. Et si aliquando non occurreret, quod eis opus esset totam pecuniam ipsam expendere, quidquid supererit, convertet in meliorationem & avantagium hospitalis ipsius. Ipse autem Preceptor seu Prepositus ordinabitur per Magistrum dicti Hospitalis Sancti Spiritus & non admittetur ad administrationem in dicto hospitali faciendam, nisi prius dicto heredi & universali successori vel ei qui per eum statutus fuerit, juramentum presterit de premissis fideliter observandis; & nihilominus ad cautelam duo probi homines ordinentur per curiam, qui videant, utrum convenienter provideatur dictis pauperibus & infirmis, & domus in statu debito teneatur; & si forte prædicta dictus Preceptor aut Prepositus non servaret aut alias minimè bene se gereret, Magister dicti Hospitalis Sancti Spiritus ad requisitionem dicti heredis teneatur eum amovere, & alium idoneum subrogare, & quilibet Preceptor seu Prepositus faciat ingressum suæ administrationis in testimonio publico, & presentibus dictis duobus probis hominibus, inventaria consimilia de omnibus bonis & rebus Hospitalis ipsius quæ recipiet, & in quo statu hospitale ipsum inveniet, quorum unum sibi retineat, & aliud Curie dicti heredis assignet; reservato heredi prædicto, quod si voluerit redditus & proventus dictæ Terræ in suis manibus retinere, id facere possit, dato tamen prius dicto Hospitali simili redditu in locis convenientibus & vicinis; volumus etiam & ordinamus, quod Hospitale ipsum nullo unquam tempore detur alicui in beneficium, & si fieret nec revocaretur administratione dicti heredis nostri per illum qui faceret aut superiorem, ex nunc ut ex tunc eidem Hospitali adimimus dictam pecuniam juriurum, reddituum & proventuum dictæ terræ vel alium quemcunque redditum, quem per nos vel heredem prædictum de prædictis ex cambio vel aliâ haberet & ipsos in dicto casu transferimus ad heredem eundem, qui ex possit postea autoritate recipere in ipso casu & retinere absque alicujus licentia vel assensu, & sub hac conditione intelligimus & intelligi volumus donationem, & assignationem dictorum reddituum eidem hospitali esse factam. Pro Capella vero quæ jam in ipso hospitali facta est pro divinis celebrandis, nullos redditus assignamus, sed volumus, quod dictus Preceptor uni Capellano & uni Clerico retinendis ibidem ministris alimentis & alia necessaria competeret.

§. 10. Item volumus & mandamus quod gabella Nicie deputata per nos operi, quod fieri facimus in Sancto Maximino, nec non & provisiones & assignationes factæ per nos pro operibus Sancti Nicolai de Baxo & Ecclesiæ Civitatis Sanctæ Mariæ, usque ad complementa ipsorum operum absque impedimento vel interruptione aliqua dimittantur. Item volumus & expresse mandamus, quod omnia quæ ordinavimus huc usque & in antea nos ordinare contingeret pro ipso loco Sancti Maximi & fratribus qui sunt & esse debent ibidem, & pro Monasterio Beatæ Mariæ de Nazaret de Aquis per nos fundato, & omnes concessionem per nos eidem loco & fratribus, Monasterio & Sororibus factæ & faciendæ, per illum qui erit hæres in dictis Comitibus Provinciæ & Forcalquerii tenaciter & inviolabiliter observentur. Volumus etiam quod Prior & Moniales dicti Monasterii certas pecunie summas, quas per manus ejusdem Prioris Conventus Fratrum Predicatorum dicti loci Sancti Maximi Conventus Religiosorum dictæ Civitatis Aquis, videlicet Fratrum Predicatorum, Minorum, Heremitarum Sancti Augustini & Carmelitarum, annis singulis pro elemosina & sustentatione ipsorum ordinamus erogari, de redditibus per nos eidem Monasterio assignatis vel impositum assignandis, juxta tenorem Privilegiorum seu Litterarum nostrarum factarum exinde seu faciendarum, in antea absque defectu solvere teneantur.

rum exinde seu faciendarum, in antea absque defectu solvere teneantur.

§. 11. Item volumus & mandamus, quod pro opere Capellæ Caltri novi de Neapoli de mandato & provisione nostra incepta, tradatur usque ad ejus complementum pecunia opportuna, quodque ordinatio ipsius Capellæ ac alia eam tangentia serventur, & fiant prout in privilegiis inde factis vel faciendis distinctis exprimentur.

§. 12. Item ubicumque nos mori contingat, volumus & eligimus sepulturam corporis nostri in Ecclesiâ prædicti Monasterii beatæ Mariæ de Nazaret de Aquis, ubi scilicet convenientius fuerit, ita quod si in Regno vel ubicumque alibi in posse dicti heredis & successoris in eodem Regno nos mori contingat, teneatur heres ipse intra biennium ossa nostra facere ad Ecclesiâ ipsam deferre, inibi tumulanda; qui si in hoc esset negligens & remissus in poenam ejus adimimus sibi Comitatus prædictos Provinciæ Forcalquerii & Pedemontis, & eos transferimus in eo casu in eum ex liberis nostris, qui esset primogenitus post eum. Volumus etiam quod interea Corpus nostrum tumuletur in Ecclesiâ Sancti Dominici de Neapoli fundata in honore Beatæ Mariæ Magdalene.

§. 13. Item volumus & mandamus, quod Testamenta Domini Parris & Domine Matris nostrorum mandentur executioni, & id quod ordinatum est per eos fieri in Regno, fiat per prædictum heredem & successorem in eodem Regno, & quod ordinatum est fieri in Provinciâ, fiat per illum, qui erit hæres seu successor in prædictis Comitibus Provinciæ & Forcalquerii; & quod Executores nostri una cum Executoribus dictorum Parentum nostrorum debeant dicta testamenta executioni mandare; & quicumque eorum possint melius & commodius hoc facere faciant.

§. 14. Item omnibus familiaribus quibus provisum est per nos in annuo redditu, & nondum sunt assignatæ provisiones in terra, dictus heres & universalis successor in Regno Siciliæ ex cadentis, & bonis fiscalibus ejusdem Regni quæ non sint de domanio, debeat & teneatur facere assignationem juxta tenorem & formam Litterarum nostrarum eis exinde concessarum. Item volumus, ordinamus & mandamus, quod omnibus familiaribus nostris qui tempore mortis nostræ inventur in Comitativa vel in servitiis aliis nostris esse, aut qui apud hostes nostros capiti teneantur, illis scilicet quibus per Dominum Patrem nostrum aut nos de Terra vel aliis redditu provisum non est, per prædictum heredem & universalem successorem in Regno super ex cadentis & bonis fiscalibus dicti regni provideatur hoc modo; scilicet cuilibet militi de annuo redditu quadraginta unciarum auri, & ad hereditagium; cuilibet scutifero nobili & de genere militari de annuo redditu viginti unciarum auri ad hereditagium; scutifero vero qui de genere militari non esset, de annuo redditu duodecim unciarum ad hereditagium; cuilibet pediti datur similiter in pecunia semel solvenda uncia auri sex; & nihilominus illi familiarium prædictorum qui ad hoc apti & habiles fuerint, teneantur & sint de hospitio heredis & successoris prædicti.

§. 15. Item relinquimus Fratribus Predicatoribus & Minoribus Capellæ nostræ, qui erunt tempore mortis nostræ, equos deputatos ad equitatum eorum & arnesum quod assignatum fuisset eis à Curia nostra. Item duobus Fratribus Minoribus ejusdem Capellæ nostræ, qui essent seu erunt tempore mortis nostræ, principali libras quinquaginta & socio ejus libras viginti reitoriarum. Capellanus & Clericus Capellæ nostræ qui inventur tempore mortis nostræ & quibus per nos vel alium provisum non esset de Ecclesiastico Beneficio, cuilibet Capellano libras quinquaginta, Clerico vero libras quadraginta semel solvendas.

§. 16. Item Coronam nostram, Sceptrum, pomum, faustorium, & alia jocalia preciosa, Regalia, nec non Vayfella & ornamenta Capellarum nostrarum & omnia alia mobilia nostra, non derogando prioribus, relinquimus dicto Duci vel alii universali successori in Regno, deductis tamen debitis nostris five ære alieno.

§. 17. Item volumus & mandamus, quod omnes donationes & concessionem factæ per Dominum Patrem nostrum in nos & per nos in antea faciendæ quibuscunque personis Gallicis, Latinis, Provincialibus, & aliis cujuscunque Nationis, five Laici sint, five Clerici cujuscunque status & conditionis existant, irrevocabiliter observentur eis & successoribus eorum per dictum Ducem & successores suos seu alium succedentem nobis in Regno & Comitibus supradictis, & concessionem & donationem eadem ad simplicem requisitionem illorum quibus factæ fuerint, approbare & confirmare teneantur expresse.

ANNO
1308.

§. 18. Item volumus quod ea, quæ ordinata sunt per dictum Dominum Patrem nostrum & nos pro bono statu Regni Siciliae & Comitatum predictorum per heredes & successores nostros inviolabiliter perpetuo custodiantur & specialiter pro favore Ecclesiarum. Item volumus & mandamus quod si Collecta Generalis quæ consuevit imponi singulis annis in Regno Siciliae probetur indebita, nullomodo imponatur nec exigatur per heredes & successores nostros. Item volumus & mandamus quod Civitates, Castra & castalia Calabriae, Vallis gravis, Basilicata Principatus & aliarum partium Regni quæ destructa sunt devastata & diminuta in proximè preterita guerra pro fide nostra servanda, habeant immunitatem à collectis & omnibus, quæ imponuntur per Curiam nostram pro tempore in parte vel in totum secundum heredes & executorum nostrorum predictorum arbitrium. Item volumus quod omnia debita in quibus tenemur Mercatoribus & societati Buceforum de Luca integraliter restituantur eidem. Item volumus quod dictus Dux vel quicumque successor noster sicut universalis successor & heres teneatur ad omnia debita nostra, & alii liberi nostri non teneantur ad ipsa debita; & si hæres specialis esset in Comitibus Provinciae & Forcalquerii ac Pedemontis, heres ipse ad illa debita que in eisdem Comitibus fuerint teneatur.

§. 19. Item relinquimus pro casta & tumultu faciendis pro corpore bonæ memoriæ Ludovici Episcopi Tholosani filii nostri duo millia librarum parvorum Turonensium. Item declaramus & volumus, quod omnia supradicta per nos legata & relicta in pecunia semel solvenda, solvantur per dictum heredem & successorem universalem tam Regni Siciliae quam dictorum Comitatum Provinciae & Forcalquerii & Pedemontis. Sed si specialis heres esset in eodem Regno, teneatur ad tres partes, & qui erit in eisdem Comitibus ad quartam partem legatorum & relictorum ipsorum. Et secundum eandem divisionem predicta duo millia unciarum eroganda, sicut supra expressum est pro maritaggio orphanarum Virginum & aliarum pauperum honestarum ac sustentatione aliarum miserabilium personarum Regni & Comitatum Provinciae & Forcalquerii ac Pedemontis dentur & erogentur pro tribus partibus per heredem Regni, & quarta per heredem Comitatum predictorum; salvo quod dictum est supra de divisione duarum millium unciarum predictarum pro maritaggio orphanarum, Virginum & aliarum ut predictum est personarum.

§. 20. Item si contingat illum qui secundum modum & ordinationem succedet prædictum in predictis Comitibus Provinciae & Forcalquerii ac Pedemontis, absque liberis decedere, & relinquat fratrem vel fratres aut forores vel utrosque, in casu ipso substituiamus in ipsis Comitibus fratrem suum primogenitum, & si fratrem aliquem non haberet, substituiamus nepotem masculinum primogenitum qui superesset ex fratre maiore natu, & ita per ordinem de nepotibus descendentibus ex aliis fratribus, habendo respectum quod nepos primogenitus ex fratre primo natu aliis nepotibus preferatur; & in defectu nepotum eodem modo substituiamus pronepotes ex fratrurn masculinorum linea descendentes; in defectu vero nepotum & pronepotum masculinorum substituiamus heredem dicti succedentis in predictis Comitibus que tunc inveniretur innupta & esset habilis ad nubendum, & si plures Sorores essent innuptæ, primogenita preferatur; in defectu vero innuptarum ipsarum substituiamus Sororem nuptam maiorem natu; & in defectu Sororum omnium præmissarum nuptarum & innuptarum ac habilium, substituiamus nepotes seu pronepotes, in defectu nepotum, servato gradu matrum nepotum huiusmodi, ut descendentes ex maiore natu descendentes ex aliis minoribus preferantur, prerogativa etiam primogenituræ sexus masculini inter descendentes ipsos servata. Eodem modo substituiamus in defectu nepotum & neptium, ipsorum pronepotes vel proneptes in eorum defectu ex ipsis Sororibus descendentes.

§. 21. Item volumus & declaramus quod omnes & singule substitutiones supra factæ intelligantur directæ, in casu in quo iure directè valere possunt, & hæ ut vulgaris vel pupillaris, in aliis vero casibus eas volumus intelligi fideicommissarias, & illo iure valere. Item si contingeret nobis in continentis aut vita funditis aliquam vel aliquos natos vel nascituros apparere, qui prætextu presens nostrum possent nullum redacere vel rompere testamentum, illum, & eorum quemlibet instituiamus in quingentis libris Turonensium, sibi solvendis. Item ordinamus & precipimus quod non detrahatur Falcidia vel Trebellianica de legatis seu relictis singulariter & universaliter in presenti nostra dispositione seu testamento.

§. 22. Et hanc ultimam voluntatem nostram perpetuo volumus firmiter observari, quam valere volumus iure testamenti, & si non valet vel valerit impostum quocumque casu præteritis nati vel postum aut alio iure, valeat iure codicillorum aut cujuslibet aliter ultime voluntatis, non obstante quacunque alia ultima voluntate seu dispositione nostra jam facta quocumque nomine censatur, quam quidem ex nunc irritamus, revocamus & annullamus, expressè etiam si supradictæ voluntati seu dispositioni essent verba derogatoria apposta, quæ utique ex certa scientia revocamus & annullamus, nec habere volumus firmitatem, ita quod pro ea nullum fiat prejudicium huic nostre ultime voluntati præsentis. Et si contingat nos in futurum eligere aut in preteritum elegeris sepulchrum nostrum alibi, quam in Ecclesia supra dicta interveniente scriptura vel sine scriptura, quicquid inde pro tempore retro lapsu electum esset vel ordinatum in contrarium de sepultura ipsa, presentialiter revocantes, quicquid etiam per nos eligi inde contingeret in antea valere volumus, nisi cum scriptura electio ipsa fieret in qua predictus articulus de scripturis nostris prædictis de verbo ad verbum inferetur.

§. 23. Item volumus & ordinamus presentis nostri Testamenti seu ultime dispositionis Executores, venerabiles in Christo Patres Dominos J. Sanctorum Marcellini & Petri Presbyterum, G. Sancti Nicolai in carcere Tuliano Cardinales & præfatum Reginum Confortem nostram, Carolum Valesia, Alanfoni & Andegavia Comitem Generum nostrum, prædictum Robertum Ducem Calabriae primogenitum ac Philippum Achaia & Tarenti Principem natos nostros, venerabiles in Christo Patres Archiepiscopum Aqueensem, qui erit pro tempore, & J. Forojuliensem Episcopum; viros nobiles Ermengarium de Sabrano, Comitem Arian. Mag. Justitiarum Bartholomeum, Signifulum Tholose Comitem magnum Camerarium, Guillelmum Estendardum Connettabulum, Bartholomeum de Capua Logothetam Protonotarium, Hugonem de Baucio Seneschallum ejusdem Regni, Joannem Pipinum de Barolo militem magnæ Curie nostre Magistrum Rationalem, Seneschallum Provinciae qui pro tempore fuerit, Joannem Cabafolem militem Magistrum Rationalem ejusdem magnæ Curie nostre, Priores Provinciales Ordinis Fratrum Prædicatorum qui erunt pro tempore in eodem Regno Siciliae citra Farum, ac in Comitibus Provinciae & Forcalquerii supradictis; Priores qui erunt in dictis Conventu Sancti Maximini & Monasterio Beatae Mariæ de Nazaret de Aquis; dantes eis plenam & generalem liberam potestatem agendi & defendendi pro nobis & iuribus nostris & alienandi bona nostra, in quantum expediet pro executione dispositionis nostre, propria autoritate recipiendi & obtinendi bona nostra seu possessionem bonorum nostrorum in alium transferendi, in negligentiam heredis nostri seu heredum nostrorum, pro executione eis committimus.

§. 24. Volentes & ordinantes quod tres ex dictis executoribus habeant potestatem exequendi secundum modum prædictum; & si alii interesse non possent aut nolent, etiam duo vel unus ex eis, ita tamen quod illi qui exequuntur ea que sunt exequenda in Regno, habeant requirere consilium & consensum super illis omnibus exequendis præfate Regine Consortis nostre, Bartholom. de Capua & Joannis Pipini prædictorum vel alicujus eorum in hoc superscriptum, in hiis vero que sunt in Provincia exequenda habeant requirere consilium & assensum Priorum Locis Sancti Maximini & Monasterii prædictorum, qui erunt pro tempore vel alicujus eorum; & in alienationibus fiscalium si fieri contingeret, trium ad minus executorum si supersint, consensus & conscientia requiratur.

§. 25. In cujus rei testimonium & cautelam præsens Scriptum publicum duplicatum per manus infra nominati Notarii fieri iussimus, aerea Bullæ impressæ Majestatis nostre Typario, ac etiam sigilli nostri appensione munitum. Et hoc ad abundantioram Cautelam; ut si forte casu accideret aliquo sigillum aut Bullam ipsam frangi vel quomodolibet devastari, altero in sufficiente sui integritate manente, indubitata nihilominus fides eidem Scripto debeat adhiberi. Actum Massilia presentibus venerabilibus in Christo Patribus prenotato J. Forojulienfem, P. Venciefem Episcopis, supra facto Hugone de Baucio Regni Siciliae Seneschallo, Magistro Guillelmo Ebrardi Archidiacono Aquefensi Vicecancellario nostro, Fratre Jacobo de Fusimiano, Electo Civitatis Sanctæ Mariæ, Richardo de Gambaterra prædictorum Comitatum Provinciae & Forcalquerii Seneschallo, jam dicto Joanne Cabafola Magnæ Regiæ Curie Magistro Rationali, & Fratre Jacobo de Corna Eleemō-

ANNO
1308.

finario nostro, testibus premifforum ad hoc per nos vocatis specialiter & rogatis. Et datum ibidem per eundem Magistrum Guillelmum Ebraldi Anno Domini Millesimo trecentesimo octavo, die sextodecimo Martii sextæ Indictionis, Regnorum nostrorum anno vicefimo quarto. Et ego Petrus Fiabi Clericus Petragoricen. Diaconus, ubique per Regnum Siciliæ & Comitatus eosdem Provincia & Forcalquerii ac Pedemontis & Terras alias Regias Publicus Regia autoritate Notarius, premiffis omnibus & singulis una cum testibus prenominatis interfui, & vocatus ac requisitus per ipsum Dominum nostrum Regem, ea omnia propria manu scripti & in hanc publicam formam redegei, signoque meo confueto signavi. *Extrait des Archives du Roy en Provence & du Registre intitulé Copie Testamentorum Regum Siciliæ & Comitum Provinciae fol. LVI. Et suivans, & fut iceluy collationné par moy Conseiller du Roy, Auditeur & Secrétaire de sa Majesté sous signe Maguan.*

DCIV.

CLÉMENTIS Pape V. Mandatum ad omnes Christi fideles de non subtrahendo Bona mobilia Templariorum. Dat. Pictavis 2. Idus Augusti Pontificat. anno tertio. [Collect. Reg. Concilior. Tom. XXVIII. pag. 757. PHIL. LABBEI Collectio Concil. Tom. XI. Part. II. pag. 1572.]

CLEMENS Episcopus Servus Servorum Dei ad perpetuam rei memoriam.

AD omnium fere notitiam credimus pervenisse nefanda scelera, & crimina abhorrenda, hæresim notorie sapientia, quibus Ordo & personæ Templariorum non levibus argumentis, sed manifestis indicis & violentis præsumptionibus diffamati noscuntur, super abnegatione videlicet Domini Salvatoris nostri Jesu Christi, & super nefanda, temeraria, & præsumptuosa & hæretica confutatione ejusdem imaginem Crucifixi, nec non & super pluribus articulis: quos quia fore credimus manifestos, exprimi non oportet: sicque, excrebescens infamia, & imminentes scandalis plurimis, minime contemnendis, quæ non leviter totam scandalizabant Ecclesiam, urgente conscientia, per totum Orbem terrarum jamdum ipsos capi mandavimus: & tandem cepimus super his contra eos inquire per nos ipsos, nonnullis ex Fratribus nostris adscitis ad inquisitionem prædictam nobiscum solite peragendum. Et tandem presentatis notis personis eisdem, non parvo sed grandi numero, non levis sed magnæ auctoritatis viris olim in Ordine supradicto, sacerdotibus, præceptoribus, militibus, & servientibus, per eorum confessiones & depositiones spontaneas libere factas coram nobis & Fratribus ipsis, in secreto prius & postmodum coram nobis, toroque Collegio Fratrum postrotrorum Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium, patuit manifeste, quod ad personas ipsas confitentes, dicta crimina & scelera esse vera: iidemque confitentes omnes & singuli, suum humiliter recognoscens errorem, nostram & Apostolicæ Sedis non jultitiam sed misericordiam & veniam implorant: quibus cum omni humilitate & reverentia & proprii eorum recognitione erroris omnino persistentibus, pro absolutione ab excommunicationis Sententia, quam ex hujusmodi hæresis reatibus & sceleribus incurrerant, ipsis misericorditer impendenda, nos, qui licet indigni Vicarii sumus illius, cujus miserationes super omnia opera ejus existunt, & quia Romana mater Ecclesia non claudit, prout nec claudere debet, gremium redeunt, sed potius errantem ovem ad ovile Dominicum super humeros proprios reportare, facta a supradictis confitentibus cum magna humilitate, & reverentia debita, aburatione hujusmodi hæreses secundum canonicas Sanctiones, eisdem fecimus juxta formam Ecclesiæ munus absolutionis impendi, injungendi eis propterea salutarem penitentiam, nobis & dictæ Sedis, seu quibus id committendum duxerimus, potestate specialiter reservata.

Ex prædictis itaque confessionibus, & nonnullis aliis causis legitimis, non immerito excitati, visis etiam diversis processibus contra singulares personas dicti Ordinis super ipsis sceleribus & criminibus factis dicti Ordinis Ordinarios & Inquisitorem generalem hæreticæ pravitatis in Regno Franciæ, in quibus multorum aliorum confessiones & depositiones contineri videbantur aper-

te, ex quibus violenta suspicio contra Ordinem ipsum & personas ejusdem habebatur super criminibus antedictis contra omnes singulares personas dicti Ordinis, nec non & ipsum Ordinem, cum omni diligentia & sollicitudine per alias nostras Literas mandavimus & mandamus inquiri, ut per hujusmodi inquisitiones de supradictis criminibus & infamiis, contra Ordinem & personas præfatos, vel pro ipsis, veritas elucescat.

Verum quia occasione hujusmodi subsecutorum processuum, & captionum personarum Ordinis præfati, bona ipsius mobilia, quæ vel pro ipso Ordine, si reperiatur innocens, vel alias pro subsidio Terræ sanctæ & contra perfidos Saracenos inimicos fidei Christianæ, ad quæ bona prædicta per fideles ipsa largientes deputata fuerant, & nos ipsi eadem bona una cum aliis bonis immobilibus eorumdem ad ea decrevimus deputanda, nequiter a nonnullis subtrahenda, penes aliquos maliciose, indebite & injuste abscondita, celata feruntur, in grave ipsorum animarum periculum, Ecclesiæ prædictæ contemptum, & dictæ terre præjudicium, dispendium & jacturam, nos volentes debitum in hac parte remedium adhibere, universis & singulis sub virtute obedientiæ ac excommunicationis poenæ, quam excommunicationem contra facientes post unius mensis spatium a notitia presentium immediate sequenti, cuiuscunque præeminentiæ, dignitatis, status, vel conditionis existant, Ecclesiastici vel mundani, etiam si pontificali præfulgeant dignitate, incurrere volumus ipso facto, auctoritate Apostolica districte precipiendo mandamus, quatenus habentes, tenentes & possidentes, vel prædictur, per se vel alium seu alios aliquas pecuniarum summas, vel alia mobilia bona quacunque, vel se morventia personarum vel Ordinis prædictorum, sine causa deposita, vel alia quacunque causa, occasione vel titulo, si qui etiam personis vel Ordini ante dictis in quacunque summa vel quantitate pecuniæ obnoxii vel alias quomodolibet fuerint obligati, ex quacunque causa vel titulo, vel ab eis aliquid receperint, vel ipsum nomen per quemcumque aut pro ipsis libere integraliter & sine diminutione restituant, reddant & solvant, sub instrumentis publicis locorum Ordinariis five Superintendentibus administrationi bonorum dicti Ordinis per Sedem ipsam deputatis vel etiam deputandis: non obstantibus quibuscunque promissionibus super his ab ipsis præfatis, penes, juramentis, cautionibus, obligationibus, seu fideiussionibus forsitan roboratis.

Si qui autem etiam nihil habentes de bonis prædictis nihilque debentes eisdem, ac in nullo ipsis quomodolibet obligati, sciverint aliquid aliquid habere, tenere vel possidere de ipsis bonis, ut superius est expressum, aut aliquem debitorem dictorum Ordinis & personarum, vel eis quomodolibet obligatum, sive aliquid aliquid ab eis, vel pro ipsis, vel eorum nomine, vel alicujus eorum receperint, infra idem tempus Ordinariis vel Superintendentibus præfatis, sub instrumentis similibus aperte revelent; alioquin supradictam Sententiam ipsos incurrere volumus ipso facto, quam, si ipsi & alii superius nominati per sex menses futurum animo indurato, Ordinariis ipsis & quibuscunque aliis absolutionem eorum penitus interdiximus, ipsam nobis & Successoribus nostris, præterquam in mortis articulo, tantummodo reservantes.

Et ut præmissorum ignorantiam nemo præterdere valeat, hujusmodi processum nostrum mandamus & volumus per illos, quibus in aliis nostris Literis id committimus, in locis contentis in eis solemniter publicari.

Datum Pictavis secundo Idus Augusti, Pontificatus nostri anno tertio.

DCV.

Traité entre les Ambassadeurs d'OTHON & WOLDEMAR Marquis de Brandebourg; de RODOLPHE Duc de Saxe & de RODOLPHE & LOUIS Comtes Palatins, touchant l'Élection de l'Empereur, fait à Boppard, l'an 1308. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici, pag. 50. d'où l'on a tiré cette Pièce. LUNIG, Teutsch. Reichs-Archiv. Contin. II. Abth. IV. Abf. III. pag. 3.]

Nos Berchtoldus Comes de Henneberg, nec non Conradus de Rieda Miles, Procuratores Illustrissimi Principum OTTONIS & WOLDEMARI Marchionum Brandenburgensium super futuri Romanorum Regis Electionis negotio constituti, & universorum notitiam,

ANNO 1308.

26. Oët.
BRANDE-
BOURG,
SAXE ET
PALATINAT.

ANNO
1308.

tiam volumus pertinere; quod potestate nobis & mandato ab iisdem Marchionibus nomine eorum, nec non illustribus Principibus RUDOLPHI Ducis Saxonie, qui suum votum in Electione Romanorum Regis sibi competens in prædictum Ottonem Marchionem noscitur transiisse, datis, traditis & concessis, amicitiæ, unionis & concordie fœdera cum illustribus Principibus RUDOLPHO & LUDOVICO Comitibus Palatinis Rheni, ut ipsi Regno Romano salubrius consulatur sic duximus incedenda; videlicet quod illis promissimus & presentibus promissimus corporali super hoc & in animas prædictorum Dominorum nostrorum Marchionum præstito juramento, quod in Electione futuri Regis Romanorum unum cum ipsis esse debeamus, sic videlicet; quod quencunque ex Principibus Ottone & Woldemaro Marchionibus Brandeburgensibus, nobili Viro (1) Alberto Comite de Hanalt, nec non illustribus Principibus RUDOLPHO & LUDOVICO Comitibus Palatinis Rheni & Friderico Duce Austrie, plura vota de Principibus Ecclesiasticis Electoribus habere contigerit, ille præferatur, & votis nostris eidem debemus adherere, ipsum sine omni contradictione in Regem Romanorum eligendo, extra vero numerum prædictarum personarum non eligemus, nisi concurrentibus votis Comitum Palatinorum atque nostris.

§. 2. Sane est adjectum & juramento firmatum, quod si aliquem nostrorum Marchionum prædictorum vel alium ad nostram promotionem in Regem Romanorum eligi contingeret, præfatis Comitibus Palatinis in suo jure assistere, & ipsi nobis vice versa & ipsorum contra omnes in perpetuo ** coadjutor. Est etiam promissum & juramento firmatum, quod si aliquem ex Marchionibus prædictis vel alium ad eorum promotionem in Regem eligi contingerit, quod prædictis Palatinis conferret omnia sua bona & eos in eisdem manutenebit & defendet, & prædictos Comites Palatinos in possessione omnium bonorum, quæ Genitor eorum possedit, & in ea possessione, sicut tempore clara memorie quondam Rodolphi Romanorum Regis possederunt, non molestabit nec turbabit. De expensis vero quæ contemplatione Electionis factæ fuerint, ad arbitrium Venerabilis Principis Domini Joannis Episcopi Argentinenf. & nostri Berchtoldi Comitissæ de Henneberg locabuntur. Ad consilia vero Imperii & prædictorum Comitum Officialis pacifici juxta arbitrium Argentinenf. Episcopi & Berchtoldi.

§. 3. Est etiam juratum, quod nec illustribus Principibus Ottoni & Stephano Ducibus Bavarie nec nobili Viro Eberhardo Comiti de Wittenberg prædicti Marchiones, si quem ex eis eligi contingeret, adherere, vel aliquo genere copulationis & unionis unietur. Porro promissimus & juramento firmavimus, quod illustribus Principibus Friderico & Fratrius suis Ducibus Austrie omnia eorum bona & Dominia, sicut eo tempore clara memorie illustribus quondam Domini Alberti Genitoris possederunt, conferret, & eos in iisdem manutenebit & defendet. Harum testimonio Literarum nostrorum sigillorum robore munitarum. Datum in Popardia, anno Domini millesimo trecentesimo octavo, feria VI. ante Simonis & Judæ Apostolorum.

DCVI.

28. Nov. *Contractus inter HENRICUM VII. Romanorum Regem, & JOANNEM Episcopum Argentinenfem de permutatione quorundam Oppidorum & Villarum in Instrumento expressorum. Actum Francofurti IV. Kalend. Decemb. annis 1308. Cum Confirmatione Imperatoris FRIDERICI. Datum Argentine IX. Kalend. Aprilis 1311. (LÖNNIG, Teutisches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Absatz I. Abtheil. I. pag. 18.)*

In Dei nomine Amen.

Nos Fridericus Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, attendentes grata & fructuosa obsequia, Romano Imperio per Venerabilem Johannem Argentinenfem Episcopum, Principem nostrum dilectum & per antecessores suos Argentinenf. Episcopos non sine gravibus & magnis Ecclesie Argentin. & hominum suorum laboribus & expensis liberaliter impensa. Dignum estimamus certa dicte Argentinenf. Ec-

clesie commoda & honores Regia clementia ampliare; Quapropter permutationem nomine Romani Imperii ex una, & nomine dicte Argentinenf. Ecclesie ex parte altera & dive recordationis illustri Henrico in Rege Romano Romanorum concorditer electo predecessore nostro cum prædicto Joanne Argentinenf. Episcopo de consensu Principum nostrorum electorum sollemniter celebratam. Nec non largitionem Judiciorum & gratiam de Ministerialibus & hominibus dicte Ecclesie non recipiens in alicujus Civitatis vel Oppidi Cives vel Burgenses ab eodem Rege, Ecclesie prædicte cum consensu dictorum Principum nostrorum clementer & rite factis, prout in Literis super hoc confectis & sigillis ad hoc oportunis sigillatis lucide continetur, ratificandas & approbandas Regia autoritate duximus juxta modum inferius subnotatum; tenor vero Literarum permutationis, largitionis & gratie ut premissum est, Ecclesie prædicte per Regem antecessorem factarum talis est.

In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis Amen.

HENRICUS Dei gratia in Romanorum Regem electus universis presentium Literarum inspectori- bus, in perpetuum gratiam suam, cum notitia rei geste dignum fore censemus, ut quorum fides & sincera devotio in Romani Imperii inventur obsequiis comprobata, illos gratiose favore Majestatis nostre clementia prosequatur: Hinc est quod nos ad venerabilis Johannis Argentinenf. Ecclesie Episcopi Principis nostri dilecti laudabile studium, quo nobis & Romani Imperii commoditatibus & honoribus incessanter inheret, & ad grata obsequia Romano Imperio ab Ecclesia sua prædicta liberaliter impensa. Considerationis nostre intuitu convergentes existimavimus, fore dignum eandem Argentinenf. Ecclesiam de tantorum meritum exigentia a nobis & Romano Imperio Privilegio prerogative extolli & allecivis muneribus honorari. Unde cum in preparatione quietis maxime piorum locorum summa devotio Principis comprobetur. Nos pro perpetua pace & quiete ejusdem Argentinenf. Ecclesie & suorum ad tollendam omnem dissensionis materiam de bonis infra scriptis inter Romanum Imperium & prædictam Argentinenf. Ecclesiam seu illarum Rectores a longis retro temporibus motam & que moveri posset, etiam in futuro de consilio Principum nostrorum ad quos jus eligendi Regem, promovendum in Imperatore pertinet & illorum accedente consensu, per mutationem infra scriptam nomine Romani Imperii cum prædicto Johanne Argentinenf. Episcopo Principe nostro nomine Ecclesie sue prædicte cum consensu Capituli sui fecimus, quam permutationem statim, auctoritate Regia, ratam & firmam perpetuo permanere. In primis itaque Oppidum five Villam Mühlshelm & Villam Mühlheim & Rege Argentin. Diocesis ac Castrum Mühlburg situm in Bistigow / prope Eyslab Constant. Diocesis & omne jus Romano Imperio & nobis ejus nomine in eisdem & earum universis attinentiis qualitercunque & quacunque eam competens permutamus simpliciter, seu titulo & nomine permutationis cedimus, donamus & tradimus prædicto Joanni Argentinenf. Episcopo nomine & Ecclesie sue Recipienti pro Oppido Mühlshelm Basiliens. Diocesis & pro medietate Ville Mühlshelm site prope Gengenber Argentinens. Diocesis ac pro omni jure quod prædicto Argentinenf. Ecclesie seu dicto Episcopo & ejus Capitulo, ipsius Ecclesie nomine in eisdem Oppido & Villa ac universis eorum attinentiis qualitercunque & ex quacunque causa competit vel competere possit. Idemque Episcopus cum consensu Capituli sui nomine Ecclesie sue prædicte faciendo de his nobiscum permutationem simpliciter ad prædicta Romano Imperio, & nobis ejus nomine recipientibus Oppidum Mühlshelm prædictum & medietatem Ville Mühlshelm cum earum attinentiis universis, ac omne jus sibi & Ecclesie sue prædicte in eisdem competens permutationis titulo & nomine cessit, donavit & tradidit irrevocabiler & in totum preter jus patronatus Ecclesie Ville ejusdem Mühlshelm / quod jus est ipsi Argentinenf. Ecclesie sicut hæcenus reservatum. Supplemus etiam de plenitudine Regie potestatis, si quid de solemnitatibus, juribus in prescripte permutationis contractu invenitur omisum, quod circa contractum hujusmodi firmitate introductum est, ex consuetudine vel à jure: Hiis itaque pro pace & tranquillo statu specedite Ecclesie & suorum de clementia nostra peractis, placuit adhuc nostre Celsitudini eandem Ecclesiam pro magnis jacturis & dampnis, quas & que de servitiis Romano Imperio impensis sustinuit, aliquis largitionis munere ex liberalitate Regia consolari, proinde omnes, utriusque Sexus Judeos Oppidorum Rihowe & Mühlshelm / Argentinenf. Diocesis ac Rubyaci & Emshe Basiliens. Diocesis

(1) Il semble qu'on doive entendre Albert surnommé l'Autien, Prince ou Comte d'Anhalt.

NO Dioecesis incolae presentes & futuri ex mera liberalitate
8. de consensu Principum nostrorum predictorum. Concedimus & simpliciter donamus predictae Argentinensi
Ecclesie perpetuo possidendos; ita quod dicti Judei eidem
Ecclesie serviant & ad illam pertineant pleno jure, quatenus
per hoc ejusdem Ecclesie Prelati erga Romanum Imperium in solita devotione fortius attendantur, & affectum
sue devotionis in nostris & Romani Imperii obsequiis commodius exequantur: Ad hoc de specialis
gratie prerogativa eidem Argentinensi Ecclesie volumus providere, & eam auctoritate Regia in eo jure perpetuo
stabilire, ut non liceat unquam de cetero aliquis Civitatis
Oppidi sive Burgi Rectoribus seu universitatibus ejusdemque
extremis, libertatis, emunitatis seu concessionis a Romanis
Imperatoribus vel Regibus seu ab aliis quibuscunque donatis, concessis & confirmatis, aut
etiam aliquibus consuetudinibus pretextu aliquem vel aliquos de
hominibus seu Ministerialibus ipsius Argentinensi Ecclesie vel
etiam de Oppidorum, Burgorum vel Villarum quarumlibet ad
eamdem Ecclesiam jure Domini vel quasi pertinentium incolis
presentibus & futuris recipere in Cives seu Burgenfes, qui
ipsorumque vulgariter nuncupantur: Decernentes ex nunc, quod
receptio talium que contra presentis gratie nostre tenorem
facta fuerit, a quocunque non valeat ipso jure. Nec sic recepti
pro illorum locorum, ad que recipiuntur Civibus vel Burgenfis
habeantur, nisi in eisdem locis sicut veri Cives vel Burgenfes
facere solent & debent residentiam & continuam faciant
mansionem; Ut autem omnia & singula supra scripta inviolabiliter
perpetuo observentur & robur accipiant inconcussum, ad
perpetuam eorum memoriam & stabilem firmitatem presens
Scriptum fieri & sigillo Comitatus nostri de Ruthemundis
justissimum communi. Hujus rei testes sunt venerabiles
Heinricus Colonienfis, Petrus Moguntinensis & Baldevinus
Treverensis Archiepiscopi & Illustres Rudolphus & Ludovicus
Palatini Rheni Duces Bavarie, Waldemarus Marchio
Brandenburgensis, Rudolphus Dux Saxonie & venerabiles
Heinricus Abbas Fuldenfis Principes nostri, ac spectabilis vir
Bertholdus Comes de Hennenberch nostri fidelis. Datum in
Rathemundis IV. Calend. Decembris anno Domini M. CCC. VIII.

Igitur permutationem, largitionem & immunitatis gratiam, ut in prescriptis continetur Literis cum clare memorie
Henrici Rege antecessore nostro predicto & per eum de consensu
Principum nostrorum factas ex certa scientia, auctoritate Regia
approbamus, confirmamus ac etiam innovamus: statuentes eadem
auctoritate & mandantes, permutationem, largitionem & emunitatis
concessionem antedictas in omni firmitate perpetuo & irrevocabiliter
permanere. Datum Argentinæ IX. Calend. April. anno Domini M. CCC. XV.
Regni vero nostri anno primo.

DCVII.

Dec. Traité & Considération entre THEOBALD Evêque de Liège, & (1) GILES BERTHAUT Seigneur de Malines, touchant leurs droits sur cette Ville. Fait l'an 1308. [AUBERT LE MIRE, Donationum Belgicarum. Chap. CXIII. pag. 556.]

UNIVERSIS tam presentibus quam futuris, presentes Literas inspecturis THEOBALDUS Dei gratia Leodiensis Episcopus salutem, & eorum quae sequuntur agnoscere veritatem.

Cum pax sive concordia inita sit & ordinata, inter nos ex parte una, & nobilem virum ÆGIDIUM BERTHOUT ex altera, super iuribus villae MECHLINIENSIS: in cuius pacis concordationem expressum consensum existit, per venerabiles viros, Praepositum, Decanum, Archidiaconos, totumque Capitulum nostrae majores Ecclesiae Leodiensis, & Consilium, consensum pariter & assensum Nobilium nostrorum, scilicet Militum, Armigerorum, nec non Consilium bonarum Villarum nostri Episcopatus predicti, secundum tenorem & formam, super dicta pace, in testimonium per alteram partem confectam, & signatam sigillo nostro dicti Capituli, & Ægidii BERTHOUT prenotati, cuius pacis forma tenor ab initio usque ad finem de verbo ad verbum sequitur, in hunc modum.

Universis presentibus & futuris, ad quos praesentes Literae pervenerint, THEOBALDUS Leodiensis Episcopus salutem, & cognoscere veritatem. Noverint

(1) Il étoit fils de Walter IV. & mourut sans enfans.

universi & singuli, quod cum dissensio fuisset inter nos ex una parte, & nobilem virum ÆGIDIUM dictum BERTHOUT de MALINES ex altera, occasione iurium in villa Mechliniensium, tandem pro bono pacis & de consilio proborum, videlicet Capituli nostri Leodiensis, Militum ac bonarum Villarum nostri Episcopatus, concordatum est inter nos & dictum Ægidium in modum qui sequitur.

Videlicet, quod *Hevere, Musines, Hambeke, Leeß, Hesse, Noulant, & Neckerpoel*, & dictarum Villarum appendicia, sunt & erunt in perpetuum sub Dominio & jurisdictione Episcopi & Ecclesiae Leodiensis, sicut est Mechlinia.

Et iudicio Scabinorum villae Mechliniensis, in omnibus negotiis, quae iudicium requirunt, ex nunc in antea, sub libertate, iudicio & lege Mechliniensium, & mediante ista ordinatione, omnes excessus, emendae, obventiones & commoda, quae proveniunt seu provenire poterunt ex iudicio vel aliis in villa Mechliniensis, & in aliis Villis predictis, & earum appendiciis, sive ex causa iudiciaria seu liberalitate, vel jure, ac alio quocunque modo, erunt communia & aequaliter dividantur pro aequis portionibus inter nos & Ægidium BERTHOUT antedictum, salvis iuribus Villae predictae, pro ut ea Scabini Mechliniensium conservant.

Præterea omnes redditus, qui nobis Episcopo ac Ægidio BERTHOUT predictis cedunt in dictis Locis & eorum appendiciis, erunt communes & aequaliter hereditarie dividantur inter nos & Ægidium BERTHOUT predictum.

Nec potest alter nostrum aliquid penitus acquirere in dictis Locis, nisi interveniat utriusque consensus. Et si quid alter sine consensu alterius acquirerit, erit commune inter nos. Insuper Villicus noster, qui Scultetus dicitur, habet instituire Scabini in fidelitatem, quodcumque necesse fuerit nobis tanquam Domino, ac Ægidio BERTHOUT pro jure suo. Quod tale est, videlicet quod in omni casu, super quo Villicus noster monebit Scabini, qui super omnibus casibus, qui ad iudicium Scabinorum spectant, potest & debet eos monere, statim post monitionem dicti nostri Villici, famulus BERTHOLDI potest ipsos monere, si velit super eodem casu, si praesens fuerit, nec non alio modo: nisi contigerit quod Villicus noster in iustitia prosequenda esset negligens vel remissus; in quo casu famulus BERTHOLDI potest requirere Villicum nostrum per tres dies placitorum, praesentibus Scabinis, quatenus super illo casu moneret Scabini & faceret iustitiam, & si Villicus noster hoc facere recusaret vel nollet, ex tunc famulus BERTHOLDI super illo casu potest monere Scabini, & debent Scabini de illo casu iudicare ad monitionem ipsius, salvo jure in emenda, si quae ad iudicium pertinet. Et si tunc famulus BERTHOLDI in continenti monere negligat, semper Villico nostro monitio reservatur, ad quem spectat monitio super omni casu; & ad ejus monitionem semper Scabini iudicare tenentur.

Præterea si contingat bellum insurgere, vel rixas moveri in predictis locis, ubi Villicus noster praesens non fuerit, si famulus BERTHOLDI superveniat, nec sit ibi aliquis loco Villici, potest audire querimonias, indicare treugas, arrestare malefactores & eos ducere in prisonem, quae est in Villa, ubi alii malefactores detinentur, secundum quantitatem delicti. Qui malefactores debent tractari per monitionem nostri Villici & iudicium Scabinorum secundum quod in aliis casibus superius est expressum.

Et quicquid dictus BERTHOLDUS tenet & tenebit, ac ejus heres & successores in dictis locis, tenet & tenebit ipse ac ejus successores a nobis ac nostris successoribus, in feodum tanquam homo nostrer ligius seu nostrorum successorum, Episcoporum Leodiensium, qui erunt pro tempore.

Et ut omnia praedicta firma stabilitate consistant, nos Episcopus praedictus, de consensu ac de voluntate Capituli nostrae Ecclesiae Leodiensis, promittimus bona fide, quod quocunque casu contingente, in perpetuum nos vel nostri successores non permutabimus, obligabimus, alienabimus, donabimus, vel vendemus ad tempus vel hereditarie Villam Mechliniensem, ejus appendicia, seu jura ad nos pertinentia in dictis Locis, in toto vel in parte, & conservabimus villam Mechliniensem in libertate ac franchia, qua tenemus ac tenere debemus alias bonas Villas nostri Episcopatus, salvis iuribus villae Mechliniensis, pro ut ea conservant Scabini dicti Locis. Et in quantum poterimus ipsos defendere & eis assistere, non sustinebimus quod aliqua impedimenta vel injuriae inferantur.

Et nos ÆGIDIUS BERTHOUT praedictus recognoscimus omnia supra dicta pro nobis & nostris

successoribus

ANNO 1308.

352

successoribus, & ea rata habemus, & consentimus ordinationi; promittentes bona fide pro nobis ac nostris successoribus pacem & ordinationem superius expressas, & prout in litteris præsentibus continetur, in perpetuum inviolabiliter observare.

Et nos Episcopus per dictam compositionem nihil plus concedimus Bertholdo de jurisdictione, & Dominio, & de accessionibus ad ea in dictis Locis, quam verba expressa in ipsa compositione posita significant.

Et nos BERTHOLDUS & omnes nostri successores, quando levabimus feudum nostrum ab Episcopo, jurabimus quod in dictis Locis, de jure ac Dominio, & de accessionibus ad ea, non petemus, nec occupabimus per nos vel per alium seu alios ultra id quod per verba expressa in hac ordinatione posita nobis conceditur.

Promittimus etiam nos Bertholdus pro nobis & successoribus nostris bona fide, quod in perpetuum, quocumque casu contingente jus nostrum, quod habemus in villa Mechliniensis & ejus appenditiis, mediante compositione prædicta, non vendemus, obligabimus, alienabimus, permittimus in toto vel in parte, hereditarie vel ad tempus, quin directè ad nostros heredes. . . post nostrum obitum & istam ordinationem pacis, jurabimus nos & nostri heredes, prout in litteris præsentibus continetur, fideliter observare, quocumque prædicta jura nos contingeret relevare à Domino nostro Leodiensi Episcopo, qui erit pro tempore.

Quæ omnia jura prædicta tam nos quam heredes nostri debemus tenere in feudum ligium à Domino nostro Leodiensi Episcopo, & aliis Episcopis, qui per tempore Ecclesiæ Leodiensis succedent. Et si contingerit nos vel heredes nostros obligare seu alienare jura nostra in dicta Villa Mechliniensis seu ejus appenditiis, prout dictum est, nos recognoscimus pro nobis & nostris successoribus, quod eo tempore feudum amittimus prædictum.

Et nos THEOBALDUS Episcopus Leodiensis prædictus, quia prædictam pacem firmam & stabilem manere volumus in perpetuum, sigillum nostrum præsentibus litteris, unâ cum sigillo Capituli nostre Ecclesiæ Leodiensis, duximus apponendum; & nos Præpositus, Decanus, Archidiaconi, totumque Capitulum majoris Ecclesiæ nostre Leodiensis, approbamus & gratam habemus pacem & ordinationem prædictas, & in eas consentimus, secundum quod præsentibus est expressum, & eas firmiter promittimus in perpetuum observare: propter quod sigillum Ecclesiæ nostre, unâ cum sigillo reverendi Patris, Domini nostri Leodiensis Episcopi præsentibus est appentum.

Et nos ÆGIDIUS BERTHOULT prædictus, quia prædictam ordinationem pacis volumus in perpetuum inviolabiliter observari tam à nobis quam à nostris successoribus, præsentibus litteris sigillum nostrum, unâ cum sigillis prædictorum Domini Episcopi & Capituli, duximus apponendum.

Nos MAGISTRI Communitatis, Scabini & Jurati Consilium & tota Communitas Villæ Mechliniensis, de voluntate & ad requisitionem Domini nostri Episcopi Leodiensis & Capituli, ac Ægidii Berthoult prædictorum, gratam habemus & dilectam pacem seu ordinationem, ac in eas consentimus & promittimus bene & fideliter observare & facere observari tam à singulis nostram, quam ab Ægidio Berthout ac ejus heredibus memoratis. Et singulis annis jurabimus, quando de novo instituimus ad Consilium Villæ, nos præsentem ordinationem observaturos, & facere observari, pro ut superius est expressum.

Et nos Episcopus prædictus, de consensu Capituli nostre Ecclesiæ Leodiensis, promittimus bona fide pro nobis & nostris successoribus, BERTHOLDO, sicut ligio fideli nostro, & Villæ nostre Mechliniensis præstare auxilium contra quoscumque, & in quibuscumque necessitatibus pro defensione jurium eorum.

Et nos ÆGIDIUS BERTHOULT pro nobis & heredibus nostris, nos etiam Magistri Communitatis, Scabini, Jurati, Consilium, totaque Communitas Villæ Mechliniensis, promittimus bona fide, pro nobis & nostris successoribus præstare auxilium contra quoscumque, & in quibuscumque necessitatibus, ipsi Episcopo, tanquam Domino nostro & Ecclesiæ Leodiensi, pro defensione jurium eorum.

Et quantum ad auxilium, tam impugnando quam defendendo, præstando contra quoscumque adversarios Ecclesiæ Leodiensis, seu Villæ Mechliniensis prædictæ, nos Ægidius Berthout prædictus ac nostri successores nihil potius excusari, occasione alicujus feodi à

quocumque alio Domino relevati seu relevandi, vel nos Mechlinienses occasione consuetudinis Marchie seu consilium habitorum cum vicino Domino, secundum possibilitatem situm nostri, quam debet videre Dominus noster, imminente guerra, cum Capitulo suo, Militibus, Consilio nostro, Villæ Mechliniensis ac aliarum bonarum Villarum Episcopatus, vocatis & congregatis in Capitulo Leodiensi, prout moris est: & debemus stare ordinationi eorum, penitis & consideratis situ & possibilitate prædictis.

Et nos Magistri, Scabini, Jurati, & Consilium & tota Communitas Villæ Mechliniensis prædictæ, ad requisitionem prædictorum Domini nostri Episcopi, Capituli, & Ægidii Berthout, ad majorem stabilitatem prædictarum ordinationis & pacis, præsentibus litteris sigillum nostre Communitatis, unâ cum prædictis sigillis, duximus apponendum. Et nos prædicti Episcopus, Capitulum, Ægidius Berthout ac Communitas Villæ Mechliniensis rogamus nobilem virum ARNOLDUM Comitem de Los & de Chiney, quatenus sigillum suum velit apponere præsentibus, in testimonium veritatis.

Et nos ARNOLDUS Comes de Los & Chiney prædictus, ad requisitionem prædictorum sigillum nostrum præsentibus litteris, unâ cum prædictis sigillis, duximus apponendum. Datum anno Domini millesimo tricentesimo septimo, feria sexta post festum B. Andree.

Cumque nos, sicut proborum interest, ordinationem dictæ pacis, in qua alias expressè consentimus, ut est dictum, tenere & inviolabiliter observare, & observatam in perpetuum remanere velimus, affectum pariter & cupimus, prout promissimus, præcipue ob urgentem probabilem, eminentem & verissimam necessitatem Villæ nostre Mechliniensis prædictæ, extra nostram Diocesim ipsam, Brabantiam sitatæ, hujusque conditionis, quod homines ejusdem necesse habent cum suis familiis & mercatoribus eorum in mercandis suis exercendis, quasi per totas mundi partes multatè circuire, sine cuius pacis perversione & consummatione Villa nostra prædicta & homines ejusdem in statu prospero & tranquillo permanere non possunt.

Nos affectantes & volentes, ob utilitatem & commodum Ecclesiæ nostre, patriæ & Villæ Mechliniensis, ut est dictum, procedere secundum formam dictæ Pacis præconceptam ac sigillis prædictis consignatam, ut est dictum, volumus & consentimus expressè formam pacis prædictam in perpetuum firmiter observari, & ad majorem munitionem & stabilem securitatem de præmissis, absque aliquo modo contraveniendi in posterum, præsentibus litteris sigilli nostri appensione roborari fecimus.

Et nos ÆGIDIUS BERTHOULT supradictus, quoniam formam pacis prædictam sigillo nostro signavimus, à promissis resiste nolentes, volumus dictam pacem ordinationem, semper firmiter observare & à nostris heredibus seu successoribus inviolabiliter in perpetuum observari. Et in munimen & stabilitatem præmissorum absque aliquo modo contraveniendi, per nos vel heredes, aut successores nostros, præsentibus litteris sigillum nostrum, unâ cum sigillo Domini nostri Episcopi suprà dicti, duximus apponendum.

Et nos THEOBALDUS Episcopus, & Ægidius Berthout prædicti, ad majorem securitatem & perpetuam stabilitatem de præmissis, requirimus & rogamus dilectos & fideles nostros Magistros Communitatis, Scabinos, Juratos, Consilium ac totam Communitatem Villæ Mechliniensis ante dictam, quatenus dictam pacem, secundum formam prædictam firmiter & inviolabiliter observent, & juvent in perpetuum observari, quodque sigillum suum commune, unâ cum nostris sigillis, præsentibus apponant.

Nos autem Magistri Communitatis, Scabini, Jurati, Consilium ac tota Communitas Villæ Mechliniensis, ad requisitionem Domini nostri Episcopi, ac Ægidii Berthout prædictorum, laudamus & approbamus formam pacis prædictam. Et promittimus dictam pacem tenere firmiter & observare, & juvare pro posse nostro observari. Et in horum testimonium sigillum nostrum commune, unâ cum sigillis prædictis præsentibus litteris duximus apponendum. Datum anno Domini millesimo trecentesimo octavo, in crastino festi B. Andree Apostoli.

DCVIII.

Litteræ WENCESLAI Massovie Ducis, de 1308
Terra sua Boriadicensi, & Dominata Plocensi, 6. Ma
cum omnibus Civitatibus & Villis, JOANNI
Bohemie & Polonia Regi remissis, rursusque
ab

ANNO
1309.

ab ipso in feudum receptis. Datum in Ploetz quarta die post Dominicam Oculi anno 1309. [LUNIG, Teutisches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. I. Fortsetzung I. Abfatz III. pag. 278.]

Nos Wenceslaus Dei gratia Dux Mazovienſis & Ploctenſis. Norum fore volumus univerſis quibus præſentes exhibitæ fuerint. Quod quia nos ob ſpecialis amoris affectum, quem erga Magnifici Principis Domini Joannis Boemia & Polonia Regi, ac Comitibus Lucenburgenſis Domini & affinis noſtri chariſſimi gerimus celtitudinem, & ſtatum noſtrum in antea pacificum, Princeps ſuus, ac Regnorum ſuorum Bohemia & Polonia fore decrevimus, terram noſtram Boridienſem, & Dominatum Ploctenſem cum Caſtris noſtris Prolik, Wyſchebrado & Haſtinum, Civitatibus quoque Oppidis, Villis & prædiis locatis, per nos aut locandis cum Nobilibus, Baronibus, Vaſallis & hominibus, ad ipſas aut ipſa ſpectantibus cum pertinentiſ ſuis ac aliis bonis univerſis, quas & que nos omnia poſſidemus, vel impoſſiterum quocunque poſſidebimus titulo, noſtro hæredum & ſucceſſorum noſtrorum Ducum Mazovienſium & Dominorum Ploctenſium nomine in Regis ipſius ſpontè & liberè designantes manibus ab ipſo in feudum receptimus, & factò per nos debite fidelitatis homagio, præſtito per nos prius corporali nihilominus Jura-mento, ipſi Regi hæredibus & ſucceſſoribus ſuis, tanquam veris Dominis noſtris, velut Princeps & fidelis ſui & Regnorum ſuorum Bohemia & Polonia præſtorum promiſſum parere, & intendere, ac ſervire, fideliter pro viribus eiſdem, & contra quemlibet Principem & hominem efficaciter juvare. Harum teſtimonio Literarum, quas ſigillo majori noſtro communiri fecimus. Datum in Ploetz Anno Domini M. CCC. IX. quartà feriâ poſt Dominicam: Oculi mei &c.

DCIX.

Mai. *Extrait du Traité de Paix entre PHILIPPE le Bel, Roi de France, & ROBERT DE BETHUNE Comte de Flandre, par lequel quelques Articles du Traité de 1305. ſont moderez. Fait à Paris, au mois de Mai, 1309. [PIERRE OUDERGHEEST, Chroniques & Annales de Flandre, Chap. CXLII. feuil. 236.]*

PREMIERS, que le Roi PHILIPPE pardonnoit tous meſfaits, & eſſoignant de ſon courage tous mouvements d'ire & de mal talent, il recevoit le Comte ROBERT, & la Comté de Flandre, ſous ſa protection & ſauvegarde, qu'il ſ'accordoit, que des vingt mille de terre, que ceux de Flandre luy devoient affiguer en la Comté de Rethel, ſis pourroient rachapter la moitié pour ſix cents mille livres, forte monnoye comptant, en payant les arrièrages à rate de temps, leur baillant reſpit de l'aſſignation des autres dix mille livres, juſques endedens deux ans de la Pentecoſte, lors prochainement venant, que les Fortereſſes des cinq Villes demeureroient en eſtat, & ſans les abbate, juſques à ce que le Roy le commanderait, ſauf la Fortereſſe de Bruges, laquelle il ne vouloit eſtre comprinſe en ceſte grace. Qu'il leur quitoit toutes diſmes, rentes, ſubventions, impoſitions & autres charges, qu'il avoit miſes ſus en Flandre, par ſes gens, tenants les relenghes à Lille, lors que le Pais de Flandre eſtoit en ſes mains & ſous ſon Gouvernement. Ainſi fait & accordé en la Ville de Paris au mois de May en l'an mil trois cents neuf.

DCX.

.Juin. *Traité de Mariage de SIMON DE SARBRUG Seigneur de Commercy, & de MARGUERITE DE SAVOYE, fait le 21. Juin, 1309. [S. GUICHENON, Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves, pag. 637.]*

In nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti, Amen.

ANNO M. CCC. IX. Indiſt. VII. undecimo Calend. Julii, Pontificatus Domini Clementis Papæ quinti, anno quarto. Cunctis apparcat evidenter, Quod Nobilibus & Egregiis Viri, Dominus Ludovicus de Sabaudia, Dominus Vaudis ex una parte, & Dominus

Joannes Comes de Sarabruche, ex altera conſtituti, propter ea quæ ſequuntur, videlicet pro matrimonio contrahendo, inter SIMONEM de Commercy Filium dicti Domini Joannis, & Dominam MARGARETAM Sororem dicti Domini Ludovici, Uxorem quondam Joannis Domini de Vignorri, dictus Dominus Ludovicus convenit, dicto Domino Comiti de Sarabruche & dicto Filio ſuo præſenti, dare in Uxorem, dictam Dominam Margaretam, dicto Simonis ſacroſanctâ Matre Eccleſiâ concedente, quo facto dictus Dominus Joannes Comes de Sarabruche, contemplatione dicti matrimonii, emancipavit dictum Simonem Filium ſuum, quâ emancipatione factâ, promiſit, quod nullum alium hæredem habebit, in dicto Comitatu de Sarabruche, nec in terra de Commercy, niſi dictum Simonem Filium ſuum, aſſerens etiam quod conſuetudo terra eſt, quod major Filius & primogenitus debet ſuccedere in Comitatu, quibus prædictus dictus Dominus Ludovicus promiſit dicto Simonis, ſolvere pro dote dictæ Margaretæ Sororis ſuæ, decem miſſia librarum bonorum parvorum Turonenſium, intra terminum quinquæ annorum, & ultra prædictam dotem, dictus Dominus Ludovicus promiſit ſe facturum cum effectu, quod hæres quondam Domini Joannis de Vignorri aſſertabunt Domino Simonis, nomine dictæ ſuæ Uxoris & ad vitam ipſius, pro dotalicio ſuo quod habere debebat, à dicto Domino de Vignorri; quingentas libras parvorum Turonenſium annui redditus, & ſi dictum aſſertamentum completum non erit, infra annum, à die deſponſationis, & discordia interfuert inter partes, terminetur, arbitrio Domini Rodulphi, Domini novi Caſtri & Domini Gerardi de Vaytes militum. Viceverſâ dictus Dominus Joannes Comes de Sarabruche, & dictus Simon Filius ſuus, promiſerunt in ſolidum dictæ Domine Margaretæ quod dotabant eam de Domo de Morley & Villis & locis, à dicta Domo dependentibus, prædictam verò dotem decem miſſia librarum, dictus Dominus Joannes Comes & Simon ejus Filius, in ſolidum per juramenta & ſub obligatione omnium bonorum ſuorum, reſtituere eidem Domine Margaretæ, quotiescumque caſus repetendæ dotis eveniret de jure. Item ſuit actum quod ſi fortè dicta Domina Margareta, nollet morari cum Uxore, dicti Domini Joannis Comitiss de Sarabruche, quod in eo caſu, dictus Dominus Joannes teneatur ei deliberare domum de Morley ſupradictam, & pro præmiſſis conventis, pro dicto Domino Ludovico, ſi deſuſſerunt ad opus dictorum Domini Comitiss Filii ejus, ac Domine Margaretæ ejus Uxoris, videlicet Reverendus in Chriſto Pater, Dominus Otho Dei gratiâ Episcopus Baſilienſis, Dominus Amedeus Comes Sabaudia, Dominus Berandus de Marcell, Dominus Guido Delphinus, Dominus Aymar de Poitiers, Dominus Radulphus, Dominus Novi-Caſtri, Dominus Guichardus de Cleiry, qui in ſolidum promiſerunt, ſolvere & implere prædicta promiſſa, per dictum Dominum Ludovicum. Fuit tamen actum quod poſſint tenere hoſtias, apud Biſuntinum, nec inde recedere, quousque prædicta per eos promiſſa fuerint adimpleta, & ſuit actum, quod quilibet dictorum fidejuſſorum, poſſit tenere hoſtias per duos milites, excepto Domino Guichardo de Cleiry, qui poſſit tenere per unum, videlicet Dominum Guichardum Dominum Bellioci & Comitum de Forez, &c. Actum apud Viennam in Camera venerabilis Viri Domini Abbatis Eccleſiæ ſancti Andree Viennensis, Teſtes Dominus Aymar de Bellovidere, Dominus Jacobus de Boxezello, Dominus Amedeus de Miribello, Dominus berlio Ravoyre, Dominus Joannes Archoudi milites & Dominus Guillelmus de Boxezello, præceptor Domus ſancti Anthonii de Chamberiaco. Signè Decroſo.

DCXI.

Traité de Mariage entre HUGUES DAUPHIN, 9. Sept. Seigneur de Foucigny, & MARIE DE SAVOYE, fait le 9. Septembre, 1309. [S. GUICHENON, Hiſtoire Généalogique de la Maiſon de Savoye. Preuves, pag. 156.]

ANNO Domini milleſimo trecentefimo nono, Indictione ſeptima, quinto Idus Septembris, per hoc publicum Inſtrumentum cunctis apparcat evidenter. Quod cum ſuper guerris, cauſis, quæſtionibus, controverſiſ, & querelis dudum venturiſ inter Illuſtres Viros Dominum Amedeum Comitem Sabaudia ex una parte, & Dominum HUGONEM DALPHINUM, Dominum Foucigniæ ex altera, paz, tranſactiones, compoſitiones, & concordia factæ fuerunt concorditer

ANNO
1309.

inter ipsos, inter cetera continentes: Quod dictus Dominus Hugo ducat in uxorem unam de Filiabus prefati Domini Comitis, & *Domine Marie de Brabantio Consortis ejusdem Domini Comitis*, magis nobilem quam ideam Dominus Hugo duxerit acceptandam, quam citò ad annos nobiles pervenerit, & qui eidem Filie, idem Dominus Hugo dare debeat decem millia librarum Viennensium monetæ Sabaudie. Et ideò prefatus Dominus Comes, à sanctissimo Patre Domino nostro summo Pontifice, dispensationem impetrare debeat, super gradibus affinitatis, & consanguinitatis prohibitis, in quibus prefatus Dominus Hugo & dicta Filia Domini Comitis, se, ut dicitur, ad invicem atque habent, ita quod prefatus Dominus Hugo, & dicta Filia possint inter se ad invicem matrimonium contrahere, dictaque dispensatio à prefato Domino Papa, per prefatum Dominum Comitem obtenta fuerit, videlicet quod dictus Dominus Hugo, cum MARIA vel Catharina Filiabus dicti Domini Comitis, sibi elegerit in uxorem prout prefatus Dominus Hugo, hæc omnia ad instantiam dicti Domini Comitis solemniter stipulantis, nomine dictæ ejus Filie, asserit fore verà, idcirco idem Dominus Hugo, volens quod promissum adimplere, gratis ac voluntate sua spontanea, plenè instructus, ut asserit, de jure, & de facto nomine suo & successorum suorum, promittit eidem Domino Comiti solemniter stipulanti, nomine dictæ Mariæ ejus Filie, dare & solvere eidem Mariæ decem millia librarum Viennensium prædictarum, donatione simplici inter vivos; & ex nunc idem Dominus Hugo pure & sine retentione quacunque, falsis his quæ interius continentur, donat donatione mera, pura, simplici, inter vivos, dicto Domino Comiti recipienti, nominibus quibus supra, & per ipsum Dominum Comitem dictæ Mariæ, decem millia librarum Viennensium prædictarum, hoc acto salvo, excepto, & retento, de donatione prædicta per pactum interpositum, quod si dictam Mariam, contra dictum matrimonium prædictum, præcedere contingerit absque Liberis, ab eodem Domino Hugone susceptis, dicto Domino Hugone superstitite, quod in ipso casu dictus Dominus Hugo, dictas decem mille libras Viennenses, de donatione nemini solvere teneatur, sed de ipsis decem millibus libris in casu prædicto, totaliter sit immanis. Præterea constituit idem Dominus Hugo, ad instantiam dicti Domini Comitis solemniter stipulantis, se habuisse & recepisse à dicto Domino Comite, ex causa dotis dictæ Mariæ, viginti mille libras Viennenses monetæ Sabaudie, quas quidem summas pecuniæ, videlicet viginti millia librarum Viennensium de dote prædictæ, & decem millia librarum Viennensium prædictarum de donatione, promittit idem Dominus Hugo dicto Domino Comiti recipienti ut supra, solvere, reddere, & restituere dictæ Mariæ, aut illi, vel illis, ad quem vel quos prædictorum repetitio pertinebit in omnem casum, & eventum, quo de jure locus esset repetitioni dictæ dotis, si dictum Dominum Hugonem præcedere contingeret, dicta Maria superstitite, per terminos infra scriptos, videlicet à die soluti matrimonii, vel à die quo locus esset receptioni dictæ dotis, in annum continuè subsequendum, septem millia quingentas libras Viennenses, & sic successivè anno quolibet revolutò, eodem termino septem millia quingentas libras Viennenses prædictas, usque ad plenam solutionem & restitutionem dotis & donationis prædictarum, salva semper conditione apposta in donatione prædicta ut superius continetur: Præterea si contra dictum matrimonium prædictum Dominum Hugonem præcedere contingerit, dicta Maria superstitite, in ipso casu, dictus Dominus Hugo, donat donatione simplici inter vivos, dicto Domino Comiti, & michi Notario infra scripto recipienti nomine dictæ Mariæ, & omnium quorum interit, duo mille quingentas libras Gebennenses annui redditus fuerit in humanis, non obstante quod dictam viginti mille libras Viennenses de dote, & decem mille libras Viennenses de donatione prædicta, solvatur eidem: Hoc tamen salvo excepto & retento quod si dicta Maria, ad secundas nuptias convolarct, & ibi nondum esset de dictis triginta millibus libris Viennensibus satisfactum, quod solvendo sibi quinque mille libras Gebennenses, pro septem millibus quingentis libris Viennensibus, quæ quingentæ libras Gebennenses annui redditus prædicti cadant & diminuantur de dictis duobus millibus quingentis libris Gebennensibus annui redditus, & cum modo prædicto soluta fuerint, dictæ triginta mille libras Viennenses, qui redditus asserat, sive qui affectabuntur, pro dictis duobus millibus quingentis libris Gebennensibus annui redditus, revertantur tunc, sine omni impedimento, ad

successores dicti Domini Hugonis. Si verò dictam Mariam præcedere contingerit, sine liberis, consummato matrimonio prædicto: Domino Hugone superstitite, quod dictus Dominus Hugo valeat triginta mille libras Viennenses de dote restituere & solvere teneatur dicto Domino Comiti, aut illi vel illis ad quem vel quos prædicta repetitio pertinebit, per terminos infra scriptos, videlicet à die soluti matrimonii in annum unum continuè subsequendum, & quinque mille libras Viennenses, & sic successivè, anno quolibet revolutò eodem termino quinque mille libras Viennenses, usque ad plenam solutionem, & restitutionem dictarum viginti millium librarum Viennensium prædictarum, pro quibus omnibus inviolabiliter observandis, idem Dominus Hugo obligat, & hypothecæ specialiter, & expressim & pignori tradit Castra sua Castellionis, Bonam Villam & Castrum de Semogniaco, & omnia, & singula bona quæ idem Dominus Hugo habet, tenet, possidet, & quæ habebit, tenebit, & debebuntur eidem, infra Mandamenta dictorum Castrorum in terris, pratis, vineis, nemoribus, albus, servitiis, placitis, talliis, laudimis, venditionibus, bannis, clamis, jurisdictionibus, mercis, mixtis Imperiis, hominibus, vassallis, feudis, feudatariis, emphiteosis, ecclesiis, decimis, & rebus aliis quibuscunque, quacunque sint, quantacunque, & quocunque nomine censentur, ita quod incontinenti in casu prædicto, dicta Maria possit licitè & impunè dicta castra accipere, tenere, una cum rebus aliis omnibus prædictis, & de ipsis gaudere pacifice, & quietè, secundum modum & formam quæ superius continentur, constituens se dictus Dominus Hugo, dicta Castra una cum rebus aliis prædictis tenere, possidere, & quasi nomine dictæ Mariæ, quousque eidem Mariæ, secundum modum prædictum satisfactum fuerit ex integro, de omnibus, & singulis prædictis, mandans, & præcipiens idem Dominus Hugo Castell. suis dictorum Castrorum, qui pro tempore fuerint, ut dicta Castra in casu prædicto dictæ Mariæ tradant, expediant, una cum rebus aliis prædictis tenenda, & teneandis per ipsam quousque secundum modum prædictum, de prædictis omnibus sibi fuerit integre satisfactum; ita quod fructus, redditus, exitus dictorum Castrorum, & locorum in sortem debitorum prædictorum computare nullatenus teneatur. Mandans etiam idem Dominus Hugo omnibus hominibus, vassallis, Emphyteosis, & personis aliis, quæ aliquid sibi debent, debeant, tenent, teneant infra Castra, & Mandamenta prædicta ab eodem Domino Hugone, ut in casu prædicto, de prædictis omnibus eidem Mariæ respondeant, & dictas fidelitates faciant, & observent, quandiu prædicta tenebit, secundum modum superius expressum, & cetera sibi cum integritate perfolvent nullo alto mandato super hoc expectato. Promittit insuper idem Dominus Hugo, dicto Domino Comiti recipienti ut supra, se futurum, & curaturum omnimodè, cum effectu quod homines Mandamentorum, Castrorum prædictorum Castellionis, Bonæ Villæ, & de Semogniaco, jurabunt ex nunc, & promittent dictæ Mariæ, vel alie persone publice ejus nomine recipienti, quod ipsi in casu prædicto, videlicet si ipsam supervivere dicto viro suo contigerit, eidem Mariæ obediant, & fidelitates, & homagia in quibus dicto Domino Hugoni, sive Domine Beatrici teneantur, & tenebuntur, præstabunt & facient, & omnia in quibus dicto Domino Hugoni, sive dictæ Domine Beatrici teneantur, & tenebuntur, cum integritate perfolvent, & ipsa omnia eidem Mariæ manutenebunt, & defendent, quandiu fuerit in humanis quousque secundum condiciones prædictas eidem Mariæ satisfactum fuerit de dote, & donationibus prædictis. Promittit insuper idem Dominus Hugo, dicto Domino Comiti recipienti ut supra, quod ipse dictas donationes insinuari faciet coram Judice competenti, ita quod de jure valeant, & ex nunc rogat per hoc publicum Instrumentum Reverendum in Christo Patrem Dominum Bertrandum Tharentasensem Archiepiscopum ibidem præsentem, ut dictas donationes insinuet, & in prædictis suam auctoritatem & decretum apponat. Renunciandus idem Dominus Hugo, in hoc facto per pactum interpositum, solemnem stipulationem vallarum, exceptioni domus, metus, & in factum, & omni alto privilegio, & juris beneficio. Quæ omnia, & singula supra dicta promittit idem Dominus Hugo dicto Domino Comiti, per juramentum corporali præstitum super Sancta Dei Evangelia, & sub hypotheca omnium bonorum suorum præsentium, & futurorum, rata, & firma perpetuò tenere. Actum apud Bonam Villam in platea retro Castrum, ubi testes interfuert vocati & rogati, Viri Nobiles Dominus Joffredus Dominus Clarimontis, Dominus Humbertus Dominus

ANNO
1309.

ANNO Dominus de Malobecco, Dominus Aymar de Bel-
 09. liovidere, Dominus Petrus de Vallone, Dominus Gi-
 rardus de Freney, Dominus Rodolphus de Mentone
 Milites, Guido de Seyffello Dominus de Bordellis, &
 plures alii fide digni ibidem praesentes, videntes, & au-
 dientes. Signe Francisci.

DCXII.

Sept. Transactio inter OTTONEM Comitem Bipontinum
 ab una, & Comites Palatinos Rheni, Bavarie-
 que Duces, RUDOLPHUM & LUDOVICUM à parte altera; Quod Ille se, suosque he-
 redes obstringit, suam Arcem Yuttenheim, &
 Oppidum Bretta, in servitium dictorum Principum
 aperta tenere, munitaque servare; Et in casu,
 quò dicta Loca vendere cogetur, nemini nisi
 eidem Principibus se abdicaturum pollicetur; Porro
 etiam se modicis Principibus omnem proprietatem,
 quam habet Yuttenhemii, & Oppidula
 Rhenishemium, Knaudenhemium, Grevenhartum,
 & Windam cum Pagis tradidisse, & in feudum
 ab ipsis recepisse proficietur. Dat. Hei-
 delbergæ anno 1309. die Martis quò festum Nati-
 vitaris B. Virginis proxime secutus est. [Julii
 Belli Laurea Austria Lib. II. pag. 82. inter
 Documenta Apologiae Episcopi Spirensis op-
 positæ Expositioni Causarum ob quas Elector
 Palat. Fortalitium Udenheim diruerit.]

NOs Otho Comes Bipontinus, notum facimus
 omnibus, qui has legent, aut legi audient, nos
 ex consilio amicorum & ministrorum nostrorum cum
 Illustrissimo Principe Domino Rodolpho & Domino
 Ludovico, Comitibus Palatinis ad Rhenum & Ducibus
 Bavarie, prorsus transigisse, & in omnibus cum
 ipsis convenisse hac lege, ut nos & nostri heredes,
 quos ex corpore nostro procreabimus, ipsi & here-
 dibus ipsorum inferviamus, & arc nostra Yuttenhemii
 atque Oppidum Bretta ipsi & heredibus ipsorum a no-
 bis & nostris heredibus, qui, ut vovemus, a nobis
 gignentur, in æternum aperta & contra unumquemque
 munita sint. Sin, quod Deus avertat, nullos liberos susci-
 peremus, & loca illa a nobis munita ad alios nostros
 heredes devolverentur, ut bona fide & sub juramento
 nostro supradictis Dominis nostris eorumque heredibus
 cavemus, quod si, quos heredes instituemus, aut qui
 loca illa munita jure hereditario consequentur, ea inte-
 gra, firma & salva conservaturi sint. Quod si etiam
 necessitas nos adigat, ut loca illa munita, aut unum
 ex eis vendere cogamur, tum ea nulli alii quam ante-
 dictis Principibus, Dominis nostris aut eorum heredi-
 bus addicamus. Atque ut in posterum omnes lites tol-
 lantur, a parte nostra nunc eligimus nobis dilectos &
 fidos Berengerum a Flochingen & Marquardum Spiff-
 erum Hergsheimenfem: Principes autem supradicti, Do-
 mini nostri, nominant & elegerunt Dominum Raba-
 num a Mentzingen & Dominum Heinrichum Erlachum,
 praesedum Lindenfelsenfem: ut hi quatuor arbitri se-
 deant, & quod pro uno ex illis locis munitis, aut pro
 utroque nos accipere, aut supra dictos Dominos nos-
 tros dare jubeant, in utroque ipsorum Sententiae pa-
 reamus, ac licebit illis terminos solutionis, quos vo-
 lent constituere. Sin erit, ut quatuor isti inter se
 venire non possint, quantum sibi adjungent: & illi quin-
 que pretium ac terminos definient ut modo dictum est.
 Quod si intra mensem non faciant, quatuor illi Bruch-
 sella non egredientur, priusquam quantum sibi adscive-
 rint. Si, quod Deus nolit, quatuor illi aut quidam ex
 iis fato interea fungantur, alii ipsis substituantur: & si
 quintus, negotio nondum perfectio, decedat, alius eidem
 succedat. Ad hæc supra dicti Principes, Domini
 nostri & ipsorum heredes nos & heredes nostros in
 causis iustis & legitimis tuebuntur. Insuper jam dictis
 Principibus, Dominis nostris ipsorumque heredibus,
 nostro & heredu nostrorum nomine tradidimus prop-
 rietatem, quam habemus Yuttenhemii, Oppidulum
 Rhenishemium, Knaudenhemium, Grevenhartum &
 Windam cum pagis, eaque in feudum ab ipsis accepimus.
 Quin etiam omni actioni de damno, quod nobis
 Yuttenhemii a supradictis Principibus, Dominis
 nostris, eorumque Ministris illatum est, renuntiamus,
 culpam omnibus, qui ejus auctores fuerunt, remittimus,
 tam nostro, quam nostri Castellani & Ministri

nomine. Si quis vero ex nostris Castellanis aut Minis-
 tris, his pactis stare nolet, contra eos supradictis Do-
 minis & Principibus nostris, ac si nostra ipsorum causa
 esset, opem feremus.

Hæc omnia quæ jam memorata sunt, nos sancte ob-
 servaturos supradictis Principibus, Dominis nostris,
 ipsorumque heredibus, nostro & heredu nostrorum
 aut eorum, quibus loca illa munita legabimus, nomine
 fide jurejurando obstringimus, praesentibus Nobili viro,
 Eberhardo, Comite Wirtenbergico: Ulrico, Com.
 Helffenteinio: Gerlachio, Comite Nassovio: Berthol-
 do, Com. Greiffspacensi: D. Conrado, Decano Ra-
 tisponensi: Dn. Bertholdo Truchfessio a Chullenthal:
 Dn. Hammone ab Ehrenfels: Dn. Hammone Muren-
 si: Dn. Ottone ab Euspurg: Dn. Erpffio a Wingar-
 ten: Dn. Hammone ab Erleheim: Domino Wiperto
 Schwertio: Dn. Reinhardo a Sickingen: Domino
 Joanne ab Hohenhart, Equite: Wigelio, qui aliquando
 fuit Proprius in Bavaria: Gothofredo Parlerio, Pro-
 principale ad Rhenum & multis aliis viris honestis. Deni-
 que juramus coram Sanctis, nos supradictorum Domi-
 norum nostrorum commodis quamdiu vivemus, con-
 sulturos & omnia facturos, quæ in rem ipsorum esse
 putabimus. In cujus rei fidem has Literas modo dictis

Principibus Dominis nostris tradidimus, appositis sigil-
 lis Nobilibus Viri & benigni nostri Domini Sybotti Epis-
 copi Spirensis: Eberhardi, Comitis Wirtenbergi: Si-
 monis Comitis Bipontini: Ulrici, Comitis Helffente-
 nii: Simonis Comitis Eberstani: Simonis Ducis
 Teccensis, & meo ipsius sigillo. Dat. Heidelbergæ an-
 no a nato Christo M. CCC. IX. die Martis, quò
 festum nativitaris B. Virginis proxime secutus est.

Nos Sybottus, Dei Gratia Episcopus Spirensis,
 Eberhardus Comes Wirtenbergicus, Simon Comes
 Bipontinus, Ulricus Comes Helffenteinus, Hammo
 Comes Eberstani, Simon Dux Teccensis, has Lite-
 ras nostris sigillis consignavimus in majori Civitate &
 arce, rogati cognati nostri Ottonis Comitis Bipontini,
 cujus supra mentio facta.

DCXIII.

Land-friede durch HEINRICH den VII. Römischen K. 1310.
 nig mit denen Bischöffen zu Straßburg und Basel/
 dann denen Städten Straßburg und Basel, zu Be-
 schierung der strassen zu wasser und Land auf fünf
 Jahr ausgerichtet. Wo unter andern die neuen Zölle
 aufgehoben und gewisse Richter verordnet werden/
 welche diejenige so etwas wider den Landfrieden ver-
 brechen/ richten sollen. Gegeben am Mittwoch nach
 unser Frauen mess. 1310. [L. u. n. o. Teutsch.
 Reichs. Archiv. Par. Spec. Contin. I. Ab-
 theil. I. Abs. I. pag. 10.]

C'est-à-dire;

Paix publique, établie par l'Empereur HENRI
 VII. avec les Evêques de STRASBOURG &
 de BASLE, les Landgraves de la haute & basse
 ALSACE, & les Villes de STRASBOURG
 & de BASLE, pour la sûreté des Chemins pu-
 blics, pendant quatre ans. On y convioient, en-
 tr'autres choses, de l'extinction de tous les nou-
 veaux Péages, & de l'établissement de certains
 Juges, pour le maintien de ladite Paix. Fait le
 Mercredi après la Fête de la Purification 1310.

W Ir Heinrich von Gottes Gnaden Römischer Künig/ alle
 wege ein Mehrer des Reichs. Tunt sint allen den die
 diesen Brief geschent / oder gehoert lesen. Da wir mit den
 erbern Herren den Bischöfen von Straßburg/ dem Bischöfen von
 Basle / und mit den Landgraven in dem Oberrhein und in den
 Nideren-Elsass / und mit den Bürgern von Straßburg und von
 Basle / überein sint kommen eins gemeinen Land-frieden / und
 den die vorgenanten Herren und Bürgere geschworen hant zu
 haltende / von der Sellen / umbe an die Wirte / und von dem
 Rine umbe an den Walschen. Also das Bistum von Straßburg
 het begriffen / und von der Wirten umbe an den Walschen / alle
 das Bistum von Basle got / und und jensite Rines / also das
 Bistum von Straßburg got / hinthan umbe sint Rineus Welsch
 und darman über fünf Jar nacheinander an underlisch / wie
 uns / und alle die unseren / also doch / daß der Bischof von
 Basle / und die Bürgere von Basle jensite Rines umgeben
 sulent sin / und aber die dse site Rines / sulent sie ume schuldig
 und gebunden sin zu helfende / wann von der Wirten / umbe an
 die Eerne / und jensite Rines sol nieman gebunden sin von des
 Friden

ANNO
1310.

Frieden wegen durch wärte zu helfende. Alle Phalungere fultent alle in / alle Phaffen und alle geistliche late und alle Geshüfer / die fultent in diesen Frieden fin in und fultent in irne Rehte und in irre Friede liden / und alle Edellute / Grafen / Frein und Dienstlute / die diesen Frieden gefchworen hant / geschehen den vorgenannten Jarn / oder noch fchwörende wirt / und alle Stette und Burge / und Dörfer / und Dörfer / die in diesen Frieden gelegen fult / der sol sich in seine Rehte liden. Die Stat von Straburg sol mit nannen / in irne Rehte liden. Die Stat von Basle mit nannen diesen in irne Rehte / und in irre Rehte. So sol auch der Bischof von Straburg und der Bischof von Basle nennamen der in irne Rehte gefessen ist / beschlen fin / von des lant-Frieden wegen umbe deheine stadt Ding die geschehen fult umbe hat. Die nannen Rölle solent auch alle fin / wo sie gemacht fult / in dem lant oder in dem Wasser. Es en sol auch neman keine Gruntruere neman / wer die nenne / den sol man haben vnr einen Straywider / und sol der lant-Friede in beschlen fin. Und fult diesen Frieden briche / geschehe das in irne Rehte / das sol den an dem er gedrohen ist / oder sine Fremde / an irne Plegere / die die nidenen gemetter fult / fult irne Plegere zu hant an geredet / in den Eyt beschlen / und anderten den / der den Frieden gedrohen het / das er in den nächsten acht Tagen das wider zu und besser / das er da begangen hat / tut er das mit / so fulten die nidenen irne Plegere alle die / an die von aller der vorgenannten Herren wegen / irre Friede geket wirt / nannen / in dem Warten / oder Weizen / in den Eyt / ob sie es mit irre Macht ont sie / mit mangel vollen / an geredet. Und fulten die barme alle / die nidenen beschlen ist / in den nächsten acht Tagen darnach / so sie gemant werden / in irne Ede mit fulten / fult / und mit fulten / fult sie alle / ob der das freit / unter in irne Rehte fult in den Eyt / den ertragen der den Frieden gedrohen het / das er wider zu und besser / das er wider den Frieden getan het / und wer alle betragungen wirt / wider zu und mit in besser / den sol man rüngen in den Eyt / das er gese allen den Schaden / der von irne Rehte wegen geschehen ist / ob er so vil Gutes het / na der Beschleidenheit / alle die alle die über den lant-Frieden geket fult / oder das freit / unter in / beschleiden dunt / und het er so vil Gutes mit / man sol in ertragen mit sine lide / durch das das andere liden / in irne nennamen / mangel ob sie es an die andern beschlen mit irre Macht / so sol man nennamen in nannen und Rölle. Aber aber irre Friede gedrohen in der Bischofliche Rehte von Straburg / so sol man es vordern alle da oben gefahren fult / an die / die von irne wegen daru geket werden / und fulten dem / die in den Eyt / beide mit das wider tun / und mit das besser tun und gebaren in alle mit / alle es da oben an von irne Plegern gefahren fult / in irre Rehte wile sol man thun an alle geredet / ob der Friede gedrohen wirt / da man es von dem Bischof von Basle / von dem Oben lantgraven / oder von den Nidenen lantgraven in Elsch vordern sol / und fulten die / die von irne wegen daru geket werden / daru thun in den Eyt in alle mit / alle es da oben gefahren fult / wurde aber er gedrohen / da es die Burge von Straburg angat / da sol man es vordern an den / der barme wirt / Burgenmeister ist / und sol er dem in den Eyt fulten fult Burge von Straburg den Frieden gedrohen het / das er das wider tun / und besser in den nächsten acht Tagen / fult er mit / so fulten die andern Burge alle von Straburg / und die andern der Frieden Ergegnen / den ertragen alle da vor von den andern gefahren fult. Zu gher was sol der Burgenmeister von Basle tun / ob der Friede gedrohen wirt / da es die Burge von Basle angat / zu besserer alles mit der Beschleidenheit / die hie nidenen gefahren fult. Alle Gese / und alle frönde lute / sie fult vordere / bliden / oder wesen in dem vordere Rehte / die fulten diesen Frieden haben / alle es da oben beschlen ist / fult auch jeman geungen in die dieses Rehte / und wirt angeseit / da fulten alle des Friedens Ergegnen / in dem Ede / in der Rehte / und in der Macht zu tun / das der geungen lide werde / und fulten fulten geket werde mit irre Macht alle die über in fulten in den Eyt an die irre Friede / von irne wegen / geket ist / oder von der vorgenannten Herren und Stetten noch geket wirt / sie alle / oder das freit / unter in / fulten auch jeman denheine Dorge / oder Wunden die umbe her gefahren fult / und auch unversüner fult / da mit ist irre Friede mit gedrohen. Swer aber vnr das wirt wirt / den sol man rüngen alle man von Wunden rüngen sol / und fulten ertragen wirt / des Freuden sol man rüngen / alle man davon zu rüngen rüngen sol / in den nächsten acht Tagen. Wten pfendet auch wol umbe fulten Rehte / und fulten umbe Wunden / und fulten fult / und ertragen das auch mit an den lant-Frieden. Anders sol neman andern pfenden an Rehte. Und fulten auch jeman verbunden mit sinen Rechten / das man in pfenden fult an Rehte / den sol man pfenden an sine eigene / an sine Ede / an sine Rehte / und an sinen Pfanden. Het aber ein Gortus oder ein Kloster Gut oder lute / darüber er was ist / an dem Gute / und an den luten / sol man in nuffenden. Swer die / an die irre Friede von irne wegen geket ist / oder noch von der vorgenannten Herren und Stetten wegen geket wirt / alle oder das freit / unter in / über in fulten in den Eyt / das ein Herr / oder ein Stat / oder Burg / oder Dorf / da der Friede gedrohen wirt / da sol man nennamen in nannen / und Rölle. Da sie aber über in fulten / in den Eyt alle oder

das freit / das man helfen sol. Swer daru / der mit fulten mit fulten / das man an geredet / alle sie über in fulten / in den Eyt / der sol meynend und trunelich und Erlas fin / und sol ufwendig des Frieden fin / und sol man alle rüngen / und sol man nannen rüngen. Swer wirt der Friede gedrohen wirt / das sol man wider tun und besser. Alle die / die es geket ist / oder noch von der Herren / und der Stette in dem lant wirt / sie alle / oder das freit / unter in / in den Eyt über in fulten / Bete aber das sie sich davon mangel und die Rehte verungen durch Mangel / so fulten sie meynend fin / und ufwendig des Frieden fin. Treit aber sie den heine ehefuge not / oder Herren not / oder das er lide fult / so sol der Herr / oder die Stat / von demwegen er da bi was / einen andern das sol fulten / an sine stat an alle geredet / der sol auch dem fulten / alle der erste gefahren wirt / in so er gefahrt / so fult der Eyt ansege fult. Alle die Gut die zu Ede gefahren fult von aller her / die fulten in der Gerechtigkeit / alle es betrummen ist / die wile irre Friede wirt / Swer diesen Frieden mit wirt / jeder nann vor sine Rehte in den nächsten zehn Monaten / so irre Friede geket wirt / von Stetten zu Stetten / von Burgen zu Burgen / von Dörfern zu Dörfern / den sol man da nach minne angeseit / in diesen Rechten / und sol man auch nannen rüngen / und sol man alle mit rüngen. Spricht aber der Richte er habe mit gefahren / Bugeit er dem mit zwei erman Wannen / das er gefahren habe / des sol er gemessen / fult er jeman ufwendig lant / oder fult / oder gewogen / so er erliden wirt / so gät alle die Gerechtigkeit über in die Rechten alle Richte / Herren und die Pfaffen / die fult des Ede erliden durch in Erkerker. Es sol auch nannen sine Wille fulten in diesen Rechten / weder in Stetten / noch in Burgen / noch in Dörfern / er erliden sie dem von dem Richte / oder andere durch ein Richte. Swer über das eine luge oder hie fulten / der und die fin geket / die die Wille da fulten / oder fulten und ruten / wie die wile / oder die ungewillige Wille vordere werde / die sol man haben vnr fulten / und sol von in rüngen / alle man von Wille durch Ede rüngen sol / und sol der lant-Friede in beschlen fin / in den Eyt. Ist auch das der lantgrave in dem Oben-Elas / oder in dem Niden-Elas ein Rehte beschlen / oder ein and Richte wer die sie / und rüngen wirt ein Gut / von den er biltide rüngen sol. Treit jeman den / den das gut / mit Rehte gefahren ist / an den Gut / mag der Richte mit gefahren mit sine Macht / fult er den lant-Friede / so man beschlen fult / das der lide in der Gerechtigkeit / fult er da es eine bessere Rehte angenommen wirt. Die Burge von Straburg hant in diesen lant-Frieden zu gemessen alle / die von irre Rehte wegen verfahren fult von der Stat / von des Zulouffes wegen den sie fulten in irre Ede / diese Gerechtigkeit und den lant-Frieden die wir haben vnr fulten / in Stranfur mit den Richte / den auch der Bischof von Straburg und der lant-Doge und and Richte die da zugegen waren gefahren hant / den Eyt wirt der vorgenannten Bischof / und der lant-Doge / das er in beschlen sie / und wile diesen lant-Frieden beschlen mit nach gän / an alle Gerechtigkeit. Was auch Gutes ein Mann / jehen Jar / und mit / unversünderliche ungewillige in Gerechtigkeit in lant / in der Rehte / und das sie beschlen in lant / und in sinen dagan kommen ist / das / enst eine nach den jehen Jar / nennamen beschlen / nach zu Almende machen / alle die wile / das diese lant-Friede wirt / wer aber das jeman in angenommen wirt sine Gutes indewenig fünf Jaren / die vrgangen fult / in Almende wirt / alle es davor beschlen ist / man sol in wider in sine Gerechtigkeit / unge das es ime mit Rehte / vor sine Richte angenommen wirt. Irre lant-Friede sol wern / unge Jar Martini Wille / die mit zu nuffte fulten / und damen über fünf Jar nannen / Das fult die wir über den lant-Frieden geket Jar / fulten den Burgen von Dorellheim / Wille von Springen / und Johanne von Ederl Richte / und zu eine lide alle der vorgenannten Dime / So hant wir irne Angeseit an diesen Brief gebendet / Der wart geben an der Dime nach unsere Frowen Wile der ersten. Da man von Göt Geburt gälte / Dragehundert Jar / In den jenden Jar.

DCXIV.

Traité de Mariage entre (1) LUPOLD Duc 20. Av. d'Autriche, & CATHERINE DE SAVOYE. AUTRICHE FAIT le 20. d'Avril 1310. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoie. Preuves. pag. 178.]

In nomine Domini Amen.

PATEAT universis presentes Literas inspecturis. Quod nos Amadeus Comes Sabaudie, & LUPOLDUS Dei gratia Dux Antrie & Syria, Comes de Harbourg & de Quibourg, nec non Landgravius Alsacie, super sponsalibus contractis inter KATERIAM Filiam nostri Comitis predicti ex una parte, & nos LUPOLDUM Ducem predictum ex altera, ac super Matrimonio contrahendo de presentibus, inter eandem Matrimonium,

(1) On Lupold, second fils de l'Empereur Albert.

NNO nam, & nos Lupoldum, consensimus, concordavimus

10. & convenimus in hunc modum: Nos Amedeus Comes

menſem poſtquam fuerimus requiſiti. Et nos Maria de Brabantia, Comitiffa Sabaudie, univerſa & ſingula approbamus. Et nos Hugo Dalphinus Dominus Foudigniaci, idem promittimus. In quorum omnium robur & teſtimonium, nos preſati Amedeus Comes Sabaudie, & Maria de Brabantia Coniuges, Hugo Dalphinus & Aymarus de Bellovidere Dominus Ville Novæ pro una parte; nos vero Lupoldus Dux Auſtriæ antedictus, Petrus Comes Gruerie, & Theobaldus Dux de Hagenbourg milites pro parte altera, ſigilla noſtra preſentibus duximus apponenda. Datum in Thurego XII. Kal. Maii. M. CCC. X.

ANNO
1310.

DCXV.

Traité & Confédération, entre HENRI VII. 26. Juin.
Empereur, & PHILIPPE le Bel Roi de France.
ce, fait à Paris le 26. Juin 1310. & confirmé
par l'Empereur le 23. de Septembre 1311. [G.
G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag.
64. d'où l'on a tiré cette Pièce. LUNIG,
Teutſch. Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin.
I. Abtheil. I. Abſ. von Kayſer, pag. 560.]

In Dei nomine Amen.

Hoc est transcriptum infra scriptarum clausularum fideliter sumptarum ab originalibus Litteris inclite recordationis Domini quondam HENRICI Regis Romanorum semper Augusti, sigillo suo impendente sigillatis, fanis integris & omni inspectione carentibus, ut prima facie apparebat, quarum quidem clausularum tenores subsequuntur. Henricus Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, universis presentes Litteras inspectionis solum. Notum facimus, quod cum inter dilectos & fideles Joannem de Flandria Comitum Namurcensem consanguineum nostrum carissimum, & Magistrum Simonem de Marvilla Thesaurarium Mentem, Nuntios & Procuratores nostros ad hoc a nobis cum pleno & sufficienti mandato specialiter destinatos pro nobis & nomine nostro ex una parte; & Ludovicum primogenitum nobilis Viri Roberti Comitis de Claromonte Camerarium Francie Consanguineum nostrum dilectum, & Magistrum Petrum de Latiliaco Archidiaconum Cathalanen. Nuntios & Procuratores magnifici Principis PHILIPPI Regis Francie Illustris, amici nostri charissimi, habentes ab ipso Rege ad ea que sequuntur sufficientes & speciale mandatum nomine Procuratorio Regis ejusdem & pro ipso ex altera; habita, inita & conventa fuerint inter nos & dictum Regem & Regna nostra super multis & diversis articulis ac jurata in animam utriusque, unionis & mutue amicitie fœdera, confederationes, conventiones & pacta; prout in Litteris inde confectis & Nuntiorum ac Procuratorum predictorum, nostrorum videlicet & preſati Regis sigillorum appensione manibus, quarum tenores de verbo ad verbum inferius sunt conscripti, plenius continentur.

§. 2. Nos considerantes utilitates & commoda, que non solum nobis & Regi preſato & Regnis & terris nostris ac Regis ejusdem, verum etiam sacrosanctæ Romanæ Matris nostræ ac universali Ecclesiæ statui & honori, totique Reipublicæ Christianæ, ac præcipue negotio Terræ Sanctæ, ad ejus promotionem celerem, & felicem pro desideris nostris succedere, possent multipliciter provenire; unionem, fœdera & consules articulos eorumdem, sicut in Litteris supra dictis plenius & expresse continentur, pro nobis, Regno & terris nostris approbamus, laudamus, volumus, ratificamus & firmamus expresse, ac de ipsis tenendis, attendendis, complendis & inviolabiliter observandis imposterum per Amedeum Principem & Comitem Sabaudie fidelem & Affinem nostrum carissimum nobis presentibus & expresse mandantibus in animam nostram ad Sancta Dei Evangelia tacta corporaliter juramentum preſari facimus, tibi Bernardo de Mercato de Penna publico Notario nomine & vice dicti Regis ac pro eo, & quibilibet aliis, quorum interit vel interesse potest aut poterit in futurum, legitime stipulanti sub legitima & solemnitate stipulationis promittimus, quod infra quatuor menses, post quos nos ad Imperialis dignitatis fastigium Deo auspice contigerit esse promotos, unionem, fœdera, confederationes, conventiones & pacta, ac omnes & singulos articulos eorumdem, prout in predictis Litteris plenius & expresse exprimentur, approbamus, laudamus, volumus, ratificamus, & auctoritate

Sabaudie predictus; corporali preſtito juramento ad Sancta Dei Evangelia, promittimus Filiam nostram legitimam Katerinam, nos daturos in Uxorem legitimam, Domino Duci Lupoldo predicto, & viceversa, nos Lupoldus preſatus Dux, juramus ad sacrosancta Dei Evangelia, nos daturos & recepturos, si nobis dabitur, in Uxorem legitimam Katerinam Filiam legitimam Comitissæ antedictæ. Nos quoque Amedeus Comes predictus, tenemur procurare in quantum per nos fiat, aut fieri poterit, quod sponsalia hujusmodi consummabuntur, hinc à festo Beati Michaelis proximo in unum annum completum, dando eandem Katerinam Filiam nostram, dicto Domino Duci Lupoldo, vel Inclytæ Domina Elizabeth, quondam Romanorum Regine Genitricis sue, nomine Ducis ejusdem, quando post dictum terminum fuerimus requisi, dicto quoque Duci dare debemus, & promittimus bona fide, pro dote Filie nostræ, octo millia Marcharum argenti puri & legalis in terminis infra scriptis, videlicet à die consummationis sponsalium, in unum annum, quatuor millia, deinde anno revoluto, duo millia, postea vero anno alio revoluto, residua duo millia, & pro cautione, seu securitate solutionis dotis, ipsi Duci centum fidejussores, seu obſides idoneos dare debemus, quorum quinquaginta ad minus existant, & residentiam habeant à Friburgo, citra versus terras Ducis predicti, ac Fratrum suorum, & alii quinquaginta existant, & residentiam habeant, à Friburgo ulterius, versus terras Ducis antedicti, qui sacramentis corporalibus preſtitis, obligati erunt ad recipiendum & presentandum se in ostagium, vel per se, vel per alium, quo nomine, in Villa Friburgi, spatio unius mensis, si solutio argenti predicti facta non fuerit integraliter, hoc adjecto: Si nos aliquos Civis Friburgenses vel Berneſes, constituerimus pro fidejussoribus Domino Duci, quod Friburgenses in Berna & Berneſes in Friburgo, ostagium observare debeant, usque ad solutionem integram pecunie, & si aliquis predictorum obitum, seu fidejussorum, ante primam solutionem quatuor millium Marcharum argenti, mori contingeret, in locum ipsius æque idoneum, infra unius mensis spatium subrogare debemus, postquam fuerimus requisi. Et quia dotis causa semper & ubique debet esse præcipua. Nos Lupoldus Dux, preſata Katerina Sponsa nostræ, damus in recompensam & augmentum dotis, octo millia Marcharum argenti, ut servetur æqualitas hinc inde, & pro dote præmissa, eidem Sponsæ nostræ assignamus Villas nostras & Oppida nostra & Fratrum nostrorum inferius scripta, cum omnibus pertinentiis jurisdictionibus & iuribus, ut ex illis mille sexcentas marchas argenti annui redditus percipiat libere & quiete, quousque de sexdecim millibus marchis argenti, disti per nos vel hæredes nostros fuerit satis factum. Villa vero & Oppida illa sunt hæc, Willeſowe, Sempach, Surſe, Arowe, Lentburg, Brengarten. Et si bona fide redditus predictarum Villarum, ad redditus mille sexcentarum Marcharum argenti extendere non valuerint, ex nunc eidem Caterine redditus viciniorum in Villis aliis, & Oppidis nostris, vel Fratrum nostrorum excepta Villa Friburgi, usque ad complementum debemus sine aliqua dilatione assignare: Est etiam conventum, quod si nos eidem Caterinæ, præmori sine liberis contingeret, ipsa in distis sexdecim millibus marchis argenti hereditario jure succederet; Et si e converso ipsa Caterina nobis præmoreretur absque liberis, in eisdem sexdecim millibus argenti succederemus, sine impedimento. Præterea sepedictæ Caterinæ, Morganicum assignare debemus, ad nostrum arbitrium & prout nobis videbitur, de quo Morganicum ordinare & disponere poterit. Est præterea conventum, quod si Deo dante, ex dicta Caterina Sponsa nostra, nos contingeret liberos procreare, iidem liberi masculi nobis in omnibus bonis & honoribus, nobis unâ cum nostris Fratribus pro indiviso competentibus, in eo statu & honore quo essemus si viveremus, succedere debeant, cuiuslibet obſtaculi materie posthabita: Liberi vero foemini sexus succedent nobis, in rebus mobilibus & allodialibus, secundum Terræ consuetudinem approbatam. Insuper tenendum procurare, ut Illustris Frater noster Fridericus Dux Auſtriæ, pro corporali preſtito juramento, unâ cum Serenissima Domina Elizabeth, Romanorum Regina Genitricis nostræ, bona fide univerſa & singula rata & grata habeant, ipsaque ejus patentibus Litteris, cum sigillis approbent, & confirment, quoque Nos & idem Fridericus & Genitrix nostra facient & curabunt quod Illustris Henricus, Albertus & Otto Frates nostri Duces Auſtriæ & Goritiæ, cum ad annos legitimis devenierint, ea ratificent patentibus eorum Litteris, infra

ANNO
1310.

toritate Imperiali curabimus confirmare, ac de ipsis in omnibus & per omnia tenendis, attendendis, complendis & inviolabiliter observandis per aliquem de familiaribus nostris nobis presentibus & expresse mandantibus in animam nostram ad Sancta Dei Evangelia tacta corporaliter juramentum prestari nihilominus faciemus, & concedemus super his eidem Regi, gentibus, Nuntiis vel Procuratoribus suis ad hoc ab eo specialiter constitutis, quatuor paria Litterarum Bulla aurea cum Imperiali impressione typarii munitarum. Tenores autem Litterarum Nuntiorum & Procuratorum predictorum nostrorum & dicti Regis super unione, foederibus, confederationibus & pacis predictis, ut promittitur confectarum, tales sunt.

§. 3. A tous ceux, qui verront ces présentes Lettres Salut en nostre Seigneur. Sçavoir faisons à tous, * que nous sçachans certainement & attendant les grans amitez & affections, que nos devant nommez Roys ont eues ensemble par tout le temps passé, & ont à present; le grand desir & la grande volonté, en quoy ils sont, que les dites amitez puissent perséverer & durer à tousjours; regardans derechef, que par l'union de la dite amitié, & par vraye, pure & loyale alliance d'amour, qui soit faicte entre eux à present, clairement se peuvent ensuivre plus grans biens, grans profits & honneurs non pas tant seulement aux Roys dessusdits & à leurs Royaumes, mais avec ce à toute la Chrestienté; Nous qui quant à toutes ces choses dessus dites, & à chacune d'icelles faire, traicter, ordonner & accorder avons plein pouvoir, mandement & autorité de nos devant dits Seigneurs au nom d'iceux, pour eux, ou pour leur Successeurs selon ce qu'il est cy dessous escrit, & au nom de leur Royaumes; avons faict, traicté, ordonné & accordé ensemble, faisons, traictons, ordonnons & accordons les choses, qui s'ensuivent, etc.

§. 4. Item nous avons traicté, ordonné & accordé, que li uns sera bon amy à l'autre sans fraude & sans malice en quelque estat, qu'il viengne, contre tous, excepté l'Eglise de Rome, & qui li uns n'empeschera l'honneur, l'avancement, le droit, ne le profit de l'autre en quelque maniere, que ce soit. Item que li uns ne pourchassera à l'autre mal griefz ne nuisance en nulle maniere, que il le puisse sçavoir ne cognoistre, ains plaira l'honneur & le profit de l'un à l'autre, & seront aydant & confortant l'un à l'autre contre tous excepté l'Eglise de Rome.

§. 5. Item nous ez noms de nos Seigneurs dessusdits & pour eux avons traicté, ordonné & accordé ensemble, que si ledit Roy d'Allemagne estoit Empereur, & il vouloit mettre Roy en Allemagne ou ailleurs la ou il le pouvoit faire & ez Frontieres dou Royaume de France, il le feroit convenancier & jurer, que ils seroient bienveillans du Roy de France & allies à luy, & que ilz garderoient & tendroient les alliances & toutes les choses dessusdites. Et encorres se il y faisoit ou mettoit Duc, Comte ou Prince, ou autres grans Gouverneurs ou Administrateurs, il le feroit promettre & jurer à cette bienveillance du Roy de France, & à tenir les alliances dessus dites, & toutes les choses & dessus accordées; & en cette mesme maniere le feroit le Roy de France, si en estoit mis ez Frontieres du Royaume d'Allemagne, & feroit enfin allies aux Roys, que ledit Roy d'Allemagne, qui ores est, qui seroit Empereur, auroit mis en Allemagne ou ailleurs ez Frontieres du Royaume de France.

§. 6. Et pour ce demourant, par que le Roy d'Allemagne, qui ores est, qui seroit Empereur fust tenu à garder au Roy de France, ou à ses Successeurs l'alliance, l'amour, toutes ces choses dessus dites & chacune d'icelles; & le Roy de France & ses Successeurs au dict Roy d'Allemagne, qui y cil Empereur auroit pouvoir, toutes ces choses dessus escrites, traictées, ordonnées & accordées: nous considerans les grans biens & les grans profits, que pour les alliances & les choses devant traictées & accordées peuvent venir & venront à l'aide de Dieu, qui tous les Roys adrece, & les Royaumes a en son Gouvernement, non seulement aux Roys & aux Royaumes dessus dits, mais generalement à toute la Chrestienté; avons icelles alliances & toutes les choses devant dites ez noms de nos Seigneurs les Roys dessus dits & pour eux, faisons, traictées, ordonnées & accordées, faisons, traictons, ordonnons & accordons & par le pouvoir & par l'autorité, que nous avons d'iceux loons & approuvons, & icelles & chacune d'elles promettons pour eux & en leur nom par nostre foy baillée corporamment les uns aux autres & jurons ez ames d'eux sur Saints Evangelles à tenir, garder à tousjours, perpetuellement en-

tretenir & accomplir loyaument & fermement, sans venir à l'encontre par quelconque maniere que ce soit en tout ne en partie. En tesmoing de laquelle chose nous avons mis nos sceaux en ces presentes Lettres escriptes sous nos seings, à Paris l'an de grace mil trois cents & dix, le Vendredy après la nativité saint Jean Baptiste.

§. 7. In quorum omnium & singulorum premissorum testimonium presentibus Litteris, quas in presentem formam redigi & signari mandavimus per supradictum Bernardum Notarium nostrum, Majestatis nostre una cum Sigillo Notarii fecimus apponi sigillum. Actum in Catris ante Breffiam in loco habitacionis nostre presentibus dilectis & fidelibus nostris Henrico Dei gratia Episcopo Tridentino Cancellario nostro, Guidone de Flandria, Alardo Domino de Rombais, & Magistro Alberico de Fouchevici vocatis & rogatis, anno Domini millesimo trecentesimo undecimo, Indictione nona, die viceima tertia mensis Septembris, & Regni nostri anno tertio. Et ego Joannes Challie Presbyter Aurelian. Diocesis publicus Apostolica & Imperiali auctoritate Notarius Litteras Originalis predictas vidi, tenui & palpavi cum eisdem de dictis clausulis diligentem collationem una cum Notario Apostolico infra scripto feci, eodem me hic subscripsi & signum meum una cum signo & subscriptione ejusdem Notarii apponi rogatus.

DCXVI.

Autre Copie du même Traité, sans date & sans Ratification; mais à cela près, plus entiere que la précédente. Elle porte que les Préentions de par-

*Et d'autre, seront remises à la Décision de six Personnes grands Gens & preudhommes, & que cependant le Roi des Romains recevra PHILIPPE Fils du Roi de France à Foi & Hommage pour le Comté de Bourgogne. Avec le PLEIN POUVOIR du Roi de France pour ce Traité. Datum apud Livracum 23. die Januarii. Anno Domini 1310. Et celui du Roi des Romains donné * Thuregi, sexto Kal. Maii Indictione VIII. Anno Domini 1310. [LEIBNITZ, Codicis Diplomatici Part. I. pag. 59. & 60.]*

L'EMPE
REUR
FRANÇOIS* Pour être
signé,
[D u m.]

A Tous ceux qui verront ces présentes Salut en nostre Seigneur. Sçavoir faisons à tous, que nous sçachans certainement, & attendans les tres grans amitez & affections, que nos Seigneurs ont eues ensemble par tout le temps passé & ont à present le grand desir & la grande volonté, en quoy ils sont, que les dites amitez puissent perséverer & durer à tousjours; regardant de rechef, que par l'union de l'amitié & par vraye pure & loyale alliance d'amour qui soit faicte d'entre eux, apparemment & se peuvent ensuivre tres grans biens, grans profits & honneurs non pas tant seulement aux Roys dessusdits & à leurs Royaumes, mais avec ce à toute la Chrestienté.

§. 2. Nous qui quant à toutes ces choses dessusdites & à chacune d'icelles faire, traicter, ordonner & accorder avons plein pouvoir, mandement & autorité de nos devant dits Seigneurs au nom d'iceux pour eux & pour leurs Successeurs selon ce qui est y dessous escrit, & au nom de leurs Royaumes avons faict, traicté, ordonné & accordé ensemble, faisons, ordonnons, traictons & accordons que de ce que li uns desdits Seigneurs leurs predecesseurs ou leurs gens auront surpris sus le Royaume de l'autre, ils prendront six personnes grans gens, & preudes hommes autant d'une partie, comme d'autre, qui enquerront & cognoistront desdictes surprises en quelque partie, que ce soit des Royaumes; & auront pouvoir de declarer & determiner ce qui sera trouvé par eux; & s'il advenoit, qu'aucun des preudes hommes mourust, cil qui li auroit mis en mettroit ung autre en tel lieu de luy, qui auroit un tel pouvoir, comme cil, qui mort seroit avoir; & se les six dits preud'hommes estoient à descord ils de leur commun assentement à accord eliroient un septiesme, & la ou li trois des six seroient avec le septiesme, li quatre en determineroient, & seroit tenu en ce, que ils en seroient, & durera leur pouvoir jusques à cinq ans tant comme aux surprises, que ils auroient trouvées, dont ils seroient chargés.

§. 3. Et se il avenoit, que aucunes surprises se fissent

sent de nouveau cas, pour ce ne mouvront pas lesdits deux Seigneurs guerre l'un à l'autre mais en corps en connoîtront & determineront ceux qui par eux seroient avoir pris pour connoître desdits besoins; ne pour les surprises qui faictes seroient pour le temps passé, ne pourroient mouvoir ne faire guerre lesdits deux Seigneurs l'un à l'autre; tant comme cil, qui l'un droit, qu'ils auroient faictes lesdites surprises, seroit appareillé de faire raison l'un à l'autre par grans & bonnes gens, qui mis y seroient d'une partie & d'autre, autant d'une partie comme de l'autre, & se cil, qui mis y seroient, ne pouvoient accorder, ils prendroient un moien tiers ou cinquiemes ou septiemes, il comme dessus est dict. Et seront tenus chacun des deux Seigneurs à contraindre ceux, qu'ils auroient esleuz pour leur partie d'aller avant, ou determiner sur ces besoins, & se les personnes esleues n'estoient à accord, chacun des deux Seigneurs contraindroit ceux de sa partie à eslire le tiers, le cinquiemes ou le septiemes moien, pour eux accorder en la maniere dessusdictée.

§. 4. Item nous ez noms dessusdits avons faict, ordonné & accordé ensemble, que li uns desdits Seigneurs ne surprendra sur le Royaume de l'autre ne fera surprendre à son esclave, & que ils le promettent l'un à l'autre en bonne foy. Item nous avons traité, ordonné & accordé ensemble, que li uns fera bon à l'autre sans fraude & sans malice à quelque estat que il vicielle contre nous, exceptée l'Eglise de Rome, & que li un n'empeschera l'honneur, l'effacement, le droit, ne le profit de l'autre en quelque maniere que ce soit. Item que li un ne pourchassera à l'autre mal grief, ne nuisance en nulle maniere, que il le puisse savoir ne connoître; ains plaira l'honneur & le profit de l'un à l'autre, & seront aidant & confortant l'un à l'autre, contre tous exceptée l'Eglise de Rome. Item nous ez noms de nos Seigneurs dessusdits & pour eux avons traité, ordonné & accordé ensemble, que se ledit Roy d'Allemagne estoit Empereur, & il vouloit mettre un Roy en Allemagne ou ailleurs la ou il povist faire, ez allies ou ez Frontieres du Royaume de France, il les seroit convenient & jurer, que ils seroient bienveillans du Roy de France ou allies à luy, & que ils garderoient & tendroient les alliances & toutes les choses dessusdictes. Et encore se il y faisoit ou mettoit Duc, Comte, Prince ou autres grans Gouverneurs & Administrateurs, il les seroit promettre ou jurer à estre bienveillans du Roy de France, & tenir les alliances dessus dites & toutes les autres choses cy dessus accordées. Et en cette maniere le seroit le Roy de France, se il en mettoit ez Frontieres du Royaume d'Allemagne & seroit aussi allies aux Roys, que ledit Roy d'Allemagne, qui ores est, qui seroit Empereur auroit mis en Allemagne ou ailleurs es Frontieres du Royaume de France. Et pour ce ne demeureroit, que le Roy d'Allemagne, qui ores est, qui seroit Empereur, ne fut tenu à garder au Roy de France & à ses Successeurs l'alliance, l'amour & toutes les choses dessusdictes & chacune d'icelles, & le Roy de France & ses Successeurs, audit Roy d'Allemagne, que y cil Empereur auroit promis.

§. 5. Item nous ez noms dessusdits & pour eux avons traité, ordonné & accordé, que ledit Roy d'Allemagne recevra Monsieur PHILIPPE fils du Roy de France comme Comte de Bourgogne en son hommage pleinement & clerement comme dou droit dou dit Monsieur de la Comté de Bourgogne, de ce & tout en la maniere, que ses devanciers, & en ensuivra. Cil Monsieur Philippe le Roy d'Allemagne au jour de la veue, qui se doit faire par Lettres ou par tesmoins; en maniere, qu'il devra souffrir au regard de Monsieur Louys Comte d'Evreux & de Messire Jean Comte de Naymur; & sera fur ces dits Messire d'Evreux & de Naymur à regarder & ordonner, quelle ayde ledit Monsieur Philippe fera audit Roy d'Allemagne pour son voyage de outre les monts, & queules graces ledit Roy d'Allemagne fera audit Monsieur Philippe & en determineront au jour de la veue; & donra le Roy d'Allemagne ses Lettres ouvertes audit Monsieur Philippe que il le donra toute la faveur, que il pourra sans foy messire, en gardant audit Monsieur Philippe sa Comté de Bourgogne. Item il est traité de nous, ordonné & accordé es noms dessusdits, que li Roy d'Allemagne mer ledit Seigneur Philippe en sa souffrance, se que ledit Monsieur Philippe y est de maintenant jusques au jour de la veue, & se ladite veue ne se seroit si demeure l'ys Monsieur Philippe en la souffrance du Roy d'Allemagne jusques à sa volonte & donra ly Roy d'Allemagne audit Monsieur Philippe jour souffrant & convenable; & se Lettres apparent de

luy, c'est à entendre Lettres du Roy d'Allemagne, le ANNO tendra toutes ces choses dessusdictes & chacune d'icelles sy comme elles sont y dessus escriptes; traitées, ordonnées & accordées. 1310.

§. 6. Nous considerans les grans biens, & les grans profits, qui par les alliances & les choses devant traitées peuvent venir & venront, à l'aide de Dieu, qui tous les Rois adreite, & les Royaumes a en son gouvernement, non seulement aux Roys & aux Royaumes dessusdits, mais generamment à toute la Chrestienté; avons icelles alliances & toutes les choses devant dites ez noms de nos Seigneurs les Roys dessusdits & pour eux faictes, traitées, ordonnées & accordées, faisons, ordonnons, traitions & accordons, & par le pouvoir & par l'autorité que nous avons d'iceux, loons & approuvons, & icelles & chacune d'elles promettons pour eux & en leur nom, par foy nostre baillée corporellement les uns aux autres, & jurons ez ame, dessus sainctes Evangiles à tenir & garder à tousjours perpetuellement, entherier & accomplir loyaument & fermement, sans venir allencontre par quelque maniere que ce soit, en tout ne en partie. En tesmoing de laquelle chose nous avons mis nos sceaux en ces presentes Lettres. La teneur de la Procuration que nous Loys de Clermont & Pierre Arcediacre dessusdits avons dudit nostre Seigneur le Roy de France, est telle.

§. 7. PHILIPPUS Dei gratia Francie Rex, universis presentes Litteras inspecturis Salutem. Notum facimus, quod nos carissimum consanguineum & fidelem nostrum Ludovicum de Claremont Camerarium Francie, & dilectum & fidelem Clericum nostrum Magistrum P. de Latiliaco Archidiaconum Cathalacen. & ipsum quemlibet in solidum, ita quod non sit melior conditio occupantis, nostros facimus, constituimus & ordinamus veros, legitimos & indubitatos Procuratores & Nuntios speciales ad compromittendum pro nobis & nomine nostro cum magnifico Principe Henrico Rege Romanorum semper Augusto Illustri, amico nostro carissimo, super omnibus questionibus seu discordiis motis & movendis tam per nos & predecessores nostros Francie Reges contra predictum Regem Romanorum & suos in Regno predecessores, quam per ipsum & predecessores suos contra nos & predecessores nostros predictos quacunque occasione vel causa; nec non ad tractandum & ordinandum super mutuis amicitis & confederationibus inter nos ex una parte, & dictum Regem Romanorum ac successores suos in Regno ex altera contrahendis; & super quibuscunque aliis negotiis nos & Regnum nostrum ex una parte, & dictum Regem & Regnum suum ex altera tractantibus; & etiam super Comitatu Burgundie ratione Philippi nati nostri carissimi ac Joanne Confortis ejusdem ac dictum compromissum predictos tractatus & ordinationes perficiendi, firmandi & complendi, nosque & Regnum nostrum obligandi pro premissis, compromissis, tractatibus & ordinationibus firmandis tam per juramenta, quam alia, tenendis complendis & a nobis & nostris inviolabiliter observandis, & faciendi super premissis & quolibet premissorum, quicquid veri & legitimi Procuratores possent facere in premissis; dantes eisdem Procuratoribus nostris seu Nuntiis Episcopalibus, & cuilibet eorum in solidum, ita quod non sit conditio melior occupantis, Episcopale mandatum, nec non plenam, generalem & liberam potestatem in premissis & premissa tangentibus de quomodolibet pertinentibus ad premissa; promittentes bona fide, nos ratum, gratum & firmum nunc & in perpetuum habituros, quicquid per predictos Procuratores ab eorum quolibet in solidum in premissis & quolibet eorumdem & dependentibus ab eisdem factum, compromissum, tractatum, ordinatum & confederatum, & obligatum firmatumque juramento vel alias & fuerit in futurum, seu etiam procuratum. In cujus rei testimonium presentibus Litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum apud Livriacum, vigesima tertia die Januarii, anno Domini 1310.

Pouvoir des Ambassadeurs de l'Empereur HENRI VII. pour traiter avec la France.

HENRICUS Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, universis presentes Litteras inspecturis gratiam suam & omne bonum. Notum sit omnibus, quod nos nobilem Virum Johannem de Flandria Comitem Namurcensem fidelem & consanguineum nostrum dilectum, Simonem de Marvilla Legum Professore Telsaurarium Metensem, Magistrum Henricum de Geldon, & Albericum de Faucheris Clericos & dilectos nostros, & ipsum quemlibet in solidum, ita quod non

ANNO
1310.

non sit conditio melior occupantis, nostros facimus, constitimus & ordinamus veros, legitimos & indubitatos Procuratores & Nuntios speciales ad compromittendum pro nobis nomine nostro, cum magnifico Principe Philippo Rege Francorum Illustri amico nostro carissimo; super omnibus questionibus seu discordiis motis & movendis tam per nos & predecessores nostros Romanorum Reges contra predictum Regem Francie & suos in Regno predecessores, quam per ipsum & predecessores suos contra nos & predecessores nostros predictos, quacunque occasione seu causa nec non ad tractandum seu ordinandum super mutuis amicitias & confederationibus inter nos ex una parte & dictum Regem Francie ac successores suos in Regno ex altera contrahendis; & super quibuscunque aliis negotiis nos & Regnum nostrum ex una parte, & dictum Regem & suum Regnum ex altera tangentibus; & etiam super Comitatu Burgundie ratione Philippi Nati ipsius Regis & Johanne Confortis ejusdem; ac dictum compromissum predictosque tractatus & ordinationes perficiendi, firmandi & complendi, nosque & Regnum nostrum obligandi pro premissis, compromisso, tractatibus & ordinationibus firmandis, tam per juramenta, quam alia, tenendis, complendis & a nobis & a nostris inviolabiliter observandis; & faciendi supra premissa & quolibet premissorum, quicquid veri & legitimi Procuratores possent facere in premissis; dantes eisdem Procuratoribus nostris seu Nuntiis specialibus & cuilibet eorum in solidum, ita quod non sit conditio melior occupantis, speciale mandatum, nec non plenam, generalem & liberam potestatem in premissis & premissa tangentibus ac quomodolibet pertinentibus ad premissa; promittentes bona fide, nos ratum, gratum & firmum nunc & in perpetuum habituros, quicquid per dictos Procuratores & eorum quemlibet in solidum in premissis & quolibet eorumdem & dependentibus ab eisdem factum, compromissum, tractatum, ordinatum, confederatum & obligatum est, firmatumque juramento vel erit aut fuerit in futurum seu etiam procuratum. In cujus rei testimonium presentes Litteras Majestatis nostro sigillo jussimus communi. Datum Thuregi, sexto Kalendas Maii, Indictione octava, anno Domini, millesimo trecentesimo decimo, Regni vero nostri anno secundo.

DCXVII.

1310. *Mandatum Philippi Regis Francorum ad compromittendum cum Henrico Rege Romanorum super omnibus questionibus seu discordiis motis vel movendis; nec non ad probandum & ratificandum ea, que jam compromissa & tractata fuerunt inter suos & prefati Regis Romanorum Commissarios ibi nominatim designatos. Actum apud Fontem Blandi (1) die 14. Februarii, anno 1310. [LEIBNITZ, Cod. Juris Gent. Diplom. Part. I. pag. 63.]*

PHILIPPUS Dei gratia Francorum Rex universis presentes Litteras inspecturis Salutem. Notum facimus, quod nos dilectos & fideles nostros * Episcopum Bajocensem, Magistrum Gaufridum de Plecyo Electum Ebroicem, Religiosum Virum P. Abbatem Sancti Medardi Suestionem, Magistrum Alanum de Lambania Archidiaconum Ebroicem, Magistrum Joannem Forgeri Canonicum Claromontem, ac Ingramum de Marrigno Cambellanum nostrum, Guillelmum de Pissano & Petrum de Galarido milites; & eorum quincque, quatuor, tres aut duos in solidum, ita quod non sit conditio melior occupantis; nostros facimus, constitimus & ordinamus veros, legitimos & indubitatos Procuratores & Nuntios speciales ad compromittendum pro nobis & nomine nostro cum magnifico Principe Henrico Rege Romanorum semper Augusto, Illustri amico nostro carissimo, super omnibus questionibus seu discordiis motis vel movendis, vel que moveri possint, tam per nos vel predecessores nostros Francie Reges contra Regem predictum Romanorum & suos predecessores in Regno, quam per ipsum & predecessores suos ratione Regni Romanorum velut Imperii contra nos & predecessores nostros predictos quacunque occasione seu causa; nec non ad tractandum seu ordinandum super mutuis amicitias & confederationibus inter nos ex una parte, & dictum Regem Romanorum ex altera contrahendis; & super quibuscunque aliis negotiis nos & Regnum nostrum ex una parte, & dictum Regem & suum Regnum ex altera tangentibus; & etiam super Comitatu Burgundie ratione Philippi Nati ipsius Regis & Johanne Confortis ejusdem; ac dictum compromissum predictosque tractatus & ordinationes perficiendi, firmandi & complendi, nosque & Regnum nostrum obligandi pro premissis, compromisso, tractatibus & ordinationibus firmandis, tam per juramenta, quam alia, tenendis, complendis & a nobis & a nostris inviolabiliter observandis; & faciendi supra premissa & quolibet premissorum, quicquid veri & legitimi Procuratores possent facere in premissis; dantes eisdem Procuratoribus nostris seu Nuntiis specialibus & cuilibet eorum in solidum, ita quod non sit conditio melior occupantis, speciale mandatum, nec non plenam, generalem & liberam potestatem in premissis & premissa tangentibus ac quomodolibet pertinentibus ad premissa; promittentes bona fide, nos ratum, gratum & firmum nunc & in perpetuum habituros, quicquid per dictos Procuratores nostros aut quincque seu quatuor vel aut duos ex ipsis in solidum, in premissis & quolibet eorumdem & dependentibus ab eisdem, factum, compromissum, tractatum, ordinatum, confederatum & obligatum firmatumque juramento aut alias seu etiam procuratum fuerit in futurum. In cujus testimonium presentibus Litteris nostris fecimus apponi sigillum. Actum apud Fontem Blandi die quatuordecima Februarii, anno Domini millesimo trecentesimo decimo.

(1) Comme il est parlé dans ce Pouvoir du Traité précédent, & que les Commissaires qui le firent y sont nommez, on doit en conclure qu'il est postérieur à ce même Traité, & que la Date du 14. Février 1310. doit être entendue de l'année Paschale de France, laquelle, depuis le 1. Janvier, concouroit avec l'année 1311. de l'Ere vulgaire. [DUM.]

dum super mutuis amicitias & confederationibus inter nos ex una parte, & dictum Regem Romanorum, etiam si ad Coronam Imperii devenire contingeret, ac Successores suos in Regno predicto velut etiam in Imperio ex altera, contrahendis; Ad probandum insuper & ratificandum pro nobis & nomine nostro compromissum, tractatus, confederationes, amicitias & conventiones, habitos, interpositos seu factos inter carissimum consanguineum nostrum Ludovicum ex Claromonte Cambellanum Francie, ac dilectissimum & fidelem Clericum nostrum Magistrum Petrum de Latiliaco Archidiaconum Cathalanum. Procuratores nostros; pro nobis & nomine nostro, & nobilem Virum Johannem de Flandria Comitem Namurcen. militem, Magistrum Simonem de Marvilla Legum Professore Thelaurarium Metensem, Magistrum Henricum de Geldon, & Albertum de Foucheris, Clericos, Procuratores Regis Romanorum predicti, ejus nomine & pro eo; novos etiam tractatus, confederationes, amicitias & conventiones inveniendi, confirmandi & concordandi mutuo, inter nos Successores nostros Reges Francie ratione Regni nostri ex parte una, dictumque Regem & Successores suos in dicto Regno Romanorum ratione ejusdem Regni seu Imperii ex altera; etiam temporibus si eis expediens videatur, addendo, minuendo vel mutando, & super quibuscunque negotiis nos & Regnum nostrum ex una parte, & dictum Regem & Regnum ex altera tangentibus; & etiam super Comitatu Burgundie ratione Philippi Nati nostri carissimi & Johanne Confortis ejusdem; ac dictum compromissum pro eoque tractatus, confederationes, amicitias, conventiones & ordinationes perficiendi, firmandi & complendi, nosque & Regnum nostrum obligandi pro premissis compromisso, tractatibus & ordinationibus firmandis, tam per juramenta, quam alia, tenendis, complendis & a nobis & a nostris inviolabiliter observandis; & faciendi supra premissa & quolibet premissorum, quicquid veri & legitimi Procuratores possent facere in premissis; dantes eisdem Procuratoribus nominatis quincque vel quatuor aut tribus vel duobus ex ipsis in solidum speciale mandatum, plenam generalem & liberam potestatem in premissis & ac tangentibus; & quomodolibet pertinentibus ad premissa; & promittentes bona fide, nos ratum, gratum & firmum nunc & in perpetuum habituros, quicquid per dictos Procuratores nostros aut quincque seu quatuor vel aut duos ex ipsis in solidum, in premissis & quolibet eorumdem & dependentibus ab eisdem, factum, compromissum, tractatum, ordinatum, confederatum & obligatum firmatumque juramento aut alias seu etiam procuratum fuerit in futurum. In cujus testimonium presentibus Litteris nostris fecimus apponi sigillum. Actum apud Fontem Blandi die quatuordecima Februarii, anno Domini millesimo trecentesimo decimo.

DCXVIII.

Instrumentum publicum de Pace & Concordia, per Romanorum Regem Henricum inter illos DE LA TURRE, eorumque Sequaces ab una, nec non Dominos VICE-COMITES MEDIO-LANI ab altera parte sancita. Actum in Civitate Mediolani in Aula Domus communis anno 1311. [Pièce, tirée des Archives Royales du Château de Milan. Registre RR.]

In nomine Regis Pontifici Amen.

ANNO Nativitatis ejusdem Millesimo trecentesimo undecimo Indictione nona die vigesima septima mensis Decembris Pontificatus Domini Clementis Papae quinti anno sexto, ac Regni Serenissimi Principis Domini Henrici Dei gratia Romanorum Regis semper Augusti anno tertio. Per hoc præfens publicum Instrumentum cunctis appareat presentibus, & futuris quod præfatus Dominus Rex remediis invigilans Subditorum & Regali providentia cupiens fidelissimos Cives Mediolani diutius invicem dissidentes, & inter duas partes diversas quarum una erat illorum de Turre, & altera Vicecomitum, ad Concordiam revocare super eorum dissidiis, & Intimicis presentibus Majoribus eorumdem quorum nomina inferius describuntur, tam ex ipsa auctoritate, quam eorum potestate in eum per ipsas partes collata pronuntiavit, & statuit prout Inferius continetur. Imprimis quod inter omnes Cives predictos, & Partes predictas, & eorum sequaces, & sibi adherentes sint, vigent de cetero vera, & perpetua Pax,

& Unitas amputatis, & depositis hinc inde diffidis, rancoribus, & odiorum furoribus, ac cessantibus verbis, & actibus partibus quibuscuque. Item quod iidem Cives invicem sibi condonant, & remittant omnes injurias, & offensas hæcenus alter utrum in personis vel rebus illatas, & quamlibet emendam, & restitutionem eis hujusmodi injurarum, & offensarum occasione debentur a quibus nihilominus omnibus idem Rex auctoritate & potestate prædictis ex nunc omnes, & singulos ipsorum absolvit, & liberat perpetuo. Item quod illi ex memoratis Civibus qui exulabant à Civitate prædicta occasione prædicta discordie ex nunc revertantur ad Jura, & bona propria, eaque recipiant, & habeant, & ea gaudeant plene, & libere sicut prius sine contradictione cujuscuque, ad quæ nihilominus idem d. Rex eos ex nunc restituit & vult, & decrevit pro restitutis haberi ita etiam quod nemini ipsorum in bonis, & Juribus suis prædictis quavis obstat præscriptio à tempore quo Civitatem exiverunt prædictam. Item relaxavit omnia banna, quibus suppositi forent hæcenus, à dicto tempore citra; Cives prædicti qui exulabant à Civitate prædicta five pro contumacia, five pro offensa magna, vel parva, vel alia quacunque de causa, omnesque collectas seu tales quocunque modo impositas remisit eisdem, & absolvens eosdem à prædictis omnibus, & à penis, & multis quas hujusmodi occasione incurrissent, & quibuslibet condemnationibus, Sententiis, & penis propter hoc latas vel statutas in eos. Item quod omnes Cives prædicti hanc Pacem & suprascripta omnia, & singula observent, & observari faciant cum effectu sub debito præstiturum & Partibus Juramentorum & sub panna Indignationis ipsius D. Regis ac mille librarum auri puri quotiens contrafecerint in singulis Capitulis committenda, & exigenda à secus facientibus complicitibus, & fautoribus eorumdem. Item quod illi ex dictis Civibus, qui nunc se in ipsius d. Regis præsentia constituti pro se, & omnibus suis pacem hujusmodi intervenientibus oculis, & prædicta omnia ex nunc acceptent, & approbent, & emolgent, & à suis sequacibus, & fautoribus eurent, & faciant pro viribus observari. Hæc autem, ut præmittitur, dictus Dominus Rex super discordiis prædictorum ad præsens pronuntiavit, & statuit, retenta videlicet, & reservata sibi omnimoda potestate, ea omnia, & singula interpretandi, declarandi, supplendi, & corrigendi, & super aliis pronuntiandi; & statuendi ubi, quantum, & quotiens videri expedire. Nomina vero omnium prædictorum in præsentia Regie Majestatis existentium sunt hæc; primo de parentella illorum de la Torre Domini, Cæsar Archiepiscopus M. Paganus Episcopus Paduanus, Guido de Turre Filius quondam Domini Francisci de Turre, Simoninus de Turre, Zanfredus de Turre, Johanninus de Turre, Casnerius de Turre, Fæbus, & Raymondus de Turre Fratres Anforis, & Jacobus de Turre Fratres, Filippus de Turre, Passarius de Turre, Oliverius de Turre, Leo de Turre, Vincentius de Turre, Raimundus de Turre d. Continus Jurisperitus, Binacus de Turre, Mathæus de Turre, Filippus Niger de Turre, Jacobus Griffus, Sambuellus de Turre, Villanus de Turre, Minaccius, & Bonifacius de Ozeno Fratres, Griffus Imperialis, & Singibaldus de Zavaratis, Ubertus, & Crestinus de Caticis. Sinagus Spanecta. Johannes de Vedano, Merlus de Mazis. Teguiaca de Paravino, Jacobus de Concorio, Filippus Mora, d. Jacobus Iudex, Obizo, & Thomastus de Bernardigi, Paganus de Cismuscolo, Incirinus de Barni, Karlotus de Barni, Beltraminus de Barni, Oberlinus de Aleate, Jacobus Mirabilia. Item parte Vicecomitum D. Mathæus Vicecomes pro se, & Dominis Galeacio, Johanne, & Stefanino Filiis suis absentibus, Johanninus Filius ejus præsens, Ludovicus Vicecomes Filius quondam Domini Petri pro se, & Gasparino Fratre suo absente.

Qui omnes, & singuli suprascripti unanimiter, & concorditer nominibus quibus supra audita, & intellecta supradicta D. Regis sciam ipsam, & omnia ejus Capitula sponte, & grante acceptaverunt, approbaverunt, & emolagaverunt. Promittentes sibi ad invicem ac dicto Domino Regi per Pacta expressa, & sub obligatione omnium bonorum suorum, & in panna, & sub panna prædicta suprascripta univerfa, & singula, attendere, facere, & complete, & ad sancta Dei Evangelia corporaliter tacta juraverunt. Condonantes sibi, & remittentes invicem omnes injurias, restitutiones, & mendas prædictas se se in signum Pacis invicem osculantes. Acta sunt hæc in Civitate Mediolani in Aula Domus Communis præsentibus Dognis Balduino Archiepiscopo Treverensi, Teobaldo Episcopo Leodiensi, Papiniano Episcopo Parmensi, Anone Episcopo Geb-

nenfi, Walereano Fratre dicti Domini Regis, Amedeo Comite Sabaudie, Guidone, & Henrico de Flandria Fratribus, Theodoro Marchione Montisferrati, Ugone, & Guidone Dalphini Fratribus, Manfredi Marchione Henrico de Spanceta Præposito Constantiensis, Andraa de Garatz, Berardo Layala, & pluribus testibus fide dignis ad præmissa vocatis, & rogatis.

Et ego Bernardus de Mercato de Yenna sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ, ac sacri Imperii auctoritate publicus Notarius una cum Johanne de Dist Notario inscripto præsens fui; & hanc cartam manu propria scripti signoque meo consueto signavi, & wadjidi scilicet rogatus. Et ego Johannes de Dist dictus de Cruce Clericus Leodiniensis Diocesis publicus Imperiali auctoritate Notarius una cum suprascriptis testibus, & Bernardo Notario suprascripto præmissis omnibus, & singulis præsens fui, & hanc cartam scriptam manu dicti Bernardi signavi & scripti rogatus.

Extracta suis præsens Copia à Registro inscripto sub litteris R. R. BERNABONIS Vicecomitis existente in Regio Archivio Castri Portæ Jovis Mediolani in papiro scripto. Datum Mediolani die trigesima mensis Octobris anni 1319.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELIUS Regii Archivii Officialis.

DCXIX.

Traité de Ligue entre PHILIPPE de Savoie Prince d'Achaye, & GUI Dauphin de Viennois, 10. Fev. JEAN son Frere. Fait le 10 de Février, 1311. [S. GÉNÉALOGUE de la Maison de Savoie. Preuves, pag. 106.]

In nomine Domini Amen.

ANNO ejusdem M. CCC. XI. Indictione IX. die Mercurii X. mensis Februarii. Noverint universi & singuli præsentibus pariterque futuri, hoc Instrumentum publicum inspecturi. Quod in præsentia mei Notarii & Testium infra scriptorum: Illustres ac Potentes Viri Dominus PHILIPPUS de Sabaudia Princeps Achaye, & Dominus GUIDO Dalphinus, Dominus Montis-Albani suo nomine, ac vice & nomine Viri Illustris ac Potentis Domini Joannis Dalphini Viennensis Fratri sui, ipsique Domino Guidone, promittentes se facturum & curaturum cum effectu, quod dictus Dominus Dalphinus infra scripta omnia ratificabit, & de novo faciet in omnibus & per omnia, ut inferius apparebit, & scriptum fuerit. Volentes & desiderantes dicti Domini Princeps & Guido, & ipsorum quilibet perpetuo, inter ipsos & Dominum Dalphinum jam dictum, & quemlibet ipsorum, bonam ac firmam pacem, amorem sincerum, ligam, confederationem, & tranquillitatem esse, habere ac tenere, Deo propitio, in futurum, solemnibus stipulationibus & necessariis intervenientibus inter ipsos, promissiones, obligationes, conventiones, & pacta, nominibus quibus supra duratura perpetuo inter eosdem fecerunt ad invicem infra scripta. Primò videlicet, quod Dominus Dalphinus & Dominus Guido ejus Frater prædicti teneantur & debeant toto posse & bona fide juvare, defendere, & manutenere Dominum Philippum de Sabaudia, Principem Achaye prædictum, contra quamcunque personam, Collegium & Universitatem pacis, coarventis, modis & conditionibus infra scriptis. Et versa vice, prædictus Dominus Princeps teneatur & debeat toto posse & bona fide juvare, defendere, & manutenere prædictos Dominos Dalphinum & Guidonem, contra quamcunque personam, Collegium & Universitatem pacis, conventis, modis & conditionibus infra scriptis. Videlicet quod prædictus Dominus Dalphinus teneatur juvare prædictum Dominum Principem, cum sex viginti hominibus, cum armis, equitibus, & Dominus Guido Dalphinus, cum viginti & plus, Dominus Dalphinus cum quatuor milibus Peditibus armatis per tres menses, in quolibet anno & citrà Montes, propriis expensis prædictorum Minorum Dalphini & Guidonis, & ultra Montes teneantur Dominus Dalphinus toto posse juvare dictum Dominum Principem, & dictus Dominus Guido cum triginta equitibus, cum armis; & viceversa dictus Dominus Princeps teneatur juvare dictum Dominum Dalphinum & Dominum Guidonem citrà Montes, toto posse suo, & ultra Montes, in propria persona, vel de sua gente, propriis expensis ejusdem Domini Principis, de quinquaginta hominibus equitibus, cum armis

ANNO
1311.

Dominum Dalphinum prædictum, & Dominum Guidonem, de viginti hominibus armatis, tribus mensibus in anno. Et de prædictis excipiuntur pro parte Domini Dalphini & Domini Guidonis infra scripti. Videlicet Imperator, Rex Francie, Rex Sicilia, Dominus Joannes de Cabilione, Dominus Berardus de Mercurio, Comes Forensis, Dominus Aymarius de Pydavia, Comes Valentinenis, Archiepiscopus Vienne, Marchio Salutarum, dum Domina Margarita Soror dictorum Dominorum Dalphini & Guidonis, Uxorque Friderici Filii ipsius Marchionis Salutarum, vel ex ipsa & dicto Friderico Filii fuerint. Si vero ipsa morietur sine liberis, vel ipsi liberi deficerent, eo casu idem Marchio Salutarum exceptus, non habeatur ex prædictis. Pro parte vero ipsius Domini Principis excipiuntur Imperator, Comes Sabaudie, & omnes de Hospitio Sabaudie, & eorum homines & Domus de Bello-joco & Avunculi & Consanguinei Domini de Burgundia, ex parte Matris sue, & Comes Valentinenis, Marchio Montis-ferrati & illi de Chierlo. Eo etiam addito & expresse convento. Quod si contingeret quod prædictus Dominus Princeps intraret in guerra, cum aliquo, vel aliquibus, & Dominus Dalphinus intraret pro eo & ad requisitionem ipsius Domini Principis. Quod ex tunc in antea prædictus Dominus Princeps non posset facere pacem, treugam vel guerram, recreutam, sine voluntate, & consensu dictorum Dominorum Dalphini & Guidonis, vel saltem, nisi essent vocati & requisiti ad hæc, quibus vocatis & requisitis, ipse Dominus Princeps facere posset pacem, treugam vel guerram, recreutam ad suam liberalem voluntatem. Ita tamen quod ipsi Domini Dalphinus & Guido sint & habeantur in ipsa pace, vel treuga, si de ipsorum fuerit voluntate. Et eodem modo, si idem Dominus Princeps intraret in guerra pro dictis Domini Dalphino & Guidone, ad eorum requisitionem, quod ex tunc in antea dicti Domini Dalphinus & Guido non possint facere pacem, treugam vel guerram, recreutam, sine voluntate & consensu dicti Domini Principis, vel saltem ipso vocato & requisito, quo vocato & requisito Domini Dalphinus & Guido possint pacem, guerram, recreutam & treugam ad eorum voluntatem liberam facere. Ita tamen quod ipse Dominus Princeps sit & habeatur in ipsa pace vel treuga, si ejusdem fuerit voluntas; Ita pacto habito inter eos, quod si inter Dominos Comitum Sabaudie, & Dalphinum, & Dominum Guidonem prædictos esset guerra, & talis, propter quam dicti Domini se armarent & palam & publice guerram facerent inter eos. Quod in eo casu dicti Domini Dalphinus & Guido non teneantur, ipsi guerram durante, venire vel mittere citra montes in adiutorium dicti Domini Principis, nisi ejus inimici obsiderent eum, vel nisi fecissent de ipsa guerra treugam, quibus casibus venire teneantur ut supra. Et è converso, si idem Dominus Princeps haberet similem guerram cum Marchione Montisferrati vel Salutarum, Regem vel alia Communitate magna, propter quam posset sibi periculum imminere, quod in eo casu dictus Dominus Princeps non teneatur ire vel mittere, durante ipsa guerra, ultra montes in adiutorium dictorum Dominorum Dalphini & Guidonis, nisi obsiderentur, vel de ipsa guerra esset treuga facta, quo casu venire vel mittere teneantur ut supra. Item Dominus Princeps. Que omnia & singula supra scripta dicti Domini Principis & Guido nominibus quibus supra sibi ad invicem, & michi Notario infra scripto, ut persone publicæ stipulanti & recipienti, vice & nomine dicti Domini Dalphini, attendere & observare perpetuo promiserunt, & ad sancta Dei Evangelia corporaliter tacta juraverunt, & non contra facere vel venire quoquo modo, vel quavis causa, nec volenti venire contra prædicta, vel aliquod prædictorum aliquatenus consentire sub obligatione omnium bonorum dictorum Dominorum, & cuiuslibet eorumdem, ac restitutione dampni, expensarum ac interesse factorum, in iudicio, vel extra occasione prædicta. Et de prædictis præceperunt dicti Domini Principis & Guido michi Notario infra scripto facere tria vel plura Instrumenta, pro Partibus supradictis. Acta fuerunt prædicta in Civitate Mediolani, in Domo Fratrum Minorum; Præsentibus Dominis Gratone Domino de Cleyrier, & Guidone Domino de Tulinio, Guidone de Laya Militibus, & Gaberto Condorsino de Lucerna Testibus.

DCXX.

Donation du Comte d'Ast faite à AME' LE
GRAND Comte de Savoie par l'Empereur HENRI VII. Le 22. Février, (1) 1317. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoie. Preuves, pag. 139.]

HENRICUS septimus divina favente clementia Romanorum Imperator semper Augustus, ad perpetuam rei memoriam. Dum in circuitu Throni Cæsarei, nostræ mentis aciem, & considerationis intuitum, ad Principes & Barones Imperii qui ab eo, Nobilitatum & Dignitatum radiis illustrantur diligenter convenimus, illos Augusti clementie sincerioris dilectionis, & gratie recompensatione prosequitur, qui ante sua Majestatis conspectum, per claræ fidei studia, & devotionis puræ constantiam, & exhibent fructuosos; Attendentes itaque magna & multiplicia merita Spectabilis Viri, *Anedei Principis & Comitum Sabaudie, fidelis & assidui nostri Carissimi, qui tanquam Sydas præfulgidum circa Illustris Imperii Solimus;* (postquam ad illud nos dispositio Divina vocavit) semper absque interminatione a dextris nostris assistens, & sincerum suæ fidelitatis affectum evidentem ostendens erga Nos qui vocati sumus à Deo in potestatis plenitudinem pro sua particulari sollicitudine, in potestatis plenitudinem pro sua particulari sollicitudine, salubribus consiliis, & laudabilibus servitiis continuè relevare studuit & semper pro viribus nobis obsequi non desistit, & confidentes quod de virtute in virtutem confidens tanto erga Romanum Imperium fide ac devotione concrevit, quanto se ab eo majoribus largitionibus, & retributionibus communium agnovit, eidem Comiti, ejusque honorem & prosperitatem affectamus, cum universis & singulis Castris, Villis, Casalibus, Possessionibus, Terris cultis & incultis, Districtibus, Territoriis, Juribus, Jurisdictionibus & pertinentiis Civitatis & Comitatus prædictorum, & cunctislibet eorum; in Feodum tenore præsentium concedimus, & largimur; conditiones infra scriptas in concessione, & largitione hujusmodi adjicientes expresse, videlicet quod si eum dictæ Mariæ forsitan præmori contingeret, ipsa Maria sola Civitatem & Comitatum prædictos, cum Castris, Villis, Casalibus, Possessionibus, Terris, Territoriis, Districtibus, Juribus, Jurisdictionibus & pertinentiis supradictis quamdiu vixerit, habere debeat & tenere. Post ejus mortem ad liberos masculos ipsius Mariæ & dicti Comitis natos, vel eis non extantibus ad alios dicti Comitis legitimos Liberos Feodum hujusmodi devolvatur; verum tamen si, postquam ipse Comes fuerit rebus humanis exemptus, Nos, vel aliquis Successorum nostrorum Imperatorum & Regum Romanorum Civitatem & Comitatum prædictos vellemus redimere & ad manum nostram reducere, Maria, Liberi & Heredes prænominati, & quilibet eorum per modum superius expressum, nobis & cuiusque Successorum nostrorum prædictorum, pro ducentis milibus florenorum aut, dictos Civitatem, & Comitatum, cum Castris, Villis, Terris, Possessionibus, Territoriis, Districtibus, Juribus, Jurisdictionibus & pertinentiis prædictis libere ac expedite restituant, ipsaque ducenta milia florenorum extra Comitatum Sabaudie, quem propter supra vel infra scripta & servitium de ipso Imperiali Culinis debitis in nullo penitus exonerare intendimus, in emptionem Terrarum & Locorum aliorum ascendendum ad valorem annuum viginti millium florenorum aut, totaliter convertant, & easdem Terras & Loca, præfati Comitis, Liberi & Heredes modo prælibati in Feodum perpetui temporis ab Imperio recognoscant & prædicta Comitis dictas res emptas ex dicta pecunia, teneant in vita sua post mortem ipsius, ad dictos liberos devolvantur, per modum de dicta Civitate & Comitatu in præsentibus enarratum, & tam idem Comes & Maria quam Heredes & Liberi eorum

(1) L'Édit 1313. Along les années de l'indiction, du Règne & de l'Empire de Henri s'accorderont avec celle de la Nativité, Henri VII. fut élu le 1. Novembre 1308. Il fut couronné à Rome le 29 Juin 1312. & il mourut près de Sienna en Toscane le 24 Août 1313. [D'Uss.]

ANNO
1311.
22. Fev.
EMPIR
ET SA
VOIE.

rum prædicti, causâ præmissorum, cum ducentis sufficientibus equis armorum, videlicet ad rationem cujuslibet Centenarii, de dictis viginti millibus florenorum cum uno equo servient, aliaque servitia facient, & per tres menses integros, ubicunque locorum Italie singulis annis, in expensis propriis, prædicta & alia servitia in Registro Camera nostræ contenta, faciant & facere teneantur, expressè retinentes & reservantes, ex nunc nobis & eisdem successoribus nostris, talia servitia, jura, servitutes & Dominia in prædictis Civitate, Comitatu, Caltris, Terris, Casalibus, Possessionibus, Territoriis, Villis, districtibus, juribus, jurisdictionibus & pertinentiis supradictis, ac postquam eos, eas, & ea, ut dictum est, nos vel successores prædicti redemerimus, pro prædicta pecuniâ summa, in terris, locis & annuo redditu, qui & quæ de ipsâ, ut dictum est, empti, emptæ ac emptæ fuerint qualia in Registro ipso continentur, & memoratum Comitum nobis recipientibus pro nobis & successoribus nostris prædictis & Romano Imperio de Civitate, Comitatu, Caltris, Villis, Casalibus, possessionibus, terris, territoriis, juribus, jurisdictionibus & pertinentiis supradictis homagium facientem & fidelitatis juramentum præstantem, & per juramentum ipsum, nobis & successoribus nostris prædictis, Romanoque Imperio fidelitatem & obedientiam debitam, ac etiam omnia alia que in formâ fidelitatis nova & veteri continentur, perpetuo fideliter facere, & observare servitutiæ supradictæ impendere, jura, servitutes & Dominia nostra præstare, in quantum spectabit ad eum, & Mariam ac heredes suos prædictos integraliter reddere & conservare, ac ea vel eorum aliquod, per se vel alium seu alios publicè vel occultè nullatenus impedire, promittentem de Civitate, Comitatu, Caltris, Villis, Casalibus, Terris, possessionibus, Territoriis, districtibus, juribus, jurisdictionibus, & pertinentiis supradictis, tanquam de feodo nobili, per baculum quem nunc gestamus, presentialiter investimus. Præterea Comit, ac post ejus decessum, Mariæ hæredibus & liberis suis prædictis, in eisdem Civitate, Comitatu, Caltris, Villis, Terris, juribus, jurisdictionibus & pertinentiis supradictis, & merum & mixtum Imperium & simplicem jurisdictionem, per se & suos Officiales exercendam ibidem, usque ad nostrum & successorum prædictorum nostrorum beneplacitum, per præsentem damus & concedimus, & ipsos ordinarios facimus in præmissis. Mandantes & præcipientes harum serie, obedientiam & servitium debitum à Civibus, incolis, & habitatoribus Civitatis, Comitatus, Castrorum, Villarum, Casalium, Territoriis, districtuum, terrarum & pertinentiarum prædictarum, præfati Comit tanquam eorum Domino exhiberi, & de juribus, & redditibus spectantibus ad Dominium Civitatis, Comitatus, Castrorum, Villarum, Casalium, Territoriis, districtuum, Terrarumque prædictarum, absque difficultate qualibet integraliter respondere, & super hiis ab eisdem Civibus, incolis & habitatoribus, salvo semper & reservato, primæ fidelitatis debito, in quo nostræ Majestati tenentur, cum promptitudine juramentum præstari sicut indignationem nostram cupiunt evitare: Demum per præmissa vel aliquod præmissorum non intendimus, neque volumus, quod præfatus Comes, dictis Attentibus rebellibus nostris, vel alicui eorum, de excessibus, quos contra nos & Imperium commiserunt, indulgere, seu sententias, penas, vel bana quas & quæ prædicti Rebelles, causa Rebellionis contra nos & Imperium attentare invenerint, relaxare quovomodo valeat, absque nostra licentia speciali. Nulli ergo omnino hominum liceat, hanc paginam nostram concessionum, investituræ, ac Constitutionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare presumpserit, indignationem nostram, & penam mille librarum auri, pro dimidia parte Camera nostræ, & pro reliqua dimidia, passio injuriarum solvendarum, se noverit incursum. Hujus autem rei sunt Testes, Venerabiles Baldinus, Treverensis Archiepiscopus, Germanus & Princeps noster carissimus, ac Spectabiles & Nobiles Viri Joannes Forelli, & Fredericus Montis-feretri Comites; Henricus de Flandria Marescalcus Curie Imperialis, Confanguineus noster; Thomas de Septem Fontibus; Neapoleo de Mangone; Comes Hugucio de Fagiola; Hugo Comes de Buebe; Gottiradus de Hohenloch; Tauredus de Mutilliana, & Vincidius de Sancta Flora Comites, & plures alii Nobiles fide digni. Datum apud Montem Imperialem in Caltris supra Florentiam, octavo Kalend. Martii, Indictione undecima, Anno Domini M. CCC. XVII. Regni nostri, anno quinto; Imperii vero primo.

Diploma Romanorum Regis HENRICI, ratificans & confirmans omnia Privilegia, Jura, Libertates, & bonas consuetudines Communitati MEDIO-LANI per Predecessores Romanorum Reges concessas. Datum Mediolani 13. Kalendas Aprilis, anno 1311. Indictione nona. [Pièce authentique, tirée des Archives Royales du Château de Milan, Registre R. R.]

HENRICUS Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus. Universis Sacri Romani Imperii fidelibus presentes Litteras inspecturis gratiam suam, & omne bonum. Tociens Regiæ Celsitudinis scriptum extollitur, & ipsius status solidatur solidius, quociens fidei Devotorum vota benigno respiciunt affectu, & ad ipsorum jura & libertates servandis, ac commoditatis agendas graciola Principis inventur, cum omnis gloria, sive potentia Principatus in Subditorum præcipue consistat solida fortius expediti arbitramur, & concedens, ut firmis Subiectis & cum iusticia faciles, & in gracia liberales. Devotis igitur prudentium Virorum Civium & Communis Mediolani Dilectorum nostrorum fideliū supplicationibus benignitate solita annuentes, ac volentes eorum iustis petitionibus benignum præbere consensum, quod eorum devota fidelitas, & fidelis devotio ad ea, quæ honoris sunt Imperii, atque nostri promptiori studio ferventibus animis se disponant, omnia Privilegia, & jura, libertates, & concessionis, & gracias, ac bonas consuetudines à Dominis Romanorum Imperatoribus, & Regibus nostris Predecessoribus ipsis sicut ritè, & providè facta sunt, & tradita de libertate Regia ratificamus, approbamus, & præsentis Scripti patrocinio confirmamus. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc nostræ ratificationis, approbationis, & confirmationis paginam infringere, nec ei in aliquo ausu temerario contraire; quod qui facere presumpserit, gravem nostræ Majestatis offensam se noverit incurrisse. In cujus rei Testimonium presentes Litteras conscribi, & nostræ Majestatis sigillo iustissime communiri. Signum Domini Henrici Regis Romanorum Invictissimi. Data Mediolani XIII. Kalend. Aprilis anno Domini MCCCXI. Indictione nona, Regni vero nostri anno tertio. Ego Frater Henricus Tridentinus Episcopus sacre Imperialis Aule Cancellarius vice Domini Henrici Colonienfis Archiepiscopi per Italiam Archicancellarii recognovi.

Extracta sunt præsentis Copia à Registro inscripto sub Litteris R. R. BARNABONIS Vicecomitis existente in Regio Archivio Casiri Porta Jovis Mediolani in papiro scripto. Datum Mediolani die trigesima mensis Octobris anni 1719.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIUS Regii Archivii Officialis.

Recognitionis Litteræ Civitatum Oppaviensis, Lubelschensis, & Jegendorff erga JOANNEM Bohemæ & Poloniæ Regem; Quibus præstentur, se dicto Regi homagium tanquam suo vero Domino præstuisse; Nec non Principibus Silesiæ, BOLES-LAO, HENRICO, & WLADISLAO, quibus dictæ Civitates, pro octo millibus Marcharum grossorum regalium à præfato Rege oppignoratæ sunt, obedientiam jurasse, quousque dicta pecuniæ quantitas ex integro persolvatur. Datum Oppavia anno 1311. 16. Kalendas Julii. [LUNIG, Teutisches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Fortsetzung I. Absatz III. pag. 279.]

16. Juin.

NOS Albertus Judex, Scabini, atque universitas Civitatis Oppaviensis, recognoscimus publicè contentes Excellentis & Magnifico Principi Joanni Inclyto Bohemiæ & Poloniæ Regi, tanquam vero Regi, ac Domino nostro fide datæ, unanimiter homagium præstuisse. Necnon de Mandato & voluntate ipsius speciali, Serenissimæ ac gloriosæ, Principibus, Dominis, BOLES-LAO Henrico & WLADISLAO Silesiæ Ducibus, Domini-que WRATISLAVIA & LIGNITZ Illustribus, hæredibusque, ac legitimis ipsorum successoribus, quibus nos & Civitatem nostram, totamque terram Oppaviæ, pro

ANNO 1311. octo Millibus Marcharum grossorum Regalium, Denariorum, Sexaginta quatuor grossos, pro qualibet Marcha computando nomine pignoris obligavit, obedientiam & devotionem fidei absque dolo communiter juravisse. Promittentes bona scientiâ & fidei puritate, quod ab ipsis & eorum quolibet nullatenus divertemus, sed eis, & eorum cunctis sciamus, & obedientes subimus tam diu fideliter quousque ipsis dicta octo Milia Marcharum, de certa illorum, qui ad hoc ex utraque parte deputati sunt scientia ex integro persolvantur. In cuius rei testimonium presentes fieri & sigillo Civitatis nostræ fecimus communiri. Datum Oppavie Anno Domini M. CCCXI. 17. Calendas Julii.

In eandem sententiam Homagium Civitatis Lubechensis, Nos Joannes Judex Scabini, atque Universitas Civitatis Lubechensis recognoscimus publicè profiteri. Datum Oppavie Anno Domini M. CCCXI. 16. Cal. Julii.

In simili per omnia Homagium Civitatis Jendordf, Recognoscimus publicè contentes &c. Datum Oppavie Anno Domini M. CCCXI. 16. Calendas Julii.

DCXXIII.

5. Juill. *Compromis fait & passé entre RENAUT DE BAR Evêque de Metz & THIEBAULT II. Duc de Lorraine pour l'accommodement des Differens survenus entr'eux, au sujet de Warmerange, de Pariset de Luneville &c. Fait le Dimanche après la Fête de St. Pierre & de St. Paul. 1311. [La véritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine, d'Autriche, &c. Aux Preuves. pag. 150. Tiré des Archives de Lorraine.]*

A tous ciaux qui ces Lettres verront & orront. Nous Jeans Cuens de Salines, & Erars de Bar Chevaliers, Sires de Pierre-pont, Salut. Sachent tuit que for les discors, meus nouvellement entre haus Princes & Nobles, noz chiers Signors, Monsignor Renauld de Bar par la grace de Dieu Evêque de Metz, & THIEBAULT Duc de Lorraine & Marchis. Premièrement de Warmeranges que nostre dit Sire li Duz, avoit fait abattre; après de Pariset de Luneville, de Ferry de Domballe qui avoit pris de biens Wylelm de Rambervilliers, des peïnes & des prisons que on tenoit pris d'une part & d'autre au jour que ces présentes Lettres furent faïttes. Traicté est for les articles desforçidits. Premiers, si com de Warmeranges, nous en devons estre creu pour terminer & mettre à fin cely qui contents, & dure nostre pooir juke à la Feste Nostre Dame d'Avost prochainement venant, & en doit-on faire Lettres desfors les faïels noz dits Seignors, for la forme d'autre fois. De Pariset on doit relâier le leu de ce qu'on a pris dou sien, & après faire de ce, ce que droit portera. On doit faire recroïre ce que Ferris de Domballe at pris doudit Wylelm; toutes peïnes & tuit prison doivent estre rendus quittes. Et dou descort qui est entre Burnequin & le Sire Jean Hennelo, se nostre Sires li Duz, ou cil qui por luy seront en velent riens requérir à nostre dit Sieur Monsignour de Metz ou à ciaux qui por luy seront à la journée qui doit estre de cet Mardy que vient en ent jors. Je Jeans Cuens de Salines devant dis, ay convenit ke je en feray respondre Monsignour de Metz ou ciaux qui por luy seront, si avant com trois portera, de tant com il rouchera Monsignour le Duc, & com il appartendra à luy de requérir de cest article. Et ay encores promis pour ledit Monsignour de Metz, de faire alleuer & de parfaire les choses devant dites, de tant com audit Monsignour appartendra, & je li devant dis Erars Sire de Pier-pont, ai promis en semblant maniere par ledit Monsignor le Duc. En tesmoignage de laquelle choses ces Lettres sont faïcellées de noz faïels. Que furent faïttes l'an MCCCXI. le Dimenge après Feste saint Pierre & saint Pol. Scellées de deux seels en cire verte à doublequeue.

DXXCIV.

13. Juill. *Littere BOLESŁAI HENRICI, & WLADISŁAI, atque BERNHARDI, nec non HENRICI Ducum Silesie, quibus promittunt JOANNI BOHEMIE & POLONIE Regi se terram Oppaviz, ut primam octo milia Marcharum Grossorum Pragensium illis soluta fuerint, resignaturos.*

Datum Olomucii tertio Idus Julii anno 1311. ANNO [LUNIG, Teutisches Reichs-Archiv. Part Spec. Contin. I. Fortsetzung I. Abtatz III. 1311. pag. 279.]

Nos Boleslaus Henricus, & Wladislaus Dei gratia Duces Silesie, Dominus Wratislaviae & Legniz, una cum Bernardo & Henrico Ducibus Silesie, Dominisque de Wartemberg Illustribus, Patruclibus nostris charissimis. Promittimus bonâ fide, sine doli capione nos obligantes Excellentis ac Magnifico Principi Domino Joanni Boemie & Polonie Regi assini nostro charissimo suisque hæredibus & successoribus legitimis, quod quodcumque nobis vel hæredibus aut successoribus nostris legitimis, octo millia Marcharum grossorum, Denariorum Pragensium, levagint & quatuor grossis pro qualibet Marcha computandis solverit, pro quibus nobis terram Oppaviz, prout in Litteris de suo confectis docetur, nomine pignoris obligavit, ad requisitionem sui, vel cui deputaverit, seu quem ad hoc constituerit, ipsam terram Oppaviz, cum universis iuribus & pertinentiis suis, sicut nobis obligata est, sibi resignabimus, libere & absque contradictione qualibet supradicta. Promittimus insuper fide purâ, quod sicut juravit & promittit Henricus de Bilicz Castellanus dicti Castri Grece, prope Civitatem Oppaviam, &c & alii, quos in Castellanos itidem præfici contigerit, anequam præficiantur, ad hoc jurabant & promittent idem Castrum ad manus Domini Regis prædicti, vel cui disponerit, postquam sibi de prædicta pecuniâ solutione constituerit, absque mora five dispendio resignare. Super quibus presentes fieri & nostris supradictorum Bernardi ac Henrici Ducum, sigillis fecimus communiri. Et Nos Bernhardus & Henricus prædicti recognoscentes nos promississe, præmissa & omnia sic acta esse, sigilla nostra una cum sigillis dictorum Ducum nostrorum Patruclium in eorum testimonium apposuimus huic Scripto. Datum Olomucii Anno Domini MCCCXI. Tertio Idus Julii.

DCXXV.

Venditio partis Terræ Pomeraniae, videlicet Castorum & Civitatum Dantzic, Delschowiz, atque Swiecie: cum omnibus pertinentiis, per WALDEMARUM Marchionem Brandenburgensem, MAGISTRO & ORDINI TEUTONICORUM pro summa 10000. Marcarum Brandenburgensium. Actum in Curia Bresdensi in vigilia S. Jacobi anno 1311. [JOANNES DLUGOSI Historia Polonica Lib. IX. col. 940.]

In nomine Domini Amen.

QUONIAM juxta verbum viri sapientis, generatio præterit, & generatio avenit: nihil stabile, nihilque permanens est sub Sole, sed vanitati atque mutabilitati subjacent universa: & ne cum labentibus annis rerum magnificentæ gestarum & perutiliter, pariter labatur, & aboleatur memoria, munificentias & libertates, præsertim in pias causas, & loca Religiosa collatas, & scripturâ convenit perpetuari. Nos igitur Waldemarum Dei gratia Brandenburgensis, Lutaciensis Marchio, tutorque illustris Joannis Marchionis Brandenburgensis, ad universorum notitiam præsentium & futurorum cupimus devenire. Attendentes, quæ, quantæ, & qualla virtutum, religionis, ac devotionis beneficia per Religiosos viros Christi milites Magistram, & Fratres Ordinis Hospitalis S. Mariæ Teutonicorum Hierosolymitanensium Ecclesie Christi, in suis membris in Prussie partibus, maxime in plantanda extensione fidei Christiane, ac ejusdem plantatæ defensione, continuè impendantur: quemadmodum tam eorum sanguis, qui pro Christi nomine signa sue militiæ, proprio sanguine rubricantes, ad Dominum emigrarunt, quam eorum vita, qui in negotio fidei adhuc fruentes spiritu, sub continuâ expeditione Martiris, pro æterno gaudio, gladiis & ornamenta infidelium subire non intuent, quotidiana facti evidentia satis perclucide manifestat. Proinde ad brachium fortitudinis Paganorum contenderem, & ob salutem & prosperum atque pacificum statum Christi fidelium terræ Pomeranie incolarum, de nostrorum Consiliariorum fano consilio & consensu ad laudem & honorem Dei, & gloriæ Matris Virginis ejus Mariæ, & in remissionem nostrorum, & progenitorum nostrorum peccaminum, ac etiam ut præfatorum

ANNO fatorem Fratrum bonorum operum nonnihil partici-
pantur eisdem Christi militibus, quorum spes verus
311. Deus est, videlicet Magistro & Fratribus, ac eorum
Ordini, partem prædictæ terre nostre Pomeranie, vi-
delicet Castra & Civitates Danczik, Derschoviam,
arque Szwyecam, nec non omnem terram circumja-
centem, quæ ad dicta Castra ab antiquo pertinebat,
pro decem millibus marcarum Brandenburgensium, ar-
genti & ponderis, purè, ritè ac rationabiliter vendi-
dimus ac vendimus, cum Castris, Castellis, Villis,
monetis, teloneis, foris, cum agris cultis, & incultis,
vis & inviis, pascuis, sylvis, nemoribus, lacubus, pa-
ludibus, venationibus, piscationibus, borris, mellifi-
ciis cum omni utilitate & fructibus, quæ de dicta terra
in præsentem percipi poterint in his quæ super terram hu-
mano se repræsentant conspectui, aut qui percipiendi
sub terra futuro tempore apparebunt, videlicet in sale,
plumbo, ferro, cupro, argento, auro, aut in cujuslibet
generis metallo, quocumque nomine censetur, &
si in ea quomodolibet poterit reperiri, cum omni jure,
Dominio, indicio, ac proprietate in perpetuum liberè
possidendam. Quam nominatam pecuniam nobis re-
cognoscimus esse solutam, integraliter ex toto, & ad
usum nostrum & inclyti Joannis Marchionis Brandebur-
gensis, cujus tutelam gerimus, esse converfam. Sæpe-
dictam verò terram, præstatis Magistro & Fratribus,
ac ipsorum Ordini voluntariè resignamus, ipsosque ac
ipsorum Ordinem in possessionem ejusdem quietam &
pacificam inducimus, cum omni pleno Dominio, &
integrali libertate & proprietate renunciantes nihilominus
pro nobis, ac pro Illustri Joanne Marchione Brandebur-
gensi superius nominato, ac pro nostris suisque suc-
cessoribus & hæredibus legitimis in perpetuum omni ac-
tioni, impetitioni, defensionì, exceptioni, omnibusque
privilegiis ac literis gratiam & justitiam contentibus, jam
impetratis seu impetrandis, seu jam habitis vel ha-
bendis, ac omnibus quæ ipso tempore quocumque Jure
Canonico vel Civili cautelis contra præsens Instrumen-
tum de facto, vel de jure possent obijci vel opponi, ni-
hil prorsus juris, Domini, utilitatis, advocatiæ, pa-
tronatus, vel cujuslibet alterius jurisdictionis vel potes-
tatis quocumque nomine possit appellari, nobis seu In-
clyto Joanni Marchioni Brandeburgensi, & hæredibus
seu successoribus nostris in omnibus contentis in parte præ-
dictæ terre nostræ sic venditæ retinentes: sed omnia &
singula cum libertatibus ac pleno jure, proprietate, pos-
sessione, & Dominio, in prædictis Magistrum & Fra-
tres, ac ipsorum Ordinem in perpetuum transferentes.
Insuper prostitemur & recognoscimus, nos sæpe dictis
Magistro & Fratribus, ac Serenissimo nostro Domino
Henrico Dei gratia Romanorum Rege semper Augusto,
super hujusmodi nostro contractu confirmationis
Litteras impetrasse. Ut autem hæc omnia pia donatio-
nis nostræ facta rata permaneant, & inviolabilia perpetuo
tempore perseverent, præsens Scriptum super his
confectum, nostri Sigilli appensione duximus roborandum.
Quod etiam dictus Marchio Joannes, sui etiam
sigilli patrocinio, cum ad annos etati legitimè deputa-
tos pervenerit, confirmabit. Testes autem hujusmodi
contractus sunt nostri fideles, Domini, Henricus de
Regenstein & Ulrichus de Lindow Comites, Ludolphus
& Haszode Vedele, Bernardus de Ptoszek, Henricus
& Fredericus de Helvensleve, Droyseco de Chrache,
Henricus Henigus, & Henricus de Siegel, Bernar-
dus de Bruik, & Henricus de Verbin, Milites:
Henricus de Gradzon Præpositus Slateto nostre Cur-
rie Prothonotarius, & quamplurimi alii, nihilominus
fidei testimonio decorati. Actum & Datum in Curia
Bredensi, in vigilia B. Jacobi Apostoli. Anno Do-
mini millesimo tricentesimo undecimo.

DCXXVII.

Og. CAROLI Ungarie Regis Diploma, quò Civitatem
Jadrensem in Dalmatia, in propriis Libertatibus
& Juribus, sibi à Prædecessoribus Ungarie
Regibus concessis, conservare promittit. Dat. 4.
Idus Octobris 1311. [JOHANN. LUCIUS de
Regno Dalmatiae, Lib. IV. pag. 195.]

CAROLUS D. G. Ung. Dal. Cro. Ramæ, Servie
Gallic. Ludom. Cumanie, Bulgarieque Rex. Uni-
versis & singulis quibus expedit præsens Scriptum inspec-
turis sal. in omnium Salvatore. Decet Regiam Excel-
lentiam justis precum instantis suorum Subditorum, &
fidelium animum inclinare & eisdem condescendere
Regali cum favore, ut ipsorum numerus in opere fide-

litas angeatur, atque crescat, proinde ad universorum ANNO
notitiam tam præsentium, quam futurorum harum serie
volumus pervenire, quod religiosus vir Stephanus Or-
dinis Prædicator. & Nob. vir Martinus Civis Iadr. Syndi-
ci, & Nuntii ejusdem Civitatis ad nostram accedentes
præsentiam vice, & nomine Civium, ac Universitatis
prædictæ Civ. à nobis cum instantia postulaverunt, ut præ-
dictam Civitatem, Cives, ac Universitatem Iadren. in
ipsorum libertatibus, & juribus conservare dignaremur,
quæ per nostros progenitores Illustres Reges Ung. spe-
cialiter per Dominum Regem Belam ipsis date fuerunt,
& concessæ; præterea quòd Rectorem quem voluerint
sibi possint assumere, vel eligere, five ab eadem Civ-
itate, five fuerit de aliis partibus, qui possit eos re-
gere secundum consuetudinem, & libertatem ipsius
Civitatis. Nos igitur volentes invigilare pro commo-
do, & quiete ipsorum Civium, & Universitatis nostræ
antedictæ Civitatis, & nihilominus attendentes nostræ
petitionem esse justam & legitimam, prædictis
eorum petitionibus annuentes, juxta ipsorum volun-
tatem propriis eorum libertatibus, & juribus, quæ ip-
sis sunt concessæ per nostros progenitores, & Illustri
Belam Regem antedictum, nec aliquis Banus pro tem-
pore constitutus, vel ejus Officialis possit eos in ali-
quo causare articulo judicare, vel ad suam præsen-
tiam trahere, in cujus rei memoriam perpetuamque
sinceritatem has nostras Litteras Privilegiales concessi-
mus duplici sigilli nostri appensione, & munimine ro-
boratas. Datum per manus discreti viri Præpositi
Alben. Ecclesiæ, Aule nostræ Vicecanc. dilecti &
fidelis nostri 4. Idus Octobris Anno Domini 1311.
Regni nostri similiter XI.

DCXXVII.

Testament de THIBAUT II. Duc de Lorraine & 1312.
Marchis, contenant ses Legs à diverses personnes 24. Ayr
& autres Dispositions. Fait au mois d'Avril la
Vigile de St. Marc, l'an 1312. Avec son Co-
dicille daté de la Vigile de Sainte Croix au
mois de Mai 1312. [La Véritable Origine des
Maisons d'Alsace, de Lorraine, d'Autriche,
&c. Aux Preuves, pag. 150. Extrait des Archi-
ves de Nancy.]

In nomine Patris, & Filii, & Spiritus Sancti,
Amen.

JE THIBAUT DUC & Marchis de Lorraine, fais
mon testament en mon bon sens & en ma bonne
memoire, en la forme & en la maniere que cy apres
vient; Premièrement je veul que mes dettes soient païes
& mi tort fait amendé, & se mie venoit avant qui peut
monstrer raisonnablement que j'en eusse riens dou tien,
je veul qui li soit rendu. Item, je donne as Chanoines
de saint Dié apres mon décès le four & le moien que
j'ay fait & acquetté en la ville de saint Dié, qui fiet de
les la maison le Prevoist Conin, qui fut amené cen que
li Chanoine faicent chanter pour mi chacun jour à tous-
jours. Item, je donne as Chanoines de d'Arney cent
& cinquante livres de petits tournois, à paner chacun
an en la saline de Roulières, & veul qu'il preignent la
somme dessus dite tant que mes hoirs les auroit assené
cent livres de terre au petit tournois à tousiours. Item,
je donne à Sire Jean mon Chappellain, quarante livres
de petits tournois, & à Mahuet mon Clerc trente livres
de petits tournois. Item, je donne à Jacquemin le Bar-
bier en guerdon dou service qui m'a fait, la maison de
Portefen toute ensi comme elle est, & les vaignaiges
& toutes autres apendises, en quel leu qu'elles soient,
& se mes hoirs voloit avoir la maison de Portefen je
veul que mes hoirs le assenne entre tant vaillant, & li
donist cent livres de fors pour la maison. Item, je
donne à Jehan de la Chambre dix livres de touillois, à
Pierefen de la Chambre dix livres de touillois, à Tho-
masin de la Chambre dix livres de touillois, à Pierefen
de la Paneterie vingt livres de touillois, à Broucadet dix
livres de touillois. Item, à nostre Dame de Vauvert
dix livres de petits tournois, à nostre Dame de saint
Dié vingt sous de tournois, à saint Disier de Derouille
dix sous de tournois, à nostre Dame de Merauville dix
sous de petits tournois, à saint Soupplice de Rimini dix
sous de tournois, à saint Thiebault en Aufars vingt
livres de petits tournois, au Convent de Neuf-Chatel
& as Cordeliers de celui leu, à chacun Convent vingt
livres de touillois, au Convent as freres Preschours de
Toul trente livres de touillois, as freres Menus de ce
Zz 3
mesme

ANNO 1312. mesme les vingt livres de toulois, au Convent des freres Prechours de Mes, quarante livres de toulois, as Preceresses de Nancey trente livres de toulois, as Preceresses & a Cordelières de Mes; a chacun Convent dix livres de toulois, as freres Prechours de Verdun vingt livres de toulois, as freres Menus de ce mesme les dix livres de toulois, a l'Abbaye Routenville quarante livres de petits tournois pour acheter quarante foudés de cens pour faire chacun an un anniversaire pour my. Item, je veul que freres Ferris de Luneville Maistres de dinité, preigne trois cens & fissent livres de petits tournois & qu'il les doigne pour Dieu dedans ma terre, a saint Nicolas du Fort vingt fons. Item, je veul con rendre a l'Abbé de Chaumouffey & au Convent les damages que jeu li ai fait, en destruant le moulin qu'il avoit a Art sur la riviere de Meur. Item, jou ellis ma sepulture a Beauré, & me passeirois & mon let pour faire une Chapellerie pour chanter chacun jour une Messe pour l'ame de mi & de mes ancieurs. Je veul que Thiebaux de Hay & tout mi autres hoste soient bien paiés. Je rappelle tous autres Testaments, & veul que cis soit tenus fermement. Item, je fais & établis mes exécuteurs de ce present Testament MAHEU mon fils, Monseigneur Henry de Bayon, l'Abbé de Beauré, qui qui onques soit Abbés a Chelvi. Dans frere Ferris Maistre de denité, & frere Nicole de Pringney, & veul tantost apres mon decet qui soit tantost fait ensemble, faisi & tenant de tous mes meubles, de tous mes joiaus, de tous mes vaissellens d'or & d'argent & de toute ma Chapelle quel part que tint: si bien que les dessus només soient pour faire & pour accomplir mon Testament. Apres je veul que se deus de mes exécuteurs ou li trois estoient empesché ou ne vaussent aller avant pour faire l'execution de mon Testament. Je veul que li dui puissent faire l'execution sans nul debat, & s'il avoit discort entre mes exécuteurs ne doutes en clauses de mon Testament, je veul que frere Ferris de Luneville dessus només les puisse accorder, & que ce qu'il dirait soit tenu. Item, je veul que mi exécuteurs me faissent faire une ex sepulture de cent livres de tournois. Item, je veul que tantost apres mon decés, que mi exécuteur tuit ensemble & cil qui seroient present, soient faisi & tenant Danville & dou Chasselet, & de toutes les rentes des tailles & de toutes les appendices en quel maniere que ce soit, pour faire & pour accomplir mon Testament, & se mes hoirs empeschoit la faillie ne l'execution de mon Testament, je le mes four le peril de l'ame de li, & que Dieus li püst demander au jour du jugement ensi com a chelui qui maueroit faillir de foy & de promesse. Apres je veul que tout ce qui mi exécuteur ou li dui ou li trois d'aus despendiout en plaider ou en pourchassier mon Testament, & les tailles & les routes, & que tuit ensemble ou li dui ou li trois soient adés faisi & tenant d'Ainville & de toutes les choses dessus dites, tant mes Testaments soient tous fais & accomplis entierement, & se uns de mes hoirs ou autres metoit li raison mes exécuteurs ou aucuns d'eus de rendre compte des biens qu'ils auroient recheu de par moy, ou par la raison de mon Testament, ne pour la chosion dou Testament mon pere, je veus que li en soient creu par l'our simple parolle sans autre serment a faire & veul encor que mi exécuteur accomplissent le Testament mon pere le Duc FERRY & le Testament mon oncle lou Comte RENAUT de Chastres, la Comtesse de Montbelliard CATHERINE que fuit, & lou Testament Monseigneur JEAN de Toul qui fuit en la forme & en la maniere qu'il est contenu en Testament mon pere le Duc FERRY, & veul que mi exécuteur tantost apres mon decet tuit ensemble & cil qui present seroient, que les autres qui ne seroient present soient tantost faisi & tenant pour toutes ces choses a faire de tous les biens meubles & non meubles, ensi que mes pere li Dus FERRY l'ait ordené en son Testament, & se uns de mes hoirs empeschoit nulles de ces choses dessus dites de ces Testaments dessus només, j'en descharge l'ame de mi & le met four le peril de l'ame de celli ou de ceaux de mes hoirs qui metront debat ne seroient. Et prie & requier l'Evesque de Toul qui seroit a chelui sans qu'à la priere & en la requeste de l'un de mes exécuteurs ou de deus, qu'il mette le terre de chelui ou de ceaux de mes hoirs en entredit, qui empescheroient ou empescheroient les executions des devans dis Testaments. Et s'il advenoit chose que mes hoirs ou mi hoir par leurs serment offissent a mes exécuteurs qui seroient & accompliroient mon Testament lealment & les autres dessus només, ensi com il est contenu en Testament mon pere le Duc

FERRY, mais qu'il soient faisi des biens meubles & non meubles que je divise en mon Testament, je veul que mi exécuteurs ne li puissent contredire ne donner droit a mon hoir ou a mes hoirs, de cen faire, & se mes hoirs ou mi hoir leur faisoient force & pernoient les biens dessus només soient meubles ou non meubles, je veul que li uns de mes exécuteurs ou li dui requierent le Evesque de Toul qui seroit qui mette la terre en entredit, & j'en prie l'Evesque de Toul qui est tenu a defendre les Testaments de son Evesché qui le faice ausi que li uns de mes exécuteurs ou li dui le requerront. Item, je donne encor a la Haice dix livres de toulois, au petit Barbier dix livres toulois, a Lanequin de la porte cent faus de toulois, & pour ceu que toutes ces choses dessus divises & ordenées soient fermes & estables, Je THIEBAUX Dus de Loherenne & Marchis, ai mis mon faiel en ce present mein Testament. Et nous Jehans par la patience de Dieu Abbé de Boufouville, a la priere & a la requeste de Noble Prinche & honorable nostre chier Signeur THIEBAUT Duc & Marchis de Loherenne, avons mis nostre faiel avec les son grant feal en ce present Testament, qui fut fait l'an de grace nostre Signour mil trois cens & douze, ou mois d'Avril la Vigile saint Marc l'Evangéliste, sceillés de deux feels en cire verde sur doubles queues.

Codicille du Duc THIBAUD II. tiré des mesmes Archives.

NOS THIEBAUX par la grace de Dieu, Dus & Marchis de Loherenne, en nostre bon sens & en nostre bonne memoire, & en la presence de bonnes gens, C'est a sçavoir Maistre Ferry de Leuendre, MAHEU mon fils, & Maistre Othe de Bouxieres, Phelipin de Rosieres, Pierrefon de la Chambre, & plusieurs autres, as fait ordenemens & establissements que toutes les mauvaises Costumes qui estoient elevées en mon tans fussent rappellées & mises a niant, especialement que tuit cil de ma Duchie lor tailles & lor rentes paissent desoravant en monnoie corfiable de nostre Duchie, apres que li jugement des Chevaliers soit tenu & gardés si comme il fit jusques a tant mon pere, & que li uns ou li dui ne puissent mettre lor jugement en la bouche dou Duc qui feray : Apres je wel que uns vaillans hoirs soit pris par la volenté de mes exécuteurs qui aille outre mer pour larme de mi & de mon pere le Duc FERRY. Et li douront mi exécuteurs quatre cens livres de petits tournois, apres que tuit li arirage d'autrui que j'ay enclos en mon Parc dou Nancey & Dainville soient rendu & nos autres arirages de la Duchie. Et nos THIEBAUX Dus dessus només, volons & establissions tant com nos pons, que cette presente Lettres ne puisse cesser ne becier nostre Testament, ne en tout ne en partie, en quelque maniere se soit. Et prions & requérons nostre hoir en foy & en amité, qu'il tanquet fermement cette presente Lettre ausi bien comme nostre Testament, & avec nostre Testament. Ce fu fait l'an de grace mil trois cens & douze ans, le Vigile de sainte Croix ou mois de May, sceillés d'un grand sean de cire verde, sur double queue.

DCXXXVIII.

Investiture faite a AME' LE GRAND Comte de Savoie, du Comté de Savoie, des Duches de Chablais & d'Aouste, du Marquisat d'Italie, & des Seigneuries de Baugé, & de Coligny, par l'Empereur HENRI VII. Fait a Fife, le II. de Juin 1313. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoie. Preuves. pag. 137.]

HENRICUS septimus Divini favente clementia Romanorum Imperator semper Augustus, ad perpetuum rei memoriam. Cum nos ante susceptionem Imperialis Coronæ Rex Romanorum extitimus, attendentes præcella fidelitatis merito Illustris & spectabilis Viri Amedei Sabaudia, Comitit Principis, & assis nostri carissimi, quibus le nois, & Imperio gratum & fructuosum reddere procurabat, sicut, & postmodum continuo reddidit, & ad præsens incessanter reddit ipsum Amedeum Comitum Sabaudia, Ducem Chablais, & Vallis Augustæ Marchionem in Italia, & Dominum Bugeiaci & Coloniaci, assisem & fidelem nostrum carissimum recipientem pro se, & hæredibus suis Sabaudia Comitibus

13. bus de qua nostra donatione & traditione eundem Amedeum investivimus in Civitate Asteni, & traditionem fecerimus, in praesentia Reverendi in Christo Patris Domini Arnaldi Sanctae Mariae in Porticu Diaconi Cardinalis in partibus Italiae, Domini Summi Pontificis generalis Legati, nec non, & venerabilium Caesonis Mediolanensis Archiepiscopi, Henrici Tridentini Cancellarii nostri, Girardi Basilienis Episcoporum Principum nostrorum, & Nobilium Virorum Manfredi Marchionis Salutarum, Hugonis & Guidonis Delphini Fratrum, Illustris Lupoldi Ducis Austriae, Philippi de Sabaudia, Aymari de Poitiers, Gratonis de Clayriaco, Aymari de Bellovidere, Petri Domini Alti villarii, Girardi dicti Guespa de Varax, Guillelmi de Briardo, & Henrici de Septimo militis, ac Magistrorum Henrici de Peretulo, Anthonii de Bargis, & Petri de Claramonte Jurisperitorum, ac bonae memoriae quondam Theobaldi Leodiensis Confratruum, & Aymonis Gebennarum Episcoporum, nec non quondam Valerani de Luxemburgo Germani nostri, & plurimum aliorum fide dignorum testium, ad praemissa vocatorum & rogatorum, in Principatum cum Septro Regali, ipsumque Amedeum Sabaudiae Principem constituerimus, & creaverimus, eidemque Amedeo Sabaudiae ultra honorem, & dignitatem, & nomen Comitum & Comitatus, nomen, honorem, & dignitatem atque administrationem nec non Principis, & Principatus privilegia plenissime largientes, & insuper ipsum Amedeum recipientes, ut supra investivimus, tanquam verum & legitimum Principem & Comitem Sabaudiae, Ducem Chablais & Vallis Augustae Marchionem in Italia, Dominum Baugiaci, & Coloniaci cum Septro Regali quod in manu nostra tenebamus in feudum nobile, antiquum, & Paternum de omnibus his, & singulis Baronis, Civitatibus, Castris, Villis, meris, & mixtis Imperiis, & Jurisdictionibus quibuscumque, Regaliis, Pedagiis antiquis & consuetis, & aliis quibuscumque rebus corporalibus quae & quas ipse Comes tenet & possidet, vel quasi per se vel per alium, vel alius ab ipso in praesentia, & etiam de his de quibus Praedecessores nostros Imperatores vel Reges Romanos non sunt de feudo aliquarum Ecclesiarum, in praedictis Baronis, & earum pertinentiis, & quilibet ipsarum & in aliqua alia parte titulo feudi, vel alio investiti sunt. Et etiam de his aliis & singulis quocumque nomine seu vocabulo nuncupatis in augmentum jam dictorum feudorum quae ad nos, & Imperium pertinebant in praedictis, & quolibet praedictorum vel pertinere debebant, tanquam commissa seu escheqta, vel aperta, vel quaecumque alia vacatione rationes & defensiones pro praedictis habendis, tenendis, & possidendis eidem Amedeo utiles, & necessariae ex causa praedicta cedentes, ipsumque, & vassallum nostrum Procuratorem in ipsis actionibus & defensionibus constituentes, ipsique Amedeus pro praedictis nobis osculo Pacis interveniente tactis sacro-sanctis Evangelii fideliter juravit, & omnia capitula quae in forma fidelitatis nova, & veteri continentur, dictusque Amedeus postquam Deo autore Diamaria Imperiale suscepimus, nobis humiliter duxerit

supplicandum, ut easdem investituras, & concessiones praemissas, quas eidem & Roman. Rex fecimus, ut Roman. Imperator eidem faceremus, & jus etiam, si non haberet, constitueremus eidem. Nos ejusdem justis supplicationibus annuentes, de uberiori gratia celsitudinis nostrae, eidem Amedeo, suis exigentibus meritis complacere curantes ipsas investituras, concessiones, & omnia, & singula supra dicta, quae nos, ut Rex Roman. profitemur fecisse, ut Roman. Imperator Dei gratia ex certa scientia ratificamus, & approbamus, innovamus & de novo facimus, ut melius & verius possumus ad utilitatem dicti Amedei, & haeredum suorum, nonobstante eidem Amedeo jure aliquo, quod in praedictis petere, exigere vel requirere possit aliquis natus ex progenie, vel cognatione Comitum Sabaudiae, nam quoad illos jus eidem Comiti & haeredibus suis ex certa scientia statuimus in praedictis, & volentes in ipsum Amedeum utile Dominium praedictorum in feudum ut supra concessorum transferre, salvo semper & reservato nobis, & successoribus nostris directo Dominio & alta Signoria tanquam Domino superiori omnium & singulorum praemissorum, tam corporalium quam incorporealis, & omnibus juribus, honoribus & servitiis nobis competentibus, tanquam Domino Superiori constituimus nos naturalem possessionem, & quasi ipsarum rerum ut supra concessarum, quas non possidet, vel quasi nomine ipsius Amedei, & haeredum suorum possidere & quasi donec possessionem, & quasi acceperit quam accipere possit quodcumque de sua processerit voluntate secundum investituram supra scriptam, adiacientes quod per hanc nostram Investituram & concessionem, non intendimus in his quae dictus Amedeus non possidet per se vel per alium juri alterius derogare. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc nostrae ratificationis, approbationis, innovationis de novo concessionis paginam infringere vel ei aliquo ausu temerario contraire. Siquis autem hoc attentare praesumpserit, gravem indignationem nostram, & poenam mille librarum auri puri, medietatem Camerae nostrae, reliquam vero passio injuriam persolvendam se noverit incursum. Hujus autem rei testes sunt venerabiles Oddo Pisanus, & Porcherus Januensis Archiepiscopi, Principes, & Consiliarii nostri, Henricus de Spanheim Confratruum noster, Magistri Joannes de Vuscinga utriusque juris Doctor, & Stephanus de Sancto Geminiano Juris Civilis Professor, Aulae nostrae Judices, Simon Philippi de Realibus de Pistorio miles, & Camerarius noster, & quam plures alii fide digni, & fideles nostri dilecti. Signum Domini Henrici Septimi Romanorum Imperatoris Invidissimum. Datum Pisis sub bulla nostra aurea, tertio idus Junii, Indictione undecima, anno Domini millesimo trecentesimo decimo tertio, Regni nostri anno quinto, Imperii vero primo. Ego Frater Henricus Tridentinus Episcopus, sacrae Imperialis Aulae Cancellarius vice Domini Henrici Coloniensis Archiepiscopi, sacri Romani Imperii per Italiam Archicancellarii recognovi.





S U P L E M E N T

Pour la I. Partie du I. Tome.

ANNO

1079.

Diploma CAROLI M. Imperatoris quō S. LUDGERO libertatem Ecclesie & Canonii Werthinae condendi concedit, eique ad hoc perficiendum fiscum in Pago Brabant, Lothula vocatum, donat. Datum Wormatie VI. Cal. Maji Anno 802. [TESCHENMACHERI Annales Cliv. Jul. Mont. &c. in adjecto Codice Diplom. p. 51.]

IN Nomine Sanctæ Individuæ Trinitatis, Carolus divina donante Clementia Imperator Augustus; Si Sacerdotum ac fervorum petitionibus, quas nobis pro necessitatibus suis infinuaverunt, aurem accommodamus, & ad effectum perducimus, non solum Regiam & Imperialem consuetudinem exerceamus, verum etiam æternæ retributionis præmia nobis profutura non dubitamus. Comperat itaque omnium fidelium nostrorum, præsentium scilicet, & futurorum industria, qualiter b. m. Ludgerus Ministerfodenfensis Episcopus postulatit Celsitudinem nostram, ut cum licentia, & auxilio pietatis nostræ sibi liceret in propria sua hereditate in pago Rurichō, in loco, qui dicitur Werthina, super fluvium Ruræ in Sylva Wenneswalte, Ecclesiam ædificare in honorem S. Salvatoris, & S. Mariæ Virginis, nec non S. S. Reliquiarum, quas ab Apostolico Papa de Roma transtulit, & si facultas daretur, quandoque Monasterium ædificare, & Monachos se velle congregare, transmississime testificatus est. Cujus rationabili & iustæ petitioni libentissime assentimus, imperantes, ut eadem Ecclesia in nostram tuitionem susceperat, & non solum ea, quæ moderno tempore, verum etiam, quæ postmodum a fidelibus Dei collata fuerint, firmius ac solidius possidere absque ullius iniusta valeat infestatione, ad perficiendum autem in eodem loco Monasterium & ad congregandum Cœnobium, suggerente sæpe dicto fidei nostro Episcopo, ad eandem reliquias proprias nostras id est, fiscum nostrum, qui vocatur Lothula, in pago Brabant, cum omni integritate in proprietatem donamus, & in perpetuum perdurare Deo præstante jubeamus, cum omnibus ad se pertinentibus Terris, & Sylvis, Manfīs, & Mancipiis, aquis, & pratis, ædificiis, cultis, & incultis, Imperiali more, ad sæpe dictas reliquias, quæ in WERTHINA venerantur, Jure Hereditario præstamus, & condonamus, & ut hæc auctoritatis nostræ robore futuris temporibus, Deo protegente, inconcussa maneant, manu nostra subter firmamus, & annuli nostri impressione signari jussimus:

(L. S.)

Signum Domini CAROLI Serenissimi Imperatoris Augusti. HILDEGRINUS Notarius ad vicem ALUCINI, Archiepiscopi recognovi, data VI. Cal. Maji Anno incarnationis Domini DCCCII. Anno autem Regni ejus XXXIII. & in Italia XXVII. Imperii quæto III. Indictione X. Actum Wormatie in Dei Nomine.

ii.

Epistola BOEMUNDI ROBERTI GUISCARDI Filii, RAYMONDI Comitiss S. Ægidii, GODEFRIDI Ducis, & HUGONIS Magni, ad universos Christi Fideles, de Pace cum Imperatore inita, & Victoria in Paganos reportata. [Theaurus Novus Anecdotorum &c. Tom. I. Col. 272. Ex MS. S. Albini Andegavensis.]

BOEMUNDUS, filius ROBERTI, atque RAYMONDUS Comes Sauvi Ægidii, simulque GOTO. I. PART. I.

DEFREDUS Dux, atque HUGO Magnus, majoribus & minoribus totius Orbis fidei Catholicæ cultoribus vitam adipisci perpetuam.

Ut notum sit omnibus, qualiter inter nos & Imperatorem facta sit Pax, & quomodo in terra Saracenorum nobis postquam illic venimus evenit, dirigimus ad vos hunc nostrum Legatum, qui omnia quæ apud nos facta sunt vobis per ordinem diligenter edisserat. Primum dictum est quod Imperator, mediomense Maio, dedit nobis fiducias atque securitatem cum juramento dandi etiam nobis obsides, scilicet Nepotem suum atque Genitrum suum, adiungensque in his, quod nemini peregrinorum sancti Sepulchri contumeliam amplius se inferre conaretur. Postea misit protopatronum suum per omnem terram suam, dirigens eum usque ad Duranum, iussitque ut aliquem peregrinum tangere in malo nemo ausus esset: quod si quis hoc infingeret, suspensum prænam sibi digne subiret. Quid plura? modò revertamur ad ea quibus maximo gaudio vestra repleti debeant corda. In finem verò mensis Maii prælium fieri cum Turcis stabilivimus. Illos autem, Deo gratias, devicimus. Ex illis autem proculdubio triginta milia mortui sunt. Ex nostris verò tria milia in pace defuncti sunt, qui sine ulla dubitatione vitam gloriantur æternam: Ibi cerè innumerabiliter copia auri & argenti, atque pretiosarum vestium, necnon & armorum, nos omnes recuperavimus. Nictam quoque ingentem Civitatem virtute fortè comprehendimus, & ultra eam, Castra & Civitates per decem dietas adquisivimus. Post hæc autem apud Antiochiam magnum bellum fecimus, quod multum viriliter devicimus, adeo quod ex eis septuaginta milia occisi sunt; ex nostris verò decem milia in pace defuncti sunt. Quis tale gaudium vidit? *sive enim vivimus, sive morimur, Domini sumus.* Ad hæc pro certo scitis Regem Persarum in festivitatem omnium Sanctorum nobis prælium se peracturum mandasse, asserens quod si nos devicerit, nullatenus cum Rege Babylonis, aliorumque plurimorum Regum paganorum super Christianos venire cessabit; porro si perdidit, se, omnesque quos adungere poterit, Christianos futuros esse spondit: unde vos omnes valde precamur; ut inde jejunia ac eleemosynas, missasque cum devotione assidue faciatis. Specialiter tertium diem ante Festum, qui est dies Veneris, in quo triumphante Christo, prælium potenter commissum fuimus, devotè cum multis orationibus & eleemosynis adjuvetis. Valete.

iii.

Conventio inter HENRICUM I. Regem Angliæ 1101. & ROBERTUM Comitem Flandriæ, per quam, 10. Mars. pro Feodo 400. Marcarum per Annum, dictus Comes tenerat mittere 1000. Milites in servitium Regis Angliæ. Dat. apud Douram VI. Idus Martii Anno 1101. [R. YMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 4.]

Conventio inter Henricum Regem Atiglorum, & Robertum Comitem Flandriæ, facta & scripta apud Douram, VI. Idus Martii, præsentibus, ex parte Regis ——— nien' Episcopo, & Wilhelmio Giffard Cancellario, & Roberto Comite de Mellend, & Roberto Hamonis filio, & ——— & ex parte Comitiss Roberti ——— & Adelardo Cononis filio, & Baldwinio de Colhem, & Frotoaldo de Iffula.

2. Robertus Comes Flandrensis, fide & sacramentò affecuravit Regi Henrico, vitam suam & membra quæ corpori suo pertinent, & captionem corporis sui, ne Rex eam habeat ad dampnum suum: Et quod juvabit eum, ad tenendum & defendendum Regnum Angliæ, contra omnes qui vivere & mori possint; Salva fidelitate Philippi Regis Francorum. Ita quod, si Rex Philippus Regnum Angliæ invadere voluerit, Comes Robertus;

Aaa

bertus;

ANNO
1097.

370.

CORPS DIPLOMATIQUE

bertus, si poterit, Regem Philippum remanere faciet; & quareat, quocunque modo poterit, consilio & precibus per fidem, absque malo ingenio, sine datione pecunie, ut remaneat. Et si Rex Philippus in Angliam venerit, & Robertum Comitem secum adduxerit, Comes Robertus tam parvam fortitudinem hominum secum adducat, quam minorem poterit; ita tamen, ne inde feodum suum, erga Regem Francie, forisfaciat.

3. Et, ante necessitatem, infra 45 dies postquam Comes Robertus, ex parte Regis Legato vel Literis, summonitus fuerit, Comes prædictus mille equites habebit ad Portus suos, paratos transfricare in Angliam in auxilium Regis Henrici, quam citius poterit.

4. Et Rex inveniet eis naves & mittet eas vel ad Gravingas, vel ad Wissant. Et tot naves mittet, quod sufficiant tot militibus, ita ut unusquisque habeat tres equos. Ita tamen, quod si Rex Henricus has naves simul una vice non miserit, Milites remanentes de mille, expectabunt ad Portum, ab illa die, qua naves cum Militibus de Portu exibunt, usque ad totum unum mensem, nisi infra ipsum mensem, ipsi transierint. Et naves illas salvas faciet Robertus Comes, de omnibus hominibus suis, & omnibus aliis, de quibus eas salvare poterit, cundo, morando, & redendo.

5. Et postquam prædicti Milites in Anglia erunt, fiducias facient Regi Henrico, vel Legato ejus, si requisitus fuerint, de hoc, quod, quamdiu in itinere illo, in Anglia erunt, ad proficuum Regis Henrici erunt; & non quærent, quomodo ipse perdat terram, vel hominem, sed jurabunt eum, per fidem, ad tenendum & defendendum Regnum Angliæ, contra omnes homines.

6. Et si aliqua alia gens super Regem in Angliam venerit, si Comes Robertus, ex parte Regis, ut prædictum, summonitus fuerit, infra prædictum terminum, & ante necessitatem, ipse Comes cum mille Militibus in Angliam veniet; si non remanserit propter monstrabilem sui corporis infirmitatem, vel terræ suæ amissionem, vel Philippi Regis Francorum expeditionis summonitionem vel propter Imperatoris Romani expeditionis summonitionem, per totam Terram suam, si ipse Comes Robertus tunc temporis ibi sit; quæ prædictæ summonitiones, propter hoc inventæ sint, & sine malo ingenio.

7. Et si aliquis Comes Angliæ, vel alii homines illius Terræ Regi bosaverint, ita quod Rex Comitatum, vel valens Comitatum amiserit, Robertus Comes, cum mille Militibus in Angliam, in auxilium Regis veniet, nisi pro aliqua harum quatuor exoniarum remanserit: Et si Comes, propter hoc, remanserit, mille Milites in Angliam, in auxilium Regis, ut supra diximus, mittet.

8. Et si per summonitionem Regis, plus quam mille Milites adduxerit, quot supra mille adduxerit, de tot erit quietus, in proximo sequenti servitio.

9. Quod si de mille Militibus, defuerint 20, vel 40, vel usque ad centum, propter hoc Comes non amittet conventionem suam erga Regem, si postquam ex parte Regis summonitus fuerit infra 40 dies perfecerit numerum.

10. Et homines, qui ad Henricum Regem venient, quietè & salvè venient per terram & portus Comitatus R. quicunque sint, vel undecunque veniant: Nec naves defenduntur eis, si eas convenienter conducere voluerint; Excepta terra Comitatus Eustachii.

11. Et hominibus terræ Comitatus R. qui, in servitium Regis Angliæ, venire voluerint, non denegabit Comes licentiam; & si venerint, propter hoc non amittent terram, nec Feodum, nec Conventionem aliquam, quam habeant de Comitæ.

12. Et si Comes R. vel sui homines, in Angliam in auxilium Regis venerint, quamdiu in Anglia fuerint, erunt ad victum Regis; & Rex reddet eis perdita eorum, facta in Anglia, sicut mos est reddere familie suæ.

13. Et quamdiu illa necessitas duraverit, erunt cum Rege fideliter; & finita necessitate, permittet eos Rex redire, & inveniet eis naves, & Comitatus eas salvas cum hominibus & pecunia remittet.

14. Et inimici Regis, qui sibi erram, vel per terram, vel per mare facient, fiduciam non habebunt in Comitæ, nec receptacula in terra sua, quæ Comes R. defendere vel auferre eis possit; Excepta terra Comitatus Eustachii.

15. Et si quis hominum Comitatus R. Regi Henrico vel hominibus ejus forisfecerit, & rectitudinem pro Comitæ R. Regi Henrico, vel hominibus ejus facere noluerit, in Comitæ vel hominibus ejus fiduciam non habebit, nisi consensu Regis; Excepto Comitæ Eustachii.

16. Et si Rex Henricus Comitem R. in Norman-

niam, vel Maniam, in auxilio, secum habere voluerit, & cum inde summonuerit, ipse Comes illuc ibit & Regem Henricum per fidem jurabit, sicut suum amicum, & Dominum de quo Feodum tenet: Nec dimittet quin eat, donec Rex Francie judicari faciat Comitatus Roberti, quod non debeat juvare Dominum, & amicum suum Regem Angliæ, cujus Feodum tenet: Et hoc per pares suos qui eum jure judicare debent.

17. Et si itas summonitiones Comes R. nullatenus diffugiet: Nec illi, qui hanc summonitionem facient, malum habebunt per Comitem R. vel per aliquem hominem, de quo eos Comes R. defendere possit.

18. Quod si Rex Henricus Comitem R. in Normanniam secum in auxilio habere voluerit, & cum Literis vel Legatis suis summonuerit, Comes R. ad eum cum mille Militibus veniet; qui postquam in Normanniam fuerint, octo diebus prioribus erunt ad victum Comitatus R. & si Rex eos diutius retinere voluerit, alios octo diebus morabuntur cum Rege; & Rex in his ultimis octo diebus victum eis præbebit, & perdita horum octo dierum eis restaurabit, sicut mos est reddi familie suæ.

19. Et si illo tempore, Rex Philippus super Regem Henricum in Normanniam intraverit, Comes R. ad Philippum ibit cum decem Militibus tantum, & alii prædicti Milites remanebunt cum Rege, in servitio & fidelitate sua.

20. Ipse vero Comes R. veniet ad Regem Henricum in Normanniam, sicut prædictum; & nisi remanserit, propter apparentem sui corporis infirmitatem, vel terræ suæ amissionem, aut suam expeditionem, vel Regis Francorum, vel Imperatoris Romani expeditionem, sicut supra scriptum. Et si propter hoc remanserit, mille Milites in Normanniam, ad servitium Regis mittet.

21. Et si Rex in Mania eum habere secum voluerit, ipse ibit cum 500 Militibus semel in Anno, & erunt in familia Regis per unum integrum mensem in Mania (si Rex eam tamdiu retinere voluerit) ad victum Regis: & ad perdita reddenda, sicut mos est familie Regis. Et hoc idem faciet eis Rex, ex quo intrabunt in Normanniam, ad eundem in Maniam.

22. Quod si Comes R. per summonitionem Regis Henrici, plusquam mille Milites in Normanniam, vel plures quam quingentos in Maniam duxerit vel miserit, quot supra mille in Normanniam, vel supra quingentos in Maniam duxerit vel miserit, de tot erit quietus in proximo sequenti servitio, horum duorum servitiorum, Normanniæ & Maniæ. Quodcumque R. Comes Regi Henrico semel in Anno fecerit, propter hoc quietus erit de altero servitio in illo eodem Anno; nisi gratia amicitie fecerit.

23. Et si Comes R. in expeditione fuerit, quando hanc summonitionem habuerit, post reditum de expeditione habebit respectum, usque ad finitas tres hebdomadas; & eundem respectum habebit, si summonitus fuerit infra proximos octo dies post reditum de expeditione. Et si infirmus fuerit, habebit respectum mittendi Milites usque ad finitos 15 dies.

24. Et, pro istis Conventionibus attendendis, dabit Comes R. Regi Henrico istos obseques, Robertum de Bettuna, pro 100 Marcis — pro 100 Marcis.

Brugis, pro 100 Marcis. — pro 100 Marcis.

de Bergis, pro 100 Marcis. Amalricum Constabularium, pro 100 Marcis. Adelardum filium Cononis, pro 100 Marcis. — Bal-

dwinum Castellatum — pro 100 Marcis.

Mars, pro 100 Marcis. Hugon de Al-

binneio, pro 100 Marcis. — Castellatum

de — fel. pro 100 Marcis.

25. Et de istis duodecem obsequiis, debent 6 eorum conducere prædictos Milites, in servitium Regis Henrici, si Comes R. defuerit propter aliquam prædictarum exoniarum.

26. Et si 6 de obsequiis non fuerint ad conducendum, duo, ad minus de eis, illos conducent, & quatuor de Baronibus Comitatus, loco illorum quatuor qui defuerint, æque valentes ad servitium Regis.

27. Et isti prædicti duodecem obseques talis conditione sunt obseques: si Comes R. de prædictis Conventionibus exierit, & ipsi eum, infra tres quarentenas, reconciliare Regi non poterint, quod unusquisque, ex prædictis obsequiis, dabit Regi, 100 Marcis argenti; & facient infra tres quarentenas, & in captione Regis se ponant pro prædictis Marcis argenti. Et Rex ab eis non plus exigit, quam quod prædictum est; & ponent se in captione, in turri London; vel in alio loco, ubi Rex eos libere possit retinere ad proficuum suum.

28. Et si aliquis ex istis obsequiis, mortuus fuerit, vel a fidelitate Comitatus, aut a terra sua recesserit, Comes alium

ANNO
1097.

alium equivalentem in loco ejus, ad summationem Regis, restaurabit.

29. Et si, dum obides jam dictam pecuniam Regi miserint, eis in Anglia ablata sit ab hominibus, quos Rex confringere possit, quieti erunt. Et si in mari eam perdidissent, habebunt respectum per 40 dies, ad restaurandam pecuniam.

30. Rex vero affecuravit Comiti Rotberto vitam suam, & membra quæ corpori suo pertinent, & captionem corporis sui, ne Comes eam habeat ad dampnum suum; & quod non erit ei in ———— quamdiu Comes R. prædictas Conventiones Regi tenuerit.

31. Et propter prædictas Conventiones, & prædictum servitium, dabit Rex Henricus Comiti Rotberto unoquoque Anno, 400 Marcas argenti, in Feodo ———— Festo primo sancti Michaelis ———— 200 in natalivitate Domini. Et si prædicta pecunia in prædictis terminis tota perfoluta non fuerit infra 40 dies, postquam Comes eum inde summonuerit, per Legatum suum, Rex persolverit ei, sine læsione Conventionis.

32. Ad tenendum istas Conventiones, dedit Rex Henricus Comiti R. subscriptos obides: Rotbert. fil. ———— pro 100. M. ———— pro 100 M. ———— Reg. Denonant, pro 100 M. Hug. Mammot, pro 100 M. Man—lem—arsie ———— pro 100 M. ———— pro 100 M. ———— wer, pro 100. M. ———— ug de Bello Campo, pro 100. M. Isti tali conditione sunt obides erga Comitem, quali conditione Comitis obides sunt. Et omnes obides communiter affecuraverunt, quod non diffugiant summationem; & quod summonitores securi erunt ab eis, & ab omnibus aliis, quos prohibere poterunt a nocumento ipsorum.

IV.

Conventio inter HENRICUM I. Regem Angliæ & ROBERTUM Comitem Flandriæ, qua dictus Comes Regi 500 militum auxilium promittit, Rex vero dicto Comiti quotannis 400 Marcas argenti solvere pollicetur. Dat. apud Douram 16. Kal. Junii 1101. [RYMER, Fœderæ, Conventions, &c. Tom. I. pag. 1.]

Conventio inter Henricum Regem Anglorum & Robertum Comitem Flandriæ, facta & scripta apud Douram xvij. Kal. Junii, præsentibus, ex parte Regis, Roberto Lincolnienſi Episcopo, & Johanne Baiocensi Capellano, & Comite Eustachio, & Roberto de Belismo, & Willielmo de Warenna, & Gisleberto de Aquila, & Hamone Dapifero, & Ranulpho Meschino, & Gisleberto filio Richardi: Et ex parte Comitis Roberti, Roberto de Bettuna, & Willielmo Castellano de Bruges, & Froaldo de Berghes, & Rogero Castellano de Insula.

2. Robertus Comes Flandriæ Fide & Sacramento affecuravit Regi Henrico vitam suam, & membra quæ corpori suo pertinent, & captionem corporis sui, ne Rex eam habeat ad dampnum suum; & quod juvabit eum, ad tenendum & ad defendendum Regnum Angliæ, contra omnes homines, qui vivere & mori possint; Salva fidelitate Lodovici Regis Francorum. Ita quod, si Rex Lodovicus Regnum Angliæ invadere voluerit, Comes Robertus, si poterit, Regem Lodovicum remanere faciet; & quare, quocunque modo poterit, consilio & precibus, per fidem, absque malo ingenio, sine datione pecunie; ut remaneat.

3. Et si Rex Lodovicus in Angliam venerit, & Robertum Comitem secum adduxerit, Comes Robertus tam parvam fortitudinem hominum secum adducet, quam minorem poterit; ita tamen, ne inde feodum suum erga Regem Franciæ rifaciatur.

4. Et, ante necessitatem, infra 40 dies, postquam Comes Robertus ex parte Regis Legato vel Literis summonitus fuerit, Comes prædictus quingentos equites habeat ad Portus suos paratos transfratere in Angliam, in auxilium Regis Henrici, quam citius poterit; & Rex inveniet eis naves, & mittet eas vel ad Gravelingas vel ad Widsant; & tot naves mittet; quot sufficiant tot Militibus transfratendis, sic ut unusquisque habeat tres equos: ita tamen quod si Rex Henricus has naves finit una vice non miserit, Milites remanentes de 500 expectabunt ad Portum, ab illa die, qua naves cum Militibus de Portu exibunt, usque ad rotum mensem, nisi infra mensem ipsum transierint, & naves istas salvas faciet Robertus Comes de omnibus hominibus

fuis, & de omnibus aliis, à quibus eas salvere poterit, ANNO eundo, morando & redeundo.

5. Et postquam prædicti Milites in Angliam erunt, si ducias facient Regi Henrico, vel Legato ejus, si requisiti fuerint, quod, quam diu in itinere illo in Angliam erunt, ad proficuum Regis Henrici erunt; & non quærent quo modo ipse perdat terram, vel hominem; sed juvabunt eum, per fidem, ad tenendum & defendendum Regnum Angliæ, contra omnes homines.

6. Et si quæ alia Gens super Regem in Angliam venerit, si Comes Robertus, ex parte Regis, ut prædictum, summonitus fuerit; infra prædictum terminum, & ante necessitatem, ipse Comes, cum 500 Militibus, in Angliam veniet: Si non remanserit propter monstrabilem sui corporis infirmitatem, vel terræ suæ amissionem, vel Lodovici Regis Francorum expeditionis summationem, vel propter Imperatoris Romani summationem; per totam terram suam, si ipse Comes Robertus tunc temporis ibi sit; Quæ prædictæ summationes propter hoc inventæ non sint, sine malo ingenio.

7. Et si aliquis Comes Angliæ, vel alii homines ejusdem terræ boslaverint, ita quod Rex Comitatum vel valens Comitatum amiserit, Comes R. cum 500 Militibus in Angliam, in auxilium Regis, veniet, nisi pro aliquo horum quatuor exoniorum remanserit: Et si Comes propter hoc remanserit, 500 Milites in Angliam, in auxilium Regis, ut supra diximus, mittet.

8. Et si, per summationem Regis, plusquam 500 Milites adduxerit, quot supra 500 adduxerit, de tot erit quietus in proximo sequenti servitio. Quod si ex 500 Militibus defuerint 10. vel 20. vel usque ad 50. propter hoc Comes non perdet Conventionem suam erga Regem; Si, postquam, ex parte Regis, summationis fuerit, infra 40. dies perfecerit numerum.

9. Et homines, qui ad Henricum Regem venient, quietè & salvè venient, per terram & portus Comitatus Roberti, quicunque ipsi sint, vel undique veniant; nec naves defenduntur eis si eas convenienter conducere voluerint. Et hominibus terræ Comitatus Roberti, qui servitium Regis Angliæ venire voluerint, non de negabit Comes licentiam; Et si venerint, propter hoc non amittent terram, nec feodum, nec conventionem aliquam quam habeant de Comite.

10. Et si Comes Robertus, vel sui homines, in auxilium Regis venerint, quam diu in Angliam fuerint, erunt ad victum Regis, & Rex reddet eis perdita eorum facta in Angliā, sicut mos est reddere familiae suæ. Et quamdiu illa necessitas duraverit, erunt cum Rege fideliter; & finita necessitate, permittet eos Rex redire; & inveniet eis naves, & Comitatus eas salvas, cum hominibus & pecunia, remittet.

11. Et inimici Regis, qui sibi errant, vel per terram, vel per mare facient, fiduciam non habebunt in Comite, nec receptacula in terra sua, quæ Comes Robertus defendere vel auferre eis possit.

12. Et, si quis hominum Comitatus Roberti, Regi Henrico, vel hominibus ejus forisfecerit, & rectitudinem pro Comite Roberto Regi Henrico, vel hominibus ejus, facere noluerit; in Comite, vel hominibus ejus fiduciam non habebit, nisi consensu Regis.

13. Et si Rex Henricus Comitem Robertum in Normannia, vel Cenomania, in auxilio secum habere voluerit, & eum inde summonuerit, ipse Comes illuc ibit, & Regem Henricum per fidem juvabit, sicut suum amicum & Domitiam de quo feodum tenet: Nec dimittet, quin eat, donec Rex Franciæ judicari faciat Comitem Robertum; quod non debeat juvare amicum suum Regem Angliæ, cujus feodum tenet; Et hoc per pares suos, qui eum jure judicare debent.

14. Et istas summationes Comes Robertus nullatenus diffugiet; nec illi, qui hanc summationem facient, malum vel dampnum habebunt per Comitem Robertum, neque per homines, de quibus eos defendere possit.

15. Quod si Rex Comitem Robertum in Normannia secum in auxilio habere voluerit, & eum Literis vel Legatis suis summonuerit; Comes ad eum cum 500 Militibus veniet: Qui postquam in Normannia fuerint, octo diebus prioribus erunt ad victum Comitatus Roberti: Et si Rex eos diutius retinere voluerit, aliis octo diebus morabuntur cum Rege; & Rex in his ultimis octo diebus victum eis præbebit, & perdita horum octo dierum eis reddet, sicut mos est reddi familie suæ.

16. Et si illo tempore Rex Lodovicus super Regem Henricum in Normanniam intraverit, Robertus Comes ad Lodovicum ibit cum decem Militibus tantum; & alii prædicti Milites remanebunt cum Rege Henrico, in servitio & fidelitate sua.

17. Ipse vero Comes Robertus veniet ad Regem Henricum.

ANNO
1101.

Henricum in Normanniam, sicut prædictum est, nisi remanserit propter apparentem sui corporis infirmitatem; vel terræ suæ amissionem, aut suam expeditionem; vel Regis Francorum, vel Imperatoris Romani expeditionem, sicut supra scriptum est. Et si propter hoc remanserit, 500 Milites, ut prædiximus, in Normanniam ad servitium Regis mittit.

18. Et si Rex in Cenomania eum habere secum voluerit, ipse ibit cum 250 Militibus semel in Anno; & erunt in familia Regis, per unum integrum mensem in Cenomania (si Rex eos tandiu retinere voluerit) ad victum Regis, & ad perdita reddenda, sicut mos est familiae. Et hoc idem faciet eis Rex, ex quo intrabunt in Normanniam ad eundem in Cenomaniam.

19. Quod si Comes Robertus, per summonitionem Regis Henrici, plusquam 500 Milites in Normanniam, vel plusquam 250 in Cenomaniam duxerit vel miserit; quot supra 500 in Normanniam, vel supra 250 in Cenomaniam duxerit vel miserit, de tot erit quietus in proximo sequenti servitio; Horum duorum servitiorum scilicet Normanniae vel Cenomaniae.

20. Quodcumque Robertus Comes Regi Henrico, semel in anno, fecerit, pro hoc quietus erit de altero servitio, in illo eodem anno; Nisi gratia amicitiae fecerit.

21. Et si Comes Robertus in expeditione fuerit, quando hanc summonitionem habere debuerit, post reditum de expeditione, habebit respectum, usque ad finitas tres Ebdomadas, & eundem respectum habebit, si summonitus fuerit infra proximos 8 dies, post reditum de expeditione. Et si infirmus fuerit, habebit respectum mittendi Milites, usque ad finitos 15 dies.

22. — si Comes ab hac conventionione exierit, & Rex eum inde summonuerit, assententur hujus conventionis scripta Boloniæ, & ibi videbuntur: si Comes Eustacius tunc vixerit; vel cum Rege bene fuerit Comes Eustacius, vel — Regis — iter ad — fecerit scripta — tam — perfecit secum

23. Si vero Robertus Comes Regem summonuerit; ad Dourant in Anglia præfata scripta ferantur; ibi — & ille eorum, qui secundum scripta videtur alteri forisficcisse, infra — emendabit

Et conventionem suam, ille qui forisfecit, & alius non erit — o — Comitissa affidabit, quia, quantum poterit, Comitem in hac conventionione tenebit, & in amicitia Regis, & in prædicto servitio fideliter.

24. Hujus conventionis tenenda ex parte Comitiss obides sunt subscripti: Comes Eustacius, Comes de Ghisnis, Robertus de Bertuna, Baldwinus de Lens, Willielmus Castellanus de Sancto Audomaro, Rogerus Castellanus de Insula, Walterus Castellanus de Brugges, Froaldus de Berges, Richewardus de Furnes, Baldwinus filius Roberti de Bertuna; Hi omnes affidaverunt Regi, quod Comitem fideliter in hac conventionione, & amore, & servitio Regis, quantum poterint, restituerint.

25. Quod si Comes ab hac conventionione exierit, & secundum scripta conventionis, infra 50 dies emendare Com: erga Regem, liberius testabuntur; & veritatem inde dicent.

26. Rex vero asscuravit Comiti Roberto vitam suam, & membra quæ corpori suo pertinent, & captionem corporis sui, ne Comes eam habeat ad dampnum suum, & quod nec — perdat, quamdiu Comes prædictas conventiones Regi tenuerit.

27. Et propter prædictas conventiones, & prædictum servitium, dabit Rex Henricus Comiti Roberto, unoquoque anno, 400 Marcas Argentii, in feodo. Hujus autem pecunie — si Comes eam per Legatos suos requisierit; Quod si Rex in prædicto termino totam pecuniam non reddiderit, postquam Comes eum inde summonuerit, per Legatum suum, Rex infra 40 dies persolvat, & sine læsione conventionis — dabuntur Comiti, & — Marca Comitissa; ita tamen, quod si Comitissa decesserit, tota pecunia Comiti persolvatur.

28. Hujus autem conventionis tenenda, ex parte Regis, obides sunt subscripti, Comes Eustacius, Comes Manasses de Chisnes, Robertus de Belismo, Ranulphus Meschines, Gisl, de Aquila, Henricus Comes de Auco, Rogerus filius Richardi, Willielmus Comes de Warena, Simon de Molinis. Et isti tali conditione sunt obides erga Com. quali conditione Comitiss obides sunt

29. Et omnes asscuraverunt, quod non diffugient

summonitionem; & quod summonitores securi erunt ab eis, & ab omnibus quos prohibere poterint a nocumeto ipsorum.

V.

Privilegia de Imperatore HENRI IV. pour la Seigneurie de Tanviller, du 15 Avril 1104. [BALICOURT, Traité Hist. & Critiq. sur l'Origine & la Genéal. de la Maison de Lorraine. Aux Preuves, pag. I.]

FERDINANDUS divina favente clementia Romanorum Rex semper Augustus, ac Germania, Hungaria, Bohemia, Dalmatia, Croatia, Slavonia, &c. Rex; Infans Hispaniarum, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, Carinthiae, Carniolae, Marchio Moraviae, &c. Duc Luxemburgiae, ac superioris & inferioris Silesiae, Wirtembergae & Teken, Princeps Sueviae, Comes Hapsburgi, Thirois, Ferratis, Kiburgi, Landgravius Alsatiae, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviae, &c. Notum manifestumque praesentes Literas inspecturis facimus, quod data praesentium, hodierna die nobilis Joannes de Wittringen, Illustris Principis Duce Lotharingae, Patruelli nostri, Camerae Secretis & Consiliarius, postquam nos nonnullas Literas originales in Atrario nostro reconditas detinere novit, concernentes Dominum Anthonium Goulangueo nostro Duce Lotharingae, pie memoriae tenet, omnino supplicavit, ut praememoratarum originalium Literarum transumptum vel Vidimus de vero originali impartiretur ac communicaremus, quod his ingruente necessitate uti & frui possit, & ex gratia speciali, & vi potestatis datae per Sacri Imperii Fideles nobis placeat confirmare, ratificare, corroborare, approbare, & homologare istas dictas Literas & Privilegia in eis contenta. Nos itaque iuxta tuae requisitionis & petitionis annuentes, Cancellarius Camerae serio mandavimus, ut verum transumptum vel Vidimus de vero originali sub (a) nostro sigillo majori appensione munitum traderent & (a) si fuerit communicarent: quod transumptum, post veram, certam & geminam inspectionem & noticiam originalium Literarum, quod ad literas, scripturam, membranam, sigillum, & omnia alia requisita istarum pure, fideliter, omni simulatione, machinatione, falsitate & dolo remotis, de verbo ad verbum cum vero originali legi curavimus, & consonantes adinventimus, quas homologare & approbare per has volumus & intelligimus, quemadmodum hujusmodi Literarum tenor de verbo ad verbum sequitur & est talis. In Nomine sanctae & individuae Trinitatis, HENRICUS divina favente gratia Quartus Romanorum Imperator semper Augustus, &c. Posteaquam Nobiles de Halstat, nostri & Imperii fideles, omnino nobis supplicarent, quod iuxta & vero titulo detineant & possideant Dominium quoddam cognominatum Tanviller, situm in valle Obrechthail, inhabitatoribus vero istius Domini nimis grave ac arduum foret ibidem commorari, si non prerogativa quadam aut Privilegio quibusdam decorati per nos existerent, cum annexis nonnullis articulis in Supplicatione nobis exhibita expressis, &c. Quamobrem maturo consilio, sana quoque Principum Electorum & aliorum nostrorum & Imperii fidelium dilectorum accedente sententia, animo recententes fideles, grata argue utilia studia & obsequia; quae ipsi nobis multa cum laude per plures annos multifariam praestiterunt, & in posterum quoque subire & impendere possunt & debent: quod ex speciali gratia haeredibus detentoris, consorsis & possessoribus Domini Tanviller concessimus, eosque hoc Privilegio decoravimus, damus & concedimus si contingat Nobiles de Halstat ibidem aedes extruere, & nonnunquam illas inhabitare, uti praetendunt.... Ut possit Flumen fluens in dicto Territorio immune facere, & omnibus istius usum interdiceret, & etiam usum quarumcumque silvarum suarum. Et possit omnes quoscumque voluerit impedire ne piscantur in dicto Flumine, vel gregem nullarum bestiarum in suis silvis ducant: Nec ob id tamen volumus ut sui & habitatores dicti Territorii possint impediri quin eorum greges & bestiae pascantur & ducantur per totam istam vallem. Permissum est quoque illis contruere columbarium in dicto Territorio: Nolentes ut aliquis possit furripere vel occidere istius dicti columbarii aliquas columbas, vel detrimere aliquod adferre; & si aliquis de isto facto accusatus fuerit & convictus, five extra vel intra Territorium, damus ei potestatem puniendi eum, & affici quacumque poena voluerit,

NO voluerit, infraioresque istarum iussionum exulamur,
 & erules declaramus à nostro Imperio, primoque occupantem concedimus à damno illorum bona tamquam vacantia, perque has præsentis Literas nostras dicto à *Tanviller* conuictissimus, dedimus & concessimus collationem, & omnimodam dispositionem Capellaniam, sub titulo & invocatione sancti Jacobi Apostoli, sitæ, fundata & erecta in *Tanviller*, cum suis annexis, & illius Capellaniam proventus, redditus, decimas, jura & obventionia recipiendum: Omnibus nostris Subditis inhibentes, ut nullum dedicationis Ecclesiæ factum cum tymbalis aut fistulis aliisve instrumentis musicis, neque ludis publicis undique in valle fervent, tantummodo in *Tanviller* per octavam, & post. Et ut pagus de *Tanviller* multiplicetur, & gentibus abundet, concessimus fuit recipere sub sua potestate omnes gentes cujuscumque qualitatibus aut nationis. Quibus gentibus per nostram istam damus plenam potestatem frequentandi per omnia fora sacri Imperii nostri, & Patriæ hereditarie, & quancumque Provinciam.... Damus & concedimus quoque amplam auctoritatem & facultatem, quod prædicti de Halstat, Hæredes & Successores possint & valeant per totam vallem cum canibus, leporibus insidiari. Item, quod per totam nostram vallem, ipsi, & Successores illorum, in loco ipsis ad hoc commodissimo, quadringentas oves & totidem oviculas pascere & nutrire valeant & possint, quæ prædictæ oves, cæteraque animalia omnia, nulla numero excepta, victum & pastum quærere possint ad terminos singulorum adjacentium Territoriorum per totam vallem desuper usque ad montem nomine *den alten Ursemberg*. Insuper eadem auctoritate concedimus & elargimur, ut ligna ad victum & necessarium quotidianum usum ad comburendum, de monte nomine *Berenberg*, & *Ungerberg*, sibi comparare possint. Idem in nostra sublimi silva appellata *der hoch Schwartzewald*, ligna ad extruendas ædes & alia ædificia comparanda concedimus, ut nihil illis penitus desit. Præterea in silvis quæ spectant ad Præfecturam *Berenstein*, Dilectus noster Episcopus *Burgardus* concessit & dedit prænomminatis Nobilibus & Successoribus, auctoritatem & potestatem hodiernâ die, ut ligna ad comburendum & ad ædificandum, & ad cuncta necessaria cedere possint. Item quod fues & porcos in prædicto loco *Berenberg* glandibus pascere valeant. Nos quoque ipsos, & Dominis ipsorum, uxores, liberos, familiam, bona tam mobilia quam immobilia, Subditos, & ad nostram fidem, clientelam, tutelam & patrocinium suscipimus. Ad hac auctoritatem damus & concedimus, quod tempore belli in omnibus Imperii Civitatibus, Archiepiscopis, Episcopis, five Villis, se continere; Item in comparandis victualibus, annonâ, vino, frumento, carnibus, sale, calce, lateribus, præ omnibus cæteris & Imperii nostri Subditis promoveantur & foveantur. Postremo mandamus omnibus nostris, & Imperii Præfectis, quatenus prædictos in tutelam recipiant & patrocinium, defendant, & prohibeant ne factis verbis graventur aut obnuantur; & si qui contra illos quid attentare præsumpserint, huic malo obsequi, non fecus ac si ipsimet præsentis effensus & hoc volumus & mandamus serio, sub poenâ decem marcarum puri auri, pro medietate, fisco nostro Imperiali, altera vero pars præfatis de Halstat aut possessoribus Domini *Tanviller*; injuriam passis cujuscumque statûs aut estimationis sint, usibus applicandam. Concessum est hoc Privilegium inviolabiliter ex requisitione nostrorum & Imperii Principum Electorum, in præsentia Conradi filii nostri primogeniti, *Burgardi* Episcopi Argentinenfis, *Richeri* Episcopi Virtunenfis, Ducis Saxonie, Sigifridi Comitis Palatini ad Rhenum, *GUILLELMI* Ducis *LOTHARINGIE*. In fidem & testimonium prædictorum præsentis Literas sigilli nostri appensione communiri fecimus. Datum & actum Argentinae, 15. Aprilis, Indictione septimâ, anno Incarnationis Domini millesimo centesimo quarto, anno Imperii nono. Altera Litera correspondet & consonant in omnibus penitus his, & sicut per Maximilianum Imperatorem diuæ memoriæ, ad requisitionem strenui & nobilis Viri Joannis ab Halstat, Equitis Aurati, concessa & confirmata. Actum & datum proximâ die die Martii, post festum sancti Jacobi Apostoli, anno millesimo quingentesimo decimo octavo, regnante Divo Maximiliano Imperatore, ejusdem trigesimo tertio. In quorum omnium & singulorum fidem & testimonium præmissorum. Et quod hæc duæ Literæ, justè, purè, fideliter, omni simulatione, inadmiratione, falsitate & dolo remotis, ex vero indubitato originali consonantes cum hoc transumpto conscriptæ sint, hoc *Vidimus* & transumptum sigilli nostri appensione munivimus. Actum & datum in nostra Regia Arce Pragen,

die septimâ mensis Februarii, anno Domini millesimo quingentesimo quadragésimo. Regnorum nostrorum Romani quarto, aliorum vero octavo. *Scellum du grand Secan avec cire rouge sur blanche: Et sur le repli à gauche est écrit: Ad mandatum sacre Regie Majestatis proprium. Signé, J. O. MAIUS avec parafse, Et au dos de ladite Patente au milieu, est écrit: Registrata ROSENBERG, avec parafse.*

ANNO

1104.

VI.

Conventio inter *STEPHANUM* Regem Angliæ & *(1) HENRICUM* Ducem Normannie, qua Rex Ducem hunc Successorem & Hæredem Regni Angliæ declarat. Dat. apud *Westmonasterium* Anno 1153. [RYMER, *Fœdera, Conventiones* &c. Tom. I. pag. 13.]

1153.

STEPHANUS Rex Angliæ Archiepiscopis, Episcopis, Abbatibus, Comitibus, Justitiariis, Vicecomitibus, Baronibus, & omnibus Fidelibus suis Angliæ salutem.

Sciatis quod ego Rex *Stephanus* *Henricum* Ducem Normannie post me Successorem Regni Angliæ & Hæredem meum jure Hæreditario constitui, & sic ei & Hæredibus suis Regnum Angliæ donavi & confirmavi.

Dux vero, propter hunc honorem, & donationem, & confirmationem sibi a me factam, homagium mihi & sacramento securitatem fecit; scilicet quod fidelis mihi erit, & vitam & honorem meum pro suo possio custodiet per Conventiones inter nos prælocutas, quæ in hac Carta continentur.

Ego etiam securitatem sacramento Duci feci quod vitam & honorem ei pro posse meo custodiam, & sicut Filium & Hæredem meum in omnibus, in quibus poterō, eum mantenebo, & custodiam contra omnes quos poterō.

Willielmus autem filius meus homagium & securitatem Duci Normannie fecit, & Dux ei concessit ad tenendum de se omnes terras quas ego tenui, antequam Regnum Angliæ adeptus essem, five in Angliâ, five in Normannia, five in aliis locis; & quicquid cum filia *Warenniæ* Comitissæ accepit, five in Angliâ, five in Normannia, & quicquid ad honores illos pertinet; & de omnibus Terris, Villis, & Burgis, & redditibus, quos Dux in Dominio suo inde nunc habet, & nominatim de illis quæ pertinent ad honorem Comitissæ *Warenniæ*, *Willielmum* filium meum & homines illius, qui de honore illo sunt, plenarie fayerit, & nominatim de Castello de *Belencumbre*, & Castro mortui *Maris*; ita scilicet, quod *Reginaldus* de *Warennia*, *Calstrum* de *Belencumbre*, & *Calstrum* mortui *Maris* custodiet, si voluerit, & dabit inde Duci obides: Si vero noluerit, alii de *Ligitis* hominibus Comitissæ *Warenniæ*, quos Dux voluerit, similiter per salvos obides & salvam custodiam eadem Castra custodiant.

Alia vero Castra, quæ pertinent ad Comitem *Moretoniæ*, Dux ei reddet ad voluntatem meam, cum poterit per salvam custodiam & per salvos obides: Ita quod omnes obides reddantur filio meo quicquid quando Dux Regnum Angliæ habebit.

Incrementum etiam quod ego *Willielmo* filio meo dedi, ipse Dux ei concessit, Castra, scilicet, & Villas de *Norwico* cum septingentis libratibus terræ, ita quod redditus de *Norwico* infra illas septingentas libras computetur; & totum Comitatum de *Northfolk*, præter illa quæ pertinent ad Ecclesias, & Prælatos, & Abbates, & Comites, & nominatim præter tertium denarium, unde *Hugo* Bygotus est Comes (salva & reservata in omnibus regali iustitia.)

Item, ad roborandum gratiam meam & dilectionem, dedi ei Dux, & concessit omnia quæ *Richerus* de *Aquila* habebat de honore *Peveneselli*. Et præter hæc Castra & Villas *Peveneselli* & servitium fararum, præter Castra & Villas de *Dovre*, & quod ad honorem de *Dovre* pertinet Ecclesiam de *Fauresham* cum pertinentiis suis Dux confirmavit, & alia aliis Ecclesiis a me data vel redditâ consilio sanctæ Ecclesiæ & meo confirmabit.

Comites & Barones Ducis, qui homines mei nunquam fuerunt, pro honore, quem Domino suo feci, homagium & sacramentum mihi fecerunt, salvis Conventionibus inter me & Ducem factis; cæteri vero qui

(1) Il étoit Fils de *Mathilde*, fille de *Henri I.* Roi d'Angleterre; Elle avoit été mariée à *Gestein* Comte d'Asjon.

374
ANNO
1153.

antea homagium mihi fecerant, fidelitatem michi fecerunt sicut Domino.

Et si Dux a præmissis recederet omnino a servitio ejus ipsi cessarent quousque errata corrigeret; filius meus etiam, secundum consilium sanctæ Ecclesiæ, se inde contineret si Dux a prædictis recederet.

Comites etiam & Barones mei ligium homagium Duci fecerunt, salva mea fidelitate quamdiu vixeret & Regnum tenuero, simili lege quod si ego a prædictis recederem omnino a servitio meo cessarent quousque errata corrigerem.

Cives etiam Civitatum, & homines Castrorum, quæ in Dominio meo habeo, ex præcepto meo homagium & securitatem Duci fecerunt, salva fidelitate mea quamdiu vixero & Regnum tenuero; illi autem qui Castrum Walyngford custodiunt homagium michi fecerunt, & dederunt michi obides de fidelitate michi servanda.

Ego vero de Castris & murationibus Ecclesiæ, feci, ne Dux, me decedente, per hoc dampnum aut impedimentum Regni incurrat.

Etiā Turris Londoniensis Richardo de Luceio, & mota Windefores consilio sanctæ Ecclesiæ ad custodiendum traditæ sunt; Ricardus autem de Luceio juravit in manu Archiepiscopi, & in custodia filium suum obidem dedit, quod post meum discessum Castra prædicta Duci redderet.

Similiter consilio sanctæ Ecclesiæ Rogerus de Luceio motum de Oxoneford, & Jordanus de Boselo firmitatem Lincolnie custodiunt, & ligii homines Ducis sunt, & juraverunt, & obides inde dederunt in manu Archiepiscopi, quod si ego decederem Duci munitiones sine impedimento redderent.

Episcopus Wintoniensis in manu Archiepiscopi Cantuariensis, coram Episcopis affidavit quod, si ego decederem, Castrum Wintonia, & munitionem Hamptonia Duci redderet.

Quod si aliquis eorum, quibus munitionum custodia commissa fuerat, moreretur, aut a custodia sibi deputata recederet, consilio sanctæ Ecclesiæ alius custos ibi statueretur, priusquam ille recederet.

Si vero hiis, qui meas munitiones custodiunt, contumax vel Rebells existerit, de Castris, scilicet quæ ad Coronam pertinent, communi concilio ego & Dux nos inde continerimus, quousque ad voluntatem utriusque nostrum cogatur satisfacere.

Archiepiscopi, Episcopi, atque Abbates de Regno Angliæ, ex præcepto meo, fidelitatem sacramento Duci fecerunt.

Illi quoque, qui in Regno Angliæ Episcopi deinceps fient, vel Abbates, idem facient.

Archiepiscopi vero & Episcopi, ab utraque parte, in manu ceperunt, quod si quis nostrum a prædictis Conventionibus recederet tandiu eum cum Ecclesiastica Justitia coercebunt, quousque errata corrigit, & ad prædictam Factionem observandam redeat.

Pater etiam Ducis, & ejus Uxor, & Fratres ipsius Ducis, & omnes sui, quos in hac applicare poterit, hæc asscuerunt.

In negotiis autem Regni ego consilio Ducis operabor. Ego vero in toto Regno Angliæ, tam in parte Ducis quam in parte mea, Justiciam exercebo regalem.

Testibus hiis omnibus,

Theobaldo Archiepiscopo.
Henrico Wintoniensis Episcopo.
Roberto Exoniensis Episcopo.
Roberto Bathoniensis Episcopo.
Gocelino Salesburienfis Episcopo.
Roberto Lincolnienfis Episcopo.
Hilarico Cicestrienfis Episcopo.
Willielmo Norwicensis Episcopo.
Richardo London. Episcopo.
Nigello Elyensis Episcopo.
Gyleberto Hardestordensis Episcopo.
Johanne Wygornensis Episcopo.
Galfrido de S. Asaph Episcopo.
Roberto Priore Bernandeseje.
Ornan Milite Templi.
Willielmo Comite Cicestrienfis.
Roberto Comite Leycestrenfis.
Willielmo Comite Gloucestrienfis.
Raynaldo Comite Cornwallie.
Baldewino de Donnyngton.
Rogero Harfordie.
Eugene Bigoto.
Patrio Salysberienfis.
Willielmo de Alba Marla.

Albrico Comite.
Richardo de Luceio.
Willielmo Martel.
Richardo de Hunnez.
Reginaldo de Warenia.
Mense Bifer.
Johanne de Port.
Richardo de Camatilla.
Henrico de Estreze.

apud Westmonasterium.

VII.

Litteræ ADRIANI IV. Pape ad HENRICUM II. Regem Angliæ, quibus illi potestatem concedit

Insulam Hiberniæ sibi subjiciendi, sub conditione solvendi annuatim unus denarii pro singulis domibus. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 15.]

ADRIANUS Episcopus, servus servorum Dei, carissimo in Christo filio illustri Anglorum Regi, salutem, & Apostolicam Benedictionem. Laudabiliter satis & fructuose de glorioso nomine propagando in terris & æternæ felicitatis premio cumulado in cælis, tuâ magnificentia cogitat, dum ad dilatandas Ecclesiæ terminos, ad declarandum indoctis & rudibus Populis Christianæ fidei veritatem, & vitorum plantaria de Agrò Dominico extirpanda sicut Catholicus Princeps intendis, & ad id convenientius exequendum consilium Apostolicæ Sedis exisgit & favorem. In quo facto, quanto altiori consilio, & majori discretionem procedes, tanto in eo feliciter progressum te, præstante Domino, confidimus habiturum, eo quod ad bonum exitum semper & finem foleant attingere quæ de ardore fidei & religionis amore principium acceperunt.

Sane Hiberniam & omnes Insulas quibus Sol Justitia Christus illuxit, & quæ documenta Fidei Christianæ receperunt, ad jus beati Petri & sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ, (quod tu etiam Nobilitas recognoscit) non est dubium pertinere, unde tanto in eis libentius plantationem fidei fidelem & germen Deo gratum inferimus, quanto id a nobis interno examini districtius prospectum exigendum.

Significasti siquidem nobis, fili in Christo karissime, te Hiberniam Insulam, ad subdendum illum Populum Legions, & vitorum plantaria inde extirpanda, velle intrare, & de singulis domibus Annuatim unus denarii beato Petro velle solvere pensionem, & jura Ecclesiarum illius terræ illibata & integra conservare; nos itaque, pium & laudabile desiderium tuum favore congruo prosequentes, & petitioni tuæ benignum impendentes assensum, gratum & acceptum habemus, ut, pro dilatandis Ecclesiæ terminis, pro vitorum restringendo decursu, pro corrigendis moribus & virtutibus inferendis, pro Christianæ Religionis augmento, Insulam illam ingrediaris; & quæ ad honorem Dei & salutem illius spectaverint exequaris; & illius terræ populus honorifice te recipiat; & sicut Domum veneretur (jure nimirum Ecclesiarum illibato & integro permanente, & salva beato Petro, & sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ de singulis domibus annua unus denarii pensione.)

Si ergo, quod concepsisti animo, effectu duxeris prosequente complendum, stude gentem illam bonis moribus informare, & agas, tam per te, quam per illos quos ad hoc fide, verbo, & vita idoneos esse perpexeris, ut decoretur ibi Ecclesiæ, plantetur & crescat Fidei Christianæ Religio, & quæ ad honorem Dei & salutem pertinent animarum taliter ordinentur, ut & a Deo sempiternæ mercedis cumulum consequi merearis, & in terris gloriosum nomen valeas in seculis optinere.

VIII.

Conventio inter HENRICUM II. Regem Angliæ & HUMBERTUM Comitem Mauriane super

Matrimonio inter JOHANNEM Filium dicti Regis & AALEM Filium Comitis contracto. Anno 1173. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 33.]

1. Quam in dubium venit, quod a memoria recedit repertum est, in rei gestæ, testimonium, perhennis rescripti remedium.

2. No-

2. Noverit igitur tam prior ætas quam futura posteritas, quod Humbertus Comes Mauriensis & Marchio Italiae concedit totum Comitatum suum & omnes alias Terras suas, quasque habet vel delinceps adquisierit, Johanni, Filio Henrici, illustrissimi Regis Angliæ, cum Filia sua primogenita, Aalis nomine, si Filium ex Uxore sua non habuerit.

3. Si vero Filium legitimum susceperit, concedit eis in perpetuum, & Hæredibus eorum, Russillum cum toto Mandato suo, siue pertinentiis suis omnibus.

4. Concedit similiter eis & Hæredibus eorum Perecastellum cum omnibus pertinentiis suis: & præterea totum Comitatum Belicensem, sicut eum habet illis concedit.

5. Donat etiam ei totam vallem Novalesiæ, Camberiacum quoque cum omnibus pertinentiis suis, Aiz, Asperum Montem, Rochetam, Montem Majorem, Cameram cum Burgo & toto Mandato. Ista omnia, cum omnibus pertinentiis suis, eis incontinenti circa Montes concedit in perpetuum.

6. Ultra Montes quoque, illis & eorum Hæredibus donat & concedit in perpetuum, Taurinum totum cum omnibus pertinentiis suis; Cavoroth, Colegium cum omnibus pertinentiis suis; & omnia Feuda quæ tenent de ipso Comitibus de Canaveis, & eorum servitia & fidelitates.

7. In Com. quoque de Castroamunt similiter Feuda fidelitatis & servitia.

8. In Valle Augustini concedit eis Castellionem in perpetuum, contra omnes homines, quod de illo tenet Vicecomes Augule.

9. Hæc omnia præstans Comes concedit prædicto Filio Regis Angliæ in perpetuum cum Filia sua prænominata ita libere, integre & quiete in hominibus & Civitatibus, Cistris & aliis Munitionibus; in pratis, pascuis & molendinis, in bosco & plano, in aquis & vallibus, & Montanis & paggis, & passagis & in omnibus aliis rebus, sicut unquam Pater ejus, aut ipse eas melius tenuit omnia quæ subscripta sunt, aut liberius.

10. Vult etiam, jam dictus Comes, quod incontinenti, aut quandoque placuerit Domino Regi Angliæ, quod Filio ejus fiant & præstentur hominibus & fidelitates ab omnibus hominibus suis, per totam terram suam, salva fidelitate sua quamdiu terram tenebit.

11. Præterea concedit eis & Hæredibus eorum in perpetuum quicquid juris habet, in toto Comitatu Gracopolitano, & quicquid in eo acquirit vel acquirere poterit.

12. Si autem Filia sua primogenita superdicta in fata concesserit, quodcumque cum primogenita concessit illustrissimi Regis Angliæ Filio, cum secunda Filia sua, eadem, sicut scriptum est, cuncta concedit.

13. Hanc prescriptam Conventionem tenendam inter Dominum Regem Angliæ & Comitem Maurianæ juraverunt ipse Comes Maurianæ, & Comes Gebenne, Rodolfus Alamannus, Nantelmus de Muolano, Sefredus de Alavarno, Rodolfus de Aimo, & Elmericus de Brienion, Willemus Frater Comitum, Gocellinus de Morestello, Amedeus de Nangeu, Odo de Voiron, Berlio & Pontius de Frabricis, Lodoicus de Balma, Theobaldus de Vileta, Pontius & Wifredus de Cunsles, Guido de Teis, Amedeus de Toruun, Ysmido de Sancto Michaeli, Odmarus Labra, Soscelinus & Ricardus de Cordum, Giroudus de Margenzai, Berlio de Monte Falcone, Engwicio de Aviano, Berlio & Torencis de Chambel, Soffredus Ganceri, Hugo de Alvilier, Uboldus de Rumille, Lodoicus de Asma, Anselmus de Belento, Willemus de Sidnus, Soffredus & Petrus de Sancto Genesio, Ungrinus de Frabricis, Willemus de Bocozel, Angelmus de Castellano, Umbertus Refueril, Will. de Porta, Willemus Erans, Gido de Candiaeo, Petrus de Arveflo, Albertus Cornuz, Hugo de Chimis, Will. de Albusin, Henricus de Fulcinaco, Will. de Nangeou, Elmericus Vicecomes de Brierecon.

14. Omnes isti prænominati juraverunt, quod Comes Mauriensis hanc Conventionem firmiter servabit; & si ab ea aliquo modo resiliat, juraverunt quod ad vocationem Domini Regis Angliæ vel Nuntii ipsius, & etiam sine omni vocatione, si Comes resiliat, ex quo hoc sciunt, reddent se obides Domino Regi in terra sua ubicunque voluerit; & tandiu in sua captione morabuntur, donec Comitem ad Regis beneplacitum revocaverint, vel cum ipso Rege, pro voluntate ipsius, composuerint.

15. Petrus quoque Tarentiensis Archiepiscopus, & Arduino Gebennenensis, & Willemus Mauriavensis Episcopi, & Abbas Sancti Michaelis, coram positis

Evangelis, de mandato Comitum firmiter promiserunt quod ad bene placitum Regis, & quando voluerit, personam Comitum excommunicabunt, & terram suam sub interdicto ponent, si Comes hanc pactationem inter eos factam non servaverit.

16. Idem facient de personis hominum Comitum & terris eorum, per quos statit quod non servetur Pactio inter Regem & Comitem facta; & tandiu Comitem, & eos qui pacem servare noluerint, & terras eorum sub interdicto tenebunt, donec Domino Regi fuerit satisfactum.

17. Dominus Rex hanc fecit Conventionem & Concessionem prescriptam cum Comite Mauriensis, & eam de mandato ipsius tenendam juraverunt Comes Willemus de Mandevilla, Willemus Comes Arunnæ, Radul. de Fas, Willemus de Curci, Will. de Humez, Fulco Panel, Rob. de Brivecurt, Will. Mangat, Theobaldus Chabot, Will. de Munulsum, Petrus de Muncasson, Gaufridus Foretarius.

18. De cætero sciendum est, quod Comes suam secundam Filiam nuptui tradere poterit, cui voluerit, sine nimio Comitatus detrimento, postquam primogenita Filia ejus Filio Regis fuerit desponsata vel per legitimam ætatem, vel per Romanæ Ecclesiæ dispensationem.

19. Parentibus autem suis vel aliis, & pro salute animæ suæ, poterit de terrâ suâ dare, sine multa Comitatus diminutione.

20. Incontinenti vero mittet Rex Comiti mille Marcas argenti; & quam citò Filiam Comitum recipiet, ad minus habebit alias mille Marcas argenti; & quicquid fuerit de 2 millibus Marci residuum, recipiet Comes quando Matrimonium inter Filium Regis, & Filiam Comitum fuerit contractum per legitimam ætatem, vel Romanæ Ecclesiæ dispensationem.

21. Si autem Dominus Rex, quod Deus avertat, ante in fata concesserit, vel extra terras suas profectus fuerit; neque ipse, neque ipsi, qui de mandato suo juraverunt, vel aliquam Comitum securitatem fecerunt, tenebuntur de prescripta Conventione, nisi Dominus Rex Filius Regis, & sui.

22. In terram Regis Angliæ venerunt ex parte Comitum Mauriensis, Marchio Montis Ferrati, & Gaufridus de Plozac, & Nerilo Filius ejus, & Richardus Comitum Cancellarius, & Bello de Cambore, & Petrus de Boret Castellani, & Petrus de Sancto Genesio, & Petrus de Taurino Milites, & Gaufridus de Aqua Bella, & Rodulfus de Wærci, Burgenfes; qui juraverunt, tactis sacrosanctis Evangelis, quod Conventionem factam inter Regem & Comitem, de Filio Regis & Filia Comitum, sicut legitime facta, scripta & intellecta sunt, facient Comitem firmiter observare, & nisi eam observaverit juraverunt, quod ad vocationem Domini Regis vel Nuntii ipsius, & etiam sine omni vocatione, si Comes resiliat a Conventione, ex quo hoc pro certo sciunt, se reddent obides Regi in terrâ suâ, & tandiu in captione suâ morabuntur, donec Comes ad beneplacitum Regis revocetur, vel cum Domino Rege pro voluntate suâ component.

23. Juraverunt etiam prædicti Nuntii, quod Comes Filiam suam secundam non tradet nuptui, donec ejus Filia primogenita Filio Regis Matrimonio sit copulata, vel per legitimam ætatem, vel per Romanæ Ecclesiæ dispensationem; nisi de consilio & voluntate Domini Regis eam interim alii donaverit; juraverunt & illi, quod pecuniam, quam recepit vel recipiet Comes, a Domino Rege, si Filia Comitum, vel Filius Regis, quod absit, fortè in fata concesserit, antequam Matrimonium inter eos fuerit contractum, totam reddet Regi, vel beneplacitum Regis inde faciet, vel cui Rex assignaverit; & prædicti juratores, donec fuerit soluta, si voluerit Rex & quando voluerit, se reddent ei obides in terrâ & potestate suâ.

Juraverunt similiter quod concessionem Umberti junioris facient, pro posse suo, habere Filio Regis Russillum, & Perecastellum, & quicquid a Comite concessum est in Comitatu Belicensi. Si forte hoc Umbertus concedere noluerit, juraverunt quod Comes dabit ei legitimum excambium ad arbitrium Abbatis de Clusa, & Reginaldi Archidiaconi Sarum, vel aliorum legitimorum per Regem assignatorum, si illi presentes esse non possent.

IX.

Littere HENRICI II. Regis Angliæ ad ALEXANDRUM III. Papam, quibus de Rebellionem Filio-

ANNO
1173.

376

CORPS DIPLOMATIQUE

Filiorum cohquritur & ipsius auxilium implorat.
Anno 1173. [RYMER, Fœdera, Con-
ventiones, &c. Tom. I. pag. 35.]

SANCTISSIMO Domino suo Alexandro Dei gratia Ca-
tholica Ecclesia summo Pontifici, H. Rex Angliæ
salutem & devota subjectionis obsequium.

In magnorum discriminum angustis ubi Domestica
contilia remedium non inventum corum suffragia im-
plorantur, quorum præsentiam in altioribus negotiis
experientia diuturna approbavit. Longe lateque divul-
gata est Filiorum meorum malitia quos ita in exitium
Patris spiritus iniquitatis armavit, ut gloriam reputent
& triumphum Patrem persequi, & filiales affectus in
omnibus diffiteri, prævinciente meorum exigentia delictorum.
Ubi pleniorum voluptatem contulerat mihi
Dominus, isti gravius me flagellat; & quod sine lacry-
mis non dico, contra sanguinem meum & viscera mea
cogor odium mortale concipere, & extraneos mihi
querere successores. Illud præterea sub silentio præte-
rire non possum, quod amici mei recesserunt a me, &
Domestici mei querunt animam meam. Sic enim fa-
miliarium meorum animos intoxicavit clandestina con-
juratio, ut observantia proditoria conspirationis uni-
versa possidebant. Malunt namque meis adherere
Filiis contra me transfugæ mendici quàm regnare me-
cum, & in amplissimis Dignitatibus præfulgere. Quo-
niam ergo vos extulit Deus in eminentiam officii Pas-
toralis ad dandam scientiam salutis plebi ejus, licet ab-
sens corpore, præsens tamen animo me vestris advo-
lo genibus consilium salutare deprecens. Vestra Ju-
risdictionis est Regnum Angliæ, & quantum ad feuda-
tarii Juris obligationem, vobis duntaxat obnoxius te-
neor, & astringor. Experitur Anglia, quid possit Ro-
manus Pontifex, & quia materialibus armis non utitur,
patrimonium B. Petri spirituali gladio tæuat. Conta-
meliam Filiorum rebellium poteram armis propulsare,
sed Patrem non possum exuere: Nam & Jeremia tes-
tante, *nudeverunt lamie mammæ suas, lactaverunt*
catulos suos. Et licet errata eorum quasi mentis effe-
rata me fecerint, retineo paternos affectus, & quan-
dam violentiam diligendi eos mihi conditio naturalis
importat. Utinam saperent & intelligerent, ac novissi-
ma providerent. Lactant Filios meos Domestici hos-
tes, & occasione malignandi habita non desistunt,
quosque redigunt virtutis eorum in pulverem, & con-
verso capite in caudam servi eorum dominantur eis,
juxta verbum illud Solomonis, *servus astutus Filio*
dominabitur imprudenti. Excitet ergo prudentiam ves-
tram spiritus consilii ut convertatis corda Filiorum ad
Patrem. Cor enim Patris pro beneplacito vestro con-
vertetur ad Filios, & in fide illius, per quem Reges
regnant, vestra Magnitudinis promitto me dispositioni
vestræ in omnibus paritum. Vos Ecclesiæ suæ, Pa-
ter sancte, diu Christus fervet incolumen.

X.

1174. *Tractatus Pacis, inter HENRICUM II. Regem*
Angliæ & Filios suos, conclusus apud Faleham
Anno 1174. [RYMER, Fœdera, Con-
ventiones, &c. Tom. I. pag. 37.]

1. NOTUM sit omnibus tam præsentibus quàm futu-
ris, quod Pax inter Dominum H. Regem An-
gliæ, & Filios ejus Henricum videlicet Regem, & Ri-
cardum, & Gaufridum, in hunc modum, Deo volen-
te, reformata est.

2. Henricus Rex, & Filii sui prædicti ad Patrem
suum & servitium ejus, sicut ad Dominum suum re-
dierunt liberi & absoluti ab omni juramento & inpre-
sa quam inter se, vel cum aliis fecerant contra eum &
homines suos.

3. Et omnes Barones & homines, qui a fidelitate
Patris, causa eorum recesserant, clamaverunt quietos
ab omni juramento, quod eis fecerant, & ita liberi &
quieti ab omni juramento & absoluti ab omni Con-
ventionem, quam eis fecerant, in hominum & ligentiam
Domini Regis redierunt.

4. Et Dominus Rex debet rehabere, ipse, & homi-
nes sui, omnes terras suas & Castellum suum, quæ ha-
buerunt 15 dies antequam Filii sui recesserent ab eo;
similiter Barones & homines sui, qui recesserunt ab eo,
& secuti sunt Filios suos, debent rehabere terras suas,
quas habuerunt 15 diebus antequam ipsi ab eo recede-
rent; & Dominus Rex remisit omnem malevolentiam

Baronibus & hominibus suis, qui recesserant ab eo, ita
quod, propter hoc, nullum malum eis faciet, quan-
diu ei fideliter servient, sicut Ligio Domino suo.

5. Et Rex Filius ejus similiter pardonavit omnibus,
tam Clericis, quàm Laicis, qui cum Patre fuerant
omnem malevolentiam suam; & adsecravit, in manu
Domini Regis Patris sui, quod illis, qui servierint ei,
nec malum, nec dampnum aliquod, hac de causa, fa-
ciat vel perquiret in tota vita sua.

6. Et Dominus Rex, per hanc Conventionem, do-
nat Regi Filio suo duo Castellum idonea in Normannia,
ad voluntatem ipsius Patris; & singulis annis 15 millia
Librarum Andegavensium; Et Ricardo Filio suo in
Pictavia duo receptacula idonea, unde Dominus Rex
non possit dampnum provenire, & medietatem reddi-
tum Pictaviæ in denariis; Gaufrido vero Filio suo dat
in Britannia, in denariis, medietatem reddituum Ma-
ritagii Filii Comitis Conan, qui ducere debet in
Uxorem; & postquam, concessione Ecclesiæ Romæ,
eam in Uxorem duxerit, habebit omnes redditus
illius Maritagii, sicut continetur in Carta Comitis Co-
nani.

7. Prisones vero, qui cum Domino Rege finem fe-
cerunt ante Pacem factam cum Domino Rege, viz.
Rex Scotia, & Comes Leicestria & Comes Cestræ,
& Radulphus de Fulgeris & obides eorum, & obides
aliorum prisonum, quos prius habuerat, sint extra Con-
ventionem istam: Alii autem prisones ex utraque par-
te deliberari debent; ita scilicet quod Dominus Rex
obides accipiet de prisonibus suis, de quibus habere
voluerit, & qui dare poterunt: Et de aliis habebit se-
curitatem per fidem & juramentum suum, & amico-
rum suorum.

8. Castellum vero, quæ firmata sunt, vel inforcata
postquam Guerra incepit in terrâ Domini Regis, pro
voluntate suâ debent redigi ad istum statum, in quo
fuerunt 15 diebus ante Gweram.

9. Præterea sciendum est quod Rex H. Filius Regis
concessit Domino Regi Patri suo, se fœderis observa-
torem omnes donationes elemosinarum quas dederat
vel daturus erat de terris suis, & donationes terrarum
quas dederat hominibus suis, vel daturus erat pro ser-
vicio suo.

10. Concessit etiam se firmiter & inconcussè obser-
vaturum donationem quam Dominus Rex, Pater suus,
fecit Johanni Fratri suo, viz. Milie libras reddituum
in Angliâ de Dominico suo, & de Escatis suis ad vo-
luntatem suam: Et Castellum de Nottingham, cum
Comitatu & pertinentiis suis: Et Castellum de Mer-
liberga, cum pertinentiis suis: Et in Normannia Mil-
le libras Andegavensium, & duo Castellum ad volunta-
tem Patris: Et in Andegavia & in terrâ, quæ fuit Co-
mitis Andegaviæ, Milie libras reddituum Andegaven-
sium; & Castellum unum in Andeg. & unum in Ceno-
mania, & unum in Turoini.

11. Concessum est autem à Domino Rege, pro amo-
re filii sui, quod omnes illi, qui recesserant ab eo post
filium suum, & in recessu suo forisfecerant in terrâ
Domini Regis, ad pacem ejus revertantur; ita quod
de Cavallis, quæ asportaverunt in recessu suo, non
respondeant: de morte vero, vel prodicione, vel per-
dicione alicuius membri, respondeant secundum judi-
cium & consuetudinem terræ. Qui autem ante Gwer-
ram, quacunque de causa, aufugerant, & ad servitium
filii sui venerunt, pro amore filii sui, ad pacem rever-
tantur, si vagum & plegium dederint standi iudicio de
hils, quæ ante Gweram forisfecerunt.

12. Illi autem, qui in placito erant quando recesser-
unt ad filium suum, revertantur; ita quod in eo statu
placiti sui sint, in quo erant quando recesserunt.

13. Hanc Conventionem firmiter tenendam ex parte
sua adsecravit H. Rex filius Regis in manu Domini
Regis Patris sui: Præterea adsecraverunt H. filius Re-
gis, & Fratres sui quod à Domino Rege Patre suo nun-
quam amplius exigent, ultra donationem præscriptam
& determinatam, contra voluntatem & beneplacitum
Domini Regis Patris sui; & quod neque se, neque ser-
vitia sua Patri suo subtraherent.

14. Ricardus vero & Gaufridus, filii Domini Re-
gis, devenerunt homines ejus de his, quæ eis concessit
& dedit.

Cum autem filius ejus Henricus homagium ei facere
voluisset, noluit Dominus Rex recipere, quia Rex
erat; set securitatem accepit ab eo.

Testibus,

R. Rothomag. Archiepiscopo.
Henrico Baioc. Episcopo.

Rogera

ANNO
1174.

Rogero Sag. Episcopo.
R. Nanner. Episcopo.
Steph. Rhedon. Episcopo.
G. Electo Lincoln.
Jo. Decano Sarum.
Ric. de Humex. Constabulario.
Ric. de Bellomonte Vic.
Regin. de Curten.
Mor. de Creona.
Willielmo Malo-vicino.
W. de Ham.
Gaufrido Pertie.
Willielmo de Curci.
Fulk. Sarnell.
Jo. de Solinio.
Saber de Quinci.
Rico d. Canvill.
W. filio Audell. Senescallo.
Alor. de Sancto Martino Dapifero.
Goiberto de Siffenico.
Rob. filio Ernisi.
Eudde filio Ern.
Waltero de Tpra.
Willielmo Marefcallo.
Roberto de Ble.
Eimerio filio Eadon.

Apud Falefiam.

Sub Sigillo pendente ei imprimatur Imago Regis in
silio sedentis, & sinistra manu gerentis scapram.

XI.

Littere WILLIELMI Regis Scotie, quibus se
Hominem Ligum HENRICI II. Regis Anglie
profiteretur, eique ut Domino suo fidem jurat. Dat.
apud Falefiam Anno 1174. [RYMER, Foe-
dera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 39.]

WILLIELMUS Rex Scotorum devenit homo Li-
gus Domini Regis contra omnem hominem de
Scotia, & de omnibus aliis terris suis, & fidelitatem
ei fecit, ut ligio Domino suo, sicut alii homines sui
ipsi facere solent. Et similiter fecit Homagium Hen-
rico Regi filio suo, salva fide Domini Regis Patris sui.

Omnem vero Episcopos, & Abates, & Clerum Terræ
Regis Scotie, & Successores sui facient Domino Re-
gi, sicut ligio Domino, fidelitatem de quibus habere
voverit, sicut alii Episcopi sui ipsi facere solent, &
Henrico Regi filio suo, & Hæredibus suis.

Concessit autem Rex Scotie, & David Frater suus,
& Barones, & alii homines sui Domino Regi quod Ec-
clesia Scotticana talem subjectionem amodo faciat Ec-
clesiæ Anglicanæ, qualem illi facere debet & solebat
tempore Regum Angliæ Prædecessorum suorum. Si-
militer Richardus Episcopus Sancti Andree, & Ricardus
Episcopus de Dunkeldyn, & Galfridus Abbas de
Dunfermelyn, & Herbertus Prior de Coldingham conce-
sserunt quod etiam Ecclesia Anglicana illud jus ha-
beat in Ecclesia Scotie, quod de jure habere debet,
& quod ipsi non erunt contra jus Ecclesiæ Anglicanæ.

Et de hac Concessione, sicut ligiam fidelitatem Do-
mino Regi & Henrico filio suo fecerunt, eos ipse asse-
curaverunt; ita hoc idem facient alii Episcopi & Cle-
rus Scotie per Conventionem inter Dominum Regem,
& Regem Scotie & David Fratrem suum & Barones
suos factam.

Comites etiam & Barones, & alii homines de terra
Regis Scotie, de quibus Dominus Rex habere volue-
rit, facient ei homagium contra omnem hominem &
fidelitatem, ut ligio Domino. sicut alii homines sui
facere solent, & Henrico Regi filio suo, & Hæredi-
bus suis, salva fide Domini Regis Patris sui: Similiter
Hæredes Regis Scotie & Baronum & hominum suorum
homagium & ligantiam facient Hæredibus Domini
Regis contra omnem hominem.

Præterea Rex Scotie & homines sui nullum amodo
fugitivum de Terra Domini Regis pro feloniam recepta-
bunt in Scotia, vel in alia Terra sua; (nisi voluerit ve-
nire ad rectum in Curia Domini Regis, & stare iudicio
Curie) set Rex Scotie & homines sui quam citius po-
terunt cum capient, & Domino Regi reddent, vel ius-
ticiariis, aut Ballivis suis in Angliam.

Si autem de Terra Regis Scotie aliquis fugitivus fue-
rit pro feloniam in Angliam (nisi voluerit venire ad rectum
in Curia Regis Scotie, vel in Curia Domini Regis, &

stare iudicio Curie) non receptabitur in Terra Domini
Regis; set liberabitur hominibus Regis Scotie per Bal-
livos Domini Regis ubi inventus fuerit.

Præterea homines Domini Regis habebunt terras
suas, quas habebant, & habere debent de Domino Rege,
& de hominibus suis; & homines Regis Scotie habebunt
terras suas, quas habebant, & habere debent de Domino
Rege & de hominibus suis.

Pro ista vero Conventione & finit firmiter observan-
do Domino Regi, & Henrico filio suo, & Hæredibus
suis à Rege Scotie, & Hæredibus suis liberavit Rex
Scotie Domino Regi Castellum de Rockesburg, &
Castellum de Berwick, & Castellum de Gesteowrth, &
Castellum Puellarum, & Castellum de Struvelyn in
misericordia Domini Regis: Et ad custodienda Castella
illa assignabit Rex Scotie, de Reditu suo, mensurabi-
liter ad voluntatem Domini Regis.

Præterea pro prædicta Convectione & finit exequen-
do liberavit Rex Scotie Domino Regi David Fratrem
suum in obsidem, &

Comitem Duncanum, &
Comitem Waldenium, &
Comitem Gilbertum, &
Comitem de Aneguz, &
Ricardum de Moreville, Constabularium, &
Niz filium Willielmi, &
Ricardum Comyn, &
Walterum Corbet, &
Walterum Olsford, &
Johannem de Valtz, &
Willielmum de Lyndeseye, &
Philippum de Coleville, &
Philippum de Valoignes, &
Robertum Frembert, &
Robertum de Burneville, &
Hugonem Giffard, &
Hugonem Rydal, &
Walterum de Berkele, &
Willielmum de la Hays, &
Willielmum de Mortemer.

Quando vero Castella reddita fuerint Willielmus Rex
Scotie & David Frater suus liberabuntur. Comites
quidem & Barones prænominati, unusquisque post-
quam liberavit obsidem suum, scilicet filium legitimum
quem habuit, & alii Nepotes suos, vel propinquiores
sibi Hæredes, & Castells, ut dictum est, redditus, li-
berabuntur.

Præterea Rex Scotie & Barones sui prænominati asse-
curaverunt quod ipsi bona fide, & sine malo ingenio,
& sine occasione facient quod Episcopi, & Barones,
& homines Terræ sue, qui non affuerunt quando Rex
Scotie cum Domino Rege finivit, eandem ligantiam &
fidelitatem Domino Regi & Henrico filio suo facient,
quam ipsi fecerunt; & quod Barones & homines, qui
affuerunt, obsides liberabunt Domino Regi de quibus
habere voluerit.

Præterea Episcopi, Comites & Barones conventio-
naverunt Domino Regi, & Henrico filio suo, quod si
Rex Scotie aliquo casu a fidelitate Domini Regis &
filii sui, & a Convectione prædicta recederet, ipsi cum
Domino Rege tenebunt, sicut cum ligio Domino suo,
contra Regem Scotie, * nec ipse ad fidelitatem Domini
Regis redeat.

Prædictam itaque Conventionem firmiter observan-
dam bona fide, & sine malo ingenio Domino Regi,
& Henrico filio suo, & Hæredibus suis a Willielmo
Rege Scotie, & David Fratre suo, & à Baronibus suis
prædictis, & ab Hæredibus eorum assecravit ipse Rex
Scotie, David Frater suus, & omnes Barones sui præ-
nominati, sicut ligii homines Domini Regis, con-
tra omnem hominem & Henrici filii sui, salva fidelita-
te Domini Regis Patris sui.

Hiis Testibus,

Ricardo Episcopo Abricen.
Johanne Sarisbrien. Decano.
Roberto Abbate Malmesbur.
Radulpho Abbate de Mondestburg.
Herberto Archidiacono Northampton.
Waltero de Constanceii.
Rogero Capellano Regis.
Osberto Clerico de Camera.
Ricardo filio Domini Regis, Comitibus Piſtaviæ.
Galfrido filio Domini Regis, Comite Brytannie.
Comite Willielmo de Essex.
Hugon. Comite Cestrie.

Bbb

Ricardo

ANNO

1174.

Ricardo Humez Constabulario.
Comite de Millene.
Jordanio Cesson.
Humfrido de Bohun.
Willielmo de Curcy, Senescallo.
Gilberto Malet, Senescallo.

Apud Falefiam.

XII.

1180. (1) *Tractatus inter PHILIPPUM II. Regem Francie & HENRICUM II. Regem Anglie pro mutua amicitia auxilioque sibi invicem prestando. Dat. inter Gisfortium & Eriam 4. Kal. Julii Anno 1180. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 53.]*

1. Ego Philippus Dei gratiâ Rex Francorum, & ego Henricus eadem gratiâ Rex Anglorum, Volumus ad omnium, tam presentium quam futurorum, pervenire notitiam, quod fœdus & amicitiam, fide mediâ, & Sacramento innovavimus, quam Dominus meus Rex Francorum & ego Henricus Rex Anglorum firmaveramus inter nos coram Juri in presentia

Petri tituli S. Chrysgoni Presbyteri Cardinalis, Apostolica Sedis Legati, &
Richardus Wintoniensis Episcopi,

Et aliorum plurimorum Episcoporum, Comitum & Baronum qui aderant, viz.

2. Quod sic sumus & amodò volumus esse amici, quod uterque nostrum alteri observabit vitam, & membra, & teterrum honorem suum contra omnes homines pro posse suo. Et si quæcunque persona alteri nostrum malum facere præsumpserit. Ego Henricus jurobo Philippum Regem Franciæ Dominum meum contra omnes homines pro posse meo; & Ego Philippus jurobo Henricum Regem Angliæ contra omnes homines pro posse meo, sicut hominem & fidelem meum. Salva fide, quam debemus hominibus nostris, quamdiu ipsi nobis fidem servabunt.

3. Et neuter nostrum amodò retinebit inimicum alterius in Terrâ suâ, ex quo inde requisitus fuerit.

4. Et ut inter nos tollatur amodò omnis materia discordiæ, concessimus ad invicem quod de terris & possessionibus & omnibus aliis rebus, quas modò habemus, alter adversus alterum nihil amodò petet, excepto eo de Alvernia, unde contentio inter nos est; & excepto Feodo de Castro Radulfi; & exceptis minutis Feodis & divisiis terrarum nostrarum de Berli, si homines nostri aliquid interceperint inter se, vel adversus alterum nostrum.

5. Si autem super his, quæ superius excepta sunt, per nosmetipsos convenire non poterimus, Ego Philippus Rex Francorum elegi tres Episcopos,

Claremontensem,
Niveruensem,
Trecentensem,

Et tres Barones,

Comitem Theobaldum, &
Comitem Robertum, &
Petrum de Courtenai, Patruos meos:

Et ego Henricus Rex Angliæ elegi tres Episcopos,

Willielmum Cenomannensem,
Petrum Petragoritensem,
Robertum Nannetensem;

Et tres Barones,

Mauritium de Courn,
Willielmum Maingot,
Petrum de Monte Rabel, ex parte mea.

Qui inquisitâ veritate hinc inde, tam per seipsos, quam per juramenta hominum terrarum illarum, prædicti Episcopi in verbo veritatis afferent, & Laici jurabunt,

(1) Quoi que cette Fidee soit déjà inserée ci-dessus pag. 107. la Copie de RYMER en est si différente, qu'on a jugé à propos de la mettre ici de nouveau.

quod quicquid cognoverint de jure alterius nostrum ANNO esse, hoc inter nos dicent, & nos eorum dicto bona 1180. fide firmiter stabimus.

6. Si verò omnes illi Episcopi, quos ego Philippus elegi, interesse non poterunt, nihilominus stabimus dicto illorum duorum, qui intererunt; & si omnes Barones, ex parte meâ nominati, non intererint, pro eo non remanebit, quin stemus dicto illorum duorum qui intererunt: Et similiter de illis, quos ego Henricus elegi, tam de Episcopis, quam de Baronibus; juravimus etiam quod nullum malum faciemus eis propter hoc, quod veritatem dixerint.

7. Et si fortè, quod Deus avertat, inter nos de terris nostris aliqua querela oriat, per eosdem bona fide, & sine malo ingenio, sine dilatione terminetur: Si autem aliqua prædictarum personarum intermum mortua fuerit, altera loco ipsius substituitur.

8. Si verò alter nostrum iter peregrinationis arripere voluerit, alter, qui remanebit, Terram illius, qui in peregrinatione erit, & homines sicut sua propria & Dominiâ fideliter custodiet, & manutenebit, & defendet contra omnes homines, sicut ego Philippus defenderem Civitatem meam Parisiis si esset obfessa, & sicut ego Henricus defenderem Civitatem meam Rothomagi si esset obfessa.

9. Ego etiam Philippus volo quod Mercatores & omnes homines, tam Clerici, quam Laici, de Terrâ Henrici Regis Angliæ, cum omnibus rebus suis securi sint, & habeant pacem per omnes Terras meas: Et ego Henricus similiter volo quod Mercatores, & omnes homines, tam Clerici, quam Laici, de Terra Domini mei Regis Franciæ, securi sint, & pacem habeant per omnes Terras meas.

10. Hæc autem omnia prædicta nos observaturos & fide & Sacramento promissimus.

Jaraverunt etiam de præcepto nostro homines nostri post nos quod bona fide consulunt nos ad observandum quod juravimus nec consilium præstabant quo minus observetur.

Adja sunt hæc 4. Kal. Julii, inter Gisfortium & Eriam.

XIII.

Conventio inter PHILIPPUM Regem Franciæ 1189. & RICHARDUM I. Regem Angliæ, super Expeditione in Terram Sanctam suscipienda, 30. Dec. facta. Dat. apud Nonancum die 30. Decembris 1189. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 63.]

1. PHILIPPUS Dei gratiâ Francorum Rex, & Ricardus eadem gratiâ Rex Angliæ, Dux Normanniæ & Aquitaniæ, & Comes Andegaviæ, omnibus fidelibus, ad quos Litteræ istæ pervenerint, in Domino salutem. Noverit universitas vestra quod inter nos firmiter conventit, & de consilio Prælatorum Ecclesiæ & Principum Terrarum nostrarum disposuimus, ut iter Jerusalemitanum, ducente Domino, simul periclitamur.

2. Et uterque nostrum alteri bonam fidem, & bonum amorem se servaturum promittit; ego Philippus Rex Francorum Ricardus Regi Anglorum tanquam amico & fideli meo: Et ego Ricardus Rex Anglorum, Philippo Regi Francorum, tanquam Domino meo & Amico.

3. Statuimus itaque ut omnes, cruce signati in Terris sub nostra potestate constitutis, infra Octavas Paschæ, vel nos præcedant, vel in termino illo nobiscum eant; nisi de voluntate & conscientia nostra remanserint.

4. Si vero aliqui aliter remanere præsumpserint, & persona Excommunicationi, & Terræ eorundem subiciantur Interdictio auctoritate Prælatorum Terrarum utriusque nostrorum.

5. Volumus etiam, statuimus & præcipimus, ut, qui Terris nostris præerunt, si opus fuerit, mutua sibi subventionem succurrant.

6. Eorum autem bona, qui iter Jerusalemitanum vel nobiscum, vel ante nos arripuerint, ita intacta & intacta permaneant tanquam nostra propria; & si quis eis injuriam irrogaverit, Justiciarii & Balivi nostri faciant emendari, quantum de jure poterint, secundum consuetudinem Terrarum nostrarum.

7. Si vero aliquis, in aliqua Terrarum nostrarum, Guerram movere præsumpserit in absentia nostra nobis, vel alicui de Terris nostris, & ad justitiam se non offert, primo excommunicetur, & post Excommunicationem,

Baldewino Cantuar. &
Waltero Rothomag. &
J. Dublinen. Archiepiscopis, &

Hugone Danelmen.
Hugone Lincolnien.
Godefrido Wintonien.
Huberto Saresberien.
Reginaldo Bathonien. Episcopis, &

Domino Johanne fratre nostro.
R. Comite Leicestrie.
H. Comite de Waren.
H. Bardol.

Steph. de Longo Campo Dapifero nostro.

Et aliis multis 7. die Decembris. Dat. per manum W. Elyen. Electi Cancellarii nostri, apud Cantuar. Regni nostri Anno primo.

Sigillum integrum pendet de Serico filis aureis & argenteis intertextis.

XV.

Conventio inter PHILIPPUM II. Regem Francie & RICHARDUM I. Regem Anglie, qua inter se de possidendis quibusdam Regionibus, & Mars. de rescindendo Pacto Matrimoniali inter dictum Anglie Regem & AELOIN, Sororem PHILIPPI II. inito conveniunt. Dat. apud Mesanani Mense Martio Anno 1191. [RYMER, Fœdera, Conventiones; &c. Tom. I. pag. 69.]

In Nomine Sanctæ & individuae Trinitatis, Amen.

1. PHILIPPUS Dei gratia Francorum Rex. Novit universi presentes pariter & futuri quod Pax firma inita est inter nos, & amicum, & fidelem nostrum, & fratrem Richardum illustrem Regem Anglie, & ipse Pacem firmavit nobis Sacramento in hunc modum.

2. Prædicto Regi bono corde & bona voluntate concedimus quod amodo libere quamlibet voluerit ducat Uxorem, non obstante illa Conventione inter nos & ipsum facta de Sorore nostra Aelois, quam debebat ducere in Uxorem.

3. Præterea quietavimus ei & Hæredibus suis masculis, ex eo & Uxore sua desponsata nascituris & viventibus post decessum Regis Anglie, & Terram tenentibus, Gifortium, & Melpham, & Novum Castellum de Sancto Dionisio, & Mulcaſium Normanum cum pertinentiis suis.

4. Et ipse nobis concessit, quod si eum mori contingeret sine masculo Hærede ex eo & Uxore sua desponsata, tam cito Gifortium, & Melpham, & Novum Castellum, & Mulcaſium Norman. cum pertinentiis suis ad nos, vel Hæredes nostros masculos ex nobis & Uxore nostra desponsata, reventient.

5. Et, si nos mori contingeret sine masculo Hærede ex nobis & Uxore nostra desponsata, vivente post decessum nostrum, & Terram tenente, volumus quod Gifortium, & Melpha, & Novum Castellum, & Mulcaſium Norman. cum pertinentiis suis ad Dominum Normanniæ revēhiant.

6. Et, si Rex Anglie haberet duos Hæredes masculos, aut plures, voluit & concessit ut major natu teneat in capite a nobis totum id quod debet tenere a nobis citra mare Anglie; & alius unam ex Baronis tribus tenebit a nobis in capite, viz, Dominium Normanniæ, aut Dominium Andegaviæ, & Cenomanniæ, aut Dominium Equithaniæ & Pictaviæ.

7. Et, propter hæc supradicta, donavit nobis prædictus Rex Anglie decem millia Marcas Argentis, ad pondus Trecentæ, quarum tria millia solvet nobis, vel Nuncio nostro certo in proximo Festo omnium Sanctorum apud Calturn Montem; & alia tria millia in alio Festo omnium Sanctorum; & duo millia in tertio Festo omnium Sanctorum; & alia duo millia in quarto Festo omnium Sanctorum.

8. Præterea concedimus & concessimus quod de omnibus feodis, quos Prædecessores sui a nostris tenebant, homo noster ligeus est, sicut Prædecessores sui fuerant Prædecessorum nostrorum, & nos recepimus in hominem ligeum de prædictis Feodis.

tionem, nisi, infra 40. dies, forisfactum suum emendaverit, decernimus ut ipse & Hæredes ejus imperpetuum exheredentur: Feudi autem illius, qui per forisfactum suum exheredatus fuerit, transiant in proprietatem & Dominium propinquois Domini a quo Feodi movebunt.

8. Præterea quicumque in aliqua Terrarum alterutris nostrum forisfecerit, & forisfactum emendare noluerit, in Terra alterius non receptetur; & si ibi inventus fuerit, Justiciariis Terræ illius, in qua deliquit, reddatur.

9. Ad hæc autem, quæ supradiximus, observanda, Justiciarios, & Ballivos nostros sibi invicem volumus & præcipimus teneri & obligari, usque ad reditum nostrum, sub tenore juramenti, & fidelitatis quam nobis præstiterunt. Acta sunt hæc 30. die Decembris apud Nonancurt.

Hæc quidem Constitutio generalis inter duos Reges habita, quoniam inita fuit die Sabbati, sicut asserunt homines, non obviavit firmitatem; sed in aliud usque tempus die Festo Sancti Johannis Baptiste sequente, scilicet die Dominica peregrinationis initium Domino concessit.

XIV.

Dec. Litteræ RICHARDI I. Regis Anglie, quibus WILHELMUM Regem Scotie ejusque Regnum in pristinum statum restituit & obligationibus Patri suo HENRICÓ II. Regi Anglie factis exsolvit. Dat. apud Cantuarium die 7. Decembris 1189. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 64.]

RICHARDUS, Dei gratia, Rex Angliæ, Dux Normanniæ & Aquitanie, Comes Andegaviæ, Archiepiscopis, Episcopis, Abbatibus, Comitibus, Baronibus, Justiciariis, Vicecomitibus, & omnibus Ballivis & Fidelibus salutem.

Sciatis nos karissimo Consanguineo nostro Willielmo, eadem gratia Regi Scotiæ, reddidisse Castella sua Rokbore & Berwyk tanquam ejus propria jure hæreditario ab eo; & hæredibus ejus in perpetuum possidenda.

Præterea quietavimus & omnes pactiones quas bonus Pater noster Henricus Rex Angliæ, per novas Cartas & per captionem suam extorsit; ita videlicet ut nobis faciat integre & plenarie quicquid Rex Scotiæ Malcolm faceret ejus Antecessoribus nostris de jure fecit & de jure facere debuit: Et nos ei faciemus quicquid Antecessores nostri prædicti Malcolm de jure fecerunt & facere debebant; scilicet & de conductu in veniendo ad Curiam, & in morando in Curia, & in redeundo a Curia, & in Procuratoribus; & in omnibus Libertatibus, & Dignitatibus; & Honoribus, eidem jure debitis, secundum quod recognoscitur a quatuor Proceribus nostris ab ipso W. Rege electis, & a quatuor Proceribus illius a nobis electis.

Si autem Marchias Regni Scotiæ aliquis nostrorum hominum, postquam prædictus Rex W. a Patre nostro captus fuit, injuste usurpaverit, volumus ut integre restituantur & ad eum statum reducantur quo erant ante ejus captionem.

Præterea de terris suis quas habere in Anglia, seu Dominicis seu Feodis, scilicet in Comitatu Huntedon, & in omnibus aliis, in ea libertate & consuetudine possideat & hæredes ejus in perpetuum, & consuetudine possideat & hæredes ejus in perpetuum, quæ præfatus Rex Malcolmus possedit vel possidere debuit, nisi prædictus Rex Malcolmus vel hæredes sui aliquid postea infeodaverint; ita tamen quod, si aliqua postea infeodata sunt, ipsorum Feodorum Servitia, ad eum & ad ejus hæredes pertineant: & terram, quam Pater noster præscripto Regi W. donavit, in eadem libertate, qua ipsam ei dedit, ipsum & hæredes suos perpetuo possidere volumus.

Reddidimus etiam ei ligantias hominum suorum, quas Pater noster receperat, & omnes Cartas quas Pater noster de illo habuit per captionem suam, & quæ forte per oblivionem retenta vel inventa fuerint, eas penitus carere viribus præcipimus: spediendum vero W. Rex ligius homo noster deveniat, de omnibus terris, de quibus Antecessores sui Antecessorum nostrorum ligii homines fuerunt, & nobis acque hæredibus nostris fidelitatem juravit. Ut autem ratum & firmum sit istud & perpetuum, præsentis Carta & Sigillo nostro id roboravimus.

ANNO
1191.

9. Ipse autem quitavit nobis Feodum Exoudini, & Feodum Cracai cum omnibus pertinentiis, & quicquid habebat, & quicquid expectabat habendum in Alvernia, tam in Feodo, quam in Dominio suo.

10. Nos autem quitavimus ei Cagurum & Cartur- gin, integre cum pertinentiis suis, exceptis duobus Abbatibus regaliis, viz. Fiffaco & Sellaço cum pertinentiis suis, quæ nostræ sunt, & ad nos pertinent.

11. Ipse autem nobis concessit quod de Terra Comitatus Sancti Egidii nichil de cetero occupabit ultra hoc quod diximus, quamdiu Comes Sancti Egidii in Curia nostra fuisse iustitiam voluerit, aut potuerit; Si vero Comes Sancti Egidii in Curia nostra de jure deficeret, nos extunc Regi Angliæ, pro Comite Sancti Egidii, non noceremus, nisi sponte nostra ipsum vellemus adjuvare.

12. Si autem prædictæ Conventiones inter nos adinvicem, sicut superius dictæ sunt, fuerant observatæ, volumus & concedimus quod Rex Angliæ habeat, & teneat in bona Pace omnia tenementa, in Feodo & Dominio, quæ habebat die qua iter Jerosolimitanum arripuit.

13. De Conventionibus autem prædictis mutuo observandis Regi Angliæ damus fideiussores & obfides Comitem Pontinum cum toto Feodo in hunc modum, quod, si prædictas Conventiones omnes non observaverimus, prædictas Comes, aut Heres ejus inter tres septimanas, ex parte Regis Angliæ, vel Heredis sui requisitus & submonitus, in propria persona, vel ad domum suam, ubi solitus est habitare, veniet ad Regem Angliæ, sine contradictione aliqua, cum omnibus Feodis suis integris, ad id faciendum teneri, quod Carta super hoc facta testatur, donec conventio salva sit & firma.

14. Omnes alii, qui subscripti sunt, eodem modo dati sunt fideiussores & obfides, hoc idem observaturi quod idem Comes, & inde Literas suas patentes dabant Regi Angliæ, vel ejus certo Nuncio, & jurabunt prædictas Conventiones se observaturos, secundum posse suum, bona fide, & sine malo ingenio.

15. Hii autem fideiussores sunt, post Comitem, de prædictis Conventionibus tenendi,

Beard, de Sancto Waterico, vel ille ex Hereditibus suis qui Sanctum Watericum tenebat, cum toto Feodo suo.

Will. de Barry, vel Heres ejus, cum toto Feodo suo.

Johannes de Terræ, vel Heres ejus, cum toto Feodo suo.

Dominus Cancellarius, vel Heres ejus, cum toto Feodo suo.

Pincen, de ——— vel Heres ejus, cum toto Feodo suo.

Comes Robertus, vel Heres ejus, cum toto Feodo suo.

Hugo de Castello, vel Heres ejus, cum toto Feodo suo.

Comes Partici, vel Heres ejus, cum toto Feodo suo.

Dominus Isondom, vel Heres ejus, cum toto Feodo suo.

16. Concessit etiam nobis Rex Angliæ quod, infra mensem primum a reditu suo, remittet in Franciam, sine contradictione aliqua & impedimento, Aelas Sotorem nostram, sive vivi fuerimus, sive mortui.

17. Volumus etiam ut servitia & iustitias ex Feodis, quæ a nobis tenet, nobis reddat, sicut Antecessores sui nostris Antecessoribus reddiderunt; salvis Conventionibus quæ hic superscriptæ sunt.

18. Quæ omnia, ut perpetuam obtineant stabilitatem, sigilli nostri auctoritate confirmamus; Actum Messanæ Anno incarnati Verbi Millesimo centesimo nonagesimo, Mensis Martii.

XVI.

1193.

8. Juil.

Tractatus Pacis inter PHILIPPUM II. Regem Franciæ & RICHARDUM I. Regem Angliæ conclusus. Dat. Medunæ 8. Idus Julii Anno 1193. [RYMER, Fœdera, Conventions, &c. Tom. I. pag. 81.]

1. **N**overint universi, ad quos Literæ præsentis pervenerint, quod

Willielmus Regis Angliæ Richardi Cancellarius Eliensis Episcopus Sedis Apostolicæ Legatus,

Et cum eo

Willielmus de Rapihus, & Johannes de Prastelli, & Willielmus Briwere,

ANNO
1193.

Ex parte Regis Angliæ, cum Literis ejusdem Regis patentibus ad Regem Franciæ accesserunt: In quibus continebatur, quod ea, quæ ipsi cum ipso agerent, & ordinarent, ipse Rex Angliæ rata prorsus & firma haberet. Ipse autem hoc modo egerunt, & illas Conventiones cum Rege Franciæ ex parte Domini sui Regis Angliæ fecerunt.

Rex Angliæ Richardus mittit se super Dominum Regem Franciæ de tota terra, quam Rex Franciæ acquirit super se & homines suos, de qua ipse & homines sui sunt tenentes, quod ipse tantum inde retinebit, quantum ipse voluerit sibi & suis.

2. De Comite autem Johanne sic erit; quod, si homines Regis Angliæ poterunt sufficienter monstrare in Curia Domini Regis Franciæ, quod idem Johannes juraverit ad perquirendum pecuniam ad liberationem Regis Angliæ; & de hoc dederit Literas suas, ipse Johannes tenebitur ad solvendum; & totam terram, quam ipse tenebat quando Rex Angliæ frater ejus iter arripuit ultra Mare, tenebit circa Mare, & ultra, ita liberè sicut prius tenebat; excepto eo quod liber erit à Sacramento, quod fecerat de non intranda terra Angliæ, & de hoc dictus Rex Angliæ faciet Dominum Johannem securum per se, & per Barones, & per Archiepiscopos, & Episcopos terræ suæ, & insuper per Regem Franciæ.

3. Si autem Comes Johannes vellet negare, quod Literæ illæ non essent suæ, aut quod illud non jurasset, homines Regis Angliæ sufficienter in Curia Regis Franciæ monstrabunt per idoneos testes, quod juraverit ad quærendam pecuniam ad liberationem Regis Angliæ; Si autem monstratum fuerit, sicut dictum est, quod Comes juraverit ad quærendam pecuniam ad liberationem Regis, vel si defecerit de recipienda monstratio, Rex Franciæ non intromittet se de Comite Johanne, si Pacem de Terrâ meâ prædictâ recipere voluerit.

4. De Comite Lodowico sic erit; Rex Angliæ assignabit ei in Terrâ suâ ad laudem, & consilium Regis Franciæ, & Archiepiscopi Remensis quingentas Libras Andegavensium de redditibus annuatis, aut plus, si plus fuerit, & faciet assignari ei, quod ipse faciet Comiti Lodowico iustitiam, & servitium, quod pater suus fecit Comiti Theobaldo; & ipse Rex Angliæ Comiti Lodowico reddat tantum pecuniam, quantum retinuit post mortem Comitis Theobaldi, de eo quod debebat ei reddere.

5. De Hugone de Gurnay sic erit; Hugo totam Terram, quam alicubi tenebat, tenebit de Rege Franciæ, nisi sit quod Hugo bona voluntate, absque conditione aliqua, & sine defectu Regis Franciæ, voluerit redire ad Regem Angliæ; & Rex Franciæ Hugonem super hoc libenter rogabit absque vim faciendo, & aliquid de suo mittendo. Si autem Hugo noluerit redire ad Regem Angliæ cum Terra, quam de Rege Franciæ tenet, & aliam Terram suam de Angliæ, & de Normannia vel, let tenere de Rege Angliæ, neque Excambium pro Terra illa accipere, nec aliquam Pacem exinde per Regem Franciæ & per Regem Angliæ recipere, oportebit Regem Angliæ facere grantum Hugoni rationabiliter.

6. Comes Engolismus & sui liberabuntur, & salvo redibunt in Terram suam, & ipse & sui erunt in eo statu quo fuerunt ante Guerram; neque propter aliquid, quod de Guerra fecerit, malum ei, aut suis fiet.

7. Comes Pertici redditus suos in Angliâ integre habebit, & Rex Angliæ, & sui Pacem ei tenebunt.

8. Comes Mellenti Terram suam rehabebit, quæ est in terra Regis Angliæ.

9. Quando Rex Angliæ revererit in Pacem Regis Franciæ, ipse faciet Regi Franciæ servitia, & iustitias in Curia Regis Franciæ de singulis Feodis, quos ab eo tenet, sicut singulis Feodos apportat.

10. Præterea, Rex Angliæ dat Regi Franciæ viginti millia Marcarum boni Argenti, & puri ad pondus Trecentis, persolvendas per duos Annos ibidem, his terminis: Ad primum dimidium annum à die liberationis suæ de Captione Imperatoris quinque millia Marcarum: Et ab eo termino ad proximum sequentem dimidium annum quinque millia Marcarum: Et exinde ad proximum sequentem dimidium annum quinque millia Marcarum: Et exinde ad proximum sequentem dimidium annum quinque millia Marcarum Argenti.

11. Et, pro his Conventionibus omnibus observandis, Rex Angliæ tradet Regi Franciæ Luches, & Castellonem supra Edriam: Et Archiepiscopo Remensi Driencurt, & Archies. Hæc autem quatuor Castella custodi-

NO 23. custodiantur ad expensas Regis Angliæ; ita tamen quod pro Luches, & pro Castellione custodiendis, Willielmus de Rupibus, aut ille, qui loco ejus erit, tradet Regi Franciæ duo millia Librarum Andegaviæ singulis mensibus, quantum ad mensum contingerit; & semper de victualibus apponet in illis duobus Castellis ad duos menses; in Luches ad undecim milites, & centum & quadraginta servientes; in Castellione ad quatuor milites & quadraginta servientes.

12. De Driencurt & de Archis Seneschallus Normanniæ faciet pro victualibus & custodia, ad grantum & voluntatum Archiepiscopi Remensis: Similiter victualia apponentur à Seneschallo Normanniæ in istis duobus Castellis semper sufficientia ad duos menses, secundum quod Archiepiscopus Remensis diceret.

13. Si omnes prædictæ Conventiones integræ observatæ fuerint Regi Franciæ, & quando, ex parte Regis Angliæ, soluta fuerint Regi Franciæ quinque millia Marcharum Argentii, Rex Franciæ reddet ei unum de prædictis quatuor Castellis, quod Rex Franciæ voluerit: Et iterum quando quinque millia Marcharum solutæ fuerint Regi Franciæ, ex parte Regis Angliæ, Rex Franciæ reddet ei unum de illis quatuor Castellis, quod Rex Franciæ voluerit.

14. Si verò decem millia Marcharum reddita fuerint simul Regi Franciæ ex parte Regis Angliæ, Rex Franciæ reddet illi duo de illis quatuor Castellis, quæ Rex Franciæ voluerit; si verò quiddecim millia Marcharum simul reddita fuerint Regi Franciæ, Rex Franciæ reddet illi tria de illis quatuor Castellis, quæ Rex Franciæ voluerit; sed si simul viginti millia Marcharum reddita fuerint Regi Franciæ, prædicta quatuor Castella reddentur Regi Angliæ.

15. Rex autem Franciæ nullum de illis quatuor Castellis reddet, nisi Conventiones prædictæ ei & suis fuerint observatæ de præfata sibi pecunia reddenda, de Comite Johanne, de Comite Lodowico, de Comite Engolismi, & suis, de Comite Partitii, de Comite Melentii.

16. Quando verò Rex Franciæ habuerit Luches, & Castellionem, & Archiepiscopus Rhemenfis Driencurt & Archies, Rex Franciæ recipiet Regem Angliæ in gratiam suam pro exequendo Conventiones prædictas, sicut Charta præfens dicit, & rogabit Imperatorem de liberatione Regis Angliæ.

17. Prædictus autem Cancellarius, & Willielmus de Rupibus, & Johannes de Pratellis, & Willielmus Brivere in animam Regis Angliæ juraverunt, quod Rex Angliæ Conventiones, quæ in Charta præfenti continentur, observabit; & quando Rex Angliæ redierit, ipse in propria persona jurabit infra rationabilem terminum, postquam a Rege Franciæ summonitus fuerit, se prædictas Conventiones servaturum, & Literas suas patentes ei inde daturum.

18. Præfati autem quatuor, & cum iis Constabularius Normanniæ, & Robertus de Harencurt, & Stephanus de Longo Campo juraverunt quod; si Rex Angliæ dictas Conventiones non observaret, se mitterent Parisiis in captione Regis Franciæ.

19. Archiepiscopi, Episcopi, Barones Terræ Regis Angliæ, quos Rex Franciæ voluerit, quosdam requisiti fuerint, jurabunt quod ipsi se Parisiis in captione Regis Franciæ ponent, si Rex Angliæ prædictas Conventiones non servaverit, sicut præfens Charta dicit.

20. Et, si Rex Angliæ moriatur antequam Rex Franciæ reddidisset præfata quatuor Castella, Rex Franciæ illa quatuor Castella redderet recto Hæredi pro exequendo prædictas Conventiones, sicut præfens Charta continet, & salvo jure Regis Franciæ.

21. Quæ omnia prædicta ut rata permaneat; & inconcussa, ego Willielmus Ellenfis Episcopus Regis Angliæ Cancellarius, & ego Willielmus de Rupibus, & ego Johannes de Pratellis, & ego Willielmus Brivere, per præceptum Regis Angliæ Domini nostri, Sigillorum nostrorum attestacione roboravimus.

Actum Medunce, anno ab Incarnacione Domini, Millesimo, centesimo, nonagesimo tertio, octavo Idus Julii.

XVII.

Conventio inter HENRICUM VI. Imperatorem & RICHARDUM I. Regem Angliæ, qua inter alia Rex Imperatori, pro obtinenda liberatione ex carere, 100000. Marcharum argenti promittit. Anno 1193. [Rymer, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 84.]

IN Nomine Patris, & Filii, & Spiritus Sancti, ANNO Amen.

Hæc est forma Compositionis inter Dominum Imperatorem semper Augutum, & Dominum Richardum illustrem Regem Angliæ. Dominus Imperator mittet Nuncios suos cum Nunciis Domini Regis, qui Londonias ibunt, & ibi recipient centum millia Marcharum puri argenti ad pondus Coloniarum; quæ pecunia, a Nunciis Imperatoris accepta & ponderata, sigillabitur in præsentia Nunciorum ipsius, & in conductu Regis per Regni sui terminos ducetur: ita ut, si eam in Regno suo perdi contigerit, periculo Regis perdat. Postquam vero ad terminos Imperii venerit dicta pecunia, per Nuncios Regis Nunciis Domini Imperatoris præsentabitur, qui eam illico ibi recipient, & si forte in partibus Imperii eam perdi contigerit, periculo Imperatoris perdetur, & Rex in ea non tenebitur, nec Obfidibus sui.

Alia quoque quinquaginta millia Marcharum argenti dabit Rex Imperatori & Duci Austriæ, & pro illis ponet Obfides, scilicet Domino Imperatori pro triginta millibus Marcharum sexaginta Obfides: Duci vero Austriæ septem Obfides pro viginti Marcharum millibus.

Solutis ergo centum millibus Marcharum, & datis Obfidibus Rex libere recedet.

Si autem Dominus Rex solverit promissionem, quam Domino Imperatori de Henrico quondam Duce Saxoniarum fecerat, Imperator de quinquaginta millibus Marcharum Regem liberum dimittens & absolutum, pro ipso Rege solvet Duci Austriæ viginti millia Marcharum, & Rex non tenebitur dare Duci Austriæ septem Obfides nec Imperatori sexaginta.

Cum igitur Rex prædictam promissionem de Henrico quondam Duce Saxoniarum impleverit, & centum millium Marcharum solverit libere recedet.

Præterea Rex fecit jurare in animam suam, quod nevem suam, filiam Comitissæ Britanniarum, tradet nuptui filio Duci Austriæ infra septem menses postquam liberatus fuerit, & in terram suam redierit, & eam transmittet usque ad introitum Imperii, si eam recipere voluerint; & si noluerint, erit absolutus.

Item si promissio de Henrico quondam Duce Saxoniarum completa non fuerit, quinquaginta millia Marcharum quæ residua sunt, solventur infra septem menses postquam Dominus Rex in terram suam redierit.

Cum autem Rex liberatus fuerit, & redire voluerit, Imperator dabit ei conductum per terram suam usque ad fines Imperii sui, & in Forti illo ubi mare intrabit, quandiu ibi stabit donec prospero vento recedat.

Præterea ea omnia, quæ tam in his, quam in aliis familiaribus Literis, sigillatis Sigillis Imperatoris & Regis, super Contractibus, qui inter eos ordinati sunt, uterque pro parte sua rata & firma habebit, & bona fide observabit.

XVIII.

Litteræ quorundam Germaniarum Principum ad Papam INNOCENTIUM III. quibus ipsum rogant, ut Electionem OTTONIS IV. in Imperatorem Rom. confirmare vellet. Anno 1198. [Rymer, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 105.]

Sacratissimo Patri ac Domino Innocentio, Sacrosanctæ Romanæ Sedis Summo Pontifici, Principes & Barones Alemanniæ, Clerici & Laici, debitam in Christo reverentiam & sinceritatem obsequi.

Cum placuisset ei, qui auferit Spiritum Principum, & magnus & terribilis est super Reges terre, Dominum Henricum Imperatorem de medio auferre, necessarium nobis fuit visum, & substituendo Rege tractatum & colloquium habere. Convenimus ergo sapies, & misterias & oppressiones, quas hactenus sustineramus, recententes, per universos Regni — animos nostros ereximus, & quid honori Ecclesiæ Dei & paci ac quieti Subjectorum expediret deliberantes, nunc unum, nunc alium, quasi finaliter eligere putabamus.

Verum, quia non est prudentia, non est potentia, non est consilium, nisi per Deum, placuit ei, qui Abraham filium immolare volenti victimam providit, & David fratribus juniorem de post fratris accepit, atque Marthiam ex Discipulorum numero ad sortem Apostolorum elegit, Serenissimum Dominum Ottonem, quondam Henrici Ducis Saxoniarum filium, ad regimen

ANNO
1198.

382

Romani Imperii, de terra peregrinationis suæ, ex inopinato offerre nobis.

Invocata itaque Sancti Spiritus gratia, prædictum Dominum Othonem, Christianæ fidei cultorem devotissimum, atque Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Advocatum & Defensorem fidelissimum, & judicariæ potestatis observatorem iustissimum, de longa & antiqua Regum prosapia ex utraque linea, specialiter editum, ad Romani Regni fastigium iuste & rationabiliter elegimus, & sicut debimus, ipsius electioni consentimus, ipsumque in Augustorum Sede, a Carolo M. apud Aquigranum huic Dignitati deputata, locavimus, & Corona & Diademate per manum Adolphi Colonienfis Archiepiscopi, ea, qua debuit, solemnitate, feliciter coronavimus.

Nos autem Principes, qui jam dictum Dominum in Regem elegimus, Feuda nostra, quæ ab Imperio tenemus, a manu ipsius recipientes, hominum sibi fecimus & fidelitatem juravimus. Tante igitur dignitatis inanus excellentissimus Princeps, primitias hujus honoris quam suis meritis adscribens, primitias hujus honoris offerens Domino, propria voluntate juramento firmavit, imprimis Sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ, deinde omnia Ecclesiarum jura bona fide servare, & manutene, & subiectos Imperii exheredatos maxime & a suis possessionibus violenter ejectos, in sua iustitia, pro posse, juvare & conservare.

Pravam illam consuetudinem insuper, quam Imperatores, Antecessores sui, in occupandis rebus mobilibus, vel se moventibus decedentium Episcoporum, vel Abbatum, Principum, hucusque servaverunt, penitus extirpans, nos Ecclesiasticos Principes ex hac indebita vexatione regali benevolentia liberos dimisit, & decedentium bona suis Successoribus servanda liberaliter statuit.

Patenitis ergo vestra dignum supplicare duximus, quatenus fidem & devotionem Domini nostri Regis attendentes, merita quoque illustrissimi Patris sui Henrici Ducis Saxonie, qui ab obsequio Sanctæ Romanæ Ecclesiæ nunquam recessit, memoriter tenentes, paci & quieti nostræ & vestræ, intuitu Dei & nostri obsequii, providentes, ipsius electionem & consecrationem auctoritate vestra confirmare, & Imperiali Coronatione armare paterna pietate dignemini.

Sanctitatem insuper vestram obnixè rogamus quatenus Principes & Barones, a tam rationabili electione discordes, Ecclesiastica censura ad concordiam revocetis, & ab illicita fidelitate partis adversæ, clave S. Petri resolutos, ad præstandum Regi Domino nostro fidelitatem & subjectionem auctoritate vestra compellatis.

Ut autem a Domino Rege nostro jura Romanæ Ecclesiæ (ut prædictum est) integra & illibata serventur, nos in bona fide spondemus & pro Domino Rege nostro fide juremus.

Ego Adolphus Colonienf. Archiepiscopus elegi & subscripsi,
Ego Bernardus Paderborn. Episcopus elegi & subscripsi,
Ego Thiedmarus Mindens. Episcopus elegi & subscripsi,
Ego Witichindus Corbeus Abbas elegi & subscripsi,
Ego Conradus Tudenfis Abbas elegi & subscripsi,
Ego Eribertus Werdensis Abbas elegi & subscripsi,
Ego Henricus Dux Lotharingie qui & Brabantia,
Marchio Romani Imperii elegi & subscripsi,
Ego Henricus Comes de Kule elegi & subscripsi.

XIX.

29. Juin. *Confederatio inter PHILIPPUM Regem Romanorum, & PHILIPPUM II. Regem Francie, contra RICARDUM I. Regem Angliæ aliosque Regis Francie hostes inita. Dat. Warniaci 3. Kal. Jul. Anno 1198. [RYMER, Foedera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 107.]*

1. PHILIPPUS Romanorum Rex semper Augustus, Notum, &c. Quod propter dilectionem, quam mutuo habuerunt erga Dominum Philippum Regem Francorum genitor noster Fredericus & Henricus fratres noster (ipse recordationis) Romanorum Imperatores, hanc Confederationem propter bonum pacis & publicam utilitatem cum charissimo amico nostro Philippo illustri Rege Francorum duximus incedendam, in hunc modum.

Quod nos eidem adiutores erimus nominatim contra Ricardum Regem Angliæ, & Comitem Othonem nepotem ipsius, & Balduinum Comitem Flandriæ, & Adolphum Archiepiscopum Colonie, & contra omnes alios inimicos ejus, ubicumque cum honore nostro id facere poterimus, bona fide & sine malo ingenio, quando locum & tempus id faciendi habebimus.

2. Si aliquis, de Imperio nostro, eidem Philippo Regi Francorum malum, vel ipsius Regno fecerit, si ille, qui deliquit, non emendaret hoc per nos, vel per Nuncios nostros, per pacem, vel per rectum in Marchia competentem, infra quadraginta dies, postquam id sciverimus per prædictum Regem Francorum (si fuerimus citra montes) vel Episcopum Metensis hoc sciverit (si fuerimus ultra montes) Dominus Rex Francorum poterit se vindicare de eo sine interruptione, & nos juvabimus eum bona fide.

3. Nos non retinebimus in Imperio nostro aliquem hominem de Regno Francie sive Clericum, sive Laicum contra voluntatem charissimi amici nostri prædicti Regis Francie.

4. Prædictus Rex Francie quandoque voluerit poterit se vindicare de Comite Flandriæ, de terra, quam idem Comes habet in Imperio, tam in Feodo, quam in Dominio, & hoc sine interceptione.

5. Nos bona fide promittimus quod, si sciremus quod aliquis quæreret malum Philippi Regis Francorum illustris, vel ejus Regni, nos bona fide id disturbaremus, & si non possemus disturbare, id nuntiaremus eidem Regi.

6. Et quando, Domino volente, coronati fuerimus in Imperatorem, has Conventiones eidem illustri Regi Francorum renovabimus, & sigillo nostro confirmabimus.

7. Nos autem, in manu Nevelonis, venerabilis Suesonensis Episcopi, fiduciavimus quod omnia prædicta bona fide observabimus.

Id etiam de mandato nostro, dilecti Principes nostri

Conratus Wirteburgensis,
B. Mettensis,
Chiehelmus Constantiensis, Episcopi:
Theodoricus quoque de Greuch,
Fredericus de Ceolre,
Hartemannus de Careberch,
Godefridus de Vebingre,
Everhardus de Euresien, Comites.

Et de latere nostro,

Trnsardus Camerarius noster,
Warnerus de Rossenach,
Warnerus de Bollands,
Warnerus de Ceangue, Milites.

Juraverunt quod bona fide studebunt quod hæc a nobis observentur & teneantur.

Id quoque adhuc unum Archiepiscopum, & unum Episcopum jurare faciemus. Datum Warniaci Anno Dominicæ Incarnationis, Millesimo centesimo nonagesimo octavo, Regni nostri primo. Tertio Kalendas Julii, per manum Imperialis aulæ Prothonotarii.

XX.

Pactum inter JOHANNEM Regem Angliæ & BALDUINUM Comitem Flandriæ & Hannonie, conclusum apud Castrum de Ruppe Andeliaci 18. die mensis Augusti Anno 1200. [Thesaurus Novus Anecdotorum &c. Tom. I. Col. 771. Ex Cartario Hasnoniensis Dominorum de Avesnis.]

Notum sit universis hoc Scriptum visuris, quod hoc est Fœdus & Conventio inter JOHANNEM Regem Angliæ & BALDUINUM Comitem Flandriæ & Haymonie consanguineum suum, videlicet quod idem Rex Angliæ Pacem aut Treugam cum Rege Francie non faciet, nec facere poterit, absque voluntate & consensu ejusdem Comitis, nec idem Comes faciet, aut facere poterit Pacem aut Treugam cum Rege Francie, absque voluntate & assensu prædicti Regis Angliæ. Et si forte de voluntate & assensu utriusque Pax aut Concordia fieret inter Regem Francie & eos, & Rex Francie postmodum alterutrum guerret, teneretur prædicti Rex Angliæ & Comes ad mutuum subsidium & auxilium sibi invicem conferendum, prout metius poterunt;

terunt, & sicut fecerunt tempore quo Fœdus istud inter eos est contractum. Et sciendum est quod hoc Fœdus & hæc Conventio non solummodo duratura est tempore Guærræ, sed in perpetuum inter eos & inter heredes eorum, qui terras ipsorum tenebant post eos; siue Pax fuerit, siue Guærra: ita quod si Rex Angliæ hoc Fœdus & hæc Conventio non observaverit, illi qui juraverunt hoc Fœdus & hæc Conventio tenendam pro Rege Angliæ, mittent se in capionem præfati Comitibus infra mensem postquam id bonâ fide scierint, non expectatâ summouitione dicti Comitibus. Similiter si dictus Comes hoc Fœdus & hæc Conventio non observaverit, illi qui juraverunt hoc Fœdus, & hæc Conventio tenendam pro ipso Comite, mittent se in capionem dicti Regis Angliæ infra mensem postquam id bonâ fide scierint; non expectatâ summouitione dicti Regis Angliæ. Hoc iuravit pro ipso Rege Angliæ bonâ fide tenendum ROBERTUS Comes Leycestria, & in animam ejusdem Regis, & pro seipso iuravit idem Comes in animam suam, & alii, quorum nomina subscripta sunt, iuraverunt in animas suas idem Fœdus & eandem Conventio bonâ fide tenendam: Videlicet WILHELMUS Marefcalcus Comitibus de Pembroc, RANDER Comes Cest, BALDUINUS Comes Albemart, WILHELMUS Arundell. RAD. Comes Augi, ROBERTUS Comes de Mellento, HUGO de Gornaco, WILHELMUS de Kaen, GAUFRIUS de Cella, ROGERUS Contabularius Cestr. ROBERTUS filius Walteri, WILHELMUS de Albiniaco, ROBERTUS de Ros, RIC. de Muntfith, ROGERUS Ethocen, SAHERUS de Quincy, WILHELMUS de Muntchenes, PETRUS de Pratellis, WILHELMUS de Stagno, ADAM de Portu, ROBERTUS de Turneham, WILHELMUS Males, EUSTATIUS de Vescy, Petrus de Brus, WILHELMUS de Humet Contabularius Normannie, WILHELMUS de Presciniaco, HUBERTUS de Burgo, WILHELMUS de Mansio, PETRUS Savarici.

Hoc Fœdus & hæc Conventio bonâ fide tenendam iuravit prædictus BALDUINUS Comes Flandriæ & Haynoniæ manu propria in animam suam, & alii, quorum nomina subscripta sunt, iuraverunt in animas suas idem Fœdus & eandem Conventio bonâ fide tenendam pro ipso Comite: Videlicet HENRICUS frater Comitibus, WILHELMUS avunculus Comitibus, SAHERUS Castellanus de Gaat, Hugo de Sancto Auberto, RENEUS de Trit, REGINALDUS de Aria, GILLENUS Castellanus de Bellomonte, DANIEL de Curtraco, Præpositus de Bruges, BALDUINUS de Cumines, HENRICUS de Bailliol, Terricus de Beverne, GERARDUS de Rodes, WALTERUS de Sotenghien, BOKARDUS de Burgell. WALTERUS Castellanus de Duaco, OSTO de Arbre.

Acta sunt ista coram ipso Rege Angliæ apud Castrum de Ruppe-Andeliaci XVIII. die Augusti, Regni sui anno 1.

XXI.

202. *Confederatio inter SANCUM Regem Navarre & JOHANNEM Regem Angliæ facta. Dat. Fevr. Engolism. die 4. Februarii 1202. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 127.]*

1. SANCUS, Dei gratia; Rex Navarrum, omnibus, &c.

Noverit universitas vestra nos fecisse & firmasse Pacem & veram Amicitiam & perpetuam Confederationem cum Domino Johanne illustri Rege Angliæ & Hæredibus suis perpetuo duraturam.

2. Dabimus eidem Regi Angliæ & Hæredibus suis & succedentibus auxilium & consilium contra omnes homines (solum Rege Moroccorum excepto) nec cum aliquo inimicorum Regis Angliæ, postquam idem Rex nobis fecerit quod inimicus ejus sit, Pacem faciemus, nisi idem Rex fuerit in Pace illa.

3. Nec Treugam capiemus nisi ipse fuerit in Treuga illa.

4. Nec ista faciemus nisi salva in omnibus & per omnia Confederatione nostra præscripta.

5. Præterea sciendum est quod nos cum Regibus Castellæ & Arragoniæ Pacem vel Treugam non faciemus, nisi prius satisfactum fuerit prædicto Regi Angliæ de querelis quæ sunt inter ipsos; salva in omnibus Confederatione præscripta.

6. Ad majorem autem hujus rei firmitatem super

Crucem Dominicam & Sacro-sancta Evāgelia juramus quod hoc, bona fide fideliter & firmiter observabimus. ANNO 1202.

Testibus,

Domino G. Penypilon Episcopo;
Gometio de Agoncello,
Garfia Patr. de Moriata,
Loderico de Bertan,
Pontio de Lacinia,
Everone de Geirei, &
Gometio Inventore,

Testes ex parte Regis Angliæ sunt hii Domini;

E. Burdegal, Archiepiscopus,
H. Xanton, &
W. Aqens. } Episcopi.

A. Comes Engelm.
A. Vicecomes Tuar.
W. Comes Sarum,
R. de Trank. Senescallus Pict. & Vascon.
Patr. de Peatell.
S. Wellen. Archidiaconus,
P. de Rapibus Thesaurarius Pictav. & Archidiaconus
Stafford.
W. Brewer;
G. de Furnivall,
Regon. de Scaccario.

Actum Engolism. quarto die Februarii, Anno Incarnationis Dominicæ Millesimo ducentesimo primo.

XXII.

Patium Matrimonii inter HUGONEM Regem Cyprî & ARLIDEM Filiam HENRICI Comitibus Campaniæ actum Accone Nonas Decembris Anno 1207. [Thefaurus Novus Anecdotorum &c. Tom. I. Col. 806. Ex Cartario Campaniæ.] 1207. 5. Dec.

EGO C. Dei gratia Tyrensis Archiepiscopus, notum facio, tam presentibus, quam futuris, presentem Cartam inspecturis, quod Dominus Johannes de Ibelino Bayulus Regni Jerusalem, & Dominus Philippus de Ibelino suus frater, & Dominus Willelmus de Petra, habuerunt tales Pactiones cum Domino Garnerio de Legniaco Comitissa Campaniæ Militis, quod ipsi facient Matrimonium bonâ fide, & sine malo inganno, ad posse suum, inter HUGONEM Regem Cyprî filium Regis AMERICI, & inter AELIS majorem filiam Domini HENRICI Comitibus Campaniæ, quod scilicet Matrimonium Barones ac Milites Regni Jerusalem tenendum & faciendum iuraverunt. Si autem prædicta AELIS moreretur antequam prædictus Rex Cyprî eam sibi in Matrimonio jungeret, eisdem Pactionibus præfatus de Ibelino, & alii prædicti suo juramento tenerentur, quod aliam filiam minorem nomine PHILIPPAM prædicto Regi Cyprî Matrimonio copularent. Super istas Pactiones omnes sæpe nominati Domino de Legniaco grantaverunt quod tenebant in Terra Syriæ prænominatam PHILIPPAM à proxima Pascha ad minus usque ad duos annos. Sæpeditus autem Johannes de Ibelino, & Dominus Philippus frater ejus, & Dominus Willelmus de Petra iuraverunt Domino G. de Legniaco, quod bonâ fide & sine malo inganno istas Pactiones prædictas tenebunt. Regina vero Mater sæpenominati Johannis de Ibelino & Domini Philippi Fratris ejus grantaverunt tenendum & faciendum istas Pactiones, sicut hæc sunt scriptæ bonâ fide & sine malo inganno ad posse suum, quas Filii sui iuraverunt. Cum autem præfatus HUGO Rex Cyprî sibi majorem vel minorem filiam Comitibus HENRICI Matrimonio copulaverit; prædicta Comitissa Campaniæ præfato Johanni de Ibelino, & aliis sæpe nominatis debet donare CL. marchas auri, LVI. Ber pro marcha. Si vero præfatum pecuniam non donaret, de prædictis Pactionibus Comitissa sæpedita respondere non teneretur. Hujus verò Pactionis & istorum sacramentorum ego C. Tyrensis Archiepiscopus testis sum, & Frater G. Tyrensis Templi Thesaurarius, & Johannes suus Clericus, & Dominus G. de Legniaco. Et ut hoc sit firmum & stabile, ego C. Tyrensis Archiepiscopus Sigillo meo confirmavi.

Actum Accone Nonas Decembris anno ab Incarnatione MCCVII.

ANNO
1208.

2. Nov.

Traité de Paix entre FRÉDÉRIC I. Duc de Lorraine & THIEBAUT Comte de Bar, du 2. Novembre 1208. [BALICOURT, Traité Hist. & Critiq. sur l'Origine & la Genéal. de la Maison de Lorraine. Aux Preuves, pag. LXXXIV.]

In Nomine Patris & Filii & Spiritus Sancti.

NOVERINT tam futuri quam presentes, quod Guerra quas inter Dominum Ducem Lotaringie Fridericum, & Theobaldum Comitem Barri & Luxemburgi vertebarat, Deo cooperante in Pacem & Concordiam permutata est, in hunc modum. Dux, & Fratres, & homines sui, Comitibus suis Pacem tenebant firmam, integram & stabilem; Comes vero quidquid tenebat in principio Guerre illius, tenebit omnibus diebus vite sue, in pace bona & quiete, sine omni placito, absque calumnia & reclamacione. Post decessum vero ejus, Filius suus, & alii Hæredes Comitibus, excepta illa sua uxore Ducis, & suis Hæredibus, quicquid Comes tempore vite sue tenuerit, per hanc Pacem & in eadem Pace, tenebunt in perpetuum, exceptis tribus Castris Longwy (a), Sathenac, & Amaniam, quæ Comes tenet & tenebit quamdiu viscerit. Sed post obitum ejus, erunt Ducis ex parte uxoris sue filia Comitibus per matrimonium. Homines vero tam Ducis quam Comitibus, quicquid tenebant initio Guerre predictæ, pacifice tenebunt usque ad jurisconsultacionem, & ubi debuerint, juri stabunt, & alter alteri satisfaciatur. Per Pacem vero predictam, Castrum de Remont à Duce obtruerit, usque ad consideracionem & laudem Comitibus, vel hominum suorum quos misit ad hoc considerandum; nec refrimatur sine consensu & laude Comitibus, & donec predictum Castrum obtruerit fuerit, Comes in manu sua Castrum Ducis de Chastenoys tenebit; quo facto Comes dictum Castrum de Chastenoys ei reddidit. Si autem Dux cum Theodorico de Remont Pacem fecerit, Dux de eodem Theodorico, & de adiutoribus suis, Comitibus & suis hominibus Pacem facere teneatur. Si vero inter ipsos Pax facta non fuerit, Dux erga dictum Theodoricum & Coadjutores suos, Comitibus & hominibus suis in omnibus & per omnia, ad posse suum, in bona fide teneatur subvenire.

Præterea Dux memoratus Comitibus predictis duo milia Marcarum argenti pro damnis suis esse redditurus, in hunc modum; quod infra tres menses, postquam submonitus fuerit, Dux Comitibus de predicta pecunia creantur suum facere teneatur, & inde dedit ei plegios, Odonem Ducem Burgundie, de ducentis Marcis; Simonem Dominum Jovisville (b), de ducentis Marcis; Philippum de Florence, de ducentis Marcis; Ferricum Comitem Tullenensem, de ducentis Marcis; Albericum de Darneio (c), de ducentis Marcis; Gilonem de Cons, de centum Marcis; Verricum de Prineio (d), de centum Marcis; Simonem de Passavant, de centum Marcis; Simonem de Parroye, de centum Marcis; Simonem de Villa, de centum Marcis; Karlonem de Gondevilla, de centum Marcis; Arnoldum de Vokeranges, de centum Marcis; Arnoldum de Siergk, de centum Marcis, in hunc modum: quod si Dux memoratus Lotharingie, conventiones pecunie istius non tenuerit, Dux Burgundie infra quindécim dies, postquam submonitus fuerit de ducentis Marcis, Comitibus creantur suum in vadis vel in nummis facere teneatur, alii vero Plegii infra quindécim dies postquam submoniti fuerint, creantur suum Comitibus facient, vel in Castris ipsius Comitibus, quod fiet ex parte Patris sui, usque ad plenam solutionem tenebunt captionem: quod si facere recusaverint, Comes, laude ipsorum & Ducis, vadia eorum ubi potuerit, accipiet. Præterea Dux sepe dictus creantur quod ad posse & velle suum, & laude sua, Matrimonium inter Filiam suam, & Filium Valteri de Vangionisrivo (e), nunquam stabit, nec pro isto Matrimonio terram ei vel pecuniam vel aliud beneficium ei daturus. Sciendum etiam quod si inter Ducem & Comitem, vel inter homines Ducis & Comitibus, de capitalibus interceptis querimonia fuerit, intra xv. dies querimonia istam Dux debet emendare. Si autem aliquis hominum suorum rebellis fuerit, & pro ipso latissimè noluerit, nec fore factum emendare, Dux ad posse suum in bona fide ei malum facere tenebitur, & cogere ad emendandum. Si vero (quod absit) Dux, vel Frater, vel

homines sui, in Comitem vel in Filium suum, vel in Castellum eorum manum miserint, nullum inde placitum fiet, sed sine placito ostagii hujus Pacis de Pace fracta in Conventionibus incidant, & ad Comitem & ad Filium ejus post ipsum cum Feodis suis, laude Ducis, per hominum fei tenebunt; ab hac tamen conventionem excipiunt Comes Darbos, Comes Sigibertus, Comes de Sarebruge, Comes de Gemino ponte (f), Comes Stephanus Burg. (g) Simon, Dominus Jovisville. Quod si aliquis istorum Comitibus vel suis malum fecerit, non ideo Pax dicetur infracta. Sed Dux erga eos ad posse suum in bona fide Comitibus & suis tenebuntur subvenire. Per istam autem Pacem solus Dux liberatus est à captione Comitibus quæ tenebatur, Fratres vero sui & alii capti in captione Comitibus ad velle ipsius remanserunt. Ad hanc Pacem firmiter tenendam & observandam, Dux Comitibus in ostagium assignavit ista Castra quæ Comes tenet, Longwy, Sathenac, & Amaniam, laude uxoris sue Ducis filie Comitibus, in hunc modum: Quod si contigerit Ducem, vel Fratres, vel homines suos dictam Pacem infringere, predicta Castra Filio Comitibus & aliis Hæredibus suis sine Ducis uxore Ducis & suis Hæredibus in perpetuum hereditarium remaneant. Daturus est etiam Dux Comitibus in Ostagium hujus Pacis Regem Alemanie, quem Comes voluerit, cum Litteris suis apertis; & donec hoc fuerit adimpletum, Comes Castrum Ducis de Sirkis in manu sua tenebit; hoc adjuncto, quod predicta duo Castra de Chastenoys & Sirkis Dux munire debet vicinalibus, quæ hominibus Comitibus quæ Castra illa servabant, per annum sufficiant, & de anno in annum, donec duæ Conventions præscriptæ fuerint adimpletæ; impletæ vero una Conventio, unum Castrum Duci reddetur; impletæ alia, aliud ei reddetur, sicut dispositum est. Ad confirmationem autem hujus Pacis, Dux sapeditus Pacem istam, & omnes Conventions in ea contentas, se observaturum juravit, & Ostagios tenende Pacis assignavit, Odonem Ducem Burgundie, cum Litteris suis apertis, & fidei juramento, homines etiam suos qui subscipiti sunt, videlicet Henricum, Comitem Gemini Pontis, Gilonem de Cons (g), Ferricum, Comitem Tullenensem, Simonem Dominum Jovisville, Hugonem de Fiska, Henricum Comitem de Salmis, Simonem Dominum de Parroye, Philippum de Florence, Milonem de Venderis (h), Albericum de Roseris, Gerardum de Alet, Karlonem de Gondevilla, Albericum de Darneio, Olricum de Offroicore (i), Gerardum de Velascort (k), Simonem juvenem de Parroye, Simonem de Villa (l), Verricum de Prineio, Arnoldum de Volkeranges, Arnoldum de Sirkis, Simonem Advocatum Metensem, Goffridum d'Aubies (m), Simonem de Passavant, Albericum de Fokerenges, Valdrandum de Lenboze, Joannem de Monte claro, Gilonem de Bergues, Ferricum de Ponte Trevisini, Verricum de Fontois, Trancasse de Bites, Theodoricum de Chamblies, Olricum de Novillari, Valterum de Prineio, & Albertum de Parroye, qui redempti fuerint. De Pace ista & Conventionibus istis tenendis, isti præscripti sunt Ostagii, in hunc modum; quod si contigerit Ducem, vel Fratres, vel homines suos, predictam Pacem infringere, nec tenere, prænominati homines Ducis, cum omnibus Feodis quæ de Duce tenent, laude ipsius Ducis, ad Comitem transibunt, vel ad Filium ejus. Si de Comitibus defecerit, & quicquid Ducis debebat, Comitibus & Hæredibus suis, excepta Ducis & Hæredibus suis, per hominum debebant in perpetuum, hoc adjuncto, quod in omnibus Conventionibus quibus prædicti Dux & Fratres & homines sui de Pace conservanda ista, Comitibus tenebatur, tenebatur etiam Filio suo post ipsum. Hæc autem omnia quæ in hac Carta præscripta sunt, Dux & homines ejus se inviolabiliter observaturos, tactis sacrosanctis, juraverunt. Ego FRIDERICUS LOTARINGIE Dux & Marchio, Pacem præscriptam, & omnes Conventions Pacis me observaturum juravi, & præsentem paginam Sigillo meo confirmavi in testimonium. Acta sunt hæc anno ab incarnatione Domini 1208, quarto Nonas Novembris.

XXIV.

Epistola INNOCENTII Papæ III. ad JOHANNEM Anglorum Regem, quæ cum Anathemate percussurum minatur, nisi intra tres Menses, post hujus Epistolæ susceptionem, ea quæ ab illo requirit adimpleverit. [Thesaurus Novus Anecdotorum &c. Tom. I. Col. 810. Ex MS. S. Juliani Turonensis.]

INNOCENTIIUS III. JOHANNI Regi Anglorum.

Tacti

(a) Longwy, Meuse.
Amaniac.

(b) Jovisville.

(c) Darney.

(d) Prény.

(e) Vignory.

(g) Anjou.
d'hui la
Grand' Ville.

(h) Vendes.

(i) Offroicourt.

(k) Velascort.

(l) Ville sur Ilon.

(m) Albe.

1209.

ANNO 1209. Tacti sumus dolore cordis intrinsecus, & vehementi
 morore turbati, quod cum ex illa speciali prerogativa
 dilectionis, qua te Sedes Apostolica diligeat inter ce-
 teros Principes, ut verba vice rependeres ei reverentiam
 & honorem, odium pro dilectione ei retribuis, & quasi
 conjuraveris in teipsum, tuo non parvis honori, ut
 nostro valeas derogare. Quin immo tuam & famam
 negligens, & salutem in prejudicium utriusque, teme-
 re contra nostram, & Ecclesie, immo Dei dispositio-
 nem erigis: non attendens quod in vanum eam eva-
 cuare moliris, cum extentam manum Altissimi nemo
 possit avertere, & quicquid fuit ab illo decretum nullus
 valeat immutare. Sanè quantum & qualiter super ne-
 gotio Cantuariensis Ecclesie tue Regali Celsitudini de-
 tulerimus, est tu forsitan hoc non recolis ut ingratus,
 de memoria tamen universalis Ecclesie facile non po-
 terit aboleri, quæ bonitate militiam non vincente, nos-
 tram circa te patientiam admiratur. Hen! quæ, caris-
 sime Fili, duritia tuum obturavit auditum, ut salutaria
 monita tibi à nobis totiens inculcata non caperes? Quæ
 duritia tuum absorbit intellectum, ut discretæ consilia
 tibi à nobis suggesta sapius non servares? Jam sic indu-
 ratus esse conspiceris, ut crescentem vulneris tui plagam
 non sentias. Ita fascinatus esse videris, quod nec
 medicaminis opem, vel operam medicantis admittas;
 ut quasi de te conqueri possimus, cum Propheta dicen-
 do: *Cui loqueremur, & quem contestabimur amplius?*
incursumque sunt aures ejus, & audire non possunt.
 Piget te verbi quod pro tua tibi salute suggeritur. Tæ-
 det boni quod pro tua tibi honorificentia suadet, dum
 nec anime detrimentum te miseret; nec famæ quam
 nec infamia dixerimus mundane te pudet: unde tanto
 magis super tanta duritia miseramur, quanto in crude-
 lem ipse tibi mutatus miserum tui hæcenus miserabilis
 refugisti. Licet autem paterna caritas ex qua tibi ista
 suggerimus, tibi sit forsitan odiosa, circa te tamen pruden-
 tis & amantis Medici vices agimus, qui infirmum
 quamvis invitum & improvisum, & reluctantem salu-
 briter fecit & urit. Ideoque (quod absit) si morbum
 tuum invenimus induratum, violentiori nos coges
 insilire medicinæ, juxta quod necessaria cura deposcet.
 Cujus asperitatem est forsitan in præfenti refugias, sa-
 nitate tamen recuperata, ipsius collaudabis effectum,
 ac peritiam quoque Medicum benedices. Ut autem ad-
 hac sermone apporetus argueremur, si forsitan ipso
 insolitis asperiora molimina non expectes; Serenitatem
 Regiam rogamus attentius, & monemus per eam qui
 venturus est judicare vivos & mortuos, obstantes
 quatenus vis consilio saniori, à tanto revocetis er-
 rore: saltem in ipso negotio procedendo juxta con-
 tinentiam Litterarum, quas filius Abbas Belli-loci à
 nobis dudum tuo nomine imperavit. Quia procul da-
 bio præter culpam priorem, hoc ad culpam alteram tibi
 poterit imputari, si ab eo recedere videaris: quod sub
 tuarum Litterarum testimonio tam expresso, cum tanta
 fuerat instantia postularum: per quas videlicet Litte-
 ras nobis humiliter supplicas, ut quod ipse Abbas de
 negotio ipso tuo nomine nobis diceret, firmiter crede-
 remus: propter quod debueras sine difficultate qualibet
 adimplere, quod per suam fuerat sollicitudinem impe-
 tratum: præfentem cum hoc demum visus fueris ac-
 ceptare; quandoquidem propter illud à te prius audi-
 tum, diligenter & examinatam prudenter Delegatos
 nostros ad præsentiam tuam postea quasi pro comple-
 mento negotii venire fecisti. Quapropter, Fili caris-
 sime, ne sis durus, & negotio ipsi difficultatem nullam
 ingeras, ne te (quod absit) in illam difficultatem indu-
 cas, de qua non facile valeas expediri. Alioqui quan-
 tumcumque personam tuam in Domino sincerè diliga-
 mus, & Canonica disciplinam indignanter sis forsitan
 recepturus: quia tamen cum is qui diligitur castigatur,
 tunc circa eum pietas excercetur, eo quod amor habeat
 plagas suas, quæ dulciores sunt, cum amarior inferun-
 tur: nisi usque ad tres menses post harum suscepcionem,
 vel recusatationem præfentium, quæ præmissimus
 adimpleveris; ex tunc ex parte omnipotentis Dei Patris
 & Filii, & Spiritus sancti, & beatorum Petri & Pauli
 Apostolorum ejus, quorum licet indigni auctoritatem
 habemus, te anathematizatum decernimus, & à com-
 munionem fidelium præcidimus: venerabilibus Fratribus
 nostris firmiter dantes in præceptis, ut Sententiam ipsam,
 appellatione remota, non differant publicare: facientes
 eam singulis Dominicis ac Festivis diebus, pul-
 satis campanis, & candelis accensis, usque ad satisfac-
 tionem condignam solemniter innovari. Quam etiam
 & nos ipsi, auctore Domino, ore proprio publicamus,
 ut sit certius & validius poena ejus in omnem Eccle-
 siam innoscat, cujus culpe generalem Ecclesiam nos-
 citur offendisse. Ad hæc cum adjutorio Dei contra te

TOM I. PART. I.

ANNO 1209. multipliciter processuri, si nec sic tuum corrigere festi-
 nime errorem. Ecce tentus est arcus; fuge, Fili caris-
 sime, à sagitta, quæ non confuevit abire retrorsum,
 ne sauciatus ab illa, graviter infirmis, ut non solum
 non possis ad meliora proficere, verum etiam vix va-
 leas ad priora redire, cujus utique plaga sine deformi
 non poterit cicatrice sanari.

Alia manu. Adum anno gratiæ MCCIX, quando
 plebs fidelis contra Hæreticos Albigenes arripuit iter,
 PHILIPPO regnante in Francia, Magistro STEPHANO
 de Langatenoie à Domino Papa in Archiepiscopum
 Cantuariensem ordinato contra voluntatem JOHANNIS
 Regis Angliæ, propter quod Terra ipsius posita fuit
 sub Interdicto.

XXV.

Forma Interdicti ab INNOCENTIO III. in Angliam constituta. [Ibidem Col. 812. Ex MS. S. Michaelis in periculo Maris.]

Hæc est generalis Interdicti per Angliam for-
 ma constituta ab INNOCENTIO III. propter
 contumaciam JOHANNIS Regis. Quod Clerici, quan-
 do voluerint, sine omni solemnitate, & sine nota, om-
 nes horas in Ecclesiis dicant, & legant Evangelium,
 ostiis tamen clausis, ita ut nullus Laicus ingreditur,
 nec causa orandi, nec aliter, nisi sit aliqua potens per-
 sona non excommunicata, quæ cum omni devotione
 petat ingressum, ex cujus repulsa graviter ladi possit
 Ecclesia. Tunc autem solus ineat, sed nihil audiat à
 Sacerdote, nisi verbum prædicationis, ut plus Deo obedi-
 at, quam homini, & cetera hujusmodi. Item con-
 vocent Capellani Parochianos suos singulis diebus Do-
 minicis, & præcipuis Festivitatibus ad crucem aliquam
 in Villa, vel in Cimiterio, & prædicent eis cum omni
 diligentia patientiam & obedientiam; quia CHRISTUS
 factus est obediens Patri, &c. Et doceant plus esse
 obediendum Deo, quam homini. *Nolite timere eos*
qui potestatem habent occidendi corpus, &c. Facta
 autem prædicatione, dicant Sacerdotes preces devotis-
 sime pro pace Ecclesie, & pro Domino Rege, ut Do-
 minus JESUS-CHRISTUS dirigat pedes ejus in
 viam salutis, & det ei spiritum consilii, ut quæ agenda
 sunt secundum Deum videat, & ad implenda quæ vide-
 rit convalescat. Dicant etiam preces pro vivis & pro
 defunctis, sicut consueverant, omnes flexis genibus,
 & orationibus insistant, ut defectum Missarum vigiliis
 & orationibus suppleant; quia omnes illi qui obedi-
 entes erunt Ecclesie Dei, & viam salutis ingreditur; qui
 autem rebelles existerint, vindictam Domini poterunt
 formidare: maledictus enim puer qui matri verberanti
 pugno resistit. Capellani etiam Festa denuntient, sed
 neque panem faciant, neque aquam benedicant. Item
 parvuli baptizentur in domibus cum chrismate & unc-
 tione, & cum omni debita solemnitate. Et conveni-
 ant omnes Archidiaconi & Decani in die Cæne, si-
 cut consueverant, & ibi eis dicatur qui eos oportet
 facere; vetus autem chrisma ubique reservetur. Ha-
 beant autem Parochiani vas commune ad baptizandum
 pueros, quod possit deferri per domos: aqua autem
 baptismatis honestè reponatur, & vas honestè custodi-
 tur. Quicumque Confessionem petierit, habeat quan-
 documque voluerit, & legitimum testimonium faciat,
 & omni solemnitate, sed sine Eucharistia, & sine Ex-
 trema-unctione. Corpora defunctorum, tam Clerico-
 rum, quam Laicorum, ponantur ubi amici eorum vo-
 luerint extra cimiterium, præcipue ubi transeunt pos-
 sunt commoveri, ita quod nullus Sacerdos in sepul-
 tra Laicorum præfens sit; sed corpore jacente in do-
 mo, poterit Sacerdos, sed sine cruce, & sine aqua be-
 nedicta, facere privatim commendationem anime. Cle-
 rici defuncti bene possunt reponi in truncis signatis,
 vel plumbeis vasis super arbores cimiterii, vel super
 murum; & corpora Religiosorum ponantur infra septa
 sua, terra Cimiterii non aperta. Item Altaria denun-
 dentur in Ecclesiis. Mulieres autem ad purificationem
 non admittantur. Sponsalia & Matrimonium non con-
 trahantur. Ubi cumque videbitis, vel audieritis violentiam
 factam in rebus Ecclesiasticis, statim faciatis dam-
 num appetiari & commendari scripto, & nomina eor-
 um malefactorum redigatis in scriptum, & ipsos publi-
 cè denuntiatis excommunicatos; qui si peniterint, ad
 Episcopum mittantur. Magistri Scholarum, si à Lai-
 cis permittantur, recipiant honorifice, legant & doceant.
 Illis autem qui potuerint recipere Corpus Domini,

Ccc

ANNO

1209.

mini, quibus denuntiatur est ut reciperent, & contemnerent; non licet comedere carnes sine consilio Episcoporum, vel aliquis authenticam personam in die Paschæ, nec deinceps. Hoc autem eis publicè denuntiatis, sine diffinitione tamen. Teneantur à Decanis Capitula, & extirpatione crimina, tam Clericorum, quam Laicorum, in quantum fieri poterit; poterunt autem puniri per Excommunicationem. Capitula autem in Cimiteriis, in domibus Sacerdotum, & non in ipsa Ecclesia teneantur. Omnes verò Episcopi Angliæ solemniter excommunicabunt, excepta personâ Domini Regis, & Reginæ, & personâ Justiciarii Domini Regis, quicumque miserint violentam manum in Ecclesias, vel in possessiones Clericorum, vel catalla eorum, & quicumque, invititis Clericis, aliquid de bonis eorum à raptoribus emerint, vel de domo malefactorum receperint, vel amoverint, vel asportaverint, vel ad custodiendum receperint, nisi de voluntate Clericorum, vel ad opus eorum. Hoc autem publicè denuntiant Capellani, quotiens prædicabunt. Corpus Domini scilicet residuum fuerit, reservetur honestè in Ecclesia, donec dicatur quid inde fieri debeat, ita quod à nullo sumatur, nec à Sacerdote, nec ab alio. Clerici sua reponant in Ecclesiis & Cimiteriis, quæ ibi, Deo dante, Pacem habebunt. Si dies Hospitaliorum evenierint, diligenter admoncant Sacerdotes populum, ut conveniat extra Ecclesiam ad eorum prædicationem, & confraternitatem illam devotissimè observent: Ostia tamen Ecclesiis eis non aperiantur, nec aliquem in Cimiterio sepelire permittantur: sed aliter quibus modis fieri poterit Clerici eorum coadjutores existant, & eis ostendant Sacerdotes quòd hoc Interdictum Domini Papæ est, cui nullus potest resistere. Ita generale & ita violentum est, quòd nullum Privilegium, nulla permissio Missarum, vel aliarum libertatum potest observari. Nihilominus tamen elemosynas & promissas Parochiani teneantur persolvere, ne Deus, ob duritiam illorum, durius irascatur; & cum Deus Pacem dederit Ecclesiis, tam vivis, quam defunctis omnia recompenfentur. Fugitivi etiam quicumque ad Pacem Ecclesiæ confugerint, cum omni diligentia in protectionem Ecclesiæ admittantur. Benedictiones in prandis & gratiarum actiones more solito licet facere. Valet.

XXVI.

1212. *Epistola HENRICI Imperatoris Constantinopolitani ad universos Amicos suos, quæ certis eis factis de Victoria ab ipso contra LASCARUM Imperatorem reportata. Dat. apud Pergamum in Oñtavis Epiphaniæ Anno 1212.* [Theaurus Novus Anecdotorum, &c. Tom. I. Col. 821. Ex MS. Camberonensi & Elmonensi.]

Janv.

HENRICUS Dei gratiâ fidelissimus in CHRISTO Imperator à Deo coronatus Romanorum, & Moderator semper Augustus, universis amicis suis ad quos tenor presentium pervenerit, salutem in Dominorum Domino.

Quoniam dilectio vestra de statu nostro certificari desiderat, & de prosperitate nostra, sicut confidimus, habitura est læticiam; idcirco quadam est non singula quæ circa nos fecit Dominus, vobis carula presentium nuntiamus. Intelligatis igitur nos hæcenus in nostro Imperio quatuor inimicos habuisse principales & potentissimos, in medio quorum positi & expositi, illorum incursum assidue sustinimus undique & insultus. Horum quidem primus & maximus fuit LASCARUS, qui totam terram ultra brachium sancti Georgii usque ad tranchiam tenuit, & ibidem pro Imperatore se gerebat, nos ex illa parte frequenter aggravavit. Ex alia verò parte BURILLUS nobis insitit, qui similiter inter gentem Bulgarorum, quibus per violentiam se præposuit, Imperiale nomen sibi cum singulis signis Imperialis usurpavit, & inde nos diu & multis incursum fatigavit. In altera verò parte, scilicet in Regno Thesalonice MICHALITUS traditor potentissimus, & STRATIUS nepos Johannis magni olim popularis Græciæ, qui duo, licet nobis fidelitatis juramento sacramentum præstiterint, toties tamen viribus suis in partibus illis nostro exitio imminabant. Unde pro illis duobus debilitandis, & deicienda eorum elata potentia, de consilio Baronum nostrorum descendimus duodecim diebus à Constantinopoli, sicut jamdudum ad vos credimus pervenisse. Illic verò cum præfatis hostibus longo lucamine habito, tandem auxilio Dei illos ad hoc deduximus, quod nihil aut parum nos, vel quemdam

alium poterunt aggravare, nec profuerunt illis subtiles & excogitate prodiciones, quibus contra nos usi sunt septius. Quater enim MICHALINUS, & ter STRATIUS juramenta nobis præstiterunt, quæ neuter illorum totiens infringere dubitavit. Sed nos illos ita castigatos super hoc dimissimus, quòd coacti fuerint penitere fidem nobis fragillè totiens præ aliis peccatis omnibus quæ fecerunt. Nos enim de optima & speciosa terra quam tenebant, majorem eis partem abstulimus, & nisi majora negotia nos constanter revocassent, non eis sola domuncula remansisset in nostro Imperio. Sed alii duo hostes nostri Imperii, BURILLUS scilicet & LASCARUS nimis graviter opprimebant. Constantinus unus per mare, per terram alius: & jam LASCARUS unum de hominibus nostris majoribus, Dominum scilicet Petrum de Brucello & maximum Galearum numerum coadunavit, ut Constantinopolim expugnaret. Qua de causa Civitas in magna desolatione trepidabat: ita quòd multi de nostris de nostro reddito desperantes, per mare proponebant fugere: plures vero ad ipsum LASCARUM transierunt, ei contra nos promittentes auxilium & jurantes. Ob hoc igitur cum festinatione redeuntes die Paschæ ad quandam Civitatem nostram, quæ Rossia dicitur, pervenimus; & in die sequenti exeuntes diluculo, & parum jam à Civitate elongati, didicimus per nuntium fidelem quòd BURILLUS ibidem prope ante nos erat cum maximo Comannorum & Bulgarorum, & Blacorum exercitu, & nostro infidians adventum, viam quâ transivimus eramus quæ nimis strictissima fuit & difficilis, utrobique mons montibus clausa occupaverat, volens nos intra montium difficultatem deprehendere fraudulenter, & nisi Dominus fraudem, & occultum detexisset nobis laqueum, comprehendi leviter potuisset nostras paucitas in illo transitu, quia non plures tunc quam sexaginta milites habebamus, sed cum per nuntios & speculatores quos illic missimus hoc verum esse probavimus, ab illa via declinantes, per aliam viam quæ circa mare protendit obliquavimus iter nostrum, & per quadam Castellam quæ illic habebamus transeuntes, armatos qui ibi erant ad junximus, & sic ulterius procedentes oblivimus quosdam nostrorum, qui de Constantinopoli tribus diebus procul nobis occurrerant. Et tunc videntes numerum nostrum augmentatum, statim ad insequendum BURILLUM iter refleximus, proponentes pugnare cum eo, si ipsum alieubi inveniremus; sed ipse adventum nostrum præsentens, iter arripuit, & nos illum duobus diebus insequentes nequaquam invenire, vel alieubi consequi potuimus celeriter fugientem. Tunc vero Constantinopolim reverentes, ibi cum gaudio & sollemnitate magna recepti sumus, velut qui longo tempore expectati à populo desideranter fueramus. Significaverunt enim nobis Barones nostri, quos in fine & in marchia Regni Thesalonice servanda dimiseramus, BERTHOLDUS Comes videlicet & Frater noster EUSTACHIUS, & quidam alii, quod inimicus noster STRATIUS, quem omnino reliqueramus destitutum viribus, animos resumens per Burillum, qui ei in auxilium venerat cum LIL. aciebus, & jam multa nobis damna intulerat; sed præfati Barones, collectis viribus & associato MICHALITIO qui tunc cum eis concordiam invenerat, eidem STRATIO in plano Pelagionis occurrerant, ubi cum eo pugnautes obtinuerunt victoriam. Itaque majorem partem sui exercitus dimisit STRATIUS in eadem planitie gladiatum, ex alia vero parte nobis innotuit quòd Soldanus Iconii, qui nobiscum amicitiam juramento firmaverat, & auxilium contra ipsum LASCARUM pepigerat, ingressus erat terram Lascari cum maximo Turcorum exercitu; sed Lascarus ei cum majori Græcorum multitudine occurrerat, & etiam Latinorum, qui sub Excommunicatione summi Pontificis ei adhaeserant, quorum auxilio obtinuit victoriam contra Soldanum LASCARUS in prælio: ita quòd ipse Soldanus relictus fuit & occisus cum maxima parte sua gentis. Qua de causa tunc LASCARUS acrior & elatior factus, misit Litteras ad omnes Græcorum Provincias, continentes honorem & lucrum sue victoriæ, significans etiam illis quòd si eum vellent adjuvare, citò terram de Latinis canibus liberaret. Ob hæc igitur Græci omnes murmurare incipientes contra nos, ei promittebant auxilium, si veniret Constantinopolim pugnaturus. Nos verò hoc intelligentes, cum fidelium nostrorum consilio, ad eum invadendum Brachium sancti Georgii transivimus, magis volentes eum invadere, quàm ejus invasionem Constantinopoli expectare. Cumque Brachium transivissemus, nec adhuc tamen milites nostri omnes transissent, occurrit nobis LASCARUS cum gravi multitudine ante Civitatem Spigacti, quam illic solam habebamus, & nos licet pauci

ANNO

1212.

pauci numero, multi tamen virtute & animo effemus, ei contra Civitatem ad pugnam nos obtrulimus; sed statim fugam arripientes in quibusdam vicinis montibus, de quorum vicinitate confidebat, se recepit. Non tamen ita velociter fugere potuit, quin nos qui eum sequebamur, eidem grave damnum inferamus, in canda illi exercitū, cujus partem maximam destruximus, equos plurimos cum equitantibus retinentes. Postea vero, collecto nostro exercitū, equitare per terram cepimus, nec ipse in planis audebat nobis occurrere, sed cum exercitū suo montes tenere infidiabatur nostris Curforibus, qui pro victualibus mittebantur. Sed tandem terræ populus quod ad libitum nostrum per terram equitarem, ut vidit, congregatus est ad Lascaram, dicendo ei communiter quod hoc diutius sustinere volebant; sed aut ipse nobiscum pugnaret, aut ipsi nobis se reddere non different. Quod audiens LASCARUS, congregavit insulitum populum, tam peditum, quam equitum: ita quod habuit nonaginta magnas acies, quarum octo erant ex Latinis, qui ei contra nos auxilium faciebant sub Excommunicatione Domini Papæ, timorem Dei & hominum relinquentes. Cum hac multitudine occurrerit nobis LASCARUS XV. die Octobris iuxta fluvium Luparci, ubi tentoria fixeramus. Non autem exercitum suum traxit in planitiem, sed retro quemdam montem latens, duas acies misit ante nostra tentoria, quas cum quidam nostrorum fugarent & insequerentur, invenerunt ibi prope nos maximam multitudinem congregatam. Quod cum nobis renuntiasset, arma sumi statim iussimus, & illuc accedentes, percussu suisque ammiratione & extasi, videntes ibi tantum populum ordinatum per acies & divisum. In sola enim acie Lascari erant mille & septingenti loricati homines, plures scilicet quam in toto nostro exercitu haberemus. Nos enim parvas, & solum XV. habebamus acies; & ex illis ad conservanda tentoria una remanserunt, & in unaquaque novem quindecim erant milites, excepta nostra sola, in qua minus quinquaginta. Videntes tamen quod salubriter bellum non possemus subterfugere, in solo Deo & in ejus sancta cruce, quæ ante nos ferebatur, sperni nostram omnino posuimus, & sic duodecim ex nostris aciebus concurrere præcepimus, timentes quod si pauciores concurrerent, ab hostili multitudine involverentur. Illi vero cum magnis clamoribus & tubarum sonibus occurrerunt, equos equis & gladiis gladiis opposuit, & primum confectum satis viriliter sustinentes, non tamen eventum belli, nisi per brevem horam duravit dubius. Statim enim post receptionem primorum ictuum adversa pars incepit fugere, & fugientes terræ gladiis nostrorum obtulit ferienda. Nos vero tunc acris & audacius instantes eos ferneræ & sequi non cessavimus ab hora meridiei quæ bellum incepit usque ad Solis occubitum; ita illis imminxi, quod vi suos ab illis dinoscebant. Unde non oportet vos dubitare multos illa die corruiße gladio. Quod tamen mirabile est in oculis omnium audientium, quia nullus de toto exercitū nostro perisæ, vel mortale vulnus recepit inventus est, & multi Latinorum ex parte Lascari ceciderunt in prælio, quidam vero vivi capti sunt & reterepti, & alii qui vivi poterunt evadere, ad nostram misericordiam nocte sequenti redierunt. Ab illa autem die LASCARUS fuit viribus destitutus, nec ausus fuit nobis alicubi apparere, & omnes usque ad Marchiam Turchiæ nostro inclinare venerunt imperio, exceptis aliquibus Castellis, quæ in instanti æstate bene confidimus auxilio Dei compellere ad reddendum. Eodem tempore dum taliter ageremus in partibus illis, nuntiatum fuit nobis à nostris Baronibus Regni Theodonicensis, Comite videlicet BERTHOLDO, & Fratre nostro EUSTACHIO, & aliis quibus Marchiam servandam commiseramus, quod BURILLUS illic venerat cum magno exercitū, damna nobis plurima inferendo; sed Barones insimul collecti & associati, Scavo Græco nostro occurrerant, sed ipse illos metuens, terram fugiendo exiverat, relicto post se viginti-quatuor aciebus peditum & duabus equitum, qui omnes nostris frequentibus sunt occisi, nullo penitus evadente. Sic igitur intelligitis undique nos divino auxilio obtinuisse victoriam, & quatuor prænominatos hostes, BURILLUM scilicet, LASCARUM, MICHALICIUM, & STRATIUM, humiliatos, & penitus viribus destitutos. Nihil autem nobis deesse sciatas ad habendam plenam victoriam, & possidendum Imperium, nisi Latinorum copiam, quibus possumus præbere Terram quam acquirimus, immo quam jam acquisivimus, cum, sicut scitis, parum profuit acquirere, nisi fuerint qui conservent.

Datum apud Pergamum in octavis Epiphaniæ anno Domini MCCXII.

TOM. I. PART. I.

Forma Pacis inter Illustrissimos Reges Franciæ & Angliæ. [Theatrum novus Anecdotorum, Tom. I. Col. 87. Ex MS. illustrissimi Marchionis Daubais.]

Hæc est Pax reformata inter Dominum LODOVICUM Regis Franciæ primogenitum & HENRICUM Regem Angliæ illustrissimum. Imprimis, quod omnes homines & impristii ipsius Domini LODOVICI & Coadjuutores sui Angliæ & alii Laici tantum qui Terram teneant in principio Guerræ in Regno Angliæ, habeant Terras suas & fasinas sicut habuerunt in principio Guerræ, & Libertates & Consuetudines Regni Angliæ, & si emendationes factæ fuerint de Libertatibus, communes sint tam illis quam aliis, & quod Dominus Rex Angliæ & omnes homines & impristii sui qui Terram teneant in principio Guerræ, habeant omnes Terras suas & fasinas de quacunque Terra fuerint, sicut eas habuerunt in principio Guerræ in Regno Angliæ.

Item, Civitas Londoniensis & omnes aliæ Civitates & Burghi habeant rectas Libertates & rectas Consuetudines.

Item, omnes prisiones qui capti fuerant ex utraque parte postquam ipse Dominus LODOVICUS primo applicuit in Angliam deliberabuntur. De aliis vero qui capti fuerant ante primum adventum ejus in Angliam, sic erit quod Consilium Domini Regis Angliæ eligeret tres de Consilio Domini LODOVICI, per quorum sacramentum fiat inquisitio, qui fuerint homines vel impristii ipsius Domini LODOVICI Regis die qua capti fuerant & per sacramentum prædictum deliberentur.

Item, de omnibus prisionibus sic erit quod omne illud quod solum est de redemptione eorumdem solutum sit: & id quod solum non est unius termini si transferit solvantur termini, & residuum redemptionis quitum sit: & si contentio fiat, quod dicatur quod termini de redemptionibus prisionum præteritis sunt, Consilium Domini LODOVICI eligat de Consilio Domini Regis Angliæ, per quorum sacramentum declaretur si termini de redemptionibus transferantur nec ne, & à die qua firmabitur Pax ista, aliqua districtio fieret prisionibus de solutione redemptionum festinanda, inde quæ essent. Omnes autem prisiones, & alii de Regno Angliæ, qui contra Dominum J. quandam Regem Angliæ fuerunt, faciant securitatem Domino HENRICO Regi per homagium, sacramenta, & cartas suas. Dominus LODOVICUS reddat omnes Obsides illis à quibus eos habuit, qui traditi fuerint pro fidei servitio, & alios qui traditi fuerint pro pecunia unius termini transferant soluta pecunia deliberabit.

Item, Dominus LODOVICUS reddat Domino Regi rotulos de scacario, cartas Judæorum, & cartas factas de libertatibus tempore Regis Johannis à P. Rumoungrend, & omnia alia scripta de scacario quod habet, bonâ fide.

Item, reddantur eidem Domino HENRICO Regi & suis, secundum mandatum & dispositionem Domini Legati, omnes Civitates, Burghi, Castra, & Terræ quæ occupate sunt per Guerram istam, in quocunque loco fuerint in Regno Angliæ, exceptis his quæ Rex Scotiæ & Balliones occupaverint, de quibus fiet, sicut inferius notatum est, & de Insulis sic fiat, quod Dominus LODOVICUS mittat inde Litteras suas Patentes, Chanciam præcipientes quod illas Domino Regi reddat, & nisi illas Domino Regi reddiderit, distruct eum Dominus LODOVICUS pro legali posse suo per Feudum & Terras ipsius quæ de Feudo suo movent, ad illas reddendas, & si hoc facere noluerit, ipse etiam sit extra istam Pacem Domini LODOVICI. De Rege Scotorum sic fiat quod Dominus LODOVICUS mandet ei formam Pacis factæ inter ipsum & Dominum Regem: & quod si noluerit esse in Pace illa, reddat Domino Regi omnia Castra, Terras, & prisiones quos occupavit occasione hujus Guerræ, & Dominus Rex faciat idem Regi Scotorum; alioquin sit extra Pacem Domini LODOVICI. Eodem modo mandet idem Dominus LODOVICUS Ducentum, & aliis Vallensibus omnia debita quæ Domino LODOVICUS debentur, unde termini transferant, & reddantur. Dominus LODOVICUS quitat omnes Barones & homines de Regno Angliæ de omnibus Terris Domini Regis ab omnibus homagiis, fidelitatibus, Confederationibus, & impristii, & de cetero, cum illis nullam inibit Confederationem, unde malum, vel damnum

ANNO 1216. damnum possit aliquo tempore venire Domino HENRICO Regi, vel Heredibus suis de Regno Angliæ, occasione hujus Guærræ. Barones & homines de Regno Angliæ qui eidem Domino LUDOVICO fecerant homagium, sacramenta fidelitatis, Confederationes, vel imprisias quitabant inde ipsi Dominum LUDOVICUM, nec umquam facient ei, vel alicui alii homagium, Confederationem, fidelitatem, sacramenta, nec imprisias contra Dominum suum HENRICUM Regem, nec Heredes suos.

XXVIII.

1217. (1) *Traſtatus Pacis inter HENRICUM III. Regem Angliæ & LUDOVICUM Primogenitum PHILIPPI II. Regis Franciæ conclusus. Dat. apud Lameth die 11. Septembris, Anno 1217. [RYMER, Foedera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 221.]*

1. **N**otum sit, tam præsentibus, quam futuris, quod hæc est forma Pacis facta inter Dominum Regem Angliæ illustrem, & Dominum Ludovicum, Dominum Regis Franciæ primogenitum. In primis, quod omnes homines & imprisii Domini Lodovici, & Coadiutores sui Anglici, & alii, qui Terram tenuerunt, in principio Guærræ, in Regno Angliæ, habeant Terras suas & fassinas suas, quas haberunt in initio Guærræ, & rectas Consuetudines, & Libertates Regni Angliæ; & si emendationes inde factæ fuerint, communes sint tam illis, quam aliis.

2. Similiter, Dominus Henricus Rex Angliæ; & omnes homines & imprisii sui, qui Terram tenuerunt in initio Guærræ in Regno Angliæ.

3. Item, Civitas Londoniensis, & omnes aliæ Civitates, & Burgenſes habeant suas rectas Consuetudines & Libertates.

4. Item, omnes prisiones, qui capti fuerint ex utraque parte, postquam Dominus Lodovicus applicavit in Angliam, deliberentur: De aliis vero, qui capti fuerint ante primum ejus adventum in Angliam, sic erit; quod Consilium Domini Regis Angliæ eliget tres de Consilio Domini Lodovici, per quorum sacramentum fiat inquisitio qui fuerint homines vel imprisii Domini Lodovici die quo capti fuerint, & per sacramentum prædictorum deliberentur.

5. Item, de omnibus prisionibus sic erit; quod omne, quod solum est de redemptionibus illorum, solum sit; & id quod solum non est, unde termini transierunt, solvantur; & redemptionum residuum quietum sit: & si contentio fiat, & dicatur quod termini de redemptionibus prisionum præteriti sint, Consilium Domini Lodovici eligat tres de Consilio Domini Regis Angliæ, per quorum sacramentum declarentur si termini de redemptionibus transierunt necne.

6. Et si a die Martis proxima, ante festum exaltationis sanctæ Crucis, aliqua destructio fieret prisionibus & de solutione redemptionum faciendâ, inde quieti sint.

7. Omnes prisiones & alii, de Regno Angliæ, qui contra Dominum Regem Johannem, quondam Regem Angliæ, fuerint, faciant, per homagium, securitatem Domino H. Regi Angliæ, secundum Legem & Consuetudinem Regni Angliæ, & per sacramenta & cartas suas.

8. Item, Dominus Lodovicus reddet omnes Obsides illis, a quibus eos habuit, qui traditi fuerint pro pecuniâ, unde termini transierunt; & solutâ pecuniâ liberabit.

9. Item, reddentur Domino Regi Angliæ & suis, omnes Civitates, Burgi, & Castra, & Terræ, quæ occupatæ sunt per Guærram istam in quocunque loco Regni Angliæ sint.

10. Item, de Insulis sic fiet; Dominus Lodovicus mittet Litteras suas Patentes Fratribus Eustachii Monachi, præcipiens quod illas reddat Domino Henrico Regi Angliæ; & nisi illas reddiderint, distringet illos Dominus Ludovicus, pro legale posse suo, per Feodâ, & per Terras eorum, quæ de Feodo suo movent, ad illas reddendas; & si hæc facere noluerint, sint extra Pacem istam.

11. De Rege Scotorum sic fiat; Dominus Ludovicus mandet ei formam Pacis, factâ inter Dominum Regem Angliæ & ipsum, & quod si voluerit esse in Pace illâ, reddat Domino Regi Angliæ, omnia Castra & prisiones, & Terras quas occupavit occasione hujus Guærræ.

(1) Quoi que ce Traité soit daté de l'année 1217, & le précédent de l'année 1216, il n'y a nul doute que ce ne soit un seul & même Traité. Mais comme il est assez court, & que d'ailleurs il y a quelque différence entre ces deux Copies, on a cru devoir insérer ici celle de Rymer, qui paraît plus exacte à tous égards.

12. Idem, faciet Dominus Rex Angliæ dicto Regi ANNO Scotorum.

13. Eodem modo mandabit Dominus prædictus D. 1217. Lewellino & aliis Wallensibus.

14. Item, Dominus Ludovicus acquietabit omnes Barones & homines de Regno Angliæ ab omnibus hominibus, fidelitatibus, Confederationibus, & imprisias; & de cætero nullam inibit Confederationem, unde malum vel damnum possit aliquo tempore evenire Domino Henrico Regi Angliæ, vel Heredibus suis de Regno Angliæ occasione hujus Guærræ.

15. Item, facient juramentum Barones Angliæ Domino Henrico Regi Angliæ, quod nullam facient prædicto Domino Ludovico, vel alicui alii Confederationem, homagium, fidelitatem, vel imprisiam, contra Dominum suum Henricum Regem Angliæ, vel Heredes suos.

16. Item, Dominus Ludovicus faciet juramentum corporale, & sui cum eo, & Cartas suas faciet singuli, quos Consilium Domini Regis voluerit, quod Pacem præscriptam firmiter & fideliter tenebunt; & ad impetrandum, super hoc, confirmationem Domini Papæ & Domini Legati, apponet Legale posse suum per preces.

17. Item, de debitis sic fiat; quod omnia debita, quæ debentur Domino Ludovico, unde termini transierunt, ei reddantur.

18. Item, notandum est quod, in primo Capitulo, ubi legitur de imprisii Domini Ludovici, intelligitur de Laicis tantum; Clerici tamen Anglici, qui Laica Feodâ habuerunt, habeant Terras & fassinas suas, quas habuerunt in initio Guærræ.

Ut omnia prædicta perpetuum obtineant firmitatem,

Dominus Gualo, Titulo Sancti Martini Presbyter Cardinali, Apostolica Sedis Legatus, Dominus Henricus Rex Angliæ, Willielmus Marscallus, Comes Penbroc, Hubertus de Burgo, Justiciarius Angliæ, Ranulphus, Comes de Cestria; Willielmus, Comes Sarreberii, Willielmus, Comes de Warene, Willielmus, Comes de Arondel; Willielmus Anienis, Willielmus Briwere, Willielmus Marschallus Juvenis, Falcaſus de Breante, Radulphus de Mortu-mari, L. de Erdrort, Robertus de Veteri-Ponte, Gaufridus de Nova-villa, Brian de Insula, Philippus de Aubinaco, Ricardus Filius Regis, Huic Scripto Sigilla sua apposuerunt.

Datum, apud Lameth, anno ab Incarnatione Domini millesimo ducentesimo decimo septimo, die undecimo Septembris, anno Domini Henrici Regis Angliæ tertii primo.

XXIX.

Confederatio inter HENRICUM III. Regem Angliæ & PETRUM Ducem Britannie, sub conditione ducendi JOLENTAM Filiam dicti Ducis in uxorem facta. Dat. apud Westmonasterium die 19. Octobris. Anno 1225. [RYMER, Foedera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 283.]

REX omnibus, ad quos præsens Scriptum pervenerit, salutem.

Ad universitates vestras notitiam volumus pervenire quod juravimus, manu propria, tactis sacrosanctis, quod ducemus in uxorem JOLENTAM, Filiam Petri, Ducis Britannie, & Comitiss Richemundie, quamcito poterimus dispensationem impetrare a Domino Papa, & quod legale posse nostrum apponemus ad dispensationem istam impetrandam.

Concessimus etiam eidem Petro, Duci Britannie, sub prædicto juramento, quod, si prædictam JOLENTAM, Filiam ipsius Ducis, duxerimus in uxorem, erimus eidem Duci consulentes & adjuvantes, cum posse nostro, ad jura sua defendenda & perquirenda, & quod cum nullo de inimicis nostris, & ipsius Ducis, in partibus trans-

transmarinis, Pacem faciemus, vel Treugas capiemus sine assensu ipsius Ducis.

5. Manu capimus etiam pro Richardo Fratre nostro, Comite Picaviæ, quod cum nullo de inimicis nostris, & ipsius Ducis, in partibus transmarinis, Pacem faciet, vel Treugas capiet sine assensu ipsius Ducis: & quod idem Richardus Frater noster, erit ei consulens & adjuvans, bona fide, ad jura sua defendenda & perquirenda.

Concessimus etiam, sub prædicto juramento, quod, cum facta fuerit ista Confederatio, sicut prædictum est, si dictus Dux Terram suam amiserit, quam habet in Francia, occasione istius Confederationis, nos ei totum honorem de Richmondia in Angliâ, quicumque Terras teneat, habere faciemus.

Concessimus etiam eidem Duci, sub prædicto juramento, quod, si prædictam Jolentam duxerimus in uxorem, nos bona fide commitemus nos fideli consilio ipsius Ducis, tam de corpore nostro, quam de Terra nostra, & pecunia nostra.

Concessimus etiam eidem Duci, sub prædicto juramento, quod, si prædicta Jolenta supervixerit Johannem fratrem suum, postquam eam duxerimus in uxorem, idem Dux, totâ viâ suâ, nichilominus possideat rotam Terram & Hereditatem, quæ ad dictam Jolentam debet descendere ubique; ita tamen quod ad nos & Heredes nostros, provenientes de ipsâ Jolentâ, post mortem ipsius Ducis, revertatur.

Concessimus etiam eidem Duci, sub prædicto juramento, quod omnibus Britonibus & imprisus suis, qui cum eo, vel per ipsum ad servitium nostrum venerint, & nos bona fide juraverint ad jura nostra perquirenda, nos de Hereditatibus suis eis reddendis, per fidele consilium ipsius Ducis operabimur.

Concessimus etiam eidem Duci, sub prædicto juramento, quod Conventionem, dudum inter nos, & Comitem Marchie protocolutam, antequam recederet a nobis ad servitium Regis Franciæ, bona fide ei tenebimus.

Concessimus etiam eidem Duci quod, sub prædicto juramento, secundum quod idem Dux viderit tempus opportunum & locum, nos, ad consilium suum, transfretabimur.

In cujus, &c. fieri fecimus.

Teste Rege apud Westmonasterium 19. die Octobris. anno, &c. decimo.

XXX.

5. *Treuga inter Ludovicum Sanctum Regem Franciæ & Henricum III. Regem Angliæ in quinquennium conclusa. Dat. apud Winton die 3. Februarii Anno 1235. [RYMER, Foedera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 349.]*

6. *REX universis; ad quos præsentis Litteræ pervenerint, salutem.*

Notum facimus quod nos, pro nobis & Heredibus nostris, & hominibus & imprisus nostris manifestis, & Terris & Feodis eorumdem, Treugas inivimus cum Ludovico Rege Franciæ illustri, tam per Mare, quam per Terram, a Festo Assumptionis beatæ Mariæ, nuper præterito, in quinque annos duraturas, pro eodem Rege Franciæ & Heredibus suis, & hominibus suis & imprisus suis manifestis (inter quos nominavit Petrum Comitem Britanniae, & Hemericum de Toarc.) & Terris & Feodis eorumdem; exceptis illis qui solent habere Treugas suas per se, & volunt nunc habere suas per se, & non esse de istis Treugis generalibus: Sunt autem Treugæ tales;

Quod, si in Treuga fuit interceptum, de interceptione emendanda sic erit: interceptio facta, nunciabitur Dictatoribus Treugæ, hinc inde constitutis (qui sunt, ex parte nostra, Reginaldus de Pontibus, & Neudradas de la Ramad; & ex parte ipsius Regis Franciæ, Haroynus de Mayll. Senescallus suus Picaviæ; & Ebulo de Ruperford; tali modo quod, si aliquis istorum noverit, vel non poterit hiis interesse vel intercedere, alius loco suo ponetur, per Litteras Patentes illius qui non poterit vel noverit interesse; si vero aliquis istorum moreretur, alius, a parte cuius esset Dictatorum, poneretur) ita quod si infra duos menses, postquam forsactum eis consiliterit, emendatum non fuerit, extunc ille, cui forsactum fuerit, poterit currere super forsactorem suum, donec plenarie fuerit emendatum, & nos, sine nos mesfacere, poterimus juvare hominem

nostrum contra malefactorem, qui forsactum emendare noluerit.

Et Rex Franciæ similiter facere poterit in casu simili.

Dominus autem malefactoris non poterit juvare malefactorem, qui forsactum noluerit emendare, nec aliquis, qui sit de posse vel Dominio ipsius Domini, donec forsactum fuerit plenius emendatum.

Et Rex Franciæ idem facere poterit in consimili casu.

Nec Dominus malefactoris, nec sui poterunt juvare malefactorem sicut supradictum est.

Illud etiam conditum est quod, si aliqua Fortellia, vel Caltrum aliquod, vel persona alicujus Nobilis, durantibus Treugis, caperetur, vel furtive subtraheretur a nobis, sive a nostris duceretur, & teneretur in posse vel Territorio nostro; & requisiti super hoc integre non emendaremur, sine mora statim idem Rex Franciæ per se, vel per suos, sine se mesfacere; se poterit juvare.

Nichilominus tamen Dominus Castri, Fortellitiæ, vel etiam Nobilis capti & detenti, vel amici ipsius five homines, interim in omnibus aliis durantibus Treugis, ad recuperationem Castri, Fortellitiæ, vel Nobilis capti, modis omnibus, sine se mesfacere, contra captorem & contra detentorem poterunt guerreare, donec plenarie esset emendatum.

Quod autem dictum est pro parte Regis Franciæ, si, ex parte nostra vel nostrorum, in Castro, vel Fortellitiâ, vel Nobili capto & detento, fuerit interceptum, omnino idem concorditer est concessum pro parte nostra; videlicet, si, ex parte Regis Franciæ, vel suorum, in Castro, vel Fortellitiâ, sive Nobili capto & detento, fuerit interceptum.

Insuper nos, & prædictus Rex Franciæ, pro nobis; & hominibus, & imprisus nostris manifestis, toto tempore Treugarum istarum, erimus in eadem fœlita; in qua eramus illa die qua Treugæ istæ capte fuerunt.

Et Hugo Comes Marchiæ, & Isabella uxor ejus, Mater nostra, & Heredes eorum, non implicabuntur, nec vexabuntur aliquo tempore istarum Treugarum a nobis, seu ab alio per nos, in Foro Ecclesiastico, sive Laicali.

Et, si aliquo modo contra prædicta vexarentur; dictus Comes, vel Uxor sua, aut Heredes eorum per nos, vel a nostris per nos, quin remanerent in eodem statu per omnia, & in eadem Pace, in qua erant ipsa die in qua Treugæ istæ capte fuerunt, Rex Franciæ non teneretur ad prædictas Treugas observandas.

Prædicti autem Dictatores Treugarum tenebuntur facere emendari omnes interceptiones, sive a prædicto Comite, sive ab aliis factas, pro parte ipsius Regis Franciæ, sive pro parte nostra, in Treuga præcedenti, sive in hac quæ capta est.

Nos autem has Treugas, prædicto Regi Franciæ, & Heredibus suis, a nobis bona fide firmiter observandas, jurari fecimus in animam nostram, nobis presentibus, per venerabilem Patrem Willielmum Exoniensem Episcopum, & dilectos & fideles nostros, Nicolaum de Nevill. Archidiaconum Bathoniensem, & Walterum de Kyrkeham Canonicum Cicestrii, Clericos nostros.

Præterea volumus & præcipimus, quod Heredes nostri ipsas Treugas jam dicto Regi Franciæ, & Heredibus suis observent; & ad easdem observandas ipsos Heredes nostros, per præsentis Litteras, quantum possumus, obligamus.

Actum apud Winton. anno Domini millesimo decentesimo tricesimo quinto, tertio die mensis Februarii.

XXXI.

Contractus Matrimonialis inter Fredericum 22. Febr.

II. Imperatorem & Isabellam, Henrici III. Regis Angliæ Sororem conclusus. Dat. apud Westmonasterium die 22. Februarii. Anno 1236. [RYMER, Foedera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 353.]

Nos Henricus, Dei gratiâ, Angliæ, &c. vicefimo secundo die Februarii, Indictione octava, per præsentem Scriptum notum fieri volumus universis, præsentibus Litteras inspecturis, quod nos, ad consilium & ordinem Domini Gregorii, sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ Summi Pontificis, promissimus, & corporaliter præstito

ANNO
1236.

jurejurando juravimus, dare in uxorem legitimam Iſtbellam, karissimam sororem nostram, Domino Frederico, Dei gratia, invictissimo Romanorum Imperatori, semper Augusto, Jerusalem & Sicilie Regi.

Promittentes Magistro Petro de Vineâ, Magnæ Imperialis Curie Judici, Nuncio & speciali Procuratori prænominati Domini Frederici Imperatoris, pro parte Imperatoris ejusdem, nomine antedictæ Iſtbellæ Sororis nostræ, in dotem, triginta millia Marcarum Argenti optimi sterlingorum (aia tresdecim solidi & quatuor denarij per Marcum).

De quibus tenemurolvere præfato Magistro Petro, decimo die post resurrectionem Domini primo venturam, per eandem Indictionem, una cum prædicta Sorore nostra, tria millia Marcarum Argenti sterlingorum, ut dictum est.

Et alia duo millia tenemurolvere antedicto Imperatori, vel certo ejus Nuncio, in festo beati Johannis, de mense Junii ejusdem Indictionis.

Alia vero quinque millia tenemurolvere prænominato Imperatori, vel certis Nunciis ejus, in festo beati Michaelis proximo venturo, nonæ Indictionis.

Et alia quinque millia tenemur eidemolvere in festo Paschæ secundo futuro, per eandem nonam Indictionem.

Et iterum alia quinque millia tenemur eidemolvere in festo beati Michaelis proximo futuro decimæ Indictionis.

Reliqua vero decem millia tenemur antedicto Imperatori, vel ejus certo Nuncioolvere in festo Paschæ sequenti, per eandem decimam Indictionem. Ita ut, ab ista Paschâ, usque ad duos annos completos, antedicta triginta millia Marcarum, optimi & puri Argenti sterlingorum, sint eidem Domino Imperatori, aut ejus Hæredibus, vel certis eorum Nunciis, integre persoluta: salvo quod in quolibet prædictorum terminorum, præter primum, beati Johannis scilicet, debeamus quantumlibet solutionem facere infra mensem, numerandam a die ipsa solutione taxatâ.

Antedicta autem pecunia, præter prima tria millia Marcarum, tenemurolvere antedicto Imperatori; vel alii, pro parte sua, apud London, in Regno Angliæ; ita ut non teneamur antedictam pecuniam eidem Imperatori transmittere extra Regnum.

Prænominatam autem pecuniam quantitatem, in dotem, prædicto Magistro Petro, nomine Imperatoris, pro prædicta Sorore nostra, promittimus, & Sacramento firmavimus, præter omnem apparatus, aurum & argentum laboratum, & vasa, equos, pannos laneos & sericos; quæ omnia prænominata Domina Soror nostra talia habere & deferre debet, qualia tantam Dominiam portare, & tantum Domini recipere concedebat.

De quibus omnibus & singulis adimplendis obligavimus nos solempniter, stipulatione legitima interposita, antedicto Magistro Petro, obligationem nostram, pro parte antefati Imperatoris, recipienti; scilicet, tam de solutione bona fide & integre faciendâ, quam de terminis singulis observandis.

Ad majorem etiam cautelam Imperatoris ejusdem, hoc ipsum, corporali præfato Sacramento, juravimus per omnia & singula firmiter observare; promittentes, nomine patris, decem millia Marcarum Argenti, si in terminis prætaxatis singulis antedictam pecuniam, prout prædictum est, dissolverimus quietare; ut tamen antedicta pecunia, decem millium Marcarum, non in solidum, set pro rata per singulos terminos committatur.

Subjicimus nos præterea Jurisdictioni & Sententiæ Summi Pontificis, ac Sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ, ut antedictus Summus Pontifex, vel Romana Ecclesia, si in solutione prædictæ pecuniæ, per singulos terminos, cessaverimus, possit nos & Successores nostros liberè per censuram Ecclesiasticam coercere; exceptione fori, vel Regiæ Dignitatis, à nobis, aut Successoribus nostris, Ecclesiastico judicio minime opponenda, aut apposta, non obstantè.

Hæc eadem etiam, in omnibus, & singulis articulis, observare, de speciali mandato, & in præsentia nostra, corporaliter præfato Sacramento, firmaverunt Hubertus de Burgo Comes Cantie, Gilbertus Marscallus Comes de Pembrocchia, Radulphus Filius Nicholai, Godofridus de Crancumbe, Hamfridus Comes Hereford; Sacramento expressim & apertius inferentes quod, pro toto posse eorum, ad hoc intendunt quod nos observare prædicta omnia & singula debeamus.

Prænominati & singuli fideles nostri, super hiis omnibus, testimoniales apertas Litteras exhibebant, cum sigillis eorum pendentiibus, antefato Magistro Petro, ad cautelam in præsentiam antedicti Cæsaris deferendas.

Per prænominatas autem cautiones nos, spediendâ Rex, prænominato Magistro Petro de Vineâ, obligavimus nos, & Successores nostros, antedicta omnia & singula observare; hoc adjecto quod, si prænominatus Summus Pontifex, vel Romana Ecclesia vellet se Domino Imperatori, de solvendâ pecuniâ memoratâ, nostro nomine obligare, & constituere Principalem debitorem, juxta formam a jure statutam, nos obligationem ipsam ratam habebimus.

Et ipsum Summum Pontificem, & Romanam Ecclesiam ab obligatione ipsa promittimus, statuentis inter nos locis & terminis, liberare; prout hæc omnia per Nuncios & Litteras nostras eidem Summo Pontifici & Romanæ Ecclesiæ curabimus destinare: eo salvo quod, antedictæ Romanæ Ecclesiæ cautione receptâ, & per prædictum Cæsarem acceptata, præsentis obligationis nostræ Litteræ nobis, aut Nunciis nostris restitui debeant, nullo unquam temporum valitura, & a prædictis cautionibus omnibus nos, & prædicti Nobiles nostri finis penitus absolvi.

Quod, si forte, Domino avertente, contingeret antedictam Sororem nostram Iſtbellam, prius in fata concedere quam iter arripit; vel, postquam iter arripuerit, priusquam, Domini Imperatoris virum suum perveniens, in facie Ecclesiæ solempniter & publicè desponsetur; nos, & Successores nostri, ab omnibus, & singulis antedictis obligationibus absolvi debemus, & libere permanere.

Item. Si forte, quod absit, Imperatorem eundem prius contingeret in fata concedere, quam prænominata Soror nostra desponsaretur ab eo, similiter nos, & Successores nostri, remanere debemus ab omnibus ipsis obligationibus absolvi; & antedictæ Soror nostra ad nos in Regnum Angliæ securè & liberè reduceretur; quod ipsum tam Dominus H. Venerabilis Colonienſis Archiepiscopus, tam de recipiendâ a Domino Imperatore, & desponsandâ Domina, quam de eâ, in eventum finitri casus, libere reducendâ, & alii Nobiles, qui ad ipsam Sororem nostram, in Angliam, recipiendam, de mandato Imperialis Excellentie, venerint, Sacramento ab eis corporaliter præfato jurare debeant, & nobis proinde apertas eorum Litteras assignare.

Obligavimus nos etiam antedicto Magistro Petro de Vineâ, pro parte Imperatoris præfati, sibi, & antedicto Archiepiscopo Colonienſi, aut quibuscumque aliis Nobilibus Imperii, pro parte ipsius Imperatoris venientibus, assignare spediendam Sororem nostram decimo septimo die intrantis mensis Aprilis, unâ cum solempnibus Nunciis nostris, ducendam ad Domini Imperatorem præfatum, ab ipso solempniter desponsandam, & ab eo Imperiali honore & affectione maritali tractandam.

Ad perfectiorem etiam antedicti Matrimonii consummationem, spediendâ etiam Iſabella Soror nostra, de mandato nostro, præsentibus dilectis & fidelibus nostris, Ricardo Comite Picardie & Cornubiæ karissimo Fratre nostro, Huberto de Burgo Comite Cantie, Willielmo de Ferraris, Philippo de Albiniaco, Hugone de Vivon, Radulfo filio Nicholai, Godefrido de Crancumbe, Amaur. de Sancto Amaur, Johanne Marescallo, Roberto de Mucegros, Roberto de la Bruer, Walerando Teutonico, & aliis quampluribus fidelibus nostris (recepto consensu in se à præfato Magistro Petro de Vineâ, speciali Procuratore Imperatoris, ad hoc statuto, pro parte Imperatoris ejusdem, per verba de præfati) consensit in eundem Imperatorem, velut in virum suum, similiter per verba de præfati, præfato Magistro Petro, ut dictum est, ad hoc antefati Cæsaris speciali & legitimo Procuratore statuto; & recepit in præfati ipsum Domini Imperatorem in virum suum, recipiens annulum, nomine Imperatoris præfati; & remittens eidem, per eundem Procuratorem, suum annulum sponsionis.

In ejus rei testimonium hæc Litteras fieri fecimus Patentes.

Teste meipſo apud Westmonasterium, vicesimo secundo die Februarii, anno Regni nostri vicesimo.

XXXII.

Compositio mûtuarum disceptationum inter HENRICUM III. Regem Angliæ & ALEXANDRUM II. Regem Scotiæ, coram OTTONE Cardinali Legato facta apud Eboracum die Veneris proxima ante Festum S. Michaelis anno 1237.

[RYMER,

ANNO
1236.

Sciatis presentes & futuri quod ita convenit, in presentia venerabilis patris Domini O. Titulo Sancti Nicolai in carcere Tulliano Diaconi Cardinalis, & tunc Apostolicæ Sedis Legati, apud Eboracum, inter Dominum Henricum Regem Angliæ, & Dominum Alexandrum Regem Scotiæ, super omnibus querelis, quas idem Rex Scotiæ moverat, vel movere poterat contra dictum Regem Angliæ, usque ad diem Veneris proximam ante Festum Sancti Michaelis, anno gratiæ millesimo ducentesimo tricesimo septimo, scilicet.

Super Comitatus Northumberlandiæ, Cumberlandiæ, Westmerlandiæ, quos idem Rex Scotiæ petiit sicut hereditatem suam a dicto Rege Angliæ.

Et præterea de quindecim millibus Marcarum Argentii, quas illustris Rex Johannes, Pater prædicti Henrici Regis Angliæ, receperat a Domino Willielmo, quondam Rege Scotiæ, Patre prædicti Alexandri Regis Scotiæ, pro quibusdam Conventionibus, inter dictos Reges initis, quæ a dicto Rege Johanne non fuerant observatæ, ut idem Alexander Rex Scotiæ dicebat.

Et de Conventionibus factis inter dictum Henricum Regem, & dictum Alexandrum Regem Scotiæ, super Matrimonio contrahendo inter eundem Henricum Regem Angliæ, & Marjoriam Sororem dicti Alexandri Regis Scotiæ, quod ex parte dicti Regis Angliæ non fuit observatum, sicut idem Rex Scotiæ dicebat.

Et de omnibus aliis querelis quas dictus Alexander, Rex Scotiæ, movit, vel movere potuit, pro se, vel pro Antecessoribus suis, contra dictum Regem Angliæ, usque ad terminum prædictum, videlicet;

Quod dictus Alexander Rex Scotiæ remisi & quietos clamavit, pro se, & Hæredibus suis, dicto Henrico, Regi Angliæ, & Hæredibus suis imperpetuum dictos Comitatus Northumberlandiæ, Cumberlandiæ, & Westmerlandiæ: Et totam prædictam pecuniam: Et omnes Conventiones, factas inter prædictum Johannem Regem Angliæ, & prædictum Willielmum, Regem Scotiæ, super conjugis faciendis inter prædictum Henricum Regem Angliæ, vel Richardum Fratrem suum, & Margaretam, vel Isabellam Sorores prædicti Alexandri Regis Scotiæ: Et similiter Conventiones factas inter dictum Henricum Regem Angliæ, & dictum Alexandrum Regem Scotiæ, super Matrimonio contrahendo inter ipsum Henricum Regem Angliæ, & Marjoriam Sororem dicti Alexandri Regis Scotiæ.

Pro hac autem remissione & quietâ clamantia, prædictus Henricus Rex Angliæ dedit, & concessit dicto Alexandro Regi Scotiæ duascentas libratas Terræ infra dictos Comitatus Northumberlandiæ & Cumberlandiæ; si prædictæ ducente libratæ Terræ in ipsis Comitibus extra Villas, ubi Castra sita sunt, possint inveniri; & siquid inde defuerit, perficeretur in locis competentibus & propinquioribus dictis Comitatus Northumberlandiæ & Cumberlandiæ:

Habendas, tenendas, & in Dominico retinendas eisdem Alexandro Regi Scotiæ, & Hæredibus suis Regibus Scotiæ, de dicto Henrico Rege Angliæ, & Hæredibus suis:

Reddendo inde annuatim unum Austurcum Sorum ipsi Regi Angliæ & Hæredibus suis apud Karleol. per manus Constabularii Castri Karleol. quicunque fuerit, in Festo Assumptionis beate Mariæ, pro omnibus servitiis, & consuetudinibus, & aliis demandis, quæ pro eisdem Terris exigi possint;

Ita libere quod prædicti Rex Scotiæ & Hæredes sui habeant & teneant dictas Terras & homines dictarum Terrarum cum omnibus Libertatibus, & liberis Consuetudinibus, & quietantibus suis, in Bosco & plano, in pratis & pasturis, in aquis & molendinis, in viis & semitis, in signis & vivariis, in mariscis & piscariis, cum Solis & Sak, Tholi & Theam. Infangenethf, Uffangenethf, Hamokne, Gribbrech, Blodwit, Fyghtwyt, Ferdwit, Hengwyt, Leyrwy, Fliemensfrich, mureto & Jarocinio, Forcall. infra tempus & extra tempus, & in omnibus locis.

Et quod ipse Rex Scotiæ, & Hæredes sui, & omnes homines sui, de prædictis Terris sint liberi, & quieti ab omni Scotio, Ghrylodo, & omnibus auxiliis Vicecomitum, & omnium ministrorum suorum, & de Hydag, Carucag, Danegeld, Hornegeid, Exercitibus, Wapentakils, Scotagils, Tallagils, Lestagils, Stallagils, Shyris, Hundredis, Wardis, Wardpenny, Avenpenny, Hundredspenny, Burghalpeny, Tethingpenny, & de operibus Castellorum, Pontium, Farcorum Clausu-

ris, & omni Karcio, Summagio; Navigio, & de Domuum Regallum ædificatione, & omnimoda operatione.

Et quod prædicti Rex Scotiæ, & Hæredes sui, habeant omnia animalia, quæ dicuntur Wyf, inventa in prædictis Terris, nisi aliquis ea secutus fuerit, qui possit & velit probare quod sua sint.

Concessum est a dicto Rege Angliæ quod omnia placita quæ in dictis Terris, de cætero emergent, & quæ coram Justiciariis in Banco, vel coram ipso Rege Angliæ, in itinere suo, teneri consueverunt, de cætero placitentur in Curia ipsius Regis Scotiæ, & Hæredum suorum, infra prædictas Terras, & ibi terminentur per Baillivos ipsorum Regis Scotiæ, & Hæredum suorum per returnum Brevis ipsius Regis Angliæ, & Hæredum suorum, quod Vicecomites ipsorum eisdem Baillivis habere faciant, si placita illa ibi, per Legem Angliæ, teneri & terminari possint.

Et placita, quæ ibi coram prædictis Baillivis, per Legem Terræ terminari non poterunt, coram Justiciariis Domini Regis Angliæ & Hæredum suorum itinerantibus, ad primas assisas infra Comitatus, in quibus Terræ illæ fuerint, teneantur & terminentur in primo adventu ipsorum Justiciariorum, priusquam aliqua alia placita teneantur, secundum quod justum fuerit; præsentente Senescallo Regis Scotiæ, & assidente tanquam Justiciario ad illa placita tenenda; ita quod Baillivi, vel homines ipsius Regis Scotiæ, de prædictis Terris, pro nulla summonitione, vel aliquo placito exeant Comitatus in quibus prædictæ Terræ fuerint.

Siqua vero Terra assignata fuerit dicto Regi Scotiæ, de prædictis ducentis libratibus Terræ, infra metas Forestæ, nullus Forestarius Regis Angliæ intrabit eandem Terram ipsius Regis Scotiæ ad manducandum, vel hospitandum, vel aliquid aliud exigendum, nisi tantum pro attachamentis faciendis de placitis, ad Forestam spectantibus; & hoc per visum Baillivi ipsius Regis Scotiæ, si requisitus interesse voluerit.

Placita vero Coronæ, cum in prædictis Terris emergerint, attachentur per Baillivum & Coronatores Regis Angliæ, præsentente Baillivo Regis Scotiæ, si requisitus venire voluerit; & placitentur & terminentur eadem placita coram Justiciariis itinerantibus & prædicto Senescallo ad primam assisam, sicut prædictum est.

De aliis placitis, ubi si aliquis hominum suorum de prædictis Terris convictus fuerit de felonis, post judicium factum fiat justitia per Baillivos & homines ipsorum Regis Scotiæ & Hæredum suorum; ita tamen quod non licebit dictis Regi Scotiæ vel Hæredibus suis remittere alicui judicatio penam ei debitam secundum Legem Terræ: Nec Hæredibus dampnatorum Terram, per feloniam perditam, reddere, nec etiam amerciamenta remittere hiis, qui amerciatii fuerint pro quocunque forisfacto.

Omnia etiam amerciamenta, & escaeta, & proventus de prædictis Terris, tam de anno & die dicti Regis Angliæ & Hæredum suorum, tam de Terris per feloniam forisfactis, quam de omnibus aliis exitibus, tam de placitis Forestæ, quam de omnibus aliis placitis, homines prædictarum Terrarum contingentes, remaneant ipsis Regi Scotiæ & Hæredibus suis imperpetuum; & si forte contingat aliquo tempore ipsos Regem Scotiæ vel Hæredes suos implacitari de prædictis Terris, vel de aliqua parte earundem, dictus Rex Angliæ, & Hæredes sui, easdem Terras, sicut illas ei dedit, ipsis Regi Scotiæ & Hæredibus suis warrantizabit & defendet imperpetuum.

Ita quod, propter illud placitum, non oportebit ipsos Regem Scotiæ & Hæredes suos ad Curiam Regis Angliæ accedere, ut inde alicui respondeant.

Et dictus Rex Scotiæ fecit dicto Henrico Regi Angliæ homagium suum de prædictis Terris, & fidelitatem ei juravit.

Scripta vero, vel Instrumenta super prædictis Maritagis, & Conventionibus a prædicto Rege Johanne quondam Rege Angliæ, sive a prædicto Henrico Rege Angliæ, & a prædicto W. quondam Rege Scotiæ vel a prædicto Alexandro Rege Scotiæ confecta, debent hinc inde restitui; eo salvo quod, si in prædictis ipsis Scriptis, vel Instrumentis aliqua Capitula, negotium præsentis non tangentia, inveniantur, quæ alterutris Regum utilitatem continent, debent prædicta Capitula per utrumque Regum Literas innovari: Similiter autem si quæ Cartæ super prædictis Comitibus poterunt inveniri, Regi Angliæ restituantur.

Et si forte, in posterum, aliqua Instrumenta inveniantur de prædictis Comitibus & Conventionibus, quæ non fuerint restituta, viribus careant, & pro nullis habeantur.

ANNO
1237.

* Post-hic;
contingant.

Hanc

Hanc autem Conventionem, fideliter tenendam in perpetuum, prædictus Rex Angliæ fecit in animam suam jurare W. Comitum Wareniæ: Et dictus Rex Scotiæ similiter in animam suam fecit jurare Walterum Cumyn, Comitum de Meneteth.

Et præterea idem Rex Scotiæ fecit Comitum Malcolmi, Comitem de Meneteth, Walterum Filium Anani, Walterum Clifard, Bern. Fraiser, Henricum de Baillol, Gilbertum Marefcalcum Comitem Penbr. H. Comitem Hereford. David Cumyn, David Marefcalcum, Thomam Filium Ramulsi, Willielmum de Port. Johannem de Baillol, & Henricum de Halting, jurare de Pace ista tenenda in forma Litterarum patentium, quas ipsi Regi Angliæ inde fecerant.

Præterea idem Rex Scotiæ, & Barones prædicti jurati posuerunt se Jurisdictioni Domini Papæ, sub hac formâ, quod, si dictus Rex Scotiæ, vel dicti Barones sui, aliquo tempore contra prædictum juramentum suum veniant, debent super hoc a Domino Papa Canonice coerceri: Propter quod etiam debent ipse Rex Scotiæ & Barones prædicti Domino Papæ litteratorie significare, ut hanc Jurisdictionem alicui Suffraganeo- rum Cantuariensis Archiepiscopi de consensu Parium committant.

Ad majorem etiam hujus Pacis securitatem facta est hæc Carta inter dictos Reges, in modum Cirographi; ita quod uterque illorum alterius Parti Sigillum suum apposuit.

His Testibus Venerabilibus Patribus,

*W. Eborum Archiepiscopo,
R. Cycestrensi Domini Regis Angliæ Cancellario,
W. Carlelesii,
W. Wigornienfi, &
W. de Glagou Cancellario præfati Regis Scotiæ Episcopis,
W. Eleda Valenti;
R. Comite Pictaviæ & Cornubiæ,
W. Comite Wareniæ,
J. Comite Lincolnie Constabulario Cestrie,
W. Comite Albemariæ,
R. Comite Wintoniæ,
S. de Monteforti,
G. Marefcallo Comite Pembr.
Comiti Patriacio,
Comite de Strathern,
Comite de Linneth,
Comite de Anagis,
Comite de Mar,
Comite de Atbol,
Comite de Ros,
Willielmo Lungespey,
Radulpho de Thacny,
W. de Ros,
R. de Ros,
W. de Ferrariis.
R. Bertram,
H. Pamel,
G. de Umfravill,
Amauricio de Sancto Amaudo,
P. de Malo Lacu,
Magistro Petro de Burdegal, &
Magistro Ant. Clericis Domini Legati,
Johanne Filio Galfridi,
Hugone de Viron,
Stephano de Sedgrave,
W. de Lanc,
W. de Say,
Richardo de Gray,
Thoma de Furnivall,
Johanne de Lexington,
Johanne de Plesseto,
Bartho. Peche,
Willielmo Gernemæ,
Richardo Filio Hugonis, & aliis.*

XXXIII.

1248. *Patium Pacis inter PHILIPPUM Flandriæ & FLORENTIUM Hollandiæ Comites confirmatum a WILLELMO Romanorum Rege electo. 8. Juill. Actum Brugis feria post Octavas Apostolorum Petri & Pauli Anno 1248. [Thesaurus novus Anecdotorum, Tom. I. Col. 1035. Ex Hasi-noniensi Cartario Dominorum de Avesnis.]*

Ego WILLELMUS Dei gratia in Regem Romanorum electus, semper Augustus, & Comes Hollandiæ, notum facio omnibus tam futuris quam presentibus, quod Conventionem illam & formam Pacis, quæ facta est inter bonam memoriæ PHILIPPUM Comitem Flandriæ proavum meum & Comitem Hollandiæ, sicut continetur in authentico Scripto eorum, ratam habeo, & eam me firmiter & bona fide observaturum promitto. Cujus quidem Conventionis & Pacis tenor is est.

PHILIPPUS Comes Flandriæ, FLORENTIUS Comes Hollandiæ tam presentibus quam futuris in perpetuum. Ex culpa F. Comitis Hollandiæ orta est discordia inter me & ipsum, quæ in tantum excrevit, quod omnis Terra quam de me in Feodum tenebat judicio Baronum meorum, videlicet Parium ipsius Comitis Hollandiæ ei adjudicata fuit, cujus intercessores & mediatores Pater meus Comes Th. & Frater meus MATTHÆUS Comes Boloniæ, Comes de Ghelre, & Comes de Cleve, ad hunc finem provexerunt rem, quod eum per Conventiones quæ subscriptæ sunt mecum composuerunt, quas ideoque duximus Cedulas præsentis inscribere, ne in posterum deleantur oblivione. Sunt autem hæ Conventiones.

Quicumque Obfides inter *Seefeld & Hedinezie* accepti fuerint, Brugis sub custodia Comitis Flandriæ erunt, nec aliquem eorum Comit Hollandiæ per Fidejussionem reddent, nisi voluerit.

Nullum verò duellum inter homines prædictæ Terræ, nisi Brugis, fiet.

Quicquid pecuniæ in Terra præfata acquisitum fuerit, inter Comites æquè dividetur.

Si quis autem pro excessu suo, Hereditatem, vel Terram suam perdidit, æquè inter se Comites partientur, vel ad proficuum eorum per utrumque locabitur.

Nec minus Comes Hollandiæ, & homines universæ Terræ ipsius, Pacem firmam & integram servabunt absque dolo omnibus hominibus Comitis Flandriæ.

De quacumque Terra Comitis Hollandiæ spoliati fuerint homines Comitis Flandriæ, inhabitantes eam primam prædam solvent, spoliatores de Terra expellent. Si autem non expulerint, quicquid spoliator postea rapinæ vel mali fecerit, totum solvent.

Qui autem expulsum receperit, ut dictum est, quicquid postea prædator forefecerit, poenam & damnum pro eo subibit.

Si homines prædicti solvere noluerint, Comes Hollandiæ pro eis solvet.

Si cuiquam rapina imputata fuerit, & ille negaverit; qualiter terminetur, sub arbitrio Comitum erit. Quòd si terminare non poterunt, sex personæ probatæ & spectatæ in veritate ex utraque parte Comitum eligentur, quarum judicio, secundum inquisitam veritatem, res terminabitur. Si verò prædictæ personæ inter se non consenserint, quicumque Comitum in aliquem in veritate rapinam illam, vel damnum factum dixerit, ille sine contradictione solvet.

Vedigalia hæcenus accepta, quæ conductus vocant, à transeuntibus Flandrensis Comites Hollandiæ nullo modo accipiet, nec quod in omni Comitatu suo ab aliquo accipiantur, patietur.

Quicquid autem ablatum fuerit, sive vedigal, sive rapina, sive exaditio, sive conductus, sive petitio vocetur, totum Comes Hollandiæ solvet.

Sanè ad præmemorata statumini pertinere, quod neuter Comitum in speçieditæ Terra Munitionem faciet, nec factam emet, nec in perpetuum habere debet, nec aliquis hominum eorum in prædicta Terra ab eis feodabitur, ut in illo edificio Munio edificetur, nec de manu alicujus possidentis Hereditatem accipiant, ut postmodum ei in Feodum reddant.

Præterea supradictis statumini addere, quod si quis Mercatorum Comitum Flandriæ per Terram Comitum Hollandiæ transierit, & aliquis eum de debito aliquo impetierit, Mercator transiens, si debitum negaverit, in Navi sua ne moram faciat juramentum impetenti faciens, sine reprehensione sola manu se purgabit. Quòd si impetens accipere noluerit, in Oppidum, vel in Villam in qua Mercator manet, eum sequetur, & judicio Scabinorum illius Oppidi vel Villæ causa inter eos terminabitur. Si verò impetens Mercatorem super hoc detinuerit, & retardatio in damnum pervenerit, Comes Hollandiæ totum damnum Mercatori restituet, vel restitui faciet.

Supradictas verò Conventiones jurejurando confirmavit, tactis Sacro-sanctis reliquiis, se servaturum Comes Hollandiæ Comiti Flandriæ, & Successores Comitum Hollandiæ Successoribus Comitis Flandriæ idem facient,

ANNO 248. facient, si desiderat Feodum suum ab eis obtinere, super qua observatione Comes Hollandiæ homines suos quoscunque Comes Flandriæ elegit, Fideiussores dedit, quod juramento etiam confirmaverunt.

Si verò supradicta Comes Hollandiæ infregerit, & submonitus infra sex septimanas correcturus forefacta, nisi impedimentum manifestum & absque dolo obstitit, scilicet infirmitas corporis, vel tempestas acris, vel servitium Imperatoris, de quo liberatus statim, occasione omni remota, venire contemserit, tota Terra, quam ipse à Comite in Flandria in Feodo tenet, cum suis Munitionibus, absque retractatione placiti, sicut ante Conventiones adjudicata fuit Comiti Hollandiæ, libera Comiti Flandriæ remanebit.

Homines verò Comitis Hollandiæ Imperio & servitio Comitis Flandriæ per omnia se subjicient, & à Domini sui servitio se subtrahent, & eâ fidelitate Comiti Flandriæ servient, quâ, si omnia sua de eo teneant, ei servire deberent, donec Comiti Flandriæ per omnia satisfecerit. Si autem satisfacere contemserit, homines Comitis Hollandiæ ad supradicta observanda juramento conficti, dabunt mille Marchas Argenti pro parte Comiti Flandriæ, ad quas etiam persolvendas juramento sunt obligati.

Supradictam verò Conventionem depactionem quotiens Dominus Comes Flandriæ innovare voluerit, sepeidus Comes Hollandiæ, cum omnibus hominibus suis, quos Comes Flandriæ habere voluerit, veniet, & innovationem omnium Conventionum faciet. Si autem Comes Hollandiæ non poterit adducere omnes quos Comes Flandriæ voluerit habere, Comes Flandriæ mittet Nuntiam sub conductu Comitis Hollandiæ, & juramentum faciet, Nuntio presente, quod in presentia Comitis Flandriæ debent facere.

Ut autem hoc ratum & inconvulsam in perpetuum permaneat, Sigillorum nostrorum auctoritate corroboravimus, & testes idoneos qui interfuerunt subscribere fecimus. Sunt autem hæc eorum nomina: MARTHAUS Comes Boloniæ, WALTERUS de Aine, EUSTATIUS Camerarius Flandriæ, RASSO de Gaverre, CONO Brugenfis Castellanus, ROGERUS Curtracensis Castellanus, WALTERUS de Lochris, SYGERUS de Sumevinghem, HENRICUS de Mortella, BALDUINUS de Praeth, WALTERUS Gonsela, GILLEBERTUS de Brugis, HERBERTUS de Fura, EUSTATIUS de Malinis, GILLEBERTUS de Nivella, WILHELMUS de Domo, BALDURUS de Vicia, GOCWINUS Craucas, OLIVERIUS de Maclinis, WALTERUS de Rolinghem, RENALDUS de Aria.

Qui autem subsequuntur, sunt fideiussores Comitis Hollandiæ, & testes rei actæ.

THEODERICUS de Altena, FLORENTIUS de Vorne, ISBRANDUS de Harthem, GERARDUS de Halhem, SYMON Galo, THEODERICUS Persin, ALBERTUS Baniard, SCOLTEUS, WIGERUS de Riswic, HUGO de Vorne, CASTIN de Wicela, WILHELMUS de Wicela, BERWOLDUS de Ekmunde, ELMAND Castellanus de Lerchem, CHRISTANTIUS Dapifer, ERNESTUS Pincerna, WILHELMUS Guls, LEDOLPHUS puer, DANIEL de Rodenrisse, RENERUS senex, MAURINUS de Monasterio, VOLPERTUS de Lecce, BERTOLPHUS de Painsdrec, JACOBUS de Duna.

Actum Brugis feria III. post Dominicam Reminiscere, in domo Prepositi Brugenfis, anno Dominicæ Incarnationis MCXLVII. feliciter.

Hæc eadem verò approbavit & confirmavit, LUDOVICUS Comes de Loës & de Hollandia, WILHELMUS Comes Hollandiæ FLORENTII Comitis Hollandiæ filius avus meus, bonæ memoriæ FLORENTIUS Pater meus, prout in eorum Litteris continetur.

Omnia igitur subscripta, sicut præmissum est, approbo & confirmo, hoc salvo quod, prout concessum fuit à FERNANDO Comite Flandriæ Patri meo, nobilibus Domini M. Comitibus Flandriæ, Obides Pacis, quos ipsa habebit de Zelandia mihi recederet per Litteras meas Patentes, si quos voluerim, vel ipsi Obides fideiussores infitos confluent, vel penes ipsam remanebunt.

Ut autem hæc omnia rata & inconcussa in perpetuum permaneat, Sigilli mei auctoritate præsentem paginam corroboravi.

Actum Brugis feria post octavas Apostolorum Petri & Pauli, anno Domini MCCXLVIII.

Consideratio inter HENRICUM Regem Angliæ & ALFONSUM Regem Castellæ contra quosvis inimicos inita. Dat. apud Toletum pridie Kal. Aprilis Anno 1254. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 503.]

1. Noverint universi, presentem paginam inspecturi, quod nos Frater Lupus, Dei gratia, Marchitanen. Episcopus, & Garthas Martini, Procuratores & solemnes Nuntii illustris Regis Castellæ, Toleti, Legionis, Galletiæ, Sibiillæ, Cordubiæ, Murcia, & Jahennæ, Litteras dicti Domini R. recepimus in hæc verba.

ALFONSUS, Dei gratia, Rex Castellæ, Toleti, Legion. Galletiæ, Sibiillæ, Murcia, & Jahennæ, omnibus præsentibus Litteras visuris & auditis, salutem.

Noveritis nos fecisse, constituisse, & ordinasse Procuratores nostros, & solemnes Nuncios, venerabilem in Christo Patrem, fratrem Lupum, Dei gratia, Marchitanen. Episcopum, & nobilem virum Gartham Martini de Toletum, ad tractandum de Pace, & ad firmandum eandem inter illustrem Principem Henricum Regem Angliæ & suos Hæredes ex una parte; & nos & Hæredes nostros ex altera: gratum & finium habituri quicquid per eosdem Nuncios firmitum fuerit, vel etiam ordinatum;

Dantes eisdem plenariam & liberam potestatem tractandi Pacem, & firmandi eam, ut dictum est, & jurandi in animam nostram, & obligandi, per juramentum, nos & Hæredes nostros, si viderint expedire, ad servanda omnia que iidem Nuntii super præmissis duxerint pro nobis & Hæredibus nostris ordinanda, & etiam promittenda.

In cujus rei testimonium has Litteras nostras fieri fecimus patentes.

Dat. apud Toletum. Kal. Aprilis, Æra millesima ducentesima nonagesima secunda.

Hæc igitur auctoritate Litterarum, pro prædicto Domino nostro Rege Castellæ & Legion. & Hæredibus suis, inimicus rædus perpetuæ amicitie cum Domino Henrico, Dei gratia, illustri Rege Angliæ, Domino Hiberniæ, Duce Normanniæ & Aquitaniæ, & Comite Andegaviæ, & Hæredibus suis, isto modo.

2. Quod idem Dominus Rex Castellæ & Legionis, & Hæredes sui, ab hac hora, in antea, sint amici, & in ipsius prædicti Regis Angliæ, & Hæredum suorum, contra omnes homines de Mundo imperpetuum; ita quidem quod idem Dominus noster Rex Castellæ & Legionis, & Hæredes sui jurabunt eundem Regem Angliæ, & Hæredes suos, bona fide, cum toto posse, contra omnes homines de mundo; salva fide Ecclesiæ Romanæ.

3. Dimitimus etiam, & quitamus, pro prædicto Domino nostro Rege Castellæ & Legion. & Hæredibus suis, Domino Henrico illustri Regi Angliæ, & suis Hæredibus, sicut melius & sanius intellegi potest, quicquid juris vel quasi habet, vel habere debet Dominus Rex Castellæ & Legion. & Hæredes sui, in tota Vasconia, vel in parte, in Terris, possessionibus, hominibus, juribus vel quasi, Dominiis vel quasi, ædificationibus, & rebus aliis, ratione donationis, quam fecit, vel fecisse dicitur Dominus Henricus quondam Rex Angliæ, & Alienora uxor sua, Alianoræ filia suæ, & bonæ memoriæ Domino Alfonso Regi Castellæ.

4. Et quicquid juris, vel quasi, ibidem idem Dominus Rex Castellæ & Legionis habet, vel habere debet, vel Hæredes sui per successionem supradictorum; vel per collationem Regis Richardi, seu Regis Johannis; vel per collationem ipsi vel alii, cuius jus ad ipsum pertineat, factam a Regina Berengaria, filia Alfonsi Regis & Regine Alianoræ: Et omnes Cartas, quas idem Dominus Rex Castellæ & Legion. habet, super hoc, a prædictis, vel aliquo eorum, promittimus bona fide, pro dicto Domino nostro Rege Castellæ & Legion. & Hæredibus suis, dicto Regi Angliæ & Hæredibus suis restituere, vel delere: Et, si inventæ fuerint ex hac hora ulterius, concedimus quod sint vacuæ & cassæ.

5. Et hoc facimus propter multas bonas rationes, & multa alia, quæ præstat Rex Angliæ prædicto Domino nostro Regi Castellæ & Legion. concessit per se, & Procuratores suos, & solemnes Nuncios, Petrum, Dei gratia, Hereforden. Episcopum, & Johannem Maun-

ANNO
1254.

fell Beverlacenſem Prepoſitum, prout continetur in Scriptis eorum, Sigillis eorundem ſigillatis.

6. Nos vero, ſupradicti Frater Lupus Epicoſus, & Garſias Martini, Procuratores & Nuncii prænominati Domini Regis Caſtellæ & Legionis, iuravimus, in animam ejuſdem Domini Regis Caſtellæ & Legionis, quod idem Rex, & Hæredes ſui univerſi, & ſingula, ſuperius adnotata, bene, & integre, & fideliter impetuum obſervabunt.

In cujus rei teſtimonium præſentem Cartam, Sigillis noſtris appendentibus præmunitam, ſeſepato Domino Regi Angliæ duximus concedendam.

Facta apud Toletum Pridie Kalen. Aprilis, Æra miſeſima ducenteſima nonageſima ſecunda.

XXXV.

20. Avr. *Alia Confederatio inter HENRICUM III. Regem Angliæ & ALFONSUM Regem Caſtellæ conclusa. Dat. 12. Kal. Maii anno 1254.*
[RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 507.]

Noverint univerſi, præſentes Literas inſpecturi, & audituri, quod nos Henricus, Dei gratia, Rex Angliæ, Dominus Hiberniæ, Dux Normanniæ & Aquitaniæ, & Comes Andegaviæ inimus Fœdus perpetuæ amicitie cum kariffimo conſanguineo noſtro Domino Alfono, Dei gratia, Rege Caſtellæ & Legionis, pro nobis, Hæredibus & Succelloribus noſtris iſto modo, quod nos, & Hæredes, & Succelloribus noſtris ab hac hora in antea ſimus amici & impiiſſi prædicti Regis Caſtellæ & Legionis & Hæredum & Succellorum ſuorum contra omnes homines de mundo impetuum; ita quidem quod nos & Hæredes & Succelloribus noſtris iuravimus eundem Regem Caſtellæ & Hæredes & Succelloribus ſuos, cum toto poſte noſtro, bona fide, ſine fraude & ſine dolo, contra omnes homines de mundo, ſalva fide Eccleſiæ Romanæ.

Concedimus etiam quod Edwardus primogenitus & Hæres noſter veniat apud Burg. ſuſcepturus Cingulum Militiæ a præſato Rege Caſtellæ & Legionis, uſque Feſtum Sancti Edwardi proximo venturum, quod erit in quindena Sancti Michaelis.

Concedimus etiam quod mittamus eundem Edwardum ad Guerram Navarræ cum magna potentia in auxilium præſati Regis Caſtellæ & Legionis, quod cum cruce ſignati ſimus ad Guerram ipſam venire perſonaliter non valeamus & ſi forſan præſatus Edwardus, aliquo juſto & evidenti impedimento detentus, ad Guerram Navar. in auxilium præſati Regis Caſtellæ & Legionis perſonaliter venire non poterit, quod mittat Senefcallum ſuum ſimili modo: & ſi forſan durante Guerra impedimentum ceſſare contigerit, idem Edwardus ad Guerram prædictam perſonaliter venire teneatur; & in Pace & in Guerra Navarræ remaneant nobis & Hæredibus noſtris Caſtra, Villa, & Terræ, quas occupaverunt & abſulerunt nobis & Progenitoribus noſtris Reges Navarræ.

Promittimus etiam & concedimus quod demus operam quam poterimus bona fide erga Dominum Papam ad convertend. exercitum Crucelignatorum noſtrorum ad partes Africanas; & ſi hoc per nos ſeu per noſtros poterimus impetrare, vel dictus Rex Caſtellæ & Legionis per ſe vel per alios hoc idem poterit obtinere, vel per quemcumque altum fuerit impetratum, quod eam cum prædicto exercitu Crucelignatorum ad partes prænominatas in ſocietate prædicti Regis Caſtellæ & Legionis: & quicquid de Immoſtibus Terris, & Hæreditatibus aliis lucrati fuerimus in dictis partibus, inter nos & prædictum Regem Caſtellæ & Legionis æqualiter dividatur.

Concedimus etiam quod omnia dampna quæ illata fuerint Gaſtoni, Baronibus, Militibus & aliis de Vaſconia cauſa prædicti Regis Caſtellæ & Legionis, à tempore quo idem Gaſto recepit Militiam à prænominato Rege Caſtellæ & Legionis, & ſui ejus Vaſſallus, ſive in Caſtris, ſive in Hæreditatibus, ſive in aliis rebus, quod omnia ad rogatum Domini Regis Caſtellæ & Legionis reſtituamus, & meliores eiſdem, & parcamus eis de querimoniis omnibus quas habemus de eis & ſi aliqui illorum de Vaſconia aliquid habeant ſive de Caſtris ſive de Villis, ſive de Terris, ſive de aliis rebus, quæ debent eſſe noſtra vel Edwardi filii noſtri, vel ad nos pertineant, quod ſtatim nobis ea reſtituant vel Edwardo filio noſtro. In aliis cauſis quod ſext judi-

cio Curia noſtra ſecundum quod conſuevit judicari cum Curia Vaſconie; & ſi ipſi noluerint vel non poterint iudicium ſuſtinere, dictus Rex Caſtellæ debet rogare pro eis ſicut amicus rogat amicum, & nos faciemus pro dicto Rege Caſtellæ & Legionis tanquam pro amico.

Concedimus etiam quod faciemus cum conſilio dicti Regis Caſtellæ & Legionis in factis Gaſtonis quoad Senecal. Vaſconie, ſimiliter & de facto Vicecom. Lemovic. quod faciamus prout videbitur honeſtum.

Concedimus etiam quod detras Filiam noſtram præſato Regi Caſtellæ & Legionis, maritandam uni ex Fratribus ſuis germanis cui voluerit; dummodo idem Rex Caſtellæ & Legionis det eidem Fratri ſuo tales divitias ex quibus poſſit illam honorifice dotare & ſuſtentare, ſecundum quod decebit Filiam Regis, & hoc debet fieri infra annum.

Et hæc omnia facimus & promittimus nos facturos pro nobis & Hæredibus & Succelloribus noſtris, propter multas rationes bonas & multa alia, quæ illuſtris Rex Caſtellæ & Legionis prædictis Conſanguineis noſtris per ſe & Procuratores & Nuncios ſuos ſolempnes, Fratrem Lupum, Dei gratia, Marrochitan. Epicoſum & Garſiam Martini de Toletto, Militem ejuſdem Regis Caſtellæ & Legionis, nobis & Hæredibus & Succelloribus noſtris conceſſit prout continetur in Scriptis, Sigillis eorundem ſigillatis.

Nos autem, taſſis Sacroſanctis Evangelis, pro nobis & Hæredibus & Succelloribus noſtris præſtamus corporaliter Sacramentum univerſis & ſingulis, ſicut ſuperius ſunt annotata, bene & integre & fideliter impetuum obſervare; & ſi forte aliquo tempore contraveniremus, quod non eſt intentionis nec erit, maledictionem Dei & poenam perjury incurramus.

In cujus rei teſtimonium præſentem Cartam Sigillis noſtris quo utimur in Vaſcon. & Sigillo majori quo utimur in Angliæ, appendentibus communitam, præſato Regi Caſtellæ & Legionis & Hæredibus & Succelloribus ſuis duximus concedendam.

Facta 12. Kal. Maii anno Incarnationis Dominicæ 1254.

XXXVI.

Bulla Papæ ALEXANDRI III. qua Regnum Siciliæ EDMUNDO Filio HENRICI III. Regis Angliæ tanquam Feudum conſert. Dat. 9. Aprilis. Neapoli quinto Idus Aprilis Anno 1255. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 893.]

ALEXANDER Epicoſus, ſervus ſervorum Dei, Cariffimo in Chriſto Filio EDMUNDO Illuſtri Regi Siciliæ, Nato Cariffimo in Chriſto Filio noſtri Regis Angliæ Illuſtris, Salutem & Apoſtolicam benedictionem.

Aſſucta Sedis Apoſtolicæ circumſpectio, habens in ſua liberalitate providentiæ ſtodium, attente propenſat quibus dexteram aperiat largitatis, ut ampliori erga illos munificentia exuberet qui potioribus circa eam fulgere meritis diſcuntur. Unde, quia ſemper inclitum genus tuum puritate fidei, devotionis ſinceritate, ſeduliſſe profectione ſervitii erga Romanam Eccleſiam Matrem ſuam excellenter eſſuſit; Idcirco ipſa, quæ prompta in gratia, in dono benivola, copioſa in premio, & in retributione magnifica invenitur, maioribus genus ipſum cupit ampliare beneficiis, & altioribus honoribus ſublimare; ut quanto habundantius de materni dulcedine uberis auxerit, tanto in ipſius matris beneplacitis vehementius delectetur.

Sane dilectus Filius Magiſter Albertus, Notarius noſter, Apoſtolicæ Sedis Legatus, tibi & Hæredibus tuis, ſicut ex parte tua nobis relatum extitit, Regnum Siciliæ ac totam Terram, quæ eſt citra Farum uſque ad confinia Terrarum Eccleſiæ Romanæ, cum omnibus Juribus, honoribus, diſtrictibus, & pertinentiis ſuis (excepta Civitate Beneventanæ, cum ipſius Juribus & pertinentiis univerſis) in Feudum, de ſpeciali auctoritate ac mandato ſelicis recordationis Innocentii Papæ quarti Prædeceſſoris noſtri, conceſſit, falſis Libertatibus & Immunitatibus Eccleſiarum prædictorum Regni & Terræ tam in electionibus quam in aliis ſpectantibus ad eadem.

Idem vero Prædeceſſor, ut aſſeris, conceptionem huiusmodi, ſupplendo defectum, ſiquis in ea fuerat, de plenitudine potestatis, autoritate Apoſtolica confirmavit.

firmavit tibi, Regnum & Terram præfata in Feudum de novo concedens, prout in ipsius Litteris plenius dicitur contineri.

Nos itaque, tuis supplicationibus inclinati, copec- sionem, & confirmationem hujusmodi, sub condi- tionibus infra scriptis alias & gratas habentes, ipsas de Fra- trum nostrorum approbamus consilio & assensu, & sub eisdem conditionibus illas auctoritate Apostolica inno- vantes, Regnum & Terram prædicta, cum omnibus Juribus & pertinentiis suis, de Fratrum ipsorum con- sentu, tibi & Hæredibus tuis utriusque Sexus in Feudum, sub eisdem conditionibus, perpetuo concedimus, & etiam confirmamus.

Conditiones autem sunt istæ; quod tu & Hæredes tui Regnum & Terram præfata nullatenus dividetis, sed semper illa unus tantum, sub ipsis conditionibus, im- mediate ac in capite ab Ecclesiæ Romanæ tenebit; & tam tu, quam ipsi Hæredes nobis & Successoribus nos- tris, Canonice intrantibus, ac Ecclesiæ Romanæ fide- litatis præstabis Sacramentum, & Ligium homagium factis, secundum formam inferius annotatam; & sin- gulis ipsis Successoribus & eidem Romanæ Ecclesiæ renovabis tam ipsum Homagium, quam hujusmodi Sacramentum.

Quolibet vero Anno in Festo beatorum Petri & Pauli Apostolorum, vel infra ipsius Festi Octavas, ubicum- que Romanus Pontifex fuerit, tu tuique Hæredes pro prædictis Regno & Terra duo milia Unciarum boni & puri Auri de Tarenis, ac pondus Romanum census nomine, Romanæ Ecclesiæ persolvets.

Quandocumque autem Romanus Pontifex, qui pro tempore fuerit, assensum Ecclesiæ indigeret, tu & Hæredes tui, pro præfatis Regno & Terra, requiriti ab eo, ad Urbem in Patrimonium beati Petri & Ecclesiæ, in Ducatum Spoletanum in Marchiam Anconitan. & in omnes alias Terras Ecclesiæ per Italiam, trecentos milites, equis & armis bene & decenter paratos & mu- nitos, in obsequium & subsidium ipsius Ecclesiæ trans- mittetis per tres Menses integros, in vestris sumptibus & stipendiis, semel tamen in Anno in servitio ejusdem Ecclesiæ moraturos; Mensibus ipsis a die, quo iidem Milites dictum Regnum egressi fuerint, per vulgares dietas & solitas computandis.

Omnes quoque Ecclesiæ de Regno & Terra præ- dictis, tam Cathedralis, quam aliæ, regulares & secu- lares, nec non & universæ Ecclesiasticæ persone illis Libertatibus & Immunitatibus omnino gaudebant, quæ ipsis competent secundum Canonicas Sanctiones; ita quod circa eandem Ecclesiæ & personas, tam in fa- ciendis provisionibus & electionibus confirmandis, quam omnibus aliis, Romanus Pontifex & Romana Ecclesiæ jurisdictionem & auctoritatem omnimodam libere exercebant; salvo tibi tuique Hæredibus jure pa- tronatus, siquid Reges Sicilia, seu ejusdem Regni & Terræ Domini hæcenus in aliquo vel aliquibus Ecclesiæ- rum ipsarum consueverunt habere; in tantum tamen in quantum Ecclesiæ Patronis in hac parte Canonica Instituta concedant.

Universæ insuper Ecclesiæ de præfatis Regno & Ter- ra, tam Regulares, quam Seculares, de plano ad om- nia bona immobilia, ipsi ablata seu occupata ab aliis, in quorum possessione ipsas fuisse constabit, restituentur ad plenum: super aliis vero, de quorum possessione non statim constare poterit, siq. eis, absque difficultate ac dilatione, iustitiam complementum.

Parro tu & singuli Hæredes tui nobis & singulis Suc- cessoribus nostris & Ecclesiæ Romanæ, quando jura- mentum præstabis fidelitatis, jurabis vos ad hæc spe- cialiter obligatos, quod nunquam per vos, vel per alios, seu quocumque modo procurabitis ut in Regem vel Imperatorem eligamini Romanorum: Et, si electionem ad Imperium de vobis celebrari contingerit, nullum hu- jusmodi electioni assensum præstabis, nec intromitte- tis vos de regimine Imperii ullo modo: Quod, si tu, vel aliquis Hæredum ipsorum, studentibus vel procura- tibus vobis, ad Imperium electi fueritis, & præbue- ritis assensum electioni taliter factæ de vobis, si hoc ve- rum & manifestum fuerit; vel, si post talem electionem & consensum de imperii regimine vos manifeste intro- miseritis, eo ipso & jure prædictorum Regni & Terræ cadatis ex toto, ipsaque penitus amittatis. Si autem electioni vobis, consenseritis; & ut hujus electioni vel juri renuntiatis omnino, & quod de Imperio vos ne- quaquam intromittatis, admoniti, infra quatuor Men- sium spatium post monitionem hujusmodi, tali juri non renuntiaveritis, vel de ipso Imperio vos intromiseritis quocumque modo, ex hoc ipso * suis præmissis Regno & Terrâ & eorum prorsus jure privati: Si vero, ad te

vel ipsos Hæredes non poterit commode talis inonitio pervenire, super quo utique impedimento, videlicet, quod moveri commode non possitis, credetur & stabit- tur assertioni Romani Pontificis live dicto, sufficere pro ea publica super hoc ipsius Romani Pontificis monitio & sollemnis; ita quod si infra sex Menses post illam non renuntiaveritis, vel de Imperio vos quomodolibet intromiseritis, ex hoc ab omni jure prædictorum Regni & Terræ cadatis; Cæterum, si contingerit aliquem de tuis Hæredibus, qui deberet in Regno & Terra prædictis de jure succedere, in Romanorum Imperatorem eligi vel assumi, nullatenus possessionem eorundem Regni & Terræ nanciscatur vel habeat, hæc se de illorum cu- rā, Dominio, vel regimine per se vel per alios aliqua- tenus intromittat, nisi prius Imperio, & omni juri sibi competenti in illo, prorsus renuntiet, & ipsius Imperii regimen, nec de jure illud nec de facto gerens vel reti- nens, omnino dimittat, nullo inquam ipsium tempora resumpturus, alioquin cadat ab omni successione ac jure quæ in eisdem Regno & Terra sibi competet ip- so facto, ita quod Regnum & Terra præfata ad Roma- nam Ecclesiæ ejusque dispositionem plene & libere devolvantur.

Si autem tu, aut aliquis tuorum Hæredum contra hæc veneritis, sitis eo ipso Excommunicationis senten- tia, quam exnunc proferimus, innodati, & insuper resper- si & notati labe ac reatu perjurii maneat; cum nostra perpetua & firma voluntas existat ut nunquam Regnum Sicilia uniatur vel jungatur Imperio; * ideli- cet, quod unus & idem & Romanorum Imperator & Sicilia Rex existat.

Civitatem quoque Beneventan. cum omnibus Libera- tibus, Immunitatibus, Privilegiis, Tenimentis, Distric- tibus, Juribus & pertinentiis suis Romana semper habe- bit sibi que retinebit Ecclesiæ; & tu tuique Hæredes ad ipsos reedificationem & reparationem exhibebitis vos favorabiles, benivolos & benignos, & nullum in hoc prorsus impedimentum præstabis, aut obstaculum ap- ponetis. Incolis etiam ejusdem Civitatis & totius sui districtus per te ac Hæredes ipsos fidantur remittentur; & renovabis insuper eis Privilegia, cum super hoc ab Ecclesiæ vel ab ipsis fueritis requisiti; & in cunctis suis Libertatibus & Immunitatibus eadem plene conservabit- ur Civitas; ita quod Beneventan. per totum Sicilia Regnum libere ire, morari valeant & redire, ac nego- tiationes & mercimonia exercere, nec eis aliqua specia- lis servitus imponetur. Silvas etiam, lapides, arenam seu puteolanam, aliæque materialia, & quæque neces- saria ad reparationem Civitatis ejusdem, tu tuique Hæ- redes, ut citius & commodius reparari valeat, liberaliter exponetis.

Universi autem Comites, Barones & Nobiles, ac om- nes Civitates, & specialiter Neapolitan. & Capuan. cunctaque Castro, Villas ac alia loca de Regno & Ter- ra prædictis, & omnes omnino Regnicolæ per te tuos- que Hæredes in bono regentur statu, ipsique boni usus, jura & bonæ consuetudines servabuntur.

Centum Milia vero librarum, quæ præfatus Præde- cessor tibi, quæ præfatus negotii ejusdem Regni, concedere vel mutare promisit, ut dicitur, nobis & Ecclesiæ Romanæ, tuo & Hæredum tuorum nomine, omnino dimittes, faciendo pactum & sufficientem caute- lam de illis a te vel ipsis Hæredibus ulterius non petendis.

Verum Carissimus in Christo filius noster Il- lustris Rex Angliæ Pater tuus tuo nomine nobis nostris- que Successoribus & Ecclesiæ Romanæ, pro præfatis Regno & Terra juramentum fidelitatis sub forma in- ferius contenta præstabit, & in manibus illius quem ad hoc specialiter designamus nobis & ipsi Ecclesiæ pro te Ligium Homagium faciet, ac formam juramenti hu- jusmodi seriatim per suas Patentes Litteras sub suo Si- gillo & tua Bulla aurea nobis mittet: Tu vero, cum ad ætatem quindecim annorum perveneris Juramentum & Homagium hujusmodi personaliter renovabis: forma autem Juramenti hoc est,

Ego, plenum & Ligium Vassallagium faciens Eccle- siæ Romanæ pro Regno Sicilia & tota Terra, quæ est citra Farum usque ad confinia terrarum ipsius Eccle- siæ, excepta Civitate Beneventan. cum ipsis Juribus & pertinentiis universis, ab hac hora in antea fidelis & obediens ero beato Petro & Domino meo Papæ Alexan- dro, suisque Successoribus Canonice intrantibus, Sanctæ- que Apostolicæ Roman. Ecclesiæ; non ero in consi- lio, aut consensu, vel facto ut vitam perdant, aut membrum, aut capiantur malâ captione; Consilium vero, quod michi credituri sunt per se, aut per Nun- cios suos, sive per Litteras, ad eorum dampnum, iné- sciente, nemini pandam: Et, si scivero fieri, vel pro- curari, seu tractari aliquid, quod sit ad ipsorum damp- num,

ANNO
1255.

num, illud pro posse meo impediam; & si impedire non possem, illud eis significare curabo; Papatum Roman. & regalia Sancti Petri tam in Regno Sicilia, quam alibi existentia, adiutor eis ero ad retinendum, & defendendum, ac recuperandum, & recuperata manu-tenendum contra omnem hominem; sic me Deus adjuvet & hec Sancta Evangelia.

In optione quoque & beneplacito erit Romana Ecclesia vel te & Hæredes tuos vocare ad præstandum & faciendum personaliter Sacramentum fidelitatis & Ligium Homagium Romano Pontifici & eidem Ecclesie, dummodo ad hoc tibi & Hæredibus ipsis tutum locum statuatur & assignent, vel aliquem Cardinalem ipsius Ecclesie, seu alium, qui vice Roman. Pontificis Sacramentum iuxta formam, quæ superius est expressa, & homagium recipiat, destinare.

Cæterum Donationes, Concessioniones, Confirmationes & Privilegia a prædicto Prædecessore vel a nobis cum Subscriptionibus fratrum nostrorum facta, dilectis Filiis, nobilibus Viris, Bertholdo, Oddoni & Ludowico, fratribus Marchionibus de Homburch, firma ipsius, integra & illibata manebunt; iidemque tenebuntur in bono statu, & eis concessa sibi libertates, gratiæ, cæteraque alia servabuntur, ac omnia donata, confirmata & concessa eis a Sede Apostolica per te confirmabuntur ipsis, & de novo etiam per tua Privilegia concedentur, ac Privilegiorum Apostolicorum, quæ super hiis habent, confirmatio eis & de verbo ad verbum renovatio per te fiet.

Recti autem redditus horum omnium, (exceptis Senescalcii ejusdem Regni, & ipsius Senescalcie redditibus, in Apostolico Privilegio expressis, ac mille quingentis uncis auri annuis, eidem Bertholdo Marchioni quoad vixerit concessis) summam seu valentiam quatuor milium unciarum auri annis singulis non transcendant.

Nolumus tamen, si forte de hiis tanta summa prædictis Marchionibus non proveniat annuatim, quod occasione hujus expressiōis possint aliquid petere ultra donata & confirmata hujusmodi vel concessa, pro quibus siquidem tibi & Hæredibus tuis ad servitia, in Apostolicis expressa Privilegiis, teneantur: eidem etiam Marchionibus de dampnis de quibus ipsis satisfacere promissimus, nos ad hoc & Romanam Ecclesiam obligantes, satisfactionem, ad quam te obligabis, impendes.

De Donationibus verò & Concessionibus, ab eodem Prædecessore, vel a nobis de Fratrum nostrorum consilio factis, dilecto Filio Nobili Viro Comiti Casertan. simile per te fiet & servabitur; ita tamen quod redditus, ex hiis provenientes, duorum milium unciarum auri annuatim valentiam non excedant.

Sane prædictus Rex Angliæ Pater & dilectus Filius nobilis Vir Odowardus Frater tui, ac plures de Proceribus & Consiliariis ipsorum & tuis, jurabunt quod procurabunt pro posse, ac bona fide laborabunt & facient quod, postquam ad ætatem quindecim annorum perveneris, Juramentum fidelitatis pro prædictis Regno & Terra Roman. Pontifici & Ecclesie Romanæ præstabis, ac propter hoc Ligium & Homagium facies & jurabis, & servabis quæcumque supra, circa Articulos de Imperio continentur, & omnia præmissa, prout scripta sunt superius & expressa, concedes & approabis, & acceptationem eorum, ac promissionem de servandis hiis omnibus renovabis. Et præstas insuper Rex Pater tuus tuo nomine, ac tu etiam modo super horum omnium approbatione, acceptatione, concessione ac promissione de ipsis servandis, & de recognitione quod Regnum & Terram prædicta sub præfatis conditionibus recipitis & tenetis a Romana Ecclesia, facietis & concedetis nobis & ipsi Ecclesie Privilegia; & tu cum ad prædictam quindecim annorum ætatem veneris similia super hiis Privilegia iterato & de novo concedes. Et, si forte, quod absit, infra eandem ætatem decesseris, Hæres tuus hæc omnia, si minor quindecim annis extiterit, similiter faciet. Si vero major vel quindecim annorum fuerit infra sex Menses, post decessum tuum, ista peraget & complebit; quia quæ in hiis, circa te, supra & infra dicimus, circa tuum etiam Hæredem intendimus & volumus esse dicta. Quod si per eundem Regem Patrem tuum tuo nomine ac per te omnia & singula supra dicta approbata, concessa & acceptata, & Privilegia super hiis facta, & per venerabiles Fratres nostros Archiepiscopum Cantuarien. & Hereforden. ac Elien. Episcopos, & dilectos filios Abbatem Westmonasterii, Johannem Manfel Præpositum Beverlacen. ac nobiles Viros Rodolphum Filium Nicolai, Bertrandum de Olivet, Rogerium de Torquelin, vel aliquos ex eis, aliis nequevis viris vel nolentibus interesse, ordinata & stabilita, & per

eundem Regem & te admittas & recepta, sub illorum & ANNO
1255. ipsius Regis ac tuo Sigillis infra Kal. Decembr. proximo venturas non fuerint, supradicta approbatio, innovatio, concessio & confirmatio, quas tibi & Hæredibus tuis sub præmissis conditionibus facimus, nullius penitus sint valoris, sed vacuæ prorsus & inanes existant; ita quod tibi & Hæredibus tuis in præfatis Regno & Terra nullum omnino jus tribuant; nullumque afferant commodum vel effectum; salvo tibi & Hæredibus ipsis omni jure, si quod tibi & eis competat, ratione præfate concessionis, de auctoritate ac mandato prædicti Prædecessoris a memorato Notario, & etiam ratione prædictarum confirmationis & concessionis ab eodem Prædecessore factarum tibi & ipsis Hæredibus, sicut dicis; ac salvis etiam nobis & Ecclesie Romanæ omni jure ac defensione, quæ nobis & ipsi Ecclesie competunt, contra illas. Prædictos enim Archiepiscopum, Episcopum Elien. Abbatem. Radulphum, Bertrandum & Rogerium, loco dilecti Filii nostri O. Sancti Adriani Diaconi Cardinalis, & dilecti Filii Elekti Lugdunen. præfati Magistri Alberti Notarii nostri, & nobilium Virorum Thomæ de Sabaudia Comititis, Petri de Sabaudia, & quondam Petri Cacepore Archidiaconi Wellen. quia istorum & prædictorum Episcoporum Hereforden. & Johannis Manfel arbitrium in appendis in hoc negotio conditionibus dictus Rex Pater tuus olim tuo nomine acceptavit, duximus de assensu ipsius Hereforden. tui & ejusdem Regis Procuratoris & Nuntii; subrogandos, pro eo quod prædictus Petrus Cacepore erat jam mortuus, & reliqui, propter nimiam distantiam, non possent commode vel facile infra Kal. ipsas in Angliam convenire.

Si autem, cum ad jam dictam ætatem quindecim annorum perveneris, Sacramentum fidelitatis Roman. Pontifici & Ecclesie Romanæ non exhiberis, & Ligium eis Homagium non feceris, & non juraveris ea quæ circa Capitula de Imperio superius sunt expressa & præmissa, omnia de novo non acceptaveris & concesseris, & Privilegia super hiis non renovaveris, vel non feceris iterato postquam requisitis de hiis per Sedem Apostolicam fueris, & post requisitionem hujusmodi per sex Mensem spatium expectatus, eo ipso ab omni jure prædictorum Regni & Terræ cadas totaliter & penitus illa perdas.

Sub præfatis igitur conditionibus eundem Hereforden. Episcopum Nuntium & Procuratorem tuum tuo nomine de Regno & Terra prædictis per anulum, de consilio & assensu Fratrum nostrorum investivimus; quem in Signum hujus Investitura tibi duximus destinandum, possessionem prædictorum Regni & Terræ sub eisdem conditionibus Procuratori assignantes eidem, & ab ipso postmodum recipientes tuo nomine possessionem eandem quam utique pro te interim retinemus, ut, cum per eundem Regem Patrem tuum tuo nomine ac per te præmissa, approbata & acceptata fuerint, & per præfatos Archiepiscopum & alios ordinata & stabilita secundum modum superius declaratum, & postquam etiam ea, quæ de expensis & aliis inferius dicuntur & exprimuntur, adimpleta extiterint, eandem Possessionem ad te nosque Hæredes libere revertatur.

Verum postquam ad ætatem quindecim annorum perveneris, & prædictis assenseris, ipsaque acceptaveris, si ante nichilominus per Regem prædictum & te approbata & per nominatos Archiepiscopum & alios ordinata & firmata, ut præmissum est, fuerint, Romana Ecclesia tibi & Hæredibus tuis, si per vos de hoc extiterit requisita, concessionem de præfatis Regno & Terra de novo faciet sub conditionibus antedictis; illa tamen, quæ poterunt interim totaliter & finaliter adimpleri, si de ipsis fuerit medio tempore plenarie satisfactum, ita quod pro eis nil amplius exigi possit vel debeat in futurum, minime inferentur.

Denique nominatus Rex Pater tuus omnes expensas, ab Ecclesia pro Negotio prædicti Regni Siciliae factas hæcenus, quæ ascendunt usque ad summam centum & triginta quinque milium & quingentarum quadraginta & unius Marcarum bonorum novorum & legalium Sterlingorum, in qua utique summa viginti milia Marcarum Sterlingorum similibus nobis & Fratribus nostris ex liberalitate oblata Regia includuntur, plene restituat & persolvere: ac insuper de dampnis, expensis & interestibus, ac aliis, quæ hac occasione interveniunt, plenam satisfactionem impendat. Hujus autem summa solutio ita fiet, videlicet, quod idem Rex decem milia Marcarum, de prædictis viginti milibus, usque ad Festum Nativitatis Dominicæ proximo venturum: Alia vero decem milia postmodum usque ad sequens Festum Sancti Michaelis nobis & eidem Fratribus exhibebit. Et si forte in ipso Festo Sancti Michaelis dictus Rex de-

putabit

NO putabit & statuet aliquos idoneos & sufficientes Mercatores, acceptos nobis, qui pro prædictis reſiſſis & ultimis decem milibus ſe nobis & eiſdem Fratribus obligent, & principales in hiis conſtituant Debitores, ſidem Mercatores, ſi voverint, dilationem uſque ad aliud Feſtum Dominicæ Natiuitatis, primo ſequens poſt idem Feſtum Sancti Michaelis, pro prædictis reſiſſis & ultimis decem milibus perſolvendis habebunt: Totam vero aliam ſummam expenſarum factarum Rex ipſe infra annum, computandum a Feſto beati Michaelis proximo futuro, perſolvere integre, vel concedet ſeu deputabit Mercatores ſufficientes & idoneos, ſcilicet Senen. vel Florentin. ſeu Bononien. vel alios de Italix partibus, Eccleſiæ Romanæ devotos, ita quod ipſi contenti ſint, qui ſe ſufficienter & ſpecialiter obligant ad ſolvendam huiusmodi ſummam, infra terminum ipſum, nobis & Eccleſiæ Romanæ, vel illis quibus mandaverimus eam ſolvi, & ſe in eadem ſumma nobis & ipſi Eccleſiæ Debitores conſtituent principales.

Reſervamus autem nobis, & in noſtra voluntate ac poteſtate remanet dicere, pronuntiare vel proferre in ſcriptis, vel ſine ſcriptis, de conſilio, vel ſine conſilio Fratrum noſtrorum, prædicto Rege & te, ac alio etiam quocumque, cujus forſitan intereſſet, nequaquam vocatis, & abſque omni iuris ſolemnitate ſupradictas approbationem, innovationem, conſeſſionem & confirmationem, quas tibi & Hæredibus tuis ſub conditionibus facimus ſupraſcriptis, vacuas omnino eſſe, nullumque robur vel valorem habere, aut revocare, caſſare & irritare ipſas, & caſſas & irritas nuntiare, ſi præſatus Rex dicta ultima decem milia Marcarum & totam aliam ſummam expenſarum factarum non ſolverit, vel de ipſis plene non ſatiſfecerit infra præmiſſos terminos, ut eſt dictum, & etiam ſi præſata prima decem milia Marcarum ſaltem in hiis ultimis terminis, non perſolverit, ſi forte ipſa omiſerit ſolvere in primo termino, eorum ſolutionis præſio; ita quod poſt huiusmodi pronuntiationem, ſeu irritationem noſtram, vel dictum, præſatæ approbatio, innovatio, conſeſſio & confirmatio, nullius ſint vel habeantur efficacie vel momenti, ſalvo tibi & tuis Hæredibus iure, ſi quod vobis competit ratione conſeſſionis a ſupradicto Notario, & obtentu confirmationis & conſeſſionis a præſato Prædeceſſore factarum tibi & ipſis Hæredibus, ſicut dicis, omni iure ac deſenſione, quæ nobis & Eccleſiæ contra tales conſeſſiones & confirmationem competunt, ſalvis ſemper manentibus & illiſis.

Idem autem Rex veniet, vel transmittet Capitaneum cum militiâ competentem, ſecundum negotii qualitatem; quod ſi non venerit, nec taliter miſerit in prædicto termino, videlicet uſque ad annum computandum a Feſto beati Michaelis proximo futuro, in noſtro reſervamus beneplacito ſine approbatione, innovatione, conſeſſione & confirmatione prædictis, ſimili modo procedere & proferre; nequaquam tamen veniat, vel mittat, nec prædictum Regnum Siciliae nec poſſeſſionem ipſius recipiat niſi prius de præſatis tota ſumma & viginti milibus Marcarum, juxta præſcriptum modum, ſatiſfecerit infra terminos, videlicet, ſupradictos. Quod ſi venerit vel miſerit, ſatiſſactione primitus de hiis omnibus plene facta, prædictæ approbatio, innovatio, conſeſſio & confirmatio habeant firmitatem, dictamque tuo nomine recipiat Regnum & poſſeſſionem ejuſdem, dummodo & alia omnia & ſingula ſupraſcripta approbata, conſeſſa & acceptata, ordinata & ſtabilita infra præſatum ad hoc terminum prius exiſterint, ſicut ſuperius plenius eſt expreſſum, & memoratus Odowardus Frater tuus, ipſius Regis Primogenitus, primo fecerit quod ab eo faciendum erit, ut inferius continetur.

Si vero Rex ipſe ante confirmationem ejuſdem negotii debitum, quod abiit, carnis perſolverit, prædictus Odowardus dictum negotium efficaciter proſequetur, & idem Rex procurabit & faciet quod præſatus Odowardus ſe ad id ſpecialiter obligabit. Quod ſi ad hoc ſe

nonobligaverit, & non fecerit in hac parte ea quæ ſuper hiis facere Rex ipſe debet, ut ſupra narratur, in noſtra remanet poteſtate pronuntiare ſuper approbatione & aliis prædictis, ſicut ſuperius eſt præmiſſum. Et nichilominus ſi præſatus Rex præmiſſa omnia non ſolverit, vel de illis non ſatiſfecerit, ut dictum eſt ſupra, vel ſi non venerit, nec miſerit, aut ſi idem Odowardus prædicta non fecerit, ipſe Rex & ejus Hæredes ſuper pecunia, quam ſupradictus Episcopus Herefordenſis Procurator & Nuntius ſuus muſuo ejus recepit nomine & pro negotii proſeſſione perſolvit: Et ſuper pecunia etiam, quam deinceps idem Rex pro eodem exhibebit negotio, nullam contra nos, & Eccleſiam ſeu quemquam alium repetitionem habebunt, nec aliquam actionem, ſed ex toto illas amittent, critique dictus Rex eo ipſo Excommunicationis vinculo innodatus, & totum Angliæ Regnum Eccleſiaſtico ſuppoſitum Interdicto.

Miniſtrabit quoque dictus Rex pro poſſe ſua exunc Eccleſiæ ad proſequendum idem negotium expenſas faciendas uſque ad præmiſſum terminum, ſcilicet uſque ad annum a Feſto Sancti Michaelis proximo venturo, & ad id ſe ac Filios ſuos & Hæredes ſuos, necnon & Regnum Angliæ, & alia omnia bona ſua ſpecialiter obligabit; & ſi ultra id, quod ipſi miniſtraverit Eccleſia, ſumpſus aliquos vel expenſas in acquisitione vel conſervatione Regni Siciliae vel Terrarum ipſius fecerit, pro huiusmodi ſumptibus & expenſis Terrarum Monasterii Calinen. Terrarum Laboris, Terrarum Principatus Baſilicam. & Terrarum Beneventan. libere ac pacifice ipſa tenebit Eccleſia pignori obligatas; nec idem Rex neque tu Eccleſiam ipſam ſuper hiis Terris moleſtabitis aliquatenus vel turbabis, donec de huiusmodi ſumptibus & expenſis fuerit eidem Eccleſiæ ab ipſo Rege vel a te plenarij ſatiſfactum. Et ſi Eccleſia ipſa ultra fructus & proventus, quos de prædictis Terris percipiet, aliquos ſumpſus fecerit in tenendis, & defendendis, & conſervandis eiſdem, ipſas, propter hoc etiam tenebit quoſque plene ſibi de talibus ſumptibus ſatiſſiet; & nichilominus idem Rex ſe ad reſtituendum Eccleſiæ iſtos ſumpſus, quos ipſa pro acquisitione & conſervatione Regni, & pro tenendis & defendendis prædictis Terris faciet, ſufficienter & ſpecialiter obligabit, ſe ſuumque Regnum & ejus Terras noſtras ac Sedis Apoſtolice Jurisdictioni, quoad hæc, totaliter ſupponendo.

Proventus vero ac obventiones, qui de præſato Regno Siciliae, medio tempore, ad manus Eccleſiæ pervenerint, tibi vel cui voveris, deductis exinde neceſſariis expenſis, integre perſolventur. Sed ſuper quantitate five valore horum proventuum, & obventionum, ac etiam fructuum & proventuum dictarum Terrarum, ſoli dicto noſtro ſtabitur & adhibebitur firma fides; nec exigetur vel requiratur ſuper hoc alia certitudo.

Cæterum reſervamus nobis quod, prout utilitas & neceſſitas exegerit, Donationes & Conſeſſiones in Regno aliquibus de ipſo, de quibus expedire viderimus, conſeſſio eo, qui pro prædicto Rege vel pro te apud Sedem Apoſtolicam, vel in Regno ipſo remanſerit, facere interiri valeamus.

Porro ſi cum Manfredo quondam Principe Tarentina. & aliis amulis & hoſtibus ipſius Regni aliquam Compositionem, vel Concordiam, ſeu Conventionem fecerimus, tibi nihilominus & tuis Hæredibus juſ in eodem Regno Siciliae remaneat ſemper ſalvum, nec per Compositionem, Concordiam & Conventionem huiusmodi juri tuo aliquatenus derogetur.

Hæc autem omnia & ſingula placentur præſato Episcopo Hereforden. tuo & ipſius Regis Nuntio & Procuratori, & in hiis plena & ſtabili voluntate conſenſit.

Nulli ergo omnino hominum licet hanc paginam noſtræ approbationis, innovationis, conſeſſionis & confirmationis infringere, vel ei autem temerario contraire; Siquis autem hoc attemptare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei, & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus, ſe noverit incurſurum.

Locus Monogrammati.

Sanctus Sanctus
Petrus Paulus
Alexander
P. IIII.
Domine ſervum tuum
in bonum ſuſcipe.

Ego Alexander Catholice Eccleſiæ Episcopus,
Ego Stephanus Præſentinus Episcopus,
Ego Frater Johannes Tituli Sancti Lawrence in
Lucina Preſbiter Cardinalis.
Ego Frater Hugo Tituli Sanctæ Sabine Preſbiter Cardinalis.
Ego Ricardus Sancti Angeli Diacon. Cardin.
Ego Odavianus Sanctæ Mariæ in via lata Diaconus
Cardinalis.
Ego Willielmus Sancti Eustachii Diaconus Cardinalis.
Ddd 3 Dat.

ANNO

1255.

Dat. Neapoli per manum Guillelmi Magistri Scolarum Parmen. Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Vicecancellarii, quinto Idûs Aprilis, Indictione decima tertia, Incarnationis Dominicæ Anno millesimo ducentesimo quinquagesimo quinto, Pontificatus verò Domini Alexandri Papæ quarti Anno Primo.

Sub filis sericis flavi rubeique Coloris.

XXXVII.

Juillet.

Renovatio & Prolongatio Treugarum inter LUDOVICUM Sanctum Regem Franciæ & HENRICUM III. Regem Angliæ initiarum. Dat. apud Nottingham. Anno 1255. Mense Julio. [Rymer, Feædera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 555.]

HENRICUS, Dei gratia, Rex Angliæ, &c. Universis, ad quos præsentēs Litteræ pervenerint, salutem.

Notum facimus quod nos, pro nobis, & Edwardo filio nostro, & Ricardo Comite Cornubiæ, Willielmo de Valentia Comite Pembrochiæ, Fratribus & Hæredibus nostris, hominibus & Coadjutoribus nostris manifestis, Terris & Feodis eorundem, tam per Mare, quam per Terram, Treugas, quæ erant inter nos, & Ludovicum Regem Franciæ illustrem, pro ipso, & Fratribus suis, Hæredibus, hominibus & Coadjutoribus suis manifestis, Terris & Feodis eorundem, prorogavimus in forma in qua erant prius (quibusdam, quæ in fine Litterarum continentur, additis & mutatis) ab instanti Festo Sancti Remigii, usque ad terminum trium annorum continue sequentium duraturas: forma autem prædicta talis est;

HENRICUS, Dei gratia, Rex Angliæ, &c. omnibus, ad quos præsentēs Litteræ pervenerint, salutem.

Notum facimus quod nos, pro nobis, & Fratribus, & Hæredibus nostris, hominibus & Coadjutoribus nostris manifestis, & Terris & Feodis eorundem, tam per Mare, quam per Terram cum Ludovico Rege Franciæ illustri, pro ipso, & Fratribus, & Hæredibus suis manifestis, Terris & Feodis eorundem, Treugas inivimus, a Festo beati Benedicti in Martio, usque ad Festum Sancti Michaelis, in quinque annos, per totum diem, duraturas.

Nos autem, inter nostros, nominamus *Petrum Ogerin, Olyerum de Chaleys, Berardum de Monclunder, Rex autem Franciæ nominat, inter suos, Comitem Tholosan, Comitem March, Comitem Wilson, Avern, Guillelmum Archiepiscopum, Galfrid, de Lexyn, Reginald, de Thabeye, Galfr. Pontibus, Galfr. & Benedictum de Mauris, Pontin, de Myrebel, Fulconem de Massac, Dominum Mortan, Elyam de Calmont, Elyam Grymbald de Cofynack, Willielmum de Rufe, Dominum Roent, Iterum de Berbeoz, Petrum Reynmund, Petrum Becheter, Waweynum de Tala, Galfridum de Ruffort, Reynmundum de Muntant, Elyam Rydelli Juvenem, Bondinum de Griaol, Petrum Aye, Fulconem de Archiak, Emer, de Rufe Chiarardi, & Emer, filium ejus, Emer, de Rufe, Dominum Blangac, Radulfum de Bello Monte Dominum Berteran, Drogonem de Monte Aufzer, Willielmum de Sancto Quintino, Fulconem de Rufforti, Karolum de Rufforti, & Elyam de Lavorne.*

Et sciendum est quod nos dimittimus Insulam de Re in Treuga, ex parte Regis Franciæ, eo modo quo erat in alia Treuga præcedenti.

Talis est autem forma Treugarum; quod, si in Treuga fuerit interceptum, de interceptione emendanda sic erit, interceptio facta nunciabitur Dictatoribus Treugarum hinc inde constitutis (qui sunt ex parte nostra Bozo de Maltac, Com. Bygort, Galfridus Rydelli de Blavia, & Petrus de Burdegalla: Ex parte Regis Franciæ Sene Gallus Helavie, Galfr. de Ranucon, & Regis, de Pontibus; talem modo quod, si ex alterutra parte omnes illi tres non possint, vel non vellent intercedere, duo illorum nihilominus possint procedere, sicut si tres intercedunt: Si vero aliquis illorum moreretur, alius ex parte ejus, cujus esset Dictator, poneretur ita quod, si infra duos Menses, postquam eis forisfactum constituerit, non fuerit emendatum, extrinse ille, cui forisfactum fuerit, poterit currere super forisfactorem suum, donec plenarie fuerit emendatum,

Et nos, sine nos mesfacere, poterimus juvare hominem nostrum contra, malefactorem, qui forisfactum emendare noluerit.

ANNO

1255.

Et Rex Franciæ poterit similiter facere, in casu consimili.

Dominus autem malefactoris non poterit juvare malefactorem, qui forisfactum emendare noluerit, nec aliquis, qui sit de posse, vel Dominio ipsius Domini, donec forisfactum plenius fuerit emendatum; & nos idem poterimus facere in casu consimili.

Nec Dominus malefactoris, nec sui poterunt juvare malefactorem, sicut prædictum est.

Illud etiam conditum est quod, si aliqua Fortericia, vel Castrum aliquod, vel persona aliquis Nobilis, durantibus Treugis, caperetur, vel furtive subtraheretur à Rege Franciæ, five a suis, & duceretur, & teneretur in posse, vel Territorio Regis Franciæ, & requisitus super hoc integrè non emendaret, sine morâ statim nos, per nos, vel per nostros, sine nos mesfacere, poterimus nos juvare.

Nichilominus tamen Dominus Castris, Fortericiæ, vel Nobilis capti, modis omnibus, sine se mesfacere, contra captorem, & contra detentorem poterit guerrearé, donec plenarie esset emendatum.

Quod autem dictum est pro parte nostra, si ex parte Regis Franciæ, vel suorum in Castris, vel Fortericiæ, vel Nobili capto & detento fuerit interceptum, omnino idem concorditer est concessum pro parte Regis Franciæ; videlicet, si ex parte nostra, vel nostrorum, in Castris, vel Fortericiæ, seu Nobili capto & detento fuerit interceptum.

Insuper nos, & prædictus Rex Franciæ, pro nobis, & fratribus nostris, & hominibus nostris, & adiutoribus manifestis, toto tempore Treugarum istarum, erimus in seipsum eadem, in qua eramus aperte illa die qua Treugæ istæ capte fuerunt a nobis; salvo eo quod de Insula de Re, & de nostris hominibus, & adiutoribus superius nominatis, superius est expressum.

Additum est etiam quod Hæredes illorum, qui pro utraque parte nominati sunt in forma prædicta, & postmodum decesserunt, in Treugis remaneant loco ipsorum, quibus in hæreditate, ad nostrum, & dicti Regis Franciæ Feodum vel Dominium, succedent.

Et quod etiam nos Dictatores Treugarum à nobis institutos, pro Treugarum interceptionibus emendandis; & prædictus Rex Franciæ Dictatores suos similiter mutare poterimus, quotiens viderimus faciendum, & nostræ placuerit voluntati.

Nos autem prædictas Treugas, sæpèdicto Regi Franciæ, & Hæredibus suis, a nobis bona fide observandas firmiter jurati fecimus, nobis presentibus, per dilectos & fideles nostros Johannem de Lexinton, & Willielmum de Grey, Milites nostros.

Præterea volumus, & præcipimus quod Hæredes nostri prædictas Treugas jam dicto Regi Franciæ, & Hæredibus suis observent; & ad easdem firmiter observandas ipsos Hæredes nostros, per præsentēs Litteras, quantum possumus, obligamus.

Actum apud Nottingham. anno Domini 1255. Mense Julii.

XXXVIII.

Traité de Mariage entre FERRY II. Duc de Lorraine & MARGUERITE de Navarre, conclu au Mois de Juillet 1255. [Baleicourt, Traité Hist. & Crit. sur l'Orig. & la Général. de la Maison de Lorraine. Aux Preuves, pag. cii.]

GIE Ferris Dux de Lorraine, & Marchis, fas scavoir à tous ceux qui verront & orront ces présentes Lettres, que convenances furent ou tens mon chier Seignor Thiebaut par la grace de Dieu Roy de Navarre, & de Champagne, & Brie, Contre Palatin, & au chiere Dame la Roine Marguerite sa femme, & ou cher temps mon Pere Mathieu de bonne memoire Duc de Lohéraine, & Marchis, & Catherine ma Mere, du Mariage de moy, & de Marguerite la Fille à dict Roy, & à la devant dite Roine, lesquels furent tex. Que li devant dict Rois & la Roine me premeirent à donner douze mille livres de Provençiens fortes, & par le don de ces douze mille livres, je & Marguerite ma femme avons quitte tout l'heritage qui nous pooit & devoit venir de par le devant dict Roy & la devant dite Roine, se ce ne fust par aucune nouvelle escheoite, qui vint après les espousailles de moy & Marguerite ma fem-

55 femme, où nous eussions raison as Us & à Coustumes du Pais où ce escheroit, fauve la quittance de l'heritage que nos avoies devant fuite dou Roy & de la Roine devant dits. Et cette quittance Gie & Marguerite ma femme avons juré à tenir, & li doi faire jurer quand elle sera en age de novel, & faire tenir ce qui est en ces Lettres par ses Lettres ouvertes, pendans qu'elle donra de ce devant ce que l'en face payement des douze mille livres devant dits.

Et je luy doin & octroi en Doaire trois mille livres de Terre à proveniens fors que je li ay assises à Neufchâtel en Loheraine, à Chastelay, à Nancy, à Port & à Varengeville, & es Chastelleries, & les appartenances entierement de tous les devant dits Leux, & en Fiez, & en autres choses. Et s'il valioient plus, il demourra Marguerite ma femme devant dicte; & s'il valioient mains, mi hoir, ou cil qui tenroient la Duchée, li doivent parier au plus près des leus devant nommez, sauf ce que li sié ne seront pas prisee en vailance, & seroit save la vailance par l'esgard de quatre Chevalliers, desquels Marguerite ma femme devant dite penroit les deux de ces Chevalliers, mi hoir ou cil qui tenroient la Duchée de Loheraine les deux autres. Et cil un Chevallier Esgardeor doivent estre mis dedans les trois mois que la chose tenroient à doaire, & doivent jurer que li à bonne foi le feront por l'une partie, & por l'autre, & dou delivrer, & de la vailance. Et s'il se descordioient, ils esloient un preudhomme par dessus à bonne foy por l'une partie, & parti por l'autre, liques auroit le poir dou descord accorder. Et s'il advenoit que li uns des quatre Esgardors moroit aincois que les choses devant dicte fussent assouvées, cil de laquelle partie il seroit, y mettroit un autre en lieu dou mort. Et s'il avenoit chose qui Gie mourusse sans Hoir de mon corps de ma femme Marguerite, dont Dieu me garde, elle penroit les douze mille livres de proveniens fors en mille livres de terre qui siet en tel lieu, c'est à savoir à Lignielville, & à Gilbert Villert, & es Chastelleries, & es appartenances de ces deux Chastiaux. Et se ort Chastelleries ne valioient les mil livres devant dits chascun an, mi Hoir, ou cil qui tenroient la Duchée de Loheraine, le parieroit; & se Marguerite ma femme moroit sans Hoirs de son corps, dont Dieu la gart, Madame la Roine de Navarre devant dite tenroit le Neufchâtel, Chastelay, Port & Varengeville, & les Appendices de ces Chastiaux, por douze mille livres chascun an, jusqu'à tant qu'elle auroit eus douze mille livres entierement. Et s'il advenoit qu'il deussist de Madame la Roine, cil qui seroit Hoir de Champagne, seroit en lieu de Madame la Roine por les deniers repense. En tel maniere que se Viles valloient plus de deux mille livres chascun an, li Coreplus seroit à moy, & à mes Hoirs, & s'elles valloient mains, Gie ou mi Hoir, ou cil qui tenroient la Duchée de Loheraine, le devons parier au plus près des devant dits leus.

Et après se je morois aincois que Gie eusse aucune chose receu de ces douze mille livres, Marguerite ma femme devant dicte ne parroit riens en Lignielville, ne en Gilbert Villert, & se ge avoye receu aucune chose de ces douze mille livres, elle tenroit Lignielville, & Gilbert Villert, & les appartenances de ces deux Chastiaux, jusque tant que le eust eu ce que je auroie levé ou receu desdits douze mille livres devant dites, si com il est dist dessus.

Et est assavoir que des douze mille livres devant dites, que ge doi avoir en Mariage, l'en m'en doit rendre & payer à Troyes à l'Ocaves de la Feste Saint Andri, qui sera en l'an mil deux cent & cinquante-huit, six mille livres, & à l'Ocaves de la Feste S. Andri à Troyes, qui sera en l'an 1259, six mille livres. Et se Marguerite ma femme avoit aucune chose eu des douze mille livres après ma mort, il cheroit des douze mille livres devant dites. Et est à sçavoir que gie doi faire la quittance de l'heritage si com il est escript dessus, devant le Roy de France, & devant les autres Signors de Champagne & de Brie.

En quel tesmoignage de toutes ces choses devant dites, gie ai scellées ces Lettres de mon scel. Ce fut fait en l'an de grace mil deux cent & cinquante-cinq, le Samedy après les Ocaves de Feste saint Pierre, & saint Pol.

XXXIX.

56. *Pañum Pacis inter MARGARITAM Comitissam Flandrie & GUIDONEM Comitem Hollandie, actam Bruxelle Sabbato post Festum Luca Evan-*

geliste Anno 1256. [Theſaurus Novus Anecdotorum &c. Tom. I. Col. 1074. Ex Cartario Hasnonienſi Dominorum de Avesnis.] Anno 1256.

Nos GUIDO Comes Flandrie; notum facimus tam presentibus quam futuris, universis & singulis presentibus scriptum inspecturis ac auditoris: quod cum olim inter carissimam Matrem nostram MARGARETAM Flandrie & Hannonie Comitissam, & nos ex una parte; & clare memorie Domnum WILLELMUM Romanorum Regem, ac nobilem virum Domnum FLORENTIUM Tutorem Comitatus Hollandie, Fratrem ejus ex altera, gravis dissensio esset orta; tandem post obitum dicti Regis, mediantibus illustri Domino nostro LUDOVICO Francorum Rege, Duce Brabantie, Comite Gelrie, ac aliis bonis viris, inter dictam Matrem nostram, nos & JOHANNEM de Dametra Fratrem nostrum, ac nostros ex una parte, & dictum Domnum FLORENTIUM & FLORENTIUM Nepotem, ipsius prelati Regis Filium, ac suos ex altera, amicabilis, tam de nostro, quam de suo consensu, compositio intervenit: videlicet quod dictus Dominus FLORENTIUS majorem natu Filium nostram accipiet in Uxorem, & nos tam pro nobis, quam pro nostris Heredibus consentimus, approbamus, & volumus, quod dicta Mater nostra dedit in Feodum eidem Domino FLORENTIO & ejus Heredibus Terram Zelandie, quae de ipsius & nostro, ac Antecessorum nostrorum Comitum Flandrie fuit demanio, cum omnibus Juribus dictae Terrae, ex quibus dicta Terra ad ipsam, ad nos, & ad Antecessores nostros spectabat, vel dicebatur spectare. Et sic simpliciter, & publicè protestamur, quod tota Terra Zelandie inter Hedeneye & Scaldam sita cum omnibus Jurisdictionibus, Justitiis, Redibus, Proventibus, Obventionibus, & simpliciter cum omnibus Juribus, quas, quos, & quae praedicta Mater nostra, nos, & Antecessores nostri Comitum Flandrie habebamus in dicta Terra, vel dicebamus habere; & quas, quos, & quae dictus Dominus WILHELMUS olim Romanorum Rex, & sui Progenitores, vel Antecessores Comites Hollandie, in dicta Terra habebant, vel dicebant habere, praedicto Domino FLORENTIO & FLORENTIO Nepoti suo, praedicti Domini Regis Filio, & eorum Heredibus tamquam Feodum ab ipsa Matre nostra & nobis, ac nostris Comitibus Flandrie tenendum quita & libera, ab ipsis pacifice & quietè possidenda, perpetuo remanebit: quia de tota Terra praedicta Zelandie inter Hedeneye & Scaldam sita dicta Mater nostra dictus Dominus FLORENTIUS praestabit homagium, ita videlicet quod de illa parte, quae de ipsius Matris nostrae, nostro, & Antecessorum nostrorum Comitum Flandrie fuit demanio, tamquam Feodataris & Vassallus: de illa vero quae de praedicti Regis WILHELMI, & Antecessorum suorum Comitum Hollandie fuit demanio, tamquam Tutor, quam ab ipsa nobis & nostris Heredibus Comitibus Flandrie FLORENTIUS spediit Regis Filii, & ejus Heredes Comites Hollandie sunt in Feodum recepturi, salva tamen praedicto Domino FLORENTIO in dicta parte, si quis eum jure Hereditario potest contingere debita portione, de qua spediit Mater nostra nobis & nostris Heredibus Comitibus Flandrie, si qua eum sic contingeret, similiter Homagium est facturus, & sic tam pro nobis, quam etiam pro omnibus nostris Heredibus, natis & nascituris, solis praedictis Homagiis videlicet praedicti Domini FLORENTII, & FLORENTII Nepotis ipsius, ac Heredum suorum, & servitibus debitis pro Homagiis, ut praemissum est, nobis & nostris Heredibus Comitibus Flandrie in dicta Terra retentis, renuntiamus & cedimus voluntate spontanea ad opus dictorum Domini FLORENTII Tutoris Hollandie, & FLORENTII Nepotis ipsius spediit Regis Filii, & Heredum ipsorum omni utili Dominio, omnibus Jurisdictionibus, Justitiis, Redibus, Proventibus, Obventionibus, Servitutibus & Servitiis, & omnibus aliis Homagiis à praedictis & simpliciter omnibus Juribus dictae Terrae Zelandie inter Hedeneye & Scaldam sitae, quas, quos, & quae spediit Mater nostra, nos, & nostri Progenitores, vel Antecessores Comites Flandrie habebamus, vel dicebamus habere in dicta Terra vel quae ipsi Matri nostrae, nobis & Antecessoribus nostris Comitibus Flandrie in dicta Terra, seu in Juribus dictae Terrae competeant, vel competere dicebantur, vel in quibus homines dictae Terrae fuerant, vel dicebantur esse, spediit Mater nostra, & Antecessoribus nostris Comitibus Flandrie ex jure vel consuetudine, generaliter vel specialiter obligati, salvis nobis praedictis Homagiis & Servitiis debitis pro eisdem:

ANNO
1256.

dem: & ex nunc spediſta Mater noſtra & nos reſtitui-
mus omnes Cartas, & Privilegia, & Inſtrumenta, cu-
juſcumque tenoris exiſtant, ſibi, nobis, & noſtris Pro-
genitiſ, ſeu Antecelloribus, à prædicto Rege
WILHELMO, & dicto Domino FLORENTIO Fra-
tre ipſius, & eorum Antecelloribus Comitibus Hollan-
diæ à Domino Papa, ſeu quocumque alio ſuper Juribus
dictæ Terræ, ſeu ſuper Conſuetudinibus, Pactionibus,
Compoſitionibus, Conſuetudinibus, Promiſſionibus,
debitis & Obligationibus quicunſcumque dictorum Re-
gem * & Domini FLORENTII Patris ejus, ac An-
teceſſorum ipſorum, ſeu hominum dictæ Terræ con-
ceſſa. Et ſimiliter tenore præſentium ſimpliciter pro-
teſtatur, & volumus pro nobis & noſtris Herediſ
Comitibus Flandriæ, ſimpliciter decernentes, quod
omnia illa Inſtrumenta, ſi qua forte non reſſita poſſi-
modum inventa fuerint, de illa materia ſacientia men-
tionem, quoad nos, Heredes, aut Succeſſores noſtros
Comites Flandriæ, vires non habeant, & robore ca-
reant firmitatis. Si verò dictum FLORENTIUM ſine
Herede à noſtra Filia generato, vel eam mori contige-
rit, FLORENTIUS Nepos ejus prænominati Regis
Filius, ducet in Uxorem unam ex noſtris Filiabus, & to-
tam Terram prædictam Zelandiæ, inter *Hedene* &
Scaldam ſitam, à prædicta Matre noſtra nobis & noſtris
Herediſ Comitibus Flandriæ in Feodum recipiet &
tenebit. Si verò eum ſine Herede de noſtra Filia gene-
rato mori contingat, MATHILDIS Filia Regis præ-
ſati debet uni Filiorum noſtrorum matrimonialiter co-
parari, & tenere à Comitibus Flandriæ in Feodum to-
tam Terram Zelandiæ memoratam, quæ de dicta Ma-
tris noſtræ, noſtro & Antecellorum noſtrorum Comi-
tum Flandriæ fuit demanio; & ſi eam ſimiliter mori
contigerit, tota Terra prædicta cum omnibus Juribus
& juſtitis ad eam pertinentibus ad Heredem Comitatus
Hollandiæ, quicumque pro tempore fuerit, devolve-
tur: qui eam à prænominata Matre noſtra nobis vel
noſtris Succeſſoribus Comitibus Flandriæ feodaliter re-
cipiet & tenebit, & ſic ſemper dicta Terra Zelandiæ
quæ de dicta Matris noſtræ, noſtro, & Antecellorum
noſtrorum Comitum Flandriæ fuit demanio, ad Do-
minum FLORENTIUM & ejus Heredes, ſicut dictum
eſt, aut ad FLORENTIUM Nepotem ejus & ipſius
Heredes; aut ad MATHILDAM Sororem ipſius
& ejus Heredes de dictis Matrimoniiſ procreatos; aut ſi
non ex his Matrimoniiſ proles extaret, ad illum qui pro
tempore erit Heres Comitatus Hollandiæ pertinebit, &
de ea dicta Matri noſtræ nobis & noſtris Succeſſoribus
Comitibus Flandriæ faciet homagium vel Vaſſallus, &
ſic ſimpliciter quocumque caſu contingente, tota Ter-
ra prædicta inter *Hedene* & Scaldam ſita nullomodo
ad alium, quam ad aliquem aut aliquos prædictorum
trium vel Heredes eorum, ut dictum eſt, vel ad Here-
dem Comitatus Hollandiæ, quicumque pro tempore
Heres Comitatus Hollandiæ extiterit, devolvetur: ita
tamen quod ille Heres quicumque, poſt ipſos tres qui
nominaliter fuit expreſſi, non fuerit ex dictis Matri-
moniiſ procreatus, tenebitur prædictæ Matri noſtræ, vel
nobis, aut Succeſſoribus noſtris Comitibus Flandriæ
pro dicta Terra refundere decem milia marcharum
ſterlingorum ad marcham Flandrenſem, decem ſolidos
videlicet bonorum & legalium ſterlingorum pro marca
qualibet computandis. Si forte dictam Terram Zelan-
diæ, quæ de noſtro & Antecellorum noſtrorum fuit de-
manio, inter plures coheredes aut complices de
dicto Domino FLORENTIO, ſive FLORENTIO
Nepote ſuo, aut MATHILDE Sorore ejus, ſive à quo-
cumque Herede Comitatus Hollandiæ descendentes
contingat dividi, quilibet in dictarum Terrarum divi-
ſione compatiens, homagium præſatæ Matri noſtræ,
nobis & noſtris Herediſ Comitibus Flandriæ eſt faci-
turus de illa quæ eum poterit contingere portione.
Cum autem ſuper teloneis ſtatutis locis in Hollandia
ſive Zelandia à Mercatoribus Flandrenſibus cum ſuis
mercibus & quibuſcumque rebus venalibus dicta telo-
nea tranſeuntibus perſolvendis, tam ex parte prænomi-
natæ Matris noſtræ, quam ex parte dicti Domini FLO-
RENTII fuerit in illaſtram virum Dominum HENRICUM
Ducem Lotharingiæ & Brabantie compromiſſum, ut ex
utraq; parte tam pro ſe quam ſuis Herediſ in om-
nibus & per omnia ſuper hoc ſervare promiſerint dic-
tum Ducis, nos tam pro nobis quam pro noſtris Here-
diſ Comitibus Flandriæ dictum ipſius Ducis quod ſu-
per hoc vel viva voce vel ſuis Litteris proprio Sigillo
munitis vel utroque modo publicaverit, ratum habentes
& gratum, ſervare promittimus in omnibus & per
omnia bona fide quantum ad nos & Heredes noſtros
Comites Flandriæ ſpectaverit idem dictum.

* *ſiſ. Reg.*

Ceterum illæ conſuetudines in Hollandia & Zelan-

diæ Mercatoribus de Flandria ſervabuntur, illæ videlicet
quod ſi quis Mercatorum Flandrenſium per Terram
Comitatus Hollandiæ, per Hollandiam videlicet ſive
Zelandiam trahatur faciens, ab aliquo ſuper debito
fuerit impetratus, ſive debitum illud negaverit & inſi-
ciatus extiterit, in Navi ſua ne moram faciat, juramen-
tum ſiſpei hoc impetenti præſtando, ſola manu poterit
ſe purgare. Quod ſi impetens acceptare rennerit, illum
Mercatorem in Villam vel Oppidum ubi manet ſequen-
tur, & ſi debet cauſa inter eos Scabinorum illius Vil-
læ vel Oppidi judicio terminari. Et ſi forte contra hoc
Mercator Flandrenſis tranſiens fuerit impeditus, & prop-
ter hoc damnum incurreret, Comes Hollandiæ vel Do-
minus Terræ totum damnum illud Mercatori refundet.

Item, ſi quis mercatorum in Flandria de Hollandia
ſive Zelandia fuerit ſpoliatus, Dominus Terræ illius,
in qua deſapratio hujusmodi facta eſt, habitatores Ter-
ræ illius unde ſpoliatus extiterit ad ſolvendam prædam
compellat, alioquin ipſe ſolvat.

Nos autem tam pro nobis, quam pro noſtris Here-
diſ, quam etiam pro noſtris hominibus, remittimus
voluntate libera de puro corde & ſincero animo Domi-
no FLORENTIO & omnibus ſuis conſanguineis, fa-
voribus & amicis omnes injurias & omnes offenſas con-
tra nos & noſtros patratas, & omnia damna nobis &
noſtris illata, promittentes ea nullo unquam tempore
ad animum revocare; & ſic omnes rancores animo-
rum in pacis palcitudine conqueſcent; ita quod nullo
unquam effectu ad animum revocentur.

Illam Pacem & omnes ac ſingulos illius Pacis Artic-
ulos prout ſuperius ſunt expreſſi, nos tam pro nobis,
quam pro noſtris Herediſ natis & natiſ, quam
etiam pro noſtris hominibus in perpetuum firmiter &
inviolabiliter ſervare promittimus dictis Domino FLO-
RENTIO & FLORENTIO Nepoti ſuo ac eorum He-
rediſ & ſuis hominibus, & facere in omnibus & per
omnia firmiter & inviolabiliter obſervare.

Renuntiantes in his omnibus tam pro nobis quam
pro noſtris Herediſ Comitibus Flandriæ omni juris
auxilio, tam Canonici quam Civilis, omni Privilegio
& omni ſimpliciter Inſtrumento dato vel dando, im-
petrato vel impetrando pro cruce ſignatis vel aliis qui-
buſcumque: vel quod nobis & noſtris Herediſ
ex nunc competit, vel in futurum poſſet competere contra
prædicta vel aliquod prædictorum.

Ad illa omnia fideliter & inviolabiliter obſervanda
nos per noſtrum Sacramentum proprium, voluntate
libera ſponte ſolemniter obligamus. Et quia dictam
Pacem & omnes ac ſingulos dictæ Pacis Articulos fir-
miſſime cupimus obſervari; volumus & conſentimus,
& à Domino Papa petimus, (ſupplicantes nos & He-
redes noſtros quoad hoc ſuæ Jurisdictioni & poteſtati ac
venerabilium Patrum Tornacenſis Episcopi & Leodiſen-
ſis electi & Succeſſorum eorumdem, qui pro tempore
fuerint, quibus hoc à Domino Papa committi peti-
mus,) ut ſi nos vel Heredes noſtri contra dictam Pa-
cem vel aliquem dictæ Pacis Articulum veniremus, &
requiſiti ſuper hoc nollemus infra XL. dierum ſpatium
emendare, quod dicti Prælati, vel alter eorum, ſi alter
non ſupereſſet, vel eſſet legitimo impedimento detenus,
poſſent in noſtram & Heredum noſtrorum perſonas
Excommunicationis ſententiam ſerre, & totam Ter-
ram noſtram ſupponere Eccleſiaſtico Interdicto: ita
tamen quod dictos XL. dies & coercionem hujus-
modi Monitio Prælatorum præcedere debeat eorumdem.

In cujus rei teſtimonium præſentes Litteras inde con-
ſcribi & Sigillo noſtro fecimus communiri.

Actum & datum Bruxellæ Sabbato poſt Feſtum Lu-
cæ Evangelizæ anno Domini MCCLVI.

Extant etiam de eodem Paſſo Litteræ Margari-
tæ Flandriæ Comitiffe, datæ Bruxellis die Veneris poſt
Feſtum Sancti Dionyſii ejusdem anni, eadem exprimen-
tes verba, quas proxime hic repetere non auximus operæ
pretium.

XL.

Renonciation de SIMON DE MONFORT Comte de Lyceſter & de la Comteſſe ſon Epouſe à toutes les prétentions qu'ils pouvoient avoir ſur le Duc de Normandie, la Comté d'Anjou, la Touraine, le Maine, &c. en faveur de Louis IX. Roi de France, faite à Paris le jeudi après la Fête de S. André l'Apôtre en 1256. [Theſaurus Novus Anecdotorum &c. Tom. I. Col. 1084.]

Dec.

NO 1084. *Ex MS. d. v. Petri Mesnard Urbis Turonensis Praefecti.*

56. A Tous ceux qui ces présentes Lettres voïront, SIMON DE MONFORT Cheurs de Lycestre, & AHEOR DE LYCESTRE sa femme, salut.

Nous faisons à sçavoir à tous, que nous avons entendu la forme de la Paix qui est faite & jurée entre nostre Seigneur le noble Roy LOUIS de France, & le noble Roy HENRY d'Angleterre nostre Seigneur, & nous AHEOR telle Paix, & toutes les choses, & chacune par soy, qui sont contenues en icelle Paix, par l'autorité & assentement du devantdit Comte SIMON nostre mary, & en sa presence voulons, octroyons, & louons par nostre gré, sans nul contraingement, & promettons & tenir & garder fermement & stablement par nous & par nos Hoirs, & que encontre n'en diront par nos ne par autres; avons quitté & quittons par nous & par nos Hoirs & pour nos Successeurs de tout en tout au Roy de France & en ses Encefforts & à ses Hoirs & à ses Freres & à leurs Hoirs & à leurs Successeurs & nous ou nostre Enceffort aucune doïtte avons ou eumes oncque en chose que le Roy de France tienne ou tinst oncque ou ses Encefforts ou ses Freres: c'est-à-sçavoir en la Duché & en toute la Terre de Normandie, & en la Comté & en toute la Terre d'Anjou, de Touraine & du Maine, & en la Comté & en toute la Terre de Poitiers, ou ailleurs en aucune partie du Royaume de France ou Isles, si aucuns en tiennent le Roy de France ou son Frere & autres de par, & nous arerages. Et aussi avons quitté & quittons à tous ceux qui de par le Roy de France ou de par ses Encefforts ou de ses Freres tiennent aucunes choses ou par don ou par échange, ou par vente, ou par assentement ou autre semblable manière en la Duché & en toute la Terre de Normandie, & en la Comté & toute la Terre d'Anjou, de Touraine & du Maine, & en la Comté & en la Terre de Poitiers ou ailleurs en aucune partie du Royaume de France ou en Isles desudist selon la manière de la teneur qui est contenue en la Paix desudite, en avons juré, & jurons de notre bonne volonté de l'autorité & assentement de notre mari le Comte desudis nommé, & en sa presence sur le saint Evangile en la presence du Roy de France devantdit, que toutes ces choses garderons, entendrons fermement ne encontre ne voudrons par nous ne par autres, sauf à nos Hoirs toutes nos demandes & droitures en toutes choses encontre toutes personnes qui ne sont exceptez par la devandite Paix & nos SIMON de Montfort Cheurs de Lycestre desudis nommez reconnoissons & rémoignons que la devandite Comtesse ma femme a fait la quittance & le serment & les autres choses devandites par nostre assentement & par nostre volonté & autorité, en notre presence; & nous même avons juré que la Paix desussite avons & aurons ferme & stable, & que encontre ne vendront par nous ou par autres & en témoignage de ces choses, & que ce seroit ferme & stable; nous en ce cas Comtesse desussite avons mis nos Sceaux en ces présentes Lettres.

Ce fut fait à Paris en la presence de deux Rois susnommez & de Mamei en l'an de l'Incarnation de nostre Seigneur JESUS-CHRIST mille & CC. & L. fix le jeudi après la Feste de Saint André l'Apôtre.

XLI.

77. *Litteræ RICARDI Regis Romanorum, ad EDMUNDUM Filium HENRICI III. Regis Angliæ de solemnî Coronatione sua Aquisgrani peracta. Dat. Aquisgrani die 18. Maii Anno 1257. [RYMER, Federæ, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 622.]*

RICARDUS, Dei gratiâ, Romanorum Rex semper Augustus, Edwardo, illustris Regis Angliæ primogenito, carissimo Nepoti suo, salutem & felices ad vota successus.

Libenter votivos & celebres nostræ felicitatis eventus ad nostrorum specialium amicorum corda transferimus; & ad aures præcipuè vestræ dilectionis (cui sic nos identitas sanguinis connivit, ut ipsas, ex zelo naturalis affectus, circa ea quæ augmentum status nostri respiciunt, non immerito confidimus esse sollicitas & attentas) per Nuntios nostros & Litteras libentissimi tripudii nostri derivamus, arbitantes in nobis tunc augmenta congaudii geminari, cum vos, quem repu-

TOM. I. PART. I.

tamus preciosam corporis nostri partem, senserimus a gaudiorum nostrorum participio non exclusos.

Quæ proculdubio delectasset nos potius vobiscum præsentialiter celebrasse, quam interpretis scriptura ministerio nunciare; ut præsentia vestra vicinitas jocundius patrii desiderium refecisset, & nostræ sublimitatis diffusius generasset tripudium in nepote.

Verum, cum ea læta & prospera, quæ circa nos acta sunt ab eo tempore, quo de partibus Angliæ recessimus, non sit possibile, nisi vobis fuerint intimata, dilectionem vestram scire, præsentem paginam, omnium eventuum nostrorum ostensivam, vobis duximus destinandam; ut ad vos plena eorundem eventuum, & certa notitia pericratur.

Dominica enim, proxima post Festum Sancti Marci Evangelistæ, nobis Navem cum tota nostra conventibus comitiva, & extra Portum de Gernemuth venientibus occurrit ventus contrarius; qui ad figendum anchoram, in vicinia Littoris Anglicani, sui impetus violentia nos attavit.

Sed in sequenti die, prospero vento nostris processibus aspirante, iter navigationis assumpsimus, & continuo navigantes die Martis proximo subsequenti, in Festo videlicet beatorum Apostolorum Philippi & Jacobi, circa nonam, salvis omnibus, & nostris, & totius nostræ familiæ, ac etiam Comitum personis, & rebus, sani & hilares applicuimus apud Durdrech, in Oppido, videlicet, ad Comitatum Hoylandiæ pertinentem; ubi, post tot laborum & turbationum molestias, quas in mari perulimus, requiem capessentes, moram protraximus biduanam.

Inde, die tertio recedentes, aliisque diebus sequentibus, per Hoylandiæ & Gelriæ Comitatus gressus nostros feliciter dirigentes, die Veneris, proxima ante Festum Ascensionis Dominicæ, venimus Aquisgranum; occurrentibus nobis, in dicta Civitatis introitu, Clericis & Laicis, nobilibus & ignobilibus, militibus, aliis universis Civibus ejusdem, qui nos, cum honore magno, & amplo tripudio, læti & hilares, sine cujuslibet difficultatis obstaculo, suscepunt.

Nec credimus, quemadmodum vulgaris & communis fama testatur præconium, quod, a ducentis annis & citra, aliquis Prædecessorum nostrorum Imperatorum, vel Regum (videlicet, Romanorum) in sue novitatis principio (nobis duntaxat exceptis) dictam Civitatem Aquisgranensem sine gravis offensionis, seu contradictionis obice sit ingressus.

Cumque nostra Serenitas moram in ea contraheret, ecce! Læta nova, nostris affectatè desideris, occurrunt, videlicet, quod venerabilis Archiepiscopus Maguntinensis, dilectus Princeps noster, egregius fidei nostræ cultor, & nostrorum rebellium sceleris impugnator (adhibita sibi ex nostris fidelibus ingenti copâ bellatorum) die Mercurii, proxima post Festum Sancti Johannis ante Portam Larianam, cum Archiepiscopo Treverensi, nostri culminis inimico (qui, in nostris nominis & honoris dispendium, cum magna multitudine armorum, Castrum nostrum & Palatium Bogard vallaverat, & ad expugnationem ipsius multas machinas instaurarat) gloriolè congressus in prælio, contra eum obtinuit victoriam & triumphum; & ipso Archiepiscopo Treverensi, cum quibusdam ex suis, vix per dedecorolæ fugæ præsidium evadente, ac nonnullis occisis, multos ex suis militibus, & famulis, & aliis suis compliceibus captivavit.

Ecce! quam animosos & bellicosos Archiepiscopos habemus in Alemannia; non multum vobis inutile reputantes si tales in Angliâ crearentur, quorum ministerio uti possitis secure contra importunos rebellium vestrorum incursum.

Denique, ipso Castro, per auxilium dictorum nostrorum fidelium, ab obsidentium & impugnantium insultibus liberato, ipsoque a dicto Archiepiscopo Maguntinensi virtualibus aliisque omnibus necessariis, ac strenuis defensoribus, prout ad securam defensionem ipsius opportunum extitit, communito, idem Archiepiscopo Maguntinus apud Aquisgranum ad præsentiam nostram venit;

Ubi, in Festo Ascensionis Dominicæ, ipso ac Archiepiscopo Coloniensi præsentibus, & aliis multis Comitibus, Baronibus, Magnatibus & Nobilibus nostris fidelibus, in Sede magni Caroli, cum solemnitate qua decuit, in illius nomine, qui superbus deiecit & ponit humiles in sublimi, Sacri Romani Regni Sceptrum recepimus & Coronam, carissima Consorte nostrâ similiter eo die nobiscum solemniter coronata.

Dilectionem vestram rogantes attentius quatenus, nobis piis affectibus congaudentes, attentius altissimo super his gratias exsolvatis, ipsum suppliciter exorantes ut,

E e e

ANNO 1257.

ANNO
1257.

qui, ex sua abundantia pietatis, merita supplicum excedentis & vota, aetatem vestram tanta felicitate beavit, quod ad patrum vestrum Romani Regni sceptrum perduxit, ad honorem sui nominis feliciter dirigat gressus nostros.

Festo itaque Coronationis nostrae solemniter, prout decuit, celebrato, ecce! Principum & aliorum fidelium nostrorum super agendis nostris communicato consilio, viribus nostris & diversis partibus instauratis, ad humiliationem nostrorum rebellium potenter & patienter intendimus dirigere Castra nostra; & praecipue ad confringenda elata Archiepiscopi cornua Treverensis; ut, sicut se primum in nostris negotiis, non tam justum, quam voluntarium posuit turbatorem, ita primo experiatur & discat quid, & quantum contra eum possit & valeat manus nostra.

De hoc autem praecipue certos esse vos volumus, quod tantam jam, ex auxilio fidelium nostrorum & fautorum in Alemannia, habere confidimus potestatem, quod, eis in fidei nostrae cultu, & in devotionis nostrae zelo durantibus, nullius viventis sit nobis potentia formidanda.

Data Aquisgrani 13. die Maii anno Regni nostri primo.

XLII.

1258.
8. Jun.

Litterae RICHARDI Regis Alemanorum de Pace habita cum Domino Rege Francie & de Quittationibus ab eodem factis. Actum Parisiis 8. die Junii Anno 1258. [Thesaurus Novus Anecdotorum &c. Tom. I. Col. 1105. Ex MS. cl. v. Petri Mesnard Urbis Turonensis Praefatus.]

RICHARDUS Dei gratia Rex Romanorum semper Augustus universis ad quos praesentes pervenerint salutem.

Noverritis nos vidisse formam Conventionum & Pacis quas Magister Arnaldus Wet Flaviensis Praepositus noster Protonotarius & Procurator nomine nostro fecit cum illustri Rege Francorum, quarum tenor hic est: NOTUM sit omnibus praesentibus & futuris, quod ego Magister Arnaldus Wet Flaviensis Praepositus Protonotarius & Procurator Serenissimi Domini RICHARDI Romanorum Regis illustris semper Augusti visa est diligenter perfecta forma Pacis ordinata inter illustres Franciae & Angliae Reges & per juramenta Procuratorum dicti Regis Augusti confirmata, eandem Pacem ex auctoritate & plenaria potestate mihi data a praedicto Domino meo Rege Richardo, gratam & ratam habeo, & ejusdem Domini mei nomine & Heredum quito penitus & remitto dicto Domino Regi Francie praesentibus & recipientibus pro se, Fratribus, necnon & Antecessoribus suis, Heredibus, ac Successoribus, omne jus & omnem actionem, quod vel qua dicto Domino meo Regi iure successione vel hereditatis paterna vel fraterna seu alio quocumque iure competere vel poterit competere in futurum in Terris infra nominatis, videlicet in Ducatu & tota Terra Normania, in Comitatu & tota Terra Andegavia, Turonia, & Cenomania, in Comitatu & tota Terra Piclavia, in Ducatu & tota Terra Aquitania, & generaliter in omnibus Terris, & Feodis & de.

& de possessionibus in Terra Regni Francie constituta, quas vel qua dictus Rex Francie vel Fratres ejus habent vel tenent, vel aliquid ex parte ipsorum vel Antecessorum suorum ex causa donationis vel permutationis, seu alia quacumque causa: ab hac quittance excipio nominatim jus quod eidem Domino meo competere in Comitatu Angolismensi, vel alibi ex successione materna, hoc excepto, quod si forsitan, quod Deus avertat, successio Regis vel Regni Angliae devolvatur ad ipsum Dominum meum, jus quod tunc ex illa successione competere in Terris & rebus illis, qua secundum formam Pacis inter Reges Francie & Angliae remanent vel debent assignari eidem Domino meo RICHARDO Romanorum Regi, saluum sit, non obstant Quittance praedicta: ita tamen quod pro eisdem Domino Regi Francie faceret quae Dominus Rex Angliae facere tenebatur. Ex eadem etiam potestate Procuratoris nomine pro ipso Domino meo Rege Romanorum & iure ipsius quito penitus & expresse eundem Regem Francie & Fratres ejus, necnon Antecessores, Heredes, & Successores eorum, ex omnibus arreragis & pertinentiis perceptis, & quae percipi poterint in omnibus praedictis, & de omni rencore, &

contestatione hinc inde habitis, & de omnibus sumptibus, & missis, & damnis occasione Guerrarum irrogatis. Promitto insuper Procuratoris nomine pro ipso Domino meo RICHARDO & iure ipsius Regi Francie praesentibus & recipientibus, quod dictus Dominus meus non nocebit ipsi Regi Francie, ducendo vel mittendo Milites, vel dando seu mittendo pecuniam ad faciendam ei Guerram, vel Litteras aut Nuntios dirigendo ad Guerram ei movendam, vel alias contra visum, & quod ipse Dominus meus personaliter faciet Quittationes praedictas, & jurabit omnia praedicta, quantum ad ipsum pertinet, bona fide servare, nec contra venire per se vel per alium in futurum. Et quoniam de his omnibus Domino Regi suas patentes Litteras, quando Rex Angliae faciet Quittationes & alia in Pace sua contenta, vel si forte tunc commode non possit quancito, postmodum poterit bona fide. Quod autem praedictus Dominus meus haec omnia rata habeat & compleat, & bona fide, quantum ad ipsum pertinebit, observet, in anima ejus juravi tactis sanctis Evangelis & ejusdem Domini mei mandato, & auctoritate plenaria ab eodem super hoc mihi data, in quorum omnium testimonium & evidentiis plenioribus, tam viri venerabiles Manfieri praedicti Capellani Poenitentiarum Sigillo, quam meo Procuratorio feci praesentem Litteram communi.

Actum Parisiis VIII. die Junii anno Domini MCCLVIII. Nos vero dicta forma Conventionum & Pacis visa, & diligenter perlecta, Quittationes & Juramentum in anima nostra ab eodem Procuratore nostro praestitum, & haec omnia & singula in dicta forma Pacis contenta rata & firma habemus & praesentis Scripti patrocinio communimus. Hoc adverte dumtaxat quod si ad nos Successio Regis vel Regni Angliae devolvatur, jus quod tunc nobis ex illa successione in Terris & rebus illis qua secundum formam Pacis Regi Angliae remanent nobis saluum manet eodem modo Heredibus nostris saluum sit, si ad eos contingat successionem ejusdem Regis vel Regni Angliae pervenire, dummodo ipsi Reges Francie faciant quod Rex Angliae facere tenebatur. In cujus rei test. &c. Datum &c.

XLIII.

Testament de JACQUES de Lorraine, Evêque de Metz, Frere de MATHIEU II. Duc de Lorraine, fait le 14. Septembre 1260. [BALEI- 14. Sept. COURT, Traité Hist. & Crit. sur l'Orig. & la Génal. de la Maison de Lorraine. Aux Preuves, pag. LXXXII.]

EGO Jacobus miseratione divina Metensis Episcopus, Notum facio universis, quod ego compos me, & sanae mentis, disponens & ordinans de ultima voluntate mea; volo, ordino ac dispono, quod Ecclesia Metensis, decimas de * Maderis cum appenditiis & pertinentiis omnibus, quas habet & tenet, ad vitam ipsam Magister Julianus, Cancellarius Metensis, habeat liberè, & teneat integraliter in perpetuum, post decessum ejusdem Cancellarii, in distributiones quotidianas Canonorum ejusdem Ecclesiae convertendas, & etiam dividendas. Item volo & relinquo eidem Ecclesiae Metensis 25 libras Metenses in annuis redditibus, singulis annis in perpetuum; videlicet in anniversario Patris mei sexaginta & decem solidos Metenses, in anniversario Matris meae sexaginta & decem solidos, in anniversario Domini Renaldi Carnotensis Episcopi bonae memoriae, quondam avunculi mei, sexaginta solidos, in anniversario meo centum solidos. Item in anniversario in eadem Ecclesia annis singulis faciendo, die illa qua Capitalum ipsius Ecclesiae duxerit ad hoc statuendum, pro omnibus Episcopis Metensibus Praedecessoribus meis, Abbatibus, Decanis, ceterisque praeclearis, ac aliis tam Ecclesiasticis quam Secularibus personis, a quibus tam Ego, quam Episcopatus Metensis bona recepimus, quatuor libras Metenses. Item ad unum Altare in eadem Ecclesia in honore beatae & gloriose Virginis Mariae, beatique Prothomartyris Stephani construendum Presbytero qui ad ipsum deservierit, centum solidos, in annuis redditibus; & volo ac dispono quod ipsum Altare, cum eisdem redditibus, conferat Episcopus Metensis quicumque fuerit pro tempore, idoneae personae, prout viderit expedire. Item pro una lampade ad idem Altare, quindecim solidos; & matricularis ejusdem Ecclesiae quinque solidos Metenses annuatim. Videlicet duodecim Denarios in quolibet die anniversariorum praedictorum pro campanis pulsandis. Pro his autem viginti quinque libris annuorum reddituum assigno & confecto

260. NNO conféro eidem Ecclesiæ Metensi tertiam partem in Molendino meo apud Marfallum, quod ibidem de novo ædificio super Hereditatem meam, mihi à Ferrico Nepote meo Duce Lotaringie assignatum, secundum Pacem & Compositionem inter me & ipsum factam. Et volo quod dicta Ecclesiæ Metensi prædictam tertiam partem in Molendino prædicto & in proventus ejus, habeat pacifice, & possidet in perpetuum, pro viginti quinque libris Metensibus supradictis. Item lego & conféro Decano & Capitulo Ecclesiæ de Hombourg, in augmentationem Præbendarum suarum, medietatem Molendini mei, quod ædificavi apud Demes, & vicum ejusdem Villæ, cum proventus suis, ut ea habeant in perpetuum, & possident, & fructus ac proventus eorundem cedant & convertantur in distributionibus quotidianis Canonorum ejusdem Ecclesiæ ad horas presentibus exhibendis. Reiidum verò Hereditatis meæ, quam Dux prædictus Nepos meus mihi assignavit per Pacem & Compositionem inter me & ipsum factam, pro parte Hereditatis meæ, & pro quadam summa pecuniæ quam ab ipso perebam, & in qua mihi tenebatur, videhæc apud Marfallum & apud Vicum, apud Remereville, cum furnis & appendiciis, apud Corbèfal, apud Gelleracourt, apud Arcubeviller, apud Sonnonville, apud Villanes & apud Bessoncourt, in banno & iustitia, decimis, & aliis proventus, in cunctis ubibus & pagis, & omnis insuper acquisitiones seu acquisita, quas vel quæ feci & acquisivi tempore meo, conféro & resigno Episcopatu Metensi, & Successoribus meis Episcopis Metensibus ab eisdem possidende in perpetuum & habenda: ita tamen, quod ratione Hereditatis meæ prædictæ, & acquisitionum quæ feci, tam Successores mei, quam Episcopatus Metensis teneantur ad restitutionem eorum ad quæ ego teneor. Et si fortè aliqua injustè occupavi, vel tenuriam seu possessionem aliquorum intravi indebitè, volo quod talis tenuria vel possessio hujus, mihi vel Successoribus meis non valeat, nec illis obstat, qui in illis bonis ratione proprietatis vel tenuriam suam habebant quando illa occupavi vel intravi. Et hæc omnia prædicta & singula volo post decessum meum inviolabiliter observari. In cujus rei testimonium præsentis feci Litteras Sigilli mei, nec non Venerabilis Patris Domini G. Dei gratiæ Tullenfis Episcopi, viri discreti Th. Cantoris Metensis, & Religiosi viri Fratris Jacobi de Ordine Prædicatorum Metensium, Sigillorum munimine roborari. Acta sunt hæc præsentibus eodem Domino Tullenfi Episcopo, Th. Cantore, Fratre Jacobo prædictis, & Fratre Bertrano, ejusdem Ordinis, quondam Cantore Metensi, ac Viris Venerabilibus, Magistro Juliano Cancellario, Henrico Ciceratore, Thierrico Præposito Sancti Arnualis, & Petro Capellano nostro, Canonicis Metensibus. Anno Domini MCCLX. in die Exaltationis Sanctæ Crucis.

XLIV.

263. Litteræ URBANI III. Pape ad HENRICUM III. Regem Angliæ, ejusque Filium EDMUNDUM, quibus ipsis indicat, se Regnum Siciliæ propter non præstita ab ipsis debita, alii collaturum esse. Dat. apud Urbem Peterem 5. Kal. Augusti 1263. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 769.]

URBANUS Episcopus, servus servorum Dei, carissimis in Christo Filiis H. illustri Regi Angliæ, & Nobili viro Edmundo Nato ejus Salutem, & Apostolicam benedictionem.

Non solum ad vestram, sed etiam ad generalem & publicam totius mundi credimus pervenisse notitiam, qualiter quondam Freder. olim Romanorum Imperator, ejusque nati, & posteri Romanam Matrem Ecclesiam sub diversitate temporum vexaverunt.

Hii etenim, aliorum persecutorum excedentes tyrannidem, gravioribus eam afferentes injuriis, & oppressiōibus durioribus afflixerunt; & velut in cædem & exterminium ejus tendentes, furoris acum & feritatis gladium acuentes, diris illam tribulavere flagellis, & usque ad interiora profundis illatis vulneribus laudarunt: Quoniam, in hoc pravo genere, Patrum in filios, cum sanguine, derivata malitia, sicut carnis propagatione, sic imitatione operum nati genitoribus successerunt.

Et, licet Ecclesiæ eadem ubique locorum, ad quæ persecutorum ipsorum se extendit potentia, crudelissimi TOM I. PART. I.

mas eorum persenserit punitiones, in Regno tamen Siciliæ, quod ad ipsam Ecclesiam pertinet pleno jure, tanto duriores & asperiores persecutiones pertulit ab eisdem, in quanto liberis iidem persecutores sunt in eo longis temporibus debachati, quantoque severius & atrocius subii, ante ipsius Ecclesiæ oculos, utriusque filios oppresserunt: Quia nec etiam Ecclesiæ, nec personas Ecclesiasticas ipsius Regni, earumque Jura, Libertates & bona, draconum illorum prætereire furores; sed in hæc eo exaudire ferocius, quo quicquid Ecclesiastico discernitur nomine abhorruerunt odio gravi.

Et ideo prædicta Ecclesiæ, memorato Freder. & Conrado Nato ipsius sublati de medio, ad Regnum ipsum habens matrem compassionis affectum, quia erant adhuc lacerata in maxillis ejus, & in vultu suo apparebat squalor diuturnæ passionis, ardenti desiderio conflurexit ut benignitatis sue linteis lacrimas ipsas dilueret, & squalorem dextera propitiæ detergeret, dictumque Regnum ad optatæ salutis, libertatis solitæ, pacisque solida statum plenè reduceret, ut illud in eo firma stabilitate, favente Domino, præstaret.

Verum, quia Regnum ipsum, cum omnibus difficultatibus & pertinentiis suis, erat ad eandem Ecclesiam, ejusque dispositionem totaliter devolutum, felices recordationis Alexander Papa, Prædecessor noster, dictum Regnum (pro cuius recuperatione ipsa Ecclesiæ, importabilibus non parendo sumptibus, ac molorum laborum minime devitando tædiis, diutius laboravit; rem utique ipsi Ecclesiæ, inter cætera temporalia sua bona, carissimam) tibi, Fili Edmunde; præferendo te in hoc universis Catholicis Orbis Terrarum Principibus, liberaliter contulit sub certis conditionibus atque pactis, prout in Apostolico Privilegio, super hoc obtento, plenius continetur.

Et, quia sincera & firma voluntas in dilectionis & operis prosecutione cognoscitur (cum hujusmodi negotium, propter ipsius Regni statum, nondum tunc in toto, tranquillum, multo indigeret consilio & favore, magnamque requireret solertiam, & sustentationis fulcimenta non modica, valida defensionis munimina, & indeficientis subsidii firmamentum) idem Prædecessor è diversis partibus magnificos instauravit exercitus, deputavitque Legatos ad prosecutionem ipsius negotii, ut posset illud, Domino adiutore, perducere ad statum honorabilem & quietum.

Cumque idem negotium laudabiliter convalesceret, & successibus prosperis firmaretur; tandem (quia quorundam proditorum, qui eidem Ecclesiæ fraudulenter adhaeserant, faciente nequitia) inopinato casu extitit impeditum (propter quod tanto festinatius erat eidem succurrendum negotio, quanto sibi propinquius imminerebat consilio & discrimen) dictus Prædecessor te, Fili Rex, pluries requisivit, tibi cum instantia persuadens ut, quia prædicta Ecclesiæ erat ulterius ad ferendum tantum pondus penitus impotens, ac multis & gravibus debitis obligata, succursum cum omni festinantia præparares; ita quod, omni difficultate ac tarditate remota, copiosa & strenua militia, cum ydoneo Capiteano, mitteretur pro conservatione quarundam Terrarum ipsius Regni, quæ adhuc in devotione ipsius Ecclesiæ persistebant, & per quas alias ejusdem Regni partes liber haberi poterat transitus & processus.

Sed qualiter hæc, quæ memoratus Prædecessor tibi, pro ejusdem negotii sustentatione ac promotione, persuasisse dinoscitur, feceris non ignoras; qualiter etiam negotium ipsum adjuveris, ac super illo provideris, cunctis luce clarius innotescit; cum nec tuas, nec aliorum curas & vires, ad hujus rei prosecutionem curaveris adhibere.

Quinimmo sic ipsum negotium per te ac tuos omnisum extitit, quod, eo tuis speratis & opportunis subsidiis non suffulto, prædictæ Terræ, per quas residuum ipsius Regni recuperari poterat adversari ejusdem Ecclesiæ Manfredi, videlicet quondam Principis Tarentin. aggressibus paruerunt; qui, postquam Regnum ipsum totaliter occupavit, sic protinus in superbia altitudinem est elatus, & in sevitia acerbiter obruit, quod de virtute divina non tremuit, humanæque pravi pendit potentiam, & honorem Ecclesiæ; ac libertatem hominum dicti Regni tyrannide faribunda depressit.

De multiplici etenim necessitatis angusto, in quo serpens iste lauerat, ad affluentis opulentia amplitudinem famelicus & sitibundus exiliens, rabido cepit ore Regnum laniare præsum; sicque in bona & personas ipsius anxia exaruit ingluvie, quod, hæc insatiabili rapacitate discerpens, illud, proh dolor! serus plus ferat

Ecc 2

qua-

ANNO

1263.

ANNO

1263.

qualiter, ferè penitus absorbit in utrisque; nec sexum, nec ætatem, neque ordinem prætermittens.

Propter quod multoties dolorosè suspirat, & lacrimatur amare Apostolica Sedes; quod Regnum juris & proprietatis suæ carum, quippe sibi dira & dura Pharaonica oppressiōis mole prosternitur, nec finitur pia & leni consolationis Apostolicæ dextera relevari.

Expectans enim, expectavit diutius quod sublime Regni Angliæ solium, cum strenua domus gentis Anglicanæ potentia, quam dictus Prædecessor in ipsius Regni collatione specialiter honoraverat, apprehenderet arma & secutum, & exurgeret in adiutorium Matris suæ, dictumque negotium constanter adiuveret: Et, præstatam Ecclesiam liberando magnifice ab inimicis ejus, qui in circuitu ejus sunt, ac extrahendo prædictum Regnum, ejusque populum de faucibus persequentis, jugum oneris ejus, & sceptrum exactoris ejus magnificentius superaret.

Sed hujusmodi expectatio & spes, quam in vobis Sedes eadem posuit, nullum sibi prorsus commodum attulit vel profectum; quinimmo Sedes ipsa, hujusmodi spe frustrata, multas & innumerabiles propter hoc injurias & ignominias pertulit, pluraque & inextimabilia sustulit detrimenta.

Dictus namque Manfredus, occupatione ipsius Regni Siciliæ non contentus, ad Anconitan: Marchiam, & quamplures alias Terras de patrimonio ipsius Ecclesiæ, & demum ad quandam partem Tusciæ, quæ Romano Imperio subiacet, avidas & occupatrices manus extendens, memoratam Ecclesiam diversis persecutionum generibus incessanter affligit: Adeo quod eadem Ecclesia, multis malis afflicta, diversis attrita molestiis, & variis flagellis oppressa, vix potest ab hujusmodi oppressionibus respirare.

Quoniam ex hoc libere pullulant hæreses, cultus divini nominis diversæ minorationis incurrit, incendia Urbium, depopulationes Cestrorum, frages Christianorum, & quamplura alia abominabilia committuntur, quæ divinis oculis Majestatis offendunt, scandalum in Ecclesia commovent & tremendum Ecclesiasticæ censuræ vigorem debilitant & conculcant; nec potest ipsa Ecclesia, invalescentibus ejusdem Manfr. viribus, opportunum super his remedium adhibere.

Nos, igitur, postquam fuit nostris cervicibus Apostolicæ jugum servitutis impositum, diligentius attendentes quod a prædicto Regno Siciliæ omne malum ipsius Ecclesiæ pandebatur, & causa periculorum hujusmodi procedebat; considerantes etiam quod dicta Romana Ecclesia per vos non potuit, neque poterat (quod inveteri referimus) a suis calamitatibus & ærumnis, quantumcumque vos diutius expectaverit, liberari: propter quod omnino expediebat tam nobis, quam ipsi Ecclesiæ de prædicto Regno Siciliæ aliter cogitare, necessarium disposuimus in animo nostro de Regno ipso tractare, ac ordinare utiliter, prout expedire honori & profectui prædictæ Ecclesiæ viderimus.

Cumque hujusmodi nostræ intentionis propositum producere vellemus in actum, tu, Fili Rex, hoc intelligens id grave tulisti, sicut accepimus, & molestum; de quo eo vehementiorem admirationem in mente accepimus, quo plenior semper de te prædicta Ecclesia fiduciam habuit, quod in cunctis necessitatibus sibi potenter & patenter assisteres; ipsiusque honorem & commodum, non solum penes te, sed etiam penes alios affectuoso studio procurares, retroactis temporibus dinosceris id laudabiliter peregitisse.

Quia ergo liberum est nobis & ipsi Ecclesiæ de prædicto Regno Siciliæ disponere, ac juxta nostrum beneplacitum ordinare, cum conditiones, sub quibus Regnum ipsum a prædicto Prædecessore concessum extitit, adimpleta non fuerint, sicut nobis; nos (intendentes, omnino urgente ad id nos necessitatis articulo (in quo est prædicta Ecclesia hoc tempore constituta) de Regno ipso, prout, pensato moderno ipsius Ecclesiæ statu, expedire viderimus, providere) Magnificentiam vestram, de Fratrum nostrorum consilio rogandam duximus attentius & hortandam, in remissionem vobis peccaminum nichilominus injungentes quatinus, præmissa omnia infra vestrorum claustra peccatorum meditatione provida revolventes, & gerentes ad prædictam Ecclesiam, super tot ejus angustiis, habito ad prædictam veritatis in hac parte respectu, filialis compassionis affectum, nullum deinceps nobis & ipsi Ecclesiæ, super hujusmodi dicti Regni negotio, ingeratis impedimentum, nullumque contradictionis obiaculum opponatis; sed ab eis penitus desistentes, non solum permitatis nos & eandem Ecclesiam libere de Regno ipso tractare ac facere, sicut viderimus faciendum, verum etiam & vobis ostendatis & Literis quod vobis non displicet, im-

mo placet si dicta Ecclesia super ipsius Regni negotio tractet cum aliquibus mundi Principibus, suamque possit de ipso Regno conditionem facere meliorem:

Preces super hoc Apostolicas taliter impleturi, quod Regem Regum constitutis exinde vobis propitium & benignum, & prædictam Romanam Ecclesiam reddatis propter hoc vobis perpetuis temporibus, in vestris opportunitatibus, favorabilem adiutricem:

Et ecce venerabilem Fratrem nostrum Archiepiscopum Cusentin. virum utique expertæ providentiæ, ac examinatæ virtutis, ejus super his acquiescatis monitis & exhortationibus, propter hoc specialiter ad vos, de ipsorum Fratrum consilio, destinamus.

Dat. apud Urbem Veterem quinto Kal. Augusti, Pontificatus nostri anno secundo.

Plumbeo Sigillo à filo canabæo.

XLV.

Littere Pape URBANI III. ad RICARDUM Romanorum Regem, quibus ipsum, ad Tribunal suum ad cognoscendum de contentiōibus inter eum & ALFONSUM super electione exortis, citat. Dat. apud Urbem veterem 2. Kalend. Sept. 1263. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 762.]

URBANUS; &c. Ricardo in Romanorum Regem electo.

Qui Cælum Terramque regit, is nimirum Cæli novit ordinem; & in Terra potest cælestis ponere originis rationem.

Is, exempla de superioribus ad inferiora derivans, sicut in firmamento Cæli duo Luminaria magna constituit, ut Mundum vicibus suis illustraret, sic & in Terris maxima dona sua; Sacerdotium, videlicet, & Imperium, ad plenum spirituum mundanorumque regimen, ad firmamentum Ecclesiæ militantis instituit; utriusque potestatis ita discretiv officia; ut eorum officiosa diversitas nulla sibi adversitate dissentiat;

Sed in commissis executione regimini; ex officii debito, in voti unitate concordet; & ipsorum procul dubio profutura concordia alterutris fulta præsidis, ac utriusque mutuis fide favoribus, opus justitiæ liberius operetur, Pacem mundo pariens, tranquillitatem inducens, & nutriendi unitatem.

Imperium siquidem ad salutem sacerdotali auctoritate dirigitur; & ipsius adiutum suffragis, sedatis procellis internum imminuentium tempestatum turbinibus, tranquillum redditur & quietum.

Sacerdotium verò pium & tutum debet habere refugium Imperialem mansuetudinem, cum sua veneratione conjunctum, ut Imperii Romani fastigium, & ejus culmini præsidens, specialis Advocati, & Defensoris principii circa Ecclesiam gerat officium, & in ipsius fortitudine brachii defensetur Ecclesiæ libertas, & jura manteneantur, ipsarum extirpentur hæreses, cultus Christianæ Fidei amplietur, & inimici contentum ejusdem, in Pacis pulchritudine sedet Populus Christianus, & in requie opulenta quiescat.

Verum Humani Generis inimicus, Pacis impatiens, amator litium, discordiæ seminator, utriusque profectibus invidens, clare memorie Willielmo, Romanorum Rege, rebus humanis exempto, inter te, & carissimum in Christo Filium nostrum, Regem Castellæ ac Legionis illustrem, in Romanorum Regem electum, circa obtinendam ejusdem Imperii Dignitatem contentiones materiam fuscavit; ut, vobis circa hoc contentiōibus, careret Imperiali regimini commodis orbis Terræ; & tanti brachii, tam utilis, tam necessarij, tam chari, carentiam, ex ipsius Imperii vacatiōe diutina, molestam admodum & nocivam, damnosâ experientiâ, Ecclesiæ prædicta sentiret.

Sentit utique, sentit Mater Ecclesia, tam populi sibi commissi, quàm suam gravem de hujus contentione iacturam: crevit namque perversorum audacia, & ipsorum abundante malitiâ, dum, eodem vacante Imperio, ipsi Ecclesiæ defensionis debita suffragia subtrahantur, liberius peccatis infunditur, hæreses pullulant, scandala suscitantur, multiplicuntur cædes & strages, injuria invalescent, in persecutionum turbinibus Petri navicula fluctuat; & interdum, qui fidelium ipsius cense-ri nomine gloriantur, in arcum perversum, fideli debitu non verlando, conversi eam in suis Juribus injurio-

ANNO

1263.

31. Aout

NO riosè impetunt & molestant, illa nunc denegando pro
libito, nunc illicitè occupando.

63. Propter quod eadem Ecclesia non immerito hujusmodi vacationem deplorat Imperii, & de animarum periculis, quæ peccandi libertas ingerit, ex intimis longa trahens suspiria, ingemiscit.

Ex eo insuper, quam dure! quam graviter! materna ejus viscera quatiuntur, quod ipsa, tam charos filios, tam inclytos Principes, in suo lentius utero collident, prudenter advertit tuam & prædicti Regis potentiam, in Christo blasphemos, & inimicos nominis Christiani potenter & magnifice more solito exercendam, in proprium & grande domesticorum fidei detrimentum, talibus contentionebus implicari.

Hæc ergo & alia incommoda, dissentionis hujusmodi eadem Ecclesia, materno pensans affectu, in iis auxilii sui dexteram non subtrahit, sed vigilavit attentius, attentione sollicita vigilanter intendit, multaque solitudine pervigil laboravit, ut discrimini tantis occurreret, teque ac ipsum Regem a discordiarum dispendiis præservaret.

Et, licet inter vos Judicis partes assumere non sine causa distulerit, præsertim cum tam tu, quam ipsi Regis Nunci, in recordationis fœlicis, Alexandri Patris, Prædecessoris nostri, nostra & Fratrum nostrorum præsentia constituti, super prædictis judicariis Apostolica Sedis examen expresse, usque ad hæc tempora, declinarint;

Dilationem tamen hujusmodi illa etiam utilitatis utriusque Parisi confederatio, & paternæ pietatis cautela, pro vobis consilium capiens, persuasit, ut, vestris animis ad hoc habitatis interim, ad reformanda inter vos amicitia fœdera congruentia tempora captarentur, & remedia promptiora pararentur;

Per quæ, discordiæ occasione sublata, vos glutinum solidæ charitatis uniret: ac in vestra soliditate concordie (quam Tractatus, qui super hoc inter vos dicebantur haberi, promittere videbantur) sub sui Principis Ducatu pacifico, daretur eidem fœderatissimo Imperio; & sedatis scandalis, ipsius Subditis quietis optata jucunditas proveniret, petitis exterminaretur hæretica, auimarum pericula vitarentur, Ecclesia, Cæsareo munia præsidio, & ab Hostibus erepta, de persecutorum incuribus respiraret, ac, eorum, qui, sub simulatæ fidelitatis audaciâ, nocent fidentius, temerariâ nocendi confidentiâ refrænata, suorum Jurium integritate gauderet.

Hæc quidem hæcenus expectavimus anxii, hæc desideravimus anxie expectatione ditius: in iis Prædecessoris, nostra, & Fratrum nostrorum sollicitudo non defuit; secundum Apostolicæ circumspeditionis judicium de contingendis nil omittens.

Et quamquam, ut votis nostris satisfecit in hac parte, hucusque non fuerit ex alto conceffum; tamen ad id semper nostra suspiravit intentio; ad id plenis desideris anxiamur, non proponentes a cæptis desistere, quin, circa negotium hujusmodi, sub spe illius, qui facit magna & inscrutabilia, qui facit concordiam in sublimibus, prosequi Pacis fœmitas intendamus, quicquid per Nuncios & Procuratores Partium, coram nobis novissime his diebus propositum, petitum fuerit & responsum.

Et quidem venerabilis Frater noster; Laurentius Episcopus, & dilectus Filius, Willielmus Archidiaconus Koffen. ac Robertus de Baro (Procuratores & Nuncii tui, a te plenariam potestatem habentes, ut in nostro Consistorio tua proponerent negotia, & peterent cum solemnitate, quæ conveniret, vocationem tuam solemniter ad Coronam: ac universa & singula circa hæc gererent, agerent fideliter, ac procurarent, quæ per vestros Nuncios ac Procuratores, ad hoc specialiter deputatos, legitime possent agi, peti, & etiam procurari) coram nobis, & eisdem Fratribus, proponere curaverunt quasdam consuetudines, circa electionem novi Regis Romanorum (in Imperatorem postea promovendi) apud Principes, vocem in hujusmodi electione habentes (qui sunt septem numero) pro jure servari, & fuisse hæcenus observatas a tempore, cujus memoria non existit.

Secundum quas infra annum & diem, postquam vacat Imperium, talis debet electio celebrari, quacumque parte ipsorum anni & diei, quam ad hoc idem Principes duxerint deputandam:

Et ad Archiepiscopum Maguntinum, & Comitem Palatinum Rheni, vel ipsorum alterum, altero nequeunte, vel forsitan non volente, pertinet ad electionem ipsam celebrandam diem præfigere, ac ceteros electores Principes convocare: Quibus omnibus, vel saltem duobus ex ipsis, die præfixa convenientibus apud

Oppidum de Frankenford, intus vel extra ipsum Oppidum, in Terrâ quæ dicitur Franckeserde (loco quidem ad hoc deputato specialiter ab antiquo) ad electionem ipsam procedi potest, & debet secundum morem ipsius Imperii approbatum:

Et, electione taliter celebratâ, electus, si electioni consenserit, apud Aquisgranum, per dies aliquos factâ morâ, infra annum & diem, post celebrationem eandem, quando electus voluerit, per Coloniensem Archiepiscopum, ad quem id ex officio suo spectat, inungatur, consecratur, & etiam coronetur.

Quo facto, cuilibet via præcluditur contra electionem, vel electum, jam Regem Romanorum effectum, dicendi aliquid, vel etiam opponendi; sed idem electus, prædicto modo inunctus, consecratus, & coronatus, pro Rege habetur: Et ei, tamquam Regi, debent a Subditis juramenta præstari, assignari Civitates, Oppida, Castra, & specialiter Castrum de Trevels, ac aliqua jura Imperii, infra annum & diem a tempore Coronationis ejusdem; ita quod, si qui de Fallis Imperii ei homagia non præstiterint confecta, & non reddiderint Civitates, Castra, & alia prædicta, illis, quæ ab Imperio tenent eodem, sint eo ipso privandi.

Et, si votis Principum, ad quos spectat eligere, ad eligendum convenientium, divisim in plures, duo in discordia eligantur, vel alter electorum per potentiam obtinebit, vel ad prædictum Comitem Palatinum, tantum ad hujusmodi discordiæ Judicem, est recursus habendus; nisi forsitan, super electione vel coronatione hujusmodi subortâ discordiâ, per appellationem, vel querelam prædictorum Principum, ad examen Sedis Apostolicæ (quo casu ipsius est in tali causâ cognitio) deferatur.

Intelligitur autem is electus esse concorditer, in quem vota omnium Electorum Principum, vel saltem duorum tantummodo, in electione præsentium, diriguntur.

In discordiâ verò is etiam reputatur electus; de quo in loco non solito electio celebratur, & in termino, de communi consensu dictorum Principum non statuto; quem si forsitan prædicti Principes, infra annum & diem, a tempore vacantis Imperii, concorditer stant, licet non expriment quod ipsum preceptorium esse velint, terminus tamen, ab eis præfixus taliter, preceptorius reputatur.

Porro iidem Procuratores, iis & aliis quibusdam prælibatis consuetudinibus, adjeceunt quod, vacante Romano Imperio, die per omnes prædictos Principes, pro celebranda Regis Romani, in Imperatorem postea promovendi, electione, statuto in Octavis Epiphaniæ, anno Domini millesimo ducescento quinquagesimo sexto, apud memoratum Oppidum de Franckesford, quinque tantum de dictis Principibus tum per se, tum per alios,

Videlicet, bonæ memoriæ Colonienfis Archiepiscopus, pro se, & bonæ memoriæ Maguntinus Archiepiscopus, ea vice, in hoc commiserat vices suas, & dilectus Filius, Nobilis Vir; Comes Palatinus, apud Frankenford,

Bonæ memoriæ, verò Treverensis Archiepiscopus, & dilectus Filius, Nobilis Vir, Dux Saxonie intra dictum Oppidum convenerunt.

Cumque iidem, Treverensis Archiepiscopus, & Dux Saxonie, præfatos, Archiepiscopum Coloniensem, & Comitem, nec ipsum Oppidum intrare permitterent, nec ad eos exire vellent, super hoc sæpius requisiti; dicti Archiepiscopus Colonienfis, & Comes, attendentes, ex lapsu temporis, periculum imminere, si forsitan non fieret electio illa die qua ad hoc fuerat preceptorie constituta; præsertim cum de anno & die, post vacationem Imperii, quindecim dies solummodo superessent (infra quos nullo modo potuissent propter locorum distantiam & alias facti circumstantias præfati Principes iterum convenire) cum Prælati, Ducibus, & aliis, ibidem præsentibus, deliberatione præhabita, de ipsorum communi consilio & assensu ad electionem procedere decreverunt,

Et tandem præfatus Colonienfis pro se, ac dictis, Maguntino cujus vices gerebat, & Comite præfente ac consentiente, divino nomine invocato, te in Regem Romanorum elegit, & mox electionem hujusmodi Magnatum & aliorum astantium copiose multitudini publicavit.

Cui electioni per charissimum in Christo Filium nostrum, Regem Bohemiæ illustrem, post paucos dies consensu præfatis, demum tu, ad tuorum Electorum, & aliorum Imperii Optimatum, qui propter hoc ad te in Angliam accesserunt, instantiam & requisitionem ins-

ANNO tantem, eidem electioni, post diligentem super hoc Tractatum habitum, consensisti.

1263.

Ac personaliter Alemannie Regnum, ingressus, & moram apud Aquisgranum, quantum decuit, faciens, nec inveniens resistentem, postmodum fuit per sepe dictum Coloniensem Archiepiscopum (ad cuius id spectabat officium) consecratus, inuictus, coronatus, ac inthronizatus, Regio more, in Sede Magnifici Caroli; nullo se inibi Coronationi tue realiter, aut verbaliter opponente.

Recepisti quoque homagia Magnatum Regni ejusdem, ac fidelitatis etiam juramenta, obtinulisti ornamenta & insignia Imperialia, quibus Rex Romanorum solet ornari, dum Romæ inungitur & consecratur per manus summi Pontificis, & Sacrum Imperii suscipit Diadema (& sine quibus, aliquis ad inunctionem, consecrationem, & coronationem hujusmodi nec solet, nec debet admitti) reddita insuper tibi fuerunt quamplura Oppida, Castra, Villæ ac Jura Imperii, tamquam Regi, tuque, ipsius Regni possessionem adeptus, ipsam tenes, & per sex annos & amplius tenuisti.

Ex his autem Procuratores tui arguere nitebantur, cum memorati Treverensis Archiepiscopus, & Dux Saxonie, recusando dicto die procedere, reliqui vero, non veniendo ad terminum concorditer assignatum, se alienos ab electione reddiderint ea vice, tu ab omnibus Principibus, vel saltem ab his, in quos totaliter jus eligendi reciderat, censeri debes electus;

Et, pro certo ac indubitato ponentes jus in Regno & Imperio supradictis, tibi, electo, prædictis consuetudinibus observatis, ubi, & a quibus id fieri debuit, & nulli alii acquisitum ac Regium nomen & Imperii Diadema indubitato deberi, supplicaverunt instanter & humiliter petierunt tibi hujusmodi nomen ascribi.

Maxime cum antedictus Prædecessor id tibi de Fratrū suorum consilio, adscripsisset; te, in eisdem Regno & Imperio, quibuslibet aliis præferendo, sicut per ipsius Literas offendere nitebantur; teque per nos inungendum, consecrandum, & coronandum in Romanum Imperatorem, Advocatum ac Defensorem Ecclesie, ad ipsum Diadema de nostris suscipiendum manibus, sine dispendio ulterioris more vocari & Apostolicum tibi favorem impendi, præsertim cum non tantum major pars Principum prædictorum, imo omnes (excepto nobili viro Marchione Brandeburgensi; qui etiam paratus est tibi obedire, si dem Nuntii proponebant) electioni de te factæ consentiant, & tibi tam ipsi, quam alii Magnates Alemannie generaliter tanquam suo Regi obediunt & intendunt;

Petitionem suam illā indubitata, sicut asserunt, in Imperio & jure, muniant consuetudine fulcientes, qua dictum electo in Regem Romanorum, secundum solitum morem Imperii, ubi, & a quibus debet, & postmodum per supradictum Coloniensem Archiepiscopum inuictum, consecratur, & coronatur, eo ipso Regium nomen acquirit; & si electa persona impedimenta non obviat, vocando, sine dilatione aliqua, per summum Pontificem ad Coronam; ad id, non solum morem Imperii approbatum, sed etiam quondam, felicis recordationis, Innocentii Papæ 3. Prædecessoris nostri, Decretalem Epistolam allegantes;

Ac dicentes, per contradictionem memorati Regis Castellæ, vel electionem quæ de ipso facta dicitur, petitionem non debere aliquatenus impediri; cum, secundum prædictas consuetudines, sit ei jam cujuslibet contradictionis via præclusa; & electio ipsius nulla fuerit ipso jure, utpote post annum & diem contra easdem Imperii consuetudines, & termino, ad hoc statuto de communi Principum prædictorum consensu, transacta; & post electionem tuam legitimam, non cassatam, a solo nominato Treverensi (qui propter nova pedagia, quæ in Terra sua imposuit, erat tunc Excommunicatione ligatus) nullā omnino formā servatā in Camera ejusdem Treverensis Archiepiscopi, contemptis aliis Principibus, clandestine attentata, cum nullam ab eisdem Principibus super hoc potestatem haberet; quam si etiam ab aliquibus habuisset (sicut quædam pro altera exhibita Littera innuebant) formam tamen ipsius, quæ secundum tenorem Literarum ipsarum, ad certam diem se tantummodo extendebant, non eligendo ipsā diem, minime observavit.

Ex parte vero supradicti Regis Castellæ (per venerabiles Fratres nostros, Garsum Silvensem, & Fratrem Dominicum Abulensem Episcopos, ac dilectum Filium Magistrum Joannem Capellanum nostrum Archidiaconum Compositellanum, ipsius Procuratores, Actores, & negotiorum Gestores generales & speciales omnes in solidum, ita quod occupantis non sit melior con-

ditio, mandatum habentes ab ipso ad petendum, pro eo, & suo nomine, & nobis, & prædictis Fratribus nostris Coronam Imperii, & assignari sibi diem ad recipiendum ipsam, & ad agendum, respondendum, defendendum, & tractandum jura sua, & Imperii, & quicquid honori ejus expedire viderent, siue in ordinario, siue in extraordinario Judicio ageretur) fuit electio contra propositum quod prædictus dies Octavarum Epiphaniæ non ad eligendum, sed ad tractandum super electione faciendi Regis & Imperatoris, & ad assignandum diem ad celebrandum electionem eandem, non per omnes, sed quosdam ex ipsis Principibus extitit assignatus.

Qua die præfati, Treverensis Archiepiscopus, & Dux Saxonie, pro se, ac dilecto filio, nobili viro Marchione Brandeburgensi, qui eidem Treverensi Archiepiscopo vires suas commiserat, nec non & Procurator memorati Regis Bohemie ad prædictum Oppidum, tamquam viri pacifici, accesserunt;

Supradicti vero, Colonienfis Archiepiscopus, & Comes cum ingenti armorum multitudine, ad loca circumvicina ipsius Oppidi advenientes, requisiti per Treverensem Archiepiscopum, Ducem, & Procuratorem prædictos (qui eorum impressionem verisimiliter formidabant) ut idem Oppidum intrarent cum societate decenti, de assignando die ad electionem celebrandam, prout terminis exigerat (si ad hoc essent habiles) unā cum ipsis pacifice tractaturi, non solum id facere contempserunt, verum etiam, proprii profectiones arbitrii, præsumperunt te in Regem Alemannie, non sine multo contemptu aliorum Principum, nominare.

Memorati autem, Treverensis Archiepiscopus, Dux & Procurator, nominationem hujusmodi attendentes penitus esse nullam,

Præsertim cum Colonienfis Archiepiscopus, pro eo, quod in, bonæ memoriæ, P. Sancti Georgii, ad veslum aureum, Diaconum Cardinale, tunc Legatum in Alemannia partibus, manus iniecerat, ac venerabilem Fratrem nostrum, Paderbornensem Episcopum detineret captivum, propter quod per eundem etiam Legatum excommunicatus extitit;

Comes vero, propter Clericorum & Religiosorum cædes & notorias captiones, & quia contra sententiam, felicis recordationis Innocentii Papæ 4. Prædecessoris nostri, quondam Frederico olim Romanorum Imperatori, & Conrado nato ejus præstitit publice consilium, auxilium & favorem, erant, ipsius electionis tempore, tam à Canone, quam ab homine variis Excommunicationibus innodati; & Maguntinus Archiepiscopus, cujus idem Colonienfis Archiepiscopus se vires gerere afferbat, in vinculis tenebatur; propter quod, carens arbitrii libertate, præstare non potuit, prout jura exigunt, liberum in electione consensum, nec etiam factu præstitit ad electionem celebrandam.

Certum terminum statuerit subsequenter Dominicam Passionis; quo quidem termino usque ad proximam Dominicam Palmarum continuato de die in diem, & memorato Maguntino (tunc a vinculis liberato) Colonienfis Archiepiscopo, & Comite requisitis, & nolentibus interesse, dictus Treverensis Archiepiscopus (à Rege Bohemie, Duce & Marchione sibi super hoc potestate commissa) dictum Regem Castellæ, suo & illorum nomine, publice & solemniter, in eodem Oppido de Frankendorf, Dei nomine invocato, Romanorum Regem & Imperatorem elegit, & electionem ipsam omnibus assistantibus publicavit: Idemque Rex Castellæ (ipsa electione sibi per quamplures Magnates Imperii (ad ipsum propter hoc in Hispaniam accedentes) postmodum præsentatā) electioni consensit eidem.

Ex præmissis sane si dem Procuratores & Nuntii præfati Regis Castellæ, dicentes electionem ipsam ubi, & a quibus debuit celebratam legitime, allegabant electionem eandem impediri non potuisse per tuam; quæ, sicut dicunt, nulla extitit ipso jure.

Nam, cum prædictus dies Octavarum, non ad eligendum, sed ad tractandum de statuto die ad electionem celebrandam novi Regis, fuerit non per omnes prædictos Principes, sed per aliquos ex eis, ut præmittitur, assignatus, (qui etiam ad eligendum statutus fuisset per majorem partem eorumdem Principum, minoris partis non obstante contradictione, mutari & prorogari potuit & extitit prorogatus) constat electionem de te, maxime per piores de ipsis Principibus excommunicatos, ipso die Octavarum factam, nullam penitus extitisse.

Excommunicationem etiam, contra memoratum Archiepiscopum Treverensem objectam, & consuetudinem, quæ de celebrandā, tempore vacantis Imperii, intra

ANNO

1263.

infra annum & diem Regis Romanorum electione præponitur, ac alias omnino negantes, allegabant quod, si veritate huiusmodi propositio fulciretur, electio sua, quæ, quindecim diebus de ipso tempore adhuc existentibus, celebrata fertur, ex hoc etiam nulla esset; cum non liceret minori parti, maiore contemptâ, diem ultimum ipsius temporis prævenire.

Per quæ apparere dicebant quod Electores ejusdem Regis Castellæ, nolendo die illo eligere, non fuerunt eligendi jure privati; nec si etiam, ut pars adversa proponit, ad minorem partem renuissent exire: Nam cum, infra prædictum Oppidum de Franckeford, Romani Regis & Imperatoris, & non alibi debeat electio celebrari, minor pars non poterat ad locum alium coardare majorem.

Adjecerunt, præterea, inunctionem, consecrationem, coronationem, ac possessionem prædictas (quam quidem possessionem negabant) & cætera, pro parte tua inducta (cum ex electione tuâ, quæ, ut prædictur, nulla extiterat, secuta fuerint) tanquam nulla, nullum potuisse tuo munimentum asserere, aut ejusdem Regis Castellæ juri præjudicium generare; subjungentes Colonienfem Archiepiscopum prædictam consecrationem, vel inunctionem, seu coronationem, quæ jus tribuant, dare non posse nisi ei, qui à majori & saniori parte prædictorum Principum est electus; alioquin illa sequeretur absurditas, quod solus Colonienfis Archiepiscopus, precibus inductus, vel corruptus pretio, cui vellet Imperium dare posset.

Quod autem de Literis prædicti Prædecessoris Alexandri præmittitur (in quibus tibi Regium nomen dicebatur ascriptum, teque in prædictis Regno & Imperio alius fuisse prælatum) multipliciter confutabant;

Tum, quia quoties coram ipso Prædecessore Alexandro ac Fratribus suis de Imperii negotio agebatur, idem Prædecessor Alexander publicè affererebat quod, super eodem negotio, nihil in dicti Regis Castellæ præjudicium attentaret (quod etiam ipsi Regis Castellæ, per Literas, per quondam A. de Ferentino suum Capellanum & Nuntium intimavit) propter quod prædictæ, per te inductæ, Literæ merito sunt suspectæ, nec credendæ de ejusdem Prædecessoris Alexandri conscientia emanasse;

Tum etiam quia, si de ipsius conscientia, & Fratrum suorum consilio processissent, cum injuriis sint, debent merito revocari.

Unde idem Regis Castellæ Procuratores & Nuntii, electionem, de ipso, factam, electione tua prædictâ, & iis, quæ pro te fuerunt objecta, nequaquam obstantibus, fore legitimam, utpote celebratam à majori parte ipsorum Principum (quos idem Procuratores & Nuntii variare non potuisse alii legunt, & variasse non credunt) imo, fisione juris, ab omnibus (cum alii, utpote inhabiles, electioni non potuerunt, vel saltem non fuerint in loco solito & tempore debito interesse) ac ipsam potorem in prædictis Regno & Imperio arguentes, cum instantia postularunt ipsi Regi Castellæ consuetum favorem, videlicet, quod, quando aliqui ad Imperium in discordia Principum eliguntur, Sedes Apostolica illum, qui electus est à parte majori, personæ impedimenti cessantibus, denunciat electum canonicæ, ac Regem nominat & ei favorem præstat, illique terminum ad recipiendam Coronam assignat, etiam si alter taliter electorum Regni possessionem præsumserit occupare (sicut in electionibus Lotharii & Conradi, Orthonis & Philippi, ac aliorum plurium observatum fuisse dicebant) ad hoc prædictam Decretalem Epistolam inducentes.

Eisdem autem præfati Regis Castellæ Nuntii petitioni prædictæ, super debita Justitiâ exhibendâ portecæ, insistentibus, nos memoratum Rossenfem Episcopum, & alios tuos Procuratores, & prædictorum Fratrum consilio, duximus requirendos si vellent super præmissis subire, tuo nomine, nostrum & Apostolicæ Sedis examen: Qui, habito consilio, responderunt quod (cum sis Princeps Catholicus Ecclesiæ Romanæ devotus, ipsam caput Christianitatis & Fidei, tuamque Matrem & Dominam recognoscens, nec intendas illius declinare Judicium, in quibus illud subire debes, & de jure teneris, & in Imperio jus habens, ac Regni Alamanne & ejus jurium possessionem obtineas) parati erant, in quantum prædicti mandati, quod à te habebant, se vires extendunt, pro te ac tuo nomine, tantquam per Rege vero, ac legitimo possessore, judicium nostrum & Ecclesiæ Romanæ subire, si quis appareret qui te, super præmissis vellet impetere, aut aliquid quocunque modo proponere, per quod tibi possit aliquod præjudicium generari;

Salvis semper in omnibus & per omnia jurisdictione, potestate, officio, auctoritate, dignitate, honore, ac

libertate Sacri Romani Imperii, ejusque Principum ad quos specialiter spectat Romani Regis electio, & quibus præjudicare non intendebant, vel alias quomodolibet derogare; petitionem tuo præmissam nomine nihilominus repetentes.

Ecce! Fili charissime, dum ad petitionem Justitiæ ab una parte proceditur, nec ab altera Judicio ceditur; sed per ipsorum Regum concordiam, & concordem prædictâ ordinationem Imperii, desiderata quietis nobis serenitas arduerit, in judiciorum inquietos anfractus ingerimus, & expetitæ Justitiæ instantia in ipsorum nos fluctus impellit.

Ecce! Pacem expectavimus & non venit; quævisimus bona, & turbatio strepitus judicialis offertur.

Profecto non id desiderabat Ecclesiæ Imperiali auxilio relevandæ necessitas, non id exigebant lacerae partes Imperii, occupatricibus expostæ manibus dretorum; non id requirebat Christianitatis his temporibus miseranda conditio, quam intrinsecus plusquam — Tartaricæ feritatis affligunt; quibus potius debebatur ut, per Tractatus pacificos, Cæsarei culminis acceleranda provisio, in unitate capitis juribus redintegratis Imperii, contra tot discrimina provideret.

Nos itaque, Pacis cogitationes solite cogitantes, ac de illius sperantes omnipotentia & immanenti virtute, sub quo curvantur qui portant Orbem, qui ventis imperat, & ad ejus nutum fiat spiritus procellarum, Pacis Tractatibus providimus insistendum.

Et ideo, hinc inde propositis, à nobis & prædictis Fratribus nostris in discussionem exactæ deliberationis inductis, de ipsorum consilio, tam ad magnificentiam tuam præsentiam, quam ad ipsum Regem Castellæ Nuntios deliberavimus destinandos, qui vos ad Pacem invitent:

Ad quod dilectum Filium, Magistrum Guillelmum Capellanum nostrum Archidiaconum in Ecclesiâ Parisiensi, virum utique providum, consilii maturitate conspicuum, à nobis ac eisdem Fratribus plurimum merito suæ probitatis acceptum, de cujus industria & fidelitate nos & ipsi Fratres plene confidimus, ad tuam magnificentiam specialiter destinamus.

Et nihilominus, cum simus omnibus Justitiæ debitores, nec debeamus eam personis denegare sublimitibus, qui, super ipsa etiam ad humilium requisiti, nostri partes officii non negamus, te ac eundem Regem Castellæ citandos decrevimus, & de sæpe dictorum Fratrum consilio, peremptorie, præsentium tenore, citamus ut, secundo die Maii, primo venturi, Apostolice conspectui, per Procuratores idoneos, te præsentent, qui, tuæ conscientia consilii legitimum & plenum à te mandatum habeant, ad Pacis Tractatum, si Dominus dederit, ineundum, & ad procedendum in ipso negotio, prout honori Ecclesiæ, ac pensata talis & tanti conditione negotii, sine offensa Justitiæ, videbimus expedire.

Dat. apud Urbem Veterem 2. Kalend. Septembris.

XLVI.

Litteræ S. LUDOVICI Francorum Regis, de 1266.

Treugis initis inter Regem Angliæ HENRICUM III. & EDUARDUM ipsius Primogenitum ex una parte, & Regem Navarræ ex altera, usque ad triennium. Actum Parisius Anno 1266. die Lune ante Natale Domini. [Thesaurus Novus Anecdotorum, Tom. I. Col. 1122. Ex Cartulario Campaniæ Bibliothecæ Regiæ.]

ANNØ
1263.

Dcc.

LUDOVICUS Dei gratiæ Francorum Rex, universis præsentibus Litteras inspecturis salutem.

Norum facimus, quod in præsentia nostra, carissimi consanguinei nostri H. illustris Rex Angliæ, & EDUARDUS ejus primogenitus, necnon & carissimus Filius & fidelis noster T. illustris Rex Navarræ per Procuratores habentes speciale mandatum de Treugis iniendis, & in animas prædictorum juramento firmatis super guerris & contentionibus motis inter dictos Regem Angliæ, & EDUARDUM, & Regem Navarræ, Treugas interunt invicem pro se & gentibus suis, hominibus, valitoribus, & omnibus adherentibus sibi, ex hinc usque ad triennium post Pascha proximo futurum duraturas. Et juraverunt dicti Procuratores in animas dictorum Regum & Eduardi, Treugas ipsas bonâ fide servari ac teneri usque ad dictum tempus, & quod dicti

ANNO
1266.

dicti Reges & EDWARDUS dictas Treugas a suis facerent inuolubiliter observari: quā Treuga sic inita & firmata coram nobis, Procurator dictorum Regis Angliæ & Edwardi videlicet Johannes de Greyby Senescallus Vasconensis, ad requisitionem nostram concessit, juxta mandatum a dictis Rege & Edwardo sibi factum, quod saluum & securum transitum & conductum cundo & redeundo, vel alia iusta causa per Terram dicti Regis Angliæ dicto Regi Navarra præberet, cum moderata familia, & sine armis, quotiens opus esset dicto Regi Navarra, & placeret eidem. Et ut dictæ Treugæ possent melius observari ad tollendam omnem materiam discordiæ, declaravimus quod durante Treugā liberum esset gentibus prædictorum Regis Angliæ & Edwardi, & eorum hominibus, valitoribus, & omnibus suis factoribus, & sibi adherentibus, ubicunque essent, ire, & redire, & morari pro negotiis suis agendis per Regnum Navarra, salvo & securo absque damno alteri faciundo, vel perquirendo, & versā vice eodem modo liberum erit gentibus Regis Navarra hominibus, & valitoribus, suis factoribus, & omnibus suis adherentibus, & etiam illis qui sunt de Bayona, ut & redire per Vasconiam pro negotiis suis agendis, salvo & secure absque damno alteri faciundo, vel perquirendo. Rursus durante Treuga non licebit Regi Angliæ, neque Edwardo, recipere per se, vel per suos, in auxilium suum homines Feodatos ipsius Regis Navarra, vel suorum Feodatorum, neque Terras ipsorum. Similiter versā vice, non licebit dicto Regi Navarra, recipere per se, vel per suos in auxilium suum homines Feodatos dictorum Regis Angliæ & Edwardi, vel Feodatorum suorum, neque Terras ipsorum. Insuper declaravimus de Castro Lorde, quod est in ista Treuga cum pertinentiis suis, & toto Territorio suo, & habitatoribus suis: ita quod habitatores ipsi, cujuscunque parti adhererint, non prohibeantur a culturis Terrarum suarum, & aliis negotiis suis gerendis; & Rex Navarra in eo quod tenet de pertinentiis dicti Castri, remanebit in sua tenentia, & Comes Bigorre in sua. Præterea in Castro Lorde, durante Treugā, ponantur victualia nova usque ad finem Treugæ, quantum voluerint illi de Castro: ita quod finita Treuga, si quæ personæ antea discessissent, vel tunc infirmarentur, totidem personæ & ejusdem conditionis, & in eadem æqualitate, & tantum, & non amplius de victualibus, armis, munitionibus, & rebus aliis remanebunt in Castro prædicto, & in duobus Burgis Castro adjacentibus, quantum invenerint in Castro & Burgis prædictis. Magister Galterus de Chambliao Capellanus noster, & Guillelmus de Cheneverlis Miles Nuntius nostri, die ipsa Treugas alias inierunt usque ad Octavas proximæ Nativitatis Domini tantummodo duraturas; & si quid amplius esset de victualibus & munitionibus, & aliis supradictis, poneretur extra in tali loco, quod illis de Castro & Burgis prædictis commodum afferre non possent, & ne transferi posset, licebit nobis versus finem Treugæ per Nuntios nostros providere, quod amplius non remaneat in Castro & Burgis prædictis de personis, equis, & armis, & victualibus, & munitionibus, & rebus aliis post Treugam finitam; & de fraude circa hoc non facienda, nec sustinenda fieri recipient Nuntii nostri tunc temporis juramenta sex majorum personarum manentium in Castro, quæ hoc idem assecurantur, prout melius fieri poterit, ad arbitrium Nuntiorum nostrorum. Recipient etiam de eodem juramenta & securitatem quam meliorem viderint Dominorum, qui tenebunt tunc hospitium in Burgis prædictis. Est etiam intentio nostra, quod Rex Navarra debet declarare Senescallo Wasconie, vel locum ejus tenenti per suas Patentes Litteras infra (a) brandones, personas de Bayona, quæ sibi in Guerra adhererant, & quas vult esse in Treuga prædicta; & si inter illos de Bayona nominandos à Rege Navarra essent aliqui, qui pro criminibus commissis ab eis banniti essent publice, antequam ipsi Regi Navarra adhererent in Guerra, pro qua cū inita dicta Treuga, prædicta Treuga eis securitatem non tribueret, quominus iustitia debita posset fieri de eisdem, si ipsos in Wasconia contingeret inveniri: & si essent aliqui inter ipsos, qui prius essent de criminibus accusati, redire possent, salvo & secure jus capiendi & faciendi. Rursus si dictus EDWARDUS dicti Regis Angliæ primogenitus, vellet, eundo in Hispaniam, vel peregrinando apud sanctum Jacobum, transire per Regnum Navarra, gentes Regis Navarra, ad requisitionem suam, tenerentur ei præbere saluum & securum transitum & conductum, eundo & redeun-

(a) Id est infra Dominicam primam Quadragesimæ olim Dominicam in brando dictam à brandonibus seu facibus, quibus acceptis pueri conquire solent.

do, & etiam infirmitate, vel alia necessitate urgente, cum moderata familia sua, & sine armis. Huic autem Treugæ dictus Comes Bigorre coram nobis assensum præbuit, & promissi dictam Treugam se firmiter & fideliter servaturum. Prædictas etiam declarationes nostras prædicti Procuratores dictorum Regum & EDWARDI laudaverunt & acceptaverunt coram nobis, afferentes prædictas condiciones in præmissa Treuga per medium præscriptum, & debere intelligi & servari. In cujus rei testimonium, præsentibus Litteris nostrum fecimus apponi Sigillum. Actum Parisius, anno Domini MCCLXVI. die Lunæ ante Natale Domini.

Anno MCCLXVIII. die Mercurii ante Purificationem beate MARIE, hanc Cartam ratam habuit RADULPHUS Episcopus Albanensis & Legatus Apostolicus.

XLVII:

Confederatio inter HENRICUM III. Regem Angliæ & MAGNUM IV. Regem Norwegiæ facta. Dat. apud Winton. die Mercurii proximo post Festum Assumptionis S. Marie anno 1269. [R. YMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. I. pag. 877.]

In Nomine Sanctæ & individuae Trinitatis Patris, & Filii, & Spiritus Sancti. Amen.

1. De Mercurii, proximo post Festum Assumptionis Sanctæ Mariæ, apud Winton. anno Gratie 1269. inter magnificos Principes Dominum Henricum Dei gratia Regem Angliæ illustrem, & Dominum Magnum quartum, eadem gratia, Regem Norwegiæ præclarum, super spoliationibus, dampnis, injuriis, querelis & discordiis universis, utriusque eorumdem Regum Regnicolis hinc inde, usque ad hæc tempora, illatis.

2. Hæc perpetuæ Pacis & finalis Concordia fuit inita compositio per Magistrum Asketunum de Norwegia, Cancellarium ipsius Regis Norwegiæ, & Petrum Archidiaconum Yachtendensem, plenam habentes potestatem tractandi, componendi & diffinendi super præmissis injuriis, & Pace; per Literas ipsius Regis Norwegiæ Patentes, quæ penes Dominum Regem Angliæ remanserunt, inter ipsos Reges, Hæredes, seu quoscunque Successores suos, perscripser observanda nec ulla temporum mutatione dissolvenda, ita facta, videlicet:

3. Ut ambo prænominati Reges, tam propter bonum Pacis, quam propter mutuum dilectionis amicitiam, inter se æqualiter fovendam & continuandam, quam tam diligenter studio & discreta provisione illorum inter se quondam coluere Progenitores, præfatis spoliationibus, dampnis, & injuriis universis, nulla causa vel occasione discordiæ seu contrarietatis super eisdem ultioris remanente, ex utraque parte pro se & Hæredibus suis imperpetuum remisiss, irretractabili Decreto ac perhæni Edicto staterunt, ut quocunque loco Regnorum suorum seu Domini sui homines vel Mercatores alterutrius Regni, Angliæ, scilicet, vel Norwegiæ, de cætero conigerit declinare, cum bonis suis omnibus benignè recipiantur, & honestè pertractentur; nec etiam, super præfatis spoliationibus, dampnis, & injuriis, aliquatenus impofterum querelentur aut inquietentur.

4. Mercatores autem, qui de alterutro ipsorum Regnorum duorum ad alterum, mercandi causa, accesserint, liberè, quietè & pacificè merces suas venundent, & mercimonia comparanda comparent.

5. Quicumque verò res ipsorum seu merces comparare voluerint, res ipsas emptas, nisi prius soluto pretio, non asportent; vel si asportaverint, pretium secundum quod conventum est, nulla cavillosa seu fraudulenta diminutione, nec etiam morā dispendiosa intervenientibus, exsolvent.

6. Huic finali Concordiæ & Compositioni, communi consensu, adicientes, ut, si homines, vel Mercatores Regni Angliæ in Norwegia, seu Dominio Regis Norwegiæ; vel, vice versa, si Norici in Anglia, vel Dominio Domini Regis Angliæ naufragium, quod ab sit, patiantur, liceat eis Naves suas fractas vel collisas, cum Rebus suis omnimodis libere, quiete, pacifice, per se, vel per alios rescire, recolligere, & habere, quamdiu easdem pro derelicto non habuerint.

7. Ballivi autem, seu Ballivi, qui pro tempore fuerint, vel fuerint, ubi & quando hoc evenire in alterutro Regno contigerit, naufragos illos, cum Navibus suis

con-

69. **ANNO** confractis & rebus suis omnibus, ab inquietantium, & spoliantium incursumus pro viribus suis protegamus & defendamus; & eos, ac res ipsorum, & Naves colligendas & salvandas, succursum, si poterint, fideliter impendant & juvantur.

qui me devoit tetrage par mi deniers Paris, à rendre chascun an de l'Eglise devant dite à nous & à nos oirs au jour de la saint Remy au tour, & cil quatre deniers sunt de cens. **ANNO 1270.**

Après je las à l'Eglise de Vaucleur un mui de soie à penre à tousjours, & à retenir des quatre mais de soie qu'il me doivent à Frontigny, pour faire mon Anniversaire chascun an au jour de mon obit. Apres au Garet de l'Eglise de Saint Nicholas dou Tour, & aux Chapelains dou Tour trois setiers de soie à penre à tousjours chascun an au jour de mon obit à mes terrages dou Tour, & aus dou Tour trois setiers de soie à penre à tousjours chascun an au jour de mon obit à mes terrages dou Tour, se il y estoit; & se il n'y estoient, on les penroit à mes molins dou Tour, por faire mon Anniversaire chascun an au jour de mon obit, & pour departir au Prestre & aus Chapelains qui seront present à mon Anniversaire faire.

A l'Hosellerie dou Tour XXX. sols à panre chascun an à tousjours à ma rente que la Ville dou Tour me doit à la Pasque.

A la Maladerie dou Tour XX. sols à panre chascun an à tousjours à mes rentes dou Tour devant dites à la Pasque. Et ces choses devant dites, ausi mes detes, com mi rendage, mi tort fait, & mi lais devant dit, je weis & ordene que il soient pris for tous mes biens, muebles, & iretages presens & futurs, quel part qu'il soient, & en queconques lius où il seront trouvés, au jour que je irai de vie à mort: Et à ces choses fermement à tenir & parmenablement ce qui à perpetuiter appartient, & toutes mes autres choses entièrement je obligie mes biens devantis tous & mes oirs & mes Successeurs. Et de mon Testament, & de ma devise devant dite je ordene & establis mes Exequuteurs hommes Religieus, l'Abbé de Signy, l'Abbé de Vaucleur, l'Abbé de la Vallée-Roy, & mon bon ami & mon fiancé le Monseigneur Gilon de Blaur.

Excentores
Testamentis,

Et weis & ordene, que par l'ordenance & la devise de mes Exequuteurs devantis totes les choses devant dites soient ordonnées & devisées. Et est à sçavoir que en tous les lius là où je ay deniers laïques ce sont Paris. Et en tesmoingnage de toutes ces choses devant dites, je en ai ces présentes Lettres, & ce Testament present scelé de mon propre scel.

Ce fu fait en l'an de l'Incarnation nostre Seigneur MCCLXX. ou mois d'Avril.

XLVIII.

70. **Testament de RAOU** Comte de Soissons, fait au mois d'Avril en l'année 1270. avant qu'il partit pour la Terre Sainte. [Theſaurus Novus Anecdotorum, Tom. I. col. 1129. Ex Cartario Vallis-regie.]

In Nomine Patris, & Filii, & Spiritus-sancti. Amen.

JE (a) **RAO**US de Soissons Sires dou Tour, fais sçavoir à tous ciaux qui ces Lettres verront, que je en mon bon sens, & en mon bon memoire, apareilles pour aller en la Sainte Terre d'Outremer, ai ordonné mon Testament & ma devise pardevant bonnes Gens, ensi com il est ci apres contenu.

Au commencement je weis & ordene, que mes detes soient païées toutes, quel part queles soient trouvées.

Après je weis & ordene, que mi rendage, & les restitutions de mes tor fais qui seront provés pardevant mes Exequuteurs, ou dont mi Exequuteurs avereront les pretentions qui leur samblera, selonc le porfit de m'ame, qui doivent estre rendus, qu'il soient rendus & restablis par les mains de mes Exequuteurs, qui seront ci apres nommez.

Après ces choses devant dites, je lais set livres de Paris à penre chascun an apres mon decez à la Pasque, à ma rente que li Ville dou Tour me doit, por acheter dras, & departir au pources de la Ville dou Tour & de Beraincourt, à l'entrée de l'Hiver ensuivant.

Après à la Praelce quarante sols. Au Curet dou Tour XX. sols. A sain Nicholas dou Tour XL. sols. A mon Signer **NICHOLAS** le Chapelain X. sols. A mon Signer **MAMMER** X. sols. Au Moine de sain Nicholas X. sols. Au Chapelain de sain Ladre X. sols. A l'Eglise de la Vallée-Roy un mui de soie à tousjours, à panre à mes terrages dou Tour dedens le tiers jour de Noël, pour faire mon Anniversaire au jour de mon obit. A l'Eglise de Signy un mui de soie à panre à tousjours chascun an en ce meisme terrage, & à ce meisme jour devant dit, pour faire chascun an mon Anniversaire le jour de mon obit. Et weis & otroi que l'Eglise de Signy devant dite tiegne dorenavant permenablement en tous sis jours & demi de Terre ahenable,

(a) Iste Radulphus Filius erat Johannis Comitiss Successionensis Fili Radulphi de Turno, cuius Patris ejusdem nominis in itinere Jerosolymitano ante annum 1178. defunctus est, uti constat ex Cartario Vallis-regie.

XLIX.

Testamentum JACOBI Arragonum, Majoricarum 1272.
Es Valentie Regis. Actum in Montepesulano septimo Calendas Septembris Anno 1272. [Theſaurus Novus Anecdotorum, Tom. I. col. 1139. Ex MS. Colbertino.]

26. Août.

IN CHRISTI Nomine. Pateat universis, quod nos **JACOBUS** Dei gratia Rex Aragonum, Majoricarum & Valentie, Comes Barchinonæ & Urgelli, & Dominus Montipessulani, attendentes & considerantes attentè quod omnia prætereunt, præter amare Deum; & sic Reges & alii Principes, & ceteri homines hujus mundi inspicere debent, & attendere studiosè, si bene incipiunt, sine laudabili & bono principium ac medium vincant, ac hostis humani generis eis in aliquo resistere possint minime vel nocere, nec impedimentum præstare ad æternam gloriam obtinendam: cum si finis non subsequeretur bonus, principium non valeret. Attendentes etiam quod nos, qui sumus factura & creatura illius nostri & humani generis Creatoris & Redemptoris, qui nos à principio de bono in melius prosperavit; & nusquam opus nostrum dereliquerit, nec desereret sustinuit: immo ipsum, licet nostris non exigentibus meritis, augmentans mirabiliter adimplevit, meritò teneamus, ut bona ab ipso nobis collata recognoscamus id ac noscè, sic ut quomodo ipse Dominus ac Redemptor noster nos ad se vocare voluerit ab hac vita, animam nostram & salvam redere possimus, & taliter de bonis nostris disposuerimus, & per ipsam dispositionem nostram custodiamus Filios nostros & homines nobis subiectos à dissensione & divisione, & quod non possint inter eos damna vel contrarietates aliquo tempore suboriri. Immo si aliqui, vel aliqui voluerint mittere, aut dissensionem inferre, & in Regnis, Terris, & Dominationibus nostris, ipsi Filii nostri sint in unum cum hominibus suis: ita quod possint se ab eo vel ab eis defendere, qui voluerint ab eis recipere jus ab ipsis. Necnon etiam attendentes quod *enno Regnum in se divisum*

ANNO
1272.

divisam desolabitur, secundum quod idem Dominus in Evangelio testatur; ideo nos utentes verbis illius, volumus in quantum possumus, de facto nostræ animæ, & de Regni & Terris nostris nobis à Deo collatis taliter disponere, divinâ gratiâ iussuante, quod in posterum non valeant desolari. Hinc est igitur, quod nos JACOBUS Dei gratia Rex prædictus, in plena per Dei gratiam constituti corporis prosperitate, & in pleno sensu, & sanâ mente nostrâ, nostrum facimus Testamentum, in quo eligimus manumissores nostros, videlicet venerabiles Archiepiscopum Terraconensem, & Episcopum Cæsar-augustanum, Episcopum Barchinonensem, & Abbatem Monasterii Populeti, & nobilem Comitem Impurium, & Guillelmum de Utenfa, quibus rogando præcipimus, & plenam damus potestatem, & si nos contigerit mori, antequam aliud facimus Testamentum, distribuunt ea quæ inferius distribui & persolvi mandamus, & complacent nostram ultimam voluntatem, prout in prædicto Testamento invenitur ordinatum: Et si forte ipsi manumissores omnes executioni hujus nostri Testamenti interesse non poterint: prædictus Archiepiscopus cum Episcopis prædictis, vel eorum altero, & cum illis manumissoribus quos secum habere poterit, exequatur & compleat hanc nostram ultimam voluntatem.

Imprimis autem eligimus sepulcrum corporis nostri in Monasterio sanctæ MARIÆ Populeti, ubi ipsum corpus sepeliri mandamus juxta monumentum illustris PETRI felicis recordationis avi nostri subsequenter, scilicet post ipsum monumentum. Volumus enim quod ejus monumentum sit prius.

Item volumus & mandamus, quod omnia debita nostra quæ reperiantur nos debere quibuscumque personis cum Instrumentis vel albaranis nostris, solvantur per dictos manumissores nostros de plano & sine ictu judiciali secundum Deum & forum animæ. Verumtamen si manumissores nostri intelligentes aliquos ex ipsis debite solvere non debere, vel nos ex ipsis debitis in totum vel in partem satisfactum fuisse nostris creditoribus de debitis quæ petierint: ipsi creditores recipiant illud in solutum dictorum suorum debitorum, & ipsi manumissores probant, & ostendant ipsis creditoribus nostris solutum fuisse.

Item. Volumus & mandamus, quod omnis fors & injuriæ nostræ, quibus obnoxii tenemur, & verè apparuerint, restituatur de plano per dictos manumissores, ad cognitionem ipsorum manumissorum, secundum Deum & forum penitentie, illis videlicet quibus dictas injurias fecimus, vel Heredibus eorumdem ipsis manifestè ostendebatur ipsas injurias manumissoribus antedictis. Verum si forte apparetur aliqui conquirentes de nobis super quibusdam Hereditatibus Regni Valentie, quas dedimus eisdem, asserentes eis ablatas fuisse sine causa, dicimus quod ipsas non abstulimus sine causa, quoniam cum capta fuit Civitas Valentie, dicimus Domino FERRANDO olim Patruo nostro, & Episcopis, necnon & aliquibus hominibus ac militibus, quos ibi præparaveramus, qui erant trescenti & octuaginta milites, quod postquam eos ibi hereditaveramus, æstimarent nos defendere ipsum Regnum Valentie contra Saracenos, ipso anno ut Hereditarii ejus Regni, & ipsi, habito consilio ad invicem, rogaverunt dictum Patrum nostrum, ut ipse nobis responderet pro omnibus qui pro se & aliis omnibus dixit nobis quod rogabant nos ut inter alias gratias quas eis feceramus, deberemus facere istam eis, videlicet ut essemus contenti ab ipsis de trescentis militibus quos ibi tenerent super hac forma, quod de quatuor in quatuor mensibus tenerent ibi centum milites. Et nos concessimus illud eis, & cum post hoc iremus ad Montepessulanum, & stetitsemus ibi per aliquod tempus, & postea ad partes Valentie rediissemus, nos invenimus quod de prædictis militibus ibi aliquos, ut promiserant, non tenuissent, nec ibi eorum aliquis remansisset, nisi tantum aliqui milites, qui Hereditatem in Aragonia, vel Catalanâ non habebant. Et post prædicta assignavimus diem eisdem quâ venirent apud Salucium, ubi feceramus Bastidam contra Patrum servituri nobis in guerra, quam cum Saracenis in defensione dicti Regni habebamus, ratione videlicet Hereditatum quas eis dederamus in dicto Regno, & quæ procuramus & remittimus eis, quicumque se nobis usque in ipsa die defecerunt, dummodo manerent ibi per tres menses, & ipsi nec venerunt ad nos, nec aliquos transmiserunt; & sic propter prædicta amparavimus eis Hereditates quas dederamus eisdem in Regno Valentie, & dedimus ipsas aliis. Quare videtur nobis secundum conscientiam nostram, quod pro eo quod nobis non conservaverunt quod promiserunt, nec juraverunt nobis defendere dictam Terram, non

teneamur eis ipsis Hereditates restituere, nec aliquid pro eisdem; maxime etiam quia illis qui remanserunt ibi, quia ita modicos reditus ibidem habebant, quod non poterant eis sufficere, oportuit nos de nostris dare redditibus, cum quibus possent in ea Terra habere vitam congruam & decentem, ut ipsa Terra suis militibus nullatenus remaneret, nihilominus etiam aliqui prædiorum militum, & Cives quidam promiserunt nobis, quod facerent in Regno Valentie personalem residentiam, ratione Hereditatum quas dederamus eis, & quod eas non venderent, vel alienarent, sed darent, seu dimitterent eas Filiis suis, five parentibus, qui ibi facerent residentiam personalem, de quibus aliqui minime compleverunt, immo ipsas venderunt & alienarunt. Fuerunt etiam aliqui prælationis dicti Regni, qui tenebant ibi Hereditates à nobis datas heredes, & non faciebant ibi personalem residentiam, sicut debebant. Et licet citati fuissent à nobis bis vel ter, & assignati eis dies sufficientes, noluerunt venire coram nobis ad exequendum se, nec ibi facere residentiam personalem, & ob hoc Hereditates à nobis eis datas recuperavimus ab ipsis, & dedimus aliis, propter quod non videtur nobis quod eis prædictis in aliquo teneamur. Ad solutionem vero debitorum nostrorum, & legatorum infra-scriptorum, & restitutionem injuriarum, assignamus omnes redditus nostros Villæ Valentie cum salvo & albefura ejusdem, & omnes redditus nostros Civitatis Cæsaraugustanæ cum Salinis & Castello & de Villa & de Remelinis, & cum omnibus pedagiis ipsius Civitatis Cæsaraugustanæ, & omnes redditus nostros Civitatis Illardæ, & bajulæ ejusdem, omnes redditus nostros Civitatis Barchinonæ & bajularum suarum, & omnes redditus nostros Villæ Montepessulani. Volentes, statuentes, atque mandantes quod dicti manumissores nostri habeant, teneant, & percipiant tot annis & tamdiu omnes redditus & exitus Civitatum & Villæ Montepessulani prædictorum, & aliorum locorum prædictorum & bajularum suarum, donec inde nostra sint debita & legata animæ nostræ infra-scripta plenariè persoluta, & nostræ injuriæ restituta: ita videlicet ut de omnibus debitis, legatis, & injuriis præfatis persolvantur tres partes ex redditibus & exitibus ad hæc supra assignatis spectantibus ad infantem PETRUM Filium nostrum, & pars persolvatur ex redditibus & exitibus assignatis spectantibus ad infantem JACOBUM Filium nostrum. Et quia scimus quod pedagiis Cantiliberi fuit constitutum pro faciendis horum ibidem, volumus & mandamus quod præfatus carissimus Filius noster Iulianus JACOBUS & Heredes sui mittent, & mittere teneantur quolibet anno in perpetuum, vel m'tri faciant quinque millia solidorum de redditibus Cantilibe. i ad faciendum, & manutenendum, & mundandum, & reparandum Portum Veneris. Et cum idem Portus fuerit mundatus & reparatus, expendantur & mittantur ipsi quinque mille solidi, ad faciendum & manutenendum Portum quem nos incepimus facere in Cantiliberi coram valle. Et sic prædicti quinque mille solidi inter duos Portus expendantur, & mittantur in perpetuum de redditibus Cantiliberi prædicti ad cognitionem scilicet hominum ipsius loci Cantiliberi, & secundum quod ipsi viderint ad majorem utilitatem Mercatorum, & etiam ejusdem loci.

Item. Legamus Monasterio Populeti quinque millia morabatinorum, ad solvendum debita ipsius Monasterii; quos quidem morabatinos ante alia legata animæ nostræ dari & persolvi mandamus Monasterio antedicto.

Item. Legamus, damus, cedimus & concedimus prædicto Monasterio Populeti, & Abbati & Conventui ejusdem, totum plenum locum nostrum, & omnia jura, & omnes petitiones & demandas, & quicquid juris & dominationis habemus & habere debemus in Villa & terminis Vinapii, ac hominibus ejusdem, & pertinentiis suis, & contra detentores ipsius Villæ, ratione paratis, vel nostri ejusdem quolibet ratione, & Abbas & Conventus dicti Monasterii teneantur facere anniversariam pro anima nostra in perpetuum tali die quâ ab hoc sæculo transierimus.

Item. Legamus pro anima nostra Monasterio Sanctarum-centum duo millia morabatinorum, & Monasterio Saxona mille morabatinos, & Monasterio de Casres ad opus clausuræ ipsius mille morabatinos, & Dominabus domus Soon ad opus clausuræ ipsius mille morabatinos.

Item. Dimittimus pro anima nostra Monasterio Scarpy mille morabatinos, & Monasterio de Colobres mille morabatinos, & Monasterio de Crofarris ducentos morabatinos.

Item. Legamus Monasterio de Regali juxta Alcanun, ad opus clausuræ ejusdem, trecentos morabatinos.

ANN
127

ANNO
1272.

rabatinos; & Monasterio de Ganivio ducentos morabatinos.

Item. Legamus Monasterio de Proanam, ad opus clausuræ, centum morabatinos; & Dominabus S. Dauriani, & domui S. Calvari centum morabatinos; & Dominabus Ilerde ejusdem Ordinis centum morabatinos; & Dominabus ejusdem Ordinis Valentie ducentos morabatinos, & Dominabus ejusdem Ordinis Barchinone centum morabatinos.

Item. Legamus Monasterio Bonifacii, ad opus Ecclesie ejusdem, mille morabatinos.

Item. Monasterio Fontis-clari trecentos morabatinos.

Item. Legamus Monasterio Pedegratis, ad opus clausuræ ejusdem, ducentos morabatinos.

Item. Legamus pro anima nostra operi Ecclesie domus. Prædicatorum Catumofæ ducentos morabatinos.

Item. Operi Fratrum Penitentis JESU-CHRISTI domus parvæ ducentos morabatinos, & Monasterio de Veuilvazella trecentos morabatinos.

Item. Volumus & mandamus quod redditus nostri de Pallano dentur & solventur operi B. MARIE Vallis-yridis quolibet anno, donec perfectum fuerit dictum opus: ita tamen quod Procuratores dicti operis teneantur reddere rationem de omnibus redditibus antedictis & de expensis dicti operis singulis annis manuissoribus nostris prædictis. Omnia autem supradicta legata facta ad pias causas facimus pro debitis & injuriis oblitis & pro anima nostra; & rogamus Abbates majores Monasteriorum & Ecclesiarum, ac Religionum prædictarum, quibus prædicta legata facimus, ut donec in mandatis omnibus Presbyteris suorū Monasteriorum, & Locorum & Ecclesiarum, quod unusquisque celebret Missam de Requiem pro anima nostra, & animabus parentum nostrorum perpetuo semel in anno; ea videlicet die, quā nos ab hoc sæculo transferimus.

Post hæc autem institutum carissimum Filium nostrum primogenitum Infantem PETRUM Heredem nostrum post dies nostros in Regno Arragonum, & in Regno Valentie, & in Rapicuria, & in Pallais, & in Villis supra Aram, & in Comitatu Barchinonæ, & in Dominatione quam habemus in Comitatu Urgellii, & in aliis Locis & Terris Catalonia, & in omnibus Feudis, quod in prædictis Regnis, Terris & Locis pro nobis & quocumque, & ex quibuscumque tenentur & teneri debent, & in pleno Dominio, & in omnibus Juribus & pertinentiis suis, & omnibus omnino & singulis ad dicta Regna, & Comitatus Barchinonæ, & Terras, & Loca prædicta, vel ad nos ex ipsis & quolibet ipsorum, & contra quascumque personas, & in quibuscumque Locis & Terris valentibus & debentibus pertinere, exceptis tamen Comitatus & Locis aliis à nobis datis carissimo Filio nostro Infanti JACOBO Fratri suo.

Item, Infansem prædictum JACOBUM Filium nostrum institutum Heredem nostrum similiter post dies nostros in Regno Majoricarum, & Insulis Minoricarum, & Guisla, & in Comitatus Rossillonis, Ceritanie & Confluentis, & in omnibus Feudis quæ Comes Fuxensis & Comes Impurium, & alii etiam hii tenent, & tenere debent pro nobis, & in Cantalibero, & Monte-pessulano, & toto Dominio suo, & Castris ejusdem, & in pleno Dominio, & Juribus & pertinentiis suis, & Jure & Dominio quæ habemus, & habere debemus in Vice-comitatu de Carlades. Qui Filii nostri pro præsentī nominati prædicta omnia legata habeant Jure institutionis, prout in Instrumento partitionis, seu hereditamenti quæ fecimus inter ipsos, plenius & latius continetur.

Carissimam autem Filiam nostram Dominam JOLENT Dei gratiā Illustrē Reginam in Castella institutum Heredem in camera & ornamentis, & aliis quæ ei dedimus suarum tempore nuptiarum: & ipsam ex eis volumus & statuimus contentam esse de bonis nostris.

Filios verò PHILIPPI Dei gratiā Illustris Regis Francie & Domine ELIZABETH bonæ memoriæ Regine Francie Filie nostræ Nepotes nostros institutum Heredes similiter & aliis quæ dictæ Domine ELIZABETH dedimus tempore nuptiarum, & ipsos eis volumus & statuimus contentos esse de bonis nostris.

Item, Filios nostros JACOBUM & PETRUM, quos legitimè suscepimus ex Domina Fresca Oppidi de Vidaur institutum nostros Heredes in Castris & Villis quæ & quas dedimus eidem cum Cartis, prout in ipsis plenius continetur, videlicet Jacobum proximè dictum & in Castris & Villis de Ver & de Allin & in Castris & Villis de Xinta & de Cor & in Castrum & in Villam de Eijda, & in Castris & Villis de Cultura & de Fauzaia, in Castris & Villis de

TOM. I. PART. I.

Planis & de Fravallo & in Allundayna quam fenebat Allundaynus Saracenus quondam, pro quibus duobus Castris & Villis de Planis de Fravallo accepimus in cambium Turrim de Archis & salinas ejusdem. Et hæc Caltra & Villas proximè nominatas damus & dedimus eidem JACOBO pro Hereditate & Jure institutionis.

Item, prædictum PETRUM Filium nostrum & dictæ Domine T. institutum Heredem nostrum in Castris & Villade Agerbe, & in Castris & Villa de Lucia, & in Castris & Villa de Aduero, & in Villa de Eijlo, de Artafio & de Castellirry, de Exelt, in Castris & Villade Borata, & in Castris & Villis de Affuro & de Canivans & in Betinana. Quæ omnia Caltra & Villas cum omnibus Juribus & pertinentiis damus & dimittimus eidem PETRO pro Hereditate & Jure institutionis. Omnia verò Jura nostra, si qua in quibuslibet aliis Terris præterea quæ superius sunt à nobis divisa & ordinata & ad eosdem vel ad nos ratione ipsarum contra quascumque personas expectantia, spectant vel spectare debeant ad nos quolibet rationis, dimittimus in eis locum nostrum Infanti JACOBO Filio nostro Heredi Majoricarum, salvis tamen ordinatione & divisione à nobis factis, prout superius continetur.

Post hæc autem volumus & statuimus & mandamus, quod si dictus JACOBUS Filius noster & dictæ Domine T. Filii ejus vel descendentes ab eo legitimi masculi in recta linea sine legitimis masculis decederent, omnia prædicta quæ ipsi JACOBO supra dimittimus, devolvantur ad PETRUM Fratrem ejus & Filium nostrum & dictæ Domine T. si vixerit, vel ad Filios ejus legitimis masculos, si ipsi Petrus tunc non viveret. Et hæc substitutionem similiter facimus de prædicto PETRO ad jam dictum JACOBUM & ejus filios legitimis masculos super omnibus quæ eidem PETRO Jure institutionis & Hereditatis dimittimus, ut supra continetur, si ipsam vel ejus filios vel descendentes ab eo in recta linea legitimis masculis mori contingeret sine Filiis legitimis masculis. Mandantes & statuantes quod in prædictis quæ præfatis JACOBO & PETRO Filiis nostris & Domine T. dimittimus Jure institutionis non possit hereditate feminæ Filia vel alia licet esse legitima, nisi Filiis legitimis & masculis tantum. Et si Filia vel Filia legitima superfuert ex eisdem Jacobo five Petro, ille masculus vel masculi ut Heredes ipsorum, vel alterius ipsorum, qui ipsa hereditabant juxta nostram substitutionem prædictam, ipsam & ipsas, ut decuerit, teneantur maritare.

Item, si forte JACOBUS & PETRUS prædicti ac Filii seu ab eis descendentes in recta linea legitimi masculi obirent sine Filio vel Filiis legitimis masculis, volumus & statuimus ac mandamus, quod omnia supra dicta quæ in eis Jure institutionis damus superius & dimittimus, devolvantur ad dictum Infantem PETRUM Filium nostrum primogenitum vel ad ejus Filium vel Nepotem, seu ad quemlibet alium ex eo in recta linea descendente, qui Rex fuerit Aragonie & Valentie. Et si Filia vel Filia legitima ex eis vel eorum altero in hoc casu superfuert maritanda aut descendentes in recta linea ab eisdem, ipse Infans PETRUS vel Filius seu Nepos sit ejus aut alius ab eo descendens, ut dictum est, ad quem prædicta devolvantur, teneantur eam & eas idoneè maritare, & dare majori quatuor millia morabatinorum auri in Cascanovote, & unicuique aliarum tria millia aureorum.

Item, volumus & mandamus quod Filii nostri & Heredes observent donationes, quas jam fecimus Ferrandi Filiis nostris naturalibus, secundum quod in Instrumentis donationum inde à nobis eis factis continetur. Ac etiam volumus; statuimus & mandamus, quod si contigerit, quod Deus avertat, quod dictus Infans PETRUS primogenitus Filius noster, vel sit ejus legitimus masculi seu descendentes ab eo in recta linea masculi legitimi sine Filio vel Filiis legitimis masculis morerentur, Regna & Comitatus & omnia alia quæ sibi dimittimus, devolvantur ad Infantem JACOBUM Filium nostrum Regem Majoricarum, si vixerit tunc, vel ad Filium seu filios ejus, seu ad descendentes ab eo in recta linea masculos, qui fuerit Rex Majoricarum & Dominus Montispessulani. Et si forte prædictus Infans JACOBUS Filius noster vel Filii ejus legitimi masculi sine Filio vel Filiis legitimis masculis decederent, volumus, statuimus & mandamus quod Regnum Majoricarum & Insulæ Majoricarum & Justitiæ prædictæ & Comitatus prædicti & Montispessulani cum toto Dominio & Territorio ejus, & omnia & singula alia quæ sibi supra dimittimus, ad Infantem PETRUM prædictum Filium nostrum vel ad Filium seu Nepotem ejus aut alium legitimum masculinum ab eo in recta linea descendente qui Rex fuerit Aragonie & Valentie

ANNO
1272.

ANNO
1272.

lentiæ & Comes Barchinonæ penitus devolvatur. Et si, quod absit, prædicti Filii nostri Infans PETRUS & Infans JACOBUS & Filii eorum seu descendentes ab eis in recta linea legitimi masculi sine Filio vel Filiis legitimis masculis decederent, volumus, & statuimus, & mandamus, quod Regna prædicta omnia, Comitatus omnes prædicti & Villa Montispeffulani cum toto ejus Dominio & omnia prædicta & alia quæ eis dimittimus, ut supra continetur, devolvantur ad JACOBUM Filium nostrum & dictæ Dominiæ T. si tunc vixerit, & si mortuus fuerit, ad filios ejus legitimos masculos, seu descendentes ab eo in recta linea legitimos masculos revertantur. Et eo Jacobo sine Filio ejus vel descendens in recta linea ab eodem legitimus masculus in casu prædicto deficiente, vel si decederet sine Filio vel Filiis suis legitimis masculis volumus & statuimus quod omnia Regna & Comitatus prædicti, & Montispeffulani & Terræ prædictæ omnes devolvantur ad Petrum Filium nostrum prædictum & Dominiæ T. antedictæ, si vixerit, vel ad Filios ejus seu descendentes ab eo in recta linea legitimos masculos tunc extantes pro PETRO Filio nostro & descendens ab eo, ut dictum est, deficientibus vel decedentibus sine Filiis legitimis masculis Regna & Comitatus prædicti & Villa Montispeffulani cum suo Dominio & prædicta omnia devolvantur ad Filios legitimos masculos illustres Regine Castellæ Domine YOLANDÆ Filie nostre, cujus Filiis legitimis masculis deficientibus, quod absit, prædicta omnia devolvantur ad Filios legitimos masculos Dominiæ CONSTANTIE Filie nostre inferius memoratæ. Et Filiis ipsius Constantiæ legitimis masculis decedentibus, devolvantur omnia prædicta ad Filios legitimos masculos Dominiæ ELIZABETH filie nostre Regine quondam Franciæ antedictæ. Et deficientibus, quod absit, omnibus prædictis, ut supradictum est, volumus & statuimus, quod prædicta omnia devolvantur ad illam quæ nobis est proximior in linea parentela, quæ tunc fuerit legitimus masculus & descendat recto gradu de genere nostro.

Insuper volentes etiam ut Regna, Terræ, quæ & quas dictis Filiis nostris Infanti PETRO & Infanti JACOBO dimittimus, integra semper remaneant cuicque eorum & suis, ut supra ordinatum est; & quod dimini non possint nec transmutari in aliud Dominium seu transferri. Volumus, statuimus, & ordinamus, quod nullus prædictorum Filiorum aut Nepotum nostrorum, seu a nobis in recta linea descendens institutorum aut substitutorum à nobis, ut supra continetur, possit in Regnis & Comitatus prædictis & in Villa ac in Dominio Montispeffulani & in Terris & Castris prædictis, quæ & quas eis, ut dictum est, dedimus, feminam aliquam, filiam scilicet vel aliam, in totum vel in partem instituire Heredem, nec dare etiam sibi in casamentum seu dotem, aut aliter alio modo.

Nihilominus etiam mandamus ac firmiter perpetuo statuimus, quod Regnum Aragonum & Valentie, & Comitatus Barchinonæ, & omnes Terræ quæ & quas prædicto Infanti PETRO Filio nostro dedimus, ut supra continetur, & etiam ad ipsa Regna & Terras ubique pertinentia & debentia pertinere, quocumque modo sint unius & ejusdem Domini & Domini, scilicet Regis Aragonum: & idem Infans Filius noster PETRUS vel sui Successores non possint ipsa Regna, Comitatus & Terræ pertinentia dividere & sint Regis & Domini Aragonum integraliter, ut est dictum, & unum Filium solum legitimum masculum dictus Infans PETRUS & sui post ipsum successivè Heredem faciant in eisdem, salvis tamen substitutionibus nostris prædictis. Mandantes similiter, ac firmiter perpetuo statuantes quod Regnum Majoricarum & Insulæ Minoricarum & Ensis & Villa Montispeffulani cum Territorio & Dominio ejusdem & Comitatus Russionis & Ceritanie & Conventus prædicti & Cantum liberum, & alia quæ ipsi Infanti JACOBO supra dimittimus, & omnia pertinentia & debentia pertinere, ad eadem ubicunque quocumque modo semper sint Domini & Domini ejusdem, scilicet Regis Majoricarum & idem Infans JACOBUS Filius noster, vel ejus Successores non possint ipsa dividere inter Filios suos aut Filias, aut in alias personas alienare; sed ipsum Regnum & Comitatus & Villa Montispeffulani & alia quæ ipsi Infanti JACOBO dimittimus super eis semper remaneant & sint Regis & Domini Majoricarum integraliter, ut dictum est, & unum solum Filium sive legitimum masculum idem Infans JACOBUS & sui post ipsum successivè faciant Heredem in eisdem, salvis tamen nostris substitutionibus prædictis.

Item, Filios Infantis Dominiæ CONSTANTIE quondam Filie postre & Infantis Domini EMANUELIS Fratris illustres Regis Castellæ Nepotes nostros

institutos Heredes nostros in Camera & aliis quæ prefata CONSTANTIA dedimus in tempore nuptiarum, & ipsos eis volumus esse contentos de bonis nostris.

Item, cum prædicti Testamento confirmamus & observamus omnes donationes à nobis factas usque modo pro Hereditatibus vel beneficiis quibuslibet personis & pro anima nostra ordinibus Ecclesiæ vel locis religionis à nobis factis usque modo. Et hæc est nostra ultima voluntas. Et statuimus jure Testamenti vel nuncupativi ac Codicillorum seu alterius cujuslibet nostre ultimæ voluntatis, revocantes omnia alia Testamenta & quamlibet aliam ultimam voluntatem nostram, quæ a nobis ante hujus Testamenti faciem seu ordinationem ordinata fuerunt & confecta.

Actum est hoc in Montispeffulano septimo Calendis Septembris anno Domini MCCLXXII. Quod Testamentum fuit per dictum Dominum Regem confirmatum presentibus, &c.

Signum JACOBI Dei gratia Regis Aragonum, Majoricarum, & Valentie, Comitibus Barchinonæ & Urgelli, & Domini Montispeffulani.

L.

*Tractatus inter EDUARDUM I. Regem Angliæ 1273.
& HENRICUM Regem Navarræ conclusus
super contrahendo Matrimonio inter HENRICUM Filium dicti Regis Angliæ & JOHANNAM Filiam dicti Regis Navarræ. Dat. apud Hospitale de Bono Loco pridie Kal. Decembris Anno 1273. [RUMER, Foedera, Conventiones, &c. Tom. II. pag. 18.]*

In Nomine Patris, & Filii, & Spiritus Sancti, Amen.

NOS Edwardus, Dei gratia, Rex Angliæ, Dominus Hiberniæ & Dux Aquitanie; & Henricus, eadem gratia, Rex Navarræ, Campanie & Briæ Comes Palatinorum facimus universis quod, ad honorem Dei, consideratam etiam communem utilitatem Terrarum consinium, in quibus, propter malitiam gentis, multa mala hactenus perpetrata fuisse noscuntur, ad ipsa radicitus extirpanda, & ad providendum ne deinceps his similia committantur, tales inter nos inimicus Factiones, videlicet;

Quod nos, prædictus Henricus; Rex Navarræ, promittimus & convenimus præfato Regi Edwardo, dare & tradere Johannam, Filiam nostram & Heredem, Henrico, Filio primogenito & Heredi præfati Edwardi Regis Angliæ, in Sponsam & Uxorem legitimam desponsandam, & ducendam temporibus præfinitis à Jure ad Sponsalia & Matrimonium contrahenda.

Et nos, prædictus Edwardus, promittimus & convenimus prædicto Regi Navarræ, dare & tradere Henricum, Primogenitum nostrum Filium & Heredem, Johannæ, Filie & Heredi prædicti Regis Navarræ, in virum legitimum desponsandum, & ducendum temporibus præfinitis à Jure ad Sponsalia & Matrimonium contrahenda, sicut prædictum est.

Item nos, Henricus Rex Navarræ prædictus, promittimus & convenimus prædicto Regi Edwardo, quod si absque aliâ prole legitimâ, ex nobis descendente, decedere nos contingat (quod absit) quod præfata Johanna Filia nostra nobis succedat, & sit Heres in Regno Navarræ, Comitatus Campanie & Briæ, & in aliis bonis nostris: Si autem nos contingat habere Filias unam vel plures legitimas, unâ cum præfata Johanna, absque filio masculo, volumus & promittimus præfato Regi Angliæ, quod dicta Johanna fit Heres, & nobis succedat in Regno Navarræ & Comitatus prædictis; ita tamen quod in Feodis Ecclesiarum & aliois, ac aliis acquisitionibus, per nos vel Antecessores nostros factis, præter Comitatus prædictos & Regnum, eadem Johanna, cum ceteris suis Sororibus, admittetur ad virilem portionem secundum consuetudinem & forum Patrie; ceteram si nos, Rex Navarræ prædictus, auctore Domino, Filium masculinum legitimum susceperimus unum vel plures, qui nobis superstit tempore mortis nostre, tunc volumus & promittimus dicto Regi Angliæ, Quadraginta milia librarum Turonensum dare & solvere sibi in dotem pro Filia nostra Johanna prædictâ; videlicet viginti milia librarum Turonensum die Matrimonii contracti, & alia viginti milia librarum Turonensum à die Matrimonii contracti in unum annum.

Promittimus etiam & convenimus nos, Rex Angliæ prædictus, dicto Regi Navarræ, quod, cum Matrimonium fuerit contractum inter præfatum Filium nostrum Hen-

ANNO
1272.1273.
30. Nov.

ANNO 1273. Henricum & Johannam Filiam prædictam Regis Navarre, assignabimus & trademus totam Terram nostram Vasconie prædicto Filio nostro Henrico, tenendam eo modo, quo, felicis recordationis, Henricus Pater noster eam nobis tradidit & concessit.

Rursum promissimus & convenimus supradicto Regi Navarre, quod, post contractum Matrimonium prædictum inter Henricum Filium nostrum prædictum & Johannam Filiam memoratam Regis Navarre, dabimus & assignabimus in donationem sibi, propter nuptias pro Johanna ejus Filia prædicta, duo milia Marcarum argenti annui redditus; videlicet, mille Marcas in Cursum seu Pedagio nostro Burdegale, cum duobus Castris nostris de Castellione Diocesis Burdegalenis, & de Millano Diocesis Vasatensis; ita tamen quod redditus & proventus dictorum Castrorum computentur in dictis mille Marcis: Alias vero mille Marcas assignabimus in Regno nostro Angliæ, in locis competentibus, ad visum & arbitrium bonorum virorum.

Sane, inter nos, in speciem Conventionem fuit deductum, quod si infra septennium (quod est tempus aptum ad Sponsalia contrahenda) de dicto Henrico Filio nostro aliquid humanum contigerit (quod absit) quod præfata Johanna Alonfo Filio nostro legitimo nuptum collocetur, sub eisdem Pactis & Conventionibus per omnia superius annotatis:

Quam Conventionem nos, prædictus Rex Navarre, laudamus & approbamus, & eidem expresse nostrum impertimur assensum.

Novissime, provida deliberatione pensantes & considerantes qualiter statum prædictarum Terrarum nostrarum consilium, (multis dudum Guerrarum, seditionum, tribulationum fluctibus agitatum) possimus in tranquillum deducere, & ad formam reducere meliorem, quo Pax & Justitia conserventur in hiis, promittimus vobis, & convenimus adinvicem, bonâ fide, quod nos, prædictus Rex Angliæ, prædictum Regem Navarre juvabimus contra omnes homines, qui hostiliter invaderent Terras suas, vel bona sua; quod quidem juvamen sibi faciemus, & per gentem nostram fieri similiter faciemus, quotiens per prædictum Regem Navarre, vel alium vices ejus gerentem, nos, vel Senescallus noster Vasconie, seu vices nostras gerens fuerimus requisiti.

Ad quod, vice versa, nos, præfatus Henricus Rex Navarre, faciendum & præstandum prædicto Regi Angliæ, vel Senescallo suo Vasconie, vel vices ejus gerenti, à nobis, dum in Regno fuerimus, vel à Senescallo nostro, seu vices nostras gerente, nos astringimus & obligamus, quotienscumque per eundem Regem, vel Senescallum suum Vasconie, seu gerentem vices ejus, nos, Senescallus noster, vel vices nostras gerens, fuerimus requisiti.

Prædictum autem juvamen nobis adinvicem præstabitur, sicut prædictum est; contra omnes homines, præterquam contra Serenissimum Principem Dominum nostrum Regem Franciæ, cujus assensum & voluntatem communi assensu in contrahendo Matrimonio dicto retinemus; adiciens, quod si ex aliqua causa (quod absit) idem Rex eodem Matrimonio suum non impetiretur assensum, quod Conventions & Obligaciones, super Matrimonio contrahendo contractæ, & omnes aliæ superius annotatæ, nullius roboris habeant firmitatem.

Ut autem omnia superscripta, quæ inter nos acta sunt, majori firmitate titantur, promittimus & promittimus bona fide ea omnia supradicta attendere, & servare, & in nullo contravenire.

De mandato etiam nostri præfati Regis Angliæ, dilectus & fidelis noster Thomas de Clara; & de mandato etiam nostri, præfati Regis Navarre, dilectus & fidelis noster Petrus Sancti de Monte-Acto Dominus de Caillat. tactis Sacrosanctis Evangeliiis, in animas nostras prædicta omnia & singula in nostrâ præsentia juraverunt.

In quorum omnium testimonium & munimen exinde confici justissimum duo Instrumenta, per alphabetam divisa, quæ Sigillorum nostrorum appensione fecimus roborari.

Datum apud Hospitale de Bono Loco Ordinis Rosci Vallis, die Jovis pridie Kal. Decembris, Anno Domini 1273.

L. I.

81. *Traictatus inter ERICUM Regem Norwegie &*

ALEXANDRUM III. Regem Scotie conclusus super Matrimonio inter dictum Regem Norwegie & MARGARETAM, dicti Regis Scotie Filiam, contrahendo. Dat. apud Rokesburg in Festo S. Jacobi Apostoli Anno 1281. [R. V. MER, Fœdera, Conventions, &c. Tom. II. pag. 1079.]

In Nomine Patris, & Filii, & Spiritus Sancti, Amen.

Hæc est finalis Conventio, facta in Festo Sancti Jacobi Apostoli, anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo primo, apud Rokesburg.

Inter illustrem Principem, Dominum Alexandrum, Dei gratiâ, Regem Scotie nomine suo, & nomine Nobilibus Domicellæ Margaretæ Filie sue karissimæ, de consensu Domini Alexandri Filii sui & totius Consilii dicti Domini Regis ex parte una:

Et venerabilem Patrem Dominum Petrum Orchestensem Episcopum, & Nobilem Virum Dominum Bernerum Baron. de Berkey, Magistram Bernardum Cancellarium, & Fratrem Magistram de Ordine Minorum, Procuratores & Nuncios sollempnes & speciales Domini Eryci, Dei gratiâ, Regis Norwegie illustris, ex alterâ:

Super Sponsalibus contractis, & Matrimonio contrahendo, inter præfatum Dominum Regem Norwegie, & dictam Nobilem Domicellam Margaretam, viâ dilectæ;

1. Quod Dominus Rex Scotie dat dictam Margaretam Filiam suam dicto Domino Eryco Regi Norwegie in Uxorem.

2. Et promittit, & dabit cum eâ quatuordecim milia Marcarum sterlingorum, novæ & usualis monetæ (ita quod quinquies viginti Marcæ pro quibuslibet centum Marcis computentur) & solventur apud Bergis in Norwegiâ, sumptibus Regis Scotie, terminis infra scriptis; videlicet;

Quod quarta pars prædictæ summæ portabitur cum dictâ Margaretâ in Norwegiam:

Et secunda quarta prædictæ summæ ad Festum beati Petri ad Vincula, anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo secundo:

Et tertia quarta in Festo eodem, alio Domini millesimo ducentesimo octogesimo tertio:

Et ultima quarta in eodem Festo, anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo quarto.

3. Et dicti Procuratores promittunt fideliter pro Domino suo, ipsum sub penis infra scriptis artius obligando, quod idem Rex Norwegie dictam Domicellam accipiet in Uxorem, & cum eâ Matrimonium contrahet, & Nuptias celebrabit, ad tardius, infra Festum Nativitatis beate Virginis; nisi legitimum intervenerit impedimentum, & tunc quancitius fieri poterit; & ad citius post crastinum decollationis Sancti Johannis Baptiste.

4. Et, die Nuptiarum, dicta Margaretâ coronabitur in Regiam; nisi legitimum consiterit impedimentum, & tunc omnem apponent diligenter, Rex Norwegie & Regni Magnates, quod, quancitius fieri poterit, coronetur.

5. Et promittunt dicti Procuratores; quod Dominus Rex Norwegie mille & quadringentas Marcas Terræ, de Monetâ suâ Norichanâ usuali, nunc temporis, vel ad ejus valorem, si ipsa materet, cum Manerio competentî, in donationem, propter Nuptias dictæ Domicellæ Margaretæ, per Cartam dicti Regis, eidem assignatas, & prout ibi continetur, die Nuptiarum, vivâ voce ratificabit & confirmabit;

Ita quod, si humanitus de dicto Rege Norwegie contingat, quod absit, dicta Margaretâ dictarum Terrarum possessionem propria auctoritate, per prædictas Litteras Regias, possit apprehendere & tenere.

6. Et sciendum quod erit in optione Domini Regis Scotie, secundam medietatem dotis in pecuniâ numerata solvere; vel Terras, ex eâ, vel ex parte ipsius; suis terminis solvendâ, computatas assignare;

Ita quod ex illis Terris, pro singulis mille Marcis, centum Marcæ nomine redditus percipiantur illo Anno, & sic ulterius annuatim; optionem siquidem habet dictus Dominus Rex Scotie: Dum tamen, in Festo Pentecostes, ante tempus solutionis, Regi Norwegie intimetur, quod Terras vellet omnes assignare loco competentî, & simul, vel loco viciniori, & magis ydoneo, quo poterunt ad comparandum inventiri, dicto Regi Norwegie, constante Matrimonio, libere tenendas & habendas.

Fff 3

7. Diem

ANNO
1281.

7. Dicitur verò Margareta, postquam Terram Norwagiæ fuerit ingressa, certum Castrum, vel securum Manerium, prout ipsa & sui elegerint, statim assignabitur; in quo ipsa, cum familia sua, & dicta pecunia, sub Custodiâ Regis Scotiæ & suorum, sumptibus Regis Norwagiæ, quousque Nuptiæ celebrentur, salvo & secure possint morari.

Et Rex Norwagiæ & Regni Magnates ipsam, cum familia sua, & dicta pecunia, salvo & secure interim facient custodiri; ita quod nullum ad eam Rex Norwagiæ inhonestum accessum interim habeat vel carnalem:

8. Quod, si Rex Norwagiæ, post Nuptias celebratas, præcedat; dicta Margareta donationem illam, propter Nuptias, eodem Anno integre percipiet, & sic ulterius annuatim; scilicet, dictas mille & quadringentas Marcas Terræ, suis assignatas, si velit in Terra Norwagiæ moram facere; si autem velit moram facere extra Regnum Norwagiæ, mille & quadringentas Marcas, ubicunque converteretur, de Camera Regis Norwagiæ, libere percipiet annuatim apud Bergys;

Ita quod erit in optione dictæ Margarete firmas illarum Terrarum, sibi assignatarum, suis terminis, secundum consuetudinem Patriæ, per Procuratorem suum in Terra recipere, vel de Camera Regis, in Festo Pentecostes, anno sequenti, & sic ulterius annuatim dictam pecuniam percipere apud Bergys.

Verumptamen, in defectu solutionis, recursum habeat ad Terras sibi assignatas, ratione donationis propter Nuptias:

Et nichilominus debet habere dicta Margareta quicquid Regina, dum vidua fuerit, ibidem commorans habere debet, secundum Leges Patriæ, & consuetudinem Regionis approbatam.

9. Et præterea, habebit medietatem totius Dotis infra biennium, proximo sequens post mortem Regis; ita quod una medietas illius medietatis; primo anno, in Festo Sancti Petri ad Vincula; & alia medietas, secundo anno, in eodem Festo (nisi prius in Norwagiâ soluta fuerit) apud Berewicum in Scotia persolvatur.

10. Dicitur vero donatio propter Nuptias, post mortem dictæ Margarete, ad Regem Norwagiæ redibit;

Prima vero medietas totius Dotis, suis terminis solvenda, post Nuptias celebratas, in omnem eventum Regis Norwagiæ, nisi in illo casu, si a Matrimonio resisterit cum fuerit legitima ætatis, pleno jure efficietur;

Alia vero medietas totius Dotis, vel Terræ pro eâ, in Scotia assignata, post mortem dictæ Margarete, ad liberos suos, si quos, habuerit, in omnem eventum pertinebit:

Super quo Regi Norwagiæ cavebitur ydoneè prout ipsa poterit, quodcumque velit dictam pecuniam extra Regnum Norwagiæ habere, si habeat liberos vel liberum, in Norwagiâ superlites, vel superlitem, ad quos, vel ad quem dicta summa pecuniæ de jure debeat pertinere.

11. Si vero dicta Margareta sine libero vel liberis moriatur, dicta ultima Dotis medietas ad Regem Scotiæ, & ipsius Regis Hæredes redibit.

12. Si verò Dominus Rex Norwagiæ, ante Nuptias celebratas, in fata decedat, dicta Margareta illibata & non cognita, libere pro omnibus, de Regno Norwagiæ, cum tota pecunia secum portata, sumptibus Regis Norwagiæ & Magnatum suorum, in Scotiam redeat.

13. Idem erit de dicta Margareta, quod ipsa, in omnem eventum; nisi prægnans fuerit, libere possit reverti, Matrimonio dissoluto.

14. Si vero dicta Margareta, ante Nuptias celebratas, in fata decedat, tota dicta pecunia, nomine Dotis, secum portata, eodem modo, ut in clausula superiori, dicto Regi Scotiæ apud Berewicum in Scotia, reportabitur.

15. Et sciendum est, quod in omni portatione, & reportatione Dotis, & cujuscumque partis ejus, quodcumque periculum congerit, commune erit utrique Parti pro æqualibus portionibus.

16. Si vero contingat quod Dominus Rex Scotiæ, sine Filio legitimo, in fata decedat, nec aliquis Filiorum suorum prolem legitimam reliquerit, & dicta Margareta ex dicto Rege Norwagiæ liberos habuerit;

Ipsa & liberi sui succedent dicto Regi Scotiæ, & liberis suis, tam in Regno, quam in aliis bonis:

Vel ipsa etiam, si fuerit absque liberis, secundum Legem & consuetudinem Scotianam:

Et generaliter, consensit dictus Rex Scotiæ, quod dicta Filia sua, & omnes ex ea descendentes, admittan-

tantur libere ad omnes Successiones, & ad omnia alia jura, quæ ipsos contingere possunt quoquomodo, secundum Legem Scotianam, vel dictæ Regionis consuetudinem.

17. Et, si dictus Rex Norwagiæ de dicta Margareta Filiam vel Filias procreaverit, succedent in omnibus, quæ ipsam vel ipsas contingere possunt, secundum Leges & consuetudines Norichanas, etiam in Regno, si consuetudo fuerit.

18. Dicitur vero Nuncii & Procuratores, nomine Regis Norwagiæ, promiserunt & manecerunt, ipsum Regem artius obligando, quod omnia & singula, superius contenta, ex nunc rata & firma habebuntur, quousque dictus Rex Norwagiæ fuerit quatuordecim annorum completorum; & tunc ea plene ratificabit.

19. Et, si contingat, quod ablit, prædictum Regem Norwagiæ in aliquo, usque ad illud tempus, vel in illo tempore, contravenire, dicti Procuratores obligant ipsum Regem, Hæredes suos, & Regnum Norwagiæ, se ipsos, & Hæredes suos, ad solvendum & dandum dicto Regi Scotiæ, & Hæredibus suis, vel assignatis centum millia librarum, bonorum & legalium Sterlingorum, in Villa de Berewico in Scotia, nomine & ratione dampnorum, expensarum & interesse.

20. Obligaverunt etiam dicto Regi Scotiæ illustri, pro dampnis, expensis, & interesse, in illum casum tantum si Rex Norwagiæ non ratificaverit Matrimonium; cum fuerit quatuordecim annorum completorum, summam centum Marcarum, quam dictus Rex Norwagiæ ab eo percipit annuatim & totam Terram Orchadiæ cum omni jure, quod dictus Rex Norwagiæ habet vel habere poterit in eadem;

Ita quod prædicta, tam summa, quam Terra, cum pertinentiis, dicto Regi Scotiæ, & Hæredibus suis ex tunc remaneant, imperpetuum, in Feodo & Hæreditate, cum Rex Norwagiæ noluerit dictum Matrimonium ratificare, vel dampna, expensas, & interesse, una cum pœna prædicta centum mille librarum, Regi Scotiæ & Hæredibus suis, vel assignatis resarcire: Et Instrumenta, quæ habet penes se dictus Rex Norwagiæ, super dicta summa pecuniæ, centum Marcarum, annuatim percipiendâ, ex tunc viribus careant, & cassâ sint, & irrita ipso jure;

Instrumentis quietæ clamationis dicti Regis Norwagiæ super Insulis, penes Regem Scotiæ residentibus, in suo nichilominus robore duraturis.

21. Et sciendum est quod obligatio, de Terra Orchadiæ, & de redditu centum Marcarum, tantum habet locum à tempore transfectionis dictæ Domicellæ in Norwagiâ, quousque dictus Rex Norwagiæ fuerit quatuordecim annorum completorum; & solummodo in illum casum, si Rex Norwagiæ, cum fuerit quatuordecim annorum completorum, contra dictum Matrimonium reclamaverit, & illud noluerit ratificare & consummare.

22. Dicitur vero Rex Scotiæ, nomine suo & Filiis suis, ac Magnates Regni promiserunt, se artius obligando, quod omnia & singula, superius contenta, ex nunc rata & firma habebuntur, quousque Rex Norwagiæ fuerit ætatis quatuordecim annorum completorum.

23. Et, si contingat, quod ablit, dictum Regem Scotiæ, vel Filiam suam usque ad illud tempus, in aliquo contravenire, obligat ipse Rex Scotiæ, se, & Hæredes suos, & Regnum Scotiæ, ad solvendum, & dandum dicto Regi Norwagiæ, & Hæredibus suis vel suis assignatis centum millia librarum, bonorum & legalium Sterlingorum, apud Civitatem Bergenensem in Norwagiâ, nomine & ratione dampnorum, expensarum & interesse.

24. Obligavit etiam dictus Rex Scotiæ dicto Regi Norwagiæ (pro dampnis, expensis, & interesse in illum casum tantum; si dicta Filia Regis Scotiæ à dicto contractu resisterit, antequam dictus Rex Norwagiæ fuerit quatuordecim annorum completorum, & Matrimonium fuerit ratificatum) totam Manniam cum omni jure quod dictus Rex Scotiæ habet, vel habere poterit in eadem;

Ita quod prædicta Terra, cum pertinentiis, dicto Regi Norwagiæ, & Hæredibus suis, ex tunc remaneat, in Feodo & Hæreditate, cum dicta Filia Regis Scotiæ dictum Matrimonium noluerit ratificare & consummare, vel dampna, expensas & interesse, una cum prædicta pœna centum mille librarum, dicto Regi Norwagiæ, vel Hæredibus suis, vel assignatis resarcire:

Et Instrumenta quietæ clamationis dicti Regis Norwagiæ super dicta Insula Manniæ, quæ dictus Rex Scotiæ penes se habet, ex tunc viribus careant, & cassâ sint, & irrita ipso jure;

Instru-

ANNO
1281.

INSTRUMENTIS dicti Regis Scotiæ, super dicta summa pecuniæ centum Marcarum, annuatim percipienda, penes Regem Norwagiæ residentibus, in suo robore duraturis.

25. Et sciendum est, quod obligatio de Terra Maniæ tantum habet locum à tempore transfretationis ipsius Margarietæ; & solummodo in illum casum, si dicta Margarieta noluerit Matrimonium ratificare, cum dictus Rex Norwagiæ fuerit quatuordecim annorum completorum.

26. Et sciendum est quod, in omnibus præmissis, saluum est utrique Parti, quod tempus, quo pecunia solvetur, pro quolibet termino, ex utraque parte, per Gwerrum, per Piratas, vel per aliquem casum fortuitum & inopinatum, possit mutari seu prorogari, sine periculo Partium, circa præmissa, præiudicio vel iactura.

27. Post contractum vero Matrimonium, & postquam Rex Norwagiæ fuerit quatuordecim annorum completorum, & Matrimonium ratificaverit, & quantum in ipso est consummaverit, prædictæ obligationes penales locum non habeant, nisi in duobus casibus tantum; scilicet,

Quod ipsa libere possit à Norwagiâ recedere:

Et si ipsa, & liberi, ex ea descendentes, ad Successiones, & alia jura libere non admittantur.

28. In qualibet vero solutione pecuniæ, suo termino hinc inde solvenda, tam ante Matrimonium, quam post, si defectus aliquis fuerit, tantum erit pœna dupli illius quantitatæ, sive summa, hinc inde solvenda, quæ suo termino solvi debet.

29. Et sciendum quod, ad maiorem hujus rei securitatem, dicti Procuratores, habentes ad hoc plenum & speciale mandatum, ratificant, nomine Domini Regis Norwagiæ, juramentum, à Domino Bernerio de Berkrey in animam ipsius Regis præstitum, super isto Contractu Sponsalium & Matrimonii, & omnia alia in isto Scripto Cyrographato contenta.

30. Item, promittunt fideliter dicti Procuratores & mancipiunt, quod Domina Regina, Mater dicti Regis Norwagiæ, & Magnatibus Regni Norwagiæ, qui super hoc Contractu juraverunt, quamcunq; præsentibus haberi poterunt, in præsentia Nunciorum Regis Scotiæ juramenta sua, prius præstita, ratificabunt & omnia alia, hic contenta, secundum hujus scripturæ tenorem.

31. Dicti verò, Dominus Rex Scotiæ, & Domina Margarieta Filia sua, in præsentia Nunciorum Regis Norwagiæ, similiter ratificaverunt Sacramenta, per Procuratores suos, videlicet, Dominum Robertum Lupellum Militem, & Magistrum Godefridum, in animam ipsorum in Norwagiâ præstita.

32. Item, ratificant omnia alia, in hoc Scripto contenta.

33. Item juraverunt, in præsentia prænominatorum Nunciorum Regis Norwagiæ,

Patricius Comes de Dunbar,
Domenaldus Comes de Marr,
Gilbertus de Unfravill Comes de Aneagus,
Walterus Comes de Meneseth,
Duncanus Comes de Fife,
Alexander Senecallus Scotiæ,
Johannes Comes,
Willielmus de Salyr, tunc Justiciarius Laudon,
Willielmus de Breyham, &
Patricius Filius dicti Patricii Comitiss de Dunbar,

Personaliter qui tunc coram Domino Rege, Consilio suo & dictis Nunciis Regis Norwagiæ, præsentibus fuerant;

Juraverunt etiam,

Alexander Comyn Comes de Bouchan, Constabularius Scotiæ, necnon
Maleficus Comes de Strathern,

In præsentia dictorum Nunciorum Regis Norwagiæ, per Procuratores suos, habentes ad hoc speciale mandatum, sicut patet in eorum Litteris Patentibus inde confectis; videlicet,

Se curatores & procuratores quod omnia & singula ex parte Illustris Principis Domini Alexandri, Dei gratiæ, Regis Scotiæ, & Nobilis Domicellæ Filiæ suæ, super fœdere Matrimonii, inter Dominum Erycum Regem Norwagiæ & dictam Domicellam, promissa & conventa, firmiter & inviolabiliter observentur, prout in isto Instrumento plenius continetur quousque dictus

Dominus Rex Norwagiæ fuerit quatuordecim annorum completorum, & Matrimonium ratificaverit quantum in ipso est.

34. Præterea sciendum est quod

Vivencus Miles Fraser Berneris Militis,
Johannes Filius Esmi,
Isaas Filius Gantous,
Andreas Petri,
Elanus Arfusius,
Duduennus de Slindon,

Spontaneè & expressè consentientes, & tactis Sacrosanctis Euangelis, jurantes,

Promittunt, bona fide, quod in Scotiâ stabunt, tantum Obfides, ad voluntatem dicti Regis Scotiæ, nec à Regno Scotiæ, sine expressa licentia Domini Regis Scotiæ, recedent, quousque Rex Norwagiæ fuerit quatuordecim annorum completorum, & Matrimonium inter ipsum & dictam Margarietam ratificaverit, & quantum in ipso est consummaverit.

Obligavit etiam dictus Dominus Rex Scotiæ totam Manniam, cum pertinentiis pro centum milibus librarum, & dampnis, expensis, & interesse in illum casum, si dictos Obfides, cum dictus Rex Norwagiæ compleverit quatuordecim annos, & Matrimonium quantum in ipso est consummaverit, apud Berewic. (si eos prius ibidem receperit) nisi casus mortis, vel alius casus legitimus præpedierit, vel propria voluntate recesserint, libere non dimittat.

In cujus rei testimonium, parti istius Cyrographi, penes Dominum Regem Scotiæ residenti, dicti Procuratores Regis Norwagiæ Sigilla sua apposuerunt.

Parti vero residenti penes dictos Procuratores, Sigillum dicti Domini Regis Scotiæ est appensum.

Dors.

Scriptum Cyrographatum apud Berewyc.

Duplicatum; set alterum eorum fuit missum in Norwagiâ; set fuit reportatum, & submersum cum Nunciis Regis.

LII.

Tractatus inter EDUARDUM I. Regem Angliæ 1282.
& PETRUM Regem Aragoniæ conclusus super
contrahendo Matrimonio inter ALFONSUM
dicti Regis Aragoniæ Filium, & ELEONORAM
dicti Regis Angliæ Filiam. Dat. apud Oscam
octavo decimo Kal. Septembris Anno 1282.
[RYMER, Fœdera, Conventiones, &c.
Tom. II. pag. 210.]

UNIVERSIS, ad quos presentes pervenerint, Bernardus, Dei gratiâ, Tarachonensis Archiepiscopus, & Jarbericus, eadem, Episcopus Valentini, salutem in eo, qui est omnium vera salus.

Mandatum Domini nostri, Dei gratiâ, Regis Aragonum, nos recepisse noveritis in hac verba:

Procuratio Petri Regis Aragoniæ.

NOVERINT universi quod nos, Petrus, Dei gratiâ, Rex Aragonum, damus & concedimus vobis venerabilibus Bernardo, per eandem, Archiepiscopo Tarachonensi, & Jarberico, per eandem, Episcopo Valentino, plenum posse quod, auctoritate nostra & loco nostri, possitis consentire super Matrimonio, contrahendo inter carissimum primogenitum nostrum Infantem Alfonsum, & Alienoram primogenitam Illustris Regis Angliæ, seu Procuratores ejusdem Regis, & ejusdem Alienoræ, ad hoc specialiter constitutos;

Et quod nomine nostro possitis assignare certa Loca, Castra scilicet vel Villas, de Regno nostro, pro Aris dictæ Alienoræ constituendis ad consuetudinem Regni nostri; & obligare pro Dote, quæ nomine ejusdem Alienoræ dabitur, certa Loca Dominationis nostre, prout dicti Procuratores eorum, ex prædictis, de Aris & Dote duxerint eligendum.

Super quibus omnibus vos constituimus Procuratores certos & speciales nostros, dantes & concedentes vobis, vel alteri vestrum per se, plenam potestatem super omnibus & singulis prædictis;

Et

ANNO
1281.

ANNO
1282.

Et promittimus. Notario infraſcripto ſipulanti, nomine illorum, quorum intereſt, quicquid, per vos vel alterum veſtrum ſuper præmiſſis fuerit ordinatum, ratum & firmum habere, & nullo tempore revocare.

Dat. apud Portum Sangos. Kal. Junii, anno Domini milleſimo ducentefimo octuagelimo ſecundo.

Signum PETRI, Dei gratiâ, Regis Aragonum.

Teſtes ſunt Rodricus Exim. de Luna, Procurator Regni Valentiæ, Guilebertus de Crudeliis, & Johannes de Prochida.

Signum Petri Marthuffi Scriptoris Domini Regis, & Notarii publici per totam Dominationem ſuam, qui mandato ejusdem hoc ſcribi fecit, & clauſit, loco, die, & anno prædictis.

Nos autem, Archiepiſcopus, & Epicoſcopus prædicti, ejusdem Domini Regis mandatis parere volentes, virtute & auctoritate prædicti mandati, contraſto Matrimonio per verba de præſenti inter illuſtrem Domicellum Alphonſum, ejusdem Domini Regis primogenitum præſentem, & illuſtrem Domicellam Alianoram, illuſtris Regis Angliæ primogenitam, per nobilem virum Dominum Johannem de Vescy, Procuratorem ejusdem Domicellæ ad hoc ſpecialiter deſtinatum, nomine ejusdem Domicellæ contrahentem per eadem verba de præſenti conſenſum ejusdem Domicellæ exprimentia, prout jura permittunt, eidem illuſtri Domicellæ, vice, nomine, loco, & auctoritate Domini noſtri Regis Aragonum prædicti, pro artis & arrarum nomine, damus & aſſignamus Loca inferius annotata, ſcilicet,

Jactam, Barbaſtrum, Lunam & Pertuſiam, cum omnibus Villis, Aldeis, Pechis, Moneticiis, Judæis & Saracenis ibidem habitantibus, & in poſterum habitaturis; alia & baſſa Juſticia, vero etiam & mixto Imperio, cum omnibus Homagiis, fidelitatibus, ſervitiis, canis, & aliis omnibus pertinentiis, ad dicta Loca, ſeu ad Dominium prædictorum Locorum, quoquo modo ſpectantibus, cujuſcumque ſervitii, expletamenti, nominis, ſeu conditionis exiſtant, licet ſpecialiter habent nominari; nichil Domini vel proprietatis prædicto Domino noſtro Regi penitus retinentes; immo eadem ab ipſo totaliter abdicamus, quamdiu eadem Domicella prædicta Loca teneat, ſeu tenere debeat, ſecundum formam aſſignationis hujusmodi ſibi factæ;

Habenda, tenenda & poſſidenda per ipſam Domicellam, vel Mandatum ſuum, prædicto conſtante Matrimonio, & etiam ſoluto, ſi ipſa ſupravixerit, ſive ſit in Regno Aragon, ſive extra, ſive ſit vidua, ſive conjugata, ad voluntatem ſuam inde faciendum, cum omnibus fructibus, redditibus, & exitibus de diſtis Locis & pertinentiis eorumdem, quoquo modo ex nunc levandis & percipiendis, eiſdem in ſortem ſeu ſolutionem Dotis minime computatis, donec de quadraginta milibus Libr. nigrorum Turon. quos eadem Domicella aſſert prædicto viro ſuo in Dotem ſeu Maritagium, & liberavit eidem, vel Domino Regi Aragon. nomine prædicti Domini Alphonſi Filii ſui Mariti ejusdem Domicellæ, tempore traditionis, plene fuerit ſatiſfactum.

Et, ſi redditus, exitus, & provenus prædictorum quatuor Locorum, & eorum pertinentiarum, non valerent ſingulis annis, uno cum aliis computato, deducis expenſis, tria milia Librarum nigrorum Turon. Dominus Rex prædictus, & nos, nomine ejusdem, teneamus, uſque ad ſupplementum dictæ quantitatis, eidem Domicellæ, vel ejus Procuratori, reſiduum in Terra præſatis Domini Regis, in Locis convenientibus, aſſignare.

Præterea pro prædictis quadraginta milibus Librarum nigrorum Turon. habendis & recuperandis, ſi prædictus caſus ſoluti Matrimonii ſupervenerit, eidem Domicellæ, & præſato Domino Johanni de Vescy, Procuratori ipſius, nomine Procuratorio pro ipſa, vice, nomine, loco & auctoritate ejusdem Domini noſtri Regis Aragonum, obligamus, ſimul cum aliis quatuor Locis prædictis, alia duo Loca, Caſtra & Villas infraſcripta, ſcilicet, Turolum & Darocham, cum omnibus ſuis Juribus & pertinentiis, in forma & modo, prout ſuperius de aliis quatuor Locis exprimitur; hoc excepto, quod dicta Domicella tunc primò fructus prædictorum duorum Locorum percipere inciperet, ſi Matrimonium contingeret eſſe ſolutum: Obligationem tamen & Jura-menta fidelitatis ex nunc recipiet ipſa, vel ejus Procurator, & obedientiam, in caſu prædicto ſoluti Matrimonii, à Subditis dictorum Locorum, ſicut de quatuor aliis Locis ſuperius nominatis.

Et, ſi eamdem Domicellam ſine liberis mori contingerit, tota Dos ad Patrem ſuum, ſcilicet Dominum Regem Angliæ, vel Hæredem ſuum revertetur.

Et pro eadem Dote, per ipſum Dominum Regem Angliæ, vel Hæredem ſuum in caſu prædicto recuperandâ, obligamus eidem Domino Regi, & Hæredi ſuo, prædicta ſex Loca, cum omnibus pertinentiis & Juribus ſuperius nominatis, in forma, modo & conditione, quibus eidem Domicellæ eadem pro prædicta Dote duximus obliganda.

Si autem prædicta illuſtris Domicella Alienora ſine liberis deceſſerit, de tertiâ parte Dotis prædictæ, & ſi, liberis exiſtentibus, deceſſerit, de tota Dote (reſervata tamen liberis ſuis legitima portione) ſuum pro voluntate condere poterit Teſtamentum.

Item, ſi Dominam Reginam Aragonum, quæ nunc eſt, Caſtra, Civitates, ſeu Villas, & Loca, quæ pro Arris ſuis & Dote tenet obligata, aliquo caſu dimittere contingerit, ſcilicet, Oſcham, Gerundam, Caſtrum de Beſaudon, & Montaneam de Pratis; eadem loca aſſignabuntur, & tradentur, cum pertinentiis dictorum Locorum, Filii Domini Regis Angliæ ſupradictæ, ſi placuerit Domino noſtro Regi Aragonum ſupradicto, pro Arris ſuis & Dote.

Ita quod ex tunc fructus dictorum Locorum percipiat; & eos, non computando in ſortem, ſuos faciat, donec de Dote prædicta ſibi fuerit ſatiſfactum.

Ita tamen quod prædicta Loca, quæ prædicta Domina Regina nunc tenet, ſint eidem Domicellæ pro Arris & Dote, & Patri ſuo & Hæredi ipſius in caſu prædicto obligata, ſimul cum Turolio & Darocha, ſecundum formam, modum & conditionem, quibus alia Loca nominata ſuperius obligantur eidem, ſi Domino Regi Aragon. placuerit, ut eſt dictum, quod permutatio fiat dictorum quatuor Locorum, quæ tenet dicta Domina Regina, cum hiis quatuor quæ traduntur pro Arris dictæ Domine Alienoræ;

Et, poſſeſſione dictorum Locorum, quæ Domina Regina nunc tenet, præſate Domicellæ corporaliter traditâ, prædicta quatuor Loca, ſcilicet, Jacta, Barbaſtrum, Luna & Pertuſia ad dictum Dominum Regem Aragoniæ & ſuos Hæredes liberè revertentur.

De præmiſſis autem ſex Locis, ſuperius aſſignatis, & obligatis eidem Domicellæ, ſecundum formam, modum & conditionem ſupraſcripta, eandem Domicellam, vice & nomine ejusdem Domini noſtri Regis Aragonum, & prædictum Dominum Johannem de Vescy, Procuratorem ipſius Domicellæ, nomine ejusdem recipientem, juxta formam prædictam præſentialiter inveſtimus; præcipientes omnibus Subditis prædictorum quatuor Locorum, ſcilicet, Jactæ, Barbaſtri, Lune & Pertuſiæ, ut eidem Domicellæ, vel ejus mandato in omnibus obediant & reſpondeant, & de omnibus eidem ſatiſfiant in quibus tenentur, & prout Domino noſtro Regi Aragonum obedire, reſpondere & ſatiſfacere conſueverunt.

Et prædicta ſex Loca, ſcilicet, Jactam, Barbaſtrum, Lunam, Pertuſiam, Turolum & Darocham, cum omnibus Juribus & pertinentiis ſuis, libera & absoluta ab omnibus caſtelleis, & aliis honoribus, eidem Domicellæ, aut ejus Procuratori tradere & liberare tenemur, ſecundum formam ſuperius comprehenſam.

Si autem contingerit, in aliquo prædictorum caſuum, Dotem ſolvi ſeu reſtitui dictæ Domicellæ, vel Domino Regi Angliæ, vel Hæredi ejus, ſecundum Conventiones prædictas, prædicta ſex Loca, cum omnibus pertinentiis ſuis, & cum melioramentis ibidem factis, ad Dominum Regem Aragonum, & Hæredes ſuos libera revertantur.

Si vero conſuetudo, uſus, vel forus Regni Aragon. prædictis Paſſis ſeu Conventionibus in aliquo contradiceret vel obſtaret, nos, ex certâ ſcientiâ, conſuetudini, uſui, & foro prædictis, nomine Domini noſtri Regis Aragon. renuntiamus ſpecialiter & expreſſe.

Et hæc omnia & ſingula ſupraſcripta, vice & nomine ejusdem Domini Regis Aragonum, complere, tenere & ſervare promittimus bona fide; & nos facturos, & curaturos quod Dominus noſter Rex Aragonum ſupradicta omnia & ſingula approbat, & ex certâ ſcientiâ confirmabit.

Ad hæc nos Johannes de Vescy, nomine Domini Regis Angliæ, & Domine Alianoræ prædictæ, ejus primogenitæ, prædicta omnia concedimus, laudamus & approbamus; & ad omnia & ſingula ipſum Dominum Regem, & ipſam Dominam Alianoram, & nos ſpecialiter, Procuratorio nomine, obligamus.

Nos vero Alphonſus, prædicti Domini Regis Aragon. primogenitus, & ejus vires gerens, prædicta omnia

ANNO
1282.

nia & singula rata habemus & grata, eadem ex certa scientia confirmantes.

282. In quorum omnium testimonium & majorem firmitatem, nos Bernardus Dei gratia Terrachon Archiepiscopus, & Jarbericus, eadem gratia, Valentia Episcopus, & nos Alfonsus prædicti Domini Regis Aragonum Primogenitus, & nos Johannes de Vescy, Sigilla nostra præsentem Cartæ, per Alphabetum divisæ, cum aliâ Cartâ ejusdem tenoris, duximus apponenda.

Data fuerunt hæc apud Oscam octavo decimo Kal. Septembris, anno Domini millesimo, ducentesimo, octuagesimo secundo:

Præsentibus Testibus,

Domino Infante Jacobo illustris Regis Aragon. Filio,
Domino Jacobo, Dei gratia, Episcopo Osca;
Nobilibus, Abbone de Focibus,
Guilberto de Cradilis;

G. Willielmi de Sancto Vincenti,
Magistro Arnaldo de Curra, Domini Regis Aragonum Cancellario;

Blasco Eximmi de Ayerh.

Blasco Petri de Arbor, Militibus.

Petro Martini de Aragona, Justice Aragon.

Guillelmo Stephani, Hospitalario Sedis Terrachon.

Pontio de Guardi, Canonico Terrachon.

Fernando Petri de Pina,

Raymundo de Toillano.

Magistro Raymundo Sauncii, illustris Regis Anglia Clerico.

Domino Rogero de Chirlanda Milite, &

Magistro Bernardo de Monte Cosino Clerico.

Signum Johannis de Vescy prædicti, qui hæc laudamus & firmamus.

Signum Infantis Alfonsi illustris Regis Aragonum primogeniti, ejus vicæ gerentis, qui hæc laudamus, concedimus & firmamus.

Signum Petri Marchesi Scriptoris prædictorum, Domini Regis Aragonum, & Domini Infantis Alfonsi Notarii publici per totam dominationem suam, qui hoc scribi fecit, & clausit loco, die, & anno præfixit.

LIII.

Doc. **Conditiones Duelli inter PETRUM Regem Aragonie & Siciliæ, & CAROLUM Regem Hierosolymorum prope Burdegalam habendi, ex parte dicti Regis Aragonie juramento firmate. Dat. Messane tertio Kalend. Januarii Anno 1282.**
[RYMER, Fœdera, Conventions, &c.
Tom. II. pag. 226.]

PETRUS, Dei gratia, Aragonie & Siciliæ Rex, ad notitiam præsentium, & memoriam futurorum. Pridem inter magnificum Principem Karolum, Jerusalem Regem illustrem, & nos, mutuo præcedente Tractatu quod ipse Rex eligeret sex de suis Militibus, viros probos & fideles, & nos eligeremus sex de nostris Militibus, viros probos & fideles, qui omnes duodecim Milites, per ipsum Regem Karolum & nos taliter electi, corporali prius per eos præstito juramento, legaliter & bona fide tenerentur eligere locum communem, & statuere terminum ad pugnam faciendam inter ipsum Regem Karolum & centum de suis Militibus ex una parte, & nos ac centum de nostris Militibus ex altera, pro eo quod ipse tamquam petitor nobis apposuit, & apponit quod Nos intravimus Regnum Siciliæ contra rationem, & malo modo, & ipso prius non dissidato, & hoc paratus erat & est probare de suo corpore & centum de suis Militibus contra nostrum corpus & centum de nostris Militibus.

Nosque Rex Petrus prædictus, tamquam defensor, ei respondimus & respondemus, quod in ingressu Siciliæ, vel in aliquo, quod fecerimus contra eum, rem non fecimus unde nostra legalitas minus valeat, vel verecundiam habere debeat in Curia, seu coram aliquo probo viro, & quod pugna de ipso & centum de suis Militibus contra nos & centum de nostris Militibus non placeat.

Nos, de fide, prudentia, & legalitate, ac armorum experientia, Guillelmi de Castro novo Roderici, Eximeni de Luna, Petri de Cheralto, Eximeni de Arce-

TOM. I. PART. I.

da, Radulphi de Manuele de Trapare Militum, & Judicis Rainaldi de Limogiis de Messana, per nos ad hoc positi, & pro uno Milite computati, familiaribus & fidelibus nostrorum, plenarie confidentes, ipsos elegimus, fecimus, constituimus, & ordinavimus, eisque per nostras Patentes Literas exhibuimus plenariam potestatem quod ipsi, una cum Jordano de Insula, Johanne Vice-comite de Trambley, Jacobo de Bruffano, Eustachio de Hardicourt, Johanne de Denisi, & Guillelmo de Salsis Militibus; familiaribus & fidelibus ipsius Regis Karoli, per eum ad hoc electis, factis, constitutis, & ordinatis, prout per Patentes Literas, ipsius Regis Karoli pendente cereo Sigillo munitas, evidenter apparuit & apparet,

Corporalibus inter ipsos duodecim, hinc & inde electos, pro parte ipsius Regis Karoli & nostra, ac ipsorum taliter electorum, hinc inde receptis & præstitis juramentis, legaliter & bona fide possent eligere & eligere locum communem, & terminum statuerent competentem, ad pugnam hujusmodi faciendam inter ipsum Regem Karolum & centum de suis Militibus, ac nos & centum de Militibus nostris;

Certumque prægerent terminum, in quo ipse Rex Karolus, cum centum de suis Militibus, & nos, cum centum de nostris Militibus, commode esse possimus; & simus in loco, quem prædicti duodecim, per ipsum Regem Karolum & nos taliter electi, ad pugnam hujusmodi faciendam unanimiter & concorditer ducerent eligendum.

Dedimus autem eisdem quinque Militibus, & dicto Judici Rainaldo, pro Milite computato, familiaribus & fidelibus nostris, plenariam potestatem, quod ipsi securitates necessarias, quas inspicere, oportunas, nomine nostro præstare & recipere, ac prædicta omnia & singula, (quæ, sub hypotheca bonorum nostrorum, rata & firma habere, ac inviolabiliter observare promissimus) tractare, eligere, ordinare, statuere possent, facere libere & terminare.

Adjecimus autem quod, si aliquis, vel aliqui ex prædictis nostris quinque Militibus, & Judice pro Milite computato, infirmitate, vel quovis aliquo casu emergente, in prædictis, vel aliquo prædictorum interesse personaliter non posset, vel non posset; totidem, quot ex prædictis nostris sex essent taliter impediti, eximerentur de numero prædictorum sex Militum, per ipsum Regem Karolum ad prædicta taliter electorum; & reliqui, tam per eundem Regem Karolum, quam per nos electi, unanimiter & concorditer ea omnia & singula possent libere perficere & complere.

Et hoc idem servaretur si aliquis, vel aliqui, de prædictis sex Militibus, per ipsum Regem Karolum electis, essent infirmis, vel casu quovis alio præpediti; ita, videlicet, quod totidem eximerentur de numero prædictorum quinque Militum, & Judicis loco Militis computati, per nos taliter electorum; & reliqui qui forent residui, tam per ipsum Regem Karolum, quam per nos electi, ea omnia & singula perficere possent libere & terminare.

Et ea omnia & singula, quæ prædicti quinque Milites, & unus Judex, loco Militis computatus, per nos electi, iidemque sex Milites ab ipso Rege electi, vel ex eis omnibus electis ab utraque parte, aliquo vel aliquibus ex una vel altera parte præpedito seu præpeditis, & totidem ab una parte vel altero exempto vel exemptis, reliqui concorditer & unanimiter in prædictis omnibus & singulis tractarent, eligerent, ordinarent, statuerent, facerent, terminarent, & jurarent, sub eadem hypotheca bonorum nostrorum, rata & firma habere, & inviolabiliter observare promissimus, & juravimus, tactis corporaliter Evangeliiis Sacrosanctis; securitates etiam omnes & juramenta præstare, obligationes ponere, & cautiones cujusunque generis præbere, quas prædicti duodecim, ab eodem Rege Karolo & nobis electi, vel residui ex iis, aliquo vel aliquibus ab una parte vel altera exempto vel exemptis, à nobis ducerent postulandas;

Prout hæc omnia in patentibus Litteris nostris, in testimonium inde confectis, & pendente Sigillo nostro munitis, eidem Regi Karolo ex parte nostra exhibitis (quarum est data Messane septimo Kal. Januarii anno ab Incarnatione Domini millesimo, ducentesimo, octuagesimo, secundo) plenius & apertius continetur.

Idem autem Rex Karolus prædictus Jordanum de Insula, Johannem Vice-comitem de Tambley, Jacobum de Bursano, Eustachium de Hardicourt, Johannem de Denisi, & Guillelmum de Salsis, familiares & fideles suos, ad hoc pro se elegit, fecit, constituit, & etiam ordinavit, dans & concedens eisdem, pro parte sua, consimilem per omnia potestatem; prout in Patentibus

G g g

Literis

ANNO
1282.

Literis ipsius Regis Karoli, in testimonium inde confectis, & pendente Sigillo suo munitis, nobis, pro parte ipsius Regis Karoli, exhibitis (quarum est data Rhegii, anno Domini millesimo ducentesimo octuagesimo tertio, die viceima sexta Mensis Decembris, undecima Indictionis) plenius continetur.

Et licet data, tam prædictarum ipsius Regis Karoli & nostrarum, quam etiam præsentium, & aliarum, pro parte ipsius Regis Karoli, præsentibus consimilium Litterarum, videatur in annis Domini discordare;

Eo quod earundem Litterarum nostrarum data posita est anno Domini millesimo, ducentesimo, octuagesimo, secundo, secundum consuetudinem Regni Aragonum, & quamplurium aliarum partium ultramontanarum, quæ annus ab Incarnatione Domini computatur;

Et earundem Litterarum dicti Regis Karoli data posita est, secundum Romanæ Ecclesiæ, totiusque fere Italici consuetudinem generalem, anno Domini millesimo ducentesimo octuagesimo tertio currente, quæ annus a Nativitate Domini computatur.

Horum annorum descriptione diversâ (scilicet, octuagesimi tertii, & octuagesimi secundi) secundum diversitatem Regionum in positione a vocabulo discordante, uno tamen & eodem in existentia permanente, nullum autem propter hoc aliquibus dubium generetur;

Sed sit una singularis consentiendo, quod tam prædictæ de potestate, ipsis duodecim tradita ex parte ipsius Regis Karoli & nostra, quam præsentis, & ipsius Regis Karoli his similes & correspondentes, censentur fuisse uno & eodem anno, die, menseque confectæ.

Præfati quoque sex Milites, per eundem Regem Karolum, ac præfati quinque Milites & unus Iudex pro Milite computatus, per nos electi, seu constituti & ordinati, in Regali Palatio nostro Messanæ pariter congregati, & ad perfectionem hujus negotii procedentes, post tractatus multiplices, discussiones diversas, examinationes varias, indagationesque subtiles, perpenso, ac diligenti, & deliberato consilio, inter eos ex potestate, ipsis ab eodem Rege Karolo & nobis per eandem Literas tradita, unanimiter & concorditer elegerunt.

Quod prædicta pugna, inter nos & centum de nostris Militibus, ac dictum Regem Karolum & centum de suis Militibus faciendâ, fiat in posse Regis Angliæ; videlicet, in Vasconia, in Territorio Civitatis Burdegalensis, in aliquo campo, vel placea ipsius Territorii, quem vel quam iudex Rex Angliæ magis convenientem pro utraque parte iudicabit ad pugnam ipsam de ducentis Militibus faciendam, & quod locus ipse, in prædicta pugna fieri debet, sit circumdatus & bene clausus palis & clausuris aliis opportunis, ita quod nullus, pedes vel eques, locum ipsam possit intrare, vel exire nisi per portas.

Statuerunt etiam prædicti duodecim, per ipsum Regem Karolum & nos electi, præfato Regi Karolo & nobis terminum, ad præstantiandum nos coram Rege Angliæ prædicto, in eadem Civitate Burdegalensi, ad pugnam hujusmodi faciendam, nostrum quemlibet cum prædictis nostris centum Militibus, primum diem Mensis Junii, primo futuri hujus undecimæ Indictionis.

Adceperunt etiam iidem duodecim, per ipsum Regem Karolum & nos electi, quod id, quod de præsentatione prædicti Regis Karoli & nostra, coram eodem Rege Angliæ faciendâ, dixerunt, ut superius est expressum, sic volunt intelligi, quod ipse Rex Karolus & nos, in prædicto loco & termino, nos debemus coram dicto Rege Angliæ præsentare, ad pugnam hujusmodi faciendam.

Et, si ipse Rex Angliæ in eodem loco & termino personaliter esse non possit, idem Rex Karolus & nos presentemus nos coram eo quem idem Rex Angliæ miserit specialiter ad recipiendam præsentationem hujusmodi loco sui;

Et, si ipse Rex Angliæ in eodem loco & termino præsens non fuerit, nec aliquem ad hoc specialiter miserit loco sui; dictus Rex Karolus & nos teneamur nos præsentare coram eo, qui vices dicti Regis Angliæ gesserit in loco prædicto.

Ordinaverunt etiam & statuerunt prædicti duodecim, quod prædicta pugna, inter prædictum Regem Karolum & nos faciendâ in loco prædicto, non fiet coram aliquo de gente ipsius Regis Angliæ, nisi ipse Rex Angliæ personaliter esset præsens; salvo si, ad pugnam ipsam taliter faciendam, ipse Rex Karolus & nos efferemus in communem concordiam & assensum;

Et quod, si in prædicta die ipse Rex Angliæ præsens

in prædicto loco non esset, idem Rex Karolus & nos teneamur ipsum Regem Angliæ, vel responsonem suam de veniendo, vel non veniendo ad locum ipsum, à die prædicto dato, usque ad triginta dies expectare.

Et, ut ipsius Regis Angliæ præsentia modis omnibus procuraretur, voluerunt, & statuerunt prædicti duodecim, quod ipse Rex Karolus & nos, quilibet per se, promittamus & juremus, quod legaliter & bona fide procuremus, pro posse, sine fraude, vel ingenio quolibet, diligenter & sollicitè faciamus, & facere studeamus, quod idem Rex Angliæ ad prædictum statutum diem primum, primo futuri Mensis Junii, in eadem Civitate Burdegalensi, sita in Vasconia, præsens sit personaliter, & Litteras, per ipsum Regem Karolum & nos, coram ipso offerendas, ipse Rex Angliæ recipiat, ad pugnam hujusmodi faciendam.

Ordinaverunt etiam & statuerunt prædicti duodecim, quod ipse Rex Karolus & nos, cum nostra utriusque Comitivæ, donec in Vasconia moram egerimus, pro pugna hujusmodi faciendâ, & etiam per octo dies post eundem terminum completum, pro recedendo inde & eundo quo utrique nostrum placeuerit, nos & dictæ nostræ Comitivæ in personis, animalibus, & rebus; quas nos & ipsæ nostræ Comitivæ nobiscum duxerimus & portaverimus, ad pugnam hujusmodi faciendam, nos ad invicem nullatenus offendamus;

Sed, quod duodecim Trengas & securitates (quas, utriusque nostrum nomine, sibi dederunt & fecerunt ad invicem, ac eidem Regi Karolo & nobis indixerunt) ordinaverunt, donec in Vasconia, pro eadem pugna faciendâ, manserimus, & etiam per octo dies post communem terminum completum, pro recedendo inde & eundo quo utrique nostrum placeuerit, Trengas & securitates ipsas nos & Comitivæ nostræ inviolabiliter observemus.

Ordinaverunt insuper, & statuerunt, & etiam firmaverunt prædicti duodecim, quod prædictus Rex Karolus & nos legaliter & bona fide debeamus promittere & jurare.

Quod quicunque nostrum prædictorum duorum Regum, videlicet prædicti Regis Karoli & nostri Petri, (legitimo, aperto & bene probato corporis cessante defectu) ad præfatos diem & locum, præfato Regi Karolo & nobis statutos & præfixos ad pugnam hujusmodi faciendam, defecerit; & in eodem die, qui erit dies primus primò futuri Mensis Junii, & in eodem loco, qui est Civitas Burdegalensis, sita in Vasconia, in potestate Regis Angliæ, cum eisdem centum suis Militibus præsens non fuerit, ut est dictum,

In antea & toto tempore vite sue se tenere debeat pro devicto, perjuro, falso, fallito, infideli, & proditore, & quod nunquam sibi adscribere debeat nomen Regium & honorem; quin immo, ipso facto, remaneat nomine & honore Regio, & quilibet alterius officii seu dignitatis exutus, spoliat, & perpetuo privatus, & tamquam devictus, perjurus, falsus, fallitus, infidelis, & proditor infamis sit & perpetuo habeatur.

Et, si hoc aliquis ei opposuerit publice vel occulte, negare non possit, sed confiteri publice teneatur, prout hæc omnia, per prædictos duodecim electos ordinata, statuta, & firmata sunt, in duobus consimilibus Patentibus Litteris, pendentibus Sigillis eorumdem duodecim munitis, inde confectis (unâ ex eis præfato Regi Karolo, aliâ vero nobis tradita ad cautelam) plenè satis & evidenter appareat.

Nos autem, præfatus Rex Petrus, nolentes in his de contingentibus quicquam omittere, vel aliquem ex parte nostrâ intervenire defectum; quin immo volentes prædicta omnia & singula, per præfatos duodecim electos ordinata, statuta & firmata, quantum in nobis est, complere totaliter & inviolabiliter observare,

Bona & spontanea voluntate nostra legaliter & bona fide promittimus, & juramus, tactis corporaliter Evangeliiis Sacrosanctis, quod, si ad eosdem diem & locum, eidem Regi Karolo & nobis per eosdem duodecim præfixum & statutum, ad pugnam hujusmodi faciendam, defecerimus; & in eodem die, qui erit primus dies primò futuri Mensis Junii, hujus undecimæ Indictionis, & in eodem loco, qui est Civitas Burdegalensis, sita in Vasconia, in potestate Regis Angliæ, cum eisdem centum nostris Militibus, personaliter præsentem non fuerimus ad pugnam hujusmodi faciendam, prout per prædictos duodecim ordinatum & statutum est, & superius continetur, ab eodem primo die proximo futuri Mensis Junii, hujus undecimæ Indictionis, in quâ sic defecerimus, & in eadem Civitate Burdegalensi, cum eisdem centum Militibus,

ANNO
1282.

NO tibus, ad pugnam ipsam faciendam, personaliter præ-
sentem non fuerimus, 82.

In antea, & toto tempore vite nostre, nos tenebimus pro devoto, perjuris, falso, fallito, infidelis, & proditoris: Et quod nobis nomen & honorem Regium nunquam adscribimus, quia immo volumus & consentimus expresse quod, ex tempore ipso prædicto, remaneamus nomine & honore Regis, & in quolibet officio seu dignitate alterius, exanti, ipsiati perperis & prout, & tamquam devictis, perjuris, falsis, fallitis, infidelis, & proditoris injuriis finis & perpetuo habeamur.

Et, si hoc aliquis nobis opposuerit publice vel occulte, nullatenus hoc negemus, nec negare possimus; sed hoc confiteamur & teneamur ubique publice confiteri.

Et, ut hæc omnia ed promaneant firmiora, quod plurimum, fide clarorum, testimoniis & asseverationibus fuerint roborata, infrascriptis quadraginta Militibus affectuose rogavimus & rogamus, quod ipsi hæc omnia, quæ nos facturos & completuros promittimus, pro nobis & nostro nomine promittere debeant & jurare,

Nos autem prefati quadraginta Milites, videlicet,

Guillelmus de Castro novo Roderici,
Eximius de Luna,
Petrus de Cheralto,
Eximius de Arceda,
Radulphus de Mancele,
Judex Ramaldus de Limogis, ad hoc pro Milite computatus
Arnaldus Rogerii Comes Palmaris,
Ermangandus Comes Urgellensis,
Petrus Ferrandi, dicti Regis Petri,
Jacobus Petri Filius ejusdem Regis,
Lupus Ferrandi de Luna,
Pontius de Ribellis,
Santius de Antillone,
Petrus Arnaldi de Burmac,
Alanus de Lentinio Regis Sicilie Magister Justitiarius,
Gildonus de viginti milliis Comes Issole Major,
Fredericus Musca Comes Major,
Orlandus de Asello,
Galterius de Calatagirona,
Bernardus Rogerii de Benit,
Rogerius de Lauria,
Lupus Ferrandi de Trussillo,
Bernardus de Montepavana,
Petrus Gaspar de Nise,
Bertrandus de Belloposio,
Guillelmus de Ballera,
Gustas de Arasur,
Eximius Lupus de Angon,
Raymondus de Melina,
Simox de Laura,
Blasius Massia de Gabalur,
Eginius Roderici de Montangua,
Gustas Arnaldi de Til,
Berengarius de Esfiguro,
Gauterius de Villa Franca,
Raymondus de Corrada,
Jacobus de Obliis,
Giraldus Esfor,
Stephanus Nunciis, &
Blasius de Alafiam.

Ad preces & requisitionem dicti Regis Petri, bona & spontanea voluntate nostra promittimus, & juramus, tactis Evangelis Sacrosanctis, nos legaliter ac bona fide, pro posse, facturos & cgratos, quod ipse Rex Petrus prædicta omnia & singula, per eum promissa & jurata, firmiter adimplebit, & inviolabiliter observabit.

Et si, quod absit, contingeret quod ipse Rex Petrus (legitimo, aperto, & bene probato corporis cessante defectu) ad prædictos diem præsum & locum statum deficeret, & in eodem primo die Mensis Junii primo futuri, in eadem Civitate Burdegalensi, sita in Vasconia, in potestate Regis Anglie, cum eisdem centum Militibus personaliter præsens non fuerit ad pugnam hujusmodi faciendam prout per eosdem duodecim ordinatum & statutum est, & per ipsam Regem Petrum promissum est, & firmiter juratum,

Nos ex eo tempore incontinenti societatem ac commercium ipsius Regis Petri, velut de dictis promissionibus & conventionibus ex tempore devicti, perjuris, falso, falliti, infidelis, & proditoris, totaliter & perpetuo

TOM I. PART. I.

deferemus, & nunquam postea toto tempore vite nostre, cum eo erimus, nec ei prestabimus in aliquo auxilium, consilium, vel favorem, verbo vel opere, publice vel occulte.

Et nos, prefatus Rex Petrus, si, quod absit, in præmissis omnibus (legitimo, aperto, & bene probato corporis defectu cessante) defecerimus, ex nunc volumus & consentimus, expresse, quod ipsi prædicti quadraginta Milites ab omni fidelitatis, homagii, & quolibet alio juramento, quo nobis teneantur, prorsus sint liberi, & remaneant penitus absoluti.

In quorum omnium testimonium & evidentiam plenior nos, prefatus Rex Petrus, & nos, prædicti quadraginta Milites, præsentis Litteras, de mandato & voluntate nostrâ inde confectas, pendendum Sigillorum nostrorum appositionibus dextris muniendas.

Datum Messane, tertio Kalendas Januarii, anno ab Incarnatione Domini millesimo ducentesimo octuagesimo secundo; Regnorum nostrorum Aragonie anno septimo, Sicilie vero primo.

LIV.

Tractatus Treugarum inter PHILIPPUM IV. 1286.
Regem Francie & ALFONSUM Regem Aragonie, mediante EDUARDO I. Rege Anglie, 25. Juul.
conclusus. Dat. Parisiis octavo Kal. Augusti, Anno 1286. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. II. pag. 330.]

UNiversis Christi fidelibus, ad quos præsentis Litteræ pervenerint, Edwardus, Dei gratia, Rex Anglie, &c. salutem in Domino sempiternam.

Cum carissimus Dominus & consanguineus noster Philippus, Dei gratia, Rex Francie illustris, ad requisitionem & preces nostras,

Nobis concessit plenariam potestatem, si sanctissimo Pontifici placuerit, concedendi Treugas usque ad Festum Sancti Michaelis Septembris, anno Domini millesimo ducentesimo octuagesimo septimo, de se & Regnis suis, Gentibus, Vassallis & Valtoribus suis eorumdem Regnorum, magnifico Principi Domino Alfonso Regi Aragonie illustri, Aragonie Valentieque Regis, atque Comitatus Barchinonæ, Terrisque aliis quas possidet in præfati Gentibus, Vassallis, & Valtoribus suis eorumdem Regnorum, Comitatus, pariter & Terrarum.

Nos, ex hujusmodi potestate nobis concessa, Petro Martini de Arifono Militi, Johanni de Zeppata, Procuratoribus prædicti Alfonsi incliti Regis Aragonie, habentibus recipiendi easdem Treugas plenariam potestatem & speciale mandatum, pro ipso Alfonso Rege præfati Aragonie, Regis, Comitatus & Terris prædictis, ac suis Vassallis, Valtoribus ipsorum Regnorum, Comitatus, & Terrarum, dictas Treugas, si summo Pontifici placuerit, concessimus usque ad terminum supradictum;

Intra quam Treugam, de voluntate expressa prædicti Domini Regis Francie, & prædictorum Procuratorum dicti Regis Alfonsi incliti volumus nobilem virum Domini Jacobum, Patrum supradicti mirifici Regis Aragonie, Gentes, Vassallos, Valtores suos, & Terras quas possident in præfati, si tamen hoc suæ, scilicet memorati Jacobi, placuerit voluntati; super quo usque ad octabas Assumptionis beate Virginis suam nobis, vel Nunciis nostris, propter hoc specialiter destinandis, declarare tenebitur voluntatem.

Si autem dictus Jacobus Treugam non acceptaverit memoratam, & guerram fecerit præfati Domino Alfonso Regi, Aragonie Valentieque Regis, ac Com. Barchinonæ, & aliis Terris quas possident in præfati, Vassallis, Valtoribus suis eorumdem Regnorum, Comitatus pariter & Terrarum, prædictus Rex Francie Vassalli & Valtores sui non juvent dictum Domini Jacobum in aliquo, in invasione hujusmodi faciendam.

Et vice versa, si dictus Dominus Rex Aragonie, Gentes, Vassalli, aut Valtores sui dictum Domini Jacobum, Patrum suum, pacifice se habentem, aut Terras, vel Caltra quas nunc tenet vel possidet, primo invaderent; & dictus Jacobus, Gentes, Vassalli, aut Valtores sui eundem Domini Regem Alfonso, Gentes, Vassallos, aut Valtores ipsius, Terras vel Caltra, quas possident in Catalonia, vel alibi, invadere voluerint ex post facto; liceat Domino Regi Francie, ejus Gentibus, Vassallis, & Valtoribus eundem Jacobum & suos, tam in defensione Terrarum & Gentium

Ggg 2

diſi

ANNO 1286. didi Domini Jacobi, quam in aggressionem, seu in invasionem Terrarum seu Gentium supradicti Domini Regis Alfonsi, modis quibus voluerint adjuvare.

Ceterum, si dictus Dominus Jacobus primo invaderet Terras, quas vel quæ sepefatus Alfonsus Aragonie Rex illustris, Vassalli, & Valitores sui earundem Terrarum, pacifice se habentes, nunc tenent & possident; hactenus sit memorato Regi Alfonsi, Vassallis & Valitoribus suis, invadere & impugnare Terram Domini Jacobi supradicti, & Vassallorum suorum, ubicunque in prædictis Terris extiterint; & Rex Francie, Vassalli, & Valitores sui non juvabunt in aliquo Dominum Jacobum supradictum, nec Vassallos, nec Valitores ejusdem.

Sive autem præfatus Dominus Jacobus infra Treugam prædictam esse voluerit, sive non, Castra tamen, quæ tenent in Terris de Russellone & Ceritonia Vassalli & Valitores ipsius præminati Regis Alfonsi, & Domini eorumdem Castrorum, infra Treugam prædictam existant, quæ inter illustrem Regem Francie & prædictum nobilem Regem Aragonie est superius ordinata; hoc salvo quod, dicto Domino Jacobo, pro se Treugam non acceptante prædictam, si ipse in Terra de Russellon, vel Ceriton. aliqua Castra, Vassallorum ejusdem nobilissimi Regis Alfonsi, obfessa teneat in presenti, in obfessione incepta Dominus Rex Francie juvare possit eundem.

Quæ obfessio, sive sponte decesserit, sive alio quocunque casu, fuerit resoluta, si idem Jacobus dicta Castra, vel eorum aliqua, vel aliquod vellet iterum obfidere, Vassallis, dicta Castra tenentibus, pacifice se habentibus, Rex Francie illustris in hoc casu, Treugam durante, dictum Jacobum non juvabit; nec dictus Alfonsus juvabit ipsos Vassallos, si, post obfessionem amotam, vel aliâ resolutam, primitus invaderent Dominum Jacobum supradictum, vel Terram quam tenet ad præsens.

In hac liquidum Trenga Comitum Fuxen. Reymundum Rogerii, & alios Vassallos, Valitores, & Gentes Regis Francie, quoad Terras, quas in Catalonia, Russellon, & Ceriton. possident, pacifice se habentes, in forma prædicta ordinavimus comprehendere, sive dictus Dominus Jacobus pro se dictam Treugam voluerit, sive noluerit acceptare.

Omnia autem verba, atque adverbia, superius memorata, quæ designationem præsentis temporis repræsentant, ad diem octavum Assumptionis gloriose Virginis referantur.

In quorum omnium testimonium & plenam fidem, præsentem paginam Sigilli nostri fecimus patrocinio communiri.

Dat. & actum Paris. octavo Kal. Augusti, videlicet, die beati Jacobi Apostoli, anno Gratie millesimo ducentesimo octuagesimo sexto.

LV.

1290. *Patium Matrimonii inter CAROLUM Regem Aragonum & MARGUARITAM Filiam CAROLI II. Regis Sicilie.* [Thesaurus Novus Anecdotorum, Tom. I. Col. 1236. Ex MSS. cl. V. Petri Mesnard, Urbis Turonensis Pæfetti.]

CAROLUS Dei gratia Rex Jerusalem & Sicilie, Ducatus Apulie, Principatus Capue, Andegavia, Provincia & Folcalquerii Comes, tenore præsentium notum facimus universis, quod cum nos, obrentis super hoc licentia & assensu Sanctæ Romanæ Ecclesie, ad tractandum de Pace inter ipsam Romanam Ecclesiam ac magnificos Principes, & eadem gratia PHILIPPUM Francie, CAROLUM Aragonie, & Nos Jerusalem & Sicilie Reges ex una parte, atque ALPHONSUM Filium quondam PETRI Regis Aragonum ex altera parte, pro exaltatione Fidei Christiane, acceleratione succursus Terra-sanctæ, recuperatione Insule Sicilie, quibus posset vacare liberius, necnon pro liberatione Obfidum nostrorum, qui sub dicti ALPHONSI potestate tenebantur, proponeremus interponere partes nostras; cumque ad Tractatum hujusmodi effectum mancandum nobis expediens plurimum videretur, si inter dictum CAROLUM Regem Aragonum, Fratrem dicti Regis Domini Francie, & Domicellam MARGUARITAM nostram, Matrimonium fieret, præfatum Dominum Regem Francie super hæc cum instantia duximus requirendum: cum quo post Tractatus

varios, certas exinde Conventiones fecimus: quæ inter alia continent, quod nos prædictam Filiam nostram dicto CAROLO Regi Aragonum in uxorem dabimus, mediante dispensatione Sedis Apostolicæ jam obtentâ, & præfatus Dominus Rex Francie procurare teneatur, quod idem CAROLUS Rex Aragonum eandem Filiam nostram accipiet in uxorem. Item, quod nos dabimus eidem CAROLO cum ipsâ MARGUARITA Comitatus Andegavia & Cenomanie, totamque Terram quam habemus in Andegavia & Cenomania, & locis inherentes, seu vicinis, adjectis Padis & Conventionibus quæ sequuntur; videlicet quod si inter jam dictas Partes pacificari contingat, & idem CAROLUS jus quod habet in Aragonia Valentieque Regnis, ac Comitatu Barchinonia, ex deputatione facta auctoritate dictæ Sedis quittaverit, quod ad requisitionem nostram, vel Heredis nostri, accedente ad hæc consensu Romanæ Ecclesie facere, Pace interveniente, teneatur, habeat et tunc ipse, & etiam posteritas post eum, sive ex dicta Nata nostra, sive ex alia Coniuge legitima descenderit, in propriam Hereditatem, tamquam si ei à suis Parentibus obvenisset, Comitatum totamque Terram Andegavia & Cenomanie, ut est dictum: si tamen idem CAROLUS præmoriatur Filie nostræ, prole non extante de Matrimonio eorumdem, dicta MARGUARITA, quamdiu vixerit, totam Terram ipsam tenebit: sed ea de medio sublata, etiam si prolem ex alio viro suscepit, prædicti Comitatus, seu Terra cum suis pertinentiis liberè & integrè deveniant ad prædictum Dominum Regem Francie, vel Heredem suum similiter Regem Francie: & si proles ex eadem corpore dicti CAROLI deficeret, ad ipsum Dominum Regem Francie, vel Heredem suum similiter Regem Francie, expressè conventum est, quod si Pax hujusmodi non fuerit, procedente Matrimonio prædicto, & ipso CAROLO jure suo in dictis Aragonia Valentieque Regnis, & Barchinonenfi Comitatu retinente, vel illud sine nostra, vel Heredis nostri requisitione quittaverit, Comitatus, seu Terram Andegavia & Cenomanie cum pertinentiis suis, ut prædictum, nihilominus assignabimus ipsi CAROLO in Matrimonium cum dicta Filia nostra, tali conditione appositâ, quod si prolem ex dicto Matrimonio reliquerit, ipsa proles, salvo dictæ Filie jure balli, secundum locorum consuetudinem, in ipsis Comitatus, seu Terris succedat; sed ipso CAROLO sine prole ex eodem Matrimonio decedente (quod absit) supervivente dictâ Filia nostra, Comitatus Cenomanie eidem Filie nostræ ad vitam suam remanebit, & Comitatus Andegavia ad nos, vel principalem Heredem nostrum, statim post obitum dicti CAROLI, liberè reverteretur. Verumtamen si ipse Comitatus Cenomania à Dotatio Domine & Matris nostre MARGUARITÆ Regine Jerusalem & Sicilie, nondum fuerit liberatus, habeat ipsa Filia nostra super Comitatu Andegavia tria milia librarum Andegavensium monetæ, dicto Dotatio solummodo durante; eodem verò Dotatio deficiente, cessabit perceptio ipsarum trium millium librarum Andegavensium. Conventum est etiam, ut quocunque modo, sive in Hereditatem, sive in Matrimonium, dicta Terra, seu Comitatus ipsi CAROLO fuerint assignati, dicta Filia nostra si eidem CAROLO, prole de eorum Matrimonio extante, supervivat, jure balli secundum locorum consuetudinem sibi salvo, habeat etiam post ballum finitum cum Dotatio illo quod in propria Terra dicti CAROLI percipit, quod ad tria milia librarum Turonensium annui redditus per dictas Conventiones est statutum: & tenebit atque expectabit, quamdiu ipsa vixerit, totum Comitatum Cenomanensem, de quo nihil alienare poterit, quum ad prolem eorum, si extet, vel ad Dominum Regem Francie, seu ad Heredem suum Regem Francie, si ipsa proles defecerit; Pace interveniente, ut dictum est, plenè & liberè cum suis pertinentiis deveniant post obitum prædictæ MARGUARITÆ: & post ballum finitum, Comitatum Andegavensem statim eidem proli derelinquit. Item, per easdem Conventiones tenebamus dictos Comitatus, seu Terras Andegavia & Cenomanieque, quocunque modo ipsi CAROLO fuerant assignati, liberare ab illa pensionem annua sive assignatione, quam exinde habet & percipit Amita nostra MARGUARITA Regina Francie, & à Dotatio dictæ Matris nostre MARGUARITÆ Regine Jerusalem & Sicilie Conforors nostra, ab omni eo præterea quod habebat, vel habere, seu petere poterat in eis Domicella MARIA de Jerusalem, aliisque Obligationibus & Juribus universis, sed ad redemptionem nostri, pro hujusmodi liberatione & exoneratione procuranda habere, & percipere debebimus totum emolumentum quatuor auxiliorum, Terrarum, seu Comitatum eorumdem; videlicet

cet pro redemptione nostra, pro militia Filii nostri, pro Terra nostra racheto, & pro Mariagio Filia nostra predicta. Ceterum cum prefata MARGUARITA Francia, & MARGUARITA Jerusalem & Sicilia Regina oblatam à nobis tibi recompensationem congruam, pro iis quæ percipiunt, seu habent in ipsis seu Comitibus predictis acceptare, & renuntiare Juri pensionis & Dotalitii predicti renuerint, inter nos ex una parte, & prefatos Dominum Franciæ, & CAROLUM Aragoniæ Reges ex altera, de novo conventum est, & in Pactum deductum, quod nos ab omnibus aliis oneribus specialiter & generaliter supra expressis, dictos Comitatus, seu Terras Andegaviæ & Cenomaniæ cum suis pertinentiis dicto CAROLO liberis & absolutis cum dicta Filia nostra trademus, & traditos habebit idem CAROLUS pro recompensatione oneris, pensionis, seu assignationis Dotalitii Franciæ & Jerusalem, & Sicilia Reginarum predictarum in ipsis Terris seu Comitibus remanentis, quadraginta-quinque millia Tur. nigrorum in terminis, & modo qui sequitur. De predicto siquidem emolumento quatuor auxiliorum ad nos per dictas Conventiones pertinente, quod præsentem quodam viro probo à nobis deputando, auctoritate dicti CAROLI Regis Aragoniæ colligetur, percipiet dicta Domina & Mater nostra MARGUARITA Jerusalem & Sicilia Regina octo millia librarum Tur. nigrorum, in quibus ei tenemur, & nos inde percipiemus sex millia librarum ejusdem monetæ ad opus nostrum, ex primis leveis emolumentorum predictorum, & totum residuum eorumdem habebit ipse CAROLUS in solutionem & acquisitionem dictæ summe quadraginta quinque millium librarum Turonensium nigrorum: ita quod quicquid supererit de ipsa summa eidem CAROLO solvendum, quod non percipit ex emolumentis eisdem, quod remanserit solvere tenemur eidem CAROLO, vel ejus Procuratori, seu mandato in domo Templi Parisius, scilicet tertiam partem ejus quod remanserit in Festo Resurrectionis Dominicæ, quod erit anno ejusdem MCCCXIII. reliquam vero partem tertiam in eodem Festo anni sequentis immediate, & aliam tertiam partem in ipso eodem Festo anni proxime subsequentis. Adjectum quoque est eisdem Conventionibus, certis auxiliis, sive subventionibus Domino Regi Franciæ per Romanam Ecclesiam faciendis, sicut habetur plenius in Litteris sub Sigillis Dominorum G. Episcopi Sabiniensis, & B. Sancti Nicolai in Carcere Tullianensi, Diaconi Cardinalis, & dicti Domini Regis Franciæ, & nostro hinc confectis, quod nos, recuperata Insula Sicilia, tenemur dictos Franciæ & Aragoniæ Reges, ad conquirendum Aragoniæ & Valentiniæ Regna, ac Comitatum Barchinonensem, nisi Pax intervenierit predicta, juvare cum gentibus, & posse omnium Terrarum nostrarum. Tenemur etiam procurare quod dicta MARIA Regina Jerusalem & Sicilia Coniux nostra totum jus Dotalitii sui, & aliud quod habere & petere possit in futurum in dictis Comitibus, seu Terris Andegaviæ & Cenomaniæ, ac eorum pertinentiis & adjacentiis quittabit, & ei renuntiabit omnino, quodque primogenitus noster & alii liberi nostri expresse consentient eis quæ superius conventa sunt & dicta, & ea laudabunt & approbabunt, ad eorum observantiam efficaciter obligando, & quod tam ipsi liberi, quam ipsa Coniux nostra super quittance & renuntiatione, consensu & approbatione hujusmodi suas Patentes Litteras dicto CAROLO Regi Aragonum dabunt, vel alias fide dignas, quæ omnia & singula, prout superius continetur, ex parte nostra conventa & dicta bonâ fide sub obligatione omnium bonorum nostrorum mobilium & immobilium, presentium & futurorum, sive in Regno Franciæ, sive alibi fuerint, promittimus nos facturos integrè & firmiter servaturos tenore presentium, sacro-sanctam Romanam Ecclesiam, cui nos & omnia nostra, quantum ad hoc supponimus, requirentes quod nos, ac Successores nostros ad faciendum, complendum, & observandum præmissa de plano & sine judicio strepitû coërcet temporaliter per occupationem & districtionem omnium bonorum nostrorum predictorum. In quorum omnium testimonium, præsentibus Litteris Sigillo nostro fecimus communiri.

Actum Sylvanensis anno Domini MCCCXC. die XVIII. præsentis Mensis, III. Indictionis, Regnorum nostrorum Jerusalem & Sicilia anno VI.

LVI.

92. Propositions de Paix faites au Comte de HANNAULT par PHILIPPE Roi de France, & Fevr. dressées à Paris le 15. de Fevrier 1292. [The-

ſaurus Novus Anecdotorum, &c. Tom. I. Col. ANNO 1243. Ex Cartario Hannoniensi Dominorum de Avesnis.] 1292.

Il est dit ordene par le Roi entre lui & le Conte de Hannault que li Cuiens rendra sans contredit & sans delai tous les damages fais par lui u par ses Gens à nos Gens, nos Sogies, & à chiaux qui sont en nostre garde: & entremera tous les jugies fais en nostre Court contre lui.

II. Apries pour les despis & les desobeissances fais à nos Giens au Castiel de Boucaing, les portes dudit Castiel seront tantos abatuës & portées à terre, & ne seront remises, se n'est par nostre volentet.

III. Apries pour les missions que nous avons faitës pour vengier la desobeissance le Conte, li Cuiens non payera quarante milles lib. Tornois tant il no payera tantos une somme, & le remanant par tiermes à nostre volenté.

IV. Apries il nos enverra tantost en nostre prison en Casteler à Paris, son Balifu qui fu, & Biernet son Siepant pour iaus punir à nostre volenté.

V. Apries il fera & pourchacera que li Castelain & li grand homme de Haynau juront en nostre main, & si lieront aus & leur Hoirs à ce meismes sairement que se autrefois li Cuiens, u li Hoir Conte de Haynau se desobeissioient, u messaioient en nous u nos Hoirs Rois de Franche, en la Terre d'Ustrevant, que il tiend de nous, en quelle maniere que ce fust, il se roient pour nous & en nostre aide, eus & leur poir contre ledit Conte qui ce seroit, u seroit faire, & tout chou pourchacera li Cuiens, & les queis & assolt des orendroit il dis Cuiens de la foy, en quoi il sunt & seroient tenu enviers lui, se eus chas avenoit. Et ce meismes jurra li Cuiens de soi & pour soi, & de ces choses toutes & cascune par soi tenir & accomplir fera li Cuiens bien segur le Roy.

Ce fu dit Paris à Sales le jour du quaresme, pendant le XV. jor de Fevrier, l'an de grace MCCLXXXII.

LVII.

Testament de PHILIPPE Comte d'Arras fait à 1294. l'Abbaie de Bourg de Dieu le jour de la Saint Vincent 1294. avec un Codicile du Mois d'Avril 22. Janv. 1298. [Theſaurus Novus Anecdotorum, Tom. I. Col. 1264. Ex Autographo in Camera Comput. asservato eruit Dominus Rousſeau.]

EN nom dou Pere, & dou Fil, & dou Saint Esperit. Amen.

Je PHILIPPES ainsnez Fir Monſigneur le Conte d'Artois, de Conches, de Nonnancourt, & de Meun ſeur Eure, ſains de penſée & de cors, & en boine memoire, penſans de la fin, attendant que nule choſe n'est plus certaine de la mort, & nule choſe moins certaine de l'eure de la mort, fais & ordene mon Teſtament ou ma derreniere volenté en ceſte maniere.

Premierement, je voeil que de mes biens tuit mi dette, ſe aucun en y a, ſoient tout premierement payé & reſtitutions faitës, & tuit mi tort fait amendé. En après je dois & lais à ma tres chiere & tres amée Compaigne & Femme BLANCHE de Bretagne, Meun ſur Eure, & toutes les appartenances, pour une Maiſon de Religion fonder pour le ſalut de m'ame & de la ſene, à tenir & à lever en ſa main, pour ladite Maiſon fonder tant comme ele ſera voive, en tele maniere que la premiere anée enſievant ele ſera tenué de commencer, & de faire ouvrer en ladite Maiſon, juſques à temps qu'ele ſera parfaite ſouffſamment: & ſe tant eſtoit, que ele ſe mariaſt, elle ſeroit tenué de mettre en la main de mes Executeurs mil livrées de ſon propre heritage pour parfaire ladite Maiſon, & ne tenroit plus Meun en ſa main, mais venroit en la main de mes Executeurs, juſques à tant que ladite Maiſon fuſt parfaite des fruits & des yſues de Meun ſeur Eure avec les dites mil livrées de Terre quele bailleroit, ſi comme il eſt deſſusdit & ne volons que nos Executeurs puiſſent nule autre choſe faire des fruits, ne des yſues de Meun, ne de mil livrées de Terre que noſtre chiere Compaignon bailleroit, mais que à parfaire ladite Maiſon.

Derechef as Freres Prescheurs d'Arras cent ſoz tornois, c'eſt aſſavoir quarante ſoz pour pitance pour mon obſeqe

obsequie solempnement faire en leur Eglise une fois après mon décès, & soiffante fos pour une anue faire après mon décès.

Item, as Freres Mineurs de celui leu cent fols en la maniere devandite des Prestheurs.

Item, à l'Hospital Saint Jean d'Arras quarante fols pour acheter coutes, & couffins, & dras, & lis pour les pources heberger en ladite Maisson.

Item, as Freres Meneurs de Lens cent fols en la maniere qu'il est dit deffus des autres Freres.

Item, as Freres Meneurs de Bethune cent fols en la maniere deffusdite.

Item, as Freres Meneurs de Hedyn cent fols en cele maniere.

Item, as Freres Meneurs de S. Omer cent fols en cele maniere.

Item, as Cordeliers de S. Omer cent fols en cele maniere.

Item, as l'Hospital de Lens XL. foz en cele maniere deffus des autres Hospitaux.

Item, à l'Hospital d'Aire XL. foz en cele maniere.

Item, à l'Hospital de S. Omer XL. foz en cele maniere.

Item, à l'Hospital de Hedyn XL. foz en cele maniere.

Item, à l'Hospital de Bapaume XL. foz en cele maniere.

Item, à l'Abbaye de Conches XX. livres en la maniere deffusdite des autres Abbayes.

Item, à l'Abbaye de Beauvoir de les Meun XL. livres pour acheter rente à faire l'anniversaire pour moy & pour ma tres chiere Compaigne à toujoursmais.

Item, à la Maisson-Dieu de Meun L. foz en la maniere deffusdite.

Item, à la Maisson-Dieu de Charny L. foz en cele maniere.

Item, à la Maisson-Dieu de Chastiau-Regnard L. foz en cele maniere.

Item, as pources Menages & as pources Gens de nostre Terre de Meun CCC. livres de tournois à departir par la maiu de nos Exeuteurs.

Item, as pources Mainages de Charny & de Chastiau-Regnard C. livres à departir en cele maniere.

Item, as pources Mainages & as pources Gens de nostre Terre de Conches CCCC. livres à departir en cele maniere.

Item, à la Chapelle de Conches qui muet de nostre collation X. livres pour acheter rente pour faire nostre Anniversaire à toujoursmais en cele Chapelle.

Item, à la Chapelle de saint Kalais X. livres en cele maniere.

Item, as pources Gens & as pources Mainages de nostre Terre de Nounancourt C. livres à departir par la main de nos Exeuteurs.

Item, C. livres à departir à pources pucelles pour eles marier en nostre autre Terre, & en la Terre nostre tres chiere & tres amee Compaigne en la Maisson deffusdite.

Item, as Freres Prestheurs de Bourges X. livres.

Item, à l'Eglise nostre Dame de Meun X. livres pour acheter rente pour faire nos Anniversaire à toujoursmais.

Item, à la Maisson-Dieu de Paris X. livres en la maniere deffusdite des autres Maissons-Dieu.

Item, à toutes les autres Maissons-Dieu de Paris à channee XX. fols en cele maniere.

Item, as Avengles de Paris XL. foz.

Item, as Freres Prestheurs de Paris XX. livres.

Item, as Freres Mineurs de Paris XX. livres.

Item, à l'Abbaye de Livery XX. livres pour acheter rente pour faire mon Anniversaire à toujoursmais.

Item, à Monseigneur Guy de Cereilly C. livres.

Item, à Lorencin mon Barbier XL. livres.

Item, à Symon & mon Tailleur XXX. livres.

Item, à tous mes autres Valles qui orendroit font à mon service demourans en mon Ostel à chacun XX. livres & leur chevalx qui chevaachent.

Item, à Vivien mon Soumellier XXX. livres.

Item, à tous mes autres Soumelliers & Valles de Mettier qui m'ont servi plus de trois ans, à chacun XV. livres.

Item, à tous mes trois garçon de mes palefrois à chacun C. foz. Et font toutes les sommes à tournois.

Item je voeil & ordene quelque part que Dieu face sa volenté de moi, que mes cors soit veuer du Moustier des Freres Prestheurs de Paris & leur lais mon cheval, & mes armeures pour ma sepulture. Et voeil & ordene que BLANCHE nostre tres chiere & tres amee Compaigne & Femme soit tenué à translater mon cors u leu que nous fonderons pour le salut de

nos ames, & se ele ne le faisoit que mi Exeuteurs soient tenus au faire; & voeil & ordene que ma tres chiere & tres amee Compaigne & l'emme Blanche de Bretagne apelles deux de mes Exeuteurs, ou tous ensemble puisse accomplir & mettre à execution toutes les choses deffusdites & chascun par soi en la maniere qu'il semblera que ce soit li pourrit de m'ame, & voeil que cette moie derreniere volenté vaille comme Testament ou Codicille ou Daunoison par cause de mort au en autre maniere qui pourroit miex valloir. Et à toutes ces choses faire & accomplir fais & ellis mes Exeuteurs nostre tres chiere & amee Compaigne BLANCHE de Bretagne & honnerables homes & sages l'Abbé de S. Souplice de Bourges, Frere GILE de Bourges de l'Ordre des Freres Prestheurs, Monseigneur JEHAN de Nify, Monseigneur YON de Garencieres, Monseigneur JEHAN de Gres, & Monseigneur ADAN mon Chapelain. Et vail & ordene que nostre tres chiere & tres amee Compaigne & Femme BLANCHE de Bretagne apelles & preins avecques li mes Exeuteurs deffusdits, ou deux d'iceus puissent accomplir & mettre à execution toutes les choses deffusdites & chascune d'iceles accomplir & mettre à execution.

Et s'il estoit ainsi qu'aucuns d'eus ou tuit ensemble ne peussent estre present, ou ne vaulissent que chascuns d'eux peussent commettre son pooir à personnes souffisans qui le peussent faire accomplir & mettre à execution, si comme il est deffus, & vail & otroie que s'il avenoit que BLANCHE se mariast ou que le mourust avant que ladite Maisson fust commencée ou accomplie, que li autre Exeuteur ou la plus grant partie d'iceux out de ceux, à cui il aroient commis leur pooir, teussent ladite Terre de Meun sur Eure & les appartenance par l'espace de six ans avecques la Terre que ladite Blanche y devoit bailier & livrer de son propre heritage s'ele vivoit. En tesmoing de laquelle chose j'ai seelé cest present Testament & cette moie derreniere volenté de mon grant Seel.

Et je BLANCHE de Bretagne vail & otroie & promes à accomplir & mettre à execution toutes les choses deffusdites & chascune d'iceles, en tesmoing de laquelle chose j'ai mis mon grant Seel de ma boine volenté à ce present Testament ou derreniere volenté avec le grant Seel de mon tres chiere & tres amé Seigneur.

Donné à l'Abbaye de Bourc de Dions l'an de grace CCCXCIV (1). le jour de la saint Vincent u mois de Janvier.

Item, en accroissement de nostre Testament pour une Chapelle fonder de Monseigneur le Saint Roy Louis, nous & donnons & otroions de la Terre que le Roy Monseigneur nous a donnée C. livrées de Terre.

Item, nous donnons & otroions de nostre Terre de Conches C. livrées de Terre.

Item, BLANCHE nostre tres chiere & tres amee Compaigne & donne & otroie C. livrées de Terre de son propre heritage & prions & supplions au Roy Monseigneur, qu'il li plaise cette chose confermer & amortir, & volons & otroions que l'ordenance que nous avons faite en nostre Testament d'une Maisson de Religion fonder, & toutes les choses qui sont contenues par l'ordenance de ladite Maisson soient nules & les rapelons expressement & anientifions du tout.

Item, nous voulons que la Terre que le Roy Monseigneur nous a donné & otroié soit tenué as us & as coutumes de France, & volons & otroions que BLANCHE nostre tres chiere & tres amee Compaigne la tiegne & possiede & fasse les fruits siens tout le cours de sa vie.

Item, nous volons que tuit li Lais que nous avons fait en nostre Testament aus Religieus & aus Hospitaux & aus Religieus du Comté d'Artois & des appartenances soient nules, & les rapelons du tout, & volons & otroions que la somme de ce que li montent, soit departie & distribuee as Valles de nostre Hostel par la main de nos Exeuteurs selonc ce qu'il verront que raison fera & le salut de nostre ame.

Item, nous laissons à Laurencin nostre Vallet X. livres en accroissement de son autre Lais.

Item, à Vivien X. livres en accroissement aussi.

Item, nous laissons à Guilloin nostre Tailleur XXX. livres.

Item, BLANCHE nostre tres chiere & amee Compaigne nous a promis en bonne foy & de sa boine volenté, que le ne se mariera jusqu'à tant que nostre Testa-

(1) C'est sans doute une faute d'impression pour MCCXCIV.

ANNO Testament & Codicille soient payé & accompli par-
faitement.

1294. Item, nous rapelons nos Exécuteurs établis en nos-
tre Testament, & elisons & volons que nostre tres
chiere & amée Compaigne & Femme Blanche de Bre-
tagne apelles deux de nos Exécuteurs toutes les choses
contenues ou présent Testament, ou en cest présent Co-
dicille puisse faire & accomplir, & qu'ele soit Exécuteurs,
& elisons avecques li nos Exécuteurs honorables homes
& sages Frere DURANT Confesseur Madame la Roy-
ne, Frere GUILLAUME de Paris, Monsieur Jehan
de Gres Chevalier, Messire Pierre de Gres Chantre de
Paris, Monsieur Adam nostre Chapelain & Jehan de
Florence nostre amé Valet. Et volons qu'il puissent
toutes les choses contenues oudit Testament & en cest
présent Codicille, selon le pooir qu'il leur est donné
oudit Testament. En tesmoing de laquelle chose nous
avons scellé ce présent Codicille de nostre Seel.

Et nous BLANCHE de Bretagne volons & oïrons
toutes les choses dessusdites & chacune d'iceles & les
prometons à accomplir. En tesmoing de laquelle
chose nous avons mis nostre Seel à cest présent Co-
dicille.

Donné à Conches le Lundi après la mi-Août l'an
mil deux cent quatre-vins (2) & vit.

Item, nous volons que la Terre de Nonnancourt &
li appartenances soient tenues à us & à coutumes de
France tant comme nostre tres chiere & tres amée
Compaigne BLANCHE de Bretagne vivra, & après
sa mort que ele revienne à nos Enfants.

Donné le mardi ensuivant.

(2) Il y a grande apparence que le mot, dix, manque ici par une
faute d'impression.

LVIII.

06. *Confederatio inter EDUARDUM I. Regem Ang-
lie & ADOLPHUM Regem Romanorum, pro
prestando sibi inuicem contra quosvis hostes, præ-
cipue contra PHILIPPUM IV. Regem Fran-
cie, auxilio. Dat. apud Westmonasterium un-
decimo Kal. Novembr. Anno 1294.* [RYMER,
Fœdera, Conventiones, &c. Tom. II. pag.
659.]

EDWARDUS, Dei gratiâ, Rex Angliæ, Dominus
Hiberniæ, & Dux Aquitaniæ, præsentium inspec-
toribus universis salutem.

Noveritis quod nos plenam & liberam potestatem,
ac mandatum speciale ordinandi, firmandi & terminan-
di inter nos, & Hæredes nostros, & incitum Principem
Dominum Adolphum Regem Romanorum illum-
trem, & semper Augulum, indissolubile Confæderationis
vinculum, & unionem amicitie specialis dedi-
mus, transmissimus & transfudimus in bonæ memoriæ,
Johannem, tunc Archiepiscopum Dublinensem, & ve-
nerabilem Patrem, Antonium Episcopum Dunelmensem,
& Nobilem Virum Florentium Hollandiæ & Ze-
landiæ Comitem, ac Hugonem le Despenier Militem, per
nostros Patentes Litteras, quas ipsis tradidimus super eo.

1. Sane iidem, Archiepiscopus, Episcopus, Comes
& Hugo, in primis, ex vi auctoritatis eis concessa a
nobis, dixerunt, pronuntiaverunt, & ordinaverunt
quod nos, & Hæredes nostri, eidem Regi Romanorum
specialiter contra Philippum Regem Franciæ, & Hæres
duos, & alios quoscunque Principes & Magnates
(Sacrosanctâ Romanâ Ecclesiâ duntaxat exceptâ) quia
per Regem Franciæ, & suos Progenitores, bona, Terræ,
& Feoda Prædecessorum nostrorum exiterunt, & sunt jam a
multo tempore occupata potenter & patenter, toto
posse nostro, quoad vixerimus, & Hæredes nostri post
nos, assistimus, & assistent, & auxilium prestabimus,
& præstabunt, nostris & eorum sumptibus, periculis &
expensis, in prosecutione juris suorum, & injuria-
rum suarum, & similiter in recuperatione bonorum,
possessionum, & Terrarum Imperii per Reges Franciæ
occupatarum.

2. Item, dixerunt & ordinaverunt quod nos, vel
Hæredes nostri, Treugas vel Pacem, cum Rege Fran-
ciæ, ipsius Hæredibus, vel adiutoribus, seu aliis qui-
buscunque adversariis dicti Regis Romanorum, in
præmissis non faciemus, vel facient, inimicos vel ini-
bunt, sine requisitione dicti Regis Romanorum, & ip-
sius voluntate & consensu expressæ.

3. Item, dixerunt & ordinaverunt quod, si nos, vel
Hæredes nostros, contra Regem Franciæ, aut Hære-

des suos, seu Hostes alios, ipsius Regis Romanorum
inimicos, Munitiones, Terras & Castra in confictu,
vel extra, conjunctim, vel divisim, adconquirere con-
tingerit, lucrum de prædictis, & ex captivis, & aliunde
proveniēns, nos, & Hæredes nostri, & idem Rex Ro-
manorum æqualiter dividemus & partiemur: nisi
fortè Castra & Munitiones hujusmodi, & tractus Ter-
rarum, ab altero nostrum jure Domini, vel quasi,
aut titulo Feodi descenderent, & haberi deberent; quæ
non dividemus, sed quilibet, quod suum est, vel
esse deberet, per se solus retinebit & ad suum Regnum
& Dominium revocabit.

4. Item, dixerunt & ordinaverunt quod, si præ-
sumptuosi, quicumque sint illi, in Regno nostro Ang-
liæ constituti, qui occasione stipendiiorum, favoris,
amicitiæ, aut gratis, Regi Franciæ, vel Hæredibus
suis, aut aliis inimicis Regis prædicti Romanorum, in
recuperatione præmissorum, auxilium præstiterint & ju-
vamen; nos, & Hæredes nostri, personas eorum, cum
publicatione omnium bonorum suorum, sine spe revo-
cationis & gratiæ, perpetuo relegabimus, vel relega-
bunt:

Quam poenam ad illos dicimus extendendam, qui
occasione, & ex causâ discordiæ litisque, moti inter
Romanorum & Franciæ Reges, amicos & auxilia-
res, tam nostros, & Hæredum nostrum, quam ipsius
Regis Romanorum invaserint, directè vel indirectè tur-
baverint, quominus in auxilium nostrum, vel Hæredum
nostrorum, & ejusdem Regis Romanorum, se valeant
transfere.

5. Ad majorem etiam securitatem & observationem
ordinationis prædicti, dixerunt & ordinaverunt quod
nos, pro nobis, & Hæredibus nostris, fidem præstare
deberemus corporalem; & quod nichilominus dicti,
Archiepiscopus, Comes, & Hugo, vel alii, juramen-
tum, in animam nostram, super firmâ observatione
Confæderationis & amicitie hujusmodi, præstitum, in
præsentia nostra, dum oportunitas fuerit, innovabunt,
quod nos, & Hæredes nostri, omnia & singula, quam-
diu dictus Rex Romanorum vixerit, fideliter observa-
bimus: Et etiam Imperio, post ipsius Regis decessum;
dum tamen ille, qui prærit Regno vel Imperio, ead-
em passionis nobis, vel Hæredibus nostris, Regibus
Angliæ, innovet & observet: & nichilominus, pro no-
bis, & Hæredibus nostris, nostrum voluntarium adhi-
bemus consensum, quod Principes Regni nostri, quo-
rum copia & consensu haberi poterunt, cum protesta-
tione, sua servitia nobis & Hæredibus nostris subtra-
hent, quamdiu Conventiones, cum dicto Rege Ro-
manorum initas, non servaverimus, quod absit: obli-
gatione nichilominus prædictâ in suo robore duraturâ;
dum etiam Principes suis Patentibus Litteris protesta-
buntur, quod, de voluntate & mandato nostro specia-
li, hujusmodi subtractiones servitiorum inviolabiliter
observabunt, si, quod absit, Conventiones easdem
nos, vel Hæredes nostri minime servaverimus: super
quibus etiam nostras Litteras Patentes, pro nobis, &
Hæredibus nostris, dabimus Regi Romanorum ante-
dicto.

6. Item, dixerunt & ordinaverunt quod nos, pro
nobis, & Hæredibus nostris, sub Sigillo nostro, ex-
presse per Litteras nostras duplicatas ratificemus omnia
antedicta.

7. Item, dixerunt & ordinaverunt quod nos, & Hæ-
redes nostri, omni morâ affectatâ postpositâ, ad citius
quod poterimus, bonâ fide, Castra nostra movebimus,
vel movebunt, & cum exercitu nostro, ad certos diem
& locum, per præfatos, Archiepiscopum, Episcopum,
Comitem, & Hugonem, & Nuncios præfati Regis
Romanorum conciliandos, ad ipsum Regem Roma-
norum, cum nostris hominibus, iter arripimus, vel
arripient, & declinabimus, vel declinabunt; nec sepe-
rabimur nos & præfatus Rex Romanorum abinvenire,
nisi nostris negotiis, contra Regem Franciæ, vel Hæ-
redes suos, feliciter expeditis.

8. Emendationem etiam dictæ Confæderationis, tam
nobis, quam eidem Regi Romanorum, dum conve-
nerimus, pro utriusque honore & commodo, refer-
vamus.

9. Item, dixerunt & ordinaverunt quod nos eundem
Romanorum Regem, Nunciis & Litteris nostris, apud
summum Pontificem & Dominos Cardinales, pro Dia-
matæ Imperii consequendo, juvabimus bona fide.

Ad quorum omnium & singulorum inviolabilem ob-
servantiam, nos, & Hæredes, nostros, præstito super
hiis in animam nostram solemniter juramento, per eo-
rum Patentes Litteras, Sigillorum suorum munimine
roboratas, ex vi potestatis sibi a nobis traditæ, firmiter
obligantur.

Nos itaque omnia & singula, quæ in præmissis antefati, Archiepiscopus, Episcopus, Comes, & Hugo, dixerunt, pronuntiaverunt, & ordinauerunt, prout superius sunt expressa:

Rata habemus & grata, ac ea præsentibus, pro nobis, & hæredibus nostris, innovamus, ratificamus, & confirmamus, ad observantiam eorum inviolabilem manuali fide præstita super eis: & nichilominus per spectabiles viros, Edmundum Comitem Cornubiæ consanguineum nostrum, Rogerum le Bygot Comitem Norfolkciæ & Marecallum Angliæ, Hugonem le Despenser Militem, & Johannem de Langeton Cancellarium nostrum, in nostra præsentia, corporali in animam nostram præstito iuramento, nos, & hæredes nostros, tenore præsentium, firmiter obligantes.

In cuius rei testimonium, & robar, ac evidentiam pleniorum, præsentibus litteras fieri fecimus, & Sigilli nostri munimine roborari.

Dat. apud Westm. undecimo Kal. Novembris, anno Domini 1294. Regni vero nostri anno 22.

LIX.

1296. *Traité de Confederation conclu entre GUYS Comte de Flandres & EDOUARD I. Roi d'Angleterre, par lequel ils se promettent une assistance mutuelle contre PHILIPPE IV. Roi de France. Donné à Winendale le lendemain de la Thyphane, l'an 1296. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. II. pag. 737.]*
- 1297.
7. Janv.

NOUS GUYS, Cuens de Flandres, & Marchis de Namure, faisons savoir a tous, & volons ke tout sachent,

Ke pour cheu, ke aucunes personnes, de haut estat, & de grande poissance, ne reswardent mie, si come il deveroient, a raison, mais a leur volentei, en le fianchie de leur pooir: & raisons doit estre souveraince de tous.

Et chascuns, come grans k'il soit, n'ait mie a des pooir, par lui, de che contreiter nature humanite, ke entre le gent, a fait & ordenei une Ligue, enseigne bien a faire Aliances, & acquerre Amis, pour estre poissant de defendre violentes & injurys, & de maintenir droiture.

Chascuns seist, & voirs est ke haus Prinches & poissans Philippes, Roys de France (ou cui homage nous avons seicte come Pers de France) par sa volentei, sanz raison, & sanz nostre deserte, nos a greveis, & dar portels, & entrepris four nostre honneur, & four le nostre, le quell il estoit tenu, par le raison de la feautai, a la quele il nos reschuit jadis, de war-randir, & nous maintenir par raison, & en loialteit.

Et nos a defalt de droit, & en moult d'autres manieres s'est meffais vers nous, encontre Dieu, & encontre Justiche.

Et, pour che, k'il, ki tant est de sa volentei, & poissans, & fors, & ne reconoit nul Souverain, nos a mis en tiele necessitei, k'il convient ke nous guer-rons, & pourchafons amis encontre lui,

Nous avons fait, & faisons entre nous de une part, par le Conseil de nos Prelas, de nos Barons, de nos Amis, & de nos Gens, & entre treshaut & tresnoble Prinche, no chier Seigneur, Edward, par la grasse de Dieu, Roy d'Angleterre, Seigneur d'Yrland, & Duc d'Aquitaine, de autre part, par le Conseil de ses Prelas, de ses Contes, de ses Barons, & de ses Gens, de nostre commune & bone volente, & de nostre commun assens, de une part & d'autre, Aliances & Couvenences en la maniere ki s'ensuit.

Les queles Aliances & Couvenences nous volons en bone foi, ke elles durent, de fore en avant, a tous jours perpetuelment pour nous, Conte de Flandres, & Roy d'Angleterre desus nomeis, & pour nos Hoirs, aussi Contes de Flandres, & Roys d'Angleterre; Cheit a savoir.

Ke nous GUYS, Cuens de Flandres desus nomeis, avons conuent & promis pour nous, & pour nos Hoirs, Contes de Flandres, au dit Roy d'Angleterre, pour lui, & pour ses Hoirs, Roys d'Angleterre, ke s'ensui-voit ke li Roys de France, ou ses Hoirs Roys de France, venist, a Ost bannie, four le Roy d'Angleterre, ki ore est, ou sur ses Hoirs Roys d'Angleterre: ou envoiait de par lui a si grant force four le dit Roy d'Angleterre, ou ses Hoirs Roys d'Angleterre, ke souffrir, ne defendre ne se peussent; nous le dit Roy d'En-

gleterre, ou ses Hoirs Roys d'Angleterre, aider devons, & aiderons contre le dit Roy de France, & ses Hoirs Roys de France, & encontre tous leur aydians, de tout nostre poir, loiatment & en bone foi, a tous nos alloies, en la maniere ki ensuit; Cheit a savoir.

Ke as Gens, ke nous i envoierons, nous ferons trouver, a nos consenghes, passages de Mer, reitor de chevaus & gages, ensi toutes voies ke li dis Roys d'Angleterre, & si dit Hoir Roi d'Angleterre (s'il avoit defaute de Vitaille) leur feroient avoir en le Terre avenement, pour leur deniers, pour che k'il feroient en estrange pays.

Et li Roys d'Angleterre, & si Hoir Roy d'Angleterre, nos doivent ausi aydier, & nos Hoirs Contes de Flandres, en la maniere contenue, en la Terre ke nous avons de lui.

Et est a savoir ke nous, durant la Guerre, ke nos chiers Sires, li Roys d'Angleterre desus diz, a orendroit au dit Roy de France, promettons & devons commencer Guerre audit Roy de France, dedens les deux Mois ke li dis Roys d'Angleterre le nos avera mandei.

Et sachent tout ke tout nostre Enfant, & tout nostre Allyet, doivent estre, tout cheste Guerre de ore durant, en cheste Alliance.

Derechief, Nous volons ke tout sachent ke nous, ne nostre Hoir, Conte de Flandres, de cheste Guerre, ke li dis Roys d'Angleterre a orendroit au desus dit Roy de France, ne de autre, ki avenir puit, a nul jour, don dit Roy d'Angleterre & a ses Hoirs Roys d'Angleterre au desus dit Roy de France, & a ses Hoirs Roys de France: & don dit Roy de France, & de ses Hoirs Roys de France a nous, ou a nous Hoirs, Contes de Flandres; Pais ne Trives, ne Souffrance ne poons, ne devons faire, ne ne ferons, sanz le assens, le otoy, & le consens don dit Roy d'Angleterre, & de ses Hoirs Roys d'Angleterre;

Et non plus ne doivent faire le dis Roys d'Angleterre, ne si Hoir d'Angleterre desus dit, ne de ceste Guerre, ne de nulle autre, sanz l'assens, le otoy, & le consens de nous, & de nostre Hoir Conte de Flandres desusdit.

Ne nus, ne nos autres Enfans ne puet ne doet faire Pais, Truves, ne Souffrance, au desusdit Roy de France, ne a son Hoir Roy de France, durant cheste Guerre, ke li desus nomeis Roys d'Angleterre a orendroit a lui, sanz l'assens, otoy, & consens don dit Roy d'Angleterre, & de son Hoir Roy d'Angleterre.

Et, se cheste dite Guerre estoit finie, ensi ke Pais en fust faite, & aucune autre Guerre sourist en apres entre le desusdit Roy de France, & fo Hoir Roy de France & le desusnomel Roy d'Angleterre, & son Hoir Roy d'Angleterre, & entre le dit Roy de France, & son dit Hoir Roy de France, & nous, & nostre Hoir Conte de Flandres, & nostre Enfant le Conte de Flandres, ne feront mie fuscen encontre ne desusnomel chier Seigneur le Roy d'Angleterre, & son Hoir Roy d'Angleterre; nous, ne nos Hoirs, Cuens de Flandres, ne li dis Roys d'Angleterre, ne ses Hoirs d'Angleterre, ne feriemus, tant come il fuscen contrarie a nous, & a lui, aydant, & eaus ne consillant en nulle maniere, ne les recepteriemus nullement.

Et soit conueue chose a touz, ke les Aliances, ke nous pour nous, & pour nos Hoirs Contes de Flandres, & li desusnomeis Roys d'Angleterre pour lui, & pour ses dis Hoirs Roys d'Angleterre, avons faites, ne puent jamais, a nul jour, pour rien ki aviegne, ne avenir puit, estre defaites: Ne par commandement, ne pourkach de Apostole, ne de autruz. Ne pour chose ki soit impetree, ne otoyee, ne ke on puit jamais, a nul jor, impetree de Apostole, ne de autruz, ne ke on puit otoyee, ne pour ocaion nulle, quele ke elle soit ne puit estre; se nous Ambedoi, & nostre desusdit Hoir Conte de Flandres, & Roy d'Angleterre, ni mettons nostre commun accord & assens, & nous dit Hoir le leur.

Et, s'il venoit ensi ke commandemens & pourkars en fust fais, & aucune otrouyons avenist, quele ke ele fust ki deust a che mouvoir, si nen devons nous de rien user, ne ne userons, se nous Ambedoi, de nostre commun accord, ni assentons, & nostre desusdit Hoir.

Toutes ches choses, desus devisees & dites, & aucune de elles, avons nous en conuent loialment pour nous, & pour nos desus diz Hoirs, Contes de Flandres, a tenir, & a implir, en bone foi, au desusnomei no chier Seigneur le Roy d'Angleterre pour lui, & pour ses desusdis Hoirs Roys d'Angleterre, & par le sage-ment

ment fait en nostre ame, & en nostre non, & par nostre commandement, pour les Sains Evangiles, touchez corporellement, par Procureurs ke nous, pour chou faire, pour nous, & pour nos Hoirs Contes de Flandres, & en nostre non mesmes; cheit a savoir, Nobles homes, nos chiers & foibles, Henri seigneur de Blamont, & Jehan Seigneur de Kuc, Chivalers, l'avons promis & fianchie; & che, ke par eus en a este promis, jurei, fianchie, & fait, come fait en nostre non & pour nous, l'avons greci, & approuei, & le greons, & approuens.

Et, avec tout che, le promettons a faire tenir & a emplit, sanz venir, ne faire jamais rien encontre, ne par nous, ne par autre, ne en tout, ne en aucune partie.

Et quant a che nous obligons au si defusnemei Roi d'Engleterre, & a ses dis Hoirs, tout le nostre entierement, & nos Hoirs, Contes de Flandres, perpetuellement a tous jors, & tout le leur.

Et, per le meyme fairement, foy, & covenence, nous, quant a toutes ches choses entierement, & aucune de elles, avons renunchiet, & renunchons a toutes les choses, par les queles les choses, 'ki sunt contenues en ches Lettres, porroient, en tout, & en aucune partie, estre defaites, empachies, & delayes.

Et volons ke cheste Renunciacion vaille en tous poins, & en tous cas, tout anlement, ke ce expressement, & specialment fuscint mis avant.

Et renunchons aussi au droit ki vint, ke generaurs Renunciations ne doit valor.

Et, pour chou ke toutes ches choses soient plus seures, & tenues, & wardes mis, & plus fermement, nous, en non de souvenanche & de tesmognage, avons ches presentes Lettres fait faeler de nostre seel :

Et mandons a nos chiers & ames Fius, Robert nostre ainsei Fil, & nostre plus apparant Hoir de le Contee de Flandres, William de Flandres, Philippe de Flandres, Jehan de Namur, & Guyot, & volons kil, en tesmognage de lor conseil, assens, & consens, pour toutes les choses dessus dites, de tant ke elles les touchent, & pueent toucher, chacun, en droit lui, & en sa persone, selonc les devises, ordenances, & parolles maintenues & contenues en cheste Lettre, mittent a cheste ditte Lettre leur seaus avec le nostre;

Et kilz les greent & approuent de tant, ke elles touchent a eaus, & a chacun d'eaus, en sa persone, si comme dit est.

Et nous, ainseis Fius au Conte de Flandres defusnemei, Robers Adnoes d'Arras, Sires de Bethune, & de Tenremonde, Williommes de Flandres, Philippes de Flandres, Jehans de Namur, & Guyos defusdit, au mandement, & a le volentei de haut & Noble homme, no treschier & tresamei Signor & Pere, en tesmognage de nostre conseil, assens, & consens, pour toutes les choses dessus dites: Et ke nous les greons, & approuons, & les tenons fermement de tant ke elles nous touchent, & pueent toucher; chacun endroit lui, & en sa persone, selonc les devises, ordenances, & parolles maintenues & contenues en cheste Lettre, avons (avec le Seel no treschier & tresamei Signor & Pere G. Conte de Flandres, & Marchis de Namur devant nomei) fait mettre nos seaus a ches presentes Lettres; faites & donnees a Winendale, Pendemain de le Thyphane, l'an de grasse mill, deus cens, quatre vins, & sayste.

Sub quinque Sigillis, pendentibus a Filis sericis crocei coloris.

L X.

97. Alliance perpetuelle entre PHILIPPE IV. Roi de France, & ses Heritiers d'une part, & HENRI D'AVESNES Comte de Hainaut, & ses Heritiers d'autre part, sur tout contre GUY DE DAMPIERRE Comte de Flandres, faite & conclue au Pont de Saint-Meixance au mois de Mai 1297. [Thefaurus Novus Anecdotorum, Tom. I. col. 1284. Ex Hasnonianfi Cartario Dominorum de Avesnis.]

PHILIPPE par la grace de Dieu Rois de France, nous faisons assavoir a tous presens & a venir, que nous por nous & pour nos Successeurs Rois de France, avons fait Alliance a nostre ame & seel JE-
TOM. I. PART. I.

HAN d'Avesnes Conte de Haynaut, & a ses Hoirs a toz jorz, & li dis Cuens pour luy & pour ses Hoirs, a nous & a nos Successeurs Rois de Franche, en la maniere qui s'ensuit.

PREMIEREMENT nous pramettons en bone foi a luy & a ses Hoirs Contes de Haynaut confort & aide, nommement contre GUY de Dampierre jadis Conte de Flandre, & ses Hoirs, & contre nous autres, es cas en quoi faire le porrions, sans nous autres, es nos hommes. Et li dis Cuens assit pour luy & pour ses Hoirs a pramis en bone foi conseil & aide a nous & a nos Successeurs nommement contre ledit GUY & ses Hoirs, & contre tos autres, excepte les personnes des ses Seigneurs, c'est assavoir le Roy d'Alemaigne, & l'Evesque de Liege tant seulement, es cas ou il se porroit messaire vers eus, ou envers ses hommes.

Et por ce que nous & li dis Cuens avons a present matire de descort & de Guerre envers ledit GUY Conte jadis de Flandre, & les siens & ses Aidans, nous sommes aliez especialement ensembles en ce descort, & en ceste Guerre, & en autres, de aidier l'un l'autre en bone foi, en la maniere qui s'ensuit.

C'est assavoir que nous les devons aidier a ce ke il recouvre envers ledit GUY & ses Hoirs son Heritage; & ait ses Jugies fais & a faire, nommement la Terre de Namur.

Et ne poins faire Pais, ne donner Trieves, sans le gre dudit Conte de Haynaut; & tout en autele maniere ne puet li dis Cuens faire Pais, ne donner Trieves sans nostre gre audit GUY, ne a ses Hoirs, & nous doit & est tenu a nous aidier a venir en nostre raison envers ledit GUY & ses Hoirs.

La maniere comment ledit Cuens & si Hoir Conte de Haynaut doivent nous & nos Successeurs Rois de France aidier contre ledit GUY & ses Hoirs, & ses Aidans, & autres, & nous aussi, luy & ses Hoirs a tos jors, est telle.

Li Cuens nous doit aidier en la Terre de Haynaut & en la Contee de Flandres a miles armures de fer, & a cinq cens armures de fer, jusques au Fleuve de Seine, au gaiges acoustumes en Franche. C'est a scavoir por le Banneret vint sols, pour le Bachelier dis sols, & pour l'Escuyer cinc sols tornois, & doivent y estre li Cheval dudit Conte & de sa Gent estime & prisie & mis en escrit, & outre le retour acoustume en Franche nous en ferons selonc nostre bon esgart. Et est a entendre des gaiges & retours devantdis en bone foi de plus d'armures de fer plus la ou nous & li Cuens nous acorderions, & de mains; & de ce est il en nostre volantei durant les Guerres. Et est a entendre que pour les Forterces de ladite Contee garder, & les perils ki a venir en porroient esthvier, & por les avenues grever, doit y estre envoies un pseudom Chevaliers de par nous, qui ioialment par son fairement, selonc l'estat des besognes, & les condicions des Lieus, mettra Gens d'Armes oultre les reidens es Lieus, selonc ke kil vera en bone foi ke bon fera, a nos gaiges & retours acoustumes, selonc ce que il est devant dit. Derechief se il avenoit aucuns de nos Gens, ou des Gens dudit Conte, estre pris de Guerre par les Enemis, ou Adversaires, ou aucun Heritage perdu, nous, ne li dis Cuens, ne ferons Pais, ne donneris Trieves aus Enemis, jusqu'a tant ke li Prison soient delivre, & li Heritage recouvre, & doivent y estre retes les semontes & les chevaichies en bone foi por le Pais defendre, & pour chevaichier sur les Enemis par le conseil de Chevalier devantdit a nos gaiges & retours acoustumes, si com il est dit devant.

Adecertes se aucun venoient a armes sus le dit Contee, & entroient en sa Terre, ou en la Terre de sa Gent, ou assioient leur Forterces, nous y devons envoier & secourre suffisamment pour eus remettre arriere aussi comme por nostre propre Heritage en bone foi en l'aide de nous & de nostre Roiaume, se besoing est, & il en soit requis, doit occurre au gaing & retours acoustumes, si comme il est dit devant, sauf ce kil ne se mefface vers ses Seigneurs & hommes devantdis.

Et est assavoir, ke ces Alliances & ces cozes devantdites, routes & chacune par soy doivent tenir & durer perpetuellement en la fourme & en la maniere devant expressees, & doivent y estre de nous & de nos Successeurs, & de luy & des siens de chacun diz ans en dix ans.

Et toutes les fois ke novians Rois, ou Cuens de Haynaut venront a Terre tenir, a greignour fermete, & memoire des cozes devantdites.

Et quant au cozes dessusdites, & chacune par soy garder, tenir, & fermement accomplir en la maniere devant-

H h h

ANNO 1297.

ANNO devant dite, nous nous obliions & sommes obligiez por nous & pour nos Successeurs à luy & à ses Hoirs, & à nos Successeurs.

1297. Et pour ce que ces cozes soient fermes & estables à toz jours, nous avons fait mettre nostre faiel en ces présentes Lettres.

Ce fut fait à Pont-saint-Messance, l'an del Incarnation nostre Seigneur MCCXCVII. ou mois de May.

LXI.

1307. *Littere EDUARDI I. ad Imperatorem Tartarorum de Herefi Mahummedana extirpanda. Dat. apud Langele die 30. Novembris Anno 1307.*
[RYMER, Foedera, Conventions, &c. Tom. III. pag. 34.]

Serenissimo Principi, Domino Tartarorum Imperatori potentissimo, Edwardus, &c. felicem regnandi gloriam, cum salute.

Reges & Principes Terrarum tanto magis dinoscuntur Regi caelestis gloria complacere, quanto simplices Christi fideles ardentius defendere, & nocivos & perfidos nuntur viriliter debellare; quibus, ex collato sibi divinitus incumbit officio, aequa iustitie librâ rem publicam gubernare, & Christo infideles, Christianaque fidei contrarios & Rebelles impugnare, & destruere juxta posse.

Hinc est quodd, cum in partibus Asiae & Africae, a longissimis retroactis temporibus, multum invaluerit prophana Secta & fœdida Machometi, circumquaque pululans & diffundens sua infecta germina, nimis latè pestem seculo suæ contagiosis neperie immittendo.

Nos, qui, Deo permittente, sumus scepro Regio insigniti, ad tam nephandæ Sectæ eradicationem libenter intenderemus, si loci distantia, & alia ardua negotia, nobis incumbant, hoc fieri permitterent quovis modo.

Nam tempus ad hoc adeit acceptabile, ut accepimus, hiis diebus maxime, cum in Libris ipsorum contineri dicatur, infra breve tempus, terminari & adnullari debere Sectam neperiam Machometi.

Vos igitur, vestrum landabile propositum in hac parte continuantes, inchoata per vos, ad hujusmodi Sectam fœdendam a seculo penitus abolendam, velitis perducere ad effectum.

Ad hac, ad vestram accedunt præsentiam religiosi, honesti & literati viri, ut Populum vestrum ad fidem Catholicam, sine quâ salvus fieri nemo potest, divinâ operante virtute, reducant, & insistant in eadem, ac ad assidendum bellum contra detestabilem Machometi Sectam habilitent & informant; venerabilis, scilicet, Pater, Frater Willielmus, Dei gratia, Liddens. Episcopus, Vir utique discretus moribus & scientia præditus, cum suo Venerabili Comitatu; quem, ob honorem omnipotentis Dei & favorem fidei Christianæ, vobis, quanto affectuosius possumus, commendamus.

Rogantes ex corde, quatinus, eundem Episcopum & ejus Comitatum, Dei intuitu, sub cuius Imperio cuncta consistant, gratiose & curialiter admittentes, eisdem, in prosecutione negotii prædicti, exhibere vos velitis favorabiles & benignos; præfato Episcopo in hiis, quæ vestra Magnificentiæ, pro augmentatione fidei Catholicæ, duxerit exponenda, fidem credulam adhibendo.

Dat. apud Langele ultimo die Mensis Novembris Anno Regni nostri, &c.

LXII.

1308. *Bulla CLEMENTIS V. Pape Romani, quâ Inquisitores super Negotio Templariorum in Regno Angliæ constituit. Dat. Pictavis secundo Idus Augusti Anno 1308.* [RYMER, Foedera, Conventions, &c. Tom. III. pag. 101.]

12. Aot.

CLEMENS Episcopus, servus servorum Dei, Venerabilibus Fratribus, Archiepiscopo Cantuariensi, & suis Suffraganeis, salutem & Apostolicam benedictionem.

Faciens misericordiam cum servo suo Dei Filius, Dominus Jesus Christus, ad hoc non voluit in speculâ emineat Apostolatû assumi: ut gerentes, licet im-

riti, vices ejus in Terris, in cunctis actibus & processibus, ipsius vestigia, quantum patitur humana fragilitas, imitemur.

Sanè dudum, circa nostræ promotionis ad Apicem Summi Pontificatûs initium, etiam antequam Lugduni, ubi recepimus nostræ Coronationis insignia, venimus; & post etiam, tam ibi, quam alibi, secreta quorundam nobis infinuatio intimavit, quod Magister, Præceptores, & alii Fratres Ordinis Militie Templi Jerosolymitani, & ipse Ordo, (qui, ad defensionem Patrimonii ejusdem Domini nostri Jesu Christi, fuerant in transmarinis partibus deputati) contra ipsum Dominum, in SCELUS APOSTASIE NEPHANDUM, DETESTABILE IDOLATRIÆ VITIUM, EXCRABILE FACINUS SODOMORUM, ET HÆRESSES VARIAS erant lapsi.

Quia verò non erat verisimile, nec credibile videbatur, quod Viri, tam religiosi (qui præcipue pro Christi nomine suum sæpe sanguinem effundere, ac personas suas mortis periculis frequenter exponere credebantur; quique multa & magna, tam in divinis Officiis, quam in Jejuniis, & aliis observantibus, devotionis signa frequentius præstebant) suis se essent saluti immemores, quod ita perpetrarent; hujusmodi infinuatioi & delationi ipsorum, ejusdem Domini nostri exemplis, & Canonice Scripturæ doctis edodi, aurem nolimus inclinare.

Deinde verò Charissimus in Christo Filius noster, Philippus Rex Francorum illustris (cui eadem fuerant facinora intimata) non typo avaritie (cùm de bonis Templariorum nichil sibi vendicare, vel appropriare intendat; imo ea per deputandos a nobis generaliter, & per Prælatos Regni Francie specialiter, in suis Diocæbus administranda in Regno suo dimisit, manum suam exinde totaliter amovendo) sed fidei orthodoxæ fervore (suorum progenitorum vestigia clara sequens) accensus, de præmissis, quantum licite potuit, se informans, ad instruendum & informandum nos super hiis, multas & magnas nobis informationes per suos Nuncios & Literas destinavit.

Infamia verò, contra Templarios, ipsos, increbescens validius super sceleribus, antedictis: & quia etiam quidam Miles, ejusdem Ordinis, Magnæ Nobilitatis, & qui non levis opinionis in dicto Ordine habebatur, coram nobis secrete juratus, deposuit quod, in RECEPTIONE FRATRUM PRÆFATI ORDINIS, HÆC CONSUETUDO, VEL POTIUS CORRUPTELA, SERVATUR, QUOD AD RECIPIENTIS, VEL AB EO DEPUTATI SUGGESTIONEM, QUI RECIPITUR, JESUM CHRISTUM NEGAT, ET SUPER CRUCEM, SIBI OSTENSAM, SPUIT, IN VITUPERIUM CRUCIFIXI, & quadam alia faciunt, recipiens & receptus, quæ licita non sunt, nec humana conveniunt honestati, prout ipse tunc confessus extitit coram nobis; Vitare nequivimus, urgente nos ad id Officii nostri debito, quin tot & tantis clamoribus accomodaremus auditum.

Set cùm demum, famâ publicâ deferente, ac clamorâ infinuatioe dicti Regis, necnon & Ducum, Comitum, & Baronum, ac aliorum Nobilium, Cleri quoque & Populi dicti Regni Francie, ad nostram, propter hoc, tam per se, quam per Procuratores, & Syndicos, præsentiam venientium (quod dolenter reserimus) ad nostram audientiam pervenisset quod Magister, Præceptores, & alii Fratres dicti Ordinis, & ipse Ordo, præfatis & pluribus aliis erant criminibus irretiti:

Et præmissa, per multas Confessiones, Attestationes, & Depositiones præfati Magistri, & plurium Præceptorum & Fratrum Ordinis præfati coram multis Prælatibus, & Hereticis pravitatis Inquirentibus, in Regno Francie factas, nobisque ac Fratribus nostris ostensas, probari quodammodo viderentur;

Ac nichilominus fama & clamores prædicti in tantum invaluisse, & etiam ascendisse, tam contra ipsum Ordinem, quam contra personas singulares ejusdem, quod sine gravi scandalo præteriri non poterant, nec absque imminenti periculo tolerari:

Nos illius, cujus Vices, licet immeriti, in Terris gerimus, vestigia inherentes, ad inquirendum de prædictis, ratione prævâ, duximus procedendum; multisque de Præceptoribus, Presbyteris, Mililibus, & aliis Fratribus dicti Ordinis, reputationis non modicæ, in nostrâ præsentia constitutos (præfatis ab eis Juramento, quod super præmissis meram & plenam nobis dicerent veritatem) super prædictis interrogavimus & examinavimus, usque ad numerum septuaginta duorum (multis ex Fratribus nostris nobis assidentibus diligenter) eorundem Confessiones, per publicas manus in autenticam

ANNO 1308.

ticam Scripturam redactas, illud in nostrâ & dictorum Fratrum nostrorum præsentia, & deinde, interposito aliquorum dierum spatio, in Confessorio legi fecimus coram ipsis, & illas in suo vulgari cussilibet coram exponi; qui, perseverantes in illis, eas expressè & spontè, prout recitare fuerant, approbaverunt.

Postque, coram Magistro, & Præceptoribus præcipuis præfati Ordinis, intendentes super præmissis inquirere per nos ipsos, ipsum Magistrum, & Francie, Terræ ultramarine, Normannie, Aquitanie, ac Pictaviæ, Præceptores Majores nobis, Pictavis existentibus, mandavimus præsentari.

Sed, quoniam quidam ex eis sic infirmabantur, tunc temporis, quod equitare non poterant, nec ad nostram præsentiam quoquo modo adduci; nos cum eis scire volentes de præmissis omnibus veritate, & an vera essent quæ continebantur in eorum Confessionibus & Depositionibus, (quas coram Inquisitore pravitatis Hæreticæ in Regno Francie, præsentibus quibusdam Notariis publicis, & multis aliis bonis Viris, dicebantur fecisse) nobis & Fratribus nostris per ipsum Inquisitorem, sub manibus publicis, exhibitis & ostentis.

Dilectis Filiis nostris, Berengario, titulo Sanctorum Nerrei & Achillei, & Stephano, titulo Sancti Ciriaci in Termis, Presbyteris, ac Landulpho Sancti Angeli Diacono, Cardinalibus (de quorum providentiâ, experientiâ, & fidelitate, indubitata fiduciam obtinemus) committimus & mandavimus, ut ipsi, cum præfatis Magistro & Præceptoribus, inquirerent, tam contra ipsos, & alias singulares personas dicti Ordinis generaliter, quam contra ipsum Ordinem, super præmissis, cum diligentia, veritate: & quicquid super hiis invenirent nobis referre, ac eorum Confessiones & Depositiones, per manum publicam in scriptis redactas, nostro Apostolatu deferre, ac præsentare curarent;

Eisdem, Magistro & Præceptoribus, Absolutionis beneficium a Sententiâ Excommunicationis (quam pro præmissis, si vera essent, incurrerant) si Absolutionem humiliter & devotè peterent, ut debebant, juxta formam Ecclesiæ impensuri:

Qui Cardinales, ac ipsos Magistrum & Præceptores personaliter accedentes, eis sui adventus causam exposuerunt;

Et (quoniam personæ ipsorum, & aliorum Templariorum, in Regno Francie consensitum, nobis tradite fuerant) quod libere, absque metu cujusquam, plenè & purè, super præmissis omnibus, ipsis Cardinalibus dicerent veritatem, eis auctoritate Apostolicâ injunxerunt.

Qui Magister, & Præceptores Francie, Terræ ultramarine, Normannie, Aquitanie, ac Pictaviæ, coram ipsis tribus Cardinalibus (præsentibus quatuor Tabellionibus publicis, & multis bonis aliis Viris) ad Sancta Dei Evangelia, ab eis corporaliter tacta, præstito Juramento quod, super præmissis omnibus, meram & plenam dicerent veritatem, coram ipsis singulariter, libere ac sponte, absque coactione qualibet & terrore, deposuerunt, & confessi fuerunt, inter cætera, CHRISTI ABNEGATIONEM, ET SPUITIONEM SUPER CRUCEM, cum in Ordine Templi recepti fuerunt; & quidam ex eis se, sub eadem formâ, scilicet, CUM ABNEGATIONE CHRISTI, ET SPUITIONE SUPER CRUCEM, Frates Milites recepit.

Sunt etiam quidam ex eis, quædam alia horribilia & inhonestâ confessi, quæ, ut eorum ad præsens parcamus veredundia, subicimus.

Dixerunt præterea, & confessi fuerunt esse vera, quæ in eorum Confessionibus & Depositionibus continentur, quas dudum fecerant coram Inquisitore Hæreticæ pravitatis.

Quæ Confessiones & Depositiones dictorum, Magistri & Præceptorum, in Scripturam publicam per quatuor Tabelliones publicos redactæ, in ipsorum, Magistri & Præceptorum, & quorundam aliorum bonorum virorum præsentia: & deinde, interposito aliquorum dierum spatio, coram ipsis eadem lectæ fuerunt, de mandato, & in præsentia Cardinalium prædictorum, & in suo vulgari expositæ cussilibet eorumdem; qui, perseverantes in illis, eas expressè ac sponte, prout recitatz fuerant, approbaverunt.

Et, post Confessiones & Depositiones hujusmodi, ab ipsis Cardinalibus ab Excommunicatione (quam pro præmissis incurrerant) absolutionem flexis genibus, manibusque complois, humiliter & devotè, ac cum lachrimarum effusione modicâ peterent.

Ipsi verò Cardinales, quia Ecclesiâ non claudere gremium redeunt, ab eisdem Magistro & Præceptoribus, Hæresi abjuratæ expressè, ipsis, secundum formam Ecclesiæ, auctoritate nostrâ, Absolutionis beneficium impenderunt.

Ac deinde, ad nostram præsentiam redeunt, Confessiones & Depositiones prædictorum, Magistri & Præceptorum, in Scripturam publicam per manus publicas (ut dictum est) redactas, nobis præsentaverunt; & quæ cum dictis, Magistro & Præceptoribus, fecerant, retulerunt.

Ex quibus Confessionibus & Depositionibus, ac relatione, invenimus suspectos, Magistrum & Frates, in præmissis, & circa præmissa (licet quosdam ex eis in pluribus, & alios in paucioribus) graviter deliquisse.

Verum, quia universis Mundi partibus, per quas idem Ordo diffunditur, ac Frates degunt ipsius, super hiis non possumus inquirere per nos ipsos.

Fraternitati vestrz, de Fratrum nostrorum consilio, per Apostolica Scripta mandamus, quatinus vos, vel quilibet vestrum, videlicet, in suis Civitate & Diocesi,

Unâ cum venerabilibus Fratribus nostris, Patriarchâ Jerosolymitano: ac Archiepiscopo Eboracensi: Lincolnienfi, Ciceriensi, & Aurelianensi Episcopis: Et dilectis Filiis, de Latiniano, Parisiens Diocesis, & S. Germani de Pratis juxta Parisius, Monasteriorum Abbatibus; ac Magistris, Sicardo de Vauvo, Canonico Narbonensi, Capellano nostro, noſtrique Palatii Auditore causarum, & Guidone de Vichio, Reſore Ecclesiæ de Hoſne, Londonienſis Diocesis; vel octo, septem, sex, quinq;ue, quatuor, tribus, duobus, aut uno ex ipsis, quos vobis in hac parte, propter Negotii magnitudinem, duximus adjungendos,

Vocatis, per publicum Citationis Edictum, per vos, & ipsos adjunctos, vel eorum aliquos, seu aliquem, in locis, de quibus vobis & eis videbitur faciendum, qui fuerunt evocandi.

Contra singulares Personas, & Frates dicti Ordinis, in Civitatibus & Diocesis vestris degentes, etiamſi aliunde venerint, vel illuc adducti forſan extiterint, super Articulis (quos vobis, sub Bullâ nostrâ inclosos, transmittamus) & super aliis, de quibus prudentiâ vestrz videbitur expedire, veritatem cum diligentia inquiretis.

Volumus insuper quod, Inquisitione, seu Inquisitionibus hujusmodi factis, per Provinciale Concilium, contra ipsos singulares Personas, & Frates, quæ in eadem Provincia fuerint, seu pro eis, super hiis, de quibus contra eos inquisitum extiterit, absolutoria, seu condempnatoria Sententia, juxta Juris exigentiam, proferatur; Inquisitore nichilominus, seu Inquisitoribus ejusdem pravitatis Hæreticæ, in ipsa Provincia per Sedem Apostolicam deputatis, tam ad dictas Inquisitiones, quam ad hujusmodi prolationem Sententiæ admissis, si ad eas vobiscum voluerint interficere.

Proviso quod, de inquirendo vel sententiando contra Magistrum, Præceptorem dicti Ordinis, in Regno Angliæ consensitum, contra quos, per certas personas, inquiri mandavimus, vos intermittere nullatenus præsumatis.

Dat. Pictavis secundo Idus Augusti, Pontificatus nostri Anno tertio.

LXIII.

Testament du Duc de Lorraine THIBAUD II. 1312.
du 24. Avril 1312. Avec un Codicille du mois
de Mai de ladite année. [BALEICOURT, 24. Avr.
Traité Hist. & Critiq. sur l'Origine & la Gé-
néal. de la Maison de Lorraine. Aux Preu-
ves, pag. cvi.]

In Nomine Patris & Filii & Spiritus Sancti,
Amen.

JE Thibauds Dus & Marchis de Lorraine, fais mon
Testament en mon bon sens & en ma bonne me-
moire, en la forme & en la manière que cy-après
vient. Premièrement, je veul que mes denots soient
paies, & mi tort fait amendé, & se mi venoit avant
qui peut monſtrer raiſonnablement que j'en eusse riens
dou sien, je veul qui li soit rendu. Item, je donne
as Chanoines de S. Dié après mon décès, le Four &
le Molin que j'ay fait & acquetté en la Ville de S.
Dié, qui siet de les la Maison le Prevost Conin, qui
fut amené c'en que li Chanoine faicent chanter pour
mi chacun jour à tousjours. Item, je donne as Cha-
noines de Darney cent & cinquante livres de petits
toursnois, à paire chacun an en la Saline de Rouſſieres,
& veul qui pregnent la Somme dessusdite, tant que
Hhh a mes

ANNO
1312.

mes Hoirs les auront asenné cent livres de Terré au petit Tournois à tousjours. Item, je donne à Sire Jean mon Chappelain, quarante livres de petits Tournois, & à Mahuet mon Clerc, trente livres de petits Tournois. Item, je donne à Jacquemin le Barbier, en guerdon dou service qui m'a fait, la Maison de Portefen, toute ensi comme elle est, & les vaignages, & toutes autres appendises, en quel len qu'elles soient; & se mes Hoirs voloit avoir la Maison de Portefen, je veul que mes Hoirs le asenne entre tant vaillant, & li donist cent livres de fors pour la Maison. Item, je donne à Jehan de la Chambre dix livres de Toullois; à Pierrefon de la Chambre dix livres de Toullois; à Thomauffin de la Chambre dix livres de Toullois; à Pierfen de la Panneterie vingt livres de Toullois; à Broucaded dix livres de Toullois. Item, à Notre Dame de Vauvert, dix livres de petits Tournois; à Notre Dame de S. Dié, vingt sous de Tournois; à S. Disier de Derouille, dix sous de Tournois; à Notre Dame de Meraville, dix sous de petits Tournois; à saint Souple de Rimini, dix sous de Tournois; à saint Thiebault en Ansaurs, vingt livres de petits Tournois; au Convent de Neuschafel, & as Cordeliers de celuy leu, à chacun Convent vingt livres de Toullois; au Convent as Freres Preschours de Toul, trente livres de Toullois; as Freres menus de mesme leu, vingt livres de Toullois; au Convent des Freres Preschours de Mes, quarante livres de Toullois; as Precereffes de Nancy, trente livres de Toullois; as Precereffes & Cordelleries de Mes, à chacun Convent dix livres de Toullois; as Freres Preschours de Verdun, vingt livres de Toullois; as Freres menus de ce même leu, dix livres de Toullois; à l'Abbaye de Boufonville, quarante livres de petits Tournois; pour acheter quarante soudes de cens, pour faire chacun an un Aniverfaire pour my. Item, je veul que Freres Ferris de Luneville Maitres de Dinité, preingne trois cens & sissante livres de petits Tournois, & qu'il les doigne pour Deu dedans ma Terre; à S. Nicolas du Port, vingt sous. Item, je veul con rendre à l'Abbé de Chaumouffey & au Convent, les domaiges que jou li ai fait, en destrouant le Molin qu'il avoit à Art sur la Riviere de Meur. Item, jou eslis ma sepulture à Beapré, & je leurs doins cinq cens livres de petits Tournois, & mes pallestrois, & mon lot, pour faire une Chappellerie pour chanter chacun jour une Messe pour l'ame de mi, & de mes ancifeurs. Je veul que Thiebaus de Lyny, & tout mi autres Hoste, soien bien payes. Je rapelle tous autres Testaments, & veul que cis soit tenus fermement. Item je fais & établis mes Ensecuteurs de ce present Testament, Maheu mon Fils, Mougnour Henry de Bayon, Labbé de Beapré, qui qui onques soit Abbé à ché luy, Dam Frere Ferris, Maitre de dennité, & Frere Nicole de Pringney, & veul tantost après mon decet, qui soit tantost fait ensemble faisi & tenant de tous mes meubles, de tous mes joiaus, de tous mes vaillelemens d'or & d'argent, & de toute ma Chapelle, quel part que tint: si bien que les dessus nommei soient pour faire & pour accomplir mon Testament. Après, je veul que se deus de mes Ensecuteurs ou li trois estoient empeschié, ou ne vauissent aller avant pour faire l'effeuction de mon Testament; je veul que li dui puissent faire l'effeuction sans nul débat, & s'il avoit discord entre mes Ensecuteurs, ne doutances en clauses de mon Testament, je veul que Frere Ferry de Luneville dessus nommés, les puisse accorder, & que ce qu'il droit soit tenus. Item, je veul que mi Ensecuteurs me faissent faire une exepulture de cent livres de Tournois. Item, je veul que tantost après mon decés, que mi Ensecuteurs tuit ensemble, & cil qui seroient present, soient faisi & tenus Dauville & dou Chaflet, & de toutes les Rentes des Tailles, & de toutes les appendises, en quel maniere que ce soit, pour faire & pour accomplir mon Testament, & se mes Hoirs empaechoit la faissine ne l'effeuction de mon Testament, je le mes four le peril de l'ame de li, & que Diens li puiet demander au jour du jugement, ensi com à chely qui m'auroit failli de foy & de promesse. Après, je veul que tout ce qui mi Ensecuteurs, ou li dui, ou li trois d'aus despondront en plaider, ou on pourchassier mon Testament, qu'il les preingnent fus Einville & les appendises toutes, & les Tailles, & les Rentes, & que tuit ensemble, ou li dui, ou li trois, soient ades faisi & tenant d'Ainville, & de toutes les choses dessusdites, tant mes Testaments soient tous fais & accomplis entierement. Et se uns de mes Hoirs ou autres; metroit a raison mes Ensecuteurs ou aucuns deus,

de fendre compte des biens qu'ils averoient rechen de par moy, ou par la raison de mon Testament, ne pour la choïson dou Testament mon Pere, veul que il en soient creu par leur simple parole, sans autre serment à faire, & veul encore que mi Ensecuteurs accomplissent le Testament mon Pere le Duc Ferry, & le Testament mon Oncle Jon Comte Renaud de Chalfres, la Comtesse de Montbelliard Catherine que fuit, & lout Testament Monigneur Jean de Toul qui fuit en la forme & en la maniere qu'il est contenu en Testament mon Pere le Duc Ferry, & veul que mi Ensecuteurs tantost après mon decés tuit ensemble, & cil qui present seroient, que les autres qui ne seroient present, soient tantost faisi & tenant pour toutes ces choses à faire de tous les biens meubles, & non meubles, ensi que mes Pere li Dus Ferry l'ait ordéné en son Testament. Et se uns de mes Hoirs empeschoit nulles de ces choses dessusdites, ne des Testaments dessus nommés, j'en décharge l'arme de mi & le mes four le peril de l'arme de celi ou de ceaux de mes Hoirs qui mettront débat ne empeschement; & prie & requier l'Evêque de Toul qui seroit à chely tans qu'à la priere & en la requête de l'un de mes Ensecuteurs ou de deus, qu'il mette le Tierre de chely ou de ceaux de mes Hoirs en entredit, qui empêcheront ou empêcheroient les effeuctions des devans dis Testaments. Et s'il avendroit chose que mes Hoirs ou mi Hoir par leurs serment offusent à mes Ensecuteurs qui seroient, & accompliroient mon Testament léalement, & les autres dessus nommés, ensi com il est contenu en Testament mon Pere le Duc Ferry, mais qui soient faisi des biens meubles & non meubles que je divise en mon Testament; je veul que mi Ensecuteurs ne si puissent consentir, ne donner droit à mon Hoir ou à mes Hoirs de ce faire; & se mes Hoirs ou mi Hoir leur faisoient force, & pernoient les biens dessus nommés, soient meubles ou non meubles, je veul que li uns de mes Ensecuteurs, ou li dui requierent le Evêque de Toul qui seroit, qui mette la Tierre en entredit, & j'en prie l'Evêque de Toul, qui est tenu à defendre les Testaments de sen Evêché, qui le faisse ault que li uns de mes Ensecuteurs, ou li dui, le requerront. Item, je donne encore à la Haice, dix livres de Toullois; au petit Barbier, dix livres Toullois; à Lanequim de la porte, cent sous de Toullois. Et pour ce que toutes choses dessus divilées & ordenées soient fermes & estables, je Thiebaus Dus de Loherrene, & Marchis, ai mis mon Saiel en ce present tien Testament. Et nous Jehans par la patience de Dieu Abbé de Boufonville, à la priere & à la requête de Noble Prinche & honorable nostre chier Signeur Thiebaud Dus & Marchis de Loherrene, avons mis nostre Saiel avec les son grant Seel en ce present Testament, qui fut fait l'an de grace nostre Signours mil trois cent & douze ou mois d'Avril, la Vigile Saint Marc l'Evangelliste; sceillés de deux Seels en cire verde fur doubles queue.

Codicille du Duc THIEBAUD II.

Nos THIEBAUD par la grace de Dieu Dus & Marchis de Loherrene, en notre bon sens, & en notre bonne memoire, & en la presence de bonnes Gens; cest à savoir Maître Ferry de Luneville, Maheu mon Fils, & Maître Othe de Bouxieres, Phellepin de Rofieres, Pierrefon de la Chambre, & plusieurs autres, as fait ordenemens & établissemens que tuit cil de ma Duchie lor Tailles & lor Reates paissent desoronavant en Monnoie corfable de notre Duchie, après que li jugement des Chevaillers soit tenus & gardés si comme li fit jusques à tant mon Pere, & que li uns ou li dui ne puissent mettre lor jugement en la boche dou Duc qui seray: Après je wel que huit vaillans homs soit pris par la volanté de mes Executors, qui aille outre Mer pour l'arme de mi & de mon Pere le Duc Ferry. Et li douront mi Executors quatre cens livres de petits Tournois, après que tuit li aitaige d'autrui que j'ay enclos en mon Parc de Nancy & Dainville, soient rendus & nos autres Aritages de la Duchie. Et nos Thiebaus Dus dessus nommés, volons & établissons tant com nos pouns, que cette presente Lettre ne puisse casier ne blaicier notre Testament. ne en tout ne en partie, en quelque maniere se soit, & prions & requerrons nostre Hoir en foy & amilté, qu'il taigne fermement cette presente Lettre, ausibien comme notre Testament, & avec notre Testament. Ce fut fait l'an de grace mil trois cens & douze ans, la Vigile de Sainte Croix ou mois de May, sceillés d'un grand Seau de cire verde fur double queue.

CORPS UNIVERSEL

DIPLOMATIQUE

D U

DROIT DES GENS:

CONTENANT UN

RECUEIL

DES

T R A I T E Z

D'ALLIANCE, DE PAIX, DE TREVE,

DE NEUTRALITÉ, DE COMMERCE, D'ÉCHANGE,

de Protection & de Garantie; de toutes les Conventions, Transactions,

Paixes, Concordats, & autres Contrats; qui ont été faits en

EUROPE, depuis le Règne de l'Empereur CHARLE-

MAGNE jusques à présent;

A V E C

LES CAPITULATIONS IMPÉRIALES ET ROYALES;

les Sentences Arbitrales dans les Causes importantes; les Déclarations de Guerre, les Contrats de Mariage des Grands Princes, leurs Testaments, Donations; Renonciations, & Protections; les Investitures des grands Fiefs; les Érections des grandes Dignités, celles des grandes Compagnies de Commerce, & en général de tous les Titres, sous quelque nom qu'on les désigne, qui peuvent servir à fonder, établir, ou justifier

LES DROITS ET LES INTÉRÊTS DES PRINCES ET ÉTATS DE L'EUROPE;

Le tout tiré en partie des Archives de la TRÈS-AUGUSTE MAISON D'AUTRICHE, & en partie de celles de quelques autres Princes & États; comme aussi des Protocoles de quelques Grands Ministres; des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de BERLIN; des meilleures Collections, qui ont déjà paru tant en ALLEMAGNE, qu'en FRANCE, en ANGLETERRE, en HOLLANDE, & ailleurs; sur tout des Actes de RYMER; & enfin des AUTEURS les plus estimés, soit en Histoire, en Politique, ou en Droit;

P A R

J. DU MONT, BARON DE CARELS-CROON,

ÉCUIER, CONSEILLER, ET HISTORIOGRAPHE DE SA MAJESTÉ IMPÉRIALE
ET CATHOLIQUE.

TOME I. PARTIE II.



A A M S T E R D A M,

Chez P. BRUNEL, R. ET G. WETSTEIN,
les JANSSENS - WAESBERGE, L'HONORE ET CHATELAIN.

A L A H A T E,

Chez P. HUSSON ET CHARLES LEVIER.

MDCCXXVI.



T A B L E

C H R O N O L O G I Q U E

D E S P I E C E S

C O N T E N U E S

Dans la II. Partie du I. Tome.

ANNO

1314.

27. Janvier.

31. Janvier.

1. Mars.

24. Mars.

28. Avril.

1. Mai.

3. Mai.

9. Mai.

15. Mai.

15. Mai.

26. Mai.

27. Mai.

LITTERÆ Responsoria EDWARDI II. Anglie Regis ad Papam CLEMENTEM V. de translatione WALTERI REYNALDI Wygorniensis Episcopi ad Cantuariensem Ecclesiam. Data apud Wyndesore 27. Januarii 1314.

1. Accord fait entre EDOUARD II. Roi d'Angleterre & GUILLAUME Comte de Hollande sur diverses avances, faites aux Marchands Anglois, à Westminster le 31. Janvier 1314.

2. Mandatum EDWARDI II. Anglie Regis Vice-Comiti Eborum de Terris eorum, qui ad torneandum extra Regionem se transferunt, in manum Regis capiendis. Dat. apud Haddesle, 1. Martii 1314.

2. Litteræ EDWARDI II. Anglie Regis quibus ADOMARUM DE VALENTIA Comitem Pembrochie, Custodem Terræ Scotie constituit. Dat. apud Westmonasterium 24. die Martii 1314.

3. Promesse de RODOLPHE Comite Palatin du Rhyn à FRIDERIC Duc d'Autriche, par laquelle il s'oblige à lui donner sa voix dans l'Élection d'un Empereur à la place de HENRI VII. mort quelque temps auparavant. A Spire le Dimanche après la St. George 1314.

3. HENRICI Marchionis Brandenburgensis Promissio Duci Austrie LEOPOLDO data de tribuendo Fratri ejus Duci Austrie FRIDERICO suo suffragio in Electione Romanorum Regis. Datum Spire Kalend. Maji 1314.

4. HENRICI Archiepiscopi Colonienfis Promissio Duci Austrie FRIDERICO data de promovenda ejus in Romanorum Regem Electione & Coronatione. Dat. feria 5. post Invention. Ste. Crucis 1314.

4. Archiepiscopi Colonienfis HENRICI Promissio Duci LEOPOLDO Austrie Duci, de suffragando Fratri ejus FRIDERICO Austrie Duci in Electione Romanorum Regis. Datum in Bacheraco quinta feria post Inventionem Ste. Crucis VII. Idus Maji 1314.

4. Plenipotentia à RODOLPHO Comite Palatino Rheni JOANNI Episcopo Argentinensi, JOANNI DE SPONHEIM, & JOANNI DE NASSAU data super Electione Romanorum Regis cum reliquis Principibus Imperii tractandi. Datum Heidelberg in Vigilia Ascensionis 1314.

4. Plenipotentia JOANNI Episcopo Argentinensi, OTTONI Comiti de Strazberg, & OTTONI Comiti de Othelflein à RODOLPHO Duce Saxoniae data; super Electione Romanorum Regis, cum reliquis Principibus Imperii tractandi & conveniendi. Heidelberg in Vigilia Ascensionis 1314.

5. Litteræ EDWARDI II. Anglie Regis ad Magistrum REYMUNDUM SUBIRANUM super exitibus Aquitanie CLEMENTI, nuper Papa oppugnat. Dat. apud Dunolm. 26. die Martii Anno 1314.

5. Litteræ EDWARDI II. Anglie Regis ad CARDINALES & ad alios de TOM. I. PART. II.

Credentia super statu Aquitanie. Data apud Dunolm. 27. Maii 1314.

5. Litteræ PHILIPPI IV. Regis Francie ad EDWARDUM II. Anglie Regem de Stapula Lanarum. Dat. apud Lorracum die Martis post Pentecosten Anno 1314.

6. Traité de Paix entre AME' LE GRAND Comte de Savoie & JEAN Dauphin de Viennois, par lequel leurs prétensions reciproques sur plusieurs Places, Villes & Châteaux sont réglées. Fait à Villars-Benoit le 10. Juin 1314.

6. Epistola EDWARDI II. Anglie Regis ad Romanæ Ecclesiæ Cardinalium Coetum hortatoria de novo Pontifice eligendo. Dat. apud Novum Castrum 29. die Junii 1314.

9. Litteræ EDWARDI II. Anglie Regis ad PHILIPPUM IV. Regem Francie, super Ordinatione de Moneta in Aquitania revocanda. Dat. apud Berewycum 2. die Julii Anno 1314.

9. Litteræ EDWARDI II. Anglie Regis ad PHILIPPUM IV. Regem Francie responsoria super negotio Stapula. Dat. apud Berewycum 16. die Julii Anno 1314.

10. Lettre de ROBERT, Comte de Flandre, à EDOUARD II. Roi d'Angleterre, par laquelle il le prie de vouloir protéger les Marchands de Flandres qui se trouvent dans son Roiaume. A Bruges le 26. Juillet 1314.

10. RUDOLPHI Ducis Saxoniae Promissio facta FRIDERICO Duci Austrie de suffragio suo in Electione Regis Romanorum proxime fienda. Vienna 4. Kalend. Augusti 1314.

10. Traité entre AME' LE GRAND Comte de Savoie & le PRIEUR de la Ville de PAYERNE, touchant l'Avouerie, & la Garde du Monastere de la dite Ville. Fait au mois d'Août 1314.

10. Litteræ quorundam CARDINALIUM ad EDWARDUM II. Anglie Regem de excessibus, per Vascones contra Cardinales Italicos, in electione novi Pontificis, perpetratis. Dat. Valentie 10. die Septembris Anno 1314.

12. Saint-Conduit accordé, par EDOUARD II. Roi d'Angleterre, aux Deputes de ROBERT DE BRUS, Roi d'Ecosse, pour traiter de leurs differens. Donné à Ederwyck le 18. Septembre 1314.

12. Mandatum EDWARDI II. Regis Anglie de Uxore, Sorore, Filia ROBERTI DE BRUS, & aliis Prisonibus ad Kartholum conducendis. Dat. apud Eboracum 2. die Octobris Anno 1314.

13. Plein-pouvoir accordé par EDOUARD II. Roi d'Angleterre pour traiter d'une Paix, ou d'une Trêve, avec ROBERT DE BRUS, ou ses Deputes. Donné à Ederwyck le 7. Octobre 1314.

13. Plenipotentia ab HEINRICO Archiepiscopo Colonienfi RUDOLPHO Comiti Palatino Rheni & Electori data; vice & nomine suo personam idoneam in Romanorum Regem & Imperatorem nominandi, & eligendi. Dat. Idus Octobr. 1314.

a z Ligue

ANNO

1314.

Juin.

10. Juin.

29. Juin.

2. Juillet.

16. Juillet.

26. Juillet.

29. Juillet.

Août.

10. Sept.

18 Septemb.

2. Octob.

7. Octob.

15. Octob.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO

1314.

17. Octob.

18. Octob.

15. Nov.

4. Decemb.

1315.

24. Mars.

20. Avril.

28. Mai.

15. Juin.

15. Juin.

23. Juin.

26. Juin.

14. Juillet.

17. Juillet.

18. Juillet.

Ligue entre AME' LE GRAND Comte de Savoye, & JEAN Dauphin de Viennois pour la defense du Royaume d'Arles le 17. d'Octobre 1314. 13
HENRICI Bohemie & Polonia Regis, 13
RUDOLPHI Comitiss Palatini, & 13
RUDOLPHI Ducis Saxonia, Sacri 13
Romani Imperii Electorum, Littere ad 13
summum Pontificem, quibus notificatur, se 13
FRIDERICUM Ducem Austria in 13
Regem Romanorum elegerit. Cum inserto 13
eiusdem Electionis Decreto; nec non Lit- 13
teris annexis Archiepiscopi Colonien- 13
sis HEINRICI ad summum Pontificem 13
eiusdem tenoris. Dat. 4. Kalend. Decembris 13
1314. 14
RUDOLPHI Comitiss Palatini Rheni 14
Plenipotencia GERLACO Comiti de 14
Nassawe Sororis suo data, coronationi Ce- 14
sarica FRIDERICI Ducis Austria 14
suo nomine assistendi. Dat. in Heidelberg 14
1314. feria sexta post diem B. Martini. 15
Littere EDWARDI II. Regis Anglie ad 15
NICHOLAUM Cardinalem, Ostien- 15
sem & Vellestrensem Episcopum, de Con- 15
cordia inter Cardinales & de Electione 15
Pape acceleranda. Dat. apud Berckham- 15
sted 4. die Decembris Anno 1314. 16
Deux Litteres d'assurance; l'une de LOUIS 16
de Baviere dñu Empereur; l'autre de 16
PIERRE Archevêque de Mayence, pour 16
la Ville de Spire, à l'égard des hostilités, 16
insultes, & dommages qui pourroient lui 16
arriver pour avoir entraîné le parti de 16
LOUIS contre FREDERIC d'Autriche 16
aussi dñu Empereur; la premiere donnee 16
à Oppenheim le Samedi avant le 12. jour, 16
& la seconde aussi à Oppenheim le Diman- 16
che avant le 12. jour, lorsque l'on comptoit 16
l'an de la Nativité de Christ 1315. 16
Romanorum Regis FRIDERICI Confirma- 16
tio Contractus Permutationis Anno 1308. 16
inter HENRICUM VII. Romano- 16
rum Regem, & JOANNEM Episcopum 16
Argentensem IX. Cal. Aprilis 1315. 17
Forma Pacis & Concordia inter EDWAR- 17
DUM II. Regem Anglie, & REYMUN- 17
DUM Vicecomitem Fronsatii. Dat. apud 17
Westmonasterium. 20. die Aprilis 1315. 17
Littere EDWARDI II. Regis Anglie ad 17
ALPHONSUM Regem Castellæ, de 17
atemptatis reformandis. Data Westmo- 17
nasterii die 28. Maii Anno 1315. 17
Littere LUDOVICI X. Regis Francia 17
ad Status AQUITANIE super com- 17
plemento Pacum cum EDWARDO 17
Rege Anglie. Data Parisiis 15. Junii 17
1315. 18
Littere LUDOVICI X. Regis Francia 18
Declinatoria quoad Adherentes & Gardia- 18
tores in Ducatu Aquitania. Data Pari- 18
siis die 15. Junii 1315. 18
Arrêt donné par le Roi LOUIS X. sur- 18
nommé Hutin, Roi de France, contre 18
ROBERT Comte de Flandre, pour les 18
choies faites par ledit ROBERT contre 18
le Roi & sa Justice. Au mois de Juin 18
1315. 18
Littere LUDOVICI X. Regis Francia 18
de hui que complenda superant secundum 18
Pacum inter Anglia & Francia Reges 18
utrinque complendis. Data Parisiis die 18
26. Junii Anno 1315. 21
Second Arrêt de LOUIS X. surnommé 21
Hutin Roi de France, contre ROBERT 21
Comte de Flandre & les Flamands. Don- 21
né le 14. Juillet 1315. 22
Lettre de ROBERT Fils du Comte de 22
Flandre à LOUIS X. surnommé Hu- 22
tin Roi de France, par laquelle il declare 22
être obligé d'assister le Comte son Pere 22
contre le Roi, qui est son Seigneur, au- 22
quel il renvoie l'hommage & la feauté 22
qu'il lui devoit. Date au mois de Juillet 22
de l'Année 1315. 23
Lettre de LOUIS X. Roi de France à 23
EDOUARD II. Roi d'Angleterre, par

laquelle il le prie & le somme de vouloir 23
faire arreter sous les Flamands, avec leurs 23
biens, qui se trouveront dans les Pais de 23
sa Domination. A Crecy le 18. Juillet 23
1315. 24
Lettre d'EDOUARD II. Roi d'Angle- 24
terre, par laquelle il ordonne à tous les 24
Vicomes de son Roiaume de tenir la main 24
à ce que les Flamands, ennemis du Roi de 24
France, soient bannis de ses Etats. Donné 24
à Nicole le 1. Sept. 1315. 24
Littere EDUARDI II. Regis Anglia 24
ad Cardinales deprecatorie pro eligendo 24
Papa. Date apud Ramesey die 16. Sept. 24
1315. 25
Lettre d'EDOUARD II. Roi d'Angle- 25
terre à LOUIS X. Roi de France, pour 25
l'excuser auprès de lui de ce qu'il ne peut 25
pas employer toute sa Flote contre ses En- 25
nemis de Flamands, quoi qu'il y en destine 25
une partie. Donné à Dyton le 18. Sep- 25
tembre 1315. 25
Testament de FERRY IV. Duc de Lor- 25
raine & Marcbis, par lequel, entr'autres 25
choies, il recommande l'exécution des Tes- 25
taments de THYBAUT son Pere & 25
de MARGUERITE sa Mere; Il 25
confirme certains Dons faits par lui aupara- 25
vant à AUBERT Seigneur de Har- 25
dewillier, & prie le Roi de France de 25
tenir la main à ce que ses Dispositions 25
soient exécutées. Avec l'acceptation & Pro- 25
messe dudit Roi sur cela. A Paris au 25
mois de Septembre 1315. 25
Littere EDUARDI II. Regis Anglia ad 25
Catum Cardinalem, quoad ad electionem 25
Summi Pontificis suavia cum celeritate 25
procederent. Data Ebori, die 5. Octobris 25
Anno 1315. 27
Traité entre LOUIS X. surnommé Hu- 27
tin, & la Noblesse d'ARTOIS. Fait 27
l'An 1315. 27
Traité de Paix entre MAHAUD Com- 27
tesse d'Artois, & la NOBLESSE du- 27
dit Pays. Fait par LOUIS X. Roi de 27
France au mois de Decembre 1315. 28
Traité d'Alliance entre les trois Cantons 28
d'URI, de SWITZ, & de UN- 28
DERWALD, pour la Defense & 28
Conservation de leurs biens & de leurs 28
Personnes. Fait à Brumen le Mardi après 28
la St. NICOLAS Anno 1315. 29
Epistola EDUARDI II. Regis Anglia 29
ad HAGUINUM Regem Norwegie, 29
de restitutione detente Navis facienda. Da- 29
ta apud Lincolniam die 20. Februarii An- 29
no 1316. 30
Tabula Federis inter Judices, Consules & 30
Universitatem Terre WORTSATIE 30
atque Consules & Universitatem Civitatis 30
HAMBURGENSIS initii, quibus 30
mutuum sibi pollicentur assistentiam contra 30
quocumque Turris Novæ Ocht Aggres- 30
sores. Dat. in nova Ocht Anno 1316. fe- 30
ria quinta ante festum Palmaram. 30
Epistola EDUARDI II. Regis Anglia ad 30
HAGUINUM, Regem Norwegie, 30
super damnorum utrinque illatorum nego- 30
tio componendo. Data apud Wyndesore 30
12. Aprilis Anno 1316. 31
Littere Patentes EDWARDI II. Regis 31
Anglie de Civitate Burdegallæ Corona 31
Anglie & Camera Regis annexanda. 31
Dat. apud Westmonasterium die 18. Maii 31
1316. 31
Littere Patentes EDUARDI II. Regis 31
Anglie, quibus Villam Sanctæ Fidis alias 31
que Ducatus Aquitania Villam Coronæ An- 31
glie unecit. Data apud Westmonaste- 31
rium primo die Junii Anno 1316. 31
Traité entre PHILIPPE Regent des 31
Royaumes de France & de Navarre, & 31
EUDES IV. Duc de Bourgogne, qui 31
consent que le dit PHILIPPE tienne 31
le Gouvernement des Royaumes de France 31
& de Navarre. Fait au Bois de Vincen- 31
ne, le 17. Juin 1316. 31
Littere

ANNO

1315.

1. Septemb.

16. Sept.

18. Sept.

Septemb.

5. Octob.

Decemb.

9. Dec.

1316.

20. Fevrier.

1. Avril.

12. Avril.

18. Mai.

1. Juin.

17. Juin.

DE LA II. PART. DU TOME I.

ANNO 1316.
 9. Août.
 1. Sept.
1317.
 1. Avril.
 9. Avril.
 9. Avril.
 15. Avril.
 26. Mai.
 10. Juill.
 13. Sept.
 18. Octob.

Littere HAQUINI Norwegie Regis ad EDUARDUM II. Anglie Regem super Nove Burgenſium Berewicii Urbis detenta reſponſoria. Data apud Civitatem Bergenſem 5. Idus Auguſti Anno 1316. 32

Traité entre PHILIPPE Comte de Poitiers, Regent du Royaume de France, & ROBERT Comte de Flandre. Fait à Paris le 1. Septembre 1316. 33

Concordia per BORCHARDUM Episcopum Lubicenſem, inter Capitulum ejusdem, & Conſules nroſ LUBECÆ, ſuper discordiis inter eos exortis facta, quod videlicet utriusque Partium in eo ſtatu, in quo ſunt, jura ſalva in omnibus permaneat, quousque aliqua Partium de jure ſuo voluerit experiri; Interca tamen Civibus indulgetur, ut quicunque Altaria construere & dotare voluerit, hoc ei liberum ſit, & ipſe ejusque Heredes ſus Patronatus poſſideant. 35

Dispensatio Papa JOHANNIS XXII. pro Libertis Regis Anglie EDUARDI II. in gradu prohibito maritandis. Data Avinionie 1. Aprilis Anno 1317. 36

Adjournement fait par PHILIPPES V. Roi de France, ſurnommé le Long, à ROBERT Comte de Flandre, à comparoir en ſa Cour, touchant l'infraktion des chyles contenues au Traité de Paix précédent, donné le 9. Avril 1317. 36

Commiſſion de PHILIPPES le Long Roi de France, pour adjourner MAHAULT Comteſſe d'Artois à comparoître pour le Jugement de ROBERT Comte de Flandre; à Paris le 9. Avril 1317. 37

Citation faite de la part de PHILIPPE le Long Roi de France à l'Evoque de LODOUN, à aſſiſter au Jugement des Pairs de France contre le Comte de Flandre. Fait à Paris le 9. Avril 1317. 37

Littere Patentes PHILIPPI V. Regis Francie, EDUARDUM II. Regem Anglie ad Homagium pro Ducatu Aquitania preſtandum poſcentes. Data Pariſiſ die 15. Aprilis Anno 1317. 38

Conventiones habite inter EDUARDUM II. Regem Anglie & Dominum DE EGREMONT ſuper Maritagium JOHANNÆ Nepotis Regis. Data apud Weſtmonaſterium 26. Maji Anno 1317. 38

Aide par lequel PHILIPPE le Long Roi de France accepte la Proteſtation faite par MATHILDE Comteſſe d'Artois, qu'elle ne prétend point préjudicier à ſes Droits en comparuiſſant devant la Juſtice dudit Roi pour les accuſations intentées contre'elle. Fait à Paris le 10. Juillies 1317. 38

Traité de Gisors, par lequel PHILIPPE le Long Roi de France admet les excuſes de LOUIS Fils aîné du Comte de Flandre de Nevers, & de Retheil, Baron de Donzy, accepte la ſaiſſe des Fortereſſes remiſes à ſa Maieſté par ledit LOUIS en lui baillant un gant; & le repoſe à l'hommage ſans préjudice des droits acquis à ſa Maieſté ſur les dites Comtez, en baillant par lui ſereté à GIRARD DE CHATILLON & GUILLAUME DAULIZY Chevaliers; & garantie ou cinquante autres, & demeurant à l'arbitrage du Comteſſe DE CHATILLON & du Sieur de SUILLY. Fait le 13. Septembre 1317. 39

Littere Imperiales accordés par LOUIS de Baviere Roi des Romains à la Ville de SPIRE, pour la démolition des Murs & autres Ouvrages de Landau après l'occupation, avec aſſurance qu'ils ne ſeront ni relevés ni réparés, juſques à ce que le prix de l'engagement lui ait été remboursé. A Franckfort le Mardi après la Fête de St. Gall 1317. 40

TOM. I. PART. II.

Littere de LOUIS de Baviere Roi des Romains, par lesquelles il engage Landau à la Ville de SPIRE pour une Somme de 15500. Livres en compenſation des Dommages ſoufferts par elle en ſuivant ſon parti. A Franckfort le Mercredi après la St. Luc 1317. 41

Traité entre les Deputés de PHILIPPE le Long Roi de France, & ROBERT Comte de Flandre, & les Villes dudit Pais par leurs Deputez. Fait à Paris, au mois de Novembre 1317. 41

Littere EDUARDI II. Regis Anglie, ad PHILIPPUM Longum Regem Francie de attemptatis in Aquitania emendandis. Data apud Haddels, die 30. Martii Anno 1318. 42

Traité & Concordat entre JEAN Duc de Brabant, & GUILLAUME Seigneur de Tournemonte, touchant leurs droits ſur Tournemonte, Merchet, & la Capelle. Fait à Bruxelles, l'An 1318. 42

Littere EDUARDI II. Regis Anglie ad PHILIPPUM Longum Regem Francie, ſuper dilatione Homagii pro Ducatu Aquitania preſtandi. Data apud Weſtmonaſterium 16. die Junii Anno 1318. 43

Littere Datis Oppavienſis NICOLAI promittentis JOANNIBOHENIE & Polonie Regi omnem fidelitatem, devotionem, & obedientiam, pro dato ſibi in ſendum Ducatu Oppavienſi, preſtare, cique contra omnem Hominem tanquam fidelis Vaſallus omnibus viribus auxiliari, & contra promiſſa inviolabiliter ſervare. Datum Praga 5. Nonas Julii 1318. 43

Littere EDUARDI II. Regis Anglie ad PHILIPPUM Longum Regem Francie ſuper Homagio faciendo. Dat. apud Nottingham 12. Auguſti 1318. 43

Traité de Paix entre PHILIPPE DE SAVOYE Prince d'Ache, le Marquis de SALUCES, & MATHIEU Seigneur de Milan. Fait à Lombriasque le 19. Août 1318. 44

Accord entre FERRY Duc de Lorraine & Marchis, & GAUCHIER DE CHASTILLON Connétable de France, ſur le Droit de la Monnoye dans la Ville de Neuf-Châtel en Lorraine. Du Mercredi avant la Fête de la Nativité de notre Dame 1318. 45

Declaration des principaux Seigneurs de FRANCE, qu'ils eſſiſteront point PHILIPPE le Long, contre le Comte de Flandre, ſi le Roi viole la Paix; avec le ſentiment du Pape JEAN XXII. ſur ladite Paix. Fait le 7. de Janvier 1319. 45

Conventio inter HENRICUM Episcopum Lubicenſem atque Capitulum ibidem ab una, & CONSULES LUBICENSES ab altera parte ſuper diſtinctionibus Terminorum ſeu limitum facta. Datum in Capitulo Lubicenſi Anno 1319. in Dominica Palmarum. 46

Sauf-Conduit du Roi de France PHILIPPE le Long donné à EDOUARD II. Roi d'Angleterre, pour l'entrez qui ſe devoit faire entr'eux en France: Donné le lendemain de Pâques Fleuves, l'An 1319. 46

HEINRICI Ducis Silieſie, Domini de Jaur & Furſtenberg, Reſignatio JOANNI Bohemie Regi facta de omnibus Juribus, in Marchiis, Provinciis, Terris & Poſſeſſionibus Luſiceni, Lubacenſi & Budisſienui, ſibi competentibus. Dat. in Caſtris prope Olmitz 10. Calendas Octobris 1319. 47

Traité de Paix & Confédération entre JEAN Duc de Brabant, & GUILLAUME Comte de Hollande, au ſeins de la Seigneurie de Heuſden. Fait à Niddeggen, l'An 1319. 47

ANNO 1317.
 19. Octob.

4. Nov.

1318.
 30. Mars.

23. Mai.

16. Juin.

5. Juilliet.

12. Août.

19. Août.

2. Septemb.

1319.
 7. Janvier.

1. Avril.

2. Avril.

22. Sept.

25. Sept.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO

1319.

28. Sept.

30. Novemb.

1320.

6. Avril.

5. Mai.

1321.

10. Février.

14. Juin.

1322.

18. Mars.

17. Avril.

24. Avril.

Lettres de HENRI Dauphin d'Anjou & confirmé Evêque de Metz, par lesquelles il promet & s'oblige à PERRY Duc de Lorraine de l'indemniser pleinement & entièrement de tous les Payemens qu'il pourroit faire, & de tous les Depens, Dommages & Pertes qu'il pourroit lui faire de la part de HENRI DE IENES-TRANGES, Seigneur de Fagnemont, envers lequel il s'étoit rendu Caution & Pleige pour lui &c. Fait le Vendredi devant la Fête St. Michel, au mois de Septembre 1319. 48

Regis Bohemie JOANNIS Privilegium & Promissio, Incolis Marchie & Provincie BUDISSINENSIS datum, Quod nec per se neque per Heredes aut Successores suos Marchia cuique quovis nomine concedenda, vendenda, aut nullo unquam tempore permittenda sit. Datum Praga die 2. Cal. Decembris 1319. 49

Traté de Paix entre LEOPOLD Duc d'Autriche & la Ville de SPIRE pour durer par Terre & par Eau jusques à ce que l'une des Parties ait déclaré publiquement à l'autre qu'il y renonce. Fait le jour Saint Sixte 1320. 50

Traté entre PHILIPPE le Long Roi de France, & ROBERT Comte de Flandre, par lequel ce qu'il y avoit de trop rude contre les Flamands dans les Traitez précédents est modéré. Fait à Paris le 5. de Mai 1320. 50

Sententia Diffinitiva in Causa inter WLA-DISLAUM Poloni Regem ab una, & Magistrum atque Fratres Domus S. Marie TEUTONICORUM à parte altera, de restituenda Regi Terra Pomeranie, per Fratres prefatos hucusque injuste possessa; lata per Archiepiscopum JANISLAUM Gnesnensem, nec non DOMARATUM Episcopum Poseniensem & NICOLAUM Abbatem de Mogilno, tanquam Commissarios Apostolicos. Actum in Janinwaldslawia W. Idus Februarii 1321. Cum inserto Mandato JOANNIS Papæ. Dat. in Aviniono III. Idus Septembris Anno 1321. 50

Traté entre AGNES de France, Duchesse de Bourgogne, AME Comte de Savoie, & JEAN Comte d'Auxerre, sur le Mariage de ROBERT de Bourgogne, avec JEANNE DE CHALON. Fait à Chalon Par. 1321. 51

Extraits du Traité de Paix entre LOUIS d'Anjou, Comte de Flandre, & GUILLAUME Comte de Hainaut, Hollande & Zelande, par la médiation de CHARLES IV. Roi de France. Fait l'An 1322. 52

Pactum inter Ducem & Commune VENETORUM ab una, atque Commune & Homines Civitatis TRAGURIENSIS à parte altera; Quo buce Commune cum Civitate, Comitatu, & Districtu suo, Domino, Regimini, Obediencia, Protectioni & Defensum memorati Ducis & Communi se in perpetuum subicit, salvo Honorificentis & Juris D. Regis Hungarie, que haberet vel habere deberet in Civitate prefata; insimulque de eligendo ad regendum dictam Civitatem Comite, uti & de forma Regiminis conveniunt. Actum in Ducali Palatio Venetiarum die 17. Aprilis Anno 1322. 52

Pactum Confederationis inter PAULUM Comitem Filium PAULI Bani olim Croatorum, ex parte una, atque Commune & Homines Civitatis TRAGURIENSIS ex altera, qua conveniunt, quod dictus Comes debeat rebellare & facere vivam Guerram contra MLADENUM Banum Croatorum & contra omnes Traguriensem hostes; parique debeant facere Tragurienses, salva fidelitate Regis Ungarie & salvo Duce Venetorum &c. Dat. Anno 1322. Ind. 5. die 24.

Aprilis.

Actura & Compositio facta, par la médiation de CONRAD archevêque de Mayence, entre la Ville de STRASBOURG d'une part, & la NOBLESSE qui s'étoit séparée de ladite Ville d'autre part; où y convenoit de remettre la Decision finale de leurs Differens à certains Arbitres, comme aussi de quelques Reglemens propres à faciliter cet Accommodement. A Sonc le jour & Fête de St. George 1322. 54

Traté entre FERRY III. Duc de Lorraine & EDOUARD Comte de Bar, par lequel le Duc FERRY s'engage de garder la Neutralité & mont la Guerre que le Comte EDOUARD a ou entreprendra contre le Roi de Bohême, & EDOUARD s'oblige de reprendre en son & Hommage tous les lieux qu'il possédoit entre Messin & Moselle, & qui lui étoient échus de la Succession de PIERRE de Bar son Oncle l'An 1322. le Dimanche après la S. Urbain. 54

Sententia EDUARDI III. Regis Anglie contra THOMAM Comitem Lancasterie & eius Adherentes, prolata apud Eboracum die 7. Maii Anno 1322. 55

Bulla Papæ JOHANNIS XXII. qua concessit FRATRIBUS DE HOSPITALI SANCTI JOHANNIS Jerusalem in Anglia, Possessiones TEM-PLARIORUM. Data Aviniono 10. Kal. Junii 1322. 57

Acte du Pavement qui adjoint à LOUIS Comte de Nevers, fils de LOUIS, fils Aîné de ROBERT Comte de Flandre, le Comte de Flandre, contre ROBERT fils puîné dudit ROBERT & MATHEUS HILDE sa Sœur, du 29. Janvier 1322. 58

Forme de Titres pour treize Ans, entre EDOUARD II. Roi d'Angleterre, & ROBERT DE BRUS Roi d'Ecosse. Donné à Thorp, près d'Eborac le 30. Mai l'An 1323. 59

Traté entre JEAN III. Duc de Brabant, lequel ledit OTHON reçoit la Ville de Grave en fief d'ant JEAN Duc de Brabant. Fait à Bruxelles l'An 1323. 60

Traté en forme de Promesse, entre le Duc FERRY ou FRIDERIC III. & EDOUARD I. Comte de Bar, par lequel ils s'engagent respectivement de faire épouser leurs Enfants RAUL & ALIENOR dans six Ans, du 3. Juillet 1323. 61

Declaratio EDUARDI II. Regis Anglie de prorogatio Treuga inter Sanctos Regis & Subditos LUDOVICI Comitis Flandrie, facta 22. Junii 1323. apud Bruxell. 60

Littere EDUARDI II. Regis Anglie ad ROBERTUM Regem Sicilie, super Portionibus Provincie Regi liberandis. Data apud Pykering die 17. Augusti 1323. 61

Littere EDUARDI II. Regis Anglie ad Papam JOANNEM XXII. de Credentia super avocis negotiis, & inter cetera, contra Electum Wintoniensem, quoniam Pseudo-Nunciam nuncupat & Adversarium. Data apud Pykering die 17. Augusti 1323. 61

Littere Papæ JOHANNIS XXII. ad EDUARDUM II. Regem Anglie, super Prefatione JOHANNIS DE STRATFORD in Episcopum Wintoniensem. Data Aviniono die 20. Augusti 1323. 62

Sans-convens accordé par EDOUARD II. Roi d'Angleterre, aux Députés de ROBERT DE BRUS, Roi d'Ecosse, conformément à la Trêve faite entre eux. Donné à Pykering le 22. Août 1323. 62

Littere EDUARDI II. Regis Anglie ad JACOBUM Regem Aragonie, de mar-

ANNO

1322.

24. Avril.

Mai.

2. Mai.

23. Mai.

1322.

1323.

29. Janvier.

1323.

30. Mai.

24. Juin.

3. Juillet.

22. Juillet.

17. Août.

17. Août.

20. Août.

22. Août.

30. Août.

DE LA I. PART. DU TOME I.

ANNO

1323.
8. Octob.

14. Nov.

1324.
13. Janvier.

31. Mars.

1. Avril.

1. Avril.

8. Mai.

29. Mai.

29. Mai.

29. Mai.

21. Juillet.

28. Juillet.

22. Sept.

marcandi Licentia non concedenda. Data apud Greenwich 30. die Augusti 1323. 63
Epist. la JOHANNIS Papae XX. ad Capitulum Ecclesie Progenis de Processu contra LUDOVICUM BAVARUM Regem Romanorum Avinion 1711. Idus Octobris. Pontificatus sui Anno 8. Cum Eisdem episcopo Papa inserto, quo presertim LUDOVICUM Bavarum innotet, et sub Excommunicationis pena injungit, ut intra terminum prefatum ab administratione Imperii abstinere, nec prius regnat quam persona sua per Sedem Apostolicam sit approbata. Datum Avinion in Palatio Episcopali VIII. Idus Octob. Pontificatus Anno VIII. 63
Ordre d'EDOUARD II. Roi d'Angleterre au Vicomte de Kent et à tous les autres Vicomtes et Baillifs d'Angleterre, de poursuivre à teni et à cri ROGER DE MORTIMER et ses Adhérents. Donné à Nottingham le 14. jour de Novembre 1323. 64
Lettres Patentes d'EDOUARD II. Roi d'Angleterre, pour régler l'administration de la Justice en Irlande. Donné à Nottingham le 24. de Novembre 1323. 65
Littere Papae JOANNIS XXII. ad EDUARDUM II. Regem Anglie de Colloquio inter Papam, ipsum et Comitem DE MUREF habito, et super Tanho Regis in Litteris ad ROBERTUM DE BRUS scribendis. Data Avinion die 13. Januarii 1324. 65
Prorogation de la Trêve, entre les ROIX DE FRANCE et d'ANGLETERRE jusqu'à la quinzaine après la Pentecôte. A Poissy le dernier de Mars 1324. 66
Littere EDUARDI II. Regis Anglie ad Papam JOHANNEM XXII. de non scribendo ad ROBERTUM DE BRUS, sub Titulo Regis, et de Episcopo Herefordensi lese Majestatis reo; et de Possessionibus Templariorum Hospitalarii concedendis. Data apud Westmonasterium primo die Aprilis Anno 1324. 67
Littere Patentes EDUARDI II. Regis Anglie ad Praefectum super prorogatione Trêve inter Subditos Regis et LUDOVICI Comitis Flandrie. Data apud Westmonasterium die primo Aprilis 1324. 67
Littere EDUARDI II. Regis Anglie ad Papam JOHANNEM XXII. de attemptatis Gallicorum et pro Pace cum Rege Francie. Data apud Westmonasterium Octavo die Maii 1324. 67
Investiture de la Ville et du Pais de LUCQUES donnée par l'Empereur LOUIS DE BAVIERE à CASTRUCCIO CASTRACANI de la Famille d'Antelminelli. Fait à Francfort, le 29. Mai 1324. 68
Pardon accordé par l'Empereur LOUIS DE BAVIERE, à la Ville de LUCQUES, qui s'étoit revoltée contre l'Empereur HENRI VII. Fait à Francfort le 29. Mai 1324. 68
Investiture de la Ville et du Pais de PISTOYE donnée par l'Empereur LOUIS DE BAVIERE à CASTRUCCIO CASTRACANI de la Famille d'Antelminelli. Fait à Francfort le 29. Mai 1324. 69
Mandatum EDUARDI II. Regis Anglie ad Praefectum quinqué Portuum, de Subditis Regis Francie arrestandis. Datum apud Porcelfriam vicesimo primo die Julii Anno 1324. 69
Littere EDUARDI II. Regis Anglie ad Papam JOHANNEM XXII. super attemptatis Gallorum in Vasconia et quod Rex nihil intentatum reliquit pro Pace habenda. Data apud Duxford 28. Julii 1324. 69
Traité de Trêve entre le Roi de France

CHARLES le Bel et EDOUARD Roi d'Angleterre, fait devant la Reelle, le Samedi lendemain de la St. Matthieu 1324. 71
Lettre d'EDOUARD II. Roi d'Angleterre aux grands Seigneurs, Archevêques, Abbez, Consuls et Universités etc. d'Aquitaine, par laquelle il les exhorte à persévérer dans la fidélité qu'ils lui doivent contre le Roi de France. Donné à Porcelfre le 30. Septembre 1324. Avec une INFORMATION de son Droit. 72
Littere EDUARDI II. Regis Anglie ad JACOBUM Regem Arragonie pro subsidio Hominum ad arma contra Regem Francie. Data apud Porcelfriam vicesimo die Septembris Anno 1324. 73
Littere Patentes EDUARDI II. Regis Anglie de Potestatis et de Commissariis ad tractandum super Pace cum Rege Francie. Data apud Westmonasterium decimo quinto die Novembris Anno 1324. 73
Littere EDUARDI II. Regis Anglie ad Papam JOHANNEM XXII. super Tractatu cum Rege Francie et Missionem Regine ISABELLE ad dictum Regem, super Tractatu cum Scotis, et super Cardinalibus beneficiis. Data apud Turrim Londonia 8. die Martii 1325. 73
Confédération communément appelée de la FAIX PUBLIQUE, conclue entre les Villes de Mayence, de Strasbourg, de Worms, de Spire et d'Oppenheim, pour la sûreté des Chemins, tant par Terre que par Eau, et pour la conservation du Commerce. Faite le Mercredi avant la St. Marc. 1325. Avec l'accession d'EMICH, Evêque de Spire, du jour de Sainte Walpurga 1325. 74
Venditio Castri de Cauderata ejusque Territorii, in Vicaria Nicae fidei, per Domicellum PAULUM CHABAUDI de Nica, ROBERTO JERUSALEM et Sicilia Regi Illustri facta pretio duorum millium Librarum Provincialium refofortatum. Actum Nicae etc. 75
Littere Patentes EDUARDI II. Regis Anglie, quibus Legatis suis potestatem dat ad tractandum de Pace cum Rege Gallie CAROLO IV. Data apud Wyntoniam 6. die Maii 1325. 76
Littere EDUARDI II. Regis Anglie ad Papam JOHANNEM XXII. de Negotiatione ISABELLE Regine et successu seriation, et de Tractatu cum Scotis. Data apud Porcelfriam 14. die Maii 1325. 77
Prolongation de la Trêve entre CHARLES IV. dit le Bel, Roi de France, et EDOUARD II. ou V. Roi d'Angleterre, pour un mois après la Fête de St. Baptiste. Fait à Fontainebleau, le 26. Mai 1325. 77
Traité de Paix entre CHARLES IV. dit le Bel, Roi de France, et EDOUARD II. ou V. Roi d'Angleterre. Fait à Paris le dernier de Mai 1325. Avec les PLEIN-POUVOIRS de ces deux Rois. 78
Lettres Patentes du Roi de France CHARLES IV. par lesquelles il declare de vouloir bien recevoir l'hommage, que le Roi d'Angleterre EDOUARD II. lui devoit faire en personne, de son Fils aîné, à condition que ledit Roi transporte à celui-ci toutes les Terres en France, et qu'en outre ce Fils aîné s'oblige à payer au Roi de France la somme de 60000. Livres Paris. Donné à Chateau-neuf sur Loire le 4. Septembre 1325. 80
Conventio inter Reges Romanorum LUDOVICUM Bavarum, et FRIDERICUM Austriacum, de possidendo, procurando et administrando Romanum Imperium infimal tanquam una eademque Persona. Actum Monachii die Jovis ante diem b 2 No.

ANNO

1324.

30. Sept.

30. Septemb.

15. Nov.

1325.
8. Mars.

24. Avril.

24. Avril.

6. Mai.

14. Mai.

26. Mai.

31. Mai.

4. Sept.

5. Sept.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO

1325.

10. Sept.

18. Octob.

1. Dec.

1. Decemb.

2. Decemb.

7. Dec.

10. Dec.

22. Dec.

1326.

3. Janvier.

8. Fevrier.

18. Fevrier.

18. Mars.

18. Mars.

Nativitatis B. Virginis Maria Anno 1325.

Litteræ Patentes EDUARDI II. Regis Angliæ, quibus Ducatum Aquitania Primogenito suo EDUARDO donat. Data apud Doverriam 10. die Septembris Anno 1325.

Litteræ EDUARDI II. Regis Angliæ ad Papam JOHANNEM XXII. super petitione Scottorum ab ipso rejecta & supra Negotiationibus cum CAROLO IV. Rege Franciæ. Data apud Sbene die 18. Octobris 1325.

Reponse d'EDOUARD II. Roi d'Angleterre au Roi de France CHARLES IV. dans laquelle il se plaint de ce que la Reine son Epouse & son Fils ains EDOUARD, sous des pretextes frivoles, ne vouloient pas encore s'en retourner en Angleterre. Donné à Westminster le 1. Decembre 1325.

Lettre d'EDOUARD II. Roi d'Angleterre à la Reine ISABELLE son Epouse, dans laquelle il l'exhorte à s'en retourner sans delay en Angleterre, & d'y renvoyer aussi au plutôt son Fils ains EDOUARD. Donné à Westminster le 1. Decembre 1325.

Lettre d'EDOUARD II. Roi d'Angleterre à son Fils ains EDOUARD, dans laquelle il lui enjoint de s'en revenir au plutôt en Angleterre, avec ou sans sa Mere. Donné à Westminster le 2. Decembre 1325.

Codicille d'ISABEAU DE RUMIGNI Ducheſſe de Lorraine. Fait le Samedi après la Fête de St. Nicolas en hiver l'An 1325.

Lega fra le tre Cantoni d'URANIA, SCWIT & UNDERVALD fatta à Biren l'Anno 1325. nel primo Martedì Duppo Santa Nicola.

Litteræ EDUARDI II. Regis Angliæ ad Archiepiscopos & Abbates Regni sui, ne qui pretextu Litterarum Papalium, aliqua Juri Coronæ præjudicialia attemptare præsumat. Data apud Sanctum Edmundum die 20. Decembris 1325.

Extrait du Traité & Conditions, sous lesquelles ceux de BRUGES, d'YPRES, & autres leurs Adhérans sont reçus en grace par LOUIS Duc de Brabant leur Souverain contre lequel ils s'étoient revoltés. Fait à Arkes près de S. Omer l'An 1326.

Litteræ EDUARDI II. Regis Angliæ ad Papam JOHANNEM XXII. in quibus ipsum rogat, ne Primogenito suo in Gallis degenti Dispensationem ad Matrimonium, inconfulto Rege, concedere velit. Data apud Hantle die 3. Januarii Anno 1326.

Ordre donné par EDOUARD II. Roi d'Angleterre au Viconte de Northampton & autres Grands & hauts Officiers de son Royaume, pour traiter en Ennemis tous ceux qui accompagneront la Reine ISABELLE son Epouse, en cas qu'elle viant avec main forte en Angleterre. Donné à Gayund le 8. Fevrier 1326.

Litteræ BOLKONIS Ducis Oppolienſis super concessis sibi in feudum à JOANNE Bohemia. Rege Terra Waltenberg, cum Glogovia minore aliisque Feudis. Datum Anno 1326. 12. Kalend. Martii.

Lettre d'EDOUARD II. Roi d'Angleterre, au Roi de France CHARLES IV. dans laquelle il se plaint de la conduite de son Epouse ISABELLE, & prie le Roi de lui renvoyer incessamment son Fils ains. Donnée à Lichfeld le 18. Mars 1326.

Lettre d'EDOUARD II. Roi d'Angleterre à EDOUARD son Fils ains, portant défense de se marier sans son consentement, & lui ordonnant de s'en retourner

sans delay en Angleterre. Donnée à Lichfeld, le 18. Mars 1326.

Traité de Paix entre CHARLES IV. dit le Bel Roi de France, & EDOUARD III. ou VI. Roi d'Angleterre. Fait à Paris le dernier jour de Mars 1326.

Traité d'Alliance entre CHARLES IV. dit le Bel Roi de France, & ROBERT Roi d'Ecosse. Fait au mois d'Avril 1326.

Litteræ EDUARDI II. Regis Angliæ ad Papam JOHANNEM XXII. super fidei & falsis rumoribus, Regem, Reginam & Regis Filium contingentibus. Data apud Kenilworth die 15. Aprilis 1326.

WALDEMARI Regis Danie Litteræ Investituræ, GERHARDO Hoffstæte & Stormarie Comiti de Ducatu Jutia concessæ. Nyberg in Generali Parlamento, in die Assumptionis Mariae Virginis 1326.

Ordre d'EDOUARD II. Roi d'Angleterre à tous ses Officiers Militaires de proposer à la Reine son Epouse, à son Fils ains, à ROGER DE MORTIMER, & à quelques autres de ses Ennemis, qui étoient entrez en armes dans son Royaume pour l'attaquer. Donné à la Tour de Londres le 27. Septembre 1326.

Venditio duarum partium Consulatus & Jurisdictionis Caſtri de Villa Franca, Domino RAYNALDO DE SALETA Comitatum Provincie & Forcalquerii Senescalco, per Procuratores Universitatis dicti Caſtri ad hoc specialiter constitutos, pretio videlicet ducentarum Librarum Provincialium reſſorciatorum. Actum Nicie die 14. Octobris Anno 1326.

Manifeste d'ISABELLE, Reine d'Angleterre, & de ses deux Fils, EDOUARD & EDMOND, pour justifier leur entrée dans le Roiaume, avec main forte. Donné à Wallingford le 15. Octobre 1326.

De recessu Regis EDUARDI II. à Regno, Filio ejus Primogenito Custode constituto: ac de reditu Regis, & magno Sigillo eidem Filio & Regni commissio.

Declaration de JACQUES II. Roi d'Arragon sur la restitution d'un Navire & de quelques Marchandises que son Amiral avoit enlevées aux Sujets de CHARLES IV. dit le Bel Roi de France. Faite le 19. de Novembre 1326.

Recognitionis Litteræ CASIMIRI Ducis Teſchimenſis super possessione bonorum suorum jure & Titulo feudali à JOANNE Bohemie & Polonie Rege receptorum. Datum Oppavia 12. Calendas Martii 1327.

Recognitionis WŁADISLAI Ducis Cuiuslenſis, quod à JOHANNES Bohemia & Polonie Rege suas Terras cum omnibus Civitatibus & Caſtris jure receptoris feudali; easque sui Heredes ab eodem in feudum recipere debeant. Datum Oppavia 11. Kalend. Martii 1327.

Litteræ JOANNIS Ducis Oruienſis de recepta in feudum Terra Oswicensi cum omnibus Civitatibus & Oppidis, à JOANNE Bohemia Rege; obligatus se porro Heredesque suos ad omnes fidelitatem dicto Regi præstandam. Datum in Bounung 6. Kalend. Martii 1327.

Recognitionis HENRICI senioris, & HENRICI ejus Filii, Dominorum de Plawen de recepto in feudum, à JOANNE Bohemie Rege, suo Dominio Plawen, cum omnibus Munitionibus & bonis. Datum Prage decimo octavo Kalendæ Aprilis 1327.

Recognitionis BOLESŁAI Ducis Oppolienſis de Civitate, Caſtro, Oppidis & Villis sibi à JOANNE Bohemie ac Polonie Rege in feudum concessis & receptis. Datum Wratislavia in die Palmaram Anno

ANNO

1326.

31. Mars.

Avril.

15. Avril.

15. Aout.

27. Septemb.

14. Octob.

15. Octob.

26. Octob.

19. Nov.

1327.

18. Fevrier.

19. Fevrier.

24. Fevrier.

16. Mars.

5. Avril.

DE LA II. PART. DU TOME I.

ANNO

1327.
6. Mai.

1. Octob.

6. Octob.

16. Octob.

3. Decemb.

1328.
15. Fev.

1. Mars.

14. Mars.

16. Mai.

1329.
28. Janvier.

12. Mars.

14. Mars.

29. Mars.

no 1327. 98
Promesse des Procureurs d'EDOUARD VI. Roi d'Angleterre inferée après le Traité de Paris du dernier Mars 1326. par laquelle ils obligent leur Roi à cinquante mille Marcs sterling contenus au dit Traité envers CHARLES IV. Roi de France le 6. Mai 1327. Avec le Vidimus de PHILIPPE Roi de France sur le même Traité. Donné à Paris le 7. Septembre 1330. 98
Accord entre JACQUES II. Roi d'Aragon & JACQUES Roi de Majorque. Fait à Barcelonne le 1. Octobre 1327. 99
Alliance entre les Seigneurs de ELSTERBERG & les Seigneurs de PLAVERN, pour une assistance reciproque, contre qui que ce soit qui voudra user d'hostilité contre eux. A Ronberg la Vigile de Ste. Justine 1327. 100
Bulle Papa JOHANNIS XXII. contra Hereticos docentes Suprematum esse in Casare, non vero in Papa, & de eadem Bulla per Angliam publicanda. Dat. Avinionis 17. Kalend. Novembris 1327. 101
Fragmentum Foderis inter Civitates Spalensem, Sibenicensem & Traguricensem, procurantibus Provisioribus Ducis & Communitis Venetorum initii, quo dictæ Civitates invicem Amicos pro Amicis, & Inimicos pro Inimicis habere subque satisfactionem illorum damnum procurare promittunt. Datum in Sala Palatii Communis Tragurii die 3. Decembris 1327. 106
Acte, par lequel l'Empereur LOUIS DE BAVIERE érige en Duché le Pais de LUCQUES, & en établit premier Duc CASTRUCCIO CASTRACANI. A Rome, le 15. Fevrier 1328. 106
Litteræ Patentes EDUARDI III. Regis Angliæ, quibus Superioritati Scotiæ renunciat & ROBERTUM Scotiæ Regem ab omni subjectione liberum declarat. Data apud Eborum die 1. mensis Martii 1328. 107
Acte, par lequel LOUIS DE BAVIERE Empereur fait CASTRUCCIO CASTRACANI Duc de Lucques Comte du Palais de Latran, & lui accorde d'assister au Couronnement de l'Empereur & d'y exercer certaines fonctions. Donné à Rome le 14. Mars 1328. 108
Plein-pouvoir d'EDOUARD III. Roi d'Angleterre donné aux Evêques de Worcester & de Chester, pour recevoir, en son nom, la possession du Royaume de France, qu'il prétendoit lui être dû. Donné à Northampton le 16. Mai 1328. 108
JOHANNIS Papa XX. ad Episcopum Pragensem de Processu contra LUDOVICUM BAVARUM Regem Romanorum Epistola; Avinionis data 3. Kal. Februarii Pontificatus sui Anno 14. Cum Edicto prefati JOHANNIS inserto, quo, præmissa Excommunicatione, inhibetur & expresse mandatur eidem LUDOVICO, ne ulterius Administrationi Regni Romani vel Imperii se quomodolibet intromittat, nec se Regem vel Imperatorem nominet &c. Dat. Avinionis 5. Kal. Februarii Pontificatus sui Anno 14. 109
Donatio inter vivos JOHANNIS Bohemici & Polonie Regis, atque ELISABETHÆ ejus Consortalis, facta VERNERO DE ORSZELA, Magistro & Ordinis TEUTONICORUM, de universa Terra Pomeranie. Actum in Thorun Dominica Invoavit Anno 1329. 110
Contrat de Mariage entre JEAN DE SAVOYE & MARGUERITE DE CHALON, fille du Comte d'Auxerre. Fait au Châteaun de Treffort le 14. Mars 1329. 111
Litteræ WENCESLAI Mazovici Ducis; quibus Terram suam Mazovienfem cum pertinentiis JOHANNI Bohemico

TOM. I. PART. II.

Regi resignat, & rursus ea à dicto Rege in Feudum recipit, promittens eum contra omnes homines adjuvare. Datum Plack quarta feria post Dominicam Oculi, Anno 1329. Cum Transumpto dictarum Litterarum per SIGISMUNDUM Romanorum Imperatorem atque ALBERTUM Austrie Ducem, facta Vienna die 20. Martii Anno 1326. 112
Litteræ JOHANNIS Silesie Ducis, quod resignatas JOHANNI Bohemie & Polonie Regi Civitates & Castra sua cum appertinentiis in perpetuum Feudum ab eodem receperit; promittens dicto Regi & Hæredibus ejus tanquam veris Dominis omnem obedientiam & fidem se exhibiturum. Data Wratislavia 3. Kalend. Maii Anno 1329. 112
HENRICI Ducis Silesie, Domini de Furstenberg & in Janer Venditio & Commutatio JOHANNI Regi Bohemie & suis Hæredibus & Successoribus Bohemie Regibus, de Civitate Gorlicensi, facta Wratislavia in die Inventionis Sanctæ Crucis Anno 1329. 113
Litteræ HENRICI Silesie & Glogovici Ducis; quibus proficitur se JOHANNI Bohemie ac Polonie Regi subiecisse omnesque suas Civitates & Castra dicto Regi resignasse, atque ea rursus in Feudum recepit. Datum Wratislavia die tertia post Dominicam Misericordiae Anno 1329. 113
Litteræ CONRADI Silesie & Glogovici Ducis, quibus se inique bona omnia in perpetuum JOHANNI Bohemie & Polonie Regi subiecit. Datum Wratislavia 1329. 6. Idus Maii. 114
Testament de JEANNE de Bourgogne Reine de France, confirmé par le Roi PHILIPPE de Valois son Epoux. Donné à Saint Denis le 11. de Mai 1329. 345
Homage prêté par EDOUARD III. Roi d'Angleterre à PHILIPPE VI. Roi de France, pour le Duché de Guyenne & la Pairie de France. Fait à Amiens le 6. Juin 1329. 114
Assemblée des PRELATS & des BARONS du Royaume de France en présence du Roi PHILIPPE VI. touchant la Jurisdiction temporelle des Ecclesiastiques. Fait le 1. Septembre 1329. 115
Protestatio EDUARDI III. Regis Angliæ contra Citationem PHILIPPI Valetii Regis Franciæ ad audiendam Declarationem Homagii nuper Ambianis prestiti. Data die 5. Febr. 1330. 117
Traité de Paix entre PHILIPPES de Valois Roi de France, & EDOUARD Roi d'Angleterre, avec la Formule de l'Homage qu'EDOUARD devoit rendre à PHILIPPES pour le Duché de Guienne. A Paris le 9. Mars 1330. 118
Contrat de Mariage d'AYMON Comte de Savoye, & d'YOLANDE de Monferat. Fait le 1. Mai 1330. 120
Traité, conclu entre les Commissaires du Roi de France PHILIPPE de Valois & ceux du Roi d'Angleterre EDOUARD III. pour ajuster leurs prétentions mutuelles. Donné au Bois de Vincennes le 8. Mai 1330. 122
Testament de PHILIPPE DE SAVOYE, Prince d'Achaïe. Fait à Pignerol le 9. Juin 1330. 124
Paix faite entre JEAN Roi de Bohême & Comte de Luxembourg, d'une part, & EDOUARD Comte de Bar d'autre part, touchant la Forification de Dampvillers le 12. jour de Juin l'An 1330. 124
Ratification du Traité conclu entre PHILIPPE de Valois Roi de France & EDOUARD III. Roi d'Angleterre au Bois de Vincennes le 8. Mai 1330. Donné par ledit Roi d'Angleterre, à Wodefsok le 8. Juillet 1330. 125

ANNO

1329.

29. Avril.

3. Mai.

7. Mai.

10. Mai.

11. Mai.

6. Juin.

1. Sept.

1330.
5. Fevrier.

9. Mars.

1. Mai.

8. Mai.

9. Juin.

12. Juin.

8. Juillet.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO

1331.

30 Mars.

13. Avril.

3. Mai.

5. Mai.

29. Juin.

4. Juillet.

1. Octob.

20. Octob.

20. Nov.

1332.

15. Fevrier.

11. Mai.

Lettre touchant l'Homage fait à Amiens par EDOUARD III. Roi d'Angleterre à PHILIPPE de Valois Roi de France. Donné à Eleham le 30. Mars 1331. 346
Transfert des Lettres de PHILIPPE de Valois Roi de France à EDOUARD III. Roi d'Angleterre, touchant l'Homage fait à Amiens, & dans quelle forme cela se doit faire à l'avenir. Donné à Saint Christophe en Halaie le 23. Avril 1331. 125

Lettres de l'Empereur LOUIS de Baviere pour la Reservation de ses Droits, portant que le Traité qu'il a fait avec OTTON Duc d'Autriche, & par lequel il lui a cédé le Vicariat de l'Empire, ne pourra d'ailleurs préjudicier aux anciens Traités faits entr'eux. A Munich le jour de l'Invention de la Ste. Croix 1331 126
LUDOVICI BAVARI Imperatoris Littera Investitura, quibus OTTONI Duci Austriae, ejusque Fratri ALBERTO absenti, Ducatum Austriae, Dominatum Carniolae, Marchiam ac Portus Naponis, omniaque alia Fenda, quae ipsi Ducei, & Progenitores eorum in Suevia, Asia, & alibi à Sacro Rom. Imperio tenuerunt, concedit. Datam Monachii dominico die post Inventionem S. Crucis 1331. 126

Paix Publique, conclue par le commandement & la volonté de LOUIS de Baviere Empereur pour tout le tems de sa vie entre les Villes d'Ellingen, Reutlingen, Rottwell, Heilbron, Gmunden, Weyl, & Winpberg, pour leur commune sûreté, le Samedi après la St. Jean 1331. 126
Declaration d'EDOUARD II. Roi d'Angleterre à PHILIPPE DE VALOIS Roi de France, touchant la satisfaction qui se devoit faire pour les Dommages causez au Château & la Ville de Kaintes par le Duc d'Alençon Frere dudit Roi de France. Donné à Nicole le 4. Juillet 1331. 127

Venditio Civitatis GLOGOVIE cum omnibus pertinentiis, per JOANNEM Silesiae Ducem & Dominum in Silesia, JOANNI Bohemiae & Poloniae Regi pretio duorum millium Marcarum Polonici pagamenti. Datum Glogovia die beati Remigii Anno 1331. 128

Paix Matrimonii initi inter RAYNALDUM, Comitem Geldriae & Zutphaniae, & ELEONORAM Sororem EDUARDI III. Regis Angliae, Westmonasterii die 20. Octobris Anno 1331. Una cum Ratificatione dicti Regis Westmonasterii 25. Martii 1332. 128

Accession de LOUIS Marchgrave de Brandebourg, comme aussi des deux Freres, ETIENNE & LOUIS, Comtes Palatins du Rhyn, au Traité d'Alliance conclue en ce tems-là à Ulme entre divers Seigneurs & Villes de l'Empire. A Ulme le Mercredi avant la Sainte Catherine 1331. 130

Privilegium LUDOVICI Bavari Imperatoris, Civitati TREMONIENSI concessum de non molestanda dicta Urbe per Impignorationem, Permutationem aut quascunque alias Invasiones illicitas. Norimbergae 1332. 130

Fœdus inter NELIPTIUM Comitem Finii & Cetina ex parte una, & tria Communia atque Civitates Spalatensem, Tragurientem, & Sibenichensem ex altera; quo dictus Comes has Civitates defendere & guardare, ipsarumque hostes pro suis habere promittit. Civitates vicissim in auxilium Comiti 400. pedites contra ipsius inimicos, exceptis Rege Hungariae & Dominio Ducali Veneto, mittere pollicentur. Datum in Palte Stolpona 15. Februarii Ind. XV. 1332. 132

Privilège de l'Empereur LOUIS de Baviere en faveur des Citoyens & Bourgeois de MULHAUSEN, portant que leur Ville ne pourra en aucune maniere être

aliéné de l'Empire. A Biberac le Lundi après l'Ascension de la Fête de Ste. Croix 1332. 132

Compromis de RAOUL, Comte d'Eu & Connétable de France, pour soi & au nom de l'Archevêque de COLOGNE de l'Evêque de LIEGE, des Comtes de LUXEMBOURG, de GUELDRÈS, de JUILLIERS & de NAMUR d'une part, & de JEAN Duc de Brabant d'autre, en la personne du Roi de France PHILIPPE de Valois, de tous les différens qu'ils avoient ensemble, le 20. Juin 1332. 133

Lettre par laquelle PHILIPPE de Valois. Roi de France, accepte le Compromis d'entre l'Evêque de COLOGNE, de LIEGE, & autres, & le Duc de BRABANT. Fait le 20. Juin 1332. 133

Paix publique, établie & ordonnée par l'Empereur LOUIS de Baviere, de concert avec BAUDOUIN Archevêque de Trèves, Administrateur de Mayence, & Evêque de Spire, tant pour lui & ses Evêchés qu'au nom & pour GERLACH Evêque de Worms, RODOLPHE, & RUPRECHT Comtes Palatins du Rhyn, & les Villes de STRASBOURG, MAYENCE, WORMS, SPIRE & OPPENHEIM, pour la conservation du Commerce & la sûreté des Chemins, par Terre & par eau, le long du Rhyn, jusqu'à l'étendue de trois Milles de l'un & de l'autre côté, comme aussi dans tout le Territoire de Stratsbourg, & qu'on de mi-Mille plus haut jusqu'à Bingen, pour deux Ans. Anno 1332. Avec les Ratifications desdites Villes, du Mercredi avant la St. Jacques 1332. 134

Alliance des quatre Cantons LUCERNE, URI, SCHWITZ, & UNDERWALDEN. A Lucerne le Samedi avant la St. Martin 1332. 136

Declaration d'EDOUARD Roi d'Ecosse touchant les Donations, Cessions, & Hommages qui se devoient faire à EDOUARD II. Roi d'Angleterre. Donné à Rokebourg le 23. Novembre 1332. 136

Lettres Patentes d'EDOUARD Roi d'Ecosse, où il s'oblige de venir en personne, avec toutes ses forces, & à ses dépens, au secours du Roi d'Angleterre, EDOUARD III. toutes les fois qu'il en sera requis. Données à Rokebourg le 23. Novembre 1332. 138

Declaration de LOUIS Comte de Flandre, qu'il réparera toutes les pertes que pourroient faire RENAULD Comte de Gueldre, & GUILLAUME Comte de Juliers dans le secours qu'ils promettent de lui fournir contre la Ville de MALINES. Fait à Valenciennes, l'An 1333. 138

Extrait du Traité de Paix entre LOUIS Comte de Flandre, & GUILLAUME Comte de Hainaut. Fait à Cambrai l'An 1333. 138

Répê donné par RAOUL, Duc de Lorraine, à HENRI Comte de Vandemont & à Madame ISABELLE de Lorraine, d'employer en Aquêts certaine somme de deniers que le Duc FERRY son Pere leur avoit donnée en faveur de Mariage, au mois de Mai 1333. 138

Vente de la Ville de MALINES, faite à LOUIS Comte de Flandre, par ADOLPHE Evêque de Liege. Fait dans le Chapitre dudit Liege le 2. Octobre 1333. 139

Traité de Paix entre JEAN Duc de Brabant, & JEAN Comte de Namur. Fait à Namur l'An 1333. 139

Traité de Mariage entre GERARD Fils de GUILLAUME Comte de Juliers & MARGUERITE Fille de RENE Comte de Gueldre; dans lequel il est dit que LOUIS Comte de Flandre a acquis l'Avouerie de MALINES &c. de ladite MARGUERITE. Fait

ANNO

1332.

20. Juin.

20. Juin.

21. Juillet.

7. Nov.

23. Nov.

23. Nov.

1333.

Mai.

2. Octob.

18. Nov.

15. Dec.

DE LA II. PART. DU TOME I.

ANNO 1334.
28. Avril.
Fait à Ofchen dans le Condros le 15. Decembre 1333.
Litteræ Episcopi Virodunensis HENRICI, quibus offert Comitem VELDENTIE teneat ad prestandum sibi & successoribus Episcopis Virodunensibus fidelitatem, insimulque omnia designat, que dictus Comes ab Ecclesia Virodunensi in Fenda ligia teneat. Datum Anno 1334. feria quinta post Festum Marti Evangeliste.
22. Mai. Traité & Accord entre GUILLAUME Comte de Hainault, & JEAN Duc de Brabant. Fait l'an 1334.
30. Mai. Dispense du Pape JEAN XXII. pour le Mariage de RAOUL Duc de Lorraine, avec MARIE de Blois, du 30. Mai 1334.
12. Juin. Litteræ EDUARDI Regis Scotie, quibus cessioem facit Urbium, Castrorum, & Comitatum quorundam EDUARDO III. Regi Anglie. Data apud Novam Castrum super Tynam die 12. Junii 1334.
28. Juil. Litteræ de l'Empereur LOUIS de Baviere, par lesquelles il engagé à HUGUES Comte de Bregentz, l'Avocat de Lindau, qui est un Monastere de Filles, avec tous ses Droits & Appartenances pour la somme de deux cent Mars d'Argent, avec permission d'en tenir jusques à ce que ladite somme lui soit remboursée. Donné devant Messire le Jevai après la Fête de St. Jacques 1334.
2. Août. Litteræ EDUARDI III. Regis Anglie, quibus potestatem confert Legatis suis recipiendi Homagium & fidelitatem Comitatus SABAUDIE p^{re} Terris, Castris & Dominis quibuscumque, que ab ipso tenebat. Data apud Wyndesore die 2. Augusti Anno 1334.
27. Août. Traité de Paix fait, par l'entremise de PHILIPPE de Valois Roi de France, entre JEAN Roi de Bohême, WALERAN, Archevêque de Cologne, ADOLPHE Evêque de Liège, LOUIS Comte de Flandre, GUILLAUME Comte de Hainaut, RENAUD Comte de Gueldre, GUILLAUME Comte de Juchery, JEAN DE HAYNAUT Comte de Solfins, LOUIS Comte de Loz, GUILLAUME DE HAYNAUT Comte de Zelande, JEAN Comte de Namur, GUI de NAMUR, Frere dudit Comte & leurs Adhérens, d'une part, & JEAN Duc de Brabant d'autre. Fait à Amiens le 27. d'Août 1334.
Octob. Litteræ de JEAN Roi de Bohême & de Pologne, Comte de Luxembourg, par lesquelles, tant en son nom que comme Administrateur de son Fils CHARLES Marguis de Moravie, il fait cession & transport à PHILIPPE de Valois Roi de France & à ses Heirs & Successeurs, de la Ville & du Comté de LUQUES. Fait au Bois de Vincennes, au mois d'Octobre 1334.
Octob. Vendition de la Cité & Comté de LUQUES par JEAN Roi de Bohême & Comte de Luxembourg à PHILIPPE de Valois Roi de France pour le prix & somme de cent quatre-vingt mille petits Florins de Florence &c. Fait au Bois de Vincennes près de Paris au mois d'Octobre 1334.
30. Nov. Renouvellement, Eclaircissement, & Amplification de la Paix publiée ordonnée en 1332. par l'Empereur LOUIS de Baviere, avec divers Princes & Villes de l'Empire, pour la sûreté du Commerce, & des Chemins par Terre & par Eau le long du Rhyn, à trois Milles loins, & dans tout le Territoire de Strasbourg, jusqu'à Bingen, & maintenant prolongé pour deux Ans par le même Empereur. A Manich le jour de St. André 1334.
1335. 24. Août. Conventio inter JOANNEM Regem

Bohemie ejusque Primogenitum CAROLUM Marchionem Moravie ab una, & CASIMIRUM Regem Polonie ab altera parte inita; qua supradictus Rex ejusque Primogenitus omni proprietati; Dominio, & Titulo Regni Polonie sibi in eo competenti, renunciant; nonnullis tamen Terris ad limites dicti Regni exceptis. Prefatus autem Rex Polonie vicissim omni Actioni, Exceptioni & Oppositioni Juris que ei in predictis Terris competere possent, renunciat. Datum in Trivino 24. Augusti 1335.
Sententia Arbitralis in causa, inter CASIMIRUM Polonie Regem ab una, atque Magistrum, & Fratres ORDINIS TEUTONICI parte ab altera, de Terris Culmensi, Dobrzinensi, Cujavie, Pomeranie, & Thorunensi, vertente, per CAROLUM & JOANNEM Hungarie Bohemieque Reges lata. Datum Viseograd in Hungaria, Dominica post Festum S. Elizabethæ Anno 1335.
1336. 29. Janvier. JOANNIS Ducis Siniavie Donatio & libera Refugatio Ducatus sui Siniavienfis cum pertinentiis universis JOANNI Regi Bohemie & suis Hæredibus ac Successoribus Bohemie Regibus. Data Anno 1336. feria secunda proxima ante festum Purificationis B. Mariæ Virginis 1336.
Litteræ de Investiture, par lesquelles l'Empereur LOUIS de Baviere donne & confirme aux Ducs d'Autriche, ALBERT & OTTON, les Villes de Padoue & de Treviso en chef de l'Empire. A Vienne le Vendredi avant l'Obit d'Henri 1336.
31. Mars. Extraits du Traité entre LOUIS Comte de Flandre & JEAN Duc de Brabant sur la possession de la Ville de MALINES. Fait à Tenremonde le 31. Mars 1336.
29. Août. Litteræ BOLKONIS Ducis Silesie, quibus se suaque omnia bona, ditioni JOANNIS Bohemie Regis libere supponit, & que à predicto Rege in Fendum recipit, & decernit, quod post suam mortem dicta sua bona ad ipsum Regem Bohemie devolvantur, si Hæredes masculi sui non existant. Actum Strabinge in die Decollationis S. Joannis 1336.
22. Sept. Traité ou Contrat, par lequel CONRAD Comte de Schiessbourg vend & cede à ULRICK Comte de Wirtemberg le Château & la Ville de Gruningue. Fait le Dimanche avant la St. Michel 1336. Avec la Confirmation de l'Empereur LOUIS de Baviere, Donné au Camp près de Freising le Dimanche avant la St. Michel 1336. Comme aussi les Litteres de CONRAD Comte de Schiessbourg, par lesquelles il remet à ceux de Gruningue la Fidelité & l'obéissance qu'ils lui devoient, les renvoyant & laissant au Comte de Wirtemberg. Du Mardi après la St. Michel 1336.
23. Déc. Traité d'Alliance entre LOUIS de Baviere Empereur, & PHILIPPE de Valois Roi de France. Fait à Londres près Paris le 23. Decembre 1336. & confirmé par l'Empereur à Nuremberg le 1. Fevrier 1337.
1337. 4. Janvier. HENRICI Ducis Silesie Donatio Civitatis Gorlicensis cum pertinentiis universis JOHANNI Regi Bohemie. Dat. Wratislavia in Octava Innocentium 1337.
4. Janvier. HENRICI Ducis Silesie Domini de Firszenberg & in Jawor Refugatio JOANNI Regi Bohemie ac suis Hæredibus & Successoribus Bohemie Regibus, Civitatis Lubici cum Oppido Friburg, Zaraw & Tribul. Dat. Wratislavia Anno 1337. in Octava Innocentium.
6. Janv. Litteræ BOLKONIS Ducis Silesie, & Domini de Mansberg, quibus recognoscit JOANNEM Bohemie Regem, suam Civitatem Frankentien cum omnibus Districtibus & Juribus, pro duobus milia

ANNO 1335.

26. Nov.

1336. 29. Janvier.

31. Mars.

29. Août.

22. Sept.

23. Déc.

1337. 4. Janvier.

4. Janvier.

6. Janv.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO
1337.

8. Janv.

26. Mars.

28. Mars.

30. Mars.

30. Juin.

30. Juin.

5. Juill.

12. Juillet.

4. Nov.

millibus Marcarum grossorum denariorum Pragensium, Poloniamque pagamentis possidere, & in exsolutionem aque dictæ summæ se vel Hæredibus suis faciendam possidere debere. Actum Wratislavia 6. Januarii 1337. 155

BOBKONIS Silesia Ducis JOANNI Bohemia atque Polonia Regi de redimendo à suis Patris Civitatem & Castellum Richmbach cum omnibus ejus Territoriis facta, qua simul eidem Regi dicta bona, in casu, quo sine Hæredibus dicta bona, pleno Jure & Dominio maculis decederet, plene Jure & Dominio possidenda relinquunt. Actum Wratislaviae 1337. feria 4. post Festum Epiphaniae. 156

JOANNIS Ducis Silesia, quod Terram suam Goram, cum Silesia, Castro, Territorio, Turibus & omnibus pertinentiis JOANNI Bohemia Regi pro mille Marchis grossorum denariorum Pragensium vendiderit, & rursus dictam Terram cum omnibus pertinentiis una cum Civitate Frauentlad in Fendam perpetuum acceperit. Datum Wratislaviae in Domo Regali 5. die ante Dominicam Letare 1337. 156

HENRICI Ducis Silesia Ducis, quibus litteræ recognoscit, quod Castellum & Oppidum Kaut, & Alodium Kammerdorf, cum omnibus fructibus & pertinentiis, post mortem suam, ad JOANNEM Regem Bohemiae devotui debeant, eo quod sibi dicta bona, à prefato Rege, quoad usum fructuum data sunt. Actum Wratislavia feria sexta ante Dominicam Letare Anno 1337. 157

JOHANNEM Bohemia Regem sui facta, exigendi scilicet à Civitate & Bonis Civium Sittavientium, de qualibet Marca novum Lathonem grossorum. Datum Wratislaviae 7. die Diminica, qua canitur, Letare, Anno 1337. 157

EDUARDUM III. Anglie Regem & RUPERTUM Comitem Palatinum Rheni atque Bavaria Ducem initum apud Frankenfordiam die ultima Junii Anno 1337. 157

EDUARDUM III. Anglie Regem & RUPERTUM Comitem Palatinum atque Bavaria Ducem initum Anno 1337. die ultima Junii. Cum ejusdem EDUARDI Regis Ratificatione. Data apud Andwerp die 27. Aprilis 1339. 158

AYMON Comite de Savoye & EDOUARD Seigneur de Beaugre, par lequel AYMONT quitte à EDOUARD les Villes, Châteaux & Seigneuries de Toisy, Lent, Buene, & Coligny, à la charge de l'Hommage, & EDOUARD de son côté se départ du Droit qu'il avoit sur les Châteaux du Bourg S. Christophe, & de Beaugreard sur Saone, & sur le fief de Villars. 158

EDUARD III. Roi d'Angleterre & GUILLAUME le Bon, Comte de Hollande, par laquelle celui-ci s'engage à assister le Roi, dans son Expedition en Allemagne, avec mille Cuirassiers, pour lesquels le Roi lui promet de payer 200000. Florins de Florence. Donnée à Eßtaunford le 12. Juillet 1337. 161

Tabule Compositionis inter Capitulum & Ecclesiam HAMBURGENSEM ex una, atque Consule & Commune Civitatis ejusdem nominis ex altera parte, de iis rebus, que Jura Ecclesiasticorum, Clericorum Immunitatem concernunt, per Mediationem BURCHARDI Archiepiscopi Bremensis facta in Palatio Bremensi modo dicti Archiepiscopi Anno 1337. Nonas Novembris. Cum Litteris SENATUS HAMBURGENSIS ad Archiepiscopum Bremensem BURCHARDUM datis pro Confirmatione predictæ Compositionis. Hamburg, in Consistorio Anno 1337. 161

in crastino beati Martini Episcopi & Confessoris. 162

PHILIPPE Roi de France, & EDOUARD Roi d'Angleterre, pour eux, leurs Amis & Alliez, par l'entremise de JEAN Roi de Bohême, d'ADOLPHE Evêque de Liege, de ROYNELS Duc de Lorraine, de ANNIS Comte de Savoye & de JEAN Comte de Ermignaut, pour durer jusques à la St. Jean Baptiste de l'Année suivante. 163

LUDOVICI Bavari Diplomata, quo Duces Austrie ALBERTUM & OTTONEM Vicarios perpetuos & Generales Civitatum Padovæ & Trevisie constituunt, isque modo dictas Civitates cum appartenentis Vicariorum nomine in Fendam conferunt. Dat. Monaci quarta die Januarii 1338. 164

CAROLI Regis Hungarie Instrumentum Lige & reciproce Promissionis inter sese & CAROLUM Marchionem Moraviae factæ, quod si Rex Polonie CASIMIRUS absque Hæredibus maculis decederet, Regi Hungarie dictus Marchio ad obtinendam Regnum Polonie auxilium prestatum, vicissim Rex Hungarie Regi Polonie nullum dabit auxilium contra prefatum Marchionem &c. Datum in Wisegrad Dominica Invocavit. Anno 1338. 164

EDUARDI III. Regis Anglie ad LUDOVICUM Bavaram Imperatorem, quibus ipsum regem, ut IMBERTO Delphino de Vienna nomen & Titulum Regis concedere velit. Data apud Westmonasterium die 3. Martii 1338. 165

JOANNIS Bohemie Regis ut post mortem CONRADII Ducis Oliniensis, non relictis maculis Hæredibus, ejus Filia HEDWIGIS in Principatu, atque bonis, tam presentibus quam futuris succedere possit. Datum in Alenburgh 25. Martii 1338. 165

OTTON Comite d'Orlamunde & JEAN Burgave de Naremburg, par lequel ledit OTTON engage & hypothèque à JEAN les Villes & Terres de Culmbach, Trebalt & Berneck, avec leurs Dépendances, sous cette condition de les pouvoir garder en cas que lui OTTON vienne à deceder sans Hoirs mâles. Fait la Veille du Dimanche des Rameaux 1338. 166

Philippe Roi de France, par laquelle la Paix est rétablie entre RAOUL Duc de Lorraine & Marchis d'une part, & HENRI Comte de Bar d'autre part, comme si jamais il n'y eut eu Guerre entr'eux. A Poissy le 15. Juin 1338. Avec les Lettres de HENRI Comte de Bar, par lesquelles, en conformité de ladite Sentence, il nomme deux Chevaliers, pour terminer, avec deux autres que nommera le Duc, les différens restans entr'eux. Du Lundi devant la Moeslaine 1338. 167

Unio Electoralis inter HENRICUM Archiepiscopum Moguntinensem, WALRAMUM Coloniensem, BALDUNUM Trevirensem, RUDOLPHUM & RUPERTUM Fratres, STEPHANUM & RUPERTUM Juniores Comites Palatinos Rheni & Duces Bavariae, RUDOLPHUM Ducem Saxonie, & LUDOVICUM Marchionem Brandenburgensem; qua unanimiter conveniunt, & sese invicem sub vinculo Sacramenti nunquam à quocunque relaxando obstringunt, ad tutionem & mantentionem Jurium omnium & Privilegiarum Imperii, his temporibus vehementer à Pontificibus Romanis impetitorum, presertim in puncto Electionis Imperatorum. Actum in Rense die Jovis post Margarine 1338. 168

ANNO
1338.

4. Janv.

1. Mars.

3. Mars.

25. Mars.

4. Avril.

15. Juin.

16. Juillet.

DE LA II. PART. DU TOME I.

ANNO

1338.

16. Juill.

8. Août.

17. Sept.

12. Nov.

13. Nov.

1339.

16. Fevrier.

27. Fevrier.

19. Mars.

11. Avril.

27. Avril.

15. Sept.

Accession d'ETIENNE Electeur Palatin, & Duc de Baviere à l'UNION DES ELECTEURS & PRINCES pour le maintien des Droits de l'Empire. A Rense le Jeudi après le jour de St. Marguerite 1338.

Constitution de l'Empereur LOUIS de Baviere & des ETATS DE L'EMPIRE par laquelle il declare que l'Empire ne releve que de Dieu seul, & qu'il ne dépend point du Pape. Fait à Francfort le 8. Août 1338.

Protection accordée par l'Empereur LOUIS de Baviere à RUDOLPHE Comte Palatin du Rhyn & Duc de Baviere pour tous ses Biens, Terres, Seigneuries & Sujets. A Francfort le jeudi avant la Fête de St. Mattheu 1338.

LUDOVICI Romanorum Imperatoris Privilegium GERHARDO Episcopo Spirenſi collatum, quod ipsi & Successoribus ejus liceat Pagum Udenheimium in Oppidi formam redigere & membris ac fossis cingere, nec non Forum & Nundinas in eo instituire. Datum Monachii proxima die Jovis post Martinalia Anno 1338.

Littere Pape BENEDICTI XII. ad EDUARDUM III. Regem Angliæ super excessibus Imperatoris LUDOVICI BAVARI & contra Titulum Vicarii Regi ab ipso datum. Item de Decimis Regi Francie non contra Regem Angliæ, sed contra Invasores Francie concessis. Data Avinionis Idibus Novembris Anno 1338.

Lettre des ELECTEURS de l'Empire au Pape BENOIT XII. touchant LOUIS de Baviere Empereur, par laquelle ils l'informent de ce qu'ils ont resolu à la Diete touchant les Droits de l'Empire, qu'ils lui déclarent vouloir maintenir. Sans date.

Conventio inter EDUARDUM III. Regem Angliæ & ALBERTUM & OTTONEM Duces Austrie de prestando mutuo auxilio 200. Galeatorum, & de invadendis Terris Ducis Burgundie. Data apud Antwerpiam die 16. Februarii 1339.

Conventio inter EDUARDUM III. Regem Angliæ & BALDEWINUM Archiepiscopum Treverensem super oppignorata eidem pro quibusdam pecunie summis Corona Angliæ Hereditaria. Data die 27. Februarii 1339.

Lettres, par lesquelles l'Empereur LOUIS IV. de Baviere crée Duc RAINAULD Comte de Gueldre. Fait à Francfort, le 19. Mars 1339.

JOANNIS Episcopi Olomucensis, & RUDOLPHI Saxonie Ducis, Vidimus Donationis de Marchia Budessinensi & Civitate Camenz, per Imperatorem LUDOVICUM Bavarum JOANNI Bobemie & Polonia Regi Anno 1320. facta. Datum Praga Sabbato ante Dominicam qua cantatur Misericordias Domini Anno 1339.

EDUARDI III. Angliæ Regis Ratificatio Foderis Anno 1337. inter se & RUPERTUM Comitem Palatinum atque Bavariæ Ducem inita. Datum apud Antwerp. 27. Aprilis 1339.

Sententia Disjunctiva in causa inter CASIMIRUM Polonie Regem ab una, & Magistrum atque Fratres Ordinis B. Marie Teutonicorum parte ab altera, de Terris & Dominis Pomeranie, Culmenſis, Michaloviensis, Chajavia, atque Dobrzynensis verrente, per Commissarios Apostolicos, felices GALHARDUM DE CARCERIBUS, Prepositum Titulensem, & PETRUM GERVA-SII Canonicum Avinionensem, contra dictum Ordinem lata. Varschovia die 15. Septembris 1339. Cum inserto Mandato Pa-

TOM. I. PART. II.

pe BENEDICTI. Datum Avinionis II. Nonas Maji Anno ut supra.

Littere Pape BENEDICTI XII. ad EDUARDUM III. Regem Angliæ, quibus ipsum à Fodere cum Imperatore LUDOVICO Bavaro absterret & ad abstinentiam Vicariatu sub Anathematis comminatione compellit. Data Avinionis quarto Idus Octobris 1339.

Pactum inter Pontificem BENEDICTUM XII. & Fratres JOANNEM Episcopum Novariensem, & LUCHINUM DE VICECOMITIBUS in Civitate, Comitatu & Districu Mediolanensi, contra LUDOVICUM Bavarum Imperatorem, quo dicti Fratres inter alia plura proficiuntur, quod non spectet ad Imperatorem Papam deponere vel Papam facere, atque sub variis aliis stipulationibus constituantur Vicarii Romane Ecclesiæ, & tanquam tales promittunt fidelitatem & obedientiam. Actum Mediolani die 28. Octobr. Indict. VIII. Anno 1339. Ratificationem à Papa Avinionis Idus Martii, Pontificatus sui Anno 7. confirmatum, rogatumque Mediolani die Lune VI. Mensis Augusti Anno 1341. Indict. IX.

Lettres de PHILIPPE VI. Roi de France, par lesquelles il cède au Roi de NAVARRE quelques sommes qu'il devoit à la Chambre des Comptes de Paris. Fait au Bois de Vincennes en Decembre 1339.

Traité d'une étroite Alliance, Union & Confederation entre JEAN Duc de Lorraine, de Brabant, & de Limbourg d'une part, & LOUIS Comte de Flandre & de Nevers d'autre part, fait avec connoissance & consentement de leurs Villes pour l'avancement du Commerce dans & entre les deux Pais, comme aussi pour y affermir le Repos, la Concorde & la Liberté, & pour prévenir entr'eux toute occasion de division & de trouble. A Gand le troisieme jour de Decembre 1339.

Littere Patentes DUCIS EDUARDI III. Regis Angliæ, quibus jus suum in Francia Regnum & causas Bolli contra PHILIPPUM Valesium exponit.

Lettre Patente d'EDUARD III. Roi d'Angleterre aux Etats du Royaume de France, par laquelle il les exhorte à le reconnoître pour leur legitime Souverain & à se mettre sous sa protection. Donné à Gand le 8. Fevrier 1340.

Testament de LOUIS DE SAVOIE Seigneur de Paud, de Bugey & de Valromay, par lequel il établit son Heritier le Comte de Savoye, en cas que CATHERINE de Savoye sa fille meure sans enfans.

Instrumentum Conventionis inter REMPUBLICAM JANUENSEM, & GEORGII MANUELEM, & ALARUM DE CARRETO Marchiones Finarii, in causa Salsi, & altiarum differentiarum. Dat. die 8. Maii 1340.

Diploma EDUARDI III. Angliæ Regis, quo ANTONIO BACHE Mercatori, in satisfactionem pro mutuo datis sibi pecuniis, ad redimendam Coronam Angliæ Archiepiscopo Treverenti oppignoratam, omnes Denarios de subsidio Agnorum, Vellerum & Garbarum proventibus concedit, & assignat. Datum apud Westmonasterium 17. Maii.

Lettre d'EDOUARD III. Roi d'Angleterre à PHILIPPE de Valois Roi de France, par laquelle il le desie à se battre en Duel contre lui. Donné à Chyng le 26. Juillet 1340. Avec la Réponse dudit Roi de France donnée au Camp près de Saint André le 30. Juillet 1340.

Lettre d'assurance donnée par l'Empereur LOUIS de Baviere au Comte de WIR-TEMBERG & à la Ville d'ESLINGEN,

ANNO

1339.

12. Octob.

28. Octob.

Decembre.

3. Decemb.

1340.

8. Fevrier.

29. Mars.

8. Mai.

17. Mai.

26. Juillet.

29. juillet.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO
1340.

4. Août.

20. Sept.

12. Octob.

11. Nov.

19. Dec.

1341.
24. Janvier.

28. Mars.

17. Sept.

17. Sept.

8. Dec.

1342.
1. Juillet.

GEN, portant que la Paix publique ordonnée par lui en Suabe ne pourra préjudicier aux Recets conclus auparavant avec eux. A Ulme le Samedi après la St. Jacques 1340.

Traité de Convention entre les Villes de LOUVAIN & de BRUXELLES touchant l'ordre qu'elles doivent garder lors qu'elles envoient leurs Gens avec le Duc de Brabant, fait par l'Autorité de JEAN Duc de Brabant. Fait à Liégeois le 4. d'Audi 1340.

Traité de Trêves pour un An entre EDOUARD III. ou VI. Roi d'Angleterre, & PHILIPPE de Valois Roi de France, faite le 20. Septembre 1340.

Traité d'Alliance entre les Villes Imperiales de FRANCKFORT, de FRIDBERG, de WETZLAER, & de GELNHAUSEN, pour leur défense commune, & pour la conservation de la Paix publique, contre tous & envers tous, excepté l'Empereur, jusques à la prochaine Fête de Pâques, & deux ans après. Fait le Jeudi avant la Fête de St. Gall. 1340.

199

Lettres de WALRABE Comte de Deux-Ponts, portant Renonciation à tout ce qui lui doit être par RUPERT Comte Palatin du Rhin & Duc de Bavière; & Declaration qu'il est devenu Vassal audit RUPERT pour une somme de Mille Livres à prendre sur le Péage de Kabe. Fait le jour de St. Martin 1341.

200

Testament d'ISABELLE d'Autriche, Veuve de FERRY IV. Duc de Lorraine, avec le consentement de RAOUL son Fils aussi Duc de Lorraine; le 19. Décembre 1340. Tiré des Archives de Lorraine.

200

Promesse de l'Empereur LOUIS de Bavière, faite à PHILIPPE de Valois Roi de France, de le tenir pour son Allié, de procurer son avantage & de ne lui nuire en aucune manière. Fait à Wilshefen dans la Bavière le 24. Janvier 1341.

201

Decretum THEODORICI Burgravii de Oldenburg atque Magistris Generalis Ordinis Teutonici, super controversis inter Croisates ELBINGAM, & DANTISICUM de pecunia vulgo Phalgeld nuncupata, vertentibus, emissum. Dantisici quarta feria ante Dominicam Palmiarum Anno 1341.

202

Obligatio & Promissio Regis Poloniae CASIMIRI de nullo Matrimonio sine Marchionis Moraviae CAROLI voluntate, consilio & consensu contrahendo. Data Praga Anno Domini 1341.

202

BALDEWINI de Luxemburgo, Archiepiscopi Treverensis, Littera de sua cum PHILIPPO VI. Francorum Rege facta Consideratione. Dat. Treveris die 17. Septembr. 1341.

202

Reversales BOESLAI Silesia Ducis, de non obligando aliter Missiones & Bona sua, quam sibi à JOANNE Bohemio & Poloniae Rege indultum fuit; scilicet, reservando sibi jusque Hereditas aut presatio Regi potestatem eadem redimendi. Datum Praga feria secunda post Exaltationem S. Crucis 1341.

203

Charta Pacis & Concordiae inter RODOLPHUM Ducem Lotharingiae, & JOANNEM Militem Juniores, Dominum de Alta Repoltzstein, per Laudum Domini de ALBOMONTE facta, super negotio Abbatis Mediani Monasterii Ordinis S. Benedicti Kellensis Diocesis à dicto JOANNE Juniori in Captivitatem abducti. Data Anno 1341. Sabbato post Festum B. Nicolai Hiemalis.

203

Episcopi Wratislaviensis PRECZLAI Instrumentum de Ducum Silesiae Resignatione suorum Ducatus & Dominiorum in manus JOANNIS Regis Bohemiae, & eorundem in perpetuum feudum Regium ab

codem Rege & Corona Bohemia receptione; item de Croisatis Wratislaviensis Homagii exhibitione dicto Regi & Coronae facta; Et denique de sua cum Rege eodem, & CAROLO Marchione Moravia in una Concordia Unione. Actum in Domo Habitationis Cruciferorum Ordinis Sancti JOANNIS Hierosolymitani prope Wratislaviam in OZava B. Joannis Baptistae 1342.

204

Testament d'YLANDE DE MONFERRAT Comtesse de Savoie. Fait le 14. de Décembre 1342.

204

Lettres de Divorce accordées à MARGUERITE Duchesse de Carinthie, d'avec JEAN Fils du Roi de Bohême pour fait d'impuissance, par l'Empereur LOUIS de Bavière. Sans date.

206

Dispense accordée par l'Empereur LOUIS de Bavière à LOUIS Marquis de Brandebourg & à MARGUERITE Duchesse de Carinthie, pour leur Mariage, nonobstant qu'ils soient parens, & pour la légitimation de leurs enfans. Sans date.

206

Testament de ROBERT, dit le Sage & le Bon, Roi de Naples, de Jerusalem, & de Sicile, & Comte de Provence, &c. par lequel il constitue Héritiers JEANNE & MARIE ses Petites-Filles & ordonne que, vis leur Minorité, elles ne pourront contracter, donner, ni aliéner, & jusqu'à ce qu'elles aient accompli l'âge de 25. ans, sans le consentement de la Reine SANCE, la Femme & des trois Regens, qu'il leur donne: Vient aussi, que le Comte de Provence soit uni avec le Royaume de Sicile, afin que les Etats se puissent plus fortement maintenir, sans déclarer ni le Royaume, ni le Comté inaliénables. Fait le 16. Janvier 1343.

207

Traité, Accord & Pacte de Succession, entre PHILIPPE de Valois Roi de France & HUMBERT Dauphin de Viennois, par lequel ledit HUMBERT voulant prévenir les Guerres, & les Divisions qui pourroient survenir après sa mort, s'il venoit à décéder sans Hoirs mâles; eût & transporte à PHILIPPE, second Fils audit Roi de France, en possession & propriété, par Donation entre vifs sans nul rappel, tout son Dauphiné & le Duché de Champflour, la Principauté de Briançonnais, le Marquisat de Césane, la Comté de Vienne & autres grandes Terres & Seigneuries à lui appartenantes; & au cas que pour cause de mort en autrement, cette Donation ne se pût accomplir en la personne audit PHILIPPE, elle passera, & aura son effet en celle de l'un des Fils de JEAN Duc de Normandie Fils aîné du Roi, savoir celui que ledit Roi & ledit Duc voudront être; le tout sous certaines Conditions stipulées dans le Traité, dont les principales sont que le Dauphin sera tenu de se faire appeler Dauphin de Viennois, qu'il en portera les Armes écartelées avec celles de France, & que le Dauphiné ne pourra jamais être uni au Royaume de France, fors tant, & comme l'Empire y seroit uni. Fait au Bois de Vincennes le 23. Avril 1343. Avec un REVERS audit Roi pour la sûreté des Réservations & Conditions stipulées au Traité par le Dauphin HUMBERT. Donné à Sainte Colombe au mois de Juillet 1343. Comme aussi les COMMISSIONS & POUVOIRS du même Roi pour l'exécution du Traité. A Ville... 1343. Et un INSTRUMENT public des Ratifications, Approbations, & Confirmations solennelles audit Traité, avec serment, tant de la part audit Roi, que du Dauphin, des Archevêques de Lyon & de Vienne, de l'Evêque de Grenoble, & des principaux Seigneurs du Pais, en Latin. A Vienne en Dauphiné le 31. Juillet 1343.

210

ANNO
1342.

14. Dec.

1343.

16. Janv.

23. Avril.

DE LA II. PART. DU TOME I.

ANNO

1343.

11. Juin.

19. Juin.

4. Octob.

18. Nov.

18. Nov.

1344.

16. Janvier.

1. Juin.

Testament d'AYMON Comte de Savoie, par lequel il établit son Heritier AME-DEE son Fils aîné. Fait l'11. Juin 1343.

217
Littere JOANNIS Silesie Ducis, quibus recognoscit, quod Civitatem & Castrum Gor cum omni Territorio & appertinentiis CAROLO Marchioni Moravia, pro octo milibus Marcharum grossorum Pragensium Denariorum pignoris nomine obligaverit; Civitatem vero predictam de concessu memorati Marchionis tempore vite sue tenendam accepit, post mortem tamen suam ad predictum Marchionem devolvi debere. Actum Wratislaviae feria septima infra Octavam Corporis Christi Anno 1343. 220

221
Tractatus Pacis & Amicitie inter ANDREAM DANDULO Ducem & Dominum VENETORUM ab una, & NELIPTIUM Tiniensem Comitem, huiusque Nepotem Comitem CONSTANTINUM à parte altera; qua dicti Comites nullam inposuerunt violentiam Civitati Sibenici aliisque dicti Ducalis Domini Civitatibus, Terris & Locis in Sclavonia sibi inferre, sed liberam meatum & revocatam, securamque mercatura Commercium concedere, illarum porro damnum rescire Castellisque in Sibenicensi Territorio extructum demolire promittunt; Viceissim Dominum VENETORUM omnia Comitum sequestrata bona, statim ac damnum fuerit reparatum, relaxare, ipsamque NELIPTIUM & ejus Filium in Croas Venetos recipere pollicetur. Actum in Loco vocato Slap, in flumine Kercha die 4. Octobris 1343.

222
Tractatus perpetuae Pacis & finalis Concordie inter Regem Suecie MAGNUM III. & Regem DANIE WOLDEMARM III, quo conveniunt de modo emersionis inter duo Regna ardua negotia componendi, Justitiam consequentibus faciendi, Commercium liberum per Mare servandi; Placitationes autem circa Scania, Hallandia &c. factae firmantur, ac uterque Regem nullum Fodas in damnum alterius vergens iniire, nec alterius Hostes sublevare promittit. Dat. in Castro Warberg in Octavis B. Martini Episcopi 1343.

224
Obligatio Prelatorum & Procerum Scanie, de venenda Unione inter Regnum SUECIE & Terram SCANIE facta, de assistentia Regi Suecie pro dicto Regno & Terra praebenda, repositis & constitutis insinual ejusdem Regni terminis in Fretto Orasund; de eligendo post eventuram Regis Suecie MAGNI III. mortem Filio suo ERICO, & impediendo a nique, ne in eo casu vel Rex Norwegia HAQUINUS ad Regnum Suecie, vel Rex Suecia in Regnum Norwegia se intrudat. Datum Warberg in Octava B. Martini Episcopi 1343.

224
Venditio totius Scanie, Hallandiae, Bleckingiae, Lifftrie, & Insulae Huethen pretio XLIX. milium Marcharum pari argenti ponderis Colonienf. per WOLDEMARM Regem Daniae, facta Regi Suecie MAGNO. In Castro Warberg 1343.

224
Instrumentum Submissionis Imperatoris LUDOVICI BAVARI. CLEMENTI Papa VI. per HUBERTUM Delphinum Viennensem, & alios Ambassadors facta, qua Personam, Statum, res & cuncta bona sua, nihil sibi proprii arbitrii retinendo, in manus praefati Papae deponit. Roma in Consistorio publico die 16. Januarii 1344. Indict. XII.

226
Extraits des Litteres Patentes accordées à BEATRIX DE VIENNE Dame de Harley, par JEAN, Fils de PHILIPPE de Valois, & depuis Roi de France, par lesquelles ledit JEAN accorde à ladite Dame trois mille livres de rente en Dauphiné, pour la consoler de ce

qu'HUMBERT, Dauphin de Viennois, avoit donné ses Baux au Roi de France, au préjudice de ladite BEATRIX sa plus proche Parente & Heritiere naturelle. Données au mois de Juin 1344.

227
Pax, Concordia, & Compositio inter Commune JANUAE ex una, & GREGORIUM, ANTONIUM, MANUELEM & ALERAME Marchiones de CARRETO ex altera, super quibuscumque hyjuriis, & Damnis à tempore creationis Ducatus SIMONIS BUCANIGRAE sibi incivem illatis. Actum Januae in Palatio Ducis die 18. Maji Anno Dominicae Nativitatis 1345. Cum Mandatis dictorum Dominorum Marchionum.

228
Traité entre PHILIPPE de Valois, Roi de France, & ALPHONSE Roi de Castille & de Leon, par lequel les anciens Traitez, portant qu'ils se seconrent l'un l'autre, sont renouvellez, les Donations faites aux Enfants du Roi de Castille, & à leur Mère ELEONOR, sont confirmées, & il est fait mention du Mariage de PIERRE Prince de Castille, avec BLANCHE de Navarre, fait dans la Ville de Leon, le 1. Juillet 1345. Juré à Madrid le 23. Decembre de l'année antée, & ratifié par le Roi de Castille, le 2. Janvier suivant 1345.

231
Articles secrets du Traité de Leon, portans que les deux Rois se seconrent mutuellement contre le Roi d'Angleterre, & le Roi de Bellimarin. Fait le 23. Decembre 1345.

233
Littere CONRADII Silesie Ducis, quibus JOANNI Bohemia Regi mediam partem Civitatis Gor, atque terra Gorenfis, necnon Oppidorum Stinavia & Corben, atque Civitatem Fravenstad se vendidisse profitetur. Actum Wratislaviae 9. Augusti Anno 1345.

234
Sentence Arbitrale rendue par l'Empereur LOUIS de Baviere entre HENRI Archevêque de Mayence & les deux RUPERTS Comtes Palatins du Rhyn Ducs de Baviere, concernant le Rachat de la Ville de Weinheim par ledits Ducs, & les Jugemens qui appartienent audit Archevêque dans la Ville de Francfort. A Nuremberg la Vigile de l'Assomption de la St. Vierge 1345.

235
Lettres de JEAN, Evêque de Beauvais, du Chapitre, du Maire & Conseil de ladite Ville, par lesquelles ils conviennent de la manière dont ils doivent rétablir les Fortifications de cette Place. Fait le 1. de Mars 1346.

238
Lettre & Promesse de LOUIS Roi de Sicile à JACQUES de Savoie Prince de la Morée, de lui rendre la Principauté d'ACHAIE. Dated à Innsprég le 18. de Mars 1346.

235
Mariage de PHILIPPE de Savoie, Fils de JACQUES de Savoie & Prince d'Achaie, & de MARIE Fille d'AMEDEE de Genevois. Fait à Pignerol le 4. d'Août. 1346.

235
Testament de RAOUL Duc de Lorraine & Marquis. Fait au Camp devant Abbeville en Pentis, le Vendredi lendemain de la Fête St. Barthelemi 1346.

237
Convention entre CUNON Seigneur de Falkenstein, ULRICH Seigneur de Hanau, PHILIPPE de Falkenstein, & GODEFROI de Eppenstain d'une part, & les Villes de FRANCKFORT & de GELNHAUSEN d'autre part; portant que les uns & les autres n'admettent plus de Pfaffburgers, & que ceux qui voudront être reçus dans leurs Villes au nombre des Bourgeois, devront y avoir une demeure fixe, & y habiter avec leurs Femmes & leurs Enfants. Ils y conviennent aussi de choisir trois Hommes, au jugement desquels ils remettront la décision des diffé-

ANNO

1344.

1. Juillet.

1345.

18. Mai.

1. Juillet.

23 Decemb.

9. Août.

14. Août.

1346.

1. Mars.

18. Mars.

4. Août.

25. Août.

21. Dec.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO

1347.

7. Mai.

Juin.

Juin.

6. Juin.

5. Juill.

1. Sept.

28. Sept.

1348.

7. Avril.

7. Avril.

13. Mai.

26. Mai.

5. Juin.

rents qui pourroient survenir entr'eux.
Fait le jour de St. Thomas Apôtre 1346.

Traité d'Amisté & de secours mutuel entre
CHARLES IV. Empereur, & JEAN
Duc de Normandie, & depuis Roi de
France, & ses Freres. Fait à Trente le 7.
Mai 1347.

Convention passée entre JEAN III. Duc
de Brabant & LOUIS de Nevers Comte
de Flandre, par laquelle LOUIS trans-
porte à HENRI, Fils de JEAN, tout
le droit qu'il peut avoir en la Ville de Ma-
lines. Fait par l'entremise de PHILIP-
PE de Valois Roi de France, & S.
Quentin en Vermandois, au mois de Juin
1347.

Traité & Confédération entre PHILIP-
PE de Valois Roi de France, & JEAN
III. Duc de Brabant. Fait à S. Quentin
au mois de Juin 1347.

Traité du Mariage d'AME VI. du nom
Comte de Savoie, & de JEANNE de
Bourgogne. Fait à Chalon sur Saône, le
6. Juin 1347.

Conventiones inter EDUARDUM III.
Regem Angliæ & JANUENSES, pro
compendiis mutui Offensionibus conclusæ.
Dat. Januæ die 5. Julii 1347.

Diploma LUDOVICI IV. Imperatoris,
quo JOHANNI Comiti Clivensi Civitatem
Duisburgensem ipsi olim pro 10000
Marcarum argenti oppignoratam, pro alia
Summa 10000. Marcarum puri argenti pig-
nori ulteriori tradit. Dat. Monaci die 1.
Septembris 1347.

Trêve de quelques mois, conclue entre PHILIP-
PE de Valois Roi de France & EDUARD III. Roi d'Angleterre, par
la médiation de deux Cardinaux Nonces du
Pape. Donnée aux Champs de Calais le
28. Septembre 1347.

CAROLI IV. Romanorum Regis Confirmatio
Investitura de omnibus Fendis per
mortem Ducis WRATISLAVIEN-
SIS Imperio vacantibus, à Romanorum
Rege RUDOLPHO I. Anno 1250.
WENCESLÃO Bohemia Regi con-
cessa. Datum Praga Anno 1348.

CAROLI IV. Imperatoris Confirmatio
Privilegii FRIDERICI I. de Immu-
nitate, Exemptione, & Electione Regum
BOHEMIÆ, in casu scilicet quod nul-
lus Masculus vel Femella superstes de Ge-
nealogia seu progenie vel semine Regali
fuerit orinatus. Dat. Praga 7. Idus Apri-
lis Anno 1348.

Imperatoris CAROLI IV. Confirmatio
Privilegii sive attestationis de Jure Pin-
cernatus, Electoratusque in Romano Im-
perio Regibus Bohemiæ competenti. Da-
tum Praga septimo Idus Aprilis 1348.

Extrait du Traité de Paix entre EDU-
ARD III. ou VI. Roi d'Angleterre &
LOUIS Comte de Flandres. Fait à
Bruges le 13. de Mai 1348.

Diplome, par lequel CHARLES IV. Roi
des Romains confirme au Duc d'Autriche
ALBERT, & à ses deux Fils, RO-
DOLPHE & FREDERIC, tous
les anciens Privileges accordés aux Ducs
d'Autriche par les précédents Empereurs
& Rois des Romains. A Braun, le Lun-
di après la St. Urbain 1348.

Regis Romanorum CAROLI IV. Diplo-
ma; quo Duci Austrie ALBERTO
ac Natis suis RUDOLFO & FRI-
DERICO, Ducatus Austriæ, Styriæ,
& Carinthiæ, nec non Dominia Carnio-
liæ, Marchiæ & Portus Naonis cum ap-
pertinentiis, omnia quoque Feoda, que
dictus ALBERTUS & Progenitores
ejus in Suevia, Alfacia, & alibi ab Im-
perio tenuerunt; item que ipsi ALBER-
TUS, uti & OTTO quondam Dux
Austriæ, ALBERTI frater, ab Im-
peratore LUDOVICO Bavaro tenuerunt

re & possédere, de nous confert & inbes-
tit, sub hac conditione ut ab ipso Rege in
Fendum accipiant. Datum Sevelde Nonas
Junii 1348.

Nouvelle Trêve entre PHILIPPE de
Valois, Roi de France, & EDOUARD
III. Roi d'Angleterre, conclue aux champs
entre Guynes & Calais le 18. Novembre
1348.

Conventions entre EDOUARD III. Roi
d'Angleterre & LOUIS Comte de Flan-
dres, pour se remettre en bonne intelligence
ensemble. Données à la Tour de Londres
le 10. Decembre 1348.

Diploma CAROLI IV. Imperatoris, quo
JOHANNI Comiti Clivensi Civitatem
Duisburgensem ipsi pro 20000. Marcarum
argenti oppignoratam, pro aliis 10000.
Marcis argenti aliteris oppignorat. Dat.
Colonie die 1. Martii 1349.

Paëte de Mariage & d'Alliance conclu entre
CHARLES IV. Roi de Romains &
RODOLPHE Comte Palatin du
Rhyn, par lequel RODOLPHE pro-
met ANNE sa Fille au Roi pour l'em-
me avec une Dot de six mille Marcs d'Ar-
gent qui seront assignés sur certains Bienes;
consentant même qu'il les garde sa vie du-
rant, en cas qu'il survivre sa future epon-
se. Le Roi de son côté lui assure une
somme de mille & huit Marcs pour Don-
aire, & tous deux se promettent une re-
ciproque assistance. Fait à Bacharach le
Mercredi après le Dimanche Invocavit 1349.

Privilegium CAROLI IV. Romanorum
Regis Civitati SPIRENSI concessum,
ne quis intra tertium diem Urbis lapidem,
ullo unquam tempore, Castella abique ve-
nia prefata Urbis extrinat & erigat. Da-
tum Spira die Veneris ante Festum Palma-
rum Anno 1349.

Traité entre JEAN DE FRANCE,
Fils de PHILIPPE de Valois, &
JEAN DE CHALON, Fils de
BEATRIX, qui règle toutes les pré-
tentions que ledit JEAN DE CHALON
pouvoit avoir en Dauphiné. Fait à Lyon,
le 10. de Juillet 1349.

Traité d'Alliance conclu entre les Villes de
FRANCFORT, de FRIDBERG
& de GELNHAUSEN, par lequel
l'ancienne Confédération est renouvelée pour
durer du jour de la Date jusqu'à la St.
Martin, & un an au delà, comme aussi par
après, aussi long tems que l'une des trois
Villes n'y aura pas formellement renoncé;
& même une autre année entière après sa
Renonciation. On y conviend, entr'autres
choses, du nombre des Troupes que lesdites
Villes se devront envoyer l'une à l'autre
pour secours en cas de nécessité. Fait le Lun-
di après la Fête de la Decollation de St.
Jean 1349.

Venditio Comitatus Schwalenbergensis pretio
40. Marcarum Legalium Denariorum Pa-
derbornensium, per MECHTILDEM
HENRICI pie defuncti Comitis de
Schwalenburg Conjugem, & sanguinem Tu-
ricem Filie sue JUTTE, BALDE-
WINO Episcopo, Capituloque Paderbornen-
si. Aâum Anno 1350.

JOANNIS Marchionis Moraviæ Literæ,
quibus COROLO IV. Romanorum Im-
peratoris & Bohemie Regi, ad recuperan-
da Regni & Coronæ Bohemie Jura, ad-
versus quoscunque Homines, se auxiliatun-
rum pollicetur. Datum Praga prima No-
nas Januarii Anno 1350.

Venditio omnis Juris in Dynastia Schwalen-
berg, & Stoppelberga, AGNETI Co-
mitissa de Schwalenburg competens, facta
BALDEWINO Episcopo Paderbornen-
sensi per dictam Comitissam pro mille sex-
centis Marcis. Aâum in Vigilia Pasche-
tis Anno 1350.

ANNO

1348.

18. Nov.

10. Dec.

1349.

1. Mars.

3. Mars.

2. Avril.

10. Juillet.

30. Août.

1350.

5. Janv.

27. Mars.

Trai-

DE LA II. PART. DU TOME I.

ANNO 1350.
13. Juin.
10. Sept.

Traité de Trêves entre PHILIPPE de Valois Roi de France, & EDOUARD Roi d'Angleterre, au Camp près de Calais le 13. Juin 1350. 254

1351.
15. Mai.

Marriage de GALEAS Vicomte Seigneur de Milan, & de BLANCHE de Savoie, Fais au Château du Bourget, le 10 de Septembre 1350. 257

8. Mai.

Alliance & Consecration perpétuelle entre les Cantons de ZURICH, de LUCERNE, FURY de SCHWITZ, & FUNDERWALDEN, par laquelle ils se promettent, sous la foi d'un serment publiquement fait à Dieu & à ses Saints, de s'entraider & favoriser les uns les autres, tant que leurs Corps & Biens se pourront défendre, contre ceux qui voudroient les attaquer & molester, sans jamais pouvoir s'en excuser. Fais à Zurich le jour de St. Walburg, à l'entre-my du mois de May, l'An après la Nativité de notre Seigneur centrant 1351. 258

23. Mai.

Paix publique établie & ordonnée par l'Empereur CHARLES IV. de concert avec RODOLPHE & ROBERT Comtes Palatins du Rhyn & les Villes de MAYENCE, de STRASBOURG, de WORMS & de SPIRE pour la conservation du Commerce, & la sûreté des chemins par Terre & par Eau, dans le Territoire de Strasbourg & un demi-Mille au-dessus droit à Bingen, comme aussi le long du Rhyn, jusqu'à l'écoulee de trois Milles de Pans & de Pans creé, avec institution de Juges qui devront s'assembler à Spire pour l'exécution de ladite Paix. Fais le Dimanche Jubilate 1351. Avec la Ratification des susdites Villes. A Spire le Lundi après le Dimanche Jubilate 1351. 261

1. Août.

Alliance entre le Duc GUILLAUME V. de Bavière Comte de Hollande & les CABELIAUX, qui étoient de son Partis, contre les HOECKSCHE, qui lui étoient opposés. Fais le 23. Mai 1351. 263

1. Août.

Alliance conclue entre EDOUARD III. Roi d'Angleterre & CHARLES III. Roi de Navarre, par laquelle ils se promettent assistance mutuelle pour se rendre maîtres du Royaume de France, & le partager entr'eux. Fais le 1. Août 1351. 265

26. Sept.

Traité conclu pour vingt Ans, entre EDOUARD III. Roi d'Angleterre & les Députés des Villes maritimes du Royaume de CASTILLE & du Comté de BISCAYE pour le bien du Commerce reciproque. Donné à Londres le 1. Août. 1351. 267

27. Octob.

Alliance entre les Villes de DORDRECHT, DELFT, HARLEM, LEYDEN, St. GERTRUYDENBERG, AMSTERDAM, ALCMAER, OUDEWATER, SCHIEDAM, ROTTERDAM, MEDEMBLIK & VLAERDINGEN, en l'Année 1351. 268

7. Nov.

Traité entre JEAN Roi de France, au nom du DAUPHIN son Fils, & AMEY VI. du nom Comte de Savoie, surhomme le Verd, par lequel le Traité entre AYMON Comte de Savoie & HUMBERT Dauphin est confirmé, & il est porté que le Roi de France n'a le Dauphin, ni leurs Successeurs ne pourront acquiescer aucunes Terres en Savoie, ni le Comte en Dauphiné. Fais à Ville-neuve d'Avignon, le 27. Octobre 1351. 269

27. Nov.

Venditio Civitatis Frankenstein cum Districtu Monasterii Camenz, pro sex millibus Marcarum grossarum Procentum, per NICOLAUM Ducem Silesia, CAROLO IV. Romanorum Imperatori & Bohemie Regi facta, Wratislavia 7. Novembris 1351. 269

Rescript de l'Empereur CHARLES IV. pour terminer les différens survenus entre

TOM. I. PART. II.

JEAN Duc de Brabant & le Chapitre de l'Eglise de NIVELLES, en Date du 26. de Novembre 1351. 270

CLEMENTIS VI. Pape Constitutio de modo & forma tenendis super lictualibus Cardinalium in Conclavi existentium. Datum Avinioni VIII. Idus Decemb. Pontificatus sui Anno X. 270

1351.
6. Dec.

Traité de Paix entre AMEDEE VI. Comte de Savoie dit le Comte Vert, & le DAUPHIN DE VIENNOIS; Fais à Voiron le 6. Octobre 1352. 270

1352.
6. Octob.

1353.
10. Janvier.

Paix Conventionis, & Pacis inter JOANNEM Vicecomitem & Mediolanensem Archiepiscopum atque ejus Adherentes ex parte una, & Communia FLORENTIE, PERUSII, SENARUM, ARETHI, PISTORII, & Civitatis CASTELLI & eorum sequaces, Complices ex altera parte, quibus damna sibi invicem illata, atque injurias remittunt; Pars altera suos proscriptos sub certis limitationibus in gratiam & Civitatem recipere atque ab omnibus Bannis relaxare; JOANNES verò Vicecomes ablata restituere promittit. Actum Mediolani die 10. Januarii Indict. VI. Anno 1353. 271

6. M.

Alliance & Amisté perpétuelle de la Ville & Canton de BERNE avec les trois Cantons de FURI, SCHWITZ, & UNDERWALDEN. A Lucerne du 6. Mai 1353. 283

27. Mai.

Cessio Oppidorum Beuten, & Creutzenberg, cum Vallis & Districtibus, per Regem Hungariae LUDOVICUM; suo & Fratri sui CASIMIRI Poloniae Regis nomine, CAROLO IV. Romanorum & Bohemiae Regi facta, in compensationem donati sibi ab eodem Romanorum Rege Ducatus Ploren, & Mazovie. Datum Budae VI. Kalend. Junii 1353. Cum CASIMIRI Poloniae Regis Cessione, ejusdem revertis. Praga in die S. Philippi & Jacobi Anno 1356. 284

21. Sept.

Alliance entre ROBERT Eleveur Palatin d'une part, & les Villes de WORMS & SPIRE d'autre part, pour leur commune défense & sûreté contre toute hostilité & injuste violence. Fais le jour de St. Mathieu 1353. 285

20. Octob.

Traité de Commerce, conclu pour cinquante Ans entre EDOUARD III. Roi d'Angleterre & les Députés des Villes Maritimes du Royaume de PORTUGAL. Donné à Londres le 20. Octobre 1353. 286

29. Octob.

Transatus Pacis inter Incolas BAYONENSES & Incolas Locorum maritimarum Regni CASTELLAE conclusus in Ecclesia Fontis Reindi, die 29. Octobris 1353. & confirmatus per EDUARDUM III. Regem Angliae, Westmonasterii 9. Julii 1354. 287

5. Nov.

Tabula Comitum Palatini RUPERTI, quibus CAROLO IV. Romanorum Imperatori & Regi Bohemiae & Successoribus Regni Bohemiae quasdam Munitiones, Civitates, Oppida & pertinentias, in Palatinatu sita vendit, itaque renuntiat. Datum Hagenvia Anno 1353. feria tertia post Festum omnium Sanctorum. 289

18. Nov.

Compromissum inter utrumque RUPERTUM Comites Palatinos Rheni & LEOPOLDUM Episcopum Bambergensem factum in Archiepiscopos Moguntinum & Coloniensem tanquam Arbitros ad diffinendam causam inter eos de Castris Hartenstein & Neldenstein vertentem, ad quorum partem aliquam dictus Episcopus Tirsulam Fendi se habere contendebat. Datum Spire 18. Novemb. Indict. VI. Anno 1353. 290

19. Nov.

Sententia Arbitralis in causa inter LEOPOLDUM Episcopum Bambergensem ab una, & RUPERTUM seniores atque juniorem Comites Palatinos Rheni ab altera parte, de Castris Hartenstein & Neldenstein

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO

1353.

23. Nov.

1354.

25. Août.

31. Oct.

7. Dec.

14. Dec.

1355.

Mai.

15. Mai.

5. Août.

10. Sept.

9. Oct.

13 Decemb.

stein aliisque Munitionibus & Villis, ver-
tente, per GERLACUM Archiepiscopum
Moguntinum, & WILHELMUM
Coloniensem in favorem dictorum
Comitum lata. Quæ dicta Munitiones Co-
mitibus præfatis tanquam juxta Heredita-
tis jure earum Possessoribus adjudicantur,
& præfato Episcopo Jurisdicção Feudi in
illis denegatur. Actum Spira die S. Eli-
sabethæ Anno 1353. Indiç. VI. 290

LEOPOLDI Episcopi Bambergensis Con-
firmatio & Approbatio super lata Sententia
arbitrali per Archiepiscopos Moguntinum
& Coloniensem in causa inter eum &
RUPERTOS Comites Palatinos ver-
tente. Datum Spira Anno 1353. Indiç.
VI. in die Beate Cecilie Virginis. 291

Diplome de l'Empereur CHARLES IV.
par lequel il est ordonné aux Villes de la
BASSE ALSACE de se confederer
ensemble contre les Perturbateurs de la Paix
publique. Donné à Ratisbonne le Jeudi
après la St. Barthelemi 1354. 292

Lettres de ROBERT Painé Comte Pa-
latin du Rhin, par lesquelles il declare
que, du consentement de CHARLES
IV. Roi des Romains, il a rendu à la
Conronne de BOHEME les Fiefs Imperi-
aux de Hohenstein, Hirsbourg & Aur-
bach pour les posseder hereditairement en
Ligne masculine. A Haguenau le Vendre-
di après la Fête de St. Simon & Jude
1354. 292

Traté de Paix entre GUILLAUME
Duc de Bavière, Comte de Hollande, &
sa Mere MARGUERITE Comtesse
de Hainaut, de Hollande &c. Fait le 7.
Decembre 1354. 292

Venia etatis à JOHANNE Francorum
Rege, JOANNI Duci Lotharingi con-
cessa. Lexovii 14. Decembris 1354. 294

JOHANNIS Francie Regis Instrumen-
tum Federis inter se & CAROLUM
IV. Romanorum Imperatorem tanquam
Regem Bohemie initi; quò ille huic per-
fectam Amicitiam & omne possibile auxi-
lium contra quoscunque hostes promittit.
Dat. Parisiis Anno 1355. mense Maii. 294

Diploma Romanorum Imperatoris CARO-
LI IV. quò ALERAMO de CARO-
RETO Marchioni Savona, pro se ejus-
que Fratre MANUELE atque GE-
ORGIO ejus Patris, Investituram in
Civitate & Marchia Savona ac in toto
præfate Civitatis Districtu, antehac ejus
Prædecessoribus per Romanorum Impera-
tores FRIDERICUM I. & II. con-
cessam, confirmat, renovat, & de novo
concedit: Nec non præfatum Ducem GE-
ORGIVM de tertia parte Castri Burgi
& Hominum Finarii, aliisque bonis, MAN-
NUELEM vero & ALERAMUM
de tertia parte ejusdem Districtus Finarii,
nec non Castro & Villa Calizani aliisque
Fendis investit. Datum Pisis Idus Maii
Indiç. VIII. Anno 1355. Cum insertis
dictorum Imperatorum INVESTITU-
RIS, datis de Annis 1162. & 1226. 294

Tabula Compositionis inter Capitulum &
Ecclesiam HAMBURGENSEM,
atque Senatum & Civitatem ejusdem Ur-
bis de Juribus & Immunitatibus Clerico-
rum & Ecclesiasticorum, facta Hambur-
gi Anno Domini 1355. 5. mensis Augusti.
Cum duplici ejusdem Argumenti Appendi-
ce eodem Anno promulgata. 297

Traté entre CHARLES Roi de Navar-
re & JEAN Roi de France. Fait à
Valorgu le 10. Septembre 1355. 298

Imperatoris CAROLI IV. Constitutio de
Incorporatione Ducatum Poloniæ & Si-
lesie, nec non Marchionatus Lusatie, nisi
& Terræ Glacensis in perpetuum Regno
Bohemie facta. Prage septimo Idus Octo-
bris Indiç. VIII. Anno 1355. 302

GERLACI Archiepiscopi Moguntini tan-

quam Electoris Consensus & Approbatio
super Incorporatione per Imperatorem CA-
ROLUM IV. de Ducatibus Poloniæ,
Silesiæ & Marchionatus Lusatie, nec non
Terræ Glacensis, facta Regno Bohemie.
Datum in Nurnberg in die B. Lucie An-
no 1355. 303

Litteræ Recognitionis SEMOVITI Ma-
sovie Duci, de receptis in Fendum omni-
bus Terris suis à CASIMIRO Polo-
nie Rege. Data in Calisch die Sti. Jo-
annis Evangeliste Anno 1355. 305

AUREA BULLA CAROLI IV.
Imperatoris, qua Regimen & Forma Ju-
ris publici totius Romano-Germanici Imperii,
Solemnitates quoque & Cereemonie in
Electione Romanorum Imperatorum adhi-
benda ordinantur & constituuntur; San-
cta Norimbergæ & Metis Anno 1356. 305

Extrait du Traité de l'Alliance entre CHAR-
LES IV. Empereur, & WENGELIN ou WENCESLAS Duc de
Brabant. Fait à Bruxelles en 1356. 315

Attestatio Gubernatorum Communis Paris
LOTHARINGICI CAROLI IV. Civi-
tas TREVIRENSIS in Communem
eandem Pacem recepta sit. Datum 3. Ja-
nuarii 1356. 315

Traitez & Echanges faits entre JEAN
Roi de France CHARLES son Fils
aîné, Dauphin de Viennois, & AMEVI
Comte de Savoie, dits le Comte Verd.
Par lequel, entre autres, le Roi JEAN
donne au Comte l'Hôtel de Bohème situé
à Paris, moyennant certaine somme; &
le Comte promet au Roi de lui remettre
JEANNE Fille de PHILIPPE Duc
de Bourgogne libre de vau, de Mariage &
de religion, pour être mariée, pourvu que
ce ne soit point au Dauphin &c. Fait à
Paris le 15. Janvier 1355. 317

Decrets de l'Empereur CHARLES IV.
pour le droit d'Electoral de la Maison PA-
LATINE. Donné à Nuremberg l'An
1356. 319

Traité conclu entre EDOUARD III.
Roi d'Angleterre & EDOUARDE DE
BALLIOL Roi d'Ecosse, par lequel le
dernier cede à l'autre le Royanne d'Ecosse,
pour une Pension viagere de 3000. Livres
Sterling par An. Donné à Brumburg le
20. Janvier 1355. 319

Litteræ Patentes EDUARDI DE BAL-
LIOL Regis Scotiæ, quibus pro se &
Heredibus suis omni Juri in Regno Sco-
tiæ EDUARDO III. Regi Angliæ in
perpetuum renunciat. Data apud Rokes-
burgh die 25. Januarii 1355. 320

Contrat passé par JEANNE Duchesse
de Luxembourg, Brabant, &c. en faveur
de WENCELIN Duc de Brabant,
son Mari, & au préjudice de ses autres
Heritiers le 7. Mars 1356. 321

JOANNIS Marchionis Moraviæ Litteræ,
quod si per successionem in Regem Bohemie
cum coronari contingerit, nihil penitus à
Regno alienaturus sit. Datum Prage die
ad Vincula Sancti Petri Apostoli, Anno
1356. 322

Convention entre EDOUARD III. Roi
d'Angleterre & PHILIPPE de Na-
varre, par laquelle celui-ci rend Homage
au premier comme Roi de France, pour
quelques Terres qu'il avoit en Normandie,
& le Roi s'oblige de son côté à diverses cho-
ses en faveur de l'autre. Donnée à Cla-
rynden le 4. Septembre 1356. 322

Confederation faite & conclue, par la volon-
té & le commandement de l'Empereur
CHARLES IV. pour le tems d'une
Année entre les Villes de France, & de-
nommées, pour la sûreté & tranquillité des-
dites Villes & de leurs Territoires, le Lun-
di avant la St. Martin 1356. 323

Fodus inter Imperatorem CAROLUM
IV. 323

ANNO

1355.

27 Decemb.

1356.

3. Janv.

5. Janv.

7. Janv.

20. Janv.

25. Janv.

7. Mars.

1. Août.

4. Sept.

7. Nov.

Decembre.

DE LA II. PART. DU TOME I.

ANNO
1356.

IV. Bohemia Regem & CAROLUM Primogenitum JOANNIS Francorum Regis, quo hic perpetuam Amicitiam & auxilium contra quoscunque Regni Bohemiae hostes pollicetur. Dat. Metis Anno 1356. mense Decembri.

Attestatio RUPERTI Comitis & Electoris Palatini, aliorumque Electorum & Principum Imperii, de Jure & Voce in Electione Romanorum Regis, Bohemiae Regibus competenti. Data Metis Dominica proxima ante Festum B. Lucie 1356.

Lettres de l'Empereur CHARLES IV. par lesquelles il engage les Châteaux d'Oppenheim & d'Odenheim, avec les Villes de Swabisberg, Nirslein, Ingelsheim, & Winterheim, & quelques autres, à la Ville libre & Impériale de MAYENCE, pour la somme de trente-trois mille Florins, avec promesse de s'accorder à nul autre le Droit de les retirer ou racheter. Fait à Mayence la Vigile de la Nativité de notre Seigneur 1356.

Declaration de l'Empereur CHARLES IV. pour régler le différent survenu entre RODOLPHE Duc de Saxe, & WENCESLAS, Duc de Luxembourg, Lorrain, &c. Marquis du Saint Empire Romain, pour le Droit de porter l'Épée devant l'Empereur. Donné à Metz le 5. Janvier 1357.

Reversales WILHELMI Ducis Juliacensis erga RUPERTUM Comitem Palatinum Rheni, quod licet Imperator CAROLUS IV. ipsum in Ducem Juliacensem creaverit, & Dominatum de Falckenberg in Comitatum egerit, intentio tamen sua non est nec fuit per hanc sublimationem prefati Comitis Palatini pendis, que ab eodem tenet, prejudicium aliquod generare. Datum Trajecti super Mosa die 26. Januarii Anno 1357.

Extrait du Traité entre WENCESLAS Duc de Brabant, & GUILLAUME Comte de Namur au sujet de diverses prétensions réciproques. Fait à Maftricht le 6. de Février 1357.

Traité de Paix entre ADEMAR, Evêque de Metz, & IOLANDE Comtesse de Bar, d'une part, & MARIE de Blois, & le Duc JEAN son Fils, d'autre. Fait le 27. de Février 1357.

Traité & Accord entre WENCESLAS & JEANNE Duc & Duchesse de Brabant, & LOUIS Comte de Flandre, touchant Anvers & ses dépendances. Fait à Malines le 20. Mars 1357.

Traité de Paix entre WENCESLAS de Bohême Duc, & JEANNE Duchesse de Luxembourg, Lorraine & Brabant d'une part, & LOUIS Comte de Flandre d'autre. Fait à An 1357.

Extrait de la Sentence Arbitrale sur les Différens entre WENCELIN Duc de Brabant & LOUIS Comte de Flandre, prononcée par le Comte de HAINAULT. le 3. Juillet 1357.

Convention faite entre EDOUARD III. Roi d'Angleterre & les Etats d'Ecosse, pour mettre en liberté DAVID DE BRUYS Roi d'Ecosse, moyennant une somme de 100000. Mars sterlinges, payables en dix années. Donnée à Berwyk sur

la Tavede le 3. Octobre 1357. Avec la Ratification dudit Accord au 5. Octobre.

Diploma, quo à JOHANNES totius Croatiae & Dalmatia Bano, nomine Regis Ugarie LUDOVICI, Communitati Civitatis SIBENICENSIS omnes injurias & offensiones per eam contra Regem commissas ignoscuntur, & observatio Privilegiomm promittitur. Datum in obsidione Civitatis Nove die 14. Decemb. 1357.

Pax perpetua inter Regem Ungarie LUDOVICUM ab una, & JOANNEM Deslinum Ducem, & totam Communitatem VENETIARUM à parte altera. Qua hic Dux & Communitas totius Dalmatiae à Medietate Guararii usque ad Confines Duracii habentibus à se possessa, & specialiter Civitatibus Nove, Jadræ, Scardonæ, Sibenici, Tragurii, Spalati, & Ragusii, Cherso, Veglia, Arbo, Pago, Brachia, Lefina, Curfuzæ cum Insulis earundem & pertinentiis, Titulo etiam Dalmatiae & Croatiae, omniaque Juri & prætentioni in eadem Dalmatiam renunciant, & in prefatum Regem, suosque Successores transferunt: Vice versa Rex omnes Terras, Castra, & Loca in partibus Tarvisii & Carnia ac litore ali-bique sita, à se occupata, & obtenta, eidem Duci & Dominio restituere promittit. Datum Venetiis in Ecclesia Sui. Marci Indict. XI. die 25. Februarii Anno 1358.

Traité par lequel ALBERT, Comte Palatin du Rhin, est fait Grand Bailly des Comtez de Hainault, Hollande, Zelande, &c. durant la maladie du Duc GUILLAUME son Frere. Fait à Rotterdam le 6. Mars 1358.

Acte, par lequel LOUIS Maréchal de Brandebourg cede à ALBERT Comte Palatin du Rhin tous ses Droits sur les Comtez de Hainaut, Hollande, Zelande, &c. moyennant quelques reserves à son Frere ALBERT Comte Palatin du Rhin. Fait à Botessem près de Malines le 24. Juin 1358.

Litteræ CONRADI Silesia Ducis, quibus CAROLO Romanorum Imperatori & Bohemie Regi, ejus Heredibus & Successoribus, suum Castrum Militich ad accessum eorum, quocumque opus fuerit, apertum tenere pollicetur. Datum Wratislavia die 25. Septembris Anno 1358.

Donatio Comitatus Casanæ cum omnibus Juribus & Jurisdictionibus ab Imperatore CAROLO IV. facta JACOBO DE BRUNA Episcopo Felrensi & Bellanensi. Datum in Carlostat 7. Kalend. Novembris Indict. XI. Anno 1358.

Compromissum PRZEMISLAI Teschenensis, & CONRADI Olivicensis Ducum, super dissensione inter eos de limitibus orta, quo de certis quatuor Arbitris in presentia Romanorum Imperatoris CAROLI IV. conveniunt, & in casu, quo de quinto superiore Arbitro concordare non valerent, finalem discussionem in Arbitrum superiorem à sua Majestate Casarea deputandum, remittunt. Datum Wratislavia die Beate Lucie Anno 1358.

ANNO

1357.

14. Dec.

1358.

25. Fevrier.

6. Mars.

24. Juin.

25. Sept.

26. Oct.

13. Dec.

CONTENTS

THE HISTORY OF THE	1
REIGN OF	2
THE	3
OF	4
THE	5
THE	6
THE	7
THE	8
THE	9
THE	10
THE	11
THE	12
THE	13
THE	14
THE	15
THE	16
THE	17
THE	18
THE	19
THE	20
THE	21
THE	22
THE	23
THE	24
THE	25
THE	26
THE	27
THE	28
THE	29
THE	30
THE	31
THE	32
THE	33
THE	34
THE	35
THE	36
THE	37
THE	38
THE	39
THE	40
THE	41
THE	42
THE	43
THE	44
THE	45
THE	46
THE	47
THE	48
THE	49
THE	50
THE	51
THE	52
THE	53
THE	54
THE	55
THE	56
THE	57
THE	58
THE	59
THE	60
THE	61
THE	62
THE	63
THE	64
THE	65
THE	66
THE	67
THE	68
THE	69
THE	70
THE	71
THE	72
THE	73
THE	74
THE	75
THE	76
THE	77
THE	78
THE	79
THE	80
THE	81
THE	82
THE	83
THE	84
THE	85
THE	86
THE	87
THE	88
THE	89
THE	90
THE	91
THE	92
THE	93
THE	94
THE	95
THE	96
THE	97
THE	98
THE	99
THE	100



CORPS DIPLOMATIQUE
D U
DROIT DES GENS;
O U
R E C U E I L
D E S

TRAITEZ D'ALLIANCE,
DE PAIX, DE TREVE, DE NEUTRALITÉ,
DE COMMERCE, D'ÉCHANGE, &c.

Faits entre les Empereurs, Rois, Princes, & Etats de l'Europe,
depuis CHARLEMAGNE jusques à présent.

ANNO
1314.
7. Janv.

I.
Litteræ Responsivæ EDWARDI II. Angliæ Regis ad Papam CLEMENTEM V. de translatione WALTERI REYNALDI Wygornienfis Episcopi ad Cantuariensem Ecclesiam, Data apud Wyndesoram 27. Januarii 1314. [RYMER, Foedera, Conventiones, Litteræ, Acta publica, &c. Tom. III. pag. 467.]

REX Rex devota pedum oscula beatorum. Accedentes ad presentiam nostram Nobiles Viri, & nostri dilecti & fideles, Bertrandus de Salviaco Comes Campanie Nepos vester, & Alexander de Abernithy Miles, Litteras Sanctitatis vestre de Credentia, sub suis, & Venerabilis Patris W. Wygornienfis Episcopi, nominibus confectas, nobis humiliter presentiarunt, & credentiam eis commissam providè reulerunt.

Exposuerunt nobis siquidem dicti, Comes & Alexander, quod nostri rogatu, nostreque contemplatione persona, Venerabilem in Christo Patrem W. Ecclesiæ Cantuariensis Electum, confirmatum, ab Ecclesiâ Wygornienfi, cui prius præfuit, ad dictam Cantuariensem Ecclesiâ transulitit: & quod eisdem, Episcopo, Comitib, & Militi (quos ad vestre Sanctitatis presentiam, pro quibusdam subsidiiis, pro apparatu & passagio nostro ad Terram Sanctam, in Regno & terris, nobis subiectis, a vestra Clementia optinendis,

TOM. I. PART. II.

transmissimus) intellectis petitionibus nostris, vobis super hoc porrectis per eosdem, gratiosè responditis, quod ex parte Excellentissimi Principis, & Patris nostri karissimi, Philippi Regis Francorum illustis, super hujusmodi subsidiiis optinendis, continuis petitiones, quibus nondum erat responsum, vel prius exiterant liberate, quodque easdem gratias, quas sibi in præmissis facietis, vestre paternalis affectionis exuberantia nobis facere non tardabit:

Super quibus omnibus, & præcipuè pro gratia translationis prædictæ, vestre mansuetudini ad omnimodas gratias assurgimus, quas valemus; supplicantes humiliter & devotè, quatenus conceptam benivolentiam erga nos dignemini continuare, & præfatum Electum, nostri contemplatione, habere specialiter commendatum, ut, ad honorem condignum, per vestram Apostolicam gratiam, sic assumptus, Apostolicæ Sedis munimine fulciatur; per quod ad suam, & sibi subditorum salutem, nostrique, & Regni nostri honorem & commodum, prosperè dirigat vias suas.

Ad hæc, Pater Sancte, de mutuo Florenorum, quod nobis fecit vestra benignitas reverenda: & de consilio, per dictum Comitem, de eisdem Florenis utiliter exponendis, ex parte vestra, per se secretis nobis dicto, vestre Clementiæ consimiles gratiarum referimus actiones; desiderantes vestrum Consilium in hiis, & in aliis, pro viribus observare.

Conservet &c.

Dat. apud Wyndesoram vicefimo septimo die Januarii.

A

ANNO
1314.

11.

ANNO

II.

1314.

31. Janv. Accord fait entre EDOUARD II. Roi d'Angleterre & GUILLAUME Comte de Hollande sur diverses avances faites aux Marchands Anglois, a Westminster le 31. Janvier 1314. [R. YMER, Fœdera, Conventions, Literæ, &c. Tom. III. pag. 469.]

ET a rememorer, que, come, en le Parlement de tres excellent Prince Edward, par la grace de Dieu, Roi d'Angleterre, Seigneur d'Irland, & Ducs d'Aquitain, que fuit a Estantford, l'an de son Regne tiers, entre lui & ceux de son Conseil illoques d'une part, & les Messages du Noble Seigneur Guill. Comte de Holland, Seland, & de Frib. d'autre part, illoques envoiez, par le dit Conte, por peler divers contens & descordz, meutz entre les Sugierz du dit Roi & de le vendit Conte, entre autres choses, fust acordez que les avanditz Messages seroient feute, en noun dudit Conte, de faire gre, deinz certain temps, a les Marchandz du Roiaume dudit Roi, qui dettes furent cleres & conees, cest a savoir, a Watier le Ken de Nicole, & a les compaignons, de noef cent, & cinkant, quatre Livres: & a Richard Wake, & Johan Wyp, de deux cent, & cinkante, & noef Livres; sicome en une Ordonnance, for ceo en le dit Parlement fete, & en la Chancellerie dudit Roi en roulee, plus pleinement est contenuz.

Et puis lui, dit Conte, se enst oblige, par son escript, a Robert Elis de grant Jernemuth, en une grant somme d'Argent, a paier a meisme celui Robert a certaines termes, isfi que celui Robert feist gree as ditz Watier, Rich, & Johan, en noun du dit Conte & de ses gentz avanditz, si come afferoit.

Et lui, dit Conte, puis entendant que des biens des gentz, de son poier, venaunz en dit Roiaume, par divers arestz feust leuez, tanque a la somme, contenue en la dite obligation, & non pas fet a ses du plein as ditz Marchandz, de la dette avandite,

Eust envoiez en Angleterre a Westmottier ses Messages (cest a savoir, Guiliam de Brawod, & Johan de Turnay) a la presence du dit Roi, en l'an de son Regne septisme, en priant que le dit Roi des biens, des Marchandz du dit Conte, deinz le Roiaume avandit, par la cheson avandite, arestez, depuis le dit Parlement, tanque a la venue des ditz Guill. & Joh. Messages, feist faire enqueste & resnable aconté;

Si, que quant le dit Contes favoroit ce, que en feust resceu de sa gent par tiens arestz: & ceo, que en feust paiez as Marchandz avanditz: & ceo, que leur demerroit a paier de la somme avandite; adonques lui, dit Contes, en froit gree a euz de ceo, qil en seroit tenuz de meisme la somme.

Et lui, dit Roi, desirant bone pees entre ses Sugierz & les Sugierz du dit Conte, adonques eust envoié, & assignez, par sa commission, ses chers Clerz, Johan de Merton, & Steph. de Brawode, d'enquerre, en la presence des ditz Messages, en le Conte de Norff. ou les ditz arestz. Et firent, de tous les arestz fetz, puis le dit Parlement, tanque a la venue des Messages en Engleterre, sur les gentz du poier du dit Conte, par achefon de la dette avandite,

Troue fu, devant les dites Clerz & Messages, par loial enqueste, que a la Ville de grant Jernemuth, furent arestz de divers gentz du poier du dit Conte, par bref du dit Roi, l'an de son Regne quatre, en demors & en darrees, a la value de seisaunte & dis livres, & dis & sept foudz; les queux deners & biens furent delivrez au dit Robert Elis par bref le Roi avandit:

Et ensemment troue fu, par meismes celle enqueste, que en meins de divers gentz, de meisme la Ville de Jernemuth, hostes as gentz du dit Conte, furent arestez deners, par bref le Roi, en meisme l'an quart de son Regne, a la somme de seisaunte, & dis livres, sicome puet plus pleinement par la dite enqueste sur ceo pris, les queux seisaunte & dis livres encores demoeurent en moins de meismes ceuz hostes, nient levez.

D'autre part, troue fu, devant les dites, Joh. Steph. & Messages, par bone enqueste, que a Lenn furent arestez, par bref le Roi, l'an de son Regne quart, sur les gentz du poier du dit Conte, par l'achefon avandite, biens prises a la value de cent, unze livres, & sept foudz; les queux furent livres, par bref le Roi, au dit Watier, comme Attorne le dit Robert.

D'autre part, troue fu, par meismes l'enqueste, que

ledit Watier ad resceu, autre les ditz cent, unze livres, & sept foudz, de divers gentz, du poier du dit Conte, en darrees & en deners, a la somme de treute, & cink livres, & unze foudz;

Ensi est la somme de tut, resceu & arestez a les dites villes de Jern. & de Lenn, deux cent, quatre vintz, sept livres, & quinze foudz; des queux les ditz Watier, par sa reconaissance en Court, ad resceu dudit Robert, & en son noun, en partie de sa paie de noef cent, & cinkaunte quatre livres avanditz, deux cent, dis & sept livres, & quinze foudz.

Et, pur ceo que seisaunte & dis livres sont arestez en meins de divers gentz, de Jernemuth, & nient levez, sicome est avandit, la Court le Roi, & les ditz Messages voelent, que ledit Watier eit bref de faire lever cele somme de seisaunte & dis livres, & de resceivre les, en partie de soule de sept cent, trente, & dis livres, & cinque foudz, que demorent a paier a dit Watier de noef cent, cinkante & quatre livres avanditz; si que adonques demoeurent a paier au dit Watier sis cent, seisaunte, & sis Livres, & cink foudz.

Endroit de la paie des queux sis centz, seisaunt & sis Livres, & cink foudz, acorde est, par la Court du dit Roi, par les ditz Messages, & par le dit Watier, que meismes celui Watier seoit certiolement, sanz aget faire, pur bone Pees norir: & passera en propre Perloine, que les ditz Messages, devers le dit Conte; & lui, Contes, en fra son gre bonement des sis cent, seisaunte & sis Livres, & cinq foudz avanditz, & des damages qil en aurd resceu en ceites choses.

Et, s'il aveigne que le dit Conte ne le face, soit l'avandit Watier a resort, de aver son recoverer, come avant, sur le dit Conte, ces gentz, venauns en le Roiaume d'Engleterre, des ditz sis cent, seisaunte, & sis livres, & cink foudz, pleinement, ou ses damages.

Et, pur ceo, qil ledit Watier, a son revenir, ou son Attorne en ceites choses, creuz par leur serment, fait en Chancellerie du dit Roi.

Ensemment acorde est, que le dit Robert desores n'emport rien de profit, parmi le obligation avant nome, en dreit des dettes des ditz Marchandz, en dreit de la demande Richard Wake & Johan Wyp, de deux centz, & cinkaunte, & noef Livres, por ce que meismes ceuz, Rich. & Joh. furent presentez a les dites enquestes prises, & ne fu point trouez, par meismes celes enquestes, ne autrement, que il avoient riens resceu, ne arestez, pur la dite somme, de deux centz, & cinkaunte & noef Livres, a euz deues, ne que gre lour estoit fait de cele somme, ne de partie:

Si furent euz suffisamment garniz & priez en noun des ditz Clerz le Roi, & Messages, de venir en la Court dudit Roi, a resceivre la garde de meisme la Court, en les choses fudites, ensemblement ou le dit Watier, la queu chose il otroierent bonement a faire, & ne font point chenz, ja soit que les dites Messages soient molt demorez en esgardant leur venue:

Acorde est, par meisme la Court, & par assent des dites Messages, que les dites, Richard & Johan, soerfrent bonement, por bone pees norir, de seure, ou faire areste, & querent ledit Conte, en leur propres persones, si ceo ne soit qil voellent que le dit Watier face la sute pur euz, pur la confiance que le Conte en ad devers lui pur meismes les choses, les quele il ad lui gre bonement, si que il le tendront apiez par reson.

Et, s'il ne le face, soient les dites, Rich. & Johan, a lour recoverir a la fourme, que de sus est ordne pur le dit Watier.

Cestes choses, desus esrites, sont acordez & assentiz par la Court le dit Roi, & les Messages, & Watier avanditz, & sur cee ceste endenture face le darrein jour de Jenevoir a Westmottier, en la Chancellerie le dit Roi, l'an de son Regne septisme, & illoques enroule; dont l'une partie est livre as ditz Messages, & l'autre al dit Watier, en noun de lui, & de Rich. & Joh. avandites.

III.

Mandatum EDWARDI II. Anglie Regis Vice. I. Mars. comiti Eborum de Terris eorum, qui ad torneamentum extra Regnum se transferunt, in manum Regis capiendis. Dat. apud Haddede, 1. Martii 1314. [R. YMER, Fœdera, Conventions, Literæ, &c. Tom. III. pag. 475.]

REx Vicecomiti Eborum, salutem. Quia intelleximus, quod plures, de Regno nostro,

ANNO

1314.

ANNO 1314. tfo, ad partes transmarinas, ad torneandum ibidem, se transulerunt, contra inhibitionem, quam nuper fecimus, ne quis homo ad arma Regnum nostrum exiret sine nostra licentia speciali:

Tibi precipimus, firmiter injungendo, quod omnes illos, quos tibi modo debito constare poterit ad dictas partes transmarinas, contra inhibitionem nostram prædictam, sic sine nostra speciali licentia transfretasse, ubicunque eos in Ballivâ tuâ inveniri contigerit, sine dilatione arrestari, in eadem Ballivâ tuâ, ac eorum Terras & Tenementa, in eadem Ballivâ tuâ, in manum nostram capi, & sic capta teneri facias, quousque aliud inde a nobis habueris in mandatis.

Teste Rege apud Haddede, primo die Martii.

Eodem modo mandatum est singulis Viccomitibus per Angliam.

IV.

Mars. Mandatum EDWARDI II. Angliæ Regis ad Duce Hybernicorum, de veniendo contra Scotos. Dat. apud Westmonasterium 22. Martii 1314. [R. YMER, Fœdera, Conventiones, Literæ, &c. Tom. III. pag. 476.]

REX dilectio tibi Eth O Kõnhor, Duci Hibernicorum Comadria, salutem.

Quia sumas in proficiscendo versus partes Scotie ad Rebellionem Inimicorum Scotorum & Rebelleum nostrorum, cum Deo adiutorio, reprimendam:

Nos, de strenuitate vestra confidentes, vos rogamus attentè, quatenus ad nos, ad partes prædictas, adeo viriliter & potenter, quo poteritis, personaliter accedatis, vel aliquem Nobilem, de genere vestro, mitatis.

Prout dilectus & fidelis noster, Theobaldus de Verdun, Justiciarius noster Hiberniæ, & dilectus Clericus noster, Alexander le Connors, vel unus eorum, vos requirit, vel requirit ex parte nostra,

Cum per dilectum & fidelem nostrum, Riccardum de Burgo, Comitem Ultoniæ, quem Capitaneum hominum ad arma partium illarum constituimus, ex parte nostra fueritis præmuniti; & hoc, sicut nos, ac commodum, & honorem, nostrum & vestrum, diligitis, nullatenus omitatis.

Teste Rege apud Westmonasterium 22. die Martii

Eodem modo mandatum est subscriptis; videlicet,

Eth. O Donnald, Duci Hibernicorum de Tyconil;

Demod O Raban, Duci Hibernicorum de Fernetrew;

Dmocal O Neel, Duci Hibernicorum de Tyrowyn;

Neel Mobreen, Duci Hibernicorum de Kynallewan;

Eth. O Shia, Duci Hibernicorum de Tartrey;

Admely Mac Aneugis, Duci Hibernicorum de Onabagh;

Neel O Hanlau, Duci Hibernicorum de Ersbere;

Bien Mac Mahan, Duci Hibernicorum de Uriel;

Lourecagh Mac Wyr, Duci Hibernicorum de Lougberin;

Gilly O Rallly, Duci Hibernicorum de Bresfeny;

Geffrey O Fergy, Duci Hibernicorum de Montiragail;

Fohn O Hanoghur, Duci Hibernicorum de Connach;

Doacthuth O Bien, Duci Hibernicorum de Toshmud;

Dermod Mac Arthy, Duci Hibernicorum de Dessenmound;

Donenol Carbragh;

Maar. Kenenagh Mac Murgh;

Murghagh O Brya;

Druid O Totwill;

Dermod O Tonoghur, Doffaly;

Fyn O Dymy;

Sonethuth Mac Gillepharick;

Leiffagh O Morib;

Gilbertus Ekelly, Duci Hibernicorum de Omany;

Mac Ebelan;

Omalan Helyn; Duci Hibernicorum Midie.

V.

Mars. Litteræ EDWARDI II. Angliæ Regis, quibus ADOMARUS DE VALENTIA, Comitem Pembrochiæ, Custodem Terræ Scotiæ constituit. Dat. apud Westmonasterium 24. die Martii 1314. [R. YMER, Fœdera, Conventiones, Literæ, &c. Tom. III. pag. 477.]
TOM. I. PART. II.

REX Archiepiscopis, Episcopis, Abbatibus, Prioribus, Comitibus, Baronibus, Militibus, & omnibus aliis fidelibus suis, de terrâ suâ Scotiæ, salutem.

De fidelitate probatâ, & circumspiceione providâ dilecti consanguinei & fidelis nostri, Adomari de Valentia Comitis Pembrochiæ, plenam fiduciam obtinentes.

Ipsum constituimus Custodem terræ nostræ prædictæ, & Locum nostrum tenentem ibidem, usque ad adventum nostrum ad partes illas:

Dantes eidem Comiti plenariam potestatem ordinandi de statu terræ prædictæ, prout pro honore nostro & salvatione terræ prædictæ melius viderit faciendum:

Et ideo vobis mandavimus, in fide & dilectione, quibus nobis tenemini, firmiter injungentes, quod præfatto Comiti, tanquam Custodi nostro terræ prædictæ, & Locum nostrum in eadem tenenti, sitis intendentes, respondentes, consulentes, & auxilantes in omnibus & singulis, quæ ad salvam & securam Custodiam terræ nostræ prædictæ, & repulsionem Inimicorum nostrorum ibidem poterunt pertinere; ita quod fidelitatis vestræ constantiam debeamus exinde merito commendare.

In cujus &c.

Teste Rege apud Westmonasterium 24. die Martii.

Per ipsum Regem.

Et mandatum est Radulpho Filio Guillelmi, Custodi Villæ Berewyci super Twedam, quod eidem Comiti, tanquam Custodi R. terræ prædictæ, &c.

Et mandatum est universis & singulis hominibus ad Arma, tam equitibus, quam peditibus, in munitione dictæ Villæ existentibus, quod eidem Comiti, tanquam Custodi Regis terræ prædictæ, &c.

Per ipsum Regem.

VI.

RUDOLPHI Pfalzgrafen bey dem Rhein Obliga. 28. Avr.

tion gegen Herzog FRIEDRICH zu Oesterreich / Ihn nach Kayser HEINRICH des VII. tod / zum Römischen König zu erwählen. Geben zu Speyer am nächsten Sonntag nach St. Georgen-tag 1314. [Pièce tirée des Archives Impériales du petit Trésor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

C'est-à-dire,

Promesse de RODOLPHE Comte Palatin du Rhyn à FRÉDÉRIC Duc d'Autriche; par laquelle il s'oblige à lui donner sa voix dans l'Élection d'un Empereur à la place de HENRI VII. mort quelque tems auparavant. A Spire le Dimanche après la St. George 1314.

Wir Rudolf von Gottes Gnaden Pfälzer, Graf by dem Rhen und Herzog in Bayern / thun hant allen den / die disen Brief ansehen oder hören lesen. Das wir angesehen haben und uns auch gemüthlich duncket / das je diesen jeren das Römische Reich von niemant als wol bestirmt und gewert mag werden als mit unserm lieben Ohaim / Herzog Friedrichen von Oesterreich. Haben wir gelobt mit guten trawen / und je den Heyligen geschworn / das wir unser mal je diesen mal an ihn ehren soln / und ihn je einem Römischen Chünig wehlen soln / und das nicht widerstehen solen / weder durch lieb noch durch laut / durch behauerlane vormund / nach durch dhanerlane ander sache. Das auch / das Got nicht gebe / das unser vorgenannter Ohaim / Herzog Friedrich / hinweghen / und die Fürsten je diesen mal wehlen soln / sich waer oder abgien von behauerlane sache / so soln wir mit der vorgenannten unser mal gefallen auf unsern lieben Ohaim seinen Bruder / Herzog Kriepolt mit allen den vunden / damit wir uns verbunden haben gen seinen Bruder Herzog Friedrichen / als vorgeschrieben stet. Wir verbinden uns auch by den vorgenannten Schüden und anden / das wir dem vorgenannten unserm Ohaim / Herzog Friedrichen / oder seinem Bruder Herzog Kriepolt / ob der vorgenannter Herzog Friedrich sich waer / als vorgeschrieben stet / bedolffen soln sein mit leib und mit gut / als verre wir milgen / bis er gewaltiger Chünig und erwunt wirt / das Ad / oder ir antwederen als davor geschriben stet. Darüber je einem Heydum geben wir ihn disen Brief mit unserm Insigel besigelt. Der geben ist je Speyer / da von Christes geburt jalsz dreihundert Jar / darunt in dem vierzehenden Jar an dem nächsten Sonntag nach Sant Georgen tag.

ANNO
1314.

VII.

1. Mai. *HEINRICI Marchionis Brandenburgensis Promissio Duci Austrie LEOPOLDO dati, de tribuendo Fratri ejus Duci Austrie FRIDERICO, suo suffragio in Electione Romanorum Regis. Datum Spire Kalend. Maji 1314.* [Pièce tirée des Archives Imperiales du petit Trésor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

Nos Heinricus Dei gratia Brandenburgensium, & Landespergen. Marchio, ad Universorum presens Scriptum intuitum noticiam cupimus pervenire. Quod nos ex certa scientia & interpositione nostre bone fidei promissimus, & promittimus per presentes Illustri Principi Luipoldo Duci Austrie & Styrie affini nostro Karissimo pro se, & Magnifico Principe Friderico Duce Austrie fratre suo stipulanti, quod eundem Fridericum affinem nostrum Karissimum in quantum humana fragilitas noscere sinat, ceteris Romani Regni Principibus digniore, ex virtute juris eligendi, vel quasi Regem Romanorum, quod apud nos, & quosdam alios Principes Coelectores nostros existere & residere dioscitur. Sperantes ut ipsius sublimatio in augmentum Jurium & honorum Imperii venire debeat, in termino & loco ad eligendum ab eis quorum interest presigendis, in quantum in nobis est vel esse poterit, certitudinaliter eligimus in Regem Romanorum, in Imperatorem successu temporis volente Domino, promovendum in ipsum liberaliter tamquam in futurum Romanorum Principem directuri vota nostra, & consensum benivolum, tacitum & expressum. Si vero eundem Fridericum Ducem Austrie, antequam eligeretur contingeret, quod absit, decedere, aut ipsum ne eligeretur, casu aliquo prepediri, in memoratum Luipoldum fratrem suum affinem nostrum Karissimum tamquam in Romanorum Regem, in Imperatorem postmodum promovendum, ex tunc prout ex nunc, in loco & termino ad hoc presigendis dirigeremus modo quo supra dicitur vota nostra, & consensum nostrum voluntarium tacitum & expressum, nos ad hoc tenore presencium specialiter obligantes, promittimus etiam bona fide, quod alterutrum eorundem in Regem Romanorum Electum, & ante coronacionem & post, in Jure sibi ex electione & coronacione hujusmodi acquisito, dolo & fraude prorsus exclusis, manutenebimus & juvabimus pro viribus, ope, consilio & favore. In quorum omnium & cujuslibet de premisis evidenciam atque robur sigillum nostrum profitemur nos presencibus appendisse. Dat. Spire Kal. Maji. Anno Domini Millesimo trecentesimo quarto decimo.

VIII.

3. Mai. *HEINRICI Archiepiscopi Colonienfis Promissio Duci Austrie FRIDERICO data de promovenda ejus in Romanorum Regem Electione & Coronatione. Dat. feria 1^a. post Inventionem S^{ae}. Crucis 1314.* [Pièce tirée des Archives Imperiales du petit Trésor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

Nos Henricus Dei gratia Sancte Colon. Ecclesie Archiepiscopus, Sacri Imperii per Italiam Archicancellarius. Notum facimus, quod promissimus & promittimus per presentes, bona fide ire, cum Illustri Principe Friderico Duce Austrie Frankenvort, pro Electione ejusdem in Romanorum Regem in persona sua, dante Domino celebranda, & ad coronacionem suam Aquis, toto posse nostro, prout facta qualitas exigit, sub expensis nostris, prout convenimus super his, cum Illustri Principe Luipoldo Duce Austrie, fratre suo, super istis secundum contineciam Literarum factarum hinc & inde super eo, fraude & dolo & capcione quibuslibet in his exclusis. Datum in Bacharaco quinta feria post Inventionem sancte Crucis, Anno Domini MCC. quarto decimo.

IX.

9. Mai. *Archiepiscopi Colonienfis HEINRICI Promissio, data LEOPOLDO Austrie Duci, de suffragando Fratri ejus FRIDERICO Austrie Duci, in Electione Romanorum Regis. Datum in Ba-*

cheraco quinta feria post Inventionem S^{ae}. Crucis Anno VII. Idus Maji 1314. [Pièce tirée des Archives Imperiales du petit Trésor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

1314.

UNIVERSIS presentes Literas inspecturis. Nos Heinricus Dei gratia sancte Colonien. Ecclesie Archiepiscopus Sacri Imperii per Italiam Archicancellarius, Notum facimus, quod cum Illustri Principe Luipoldo Duce Austrie & Styrie, de nostrorum hinc inde amicorum consilio, pro Illustri Principe Friderico Duce Austrie fratre suo, concordavimus in hunc modum: videlicet quod in hac vacacione Romanorum Regni per mortem dive memorie Domini Heinrici Romanorum Imperatoris, cum incumbat electio, de futuro Romanorum Rege celebranda, habita consideracione status, & circumstantiarum persone sue, quod auctore Domino Romanorum Regno, industria, & potencia sua, tamquam devotus Sancte Romane Ecclesie filius utiliter preesse debeat, & prodesse, Jura & bona Imperii, ac Rempublicam feliciter regere & gubernare, promissimus, & promittimus eundem in Romanorum Regem eligere. Astringentes nos ad hoc fide, per manum nostram ad pectus nostrum positam, super hoc vice & nomine Juramehti prestita corporali, dum tamen ea, que pro nobis, & Ecclesia nostra facere ante Electionem celebrandam repromissit, adimpleat secundum dicti Luipoldi Literarum contineciam, super hoc consecuturum & nobis traditurum ab eodem. Hoc adjecto, quod si dictus Fridericus ante Electionem eandem, quod absit, decederet, vel alias eligi in Regem uollet, seu ex quocunque impedimento eligi non posset, quod simili modo dictum Luipoldum Ducem, sicut ipsum Fridericum eligisse debuissimus, eligamus in Regem Romanorum. Cum spectetur firmiter secundum statum potencie, & industrie sue, ejus persona Romanorum Regno expedire. In horum testimonium presentes Literas nostro, & vener. Principis Domini Adolphi Leodiensis Episcopi, Heinrici prepositi Bunien., Archidiaconi Coloniensis, ac Hartradi Prepositi Westfaren., necnon Nobilium virorum Engelberti de Marka, Symonis de Spanheim, Raperti de Virenburg Comitum, Reynoldi de Valkenburg, Cunradi de Sleyda, & Cunradi de Töneburg Dominorum qui premissi interfuerunt, sigillis appensis presencibus fecimus communiri. Et nos Adolfus Dei gratia Episcopus Leodiensis, Heinricus & Hartradius eadem gratia Bunien., & Westfaren. Prepositi, Engelbertus, Symon, Kupertus Comites, Reynoldus, Cunradus, & Cunradus predicti recognoscimus premissa omnia vera & fide nobis medianibus & presencibus acta esse, sigilla nostra in horum evidenciam, ad presentes dicti Domini Heinrici Archiepiscopi Colonienfis Literas apponenda. Actum & datum in Bacharaco quinta feria post Inventionem sancte Crucis, que erat VII. Idus Maii. Anno Domini Millesimo trecentesimo, quarto decimo.

X.

Plenipotencia à *RUDOLPHO Comite Palatino Rhemni, JOANNI Episcopo Argentinenfis, JOANNI DE SPONHEIM, & JOANNI DE NASSAU data, super Electione Romanorum Regis, cum reliquis Principibus Imperii tractandi. Datum Heidelberg in vigilia Ascensionis 1314.* [Pièce tirée des Archives Imperiales du petit Trésor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

15. Mai.

NOVERINT universi quorum interest, vel qui sua crediderint interesse. Quod cum nos Rudolfus Dei gratia, Comes Palatinus Rheni. Dux Bavarie. Tractatibus habendis super electione futuri Regis, que nunc incumbit. Causis necessariis & legitimis prepedicti, nequeamus personaliter interesse. Reverendum in Christo Patrem & Dominum Johannem venerabilem Episcopum Ecclesie Argent. Johannem de Spanzeim, & Johannem de Nazzawe & spectabiles Comites ex certa scientia, nostros facimus & ordinamus & constitutus Procuratores, & Negotiorum gestores in solidum. Dantes & concedentes eis & cuilibet eorum, ita quod non sit melior condicio occupantis, & quod unus eorum, vel duo, vel omnes incipit vel inceperunt alter vel eorum duo perficere possint, plenam & liberam potestatem & cum Conprincipibus nostris tractandi super electione futuri Regis, conveniendi tam de termino

DU DROIT DES GENS.

114. no quam de loco quando & ubi futuri Regis sit electio celebranda contradicendi & opponendi. quicquid vide-
runt expedire, necnon omnia & singula faciendi que ve-
ris Procuratoribus vel negociorum gestoribus in premis-
sis vel quolibet premifforum a Lege vel Canone sunt
concessa, etiam que mandatum quantumcunque exi-
gant speciale promittimusque per presentes nos gra-
tuta & ratum habituros, quicquid per ipsos omnes, duos
vel unum eorum actum vel ordinatum fuerit in premis-
sis seu quolibet premifforum. In quorum omnium evi-
denciam presentes eis dedimus sigilli nostri munimine
legitime roboratas. Datum in Haidelberch. Anno Do-
mini Millesimo trecentesimo, quartodecimo in Vigilia
Ascensionis Domini.

XI.

Mai. Plenipotencia JOANNI Episcopo Argentinensi, OT-
TONI Comiti de Strazberg, & OTTONI
Comiti de Ohffenstein a RUDOLPHO Duce
Saxonie data, super Electione Romanorum Regis,
cum reliquis Principibus Imperii tractandi &
conveniendi. Haidelberg in Vigilia Ascensionis.
1314. [Picce tirce des Archives Imperiales &
Archiduciales, du petit Trésor de la Regence
& de la Chambre à Vienne.]

NOVERINT universi quorum interest, & qui sua
crediderint interesse, Quod cum nos Rudolfus Dei
gracia Dux Saxonie, Angarie, Westphalie, Comes in
Bren. & Burgravius in Merceburg Tradiatibus habendi
super Electione futuri Regis, que nunc incumbit,
causis necessariis & legitimis prepeditis, necquamus
personaliter interesse, Reverendum in Christo Patrem
& Dominum Johannem venerabilem Episcopum Argenti-
nensem, & Nobiles Viros, Ottonem Comitem de
Strazberg, & Ottonem Dominum de Ohffenstein, ex
certa scientia nostrorum facimus, ordinamus, & consti-
tuimus Procuratores infoldum, & negociorum gesto-
res. Dantes, & concedentes eis, & cuilibet eorum, ita
quod non sit melior conditio occupantis, & quod unus
vel duo, aut omnes incipit, vel inceperunt, alter vel
eorum duo perficere possint, plenam, & liberam po-
testatem, cum Conprincipibus nostris tractandi super
Electione futuri Regis, conveniendi tam de termino,
quam de loco, quando, & ubi futuri Regis sit electio
celebranda, contradicendi, & opponendi quicquid vi-
derint expedire, necnon omnia & singula faciendi, que
veris Procuratoribus, vel negociorum gestoribus in pre-
missis, vel quolibet premifforum a Lege, vel a Cano-
ne sunt concessa, etiam que mandatum quantumcun-
que exigunt speciale. Promittimusque per presentes, nos
gratum, & ratum habituros, quicquid per ipsos, duos vel
unum eorum actum vel ordinatum fuerit in premiffis, seu
quolibet premifforum. Adm. & Datum in Haidelberg,
in Vigilia Ascensionis Domini. Anno Domini Millesimo
trecentesimo quartodecimo.

XII.

Mai. Littere EDWARDI II. Anglie Regis ad Ma-
gistrum REYMUNDUM SUBIRANI super
exhibitis Aquitanie CLEMENTI, nuper Papa,
oppugnatis. Dat. apud Dunelm. 26. die Maii
Anno 1314. [RYMER, Fœdera, Con-
ventiones, Litteræ, &c. Tom. III. pag. 480.]

REx dilecto Clerico suo, Magistro Reymundo Su-
birani, salutem.
Qualiter nuper in negotio assignationis, per nos fac-
ta, bonæ memoriæ, C. tunc Papæ quinto, super exi-
tibus Ducatus nostri, Aquitanie, per nos pactum, &
expressè conductum fuit, quod nos arreragia, nobis de-
bita in eodem Ducatu, & exitus ejusdem, usque Festum
Pentecostes jam præteritum, plenè perciperemus
pro regimine dicti Ducatus, & aliis nostris negotiis in-
de expediendis; ita quod, ad opus ipsius Domini C.
quicquam inde ante idem Festum non perciperetur: eo
non obstante quod, per Litteras nostras, executionem
assignationis prædictæ, ante dictum Festum, fieri man-
davimus; quodque juramentum, de contentis in Lite-
ris assignationis prædictæ observandis, sub intentione
illâ, in animam nostram præfari præcepimus: que om-
nia vos, & Magister Gaucelinus Johannis, qui dictum
negotium erga nos prosequeretur, nobis teneri & ob-

servari, sub vestro periculo, promissis, non credi-

mus a vestra memoriâ recessisse.
Et jam ad nostrum pervenit auditum, quod homines
præfati Domini C. a tempore possessionis prædictæ as-
signationis affectate, arreragia aliqua in dicto Ducatu,
ad opus nostrum levavi, seu quicquam de dictis exitibus,
pro regimine dicti Ducatus, aut pro aliquibus aliis ne-
gotiis nostris ibidem expediendis, capi nullatenus per-
miserunt; set omnia hujusmodi suis uibus applicarunt;
unde admiramur, nec immerito, & turbamur;
præsertim cum ab eis, & turbamur;
nisi prædictæ, pro regimine dicti Ducatus, vel pro aliis
negotiis nostris ibidem prosequendis, quicquam recipi
non debeat ante Festum Natalis Domini, proximo
jam futurum, sicut nobis.

Verum, quia ex premiffis inopinatis, nobis, super
negotiis nostris in Ducatu prædicto, posset, quod ab-
sit, grave periculum evenire, vobis mandamus in fide
& dilectione, quibus nobis tenemini, firmiter injun-
gentes, quatinus ut ea, que per nos pacta & conducta,
& per vos ac prædictum Magistrum Gaucelinum as-
sumpta fuerunt nobis observanda, ut superius expressum
est, nobis teneantur & compleantur, modis & viis om-
nibus, quibus poteritis, interponatis, cum omni effi-
caciâ, partes vestras; alioquin permittere non valemus
quod, contra intentionem nostram, & bonam fidem,
in premiffis sic expressatas, nobis tam grave præjudi-
cium inferatur.

Ceterum vobis mandamus, similiter injungentes,
quod obligationem, quam Venerabilis Pater W. Titu-
li Sancti Ciriaci Presbiter Cardinalis, de duobus milli-
bus Marcarum Sterlingorum, quas nobis mutuo tradi-
dit, inde recepit, & quas a dilecto Mercatore nostro
Antonio Passaigue de Janua recepistis, dicto Cardinali
liberandas, simul cum Literis acquietantiæ sufficien-
tibus, & Literis absolutionis a Sententiis, si quas dilecti
& fideles nostri, Adomarus de Valentia Comes Pem-
brochie Consanguineus noster, Johannes de Sandale, &
vos, qui pro nobis inde fuistis obligati, incurritis, no-
bis per aliquem certum hominem, de quo confiditis,
transmittere non tardetis; nos, per eundem, de eo,
quod super negotiis nostris supradictis feceritis, reddentes
pleniùs certiores.

Dat. apud Dunelm. 26. die Maii.

XIII.

Littere EDWARDI II. Anglie Regis ad CAR-
DINALES & ad alios de Credencia, super sta-
tu Aquitanie, data apud Dunelm. 27. die Maii
1314. [RYMER, Fœdera, Conventions,
Litteræ, &c. Tom. III. pag. 480.]

REx Venerabili in Christo Patri, Domino Beren-
gario, Episcopo Tusculano, amico suo karissimo,
Edwardus, &c. salutem, & sinceram dilectionis affec-
tum.

Quædam negotia, nos & statum Ducatus nostri præ-
dicti tangencia (quæ nostris desideriis obnoxii inhaerent)
injunximus dilectis & fidelibus nostris, Alexandro de
Bykenore Electo Dublinensi, Magistro Reymundo Su-
birani, & Magistro Andrea Sapiti, vobis per ipsos,
vel duos eorum, seriofius exponenda:

Quocirca Paternitatem vestram reverendam affectuo-
sis precibus imploramus, quatinus memoratis, Electo,
Reymundo, & Andrea, vel duobus eorum, in hijs,
vix, super premiffis, vobis ex parte nostrâ exposuerint
vivâ voce, velitis fidem indubiam adhibere, & circa
optatam expeditionem eorundem, cum omni efficacîâ,
interponere partes vestras; ita quod vobis exinde ad gra-
tes teneri debeamus merito speciales.

Dat. apud Dunelm. 27. die Maii.

Eodem modo scribitur subscriptis; videlicet,

Domino Fratri Nicholao Hostiensis &
Velletrensis,
Domino Arnaldo Sabiniensi,
Domino Jacobo Portuensi,
Domino Gulielmo Penestrino,
Domino Arnaldo Albanensi.

Cardina-
libus Epis-
copis.

ANNO
1314.

CORPS DIPLOMATIQUE

Domino Arnaldo, tituli Sanctæ Priscæ,
Domino Fratri Vitali, tituli Sancti Mar-
tini in Montibus,
Domino Raymundo, tituli Sanctæ Po-
tencianæ,
Domino Berengario, tituli Sanctorum Ner-
ci & Archilii,
Domino Michaeli, tituli Sancti Stephani
in Celio Monte,
Domino Guillelmo Testa, tituli Sancti
Ciriaci in Termini,
Domino Arnaldo, tituli Sancti Marcelli.)

Domino Guillelmo Sancti Nicolai in
Carcere Tulliano,
Domino Francisco Sanctæ Mariæ in Cor-
medin,
Domino Neapoleo Sancti Adriani,
Domino Jacobi Sancti Georgii, ad Velum
Aureum,
Domino Arnaldo Sanctæ Mariæ in Por-
tici,
Domino Jacobo de Columpna, Sanctæ
Romane Ecclesiæ,
Domino Petro,
Domino Raymundo Sanctæ Mariæ Novæ,
Domino Bernardo Sanctæ Agathæ.)

Domino Bertrando de Guto, Vicecomiti Leonovi-
censi & Alivillari Marchioni de Ancor,
Domino Raymundo Guillelmi Domino de Budor,
Domino Arnaldi Bernardo Domino de Latrans.

XIV.

Juin. Litteræ PHILIPPI IV. Regis Franciæ ad ED-
WARDUM II. Angliæ Regem de Stapula Lan-
narum, Dat. apud Lorricum die Martis post
Penthecosten Anno 1314. [RYMER, Fœde-
ra, Conventiones, Litteræ, &c. Tom. III.
pag. 482.]

MAGNIFICO Principi, carissimo filio, & fideli
nostro, Edwardo, Regi Angliæ illustri, Philip-
pus, Dei gratiâ, Franciæ Rex, salutem & felices, ad
vota, successus.

Olim Mercatoribus lanarum Regni vestri, & aliarum
partium conversantibus in eodem, qui Estapulam suam
Mercaturarum prædictarum apud Anvers, extra
Regnum nostrum, tenere solebant, venientibus cum
huiusmodi suis Mercaturis infra Regnum nostrum, ad
tenendum dictam Stapulam suam in Villa Sancti Au-
domari, sub nostro gardagio & salvo conductu, licen-
tiam concessimus: pluribus libertatibus, & privilegiis,
per nos eisdem gratiose concessis; sperantes quod ex
hoc tam (æ) nostris, quam subditis nostris, multa com-
moda provenirent.

(æ) Sans dou-
te, vestris.

Sed, prout Gentes nostræ, Ballivæ nostræ Insulæ
Regimini præfidentes, nobis noviter intimarunt, spe
fraudati prædicta, interdum sperata provenit ex hoc
utilitas, quinimo, quam, ante dictam concessionem,
factam dictis Mercatoribus, habebamus, nunc cessat
omnino; cum dicti Mercatores, qui cum lanis suis in
Nundinis Insulæ, solebant singulis annis accedere, dum
suam apud Anvers tenerent Estapulam, nunc ad Nun-
dinas ipsas (ex quibus ad nos, & ad dilectos nostros,
ejusdem Villæ Insulæ Burgenfes, ac toti Patriæ multa
solebant commoda provenire) cum dictis suis Mercatu-
ris accedere totaliter destiterunt: Mercatoresque Reg-
ni vestri Mercatores alios, inibi conversantes, viis &
modis illicitis induxerunt; & certas fecerunt conven-
tiones cum ipsis (& nobis & nostris subditis præjudicia-
les plurimum & dampnosas) ut cum eis apud Sanctum
Audomarum Stapulam suam continuè tenere debeant,
nec inde pro suis exercendis Mercaturis prædictis exi-
re, ne vadant ad Nundinas antedictas.

Cum igitur hoc videatur in nostrum Vituperium re-
dundare, de quo, plus quam de dampno, quod incur-
rimus, occasione prædicta dolemus, cum Villa & Bal-
liva Insulæ, certis de causis, sint nostro Domano nunc
conjunctæ, considerantes tam gravem in propria Terrâ
nostrâ fieri novitatem, quæ, dum Terram & Ballivam
prædictas tenebant alii, facta non extitit a quocunque
imo, contra prohibitionem nostram quoque, factam
eisdem Mercatoribus, ad dictas Nundinas pluries acces-
serunt: Et, si dum Villam & Ballivam prædictas, tan-
quam proprium Domanium nostrum tenemus, a venien-
do in dictis Nundinis cessarent, prout per effectum

ostendunt, non sine gravi injuria nostra crederemus, ac
de difficili permetteremus tantum Vituperium conveni-
entibus oculis pertransire;

Maxime cum, tenendo Estapulam suam apud Sanctum
Audomarum, multo magis sit propinquæ dictæ
Ville Insulæ, quam essent cum apud Anvers tenebant
eandem.

Quare Serenitatem vestram affectuose precamur, quod
Mercatores inducat prædictos, & si opus fuerit,
compellatis ad veniendum more solito, cum dictis Mercat-
uris suis, in Nundinis antedictis, ut ad hoc alios
Mercatores Forenses, in vestro Regio conversantes,
inducant:

Conventiones, si quas inter se fecerint per vias aut
modos alios exquisitos, de non cundo ad Nundinas ip-
sas, revocando, & totaliter annullando;

Seque (quos cum Bonis & Mercimoniis suis plenè,
frequentando dictas Nundinas, volumus securitate gau-
dere) super hoc taliter habeant, quod nobis debeat esse
gratum, nec habeamus causam, in vestrum vel ipso-
rum defectum, providendi super præmissis de remedio
competenti:

Nobis, si placet, quid feceritis in hac parte, per la-
torem præsentium referentes (1).

Actum apud Lorricum die Martis post Penthecos-
ten, Anno Domini millesimo, trescentesimo, decimo
quarto.

XV.

Traité de Paix entre AME' LE GRAND Com-
te de Savoie & JEAN Dauphin de Viennois, par lequel leurs prétentions réciproques sur plusieurs Places, Villes, & Châteaux sont réglées. Fait à Villars-Benoit le 10. Juin, 1314. [S. GUI-
CHENON, Histoire Généalogique de la Mai-
son de Savoie. Preuves, pag. 141.]

In nomine Domini nostri Jesu Christi, & Beate Ma-
riæ Virginis, & totius Coelestis Curie, Amen:

ANNO à Nativitate ejusdem millesimo CCC. quar-
to decimo, Indictione XII. decima die mensis Jun-
nii; Per hoc præfens Instrumentum publicum apparet
evidenter, tam præfentibus quam futuris, Quod cum
diversa, & varia quæstiones, controversiæ, guerræ &
rancuræ civiles, criminales, & mixtæ diutius meruit &
steterint inter Illustres & Magnificos Viros Dominos
Amedeum Comitem Sabaudia, ejusque Prædecessores,
nec non ejus subditos, coadjutores, valitores, & se-
quaces ex una parte, & Dominum Joannem Dalsinum
Viennensem, & Albonensem Comitem Dominumque
de Turre, ejusque prædecessores, nec non ejus subdi-
tos, coadjutores, valitores, & sequaces ex altera, su-
per his specialiter, & ea occasione quod dictus Domi-
nus Comes Sabaudia dicebat, & proponebat; Quod
dictus Dominus Dalsinus indebitè capta, & occupata
detinebat bona infrascripta, ad ipsum Dominum Comi-
tem pertinentia, videlicet Castrum Montisrevelli in
Vienneseo positum, cum ejus mandamento & territo-
rio; Item feudum de Boschagio; Item Domum novi-
ter factam per ipsum Dominum Dalsinum in loco ubi
dictur apud Sanctum Laurentium in Vienneseo; Item
Domum fortem de Bussia in mandamento Voyronis,
cum ejus appenditiis sitam in Diocesi Gratianopolis, &
quàm plura alia bona mobilia, & immobilia, jura &
actiones, quæ & quas dictus Dominus Comes dicebat,
& proponebat dictum Dominum Dalsinum, aut suos
subditos detinere, possidere indebitè, & injustè, ad ip-
sum Dominum Comitem pertinentes, & pertinentia;
Quæ quidem bona dictus Dominus Comes sibi & suis
per ipsum Dominum Dalsinum, & suos expediri petebat,
& requirebat, quod fieri debere certis causis & ra-
tionibus super hoc proponendo; negabat dictus Domi-
nus nominibus quibus supra, Quod dictus Dominus
Comes indebitè capta, & occupata detinebat bona in-
frascripta, ad ipsum Dominum Dalsinum pertinentia,
videlicet Villam, & locum Ambroiaci, merum, &
mixtum imperium, jurisdictionem, & jura alia cum
plurima in ipsa villa & loco ejusque territorio & man-
damto; Item feudum de Malobeco quoddam, & omnia bona
quæ Dominus de Malobeco quondam, aut sui præde-
cessores tenebant, aut tenere consueverant, ab ipso
Domino Dalsino aut ejus prædecessoribus Dalsinis vel
Dominis de Turre; Item feudum Villæ-Novæ de Marco, &

(1) Voyez la Réponse d'Edmond sous le 16. Juillet de cette même
année.

DU DROIT DES GENS.

ANNO & de Palude, & quidquid Dominus Aymar de Bello-
videre tenet, & possidet, vel que in dictis locis de Villa-
Nova, & de Palude, eorumque territoris, mandamen-
tis, pertinentiis, & appendentiis, quod esse consuevit de
seu prædicti Domini Dalfini, aut ejus prædecesso-
rum ut supra. Item feudum quod consuevit tenere Do-
minus de Chandeyaco ut prædecessoribus ut supra dicti
Domini Dalfini. Item Castrum, Villam, mandamen-
tum, & territorium Sancti Joannis de Bornay in
Viennese. Item feudum Alti-Villaris in Diocesi Gra-
tianopolis, quod tenere consuevit Dominus Alti-Villa-
ris, in castro & mandamento Alti-Villaris à præ-
decessoribus ut supra dicti Domini Dalfini. Item Batti-
tam quæ vocatur Mons Briconis in mandamento Ava-
lonis. Item feudum Castri, mandamenti, & territorii
de Intermontibus Gratianopolis Diocesis. Item quam
plurima alia bona mobilia, & immobilia, jura, & ac-
tiones, quæ & quas dictus Dominus Dalfinus dicebat,
& proponebat, dictum Dominum Comitem, aut suos
subditos destinare, possidere indebitè & injustè, ad ip-
sum Dominum Dalfinum pertinentia, & pertinentes.
Quæ quidem bona dictus Dominus Dalfinus sibi & suis
per ipsum Dominum Comitem, & suos ut supra expedi-
rebat & requirebat, quod fieri debere certis cau-
sis, & rationibus super hoc proponendo, negabant dic-
tus Dominus Comes. Tandem dictus Dominus Do-
minus nomine suo, Filiorum, & Nepotum suorum, &
Filiorum Fratrum suorum, hæredum & successorum
suorum, & omnium aliorum coadjutorum, sequacium,
& valitorum, quorum interest aut interesse poterit, pro
parte sua ex una parte; Et dictus Dominus Dalfinus
nomine suo, Filiorum suorum, & Fratrum, & hære-
dam, & successorum suorum, & omnium aliorum
coadjutorum, sequacium, & valitorum quorum inter-
est aut interesse poterit, pro parte sua ex altera, autho-
ritate Pacis favente, tractatu Reverendorum in Christo Pa-
trum Domini Bertrandi, Dei gratia Tarentasiensis
Archiepiscopi, & Domini Guillelmi eadem gratia Gra-
tiano-polis Episcopi, nec non Illustri Viri Domini Phi-
lippi de Sabaudia Principis Achæ, & Nobilis Viri
Domini Guigonis Atamanii Domini Vallis Bonæ, &
quam plurimum aliorum proborum & discretorum viro-
rum, de ipsius questionibus, guerris, controversiis, &
rancuribus, & generaliter de omnibus aliis quæ ipsi Do-
mini, & quæ una pars ab alia petere possit, quacumque
ratione vel causa, volentes ipsæ partes nominibus qui-
bus supra ad bonam pacem, & concordiam pervenire,
de ipsis, & super ipsis transigerunt, concordaverunt
& convenerunt ut infra, videlicet quod dictus Dominus
Comes, ex causa prædictarum transactionum, concordiarum
& compositionum habeat, teneat & possideat, æquiter per
se suoque hæredes, nuntios, & Officiales quidquid ju-
ris, rationis, dreituræ, & Domini, meri mixti Imperii,
& aliter jurisjurisdictionis, ipse Dominus Dalfinus
habet aut habuit, tenuit, possidet vel quasi aut sui præ-
decessores per se suosque Officiales aut alios quoscumque
in feudum, vel alio modo in villa, territorio, & man-
damento Ambroniaci, & ibi habitantibus, & habitantibus
in futurum, ita tamen quod si de finibus & territoriis, seu
mandamentis qualis aliqua seu dubium oriretur, inter
ipsum locum Ambroniaci, Sacchi Ragneberti, &
Luylandrie mandamentorum, & territoriorum eorum-
dem ex una parte, & castrorum sancti Germani & de
Laymenaco & mandamentorum, & territoriorum eorum-
dem ex altera, quod prædicta dubia limitentur, termi-
nentur, bornentur, & declarantur per terminos, bognas,
& metas qui & quæ ponentur, & designabuntur per
duos vel plures probos viros eligendos, per dictos Do-
minos Comitem, & Dalfinum. Item quod idem Do-
minus Comes ut supra habeat, teneat, possideat æquitè
castrum, villam, territorium, jurisdictionem, me-
rum, & mixtum Imperium, homines, Vassallos, &
seu prædicti loci sancti Joannis de Bornay cum om-
nibus jurebus, actionibus & rebus aliis quibuscumque,
quæ ipse Dominus Dalfinus aut sui prædecessores tenu-
it, possidet, vel qui tenuerunt, possederunt, vel
modo aliquo habuerunt, in dicto castro, Villa, terri-
torio & mandamento; hoc actò quod dictus Dominus
Comes, vel aliqui Nobiles quondam de Briord à dicto
Domino Dalfino, aliquid petere non possint redditus
vel pecunie, qui & quæ dari debebant ipsi Domino
Comiti, aut aliquis Nobilibus de Briord, in recom-
pensationem eorum, qui dicti Nobiles habere poterant
vel consueverant apud Briord, & in ejus territorio, &
mandamento quæ redditus, & quæ pecunia affectari
dari debebat, secundum formam cujusdam composi-
tionis olim factæ, inter ipsum Dominum Comitem, &
Dominum Humbertum bonæ memoriæ Dalfinum Vien-
nensem. Item habeat dictus Dominus Comes ut supra

teneat, possideat æquitè prædictum feudum de Malo-
becco, & quidquid juris, actionis, rationis, Domi-
ni, & dreituræ, meri, & mixti Imperii & jurisdictio-
nis ipse Dominus Dalfinus habet, aut sui prædecessores
ut supra habuerunt, tenuerunt, possederunt & quasi
in feudo de Malobecco, & rebus aliis, quæ in feudum
tenere consueverunt, per Dominos Humbertum, Ay-
monem, & eorum prædecessores Dominos Malibecci,
vel aliquos ipsorum ad ipso Domino Dalfino, vel ali-
quo ex prædecessoribus suis, Dalfinis aut Dominis de
Turre. Item quod ipse Dominus Comes habeat, te-
neat, possideat & quasi, ut supra, seu prædicta Vil-
la-Nova de Marco & de Palade, & omnium rerum,
quas dictus Dominus Aymar tenet, possidet in ipsis
locis Villa-Nova & Paladis, mandamentis & terri-
toriis, pertinentiis, & appendentiis eorumdem, vel alter
ab ipso, & quidquid juris, rationis, dreituræ, Domi-
ni, meri, & mixti Imperii ac jurisdictionis, ipse Do-
minus Dalfinus, aut sui prædecessores ut supra habuit,
habet, possidet, vel qui tenuerunt, possederunt, ha-
buerunt, vel qui in ipsis locis, territoriis, mandamen-
tis, & pertinentiis ipsorum locorum & cultibus eorum-
dem. Item quod feudum castri de Dolomieu, manda-
menti, territorii, pertinentiæ, & appendenciæ ipsius
possideat, videat quidquid juris, dreituræ, rationis,
Domini, meri mixti Imperii, & jurisdictionis, feudi,
& retrofeudi, ipse Dominus Dalfinus habet aut habuit,
tenet, possidet, vel qui tenuit, possidet, vel qui habue-
runt, tenuerunt, possederunt, vel qui sui prædecessores
Dalfini, vel Domini de Turre, aut aliqui ipsorum in
ipso loco de Dolomieu, mandamento & territorio,
ratione feudi, & retrofeudi quod Joannes de Castelle-
one, tenere consuevit ab ipso Domino Dalfino, vel præ-
decessoribus suis, vel Dominis de Turre, vel à Domi-
no Montis-revelli. Item habeat ipse Dominus Comes,
ut supra teneat, possideat, feudum Alti-villaris, & fe-
udum Intermontium, prædicta in totum, cum omni ju-
re, ratione, dreitura, Dominio, requissione, mero,
mixto Imperio, & omnimoda jurisdictione, & ceteris
aliis jurebus, quæ ipse Dominus Dalfinus, aut sui præ-
decessores habere consueverunt, in ipsis locis Alti-vil-
laris & Intermontium mandamentorum, & territorio-
rum eorumdem, ratione feudi, retrofeudi vel alia qua-
cumque ratione, seu causa, hoc actò super territorio
Intermontium, quod dictus Dominus Comes teneatur
dare Roletto de Intermontibus, pro jure quod ipse Ro-
letus habet, vel habere potest, petere, require, vel
exigere in castro Intermontium, mandamento & terri-
torio ipsius castri, mero & mixto imperio, & jurisdic-
tione, feudis, retrofeudis, hominibus, Vassallis, &
generaliter in his rebus quacumque sint, & quocumque
nomine censentur, quæ ipse Dominus Comes, & Ay-
marus, Humbertus de Intermontibus fratres, vel alter
ipsorum tenent, possident, vel qui, vel alter ab ipsis in
quocumque loco sint, facienti quitationem, donatio-
nem, & remissionem ipsi Domino Comiti, & juris cen-
sionem de omnibus, & singulis supradictis, vel alteri
ipsius Domini Comitis mandato, sex viginti, & quinque
libras Viennenses monetæ nunc currentis in Sabaudia
censualiter, singulis annis in redditibus competentibus,
tenendis in feudum ab ipso Domino Comite, vel duo
millia, quingentas libras Viennenses prædictas semel,
vel dictæ pecuniæ solutionem, quam assignationem,
facere teneatur, à dicto Roletto hinc ad Festum Beati
Michaelis proximum, facta primitus quitatione præ-
dicta per ipsum Roletum dicto Domino Comiti vel
mandato suo, canto dicto Roletto idoneè de dicta as-
signatione, vel solutione faciendi ipsi Roletto, infra
terminum supradictum. Item actò super facto Alti-vil-
laris, quod dictus Dominus Dalfinus, omnes res &
bona quæ tenet ad manum suam de rebus, & bonis dic-
ti Domini Petri Domini Alti-villaris, eidem Domino
Petro ex integro restituere & expedire statim teneatur,
& quod de aliis bonis quæ idem Dominus Petrus habe-
ret, & habere deberet, infra districum dicti Domini
Dalfini à quibuscumque detinerentur, quod idem Do-
minus Dalfinus, eidem Domino Petro haberi faciat bo-
num, & breve jus de prædictis, coram Curia ipsius Do-
mini Dalfini. Item convenerunt, concordaverunt, &
transigerunt jam dicti Domini Comes, & Dalfinus ut
supra, quod Dominus Comes & sui habeant, teneant,
& possideant & quasi, omnia jura, jurisdictiones, ho-
mines & res alias, quas habere consuevit apud Bassiam,
infra mandamentum Voyronis, & habeat antequam
dictus Dominus Dalfinus, dictum locum Bassie cepis-
set, & etiam omnes alie personæ, undecumque sint,
habeant omnes res immobiles, quas habebant ibidem &
infra

ANNO
1314

ANNO
1314.

infra mandamentum Voyronis, antè captionem prædictam, & de ipsis utantur prout faciebant autè dictam captionem, vel aliter prout eis videbitur faciendum. Item concessit dictus Dominus Comes quòd dictus Dominus Dalfinus, sine offensa dicti Domini Comitis, corruiat seu diruat, corruat vel dirui faciat, Donum formem de Bussia funditus, ita quòd à modo, in dicto loco vel alibi in mandamento Voyronis, videlicet in territorio de Bussia, à Garrineria inferius, versus Yllam, & versus Bussiam, dicti Dominus Dalfinus, & Dominus Comes nec eorum successores, nec alter ipsorum possint nec debeant, per se vel per alium aliquod fortalicium facere, nec ibidem per aliquem fieri sustinere, ita tamen quòd pro destructione dictæ Domus de Bussia, injuriam reputare, nec in aliquo se offensum dicere, vel injuriarum; Ita fuit actum & conventum inter præfatos Dominos, quòd quicquid juris, jurisdictionis, meri & mixti imperii, feudi, retrofeudi, usagii, servitii & alterius juris, dictus Dominus Dalfinus, & homines subditi sui habebant, habere poterant, & debebant in tota Insula de Cyers, ab aqua corrente inter Bastiam de Chayfeno, & dictam Insulam, superius versus Sanctum Genesim. Idem Dominus Dalfinus ex causa compositionis, & transactionis prædictarum, dicto Domino Comiti, dat, tradit, & concedit tali modo, quòd dictus Dominus Comes assignet, super rebus congruentibus Alberto de Monte-Revello, in exonerationem eorum quæ dictus Dominus Dalfinus debet assignare dicto Alberto pro castro Montis-Revellii prædicto, quinquaginta libras annui redditus censuales, qui redditus levantur seu levati consueverunt apud Montem-Revellum, vel solvat ipsi Alberto in exonerationem prædictam mille libras ejusdem monete, infra festum Beati Michaelis, quod maluerit dictus Dominus Comes, & pro prædictis dictus Dominus Comes dicto Domino Dalfino stipulanti, & recipienti, se facturum, & curaturum præcisè, cum effectu, quòd dictus Albertus dictum Dominum Dalfinum quitabit de quinquaginta libris annui redditus, super castro Montis-Revellii, vel de dictis mille libris Viennensibus prædictis; fuit etiam actum ut supra, quòd pro feudis, & retrofeudis Nobilium, quæ idem Dominus Dalfinus habebat, infra dictam Insulam, & pro proprietatibus ipsorum feudorum, & retrofeudorum dictus Dominus Comes teneatur, ex causa dictæ transactionis, infra mandamentum de Morello vel alibi, infra jurisdictionem dicti Domini Dalfini, si infra dictum mandamentum de Morello non reperirentur, emere vel aliter acquirere, tantum quantum valent feuda prædicta & proprietates ipsorum feudorum, ab hominibus ipsius Domini Comitis, & si illi tantum non haberent, ab hominibus dicti Domini Dalfini, ad quod idem Dominus Dalfinus eos compellere deberet ad vendendum, & cum prædicta acquiesceret, ea omnia assignare teneantur, qui prædicta feuda, & retrofeuda tenebant à dicto Domino Dalfino in dicta insula, qui teneantur assignatione eis facta, teneantur ea recognoscere, de feudo dicti Domini Dalfini, modo & forma sub qua, seu quibus tenebant à dicto Domino Dalfino feuda de insula, & prædicta fieri debeant ad cognitionem Dominorum Petri Eynardi, & Hugonis de Rupecula, usque ad festum Beati Michaelis. Item composuerunt, concordaverunt, transegerunt, quod dictus Dominus Dalfinus expediat, & tradi, & expediri faciat ipsorum pacificè, & quietè, pro se, & omnibus districtualibus ipsius, Domino Abbati, Conventui & Monasterio Ambroniaci, & omnibus aliis personis de Ambroniaco & mandamenti Ambroniaci, omnes decimas quæ debebuntur in futurum, & bona omnia alia immobilia capta, occupata, & decepta, sine ipsorum voluntate tempore guerre, vel treugiarum per ipsum Dominum Dalfinum, vel alios districtuales aut viatores ipsius Domini Dalfini, tam infra mandamentum Sancti Germani, quam alibi ubicunque, infra districtum Domini Dalfini, ita quòd prænominati Dominus Abbas, & Conventus, & personæ aliæ de Ambroniaco, & mandamenti ejusdem, ipsas decimas, & bona alia supradicta ex nunc habeant, teneant & percipiant, & de ipsis gaudeant pacificè & quietè, quemadmodum faciebant ante occupationem prædictam, ita quòd de fructibus jam perceptis, dictum Dominum Dalfinum & suos absolvere debeant, & quitare, nec ad restitutionem dictorum fructuum, ipse Dominus Dalfinus & sui aliquatenus teneantur. Item fuit actum quòd dictus Dominus Abbas, Prioratus de Lesmens, cum ejus pertinentiis conferre debeat ad præces dicti Domini Dalfini, illi de quo idem Dominus Dalfinus rogabit eundem, & ad hoc dictus Dominus Comes non teneatur, nisi in quantum bona fide id Dominus Comes com-

modè poterit procurare. Item versa vice dictus Dominus Comes in recompensationem, & remunerationem omnium promissorum concessorum, & transitorum in ipsum Dominum Comitem, ex causa permutationis, transactionis, & concordie prædictæ, dat, donat & causa donationis cedit, & concedit in dictum Dominum Dalfinum præsentem, & recipientem, & ipso Domino Dalfino præfenti & huic actui consentienti, Castrum de Entefiaco cum territorio, & mandamento ejusdem; mero, mixto Imperio ac totali jurisdictione cum feudis, retrofeudis, ermis, & vetitibus, & cum omnibus hominibus, vassallis, fidelibus, censibus, redditibus, usagiis, pasqueragiis, aquarum decuribus, piscationibus, venationibus, & omnibus aliis universis, & singulis juribus, actionibus, & requisitionibus, ad præfatum Castrum, & mandamentum ejusdem pertinentibus; & ad ipsum Dominum Comitem ratione dicti Castri & ejus territorii & mandamenti, & occasione eorundem ac animo transferendi in dictum Dominum Dalfinum dictum Castrum, omnia prædicta donata, dicto Domino Dalfino per dictum Dominum Comitem, promittens dictus Dominus Comes tactis sacrosanctis Evangeliiis manualiter, se curaturum præcisè, & cum effectu infra annum continuò, secundum quod Reverendus in Christo Pater, Dominus Archiepiscopus Lugdunensis, de cujus feudo prædictum Castrum Entefiaci tenetur, ipsum Dominum Dalfinum de dicto Castro, & ejus pertinentiis investierit, ita ut dictus Dominus Dalfinus dictum Castrum, se tenere constituat de feudo dicti Domini Archiepiscopi, & successorum suorum. Item conveniunt quòd Castrum de Sancto Laurentio in Vienno, de novo factum per ipsum Dominum Dalfinum, ei remaneat & utatur eodem, & jurisdictione ipsius Castri, prout Dominus Joannes de Sancto Laurentio quondam utebatur, & secundum formam compositionis olim factæ inter ipsum Dominum Joannem quondam, & Dominum Chandiach. Item accorderunt quòd dictus Dominus Comes, dicto Domino Dalfino quitet & remittit feudum quod habet in Castro & mandamento Montis-Revellii, sub tali conditione, quòd idem Dominus Dalfinus dare & permutare concedenter teneatur, Alberto Domino Montis-Revellii, valorem ipsius Castri, & omnium quod idem Albertus habet, seu habebat, infra Mandamentum Montis-Revellii, quam permutationem facere tenebitur idem Dominus Dalfinus arbitrio Domini Guyonis Alamandi, & Domini Hugonis de Rupecula. Item conveniunt, & concordaverunt, quòd feudum quod Dominus Dalfinus, habere solebat apud Meyfe, & in pertinentiis ejusdem feudi, per dictum Dominum Comitem, eidem Domino Dalfino restituitur, ita quòd dictus Dominus Dalfinus, ipsum feudum possit libere habere, & etiam per dictum Dominum Comitem sibi quitetur jus, quod habet in eodem. Item quod dictus Dominus Comes det & quitet dicto Domino Dalfino, feudum Boschagii, cum omnibus ejus juribus & pertinentiis, quod idem feudum Dominus Dalfinus habet, & possideat. Item transegerunt ut supra quòd dictus Dominus Comes destruat, & applanet, seu applanari faciat Bastiam Montis-brisonis, & ligna Bastimenti portari faciat ubi voluerit, ita quòd dictus Dominus Dalfinus & sui fideles, utantur juribus & jurisdictione suis ultra Breydas, versus Comitatum Sabaudie, in toto mandamento Avalonis, prout consueverunt ante guerram motam, & temporibus retro actis. Item quòd Domini Comes, & Dalfinus, & sui vel alter ipsorum, à parte Moletarum, in toto mandamento Avalonis ultra Breydam, versus Comitatum Sabaudie non possint bastire in futurum fortalicium aliquod, vel sustinere quod per aliquem bastiatum, & ut generalis Pax & concordia sit inter ipsos Dominos, & suos, præcipit dictus Dominus Comes universis, & singulis hominibus Entefiaci, Nobilibus, & ignobilibus & Dominis Amedeo & Petro de Rossellione fratribus militibus, quatenus ab inde in antea respondeant & obediunt, in homagiis & fidelitatibus, & in aliis quibuscunque, dicto Domino Dalfino & suis successoribus, ipsos omnes quitant dictus Dominus Comes, ab omnibus & singulis, in quibus sibi tenebantur, Mandans etiam dictus Dominus Dalfinus hominibus Sancti Joannis de Borney, Nobilibus, & ignobilibus, Item Aymoneto Domino Malibecci, nec non Abbati & hominibus Ambroniaci, Dominoque Aymaro de Belloviere, Domino Villa-Nove de Marco & de Palude, & Domino Petro Domino Altivillari, quatenus ab inde in antea, respondeant & obediunt dicto Domino Comiti in homagiis & aliis: Voluerunt etiam quòd quilibet singulares personæ partium, recuperent eorum hereditates eidem ablatas vel occupatas, per modum guerre, nisi in quantum per præsentem pacem foret super ipsis,

ANNO
1314.

ANNO ipsi, vel aliter specialiter ordinatum, & nisi super facto Castri & manerium Barrii, super quo voluerunt & ordinatum est inter ipsos Dominos, quod fiat per dictum Dominum Comitem Domino de Villariis, & per Dominum de Villariis Domino Joanni de Barrio, & super aliis rebus ablati dicto Domino Joanni de Barrio, per ipsum Dominum de Villariis, illud quod dixerat, & arbitrat fuerint, Dominus Guigo Alamandi & Dominus Hugo de Rupertula milites. Item voluerunt quod per presentem Pacem nullum fiat prejudicium nec factum intelligatur ipsi Domino Comiti in jure quod habet aut habere conuevit, in feudo de Villariis, nec etiam dicto Domino Dalfino, in jure quod habet aut habere conuevit in dicto feudo de Villariis. Item pro observacione presentis Pacis, & ut omnis occasio & materia tollantur, quibus mediantibus possent inter ipsos Dominos Guerra, seu quæstio exoriri, quod Deus avertat, voluerunt ipsi Domini, quod unus ipsorum vel successorum suorum, non possit se crescere per modum feudali, & retrocedi, vel aliam modum in Barria & Dominio alteri si, sine ipsius voluntate, & quod si contra factum fuerit, pro infecto habeatur, præterquam de contentis in Pace & conveniis inter ipsos Dominos. Item voluerunt quod quadraginta de Nobilibus melioribus terræ, dicti Domini Dalfini, quos Dominus Comes nominare voluerit, pro parte Dalfini, & quadraginta terræ dicti Domini Comitum, quos dictus Dominus Dalfinus nominare voluerit, pro parte ipsius Comitum, jurent ad Sancta Dei Evangelia ipsam Pacem observare, & non contra facere vel venire. Item voluerunt Domini antedicti, quod limitationes, & designationes factæ & faciende in terris ipsorum & subditorum suorum pro divisione Baroniarum suarum, & limitum Castrorum, & usû pascuorum, & discordiis ex hoc descenditibus sedantibus, pro Dominum Hugonem de Rupertula, & Petrum Francisci pro parte Comitum, & Dominum Petrum Eynardi, vel Dominum Hugonem de Comeis pro parte Dalfini, valeant & semper obtineant roboris firmitatem. Item in pactum deduxerunt Domini antedicti inter ipsos, quod Dominus Comes faciat, & curet cum effectu, quod Dominus Eduardus, & Dominus Aymo Filii sui, hanc Pacem & omnia in ipsa Pace contenta ratificabunt, & approbabit. Item fuit in pactum deductum, quod dictus Dominus Comes faciet & curet, quod dictus Dominus Philippus hanc presentem Pacem ratificabit, & approbabit, & viceversa dictus Dominus Dalfinus faciet, & corabit, quod Dominus Hugo, & Dominus Guido Dalfini ejus Fratres, quam prius commode ipsorum habere copiam poterit, & Dominus Henricus eorum Frater, infra Festam Beati Michaelis ratificabunt, & approbabit ipsam Pacem. Item quod prefatus Pax ratificetur & approbetur infra duos menses proximos per infra scriptos coadjutores ipsius Domini Comitum, si in ipsa Pace esse voluerint, videlicet per R. in Christo Patrem Dominum Petrum de Sabaudia Archiepiscopum Lugdunensem, Dominum Ludovicum de Sabaudia, Dominum Guichardum, Dominum Bellijoci, & per Dominum de Villariis, & illos de Sancto Theoderio, coadjutores dicti Domini Dalfini, Promittentes, Renunciantes, &c. Actum apud Villarium Benedictum in Ecclesia dicti loci, presentibus testibus vocatis, & rogatis, videlicet Reverendis Patribus supradictis, Domino Petro de Sancto Goans Priore Sancti Valerii, Domino Petro Priore Sancti Martini de Miseriac, Domino Alberto ejus iustie Officiali Gratianopolitano, Domino Guigone Alamandi, Domino Hugone de Rupertula, Domino Humberto de Bacino, Domino Joanne de Luyriaco, Domino Humberto de Montebello, Domino Berthone Rayoyri, Domino Petro Marescalci, Domino Guillemo de Cuyva, Domino Joanne de Altovillario, Domino Guillemo Bertrandi, Domino Aymone de Asperomonte, Militibus, Domino Antonio de Bargiis, Domino Humberto de Sala Junisperitis, Domino Florardo Berardi Canonico Ulciensi, &c. Signe Dederit & Francisci.

XVI.

Juin. *Epistola EDWARDI II. Anglie Regis ad Romanæ Ecclesiæ Cardinalium Datum hortatoria de novo Pontifice eligendo. Dat. apud Novum Castrum 29. die Junii 1314.* [Rymer, Fœdera, Conventions, Literæ, &c. Tom. III. pag. 484.]

VENERABILUM in Christo Patrum Dominorum, Dei gratia, Sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium I. PART. II.

ANNO naliū Cœtui reverendo, Edwardus, eadem gratia, &c. salutem, & fervore caritatis & concordie, in instanti Electionis negotio, Spiritus Sancti gratia illustrari.

Æterni Patris sapientia, Dei Filius, Jesus Christus, expletis nostræ redemptionis Sacramentis, de hoc mundo ad Patrem regressus (nolens Ecclesiæ, fidei suæ anulo nobis copulatam, & sui sanguinis pretio redemptam, absque Pastoris regimine relinquere viduatam) curam ipsius beato Petro Apostolo, & ejus Successoribus successivè regendam, dispositione incommutabili noscitur commississe, ut ejusdem Ecclesiæ filii, per universum orbem diffusi, per ipsius Christi Vicarii in Terris sollicitudinem & directionem, efficiantur in fide stabiles, ac pacis & dilectionis inter eos fœdere solidentur;

Quamobrem, cum nobis, nuper de statu prospero, celebris memoriæ, Clementis Papæ quinti, felices desiderantibus audire rumores, fuisset ejusdem Pontificis obitus nunciatus, nostrum graviter percellens auditum, acius viscera faucibus, & præcordia dire pungenis, credebamus firmiter, per vestra sollicitudinis circumspexitam providentiam, consideratâ per vos prudentem moderatamque malitiâ, & ut, obventura per vacationem Romanæ Ecclesiæ diutinam, periculi possent cantibus evitari, providendum fore celeriter viduatæ Ecclesiæ de Pastore, nobisque, & toti populo Christiano vicinam exinde consolationem, & desiderabilem affuturam.

Verum jam, sub diutina consolationis expectatione lassati, ex indivisibilis dilectionis affectu, quem erga Martis ubera gerimus, compatiuntur Ecclesiæ viduatæ Marti nostræ, & compatiendo turbamur, ut, cum matera suavitatis dulcedinis alimenta comunicat, & augmenta dilectionis interitus subministrat, doloris quoque non sit expers.

Nunquid non ingens dolor est filiis universis, si Romana Ecclesia, quæ Mater est omnium & Magistra (in quâ, secus decursus aquarum, sicut plantata ligna scientiæ) diu Pastore careat? & Grex Dominicus, velut Pastorem non habens, permittatur in invio errare? Nunquid obduxit oblivio quæ, ipsius ratione Ecclesiæ, proluxa vacatio, & quæ, in electione Romani Pontificis, vestra, seu Prædecessorum vestrorum dissenso, nota dispendia præteritis temporibus intulerunt?

Quocirca caritatem vestram, Patres, Deo amabiles, rogamus obnixè & obsecramus in Domino Jesu Christo (qui vos, per gratiam suam, in partem sollicitudinis regiminis Ecclesiæ suæ constituit, & providendi eidem de Pastore vobis impræsentiarum, per Electionem Canonice, contulit potestatem) quatinus, habentes præ oculis ipsum solum, non in se, aut suos cujuscentque consideratio reciprocet, privata commoda contemplan-do: sed, nullo artante vestrum in eligendo iudicium, puris & liberis mentibus, nudâ electionis conscientia, assumptum Terræ sanctæ negotium (quod ex ipsius assumendi Pontificis dispositione & directione dependet) intuentes, ad provisionem Canonice, per consensum unanimum, & electionem concordem, sine moræ dispendio procedatis;

Talem vobis, & toti populo Christiano, in Pastorem assumere totis conatibus satagentes, qui, effulgens virtutibus, gregem Dominicum in viam salutis dirigere, eique coelestis alimonie pabula ministrare; ac ad propul-sandas nostræ Redemptoris injurias, & hostes ejusdem fidei conterendos, velit, & possit providâ sollicitudine operam exhibere.

Dat. apud Novum Castrum super Tynam vicefimo nono die Junii.

XVII.

Litteræ EDWARDI II. Angliæ Regis ad PHILIP- 2. Julii.

LIPPUM IV. Regem Franciæ, super Ordinatione de Moneta in Aquitania revocanda. Dat. apud Berecyum 2. die Julii Anno 1314. [Rymer, Fœdera, Conventions, Literæ, &c. Tom. III. pag. 486.]

EXCELLENTISSIMO Principi, &c. Edwardus, &c. salutem & prosperos semper ad vota successus. Satis memoriter, ut credimus, retinetis, qualiter, per dilectum Clericum nostrum, Magistrum Reynmundum Subtrani, & per nostras Litteras speciales, vestram Celsitudinem Regiam rogavimus non est diu, ut super quadam ordinatione, sicut tunc dicebatur, inter cætera, per vos factâ (videlicet, quod Moneta nostra Burdegalenfis, sine visu alicujus, ad hoc a vobis deputandi;

ANNO tandi, ulterius non feret) velleis festinum remedium
adhibere: qui quidem rogatus nondum est, ut accepti-

1314.

Nam intelleximus, jam de novo, quod quedam
prohibito (quam a vestra conscientia nondum credi-
mus emanasse) nuper, ex parte vestra, Magistro Mo-
netæ nostræ Burdegaliæ (videlicet, quod idem Magister
Monetam nostram prædictam amplius fabricari, seu
cui non faceret, quousque aliud super hoc a vobis in
mandatis reciperet) facta fuit, quod in nostri præjudi-
cium, & exheredationem, ad dampnum omnium &
singulorum hominum de Ducatu prædicto, cedere di-
novetur manifeste.

Nos, igitur de vestra Paternitatis benivolentia geren-
tes fiduciam pleniorē, vestram Excellentiam attentis
precibus deprecamur; quatinus prohibitionem prædic-
tam, si ex vestra iussione processerit & mandato, digne-
mini revocare, ita, si placet, quod Monetæ nostræ præ-
dictæ, sine impedimento, de cætero fabricari & cudi
possit, prout athenus Progenitorum nostrorum tempo-
ribus, fieri continevit.

Dat. apud Berewicum super Twedam secundo die
Julii.

XVIII.

16. Juill. *Litteræ EDWARDI II. Angliæ Regis ad PHIL-
LIPPUM IV. Regem Franciæ responsive super
negotio Stapule. Dat. apud Berewicum 16. die
Julii Anno 1314. [RYMER, Fœdera, Conven-
tiones, Literæ, &c. Tom. III. pag. 488.]*

EXCELLENTISSIMO Principi, Domino Philip-
po, Dei gratia, Regi Francorum illustri, Patri
suo carissimo, Edwardus, eadem gratia, &c. Salutem,
& felices, semper ad vota, successus.

Super negotio, Mercatores Regni nostri, & alios
similiter, in Villâ Sancti Audomari, de vestra licen-
tiâ, Mercatorum suarum exercentes stapulam, con-
tingente; qui quidem Mercatores, dum apud Anvers
stapulam hujusmodi exercebant, cum laus suis venire
solebant, singulis Annis, ad Nundinas Insulanæ, &
nunc ad ipsas Nundinas cum hujusmodi Mercatores
suis se retrahunt, veniendi; sicut in vestre Serenitatis
Litteris, nobis inde missis (per quas, super hoc, ut
dicti Mercatores nostri ventiam, more solito, cum Mer-
catoris suis, ad Nundinas supradictas, per nos adhibe-
ri remedium petivissis) plenius continetur.

Pro eo quod dictum negotium omnes Mercatores
Regni nostri, & quamplures alios de eodem Regno,
tam jure dinoscitur, plenum responsum vobis, ad præ-
sens, facere non valemus.

Set super negotio illo, in brevi, habere proponimus
consilium & tractatum; & tunc super hoc, per Dei
gratiam, taliter ordinare, quod ex hoc, pro vobis &
pro subditis vestris reputare debetis rationabiliter vos
contentos.

Dat. apud Berewicum super Twedam, 16. die Julii.

XIX.

26. Juill. *Lettre de ROBERT, Comte de Flandre, à
EDOUARD II. Roi d'Angleterre, par laquelle
il l. prie de vouloir protéger les Marchands de
Flandres qui se trouvent dans son Roiaume. A
Bruges le 26. Juillier 1314. [RYMER, Fœde-
ra, Conventions, Literæ, &c. Tom. III.
pag. 490.]*

A treshaut, trespuissant, & tresexcellent Prinche,
Montsieur Edouard, par le grace de Dieu, Roy
d'Angleterre, Duc d'Aquitaine, & Seigneur d'Irlande,
Robert Cuenis de Flandre, salut, reverence, & honneur.

Sire, Come nous aïens ad este prest & apprailles, &
chon apparut par veure, de tenir & ræmpler, faire
tenir & ræmpler; la pais, acorde, & poins parice
partie: La quelle a recouvrer, a nostre pooir, nous ne
pous laissier bonement:

Et nous volons, otrions; avons fait cryer, com-
mander, & publier par tout no pays, que toutes maneres
de Marchantz de France, d'Angleterre, & autres,
pussent & porront, seurement & saüvement, eaus, lour
maïsmes, & leur biens, venir, demorer, marchander
en no pays de Flandre, & retourner la il lour plerra,
sans arest, ne empeschement nos, ne es Personnes,
ne es biens; & chon vous tenrons, & ferons tenir
loiaument & en bone fci.

Et s'il soit acorde entre nous, nos gens, d'une
part, & vo Maieur, & vos Marchans d'Engleterre
d'autre, de tenir seurement & saüvement leur Etaple
de Lains, & d'autres biens en no Ville de Bruges;

ANNO 1314.

Nous supliions a vestre Roial Mageste, q'il lui plai-
se, que en tiel maniere no Marchaunt de Flandr. qui
ore sont en vostre Roiaume, & qui i veurent, & pus-
sent seurement & saüvement, a tous lour, maïsmes,
& biens, demorer & marchander, & en Flandre païssi-
blement retourner, sans empeschement, ne arest nul,
ne es perones, ne es biens.

Et, s'il avenist, pur aucun ocoïson, que ja n'aven-
ra, se Dieu plaist, qu'el ne pleust a vo Roial Ma-
geste d'ensi faire, & tenir, qu'il lui plaist de tenir, &
faire tenir les Privileges & les Franchises, que vo An-
teceur & vous ont donne & otroïet, par lour Lettres
ouvertes, & les vos, a nos Marchans de Flandre.

Et chon, q'il vous plaira a faire des choses dessusdi-
tes, voellies nous remander par voz Lettres ou-
vertes.

Et nostre Sires croisse vostre estat & honneur.
Donne a Bruges l'endemain dou jour Saint Jaque &
Saint Christophre, l'an de grace 1314.

XX.

RUDOLPHI Ducis Saxonie Promissio facta FRI-
DERICO Duci Austrie, de suffragio suo in E-
lectione Regis Romanorum proximo fienda. Vien-
næ 4. Kalend. Augusti 1314. [Pièce tirée des
Archives Impériales du petit Tresor de la Re-
gence & de la Chambre à Vienne.]

UNIVERSIS presentes Litteras inspecturis. Nos
Rudolphus Dei gracia Dux Saxonie, Angarie,
Westphalie, Comes in Bren ac Borchgravius in Magde-
burg. Notum fieri volumus, quod Sacrosancto Ro-
mano Imperio per Serenissimi Domini nostri Domini
Henrici Romanorum Imperatoris obitum, debiti Gubern-
atoris provisione & solacio destituito, cuius non mo-
dicum est dampnosa vacatio, nos una cum ceteris Prin-
cipibus nostris Coelectoribus Imperii, apud quos, Jus
eligendi, vel quasi residere dinoscitur salubriter auctore
Domino providere volentes sponte liberaliter, & ex
certa sciencia promissimus, & promittimus invariabili-
ter per interpositionem nostre corporalis fidei per pre-
sentes. Quod nos Magnus & Excellentem Principem
Dominum Fridericum, Ducem Austrie & Styrie avun-
culum nostrum Karissimum, tamquam ceteris Romani
Regni Principibus digniorem in Romanorum Regem in
Imperatorem promovendum postmodum eligemus, fir-
missimam spem habentes quod Ipse memorato Imperio
preesse debeat utiliter & prodesse, bona & Jura Imperii
recuperando, ac Republicam feliciter divina sibi co-
operante gracia gubernando, hoc tamen adhibito presen-
tibus, & expresso quod si dictus Dominus Fridericus
antequam in Romanorum Regem eligatur, quod abist,
decederet, vel alias ex impedimento quocumque, seu
casu, non posset eligi, aut non vellet, modo quo su-
pra tenore presentium promittimus, quod Illustris
Prinsepem Dominum Luppoldum Ducem Austrie, fra-
trem suum nostrum avunculum dilectum, eo modo in
Romanorum Regem debeamus eligere, fraude & dolo
penitus circumscriptis, quo modo prenotatum Domi-
num Fridericum debeamus elegisse. In quorum om-
nium, & cujuslibet de premissis testimonium evidens,
atque robur, fatemur nos Sigillum nostrum presentibus
appendisse. Dat. Wiennæ sub Anno Domini Millesimo
trecentesimo quattodecimo, quarto Kalend. Augusti.

XXI.

Traité entre AME'LE GRAND Comte de Sa-
voye, & le PRIEUR de la Ville de (1) PAYER-
NE, touchant l'Acquerie, & la Garde du Mo-
nastère de ladite Ville. Fait au mois d'Août 1314.
[S. GUICHENON, Histoire Généalogique
de la Maison de Savoye. Preuves pag. 146.]

Aug.
SAVOYE
ET PA-
YERNE.

NOVERINT universi, presentes Litteras inspec-
turi, quod cum discordia verteretur, inter Illus-
trem & Magnificum Virum & Potentem Dominum A-
MEDEUM

(1) C'est une petite Ville dans le Pais de Vaux, entre Laufnac &
Mout. Elle est possédée par les Bazois.

ANNO MEDEUM Comitum Sabaudia, ex una parte, & Venerabilem & Religiosum Virum Fratrem Nicolaum Priorem Ecclesie Paterniacensis Cluniacensis Ordinis ex altera, super eo quod dictus Dominus Comes dicebat, & asserbat Gardiam Paterniacensis, Advocatiamque & Officium Advocacie Villae Paterniacensis, & pertinentiarum ipsius cum quibusdam aliis terris & possessionibus infra scriptis, ad ipsum pertinere, & pertinere debere, cum omnibus emolumentis, obventionibus & exitibus, quae provenirent & provenire possunt, ex Officio Advocacie supradictae, & ratione dicti Officii quocumque; dicto Domino Priore nomine suo & Ecclesie suae praedictae contrarium asserente, & dicente, eundem Comitem in dicta Gardia nullum jus habere, dictamque Advocatiam & Officium ipsius Advocacie, cum omnibus emolumentis, obventionibus & exitibus ipsius, terras & possessiones infra scriptas ad ipsum nomine Ecclesie suae praedictae pertinere, & dictum Dominum Comitem in praedicta, salva sui reverentia, nullum jus habere, nec habere debere: Tandem post multas altercationes & discordias, mediantibus bonis Viris, dictae discordiae per amicabilem compositionem, & transactionem inter Partes, unanimiter & concorditer, per modum qui sequitur, sunt sopitae: Videlicet quod Gardia Paterniaci, Officiumque Advocacie in Villa Paterniaci, & pertinentiarum ejusdem, salvis modis & conditionibus infra scriptis, ad Dominum Comitem & successores suos Comites Sabaudiae, associationis & transactionis causa pertineant, & debeant pertinere, ita tamen quod omnia emolumenta, obventiones, exitus & proventus ad dictum Officium Advocacie pertinentes, vel ratione ipsius Officii provenientes, quocumque inter dictum Dominum Comitem, & successores suos Comites Sabaudiae ex una parte, & dictum Dominum Priorem & successores suos nomine dictae Ecclesiae, debent inter se aequaliter dividi, & dimidiari & singulis annis reddi, dictis Domino Comiti & Priori, vel eorum certis mandat, legale computum de eisdem; Advocatus autem seu Officialis Advocacie, ponendus per dictum Dominum Comitem, & qui ibidem Officium exercere debeat, in novitate sua, praestabit, & praestare tenebitur, dicto Domino Priori & suis successoribus, in Capitulo Prioratus Paterniaci tactis Sacrosanctis Evangelii juramentum, dictum Priorem & successores suos, Ecclesiam atque jura ipsius, Monachos, familiares & homines, in personis atque rebus fideliter manuteneat, gardiare, defendere, ac etiam guardare contra omnes, ab omnibus injuriis, violentiis, & oppressionibus, novitatis indebitis, & offensis, & praedicta emolumenta, obventiones, exitus & proventus ex dicto Officio quocumque provenientes fideliter annis singulis reddere, dimidiare & manifestare, dicto Domino Priori, & suis successoribus, qui pro tempore fuerint, nec officiare poterit quocumque, quo usque in Capitulo, ut dictum est, praestiterit hujusmodi sacramentum, retento tamen de praedictis communibus emolumentis salario ipsius Advocati competenti. Item quod si bone delinquentium committantur, in Villa & districtu Paterniacensi, immobilia ipsi Ecclesiae feudalia, vel censiva ad dictum Dominum Priorem & successores suos, & dictam Ecclesiam integre devolvantur, mobilia vero & caetera immobilia, quae ipsi Ecclesiae non sunt feudalia, vel censiva cum emolumentis omnibus eorumdem, inter dictum Dominum Comitem & dictum Dominum Priorem, successoresque ipsorum cujuslibet, per medium dividantur, & aequis partibus applicentur, Passiva vero dictae Villae & pertinentiarum Paterniaci, cum omni emolumento in eis quomodolibet pervento, exceptis antiquis aedificiis quae dicto Domino Priori, & Ecclesiae Paterniaci praedictae reservantur, inter ipsum Dominum Comitem & dictum Dominum Priorem, successoresque ipsius cujuslibet communiter dividantur, & aequis partibus acquirantur. Si quid vero de Terris in Villa Missiae & Williae, per praedecessores dicti Domini Prioris, aliquibus albergatam fuerit, seu etiam accensatum, sic albergata vel accensata dicto Domino Priori & suis successoribus ac dictae Ecclesiae perpetuo remaneant. Caetera vero terrae, quas felicis recordationis Dominus Petrus Comes Sabaudiae, acquisivit ibidem, inter dictum Dominum Comitem, successoresque suos Comites Sabaudiae, ac dictum Dominum Priorem, successoresque suos, & dictam Ecclesiam, perpetuo sint communes; Domus etiam quam fieri contigit pro mercato, ejusque obventiones & exitus communis remaneant inter dictum Dominum Comitem, & dictum Dominum Priorem, successoresque ipsorum cujuslibet, ut dictum est, & aequaliter dividantur. Item quod universi & singuli homines praesentes & futuri, Villae Paterniaci & pertinentiarum ipsius, sicut ante

transacionem hujusmodi, faciebant & facere debebant dicto Domino Priori & suis successoribus praedicto Comiti faciant, & suis successoribus Comitibus Sabaudiae tam in Calvacatis, quam aliis ad Advocatiam Officium & Regimen spectantibus, deinceps debeant in omnibus, & per omnia respondere & eisdem totaliter obedire, salvis semper dicto Domino Priori & suis successoribus, ac dictae Ecclesiae Paterniacensi conventionibus supradictis. Item actum est inter Partes, quod idem Comes & futuri Comites Sabaudiae, possint eorum expensis in Villa Paterniacensi, sive extra ubicumque poterint & ipsis expedire videbitur, facere construi aut constructam acquirere Domum fortem, etiam in feudo dicti Prioris, cum ingressibus & egressibus sufficientibus, de qua domo possit & debeat dictus Prior & successores sui cum voluerint, & eis necesse fuerit, ut de ipsorum proprio feudo se juvare, & habere juvamentum & fortiam per eandem. Quodque dictus Dominus Comes, & successores sui Comites Sabaudiae, nullam Jurisdictionem omnino habeant, nec habere debeant, infra Clausuram Ecclesiae supradictae. De quibus questionibus emergentibus, super aliis feudalibus rebus ipsorum, quae ad cognitionem & executionem dicti Domini Prioris & successorum suorum totaliter retinentur, dictus Dominus Comes, & successores sui Comites Sabaudiae, se imposterum nullatenus intromittent; Cridas autem quas ex quacumque causa fieri contigerint in dicta Villa Paterniaci, per Praecones nomine Prioris & Ecclesiae ac Advocati debent publice proolari. Item dictum Officium Advocacie cum emolumentis ut superius, & omnia alia & singula supradicta, quae ad ipsam Dominum pertinent & pertinebunt secundum tenorem transactionis praedictae, dictus Dominus Comes, & successores sui Comites Sabaudiae teneant & tenere debeant in perpetuum in feodum & homagium perpetuum a dicto Domino Priore Paterniaci, & suis successoribus; nec dictum feudum & homagium in toto vel in parte poterunt idem Comes Sabaudiae, vel successores Comites Sabaudiae, a se modo aliquo separare, nec in aliquem alium, quocumque vel quovis titulo, vel colore transferre, sed penes eum & successores suos Comites Sabaudiae, salvis & attentis conventionibus supradictis, praedictae res feudales remaneant & debeant perpetuo remanere. Et viceversa dictus Prior & successores sui non facient nec consentient, nec procurabunt quocumque quod in alium transferentur: Item praedictus Dominus Comes, & ejus successores Comites Sabaudiae, ex debito fidelitatis teneantur, & debeant dictum Dominum Priorem & successores suos, qui pro tempore fuerint Priores in dicta Ecclesia, Ecclesiam praedictam, Monachos, familiares & homines in personis & rebus, ac jura ipsius Ecclesiae, manuteneat fideliter & servare, ac etiam defendere ab omnibus injuriis, violentiis, & oppressionibus & offensis, & fidelitatem facere dicto Domino Priori, & singulis suis successoribus in Ecclesia Paterniacensi praedicta, futuris Prioribus in ipsis & eorum manibus de praedictis. Acto & convento expressit inter Partes, quod una contra aliam nullam praescriptionem, vel negligentiam possit obijcere, vel apponere, quominus ad observantiam hujusmodi conventionum teneatur. Imo dictae Conventiones integraliter in toto & in parte perpetuum habeant roboris firmitatem, praescriptione cujusvis temporis etiam longissimi non obstant. Ad haec, nos dictus Comes Sabaudiae, praedicta omnia & singula sicut superius fuerunt expressa pro nobis & nostris successoribus rata & grata habentes, & eadem juxta formam praedictae transactionis recipientes, confirmemur & recognoscimus dictam Gardiam Advocatiamque & ipsius ipsius & omnia alia, & singula supradicta quae ad nos, & successores nostros Comites Sabaudiae, ratione dictae transactionis pervenerint vel pervenire debent, nos tenere in feodum & homagium a Domino Priore Paterniaci praedicto, & Ecclesia memorata prout ratione & ex causa associationis & transactionis, & debere nos & successores nostros futuros Comites Sabaudiae, facere fidelitatem in singulorum Priorum, in dicta futurorum Ecclesia manibus, pro praedictis. Promittentes bona fide nos dictus Comes, pro nobis & nostris successoribus Comitibus Sabaudiae, nos pro praedictis & ratione dicti feudi dicto Domino Priori, & suis successoribus & dictae Ecclesiae esse fidelis, & facere & complere adversus ipsos, quae in forma fidelitatis plenius continentur, & ipsos cum Monachis, familia, hominibus, bonis & juribus manuteneat, defendere & servare contra omnes ab omnibus injuriis, violentiis, excessibus & oppressionibus quibuscumque, & jura sibi retenta fideliter reddere & omnia alia & singula facere, attendere & complere sicut superius sunt expressa. Excepto tamen Reverendo Patre Domino

ANNO
1314.

Domino Abbate Cluniacensi, qui est & qui pro tempore fuerit, & Ecclesia Cluniacensi, contra quam vel certum suum mandatum ipsam Dominum Priorem, nec Monachos manutene, defendere, juvare vel gardiare non debemus, nec tenemur, sed potius dictum Dominum Abbatem si forte, quod absit, idem Prior vel Monachi aut successores sui dicto Domino Abbati, vel suis certis mandatis inobedientes fuerint & rebelles manutene, juvare & etiam gardiare. In quorum omnium præmissorum testimonium, nos dictus Comes Sabaudie, sigillum nostrum præsentibus duximus apponendum, Rogantes Venerabiles Patres Dominos Gebennensem & Bellicensem Episcopos ut sigilla sua apponant præsentibus, ad majorem roboris firmitatem. Nos vero miseratione Divina Petrus Gebennensis, & Thomas Bellicensis Episcopi, ad rogatum memorati Domini Comitis, sigilla nostra præsentibus duximus apponenda. Datum mense Augusti, anno Domini millesimo trecentesimo quarto decimo.

XXII.

10. Sept. *Litteræ quorundam Cardinalium ad EDWARDUM II. Angliæ Regem, de excessibus, per Vascones contra Cardinales Italicos, in electione novi Pontificis, perpetratis. Dat. Valentie 10. die Septembris Anno 1314. [RYMER, Fœdera, Conventions, Litteræ, &c. Tom. III. pag. 494.]*

SERENISSIMO Principi, Amico charissimo, Domino Edwardo, Dei gratiâ, Regi Angliæ illustri, miseratione divinâ,

*Frater Nicholaus Officiensis & Velletrensis Episcopus,
Neapolis Sancti Adriani,
Guilielmi Sancti Nicolai in Carcere Tulliano,
Franciscus Sancte Marie in Cosmedin,
Jacobus & Petrus de Colampna, Sanctæ Romanæ
Ecclesiæ Diaconi Cardinales,*

Salutem, & felicibus in Domino successibus habundare.

Esti, ab universis & singulis Christianæ Fidei detestanda cultoribus, pericula gravia, & scelerata flagitia, præsumpta nuper in Curia, & crudeliter perpetrata per Vascones, in offensam Dei, & Ecclesiæ Romanæ contemptum, gravemque concussionem statim ipsius, nisi superna sibi dextera, quæ Petrum in fluctibus, ne mergeret, erexit, ac etiam nobis, quos de mortis eripuit faucibus, aditisset, credamus ad aures vestras, per vulgaris famæ præloquium, pervenisse: neque geramus dubium audita facinora, velut acuta jacula, vehementer vestra, ob ælulum divini nominis, & honorem Ecclesiæ, pupugisse præcordia; quia tamen interdum loci distantia facti variat veritatem, ipsam vobis puram & liquidam, nullâ verborum fictione compositam, vestro conspectui præsentamus.

Et quidem, dum nos, & alii ejusdem Ecclesiæ Cardinales, post obitum Domini Clementis, Papæ quinti, effusum in Episcopali Palatio Civitatis Carpenteratensis, ad providendum Ecclesiæ Dei de futuro Summo Pontifice, sub uno Conclavi: & nos, Cardinales Italici, non querentes quæ nostra sunt, sed quæ Dei, neglectis singularibus affectionibus reciprocis in nos ipsos, peteremus hominem ad sustentandas Columnas Ecclesiæ, qui dictam Ecclesiam reformando dirigeret, essetque in hoc tantum omnis nostra cura, omnis intentio, hic affectus:

Subito Vascones (scu quod libram examinis sub futuro summo Pontifice, teste conscientia, fornidarent: seu quod armorum violentia crederent, hereditario jure, Dei Sanctuarium possidere) ex deliberato atque proposito, tamen sub palliato colore, deferendi, videlicet, corpus ejusdem Papæ, in copiosa peditum & equitum armorum multitudine, convenerunt, & scelus, quod mente conceperant, producentes in actum, die vicessimo tertio Julii arma sumperunt bellica, & sub ordinatione Bertrandi de Goto, & Raymundi Guilielmi dicti Papæ Nepotum, Civitatem Carpenteratensem intrantes, multos Curiales Italicos (cum solum Italici peterentur ad mortem) immaniter trucidarunt, & se ad prædium convertentes & spolia, crescente rabie, ac ad crudelia, fervescentes furore, in diversis Civitatis partibus incendia posuerunt: nec, his contenti, plurimum Cardinalium, ex nobis, hospitia diversis insultibus, & injectis ignibus invadentes, bella ibidem acerrima, cum clangore tubarum, hostiliter intulerunt.

ANNO
1314.

Invalescens tandem graviore periculo, & horribili (sicut in capitis Civitatibus adole) increbrescente rumore, multitudo Vasconum armorum, hostium Conclavis obsedit, acclamando, MORTANTUR CARDINALES ITALICI, MORTANTUR, VOLUNTUS PAPAM, VOLUNTUS PAPAM, & ipsis in hujusmodi acclamatione frementibus, alia multitudo Vasconum, equitum armorum, placeam dicti Conclavis invadit, similibus, circumdato Palatio, vocibus acclamando.

Nos vero, præfati Cardinales Italici, circumsepti tantis angustis, & mori tam turpiter, tam crudeliter mercentes, cum omnia circa Conclave Armorum multitudine teneret, neque publicus pateret egressus, tandem posteriorem murum Palatii, facto ibidem parvo foramine, pro nostra salute rupimus, & de Carpenterate postmodum discedentes, dispersi, non sine mortis periculo, per loca diversa, fecimus, & per misericordiam Dei, quæ salvos nos reddidit, ad terras pervenimus Amicorum.

Consideret igitur vestra Serenitas quod, ab ipsorum Vasconum feritate, non desuit quin, effuso sanguine principalium membrorum Ecclesiæ, quæ benignis eos lachavit uberibus, ditavit & complevit honoribus, statum ejus confusionem perpetuâ & impressione confundent, & Christianum nomen infidelibus darent in derisum, & fabulam, & opprobrium sempiternum.

Ceterum, præmissis omnibus, quæ cum tantis injuriis passi sumus, nequaquam obstantibus, nos pacem & unitatem Ecclesiæ petimus, ipsasque summo conamine procuramus.

Sed si, ex alienâ culpâ, procederet negotium, quod avertat Altissimus, ad rupturam, de vestro erga Deum & Ecclesiam zelo certos nos reddimus, quod unâ nobiscum (qui Dei honorem, & quod rectum est agimus, & pro justitiâ & veritate certamus) fides vestra concurret.

Et sic per vos, & alios Orthodoxæ Fidei Professores, ipsi Domino Jehu Christo, & Ecclesiæ sanctæ suæ in sua causâ favebitur, sic promptis affectibus affluerit, quod & divino honori congruit, & eidem Ecclesiæ satisfiet.

Dat. Valentie decimo die Septembris.

In Dorsio: Serenissimo Principi Domino EDWARDO, Dei gratiâ, Regi Angliæ illustri, Amico charissimo.

XXIII.

Sauf-Conduit accordé, par EDOUARD II. Roi d'Angleterre, aux Députés de ROBERT DE BRUS, Roi d'Ecosse, pour traiter de leurs différends. Donné à Everwyk le 18. Septembre 1314. [RYMER, Fœdera, Conventions, Litteræ, &c. Tom. III. pag. 495.]

LE Roi a tous ces Baillifs, & sôlaux, & loiaux, a l'queux cestes presentes Lettres vendront, salut.

Sachez qui, come Sire Robert de Brus, nous est escrit, par ses Lettres, qui la chose du mounde, q'il plus desire, ceo est q'il peust avoir entierement l'accord, & l'amitie de nous:

Et nous est requis qui nous voussifions crere frere Rauf de Chilton, Portur de celes Lettres, de ceo q'il nous diroit de par li:

Et meismes celi frere Rauf, par sa creance, nous eit prie, de par le dit Sire Robert, qui nous un voussifions doner nos Lettres de sauf conduit a Neel Cambel, Roger de Kirkpatrick, Robert de Keth, & Gilbert de la Haye, Chivalers, de venir vers nous, ou vers ceux, qui nous a ce voudrons assigner, as jour & lieu convenables, por moustrer ascunes choses tuchantes la dite busoigne, & pur treiter sus yceles:

Et dist assint, par meisme sa creance, qui le dit Sir Robert, & ses gentz, en le meen temps, surferont, devers noos, & noz gentz, de tote maniere de fait de guerre, & autres maus faire:

Nous sur se grautoms as ditz Chivalers, & a chescun d'eux, & a les gentz de lor mesnee, qe vendront ovesques eux, nostre sauf & seur conduit, en venant vers Duresme, d'etre la dimaigne a treis semaines de la Saint Michel prochain avenir, pur treiter y, sur la dite busoigne, oie ceux, qui nous enveierons, as jour & lieu avaraditz, ylogues demorant, & en retornant.

Et pur ce comandoms a vous touz, e a chescun de vous, qui as ditz Chivalers, ne as gentz de leur mesnee, ne a nul de eus, en venant devers Duresme, pur la dite busoigne, ylogues demorant, ne en retornant, ne facez, ne, tant come en vous est, par autres ne

soeffretz

DU DROIT DES GENS.

13

ANNO 1314. soeztrez estre fait mal, ne moleste, tort, grevance, ne desfurbaie, en leur parsones, Chivaux, Hernais ne leur autres biens: & si rien leur soit meffait, ce leur ferez redrescer sanz delai.

En tesmoignance des queus choses, nous avoms fet fere cestes nos Lettres overtes, a durer tant qui aujour de la Saint Martyn preschein avenir.

Don. a Everwyk le 18. jour de Septembre, l'an de nostre Regne vasmé (1).

XXIV.

2. Oâ. *Mandatum EDWARDI II. Regis Anglie de Uxorē, Sorore, Filia ROBERTI DE BRUS, & aliis Prisonibus ad Karliolum conducendis. Dat. apud Eborum 2. die Octobris Anno 1314. [RYMER, Fœdera, Conventiones, Literæ, &c. Tom. III. pag. 496.*

REX omnibus Ballivis & fidelibus suis, ad quos &c. salutem.

Cum mittamus Robertum Glasguensem Episcopum, Comitissam de Carrik Uxorem Roberti de Brus, Donaldum de Mar, Sororem Roberti de Brus, & quandam Filiam ipsius Roberti, usque Karliolum, per dilectos & fideles nostros, Johannem de Castrē, & Robertum de Leyburn; quibus injunximus quod prisonēs illos usque locum prædictum ducant, & Vicecomiti nostro Cumbrie per indenturam, inter ipsos & eundem Vicecomitem inde faciendam liberent, in Castro nostro Karlionenſi custodiendos, quousque idem Vicecomes per dilectum & fidelem nostrum, Humfredum de Bohun Comitem Herefordiæ & Essexiæ, vel Magistrum Johannem Walleweyn, ad quem locum dictos prisonēs ducere, & quid de ipsis facere debeat; fuerit (a) præmonitus:

Vobis mandamus quod præfatis, Johanni de Castrē, & Roberto, vel uni eorum, in ducendo prisonēs prædictos usque Karliolum, & in carigiis, ac aliis necessariis ipsorum, suis sumptibus providendis, sitis intendentes, respondentes, consulentes, & auxiliantes.

In cujus &c. per decem dies duraturas.

Teste Rege apud Eborum secundo die Octobris.

XXV.

0â. *Plein-pouvoir accordé par EDOUARD II. Roi d'Angleterre pour traiter d'une Paix ou d'une Trêve, avec ROBERT DE BRUS, ou ses Deputez. Donné à Everwyk le 7. d'Octobre 1314. [RYMER, Fœdera, Conventiones, Literæ &c. Tom. III. pag. 497.]*

LE Roi a touz ceaux, qui cestes Lettres verront, ou orront, salut.

Sachez qui, come Sire Robert de Brus nous eit escript; par ses Lettres, qui la chose du monde, qil plus desire, ceo est q'il peist avoir entierement l'accord & l'amistie de nous:

Et nous eit requis qui nous voussissoms veer coment ceo peust estre;

Nous, regardantz qui, por trestre avoir sur Pees & Accord, si est triwe, ou suffrance de guerre besoignable,

Sur ceo grauntoms, & donoms a noz chiers & feaux, Mestre Robert de Piking, Deen del Eglise seint Pere d'Everwyk, Monsieur Johan Botecurie, Monsieur Richard sūz Marneduk, Monsieur William Inge, & Monsieur Johan de Bensted, Chevalers, ou quatre, ou treis de eaux; plener & frank poer & especial maundement;

De treiter, en noun de nous, & por nous, ouē le dit Sire Robert, & les autres gentz d'Escoce, a qe nous avoms guerre, ou oue ceux, qui por eux vendront, de triwe, ou suffrance prendre entre nous, nos hommes, noz suzimis, & noz aidantz d'une part, & eux, & lur allies, & aidantz d'autre part, sur les guerres, dissensions, & discordz, qui sont entre nous & eux, solonc ce q'il verront qui mieuz soit a faire:

Et de mesme celes triwe, ou suffrance otrieb; donner, affermer, & de jurer en nostre alme de celes triwe, ou suffrance fermement garder & tenir;

(1) Il y a grande apparence que ce mot, qui ne signifie rien, a été formé, par une méprise de Copiste, ou de l'imprimeur, du Chiffre aïen, misque, Villne.

TOM. I. PART II.

Et de totes autres choses fere & accomplir, qui a celes triwe, ou suffrance ferront buisoignables ou coveneables, tut soit il quil requergent especial maundement.

Et nous averoms ferm & estable quant que les avantditz, Deen, Johan, Richard, William, & Johan, ou quatre, ou trois de eaux averont treitie, & otrieb, ordine, fait, & afferme en noun de nous, ou por nous, & por noz hommes, & pur noz suzimis, & pur noz aidantz, sur les choses avantdites, & chescun de les.

En tesmoignance de queu chose, nous avoms fet faire cestes nos Lettres overtes.

Donez a Everwyk le 7. jour d'Octobre:

XXVI.

Plenipotencia ab HEINRICO Archiepiscopo Coloniensi RUDOLPHO Comiti Palatino Rheni & Electori data vice & nomine suo personam idoneam in Romanorum Regem & Imperatorem nominandi & eligendi. Dat. Idus Octobr. 1314. [Pièce tirée des Archives Imperiales du petit Tresor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

UNIVERSIS presentes Literas inspecturis, Nos Henricus Dei gracia sancte Coloniens. Ecclesie Archiepiscopus sacri Imperii per Italiam Archicancellarius, notum facimus quod cum die videlicet crastino beati Luce Evangeliste proxime nunc venturo quod erit XIII. Kalend. Novembris, sub anno Domini Millesimo trecentesimo, quarto decimo, ad eligendum Regem Romanorum in futurum Imperatorem promovendum apud Frankenvort prefata de commun. Principum Jus in electione ejusdem Regis habendum voluntate, propter inimicitias quas Reverendus Pater Dominus Baldwinus Treverensis Ecclesie Archiepiscopus & spectabilis vir Johannes Comes Lutzelburgensis primogenitus inculte memorie quondam Domini Henrici Romanorum Imperatoris cum ipsorum factoribus & complicitibus contra nos habent, non possumus absque periculo corporis & rerum, ad ipsum locum Frankenvort venire nec interesse certo termino ad electionem futuri Regis Romanorum celebrandam assignato, Illustrem Principem Rudolphum Comitem Palat. Rheni Ducem Bavarie Conprincipem & Coelectorem nostrum, & Ecclesie nostre fidelem, fecimus & presentibus consilium nostrum certum & specialem Procuratorem, libique commisitimus & presentibus committimus, quod ad instantis Electionis negotium totaliter vices nostras; dantes plenam, generalem & liberam sibi potestatem nominandi & eligendi, vice & nomine nostro; personam ydoneam in Romanorum Regem, in Imperatorem promovendum, ac Jurandi in animam nostram, si opus fuerit, iuxta formam Concilii generalis; quia nos impedimento tenemur, hujusmodi, & ut credimus, tenebimur in termino supradicto & quod erimus tunc in loco, de quo Electores absentes vocari debent, in ipsius Electionis negotio & nichilominus alia omnia & singula faciendi que per nos, si presentes essemus, possemus in ipsius Electionis negotio facere, vel quomodolibet expedire, promittentes nos ratum & gratum habituros, quicquid per dictum Procuratorem actum fuerit in premissis & quolibet premissorum. Datum Idus Octobris, Anno Domini predicto.

XXVII.

(1) *Ligue entre AME LE GRAND Comte de 17. Oâ. Savoye, & JEAN Dauphin de Viennois pour la défense du Royaume d'Arles. Le 17. d'Octobre 1314. [S. GUICHENON, Histoire Génealogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 148.]*

PER hoc præfens publicum Instrumentum, cunctis appareat evidenter. Quod in presentia mei Notarii, & testium subscriptorum constituti. Magnifici & potentes Viri Dominus Amedeus Comes Sabaudia, & in Italia Marchio, & Dominus Johannes Dalphinus Vien. & Comes Albon. Dominusque de Turre, consideratis ut debebant beneficiis & gratis, quæ & quas ipsi & progeni-

(1) Cette Ligue fut une heureuse suite de la Paix entre ces deux Princes, dont on peut voir le Traité sous le 10. de Février 1312.

B 3

ANNO

1314.

15. Oâ.

SAVOYE
ET DAU-
PHINE.

ANNO 1314. genitores sui sunt ab Imperialibus munificentis hæcenus consequuti. Ne immemores vel ingrati recepti beneficii cōfiscantur ad conservandum Regnum Arclatense, & iura ipsius, sacro præsertim vacante vel non vacante cui subsunt Imperio, deliberatione provida ut dixerunt, tanquam fideles Imperii pro ipsis & successoribus suis unanimiter ordinarunt, & pactis, stipulationibus ac juramentis corporalibus intervenientibus confirmarunt. Quod si quis, cujuscunque conditionis, status, præmiæntiæ vel dignitatis existat, qui Regnum Arclatense prædictum, in totum vel in parte auctoritate propria, seu etiam aliena qualitercunque, seu sub forma quavis habita, vel obrenta, sub nomine Regis, vel alio quovis quæsto nomine, vel colore, capere seu occupare præsumat, contra honorem & statum Imperii, ipsi eidem communiter & divisim, cum omni exorcio gentis suæ, & omnium quos habere poterunt amicorum, si necesse fuerit, vel quod possit sufficere, viriliter cum armorum potentia quandocunque, suis propriis sumptibus, omni suo studio, viribus & ingenio resistent, & ingressum, occupationem ac possessionem prædictas, sibi, suis, & valitoribus defendunt. Et si, quod absit, ipsius Regni, vel partis aliqujus possessio corporaliter, per aliquem adepta fuerit, quoquomodo, totis viribus & ingeniis, sicut præmittitur, ipsum cum suis valitoribus expellant, unus ex ipsis in prædictis alterum non expectans, quod neque quis ex ipsis, sine amborum consensu & unanimi voluntate, dono, gratia, promissione, pretio, precibus, instantia, subjectione, amore vel odio, aliqujus actu, verbo, voluntate sive signis consentiet, per quod quis ipsum Regnum, in toto vel in parte, ut præmittitur, occupet, vel teneat occupatum: Prædicta enim omnia & singula promiserunt pro ipsis & successoribus suis vicissim, per solemnes stipulationes intervenientes, hinc inde & juraverunt ad sancta Dei Evangelia corporaliter, à quolibet ipsorum tacta, ac sub obligatione omnium bonorum suorum præsentium & futurorum, bona fide, adimplere, attendere & servare, & in contrarium nunquam aliquibus arte, ingenio vel colore facere, vel venire, nec absolutionem dictorum juramentorum à summo Pontifice, vel à quocunque alio per ipsos, vel per alios petere, recipere vel habere, nec uti quomodolibet in prædictis juramentis, pactis & stipulationibus, absolutione quavis habita, vel habenda; sed ea non obstante præmissa permanent, in plena roboris firmitate. Renunciantes per pactum expressum omni juri canonico & civili, usui, consuetudini, gratiæ & privilegio, habitis vel habendis, per quæ possit præsentī Ordinationi in solidum, vel in partem aliquatiter derogari. Et ad præmissa viriliter & efficacius exequenda, ad honorem & statum Imperii illæsum, in hac parte jugiter conservandum, ipsi se unione ligæ, voluntatis, & fœderis invicem unierunt. Datum & actum in quodam prato juxta Nemus subtus Faverges, die decima septima mensis Octobris, Indiæ. duodecima, Anno Nativitatis Domini millesimo trecentesimo decimo quarto, Præsentibus testibus vocatis & rogatis, videlicet Domino Guigone Alamandi Domino Vallis Bonefi Domino Jocelino de Grojca, Domino Amedeo Domino de Ornaßiaco, Domino Hugone de Comeris, Domino Aymero de Bello-videre Militibus, Fratre Guillelmo de Bozozello Præceptore Camberiaci, & Antonio de Claramonte.

XXVIII.

18. Oct. HEINRICI Bohemæ & Poloniæ Regis, RUDOLPHI Comitiss Palatini, & RUDOLPHI Ducis Saxonie, Sacri Romani Imperii Electorum, Litteræ ad summum Pontificem, quibus notificant, se FRIDERICUM Ducem Austriæ in Regem Romanorum elegisse. Cum Inserto Ejusdem Electionis DECRETO; Nec non Litteris annexis Archiepiscopi Colonienfis HEINRICI ad summum Pontificem ejusdem tenoris. Dat. 4. Kalend. Decembris 1314. [Pièce tirée des Archives Imperiales du pètit Tresor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

SANCTISSIMO in Christo Patri, ac Domino Sacrosanctæ Romanæ ac Universalis Ecclesiæ Summo Pontifici futuro, Heinricus Dei gratia Boemæ & Poloniæ Rex, Dux Karinthie, Rudolphus Comes Palatinus Reni, Dux Bavarie, & Rudolphus Dux Saxo-

ANNO 1314. nie, Angarie, Westphalie, Comes in Brene, & Burgravius in Magdeburg, Sacri Imperii Principes, ac Electores Romanorum Regis, in Imperatorem promovendi, devotissima pedum oscula beatorum. Vacante nuper sacro Imperio per mortem clare memorie Domini Heinrici, quondam Romanorum Imperatoris incliti, sub Anno Domini Millesimo trecentesimo tercio decimo, dieque certa videlicet crastino beati Luce Evangeliste, quod fuit XIII. Kalend. Novembris, sub anno Domini Millesimo trecentesimo quarto decimo. Ad eligendum Romanorum Regem in futurum Imperatorem promovendum apud Frankenfur locum solitum, & consuetum per nos, & alios Conprincipes & Coelectores nostros, jus una nobiscum in Electione Romanorum Regis habentes, preceptorie itatuta, seu præfixa, nobisque Rege Boemie Rudolfo Comite Palatino Duce Bavarie, nec non Rudolfo, Duce Saxonie prædictis convenientibus die, & loco prefinitis, ad Electionem futuri Regis Romanorum celebrandam, ac reverendo in Christo Patre Domino Heinrico Colonienf. Archiepiscopo sacri Imperii per Italian Archicancellario, Conprincipi & Coelectore nostro, dicto crastino, ad prædictum locum Frankenfur, ex certis & legitimis causis convenire nobiscum in hujusmodi Electionis negotio nequeante, ipse Pater & Dominus noster Archiepiscopus nobis Rudolfo Comiti Palatino prædicto, quo ad diem Electionis negotium commisit totaliter vices suas. Dans nobis plenam, generalem, & liberam potestatem nominandi, & eligendi vice, ac nomine ipsius personam ydoneam in Regem Romanorum, in Imperatorem promovendum prout in ipsis Principis & Domini Procuratorio super hoc habito, plenius continetur. Nobis placuit ipsa die in dicto loco procedere ad Electionem Regis Romanorum in Imperatorem promovendi prout ipse terminus requirebat. Tandem cum aliis Conprincipes & Coelectores nostri dicta die & loco prædicto per nos ductus expectati in ejusdem Electionis Negotio, ad hujusmodi Electionem celebrandam venire, seu procedere nobiscum minime curaverint, & sic quo ad diem Electionis Negotium de jure alienos se fecerunt, Reverendus Pater & Dominus Henricus Gurcen. Episcopus mandato à nobis specialiter sibi facto, vice & nomine nostrorum omnium & singulorum, Protectionem quandam legit, & publicavit in hunc modum:

Nos Henricus Dei gratia Boemie & Poloniæ Rex, Dux Karinthie, Rudolphus Comes Palatinus Reni, Dux Bavarie, nec non Rudolphus Dux Saxonie Principes sacri Imperii, ac Electores Romanorum Regis in Imperatorem promovendi, nomine nostro & vice, & nomine Reverendi in Christo Patris Domini Heinrici Colonienf. Archiepiscopi sacri Imperii per Italian Archicancellarii Conprincipis nostri, monemus omnes excommunicatos, suspensos & interdictos, nec non quoscunque alios, qui suspensos non debent, quod recedant, nos eligere libere permittentes. Protestantes quod non est nostra intentio tales admittere, tamquam jus in Electione habentes aut procedere, vel eligere cum eisdem, immo volumus quod voces talium, si qui reperientur interitusse, postea nulli prebent suffragium, nec afferant alicui nocumentum, & prorsus pro non receptis, sive pro non habitis habeantur. Qua Protectione premissa, & post multos Tractatus, varios & multiplices, considerationes sollicitæ & diligenter circumfancis, conditionibus, & statu personarum diversarum per quas Regno vacanti posset salubriter provideri. Tandem in Illustrem Principem Domium Fridericum, Ducem Austriæ & Styrie, virum utique Catholicum, orthodoxe fidei servitorem zelatorem, strenuum, & fugacem, conversationibus & moribus modicum oratum, devotum & humilem, de Romanorum Regum prolapia oriundum, sacri Imperii gubernacula regere magnifice, & iura ipsius manuteneant potentem, necnon Reipublice præstiti utiliter & prodesse valentem, in omni morum honestate perspicuum, & preclarum, assabilem, benignum, & mansuetum, ac in aliis agilibus pro regimine Reipublice plurimum circumspiciendum, divina favente clemencia, consensimus, & in ipsum vota nostra direximus, ipsumque nominavimus eligendum in Regem Romanorum in Imperatorem promovendum, sub forma infra scripta:

Nos Henricus Dei gratia Boemie & Poloniæ Rex, Dux Karinthie, consensimus in illustrem Principem Domium Fridericum Ducem, Austriæ & Styrie, ipsumque nominamus eligendum in Regem Romanorum & Imperatorem promovendum. Nos Rudolphus Comes Palatinus

NO Palatinus Rheni Dux Bavarie nomine nostro ac nomine
I. 4. & vice Reverendi in Christo Patris, Domini Heinrici
Colon. Archiepiscopi sacri Imperii per Italiam Archicancellarii, habentes super hoc ab ipso Domino Archiepiscopo plenam & liberam potestatem, consentimus in Illustrem Principem Dominum Fridericum Ducem Austrie & Styrie, ipsamque nomine quo supra nominamus eligendum in Regem Romanorum in Imperatorem promovendum. Nos Rudolphus Dux Saxonie consentimus in Illustrem Principem Dominum Fridericum Ducem Austrie & Styrie, ipsamque nominamus eligendum in Regem Romanorum in Imperatorem promovendum. Quibus legitime sic peractis, Nos Rudolphus Comes Palatinus predictus de voluntate & mandato specialium ditorum Coelectorum nostrorum, & cujuslibet eorumdem, Dominum Fridericum Ducem Austrie & Styrie elegimus in hunc modum:

In nomine Patris, & Filii & Spiritus Sancti. Cum vacante Regno seu Romano Imperio per mortem clare memorie Domini Heinrici quondam Romanorum Imperatoris inelicti, vocatis, qui fuerant evocandi super Electione Regis Romanorum faciendam, dies certa apud Frankenburg esset ad hoc prefixa, placuit nobis, & dictis Coelectoribus nostris iuxta ipsius dici prefinitionem factam ad Electionem procedere futuri Regis Romanorum. In illis Coelectoribus nostris ipso die diutius expectatis, & legitime eligere nobiscum non curantibus, inquisitis votis nostris, & ditorum. Coelectorum nostrorum, in ipsa Electione apparere nos, apud quos tunc resedit potestas, seu juxta eligendi personam idoneam in Regem Romanorum, concorditer direxerit vota nostra. Illustrem Principem, Dominum Fridericum Ducem Austrie & Styrie in eundem consentiendo, & ipsam nominando in Romanorum Regem in Imperatorem promovendum. Idcirco nos Rudolphus Comes Palatinus predictus vice nostra, & Domini Heinrici Colon Archiepiscopi predicti, ac aliorum ditorum Coelectorum nostrorum nomine cum contentum in hac parte, ex potestate nobis tradita & concessa ab eisdem, invocata Spiritus Sancti gratia, Dominum Fridericum Ducem Austrie & Styrie predictum eligimus in Regem Romanorum in Imperatorem promovendum, in Advocatum sacrosanctae Romanae, ac Universalis Ecclesiae, ac Defensorem pauperum, viduarum, pupillorum & orphanorum. Qui electus hujusmodi electioni, canonice de se facte, divine nolens resistere voluntati interpellatus super hoc a nobis cum diligentia magna, consentit. Quapropter Sanctitati vestre cum devotione qua deest voce unanimi supplicamus, ut ipsum Dominum Fridericum sic devote & canonice electum, paternis pietatis vestre brachiis amplectentes, electionem hujusmodi Canonice de ipso a nobis factam, solita Clementia approbare, ipsum inungere, & consecrare, si-bique de sacrosanctis manibus vestris sacri Imperii dyadema dignemini favorabiliter impertiri loco, & tempore opportunis. Ceterum ut Beatitude vestra cognoscat evidenter premissa omnia vera esse, prefens electionis nostre Decretum Sanctitati vestre transmittimus cum sigillorum nostrorum videlicet Rudolphi Comitis Palatini Rheni, Ducis Bavarie, necnon Rudolphi Ducis Saxonie predictorum appendice, ex certa scientia roboratum. Nos vero Heinrichus Dei gratia Boemie, & Poloniae Rex, Dux Carinthie, quia Sigillum nostrum hac vice penes nos non habemus, Sigillis predictorum Ducum Bavarie, & Saxonie usi sumus, & contenti in testimonium & evidenciam omnium premissorum. Actum, & Datum loco, die, & anno predictis.

Sequuntur Literae Archiepiscopi Coloniensis HEINRICI ad summum Pontificem Dat. 4. Kalend. Decemb. 1314.

SANCTISSIMO in Christo Patri, ac Domino Sacrosanctae Romanae, ac Universalis Ecclesiae summo Pontifici futuro, Heinrichus Dei gratia sanctae Coloniensis Ecclesiae Archiepiscopus sacri Imperii per Italiam Archicancellarius, devota pedum oscula beatorum. Cum nuper per mortem dive recordandis quondam Domini Heinrici Romanorum Imperatoris, vacante Romano Imperio, dies certa, crastinum videlicet festivitatis beati Lucae Evangelistae preteritum, quod fuit XIII. Kalend. Novembris sub Anno Domini Milleesimo Trecentesimo Quarta decimo, ad eligendum Romanorum Regem in futurum Imperatorem promovendum fuisset apud Frankenburg locum ad hoc solum & consuetum preceptorie prefixa, per nos, & alios Conprincipes & Coelectores nostros, juxta unum nobiscum in electione Romanorum Regis habentes, Nobisque propter inimi-

cias, quas Reverendi in Christo Patres & Domini Mogunt. & Treverens. Ecclesiarum Archiepiscopi, & Nobilis vir Gerardus Comes Juliacens. cum ipsorum fautoribus & Complicibus contra nos habuerunt, & habent, securus ad predictum locum Frankenburg non potest, accessus, adeo, quod non possemus absque rerum, & corporis periculo ad eundem locum Frankenburg termino supradicto venire, & interesse, ad electionem futuri Regis Romanorum sicut premititur celebrandam. Nos nolentes juxta nobis nomine Ecclesiae nostre in electione predicta competens negligere illa vice, & ne nobis, aut Ecclesiae nostrae negligere illa vice, vel inpossemus generari posset prejudicium in hac parte, Illustrem Dominum Rudolphum Comitem Palatinum Rheni, Ducem Bavarie, Conprincipem & Coelectorem nostrum, fecimus, & constitutus nostrum certum, & specialem Procuratorem, si-bique quo ad predictae electionis tunc instantis negotium, commissimus totaliter vices nostras. Dantes eidem plenam, generalem & liberam potestatem vice & nomine nostro nominandi, & eligendi personam idoneam in Regem Romanorum in Imperatorem promovendum, ac iurandi in animam nostram, si opus foret, juxta formam generalis Concilii, quod nos legitimum impedimento, de quo premititur, teneremur, & quod crederemus eodem impedimento adhuc nos teneri in termino supradicto, quodque tunc essemus in loco, de quo electores absentes vocari debent ad ipsam electionis negotium, & nichilominus alia omnia, & singula nostro nomine faciendi, quae per nos si precatos essemus facere in ipsius electionis negotio possemus, vel quomodolibet expedire. Qui Dominus Rudolphus Comes Palat. predictus hujusmodi Procuratoris nostri mandatum, & vices nostras sibi in hac parte commissas, in se sponte suscipiens, suo, & nostro nomine, una cum aliis Conprincipibus, & Coelectoribus nostris, apud quos illa vice dicta resedit electio, scrutatis prius secreta, & sigillatim singulorum votis, & eisdem postmodum publicatis, potestate sibi ab eisdem Coelectoribus nostris tradita, Illustrem Principem Dominum Fridericum Ducem Austrie, & Styrie, virum Catholicum, & omnibus bonis condicionibus, quae tanto regimini, sicut est Romanum Imperium, conveniant excellenter pre aliis Principibus adornatum, suo, ac nostro, & aliorum Coelectorum nostrorum nobiscum in hac parte contentum nomine, ex potestate sibi ab eisdem tunc tradita, & concessa, invocata Sancti Spiritus gratia, termino & loco antedictis, elegit in Regem Romanorum, in Imperatorem postmodum promovendum. Qui sic electus divine nolens resistere voluntati, hujusmodi Canonice electioni de se facte, super hoc ab eisdem cum magna diligentia interpellatus, consentit, & deinde per nos, cui hoc secundum habuit hactenus a tempore, cujus non est memoria observantiam & ex indulto Sedis Apostolicae, nomine Colon. Ecclesiae, comperit, die certa, quae fuit festum beate Katherine nuper preteritum, ad hoc statuta, & proclamatione sicut juris est premissa, in Regem Romanorum extitit inunctus, & cum sollempnitate debita regali dyadema coronatus. Quae omnia & singula ex decreto electionis predictae, Domini Rudolphi Comitis Palat. predicti, & Rudolphi Ducis Saxonie, Coelectorum nostrorum sigillis, suo & aliorum cum eis consentientium nomine, sigillato, cui etiam cum nostro sigillo prefens nostra Supplicatio est annexa, & per Instrumenta de mandato, predicto Comiti Palatino a nobis dato, & de inunctione, & coronatione predictis conscripta, & in formam publicam redacta, lucide demonstrantur. Quapropter Sanctitati vestre humiliter supplicamus. Quatenus electionem supradictam, de predicto Domino Friderico Christiane fidei servido zelatore tam Canonice factam, & coronationem nostram exigente iusticia subsecutam, ex solita Paternitatis vestre clementia dignemini approbare, eundemque Ecclesiae Romanae, & vestrum devotum, paternis viscibus conservare. Datum III. Kalend. Decembris Anno Domini predicti.

XXIX.

RUDOLPHI Comitis Palatini Rheni Plenipotentiarius GERLACO Comiti de Nassawe sororis suo data, coronationi Casaree FRIDERICI Ducis Austrie suo nomine assistendi. Dat. in Heidelberg 1314. feria sexta post diem B. Martini. [Pièce tirée des Archives Impériales du petit Trésor de la Régence & de la Chambre à Vienne.]

RUDOL-

ANNO
1314.

ANNO

1314.

RUDOLPHUS Dei gratia Comes Palatinus Rheni, Dux Bavarie, Universis & singulis, qui sua crediderint interesse, salutem cum plenitudine omnis boni, nec non noticiam subscriptorum. Cum Serenissimus Dominus Fideiicus Dux Austrie, quem una cum aliis Principibus & Coelectoribus nostris, in Regem elegimus Romanorum favente divina clemencia, promovendum in Imperatorem, ad presens Aquilgrani debeat coronari, cui coronacioni causis legitimis & necessariis prepediti, non possumus personaliter interesse, nobili viro Gerlaco, spectabili Comiti de Nassawe, fororio nostro karissimum damus & concedimus plenam & liberam potestatem, nostro nomine tanquam vero & legitimo Procuratori coronacionem eandem petendi, proponendi, faciendi, dicendi, nec non omnia faciendi, que personaliter facere possemus, si presentes essemus, & quicumque vero Procuratori a Lege vel Canone sunt concessa, que dicto negotio de facto vel de iure viderit expedire, etiam que Mandatum quantumcumque exiguit speciale, promittentes gratum & ratum nos habuerunt, quicquid per ipsum factum vel ordinatum fuerit in premisiis, seu quolibet premissorum. In quorum omnium evidenciam prester sibi dedimus, sigilli nostri munimine legitime roboratos. Datum in Heidelberg, Anno Domini Millesimo CCC. quarto decimo, feria sexta post diem beati Martini.

XXX.

4. Dec. *Littera EDWARDI II. Regis Anglie ad Nicholaum Cardinalem, Ostiensem & Velletrensem Episcopum, de Concordia inter Cardinales, & de Electione Papae acceleranda. Dat. apud Berkhamsted. 4. die Decembris Anno 1314.* [Rymer, Fœdera, Conventiones, Litteræ, &c. Tom. III. pag. 502.]

VENERABILI in Christo Patri, Dei gratia, Hostiensis & Velletrensis Episcopo, amico suo carissimo, Edwardus, eadem gratia, &c. salutem, & sinceræ dilectionis affectum.

Interni amoris fecunditas, quam ad Romanam gerimus Ecclesiam, Matrem nostram, dirè hiis diebus, nostra præ dolore pungi precordia, anxius viscera faciat, & nobis in merorem multipliciter est conversa, dum eam quam Dominus super omnes Ecclesias optinere vult principatum, & que primum, Pastoralis regimine decorata, se nobis in cunctis opportunitatibus exhibuit liberalem, & materno affectu nos & nostros, variis favorum & gratiarum munificentis, honoravit desolatam, & quasi ruinæ & direptioni expositam, internæ nostræ considerationis oculis inuenimus.

Quis enim fidelis super Gregem Dominicum non condolet, qui dispersus, & velut Pastorem non habens, tanto jam tempore dimissus est in invio oberare, tanto jam ad ovile Domini oves oberantes reducere, & ab eâ lupos expellere poterit & arceret? Quis vestri (Pater amabilis) & Confratrum vestrorum, ipsius Ecclesiæ Cardinalium, hoc tempore non miratur duritiam, seu non arguit tarditatem, qui sicis oculis Matris vestræ (quæ vos fecundis lacnavit uberibus, & aliis honoribus sublimavit) tot & tanta dampna conspiciat, & ipsius ruinam negligit sublevare?

Et licet nos, ante hæc tempora, totis desiderantibus affectibus gravibus dispendiis, quæ ex diutina vacatione dictæ Ecclesiæ evenire timebamus, celeri remedio obviari, vos & dictos Confratres vestros simul, & singulatim, votivis precibus, & crebris exhortationibus impius duxerimus requirendum ut dictæ viduata Ecclesiæ, rejecta omni affectione reciproca, de Pastore idoneo curaretis celeriter providere; quia tamen nostra, in hac parte, instantia nichil haecenus profuit in effectu, set cussura amplior dinoscitur postea contigisse;

Vestram adhuc dilectionem, gravi cordis anxietate stimulat, rogamus obnixè, & hortamur in Domino Jesu Christo, quatinus, penitantes attentius & ante mentis vestræ oculos sedulo reducentes iminentia undique pericula, ex desolatione Ecclesiæ memorata, intentionem vestram puro corde ad ipsum solum, de cuius substitutione Vicarii in terris agitur, dirigere, & dictos Confratres vestros ad unionem & concordiam, in spiritu humanitatis, totis conatibus reducere studeatis, ut concors & festina provisio dictæ Ecclesiæ, divino assistente presidio, subsequatur, nec ulterius remaneat exposita dispendiis, Pastoris regimine desolata:

Advertentes etiam quod assumptum Terræ sanctæ negotium, ex diuturniore vacatione ejusdem Ecclesiæ, de facili poterit eclipsari, cum ex ipsis, assumendi, Pontificis arbitrio ejusdem negotii directio & dispositio noscatur, ut plurimum, dependere:

Ceterum super aliquibus, quæ, communi utilitate pensata, fieri affectamus, dilectis & fidelibus nostris, Gilberto Pecche, & Antonio Pessaigne de Janua, secretum aperimus cordis nostri, vobis per eosdem exponendum; quibus, si placet, super his fidem veltis indubiam adhibere.

Dat. apud Berkhamsted. 4. die Decembris.

XXXI.

Zwey Versicherung-Brieffe / deren einer von Ludwig von Bayern / erwähltem Römischen Kayser / und der andere von Petro Erzbischoffen zu Maynz der Stadt Speyer ertheilet / dieselbe wegen der genannten Dreyer Kayser Ludwigs wider den gleichfalls erwählten Kayser Friedrich von Oesterreich gegen alle Gefahr zu schützen. Deren erster gegeben zu Oppenheim / Samstag vor den 12. tag / und der ander eben daselbst am Sonntag vor den 12. tag / da man zählet von Gottes Geburt 1315. [LEHMANN Chronicon spirensis Lib. VII. Cap. XX. pag. 664. col. b.]

C'est-à-dire,

Deux Lettres d'assurance, l'une de Louis de Bavière élu Empereur, & l'autre de Pierre Archevêque de Mayence, pour la Ville de Spire, à l'égard des hostilités, insultes, & dommages qui pourroient lui arriver pour avoir embrassé le parti de Louis contre Frederic d'Austrie aussi élu Empereur. La premiere donnée à Oppenheim le (1) Samedi avant le 12. jour; & la seconde aussi à Oppenheim le Dimanche avant le 12. jour, lorsque l'on comptoit l'an de la Nativité de Christ 1315.

Wir Ludwig von Gottes Gnaden Römischer König / und ein Meher des Reichs / geloben mit guten Treuen ohne alle Beschränkung den Erbaren Leuten / den Rath und den Bürgern gemeinlich von Speyer. Gesehehe ihnen in diesem Krieg ein gemaltig Gedrang oder Schade von jemand umh die Stadt / das wir ihn / wann sie das uns forbern / helfen mit den unsern / also fer wir mögen / in guten Treuen. Und sollen unser Treuen ihn daselb geloben in ihm / und auch thun. Wir hant sie auch erlassen und entladen gütlich und wilsiglich in diesem Krieg aller Aufschat und Dinstes / und wollen darun mumer desto mütiger werden. Wäre auch das wir Eweß von ihn begerten / was sie uns daran zu fremdschafft thunt / damit sol uns wol bequemen. Und in eyn Art und Beschränkung der Ding / so hant wir unser Königlich Ingesicht an diesen Brieffe geschickt / der wart geben zu Oppenheim / an dem Samstag vor dem zwölfften Tag / da man salt von Gottes Geburt dreihundert Jahr und funffßehen Jahr / an dem ersten Jahr unser Reichs.

Wir Peter von Gottes Gnaden ein Erzbischoff von Maynz / des heiligen Römischen Reichs Er-Camerler in Teutschen landen / geloben mit diesen gegenwärtigen Brieffe den weisen Leuten / den Rath und den Bürgern von Speyer gemeinlich: Gesehehe ihnen in diesem Krieg ein gemaltig Gedrang oder Schade von jemand / und ihre Stadt / darumb das sie König Ludwigen haben eingelassen / das wir ihne / wann sie das an uns forbern / helfen mit den unsern / also fer wir mögen / in guten Treuen. Daruber geben wir ihnen diesen Brieffe mit unserm Insigel versigelt. Dieser Brieffe ist geben zu Oppenheim / als man salt von Gottes Geburt dreihundert Jahr / und funffßehen Jahr / an dem ersten Sonntag vor dem zwölfften Tage.

XXXII.

(1) Ces deux Dates sont difficiles à déchiffrer. Le calcul n'y suffit pas. Il faut nécessairement recourir aux conjectures. Ce 12. jour, qui est fait le point fondamental, peut être interprété du 12. jour de l'an 1315. C'est-à-dire du 12. Janvier qui tomba cette année le 12. Dimanche, & ainsi le Samedi précédent étoit l'ouïeme, mais si cette Date est la première en ordre, comme il le semble, par la manière dont les deux Pièces sont rangées dans l'Acte, d'où on les tire, que devant celle du Dimanche suivant, puis que ce Dimanche même fut le 12. De deux choses l'une; ou ces deux Dates sont corrompues; ou celle de l'Archevêque doit précéder celle de l'Empereur; auquel cas, la première tomba sur le Dimanche 5. & l'autre sur le Samedi 11. Janvier. [D u m.]

Mars *Romanorum Regis FRIDERICI Confirmatio Contra-
tractus Permutationis anno 1308. inter HENRI-
CUM VII. Romanorum Regem, & JOANNEM
Episcopum Argentinensem initii. Datum Argenti-
næ IX. Cal. Aprilis 1315. [Voyez-la ci-de-
vant sous le 28. Novembre 1308.]*

Avr. *Forma Pacis & Concordiæ inter EDWARDUM
II. Regem Angliæ, & REYMUNDUM Vi-
cecomitem Franciæ. Dat. apud Westmonasterium
20. die Aprilis, 1315. [RYMER, Fœdera,
Conventiones, Literæ, &c. Tom. III. pag.
517.]*

REX Universis, præsentis Litteras inspecturis, sa-
lutem, & plenam præsentibus dare fidem.

Noverit Universitas vestra quod, cum controver-
siæ & dissensionis diu fuissent inter Vicecomites Fron-
ciaci, Prædecessores Reymundi nunc Vicecomitis dic-
ti Loci, & inelita recordationis, Dominum Edwardum
quondam Regem Angliæ, & Ducem Aquitanie, Patrem nostrum, & alios Progenitores nostros, super
restitutione Castri de Burgo supra Mare, & aliorum
Locorum, & rerum diversarum:

De quibus pars dictorum Vicecomitum asserbat dic-
tos Vicecomites per Gentes dictorum Progenitorum
nostrorum spoliatis fuisse, ipsosque super hiis in Cu-
ria Regis Franciæ arecta oppugnasse;

Penitque, per partem dicti Reymundi, quod dicta
arecta executioni demandarentur:

Propositis etiam, per Procuratores nostros, per parte
nostram quampulcribus rationibus, quare prædicta fieri,
seu executioni demandari non deberent;

Tandem, habitis quampulcribus Tractatibus & deli-
berationibus inter Yolendem Matrem prædicti Reymun-
di, & Guillelmum Amancuy de Fronciaco, Patrum
ejusdem Vicecomitis ex parte nostra, & dilectum & fide-
lem nostrum Almaricum de Credonio, dicti Ducatus
nostri Senescallum, & discretum virum Magistrum
Aulentium Jordani, Procuratorem nostrum in Ducatu
nostro prædicto, ex parte nostra, ex altera, super
Controversiis, Dissensionibus, & Executionibus præ-
dictis, ac fructibus & proventibus dictorum Locorum,
seu rerum, & aliorum etiam, de quibus iniqua facta
fuit,

Pax & concordia initæ fuerunt imperpetuum valtu-
ræ, & articuli infra scripti finaliter concordati:

PRIMO, videlicet, quod homagium, quod Bernardus
de Blankford fecit nobis per Vigeriâ Burdegaliæ,
restituatur eidem Vicecomiti, tenendum de nobis &
Hæredibus nostris.

ITEM, Quod iustitia alta & bassa, in Parochia de
Abesak, extra Rivum vocatum Pales, restituatur ei-
dem Vicecomiti, tenenda de nobis & Hæredibus nos-
tris.

ITEM, Quod homagia Nobilium, & aliarum per-
sonarum de inter Dordenia, de quibus constare poterit
per juramenta Vassallorum fide dignorum, & Rotulos
antiquos, quod tenerentur ab ipso Vicecomite, resti-
tuantur eidem, tenenda de nobis & Hæredibus nostris;
& quod istud perquiratur bonâ fide.

ITEM, Quod tertia pars Leudæ, seu extractæ Sancti
Emiliani, quam, celebris memoria, Dominus Edwardus
Genitor noster, gratiosè restituit Prædecessoribus
prædicti Vicecomitis, ut pars dicti Vicecomitis asser-
uit, licet non contineretur in arectis, restituatur ei-
dem, tenenda de nobis & Hæredibus nostris: & pars
dicti Vicecomitis debet tradere parti nostræ tenorem
Litterarum Prædecessorum nostrorum, quondam Regem
Angliæ, & Ducem Ducatus prædicti, quas asserit se
super hoc habere, sibi postea restituendas.

ITEM, Quod super fructibus rerum secundum judica-
ti, a tempore mortis istius, usque ad dictum iudicatum,
quos assistant decem milia librarum Turronensium, sicut
ordinationi præfati Senescalli nostri.

ITEM, Quod Gentes nostræ non faciant partem
cum illis, contra quos petetur executio dicti iudicati
secundum, occasione rerum, quas non destinemus, nisi
ex necessitate compulsi fuissent per superiorem, de qua
constaret legitime.

TOM. I. PART. II.

ITEM, Quod dictus Vicecomes, pro prædictis, & ANNO
homagio Emerici de Burgo, Domicelli de Medulco &
Gallinis, Parochiæ & Liberniæ, faciet nobis homa-
gium & deverium, pro dicto Homagio, ad arbitrium
præfati Senescalli nostri. 1315.

ITEM, Quod, si dictus Vicecomes possit lucrari a-
liqua de contentis, in dicto iudicato secundo, de qui-
bus non est compositum, vel restitutio facta, quod ipse
recognoscat illa esse de feodo, seu retro feodo nos-
tro.

ITEM, Obligabit se dictus Vicecomes, seu dicti
Tutores ejus nomine se obligabunt, quod si appareret
in futurum, videlicet, infra quinquennium, quod ali-
qua de præmissis, vel omnia fuissent quæta, vel remissa
per Prædecessores ipsius Vicecomitis, quod ipse tene-
retur ea restituere, non obstant hac præfati ordina-
tione.

ITEM, Jurabit dictus Vicecomes, seu dicti Turo-
res jurabunt, quod de præmissis, vel aliquo præmissio-
rum non fuerit facta restitutio, vel quitatio, quod ipsi
sciunt.

ITEM, Prædictus Vicecomes renunciabit, seu dicti
Tutores ejus nomine renunciabunt, per factum expres-
sum, omni juri, sibi competenti, & competituro, contra
nos, & Hæredes nostros, ratione, vel occasione
arectorum prædictorum, vel eorum quæ executi sunt
de eisdem;

Excepto jure, quod dicit pars dicti Vicecomitis se
habere in Motu de Bogio, & pertinentiis ejusdem, &
in tertia parte Pedagii Portus de Castellione, & decimo
Sancti Christofori, prosequendo per ipsum Vicecomitem
contra possessores prædictorum, prout hæc
omnia & alia;

De quibus nondum ad plenum est concordatum, &
de quibus per præfatum Senescallum nostrum, & alios
de Consilio nostro Ducatus prædicti, ulterius tractari,
& per ipsos, nomine nostro, plenius ordinari manda-
vimus, per alias Litteras nostras, in quodam Instru-
mento publico, manu Alberti Medici Clerici Burde-
galie, Apostolica, & Imperiali, ac nostra, in dicto
Ducatu, auctoritate publici Notarii scripto, vidimus
plenius contineri.

Nos autem præmissa, omnia & singula, superius ex-
pressata, quatenus ad nos attinet, confirmamus, ratifi-
camos, & etiam approbamus.

In cujus &c. Dat. apud Westmonasterium, 20. die
Aprilis.

Per ipsum Regem & Consilium.

Litteræ EDUARDI II. Regis Angliæ ad AL-28. Mai.

PHONSUM Regem Castellæ, de attemptatis re-
formandis. Datæ Westmonasterii die 28. Maji
An. 1315. [RYMER, Fœdera, Conventio-
nes, Literæ, &c. Tom. III. pag. 520.]

MAGNIFICO Principi, Domino Alphonsi Dei
gratiâ, Castellæ, Legionis, Toleti, Gallicie,
Sibilæ, Cordubiæ, Murciæ, Gihenni atque Algarbiæ
Regi illustri, & Comitatus Molinæ Domino; Edwardus,
ejusdem gratiâ Angliæ &c. Salutem, & ad vota,
succellus prosperos ac felices.

Litteras vestras jampridem recepimus, continentes
quod contra fœdera Pacis, tempore, bonæ memoriæ,
vestri & nostri Genitorum, ac postmodum tempore nostro,
inter homines de potestate vestra, & homines Ci-
vitatibus nostræ Baionensis, super quibusdam dampnis,
hinc inde illatis, initæ & firmatæ, bona quorundam
Subditorum vestrorum, ad Sectam Arnaldi de Sancto
Martino, Civis & Mercatoris de Civitate prædicta fue-
rant arreolata, & dampna alia eis data.

Super quibus vobis duximus intimandum, quod com-
pletionem Pacis prædictæ, juxta formam quarundam
compositionum, inde factarum, pro dicto Anselmo &
aliis, quos negotium illud tangit, sæpius fieri postulavi-
mus cum effectu; de quo ipsi effectum aliquem (Mil-
litis dicti Genitoris vestri in defectu existentibus) mi-
nime reportabant: propter quod, in hujusmodi defectu,
ad iustitiam dicti Arnaldi in præmissis faciendam
processimus, prout decuit, & facere oportebat.

Verumptamen, affectantes quod inter hostes, &
vestros Subditos mutua communio, ad commonem uti-
litatem habeatur, & vestri intuitu, volumus quod om-
nes & singuli Mercatores & alii de terris & potestate
vestris, sub nostra protectione & gardia speciali, cum
bonis & mercimoniis suis, in Regnum & potestatem
nostram

ANNO nostram veniant, usque ad Festum Natalis Domini, proxime jam futurum, absque arrestatione bonorum, seu mercimoniurum suorum ad Seclum prædicti Arnaldi, seu aliorum, ex causis præviis, faciendâ; & inde nostras Litteras fieri fecimus speciales.

Placet etiam nobis, quod interim aliquos de vestris in Regnum nostrum, si vobis placeat, destinatis, ad tractandum, simul cum nostris, quos ad hoc deputabimus, super compositionibus antedictis, & ad complendum easdem, nec non ad reformandum ea, quæ contra easdem compositiones hinc vel inde fuerint attemptata; Alioquin ulterius non poterimus sustinere, quin Subditis nostris faciamus iustitiæ complementum.

Data apud Westmonasterium, 28. die Maii.

XXXV.

15. Juin. *Litteræ LUDOVICI X. Regis Franciæ ad Status Aquitanie super complemento Pacum cum EDWARDO Rege Angliæ, datæ Parisiis 15. Junii. 1315.* [RYMER, Fœdera, Conventions, Litteræ, &c. Tom. III. pag. 521.]

LUDOVICUS, Dei gratiâ, Franciæ & Navarræ Rex, dilectis & fidelibus nostris, ad partes Ducatus Aquitanie a nobis ad infra scripta, quantum ad nos attinet, in proximo destinandis, salutem & dilectionem.

Requeſtis ex parte carissimi Fratris & fidelis nostri, Edwardi Regis Angliæ Illustris & Ducis Aquitanie, nobis per ipsius Gentes oblati, diligenter attentis, vos volumus non latere, quod nos intelligimus, volumus & affectamus etiam, sicut ipsum carissimum Fratrem nostrum affectare præcimus, ut, Deo propitio, totius future dissensionis materia inter nos invicem, & hinc inde successores, præcludatur omnino, quod Pacis & Pacum conventiones per prædecessores nostros & suos, formis & modis, quibus factæ & initæ plenius extiterunt, iuste & legitime compleantur ex utraque parte, ac perpetuo indissolubili vinculo teneantur.

Quodque, si aliquod ex alterutra partium factum fuerit in contrarium, vel reſter complendum, declaratur & fiat super hoc quod ratio suadebit, per vos & alios, ex parte dicti Fratris nostri super hoc similiter deputandos; servata prædictarum Pacum forma & commissio-nium, per nos & ipsum Fratrem nostrum super hoc faciendum.

Itaque si per Curiam nostram, aut Commissarios nostros, Ballivos, Officiales, & Ministros alios nostros, vel ipsius Fratris nostri, aliqua contra Pacum hujusmodi formas fuerint facta, cum ea declarari contigerit, per vos & ad hæc per dictum Fratrem nostrum deputandos, debite corrigantur & ad statum debitum revocentur. Volumus etiam, quod omnes processus, facti per dilectos & fideles nostros, Ambianen. & Macloviën. Episcopos & eorum Collegas, super suppressis, super quibuscumque, maneant, usque ad nostrum Parlamentum proximum in suspensio; Mandantes vobis quatenus dictas Paces, & quæ ex earum tenore dependunt, & possunt comprehendere aliquatenus ex eisdem, servari similiter faciatis, secundum ipsarum formas, & prout per vos & alios a dicto Fratre nostro deputandos, contingerit declarari & etiam concordari.

Data. Parisiis 15. die Junii Anno Domini 1315.

XXXVI.

15. Juin. *Litteræ LUDOVICI X. Regis Franciæ Declaratorie quoad Adherentes & Gardiatores in Ducatu Aquitanie. Datæ Parisiis d. 15. Junii Anno 1315.* [RYMER, Fœdera, Conventions, Litteræ, &c. Tom. III. pag. 521.]

LUDOVICUS, Dei gratiâ Franciæ & Navarræ Rex, Thomæ Petragericensi, Caturcensi & Xanthoniensi Senescallo, cæterisque iusticiariis & Ministris nostris quibuscumque, ad quos presentes Litteræ pervenerint, Salutem.

Obiatis nobis ex parte carissimi & fidelis Fratris nostri Edwardi Regis Angliæ & Ducis Aquitanie, per ipsius Gentes, pluribus requeſtis, eis cum deliberatione Concilii nostri diligenter inspectis, vos non latere volumus, nos (qui Ducatum ipsum in statu bono & pacifico permanere putò desideramus affectu, & libenter intendimus ad hæc interponere curam nostram) ea, quæ secuntur, prout iuste posuimus, concessisse, videlicet,

Quod appellantes ad nos à Curia dicti Ducis non habent adherentes, præterquam uxorem, familiam propriam & continuum, ac illos ad quos causa de sui natura pertinebit, seu quorum intererit; qui se poterunt, si eis placuerit, adherere.

ITEM, Nolumus, nec intentionis nostræ existit, quod in dicto Ducatu in illis partibus, in quibus Dux ipse merum & mixtum habet Imperium, ex nunc aliquæ salva gardiæ de novo alicui concedantur, nisi ex iusta & evidenti causa, ad occurrendum periculis; ymo aliter concessæ debite revocentur: Quodque, si salva gardiæ alicui ex iusta & evidenti causa de novo, ut dictum est, concessa fuerit, aut concedi contingat, Jurisdic-tio ordinaria dicti Ducis propter hoc non impediatur in aliquo, nisi de eadem jurisdic-tione controversia moveretur; salvis antiquis gardiis, locis, & personis Ecclesiasticis seu Religiosis concessis, in quibus per hoc aliquid non intendimus immutare.

ITEM, Intentionis nostræ non existit, nec volumus, quod Gardiatores (cum dari eos contingerit alicui appellanti, vel eidem adherenti, in casibus & formis prædictis) Jurisdic-tionem dicti Ducis, ratione gardiæ hujusmodi aliquatenus impediatur, vel aliquid explectum iustitiæ faciant, nec quantum ad Officium eorum gardiæ spectet.

ITEM, Quod præfatio Duci suisque Officialibus & Ministris pro ipso, liceat, ipsique possint, absque impedimento, levare commune apud Bordiliam, & in locis aliis, prout ante guerram consueverant, & per dictum Genitorem nostrum alias extitit per Litteras ejusdem concessum, non obstante appellatione quacunque; locis illis exceptis, de quibus lis pendet in Curia inter partes.

ITEM, Quod si servientes Gardiatores, Commissarii & alii Officiales sui Ministris nostri Residentiam & mansionem continuam in dicto Ducatu habuerint, seu fecerint vel contraxerint aut contractus receperint vel forefecerint contra ordinationes, factas per dictum Dominum Genitorem nostrum, ordinationes prædictæ, super hoc factæ, serventur firmiter; & si aliquod contra eas in hac parte factum fuerit, ad statum debitum reducat.

Mandantes vobis & vestrum singulis, quatenus præmissa & singula teneatis, observetis & teneri ac observari debite & firmiter faciatis.

Data. Parisiis 15. Junii anno Domini 1315.

XXXVII.

Arrêt donné par le Roi LOUIS X. surnommé Hutin, Roi de France, contre ROBERT Comte de Flandre, pour les choses faites par ledit ROBERT contre le Roi & sa justice. Au mois de Juin, 1315. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 73.]

Atous ceux qui ces presentes Lettres verront ou orront R. Archevesque de Rheims, G. Evesque de Langres, G. Evesque de Laon, J. Evesque de Beauvais, Karles Cuens de Vallois & d'Anjou, & Mahault Comtesse d'Artois Pairs de France Salut. Scachent tuit, que de par le Roy nostre Seigneur fut semons li Comte de Flandres en la forme & en la maniere qu'il est pleinement contenu ez Lettres de la dicte semonce, desquelles la teneur s'ensuit.

§. 2. Loys par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Scachent tuit, que nous l'an de grace mil trois cents quatorze le samedi après les Brandons quinziesme jour du mois de Fevrier en nostre Palais à Paris adjournasmes & fismes adjourner publiquement, & par cry solemnel, Robert Comte de Flandres pour venir en nostre Cour à Paris au vingtiesme jour du mois de May prochainement venant, c'est à sçavoir le mardy après le huitiesme de la feste Saint Nicolas en este, pour estre à droit devant nous & pardevant nos Pairs & nostre Conseil, sur les defauts, les rebellions & les desobeissances, qu'il a faictes contre les Paix dernièrement faictes entre nostre très cher Seigneur & Pere Philippe de bonne memoire jadis Roy de France d'une part, & ledit Comte de Flandres d'autre part, & contre l'accomplissement de ces Paix, en la forme & en la maniere, qu'il est cy dessous contenu. Oez, Oez de par nostre Seigneur le Roy Padjournement du Comte de Flandres. Notoire chose est, & chacun scait la Paix de Flandres, qui fut faicte entre nostre dict très cher

Seigneur

ANNO 1315. Seigneur & Pere d'une part, & ROBERT, qui ores est Comte de Flandres, ses freres, les nobles & autres gens de Flandres d'autre part: en laquelle Paix, Gerard Sire de Luch, Hurars Sires de Sothenquien & Gerard Sire d'Estournay & Hurars le Mors Chevaliers, qui furent nommés & eussent à ce faire ou nom d'eux & de Robert de Flandres, adonc aîné fils de Guy jadis Comte de Flandres, lequel Robert est ores Cuens de Flandres, & ou nom de Guillaume, Guy & Philippes de Flandres, Chevaliers ses autres freres, & pour eux & ou nom des Gentilshommes des bonnes villes & des gens de Flandres & pour eux; firent plusieurs offres pour à paix & accord venir, sur les discords, contents & contrarietez & mesfaits faictz là en arriere envers nostre dict Scigneur & Pere par les devant dictz de Flandres; lesquelles offres & toute ladicte Paix ont esté approuvées, louées, grées par ledict Robert, les communes, les bonnes villes & les autres gens de Flandres toutes, & les ont promis accomplir & garder & tenir & tous les articles; sur peine d'excommunication & des interdits ja jettez sur eux & chacun ex terres & ex villes de ceux, qui ladicte Paix ne tiendront, ou qui vendroient encontre en aucune maniere, & sur peine de forfaiture de corps & de biens & d'autres plusieurs, ainsi comme plus pleinement est contenu ez Lettres sur ce faictes.

§. 3. Entre les autres choses offertes & contenues en la dicte Paix est contenu d'abatre & d'offrir par les devant dictz Robert Comte de Flandres, ses freres, les nobles, les bonnes villes & les gens de Flandres, Communauté & autres gens, toutes les fortresses de Bruges, de Gand, & d'apre à perpetuité sans jamais remettre ne faire. Sommé & admonesté ledit Cuens en a esté & li autres de Flandres, & tout fait il, que ludit Cuens l'aît plusieurs fois promis par parole, toutes fois rien n'en a esté fait. Item comme, entre les autres choses offertes contenues en ladicte Paix soit contenu, que li Seigneurs, li Nobles, les bonnes villes & les gens de Flandres devoient faire seutez & obligations les plus grands & meilleurs, que le Roy nostre chier Sire & Pere & ses conſaux regarderoient; comment ils ne pouissent jamais venir ne estre contre ly ne faire contré l'obeissance de ly; ne de ses Successeurs Roys de France: & pour celle Paix tenir, garder & accomplir se feussent & soient obligez aucuns grands personnes nobles & puissans, & eussent donné li dit Cuens de Flandres pleges qui pour ly & pour ceux de Flandres à ce sont obligés, & eussent ludit Cuens de Flandres, le Duc de Brabant, qui lors estoit, li frere & li fils doudict Comte de Flandres, & li dis Procureurs de plusieurs bonnes villes de Flandres supplié audit nostre chier Seigneur & Pere, que li lor voulsist declarer aucune certaine maniere de ces seutez, que ils devoient encores donner; Li dit nostre chier Sire & Pere en telle maniere toutes voyes que pour declaration, que il lor fist, il n'entendait ne voulait renoncer ne aller à l'encontre a nulles des seutez, qui données estoient, ne a chose, qui fut contenue en ladicte Paix; pour lor travail eschiver, lor declara & seneſia les seutez, que lor entendoit à demander, entre lesquelles choses declarées & seneſies est contenue, que pour plus grande seute de celle Paix; tuit & chacun Bailiff, Prevost, Chancelier, Conseiller & fust autre Official & Ministre, qui estoient, ou seroient ou service doudict Comte de Flandres ou de ses Successeurs, fussent de Flandres ou d'ailleurs, seroient tenus à jurer sur les Saints Evangiles, que ils en bonne foy garderoient ladicte Paix & ledict accord, & à ce que complies, tenues & gardées fussent, mettroient toute la force, l'ayde & le conseil, qu'ils pourroient; Laquelle chose n'a mie esté faicte, ains en a esté du tout desfaillant ledit Comte.

§. 4. Item comme entre les autres choses offertes & contenues en ladicte Paix soit contenue, que ludit Cuens de Flandre, Guillaume, Guy & ses autres freres, li nobles & les autres gens de Flandres & leurs Successeurs promettoient & juroient sur Saints Evangiles estre feals, loyals & obeissans à perpetuité audit nostre Seigneur & Pere & à ses Successeurs Roys de France; & que ils ne lors Successeurs, ne aucuns de eux ne s'allieroiert aux ennemis doudict nostre Seigneur & Pere & ses Successeurs Roys de France; ne recepteroient, ne ayderoient ne conforteroient lor ennemis & ne seroient guerre audit nostre tres chier Seigneur & Pere, ne à ses Successeurs par eux ne par autre; & ceux qui le contraire seroient, ludit Cuens de Flandres & ses Successeurs seroient tenus de contraindre, justicier & punir à lor pooir loyalement & en bonne foy & sans fraude celi ou ceux, qui le contraire feroient. Et se il advenoit, que li dit Cuens de Flandres ou ses Successeurs Comtes de Flandres fussent desfaillz audit nostre chier

Seigneur & Pere ou ses Successeurs Roys de France; ANNO 1315. ou desobeissans de droict prendre en sa Cour, ou que ilz s'alliasſent ez ennemis de nostre chier Seigneur & Pere ou à autres; sans le excepter de leur alliance, ou receptassent, aydassent & confortassent aucuns des ennemis nostre chier Seigneur & Pere, ou fissent guerre à li ou à ses Successeurs en quelque maniere que ce fust; Ou se il advenoit, que il ou ses Successeurs fussent desobeissans ou li nobles ou autres gens de Flandres & à nostre chier Seigneur & Pere, & nostre dict chier Seigneur & Pere voulsist la desobeissance ou mesfait adresser en justifiant son feal & son fief, se le Cuens de Flandres ou ses Successeurs contessoient, ou empeschoient par eux ou par autre à nostre chier Seigneur & Pere ou à ses Successeurs, que il ou ses Successeurs ne les poissent paisiblement justicier sans force; ou se il advenoit, que aucun des freres ou des hommes audit Comte de Flandres fissent les choses dessusdictes ou aucunes d'icelles, ou ne voulsissent enteriner, garder ne accomplir fermement & loyalement ladicte Paix; & ledict Cuens de Flandres ou ses Successeurs ne li contraindissent, justiciassent, & punissent à lor pooir loyalement en bonne foy & sans fraude, ludit Cuens & ses Successeurs foreroient toutes leurs terres & tous leurs biens, quelque part que ils fussent & seroient tenus des lors pour forfaitz & por forligniez & acquis envers nostre dict Seigneur & Pere, & ses Successeurs Roys de France, sans ce que li dit Cuens de Flandres ou ses Successeurs y pussent jamais rien de droict, par quelque cause que ce fut, reclamer & demander. Et ces choses dessus dictes ait promis & juré ludit Cuens de Flandres de tenir garder & accomplir sur les forfaitures dessusdictes & autres peines contenues ez Lettres de ladicte Paix, ne l'a fait mie: Aincois comme Loys de Flandres ses aîné filz pous ses mesfaictz a declarer en lieu & en temps, fust banny, fustif & furnigé dou Royaume de France en desobeissance & en rebellion de nostre chier Seigneur, & ennemis de li & de son Royaume; li dit Cuens de Flandres sachant & advise de cela a depuis receu & recepre, & souffert à recevoir & recepter en sa terre & en la jurisdiction ou Royaume de France ou dehors, & li a administré & souffert & fait administrer deniers pour sa rebellion & desobeissance maintenant, & pour ses foujetz dou Royaume de France & dehors, que ils en cette rebellion & en cette desobeissance l'accompagnaſſent & li donnaſſent forche, ayde & pooir; jacoit ce qu'il ce poist avoir defendu, & le poist avoir fait & deust selon la forme de ladicte Paix.

§. 5. Item ludit Cuens contre la forme de ladicte Paix, tout feust il en la foy & en l'hommage dou Roy nostre chier Seigneur & Pere, s'est mis en nostre rebellion & desobeissance, & s'est ** & a force d'armes adjoinct avec luy ledict Loys son filz est entré & a feux boutez & occisions faictes en la terre de nostre chier Seigneur & Pere en sa propre ville de l'Isle, laquelle avec autres choses il avoit baillée audit nostre chier Seigneur & Pere en acquittant de dix mil livres de rente, que ludit nostre chier Sire & Pere devoit avoir des Flamands par ladicte Paix, ludit Cuens a host & par force de gens d'armes assit & y tint enclos le Comte d'Evreux nostre chier Oncle adonc frere de nostre chier Seigneur & Pere, le Connestable, le Mareschal de France & autres Grandz & plusieurs personnes, qui là estoient pour nostre Seigneur le Roy, & pour ces choses faire amena avec luy ledict Loys son filz. Item ludit Cuens de Flandres contre la forme de ladicte Paix & traité fait pour de allier à ly le Comte de Haynault & Jean de Haynault son Frere contre ledict nostre chier Seigneur & Pere, & pour ly faire guerre en venant contre la forme de ladicte Paix. Item ludit Cuens de Flandres par la force de son host & de ses gens d'armes a soutenu audit Royaume de France ledict Loys son filz fugitif & fornigé doudict Royaume, desobeissant, rebelle, ennemy de nostre dict Seigneur & Pere & dou Royaume, & a empesché par la force de son host & de ses gens d'armes, comment les gens de nostre chier Seigneur & Pere, que pour ce & pour la defense de la terre estoient en ces parties devers Flandres, ne la pouissent avoir pour amener à obeissance & à droict en venant contre la Paix & contre ses promesses, que il feist & jura à Arras.

§. 6. Or ilz verſe, que apres toutes ces choses les gens de nostre chier Seigneur devant dict, qui en ces parties dedans Flandres estoient pour ly pour garder le droict, la terre & l'honneur doudict nostre Seigneur & Pere, & pour avoir & amener ledict Loys à obeissance & à droict, si la force doudict Comte & son filz eust contesté, eurent traité audit Comte & son filz de Paix & d'accord, qui se poist faire envers nostre dict Seigneur & Pere devant dict; par lequel traité li-

ANNO
1315.

dict Loys fils aîné dudit Comte de Flandres deussit ratifier & approuver le bail, le transport & l'affiette, que li Cuens ses Pere avoit fait au Roy nostre chier Seigneur & Pere de l'Isle, de Douay & de Bethune pour cause de dix mil livres de rente, en quoy li Cuens estoit tenu au Roy nostre chier Seigneur & Pere, & par la Paix est dict, & par ledit traité sans ce qu'on se departist de rien de la substance de celle Paix: Et non contestant ce traité ledit Cuens de Flandres & tient occupé le Chastel de Helehem, qui est propre heritage de l'Evesque de Tournay, assis au Royaume de France en l'especial garde & en ressort dou Roy de France, & a y mis & tient gens d'armes, qui par leur force ledit Chastel ont tenu & encores tiennent contre la volonté de l'Evesque de Tournay; à qui lis droïts & les propriétés doudit chastel appartiennent pour raison de la dicte Eglise de Tournay; & la volonté de nostre dit Seigneur & Pere & la nostre, & en venant contre la dicte Paix, & plusieurs autres justes causes li chastiaux dis avec autres choses fust en la main de nostre chier Seigneur & Pere; Ledit Cuens apres le traité devant dict & les gens dou pays, luy frachant, consentant & non contredissant, comme il le devoit & pooit faire ou ses gens l'idit chastel de Courtray garderent si efrains & prés tenu, que lis ne pooient avoir lors necessitez de vivre; en venant notablement contre la forme de la dicte Paix.

§. 7. Item les payemens des deniers, qui estoient deus audit nostre Seigneur & Pere par la dicte Paix, qui devoient estre faitz par la forme de dicte Paix à nostre dit Seigneur & Pere ou à son commandement & a certains termes, qui ja sont passez, auxquels payemens faire & contraindre les debiteurs, l'idit Cuens est tenu & obligé par son serment & autres peines contenues en la dite Paix, n'ont mie esté faitz; aincois ce que l'idit Cuens en ait esté semons & admonesté par plusieurs fois, & tout ce, que li Roy nostre chier Sire & Pere a li & au pays de Flandres à la requeste air depuis fait plusieurs graces en telle maniere toutes voyes, que ex autres cas que ces graces ils accomplissent la Paix entiere, & se lis ne le faisoient, que les graces fussent de nulle valeur; il, ne le pays ne l'ont mie accomplie, aincois en ont esté defaillans; Et en autres plusieurs manieres & causes à declarer en lieu & en temps, a defailliz, desobey, mespris & forfait li dit Cuens de Flandres en lesion de nostre Royale Majesté contre ladicte Paix, & est encheu en peines de forfaitures & d'autres qui en ladicte Paix sont contenues.

§. 8. Pour lesquelles choses & pour chacune desquelles nous regardans & considerans que les choses dessusdictes sont en grand peril de la Paix & droict commun & profit de nostre Royaume; ou bonnement ne les pouvons mie souffrir ne dissimuler, comme elles sont notoirs & manifestes, si que elles ne peuvent estre celées; par lesquelles & pour chacune d'icelles pour le fait seulement l'idit Cuens est & doit estre tenu pour forfait & encheu ex peines de forfaitures & sentences de perjure & autres, que en ladicte Paix sont contenues: Voulons selon la forme de ladicte Paix ledit Comte mener par voye deile & selon droict & raison, & adjournons & faisons adjourner par ce cry publiquement & solemnellement fait en nostre Palais à Paris au vintiesme du mois de May prochainement venant, c'est à sçavoir au mardy après les octaves de la feste de Saint Nicolas d'esté, le Roy nostre Sire & nous Pairs dessusdicts, la dicte Cour garnie selon la forme de la dicte Paix, & autres plusieurs bonnes gens presens ou Palais le Roy à Paris, l'idit Cuens de Flandres ne vint pas en personne & le Procureur le Roy requit, que li fust mis en default, & que pour le default les desobeissances & les mesfaitz & les rebellions contenues ex Lettres de ladicte semonce cy dessus escripte, & autres plusieurs, que l'idit Cuens de Flandres avoit fait notablement contre la forme de ladicte Paix, de laquelle mention est faite ex Lettres dessus escriptes, par lesquelles li estoit encheu ex peines des excommunications, des entreditz & des forfaitures de ses biens, nous jugifions & declarifions, que lesdictes sentences devoient & pouient estre publies & les forfaitures, comme encourrés, mises à execution. Lors comparant se presenta li Abbez de Selebecque comme Procureur pour excuser l'idit Comte, & plusieurs raisons proposa à l'execution d'iceluy, le Procureur le Roy proposant & disant au contraire plusieurs raisons à la fin, que li ne fust mie suffisamment excusé ne éloigné, mais devoit estre mis en default, & la requeste dudit Procureur li devoit estre faite; & la parfin le dimanche prochain ensuivant après ledit mardy, attendu de jour en jour pour avoir entre deux deliberation, traité & avis entre nous, Cour garnie si comme dict est, sur les choses proposées d'une part & d'autre; eue pleine deliberation entre nous dessusdictz Cour garnie; les adjournemens dessusdicts, ce ouy & veu, lequel estoit suffisant selon la forme de ladicte Paix, si comme dessus est dict, parce que l'idit Cuens n'estoit suffisamment excusé ne éloigné; le Roy requerant à nous que nous fissions jugement & droict, & que li fust rendu de par nous Pairs & en nostre nom, jugé l'idit Cuens de par nous les Pairs dessusdicts & en nostre nom pour defaillant & fut mis en default. Et tantost apres le Procureur du Roy en la presence de la Cour garnie selon la forme de la Paix, si comme dessus est dict, requist publiquement, que depuis que li Cuens avoit fait li default devant dit, que nous jugifions & declarifions, que pour ce default & pour les mesfaitz & desobeissances dudit

§. 9. Item: A tres hault, tres puissant & tres excellent Prince & redoubté Seigneur Louis par la grace de

ANNO
1315.
Dieu Roy de France & de Navarre, Jacques de Jasseignes ses tres humbles & devots Clercs ly soit tout recommandé à la grace. Tres chers & tres puissans Sires. Je fais sçavoir à vostre Hautesse, que l'an de grace mil trois cens quatorze le samedy, après les Brandoles le quinziesme jour de Febvrier, l'adjournement & toutes les autres choses contenues en vos Lettres, esquelles cette presente rescription est annexée, par cry publicquement fait en vostre Palais à Paris, fis sçavoir & notifier solemnellement & publiquement selon la forme de vos dictes Lettres, Et ce vous certifie par cette rescription sceellée de mon scel. Donnée & fait l'an & jour dessusdicts.

§. 10. Auquel terme de la dicte semonce, Nous li Pairs dessusdicts à la requeste & mandement dou Roy venismes en la Cour à Paris & seimes & tenismes cour avec douze autres personnes, Prelatz & autres grandz & haultz hommes, c'est à sçavoir, Reverend Pere l'Archevesque de Rouen, les Evesques de Saint Brioc & de Saint Malo, Monsieur Philippe fils du Roy de France Comte de Evreux, Monsieur ** K. * * Karl de Chastel Comte de la Marche, Monsieur Guy Comte de Saint Paul, Monsieur Gaucher de Chastillon Comte de Porcien, Monsieur Louys aîné fils du Comte de Clermont Seigneur de Bourbonnois, Monsieur J. de Clermont Seigneur de Charolois, Monsieur B. Seigneur de Mareuil, Monsieur Mille Seigneur de Noyers, oïeuz & mis à ce faire de par le Roy nostre Sire avec nous, comme Cour garnie de nous, d'eux & d'autres plusieurs sages gens, & fut dict de par le Roy devant nous, que bonnement ne pooit avoir plus de Pairs. Li Duc de Guyenne, qui Poir est, c'est à sçavoir li Roy d'Angleterre, qui avoit esté requis & mandé pour y estre avec nous, s'excusa par ses messagers solemnellement, pour sa guerre, que li avoit à Ecosse. Li Duc de Bretagne, qui Pair est, y fut une journée tant seulement, & après print congé, & s'excusa por certaine besongne, que li avoit, comme il disoit. Li Duc de Bourgogne Successeur du Duc de Bourgogne, qui mort est, y fut une journée, & après s'excusa por certaine besongne, qu'il avoit, comme il disoit, & s'en departist. Li Evesques de Noyon, qui Pair est, estoit mort de nouvel. Li Evesques de Chaulons, qui Pair est, estoit pour certaines causes detenu en prison. Pourquoy le Roy nostre Sire ne peut bonnement avoir audit terme plus de Pairs.

§. 11. A laquelle journée dou vingtiesme jour du mois de May, c'est à sçavoir le Mardy après les octaves de la feste Saint Nicolas d'esté, le Roy nostre Sire & nous Pairs dessusdicts, la dicte Cour garnie selon la forme de la dicte Paix, & autres plusieurs bonnes gens presens ou Palais le Roy à Paris, l'idit Cuens de Flandres ne vint pas en personne & le Procureur le Roy requit, que li fust mis en default, & que pour le default les desobeissances & les mesfaitz & les rebellions contenues ex Lettres de ladicte semonce cy dessus escripte, & autres plusieurs, que l'idit Cuens de Flandres avoit fait notablement contre la forme de ladicte Paix, de laquelle mention est faite ex Lettres dessus escriptes, par lesquelles li estoit encheu ex peines des excommunications, des entreditz & des forfaitures de ses biens, nous jugifions & declarifions, que lesdictes sentences devoient & pouient estre publies & les forfaitures, comme encourrés, mises à execution. Lors comparant se presenta li Abbez de Selebecque comme Procureur pour excuser l'idit Comte, & plusieurs raisons proposa à l'execution d'iceluy, le Procureur le Roy proposant & disant au contraire plusieurs raisons à la fin, que li ne fust mie suffisamment excusé ne éloigné, mais devoit estre mis en default, & la requeste dudit Procureur li devoit estre faite; & la parfin le dimanche prochain ensuivant après ledit mardy, attendu de jour en jour pour avoir entre deux deliberation, traité & avis entre nous, Cour garnie si comme dict est, sur les choses proposées d'une part & d'autre; eue pleine deliberation entre nous dessusdictz Cour garnie; les adjournemens dessusdicts, ce ouy & veu, lequel estoit suffisant selon la forme de ladicte Paix, si comme dessus est dict, parce que l'idit Cuens n'estoit suffisamment excusé ne éloigné; le Roy requerant à nous que nous fissions jugement & droict, & que li fust rendu de par nous Pairs & en nostre nom, jugé l'idit Cuens de par nous les Pairs dessusdicts & en nostre nom pour defaillant & fut mis en default. Et tantost apres le Procureur du Roy en la presence de la Cour garnie selon la forme de la Paix, si comme dessus est dict, requist publiquement, que depuis que li Cuens avoit fait li default devant dit, que nous jugifions & declarifions, que pour ce default & pour les mesfaitz & desobeissances dudit

ANNO dudit Comte faictes contre la dicte Paix, lesquels mes-
 315. faictz & desobeissances estoient si notoires, que ilz ne
 pouoient estre celez, & sus eux comme sus notoires il
 estoit & avoit nommement & spécialement adjourné,
 lesdictes sentences peussent & deussent estre publiées &
 les forsaictures comme encouruës mises en execution.

§. 12. Laquelle requête ouïe, nous Pairs de France
 deffusdictz, la Cour garnie, si comme dessus est dict,
 considerans & regardans, que la besongne estoit grave,
 & entre grandes personnes, pour avoir meilleur & plus
 grand deliberation, attendismes jusques au Lundy en-
 suivant; auquel jour dudit Lundy, pour ce que nous
 pensions encore avoir plus pleine deliberation & plus
 plein & meilleur advis de cette besongne, encore atten-
 dismes, & mîmes la dicte journée du dict Lundy en
 tel point & en tel estat comme elle estoit, jusques au
 Mercredi devant la nativité Saint Jean Baptiste. Au-
 quel jour du Mercredi li dit Procureur du Roy en pre-
 sence de nous Pairs de France & de la Cour garnie, si
 comme dessus est dict, recorda & refit sa requête en la
 maniere deffusdicté. Et pour avoir meilleur advis &
 plus grande deliberation sur la besongne, qui grande
 estoit, Nous Pairs de France deffus dictz & la Cour
 garnie pleinement selon la forme de la Paix, attendis-
 mes & mîmes cette journée en tel point & en tel estat
 qu'elle estoit, jusques au samedy après ensuivant, c'est
 à sçavoir le samedy apres la nativité de Saint Jean
 Baptiste. Auquel jour li dit Procureur recorda & fit de
 rechief sa requête deffusdicté au nom du Roy nostre
 Sire & pour li pardevant nous; & li Roy nostre Sire
 nous requist, si Cour garnie selon la forme de la dicte
 Paix, si comme dessus est dict, que nous fissiens & ac-
 cordissiens jugement & droit sur les requestes du dict
 Procureur. Nous veies & leies pardevant nous en la
 presence du Roy nostre Sire les Lettres, qui furent
 faictes de la Paix deffusdicté, & autres Lettres & es-
 criptz plusieurs, qui faisoient à la besongne, pour plus
 à plein voir & considerer tout ce que mestier estoit en
 la dicte besongne, attendismes encore & mîmes la jour-
 née du dict samedy jusques à Lundy apres ensuivant;
 c'est à sçavoir le lendemain de la feste Saint Pierre &
 Saint Paul, auquel jour en la presence du Roy nostre
 Sire, de nous Pairs de France, de la Cour garnie selon
 la forme de la dicte Paix, si comme dessus est dict, ou
 Palais le Roy, à Paris furent accordéz par bouche en
 commun devant tout le peuple publiquement le default,
 les desobeissances, mesfaictz & rebellions, que ludit
 Cuens avoit faictz ** de la Paix garder contre ladicte
 Paix, si comme ils sont contenus en la semonce deffus
 escripte, & aucuns autres actes, li queux estoient te-
 nus notoires, si qu'ils ne pouoient estre celez par nulle
 maniere; & sur lesquels il estoit & avoit esté selon la
 forme de ladicte Paix nommément & expressement ad-
 journé comme sus faictz notoires. Et encorres avec ce
 furent la propolés & dictes plusieurs autres choses contre
 ledit Comte, qui touchoient à la besongne deffus-
 dicté par le Procureur nostre Sire le Roy deffusdict. Et
 furent apportées & leies en commun au Palais deffus-
 dict les Lettres, qui furent faictes sur la dicte Paix, ap-
 prouvées & confirmées doudit Comte de Flandres, de
 ses freres, & de ses enfans, & des Procureurs de plu-
 sieurs villes & lieux de Flandres, & scellées de leurs
 sceaux, & furent montrées en commun les Lettres des
 sentences d'excommuniemens & interditz jettez contre
 la terre, les gens, le pays & le Comte de Flandres
 à lor requête tant de nostre Saint Pere le Pape, com-
 me de lor Ordinaire. A la parin toutes choses, qui à
 ladicte besongne appartenoient, veies diligemment &
 considerées, & eue sur tout deliberation & advis entre
 nous, Cour garnie selon la forme de ladicte Paix, si
 comme dessus est dict, le Procureur de Roy requerant
 à grande instance, que sur sa requête, que plusieurs
 fois avoit faicté & recordée, li fissiens & rendissiens
 droitz; le Roy nostre Sire nous requist encor, que
 nous Pairs & Cour garnie, comme dessus est dict, fis-
 siens & rendissiens droit sur les choses deffus dictes, &
 que le jugement & le droit, que nous feriens, fust
 rendu de par nous Pairs deffus dictz & en nostre nom.

§. 13. Et comme nous ne deussions plus attendre
 par raison, d'un commun accord de nous Pairs de
 France deffus dictz & de la Cour garnie selon la forme
 de la dicte Paix, & des douze personnes deffusdictes;
 c'est à sçavoir l'Archevesque de Rouen, L'Evesque
 de Saint Brioe, L'Evesque de Saint Malo, Mon-
 sieur Philippes filz du Roy de France, Comte de Poi-
 ctiers, Monsieur le filz du Roy de France Comte d'E-
 vreux, Monsieur K. filz du Roy de France Comte de
 la Marche, Monsieur Guy Comte de Saint Paul,
 Monsieur Gaucher de Chastillon, Connestable de

France, Monsieur Louys aîné filz du Comte de Cler-
 mont Seigneur de Charolois, Monsieur Berauld Sei-
 gneur de Mareuil, Monsieur Mille Seigneur de Noyers.
 Qui tuit en ce faict nous accordasmes de commun
 consentement de tous & une sentence, & jugé fut de
 par nous Pairs deffusdictz, & en nostre nom par la
 bouche de Pierre de Dicy, à qui nous le commismes
 & commandasmes expressement & spécialement, dict
 & prononcé: que pour le default de deffus, & pour
 les mesfaictz, desobeissances & rebellions, que ludit
 Cuens avoit faict contre la forme de la dicte Paix en
 plusieurs manieres, sur les queux & par les queux
 comme notoires & manifestes; il avoit esté nomm-
 ment & spécialement semons & adjourné selon la for-
 me de ladicte Paix, si comme dessus est dict, lesquels
 mesfaictz, desobeissances & rebellions nous tenons
 pour notoires; lesdictes sentences pouoient & devoient es-
 tre publiées contre ledit Comte, & lesdictes forsaic-
 tures comme encouruës, mises à execution sur tous
 les biens d'iceluy Comte. En tesmoing desquelles cho-
 ses nous Pairs deffusdictz avons mis nos sceaux à ces
 presentes Lettres avec les sceaux desdits Archevesque
 de Rouen, Evesque de Saint Brioe, Evesque de Saint
 Malo, Monsieur Philippes Comte de Poictiers, Mon-
 sieur Loys Comte d'Evreux, Monsieur K. Comte de
 la Marche, Monsieur Guy Comte de Saint Paul,
 Monsieur G. de Chastillon Comte de Porcien, Mon-
 sieur Louys de Clermont, Monsieur B. de Marveil;
 Monsieur Mille de Noyers, eueus, mis & establis de
 par nostre Seigneur le Roy de France selon la forme
 de ladicte Paix, si comme dessus est dict, avec nous
 ez choses deffusdictes. Et nous Li Archevesque de
 Rouen, Li Evesque de Saint Brioe, Li Evesque de
 Saint Malo, Philippes Comte de Poictiers, L. Com-
 te d'Evreux, K. Comte de la Marche, G. Comte de
 Saint Paul, G. de Chastillon, L. de Clermont, J. de
 Clermont, B. de Marveil, M. de Noyers. Qui à ces
 presentes choses deffus dictes fusmes mis & establis de
 par nostre Seigneur le Roy deffus dict, & que nous ac-
 cordasmes audit jugement d'un commun accord & as-
 sent. En tesmoing des choses deffus dictes avons faict
 mettre nos sceaux à ces presentes Lettres avec les sceaux
 des dictz Pairs de France. Données de devant dict lun-
 dy devant la feste Saint Pierre & Saint Paul, l'an de
 grace mil trois cens quinze, sellées de dix sceaux de
 cire rouge.

XXXVIII.

Littere Lubovici X. Regis Francie de hiis que 26. Jun.
*complenda supersunt secundum Pacem inter Anglie
 & Francie Reges utrinque complendis. Data Pa-
 risiis d. 26. Junii Anno 1315. [R Y M E R,
 Foedera, Conventiones, Litteræ &c. Tom.
 III. pag. 522.]*

LUDOVICUS Dei gratiâ Franciæ & Navarræ Rex,
 dilectis & fidelibus suis Episcopo Macloviensi &
 J. Comiti Forelli, æt Magistris Guidoni de Paricon
 & G. de Husto, Clericis nostris, Salutem & dilectio-
 nem.

Cum Gentes illustris Edwardi Regis Angliæ, Ducis
 Aquitanie, Karissimi Fratris & fidelis nostri, nos re-
 quisiverint, quod

Cum per formas Pacum, inter inclitæ recordationis,
 Dominum Philippum, carissimum Genitorem nostrum
 ex una parte, & claræ memoriæ Edwardum, quondam
 Regem Angliæ illustrem, Genitorem suum, ex altera,
 pro ipsis & eorum heredibus factarum, omnes ordina-
 tiones & paces inter Genitores nostros & Antecessores
 suos prius factæ, firmæ & stabiles debeant permanere,
 Nos ea, quæ ex parte dicti Genitoris nostri & nostræ
 complenda restant de dictis Pacibus, sibi & suis Subditis
 faciemus compleri.

Et Gentes nostræ nobis dederint intelligi, quod ea
 quæ nos per Paces & ordinationes prædictas facere &
 complere debeamus, totaliter sunt ex parte nostra com-
 pleta, vel si aliqua restant, pauca tamen complenda su-
 persint; dederintque nobis intelligi dictas gentes nostræ
 quod de hiis, quæ dictus Rex Angliæ nobis & Subditis
 nostris per Paces prædictas facere & complere debeantur,
 multa restant adhuc complenda.

Vobis, de quorum fidelitate & industria plene confi-
 dimus, seu tribus aut duobus vestrum qui presentes
 fueritis, ita tamen, quod vos, Episcopus & Comes,
 vel alter vestrum, cum aliis, vel eorum altero interitis,
 petendi & recipiendi nomine nostro pro nobis & Subditis
 nostris

nostris ab Egregio Principe Edwardo Rege Angliæ, Ducis Aquitanie, carissimo Fratre & fidele nostro, Hæredes & successeur dicti Edwardi Genitoris sui, vel ab illis, quos idem Rex Frater noster carissimus ad hoc deputaverit vel duxerit deputandos, complementum vel perfectionem dictarum Ordinationum & Pacum, & omnia & singula, quæ per ipsum Regem, ratione earum, nobis & Subditis nostris faciendæ & complenda restant; & quæ ad nos & Subditos nostros per dictas Ordinationes & Paces, debent, vel possent quomodolibet pertinere.

Et etiam complendi & perficiendi pro nobis & nostro nomine, quantum ad hos attinet & prout tenemur, Paces & Ordinationes prædictas & omnia & singula faciendi & complendi, quæ, ratione earum, faciendæ & complenda supersunt, & quæ sub partibus eisdem poterunt & possunt comprehendi, ad quæ nos tenemur, & quæ ad ipsum Regem Angliæ, carissimum Fratrem nostrum, pro se & Subditis suis, ratione dictarum Pacum & Ordinationum, pertinere debebunt, plenam tenore præsentium concedimus & committimus potestatem.

Volumus etiam & vobis injungimus, quod ad requestum & in præsentia Deputandorum per dictum Regem Angliæ, carissimum Fratrem nostrum, ad prædicta similem Pacem habentium, juretis ad Sancta Dei Evangelia, quod in dicto Officio bene & fideliter vos habebitis; & quod jus redditis & facietis super prædictis, secundum conscientias vestras; nec omittetis jus facere & dicere, timore, odio vel amore; dum tamen Deputandi prædicti simile præstiterint Sacramentum.

Et si qua vobis dubia occurrerint in præmissis vel aliquo præmissorum, volumus quod vos una cum Deputandis prædictis ea nobis & dicto Regi, quam citius poteritis, remittatis.

Mandantes vobis quod ad prædicta faciendæ & complenda, in forma prædicta, diligenter intendatis.

Nos enim ratum imperpetuum habemus, atque gratum, quicquid per vos, aut tres vel duos vestrum sub forma prædicta cæteris absentibus factum fuerit in præmissis.

Dantes, tenore præsentium in mandatis, omnibus Justitiariis & Subditis nostris, ut in præmissis & ea tangentibus, vobis vel tibi aut duobus vestrum, sub forma prædicta, (quibus in hac parte committimus vices nostras:) ita tamen, quod ne sit melior occupantium conditio, sicut nobis pareant & intendant.

Dat. Parisiis die viceesimo sexto Mensis Junii anno Domini Millesimo trecentesimo quinto decimo.

XXXIX.

14. Juill. *Second Arrêt de Louis X. surnommé Hutin, Roi de France, contre ROBERT Comte de Flandres & les FLAMANDS. Donné le 14. Juillet, 1315. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 80. RYMER, Foedera, Conventiones, &c. Tom. III. pag. 525-528, où cette même Piece se trouve en Latin.]*

Louis par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, sçavoir faisons à tous presens & à venir, que vérité est, qu'après les grandes rebellions, les guerres, les excès & les grands mesfaits, que le Seigneur & les gens de Flandres pour leurs mauvais faits & pour leur mauvais esmeuement auroient fait à nostre tres chier Seigneur & Pere & au Royaume, il les recut à Paix, & fut entre luy & eux Paix traictée & accordée, laquelle ROBERT adonc Cuens de Flandres, ses freres, li nobles & li autres de Flandres ratifierent & promirent sur plusieurs peines d'excommunication, de forsaictures & autres, de accomplir, garder & tenir serment & loyalement à tousjours, & sans corrompre & sans venir encontre à nul jour, & ainsi le fiancerent & jurerent sur saintes Evangelies corporellement touchées. Laquelle Paix contient plusieurs articles, lesquelles le dit Robert & li autres de Flandres n'ont pas accompli, gardé ny tenu, aincois ont fait encontre notoirement en plusieurs manieres, & à luy dict Robert, que son siege estoit à nostre dict Seigneur & Pere, qu'il cuidoit estre feal, eussent à luy comme son homme & son bon Vassal, tout fit il ainsi, que par nostre dict Seigneur & Pere eust esté dict souffissamment à ly & à tous ceux de son pais presens pardevant ses gens dernièrement à Arras, que si aucun grief ou aucun tort leur avoit esté fait de par la partie susdict devant luy à certain jour, & il les orroit tous de plein & leur feroit faire bon droit &

hastif, fust au dict Robert à donc Comté par ses Fairs, se le cas le desroit ou autrement, li comme raison le vouroit, & à li & à autres. Li peuples de Flandres par les mauvais rapports, & par les mauvaises paroles & faulces, ** à luy & se mirent en rebellion contre nostre dict Seigneur & Pere, & seirent à luy la guerre ouverte ** que li tient encore son fief à nostre hommage, & qu'il tenoit de nostre Seigneur & Pere, ne point ne luy en avoit rendu par luy ne par autre. Et comme selon la forme de la dicte Paix, le dict Robert & les autres de Flandres ayent requis sollempnellement & souffissamment leurs Ordinaires, que ils sans appeler eux & sans autre procez faire, jettassent sentence d'excommunication en eux, & d'interdict en leurs Villes, Communautés, leurs Terres & appartenances, tantost comme ils n'accompliroient, tiendroient ne garderoient ladite Paix & tous les articles d'icelle, & comme ils feroient & venroient encontre aucun d'eux; & li ditz Ordinaires les ayent en cette forme jetté; & ayent encore le dict Robert & autres de Flandres souffissamment supplié à nostre Saint Pere le Pape, qui lors estoit, que li les dictes sentences voulsist confirmer sans eux appeler ne ouir ne sans autre procez faire & voulsist de son auctorité Papal jettier sentence d'excommunication sur eux & d'interdict sur leurs Villes, Communautés, Terres, Lieux & appartenances d'icelles; Et nostre Saint Pere le Pape à leur supplication ait confirmé les sentences desdicts Ordinaires & jettées sentences d'excommunication sur eux & sur chacun d'eux & d'interdict en leurs villes, communautés, terres & lieux & appartenances d'icelles. Lesquelles sentences ils, leurs Villes & Communautés, Terres & Seigneuries, Lieux & les appartenances d'icelles encourroient pour le fait seul tantost, & toutes fois qu'ils n'accompliroient & tiendroient & garderoient ladite Paix & tous ses articles, que ilz feroient ou viendroient encontre en aucun cas. si comme il est contenu ez Lettres sur ce faictes: Et par les defaultz, les rebellions & les guerres, que ledit Robert & ses adherans avoient fait & faisoient contre nostre dict Seigneur & Pere, & font encores contre nous en venans contre ladite Paix, leurs Villes, Communautés, Terres, & Lieux, & les appartenances d'icelles soient par ce ** & departis de l'unité & communion de nostre Seigneur Jesus Christ & de toute Sainte Eglise. Et ait esté selon la forme de ladite Paix en nostre Cour à Paris par les Pairs de France, que nous y pûmes bonnement avoir, du conseil & de l'assentement d'autres bons douze grandz & souffissans personnes, Prelatz & Barons, que nous y mîmes & establismes en nostre presence, ledit Robert adonc Comte appellé & adjourné souffissamment, & défaillant & mis en default, pour sa contumace jugé, dict & prononcé que pour le default, les mesfaits, les desobeissances, les rebellions & les excès dudit Robert lesdictes sentences pouloient & devoient estre publiées, & les forsaictures mises en execution; Et ledit Robert & les autres de Flandres ses adherans en accorsifans ces mesfaits & excès ont contrainct & contraignent les Presbres de religion & autres personnes d'Eglise à ce qu'ils chantent & celebrent les divins Offices, Messes & autres ez lieux interdictz. Lesquelles choses desusdictes & chacunes d'elles sont notoires & manifestes, si que elles ne peuvent estre cées par nulle voye, & sont faictes en grand prejudeice & vitupere de Dieu, de l'Eglise de Rome & de toute l'Eglise, & en grand lezion de nostre Royale Majesté.

¶ 2. Pour lesquelles choses & chacune d'icelles, & pour les autres defaultz, mesfaits, desobeissances & autres justes causes faictes & commises par ceux de Flandres contre nostre dict Seigneur & Pere, contre nous & contre nostre Royale Majesté; Nous qui voulons, comme aussi y sommes tenus, ces mesfaits & ces grands vituperes de Dieu & de Sainte Eglise, par lesquels ledit Robert & ses adherans sont partis de l'unité & defense de Dieu & de toute Sainte Eglise, & ont encouru li crime de nostre Royale Majesté lezée, punir, & ** si comme droit & raison le requiert; considérées & examinées diligemment lesdictes choses, & gardée toute la sollempnité, qui en tel cas & si notoire doit estre gardée: ledit Robert & toutes les personnes de la terre de Flandres, que ledit Robert tient en sa main, de quelque estat ou condition, que li ditz personnes soient, qui dedans les Octaves de cette prochaine Magdelaine n'auroient esté pardevant nous ou nos gens pour se purger & excuser des defaultz, des desobeissances & des rebellions dessus dictes, & qui n'apperront par nos Lettres, que reconciliez fussent par devers nous; & spécialement toutes & chacunes les personnes, qui par fait, par parole, par conseil, par

NNO faveur & autre manière sont & ont esté aydants & consentans des mesfaictz & rebellions & autres choses desusdictes; comme excommuniez & despartis de Saincte Eglise, & comme nos rebelles, trahistres & parjures & ennemis, & coupables de nostre Royale Majesté blessées oïsons de nostre garde par la teneur de ces presentes, de toutes auctoritez, dignitez, honneurs, libertez, & villes, vassaux, franchises, privilèges, chasteaux, terres, & villages, & à temps, & de toutes autres choses, & de tous autres droictz & biens, qu'ils ont & peuvent avoir, & que leurs devanciers ont eu, & que advenir leur pourroit au temps à venir par succession ou autrement, en quelque manière que ce fust, en tout nostre Royaume, les privons tous, & decernons estre privez de nostre auctorité royale & de la plénité de nostre pouvoir, & eux tous & chacun d'eux bannissons, proscrivons de tout nostre Royaume, abandonnons leurs personnes à estre serfs & esclaves à tous ceux en cui Royaumes, terres & juridictions ils pourroient estre trouvez & prins, & s'il advenoit, qu'ils fussent trouvez en nostre Royaume, puis ledit terme desdictes Octaves, nous condempnons & chacun d'eux à la vie perdre, & estre justiciez sans attendre aucun jugement, ou & en quelque lieu qu'ils fussent prins.

§. 3. Et absolvons par la teneur de ces presentes Lettres de toutes facultez, hommages, obeïssances & subjections tous ceux, qui à eux ou aucuns d'iceux y sont tenus par quelque cause que ce soit; & mettons tous leurs biens, comme confiscuez, forsaictz & commis à nous, à nostre ban & à nostre droict. Et defense expresse faisons par la teneur de ces presentes & sur peine de perdre corps & avoir, que d'oresendroït nul de nostre Royaume de quelque estat ou condition qu'il soit, ne marchande avec eux de marchandie nulle, & si aucuns estoient trouvez portans à eux ou rapportans d'eux vires ou autres marchandies, quelles qu'elles fussent, nous l'abandonnons à celui ou à ceux qui le trouveront, & luy donnons tous les biens, qui trouvez seront sur luy & avec luy, mais qu'il nous rende les corps vifz ou mortz; Et tous ceux qui accuseroient aucuns d'avoir marchandé, d'eux puis la date de ces Lettres & en seroient foy, nous leur donnons le tiers de tous leurs biens meubles. Et defendons encore, que nul ne leur paye dette nulle, que deue leur soit, pour quelque cause, que ce soit, ne leur donne conseil, ayde ne force nulle par mer & par terre, & sur peine de perdre corps & avoir: Et que tuit & chacun celui que aucune chose leur doit, ou à aucun d'eux, ou qui ont depositez gardé & commandé de par eux, auront pour eux ce qu'ils leur debyeront ou auront de leurs biens, revelant & denonçant à nous, ou aux gens de nos comptes, ou à nos Tresoriers, ou à ceux, que nous aurons establis en ce cas pour nous, devant les dictes Octaves. Et si ne les reveloient, comme dessus est dict, nous à ceux ou à celui, qui les reveleront, octroyons le tiers des meubles de celui qui recelé l'auroit, & seroit le corps du receleur & li bien tins en nostre volonté. Et absolvons, delivrons & quitons dès maintenant tous ceux & chascuns, que ausdictz ou à chacun d'iceux sont tenus en aucunes dettes, depositez ou commandes, qui à nous les apporteroient ou à nos gens, comme dessus est dict; & de ces dictes dettes, depositez & commandes les en prenons à garantie. Et establissons encore par la teneur de ces presentes Lettres, mandons & commandons, que d'oresendroït nul de quelque condition, noble ou excellente que ce soit, de nulles Cités, Chasteaux, Villes & Universitez aux devant dictz de Flandres ou aucun d'eux ne donne publiquement ou en secret, ayde, conseil ou faveur, sur toutes les peines de corps & de biens, que ils pourroient encourir envers nous, & que depuis le terme desdictes Octaves de la Magdelaine tuit & chascuns cils de nostre Royaume tuit & chacun ceux de Flandres, qui dedans cedit terme ne seroient venus vers nous se purger & s'excuser, si comme dessus est dict, puissent ledit terme passé prendre & arrester & tous lor biens en quelque part, qu'ilz puissent estre trouvez; & donnons à ceux, qui les prendront les biens tous que ilz prendront avec eux, mais que ilz nous rendent les corps vifz ou mortz: Et voulons & establissons, que il loïse à chacun sans peine nulle les occire, se autrement ne peuvent estre retenus. En tesmoing de laquelle chose nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes Lettres. Donné à Paris le quatorziesme jour de Juillet, l'an de grace mil trois cens quinze.

XL.

Lettre de ROBERT Fils du Comte de Flandre à 17 Juill.
LOUIS X. surnommé Hutin Roi de France, par laquelle il déclare estre obligé d'assister le Comte son Père contre le Roi, qui est son Seigneur, auquel il renvoie l'hommage & la feauté, qu'il lui devoit. Datede du mois de Juillet, de l'année 1315.
[G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 83.]

FRANC
ET FLAN.
DRE.

A Tres hault, tres excellent & tres puissant Prince son tres cher Seigneur, Monsieur LOUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, ROBERT Fils au Comte de Flandres soit humblement recommandé à sa tres excellente Hauteïe. Tres excellent & tres puissant Sire: Notoire cause est, & vous le savez, comment par moy les grandes kiekces de rente heritante de deniers & des autres choses, que Messire mes Peres & ses gens de Flandres promirent, pour avoir Paix & demourer paisiblement en leurs estatz anciens & franchises; mais, Sire, vos Peres leur pardonna tous maltaisens, les recut à Paix & à sa grace, & Monsieur mon Pere en son hommage & feauté de toute la Comté de Flandres entierement en la manière dessusdictée par les convenances desdictes Paix; & savez comment mes devant dictz Sires & Peres & ses gens ont ja par moult d'années & par moult de payemens accomplis & payez moult grande partie desdictes kiekces, qui leur ont esté & sont si grosses & si pesantes, que si ne leur les tres grands desirs & affectiōs, que il avoit de venir à vostre grace & d'accomplir & avoir la Paix avec l'ayde de Dieu, ilz ne les pussent souffrir ne accomplir. Et comment encore d'abondant mes Peres mes Peres pour plus monstrier les graces, obeïssance & humilité, en laquelle y vouloit y estre & estoit envers Monsieur vos Peres, & le tres grand affectiō, qu'il avoit de sa grace acquerir parfaictement, voit & commanda, tout ne y fust il de riens astrains par la Paix ny faire ne li convenoit, que j'allasse & fusse en hostage avec sa fille Castellaine de Courtray par devers luy; & comment, tres puissant Sire, je de mon bon gré & volenté j'allay à lui commandement & me mis en sa prison, on je demeuray fermement tant & si longuement comme il li pleut, j'ajoit che sans mon faict & sans me coule j'y fusse tres durement desfrancé & pressié pour faict d'aubry.

§. 2. Tel temps fust donc onques Dieu mercy, nie me desmentit, ne me desvoyé de mon bon propos vers luy, comme chil chi n'ententoit eschiver griez de longue prison ne peril, mais que je pusse par ce Monsieur mon Pere mi & les siens faire à sa grace parvenir. Tres puissant Sire, vous savez ausly comment le trespas de Monsieur vos Peres à vo joculé advenue au regne, qui debvroit & doit y estre abondante & plaine de toute grace & pieté, Messires mes Peres vous fit humblement pour offrir & offrir par Monsieur Jehan de Flandres men Cousin pour mi & pour autre de son Conseil, tout le service & l'obeïssance, que luy & tous ses gens pourroient, & qu'ilz vouloient la Paix garder & tenir & accomplir à leur pouvoir; & que mes Sire me Pere estoit appareiller & desirans devenir en vostre hommage, pourquoy il vous faisoit supplier & supplioit humblement, que parmy che vous le voulsissiez recevoir en vos feauté de la Comté de Flandres entierement, ausly que mes Sires vos Peres l'avoit par la forme de la Paix receu en son vivant; que celle chose ne vous pleut mie à faire, ainçois le refusistes. Et savez comment après mes Sires mes Peres & ses Pais de Flandres, quand ils virent que che ne vouliez faire ce present si priez, de servir vo volupté pour acquerir vos graces, que onques tout che il avoit tendis offert estoient & vouloient faire tout ce qui desalloit, & pour accomplir des kiekces dessus dictes; si vouloit faire si grand & si meschef que de demembrer la Comté de ce Pais de Flandres, qui par la forme de ce Paix doit demeurer entiers & de perdre & delaisier envers vous si grand & si noble partie dudit Pais, que vous en tenez contre li forme de ce Paix; par ausly que vous receussiez Monsieur mon Pere en vos hommages de tant & peu, que luy demeure au remanent, & au tel point d'estat & de franchise, comme on le tenoit anciennement du temps du Roy Sainct Louis, & encore pour plus fuivre vos volupté & acquerir vos graces, se vouloient ilz deporter & deporteroient de avoir atempments sur grande plainte de durtez, & de pouvoir prejudicier à leur franchise, lesquelz

ANNO
1315.

lequelz vos pooiez & deviez bien atempner & ramener à raison, si il vouloit sans amener vos fougage; & jacoit que ilz pussent & deussent par droit expresse convenanche de ce Paix demander & avoir toutes les choses dessus dictes, que ilz vous ont suppliez que sans vous Sire, que ils ne vous ont tendre supplier par maniere de grace & de pitié, & se grand humilité, que le Subjez pooit supplier à son Seigneur pour vos courages plus mouvoir à faire descendre à ce que ilz pussent mieux avoir vos bienveillance & grace, & demourer en ferme Paix de fougage envers vous. Et s'il fust ores ainsi, que il ne la pussent demander mie par la forme de ce Paix, si pourroient & devroient ils fermement esperer & tenir, que vous au temps de vos joyeuses adventures au regne, & à leur humble supplément ostieriez tous mauvais usages & nouvelletez à levées en prejudice de leur encheine estat & franchises; & les remettiez à leurs anciennes coustumes & droitures, mesmement quand vous l'avez ainsi fait & odroyé ez autres de vos Regnes, qui le vous ont requis & demandé par droit & par eicevoir.

§. 3. Tres puissant Prince on void quasiment que * ainsi il ne vous plaist de prendre à leurs supplications, ne à ce qu'ilz pussent avoir vos graces ne Paix parfaitement; mais quand plus le font obey & humiliez, quand plus ont humblement supplié, & quand plus ont les kieres dessus dictes accomplies & payées, tant seroient ils en tenavant d'année en année & de jour en jour plus & plus de vos graces & de Paix avoir, allongés bien appert évidemment. Car mes Sires mes Peres & les gens de son pais de Flandres ce faisoient pour offrir & pour efforcer le mieux & le plus obeir & servir à vous, la Paix tenir & accomplir & de venir en vos hommages. Vous à l'encontre d'iceux vous y elles alloué du Comte de Hainault son ennemy, qui le veut desheriter par tel corrent, si com vous consents tres expressement, que Messires mes Peres ne se pais ne se pouvoient avoir ne arroit Paix à vous, si le Cuens & les gens de Flandres n'eussent rien promis, payé ne accompli, que qu'ilz n'ont fait & ne deussent dou remanent denier en payer & paisiblement jouir de leur estat & franchise, ne que vous avec nous en avez eu & receu, peussiez ne deussiez tout le remanent du Pais acquiescer ne avoir comme forfait, ne Monsieur mon Pere foreng, ny deshonneur. Et jacoit que les gens du Pais de Flandres soient simples, ne font ils mie si ignorans, qu'ilz ne voyent bien & aperçoivent à quelle entente on fait & peut faire tels choses & quelz perilz en peuvent suivre & advenir.

§. 4. Pourquoy tres puissant Sire, je Robert devant nommez, que toutes les choses dessusdictes veues, voy & apperceoy, si comme il me semble, tourner & tendre au desferment & destruction de mon Seigneur mon Pere & de son Pais de Flandres, ausquelz je suis plus aistrainx, que à nulle creature du monde, ne puis ne dois par raison plus voir, porter ne soutenir les trop grandes dures, inhumanitez & meschief, que on leur fait, ainçois m'aistrainx droitz de nature & de sang & li foiautes, que je dois à Monsieur mon Pere & che dont je suis en son hommage, que je li soie aydant & confortant à mon pouvoir; Et tout soit il ainsi, que je soit tenu à vous pour la raison du sief Brougey, que je tiens de vous pour le cause de vos Comté de Champagne, si suis je plus tenu de garder l'estat & l'honneur de Monsieur mon Pere, & que je suis ausly bien hors du sief & autre ce abstrainx par nature & par chen, ce que dict est; que si je metray avec luy & en say vie pour fouver l'honneur & l'estat de luy & de son Pais mesmement à leur defense, & en souffenant leur bon droict, certes qui est clair & notoire, à Dieu & au monde, je ne me croy de rien mesfaire ne ne mesfais envers Vous, parquoy mes sief doit eloigner de moy. Tres puissant Sire, si me departs de Vous triste dolent & en tres grand amertume de cœur de ce que ces choses sont ainsi, & me tray à la partie de Monsieur men Pere & par dans * Gher Lorfubure Moine de l'Abbaye Saint Adrien, de Gercanmont de l'Ordre Saint Benoist de la Veschie de Cambray & par Frere Jehan Deagy Canonne de Niveni de l'Ordre de Premonstré de ladite Veschie, ou par l'un de aux porteur de ces Lettres vous renvoye l'hommage & le foiauté, dont j'estois obligé à Vous pour la raison de mon sief dessusdict, que je tenois de Vous, & si ainsi estoit que je ne peusse che que dict est pour suivre en retenant mon sief, si y renouche jou, sauve la protestation devant dicté.

§. 5. Tres puissant Sire, nostre Sire Dien par sa misericorde, qui de tous à mercy, qui humblement le requiert & prie, vous doint bon conseil & loyal, parquoy il vous plaist à ce descendre, que mes Sires mes Peres,

mes gens & ses Pais de Flandres ayent puissance par vos grez parfaitement venir à vos grace & amour, & nous doit venir courtement le jour, que nous le puissons sentir & vous servir à joye vraiment, ce que nous desirons sur tout après Dieu. Et pour ce que ce soit chose ferme & stable & certaine, Je Robert Filz au Comte de Flandres dessusdict ay fait mettre à ces presentes Lettres mon seal faictes & données le Jeudy devant la Magdelaine, l'an de grace mil trois cens quinze. Et sont lesdictes Lettres sceellées en double queu de parchemin sur cire verte.

● XLI.

Lettre de Louis X. Roi de France à EDOUARD 18. Juin

II. Roi d'Angleterre, par laquelle il le prie & le somme de vouloir faire arreter tous les Flamands, avec leurs Biens, qui se trouveront dans les Pais de sa Domination. A Crecy le 18. Juillet 1315. [RYMER, Federa, Conventions, Literæ, &c. Tom. III. pag. 488. où cette Lettre est insérée, par meprise, entre les Pièces de l'année 1314.]

L O Y S, par la grace de Dieu, Roys de France & de Navarre, à haute Prince, nostre treschere Frere & seel, Edward, par cele mesme grace, Roy d'Angleterre, & Duc d'Aquitaine salut, & bone amur.

Come, ou vivant de nostre treschere Seigneur & Pere, entre lui d'une part, & Robert adonc Conte de Flandr. & les Flamant d'autre, eust elle traite & certaine accord de Pais, par la quele tenir & garder fermement à touz jours, sanz jamais venir encontre, il obligent leur personnes, & touz leur biens, souz quelcunque Jurisdiction, & en quelconque lieu il porroient estre trove, si come il est plus plainement contenu es Lettres faictes sus icelle Pais.

Et, apres ce (par il ne tenoit, ne gardoient la dite Pais, si come il s'estoient obligé & tenu y estoient, ains venoient & faisoient encontre) le dit Robert, appelle suffisamment, selonc la forme de sa Pais, en nostre Court à Paris, en nostre Palais, par devant les Piers de France, ait este tenu, par le Jugement des Piers & de la Court garnie, si come il appartenoit, pur defaillant du tout de tenir & de garder icelle Pais, si come il s'estoit obligé, & y estoit tenuz, & de venir & faire encontre.

Et, avec ce, ait este prononcée, par celui Jugement, les forfaitures estre commises & encourues encontre lui.

Et encore, apres tout ce, li dit Robert, & tout le pays de Flandr. avec lui, se soient mis notoirement en Rebellion, & en guerre ouverte, contre nous, & nostre Royaume, si come chacun iceit.

Nous, pur ces choses, leurs personnes, & touz leurs biens avons exposez & abandonnez à toutes maneres de Genz, qui les porrent trover, en quelque lieu que ce soit, pur estre sers & esclaves en leurs personnes à touz jours, & leur biens à estre foiaiz à ceus, qui les pouzr trover.

Pour ceo nous vous requerrons, sus la seaute & l'amour en coi vous este tenu à nous, & les Aliances qui sont entre vous & nous, que les diz Flamantz, nos enemiz, avec touz leur biens, la ou il porront estre trouve, souz voz destroit, faitez penre, & mettre pardevers vous, si come foiaiz à vous, sers & esclaves, à touz jours.

Et, que vous soiaiz miez enfourmez de toutes ces choses, nous vous envoiis, avec ces Lettres, les Jugementz & condempnations, faictes solempnement contre nos diz Enemiz, si les faictes publier per vos terres; si que vous ne s'n puist excuser, per cause de ignorance.

Donn à Crecy le 18. jour de Juignet, l'an de grace 1315.

XLII.

Lettre d'EDOUARD II. Roi d'Angleterre, par laquelle il ordonne à tous les Vicomtes de son Royaume de tenir la main à ce que les Flamans, ennemis du Roi de France, soient banis des ses Etats. Donné à Nicole le 1. Sept. 1315. [RYMER, Federa, Conventions, Literæ, &c. Tom. III. pag. 533.]

315. **L**E Roi as Viscountes de Londres, salut. Par ceo que, en les Alliances, faites entre Sire Philippe, nadgures Roi de France, & nostre chier Piere; que Dieus afoille, pur eus & pur leur Heirs & leur Successeurs (les queles Alliances furent, & sont affermes d'une part & d'autre) est contenu que l'un ne recepra, ne sustendra, ne confortra, ne fera confort ne aide as enemis de l'autre, ne seoffra qil eient confort, focours, ne aide, soit de Gentz d'Armes, ou de vitailles, ou d'autres choses, queles q'eles soient, de ses terres, ne de son Poer;

Mes defendra, sur peine de forfeiture de cors, & de avoir, & empeschera a tout son Poer liaument, en bone foi, que les ditz enemis ne soient receptez, ne confortez, es terres de sa Seignurie, ne de son Poer, ne quel n'oient confort, focours, ne aide, seit de Gentz d'Armes, des Chivaux, d'Armure, des vitailles, ou d'autres choses, queles q'elles soient;

Et que l'un ne recepra les bannitz du Roiaume l'autre, ne les seoffra a receper en ses terres, ne en son Poer; einz les fra voider dedenz quarante jours;

Et tresnoble Prince, & nostre trescher frere, Sire Lo-wys, a ore Roi de France, nous ait signifie que les Genz de Flandre sont ses enemis, & banniz de son Roiaume;

Nous, vouillaunte faire, en ceste partie, ceo que faire devons solom la forme des Alliances avandites, vous mandons, fermement enjoignant, que vous facetz crier & publier en nostre dite Cite de Loundres, que toutz Flemengs, enemis & banniz del dit Roi de France, sur forfeiture de cors & de voir, veudent nostre Roiaume dedenz quarante jours apres la feste del exaltacion de la Sainte Croiz prochain avenir;

E que nul de nostre Roiaume, ne de nostre Poer, sur la forfeiture avandite, face a le Flemengs, enemis & bannis del dit Roi de France, confort, focours, ne Aide de Gentz d'Armes, Chivaux, armure, vitailles, ne d'autres choses, queles q'elles soient, contre la forme des Alliances avandites;

Et ceo ne leffez en nule manere;

Et n'est une nostre entencion que cestes choses s'estendent as Flemengs, mariez, & demorantz en nostre Roiaume.

Don. a Nicole, le premier jour de Septembre.

Antieles Lettres sont enveies a chescun Viscount d'Angleterre.

XLIII.

5 Sept. *Littere EDUARDI II. Regis Anglie ad Cardinales deprecatorie pro eligendo novo Papa. Date apud Ramesey die 16. Sept. 1315. [RYMER, Fœdera, Conventions, Literæ, &c. Tom. III. pag. 534.]*

VENERABILI in Christo Patri, Domino Dei gratia, Hostiensis & Veletrensis Episcopo amico suo carissimo, Edwardus &c. salutem, & sinceram dilectionis affectum.

Redeunt ad nos dilecti & fideles nostri, Gilbertus Pecche & Antonius Pessaigne de Janua (quos nostros speciales Nuncios ad vos & quosdam alios sacri Collegii Cardinales destinavimus cum Litteris nostris de Credentia super Creatione Papæ futuri, quantum cum Deo posset fieri, & prout in voto gerimus, festinanda) nobis viva voce seriosius retulerunt, quod ipsos & Nostrium Nuncium, vobis per ipsos expositum; consolatione vultus hilaris admisistis, & exponentes, ac exposita gratiosius audivistis; adicientes quod, circa præmissa, pro honore Dei, & exaltatione Ecclesiæ Militantis, ac commodo totius fidei Orthodoxæ, secundum gratiam de superius datam, omnem diligentiam apponeretis & operam efficacem: unde, continuata hujusmodi voluntate sanctificata, a Deo condignum meritum affectioni vestræ retribui quæsumus, & vobis ad grates assurgimus speciales.

Verum quia ex tanta, & tam longeva vacatione Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, Matris nostræ, terra sancta, Hæreditas nostræ, ex creatione futuri summi Pontificis expectando ad debet, membra ipsius Ecclesiæ, dicti Pastoris Summi solatio non suffulta, titubare contingit; & quod dolendum est, populus in se murmurat & divulgat quod Mater nostræ, Sacrosanctæ Romanæ & Universalis Ecclesiæ, per quam, Pastore eidem præsidente, in fide dirigi speramus, ex tam dampnosâ vacatione ejusdem Pastoris solatio miserabiliter desolatur.

TOM. I. PART. II.

Paternitatem vestram affectuosius precibus in Domino deprecamur, quatinus ad Deum omnipotentem, cuius sponsa, Ecclesiæ Sancta, in terris fluctuat, & ad ipsius Ecclesiæ Pastorem consolationem inquitum dirigentes, eidemque Matri nostræ de tali Pastore, qui assumptum terræ sanctæ prædictæ negotium promovere, & inter Christianos, guerris & seditionibus subductis, pacem & unionem conservare desideret, cum celeritate desiderata studeatis, quantum in vobis est, providere, & Confratres vestros, si qui, quod abist, non concordēs fuerint, ad unionem caritativam allicere, & ad præmissa, ad honorem Dei & Ecclesiæ suæ sanctæ, festinanda & complenda pro viribus procurare. Dat. apud Ramesey 16. die Septembris.

Eodem modo scribitur ceteris Cardinalibus.

XLIV.

Lettre d'EDOUARD II. Roi d'Angleterre à 18 Sept. LOUIS X. Roi de France, pour s'excuser auprès de lui de ce qu'il ne peut pas employer toute sa Flotte contre ses Ennemis de Flandres, quoi qu'il s'en destine une partie. Donnée à Dyton le 18. Septembre 1315. [RYMER, Fœdera, Conventions, Literæ, &c. Tom. III. pag. 535.]

ATres-excellent Prince, & son trescher Frere, Sire Louis, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarr, Edward, par cele mesme grace, Roi d'Angleterre, Seigneur d'Irland, & Ducs d'Aquitaine, salut, oue encores de honur, & victoire de ses enemis.

Trescher Frere, nous rescumes nadgures vos Lettres de requête, que nous vous aidissons de nostre Navie contre vos enemis de Flandre.

Sur quoi, Sir, vous sefoms favoir, que nous avoms grant desir & volente de faire, en totes choses, ceo que purra torner a honur & profit de vous; & a bon exploit de vos buloignes contre vos ditz enemis.

Mes, chier Frere, vous savez ben, coment nous avoms este, einz ces heures, pressiez par nos enemis d'Escoce; & puis sont il entre nostre terre d'Irland, & il sont arsons, roberies, & touz les autres maus de guerre, q'il pout commifens;

Par quoi nous ordenasmes n'adgures, par nostre conseil, avant que vestre guerre de Flandre se comenca, d'envier tote la Navie, que nous purrions extrece, vers les parties d'Irland, & ausuit devers le Est, pour grever nos enemis avantditz, & l'envaismes depiezca.

Donnt nous vous prioms, que vous nous teignez a excuser de ceo, que nous ne poms furnir vestre requête a ore, si pleinement, come nous desirons, par les dites resons, que nous poisse forment.

Ne pour quant nous avoms mande a nous Amiraills de nostre dite Navie, d'une part, & d'autre, q'il purchacent a vos ditz enemis tout le damage, q'il faveront, & purront.

Et ausuit avoms mande & estreitement comande a nous reals & loiaux, Monfire Humfrei de Littlebury, & Monfire Johan de Sturmy, queus nous avioms assigne Amiraus a Chevenels d'une partie de nostre Navie, que nous avions assigne pur grever nos ditz enemis, & pur garder la costere de la Mer, que eus, sanz delai, voient oue cele Navie contre vos ditz enemis, solom ceo q'il vous plerra ordener, pur grever vos ditz enemis, si come les noz, a tout iour Poer. Don. a Dyton le 18. jour de Septembre.

XLV.

Testament de FERRY IV. Duc de Lorraine & Sept.

Marchis, par lequel, entr'autres choses, il recommande l'exécution des Testaments de THYBAUT son Pere & de MARGUERITE sa Mere; il confirme certains Dons faits par lui auparavant à AUBERT Seigneur de Hardonviller, & prie le ROI DE FRANCE de tenir la main à ce que ses Dispositions soient exécutées. Avec l'ACCEPTATION & Promesse dudit Roi sur cela. A Paris au Mois de Septembre 1315. [La Véritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine, d'Autriche, &c. Aux Preuves. pag. 155. ainsi numérotée par erreur, mais qui doit être 157. Tiré des Archives de Lorraine.]

ANNO

1315. *En nom dou Pere & dou Fil & dou Saint Esperit,*
Amen.

NOUS FERRIS DUS de Loherenne & Marchis, Faisons sçavoir à tous & donnons connoissance par cét present Escrit, que nous en nostre bon appencement, bon avis & bone memoire, pour le remede de nostre ame & des ames de nos antecessours, Faisons & ordonnons nostre Testament devise & derrenne voluntee en la fourme & en la maniere que cy apres en cét present Escrit est contenu. Premiers, Nous voulons, divisons & ordenons que nos deys soient paies entierement & nos forfaits amendés & rendus si comme raisons seint & droits le porterait, à tous les Leus, Englisés, & Abbays & à toutes autres personnes où nous serriens tenus pour tout nostre temps de nostre fait & de nos mespris. Apres nous voulons & divisons que nostre Exceuteur de nostre Testament, acquiescent & achepent trente livres de terre à tournois petis pour mettre & assigner ou leu ou nostre sepulture seroit pour un Chappellain qui chanteroit Messe tous les jours apres nostre decés pour nostre ame & pour les ames de nos antecessours; Encore voulons & ordonnons que nos maisnies que nous ont servi Chevalier, Escuyer, Chappellains Clercs, & autres soient guerredonnés & bien payés par nos Exceuteurs, selonc ce qu'il trouveront qu'il nous averont plus longuement & lealement servis, & volons encor & ordonnons que tous lesdites courttoises & assignemens que nous avons fait soit en meubles ou en heritages soient de valloirs, & les confessions par cettes nostre Testament en la forme que nous l'avons donné & octroie. Et spécialement nous voulons & octroyons que par les bons services, l'amour & la leautei que Aubert de Paroies nostre Escuyer, fils Monsieur Aubert Seigneur de Hadonviller Chevalier qui fuit, nous ait fait & portei par lone temps toutes les choses en mobiles & en heritages que nous luy avons donneis devant ce que nous fusseus Dus, & puis que nous sommés Dus, C'est à sçavoir Tentura, fraillie, Cessair & Beuailmenil & les bans & les appartenances desdits Leus, ensi comme lidis Messires Aubers Peires, lidit Aubert tenoit les choses dessusdites quand il les vendait à nostre chier ayeul le Duc FERRY, & tout ce que nous li avons donai & assignei à Hadonviller en ban & en appartenances, & autre part où que ce fuit li dempourt & li soit lassiez paisiblement & franchement, pour luy, pour sa femme & pour ses hoirs à tousjours. Et le nul de nos hoirs fuit Ducs ou freires ou suers ou autres pour eals aloit ou venoit par sa force, ou par plaist ou en autre maniere contre les dons & assignement que nous avons fait audit Aubert, Nous en obligeons par cet present Testament, & mettons en la puissance & en la Seignurie de tres-haut & tres-excellent Prince nostre tres-chier Signour LOUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre pour le faire tenir toute nostre terre que nous tenons de luy en fief & en homage: Et prions, voulons & requerons & donnons plaine puissance à nostre tres-chier Signour le Roy dessusdits, que restablisement fut fait audit Aubert de nostre terre que nous tenons de nostre chier Signour le Roy de France à double vaillance de la terre que on li oteroit par force ou par plaist ou en autre maniere, & que li dommages ou coustenges que il en averoit lui fuissefent deffait & en creitz lidit Aubers de ses damages ou coustenges par son simple serement sans autre preuve. Et voulons & octroions audit Aubers, que tous les heritages que nous li avons donnei & assigné devant ce que nous fusseus Dus, & puis que nous sommes Dus en quelque lieu qu'ils soient si com dessus est dit qu'il pour li & pour ses hoirs les ait & tiengnent franchement & quittement comme son propre alluef, & que lidis Aubers ou sui hoir les puissent repaire s'il lor plaist en tout ou en partie de Signour ou de plusieurs Signours de cui que leur plairoit. Et pour toutes les choses dessusdites que nous faisons & devons en cet present Testament, en deys & en forfaits, en restitutions, en almosnes, accomplir & faire entierement, nos en obligeons nostre ville de Nancey, les bans & les appartenances de ladite Nancey, le Chastel d'Amance & toute la Chastellerie & les appartenances entierement, & les mettons en la main & en la saisine de nos Exceuteurs & mainbours de nostre Testament, pour tenir en lor mains franchement ou à lor commandement, & lever & prene tous les profits, toutes les issues, rentes, debtes, & toutes autres revennes en ban & en Justice quels qu'elles soient & puissent estre, jusques à tant que nostre dit Testament soit accomplis entierement, au dit & au jugement de nos Exceuteur. Et pour plus

grande seurte faire & tenir ladite Nancey, le Chastel & la Chastellerie d'Amance & les appartenances de lever & recevoir les profits, les rentes & les issues d'iceuls Leus dessusdits, nous en obligeons & mettons en la main de nos Exceuteurs & en lor saisine toute nostre terre que nous tenons en fief & en hommage de nostre tres-chier Signour le Roy de France, avec ce que nous l'avons ja obligé pour le devant dit Aubert nostre Escuyer, & prions & requerons à nostre chier Signour le Roy dessusdit, & li donnons plain poir que il veillie faire saloir tantost apres nostre decés ladite terre que nous tenons de luy, & tenir en son demaine pour l'une & pour l'autre obligation, si comme messires seroit pour nostre dit Testament accomplir, & pour ledit Aubert faire des choses dessusdites. Toutesfoies que cilz ou celle de nos freres & frereus qui tenroient ou tenir devoient Nancey, le Chastel d'Amance, la Chastellerie & les bans & les appartenances d'iceuls Leus metteroient nul empeschement en nostre dit Testament à la requeste de nos Exceuteurs ou doudit Aubert se besoign li estoit, jusques à tant que cilz ou celle de nos freres & frereus qui tenroient ou tenir devoient ladite Nancey, le Chastel d'Amance, & les bans & les appartenances auroient fait & donnei seurte & caution souffisant à la volonte de nos Exceuteurs pour nostre dit Testament accomplir & au grei doudit Aubert, toutesfoies que le requeroit, que de nulle chose il n'empescheroit nostre dit Testament au dit & au jugement de nos Exceuteurs & au grei le dit Aubert selonc ce que besoign seroit pour l'un & pour l'autre en tout ou en partie. Et voulons encor & ordonnons que le Testament devise & derrenne voluntee de nos antecessours, c'est à sçavoir de nostre chier ayeul le Duc FERRY, de nostre chier Pere le Duc THIBAUT, de nostre chiere Dame MARQUERITE Duchesse de Loherenne & d'autres dont nous pourrions & deverions estre chargés ou serriens tenus de paier ou assievir, qu'elles soient accomplies ou assievies entierement en la fourme & en la maniere que il Testament nostre chier Pere le Duc Thiebault le dit, contient & advise, liquels Testament Monsieur mon Pere, qui est ou doit estre à Luneville soit mis en la main de nostre ami frere MAHEU, si comme nostre dit Pere le vot & le charait, & pour ce faire s'il ne l'en avoit chargie, si l'en cherions nos par cet present Testament d'accomplir entierement, & pour mieus faire & accomplir ledit Testament nostre chier Pere, nos l'en obligeons & mettons en main & en saisine avec le Chastel d'Enville & la Chastellerie que li est obligie pour item faire toute la Duchie de Loherenne fuer mis & retenui & exceptei de ladite Duchie le doaire Madame ISABEL tres-chiere compaignie & femme, & ainsi exceptei fuer l'assignement de la terre que li est fait de par nous Beilrolbairt à saint Diey, à Pisciemberth en bans & en appartenances de ces mesmes Leus. Lequel assignement nous li avons fait pour l'argent & les deniers que nous prisme en li pour tenir franchement, jusques à tant que lidis argent & denier li soient rendu en la maniere que les Lettres le devisefent que de ce sont faites saillies de nostre saillie. Et voulons & commandons que tuit noz subget de quel condition qu'il soient de la terre doudit doaire & de l'assignement respondant à li obeissent en tout cas pour le temps qu'il lor commancoit, ensi comme il devoient faire à nos se nos estiens en vie, & voulons & commandons à Monsieur Burnire de Ristef, que il rendet & delivret tantost apres nostre decés la terre que il tient de nous en Allemagne qui appartient au doaire de nostre dite compaignie & femme, ensi comm' il fut accordé de par nous & ledit Signour Burnire. Nous faisons ordenons & esliions nos Exceuteurs & mainbours de nostre dit Testament & divise nos amés & sciables Monsieur Jean Signour de Baon Chevalier nostre cousin, & Monsieur Pierre Seigneur de Haucourt Chevalier, & leur cheriens sur lor armes & sur la foy qu'il nous doivent, que il metrent hastiblement à tost à bone fin nostre dit Testament à lor poir à nos coustanges raisonnables quant pour le fait de nostre temps. Et pour toutes les choses dessusdites faire & accomplir si comme il est dessus devisef, nous lor mettons de cét jour tantost apres nostre decés en main saisine tous nos meubles quels que il soient com puet doit appeller mobles as usages & aux coustumes de nostre Duchie en mettons en plaine possession & Seignurie, pour item faire que devisef en avons pour nostre fait de nostre temps. Encor est à sçavoir que nous mettons de cét jour apres nostre decés nosdits Exceuteurs en mains & en saisine, les quinze mil livres de tournois petis, desquels Nobles Princes Edouars Cuens de Bar, est tenu à nous par nos boins eslois à payer à jour certain, pour nos deys, & nostre dit Testament accomplir ensi comme nous

ANNO

1315.

ANNO 1315. nous l'avons dessus devisé pour nostre temps. Encore voulons, prions & commandons à nos Exécuteurs de Testament & en qui nous nous fions en cet cas que de nos meubles & des quinze mil livres & des rentes & des yffens qu'il leveroient de Nancey, d'Amance & des bans & des appartenances fissent & adjevissent entièrement noſtre dit Testament pour nostre fait & pour nostre temps, et il comme dessus l'avons devisé, & s'il avoit point de remuement apres les choses dessus dites faites & accomplies de nos nobles, nos volons & devotions qu'il soit donné aux bonnes gens de Religions pour chanter Messes & faire prières pour nous & pour nos ancêtres, & aussi aux povres gens selon ce qu'il sembleroit bon à nos Exécuteurs. Et voulons & ordonnons que noſtre dit Exécuteurs aient tel poir, tel droit, telle autorité & telle action en noſtre dit Testament comme nous le poons donner généralement & spécialement par forme de Testament divisé, derraine volonté d'écriture ou de Codicille, & pource que toutes les choses dessus dites soient fermes & estables confirmées & de valeur, avons mis nostre ſeal en cet nostre devise & Testament, & avons supplié & requis, supplions & requérons à tres-haut & tres-excellent Prince nostre tres-cher Seigneur LOUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, que il veillent mettre son ſeal en cet présent Testament avec le nostre ſeal, & que les choses dessus dites tant comme elles ly touchent & puent toucher, veille faire tenir, si comme dessus est dit comme Sires.

Et nous LOUIS par la grace de Dieu Roy de France dessus dis, à la supplication & à la requête de Noble Prince nostre ami Cousin FERRY Duc de Loherenne & Marchis dessus dit, avons mis nostre ſeal en cet présent Testament avec le sien ſeal, pource que toutes choses dessus dites soient fermes & stables, si les promettons à faire tenir en la maniere dessus dite comme Sires, entent comm' il nous touchent & puent toucher des choses dessus dites. C'en fuit fait l'an de grace nostre Seigneur mil trois cens & quinze ou mois de Septembre.

Nos autem ad supplicationem dicti Ducis prædicta omnia & singula rata habentes & grata ea volumus, laudamus, approbamus & tenore præsentium confirmamus nostro in aliis & alieno in omnibus jure salvo, quod ut ratum & stabile permaneat in futurum, præsentibus Litteris nostrum fecimus apponi sigillum, Actum Parisiis anno Domini millesimo trecentesimo quinto decimo, mensis Septembris. Scellées d'un grand Seel de cire verte sur double queue.

XLVI.

Octo. Littere EDUARDI II. Regis Anglie ad Cæsum Cardinalem, quoad ad electionem Summi Pontificis summa cum celeritate procederent. Datæ Eboraci die 5. Octobris Anno 1315. [RYMER, Fœdera, Conventions, Litteræ &c. Tom. III. p. 537.]

VENERABILIUM in Christo Patrum, Domino-rum, Dei gratia, Sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium Cœtui reverendo, Edwardus eadem gratia &c: Salutem & Spiritus Sancti gratiâ in instanti electionis negotio, ac favore caritatis & concordie, illustrari.

Agente præsentis malitia temporis, & multitudine peccaminum exigente undique bella profligant & seditiones & scandala oriuntur; Unde habet quod doleat Mater Ecclesiæ, habent & fideles populi quod deplorent; quos ex consequenti necesse est multis exinde perplexitatibus circumvolvi.

Quæ proſecto incommoda eo generaliter pululant, & amplius inſoleſcunt, quod deest Pastor univerſalis Ecclesiæ, qui veluti tenens in terris locum Dei, oberantes poſſit ad viam ſalutis reducere & cœleſtibus doctri-næ pabula gregi Dominico in domo Domini jugiter miniſtrare.

Quapropter cum nuper de, ſelicis memoriæ, Domini Clementis nuper ſummi Pontificis, nobis fuiſſet obitu certitudinaliter nunciatum, ſperabamus firmiter quod veſtra circumſpectio, utilitate communi penſata, non fuiſſet diu ipſam Romanam Eccleſiam, Matrem noſtram, remanſiſſe Paſtoris regimine deſolatam; ſed ei poſtus de Paſtore idoneo celeriter providiſſet.

Verum de ipſius creatione Pontificis, rumore nobis, jam ſub diutina præſolatione laſſatis, ut optavimus, non

TOM. I. PART. II.

delato, ex indiviſibilis dilectionis affectu, quem ad Matris ubera gerimus, ipſi compatiſſimur Eccleſiæ viduatæ, & compatiendo turbamur. ut doloris non ſit expers cui Materna ſuavitas communicat dulcedinis alimentum.

Numquid non ingens dolor eſt Filiis univerſis, quod Romana Mater Eccleſia, quæ omnium fidelium Mater eſt & Magiſtra, tam diu Paſtore caruit? Et grex Dominicus permiſſus eſt, quaſi in invio, oberrare?

Cur non attenditis quæ, exactis temporibus, ipſius Eccleſiæ prolixa vacatio, quæ prædeceſſorum veſtrorum diſſenſio nota diſpendia intulerunt? Cur non præteritorum conſideratio vos edocet mala declinare præſentia, & futura pericula præcavere?

Veſtram igitur devotionem rogamus & obſecramus in Domino Jeſu Chriſto (qui vos, velut Eccleſiæ ſuæ columnas, per gratiam ſuam conſtituit, ut partem ſolitudinis & Regni in ipſo habeatis) quatinus, habentes præ oculis ipſum ſolum; ac conſiderantes attentius negotii magnitudinem, quod vobis incumbit dum de creatione agitur gregis Dominici directoris: ac aſſumptum terre Sanctæ negotium (quod ex ipſius aſſumendi Pontificis ut plurimum diſpoſitione & directione dependet) & quod, ex vacatione diutina dictæ Eccleſiæ, poſſet (quod abſq̃ faciliſſe retardari) agatis in Domino viriliter, & totis conatibus laboretis ut Paſtor idoneus præficiatur celeriter dictæ Eccleſiæ viduatæ.

Abſit enim à vobis hoc grande malum, ut cujuſquam veſtrum in ſe, aut ſuos reciprocet appetitus, ut videatur velle aut ſapere quæ ſua ſunt, non quæ Dei; ſed talem in Patrem & Paſtorem univerſalis Eccleſiæ ſinceris mentibus, nudâ electionis conſcientiâ, præſcribere ſudeatis, qui, pollens virtutibus, & Deo per vite meritum adjunctus, fideles populos per univerſum orbem diſſuſos, poſſit in viam pacis dirigere, & eis ſemper quæ Domino ſunt placita per ſalubria monita judicare.

Teſte Rege apud Eborum 5. die Octobris.

Per ipſum Regem.

XLVII.

Traité entre LOUIS X. ſurnommé Hutin, & la Nobleſſe d'ARTOIS. Fait l'an 1315. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 85.]

C'EST li Traictiez faict entre Monſeigneur le Connestable, Monſeigneur J. de Bealmonſ Marſchal de France & Monſeigneur Regnault de Lor Seigneur de Lor d'une part pour le Roy; & les Nobles d'Artois & tous les autres Alliez de la leigné Picarde d'autre. Premièrement li Alliez doivent remettre en la main Monſeigneur le Connestable pour le Regent les Chasteaux d'Artois, & rendre les choses & meubles lever. Ce est ce que li Alliez requierent, que on leur face; Premièrement que jusques à donc que la Comteſſe d'Artois aura ſcellées les Convenances faictes entre li d'une part, & les Alliez d'autre pardevant le Roy Loys, Gouverneur ſoit mis au païs d'Artois de par le Roy, qui ne ſoit mie ſouſpeneux ausdictz Alliez; liquez jura au Roy ou à ſon Lieutenant à garder le pays d'Artois ſelon les us & couſtumes anciennes, & jurerà à garder toutes les Convenances faictes & accordées entre lesdictz Alliez, & celles qui ſont faictes entre la Comteſſe d'Artois & lesdictz Alliez; Jurerà, que il gardera lesdicts Alliez & leurs enſuivans à ſon pouvoir de toutes forces de tous doimmages, qui advenir leur pourroient parmi la Comteſſe d'Artois ou de par les ſiens ou d'autres pour les debatz, qui ont eſté & ſont encore entre eux jusques aujourd'hui. Et que ſe l'icdict Gouverneur ſcavoit aucuns maux, qui advenir puiſſent à eux par ladicte Comteſſe ou de par les ſiens, contre leſquelz il ne peut contrefester de luy, il leur annonce-roit, & leur ayderoit à contrefester à ſon pouvoir & fera l'icdict Gouverneur jurer les bonnes Villes, que elles luy ayderont en ce faiſant.

2. Item ils veulent, que le Roy ait enconvenu, que ladicte Comteſſe n'entrera en Artois, jusques à tant qu'elle aura ſcellé & accordé les Convenances, qui furent entre li & lesdictz Alliez, desquelz Meſſire Regnault de Lor en porte le manuscrit. Item que ledict Regent baillera ſes Lettres ſpeciaux en la forme & maniere, que le Roy Loys les bailla, & les fera ſceller de ſes freres & de ſes oncles. Item ſe il trouve, que ladicte Comteſſe ou ſa gent ait levé aucunes choses à tort dedicts Nobles, l'icdict Regent eſt tenu dou faire retenir.

ANNO

XLVIII.

1315.

Dec. *Traité de Paix entre MAHAUD Comtesse d'Artois, & la Noblesse dudit Pays, fait par l'entremise de LOUIS X. Roi de France. Au mois de Décembre 1315. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 86.]*

PHILIPPUS Dei gratia Rex Francie & Navarre, notam facimus univerfis presentibus & futuris, nos vidisse & recepisse quendam Litteras, formam, que sequitur, continentes.

II. LOUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, sçavoir faisons à tous presens & à venir, que comme nous qui desirons la Paix & bonne amour entre nos feaux & subiectz, & eschiver à tout nostre pouvoir le contraire, regardant & considerant diligemment les maux, grands perils & dommages, qui puent naistre & venir par aucuns descords meus entre nostre tres chere Cousine & feal MEHAULT Comtesse d'Artois d'une part, & nos amez & fealz les Nobles d'icelle Comté, leurs aydants, & tous leurs confortans d'autre part; en eussions prié & requis nostre dicte Cousine, que elle nous voullist croire de tous ces descordz ou debatz dessusdictz: à la parfin & nous ennuit respondu en la presence de nos chers & fealz Philippe de Poitiers, Charles de la Marche, Charles de Valois, Louis d'Evreux Comtes nos Oncles; Louis de Clermont, Jean de Clermont, Robert d'Artois, nos Cousins: Le Comte de Savoye, le Comte de Bouleigne, le Comte de Forez, le Seigneur d'Emergueil, le Seigneur de Noyers, le Seigneur de Senly, Herpin de Derkery nostre Conseiller, & de tout nostre grand conseil; & que elle nous avoit tousjours creu, & croiroit tousjours, & seroit tousjours tout ce que nous li conseilliersiens: & que toute chose que nous voullissions faire elle n'iteroit de nostre conseil ne de nostre ordonnance, spécialement des debatz dessusdictz, & apres ce seismes nous en la presence des dessus nommez semblable requête ausdictz Nobles, qui ont gracieusement comme bons & feaux subiectz octroyé, voulurent, octroyerent & accorderent, que nos des choses dessusdictes puissions faire & ordonner tot à nostre pleine volonté, & que ilz le tiendroyent fermement à tousjours.

III. Pourquoi nous qui prismes cette charge sur nous pour le bien de Paix, laquelle nous desirons moult estre à tousjours entre eux, par la vertu du pouvoir à nous donné desdictes Parties, si comme est dict dessus, heile grande deliberation sur lesdictes choses, avons ordonné, dict & prononcé, ordenons, disons & prononçons en la maniere, qu'il est cy dessous contenu.

§. 1. Premièrement que toutes les haines, & toutes rancunes, toutes offenses & tous courroux soyent relaschez & mis jus & pardonnés de bon cuer d'une part & d'autre.

§. 2. Item ladicte Comtesse & Robertz ses filz jureront dès maintenant à tenir & garder fermement bonne Paix au Pais d'Artois, & à leurs Alliez & à tous ceux, qui pour eux se fons meliez de ces besoignes; Et que jamais elle, ne Robertz ne autres pour eux, dommage, maul, ne vilennie ne feront, ne faire feront par eux ne par autrui: ne occasion ne querront dou faire ne dou faire faire à nulle ville ne à nulle personne singuliere de quelconque condition qu'elle soit, ne en corps ne en biens, ne à leurs hoirs, pour occasion de nulle chose, qui soit advenue jusques aujourd'hui, qui touche ou puisse toucher lesdictz Alliez ou leur aydants: ainçois si elle sçavoit, que maul leur deult venir par les debatz dessusdictz, elle les garderoit à son pouvoir, & prendra la dicte Comtesse Guillaume de Vienne en mari, qui tenra cet accord. Et est à sçavoir, que se aucun desdictz Alliez a chacié ex garenies anciennes de la dicte Comtesse, elle les portera seure & approchier par droit & par loy, & emporter telle amande, que elle debvra; ne en ceu lesdictz Alliez n'y metront force ne empeschement.

§. 3. Item ladicte Comtesse les coutumes en la maniere, que nous les avons seellées, faicte foy de plein, que elles soient telles au pais, comme nous les avons seellées, & les coutumes que seellées ne sont mie, qui seront trouvées avoir esté usées au pais d'Artois dou temps Saint Loys, elle les seellera & fera tenir désormais en avant fermement, & les fera jurer à ses Baillifs; & fera cette preuve de ces coutumes par

gens dignes de foy, Chevalliers, Escuyers, Clercs, ANNO Bourgeois & Advocatz, que li dis Nobles ameneront à ce prouver devant la dicte Comtesse, ou ceux, que elle y deputeront, presens aucuns de nos gens, que nous y mettrons à la requête de la dicte Comtesse, cex comme il nous plaira sans faubon.

§. 4. Item tuit cil de qui la Comtesse tient terres ou justices sans lox, sans jugement données par aucuns cas qu'ils ayent advoqué à leur droit, ou veulent advoquer, laquelle chose est contre la coutume dou pais, si comme ils dient, soient dès maintenant remis au leur, & restitution faicte plentiere de ce qu'on a levé du leur, faicte avant foy, que la coutume soit telle. Et se ladicte Comtesse a aucune action contre eux, si les face adjourner en leurs Chastellenies, & ceu que droit li en donnera si empoit.

§. 5. Item s'il est ensi que la dicte Comtesse requise souffissamment, selon ce que on doit requierre son Seigneur pour coutume de pais, de faille de faire droit ou lox, ou le desnie à faire à aucune personne quelle que elle soit en cas criminel ou civil; se ladicte personne requiert depuis aus hommes de ladicte Chastellerie, que ils cessent tant comme droit & lox li soient fais; que li dis hommes soyent encoires à faire cesser tantost. Et se la dicte Comtesse desrie encoire à faire droit ou loy, & que par la cessation premiere elle ne veuille faire droit à la dicte personne de li homme de ladicte Chastellerie, qui cesse ou requierre aus autres Chastelleries dou pais qui cessent ausly: que cilz des autres Chastelleries dou pais soient tenus de requierre la dicte Comtesse, que elle face droit, & si elle à leur requête ne fait faire droit desdanz quinze jours passez, les autres Chastelleries cesseront à faire droit jusques à tant, que droit soit fait au premier; & si par ledict cas elle desriroit encoire à faire droit, nous la contraindrions tantost à faire droit.

§. 6. Item pour ce que sifist debat soit men en partie pour le gouvernement des gens de ladicte Comtesse, si comme li dictz Nobles & leurs aydants dient, la dicte Comtesse pour le pais afferuir, qui soit bien gouvernez, mettra à nostre requête tant comme li nous plaira, & que nous verrons que bon sera dou faire, spécialement jusques à tant, que li pais soient bien rasseurez & rassemez, ciez Baillifs, comme nous li nommerons.

§. 7. Item par ce que ladicz Nobles dient, que ilz ont moult de griefz cas à proposer contre Maistre Thierry le Prevost d'Aire, ilz les proposeront devant li Evesque de Therouenne son ordinaire, ou devant ses deputez a ceu, & li dict Evesque si li semble, que li cas soit tel qu'il requiere retention de personne, il le fera prendre, & requerra s'il veoit nostre ayde à mener le au Pais d'Artois por oir les complaindes contre lui & por lui defendre, & por recevoir droit, & à la requête nous le ferons. Et donra ladicte Maistre Thierry, au cas on li ne seroit pris, pleiges d'ester à droit, & rendre ce qu'il sera trouvé, qu'il aura eu à tort d'autrui, & se on ne propose, regardé que il n'y ait mie prise de sa personne, si ira ladicte Maistre Thierry ou Pais d'Artois por oir les autres complaindes contre lui, & lui defendre foubz nostre garde, en telle maniere, que li dictz Nobles ne leur aydants ne li facent nul mal; & ce li dict Evesque de Therouenne vouloit commettre à autres gens de nostre Conseil Clercs, à faire l'enquête ou le droit faire qui appertendra dudit Maistre Thierry, si bailliers nous volentiers à la requête dudit Evesque & dou pais gens convenables & non souspeoneux à faire les choses dessus dites: Et est bien nostre intention, que pour ce que ladicte Maistre Thierry est moult hay au pays, que en nuls cas comment qu'il adviegne, il ne demeure au Pais de Picardie, ne ses freres, ne sa sœur, ne ses Neveux.

§. 8. Item des cas desquies on se plaindra de la dicte Comtesse, nous nous ferons enquerre de la verité par bonnes gens non soupçonneux; Et ce qu'il sera trouvé avoir esté mal fait, nous le ferons adreier par nostre main. Des autres cas, desquies on se plaindra des gens de ladicte Comtesse, ladicte Comtesse en fera sçavoir verité par aucun preudhomme, que nous li donnerons, & amander selon le droit & la loy dou pais; & se le cas est trouvé tel contre les gens de ladicte Comtesse pourquoy ils doivent estre otez de leur service, ils en soient otez tantost à tousjours sans jamais remettre.

§. 9. Item pour ce que ladicte Comtesse dit ou veolt dire, qu'il y a aucuns cas là ou les amandes sont à la volenté, nous avons accordé, que elle les declare le plusloft que elle pourra, pour ce que les choses puissent demeurer pour le temps qui est à venir en clair & en leur estat.

§. 10.

ANNO 1315. hinlegen / nach Münte oder nach Recht; und wederer theil das versprache / so sollen die anderen Eidgenossen dem andern Münte oder Rechts beschaffen sein / auf eins schaden der da ungeschaffen ist. Wäre auch dessen Satz oder dessen Trug gar nicht benen enden und ihn eins von dem andern weder Münte noch Recht nennen wolte / so soll das dritte Land das achte sein schwören und ihme Münte oder Rechts beschaffen sein. Wäre auch / daß der Eidgenossen keiner den andern in der Abtheilung / der soll auch den Leib verlieren / er möge das beweisen als ihm erlaubt wird / daß er es nachherde fenes leib schon habe. Ist aber daß er einweicht / wer ihn den hufet oder heit oder schmetzt innerhalb lands / der soll von dem Land fahren und soll mit wieder in das Land kommen / und daß ihn die Eidgenossen mit gemeinem Rath wider einladen. Wäre auch / daß der Eidgenossen keiner den andern dießlich oder freventlich brante / der soll nimmermehr Landmann werden / und wer ihn hufet / heit oder schmetzt / der soll einen fenen schaden abthuen. Es soll auch niemand den andern pfenden / es sei den gahr oder Münte / und soll dennoch das mit thun / wann mit fenes Nachers erlauben. Es soll auch ein redlich mann seinen Richter gehorsam sein / und seinen Richter zeigen innerhalb lands von dem er durch Recht solle sein. Wer auch den gerichte widersteht / oder ungeschaffen mere / und von seinem Ungeschaffen wegen der Eidgenossen befehlen in schaden fände / so sollend ihn die Eidgenossen zwingen / daß den schadhafften ihren Schaden von ihm werde abgethan. Und durch daß die vorgeschriebene fidesheit und die göding ewig und stat bleibend / so hand wir die vorgenante Lande und Eidgenossen von Iry / Schwyz und von Unterwalden unsere hülfe schenkt an disen Brief / der ward geben in Brünen / da man juls von Gottes geburthe dreizehen hundert Jahr und danach in dem funfzehenden Jahr am negen Samstag nach Sankt Michaelen Tag.

L.

1316. *Epistola EDUARDI II. Regis Angliæ ad HAKVNUM Regem Norwegiæ, de restitutione detentæ Navis faciendæ. Data apud Lincolniam die 20. Februarii, Anno 1316.* [RYMER, *Fœdera, Conventiones, &c.* Tom. III. pag. 572.]

MAGNIFICO Principi, Domino H. Dei gratia Regi Norwegiæ illustri, Amico suo carissimo, Edwardus &c. salutem, cum successibus semper prosperis & votivis.

Gravem dilectorum nobis, Burgensium Villæ nostræ Berwici super Twedam querimoniam recepimus, continentem quod, cum ipsi nuper quandam navem suam, diversis bonis & mercimoniis, ad valentiam quingentarum viginti & septem librarum, quatuordecim solidorum & octo denariorum, nuper in partibus Flandriæ carcatî fecissent, ducendam exinde usque ad dictam Villam Berwic, ad negotiandum ibidem de eisdem: Villaque navis, in eundo supra mare versus Villam prædictam, impulsu venti contrarii, usque ad portum vestrum del Wyke casualiter fuisset agitata; quidam Ballivi & Ministri vestri dictam navem cum omnibus bonis & mercimoniis prædictis, in ea existentibus, voluntarie arrestrant & ea ceperunt ad opus vestrum, ut dicebant; sicque eadem navis, bona & mercimonia, eisdem Burgensibus hæcenus, contra iustitiam, detenta fuerunt, & adhuc detinentur, in ipsorum Burgensium grave dispendium & depauperationem manifestam.

Et quia eisdem Burgensibus nostris circa recuperationem honorum & mercimoniorum suorum prædictorum, congruo remedio subvenire volumus, ut tenemur, Magnificentiæ vestram affectuose requirimus & rogamus, quantum dictis Burgensibus, vel eorum Attornatis, seu Procuratoribus, has Literas nostras vobis deferentibus, debitam restitutionem de navi, bonis & mercimoniis prædictis, secundum juris exigentiam, nostris precibus, fieri faciatis; ita, si placet, quod non oporteat nos per ipsos sollicitari amplius ex hac causa.

Et, quid inde, ad nostri rogarum, duxeritis faciendum, nobis referbere velitis per præsentium portitorem. Dat. apud Lincolniam vicefinio die Februarii.

§. 5. Nous avons aussi arrêté de non recevoir ou avoir aucun Juge qui par argent ou autres biens achètera l'Office, & qu'il ne soit de nostre part pays.

§. 6. Au cas qu'il survienne différend ou guerre entre nous lesdits Alliez, en ce cas seront ordonnées les plus sages & plus capables pour appaiser & appointer les différends & guerre, amiablement ou par justice. Et la partie qui s'y accordera, les autres Alliez lui assisteront amiablement ou par justice aux dépens de l'autre partie, qui ne voudroit obéir.

§. 7. Survenant aussi différend ou guerre entre nous lesdits trois pays, & que l'un d'eux qui auroient différend, n'en voudroit contredire à la justice ou amiablement, en ce cas le troisième assistera l'autre, soit par justice ou amiablement.

§. 8. Si aucuns de nous lesdits Alliez faisoient homicide celui perdra aussi la vie, s'il ne prove qu'il l'ayt fait son corps défendant; & s'il s'abstenoit, celui qui le logera, entretiendra ou protégera dedans le pays, iceluy vuidera le pays & n'y entrera, jusques à ce que tous les Alliez par commun consentement & avis les y rappelleront.

§. 9. Si aucuns de nous lesdits Alliez témérairement & par meschanceté endommageroit un autre par feu, un tel ne sera jamais receu pour paylan; & celui qui le logera & entretiendra, supportera le dommage qu'il auroit fait à l'autre.

§. 10. Nul ne gaigera un autre, si ce n'est un pleige ou fiancé & si ne le fera que par le consentement de son Juge; ou chacun aussi doit estre obéissant à son Juge & monter au Juge dedans le temps celui devant lequel il se doit présenter, ou qu'il vient demander en droict.

§. 11. Celui qui résistera à la Justice, ou qui fera desobeissant, & que à cause de sa desobeissance aucuns de nousdits Alliez en fussent intéressés, nousdits Alliez le contraindront à supporter tel dommage & intérêt.

§. 12. Et afin que les assurances & choses y dessus écrites demeurent perpétuellement & fermement, nous les fustids Paylans & Alliez d'Ury, de Schwitz & d'Underwalden avons fait pendre nos sceaux à ces présentes; qui furent faictes à Bruenen, l'an après la nativité de nostre Seigneur treize cens quinze, le premier mardy après le jour de Saint Nicolas.

LII.

Tabula Fœderis inter Judices, Consules & Universitatem terræ WORTSATIÆ atque Consules & Universitatem Civitatis HAMBURGENSIS initii, quibus mutuam sibi pollicentur assistentiam contra quoscunque Turris novæ Ocht Aggressores. Dat. in nova Ocht anno 1316. feria quinta ante festum Palmarum. [PETRI LAMBECHII *Rer. Hamburg. Lib. II. pag. 81.* LUTICI, *Teutisches Reichs Archiv. Part. Spec. Contin. IV. Abtheil. VIII. Abtatz XXIII. pag. 933.* d'où l'on a tiré cete Pièce.]

Nos Judices, Consules & Universitas terræ Wortsatie recognoscimus, & tenore præsentium firmiter protestamur, quod cum honorabilibus Viris amicis nostris specialibus, & dilectis Consulibus & Universitate Civitatis Hamburgensis, quadam speciali amicitia & mutuo juvamine perpetuo duraturis compromissimus nos & confederavimus per hunc modum. Quod ipsos in terra nostra & ubicunque poterimus, debemus fideliter promovere, & singulariter, si aliquis, seu aliqui Principes, Barones, aut terrarum Domini, sive quicunque pacis emulatores Turrim novæ Ocht, quam dicunt Consules & Cives Hamburgenses pro salute nostra & omnium Mercatorum extruxerunt & custodiunt multis laboribus & expensis, infestaverint, obsederint, vallaverint, seu præsumserint expugnare, debemus cum ipsis, & ipsi una nobiscum hujusmodi invalentibus & pacis emulatores totis terræ nostræ viribus armata manu concorditer resistere, & eorum injustas violentias mutuo juvamine repellere fideliter & constanter. In cujus rei testimonium sigillum terræ nostræ duximus præsentibus apponendum. Datum & actum in nova Ocht, Anno Domini millesimo trecentesimo sexto decimo, feria quinta ante festum Palmarum.

Avril. *Epistola EDUARDI II. Regis Angliæ ad HAKUNUM, Regem Norwegiæ, super damnarum utriusque illorum negotio componendo. Data apud Wyndeſoram 12. Aprilis an. 1316.* [RYMER, Fœdera, Conventiones &c. Tom. III. pag. 566.]

MAGNIFICO Principi, Domino H. Dei gratiâ, Regi Norwegiæ illustri, Amico suo carissimo, Edwardus, ejusdem gratiâ, Rex Angliæ, Dominus Hiberniæ, & Dux Aquitanie, salutem, & sinceram dilectionis affectum.

Litteras vestras, super dampnis, hominibus nostris per vestros, & vestris per nostros, ut refertur, hinc inde datis & illatis, amabiliſſime pacificandis, nostris Litteris, prius vobis inde directis, nuper receptis responsis; continentes quod affectatis ut, aliqui, nostro, & hominum, ac Mercatorum de Regno nostro, per vestros dampna paſſorum, nomine ad tractandum inde, in Regnum vestrum mitterentur.

Super quibus vobis duximus intimandum, quod, licet deceret, ex diversis causis, quod vestri erga nos venissent, ad tractandum super negotiis antedictis; verumtamen, pro bono pacis & mutue dilectionis, ac communis inter Subditos nostros & vestros nutriendi, dilectos nobis, Bernardum Barran, Siglanum Sus, & Johannem de Walton, Mercatores, infra Regnum nostrum converſantes, ad tractandum, nostro, & hominum, & Mercatorum nostrorum prædictorum nomine, una cum illis, quos pro vobis & vestris deputaveritis, super dampnis hinc inde datis & illatis, ut est dictum, & reformatione ac satisfactione eorundem, ad vos duximus destinandos.

Rogantes quatinus ipsos velitis gratiose admittere: & pro præmissis faciendis & complendis, pro vobis & vestris, alios, pacis, dilectionis & communis prædictorum zelatores, cum festinatione commoda deputare: jubere etiam negotium illud, quatenus bono modo fieri poterit, maturare; ut sic idem negotium, ad communem utilitatem nostrorum & vestrorum Subditorum, valeat expediri.

Et, quid inde duxeritis faciendum, nobis per aliquem dictorum, Bernardi, Siglani & Johannis, versus nos prius primitus venientem, si placet, scribitis.

Dat. apud Wyndeſoram duodecimo die Aprilis.

LIII.

Mai. *Litteræ Patentes EDUARDI II. Regis Angliæ, de Civitate Burdegaliæ Coronæ Angliæ & Cameræ Regis annexanda. Dat. apud Westmonasterium die 18. Maii. 1316.* [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. III. pag. 560.]

REX Universis, præſentes Litteras inspecturis, salutem, & præſentibus dare fidem.

Regalem decet Magnificentiam fideles & bene meritos, & præcipue illos, qui fidei constantis fervore Regis beneplacitis adhaeruerunt, & laudabilia obsequia impenderunt, favore regio communi: & quanto fideles hujusmodi ad tam utilia obsequia inventiuntur proniores, tanto eos debet Regi benivolentiâ gratiosius amplecti, & ipſi sibi peculiares meritis numerare; ut sic ad gratia obsequia subditi se reddant impoſterum promptiores, & Præſidentes obſequentibus majorem gratiam exhibeant & favorem.

Cum itaque, dilecti & fideles nostri, Jurati & Communitas Civitatis nostre Burdegaliæ, Progenitoribus nostris, quondam Regibus Angliæ, & Ducibus Aquitanie, ac nobis, temporibus transactis, laudabiliter deſervierint, in obsequiis dictorum Progenitorum nostrorum & nostris labores indefessos fuſſimodo: & jam nobis supplicaverint ut ipsos, licet in nostra benivolentia & gratia, sicut ceteri fideles nostri, recumbant, velimus nostre Cameræ annexere prerogativâ dilectionis specialis;

Nos, ad gratia & laudabilia servitia, per ipsos & eorum Antecessores, Progenitoribus nostris prædictis, & nobis impensa, nostre considerationis intuitum dirigentes, speramus etiam quod, quatenus ipsos, & Civitatem nostram prædictam, nostris, & Hæredum, ac Successorum affectibus specialius conjunxerimus, eatenus nos, Hæredes, & Successores nostri, illos, & eorum Hæredes, ac Successores inveniemus in futurum ad nostra, & Hære-

dum, ac Successorum nostrorum beneplacita promittentes, Majorem, Juratos, ac Comitatum Civitatis nostre prædictæ, nostre & Hæredum, ac Successorum nostrorum Cameræ perpetuo duximus annexendos; volentes & concedentes pro nobis, Hæredibus & Successoribus nostris, quod Civitas nostra supradicta Coronæ Angliæ & Cameræ nostre, Hæredum, ac Successorum nostrorum, impoſterum remaneat sic annexa: & quod a coronâ Regni nostri Angliæ aut Camerâ nostra, Hæredum, vel Successorum nostrorum, ad manus, usum, vel proprietatem alterius nullatenus transferatur.

Hoc tantummodo excepto, quod Civitas prædicta per nos, Hæredes & Successores nostros, nostro, & ipſorum Hæredum, & Successorum nostrorum Primogenitis, ut futuris Hæredibus Regni Angliæ & Ducatus prædicti, dari, transferri valeat & concedi: & quod ea nichilominus Coronæ Regni Angliæ annexa remaneat, & Privilegiis Cameræ nostre, Hæredum, & Successorum nostrorum, sicut prius, gaudeat & utatur.

In cujus &c.

Dat. apud Westmonasterium decimo octavo die Maii.
Per ipsam Regem & Concilium.

LIV.

Litteræ Patentes EDUARDI II. Regis Angliæ, quibus Villam Sanctæ Fidis aliasque Ducatus Aquitanie Villas Coronæ Angliæ amittit. Date apud Westmonasterium primo die Junii. Anno 1316. [RYMER Fœdera, Conventiones &c. Tom. III. pag. 563.]

REX omnibus, ad quos &c. salutem.

Fideles, & bene meritos, ac Regis obsequiis utiles atque promptos, Regiam decet providentiam suis affectibus, talibus annexere vinculis & unire, ut, de promptis, ad opportunitates Regias, per ipſorum servitia fructuosa, efficiantur impoſterum promptiores.

Nos igitur,

Ad grata & utilia obsequia, per dilectos & fideles nostros, Consules & Universitatem Villæ nostre de Sancta Fide, in Ducatu prædicto, frequenter & utiliter nobis impensa, nostre considerationis intuitum dirigentes,

Concessimus eis, pro nobis, & Hæredibus nostris, per has nostras patentes Litteras impoſterum duraturas, quod Villam nostram prædictam, per donationem, permutationem, vel quovis alio modo, extra manum Regiam non ponemus;

Hoc tantummodo excepto, quod Villa prædicta per nos, Hæredes & Successores nostros, nostro, & ipſorum Hæredum & Successorum nostrorum, Primogenitis, ut futuris Hæredibus Regni Angliæ & Ducatus Aquitanie, dari valeat & concedi, ut Villa illa, per donationem hujusmodi, Coronæ Regni Angliæ specialiter conjuncta remaneat & annexa.

In cujus &c.

Dat. apud Westmonasterium primo die Junii

Per ipsam Regem & Concilium.

Consimiles Litteras habent Consules & Universitates, in Ducatu prædicto, videlicet;

Villæ Regis de Gontaldo,
Villæ Regis de Sancto Machario,
Villæ Bellimontis in Petragoricinio,
Villæ & Castri de Meleris in Petragor.
Villæ Lyndeye in Petragor.
Montis Passerii,
Villæ Franche,
Villæ Regis de Florentia; nec non Universitates, ac Nobiles, & Ignobiles de Guaura in Comitatu prædicto.

LV.

Traité entre (i) PHILIPPE Regent des Rois de France & de Navarre, & Eudes IV. Duc de Bourgogne, qui consent que ledit PHILIPPE tiennne le Gouvernement des Royaumes de France & de Navarre. Fait au Bois de Vincennes, le 17. Juin, 1316. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 70.]

PHI-

(i) C'est Philippe V. surnommé le long, qui fut Regent du Royaume, jusques à ce que la Veuve de Louis X, que ce Prince avoit laissé veuf d'un fils nommé Jean, qui n'ayant vécu que huit jours, laissa la Couronne audit Philippe son Oncle.

ANNO
1316.

32

PHILIPPE fils de Roy de France (2) Regent des Royaumes de France & de Navarre, & Eudes Duc de Bourgogne à tous ceux, qui ces presentes Lettres verront Salut. Sçavoir faisons, que deliberation eue & traitté diligent pour le bien de Paix en semblable nos grands amis & conseillers avons fait les convenances cy dessous escriptes ; C'est assavoir : Nous Philippe dessus dict, & nous Eudes dessusdicts pour nostre chiere & amée niece Jeanne fille de noble recordation Loys par la grace de Dieu Roy jadis de France & de Navarre nostre tres chier Seigneur & frere de nous Philippe dessusdict, & de la Roynne Marguerite premiere femme jadis dudit nostre Seigneur Loys, & Suer de nous Duc, & en nom d'elles & de nous, tant comme nous touche & puis toucher. Premierement nous avons voulu & voulons que la dicte Jeanne fille desdicts Loys & Marguerite, & la fille de la Roynne Clemence seconde femme dudit Loys, se ainsi estoit que fille eult de cette grosse, aient en heritage le Royaume de Navarre, & les Comtés de Champagne & de Brie entierement pour telle portion comme à chacune puet appartenir tant par droict quant par coustume, quant par convenance ; excepté ce que nous Philippe devant dit & nostre tres chier frere Charles Comte de la Marche en avons eu & emporté de la descende de nostre tres chiere Dame & Mere pour nostre partage ou pour nostre appanage ; sytoit comme elles ou l'une d'icelles seroient venues à droict aage de marier par la coustume du pays ; & se il n'en vivoit que l'une, sy emporterait elle lesdicts Royaumes & Comtés ; en telle maniere que elles feront quittances parmi tant de tout le ramanant du Royaume de France & de la descende du Pere, si comme l'en pourra ; & se il ne leur plaist à faire quittance elles reviendront à leur droict tel comme elles le puent & doivent avoir en toute la descende du Pere, & leur en sera fait droict & serons faves les raisons d'une Partie & d'autre ; & en ce cas ou elles s'accorderont à faire la quittance auront la dicte Jeanne & la fille de la dicte Roynne Clemence le Royaume de Navarre & les Comtés de Champagne & de Brie entierement pour telle portion comme à chacune en pourra appartenir tant par droict, par coustume, comme par convenances ; & se elles ou l'une d'elles ne vouloient faire la quittance & ratifier les convenances, ly esclarcissement, que nous leur faisons & avons fait des Royaumes de Navarre & des Comtés de Champagne & de Brie seroit nul, quant à celle qui ne voudroit faire la quittance ; & ne nous lions ne obligons en rien envers les filles, se ainsi estoit que il eust hoir masle, que le droict d'icelluy hoir masle ne fut sauvé en toutes choses.

§. 2. Item nous voulons & avons voulu & accordé, que audit Duc de Bourgogne pour sa Mere la Duchesse dessusdict la dicte Jeanne Mere dudit Duc soit baillie pour nourrir avec toute la terre qui fut sa Mere tant pour la nourriture de la dicte Jeanne, comme pour le droict, quelle y puet avoir, parmi faisant bonne seurété, que elle ne sera mariée, que par le gré de nous Philippe, ou de celui qui gouvernera le Royaume de France, de nostre tres chier cousin Philippe son fils le nostre dict oncle defaillloit ; de nostre chier oncle Louis Comte d'Evreux defaillloit ; de nostre chier frere Charles le Comte de la Marche ou de son fils aîné, se nostre dict oncle d'Evreux defaillloit ; de nostre chier frere Charles le Comte de la Marche ou de son fils aîné, se nostre chier frere de la Marche defaillloit ; & se ils defaillloient, dont Dieu les gard, par le gré des plus prochains du lignage de France. Et avons voulu Nous Eudes dessusdicts, & nous sommes accordé tant pour nous comme pour nostre dite Mere, comme pour nostre dicte Niece, que ledit Philippe tiengne le gouvernement des Royaumes de France & de Navarre, & des Comtés de Champagne & de Brie, jusques à tant que la dicte Jeanne & la fille de la dicte Clemence soient venues à leur aage, sy comme dessus est déclaré, & puisse ledit Philippe recevoir les hommages comme Gouverneur ; sauf le droict de l'hoir masle en toutes choses, & sauf le droict des filles en tant comme à elles puet appartenir. Et les choses dessusdictes & chascunes d'icelles Nous Philippe dessusdicts, voulismes, consentismes & promismes, voulons, consentons & promettons par nostre serment

faits aux saints Evangils presentés & touchés corporellement tenir garder par nos enfans & nos hoirs & Successeurs & tous nos sujets, & par tous autres à tous jours perpetuellement.

§. 3. Et pour ces choses & chascunes d'icelles plus fortement tenir & garder, Nous Philippe dessus dict obligismes & obligons nous, nos hoirs & successeurs, & tous ceux, qui de nous auront cause, nos biens meubles & heritages, & les biens de nos hoirs & de nos successeurs preiens & à venir, & voulons & avons voulu, que sy nous venions encontre les Convenances ou aucune d'icelles, ou fessions venir en aucune maniere ou en couvert ou en repoit, que nuls des Sougiers desdicts Royaumes ne soit tenu d'aide, ne puisse à nous ayder ne obeir en cet cas, aincois quant à cet article en quoy nous irions encontre, tous les Sougiers desdicts Royaumes soient absous de toute seauté, hommage, Serment & autre lien par lesquels ils seroient & seroient obligés & tenus à nous, se encontre venions ; & renoncions par nostre dict serment Nous Philippe dessusdict, quant aux choses dessusdictes & chascunes d'icelles à toutes exceptions, defences, oppositions, denonciations, reclamations & tout ayde de fait, de droict & de coustume, parquoy les choses dessusdictes & les aucunes d'icelles pourroient estre annulées, empeschées ou aucunement retardées en tout ou en partie, & que nous par nulle maniere ne demanderons, ne reclamerons, ne ne nous opposerons contre les choses dessusdictes ou aucunes d'icelles. Et nous Eudes Duc dessusdict les choses dessusdictes & chascunes d'icelles en nom de nostre devant dict mere & niece, & de chascunes d'icelles & du nom de nous & en tant comme il nous touche ou puet toucher, voulons, oïroyons & nous y consentons. Et à ces choses & chascunes d'icelles furent presens, confiseurs, conseillers & approuvans Charles de Vallois & Loys de Evreux Comtes chiers Oncles de Nous Philippe & Cousins de nous Eudes dessusdicts ; & Charles Comte de la Marche chier Frere de nous Philippe ; nos chieres Cousines, Mahault Comtesse d'Artois & Blanche de Bretagne ; Nos chiers Cousins Louys & Jean de Clermont freres & Charles de Vallois le Jeune, Guy Comte de Saint Paul & Jean Comte de Savoye, Gauchier de Castillon Connestable de France, Mille Seigneur de Noyers. Her. Seigneurs de Sully, Guillaume de Harrecourt, Ansel de Joenville Seigneur de Rimel & Harpin Danguery Chevalliers ; lesquels & chacun d'eux à nostre requeste promirent & jureront touchées les Saintes Evangiles de Dieu, garder & accomplir & faire garder toutes les choses dessusdictes & chascunes d'icelles en tout & de non venir encontre. Et requerrons par ces presentes de commun accord pour greigneur fermeté & greigneur seurété des choses dessusdictes & de chascunes d'icelles tous les Prelats, Pers, Barons & Comtes du Royaume & specialement les dessus nommés, que ils veuillent mettre leurs Seaux en ces presentes Lettres avec les nôtres, lesquels en tesmoing des choses dessusdictes & de chascunes d'icelles & pour ce, que elles soient & durent fermes & stables, Nous avons mises en ces presentes Lettres, c'est assavoir Nous Philippe le nostre, de quoy nous usons avant que nous eussions pris le gouvernement desdicts Royaumes : & nous Eudes dessusdict le nostre propre, ainsi fait & donné au bois de Vincennes le Samedi dix septiesme jour de Juingnet l'an de grace mil trois cens seize.

LVI.

*Littere HAQUINI Norwegie Regis ad EDUARDUM II. Anglie Regem super Nave Burgen-
sum Berewici Urbis detenta responsorie. Date
apud Civitatem Bergenem s. Idus Augusti anno
1316. [RYMER, Fœdera, Conventions
&c. Tom. III. pag. 566.]*

MAGNIFICO Principi ac Potenti, Amico suo in Christo carissimo, Domino Edwardo, Dei gratia, Regi Anglie, Domino Hibernie, & Duci Aquitanie illustri, Haquinus, eadem gratia, Rex Norwegie, sinceræ dilectionis affectum, cum salute.

Magnificentie vestre Literas, nuper apud Civitatem Bergenem, 15. Kal. Augusti, quærimoniæ Burgen-
sum Villæ vestre Berewici super Twedam recepimus, continentes, quod Navis eorumdem Burgenium, in Portu nostro Delwiku, fuerat per nostros homines arre-
stata, ut iidem Burgenes in vestra præsentia propo-
suerunt conquerendo, sicut in vestris Literis, inde con-
fessis, expressius continetur.

Ad

(2) Il paroit, dit G. G. Leibnitz, par les paroles des §. 1. & 2. de ce Traité, que la succession, suivant la Loi Salique, paroissoit enco-
re alors un peu à plaindre ; tellement que Philippe le Long le comen-
teur de la onzième Gouverneur ou Regent, jusqu'à ce que la fille
ou les filles de son frere soient en âge de renoncer ou de pourvoir
leur droit, quel qu'il puisse être. Et tout cela aura contribué appa-
remment à la prétention, que les Anglois ont faite, deux fois depuis,
sur le Royaume de France, sous Edouard III. & sous Henri VI. tous
deux nez de filles de Rois de France.

ANNO
1316.

Ad ea verò, quæ Literis vestris sunt inserta, taliter respondemus; quod quidam Mercatores, Villæ vestræ Berewick antedictæ, in quodam Portu Regni nostri Wihahel existentibus, quandam Militem, lateris nostri Cultodem, Præsidem illius Provinciæ, ex parte nostra deputatum, tunc specialia nostra negotia ibidem exercentem, ad se, sub umbra pacis & perfectæ amicitia, cum aliis decem Domicellis, Nobilibus Regni nostri, ad prandium & suum convivium, in navem ipsorum Mercatorum amicebilitate invitarent.

Et Miles antedictus, cum prædictis decem Nobilibus, nonnullis mali conscius, nec sinistræ aliquid suspitionis habens, simpliciter ad prandium & totaliter inermis accessit, eorumdem homines & servientes suos a se licentians, ad propriam domum remisit, ne dictis Mercatoribus & Nautis in expensis existeret onerosus, ipsorum fidelitati & securitati commode se committens.

Ipsi verò Mercatores & Nautæ prædicti, Sathana Sarelles & Militrî Dyaboli, sanguinem innocentem effundere sitientes, convivi gaudium in homicidii facinus converterunt, ipsum Militem, ad mensam eorum, cum prædictis Domicellis suis, recubentem, Nautis ipsi milititransibus eisdem ante mensam, proferunt in facies invitatorum, pro secundo ferulo, aquam bullentem & cineres ignitis; alii vero Nautæ, frandulenter subarmati cum trutoris, euclleis, & gladiis, in ipsos, se featurizatos & stupefactos, singulos irruerunt crudeliter occidentes.

Et, quia Fratres, Germani & Confanguinei ipsius Militis, & aliorum Nobilium, secum occisorum, Hæredes & Uxores eorumdem, gravem coram nobis deposuerunt querelam, ne factum, tam enorme & crudele, remaneret impunitum, tandem Navem eorum de Berewick, qui dictum maleficiûm in dicto Milite, & aliis prædictis secum occisis, perpetrarunt, Sociorumque eorumdem, infra districtus nostri Domini, per Confanguineos & Hæredes dictorum, ut præmittitur, occisorum, adinventam, arefacti permixtus & capi, causis sufficienter exigentibus supradictis.

Script. apud Civitatem Bergenstam 5. Idus Augusti Anno Regni nostri decimo septimo.

LVII.

Sept. *Traité entre PHILIPPE Comte de Poitiers, Régent du Royaume de France, & ROBERT Comte de Flandre. Fait à Paris, le 1. Septembre 1316. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 88. & en abrégé dans (1) PIERRE D'OUDEGHHEEST, Chroniques & Annales de Flandre. Chap. CXLV. Feuille 240.]*

A Tous ceux qui ces présentes Lettres verront Raoul par la souffrance de Dieu Evêque de Saint Malo & Ameu Cuens de Savoye, Soyer de Courtray, Yuvains de Wernevie, Hugues de Borot, Robert de Samflachk, Baudouin de Rokerke Chevalier, Maître Baudouin de Zenebeke, Maître Henry de Lemberge, Jean de Dauze, Henry de Pichkin, Philippe Scinael, Jacques de Mascon, Jacques de Maich, Glesnois de Auvnan, Gilbert de Zomerchen, Pierre Provain le Jeune, Chrestien Poterie, M. Jean Balkard, Pierre Enguillen, Jean Bardou, Lambert Belchrestien, Chrestien Havenast, Karken Doureue, Jean Dougaillen & Gerard le Mor, Salut. Sçachent tuit, que comme nous & par accord avoir sur les débats, contentz, contrarietez, descords & guerres meus & faitz par hault homme & puissant Monseigneur ROBERT Comte de Flandres, ses aydans & ses aliez, & les gens des bonnes Villes des Chastellenies & dou Païs de Flandres encontre le Roy de France nostre Seigneur, ses amis & ses Aliez, Nous Soyer de Courtray, Yuvains de Wernevie, Hugues de Borot Chevaliers & Maître Baudouin de Zenebeke Procureurs doudict Comte de Flandres nostre Seigneur. Et nous Maistre Henry de Lemberges Clerc, Jean de Dauze Eschevins, Henry Pichkin Conseiller, Philippe Scinael, Jacques de Mascon, Jacques de Maich, & Glesnois le Auvnan Bourgeois de Gand, Procureurs des Eschevins, Conseil & toute la Communauté de la Ville de Gand, Gilbert de Zomerchen, Pierre Provain le Jeune Eschevins, Chrestien Poterie dîct Commun, & Maître Jean Balkard Clerc de la Ville de Bruges, Pro-

cureurs des Bourgmaitres, Eschevins, Conseil & toute la Communauté de la Ville de Bruges. Pierre Enguillen, Jean Bardou, Lambert Belchrestien, Chrestien Havenast, d'Ipres, Procureurs des Advours, Eschevins, Conseil & toute la Communauté de ladite Ville d'Ipres. Robert de Samflachk Chevalier Procureur des Chevaliers, Eschevins & toute la Communauté d'on franc terrouer de Bruges. Karken dou Bruec Procureur des Eschevins dou Conseil, Bourgmaitres, & toutes les Communautés de la Ville & du terrouer de Furnes. Baudouins de Rocherke Chevalier, & Karken dou Bruec, Procureurs des Eschevins, Conseil, Chevaliers, Eschiers, hommes de fief & toute la Communauté de la Chastellenie de Bergues. Jean dou Guerdin, Karken dou Bruec, Chrestien Auvnast & Maître Jean Vailliard Procureurs des Bourgmaitres, Eschevins, Conseil, & toutes les Communautés de la Ville & dou terrouer de Bourbourg. Maître Henry de Lenkbergh Procureur des Prevôitz, Eschevins, Conseil, & toutes les Communautés des Villes de Courtray & de Audenarde. Karken dou Bruec & Chrestien Auvnast Procureurs des Bourgmaitres, Eschevins, Conseil & toute la Communauté de la Ville de Nieuport. Maître Jean Balport & Chrestien Havenast Procureurs des Bourgmaitres, Eschevins, Conseil & toute la Communauté de la Ville de Dikennes. Robert de Semlasck Procureur des Bourgmaitres, Eschevins, Conseil & toute la Communauté de la Ville de Lammieu ou Liète, que l'on appelle, l'Ecluse. Gerard le Mor Procureur des Bourgmaitres, Eschevins, Conseil & toute la Communauté de la Ville de Ardembourg. Ou nom & comme Procureurs de nostre Seigneur & Comte de Flandres & des autres dessus nommez & pour eux soyons venus à tres noble & tres puissant Prince Monseigneur PHILIPPE filz du Roy de France, Regent des Royaumes de France & de Navarre, & à toute la reverence & toute l'humilité, que nous avons peu, ly ayons supplié & requis es noms dessus dictz & comme Procureurs doudict Comte & des autres dessus, que il bonnement ou nom doudict Comte de Flandres, des Nobles, des gens des bonnes Villes, des Chastellenies & de tout l'autre païs de Flandres nous voulsist recevoir à Paix & à accord, envers ly & le Royaume de France envers ses aydans & ses Aliez; Et les durs & obscurs articles contenus en la Paix traictée & accordée jadis entrele Roy de France & les Flamens par haults hommes & puissans Messigneurs Louis filz du Roi de France, Comte de Evreux, Robert Duc de Bourgogne, Chambrier de France, Amé Comte de Savoye & Jean Comte de Dreux, nommez, eleus & établis à ce faire de par tres hault, tres noble & tres puissant Prince Monseigneur Philippe jadis par la grace de Dieu Roi de France; Monseigneur Jean Seigneur de Cuc, Monseigneur Gerardz de Sotenguien, Monseigneur Jean de Gaure Seigneur d'Estornay & Monseigneur Gerars le Mor, eleus nommez & établis de la partie des Flamenz; voulsist esclaireir & faire esclaireir & entendre en telle maniere, que li Cuens & les autres gens de Flandres les poissent bonnement accomplir. Et pour ces choses oir, traicter, ordonner & accorder, li dis Messires li Regens pour li bien de Paix en ensuivant les faitz de son Pere de bonne memorie, & de ses autres devanciers, qui tousjours ont desiré la Paix & le bon estat de leurs Subjectz, & en desirant de grande affection oster tous empeschemens, par quoy li sien voyage d'outre mer, qui par les guerres se pourroit grossement empeschier, se puisse parfaire & accomplir; à la requelte & à la supplication de Procureurs dessus dictz, ait nous les dessus nommez, Raoul par la souffrance de Dieu Evêque de Saint Malo, & nous le dessus nommé Amé Comte de Savoye, deputez & commis. Et spécialement nous Raoul Evêque & Ameu Cuens dessus dictz Regent, les offrez, que li dis Procureurs ou nom du Comte & des autres nous ont faitz ou nom doudict Comte & des autres de Flandres, de qui ils sont Procureurs, avons recens pour bien de Paix; & les durs & obscurs articles de la dicte Paix leur avons attemperez & esclaireis & faitz accord avec eux en la maniere qui s'ensuit.

§. i. Premièrement Nous li Procureurs des terrouers, Villes, Chastellenies & Lieux dessusdictz, en nom & comme Procureurs de eux, avons offert, oëtroyé & accordé aux susdictz Evêques de Saint Malo & Comte de Savoye ou nom de Monseigneur le Regent dessus dict; que Monseigneur Robert Comte de Flandres dessus dict, Monseigneur Robert son filz, & les bonnes gens dou Païs de chacune des Villes & Chastellenies grandz & petit, venront à Monseigneur Phi-

(1) Qui met ce Traité au mois d'Août.

ANNO
1316.

34

CORPS DIPLOMATIQUE

lippes Comte de Poitiers, Regent les Royaumes de France & de Navarre dessus dictz, si obeïssamment & réveremment, comme plus pourroit, & sans reconnaissance faire, que ilz ayent rien mesfaict, ne que ilz ayent encouru nulle sentence, ilz se parforceront de dire & faire tout ce, que ilz pourront bonnement pour acquerir fa benevolence & fa grace, en demonstrent, que moult leur poise, se ilz ont courroucé Monseigneur son Pere, Monseigneur son Frere & ly. Et li dis Messire de Poitiers rapportera & dira, que li dis Cuens Robert de Flandres ira outre mer avec ly ou avec celui, qui sera Roy de France, quand geneaux passages sera, se il est en estat, que il puisse aller, & li dis Messire Robert ses fils ira dedans un an en pelerinage à Saint Jacques en Gallice, à nostre Dame de Rochemaïdene, à nostre Dame de Vauvert, à Saint Gilles en Provence, & à nostre Dame dou Pay; & se il ne pooit bonnement dedans un an pour l'encombre de ly & de son Pere, il iroit dedans deux aus, & fera les dictz pelerinages à une fois ou à plusieurs, si comme il li plaira.

§. 2. Item li Chateau de Courtray sera tout abatu par lessdictz Comtes de Flandres, & la pierre sera livrée as gens Monseigneur li dict Regent, & ne sera jamais li Chastiaux refaict. Item li Pais & les gens de Flandres payeront deux cens mil livres à Monseigneur le Regent dessus dict. Item l'Isle, Douay & Bethune ensemble toutes leurs baillies & appartenances, enly comme elles sont baillées par li dis Comte de Flandres, demourront au Roy de France à tousjours mais paisiblement, & sera li baux approuvez & confermez dou Comte de Flandres & de ses Enfans de ceux des bonnes Villes, & de son Pays de Flandres nobles & autres. Et si li dis Comte de Flandres, ou si hoirs venoient encontre, les bonnes gens dou Pais seroient tenus à ayder à le tenir & garder & faire tenir & garder. Et parmy ces choses nous li Evques de Saint Malo & li Cuens de Savoye dessus dictz les attemperamens & esclaircissemens cy dessous escriptz, avons au Comte & aux gens de Flandres au nom de Monseigneur le Regent octroyez & accordez en la forme cy dessous escripte.

§. 3. C'est à sçavoir que li dis Cuens de Flandres, si hoirs & si Successeurs Comte de Flandres en la Comté de Flandres seront restablis pleinement & entierement à la Pairrie de France; à estre & demeurer perpetuellement Pairs de France, & si franchement en toutes choses, comme cy devant estoient li devanciers anciennement, & ne pourront en nul cas forfaire terre ou estat, fors tant seulement ez cas, pour lesquelz Pairs de France le foreroient ou pourroient forfaire, ne estre adjournez, demenez ne jugiez, fors comme Pairs de France, non contrefaisans quiezconques sermens, obligations ou liens, que li dis Cuens ou si hoirs ayent faictz, par lesquelz ils pooissent forfaire leur terre selon la forme de la Paix. Et ne sera faicte enqueste ne correction sur nulles personnes, quelles qu'elles soient de la Comté de Flandres, pour chose, qui advenue soit jusques aujourd'huy, & seront à ceux de Flandres saüves vies, membres, franchises, heritages, loix, usages, coustumes des Villes, Chastellenies & Pays de Flandres; ne seront tenus à bailler hostages, ne à estre en prison, bannis ou exiliez hors du Pais pour chose qui amenée soit jusques aujourd'huy, ains doivent toutes choses & rancunes estre pardonnées, non contrefaisans quiezconques sermens, obligations & liens, que li dis Cuens, ou si hoirs ou cels du Pais de Flandres ayent faictz au contraire par la forme de la Paix. Item li rachaps de dix mil livres de rente & des pelerins sont octroyez purement & sans condition, c'est à entendre, qu'en payant la somme des deniers, pour lesquels les dix mil livres de rente & li pelerins sont rachapez, l'on n'en pourra à nully rien demander des dictz dix mil livres de rente & pelerins, & pour autre chose quelle qu'elle soit. Item que les Villes, Chastellenies & Baillies de l'Isle, de Douay & de Bethune, qui demourront au Roy pour les autres dix mil livres de rente, seront limitées par bon & loyal appanage: si comme l'on a üsé par la coustume & loix des dictz lieux, & les bones esclarcies si certainement, que debat n'en puisse ne doive rebourde.

§. 4. Item sur les surprises, dont li Cuens de Flandres s'est doult & doult, que li Maistre des Arbalétriers à faictes à Warvelson, à Estamwac, le Pont d'Esleures, Robertinet, la Carvoye, Fontessin, la Leue, Saint Vars, Lavourie d'Arras, les siez de Mande, & à plusieurs autres choses, est accordé, que deux Preud'hommes de par mon dict Seigneur le Regent, & deux de par le Comte de Flandreseront en-

voyez ausdictz Lieux, & appelez les gens de l'une partie & de l'autre, orront de plein & souverainement les raisons de l'une partie & de l'autre, & sçauront la verité, & se par devant eux n'estoit monltré clairement & soufflamment, que les dictz Lieux sont des appartenances des dictes Villes, Chastellenies & Baillies, ilz seront delaisiez & restablis avec toutes les levées faictes par les gens du Roy en temps de Paix au Comte de Flandres; & ausly s'il estoit monltré par devant eux, que li Cuens de Flandres tint accoures choses, qui fussent des appartenances des dictes Villes, Chastellenies & Baillies, delaisiez & retabli seroit ausdict Monseigneur le Regent avec toutes les levées faictes par le dict Comte de Flandres au tems de Paix. Et pour la besogne mettre pluistoit à fin, les personnes à ce establies ne se porront partir des lieux, jusques à tant, que les choses soient terminées & mises à fin, & jureront les dictes personnes, que li bien & loyaument seront les choses dessus dictes par l'une partie & par l'autre. Item sus ce que les gens ausdict Comte & des Pais de Flandres requeroient, que les quatre cens mil livres promises à la premiere Paix fussent entendues & esclarcies à Monseigneur, fut respondu & accordé, que il ne seroit pas faict, mais fut dict & esclairey, que ce fut & doit estre entendu * * ce que payer on est. Item les fix cens hommes d'armes, que le Roy doit avoir des Flamandz une année à ly servir à quel lieu qu'il en auroit à faire, seront bailliez à servir tant seulement deça la mer.

§. 5. Item sus que les gens du Comte & dou Pais de Flandres requeroient, mais qu'il souffrit abatre les Forteresses de trois bonnes Villes de Flandres, c'est à sçavoir Bruges, Gand & Ippe, saüves les unes & les autres necessitez desdictes Villes; est accordé & esclairey, que les nouvelles Forteresses doivent estre abatus, & envoyées à Monseigneur li Regens bonnes gens ou gracieuses ou pays, qui verront les nouvelles & les vieilles Forteresses, & ce qui sera pour les necessitez des Villes des unes ou d'autres choses, ou par quoy si elles cheoient en destruisant ediffices, les Villes seroient desfigurées. Et ceux qui seront ainsi envoyez, les choses ainsi veües, rapporteront à Monseigneur le Regent ce qu'ilz en auront trouvé, & le rapport ainsi fait, Monseigneur le Regent ordonnera dou remanent des dictes Forteresses abatre, ce qui il devra souffrir par raison. Item sur ce que les Procureurs envoyez dou cousté des bonnes Villes & dou Pays de Flandres requeroient cilz des Villes, Chastellenies & Baillies de l'Isle, de Douay & de Bethune fussent contraincts de contribuer ez charges de la Paix, ou que li autres dou Pais de Flandres fussent deschargiez de tant comme il en asiert à ceux des dictes Villes, Chastellenies & Baillies; Est accordé: que cilz des dictes Villes, Chastellenies & Baillies seront adjournez par Monseigneur ledict Regent à la journée, qui sera assignée au Comte & à les gens de Flandres par special, sus ce à proposer & dire toutes leurs defences & raisons, & à apporter toutes Lettres & munimens, qu'ils auront, par quoy ils ne soient tenus à contribuer aus dictes charges; & se à la dicté journée ilz ne venoient & ne monstroient soufflamment chose, qui fust dou faict ou de l'obligation des autres de Flandres, comme ilz deussent estre tenus de la portion, de quoy ilz requierent, que cilz des Villes, Chastellenies & Baillies de l'Isle, de Douay & de Bethune soient chargiez, en tel cas ilz en demourront & seront chargiez, & li autres de Flandres en demourront & feront delivrez & deschargiez. Et de tant comme il touchera & autres de Flandres ilz seront appelez à celle mesme journée, & ira on en avant souverainement & de plein, sans aucune dition querir.

§. 6. Item que la Paix sera accordée & scellée par Monseigneur le Regent & par le Comte de Flandres; li Cuens de Flandres fera abatre le Chastel de Courtray, & Monseigneur li dis Regent fera abatre le Chastel de Cassel, lequel Chastel li dis Cuens de Flandres ne pourra refaire jusques un an apres, que les Forteresses des dictes trois bonnes Villes seront abatus, si comme il est esclairey dessus, & ne pourra l'en rien demander au dict Comte, ne à ses hoirs ne à ceux du Pays de Flandres des miltes & despens faictz pour cause de la garde des Chasteaux & des Chastellenies dessus dictes. Et se on pooit soufflamment monltrer ausdict Comte de Flandres à sa venue ou avant, qu'il soit à ce atrainctz ou obligé, que lidis Chastel de Cassel ne doye jamais estre refaict, il ne le pourra jamais faire refaire. Item il plaist à Monseigneur li Regent, que l'ordonnance des trente neuf de Gand faicte par le Roy de bonne memoire Philippes jadis Roy de France, soit

ANNO
1316.

gardée

ANNO 1316. gardée tant, comme Monseigneur le Regent touche. Item cils de Flandres, qui ont esté en la partie le Roy en la premiere guerre, & qui ne sont depuis retournés à la dernière guerre devers le Comte de Flandres & sa partie, seront à la loy du Pais de Flandre, si comme li autres; sans à eux, que si li Cuens de Flandres ou les autres Justiciers dou Pais leur faisoient oppressions ou injures contre la loy dou Pays, ils pourroient venir au Roy par simple requeste, si comme la Paix le contient plus pleinement; Et cils qui ont esté devers le Roy en cette darreniere guerre, ne doivent rien contribuer à la paye des deux cens mil livres promises par cel darrenier Traicté des biens qu'ilz ont à present; mais d's biens, qui leur escherront, ils contribueront de tant, comme ladicte eschoite seroit chargée, avant qu'elle leur adviust, & leur homme & leur subiect, qui sont demeurez en Flandres, ne seront pas quittes, ainçois en payeront leur portion; & de toutes autres charges de la premiere Paix, tuit cil, qui ont esté de la partie le Roy en cette dernière guerre payeront & contribueront de leurs heritages, si comme devant, & de leurs meubles ne payeront rien. Item tuit cil, qui ont esté de la partie le Roy en cette dernière guerre, & non en la premiere, seront demeurez as Loix, Coutumes & Usages dou Pais de Flandres, (1) & ne seront demeurez as Loix, Coutumes & Usages dou Pais de Flandres & ne seront francs en nul cas pour cause de ce qu'ilz ont esté de la partie le Roy, fors seulement des deux cens mil livres promises par cette dernière Paix, desquels ils ne seront pas tenus à contribuer. Item accordé est, que li tuit attemperament & esclaireissement des franchises & autres choses dessus dites par octroyes & demourans à perpetuel & fermement au Comte de Flandres, & à ses hoirs & successeurs Comtes de Flandres, & à tous ceux dou Pays de Flandres, non contretrains quelconques sermens, liens ou obligations dou Comte de Flandres, de ses hoirs & de ses successeurs & ses gens & autres de la Paix complir, garder & tenir, & quelconques autres sermens, obligations & liens adjouctés à ladicte Paix, contraires ou prejudiciables aux choses dessus escriptes ou chacune d'icelles, lesquels sont pour tant comme ils seroient prejudiciables adictez attemperaments & esclaireissements des franchises & choses dessus dites, annullez & restrainctz; & li Cuens si hoirs & si successeurs Comtes de Flandres, les gens dou Pays de Flandres & autres dessus dictz de ce francs & non alrainctz, si comme il est dict esdictz attemperaments & esclaireissements; sains & demourans en leur vertu & toutes autres choses, tous lesdictz articles & liens de la Paix.

§. 7. Item pourveance la meilleure que l'en pourra, sans le Comte de Flandres par ce desheriter, sera faicte, parquoy li enfans dou Comte de Nevers ne puissent perdre l'heritage de la Comté de Flandres, ainçois y puissent venir sans trouble ou sans empeschement, au cas ou li Cuens de Nevers morra avant son Pere; par ainsi que satisfaction soit faicte à Monsieur Robert & as autres enfans dou Comte de Flandres de leur assignement, si avant qu'il leur souffisse bonnement. Item des discordz meus entre les Comtes de Flandres & de Haynaut, il en fut compromis Monsieur le Regent, en la forme & en la maniere, qu'il en fut fait le Roy Philippe son Pere, & seront formées audit Comte de Flandres toutes les conditions & convenances, que l'on li a enconvenues, & toutes ses bonnes raisons; & durera li poors dou dict Regent jusques au jour, qui accordé sera par les dictz Comtes de Flandres & de Haynaut.

§. 8. Item Messires li Regens n'autres de par luy ne poursuivront, ne seront poursuivre procez, sentences ne jugemens temporels ou spirituels pour la cause de la guerre contre le Comte de Flandres, ses hoirs, les gens dou Pays de Flandres, de quelque condition, qu'ilz soient, & le Pays de Flandres; ainçois s'en demettra & les en quiltera du tout. Et si li Pape, Prelatz ou autres les en vouloient poursuivre ou molester, li dis Regent en priera & travaillera loyalement à son pooir en bonne foy, sans nulle contraincte & sans mettre li sien, parquoy les dictes poursuites ou molestes soient delaisées & qu'ilz en demeurent en Paix. Item chacun de l'une partie ou de l'autre, quelconques gens, que ce soient, retourneront au leur franchement tous empeschemens levés, mis pour raison de la guerre, sans demander levées ny dommages faictz pour raison de la guerre. Et est à sçavoir, que ce qui a esté

TOM. I. PART. II.

(1) Il y a grande apparence que ces mots, & ne seront demeurez, as Loix, Coutumes & Usages dou Pais de Flandres, sont une repetition inutile du Copiste ou de l'imprimeur, causée par le Verbe seront, qui précède & qui suit.

levé de celle dernière en Aoust par les gens dou Comte de Flandres, ou par autres en son nom, leur demoura; & se pour raison dudit Aoust passé aucune chose en est detie, pour terme ou respit, que li Cuens ou les gens en ayent donné, il demoura par devers le dict Comte ou les gens, & toutes autres manieres de rentes, quelles qu'elles soient, & revenus de terres, de quoy li termes ne sont pas venus; retourneront à ceux qui reverront & devront revenir au leur, & se aucune chose en estoit levée devant le terme, il leur seroit rétabli. Et en cette propre maniere & en cet esclaireissement retourneront au leur, cils qui ont esté devers le Comte de Flandres, quelque part, que les choses soient. Item toutes manieres de gens de quel lieu qu'ilz soient, qui ont esté manifestement ou apparement en l'ayde du Comte de Flandres en la guerre, & cils qui ont esté vers le Roy, sont contenus en la Paix & reviennent au leur, si comme dessus est dict. Et est à entendre, qu'ilz doivent revenir au leur dès maintenant, mais les personnes n'iront pas personnellement pour le leur recouvrer jusques à ** de la date de cette Lettre, & seront tous prisonniers pris en guerre d'une partie & d'autre delivrez & quittes de rançon, qui est à payer. Et tuit cilz qui ont esté pris d'une partie & d'autre durant l'abstinence, & tuit li biens ainsi seront restablis, & les rançons rendues, se ilz les avoyent payées, & obligation quite & delivree, se elle en estoit baillée; & seront toutes forsaichures de terres ou d'heritages, & encourues de peine pour raison des guerres & pour faute de l'accomplissement de la Paix, remises & quides; & tuit bannis d'une partie & d'autre pour cause des dictes guerres remis en leur point & en leur estat; & demouront au Comte, & à tous ceux dou Pays de Flandres, toutes autres declarations & graces, qui sur la Paix leur ont esté, depuis qu'elle fut traictée, faites & octroyées tant par le Roy comme par les traictés en la forme, qu'elles ont esté faictes.

§. 9. Et nous Raoul Evesque & nous Ameu Cuens dessus dictz, les offres & octroys à nous faictz pour Monseigneur le Regent dessus dict & en son nom de par les Procureurs dou Comte & dou Pays de Flandres dessus dictz, au nom d'eux & de ceux, de qui ilz sont Procureurs, si comme ilz sont cy dessus plus pleinement contenus; receptions & acceptons au nom de Monsieur li Regent pour li, pour la Couronne & ses successeurs Roys de France; & les attemperaments & esclaireissements cy dessus escripts leur avons faictz, octroyez & accordez au nom de Monsieur le Regent pour li, pour la Couronne, & ses Successeurs Roys de France. Et nous li Procureurs dou Comte & dou Pays de Flandres dessus dictz, en nom de nous & de ceux, de qui nous sommes Procureurs, les offres & octroys cy dessus escriptz avons faictz & promis aux dictz Evesque & Comte pour ledit Monsieur le Regent, la Couronne & ses Successeurs Roys France. Et promettons nous Raoul Evesque & Ameu Cuens dessus dictz au nom dessus dict loyalement & en bonne foy, & nous li Procureurs dou Comte & dou Pays de Flandres dessus dictz, au nom de ceux, de qui nous sommes Procureurs, & par nos sermens donnez en leurs ames, toutes les choses cy dessus escriptes, & chacune d'icelles accomplir, garder & tenir fermement & loyalement à tousjours perpetuellement, sans venir ne faire encontre en nul cas, ne en nul temps, & que de ce seront & bailleront une partie à l'autre si bones sentences & Lettres, qu'il debvra souffrir. En resmoing desquelles choses nous Raoul Evesque, Ameu Cuens dessusdictz, & nous li Procureurs dou Comte, des bonnes Villes & dou Pays de Flandres si nommez, avons mis nos seaux à ces presentes, faictes & données le premier jour de Septembre, l'an mil trois cens & seize.

LVIII.

Contcordia per BORCHARDUM Episcopum Lubicensem, inter Capitulum ejusdem, & Consules urbis LUBECÆ, super discordiis inter eos exortis facta, Quod videlicet utrique Partium in eo statu, in quo sunt, jura salva in omnibus permanent; quousque aliqua Partium de jure suo culerit experiri; Interea tamen Civibus indulgetur, ut quicunque Altaria construere & dotare voluerit, hoc ei liberum sit, & ipse ejusque heredes jus Patronatus possideant. [LUNIG, Teutisches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuât. I. Fortsetzung III. Abtheil. III. Abs. XIII. pag. 184.]

1317.

In Dei nomine, Amen.

UNIVERSIS Christi fidelibus ad quos prefens Scriptum pervenerit, Borchardus Dei gratia Lubicensis Episcopus, in omnium Salvatore Salutem. Que favorable inchoantur principio, frequenter laudabili exitu peraguntur & matura dilatio ac provida deliberatio cor patrum ad filios & filiorum ad patres quandoque convertunt, & omnis dissensionis materiam plenius discussam sepe sopiunt, & bono fine terminant & concludunt. Hinc est, quod olim discordia exorta inter Capitulum Ecclesie nostre ex parte una & Consules Lubicenses ex altera, eo quod cum dicti Consules Rodolfum de Rinowe Decano Lubicensi ad regimen forensis Ecclesie sancte Marie presentassent, dicentes se habere jus Patronatus, & sibi Curam porrigi postulasent, & Decanus ipsum non admitteret eo quod non recognoscere dictos Consules unquam habuisse vel habere jus, aliquem presentandi, idem Rodolfus in vocem appellationis prorupit & ad Curiam Romanam accessit, ubi eadem causa ventilata est, & pro Decano & Capitulo contra dictum Rodolfum finaliter terminata & executioni mandata, prout in Litteris inter concessis, lucide, ut dicitur, continetur. Ab ipsa vero executione, quod per falsi suggestionem sit operta, ex eo quod in illa jus Patronatus civibus abnegatur, est ab executore, ut dicitur, ad Sedem Apostolicam appellatum. Nos propter bonum Pacis & concordie, inter predictos Canonicos & Consules amicabilem concordiam ordinavimus in hunc modum, videlicet ut in eodem itato, in quo nunc sunt jura parcium, salva in omnibus permanent hinc & inde quousque aliqua parcium de jure suo voluerit experiri procedentis temporis * cumcula non obstante, salvis etiam Privilegiis Instrumentis & Litteris, ut dicitur, impetratis, ac appellationibus, ut etiam dicitur, interdictis. Item Parrochiani dicte Ecclesie sancte Marie, quocumque Rectorie caruerint, Canonium Lubicensem denominabunt, quem recipiunt in Novitium, qui ab Episcopo in eadem Ecclesia tutoratur, Canonici autem removendus, quando inutilis invenitur vel quando a dictis Parrochianis rationabiliter minus ydonius demonstratur, salvo in omnibus jure parcium, ut superius est expressum. Recognoscunt etiam Canonici Parrochiani Sancti Petri & Sancti Jacobi juri petendi Canonicos Lubicenses, qui cum instituuntur, Curie commissionem recipiunt a Decano, etiam salvo jure parcium in omnibus quemadmodum est premissum.

* Sicut dicitur, cumcula non obstantia.

Preterea nos ex speciali gratia, in favorem concordie, ut ipsa firma permaneat Civibus Lubicensibus indulgentius, ut quicunque eorum, Vicarias seu Altaria construere & dotare voluerint competenter, hoc faciendi liberam habeant facultatem, & ipse fundator & ejus heredes legitimi, successive jus Patronatus seu Clericos presentandi, quocumque hujusmodi Altaria seu Vicarias vacaverint, libere possidebunt. Salvo nihilominus ipsis Civibus Lubicensibus jure communi vel privato, si forsitan a nobis vel nostro successore, vel autoritate Sedis Apostolicæ, largiorem indulgentiam vel consimilem valeant optinere. Preterea Decanus de consensu Capituli preterea Pribanum Ecclesie & Parrochiani Sancti Egydi, qui quando displicuerit Capitulo, vel Parrochiani rationabilem causam offenderint contra ipsum, de Ecclesia cedet & Decanus & Capitulum alium substituent loco sui. Hanc nostram concordiam ordinationem utraque parcium acceptavit, in ejus testimonium presentes Literas scribi & nostro sigillo fecimus communiti.

LIX.

1. Avril. Dispensatio Papæ JOHANNIS XXII. pro Libervis Regis Angliæ EDUARDI II. in gradu prohibito maritandis. Data Avinione 1. April. Anno 1317. [R. YMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. III. p. 623.]

JOHANNES Episcopus, Servus Servorum Dei, Charissimo in Christo Filio Eduardo, Regi Angliæ Illustri, Salutem & Apostolicam Benedictionem. Eximie devotionis affectus, quem erga nos & Romanam Ecclesiam habere dinosceris, promeretur ut, personam tuam Apostolice favoris plenitudine protegentes, petitiones tuas ad exauditionis gratiam benignius admittamus.

Cum itaque, sicut Celsitudinis tue petitio nobis expressa continetur, aliqui Excellentie tue Compares, tibi

gradu prohibito non conjuncti, quibus Filii, seu Filie tue decenter nubere valeant, de facili nequeant inveniri;

Nos precibus Regis in hac parte favorabiliter annuentes, cum dictis Filiis & Filiabus auctoritate presentium dispensamus, ut si dem Fili & Filie personis, sibi quarto affinitatis vel consanguinitatis gradu conjunctis, impedimento affinitatis, vel consanguinitatis hujusmodi non obstante, licet possint matrimonialiter copulari; Prolem, fuscipendam ex hujusmodi Matrimonio, legitimam decernentes.

Nulli ergo omnino, &c.

Dat. Avinion. Kal. April. Pontificatus nostri Anno primo.

Sub filis sericis flavi ruberque coloris.

LX.

Adjournement fait par PHILIPPES V. Roi de France, sur le sieur de Louvres, à ROBERT Comte de Flandres, a coup par en sa Cour, touchant l'infraction des choses contenues au Traité de Paix précédent, donné le 9. Avril. 1317. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 95.]

PHILIPPES par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à nos amez & feaux Thomas de Marfontaines & Philippes de Presly, Salut & amour. Nous envoyons nos Lettres ouvertes à ROBERT Comte de Flandres, desquelles la teneur est telle.

§. 2. Philippes par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à Robert Comte de Flandres, Salut. Comme nous controns la Paix, la tranquillité & le bon estat de nostre Royaume & de nos subgez, & à faire & accomplir à l'ayde de Dieu le voyage d'outre mer, lequel nostre chier Sire & Pere, & nostre chier frere li Roys Louys, ou temps que lius vivoient, & nous, embrimés à faire pour la grand devotion, qu'ilz & nous avions, & laquelle nous avons encore; si comme il est bien raison, d'olier de la main des enemais de la foy Chrestienne la terre sainte, que nostre Seigneur sacra & rachetta de son precieus sang, pour estre propre heritage des Chrelliens, qui pour leurs pechiez en ont esté longuement despoilliez; comme tous nos desirs soient à ce mis, que en nostre temps la dicte terre sainte fust remise en la main des Chrelliens, parquoy nostre Seigneur y peut estre honoré & servy: Sur plusieurs articles de la Paix de Flandre jadis traictée & accordée ou temps de nos devant dictz chiers Seigneurs Pere & Frere eussions faitz attemperamans & éclaircissements à mout de cas, par qui le dit Roy de France & de Navarre, ou temps que nous estions Regent d'une part, & vos gens & li Procureurs des bonnes Villes de Flandres à ce deputez par Vous & par eux d'autre. Lesquelz attemperamans & éclaircissements nous fismes à vostre requête & à vostre grande instance, en esperance, que li dis Traicté vous deussiez tenir, garder & accomplir en toutes choses par effect, si comme Vous & vos gens le distiez & promettiez de bouche; car nous desirons, que le dit passage d'outre mer se peust tost faire & accomplir, si comme nous l'avons emprins. Et parmy le devant dict Traicté vous deussiez faire & accomplir certaines choses, comme il est en un plein contenu es Lettres, qui sur ce furent faictes & scellées, desquelles aucunes en demeurent par devers nous, & aucunes par devers vous: Et plusieurs fois nous ayons sommé & requis ou faitz requerre Vous & vos gens, que les dictes choses vous accomplissiez, & remissiez, si comme Vous y eliez tenus; & vous de ce n'avez encor rien fait, en disant, que les seurtz, que nous voulions donner n'estoient pas souffisans, combien que nous ayons toujours esté prestz, & soyens encore de donner telle seurté, comme droitz, raisons ou costumes veulent, ou que elles ont esté données entre nos predecesseurs Roys de France & les vostres, ou entre leurs autres subjeetz en tel cas ou semblable, & en offrissons aucunes par special.

§. 3. Et par ce que Vous & vos gens distiez, que ces seurtz n'estoient pas souffisans, combien que toujours il ait semblé, & encore semble à mout de gens, que elles doivent bien suffire; finalement fut accordé entre nos dictz gens, & les vostres, & les dictz Procureurs, que sur les dictes seurtz, qui deussent suffire, seroit ouy le conseil nostre Saint Pere le Pape, si comme il est contenu plus à plein ou dict accord; Lequel conseil il a donné en la presence de nos gens & de vos Procureurs, & des Procureurs des dictes bonnes Villes. Et est en son Conseil apres grand deliberation, qu'il a eu

NNO sur ce avec le college des Cardinaux, Patriarches, Archevesques, Evêques, Auditeurs du Palais, Maîtres en Divinité, Docteurs de Droit canon & civil, qui lors étoient à Cour, que les offres, lesquelles avoient esté faites lui lesdites feutez par nous, étoient suffisans. Et après le susdict conseil donné vos dictes gens se soient partis, sans accepter ledit conseil, & sans ce qu'ils le soient traictz par devers nous, ne vous ausly n'elles depuis venus & n'avez envoyé par devers nous pour raire & accomplir ce, à quoy vous estes tenus selon ladiete Paix faite au temps, que nous estions Regent. Pourquoy nous, qui ne voudrions estre trouvez en nul default, nous voudrions tousjours faire & accomplir tout ce, à quoy nous serions tenus, Vous requerrons, & vous mandons, que au jendy après les trois semaines des grandz Pasques prochains venans, c'est à sçavoir le dixhuitieme jour de mois de May, vous soyez par devant nous à Paris en nostre Palais, pour faire ce que vous nous estes tenus de faire en vostre propre personne selon ledit Traicté, & pour donner feute telle, comme Vous y seriez tenus, d'accomplir & faire le remanent, que vous seriez tenu à faire par ledit Traicté qui faire ne se porroit en vostre propre personne, ou que lors ne se porroit accomplir bonnement ou devroit. Car à ladiete journée nous entendons à vous offrir, & desja vous offrons à faire & accomplir, tout ce, à quoy nous sommes tenus par ledit Traicté, soit de donner feute ou autre chose; & se ainsi estoit, que vous ne voulussiez estre contents des feutez, que nous voudrions alors donner selon droit, raison & coustume, ou de celles, que nos predecesseurs ont autres fois donné en tel cas ou semblable à voz predecesseurs, lesquelles nous vous offrons desja & des lors serons prestz de donner.

§. 4. Nous vous adjournons par devant nous à Paris en nostre dict Palais au samedi ensuivant, c'est à sçavoir le vingtiesme jour du mois de May, pour oir ce que vous voudriez & suffisance desdites feutez donner & prendre d'une partie & d'autre selon la forme dudict Traicté, & pour oir & prendre droit, & se declarer en nostre dict Cour, que les feutez devroient suffire selon la forme dudict Traicté. Et audict jour nostre Cour sera garnie de Pairs, de Prelatz, de Barons & d'autres, si comme il appartiendra. Et ce que par nostre dict Cour sera déclaré, dict & prononcé, que vous soyez tenu de faire & d'accomplir, selon que lors se pourra & devra faire par raison, & quant à nous ce qui sera dict par droit en ladiete Cour, que nous se serons tenus de faire, serons nous prestz de faire & d'accomplir. Et voulons que, vous sachiez, que si vous ne venez ausdites journées, ou se vous y venez & se estes en defaulte faire & accomplir ce à quoy vous seriez tenu à faire, & ce que seroit éclairci en ladiete Cour par jugement sur lesdites choses, nous en voudrions porter tout le profit, qui par ce nous pourroit appartenir sur ces choses & celles qui en dependent; & le poursuivrons si avant comme raison seroit, & par toutes voyes & manieres sur ces choses & chacunes d'icelles, & celles qui en dependent. Nous vous adjournons à la dernière journée du samedi dessus dict ou la continuation des jours qui ensuivent, & seront nécessaires à l'accomplissement de la besogne, & des choses qui y appendent.

§. 5. Et pour ce que vous ne preniez aucune achoison de vous excuser des dites choses ou aucunes d'icelles, nous vous envoyons par nos amez & feaux Thomas de Martonaines & Philippes de Precy Chevalliers porteurs de ces Lettres, nos Lettres de leur conduit pour vous & pour tous ceux, que vous ameneriez ou envoyerez. Et avons mandé & commis esdits porteurs & à chacun d'eux, que cettés & les autres Lettres ils vous presentent de par nous, & que d'abondant ils vous requierent & adjournent de bouche sur les choses contenues en ces Lettres, & selon la teneur d'icelles, & fassent les offres faites de par nous, si comme cy dedans est contenu, & que de toutes ces choses ils & chacun d'eux fassent relation à nous & à nostre dict Cour, à laquelle sera adjoutée foy plenière, si avant comme raison sera. Donné à Paris le neufiesme jour du mois d'Avril, l'an de grace mil trois cens dix sept.

§. 6. Pourquoy nous vous mandons & commettons à chacun de vous, que les dictes Lettres à vous presentées de par nous, soient bailliez audict Comte, & sur les choses contenues en dictes Lettres, & selon ce qui est contenu en icelles, le requerez, s'ommez & adjournez selon la forme & les lieux, que nous lui envoyons à luy de leur conduit, li bailliez. Et se ledit Comte

n'estoit content dudict leur conduit, Nous voulons & vous donnons plein pouvoir, & commettons à chacun de vous par ces Lettres, de faire & donner tout autre conduit, en la maniere, que faire se pourra & devra, & que sur ce vous pussiez donner vos Lettres ouvertes. Voulons & commandons à tous les Justiciers & Subjez de nostre Royaume, & tous autres requerrons, que contre la teneur de vostre dict leur conduit, ils ne viennent, ne ne fassent, ne souffrent à faire ou advenir, comment que ce soit; ains le gardent & tiennent, & fassent tenir & garder à tout leur pouvoir: car nous voulons, qu'il y ait ausly grand fermeté, & ausly grand foy li soit adjoutée, comme s'il estoit fait l'unz nostre propre seel. Et de tout ce que vous aurez fait de ces choses, faites relation à nous, & à nostre dict Cour, à laquelle sera adjoutée foy plenière. En tasmoing des quelles choses nous avons fait mettre nostre seel en ces presentes Lettres. Donné à Paris le neufiesme jour du mois d'Avril, l'an de grace mil trois cens dix sept. Sur le reply est escript. Par le Roy en la presence de son grand Conseil, ainsi signé P. Barry. Scellé d'un sceau pendant en parchemin.

LXI.

Commission de PHILIPPE le Long Roi de France. France, pour adjourner MAHAULT Comtesse d'Artois à comparoitre pour le Jugement de ROBERT Comte de Flandres, à Paris le 9. Avril. 1317. [G. G. LEIBNITZ, Cod. cis Diplomati pag. 97.]

FRANCE
ARTOIS
ET FLANDRE
DRE.

PHILIPPE par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à nostre amce & reale MAHAULT Comtesse d'Artois, Pair de France, Salut & amour. Comme nous adjournons par nos autres Lettres, & sur certaine forme pardevant nous à nostre Palais à Paris; au samedy après les trois semaines des grandz Pasques prochains venans, c'est à sçavoir le dix septiesme jour du mois de May, Robert Comte de Flandres pour oir & veoir esclaireir & prendre droit en nostre Cour sur certaines choses touchant l'accomplissement de la Paix de Flandres, si comme il est pleinement contenu en nos Lettres sur ce faites; & audict jour vuillions avoir nostre Cour garnie, si comme il appartiendra de vous, qui estes Pair, & des autres Pairs de France. Nous vous mandons, que vous par cette cause soyez audict jour & lieu en votre personne, pour aller avant sur les choses contenues en Lettres dudict adjournement, selon ce que à vous appartiendra & raison sera, & se ne laissez en nulle maniere, & nous certifiez tantost par vos Lettres ouvertes contenant la teneur de cettés, de la reception de nos presentes Lettres, & ce que vous entendrés à faire de estre à ladiete journée. Donné à Paris le neufiesme jour d'Avril, l'an 1317.

LXII.

Citation faite de la part de PHILIPPE le Long 9. Avr. Roi de France à l'Evêque de LOUDUN, à assister au jugement des Pairs de France contre le Comte de FLANDRE. Faite à Paris le 9. Avril 1317. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomati pag. 98.]

FRANCE
LOUDUN
ET FLANDRE
DRE.

EXCELLENTISSIMO Principi Domino suo charissimo, Domino Philippo Dei gratia Francorum & Navarra Regi, Radulphus ejusdem miseratione Laudunensis Episcopus Salutem & debitam obedientiam in mandatis. Noveritis nos vestras recepisse Literas formam, que sequitur, continentes.

§. 2. PHILIPPUS Dei gratia Francorum & Navarra Rex dilecto & fideli nostro Episcopo Laudunensi Pari Francie Salutem & dilectionem. Cum nos per Literas nostras alias & sub certa forma Robertum Comitem FLANDRIE coram nobis Parisiis in palatio nostro, ad diem Sabathi post tres septimanas instantis Pascnatis, videlicet ad vigesimum diem mensis Maji adjornemus, ad audiendum & videndum declarari, ad capiendum jus in Curia nostra super quibusdam complementum pacis Flandrensis tangentibus, prout in Literis nostris super hoc factis plenius continetur, velimus que dicto die Paribus Francie nostram Curiam, sicut decebit, habere munitam. Quamobrem mandamus vobis,

ANNO 1317. vobis, quod ad dictum diem & locum pro prædictis personarum interitis super prædictis in Literis adjournamentum prædictis contentis, prout ad vos pertinebit & rationis fuerit, processuri; Id nullatenus obmittentes, de receptione videlicet præsentium & si ad dictum diem interesse credatis, nos per vestras celeriter Literas certificantes, harum seriem continentes. Datum Parisiis die nona Aprilis, anno Domini millesimo trecentesimo decimo septimo.

§. 3. Quod mandatum, Domino concedente, pro posse adimplere proponimus juxta dictarum seriem Literarum. Datum Parisiis die decima tertia Aprilis, Anno Domini, millesimo trecentesimo decimo septimo.
Scellé d'un seau pendant en parchemin.

LXIII.

15. Avril *Litteræ Patentes PHILIPPI V. Regis Franciæ, EDUARDUM II. Regem Angliæ ad Homagium pro Ducatu Aquitanie præstandum poscentes. Date Parisiis die 15. Aprilis anno 1317.* [RYMER, Fœdera, Conventions, &c. Tom. III. pag. 703. où cette Pièce est insérée entre celles de l'An 1318.]

PHILIPPUS, Dei gratiâ Francorum & Navarræ Rex, universis, presentes Literas inspecturis, salutem.

Notum facimus quod, accedentibus ad præsentiam nostram prudentibus viris, Johanne Abel Milite, & Magistro Richardo de Burton Legum Professore, Embassatoribus seu Nuntiis ex parte carissimi Fratris, Edwardi Regis Angliæ, Ducis Aquitanie, fidelis nostri, ad nos missis, auditis in præsentia nostra;

Nec non excusationibus ex parte ipsius Ducis, nobis per eos expositis, super eo quod ad nos, ad mandatum nostrum, causâ præstandi nobis Homagium pro dicto Ducatu, & aliis, quæ a nobis in Regno nostro Franciæ tenet in Feodum, ad præsens se conferre non poterat, nec hæcenus poterat certis causis;

Quas excusationes (cum dicti Regis Fratris nostri aliqua impedimenta sentiant) licet nobis, tam causâ dictorum impedimentorum, quam non adventus ipsius Fratris nostri, non modicum displicant, admittimus tamen easdem.

Et ideo nos, ad ipsius Ducis supplicationem, per ipsos Nuntios nobis expositam, dilationem & respectum vestendi ad nostram præsentiam, pro dicto Homagio nobis præstando, & aliis, quæ, causâ hujusmodi, tenetur nobis facere, faciendis, dicto Duci hiis præsentibus concedimus, usque ad nostræ super hoc beneplacitum voluntatis.

Volumus tamen, quod, infra Festum proximum Nativitatis Beati Johannis Baptiste, certos & speciales Nuntios ad nos mittat, cum auctoritate & plenaria potestate præstandi nobis, ex parte ipsius Ducis, & pro ipso, fidelitatis debitum juramentum pro Ducatu & aliis prædictis; nec non cum Literis ipsius Ducis, per quas constiteatur nos, ad ipsius supplicationem, dictum Homagium, & alia prædicta nobis præstandi sibi concessisse dilationem prædictam.

In cujus rei testimonium præsentibus nostrum fecimus apponi sigillum.

Actum Parisiis die decimo quinto Aprilis, Anno Domini millesimo, trecentesimo, septimo decimo.

LXIV.

26. Mai. *Conventiones habitæ inter EDUARDUM II. Regem Angliæ & Dominum DE EGREMOND, super Maritagium JOHANNÆ, Neptis Regis. Date apud Westmonasterium 26. Maii Anno 1317.* [RYMER, Fœdera, Conventions, &c. Tom. III. pag. 644.]

REx omnibus ad quos &c. salutem.

Sciatis quod, cum inter nos, & dilectum & fidelium nostrum, Thomam de Multon, Dominum de Egremond, quædam Conventiones inite sunt in hunc modum:

Ceste Entendure temoign qui le 26. jour de Mai, l'an du Regne nostre Seigneur le Roi Edward, filz le Roi Edward, disme, accorde fust entre nostre dit Seigneur le Roi d'une part, & Monsieur Thomas de Multon, Seigneur de Egremond d'autre part, qui Ma-

ritage se fera entre Johan, einz filz & heir le dit Monsieur Thomas, & Johane, la fille Monsieur Piers de Gavaillon, jadis Counte de Cornwall, si tost come les ditz enfanzz serrount venuez a age convenable, qil pouissent estre mariez.

Et est assavoir q'il le dit Monsieur Thomas ad grante de faire a nostre dit Seigneur le Roi, tiele seunte par reconissance, come il mesmes voudra deviser, qil nule terre, qil tient ore, ne qui lui porra escheir par decence de heritage, par reverlon, ou en autre manere, ne esloignera jammes de lui, en damage, ne en desheristance de son dit filz, ne de ses heirs.

Et doit le dit Monsieur Thomas, de maintenant, assigner a la dite Johane, es lieux convenables & suffisantz, quatre cens Marchees de Terre, a tenir a terme de sa vie, en noun de Douwaire, apres la mort le dit Johan, fil avenit, qui Dieu defende, qil se lessat morir vivant son Piere.

Et deit aussint le dit Monsieur Thomas trover a son dit filz, ala dite Johane, & a lour engendrure, honorable sustenance en totes choses, sicome appent a lour estat, qe le heure, qil pleist a nostre Seigneur le Roi, ou a les autres amis ladite Johanne, qui ele demorge deyers le dit Monsieur Thomas.

Et por ceo Mariage accomplir en la fourme avantdite, nostre Seigneur le Roi deit doner audit Monsieur Thomas mil livres en deniers, a paier a treis ternes; c'est a favorir.

Cynkcentz Mares en main;

Cynk centz Marck a la Navitive Seint Johan le Baptiste prochain avenit;

Et cynk cents Mares a la Seint Michel prochain suiant.

En tesmoignance de queu chose est fait ceste entendure, seale des seals nostre Seigneur le Roi, & dudit Monsieur Thomas entrecchaungcablement.

Done a Westmonster le jour & l'an dessusditz.

Ac idem Thomas, juxta Conventiones prædictas, in Cancellaria nostra, prædicto vicesimo quinto die Maii, recognoverit se debere nobis decem milia Librarum, solvenda nobis in Festo Sancti Michaelis proximo futuro;

Nos, ipsius Thomæ securitati in hac parte providere volentes, concedimus, pro nobis & Heredibus nostris, quod si prædictus Thomas dictas Conventiones, juxta Indenturam prædictam, observaverit, quod dicta Recognitio dictarum decem milium Librarum pro nullo habeatur, set omni careat roboris firmitate;

Et, si contingat quod idem Thomas contra dictas Conventiones, seu aliquam earundem, seu contra tenorem Indenturæ illius venerit, aut eas non observaverit, tunc dicta Recognitio prædictarum decem milium Librarum sui roboris in omnibus optineat firmitatem, & executioni debitæ demandetur.

In cujus &c.

Tesc Rege apud Westmonasterium vicesimo sexto die Maii.

Per ipsum Regem.

LXV.

Alte par lequel PHILIPPE le Long Roi de France accepte la Protestation faite par MATHILDE Comtesse d'Artois, qu'elle ne prend point préjudicier a ses droits en comparoissant devant la Justice dudit Roi pour les accusations inventées contre elle. Fait a Paris le 10. Juillet. 1317. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 98.]

PHILIPPUS Dei gratiâ Francorum & Navarræ Rex: Notum facimus universis tam præsentibus quam futuris, quod cum ad solam suggestionem Isabellæ de Siennes & Joannis ejus filii, qui quadam crimina nobis & quibusdam aliis extra judicium, non tamen per aliquam viam accusationis vel denunciationis de charissimis & fideli nostra Mathildi Comitissa Atrebatensi reulerunt; nos eandem Comitissam ob hoc ex officio nostro ad judicium coram nobis fecerimus evocari, ac eidem præsentem contra personam suam in scriptis tradi quosdam articulos criminales, & quasdam declarationes ab eisdem dependentes. Præfata vero Comitissa inter cæteras narrationes & defensiones, quas longum esset enarrare per singula, proponi fecit coram nobis, quod virtute adjournamenti sibi facti non tenebatur in tali casu procedere, pro eo quod ipsam adjournamentum, prout ex fili tenore apparet, continebat intervallum nimis breve. Item & pro eo quod de consuetudine

NNO dine generali Regni Franciæ notoria, rationabili & legitime præscripta & pacifice observata à tanto tempore, de cuius contrario memoria non exiit, nullum crimen potest contra personam alicujus de Paribus dicti Regni criminaliter intentari, nisi alii Compares sui saltem pro majori parte ad hoc presentes sint vel sufficienter evocati, de quibus Paribus ipsa Comitissa erat, & est una, ac alii sui Compares non vocati aberant pro maiore sui parte. Item & pro eo quod de jure crimen opponi non debet contra quemquam per officium Judicis, nisi prius fama publica & crebra à benignevolis & non à malevolis, non solum femel, sed pluries, laboraret contra talem: in quo casu opposens tale crimen tenetur jurare super hoc, quod ipse credit opposita talia vera esse. Quod, ut videbatur ex parte dictæ Comitissæ, in dicto processu non fuerat observatum, cum ipsa Comitissa sit & esset bonæ famæ, bonæ opinionis & honestæ conversationis, nec aliqua infamia juris vel facti præcedebat, nec præcedere dicebatur. Cæterum instantissime petit à nobis dicta Comitissa, quod Procurator noster, qui nostro nomine dicta crimina proponebat, in animam nostram & suam, prout jus dicitur, juraret se proposita eadem, ut ea proponeret, credere fore vera, & eadem posse se probare. Item proponi fecit dicta Comitissa, quod consideratis statu, nobilitate, moribus, meritis & conditionibus tam sui quam progenitorum suorum, a quibus fumpsit originem, contra ipsam Comitissam, ad hoc quod talia crimina sibi sic imponentur, non est credendum seu præsumendum, nec aliqua fides adhibenda dictis sive relationibus vel depositionibus dictorum Iſabellæ & Joannis, qui sunt vel erant pauperes, levis opinionis, viles persone, & publicè apud bonos & graves in locis, ubi traxerunt originem, diffamati, super fortiligiis, auguriis, divinationibus, & pluribus aliis factis damnabilibus, & ad hoc quod dicta Iſabella pluries per Baillivos & Officiales dictarum partium, in quibus exitit conversata, capta fuit & per longa tempora captivata. Item & quod ex alia ratione non erat dictis depositionibus eorum credendum, cum in suis depositionibus sint singulares, imò & contrarii manifesti, tam evidenti contrarietate, quod ad concordiam reduci non potest ullo modo, prout ex tenore dictarum depositionum apparere culibet subtiliter intuenti.

§. 2. Super quibus ex parte dictæ Comitissæ plenius & seriosius in scriptis propositis dicta Comitissa petit jus sibi dicti, protestatione ex parte ipsius præhabita, quod per aliqua, que ex parte ipsius erant dicta vel proposita, seu proponenda vel dicenda, non intendebat se hypotecnere vel submittere alicujus iniquæque judicio tacite vel expresse, nisi in quantum de jure vel consuetudine necessaria tenebatur. Item & quod non intendebat libertati nec juri suo, suorum successorum, nec suæ paritatis in aliquo derogare seu renunciare in toto vel in parte, sed protestari fecit, quod omnia jura, & juris & consuetudinis beneficia & libertates sibi competentes & competituræ, tam in præsentiarum quam futuris temporibus salvæ validæque remanent, nihilominus tam sibi & suæ Paritati, quam suis heredibus & successoribus in futurum. Post quas quidem rationes & protestationes ex abundanti dicta Comitissa fecit addi, quod si nostræ placeret Majestati, dictas suas rationes & protestationes admittere cum effectu, & easdem sibi suisque heredibus & successoribus ac juri suo & suæ Paritati in futurum reservare, ut cum eisdem rationibus & protestationibus, tum omnibus & singulis aliis suis juribus, consuetudinibus & libertatibus ipsa suisque heredes & successores in perpetuum uti possint, siquando & quoties sibi videbitur expedire, ac si super dictis articulis & adjornamentis nunquam foret processum vel responsum, & nostras sibi super his omnibus & singulis patentes Litteras concedere.

§. 3. Tunc ipsis Litteris obtentis, ipsa tamquam ex totis præcordiis aspirans & affectans veritatem de præmissis omnibus lucidissime fieri manifestam, & suam suisque nobilissimi sanguinis puritatem, purgationem & innocentiam declarare; parata erat super dictis articulis ulterius procedere quantum foret rationis. Nos verò super his deliberatione nostri consilii præhabita diligenti, prædictas rationes & protestationes omnes & singulas admittimus, dictæque Comitissæ suisque heredibus ac successoribus jura & libertates suæ Paritatis reservamus per presentes Litteras in futurum; ita quod non obstantes responso dictæ Comitissæ super ipsis articulis & processu ulterius faciendo ipsa eisdem rationibus uti possit, si & quando sibi videbitur expedire; super quibus tunc sibi jus fiet, si ibi necesse fuerit & dicatur; nec sibi possit opponi, quod post responsum locum non habeat tamquam in uno delatorum propositis; cum dig-

num reputemus & congruum, quod qui in uno gravatur, in alio debeat relevari. Item ad id dictas protestationes admittimus, quod per responsum seu processum dictæ Comitissæ super dictis articulis, nullum eidem Comitissæ seu ejus heredibus aut successoribus, aut juri vel libertati suæ Paritatis & aliis suis juribus, libertatibus, consuetudinibus, calibus & negotiis præjudicium generetur, seu etiam nocumentum; ut quod per hoc non sit supposita vel obiecta alicujus iniquæque judicio, nisi & in quantum alias supposita reperiretur vel subiecta. Et ad præmissorum robur & testimonium & munimen, in his omnibus & singulis auctoritatem nostram Regiam inposuimus, & decretum ac sigillum nostrum præsentibus apponi fecimus. Actum Parisiis die decima Julii anno Domini 1317. Per Dominum Regem in Curia ad relationem vestram P. Barret.

LXVI.

Traité de Gisors, par lequel PHILIPPE le Long, 13. Sept. Roi de France, admet les excuses de LOUIS FILS aîné du Comte de Flandre, de Nevers, & de Rethel, Baron de Donzy, accepte la saisie des Forteresses remises à sa Majesté par ledit LOUIS, en lui baillant un gant; & le reçoit à l'hommage, sans préjudice des droits acquis à sa Majesté sur les dites Comtez, en baillant par lui sireté à GIRARD DE CHATILLON & GUILLAUME DAULIZY Chevaliers, & quarante ou cinquante autres, & d'ensurant à l'arbitrage du Comte de CHATILLON & du Sieur de SULLY. Fait le 13. de Septembre 1317. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 100.]

PHILIPPUS Dei gratia Francorum & Navarræ Rex, notum facimus universis tam præsentibus quam futuris, nos infra scriptas vidisse Litteras, formam que sequitur, continentes.

II. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, LOUIS aîné fils du Comte de Flandres, Comte de Nevers & de Rethel, Salut. Sçachent tous, que comme nostre cher Seigneur Philippe, par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, eust pris & fait mettre nos dictes Comtez en sa main, sçavoir est de Nevers & de Rethel, pour ce que il disoit, que nous avions esté desobeissans de li faire les hommages, que nous li devons de nos dictes Comtez, & pour plusieurs autres desobeissances & causes, lesquelles il disoit, que nous fussions faites contre li & contre ses gens. Et nous fussions venus à li & li supplier & procurer, qu'il vouldist faire nos excuses, lesquelles nous disions, que nous avions bonnes sur les choses dessusdites, & lesquelles excuses par nous à lui faites de bouche à tout l'honneur & la reverence, que nous avons peu, pour ce que nous souhaitons & desirons luy obéir & servir, ainsi comme nous sommes tenu comme à nostre cher & droidier Seigneur, pour avoir sa bonne amour, sa Paix & sa grace, li avons promis, voulu & octroyé les articles & les choses cy dessous escriptes.

§. 1. Premièrement que nous, tous nos Chasseaux & nos maisons forts de la Comté de Nevers & de la Baronnie de Donzy, lesquels ont esté garnis par nous & par nos gens pour certaines causes, non mie contre li; car de garnir contre li ne fut oncques nostre entente, si comme estre ne devoit, mettons, avons mis dès maintenant de bouche & de fait, delivrasmes en la main du Roy nostre Seigneur dessus dict; & luy en baillames la saisine par un gant; & apres ce nous li avons supplié & fait supplier humblement, que il nous vouldist recevoir en son hommage & en sa feauté, lequel nous li avons offert plusieurs fois à grand reverence, & ainsi comme nous y sommes tenus. Et il a ce à la supplication de plusieurs grandes personnes & à la nostre nous a receu benigneement, faites protestations par li expressement, que par ce il n'entend renoncer à ses droitz, quelz ilz fussent, que il eust contre nous es dictes Comtez, pour quelque raison ou cause, que ce soit, de la quelle protestation nous nous sommes consenty, & à icelles mesmes protestations nous li avons fait ledit hommage, en la forme & en la maniere, que nous & nos devanciers l'ont accoustumé à faire aux devanciers dudit nostre Sire le Roy. Et ledit hommage ainsi fait, ledit Roy nostre Sire à nostre priere & requeste nous a rendu nos dictes terres des dictes

ANNO
1317.

FRANCE
EISELAFF
D.R.

ANNO
1317.

dictes Comtez; sauf son droit en toutes choses, excepté les dictz Châteaux & maisons forts, lesquels ledit Roy nostre Sire, ou tous ceux qu'il y establira à ce requis de nous ou de nostre Procureur, ayant à ce procuracion suffisante, à sa volonté nous reitablira & toutes les garnisons, qui seront trouvées dedans au jour, qu'ils seront mis de fait en la main dudit Roy nostre Sire. En telle maniere, que parmy ces rendages & reitablissemens nuls prejudices ne soient faictz en autre chose audit Roy nostre Seigneur le Roy ne à nous; & que les droictz nostre dictz Seigneur le Roy & de nous ne soient par ce de rien apertiz, ne franchises de riens amenuisées. Et voulons & nous consentons, & octroyons & promettons, que de toutes choses, desquelles le Roy nous voudra approcher, nous serons & fournirons à droict par devant luy & par devant sa Cour.

§. 2. Item nous promettons & octroyons, que nous serons seurtz suffisantes & convenables, que nous rendrons & reitablirons, ou serons plein gré & pleine satisfaction à toutes les personnes des dictz Comté & Baronie, & de tous autres lieux & pays de quelque condition qu'ilz soient, qui ont esté obeissans audit Roy nostre Sire ou à ses gens, les dommages qu'ilz ont souffert pour l'occasion de nous ou de nos gens, excepté ceux que nous desadvouerons; & promettons en bonne foy, que ceux, que nous desadvouerons, nous rendrons au Roy nostre Sire, le nous les pouvons avoir, en bonne foy, & payeront les dommages qu'ilz ont faictz. Et si aucuns avoient achepées bestes ou biens, que les gens de nous eussent prins à force, fussent advouez ou desadvouez de nous, l'on les reaura pour le prix, qu'ilz ont esté vendus, si ont le peut avoir; ou si non, le surplus qu'ils vaudroient par prise de bonnes gens, outre ce qu'elles auant esté vendues.

§. 3. Item nous avons octroyé, accordé & promis, que nous advouerons ou desadvouerons ceux, qui ont esté desobeissans au Roy nostre Sire en la Comté de Nevers & Baronie devant dictz, soit Chastellains ou autres; & de ceux que nous advouerons nous fournirons & serons à droict, par devant le Roy nostre Sire, ou par devant sa Cour, s'il ne nous veut faire grace: & nous sommes expressément consentis par les choses dessus dites, que le Roy nostre Sire ne veut, ne entend à renoncer à nul droict, qui luy fust acquis par cy devant, ne a nulles convenances, qui ayant esté faictes au temps passé entre les devanciers dudit Roy nostre Sire & nous; ainçois voulons & consentons expressément, qu'elles demeurent en leur vertu comme devant. Et aussi n'y entendons nous pas à renoncer de tant comme elles nous touchent. Et voulons & consentons expressément, que tous les droictz & convenances faictes au temps passé demeurent tant pour le Roy nostre dictz Sire, que pour nous en leur force & en leur vertu, sans qu'aucunes choses en soient enfreintes ou amenuisées.

§. 4. Et avons voulu & accordé, qu'aux personnes de ladicte Comté de Nevers & Baronie, qui ont esté obeissans audit Roy nostre Sire, ne puissent ne ne doivent estre faictz aucuns dommages ou griefz ou molestes à eux ou aucuns d'eux, au temps à venir pour raison de ladicte obeissance. Et pour plus grande seurté desdictz obeissans, nous avons promis & promettons, accordé & accordons, & nous sommes obligés & obligeons par nos presentes Lettres, & avons juré aux Saintes Evangiles de Dieu, touché le Livre, & promettons le faire jurer par nos Officiers, qui tiennent ou tiendront au temps à venir jurisdiction ou Office de par nous, que sur cause ou occasion de ladicte obeissance, nous ne ilz ne les greverons, dommagerons, ny molesterons, ne leur ferons contre ce que raison de coustume pourra porter. Aussi nous avons juré & ilz jureront & feront le serment en telle maniere, quant à tous les subiectz des dictz lieux, qui ont esté obeissans soit personnes d'Eglise, nobles ou non nobles, de quelque estat & condition qu'ilz soient. Et avons voulu & accordé, voulons & accordons spécialement, que quant à Messieurs Girard de Chastillon & Guillaume d'Aulzy Chevalliers, & quarante ou cinquante autres environ, telz comme li Roy vouldra nommer, au cas ou les dictz Messieurs Girard & Guillaume & les autres jusques au nombre dessus dict ou aucuns d'eux viendroient au Roy nostre Sire, & diroient par leur serment sur Saintes Evangiles à leur science, que nous ou nos gens ne les greverons pour raison de l'obeissance contre coustume ou raison; hault homme & noble Gaucher de Chastillon Comte de ** & Connestable de France, & Messire Henry de Sully Bourteiller de France nostre cher & amé Cousin, seront establis de

par le Roy, qui par eux ou par autres sans soupçon verront sur ce; & s'ilz trouvent, que lesdicts Messieurs Girard & Guillaume, & les quarante ou cinquante devant dictz ou aucuns d'eux soient grevez contre coustume ou raison pour l'occasion dessus dictz; ledit Connestable & Seigneur de Sully nous diront, que nous l'adressions, & nous, à leur dictz, sommes tenus & les promettons à ce faire, Et se ledit nostre Cousin le Connestable & Seigneur de Sully trouvent, que les dessus nommez ou aucuns d'eux se doullissent à tort, ils le nous renvoyeroient par devant nous ou nos gens, & nous en lairoient jouir. Et dureront ces seurtés, quant auxdictz Messieurs Girard & Guillaume & aux autres jusques au nombre dessus dict, tant que nous & ilz vivront. Et s'il advenoit, que ledit nostre Cousin Connestable & Sire de Sully ou l'un d'eux trespassast de ce siecle, ou qu'ilz ou l'un d'eux ne pussent entendre aux choses dessus dites, nous voulons & consentons, que le Roy nostre Sire puisse mettre en lieux d'eux ou l'un d'eux, autres preud'hommes sans soupçon. Et nous doit faire bailler ledit Roy nostre Sire soubz son seel les personnes, qu'il veut, qui soient soubz ladicte seurté jusques au nombre dessus dict.

§. 5. Nous a promis & accordé, que si ses gens avoient aucunes choses faictes ou prises es dictz Comté & Baronie, non duevement & contre leur commission & en maniere, que le Roy nostre Sire en prit le fait à sien, il les nous fera adresser. Et les choses dessus dites nous avons promises & promettons à tenir & garder fermement, & encontre ne venir en nul temps par nos serments sur ce faictz aux Saintes Evangiles; & à ce avons obligés & obligeons solemnellement & efficacement nous, nos biens meubles, & de nos heritiers & successeurs en quelque lieu qu'ilz soient, & renonçons à toute exception & autre ayde de droict & de fait. Donné à Gisors le treizième jour de Septembre, l'an de grace, mil trois cens dix sept, soubz nostre grand seel en tesmoing des choses dessus dites.

III. Nos autem contenta in dictis Litteris omnia & singula volumus, consentimus, laudamus, approbamus, & quantum ad nos pertinet, facere teneri & adimpleri promittimus bona fide. Quod ut firmum & stabile permaneat, presentibus Litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum die, loco & anno predictis. Et sur la subscription desdictes Lettres est escript, ce qui ensuit: Confirmatio executionum & conventionum factarum ab Comité Flandrie super rebellionibus sibi impositis

LXVII.

Majestät-Brieff Ludwigs Römischen Königs 18. October der Stadt Speyer ertheilt: die Mauern und Thürme der Stadt Landau nach ihrer Eroberung abbrechen / die Gräben zu füllen / und nichts daran wieder bauen zu lassen / biß zuvor bemeldtes Landau von der Stadt gelöst. Frankfurt / Dienstags nach St. Gallen. 1317. [LEHMANN Chronicon Spirensis Lib. VII. Cap. XXIV. pag. 670. col. a.]

C'est à dire,

Lettres Imperiales accordés par LOUIS de Baviere Roi des Romains à la Ville de SPIRE, pour la démolition des Murs & autres Ouvrages de Landau après l'occupation, avec assurance qu'ils ne seront ni relevés ni réparés, jusques à ce que le prix de l'engagement lui ait été renboursé. A Francfort le Mardi après la Fête de St. Gall. 1317.

Me Ludwig / st. thum fund; daß wir unsern lieben Getreuen / dem Rath und den Bürgern zu Speyer gelobet haben / und geloben an diesem gegenwärtigen Brief / den unsern Königlichem Treuen und Ehren / ist; daß uns gelinget an Landau / daß wirs gewinnen / daß wir dann die Thurm und die Mauer all um die Stadt und in der Stadt mederbrechen solten / und die Gräben füllen und schliessen / und daß nimmer / niemal das Landau und das dazu horet / von denselben Bürgern zu Speyer nicht gelöst ist / kein Gräben / Mauer / Thurm / Rinnel oder ander Weßung oder Schloß um dieselbe Stadt machen oder lassen machen / von unser oder von einem andern wegen / ohne alle Geschick / und wider / daß wir und die bi machen wolt / das solten wir wehren in guten Treuen / nach offen unsern Weßungen. Daß dir hies bleibe und unverbrochen / darzu zu verhand haben wir an diesem Briefe unser Königlich Insezel gegeben. Der ist geben zu Frankfurt.

ANNO Frankfurt Dienſtag nach S. Gallen Tag/ da man jacht nach
Christus Geburt 1317. im dritten Jahr unſers Reichs.

ANNO

1317.

LXVIII.

Oct. Maieſtät-Brief über die Verſchreibung der Stadt Landau an die Stadt Speyer durch Ludwig Rheimſchen König vor Sechshalbtauſend Pfund Heller zu Erſetzung des wegen deſſelben ergriffenen Parthey erſtikenen ſchaden/ beſcheyen auf ſo lang/ biß daß Er ſelbſt oder ſeine Nachkommen am Reich beittelter Stadt Speyer die Sechshalb tauſend Pfund Heller würdten bezahlet haben. Frankfurth Mittwochs nach St. Lucas 1317. [LEHMANNI Chronicon Spirensis Lib. VII. Cap. XXIV. pag. 670. col. a.]

C'est-à-dire,

Lettres de Louis de Baviere Roi des Romains, par lesquelles il engage Landau à la Ville de Spire pour une somme de 15000. livres en compensation des dommages soufferts par elle en suivant son parti. A Frankfort le Mercredi après la St. Luc 1317.

Wir Ludwig von Gottes Gnaden Röm. König/ zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/ haben angeſehen den groſſen Schaden/ den Herzog Friedrich von Defterreich und ſeine Helfer/ und ſonderlich die Bürger von Landau gethan haben/ uns und dem Reich zu leid/ wiſſen lieben Getreuen/ dem Rath und den Bürgern zu Speyer an ihren Höfen/ Häuſern und Gütern/ und ſehen aber auch an die Treu und Hülffe/ die dieſelbe Bürger uns thun gegen unſern und des Reichs Feinden/ davon ſie andernorts groſſen Schaden und groſſen Koften und auch Arbeit leiden wiſſen wir ander Leuten/ und iſt billich/ daß wir ſie darum vor andern Leuten auch ehren/ und ſie ihres Schadens ergehen in eidiſcher Maſſe. Darum verſehen wir ihnen Landau/ ſeit und Gut/ und alle die Rechte/ die wir mit das Reich da haben/ zu einem rechten Pfand vor ſechshalb tauſend Pfund Heller/ alſo daß dieſelben Bürger von Speyer dieſelben Landau/ ſeit und Gut und Rechte haben/ nützen und niſſen ſollen und mögen an unſer ſtatt ohne Gefährde/ alſo lang/ biß daß wir oder unſer Nachkommen am Reich ihnen die ſechshalb tauſend Pfund Heller geben und gelten/ gänzlich und allding/ den uns nicht anverwandten noch abzuſchlagen. Und geloben wir bey unſern Königlichem Treuen und Ehen/ dem Rath und den Bürgern zu Speyer diß ſiet und verſichtlich zu haben und zu halten/ und ihnen zu helfen getreulich/ ob ſie jemand daran iren wolt/ und gegen den von Landau/ ob ſie ihnen widerſtändig ſeyn wolten. Und haben wir Urkund dieſen Brief mit unſern Königlichem Inſiegel verſiegelt/ der geben iſt zu Frankfurt an dem Mittwoch nach S. Lucas Tag/ da man jacht nach Christus Geburt 1317. im dritten Jahr unſers Reichs.

LXIX.

Nov. Traité entre les Députés de PHILIPPE le Long Roi de France, & ROBERT Comte de Flandre, & les Villes dudit Pais par leurs Députés, fait à Paris, au mois de Novembre 1317. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 103.]

A Tous ceux, qui ces présentes Lettres verront, Nous Drotiens de la Charité Prevost de Soissons, Hugues de la Cele & Bertrand de Requevede Chevaliers du Roy de France nostre très cher Seigneur, Procureurs & Commis à ce par li devant dis nostre Seigneur le Roy; & nous Philippe de Poule Chevallier & Gualtier de Libake Clerc, Procureurs de Monſigneur le Comte de Flandres; Barthelemy de Staten Conſeiller & Jean Balkar Clerc, Procureurs de la Ville de Bruges; Budeſlin de Beunarde Eſchevin & Henry de Lenberghes Clercs & Procureurs de la Ville de Gand; Georges Lescot Clerc & Waultier Creuſſelin Eſchevin & Procureurs de la Ville d'Ypre. Salut en nostre Seigneur. Œavoir, faiſons, que comme ſur la Paix traictée & accordée entre les gens du devant diſt nostre Seigneur le Roy & du Regent d'une part; le Comte, les bonnes Villes & le Pays de Flandres d'autre, ſeuretez, qui deuffent ſuffire pour tout accompliſſement de ladicte Paix ſe deuffent donner d'une part & d'autre; & les gens nostre diſt Seigneur le Roy certain-

TOM. I. PART. II.

nes ſeuretez offriſſent, lesquelles & chacune d'elles devoient ſuffire, ſi comme ilz diſoient, les Procureurs des diſt Comte, bonnes Villes & Pays de Flandres diſans au contraire ledictes ſeuretez non eſtre ſuſſiſſantes, & requerans qu'autres certaines ſeuretez ou aucunes d'elles leur fuſſent faictes, lesquelles ilz diſoient raiſonables, les gens du devant diſt nostre Seigneur le Roy diſans au contraire. A la paxin apres plusieurs traictiez & débats eus ſur ce entre nous Procureurs deſſus diſt; nous Procureurs & Commis de par le Roy nostre Seigneur ou nom de luy & pour luy, & nous Procureurs du Comte pour luy & pour ſon Pais de Flandres; & ou nem d'eux & pour eux avons accordé & ordonné, accordons & ordonnons en la maniere que ſ'enſuit.

§. 2. C'eſt à ſçavoir, que nous Procureurs & Commis deſſus diſt, qui ſçavons, que li Roy nostre Sire deſire; & nous Procureurs du Comte & des bonnes Villes deſſus diſtes, qui ſçavons, que li dis Cuens & bonnes Villes deſirent auſſy, que bonne fin ſoit mieez chofes deſſus diſtes pour le grand bien, le grand *** & la grand loyauté, qui eſt en nostre Saint Pere Monſigneur Jehan par la divine & digne provoyance de Dieu Pape vingt deuxiesme, avons accordé & accordons pour les deſſus diſt nostre Seigneur le Roy, le Comte, les bonnes Villes & les Pays de Flandres, que ſur les diſtes ſeuretez, qui debvront ſuffire ſoit pris le conſeil de nostre Saint Pere devant diſt, non mie commz de Juge. Et jacoit ce que li dis nostre Sire le Roy, li Cuens, les bonnes Villes & le Pays de Flandres ſe fient, que li dis nostre Saint Pere ſur ce doit donner ſon juſte & loyal conſeil, nous ne voulons, ne n'entendons de rien pour ce à faire nulle ſubmiſſion, obligation ou lien, par quoy li dis nostre Sire le Roy, li Cuens, les bonnes Villes, & le Pays de Flandres ſoient alſtraints ou tenus de ſuivre & tenir le diſt conſeil; mais ſelon ce qu'il ſera leur pure & franche volenté. Et envoyurons là leurs Meſſagers pour ce qui y ſeront dedans les octaves de ce prochain Noel. Ne n'eſt mie nostre entente, que cette beſoigne doye en rien venir devant ſon ſuccedeur, ſi par adventure advenoit, (que ja n'advienne) qu'elle ne priſt fin devant luy.

§. 3. Item ſur ce que le Roy nostre Sire vouloit garnir le Chateau de Caſſel à ſa volenté, laquelle choſe nous Procureurs & Commis de par luy diſions & diſons, qu'il ſe pouvoit faire ſelon la forme & accord de la Paix; nous Procureurs du diſt Comte & des bonnes Villes de Flandres conſiderans; que en la Paix traictée & accordée dernièrement avoit eſté accordé, que li Cuens de Flandres ſeroit abatre le Chateau de Courtray, & li Roy nostre Sire adonc Regent ſeroit abatre le Chateau de Caſſel, Nous Procureurs & Commis deſſus diſt, qui ſçavons que li Roy nostre Sire deſire, que la diſte Paix vienne toſt à bon accompliſſement; & nous Procureurs du Comte & des bonnes Villes deſſus diſtes, qui ſçavons, que li Cuens & li Pays de Flandres, deſirent ce meſmes, avons accordé & accordons, que li dis Cuens faſſe deja abatre le diſt Chateau de Courtray, & pourra li devant dis nostre Sire le Roy envoyer de ſes gens une quantité, pour veoir comment le diſt Chateau de Courtray ſ'abattrà, & tenir illec juſques à tant qu'il ſoit abattu; & li dis nostre Sire le Roy fera auſſy deſja abatre ledict Chateau de Caſſel, & feront de tout en tout abattus les diſt Chateaux de Courtray & de Caſſel dedans la purification prochaine venant, & ce ſe fera en bonne foy ſans nul delay & ſans fraude, main à main continuellement, & les gens que li dis Cuens faiſoit tenir devant le diſt Chateau de Caſſel, pour garder que vivres ou autres garniſons ne ſe miſſent au diſt Chateau, ſ'en departiront, avec ce le diſt Chateau ſe commence à abatre, ſauf ce que le diſt Cuens pourra avoir en la Ville de ceux ou d'autres de ſes gens de cinq juſques à ſix cens, ſ'il veut, pour veoir comment le diſt Chateau de Caſſel ſe abattrà; & y pourront demeurer juſques à tant, qu'il ſoit abattu. Et parmi ces chofes deſſus diſtes nous Procureurs & Commis de par li devant dis nostre Seigneur le Roy en nom de li, & nous Procureurs du Comte pour li & pour ſon pays de Flandres & en nom d'eux, & nous Procureurs des bonnes Villes pour elles & en leur nom, avons ralloigné & ralloignons les atternances, lesquelles eſtoient priſes juſques à la Touſſaintz dernièrement paſſée entre ledict nostre Seigneur le Roy, le Comte, les bonnes Villes & le Pays de Flandres; juſques à ces bonnes Villes & le Pays de Flandres; juſques à ces grandz Paſques prochaines, en la forme & en la maniere qu'elles avoient eſté autres fois accordées juſques à la diſte feſte de Touſſaintz; ainſy par le ralloignement des diſtes atternances, ne

faict

ANNO 1317. fait ne se fera la condition du Comte de Haynault de rien plus clair, ne meilleur, ne pïour, ausſy ſur le fait de la mort Monſeigneur Jean Villain, ſur lequel li Cuens & ſes autres gens de Flandres li mettent ſus les attēances & accord avoir enfrainctz, les gens du dict Comte de Haynault, diſant le contraire, aincois demeurera ledict Cuens de Haynault, quant à ce au meſme poinct, comme il eſtoit da devant la dictē Touſſainctz. Et toutes voyes il eſt accordē entre nous deſſus dictz, & accordons, que le Cuens & ſes gens de Flandres ne moveront, ne ne feront guerre au dict Comte de Haynault, les dictes attēances durant. Et ainſi li diſ nōſtre Sire le Roy pourprendra & pourprendra en main ledict Comte de Haynault & les ſiens, qu'il ne li ſiens ne moveront, ni feront guerre au Comte, ne à ſes gens de Flandres, le ralliement des dictes attēances durant. Et nous Procureurs deſſus dictz en teſmoing & à ferme de toutes les choſes deſſus dictes & chacunes d'icelles avons mis nos ſeaux en cēs preſentes Lettres. Ce fut fait & accordē à Paris le Vendredy d'apres la Touſſainctz devant dictē, l'an de grace mil trois cens dix ſept. Et ſont les dictes Lettres cy deſſus transcriptes, ſeellēes ſur le reply en double queſie de parchemin de onze petiz ſeaux ou cachetz de cire rouge. Et ſur le dos d'icelles eſt eſcript ce que ſ'enſuit. Ce li accord fait à Paris entre les Procureurs li Roy & les Procureurs du Comte & des bonnes Villes de Flandres, pour avoir le conſeil du Pape ſur les ſeuretez, & pour l'abatement des Châteaux de Courtray & de Caſſel.

LXX.

1318. *Littere EDUARDI II. Regis Angliae, ad PHILIPPUM Longum Regem Francie de attemptatis in Aquitania emendandis. Data apud Haddede die 30. Martii Anno 1318. [RYMER, Foedera, Conventiones &c. Tom. III. p. 700.]*

MAGNIFICO Principi, Domino Philippo, Dei gratia Regi Francie & Navarre illuſtri, patri ſuo cariffimo, Edwardus, ejusdem gratia &c. Salutem, & ad vota, ſucceſſus proſperos & ſalices.

Quedam nobis, ſuper ſtatu Ducatus noſtri prædicti, præjudicialia & hæcenus inaudita, noſtris auribus indies inculcantur, quod licet immediata juriſdictio, de omnibus & ſingulis, Subditos noſtros Ducatus prædicti in eodem Ducatu contingentibus, ad Miniſtros noſtros ejusdem Ducatus, nomine noſtro, exercenda pertineat:

Nec debeant hujusmodi ad Curiam veſtram devolvi, nec in eadem tractari, niſi per viam reſorti; Nichilominus Senecaſſus veſter, ex parte veſtra, in Petragoricinio, & alii Miniſtri, aliquando, ut aſſerunt, ſub colore Officiorum ſuorum, & aliquando auctoritate Literarum veſtrarum, eis directarum, dictum Ducatum noſtrum ingreditur, & in eodem juriſdictionem immediatam, ad nos & Miniſtros noſtros ejusdem Ducatus pertinentem, ſatagunt exercere:

Inſuper Arnaldum Calculi, Senecaſſum noſtrum Xancloniae, & Civem noſtrum Burdel (noſtræque & Miniſtrorum Ducatus prædicti juriſdictioni immediate ſubjectum) de veniendo ad Parliamentum veſtrum Parisius, ad perſecutionem Eliæ Souzprada, ſuper diverſis reſponſurum, ut intelleximus, jam citantur.

Nos igitur, advertentes præmiſſa, ſi ſub connivenſia permitterentur tranſire, in noſtri præjudicium & exheredationem cedere manifeſtē, non valentesque tam præjudicialia, Injuſtiſſa & Dampnoſa Nobis, & Subditis noſtris dicti Ducatus, æquanimiter tolerare.

Regiam benivolentiam veſtram (de qua plene confiſimus) quanto carius & affectuoſius poſſumus, deprecamur, quatinus ad præmiſſa (quæ, præter conſcientiam veſtram, fore credimus improvide attemptata) intuitum debitorum convertentes, velitis, pro nobis & præſato Arnaldo, de competenti & ſellino remedio providere; & ad hujusmodi præjudicialibus, dampnoſis, & injuſtiſſis, per præſatum Senecaſſum & alios Miniſtros veſtros, proſus, ſi placet, deſiſtere; & Proceſſus, ſi qui per ipſos vel eorum aliquem facti fuerint in præmiſſis, facientes totaliter revocari. Dat. apud Haddede, 30. die Martii.

LXXI.

23. Mai. *Traité & Concordat entre JEAN Duc de Brabant, & GUILLAUME de Flandre Seigneur de Tenremonde, touchant leurs droits sur Tenremonde,*

BRABANT
Flandre.

Merchten, & la Capelle, fait à Bruxelles, l'an 1318. [CHRISTOPHE BUTKENS dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 151.]

NOUS JEHANS par le grace de Dieu Dux de Lothier, de Brabant & de Limbourg, & nous GUILLAUMES de Flandres Sire de Tenremonde, faiſons ſcavoir à tous chiaux qui ces preſentes Lettres verront, que comme debat, ceſſion & diſcort aient eſté entre nous & noz gens d'une part & d'autre, affavoir eſt de par nous le Duc, de noz franchiſes de Merchene & le Cappelle & des attēances qui y appartiennent & dependent, nous le Seigneur de Tenremonde de noſtre franchiſe de Tenremonde de no terre toute appartenant anchiement à noſtre terre & Seignorie de Tenremonde. Nous pour bon de pays & de accord, pour les dis debas, ceſſions & diſcorts qui ont eſſeint entre nous & noz gens terminer & mette à fin, & pour plus entiere amourz à tous jours entre nous & noz ſuccesſeurs affirmer, uſant du meur conſeil dez noz amis, ſommez ſommeſſement accordeis, de tenir & maintenir nos gens & noz terres & franchiſes deſſus dictes en la maniere que cy apres ſ'enſuit. Affavoir eſt, ſ'il avēoit que aucunz de noz gens de Merchene de la Cappelle ou des appartenances veniſſent en la terre de Tenremonde, & li ſeiſſent aucun grief ou meſſait en quelconque maniere que ce fuſt dont li ſe departiſſent hors de la terre de Tenremonde ſans arreſt ou ſans calenge, li Sires de Tenremonde ou ſes Juſtices deveroient liverier li vice & li meſſait à nous ou à nous juſtice de Merchene, de la Cappelle ou des appartenances pour prendre & lever les amendes dou meſſait: & tout en au telle manier, ſi noz gens de Tenremonde ou des appartenances forſalloient en la franchiſe de Merchene, de la Cappelle, ou des appartenances, & ſe-partiſſent auſſi ſans arreſt ou ſans calenge, li Dux ou ſes Juſtices dez dis lieux deveroient liverier li vice & li meſſait à nous ou à noz juſtices de Tenremonde, pour prendre pour nous & lever l'amende dou dict meſſait. Item ſ'il avēnoit que noz gens de noſdites franchiſes de Merchene, de la Cappelle ou des appartenances aucun vouſſient aller demeurer ou manoir en la terre de Tenremonde, bien le peut faire ſans calenge & ſans arreſt de par nous ou de par noz Juſtices, & les deveroient on la maintenir, & traiter à uſ & as couſtumes des noz dictes franchiſes de Merchene & de la Cappelle; & tout enſement porroient venir demeurer & manoir en noz dictes franchiſes dez gens de la terre de Tenremonde de que li leur plaira, ſans calenge & ſans arreſt de par le Seigneur de Tenremonde, ou des ſes Juſtices, & les devera ou par nous ou par noz Juſtices maintenir, & traiter as uſ & as couſtumes de Tenremonde. Et eſt auſſi accordē de par nous & noſtre Conſeil d'une part & de l'autre, que quicunque vourat devenir Bourgois en aucun de noz deſſus dites franchiſes de Merchene, ou de la Cappelle, ou de Tenremonde, ou en la terre de Tenremonde, & avoir deſenſe & warant de ſa bourgeoisie, que y le convēna manoir tout l'an dedens la franchiſe de la ville ou li ſerā devenus nos Bourgois de Merchene ou de la Cappelle ou de Tenremonde, fors trois quarantayne affavoir eſt une des quarantayne en Aouſt, le ſecond quarantayne en le ſemēſe de S. Remv, & le tierce quarantayne en le ſemēſe de Mars, dedans leſquels troys quarantayne li les convēna dedens la ville ou li ſont Bourgois avoir leur ſen arant, leur Koc chantant, & leur warde en leur maiſon, & ſ'il eſtoient trouvez hoirs des ſes poins deſſus-dis, no ou noz Juſtices les porremez prendre pour le meſſait chascun de nous en la franchiſe. Item ſe aucuns qui manſit à Tenremonde ou en la terre de Tenremonde, & li ſeiſſit aucun forſoit, & apres le meſſait ſe vouſſit traire à warant, en aucune des nos franchiſes ou terre deſſusdites, ce ne li pourroit ne deveroit rien valoir, que li Sires de Tenremonde ou ſes Baillex ne prendroit le meſſait au ſien, ſ'il avoit tant vaillant & laiſſier dou ſien à Tenremonde ou en la Terre de Tenremonde; & tout en au telle maniere nous li Dux & noſtre Juſtice de par nous deſevens & porrois lever & prendre de le meſſait de chiaux des franchiſes de noſtre deſſus-dite terre, qui forſoit y auroient avant chou qu'il fuſſent trait à Tenremonde ou en la terre de Tenremonde à warand, ainſi comme dict eſt chi avant des gens de Tenremonde ou de la terre de Tenremonde. Item ſ'il avēnt que nous li Dux & li Sire de Tenremonde en noz ſuſdites franchiſes & terres adviens affiſes, tailles & prières, que quicunque de nos gens d'une part & d'autre, apres que devenoit Bourgois, ſe Bor-

goiſe

ANNO 1318. gossie ne li poira riens valloir que il ne sache assés à nous leur Seigneur chascun en son lieue, de tous cas soit dou priere ou de taille que avenue seroit autant que il devenit Bourgois, & de toutes tailles & assises qui seroient faites, & de tous cas qui avenues seroient ou pourroient estre apres che qu'il seroit devenus Bourgois, il en doit estre quittes & frans, & se ensi estoit que nous li Dux de Brabant ou nos Justices & gens voussissens prendre pant ou wage de nos Bourgois, qui aroient terre ou biens à Tenremonde ou en le terre de Tenremonde, nous deveriens traire au Seigneur de Tenremonde ou au ses Justices, en requirante qu'il nous fissent avoir le nostre, & s'il che ne voloient faire, nous & nos Justices les porriens desvagiier; & tout en telle maniere doivent les gens le Seigneur de Tenremonde traire à nous ou as nos Justices, pour pant au wage avoir de leur Bourgois, & si nous ou nos Justices ne leur fassiens avoir, il Sires de Tenremonde ou ses Justices les porrient meismes desvagiier. Et est nostre sentence d'une part & d'autre que tout al qui Bourgois sont, viennent manoir chascuns au lieu ou il sera Bourgois, dedens ce Noel que nous attendans premierement avenir, à toute leur maisez fans nul malengien, & leur famez & leur enfant s'il les ont, & quicunque voura des hoirs en avant Bourgois devenir, il le convenera que dou jour qu'il aura juré Bourgois, dedens six jours apres soit manans en la ville ou il sera Bourgois, tout en telle maniere comme uns autres Bourgois, chi comme il est chi dessus dit, & chi aucuns Bourgois se voloit partir de la Bourgoise, partir s'en peut, parmi tel droit paravant, comme li Eschevin dou lieu diront sur leur serement qu'il doit, faves toutes les raisons dessus dites. Et toutes ces chouses & convenanches dessus dites diviles & ordenanches, promettons nous & chascun de nous pour nous & pour nos hoirs bien & loyalement à tenir & wardier en bonne foy à tous jours sans nul malengien, en tesmoingnage de ces Lettres presentes sceeles de nos seaulx qui furent faites & données à Bruxelles le Mardi devant le S. Urbain l'an de grace MCCC. XVIIII.

LXXII.

Junii. *Litteræ EDUARDI II. Regis Angliæ ad PHILIPPUM Longum Regem Franciæ, super dilacione Homagii pro Ducatu Aquitanie præstandi. Datæ apud Westmonasterium 16. die Julii Anno 1318.* [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. III. p. 714.]

MAGNIFICO Principi, Domino Philippo, Dei gratiæ Regi Franciæ & Navarre illustri, Fratri suo carissimo, Edwardus, ejusdem gratiæ, &c. Salutem & ad vota successus prosperos ac felices.

Pro quibusdam negotiis, nos tangentibus, venerabilem Patrem A. Herefordensem Episcopum, & dilectos & fideles nostros, Johannem Abel Militem, & Magistrum Richardum de Burton Clericum, ad vestram præsentiam duximus destinandos.

Vestras Serenitati affectionibus supplicantes, quatinus præfatos, Episcopum, Militem, & Clericum, conjunctionem & divisiùm, velitis gratiose admittere, & eis ac duobus eorum, in hijs, quæ vobis ex parte nostra exposuerint viva voce, fidem credulam adhibere.

Ad hæc, de eo quodd excusationem non adventus nostri nuper ad vos, super exactione Homagii & aliorum vobis faciendorum pro Ducatu prædicto & alijs Terris quas de vobis tenere debemus in partibus transmarinis, vobis ex certis causis tunc expositis, gratanter admittitis & dilationem super hijs concessistis, vestras Excellentie grates referimus speciales.

Dat. apud Westmonasterium 16. die Junii.

LXXIII.

Junii. *Litteræ Ducis Oppavienfis NICOLAI Promittentis JOHANNI Bohemie & Polonia Regi omnem fidelitatem, devotionem, & obedientiam, pro dato sibi in feudum Ducatu Oppavienfi, præstare, eique contra omnem hominem tanquam fidelis Vassallus omnibus viribus auxiliari, & cuncta promissa inviolabiliter servare. Datum Prage 5. Nonas Julii. 1318.* [LUNIG, Teutches Reichs Archiv. Part. Spec. Cont. I. Fortsetzung I. Abtatz III. pag. 280.]
TOM. I. PART. II.

ANNO 1318. **N**O S Nicolaus Dei gratia Dux Oppavia, ad universorum tam præsentium quam futurorum notitiam cupimus pervenire, quod cum Serenissimus Dominus noster Dominus Joannes Bohemie & Polonia Rex, ac Luxemburgensis Comes Illustris, consideratis fidei & servitorum nostrorum meritis, quibus nos suæ munificæ liberalitatis gratiam meruisse cognovit, ac pensatis utilibus & fidelibus per nos sibi præstitis & præstatis servitiis, ex sua munifica liberalitate, nobis & heredibus nostris in feudum, & Jure feudi contulerit in perpetuum, Terram seu Ducatum suum Oppaviensem, cum dignitate & titulo Ducatus ipsius, nec non cum Civitatibus, Castris, Munitionibus, Villis, possessionibus & universis alijs pertinentiis, utilitatibus, proveniuntibus & Juribus terræ, seu Ducatus ipsius, prout in Privilegio suo, super ipsi nobis dato hæc omnia plenius & expressius continetur, nos pro nobis & pro heredibus nostris recipientes in feudum à dicto Domino nostro Rege ipsum Ducatum cum omnibus & singulis supradictis, sibi recipient, pro se, & suis heredibus, ac successoribus Regibus Bohemie, tanquam vero feudi prædicti Domino fecimus, & facimus homagium. Promittentes ipsi fidelitatem, devotionem, obedientiam ac reverentiam perpetuam per præsentem, Corporali per nos interposito Juramento, ordinando & omnino fieri volendo, ut heredes & successores nostri in ipso feudo seu Ducatu succedentes, de manibus ejusdem Domini nostri Regis & prædictorum suorum, eidem, idem feudum seu Ducatum recipere Jure feudali, ac eis homagium, fidelitatem, devotionem & obedientiam prædictam, interposito etiam Juramento promittere ac similiter facere in perpetuum teneantur, obligando nihilominus nos, heredes & successores nostros prædictos, sub præmissio Juramento corporaliter præstito, solemnī stipulatione interpositā, ipsi Domino nostro Regi ac heredibus & successoribus suis præstatis promittimus, quod quotiescunque & quancumque ipse Dominus noster Rex jusserit, & ejus jusserint successores & eos juvabimus & juvari volumus per heredes & successores nostros, contra omnem hominem fideliter toto posse, tanquam ejus fidelis Vassallus, nec non ad omnia alia, & singula in perpetuum, quæ Jura Feudi exigunt & requirunt, sed etiam quæ quisque fidelis Vassallus suo vero Domino facere potest in omnibus, arque debet; hoc autem specialiter expressio, quod si nos, & quencumque ex nostris heredibus & successoribus nobis succedentibus in Ducatu prædicto contingeret decedere filiis legitimis non relictis, ex tunc statim Ducatus ipse, cum omnibus & singulis supra dictis ad electum Dominum nostrum Regem ac heredes & successores suos prædictos & ad Regnum prædictum liberè revertantur. Promissimus denique & promittimus solemnī interpositā Stipulatione, ut præmissum est, pro nobis, heredibus ac successoribus nostris prædictis, sub præstito Juramento prædicta omnia & singula prædictorum firmiter perpetuò & inviolabiliter adimplere. Testes autem qui præmissis interfuerunt ad hoc vocati & rogati sunt hi: Videlicet Illustris Domini Principes Boleslaus, & Hynco Duces Silesiæ; Nobiles Viri: Ulrichus Comes de Hanaw, Otto de Bolandia, Petrus de Rosenberg summus Camerarius Regni Bohemie, Ulrichus de Mendico Burgravius Pragensis, Beneficius de Warthenberg Pincerna & Hermannus de Kolditz, Henricus de Luxemburg, Heymannus & frater suus Hynco, Filii Baronis de Friedland, Bernhardus de Cynnemburg Ensignier, Plichta de Adlar, Hermannus de Zwiirzetitz, Schamburgius dictus de Schylerberg, Sibaco de Mendico, Spaczmannus de Benessow, Zexema de Himstain, & Zdenko Kovan. In quorum testimonium præsentem Literas fieri fecimus & sigilli nostri appensione muniri. Datum Prage Quinto Nonas Julii Anno MCCCXVIII.

LXXIV.

Litteræ EDUARDI II. Regis Angliæ ad PHILIPPUM Longum Regem Franciæ, super Homagio faciendo. Dat. apud Notingham 12. Augusti 1318. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. III. pag. 725.]

MAGNIFICO Principi, Domino Philippo, Dei gratia, Regi Franciæ & Navarre illustri, Fratri suo carissimo, Edwardus &c. salutem, & ad vota successus prosperos & felices.

Venerabilem in Christo Patrem A. Herefordensem Episcopum, & dilectos & fideles nostros, Johannem Abel Militem, & Magistrum Richardum de Burton Cleri

ANNO Clericum, nuper ad vestram presentiam destinavimus, cum sufficienti potestate faciendi & præstandi, pro nobis & nomine nostro, vobis debitum fidelitatis Juramentum pro Terris quas de vobis tenemus in partibus transmarinis, cum gratiarum actionibus, quod excusationem non adventus nostri ad vos, super exactione Homagii & aliorum vobis faciendorum pro Terris prædictis, vobis prius expositam grateranter admittitis & dilationem super hiis concessistis.

Et dicti Miles & Clericus, ad nos redeuntes, nobis exposuerunt viva voce, quod pro eo, quod Litteras nostras patentes, dilationem homagii prædicti, juxta tenorem Litterarum vestrarum, dudum inde factarum, continentes, vobis non portarunt, Fidelitatis Juramentum recipere distulistis; adjicientes quod hujusmodi Litteras nostras vobis, citra instantem Festum Nativitatis beate Mariæ Virginis, reportarent.

Verum, quia jam sumus itinerando versus partes Boriates, ad militiam Scotorum, Inimicorum & Rebellionis nostrorum, qui Regnum nostrum hostiliter invaserunt, cum Dei adjutorio, repellendam; propter quod absentibus à nobis Jurisperitis in presenti, de quorum consilio hujusmodi Litteras, hæcenus non consueverat, indeliberate facere non possemus, set Parlamentum in tribus septimanis Sancti Michaelis ordinavimus convocare, & tunc ibidem de præmissis habere Tractatum pleniorum, ac postmodum cum festinatione debita vestra Serenitati facere quod debemus.

Quapropter Excellentiam vestram, quam semper invenimus gratiosam, affectuose requirimus & rogamus, quatinus dilationem hujusmodi velitis acceptare, & nobis referre quid inde facere vestra placuerit voluntati.

Teste Rege apud Notyngham duodecimo die Augusti.

LXXV.

19 Août. *Traité de Paix entre PHILIPPE de Savoie Prince d'Achaye, le Marquis de SALUCES, & MATHIEU Seigneur de Milan, fait à Lombriasque le 19. Août, 1318. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoie. Preuves. pag. 107.]*

SAVOYE,
SALUCES
ET MILAN.

ANNO Domini M. CCC. XVIII. Indiēt. prima, die Sabati XIX. Augusti. In Christi nomine Amen, & honorem, & laudem ipsius, & totius Curie celestis, & honorem, & laudem sanctissimi Domini Joannis XXII. Papæ Sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ, & sacri Imperii, & honorem, & laudem Magnificorum Virorum Domini Philippi de Sabaudia Principis Achaye, Domini Marchionis Saluciarum, & Domini Mathie Vicecomitis Dei gratia Civitatis, & districtus Mediolani Domini generalis & omnium Amicorum prædictorum Dominorum, & totius Lige Lombardiæ. Cum infra scripta sint pacta, & conventiones facta & factæ, conventa & conventæ, inter Magnificum & Potentem Virum Dominum Matheum Vicecomitem Dei gratia, & etiam Civitatis, & districtus Mediolani Dominum Generalem, seu Nobiles & districtos Viros Dominum Buschini Mathegacium Militem, & Dominum Petrum de Modella Jurisperitum, Procuratores, & Procuratorio nomine dicti Domini Mathie, de quorum Procura constat per publicum Instrumentum, ut prima facie apparebat scriptum manu Masei de Ferralobus Notarii publici ejusdem IV. lineæ incipit *Matheus*, & ultima *Tradidi & scripsi*, factum sub anno Domini M. CCC. XVIII. Indiēt. I. die VII. Augusti ex una parte, & Magnificum & Potentem Virum Dominum Philippum de Sabaudia Principem Achaye, ex parte altera, reservato tamen honore & laude Illustris Viri Domini A. Comitis Sabaudie Carissimi Domini & Patris sui. In primis prædictus Dominus Princeps & prædicti Domini Buschini & Petrus, procuratorio nomine & pro ipso Domino Matheo nomine & vice prædicti Domini Mathie, fecerunt & faciunt ad invicem ligam, fraternitatem, Societatem, Unionem & verum amorem, & jurant inter se perpetuo duraturas sub infra scriptis pactis, Conventionibus, Conditionibus atque modis: Videlicet quod prædictus Dominus Matheus se non intromittat, nec intromittere debeat per se, vel per Filios, vel Nepotes, vel alios descendentes, vel per aliam submissam personam, de aliqua Signoria, Potestalia, Capitaneatu, nec de aliquo alio officio, tenendo vel regendo per se vel per alium in Civitate Assentis, nec in districtu, nec in aliquo loco existente in Comitatu, vel districtu de Ast, & quod sit ab Ast superius in aliquo loco qualiscunque sit locus, Castrum

vel Villa, excepto quod inferius dicitur; nec de terra Yporrigia & Canapici, nec de terra Cherii & totius districtus Cherii; nec de Terris Dominorum Marchionum de Carreto, nec de terris Claraschi, Montisvici & Saviliani, & districtibus eorundem, & generaliter de aliquo Loco, Civitate, Terra, Castro, vel Villa, quæ teneant prædicti Domini Comes & Princeps, seu alter eorum, vel quod pertineat, vel pertinere debeat ad ipsos vel ad alterum ipsorum, ex concessionibus, titulis vel causis factis & emanatis, à Serenissimo Imperatore Domino Henrico felicis recordationis, vel antecessoribus ejusdem, imo prædicta omnia & singula promittit prædictus Dominus habere, tenere pacifice, & gaudere, & eos juvabit fideliter, & bona fide, ad acquirendum prædicta superius memorata, contra Regem Robertum, & contra omnes etiam tenentes partem ipsius. Item promiserunt prædicti Procuratorio nomine, quo supra, dicto Domino Principi pro se & suis recipienti, quod prædictus Dominus Matheus Dominum Mediolani dabit, concedet & tenebit suis expensis, & ad ejus stipendia prædicto Domino Principi, centum homines de Armis, equites bonos & idoneos, qui stabant cum Domino Principe, vel cum gentibus suis, ut voluerit, ad faciendum guerram citra Montes, contra Regem Robertum & ejus sequaces, ab Ast scilicet per quinque menses, singulis annis, prout placuerit Domino Principi. Item si gentes de armis venient de partibus Regis Roberti, in partes Pedemontis, quod eo casu dictus Dominus Mediolani mittat ex forcum suum armatorum, ad resistendum dictis gentibus Regis, & ad offendendum eosdem, & ad defendendum Dominum Principem & Terram suam, secundum necessitatem, & quantitatem gentium, quæ venient ut supra; Ex adverso & altera parte dictus Dominus Princeps promittit, dictis Procuratoribus, supra dicto nomine recipientibus & stipulantibus simili modo, & juravit quod se non intromittet de Dominio, Potestalia, Signoria, Capitaneatu alienius terre quæ non sit ab Ast intra, nec essent terre, quæ essent de districtu Ast, vel fuissent, si venirent per eosdem, vel essent de terris superius nominatis, & prædicta curabit facere, cum effectu per se, & per suos descendentes, & alios suos adherentes, attendi & observari. Item quod ipse Dominus Princeps se non intromittet de Civitate Albas, Episcopatu & Jurisdictione Albas, pro se; nec per aliquem, eidem Domino Principi adherentem, exceptis in terris Dominorum Marchionum de Carreto, & de Ceva, & aliorum locorum concessorum per aliquos Imperatores, dictis Domini Comiti & Principi vel prædecessoribus eorum in prædictis locis dictorum Marchionum de Carreto. Item quod ipse Dominus Princeps, si necessitas immineret, Videlicet quod dictus Rex Robertus, si ejus gentes, venirent vel venient potentes, causa offendendi dictum Dominum Mediolani, si Terram quam tenet ipse vel sui, quod ipse Dominus Princeps teneatur mittere de suis gentibus equestribus Armigeris viginti quinque, in servitium dicti Domini Mathie, si gentes dicti Regis transirent ultra Alexandriam, pernociando ibidem. Item si casus prædictus accideret, quod ipse Dominus Rex, per se, vel per suos, veniret, si mandaret ad terras illas quæ tenentur per dictum Dominum Mediolani ut supra, & major esset necessitas in illis partibus, quam in partibus dicti Domini Principis, quod idem Dominus Matheus possit gentes suas advocare. Eo salvo, quod per prædicta idem Dominus Matheus non veniat contra Dominos Canem Grandem de la Scala, Vicarium pro Sacro Imperio Veron. & Vincentien. Raynaldum de Bonacosis Vicarium pro eodem Imperio Mantæ, Dominum Marchionem Montis-ferrati in eo quod tenet & possidet, nec contra Dominum Marchionem Saluciarum, nec contra aliquem qui sit in liga prædictorum Dominorum, nec contra aliquem eorum, nec eos adjuvabit contra prædictum Principem. Item quod prædictus Dominus Princeps curabit, quod dictus Comes Sabaudie, nec filii non se intromittent de terris, nec de Dominis, nec regiminibus, quæ tenentur per dictum Dominum Matheum ut supra, alioquin prædictus Dominus Matheus non teneatur sibi in aliquo, nisi bona voluntate. Quæ omnia & singula supra dictus Dominus Princeps ex parte una, & prædicti Procuratores nomine supra dicto, ex parte altera, promiserunt invicem solemnibus stipulationibus, & causis supra dictis intervenientibus hinc & inde, firma & rata habere, tenere, attendere & observare legaliter, bona fide, qualiter in casu suo, & non contra factum, vel venire, aliqua causa, vel ingenio, de jure vel de facto, sub damnis & expensis, ac inter lites & extra reservatis, & sub omnium bonorum ipsorum, & maxime dicti Domini Mathie obligationibus, quæ proinde una pars

18. pars alteri pignus obligavit. Insuper tam dictus Princeps quam dicti Procuratores nomine supradicto, in animam dicti Domini Mathel juraverunt corporaliter ad Sancta Dei Evangelia tactis Scripturis, prædicta omnia attendere, facere, & complere, & in aliquo non contraire prædicta, prout promiserunt dicto Principi, sub eodem juramento, se facturos, & curaturos quod dictus Dominus Mathes, prædicta omnia promittet, faciet personaliter & jurabit quicquam ex parte dicti Principis fuerit requisitus. Actum fuit in Lombriascho, in Canonica dicti loci, Præsentibus Vullermo de Chignino, Umberto de Montebello Militibus, Domino Vuillermo Isnardo, Domino Huero de Plozascho, Dominis Rinaldo de Ripalta, Bonifacio de Lucerna, & Bonifacio de Scalengis testibus, ad hæc specialiter adhibitis & vocatis.

LXXVI.

Sept. *Accord entre FERRY Duc de Lorraine & Marchis, & GAUCHIER DE CHASTILLON Connétable de France, sur le Droit de la Monnoye dans la Ville de Neuf-Châtel en Lorraine. Du Mercredi avant la Fête de la Nativité de Notre Dame. 1318. [La Véritable Origine des Maisons d'Allace, de Lorraine, d'Autriche, &c. Aux Preuves. pag. 155.]*

Nous FERRIS Dax de Loherenne & Marchis, & nos Gauchiers de Chastillon, Conseillers de France & Comtes de Porcien, faisons sçavoir à tous : Que comme desormais fut entre nos pour raison de la monnoye dou Neuf-Châtel en Loherenne, que nos Conseillers disiens que nous la poens & devons faire, pour ceu que nos tenons ledit Neuf-Châtel, par raison dou doaire nostre amée fame & Compaigne Dame YZABEL, jadis Duchesse de Loherenne mere audit Duc. Et noz Ducs disiens, comme heritiers, que lidis Conseillers n'en y pooit faire ne ne devoit se par nos n'estoit. Sçavoir cil, que nos Ducs & Conseillers deslusdis, nos sommes accordei de ladite monnoye faire en la maniere que s'ensuit. C'est à sçavoir, que tant comme nos Conseillers deslusdis tanrons ledit Neuf-Châtel pour la cause dou doaire deslusdis, nos y poons & devons faire faire monnoie dautreil pois dautreil aloi comme li dis Ducs la fairsit faire à Nancye ou en la Duchie, & devons pourcheffier à nostre pooir bonnement qu'elle soit courable ou Realme de France, mais riens ne nos en puet on demander. Et nos Ducs la devons faire courre par nostre terre ensi comme la nostre que nos faisons faire, ou ferons faire en nostre terre. Et de tous les profits qui yseront & pourront yssir & venir de ladite monnoye que nos Conseillers feront faire au Neuf-Châtel deslusdis, tant comme nos la ferons faire, lidis Ducs y parait la moitié entièrement & nos l'autre moitié, sans point d'avantage parre l'un contre l'autre, & porroas mettre, s'il plaît à nos dous, chescuns une Warde en ladite monnoie, & s'il nos plaît nos y en poons une mettre seulement. Et avons promis & promettons en bonne foy & lealment nos Ducs & Conseillers deslusdis, que contre cet accord ne varrons, ne venir ferons, mais le tanrons & ferons tenir à nos pooirs sans aller encounter. En tesmoignage de veritei & pour ceu que se soit ferme chose & estable, avons nos fait mettre nos saels pandans chacun le sien en ces presentes Lettres, que furent faites l'an de grace nostre Signour mil trois cens & dizout, le Merquedy apres la Feste de la Nativité nostre Dame ou mois de Septembre. Scellées de deux grands sceaux de cire verde & sur doubles queues.

LXXVII.

19. *Déclaration des principaux SEIGNEURS DE FRANCE; qu'ils n'asserviront point PHILIPPE le Long, contre le Comte de FLANDRE, si le Roi viole la Paix, avec le sentiment du Pape JEAN XXII. sur ladite Paix. Fait le 7. de Janvier 1319. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 105.]*

In nomine Domini Amen.

TENORE hujus publici Instrumenti notum sit universis, quod anno Dominicæ incarnationis millesimo

mo trecentesimo decimo nono, die septima Januarii, Indictione tertia, Pontificatus Sanctissimi Patris & Domini, Domini JOANNIS divina providentia Papæ vigesimo secundi anno quarto, Excellentissimo Principe & Domino, Domino PHILIPPO Dei gratia Franciæ & Navaræ Rege Illustrissimo Parisiensi existente apud Luparam in Regali Camera præsentibus coram Illustrissimis Dominis Carolo Patruo suo Valesii Comite, Philippo & Carolo de Valesio natis dicti Comitis, Ludovico Comite Claromontis, Dominoque de Borbonio, Consanguineo Domini nostri Regis, Comite Sancti Pauli uno de Parisiis Franciæ, Domino Comite Valesii, & Dominis Archiepiscopo Rhemenfi, Belvacensi, Noviomensi, Catalaunensi Episcopis, Duce Burgundiæ, & Comitissa Atrebatensi, Vir venerabilis & discretus Dominus Petrus de Capis Thesaurarius Laudunensis Cancellarius dicti Domini Regis, de ipsius Domini Regis præcepto, in subscriptorum testium & mei Notarii præsentia, exposuit superius nominatis.

§. 2. Qualiter dudum, dum adhuc idem Dominus Rex regeret dicta regna, inter eum ex una parte, & Flandrenses ex altera, super quibusdam articulis Pacis inter claræ memoriæ Dominum Ludovicum Genitorem dicti Domini Regis, dum viveret, dictosque Flandrenses initæ & juramento firmatæ, certis conventionibus habitis, idem Dominus Rex tunc regens, & Flandrenses conveniunt dare & præstare tales securitates invicem, quæ deberent sufficere.

§. 3. Demum quod, quia super illis præstandis inter eos concordare nequiverunt, simul ad dictum summum Pontificem miserunt, ipsius consilium, quæ deberent securitates sufficere, audiri. Exposuit & idem Dominus Cancellarius, qualiter Dominus Sanctissimus Pater, deliberatione plenaria habita super iis consilium dedit & solemniter publicavit, & sub bulla sua posuit in hæc verba.

§. 4. Videlicet: Consuluimus Pacem & consulendo diximus, quod Rex prædictus semel duntaxat per certam personam ad hoc deputandam ab eo, in animum suum juret, quod ipse dictas conventiones inviolabiliter observabit, per se vel per alium non venturus aut facurus aliquid contra eas vel aliquas earundem, & per observationem hujusmodi Rex ipse obliget omnia bona sua præsentia & futura. Singuli etiam successores ipsius in Regno semel duntaxat juramentum præstare modo simili teneantur. Præstabit autem juramentum prædictum hujusmodi per Regem & successores prædictos in forma præscripta; cum Comes Flandriæ homagium & fidelitatem recipiet, in crastino videlicet, postquam hujusmodi homagium & fidelitatem præstaverint, & conventiones fervare juraverint antedictas.

§. 5. Curabit etiam idem Rex & sine fraude aliqua, quantum poterit, quod frater & patruus & consanguinei sui de Valesio, de Borbonio, Comes Sancti Pauli, & Pares Franciæ, conventiones ipsas, quantum in ipsis fuerit & pertinebit ad eos, in fide sua tenaciter observare promittent, & quod eadem Regi, si contra conventiones prædictas vel aliquam ex eis faceret aut veniret per se vel per alium, in hoc assistere aut eum juvare minime teneantur; ubi cum Flandrenses ipsi de facto conventiones ipsas aut ex eis aliquam conventionem moverent, tunc prænominati omnes & singuli à dictis promissionibus sint liberi & immunes.

§. 6. Sic & diximus & consuluimus, quod dictus Rex omnibus iis & singulis, ad quæ dicti Flandrenses faciendæ & præstandæ teneantur eidem, à quibus debet eos liberare secundum formam conventionum ipsarum, in stipulationem deductis, eos inde per actionem liberet atque quitet.

§. 7. Consuluimus præterea, & consulendo diximus, quod prædicti Flandrenses Regi prædicto præstare securitates hujusmodi teneantur; videlicet: Quod dictus Comes personaliter, & universitates Flandrenses per Procuratores ad hoc specialiter deputatos & constitutos, jurent conventiones prædictas inviolabiliter observare, & per se vel per alios in contrarium non venire, vel facere quoquo modo.

§. 8. Quod liquidem consilium, sicut exposuit idem Dominus Cancellarius, gentes Domini Regis ad Dominum summum Pontificem tunc propterea destinatas nomine Regis acceptarunt, ipseque Dominus Rex postmodum ipsius consilii tenore diligenter attentio, ob reverentiam Summi Pontificis & Sanctæ Matris Romanæ Ecclesiæ, imò ob ferventem affectum, quem habet, ut regni suis & Subditis quietem præparet, ob summum desiderium, quod gerit, ad passagium terræ Sanctæ, dictam acceptationem gratam & ratam habuerat, & permanferat

ANNO
1319.

manferat ex causis prædictis in eadem voluntate de dandis prædictis securitatibus, quas in consilio continentur prædicto, quamquam in eo multa videantur extranea, onerosa, & prorsus etiam insolita sibi & suis prædecessoribus, qui cum Imperatoribus & Regibus, aliisque Principibus & Comitibus etiam Flandria interdum aliquid agere habuerant, & temporibus variis devenerunt ad Pacem, Tractatus & Concordias, super quibus stabatur, & etiam standum esset Literis Regis pro omnibus securitatibus & cautelis.

§. 9. Quibus sic expositis, præfatus Dominus Cancellarius, qui tunc exhibuit tenorem Pacis, Concordiæ & Consilii prædictorum nomine Regis ex parte ipsius, & postea idem Dominus Rex prædictus cum instantia tamen rogavit, & efficaciter requisivit, & eis, quantum sibi auctoritate licebat, præcepit, quod ipsi & eorum quilibet secundum prædicti Domini Pontificis consilium promitterent bona fide, ut quantum ad eos pertinebat, conventiones prælatas servare promitterent & teneant.

§. 10. Prænominati vero superius responderunt, quod non constabat adhuc Comitum & alios Flandrenses ea, ad quæ tenerent secundum memoratum consilium implere; quodque durum erat eis & esset taliter, se pro factis alienis asstringere. Verum tamen deliberarent super eis hæcenus, cum essent ardua, & eis prorsus insolita, ad præsens super præmissis dare responsum aliud securus nequeantes.

§. 11. Acta fuerunt hæc præsentibus Illustrissimis Dominis Blefensi, B. Bellimontis, R. Boltoniæ, G. Portiani Constabulario Franciæ, Comitibus; Navarrico de Craon, H. de Seyllaco, Milone de Noëris, A. de Glencilla, J. de Varencia, Dominis; ac A. Francisco de Seris, Guidone de Baucavo Militibus, Girando Guette cum pluribus aliis fide dignis testibus ad præmissa vocatis & rogatis specialiter.

§. 12. Et ego Guido Juliaci de Cluniac Clericus publicus, auctoritate Apostolica, Notarius qui anno, die & loco, quibus supra, præmissis rogationibus, requisitionibus & præceptis, prædictis que responsonibus præsens interfui, hoc Instrumentum scripsi, feci, subscribere publicavi, & signo meo consueto signavi rogatus.

LXXVIII.

I. Avril. *Conventio inter HENRICUM Episcopum Lubicensem atque CAPITULUM ibidem ab una, & CONSULES LUBICENSES ab altera parte, super distinctionibus Terminorum seu limitum facta. Datum in Capitulo Lubicensi anno 1319. in Dominica Palmarum. [L U N G, Teutsch. Reichs Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Fortsetzung III. pag. 185.]*

UNIVERSIS prefencia vestris, Heynricus Dei gratia Episcopus, Seghebandus Decanus, totumque Capitulum Ecclesiæ Lubicensis; Prepositura ejusdem Ecclesiæ nostre vacante; nec non Advocatus, Consules & Commune Civitatis ejusdem, salutem cum notitia veritatis. Ad omnium presencium & futurorum cupimus notitiam pervenire, quod nos, vocatis omnibus vocandis ac presencibus & contententibus omnibus, qui debuerunt, voluerunt & potuerunt interesse, diligenti deliberacione prehabita, & omni solemnitate juris adhibita super terminorum distinctionibus, tam extra valvam molendinorum, quam extra valvam Holtzatorum concordavimus amicabiliter. Sic quod utrobique contenti, & penitus illesi, dictas distinctiones, ut subsequitur, debeamus perpetuo & irrefragabiliter observare. Distinctio enim terminorum extra valvam molendinorum est talis: Primo a Travena fursum per fossatum quod est inter ortum & pratam situm sub terminis ville Gheninensis usque in finem aggeris sive dammonis molendini Cucukes molen, videlicet in ipsius aggeris finem versus ad villam Ghenin prædictam. Deinde sumatur aqua inflagnacionis ipsius molendini fursum usque ad rivum dictum Hohenbecke & Hohenbecke fursum usque ad fossatum, & per fossatum ulterius usque ad finem ejus, attingentem terminos ville Voderrodhe, ubi ista distinctio sumit finem. Quicquid intra omnia ista Loca & Civitatem continetur, cum terra dicta Krunderland, totum libere pertinebit Civitati, absque omni contradiccionis Ecclesiæ, pleno jure. Molendinum etiam Cucukes mole pertinebit libere Civitati, cum agere & cum omni jure inflagnandi, piscandi & fundi ipsius aque. Hoc tamen salvo quod Coloni Ecclesiæ

possint versus terminos suos, usque ad medium rivi rubeta succidere, gramina colligere & pecora adquare. Salva etiam manebit Dominis Episcopo & Preposito sua decima agraria libere colligenda. Ex alia vero parte hujus distinctionis, versus Ghenin & Voderrodhe remanebit totum Ecclesiæ absque Civitatis contradiccionis qualibet, pleno jure. Distinctio vero extra valvam Holtzatorum est talis: Primo sciendum, quod molendinum, dictum Premescen mole, Civitati pertinebit cum omni proprietate, libertate, & jure inflagnandi, piscandi & fundi ipsius aque, sed tamen structura quæ Gruntwerck dicitur, sine sublimacione manebit sicut nunc est. Agger etiam ipsius molendini attinet Civitati, & ab agger per viam publicam ex utraque parte usque ad primum monticulum conjectum ad sinistram manum, & ab illo monticulo ultra per ordinem monticulorum ibidem conjectorum versus occidentem, usque ad aquam molendini Premescen prescripti, quicquid intra ista loca continetur, totum pertinebit libere Civitati. Item a primo monticulo prædicto, prope viam conjecto, ultra per eandem viam publicam, directe usque ad monticulum, conjectum ad dextram manum ejusdem vie, & ab illo monticulo per fossatum ulterius usque ad monticulum superioris finis prati, dicti Amelunges Wisch & ab ipso monticulo ulterius per fossatum usque ad monticulum conjectum prope fossatum transversale & ab illo monticulo ultra per ipsum fossatum transversale, usque ad monticulum ultimum & ab eodem monticulo ultra per fossatum, quod ducit per directum in flumen Zwartowe, & ultra per Zwartowe usque in Travenam. Quicquid intra prædicta loca omnia & ipsam Travenam continetur, totum absque omni contradiccionis Ecclesiæ Civitati libere pertinebit. Salvum tamen manebit communi populo jus piscandi a Travena fursum per flumen Zwartowe usque ad molendinum, prout hæcenus fuit solitum & consuetum. Sciendum insuper, quod si aquam Premescen exsiccare contingat, ubicunque termini Domini Episcopi aquam ipsam attingunt, ibi Dominus Episcopus potest uti ius attingentis arefactis, quæ Anshot appellantur, donec iterum contingat, per inflagnacionem vel alteri, crescere dictam aquam. Sciendum etiam, quod omnibus hominibus via publica, quæ nunc est, debet esse communis, per terminos Domini Episcopi usque ad Hudham suam super Travenam. Item sciendum, quod quicunque agri inter Premescen & Amelunges Wisch colentur de his Domino Episcopo debet decima agraria assignari. Item nulla habitacula debent fieri in prenotatis distinctionibus, videlicet, inter Premescen & Zwartowe. Ut autem omnia premissa robur optineant perpetue firmitatis, presens Scriptum sigillis nostris videlicet Episcopi, Capituli & Civitatis fecimus communiri. Hujus rei testes sunt Domini Andreas dictus Steneke, beati Nicolai, Tynmo beate Marie Sacerdotes, dicte Civitatis perpetui Vicarii, Milites quoque Conradus de Moyfelinghe, Marquardus de Godendorpe, & Johannes dictus Borh, & quam plures alii Clerici & Layci, fide digni. Datum in Capitulo nostro Lubicensi. Anno Domini M. CCCXIX. in Dominica Palmarum.

LXXIX.

Sauf-Conduit du Roi de France PHILIPPE le 2. Avril Long, donné à EDOUARD II. Roi d'Angleterre, pour l'entrevue qui se devoit faire entre eux en France. Donné le lendemain de Pâques Fleuries, l'an 1319. [R Y M E R Pcedera, Conventions, &c. Tom. III. pag. 825. 826. où cette Pièce est mise entre celles de l'An 1320. quoi qu'elle soit datée de l'An 1319.]

PHILIPPE, par la grace de Dieu, Roys de France & de Navarre, a touz nos Justiciers & Subgiez salut.

Comme nostre Treschères Freres Edward, Roys d'Engleterre, Dux d'Aquitain, entende a venir vers nous, sicome il nous a fait assavoir, pour certaine chose, qui desirent la presence; Savoir faisons que nous audit Roy donnons & ortroyons ceste foiz, de certaine science & de grace especialle, sauf & sehur conduit, pour luy, pour les Gens, pour sa mesnie & pour sa compaignie, pour leur hermoys & leur biens touz; & en alant, venant & demorant parmi nostre Reaume, & en retournant arriere, tant que il serrount en nostre dit Royaume, avous pris, prenons le dit Roy, ses Gens, mesnie & compaignie, leur hermoys & leur biens touz en nostre sauve garde & protection special.

ANNO 1319. Et voulons que, nostre dit Conduit durant, il ne soient, ne puissent estre pris, chalougie, greve, molestie ou empesche en personne ou en biens, pour guerre, rebellou, disobeissance, ou pour autre meffait, quel que il soit, que il aient fait en temps paisé, ne pour fraude, ne pour guerre, que il, ou aucun de eux, en leur personnes, aient vers autrui, ne pour debte, ou obligation, quele que ele soit, pour Seigneur, pour Cours de Ville, ou pour personne singuliere, soit de Foire, de Chaump, de Brie, ou d'autre, ou pour autre cause, quele que ele soit, aucune desques au jour de huy.

Et se il avenoit, que ja n'aviegné, que, cest Conduit durant, ly Roys, ou ses Genz defusditz, ou aucuns de eux, ou leur chivaux, ou leur biens, feussent empeschie par maladie, ou autrement, par quoy il ne puissent, jour dites busoignes faites, retourner en leur pays, & ysser de nostre dit Royaume:

Nous voulons que eux, ainsi empeschiez, cis Conduit vaille jusques a tant qu'il puissent bonnement, senz fraude, estre en leur lieux; & que luy diz Roys d'Engleterre, soit de tous ce creuz par sa simple assertion.

Si mandons & commandons estreloiment a vous & a chescun de vous, que, durant le terme de cest Conduit, audit Roy, ses Genz, mesnie, & compaignie, heroyes & biens ne faciez, ne foeciez a faire Gries, Injures, molestes, ne violences, ancoys les laissez paisiblement, sanz arest & senz empeschement, aler, venir, demorer & retourner en leur pais, en la maniere defusdite.

Et lour ostez touz empeschementz qui, cointre la tenour de cest Conduit, leur serroient fait, non contretant aultes Lettres empreeces au contraire.

En tesmoign de chose que nous avons fait mettre, en ces presentes Lettres, nostre Seel.

Donne apar landemain a Pasques Flories, l'an de grace Mit Trois Cens dis & Neuf.

LXXX.

Sept. HEINRICI Ducis Silesie Domini de Jaur & Furstenberg, Resignatio JOANNI Bohemia Regi, facta de omnibus juribus, in Marchiis, Provincis, Terris & Possessionibus Lusicensi, Lubacensi & Budissinensi, sibi competentibus. Dat. in Castris propé Olinitz 10. Calendas Octobris 1319. [CHRIST. GODO. Hofmannus in Append. Diplom. & Document. Historiam Lusatie illustrantium Tom. IV. Script. Lusatic. pag. 186. LUNIG, Teutisches Reichs Archiv. Part. Spec. Contin. I. Fortsetzung I. Abtatz III. pag. 280. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

HENRICUS Dei gratia Dux Silesie, Dominus de Jaur & Furstenberg, omnibus in perpetuum. Ut modus & ordo gestorum nostrorum, qui efficaci permanentia perpetuo oportet & debet subsistere, & solide permanere, in Memorialibus recordantur & redigantur juxta valiturs, vigor aequitatis & ordo postulat rationis. Hinc igitur est, quod Nos Henricus Dux prædictus ad perpetuum rei memoriam presentibus recognoscimus, quod matura deliberatione præhabita & omnium & singulorum fidelium & consiliorum nostrorum consilio accedente, & dando resignamus, & dedimus & resignavimus, quin imò presentibus resignamus, damus, & donamus omnia, & singula Jura, quæ, sive ex origine nostræ Civitatis & sanguinis quorumcumque primogenitorum nostrorum, vel ex successione legitima; sive feudali titulo, à sacro Imperio vel Romano Rege vel à quocunque alio dependant Domino, nobis hereditas & successoribus nostris, in Marchiis, Provinciis, Terris & Possessionibus Lusicensi, Lubacensi & Budissinensi, ac etiam in Civitate Frankwerd, sita propé ripam fluminis dicti Odera, vel ad eas, vel ad alteram earum unquam competierunt, competunt, vel in futurum competere poterunt, quocunque titulo sive modo, cum omnibus & singulis Civitatibus, Oppidis, Castris, Castellis, Munitionibus, Foris, Villis, Alodis, Comitibus Libertivis, Baronibus, Ministerialibus, Vasallis, Inquilinis & accolis ad prædictas Marchias, Provincias, terras & possessiones & ad Civitatem Frankwerd prædictam vel jure vel consuetudine, quocunque modo vel titulo spectantibus Serenissimo Principi Domino Joanni Boemie & Polonia Regi, Lucemburgensi Comiti Marchique Budissinensi Domino, hereditas & successoribus possidenda, pariter & habenda.

ANNO 1319. Expresse nos præfatus Henricus, nullum heredem superstitem habentes, hereditum & successorum nostrorum nomine renunciantes in his Scriptis omni beneficio cuiuscunque juris, quo quis resignationem, dationem & donationem per se factam retractare poterit postulare. Testes, coram quibus traditus hujusmodi sunt habiti ac ordinati, sunt: Venerabilis in Christo Pater Dominus Witko Minessis Episcopus, Illustres Principes Dominus Nicolaus Dux Oppavie, Nobilis Viri Domini, Petrus de Rosenberg, Wilhelmus de Pernstien, Hinc dictus Berka de Dube, Thymo de Kolditz, Fridericus & Hermannus Witko fratres de Scholitz, Beneficius de Michelberg, Ulrichus de Mendico Fridmannus de Schamm, Otto dictus Haidem de Domin, Albertus de Lismik, Stephanus de Parkwitz, Siffridus de Borch, Ludærus de Schreihendorff & Christianus Gerardsch. In cujus rei testimonium presentes Literas fieri & sigillo nostro majori jussimus muniri. Datum in Castris propé Olinitz, 20. Calendas Octobris Anno Domini M. CCCXIX.

LXXXI.

Traité de Paix & Confédération entre JEAN Duc de Brabant, & GUILLAUME Comte de Hollande, au sujet de la Seigneurie de Heusden, fait à Nidegguen, l'an 1319. [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 153.]

UNIVERSIS præsentis Literas visuris & auditoris Gerardus Comes Juliacensis salutem & cognoscere veritatem. Novertitis, quod cum in causa & negotio quod vertitur inter Illustres viros Dominos nostros dilectos JOANNEM Lotharingie, Brabantie & Limburgis Ducem ejusque in ea parte confortes & coadjutores ex una parte, nec non WILHELMUM Hannoverie, Hollandie & Zelandie Comitem Dominum Frisie ex altera, videlicet super Oppido de Hoerden & ejus pertinentiis, in nos tanquam in Arbitrium, Arbitratorem & amicabilem Compositorem fuit compromissum & nos hujusmodi in nos receperimus compromissum, eisdem Dominis nostris & partibus hinc inde in hoc complacentibus; nos quoque aequa Dominorum nostrorum dictorum & partium voluntate, dicti compromissi termino usque nunc prorogato & adhuc pendente, & eisdem Dominis nostris & partibus hinc inde in dicto negotio per nos ut Arbitrium solum de jure dissimulare & pronuntiare cum instantia petentibus & omnino volentibus, quantumcumque etiam concordiam & amicabilem Compositionem desideramus in negotio eodem: tandem quia exactis & probatis & deductis coram nobis hinc inde, in primis pro Domino nostro Comite Hannoverie non invenimus aliud, nisi quod nobilis vir quondam Joannes Dominus de Hoerden lapsus viginti novem annorum spacio vel creiter, Oppidum suum de Hoerden & libertates Oppidi ejusdem, quibusdam tantummodo exceptis in suis Literis, (in quibus nec dicti Domini nostri Ducis Brabantie suorumque progenitorum ut Dominorum principalium, nec alterius cujusque cujus interfit apparet consensus adhibitus nec requisitus) donaverit seu supportaverit simpliciter donationis titulo quondam spectabili viro Florentio Comiti Hollandie, & deinde ea recepit nomine feudi ab eodem, produxeratque idem Dominus noster Comes Hannoverie super affectione sua duos testes principales, & veritas ad verum cundo, unum ex cujus tenore depositionis apparet intentio Literæ donationis & supportationis antedictæ, nec non alios licet paucos numero duodecim vel, circa nihil de vera vel certa scientia, sed solum de auditu auditus in suffragium prædictorum deponentes; nonque appareant nec producantur Instrumenta, vel aliquæ Literæ authenticæ alicujus scientiæ vel consensus quo ad prædictam donationem vel supportationem, earundem donationis vel supportationis tempore vel post dicti Domini nostri Ducis vel suorum progenitorum seu prædecessorum, Comitissæ Clivensis qui est vel per tempore fuerunt, seu alterius cujus interfit. Cumque vice versa appareat, & coram nobis deducta sint & exhibita fide dignorum tam Vassallorum plurimorum, quam aliorum virorum bonorum testimonia, cum ad finem, quod Castrum de Hoerden (de quo tamen inter partes non est questio) nec non Oppidum, terra & Dominium de Hoerden & eorum pertinentia, prout sita sunt ultra veterem Mosam versus terram de Altena, pertineant principaliter jure directi Domini ad dictum Dominum nostrum Ducem, sicut ad suos progenitores ab antiquo,

ANNO 48
1319.

CORPS DIPLOMATIQUE

antiquo, & ad Comitum Clivensem jure Vassallatus, & infeudationis titulo qui est & qui pro tempore fuerunt veri Vassalli immediati dicti Domini Ducis & suorum progenitorum de bonis eisdem, sicut & impubis nobilibus qui nunc est, videlicet *Joannes filius quondam Domini Joannis Domini de Hoeden* & ejus nomine ut mamburnus *Joannes de Elshaute* armiger Vassallatus nomine est infeudatus & investitus de bonis antedictis à nobili viro *Theodorico Comite Clivenfi*, ad quem usque nunc dicto nomine, ut ad immediatum Vassallum dicti Domini & bonorum, quicquid possessio est obenta & producta. Item quod quocumque Domini de *Hoeden*, qui pro tempore fuerunt, oppressiones & guerras passi sunt, nunquam tamen Comites Hollandiæ qui est vel pro tempore fuerunt, præstabant auxilium seu defensionem aliquam eisdem Domini de Dominio de *Hoeden*, licet Domini ad hoc teneantur suis Vassallis tam de jure quam æquitate. Item quod modo impossibile sit & à jure & ratione alienum, quod prædictæ donationis & supportationis titulo, dictus Dominus noster Comes Hollandiæ querat sibi jus Domini in dictis Oppido, bonis & Dominio de *Hoeden*, cum ex alia consequentia contraria, puta proprietatis & directi Domini titulo, non possit nec debeat hujusmodi vendicare; maxime cum donans & supportans non habuerit in eisdem bonis directum & verum Dominium, sed potius ea dependeat à Domino nostro Duce Brabantie, principali talium bonorum Domino, & à Comite Clivenfi immediatè, nec alias sufficienter appareat, quod ultimus Dominus de *Hoeden* de jure ut medius Vassallus, de dictis bonis aliquam donationem, alienationem, vel distractionem eorundem bonorum & Domini validas facere valebat; sicque etiam pro jure Virorum nobilium Comitibus Clivenfis qui est & suorum progenitorum, qui immediati fuerunt Vassalli dictorum bonorum, probatum & ad nos productum est, tam per ipsum Comitum qui nunc est, quam per sexaginta & plus testes fide dignos tam nobiles in magna parte, quam ministeriales alios multos & famulos ipsius Comitibus Clivenfis, omnes & singulos Vassallos & Pares Curie, etiam juramentis eorundem tanquam de certa scientia & de vero, quod Oppidum, terra & Dominium de *Hoeden* ut sita sunt ultra vatem Mosam versis terram de Althena, sunt de pertinentiis Comitibus Clivenfis qui est & suorum progenitorum qui pro tempore fuerunt, ut Vassalli Domini Ducis Brabantie qui est & qui pro tempore fuerunt de bonis eisdem, & quia Dominus Dux est verus & directus Dominus bonorum eorundem, & reperitur inter cetera deductum & probatum, quod sæpius & frequentius Domini de *Hoeden* qui pro tempore fuerunt, à suis Domini sui fidelitatis & Vassallatus nomine sint adjuvi, & ejusdem subjectionis nomine idem Domini de *Hoeden* qui pro tempore fuerunt, eisdem Comitibus suis Domini & in eorum guerris præstiterunt auxilia & quo ad hoc competentia servitia, jura posse suum ea de causa. Item quoque, quod vacantibus legitimè & successivè quatuor vicibus à duodecim annis & circa immediatè prædictis Oppido, terra & Dominio de *Hoeden* infra prædictum districtum Domini de *Hoeden*, hæredes qui successivè fuerunt, quiescerunt, habuerunt & obtinuerunt, dicta Oppidum, terram, thelonium & Dominium jure feudi, & ejus investituram à Domini Comitibus Clivenfis prout pro tempore fuerunt; in primis videlicet *Joannes* quondam Dominus de *Hoeden* mortuo Domino *Theodorico* quondam Comite Clivenfi, à Domino *Oribone* suo successore, dein mortuo ipso Domino *Joanne* de *Hoeden*, *Joannes* ejus filius & successor ab eodem Domino *Oribone*, idem *Joannes* à *Theodorico* nunc Comite Clivenfi, & nunc ultimo mortuo dicto *Joanne* *Joannes* de *Elshaute* mamburno nomine pro impubere filio quondam Domini *Joannis* Domini de *Hoeden*, sæpius jam dicto Domino Comite Hollandiæ se nunquam nec ejus nomine aliquo altero unquam nisi nunc in aliquo opponente. Verum quia prædictis omnibus & singulis sæpius & cum exacta prout jaceat & exactius liquet & clarè trahi possunt, ac etiam consideratis in hujusmodi considerandis, coram Juris peritis, sapientibusque aliis quampluribus requisitis, & eorum sufficienter usi consilio, invenimus prædicti Domini nostri Comites Hollandiæ intentionem minime fundatam, sed potius dicti Domini nostri Ducis Brabantie, dictique Comitis Clivenfis & eorum consortium intentionem fundatam & sufficienter probatam, prout eos contingit & ex adverso. In Dei nomine jus dicendo, ex vi compromissi in nos hinc inde facti & suscepti, pronuntiamus & definimus, prædictum Oppidum, terram, thelonium & Dominium de *Hoeden*, prout sita sunt ultra veterem Mosam versis terram de Althena, de quibus est mota questio, ad dictum Dominum nostrum

Ducem Brabantie ut ad principalem Dominum jure directi Domini pertinere debere, dum tamen præmissis salvis Dominus noster Dux prædictus personaliter, & deinde assumptis secum duobus fide dignis paribus Curie sue Vassallis, prædicta Oppidum, terram & Dominium de *Hoeden* per juramentum suum declarant & asserant ad ipsum Dominum Ducem tanquam ad principalem Dominum jure directi Domini pertinere; quo facto, eadem pronuntiatione dicimus, ea ad nobilem Virum *Theodoricum Comitem Clivensem* coadjutorem ejusdem Domini Ducis, jure fidelitatis & Vassallatus Domini Ducis ejusdem, nec non consequenter dependere jure Vassallatus talis ab eodem Comite, quo ad filium impubere quondam Domini *Joannis Domini de Elshaute* supradictum. In cujus pronuntiationis & definitionis testimonium, has Litteras nostro fecimus sigillo communiri. Datum Nideggen feria tertia ante festum B. Michaelis Archangeli anno M. CCC. XIX.

LXXXII.

Lettres de HENRI Dauphin élu & confirmé Evêque de Metz, par lesquelles il promet & s'oblige à FERRY Duc de Lorraine de l'indemniser pleinement & entièrement de tous les Payemens qu'il pourroit faire, & de tous les Dépens, Domages & Pertes qu'il pourroit souffrir de la part de HENRI DE FENESTRANGES, Seigneur de Faulquemont, envers lequel il s'étoit rendu Caution & Pleige pour lui, &c. Fait le Vendredi devant la Fête St. Michel, au Mois de Septembre 1319. [La Véritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine, d'Autriche, &c. Aux Preuves, pag. 156. Pièce tirée des Archives de Lorraine.]

NOUS HENRI Dalsins par la grace de Dieu Eleu & confirmé de Metz, faisons savoir & connoissant à tous que comme haut & Nobles Princes nostre chiers & amés Cousins FERRY Duc de Lorraine & Marchis, se foy mins & établis pour nous, pour vrais pleiges, vraies rendieres & pour principal debiteurs envers Henry de Fenestranges, Seigneur de Faulquemont, don dit & dou rapport de Noble homme nostre chier & fiable Cousin Jehan Comte de Sarbruches & Signour de Commercey, si comme de ceu qu'il dira & rapportera, que nous serons tenus envers ledit Henry de Fenestranges, pour les denaiges qu'il & sui aidans ont eut pour nostre Evêché de Metz & pour la guerre de ladite Evêché, & pour les minfies que li dis Hanrys ait fais & li dis Ducs de Lorraine ai reconnu & promis par ses Lettres, de faire grey audit Henry de tout ceu qui sera rapportei par ledit Comte de Sarbruche & par la Lettre sceellée de son grand seel pendant, & de tous cous & denaiges que li dis Hanrys averoit à porcheffier la satisfaction dudit rapport, tout ensi & en la meniere qu'il est contenu en dites Lettres, & de ceu ai obligiet ledis Ducs audit Henry tous ses biens preïens & à venir, pour païre, vendre & despendre par loudit Henry & par ses aidans, sauf faire recerance ne coustume de pays, jusques à tant que lidis Hanrys se tarroit à paier entierement de tout ceu que rapportei li seroit par ledit Comte de Sarbruche, ainsi comme dessus est dit; tout ensi comme ces choses sont plainement contenues en Lettres que li dis Hanrys en ai doudit Duc, à sçavoir est que nous par nous ne par nos gens qui ont poïr de cen faire, avons promis & promettons en bonne foy & lealment que nous garderons ledit Duc nostre Cousin de tous les denaiges & de toutes les coustanges qu'il avira & encoura en quelque maniere que ce soit, pour raison de l'obligation, plagerie & renderie dessus-dite, desquels cous & denaiges le aucuns en y avoit lidis Ducs seroit creus par son simple serment sans autre preuve. Et plus grande feurtai à avoir audit Duc, nous l'en avons obligiet & obligons tous nos biens, meubles & heritages preïens & à venir, soit de nostre propre heritage, soit de l'Evêché, lesquels biens meubles & heritages lidis Ducs pourroit païre & faire païre par cui qu'il li plairoit & vendre & despendre à sa volonte, sens faire droit ne coustume de pais, jusques à tant qu'il averoit plaine satisfaction & entiere de tous les cous, denaiges & missions qu'il averoit eus & receus en quelque maniere que ce fut, pour raison de l'obligation, plagerie & renderie dessusdis, desquels cous & denaiges

ANNO 1319

28. Sep.

ANNO 1319. demaiges lidis Ducs seroit creus par son simple serment sans autre preuve, si comme dessus est dit. Encor avons nous promis & promettons audit Duc, que dedans un mois apres fa requeste faite par fa Lettre ou par son certain messaige; nous en establissons pour toutes les choses dessusdites en arriers plages envers ledit Duc, & Nobles hommes nos ameis freres & serourges Monfieur Hugue de Chalou Signour d'Erlay, & Monfieur Hainmar de Poitier le jone, chacun pour le tout, & les en serons obligier envers ledit Duc par four Lettres. Et se nous ne le faisons, nous volons & commandons des maintenant que le mois passei tantost, nostre bien amei & fiauble Messire Guys de Groleze, Sires de Necroy Chevaliers & Andreus dis Supz de Grenoble nostre Conseillers, & Artaus de Biamont Escuyers, lesquels nous avons tramis en nostre Eveschie de Mets pour Vicaires & pour Gouverneurs en leu de nous promettent à tenir toutes les choses dessusdites, & s'en obligieient en leur personnes comme arriers plages & autant ce qu'il ne puissent partir de la Citei de Mets par leur fairment usques à tant quelidis Ducs avra bonnes Lettres sceellées desdits Monfieur Hugue & Monfieur Hainmar, de leurs seels contenant l'obligation de l'arrier plegerie dessusdite. Et avec ceu qu'il ne puissent partir de ladite Ville & Citei de Mets quand il en seront requis doudit Duc & de son certain commandement, usques à tant que lidis Ducs se tanray à paies de routes les coutanges & missions qu'il averoit & encourroit pour l'obligation dessusdite. Et nous Guys de Groleze, Andreus dis Supz & Artaus de Biamont, de l'apical commandement nostre dit Signour l'Eleur, & confirmei de Mers dessusdis, avons promis & promettons par nos sois donnees corporellement en leu de serment, que se lidis Ducs avoit cous ne demaiges en l'obligation dessusdis faite envers loudit Hainry si comme dessus est escrit, Nous comme arriers plages l'en garderions de tous demaiges, & l'en creierent par son simple serment sans autre preuve & pour plus grand fourci à avoir. Nous en obligions chacun de nous pour le tout, tous nos biens meubles & heritages pour paier, vendre & dependre en la maniere dessusdite. Encor avons promis par nosdites fois, que si lidis Ducs dedans un mois apres fa requeste faite par fa Lettre ou par son certain messaige la comme dessus est dit, n'avoit les Lettres de Monfieur Hugue de Chalons & de Monfieur Hainmar de Poitiers, de l'arrier plegerie dessusdite, que nous ne parterions de la Citei de Mets se par lou greu dudit Duc n'estoit, tant qu'il averoit lesdites Lettres sceellées saines & entieres telles qu'il parroit à grey, & promettons encor par nosdites fois donnees corporellement en leu de serment, comme drois arriers plages pour ledit Monfieur l'Eleur, que à la requeste doudit Duc ou de son commandement, nous vours tenir ostage à Mets en nos propres personnes, ne n'en parterions se par lou greu doudit Duc n'estoit, tant qu'il se tanroit à paices de tous les demaiges & coutanges qu'il averoit & encourroit pour raison de l'obligation dessusdite, dont il seroit creu par son simple serment, sans autre preuve, en tesmoignage de veritei & pource que toutes les choses dessusdites soient fermes & estables, Nous Hauris Daisins, Eiscus & confirmei de Mets, & Nous Guys de Groleze Chevaliers, Andreus dis Supz de Grenoble & Artaus de Beaumont dessusdis, avons mis nos seels pendans, & fait mettre chacun le sien en ces presentes Lettres, qui furent faites l'an de grace nostre Signour mil trois cens & dix-neuf, le Venredy devant Feste saint Michiel ou mois de Septembre, sceellées d'un seel de patte sur double queue.

LXXXIII.

o. Nov. Regis Bohemie JOANNIS Privilegium & Promissum, incolis MARCHIE & Provincie BUDISSINENSIS datum, Quod nec per se neque per Heredes aut Successores suos Marchia, cuique quovis nomine concedenda, vendenda, aut ullo unquam tempore permutanda sit. Datum Prage die 2. Cal. Decembris 1319. [CHRIST. GODOF. HOFMANUS in Appendice Diplom. atque Documentor. Hist. Lusatie illustriantur Tom. IV. pag. 186. L. U. N. I. G., Teutches Reichs Archiv. Part. Special. Contin. II. Abtheil. IV. Absatz II. Anhang von der Lausitz pag. 6. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

TOM. I. PART. II.

JOHANNES Dei gratia Bohemie & Poloniae Rex, Lucemburgensis Comes, & Marchia Budissinensis Dominus, omnibus in perpetuum. Sollicitudo jugis curae Gubernationis & Administrationis Reipublicae, quae incessanter premimur, nos excitat adeo, quod circa Celsitudinem gloriæ Majestatis regnorum, Haeredum & Subditorum nostrorum quicquid mente versantes nossemus informes dachinus, ut regnorum nostrorum integritatem, honorem Haeredum, & Subditorum nostrorum Prosperitatem protuturis & efficacibus fulementis procurare valeamus.

Sane Marchie & Provincie terræ Budissinensis incolis nostræ Serenitati, juxta puritatis suæ fidei debitum se benevole recommendantibus & reconititibus, nobis fidelitatis homagia prestantes, & Corporali fide eorum Procuratorem interposita facientes, se & sua una cum totâ Marchia & Provincia Budissinensium notreditioni spontaneo submiserunt jure soli equum, & juxta Celsitudinis nostræ Regiæ Majestatis benignitatem dignum, ac rationi consentaneum fore censimus, dictos Marchiæ & Provincie Budissinensis incolas talium privilegiorum Privilegiis insigniri, & sinceritatem fidei ipsorum condignarum gratiarum vicissitudinibus recompenfare, ut ipsi de nostræ Regiæ Majestatis Dominio dignè possint & merito debeant gratulari. Ut igitur perpetuæ fidei firmitatis fundamentum hæc dictæ Marchiæ & Provincie Budissinensis, erga nos Haeredes & Successores nostros, eo amplius & perfectius per durationem continuationem temporum suscipiat incrementum, quæ minus ab immediato regimine nostro Haeredum & Successorum nostrorum fuerunt sequestrati, ipsius Budissinensis Marchiæ & Provincie incolis promittimus: Quod nec per nos, nec per Haeredes aut Successores nostros, ipsa Marchia & Provincia Budissinensis, sed nec præcipue Civitates Budissin, Camenz, & Löbau, cuique quovis nomine concedi, cõferti aut committi, nec obligari nec vendi aut permutari ullo unquam tempore debeant ipsoniue nostra regia perpetuo valitura adjectives, quod dictæ Marchiæ & Provincie Budissinensis incolæ ad nullas petitiones, Stenras, nobis, Haeredibus aut Successoribus nostris erunt aliquatenus obligati. Insuper ut Barones, Nobiles & Vassalli dictæ Provincie & incolæ, se nostro gaudent subesse regimini & Dominio latibandi ipsos & quemlibet ipsorum in eorum Juribus, quibus à divis Regibus Bohemiæ Prædecessoribus nostris feliciter recordationem, se munus asserunt plenius & gratiosius conservandum facimus, ipsorum siquidem Jus esse conservandum facimus. Quod infra metas Marchiæ Budissinensis prædictæ & non extra nobis Haeredibus & Successoribus nostris promptæ fidelitatis obsequium facere tenebuntur. Verum quia Castellani Castri Budissinensis perpetuo asserunt, & specialium Privilegiorum denotati gaudere, quod nec de Calstronensibus feudis dicti Castri Budissinensis, nec de aliis possessionibus quas obtinent, aut in futurum obtinebunt, aliquovis Servitii genere teneantur obnoxii: Huic assertioni, juxta nostrorum benignitatem pias confidentias, auctori credulas præbentes, eidem omnia & singula Jura & Privilegia ipsorum Castellanos immunitates prædictas, pro ut eis hæcenus rite uti sunt, de nostræ Celsitudinis gloria & Majestate præsentibus confirmamus: Amplius autem ut fida & merito commendanda & extollenda Præconi dilectorum nostrorum fidelium Burgentium Civitatis Budissinensis fidelitatis eximietas eo specialius insignitur, juxta nostræ Regiæ munificentie liberalitatem, præ cæteris libertatum, beneficiorum & gratiarum muneribus quo ipsos præ cæteris ad nostræ Celsitudinis gloriam amplandam novimus initiassè, & laboriosis conatibus infudasse, & ut etiam ex eo specialis commodi fructum consequantur & obtineant, quo sub titulo prædictæ Civitatis Budissinensis tota Marchia prædicta discretivo nomine se tanquam a digniori gaudet ipsam Civitatem & ejus Burgenses in perpetuum de nostræ Regiæ liberalitatis munificentia, talium libertatum Privilegiorum insignimus. Quod omnia Allodialia, infra unius dimidii miliaris spaciū ab ipsâ Civitate Budissin immediate mensurandum, quæ ipsi Cives, aut alter ipsorum jam ipso possident titulo, aut in futurum aut quemlibet ipsorum legitime possidere contigerit, Jure Successionis hereditariæ, eis approprianda duximus & incorporanda, per ipsos aut alterum ipsorum jussu titulo perpetuo possidenda, Hoc adjecto, de nostræ Regiæ munificentie gratiâ, fulemento, quod ipsi Cives, aut alter ipsorum, quando & quoties dicta Allodia infra metas prædictas sita inter se mutuo emerint & venderint, Venditores resignare, Emptores vero debito modo ea recipere, & per manum Judicis Civitatis Budissinensis,

ANNO 1319.

ANNO
1319.

disfinitis, qui pro tempore fuerint investiti ad eadem perpetuo tenebuntur: In cuius Testimonium presentes Literas fieri, & Sigillo Majestatis nostrae iussimus communiti. Data Praga, per manus venerabilis Johannis Wiscradensis Praepositi, Regni Bohemiae Cancellarii Principis nostri dilecti, 2. Cal. Decembr. Anno Domini Millesimo, trecentesimo, decimo nono, Regnorum vero nostrorum Anno nono.

LXXXIV.

1320. Friedens-Tractat zwischen LEOPOLD, Herzog zu Oesterreich eines/ und der Stadt Speyr andern theils zu Wasser und Land/ solang bis ein theil dem andern den Frieden mit offentlichen Briefen wieder aufleitet/ aufgerichtet. An St. Sirtes Tag. 1320. [LEHMANNI Chronicon Spirensis Lib. VII. Cap. XXIII. pag. 668. col. b.]

C'est-à-dire,

Traité de Paix entre LEOPOLD Duc d'Autriche & la Ville de SPIRE pour durer par Terre & par Eau jusques à ce que l'une des Parties ait déclaré publiquement à l'autre qu'il y renonce. Fait le Jour Saint Sixte 1320.

Wir empolt von Gottes Gnaden/ Herzoge zu Oesterreich/ und zu Speyr/ Herr zu Crayn/ zu der March/ und Pottenam/ Graut zu Noyburg und zu Koberg/ und Landvogte in dem obern Elß/ thun kund allen den/ die diesen Brief gesehen oder gehöret lesen/ daß wir für uns und alle unsere/ Fründ/ liche/ Hülfe/ und Diener/ Herren/ Edelleute und Stände/ mit den Erbrarn Räten der Stadt und der Bürgern von Speyr/ und den die zu jere Statt hörent/ einen getrewen und einen steten Frieden gemacht und gelobet hant/ als hiemach geschrieben stat/ das ist also/ daß der Friede wehren sol ohne alle Gefehde uff dem Land und uff dem Rym/ bis Sanct Martinus Tag/ der nu zu nechst kommet/ mit bedinghten Worten/ und ohne alles Widerbereten/ und danach als lange unge das angetretene der Theil widerberitet einen Monat ver. Unde daß widerbereten sollen wir thum zu Speyr in ihren Räten mit unsern offnen Briefen. So sulent aber die Bürgere von Speyr das widerbereten thum in den Räten in Landow/ mit ihren offnen Briefen/ ohne Gefehde/ und damit sol uns begnügen. Und sulen wir in dem Frieden wider sie nie thum/ noch sie hindern durch niemanne/ in seine Reiss. Und geschähe in diß Frieden Alß ein Theil von den andern ein Schade ohne Gefehde/ damit solte der Fried nicht gebrochen seyn. Und sollen von unsern wegen Herr Spymund von Wiltshoven/ ein Ritter/ und Johannes Peter/ ein Bürger von Landow/ und von der Statte wegen von Speyr/ Engelmann von Gummersheim/ und Gerswaldt Schaff zu der Ede/ Bürgere in dem Räte von derselben Statte/ raten zu Heimbach in des Elß/ wann sie darumb gemacht werden von dem/ bei der Schade geschähen ist/ und den Schaden ersetzen und erkennen/ und was sie alle vier oder der mehrer Theil unter ihn erkennen/ und bringen uff den Eyd/ das sol man beßeren und ırsuchen in dem nächsten Monat darnach. Were aber/ daß sie gesch entulhent/ also daß jedweder Seit jwene euns erkannt und brechen: So sulent sie von Heimbach nimmern kommen unge/ daß sie eins fünfften Mannes über ein kummern/ Welchem Theil der gheilet/ des Theils bringen sulle Burgang und Krafft han/ ohne alle Gefehde. Were auch/ daß der Räte einer abgezige/ oder vor ihmussen oder Sich-tagen dabi nie syn emmache/ an des stat sol der Theil/ von dem es daz geschähet was/ einen andern schicken uff den Tag/ der Gut uff den Land oder uff dem Wasser by die Stadt zu Speyr/ das sulent die Bürgere behüten vor Gewalte/ so sie das wissend werden/ ane Gefehde/ als fere sie mögent/ die weil dieser Friede wehret. Dasselb sollen wir und die unsern jeme Gut da oben in dem Lande thum. An die Ritters und die Richte/ die zu der Landwehre mit geritten waren/ sulent wir kein Lingenad legen/ ane Gefehde/ und dieselbe Getat/ die weil der Fried wehret. Würde auch ein unser Diener von jemanne getödtet/ oder geschädiget/ dem mügen wir wol Hülfe thum ohne Schaden der Statte/ und der die diesen Frieden halten wollen/ ohne Gefehde/ und ist damit der Friede nicht gebrochen. Und daß zu eime Urkund/ ist unser Inseigel/ und daz zu des Erwürdigen Herrn Bischoffe Johannes von Straßburg/ und die Räten von Oesterreich/ des Landvogts im Elß/ Inseigeln an diesen Brief gehenket. Wir auch Johannes von Gottes Gnaden Bischoff von Straßburg/ und Otto Herr von Oesterreich/ Landvogt im Elß/ verheben/ daß wir bey diesen vorgebrachten Frieden waren/ und daz er brecht wart/ als davor geschrieben ist. Und das zu eime Urkunde/ so sind auch uns Inseigeln an diesen Brief gehenket. Der wart gegeben an Sanct Sirtes Tag/ des Jahres da man zalte von Gottes Geburt dreihundert und zwenzig Jahr.

LXXXV.

ANNO
1320.

Traité entre PHILIPPE le Long Roi de France, & ROBERT Comte de Flandre, par lequel ce 5. Mai. qu'il y avoit de trop rude contre les Flamands dans les traites précédens est modéré. Fait à Paris, le 5. de Mai, 1320. [PIERRE D'OUDERGHEEST, Chroniques & Annales de Flandre. Ch. CXLVI. Feuille. 243.]

PREMIERS, que Louys, fils de feu Louys, Comte de Nevers & de Rethel, prendroit en mariage Madame Marguerite fille dudit Roy PHILIPPE dicit le March, ou le Long, & que suivant la moderation de l'an mil trois cents seize, nonobstant le respas dudit Louys Comte de Nevers son Pere, il succederait apres le deces du Conte ROBERT son ayeul, en la Conté de Flandre. Que ceux dudit Flandre, payeroient au Roy endedens un an immediatement, suivant, la somme de trente mille livres. Que par serment ils promettoyent, que sy avant que le Conte de Flandre, ou ses successeurs, contrevenissent jamais a ceste Paix, ils ne les secoureront d'argent, de chevaux, de conseil, d'harnas, de gens, ny autrement. Que la Dame de Couchy, fille du Conte Robert, jurera icelle Paix, mesmes qu'on la feroit semblablement jurer a Robert de Cassel. Ce fut fait a Paris le cinquiemes de May en l'an mil trois cents vingt. Et le Roy donna avec sa fille en mariage, la somme de trente mille livres Paris, a prendre sur les deniers que ceux de Flandre lui devoient, a cause d'autres traites de l'air precedents. Et suivant que ledit Mariage ne sortit son effect, ledits de Flandre ne seroyent aucunement tenus en ce que dessus. Et mais pour autant que ce mariage alla avant les susdites conditions eurent lieu, & fut le Conte de Flandre entierement deslasy desdites Villes, de Lille, Douay, & Bethune.

LXXXVI.

Sententia Disfinitiva in Causa inter WLADISLAUM Polonie Regem ab una, & Magistrum atque Fratres Domus S. MARIE TEUTONICORUM à parte altera, de restituenda Regi Terra Pomeraniae per Fratres prefatos bucuque injuste possessa; lata per Archiepiscopum JANISLAUM Gnesnensem, nec non DOMARATUM Episcopum Poseniensem, & NICOLAUM Abbatem Mogilno, tanquam Commissarios Apostolicos. Actum in Junivladislavia IV. Idus Februarii 1321. Cum inferio Mandato JOANNIS Papae. Datum in Avinion III. Idus Septembris anno 1321. [DLUGOSSII Historia Polonica Lib. IX. col. 977.]

In Nomine Domini Amen.

EXORTA coram nobis Janislao Divina & Apostolica Sedis providentia, sanctae Ecclesiae Gnesnensis Archiepiscopo, Domarato Dei gratia Poseniensi Episcopo, fratre Nicolao Abbate de Mogilno Diocesis Gnesnensis Ordinis S. Benedicti, à Sede Apostolica delegatis, inter inclitum Principem Wladislaum Polonie Regem illustrem parte ex una, Religiosos viros Magistram & Fratres Domus S. Mariae Teutonicorum parte ex altera, super terra Pomeraniae, materia questionis: Sanctissimus Pater Dominus Joannes Sacrosancta Romanae Ecclesiae summus Pontifex fuit nobis direxit Literas in hac verba.

JOANNES Episcopus Servus Servorum Dei. Venerabilibus Fratribus, Archiepiscopo Gnesnensi & Episcopo Poseniensi, ac dilecto Filio Abbati Monasterii Sancti Benedicti de Mogilno, salutem & Apostolicam benedictionem. Gravem dilecti Filii Nobilis viri Wladislaus Ducis Poloniae querelam accepimus, continentem, quod Magister & Ordo Domus S. Mariae Teutonicorum, non attendentes, quod quondam Conradus Dux Poloniae avus ejusdem Ducis, eodem Magistram & Fratres, quos veros credebant Catholicos fidei defensores, & ad partes illas pro defensionis ipsius fidei prinitus advocavit, & nomina mobilia & immobilia bona liberaliter concessit; eosdem alias dictus Conradus, & successores sui benigne & favorabiliter

ANNO 1321. ter prosequendo. Sed ipsi dicto Duci se reddentes ingratos, & ad bona ipsius rapacitatis manus extendentes, illicitè Ducem ipsum terrà sua Pomeraniæ Wladislawienis Diocesis, quæ de Regno Poloniæ fore dinoscitur, temeritate propria, spoliantes, illam cum hominibus, vasallis, Castris, Villis, possessionibus, & bonis existentibus in eadem, contra iustitiam occuparunt & detinuerunt, jam per octo annos & amplius, sicut adhuc decident violenter, fructus, proventus ac redditus provenientes ex illa percipientes indebitè, & injustè, illam sibi reddere contradicunt, in ipsius Ducis grave dispendium, & Regni prædicti diminutionem enormem, & scandalum manifestum. Quare nobis Dux præfatus humiliter supplicavit, ut provideremus sibi de remedio super hoc opportuno. Nos igitur nolentes eidem Duci in suo jure decesse, in quo sumus omnibus debitorum, discretioni vestre per Apostolica Scripta committimus & mandamus, quatenus vos, vel duo vestrum, vel per alios super præmissis, auctoritate nostra, summarie de plano, sine strepitu & figura iudicii procedentes, si rem inveniatis ita esse, Magistrum & Fratres prædictos, ad restituendum dicto Duci terram, homines, vasallos, Castra, Villas, possessiones, & bona prædicta cum fructibus, redditibus, proventibus, medio tempore perceptis, per Centuriam Apostolicam, appellatione postposita, compellatis, invocato ad hoc si opus fuerit auxilio brachii secularis. Non obstantibus de duabus diebus editis in Concilio Generali, & felices recordationis Bonifacii Papæ VIII. Prædecessoris nostri, per quas Iudices à Sede deputati prædicti, extra Civitatem & Diocesim, in quibus deputati fuerint, & alibi quam in Civitatibus & Locis insignibus, procedere, aut vires suas committere, vel aliquos ultra unam diem, à sinibus suis Diocesis trahere prohibentur, & aliis contrariis Constitutionibus quibuscunque, dummodò ultra tertiam vel quartam quis extra suam Diocesim ad iudicium non trahatur: seu si dictis Magistro & Fratribus, vel quibusvis aliis communit vel divisim, à Sede Apostolica sit indultum, quod interdicti, suspendi, vel excommunicari, aut extra vel ultra certam Loca trahi, vel ad iudicium evocari non possint Literas Apostolicas non facientes plenam & expressam ac de verbo ad verbum, de indulto huiusmodi mentionem: Et quibuslibet Privilegiis, Indultis & Literis Apostolicis generalibus vel specialibus, eisdem Magistro & Fratribus ac Ordini concessis, communit vel divisim, quorumcunque tenorum existant, per que vestre jurisdictionis explicatio possit hac in parte quomodolibet impediri, & de quibus quoruncunque tenoribus de verbo ad verbum habenda sit in nostris Literis mentio specialis. Datum in Avinionæ, tertio Idus Septembris, Pontificatus nostri anno quarto.

Nos igitur juxta formam Mandati nobis directi, præfatos Magistrum & Fratres, ad nostram præsentiam fecimus evocari. In termino itaque preceptorio, ipsis partibus per nos assignato, discreti viri, Dominus Philippus Cancellarius Regni Poloniæ, & Signeus Cancellarius Siradiensis, tunc Vicecancellarius, ac Magister Joannes Rudensis, Procuratores ejusdem Domini Regis, nomine Procuratorio ipsius comparuerunt coram nobis, suum Procuratorium exhibentes, ex parte vero dictorum Magistrum & Fratrum, Frater Ziffidus de Papow ejusdem Ordinis, Procurator eorum, similiter cum Procuratorio comparuit. Petitione autem pro parte præfati Regis Poloniæ accepta, & diligenter discussa, considerantes juxta tenorem Literarum Apostolicarum, quod in causa eadem posset, lite non contestata, procedi, testibus pluribus idoneis pro parte dicti Regis, & eis secretò & sigillatim examinatis, attestantibusque ipsorum apertis & publicatis, ac ipsius causa meritis plenè discussis, parte dictorum Magistrum & Fratrum citata ad audiendum Sententiam diffinitivam, & præsentem ipsorum Procuratore prædicto, coram nobis in termino ad hoc prefixo constituto, & præhabita nobiscum deliberatione sufficienti, & communicato sapientum consilio, Procuratoribusque præfati Regis præsentibus & Sententiam proferri cum instantia postulantibus; Dei nomine invocato: Quia iidem Procuratores Domini Regis intentionem suam clarissime comprobaverunt, prædictum Magistrum & Fratres Domus S. Mariæ Teutonorum, ac dictum Ziffidum Procuratorem ipsorum præsentem, eorum nomine, & Commendatorem de Gdansk, Gniev, & Szwiezie; qui dictam terram Pomeraniæ possident, ad restitutionem ejusdem terræ cum suis pertinentiis, & ad solutionem triginta millium marcarum monetæ & ponderis Regni Poloniæ, ratione fructuum perceptorum, & qui percipi poterunt ex illa, prout Procuratores de violentia illatâ probata per testes, quantitatem prædictam fructuum per suum juramentum legitimè comprobave-

runt, & ad satisfactionem expensarum in causa factarum, præfato Domino Regi Poloniæ, seu Procuratoribus ejusdem prædictis faciendam, in his scriptis sententialiter condemnavimus. Quas quidem expensas ad centum quinquaginta marcas grossorum Pragenfium taxamus, eo quod Procuratores dicti Regis præfati, se eas dixerunt in hac causa expendisse, prout suis declaraverunt juramentis. Lata est hæc Sententia in Ecclesia Sancti Nicolai in Juniwladislavia Wladislawienis Diocesis, post Missam, quarto Idus Februarii, Anno Domini millesimo tricentesimo vigesimo primo. Præsentibus Fratribus nostris Nicolao Decano, Geribio Scholastico, Gnesnenfibus, Joanne Archidiacono Posnanienf. Petro Cantore Wladislawienf. Michaeli Præposito Kruszvicenf, Venceslao Cafilenf, Potentiano Vunioviensf Ecclesiarum Archidiaconis, Vincentio & Alberto Gnesnenfis, Voislao Posnanienfis, Joanne Plocenf, Ecclesiarum Canonicis. Et Religiosis viris Francisco Priore Posnanienf Ordinis Fratrum Predicatorum, Wyczchoslao Custode Provinciali, Michaeli Guardiano Wladislawienf Fratrum Minorum, & aliis quam plurimis Secularibus & Religiosis. In quorum omnium testimonium, & evidentiam certiorum, prædictam Sententiam per subscriptum publicum nostrum scribi, & in publicam formam redigi fecimus. Et ad majorem cautelam, nostrorum sigillorum appensione muniri. Et ego Bogustaus de Sandomiria, & ego Nicolaus quondam Ludovici de Strigonia, Clerici Posnanienfes.

LXXXVII.

Traité entre AGNES DE FRANCE Duchesse 14. Juin. de Bourgogne, & AME' Comte de Savoie, & JEAN Comte d'Auxerre, sur le Mariage de ROBERT DE BOURGOGNE, avec JEANNE DE CHALON. Fait à Chalon, l'an 1321. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoie. Preuves. pag. 149.]

ANNO 1320.

PORPALLÈS est traictié entre tre haut & tre noble Dame Madame AGNES, jadis Fille Monsieur Saint Loïs Duchesse, & Eudes Duc son Fils Duc de Bourgogne d'une part, & Haut & Nobles Barons Monsieur AME' Comte de Savoie, & JEAN Comte d'Auchurre d'autre part en la forme & en la maniere que sensuit. C'est à sçavoir que li devans ditz Duchesse & Dux promettent en bonne foy curier & procurier à tout lors poveris, que ROBERT DE BOURGOGNE Fils à ladite Duchesse & Pere doudit Duc parra à Femme & à Espouse si Sainte Yglise si accorde, Noble Damoyfale JOHANE Suer doudit Jehan & Fille de la Fille doudit Conte de Savoie, à laquelle Juhanne li dis Jehan hay doné & done por partage & por appanage ou por lon droit de tous biens dell'ere & de Mere & de tous autres droits que ele hait por & doit avoir por quenque cause que ce soit avec ledit Jehan à presant la Contée de Teneurre, demaigne, fief & rechief, gardes & tous autres droits, especialement la garde de l'Abbaye de Pontigny, ansamble toutes honours, profits, & emoluments, Baronies, ressort & souveraineté & tous autres droits quels qu'ils soient, ensamble les charges reaulx, & est à sçavoir que ou cas qu'il haurent en la Contée d'Auchurre aucunes Granges ou autres demaignes appartenans à l'Abbaye de Pontigny qui appartenoient à la Contée de Teneurre la garde desdites choultes & li dis fief demorroient & portindroient audit Conte d'Auchurre, en exceptant ce en especial de la generalité des choultes desus dites, & exceptié auxi le droit que li dis Cuens & sadite Seur pavoient avoir effamblément ou por foy en la Ville de Chaabliz laquelle est eschoite de Monsieur Beraul de Marcoüil, laquelle Ville demore audit Conte d'Auchurre pat la maniere que la tenoit li diz Messire B. & por le dom appanage ou partage de luisdiz ladite Damoyfale doit faire quittance forme por luy & por les siens & por ceaulx qui haurent cause de luy daux de tous biens de Pere & de Mere & de tous autres biens soient venus par eschoioite ou por autre maniere jusques au jour de huy sens rien reclaimer au temps à avenir, sauve ladite Damoyfale & es siens l'eschioite de costé que porroit avenir de ores en avant laquelle li diz Cuens d'Auchurre veut, outroie & consent que ele soit sauve à ladite sa Seur & es siens & auxi sauve l'eschioite de ladite Damoyfale audit Conte ou cas que elle morroit sens hoirs de son corps ou cas que li dite Damoyfale ne hauroit ordene de sa vie de ses biens. Derchief li devans ditz Duchesse & Dux vuillent offrir, & promettent curier ou procurier que de six miles denx

ANNO

1321.

cent & cinquante livrées de terre à Digeonois, dont li quinze Digeonois, vaillent doze petit tornois dou temps dou S. Roy Loïs, lesquelles li dit Dux hay donées de l'expres consentement de lor Mere audit Robert por partage ou por appanage de tous biens de Pere & de Mere, & por tous autres droitz qu'il havoit ou pourroit havoïr envers ledit Duc, la dite Damoyfale seroit douhée nommement & espécialment de trois milles livrées de terre à Digeonois Chastel ou maison fors sans pris & de ce douhaïre elle se tenroit por payé. Et fensint estoit que li dits Roberts morest Dux de Bourgogne devant ladite Inhanne, ladite Inhanne hauroit ensamble lez dits trois milles livrées de terre à Digeonois, de tant en cesti cas elle se tiendroït por contaute, & doit rendre li diz Cuenz sadite Suer quite de tous debtes, & de toutes obligations que elles soient, saues les charges reaulx si comme dessus est dit; encores est traitté que apres le Mariage sollempnié li dit Robert doit faire renouveller à ladite Damoyfale la quittance de laquelle mancions est faite desuis & l'an doit donner autorité d'en faire laquelle quittance li dits Robert doit ratefié & promettre de non venir au contraire por soy ne por autrui ne soffrir & cetera. Et doivent li diz Duchesse & Dux porchassier à lors poyoirs la dispensation envers nostre Saint Pere le Pape. Cestes chousées furent faites & traittées à Chalons le Mardy après la Feste de la Trinité, l'an de grace mil trois cent vint & un, en la presence des desuisdits Madame la Duchesse, Monsieur le Duc, Monsieur le Conte de Savoye, Monsieur le Conte d'Auchurre, Monsieur Andouart de Savoie, Monsieur Aymé son Frere, Monsieur Guicharz Seigneur de Beaujus, Monsieur Loïs de Savoie Seigneur de Vaux, liquelx ont juré sur Saints Evangiles de tenir & garder fermement le traitté, & les convenances desuisdites à lors poyoir, & de faire tenir esdits Robert & Inhanne entant commill appartient ou peut appartenir à chacun daux. Et nous Duchesse Dux de Bourgogne, Cuenz de Savoye, Cuenz d'Auchurre, Andouarz de Savoye, Aymés de Savoye, Guicharz Sire de Beaujus, Loïs de Savoye Sire de Vaux, havons mis nos seax en ces presentes Lettres en tesmoïn de verité. Donné au dit leu lan & le jour desuisdit.

LXXXVIII.

1322. *Extrait du Traité de Paix entre LOUIS dit de Creffy, Comte de Flandre, & GUILLAUME Comte de Hainault, Hollande & Zelande, par la médiation de CHARLES IV. Roi de France, fait l'an 1322. [PIERRE D'OUDEGHEST, Chroniques & Annales de Flandre, Chap. CXLIX. Feuillet 246.]*

18. Mars
FLANDRE
ET HAINAULT.

PREMIERS, que le Conte de Flandre renoncera à tous hommages, que le Conte d'Hainault luy povoit devoir, à cause des yles de Zelande, quittant tout le droict que luy & ses successeurs Contes de Flandre, pourroient pretendre ausdictes yles, par confiscation pour devoirs non faictz, ou autrement. Que ledit Conte de Flandre, quistiera toutes les debtes & obligations des deniers, que le Conte d'Hainault & d'Hollande luy peut devoir, remettant au surplus toutes paines & amendes fourfaictes, pour faute de payement desdits deniers. Que d'autre costé, le Conte Guillaume d'Hainault quistiera semblablement au Conte de Flandre, tout ce qu'il luy povoit devoir, il renoncera ausy, à ce que luy & les predecesseurs Contes d'Hainault pretendoient es terres d'Alost, de Wast, des quatre mestiers & de Grammont, rendant par ce, toutes Lettres, Jugementz, Sentences & Confirmation des Emperours, ou Roys d'Allemagne, & Electeurs caitez & annichilez. Que ledit Conte d'Hainault, renoncera pareillement au Gavene de Cambresis, accordant que les Seigneurs de Crevecoeur & d'Alloves ensemble la Chastellenye de Cambray, demeurent perpetuellement à Messire Jean de Flandre, & a ses successeurs. Comme ausy accorderont lesdites Parties que circonmeigne, & inquisition sera faicte sur le faict des Seigneuries de l'Esclines & de Flobecque, par fix hommes, es mains desquels demoureront lesdites terres, jusques à ce que par eux sera decidé du ressort d'icelles, & que ce pendant, ny l'un ny l'autre, desdits Seigneurs y pourront exploïter. Que quand aucun debar naistra de la en avant entre lesdits Contes de Flandre & d'Hainault, ils ne pourront plus commencer par guerre, mais se submeïtront audit & ordonnance de fix preudhommes, lesquels en qualite d'arbitres deci-

deront de leur differents, selon qu'en leurs consciences ils trouveront de raison. Que les biens des Hollandois & Zelandois bannis, pour avoir soutenu le party du Conte de Flandre, demoureront confisqueïz au prouffit du Conte d'Hollande, & sy aucune restitution y chiet, le Conte de Flandre sera tenu la faire moyennant la somme de trente mille livres, que le Conte d'Hollande sera tenu delivrer, pour ledit effict audit de Flandre. Que lesdits Contes, quistieront l'un a l'autre, tous dommaiges, printes, pilleries, & interets que pendant la guerre ils se sont faict, & pourchassé l'un a l'autre. Moyennant lesquelles choses la susdite Paix fust conclue & confirmée du costé de Flandre, par les Villes de Gand, Bruges & Ypre, & pour la part d'Hainault, Hollande, & Zelande par les Villes de Valenciennes, Mons, Maubeuze, Dordrecht, Ziericzee, Middelbourg, Delf, Leyden & Heerlen, dont furent données Lettres & passees par les Procureurs desdits deux Contes, a ce spécialement par Lettres de Procuration fondez, au my quaresme de l'an mil trois cents vingt & deux, & depuis confirmées, par Monsieur de Flandre en son Conseil, presents Messire Gny de Flandre, Messire Eustace de Constans advoué de Therotiane, Monsieur de Mariamez, Monsieur de Gavere, Messire Jean de Oostbach, Messire Philippe de le Poella, Messire Jean de Balices, & Guyot Granault.

LXXXIX.

Pactum inter Ducem & Commune VENETORUM 17. AV.

ab una, atque Communio & Homines Civitatis TRAGURIENSIS à parte altera; Quò hocce Commune cum Civitate, Comitatu, & Districtu suo, Dominio, Regimini, Obedientie, Protectioni & Defensionem memorati Ducis & Communis se in perpetuum subijcit, salvo Honorificentis & Juribus D. REGIS HUNGARIE, que haberet vel habere deberet in Civitate prefata, Insuperque de eligendo ad regendum dictam Civitatem Comite, uti & de forma Regiminis conveniunt. Actum in Ducali Palatio Venetiarum die 17. Aprilis anno 1322. [JOHANNES LUCIUS DALMATINUS de Regno Dalmatie Libr. IV. pag. 206.]

In Dei nomine Amen.

ANNO Nat. ejusdem MCCCXXII. Indisfione AV. die XVII. mensis Aprilis in Ducali Palatio Venetiarum, in Camera D. Ducis presentibus sapientibus & discretis viris Dominis Nicolao dicto Pistorino Vice Cancellario Ducatus Venetiarum, Johanne Marchisino, & Andrea de capite Aggeris Not. & Scribis ejusdem Ducatus, Leonardo Bullatore Bulla plumbæ D. Ducis, & aliis pluribus testibus ad hæc vocatis, & rogatis.

Ibiq. cum Nobiles Cives Civitatis Tragurii, & tota Universitas dictæ terræ considerarent debilem suum statum, & qualiter Civitas ipsa multis periculis subiacebat; Ipsius Nobiles, & tota Universitas supradicta longa jam dudum, & matura deliberatione prehabita, statui suo providere salubriter cupientes, & considerantes justitiam, benignitatem, clementiam, & humanitatem, atque suave Dominum D. Ducis, & Communis Venet. sub quorum Dominio, fidelitate, & protectione universi ipsorum D. Ducis, & Communis Venet. fideles & subditi in suis gradibus benigne reguntur, & aequaliter gubernantur, ac de bono, in melius multiplicentur & crescant, pro eorum salute, & statu tranquillo Civitatis jam dictæ, quem indefinenter querebant Nob. Viros Daniele Jacobo, Johannem Petri, & Fredericum Mathei ut Syndicos, Procuratores, & Nuntios speciales Dominorum Consulum, Nobilium, & totius Universitatis prefatæ. Venetias transmissent specialiter ad subsidendum, & submittendum ad tempus, vel in perpetuum Universitatem dictæ terræ, Civit. & Comitatus ipsius, & bona omnia Civitatis prefatæ, fidelitatem, Dominio, Regimini, protectioni, & defensionem D. Ducis & Communis Ven. humiliter supplicando, quod D. Dux, & Commune Ven. dignetur eos ita recipere, tractare, & habere sicut semper de suis fidelibus, & devotis gratiose, & benigne facere consueverunt, salvo honorificentis, & juribus D. Regis Hungarie, quæ haberet, vel deberet habere in Civ. prefata; De cujus Syndicatu constat publico Instrumento iacto sub Annis Domini 1322. Ind. 7. die 22. Martii, scripto manu Andree Petri de Ancona Not. Imperiali auctoritate, & sigillato sigillo pendenti cereo dictæ Civ. & Commu-

nitaris

ANNO 1322. nitatis Trag. cujus tenor de verbo ad verbum inferius est inferius. Qui vero Syndici, postquam cum supra dicta oblatione, & pleno Syndicato eorum presentia DD. Johannis Superantio Dei gratia Venet. Dalmat. atque Croat. Ducis Iaclyti, & Domini quartæ partis & dimidiæ totius Imperii Romania, suique Consilii, se dicto nomine presenterunt. Post multas collationes, tractatus, & deliberationes plurimum Nobilium sapientum ad hoc deputatorum habitis, sponte, libere, & ex concordia, ac pro bono, & salubri statu Civit. jam dictæ per virtutem, & potestatem sibi traditam à Consulibus, Nobilibus, & universitate tota Trag. ipsam totam universitatem, Civitatem, Comitatum, & Districum, & eorum bona fidelitatem, Dominio, Regimini, Obedientia, Protectioni & defensionem memorati Domini Ducis pro se, Consilio, & Communi Ven. ibidem recipientis in perpetuum dederunt, subjecerunt, conrulerunt, & submiserunt, falsis honorificentis, & iuribus D. Regis Hungarie, quæ haberet, vel deberet habere in Civ. prædicta. Quapropter memoratus D. Dux cum suis Consiliis auditis & intellecta oblatione facta per Syndicos supra dictos, ac ipsam oblationem sua benignitate admittens Dei Nomine invocato ac laudem, & reverentiam Beatissimi Marci Apostoli, & Evangelistæ, ipsam Civitatem Trag. homines, Districum, & Comitatum, & omnia sua bona sub suo Dominio, fidelitate, defensione & protectione in perpetuum benignè recepit juxta formam supra scriptæ oblationis Syndicorum supra dictorum, falsis honorificentis, & iuribus Domini Regis Hung. quæ haberet, vel deberet habere in Civ. prædicta, providendo benigne, & gratiose, quod homines Trag. & eorum bona de cætero tractent, & habeant ubique in Venetiis, & extra, quemadmodum tractantur, & habentur aliqui de partibus Dalmatiz, qui sint magis liberi, & fideles D. Ducis, & Communitatis Veneriarum.

Postquam submissionem oblatam, factam, & per ipsum D. Duce pro se & Communi Ven. acceptam. Item D. Dux cum suo Consilio sua liberalitate infra scripta providit, servari voluit, & mandavit ipsis Syndicis voluntibus, consentientibus, & approbantibus.

Primo enim, quod per D. Duce, & suum Consilium singulis duobus annis mittetur adlegendum dictam Civ. Trag. unus ex Nobilibus de majori Consilio Venet. qui nuncupabit Comes Trag. qui eligetur in Venet. in majori Consilio per electionem, & vice quilibet per duos annos, cujus Comitatus electio fiet, & nunc, & de cætero per quatuor manus in dicto majori Consilio ad unum, ad unum, & ille qui habuerit plures ballottas habendo majorem partem sit firmus, et si nullus haberet majorem partem Consilii, illi duo qui habuerint plures ballottas vadat unus per medium alterius, & si aliquis electus per tres manus, sit firmus sine aliqua probatione.

Item quod Comes iturus Trag. in causis civilibus teneatur regere dictam terram cum quatuor Judicibus de Tragurio, qui eligentur in Trag. secundum eorum consuetudines, & statuta, vocando ad promulgandum Sententias quatuor Consiliarios, qui similiter eliguntur in Trag. secundum consuetudines, & statuta dictæ Civ. Trag. in omnibus autem causis criminalibus ipse solus Comes habeat liberum arbitrium, procedendo tamen in ipsis secundum formam statutorum Communitatis Trag. & non possit in condemnando excedere formas statutorum Trag. sed penas in ipsis statutis contentas, & expressas mitigare valeat, sicut sibi videbitur, habito respectu ad conditiones personarum & excessum commisionum; Verum in violatione mulierum, incendiis, fraudolentis, & homicidiis habeat liberum arbitrium solus Comes, sicut suæ discretioni apparebit. Habeat etiam ipse Comes liberum arbitrium in conditionibus Civitatis hoc modo, quod contra accusatos sibi de provisione Civitatis possit inquire, testes examinare, & accusatos carcerari facere, sicut sibi videbitur, sed in condemnando debeat contra ipsos sic accusatos procedere, secundum formam statuti Communitatis Tragurii.

Præterea dictus Comes iturus Trag. habeat, & habere debeat à Communi Trag. pro suo salario quolibet anno libras MCC. ad par. recipiendo solutionem ad rationem de triginta duobus denariis parvis pro quolibet grosso, & nihil aliud habere possit, sed omnes reditus, & introitus Communitatis Trag. & jurisdictiones, & banna, & condemnationes deveniant in dictam Commune Trag. & debeat dictus Comes ire, & redire ad ipsum regimen omnibus suis expensis, & teneatur dictus Comes habere, & tenere secum in dicto regimine, continuè unum socium, & decem servitores omnibus suis expensis, & si staret plus, vel mi-

nus duorum annorum recipiat salarium pro rata.

Item quod dictus Comes Trag. non possit esse ad aliquod convivium alicujus Civis Trag. in dicta Civitate Trag. nec possit aliquid de Trag. convivare, clamare, seu clamari facere ad comedendum secum in Civ. prædicta, & non possit per se, vel alios ipse, seu aliquis de familia sua ab aliquo Cive, vel habitatore Trag. dona aliqua recipere, vel potentes aliquo modo, vel ingenio, nisi uvas, & fructus recentes, & insuper non possit, nec debeat per se, vel alios facere, vel fieri facere mercesiones, neque in mercationibus uti, vel uti facere de suis denariis per se, vel alios aliquo modo vel ingenio, donec fuerit in regimine supra dicto in partibus regiminis supra dicti.

Item quod homines Trag. possint sine dacio extrahere de Venet. ligamen, lapides coctos, & coppos pro eorum Domibus, & conducere Trag. dummodo illi qui vellent de prædictis rebus conducere præsentent Literas Ducali Curia missas à suo Comite, & sigillatas sigillo Communitatis Trag. quod ipse res, quas requirunt, sint eis necessaria pro usibus suis & suarum domorum.

Prædictas autem dationem, & summisionem, ac omnia & singula in præsentis Contradictio contenta, discretus vir Baxanus Not. & Scriba Ducatus Venet. Syndicus & Procurator supra dicti D. Ducis Consilii, & Communitatis Ven. ut de Syndicato constat publico Instrumento facto sub annis 1322. Indit. 5. die tertia decima Aprilis, scripto manu Johannis Vacandeo Not. & bulla plumbea ipsius D. Ducis pendenti multo ad hoc specialiter constitutus, Syndicario, & Procuratorio nomine ipsius D. Ducis, & Communitatis Ven. ac dicti Daniel Jacobi Johannes Petri & Fredericus Mathei Syndici, & Syndicario nomine Civitatis Communitatis, & hominum Tragurii attendere, observare, & adimplere, ac ex omnia perpetuò rata, & grata habere, & nullo unquam tempore aliquo modo, vel ingenio contrahere, vel venire solemnem stipulationem sibi invicem promissuram, sub pena hinc inde promissa CCIIIO. marcarum argenti, quæ pena toties committatur, quoties contrarium fuerit, & pena soluta, vel non, exacta, vel non, omnia & singula prædicta in sua permanent firmitate. Pro quibus omnibus attendendis, adimplendis, & inviolabiliter observandis præfatus Baxanus Syndicus D. Ducis, & Communitatis Ven. Syndicario nomine pro ipso D. Duce, & Communi Ven. bona omnia Communitatis Venet. & dicti Daniel Jacobi Johannes Petri, & Fredericus Mathei Syndici supra dicti bona omnia Communitatis & hominum Trag. ipsi Syndici D. Ducis Syndicario nomine pro D. Duce, & Communi Venet. recipienti speciali pignore obligant, quæ se constituerunt invicem precuò possidere; Ita ut Pars attendens, prædicta Partis non attendentis bona, & personas possit sine alicujus Judicis requisitione sua propria auctoritate facere, & detinere, & arrestare pro pena, damnis, & interesse, & expensis, & satisfactione plenaria omnium promissorum. Promittentes dictæ Partes invicem Venet. Trag. & ubique locorum solvere, ac renunciare exceptioni doli mali, in factum, deceptioni, simulationi, beneficio restitutionis in integrum, Literis impetratis, & impetrandis, feriis, dilationibus, & generaliter omni auxilio juris, vel facti, quò contra prædicta, vel aliquid prædictorum possent dicere, facere, vel venire; Qui Daniel Johannes, & Fredericus Syndici Trag. ibidem in continenti corporaliter tactis Scripturis in animas suas, & omnium & singulorum hominum dictæ Civ. Trag. juraverunt ad sancta Dei Evangelia, perpetuò præfatos Dominos Duce, & suos successores, & Com. Venet. & suos Dominos suosque majores quibus subsunt, observare, obedire, & revereri, & quod singulariter singuli de Consilio dictæ Civ. Trag. in ingressu sui primi Comitatus, ipsi Comiti pro dicto D. Duce & successoribus suis, & Communi Ven. recipienti corporaliter sic jurabunt, nec non bona fide sine fraude observare & attendere omnia, & singula supra dicta.

XC.

Pactum Confederationis inter PAULUM Comitem 14. Apr.
Filiū PAULI Bani olim Croatorum, ex parte una, atque Commune & Homines Civitatis TRAGURIENSIS ex altera, quæ conveniunt, quod dictus Comes debeat rebellare & facere vivam guerram contra MLADENUM Banum Croatorum, & contra omnes Traguriensem hostes; parique debeant facere Tragurienfes, salva fidelitate Regis

ANNO
1322.

54

gis Ungarie & salvo Duce Venetorum &c. Dat.
Anno 1322. Ind. 5. d. 24. Aprilis. [Joh.
Lucius de Regno Dalmatiae & Croatiae Libr.
IV. pag. 209.]

In Christi nomine Amen.

ANNO Nat. ejusdem 1322. Ind. 5. die 24. Aprilis ad honorem Dei & Beate Virginis Matris ejus, & omnium Sanctorum, & Sanctos Curia Caelestis, & ad statum augmentum, & honorem perpetuum infrascriptorum. Hoc est pactum confederationis promissum initum & firmatum inter egregium virum D. Paulum Comitem filium bonae memoriae D. Pauli Bani Croatorum ex parte una, & Commune, & homines Civit. Trag. ex altera; Inprimis namque simul & ad invicem firmant, & faciunt unionem & societatem, & confederationem tali modo videlicet. Quod dictus D. Comes Paulus debet, & teneatur rebellare, & facere vivam guerram & manifestam contra D. Mladenum Banum Croatorum & suos sequaces, & contra quoslibet alios inimicos Civitatis Trag. eosque toto suo posse offendere, & nocere, & eis damna & detrimenta sollicitè procurare, incipiendo ipsam rebellionem, & guerram hinc ad festum Sancti Petri de mense Junii proximo, vel ante si citius poterit.

Item debet & teneatur idem D. C. Paulus amicos Civitatis Trag. pro amicis, & inimicos pro inimicis ubique reputare, tradere, & habere, nec debeat facere pacem cum dicto Bano, vel aliis qui sunt, vel erunt inimici Civ. Trag. sine voluntate dictae Civitatis & hominum Trag. & si dictum Commune fecerit cum aliquibus personis pacem, & confederationem contra dictum Banum, & in damnum & detrimentum ipsius & suorum sequacum debet ponere, & homines Trag. contentantur, & volunt esse in dicta unione & confederatione contra ipsam Banum; E contra Commune Trag. tenetur, promittit & debet dicto D. Comiti facere sicut superius per omnia est expressum, salva fidelitate D. Regis Ung. & salvo D. Duce Venet. & suis fidelibus, & subjectis. Item promittit dictum Commune Trag. eidem Domino Comiti quod si exercitus de Tragurio exiret foras in Slavoniam contra dictum Banum, dictus D. Comes erit vocatus Capitaneus exercitus gentis Trag. si ipsi Domino Comiti videbitur, & placebit. Item si dictus D. Comes Paulus, vel sui homines haberent casum, vel necessitatem evidentem intrandi Civit. Trag. homines Trag. promittunt & debent dictum Dominum Comitem, & suos homines recipere in dictam Civitatem, & eos defendere, & juvare sicut se ipsos. Item si dictus Dominus Comes veller, vel posset se intromittere in Dominium Slavoniae debent, & promittunt Trag. dicto Domino Comiti dare auxilium, consilium, & favorem per terram & per mare secundum facultatem, & possibilitatem ipsorum, salva semper fidelitate, & honore Domini Regis Hung. ac D. Ducis Ven. & suorum fidelium, & subjectorum. Et si faciente Deo dictus D. Comes ad Banatum, vel ad Dominium Slavoniae pervenerit, debet, & tenetur Civitas & homines Trag. dimittere libere gaudere suis introitibus, honoribus, & Privilegiis, nec se debeat intromittere, vel aliquid petere, aut requirere à dicta Civ. vel hominibus Trag. ratione alicujus Banatus, Vicariatus, Domini vel Comitatus, seu alterius praeminentiae, & si pax fieret inter Banum ex una parte, & dictum Dominum Comitem Paulum, & Trag. ex alia, vel si Banus per alium aliquem modum obiret, promittunt & debent Trag. dicto Domino C. Paulo usque in vitam suam dare omni anno ex bono amore, & propter rebellionem & guerram, quam dictus D. Comes facere debet lib. M. parvorum. Praedicta omnia promittit una pars alteri attendere, & observare, & non contrariare, sub poena D. marcarum argenti, & ad majorem cautelam, & evidentiam omnium praedictorum duo Scripta de praedictis omnibus in uno tenore fieri mandaverunt, quorum unum est munitum sigillo Communitis Trag. & illud debet remanere penes dictum Dominum C. Paulum, & aliud est munitum sigillo ejusdem D. Comitis & illud debet remanere penes Commune Trag. Sigillum Cereum pendet.

XCI.

24. Apr. Vertrag und Compromis zwischen der Stadt Straßburg und der abgewichenen Ritterschafft aus der Stadt/ beschloffen durch Vermittelung CONRAD Ergbischoffen zu Maynz/ und BERNHARDT

Marggrafen zu Baden; worin sie gewisse Schiedsmänner zu binterlegung der zwischen ihnen entstandenen feindschafft/ erwählen und benennen/ ferner/ wegen allen/ was während der feindschafft passiert/ unter ein ander sich zu vergleichen gewisse weis verordnen. Geben zu Speyr auf S. Georgen-tag anno 1322. [LUNIG, Teutsch. Reichs-Archiv. Part. spec. Continuat. I. Anhang. Abf. VI. pag. 38.]

C'est-à-dire,

Accord & Compromis fait, par la médiation de CONRAD Archevêque de Mayence, entre la Ville de STRASBOURG d'une part, & la NOBLESSE qui s'étoit séparée de ladite Ville d'autre part. Ils y conviennent de remettre la Décision finale de leurs Differents à certains Arbitres, comme aussi de quelques reglemens propres à faciliter cet Accommodement. A Spire le jour & Fête de St. George. 1322.

Wir Conrad von Gottes Gnaden/ des heiligen Stuhls zu Maynz Erbischoff/ des heiligen Römischen Reichs in Christen landen Erbkönig/ und Bisthumb von denselben Gnaden Gottes Marggraf zu Baden zc. bekennen mit diesem Brief/ das wir von solcher Kriege/ Feindschafft und Zwietracht wegen/ die gewesen sind/ und sich vergangen haben/ zwischen den fürstlichen wirsen Meister und Kate zu Straßburg uff ein/ und der Ritterschafft die uff Straßburg kommen sint/ uff die ander Seite/ mit beider Partheyen Wissen und Willen bereet haben/ in aller der Maas als hernach begriffen ist.

Zum ersten was sich verlauffen hat in Frieden gutlichen bestanden und ane Feindschafft iher der 30 als die vorgenannte Ritterschafft iher Straßburg geritten ist/ ob ein Parthey die andere Anspitze mit herlassen mag/ da sol gleicher Theile darumb lauen sie diese nach geschriebenen mit Namen Herrn Kuchman von Kokenhusen/ Herrn Balther von Andela/ Herrn Heinrich von Hohenheim Ritters/ und Hansen von Kokenhusen von Koenigsheim/ und von den Ertzen/ Johans Klein Conken/ Jacob Berbern/ Hannan Murentin Schultzeiss zu Colmar/ Claus Hammern von Selsstätt/ und Jomann von Nittelhusen zu Eren und zu Rechte/ und wie dieselben beyde Partheyen darinn entscheidet/ soll von beyden Partheyen gehalten werden.

Und wer es ob under den vorgeschriebenen Namen einer oder eine zu den Saden mit komen mochte/ Krenschafft halt sint dies/ oder sich der Saden mit annehmen mochte/ were da der Geschick/ under der Ertzen einen/ so sol man einen andern Ertzen an seine Ertzen ziehen und nemen in den Lande zu Ertzen ungeschicklich/ were aber der Geschick an der einen in den Ertzen/ so sol man einen andern oder andere uff denselben Ertzen ziehen/ die Sach dann uff jurag/ und demnach zugehen in aller Maas als vorgeschrieben stet on alle geverde. Doch ist herin usgenommen die Anspitze die Jacop Duschmann zu den von Straßburg hat von Juragis wegen/ diezue geschien sollen sin/ darait sol jene sin Anspitze behalten sin one geverde/ und als der von Straßburg Soldener Jacop Duschmann ein Feindschafft geschriben und gesagt habend/ sollich Feindschafft sol von beyden Ertzen absin one geverde.

Item welche von den 30 uff der Stat komen sint/ midder in die Stat komen/ und je Gengerechte empfangen wolten/ das sol man ne kommen/ und sollen auch je das kaufen/ also das sie schwerend solliche Meister und Kate zu Straßburg und allen ihren Gebotten gehorsam zu sind/ als andere der Stat Straßburg Burgere/ Edel und Inndel/ und das von Alter herkomen ist/ welche aber nit in die Stat ziehen noch Wohnung darinn haben wolten/ die sol die Stat halten und haben als landliche ungeschicklich.

Item von der Ante und Gerichte wegen in der Stat Straßburg haben wir bereet/ das die Anspitze den die Winter zu gehorend/ pallicher sin Ante besitzen/ halten und ein sol/ und auch die Stat sie daby bliben lassen/ alles als das von Alter herkomen und gehalten ist ungewerlich.

Item von des ryeen Gerichte wegen der sol daby bliben on aller Strag/ nach dem und der vormahls usgetragen worden ist.

Item ob beyde Partheyen nicht usamen zusprechend geworden in künftigen Jren/ treffe das Erbe an/ darinn sol ein Theil dem andern nachstzen in die Gerichte/ da sollich Erbe gefallen ist/ treff es auch Eghenbun an/ das soll man usfragen/ als von Alter herkomen ist/ und sol sich ein pallicher mit sollichen Bethen genigen lassen/ wer oder wirts auch ein Theil dem andern nicht schaidig/ da sol einer den andern bezalen oder aber das bestoern/ als von Alter herkomen ist.

Item was Zins in diesem Kriege gefassen/ und von beyden Partheyen usgehoben und genomen sint/ das sol je eine Parthey der andern halb wiedergeben/ wer es aber noch nit us

ANNO
1322.

ANNO geschoben noch genommen ist/das sol ein Partey die andern / der man es schuldig ist / noch geben und volgen lassen.

322. Item heute heüßet Partey die andern die jren abgehuden und tun freyen in diesem Krieg / solliche Eide sollend alle sin und zu beiden Seiten heilassen werden ungewerlich.

Item von der Rindolff wegen von Rindolff als der meinest das eine sine Rindolff ankommen sy in fürworten / darum solen sie kommen für die vorgeschriben Rindolff.

Und findet es sich daß die Stat oder jemand von jren wegen jre fürwort getan haben / darum sol das geschien / was recht ist nach der Min oder des metels herkommen ungewerlich.

Item die Rindolff zwischen den von Straßburg und Hansen von Wülheim sol zu beiden Seiten ab und yerman sine Ansprech behalten sin / und soltent die von Straßburg zu Hansen von Wülheim / noch Hans wiederum zu yne nit geiffen / ein Teil sage dann das dem andern eine Monad zuvor abe ungewerlich / doch sol Hansen mit seinen inn der von Straßburg Rindolff ab und solliche Ende das das andern die sich verredet hat verdothen ist / an alle geworden / wie aber Hans von Wülheim in jren Rindolff es wer by Tag oder by Nacht / hergeiffen / so neme er sine Werde dann.

Item ob die Stat Straßburg oder je Bürger icht Brieffe / Rindolff und Register inn hetten / die der Rindolff zugehört / soltent sie jre wider geben / besigeln ob die Rindolff icht Brieffe / Rindolff und Register inn hetten die der Stat und jren Bürgern zugehört / das soltent sie jre auch wider geben und folgen lassen an geworden.

Item was Gerichte sich verlauffen haben in Rindolff oder die die Gerichte nit verston mochten / heute da eine dem andern nit ab herobert / das sol ab sin. Als das dieselben Gute so er mit Gerichte besonden heit / hafft sin soltent dem Cleger in dem Gerichte das gut vor angelagt worden sin / nach desselben Gerichte Recht und Gewonheit ungewerlich.

Item wer es ob die von Straßburg zu den die usere Straßburg können sin zu je eine oder me / oder dieselben wiederum an die von Straßburg icht jnsamen sprechen genommen / das sol ein Teil an den andern gleich ersuchen / mochte dann die Sach gleich mit wissen abgetragen werden / so bitt dab / geschie aber das das nicht solten sie beschen ob sie sich eines glichen billigen Werther und Ufftrags darum geimen können / mochte das auch mit sin / so soltent doch dieselben Parteyen nit zu Kriege oder zu Rindolff noch zu angreifen können / ein Teil sag dann dem andern das einen Wodach zuvor abe ungewerlich / und sol solliche Rindolff die andern under die Rindolff mit beruren / zu die allein die inn den Abgabebriefen genant werden / an alle gegeben.

Item ob einer oder me / der da über den nit sin soltent / under der Rindolff in diesen Ufftrag und Abtug mit sin wolten / das sol derselbe oder dieselben die von Straßburg jre zuwissen und von woren Freitag über acht Tage unter jre versiegelten Briefen wissen lassen / doch daß dieser Ufftrag bliben und gehalten werde gein den andern allen die das nit in der vorgeschribenen Zeit absligen / one alle gegeben.

Item es soltent auch alle solche Rindolff so zu beiden Seiten inkommen und ankommen sin / welcher Parteyende jren wider werden als sie ist / den jnsamen Tag gelien sin ungewerlich / und ob die Briefe da in hergeiffen und nimen verent / die soltent nit widergeben werden / one alle gegeben / und ist jnsam vorgeschriben sin und Ufftrag soltent beide obgeschriben Parteyen und alle jre Helfere / Helfere / Helfere und die jren und wer von jnsam Teil wegen zu dieser Rindolff gewart und verdracht gewesen ist / gleichlich gerecht und gelienet / und ein luter ewiger Versuch sin von beiden Seiten / und alle Sach / wie sich die in dieser Rindolff verlauffen und vergangen haben / nichts aufgenommen / one allerley Ufftrag und one gegeben.

Und dieser Bedingung Sin und Ufftrags zu waren Umständen und besser Begewis / so haben Wir Erzbischoff Conrad und Wir Marggraf Bernhard / unser jerslicher sin Insignel mit reht wissen thun herken an diesen Brief / und Wir Hann von Wülheim der Meister und der Rath zu Straßburg / uff ein / und Wir die vermaget Rindolff die us Straßburg / uff ein / und Wir die andere Site / besennen mit diesem Brief / wie der Hochwürdig Fürst in Gdt Vater und Herr Herr Conrad Erzbischoff zu Metz etc. und der Hochgeborn Fürst und Herr Herr Bernhard Marggraf zu Baden / unsrer gnädigen und lieben Herren / diese Bedingung Sin und Ufftrag gemache und bereit haben / als das hievor von Wort zu Wort geschriben stet / das das als mit unserm Wissen und Willen durangangen und geschien ist / und glosn deher Site by unsern gehöreten Erben die Wir darzu geben haben / alle vorgeschribenen Stat und Artikel / als were die unsre geliche Theil beriden und antretten / gerumlich ware und hets gehalten und unwerlich zu vollföhren an allerley Ufftrag und an geworden / und das zu einen sichern und waren Umständen / so haben Wir Meister und Rat zu Straßburg / unser Stat Insignel daselben und wie dies hernach geschriben / Hans Joren von Endenrich / Hans von Rindolff Joren von Rindolff / Hans Jans / Rindolff / und Jacob Jans unser jerslicher für eigen Insignel für uns und die andern unsre Gesellen alle / der wir auch ganz Macht haben / mit Rechte wissen offentlich angehenet an diesen Brief / der geben ist zu Eide der Jans als man jale von der Geburt xxiij C und xxiij. Jar / uff Sont Ogen Tag der Heiligen Martialis.

SENTENTIA EDUARDI II. REGIS ANGLIE CONTRA THOMAM COMITEM LANCASTRIE & EJUS ADHERENTES, PROLATA APUD EBORUM DIE 2. MAII ANNO 1322. [RYMER, Fœdera, Conventiones, 8cc. Tom. III. pag. 936.]

PLACITA CORAM DOMINO EDUARDO REGE, FILIO DOMINI REGIS EDWARDI, TENTA IN PRÆSENTIA IPSIUS DOMINI REGIS APUD PONTEM FRACUM, DIE LUNA, PROXIMO ANTE FESTUM ANNUNCIATIONIS BEATÆ MARIÆ VIRGINIS, ANNO REGNI SUI QUINDECIMO.

Cum Thomas, Comes Lancastrie, captus pro Proditionibus, Homicidiis, Incendiis, Deprædationibus & aliis diversis Feloniis, ductus esset coram ipso Domino Rege, præsentibus Edmundo Comite Cantii, Johanne Comite Richemundie, Adomaro de Valentia Comite Pembrochiæ, Johanne de Warenna Comite Surria, Edmundo Comite Arundel, David Comite Atholie, Roberto Comite d'Anegos, Baronibus, & aliis Magnatibus Regni, Dominus Rex recordatur, quod idem Thomas, homo Ligius ipsius Domini Regis, venit apud Birton super Trentam.

Simul cum Humfredo de Bohun nuper Comite Herefordiæ, Proditoris Regis & Regni, invento cum Vexillis explicatis, apud Pontem Burgi, in Bello contra Dominum Regem, & ibidem interfecto, & Rogero Damory, Proditoris adjudicato, & quibusdam aliis Proditoribus & Inimicis Regis & Regni.

Cum Vexillis explicatis, ut de Guerra, hostiliter resistebat, & impedivit ipsum Dominum Regem, Homines & Familiares suos, per tres dies continuos, quo minus Pontem dictæ Villæ de Birton transire poterunt, prout debuerunt; & quosdam homines ipsius Domini Regis ibidem felonice interfecit.

Ob quod dictus Rex, propter prædictam malitiam & resistantiam prædicti Comitis & aliorum reprimendam, & pro tranquillitate & pace Regni & Populi, & Jure Coronæ suæ Regiæ manutenendo, & ad repellendum & amovendum vim prædictam, seditione taliter congregatam, quævis transitum aliunde ultra aquam de Treute, & poterat exinde equitavit versus prædictos Comitem & alios.

Et prædictus Thomas Comes, hoc perpendens, simul cum aliis prædictis Proditoribus, ut Proditor & Inimicus Regis & Regni, posuit ignem in Villa de Birton prædicta, & partem domorum & bonorum ejusdem Villæ felonice combussit; & ex tunc prædictus Comes, simul cum aliis prædictis Proditoribus, exit Villam prædictam, usque in Campum ibidem Vexillis explicatis, & Acies suas bellicosas direxit hostiliter ad debellandum ipsum Dominum Regem, contra Homagium, Fidelitatem & Ligentiam suam, quibus eidem Domino Regi erat attricius, expectando adventum Domini Regis in eodem Campo.

Et super hoc, cum dictus Thomas Comes perpendisset ipsum Dominum Regem venire, & ipsis appropinquare cum magna potentia, idem Thomas Comes, simul cum aliis Comproditoribus suis prædictis, confusus posuit se in fugam & fugit.

Et sic fugiendo, Domino Rege ipsos potenter prosequente, fecit diversas deprædationes & roberias, quousque idem Thomas Comes, simul cum prædictis Proditoribus, cum Equis & Armis, ac Vexillis explicatis, venit ad Pontem Burgi; ubi quidam fideles Domini Regis, plenam potestatem a Domino habentes ad resistendum Inimicis & Proditoribus Domini Regis, modis & viis omnibus quibus possent; pro Domino Rege interfecerunt.

Et prædictus Thomas Comes, simul cum aliis Proditoribus, cum equis & armis, & vexillis explicatis, insultum fecit hostiliter in prædictos fideles Domini Regis, ibidem existentes; & quosdam de ipsis fidelibus Domini Regis felonice interfecit & eos debellavit, quousque idem Thomas Comes, simul cum aliis Proditoribus prædictis, ibidem confusus, captus fuit, & quidam ex illis Proditoribus capti, & quidam interfecit fuerunt, & quidam fugam fecerunt; & sic non remansit in prædicto Thoma Comite, quin ipse, simul cum aliis Proditoribus suis, ipsum Dominum Regem superasset & deviciet.

Que quidem proditiones, homicidia, combustiones, deprædationes, debellationes hostiles, cum equis & armis, & vexillis explicatis, manifestæ sunt & notoriæ, & notæ Comitibus, Baronibus & aliis Magnatibus & Populo Regni.

Et ideo consideratum est, quod prædictus Thomas Comes

Comes, pro prædicta prodicione, trahatur: & pro prædictis homicidiis, depredationibus, incendiis & roberis suspendatur; & pro prædicta fuga in hac parte decapitetur:

Et super hoc, licet prædictus Thomas Comes, temporibus retroactis, nequiter & malitiose, contra Homagium, Fidelitatem & Ligeantiam suam, pluries male se gesserit, & habuerit versus ipsum Dominum Regem, scilicet,

Cum Dominus Rex habuisset apud Novum Castrum super Tynam victualia, equos & armaturas, jocalia, & alia diversa bona, ad magnam summam & quantitatem; quæ quidem bona prædictus Thomas Comes, cum equis & armis & magna multitudine armatorum, cepit, depradavit & asportavit: quam quidem depredationem & transgressionem ejusdem dictus Rex de gratia sua speciali remisit & pardonavit prædicto Thomæ Comiti, & aliis Malefactoribus ejusdem depredationis, ad attrahendum propositum ipsius Thomæ Comitis in melius:

Ac insuper, prædictus Thomas Comes, collegatis sibi diversis hominibus, vi armata venit ad diversa Parlamenta Domini Regis, & pluries impedivit ipsum Dominum Regem tenere Parlamenta sua, prout ad ipsum & Coronam suam tenere pertinebat; & pluries ad hujusmodi Parlamenta juxta mandata Domini Regis venire non curavit; sed inobedienter contempsit, ac etiam diversas Congregationes & Convenculas illicitas contra Dominum Regem sepius fecit per loca diversa & contra prohibitionem Domini Regis:

Item, Cum plures Malefactores & pacis Domini Regis perturbatores, quos dicitur Thomas Comes sibi attraxerat & colligaverat, homicidia, depredationes & alias diversas felonias fecerunt per quod Judicium mortis subtiliter meruerunt: & idem Thomas Comes pro manutentione & receptamento eorundem Malefactorum consensum Judicium subisse meruit, secundum Legem & consuetudinem Regni, idem tamen Thomas Comes, postea veniens ad Parlamentum Domini Regis, tentum apud Eborum, cum magna multitudine armatorum, induxit Dominum Regem ad pardonandum Sec tam pacis sue versus ipsum & Malefactores prædictos in præmissis, usque circiter numerum mille personarum, quamvis idem Thomas Comes prius juraverit, de quibusdam Ordinationibus tenendis, ne Dominus Rex Sec tam pacis sue remitteret, in hujusmodi casibus emergentibus, de morte hominis:

Item, Cum dictus Rex, pro attrahendo ipsum Comitem in bonum, ut prædictum, ei toto posse suo contrariam, diversa Dona magna de Terris, Dominis & Libertatibus optulisset per plures vices, & quadam Dona, diversa Gratiis & Pardonationes, per Cartas suas, eodem Thomæ Comiti fecisset; idem tamen Comes totis viribus contra Dominum Regem rebellis extitit & inobediens, semper in malitia sua faciendi perseverans:

Item, Idem Thomas Comes misit quosdam Milites, de familia sua, apud Civitatem Eborum, ad attrahendum Communiter ejusdem Civitatis & custodiam ejusdem in manus ipsius Comitis; ac etiam idem Thomas Comes Regalem potestatem diversimode sibi usurpavit, & usurpare nitebatur, ad exheredandum, pro posse suo, ipsum Dominum Regem in hac parte:

Item, Cum Dominus Rex, nuper existens apud Eborum, mandasset diversis Magnatibus & aliis Regni, cum quibus consilium habuisset voluit, quod venissent apud Eborum, ad tractandum de protectione ipsius Domini Regis ad partes Scotiæ; dictus Thomas Comes, tunc existens in Castro suo apud Pontem fractum, cum magna multitudine armatorum, misit Homines suos ad impedendum transitum juxta Pontem fractum, tam per vias quam per Pontes, quominus Consilarii Domini Regis, ad dictum Mandatum Domini Regis, venire potuerunt apud Eborum, ad approximandum ipsum Dominum Regem: Et cum dictus Rex a partibus Eborum se diversisset versus partes Australes, & venisset cum familia sua, transcendendo juxta Pontem fractum, dictus Thomas Comes & homines sui exierunt Castrum prædictum, & ad despicendum Dominum Regem, acclamaverunt in ipsum Regem villissime & contempnibiliter cum magno tumultu, in maximum contemptum ipsius Domini Regis, ac si dictus Rex fuisset eorum inimicus, & non Rex, neque eorum Dominus:

Item, Dicitur Thomas Comes, simul cum prædictis, Comite Herefordiæ & aliis Compræditiis suis, nitebatur habere & scisse Confederationem & Alligationem cum Roberto de Brus, Thoma Randolph, & Jacobo Douglas & aliis Scotis, Inimicis Domini Regis & Regni; & de modo & forma illius Confederationis & Alligationis, inventa fuit quadam Indentura penes dictum Comitem Herefordiæ, quando occisus fuit, ut prædictum, in hæc verba:

La creature qui Johan de Denum doit dire a Robert Roi d'Escoce & a Monsieur Thomas Randolph Comte de Morif, Senescal d'Escoce, & a Monsieur James Douglas, ou a quel d'eux ou a plus tost sera tione, de par le Comte de Lancastre & le Comte de Hereford & leur Alliez; c'est a sçavoir,

Que le dit Roi d'Escoce, & les ditz Comte de Morif le Seneschal, & Monsieur James, ou leur poer, vendent as ditz Comtes de Lancastre & de Hereford, & a leur Alliez, quel honre qil seient garniz, au certeyn lieu, ou il puissent entreprendre:

Et damageront a touz ceaux qui les ditz Comtes de Lancastre & de Hereford, & leur Alliez, voient aver damages, & saureront touz ceux de damage, qil voient aver sanzvez, a leur poer:

Et, ensemble, vendent as ditz Comtes de Lancastre & de Hereford, en touz lieux, ou il voient queux tiennent, en Engleterre, en Gales, & en Irlande, & ou que eux aient & morir en maintenance de leur querelle, sanz clamer coignelle ou Seigneurie en lesdites terres d'Engleterre, de Gales & d'Irlande:

Et le dit Roi d'Escoce, & les ditz Comtes de Morif le Seneschal, & Monsieur James, par eux & par leur poer, voient ceste chose afferer & faire; ou, si le dit Roi d'Escoce est desherbe meimes par maladie, ou par autre encheison grande, par qil il ne puisse en propre parsonne venir, qui les avantdit, Comte de Morif le Seneschal, & Monsieur James, ou leur poer avant dit, afferent & facent ceo qui dessus est dit:

Les ditz Comtes de Lancastre & de Hereford & leur Alliez, eient touz querelle faie, il metrent loial peine, qui bone Pees se fera entre les deux terres d'Engleterre & d'Escoce a leur poer; isti qil tendent leur terre d'Escoce auxi peissiblement, come eux la leur en Engleterre.

Et demum cum prædicti Proditiors, ipsius Thomæ Comitis Adherentes, Castrum & Villam Domini Regis Gloucestria, cum exercitu suo, viis & armis, nuper ingressi fuissent; & eadem Castrum & Villam contra voluntatem Domini Regis occupassent; & ibidem, & apud Villam de Brugge North depredationes, incendiis & homicidia, & alia facinora perpetrassent & ad idem Proditiors, timentes appropriantem adventum Domini Regis super ipsos, dicitur Castrum & Villam de Gloucestria reliquerunt:

Et exinde diverterent se in fugam, ad prædictum Thomam Comitem festinanter, tanquam ad principale Refugium suum & Capitaneum manutentorem, accesserunt; qui quidem Thomas Comes, prodicionem suam in hac parte notorie manifestans, ipsos Compræditiors suos receptavit, & eis se junxit, ad debellandum contra Dominum Regem & ad Guerram movendam in Regno, ut prædictum:

Et misit homines suos, unâ cum prædictis Compræditiis suis, ad obsequendum Castrum Domini Regis de Tikhull; & quadam Ingenua, ad prociendum petras grossas super Castrum prædictum, & Homines, in eodem Castro ex parte Domini Regis existentes; qui quidem Proditiors Castrum illud, per tres septimanas continuè insultando & debellando, obfederunt, & quosdam homines Regis ibidem interfecerunt:

Et postmodum prædictus Thomas Comes, præfatis iniquitatibus, sceleribus & criminibus, sicut prædictum est, perpetratis, prædictam fugam fecit, iter arripiendo versus dictos Scotos, Inimicos Domini Regis & Regni, quousque pervenit ad prædictum Pontem Burgi, ubi captus fuit, sicut prædictum est:

Unde Dominus Rex (habito respectu ad tanta dicti Thomæ Comitis facinora & iniquitates, & eius maximam ingratitudinem) nullam habet causam ad aliquam gratiam eidem Thomæ Comiti, de præmissis prædictis, super ipsum adjudicatis, pardonandis, in præmissis faciendam:

Quia tamen idem Thomas Comes de Parentela excellenti & nobilissima procreatus est, Dominus Rex, ob reverentiam dictæ Parentelæ, remittit de gratia sua speciali prædicto Thomæ Comiti Executionem duarum pænarum adjudicarum, sicut prædictum est; scilicet,

Quod idem Thomas Comes non trahatur, neque suspendatur, sed quod Executio tantummodo fiat super ipsum Thomam Comitem quod decapitetur:

Item, Cum Wariuus de Insula, Willielmus Tocher, Thomas Manduyt, Henricus de Bradeburn, Willielmus filius Willielmi, & Willielmus Cheyny similiter capti pro prodicionibus, homicidiis, incendiis, depredationibus & aliis diversis felonis, per Marescallum ducti fuissent coram ipso Domino Rege, (presentibus Comitibus prædictis, Baronibus & aliis Magnatibus Regni) Dominus Rex recordatur, quod prædictus Wariuus

ANNO 1322. rinus & alii prædicti venerunt cum prædicto Thoma, & aliis Proditoribus & Inimicis Regis & Regni, apud Bilton super Trentam, cum vexillis explicatis, ut de Guerra & hostilitate restituant; & impediverunt ipsum Dominum Regem, homines & familiares suos, per tres dies continuos, quo minus Pontem dictæ Villæ de Bilton transire petierant; & quosdam homines dicti Regis ibidem vulneraverunt; & quosdam felonice interfecerunt; & cum visissent ipsum Dominum Regem transire, ultra aquam de Trente, versus eos, cum magna potentia, ipsi Proditores & Inimici Regis & Regni, ignem in prædicta Villa de Bilton posuerunt, & partem domorum & bonorum ibidem felonice combusserunt, & in Comitatu prædicti Thomæ & aliorum Proditorum, ad campum se traxerunt, & ibidem, cum vexillis explicatis, in aciebus ejusdem Thomæ & aliorum Proditorum & inimicorum Regis & Regni se posuerunt, ad expectandum adventum Domini Regis, ad ipsum hostiliter acellandum, contra Homagium, Fidelitatem & Ligeantiam suas; & evadit fugerunt cum prædicto Thoma & aliis Proditoribus & Inimicis Regis & Regni, usque ad Pontem Burgi, homines igitur Domini Regis & Patriam ante eos felonice depredando:

Et ad Pontem Burgi prædictum, in Homines Ligeos ipsius Domini Regis, habentes potestatem a Domino Rege ad resistendum Proditoribus & Inimicis Regis & Regni, cum equis & armis, vexillis explicatis, hostiliter insultum fecerunt & quosdam vulneraverunt, & quosdam felonice interfecerunt, contra Homagium, Fidelitatem & Ligeantiam suas:

Et sic non remansit in prædictis, Warino & aliis, quin ipsi, simul cum prædicto Thoma & aliis Comproditoribus suis, ipsum Dominum Regem superarent & devicerent:

Quæ quidem positiones, homicidia, combustiones, depredationes, debellationes hostiles, cum equis & armis, ac vexillis explicatis, manifestæ sunt & notoriæ, & nota Comitibus, Baronibus & aliis Magnatibus & Populo Regni:

Ideo consultatum est, quod prædicti, Warinus & alii, pro prædictis Proditionibus, homicidiis, depredationibus & roboris trahantur & suspendantur.

In cuius hæc:

Teste Rege apud Eborum 2. die Maii.

XCIII.

3. Mai. Bulla Papæ JOHANNIS XXII. quæ concessit Fratibus de Hospitali SANCTI JOHANNIS Jerusalem in Anglia, Possessiones Templariorum. *Date Avinionæ 10. Kal. Junii 1322.* [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. III. p. 956.]

JOHANNES Episcopus, Servus Servorum Dei, castissimo in Christo filio Edwardo Regi Angliæ Illustri, salutem & Apostolicam benedictionem.

Dudum, post sublatum quandam Ordinem Militiæ Templi Jerolimitani, in generali Concilio Viennensi, felicis recordationis, Clemens Papa Quintus, Prædecessor noster (sicut ad communem omnium notitiam credimus pervenisse) volens de Bonis ipsius Ordinis salubriter ordinare;

Eodem approbante Concilio, Domum ejusdem Militiæ Templi, cæterasque Domos, Ecclesias, Capellas, Oratoria, Civitates, Castra, Villas, Terras, Grangias, Loca, Possessiones, Jurisdictiones, Redditus atque Jura, omniaque alia Dona, mobilia & immobilia, vel se moventia, cum omnibus Membris, Juribus & Pertinentiis suis, ultra & circa Mare, ac in universis & quibuslibet Mundi partibus consentientia:

Quæ Ordo ipse, ac Magister, & Fratres ejusdem Ordinis Militiæ Templi, tempore quo idem Magister, & nonnulli ex ejusdem Fratribus communiter capti fuerant, per se, vel quoscunque alios habebant, tenebant & possidebant, vel ad eosdem, Domum & Ordinem & ad dictos, Magistrum & Fratres ipsius Ordinis Militiæ Templi, quomodolibet pertinebant:

Nec non & Actiones ac Jura, quæ dictis, Domui, Ordini vel Personis ipsius, quomodolibet competeant, vel competere poterant, contra quoscunque, ejuscunque Dignitatis, status vel conditionis existerent;

Cum omnibus Indulgentiis, Privilegiis, Immunitatibus & Libertatibus, quibus præfatus Magister & Fratres dictorum Domus & Ordinis, ac ipsi, Domus & Ordo, per Sedem Apostolicam, vel Catholicos Imperatores, Reges ac Principes, & Fideles alios, vel quoscunque modo erant legitime communiti; Ordini ejusdem Hospi-

TOM. I. PART. II.

talis Sancti Johannis Jerolimitani, & ipsi Hospitali;

Quibusdam tamen ex dictis Bonis, in certis locis contentionibus, tunc per Prædecessorem eundem exceptis, quæ nos postmodum, ad apicem summi Apostolatus assumpti, præter quædam ex eis, de quibus aliter duximus ordinandum, eisdem, Magistro & Fratribus ac Hospitali Sancti Johannis Jerolimitani, de Fratrum nostrorum Consilio, modo similitudinis concedenda:

Donavit, concessit, univit, incorporavit, applicavit & annexit imperpetuum, de Apostolica plenitudine potestatis.

Qualiter etiam idem Prædecessor Occupatoribus dictorum Bonorum, ac illicitis Detentores, ejusdemque status, Conditionis, Excellentie vel Dignitatis existerent; etiam si Pontificali vel Regali Dignitate fulgerent, nisi, infra unius Mensis spatium, postquam per eosdem Magistrum & Fratres, vel ipsorum quemlibet, aut Procuratores eorum, ipsorum nomine, requisiti fuissent, dicta Bona plene, libere & expedite dimitterent ipsis, in quibuscunque partibus & pertinentiis constituti, & eorum singulis, vel Procuratoribus eorumdem, nomine Hospitalis & Ordinis prædictorum:

Nec non & omnes, qui scientes Occupatoribus & Detentoribus præfatis, in occupatione vel detentione hujusmodi, darent consilium, auxilium vel favorem, publice vel occulte, Excommunicationis;

Capitula verò, Collegia, seu Conventus Ecclesiarum & Monasteriorum, nec non & Universitates Civitatum, Castrorum, Villarum, & aliorum Locorum, & ipsa, Civitates, Castra, Villas & Loca, quæ in his culpabilia existerent; & etiam Civitates, Castra & Loca, in quibus Detentores & Occupatores hujusmodi obtinebant Dominium temporale, si secundum Domini temporales, in dimittendo Bona prædicta, & restituendo illa Magistro & Fratribus Ordinis Hospitalis ejusdem, nomine Hospitalis ipsius, obstaculum exhiberent, & infra dictum Mensem ab hujusmodi præmissis non desisterent, postquam super hoc, ut præmittebatur, requisiti forent, interdicti;

Sententia ipsa facto subiacere decrevit; a quibus absolvi non possent, donec super hiis plenam & debitam satisfactionem exhibere curarent.

Et nichilominus Occupatores & Detentores hujusmodi, vel præstantes eisdem, ut præmittebatur, auxilium, consilium vel favorem, five singulares Personæ, five Capitula, Collegia seu Conventus Ecclesiarum & Monasteriorum, ac Universitates Civitatum, Castrorum, Terrarum vel aliorum Locorum existerent, præter poenas præscriptas, omnibus, quæ a Romana vel aliis Ecclesiis quibuscunque tenebant in fendum, esse privatos, seu privata ipso facto decrevit; ita quod ad Ecclesias, ad quas illa spectabant, reverterentur libere & sine contradictione quacunque; ipsarumque Ecclesiarum Prelati five Rectores, de ipsis, pro sua voluntate, disponent, sicut utilitati ipsarum Ecclesiarum cognoscere expedire.

Et licet Terræ, Progenitorum tuorum succedens virtutibus, quæ Ecclesiæ Romanæ Ordinationibus & Mandatis semper humiliter paruerunt, ad restitutionem ipsorum, Magistri & Fratrum, facta tibi de Concessione hujusmodi & aliis præmissis fide plenaria, omnia præfata Bona dicti quandam Ordinis Templi, in Regno & Terris tuis consentientia, tanquam devotus Ecclesiæ filius, Magistro & Fratribus ac Hospitali prædictis obedientia pura & libera dimississes, eaque omnia expedita per alios Regni tui dimitti miffasses; Nonnulli tamen Comites & Barones, Nobiles, Milites, Universitates Civitatum, Castrorum, & alii Laici, & quod gravius mentem nostram amaricat, alie Personæ Ecclesiasticæ, quæ se deberent pro Fratribus ipsis murum defensionis oponere, præfatas Sententias non verentes, ad dicta Bona, concessa, ut prædicatur, pro tam salubri negotio, Magistro & Fratribus prædictis, extendentes rapaciter manus suas, ea, sicut ex ipsorum Magistri & Fratrum dolorosis audieramus relatis, occupant hæcenus violenter, & detinebant violentiis occupata, sicut adhuc detinere noscuntur in animarum suarum perniciem, grave dampnum Hospitalis ejusdem, ac Terræ sanctæ præcipue (ad cujus subsidium deputata, ut prædicatur, fore noscuntur) non modicum detrimentum; nonnullis Executoribus, eisdem Magistro & Fratribus, super eisdem Bonis & Sententiis prædictis, per Prædecessorem deputatis eundem, & quod deterius est, per eosdem Magistrum & Fratres requisiti frequenter, in ipsorum manifestam injuriam, & Apostolicæ Sedis contemptum, procedere non curantibus in præmissis.

Propter quod, cum nostra interesset, sicut & interest, in prædictis auxiliatiles manus apponere, quibus specialiter inest ipsius Terræ sanctæ cura præcipua (ca-

ANNO

1322.

jus

ANNO
1322.

ius oppressiones, Deo teste, nos opprimunt, & ad recuperationem ipsius intentis desideris aspiramus, & de tali, super occupationibus ipsis, volentes remedio subvenire, quod tam salubris negotii, videlicet, Terræ prædictæ subsidii, tolleretur cujuslibet causa præpediti, & concessio dictorum Bonorum, facta per Sedem eandem, debitum fortiter effectum, & Occupatores hujusmodi a suis illicitis respicerent actibus, ipsosque sequeretur poena condigna,

Venerabilibus Fratribus nostris, Cantuariensi & Eboracensi Archiepiscopis, ipsorumque Suffraganeis, in virtute obedientie, & sub poena Suspensionis (quam eos & quolibet eorum, postquam hujusmodi Mandatum nostrum pervenisset ad eos, incurere volumus ipso facto, si Mandatis Apostolicis in hac parte negligenter obedire) per diversas dedimus Litteras in mandatis, ut omnes & singulos, in eorum Civitatibus & Dioecibus constitutos, cujuscunque status vel conditionis existerent, quos invenirent Bona occupasse, vel occupata tenere prædicta, per se vel per alios, publice vel occulte, peremptorie monere curarent, ut, infra unius Mensis spatium, post Monitionem ipsorum, ea omnia & singula, in quibuscunque consisterent, & quocunque nomine conferrentur, cum fructibus inde perceptis, & qui medio tempore percipi potuerunt, Magistro & Fratribus ac Hospitalibus restituerent supradictis; alioquin, si, infra dictum terminum, hujusmodi monitioni humiliter & effectualiter non parecerent, occupata per eos, vel ipsum nomen, cum fructibus inde perceptis, ut prædictum, non dimittendo libere Magistro & Fratribus antedictis, ipsos omnes & singulos, cujuscunque status, ordinis vel conditionis existerent, quatuordecim dignitate fulgerent, extunc auctoritate nostra Excommunicationis;

Capitula verò, Collegia seu Conventus Ecclesiarum & Monasteriorum, necnon & Universitates Civitatum, Caltrorum, Villarum & aliorum Locorum, & ipsa Civitates, Caltra, Villas & Loca, quæ in his culpabilia forent, vel in quibus Occupatores hujusmodi obiderent Dominium temporale, si, infra dictum terminum, post mentionem hujusmodi, Bona non restituerent, ut premititur, antedicta, ipso facto decernerent interdicti, Sententias subiacere.

Et ad maiorem ignominiam eorumdem, dictas Sententias & alias Penas, per Prædecessorem eundem, ut prædictum, promulgatas, denunciari incurrisse, & facerent ab aliis nunciari, & ab omnibus artibus evitari, donec restituerent, cum integritate, præmissa, & mererentur Absolutionis beneficium obtinere.

Et licet postmodum dictum Mandatum nostrum Archiepiscopi & Suffraganei memorati diligenter fuisse executi, nonnulli tamen, sicut ex conquestione Magistri & Fratrum prædictorum accepimus, prætextu quarundam Appellationum ad Sedem interjectarum frivole supradictam, & Inhibitionum, quas injuste super hiis fieri procurarunt, præfata Bona injuste & indebite retinebant, illaque dictis, Magistro & Fratribus, quamvis dictæ Ordinationi Celsitudo Regia parvisset, dedisset Magistro & Fratribus Bona dimisisses, eadem reddere non curabant.

Propter quod Archiepiscopi & Suffraganei memorati denunciantur eosdem, juxta prædicti Mandati nostri tenorem, dictas Penas & Sententias incurrisse, quas diu sustinuerunt, sicut & adhuc sustinent animis induratis, in propriæ salutis dispendium & scandalum plurimorum.

Postmodum autem nos, volentes detentorum ipsorum malitiis obviare, Archiepiscopis & Suffraganeis supradictis, sub eisdem Penis, per alias diversas nostras dedimus Litteras in mandatis, ut omnes & singulos Domorum & aliorum prædictorum Bonorum Detentores, in eorum Civitatibus & Dioecibus consistentes, quibuscunque affectu, favore & timore sepósitos, ad restitutionem Domorum & Bonorum ipsorum, per aggravationem Penarum & Sententiarum earundem, Appellationibus & Inhibitionibus memoratis nequaquam obstantibus, compellere procurarent.

Cum igitur, altissime Fili, hujusmodi restitutionis nondum fuerit debitum subsecutus effectus, nosque illam pro Terræ sanctæ commodis (ad quæ desideranter aspirare te novimus) intentis desideris affectemus,

Magnificentiam Regiam Paterno rogamus & hortamur affectu, & per misericordiam ejus, qui Terram ipsam asperione sui pretiosissimi Sanguinis pro humani salutis generis consecravit, instantius obsecramus, quatinus Domos & Bona prædicta præfatis, Magistro & Fratribus, sic plene, sic integre, pro divina & Apostolicæ Sedis, nostra reverentia restitui facias cum effectu, Detentores ipsorum Laicos, videlicet, ad restitutionem eorum integram, prout expediens fuerit, compellendo;

& super hiis, Archiepiscopi & Suffraganei memoratis, favoribus & auxiliis oportunis, necnon & per potentiam Brachii Secularis, si opus fuerit, assistendo, quod dicti Magister & Frater eorum in hac parte jura plenius allequantur; tibi proinde apud eum, qui pro minimis grandia recompensat, augeatur cumulus meritorum, humanæ laudis crescant præconia, & a nobis condigna proveniat actio gratiarum, nosque, pro restitutione Bonorum hujusmodi, non oporteat amplius laborare.

Dat. Avinion. decimo Kal. Junii, Pontificatus nostri anno sexto.

Sigillo avinjo

XCIV.

Arrêt du Parlement qui adjuge à Louis Comte de Nevers, fils de Louis fils Aîné de ROBERT Comte de Flandre, ledit Comté de Flandre, contre ROBERT fils puîné dudit ROBERT, & MATHILDE sa sœur, du 29. Janvier, 1322.
[G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 106.]

CAROLUS Dei gratia Franciæ & Navarræ Rex, universis præsentis Litteras inspecturis Salutem. Notum facimus quod cum ROBERTUS de Flandria Miles, filius quondam Roberti, quondam Comitiss Flandriæ tanquam proximus & unicuique superius ejus filius ut dicebat, dicens se esse factum per consuetudinem patriæ notoriam, qua dicitur, quod mortuus fasset vivum, de Comitatu & Paria Flandriæ, & aliis qua dictus defunctus tempore, quo ipse vivebat, tenebat in Regno Franciæ, & de quibus ipse dicebat fassus; petens se ad fidem & homagium nostrum recipi de prædictis, offerens os & manus, servitium & deversia alia, que dictum feudum requirit ex una parte: Et Mathæus de Lotharinga Miles, nomine & intentione MATHILDIS uxoris sue Dominiæ de Florinis filii dicti defuncti Comitiss, & ipsa Domina; pro se dicentes dictam Dominam esse proximiorum in successione dicti Comitiss; & quia dictus Robertus frater & Joanna Domina de Sancto Urbano soror ipsius renuntiaverant per juramenta sua omni juri successione dicti defuncti Comitiss, arieto, confirmatione & decreto Regis intervenientibus, prout in Litteris Regiis super his confectis plenius continere dicebant, de quibus constare dicebatur per Registra Curie, quæ ipsi super his videri petebant; propter quod ipse dicebat dictam Dominam esse proximiorum in dicta successione, & sic ipsam esse factam ipsa successione per consuetudinem prædictam, qua dicitur, quod mortuus fasset vivum, & ob hoc peterent ipsam Dominam per nos admitti ad fidem & homagium de prædictis, offerentes os & manus & alia deversia, quæ dictum feudum requirit, ex alia parte: nec non & Ludovicus Comes Nivernensis filius primogeniti dicti Domini defuncti Comitiss Flandriæ, dicens se jus habere in præmissis, & se esse in possessione de eisdem, & proximiorum in successione prædicta; virtute ejusdem provisionis & ordinationis factæ per dictum Robertum tunc Comitem Flandriæ, de assensu & voluntate Ludovici tunc Comitiss Nivernensis primogeniti filii sui & dicti Roberti fratris, & Joannæ Domina de sancto Urbano sororis dicti Domini Ludovici primogeniti; per quas ordinationes & provisiones actum extitit, quod dictus Ludovicus filius suus nunc Comes Nivernensis in Comitatu & Paria prædictis dicto avo suo succederet, & quod in eum casum dictus Robertus & Joanna omni juri successione dictorum Comitiss & Parie, & aliorum, quæ habebat in Regno Franciæ, ad opus Ludovici prædicti per sua juramenta renunciaverant, totum jus quod in dicta successione habebant & habere poterant in ipsum Ludovicum transportantes; quæ omnia & singula Charissimus & Dominus germanus noster Philippus quondam Rex Franciæ & Navarræ ad requisitionem dicti Comitiss Flandriæ defuncti & dictarum Partium auctoritate Regia & certa scientia approbaverat & confirmaverat, cum interpositione decreti sui & pronuntiatione facta, præmissa sic posse fieri, & valida esse; tollendo consuetudines contrarias, si quæ essent, & suppleendo de plenitudine potestatis omnem defectum si quis forsitan esset; pro ut de his omnibus constare dicebat per Litteras Regias super his confectas, per quas Litteras easdem in præsentem exhibendo & tradendo Curie nostræ, dicebat se facere de præmissis promptam fidem, requirens se per nos admitti ad fidem & homagium de præmissis; offerens

ANNO ferens os & manus, servitium & alia deveria, quæ dictum feudum requirit, ex alia parte. Plures rationes fuerunt per allegantes, videlicet quælibet dictarum Partium ad finem, quod dicta requæsta sua feret, & quod aliam prædictarum Partium requæsta non deberent admitti.

Messages de dit Sir Robert de Brus;
Se assemblent a nostre Ville de Noef-Chatell sur Tyne, & illoques trottent sur Pees finale, sur les guerres avantdites.

ANNO

1323.

Et, pur plusieurs difficultes, adunques ne poissent acorder a finale Pees, meismes les messages, eauntz regard, qui si grant besoigne ne poit deinz bref temps estre esloite, entrent, en Treiz de Trewe, a l'entencion qui, deinz cele Trewe, homme puisse trefre de Pees finale.

Et, sur ceo, vindrent les ditz Messages le dit Sir Robert de Brus, ensemblement ove noz Messages avantditz, devant nous a Thorp, pres d'Everwyk, & nous requisrent sur la dite besoigne, & illoques debates les choses, entre nostre Conseil d'une part, & lesditz Messages d'Escoce d'autre part.

Le 30. jour de May, l'An de grace 1323. & de nostre Regne lezisme, par Assent de Ercevesques, Evesques, Countes & Barons de nostre Roialme, acorde est.

Entre nous, & pur nous, & pur noz terres d'Engleterre, Gales, Gascoigne, & Irland, ove les apurtenances & nos subjerz, adherantz & aidantz d'une part, & les ditz Messages d'Escoce, pur le dit Sire Robert de Brus, ses Subjerz, adherantz, & aidantz; & pur la terre d'Escoce, ove les apurtenances, d'autre part.

Soeffrance de guerre & Trewe, a durer, tanque a douzisme jour de Juin preschein avenir, & de cel jour par treze aunz preschein suauzt pleinement accompli, le darrein jour de meisme cele treze auns enclos deinz les Soeffrance & Trewe.

Pur pleinement, endementiers, trefre sur finale Pees, sicome est fudist, sur les condicions, qui s'enfissent, c'est a faver;

Qui les dite Soeffrance & Trewe soient tenuz & gardes, bien & pleinement, entre nous & nos Subjerz, adherantz & aidantz d'une part, & le dit Sire Robert de Brus, ses Subjerz, adherantz & aidantz d'autre part; & si Dieu fait sa volonte de nous, dedeinz les ditz treze auns, jadumeyns durent les dites Soeffrance & Trewe entre les terres d'Engleterre, Gales, Gascoigne & Irland, & les poeples de yceles d'une part, & la dite terre d'Escoce, & le poeple de ycele d'autre part, tanque a la fin des ditz treze aunz pleinement accompli.

Item, Acorde est qui chescune manere de occupation & des purples, faites en noz dites terres d'Engleterre, Gales, Gascoigne & Irland, ou nul de leur apurtenances, par le dit Sire Robert de Brus, ou par les foens; & ausi en ladite terre d'Escoce, ou nul de ses apurtenances, par nous ou par les noz, soient remues, & de tut oncles deinz le douzisme jour Juyn fusescri.

Item, Si nul point chiete en debit, qui al observance des dites soeffrance & trewe apert, soit esclares, en bone foi & sanz delai, par les Gardains de celes soeffrance & trewe, joyntement d'une part & d'autre; & si par eux ne poit estre fait, soit reportez a nous, & audit Sire Robert de Brus, & esclares par nous, & par ly, & par nos Counteals, & par ses Counteals, ou par Gents a ceo deputer d'une part & d'autre; les dites trewe & soeffrance touz jours durantes en leur vertue.

Item, Que nule Forturesce soit fait, ne redresce de nouele, d'une part ne d'autre; c'est a faver, deinz les terres, contenues entre Escoce & l'entre de Tyne en la Meer, & ensi solonc l'ewe de Tyne tanque a Suthyne, ne en la terre de Suthryndale, ne en le Counte de Cumberland, deinz franchises, ne dehors, & devers Escoce en les Viscountes de Berewyk, Ruf. bugh, & Dounfres, deins Fraunchises, ne dehors, laue les Forturesces qui sont faites, ou a fessant a ore.

Item, Qui nul de firmis, d'une part, ne d'autre, entrecommunent, si ne soit pur conge ou conduit, forspris les Gardains de Soeffrance & trewe avantdites; qui se purront entrecommunent sur les Marches, ou q'il vodront, felauntz leur office, sanz conge ou conduit demander.

Item, S'il avenist qui les neefs d'Escoce, par tempest de meer, fuissent chacez, ou brissient deinz nostre poier; & les neefs, issint briffiez, ne les biens qui seront trouez, ne appartenissent a nous, ne a autre de nostre poier, solonc lei de Wrek, adonques les neefs issint chachez, en briffiez, ensemblement one touz les biens, soient delivres a les Gents d'Escoce, a q'ils ferroient, sanz empeschement mettre en les corps des dites Gentz, ou en les neefs, ou en les biens avantditz; ausint si nule neef, autre qui d'Escoce, en la quele soient Gentz d'Escoce, de queles condicions q'ils soient, ou ascun d'Escoce eit en cele neef

H 2

biens

ANNO. *Forme de Trewe pour treize ans, entre EDOUARD II. Roi d'Angleterre, & ROBERT DE BRUS Roi d'Escoce. Donné a Thorp, près d'Everwyk le 30. Mai l'an 1323. [RYMER, l'œdema, Conventions, &c. Tom. III. pag. 1022.]*

LE Roi a touz ceux qui cestes presentes Lettres verront ou orront, salut.

Sachez qui, come Sire Robert de Brus, nyadgairs, nous eut requis per les Lettres, & per le Sire de Suilly, de Trewe avoir de finale Pees, sur les guerres inues entre nous & noz firmis d'une part, & le dit Sir Robert & ses Adherantz d'autre part.

Et sur ceo nos chers & foials,

A. mar de Valence Counte de Pembrok nostre tres-

chier Cousin

Herb. I. Despenser le filz,

Maître Robert de Balbais, Archidiakne de Middlesex,

William de Helle, Chancelier,

William de Ardenne, Chancelier d'Everwyk, &

Gifford le Sirp, nos Messages.

Et William Esqueve de Saint Andrew,

Thomas Rand, le Count de Marze,

Jobanne de Almetre,

Robert de Lowiche le Piere, Chivaliers, &

Messire Walter de Twynham, Clerik,

TOM. I. PART. II.

ANNO

1323.

biens ou marchandise, soit chacee, ou briffée deinz nostre poeir, ou prise sur Meer par les noz, les Gentz, & les biens, qui raisonablement seront trouves d'Escoce, soient delivres, sanz empeschement, si les ditz biens ne appartenissent à nous, ou à autre de nostre poeir, par lei de Wrek, sicome dessus est dit; & en meisme la manere soit fait des Gentz & Marchantz, reschantz deinz la terre d'Escoce, de quele Nacion q'ils soient, & de leur biens; & qui les ditz Gentz, Marchiaundz, & autres puissent vitailier, & sauvement demurer, tanque ceux eient temps covenable de passer.

Item, Qui nul Marchand estrange ne soit destourbe de venir, oue ses Marchandises, en l'une terre, & l'autre, s'il ne soit de terre, qui soit de guerre à l'une terre, ou à l'autre.

Item, Si nuls se sentent grevez, ou damagez contre la forme des dites foefraunce & trewe, q'ils puissent, sanz conge demander, aler as Gardeins de meismes les foefraunce & trewe, de l'une part & de l'autre, & poursuivre leur plaintes, sauvement demurer & retourner, & qui en tieu trespas soit fait commune lei, come en temps de Pees.

Item, Qui en choses qui touchent Lei de Marche, soit fait sicome soleit estre fait en temps de Pees.

Item, Nous foefroms, sanz destourbaunce ou empeschement, qui les ditz Sire Robert de Brus & les autres d'Escoce, puissent purchacer, vers nostre Saint Pierre le Pape, s'il plect à sa Seintete, absolucion les Sentences & Proses, q'il ad fait contre eux, à durer durantes les dites foefraunce & trewe; issint qui ceo ne soit en damage, prejudice, ne desavantage de nous, ne de nostre poeple, apres les dites foefraunce & trewe finies; mes que adunques les ditz proces & sentences eient & tiegnent meisme la force & vigour, q'il ount en presente, si Pees ne se face durantes les dites foefraunce & trewe; & adunques l'ave soit à chescun son droit.

Item, Si durantes les dites foefraunce & trewe nule parfone, de quele condition q'il soit, face guerre au dit Sire Robert de Brus, ses fuzmis, ou adherauntz, nous ne eidrons en fait, ne conseil, à cele parfone, lui recetrons, ne nul de sa partie deinz nostre poeir, en guerant le dit Sire Robert de Brus, ses fuzmis ou adherauntz; saive l'Alliaunce entre le Roi de France & nous.

Item, Si le dit Sire Robert de Brus envoi Messages à passer parmy nostre poeir, passent par nostre conduit, & en ceo cas grantoms q'eux eient conduit suffisant de nous, quant nous en ferroms requis.

Item, Si le dit Sire Robert de Brus voille envoier Messages à nous, qui cels Messages viennent primerement à nous Gardeins des dites foefraunce & trewe, & montrent à eux q'ils soient Messages le dit Sire Robert de Brus; & volons qui des ditz Gardeins conduit suffisant leur soit faite de venir sauvement & furement à nous.

Item, Nous devons assigner, par nous, bons & suffisantz Gardeins, par les dites foefraunce & trewe garder en touz pointz devers nous, & à redrescer & faire amender, sanz delai, totes les choses, qui ferrount purpries ou mespries contre les dites foefraunce & trewe, par noz fuchietz, fuzmis, aidantz ou adherantz; & à tenir, garder & fournir totes les choses dessus escriptes, & chescun de les, ad nostre dit Cosyn de Pembrok, par nostre comandement, fait serrement en nostre alme à Seintes Ewangeles, & l'avoms ausint fait jurer par Countes & Barons.

En tesmoignance de queles choses nous avoms fait faire cestes noz Lettres oertes.

Don, à Thorp, pres d'Everwyk, le 30. jour de May, l'An de grace 1323. & de nostre Regne 16. fusescritz.

XCVI.

24. Juin. *Traité entre JEAN III. Duc de Brabant, & OTHON Seigneur de Cuyck, par lequel ledit Othon reçoit la Ville de Grave en fief dudit Jean Duc de Brabant. Fait à Bruxelles l'an 1323.*
[AUBERT LE MIRE, Diplomatum Belgarum Lib. I. Cap. XCII. pag. 203.]

NOS OTHO, Dominus de Cuyck & Heverle, notum facimus universis, tam presentibus quam futuris,

Quod nos de propria nostra & libera voluntate Opidum nostrum de Gravia, cum omnibus iuribus, feudo, attinentiis & libertatibus, ad dictum Opidum spectantibus, seu quocumque modo pertinentibus, quod nostrum verum erat allodium, in manus illustri ac potentiis Prin-

cipis, JOHANNIS Dei gratia Lotharingie, Brabantie & Limburgi Ducis, Domini nostri prelati, portavimus, dedimus, & ad usum ipsius ac heredum suorum, & omne jus, quod habebamus vel habuimus, exultando renuntiamus in perpetuum; nihil juris in dictis Opido, fundo, iuribus, attinentiis, ac libertatibus, vel etiam allodio, pro nobis vel nostris successoribus retinendo.

Promittentes eidem Domino nostro Duci antedicto pro dictis Opido, fundo, iuribus, attinentiis ac libertatibus, firmam semper prestare guarandiam ratam contra quoscumque. Et ob hoc obligamus nos, heredes nostros, bona nostra & heredum nostrorum singula & universa, ubicumque sint, vel poterunt inveniri.

Et omnibus pramissis sic factis, idem Dominus noster Dux dictum Opidum, cum omnibus iuribus, fundo, attinentiis, ac libertatibus, tanquam suum verum ac proprium allodium, nobis in rectum feudum, jure Brabantino, ab ipso suisque post ipsum hereditibus & successoribus, ac nostris successoribus & hereditibus, hereditarie tenendum, habendum atque possidendum concessit, atque sua propria voluntate donavit.

Et nos de dicto Opido, fundo, iuribus, attinentiis ac libertatibus ipsi fecimus homagium, & de manibus suis recepimus in feudum, cum nostro juramento ipsi facto de hoc, debito & consueto.

In cujus rei testimonium sigillum nostrum presentibus Litteris duximus appendendum. His vero pramissis interfuerunt,

Florentius Bertout, Dominus de Mechlinia, Joannes Bertout, Dominus de Helmont, Rogerus de Lefdale, Dominus de Oirschot & de Parcke,

Nicolaus de Dorne, Joannes de Raidtshoven, Henricus de Meldert,

Joannes Meeuwe, Dominus de Wavere, Joannes de Kesterbeke, Milites, nec non Rodolphus Pipenpo, Senescallus Brabantie, tanquam fideles Domini Ducis, ex parte nostra, ad hoc specialiter vocati. Quibus nos supplicamus, ut ipsi sua sigilla, cum sigillo nostro, in signum veritatis & causam cognitionis, presentibus Litteris apponant. Et nos

Florentius Bertout, Dominus de Mechlinia, Joannes Bertout, Dominus de Helmont, Rogerus de Lefdale, Dominus de Oirschot & de Parcke,

Nicolaus de Dorne, Joannes de Raidtshoven, Henricus de Meldert,

Joannes Meeuwe, Dominus de Wavere, Joannes de Kesterbeke, & Rodolphus Pipenpo, antedicti, ad preces predicti Othonis, Domini de Cuyck, qui omnibus & singulis pramissis interfuerunt, & sic acta fuisse testamur, sigilla nostra, cum sigillo suo, presentibus Litteris duximus appendenda.

Datum Bruxelle in die Nativitatis Joannis Baptistae, anno Domini M. CCCXXIII.

XCVII.

Declaratio EDUARDI II. Regis Anglie, de prorogatione Treuge inter Subditos Regis & Subditos EUDOVICI Comitis Flandrie, facta 22. Julii 1323. apud Brustwyk. [RUYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. p. 3.]

REX omnibus Ballivis & Fidelibus suis, ad quos &c. Salutem.

Sciatis quod, cum nuper, ad requisitionem Nobiliss Viri Lodovici Comitis Flandrie & Nivernensis, nobis supplicantis ut, super dissensionibus inter nostros & suos Subditos exortis, Treugam finire & concedere dignaremur, Treugæ in eundem annuerimus, & concessimus Treugam illam, usque ad Festum Sancti Michaelis proximo futurum duraturam; dum tamen prefatus Comes eandem Treugam in Terra Flandrie publicari faceret & summit observari.

Ac nos jam, ad consilium requisitionem prefati Comitis, dictam Treugam, tam in Terra sua Flandrie, quam in Regno nostro tunc publicatam, usque ad dictum Festum Sancti Michaelis duraturam, ultra idem Festum usque ad Festum Pasche proximo sequentem prorogandam, dum tamen dictus Comes Prorogationem hujusmodi in Terra sua predicta publicari faciat & etiam observari.

Nos, volentes Prorogationem predictam in omnibus observari, suscepimus in saluum & securum Conductum

ANNO nostrum, omnes & singulos Mercatores & alios de dicta Terra Flandrie, in veniendo in Regnum nostrum cum Bonis & Mercandis suis, in eodem morando & negotiando, ac commodum suum faciendo, & exinde ad propria redeundo:

Nolentes quod pro transgressionibus aliorum, vel pro aliquibus Debitis, de quibus principales Debitores seu Fideiussores non exsistant, nec occasione transgressionum ante hac tempora factarum, contra tenorem Cartæ nostræ de Stapula Lanarum & Pellium lanutarum, Bona seu Mercimonia eorum infra Regnum nostrum arestentur, dicta Prorogatione sic durante; dum tamen Mercatoribus nostris in dicta Terra Flandrie eadem Immunitas observetur:

Concessimus etiam, quod Mercatores de dicta Terra Flandrie, & quicumque alii Mercatores alienigenæ, exnunc cum Bonis & Mercimoniis suis a Regno nostro prædicto (solutis inde prius Cussumis debitis & confectis) usque ad dictum Festum Paschæ ad partes transmarinas, ubicumque voluerint, absque occasione vel impedimento nostri, seu Ministrorum nostrorum quorumcumque, valeant se transferre;

Et ideo vobis mandamus, quod Hominibus, Mercatoribus & aliis de dicta Terra Flandrie, in veniendo in Regnum nostrum, cum Bonis & Mercandis suis, in eodem morando & negotiando & commodum suum faciendo, ac exinde ad propria redeundo, non inferatis, seu, quantum in vobis est, ab aliis inferri permittatis injuriam, &c. seu gravamen:

Et si quid eis forisfactum fuerit, id eis, sine dilatione, facietis emendari; & pro transgressionibus aliorum, vel pro aliquibus Debitis, de quibus Principales Debitores, seu Fideiussores non exsistant, ante occasione transgressionum ante hac tempora factarum, contra tenorem Cartæ nostræ de Stapula prædicta, Bona seu Mercimonia eorum infra Regnum nostrum nullatenus arestetis, nec ipsos hiis occasionibus molestetis in aliquo seu gravetis.

Volumus etiam, & vobis injungimus & mandamus, quod Mercatores de dicta Terra Flandrie, & quoscunque alios Mercatores alienigenæ, exnunc, cum Bonis & Mercimoniis suis, a Regno nostro prædicto (solutis inde prius Cussumis debitis & confectis) usque ad dictum Festum Paschæ, ad partes transmarinas, ubicumque voluerint, absque impedimento, aliquo, transferre permittatis; dum tamen Mercatoribus nostris, in dicta Terra Flandrie, eadem immunitas observetur, sicut prædictum est.

In cuius &c. usque ad dictum Festum Paschæ proximum futurum duratur.

Teste Rege, apud Brustwyk vicefimo secundo die Julii.

Per ipsum Regem.

XCVIII.

7. Aouit *Littere EDUARDI II. Regis Angliæ ad ROBERTUM Regem Siciliæ, super Portionibus Provincie Regi liberandis. Date apud Pykering die 17. Augusti 1223. [R. YMER, Feædera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 9.]*

MAGNIFICO Principi Domino R. Dei gratia, Regi Jerusalem & Siciliæ illustri, Confanguineo suo carissimo, Edwardus, ejusdem gratia &c. salutem & prosperos ad vota successus.

A memoria nostra non excidit, qualiter sincera dilectionis affectu vestre nuper scripsimus Celsitudini, & per Nuncios nostros specialiter mandavimus vos requiri, ut cum certæ Portiones Comitatum Provincie & Folcacarii nobis jure hæreditario debeantur, sicut Circumspectionem vestram Regiam credimus non latere, quas nosciminil detinere, eas nobis amicaliter reddere curaretis, ne oporteret nos, pro dicto jure nostro, prosecutionem in facere rigore, quam utique vellemus, quantum in nobis est, evitare.

Verum quia de voluntate vestra in præmissis nulla nobis innotuit certitudo, ad præsentiam vestram dilectum Clericum nostrum, Magistrum Adam Myrrmouth, Juris Civilis Professorem & Canonicum Herefordiæ (cui, super hiis & aliis, insidentibus ardentem cordi nostro, nos in Romana Curia tangentibus, plenius apperimus velle nostrum) duximus destinandum.

Seracitate vestram affectuose deprecantes, quatenus dictas Portiones, nos, ut præmittitur, contingentes, pensatâ confanguinitatis ætinentiâ, inter nos tam propinquâ, nobis, juxta formam precum nostrarum,

aliis vobis inde directarum, restituere velitis amicaliter bona fide:

Et hiis, quæ idem Clericus noster vobis dicit ex parte nostra, adhiberi, si libeat, plenam fidem: ac ea, penes Dominum Summum Pontificem (cui super hiis preces effundimus cordiales) sicut de vestra sinceritate confidimus, modis, quibus decere vestra Circumspectio Regia prospexit, efficaciter promovere; nobisque responsum congruum remittere literarie, per dictum Clericum nostrum, de eo quod facere volueritis de Portionibus nostris prædictis.

Dat. apud Pykering decimo septimo die Augusti.

XCIX.

Littere EDUARDI II. Regis Angliæ ad Papam 17 Aouit.

JOANNEM XXII. de Credentia super diversis negotiis, & inter cetera, contra Electum Wyntoniensem, quem Pseudo-Nuncium nuncupat & Adversarium. Date apud Pykering die 17. Augusti 1223. [R. YMER, Feædera, Conventiones &c. Tom. IV. pag. 10.]

PAPÆ Rex devota pedum oscula beatorum.

Dum recordamur Sedis Apostolicæ & vestræ Beatitudinis Clementiam, quæ priscis, nostrorum Progenitorum, ac modernis nostris, temporibus aures Paternas, cum exauditionis benignæ gratia, & votivo celeris ac felicitis expeditionis effectu, precibus Regis munificæ ac liberaliter dignabatur inclinare;

Recentes morosam dilationem negotiorum nostrorum, pro quibus, diu est, misimus illum Pseudo-Nuncium de Stratford, in quibus usque modo nil sensimus actum, quam sit nobis dispendiosa, hanc ipsius duntaxat Nuncii tepiditati & desidia imputamus non ab re;

Dum ille, non tantum negligenter sibi commissa debite prosequi non curavit, quinimod fraudulenter, ambitionis oculos jaciens in se ipsum, propria (in quibus non dormivit) anteposens, contrarium voti nostri, quo ad Ecclesiam Wyntoniensem, sibi per nos patefacti, & ad prosequendum injuncti, non absque infidelitatis crimine, pro se ipso, in nostri vituperium, reportavit:

Super quo, non absque grandi cordis amaritudine conquerendo, vestræ scripsimus Sanctitati vicibus iteratis; unde non immerito conturbati, de alio Nuncio, nobis fido, decrevimus providere.

De fidelitate itaque approbata dilecti Clerici nostri, Magistri Adæ Myrrmouth, Juris Civilis Professoris & Canonici Herefordensis (cujus circumspectam & expertam industriam in vestræ Sanctitatis Curia credimus notam) plenam in Domino fiduciam reportantes, eidem nostra negotia commisimus, apud vestram mansuetudinem prosequenda, & illa, quæ præfatus Nuncio Maledictio prius erant commissa, videlicet,

Tam super Treugis inter nos & Intimos nostros de Scotia intis, ac super Jure nostro in certis Portionibus Comitatum Provincie & Folcacarii, quam super amotione, seu translatione H. Lincolnienfis & J. Bathoniensis & Wellensis, Episcoporum, a Regno & potestate nostris; Quorum mora in Regno nostro, propter notoriam ipsorum contra nostram Regalem Dignitatem resistentiam, & adhesionem nostris & Republicæ Intimicis manifestam, ac propter alias inhabilitates & maculas, quibus multipliciter involvantur, tanquam honori Regio detractoria, animabus periculosa, & quod verisimiliter timeri poterit, Scandali & Scismatis fuscitativa, diu nequit tolerari:

Vestram igitur Clementiam affectu, quo possimus, deprecamur, quatenus præfatum Clericum nostrum, in nostrorum, apud vestræ Sanctitatis presentiam, prosecutione Negotiorum specialiter recommendatum habere & benigne admittere; ac ipsa nostra negotia, favoribus & gratiis Apostolicis, solita benignitate paternâ, juxta speratam fiduciam, gratiofius dignemini expedire.

Insuper, omni cordis desiderio, eidem vestræ Clementie supplicantes, ut pro quiete nostra & animi tranquillitate, contra præfatum Adversarium nostrum de Stratford (qui nos sic sefellit) de remedio congruo, & desiderii nostri completivo, taliter ordinare, quod nequaquam (unde penam pro commissis erga nos gravem promeruit) cum honoris tanti titulo, de nostrorum Progenitorum & nostro Patrimonio tam munificè & opulenter dotato, præmium tam excellens in Regno nostro, in nostri scandalum & vituperium, affeatur.

Nos (quippe præfatum Magistrum Adam, non per organum aliunde, set ore proprio de præmissis negotiis omnibus, tanquam intime cordi nostro insidentibus,

ANNO 1323. plenè infortnavimus) ei votum animi nostri demandavimus, veltre manifestudini clarè referendum; cui petimus, si placet, benignum auditum & fidem credulam, in dicendis, adhibere, necnon ingressum ad vos jubere concedi, quotiens oportum fuerit, dignetur vestra Sanctitas reverenda.

Conservet &c.

Dat. apud Pykering decimo septimo die Augusti.

C.

20. Août. *Litteræ Papæ JOHANNIS XXII. ad EDUARDUM II. Regem Angliæ, super Præfessione JOHANNIS DE STRATFORD in Episcopum Wyntoniensem. Datæ Avinionie die (1) 20. Augusti 1323. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 12.]*

JOHANNES Episcopus, Servus Servorum Dei Carissimum in Christo Filio Edwardo, Regi Angliæ illustri, salutem & Apostolicam benedictionem.

Præsentatæ nobis Regiæ Celsitudinis Litteræ magnæ nobis admirationis materia intulerunt, dum earum feris plenius intellecta, ex causa, contenta in eis, & referato proposito & petitis, longe diversâ collegimus & colligere julle potuimus, quàm, ex præteritis uniuscujusque rectè deliberantis, intentio, jussi censuræ judicii præsumptione probabili, colligere potuisset.

Sane, Fili carissime, Wyntonienſi Ecclesiâ vacante, per obitum, bonæ memoriæ, Rigaldi Episcopi Wyntonienſis, apud Sedem Apostolicam decedentis, ac per hoc provisione dictæ Ecclesiæ ad nos & Sedem prædictam, a vice specialiter pertinente, Nos, ex affectu præcipuus caritatis, quo ad Magnificentiâ tuam afficimur, attendentes, quod Venerabilis Frater noster, Johannes de Streſforde, Episcopus Wyntonienſis, Celsitudinis tuæ Nuncius, pro arduis & utilibus rui & Regni tui negotiis, denuo fuerat ad nostram præsentiam destinatus: intuentes insuper sollicitudinis magnæ zelum, vigilis diligentæ studium, sedulosque labores, quibus fideliter, solerter & utiliter penes nos & Fratres nostros, Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinales, Regia negotia promovebat; considerantes etiam, quod Vir est Litterarum scientiâ præditus, in rebus agendis expertus, vitæ laudabilis, & multis gratiarum dotibus insignitus, & de Regno Angliæ oriundus, & quod per ejus conversationem placidam & honestam, quam in Romana Curia nobiscum, & cum eisdem Fratribus nostris habuerat, nobis & eisdem Fratribus plurimum reddebatur acceptus, in eum direximus aciem mentis nostræ, firmam concipiendo fiduciam, quod ejus Promotio ad Ecclesiam memoratam esset Deo placida, Ecclesiæ præfatæ perutilis, & Celsitudini tuæ, quæ obsequentes tibi personas consuevit gratiose prospicere, grata plurimum & accepta;

Propter quod, absque aliqua procuracione ipsius, vel aliquorum instantium pro eodem, solâ id nobis Divinâ, ut credimus, inspirante Clementiâ, de ipsorum Fratrum unanimi & concordî consilio, ipsum eidem Ecclesiæ in Episcopum præfecimus, & Pastorem, ac subsequenter sibi fecimus munus Consecrationis impendi.

Consideres igitur, Fili carissime; si virum sic providum, & à Celsitudine tua pro arduis negotiis Regiis ad Nos repetitis vicibus destinatum, tibi fore divinare poteramus, vel debebamus ingrati, cum nulla probabilis conjectura recipiat, non bene meritos vel ingratos, ad gerenda quorumcumque Magnatum negotia, digni vel assumi, sed potius personas in constantia solidas & probatas, & fidei claritate pollentes;

Attendas insuper qualiter, quod de ipsius Promotio-ne revocanda dictarum Litterarum conclusio deprecabat, cum nostra & ejusdem Sedis honorificentia fieri potest, nullâ causâ rationabili frueretur.

Et ideo, Fili carissime, præmissis in scrutinium rectæ considerationis adductis (cum ea, quæ legitime & cum tanta deliberatione sunt habita, non possent absque Divinæ Majestatis ostensâ, ipsiusque Episcopi injuriâ, & ejusdem Sedis indecentiâ, retractari) moleste non feras, sed æquanimiter patiaris tua in hac parte ad exactionem precamina non admitti; quin potius Spiritualî Patri, de tali proposito, de tali providentiâ, benivolentiâ filiali congaudeas, & eundem Johannem Episcopum,

(1) Si cette Lettre est une Réponse à la précédente, comme il le semble, il faut qu'il y ait erreur dans l'une ou l'autre de ces deux Dates; puis qu'il n'y a que trois jours de différence entre elles, & qu'il n'est pas possible que le Pape ait pu recevoir celle du Roi, & y répondre en si peu de tems.

ANNO 1323. ob reverentiam ejusdem Sedis, & nostram, amplo sinu Regiæ benignitatis admittas; utpote non alienigenam, non extraneum, sed tuum Consiliarium, & de Regno tuo oriundum, ac Secretarium, & fidelem, prout in Litteris tuis, nobis pluries destinatis, evidenter vidimus contineri.

Supponimus etiam, quod ipse se taliter beneplacitis tuis exponet, quod, ejus exuberantibus meritis, ipsum & Ecclesiam suam Serenitas Regiæ inter præcipuas dilectionis brachia gratiose fuscipiet, & procedente tempore semper in amplius, prærogativâ uberioris gratiæ, profectetur.

Præterea, Fili carissime, ignoreare te nolumus, quod primæ Litteræ tuæ, quas, pro Roberto Baldoki promovendo ad dictam Ecclesiam, nostro Apostolatu destinasti, nonâ die Mensis Maji proximo præteriti, fuerunt nobis per dictum Johannem Episcopum, tunc Archidiaconum Lincolnienſem, præsentatæ; Super quibus ad exactionem efficaciter deducendis, idem Johannes, Deo Teste, tanquam fidelissimus Regi beneplaciti Protutor, penes nos & Fratres nostros, oportune & importune plurimum laboravit: Sed tunc, propter aliquam personam dicti Roberti, nobis & dictis Fratribus querelose relata, dicto Johanne id penitus ignorante, quæ ex causa præsentibus subicimus; Tam etiam, quia statim, post ejusdem Rigaldi decessum, inspirante Domino, firmiter deliberaveramus de persona dicti Johannis præficienda Ecclesiæ, memoratæ, honeste non potuimus in hac parte preces Regiæ exaudire.

Et ideo Magnitudo tua, de veritate facti plenarie informata, omnem sinistra relationis vel credulitatis in contrarium habite, fortè conceptum, de sinceritate mentis evellet; super his fidem plenam, certam & indubiam veris Apostolicis relatis habebitur.

De cæteris autem tuis negotiis eidem per te injunctis, Regiæ tuæ Celsitudini respondebimus per eundem.

Dat. Avinion. decimo tertio Kalend. Septembris, Pontificatus nostri anno septimo.

Sub filis canabæis.

CI.

Sauf-conduit accordé par EDUARD II. Roi 22 Août d'Angleterre, aux Deputés de ROBERT DE BRUS, Roi d'Ecosse, conformément à la Trêve faite entre eux. Donné à Pykering le 22. Août 1323. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 14.]

LE Roi as touz ses Baillifs & foiaux, as queux cestes presentes Lettres vendront, Saluz.

Sachez qui, come Sire Robert de Bruys nous eit finis per les Lettres, q'il bie d'envier ses Messages par un nostre poer; & nous eit requis que nous voillions grauntier conduyt pur eux, tanque a quarante Paroines a cheval, de quele condicion q'il soient, ovesque leur gentz, chivaux & herneis, a durer tantque a la touz Seintz, qe vient, en un An, selonc les pointz de la Triewe, prise entre nous & lui,

Et en meisme cele Triewe, de cele bufoigne, soient contenues les paroles suivantes: *ITEM, si le dit Sire Robert de Bruys envoie Messages a passer parmi nostre poer, passent par nostre conduyt, & en cele cas grantons qe eux eient conduyt suffisant de nous, quant nous ent sermons requis.*

Nous voillauz tenir & garder, tantque en nous est, les choses contenues en la dite Triewe, penons en nostre sauf & seur conduyt les Messages le dit Sire Robert, tanque a quarante paroines a cheval, de quele condicion q'il soient, & leur gentz, leur chivaux & leur herneys passauz parmi nostre poer dedeinz le temps avantdit:

Et por ceo, mandons & comandons a vous touz, & a chescun de vous, qui as ditz Messages, ne a leur gentz, en leur Paroines, ne en leur chivaux, ne autres biens, en passauz parmi nostre Roialme, dedeins le dit temps, n'en facez, ne, tant que en vous eit, foefreiz qui par autre soit fait mal, moleste, damage, empeschement ne deslourbaunce; einz leur facez aver, a leur coustages, sauf & seur conduyt, quant par aucuns des ditz Messages ent ferrez requis:

Et, si rien feult trepassé, ou forsaît a eux, ou a nul de leur gentz, ceo la facez redresser & amender duement, saunz delai:

Et, s'il aveigne qui meismes eux Messages, ou nul de eux, ou de leur deveignent, ou deveigne malades deinz nostre poir, q'ils peussent sauvement demorer, tantque ens

seient

ANNO seient ou suit, garriz; & adones sauvement passer, hors de nostre poir, queu part q'ils voderont, ou voda.

1323. En tesmoignance de quelle chose nous avoms fait faire cestes nos Lettres overtes, a durer tanque a touz Seintz, en un An, sicome desuz est dit.

Don. a Pykering le 22. jour d'Augst.

Per ipsum Regem.

CII.

AOût. *Littere EDUARDI II. Regis Anglie ad Jacobum Regem Aragonie, de marcondi Licentia non concedenda. Date apud Grenham 30. die Augusti 1323. [RYMER, Foedera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 15.]*

MAGNIFICO Principi, Domino Jacobo, Dei gratia, Aragonie, Valencia, Sardinia & Corsica Regi illustri, ac Comiti Barchinonie, & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Vexillario, Ammirato, & Capitaneo Generali, Confranguine suo carissimo, Edwardus, eadem gratia &c. salutem, & successus ad vota semper prosperos & felices.

Delatas nobis, per Berengarium Lecois, Civem Mionse, Cessitandis ipsæ Litteras nuper recepimus, inter alia continentes ipsam Berengarium diversis Bonis & Mercimoniis suis (quæ in partibus Flandriæ emerat, & in duabus Galeis Regni Majoricarum posuerat, ad partes suas proprias transvehenda) per quosdam Malefactores de Regno nostro, supra Mare, inter Galesium & Sandwicium, fuisse nequiter spoliatum; petendo ut eidem Berengario de quadringentis Libris Sterlingorum (ad quos dicta Bona, cum dampnis, sumptibus, & intercessu, auctoritate vestre Curie, fuisse taxata) restitutionem fieri faceremus.

Super quo Serenitati vestre duximus intimandum, quod nos universis & singulis Subditis vestris de aliquibus Subditorum nostrorum conqueri volentibus, parati sumus & semper erimus, cum favore & mansuetudine, plenam & celerem Justitiam in querelis suis exhibere.

Set (quia de nominibus Transgressorum, de quibus præfatus Berengarius conqueritur, aut de ipsa spoliatio- ne nobis aliquatenus non consistit, nec ipse nos inde, secundum Juris exigentiam, voluit informare, non potuimus aliquam condemnationem seu restitutionem facere in certum) opportunum tamen eidem Berengario, quod, ex Officio nostro, ad inquirendam veritatem præmissorum, quosdam fideles nostros assignare volebamus (quamquam secundum communem Legem Regni nostri, ad prosecutionem partis hoc potius fieri deberet) ac, veritate comperta, tam quoad punitionem Malefactorum illorum, quam quoad restitutionem Bonorum prædictorum, ei exhibere in omnibus celeris Justitiæ complementum.

Set ipse expeculare non curavit, ut præmissa possent executioni debitæ demandari; immo magis voluit ad propria cum hac responsione nostra remeare.

Placeat igitur Magnificentiæ vestre, præmissis æquanimiter ponderatis, ipsius B. incuria imputare, potius quam Justitiæ defectui, quod restitutionem Bonorum suorum prædictorum non exitit assensus;

Nec est Marcondi licentia, in hac parte, a vobis contra nostros Subditos aliquoties concedenda; cum defectus aut negligentia nobis non possit aut debeat, in exhibenda Justitia, impingi quoquomodo.

Dat. apud Grenham tricesimo die Augusti.

CIII.

Octo. *Epistola JOHANNIS Pape XX. ad Capitulum Ecclesiæ Pragensis de Processu contra LUDOVICUM Bavarium Regem Romanorum Avinione VII. Idus Octobris. Pontificatus sui anno 8. Cum EDICTO (1) ejusdem Pape inserto, quod præfatum LUDOVICUM Bavarium monet, & sub Excommunicationis pena injungit, ut intra terminum præfixum ab Administratione Imperii abstineat, nec prius resumat, quam persona sua per Sedem Apostolicam sit approbata. Datum Avinione in Palatio Episcopali VIII. Idus Octobris. Pontificatus Anno VIII. [Concilior. Collectio Regia Tom. XXIX. pag. 9. PHIL. LAB.]*

(1) Cet Edit se trouve aussi dans RAYNALDUS Contin. Ann. Henr. CÉSARIS BARONII, Tom. XV. Ann. 1323. [DUM.]

REI Concilior. Collect. Tom. XI. Part. II. ANNO 1323.

JOANNES Episcopus, Servus Servorum Dei, dilectis filiis, Capitulo Ecclesiæ Pragensis, Salutem & Apostolicam Benedictionem.

NUPER contra dilectum Filium, magnificum virum, Ludovicum Ducem Bavariæ, super eo quod electione sua in Regem Romanum, promovendum in Imperatorem per quosdam qui vocem in electione hujusmodi habere dicuntur, in discordia celebrata, per Sedem Apostolicam (ad quam electionis hujusmodi & personæ electæ examinatio, approbatio, admissio, ac etiam reprobatio & repulsio noscitur pertinere) non admissa, nec etiam reprobata, administrationi regiminis Romani Regni seu Imperii se irreverenter ac indebitè per se & alios ingerebat, de Fratrum nostrorum Consilio, & Apostolicæ plenitudine potestatis, præsentem multitudinem copiosam fidelium, videlicet octavo Idus Octobris, processum fecimus continentia infra scripta.

JOANNES Episcopus, Servus Servorum Dei, ad perpetuam rei memoriam. Attendentes, quod dum errori non resistit is ad quem resistere pertinet, præsumitur consentire; quodque plerumque justitiæ opprimitur veritas, si defensionis opportuna illi beneficium subtrahatur: profecto nec errori damnabili consentire per negligentiam nolimus, neque pati ob defectum optimæ defensionis prædicti justitiæ opprimi Sponsæ Christi. Dudum siquidem per obitum claræ memoriæ Henrici Romanorum Imperatoris, Imperio Romano vacante, Principes Ecclesiastici & Sæculares, ad quos (translato ab olim per Sedem Apostolicam prædicto Imperio de Græcis in personam magnifici Caroli in Germanos) futuri Romani Regis, in Imperatorem postmodo promovendi, electio pertinebat, votis eorum in diversa divisus, duos (sicut dicitur) in discordia elegerunt; quibusdam eorum in dilectum Filium magnificum virum Ludovicum Bavariæ, quibusdam vero in dilectum Filium Fredericum Austriæ, Duces, nominando & eligendo ipsos in Romanorum Reges, dirigentibus discordior vota sua. Verum præfatus Ludovicus, a nobis, ad quem suæ electionis hujusmodi (sicut præmittitur) in discordia celebrata, ac personæ ipsius examinatio, approbatio & admissio, repulsio quoque & reprobatio noscitur pertinere, electione prædicta nequaquam admissa, nec ejus approbata persona, sicut notoria fama notoriatur, & publica facti evidentia manifestat, non querens (ut deberet) per osium ad hujusmodi Regni seu Imperii conscendere dignitatis fastigium, sed potius aliunde (nescimus quo ductus, vel verius seductus Consilio) præfati Romani Regni nomen sibi & titulum Regium usurpavit; quamvis priusquam alterutrum eorum per Sedem Apostolicam fuisset approbata & reprobata persona, neutri Electorum ipsorum assumere licuerit nomen & titulum præfatum; cum nec interim Romani Reges existant, sed in Reges electi: nec sint habendi pro Regibus, nec Reges etiam nominandi. Idem etiam Ludovicus eodem præsumpto titulo non contentus administrationi jurium Regni & Imperii prædictorum, in gravem Dei offensam, & contemptum ac manifestam injuriam Romanæ Ecclesiæ matris suæ, ad quam ejusdem vacantis Imperii regimen (sicut & impresentiarum vacat) pertinere dinoscitur, nec non & plurimum scandalum, & reiurbationem & lesionem publicæ, ac animæ suæ detrimentum, profligare, seque illi inniscere irreverenter ac indebitè præsumpsit hætenus & præsumit, exigendo & recipiendo sub præfato regio titulo fidelitatis in Alemaniæ & nonnullis Italiæ partibus, tam a personis Ecclesiasticis, quam secularibus, vassallis Imperii, per se & alios, juramenta, ac de Dignitatibus, Honoribus & Officiis, ad ejusdem Romani Regni seu Imperii dispositionem spectantibus, pro suo libito disponendo; sicut proximis his diebus præteritis de Marchionatu Magdeburgensi quem primogenito suo de facto publice contulit, ordinavit: nec non alia plurima exercendo, quæ ad ejusdem Romani Regni & Imperii regimen non est dubium pertinere. Ejusdem insuper Ecclesiæ Romanæ, sicut Gallia de Vice-Comitiis, & ejus fratribus, quamvis sint de crimine hæresis a suis competentibus Judicibus, exigente justitia, per definitivam Sententiam condemnati, & nonnullis aliis Ecclesiæ præfate rebellibus se exhibere fautorem & defenforem, contra dictam Ecclesiam præsequentem adversus eosdem rebelles jura Imperii & negotium fidei, in gravem divinæ Majestatis injuriam, contemptum ejusdem Ecclesiæ, & animæ suæ perniciem, non est veritus, nec veretur. Nos itaque tam temerariis ausibus, ne mos tam perniciosus invalescat, in posterum obviare, ac (prout ad Apostolicum nostrum spectat

ANNO 1323. ment, de tuer & mürdrir ascuns de nos plus priveez & loiaux Conseillers :

Des queux treifons, mauveisteez & felonies le dit Roger de Mortimer avoms arenee en nostre presence, devant noz Justices, nos Lieux tenanz, & nos Conronners, co il les conseil :

Sur quele cõfiance nous chargeaumes plufors Grauntz & noz Justices & noz autres Sages de la Ley de nostre Roialme, qui eux se avaisent, & nous feissent favoir quel jugement le dit Roger de Mortimer avoit deservi, solom la Ley & l'Usage de nostre Roialme, pur tieles treifons & mauveistes faites & compassez :

À tot nous eussent ils avise & counseilles, qe, par la Ley de la terre, il avoit deservi d'estre treinee & pendu, jadumeyns, de nostre grace especiale, nous nous en iouffrimes du jugement, & lui feismes retenir en prison, en ladite Tour ; la quele prison il puis, fausement, treiteroufement, & felonement, nultant debrista, & hors eschupa, & s'enfuit come nostre Treitur & Felon hors de nostre Roialme :

Par quoi nous maundoms & commandoms a vous touz, & a chescun de vous, sur forsaire de vie & de membre, de Terre & de Tenemens, & de quantque vos poez forsaire devers nous, qui nul de vous au dit Roger de Mortimer, nostre Enemy, Treitur & Rebeal, ne a ses Adherdauntz, Eide, Confort, ne Counseil par Lettre, ne par message, ne en autre manere, priveement ne apertement, ne facez : ne lui, ne ses Adherdauntz recevez, ne depar lui, ne depar eux Lettre ne message ne recevez : ne en autre manere ovesque eux commenez ; einz lui & touz ses Adherdauntz par tut, ou vous les purrez trover, come nos Treitres, Enemis & Rebeaux, purfuez a Hui & Cri & les puez, a tote la force qui vous purrez.

Et vous, avantid Viscounte, toutes les choses defusdites faces, en veltre baillie, deinz franchises, & dehors, en touz les lieux, qui vous veez qui face a faire, overtement creier & puplier, & facez ausint puplier es ditz lieux, q, si nul commune ovesque le dit Trietur & Enemy, ou eue ses Adherdauntz, en nulle manere, qui nous le tendroms come nostre Treitur & Enemy, & Adherdaunt a eux encontre nous ; & pur tiel les purfuirs & puniroms.

En tesmoignance des queux choses &c.

Don. a Nottingham le 14. jour de Novembre.

Per ipsum Regem.

En meisme la manere eist escrit a touz Viscontes, & touz Baillifs & feaux de meismes les Counteez par tot Engleterre.

CV.

4. Nov. *Lettres Patentes d'EDOUARD II. Roi d'Angleterre, pour regler l'administration de la Justice en Irlande. Donnees a Nottingham le 24. de Novembre 1323. [R YMER, Fœdera, Conventions, &c. Tom. IV. pag. 23.]*

EDWARD, par la grace de Dieu, Roi d'Engleterre, Seigneur d'Irland, & Ducs d'Aquitaine, A touz ceaus qi cestes presentes Lettres verront ou orront, Salutz.

Sachez qe, a l'amendement du Jugement de nostre terre d'Irland, a plus grand pees & tranquillite de nostre poeple en cele terre, a Nottingham, as oyaves del Saint Martin, l'an de nostre Regne dis septisme, par assent de nostre Conseil, illoques sont les pointz touz escritz assentuz & accordez, afin qe eux soient tenuz, & fermement gardez en meisme la terre :

PRIMEREMENT, qe la nostre Justice d'Irland, ne nul autre nostre Ministre en cele terre, tanc come ils sont en nos Offices illoques, ne purchaient terre, ne tenement, dedenz les listes ou boundes de leur baillies, saunz nostre congie especial ; & si nul face le contrair, ceo, q'il avera purchase, soit encurre, & forsaie a nous & noz heirs ; sauve as chiefs Selgnurages de Fee services, dues & acultumez de terres & tenementz, issint encurrez & forsaie a nous.

ITEM, qe nostre Justice d'Irland, ne nul de noz autres Ministres illoques, par colour de leur offices, ne preignent vitailles, ne autres choses de nuli, contre son gree, horpris en cas de necessite, pur le commun profit de la terre ; & adonques qe ceo se face par l'avis & l'assent de plus Grantz de nostre Conseil celes parties, & par brief de nostre Chancellerie d'Irland ; & en cas qe nous, ou noz heirs, le commanderoms par bref de nostre Chancellerie d'Engleterre, ou par nos autres Lettres.

TOM. I. PART. II.

ITEM, qe nostre dite Justice, ne nul de noz autres Ministres illoques, par colour de leur office, ne aresent Niefs, ne autres biens des Estranges, ne des Privez ; mes qe tuz Marchauntz & autres pussent carier bledz, & autres Vitailles & Marchaundises, hors de nostre terre d'Irland, iesques en nostre Roialme d'Engleterre, & en nostre terre de Gales (horpris en les cas fusditz) seiauntz les cultumes dues & usez. Issint, totes voies, q'il facent convenable searte, q'il ne iront, ne ne communeront od nos Enemis d'Escoce, ne nos autres Enemis, si nul fussent : Et, si nul Justice, ou autre Ministre, face le contrair des choses fusdites, & de ceo fait atteint, face gre au plentiful, de ses damages, a double ; & jadumeins soit grevement puni devers nous.

ITEM, pur le Seal nostre Justice d'Irland, de chescune Bille de grace, quatre Deners : & pur l'escriture de chescune Bille, deux Deners, desore soient pris & paieez, & nient plus.

ITEM, de celui, q'est commande a la Prisonne par auctorite de nostre Court, quant il sera delivres, quatre Deners soient pris pur le Fee du Mareschal, & nient plus ; Et, si par cas nul veigne encontre les choses fusdites, & de ceo fait atteint a nostre seute, on a seute de partie, face gre a la partie, & soit grevement puni devers nous.

ITEM, qe nul pardon de la fute de nostre pees pur mort de homme, ne pur autre Felonie, ne tution pur celi qi sera destiens felonies recte ou endite, ne soit fait grantie desore par nostre Justice d'Irland, ne seale de nostre Seal illoques, sans especial commandement de nous meismes, desouz ascuns de nos Seals d'Engleterre ; savez qe nostre dite Justice, & nostre Chanceller d'Irland, ou l'avisement de nostre Conseil d'Irland, pussent faire pardon des felonies, faites devant la date de cestes, selom ceo qe, pur nostre honneur, & profit, & pees, & tranquillite de nostre poeple, illoques veient qe fait & faire, & solom le mandement q'il en ount de nous ; Issint totes voies, qe des felonies, qe sit seront des vie, nul pardon se face, ne tution soit grantie saunz especial commandement de nous meismes, sicom dessus est dit.

ITEM, qe nul Bref Original, pleuable a la commune Lei, ne soit recen par nul de nos Ministres, forsque Bref seale desouz nostre grand Seal d'Irland : ne nul Proces fait par autre Bref ; sauve qe, par nostre Seal de nostre Eschequer d'Irland, des choses tochantz cele place, soit fait auscume deit eist fait de reson, & selom ceo qe cea enarere ad este acultumez.

ITEM, qe nostre Justice de la dite terre, par ses Brefs, ou Lettres, ne large, ne ajorne Assise de nouele discepline devant lui, forsque en le Conte, ou il sera present, & tancome il demors en meisme le Conte.

En tesmoignance de quele chose, nous avoms fait faire cestes nos Lettres overtes.

Don. a Nottingham le XXIV. jour de Novembre, l'an de nostre Regne dis septisme.

CVI.

Littere Papæ JOHANNIS XXII. ad EDUARDUM II. Regem Angliæ de Colloquio inter Papam ipsum & Comitem de MUREP habito, & super Titulo Regis in Literis ad ROBERTUM DE BRUS scribendis. Datæ Avenione die 13. Januarii 1324. [R YMER, Fœdera, Conventions, &c. Tom. IV. p. 28.]

1324.

13. Janv.

JOHANNES Episcopus, Servus Servorum Dei, Causam in Christo Filio Edwardo, Regi Angliæ illustri, Salutem & Apostolicam Benedictionem.

Ne Celsitudo Regia de hiis, quæ Nobilis Vir... Comes Moraviæ, nuper ad Sedem veniens Apostolicam, proposuit & petit coram nobis, aliter, quam veritas se habeat, informetur ; ecce ! quod illa, nec nos & ea, quæ nos sibi respondimus, tibi seriose duximus, ut sequitur, describenda.

Primo namque petit dictus Comes quod, cum ipse vocum de transfretando in Terræ Sanctæ subsidium emisit, nec illud commode, sine Sedis prædictæ licentia, complere valeret, sibi licentiam hujusmodi, nec non & indulgentiam, quæ per ipsam Sedem dari consuevit in dictâ Terrâ subsidium transfretantibus (pro quibus principaliter nostram adierat, ut asseruit, presentiam) concedere dignaremur :

Ad quod sibi duximus respondendum, quod cum ex hujus-

ANNO 1324. hujusmodi particulari peregrinatione negotiorum dictæ Terræ non speraremus probabiliter adjuvari, nec ad præstent salutis suæ peregrinationem prædictam censeamus proficere, cum tam ipse, quam alii partium Scotie Regnicolæ, suis demeritis exigentibus, pœnis & sententiis nostrorum Processuum irreiti, à communione fidelium & merito bonorum operum se reddidissent indignos, non erat per nos Petitioni suæ hujusmodi annuendum;

Sed, cum super Concordia, inter te ac Scotos eosdem, Actore Domino, reformandâ, nedum utrique parti dissidentium, sed toti Christianitati perutili & Terræ prædictæ negotio non modicum opportuna, ipsius Comitibus præsentiam accomodam multiplicitè speraremus, si prædictæ tractanda concordia, pro parte Scotorum ipsorum, labores efficaciter vellent assumere; nos postquam illos ad effectum debitum perduxisset, vel per ipsum, bonâ fide, circa dictam perficiendam Concordiam, datâ operâ efficaci, non stare quo minus finis votivus ejusdem Concordiæ sequeretur (reconciliato eo primitus Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, & præstitâ satisfactione condignâ) Petitioni suæ prædictæ exauditionis adiutorem præbuerimus.

Eodem verò Comite postmodum subjungente, quod certi, solennes Nuntii, pro Reconciliatione Scotorum ipsorum Ecclesiæ procuranda, erant in proximo ad nostram præsentiam destinandi: ac humiliter supplicante quod eis, in veniendo ad Sedem prædictam, providere de securo Conductu benignius dignaremur:

Nos eadem providimus super hoc respondendum, quod in Terris Principum & Baronum securum eis Conductum, quantum ad præstent, concedere volebamus; verumtamen nostras Litteras Apostolicas, requisitorias & monitorias super hoc ad eosdem Principes & Barones, ac alios, juxta formam solitam, parati essemus concedere, pro securo Conductu dictis præstando Nuntiis, si, pro dictâ Reconciliatione ad Sedem venientes prædictam, transitum facerent per terras & districtus ipsorum.

Præterea, subsequenter, pro parte Nobilis Viri, Roberti de Brus, Avunculi sui, nobis obtulit idem Comes, quod, cum crederetur, carissimum in Christo Filium nostrum Carolum, Regem Franciæ & Navarræ Illustræm, assumpturum negotium passagii transmarini, dictus Robertus paratus erat cum Rege transfratere prædicto, dictumve Passagium assumere (si dictus Rex Franciæ ab assumptione dicti negotii duceret abstinentiam) & illud prosequi personaliter, vel per Commitem antedictum.

Cui se noscitur respondisse, quod, quousque Pacem tecum haberent, & forent reconciliati Ecclesiæ, non erat decens, nec expediens quod nos ipsos admitteremus, cum Rege prædicto, vel aliter, ad prosecutionem negotii superadditi.

Verum Comes prædictus, asserens se Concordiam & Reconciliationem hujusmodi desiderabiliter affectare, nobis obtulit se fideliter & solenter laboraturum pro illis, si nos ad eorum tractatum dare velimus operam efficacem; circa quem valde utile, quinimmo necessarium reputabatur, quod in Litteris exhortatorijs, per nos dicto Roberto super hoc dirigendis, sub Titulo Regiæ scriberemus: tenens indubie quod sic dictus Robertus Concordiæ & Reformationi prædictis promtè consentiret; aliâ autem probabiliter verebatur quod, si, dicto superaddito Titulo, scriberemus, ipse non admittat Litteras nec Tractatum, sed quod impediretur prædictum penitus negotium, sicut extitit, occasione hujusmodi, hactenus impeditum.

Nos autem, qui Pacem & Reconciliationem prædictas multipliciter, sicut præmissimus, profuturas intensius desideramus affectibus, attendentes quod Juri & honoris tuo nichil decrederet, nec Juri prædicti Roberti accesseretur, sicut alijs tibi scripisse meminimus, Titulus memoratus scriptioris; quodque Litteræ nostræ, super prædictis destinandæ, sic ad ipsum Robertum possent liberè pervenire, quæ alijs nequiverunt, sicut Regiæ non ignorat prudentia, ratione omissionis prædicti Tituli, presentari: propter quod tractatus dictæ Concordiæ hactenus extitit dispendiose nimium impeditus;

Providentiam Regiam exhortamur, quatinus, præmissis in scrutinio debite considerationis adductis, velit Regiæ Circumspectio æquanimiter tolerare, quod nos scribamus eidem Roberto sub Titulo Regiæ Dignitatis.

Quod autem memoratus Comes quævis alia, tibi, vel Regno tuo præjudicialia, proposuerit coram nobis (quævis forsitan Regiæ Providentiæ contrarium, sicut accepimus, sit suggestum) fulcramento carere, non est dubium, veritatis.

Nos enim illa non audivissemus quomodolibet, negotiorum Regiorum Promotoribus non vocatis; sed

nec ea etiam, dilectus Filius, Nobilis Vir, Henricus Dominus de Soliaco, Buticarius Franciæ, honoris & comodi Regii zelator fervidus, qui præstent extitit in omnibus superadditis, aliquoties admisset.

Dat. Avinion. Id. Januarii, Pontificatus nostri anno octavo.

Sub filis canabris.

CVII.

Prorogation de la Trêve, entre les Rois de France & d'Angleterre jusques à la quinzaine après la Pentecôte A Poissy le dernier de Mars 1324. [Pièce tirée du Volume L.V. des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin, reliés en rouge.]

A Tous ceux qui ces presentes Lettres verront & orront, Jean par la souffrance de Dieu Evêque de Norwiche, & Jean par celle même souffrance Evêque de Wincestre, & Jean de Bretagne Comte de Richemond, Salut. Sçavoir faisons que entre Nobles & sages Conseillers de Excellent Prince Sire Charles, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, Gaucher de Chastillon Comte de Portien, Connestable de France, Alphonse d'Espagne, Maître Jean de Cherchemond Chancelier, Matthieu de Trie Marechal de France, Mille Seigneur de Noyers, Hugue de Chalenton, Chancelier de Clermont, en nous dudit Roi de France, & pour li d'une part; Et Nous pour Excellent Prince & notre tres cher Seigneur Sire Edouard par la grace de Dieu Roi d'Angleterre, Seigneur d'Irlande & Duc d'Aquitaine pour li, & en son nom d'autre part, par la vertu de son Pouvoir de li donné, avons par ces Lettres Patentes, desquelles la teneur est cy dessous contenue, a esté prinse nouvelle Souffrance entre le Roi de France, pour li & pour toutes ses terres & Sougiez, d'une part, & ledit Notre Seigneur Roi d'Angleterre, d'autre part, pour tous ses ditz Sougiez d'autre part, sur le fait de Gascongne en la maniere qui s'en suit.

C'est à sçavoir que l'une Partie ne nuise à l'autre, ne fasse l'une contre l'autre aucune Nouvelleté, durant ladite Souffrance, laquelle doit durer de huiçaine de Pasques a venir, jusqu'à la quinzaine après la Pentecôte prochain venant, le jour de cette Quinzaine enclos, & si par ces jours, chose fait faite ou meprise contre celle Souffrance, sans commandement de nul desdits Rois, ne se rompe mie la Souffrance, pour celle cause, ains se doit tenir & garder, jusqu'à ladite quinzaine inclusivement, & la chose ainsi faite, ou meprise contre ladite Souffrance, soit dîement amendée, si comme il appartiendra, & pour ce mandons & commandons de par notre dit Seigneur le Roi d'Angleterre, & Duc a tous Justiciers, Baillifs & autres Ministres & Sougiez du dit notre Seigneur le Roy d'Angleterre & Duc en la Duchée devant diste, & ailleurs qu'eux, & chacun d'eux tiennent & gardent ladite Souffrance en la forme avant diste. La teneur desdictes Lettres de nostre dit Seigneur le Roy d'Angleterre est telle:

EDWARDUS Dei gratia Rex Angliæ Dominus Hiberniæ & Dux Aquitaniæ, Universis præsentis Litteras inspecturis, salutem. Noverit Universitas vestra quod nos de fidelitate & circumspectione venerabilium Patrum Joannis Norwicensis, & Joannis Wintoniensis Episcoporum & dilectorum & fidelium nostrorum Joannis de Britannia Comitibus Richemundi, & Henrici de Bello-mare Militis, Confanguineorum nostrorum plenam fiduciam obtinentes, eos facimus, ordinamus & constituimus veros & legitimos Procuratores nostros, & Nuntios speciales, dantes & concedentes isdem tribus & duobus eorum, quorum alterum dictorum Episcoporum sit unus. plenam & liberam potestatem, & speciale mandatum pro nobis, & aliis personis quibuscunque, de quibus dictis Procuratoribus nostris, tribus & duobus eorum, ut est dictum, expedire videbitur, cum Serenissimo Principe Carolo Rege Francorum & Navarræ Illustri, aut cum Procuratoribus sive Nuntijs ejusdem, specialem ad hoc habentibus potestatem, Treuga seu Suffrentia seu quibuscunque formis aut modis Procuratores nostri, tres aut duo eorum, ut est dictum, oportuno viderint ineundi, & ipsas Treugas seu Suffrentiam vallandi, firmandi, & etiam roborandi, & omnia alia & singularia faciendi, que in præmissis ipsis tribus aut duobus eorum, ut est dictum, necessaria, seu utilia videbuntur, eorum habentes & gratum quicquid per dictos Procuratores nostros, tres aut duos eorum in

ANNO in forma prædicta, gestum, actum, factum seu procuratum fuit in præmissis, & hoc omnibus, quorum interest, vel interesse poterit significavimus per has Litteras nostras parentes Sigilli nostri munimine roboratas.

1324. Datum apud Westmonasterium 12. Novembris Anno Domini 1324. Regni verò nostri 18.

En tesmoins de laquelle chose nous avons fait mettre nos Sceaux a ces presentes Lettres. Donnée a Poissy le dernier jour de Mars 1324.

CVIII.

1. Avril. *Litteræ EDUARDI II. Regis Angliæ ad Papam JOHANNEM XXII. de non scribendo ad ROBERTUM DE BRUS, sub titulo Regis; de Episcopo Herefordensi lesse Majestatis reo; Et de Possessionibus TEMPLARIORUM HOSPITALIIS concedendis. Datæ apud Westmonasterium primo die Aprilis Anno 1324. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 46.]*

PAPA Rex devota pedum oscula beatorum.

Litteras vestras Manuferditinis nuper recepimus cum reverentia quæ decebat; per quas, inter alia, nos exhortari curavisti, ut equanimiter sustinere vellemus, quod Roberto de Brus, sub Titulo Regis dignitatis, scriberetis, invenientes, quod nihil Juri & honori nostro ex hoc decreveret, nec Juri præfati Roberti accresceret per expressionem Tituli supradicti.

Profecto, Pater Sancte; si sic fieret, Jus nostrum & honor exinde læderetur, ac honestati & decori sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ detraheretur, Scandalumque fuscitaretur in Populo, ac honor ejusdem Roberti, ex sua culpa, plurimum auferretur; præsertim quia, sicut vestra novit Clementia, clare memoria, Genitor noster terram Scotiæ, Coronæ suæ Angliæ annexam, pleno Jure tenuit; Nosque eandem Terram, quæ, post mortem ejusdem, ad Nos Jure consimili descendit, per tempora non modica tenuimus, quousque, ob causas necessarias & urgentes, nos oportuit partes Franciæ & alias remotas personaliter visitare: quo tempore, nobis absentibus, idem Robertus seditiosus & subdole inavit Terram illam, quam adhuc sic detinet occupatam.

Idem etiam Robertus, & sui Complices, & Fautores, propter ipsorum inobedientias & rebelliones, contra Romanam Ecclesiam multipliciter in hac parte contraxit, auctoritate Apostolica, Excommunicationis Sententiæ sunt involuti: qua durante non decreet ipsius honorem, in vituperium Ecclesiæ, taliter augmentari: maxime Treugis inter nos & ipsum durantibus, quo tempore nihil debet innovari: & posset verisimiliter, ex hoc, in Populo suspicari Statum suum, ex Nuncupatione hujusmodi, in dignitate Regia confirmari.

Placeat igitur, quæsumus, vestra Providentiæ, præmissis aqua lance pensatis, in Litteris vestris Apostolicis, de ipso mentionem facientibus, Titulum hujusmodi subicere, sicuti ante tempus involutionis Sententiarum, ex inductione Treugum prædictarum, vestris & Prædecessorum vestrorum temporibus, fieri consuevit.

Ad hæc, Pater Sancte, ne obloquium temeraria Presumptio, suis relatiis, aures commoveat vestras Pietatis contra veritatem rei geste, Paternitati vestræ duximus intimandum, quod nuper, post sedatam Turbationem in Regno nostro (victoria nobis de nostris Inimicis & Rebellibus, divina providentiâ attributa) transitum fecimus per diversas partes dicti Regni, pro reformatione tranquillitatis & quietis Populi nostri, & Malefactorum insolentis cohibendis.

Et cum nobis fuisset, fide dignâ relatione, delatum, quod Adam, Herefordensis Episcopus, adhærens fuerat dictis inimicis, & eis consentiens & auxilians, quodque ipsos in Maneris suis receptaverat, & eis, in Rebellionem sua contra nos perdurantibus, subsidium fecerat de Hominibus ad arma, Equis & Armaturis (participans eisdem in crimine lese Majestatis) quamquam rigorosius contra ipsum potiussemus processisse, ipsum ad Parlamentum nostrum (quod jam apud Westmonasterium tenuimus) mandavimus accereri, & in presentia venerabilium Patrum, Cantuariensis, Eborum, & Dubliniensis, Archiepiscoporum, & aliorum Episcoporum, & Magnatum, alloqui fecimus super præmissis.

Et, quia nobis inde respondere non curavit, ad inquirendum de veritate criminum prædictorum, secundum Legem & Consuetudinem Regni nostri, duximus procedendum; compertoque, per legitimam inquisitionem, quod præfatus Episcopus reus erat de omnibus

TOM. I. PART. II.

supradictis, Temporalia Episcopatus illius scilicet fecimus in manum nostram, & ipsum Episcopum, tanquam convictum de eisdem, quatenus ad Curiam nostram pertinet, ob reverentiam Episcopalis Ordinis, dimimus in foro Ecclesiæ judicandum.

Cæterum de Possessionibus quondam Templariorum, Ordini Fratrum Hospitalis Sancti Johannis Jerusalem applicandis (cui Comes, Barones, & alii Magnates, de dicto Regno, hæcenus nullatenus consentierunt) in dicto Parlamento nostro, ob reverentiam Sedis Apostolicæ, est ita tractatum, quod Bona dictorum Templariorum Hospitalarii prædictis speramus remanere debere.

Super præmissis autem, & aliquibus diversis & arduis negotiis, Statum Ducatus nostri Aquitanie contingentibus (quæ multum insident nobis cordi) de quibus dilectus Clericus noster, Arnaldus de Gardia, Canonicus Abbeniensis, est informatus, per eundem vobis exponendis, ipsum apud vestram Sanctitatem benigne, qualivis, admitti & ei, in dicendis, fidem indubiam, ad vestram Clementiam, adhiberi.

Confervet &c.

Dat. apud Westmonasterium primo die Aprilis.

CIX.

Litteræ Patentes EDUARDI II. Regis Angliæ ad 1. Avril.

Præfatus suos super prorogatione Treuge inter Subditos Regis & Ludovici Comitis Flandriæ. Datæ apud Westmonasterium die primo Aprilis 1324. [RYMER, Fœdera, Conventiones &c. Tom. IV. pag. 47.]

REx omnibus Ballivis & Fidelibus suis, ad quos &c. Salutem.

Sciatis quod, cum nuper, ad requisitionem Nobiliss Viri, Lodovici Comitis Flandriæ & Nivernie, Treugam, super Dissensionibus, inter nostros & suos Subditos exortis, initam, usque ad Festum Sancti Michaelis proximo præteritum duraturam, ultra idem Festum, usque ad Festum Paschæ proximo jam futurum, duxissemus prorogandam; dum tamen dictus Comes Prorogationem hujusmodi in Terra sua prædicta publicari faceret & etiam observari:

Ac nos jam, ad consimilem requisitionem, ex parte præfati Comitis, nobis factam, Treugam, super dissensionibus prædictis, ultra dictum Festum Paschæ, per unum annum proximo sequentem plenarie completum, sub conditionibus infra scriptis continuandum duxerimus & etiam prorogandam; dum tamen dictus Comes Prorogationem & Continuationem hujusmodi in Terra sua prædicta publicari faciat & etiam observari:

Nos volentes Treugam illam sic continuatam & prorogatam in omnibus observari, suscepimus in saluum & securum Conductum nostrum &c. prout supra de Dat. 22. Jul. 1323. usque hæc verba, videlicet,

Dum tamen Mercatoribus nostris, dicta Terra Flandriæ, eadem immunitas observetur; & Mercatores & alii, de Potestate dicti Comitis, contra tenorem dictæ Cartæ nostræ de Stapula, quicquam non attemptent, set eidem Stapulæ in omnibus obediant & intendant:

Et ideo vobis mandamus, quod Homines, Mercatores, & alii de dicta Terra Flandriæ, in veniendo in Regnum nostrum &c. prout de Data antedictâ; tunc sic, viz.

Dum tamen Mercatoribus nostris in dicta Terra Flandriæ eadem immunitas observetur, & Mercatores & alii de Potestate dicti Comitis, contra tenorem dictæ Cartæ nostræ de Stapula, quicquam non attemptent, set eidem Stapulæ in omnibus obediant & intendant, sicut prædictum est.

In cuius &c. usque ad Festum Paschæ proximo futurum, & ab eodem Festo, per unum annum, proximo sequentem, plenarie completum, duraturas.

Teste Rege apud Westmonasterium primo die Aprilis.

Per ipsum Regem.

CX.

Litteræ EDUARDI II. Regis Angliæ ad Papam 8. Mai.

JOHANNEM XXII. de attemptatis Gallicorum & pro Pace cum Rege Franciæ. Datæ apud Westmonasterium octavo die Maii 1324. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 49.]

ANNO

1324.

Pater Rex devota pedum oscula beatorum. Apostolica Manuendinis, verè Christi Vicarii in Terris, exemplo optimo ipsius summi Magistri & Domini, omnium, universali, Catholicorum quietis Portum querentis, & specialiter inter Magnificum Principem, Dominum Karolum, Dei gratia, Francie & Navarre Regem, Fratrem nostrum carissimum, & nos, pacis unitatem fervari, & disensionum præconis attolendas, lætè mente recepimus, earumque tenorem jocunda deliberatione recentiori fecimus, & nostri pectoris armariolo firmiter recondi, pro quibus vestra Beatitudini, quæ, quadam prærogativa Paternalis sollicitudinis, nos & nostra, hæcenus favoribus & auxiliis præcipuis indefinenter est prosecuta: & nunc pro illa (quam supra id quod estimari possit desideranter appetimus) Pace, se exponit laboraturam cum tanta humilitate pollicetur, cum omni devotione Filiali ad gratiarum, quas valeamus, adiungimus actiones.

Hanc utique, piissime Pater, Progenitores utriusque nostrum, post varia bellorum diffidia, post strages pessimas, post innumera dampna data, velut quæ nil utilis in Terris, nil desiderabilis in Cælis, ferventi desiderio anelantur & quaesiverunt; ac tandem, sopitis disensionum turbinibus, illam se reperisse gaudebant; quam, in scriptis, ad perpetuam rei memoriam, sub certis modis & formis, jura nostra utriusque limitantibus redactam, obligationibus, juramentis & pœnis multipliciter vallatam, ac subsequenter Sacrosanctæ Sedis vestræ auctoritate roboratam, & postremò variis copulis conjugialibus (ex quibus Sanguinis & affinitatis vincula in utraque Domo sunt suborta) colligatam, pro se & suis posteris imperpetuum inviolabiliter observandam, statuerunt sæpe & sæpius vicibus iteratis.

Nos verò, Pater Sanctissime, propriis sinibus dumtaxat, absque intentione ulla, ullo unquam tempore, aggrediendi aliena, contenti, Pacem (quam exhortamini) cum præfato Fratre nostro carissimo, præ cæteris Principibus mortalibus, prævis ex causis, desideranter appetimus; parati eidem Fratri nostro, omni tempore, facere, cessantibus legitimis impedimentis, in omnibus, quæ debemus;

Et, licet expresse deducta, & præmissa, in præfata Pacis firmitatibus, nobis, ut convenit, non solum nondum sint completa, set, contra eorum tenorem, in nostri præjudicium & jurisdictionis nostræ Ducatus nostri prædicti, multa, per Ministros Curie Franciæ, injuste, contra nos & Statum nostrum, usurpata & attemptata; tamen, ut compleantur & ad statum debitum reducantur, erga præfatum Fratrem nostrum, amicitabiliter Pacis complementa petentes frequenter, insistimus frequenter etiam & instamus.

Et quamquam nuperime, in loco Sancti Sacerdotis, situato in Terra Agenni, Ducatus nostri prædicti (in quo nostri Progenitores, suis temporibus, & nos, nostris, omne Resortum, Cancellatum, omnemque Superioritatem habuerunt & exercebant, habuimus & exercuimus, & Jure nostro, inconcussè fecimus) dicatur fore commissum, quoddam præfatus Frater noster in sui præjudicium asserit perpetratum.

Nos hujus facinoris, teste Deo & Conscientia, insensibiliter & ignari, omnemque injuriam & opprobrium, dicto Fratri nostro inrogata, merito detestantes, statim, rumore ad nos inde perlato, missimus ad præfatum Fratrem nostrum Nuncios speciales, pro excusatione nostra vera & iusta; offerentes nos, cum omni feveritate & rigore vindictæ (prout ad nos attinet ratione loci) persecuturos tanti celeris Adiores, cum suis complicitibus quibuscunque, absque personarum delectu.

Et, cum Ministri nostri hujusmodi Processum inchoassent, Ministri præfati Fratris nostri (Senescallus, videlicet, Petragorum & sui) nostros impediverunt, nec procedere permisit; set tam ipsi, quam præfatus Frater noster, ut dicitur (in Messum nostram falcem suam indebite mittentes) hujusmodi cognitionem in se assumpsit, nostram jurisdictionem usurpando.

Pro quo, & aliis, contra nos attemptatis, amicitabiliter per præfatum Fratrem nostrum revocandis, & in statum debitum reducendis, solemnes Nuncios nostros, Venerabilem videlicet Patrem, Archiepiscopum Dubliniæ, & Edmundum Comitem Kantæ, Fratrem nostrum dilectissimum, missimus jam de novo, qui apud ipsum instant pro prædictis, nec aliam viam quam Pacis aggredi proponimus ullo modo (salvâ duntaxat Exheredationis injuriâ manifestâ) licet dicatur (quod diffidit credere valeamus) Fratrem nostrum, Regem Franciæ prædictum, ob id grandem Exercitum congregare.

Velit igitur, devotè quaesimus, vestra Sanctitas ANNO 1324. contentiam suam sic informare de prædictis, siquæ feliciter juvare, ut, vestro Paterno præsidio, Pacis tranquillitas viget, quam per omnes vias & modos, Deo & vobis acceptabiles, & nobis efficaces, desideramus amplecti, & quantum in nobis est, intendimus profèqui cum effectu.

Conserve &c.

Dat. apud Westminsterium octavo die Maii.

CXI.

Investiture de la Ville & du Pays de LUCQUES 29. Mai. donnée par l'Empereur LOUIS DE BAVIERE, à (1) CASTRUCCIO CASTRACANI de la Famille d'Antelminelli. Fait à Francfort, le 29. Mai, 1324. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 126.]

LUDOVICUS Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, magnifico Viro, CASTRUCCIO de Antelminelli, Vicario Lucanorum, suo & Imperii fideli dilecto gratiam suam & omne bonum. Regiæ liberalitatis clementia in suis fidelibus gratiarum dona multiplicans, illis præcipuè consuevit assurgere larga manu, qui per pugnam continuam in rebelles pro exaltatione coronæ singulares triumphos & nomen laudabile sunt sortiti. Sane cum veraciter sciamus, te præcipuum in partibus Italiæ pro sacro Imperio pugilem existisse, nulli parcendo periculo, oneri, vel labori ac iustitia tua & animi probitate victor de hostibus devotos pro Imperio tenuisse, ac devios infideles ad fidem gratiosis meritis inviasse: volentes præmissorum obtentu extollere nomen tuum, & te prærogativa speciali magnificè honorare, Vicariatum Civitatis Lucanæ, ejusque districtum sex miliariorum, & suburbiorum vel quasi, & Provinciarum Vallis Nebula, Artanæ & Luna, cum terris civium Garfagnanæ, terris quæ dicuntur Plancorum, Verrucula, Boslorum, & ejus Curie, Pontremulo, ejus districtu, Lunegiana & omnibus terris tuis ultra & citra aquam Magræ, in Lunensi Diocesi, Masse, & Versilia, & Valletina, auctoritate Regia nostra & Sacri Imperii vice & nomine usque ad nostram, vel successoris nostri Romani Imperatoris vel Regis beneplacitum & voluntatem tibi committimus; & in ipsis Civitate, terris & locis aliis ante dictis, pro nobis & sacro Imperio, te Vicarium constituimus & facimus generalem. Concedentes tibi plenariam jurisdictionem in omnibus prædictis, Civitate, terris & locis, ut possis inquirere & punire, & jurisdictionem sanguinis cum merito & mixto Imperio exercere, in genere & in specie, per te vel alium, aut alios, cui vel quibus ipsam jurisdictionem commiseris exercendam, recepto primitus à te juramento, quod ipsam jurisdictionem fideliter exercens, nulli parcendo, vel contra iustitiam offendendo, sed ius suum cuique tribuendo, volentes per hanc concessionem nostram in præmissis omnia & singula tibi esse concessa, quorum specialem commissionem fieri oportet, & quæ in generali commissione non intelligerentur commissa, nisi de ipsis fieret mentio specialis. In cujus rei testimonium, præsentem tibi dirigimus, tradimus, appensione sigilli Regii communis. Datum in regali Oppido nostro Frankfort. IV. Kal. Junii, Anno Domini 1324. Regni verò nostri X.

CXII.

Pardon accordé par l'Empereur LOUIS DE BAVIERE, à la Ville de LUCQUES, qui s'étoit révoltée contre l'Empereur HENRI VII. Fait à Francfort le 29. Mai. 1324. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 127.]

NOS Ludovicus Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus. Etsi honor Regis iudicium diligit, tamen Augustalis clementia misericordiam non reputat, quin nonnuquam per iustitiam condemnatos reddat per gratiam absolutos; sic quippe fideles nostros & Imperii iudice diligimus, quod longè carius parcimus revertentibus, quam priam resistentibus inligamus. Sane dudum claræ memoriæ Dominus Hen-

(1) Castuccio s'étoit rendu Maître de Lucques, &c. comme il étoit du parti des Ghiblins, & par conséquent ennemi de Jean XXII. l'Empereur Louis, qui étoit en méfiance avec ce Pape, fut bien aisé de favoriser Castuccio. C'est le même dont Machiavel a écrit la vie.

ANNO 1324. Henricus, quondam Romanus Imperator VII. predecessor noster, contra Civitatem Lucanam & ejus districtum, & contra Commune & Cives & speciales personas ejusdem, quasdam condemnationis sententias promulgavit, proscriptiones, multas, privationes, & penas alias infigentes pro eo, quod tunc ipsi à fidelitate recesserant, & sacro Imperio rebellabant. Nunc verò quia Civitas, Districtus, Commune, & Cives prefati ad fidelitatem & devotionem reversi, sacro se Imperio in puritate & integritate fidei reddiderunt, & in hoc proposito fidei se firmos & stabiles opere comprobant & effectu: Nos qui eisdem pium & benevolum affectum gerimus, & tanquam filios peramamus, culpam præteritam, quam ipsi student devotis & fidelibus actibus explare, remittentes eisdem de gratia speciali omnes Sententias per dictum D. Henricum contra ipsos prolatas, de plenitudine potestatis Regie relaxamus & revocamus, quicquid ex eis vel ab eis factum vel secutum exsistit: resistentes eisdem eadem potestate contra ipsas Sententias in integrum, & in factum pristinum, ac si ipsæ Sententie non fuissent ab ipso promulgatæ. Ad quod specialiter nos induxit prædictorum fideliū nostrorum nova, crescentes & firma devotio: & dilectissima fratrum Viri Castrucci de Antelminellis, sui Vicarii, pro ipsis interpellatis supplicis petito, & favor multus, quem ipsis gerimus ex affectu. Verum tamen prædictas Sententias non intelligimus relaxatas ad illos de Civibus prædictis, qui in rebellionem persistentes nobis & Imperio vel dicto Vicario nostro nomine non obediunt, nec intendunt; nisi forte ad requisitionem dicti Castrucci, intra terminum, quem præfixerit, ad fidelitatem redeant, & ejus beneficiis præstentur & mandatis. In cuius nostræ remissionis, relaxationis, revocationis & restitutionis testimonium præsentibus damus Litteras, sigillis nostri robore communitas. Datum in Francfort. IV. Kalend. Junii, anno Domini 1324. Regni verò nostri X.

CXIII.

p. Mai. Investiture de la Ville & du Pays de PISTOYE donnée par l'Empereur LOUIS DE BAVIERE à (1) CASTRUCCIO CASTRACANI de la Famille d'Antelminelli. Fait à Francfort, le 29. Mai, 1324. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 128.]

LUDOVICUS Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, magnifico Vicario CASTRUCCIO de Antelminellis, Vicario Lucanorum, suo & Imperii fidei dilecto gratiam suam & omne bonum. Regie liberalitatis clementiam in suos fideles gratiarum dona multiplicans, illis præcipue consuevit assignare larga manu, qui per pugnam continuam in rebelles, pro exaltatione Coronæ singulares triumphos & nomen laudabile sunt fortiti. Sanè cum veraciter sciamus, te præcipuum in partibus Italia pro Sacro Imperio pugilem existisse, nulli parendo periculo, oneri vel labori, ac iustitia tua & animi probitate victos de hostibus devotos pro Imperio tenuisse, ac devios infideles ad fidem gratiosis meritis invitasse: volentes præmissorum obtentu, extollere nomen tuum & te prærogativa speciali magnificè honorare, Vicariatum Civitatis Pistorii & totius Comitatus & districtus ejusdem, ac in omnibus aliis terris sitis infra confinia supra dicta, & in Diocesi Lucana Pistoriensis & Lunensis auctoritate Regia, nostro, & Sacri Imperii vice & nomine usque ad nostrum vel successoris nostri Romanorum Imperatoris aut Regis beneplacitum & voluntatem, tibi committimus, & in ipsis Civitate & Comitatu ac districtu, terris, locis, ac omnibus antedictis pro nobis ac Sacro Imperio te Vicarium constituimus & facimus generalem. Concedentes tibi plenariam jurisdictionem in omnibus prædictis, Civitate, terra & locis, postquam eas acquisieris, & pro nobis & Sacro Imperio tenendas tibi subjugaveris, ut possis inquirere & punire, & jurisdictionem sanguinis cum mero & mixto Imperio exercere, in genere & in specie, per te vel alium, aut alios, cui vel quibus ipsam jurisdictionem commiseris exercendam; recepto primitus à te juramento, quod ipsam jurisdictionem fideliter exerceas, nulli parendo, vel contra iustitiam offendendo, sed juxta unicuique tribuendo. Volentes per hanc concessionem nostram omnia & singula tibi esse concessa, quorum specialem Commissionem fieri oporteret, & quæ in generali Commissionem non intelligeretur commissa,

(1) Castruccio s'etoit aussi empereur de Pistoie.

nisi de ipsis fieret mentio specialis. In cuius rei testimonium præsentibus tibi dirigimus & tradimus appensione sigilli Regii communitas. Datum in Regali Oppido nostro Francfort. IV. kal. Junii, Anno Domini 1324. Regni vero nostri X.

CXIV.

Mandatum EDUARDI II. Regis Angliæ ad Præfectum Quinque Portuum, de Subditis Regis Franciæ arrestandis. Datum apud Porcestriam vicesimo primo die Julii, Anno 1324. [RYMER Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 72.]

REX dilecto & fidei suo, Roberto de Kendale, Constabulario Castri sui Doverrie & Custodi Quinque Portuum suorum, Salutem.

Quia Dominus Karolus, Franciæ & Navarræ Rex, Exercitum congregat & congregari facit ad equitandum de Guerra super nos, & Ducatum nostrum Aquitanie;

Et nihilominus omnes Homines & Subditos, de Regno & potestate nostris quoscunque, infra Dominium & potestatem sua venientes, & inventos qualitercumque, unâ cum bonis & rebus suis arrestari, & sub arefco custodiri mandavit, & facit, in nostri & nostrorum vituperium & dampnum manifestum; unde, non immerito, conturbamur:

Vobis mandamus, firmiter injungentes, quod statim, visis presentibus, omni dilatione postposita, omnes Homines de Dominio & potestate dicti Regis Franciæ, quoscunque status seu conditionis existant, infra Ballivam vestram inventos, seu quos ex nunc venire contigerit, unâ cum Navibus, Bonis & rebus suis quibuscunque (exceptis Flandrensibus) arrestari, & salvò & securè, absque distractione bonorum & rerum ipsorum, custodiri faciatis, donec aliud inde duxerimus ordinandum.

Et de Nominibus illorum, quos sic arrestaveritis ac de Navibus, bonis & rebus suis & valore eorumdem; nec non de toto facto vestro, in hac parte, nos, de tempore in tempus, reddatis, sub Sigillis vestris, distinctè & aperte certiores:

Taliter in hac parte vos habentes, ne de negligentia aliqua reprehendi valeatis; per quod ad vos & vestra graviter capere debeamus.

Telle Rege apud Porcestriam, vicesimo primo die Julii. Per ipsum Regem.

CXV.

Littere EDUARDI II. Regis Angliæ ad Papam JOHANNEM XXII. super attemptatis Gallorum in Vasconia & quod Rex nihil intentatum reliquit pro Pace habenda. Data apud Durford 28. die Julii 1324. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 74.]

PAPÆ Rex devota pedum oscula beatorum.

Præsentatas nobis per discretum Virum, Magistrum Hugonem de Ingolismo, vestrum & Apostolicæ Sedis in Anglia Nuncium, vicesimo die mensis Julii in Castro nostro de Porcestria Litteras vestras Mansuetudinis de Dat. 6. Non. ejusdem mensis Julii, cum debita receptis reverentia, inter alia continentes,

Qualiter, percepto dudum quod Pacis Æmulus inter nos & Dominum Regem Franciæ & Navarræ Illustrum, occasione quorundam excessuum in Basilica Sancti Sacerdotis commissorum, & Processuum, ratione eorumdem excessuum, contra nonnullos nostros Officiales & Subditos, per Curiam præfati Regis factorum, vizanniorum jecerat semina; quæ, ut suo præfocarentur in ortu, nobis sæpius scripseratis, ut ad ea, quæ Pacis sunt, animum disponeremus, pro Dissensionum discriminiibus declinandis:

Et, si per Processus prædictos habitos vel habendos, æstimaremus Juri nostro in aliquo derogari, instauramus illos per modos amicales & licitos revocari; ad quod, apud prædictum Regem, qui super hiis scripseratis, vos opmiffis sedule institutos;

Et qualiter postmodum, intellecto quiddam ad ipsius Regis præsentiam solemnes Nuncios miseramus, videlicet, venerabilem Patrem, Archiepiscopum Dubitientem, & dilectum Fratrem & fidelem nostrum, Edmundum Comitem Cantuariæ, qui cum eodem Rege am-

ANNO
1324

cabliliter super præmissis dicebantur convenisse, cor-
vestrum in Domino exultavit; set, subsequenter, dis-
plicenter audit, quod præfati nostri Nuncii nedum
recusabant, quæ promiserant, adimplere, immo ad re-
sistendum Regi præfato (nolenti Arestâ suâ, prolata
contra dictos nostros Officiales & Subditos, exequi) cum
armorum potentia se parabant:

Quibus in consideratione deductis, ac dispendiis variis,
quæ ex diffensione hujusmodi sequebat, nec non & Impedimentis, quæ ex ea transmarino Passagio ingeri
possent, pensatis; Nos per eandem Litteras sollicitè ex-
hortâstis, quatinus, præmissis diligenter attentis, nec
non, quantum sit reputandum indecens & absurdum,
Principes tanta consanguinitate & affinitate conjunctos,
sic pro minimis sibi invicem adversari: quamque sit in
Valliallo periculosum & reprehensibile judicandum, suo
Superiori sic armata manu resistere super his, quæ per
ipsum Superiorem sunt judicialiter ordinata: quantum-
que nostra gravetur opinio, si his, quæ talis noster
Nuncius, videlicet Frater noster, promiserat, tali modo
temperamus obviare; etiam si idem Nuncius a nobis
super hoc potestatem nullatenus habuisset; cum creden-
tia, effuse per nostras Litteras ei data, contrarium per-
currere videretur; Viam hujusmodi, tantis onustam peri-
culis, vellemus evitare, & si, per Arestâ præmissâ,
crederemus nostris iuribus præjudicium generari, non
viribus, set Juribus, non congressibus bellicis, set viis
pacificis, nostram iustitiam prosequi curaremus;

Nos itaque, Pater Sancte, præmissis & aliis in eisdem
Ligeris vestris contentis, recitatis, & sedula delibera-
tione intellectis, etsi ea, ex affectione purissima, pro
nostris, ac subiectarum nobis Nationum tranquillitate &
quiete, prodisside nullatenus ignoremus (de quo digna
laudum præconia, & gratiarum uberes actiones vestræ
referimus Sanctitati) grandi tamen ex his fuimus, nec
immerito, admiratione permoti; præsertim cum, super
præmissis, cordis nostri desiderium, & intentionis pro-
positum, simul cum his, quæ per præfatum Regem &
nostros Nuncios gesta fuerint, vestræ Clementiæ scrip-
serimus seriâtim vicibus iteratis.

Verùm illud causam nostræ admirationis extenuat,
quia firmiter credimus, quod ad vestram notitiam hu-
jusmodi nostræ Litteræ nullatenus pervenerunt; consi-
derantes verisimiliter, quod, si eas recepissetis, nobis in
forma prædicta non fuissent directæ Scripta vestra.

Et ut nichilominus diligentiâ quam apposuimus erga
præfatum Regem, pro Pace optinenda, nostraque In-
nocentia vestræ Beatitudini clarius innotescant, dictam
Litterarum nostrarum tenores, ex Registro nostro
assumptos, ex habundanti, sub Sigillo nostro vestræ
mittimus Sanctitati; humiliter supplicantes, ut, eis in-
spectis, & rebus gestis æquo libramine ponderatis, non
arbitretur vestra Benignitas, quod Guerram cum præfa-
to Rege inire appetimus, quam modis omnibus (salvâ
exhæredationis injuriâ) quatenus nobis est possibile,
cupimus declinare.

Cæterum, ne quicquam de his, quæ post hæc gesta
sunt, vestræ circumspeditioni incognitum relinquatur,
ad diem Octavarum Nativitatis Sancti Johannis Baptiste
jam præteritum, quem idem Rex nos habere prætende-
bat Ambiano, ad Homagium sibi faciendum, quamquam
super hoc, prout moris est, non fuisset in dicto Du-
catu nostro, seu alicubi, legitime præmuniti, nec ad lo-
cum illud nobis tutus patebat accessus, cum idem Rex
tunc Exercitum grandem convocaverat, ad equitandum
de Guerra super nos, & Ducatum nostrum prædictum,
certos Procuratores nostros, cum sufficienti Potestate,
ad allegandum impedimenta & excusationes pro nobis,
quoad non Comparitionem nostram ad diem & locum
prædictos, & ea probandum in forma Juris, loco &
tempore opportunis, & ad offerendum eidem Regi nos
paratos esse Jura nostra, quoad Arestâ suâ prædictâ &
ea contingentiâ, congruis loco & tempore, cum ad
hoc legitime vocati seu præmuniti fuerimus, proponere,
allegare, ostendere & docere, prout de Jure aut
consuetudine teneretur, & iudicium Curie ipsius Regis
super hoc subeundum, ad præsentiam ipsius Regis
deferimus.

Ac subsequenter, accedente ad nos nuper Nobili Vi-
ro, Henrico Domino de Sullaco, Buticario Fran-
ciæ, cum vestris Litteris de Credentia, & nobis, quæ
sibi per vos injuncta fuerant, sollicitè exponente, volen-
tes ea cum omni aviditate prosequi in effectu, Venerabi-
lem Patrem, Norwicensem Episcopum & ipsum Hen-
ricum, Hominem Ligum ipsius Regis, qui intentionem
vestram & voluntatem nostram, statumque Regni ip-
sius Regis, & nostri, ac Ducatus nostri prædicti bene
novit, unâ cum quibusdam aliis fidelibus nostris, nos-
tros constituimus Procuratores & Nuncios, ad tractan-

dum cum eodem Rege de obedientia, honore & reve-
rentia, modis & viis, quibus videretur expedire, facien-
dis: & ad conveniendum de loco & tempore, quibus
ad ipsum Regem accedere possemus, faciuri quod ei ta-
cere deberemus;

Et super hoc amicaliter scripsimus ipsi Regi, suppli-
cando ut dictis Nunciis nostris, qui apud Dovorriam
supra Mare, super hoc suum prærolabantur Responsum,
Litteras de Conductu concedere, vel saltem beneplaci-
tum suum, super ipsorum adventu, nobis aut illis scri-
bere dignaretur:

Qui responsum aliquam inde facere non curavit;
set in Gentes nostras, quæ sub confidentia Pacis &
mutuæ communionis, ac sub spe amoris intimi, ex con-
sanguinitatis & affinitatis vinculis, inter ipsum Regem
& nos contracti, cum bonis & rebus suis infra Regnum
suum se transulerant, subditi irruens, ipsos & eorum
bona (quod altis inauduit ei inter fideles) capi fecit,
nullo dilationis termino, de exeundo Regnum suum,
eis dato, nullaque diffinitione præmissâ, sicut in talibus
fieri consuevit.

Inter quæ decem Naves quorundam Mercatorum
Terræ nostræ, diversis mercibus oneratas, in quodam
Portu Normanniæ capte fuerunt, ac ipsius Regis ubique
applicatæ: Et insuper Portus Regni sui custodiri præce-
pit, ne qui Anglici, seu sui alii Inimici, transire per-
mitterentur: Et per Litteras suas, de data fere unius
mensis ante dictas Octabas, Terram nostram Pontivi
ad manum suam poni mandavit: Nec prioribus Nunciis au-
dientiam concedere voluit; nec secundus ad ipsum ac-
cedere permisit.

Considerantes itaque, quia nichil proficiamus, Tracta-
tus amicales exquirendo, & quod injuste non egimus
contra ipsum Regem, set ipse potius contra nos inju-
riose agit, Guerram nobis taliter indicendo; in ipso,
qui de Cælo victoriam tribuit, nec in amatorium
multitudine, considerantes, ad resistendum ipsius poten-
tiæ, pro defensione Justitiæ nos paramus, non voluntarie,
set necessitate coacti, ne in Exhæredationis peri-
culum incidamus; paratos nos semper offerentes Pacis
assentire Tractatibus, si, & quando idem Rex ad hoc,
vestræ interventu Providentiæ, suum animum voluerit
inclinare.

Quæsumus igitur, pie Pater, ut vestris obtutibus non
judicetur indecens aut absurdum, si tam conjunctæ per-
sonæ, Patrimoniæ nostrum armorum potentia invade-
re satagenti, resistentiam faciamus; nec pareamus hiis,
quæ per ipsum, nobis incisæ, nec partem faciendibus,
in nostri præjudicium, non tam judicialiter, quam evi-
denter inique fuerint ordinata.

Nec possunt, aut debent, Pater Sancte, minima re-
putari, quæ præfatus Rex exigit, & a nobis auferre co-
natur; videlicet, immediatam Jurisdictionem dicti loci
Sancti Sacerdotis, qui quasi in medio Terræ nostræ
Agenni, in dicto Ducatu nostro, existit: & in quo Re-
fortum, Cavalcatum & omnem Sæperioritatem nos &
Progenitores nostri habuimus, & exercuimus totis tem-
poribus retro actis; Castrumque de Monte Pefato, quod
ei simul, cum bonis Domini ejusdem Castellri, nec non
bona quorundam aliorum Subditorum nostrorum, in
dicto Aresto Curie sue contentorum, confiscata præ-
tendit; cum ad nos hujusmodi Confiscatio de bonis
Subditorum nostrorum pertinet, in casu etiam, quo ad
Curiam suam, propter Appellationem interpositam, Ju-
diciū pertinet.

Et timendum est verisimiliter quod, si pareretur ei-
dem Regi in præmissis, processu temporis, tota in eo-
dem Ducatu nostra absorpta erit Jurisdictio, & Patrimo-
nium nostrum ad ipsius manus deveniret paulatim; & vel-
let procedere contra nonnullos Barones & alios Vassal-
los nostros, prætextu resistentiæ, Ministris suis factæ, in
detentione dicti Castellri, contra Arestâ suâ supra dictâ,
& sic quos vellet de Subditis nostris, ex occasione pos-
set suis Processibus implicare, & ipsum Ducatum & bona
(quæ ad non modicam partem dicti Ducatus nostri
se extendunt) suo applicaret Dominio pro libito volun-
tatis.

Scientes quod Littera nostra de Credentia, quæ effu-
se, ut præsentitur, data fuerat dicto Fratri nostro per
Indenturam, inde factam, limitata existit, & potestas
talitè facienti expresse adepta eidem: & sicut aliis
vobis scripsimus, consensit præmissis leviter, pro ma-
jori periculo evitando; nec potest sano concepiti intel-
lectu, quod, virtute talis Credentia, ea, quæ in nostri
Exhæredationem cederent, posset aliquoties affirmare,
vel nos quomodolibet obligare.

Adhuc autem, moti ex recitatione vestrorum affa-
tuum prædictorum, mittimus nunc, de novo, ad ipsum
Regem,

ANNO
1324

ANNO 1324. Regem, prefatum Dominum de Sulliac, fidelem & ligum suum, ad requirendum ipsum, si forsan amabili Tractatu, pro evitandis tantis periculis, voluerit assentire;

Vestra Manufectudini totis affectibus supplicantes, quatinus eundem Regem ad id, Paterna sollicitudine, velitis inducere modis & viis, quibus consultius vestra Prudentia id fore prospexerit faciendum.

Nos enim parati sumus, quatenus absque Exhæredationis injuria poterimus, juxta dispositionem vestram, Pacis consentire Tractatibus, & Guerrarum discrimina declinare.

Confervet &c.

Dat. apud Dursford, vicefimo octavo die Julii.

CXVI.

Sept. *Traité de Treve entre le Roi de France CHARLES le Bel, & EDOUARD Roi d'Angleterre, fait devant la Reolle, le Samedi lendemain de la St. Mathieu 1324.* [Pièce, tirée des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin reliés en rouge.]

Nous Charles fils du Roy de France, Comte de Vallois, d'Alençon, de Chartres & d'Anjou, Lieutenant de tres excellent Prince nostre trescher Seigneur, Monseigneur le Roy de France & de Navarre, fait parties de Gascongne & de tout le Languedoc; Et nous Esmes Frere du Roy d'Angleterre, Comte de Kans, Lieutenant de nostre trescher Seigneur Edouard Roy d'Angleterre, ez parties de Gascongne, & de la Duchée de Guyenne, tous ceux qui ces presentes Lettres verront,

Scachent tous que comme nous Charles dessusdict par speciale Commission & mandement avons fait par ledit Monsieur le Roy de France, de mettre & prendre en sa main toute la Duchée de Guyenne, pour deffait de homage, & pour tout le droict que a luy appartient, ou peut appartenir en ladite Duchée, & pour ladicte cause fuissions venus en Gascongne, & eussions mis ladite Duchée par parolle & de fait, plusieurs Villes, Cités & Chasteaux en la main dudit nostre Seigneur Roy de France, & ledit M^{re} Esmes, avec plusieurs Nobles & autres d'Angleterre & de Gascongne se fussent mis en la Ville & au Chasteau de la Reolle & que nous ne peusmes paisiblement & delivramment assener en ladite Ville, ne de fait la mettre en sa main, pourquoy il nous convient mettre siege en ladite Ville, auquel nous avons demeuré un mois & plus & sur ces choses eux & sey pour bien de peez & d'accord, & pour greigneur, maux escheuer, paroles & traitez entre nos gens d'une partie & d'autre en apres entre nous Comtes & Lieutenants dessusdicts Rois si comme dessus est dict, fut accordé fies lesdictes choses & autres, touchant celles en la maniere qui s'ensuit:

Premierement accordé est que ledit Messire Esmes laissera saisir la Ville de la Reolle dedans dimenche prochain dedans tierce, & le Chastel & la Chastellenie & les appartenances, a Monsieur de Vallois, ses gens a son mandement en nom du Roy de France, pour tel droict comme il luy appartient ou peut appartenir, & pour ce accomplir il donra quatre Chevalliers Anglois ostages, & jureront les autres Chevalliers d'Angleterre faire tenir & accomplir ces choses dedans ledit temps sauf aux hommes de ladite Ville leurs corps, & leurs biens meubles & ne meubles, & six des grands Gentilshommes de Gascongne qui sont a la Reolle jureront a suivre la voye de Monsieur Esmes, & les hommes de ladite Ville pourront aller & venir durant cette souffrance, là ou ils voudront, sans prendre leurs biens en gardant la souffrance.

Item il est accordé pour le bien & pour la Paix qui s'en pourra ensuivre entre les Parties, que le Roy de France tiendra paisiblement les Villes, les Chasteaux & les jurisdiction qu'il tient en la maniere qu'il les tient cest Samedi present, ainsi comme les autres terres qu'il tient pour tel droict, comme il luy appartient, ou peut appartenir, & les ressorts des Barons, & des autres Nobles que avec luy font, & de leurs terres, quelque part qu'ils les tiennent.

Item le Roy d'Angleterre si aura & tiendra Chasteaux, Villes, Jurisdicions, & autres pays qu'il tient apreset, ou autre a luy obeissant en la Duché de Guyenne, & aura les ressorts, Justices & emolumens ainsi, & comme il les avoit devant, & le Roy de France aura les

terres que ledit Roy d'Angleterre tiendra, la Souveraineté & le ressort paisiblement aussi comme devant, & de grace les jours de la Duché, seront alongez jusques a les Octaves a Paques a toute cause de guerre, & toute autre malice aperte cessant entre tous.

Item souffrances sont accordées entre lesdictes Parties, jusques as Octaves de Pasques prochain a venir, que nulle guerre ou nouvelleté ne sera faite entre lesdictes Parties, dedans lequel terme le Roy d'Angleterre verra si il veut pour estre a droict sur les choses faites & fus faire son devoir devant le Roy de France ou devant la Cour garnie si comme il apartiendra selon les cas audit jour des Octaves de Pasques, se devant il ne venoit & ne fust a droict; & luy est octroyé des maintenant a faire saufconduire pour luy; & pour ses gens quelques ils soient avec luy.

Item pour ces choses plus fermement tenir jureront les Gentilshommes de Gascongne qui en la Reolle sont a present, que si le Roy d'Angleterre envoyoit dedans le terme des souffrances ainsi prises pour faire guerre ou nouvelleté en ladite Duchée, qu'ils ne luy aydroient ne conforteroient en rien, mais empescheroient a leur pouvoir, & promettront en bonne foy, faire faire cet mesme seitement as autres Gentilshommes de leur pays & les y enduiront a leur pouvoir, & cest serment feront devant les gens du Roy de France, ou devant son commandement quand ilz en seront requis.

Item le Seneschal de Gascongne qui maintenant est en ladite Duchée pour le Roy d'Angleterre, ou qui sera pendant ledit terme des souffrances jurera dedans dix jours devant Monsieur de Vallois ou Deputez de par li, aussi jurera dedans dix jours puisqu'il aura receu le Gouvernement, devant les gens du Roy a ce deputez, que il nulle nouvelleté ou innovation ne feront en ladite Duchée en forcalet, ne autre chose quelle qu'elle soit pendant ledit terme; & aussi mesmes est accordé que nulle nouvelleté ne sera faite de la part du Roy de France.

Item les Chasteaux & les Villes de Puyroirol & Depens si sans efforcement d'armes elles se vouloient rendre, ou ceux qui y sont, dedans le terme dessusdict au Roy de France, ledit Roy ou ses gens les pourront recevoir, & si faire ne le vouloient ils ne plus pourront efforcer de vivre ne d'autres necessaires plus qu'ils ne sont maintenant.

Item protestation fut faite de l'une partie & de l'autre, que pour cest present accord, nul nouvel droict ne soit acquis en la Duché de Guyenne, ou en autre part au Roy de France sur le Roy d'Angleterre, & que aussi nul prejudice sur ledit accord ne puisse estre fait au Roy de France, en quelque droict qu'il a, ou puisse avoir en ladite Duchée, ou es autres terres du Roy d'Angleterre pour quelque cause que ce soit.

Item fut accordé que si entre icy & ledit terme des Octaves des Pasques entre lesdicts Rois estoit fait accord de Paix, que toutes lesdictes choses soient pour nulles.

Item fut accordé que durant lesdictes souffrances, route maniere de gens, marchands & autres puissent aller & venir en leurs marchandises & autrement en les terres de l'un Roy & de l'autre paisiblement, si comme ils faisoient devant cet contens meu entre lesdicts Rois, & si aucun Official ou autre faisoit le contraire qu'ils soient punis de cen, & que pour ce lesdictes souffrances ce faisant ne soient pas rompues en rien.

Item il fut accordé entre lesdictes Parties que lesdictes gens du Roy d'Angleterre seroient a leur pouvoir que ledit Roy d'Angleterre confermeroit, accompliroit lesdictes choses, & lesdictes gens du Roy d'Angleterre promirent a faire assavoir cen au Roy de France entre cy & Noel, si le Roy d'Angleterre voudra tenir lesdictes convenances.

Item en apres furent bailliez en ostage, selon le premier article, quatre Chevalliers, c'est assavoir Messire Jean de Bauchamp, Messire Nicole de Grez, Messire Jean de Neufville, & Messire Jean de Watteville, lesquels jurerent selon ledit accord; item Messire Jean de Wyshin, Messire Robert de Watteville, Messire Olivier de Jughien, Messire Robert de Celighin, Chevalliers, & Maître Guillaume de Cafes, & Maître Austre Jourdain, Clercs dudit Roy d'Angleterre, jurerent selon ledit accord; item Messire Giraud de Cafes, Bertrand de Gallard Chevalliers, Guillaume Savade Pomiers, Bernard de Lebrer, Bernard d'Escosart, Sire de Logoyran, & Arnaud de Luryon, Escuyers de Gascongne jurerent selon ledit accord.

En tesmoin desdictes choses nous Charles dessusdict avons fait mettre nostre scel, & nous Esmes dessusdict.

En tesmoin desdictes choses ainsi accordées par le Conseil

ANNO

1324.

ANNO 1324. Conseil Alexandre Archevesque de Dunelm, Messire Guillaume de Wasconne, Conseillers dudit Monseigneur Roy d'Angleterre, & Messire de Wiltun, Messire Robert de Woareville, Messire Olivier de Jughin, & Messire Robert de Echingham, Chevalliers dudit Monseigneur Roy d'Angleterre, avons fait mettre nos seals en ces Lettres.

Ce fut fait & accordé le Samedi lendemain de la Saint Mathieu, l'an de grace Mil trois cents vingt & quatre.

CXVII.

30. Sept. Lettre d'EDOUARD II. Roi d'Angleterre aux grands Seigneurs, Archevêques, Abbés, Consuls & Universités Etc. d'Aquitaine, par laquelle il les exhorte à persévérer dans la fidélité qu'ils lui doivent contre le Roi de France. Donnée à Porcès le 30. Septembre 1324. Avec une INFORMATION de son Droit. [RYMER, Fœdera, Conventions, &c. Tom. IV. p. 87. & 90.]

LE Roi à nostre chiere & foial, Pieris Pelet Salurz. Nous avons bien oy & entendu coment vous, par vos grantz bones & nautesces, queles vous & voz Auncestres de nos temps avez entièrement monstre, & a nous, & a nos Auncestres, come nos foiaux & loiaux & naturelz, estes ententis & peibles d'elder, maintenir, & defendre nous, nostre Estat, nostre Honur, nos Droitures celes parties: & qui a ceo vous vous aforcez, par totes les voies, qui vous poetz, coudre les Franceis, q'i, torteusement & fodeinement, sont entez, oue grantz Host, nostre dite Duchee, & purporent nos Terres & nos Droitures illoques & grevent a nous, & a les noz, par totes les voies q'il poent; dount nous vous savons molt bon gree, & vous mercions come nous poems.

Et prioms especialment, & chargeons en la Foi, & en la Ligeance qui vous nous devez (dont nous nous fions tant) qui vous voillez continuer vous grantz bountez & nautesces, en maintenant nos Droitures, & grevant nos contraires.

Et nous y metterons, od l'eide Dieu (q'i siet nostre Droit, & lor tort) tielz eide & Counseil, oue l'avis de vous & de nos autres bones gentz, qui ce ferra a la pleissance de Dieu, & al Honur & Profit de nous, & de vous, & de toutz nos Subgeitz celes parties;

Qar ne poems, ne devons; ne, a nostre poair, ne voloms tiels Desheritefons, tortz & damages foefirir.

Et vous sefons savoir qe, si ne fust contrairiete de teus, nous eussions conforte vous & nos autres Gentz, celes parties, de Gentz d'Armes, & de Deners a grand sefoun; les queux ont este au port, en la mere, longement, en attendant vent; mes ore entendons, od l'eide de Dieu, q'il fount a Burdealx: Si enveions, ore derichief, plus Deners, Gentz & Vitailles, & ferroms de temps, solonc les novels de dela.

Car certainement, nous voloms mettre tote nostre entencion a defendre nous & les noz, contre tieles duretees, & malices, & pur nos Droitures maintenir.

Et pur ceo, qui lesditz Franceis se colerent, & feignent enchelson de prendre nostre Duchee (disauntz, qui ceo est par defaute de HOMINE) nous vous enveions en chose, deinz cestes, UNE INFORMATION VERITABLE DE NOSTRE DROIT ET LOR TORT, a la fin qui vous ent sietz pleinement avistez & enformez: & la facez publier & apertir par la ou vous verrez qui soit a faire. L'estat du Pais & les noveles, par devers vous, nous facez savoir de temps en temps, si fount come vous poetz; ilint qui nous puisfons plus avistement ordeiner ceo, q'eut ferra a faire;

Confortez vous & foiez de bon quer, come nous nous fions de vous; qar nous vous aideroms entereement.

Done a Porcès le 30. jour de Septembre.

LA INFORMATION, dount les Lettres le Roi envoyez as fusescritz fount mencion, s'ensuyt.

LE Roi de France ne poet, par reson, en la Duchee rien chalenger, ceste soit, par defaute de HOMINE, par les resons sutescrites: Primer, pur ceo qui a Homage faire a lui nous ne fuismes unques fomons ne garniz.

Item, toet eult le dit Roi de France, q'ore est, en son temps, avant ces heures, purpris sur nous, en

nostre dite Duchee, Terres, Fraunchises, Jurisdicions & noz autres Droitz, en moltz des maneres, par volente & torteusement, & auint, hors de la Duchee, en nostre isle de Olyroun: & nous lui coms plusieurs soit humblement requis & fait requeste foefiaument, q'il adresceat, ou fait adresceer dument les dites duretees; proteftauntz, & offrauntz nous estre, tor disprels, d'elter a droit, en fa Court, des choses, qui nous touchierent, ou puisfent toucher, par cause de nostre dite Duchee, solonc Lei & Custume;

Il n'ad volu ce faire; mes, en aggraunt les duretees, en cea a tort & fauntz cause, banny lo Host sur nostre dite Duchee, especialment fur nostre Chastel de Mounpefat, en la dite Duchee;

Et nous, ce oy, tantost mandasmes a lui par nos Messages, od foefiaument poair, humblement requerrant, q'il voulsist retrere & repeller son Ban & son Host;

Et, s'il eult nulle question ou querele vers nous, ou les noz, par cause de la dite Duchee, ou del Chastel avantdit, lui plust mettre la, en fa Court, devant les Piers, a ce appelez, & nous serions preitz d'elter a lour agard solonc Lei & Custume;

Estre ce nous lui offririons, qui nous estions preitz de faire a lui quant ce faire devrions, especialment Homage (mes q'il retreist & repellast son Host & son Ban desluditz) & nos assignast certains lieu & jour, convenables & seurs, & nous y serions volontiers a faire nos devers;

Et toet eussions donez a nos Messages foefiaunt poair d'accepter tieltz jour & lieu, il n'ad volu outreier nos dites requestes, n'aucune d'yeceles.

Et nous, pur taunt, n'avom leste, qui nous ne li coms souent soitz puis, requis, od tote humilite & tote reverence, qui lui plust otteirer a nous nos ditz requestes, especialment q'il voulsist retrere son Host & son Soeffir de tieltz maneres de grevaunce, & Ban qui les choses puisfent estre trees peliblement par Tretee, ou foueas, par les Piers en fa Court, come il affiert; & fur ce assigner nous jour & lieu, convenable & seur, a faire ce qui faire devrions, come il est defus dit;

Queu chose il n'ad volu nul temps oyer, ne otrier, ne ne voleit escouter nos Messages; mes fodeinement, sanz nul garnissement, silt prendre, entour la Feste de la Nativite de Saint Johan le Baptiste, darein passe, nos Gentz en la Terre, & mettre en Prison, & les detient, & silt mettre Garde fur toutz les entrovez de la Terre, & defendre l'entree des Engleys, come de ses ennemis, & silt mettre a fa mayn nostre Counte de Pontif.

Et puis lui biasmes aver Envoleitz folempnes Messages, Evesques, Countes & autres Grantz de nostre Terre, pur avoir fait a lui tote l'onur & reverence qui faire puisfions, & Tretee de Pees & d'Acord d'entre nous: Si lui priasmes, moult de cuer, q'il nous eult donez foefiaunt Condiuy, pur nos ditz Messages, de seurement aler & returner; quan chose il ne voluit otrier, ne faire.

Et unquore, pur desir d'avoir Pees, nous entendanz, q'il escutereit & orreit fon Homme lige, de meisme, si enveasmes a lui, par le Sire de Suylli, fon Homme lige (q'estoit dount par devers nous) ensemblement od un des noz, & lui offririons tant de humilite, tant de subjection, q'il sembley a plusieurs, qui turna partie a Disheritefoun de nous, & qui nul homme ne l'eult refusez de reson.

Et outre, lui requiesmes qui, si ne lui plust tenir Tretee od nous, ne od les noz, gadout voulsist assentir qui les Debatz fuissent mis, par assent de parties, devaunt nostre Saint Pere, le Pape, come privee, sage & droiture le Parfoune, & par lui fuissent apesices.

Et quant il avoit oi ledit Sire de Suylli, il ne lui voleit rien otrier ne respondre; & nostre Message, qui estoit en fa compaignie, li dit Rois ne voleit voer, n'escuter;

Einz ni eult tant regard a noz offres & requestes avantdites, ne a les Alliances & amities, qui sont entre nous, pendante fur les dites choses tiele parlaunce (de la quele nous fiasmes tant, auxi come nous semblar qe nous devions, nous ne meismes force en nostre dite Duchee) le dit Roi ad enveez en meisme la Duchee grant efforce, & y ad occupe fur nous, Citees, Villes, Chasteux & Terres plusieurs, & de jour en autre, s'aforce a ce faire;

Par quel le dit Roi de France ne poet fus mettre a nous defaute, des, come touz jours fuismes, founes, & serroms preitz a faire a li, quan ce faire devrions.

ANNO

CXVIII.

324.

o. Sept.

Litteræ EDUARDI II. Regis Angliæ ad Jacobum Regem Arragoniæ, pro Subsidiis Hominum ad arma contra Regem Franciæ. Datæ apud Porcesfriam tricesimo die Septembris, Anno 1324. [RYMER, Fœdera, Conventiones &c. Tom. IV. pag. 91.]

MAGNIFICI Principi, Domino Jacobo, Dei gratiâ, Aragoniæ, Valentini, Sardinie & Corsicæ Regi illustri; Comitibus Barchinonensibus; ac Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Vicariis, Admirato & Capiteano Generali, Confanguineo suo Carissimo, Edwardus, ejusdem gratiâ, &c. Salutem & successus semper ad vota prosperos & felices.

Quanto, Rex incite, interni amoris fœdera inter vestram & nostram Domos Regiæ, ex propinqua cognationis necessitudine, a longis retro temporibus recolimus viguisse, eo de vestra Celsitudinis benivolentia pleniori fiducia supportamur, quod, pro conservando nostro honore Regio & adventurum nobis injuriis propulandis, nobis propensius vultis assistere & in oportunitatibus fiducialius opem ferre.

Cum itaque Dominus Karolus, Franciæ & Navarræ Rex, de cujus amicitia, ob multiplicia consanguinitatis & amicitias vincula inter nos & ipsum existentia, ac Pacem & diversarum Alligationum firmitates inter nos & ipsum Regis Progenitores intarum, & variis juramentis ac aliis securitibus vallatarum, plenam confidentiam habebamus, nulla diffidatione præmissa, ut consuetum est fieri, Ducatum nostrum prædictum & alias Terras nostras, misso grandi Exercitu, de Guerra fatagat occupare, nos & nostros Subditos ibidem proficundo hostiliter & gravando, non causam, sed occasionem fidam assumens ex defectu homagii, quod sibi ad Quindenam Festi Nativitatis Sancti Johannis Baptiste præteriti a nobis præstari, ut asserit, debuisset;

Quamquam super hoc, in dicto Ducatu, ut Antecessorum suorum temporibus solebat fieri, seu alibi, non fuisset, ex parte sua, aliquoties debite præmoniti;

Et nichilominus nobis Accessus ad ipsum Regem, ad diem illum, tutus non patuit, eo quod idem Rex grandem Exercitum, ad equitandum contra nos de Guerra, tunc fecerat congregari, ad nos & Subditos nostros in Ducatu prædicto expugnandum.

Et licet nos, eo prætextu, ad ipsius Regis præsentiam plures solempnes Nuncios destinaverimus: requirendo humiliter, ut dictum Exercitum suum revocare dignaretur: Offendendo nos paratos esse ad subeundum iudicium Parium Curie sue, si quam idem Rex, ratione Ducatus prædicti, contra nos habere questionem: & petendo quod, revocato dicto Exercitu, nobis certos diem & locum, quibus ad ipsum accedere possemus, ad faciendum ei Deveria, quæ sibi de jure facere deberemus, assignaret: & super hoc eidem Nuncios plenam & expressam, per nostras Litteras, dederimus potestatem, alias etiam vias exquiriverimus concordie, quas præsentibus inferere longum foret; Præstati tamen Rex non solum priores Nuncios nostros super præmissis audire renuit, sed posterioribus accessum ad ipsum habere non permisit, nec curavit Pacis assentire Tractatibus, sed Bellorum turbiniis rancorem sui animi prælegit adimplere.

Propter quod, ipsius Regis duritiam & malivolentiam contemplantibus, & quod nos contra ipsum injuste non egimus, sed ipse potius contra nos agit voluntarie, nos & nostros Subditos impugnando taliter de Guerra & gravando, & quod nihil proficimus viam concordie exquirendo, ad resistendum ipsius potentia, cum Dei adiutorio, curavimus nos parare, Amicorum nostrorum ad hoc suffragia sedule requirentes.

Quamobrem Magnificentiæ vestræ toto cordis desiderio supplicamus, quatenus solerter pendens, qualiter præstatis R. Nos & nostros injuriose persequitur, & timore Dei postposito, nostrum Patrimonium suis satagat utilibus aggregare, zelo velitis Justitiæ & Consanguinitatis & amoris optente, de Hominiibus ad arma, Equitibus & Peditibus tale nobis auxilium facere & succurrere, quod, vestro mediante Præsidio, ipsius Regis refrænaret aviditas, & elatio, Auctore Domino, reprimatur: Et quod nos, si vobis casus consimilis offeratur, vobis, grata vicissitudine, ad consimile Præsidium altrungi debeamus & meritis temporibus oportunitis.

Et quid, nostri contemplatione, in hac parte vestra Magnificentiâ decreverit faciendum, nobis rescribere vultis per præsentium Portitorem,

Dat. apud Porcesfriam tricesimo die Septembris.

TOM. I. PART. II.

Consimiles Litteræ diriguntur Excellentissimo Principi Domino A. Dei gratiâ, Castellæ, Legionis, Tolei, Siciliæ, Cordubiæ, Murciæ, Gehennæque Algarbiæ Regi illustri, &c.

ANNO

1324.

CXIX.

Litteræ Patentes EDUARDI II. Regis Angliæ de 15 Nov. Potestatibus & de Commissariis ad tractandum super Pace cum Rege Franciæ. Datæ apud Westmonasterium decimo quinto die Novembris Anno 1324. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 106.]

REX universis, præsentibus Litteras inspectis, Salutem.

Noventi Universitas vestra, quod Nos, de fidelitate & circumspectiōe Venerabilium Patrum, Johannis Norwicensis, & Johannis Wyntonienfis Episcoporum: & dilectorum & fidelium nostrorum, Johannis de Britannia, Comitibus Richemundiarum, & Henrici de Bello Monte, Militis, Confanguineorum nostrorum, plenam fiduciam optinentes, ipsos nostros facimus, ordinamus & constituimus veros & legitimos Procuratores & Nuncios speciales:

Dantes eisdem, tribus, & duobus eorum (quorum alter dictorum Episcoporum sit unus) generalem, plenam & liberam Potestatem ac speciale Mandatum tractandi de reformatione Pacis & Concordiæ inter Nos & Excellentissimum Principem, Karolum Regem Franciæ & Navarræ illustrem, ac de hiis quæ ad Pacem pertinent, & super omnibus & singulis discordiis, guerris, litibus, controversiis, causis, questionibus, dampnis, injuriis, petitionibus & actionibus realibus & personaliibus atque mixtis, quæ fuerint, & sunt, vel esse possint inter Nos & ipsum Regem, occasione quacunque:

Ac Tractatum hujusmodi quacunque firmitate valandi, petendi, stipulandi, recipiendi, resnendi, dimittendi, renunciandi, acquietandi, paciscendi, componendi, transigendi, concordandi & conveniendi:

Et in certos diem & locum, quibus dictus Rex Franciæ & Nos personaliter conveniamus, si expedire videantur, consentiendi; & eisdem diem & locum nostro nomine acceptandi:

Ac omnia & singula faciendi, quæ sunt Pacis & Concordiæ, & ad plenam Pacem & Concordiam valent pertinere, & quæ Nos faceremus vel facere possemus, si præsentibus effemus; etiam si Mandatum exigant speciale:

Volentes omnia & singula necessaria & utilia ad faciendum & complendum præmissa & quolibet præmissorum, pro specialiter expressis & enumeratis haberi:

Promittentes insuper, pro Nobis & Hæredibus nostris, ratum & firmum habere & habituri, quicquid, per dictos Procuratores & Nuncios nostros, tres, vel duos eorum, in forma superius expressa, gestura, actum & factum, seu etiam procuratum fuerit in præmissis & quolibet præmissorum; super quibus approbandis, tenendis, sequendis, faciendis & complendis, Nos & Hæredes nostros, & Bona nostra omnia obligamus:

Et hoc omnibus, quorum interest, vel interesse potest aut poterit in futurum, significamus per has nostras Litteras Patentes, Sigilli nostri munimine roboratas.

Dat. apud Westmonasterium, decimo quinto die Novembris, Anno Domini Millesimo, trecentesimo vicesimo quarto; Regni vero nostri decimo octavo.

CXX.

Litteræ EDUARDI II. Regis Angliæ ad Papam JOHANNEM XXII. super Tractatu cum Rege Franciæ & Missione Regine ISABELLE ad dictum Regem: super Tractatu cum Scotis, & super Cardinalibus beneficiis. Datæ apud Turrim Londoniæ 8. die Martii 1325. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 140.]

PAPÆ Rex devota pedum oscula beatorum.

Quod teneris vultis affectibus indidere cogitavimus, inter Magnificum Principem, Dominum Karolum, Franciæ & Navarræ Regem, & Nos, Pacis stabilire consilia, & rupta amicitia fœdera, exstirpati Zizaniarum plantarum, reformari, eo solertius, quæ su-

K

per

ANNO per hiis agi, seu tractari contigerit, in vestra Clementia deferri cupimus noscitur.

1325.

Nuper squidem, Pater desideratissime, accedentibus ad nos Venerabilibus Patribus, Domino Gulielmo, Dei gratia, Viennensi Archiepiscopo, & H. Auratensi Episcopo, quos tam ad prefatum Regem, quam ad nos, cum vestris exhortatoris Literis, vestra Benignitas destinavit: de quo vestra Sanctitati ad quantas valeamus affurgimus gratiam actiones: quos etiam lesi suscepimus & audivimus reverenter; Et ipsis nobis referentibus ipsum Regem Francie Pacis Tractatibus velle assentire.

De ipsorum Nunciorum vestrorum consilio, mox ad ipsius presentiam solemnes Nuncios, videlicet Venerabiles Patres J. Norwycensem, & J. Wyntonensem, Episcopos; & Nobilem virum & Fidelem nostrum, Johannem de Britannia, Comitem Richemundie, Consanguineum nostrum carissimum, cum potestate plenaria transmisisimus (sicut alias vestra Manusculi plenius meminimus nos scripsisse) offerentes per eodem, nos paratos ad faciendum in omnibus, pro reformatione Concordie, qua declararet Ratio, vel Equitas suaderet.

Porro idem nostri Nuncii, ad prefatum Regem accedentes, quos eis per nos injuncta fuerant ei exposuerunt, ut didicimus, scripserunt;

Ei, post diutinas expectationes, super ipsius Regis beneplacito, tandem prefati Nuncii (tam vestri suis, quam nostri etiam suis Literis) per prefatum Wyntonensem Episcopum, nobis intimarunt se, tam a dicto Rege, quam a suis Consiliariis secretariis, didicisse, ac firmiter sperare, quod, si Isabellam, Reginam Anglie, Consortem nostram carissimam, mitteremus ad dictum Regem, Fratrem suum, idem Rex firmis Pacis Tractatibus consentiret, & eadem Regina apud eundem Regem, quod intenderet, optineret, ac cujuslibet dissensionis materia, ob ipsius Regine presentiam, amicaliter sopiretur; consulentes nobis omnino per dictas suas Literas, quod ob id mitteremus eandem.

Et licet grave videatur & difficile, post tot injurias, dampna, & opprobria, contra Juris Naturae & Sanguinis debitum, pro hostiles aggressus Gentium ipsius Regis (sicut vestra novit Paternitas, & ipsa rei evidenter manifestat) nobis illata, in tanta turbationis tempore, ipsam Consortem nostram illuc destinare. Verumtamen, ut notum fiat omnibus desiderium quod habemus inter ipsum Regem & nos amicitiae foedera stabiliri, Consiliis dictorum Nunciorum vestrorum utentes, & de ipsorum promissionibus confidentiam assumentes, prefatam Consortem nostram ad ipsius Regis presentiam destinamus, si forsan, ope Dei, quod se nunciatur & speratur, per eam valeat optineri; & ut nobis non valeat rationaliter imputari, si, quod absit, non fuerit Concordia reformata.

Quoniam igitur, pie Pater, ut, diligentia nostra in hac parte, tandem deliberatione pensata, non suspicetur vestra sinceritas nos Guerciam affectare discrimina, sed cum omnibus Christianis, quantum in nobis est, & praecipue cum prefato Rege (salva Exheredationis injuria) optare desiderabilem Pacis & amicitiae unionem; Supplices attentius vestra Benignitati, ut ad id, quemadmodum feliciter inchoastis, dignemini opem & operam impendere salutare.

Ad hac, Pater Sancte, juxta exhortationem vestram, & ea, quae Dominus de Sulliac nobis nuper exposuit, per Credentiam, sibi per Apostolicas Literas attributam, super Reformatione Pacis inter nos & Scotos quosdam, nostros Nuncios ad tractandum cum ipsorum Scotorum Nunciis, apud Eborum misimus, non est diu; Set idem Scoti in tractatu illo nulla alia optulerunt, seu facere voluerunt, nisi quae prius in aliis Tractatibus optulerant; quae, absque Exheredatione manifesta Regie Coronae nostrae (prout alias deliberato consilio fuerit judicatum) concedi aliquatenus non valebant.

Et licet tandem petium foisset ab eisdem Scotorum Nunciis, si super hujusmodi Articulis dubiis vellent consentire quod Negotium esset coram vestra Sanctitate propositum, & rationes hinc inde audite, pro plena informatione Juris Partis utriusque, ut per hoc via Pacis, vel alius exitus facillius posset inveniri; offerentes nos ad hoc paratos existere:

Ipsi tamen hoc penitus recusabant, siquae iidem Nuncii ab invicem discesserant ea vice.

Nos quidem, Pater Sancte, semper parati erimus cum ipsis tractare de Pace, quotiens eis placeverit, Treuga inter nos & ipsos initia perdurante.

Ceterum, Reverende Patere., ob zelum affectionis purissimae, quem Sanctitatem vestram, necnon Venerabilem Ceterum Dominorum Cardinalium, in cunc-

tis opportunitatibus erga nos habuisse cognovimus, & ANNO habere confidimus in presenti, ipsos Cardinales in Regno nostro Beneficiarios, de omnimodis Decimis, Nobis & Progenitoribus nostris, propter urgentes necessitates, vestra & Praecessorum vestrorum liberalitate concessis, quatenus contingant Beneficia eorumdem in Regno nostro, super quo Venerabiles Patres, Gulielmus Tiruli Ciaci in Terminis, & Ganeellius, Gulielmus Sancti Marci in Via Lata, Diaconus Cardinalis, nobis suas Literas destinant, liberos esse volumus penitus & quietos; quamquam in Literis Apostolicis, Nobis & Progenitoribus nostris inde concessis, nulla facta fuisset mentio de eisdem; sperantes exinde ipsos invenire in nostris judiciis, cum omni benignitate promptiores.

Conferret &c.

Dat. apud Turrin Londonie octavo die Martii.

CXXI.

Bindnis eines Landfriedens zwischen denen Städten am Rheintrom: Maynz/ Strasburg/ Worms/ Speyr und Oppenheim/ zu Sicherheit der Straßen zu Wasser und Land/ und Handhab der Gewerkschaft aufgerichtet auf 1. Jahr. Mittwoch vor St. Marcus-tag des Evangelisten Anno 1325. Dieß der Beysetzung Bischoff Emichs zu Speyr. Geschehen an St. Walpurgistag 1325. [LEHMANNI Chronicon Spirense Lib. VII. Cap. XXVII. pag. 677. col. a.]

C'est-à-dire,

Confederation communément appelle de la PAIX PUBLIQUE, conclue entre les Villes de Mayence, de Strasbourg, de Worms, de Speyr & d'Oppenheim, pour la sùreté des Chemins, tant par Terre que par Eau, & pour la conservation du Commerce. Faite le Mercredi avant la St. Marc 1325. Avec l'Accession d'Emich, Evêque de Speyr, au jour de Sainte Walpurgis 1325.

In Gottes Namen Amen.

Wir der Räte und die gemein Burger der Städte von Maynz/ von Strasburg/ von Worms/ von Speyr/ und von Oppenheim/ thun kund allen den/ die diesen Brief sehen/ oder gehört lesen/ daß wir an haben gesehen großen Geschreis und fruchtloren Müß/ und ansehege Dürst der Lüt und des lands gemeindlich/ und hant anen land-Frieden gemacht/ als hienach bestanden ist/ von der Iebere oberhalb Strasburg die Rieche Jacob bis zu Bingen/ uff dem Rhein/ und jedweder Site des Rheins drey Meile uff dem lande/ do inne solent sin Bingen/ und Westheim und Gobenheim/ ohne alle Geseheide. Und do wissent der vorgenannten Ielen sol man alle unrechte Zoll abe thun/ uff landt und uff Wasser/ obn die Geseide die der Bischoff von Speyr/ und die Marz-gesien von Baden/ und der Graf von Pfalzzen nement uff den lande/ als es alten sit/ und die alle Zoll solent verliesen uff dem Rhein/ als es von Alter herkommen ist/ ane alle Geseheide. Auch ist geredt und überkommen/ daß man uff Wasser und uff lande schurnen und wehren sol in den vorgenannten Ielen allen Raub/ allen Brandt/ alle Gefangnis und alle Gewalt/ die den widerfahret wider dem Rechten/ die zu diesem land-Frieden gehören/ und auch allen Raubstelen/ und allen guten Luten/ die in diesen Ielen intent und fahrent ungeargenent an alle Geseheide. Were auch das/ daß jeman in diesen Ielen fest/ er si wer er si/ ane Beller-Orden/ die zu diesem Frieden nicht helfen wolent/ als die Städte sie heissen/ den sie gefessen sind/ die sollen auch desselken Frieden nicht genießen. Were auch das/ daß jeman in diesen Ielen ein Geseheide/ als dwer geschriben ist/ der/ der da geschriben ist/ oder jeman von siner wegen/ noch ist in nicht gebunden/ man thut es dann gerne/ ane alle Geseheide. Auch ist geredt und usgesetzt/ was bißher gesehen ist/ und was sere die Herren nu hant oder hernach gowunt/ das nicht in diesem Frieden geschriben ist/ noch von des Frieden wegen ist/ daß wir daz nicht sind schuldig zu helfen. Were aber das/ daß jeman/ es weren Herren oder Städte/ von des Frieden wegen nu oder hernach

ANNO hernach geschädigt worden / dann oben den soll man beschaffen sin
325. uff den Eyde / also lang und das jene widerstehen werde / als
vorgeschieden steht / an alle Gesehe. Auch ist gereth / daß
ein volliche Stat der vorgenannten Stat / ein vollichen guten
Mann / er sy wer er sy / Ritter / Knecht / Pfarrer oder Deken /
die in diesen vorgenannten Steden gesessen sind / empfangen mö-
gen zu diesen Frieden / mit allen den Sündigen als vor ge-
schrieben steht / als sie uff ihren Eid weinend / daß es dem Frie-
den nütze oder gut sy / an alle Gesehe / an Herren und Städte
te / ob die empfangen wil. So mögen die von Straßburg ihre
Lands-Herren und Städte empfangen zu diesem Frieden / die sy
weinen uff ihren Eid / daß sie dem Frieden nütze und gut sind /
an alle Gesehe. Und mögen sie auch den Frieden uff bas
und breiter geschehen / das mögen sie thun / als sie uff ihren Eid
weinend / daß es dem Frieden nütze und gut sy. Wir die nied-
eren Städt / die andern / Men / Borms / Spire und Dyren-
heim / die solten auch ihre Lands-Herren und Städte empfangen
zu diesem Frieden / die sie weinen uff ihren Eid / den Frieden
nütze und gut sin / und wann sie das thun wolten / so solten sie
es thun mit gemeinem Willen und Berathung an alle Gese-
he. Auch ist gereth / were es daß ein Städt der vorgenan-
ten Städte beschädigt würde / in diesen vorgenannten Steden / oder
von dis / Frieden wegen / und daß der Rath der Städte / oder
das merre Theil unter ihn sprechett uff ihren Eid / daß sie ge-
schädigt sind / den soll man beschaffen sin uff den Eid / als da-
vor geschrieben steht / an alle Gesehe. Were auch daß ein
Herr / ein Ritter / ein Knecht / oder wer er sy / einer der vorge-
nannten Städte uigent were / und sie beschädigt hätte / und das
Recht verprochen hette von ihn / und daß der Rath der Städte
oder das merre Theil unter ihn sprechett uff ihren Eid / daß
man Recht von ihnen verpfecht / wo der Herr / Ritter / Knecht
te / oder wer er sy / oder ihre Diener / in der vorgenannten
Städte eine komment / und ihn das von ganz Stadt verkin-
det ist / oder verkinde wirdt / den oder die solten sie angreiffen
und halten uff den Eid / gelicher Wiß / als ihn das unrecht
widerstehen were / an alle Gesehe. Es ist auch gereth / wer
diesen Frieden breche / er sy wer er sy / oder Schaden thut den /
die zu diesem Frieden gehören / wer den hältet / hufet oder ho-
wet / oder jeman thutet oder hilffet mit Worten oder mit Wer-
ken / den oder die / wer sie sint / soll man angreiffen glider
Wiß als den / der den Schaden gethan hat / und soll man dazu
beschaffen sin uff den Eid / als vorgeschrieben stat / an alle Gese-
he. Aber auch der ist / der diesen Frieden also breche / den
soll man an greiffen solen Kauff geben in diesen vorgenannten
Städten an alle Gesehe. Auch ist gereth / das niemand von
diesen vorgenannten Steden feinde den andern beschlumen noch
beslagen soll / dann ihnen rechten Schulden / an alle Gesehe.
Were auch / daß ein Herr / sin Aemptmann oder sin Diener / die
wir zu diesem Frieden empfangen / Schaden thut ein der zu die-
sem Frieden gehören / und ihnen verbotenschaft worden / daß er
widerstehet / widerstehet der nit / man sol das Herrn Gelds als
viel vorhanden / behalten / als er jeme geschädigt hat / und sol
jens damit richten an alle Gesehe. Zu diesem vorgeschrieben
Frieden solten dienen die von Wälsch mit vierzig geritten Man-
nen / die von Straßburg mit vierzig / die von Borms mit
fünff / und wälsch / die von Spire mit fünf und zwanzig
und die von Dyrenheim mit zehn. Und geschiet es Noth / daß
man ein Heffe bedarf / so ist die Stadt der vorgenan-
ten Heffen / als sie weinen / daß es ihren Eiden wol ansteht. Und
daß dieser Fried stet / vest und bindlich verbleib. So hant wir
zu Wälsch zu Frieden / und zu Genach den Juren und dem Lande /
ein gewein Gelede uffgerichtet / und uffgesetzt. Zu Wälsch an
dem Hebe da sol man nennen von dem Fuher Wan Efferich /
und der obenstend Landau gewassen ist / wien und driffzig Schil-
ling Haller / und von dem Fuher Wälsch / das in Spiregaw
mündend Landau gewassen ist / jehen Schillinge Haller / und
von dem Fuher Wälsch / das in Dyrenheim / Dyrenheim
mündend Landau gewassen ist / oder Schilling Haller / und von
dem hundert Korn / und Weizen jwen Pfund Haller / und von
dem hundert Selckes / vier Pfund Haller / und darnach von al-
lerley Frucht und Kaufmannschafft soll man nehmen nach der
Marial / als davon gebühret / und gelimpflich und recht ist. Von
dem Karren sol man nennen je von dem Pferd den Schillinge
Haller / und was Dardeln oben herab kommet in Schiffen / da
sol man je von dem kastarren neuen jehen Schillinge Haller.
Diesen vorgenannten Frieden / und alle die vorgeschriebene Arti-
kel / die gelobent wir die vorgenannte Städte uff unser Eyde / die
wir geschworen hant / stet zu halten / an alle Gesehe. Und
sol dieser Friede anfangen an Sante Walburg Tage der nechst
Zummer / und sol wehren bis zu Sante Marias Tag / der dar-
nach allernachst kommet / und von dem Sante S. Marias-Tag
vor were bis über ein ganz Jahr. Und daß dis alles wahr
und stet verbleib / so han wir die vorgenannte Städte unsere
Vergesse gebendet an diesen Brief. Der geben ist an der Mit-
tenwochen vor S. Marias Tag des Evangelisten / da man von
Gottes Geburt zalt dreihundert Jahr / und darnach in
dem 25. Jahr.

ANNO In Emich von Gottes Gnaden Bischoff zu Spire / ver-
geben offentlich und thun kund allen den / die diesen Brief
sehen / oder hören lesen / das wir den Land Frieden / den
die Städte mit einander gemacht / geschworen und gelobt hant
auch geloben by unsern Eiden und by unsern Eyde / ob alle
Gesehe mit ihne gehalten in alle Wiß / als er beede und ge-
TOM. I. PART. II.

ANNO made ist / und alle die Brief sagend / die darüber gemacht und
geschworen sind / unde die mit der vorgenannten Städte Insegen
besiegt sind. Und daß zu einem wahren Urkunde so han wir
unter Insegen gebendet an diesen Brief. Der wart geben / da
man zalt von Christi Geburt dreihundert Jahr / und dar-
nach in dem fünfzig und zwanzigsten Jahre an S. Walburg Tage.
CXXII.

Venditio Castri de Cauderaza ejusque Territorii, in 24. Apr.
Vicaria Nicie siti, per Domicellum PAULUM
CHABAUDI de Nicia, ROBERTO Jeru-
salem & Sicilie Regi illustri facta pretio duorum
Millium Librarum Provincialium refforciatorum.
Actum Nicie die 24. Aprilis 1325. [Du Poy,
Traitez touchant les Droits du Roi T. C.
Aux Preuves des Droits sur le Comté de Nice.
p. 51.]

In nomine Domini nostri Jesu Christi Amen.
ANNO à Nativitate ejusdem millesimo trecentesimo
vigesimo quinto, die vicesimo-quarto Aprilis, oc-
tave Indictionis, regnante Serenissimo Principe Domino
nostro Domino Roberto, Dei gratia illustri Rege Jeru-
salem & Sicilie, Ducatus Apulie & Principatus Capue,
Provincie & Forcalquerii ac Pedemontis Comite, Reg-
norum ejus anno decimo-sexto feliciter. Amen. No-
tum sit universis presentibus & futuris presentis Scripti
publici seriem inspecturis, quod in presentia testium &
mei Notarii subscriptorum nobiliss Domicellus Paulus
Chabaudi de Nicia Dominus Castri Cauderaze Vicarie
Nicienensis, non vi, nec metu, nec dolo, nec suasionem,
vel machinationem, aut fraude aliqua ad hoc inductus,
sed sponte, libere & voluntarie titulo perfecte &
irrevocabilis venditionis vendidit, tradidit & concessit vi-
ro magnifico Domino Raynaldo de Seclata Militi, Co-
mitatui Provincie & Forcalquerii Senescallo, nec
non viro nobili Domino Francisco de Grossis Militi
Procuratori & Advocato Regio in Comitatus ipsis
presentibus & ementibus nomine & pro parte dicti Se-
renissimi Domini nostri Domini Roberti, Dei gratia
Jerusalem & Sicilie Regis illustris, dictorum Comitatu
Comitis, ac ipsius Domini nostri Regis heredium
& successorum in Regnis & Comitatus supradictis jam
natorum & in antea nascentorum, predictum Castellum
de Cauderaza, ejusque territorium, sita in predicta Vi-
caria Nicie, cum ejus territorio, francum & liberum
ab omni specie servitutis, cum hominibus & vassallis me-
ro & mixto imperio, & alia jurisdictione omnimoda
plena & plenissima, necnon cum omnibus & singulis
aliis iuribus rationibus & pertinentiis suis quibuscum-
que, quecumque sint & qualiacunque, ubicunque con-
sistant, in predicto Castro Cauderaze, ejus territorio
ut pote vineis, terris cultis & incultis, pascuis, memo-
riis, & defensis censibus, & aliis prestationibus qui-
buscumque realibus & personalibus, five mixtis, ordi-
nariis vel extraordinariis, territoriis, molendinis, aquis,
aquarum decuribus, venationibus, & aliis quibuscum-
que, necnon fructibus ab inde in antea percipiendis in
predicto Castro & ejus territorio, pertinentibus ad pre-
dictum nobilem Paulum Chabaudi quacunque ratione
seu causa: pretio duarum millium librarum Provincia-
lium refforciatorum, computato liliato argenti pro res-
fortiati, quatuordecim cum obolo parvo, & tironen
argenti pro sexdecim denar. refforciatorum predictorum.
Quas quidem duo millia libras idem nobiliss Paulus Cha-
baudi venditor concessit esse sponte se habuisse & rece-
pisse à predicto Domino Senescallo, & dicto Domino
Procuratore Regio, tradentibus & solventibus nomine
predicti Domini nostri Regis. Renunciatis sponte &
de ejus certa scientia exceptioni dictarum duarum mil-
lium librarum non habitatum seu receptarum, & eidem
Paulo non numeratarum, & exceptioni doli & in fac-
tum, & presentium juri dicenti venditionem rescindi pos-
se, ubi decepto ultra dimidiam justi pretii intervenire
contingit: sic & taliter quod si contingeret dictum Cas-
trum prefentialiter vel in futurum plus valere ultra di-
midiam justi pretii, idem nobiliss Paulus ex nunc prout
ex tunc, & ex tunc prout ex nunc totum illud plus
quantumcumque sit donavit pure & absolute titulo do-
nationis habite inter vivos, predictis Dominis Senescallo
& Procuratori Regio presentibus, & recipientibus nomine
dicti Domini nostri Regis, & mihi infra scripto Notario
tandem publica persona recipienti, & solemniter stipu-
lanti nomine predicti Domini nostri Regis, & heredium
suorum, & aliorum quorum interest vel interesse pote-
rit in futurum. Promittens dictum nobiliss Paulus à pre-
dicta venditione dolum malum absesse futurumque es-
se: constituens abinde in antea predictum Castellum de
K 2 Cau-

ANNO
1325.

Caudaraza cum omnibus & singulis iuribus & pertinentiis suis, quocumque & qualicumque sint & ubicumque consistant, nomine predicti Domini nostri Regis & heredum suorum precario nomine possidere ab ipso Domino nostro Rege & heredibus ejus, quousque idem Dominus noster Rex seu alius pro eodem adeptus fuerit corporalem possessionem predicti Castri, vel quasi omnium iurium predictorum, quam apprehendenti per se vel alium ex nunc idem nobilis Paulus Chabaudi, predictis Dominis Senescallo & Procuratori Regio presentibus & recipientibus nomine jam dicto concessit plenam & liberam facultatem. Promittens insuper dictus Paulus per se & heredes suos prefatis Dominis Senescallo & Procuratori Regio presentibus & solemniter stipulantibus, predictum Castrum cum omnibus iuribus & pertinentiis suis ab omnibus & singulis personis, Universitate & Collegio, in jure & de jure, defendere salvare & defensare tam in proprietate quam in possessione; vel quasi quod si aliquo umquam tempore lis, questio aut controversia per libelli oblationem, citationem, vel denuntiationem, vel alio quocumque modo eidem Domino nostro Regi seu heredibus suis de predicto Castro de Caudaraza, seu aliqua parte ejus fieret per quancumque personam, quod ipse Paulus dictam controversiam, lites & questiones quotienscumque & quodcumque eidem denunciatur fuerit, fuscipere & in causis ipsis comparere, sive litibus ab ipsarum exordio assistere ejus propriis sumptibus & expensis, necnon & in causis appellationum si quas evicti dingeret siltere usque in finem: quod nisi faceret dictus Paulus, promisit per pactum solenni stipulatione vallatum prefatis Dominis Senescallo & Procuratori Regio presentibus & solemniter stipulantibus, duplum dicti pretii duarum millium librarum pœne nomine, qua soluta vel non, predicta omnia supra & infra scripta in sua firmitate persisterent. Remittens per pactum solenni stipulatione vallatum prefatis Dominis Senescallo & Procuratori Regio presentibus, quod si super evictione predicti Castri, sive partis alicujus ejusdem contra prefatos Dominos Senescallum & Procuratorem Regium nomine predicto per quempiam pronuciari contingeret, quod dictus Paulus venditor seu heredes ejus non possint dicere proponere seu allegare, quod predicto Domino Senescallo, seu etiam Domino Procuratori Regio nomine jam dicto facta fuerit injuria seu iniustitia; quod predictum Castrum, seu aliqua ejus pars culpa ejus vel negligentia evictum seu evicta fuerint, sive quia eidem denuntiatio non fuerit. Remittens ex pacto & ex certa scientia eidem Dominis Senescallo & Procuratori Regio denunciandi, appellandi & appellationem proseguendi necessitatem. Quae omnia universa & singula promisit dictus Paulus per se & heredes suos prefatis Dominis Senescallo & Procuratori presentibus, & solemniter stipulantibus, perpetuo firma, grata & rata habere, tenere, observare, & adimplere, & non contra facere vel venire, per se vel per alium, de jure vel de facto, aliqua ratione seu causa, sub pena dupli pretii memorati, que totiens committatur, & exigi possit, quotiens per dictum Paulum seu heredes ejus contra premissa ventum fuerit, seu aliquid premissorum; qua pena exacta vel non, omnia contenta in hoc Instrumento plenam obtineant penitus roboris firmitatem. Promisit insuper dictus Paulus predictis Dominis Senescallo & Procuratori recipientibus nomine jam dicto, resarcire & emendare omnia & singula damna, expensas & interesse, que, quas seu quod prefatos Dominos Senescallum & Procuratorem, vel alium nomine ejusdem Domini nostri Regis, & heredum & successorum suorum subire detingeret, in judicio vel extra, pro observandis omnibus & singulis seu aliquo premissorum, sub obligatione & hypotheca omnium bonorum suorum presentium & futurorum. Cessit & transiit insuper in dictos Dominos Senescallum & Procuratorem Regium, dictus Paulus, ex causis predictis omnia jura, omnesque actiones personales, reales, civiles, pretorias atque mixtas, directas & utiles, que dicto Paulo competant seu competere possint contra quascumque personas occasione Domini Castri predicti, seu territorii ejusdem, sic & taliter quod idem Domini Senescallus & Procurator Regius nomine jam dicto agere & experiri valeant, sicut idem Paulus ante venditionem presentem facere poterat. Constituo prefatos Dominos Senescallum & Procuratorem Regium Procuratores in rem suam. Renuncians insuper dictus Paulus specialiter & expresse Juri Canonico & civili, nec non Statutis & Legibus municipalibus, Privilegiis Papalibus atque Regalibus impetratis, & impetrandis, per que premissa seu aliquid premissorum posset rescindere seu revocare, quacumque ratione seu causa. Quae omnia universa & singula at-

tendere & complere, & non contra facere, per se vel alium, ad sancta Dei Evangelia corporaliter manu tacta sponte juravit Paulus prefatus. Fuit tamen actum & conventum inter prefatum Dominum Senescallum & dictum Regium Procuratorem ex parte una, & prefatum Paulum ex altera, quod quoddam Viridarium dicti Pauli situm in Civitate Niciæ apud cortivum juxta domum ipsius Pauli, quod tenetur & teneri consuevit sub majori Dominio Curie Regie, ad servitium sex denariorum Janviorum certo die annis singulis solvendorum, sic abinde in antea francum & liberum ab omni specie servitutis: sic & taliter quod idem Paulus dictum Viridarium possit tenere & possidere francum & liberum per se & heredes suos, & de ipso disponere, & ordinare, ut de res franca & libera, sicut ceteri Clives Civitatis Niciæ de rebus francis & liberis sunt soliti ordinare. Cui Paulo dictus Dominus Senescallus nomine jam dicto predictos sex denarios censuales perpetuo sponte remisit, predictum Viridarium francum & liberum a predicta specie servitutis constituendo. De quibus omnibus prefati Domini Senescallus & Procurator Regius petierunt nomine quo supra publicum fieri Instrumentum. Actum Niciæ, in quadam camera Castri Regii, in qua jacebat idem Dominus Senescallus, in presentia nobilium & discretorum virorum Domini Audeberti de Barracio Niciensis, Domini Jacobi Rusti Bajuli Pugeti Thevearum, Domini Petri Carbonelli Bajuli Comitatus Vintimili Militum, Domini Francisci Caylli Jurisperiti de Niciæ, Domini Danielis Marquestani Civis Niciæ, Roberti de Mileto Thesaurarii Provincie, & Joannis de Popero Notarii, ac plurimum aliorum testium rogatorum. Ego Nicolaus de sancto Victore familiar. Regius, & Notarius publicus ubique per Regnum Siciliæ ac Comitatus Provincie & Forcalquerii fu-pradicti. Curiaque dicti Domini Senescalli, premis omnibus usâ cum prescriptis testibus prefens interfui, eique propria manu fideliter scripsi, & in hanc publicam formam redegi, medque solito signo signavi rogatus.

CXXIII.

Littere Patentes EDUARDI II. Regis Angliæ, 6. Maii quibus Legatis suis Potestatem dat ad tractandum de Pace cum Rege Gallie CAROLO IV. Date apud Wyntoniam 6. die Maii 1325. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 145.]

Rex Universis, presentes Litteras inspecturis, Salutem.

Afficientes omnia & singula (quæ ad reformationem Pacis & Concordiæ inter Dominum Karolum, Regem Franciæ Illustrum & nos firmande, pertinent) quatenus absque Exhæredatione nostra valeant procurari:

Ac, de fidelitate probata & circumspectione provida dilectorum & fidelium nostrorum, Venerabilium Patrum, Johannis Norwicheensis, & Johannis Wyntonienfis, Episcoporum, Johannis de Britannia, Comitibus Richemundie, Consanguinei nostri carissimi, & Willielmi de Ayremayne, Canonici Ecclesiæ Eborum, plenarie confidentes:

Præstandi Patientiam præfato Regi Franciæ, quod ipse Terras, quas in presentem tenemus in Ducatu nostro Aquitanie, ad manum suam assignare possit, seu ponere, sub certis conditionibus & modis, quibus dicti Nuncii nostri, vel duo eorum, cum præfato Rege Franciæ convenire poterunt, eisdem Nunciis nostris, & duobus eorum plenam potestatem & speciale Mandatum committimus per presentes:

Ratum habituri & firmum id, quod per predictos Nuncios nostros vel duos eorum, nostro nomine, factum fuerit in premissis.

Damus insuper omnibus & singulis Ministris & Subditis nostris, in Ducatu nostro predicto, tenore Præsentium, in Mandatis, quod hiis, quæ per predictos Nuncios nostros, vel duos eorum in premissis tractata fuerint, sive facta, obediunt & pareant, & ea exequantur & faciant, prout dicti Nuncii nostri, vel duo eorum per Litteras suas Patentes, harum seriei continentes, dictis Ministris & Subditis nostris prædictis, nostro nomine, duxerint demandandum.

In cujus rei Testimonium has Litteras nostras fieri fecimus Patentes.

Dat. apud Wyntoniam sexto die Maii, Anno Domini Millesimo Trescentesimo vicesimo quinto, Regni vero nostri decimo octavo.

ANNO
1325.

CXXIV.

Mai. *Littere EDUARDI II. Regis Angliæ ad Papam JOHANNEM XXII. de Negotiatione ISABELLE Regine, & successu seriatim, & de Tractatu cum Scotis. Data apud Porcelliam 14. die Maii 1325. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 148.]*

PAPA Rex devota pedum oscula beatorum.

Quæ super reformatione Concordiæ inter magnificum Principem, Dominum Karolum, Franciæ & Navarræ Regem, & nos, agitari contingit, eo solertius in vestra Sanctitatis deferimus notionem, quo vestram novimus Clementiam teneris zelare quæ pacis sunt, & desiderare ardentius Zizaniorum plantaria extirpari.

Nuper siquidem, Pater sanctissime, qualiter, juxta consilium venerabilium Patrum, G. Viennensis Archiepiscopi & H. Auric. Episcopi (quos, tam ad præfatum Regem, quam ad nos, cum vestris exhortatoriis Litteris, destinatis) &, ad instantem etiam petitionem Nunciorum nostrorum (quos tunc miseramus ad ipsum Regem) Isabellam, Reginam Angliæ, Consortem nostram carissimam (cujus præsentia, tantæ turbationis tempore, carere nobis utique grave fuit) ad ejusdem Regis præsentiam transmissimus (ut ex hoc magis Sanctitati vestræ, & cunctis, innotesceret instantem desiderium, quod nostris inerat & adhuc inest præcordiis, inter nos & ipsum Regem, Amicitia fœdera stabiliri) vestræ Mansuetudini seriòsius meminimus nos scripsisse.

Et licet nobis per eosdem Nuncios certitudinaliter fuisset postlicum, quod dicta Regina, Consortes nostræ, si ad partes illas accederet, à præfato Rege, Fratre suo, quæcumque peteret, optineret; non tamen hoc rei probavit eventus; sed duntaxat quædam Sufferentia, usque ad Quindenam instantis Festi Pentecostes duratura, extitit concordata: Et quædam forma Tractatus, inter dictos vestros Nuncios & quosdam Consiliarios ipsius Regis, scripta in quadam cedula, per prædictum Aaracensem Episcopum & Nobilem virum, Dominum de Sulliac (qui ad nos, unà cum quibusdam Nunciis nostris, in Angliam redierunt) reportata fuit & exhibita coram nobis;

Quæ inter alia continebat, quòd nos quandam Patientiam præstare deberemus, & hoc etiam facere & cum affectu curare, quòd tota Terra, quam ad præsens tenemus in Ducatu prædicto, ad manum dicti Regis plenè, pacifice, & integrè poneretur; ita quòd ipse Jurisdictione omnimoda tunc utatur: Et hoc facto, veniremus personaliter ad ipsum Regem pro Homagio nostro eidem faciendo; qui quidem Rex, recepto hujusmodi Homagio, terram, quæ sic poneretur ad manum suam, nobis restituere deberet; set alias nostras Terras, in eodem Ducatu, per ipsius Exercitum occupatas, nihilominus in manu sua teneret, & nobis petentibus inde justitiam faceret:

Et, dato quòd compertum esset easdem Terras nobis fore de jure restituendas, idem tamen Rex earum retentione uteretur, donec de dampnis & expensis, quæ, occasione positionis Terrarum illarum ad manum suam, ipsum incurrisse declararentur, omnino satisfactum esset eidem de fructibus & emolumentis Terrarum earumdem.

Cum igitur præfati Nuncii, ad reportandum deliberationem nostram in præmissis, à die Paschæ proximo præterito, unius mensis duntaxat terminum habuissent, & ipsius mensis tres septimanae lapsæ fuissent antequam ad nostram præsentiam accessissent; Nos non valentes, propter temporis (quod supererat) brevitatem, Prælatorum, Comitum & Baronum, & aliorum de Concilio nostro, absentium, sufficientem numerum convocare, quosdam de Concilio nostro, licet paucos admodum, pro tam arduo negotio discutiendo, ad deliberandum super præmissis fecimus acceriri; qui, deliberato consilio, responderunt quòd,

Propter pericula Exhæredationis manifestæ & Guerrarum, quæ verisimiliter formidabant, si hujusmodi Tractatus, tam gravibus & multiplicitèr onerosi, assensum præberemus, & similiter invasionis imminens dispendium, si ea forsitan proflus negata fuissent, non audebant, in tam arduo & periculoso negotio, nobis dare Consilium, nisi in Parlamento, per assensum omnium Magnatum & Procuerum Regni nostri, eo prætextu generaliter convocando.

Et quamquam ab ipsis Consiliariis nostris assensum

super hoc minime haberemus; nec posset nobis, iusto judicio, defectus seu negligentia imputari, quòd præfato Regi Homagium non fecimus (ob quòd idem Rex dictum Ducatum nostrum, aut aliquam ejus partem, seu Comitatum nostrum Pontivi, violenter invadere, seu ad manum suam ponere deberet) quovis modo; nec essemus in aliquo culpabiles de transgressionibus seu inobedientiis, contra eundem Regem, quibuscumque; sicut liquide ostensum extitit pro parte nostra, præsentibus Nunciis supradictis, & vestra significatione sæpius extitit Sanctitati;

Nihilominus tamen, pro bono Pacis, & ut nil nobis valeat imputari, quin per omnes, per quas poterimus, vias bonas Concordiam queramus & Pacem, concessimus & paratos nos optulimus ad veniendum personaliter ad dictum Regem, ad diem & locum competentes, per securitatem sufficientem, pro Homagio nostro eidem faciendo.

Et licet Nobis, & Consiliariis nostris supradictis, visum fuisset quòd, de Jure, & ob causas Alligationum & Attinentiarum inter ipsam Regem & Nos existentes, idem Rex (salvo honore suo) Nobis Terram, quam, ut præmittitur, occupavit, restituere deberet, priusquam sibi Homagium faceremus, aut saltem bona fide polliceri, de Terra illa nobis, post factum Homagium, pleno jure reddenda; Nos tamen, ut ipsi Regi honorem & reverentiam faciamus, paratos nos optulimus ad faciendum dictum Homagium, die & loco competentibus per securitatem antedictam: Et super hoc Nuncios nostros, cum Potestate plenaria ad ipsum Regem duximus destinandos; sperantes quòd idem Rex, recepto Homagio nostro, de Terris nostris, per ipsum taliter occupatis, justitiam nobis faciet summarie & de plano, nisi in mutua nostra visione via amicitia poterit concordari.

Considerare igitur, quæsumus, vestra Paterna Circumspectio justificationem & diligentiam, quæ hæcenus apposuimus, ut inter præfatum Regem & Nos amicitia fœdera firmarentur, & evitarentur pericula, quæ ex Guerrarum turbulibus sequi possent; de qua vos, variis nostris Litteris & sedulo, prout res gestæ fuerant, sibi curavimus veridico informare: & clementer dignetur attendere quæ in præfatum offerimus dicto Regi, pro evitandis periculis supradictis: & nostræ tepiditati seu injuriæ nullatenus imputetis, si præfatus Rex forsitan hujusmodi nostræ oblationi renuat assentire, magisque elegerit congressu bellico invadere Nos & nostram, in illo eventu, cum Dei adjutorio, ad resistendum Nos paremus, pro Exhæredationis periculo evitando.

Fuimus enim, sumus, & semper parati erimus ipsi Regi cum honore & reverentia omnia facere, quæ debemus; & si quæ fuissent, in ejus præjudicium, per nos aut nostros attemptata, super hiis Pacis assentire Tractatibus, vel Judicium subire legitimum, secundum existentiam rationis.

Cæterum, pie Pater, quia datum est nobis intelligi, quòd Scotorum Nuncii ad vestra Sanctitatis præsentiam divertere se festinant, & forsitan aliqua impetrare nentur, quæ in præjudicium nostrum tenderent, & formæ Treugarum inter nos initarum, notoriè obviarent; quarum formam vestra Sanctitati alias misimus, & ex habundanti, mittimus iteratò:

Sanctitati vestræ totis affectibus supplicamus, quatinus, ad formam dictarum Treugarum, si placet, debitam considerationem habentes, non sinat vestra Benignitas, contra ipsarum Treugarum tenorem, quicquam fieri, vel a Sanctitati vestræ Curia aliquid attemptari.

Pro pleniori autem informatione præmissorum & aliorum Negotiorum nostrorum expeditione, mittimus in brevi, ad Sanctitatis vestræ præsentiam, quosdam de nostris, unà cum Magistro Andrea Sapiti, qui nunc est apud nos, quos vestra, si placet, gratiosè suscipiat Clementia consueta.

Conservet &c.

Dat. apud Porcelliam, decimo quarto die Maii.

CXXV.

Prolongation de la Trêve entre CHARLES IV. 26. Mai. dit le Bel, Roi de France, & EDOUARD II. ou V. Roi d'Angleterre, pour un mois après la Fête de S. Jean Baptiste, fait à Fontainebleau le 26. Mai, 1325. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 108.]

A T O U S ceux qui ces présentes Lettres verront ou orront, Jean par la souffrance de Dieu Evêque de Warwick, Jean de Bretagne Comte de Richemond, & William de Ayreminne Chanoine de Warwick, Salut.

ANNO
1325.

ANNO
1325.

Int. Sçavoir vous faisons, que la suffrance naguesse prise entre nobles & sages Conseillers de excellent Prince Sire, Charles par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, Chancelier de Chastillon Comte de Portien, Connestable de France, Alfons d'Espagne, Messire Jean Cerchemont Chancelier, Mathieu de Trie Mareschal de France, Mlle Seigneur de Noyers & M. Hugues de Chalenton Chantre de Clermont, en nom du dict Roy de France & pour li d'une part; Et nous avant dits Evesque & Comte de Richemont, & Jean par la suffrance de Dieu Evesque de Wincestre, pour excellent Prince & nostre Sire Edward par la grace de Dieu Roy de Angleterre, Seigneur d'Irlande & Duc d'Aquitaine, pour li & en son nom d'autre part; à durer tant que à la quinzaine de cette feste de la Pentecostue inclusivement; en esperance de ferme & perpetuel accord entre les dits Roys affermer; par la vertu du pover de li donné à nous par ces Lettres patentes, desquelles la teneur est cy deslous contenue; avons esloigné en nom de nostre dict Sgr. le Roy d'Angleterre, & pour liant que un mois apres la feste de la nativité Saint Jehan Baptiste prochain à venir le derrenier jour de cel mesme mois enclous deinz souffrance. Et pour ce mandons & commandons de par nostre dict Seigneur le Roy d'Angleterre & Duc, à tous Justiciers, Baillis & autres Ministres & Sougis du dict nostre Seigneur le Roy d'Angleterre & Duc en la Duché avant dict & ailleurs, que eux & chacun d'eux tiegnent & gardent ladite souffrance enluite esloignée. La teneur des dictes Lettres de nostre dict Seigneur est telle.

§. 2. *Eduardus Dei gratia Rex Anglie, Dominus Hibernie & Dux Aquitanie, universis presentes litteras inspecturis. Novit universitas vestra, quod nos de fidelitate & circumspicione venerabilium Patrum, Joannis Norwicensis, & Joannis Wintonensis Episcoporum, dilectorum & fidelium nostrorum, Johannis de Britannia Comitis Richemondi consanguinei nostri charissimi, & Wilelmi de Ayreminne Canonici Eboracensis plenam fiduciam obtinentes; ipsos facinus, ordinamus & constituimus veros & legitimos Procuratores nostros ac Nuntios speciales; dantes & accordantes tribus & duobus eorum, quorum alter dictorum Episcoporum sit unus, plenam & liberam potestatem ac speciale mandatum pro nobis & aliis personis quibuscumque, de quibus dictis Procuratoribus nostris tribus & duobus eorum, ut est dictum, expedire videbitur; cum Serenissimo Principe Karolo Rege Francorum & Navarra illustri, aut cum Procuratoribus five Nuntiis ejusdem specialium habentibus potestatem, Treugas seu suffrentiam inter nos & predictum Regem Francorum initas seu initas prorogandi, vel alias Treugas seu suffrentiam inter nos & eundem Regem sub quibuscumque formis vel modis, dicti Procuratores nostri tres vel duo eorum, ut est dictum, opportunum viderint de novo capiendi & ineundi; & ipsas Treugas seu suffrentiam valendi, firmandi & roborandi, & omnia alia & singula faciendi, quæ in præmissis, ipsis tribus & duobus eorum, ut est dictum, necessaria seu utilia videbuntur. Ratum habentes & habituri, quicquid per predictos Procuratores nostros, tres aut duos eorum in forma prædicta gestum, actum, factum seu procuratum fuerit in præmissis. Et hac omnibus, quorum interest, vel interesse poterit, significamus per has litteras nostras patentes sigilli nostri munimine roboratas. Datum apud Wintonium, sexto die Maji, Anno Domini millesimo trecentesimo vicesimo quinto, Regni vero nostri, decimo octavo.*

§. 3. En tesmoin de laquelle chose nous avons fait mettre nos seaux à ces presentes Lettres, donné à Fontainebleau le vingt sixieme jour de May, l'an de grace, mil trois cens vingt cinq.

CXXVI.

31. Mai. *Traité de Paix entre CHARLES IV. dit le Bel Roi de France, & EDOUARD II. ou V. Roi d'Angleterre, fait à Paris, le dernier de Mai, 1325. Avec les PLEIN-POUVOIRS de ces deux Rois. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 109. d'où l'on a tiré cette Pièce, & RYMER, Fœdera, Conventiones &c. Tom. IV. pag. 153. d'où l'on a pris les principales varietés qui se trouvent ici en marge.]*

A Tous ceux, qui ces presentes Lettres verront ou orront, Nous P. Evesque de Vivers, Alfons d'Espagne, G. Connestable de France, Jean Cerchemont Chancelier, Hugues de Chalengons Chantre

de Clermont, & Guillaume Flotte Seigneur de Renel Chevallier, Conseillers & Procureurs du Roy de France nostre tres cher (a) Seigneur; & nous Jean Evesque de Norwicz, Jean de Bretagne Comte de Richemont & Guillaume de Ayreminne Chanoine d'Ewrois, Messages & Procureurs du Roy d'Angleterre nostre tres cher & tres redoubté Seigneur (b) sçavoir faisons à sçavoir que nous Conseillers & Procureurs du dict Roy de France en son nom & pour luy d'une part, & nous devant dits Messages & Procureurs du dict Roy d'Angleterre en son nom & pour luy d'autre part; Avons accordé pour bien de Paix; meenans tres haute & tres noble Dame, Madame Isabel Roine d'Angleterre Suer du dict Roy de France, & Reverends Peres en Dieu, Monsieur G. Archevesque de Vienne, & Monsieur H. Evesque d'Orange, Messages de nostre tres Saint Per le Pape; Nous Conseillers, Messages & Procureurs devant dits ayans plein pooir à ce des (c) dicts nos Seigneurs, selon (c) Roys. ce qu'il est contenu es Lettres ouvertes seellées de leurs Seaux, desquelles Lettres la teneur est contenue cy deslous.

§. 2. Premièrement, que la terre, que ledit Roy d'Angleterre tient ou Duché de Guyenne, le Roy de France devant dit prendra & tiendra en sa main en la maniere, qui s'enluit, c'est à sçavoir, que le dict Roy de France y etablira un Seneschal, bonne personne & fofissant, & neant foupconneux au dict Roy d'Angleterre, lequel Seneschal prendra & gouvernera (d) la dicte (d) Int. terre au nom du dict Roy de France, & y etablira Juges, Baillis, Sergens & autres Officiaux & Ministres accoustumez, & gouvernera la dicte terre selon ce qu'elle a esté accoustumée estre gouvernée; Chastelains ou autres gardes de Chastiaux, quelque part qu'ilz soient, & de maisons fors hors de Villes deputez par le dit Roy d'Angleterre, demourans en leur garde en convenable nombre, selon l'ordonnance du dict Seneschal, laquelle il fera au Conseil & à l'advis des Chastellains & autres gardes les dictes Chastiaux & maisons fors; & pour ce que le dict Seneschal puisse mieus & plus en paix gouverner (e) le Paix, les gens d'armes qui sont au Paix (e) la de par le dict Roy d'Angleterre se retireront à Bayonne & entour, au plus loing, & au plusloft que on porra.

§. 3. Et nous devant dits Messages & Procureurs dudict Roy d'Angleterre avons promis & convenanté, que nous procurerons à nostre pooir envers nostre Seigneur le dict Roy d'Angleterre, que les dits gens d'armes au plusloft, qu'ils pourront bonnement vuideront le Pays, & ausly se retireront les gens d'armes du Roy de France, & ausly se retireront les gens d'armes quelque part qu'ils soient & ailleurs, & que les Chastiaux de Villes d'une part & d'autre demouront garnis à l'ordonnance, dudict Seneschal, au conseil & à l'advis des Chastellains & autres gardes des Chastiaux & maisons fors, si comme par dessus est dict; afin qu'ils ne puissent estre emblez ne tollus.

§. 4. Et juront sur Saintes Evangiles ou dict Seneschal, (f) cil qui seront Chastellains & toutes gardes des dictes Chastiaux & maisons fors, que il ne li ftront ne sufferront, que leurs gens issent en armes hors des dictes Chastiaux & maisons fors, sans le congé dudict Seneschal; ne feront ne porteront dommage à nulli pour la Paix mieus garder, & se les uns ou les autres, qui demouront aus dits Chastiaux & maisons fors messaloient contre la fourme dudict serment, le dict Seneschal les en pourra corriger & punir deument, selon leur messaloi. Neantmoins la garde des dictes Chastiaux & maisons fors, desquels le Roy d'Angleterre aura donné la patience cy apres ensuiuant, demourant par devers le dict Roy d'Angleterre; & que es dictes choses faire, le dict Roy d'Angleterre donra patience en bonne foy, & n'y mettra empeschement par foy ne par autre, en apert ou en repute; & se aucun y vouloit mettre empeschement, il ne li denroit aide, conseil ne confort, ne sufferreroit, que de par luy, ne de par ses Officiaux empeschement y fut mis.

§. 5. Et pour ce que toutes les choses se fassent en bonne foy, li Seneschal, qui ainsy, comme dit est, sera establi, sera serrement au Roy de France, que bien & loyamment gouvernera la dicte terre, especialement en gardant les points de cet accord; & que on ne puisse noter, que aucune (g) asprellée fut faicte pour (g) asprellée les choses passées, * Nous, Conseillers & Procureurs du dict Roy de France, (h) que le dict Seneschal ne se (h) voulons entremettra des faicts criminels, qui ont esté faicts ou temps passé, ne d'autres causes civiles du temps passé ne d'autres civiles, ne s'entremettra d'office.

§. 6. Et pour ce que nous devant dits Conseillers, Messages

ANNO
1325.
(a) & mes
redoute(b) faisons
affaires qu

(c) Roys.

(d) Int.

(e) la

(f) Int.

(g) asprellée

(h) voulons
& entremettra
pour le dit
Roy de
France

25. Messages & Procureurs des dits Roys nos Seigneurs avons ferme esperance, que les sus dites choses soient faictes & accomplies dedans la prochaine feste de l'Assumption nostre Dame: avons accordé, que si li Roy d'Angleterre vient à Beauvais à la dicte feste de l'Assumption, li Roys de France y sera; & si li Roys d'Angleterre li offre à faire hommage, li Roys de France le recura, protestation faicte de par le Roy de France, que nul prejudice ne soit fait pour ce (2) audit Roy d'Angleterre au droict, que il se doit avoir en la terre, qu'il tient à present. Et se aucun des dits Roys estoit empesché par maladie ou par autre empeschement notoire, parquoy il ne peut venir ne estre à la dicte journée, celui ainsi seroit empesché, (3) s'enfermeroit à l'autre Roy, le plusloft que il porroit bonnement, avant la dicte journée; & lors seroit accordée autre journée brief & souffisant, pour faire au dict lieu de Beauvais le dict hommage & les autres choses, qui y appartiennent à faire.

2. pour 7. Et nous devant dits Conseillers & Procureurs dudit Roy de France pour luy & en son nom convenances, que li dict Roy de France pour l'amour & contemplation de sa dicte Suer la Roynne d'Angleterre, li hommage fait, rendra au dict Roy d'Angleterre, ou à son commandement la dicte Terre, laquelle li Roys de France aura ainsi eue par la patience du Roy d'Angleterre, avec la Comté de Pontif, & y mettra li Roys d'Angleterre tiex Officiaux, comme il voudra. Et avec ce accordons ou nom dudit Roy de France, que, fait le dict hommage en la maniere dessus dicte (4) & pour l'amour de la dicte Suer, ne demandera riens au Roy d'Angleterre, de la Terre laquelle li Roys de France aura eue par la patience du dict Roy d'Angleterre, si comme dit est par dessus, pour cause de forfaiture du temps passé, il aucune en y avoit; mais la terre, que li Roys de France tient au dict Douché à present, le dict Roy de France tenra paisiblement pour tel droict comme il y a; (5) sans ce que en la dicte chose pour raison de cette convenance nouvel droict ne soit acquis au Roy de France, ne prejudice fait au Roy d'Angleterre, en possession en son propriété; & de ce pourront les parties devant dites faire protestation en l'offre & en la reception du dict hommage, & à ces protestations s'accorderont les dites parties.

2. 7. 8. Et si li Roys d'Angleterre, ou son Procureur pour luy, demande droict au Roy de France sur la terre, que iceluy Roy de France tient à present au dict Duché, li Roys de France le luy fera bon & hastif, sommierement & de plain, & assembléement sera ouys le Procureur du Roy de France, & li sera fait droict sur les despens, fraiz & cousts, que li Roys de France aura fait & souffert pour cause de l'empeschement, que il dit & maintient, que li Roys d'Angleterre, ou (6) les gens ont mis au dict Roy de France, ou à ses gens, à ce qu'il n'ait peu assenser à son fie. Et ou cas, qu'il soit regardé & dict par droict par le dict Roy de France, que la dicte Terre seroit rendue au dict Roy d'Angleterre, (7) & ce que li Roys d'Angleterre seroit tenu à rendre & restituer au dict Roy de France (8) pour les despens, fraiz & cousts dessus, & la quantité esclaire; le dict Roy d'Angleterre fera tenu à les rendre & payer dedans le temps d'un an du temps de la declaration au dict Roy de France ou à son commandement. Et s'il ne le faisoit, li Roy de France en fera sus la Terre, que li Roys d'Angleterre tendra au Royaume de France, execution deue, à laquelle faire, nous dessus dits Messages & Procureurs dudit Roy d'Angleterre promettons à faire & procurer, que li dit Roys d'Angleterre donra patience en bonne roy, ne n'y mettra empeschement, par soy ne par autre, en apert ne en reposit; ne fuerrera, que (9) de plus y soit mis. Et ou cas qu'il sera regardé & dict par droict, que la dicte Terre, que li Roys de France tient à present ou dict Duché doit demeurer au dict Roy de France, nous devant dits Conseillers & Procureurs dudit Roy de France (10) * que pour contemplation de sa dicte Suer li Roys d'Angleterre ne soit tenuz à li rendre ne payer les despens, fraiz & cousts dessus dits.

9. Item nous dessus dits Conseillers, Messages & Procureurs avons accordé ou nom de nos devant dits Seigneurs les Roys, & pour eux, que totes gens prises (11) d'une part & d'autre pour le mouvement des deux Roys devant dits, soient delivrees & rendues à plein, c'est à favoir les gens prises ou arrestées en Gascongne, tantost que la dicte patience sera donnée & la Paix crées par de là; & les gens prises ou arrestées par deçà en France ou en Angleterre, soient aussi rendues & delivrees au plus tost qu'il sera venu à la connoissan-

ce des dits parties, que la dicte patience aura esté donnée, & la dicte Paix crée en Gascongne, si comme dit est.

10. Et toutes les choses dessus dites & chacune d'icelles nous devant dits Conseillers, Messages & Procureurs des devant dits Roys de France & d'Angleterre avons prouis en bonne foy, ou nom de nos dits Seigneurs & pour eux, à tenir, garder & accomplir de point en point en bonne foy en toutes choses, en la maniere, qu'elles sont par dessus contenues, & non faire ne venir encontre, ne fuerrir à venir; & que parmy (12) ces choses sera bon accord & bonne amitié entre les dits Roys, de ceux qui ont esté aidans, & des sousmis ou autres d'une partie & d'autre, sera ordonné à l'assemblée des deux Roys dessus dits. Et avons promis nous devant dits Conseillers, Messages & Procureurs, à faire & procurer en bonne foy envers nos Seigneurs les dits Roys, que chacun de eux donra dedans la prochaine feste de la nativité Saint Jean Baptiste au plus tard ses Lettres ouvertes sceellées de son seel; par lesquelles ils aggreeront, ratifieront & approuveront toutes les choses dessus écrites & chacune d'icelles. La teneur des Lettres sur le poir à nous donné devant dits Conseillers, Messages & Procureurs des dits Roys nostre Seigneur est telle.

11. CAROLUS Dei gratia Francia & Navarra Rex, universis presentes Litteras inspecturis Salutem. Nunc facimus, quod nos de fidelitate & circumspectione dilectorum & fidelium P. Vivariensis Episcopi, Alfonsi de Hispania consanguinei nostri, G. Constabularii Francie, Magistri Johannis Cerchemont Cancellarii, Hugonis de Chalencan Cantoris Claromontensis, & Guilelmi Flotte Domini de Renello Militis, Consiliariorum nostrorum, plenam fiduciam obtinentes, ipsos facimus, ordinamus & constituimus veros & legitimos Procuratores nostros ac Nuncios speciales; dantes & concedentes eisdem sex, quinque, quatuor, tribus, & duobus eorum, generalem, plenam & liberam potestatem ac speciale mandatum tractandi de reformatione Pacis & Concordie, inter nos & Regem Anglie, ac de iis, que ad Pacem pertinent; etiam supra omnibus & singulis discordiis, guerris, litibus, controversiis, causis, questionibus, damnis, injuriis, petitionibus & actionibus realibus & personalibus mixtis, que fuerunt, sunt vel esse possint occasione quacunque inter nos & Regem præstatum; ac tractatum hujusmodi quacunque firmitate vallandi, petendi, stipulandi, recipiendi, retinendi, paciscendi, componendi, transigendi, concordandi & conveniendi, ac in certos diem & locum, quibus nos & præfatus Rex Anglie personaliter conveniamus, si expedire viderint, consentiendi ac eisdem diem & locum nostro nomine acceptandi, & Treugas seu fufferentiam vallandi, firmandi ac etiam roborandi; diem & Treugas seu fufferentiam hujusmodi, semel & pluries, quoties expedire videbitur, prorogandi; ac omnia & singula faciendi, que sunt Pacis & Concordie, & ad plenam Pacem & concordiam valeant pertinere, & quod faceremus, vel facere possemus, si presentes essemus, etiam si Mandatum exigant speciale. Volentes omnia & singula necessaria & utilia ad faciendum & complendum præmissa, & quolibet præmissorum pro specialiter expressis & enunciatis haberi; ac promittentes pro nobis successoribusque nostris ratum & firmum habere & habituros, quicquid per dictos Consiliarios & Procuratores nostros sex, quinque, quatuor, tres, aut duos ex ipsis, ut dictum est, in forma superius expressa, gestum, actum, & factum, seu etiam procuratum fuit in præmissis & quolibet præmissorum. Supra quibus approbandis, tenendis, servandis, faciendis & complendis, nos & successores nostros, bonaque nostra omnia obligamus. In quorum testimonium sigillum nostrum tecimus presentibus his apponi. Datum & actum apud Fontenbliandi, in vigilia festi Pentecostes anno Domini millesimo trecentesimo vigesimo quinto.

12. Item: (1) EDOUARDUS Dei gratia Rex Anglie, Dominus Hibernie & Dux Aquitanie, universis presentes Litteras inspecturis Salutem. Novit universitas vestra, quod nos de fidelitate & circumspectione Venerabilium Patrum Johannis Norwicensis, & Johannis Wintonensis Episcoporum & dilectorum & fidelium nostrorum Johannis de Britannia Comitiss Richemondi consanguinei nostri & Guillelmi de Ayremine Canonici Ebroicensis, plenam fiduciam obtinentes, ipsos facimus, ordinamus & constituimus veros & legitimos Procuratores nostros & Nuncios speciales

(1) Voyez le même Plein-pouvoir ci-dessus p. 78. col. 1. §. 2.

ANNO
1325.

les; dantes & concedentes eisdem tribus & duobus eorum, quorum alter dislorum Episcoporum fit unus, generalem, plenam & liberam potestatem & speciale mandatum trahendi de reformatione Pacis & Concordie inter nos & excellentissimum Principem Carolum Regem Francie & Navarre Illustrem, ac de his que ad Pacem pertinent, & supra omnibus & singulis discordiis, litibus, controversiis, guerris, causis, questionibus, damnis, injuriis, petitionibus & actionibus realibus & personalibus atque mixtis, que fuerunt & sunt vel esse possent inter nos & ipsum Regem occasione quacunque; ac tractatum hujusmodi quacunque firmitate vallandi, petendi, stipulandi, recipiendi, retinendi, paciscendi, componendi, transigendi, concordandi & conveniendi & in certos diem & locum, quibus dictus Rex Francie & nos personaliter conveniamus, si expedire viderint, consentiendi, ac eisdem diem & locum nostro nomine acceptandi, & Treugas seu sufficientiam inter nos & eundem Regem sub quibuscunque formis vel modis dicti Procuratores nostri tres aut duorum, ut prædictum est, opportunum viderint de novo capiendi & ineundi; ac ipsas treugas five sufficientiam hujusmodi semel & pluries quoties expedire videbitur prorogandi, ac omnia & singula faciendi, que sunt pacis & concordie, & ad plenam pacem & concordiam valeant pertinere, & que nos faceremus vel facere possemus si præsentem essemus, etiam si mandatum exigant speciale. Volentes omnia & singula necessaria & utilia ad faciendum & complendum præmissa & quodlibet præmissorum pro speciali-ter expressis & enunciatis haberi; promittentes insuper pro nobis & heredibus nostris, ratum & firmum habere & habituros, quicquid per dictos Procuratores & Nuntios nostros tres vel duos eorum, ut est dictum, in forma superius expressa gestum, actum & factum, seu etiam procuratum fuerit in præmissis & quolibet præmissorum. Supra quibus approbandis, tenendis, servandis, faciendis & complendis, nos & heredes nostros & bona nostra omnia obligamus, & etiam omnibus, quorum *interesse vel interesse poterit * institutum significamus per has nostras Literas patentes sigilli nostri manumline roboratas. Datum apud Winton. sexto die Maji, anno Domini. millesimo trecentesimo vicefimo quinto, Regni vero nostri decimo octavo.

§. 13. En tesmoin desquelles choses nous Conseillers, Messages & Procureurs dessus diés avons mis nos sceaux en ces Lettres. Donnée à Paris, le derrain jour de May, l'an de grace mil trois cens vingt cinq. Est scellé de neuf sceaux.

CXXVII.

4. Sept.

Lettres Patentes du Roi de France CHARLES IV. par lesquelles il declare de vouloir bien recevoir l'Homage, que le Roi d'Angleterre EDOUARD II. lui devoit faire en personne, de son Fils aîné, à condition que ledit Roi transporte à celui-ci toutes ses Terres en France, & qu'en outre ce Fils aîné s'oblige à payer au Roi de France la Somme de 60000. Livres Paris. Donnée à Chateau Neuf sur Laire le 4. Septembre 1325. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 164.]

CHARLES, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, à touz ceaux, qui ces Lettres verront, Salut.

Nous faisons assavoir à touz, que come, Solonc l'Accort, fait entre noz gentz, par nous, d'une part, & les Messages & Procureurs de nostre Chere Frere, le Roy d'Angleterre d'autre part, confirmé par nous & par le dit nostre Frere,

Il dult venir à nous, faire homage, solonc la fourme & la maniere du dit accort:

Et, de none, nous, à la requeste de nostre Treschere Soer, la Roigne d'Angleterre, aïens voulu ce, en cas que ledit Roi d'Angleterre transporterait en nostre chere neveu, Edward, son aîné suiz, tout le droit, qu'il a es Terres, par les quies il nous doit faire le dit homage (exceptées, & par especial reservees les terres, que nous tenons & devons tenir) & lui en faire droit, solonc la forme du dit accort, nous receurons le dit nostre Neveu au dit homage, touz les fourmes, manieres, & conditiones, touz les quies nous devons recevoir son Pere, contenues ou dit accort.

Et, en outre, parmi sexante Mille libr. Parif, par cause de la dite recepcioun, savoir faisons qe,

En cas ou le dit Transport sera fait, & nous aurons receu le dit nostre Neveu en nostre homage, touz les manieres, fourmes, & conditiones dessusdites,

Des quies nous ne nous entendons, en riens, à departir, ne déroger, ne fere prejudice aus droitz, & nous appartenanz par ycells, par les cotes contenues en ces presentes Lettres, ne par autres, fors tantoulement en tant quant touche la recepcioun du dit nostre Neveu, en lui de son Pere, au dit homage, sicome dist est,

Il nous plect, à la requeste de nostre dite Soer, que, Si ledit nostre Neveu oblige envers nous soi, & tout ceo qu'il avera, par cause du dit Transport, de nous paier les dites Sezaunte Mille Liv. à nostre volonte, par tielle manere que l'obligacion soit valable, ferme, & estable, sanz delay, apres ce que la dite obligacion sera faite,

L'Ercevesque de Vianne, & l'Evesque d'Orange, rendent à nostre dit Neveu les Lettres, que nous leur avions fait baillier en depous, touchaunt la recepcioun de l'Omage du dit nostre Neveu.

Donne à Chateau Neuf sur Laire, le quart jour de Septembre, l'an de grace mil, trois centz, vint, & cinc.

Per Dominum Regem ad relat. Concilii.
Tho. Feir.

CXXVIII.

Conventio inter Reges Romanorum LUDOVICUM 5. Sept.

Bavarum, & FRIDERICUM Austriacum, de possidendo, procurando & administrando Romanum Imperium insimul tanquam una eademque Persona. Alium Monachii die Jovis ante Diem Nativitatis B. Virginis Marie Anno 1325. [LIMÆI Juris publici Imper. Romano-Germanici Tom. I. Libr. II. Cap. II. num. 5. CUSPINIANUS in Austria pag. 638. GERHARDUS DE ROO Libr. III. Histor. Austr. pag. 96. LUNIG, Teutisches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil 1. pag. 2. en Allemand.]

NOS Ludovicus & Fridericus Dei gratia Romanorum Reges semper Augusti, notum facimus omnibus has Literas visuris, aut legi auditoris, quod in nomine Dei, ad Dei & Sanctorum ejus laudem, Ecclesie Rom. honorem, Rom. Imperii utilitatem, & Sancte Christianitatis pacem ac defensionem, juxta sapientum & doctorem virorum Clericorum ac Latorum consilium, & informationem nos invicem reconcilivimus, & confederavimus in perpetuum, ea lege, ut Rom. Imperium, ad quod ambo electi & consecrati sumus, cum omnibus suis dignitatibus atque bonis, & quicquid habet, & ad illud pertinet, in universo mundo pariter, tanquam una persona, unus non melius quam alter, nec plus aut minus possideamus, habeamus, procuremus & administremus: volumus nos etiam invicem adjuvare perpetua fide vendicando, laborando, sitagendo, loquendo, agendo, & cum omnibus atque in omnibus, quousque nostrum corpus & bona perdurant, contra quoscunque, ac debet alterum non deserrere, nec ab eo discedere; si alteri peculiaria negotia fierent secularia aut spiritualia: Sed causa minus esto etiam alterius, in omni loco & in omni necessitate. Debemus insuper bonum & malum, emolumentum & damnum pariter estimare omnibus in rebus, parem quoque dignitatem habere in visis, in Ecclesiis & in omni loco, & nos ambo Romanos Reges & Augustos scribere & nominare, & nos fratres vocare & scribere invicem atque etiam ceu fratres gerere: Et qui ex nobis alteri scribit, is cum preponat, cum proscribitur ambo simul Privilegia vel Literas, prout preponat hec hodie, ille cras, ut in hoc prerogativa sit nulla. Cum agit unus nostrum quippiam altero absente, quancunque in re id agat, alterius & suo nomine, illum præferat, ut non animadvertatur, actum ejus esse meliorem qui cum perficit, quam alterius, quandoquidem actiones utriusque nostrum indivisa fieri debent in omnibus rebus. Debemus etiam duo nova Sigilla facere, in quibus ambobus utriusque nostrum nomina scripta sint, & in nostro Regis Ludovici Sigillo debet Regis Friderici nomen præcedere, sicut in nostro Regis Friderici Sigillo debet Regis Ludovici nomen præire, & debent Sigilla ejusdem magnitudinis forme & literæ esse. Que majora feuda, utpote Regna, Principatus, Comitatus, & quæ

ANNO 1325. alias majora Feuda sunt, ad Imperium devolvuntur, ea debemus ambo simul conferre non alter absque altero. Alia secularia Feuda & Ecclesiastica, Præpositura Ecclesiæ, quomodocunque nominentur, si vacent, eas alteruter conferat ex nobis, alter ratum habeto & firmum. Si autem simul conferamus Feudum, qui investituram prius consequitur, is acquirit Feudum. Et in secularibus Feudis, quæ vacant, alteruter ex nobis ea confert, Homagium pro Feudo ita recipiat, ut nobis ambo iuretur, & præponatur in iuramento, qui non est præfens. Vassallum item ad alterum dirigat, quamprimum eum adire poterit, ut Feudum ab eo quoque accipiat. Quod si vero Ecclesiasticus, aut Secularis Princeps, Prælatum vel Dominum, qui sua Feuda ab Imperio accipere tenetur, ab altero nostrum acciperet, is Homagium ab eo recipiat, eumque ad alterum dirigat, sicut supra scriptum est. Alter nostrum absque altero, debet nec potest Imperii Civitates, Castra, Munitiones, Domina, Terras & Homines, & quicquid tam magnum est, alienare nec oppignorare, neque res valde magnas pertractare. Si proficiscatur unus ex nobis in Italiam, huic debet alter mandatum suum eo tradere, & iste huic hic (in Germania) relinquere sponte. Quicquid enim unus nostrum in posterum facit, hoc debet alter ratum habere & confirmare suis Literis. Quicquid autem antea uterque nostrum fecit donando, Feuda conferendo, providendo, oppignorando & quocumque alio modo, sive in Secularibus, sive in Ecclesiasticis rebus, in quibus potestatem habet, id firmum esto omnibus, nisi id communi consilio & voluntate in melius ad Imperii utilitatem mutare possimus; & nominatim, quicquid nos Rex Ludovicus erga nostrum Filium Marchionem Brandeburgensem, & erga nostrum Generum Marchionem Misnensem, Feuda Principatum aliaque ejus conferendo fecimus, ratum & firmum esto. Si utrinque res aliquas & bonum quodecumque duobus vel pluribus dedimus, in Feudum contulimus, oppignoravimus, quicunque possidet hoc & evicit, penes illum remanet. Omne quoque quod alteruter nostrum de Imperio possidet, aut deinceps acquirit, terras, homines aut quidvis aliud, id alteri subiciat, & quicunque uni juravit, vel jurat, is alteri quoque juret, sive sit Princeps Secularis, sive Ecclesiasticus, Comes liber, Vassallus, Civitas, Oppidum, Clericus sive Laicus, & quisquis unius nostrum amicus est & fautor, alterius quoque amicus & fautor esto: Qui vero hoc denegaverit, contra hunc debemus nos invicem jurare pro viribus, ut ille vel illi cogantur. Debemus quoque nos ambo eundem Judicem Curia, & eundem Scribam Curia habere, ut nostrum Judicium indivisum sit, & hic debent per dimidium annum vel per quartam anni partem, modo apud unum, modo apud alterum nostrum per vices manere, & quicquid coram uno ex nobis iudicabitur, hoc erit coram altero ratum, & quod inchoatur coram uno, hoc potest fini ri coram altero, & vicissim reassumi, quotiescunque termini elabuntur, & quisquis ab uno nostrum banitur, is potest coram altero absolvi, siquidem unum est Judicium & unus Jux. Quicquid etiam coram nobis iudicatum est inter eos, quos pro Regibus habebant, hoc debet ex utraque parte ratum esse, & ad finem perducii. Quicquid autem nos Fridericus, contra illos, qui Regis Ludovici partes sequebantur ad nostram actionem, & nos Rex Ludovicus vicissim contra Regis Friderici Sæctatores supra nostram postulationem iudicavimus, hoc est utrique cassum, & debet quilibet in posterum ab altero jus petere & facere super hæc omnia, in omnibus rebus, dignitatibus, honoribus, in omnibus terris totius Orbis ad omnia jura & dignitates, circa res omnes erga Principes Ecclesiasticos vel Seculares, Comites, Liberos, Civitates, divites & pauperes, nobiles & ignobiles, quibus omnibus vel sumus paris potestatis & dominationis, adeo ut neuter nostrum prior, posterior, superior, & inferior sit, in omnibus quæ Imperium habet, & debemus ambo tanquam unus vir opponere, si contra nos, vel alterum ex nobis in spiritualibus & secularibus negotiis, sive Clerici sive Laici aliquid unquam agere vel facere vellent, aut antehac egissent fecissent in nostrum aut Imperii præjudicium quocumque modo: Debemus item nos invicem non deferere per ullam necessitatem, Ecclesiasticam vel seculari. Et quandoquidem nos in Deo, & cum Deo, omne quod scriptum est, unanimitè fecimus, promittimus per iuramentum nostrum & fidem, quæ super hæc corporaliter præstimus & dedimus, sub omni obligatione, qua nos erga Deum, coram Confessariis ante confinximus, quod nos omnia de verbo ad verbum, sicut scriptum est, neque ad nostrum utriusque obitum inviolabiliter rata ac integra retinere amabiliter & fideliter, & perficere volumus, in omnibus suis par-

TOM. I. PART. II.

tibus: & præcipue, quod nos in hac reconciliatione, Romano Imperio suum honorem, sua bona & dignitatem promovere, tutari, tenere & augere volumus, omni nostra ope ac vi quanta maxima poterimus, in corpore & bonis secundum veram fidem & Christianam vitam. In quorum testimonium damus has Literas, cum dependentibus nostris novis sigillis, & promittimus sub omni obligatione supra scripta, quod illis velimus renovare & sigillare nostris novis sigillis, quamprimum illa scripta fuerint. Omnium supra scriptarum rerum sunt testes, Comes Bertholdus de Hennebergk, Fridericus Burgravius de Nurnberg, Frater Conradus de Gundeligen Magister Teutonici Ordinis in Alemania, Hermannus de Liechtenberg Cancellarius, Magister Ulrichus Wilde supremus Scriba nostri Regis Ludovici, Dietericus de Pillichdorf, Johannes Dapifer de Dieffenhoven, Beigandus de Trausnickol, Frater Conradus Prior de Monachio, & Frater Gotfridus Prior Maurbachensis in omnium Sanctorum valle, utriusque nostrum Confessarii, qui omnes interfuerunt. Hæc Literæ datæ sunt Monachii, die Jovis ante Dominæ nostræ diem, cum nasceretur, anno à Christi nativitate MCCCXXV. undecimo anno nostri Regni.

CCXIX.

Litteræ Patentes EDUARDI II. Regis Angliæ. 10. Sept. glie, quibus Ducatum Aquitanie Primogenito suo EDUARDO donat. Datæ apud Doverriam. 10. die Septembris anno 1325. [R. YMER, Fœdera, Conventions, &c. Tom. IV. pag. 165.]

UNIVERSIS pateat, per præfentes, quod Nos, Edwardus, Dei gratiâ, Rex Angliæ, Dominus Hiberniæ, & Dux Aquitanie, omni jure & modo, quibus possumus, meliori, & ex certâ scientiâ

DONAMUS & CONCEDIMUS, pleno jure, Edwardo, Primogenito Filio nostro carissimo, Comiti Cestrie, Hæredibus, & Successoribus suis, Regibus Angliæ, **TOTUM DUCATUM NOSTRUM AQUITANIÆ**, & omnes ac singulas Terras, quas habemus & habere debemus, tenemus & tenere debemus, in Regno Franciæ, Libertates, Jurisdictiones, Feoda, Retrosfeoda, Civitates, Castra, Villas, Burgos, Redditus, Comitatus, Vicecomitatus, Loca, Homagia, Obedientias, Domina, Jura, Servitutes, & cætera quæcumque corporalia & incorporalia, & alia quæcumque, ad dictos Ducatum & Terras pertinentia, & pertinere debentia, quocumque nomine censeantur, in quibuscumque locis consistant, cum suis Juribus & Pertinentiis universis.

HABENDA & TENENDA omnia & singula supradicta sibi, Hæredibus, & Successoribus suis, Regibus Angliæ, jure Hereditario, **IMPERPETUUM** ita libere & quiete, sicut Nos, & Antecessores nostri, ea tenuimus & habuimus, tenere & habere debemus, seu debemus, secundum formam Facum, inter illustres Reges Franciæ & Antecessores nostros facturum.

CREDES & **CONCEDENTES** eidem Filio nostro, ac transferentes in eundem, jure & modo, quibus possumus, meliori, omnia Jura, Deveria, aut aliquarum earundem.

VOLUMUS insuper, & **CONCEDIMUS**, quod idem Filius noster Ducatus, Terrarum, Libertatum, Jurisdictionum, Jurium, & cæterorum omnium & singulorum prædictorum, Possessionem, vel quasi, per se, vel alium apprehendere & nancisci valeat, nullâ aliâ a nobis Licentiâ super hoc, seu auctoritate, expectatâ, petitâ aliquatèr, vel optentâ.

Dantes insuper firmiter in mandatis, tenore nostrarum præsentium Literarum, omnibus & singulis Archiepiscopis, Episcopis, Marchionibus, Comitibus, Vicecomitibus, Baronibus, Communitatibus, Majoribus, Collegiis, Corporibus, Militibus, Vassallis, Feodariis, & aliis quibuscumque singularibus personis, occasione dicti Ducatus, & Terrarum prædictarum, necnon ratione præmissorum, vel alicujus eorum, nobis subiectis, vel astrictis, astringi, subici, vel obedire debentibus quoquomodo; quod, de cætero, dicto Filio nostro, Hæredibus & Successoribus suis, Regibus Angliæ, in omnibus supradictis, & ea qualitercumque tangentibus, pareant, & obediant, & intendant: prærent, faciant, & persolvant, solita Juramenta, Homagia, Fidelitates, Obedientias, Census, Redditi, & omnia ac singula alia Servitia, tam in Mutamento Domini, quàm aliis, debita vel consuetâ, & cætera omnia, quocumque nomine censeantur; sicut nobis, & Antecessoribus nostris, parere, obedire, præstare,

ANNO præstare, facere & solvere consueverunt, vel aliquan-
ter debuerunt:

1325. Ita tamen quod, si prædictus Filius noster, nobis vi-
ventibus, moriatur, prædicti Ducatus, Terræ, &
cætera omnia & singula prædicta, cum omnibus suis
Juribus & Pertinentiis, ad Nos, & Heredes nostros,
Reges Angliæ, sine aliqua contradictione, liberè re-
vertantur; antiquâ naturâ, qualitate, & Conditione
Fœdali, occasione prædictorum, vel alicujus eorum,
seu aliquâ aliâ ratione, vel causâ, in nullo mutati.

In quorum omnium Testimonium has Literas nos-
tras fieri fecimus Patentes, Sigilli nostri munimine ro-
boratas.

Dat. apud Doverriam decimo die Septembris.

*Ista Carta facta fuit secundum Notam missam per E-
piscopum Wyntoniensem.*

CXXX.

18. Oct. *Litteræ EDUARDI II. Regis Angliæ ad Papam
JOHANNEM XXII. super petitione Scotorum
ab ipso rejecta, & super Negotiationibus cum CA-
ROLO IV. Rege Franciæ. Datæ apud Shene
die 18. Octobris 1325. [RYMER, Fœdera,
Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 176.]*

PAPÆ Edwardus, eadem gratiâ, Rex Angliæ, &
Dominus Hiberniæ, devota Pedum oscula beato-
rum.

Apostolicæ circumspectionis affluens bonitas, omnium
semper salutem sitiens Filiorum, sic ad preces inclinat
humilium, ut eos dirigat in viam Justitiæ, quæ con-
tra Tumores superborum erigitur, ut ipsos percellat ri-
gore Disciplinæ.

Audivimus siquidem. Pater sanctissime, nostrorum
Clericorum, in vestra sanctâ Curia commorantium, re-
latione die dignâ, quantâ cum Mansuetudine Scotorum
Petitionem,

Per quam adnullari Censuras contra ipsos, ob ipso-
rum contemptus & Rebelliones, contra sanctam Ro-
manam Ecclesiam multipliciter contractas, ritè Aposto-
licâ auctoritate prolatis, non absque ipsius dedecore,
præsumptione temerariâ postulabant.

Vestra Benignitas justè repulit, & Sinum sanctæ Ma-
tris Ecclesiæ eis aperire reuult non correctis:

In quo profectò honorem Universalis Ecclesiæ con-
servatum perpendimus, & Jus nostrum regium, quoad
usurpat in ipsorum Rebellionem, manere adhuc, dicta-
rum Censurarum vigore, illibatum;

Unde vestræ Beatitudini grates & gratias referimus
quas sufficimus & valemus.

Ad hac, pie Pater, qualiter, exhortis nuper Dis-
cordiarum plantarilis, inter Magnificum Principem,
Dominum Carolum, Franciæ & Navarræ Regem, &
Nos, super diversis Articulis, vestra Benignitas tam
præstatum Regem, quàm nos sollicitavit, sapienti per
Apostolicâ scripta salubriter exhortando, ut Pacis as-
sentiremus Tractatibus pro Guerrarum incommodis evi-
tandis.

Qualiter etiam, subsequenter venerabiles Patres
Archiepiscopum Viennensem, & H. Auriacensem Epis-
copum, tam ad præstatum Regem, quàm ad nos, pro
Pacis reformatione transmisistis, non excedit à vestræ
memoriâ Sanctitatis; & que ipsi, circa hoc, agere stu-
derint, vestræ Mansuetudini, ante hæc tempora, feri-
atim meminimus nos scripsisse.

Et, quia ipsorum Nunciorum usi consilio,
Qui nobis dederunt intelligi, quòd Isabella, Reginæ
Angliæ, Consortis nostræ carissimæ, præsentia prædicti
Regis, Fratris sui, motiones complacaret,

Et quòd, ejus optentu, deberet omnis Discordiæ ma-
teria amputari,

Quòdque, per, & propter eam nedum Justitiam, set
& favores & gratias multiplices assequeremur,
Ipsam Consortem nostram transmissimus ad partes il-
las, quæ ibidem demorata est usque modo, non absque
anxietate cordis nostri propter ipsius absentiam & mor-
nam diuturnam;

Ac deinde, pro ipsius Regis reverentiâ, per ipsorum
Consilium, Patientiam præbimus, ut idem Rex totum
Ducatum Aquitaniam ad manus suas poneret, quousque
sibi factum esset Homagium, quod petebat;

Ac postremo, spe nobis per eosdem attributâ quòd,
facto Homagio, plena nobis esset Restitutio faciendâ,
de assensu ipsius Regis, consulentibus dictis Nunciis
vestris, eundem Ducatum, & cæteras Terras nostras,
in Dominio ipsius Regis existentes, titulo Donationis

perpetuè transulimus in Edwardum, Filium nostrum
primogenitum, ipsimque ad præsentiam præfati Regis
transmissimus, ad faciendum ipsi Regi Homagium, ut
debebat, nec remansit in nobis hæcenus quin, pro Pa-
cis conversatione, & Amoris fœdere nutriendo, face-
remus omnia, quæ à nobis fuerant, sine Exhæredatio-
nis periculo, postulata.

Præfatus tamen Rex, recepto Homagio dicti Filii
nostri pro prædicto Ducatu, partem ipsius Ducatus ei
verbatenus restituit, set Terram Agennensem, & non-
nullas alias Terras dicti Ducatus, ei hucusque restituere
non curavit:

Et intelleximus quòd dicti Nuncii vestri, dicto ne-
gotio remanente taliter imperfecto, jam ad propria re-
dierunt; de quo tædio afficimur, nec immeritò con-
turbamur; & timemus, nisi dicta fiat restitutio, Peri-
cula prioribus graviora verisimiliter poterunt formidari.

Quamobrem Sanctitati vestræ totis desideriis supplica-
mus, quatinus præfato Regi scribere, & apud eum effi-
caciter, solito vestræ Beatitudinis more, insistere digne
mini, ut,

Amputatis radicibus cujuslibet indignationis rancori-
bus, consideratisque Alligantiarum & Connexitarum
multiplicum, inter ipsius Regis & nostras Domus reg-
ias, fœderibus, ante hæc tempora contractis, & vari-
is firmitatibus vallatis,

Præfato Filio nostro, Nepoti suo (cujus honorem
optare præsumitur Fœdere naturali) Ducatum integra-
liter restituit memoratum, ut prioris Amicitie fœdera
inter ipsum Regem & nos illibata permanent, & ite-
randi priorum discordiarum discrimina materia nullate-
nus præbeatur.

Conservet vos &c.

Dat. apud Shene decimo octavo die Octobris.

CXXXI.

*Réponse d'EDOUARD II. Roi d'Angleterre au
Roi de France CHARLES IV. dans laquelle
il se plaint de ce que la Reine son Epouse & son
Fils aîné Edouard, sous des prétextes frivoles, ne
vouloient pas encore s'en retourner en Angleterre.
Donnée à Westminster le 1. Decembre 1325.
[RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom.
IV. pag. 180.]*

TRESCHER & Tresame Frere, nous avoms res-
ceu, & bien entendu vos Lettres, a nous liverrez
par l'honorable Piere en Dieu l'Evesque de Wyn-
cestre, & ce q'il nous ad dit, de bouche, sur les ch-
fès, contenues en voz dites Lettres.

Et quant a ceo, que vous nous avez mande, Trescher
Frere, que nous avez entenduz par Gentz, dignes de
foi, que nostre Compaigne, la Roigne d'Engleterre,
ne ose venir par devers nous pur paril de sa vie, & doute
q'ele ad de Hugh le Despenser.

Certes, Tresame Frere, il ne covient pas q'ele se
doute de lui, ne de nul autre homme vivant en nostre
Roialme; quar, par Dieu, il ny ad Hugh, n'autre vi-
vant en nostre Poair, que mal la voullist, & nous le
puissoms sentir, que nous le lui chastierions en manere,
que autres prenderoient ensample; & ce est, & a este,
& touz jours sera nostre entiere volente, & assez ent
avoms le Poair la Dieu mercy.

Et, Trescher & Tresame Frere, sachez certinement
que nous, ne purrioms unques appercevoir, en privee,
n'en apert, en dit, n'en fait, n'en contenance, q'il ne
se ad porte, en touz pointz, vers nostre Compaigne,
come faire doit a sa Treschere Dame.

Mes, quant nous remembros les amiables conte-
nances & paroles d'entre eus, quels nous avoms veu:
& les grant amistes, q'eles lui tendist fur son aler outre
mier; & les amiables Lettres, queles ele lui ad ore tant
mandee (les queles il nous ad monstre) nous, en nulle
manere, ne pooms creere que nostre Compaigne, de
lui meismes, puisse tiele chose en prendre de lui (quoi
que nul lui ad fait entendant par malveise envie) ne
nous ne le purrioms en nulle manere creere de lui; et
quidoms, de certain, que, apres nostre corps, c'est le
homme, de nostre Roialme, que plus de honour la
voudroit, & ce lui ad touz jours monstre, & ceo vous
tesmoignoms en bone verite.

Et vous prioms, Trescher Frere, que vous ne voil-
lez foi donner a ceux, que autre vous font entendant;
cinz voillez foi doner a nostre ceste veritable tesmoi-
gnance; qar nous avoms, & devons par reson, avoir
plus grant coniffance de ceste chose, que autre.

Pa-

NNO Par qoi, Trescher & Tresame Frere, uncore vous
325. prioms, si especialement, come nous purrions, que,
pur honur de vous & de nous, & de nostre dite Com-
paigne, vous voilliez tant faire, q'ele revigne par de-
vers nous a plus en haste q'ele purra; qar certainement
nous fumes molt desleze par la reson, que nous avoms
tant desporte la compaignie de lui: queu chose nous ne
eusfions en nulle manere fait, si noun par la grant Seur-
te & Fiaunce que nous avioms, & avoms en vous, &
en vostre bone foi, q'ele rendroit a nostre volente.

Auxint vous prioms, Trescher & Tresame Frere,
que vous voilliez graciouement exploiter & tost deliv-
rer Edward nostre Trescher Fitz cisme, vostre Neveu,
& les rendre les terres de la Duchee queles vous tenez,
pur amour & affection que vous avez a lui, & qil ne soit
Desherite, queu chose nous entendoms pas que vous
voudriez.

Et auxint nous vous prioms, Trescher & Tresame
Frere, que vous lui fosciez venir par devers nous, ove
tote la haste qil purra, si come lui eut mandoms; qar
nous avoms grant volente de lui veer, & parler; &
tous jours fust nostre volente qil rendroit devers
nous, tantost l'omage fait, & quele heure que nous
lui manderions.

Et, Trescher & Tresame Frere, come n'aidgaires,
au temps que, l'Onurable Piere en Dieu, Wantier
Evesque d'Excestre, feust par devers nous, nous estoit
certainement fait entendant, que ascuns, de noz En-
emys & Banniz, par de la, lui gautent d'avoir fait mal
de son corps, s'ils eussent veu le temps: & par tieuz
paris eschire; & par grosses buisignes, que nous avioms
a faire de lui, lui mandifiens, fermement enjoignant,
sur la Foi & la Ligeance, q'il nous devoit q'il se hastoit
devers nous totes autres choses leste, en la plus seure
manere, qil poeit, pur lui meismes fauver.

Vous prioms en tant, come nous pooms, que de
ceo, que ledit Evesque vint sodenement a nous des
dites parties, lui voilliez avoir pur eschuse, & entendre
q'il ne le fist par autre encheffon si noun par les causes
susdites.

Don. a Westm. le primer jour de Decembr.

CXXXII.

Dec. Lettre d'EDOUARD II. Roi d'Angleterre à la
Reine ISABELLE son Epouse, dans laquelle il
pexorte à s'en retourner sans delay en Angleterre,
& d'y renvoyer aussi au plutôt son Fils aîné E-
DOUARD. Donnée à Westmunster le 1. De-
cembre 1325. [RYMER Fœdera, Con-
ventions, &c. Tom. IV. pag. 181.]

DAME, sovente fois, nous vous avoms mandez,
dauxibien devant l'Omage, come apres, que, pur
le grant desir, que nous avoms que vous feussiez pres
de nous, & le grant desce de queer de vostre si loigne
absence, entendant auxi come vous feussiez pur ce en
grant meschief, venissiez par devers nous od tote haste,
totes excusacions cessantes.

Mais, devant l'Omage vous nous estees excusée par
cause de l'Avancement des buisignes: & ore nous avez
mandee par l'Onurable Piere, l'Evesque de Wynce-
tre, od voz Lettres de Creance, que vous ne ven-
drez point a ore, pur peril & doute de Hugh le Des-
penier, dount nous merveilions tant come nous pooms;
plus desicome vous estes lodis portee vers lui, & il vers
vous, en nostre presence, si amialement; & meement,
a vostre departir, par si especiales promesses, con-
teances, & autres moistrances de tresfiable amiste, &
puis, par voz tresespeciales Lettres, a lui, de tardive
date, envoies; queles il nous ad monstree.

Et, certes, Dame, nous savoms de verite, & enci
savez vous, quil vous ad tous jours procurez vers nous
tost l'hour qil ad pen; ne a vous unques mal, ne vi-
leny, n'estoit fait, puis que vous entraistes nostre com-
paignie, par nulli abet & procurement, si noun par
aventure que ascune fois, par cause de vous mesmes,
si vous voilliez bien remembrer, nous vous deussiez,
assez secreement, ascunes paroles de chastement, come
assiert, sanz autre durete, & ne deussiez, tant pur
Dieu & la Lei de seinte Eglise, come pur l'hour de
nous & de vous, noz Comandementz pur rien terrien
trespasser, mie nostre compaignie desporter.

Et trop nous despleroit que, de puis que l'Omage
est faite a nostre Trescher Frere, le Roi de France, &
nous fumes en si bone voie d'amur, que ore vous, que
nous enviasmes pur Pees, fuissiez encheffon de nulle

TOM. I. PART. II.

distance entre nous (que Dieu defende) & meement par ANNO
encheffons faintes & nient veritables.

Par qai nous vous mandoms, & chargeoms, en quan- 1325.
que nous pooms, que totes celes encheffons seintes, &
autres choses lestees, & excusacions cessantes, veigne-
z a nous od tote haste.

Kar a ceo, que le dit Evesque nous ad reporte, nos-
tre dit Frere, le Roi de France, vous ad faite dire,
en sa presence, que, contre la forme de vostre Conduyt,
vous ne ferriez desforbee, & pur reen ne targez, que
vous veigne, si come Vous Nous tenez pur vostre
Seigneur, & Nous a estre nostre femme.

Et, quant a voz despences, quant vous ferrez ve-
nue, come Femme doit faire a son Seigneur, nous en
ordencrons ensi que vous n'avez defaute des choses,
que vous appartennent, par quoi Nous, ou Vous puis-
soms en nul point estre deshonorez.

Auxint voloms, & vous mandoms, que vous soef-
frez, & facez, nostre Trescher Fitz Edward venir
par devers nous, a plus en haste qil purra, solonc ceo
que nous lui mandoms; & ceo en nulle manere ne
lestez, qar nous en avoms mult grant desir de lui veer
& parler.

Et come n'adgaires, au temps que, l'Onurable Piere
en Dieu, Wantier Evesque d'Excestre, feust par devers
vous, nous estoit certainement fait entendant, que as-
cuns de noz Enemitz, & Banniz par de la, lui gautent
d'avoir fait mal de son corps, s'ils eussent veu le temps;
& par tiels paris eschire, & pur grosses buisignes,
que nous avions a faire de lui, lui mandifioms, ferme-
ment enjoignant, sur la Foi & la Ligeance, q'il nous
devoit, qil se hastast devers nous, totes autres choses
lestees, en la plus seurs manere, qil poeit, pur lui
mesmes salver, voloms & vous mandoms que de ceo,
que le dit Evesque vint sodenement a nous des dites
parties, lui ciez pur eschuse, & entendez qil ne le fist
par autre encheffon, si noun par les causes susdites.

Don. a Westm. le primer jour de Decembr.

CXXXIII.

Lettre d'EDOUARD II. Roi d'Angleterre à son 2. Dec.
Fils aîné EDOUARD, dans laquelle il lui en-
joint de s'en revenir au plutôt en Angleterre, avec
ou sans sa Mere. Donnée à Westmunster le
2. Decembre 1325. [RYMER, Fœdera, Con-
ventions &c. Tom. IV. pag. 182.]

TRESCHER Fitz, tot soiez vous joefue, & de
tendre age, remembrez bien ceo que nous vous
chargeasmes, & comandasmes, a vostre departir de
nous, a Doure, & de ceo que vous nous respondistes
lors, dount nous vous savoms molt bon gre, & ne
trespassez, ne contrevene, en nul point, ce que nous
vous chargeasmes adouneque pur nully.

Et, puis qil est ensi, que vostre Homage est resceu,
exploitez vous devers nostre Trescher Frere le Roi de
France vostre Uncle, & parnez vostre conge de lui,
& venez, par devers nous, en la compaignie, nostre
Treschere Compaigne, la Roine, vostre Mere, si ele
veigne tantost.

Et, si ele ne veigne, venez vous, one tote haste,
sanz plus longe demore; car nous avoms tresgrant de-
sir de vous veer, & parler; Et ceo ne lestez, en nulle
manere, ne pur Mere, ne pur autr, sur nostre beneizon.

Don. a Westm. le second jour de Decembr.

CXXXIV.

Codicille d'ISABEAU DE RUMIGNI Duchesse 7. Dec.
de Lorraine. Fait le Samedi après la Fête de St.
Nicolas en hiver, l'an 1325. [La Veritable
Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine,
d'Autriche, &c. Aux Preuves. pag. 160. Tiré
des Archives de Lorraine.]

A Tous ceux qui ces presentes Lettres verront & or-
ront, Nous ISABEAU Duchesse de Lorraine
& Dame de Rumigny, Salut en nostre Seigneur. Sca-
chent tuit, que comme nous ayent fait nostre Testa-
ment ou derrenne volente, ouquell il est contenu plu-
sieurs choses si comm' il appert & puet apparoir par ice-
luy Testament, siens volu ordené & accordé qui el-
les soient accomplies de point en point par nos execu-
teurs, encore volons nous & accordons que lids Tes-
tament

ANNO
1325.

tament tiengne & demeure en sa force & en sa vertu, & aussi l'addition que nous y faisons & volons faire par ces presentes Lettres. C'est à sçavoir que nous en nostre bon sens & en nostre bonne memoire par la grace de Dieu en deliberation & pourveuë leur ce, de certaine science & bien enformée de nostre conscience, adjouillons oudit Testament ou derrenne volente les choses qui s'ensuivent. C'est à sçavoir, que nous attendans & considerans & regardans les grands biens, civilités & services que nostre chiers & amés fils HUES de Lorraine nous a fait ou temps passé, & pour l'amour & l'affection que nous avons eue envers luy, en recompensation & en satisfaction de toutes les choses dessus dites & pour autres certaines & justes causes qui a ce faire nous ont meue & meuvent. A iceluy HUES nostre fils avons donné & octroyé, donnons & octroions & reconnoissons bien & loialement avoir donné & octroyé, par donation faite entre les vifs sans rappel, pour luy, pour ses hoirs & pour ses successeurs quelconques perpetuellement, & hereditablement, la quinte partie de tous nos heritages que nous avons, tenons & possédons & pour avoir tenir & posséder en quelque partie & en quelque lieu que il soient es baillies de Vermandois, de Amiens & de Vitry, excepté la terre de Beure, & voulons & nous contentons expressement que tantost apres nostre decés & non devant, la quinte partie dessus dite de tous nos heritages estans es dites Baillies & esdits Baillages, les fruis, les revenus & les issues d'icelle, les drois & les emolument quelconques, la Signorie & la Justice telle comme li avons & poons avoir, aïr, tiengne & possesse perpetuellement & a tousours, & en puit joir paisiblement tant comme de sa propre chose & par plain droit, & l'en faisons & etablissons par la teneur de ces presentes Lettres, vray Seigneur, teneur & possesseur, & l'en mettons & avons mis en possession & en saine, & encor avons nous donné & octroyé, donnons & octroions audit HUE nostre fils pour les causes dessus dites pour luy, pour ses hoirs & pour ceux qui auront cause de luy, & volons & ordenons que apres nostre decés il tiengne, ait, & possesse paisiblement tous les acqués que nous avons faits ou adiet à faire en la compaignie de nostre chier & amé Seigneur & Compaignon THIEBAUT de bonne memoire jadis Duc de Lorraine, ou depuis fais par nous en nostre vesture. Item, encor voulons nous, ordenons & accordons que lidis HUE nostre fils, nostre Testament en ce qui y est contenu premiers accomply de point en point, ait, prengne & lieue à son profit, recoive & exploite toutes les issues, revenus, emolument & profit qui pourront venir & issir, venront & issiront de toutes nos terres, revenues & heritages que nous avons & poons avoir es trois Baillages dessus dits, excepté la terre de Beure si comme dessus est dit en faisant les usufruits & les profits siens par trois années continues, & ensuivant apres nostre decés, premiers nostre Testament accompli, si comme dessus est dit: Et toutes les choses & singulieres dessus dites, donnons & avons donné audit HUE nostre fil, franchement & hors part en telle maniere que à nul temps il ne soit tenu à remettre & rapporter en part avec nos autres enfans, ou hoirs, ou aucun d'eux pour quelconque cause, ou pour quelconque droit ou coutume que ce soit, se il ne li plait. Et promettons par nostre foy donné corporelle & contre le don, la cession & l'addition devant dite nous ne venrons ne proairons à venir à nul jour, & volons & ordenons que toutes choses & singulieres contenues en ces presentes Lettres, soient dou tout en tout fermement tenuës, gardées & acemplites, & que si il y avoit aucuns de nos autres enfans ou hoirs quelconques il fut, qui es choses devant dites ou aucune d'icelles, mettoit empeschement ou faisoit ou procureroit à mettre ou se oppoist en aucune maniere parquoy il dis HUES ne joist paisiblement ou ne puit joir des choses que nous li avons cy dessus données & de chacune d'icelles, que il soit privés & exclus de tous nos biens & de toute nostre succession, & les en privons dès maintenant tant comme nous poons de droit & de Coutume, & ordenons & commendons expressement que nostre executeur nommeï en nostre Testament, tous les troubles & les empeschemens qui es choses dessus dites seront mis soient tenus à pourchacier & pourchacier à oster par nos Sire le Roy de France, en la maniere que il est contenu en nostre dit Testament, toutesfoies & toutesfoies que de par ledit HUE il en seroit requis. Et pour toutes les choses & singulieres dessus dites entierement tenir, & acemplit dou tout en tout nous obliions & avons obligié tous nos biens, nostre terre, nos revenus & nos possessions quelconques envers ledit HUE, & prions & requérons à

notre chier & amé Seigneur & marit Monsieur Gauchier de Chastillon Comte de Porciens & Connestable de France, que il les choses dessus dites toutes les & singulieres yeille loer, confermer & greer, & à nous donner congie & autorité dou faire mettre son seel à ces presentes Lettres avec le nostre, & avec le seel de la Prevosté de Chastillon. Et nous Gauchiers de Chastillon, Cuens de Porciens & Connestable de France, à la priere & à la requeste de nostre chier & amé Compaignon dessus dite, toutes les choses & singulieres dessus dites loons, greons & confermons tant comme il nous touche & peut toucher, & l'en donnons & avons donné poir, congie, licence & autorité dou faire, sauf & réservé à nous nostre droit en toutes choses. Et en tesmoignage de toutes les choses & singulieres dessus dites, nous avons mis nostre seel à ces presentes Lettres, sans nostre droit si comme dit est, avec les sceaux de ladite Dame & de ladite Prevosté. Et nous Hues Beelins Bourrois de Chastillon sur Marne, Garde dou seel & dou contre-seel de la Prevosté doudit lieu, faisons sçavoir à tous que pardevans nous pour ce en propre personne establie ladite Dame le don, l'odroy, la cession, les promesses & les obligations & toutes les choses & singulieres cy dessus esrites, a fait, ordonné, accordé & greer de l'autorité & de la volente le devandit Monsieur Gauchier son marit & ce present & consentant par devant nous en la maniere devant dite, & les a promis ladite Dame à tenir & à non contrevainir par sa foy donnée corporellement en nostre main. En tesmoignage de laquelle chose nous avons mis le seel de ladite Prevosté à ces presentes Lettres avec les sceaux de ladite Dame & doudit Monsieur Gauchier son marit, sans le droit le Roy nos Signour & l'autrui. Ce fut fait & accordé l'an de grace mil trois cens vingt & cinq, le Samedy apres la feste saint Nicolas en Hyver, seellée de trois sceels de cire verte sur doubles queues.

CXXXV.

Lega fra le tre Cantoni d'URANIA, SCWIT & 10. Dec
UNDervalD fatta a Biven l'Anno 1325.
nel primo Martedì doppo Santa Nicola. [Pièce
qu'on donne sur un MS.]

AL nome di Dio che così sia. Vedendosi che la memoria dell'huomo è molto debole & presto passà per il che esto facilmente si scorda il successo de Negotti, il quale lungamente durare doveria, poi che è molto utile & necessario che le cose le quali apportano Pace, quiete, & utile, & honore, in scritto, & istrumento facciamente sia fatti, onde noi Compatrioti d'Urania, Scwiti & Undervald, notificamo, & facciammo sapere à qualunque leggerà overò sentirà leggere le presenti Lettere, che noi, per provvedere & remediare alle difficoltà & male qualità de tempi, & per poter molto meglio restare in Pace & concordia fra noi, & che ancora possiamo più facilmente difendere & mantenere, i nostri corpi & beni ci siamo con fede & giuramento perpetuamente & stabilmente l'uno con l'altro assicurati & collegati, la qual fede & giuramento di commun consenso havemo lodato, & approvato, & prometto di consigliarci, & aiutarci l'uno l'altro con la persona & roba a nostre spese dentro & fuori del Paese contra tutti quelli che ad alcuni di noi facefsero, o far volefsero forza, o torto tanto alla persona alla Robba, si che ne risultasse danno à qual si voglia di noi o al corpo o all'i beni, questi tali dovemo aiutar noi meglio che potremo, & far li ristorare in ogni interesse & danno sia per accordo o per ragione.

Havemo anco fra noi ordinato questo in questa stessa Lega che niun di nostri Paesi, o sia Cantoni, nè meno alcuno di noi in privato li deva insorgire overo ricevere alcun Signore senza la volontà degli altri, d' senza il lor consiglio, ma ognuno o maschio o femina sia ne debiti & honesti serviti obediante al suo Signore vero, ovvero alla sua vera Signora, eccetto à quelli Signori quali col ferro volefsero pigliare de nostri Paesi, & ci volefsero attingere à qualche cosa ingiusta à quali non si debba fare alcun servizio mentre sono in discordia con gli nostri.

Noi in questo ancora siamo accordati, che niun de Cantoni ne meno degli accordati debba fare alcun Giuramento, o sicurezza ad alcun Straniero d' Fuorastiero senza il consentimento degli altri Cantoni, & Collegati. Non debba ancora alcun de nostri Confederati venire à ragionamento alcuno con idetti Stranieri senza il consentimento degli altri, & senza lor licenza mentre che i Cantoni non sono soggetti.

ANNO 325. Se accadeffe ancora che alcuno tradesse alcun de Cantoni, ò lo desse in altre mani, overò non offervasse alcuna delle cose soprascritte debba esser tenuto per traditore, & per huomo senza fede, & la persona sua debba venir nelle mani de Cantoni, & i beni confiscati.

Oltra di questo siamo convenuti, che niun de noi debba torre ne meno havere à tollerare alcun Giudice, il quale ò con deneri, ò con altri bene comprati Offici, se egli non è nostro Compatriota.

Se ancora fra Confederati nascesse qualche differenza, ò guerra, all' hora debbamo i migliori & più sacri andare à levar via tale differenza, disordine, & guerra per accordo ò per ragione, & se una della parte contradicesse, à questo all' hora gli altri Confederati debbamo ajutare l'altra con accordo, ò con ragione à spese del detto contraditore.

Se accadeffe ancora discordia, differenza, ò guerra tra Cantoni, & uno di loro non volesse acquetarsi ne per accordo, ne per ragione à spese & interesse del disubbediente davanti ajutare gli altri.

Se alcuno de Collegati ammazzasse l'altro, che quello ancora perda la vita, salvo se potesse provare, essendoli però concesso, che egli l'avesse fatto per difesa del corpo suo, & se quel tale sene fuggisse, all' hora quel tale il quale gli dà albergo ò le difenderà dentro del Paese, esto sia parimente bandito, & non possa ne debba ritornare nel Paese fino à tanto che i Cantoni di commune concordia non l'ammetteranno.

Accadendo ancora che alcuno de Collegati abbruggiasse ò mettesse fuoco alle case dell' altro, colui mai più possa ritornare à repatriare & colui che l'alberga, ò li dà ajuto sia obligato à rifare il danno alla parte danneggiata.

Che niuno debba far pignore l'altro salvo che per fitti, & per sicura, & che non lo possa fare senza il suo Giudice.

Che ognuno debba essere obediante al suo Giudice; & à colui presentarsi nel suo Paese, & avanti quello stesso stare à ragione.

Se alcuno per mala sorte si opponesse al Giudice, ò fosse disubbediente, ò per la sua disubbedientia facesse danno ad alcuno de Confederati, all' hora quelli della Lega lo debbano costringere à rifare il danno al patiente.

Per tanto accio che la presente Lega & Capitulatione & tutte le cose sopra scritte in perpetuo stabili, & in suo vigore, havemo noi Compatrioti d'Urania, Scwit, & Undervald, posti i nostri Sigilli nella presente, la quali fu data à Biren l'anno 1325. nel primo martedì doppo Santa Nicola.

CXXXVI.

Dec. *Littere EDUARDI II. Regis Anglie ad Archiepiscopos, Episcopos & Abbates Regni sui, ne quis, preterea Litterarum Papalium, aliqua Juri Corone prejudicialia attemptare presumat. Dato apud Sanctum Edmundum die 22. Decembris 1325.* [RUMER, Foedera, Conventiones &c. Tom. IV. pag. 184.]

REX, venerabili in Christo Patri, W. eadem gratia, Cantuariensi Archiepiscopo, totius Anglie Primati, Salutem.

Volentes conservacioni Jurium Coronæ nostræ, prout ad hoc vinculo attingimus Juramentis, modis & viis, quibus poterimus, providere: & illorum conatibus, qui hujusmodi Jura decurtare, seu diminuire moluntur, resistere, prout decet;

Vobis mandamus, in fide & dilectione, quibus nobis tamenini, fmitter injungentes, quòd, si aliqua Littere Papales, seu alia quæcumque (in quibus aliqua nobis, seu Juri Coronæ nostræ, aut Populo nostro, præjudicialia sint contenta) vobis delata fuerint, seu ex nunc descripti contigerint, exequenda, eas, nobis inconsultis, executioni nullatenus demandetis; nec quicquam, quod in nostris, & Regie dignitatis nostræ præjudicium, cedere poterit, attemptetis, aut per Officialis, seu Ministros vestros, attemptari aliquatiter permittatis.

Taliter, in hac parte, vos habentes, quòd quicquam in diminutionem Jurium Coronæ nostræ (ad quorum defensionem, ex debito Fidelitatis & Legeantie vestre, stricti estis) non fiat, seu aliquatiter attemptetur, per quod ad vos, tanquam ad Violatores eorumdem Jurium, capere, ut convenit, debeamus.

Teste Rege apud Sanctum Edmundum vicefimo secundo die Decembris.

Per ipsum Regem.

1325.

Eodem modo mandatum est subscriptis; videlicet, Domino W. Eboram Archiepiscopo Anglie Primati.

Domino L. Dunelm. Episcopo.

Domino J. Karli. Episcopo.

Domino H. Lincoln. Episcopo.

Domino J. Wynton. Episcopo.

J. Cicehrens. Episcopo.

Th. Wygarn. Episcopo.

R. Sarum. Episcopo.

R. Coventr. & Lich. Episcopo.

J. Bathon. & Wellen. Episcopo.

H. Rossen. Episcopo.

W. Exon. Episcopo.

S. London. Episcopo.

J. Landavens. Episcopo.

D. Menevens. Episcopo.

J. Eliens. Episcopo.

A. Bangorens. Episcopo.

Assens. Episcopo.

Priori Dunelm.

Priori de Bradelington.

Priori Sancti Swithini Wynton.

Priori Sancti Johannis Jerlm. in Anglia.

Abbati de Walsbam.

Abbati de Aynham.

Abbati de Bello loco Regis.

Abbati de Leycestr.

Abbati Westm.

Abbati de Langedon.

Abbati de Burgo Sancti Petri.

Abbati Beate Marie Eboram.

Abbati de Colcest.

Abbati de Ramseye.

Abbati de Thorneye.

Abbati de Redynges.

Abbati de Thornton.

Abbati de Evesham.

Abbati de Orneye.

Abbati de Hida juxta Wynton.

Abbati de Cirencestr.

Abbati de Wynebecomb.

Abbati de Selety.

Abbati Sancti Petri Glouc.

Abbati Glasfon.

Abbati de Langeley.

Abbati de Croulond.

Abbati de Walceden.

Abbati Sancti Augustini Cantuar.

Abbati de Sancto Albano.

Abbati de Sancto Edmundo.

CXXXVII.

Extrait du Traité & Conditions sous lesquelles ceux de BRUGES, d'YPRES, & autres leurs Adhérents sont reçus en grace par LOUIS Duc de Brabant leur Souverain contre lequel ils étoient revoltez. Fait à Arkes près de S. Omer, l'an 1326. [PIERRE D'OUDERGHEEST, Chroniques & Annales de Flandre. Chap. CLII. Feuille 255.]

FLAN. DRZ.

PREMIERS, que ceux de BRUGES, YPRE, le Franc, Courtray & leurs adherents seroient faire & fonder un cloistre de Chartroix, au dehors de Courtray, de douze freres, & ce en l'honneur de Dieu, & pour les ames des trespassés, & qu'ils employeroient pour le susdict effect jusques à la somme de quatre mille livres de Flandre. Qu'ils rendroient & restitueroient aux Eglises & Abbayes, les dommaiges & interets par eux soustenus, au moyen de la susdicte guerre, selon l'estimation & ordonnance de six personnes, que ledit Conte denommeroit ausdictes fins. Que trois cents personnes de Bruges, & de Courtray, seront envoyées en peregrinaige. Si comme les cents vers Saint Jacques en Galice. Les autres cent à Saint Gilles en Provence, & le demeurant vers nostre Dame de Rochemadour. Que le Conte sera restitué en sa Conté de Flandre, & que lesdits de Bruges, & leurs adherents lui seroient nouvellement, saulx la Souveraineté au Roy de France. Qu'ils payeroient au Conte pour ses frais & despens, cent mille livres Tournois, en deduisant par ceux de Bruges, soixante six mille livres Tournois, qu'ils avoient promis payer pour le faict du Conte

ANNO 1326. Conte Jehan de Namur. Qu'ils payeroient & configneroient es mains du Roy Charles ou de son Commis, la somme de deux cent mille livres Tournois : moyen-
nant laquelle ledit Seigneur Roy prendroit a la charge, la satisfaction que cheoit a l'endroit de ceux de Gand & d'Audenarde, pour les dommages & interets par eux souffertus, durant les fuscidies divisions & rebel-
lions. Par cest appointement fut semblablement traicte & accordé, que pour nourrir & entretenir le pais de Flandre, en bonne paix & union, le Roy de France enverroyeroit, de dix ans en dix ans, ses Commissaires au-
dict Flandre, pour de nouveau faire jurer & publier la-
dicte Paix. Que moyennant ce que dessus, toutes cho-
ses seroient pardonnées, & tous prisonniers, tant d'une
part, que d'autre, delivrez, ensemble que chacun
retourneroit au sien, selon qu'il le trouveroit. Ce fust
faict a Arque par les Deputez du Roy, & du Conte
d'une part, & par les Deputez des Villes de Bruges, Y-
pre, du Franc, Dam, Nieuport, Berghes, Cassel,
Messines, Warneston, Poperinghes, Bourbouch,
Bailloul, Courtray & la Chastellenie, Furnambocht,
Burburchanbocht, Audenbouch, & l'Escluse &
d'autre.

CXXXVIII.

3. Jany. *Litteræ EDUARDI II. Regis Angliæ ad Papam
JOHANNEM XXII. in quibus ipsum rogat, ne
Primogenito suo in Galliis degenti Dispensationem
ad Matrimonium, inconstituto Rege, concedere velit.
Date apud Haule die 3. Januarii Anno 1326.
[RYMER, Fœdera, Conventiones &c. Tom.
IV. pag. 186.]*

PAPÆ Rex devota Pedum oscula beatorum.

Crescente hominum malitia, & mole peccami-
num exigente, undique mala profluit, pullulat Seges
Zizaniæ, ac Scandala oriuntur, vertitur Fides in Per-
fidiam, & ex Amoris desiderio, latens odium Arma
sumit.

Ecce! enim, Pater reverende, ut vestra bene novit
Circumspicio, pro reformatione Pacis & Concordiæ
inter Magnificum Principem, Regem Franciæ, Fra-
trem nostrum, & Nos, vestris optemperantes Monitis,
ac Nunciatorum vestrorum (quos ea de causâ ad partes
Angliæ & Franciæ destinatis) Consilia prosequentes,
primò Consortem nostram, ac demùm Edwardum,
filium nostrum Primogenitum, ad dictas partes Franciæ
transmissimus; sperantes, per eorum præsentiam, inter
Fratrem nostrum, & Nos (sicut & nobis certitudinali-
ter promissum fuerat) Pacis & Amicitie Fœdera debere
integraliter reformari; set, ad quem exitum ipsa nego-
tia fuit deducta, vestræ Mansuetudini scripsimus non
est diu.

Verùm quia tam dicta Confors nostra, quàm dictus
Filius noster, exterorum consiliis (quod displicenter re-
ferimus) jam reguntur: & Nobiles & Magnates (quos
ipsorum Obsequiis & Consiliis deputaveramus) licen-
ciati ab eis, ad Nos in Angliam redierunt; nobisque
datur intelligi quòd aliqui dictum Filium nostrum, con-
tra nostrum assensum & voluntatem, maritare propo-
nunt; de quo turbamur, nec immerito, & movemur;

Vestre Beatitudinis (ad quam, velut ad singulare Re-
fugium, semper recurrimus) supplicamus affectione,
quâ possumus, ampliori, quatinus, si pro Dispensatio-
ne aliquâ impetrandâ, super Conjunctione matrimonia-
li ipsius Filii nostri, cum aliquâ de Consanguinitate
suâ, per quoscumque, vestre Sanctitati contigerit sup-
plicari, eam prorsus denegare dignemini, quousque nos
hujusmodi Copulationi assensum præbuerimus, & vo-
bis inde miserimus preces nostras; præsertim cum nec
Juri nec Rationi conveniat quòd, absque nostrâ volun-
tate & assensu, alicui maritetur.

Ceterùm, Pater Sancte, cum pluries dictâ Consorti
nostræ mandaverimus, ut ad Nos rediret in Angliam
(prout aliis vobis meminimus nos scripsisse) nec ipsa
licusque venire curaverit (quamquam Causa non sub-
fuerit, Deus novit, nec Mundus ignorat, quare se à
nobis deberet subtrahere, aut nostrum Consortium de-
clinare) placeat quæsumus vestre Mansuetudini, juxta
Officii vestri debitum, tale & tam salubre Remedium
appondere in hac parte, quòd auferatur Exempli pernici-
e, & Paternæ provisione hinc inde Animarum saluti
consultatur.

Conservet &c.

Dat. apud Haule tertio die Januarii.

CXXXIX.

ANNO 1326. *Ordre donné par EDOUARD II. Roi d'Angle. 8. Fevr.
terre au Viconte de Northampton & autres
Grands & hauts Officiers de son Royaume, pour
traiter en Ennemis tous ceux qui accompagneront
la Reine ISABELLE son Epouse, en cas qu'el-
le viendrait avec main forte en Angleterre. Donné à
Gaywod le 8. Fevrier 1326. [RYMER, Fœ-
dera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 188.]*

LE Roy au Visconte de Northampton, Salut.

Come, n'adgaires, per assent & request des Pre-
lates, Contes, & Barons, & autres Grantz de nostre
Roialme, eussions envez la Reine as parties de Fran-
ce, pur appaier asquns debates, lessquels le Roi de
France avoit me devers nous sur la Duchee de Guyenn,
par feur & saur Conduit du dit Roi de France, de y
aler, demorer, & revenir.

Et puis apres, par assent, & par le conseil la dite
Reyne, les Messages le Pape, & noz Messages es par-
ties de France, & par assent des diz Prelates, Contes,
& Barons, & autres Grantz avantditz, & ainxin par
assent du dit Roy de France, eussions donez a Ed-
ward, nostre chere Filz, la dite Duchee, par la ou
nous fumes prestz, sur la mere, d'avoir passé pur nostre
Homage faire.

Et tut soit ceo que nostre dit Filz eit fait son homage
avantditz, & que nous eoms mandes a la dite Reyne, &
a lui, de venir devers nous iadumeins, ele n'ad volue
venir, ne fœssie nostre dit Filz a venir a nous; mes
avoms entenduz, par noz feaux & leaux, que vaignent,
q'ele, par sole conseil, s'est eone au conseil le Morti-
mer, nostre Enemi notoire & Rebelle, & des autres,
noz Enemis & Rebeaux cetes parties, & par eux, & od
eux, fait Atret & Alliance des Gentz, de cetes par-
ties, & des autres Estranges, auxibien des noz En-
emis & Rebeaux, come des autres, a venir, od nostre
dit Filz Edward, aforcement fur nostre terre d'Engle-
terre, a grever & destruer noz bones Gentz, & nostre
Poeple de mesme la terre, & a mettre la terre en daun-
ger & subjection des Aliens, & de noz Rebeaux, a
nostre deshonor, prejudice, peril, & desheritance de
nous & de nostre Coroune, & grant damage & destruc-
tion de nostre Poeple avantditz.

Nous, voillant tieux Prejudices, Perils, & Deshe-
ritances, eschurer, vous Commandoms, fermement en-
joignantz, q'en toux les lieux, en vostre Baillie, auxi-
bien dedeinz franchises, come dehors, facez aperte-
ment crier, & de part nous commander, sur quantque
il purront forsaire devers nous, que ceux, les Countes,
Barouns, Chivalers, & autres Gentz d'Armes,
Arraours des Gentz d'Armes, Hobelours, & autres
Gentz a Pie, od les gentz issint par eux Attraiez, soient
Prelz, & Apparailliez d'aler, a Force & Armes, contre
tieux Aliens eltraunges, & Enemis de nous, & de
Realme, q'ils soient, par eux arester & destruer, a
totes les foitz, q'ils orront, ou faveront de lour ve-
nue;

Issint que, si la dite Reyne & nostre Filz vaignent en
noz Niefs, queles nous manderoms pur eux, soule-
ment od lour Meigne, en bone manere, & obeissan-
ce, selonc nostre volonte & nostre commandement,
adonques les recevoir honurablement & curtoisement,
come appent.

Et, si eux vaignent en autres Niefs, od tiel poeir,
en desobeissantie manere contre nostre volente, come
est dessus dist, adonque (sauvent les corps de nostre dit
Filz, & de la Reyne tant soulement) contre les autres
Aliens eltraunges, qui vendront en lour Compaigne,
ou hors de lour Compaignie, en tiel manere facent come
des Enemis de nous, & de nostre Realme.

Et ceux, que seront prestz, & mettront peine &
diligence a ceo faire, tendrons nos bones gentz, & noz
feaux & leaux; & ceux, que se seindront, & ne voil-
lent faire, ou seront negligenz, & laschez en ceste
besoigne, tendrons nos Enemis, & Adherdauntz a
eux, & pur tieux les puniroms.

Escriit a Gaywod le viij. jour de Fevrier.

En mesme la manere est escrit a toux les Viscountz
d'Engleterre.

En mesme la manere est escrit a Johan l'Esturmy,
Admiral de la Flote des Niefs, del entre de Tammes,
vers le North.

En mesme la manere est escrit a Nicole Kyryel, Ad-
miral

ANNO miral de la Flote des Niefs, del entre de Tamise, vers le Suth.

326. *Teste ut supra.*

En mesme la manere est escrit a Rauf Basset de Drayton, Conestable de Dovorr. & Gardeyn de Cinque Portz.

Teste ut supra.

CXL.

8. Fev. *Littere Bolkonis Ducis Oppolienfis super concessis sibi in feudum à JOANNE Bohemia Rege terra Waltenberg, cum Glogovia minore aliisque Feudis. Datum annò 1326. 12. Kalend. Martii.* [LUNIG, Teutischen Reichs Archiv. Part. Special. Continuut. I. Fortsetzung I. Absatz III. pag. 281.]

Nos Bolkoi Dei Gratia Dux Oppolienfis, & Dominus in Waltenberg recognoscimus, & fatemur tenore presentium universis. Nos esse Principem & Vassallum Magnifici Domini nostri Domini Joannis Bohemie, & Polonia Regis Illustris ac Comitum Lucemburgensis, & ab eo terram Waltenberg, cum Glogovia minore & Czulcz nec non Stulicz Oppido cum munitione ibidem, & Parmulim munitione, etiam cum Villis, hominibus, Vassallis & Militibus ad ipsas spectantibus, ac aliis suis pertinentiis universis, in quibuscunque titulo habituri, nostro hereditum & successorum nomine Ducum Oppolienfis & Dominorum ibidem in Waltenberg receptis in feudum & ab ipso tenere ac possidere jure volentes quod heredes & Successores nostri Ducum Oppolienfis, & Domini in Waltenberg prelibati, juxta Litterarum continentiam, quas à prefato Domino nostro Rege Bohemie super eo recepimus, & habemus quodcumque predictam terram nostram vacare contingerit eam ab ipso Domino nostro aut à suis hereditibus vel Successoribus suis Bohemia Regibus in feudo recipere semper deinceps debeant & tenere, & fidei sibi servandæ perpetuo fidelitatis homagium, sicut & nos nunc spontaneæ & libera voluntate fecimus ei vel eis, tanquam ejus vel eorum Principes & Vassallus fidera fide intendere debant & parere. In cujus rei testimonium presentes Litteras fieri & sigillo nostro jussimus communiri. Anno Domini MCCCXXVI. Duodecimo Calend. Martii.

CXLII.

8 Mars. *Lettre d'EDOUARD II. Roi d'Angleterre, au Roi de France CHARLES IV. dans laquelle il se plaint de la conduite de son Epouse ISABELLE, & prie le Roi de lui renvoyer incessamment son Fils aîné. Donnée à Lichfeld le 18. Mars 1326.* [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 194.]

TRESCHER FRERE,

Nous avoms bien conceu & entenduz vos Lettres, par queles nous vous signifiez que vous avez parlez, à bone diligence, à vostre Soer, sur les reisons & choses que nous vous avions respond; & que ele vous ad dit q'ele desire tant d'estre ovesque nous, & en nostre compaignie, come bone Femme deust estre od son Seignur: & que les semblaunz d'amistie, entre lui & nostre chere Neveu & foial H. le Despenfer, n'estoient que feyntes, & la perceivoit bien; mes ensi coveneit sustener pur passer le temps, & pys escheure.

Certes, Treschere Frere, s'eie nous amast, ele desirast estre en nostre compaignie, come ele ad dist: ele, que deust estre meeneresse entre vous & nous de entiere & pardurable Pees, ne deust pas querre voies de novele Diffension, que ja ele fait, ne ele ne eust partie de nous, come ele fist, par colour de Pees & Amur norir entre vous & nous queun choses nous entendismes en bon foye, & pur ce la mandasmes à vous; & lor ce pensa en son cuer de foi retrere ensi de nous, par feynte encheison, controvee cointre verite, si come nous vous tesmoignames autrefoiz, coment q'ele vous die le contraire, & ne mye verite. fauve vostre reverence, qar unques, tant come ele feust devers nous, mal ne vilenye ne rescient de nous, ne d'autri, ne ne te q'el' ussons soestier pur riens, & ne pas q'ele eust quise encheison feynte de sustener pur temps passer, & pys eschure, que unques nul mal n'avoit, ne semblable chose est q'ele pur ce le seist; qar, puis q'ele feust partie de nous, & feust venue par devers vous, ele manda à nostre chere Neveu & foial H. le Despenfer Lettres d'auxi grant amistie & especiale, come ele poeit plusieurs foiz de temps en temps; acorde cy la,

que au darrain, quant nous la envoiams querre, & adonques au primer monstra ele la feynte cause, que unques; mes n'estoit cy ne souspezone de nul, si par lui, noun par quei, ces choses confideres, homme ne doit mye foy porter à tiele feynte controveure; contre verite.

Mes verriablement, Trescher Frere, assez apareivoms, & auxint le poez vous, & tot homme, q'ele ne nous eyme mye come ele deust faire son Seignur, & que la cause, q'ele parle de nostre dit Neveu, est feynte, & ne mye certeyne, pur quoi ele ce retret de nous; mes pensoms que ceo soit desordeine volente, quant, si apertement, & notoirement, ele sachaument, cointre son devoir, & cointre l'estat de nostre Coronne, quele ele est tenue amer, ad atret à lui, & en sa compaignie retient, de son conseil, nostre Treitre & Enemy mortel, prouz, atteint, & jugez, solonc les leis & les usages de nostre Roialme, le Mortimer, & altres tieux de sa covynee, & à lui sa compaignie, en hostiel, & de hors, totes partz, celuy malveys, qui vous, à nostre requeste, avez autrefoiz banny de vostre poair, come nostre Enemy, per vertue des Alliaunces entre noz Auncestres aistimes.

Si devezes bien voler, Trescher Frere, q'ele se chastait des tieles mesprisions, & se porta, come faire deust, pur honur de touz ceux, à qi ele attient.

Quant à nostre Fuitz, Treschere Frere, à qi auxint sa Mere, vostre dite Soer, fait à compaigner nostre dit Treitre & Enemy, & lui counseiller, & maner en despit de nous sa demoeur, ne nous plect mye teles parties ne pur sa Mere, ne pur autri.

Si vous prioms, Trescher Frere, que desicome pur vous plere, & par grant assiaunce de vostre naturelle & bone foy, sanz payres mettre debat sur son conduyt, luy eoms nostre Duchee donee, & à vous envoie, & il soit de si tendre age qil ne poet, ne ne scier soi mesmes gouverner, luy nous voillez remaunder od tote hast, issint que nous puisjoms ordeiner de lui, & de ses choses come assier, & à luy pendre ces terres de la Duchee, qe vous tenez, si come bone foi le voer, coment que ascuns voillent entendre les parolis de l'accord, en trop redde manere, à nostre desheritefon.

Et de ceo que vous perra faire, Trescher Frere, de totes ces choses, si vous plect, solonc Dieu, selon, bone foy, & fraternele naturelle, sanz avoir regarde à volentrine pleiaunce de femme, au autre desir, & des totes autres choses nous voillez remaunder voz voluntez par Portour de cestes.

Don. à Lichfeld le xvij. jour de Marcz.

CXLII.

Lettre d'EDOUARD II. Roi d'Angleterre à EDOUARD son Fils aîné, portant défense de se marier sans son consentement, & lui ordonnant de s'en retourner sans delay en Angleterre. Donnée à Lycheffeld, le 18. Mars 1326. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 195.]

EDWARD BEAU FUITZ, Nous avoms bien entenduz ceo, que vous nous avez responduz par voz Lettres, & de ce que vous nous signifiez que bien vous remembre de noz charges, auxint bien de ces que vous vous ne deveriez marier sanz nous, come d'autres choses, & de ceo que vous nous deistes, à vostre departir de nous, à Doure, & que vous ferriez touz jours noz comandementz & plects à tot vostre poair.

Beau Fuitz, si ensi le facez, vous ferriez bien sagement, & vostre devoir, & avez gre de Dieu, de nous, & de tout homme; & si ce noun, vous ne poez eschure grant des & damage vers Dieu, & tot homme, corouce & grant indignacion de nous; si vous chargeoms en taunt, come nous pooms, & sur quant que vous poer messaire vers nous, que vous remembrez bien des dis choses; & que en nulle manere ne vous mariez, ne soestiez marier nulle part, sanz nous & nostre assent, ne eviz ceo que vous soiez venuz par devers nous, ne autre chose facez que purra damage de nous, en corouce de cuer.

Et quant à ceo que vous nous mandez, q'il vous semble que vous ne poez si toult venir par devers nous, come nous vous avoms mandez, par cause qe vostre Mere, q'est, à ce que vous dites, à tresgrant mesaise de cuer, & que vous ne la purriez lessier taunt come ele est en tel point, pur nature, & faire vostre dever lessier longement en tiel meschief.

Beau-

ANNO
1326.

ANNO 1326. Beaufruit, vous savez comment nous l'avons amee, & cherie, & verroiemment, si ele fe eult portee vers nous, come faice d'est vers son Seigneur, nous harriens molt savor sa doulour, ou son meschiel;

Mes coment que ele se feigne encheson de se retrere de nous, par cause de nostre chere Neveu & Foyal, H. le Despenser, q' touz jours nous ad si bien & loialment servi, vous veez, & tout le Mound peut veer, q' ele appartement, notoirement & fachement contre son devoit, & cointre l'estat de nostre Coroune, quele ele est tenue amer & maintenir, attret a sel, & en sa compaignie retient, de son conseil, le Mortimer, nostre Treitre & Enemy mortel, prouver, assiens, & jugez, & a lui se accompaigne en Houstel, & des hors, en despit de nous, & de nostre coroune, & des droitures de nostre roialme, & celui malveys que, nostre Treschier & tresamez Frere, le Roi de France, vostre Uncle, a nostre requete, avoit autre foitz banny de son poair, come nostre Enemy;

Et ungore fait ele pys, si pys puet estre, quant ele vous ad baillie en compaignie nostre dit enemy, & fait veoir Conseil, & vous fait aherder & attrete a lui appartement, & notoirement, veant tot le mound, si a tresgrant deshonur & vilanye de nous, & de vous, & en prejudice de nostre Coroune, & des leys & usages du Roialme d'Angleterre, as queux vous estes soverieinement tenuz sauver & maintenir.

Par qoi, Beaufruit, & plusieurs autres resons, vostre demorees celes part, q'est si hountouse, & puet estre a vous trop perilouse, & damagouse en moltz des maners, ne nous plect mie, ne a vous ne deit plere, ne pur vostre Mere, ne pur autri.

Si vous mandons & chargeons en la foi, amiste, & ligeance, que vous nous devez, & sur nostre benizon, que tait tois veignez par devers nous, nient contrefautes les excusacions desudites, ou nulles autres, od tote la haste que vous purrez, car vostre Mere nous ad escrit que, si vous voillez retourner, ele ne vous destourberait pas: & n'entendons pas que vostre Uncle le Roi vous reteneis contre la fourme de vostre conduit.

Et en nulle manere ne lessiez, ne pur vostre Mere, ne pur autre cause, d'aler en la Duchee, de qoi nous bioms ordeiner prestement, a vostre honur, od l'aide de Dieu, ne pur autre cause, ne excusacion, que vous ne veignez hallivement, sur nostre benizon, si come vous volez eschure nostre coroune & indignacion, & sur quant que vous plect messaire vers nous; insint que nous puissions ordeiner de vous, & de vostre estat, auxi bien de la Duchee, come des autres terres, que vous avez par decessa, commun profit & honur d'entre nous, come assiert.

Et, si Johan de Bretagne, & Johan de Cromwell, voillent venir en vostre compaignie, ils feront lour devoit.

Beaufruit, ne trespassez mie noz comandementz, car nous harriens molt, que vous seissiez chose que vous ne dussiez.

Don. a Lychefeld le xvij. jour de Marz.

CXLIII.

31 Mars. *Traité de Paix entre CHARLES IV. dit le Bel Roi de France, & EDOUARD III. ou VI. Roi d'Angleterre, fait à Paris le dernier jour de Mars (1) 1326* [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 114. d'où l'on a tiré cette Pièce. RYMER, Fœdera, Conventiones &c Tom. IV. pag. 279.]

A TOUTS ceux, qui verront & oiront ces presentes Lettres, nous Pierre Evêque de Chartres, Pierre Evêque (a) d'Auxerre, Philippe Comte de Valois, (b) d'Anjou & du Mayne, Gauchier de Chastillon, Conseiller de France, Milles Sire de Noyers, (c) Matthieu de Truye Mareschal de France, Jehan Cerchemont Chancelier de France, & Andrieu de Florence (d) Doyen de Furnes, Conseillers (e) de nostre tres cher & redoubté Seigneur CHARLES par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, & nous Johans Evêque de Winchester & Willaumes Evêque de Norwic, Johan de (f) Werint, & Hugues de Dandeluy Messagers & Procura-

(1) Quel que cette Pièce soit ainsi datée à la fin dans Leibnitz, & dans Rymer; cependant celui-ci l'a mise entre celles de l'année 1327. En effet cette dernière Date doit être la véritable; puis qu'il n'est pas probable que le Roi de France eût voulu traiter avec Edouard III. sur le p. e. : Roi d'Angleterre, avant que les Etats du Royaume l'eussent reconnu pour tel, ou du moins pour Administrateur; ce qui n'arriva que le 25 Octobre 1326, comme on le verra dans la suite. D'ailleurs, on a mis ici en marge les principales variantes, qui se trouvent dans la Copie de Rymer.

reurs de nostre tres cher & tres redoubté Seigneur E-ANNO 1326. DOUARD Roy d'Angleterre; Sçavoir taitous, que nous Conseillers & Procureurs dudit Roy de France (g) & pour luy d'une part, & nous avant dits Messagers & Procureurs de nostre dict tres cher & tres redoubté Seigneur Edouard Roy d'Angleterre en son nom & pour luy d'autre part; sur débats, diffensions & descords meuz entre le dict Roy de France & Monsieur Edouard naguères Roy d'Angleterre en la Duché de Guyenne & ailleurs en mer & en terre des Royaumes de France & d'Angleterre, avons accordé pour le bien de Paix en la forme, qui s'ensuit.

§. 2. Premièrement que la terre surpris sur le dict Roy de France en la dicté Duché, puis & contre la forme de l'accord, qui dernièrement se fist entre le dict Roy de France & le Roy d'Angleterre, (h) soit sans delay restituée au dict Roy de France, ou aux siens en son nom à tenir selon la forme dudit accord; ainsi ce que ledit Roy de France ou ses gens en son nom ont occupé, en la dicté Duché, puis & contre la forme dudit accord soit sans delay restitué au dict Roy d'Angleterre qui ores est, ou à son mandement.

§. 3. Et avons accordé d'une part & d'autre au nom de nos dits Seigneurs les Roys, que nul homme ne su-jets d'une (i) partie, & d'autre, pour cause de desobeissance & rebellion ou trespas fait en attendant à l'une partie ou à l'autre ne soit domagez, molestez ne grevez en personne, ne en leurs biens; exceptez les personnes (k) fus escriptes. Et que ledit Roy d'Angleterre par cause de cette restitution (l) faite au dict Roy de France de (m) tenir surpris sur luy en la forme susdite, se nulle y soit, ne soit achoisonnez ne chalengez en nulle maniere comme de chose faite encontre ledit accord; ne que nul prejudice luy avienne en possession ne en propriété de nulle terre contre la forme d'iceluy accord; & tout ausy du Roy de France.

§. 4. Item pour toutes manieres de (n) cousts, frais & despens, dommages & tous interets, que ledit Roy de France ou ses Sujets aient souffert ou encouru par la cause des mouvements avans dis; nous avant dits Messagers & Procureurs dudit Roy d'Angleterre & (o) Duc de Guyenne, tout soit il (p) sans compte des dites mesprises, si comme nous maintenons; neantmoins pour le grand desir, que nous scavons, qu'il a d'avoir la grace & bonneveillance dudit Roy de France son Seigneur & Oncle, & pour bon amour & dilection affermer & nourrir entre les Royaulmes & les Sujets d'une part & d'autre, & pour estancher les dits maux; accordons par auctorité & pouvoir, que nous avons de nostre dict Seigneur & li obligons en cinquante mil Marcs d'Estelens au dict Roy de France, à prendre à sa volonte; ainsi, que au cas, que il plaic mieux à nostre dict Seigneur le Roy d'Angleterre soy mettre simplement des choses contenues en cet article à la gracieuse volonte dudit Roy de France, la dicté obligation de cinquante mil Marcs soit nulle (q) à chacun des Sujets d'une partie & d'autre; qu'ils (r) retournent, puissent & doivent retourner à leurs (s) heritages, qui ont esté occupé pour cause dudit es-mouvement, au point & en l'estat, qu'ils (t) trouveront; & ausy le dict Roy d'Angleterre ou ses Sujets ne puissent rien demander au Roy de France ne à ses Sub-jets, pour dommages, cousts, (v) munitez ou malefactions enfeignes dudit esmouvement.

§. 5. Et nous tous Procureurs Conseillers, & Messa-ges des dits Roys voulons, octroyons & accordons, que toutes malefactions soient & desja sont remises & quittées d'une partie & d'autre, à tous ceux, qui ont esté coupables, aidans & consentans en cause & pour cause dudit mouvement, exceptés les personnes des-sous escriptes. Item pour ce que Monsieur Olivier (x) d'Inghen, Monsieur Girard de (y) Castles, le Seigneur de Caumont, Monsieur Aymeyron du Foffat, Mon-sieur Arnault du Fort, qui fut Sire de (z) Fessen, le Bourk de Fois, le Seigneur de Lescu, Bertrand (a) Caillou, le (b) Sire de Landes, Remond Bernard de Sainte Foy, Alexandre de Caumont, qui fut Sire de (c) Tournebut, ont esté cause des dits mouvements, & les ont maintenuz; parquoy ils ont encouru forfaiture de corps & de avois, selon ce que le dict Roy de France maintient; nous avant dits Conseillers & Procureurs dudit Roy de France pour la contemplation de nostre tres chere Dame, Madame la Roynne d'Angleterre sa Sœur, d'icelle Mere dudit Roy d'Angleterre son Neveu, pour ledit Roy de France & ou nom de luy; accordons, relaissons & pardonnons en tout aus dites personnes peine de mort & de membres pour choses faictes puis les dits mouve-mens jusques à ores, en nuant & changeant les dites poines corporelles en poines de bannissement du Royau-

(a) de An-tre.
(b) d'A-mien.
(c) Mahien de Tye.
(d) Et Anen de Fournes.
(e) & Pro-cuteurs.
(f) He-nard, & Hugn Dau-deleye.

(g) de Ingham.
(h) Talen.
(i) Felym.
(j) Caillon.
(k) Senes-calle de.
(l) Tourne-
(m) ben.
(n) & d'au-
(o) & d'au-
(p) & d'au-
(q) & d'au-
(r) & d'au-
(s) & d'au-
(t) & d'au-
(u) & d'au-
(v) & d'au-
(w) & d'au-
(x) & d'au-
(y) & d'au-
(z) & d'au-

ANNO 1326. ANNO 1326.
 Royaume de France, mais qu'ils obéissent au ban.
 §. 6. Et nous Procureurs & Messagers dudit Roy d'Angleterre accordons & promettons, que nostre dict Seigneur fera ledit ban garder en toute la terre, que il a ou Royaume de France, & mettra à execution deus à son (e) Royal pouvoir, & des Châteaux & Fortereffes des personnes dessus nommez, ledit nostre Seigneur le Roy & Duc fera abatre en signe de justice & desobeissance, au mandement dudit Roy de France, & en presence de celui que il voudra deputer en la forme & maniere, que li Roy de France commandera. Et nous dicts Conseillers & Procureurs dudit Roy de France par autorité & pouvoir de luy & pour luy donnons & delaissons au dict Roy d'Angleterre & Duc tout le droit, que le dict Roy de France a, ou peut avoir pour cause des dictes forsaistures en tous biens des personnes dessus dits, meubles & non meubles estans en la Seigneurie dudit Duc; réservé audit Roy de France le droit de Souveraineté.

§. 7. Et nous tous avant dis Conseillers, Procureurs & Messagers, moyennans Reverends Peres en Dieu, Guillaume Archevesque de Vienne, Jean de Grandfon Archevesque de (f) Nothingen en l'Eglise de (g) Norde-
 wich, Messagers & Ambassadeurs à ce especiallement envoyez de nostre St. Pere le Pape, avons traité & accordé les choses sus escriptes en la forme sus escrete, se elles plaissent au dit Roy d'Angleterre. Et au cas que le dict Roy d'Angleterre n'aura ces choses agréés ratifiées, approuvées, & la ratification d'icelles notifiées au dict Roy de France dedans le Mardy apres les oâves de Pasques prochain avenir, pour tout le jour, les dites convenances, quitrances & remissions soient nulles, & de nul effect & valeur, ausy comme si elles ne eussent esté traitées ne parlées, ledit accord qui derrenement se fit entre ledit Roy de France & le Roy d'Angleterre, qui fut, (b) demourera en sa force & vertu (i) enlement. Nous tous Conseillers, Procureurs & Messagers des dicts Roys en nom d'eux & pour eux accordons, que au cas, que les dictes choses plaissent au dict Roy d'Angleterre & les confirme, que le Roy de France les confirmera, & (k) dictes confirmations seront faictes d'une partie & d'autre, (l) par Lettres bonnes & convenables. Et apres les dictes confirmations sera & est bon accord entre les dits Roys, leurs Royaumes & Duches de Guyenne & leurs Sujets, & denoureront en bonne Paix. Et ce sera publié & notifié dits dits (m) Royaume & Duché par l'autorité des dicts Roys. En (n) resmoin de laquelle chose nous avons mis nos feaux en ces presentes Lettres, données à Paris le dernier jour de Mars, l'an de grace mil trois cens vingt & six. Et sceillé sur double queue de douze feaux.

CXIV.

Avril. *Traité d'Alliance entre CHARLES IV. dit le Bel Roi de France, & ROBERT Roi d'Ecosse, fait au mois d'Avril 1326.* [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici, pag. 116.]

A Tous ceux, qui verront & orront ces presentes Lettres, nous Thomas Ranulphe Comte de Morut, Seigneur du Val du Annaude & de Manne, Jacques Ben Archidiaque de Saint Andrieu Sire de Louis, Adam de Morieffs Docteur de Decrets, Gautiers de Twissin Chanoine de Glascu, Procureurs de tres Excellent Prince Messire ROBERT par la grace de Dieu Roy d'Ecosse; faisons savoir à tous: que nostre tres cher Seigneur avant dit, considerant, qu'entre les autres choses, parquoy les Roys regnent, Royaumes sont gouvernez, convenable chose & necessaire est, que Princes s'allient ensemble par lien d'amitié & bienveillance, pour les grevances de ceux & qui grever les veulent, plus effortement refraindre, & la tranquillité d'eux & de leurs subgez plus paisiblement pourchasser; desirans que l'amitié & la bienveillance, qui a esté des long temps entre les tres Excellens Princes, les Roys de France, qui pour le temps ont esté, & les Roys d'Ecosse, perseverer toujours, & recueve accroissement avec tres Excellent Prince Monseigneur CHARLES Roy de France & de Navarre, encontre le Roy d'Angleterre, les qui predecesseurs foyente fois se sont penez de grever les dictz Royaumes de France & d'Ecosse en maintes manieres, par vertu du mandement & de la procuracion, que nous avons du dict nostre tres cher Seigneur le Roy d'Ecosse devandit, de laquelle la teneur s'ensuit.

§. 2. Universis Litteras presentes inspecturis, RO-

TOM. I. PART. II.

HERTUS Dei gratia Rex Scottorum, Salutem: No-
 verit universitas vestra, quod nos fecimus, constituimus, & per presentes ordinamus dilectos & fideles nostros Thomam Ranulphi Comitem Arranie, Dominum Vallis Anaudie & Mannie nepotem nostrum charissimum, Robertum de Rech. Mareschallum Scotia, Magistrum Jacobum Ben Archidiaconum Sancti Andree Legum Professore, Adam de Moravia Decretorum Doctorem, & Walterum de Twyham Canonicum Ecclesie Glasguensis, Procuratores nostros & Nuntios speciales, ad tractandum cum Serenissimo Principe, CAROLO Dei gratia Francorum & Navarre Rege Illustri, super quibuscunque confederationibus inter ipsum, heredes suos, proceres & regnicolas regni sui, ex parte una; & nos & heredes nostros, proceres & regnicolas Regni nostri ex altera in eundem: dantes eisdem, & dicto Comiti cum quatuor, tribus, duobus aut uno eorundem, plenam generalem & liberam potestatem, & speciale mandatum, cum eodem Serenissimo Principe, seu ejus Procuratoribus, cujuscunque status, conditionis, aut dignitatis existant, tractandi, paciscendi, firmandi, nomine nostro & Regni quascunque confederationes, obligationes & pacta, quibus inter eundem Regem Illustrissimum, heredes suos, proceres & regnicolas regni sui; & nos, heredes nostros, proceres & regnicolas regni nostri, perpetue confederationes & amicitie firmitas poterit concordari, ratum & gratum habentes & habuiti pro nobis, heredibus nostris, proceribus, & regnicolis Regni nostri, quidquid idem dictus Comes cum quatuor, tribus, duobus, aut uno eorundem, cum eodem Domino Rege, vel ejus potestatem habentibus, faciendum duxerint vel duxerint in premissis. In cujus testimonium presentibus litteris sigillum nostrum precepimus apponi. Datum apud Dundee, vigesimo die Aprilis, anno gratie, millesimo trecentesimo vicesimo quinto, & anno Regni nostri vicesimo.

§. 3. Avons fait alliance au nom de nostre dict Seigneur le Roy d'Ecosse, & pour li comme les Procureurs en nom procuratoire, en la maniere, qui s'ensuit. C'est à savoir, que le dict nostre tres cher Seigneur le Roy d'Ecosse, ses hoirs, & ses successeurs Rois sont & seront obligez au Roy de France, ses successeurs Rois, & au Royaume de France, pour guerroyer le Roy d'Angleterre à tout leur peril, se guerre sourt entre le dict Roy de France d'une part, & le Roy d'Angleterre d'autre; les treves entre les dictz Rois d'Angleterre & d'Ecosse ja prises & pendans en quelconque maniere, finies. Et encorés est obligé li Roy d'Ecosse, ses hoirs, ses successeurs Roys d'Ecosse, son Royaume, sa communauté, s'il advient, qu'ilz fassent paix, ou prennent treves avec le Roy d'Angleterre, ou ses hoirs, que le Roy de France, ses hoirs ou successeurs Roys de France, son Royaume, sa communauté, soit hors pris; si que celle paix ou treve soit nulle, se guerre sourt entre les devant dictz Roys de France & d'Angleterre. Et est le dict Roy de France, ses hoirs, ses successeurs Roys de France, son Royaume, sa communauté obligez, que s'ils faisoient paix, ou prenoient treve avec le Roy d'Angleterre, que nostre dict le Roy d'Ecosse devant dict, ses hoirs, ses Successeurs Roys d'Ecosse, son Royaume & toute sa communauté seront hors pris; se que celle paix ou treve soit nulle, se guerre sourt entre le Roy d'Angleterre, & ledit nostre Seigneur le Roy d'Ecosse.

§. 4. Et est encor le dict Roy de France, ses hoirs, ses successeurs, son Royaume, & sa communauté, obligez à nous Procureurs dudit nostre Seigneur le Roy d'Ecosse en nom procuratoire, & pour luy en bonne foy, comme loyaux allies, que toutes les fois, que le dict Roy d'Ecosse nostre Seigneur, ses hoirs, ses successeurs, son Royaume, & sa communauté auront à faire d'aide ou de conseil en temps de paix ou de guerre encontre le Roy d'Angleterre, ses hoirs, ses successeurs Rois d'Angleterre, ou ses subgez; qu'ilz les aideront comme loyaux allies, & toutes ces choses, & chacune d'icelles fermement tenir, & loyaument pour fournir, promettons en bonne foy, en nom procuratoire dudit nostre Seigneur le Roy d'Ecosse, & pour li, ses hoirs, ses successeurs Rois d'Ecosse, son Royaume, & toute sa communauté en la maniere dessus dicte fermement, & obligat * & pour les dictes choses & chacune d'icelles fermement garder, & entierement accomplir, tant comme elles ledit nostre Seigneur le Roy d'Ecosse, ses hoirs, ses successeurs Roys & son Royaume touchent.

§. 5. Nous Thomas Ranulphe Comte de Moret devant dict avons juré sur saintes Evangiles, en la presence du dict Roy de France, par especialle commis-

ANNO 1326. fion, que nous avons à ce faire; dont la teneur est telle: Univerſis Chriſti fidelibus, ad quorum notitiam præſentes Litteræ pervenerint, Robertus Dei gratia Rex

Scotorum, ſalutem in Domino ſempiternam. Noveritis nos per præſentes Litteras dediffe plenariam poteſtatem & ſpeciale mandatum Thomæ Ranulphi Comiti Moraviæ, & Domino vallis Anaudiæ & Manniæ, Nepoti noſtro caſiſſimo, ad jurandum in animam noſtram ſuper quibuſcunque confederationibus, obligationibus ſeu pactis, inter Sereniſſimum Principem Dominum Carolum Dei gratia Regem Franciæ & Navarræ illuſtrem, hæredes ſuos, Procereſ, & regnicolas Regni fui ex parte una, & nos, hæredes noſtros, procereſ & Regnicolas Regni noſtri ex altera, firmiter ineundis. Et quidquid dictus Comes jurando in animam noſtram in dicto negotio firmaverit, nos ratum & firmum perpetuo habituros promittimus bona fide. In cujus rei teſtimonium præſentibus Litteris ſigillum noſtrum præcipimus apponi. Datum apud Dundee, viceſima die Aprilis, Anno gratiæ 1325. & anno Regni noſtri viceſimo.

§. 6. Et ainſy a juré en l'ame dudit Roy de France en la preſence noble homme & ſage Guy Chevrier ſon Chevallier, & du commandement dudit Roy, pour les choſes deſſus dictes garder & accomplir, tant comme elles touchent le partie dudit Roy de France, ſi comme il eſt devant dict. Et pour ce que cette choſe ſoit ferme & ſtable au temps à venir, nous avons mis nos ſeaux à ces præſentes Lettres, données à Corbeil, l'an de grace 1326. au mois d'Avril, ſeellées de quatre ſeaux, un grand & trois petits, pendans à des cordons de foye verte.

CXLV.

15. AV. Litteræ EDUARDI II. Regis Angliæ ad Papam JOHANNEM XXII. ſuper filiis & falſis rumoribus, Regem, Reginam & Regis filium contingentibus. Datæ apud Kenilworth die 15. Aprilis 1326. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 230.]

PATER Rex devota Pedum oscula beatorum.

Pater Sanctiſſime, ob amoris & confidentiæ plenitudinem, quam in veſtrâ deſideramus affluentiâ Bonitatis, cuncta per ordinem, ut aguntur, pro Diſſenſionum materiis, inter illuſtrum Regem Franciæ, Fratrem noſtrum, & Nos, amputandis, curioſe veſtræ Manſuetudini intimamus; optantes veſtris Paternis ſemper Conſiliis dirigi, & ſulchri ſuſſragiis in agendis.

Nuper ſiquidem, Pater Sancte, per Litteras, ſub ſecreto Sigillo noſtro, quæ egimus, & quæ ſcripſimus præſato Regi, ut Soror ſua, Conſors noſtra, ac etiam Edwardus, Filius noſter, ad Nos, ut Honeſtas ſuadet, & Juſ jubet, à partibus Franciæ rediſſent: & Terræ ipſius Filii noſtri, per ipſum Regem detentæ, fuiſſent plenariè reſtitutæ, denudavimus veſtræ Beatitudini ſeriatim; & tenores Litterarum, quas ipſi Regi, & etiam dicto Filio noſtro, tunc miſimus, vobis curavimus deſtinare.

Verùm quia, venerabiles Patres, Frater Guillelmus Archiepiſcopus Viennenſis, & Hugo Epicoſopus Aurifacienſis (quos, ex cauſis præmiſſis, cum veſtris Litteris Exhortatoriis, ad ipſum Regem Franciæ, & nonnullos alios, veſtra Providentia deſtinavit) per ſuas nobis Litteras, inter alia, ſignificârunt, quòd in Franciâ publicè fertur, quòd Nos dictam Conſortem noſtram, & præſatum Filium noſtrum, deberemus à Regno Angliæ ban àviſſe; & petierunt quòd, cā de cauſa, ad partes Franciæ certos Nuncios mitteremus, ad tractandum de ſecuritate, eidem Conſorti noſtræ faciendâ, ut ipſa, ſine periculo corporis, ad Nos, ad partes Angliæ, valeat remeare; afferentes eis, per diverſos homines, frequenter fuiſſe expoſitum, quòd, ſine magno periculo, noſtram præſentiam adire nequiverunt propter adverſa, quæ eis in perſonis & rebus ſuis fuerunt in Angliâ comminata.

Quæ profeſſò verba noſtrum graviter percellabant auditum, & viscera commoverunt: cū talia nunquam facta fuerint, nec etiam cogitata; quia, ſicut novit veſtra Beniguitas, inſtitimus hæcendus, quantum poteramus, circa Regreſſum ad Nos Conſorts & Filii noſtri prædictorum (noſtrum præſentia in oculis noſtris utique grata foret) & idem Filius noſter cū ſibi non deliquit, nec permittit ætatis teneritudo ut ſibi offeſſa aliqua poſſit, aut debeat imputari; propter quòd inhumanum fo-

ret, nec Fœdus permitteret naturale, tantæ crudelitatis ſævitiam contra ipſos exercere.

Et ob hoc Exculationes præmiſſas ſiſtas omnino novimus & mendolas, & præſati Nuncii veſtri bene norunt, quòd alijs admiſſi fuerunt infra Regnum noſtrum honorificè, ut decebat, nec eſt aliquis in eodem Regno, qui de eis ſiniſtrum prædicet, aut eis aliquid committetur, nec permitteremus eis, ſeu alijs Apoſtolice Sedis Nunciis, quicquam injurioſum fieri, ſeu moleſtum: ſuper quibus, & alijs, in ipſorum Patrum Litteris contentis, eis per noſtras Litteras expoſuimus plenariè votum noſtrum, quarum Transcriptum, (ſimul cum transcriptis, alijs, ut præmittitur, vobis miſſis, ſi forſan priùs veſtræ Clementiæ non fuerint liberata, quæ præſentibus includi fecimus) pro informatione pleniori, ſuper veritate Rei geſtæ, vobis duximus transmittendum.

Totis cordis affectibus ſupplicantes, ut ea velitis inſpicere, & pro auferendis tot Scandalis & Diſſenſionum materiis, talem conſiderationem habere ad res geſtas, talèque remedium apponere in præmiſſis, quale, pro honore ſacroſanctæ Eccleſiæ, & evitandis tot periculorum diſpendijs, quæ evenire exinde veriſſimè formidantur, veſtra Sanctitudo proſperè oportum. Conſervet &c.

Dat. apud Kenilworth decimo quinto die Aprilis.

CXLVI.

WALDEMARI Regis Daniæ Litteræ Inveſtituræ, GERHARDO Hoſſatæ & Stormariæ Comiti, de Ducatu Jutiæ conceſſæ. Nyburg in Generali Parlamento in die Aſſumptionis Mariæ Virginis 1326. [Des Hochfürſtlichen Hauſes Sleſwig-Holſtein-Gottorp in denen Erbtheilungs- und Unions Reſceſſen &c. : gedründete Gerechſame inter Annexæ num. 6. Apud LONDORPUM Actorum publicorum Tom. XII. Libro XIII. pag. 343.]

OMNIBUS præſens ſcriptum cernentibus Wolde- marus Dei gratia, Danorum Slavorumque Rex, quondam Dux Jutiæ, ſalutem in Domino ſempiternam, & hujus rei ſubſcriptæ veritatem. De jure naturali & Divino requiritur, ut fideles in ſuo fidelitatis obſequio, aliquo retributionis præmio reſpiciantur. Hinc eſt, quòd propter innumera beneficia, nobis Regno & Regni perſonis, impenſa, labores, ſumptus & expenſas, quas Comes Gerhardus, noſter Avunculus dilectus diverſis temporibus, pro commodo, neceſſitate & honore dicti Regni noſtri fecit, & pertulit, & hodie facere non recuſat, bonâ & maturâ deliberatione, motu proprio, non circumventi, nec ſeducti, cum conſilio & conſenſu venerabilium Patrum, Caroli Scaniæ Lundeniſis Eccleſiæ Archiepiſcopi, Nicolai Burgla, Petri Ottonienſis, Joannis Sleſiæviſis, Johann. Ripen:, Johann. Roſchil: Turkoni Wiburgen: & Suenonis Electi Archuſien: Eccleſiarum Epicoſporum, Nec non Laurentii Dapiſteri, Ludovici Marſcalli, Canuti Parſe, Johann. Offes, ac omnium aliorum Conſiliariorum noſtrorum diſmiſimus, dedimus, & nihilominus jure feudali contulimus, Nobili Domino Avunculo Noſtro Cla- riſſimo Gerardo Hoſſatæ & Stormariæ Comiti, ſubſcriptæ veris & legitimis Hæredibus, totum Ducatum Jutiæ cum omnibus ſuis metis, terminis, diſtinctionibus, terris, Inſulis, Caſtris, Civitatibus, Moniſterijs, Vaſallis, Mari, aquis, portibus, Judicijs, Jurisdictionibus, juriſbus omnibus, Regalibus, ac alijs cum Domino utilis & directo, ac alijs honoribus, cenſuratur, nominibus, pacifice & quiete, perpetuis temporibus poſſidendum, De quo quidem Ducatu Jutiæ, ipſum Comitem Gerhardum inſeudamus more Principum, cum veris illis dictis, & ſubſcriptis & præſentibus inſeudamus. Volentes & debentes, liberos & Hæredes dicti Ducis, noſtri Avunculi dilecti, de ipſo Ducatu, & cum omnibus ſuis pertinentijs inſeudare, quando per ipſos requiriti fuerimus, dilationibus frivolis & contradictionibus non quaſitis. Damus etiam eidem Comiti Gerardo, ſiſque veris hæredibus, omnes Vaſallos reſidentes in Diaceſi Sleſiæviſi. Volentes ut ipſi Vaſalli nulli obediant, ſerviant, niſi prædicto Comiti & ſuis veris hæredibus, prout nobis obedire conſueverunt & tenebantur, Mittimus & ducimus ipſum liberos & hæredes ſuos, in corporalem poſſeſſionem Ducatus prædicti, & omnium ad ipſum pertinentium. Volentes, ipſum

ANNO 1326. ipsum & ipsos, ab omnibus violentiis & injuriis tanquam nostrum nobilem Vassallum, inductum & inducendum defendere fideliter & iuri, transferentes in ipsum Ducem Gerhardum, Avunculum nostrum predictum & suos veros & legitimos heredes, eundem Ducatum Jutia cum omnibus & singulis pertinentiis. Abdicando à Nobis hereditibus & successoribus nostris, quidquid juris habuimus, vel habere potuimus in præmissis omnibus vel in quolibet præmissorum, jure superioris Domini, vel infestationis, nobis & nostris duntaxat reservato. Renunciavimusque & renunciavimus in his scriptis, pro Nobis, hereditibus & successoribus nostris, commodum Privilegorum, Instrumentorum, ac altarum Literarum omnium, sub quocunque tenore vel forma datarum prædecessorum nostrorum, quibus forsitan humisimodi nostra infestatio, donatio vel collatio, de sæpè dicto Ducatu sic liberè facta, posset infringi, vel aliquatim impediti. Renunciavimus etiam omnibus exceptionibus doli mali, actioni in factum, beneficio restitutionis in integrum, aliisque omnibus & singulis exceptionibus, auxiliis & beneficiis utriusque Juris, Canonici & Civilis, quibus præsens Instrumentum vel aliquod contentum in ipso posset judicari, in parte vel in toto juri dicent, humisimodi renunciationem generalem non valere. Ut igitur hæc nostra licita & voluntaria infestatio dudum dicti Ducatus perpetuis temporibus firma permaneat & ilecta, scriptum inde consecutum Sigillo nostro duximus roborandum. Testes sunt venerabiles Patres, supra scripti, ac Illustres Principes Albertus Dux Saxonie & Adolphus, Holstaria & Stormarie & Schomburg Comites, Henricus & Nicolaus Comites de Schuerin, Wallerus Comes de Warmingeroda, & Burchardus Comes de Schualenberg. Necnon Laurentius Dapifer, Ludovicus Marfaleus, Canutus de Porle, Jens: Offes Petrus & Andreas Strick fratres & alii quamplures, tam Clerici, quam Laici fide digni. Datum & Actum Nyburg in generali Parlamento Anno Domini 1326. in die Assumptionis Marie Virginis.

CXLVII.

7. Sept. Ordré d'EDOUARD II. Roi d'Angleterre à tous ses Officiers militaires de s'opposer à la Reine son Epouse, à son Fils aîné, à ROGER DE MORTIMER, & à quelques autres de ses Ennemis, qui étoient entrez en armes dans son Royaume pour l'attaquer. Donné à la Tour de Londres le 27. Septembre 1326. [RYMER, Fœdera, Conventions, &c. Tom. IV. pag. 231.]

LE Roi as touz Arraïours, & Mesnours des Gentz d'Armes & de Pic, & Counteez de Norff. Suff. Essex, Hertford, Canteb. & Hunt. & a touz noz autres feaux, qui cestes Lettres verront, Salut.

Come, nostre Treïtre noïtoire, & Enemi Mortiel, & pur tiel, en plein Parlement, atreit & ajugez, selonc les Leis & Usages de nostre Roialme, Roger de Mortimer, od autres noz Traïtres, & Enemis, Bannyz & Fuytz, soient entrez nostre Roialme es parties de Suff. en la compaignie nostre Femme, & nostre Fiuiz Edward;

Queu chose nous greue & anuyt tresgrandement, quant ceuz, qui deussent Sovereignement nostre bien & honur purchacer & maintenir, il honnoisement & vilainement fount la reverse, en recettant, aidant, & favourant noz Enemis, & noz Contraires;

Et auxint, qui piz est, ount menez ovesque eux Gentz desconuz, Aliens, Estrangers, auxibien d'armes, come de Pic, a graunt nombre aforceement.

Par leur mauvestiez & sans compassement maintenir & acressire, querauntz colour, controveurs, prechauntz, & disauntz fausement a nostre Peuple, q'ils font veuz pur bien & honur de nous, & de nostre Roialme; tut soit ceo pur nous mestrier, & nostre poer abesser, & mettre en aurti subjection, & sur nous & nostre Coroune real meiste purpendre, & disheriter taunt come en eux est; sicome tut homme de bien purra bien veer & sentir;

Queu chose est contre nostre Pees & l'Estat de nostre Coroune, & poer turner a confusion & destruction des noz Poeples, qui ja ne aviegne:

Nous, Voillantz nostre Pees fermement garder, les jugementz des Piers, & Parlement, & autres, par nos Justices, donez & faitz, & les Leis & Usages du

Roiame maintenir, & pursuyre, sicome nous sumes tenuz par serement,

Avoms ordenez, sicome autrefoiz estoit enjoiny & crie parmi tut nostre Reaume, de pursuyre, & faire pursuyre, oïter, prendre, & destruire, noz ditz Enemis, & Aliens od eux issint entrauntz, par touz noz Feaux & Leaux, qui sont de nostre Ligeance & amille, oue tut le poer & force q'ils purront, sur quant q'ils purront forsaire devers nous, sicome ils sont tenuz aï faire par leur Ligeance & Fœute.

Forpris noz ditz, Femme, & Fiuiz, & nostre Frere le Counte de Kent (q'est auxint en leur compaignie) queux nous voloms qui soient sauvez;

Si avant, come homme poer, & a nous seurement menez, sicome il asiert:

Par qoi nous, fiaunt entierment de la Peinblète & Seu del, nostre Chere & Foial, Robert de Wateryll, li avoms assignez es Conteez avantditz, & donoms plein poer, a leur, assembler, trestoux les Gentz d'Armes & de Pic, qui sont de poer d'Armes porter, chescun selonc la condicioun, auxibien deinz Franchises, come dehors: & od eux aforceement les ditz traïtres, Enemis, Felouns, Aliens, Desconuz, pursuyre, prendre, & destruire, par totes les voies & maneres, qui se purront faire, come Traïtres, Destruours, & Desheritours de nous, & de nostre Reaume, saunz esparrir a nuly (forpris noz ditz, Femme, Fiuiz, & Frere, queux nous voloms qui soient sauvez) si avant, come Homme poer, & a nous menes seurement, come dessus est dit.

Et pur ce vous, & a checun de vous, mandoms & chargeoms, sur la Foi & Ligeance, qui vous nous deuez, & sur quantque vous purrez forsaire devers nous, de corps & d'avoir, qui a pursuyre, prendre, & destruire les ditz Traïtres, Enemis, Felouns, Aliens, Desconuz, & Desheritours de nous & de nostre Roialme, & chescun de eux, soiez entyvement travaillantz de jour & de noct, par totes les voies & maneres, qui vous saverez & purrez, totes les foïtz qui vous purrez: & auxint seiez entendantz, consellauntz, & eidauntz au dit Robert, a ce faire, tut les foïtz, & sicome il vous chargera de par nous;

Fesantz savor a touz, qui ceuz, qui ne le frunt, od tut leur poer & entent, ou qui deshoire ferront Rebeaux, contrariauntz, ou negligentz es dites choses faire, nous les tendroms pur noz Enemis, & Parceners, adherauntz, & assentauntz, a noz ditz Enemis, & portieux les ferrioms chastier, & punyr en manere q'il asiert.

Et donoms poer au dit Robert, qui, s'il troeïse nuls jeux el ditz Counteez, q'il preigne leur corps, & en sauve Prison les face garder, saunz estre delivrez par nuly, sauntz especial Commandement de nous; ensemblement od ses Terres, & Chateux, en nostre mayn: & qui il nous certifie de leur nous.

Et s'il troeïse nul debrisant son arest en ce cas, & ne se foille justifier a li, en cele forme, voloms, & donoms poer au dit Robert, de li houir & destruire, come dessus est dit; & qui touz seient, a ce faire, a li entendantz en la manere avantdite, sur quantque q'ils purront forsaire devers nous, de corps & d'avoir;

Et nous avoms maundet a noz Viscontes des ditz Counteez, q'eu cestes choses soient entendantz au dit Robert, tut les foïtz, q'il leur fera garnir de par nous:

Et, par cest nostre Commission, n'est mie nostre entent des riens ouïter, ou abregger del poer, autrefoiz done, par noz Lettres Patentes, as chieïs Mesnours des ditz Counteez; mes que touz soient eïdantz a autre, ensemblement od le dit Robert, pur noz ditz commandementz faire & accomplir.

Don. a nostre Tour de Loundres, le 27. jour de Septembr.

CXLVIII.

Venditio duarum partium Consulatatus & Jurisdictionis Castri de Villa Franca, Domino RAYNALDO DE SALETA Comitatum Provincie & Forcalquerii Senescallo, per Procuratores Universitatis dicti Castri ad hoc specialiter constitutos, pretio videlicet ducentarum Librarum Provincialium reffortiatorum. Actum Nisie die 14. Octobris Anno 1366. [DU PUY, Traitez touchant les Droits du Roi T.C. aux Preuves des Droits sur le Comté de Nicé, pag. 52.]

ANNO 1326.

ANNO
1326.

ANNO Domini millesimo trecentesimo vicesimo sexto, die quarta decima mensis Octobris, decime Indictionis: Noverit universi presentes pariter & futuri tenore hujus presentis publici Instrumenti: Quod cum quedam patentes Littere à magnifico & potenti viro Domino Reynaldo de Saleta Milite Comitatum Provincie & Forcalquerii Senescallo, sigillate magno & consueto sigillo Senescallie Comitatum predictorum, ac etiam sigillo parvo & proprio ipsius Domini Senescalli, presentate fuerunt nobilibus viris Domini Singualdo de Flisco Comiti Lavanie & Vicario Nicie, Bertrando de Ayrolis Judici, Guillelmo Tassili Clavario ibidem, per Guillelmum Symonis Procuratorem, & Procuratorio nomine hominum Universitatis Ville franche. Quarum quidem Litterarum tenor infra sequitur, & est talis. Raynaldus de Saclea Miles Comitatum Provincie & Forcalquerii Senescallus, Vicario, Judici, & Clavario Curie Regie Civitatis Nicie, & eorum cultibet salutem & amorem sincerum. Scire vos cupimus quod ex Informatione nobilis viri Domini Danielis Marquesani Civis Nicie intelleximus nobis facta homines Castri Ville franche Vicarie ipsius, ad quos certa pars Consularis dicti Castri noscitur pertinere Jurisdictionem dicti Consularis ad ipsos spectantes Regie Curie venditionis titulo tradere velle, scilicet pretio ducentarum librarum reffortiatorum per Regiam Curiam solvendarum eisdem: quodque propterea novissime pro parte dictorum hominum duabus personis de dicto Castro Ville franche, ad dicti Consularis venditionem predictam Curie faciendam pretio supradicto ad nostri presentiam cum plena potestate specialiter destinatis, & nos quoque per hujusmodi jurum Consularis emptionem faciendam conditionem Regie Curie in hac parte meliorem facere attendentes, in futurum predicta jura Consularis dicte Curie cum plena deliberatione Consilii Privilegio emptionis deliberavimus acquirenda pretio memorato: cumque cum predictis personis ad nos propterea destinatis absque altorum de dicto Castro ad quos hujusmodi venditio spectat, & in hiis essent concordantes, quodammodo non omnium Schidicorum vendentium in contractu hujusmodi venditionis faciendi personalis adfensus interveniat singulorum, deliberat providimus predictam emptionem jurum dicti Consularis, per vos nomine & pro parte Regie Curie ab eisdem hominibus pretio supradicto eis per Dominum Daniellem, & per te dictum Clavarium, ut infra scribitur pro parte ipsius Curie persolvendo, cum cautelis opportunitate recipiendis exinde fere absque mora qualibet, faciendum videlicet quod hujusmodi venditionis Consularis predicti solenni stipulatione, ut convenit, celebrata predictis venditoribus statim libras centum reffortiatorum per eundem Dominum Daniellem Curie pro hac causa mutande: cui ecce exinde speciales nostras dirigimus Litteras, opportunas, & per te dictum Clavarium relique libere centum reffortiatorum subscripto modo pro parte ejusdem Curie usque ad instans festum omnium Sanctorum ad tardius solvantur omnino. Quapropter volumus & vobis harum serie cum omni expressione jubemus, quatenus, immediate receptis presentibus eidem Domino Danieli, quem circa hoc pro Curie accommo novimus obsequiosum fuisse, specialem conscientiam ante omnia facientes, ad predictum Castrum Ville-Franche vos personaliter cum uno Notario ipsius Curie conferentes, & hujusmodi emptionem de Jurisdictione, & jurum dicti Consularis, in quibuscumque constant, nomine & pro parte Regie Curie, dicto pretio dictarum librarum ducentarum exinde solvendo, ut prescribitur, recipiatis ab eisdem hominibus presentialiter cum omni cautele studio & diligentia. Et deinde subsequenter absque medio predictum Consularium ejusque Jurisdictionem, & jura in quibuscumque constant capiat ad manus Curie, & de eo semper utilitatem fisci curetis facere in suis juribus quam poteritis meliorem, ceterum facturi inde fieri per eundem Notarium de emptione predicta publica sicut convenit Instrumenta dicta ad plenum, cum clausulis renunciationum opportunis, que Curie Regie sufficiant ad cautelam: que quidem Instrumenta statim per fidem Nuntium nobis curetis destinare. Tunc predictam Clavarie dictas centum libras reffortiatorum de quacumque fiscali pecunia dicti tui Clavarii Officii existente vel futura per manus tuas predictis venditoribus auctoritate presentium demum immediate usque ad predictum festum omnium Sanctorum pro parte Curie solvere & exhibere procures penitus & omnino, ut superius est expressum. Nihilominus quia intelleximus quod nonnulli ex predictis venditoribus suadente condemnationis

causa, sunt ipsi Curie in nonnullis quantitatibus pecunie debitores, subiungendo declaramus, mandantes expresse, ut tu prefate Clavarie de summa condemnationis ipsarum reperatarum in cartularis Curie ipsius computum facias diligenter, & dicto computo diligentius ut premititur compensationem in solutione dictarum centum librarum facere procures pro parte Curie cum debitoribus supradictis. Et si Curia denique eisdem venditoribus facta de condemnationibus ipsis debite deductionis compensatione debitorum remanebit, id quod debetur eisdem eis satisfacias integraliter usque ad summam centum librarum predictarum, quodque si ipsi debitores adhuc impofterum Curie debebunt, id in quo remanebunt Curie obligati, exigi ab ipsis quomodo pro parte fisci indilate procures, sicut tui Officii auctoritas requirit in hac parte, recipiens insuper de his que propter ea solveris à prefatis venditoribus idoncam apodixam, que tibi sufficiat ad cautelam. Quam quidem pecuniam compendandam per te seu fovendam pro emptione predicta volumus & mandamus harum serie per rationalem dictorum Comitatum in suis computis absque contradictione qualibet pro parte Curie acceptari, mandato quocumque huic forte contrario executioni presentium non obstant. Presentes autem Litteras post opportunam inspectionem earum penes te predictum Clavarium, pro cautela continuo volumus remanere. Datum Sedene, per virum nobilem & Dominum Petrum de Ultramarinis de Janua Regium Consiliarium & familiarem, ac Majorem & secundarum Appellationum Judicem Comitatum predictorum, die quarto Octobris decime Indictionis. Cumque etiam receptis dictis Litteris per Officiales predictos, cum quanta reverentia deuit, & earum tenore diligenter inspecto, & ut contenta in ipsis celeriter effectui debito mandatur, habitoque inter ipsos Dominos Officiales, & Dominum Daniellem Marquesanum de Nicia, diligenti consilio & tractatu super emptione Consularis Ville-Franche, & jurum ejusdem faciendam pro parte Regie Curie, de qua emptione faciendam, cum consilio dicti Domini Danielis eisdem Officialibus in prescriptis Litteris datum est speciale mandatum. Hinc est quod Johannes de Castello, Petrus Mauraudi, Guillelmus Symonis, Veranus Raymundi, & Daynesius Allasse, homines de Villa-Franca Procuratores, & procuratorio nomine universitatis hominum Castri de Villa-Franca, & majoris partis singularum personarum Castri ejusdem legitime constituti & ordinati in Parlamento publico more solito in dicto Castro Ville-Franche congregato auctoritate judiciaria, & nemine discrepante, habentes ad infra scripta legitimum posse & speciale mandatum. De quibus quidem procuracione, potestate & speciali mandato plene constat tenore cujusdam publici Instrumenti scripti, ut in eo legitur, manu Guillelmi Cayssii Notarii publici. Cujus quidem Instrumenti tenor de verbo ad verbum inferius plenius continetur. Omnes simul procuratorio nomine universitatis hominum Castri predicti & singularum personarum ejusdem, & quilibet eorum in solidum eorum propriis nominibus volentes & credentes ut afferunt conditionem ipsius universitatis facere meliorem, pro eorum, & universitatis jamdictæ, & singularum personarum ejusdem necessitatibus supportandis, debitis exfolvendis, non decepti dolo seu fraude, nec vi nec metu coacti, nec machinatione aliqua introducti, sed gratis & sponte, non errantes in facto nec in jure, sed scientes prudentesque, & introducti, motique eorum spontaneis voluntatibus & voluntate dictæ universitatis, & singularum personarum ejusdem, omni eo jure, modo & forma, quibus melius dictari seu ordinari poterit, pro utilitate Regie Curie ad sensum cujuslibet sapientis, vendiderunt titulo perfecte & irrevocabilis venditionis, tradiderunt & concesserunt, seu quasi predictis Dominis Vicario, Judici, & Clavario, & cultibet eorum in solidum stipulantibus & recipientibus nomine & pro parte Regie Curie duas partes Consularis dicti Castri de Villa-Franca ad ipsam universitatem pertinentes, & quæcumque juris, actionis & rationis in predicto Consulari dicta universitas habet, habere potest & debet, & in futurum habere possit, quibuscumque juribus, rationibus, occasionebus five causis. Et quicunque ad ipsam universitatem pertinet & pertinere potest, & pertinere debet, & in futurum pertinere possit in Consulari predicto, & juribus ejusdem, in quibuscumque rebus jura ipsius Consularis existant, in quibus consistant in jurisdictione, criminum coëctione & punitione, Dominio & Senhoria, condemnationibus latis rezentis, seu laudantiis, banais five penis, tascis, quartonis seu servitibus, Ribagis, talliis five questis, domibus pratis vineis, terris cultis & incultis, nemoribus, silvis, defensis & pascuis, terrarum tractibus, passis,

ANNO
1326.

passagis, pulveragis, & aliis quibuscumque nominibus nuncupentur, pretio videlicet ducentarum librarum Provincialium reffortiatorum parvorum; quod pretium incontinenti predicti Johannes de Castello, Petrus Mauraudi, Guillelmus Simonis, Veranus Raynaudi, & Daynesius Alafarie venditores procuratores & procuratorio nomine universitatis predictæ & singularum personarum ejusdem, omnes simul, & quilibet eorum in solidum eorum propriis nominibus confessi fuerunt solemniter, & revera recognoverunt habuisse & recepisse integraliter & perfecte, eisdemque numeratum fore in proba bona & legali pecunia: videlicet centum libras monete predictæ, à Guillelmo Tassili Clavario supra dicto solvente eisdem de pecunia fiscali, & alias centum libras monete predictæ à Domino Danieli solvente & tradente eisdem nomine & pro parte Theaurarii Provincie. Renunciantes predicti venditores omnes simul, procuratoris nominibus quibus supra, & quilibet eorum in solidum eorum propriis nominibus & per pactum expressum super hoc habitum solemniter & valida stipulatione vallatum, exceptioni dicti pretii non habiti & non recepti; eisdemque non numerati, & exceptionibus doli, metus, & in factum & spei future receptionis, traditionis & numerationis faciendarum eisdem, & conditionibus vice causa seu ex injusta causa, & juri dicenti confessionem factam extra iudicium non valere, & de iure omni alii juri Canonico vel Civili scripto vel non scripto, omnique exceptioni juris vel facti, per quod & per quam contra predicta venire possent, infringere seu revocare in solidum, vel in parte aliqua de predictis. Vendiderunt, inquam, predicti venditores superiores nominati, omnes simul Procuratores nominibus quibus supra, & quilibet eorum in solidum propriis eorum nominibus duas partes dicti Consilatus, cum omnibus iuribus, rationibus, & actionibus ad ipsum Consilatum pertinentibus, ut superius est expressum, predictis Dominis Vicario, Judici, & Clavario ementibus nomine & pro parte Regie Curie, salvo retentis & reservatis eisdem Procuratoribus, nominibus quibus supra, & dictæ universitati, & singularibus personis ejusdem, omnibus & singulis Privilegiis, Franchisiis & Immunitatibus, ad ipsum Consilatum spectantibus, eisdem universitati concessis per incilite recordationis Dominum Carolum secundum Regem Jerusalem & Sicilie, & confirmatis per sacram Regiam Majestatem. Quibus Privilegiis, Franchisiis & Immunitatibus per presentem venditionem renunciare aliquatiter non intendunt, nisi in tantum in quantum jura ipsius Consilatus includerentur in eis, & si plus nunc valeat dicta venditio dicto pretio, vel impossibiliter casu aliquo plus valeret, quod tamen ipsi venditores non credunt, imò consistunt, & asserunt habuisse iustum & competens pretium de eadem totum illud plus quantumcumque sit vel esse poterit in futurum, predicti venditores omnes simul procuratoris nominibus quibus supra, & quilibet eorum in solidum propriis nominibus eorumdem, predictis emptoribus stipulantibus & recipientibus nomine, & pro parte Regie Curie donaverunt pura mera & irrevocabili donatione habita inter vivos, que dicitur perpetuo valitura, & illa donatione que melius dictari seu intelligi poterit per aliquem sapientem. Renunciantes predicti venditores omnes simul procuratoris nominibus quibus supra, & quilibet eorum in solidum eorum propriis nominibus, & per pactum expressum super hoc habitum solemniter & valida stipulatione vallatum legi dicenti, quod si venditor in venditione quam facit, deceptus fuerit ultra dimidiam iusti pretii quod illa venditio rescindatur, aut iustum pretium suppleatur, & juri dicenti donationem factam propter ingratitudinem revocari posse, & juri dicenti, si donator vergat ad inopiam rem donatam repetere possit, & juri dicenti donationem factam ultra quingentos aereos non valere nisi solemniter in actis insinuata fuerit: facientes dicti venditores omnes simul procuratoris nominibus quibus supra, & quilibet eorum in solidum propriis nominibus predictis emptoribus presentibus recipientibus & stipulantibus nomine & pro parte Regie Curie de predictis pluri quantumcumque sit vel esse poterit tot & tantas donationes, verbum dono superius repiciendo quod alique ipsarum non ascendant summam predictam à jure prohibitam & vetitam. Promittentes dicti venditores omnes & simul procuratoris nominibus quibus supra, & quilibet eorum in solidum eorum propriis nominibus, & sub hypotheca & obligatione omnium bonorum suorum dictæ universitatis & singularium personarum ejusdem presentium & futurorum eisdem emptoribus, presentibus stipulantibus & recipientibus nomine & pro parte Regie Curie predictam venditionem, & omnia & singula jura contenta in ea servare, disrigrare ab omni persona & personis defendere & tueri

in iudicio & extra, eorum sumptibus & expensis, & evictionis periculum in se nominibus quibus supra expresso pacto sponte suscipientes, omnem necessitatem juris dehincendi penitus & in solidum renunciendo eisdem. Promittentes etiam dicti venditores nominibus quibus supra eisdem emptoribus stipulantibus & recipientibus nomine & pro parte Regie Curie, sub hypotheca & obligatione predictis omnia & singula omni tempore interesse & omnes expensas, que, quod & quas ipsi emptores seu quisvis alius nomine Regie Curie quocummodo faceret vel etiam sustineret pro dicta venditione & dictis iuribus contentis in ea solvendis & defendendis restituere & integraliter refarcire, & super ipsis damnis interesse & expensis eisdem seu cuicumque nomine Regie Curie verbo simpliciter credere sine iuramento & testibus, & alia probatione quacunque, quibus probationibus per pactum renunciaverunt expressis. Constituentes predicti venditores nominibus quibus supra predictos emptores & quemlibet eorum in solidum, stipulantes & recipientes nomine & pro parte Regie Curie predictæ venditionis & omnium & singularium iurium contentorum in ea veros Dominos auctores & Procuratores, ut in rem & ipsius Regie Curie propriam, ita quod amodo eisdem & quibuscumque aliis nomine Regie Curie pro dicta venditione agere & experiri utiliter & directe iuribus ipsius Consilatus utriusque jurisdictionem exercere, & denum omnia & singula facere dicere & ordinare ad ipsius Regie Curie & Officialium suorum qui pro tempore fuerint omnimodum voluntatem. Constituentes se dicti venditores nominibus quibus supra predictam venditionem & omnia & singula jura contenta in ea nomine Regie Curie, ut precario possidere seu quasi quod usque ipsi emptores seu quisvis alius nomine Regie Curie possessionem seu quasi adempti fuerint corporalem, quam apprehendendi, ingrediendi & adeptam retinendi auctoritate propria licentiam tribuerunt eisdem. Promittentes dicti venditores omnes simul procuratoris nominibus quibus supra, & quilibet eorum in solidum eorum propriis nominibus & sub hypotheca & obligatione omnium bonorum suorum dictæ universitatis, singularium personarum universitatis predictæ, presentium & futurorum predictis emptoribus stipulantibus & recipientibus nomine & pro parte Regie Curie, se non fecisse aliquid vel dixisse, & quod in futurum non facient, neque dicent per quod presens venditio in solidum vel in parte possit in aliquo revocari, sed quod penes Regiam Curiam remanebit perpetuo firma & integra & totaliter inconcussa. Protestato tamen per dictos venditores nominibus quibus supra presentibus & audientibus emptoribus antedictis, quod privilegia, immunitates, & franquesie que jura Consilatus non tangunt, olim dictæ universitati concessæ per sacram Regiam Majestatem, ejusque Genitorem Dominum Carolum & recordationis inclyte, eisdem universitati remaneant integre & illesæ. Quibus privilegiis, franquesiis & immunitatibus per presentem venditionem aliquatiter non intendunt, ut jam superius est expressum. Et hec universita & singula supra scripta cum omnibus conventionibus & renunciationibus supra scriptis predicti venditores omnes simul procuratoris nominibus quibus supra, & quilibet eorum in solidum propriis nominibus eorumdem attendere & complere, firma & illibata tenere perpetuo & inviolabiliter observare, & nunquam contra facere vel venire verbo vel opere tacite vel expresse, per se vel aliquam interpositam personam promiserunt solemniter, & in eorum animas & singularum personarum universitatis predictæ super sancta Dei Evangelia juraverunt, & manibus propriis corporaliter tacto libro. Et fuit actum solemniter & conventum inter partes predictas, quod hoc presens Instrumentum possit dictari, rescribi, corrigi & meliorari, clausulas addendo de novo, vel apposita removendo, productio in iudicio vel non productio semel & pluries ad sensum cujuslibet sapientis, facta substantia non mutata. Tenor vero Instrumenti procuracionis dictorum hominum, de quo supra fit mentio, talis est.

In nomine Domini Jesu Christi Amen. Anno à Nativitate ejusdem 1326. nonæ Indictionis mensis Augusti die 24. Noverint universi & singuli prefatus Instrumentum publicum inspecturi, quod congregata universitate hominum Castri de Villafraanca, seu majori parte hominum ejusdem existentium in loco ipso, quorum hominum congregatorum nomina inferius denotantur, in quodam patuo sive carriera ipsius loci ante domum Domini Danielis Marquesani & Jacobi Simonis, ubi homines ipsius universitatis congregari consueverunt, & de mandato Othonis de Porta Bajuli & Castellani de Villafraanca, presente ibidem etiam nobili & sapienti viro Domino Bertrando de Ayrolis Judice Niece consentiente,

94
ANNO
1326.

CORPS DIPLOMATIQUE

& auctoritatem habente ad omnia & singula suprà & infra scripta, homines ipsi infra scripti universitatis ipsius assentes de hominibus universitatis ejusdem presentia-
liter in armata Regia septuaginta homines vel circa esse vel existere, suis propriis nominibus, & vice ac nomine ipsorum hominum in dicta armata existentium, & omnium aliorum & singulorum hominum universitatis ejusdem fecerunt, constituerunt, & solemniter ordina-
verunt eorum & ipsorum hominum omnium & singulorum & universitatis ipsius certos veros & indubitatos Procuratores & Nuncios speciales, videlicet Joannem de Castello, Petrum Maurandi, Guillelmum Simonis, Veranum Raynaudi, & Daynelium Alasie ejusdem loci de Villafranca, presentes, & mandatum in se sponte fuscipientes, & quemlibet eorum in solidum, ita quod non sit melior conditio occupantis, scilicet negotium & negotia quod & que per unum ipsorum incepta fuerint, per alium seu alios perfici valeant & compleri ad vendendum, tradendum, dandum, alienandum, & concedendum, prout melius de jure fieri poterit & debebit, & cum consilio cujuslibet sapientis: Egregio & potenti viro Domino Raynaldo de Saleta Milite, Comitatu Province & Forcalquerii Senescalco, seu quibuscunque aliis Officialibus Curie dicti Domini nostri Regis, nominè ipsius Curie Regie recipientibus & ementibus partem totam eisdem hominibus & dictæ universitati pertinentem quoquo modo in Consiliatu loci ejusdem de Villafranca, & juribus quibuscunque ejusdem Consilii, pro eo pretio quo eisdem Procuratoribus vel alteri eorum placuerit & videbitur expedire, & ad ipsum pretium recipiendum & confitendum, & ad tradendum inde tenutam & corporalem possessionem, seu quasi & ad promittendum de defensione legitima ipsius partis Consularis predicti & iurium ejusdem, & ad eosdem constituentes, & quemlibet eorum ac dictam universitatem & eorum bona, pro predictis & predictorum quolibet obligandum, nec non & ad faciendum, tradendum, & ordinandum cum ipso Domino Senescalco & dictis aliis Regiis Officialibus, & quolibet eorumdem omne id & quicquid in honorem Regie Curie predictæ eidem universitati & hominibus ipsius universitatis, utile crediderint & eis videbitur expedire. Et demum ad omnia & singula dicendum, faciendum, tractandum, promittendum, & ordinandum, que in predictis, & circa predicta, & quolibet eorumdem necessaria fuerint, & etiam opportuna, & que eisdem Procuratoribus, & eorum cuilibet expedire modo aliquo videbuntur, & que ipsi homines, & dicta universitas dicere, facere, & procurare possent si personaliter presentes essent, etiam si mandatum exigere speciale. Dantes & concedentes homines ipsi constituentes infra scripti nominibus quibus suprà, suis, & dictæ universitatis, & hominum omnium predictorum aliorum universitatis ejusdem tam in dicta armata Regia existentium quam aliorum quorumcunque, dictis Procuratoribus presentibus, & eorum cuilibet in solidum, ita quod non sit melior conditio occupantis, scilicet quod per unum ipsorum inceptum fuerit, per alium seu alios mediantem valeat & finiri, in predictis, & quolibet predictorum plenam & liberam potestatem & generalem administrationem: & promittentes homines ipsi constituentes infra scripti nominibus quibus suprà, suis, & dictæ universitatis, & predictorum omnium hominum aliorum universitatis ejusdem tam in dicta armata Regia existentium, quam aliorum quorumcunque, mihi Guillelmo Caylio Notario infra scripto tanquam persone publice presenti, & legitime stipulanti nomine dictæ Regie Curie & dicti Domini Senescalci & aliorum Regiorum Officialium, & omnium aliorum quorum intercessit seu interesse poterit in futurum, se & dictam universitatem, & alios homines omnes & singulos universitatis ejusdem ratum & firmum perpetuo habituros quicquid per dictos Procuratores, & quemlibet eorumdem in predictis, & circa predicta & predictorum quolibet actum, dictum, factum fuerit, quomodolibet procuratum, ac si personaliter per ipsos esset dictum, & se nihil remotos ex eis, sub hypotheca, & obligatione omnium bonorum suorum & dictæ universitatis & hominum predictorum omnium & singulorum, presentium & futurorum, & sub omni renunciatione & cautela. Nomina verò ipsorum hominum constituentium sunt hec: Petrus Audi, Jacobus Simonis, Antonius Petri, Bertrandus Roberti, Imbertus Garnerii, Joannes Molternis, Benedictus Ademarius, Joannes Collarius, Joannes Fauti, Aurignius Mancasola, Raynaudus Adzemarius, Petrus Symernis, Joannes Langerius, Lanfrancus Carlius, Bartholomeus Consta, Raynaudus Bexin, Henricus de Yloncia, Guillelmus Martini, Jacobus de Bezan-
dumo, Joannes Palascus, Antonius Veranus, Joan-

nes Cousta, Joannes Robandi, Yfuardus Langerius, ANNO
Joannes Ferandus, Pontius Adzemarius, Joannes Ber- 1326.
randi, Joannes de Bravo, Guillelmus de Yfia, Augu-
stinus Cousta, Berengarius Guillelmus Barvoyni,
Guillelmus Bert. Petrus Bernardi, Joannes Fulconis,
Joannes Buas, Bonifacius Symeonis, Antonius Lan-
gerius, Raymundus Jordanus, Joannes Pallastus, Pe-
trus Cousta, Guillelmus Martini, Martinus Vancurel-
li, Jacominus Aucelli, Raynaudus Garnerius Clerici,
& Joannes Caylius. De quibus quidem omnibus &
singulis supradictis dicti homines & infra scripti, &
quod possit dictari, corrigi, meliorari & reformari si
necesse fuerit consilio unius vel plurium sapientum in
publicum, vel productum in iudicio, vel non productum,
subsistat non mutata. Acta, lecta & publicata fuerunt
hec omnia in dicto loco de Villafranca in dicto Par-
tuo five curia, sito seu sita ante dictas domos dicto-
rum Domini Danielis & Jacobi Simeonis in presentia
Domini Joannis Durandi Presbyteri, ipsius loci de Villa-
franca, Guillelmi Baudi de Nica, & Guillelmi
Cayrati de Pugeto Theanorum Notarii, testium vocato-
rum ad hec omnia & specialiter rogatorum. Et ego
Guillelmus Caylius Civis Nicie Notarius publicus aucto-
ritate Regia constitutus rogatus hanc Cartam scripsi,
& signo meo signavi. De quibus omnibus universis &
singulis supradictis predicti emptores nomine & pro par-
te Regie Curie petierunt eis fieri duo publica confirmilia
Instrumenta. Actum Nicie in operatorio dicti Domini
Danielis, testibus presentibus, Othone de Porta Castellano
Villefranche, Jacobo Farandi, Jacobo de Cayra-
sto de Nicia, Domino Berengario de Rosso Milite,
Raymundo Boneti subvicario Nicie, Francisco ejus
filio, Guillelmo Raymberti, & pluribus aliis, & me
Raymundo Martini de Aquis, Notario dictæ Curie, ac
in Comitibus Province & Forcalquerii auctoritate Regia
constituito, qui requisitus hanc Cartam scripsi, &
signo meo solito signavi.

CXLIX.

Manifeste d'ISABELLE, Reine d'Angleterre, & de ses deux Fils, EDOUARD & EDMOND, pour justifier leur entrée dans le Roiaume avec main forte. Donné à Wallingford le 15. Octobre 1325.
[RYMER, Fœdera, Conventiones &c. Tom. IV. pag. 236.]

ISABELLE, par la grace de Dieu, Reyne d'Angleterre, Dame d'Irlande, Contesse de Pouniff: & nous Edward, aîné Fitz au Noble Roy d'Angleterre, Ducs de Guyenn, Comte de Cestre, de Pountyf, & Montroy: & nous Edmund, Fitz au Noble Roy d'Angleterre, Comte de Kent; a tous iceaux, que cestes Lettres vendrunt, Salutz.

Por ceo, que come chose est notoirement, que l'estat de seint Eglise & del Roialme d'Angleterre est en moult des maneres durement blemy, & abesce par mavoys counsaill & abet Hugh le Despenfer,

Que, pur orgoil & covetise de seigneurier & mes-
trier sur tous autres, ad purpris roial poist countre droit & reson, & sa ligeance, & en tele manere le ad use par le mavoys counsaill R. de Baldock, & autres adherans a ly.

Que seint Eglise est de lour biens, countre Dieu & Dreiture, despoilez, & en trop des maneres ledenges & disgaurez:

Et le Coronne d'Angleterre destrue en divers maneres, en desheritaunce de nostre Seigneur le Roy, & de ces Heirs:

Les Graunts du Roialme, par envie & mavys cruaulte de dit Hugh, plusieurs sanz coupe, & sanz cause, a hountouse mort livenz; les uns Desheritez, les autres Emprisonnez, Banniez, & Exliez:

Veneus, Orphanys de lour droit a tort forjugiez:

Et le Poepie de la Terre, par diverses Taillages, & noun dues Exactions, trop sovent reyneuz, & par divers Oppressions, sanz nulle mercy, grevetez;

Par queaux Mesprises le dit Hugh se monstre apert Tyrant & Enemy de Dieu & de seint Eglise, de nostre treschier Seigneur le Roy, & de tout le Roialme.

Et nous, & plusieurs autres, que fount ovesque nous e nostre Compaignie,

Que ioungement avoms esse aloignez de la bone voillance nostre dit Seigneur le Roy, par la fause suggestion & mavoys procurement des auvaunt dits, Hugh, & Robert, & lour adheraunts,

Sumes venuz en ceste Terre, pur lever l'estat, de seint

ANNO 1326. seint Eglise, & del Roialme, & le Peuple de la Terre, del dits Meschiefs & grevous Oppressions, garder & mayntener, a nostre poiar, l'onneur & profit de seint Eglise, & nostre dit Seigneur le Roy, & de tout le Roialme, sicome est desiré dit;

Pur quoi nous vos mandons & prioms; pur commun profit de vous tous & chescun de vous, endroit de sey, nous soiez aidant, bien & leuement, toutz les foitz, que vous verrez lieu & temps, & par toutes les voies que vous sàverez & pourrez, a ceo que les choses desuz dites puissent hastivement venir a effect, & a bon fin; car soiez certaynes que nous tous, & tous iceaux que sunt en nostre Compaignie, ne en pensons a faire chose, que ne ferra pur l'onneur & le profit de seint Eglise, & de toute le Roialme, sicome la verret & troverez par temps, si Dieu plest.

Don. a Wallingford le 15. jour d'Octobre l'An del Regne nostre treschier Seigneur ly Roy roytysme.

CL.

16. Oâ. De recessu Regis EDWARDI II. à Regno, & Filio ejus primogenito Custode constituto: ac de reditu Regis, & magno Sigillo eidem Filio & Regine commisso. [RYMER, Fœdera, Conventiones &c. Tom. IV. p. 237.]

MEMORANDUM quoddam, vicesimo sexto die Octobris, Anno Regni Regis Edwardi vicesimo, Ipso Rege a Regno suo Anglie, cum Hugone le Despenser juniore, & Magistro Roberto de Baldok, Inimicis Isabelle Regine Anglie, Consortis ipsius Domini Regis, & Edwardi, Filii ejusdem Domini Regis Primogeniti, & Ducis Aquitanie, & aliis eorumdem Domine Regine, & Ducis, ac Regni Anglie, notorie Inimicis recedente, eodem Regno suo sine Regimine dimisso,

Venerabiles Patres, A. Dublinensis Archiepiscopus,

J. Wyntonensis,

J. Eliensis,

H. Lincolnensis,

A. Herefordensis, &

W. Norwicensis, Episcopi, ac alii Prælati & Domini:

Thomas Norfolciæ, &

Edmundus Cantie, Comes, Fratres ipsius Domini Regis, &

Henricus Comes Lancastrie & Leicestrie;

Thomas Wake,

Henricus de Bello Monte,

Willielmus la Zouche de Ashby,

Robertus de Monte Alto,

Robertus de Morle,

Robertus de Watervill,

Et alii Barones & Milites, tunc apud Bristol existentes, in presentia dictæ Domine Regine, & dicti Ducis, de assensu totius Communis dicti Regni, ibidem existentium, eundem Ducem in Custodem dicti Regni unanimiter elegerunt; sic quod idem Dux & Custos, Nomine & Jure ipsius Domini Regis, Patris sui, ipso Rege sic absente, dictum Regnum regeret & gubernaret:

Et idem Dux, eodem die, Regimen dicti Regni, in formâ prædictâ, ibidem assumptis; & ea, quæ juris fuerant, sub Sigillo suo Privato, in custodia Domini Roberti de Wyvill, Clerici sui, existente (eo quod alium Sigillum pro dicto Regimine adunc non habuit) exercere incepit.

Postmodum verò, vicesimo die Novembris proximo sequente, captis Inimicis prædictis, & dicto Domino Rege in dictum Regnum suum revertente, iidem Domina Regina & Dux, Prælatique & Procures prædicti, de assensu Communis prædictæ, tunc apud Herefordiam existentes, pro eo quod Porellas ipsius Custodis, per adventum dicti Domini Regis sic infra Regnum suum, cessavit, prædictum Dominum Herefordensem Episcopum ad ipsum Dominum Regem in Nuncium miserunt; supplicando eidem Domino Regi, ut ipse præcipere vellet quod de Magno Sigillo suo, penes dictum Dominum Regem tunc existente, fierent ea, quæ pro Pace, in eodem Regno conservandâ & Justitiâ exhibendâ, essent faciendâ.

Idemque Episcopus Herefordensis adivit dictum Dominum Regem, apud Munemuth tunc existentem: &

In presentia dicti Comitis Lancastrie & Leicestrie, & ANNO 1326. Magistri Thomas Chaundos, Archidiaconi Herefordie, ac aliorum plurimorum; omnia; sic sibi injuncta, eidem Domino Regi exposuit per ordinem.

Et idem Dominus Rex; auditis sic sibi expositis; habita inde aliquali deliberatione penes se, respondebat quod placuit sibi mittere dictum Magnum Sigillum suum præfatis, Consorti suæ & Filio; & quod idem, Consorti & Filio; dictum Sigillum, sub Privato Sigillo suo tunc clausum, aperiri facerent; & non solum ea, quæ pro Jure & Pace essent faciendâ; sed etiam quæ gratis forent, sub dicto Magno Sigillo fieri facerent: & idem Dominus Rex dictum Magnum Sigillum liberari fecit Domino Willielmo le Blount Militi, descendendum, in Comitâ dicti Domini Herefordensis Episcopi, ad prædictos, Reginam & Ducem; eis in formâ prædictâ liberandum.

Quæ idem Episcopus; ad Reginam & Ducem prædictos, vicesimo sexto die Novembris, proximo sequente, apud Martley rediens, exposuit viva voce; & nichilominus eadem in quodam Instrumento publico, inde confecto, continentur.

Dictus verò Willielmus le Blount prædictum Magnum Sigillum, sub dicto Privato Sigillo sic clausum, prædicta die, præfatis, Regine & Duci, apud Martley, in presentia dicti Herefordie Episcopi, liberavit.

Die verò Dominica proximo sequente, videlicet, in Festo Sancti Andree Apostoli, apud Cirencestrum, in Camerâ ipsius Domine Regine, infra Abbatium, ibidem iidem Regina & Dux existentes, dictum Magnum Sigillum, sic clausum, in presentia Domini Rogeri de Mortimer, Johanne Comitis Garenne, dicti Domini Roberti de Wyvill, Richardi Ellesfeld, & Johannis Giffard, Clericorum, & aliorum plurimorum; traderunt, ex parte dicti Domini Regis, præfato Domino Norwicensi Episcopo, & præceperunt tibi quod illud aperiret, & inde faceret quod ad officium Custodis dicti Magni Sigilli pertineret.

Et idem Episcopus dictum Magnum Sigillum in manibus suis recepit, & eodem die, in Capitulo dictæ Abbatie, Sigillum illud aperuit, & inde Brevia consignavit: & post consignationem, Sigillum illud; sub Sigillo suo privato, inclusit.

Et sic remansit dictum Magnum Sigillum; in custodia dicti Norwicensis Episcopi, itinerando per vias versus Wodestoke, usque ad diem Jovis proximo sequentem; quo die ipse restituit Sigillum illud, sub Sigillo suo, præfatis, Regine & Duci, apud Wodestoke.

Et, occurrentibus negotiis, apertum fuit idem Sigillum pro expeditione eorumdem, & post consignationem quamlibet, reclusum fuit idem Sigillum; sub Sigillo dicti Episcopi Norwicensis, & restitutum præfatis, Regine & Duci, custodiendum.

Die verò Mercurii, ante Festum Sancti Thomæ Apostoli, proximo sequens, Magister Henricus de Ciyf, Custos Rotulorum Cancellariæ, qui tunc venerat, Sigillum suum apposuit dicto Magno Sigillo, unâ cum Sigillo dicti Norwicensis Episcopi; & idem, Episcopus & Magister Henricus, post consignationes, Sigillis suis appositis, dictum Sigillum, præfatis, Regine & Duci, singulis diebus, restituerunt.

CLI.

Déclaration de JACQUES II. Roi d'Arragon sur 19. Nov.

la restitution d'un Navire & de quelques Marchandises, que son Amiral avoit enlevées aux Sujets de CHARLES IV. dit le Bel Roi de France. Faite le 19. de Novembre, 1326. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 119.]

EXCELLENTI ac magnifico Principi Carolo Dei gratia Franciæ & Navarræ Regi illustri, charissimo Consanguineo nostro, Jacobus per eandem Rex Aragonie, Valentie, Sardinie, & Coricæ, Comesque Barchinonæ, ac sanctæ Romanæ Ecclesiæ Vexillarius, Ammiratus, & Capitaneus generalis, salutem & prosperos ad vota successus. Serenitati vestræ presentibus intimamus, quod nobili Francisco Carraccio olim Ammirato nostro dudum agente in partibus Regni nostri Sardinie ad negotium acquisitionis castri Callari adversus Pisanos, & alios existentes in castro ipso, qui nostro Dominio rebellant, viriliter prosequente; Cum anno præfati quædam navis seu concha, cujus erat ductor sive patronus Bernardus de Ilario miles Narbonensis, diversis rebus seu mercibus tam Mercatorum Narbonæ & Montispeffuli, quam aliorum etiam onera-

ANNO
1326.

ta, ad dicti Regni Sardinie maritimam vicinam dicto Castro Callari declinasset cum rebus & mercibus supra dictis: Nos dicta retentione percepta, quæ nostris voluntariis supervenient displicens plurimum & ingrata, cum nequaquam gentes vestras vellemus per nostras aliquatenus molestari, sed ut proprias petraclari: per nostras Litteras postmodum iteratas, jam dicto Ammirato multum expressè dedimus in mandatis, ut dictam concham abolveret, & res & merces per eum captas integre refarciret. Accepto namque per responsum Ammirati præfati, quod ipse ad occupationem processerat supra dictam necessitate maxime perurgente, cum negotium acquisitionis castri prædicti ex defectu pecunie esset tunc in casu & periculo deferendi; quodque res & merces jam dictas converterat in bellatorum nostrorum stipendia, & alia quæ impugnatio dicti castri & ipsorum rebellium oppressio exigebant, nec præmissa vel aliqua de eisdem possit restituere quoquo modo; Nostram præsentiam adiverunt Procuratores dictorum Mercatorum Narbonæ & Montispeffuli, à nobis humiliter postulantes eis fieri satisfactionem integram de præmissis.

§. 2. Nos verò considerantes dictam occupationem seu retentionem factam fuisse, ut præmittitur, per dictum Ammiratum & Officiale nostrum, per quem etiam res & merces prædictæ in nostris negotiis, utilitatibus & necessitatibus fuerunt posite & conversæ; ut nobis tam per assertionem dicti Ammirati, quam per publica documenta per dictos Procuratores offensa extiterit facta fides; & affectantes per nos debitam satisfactionem fieri de eisdem; per tres personas idoneas & fide dignas, presentibus & contententibus dictis Procuratoribus, & rationes suas plenè ostendentibus coram eis, averationem seu exemptionem omnium mercium & rerum captarum fieri & recipi iussimus, & ea omnia nobis & nostro consilio recenturi.

§. 3. Et tandem cum de voluntate & assensu Procuratorum supra dictorum omnes res & merces prædictæ fuissent per personas prædictas, quibus ea, ut est dictum, committimus estimatæ, ad quantitatem triginta unius mille trecentarum viginti trium librarum Barchinonensium, pro sumptibus, damnis, & interesse totius præteriti temporis, & etiam pro interesse futuri temporis à dicta conventionem in antea subsequens, donec esset eis integrè satisfactum solveretur eisdem per nos ultra prædicta interesse per rata quantitatis prædictæ, ad rationem videlicet * duodecim denariorum pro libra quolibet anno, cum non possemus eis, ut optamus, protinus plenam & integram satisfactionem facere de præmissis, eo quod acquisitio dicti Regni immensam requirens voraginem expensarum, ferè thesaurum Cameræ Regiæ exhaustisset: cum Procuratoribus convenimus memoratis, quod dicta quantitas per nos eis infra triennium per tertias solveretur, nosque adjecto juramento promissimus solutiones ipsas præfixis terminis totaliter adimplere: adjecta inter cætera clausula, in obligatione & promissione, quæ inde jam fuerant ordinata, quod si forte nos vel nostri in dictis solutionibus, vel earum aliqua deficeremus terminis constitutis, & expectati postmodum per tres menses à quolibet ipsorum terminorum immediatè sequentes, solutionem vel solutiones ipsarum non adimpleremus; ex tunc dicti Mercatores non expectata seu obtenta requisitione aliqua, seu facta à vobis vel vestris Officialibus nobis faciendæ, aut facta iustitia in nobis vel nostris non habenda seu invenienda, nec aliis in clausula ipsa contentis possent adire vestram præsentiam pro marcha vel repessalia habenda, vel obtinenda casu prædicto, & vos possitis eam illis in continentem concedere sive dare in toto Francia Regno, & preterito ipsius Marchæ Officiales vestri possent pignora capere seu marchare in mari & in terra ubique bona, res & merces quorumcumque subditorum nostrorum Regnorum & totius terræ nostræ: non obstantibus requisitione super ea nobis non facta seu faciendæ mora seu facta iustitia, in nobis non inventa; aut aliis supra dictis, & pignora seu marchata vendere, & de eorum pretio eis satisfacere, prout in talibus & similibus Marchis seu repessalis est fieri consuetum.

§. 4. Præmissis autem eis existentibus ordinatis, Consiliarij & probi homines Civitatis Barchinonæ, ad quorum notitiam præmissa devenerant nobis humiliter supplicarunt, ut adjectam in promissione jam dicta (scilicet Marcham, jam dicto casu concessam) clausulam supra dictam faceremus in promissione huiusmodi amoveri, cum afferrent, nostra reverentiâ semper salvâ absque læsione & onere conscientie nostræ & peccati mortalis incursum prædictam concessionem observari non posse, nec ad eam nos juramentum in ea appositum astringebat, imò ipsius observantia nobis peccati laqueum preparabat ex causis inferius expressatis.

ANNO
1326.

§. 5. Nos autem volentes præmissa ipsis Mercatoribus omnino servare, quatenus possemus absque reatu peccari & peccati, & in dubijs præsertim, ubi periculum animæ vertitur, viam eligere tutiorem, præmissa omnia per religiosos viros in Theologica facultate peritos non modicæ auctoritatis atque scientiæ examinari fecimus & discuti: Mandantes eisdem, ut nobis super his consulerent quid agendum, exprimentes eis nostræ propositionis voluntatis, per quod perpendere poterant placere & velle, si licite fieri possent, quod conventio supra dicta effectualiter compleretur. Coram quibus propositis hinc & inde tam facti quam juris rationibus facientibus, pro & contra, cum ex eorum responsione sive consilio, matura ac digesta deliberatione præhabitis, nobis dato, invenimus juramentum per nos appositum in clausula memorata, quod iniquitatis vinculum esse non debet, vergere evidenter contra juramenta licita & honesta, per prædecessores & nos prius diti præstita supra Privilegiis, franchitiis, & immunitatibus per nos & eos dictæ Civitati Barchinonæ & toti generali Cathalonie olim indultis, & pro quibusdam constitutionibus, in generalibus Curris Cathalonie editis, observandis; nec fore obligatorium cum perjurium induceret & peccatum.

§. 6. Reperissemus insuper promissionem ipsam ex natura rei pro parte nostra fore illicitam, cum ex se repessalia upote iuri, rationi & æquitati contrarie, utroque jure prohibita propter defectum iustitiæ in Principe damnificante vel damnificanti Domino adinventum, vendicent sibi locum, & ex parte Principis, & Domini damnificati sint licite & permixti; non tamen sint licite ex parte Principis, ob cuius essent culpam vel negligentiam concedenda, propter quod conventio per nos facta, cum clausula supra dicta inserta, quod possent videlicet ex præmissis nostri Subiecti pignori, cum mortale peccatum & perjurium reatum includeret, erat penitus revocanda.

§. 7. Nos cum dicti Mercatores super præmissis nobis protestati fuissent, habito dicto consilio, quod laus & plenus in responsis à nobis dictæ protestationi describitur, eis respondimus, quod amota pignorationum clausula supra dicta, cum eam ex causis jam dictis servare non possemus absque dispendio salutis æternæ, parati eramus, & nos paratos obtulimus solutiones facere supra dictas terminis constitutis, & observare cætera contenta & concordata inter nos & eos, & mandare tradi eis libenter & in continentem instrumentum dictæ promissionis, amotis his de quibus repertum est inducere animæ nostræ periculum, ut superius continetur.

§. 8. Igitur ad notitiam vestræ magnificentiæ deducentes præmissa, eandem cordis affectione rogantes, quatenus attento, quod nos in præmissis fecimus quod potuimus, & pensato de dictis expensis innumerabilibus per nos in acquisitione dicti Regni Sardinie factis, quæ nostrum thesaurum, ut prædictum, exhausterunt, placeat, & vestris Mercatoribus antea factis marchandi seu pignorandi bona Subditorum nostrorum non concedere, sed potius denegare, cum nos intendamus prædictis Mercatoribus damna passis solutiones facere supra dictas terminis ante fixis, cum interesse temporis præteriti & futuri; sed dictos potius inducere Mercatores, ut præmissa per nos & eos, & communiter concordata velint recipere, quia nos adjecta clausula supra dicta parati sumus, quod illis promissimus secundum formam condicimus, aut aliis modis seu obligationibus vel securitatibus decentibus adimplere, ipsasque solutiones facere terminis prætaxatis. Consideratis etenim considerandis, utriusque Subditis providebitis, & nos iis vehementer habemus placitum atque gratum, parati prosperis bonis debitis, & intima dilectione quibus conjungimur Magnificentiæ vestræ in multo majoribus respondere. Datum XII. Kal. Decembris, anno Domini 1326.

Regis Franciæ Responso.

MAGNIFICO Principi Jacobo Dei gratia Arragoniæ & Sardinie Regi illustri consanguineo nostro carissimo, Carolus eadem gratia Franciæ & Navaræ Rex salutem & dilectionem sinceram. Cum per vestras nuper Litteras nobis feceritis aperiri, quod super eo, quod Franciscus Carroci Miles vestri Ammiratus in partibus Regni vestri Sardinie quandam navim Mercatorum quorundam Narbonæ & Montispeffuli, ac aliorum Regni vestri Franciæ pluribus mercatoribus onustam retinuerat, & in usus vestræ guerræ converterat dicti Regni, quæ per alias nostras Litteras prædictis Mercatoribus nostris restitui rogavimus Regiam Majestatem,

ANNO 1326. tatem, vos cum Procuratoribus Mercatorum ipsorum suo ad hoc interveniente consensu de valore navis & mercium prædictarum, quas vos extimari fecistis sibi per tres annos exsolvendo convenistis: Serenitati Regiæ notum fieri volumus, quod consideratione personæ vestræ, quam nobis charissimam reputamus & favore prosequimur speciali, prædicta conventio nobis placet, Regiam amicitiam deprecantes, quatenus solutiones super dicto valore per vos ordinatas, taliter statutas ad hoc terminis complere curetis, quod ad nos ob defectum solutionis nulla de cætero quæstio referatur, ita quod circa hoc non oporteat nos aliter providere dictis Mercatoribus de remedio opportuno. Datum Parisius duodecimo die Januarii, anno Domini 1326.

CLII.

1327. Recognitionis Literæ CASIMIRI Ducis Teschinentis super possessione bonorum suorum Jure & Titulo feudali à JOANNE Bohemiæ & Poloniæ Rege receptorum. Datum Oppavia 12. Calendas Martii 1327. [LUNIG, Teutisches Reichs Archiv. Part. Special. Continuat. I. Fortsetzung I. Absatz III. pag. 283.]

Nos Casimirus Dei Gratia Dux Teschinentis recognoscimus, & fatemur tenore præsentium universis. Nos esse Principem, & Vassallum Magnifici Domini nostri Joannis Bohemiæ & Poloniæ Regis illustris, ac Comitibus Lucemburgensis. Et ab eo terram nostram Teschinentem, cum suis Civitatibus, & Castro videlicet Teschin Civitate, cum Civitate Freyenthal, & Beltz Civitate, Zehoffschwe, Gemnitz, Oppidis cum munitioibus & Ostavia Castro, cum Villis, hominibus, Vassallis ac Militibus ad ipsas & ipsa spectantibus, & aliis universis pertinentiis in quibuscunque consistant, quas nunc habemus, & impoterum sumus quocunque titulo habituri, nostro heredum & successorum suorum nomine & Ducum Teschinentium, recepisse in feudum, & ab ipso tenere, & possidere jure ac titulo feudali, volentes, quod hæredes, & successores nostri Duces Teschinentes prædicti juxta continentiam Literarum, quas a prædicto Domino Rege super eo habemus, quodocunque prædictam terram nostram vacare contigerit, eam ab ipso Domino nostro Rege in feudo deinceps semper recipere debeant ac tenere. Et factio sibi per eos servanda perpetuo fidelitatis homagio, sicut & Nos nunc spontanea & libera voluntate fecimus, ei vel eis tanquam ejus, vel eorum rei testimonium præsentis Literas fieri, & sigillo nostro fecimus roborari. Datum in Oppavia, Anno Domini MCCCXXVII. 12. Calend. Martii.

CLIII.

19. Fevr. Recognitionis WLADISLAI Ducis Coslensis, Quod à JOANNE Bohemiæ & Poloniæ Rege suas terras cum omnibus Civitatibus & Castro jure receperit feudali, easque sui heredes ab eodem in feudum recipere debeant. Datum Oppavia 11. Calend. Martii 1327. [LUNIG, Teutisches Reichs Archiv. Part. Special. Continuat. I. Fortsetzung I. Abtheil. II. Absatz III. pag. 282.]

Nos Wladislaus Dux Coslensis recognoscimus & fatemur tenore præsentium universis. Nos esse Principem & Vassallum Magnifici Domini nostri Joannis Bohemiæ & Poloniæ Regis illustris ac Lucemburgensis Comitibus, & ab eo terram nostram Coslensem cum suis Civitatibus, videlicet, Cosla, Peitum, Peynschreschitz, ac Castro videlicet Tost & Slazayra, cum eorum Villis, hominibus, Vassallis, & Militibus ad ipsas & ipsa spectantibus, & aliis suis pertinentiis in quibuscunque consistant, quas & quæ nunc habemus & impoterum sumus quocunque titulo habituri, nostro heredum & successorum nostrorum Ducum Coslensium nomine, recepisse in feudum, & ab ipso tenere & possidere, Jure ac titulo feudali. Volentes quod hæredes & successores nostri Duces Coslenses prædicti juxta Literarum continentiam, quas a prædicto Domino nostro Rege Bohemiæ super eo recepimus & habemus, quodocunque prædictam terram nostram Coslensem vacare contigerit, eam ab ipso Domino Rege Bohemiæ aut suis heredibus vel successoribus Regibus Bohemiæ in feudo recipere semper

TOM. I. PART. II.

deinceps debeant & tenere. Et factio sibi per eos servanda perpetuo fidelitatis homagio, sicut & nos spontanea & libera voluntate fecimus, ei vel eis tanquam ejus vel eorum Princeps, & Vassallus sincera fide intendere semper debeant ac parere. Harum notarum testimonio Literarum. Datum in Oppavia, Anno Domini M. CCC. * XVII. 11. Kalendas Martii.

CLIV.

Litteræ JOANNIS Ducis Oswicensis de recepta in feudum Terra Oswicensi cum omnibus Civitatibus & Oppidis, à JOANNE Bohemiæ Rege, obligans se porro hæredesque suos ad omnem fidelitatem dicto Regi præstandam. Datum in Bontung 6. Kalend. Martii 1327. [LUNIG, Teutisches Reichs Archiv. Part. Special. Continuat. I. Fortsetzung I. Absatz III. pag. 282.]

Nos Joannes Dei gratia Dux Oswicensis Scholasticus Cracoviensis. Recognoscimus & fatemur tenore præsentium universis. Nos esse Principem & Vassallum Magnifici Domini nostri Joannis Bohemiæ & Poloniæ Regis illustris ac Comitibus Lucemburgensis, & ab eo terram nostram Oswicensem cum suis Civitatibus & Castro, videlicet Offwem Civitate cum Castro Tabor, Civitate Lant, Zipfa, Wadowitz, & Spikowitz, Oppidis cum Oppidanis, Villis, hominibus, Vassallis ac Militibus ad ipsas & ipsa spectantibus, & aliis pertinentiis universis in quibuscunque consistant, quas nunc habemus, & impoterum sumus quocunque titulo habituri, nostro heredum & successorum suorum nomine & Ducum Oswicensium recepisse in feudum, & ab ipso tenere & possidere jure & titulo feudali, volentes quod hæredes, & successores nostri Duces Oswicenses prædicti juxta continentiam Literarum, quas a prædicto Domino Rege super eo habemus, quodocunque prædictam terram nostram vacare contigerit, eam ab ipso Domino nostro Rege in feudo deinceps semper recipere debeant, ac tenere. Et factio sibi per eos servanda perpetuo fidelitatis homagio, sicut & Nos nunc spontanea & libera voluntate fecimus, ei vel eis tanquam ejus, vel eorum rei testimonium præsentis Literas fieri, & sigillo nostro fecimus roborari. Datum in Bontung Anno Domini MCCCXXVII. 6. Calend. Martii.

CLV.

Recognitionis HENRICI senioris, & HENRICI 16 Mars. ejus Filii Dominorum de Plawen, de recepto in feudum, à JOANNE Bohemiæ Rege, suo Dominio Plawen, cum omnibus Munitioibus & bonis. Datum Prage decimo octavo (1) Kalendas Aprilis 1327. [LUNIG, Teutisch. Reichs Archiv. Part. Special. Continuat. II. Abtheilung VI. Absatz. XVIII. pag. 204.]

Nos HENRICUS Advocatus de Plawen senior, & Henricus ipsius filius senior, recognoscimus tenore præsentium & fatemur.

Quod licet olim progenitores nostri bonæ memoriæ, quondam a Viris specialibus Comitibus de Eberstein Terræ Saxonie retroactis temporibus Dominum eorum in Plawen, quod nunc tenemus, & quod Nos ex successione legitima devolutum in feudo recepisse, ac etiam possedisse noscantur, tamen quia dudum cum omnibus suis Juribus & pertinentiis in feudo quocunque Dominorum nobis placuerit nunc recipere, ac tenere licite valeamus. Nos ob specialis Amoris affectum, quem ad Magnifici Principis Domini nostri, Domini Joannis Bohemiæ & Poloniæ Regis illustris, ac Comitibus Lucemburgensis Celsitudinem gerimus, ipsius nos recognoscens esse feudatarios, & Vassallos præbendam nostrum Dominium Plawen cum suis munitioibus & bonis videlicet, Castro Lubow, Jabanagrin, Castrum Sonek munitione Blonwitz, munitione Labide dicta, munitione dicta Tribil, & Ganondorff, cum Villis, hominibus, Vassallis & militibus ad ipsas & ipsa spectantibus, ac aliis suis pertinentiis universis in quibuscunque consistant, quas & quæ nunc habemus, & impoterum sumus ad idem Dominium nostrum quocunque titulo habituri, nostro, heredum & successorum nostrorum Dominorum in Plawen nomine, recepisse in

(1) C'est sans doute une faute pour, decimo septimo; puis que, dans le Mois de Mars, on ne commençoit que le 16. à compter avant les Kalendes d'Avril.

* Faute
d'impression
pour
XXVII.

ANNO
1327.

24. Fevr.

ANNO feudo, & ab ipso tenere & possidere, jure & titulo feudali, volentes, quod ipsi hæredes, ac successores nostri, quocumque sæpe dictum Dominium nostrum per mortem alicujus eorum vacare contigerit, ipsum ab eodem Domino nostro Rege aut a suis hæredibus ac successoribus Regibus Bohemie in feudo recipere semper debeant, & tenere, & proposito sibi per eos debitum servandæ fidelitatis & Homagii Sacramento, sic & nos ipsum sibi nunc spontanea & libera voluntate præstitimus, ei vel eis, tanquam eorum Vassalli cum prædictis bonis omnibus sincera fide semper intendere debeant & parere. Et nos *Tosso de Schoneck, Arnoldus de Walchenstein, Gazzo de Menka, Henricus de Machwitz, Conradus de Sak, Nicolaus de Dobeneck, & Henricus dictus Reoder Militares*, seu armigeri prædictorum Dominorum nostrorum de *Plawen*, quorum sumus homines & Vassalli precibus inclinati, protestamur præmissa omnia prout superius continentur per eodem Dominos nostros, nobis, successoribus, presentibus & consentientibus de certa scientia esse facta. In quorum omnium prædictorum robor & testimonium presentes Literæ factæ sunt sigillorum nostrorum, quas ipsi appendi fecimus munimine roboratæ. Datum *Prage* Anno Domini M. CCCXXVII. decimo octavo Calendas Aprilis.

CLVI.

5. Avril. *Recognitio BOLESŁAI Ducis Oppoliensis de Civitate Castro, Oppidis & Villis sibi à JOHANNI Bohemie ac Polonia Rege in Feudum concessis & receptis. Datum Wratislaviae in die Palmarum annò 1327.* [LUNIG, Teutsches Reichs Archiv. Part. Spec. Cont. I. Fortsetzung I. Abf. III. pag. 283.]

Nos Boleslaus Dei Gratia Dux Oppoliensis recognoscimus tenore presentium & fateamur: Nos esse Principem & Vassallum Magnifici Domini nostri Domini *Johannis Bohemie, & Poloniae Regis, ac Lubenburgerensis Comitis*, & ab eo terram nostram Oppoliensem cum Civitate Oppolensi, & Castro ibidem cum Civitate Senberg & Castro Clascow, cum Oppidis, Villis, hominibus, Vassallis ad ipsas & ad ipsa spectantibus cum aliis suis pertinentiis universis, in quibuscumque consistant, quas nunc habemus & in posterum sumus quocumque titulo habituri, nostro hæredum & successorum nomine Ducum Oppoliensium & Dominorum ibidem in *Waltenberg* recepisse in feudum & ab ipso tenere ac possidere jure. Volentes quod hæredes & successores nostri Duces Oppolienses, & Domini in *Waltenberg* prælibati, juxta Literarum continentiam, quas à præfato Domino nostro Rege Bohemie super eo recepimus, & habemus quocumque prædictam terram nostram vacare contigerit eam ab ipso Domino nostro aut a suis hæredibus vel successoribus suis Bohemie Regibus in feudo recipere semper debeant & tenere, & factò sibi servandæ perpetuo fidelitatis homagio, sicut & nos nunc spontanea & libera voluntate fecimus ei vel eis, tanquam ejus vel eorum Princeps & Vassallus sincera fide intendere debeant & parere. In cujus rei testimonium presentes Literas fieri & sigillo nostro justissimum communi. Datum *Wratislaviae* Anno Domini MCCCXXVII. in die Palmarum.

CLVII.

6. Mai. *Promesse des Procureurs d'EDOUARD VI. Roi d'Angleterre insérée après le Traité de Paris du dernier Mars 1326. par laquelle ils obligent leur Roi à cinquante mille Marcs sterling contenus audit Traité, envers CHARLES IV. Roi de France. Le 6. Mai, 1327. Avec le Vidimus de PHILIPPE Roi de France sur le même Traité. Donné à Paris le 7. Septembre 1330.* [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 118.]

FRANCE
ET AN-
GLETER-
RE.

PHILIPPUS Dei gratia Francorum Rex, universis presentes Literas inspecturis, salutem. Notum facimus nos inscriptas vidisse Literas, formam, quæ sequitur continentes.

§. 2. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront & orront, Nous Jehan Evesque de Winchester & Guil-

laume Evesque de Norwik, Messages & Procureurs de nostre tres chier & tres redoubté Seigneur EDUARD par la grace de Dieu Roy d'Angleterre & Duc de Guyenne, sçavoir faisons, que comme nostre dict Seigneur ait ratifié & approuvé par ses Lettres ouvertes scellées de son grand seal, le Traité fait & accordé de nouvel par honorables Peres en Dieu, Pierre Evesque de Chartres, Pierre Evesque d'Aucerre, Monseigneur Philippe Comte de Valois, d'Anjou & du Mayne, Gauchier de Chastillon Cuens de Porciens & Conestable de France, Miles Sire de Noyers, Mathieu de Trye Mareschal de France, Messire Jean Cerchemont Chancelier de France & Andrieu de Florence Dean de Furnes, Conseillers & Procureurs de tres excellent Prince Monsieur CHARLES par la grace de Dieu Roy de France & Navarre, par le dit Roy & en son nom d'une part; & nous Jehan de Guillaume Evesques dessus dictes, Monsieur Jehan de Haynaut & Hugues d'Andeluy, Messages & Procureurs nostre dict Seigneur le Roy d'Angleterre & Duc de Guyenne, pour ledit nostre Seigneur & en son nom d'autre part; lequel Traité & des Lettres sur ce faites la teneur & la forme s'ensuit.

§. 2. A tous ceux qui verront & orront &c. &c. (il faut repeter icy toutes les paroles du precedent Traité de Paris n. LV. mis, jusqu'à ces mots du dernier §. seront faites d'une partie & d'autre, & par apres le present Traité continue, comme il s'aura icy, bien qu'il paraisse assez, qu'il y a quelque manquement dans l'exemplaire dont on s'est servi) & les successeurs Roys d'Angleterre & Ducs de Guyenne ses biens de ses successeurs obligens; que il les convenances, promesses & obligations s'y escriptes en la forme & maniere, que elles sont au dict Traité expressées tendra, gardera & accomplira en bonne foy sans jamais venir à l'encontre, par li ne par autre, par quelque voye ou maniere que ce soit, fauvées audit nostre Sœur & aux siens, toutes autres choses pour eux accordées & octroyées avant cet heure par le dict Roy de France & en nom de luy & sa bonne grace.

§. 3. Derechief comme au dict Traité soit contenu entre les autres choses que pour toutes manieres & cousts frais & despens, dommages & tous interells, que le dict Roy de France ou ses Sujets aient souffert, ou encouru pour la cause des mouvements avant dits, nous avant dits Messagers & Procureurs du dict Roy d'Angleterre & Duc de Guyenne, tout soit li sans coulpe des dites mesprises, si comme nous maintenons, neantmoins pour le grand desir, que nous sçavons, qu'il a d'avoir la grace & bonne veillance du dict Roy de France son Seigneur & Oncle, & pour bonne amour & dilection affermer & nourrir entre les Royaumes & les Sujets d'une part & d'autre, & pour estanchier les dits maux, accordons par autorité & pouvoir, que nous avons de nostre dict Seigneur & li obligons en cinquante mille marcs d'Estelains au Roy de France à prendre à sa volenté; ainsi, que au cas, que il plairroit mieux à nostre dict Seigneur le Roy d'Angleterre soy mettre simplement des choses contenues en cet article à la gracieuse volenté du dict Roy de France, la dite obligation de cinquante mille marcs soit nulle.

§. 4. Nous Jehans & Guillaume Procureurs & Messagers nostre dict Seigneur le Roy d'Angleterre & Duc de Guyenne dessus dits, promettons en nom de nostre dit Seigneur & pour li, que dedans trois mois prochains apres ce, que la paix contenue ou dit Traité soit publiée ou Royaume de France & especialement es marches devers le Royaume d'Angleterre & devers le dict Duché, le dit nostre Seigneur eslira, lequel li plairra mieux soy mettre simplement des choses contenues au dict article, à la gracieuse volenté du dict Roy de France, ou de payer à li la somme de cinquante mil marcs d'Estelains dessus dits; & ou cas qu'il li plaira mieux payer au dict Roy de France la somme de cinquante mil marcs, que soy mettre simplement à sa volenté, comme dessus est dit; il plaira à payer au dict Roy de France ou à son Procureur ayant à ce suffisant mandement dedans trois ans prochains apres la fin des dits trois mois, la somme devant dide par esgaulx portions; c'est à sçavoir: à la fin de chacun an, la tierce partie de la dite somme; & à ce faire & accomplir en bonne foy nous obligons le dict nostre Seigneur & ses successeurs & leurs biens. En tesmoingnage de laquelle chose nous avons mis nos seaux en ces presentes Lettres. Donné à Paris le sixieme jour de May, l'an de grace mil trois cens vingt sept.

§. 5. In cujus visum testimonium presentibus Literis, nostrum fecimus apponi sigillum. Datum Parisius die septima Septembris, Anno Domini millesimo trecent-

ANNO trecentesimo tricesimo. *Est sellé sur le reply en double queue d'un grand Jean de cire jaune pendans.*

1327.

CLVIII.

I. Oâ. *Accord entre JACQUES II. Roi d'Arragon, & JACQUES Roi de Majorque, fait à Barcelonne, le 1. Octobre, 1327. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici, pag. 122.]*

ARRAGON ET MAJORQUE.

In nomine Domini, Amen.

PATEAT universis presentis Instrumenti publici fieri inspecturis, quod nos JACOBUS Dei gratia Rex Arragonum, Valentie, Sardinie & Corsice, ac Comes Barchinonie; & nos Jacobus per eandem Rex Majoricarum, Comes Rossilonis & Ceritanie, ac Dominus Montispeffulani, presente, volente, auctoritate, ac sum expressum consensum prestante honorabili Domino Philippo de Majoricis patruo ac tutore nostri dicti Majoricis. Regis, quod nos Philippus, qui presentes sumus, sic esse asserimus & fatemur; scientes jam dudum compositionem seu transactionem fore factam inter illustrem Dominum Petrum bonae memorie Regem Arragonum, patrem nostri Jacobi Regis Arragonum predicti ex una parte; & illustrem Dominum Jacobum recolenda memoria Regem Majoricarum avum paternum nostri Jacobi Regis Majoricarum predicti ex altera, super Regno Majoricarum cum insulis eidem adjacentibus & super Comitatus & terris Rossilonis, Ceritanie, Confluentis & Vallispirio & Caucoliberio, & super Montispeffulano, cum Castris & Villis dominationis Montispeffulani, prout in quodam publico Instrumento inde facto in claustrum domus Fratrum Prædicatorum Perpiniani tercio decimo Kalendas Februarii anno Domini millesimo ducesimo septuagesimo octavo, scriptoque per Arnaldum Mironi scriptorem publicum Perpiniani latius continetur.

§. 2. Scientes etiam subsequenter dictam compositionem seu transactionem fore renovatam, laudatam & approbatam inter nos Jacobum Regem Aragonensem predictum ex una parte; & dictum Jacobum quondam Regem Majoricarum ex altera, prout in alio publico Instrumento inde facto in Castris propæ Argilers Elnensis Diocesis in festo Apostolorum beatorum Petri & Pauli, videlicet tercio Kalendas Julii, anno Domini millesimo ducesimo nonagesimo octavo, scriptoque per Michaelen Rotlandi Notarium publicum Perpiniani, plenius continetur; considerantes etiam eandem compositionem & transactionem postmodum fuisse renovatam, laudatam & approbatam inter nos præfatum Jacobum Regem Arragonum ex una parte; & illustrem bonae recordationis Dominum, scilicet Regem Majoricarum filium & heredem dicti Domini Jacobi Majoricarum Regis, patrumque nostri dicti Jacobi nunc Majoricarum Regis ex altera; prout in alio publico Instrumento inde facto in Civitate Barchinonie in Regio palatio die Dominica, qua computabatur septimo Idus Julii anno Domini millesimo trecentesimo duodecimo, clausoque per Bernardum de Averte Notarium nostri predicti Aragonum Regis, ac publicum etiam auctoritate nostra per totam terram & dominationem nostram, serius continetur. Nos predicti Jacobus Rex Arragonum, & nos Jacobus Rex Majoricarum, contentes nos excessisse ætatem duodecim annorum, ac plenè intelligere quæ aguntur, præsentem & auctorizante, ut supra, dicto Domino Philippo patruo & tutore nostro, per nos & successores nostros, volentes omnia & singula in prædictis tribus Instrumentis contenta perpetui habere roboris firmitatem, ea omnia & singula denuò cum hoc publico Instrumento per nos & successores nostros laudamus & approbamus expresse: idcirco nos Jacobus Rex Majoricarum predictus, præsentem & auctorizante, ut supra, ante factum honorabili Domino Philippo patruo & tutore nostro, nomine ipso tutorio, juxta formam in singulis dictorum trium Instrumentorum contentam, per nos & omnes successores nostros recognoscimus & fatemur vobis dicto Domino Jacobo Regi Aragonum, carissimo patruo nostro, tenere à vobis & successoribus vestris Regibus Aragonie in feudum honoratum sine omni servitio, sub forma tamen infra scripta, totum prædictum Regnum Majorie, cum insulis Minoricis & Evigæ, & aliis insulis adjacentibus eidem Regno, & omnes prædictos Comitatus & terras Rossilonis, Ceritanie & Confluentis, Vallispirii & Cauchiliberi.

§. 3. Item sine præjudicio juris alieni recognoscimus & fatemur vobis dicto Domino Jacobo Regi Aragonie,

TOM. I. PART. II.

tenere in feudum à vobis & vestris secundum modum superius & inferius comprehensum Vicecomitatum Omeladesii, & Vicecomitatum de Castadesio, cum omnibus Villis & Castris eorundem Vicecomitatum, & omnia etiam Caltra, Villas & loca quæcumque habemus in terris Montispeffulani, & dominatione & terminis ejusdem, & generaliter omnia alia, quæcumque habemus seu habere debemus ubicumque sint, cum Militibus scilicet, hominibus, feudis, jurisdictionibus ac dominationibus universis, sive illa teneamus ad manum nostram, sive alii teneant per nobis in feudum. Exceptis feudis, quæ consueverunt teneri ab Episcopo & Ecclesia Magalonensi, de quibus aliqua tenentur adhuc ab ipsis Episcopo & Ecclesia, & aliqua ab illustri Rege Francorum habente in eisdem locum ab Episcopo & Ecclesia supra dictis, pro quibus omnibus & singulis locis & terris, ac juribus eorundem recognoscimus nos de præsentibus feudatariis vestrum secundum formam superius comprehensam.

§. 4. Excipimus tamen à prædicta recognitione feudis, nos Jacobus Rex Majoricarum predictus emptiones Castrorum, Villarum & locorum, quas dictus Dominus Jacobus Rex Majoricarum avus paternus noster post dictam renovationem, & dictus Sanctus Majoricarum Rex ejus filius patruus noster fecerunt, & nos fecimus de rebus alodialibus, quæ pro ipsis vel nobis non tenebantur in feudum. Nos tamen dictus Jacobus Rex Majoricarum per nos & nostros auctoritate dicti tutore nostro, ut superius, recognoscimus tenere à vobis dicto Domino Rege Aragonie & vestris in feudum omnes regalias & jura universa, quæ & quos dictus Dominus Jacobus, & dictus Dominus Sanctus patruus nostri habebant ante emptiones prædictas, & habebamus & habemus nos in emptiis supra dictis. Sanè volumus & concedimus, quod sicut nos facimus vobis homagium, ut inferius continetur, sic heredes & successores nostri faciant & teneant facere homagium, vobis & successoribus vestris Regibus Aragonie in perpetuum, pro supra dictis & infra scriptis juxta contenta in hoc præsentibus Instrumento & formam ejusdem.

§. 5. Promittimus etiam per nos & successores nostros vobis dicto Domino Regi & successoribus vestris in perpetuum, quod nos & successores nostri dabimus vobis & successoribus vestris potestatem de Civitate Majoricarum, nomine & vice totius Regni Majoricarum, & insularum Minoricarum & Evigæ, & de Villa Podii Ceritani homine & vice Ceritanie & Confluentis, & de Villa Perpiniani nomine Comitatus Rossilonis, & terrarum Vallispirii & Cauchiliberi, & de Castro de Omelacio; nomine Vicecomitatus de Omeladesio. Quas potestates nos heredes & successores nostri teneamus dare vobis & successoribus vestris, quodcumque & quotiescunque requisiti fuerimus per vos & successores vestros, irati & pacati, ratione tamen recognitionis feudi & fidei juris. Nec prædictas potestates possitis vos vel successores vestri retinere ratione Valentie.

§. 6. Promittimus etiam per nos, heredes & successores nostros vobis & successoribus vestris in perpetuum, quod nos & ipsi successores nostri firmabimus jus vobis & vestris in posse vestro & veltorum, & semel quolibet anno cum fuerimus requisiti ibimus ad Curiam vestram & veltorum in Catalonia, nisi tunc quando fuerimus requisiti, fuerimus nos & dicti successores nostri in Regno Majoricarum. Promittimus tamen per nos & nostros & ad hoc de præsentibus nos & successores nostros obligamus, quod juvemus, valeamus & defendamus vos & successores vestros cum toto posse nostro contra cunctos homines de mundo.

§. 7. Item promittimus per nos & nostros servari facere in terris Rossilonis Ceritanie & Confluentis & Vallispirii & Cauchiliberi usaticos, consuetudines & constitutiones Barchinonenses factas & factas, & etiam faciendas & faciendas per vos & vestros cum consilio majoris partis Baronum Catalonia, sicut moris est fieri, salvis specialibus consuetudinibus locorum prædictarum terrarum. Et quod in prædictis terris Rossilonis, Ceritanie, Confluentis, Vallispirii & de Caucoliberio currat moneta Barchinonensis & non alia. Retinemus tamen nobis & successoribus nostris, quod possimus eudere vel eudi facere absque contradictione & impedimento vestro & veltorum in Regno Majoricarum & insulis eidem adjacentibus, monetam & monetæ de novo.

§. 8. Item retinemus nobis & successoribus nostris, quod in nullo casu possit à nobis vel Officialibus nostris vel successoribus nostrorum appellari, nec etiam per alium

ANNO alium modum recurri ad vos dictum Dominum Regem
1327. Aragonie vel successores vestros. Salvo quod propter
hoc non detrahatur in aliquo ius quae superius & inferius
continentur.

§. 9. Item quod nos & successores nostri possimus
absque contradictione & impedimento vestro & vestro-
rum facere & ponere pedagium, & novam lezdam in
Regno Majoricarum & aliis Insulis eidem adjacentibus,
salvis libertatibus per predecessores nostros concessis
hominibus vestris, nisi predictae libertates vel Privilegia
sint de jure per contrarium usum vel alio modo abro-
gata. Quae tamen omnia, quae nobis retinemus, volu-
mus & concedimus esse de feudo seu feudis predictis,
exceptis emptionibus supradictis sub forma superius
comprehensa.

§. 10. Item cum dictus Dominus Rex Majoricarum
avus paternus noster in predictis Instrumentis, de quib-
us in principio hujus Instrumenti habetur mentio, reti-
nuisset sibi & successoribus suis bovaticum in predictis
terris: ita quod dictum bovaticum esset de dicto feudo,
ut alia supra dicta quae sibi retinuit, exceptis emptioni-
bus predictis, & subsequenter praefatus Dominus Rex
Majoricarum avus paternus, & postmodum praefatus Do-
minus Sanctius Rex, patruus noster, remiserint bovati-
cum ipsum gentibus nostris dictarum terrarum, quae ad
praesentem dicti bovatici tenebantur; ea conditione,
quod loco dicti bovatici praefatae gentes nostrae tenentur
dicto Domino Regi Sanctio solvere viginti millia libr.
Barchinonensium, de quibus ementur mille librae Bar-
chinonenses rendales in alodio, quas haberent & reci-
perent ipse & sui proposito loco bovatici supra dicti.
* Recognoscimus tamen, quod vos dictus Dominus
Jacobus Rex Aragoniae generose consensistis remissioni
dicti bovatici, & quod non teneatur dictus Dominus
Rex Sanctius emere dictas mille libras loco bovatici su-
pra dicti. Inhibitiones vero seu banna per vos vel suc-
cessores vestros factas vel faciendas non teneamus nos
vel successores nostri servare, nisi factae fuerint de con-
silio & assensu nostro vel nostrorum.

§. 11. Et pro predictis omnibus complendis ac fir-
miter attendendis, obligamus vobis dicto Domino Regi
Aragonie & vestris nostris & nos & omnia bona nostra,
& juramus per Deum & ejus Sanctae quatuor Evangelia
nos Jacobus Majoricarum Rex superius nominatus, &
praesente, volente & auctorisante ac suum expressum
consensum praesente dicto tutore nostro, facimus vobis
homagium ore & manibus in praesenti, & sub dicto
juramento consitemur nos excessisse etatem duodecim
annorum predictam.

§. 12. Ad hac nos Jacobus Dei gratia Rex Arago-
niae predictus, tenentes nos pro contentis & pacatis
cum predictis à vobis Illustri Jacobo per eandem gra-
tiam Rege Majoricarum * beatissimo nepote nostro,
nobis recognitis & concessis, praesente volente, aucto-
risante, ac suum expressum assensum praesente dicto
honorabili Philippo tutore vestro, nomine tutore
predicto, per nos successoresque nostros laudamus &
approbamus vobis & vestris successoribus perpetuo,
predictum Regnum Majoricarum, Insulas, Comitatus
& Terras, quae à nobis in feudum tenentur sub paci-
tis & conventionibus supra dictis. Et promittimus
per nos & nostros vobis & vestris juvare, valere &
defendere vos & vestros, & Regnum, Terras & Co-
mitatus predictos & jurisdictiones vestras, & dictarum
Terrarum, quae à nobis tenentur in feudum toto posse
nostro contra cunctos homines. Et pro predictis
omnibus complendis & firmiter attendendis vice versa
obligamus nos & nostros & omnia bona nostra vo-
bis & vestris, & juramus per Deum & ejus Sanctae
quatuor Evangelia, & facimus vobis homagium ore &
manibus * in praesenti convenimus & retinemus nos
dicti Jacobus Aragoniae Rex, & nos Jacobus Rex
Majoricarum, praesente, volente, auctorisante, ac
suum expressum assensum praesente dicto honorabili
Philippo tutore, qui supra. Quod nos dictus Philippus
sic verum esse asserimus & fateamur, quod substitutiones
factae in chartis hereditamentis inter nos & nostros
per Dominum Regem Jacobum ultimae recordationis
avum nostri dicti Jacobi Aragoniae Regis, & per avum
nostri dicti Regis Majoricarum, & in Testamento ejus-
dem, sint salvae & in sua remaneant firmitate, salvis
hiis, quae in hoc Instrumento continentur.

§. 13. In quorum Testimonium nos Rex Aragoniae
& Rex Majoricarum predicti, ac Philippus de Majori-
cis tutor, qui supra, duo consimilia publica Instrumen-
ta inde fieri iussimus, & sigillorum nostrorum appen-
sionibus communi, & in quibus etiam nos dictus tu-
tor manu propria subscripsimus. Quae sunt acta in Ci-
vitate Barchinonensi, in Palatio Domini Regis Arago-

niae predicti, Kalendis Octobris, anno Domini millesimo trecentesimo vicesimo septimo. *Visa per Cancellarium.* Signum Jacobi Dei gratia Regis Majoricarum, Comitatus Rossilonis & Ceritanie, ac Domini Montipessulani predicti, qui hoc laudamus, firmamus & juramus. Nos Philippus de Majoricis tutor predictus praemissa laudamus, concedimus & firmamus, & manu propria subscribimus. Signum Jacobi Dei gratia Regis Aragoniae, Valentiae, Sardiniae & Corsicae, ac Comitatus Barchinonensis predicti, qui hoc laudamus, firmamus & juramus.

§. 14. Testes hujus rei sunt qui praesentes fuerunt inclitus Dominus Infans Petrus Rippacratie & Impuriarum Comes, Inclitus Dominus Infans Raimundus Berengarii Comes Montanarum; de predictis attestati Domini Regis Aragoniae filii; Gallo Osenfis Episcopus Cancellarius ipius Domini Regis Aragoniae, Berengarius Elenensis Episcopus, Frater Sanctius de Aragonia locum reuens Magistri Hospitalis in Castellania Emposse, F. Raimundus de Impuriis de Ordine Hospitalium, F. Raimundus de Cavillone, Commendator Alcaronis, F. Petrus Abbas Monasterii sanctuarum Crucum Capellanus major dicti Domini Regis Aragoniae, Petrus de Viridario Archiepiscopus Majoricarum, & Canonicus Narbonensis, Cancellarius dicti Domini Regis Majoricarum, Guillelmus de Madrona Canonicus Tiranensis, Antonius de Galiana Legum Doctor Canonicus Majoricarum. F. Petrus de Portello de Ordine Prædicatorum Confessor dicti Domini Regis Aragoniae, Nobilis Otho de Montecathero, Bernardus de Campana, Galdous de Angellaria, Berengarius de Vilariacuto, Aldemarius de Moisseto, Pontius de Ceramay. Et Milites Raimundus de Melanno, Eximius de Tovia, Ferrarius de Villafraanca, Alquazarius dicti Domini Regis Aragoniae, Guillelmus de Sancta Columba, Petrus de Pulcrocalstro, Ferrarius de Canneto, Jacobus de Muredine, Berengarius de Podio, Guillelmus de Jaffero Vicecancellarius, Petrus Marii Thesaurarius; Petrus Despens, Guillelmus de Mora Juresperiti de Consilio Domini Regis Aragoniae, Jacobus Scuderii Notarius dicti Domini Regis Majoricarum, Ferrarius de Lillero Bajulus Cataloniae generalis. Et quam plures alii. Signum Bernardi de Podio dicti Domini Regis Aragoniae Scriptoris & Notarii etiam publici, auctoritate sua per totam terram & dominationem ipsius, qui predictis interfuit & hac scribi fecit cum litteris rasis & emendatis in linea decima quarta, ubi dicitur, Patruus noster fecerunt & nos fecimus: & in linea vigesima octava, ubi scribitur: Nos Jacobus Majoricarum Rex superius nominatus. Et clausimus die & anno, quo supra.

CLIX.

Bündnis zwischen denen Herren von Elsterberg und de 6. Oe-
nen Herren von Plauen / an recipirlicher assistenz
wider jedermännlich / so dieselbe beeinträchtigen
wolt / beschloffen zu Ronberg an St. Justiniabend
anno 1327. [LVIIG, Teutsch Reichs Archiv.
Part. Special. Continuat. II. Abtheilung VI.
Ablatz XVIII. pag. 206.]

C'est-à-dire,

Alliance entre les Seigneurs de ELSTERBERG
& les Seigneurs de PLAUVEN pour une assistance
reciproque, contre qui que ce soit qui voudra
user d'hostilité contre eux. A Ronberg la Vigile
de St. Justine 1327.

In Nomine Domini Amen.

Wir Dux von Elsterberg der Elter / und Dux von
Sax / Heinrich der Elter Dux von Plauen / und Hein-
rich unser Sun der Elter / Heinrich Dux von Plauen / genant
der Dux und Heinrich unser Sun / Heinrich der Elter und Hein-
rich der Jünger Dux von Weiz / Heinrich der Elter und Hein-
rich der Jünger / Dux von Gera / bestemen offentlich an disen
Brieve / und tun sunt allen dei / die disen Brief sen und horen
lesen / das wir haben geschworen zu den Seeligen ein redlich ent
an orte ist ein ander zu raten und zu helfen getreulich / mit
aller unser macht wider allenmännlich die uns zu unrecht wol-
den verrecken / an us das Riche und unsen Herrn Marquiten
Freiden von Meiss / und sein weine und zu welcher der wir
Hulfe durfen und in ander. Welche deme Hülfe not ist und
uns / der sol dem andu das tunken vor ein Manden und
unse Hülfe. Welche wir denselben rechtis oder minne gehelfen /
da

ANNO
1327.

ANNO 1327. das schol er nemet und ein vriede haben diemeyle mit dem der sein widerwade ist/ ab mans an in gebahen mag das in minneodur recht widerwert/ wolde aber der Widursade sein weide halten/ so scholte wir in zu dem scholten sein an Widerrede und an allin auffschub getreulich als nach geschriben ist. Wir durs von Elsterberg und unser Eam mit vier Mannen genawunt/ Heinrich der elter Doyt von Plawen/ runde genant/ mit zey Mannen genawunt/ Heinrich der Elter Doyt see Wida/ unde Heinrich der Jünger mit zey Mannen genawunt/ Heinrich der Elter und Heinrich der Jünger Doyt von Gera mit zey Mannen genawunt/ wer aber/ das wir sterck solten sein/ so sal iederman sich sterck machen/ nach der Manzal/ als hi vor geschriben stet/ und mit wie der einretheligen zu ratum werden. Und wer das wir uns zeyten inne die starckunge/ was deme di meiste menige und uns spreche und hie/ also sal man sich stercken/ unde ideo man sal das tun uff sein selbst/ so unde schriben. Unde das selbe genawunt Doyt mit die loute schol man legen unde schreibe in di Besten die den sachen allerbeste gelegen ist. Gesche das/ das wir tragen müssen/ das uns Got hulfe/ das wir mit einander frinnen nenen in dem Erige/ den schol man rehen nach der Manzal genawunt loute/ wer auch das wir selber umbir einander zwiebreche wurden/ wir sel unser der were/ so füllten die auch/ je se wetet oder vil/ di mit dem erige nicht zu schaffin haben/ der erigis und zwiebreche genawunt sein/ was sie heizen nach minne oder nach redde/ des schulten die geuolgt sein di den erig gen einander setten/ unde die scheldunge scholde gesche bei einen mannen/ darnach si der erigis geleut werden an argelich. Und gene kullen dienele sein erig haben also lange bis sie entseiden werden/ und welches der minne ober der redde sich entseiden wolde/ der er gehen wurde von den andern/ uff denselben schulten die ande alle bescholten sein also lange wene er redde getu als sie in ertzen. Aber aber/ das sich die werten/ die den erig scheiden solten/ was die meiste menige umder den spreche oder hie/ das fol vorgant haben/ und welcher der minne ober der redde mit nimen haben/ noch sein erig an der andern rat einretheligen/ auch haben wir geleut und geuolten/ was unser einen schabun oder leutis geschet hime vorner als der Drey gegeben ist/ das schol den andern allen getreulich also leit sein sein der Schade ideo man fundelich geben werde/ und was gesche ist/ der ist die zeit/ es er recht oder widerleie schade der das ist/ der sal man sagen deme unde deme bi geggen sein/ di man beschult/ und den man schult gip/ der sal da vor richten oberleiten trefliche dreize genen di sich recht und wol gehalten haben zu den heiligum. Aber aber das er besente/ so schol er den rath oder die schult an der stat vorgewizen mit guten burgen/ und schol bei vier Wochen darnach dieselbe Schult gebun mit der zwigulde/ unde sal selbe dreize biers loute behalten zu den heiligen das in minner worden sein/ wo aber hime fore mer als di Drey gegeben ist/ routh oder schiedeliche dine tut/ der sal in unser altur adte sein/ unde wir denselben haufft oder hof oder teine fuder grunge tut/ der sal in derselben schult bestanden sein/ als der adte. Und in welche unger genende man der vorters genur wurde/ & sal den rathen hindu unde mit in gebarn also recht ist/ gleicher weis als in der Schade selbe wer geschel/ auch wen man von dem sal der besten unde der faget betwergen tagen/ darnach aber er sal zu hant sprechen/ ad er von in gescholten unge in den vigen tagen/ mag er nicht von in gehelfen/ so schol er in jagen als er geachtet man/ auch sal man helfen den cleger von des adters gut/ und von der leide und gut di in teine furdunge tun/ auch sal minant hime vort mer als der Drey gegeben ist/ sein adter/ von der adte lagen nach teine berichtigunge von in nenen/ noch in teine teine gewalt geleiten/ es sei deme unser altur minn einretheligen/ auch in sol man teins vortprochen Mannus gut minnente ten zu erbe nach Benstung/ auch sal unser teine nach unser Mannen teine teine teine teine oig unsern gegen den an unser Wort einretheligen. Aber das thutredt der wer in der adte. Auch sal minant teine visten lagen bouen an unser Wort einretheligen. Wir schulten alle unser man die rechte lagen/ und wir schulten auch bei rechte bleiben/ wer aber das das unser teine teine Mannen unrecht tun wolde/ was di andern denselben zu minne obir zu rechte gegen seine Mannen higen tun/ der schol er geuolgt sein/ unde der man gegen sein Heyen widur. Altur dierre rede unde dir gesche die hier vorgeschriben stet/ der habe wir uns mit bedachtum Wute einrethelich vortseht/ unde haben si lagen schreien an disen Drey/ unde gelopen unde schuoren zu den heiligen/ das wir die stet und ganz haben schreien an arge ist/ unde wer der gesche teins bi vorgeschriben sein unge wider uns/ der scholl minne sein/ unde die andern schulten uff den bescholten sein einretheligen/ mit altur made/ also lange das er das wider tut mit sich ertzen. Zu einer urkunde altur die dinge das di stete unde ganz bleiben/ habe wir gegeben disen Drey/ unde unser Insegle daran gehalten/ der gegeben unde schreien ist zu Konberg/ da man scholte nach Gots Geburde drougenhunder Jar darnach in dem Eiben-und Awenstugstun Jar an sende Yusthem Abunt der heiligen Ynnocencien/ und des Jerr geuort di ertder riere Gote vom Ende und Rhine von Hermansgrime und Conab von Wülen/ und die Erben Mann Frederick von Kottur/ Darsel von Kotsche/ Heinrich der lange/ Heinrich von Eniges/ Heinz unde Gehart von loute/ unde ander Wideloute gene di das sagen unde horten.

CLX.

Bulla Papae JOHANNIS XXII. contra Hereticos docentes Suprematum esse in Caesare, non vero in Papa. Et de eadem Bulla per Angliam publicanda. Dat. Avenione 17. Kalend. Novembr. 1327. [Rymer, Foedera, Conventiones &c. Tom. IV. pag. 315.]

JOHANNES Episcopus, Servus servorum Dei, Venerabili Fratri Episcopo Wigorniensis, Salutem & Apostolicam Benedictionem.

Certum Processum, per quem nonnullos pessimos Errores & Haereses, quos dampnati Haeretici, Martilius de Padua, & Johannes de Landano, dogmatizare ac predicare publice, tam in Bavaria, quam aliis locis pluribus & diversis, praesumpserant, necnon & ipsos Haereticos, reprobatum & sententialiter duximus condemnandos, pridem de Fratrum nostrorum consilio, praesente multitudine copiosa fidelium, habuimus; cujus tenor sequitur, in hunc modum:

JOHANNES Episcopus, Servus servorum Dei, ad perpetuam rei Memoriam.

Licet, juxta Doctrinam Apostoli, ob id esse Haerese necesse, ut fiant, qui probati sunt, apud manifesti; quia tamen, juxta doctrinam ejusdem Apostoli, Haeticorum primo, ut Cancer, serpere, id est a parvo ad majus, paulatim tendere consuevit, necesse est ut talibus eorumque pervertis Dogmatibus se celesiter occurratur, quod tam perniciosus morbus neglectus inter initia, vires sumere nequeat, sed potius suo praefocentur in ortu.

Sanè dudum ad nostram audientiam, relatione, tam verbalis, quam litterali, plurium sublimium ac fidelium personarum, necnon tam publicè notoriantè, perducta quod duo viri nequam, Perditionis Filii, & Maledictionis Alumpni (quorum unus Marfilium de Padua, & alter Johannem de Landano, se faciunt nominari) quendam Librum composuerunt, multa Falsa, Erronea, & Haeretica, continentem:

Quodque ipsos Errores & Haerese in Ducatu & Terris Bavariae,

Ludovicus de Bavaria excommunicato, Dei, & Ecclesiae, Fideique Catholicae Persecutor manifestus, & Hostis crudelis, suisque horrendis Excessibus & gravibus Culpis exigentibus, Jure, si quod ex electione discordi, quae de ipso celebrata dicebatur, ad Regnum Romanum vel Imperium competebat, jullo privato iudicio, eisdem, Manfilio & Johannem, favente super hiis, ac etiam adherente.

Dogmatizare publice praesumebant.

Quibus licet nonnulli Viri Catholici, se pro defensione fidei opposcentes, ostendissent aperte quod illa Doctrina erat Erronea & Haeretica, velut contraria Evangelicae & Apostolicae veritati, & ut a tali Doctrina desisterent suassent eisdem; ipsique eorum nolent acquiescere Monitis, sed in publicandis suis Erroribus perdurarent:

Tandem tam praefati, quam plures Praelati, necnon alii Viri Catholici, tam perniciosas Haerese inter Catholicos dogmatizare publice indecens & periculosum nimium reputantes, nobis certos Articulos, excerptos de libro praedicto, curaverint nonnulli mittere, ac per se ipsos aliqui praesentare, supplicantes attentius ut, super praemissis, curaremus Sanctae Dei Ecclesiae, de oportuno Remedio, providere; de quibus Articulis subscriptos duximus praesentibus annotandos.

Et licet tam cum Fratribus nostris, Sanctae Romanae Ecclesiae Cardinalibus, quam cum multis Archiepiscopis, & Episcopis, aliisque Ecclesiarum Praelatis, necnon & cum pluribus Sacrae Theologiae Magistris, ac utriusque Juris Professoribus, deliberationem super ipsiis Articulis praehabuerimus diligentem,

Ex quorum Deliberatione aperte convicitur, quod Errores Articulorum ipsorum sunt adeo manifesti, quod quicquid ad eorum manifestationem addiderit, frustra adici videatur, & quasi Sol Facibus adjuvari.

Ut tamen minus periti promptius illos percipere valeant & vitare, quaedam ad ipsos declarandos Errores, perfunctorie satis, de Fratrum eorumdem consilio, praesentibus duximus inferenda.

IN PRIMIS itaque isti Viri Reprobi dogmatizare praesumunt, quod illud, quod de Christo legitur in Evangelio beati Matthaei, quod ipse solvit Triastrum Caesari,

ANNO

1327.

16. Oct.

ANNO
1327.

Cæsari, quando staterem, sumptum ex ore Piscis, illis, qui petebant Didragma, iussit dari, hoc fecit non condescensivè & liberalitate sum pietatis, sed necessitate coactus; quod utique Doctrinæ contradicit Evangelicæ, nostrique sententiæ Salvatoris.

Cum enim, sicut in eodem Evangelio legitur, Christus interrogasset Petrum a quibus Reges Terræ accipiunt Tributum, vel Consum? A Filiis suis an ab Alienis? Et Petrus respondisset quod ab Alienis; ex hoc concludens Christus Filios Regum esse liberos, dixit ergo liberi sunt Filii. Constat autem Christum, secundum carnem, fuisse David Filium, iuxta testimonium Angeli, sic dicentis, dabit ei Dominus Sedem David Patris ejus &c. & per consequens, quod ipse à solutione Tributi vel Censûs prorsus erat immunus.

Hoc etiam ex hoc patet quod statim subjunxit, ut non scandalizemus eos, vade & da staterem pro Me & pro Te eis; ubi evidenter patet quod non, ut astrictus, sed ut evitaret scandalum, Staterem Tributi Exactoribus jussit solvi.

Et prædicto autem Dicto suo nituntur concludere præfati Viri reprobi, quod omnia Temporalia Ecclesiæ subsint Imperatori, & ea potest accipere, velut sua; videntur enim supponere quod ex hoc, quod Christus Tributum solvit ex Debito, Res Temporales ejus Imperatori subsint, & per consequens, quod Res Ecclesiæ Temporales sint Imperatori subiectæ, & eas possit recipere, velut suas.

Quæ quidem Conclusio nullatenus ex præmissis sequitur, nec sequi potest, etiam apparet: Cum enim liquet ex prædictis Christum fuisse à solutione Tributi vel Censûs liberum & immunem, & Staterem non solvisse ex Debito, sed ut aliorum scandalum evitaret, nulli modo potest concludi quod Res Christi, quales sunt Res Ecclesiæ, subsint Imperatori.

Præterea etiam, si Christus Staterem solvisset ex Debito, impertinenter concluderetur ex eo, quod Res Christi, quales sunt Res Ecclesiæ, subsint Imperatori; cum Christum non pro Rebus, sed pro Personâ, Staterem solvisset antedictum; quod patet ex eo, quod illum solvit fuisse pro Se & Petro modo prædicto, non pro Rebus suis & Bonis; unde non sequitur quod ex eo, quod Persona est Tributaria, Tributaria sint & Bona; immo qui pro Personâ Tributum teneturolvere, habere Bona libera & æqua.

Et, quia hæc patent falsa esse per Jura Imperialia manifestè, superfluum super hoc plenius allegare.

SECUNDO, isti Filii Belial dogmatizare præsumunt, quod beatus Petrus Apostolus non plus Auctoritatis habuit, quam alii Apostoli habuerunt, nec aliorum Apostolorum fuit Caput.

ITEM, quod Christus nullum Caput dimisit Ecclesiæ, nec aliquem Vicarium suum fecit; quod est totum contrarium Evangelicæ & Apostolicæ veritati.

Quod enim Christus Vicarium suum beatum Petrum constituerit patet; Constat enim quod Christus Officium Pastoris gessit in Terris; hinc est quod, in Jo. se vocat Pastorem, dicens ego sum Pastor bonus &c.

Liquet etiam quod curam Gregis sui ante Ascensionem, beato Petro generalem commisit, quando sibi illud Johannis dixit, Symon Johannis pascere Oves meas, pascere Agnos meos; unde, cum Pastor Gregis Dominici, scilicet Christus, curam ejusdem Gregis beato Petro commisit, quin eum, quoad curam Gregis, suum Vicarium fecerit, nullus debet in dubium revocare.

Hoc ille Imperator Christianissimus, scilicet Constantinus, testatus est, dicens, beatus Petrus videretur in Terris Vicarius Dei Filii constitutus; Ex hoc etenim sequitur evidenter, quod Petrus Caput Universalis Ecclesiæ potest dici, iuxta morem illum sacre Scripturæ, quo Rector alicujus Multitudinis dicitur esse Caput; unde legitur in Joë. Congregabuntur Filii Israel & Filii Israel, & ponent sibi Caput unum, id est Rectorem.

Constat autem quod beatum Petrum, eo ipso, quod Christus sibi commisit curam Gregis Dominici, ipsum ejusdem Gregis videretur constituisse Rectorem, & per consequens, Caput.

Patetur tamen, cum Apostolo, quod Christus Ecclesiæ est verum Caput & Principale, sub quo tamen Petrus Caput dicitur, secundum modum prædictum; secundum quem modum, sub Christo Capite & Petro multa Capita particularia possunt dici, sicut Patriarcha fidelium Patriarchatus sui, & Archiepiscopus Archiepiscopatus, & Episcopus Episcopatus sui; sic videmus quod, licet Christus sit Ecclesiæ principale & primum Fundamentum, iuxta illud Apostoli: Fundamentum autem nemo potest ponere præter illud, quod positum est; quod est Christus Ihesus: & alibi, loquens Gentilibus conversis, dixit eis estis Crænes Sanctorum, &

Domestici Dei superhabdificati super Fundamentum Apostolorum & Prophetarum, ipso Summo Lapide Angulari Christo Ihesu, id est, quod Fundamentum est Christus Ihesus; tamen etiam Apostoli dicuntur Fundamentum, iuxta illud Psalmistæ, Fundamentum ejus, i. e. Ecclesiæ, in Montibus sanctis.

Et, secundum hunc modum, Christus videtur Petrum prædixisse futurum Ecclesiæ Fundamentum; cum dixit in es Petrus, & super hanc Petram edificabo Ecclesiam meam.

Unde, sicut Christus dicitur Sanctus Sanctorum, Rex Regum, Dominus Dominantium, sic, similitudinariè, Pastor Pastorum, & Caput Caputum, & Fundamentum Fundamentorum Ecclesiæ potest dici.

Sic igitur, ex prædictis, patet quod Petrus, secundum prædictum modum, Caput est Ecclesiæ & vocatur.

Et hoc videtur Christus, in impositione nominis, designasse, dixit enim sibi, sicut legitur in Jo. tu vocaberis Cephas; Cephas autem Græcè interpretatur Caput Latine; sed ut Constantinus Imperator, de Romanâ Ecclesiâ loquens, dicit, quod Principatus Sacerdotum, & Christianæ Religionis Caput, ab Imperatore creatus constitutus est Romæ.

Justinianus quoque, in quadam Epistolâ, Johanni Papæ missâ, testatur hæc, dicens, Non patimur quicquam, quod ad Ecclesiam pertineat, quamvis manifestum & indubitatum sit, quod innovetur, ut non hoc S. V. quæ Caput est Ecclesiarum omnium, innoscat; etiam alibi sic dicit, Summi Pontificatus apicem apud Romanam Ecclesiam esse, ipsamque fore Sacerdotii Fontem, nemo est qui dubitet, id est, qui debet dubitare.

Ludovicus autem Imperator beatum Petrum Apostolorum Principem vocat.

Quod autem Beatus Petrus plus, quam alii Apostoli, habuit Auctoritatis, ex prædictis etiam concluditur evidenter.

Certum est enim quod major est auctoritas Pastoris, quam Gregis; Petrus autem totius Gregis dominici generalis constitutus est Pastor, ut probatum est superius, quod de nullo alio Apostolo potest dici.

Præterea, constat quod major est non limitata Auctoritas limitatæ Potestatis, five supra verum corpus Christi sciendum, fumendum, & aliis ministrandum; quæ quidem Auctoritas, seu Potestas, fuit, in cœnâ Domini, omnibus Apostolicis attributa; & etiam illa, quam, post Resurrectionem, Dominus supra corpus missicum dedit illis, dicens, Quorum remiseritis peccata remissa sunt, & quorum retinueritis retenta sunt; five in Ascensione, quando dixit eis, Euntes ergo docete omnes Gentes, baptizantes in nomine Patris &c. Petro autem, sine limitatione aliqua, commisit curam Dominici Gregis, cum sibi dixit, Pascere Oves meas, pascere Agnos meos; Item, sibi soli, ita quod nulli alii singulariter dixit, Tibi dabo Claves Regni Cælorum, & quodcumque ligaveris super Terram erit ligatum &c. in Cælis, & quodcumque solveris super Terram erit solutum &c. in Cælis.

Hæc autem in Sancto Lucæ Evangelio, Ihesus videtur satis congrue designasse, ubi, loquens Petro & aliis, dixit Duce in altum, & relaxate Retia in captivam; soli enim Petro dixit, & nulli alii, duc in altum, significans quod ad ipsum solum pertineret in altum i. e. in profundum disputationum Fidei dubia diffinire: Sibi autem & aliis, quod sequitur, dicit, Relaxate Retia in captivam, quia omnes Apostolos constituit hujusmodi Piscatores, juxta illud, quod in Sancto Evangelio Marci dixisse legitur Christus, Venite post me, & faciam vos Homines Prædicatores.

Hoc quoque, scilicet, quod Petrus plus ceteris Apostolis recepit auctoritatis, apparet ex multis quæ Ihesus sibi, & de ipso, aliis dixit, necnon & ex multis, quæ ipsum, post Ascensionem Domini, dixisse, & fecisse, Scriptura sacramentatur.

Ex prædictis itaque patet, quod Petrus a Christo fuit Vicarius constitutus, quando sibi totius Gregis Dominici curam commisit, & per consequens, Rector & Caput ipsius Gregis institutus est & vocatus; ex quibus sequitur, quod sibi a Christo amplior, quam aliis Apostolis, attributa fuit Auctoritas & Potestas; hinc est quod Clemens, ejusdem Petri Successor & Discipulus, dixit, Nec inter ipsos Apostolos par fuit Institutio, sed omnibus præfuit unus, scilicet, Petrus.

TRATIO, isti Filii Belial, asserere non verentur, quod ad Imperatorem spectat Papam instituere, & destituere, ac punire; quæ utique omni juri obviat & repugnant.

De primo quidem, post Christum, Novi Testamenti, Summo

ANNO
1327.

ANNO Summo Pontifice, scilicet, Petro patet, quod non ab Imperatore Temporalis, seu Terreno, constitutus Papa fuerit, sed a Christo, dicente sibi soli illud Johannis, *Pasce Oves meas, pasce Agnos meos*: per quæ verba ipsum suum Vicarium Generalem constituit, ut patet ex prædictis.

1327.

Adhuc de illis Summis Pontificibus, qui fuerunt ante Constantinum Magnum Imperatorem, quod ipsum Institutio ad Imperatores non pertinuerit, satis liquet volenti acquiescere veritati: cum enim ferè omnes Imperatores illius temporis fuerint Ydololatras, ac Fidei Catholicæ, & Orthodoxorum Pontificum, Persecutores atrocissimi, adeo quod omnes ferè, a beato Petro, inclusivè usque ad bonum Silvestrum, effecerunt Martires, quod ad eos Papæ Institutio potuerit pertinere nullo modo utique credi debet; nec de ipso Constantino, usque ad suam Conversionem ad Fidem Catholicam, quod ad eum Papæ Institutio pertinerit dici potest, nec per Conversionem ad fidem hoc assequi potuit, cum per eam Papæ Filius & Discipulus effectus fuerit & subiectus.

Præterea, cum Imperator ipse, post susceptum Baptismum, inconveniens reputaverit & injustum, quod, ubi Principatus Sacrorum, & Christianæ Religionis Caput, ab Imperatore Cœlesti institutum fuerat, videlicet, Romæ, illic Imperator Terrenus Potestatem haberet: Ideoque Sedem Imperialem Silvestro Papæ cesserit, & ad partes Orientales Imperii & Regni transfugerit Potestatem; multo fortius injustum & inconveniens esse censendum, quod ad ipsum Imperatorem Papæ potuerit Institutio pertinere; & idem patet dicendum esse de Græcis Imperatoribus, qui sibi in Imperio successerunt.

Quod autem, ad Imperatores Latinos non pertineat, nec pertineat, Institutio prædicta, patet;

Imperium enim per Papam a Græcis translatum est in Latinos; nec plus juris in ipsos, quam apud Græcos existeret, Papam, ipsum transferentem, legitimis transfuisse: Græcis autem Imperatoribus, ut ex prædictis patet, talis non pertinebat Institutio; quare nec pertinere poterit ad Latinos.

Et, si dicatur quod Papæ Institutio ad Latinos Imperatores pertinet ex concessione, postea ipsis facta per Summum Pontificem, vel Summos Pontifices, est dicendum quod nulla Concessio, facta per Papam aliquem Imperatori seu Imperatoribus, debet intelligi quod ipsi Imperatores Papam possent instituere seu eligere; sed quod possent Electioni Summi Pontificis interesse; & quod sic Concessionem illam intelligi debeant, satis ex eo, quod in quodam Capitulo legitur, ubi sic dicitur, patet Verum, quia Imperatores quandocumque, modum suum ignorantes, non in numero consequentium, set potius distribuentium, immo exterminantium esse voluerunt &c.

Item, Querimonia Nunciorum Ludovici Imperatoris, quibus in Urbe præsentibus, Electio de Papa Adriano secundo, ipse non vocatis, extitit celebrata, hoc similiter probat: conquerebantur enim, dicentes, quod, cum præsentibus essent, non fuerant invitati, nec obtata meruerunt Electioni suæ Præfiliis interesse.

Adhuc, quia nonnulli Imperatores illo Privilegio abusi fuerant, & frequenter, in Hæreticorum prolapsi perfidiam, Catholicæ Matris Ecclesiæ unitatem fuerunt impugnare conati, Statuta Sanctorum Patrum contra eos, Sanctæ ut de Electionis Papæ non ingererent, prodierunt; ac, ut Anathematis innodarent vinculo, quicquid eorum Suffragio Ecclesiæ obtineret: nonnulli quoque Imperatores, ducti religiose mentis affectu, ex habundanti, supradicta renuntiaverunt Privilegio, ut patet ex tenore Canonum, super hoc conditorum, per quos, & non alios, probatur Concessio antedicta.

Præterea, legant Homines isti pessiferi Ystorias approbatas, quis unquam Papa Catholicus ab Imperatore institutus fuerit? profecto credimus quod nullum poterunt reperire: nec dubium, si ad eos talis pertinisset Institutio, quin potestatem fuissent (a) nisi hujusmodi, & quam in Ystoriis de Institutione tali mentio haberetur.

Dicere autem Papæ (b) Institutio, seu Punio, ad Imperatorem pertineat, est erroneum & insanum: quomodo enim ad Imperatorem pertinebat Papæ Destitutio? cum ejus Institutio ad eum non pertineat, ut ex prædictis patet; inde enim etiam, secundum Jura Imperialia, Privatio debet procedere, unde Datio noscitur processisse.

Præterea, quomodo Imperator Principem Clericorum destituere poterit, vel punire? cum etiam, secundum Imperiales Leges, id in simplici Clerico nequeat exercere.

Audiant isti homines perfdi quid circa hoc nonnulli Principes Catholici senserint, & quid duxerint sancien-

dam; Theodosius quidem & Arcadius, Imperatores Catholici, expressè sanxerunt quod nullus Episcoporum, sive eorum, qui Ecclesiæ necessitatibus serviunt, ad Ordinarios, sive Extraordinarios, iudicium pertrahantur; habent enim illi Judices suos, nec quicquam eis cum Legibus est commune.

ANNO

1327.

Item, Imperator Constantinus, cum querelam Clericorum quorundam, coram se deferendam, conspiceret, dixit vos à nemine Laicorum iudicari potestis, qui Dei solius estis iudicio reservati; & si dicatur, si solius Dei iudicio reservantur, ergo nec a iudicibus Ecclesiasticis poterunt iudicari, dicendum quod immo ipsi quidem Pontifices Vicarii, licet differenter, sint Christi: quia Papa universalis, velut vocatis in Potestatis Plenitudinem; alii verò particulares, velut illi qui in partem sollicitudinis sunt vocati; unde a Deo videntur iudicari, quia ab eo iudicantur, potius quam ab ipsis, cum ille hujus auctoritate sic facere videatur; & propter hoc, Imperator prædictus signanter dixit, à nemine Laicorum.

Item, Theodosius Imperator, cum Romæ Concilium convocasset, ut sanctum Concilium iudicaret de his, quæ Papa Symaco ab Adversariis dicebantur impingi, certi Episcopi, qui convenerant, Imperatori dixerunt quod ad illum, qui impetebatur, scilicet Papam, pertinebat Concilium convocare, quia ejus Sedi primum Petri Apostoli meritum, deinde secutâ iustione Domini Conciliorum venerandorum auctoritas singulari in Ecclesiis tradidit potestatem; nec aut Minoris subjacuisse iudicio Antistitem dictæ Sedis: quo audito Imperator prædictus, Deo inspirante, respondit, Synodalis esse arbitrii in tanto negotio sequenda præscribere, ac ad se nichil, præter Reverentiam, de Ecclesiasticis negotiis, asseruit pertinere; Episcopi etenim Principes Christianos solum est Capita subdere, non de eorum Capitibus iudicare.

Hinc est quod Innocentius Papa Archadium Imperatorem excommunicavit, quia consensit ut à sua sede Sanctus Johannes Crisostomus pelleretur; plures quoque Summos Pontifices legitimis Imperatores, pro suis Excessibus, Imperiali dignitate privasse.

Beatus quoque Ambrosius, licet Ecclesiæ universalis non esset Pontifex, Theodosium magnum Imperatorem excommunicans, eidem ingressum Ecclesiæ interdixit.

Ad hujusmodi autem erroris sui fulcrumentum, scilicet, quod ad Imperatorem pertineat Papam destituere, & punire illud, quod, in Sanctis Evangelis legitur, de Pilato, scilicet, quod Christum crucifixerit, præsumunt inducere; asserentes ipsum Pilatum, tanquam Christi Ordinarium, crucifixisse ipsum, tanquam sibi subiectum.

Quod habet duplicem intellectum; aut enim intelligunt Pilatum Christum crucifixisse de Jure, aut de Facto.

Si de Jure, hoc obviat veritati: de jure enim de crimine quis puniri non potest, nisi qui deliquerit verè, vel (c) interpretivè, vel qui convictus fuerit deliquisse; Christus autem secundum veritatem non deliquit, quia innocens fuit manibus, & mundo corde, qui peccatum non fecit, nec inventus est dolus in ore ejus; & hoc ipse Pilatus fuit expressè testatus: cum enim ipsum Judæis tradidit cruciendum, dixit, *Mundus sum a sanguine Justitiae hujusmodi*; Item, nec fuit deliquisse convictus, quod idem pluries testatur: cum enim Judæi instarent quod crucifigeret eum, in uno loco dixit, *Quid enim mali fecit?* quasi dicat, nichil invenio eum fecisse mali: & alibi pluries eisdem Judæis, instantibus quod crucifigeret illum, dixit, *Ego nullam in eo invenio causam mortis*; quare ipsum de jure non potuit punire.

Si autem intelligunt quod de Facto & injustè punivit eum innocentem, sicut & veritas se habet; tunc ex hoc non possunt concludere aliud, nisi quod Imperator Papam de facto potest interficere & injustè; quod utique non solum de Imperatore concedimus, sed etiam de Privato, sicut & plures Imperatores à privatis personis, & Summos Pontifices à non suis iudicibus (sicut omnes Martires legitimus) interemptos.

QUARTO, dicunt isti vaniloqui, immo falsiloqui, quod omnes Sacerdotes, sive sit Papa, sive Archiepiscopus, sive Sacerdos simplex, sunt, ex institutione Christi, Auctoritatis & Jurisdictionis æqualis: quod autem unus plus alio habeat, hoc est secundum quod Imperator concecit uni vel illi plus & minus: & sicut concecit alicui, sic potest illud etiam revocare; quæ utique doctrinæ sacræ obviat, & Hæreticam sapienter pravitatem.

Quod enim Sacerdotum, simplicium, & non simplicium, ex ipsa Institutione Christi, non existat æqualis

a) On pû-
it, uia.

b) Fausse
our Delti-
quatio.

(c) Fausse
pour, inter-
pretative.

ANNO 1327. *lis Potestas, patet tam in hiis qui fuerunt in Testamento Veteri, quam in hiis qui fuerunt in Novo.*

In Veteri siquidem Testamento per Moysen, ex precepto Domini, Aaron in Summum Pontificem, filii vero ejus uncti fuerunt in simplices Sacerdotes: quorum potestas, ut patet, inaequalis extitit, quia ex simplicibus Sacerdotibus, velut ad superioris Auctoritatis & Potestatis honorem, ad Pontificium sunt assumpti: tuncque licebant quidam Pontifici, utpote in Sancta Sanctorum ingredi, quæ non licebant simplici Sacerdoti.

In novo vero Testamento Pontificum, & simplicium Sacerdotum, ab ipso Christo, ex eo assumptis videtur exordium, quod duodecim Apostolos (quorum typum gerunt Pontifices) ac lxxii. Discipulos instituit, quorum typum gerunt simplices Sacerdotes.

Constat autem ex multis, quæ de ipsis in sanctis leguntur Evangelii, quod Apostolorum & Discipulorum Auctoritas dispar fuit.

Adhuc, quod Potestas aliorum quorumcumque Sacerdotum potestati Papæ par non sit, nec æqualis, patet evidentiæ ex prædictis.

Quod, aliorum Episcoporum, scilicet, Patriarcharum, Archiepiscoporum, & Episcoporum, par potestas nec sit, nec fuerit, patet; inferior siquidem potestas superior non est par potestati.

Constat autem Patriarchas esse superiores respectu Archiepiscoporum, & Archiepiscopos respectu Episcoporum, & Episcopos respectu simplicium Sacerdotum.

Et, si dicant isti Homines reprobi quod istorum Episcoporum distinctio ab Imperatore processit, non à Christo, dicimus quod immo processit ab ipso.

Ite enim, illius auctoritate fit aliquod, illud fecisse videtur: beatus autem Petrus, Christi Vicarius, & Gregis Domini Caput, attendens quod, aucto Grege, sine ipsius augmentatione custodia, Gregi non poterat salubriter provideri, auctum Gregem, post Ascensionem Domini, considerans, & auctum amplius providens in futurum, gradus prædictarum Potestatum instituit & distincti: Quare, cum auctoritate Christi prædicta distinctio facta fuerit, Christo debet ascribi.

Hanc autem potestatem datam Ecclesiæ Potestas (1) dicit ante prædictam, dicens, *Pro Patribus nati sunt tibi Filii, constitues eos Principes super omnes Terras*; ubi Patres Ecclesiæ vocat Apostolos, & filios Ecclesiæ fideles per Apostolos ipsos conversos; ubi satis aperte, Ecclesiæ, i. e. ejus Pastori, attributa potestas, intelligitur, instituti diversi gradus Principum, cum expedire perciperet Ecclesiæ sanctæ Dei.

Audiant insuper isti perversi Homines quid Justinianus, Imperator Catholicus, super hoc dixit: Cum enim, circa gradus prædictos Episcoporum, eorumque Superioritatem & Subjectionem, constituisset aliqua, subjunxit, dicens, *Nos hæc secundum Sacrarum Regularum explanationem & auctoritatem Pontificum, originalem & principaliter, sed ab Auctoritate Apostolica processisse; Imperatoremque, ut illa servarentur melius, juxta Statuta Apostolica, eadem statuisset.*

Considerent etiam quæ, & quanta, ex hiis, si vera essent, inconvenientia sequerentur;

Sequeretur utique, quod, usque ad tempus Constantini, nulla Potestas esse potuerit in Ecclesiâ sanctâ Dei, cum illo tempore Imperatores, ferè omnes, Gentiles fuerunt, Persecutores Ecclesiæ, ac Prælatorum ejusdem; de quibus dici non potest, quod Prælati Ecclesiæ potestatem concesserint aliquam, ut ex prædictis patet.

Ex prædictis insuper sequeretur, quod Universalis Ecclesiæ, quæ Spiritu Sancto regitur, erret, & erraverit, ipsos honorando pro Sanctis: quod est utique contra illud, quod Christus Discipulis, in Ascensione sua, ut in sancto Evangelio Mathæi legitur, promittit, dicens, *Ego vobiscum sum usque ad consummationem sæculi*; secundum enim istos Diaboli Filios, pro illo tempore, vera Christi Promissio non fuisset, nec aliquis istorum Pontificum, qui à Pagani fuerunt eo tempore interfecit, Sancti fuerunt, nec pro Sanctis honorari deberent; hoc quoque est expresse contra illud Articulum, *UNAM, SANCTAM, CATHOLICAM, ET APOSTOLICAM, ECCLESIAM*, quia, secundum eos, nec sancta fuit, pro illo tempore, nec potuit sancta.

Utum autem in omnibus Apostolicis, ac in simplicibus, & non simplicibus, Sacerdotibus fuerit Ordinis potestas æqualis,

(1) Il semble qu'il manque ici un mot après *Potestas*, & qu'il faudroit ajouter *divina*, soit que le Copiste ou l'imprimeur l'ait oublié, ou qu'on le forme de *dei*, qui luit; à moins que, par la faute de l'un ou de l'autre, *Potestas* n'ait été mis au lieu de *l'ambas*. En effet, le passage allégué ici est tiré du Pl. XLV. 16.

Dicimus quod, quantum ad Ordinis dignitatem, pares sunt, & fuerunt: æquæ enim Sacerdos quilibet sacerdotalem Characterem recipit, rite, & secundum formam Ecclesiæ, Ordinatus:

Potestas autem ipsius Ordinis par, quoad Sacramentum Altaris, omnino non existit, nec extitit, simplicis, & non simplicis, Sacerdotis, quod patet, quia, Potestas ligabilis & suspensibilis illi, quæ ligari vel suspendi nequit, nequaquam par potest dici.

Constat autem quod Papa ligare potest aliorum Sacerdotum, & suspendere potestatem, sic quod licet uti dictâ Potestate non poterunt, licet effectus subsequatur, si us fuerunt, & ipsi sunt ex hoc merito puniendi; nullus autem aliorum Sacerdotum potestatem Papæ ligare vel suspendere potest, quod etiam de aliis Superioribus & Inferioribus patet; ex quo sequitur evidenter, quod potestas esset Ordinis, superiorum & inferiorum Sacerdotum, omnino par judicari non potest.

Concedimus tamen quod, si sine probatione aliqua, Minores us fuerint hujusmodi Ordinis potestate, puta Hostiam consecrando, par sequitur effectus; æquæ enim, prolatis verbis illis, *Hoc est corpus meum* &c. à simplici Sacerdote, fit Transsubstantiatio panis in corpus Christi, sicut fit ea Superior protulisset; quod ex eo contingere noscitur, quia unus & idem est Sacerdos interior, videlicet Christus, qui, prolatis verbis prædictis à Sacerdote quolibet, animo consecrandi, Transsubstantiationem hujusmodi facit; & ideo non est mirum si par effectus sequi debeat verbis prædictis à quocunque Sacerdote prolatis, cum unus & idem Actor hujusmodi esse noscatur effectus.

Adhuc isti Blasphemi dicunt, quod tota Ecclesiæ, simul juncta, nullum hominem punire possit punitione coactivâ, nisi concedat hoc Imperator; quod utique Doctrinæ Evangelicæ noscitur obviare.

Constat enim quod, à Christo, Petro, & in personâ Petri, Ecclesiæ, Potestas Coactiva concessa, vel saltem promissa extitit; quæ quidem Promissio fuit postea adimpleta cum sibi Christus dixit, *Quodcumque ligaveris super Terram* &c. ligantur enim non solum voluntarii, sed inviti.

Adhuc constat, sicut ibi legitur in Mathæo, quod si aliquis dampnum alii indebitè dederit, illudque ad mandatum Ecclesiæ noluerit emendare, quod Ecclesiæ per potestatem, à Christo sibi concessam, ipsum ad hoc per Excommunicationis Sententiam compellere potest; quæ quidem Potestas est utique Coactiva.

Circa quod est advertendum, quod cum Excommunicationis major nedum excommunicatum à perceptione Sacramentorum removeat, fit etiam à Communionem Fidelium ipsum Excommunicatum excludit, quod corporalis etiam à Christo Coactio Ecclesiæ est permixta, cum etiam, secundum Imperiales Leges, gravi reputetur inter Homines conversari, ipsorumque privati Suffragio, quam ab Hominiibus separari; ex quo sequitur potestatem Coactivam, non ab Imperatore Terreno, sed ab ipso Christo, fuisse originaliter Ecclesiæ consecratam.

Præterea beatus Petrus, post Ascensionem Domini, in personam Ananiæ, & Saphiræ, Uxoris suæ, sine Imperiali concessione aliqua, hac usus est potestate; in quos, quia de pretio agri, Deo oblatis, fraudaverant, mortis Sententiam promulgavit, quæ quidem Sententia non processit de istorum Conjugum voluntate.

Item, beatus Paulus, Elinus, Magum, Sergium Paulum à Fide querentem avertere, ad tempus luce corporale privavit; illum quoque Fornicatorem Corinthium in carnis iterum tradidit Sathanæ, ut ejus spiritus salvus esset.

Item, Corinthiis scribens, dixit idem Apostolus, *Quid vultis? in civitate ad vos veniam? an in caritate & in spiritu mansuetudinis?* in quo satis expresse Coactivam potestatem presuppositi habere.

Item, scribens eisdem, alibi dixit, *arma militie nostræ non sunt carnalia, sed potentia Dei*, i. e. à Deo concessa, ad destructionem Munitio, Consilia destruentes & omnem altitudinem, excellentem se adversus Sententiam Dei, & sequitur, *in promptu habentes ultionem omnem inobedientiam.*

Ex quibus patet Paulum non ab Imperatore, sed a Deo habuisse Potestatem etiam Coactivam, cujus contrarium Blasphemi præsumunt dicere supradicti.

Rursus advertant isti Nequam Homines, quo modo audent dicere quod ab Imperatore terreno Ecclesiæ Prælati Coactivam, vel aliam, receperint, originaliter, Potestatem; cum, ut supra dictum est, Imperatores usque ad Constantinum magnum, ferè omnes, Pagani fuerant & Idololatæ, & Persecutores, immo

Inter-

ANNO
1327.

Exterminatores, quantum fuit in eis, Ecclesiæ sanctæ Dei.

Quomodo ergo illi talibus Coactivam, vel aliam Potestatem, concederent, utique nullus sapiens hoc credere debet.

Et quia, nè tantorum Actores & Doctores Errorum plures in ipsorum errore pertraherent devium, ipsique, propter impunitatis audaciam, nequaquam fierent nequiores, licet nos, cum eorum Excessus adeo forent notorii, quod nulla poterant tergiversatione celari, tunc possemus procedere ad Sententiam contra eos, de Benignitate tamen Apostolica, quæ conversionem desiderat Perverforum,

Nos ipsos, Marfilium & Johannem, & quemlibet ipsorum, de Fratrum eorumdem consilio, V. Id Aprilis proximo præteriti, die, videlicet, Dominicæ-cenæ, per Edictum civitatis publicum, præsentem fideliū multitudinem copiosā, ut, infra Quatuor Mensium, tunc proximo subsequenium, spatium, quos eis, & eorum quolibet, de eorum Fratrum consilio, pro preceptorio termino præfiximus, & assignavimus, Apostolice conspectui se personaliter præsentarent, super prædictis Excessibus & Delictis, ut præfetur, notoriis, iustam, dante Domino, Sententiam audirent, ac responsuri, & faciuri quod iustitia suaderet eisdem.

Apertis prædicentes quòd, si, infra prædictum Terminum, coram nobis, five non, comparerent, nos ad prædicta, absque Monitione & Citatione, procederemus aliis, prout videremus expediens, eorum absentia non obstantem.

Volentes tunc nichilominus, & etiam dicentes, Citationem prædictam, etiam si termini prædicti præfixio in tempore forsitan caderet feriatum, perinde valere, suūque effectum sortiri debere, ac si tempus feriatum non existeret, quacunque Constitutione, super hoc in contrarium editā, non obstante.

Et, ut ad ipsorum & aliorum, quos tangebant, notitiam communem deduceretur, prædictas Cartas five Membras, Processum continentes eundem in majoris Ecclesiæ Avinionen. appendi vel affigi Hostiis fecimus, quæ Processum ipsum suo quasi sonoro præconio & patulo indicio publicarent, ut ipsi & alii, quos Processus ipse tangebant, nullam possent excusationem prætere, quòd ad eos non pervenisset, vel quòd ignorassent eundem, cum non esset verisimile quoad ipsos remanere incognitum vel occultum, quod publicabatur omnibus tam patenter.

Voluimus etiam, Auctoritate Apostolica decernentes, quod idem Processus per dictos Citatos apprehenderetur & artaret, quia ad eos, moram trahentes cum dicto Ludovico, tunc non patebat Accessus, ac si eis infinitus personaliter & publicatus solemniter extitisset Constitutione quacunque, per Romanos Pontifices, Prædecessores nostros, in contrarium editā, non obstante.

Cum autem præfati, Marfilius & Johannes, citati, ut prædictum, in proximo præfixio sibi termino comparere non curaverint, ne aliquis pro eisdem, nos ipsos, & eorum quemlibet, de Fratrum prædictorum consilio, reputavimus & decrevimus merito Contumaces.

Et licet tunc, eorum contumaciā exigente, potuissem, cum eorum essent Excessus, ut præfetur, adeo notorii, quòd non poterant aliqua tergiversatione celari, ad Sententiam & alia rationabiliter contra ipsos procedere, & quemlibet eorum, de Benignitate tamen Apostolica, quæ Conversionem Peccatorum desiderat, ipsos decrevissem usque ad nostrum beneplacitum expectandos; quocirca contra ipsos procedere, usque ad diem præsentem, de eorumdem Fratrum consilio, duximus differendum.

Sane, considerantes attentè quòd præmissi, Marfilius & Johannes, ad redeundum ad sinum Ecclesiæ se non prepararunt, set potius, ut in sui erroris devium alios pertrahant, elaborant.

Necon ad memoriam reducentes quòd dudum, cum Hostis humani generis, ad impugnandum sinceritatem Fidei, Hæreticorum fallaciam subduceret fraudulentam, sancti Patres, Prædecessores nostri, contra ipsos viriliter insurgentes, eorum prava Dogmata, cum suis Auctoribus, condemnarunt, sicut patet de Arrio & Manicheo, Nestorio & Dyaschoro, ejusque complicitibus, & pluribus aliis, quos, cum suis Hæresibus, iustissima Sententiā condemnarunt; ac volentes eorumdem Patrum vestigiis inherere:

Et insuper, attendentes probabiliter formidari quòd, in præmissis, mora periculum, & dampnum dissimulatio, forent proculdubio allatura, non intendentes eos ulterius expectare, set repudiantes ac decernentes potius Contumaces, ad laudem & gloriam sanctæ & individue

TOM. I. PART. II.

Trinitatis, consolationemque Fidelium, & Fidei Catholica firmamentum, de Fratrum nostrorum consilio, Dei nomine invocato, Articulos prædictos, videlicet:

Quòd illud, quod de Christo legitur in Evangelio beati Mathæi, quod ipse solvit Tributum Cæsari, quando Staterem, sumptum ex ore piscis, illis, qui petebant Didragma, iussit dari, hoc fecit non condescensive & liberalitate suæ pietatis, set necessitate coactus:

Item, quòd beatus Petrus Apostolus non fuit plus Caput Ecclesiæ, quàm quilibet aliorum Apostolorum, nec habuit plus Auctoritatis, quàm habuerunt alii Apostoli, & quod Christus nullum Caput dimisit Ecclesiæ, nec aliquem fecit Vicarium suum:

Rursus, quòd ad Imperatorem spectat Papam corrigere, punire, & instituere, & destituere:

Adhuc, quòd omnes Sacerdotes, five sit Papa, five Archiepiscopus, five Sacerdos simplex quicumque, sunt æqualis Auctoritatis & Jurisdictionis, ex Institutione Christi; set, quòd unus habeat plus alio, hoc est, secundum quod Imperator concessit plus vel minus, & sicut concessit, revocare potest;

Ultimò quòd Papa, vel tota Ecclesiæ, simul sumpta, nullum Hominem, quantumcumque sceleratum, potest punire Punitione Cohæsitivā, nisi Imperator daret eis Auctoritatem;

Velut sacra Scripturæ contrarios, & Fidei Catholicæ Intimeos, Hæreticos, seu Hæreticales & Erroneos: Necnon & prædictos, Marfilium & Johannem, Hæreticos, immo Hæresarchas, fore manifestos & notorios, sententialiter declaramus:

Articulosque ac Librum prædictos, necnon & quantumcumque aliam Scripturam, continentem eosdem; prædictos quoque Marfilium & Johannem, ut Hæreticos; manifestos & notorios, immo ut Hæresarchas potius, reprobamus & sententialiter condemnamus.

Si quis autem Doctrinam prædictam defendere vel approbare præsumpserit, cuiuscumque sit Dignitatis, Ordinis, Conditionis, aut Status, tanquam Hæreticus, ab omnibus confutetur.

Præterea universis & singulis Christi fidelibus districtius inhibemus, ne prædictos, Marfilium & Johannem, Hæreticos, & de Hæresi, ut præmittitur, sententialiter condemnatos, aut eorum alterum, receptare, defendere; fovere, aut eis quomodolibet adhaerere, seu prestare, per se, vel per alium, seu alios, publicè vel occultè, directè vel indirectè, auxilium, consilium, vel favorem præsumant; sed eos evitent potius, ut Hæreticos manifestos, ipsosque, quos Fidelibus capiendis exponimus, zelo persequantur Fidei, & capiant ubicunque ipsos reperire poterunt, ac Ecclesiæ captos assignent, & restituant animadversione debitā puniendos.

Nos adversus quoscunque dictorum Hæreticorum Receptatores, Defensores, Fautores, Credentes, Adhaerentes, aut eis præstantes quomodolibet Auxilium, Consilium, vel Favorem, processuros, prout rationis fuerit, & expedire videbimus, apertius prædicantes.

Ut autem Sententiæ & Processus huiusmodi ad eorumdem, Marfilii & Johannis, & aliorum omnium, quorum interest, communem notitiam deducantur, cartas, seu membranas, Sententiam & Processum continentes eosdem, in majoris Ecclesiæ Avinionen. appendi & affigi Hostiis, seu super Luminibus, faciemus, quæ ipsos Processum & Sententiam, suo quasi sonoro præconio & patulo indicio, publicabunt; ita quòd ipsi & alii, quos contingere dinoscuntur, nullam possent excusationem prætere, quòd ad eos non pervenisset, vel quòd ignorassent eosdem, cum non sit verisimile quoad ipsos remanere incognitum vel occultum quod tam patenter omnibus publicatur.

Dat. Avinton: x. Kal. Novembris Pontificatus nostri Anno xii.

Volentes itaque Processum ipsum in eis partibus, ut notitia Fidelium immorescat clarius, solemniter publicare, Fraternitati tue per Apostolica Scripta mandamus, quatinus per te, vel alium, seu alios, Religiosos & Seculares Exemptos & non Exemptos (de quibus tibi videbitur) dictum Processum & contentā in eo, in tuis Civitate & Dioecesi, solemniter publicare, etiam, ut intelligantur melius ab omnibus, in vulgare singulis debuis, Dominicis & Festivis, in Ecclesiis tuarum Civitatis & Dioecesis, & alibi (ubi videris expedire) prædictos, Marfilium & Johannem, Excommunicatos & Hæreticos, præsentibus Fidelibus populis, dum convenerint ad Divina, facias publicè nunciari: Populosque ipsos, ut eosdem vident Hæreticos, nec eisdem quomodolibet adhaerant, aut præstent auxilium, consilium, vel favorem, solerter & fideliter, etiam in Sermonibus publicis, inducendo.

Super Publicatione autem prædicta fieri volumus publica

ANNO
1327.

ANNO
1327.

blica Instrumenta, principium & finem presentium continentia, nobis postmodum transmittenda.
Dat. Avinion. vii. kal. Novemb. Pontificatus nostri anno xii.

Sub Filis Sericis.

CLXI.

3. Dec. Fragmentum Fodoris inter Civitates Spalatensem, Sibenicensem, & Tragurientem procurantibus Provisioribus Ducis & Communis Venetorum iurati, quod dicte Civitates invicem Amicos pro Amicis, & Inimicos pro Inimicis habere, sibi que satisfactionem illatorum damnorum procurare promittunt. Datum in Sala Palatii Communis Tragurii die 3. Decembris 1327. [O. H. LUCIUS de Regno Dalmatie Lib. IV. pag. 210.]

GRADONICO Hon. Comite Tragurii & discretis, & sapientibus Viris Dominis Theodosio Albertinis, Perino Camelin, & Dobrolio Perovslavi omnibus de Spalato, & Iohannis, Marino Bercii, & Cypriano q. Crescenti omnibus de Sibenico, Georgio Salinguerra, Casto Nicole, & Friderico Mathei Lucii, omnibus de Tragurio testibus ad hoc vocatis specialiter & rogatis, & aliis. Ibi que Nobb. & sap. Viri Domini Laur. Andreae proc. & Syndicus Communis & Civ. Spalat. habens ad infra scripta liberam potestatem ut apparet. pub. Instrumento manu Alex. Iohannis Albertini de firmo Notarii Communis Spal. rogati in 1327. Ind. 11. die 26. Novembris Jacobus Proc. & Syndicus Communis & Civ. Trag. habens similiter ad infra scripta liberam potestatem, ut apparet Instrumento pub. scripto manu Conradi q. Domini Antonii de Imperiali auctoritate Notarii & Iudicis ordinarii, ac Communis Trag. iurati Cancell. in 1327. Ind. 11. die Dominico penultimo Novembris, & Bogdanus Desini & Radoslavus q. Michete Procuratores, & Syn. Communis & Civ. Sibenici habentes sibi ad infra scripta liberam potestatem, ut apparet publico Instrumento scripto manu Angeli Amici de Ytalis de Erthulo Imp. auct. Not. & Iud. ord. & Communis Siben. iur. in 1327. Ind. 11. men. Nov. die 26. a me Notario infra scripto diligenter visis & lectis convenientes in unum in presentia egregiorum Dom'norum D. Marci Victorii & D. Frederici Dandoli Honor. Provisioris Inclvty Domini Ducis & Communis Ven. in partibus Slavoniae destinatarum considerantes condit. & Status suarum Civitatum, quarum sunt Syndici, & Procuratores, damna, injurias, & oppressiones, quas quandoque a circumstantibus suis vicinis recipiebant in eorum finitrum non modicum, & jacturam, cogitantesque hoc periculum tam maximum posse evitari, & statum suum cujuslibet Civitatis predictae de bono in melius posse feliciter augmentari, si fraternitas, amicitia, conjunctio, & unio fierent inter eos, moti persuasionibus & monitis praedictorum Dominorum Provisorum, ac eorum consilio, utpote iusto, inherentes vice & nomine Communium & Civ. ac specialium personarum, & praedictorum locorum quorum Synd. & Procur. sunt, ut superius est notatum; Amicitiam, fraternitatem, conjunct. & unionem insimul promiserunt, juraverunt, & fecerunt contra quascunque personas, Civitates, Communia, Loca, & Universitates damnificare, & inimicare volentes nient Domino suo D. Ducis & Communi Ven. & ipsius D. Ducis, & Communis Ven. fidelibus universis, ita quod qualibet praedictarum Civitatum suos amicos & aliarum duarum pro amicis, & converso inimicos pro manifestis inimicis, tractantes amicos pro amicis, & inimicos pro inimicis in omni casu, & eventu pro sua, suorumque Civium unusquisque conservatione, & augmento hoc pacto conventum est. Quod si casu aliquo praedictarum Civitatum, vel Civis, & singularis persona earum damnum aliquod patenteret a quacunque persona, ut Commune, & damnificati ad sui satisfactionem, & loci pervenire possint iuratus Communis rerum damnificata sua persona auctoritate requirere debeat per suas Litteras damnificatorem, vel superiorem & caput ut damnum satisfaciatur, & si habita responsione non satisfecerit, tunc ipse Comes solus auctoritate praedicta ipsum damnum libere videre, & examinare, & facta examinatione, taxare, qua facta taxator iterum propria auctoritate requirere debeat ipsum damnum sic taxatum, sicut sibi videbitur ut satisfaciatur infra terminum, quem ipse Comes voluerit assignare, infra quem si satisfecerit

bene quidem, alioquin ipse Comes sua propria auctoritate procedat contra ipsum damnificatorem, & . . . suam ac bona eorum sicut sibi videbitur esse iustum, considerata qualitate, & quantitate damni recepti, quod processum notificare teneatur & debet aliis duabus Civitatibus sibi unitis, quae ipsum processum observare, & teneatur integraliter observare & facere observari contra ipsum damnificatorem, & suam ac eorum bona: si vero aliqui sui Cives & Mercatores essent in partibus ipsius damnificatoris cum suis mercantibus, vel sine citare, ut inde recedant quo velocius esse possit infra terminum, qui videbitur suo Comiti, assignandus, qui terminus non transeat unum mensem; quod si aliquis dam praedictarum trium Civitatum, vel Comes ipsarum, & cum praedicta & reducantur ad alias Civitates Comes illius Civitatis ad se reduxerit ipsum malefactorem, vel ipsos in haure & personis, & facta restitutione damnificatorum procedi debeat contra malefactorem, vel malefactores sicut contra proditores, & specialissimos inimicos, & si facta denuntiatio praedictarum Civitatum emerit ipsam praedam, Comes suus teneatur ipsam restitui facere damnificato absque satisfactione aliqua faciendi ipsi emptori post satisfactionem praedictam, & nihilominus possit procedere contra ipsum sicut sibi videbitur ipse Comes & si emerit Nationem praedictam nihilominus Comes faciat rest damnificato sed remaneat in arbitrio Comitis sui de faciendo sibi restitui pretium emptionis, vel non, sicut sibi videbitur inquisitio facienda vid. si emerit ante denuntiationem.

CLXII.

Acte, par lequel l'Empereur LOTIS DE BAVIE-1328.
RE érige en Duché le Pais de LUCQUES, & en établit premier Duc CASTRUCCIO CASTRACANI. A Rome, le 15. Février 1328.
[G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 130.]

15. Fevr.
L'EMPEREUR
LUCQUES.

LUDOVICUS Dei gratia Romanorum Imperator semper Augustus, Illustri CASTRUCCIO de Antelmicellis Duci LUCANO, Comiti Sacri Lateranensis Palatii, & Vexillifero Imperii, suo & Imperii fidei dilecto, gratiam suam & omne bonum. Principalis liberalitatis clementia in suis fidelibus dona multiplicans, illis praecipue consuevit affurgere larga manu, qui per pugnam continuam in rebelles pro exaltatione Coronae singulares triumphos & nomen laudabile sunt sortiti. Sanè cum veraciter sciamus, experientia nobis existente Magistra, te praecipuum & strenuum in partibus Italiae pro Sacro Imperio pugilem extitisse, nulli parcendo oneri, periculo vel labori, ac iustitia tua & animi probitate victos de hostibus devotos pro Imperio tenuisse, & devios infideles ad fidem gratiosis meritis invitasse; tantoque magis Imperiale sceptrum extollitur tanto curâ regiminis à sollicitudinibus & laboribus relevatur, quanto fideles in circuitu Imperii circumspicit digniores. Et de fulgore throni Caesarei, velut ex Sole radii, sic caetera prodeunt dignitates, ut prima lucis integritas minorat luminis non sentiat detrimentum.

§. 2. Hac igitur consideratione commoti, qui coelestis providentia Romani Imperii moderamur habenas, ac solii nostri decus tam veterum dignitatum ornatis conservemus, quam novis honoribus ampliamus: Volentes praemissorum obtentu extollere noverum tuum & te prerogativa speciali magnifice honorare, de plenitudine potestatis, & de certa scientia, & de Consilio Principum & Baronum, Civitates Luce, Pistorii, Volaterrarum & Lunæ cum omnibus & singulis Castris, Villis, & locis sitis in Diocesisbus ipsarum, & cum omnibus earum & ejusdemque earum pertinentiis, territoriis & jurisdictionibus quibuscunque, ad jus, honorem & nomen Ducatus pertinentibus, transerentes & volentes sub uno dignitatis vocabulo continere Ducatum Lucanum, te pro te & successoribus tuis ex te per lineam masculinam natis & nascituris in perpetuum ipsius Ducatus Ducem & Vexilliferum nostrum & sacri Romani Imperii ubilibet, de praemissa nostra potestatis plenitudine & principali munificentia promovemus; eisdem libertatibus, immunitatibus & juriis praedictum Ducatum tuum presentium auctoritate donantes; eisdem Ducatui decantem Dignitatem; praefatasque Civitates & quamlibet earum, & omnes terras, castra, territoria atque loca, quae in Diocesisbus seu Episcopatibus & territoriis praedictarum Civitatum & pertinentiarum ipsarum Civitatum seu

ANNO
1328.

seu cujuslibet eorum, seu intra confines Diocesis Episcoporum, pertinentiarum & territoriorum præfatorum Civitatum, & cujuslibet earum sitæ sunt sibi sita, in perpetuum tibi & legitimis successoribus tuis ex re, descendens natis & nascituris per lineam masculinam ex certa scientia damus, concedimus & donamus, cum omnibus & singulis Villis, Castris, terris, fortalibus, castallis, vassallis, hominibus, possessionibus, honoribus, ulibus, derictis, domaniis, feudis, homagiis, patronatibus vacantium & non vacantium Ecclesiarum & locorum, ad nos & Sacrum Romanum Imperium spectantibus seu pertinentibus, & cum terris cultis, & incultis, sylvis, pascuis, nemoribus, salinis, balneis, stagnis, lacubus, atque quibuscunque aquis & aquarum decurribus, molendinis, piscariis, piscationibus, venationibus, montibus, planis, vallibus, & omnibus & singulis locis, juribus & pertinentiis tam maris quam terre præfatarum Civitatum, terrarum & locorum, & cujusque ipsarum & ipsorum, existentium infra prædictas Dioceses confines & loca, quæ in hujusmodi nostra concessione & donatione sub speciali aut generali vocabulo possint intelligi seu comprehendi, & quæ ad nos & Romanum Imperium spectare noscuntur. Et sic te & successores tuos prædictos in Ducem & Duces prædicti Ducatus, cum dignitate illustri eligimus, constituimus, præsumimus & creamus, dantes & concedentes tibi & successoribus tuis prædictis in præmissis Ducatu plenissimam jurisdictionem & liberam auctoritatem & potestatem juris dicendi per te & per alios, & etiam merum & mixtum Imperium, ut exercere valeas & valeant gladii potestatem ad animadvertendum in facinorosos & malos.

§. 2. Et ut ipse Ducatus dignitate te, & præfatos tuos successores cognoscas amplius & favorabilis ad Imperiali eminentia sublimari, tibi & successoribus tuis prædictis ex ipsa dignitate Ducatus perpetuo decrevit competere nostra Serenitas auctoritatem & potestatem creandi & ordinandi perpetuo & ad tempus (prout vobis placerit) in singulis Civitatibus, Castris, Oppidis, Villis, Terris dicti Ducatus Vicarios, Capitaneos, Potestates, Judices seu Rectores, & quolibet ordinarios Magistratus, vel etiam Delegates, & quoscunque honores & dignitates, atque honorum & dignitatum Officia cum auctoritate & potestate juris dicendi & mero & mixto Imperio, Statuta municipalia condendi, Juri divino & naturali non contraria, prout utilitati & pacifico statui expedire videritis Subjectorum. Ad hæc quoque in prædicto tuo Ducatu flumina navigabilia, & ex quibus navigabiles fuerint Portus, Plagas, (sicut nunc dignoscis possidere) ripas & ripaticas, nec non vestigia, telonia, auri & argenti, & metalorum omnium questum, nunc nobis & Imperio pertinentes, tibi tuisque successoribus memoratis concedimus & donamus; ac Monetæ tam auri quam argenti & æris condenda, julli & recti ponderis, in ipso tuo Ducatu, tibi prædictisque tuis successoribus præfati Privilegio facultatem liberam indulgemus; & Feuda antiqua & nova, & recta & regalia conferendi, & infeudandi Vassallos Imperii de Feudis, quæ manu, vel ore, aut quocunque alio modo fuerint concessenda, & recipiendi à Vassallis Imperii fidelitatem & homagii sacramenta, & malarum seu pecuniarum compendia & confiscationes honorum, & cæterorum, quæ dicuntur regalia, in ipso Ducatu, ad tuum & prædictorum tuorum successorum compendium volumus pertinere; Milites quoque in dicto Ducatu & extra constituendi, & militari cingulo decorandi, & Judices ordinarios & Notarios publicos creandi, & ordinandi, ac constituendi; filios & filias naturales tam furiosos quam vulgo quæstos ex damabili coitu natos legitimandi & cum ipsis super natalium defectu, & alio quolibet dispensandi, tibi & ipsis auctoritatem & potestatem plenariam indulgemus. Ut tamen pro honore, quem tibi libenter adjuicimus, nullum jus subtrahatur obedientibus vel obediuntis nobis & Imperio, in eorum bonis & feudis; jura tamen Imperii remaneant Ducatu supra dicto. Volumus insuper, quod in præmissis Ducatu seu Vexilliferatu semper major nati seu senior ex generatione tua ex te, & successoribus tuis legitime descendens, exclusis aliis filiis seu hereditibus minoribus, solus & in totum succedat.

§. 3. Et propter præmissa omnia te pro te ipso & prædictis successoribus tuis nobis pro nobis ipsis successoribus nostris homagium & debite fidelitatis iuramentum præstantem de præmissis Ducatu & Vexilliferatu per scriptum (melius: scriptum) quod in manu tenemus, præsentialiter investimus & infeudamus. Porro omnia & singula supra dicta valere & tenere volumus & firmamus, non obstante aliqua lege, consuetudine aut jure, quibus contrarium caveretur, quibus omnibus &

TOM. I. PART. II.

singulis specialiter & expresse, tanquam nominatim de illis in præfati Privilegio fieret mentio, intendimus, ut esse debeat derogatum, & potissime juri & consuetudini, quo & qua caveretur, seu cautum diceretur, quod heres in Ducatu, Comitatu vel Marchia nullo modo succedat, nisi ab Imperatore acquireret per succelluram, quantum ad casum præfatum, in aliis vero casibus in suo robore semper ducent. Volumus tamen, quod tu & successores tui à nobis & successoribus nostris & Sacro Romano Imperio requisitis & acquiriti perpetuo tenearis & teneantur, plenam & liberam obedientiam facere, & in omnibus nostris mandatis successorumque nostrorum & Sacri Romani Imperii libere intendere & parere, & omnia mandata nostra observare & efficaciter adimplere juxta posse, & executioni mandare.

§. 4. Meminit quoque nostra Serenitas de prædictis ante nostra Coronationis solemnia tibi & prædictis tuis successoribus Privilegium simile indulsisse. Quæ & omnia in ipso contenta ex certa scientia, & de potestatis plenitudine, ac de consilio & assensu Procerum & Baronum, Imperiali auctoritate ratificamus, approbamus & confirmamus; statuimus etiam & mandamus, quatenus nulla Civitas, nulla Communitas & generaliter nulla persona cujuscumque conditionis seu status & præminentie existat, huic nostre pagine audeat in aliquo contra facere vel venire, seu te aut prædictos tuos successores in aliquo molestare, de his quæ supra tui & eis à nostra elementa liberaliter sunt concessa. Si quis autem temerario ausu præsumpserit contravenerit, mille Marcharum auri poenam incurrat, pro dimidia Camera nostra persolvendam, & pro alia dimidia Camera dicti Ducatus & Vexilliferatus; in quorum præjudicio aliquando extiterit attentatum. Quibus omnibus & singulis supra dictis testes fuerunt infra scripti, videlicet: Rudolphus Dux Bavarie Princeps & Patruus noster charissimus, Venerabilis Jacobus Episcopus Castellanus, venerabilis Frater Bonifacius Episcopus Chirencensis, Hermannus de Lützelberg Cancellarius noster, Henricus Dux Brunsvicensis, Ludovicus Dux de Tsch, Albertus de Lützelberg Marescallus noster, Henricus Lantgravius Alsatie, Fridericus de Nuremberg, Merchardus (al. Menchardus) Comes de Hertenburg, Otto Comes de Truhendingen, Joannes Comes dictus de Claramonte, nec non nobiles viri Jacobus Sclarra de Columnis, (al. Sclarra de Columna,) Jacobus de Sabellis, Senatores Urbis, Manfredus de Vito, Alma Urbis Praefectus, Theobaldus de Sancto Costachio, (forte: Eustachio.) Et ad prædictorum omnium Testimonium & corroborationem præfentes conficimus & sigilli Majestatis nostre robore jussimus communiri. Datum Romæ apud Sanctum Petrum, 15. die mensis Februarii, Indictione undecima, anno Domini Incarnationis, millesimo trecentesimo vigesimo octavo, Regni nostri anno decimo quarto, Imperii vero primo.

CLXIII.

Littere patentes EDUARDI III. Regis Angliæ, 1. Mars, quibus Superioritati Scotiæ renunciat, & ROBERTUM Scotiæ Regem ab omni subjectione liberum declarat. Date apud Eboracum die 1. Mens. Martii 1328. [Rymer, Foedera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 337.]

UNIVERSIS præfentes Litteras inspecturis, Edwardus, Dei gratia, Rex Angliæ, Dominus Hiberniæ, & Dux Aquitanie, Salutem in Domino sempiternam.

Cum Nos, nonnullique Prædecessores nostri, Reges Angliæ, jura regiminis Domini seu Superioritatis Regni Scotiæ conati fuerimus obtinere, ob hocque notam diu Guerrarum discrimina Angliæ & Scotiæ Regni durius afflixissent:

Nos, Attendentes cades, occisiones, scelera, Ecclesiarum destructiones & mala, innumerabilia, quæ hujusmodi occasione guerrarum Regnicolis utriusque Regni multipliciter contingebant; Bonæque quibus Regnum utrumque mutis compendii abundaret perpetuæ Pacis stabilitate connexus, ac per hoc contra conatus noxios rebellare vel impugnare volentium, interius vel exterius, majori firmitate securum,

Volumus, & concedimus per præfentes, pro nobis, Haeredibus & Successoribus nostris quibuscunque, de communi consensu & assensu Prælatorum & Procerum, Comitum & Baronum, & Communitatum, Regni nostri, in Parlamento nostro,

O 2

Quod

ANNO
1328.

ANNO
1328.

Quod Regnum Scotiae, per suas rectas Marchias, prout temporibus, bona memorie, Alexandri Regis Scotiae, ultimò defuncti, fuerunt habitæ & servatæ, Magnifico Principi, Domino Roberto, Dei gratiâ, Regi Scotorum Illustri, Confederato nostro & Amico carissimo, suisque Hæredibus & Successoribus, divisum a Regno Angliæ, integrum, liberum & quitum remaneat in perpetuum, absque qualicunque Subjectione, Servitute, Clamore, vel Demandâ.

Et si quod Jus Nos, vel Antecessores nostri, in Regno Scotiae, retroactis temporibus, petierimus, vel petierunt quouomodo, præfato Regi Scotiae, Hæredibus, & Successoribus suis, renunciamus & dimittimus per præsentem.

Omnes autem Obligationes, Conventiones, & Pacta, initas & inita qualitercumque cum nostris Prædecessoribus, quibuscunque temporibus, super subjectione Regni Scotiae, vel incolarum ejusdem, per quoscunque Reges vel Incolas, Clericos vel Laicos, ipsius Regni Scotiae, pro nobis, Hæredibus & Successoribus nostris, remittimus penitus & omnino.

Et, si quæ Litteræ, Chartæ, Munimenta, vel Instrumenta, reperiantur de cætero ubicunque, super hujusmodi Obligationibus, Conventionibus, & Pactis, confecta vel confecta pro cassis, irritis, inanibus, & vacuis habeantur, nullisque volumus esse valoris, vel momenti.

Et ad præmissa, omnia & singula, plenè, pacificè, & fideliter, perpetuis temporibus observanda, dilectis & fidelibus nostris, Henrico de Perfiaco, Confanguineo nostro, & Wilhelmo de Souche, ac eorum alteri, ad Sacramentum in Animam nostram inde præstandum, per Litteras nostras Patentes, plenam dedimus Potestatem ac Mandatum speciale.

Dat. apud Eborum primo die Mensis Martii, anno gratiæ 1328.

CLXIV.

14. Mars
L'EMPE-
REUR ET
LUC-
QUES.

Allo par lequel LOUIS DE BAVIERE Empereur fait CASTRUCCIO CASTRACANI Duc de Lucques Comte du Palais de Latran, & lui accorde d'assister au Couronnement de l'Empereur & d'y exercer certaines fonctions. Donné à Rome, le 14. Mars, 1328. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 128.]

LUDOVICUS Dei gratia Romanorum Imperator semper Augustus, illustri CASTRUCCIO Duci Lucano, sacri Lateranensis Palatii Comiti, & Romani Imperii Vexillifero, suo & Imperii fideli dilecto, gratiam & omne bonum. Dignum & Majestati Imperiali proprium est, ut sicut quotidie fidelium augetur substantia & devotio, ita eis Imperiale culmen augeat dignitatis privilegia & honores. Sanè experientia docente novit Imperialis Majestas maximam fidem, devotionem, & constantiam tuam, & ante & post à nobis tibi collatos honores, ultra cæteros fideles Imperii de bono in melius quotidie profecisse.

§. 2. Ut igitur præmissorum contemplatione ad ampliores Dignitatum apices per Imperiale culmen tua devotio attollatur, de consilio & assensu Procerum nostræ Imperialis Aulae, tibi & successoribus tuis ex te natis & nascituris per lineam masculinam in perpetuum, Comitatum sacri Lateranensis Palatii (quem ad fiscum nostrum & sacrum Romanum Imperium iustis & legitimis causis devolutum & applicatum pronuntiamus & declaramus, & ad omnem dubietatem tollendam devolvimus & applicamus) damus, concedimus, & donamus, & ex certa scientia & plenitudine potestatis, & te & prædictos successores tuos in perpetuum eligimus, constituimus, præficimus & creamus Comitem & Comites ipsius sacri Palatii Lateranensis, vosque de Comitatu prædicto investimus & infeudamus, tanquam veros & fideles Imperii Vassallos: dantes & concedentes, & tribuentes tibi & eis, omnes & singulos honores, & omnia & singula privilegia & emolumenta, quos & quæ Comites prædicti sacri Palatii habent & habuerunt quoquo tempore, de tempore, de consuetudine vel de jure.

§. 3. Declarantes & nunc per hoc nostræ Serenitatis indultum, tibi & prædictis successoribus tuis, ex prædicta Comitatus dignitate competere jus assistendo perpetuò benedictioni, sacra unctioni, & Coronationi successorum nostrorum Principum Romanorum, & omnibus & singulis ipsius Coronationis solemnitatibus: & præcipue sociandi & deducendi ipsos Romanos Principes, tempore Coronationis faciendæ de cis, ad sacram

unctionem de ipsis faciendam, & eosdem Romanos Imperatores successores nostros tenendi & juvandi in ipsa sacra unctione & actu ipsius, & eadem unctione perfectâ, eos reduendi & sociandi ad altare, & thalamum, prout & quoties Principes expediret redire. Item jus levandi & tenendi Imperiale diadema, de nostro & successorum nostrorum Romanorum Principum capite, tempore, quo Imperialis Coronationis sollemnitas celebrantur, & etiam quocumque alio tempore, quoties publicè ipsum diadema expediret elevare de capite nostro, & successorum nostrorum Romanorum Principum * reponi.

§. 4. Quæ omnia & singula scripta valere & tenere volumus, & jubemus ex certa scientia, de plenitudine potestatis, jure aliquo non obstante. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc nostram paginam in aliquo violare, vel ei ausu temerario contraire. Si quis verò hoc attentare præsumserit, gravem indignationem nostram se noverit incurrisse. In cujus rei testimonium præsentem conscribi, & sigilli Majestatis nostræ robore, cum annotatione testium subscriptorum iustissimum communiri: Rudolphi Ducis Bavarie Principis ac patruus nostri charissimi, Henrici Ducis Brunsvicensis, Ludovici Ducis de Teck, Hermann de Linthelberg Cancellarii nostri, Alberti dicti Symei de Linthelberg Mareschalli nostri, Meinhardi Comitis de Ortenberg, Ottonis Comitis de Orlamunde, Johannis Comitis de Clara monte, Conradi Comitis de Truchendingen, Conradi de (1) Zolufelberg: nec non Nobilium Virorum Jacobi de Columna Sciæ, & Jacobi de Sabelis, Senatorum Urbis. Datum Romæ 14. mensis Martii, Indictione 11. Anno Domini 1328. Regni nostri Anno 14. Imperii verò primo.

(1) G. G. Leibnitz, eruit que c'est Conrad de Schloßberg, sur quoi il renvoye à *Altk. Arg.* sur l'année 1328.

CLXV.

Plein-pouvoir d'EDOUARD III. Roi d'Angleterre. 16. Mai. Le Roy a donné aux Evêques de Worcester & de Chester, pour recevoir, en son nom, la possession du Royaume de France, qu'il prétendoit lui être échû. Donné à Northampton le 16. Mai 1328. [RYMER, Fœdera, Conventiones &c. Tom. IV. pag. 354.]

LE Roy a tous ceux, qui cestes presentes Lettres verront ou orront, Salutz, & connoissance de verite.

Nous sèfoms sàvoir a tous, que nous avoms fait & estable, faisons & estableissons pur nous, & en nostre lieu, nos Procureurs generaux & especiaux, Reverens Piers en Dieu, nos Amez & foiaux, Adam Evesque de Wycestre, & Roger Evesque de Cestre, & cheacun de eux pur le tut.

Pur monstrier, demander, requerer, & recevoir, pur nous, & en noun de nous, tut le Droit, Agions, & Possessions, du Roialme de France, que cheeu nous est, & a nous pertient, ou purra apertenir, & doit estre, come a droit Heir du dit Roialme:

A totes, & de totes manieres, des Gentz, que le occuperioient, ou occuper vorroient, de purposer, & de faire requestes & demandes, pur le droit du dit Roialme;

De prendre, & de accepter journe od tous ceaux, que debatre, & contredire, nous verroient le dit Roialme de France:

Et generalment & especialment de faire quantque est necessàrie ou profitable en totes les choses de subdites, & en chescun de eles.

Et avoms nous donec, & donoms plein poer, & especial maundement, a nos desavantidz Procurateurs, & a chescun de eux pur le tut, de totes les choses devandites, & chescun de eles, faire, procurer, & requerer, & recevoir.

Et promettons a tenir ferme & estable tut ceo, que par nos avantidz Procurateurs, ou l'un de eux, sera fait, procurez, & acordez, en les choses avantidites.

Et, pur ceo que totes choses devandites soient fermes & estables, nous avoms cestes presentes Lettres seales de nostre Seal.

Don. a Northampton le 16. jour de May.

ANNO
1329.

CLXVI.

28. Janv. JOANNIS Pape XX. ad Episcopum Pragensem de Processu contra LUDOVICUM Bavarum Regem Romanorum Epistola; Avinione data 3. Kal. Februarii Pontificatus sui anno 14. Cum EDICTO prefati JOANNIS inserto, quod, præmissa Excommunicatione, inhibetur & expressè mandatur eidem LUDOVICO, ne ulterius administrationi Regni Romani vel Imperii se quomodolibet intromittat, nec se Regem vel Imperatorem nomet, &c. Dat. Avinione 5. Kal. Februarii Pontificatus sui anno 14. [Conciliorum Collectio Regia Tom. XXIX. pag. 21. PHIL. LABBEI Concil. Collectio Regia. Tom. XI. Part. II. pag. 1639.]

JOANNES Episcopus, Servus Servorum Dei, Venerabili Fratri Episcopo Pragensi, Salutem & Apostolicam benedictionem.

AD obviandum dammandis Ludovici olim Bavarie Ducis, excommunicati Hæretici & Schismatici ausibus, & fidelium partium Alemannie periculis imminutibus occurrendum, pridem certum processum, de Fratrum nostrorum consilio, præsentem multitudinem copiosam fidelium habuimus, cuius tenor sequitur in hæc verba. *Joannes Episcopus, Servus Servorum Dei, ad certitudinem presentium, & memoriam futurorum.* Dudum perversis & dammandis Ludovici olim Bavarie Ducis, & discorditer in Regem Romanorum (sicut dicebatur) electi, conatus, quem adeo ambitio caeca succendebat, quod ejus electione per Sanctam Romanam Ecclesiam (ad quam quicumque in Regem Romanum electi, & electionis de ipso factæ approbatio & admissio, vel reprobatio vel repulso pertinere dinoscitur) non admissa, nec ejus approbata persona, nomen & titulum regium usurpare præsumptum temere, & seque immiscere administrationi Regni & Imperii, ac hæreticis & rebellibus auxilium & consilium contra Sanctam Ecclesiam imperiis, volentes remediis salubribus obviare, eundem Ludovicum per nostrum Edictum publicum, cum ad ipsum tutus nequaquam pateret accessus, sub virtute obediencie, ac excommunicationis poena, de Fratrum nostrorum consilio, monuimus, ut a præmissis intra certum sibi tunc præfixum terminum omnino desisteret, administrationem eandem, quousque per Ecclesiam ipsam approbatus & admissus existeret, nullatenus resumpseris, sed revocaturus penitus (prout esset tibi possibile) cum effectu, quicumque de facto fuerat per ipsum in contrarium attemptatus. Univeris Prelatis, & aliis quibuscunque personis Ecclesiasticis & Secularibus, nec non Communicatis & Universalitatibus, sub magnis poenis spiritualibus & temporalibus, distinctius nihilominus injungendo, ut eidem Ludovico nullatenus circa præmissa parerent vel intenderent quoquo modo, nec eidem præstarent auxilium, consilium super his, vel favorem: Non obstantibus fidelitatibus, aut aliis quibuscunque juramentis eidem præstitis, aut obligationibus, colligationibus, confederationibus, societatibus, & pactionibus, sub quacunque forma, vel expressione verborum cum ipso initis, etiam si essent juramentis vel adjectione penarum vallata: quæ omnia nulla, cassa & irrita esse, de Fratrum eorumdem consilio, declaravimus; quatenus de facto processerant, nulla, cassa & irrita duximus declaranda. Et quia predictus Ludovicus hujusmodi & aliis diversis monitionibus, mandatis, & præceptis nostris parere contempsit, damnabiliter deteriora (tamquam datus in sensum reprobum) jugiter committendo, primo Excommunicationis sententia innodatus exiit, ac subsequenter culpis ipsius exrescentibus, & contumaciis ejus adauctis, jure privatus, si quod sibi ex electione prædicta fuerat ad Regnum vel Imperium quomodolibet acquisitum. Deinde vero eo excessus excessibus cumulant, Ducatu Bavarie, ac omnibus Privilegiis, tam Apostolicis, quam Imperialibus, ac bonis & feudis omnibus, quæ ab eadem Romana vel quibuscunque aliis Ecclesiis, aut Imperio obtinebat, per diversos processus nostros diversis temporibus habitos, de Fratrum eorumdem consilio, iusto iudicio nudatus exiit & privatus. Et demum, quia Pharaonis imitatus duritiam, & contemnens omnem Sanctæ Matris Ecclesiæ disciplinam, nulla correctionis

ostendit indicia, sed potius hæreticis & hæreticibus intendens dogmatibus, ac Hæreticos quos in suum admisit consortium, eorumque hæreses & errores defendendo, se ostendit hæreticum manifestum, debitis servatis solennitatibus, primo fautor hæreticorum declaratus, & subsequenter de crimine hæresis fuit sententialiter & publice per nos, de ipsorum Fratrum consilio, condemnatus. Postmodum vero idem Ludovicus præmissis excessibus & criminibus detestabilibus non contentus, sed tamquam obstinatus in malum, & velut demersus in desperationis laqueum, continue conatus suos dirigens ad pejora, Imperiali solum Dignitatis de facto, non sine magna infamia & temeritate damnabili, usurpare præsumpsit, se ad illud per illos quibus non competebat, faciens, ac si jus sibi competere, coronari, & ad offendendum Ecclesiam Sanctam Dei, ejusque fideles & devotos, in Italia partibus, in quibus ausu nefando contra prohibitionem remansit Ecclesiæ) nihilominus se (a) attingens, nonnullas Civitates & loca partium prædictarum, quas sibi non adheverant, devalavit horribiliter & immanter, ac nonnulla ex ipsis ad tantam inopiam & paupertatis egestatem deduxit, quod etiam per tractum longissimi temporis adicere non potuerunt ut resurgant. Jura insuper & bona Imperii dilacerando continue, devotos & fideles Ecclesiæ persecutando crudeliter, & quantum in eo fuit, de illis partibus effugando; & demum nequitie suæ vix conceptum evomens, ad subvertendum prorsus fidem Catholicam, & scindendum Dominicam inconsultum tunicam, in divinis Majestatis opprobrium, totiusque ceteris fidelium scandalum, periculum & contemptum, execrandis factionibus velut membrum Satana se disponens, associatis sibi quibusdam suis nequam complicibus, Petrum de Corvaria, virum utique scandalosum & perfidum (qui olim dimissa uxore sua legitima, cui pluribus annis tam in lecto, quam in mensa cohabitaverat, Fratrum Minorum assumens, præter uxoris ejusdem consensum, habitum, & pro Fratre Minore se gerens; quique Ministro fidei Provinciali Romano inobediens, per ipsum fuit pronuntiatus in Excommunicationis incidisse sententiam, mancipandus carceri) in Antipapam assumpsit, procurans quod idem Petrus sic delusorie & damnabiliter in Antipapam assumptus, pseudo-Cardinales & Notarios ac Officiales alios, juxta morem quem servat Romana Curia, constitueret, aliaque nonnulla præsumeret cunctis Catholicis detestanda; Synagogam autem hujusmodi diebus congregatam aliquibus, virtutum Dominus misericorditer subito dissipavit. Nos qui omnia per eundem Ludovicum & Petrum attentata circa præmissa, vel præmissorum occasionem, vel eorumdem aliqua, de Fratrum eorumdem consilio, nulla, cassa, & irrita merito duximus declaranda; præstatum Ludovicum tam ex prædictis, quam aliis diversis capitulis, multis resperimus hæresibus, tamquam hæreticum & schismaticum manifestum, de hæresi & schismate, de Fratrum ipsorum consilio, nihil minus condemnantes, adversus eum penas infligendo varias, & etiam declarando ipsum incurrisse infelicias & comminara, sicut in diversis processibus nostris supradictis, de prædictorum Fratrum consilio, solenniter habitis, plenius continetur. Sane quod fide digna multorum relatio ad nostrum noviter deduxit auidium, quod idem Ludovicus, nondum in eo igne avaritiæ & ambitionis extincto, sed potius flatu diabolico inflamatus, ad Civitatem consulit Tridentinam, ubi suis complicibus convocatis, sagax ordinare, quod sicut in partibus Italiæ sapradictis jura usurpavit Imperii, fideles crebavit, eorumque devoravit substantias, & consumpsit; sic & in Alemannie partibus dammandum suum in hac parte desiderium valeat adimplere, ac varios Officiales vel Ministros ad eandem partem Alemanniæ disposuit propter hoc destinare: Nos tantis malis & periculis iustis obviare remediis cupientes, præstatum Ludovicum per hoc Edictum nostrum publicum, cum ad eum pro faciendis sibi monitionibus & inhibitionibus hujusmodi non sit tatus accessus, moraque pericula varia commineant, præsentem hac multitudine copiosa fidelium monemus, & eidem, sub Excommunicationis poena, nec non sub poenis aliis, tam spiritualibus, quam temporalibus, in eundem infelicitas hæcenus (quas pro repetitis haberi volumus, quibusque ipsum subjacere decrevimus, si contrarium fecerit, ipso facto) inhibemus & mandamus expresse, ne ulterius de administratione Regni Romani vel Imperii se quomodolibet intromittat, nec se Regem vel Imperatorem nomet, nec ab aliis faciat, quantum in eo fuerit, nominari; nec sub nomine hujusmodi vel alio quocumque, pro dictorum Regni & Imperii negotiis, ad Alemanniæ vel aliquas partes alias, aliquem vel alios destinare præsumat; nec Vicarius,

ANNO
1329.

(a) Post-iter, accensens.

ANNO
1329.

riatus, vel alia quæcumque Officia, quibusvis nominibus nuncupentur, concedat, seu committat alicui vel aliquibus, nec etiam in illis partibus vel aliis iura vel bona Regni vel Imperii quomodolibet occupet vel pertractet, fidelesque non turbet Ecclesiæ & Imperii, aut molester. Universis nihil minus & singulis Prælati & personis Ecclesiasticis, Sæcularibus & Regularibus, cujuscumque præminentie, dignitatis, ordinis, status vel conditionis existant, etiam Patriarchali, Pontificali, aut majori seu inferiori præstolentur dignitate, nec non Regibus, Ducibus, Principibus, Marchionibus, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, Potestatibus, Capitaneis, Rectoribus, & aliis Dominiis temporalibus, aliisque personis singularibus quibuscumque, ac Communitatibus, Universitatibus, Civitatibus, Castris, Oppidis, Villis & Locis, sub Excommunicationis in personis singulares, & Interdicti in Terras, Civitates, Castra, Oppida, & Loca ipsorum, ac Universitates, Communitates & Collegia, nec non privationis Dignitatum, Personatum, Officiorum & Beneficiorum Ecclesiasticorum dictorum Prælatorum & personarum Ecclesiasticarum, ac tam illorum, quam aliquorum quorumcumque Privilegiorum, Apostolicorum & Imperialium, Feudorum, Bonorum, Honorum, Officiorum, quæ a Romanis vel Ecclesiis aliis, seu Imperio obtinet, ac Libertatum & Immunitatum quarumlibet penis, inhibemur districtius, & mandamus, ne Vicarius, vel quodcumque aliud Officium, vel administrationem hujusmodi, quocumque nomine nuncupetur, recipiant ab eodem, vel alio, seu aliis, ejus auctoritate vel nomine, vel mandato; & si forsitan Officium vel administrationem hujusmodi receperunt, statim illud vel illam, postquam præsens processus ad eorum notitiam pervenerit, vel per eos iterit, quo minus pervenire poterit, dimittere non possint, illud vel illam nullatenus ulterius resumpturi; neque præfate Ludovico aut Complicibus, Factoribus, Vicariis, Ministris vel Officialibus ejusdem, quomodocumque nuncupentur, parcant in aliquo, vel intendant, nec eos, vel aliquem ipsorum recipiant vel admittant, aut de iuribus & proventibus quibuscumque, ad Regnum Romanum vel Imperium spectantibus respondere, vel aliis eis impendere auxilium, consilium vel favorem, directe vel indirecte, publice vel occulte, præsumant. Alioquin personas singulares quascumque Ecclesiasticas & Sæculares, cujuscumque sint præminentie, conditionis & status, Ecclesiastici vel mundani, Excommunicationis; Terras vero, Civitates, Castra, Oppida, & Loca, nec non Universitates, Communitates & Collegia, quæ contra inhibitionem & mandatum nostrum hujusmodi aliquid facere vel attentare temere præsumperunt, Interdicti Sententias, quas ex nunc proferimus; nec non personas Ecclesiasticas, (præter Patriarchas, Archiepiscopos & Episcopos) privationis omnium Dignitatum, Personatum, & aliorum Beneficiorum suorum Ecclesiasticorum, cum cura vel sine cura, & inhabilitationis penam ad ea & similia in posterum obtinenda, incurrere volumus ipso facto: ad privationem Dignitatum & Prælatorum dictorum Patriarcharum, Archiepiscoporum & Episcoporum, ac inhibitionem ad ea & similia obtinenda, nec non [hec] Privilegiorum quorumcumque Apostolicorum & Imperialium, ac Feudorum, Bonorum, Honorum, Libertatum, quæ ipsi & quicumque alii, Clerici vel Laici, a Romana, vel quibusvis aliis Ecclesiis, seu Imperio quomodolibet obtinent, ac Libertatum & Immunitatum, tam contra ipsas, quam alias quascumque personas, Ecclesiasticas & Sæculares, cujuscumque status vel conditionis existant, & alias spirituales & temporales penas & sententias, de quibus nobis videbitur, infligendas seu inflictas, declarandas juxta delictum, consummatam & excessum cujuslibet, si quando, & quotiens oportuum cognoverimus, communiter vel divisim, absque monitione & citatione alia nos processuros apertius prædicentes; non obstantibus fidelitatis, & quibusvis aliis juramentis, per quæ ipsi, vel eorum aliqui, dicto Ludovico sese quomodolibet astringissent, ac confederationibus, societatibus, & ligis cum eodem, seu alio vel aliis, nomine suo, vel mandato per quascumque personas singulares, Ecclesiasticas vel Sæculares, aut Communitates seu Universitates, Collegia, contradiis seu iuris sub quacumque forma seu expressione verborum; etiam penarum adjectionibus; aut juramentorum prestationibus, vel quacumque alia firmitate vallate fuissent; utpote in Dei contrarietatem, contra bonum pacis, ac in derogationem honoris & status Sanctæ Mariæ Ecclesiæ, & in præjudicium Reipublicæ, animarumque periculum, cum Hæretico excommunicato præsumptis temere; quæ omnia per processum nostrum alias nulla, cassa & irrita declaravimus, & adhuc etiam de-

claravimus, & quatenus de facto processerunt, cassavimus, annullavimus & irritavimus, & nunc ex superabundanti cassamus, annullamus & irritamus; etiam post dictos processus aliqua talia fuerint attentata, iuramenta dissolventes hujusmodi, & penas omnes & singulas super prædictis vel ea tangentibus adjectas quomodolibet relaxantes de plenitudine potestatis. Volumus autem, & auctoritate Apostolica nihil minus decernentes, quod processus noster hujusmodi præfatum Ludovicum, & alios quos tangere dinoscitur, apprehendat & ardet, ac si eisdem personaliter & singulariter publicatus & intimatus solemniter exiisset, constitutione quacumque contraria per prædecessores nostros Romanos Pontifices edita non obstante. Ut autem processus noster hujusmodi, & omnia in eodem contenta ad ejusdem Ludovici & aliorum quorum interest, communem notitiam deducatur, chartas sive membranas processum continentem eundem, in eodem, Avinionense appendi vel affigi ostitis seu superliminariis faciendis, quæ processum ipsum suo quasi sonoro præconio & patulo judicio publicabunt; ut idem Ludovicus, & alii quos processus ipse contingit, vel idem Ludovicus, & alii quos processus ipse contingit, nullam possint excusationem prætere, quod ad eos non pervenerit, vel quod ignoravit eundem: cum non sit verisimile, remanere quo ad ipsos incognitum vel occultum, quod tam patenter omnibus publicatur. Datum Avinionense quinto Kalendas Februarii, Pontificatus nostri anno 14. Volentes itaque dictum processum & contenta in eo, ut plenius innotescant partium earundem fidelibus; ac ipsi, ne per eundem Ludovicum, suosque sequaces, Complices & Ministros inficiantur, decipiantur, aut opprimantur, seu penis & sententiis per processum ipsum inflictis & comminatis involvantur, sibi providere valeant cauti, & ne prætere super his valeant ignorantiam, in eisdem partibus solemniter publicari; Fraternitati tuæ per Apostolica Scripta in virtute obedientie districtius injungendo mandamus, quatenus per te vel alium, seu alios Religiosos & Sæculares, de quibus tibi videbitur, processum eundem, & omnia, & singula quæ continentur in eo, in locis & Ecclesiis tuarum Civitatis & Dioeceseos, de quibus expedire videris, eis expositis in vulgari, nihil minus ut clarius intelligatur, publicare solemniter, ipsamque Ludovicum excommunicatum, Hæreticum & Schismaticum, singulis diebus festis & Dominicis publice fideles nuntiare: Nos de publicatione hujusmodi per Instrumenta publica, principium & finem præsentium contentis, reddituros quantocius poteris nihil minus certiores. Datum Avinionense tertio Kalendas Februarii, Pontificatus nostri anno XIV.

CLXVII.

Donatio inter vivos JOANNIS Bohemæ & Poloniæ Regis, atque ELISABETHÆ ejus contregalis, facta VERNERO DE ORSZELA Magistro & Ordini TEUTONICORUM, de universa Terra Pomeraniæ. Actum in Thorun Dominica Invocavit, ann. 1329. [JOANNIS DŁUGOSI Historia Polonica Lib. IX. col. 996.]

NOs Joannes Dei gratia Bohemæ & Poloniæ Rex ac Lucemburgensis Comes, ac Elisabeth per eandem gratiam eorundem Regnum Regina ac Comitissa Lucemburgensis contrahitis sua: Ad universorum notitiam tam præsentium quam futurorum, tenore præsentium in perpetuum volumus pervenire. Quod cum inter singula pietatis opera, quibus ad æterni Regis pervenitur solium, illud maxime animarum saluti prodesse credamus, cum religiosis locis, aut Deo dicatis hominibus, qui Domino quotidie famulantur, aliquid, de quo proficuentes in melius, augmentum accipiant, datur liberaliter & confertur. Sanè quia Religiosi viri, Frater videlicet Vernerus de Orszela Fratrum Ordinis Hospitalis S. Mariæ Domus Teutonicorum Hierosolymitanæ Magister generalis, ipsi quoque Fratres Prussia, quorum conditio laudabilis, vitæque & Religionis sacræ gestant exercitium memorabile, non alacris, graves & intolerabiles pro dilatazione fidei Orthodoxæ, ob ejus defensionem contra Lithuanos, & ipsorum sectatores quoslibet hostes Christi pestiferos, prout ipsi vidimus, marum inexpugnabilem se exponunt, angustiat, fecti, cæci, & irremediabiliter stepius sunt afflicti, Nos, ut Magister & Fratres prædicti, labores & expensas, ac curas hujusmodi, in se & suis adiutoribus & subditis, ferre, ipsique intendere, ut antea, & resistere Fidei Christianæ Oppressoribus possint uberius, participationem bono-

ANNO
1329.

ANNO 1326. bonorum, quæ per eos sunt ubilibet, operum affectiones, ut de bonis hujus mundi celestia nanciscantur, & Regnum Dominum congregare eternaliter mereamur, pro prædecessoribus, primogenitorum, ac hæredum nostrorum, nostraque animarum salute, nec non peccaminum nostrorum remedio, ipsi Magistro & Fratribus, ac toti Ordini, communicatæ manu, pari consensu ac unanimi voluntate, nulla fraude induci, seu dolo aliquo circumventi, purè, libère, & irrevocabiliter inter vivos, nomine simplicis paræque elemosynæ propter Deum, & venerationem gloriosæ Virginis Mariæ, de liberalitate & munificentia Regiæ, consensu nostrorum fidelium accedente, damus, donamus, & conferimus terram Pomeraniæ, & quicquid ad eam, vel in ea, in toto, vel in ejus parte nobis, hæredibus & successoribus nostris Bohemiæ, & Polonia Regibus aut Reginis, juris, proprietatis, domini, aut actionis competit hactenus, aut competere poterit, quomodolibet in futurum, ad habendam, tenendam, & regendam, uti fruendam & possidendam, per eosdem Magistrum & Fratres, successoresque eorum, ac totum Ordinem, Jure proprietatis perpetuo, pacificè, & quietè, quicquid eis, aut suis successoribus deinceps placuerit, in perpetuo faciendum, cum omnibus & singulis, quæ infra prædictam Terram, seu intra aut supra, vel etiam subius Terram eandem, cum accessibus & regressibus suis continentur, cum omnibus videlicet suis juribus, appendiis, pertinentiis, Civitatibus, Oppidis, Castris, Villis, alodiis, campis, agris cultis & incultis, pratis, hortis, montibus, Vallis, planis, rubetis, deserto, viis & inviis, fluminibus, ripis, rivis, stagnis, aquis, aquarum decurribus, molendinis in aqua vel ad ventum expostis, venationibus, occupationibus, piscationibus, piscinis, jurisdictionibus, monetis seu theloneis, Jurisdictionibus Ecclesiarum, feudis, vasallatibus, militiis, clientibus, censitis, agricolis, servitoribus, omnia quoquecumque seu alio quovis titulo, censibus, redditibus, proventus & fructibus: & universaliter cum omnibus & singulis utilitatibus, quæ habentur supra, infra, vel intra Terram prædictam, vel etiam sub Terra eadem mineris, vel metallis, auri, argenti, cupri, stanni, plumbi, ferri, vel generis alterius cujuscumque, ut puta, lapidibus, sale, vel aliis obventionibus quibuscumque, & in quibuscumque rebus consistant, in integrum cum omni usu, seu requisitione nobis, aut alteri nostrum successoribus, aut hæredibus nostris ex eis, vel pro eis rebus, aut aliqua eorum modo quolibet pertinerente. Nihil in eadem terra aut suis pertinentiis, nobis, hæredibus, vel successoribus nostris, proprietatis, Juris, actionis, vel Domini penitus reservantes. Ut autem hæc præsentia Donatio nostra, purè & simpliciter propter Deum, sicut providè & rationabiliter, ac iusta donationis titulo celebrata & consummata, robur perpetuè obtineat firmitatis, promittimus nostrum, heredum, ac successorum nostrorum nomine, contra eam nullum unquam tempore factum aut iure facere, vel venire per nos vel alios, publicè aut occultè, in toto vel in parte, nec eam revocare in vita vel in morte, occasione ingratitudinis cujuscumque, seu tam præsentium quam supervenientium liberorum. Volentes ad majorem certitudinem seu etiam cautelam, ex nunc ineluctis Carolus primogenitus noster, fide præstita, corporalis loco juramenti, spondeat & promittat dictis Magistro & Fratribus, pro se suisque successoribus stipulantibus, quod dictam Terram, seu aliquam ejus partem, per se vel alios, nullo unquam tempore impetret, de jure vel de facto, modo aliquo, seu inquirat: sed ipse cum omnibus suis conterminis, donationem hujusmodi ratam, gratam habeat firmiter in futurum. Renunciantes spontè & expressè, pro nobis, nostrisque successoribus & hæredibus universis, exceptioni, doli mali, in factum actioni, beneficio restitutionis in integrum, constitutioni, & consuetudini cujuslibet contrarie, Litteris & Indulgentiis Apostolicis, Imperialibus, seu à Romanis Regibus impetratis, vel etiam impetrandis, omnique Juris Canonici vel Civis auxilio, per quod nobis, hæredibus, aut successoribus nostris sepefactis, posset aliquo modo suffragium, Magistro verò aut Fratribus seu ipsi ipsam Ordini præjudicium quomodolibet generari: Imò ipsi ipsa Terra, seu aliqua ejus pars Pomeraniæ, per ineluctam Dominam Elisabeth Bohemiæ & Polonia quondam Reginam relictam quondam recolenda memoriæ Venceslai olim Bohemiæ & Polonia Regis, soceris & prædecessoris nostri, vel hæredes ejus, fuerit impedita, ipsam Terram & quamlibet ejus partem, ac impetentibus & quolibet impetente, disbigare & liberare nostris promittimus laboribus & expensis. In quorum omnium testimonium & cautelam, præsentia scripta fieri, & sigillis nostris iustimus com-

muniri. Actum & Datum in Thorun Dominica Invocavit. Annò Domini millesimo tricentesimo vigesimo nono. Præsentibus Spectabilibus & Nobilibus viris fidelibus nostris, Jofrido Comite de Lunig, Henrico Comite de Wilnow, Ulrico Domino de Hanow, Petro de Hezeburg, Henrico de Lipa Juveni, Vilhelmo de Lankfeyn, Cunone de Kolurz, Othone de Bergaw, Bernardo de Sumburg, & aliis plurimis fide dignis, quos in omnium supradictorum testes duximus requirendos.

ANNO 1329.

CLXVIII.

Contrat de Mariage entre JEAN DE SAVOYE 14 Mars. fils de Louis de Savoye, & MARGUERITE SAVOYE DE CHALON, fille du Comte d'Auxerre, fait au Château de Treffort, le 14. Mars, 1329. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de Savoye. Preuves. pag. 639.]

C'EST li traitiez fait par Monsieur de Savoye & par Madame de saint Julien de faire Mariage entre Monsieur JEAN DE SAVOYE, Fils de Monsieur Loys de Savoye Seigneur de Vaut & Damoiselle MARGARITE DE CHALON Fille de Monsieur d'Auxerre.

Premièrement li diz Monsieur Loys promet & jure donner en leal Espoux ledit Monsieur Jean son Fil à ladite Damoiselle Marguerite se sainte Yglise li accorde, & li diz Monsieur d'Auxerre promet & jure donner en leal Espouse & Femme ladite Damoiselle Marguerite audit Monsieur Jean de Savoye se sainte Yglise li accorde.

Item li diz Monsieur d'Auxerre donne & establit en Mariage pour ladite sa Fille audit Monsieur Loys six cens livres de terre à petit ternois, le gros ternois d'argent au prix de douze deniers petit ternois assigner & asseoir en la terre de Champagne & de Poissy à l'assise dou Pays & s'il y deffailloit aucune chose, li le doit asseoir autre part en sa terre de France au plus pres de ladite terre de Champagne & à celle mesme assise, ensemble mere & mixte empetre & Jurisdiction toute aute & basse tele comme il y a li diz Monsieur d'Auxerre.

Item li establit li diz Monsieur d'Auxerre en Mariage dis mille livres de bois eslevenans, le gros ternois à quinze deniers, pour lesquelles payer audit Monsieur Loys li diz Monsieur d'Auxerre li assigne les yffues & les emoluments de toute sa partie qu'il ha de son heritage en la Saunerie de Salins, laquelle li ha & part avec le Seigneur de saint Laurent de la Roche, ensemble la cohertion & les droits de ladite partie & charges desdites dix mille livres desdites chacun an deux mille livres de ladite monnoye, pour payer les charges des assignats sus ladite partie de Monsieur d'Auxerre en tel maniere que li dix Monsieur Loys y mettra receveur pour luy, li quez promettra & jureira audit Monsieur d'Auxerre payer ausditz assignés, lesdites deux mil livres par mois & par semaines selon la coustume de la Saunerie, & ces choses doit Monsieur d'Auxerre faire loer & ratifier au Seigneur d'ou fit & doit rendre li diz recettes chescun an devant les gens doudit Monsieur d'Auxerre des yffues, des emoluments & des charges, & ce qui en viendra audit Monsieur Loys desdites lesdites charges, doit estre audit Monsieur Loys en payement & en descharge de la somme dudit Mariage.

Item li diz Monsieur Loys pour lesdits dix mille livres de Mariage estre fauves à ladite Damoiselle Marguerite en cas de restitution de Mariage & à li rendre en c'est cas li oblige & assigne les chasteaux, les chastellenies, les mandemens, rantes, yffues, fies, vassaux & hommes de Chastellneuf en Veromeys de Rochefort, ensemble meres & mixtes emperées & toutes Jurisdicions autes & basses, & tout ce qu'il ha esdits chasteaux & chastellenies en telle maniere que li fruit ne soient compté en fort.

Item establit li diz Monsieur Loys en doaire à ladite Damoiselle Marguerite les chasteaux, les chastellenies & les mandemens, appartenances, reutes, yffues, fies, vassaux & hommes de Virieu, de Pierre Chastel & de Cordon, ensemble meres & mixtes emperées & toutes Jurisdicions autes & basses, & tout ce qu'il ha esdits chasteaux & chastellenies, en telle maniere que s'il advenoit cas que li diz Monsieur Jean deffailloit devant li diz Monsieur Loys, que li dite Marguerite heust tant seulement ledit chasteil & chastellenie de Virieu à la vie doudit

ANNO
1329.

dondit Monsieur Loys, & apres le decés dondit Monsieur Loys lesdites terres, chateaux & châtellenies à la vie de ladite Margarine ainfin comme dessus est dit.

Item li diz Monsieur Loys promet tous lesdits chateaux & châtellenies obligés & assignés pour Mariage & pour doaire descharger & delivrer de toutes obligations & de tous creanciers.

Item promet li diz Monsieur Loys faire obliger tous les gens, hommes & vassaux desdits chateaux & châtellenies de obeir à ladite Margarine es cas dessusdits & de li garder & sauver son Mariage & son doaire esdits chateaux & châtellenies, payé ledit Mariage ou pour tant comme il en seroit payé.

Item Monsieur de Savoye dou cui fîe sont ledit chastelet & châtellenies doit ratifier, confirmer & approuver toutes ces choses & estre pleges à ladite Margarine de li sauver, garder & maintenir ladite assignation faite pour son Mariage & pour son doaire.

Item promet li diz Monsieur d'Auxerre, maintenant, sauver & garder audit Monsieur Loys ladite assignation faite des yffues de ladite partie de la Saunerie & celle descharger de toute obligation, sauf lesdites charges des assigner jusques à lesdites deux mille livres & non outre & audit Monsieur Loys estre tenu de evision.

Item li diz Monsieur Loys promet maintenant, sauver & garder à ladite Margarine les chateaux & les châtellenies à li assignés pour son Mariage & pour son doaire & à li estre tenu de evision.

Item pour contemplation dondit Mariage dondit Monsieur Jean & de ladite Margarine, Messires de Savoye donne esdits Messires Jean & Margarine dix livres de gros tornois par an en tel maniere que il le tiennent dou fîe dondit Monsieur de Savoye, & se cas advenoit que li diz Monsieur Jean deffallist devant ladite Margarine, que lesdites dix livres viennent à ladite Margarine & semblablement se ladite Margarine deffallist devant ledit Monsieur Jean, lesdites dix livres viennent audit Monsieur Jean & apres le decés de eus & Enfants qui seront dondit Mariage & se ils deffalloient sans Enfants de eus, elles retorneissent à Monsieur de Savoye, ou à son hoir Comte de Savoye & lesdites dix livres doit & promet li dis Messieurs de Savoye atfeoir soiffement.

Et toutes ces choses se doivent deier à dire des fages en la meillour maniere con porra & se doivent seller les Lettres des feaux Monsieur de Savoye, Monsieur d'Auxerre & Monsieur Loys & l'Official de Lyon. Fait au Chateau de Treffort le XIV. Mars M. CCC. XXIX. Prezens Edouard Seigneur de Beaujeu, Philippe de Vienne Seigneur de Piemont, Beraud de Cologny Seigneur d'Andelot, Galois de la Baume, Jean Seigneur de Corgenon, Philippe de Bussy, Girard Seigneur de Varey dit la Guespe, Lancelot de Chandece, &c.

CLXIX.

29. Mars *Littere WENCESLAI Mazovie Ducis, Quibus terram suam Mazoviensem cum pertinentiis, JOANNI Bohemie Regi resignat, & rursus ea à dicto Rege in feudum recipit, Promittens eum contra omnes homines adjuvare. Datum Plock quarta feria post Dominicam Oculi, anno 1329. Cum TRANSSUMPTO dictarum Litterarum per SIGISMUNDUM Romanorum Imperatorem atque ALBERTUM Austrie Ducem facto Vienna die 20. Martii anno 1426. [LUNIG, Teutches Reichs Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Fortsetzung I. Absatz III. pag. 325.]*

Nos Sigismundus DEI Gratia Romanorum Rex, & Albertus eadem Gratia Dux Austrie, Styrie, Carinthie &c. &c. Marchio Moravie, notum facimus tenore presentium universis. Quod nos super vidimus & auscultavimus, ac legi fecimus quandam Litteram Illustris Wenceslai Ducis Mazovie & Domini Ploensis, non abscissam, sed cancellatam, sed integram & sanam, & omni vito ac suspitione carentem, sigillisque veris & non fictis firmis communitam, quam ad presentes nostras Litteras atque scripto inferi & transcribi fecimus, ut ei a quocunque homine adhibeatur fides infallibilis atque firma. Cujus quidem Litterarum tenor sequitur & est talis:

Nos Wenceslaus DEI Gratia Dux Mazovie & Dominus Ploensis, constare volumus, tenore presentium universis: Quod nos post habitos inter Magnificum Prin-

cipem Dominum Joannem Bohemie & Polonie Regem ac Luxemburgensem Comitem Dominum & asinem nostrum charissimum, ex una, & nos parte ex altera, varios anfractus & discordias, statum & honoris nostri commodum attendentes de consilio & favore amicorum & fidelium nostrorum nomine concordavimus in hunc modum: quod videlicet. nos, heredes, & successores nostri predicti, Terram nostram Mazovientem hereditariam, & ex Gentilium manibus ereptam, sicut ad nos deducta est penitus liberam, & a nullo unquam Imperatore, aut etiam Rege in feudum prius receptam, cum castris nostris Plois, Scilicet Wischehrado & Cosnik, Civitatibus & Villis locatis meis, aut circa ea locandis, Nobilibus, Baronibus, Militibus, Vassallis & hominibus aliis ac ceteris omnibus & singulis pertinentiis suis & appendiis, in quibuscunque consistant, aut quocunque censentur nomine, ac bonis aliis que nunc possidemus vel in posterum possidebimus, titulo sub quocunque, eis, Regi, hereditibus & successoribus suis, sponte & libere ex causa subscripta resignare, ac eam, seu ea, ab ipsi Rege, hereditibus & successoribus suis Bohemie Regibus & Polonie, in feudum percipere à data presentium in antea temporibus, prelio per nos heredes & successores nostros fidelitatis debita homagio, & corporali nihilominus Juramento recipere & habere, dictis Regi hereditibus & successoribus suis, ad requisitionem eorumdem de bonis supradictis parere & intendere, tanquam veris nostris Dominis, ipsique serviendo juvare, contra quolibet mundi Principem vel hominem fideliter, pro totis nostris viribus teneamus. Promittentes omnia & singula supradicta, bona fide, dolo & fraude quibuscunque exclusis, firmiter & inviolabiliter conservare, nec contra ea, vel eorum aliqua Jure vel facto, ullo unquam casu, vel tempore facere vel venire. Renunciantes expresse in omnibus his exceptioni, doli mali, in factum actioni, beneficio restitutionis in integrum, constitutioni & consuetudini, quibuscunque omnibus Literis Apostolicis, & aliis quibuscunque nobis concessis vel concedendis, omnique Juris tam Canonici, quam Civilis auxilio, quo vel quibus contra premissa, vel eorum aliquod nobis hereditibus & successoribus nostris prelati quocunque tempore vel modo possent in aliquo suffragium generari. Imò & si fortasse (quod Deus avertat) nos ipsi, heredes, & successores nostri predicti contra dicta, vel eorum aliquod, modo aliquo & tempore excelessemus; volumus ex tunc prout ex nunc, omnia & singula bona nostra quocunque habuimus, ut predictum, ipso facto fore perditam, & ad ipsos Reges, heredes & successores suos legitime & rationabiliter devolutam. Testes sunt Illustris Princeps Dominus Baldo Dux Falcenbergensis, Venerabilis in Christo Pater Dominus Florianus Episcopus, Andreas Subcanonicus, & Joannes Dapifer Ploensis, quorum sigilla una cum nostro presentibus sunt appensa. Et quia plura inter fideles nostros sigilla non invenimus, spectabiles & nobiles viros Jostidum de Linig, & Henricum de Winow, Comites, & Uricum Dominum in Hanow, Petrum de Rosenbergo, & Henricum de Lippa, Juvenem, testes ad premissa invocavimus, qui etiam ad preces nostras sigilla sua appendi fecerunt, in testimonium & cautelam omnium premissorum. Datum in Plock Anno Domini M. CCCXXIX. Quarta feria post Dominicam: Oculi mei semper.

In cujus rei testimonium atque robur presentes nostras Litteras & inscriptiones, sigillorum nostrorum appensione fecimus firmis roborari. Datum Vienna, Anno Domini M. CCCXXVI. 20. die Martii Regnorum nostrorum Anno Hungarie &c. 39. Romanorum 16. Bohemie verò 6.

CLXX.

Littere JOANNIS Silesie Ducis, quod resignatas 29. Aprilis JOANNI Bohemie & Polonie Regi Civitates & Castra sua cum appertinentiis in perpetuum Feudum ab eodem receperit, promittens dicto Regi & hereditibus ejus tanquam veris Dominis omnem obedientiam & fidem se exhibiturum. Datae Wratislaviae 3. Kalend. Maji anno 1329. [LUNIG, Teutches Reichs Archiv. Part. Special. Continuat. I. Fortsetzung I. Absatz III. pag. 284.]

Nos Joannes Dei gratia Dux Silesie, & Dominus Stinaviae ad universorum notitiam, tenore presentium volumus pervenire.

Quod nos deliberatione maturâ & consilio diligenti praehabito, favore quoque & consensu fidelium & amicorum

ANNO
1329.

ANNO 1329. corum nostrorum expressis, principaliter hominum, Civitatum & Terrarum nostrarum subscriptarum attendentes profectum in antea, & commodum, ipsas Terras, Civitates nostras, & Castra, *Sicutum* videlicet, *Lubini*, *Goran* Civitates, cum Castris eis adjacentibus, & bona nostra, quatenus possidemus, in presenti vel possituri, seu navituri sumus disponente Domino in futuro, cum omnibus suis iuribus, libertatibus & Dominio, quibus a nostris ad nos pervenerunt, prædecessoribus, ex eo, quod *Magnificum Principem Dominum nostrum charissimum Dominum Johannem Boemie & Polonie Regem, ac Comitem Luxemburgensem*, post assumptum sibi Ducatum, & terræ *Wratislaviensis* *Dominium* inferendo damna ipsius *Ducatus & Territorio*, districti, ac hominibus dignoscimur perturbasse, in maribus Regis ipsius sponte & licere nostrorum hæredum & successorum nostrorum nomine resignantes, ut nullum contra nos & in antea de excessibus retroactis, per Regem ipsum, aut alium suo nomine instaretur iudicium, aut ut proferatur sententia in Rege prædicto, suo hæredum ac successorum suorum nomine in feudum perpetuum recepimus. Promittentes nostro hæredum & successorum nostrorum prætorum nomine, sibi hæredibus & successoribus suis *Bohemie* Regibus antea dictis, de cætero Terris, Civitatibus, Castris & bonis nostris sæpe dictis, tanquam veris nostris Dominis intendere fideliter & parere, obedientiam & fidem ipsis debitas exhibendo. In quorum testimonium præsentem Literas fieri, & sigillo nostro majori iussimus communiri. Datum *Wratislaviae*, Anno Domini M. CCCXXIX. 3. Cal. Maji.

CLXXI

3. Mai. HENRICI Ducis Silesie, Domini de Furstenberg & in Jauer Venditio & Commutatio JOHANNI Regi Bohemie & suis Hæredibus & Successoribus Bohemie Regibus, de Civitate Gorlicensi, facta *Wratislaviae* in die Inventionis Sanctæ Crucis Anno 1329. [CHRIST. GODOF. HOFMANNUS in Appendice Diplomat. atque Documentorum Historiam Lusatie Illustrantium Tom. IV. Scriptor. Lusaticor. pag. 188. LUNIG, Teutisches Reichs Archiv. Part. Spec. Cont. I. Fortsetzung I. Abtatz III. von Schlesien pag. 284. d'ou l'on a tiré cette Pièce. BALBINUS inter Literas Publicas de Bohemie Miscellaneis Historicis ejusdem Regni adjectas Vol. I. Part. V. Epist. VII. pag. 270.]

In Nomine Domini Amen.

NOs *Henricus Dei Gratia Dux Silesie*, Dominus de Furstenberg & in Jauer, recognoscimus, quod deliberatione maturâ, & consilio diligenti nobiscum amicis quoque & fidelibus nostris præhabitis, eorum favore & consensu expressis, accedentibus Civitatem nostram & terram *Goltz*, quam ab Imperatoribus, aut Rom. Regibus nos, & prædecessores nostri recipere consuevimus, cum omnibus suis iuribus & pertinentiis quocunque vocatur nomine, aut quibuscunque consistant exceptis: *Lubina* Civitate & Territorio ejusdem Civitatis, *Reina* Oppido *Foresti*, *Cavchow* & *Sucta* Castris cum suis appendiis, nominatim, exceptis etiam *Jauraw* Civitate, *Trubul* & *Pybus* Castris & Oppidis, cum omnibus suis iuribus, Dominis & pertinentiis omnibus, feudis & feudalibus, quæ in terra *Lusatie* habere dignoscimur, expressis & non expressis. Principi *Magnifico*, *Domino Joanni Bohemie & Polonie Regi ac Luxemburgensi Comiti* sororo nostro charissimo vendidimus, & in alia bona vite nostræ duntaxat possidenda temporibus mutavimus, nobis de medio sublati, relictis per nos, hæredibus & expressis vel non expressis, & actione quibuslibet remotis ad *Regnum Boemie* liberè revertura, etiam si Castrum aliquod in bonis eisdem nostris instauraverimus laboribus ac expensis. *Trantenaw* videlicet, & Curiam cum omnibus suis appendiis, bonis feudalibus & hominibus, salvis omnibus eorum quibus ad nos pervenerunt iuribus in tantum etiam quod nec collectam nec *Steutam* generalem quæ *Berna* vulgariter dicitur de eisdem, nisi per Regem ipsum aut suos Officiales impolita fuerit *Regno Boemie*, & tunc taxariorem illam, quæ colligitur in Bohemia recipere debeamus, secum commutavimus, sibi hæredibus & successoribus suis *Boemie* Regibus jure hæreditario presentibus testibus subnotatis resignavimus, nostro hæredum

& successorum homine nostrorum prædictorum. Exceptioni doli mali, in factum actioni, beneficio restitutionis in integrum, omni Juris auxilio, tam Canonici, quam Civili, Literis quoque à Papa, Imperatoribus aut Romanorum Regibus impetratis, vel etiam impetrandis, ac alteri quovis adminiculo, quod vel per successionem hæreditariam, aut infeudationem Imperialem, vel alium quocunque modum, nobis, hæredibus vel successoribus nostris antedictis competere vel competere fortasse posset, per quod nobis suffragium terræ, Regi vero, *herediis aut successoribus suis* sæpe dictis, dispendium vel impendium aliquod posset generari renuntiantes. Promittentes omnia & singula nostra scripta suprà, firmiter observare, & contra ea, vel eorum alterum, in toto vel in parte, nullo unquam tempore sive casu, dolo, fraude, vel ingenio aliquo de Jure vel facto, per nos ipsos alium aut per alios facere, aut venire.

In quorum omnium testimonium & cautelam præsentem fieri fecimus Literas sigilli nostri munimine roboratas. Testes sunt Venerabilis Pater Dominus *Witko* Episcopus Misnensis, Illustres Principes & Domini, *Rudolphus* scilicet *Saxonie*, *Henricus* *Wratislaviensis*, *Boleslaus* *Lignicensis*, *Boiko* *Falkenbergensis*, *Boiko* *Oppolienensis*, *Henricus* & *Conradus* fratres *Glogovienses* Duces, per nos rogati, sigilla sua præsentibus appendere, in testimonium præmissorum. Et nos *Witko* D. G. Misnensis Episcopus, *Rudolphus* *Saxonie*, *Henricus* *Wratislaviensis*, *Boleslaus* *Legnicensis*, *Boiko* *Falkenbergensis*, *Boiko* *Oppolienensis*, *Henricus* & *Conradus* fratres *Glogovienses* Duces, & testes supra scripti, venditioni, emptioni, & commutationi, prædictis præsentialiter adjuimus, & sigilla nostra rogati, & jussu per Principem nostrum Dominum *Dominum* (supradictum), sororum & consanguineum nostrum charissimum duximus in testimonium & robur firmitus appendenda. Datum & Actum *Wratislaviae* in die Inventionis sanctæ Crucis Anno Domini M. CCC. XXIX.

CLXXII.

Litteræ HENRICI Silesie & Glogovie Ducis, 7. Mai.

Quibus profertur se JOANNI Bohemie ac Polonie Regi subiacisse, omnesque suas Civitates & Castra dicto Regi resignasse, atque ea iussu in feudum recepisse. Datum *Wratislaviae* die tertia post Dominicam Misericordiae anno 1329 [LUNIG, Teutisches Reichs Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Fortsetzung. I. Abtatz III. pag. 285.]

NOVERINT universi tam præsentem quam posteri notitiam præsentium ac copiam habuit. Quod nos *Henricus Dei gratia Dux Silesie & Glogoviensis*, ac *Dominus Saganensis*, ob specialis amoris affectum, quem erga *Magnifici Principis, Domini Joannis Bohemie & Polonie Regis ac Luxemburgensi Comitis, Domini nostri charissimi*, gerimus Celsitudinem, habito nobiscum, amicis quoque ac fidelibus nostris consilio diligenti, ac deliberatione maturâ, accedentibus etiam favore & consensu eorundem expressis ad scripta, bonum in hoc nostrum principaliter, consequenter autem *fidelium, Terrarum, Civitatum, hominum & bonorum nostrorum omnium infra scriptorum commodum*, illatumque in antea pacificum perpendentes *Principis & Vassallorum* hæredum successorum suorum *Boemie* Regum, ac ipsius Regni *Boemie* in perpetuum fieri & fore decrevimus, omnia & singula bona nostra sub eisdem libertatibus & Juris, quibus à *Prædecessoribus nostris*, ad nos pervenisse noscuntur, omnes terras nostras, quas ad præsens possidemus vel possidebimus, quocunque titulo in futurum tam circa quam ultra fluvium, qui *Odera* dicitur, cum Civitatibus, ac Castris eis adjacentibus, ac aliis *Sagano*, videlicet *Vreniflat*, *Sprotaw*, *Granumberg*, *Krozzien*, *Nuemburg*, *Wartenberg*, *Malnitz*, *Pusa*, *Pobursberg*, *Czalchouw*, *Swicowin*, *Lubnaw*, *Brutnicz*, *Bentchicz*, *Kopanicz*, *Standendorff*, *Netka*, *Babinmolt*, *Premund*, *Prschbrow*, *Trebechow*, cum cæteris fortalitis & munitionibus nostris, omnibus appendiis, Dominis, *Osgridis*, *Villis*, *Alodis*, feudis, feudalibus, Nobilibus & plebeis, Juribus, redditibus, proventibus & utilitatibus earundem quocunque vocetur nomine, vel in quibuscunque consistant, nostro, hæredum & successorum nostrorum *Silesie*, & *Glogovie*, Ducum ac *Dominorum Saganensis* nomine in Regis ipsius manibus sponte & liberè resignantes ab eo in feudum recepimus perpetuum,

fidelio.

factoque sibi per nos fidelitatis debita homagio præstito corporali nihilominus Juramento, ipsi Regi, hæredibus & successoribus suis prædictis tanquam veris Dominis nostris, velut Princeps & Vassallus eorum, Regnique Bohemæ antedicti parere deinceps promissimus & intendere in eisdem & contra quemlibet Principem & hominem ipsos pro viribus fideliter adjuvare. Reservata nobis ædificandi ac restaurandi munitiones novas in terris nostris & bonis præmissis & destruendi veteres ubicunque, & quocunque nobis videbitur pro nostro terrarum prædictarum, & hominum nostrorum comodo expedire, libera facultate volentes & firmiter ita tuentes, ut si forte nos hæredes aut successores nostri sublati de medio fuerimus, hæredibus legitimis & præcipue masculis non relicti, extunc bona nostra, *Terra, Civitates & Oppida*, cum omnibus pertinentiis suis, ut prædicatur, ad fratres nostros *Principes Illustræ Dominum Conradum videlicet Ducem Silesie & Glogovie, Dominum Olivensem, Dominum Joannem Ducem Silesie & Glogovie, ac Dominum Synkove, hæredesque masculinos duntaxat* si quos reliquerint, ad Regnum Bohemæ prædictum liberè & hereditariè debeat pertinere, hoc tamen adiciendum duximus nominatim, quòd si nos ipsi hæredes vel successores nostri præfati, cum *Clericis, Civibus, Rusticis & Judæis* nostris, aliquid eaus quæstionis vel iudicii instauraverimus, de his & hujusmodi, Rex hæredes & successores sui prædicti, nobis, hæredibus vel successoribus nostris superfluitibus intrinicare se non debeant quovis modo: Si verò Nobiles vel fideles terrarum nostrarum supra scriptarum, debitam per nos, hæredes & successores nostros de suis quæstionibus, aut causis nobis motis de quibus juxta Literarum Regalium datarum nobis continentiam secundum fideliem nostrorum sententiam, & disamen subire tenemur & facere iudicium, assequi non possint iustitiam, Regem hæredes & successores suos prædictos adire poterunt, liberè querelas ipsorum proponere & defendere. Nosque hæredes & successores nostri prædicti citati ibidem coram Rege videlicet, hæredibus & successoribus suis, Bohemæ Regibus, ubicunque *Boemie* fuerint aut *Polonie*, cum altero verò Principe per eos ad hæc iudicium deputatos, sibi tenebimur in terra *Wratislaviensi* duntaxat, iudicio facere & subire de nobis, hæredibus vel successoribus nostris conquirentibus quibuslibet iustitiæ complementum, illud insuper specificè decrevimus exprimendum: Quod si fortasse, nos, hæredes & successores nostros gravatos inopia, debitis aut aliâ causâ rationabili aliquâ, territorii & Domini aliquid quantum de nostris vendere aut obligare contingit, munitionem, Principi nobis æquali, aut etiam territorium nostrum habentem seu Dominium alteri ipsi *Regno Bohemæ* competendi munitionem eandem sive Dominium habeat & territorium, sive non, vendendam & obligandam ipsis, *Regi, hæredibus & successoribus* suis exhibere præ cæteris debeamus, qui se ipsam emere vel in pignore recipere voluerit, Princeps ipse munitionem prædictam, territorium videlicet habentem emens, aut pignore tenens, in feudum ipsam recipere tenebitur, ac eisdem ipsisque tanquam suis veris Dominis parere, servire, intendere de eadem. Alter verò non Princeps emens vel pignore tenens munitionem nostram, ut prædicatur, territorium aut Dominium non habentem, & nobis hæredibus & successoribus nostris eam in feudum suscipere tenebitur hoc adjecto: quòd *Rex, hæredes aut successores sui* antedicti munitiones supradictas pro summa eadem, in qua obligata fuerint vel venditæ, redimere valeant, quomodo velint. Illud etiam nollemus præterire, quòd si Rex, hæredes vel successores sui prædicti, nos hæredes vel successores nostros pro præstando ipsis per nos adiutorio ad partes extra Bohemiam & Poloniam evocaverint alienas, convenientiam nobis debitam, ne servitibus nimis & importabilibus prægrevemur, teneatur facere. In quorum omnium testimonium præsentem fieri iussimus Literas sigilli nostri robore communicas. Datum & Actum *Wratislavia* feriâ tertîâ post Dominicam Misericord. Anno Domini ejusdem M. CCCXXIX.

CLXXIII.

10. Mai. *Littere CONRADI Silesie & Glogovie Ducis, Quibus se suæque bonæ omnia in perpetuum JOANNI Bohemæ & Polonie Regi subijcit. Datum Wratislavia 1329. 6. Idus Maji.* [LUNIG, Teutisches Reichs Archiv. Part. Spec. Continuât. I. Fortsetzung I. Abtatz III. p. 285.]

NOverint universi, tam præsentem quam posteri notitiam præsentium ac copiam habuerit. Quod quia nos *Conradus Dei gratia Dux Silesie & Glogovie, ac Dominus in Oliva*, ob specialis Amoris Affectum, quem erga magnifici Principis, *Dominum Joannem Bohemæ & Polonie Regis ac Cameræ Lucemburgensis Domini nostri charissimæ*, gerimus Celsitudinem, habito nobiscum, amicis quoque ac fidelibus nostris consilio diligenti, ac deliberatione matura, accedentibus etiam favore & consensu eorumdem expressis, ad subscriptum, bonum in hoc nostrorum principaliter consequendum, ac *fidelium, Terrarum, Civitatum, honorum & bonorum nostrorum omnium infra scriptorum commodum*, ita tunc in antea pacificum pendentes, *Principes & Vassallus suus hæredum successorum suorum Bohemæ Regum, ac ipsius Regni Bohemæ* in perpetuum fieri & fore decrevimus, omnia & singula bona nostra sub eisdem libertatibus & iuribus, quibus prædecessoribus nostris, ad nos pervenisse noscuntur, omnes terras nostras, quas ad præsens possidemus, vel possidebimus, quocunque titulo in futurum tam circa quam ultra fluvium, qui *Odera* dicitur, cum *Civitatibus Wartenberg, Myllez, Trebnitz, Trachenberg, Walow, Lubetz, Winczra, Herrensade*, cum omnibus suis appendiciis, *Dominis, Oppidis, Villis, Allodiis, feudis, feudaliis, Nobilibus & plebeis* &c. ut in superioribus Principum Silesie Litteris.

In quorum omnium testimonium præsentem Literas fieri & sigilli nostri munimine iussimus communiri. Datum & Actum *Wratislavia* Anno Domini M. CCC. XXIX. sexto Idus Maii.

CLXXIV.

Hommage prêt par EDOUARD III. Roi d'Angleterre à PHILIPPE VI. Roi de France, pour le Duché de Guyenne, & la Pairie de France. Fait à Amiens, le 6. Juin. 1329. [RYMER, Fœdera, Conventions, &c. Tom. IV. pag. 389. d'où l'on a tiré cette Pièce. G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici, pag. 132.]

Au nom de Dieu, Amen.

SACHENT tous, par la teneur de ce public Instrument, que, préens nous Notaires & Tabellions publics, & les Temoins cy dessous nommés, vint en la présence de Tres Haut, Tres Excellent Prince, nostre Tres Cher Sire, *Philippe*, par la grace de Dieu, Roy de France, & comparut, en sa Personne, Haut & Noble Prince, *Monseigneur Edouard*, Roy d'Angleterre (& avec lui, Reverend Pere, l'Evesque de Lincoln, & grande foison de ses autres Gens & Conseillers) pour faire son Hommage, de la Duché de Guyenne, & de la Pairie de France, au dit Roy de France.

Et lors, Noble Homme, *Monseigneur Mille de Noyers*, qui estoit de costé le dit Roy de France, dit, de par le Roy de France, au dit Roy d'Angleterre en cette manière:

SIRE, le Roy ne vous entend point a recevoir ainsi, comme il a esté dit à veltre Conseil, des Choses qu'il tient, & doit tenir, en Gascogne, & en Agenois; les quelles tenoit, & devoit tenir, le Roy Charles, & de quoy le dit Roy Charles fit Protestation, qu'il ne vous entendoit à recevoir à son Hommage.

Et le dit Evesque de Lincoln dit, & Protesta pour le dit Roy d'Angleterre, que, pour chose, que le Roy d'Angleterre, ou autre pour luy, dit ou fust, il n'entendait à Renoucer à nul Droit qu'il eust, ou deust avoir, en la Duché de Guyenne, & es appartenances; & que aucuns Droits nouveaux y fussent, pour ce, acquis au dit Roy de France.

Et, ainsi Protesté, le dit Evesque bailla à Noble Homme, le Vicomte de Melun, Chambellan de France, un Cedula, sur le dit Hommage, dont la teneur est cy dessous écrite.

Et lors dit le dit Chambellan au Roy d'Angleterre ainsi, SIRE, vous devenez Homme du Roy de France, Mon Seigneur, de la Duché de Guyenne, & de ses appartenances, que vous reconnoîtrez à tenir de luy, comme Duc de Guyenne, & Pair de France, selon la forme des Paix, faîtes entre ses Devanciers, Rois de France, & les vestres, selon ce que vous, & vos Ancêtres, Rois d'Angleterre, & Ducs de Guyenne, avez faits par la mesme Duché à ses Devanciers, Rois de France;

Et

ANNO sedente, assistentibus sibi Consiliariis suis & Baronibus, reverendus Pater Dominus Petrus Bertrandi, divina providentia Eduensis Episcopus, locus est in publico coram Rege, factio pro themate suo, Genes. 18. *Ne iniqueris, Domine, si loquar.*

1329.

§. 6. Quod thema applicuit ad hoc, quod propter Regis magnificentiam, Consilii sui prudentiam, & loquentis insufficientiam (cum magnum negotium esset) loqui formidabat. Sed regia benignitate confusus, audaciam assumentem: & quia fuerat sibi à Dominis Prælati injunctum. Deinde fecit themā suum tale: Psalm. 89. *Domine, refugium factus es nobis.*

§. 7. Et perfectus est thema, Regis magnificentiam commendando: deinde vocationem suam ad Regnum Franciæ, quasi mirabilem declarando: tertio, quomodo debet esse pugil Ecclesiæ, ostendendo. Et ista probavit satis breviter per auctoritates & rationes multas. Postmodum respondit ad ea, quæ proposita fuerunt per dictum Dominum Petrum de Cugneris, in modum infra scriptum, ad informandam conscientiam Domini Regis, & ad præstandum consilium super prædictis dumtaxat, & non ad finem ordinandi iudicii, seu resolutionis faciendæ, per quam sententia, ordinatio, vel statutum, aut quivis alius processus sequi possent, vel jus aliud personæ cuiusvis acquiri. Tum multis retellit sexaginta sex argumenta Petri de Cugneris.

§. 8. Quibus rationibus sic factis per dictum Episcopum, fuit petitum ex persona Domini Regis, quod præfata responsiones, prout dictæ fuerant & propositæ, verbatenus in scriptis redigerentur & traderentur. Super quibus petitis, Prælati ad invicem diligenter habuerunt deliberationem: & tandem deliberaverunt inter se tradere, loco responsum prædictarum, Domino Regi cedulam infra scriptam in Gallico, licet sit in Latino translata, cuius tenor sequitur in hæc verba.

§. 9. Supplicat Regiæ Majestati Prælati præfentes (tamen fe aliquo iudicio minime submittendo) quod si ei placeat iura, libertates, privilegia canonica, consuetudines & statuta, quæ & quas Ecclesiæ Gallicane habent & habuerunt temporibus retroactis, eis defendere & servare, specialiter super cognitione actionum personalium, realium & mixtarum, nec non & introductionum, maxime inter Laicos. Item super cognitione contractuum interorum coram Iudice seculari. Item quod non impediantur super Inventariis faciendis de bonis defunctorum, quorum de jure vel consuetudine, vel compositione executores existunt. Item quod non impediantur super cognitione hypothecarum, quam habent de jure vel consuetudine. Item quod non impediantur super cognitione viduarum & pupillorum, & super bonis intestatorum, quantum ad eos pertinet de consuetudine vel de jure. Item quod non impediantur in quacunque parte Diocesis suæ quin possint habere suos Officiales, & suos Clericos capere, & ab ipsis Clericis nec non à Laicis emendas pecuniarias exigere debitas de consuetudine vel de jure. Item quod non impediantur super cognitione rerum futurarum à personis Ecclesiasticis. Item quod tam super captione, quam super cognitione Clericorum non conjugatorum & conjugatorum, eorum jura & consuetudines observentur & confirmantur eisdem: quia vobis manifestè ostenderunt, quod hæc debent fieri de jure divino & humano. Item significant Regiæ Majestati, quod super abusibus quos aliqui conquerentes imponunt Officialibus & gentibus suis, dicendo, quod ipsi abutantur, eis imponendo crimina, ut redimant, & emendas ac expensas ab innocentibus exigendo, proferendoque sententias excommunicationis, una sola citatione non peremptoria præcedente, ac super eo quod propositum fuerat contra ipsos Prælatos, quod ipsi conferebant tonsuras indignis; & dicti eorum Officiales imponunt malitiosè Laicis pro extorsione pecuniarum inde ab eis exigendarum, quod ipsi sunt circa fidem suspecti, quodque Clericos super malefeciis accusatos, & eis redditos per Iudicem secularem, dimittunt impunitos. Item quod labores & expensas multis irrationabiliter conferunt, prætextu participationum cum excommunicatis. Item quod Laicis malitiosè usuras imponunt, ut redimant se, & conjugatis tam viris, quam mulieribus quod adulteria commiserunt. Item super abusibus, quos faciunt Procuratores eorum, & super abusibus, quos Religiosi faciunt in multis Civitatibus. Item super iniquis & gravaminibus, quæ aliqui, ut dicitur, faciunt ratione privilegiorum eis indultorum. Item super eo, quod dicitur, quod litigantes in Curia Ecclesiastica contra officium, non reperiunt Advocatos: nec non super omnibus aliis, in quibus eorum Officiales inventiuntur negligentes, abusi fuisse vel convicti, tam in prædictis quam aliis, quæ si scirent, non permitterent

ANNO ullo modo ipsi, & sunt parati corrigere, & facere corrigi & emendari, & pro futuris temporibus, tam per Statuta Synodalia & Provincialia, quam per alia, quæ poterunt bona remedia salubriter providere. Super aliis verò articulis supplicant dicti Prælati, quatenus jura Ecclesiæ, five de jure, aut per privilegium, seu compositionem vel consuetudinem acquisita, placeat Domino Regi servare & defendere, ac etiam confirmare; ubi autem in dictis Capitulis essent aliqua contra jus, privilegium, consuetudinem vel compositionem, ipsi Prælati nollent ea aliquoties sustinere. Supplicant item Domino Regi, ut pro Dei honore, in statu, in quo sui boni prædecessores tenuerunt Ecclesiam, ipse eam teneat & defendat, nec ei faciat aliquam novitatem, & placeat ei proclamationes & inhibitiones factas (scilicet quod nullus Laicus trahat alium Laicum coram Iudice Ecclesiastico) revocare, quia hoc efficit omnia Ecclesiarum jura tollere. Et licet in aliquibus locis pro toleranda eorum malitia in talibus proclamationibus seu inhibitionibus verba quæ sequuntur apponant: videlicet quod Laicus non trahat alium Laicum coram Ecclesia super casibus pertinentibus ad Iudices seculares (hoc est propter jura Ecclesiæ usurpanda) quia multa pervenirent ad forum Laicorum, quæ nihilominus pertinent ad Ecclesiasticum, & jure & consuetudo tolleretur, per quæ in electione Laici est, quod possit alios Laicos in foro Ecclesiæ convenire. Item quia tales proclamationes seu inhibitiones factæ, licet etiam essent bene generales, dant occasionem omnimodo Jurisdictionem Ecclesiasticam perturbandi. Unde Reges Franciæ quondam semper prohibuerunt tales proclamationes seu inhibitiones fieri & factas penitus faciebant revocari, & ad nihilum reduci.

ANNO 1329.

§. 10. Post hæc die Veneris sequenti apud Vincennes venerunt Prælati coram Domino Rege ad audiendam rationem suam: ubi Dominus Petrus dictus de Cugneris proposuit pro Domino Rege sic dicendo: *Pax vobis, ego sum, vultis vivere:* & prosecutus est, qualiter Prælati non essent urbani, de aliquibus, quæ essent dicta, quia intentio Domini Regis erat servare jura Ecclesiæ & Prælatorum, quæ habebant tam de jure, quam de consuetudine bona & rationabili. Et interseruit inter primam conclusionem & ultimam, & probare voluit, quod causam civilem cognitio non poterat ad Ecclesiam pertinere: quia temporalia debent pertinere ad temporales, & spiritualia ad spirituales. Subjiciuntur ejus rationes.

§. 11. Quæ responsio audita cum non videretur sufficere Prælati: statim dictus Episcopus Eduensis respondit pro Prælati in modum qui insequitur. Primo commendans &c. Et infra: Quare conclusit dictus Episcopus, quod placeret Domino Regi, magis claram, & magis consolativam dare responsum Prælati: ne ab ipsis præfata recederent contritanti; & ne daretur Laicis materia, jura eorum & consuetudines Ecclesiæ impugnare; quia de ipsis Domini Regis bona conscientia nullatenus dubitarent. Et tunc fuit responsum ex parte Domini Regis, quod non erat intentionis suæ, consuetudines Ecclesiæ, de quibus sibi constaret, impugnare.

§. 12. Postmodum die Dominica sequenti, iterato venerunt Prælati ad Dominum Regem Vicenas, & proposuit Dominus Senonensis ultimam supplicationem factam per Prælatos, & ultimam responsum factam pro parte Domini Regis. Ad quod cum Dominus Bituricensis significasset Prælati, Dominum Regem dixisse, ut non timerent Prælati, quia nihil suo tempore perderent, & quod defenderet eos in suis jurebus & consuetudinibus: quia nolebat tempore suo exemplum dare aliis Ecclesiam impugnandi: quæ verba asseruit ibidem se dixisse: de his verbis idem Dominus Senonensis nomine Prælatorum regratiatus est Domino Regi. Secundo dixit idem Dominus Senonensis, quod quedam præconizationes factæ erant in præjudicium Jurisdictionis Ecclesiasticæ: quas supplicabant revocari. Tunc Dominus Rex respondit ore proprio, quod non erant factæ de suo mandato, nec aliquid sciebat, nec eas ratas habebat. Tertio dixit, quod de aliquibus abusibus, de quibus temporales erant conqueisti taliter ordinaverant Prælati, quod Dominus Rex & ceteri merito deberent contentari. Quarto supplicavit Regi, quod vellet eos consolari de benigna sua responsione clariori. Tunc respondit dictus Dominus Petrus pro Domino Rege, quod placebat Regi, si Prælati emendarent ea, quæ essent emendanda & corrigenda, expectare usque ad festum Nativitatis Domini proximum venturum: infra quem terminum nihil innovaret. Et si infra dictum terminum Prælati non emendassent emendanda, vel correctissent corrigenda, Dominus Rex appo-

neret

ANNO neret tale remedium, quod esset gratum Deo & populo. Et sic Prælati receperunt licentiam a Domino Rege & recedissent.

1329.

Huc referri videntur Capitula de Interpretationibus Clericorum adversus Domini Regis jurisdictionem.

Primum Capitulum est, quod Clerici trahunt causam feodorum in Curiam Christianitatis, propter hoc dicunt, quod fiducia vel juramentum sunt inter eos in quos causa vertitur. Et propter hanc occasionem perditur Domini iustitiam feodorum suorum. Responsio: In hoc concordati sunt Rex & Barones, quod bene volunt, quod ipsi cognoscant de feodo, & si convictus fuerit de perjurio vel de transgressionem fidei, iungant eis poenitentiam. Sed propter hoc non amittat Dominus feodi iustitiam fidei, nec propter hoc se capiant ad feodum. Præterea volunt Rex & Barones, quod vidua possit conqueri Regi vel Ecclesie, si voluerit de dotalitio suo, si non moveat de feodo: & si conquesta fuerit Ecclesie & ille à quo petit dotalitium dicat, quod respondebit coram Domino de quo feodum movet, Ecclesia potest ipsum cogere ad respondendum, & decidere causam inter eos de iure.

§. 2. Secundum Capitulum. Quando Clericus capitur pro aliquo forisfacto, unde aliquis debet vitam aut membrum perdere, & traditur Clerico ad degradandum, Clerici volunt illum degradatum omnino liberare. Ad quod responderetur, quod Clerici non debent eum degradatum reddere Curie. Sed non debent eum liberare, neque ponere in tali loco, ubi capi non possit, sed iustitiam possunt illum capere extra Ecclesiam vel cimiterium, & facere iustitiam de eo, nec inde possunt trahi in causam.

§. 3. Tertium Capitulum. De decimis ita statutum, quod decimæ redduntur, sicut hæcenus reddidit fuerunt, & sicut debent reddi.

§. 4. Quartum Capitulum est, quod nullus Burgensis vel Villanus potest filio suo Clerico medietatem terræ suæ, vel plusquam medietatem donare, si habuerit filium vel filios; & si dederit ei partem terræ citra medietatem, Clericus debet tale servitium & auxilium, quale terra debebat Dominis quibus debebatur, sic poterit tallari, si fuerit usurarius vel mercator; & post decessum suum terra rediit ad proximos parentes; & nullus Clericus potest emere terram, quin reddat Domino tale servitium, quale terra debet.

§. 5. Quintum Capitulum est, quod Episcopi vel Archiepiscopi non debent requirere à Burgensibus, vel ab aliis, quod nunquam præstaverint ad usum nec præstabant. Si Clericus deprehensus fuerit in raptu, traderetur Ecclesie ad degradandum, & post degradationem poterit eum capere Rex vel iustitarius extra Ecclesiam vel atrium, & facere iustitiam de eo, nec poterit inde causari.

§. 6. Si Clericus aliquem, qui non sit Clericus traxerit in causam super aliqua possessione, de qua nunquam fuit tenens, non debet eum trahere in Curiam Christianitatis, sed in Curia Domini, ad quem spectat iustitia, nisi ratione fundi terræ ad Christianitatem spectet iustitia.

§. 7. Item Clerici non debent excommunicare eos, qui vendunt bladā, vel alias merces diebus Dominicis, vel eos qui vendunt Iudeis, vel emunt ab illis, vel qui opera illorum faciunt; sed bene volunt, quod mittentes Iudeorum excommunicant.

§. 8. Item super eo quod quando aliquis de voluntate sua mittit se in carcerem Regis, vel alterius, ubi Rex vel alius habet capitale five vitam vel membrum perdere, ut redimatur: vel quando Rex vel aliquis capit aliquem pro redimendo, five vitam vel membrum perdere, & evadat de carcere, & fugiat ad Ecclesiam, & Ecclesia vult eum liberare, & auferre Domino redemptionem. Respondetur quod ex quo aliquis de voluntate sua mittit se in carcerem aliquius ut redimatur, vel quando aliquis capitur pro catallo five vitam & membrum perdere, Ecclesia non debet Domino auferre cattallum vel redemptionem suam, neque illum liberare, si fugerit ad Ecclesiam, sed potest custodiri extra Ecclesiam, & extra atrium, nec custodes possunt causari.

§. 9. Item Clerici non possunt de iure excommunicare aliquem propter forisfactum servientis sui, neque interdicare terram ejus, priusquam Dominus fuerit super hoc requisitus, vel Domini Bailivus, si Dominus fuerit suspensus.

§. 10. Item si aliquis scienter vel ignoranter foris-

fecerit Ecclesie, non debet excommunicari, vel ejus terra interdicti, donec super hoc fuerit requisitus, vel Bailivus ejus si Dominus fuerit extra patriam.

§. 11. Item quando aliquis citatur coram Ecclesiastico Judice, & Judices compellunt eum in prima citatione, jurabit quod stabit juri, quamvis de jure non defecerit, vel quamvis non sit excommunicatus. Respondetur quod hoc non debet fieri.

§. 12. Item super hoc, quod quando Clerici aliquem trahunt in causam de servitute, & ille dicit se esse servum alterius, volunt quod ille respondeat in Curia eorum, quamvis dicat se non esse servum eorum, & cogunt ipsum ad respondendum coram ipsis per excommunicationem, vel ipsos excommunicant, qui ipsum manent. Ad quod respondemus, quod ille debet respondere in Curia illius, cujus se esse servum profitetur.

CLXXVI.

Protestatio EDUARDI III. Regis Angliæ contra Citationem PHILIPPI Valefii Regis Franciæ, ad audiendam declarationem Homagii super Ambianis prestiti. Data die 5. Febr. 1330. [RIMER, Fœdera, Conventiones &c. Tom. IV. pag. 413.]

Universis Christi fidelibus, ad quorum notitiam presentes pervenerint, Edwardus &c. Salutem in Domino sempiternam.

Relatione quorundam intelligi datur Nobis quod Dominus P. Rex Franciæ Illustris, Verba, per que Homagium, occasione Ducatus nostri Aquitanie, sibi fecimus, declarare intendens, seu facere declarari, ad audiendum seu videndum hujusmodi Declarationem Nos mandavit vocari, seu moneri, licet verbis, factis claris & apertis, quibus Progenitores nostri, Reges Angliæ, & Duces Aquitanie, hujusmodi Homagium præstare consueverant & debebant, dictum Homagium eidem Domino Regi fecerimus loco & tempore opportunis.

Nè igitur nobis præjudicium in hac parte aliquatiter generetur, ad allegandum, ducendum, & proponendum, coram quibuscumque, quibus videbitur expedire, quascumque Exculationes, seu Defensiones, nostras, contra hujusmodi Mandatum, Vocationem, seu Monitionem, (si quod, vel quæ sint) vim, formam, & effectum eorumdem, quicquid rationabiliter contra ea, vel eorum aliquid proponi poterit, dici, vel etiam allegari:

Ac ad declinandum, & recusandum, Jurisdictionem & Cognitionem quorumcumque Judicum, Cognitorum, seu Auditorum, non competentium, in hac parte proponenda, dicenda, & alleganda coram eo, vel eis, coram quibus faciendum fuerit, si opus fuerit, probandum, necnon ad provocandum & appellandum, Provocationem & Appellationum Causas prosequendum, ac quodlibet genus liciti Sacramenti in Animam nostram præstandum, omniaque & singula faciendum & expediendum, quæ in præmissis, & circa ea, eis necessaria visa fuerint, vel etiam oportuna.

Dilectos & Fideles nostros, A. Wygorniensem, & W. Norwyccensem, Episcopos, Henricum Comitem Lancastrie, Conanguineum nostrum carissimum, Wilhelmum de Ros Dominum de Hamelak, Magistrum Johannem Walewaym Canonicum Herefordiæ, & Magistrum Johannem de Shordich Juris Civilis Professorem, omnes, quinque, quatuor, & tres eorum (quorum alter prædictorum Episcoporum, vel præfatus Comes sit unus) Procuratores, negotiorum Gestores, Attornatos, & Nuncios nostros speciales, deputatos & constitutos per præsentem:

Adimittentes eis & eorum cuilibet quancumque Protestationem, Jurisdictionem, seu Cognitionem cujusque Judicis, Cognitoris, vel Auditoris, prorogandi tacite vel expresse, pro quibus & eorum quolibet, rem ratam haberi & iudicatum solvi in præmissis, sub Ypotheca rerum nostrarum, omnibus, quorum interest, promittimus & exponimus Cautiones.

In ejus testimonium præsentibus Sigillum nostrum duximus apponendum.

Dat. apud Eltham quinto die Februarii.

ANNO
1330.

CLXXVII.

9. Mars.

Traité de Paix entre PHILIPPES de Valois Roi de France, & EDOUARD Roi d'Angleterre, avec la formule de l'Hommage qu'EDOUARD devoit rendre à PHILIPPES pour le Duché de Guyenne, à Paris le 9. Mars 1330. [Pièce, tirée du LV. Volume des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin, reliez en rouge.]

A Tous ceux qui ces Letres voïront ou orront. Nous Pierre Evesque d'Orléans; André par la grace de Dieu Evesque d'Arras; Jean par celle même grace élu de Tournai; Pierre par la souffrance de Dieu humble Abbé de Cluny; Guilliam de Sainte More Chancelier; Guy Baudet, & Raymond Sacquet, Clercs; Mlle Seigneur de Noyers, Guilliam Flotte Seigneur de Revel, & Pierre Cugnieres Seigneur, Tractours & Procureurs effectuellement établis de par nostre Seigneur le Roi de France, Traicté & accord qui s'ensuit;

Et nous Adam par la souffrance de Dieu Evesque de Winchester, William par cette même souffrance Evesque de Norwilk, William Comte de Hantian, Henry de Percy, Huile de Andelay, & Jean de Sordich, Messages & Procureurs du Roy d'Angleterre Duc de Guyenne nostre trescher & redouté Seigneur, envoyez de par li a nostre Seigneur le Roy de France dessusdict, pour faire Traicté, accord amiable sur les choses cy dessous escriptes, Salut en nostre Seigneur.

Savoir faisons que nous Conseillers, Tractours, & Procureurs dessus nommez, de par nostre Seigneur le Roy de France dessusdict pour li, & en son nom d'une part; & nous Messages & Procureurs de nostre trescher Seigneur le Roy d'Angleterre & Duc, pour li en son nom d'autre part, ayans a ce plain poir & mandement especial desdits Rois nos Seigneurs par leur Lettres ouvertes scellées de leur grand Sceaux, desquelles la tenué est cy dessous escripte desirants que par la grace & l'ostroye de nostre Seigneur le Roy des Roys bon accord & bonne paix par Traicté amiable puisse estre a toujours entre lesdits Rois Nos Seigneurs, parquoy leur Seigneurie & fonsmis puissent demeurer en paix & tranquillité dessous eux & leur bon gouvernement, avoies traicté & accordé sur les choses qui sont dessous escriptes en la maniere qui s'ensuit.

Et premierement supplioient au Roy de France nostre Seigneur les Messages & Procureurs du Roy d'Angleterre, Duc de Guyenne, au nom dudit Roy Duc & pour luy qu'il luy plaist l'appeller le ban de vingt & une personnes qui furent jadis bannis du Royaume de France, par un accord fait entre Princes de bonne memoire, Monsieur Charles Roy de France & de Navarre, & le Roy d'Angleterre Duc de Guyenne qui ores est, lequel rappel l'edit Roy Charles promit a faire par les Lettres, ouvertes qui sont en la garde de l'Archevesque de Tholose, quand nostre Saint Pere le Pape, & l'edit Roy d'Angleterre & Madame sa Mere, ou deux de eux l'en prieront, & disoient l'edit Messages que l'edit Roy d'Angleterre & Madame sa Mere en avoient prié l'edit Roy Charles quand il vivoit, & apres son deces de le Roy de France qui ores est.

Sur ce est li ainsy accordé que le Roy de France nostre Seigneur donra plain rappel desdits bannis selon la forme desdites Lettres, & gardera la teneur d'icelles, & que jaoit que les Messages & Procureurs dudit Roy & Duc ne monstrent les Lettres originales, faisant mention dudit rappel. Car elles sont par devers l'edit Archevesque, tote voye le Roy de France nostre Seigneur ad la copie par devers li, & de grace li adouilnera roy a ladite copie, & gardera la teneur d'icelle.

La seconde Requête estoit que comme autrefois ayt esté accordé entre les gens desdits Rois ayans poir sur ce, c'est affavoir P. Archevesque adonc de Sens, Jean Evesque de Bauvais, Jean Esleu adonc d'Avrenches, & nous Andry adonc Esleu d'Arras, P. Abbé de Cluny, Guilliam de Sainte Maure Chancelier, Mlle Seigneur de Noyers, & Martin des Effards, Conseillers du Roy de France pour luy & en son nom d'une part. Et nous Adam par la souffrance de Dieu Evesque de Winchester, William par celle même souffrance Evesque de Norwilk, William Comte de Hantian, Henry de Percy, Huile de Andelay, & Jean de Sordich, Messages & Procureurs du Roy d'Angleterre & Duc de Guyenne, pour li, & en son nom d'autre part, par certaine forme contenué audit accord, que

les bannis du Royaume de France ne fussent recepez ne retenus en la Duché de Guyenne, & certains Commissaires du Roy de France nostre Seigneur eussent fait commendement, Requetes & inhibitions audit Roy & Duc en la personne de son Seneschal en la Duché de Guyenne, & audit Seneschal pour leur Roy & Duc, que eux ne receptassent, ne restituassent lesdits onze bannis du Royaume de France, sur peine de perdre le fief que ledit Roy & Duc tenoit & tient dudit Roi de France & sur cela même panis, lors eussent demandé & requis contre la fourme dudit accord, si comme les gens dudit Roy & Duc disoient, qu'ils rendissent as gens dudit Roy de France certains bannis, lesquels l'on disoit estre en leur pouvoir; laquelle chose les gens du Roy & Duc ne cognoissent mie, supplient lesdits Messages que ce qui est fait & attenté contre ledit accord soit mis en estat deu, & que li adjournements qui en sont faits en Parlement soient oïez, les gens du Roy de France nostre Seigneur difans & propolans au contraire que bien & dueument avoient procédez les Commissaires, & rien n'avoient fait contre ledit accord, & que les adjournements estoient faits sur ce a bonne cause, pour ce que ledit Roy & Duc, son Seneschal ne Sergeant n'avoient pas bien gardé ledit accord quant assés bannis, si comme ils disoient. Sur ce est ainsy accordé amiablement, pour bien de paix & d'accord, que ledit Roy & Duc, les Successeurs & Ducs de Guyenne garderont, & feront garder de fait & effectivement ledit accord fait sur les bannis selon la forme d'iceli, ou il est ainsy contenu.

Accordé est que ceux qui sont ja bannis, ou seront pour trespas ou mesfaits a venir par la Cour du Roi de France, ou par son Parlement, ou par les Seneschaux, ou autres Officiaux dudit Roy, en cas que eux eussent bannir aucuns de leurs Seigneuries ou autres pour trespas ou mesfaits faits en leurs juridictions, des ores ne soient recepez ne retenus en la Duché, mais n'ait mie l'intention des Messagers li Roy d'Angleterre & Duc pour nulle desobeissance, que pour cet accord lesdits Seneschaux ayent poir de bannir les Seneschaux, ne autres Officiers & Ministres ledit Roy d'Angleterre & Duc, pour nulle desobeissance, mesfait, ou trespas faits par eux en leur Office, ne nul autre des Seigneurs dudit Roy d'Angleterre & Duc pour mesfait ou trespas fait en la Duché, combien que le Roi ou sa Cour le puissent faire en cas de Souveraineté, & n'est pas aussy l'intention des tractours de par le Roy de France que par cet accord prejudice soit fait au Roy d'Angleterre ou ses Officiaux sur ces choses ou autres droicts, si aucuns li apartenoient tant de droit, comme de coustume avant le tuns de cet s'ient accord, & parmy cet accord le Roy de France de sa grace olera ladite peine, ledit adjournement, & ce qui s'en est ensuiy. Et est accordé que sans prejudice de l'une Partie ne de l'autre, il soit enli, quant asdits commandements, requetes, inhibitions, impositions de peines & adjournemens, & ce qui s'en est ensuiy, comme si onques n'eussent esté faits.

La tierce Requête estoit tiele, que comme le Roy nostre Seigneur eust fait adjourner ledit Roy & Duc sur ce qu'il li demande soixante mil livres Paris d'une part & cinquante mil marcs d'Esters d'autre, pour certaines causes contenues en Lettres sur ce scrites, & en l'accord dessusdict, fait entre les gens desdits Rois, soit accordé qu'en cas que l'on trouveroit par anciennes paix, ou autres obligations que li Roy de France soit tenu au Roy d'Angleterre en aucunes sommes de deniers, celle somme seroit rabatué par voye de compensation de deniers devantdits par ledit Roy de France audit Roy & Duc, & de ce qui demoreroit d'une part ou d'autre, seroit fait grée en deux manieres; & s'ils ayent, si comme ilz disent, Lettres & autres monuments convenables, par lesquels ils veulent monstrier les debres, par lesquelles ladite compensation doit estre faite, desdits deniers, requeroient que bon compte soit entre les gens desdits Rois, & de ce qui demora, soit fait grée d'une part & d'autre selon la fourme dudit accord.

Sur cette Requête est ainsy accordé que les gens dudit Roy & Duc monstrent toutes les Lettres & monuments par lesquels volent faire ladite compensation, & que d'autre part monstrent tantot les gens du Roi de France, payemens, quitances, & satisfactions, s'ils les ont, & fera fait bon compte de part & d'autre, & de ce qui demorera soit fait grée selon les accords, & parmy cet accord olera le Roy de France de sa grace l'adjournement qui estoit fait sur ce, & tuit ce qui s'en est ensuiy.

La quatrieme Requête estoit tiele que comme le Roy

ANNO
1330.

ANNO 1330. Roy de France eust fait adjourner par devant li ledit Roy & Duc sur aucunes declarations touchant la maniere & fourme par lesquelles li homage que li Roy d'Angleterre fait & doit faire au Roy de France doit estre fait, requeroient que ledit Roy de France doüst ceïsser de cet adjournement & offer le défaut, si point en y avoit, & tut c'en que dudit adjournement estoit enluy, disant que ledit Roy & Duc estoit appareillé tant à iure ladicte declaration hors de jugement, qu'il devoit suffire au Roy de France. Les gens du Roy de France proposoient que ledit adjournement estoit fait par bonne cause & juste. Car quand ledit Roy & Duc entra en l'homage du Roy de France à Amiens, il ne voulut mie declarer, ne recognoître expressement que l'homage qu'il faisoit au Roy de France fust lige, ne qu'il tint les terres qu'il tenoit de luy en homage lige, & ne le voit lors promettre foy & loiauté porter, mais rouveroye il entra en l'homage du Roy de France, en disant qu'il y entroït par ainsi comme & ses predecesseurs Ducs de Guyenne estoient entrez en l'homage des Roys de France qui avoient esté par le temps, & lors fut dict au Roy & Duc que li Roy de France le poursuivoit par voye de raison afin qu'il fust déclaré & connu ledit homage estre & devoit estre lige & qu'il devoit promettre porter foy & loiauté au Roy de France, & que ainsi le devoient cognoître & declarer le Roy d'Angleterre & Duc de Guyenne, toutesfoïls qu'ils faisoient homage au Roy de France.

Sur cette Requeste est ainsi accordé. Il plaist au Roy d'Angleterre & Duc qu'il recognoisse par ses Lettres que l'homage qu'il fit à Amiens au Roy de France, combien que il le fit par paroles generales, fut, est, & doit estre entendu lige, & qu'il ly doit foy & loiauté porter comme Duc d'Aquitaine, & Pair de France, & li promettra esdictes Lettres des lors en avant foy & loiauté porter. Et pour ce qu'en temps à venir de ce ne soit jamais contents ne discord à faire lesdicts hommages, il promettra esdictes Lettres en bonne foy pour li & ses successeurs, Ducs de Guyenne qui seront pour le temps, que toutesfoïls que ledit Roy & Duc, & ses successeurs Ducs de Guyenne entreront en l'homage le Roy de France, ou ses successeurs qui seront pour le temps, l'homage se fera en cette maniere:

Li Rois d'Angleterre & Ducs de Guyenne tendra ses mains entre les mains du Roy de France, & cil qui parlera pour le Roy de France, adressera ses paroles au Roy d'Angleterre & Duc de Guyenne, & dira ainsi:

Vous devenez homme lige du Roy, Monsieur, qui y est comme Duc de Guyenne & Pair de France, & li promettez foy & homage porter, dites voire.

Et li dis Rois & Duc, & ses successeurs Ducs de Guyenne diront, voire.

Et lors li Roy de France recevra ledit Roy d'Angleterre & Duc audit homage lige à la foy & à la bouche, sauf son droict, & l'autrui.

Derechief quand ledit Roy & Duc entrera en l'homage pour la Comté de Pontif & de Monstroille, il mettra les mains entre les mains du Roy de France, & cil qui parlera pour le Roy de France adressera ses paroles audit Roy & Duc, & dira ainsi:

Vous devenez homme lige du Roy de France, Monsieur, qui y est, comme Comte de Pontif & de Monstroille, & li promettez foy & loiauté porter, dites voire.

Et ledit Roy & Duc Comte de Pontif & de Monstroille dira voire. Et lors le Roy de France recevra ledit Roy & Comte audit homage lige, à la foy & à la bouche, sauf son droict & l'autrui.

Et ainsi sera fait & renouvelé toutes les fois que l'homage se fera, & de ce bailleront li Roy d'Angleterre Duc de Guyenne, & ses successeurs Ducs de Guyenne fur ledit homage Lettres patentes scellées de leur grand sceau se le Roy de France le requiert. Et avec ce promettra ledit Roy & Duc esdictes Lettres en bonne foy tenir & garder effectivement les Paix & accords faits entre les Rois de France, & les Rois d'Angleterre Ducs de Guyenne, & leurs predecesseurs Rois d'Angleterre Ducs de Guyenne, & ainsi li Roy de France qui ores est, tantost qu'il aura lesdictes Lettres ouvertes scellées de son grand sceau audit Duc & Roy, esquelles sera contenu ce que les, recognoissances & declarations dessusdites, li Roy d'Angleterre Duc de Guyenne & sui successeurs Duc de Guyenne, sui Sugez, ne leurs terres ne soient plus obligées ne chargées envers le Roy de France, ses hoirs & ses successeurs Rois de France, qu'il & ses predecesseurs Ducs de Guyenne qui avoient fait homage au Roy de France, leurs Sugez & leurs terres estoient, & devoient estre par raison obligez & chargez devant lesdictes recognois-

sances & declarations. Et avec ce promettra ledit Roy de France esdictes Lettres tenir & garder effectivement les Paix & accords faits entre les Rois de France, & les Rois d'Angleterre, & Ducs de Guyenne, & leurs predecesseurs Rois de France & d'Angleterre & Ducs de Guyenne. Et en cette mesme maniere sera fait, & seront renouvelées lesdictes Lettres d'une partie & d'autre, toutes les fois que les Rois d'Angleterre Ducs de Guyenne & leurs Successeurs & Ducs de Guyenne entreront en l'homage du Roy de France qui sera pour le temps.

Et parmy cet accord l'adjournement fait fut l'esclaircissement dudit homage, & de faute, si point en y a & tut ce que s'en est enluy, seroit du tut otez, auxy comme si oncques n'eussent esté faites.

Item sur les terres & biens immeubles surpris par le Roy d'Angleterre Duc de Guyenne, ses gens, ses Sugez & obeïssans depuis qu'ils seront obeïssance au Roy de France, & a Monsieur Charles Comte de Vallois, que Dieu absolve, ou aux autres en nom du Roy de France; & ausy les terres & biens immeubles, surpris par le Roy de France, ses gens, ses Sugez & obeïssans sur le Roy d'Angleterre Duc de Guyenne, ses gens, ses Sugez, & obeïssans, depuis & contre les Treves & souffrances prises jadis devant la Reolle entre ledit Mr. de Vallois, & Mr. Emont Comte de... jusque au temps que la Paix ensuy entre le Roy Charles & le Roy d'Angleterre & Duc de Guyenne Pere de cely qui ores est; & ainsi accordé que quatre personnes seront prises & esleues deux d'une partie & deux de l'autre liquieux quatre ou deux d'eux, un d'une partie & un de l'autre, s'informeront sommairement & de plain par toutes les voyes qu'ils pourront, appelez les Procureurs desdicts Rois, & ceux qui lesdictes prises, occupations, & detentions touchent, eux presens & y voient venir, desdictes terres, prises, occupées & detenues d'une partie & d'autre, si comme dict est, & qui les possedoit & detenoit au temps de ladicte obeïssance, & au temps de ladicte treve ou souffrance, & quand elles furent prises, occupées, detenues, & par qui, & des circonstances du fait, & de tout ce qu'ils trouveront qui sera occupé par le Roy de France, ses hommes, Sugez, & obeïssans, nobles & autres apres ladicte obeïssance, soit devant ladicte Treve, ou souffrance, ou apres, jusques au temps que la Paix fut apres faite, entre le Roy Charles, & le Roy d'Angleterre Duc de Guyenne, Pere de cely qui ores est, lesdicts quatre, ou deux mettront les fruits & les issues en lors noms pour l'une partie, & por l'autre, & les tendront en leur main commune, ou ils les bailleront as certaines personnes a tenir pour lesdictes parties, & auxy de ce qu'ils trouveront qui sera occupé sera ledit Roy Duc ses hommes, Sugez & obeïssans, nobles & autres apres ladicte Treve ou souffrance encontre icelle jusques au temps que la Paix fut apres faite entre le Roy Charles & le Roy & Duc Pere de cely qui ores est, lesdicts quatre ou l'un dict mettront les fruits & les issues en leur main pour l'une partie, ou pour l'autre, & les tiendront en leur main commune, ou les bailleront a certaines personnes a tenir pour lesdictes parties. Et tout ce qu'ils trouveront qui sera a rendre ou a restituer audit Roy de France, ses hommes, Sugez & obeïssans, nobles ou autres, ou a remettre en leur estat qu'ils avoient au temps de ladicte obeïssance, ils leurs rendront & restitueront, & remettront en leur estat, si juste cause n'estoit proposée & monstrée a l'encontre; par lesquelles lesdictes choses ne leur devoient estre restituées, ne eux remis en leur estat, & tut ce qu'ils trouveront qui sera a rendre ou restituer audit Roy d'Angleterre & Duc, ses hommes, Sugez, & obeïssans, ou remettre en leur estat qu'ils avoient au temps de ladicte Treve ou souffrance des choses apres & contre icelle, ils les rendront & restitueront, & les mettront en leur estat, si juste cause n'estoit proposée & monstrée a l'encontre, par laquelle lesdictes choses ne leur doivent estre restituées, ne eux remis en leur estat, & si aucuns doute ou discord y avoient esdictes choses, ou aucunes d'icelles par quelque cause que ce fust, ou poest estre ils reporteront, ou réserveront, & enverront enclos sous leurs seals avec tout ce qui touchera la dicte doute ou discord au Roy de France nostre Seigneur as jours de la Duchée de Guyenne du prochain Parlement qui sera apres ladicte doute ou discord, & arriveront les parties sur ces dictes jours du Parlement toutes les fois que doutes & discords y seroient & neantmoins ils procederont & iront toujours avant, ou surplus sur ce qu'ils pourrout delivrer & proceder, si comme dict est, & le Roy de France fera droict sur lesdicts doutes & discords en son Parlement; la Coust garnie (a) du meins de six Piers

ANNO 1330.

(a) d'est-à-dire au moins de six Piers, & Pairs.

ANNO
1330.

& jureront lesdits quatre sur saintes Evangilles touchées qu'ils feront les choses dessusdites & chacune d'icelles bien & loyaument, sans fraude, & sans barat pour l'une partie, & pour l'autre, le plusloft qu'ils pourront. Et si aucuns desdits quatre mourroient, ou estoient autrement empeschez par juste cause devant la perfection de toute cette besongne, autre seroit mis & subrogé au lieu de celui ou de ceux qui seront trespassez ou empeschez par celi ou ceux qui les auront mis devant, & nientmoins l'ids qui demourront l'un d'une part, & l'autre de l'autre, iront tousjours avant en ce qui commencé aura esté, & sur toutes les autres choses touchantes ladite besongne.

Ereil aussi accordé que par cet accord nul préjudice ne soit fait audit Roy & Duc en droit de propriété & possession, & quelque autre droit que ce soit qu'il dict li avoir ez terres que li Roy de France tient en Agenois, en Gascongne & en la Duchée de Guyenne, & à icelles, & qu'il ne les puisse demander selon la Paix ou accord fait entre le Roy Charles, d'une part, & le Roy d'Angleterre Duc de Guyenne, Pere de celui qui ores est, d'autre, & que tout le droit qui li poert appartenir par cause de ladite Paix & dudit accord li demorent sauf, & aussi ne soit fait préjudice audit Roy & Duc ses gens & ses fongiez, qu'ils ne puissent conjointement & divinement demander si lor plaist les terres & biens que le Roy de France, ses gens, ses sujets ou obeissans a li emporteront par cet present accord, tant par les quatre que par les deux, ou par la Cour le Roy de France, garnie, si comme dict est, quand il lor plaist, & auxi ne fasse préjudice audit Roy & Duc en Droit de Possession de propriété, ou autre quel qu'il soit, qu'il dit li avoir as fiefz, homages & obeissances des Archevesques, Evesques, Prelats, Comtes, Barons, & autres nobles & non nobles de la Duchée de Guyenne, que li Rois de France tient en ladite Duchée, en Agenois, & en Gascongne.

Et aussi est accordé que nul préjudice soit fait par cet accord au Roy de France, ses sujets & obeissans quant audit accord fait entre le Roy Charles d'une part, & le Roy d'Angleterre Duc de Guyenne, pere de celui qui ores est, d'autre, & qu'ils ne puissent proposer toutes lors defenses & lor droit quel qu'il soit en cas dessusdict, & en chacun de eux en lieu & en temps.

Derechief est accordé que toutes les choses qui sont a parfaire d'une part & d'autre de ce qui fut accordé par les gens dessusdits Rois dessus nommez contenus audit accord soient accomplies, especialement, ce que dict est, estoit abattu la forme baillée du Mareschal Bertrand.

Item est accordé que en tut ce qui n'est pas dessus déterminé & déclaré, le droit de chacune partie demurera sauf.

Item requierent lesdits Messages pour ledit Roy & Duc, que le Roy de France nostre Seigneur fist lever & oster le siege & les gensdarmes qui sont devant le Chastel & Bourg de Xaintes, en disant & proposant plusieurs raisons par lesquelles ils attendoient que le Roy de France, le deust faire, les gens du Roy de France nostre Seigneur proposant plusieurs raisons au contraire.

Sur ce est ainsi accordé que ceux dudit Chastel & Bourg que les gens du Roy de France qui sont par de la diront en bonne foy, & en lor loiauté qu'ils croient estre coupables des exces & mesfaits qu'on dict estre commis par ceux dessusdits Bourg & Chastel en la terre du Roy de France, & contre ses gens & ses sujets, seront rendus as gens du Roy de France, c'est assavoir a ceux que le Roy de France deputera par ses Lettres, & il en fera sa volonté, & eux issint rendus les autres demoreront au Chastel & au Bourg pourront aller & venir, & demorer, & avoir leurs vivres au jour la journée paisiblement & sans peril, sans ce que les gens du Roy d'Angleterre puissent le Chastel & Bourg garnir autrement qu'il est a present, & a ce sera pourveu par le Seneschal en la maniere qu'il le faisoit devant le darrenier esmouvement.

Et quand les articles dessusdits, especialement l'article de l'homage, & les autres choses dessus accordées seront agréées, approuvées & confirmées par le Roy d'Angleterre & Duc, & de ce aura envoyés les Lettres sous son grand Seel au Roy de France vtes manieres de desaire, & forcer, seront ostées dudit Chastel & Bourg, & pourront les gens dudit Roy d'Angleterre, & Duc faire leur volonté franchement desdits Chastel & Bourg, si comme ils faisoient devant la descence du

dict Seneschal. Et quant a tutes les choses dessusdites ainsi traitées & accordées par nous Conseillers, Tractours, Messages & Procureurs de nos chers Seigneurs les Rois dessusdits, soient tenues, gardées & fermement accomplies, nous Conseillers & Tractours deputez de par nostre dit cher Seigneur le Roy de France sur les choses dessusdites procurerons en bonne foy que destors que les dessusdits Messagers Procureurs dudit Roy d'Angleterre & Duc rapporteront & renvoyeront cet present Traicté & accord ratifié, approuvé & confirmé de certaine science dudit Roy d'Angleterre & Duc par ses Lettres pendans scellées de son grand Seel, contenantes tute la teneur de cet accord, ledit nostre cher Seigneur le Roy de France les confirmera & ratifiera de certaine science par ses Lettres pendans scellées de son grand Seel, contenantes toute la teneur de cet accord. Et nous Messages & Procureurs de nostre cher Seigneur le Roy d'Angleterre & Duc ratifiera, approuvera & confirmera expresment de certaine science ce present Traicté & accord, & spécialement l'article faisant mention de l'homage en quel est réservé lor plaist par ses Lettres pendans scellées de son grand Seel, contenantes toute la teneur de cet accord, & que icelles Lettres il envoyra au dessusdict Roy de France a la feste de l'Ascension prochaine avenir. Les tenures des Procurations sont telles.

Philippus Dei Gratia Francorum Rex, universis presentes Litteras inspecturis, Salutem. Norum facimus quod nos de fidelitate probata & circumspectione provida dilectorum & fidelium, Petri Eduensis Episcopi, & Petri Abbatiss Cluniacensis, Consiliarium nostrorum plenam fiduciam reportantes, & cetera ut supra.

En tesmoin desquelles choses ainsi traitées & accordées, comme dessus est dict, nous Tractours a ce deputez dessus nommez avons mis nos sceaulx a ce present Traicté & accord.

Donné a Paris le 9. de ce mois de Mars l'an de grace Mil trois centz trente.

CLXXVIII.

Contrat de Mariage d'AYMON Comte de Savoie, & d'YOLANDE DE MONFERRAT. Fait le 1. Mai 1330. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoie. Preuves. pag. 177.]

IN nomine Domini Amen. Anno à Nativitate Domini m. ccc. xxx. Indictione xiii. die 1. mensis Maii, per hoc presens publicum Instrumentum, cunctis appareat evidenter: Quod Viris Illustrissimis, & Magnificis Domino AYMON Comite Sabaudie ex una parte, & Domino Theodoro Excellentissimi Imperatoris Graciarum Filio Porphyrogenito Marchione MONTISFERRATI ex alia, constitutis in presentia mei, & aliorum Notariorum, & testium infra scriptorum propter ea specialiter que sequuntur. Item Dominus Comes promittit dicto Domino Marchioni presentem, & recipiet per juramentum suum ad S. Dei Evangelia corporaliter prestitum, quod ipse ducet, & accipiet in Uxorem Dominam Violandam Filiam dicti Domini Marchionis, & eam in facie Ecclesie desponsabit, & viceversa dictus Dominus Marchio promittit dicto Domino Comiti presentem, & recipiet per juramentum suum ad Sancta Dei Evangelia corporaliter prestitum, se daturum in Uxorem dicto Domino Comiti dictam Dominam Violandam Filiam suam, & se facturum, & curaturum cum effectu quod dicta Filia sua in Virum accipiet dictum Dominum Comitem, & in ipsum consentiet tanquam in ejus Maritum per verba de presentibus: Cujus Matrimonii contemplatione predictus Dominus Marchio constituit in dotem dicto Domini Violandae dat, tendit, cedit, & concedit omnia jura sua, & rationes sibi competentes & competenti, competuras & competuras in Caltris, Villis Lancei, Cyriaci, & Castellum, & eorum mandamentis, & in terris, pratis, vineis, nemoribus, alpiis, aquarum decursibus, domibus, servitutibus sictis, & omnibus Minis ejuscumque metalli existant, talliis, homagiis, fidelitatribus, feudis, emphyteosis, laudibus, venditionibus, jurisdictione, meritis, & mixtis Imperiis, & rebus aliis universis cum eorum pertinentiis quaecumque sint, & quocumque nominis censentur, pacto, & conventionie expressim talibus apofitis, quod si dictus Dominus Comes (quod Deus avertat) pramoriatur dicta Domina Violanda superstitente, quod ipsa D. Violanda una cum dote sua, & dotalicio

ANNO
1330.

ANNO 1330. licio liberè redeat ad Dominum Marchionem, vel ejus hæredes juxta beneplacitum, & voluntatem dicti D. Marchionis, vel ejus hæredum seu successorum, & dictæ Domine Violandæ. Si vero dicta Domina Violanda premeriretur dicto D. Comite superflite sine Liberis, quòd dicta data in dotem abique dotalicio sine donatione propter nuptias dicti D. Comitis redeant liberè ad dictum Dominum Marchionem vel hæredes, & successores ipsius; salvis semper rationibus dotalibus Illustri Domina Margareta de Sabaudia dædum Marchionissæ Montisferrati, ceteri casus dotis restituendæ juri communi; ita tamen quod in prædictis omnibus casibus, seu in aliquo alio casu dotis restituendæ, non possit impediri restitutio dictæ dotis per aliqua jura acquisita per ipsum D. Comitem, vel ejus prædecessores, vel per dictam Dominam Margaretam ex alia causa quam ex ea dotis ipsius Domine Margarete: Et si contingeret dictam Dominam Violandam decedere superflitis ex ipsa Liberis masculis ex dicto D. Comite procreatis, quod jura quæ habet, vel haberet dictus D. Comes ultra dicta data in dotem per dictum D. Marchionem dictæ Domine Violandæ, sive dicto D. Comiti in castris prædictis perveniant ad dictos Liberos, si jus commune postulat, & requirit. Et versà vice prædictis D. Comes dat, cedit, & concedit atque constituit dictæ D. Violandæ seu dicto D. Marchioni Patri ipsius stipulanti, & recipienti nomine, & ad opus dictæ D. Violandæ Filie suæ in donationem propter nuptias seu dotalicium, videlicet triginta mille florenos auri, tali pacto, & conventionis appositis, quod si dicto D. Comite superflite dictam Dominam Violandam prædecedere contingeret, quod in ipso casu dicta donatio sit irrita, & omni virtute cassata, & è converso si superflite dicta Domina Violanda dictus D. Comes prædecederet, ipsa D. Violanda habeat, & percipiat vigore donationis prædictæ prædicta triginta mille florenos, hoc etiam pacto appposito, quòd si contingeret dictam Dominam Margaretam prædicta jura sua donare, vel relinquere dicto Domino Marchioni, vel dictæ Domine Violandæ vel aliis Filiis dicti Domini Marchionis, quod in hoc casu dicta donatio triginta mille florenorum rata, & firma permaneat, prout est superius declaratum: Si vero dicta Domina Margareta dicta jura sua transferret in prædictum Dominum Comitem, vel alias quascunque personas, vel personam, Collegium, vel Universitatem, Ecclesiasticas vel Seculares, quovis titulo, ratione vel causa, in eo casu idem Dominus Comes teneatur, & debeat dicta loca Lancei, Cyriaci, & Castellorum cum pertinentiis suis pro juribus dictæ Domine Margarete recuperare, & tradere dictæ Domine Violandæ pro dicto dotalicio, & loco dictæ donationis propter nuptias, & tunc dicta donatio, seu dotalicium triginta mille florenorum fit cassata, & irrita, & ad solutionem dictorum triginta mille florenorum dictus Dominus Comes, vel ejus hæredes ex tunc minime teneantur, & dicta Domina Violanda plenè habeat, & teneat dicta jura cum aliis rebus datis in dotem ut supra in casibus supradictis dotis restituendæ, & repetendæ, salvis semper juribus dictæ Domine Margarete in vita sua, si tamen dicta Domina Violanda prædecederet superflite dicto Domino Comite, ut supra etiam in eo casu dictus Dominus Comes recuperare debeat, & habeat dicta jura, dictæ Domine Margarete, & ad ipsum pertineant pleno jure: & pro prædictis omnibus, & singulis firmiter attendendis, & observandis per dictum Dominum Comitem dictæ Domine Violandæ, item Dominus Comes obligat, & hypothecat, atque assignat specialiter, & expressim dictæ Domine Violandæ, ministerio dicti Domini Marchionis totam terram suam, & Castellania Mauriannæ cum omnibus suis juribus, pertinentiis, mero, & mixto Imperio, & omnimoda jurisdictione, & eidem Domine Violandæ obligat omnia bona sua. Item convenit, & promittit dictus Dominus Marchio prædicto Domino Comiti, quod si contingeret dictum Dominum Marchionem, vel ejus liberos masculos ex legitimo matrimonio procreatos decedere quoquo tempore absque liberis masculis ex suis corporibus & legitimis matrimonialibus procreatis, quod in illo casu Marchiones Montisferrati cum ipsius honoribus, vassallis, jurisdictionibus, meritis, & mixtis Imperiis, & universaliter cum ipsius juribus sint, & esse debeant pleno jure dictæ Domine Violandæ, & successorum suorum in augmentum, & ex causa dotis dictæ Domine Violandæ, expressim hoc pacto appposito, quod si aliquæ Filie remanerent, & extarent ex dicto Domino Marchione, & Filiis suis legitimis, & legitimis matrimonialibus procreatis, quod eis provideatur secundum dignitatem Marchionatus per dictam Dominam Violandam, hæredes, & successores ejus de congrua, & sufficienti dote pro matrimonialibus copulan-

TOM. I. PART. II.

dis, vel per aliam viam castitatis, seu religionis, si ipsam magis eligerent. Item dictus Dominus Comes contemplatione dicti matrimonii quitat, cedit, & remittit, atque donat dicto Domino Marchioni prædicti, & recipienti omnia, & singula jura, obligationes, privilegia, seu investitura acquiras hinc retro Clavasio, Virolengio, Montebello, seu in aliqua alia parte Marchionatus Montisferrati per inclytæ recordationis Dominos Amedeum, & Edwardum Comites Sabaudie, vel per ipsum Dominum Aymonem nunc Comitem, vel per prædictam Dominam Margaretam, salvis & exceptis juribus acquisitis hætenus per dictos Dominos Comites, & dictam Dominam Margaretam, vel per alterum ipsorum in dictis castris Lancey, Cyriaci, & Castellorum; Quæ quidem omnia jura acquisita in dictis castris Lancei, Ciriaci, & Castellorum in prædicta renunciatione seu quitatione non intelligantur inclusa, salvo semper, & reservato Capitulo seu clausula quod, & quæ incipit: Ita tamen quod in prædictis omnibus casibus, seu in aliquo alio casu dotis restituendæ, &c. Quæ jura mortua dictæ Domine Violandæ relictis Filiis masculis ex ipso, & dicto Domino Comite perveniant in ipsos Filios tantum, & non in alios Filios alterius matrimonii dictæ Domine Violandæ; in aliis vero casibus dotis restituendæ jura acquisita per dictos Dominos Comites, & dictam Dominam Margaretam impedire non possunt restitutionem dictæ dotis, si casus contingeret dotis restituendæ, juribus dotis, & dotalicii dictæ Domine Margarete in eorum robore nihilominus duraturis: Constituens idem Dominus Marchio se tenere, possidere, & quasi, prædicta in dotem assignatam, & data vice, nomine, & ad opus dicti Domini Comitis presentis ibidem donec de ipsis, & singulis eorum corporalem possessionem, & quasi apprehenderit, quam apprehendi, & apprehensam tenendi per se vel per alium dat, & concedit idem Dominus Marchio dicto Domino Comiti prædicti, & recipienti auctoritatem, licentiam, & mandatum quod suæ fuerit voluntatis, nullius alterius personæ licentia requisita, ipsumque Dominum Comitem in prædictis rebus dotalibus Procuratorem, & Dominum constituit in rem suam, tam in rebus dotalibus ut supra: Mandans, & precipiens omnibus, & singulis Vassallis, & Subditis dictorum locorum Lancei, Cyriaci, & Castellorum presentibus, & futuris, ut de omnibus, & singulis juribus, feudis, fidelitatis, vassallatibus, & homagis fidei, servitibus, & aliis juribus, ut ulagis quibuscunque, costumis, & subjectione quacunque respondeant, parent, & obediant dicto Domino Comiti, & se subiciant sicut dicto Domino Marchioni, & suis prædecessoribus tenebantur. Promittentes etiam dicti DD. Comes, & Marchio sibi ad invicem; & michi, & aliis Notariis infra scriptis stipulantibus, & recipientibus nomine, & ad opus dictæ Domine Violandæ, & omnium quorum interest, vel poterit interesse bona fide, & per solemnes, & validas stipulationes, & per juramenta sua super sancta Evangelia corporaliter præstita, & sub hypothecis, & obligationibus omnium bonorum suorum presentium, & futurorum omnia, & singula supradicta rata, grata, & firma habere perpetuò, & tenere, & ea facere attendere, & inviolabiliter observare. Renunciantes etiam dicti Domini Comes, & Marchio ex certis eorum scientiis, & per juramenta eorum prædicta exceptioni prædictorum non ita actorum, vel minus legitime, vel sine causa vel ex injusta causa actorum, & exceptioni doli mali, metus, & in factum, & ne possint obijcere plus actum, & minus scriptum, vel è contra, & cuilibet exceptioni fraudis, deceptionis, & ininrentie seu inofficiosæ donationis, vel dotis, & omni juri Canonico, & Civili per quod possent contra prædicta facere, vel venire. Promittentes etiam, & jurantes ut supra, se nichil facere vel fecisse quominus omnia, & singula supra dicta plenum sortiantur effectum, Promittens etiam dictus Dominus Comes prædicto Domino Marchioni se facturum, & curaturum cum effectu quòd Vassalli dicti Domini Comitis in Castellania Mauriannæ quos nominaverit dictus Dominus Marchio, jurabunt, & promittent se servaturos obligationem factam de dicta terra, & Castellania Mauriannæ obligatis pro dotalicio dictæ Domine Violandæ, & fuit actum inter dictos duos Dominos Comitem, & Marchionem, quod de prædictis fiant unum, duo vel plura publica Instrumenta pro dictis Dominis Comite, & Marchione, & Domina Violanda, & omnibus quorum poterit interesse. Actum apud Castellam presentibus R. in Christo Patre Domino Rodolpho Abbate Sancti Michaelis de Clusa, Illustri Viro Domino Amedeo Comite Gebenn. Dominis Ebalo de Chalant, Petro Marefcalci, Guillermino, & Martino ex Comitibus Cocornati. Signè REYNAUDI, & de ROCHO BONO.

CLXXIX.

ANNO

1330.

CLXXIX.

8. Mai. *Traité, conclu entre les Commissaires du Roi de France PHILIPPE de Valois & ceux du Roi d'Angleterre EDOUARD III. pour ajuster leurs présentions mutuelles. Donné au Bois de Vincennes le 8. Mai 1330. [RYMER, Fœdera, Conventions, &c. Tom. IV. pag. 437. Cette Pièce se trouve aussi dans le LV. Vol. des MSS. de la Bibliothèque Royale de Berlin, reliez en rouge; mais elle y est datée de l'an 1331 & ne paroit pas à beaucoup près si exacte que la Copie de RYMER, que l'on suit ici.]*

A Tous ceux, qⁱ ces Lettres verront ou orront, nous,

Pierres, par la grace de Dieu, Archevesque de Senz, Jehan, par cele meisme Grace, Eveque de Beauvez, Jehan, par la Permission Divine, Esleu d'Aureches, Audi, par cele meisme Permission, Esleu Darraz, Pierres, par la grace de Dieu, humble Abbe de Clugny, Guillem de Saint Maure Chancelier, Mile Seigneur de Noiers, Et Martin de Essars,

Conseillers du Roi de France nostre Treschere & Tresredoubte Seigneur, Traiteours especialment establiez de par li sur le Traité qui ensuit,
Et Nous,

Adam, par la grace de Dieu, Eveque de Wircestre, William, par cele meisme grace, Eveque de Norwicz, Et Johan de Shordich,

Messages & Procurours du Roy d'Engleterre, Duc de Guyenne, nostre Treschere & Tresredoubte Seigneur, envoiez, de par li, a nostre Seigneur le Roy de France dessusdit, par faire Traité & Accord amiable sur les Articles, demandes, & requestes, ci desouz escriptz,

Salut en nostre Seigneur.
Savoir faisons que nous, Conseillers & Traiteours dessus nomez, Deputez de par nostre Seigneur le Roy de France dessus dit, pour li, & en son noun d'une part :

Et nous, Messages & Procurours de nostre dit chere Seigneur le Roy d'Engleterre, & Duc de Guyenne, par li, & en son noun, d'autre part,

Aianz a ce plein pooir & mandement especial des ditz Roys noz Seigneurs, par leur Lettres ouvertes, sceles de leurs Grantz Seauz, des queles la tenour est cy desouz escript,

Deffranz que (par la grace & otroi de NOSTRE SEIGNEUR LE ROI DES ROIS) bon Accord & bon Paiz, par Traité amiable, peussent estre, a touz jours, entre les ditz Roys noz Seigneurs, par quoi leur fougiez & souzmis pussent demourer en paiz & en tranquillite desouz eux, par leur bon Gouvernement,

Avons traité & accorde sur les Articles, Demandes, & Requestes, ci desouz escriptz, en la manere qⁱ ensuit :

Primerement, dient les Gentz le Roy de France que, par la daraine Pais, ou Accord, qⁱ fut fait ou temps du Roi d'Engleterre, qⁱ ores est, qⁱ fut dit & accorde que toutes les choses & Terres, surprises par une Commotion, qⁱ fut faite par les Gentz le Roi d'Engleterre, Pierre du Roi qⁱ ores est, seroient rendues au Roi, & remises a estat deu;

Et auxi, si les Gentz du Roi avoient pris sur les Gentz du Roi d'Engleterre, que tout ferroit rendu & mis a estat :

Ore dient, les Gentz le Roi d'Engleterre n'ount pas accompli la dite Restitution, ainz demourent aucunes Terres devers eux :

Si requerent les Gentz du Roi de France que de ce soit fait plein Restitution :

Et, si les Gentz du Roy d'Engleterre dient que de par les Gentz le Roy soit a faire aucune Restitution, il la ferroit faire duement, &, si mestier est, l'en declarira les choses par especial.

Item, dient les Gentz le Roi de France que, par la Traité de cele même Pais, ou Accord, le Roi d'Engleterre est tenuz, envers le Roi de France, en la som-

me de Cynquante Mills Mars d'Estérilins, pour certain ANNO
cause comprise en la fourme de la Paiz.

Item, par unes autres Lettres, pour cause de Transport, fait en li du Duchee de Guyenne, en la somme de Soixante mil Livres de Paris; des queles sommes les Termes des Paiemens sont ja passez en tout, ou en la plus grant partie; si requerent que Satisfaction due en soit faite au Roi.

Item, come les Gentz d'Agenais se doullent d'aucunes Nouvelletez, que leur sont faitz à Burdeaux & ailleurs, d'aucunes Impositions, faites en la Terre, que tient le Roi d'Engleterre en la Duchee de Guyenne, contre leur Cultumes, Libertees, & Franchises anciennes, en la forme de la Paiz, par la quele il doivent demourer en leur premier estat; requerent que les dites Nouvelletez soient ostez, & qⁱ soient tenuz & gardez en leur Libertees & Franchises, & selon la forme de la Paiz.

Item, dient les Gentz le Roi de France, que la Monnoie, le Roi, n'a mis son cours en la Terre, que le Roi d'Engleterre tient en la Duchee de Guyenne.

Item, que plusieurs, Baniz du Royaume de France, sont receuz en la dite Terre de la Duchee.

Item, les Gentz le Roi de France dient, que les Chateaus des douze Nobles, que furent Baniz par vertue du daraine Accord, n'ont pas este abatuz en la manere qⁱ fut accorde; si requerent qⁱ soient abatuz en la manere qⁱ fut accorde sans fraude: & que autres Forterrettes ne soient faites es ditz Chateaus; & celes qⁱ sont faites soient ostez.

Ce sont les Requestes faites par le Roi d'Engleterre & Duc de Guyenne.

Primement, au Roy de France supplie le Roy d'Engleterre & Duc de Guyenne, que l'en li rende les Liens de Sales avec les appartenances, que tient le Counte de Foiz occupe; & le Lieu de Sarrafront, le quele tient le Counte Darminack; les queux lieux sont a restabler par vertue de la daraine Paiz; & auxi est il promis & jure par le Mareschal de France; Monseigneur Pierre de Galart, & Monseigneur Beraut de Solegnac, Seneschal de l'holouse, Chevaliers, Commissaires, deputez par les Predecessours du Roy de France, sur l'accomplissement de la dite Paiz, avec le Fruiz & Issues, qⁱ en ont este levez depuis la dite Paiz.

Item, que le lieu de Dantrac soit restablee a Amance de la Mote; lequel tient le Viscounte Daunay, par li occupe en la darreiner Commotion.

Item, que les appartenances du Chastel & Chastellein de Puy Guille, ou tout leur Jurisdiction, soient renduz a Baillie de Gout Seigneur de Puy Guille, selonc ce que restablir en doit estre par vertue de la daraine Paiz; & ausi li furent il restabliz par Monseigneur Alfons d'Espagne, ou temps qⁱ l'oit devant le dit Chastel: &, par vertue de la dite Paiz furent restablies, & au Roi de France fut restablir, en la Seneschauce d'Agien, par cele meisme cause; les queles appartenances furent occupez par les Francois sanz cause.

Item, que Commissaires soient deputez, d'une part & d'autre, sur l'accomplissement du Paiz darreinement faites, & sur la Reparation & Reformation des choses qⁱ ont este faites contre la tenour d'icelles, par restablir, de par le dit Roy de France, au dit Roy d'Engleterre & Duc, a ses Gentz & Souzmis, come elles eient este faites contre la tenore & la forme des dites Paiz, sicome l'en montrera particulièrement devant les Commissaires, qⁱ a ce feront deputez.

Sur les queles Demandes & Requestes dessus escriptz, Faites par les Gentz du Roy de France, nostre Seigneur, au dit Roi d'Engleterre & Duc,

Et de par li au dit nostre Seigneur le Roy de France, en Traité amiable,

O grant diligence, entre nous, Conseillers, Traiteours, Messages, & Procurours, des ditz Roys noz Seigneurs.

O grant deliberation, finalement est accorde en la manere, qⁱ ensuit.

Primerement, sur la primer demande, faite par les Gentz de nostre chere Seigneur, le Roy de France, faisant mention des plusieurs choses & Terres surprises,

Est accorde que l'accomplissement de la Restitution se fera presentement, & sanz delai (selon la tenore de l'Accord autre foiz fait sur ce) des Terres, surprises & occupez, sur le dit Roy de France, par les Gentz

ANNO 1330. Gentz du dit Roy d'Engleterre & Duc; & auxi ferra fait de ce que le Roi de France, ou ses Gentz, ont surpris & occupe sur le dit Roy d'Engleterre & Duc.

Item, sur la second & la tierce demande, faisant mention des Deniers dues au Roy de France,

ACORDE est que, ou cas que l'en trouvera, par les anclanes Paiz, ou autres Obligations, que le Roy de France soit tenuz au Roy d'Engleterre en aucune somme des Deniers, celle somme ferra rebutee, par voie de Compensation des Deniers demandez par le Roy de France du dit Roy d'Engleterre & Duc; & de ce que demoura d'une part & d'autre ferra fait gree en due maniere.

Item, sur la quart Article, par le quel les Gentz Ageoiz se complaignent des plusieurs novell &c.

Est ACORDE q'il soient tenuz & gardees en leur Libertees & Franchises, selon la forme de la Paiz, toutes novelletez ostez.

Item, sur la quint Article, ou quelle dient les Gentz du Roi que la monie n'a pas son cours,

ACORDE est que la monie du Roy de France ait son cours, a sa value, en la Duchie de Guyenne, & que elle soit ainzi crie, au maument du Roi, par les Ministres du Roi d'Engleterre & Duc en dit Duchie.

Item, sur le sisse Article, faisant mention des Baniz,

ACORDE est que ceux, q'ont la Banniz, ou seront, pur Trespas, ou Meffaitz, avenir, par la Court le Roy de France, ou par son Parlement, ou par les Seneschaux, ou autres Officiers du dit Roi, en cas que eux facent Baniz aucun de leur souzmis, ou autres, pur Trespas, ou Meffaitz, faitz en leur Jurisdicions, desore ne soient receptez, ne retenus en la Duchie: mais n'est mie l'entention des Meffages le Roi d'Engleterre & Duc, que, par cest Acort, les ditz Seneschaux aient poir de banir les Seneschaux, ne autres Officiers, ne Ministres, le dit Roi d'Engleterre & Duc, pur nulle Disobeissance, Meffait, ou Trespas, fait en la Duchie, combien que le Roy, ou sa Court, le puisse faire en cas de Sovereignete: & n'est pas ausi l'entention des Traiteours, deputez de par le dit Roy de France, que, par cest Acort, prejudice soit fait au Roy de France, ne a ses Officiaus, sur ces choses, ou autres Droitz, si aucunes li appertenoient, tant de Droit, come de Custume, avant le temps de cest present Acort.

Item, sur le septieme Article des Chasteaus non abatz,

ACORDE est que, desditz Chasteaus, le Roy d'Engleterre, & Duc fera abatre, sans delai, ce que faut a abatre selon la fourme du dit Acort.

Sur les Requestes faites de par le dit Roy d'Engleterre & Duc desuz escriptes est acort.

Primerement, sur la premiere Requeste, que l'en li rende le Lieu de Sales &c.

Est ACORDE que les ditz lieux li soient renduz, selon la fourme de l'Acort.

Item, sur la second, que le Lieu Dantirac soit rendu a Amance de la Mote &c.

Est ACORDE que, par communs Commissaires, a deputer, soit fait Execution selon la fourme du derrenier Acort.

Item, sur la tierce Requeste, que les Apertenances du Chastel & Chastellanie de Puy Guille &c.

Est ACORDE que, par communs Commissaires, la verite soit enquisse, & Execution fait selon la forme du derin Acort.

Item, sur la quart que Commissairs soient deputez d'une part & d'autre,

Est ACORDE que les deux Paiz, faites en temps du Roi Charles, Predecessour du Roi q'ore est, d'une part, & le Piere du Roi d'Engleterre q'ore est, & le Roi mesmes d'Engleterre q'ore est, d'autre, soient accompliz, de point en point, d'une part & d'autre, selon la fourme & la tenore d'iceles, & selon la form des Acortiz, faitz sur ce entre les Gentz des ditz Roys.

Et quant as totes les choses dessusdites, ainzi traites & accordees par nous, Conseillers, Traiteours, Messages, & Procureours de nos chers Seigneurs, les Roys dessusditz, soient tenues, gardees, & fermement accomplies.

Nous, Conseillours & Traiteours, deputez de par nostre dit chere Seigneur le Roi de France, sur les choses dessusdites procureroms, en bone foi, que,

TOM. I. PART. II.

ANNO 1330. Deslors que les dessus ditz Messages & Procureours du dit Roy d'Engleterre & Duc raportarent, & renouvellerent ceste present Traite ou Acort ratifie, affirme, approuve, & confirme du dit Roi d'Engleterre & Duc, par ses Lettres pendantes, sceles de son Grant Seel, Le dit nostre chere Seigneur le Roi de France le confermera & ratifiera par ses Lettres pendantes, sceles de son Grant Seel, en la mesme maniere que le Roy d'Engleterre l'ara fait.

Et nous, Messages & Procureours de nostre dit chere Seigneur le Roy d'Engleterre & Duc, defus nomez, procureroms, en bone foi, que le dit nostre chere Seigneur le Roy d'Engleterre & Duc ratifiera, approvera, & confermera ceste present Traite & Acort par ses Lettres pendanz, sceles de son Grant Seel, & que iceles Lettres nous envoieons au dessus dit Roy de France, a la Feste de la Magdalene prochain avenir.

Les tenours des Procurations sont teles.

Philippus, Dei gratia, Francie Rex Universis, presentes Literas inspecturis, Salutem.

Ad continuandum amicabilem Tractatum,

Inter certos Conciliarios nostros, ad hoc specialiter deputatos, ex parte una, & Gentes Carissimi & Fidelis Consanguinei nostri, Edwardi, Dei gratia, Regis Anglie Illustris, & Ducis Acquitaniae, ex altera, super quibusdam requeſtis, ex parte nostra dicto Consanguineo nostro, & Nobis per dictum Consanguineum nostrum, nuper Ambiani hinc inde traditis, inchoatum,

Necnon ad plenius amicaliter tractandum super eisdem Requeſtis & aliis inter Nos & dictum Consanguineum nostrum carissimum reformandis,

Dilectos & Fideles, Archiepiscopum Senonensem, Johannem Episcopum Belvacensem, necnon Johannem Abrincensem, & Andream Attribacensem, Electos, Petrum Abbatem Cluniacensem, Milonem Dominum de Sancta Maura Cancellarium, Guillelmum de Noeris, & Martinum de Esfartie, Conciliarios nostros (de quorum Fidelitate provida & circumspecta providentia plenam fiduciam reportamus) ipsos, Septem, Sex, Quinque, Quatuor, vel Tres eorum, nostros Procuratores & Nuncios ordinamus, facimus, & constituimus, speciales:

Dantes eisdem Conciliariis nostris, Septem, Sex, Quinque, Quatuor, vel Tribus eorum, sicut predictum est, plenam Potestatem omnia & singula nomine nostro faciendi & firmandi, que circa hujusmodi Tractatum necessaria fuerint & etiam oportuna.

Ratum & gratum habentes & habituri quicquid per predictos, Conciliarios nostros, Septem, Sex, Quinque, Quatuor, vel Tres eorum, ut est dictum, amicaliter nomine nostro tractatum, factum, seu firmatum fuerit in premissis, & quolibet premissorum.

In cujus rei Testimonium presentibus Literis Sigillum nostrum duximus apponendum.

Dat. apud Nemus Vicenn. primâ die Maii, Anno Domini M. CCC. XXX.

De Tractatu, super Requeſtis Ambiani factis, continuando.

Universis, presentes Literas inspecturis, Edwardus &c. Salutem.

Ad continuandum amicabilem Tractatum,

Inter Gentes Excellentissimi Principis, Domini Philippi, Dei gratia, Regis Francie Illustris, Consanguinei nostri carissimi, ex parte una, & certos Nuncios nostros, ad hoc specialiter deputatos, ex altera, super quibusdam Requeſtis, Nobis per dictum Dominum Regem, & aliis sibi per nos, nuper Ambiani hinc inde traditis, inchoatum,

Necnon ad plenius amicaliter tractandum super Requeſtis predictis, & aliis inter predictum Dominum Regem & Nos reformandis,

Dilectos & fideles nostros, Venerabiles Patres, A. Wygornienſem, & W. Norwicensem, Episcopos, Magistrum Johannem Walewayn, Canonicum Herefordie, & Magistrum Johannem de Sordich, Juris Civilis Professore (de quorum fidelitate probata & circumspecta providentia plenam fiduciam reportamus) ipsos, Tres & Duos eorum (quorum alter Episcoporum predictorum sit unus) nostros Procuratores & Nuncios ordinamus, facimus, & constituimus speciales:

Dantes eisdem, Episcopis, Clericis, Tribus & Duobus

ANNO
1330.

bus eorum, sicut prædictum est, plenam Potestatem omnia & singula, nomine nostro, faciendi, & firmandi, quæ circa huiusmodi Tractatum necessaria fuerint & etiam oportuna; ratum & gratum habentes, & habituri, quicquid, per prædictos, Episcopos & Clericos, Tres vel Duos eorum, ut est dictum, amicabile nomine nostro tractatum, factum, seu firmatum fuerit in præmissis, & quolibet præmissorum.

In cuius rei Testimonium præsentibus Sigillum nostrum duximus apponendum.

Dat. apud Wodestok decimo die Aprilis.

En Testmoin des queles choses, ainsi traitées & acordes, come dessus est dit, Nous, Conseillers & Traicteurs, a ce deputez de par le Roi de France, nostre tres chere Seigneur,

Et Nous, Messages & Procureurs de nostre chere Seigneur le Roi d'Angleterre & Duc dessus nomez, avons mis noz Seals a ceste presente Traite & Accord.

Don. au Bois de Vincenn. le huitiesme jour de May, l'an de grace Mil. CCC. & Trente.

CLXXX.

9. Juin.
SAVOYE.

Testament de PHILIPPE DE SAVOYE, Prince d'Acaye. Fait à Pignerol, le 9. Juin, 1330
[S. GUICHENON, Histoire Généalogique de Savoye. Preuves. pag. 109.]

IN nomine Domini, Amen. Anno ejusdem millesimo trecentesimo trigésimo, Indictione tredecima, die nona Junii, in Sacristia Fratrum Minorum de Pinerolio. Quoniam mors, & vita in manu Dei sunt, & statum est omnibus hominibus semel mori, licet dies mortis omnibus habeatur incognitus, propter quod multi etiam prudentes, periculum animarum incurunt, & etiam inter posteros relinquunt materiam scandalorum. Idcirco Vir Illustris Dominus Philippus de Sabaudia, primogenitus inclite recordationis Domini Thome de Sabaudia, Dominus in partibus Pedemontii, volens dictum periculum, & inter successores, & posteros scandalorum materias evitare, rerum, bonorum, Dominiorem, ac jurum omnium suorum dispositionem, per præsens nuncupativum Testamentum, sive in scriptis, in hunc modum facere procuravit. In Primis quidem Dei nomine invocato cassavit, irritavit, & cassa, ac irrita esse voluit, omnia alia testamenta, donationes causa mortis, & ultimas voluntates seu dispositiones, quocumque nomine nuncupentur hactenus. Item instituit sibi heredem Dominam Margaretam ejus Filiam in dotibus suis, & ultra in viginti quinque marchis argenti, & pro prædictis, eam voluit esse tacitam & contentam. Item instituit sibi heredem Dominam Alaxiam ejus Filiam in dotibus suis, & ultra in viginti quinque marchis boni auri, pro quibus ipsam voluit esse contentam. Item instituit sibi heredem Elinoriam Filiam suam in dotibus suis, & ultra in viginti quinque marchis argenti, pro quibus ipsam voluit esse contentam. Item instituit sibi heredem Joannam ejus Filiam in dotibus suis, & ultra in viginti quinque marchis argenti, pro quibus ipsam esse voluit contentam. Item Beatricem, & Isabellam Filias suas, & quamlibet ipsarum, sibi heredes instituit in viginti quinque marchis argenti, & in his quæ habebant ab ipso testatore, seu ab hærede suo universali infra scripto, pro dotibus suis. Item instituit Amedeum, Thomam, & Edwardum Filios suos. Item, & posthumum, & posthumos suos quoscumque, quotquot nasci contigerit, & venturos in lucem ex ipso testatore, & tam genitos quam genituros, & quemlibet ipsorum, in ducentum marchis argenti. In omnibus autem aliis bonis mobilibus, & immobilibus, juribus, & actionibus, Castris, Civitatibus, Burgis, Villis, Feudis, Retrofeudis, Dominiis, Segnoriis, & aliis omnibus ad ipsum testatorem quomodolibet causa, seu titulo pertinentibus, præsentibus, & futuris Jacobum ejus Filium primogenitum, sibi heredem universalem instituit, & si contigerit dictum Jacobum mori infra quartum decimum annum ætatis sue, vel postea quocumque, sine filiis masculis legitimis, & naturalibus ex ipso descendentibus, substituit eidem vulgariter, pupillariter, & per fideicommissum Amedeum prædictum Filium suum, si tunc supervivaret idem Amedeus, & si tunc non supervivisset, illum ex filiis ipsius testatoris legitimis, & naturalibus, tam natis, quam nascituris, qui tunc esset majoris ætatis. Si vero contingat dictum Amedeum succedentem in dicta hereditate mori sine fi-

lius legitimis, & naturalibus ex eodem masculis, ante quatuordecimum annum ætatis sue, vel postea quocumque, substituit eidem pupillariter, vulgariter, & per fideicommissum, ex dictis filiis tam natis quam nascituris masculis, qui tunc esset majoris ætatis. Item constituit, & ordinavit dicto Jacobo, & aliis filiis posthumis suis præsentibus, & futuris prædictis, & cuilibet ipsorum Tutricem, & Curatricem Dominam Catharinam eorum Matrem, liberans, & absolvens eandem a confectione Inventarii, & a ratione reddenda, volens, & jubens ipsam Dominam Catharinam gerere, & administrare dictam tutelam, & curam cum consilio. Item inhiibuit dictus Testator expressè quod prædicti heredes, seu Tutrix, & Consiliarii per se, vel alias submissas personas directè, vel indirectè possint vendere, donare in feudum de novo, vel in Emphyteosim perpetuam, vel ad tempus concedere, obligare, vel sub quovis alio vocabulo alienationis, in aliquam personam transferre aliquam rem, seu res immobiles, jura, Domina, sive actiones ad ipsum Testatorem, seu Hæredem suum, ut supra pertinentia quomodocumque, nec etiam aliquam remissionem, quittance, cessionem, seu alienationem, seu alium contrarium facere de prædictis, vel aliquid prædictorum, nec immunitatem seu privilegium concedere, nisi ad quinque annos tantum, & durantibus ipsis quinque annis, non possit de ipsa re alius contractus sive concessio celebrari, nisi si, & quando successor in dicta hereditate fuerit ætatis triginta annorum, vel ultra, & hoc ideo facit, & inhiibet dictus Testator, ne ipsi heredes, vel successores, propter importunitatem petentium, vel dolo contrahentium, vel alias suggestiones inutiles, periculum, seu detrimentum incurant, & quod dictum Dominum, Baroniam, seu hereditas sua integraliter conservet hereditibus suis, volens, & jubens, omnes contractus, donationes, infestationes, & concessiones, remissiones, quittance, cessiones, alienationes qui, & que fierent, & celebrarentur contra inhibitionem præsentem, esse cassas, irritas, & nullas valoris, & hanc voluit, & iussit esse ultimam voluntatem suam, & valere, & iussit esse ultimam Testamenti nuncupativi, sive scriptis, jure codicillorum, jure donationis, causa mortis ultima voluntatis, & omni alio jure, ordinatione, ac modo, & forma quibus melius, & firmissime valere poterit, & tenere. Signé NASSAPORIS.

CLXXXI.

Paix faite entre JEAN Roi de Boheme & Comte de Luxembourg d'une part, & EDOUARD Comte de Bar d'autre part, touchant la Fortification de Dampvillers le 12. jour de Juin l'an 1330.
[LEIBNITZ Mantissa Cod. Juris Gent. Diplom. Part. II. pag. 196.]

PHILIPPE par la grace de Dieu Roy de France à tous ceux qui ces présentes Lettres verront salut. Comme plusieurs descors eussent meus entre nostre aymé & seel Cousin Jehan par la grace de Dieu Roy de Boheme d'une part, nostre ayme & seel frere Edward Comte de Bar d'autre, nous pour eschiver les perilles & domniageuses descendes, qui en peussent naître, vous fismes que icelles Parties le soubmisseint de tout en tout à ce que nous en voudrions ordener, faire ou dire & par ce icelles Parties à nostre requête & pour du tout oïer à nostre volonte, ont voulus & promis, par leurs foys & Lettres sceelées de leurs seaux & données d'une partie à l'autre; tenir, garder fermement sans venir contre nostre dite ordonnance faite sur ledit decret.

2. Par la vertu de la quelle soubmission nous avons dits & dïsons, ordonné & ordonnons, que les dites Parties, toutes haines & rancunes que une Partie a eu vers l'autre ou temps passé pour quelque cause ou occasion que ce soit, pardonnissent l'une à l'autre dorénavant, comment que ce soit pour cause dudit decret.

3. Item que chascune d'icelles rappellera & contremandera tost & hativement, se fait n'est, tous les mandements faits à leur aymx pour aller l'un contre l'autre, soit tant pour eux comme pour toutes autres, & que tous les prisonniers qui sont pris tant d'une partie comme de l'autre, seront dès maintenant delivrez tout franchement & à plein.

4. Item nous par la vertu de la dite soubmission avons ordonné & ordonnons que nous enverroyent Commissaires, sages & notables personnes, qui s'enformont sur les excès, injures, violences & quelques manieres de mal façon qui ont esté faites tant d'une partie

ANNO
1330.

ANNO comme de l'autre, & rapporteront ce que trouvé en
1330. auront, lequel rapport veu ou oy, nous en ordonne-
rons & ferons ce que raison fera, ou ce qu'il nous plai-
ra avec ce que les Parties ou une de celles doivent ou
puissent venir encontre par quelque cause ou raison
que ce soit.

CLXXXIII.

ANNO

1331.

*Transcrit des Lettres de PHILIPPE de Valois, 13. Avr.
Roi de France, à EDOUARD III. Roi d'An-
gleterre, touchant l'Hommage fait à Amiens, &
dans quelle forme cela se doit faire à l'avenir.
Donné à Saint Christophe en Halatte le 23. Avril
1331. [RYMER, Foedera, Conventiones &c.
Tom. IV. pag. 481.]*

A Tous ceus, qui ces Lettres verront, Jehan de Mi-
lan, Garde de la Prevostie de Paris, Salut.
Savoir faisons que nous, l'An de Grace, 1331. le Lun-
di deux jours en Septembre, veismes avec Lettres seintes
& entieres, sceellées en laz de soie, & en cire verte, du
Grant Seel nostre Seigneur le Roy, contenant, mes a
mot, la fourme qui ensuit;

Phelip, par la grace de Dieu, Rois de France, a
tous ceus, qui ces presentes Lettres verront & or-
ront, Salut.

Savoir faisons que,
Come nostre Ame & Feal Cousin, Edouard Rois
d'Angleterre, Duc de Guyenne, nous onst fait Homage
a Amiens,

Et lors n'eust este dit & requis de par nous, qu'il
nous recogneust le dit Homage estre Lige, & nous
promest expressement Foy & Loyaute porter,

La quelle chose il ne fist pas lors, pour ce qu'il n'es-
toit pas enforme, ne acertenez que ainsi le deust faire,
si come il nous fist dire,

Et tontevois il nous fist Homage par paroles gene-
rals, en disant qu'il entroit en nostre Hommage ainsi
COME IL ET SES PREDECESEURS DUX DE GUYENNE
ESTOIENT jadis entrez en l'Omage des Rois de
France, qui avoient este pour le temps.

Et depuis en enca il ait este bien enforme & acer-
tenez de la verite, & ait recognu par ses Lettres ou-
vertes, sceelles de son grant Seel, que le dit Homma-
ge, qu'il nous fist a Amiens, combien qu'il le feist per
paroles generals, fu, est, & doit estre entendu Lige,
& qu'il nous doit Foy & Loyaute porter comme Duc
de Guyenne & Per de France, & comme Conte de
Pontiu & de Montereul, & es dites Lettres nous ait
promis Foy & Loyaute porter,

Et pour ce que ou temps a avenir, de ce ne soit ja-
mes contents ne desfort, a faire le dit Hommage, nous
ait promis en bone foy pour lui, & pur ses Successeurs
Dux de Guyenne, qui seront pour le temps, que toutes
foiz que il & ses Successeurs Dux de Guyenne entre-
ront en nostre Hommage, & des nos Successeurs qui seront
pour le temps, l'Omage se fera en ceste manere,

LE ROY D'ENGLETERRE, DUC DE GUYENNE,
TENDRA SES MAINS ENTRE LES MAINS
DU ROY DE FRANCE, & cil qui parlera pour le
Roy de France adrecera les paroles au Roy d'Engle-
terre Duc de Guyenne & dira ainsi,

Vous devenez Homme Lige du Roy de France,
Monsieur, qui ci est, comme Duc de Guyenne, &
Per de France & le promettez Foy & Loyaute por-
ter, dites VOIRE?

Et le dit Roy & Duc, & ses Successeurs Dux de
Guyenne, diront VOIRE.

Et lors le Roy de France recevra le dit Roy d'En-
gleterre & Duc, au dit Hommage Lige, a la Foy, &
a la Bouche, sauf son Droit & l'autrui.

Derrechies quant le dit Roy d'Angleterre & Duc
entrera en l'Omage du Roy de France, & de ses Suc-
cessors Rois de France, pour la Conte de Pontiu & de
Montereul, li mettra ses mains entre les mains du Roy
de France, & cil qui parlera pour le Roy de France
adrecera ses paroles au dit Roy & Duc, & dira ainsi,

Vous devenez Homme Lige du Roy de France,
Monsieur, qui ci est, come Conte de Pontiu & de
Montereul, & li promettez Foy & Loyaute porter,
dites VOIRE?

Et le dit Roy & Duc, Conte de Pontiu & de Montereul,
dira, VOIRE.

Et lors li Rois de France recevra le dit Roy &
Conte au dit Hommage Lige, a la Foy, & a la Bouche,
sauf son droit & l'autrui.

Et ainsi sera fait & renouvele, toutes les foiz, .qi
l'Omage se fera.

Et de ce baillera le dit Roy & Duc, & ses Succes-
seurs Dux de Guyenne, faiz les diz Homages, Lettres
ouvr-

Q 3

CLXXXII.

8. Juil. Ratification du Traité conclu entre PHILIPPE
de Valois Roi de France & EDOUARD
III. Roi d'Angleterre au Bois de Vincennes le 8.
Mai 1330. Donnée par le dit Roi d'Angleterre,
à Wodestok le 8. juillet 1330. [RYMER,
Foedera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag.
443.]

Edward, par la grace de Dieu, Roy d'Angleterre,
Seigneur d'Irland, & Ducs d'Aquitain, a tous ceus,
qi ces Lettres verront, ou orront, Salut.

Sachez nous aver veu, & regarde, les Lettres Pa-
tentées des Conseillers & Tradcours de nostre tres-
cher Cofin, le Roy de France, & de noz Messages &
Procureours souzscriptz, en la forme southescripte:

A tous ceus &c. ne prins de Dat. 8. Mai.

Nous totes les dites choses agreons, ratifions, &
approvoins, tant come en nous est, sauves toute foiz
les Droits de nous, & de nos souzmis, de nostre dite
Duchee de Guyenne, & les Fors & Custumes quelour
sont jurez en nostre noun.

En Testmoignance de quen chose nous avoms fait
faire cestes noz Lettres overtes.

Don. a Wodestok le 8. jour de Juyl.

Et memorandum quod Litera predicta erant duplicata
de verbo ad verbum, set in una Litterarum earum-
dem omnium fuit illud verbum, de Nous, in ratifica-
tione Regis.

Et postmodum dicta Littera innovata fuerunt, de
verbo ad verbum, ses omnium fuit dictum verbum, de
Nous, sicut predictum est.

Et eadem Littera erant duplicata, de verbo ad ver-
bum, ses omnia fuit illa clausula, sauves tut foiz les
Droits de noz souzmis &c.

ANNO 1331. ouvertes, sceelles de leurs Grant Seels, a nous & a nos Successeurs Roys de France, le nous, & nos diz Successeurs, le requérons, ou requierent.

Et, avecques ce, nous ait promis le dit Roy & Duc, es dites Lettres, tenir & garder effectivement les Paiz & Acorz, faitz entre les Rois de France & les Rois d'Engleterre, Dux de Guyenne, & leur Predecesseurs Rois de France & Dux de Guyenne.

Et que en ceste manere sera fait, & seront renouvelees les dites Lettres per les diz Rois & Dux, & leurs Successeurs Dux de Guyenne, & Contes de Pontiu & de Montereul, toutes les foiz que le Roy d'Engleterre & Duc, & ses Successeurs, Dux de Guyenne, Contes de Pontiu & de Montereul, qui seront pour le temps, entreront en l'Omage le Roy de France, & de ses Successeurs Rois de France.

Nous voulons & octroions pour Nous, & nos Successeurs Rois de France, qui seront pour le temps, que, per les Recognoissances & Declarations dessus dites, le Roy d'Engleterre, Duc de Guyenne, Conte de Pontiu & de Montereul, & ses Successeurs, Dux de Guyenne, & Contes de Pontiu & de Montereul, ses Subgiez, ne leur Terres, ne soient plus obligiez, ne chargez envers Nous, nos Hoirs, & nos Successeurs Rois de France, q'il & ses Predecesseurs, Dux de Guyenne, & Contes de Pontiu & de Montereul, qui avoient fait Homage aus Rois de France, leur Subgiez, & leurs Terres estoient, povoient, & devoient estre, per raison obligiez, & charges, devant les dites Recognoissances & Declarations.

Et, avecques ce, promettons au dit Roy & Duc, tenir & garder effectivement les Paiz & Acorz, faitz entre les Rois de France & les Rois d'Engleterre, Dux de Guyenne, & leurs Predecesseurs, Rois de France, & Dux de Guyenne, & en cest maner sera fait. & seront renouvelees les dites Lettres d'une partie & d'autre, toutes les foiz que le Roy d'Engleterre, Duc de Guyenne, & ses Successeurs, Dux de Guyenne, Contes de Pontiu & de Montereul, qui seront pour le temps, entreront en nostre Homage, & de nos Successeurs, Rois de France, qui seront pour le temps.

En Testmoing des quelles choses, en ces nos Lettres ouvertes avons fait mettre nostre Grant Seel.

Don. a Saint Christofle en Halaie le 13. jour d'Avril, l'An de Grace 1331.

Et nous en cest present Transcript avons mis le Seel de la Provost de Paris, l'An & le Lundy dessus diz.

J. ROLLANT.

Collation faite par Troussel.

CLXXXIV.

3. Mai. Kayser Ludovici Bavari Brief/wodurch er sich vorbehält, daß der mit Hertzog Otten zu Oesterreich/ wegen des an diesen überlassenen Reichs-Vicariats andern Stücken/ eingegangene Vergleich denen vorigen zwischen ihnen beyden getroffenen Bünden unschädlich seyn solle. Geben Mönchen an des Heil. Creutzes-tag da es erfunden ward 1331. [Pièce, tirée des Archives Imperiales du petit Trésor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

C'est-à-dire,

Lettres de l'Empereur Louis de Baviere pour la Reservation de ses Droits, portant que le Traité qu'il a fait avec OTTON Duc d'Autriche, & par lequel il lui a cédé le Vicariat de l'Empire, ne pourra d'ailleurs préjudicier aux anciens Traités faits entr'eux. A Munich le jour de l'Invention de la Ste. Croix 1331.

Wir Ludwig von Gotes genaden Römischer Keyser/ ze alten jarem Mer des Reichs/ versehen offentlich an disen Brief/ Enay wir nu zu disen Zeiten mit unserm lieben Oheim und Fürsten Otten Hertzogen ze Osterreich und ze Steyer/ umb die Vicariats die wir im empfolhen haben dez heiligen Römischen Reichs/ und umb ander sücke/ die wir mit an ander jehs getägebunget haben/ doz wir das unsern tagedingen und Bünden/ die wir vor mitanander getan und gemacht haben/ unschädlichen sol sin und dheinen Bruch bringen. Und darüber ze urkunde geben wir disen Brief versiegelt mit unserm Eigerlichen Inseigel/

der geben ist ze Mönchen/ an des heiligen Creutzes tag/ als es finden wart/ so man jait von Christes geburt driegehen hundert Jar/ darnach in dem einen und drigigisten Jar/ in dem siebengehenden Jar unser Reichs/ und in dem vierden des Christentums.

ANNO 1331.

CLXXXV.

LUDOVICI Bavari Imperatoris Litterae Investiture. 5. Mai. ture, quibus OTTONI Duci Austrie, ejusque Fratri ALBERTO absenti, Ducatum Austrie, Dominium Carniolae, Marchiae ac Portus Naonis, omniaque alia Feuda, quae ipsi Duces, & Progenitores eorum in Suevia, Affatia & alibi à sacro Rom. Imperio tenuerunt, concedit. Datum Monachii Dominico die post Inventionem S. Crucis 1331. [Pièce tirée des Archives Imperiales du Petit Trésor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

LUDOWICUS Dei gracia Romanorum Imperator semper Augustus. Universis sacri Romani Imperii fidelibus presentes Litteras inspecturis gratiam suam, & omne bonum. Dum sacri Imperii Principum, per quos idem Imperium tamquam Bales egregias sustentatur in hiis, quae pertinent, ad Imperatoriam Majestatem, Petitiones & vota pii favoris applausu complectimur. Imperiali Excellencia deus attollimus & eodem Principes, ad devotionem Imperii ferventius excitamus. Novit igitur presentis etatis homines, & future, quod nos pure fidei ac preclara devotionis insignia, quibus Illustris Otto, Dux Austrie & Styrie Princeps & Avunculus noster dilectus, nos & Romanum Imperium veneratur, ac obsequia fructuosa quae nobis & Imperio exhibere, & impendere poterit clare nostre mentis intuitu limpidius intuentes. Ipsi suo & fratri sui Alberti Avunculi nostri absentis nomine; de consensu Principum Jus in Romani Regni electione habentium, Ducatus Austrie & Styrie ac Dominia Carniole, Marchie ac Portus naonis, necnon Comitatus ac Dominia & omnia Jura, & bona feodalia quocunque censantur nomine, quos vel quae dicti Duces ac Progenitores ipsorum, hactenus ab Imperio tenuerunt, & possiderunt in Suevia in Affatia & alibi, contulimus & conferimus in feodum, cum omnibus Juribus, Libertatibus, Consuetudinibus, sicut tempore divorum Antecessorum nostrorum Imperatorum vel Regum eadem Feoda tenuerunt & possederunt; ac eundem Ottonem suo, & fratri sui Alberti absentis nomine sceptro nostro Imperiali investimus & investimus de Feodis superscriptis, adhibitis sollempnitatibus debitis & consuetis. In cuius rei testimonium presentes conscribi, & Sigillo Majestatis nostre iussimus communiri. Datum Monachii Dominico die post Inventionem sancte Crucis. Anno Domini Millesimo Tricesimo primo. Regni nostri Anno septimo decimo. Imperii vero quarto.

CLXXXVI.

Landfried in Schwaben durch und zwischen den Städten 29. Jun, Esslingen/ Neutlingen/ Dotzweil/ Hailbronn/ Halle/ Gmündten/ Beip und Wimpfperg/ mit gunst/ gebott und willen Kayser Ludwigs/ auf dessen Lebens-Zeit zu gemeinschaftlicher Einigkeit und Sicherheit aufgerichtet. Geben den nächsten Samstag nach St. Johannes tage 1331. [JOH. PHIL. DATT. Volumen Rerum Germanicarum novum. Libr. 1. Cap. V. p. 30. §. 31. & p. 26. num. 31. où il infinue que c'est à lui qu'on doit la premiere édition de ce Traité. LUNIG, Teutisches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. IV. von Reichs-Städten Abtheil. VIII. pag. 11.]

C'est-à-dire,

Paix Publique, conclue par le commandement & la volenté de LOUIS de Baviere Empereur pour tout le tems de sa vie, entre les Villes d'Esslingen, Reutlingen, Rottweil, Heilbron, Gmündten, Weyl, & Wimpfperg, pour leur commune sûreté, le Samedi après la St. Jean 1331.

Wir die Burgermeister die Schultheissen und die Stette gemeinlichen und die Gemeinde liberal der Stedte ze Esslingen/

CLXXXVII.

LE Roi a vuz iceux, as queux cestres Lettres vendront, Salutz.
Savoir faïrions que,
Come, entre nostre bien Anne Seigneur & Cofyn, Phelip, par la grace de Dieu, Roi de France, d'une part, & Nos d'autre part, fuit ne, ou eperat a nostre, matiere de Difcorde & de Question fur ce,
Que nous difions & affirmions que le dit nostre Seigneur & Cofyn, le Roi de France, estoit tenuz a nous refaire, ou refaire faire nostre Chafel & Bourc de Xandès, li quel estoient de nouvel abatz, ars, & gastes inducement, & sanz cause raisonnable, s'icome

Et avons pur ce Nous, pur nous, noz Heirs, & nos Successeurs, promis, & promettons a nostre dit Seigneur & Cousin, pur lui, ses Heires, & ses Successeurs, du bonne foi, & par Stipulation solemne, & ferme, les choses dessus dittes, & chascune de icelles, tenir

ANNO 1331. tenir & gardir fermement, & a touz jours saünz cor-
rumpre, & non alier encounter, taliblement ne expres-
sément, en jugement, ne dehors, ne consentir que
autre viengue encoutre.

En telmoignage des queux choses nous avons fait
faire cestes nos Lettres Patentes, seales de nostre Seal.
Don. a Nicole le quart jour de Jul.

CLXXXVIII.

1. Oct. *Venditio Civitatis Glogoviar cum omnibus pertinenciis, per JOANNEM Silesie Ducem & Dominum in Stiravia, JOANNI Bohemie & Poloniae Regi pretio duorum millium Marcarum Polonici pagamentis. Datum Glogovie die beati Remigii Anno 1331.* [LUNIG, Teutsches Reichs Archiv. Part. Special. Continuat. I. Fortsetzung I. Abtatz III. pag. 288.]

Nos Joannes Dei gratia Dux Silesie & Dominus in Stiravia. Notum facimus universis presentibus quam futuris presentes Literas inspecturis. Quod nos animo deliberato, maturoque consilio, sana mente & corpore totum Jus proprietatis, ac Domini, devolutionis ac successione hereditaria, quod ex parte Domini quondam genitoris nostri Domini Henrici, aut ex parte Domini Primkonis bone memoria fratris nostri Ducum Glogovie, in ipsa Civitate Glogov, territorio, Juribus, redditibus, Censibus, proveniuntibus, suisque appendis & pertinentiis, aut in presenti competiti, vel competere poterit in futuro, Magnifico Principi, Domino nostro Domino Joanni Bohemie & Poloniae Regi ac Comiti Luxemburgensi, & heredibus suis pro duobus militibus marcarum Polonici pagamenti, quadraginta octo grossis Pragenfis Denarii pro marca qualibet computando, quas ab ipso Domino Rege recepisse paratas presentibus nos facimus, vendidimus, cessimus, & resignavimus libere, in presentia Illustrissimi Principum & Dominorum Bohemiarum videlicet, Ducis Silesie, Domini Lignicensis Domini Conrad fratris nostri charissimi Ducis Glogovie, & Domini Stiravia, Domini Witkonis Episcopi Misenfis, & aliorum magnarum Nobiliumque multorum virorum convocatis & evocatis ad hoc Civibus Glogovienfibus universis. Quos omnes, tam divites, quam pauperes, Juvenes atque senes, sexus etiam utriusque, in loco publico ante hospitium dicti Dn. Regis, hoc est, ante domum Henrici filii quondam Ekhardi Civis Glogovienfis a presentibus nobis homagii & fidelitatis debito Juramento, & liga qualibet, quibus nobis tenebantur hactenus & asstringebantur, absolviimus & absolutos a nobis & heredibus nostris, si quod adhuc nos habere contigerit, omnes fore publice pronuntiavimus, dirigentes & demonstrantes fore transferentes eos, ad ipsos, Regem & heredes suos, tanquam homines ligios & fideles ad veros, legitimos & hereditarios de cetero suos Dominos, doli, fraudis, & malitie fomento quolibet procul moto. Renunciantes sponte, in his scriptis, & expressis nostro & heredum nostrorum nomine, omni Juri, proprietati & Dominio, quæ nobis, in predictis Civitate Glogov, territorio ipsius, & ceteris annotatis superius, hucusque competierunt, competere presentialiter, aut competere in futuro poterunt, quoquo modo: Exceptioni nihilominus, doli mali, in factum actioni, beneficio restitutionis in integrum, Literis quoque a Papa, Romanorum Imperatoribus aut Imperatore sive Regibus vel Rege impetrandis ac etiam impetratis, omnique Juris auxilio tam Canonici quam Civilis, quibus presenti nostre venditioni, cessionis & resignationi spontanea modo posset aliquo derogari aut etiam obviari. Et promittentes bona fide, nostro & heredum nostrorum nomine prætorum, Contractum nostrum præsentem venditionis, seu cessionis, ac resignationis nostre voluntarie, prætorum omnium superius expressorum, inviolabiliter perpetuis inantea temporibus observare, & contra præmissa, vel præmissorum aliquid de Jure sive facto, per nos ipsos, alium vel alios, nullo unquam tempore, facere aut venire vel aliquo qualiter contraire. In quorum omnium testimonium, memoriam & cautelam presentes fratris, & sigillorum nostri videlicet, ac Venerabilis Patris in Christo Domini Wittgonis Misenfis Episcopi, nec non Civium seu Civitatis Glogovienfis a nobis rogatorum appenditionibus fecimus roborari. Et nos Hugo Dei gratia Misa. Episcopus, Judex, Scabini & Cives Glogovienfes antedicti, ad preces Domini Joannis Ducis suprascripti, sigilla nostra presentibus in testimonium enarratorum superius omnium & singulorum duximus appendenda. Datum & Actum Glogovie in die B. Remigii. Anno M. CCC. XXXI.

CLXXXIX.

ANNO 1331.

Paſſa Matrimonii inſiti inter REYNALDUM, 20. Oct. Comitem Geldrie & Zutphanie, ELRONORAM Sororem EDUARDI III. Regis Anglie, Weſtmonaſterii die 20. Octobris, Anno 1331. unâ cum Ratiſſatione dicti Regis Weſtmonaſterii 25. Martii 1332. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 512.]

REx Universis, ad quos &c. Salutem.
Inſpeximus Literas Patentes Venerabilium Patrum & Dilectorum & Fidelium noſtrorum, J. Wyntonienſis Episcopi, Cancellarii, Et W. Norwicensis Episcopi, Theſaurarii, noſtrorum, Galfridi le Scrop, Et Willielmi de Herle, Militum, Conſiliariorum noſtrorum, Necnon discretorum virorum, Dominorum, Ottonis Domini de Kuye, Ricoldi Præpoſiti & Archidiaconi Eccleſie Sancti Petri Trajectenſis, Et Jacobi de Myerlaer, Militis, Nunciatorum, Noſtri viri Reynaldi, Comitis Ghelrenſis & Zutphanienſis, In hac verba,

UNiversis Christi Fidelibus, ad quos presentes Literæ pervenerint.
Johannes, permiſſione Divina, Wyntonienſis Episcopus, Illustris Domini Regis Anglie Cancellarius, Willielmus, eadem permiſſione, Norwicensis Episcopus, dicti Domini Regis Theſaurarius, Galfridus le Scrop, & Willielmus de Herle, Milites, Conſilarii & Deputati per præſatum Dominum Regem;

Ac Otto Dominus de Kuye, Ricoldus Præpoſitus & Archidiaconus Eccleſie Sancti Petri Trajectenſis, & Jacobus de Myerlaer Miles, Conſilarii, Secretarii, Nuncii, & Ambaſſatores Nobilis & Potentis viri, Domini Reynaldi, Comitis Ghelrenſis & Zutphanienſis,

Salutem in Domino.
Noverit Universitas veſtra quod, Super Tractatu Matrimonii, inter prædictum Dominum Comitem & Nobilem Domellam Alianoram Sororem prædicti Domini Regis contrahendi, Inter Nos prædictos, Episcopos, Galfridum, & Willielmum, pro præſatis Domino Rege & Alianorâ Sorore ſua, & ipſorum nomine, ex parte unâ, Et nos prædictos, Ottonem, Ricoldum, & Jacobum, pro præſato Domino noſtro Comite, & ejus nomine, ex alterâ, tractatum & concordatum eſt in formâ inſcriptâ:

IN PRIMIS, videlicet, nos præſati, Otto, Ricoldus, & Jacobus, nomine præſati Domini noſtri Comitis, & virtute Potestaſis ſpecialis, per ipſum Dominum noſtrum nobis in hac parte tradita, damus, concedimus, & assignamus præſate Domine Alianoræ, nomine Donationis, propter Nuptias, Sexdecim Milia Librarum parvorum Turonenſium annuatim, de Terris & Bonis dicti Domini noſtri Comitis, ad totam vitam dictæ Domine Alianoræ, tam in vitâ præſati Domini Comitis, quam poſt mortem ejusdem, ſi ipſa ipſum ſupervixerit, HABENDA ET POSSIDENDA:

Et pro eiſdem Sexdecim Milibus Librarum Terræ & Bonorum, nomine prædicti Domini noſtri Comitis, & virtute Potestaſis ſpecialis, nobis in hac parte tradita, ut prædictum eſt, damus, concedimus, & assignamus, dictæ Domine Alianoræ,

Inſulam dictam Velna cum Civitatibus, Burgis, Villis, Caſtris, Maneriis, Terris, Aquis, Foreſtis, Libertatibus, Regaliſſimis, mero & mixto Imperio, Feodis, & Retrofeodis, ac omnibus & ſingulis, ad dictum Dominum noſtrum Comitem, in dictâ Inſulâ, & ratione vel occasione ejusdem, qualitercumque, & ubicumque, pertinentibus, in valorem Quatuordecim Milium Librarum Terræ parvorum Turonenſium per Annum,

Et Redditus omnes & ſingulos, cum Molendinis, Terris, Paſcuſ, Pratis, & aliis rebus quibuscumque, in Villis inſcriptis, videlicet, in Eliſt, in Ghent & in Angheren, extra Inſulam prædictam, cum omnibus & ſingulis Libertatibus & proficiis ſupra nominatis, & aliis quibuscumque, ad prædictum Dominum noſtrum Comitem, in Villis prædictis, & ratione vel occasione

carum-

ANNO earumdem, ubicumque, & qualitercumque, pertinentibus in
331. valore duorum Milium Librararum Terræ per Annum,
HABENDA ET PERCIPIENDA dictæ Domine
Alianoræ totâ vitâ suâ, sicut prædictum est:

Et, discretum virum, Magistrum Johannem de Shor-
dich, Juris Civilis Professore, Procuratorem ipsius
Domine Alianoræ, ad hoc specialiter constitutum, no-
mine ipsius, de præmissis, vice & nomine dicti Domini
nostri Comitum, investimus: & ea, infra spatium duo-
rum mensium a tempore Matrimonii, inter dictum Do-
minum nostrum Comitem & prædictam Dominam Alia-
noram solemnizati, eidem Domine Alianoræ, vel
ipsius in hac parte Procuratori, per prædictum Domi-
num nostrum Comitum procuratorem dari, & concedi
effectualiter, & actualiter assignari, HABENDA ET
PERCIPIENDA dictæ Domine Alianoræ ad totam
vitam suam, sicut prædictum est.

Et si forte prædictæ, Infula & Villæ, cum pertinen-
tiis suis, ad valorem annuum sexdecim Milium Libra-
rum Turonenfium parvorum non attingant, tunc id
quod indè defuerit, dictus Dominus noster Comes in
aliis Terris, prædictis Infulæ & Villis vicinioribus, cum
Libertatibus & pertinentiis suis quibuscumque, infra
spatium dictorum duorum mensium præfatæ Domine
Alianoræ, vel ejus in hac parte Procuratori, assignari,
liberari, & tradi faciet cum effectu.

Et quod dictus Dominus noster Comes Prolem, de
præfatâ Domina Alianorâ, cum Dei gratiâ, fuscitan-
dam, sive Masculinâ fuerit, sive Femininâ, de om-
nibus Terris & Bonis, quæ hæreditariè tenet in præ-
senti, hæreditabit: & suis sumptibus & laboribus pro-
curabit, ordinabit, & faciet, erga Dominos suos quos-
cumque Superiores, ut Proles, sic de præfatâ Domina
Alianorâ fuscitanda, sibi in dictis Bonis hæreditariè suc-
cedat: exceptis Decem Milibus Librararum Terræ par-
vorum Turonenfium, per Annum, de quibus Filiabus
suis, de Uxore suâ primâ procreatis, sibi liceat providere: in
hujusmodi tamen Provisione Consuetudine Patrie servatâ.

Et nos, supra nominati Episcopi, Galfridus & Wil-
lielmus, vice & nomine dicti Domini nostri Regis, &
prædictæ Domine Alianoræ, ac virtute Potestatis specia-
lis, nobis per eundem Dominum nostrum Regem in
hac parte tradite, nomine Dotis ipsius Alianoræ per
prædictum Dominum nostrum Regem, dare & solvere
promittimus præfato Domino Comiti DECIM MILIA
LIBRARUM STERLINGORUM, videlicet,
In Octabis Festi beatorum Apostolorum, Philippi
& Jacobi, proximo futuri, apud Lescluses in Flandriâ,
Quinque Milia Librarum Sterlingorum,

Et residua Quinque Milia Librarum Sterlingorum,
apud Bruges in Flandriâ, in Festo Nativitatis Sancti
Johannis Baptiste, Anno Domini Millesimo, Trecentesimo
Tertio.

Ad quæ quidem Decem Milia Librarum Sterlingo-
rum, terminis & locis prænomatis solvenda, dictum
Dominum nostrum Regem, virtute Potestatis supra-
dictæ, tenore præsentium obligamus: & ex habundan-
ti, procurabimus quod dictus Dominus noster Rex fa-
ciat, quod Mercatores de Societate Bardorum de Flo-
rentiâ, vel alij Mercatores sufficientes, se, pro dicto
Dominio nostro Rege, obligant de dictis ultimis
Quinque Milibus Librarum Sterlingorum, apud Bruges
in Flandriâ, in dicto Festo Nativitatis Sancti Johannis
Baptiste, præfato Domino Comiti, vel ejus in hac parte
Attornato, solvendi.

Et, præter hæc, dictus Dominus noster Rex præfa-
tam Dominam Alianoram, pro Corpore & Camerâ suâ,
suis sumptibus, parare faciet competentem. Præterea,

Per nos, supra nominatos Episcopos, Galfridum &
Willielmum, pro præfato Domino nostro Rege,
Et per nos prædictos, Ottonem, Ricoldum, &
Jacobum, pro dicto Domino nostro Comite,

Est tractatum & concordatum quod dicta Domina
Alianora, parata, sicut prædictum est, sumptibus dic-
ti Domini Regis, mittetur usque dictam Villam de Les-
cluses in Flandriâ, simul cum primis Quinque Milibus
Librarum Sterlingorum prædictarum, ita quod sint ibi,
in Octabis dicti Festi Apostolorum Philippi & Jacobi,
præfato Domino Comiti, vel ejus Gentibus, liberanda:

Et ex tunc eadem Domina Alianora, ad sumptus
dicti Domini Comitum, in omnibus remanebit.

Quæ omnia & singula superscripta nos, præfati Epi-
scopi, Galfridus & Willielmus, per prædictum Domi-
num nostrum Regem, quatenus ad ipsum pertinent; &
nos prædicti, Otto, Ricoldus, & Jacobus, per præ-
dictum nostrum Comitum, quantum ad ipsum perti-
nent, teneri, servari, & compleri procurabimus bonâ
fide; ipsosque Dominos nostros, virtute Potestatum,
nobis in hac parte tractatum, ad præmissa omnia & sin-

TOM. I. PART. II.

gula tenenda, servanda & complenda, in formâ supra-
scriptâ, tenore præsentium, obligamus.

Et quod præfatus Dominus Comes omnia & singula
superscripta, quatenus ipsum concernunt, effectualiter
faciet, servabit, & complebit, Ego, prædictus Ricol-
dus, virtute Potestatis specialis, per ipsum Dominum
meum Comitum michi in hac parte tradite, in Animam
ejusdem Domini mei, ad Sancta Dei Evangelia, cor-
porale præstiti Juramentum.

Ad hæc, nos præfati, Otto, Ricoldus, & Jacobus,
procurabimus, bonâ fide, quod dictus Dominus noster
Comes omnia & singula superscripta, per Literas suas
Parentes, magno Sigillo suo signatas, approbabit, ratifica-
bit, & pro se, & Hæredibus, & Assignatis suis, confirmabit;

Et Literas illas, simul cum Literis Parentibus om-
nium Dominorum Superiorum, de hereditando Pro-
lem, quam dictus Dominus Comes, dante Domino,
de præfatâ Alianorâ fuscitabit, sive Masculinâ, sive
Femininâ, fuerit, de omnibus Bonis suis (exceptis De-
cem Milibus Librararum Terræ parvorum Turonen-
fium per Annum, sicut prædictum est) dicto Domino
Regi, citra primum diem mensis Aprilis, proximo fu-
tutum in Angliâ destinabit.

Et nos præfati, Episcopi, Galfridus & Willielmus,
promittimus, bonâ fide, quod, quantum dictus Do-
minus noster Rex prædictas Literas receperit, ipse, per
Literas suas Parentes, sub Magno Sigillo suo, omnia
& singula præmissa, quatenus ipsum concernunt, pro se,
& Hæredibus suis, approbabit, ratificabit, & confirmabit.

In cujus rei Testimonium presentibus Sigilla nostra
apposuimus.

Dat. apud Westmonasterium vicefimo die mensis
Octobris, Anno Domini Millesimo, Trecentesimo,
Tricesimo primo.

Tenores Procuratorum, prædictorum Consiliariorum,
Deputatorum, ac Nunciorum & Ambassato-
rum, subscribuntur.

Edwardus, Dei gratiâ, Rex Angliæ, Dominus Hi-
bernæ, & Dux Aquitanie, omnibus, ad quos præ-
sentes Literæ pervenerint, Salutem.

Sciatis quod nos, de Circumspectione providâ & Fi-
delitate probatâ Venerabilium Patrum, J. Wyntonien-
sis, Cancellarii nostri, & W. Norwicensis, Thesau-
rarii nostri, Episcoporum & Dilectorum & Fidelium
nostrorum, Galfridi le Scrop & Willielmi de Herle
Militum, plenam fiduciam reportantes,

Ad tractandum cum Nunciis & Procuratoribus, No-
bilis Viri, Domini Comitum de Gerle, super Matrimo-
nio, contrahendo inter ipsum Comitum, & Alianoram
Sororem nostram carissimam,

Et ad conveniendum, promittendum, & concordan-
dum de Dote, seu Dotatio, Donationeque, propter
Nuptias, eidem Alianoræ assignandis,

Et ad alia, quæ circa hæc necessaria fuerint, faciendum,

Et ea quæcumque firmitate vallandum,

Plenam eisdem, Episcopis & Militibus, ac Tribus
eorum, tenore præsentium, damus & committimus Po-
testatem; Promittentes Nos ratum & stabile habituros
quicquid per ipsos, Episcopos & Milites, vel Tres co-
rum, tractatum, concordatum, promissum, & fir-
matum, fuerit in præmissis, & quolibet præmissorum.

In cujus, &c.

Teste Rege apud Wyndesore vicefimo die Octobris.

Univerfis, præsentes Literas inspecturis, nos Rey-
naldus, Comes Ghelrensis & Zutphanensis, faci-
mus manifestum, quod,

Nobiles ac discretos viros, Dominos Ottonem Domi-
num de Kuye, Ricoldum Prapostum & Archidiaconum
Ecclesiæ Sancti Petri Trajectensis, & Jacobum de Miar-
laer Militem, Consiliarios & Secretarios nostros dilectos,

Fecimus, & ordinavimus, facimus, constitutimus,
& ordinamus, nostros, veros & legitimos, Procurato-
res, negotiorum Gestores, & Nuncios speciales, &
quemlibet eorum in solidum (ita quod non sit melior
conditio occupantis, set quod per unum eorum incep-
tum fuerit, per alium protequi valeat & finiri) ad con-
trahendum, pro nobis & nomine nostro, cum Alianorâ So-
re Domini Regis Angliæ, Sponsalia & Matrimonium,

Eisdemque Alianoræ Duariam, Dorem, seu Dotati-
onem, sive Usufructum, faciendum & assignandum,
Donationemque, propter Nuptias, recipiendum,

Nosque penâ, Juramento, & multa quibuscumque
obligandum,

Et præstandum in Animam nostram custodiam, &
cujuslibet generis, Sacramentum super hujusmodi Ma-
trimonio, pro nobis & nostro nomine contrahendo,

Ac omnia alia & singula faciendum & excutendum, quæ
in dicto Matrimonio negotio necessaria fuerint, vel quo-

R

modo-

ANNO

1331.

ANNO modolibet oportuna, etiam si Mandatum exigant speciale, Ratum, gratum, & firmum, habentes, & perpetuò
1331. habaturi quicquid per dictos nostros Procuratores, vel eorum aliquem, actum fuerit in præmissis, vel aliquo præmissorum:

Quod omnibus, quorum interest, vel interesse poterit, sub Sigillo nostro Majore, præsentibus appenso, significamus.

Dat. Feria tertia post Festum Beati Remigii, Anno Domini Millesimo, Trecentesimo Tricesimo primo.

Nos autem, *Tractatus, Promissiones, Obligationes, ac omnia & singula in eisdem Litteris contenta, & quicquid per præfatos Consiliarios nostros actum existit, ratum, gratum, & firmum, habentes, & perpetuò habaturi,*

Ea omnia & singula, quatenus nos concernunt, & tangunt, effectualiter servabimus & complebimus, eaque omnia approbamus, ratificamus, & pro nobis, Hereditibus, & Assignatis nostris, omni modo & forma, sicut gesta, acta, seu contracta existunt, & ut in præfatis Litteris continetur, ex certâ nostrâ scientiâ, tenore Præsentium, confirmamus; Promittentes ipsa omnia, bonâ fide, effectualiter adimplere, ac, omni dolo & fraude penitus exclusi, inviolabiliter observare.
In cuius &c.

Teste Rege apud Westmonasterium vicesimo quinto die Martii.

20. Nov.

CXС.

Accession LUDWIGS Marggraffens zu Brandenburg und Pfälzengrafen bey Rhyn / wie auch Stephans und Ludwigs Pfälzengrafen bey Rhyn Gebrüder, zu der Wilmnisse zwischen Herrn und Ertz zu Ulm in eben der zeit geschlossen. Geben zu Ulm an der Mittwoch den vor Sand Catharinen tag Anno 1331. [JOH. PHILIPP. DATT, Volumen Rerum Germanicar. novum Libr. I. C. V. pag. 31. §. 32. Acte publié pour la premiere fois, par cet Auteur.]

C'est-à-dire,

Accession de LOUIS, Marckgrave de Brandebourg, comme aussi des deux Freres, ETIENNE & LOUIS, Comtes Palatins du Rhyn, au Traité d'Alliance conclu en ce tems-là à Ulm entre divers Seigneurs & Villes de l'Empire. A Ulm le Mercredi avant la Sainte Catherine 1331.

Mir endwig von Gottes Gnaden / Margraf ze Brandeburg / Pfälzengraf bey Rhyn / und Herzog in Bayern / Oberste Cammerer des Heiligen Römischen Reichs, und wir Stephan und Ertzog in Brander von denselben Gnaden Pfälzengrafen bey Rhyn / und Herzogen in Bayern / versehen offenbar an diesem Brief / daß wir mit Willen und nach unserm Rats Rat / fiern und zu den Heiligen gelter Rite gesworen haben in die Wilmnisse / als sich Herren und Ertz zu Ulm zu uns / und wir zu zu einander mit Eyden verbunden haben / stat ze halten / und ze vollfuren an Geworde / in aller der Weis und in allen dem Rechten / als die Wilmnisse-Brief sagen von Wort ze Wort / die darumb unser lieber gnädiger Herr und Vatter Kayser Ludowig von Rom mit seinem Kheiserlichen Junfied geben hat. Und sollen und wollen uns deren nicht sünden / noch schaden / mit ihnen Sachen. Und des ze Urkunde geben wir Margraf Ertzog von Brandeburg und wir Herzog Stephan unser beider Junfied an disen Brief; darumb wir Herzog Ertzog in Brander Bradelin siat hievor geschriben stat / der Brief ist geben ze Ulm an der Mittwoch vor Sand Catharinen Tag da man jalt von Christus Geburt dreihundert Jarre / darnach in dem ein und dreihundert Jarre.

CXCI.

1332. Privilegium LUDOVICI Bavari Imperatoris, Civitati Tremonienfis concessum, de non molestanda dicta Urbe per Impignorationem, Permutationem, aut quascunque alias Invasiones illicitas. Norimberge Anno 1332. [Dortmundisches Memorial den 27. Februarii 8. Martii anno 1688. zu Regensburg dictirt das Churfürstentum Brandenburgisch Erbschafts-Begehren betreffend / unter Annexa Lit.

A. apud LONDORPIUM Actorum publicorum Tom. XIII. Buch XIV. pag. 462. d'où l'on a tiré cette Pièce. DATT, Volumen Rerum Germanicarum Novum Libr. II. pag. 733.]

1332.

LUDOVICUS Quartus Dei gratia Romanorum Imperator, semper Augustus, prudentibus viris & discretis Magistris Consilium, Consulibus & universis Civitatis Tremonienfis suis & Imperii fidelibus dilectis, gratiam suam & omne bonum. Ob id Caelorum Dominus Romani Sacri nos Imperii defensorem sive Gubernatorem constituit, ac etiam ex sue pietatis clementiâ Rectorem, licet immeritum, ejusdem esse voluit, ut universorum Imperii fidelium, & maxime horum, qui multiplicibus ob amorem Sacri Imperii sunt anxietatibus hæctenus anxii, commodis intendamus, sique ipsorum nostris viribus & virtute infudamus utilitatibus & honoribus, quod principum Cruciatuum immemores anxietatunque perpessarum uberiores gratias sentiant à nostra Majestatis Clementiâ juxta vota. Sanè cum vos progenitoresque vestros jamdudum à retroactis temporibus sensimus non solum rerum, verum etiam corporum ob indemnitate Civitati vestre prædicte nobis & Sacro Romano Imperio pertinentis conservandam, tanquam Viros strenuos variis & multiformis intrepidè se submisisse Castigationibus, dignum fore credimus, vos munificentis, gratis & concessionebus singularibus, tanquam bene meritis per nostram Clementiam decorari. Oblata siquidem petitiones vestra Majestati nostræ plenius in sua serie continebant, quatenus vobis ex Imperatoris Majestatis nostræ consuetudine clementiâ, Privilegia vestra in iisque contenta, emunitates, libertates, concessiones sub quacunque forma seu concessione, per Divos Romanorum Imperatores & Reges Prædecessores nostros datas cum concessis approbare, ratificare, confirmare, ac etiam de novo gratias concedere dignaremur. Volentes igitur, ob singularis favoris & amoris quem vobis meritum vestrorum consideratione gerimus affectum, in præmissis annuere votis vestris statim quidem & ordinamus, ut nullus, cujuscunque status vel conditionis existat, vobis aut vestrum cuilibet divinum vel pariter pro quacunque causa Civili & Criminali coram alieno judicio, vel coram ullo alio præterquam ipsius Civitatis, qui tunc pro tempore fuerit, Judice moveat actionem, aut vos queat vel valeat alibi quomodolibet convenire; Nullique liceat etiam vos bonaque vestra ubicunque locorum sive in terris vel in aquis per quæcunque loca, districtus, terminos & territoria ubi telonia dari consueverant, consueta sunt aut ex novo dari potuerunt, proficisci contingat super teloniis, pedagiis aut cujuscunque alterius pensionis datione quomodolibet impetere, aut telonium, pedagium aut aliam pensionis cujusvis dationem à vobis vestrisque bonis exigere quovis modo. Indulgemus etiam vobis Successoribusque vestris universis, exoneramusque vos & relevamus ab omni sive qualibet impetitione duelli sic quod nulli liceat vos pro quacunque causa sive quocunque modo, in quibuscunque locis, terminis aut districtibus sive territorijs, quomodolibet impetere per Duellum. Etiam ut vos Successoresque vestri nati & nascituri curata vel simplicia Ecclesiastica Beneficia, que antiquitus consultis, intra muros Civitatis vestre sita, conferre more & modo solito possitis, quodque fœderum, quod vulgariter dicitur Gratz, braxare, facere seu condere secundum modum & antiquam vestram consuetudinem liberè valeatis, largiri & concedimus omnimodam facultatem. Nihilominusque vobis super suis & præmissorum quolibet, que in vestris Litteris, tam Romanorum Imperatorum, quam etiam Regum, felicis recordationis prædecessorum nostrorum Bulla aërea bullatis, sigillisque cereis sigillaris certificè novimus, præsentibus indulgemus.

Præterea cum vos tanquam Imperii fideles multiplices hæctenus importunas sustineretis anxietates per impignorationum illicitarumque invasionum atterationes & gravamina tot & tanta subieritis pericula, quod vos ab his illos in antea pro nostris viribus conservare volumus, & nostram delectat clementiam Augustalem. Volumus nihilominusque singulis & universis cujuscunque conditionis existant, strictissime præsentibus inhibemus, ne quis vos divinum vel pariter Successoresque vestros pro quacunque causa pro Nobis aut Sacro Romano Imperio per Impignorationes aut alias invasiones illicitas quascunque præsumat invadere, vel ausu temerario vos audeat quomodolibet molestare. Annuimus etiam quod vos nulli gubernatori sive defensori per vos contra voluntatem vestram vobis dato sive deputato pa-

,,reitis

ANNO
1332.

reatis, nec etiam ullatenus intendatis, permutationi-
que aut concambio, si quam vel quod nos aut Successo-
res nostri facere decerneremus & decernerent, occasio-
ne quorum a Sacro Romano Imperio vel alienari possitis
Imperio, nullatenus consentiatis, nec ad hoc per quem-
cunque vos archari volumus aut compelli. Etiamque
quod vos heredesque vestri possitis & possint donec ad
nostri Successorumque nostrorum revocationem & bene-
placitum ad duorum vel trium annorum spatium con-
petentem vobis Civitatibus vestra defensorum eligere ex
indultis nostris permittimus & annuimus gratia specia-
li. Volumus propterea quod nullus possidere possit aut
possideat Comitatum sive Comitum Civitatis vestra pre-
dictae praterquam verus ipsius heres, quodque nulli in
toto vel in sui parte vendi possit, nisi cum consensu &
bona vestri voluntate & specialiter aui filio Civis, qui
natus sit in ipsa Civitate & Residencia faciat in en-
dem. Et quod vos ipsam Comitatum sive Comitatum &
in toto vel in parte comparare totam vel totum tenere
valeatis presentibus indulgentis tenendum & possiden-
dam a Nobis & Sacro Romano Imperio, eo pleno jure,
sicut pendere dignoscitur ab eodem. Etiam ut nullum
Archi-Episcopum, Episcopum, Comitem, Baronem vel
aliquem forensium ad dictam Comitatum sive Comitatum
quomodolibet admittatis. Etiam ut nullus liberorum
Comitum secretum iudicium, quod vulgariter dicitur
Berebing/ intra muros Civitatis vestre permittatis ulla-
tenuis exercere vel erigere vel ipsi iudicio quomodolibet
presidere & quod etiam vos personam quamcunque no-
mine Civis sub forma & consuetudine Civitatis vestre
predictae receptam, vobisque sine qualibet impetitione
per annum integrum & diem secundum vestram anti-
quam consuetudinem continuò commorantem in
antea tanquam alium & verum Civitatis Civem tueri
tenere nostra suffulti gratia, sine defensione liberè va-
leatis. Statuimus etiam & strictissime presentibus sin-
gulis & universis ante dictam Civitatis incolis inhi-
bemus, ne quis quocunque modo vel ratione sub obtentu favo-
ris & gratiae nostrae personis Ecclesiasticis quibuscunque
tam secularibus quam etiam religiosis, Monasteriorum,
Ecclesiarum, Capellarumque Rectoribus Civitatis vestre
vendat, vendere vel in agone legare presumat ali-
qualiter aliquas possessiones, domos, proventus, vel
reditus perpetuo tenendos nec aliis modis possidendos,
quam ab antiquis temporibus huiusmodi bona sic ipsis
vendita vel legata, possidere consueverant, & habere
venditiones sine legatione si quidem aliis modis quam
ut praescribitur factas vel fendas cassamus, irritamus,
cassas & irritas nulliusque ipsas decernimus roboris &
momenti.

Licet etiam nulli, nec ulli licere volumus, posses-
siones, domos, proventus, redditus vel alia bona im-
mobilia quaecunque intra muros vel in campis Civitatis
predictae comparare vel emere, nisi ulli civium qui
consuetudines teneat & iuribus ipsis intendat & paret
Civitatis. Inhi-
bemus etiam quod nullus, ejuscunque
conditionis existat, in vestris & vestra Civitatis liberta-
tibus & iurisdictione cassas, munitiones aut aliquas no-
vas struchuras nobis, successoribus nostris, & etiam
vobis praesudicantis, damna sine documenta inferentes,
aut inferre potentes contra vestra voluntatis aut admi-
sionis beneplacitum edificare sine constitutis quomo-
dolibet audeat vel presumat. Adificata verò vel adifi-
catas, cassas & cassas, irritas & irritas dicimus, omni-
busque viribus & virutibus destitutis, privamus &
roboribus omnimodè denudamus. Admittimus etiam
& propter terrae commune bonum & commodum an-
nuimus, ut vos successoresque vestri dummodo super
eo cum tribus aut quatuor Civitatibus potioribus vos cir-
cumjacentibus super nummis sine denariis eudendis
usualibus, aequaliter equique valoris & ponderis, con-
cordaveritis, nummos usualis sine dativos denarios
cum ipsis Civitatibus, ut praemittitur, cedere valeatis.
Permittimus etiam ut vos omnium diffensionum & con-
troversiarum quarumcunque causas & origines inter vos
mutuò subortas & oriendas concorditer & amicè com-
planare possitis, casibus tamen & causis poenam corporis
aut mutilationem membrorum tangentibus iudicio &
iudici reservatis. Quicquid verò huic vestra ordina-
tioni sic amicè faciente statutus & ordinationibus
licitis per vos uniformiter propter utilitatem, conser-
vationem & honorem Imperii & ipsius Civitatis status
& ordinatis, parere vel intendere contraxerit & tem-
erè recusaverit, ad eo poenam per vos statutam, sub
virtute praesentis sacramenti sine remissione qualibet pre-
cipiatis integraliter, earumque poenarum qualitatem in
emendationem, structuram & ipsius Civitatis aedificia
ubi magis necesse fuerit, convertatis. Volumus pra-

ANNO
1332.

terea ut omnium emptionum sive venditionum tractatus
super possessionibus, domibus, redditibus, & aliis bonis
immobilibus quibuscunque intra vel extra muros Civi-
tatis vestrae predictae sitis, resignationesque praedictio-
rum, venditionis aut emptionis tempore fiant, in praes-
entia vestrorum Consulum in sede sedentium & coram
ipsis omnimodè pertractentur, pertractata verò libro Ci-
vitatibus inferantur, ipsique libro insignita temporibus se
offerentibus in huiusmodi casibus pro iudicato per vos
in antea teneantur. Mandamus etiam ut nullus quacun-
que de causa vos in rebus aut personis, sine jure & con-
tra iustitiam debitum gravet, turbet aut molestat. Inva-
siones vero & turbatores rerum & personarum vestrarum
qui fuerint & se infra mensem monitione tamen praeci-
missa, super damnis aut injuriis illatis vobiscum se non
composuerint, nam cum ipsorum malefactorum receptori-
bus, hospitatoribus & collectoribus a gratia nostra Ma-
iestatis excludimus & prorsus ipsos haberi volumus ubi-
libet locorum a quibuscunque pro excois. Ordinamus
etiam & statuimus, quod quicunque puellam honestam
vel virginem commendabili vite & morum conversa-
tione redimant, legitimam vel viduam alieuius infami-
ae notā vel maculā ipsarum honorem maculante, deni-
graverit vel diffamaverit, quique de hac palam trium
idoneorum & discretorum virorum testimonio con-
victus fuerit, in sui reatus poenam, poenā Civitatis an-
tiqua & solita puniatur. Praeterea volumus, nihilomi-
ni strictissime vobis injungimus & mandamus, quatenus
statutum, ordinatum & immutabile Consilium de decem
& octo Consulibus Scabinis existentibus & non
pluribus, de parentelis melioribus, antiquioribus, dis-
cretioribus, uxoris, melius hereditatis & legitime na-
tis. Sic tamen quod in ipso Consilio simul nunquam
neque successivè Pater cum filio, frater cum fratre re-
sedeat, habeatis, quosque quidem quoad vixerint, nisi
unus vel plures quodammodo vitio criminoso defamati,
criminosisque suis excessibus demeruerint, aut incesan-
tis aut continuè aegritudinis labem inciderint, aut
in tanta egestatis aut inopia defectum proruperint,
quod honorificè seu commodè Civitati praesidere, Con-
silioque interesse non valeant, irrevocabiler & imper-
mutabiliter sic tamen quod unus post alterius decessum
aut destitutionem per vitam & secundum statutus tem-
poribus electionem faciendam, defuncto vel destituto,
sine interruptione more cuiuslibet ad regendum sine re-
gulanda praedictam vestram Civitatem succedat, debe-
bunt perpetuis temporibus permanere; Quorum etiam
quilibet in sui receptione dum ad Consilium recipitur,
primo Nobis & Sacro Romano Imperio super homagii &
fidelitatis debito praestandis, deinde super observationibus
Jurium & Consuetudinum Civitatis vestrae, tactis Sacro-
sanctis manuali praestabit & praestare debebit Sacramentum
sine doli cuiuslibet suggestionis fideliter observandum. Per-
mittimus etiam quod duo Consules super singulis causis,
per ipsos visis vel auditis & specialiter super testamentis
& debitis, casibus duntaxat poenam corporis tangen-
tibus exceptis, quos secundum antiquam vestrae Civi-
tatis consuetudinem teneri volumus & servari sine con-
tradictione qualibet testificari poterunt etiam cetero-
rum idoneorum Civium quilibet ad eam summam pecu-
niaeque quantitatem, ad quam bona sua propria & im-
mobilia potuerunt extendere, poterit in causis & casibus
pecunialibus testificari, veritate testimonium perhibere.
Statuimus praeterea, quod Consilium quicunque
super quacunque causa coram Consulibus jure vel
iustitia contentari, recusaverit, ad examen Iudicis Ci-
vitatibus omnimodè remittatur. Singula quidem & uni-
versae Jura, Privilegia, Emunitates, Libertates, Con-
cessionis, gratias laudabiles bonasque Consuetudines & re-
servatas temporibus habitas tam per Nos, quam etiam per
Praedecessores nostros Romanorum Imperatores & Reges
& specialiter per CAROLUM REGEM FUNDATO-
REM VESTRAE DATA, concessa & confirmata, datas,
concessas & confirmatas ex nunc ex solitis Majesta-
tis vestrae Clementia, ratificamus, approbamus & pre-
sentis Scripti patrocinio ex certa nostra scientia con-
firmamus. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc
nostrae Ratificationis, Approbationis & Confirmatio-
nis gratiam infringere, vel ei ausu temerario quo-
modolibet contraire. Si quis autem hoc attentare pre-
sumpserit, indignationem nostram gravem, poenamque
centum librarum auri, quarum medietatem Fisco nos-
tro, reliquam verò partem injuriarum, volumus applicari,
se noverit incursurum, in ejus rei testimonium & evi-
dentiam praesentes conscribi, Majestatisque nostrae Bul-
la aurea in robur praemissorum omnium iussimus com-
muniri. Datum Nuremberg Anno Domini Millesimo
trecentesimo tercentimo secundo in crastino beati

1332
ANNO Bartholomaei, Regni nostri anno decimo octavo, Imperii vero quinto.

Signum invictissimi Domini, Domini LUDOWICI Quarti Dei gratia Romanorum Imperatoris semper Augusti.

(Locus appendentis Aeneae Bullae Majestatis Imperatoriae.)

CXCII.

15. Febr. *Fedus inter NELIPTIUM Comitem Fininii & Cetinae ex parte una, & Tria Communia atque Civitates Spalatensem, Traguriensem, & Sibenicensem ex altera, Quo dictus Comes has Civitates defendere & guarantare, ipsarumque hostes pro suis habere promittit: Civitates vicissim in auxilium Comitis 400. pedites contra ipsius inimicos, exceptis Rege Hungariae & Dominio Ducali Veneto, mittere pollicentur. Datum in Valle Stolponae 15. Februarii. Indicti. XV. 1332. [JOH. LUCIUS, de Regno Dalmatiae & Croatiae, Libr. IV. pag. 212.]*

IN Christi nomine Amen. Anno Nat. Dominicae 1332. 15. Februarii Indicti. 15. in Valle Stolponae. Congregatis in colloquio M. & potenti viro D. Nelipio de Fininio Comite ex parte una, & egregiis, & potentibus viris D. Nicolao de Molin Spalat. Johanne Gradonico Trag. Pantaleone Justiniano Sibenicen. Comitibus, & Nob. & sap. viris Petro Slavico Francisci, Petrarcha Petri, Johanne Stephani Syndico, & Nicolao Theodosii Civibus Spalat. Daniele Jacobi Syndico Desla Bastiani, Gregorio Salinguerra, Zoro Amblasi, Michoie Stepi, Nicola Simonis, Mengatio Dosce, Petracca Stepi Civibus Trag. & Rodoslavo Michete Syndico, Marino Bercii Milhiville Dragoy, Francisco Bradinis, Radulfo Georgii. & Petro Magistri Bogdani Civibus Siben. pro se ipsis & eorum Civibus & Communibus, quibus ad eorum consilios faciendis auctoritas est concessa ex altera parte ad tale pactum, concordiam, & societatem ad invicem deveniunt vid. Quod dictus D. Comes Nelipius debet defendere & guarantare dictas Civitates, & eorum districtus, & quamlibet ipsarum, homines, res, & bona ipsorum, & ejuslibet eorum, & quamlibet personam toto suo posse ubique locorum, ita, & taliter quod inimicos ipsarum dictarum Civitatum, & ejuslibet earum ipse D. Comes Nelipius tenebit, & tractabit pro suis inimicis tam in districtibus dictarum Civitatum, quam extra toto suo posse, bona fide sine fraude. Dicta vero tres Civitates debent dare inter omnes tres Civitates praedictas dicto D. Comiti Nelipio in ipsius D. Comitis Nelipii auxilium 400. homines pedites contra suos inimicos bona fide sine fraude: & inimicos dicti D. Comitis Nelipii habere pro eorum inimicis, exceptis D. Regem Hung. & subiectos Dominio Ducali Veneto, & ipsos 400. homines sibi dandos eidem D. Com. Nelip. possit conducere contra suos inimicos, si damnum sibi, vel genti suae dare contingeret, in Sclavonia tantum, & hoc intelligatur quod praedictae tres Civitates teneantur dare dictos 400. homines solummodo, quando d. D. Com. Nelip. personaliter iret contra dictos suos inimicos, & aliter non, & si contingeret pro ipsum D. Com. Nelip. vel gentem suam moveri guerram, seu derogationes facere alicui personae absque voluntate, vel requisitione ipsarum Civitatum, & eorum Comitum, quarum sunt Comites, quod praedicti Comites, seu Civitates praedictae ad praedictos 400. homines sibi dandos minime teneantur. Nec contra Dominum Regem Hung. & Subditos D. Ducis ad praestandum eidem D. Comiti Nelipio auxilium supra dictum nullatenus teneantur. Et praedicta omnia, & singula sap. & infra scripta ab hodierna die in auctis initium assumpta sint & debeant observare, donec de Ducali Domini processerit beneplacito voluntatis, pro quibus omnibus, & singulis observandis, & firmiter attendendis. Item D. Comes Nelip. per se & nomine gentis suae ex una parte, & Joannes Stephani Synd. & Procur. Communis & hominum de Spalato, Daniel Jacobi Syndicus, & Procurator Communis & hominum de Trag. Rodoslavus Michete Synd. & P. Communis & hominum de Sibenico in eorum & ipsorum quorum sunt Syndici, & Procuratores animas juraverunt corporaliter ad Sancta Dei Evangelia, tacitis

CORPS DIPLOMATIQUE

ANNO 1332. sacrosanctis Scripturis, praedicta omnia & singula supra scripta & infra scripta bona fide sine fraude attendere, & observare, & contra in aliquo non facere, vel venire aliqua ratione, vel causa. Quibus omnibus sic peractis supra scripti Domini Comites & Nob. Civitatum praedictarum volentes inter se taxare, & dividere ipsos 400. homines eidem D. Comiti Nelipio dandos. Primum, & principaliter D. Nicolaus de Molino Comes Spalati de consensu & voluntate dictorum Nob. de Spalato C. homines de dicta summa 400. hominum praedictorum pro Comuni & hominibus de Spalato obtulit se daturum, & D. Joannes Gradonico Comes Trag. cum consensu & voluntate dictorum Nob. de Trag. de supra summa pro dicto Comuni & hominibus de Trag. 140. homines obtulit se daturum, & D. Pantaleo Justiniano Comes Siben. de assensu, & voluntate dictorum Nob. de Siben. 160. homines de supra summa praedicto Comuni, & hominibus dicta Civ. Sibenici obtulit se daturum, & sic unusquisque dictorum Comitum nomine dictarum Civitatum quarum sunt Comites, & ipsi Nobiles Syndici, & Procur. Civitatum praedictarum una cum eis ex auctoritate eis attributa, & concessa a Consiliis Civitatum eorum, & ejusque ipsorum promiserunt dare causis supra scriptis unusquisque quantiatem hominum per eos superius protaxatam & ordinatam, convenientes & promittentes partes supra per se quod de dicta conventionione, & societate quatuor conficiantur Instrumenta, unius ejusdemque tenoris, sigillis pendentibus eorum, & ejusque ipsorum Civitatis, & Communis, & D. Comitis Nelip. in supra scriptorum omnium testimonium munimine roborata. Acta fuerunt praedicta, & firmata in Valle Stelpone praesentibus Magistro Alex. de Firmo Notario & Cancell. Communis Trag. Mag. Mengelheide de Cluigia, & plurimis aliis testibus ad haec vocatis & rogatis. Ego Petrus filius q. X Alex. de Pistorio imp. auct. Not. & Communis Siben. Cancell. & iuratus publicus praedictis omnibus interfui, & a praedictis partibus rogatus scripsi, & fideliter publicavi, signoque meo consueto signavi.

CXCIII.

Privilegium von Kayser LUDWIG denen gesamten 11. Mai. Bürgern zu Muhlhausen erteilt, daß ders Stadt auf keinerlei weise solle vom Reich abalienirt werden. Vbrach des Montags nach dem achten tage des heil. Creutzes tag 1332. [LONDORPII Acta publica Tom. XIII. libr. XIV. Cap. XXXV. 444. Ce Privilege fut renouvelé à Cologne le jour de St. Laurent 1349. par l'Empereur CHARLES IV. On le trouve dans le même endroit de LONDORPIUS pag. 445. lit. G.]

C'est-à-dire,

Privilege de l'Empereur Louis de Baviere en faveur des Citoyens & Bourgeois de MULHAUSEN, portant que leur Ville ne pourra en aucune maniere être aliénée de l'Empire. A Biberach le Lundi après l'Octave de la Fête de Ste. Croix 1332.

Wir Ludwig von Gottes Gnaden / Königlich Kayser / zu allen Zeiten Meherer des Reichs / versehen offentlich mit diesem Brieffe und thum hinfu allen denen / die ihn ansehend oder hörend lesen / daß wir angesehen haben die enrichte Itzunge / und die grose Treue / die mit und dem Reich gethan haben die Bürger gemeinlich zu Muhlhausen / und besunden / daß sie dem Reich / mit gansen Treuen begubelben / und sich von dem Reich mit ihren Treuen niemanden gescheiden mag; Und haben ihn von besunden Gnaden verheissen / und verheissen ihn es auch mit diesem unsern gegenwärtigen Brieffe / vor uns / unsere Nachkommen an dem Reich / daß wir die Stadt zu Muhlhausen mit Gerichten / Dörffern und allen dem / was zu der Stadt gehoret / und das des Reichs ist / um keinerlei Sade noch Nothdurft des Reichs / und besunden um kein Zugel / Morgengabe / Heimsteuer noch Wiederlegung / unser und unser Nachkommen Kindern nimmer zu feine Zeit von dem Reich bey nicht vorweisen / vorsehen noch verandern silten / in keinen Weg; Und were das wir oder unser Nachkommen / unversind diese Brieffe / sie von dem Reich vorsehen oder verpreisen / das solt nicht Krafft noch Mache haben. Und darüber zu Irthumb geben wir ihn diesen Brief / versiegelt mit unserm Kayserschen Insigel / der gegeben ist zu Biberach / des Montags nach dem achten Tage des heil. Creutzes Tage / als er funden ward / da man zehle von Christus Geburt dreze-

ANNO sechshundert Jahre / darnach in dem zwuy und dreyssigsten Jahre / in dem achtzigenden Jahre unsers Reichs / und in dem fünfzigsten des Kayserthums.

(L. S.)

(A)

Dass diese Copie mit dem wahren unverfälschten Originali facta Collatione allenthalben gleichstimmig befunden worden / solches thut ich

JACOBUS ARNOLDI,

S. Imper. auth. Not. Publ. requisitus in fidem attestiren,

(L. S.)

CXCIV.

20. Juin. *Compromis de Raoul, Comte d'Eu & Connétable de France, pour soi & au nom de l'Archevêque de Cologne, de l'Evêque de Liege, des Comtes de Luxembourg, de Gueldres, de Juilliers & de Namur d'une part; & de Jean Duc de Brabant d'autre, en la personne du Roi de France Philippe de Valois, de tous les différens qu'ils avoient ensemble, le 20. Juin 1332. [G.G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 139.]*

Nous RAOUL Comte de Eu, de Gynes, Connétable de France, sçavoir faisons à tous, que sus & de toutes les guerres, descordz, debatz, querelles & controverfes, que Reverend Pere en Dieu Monsieur Wallerant Archevesque de COLOGNE, Monsieur Adaulf Evêque de LIEGE; & tres haultz & nobles Princes, Monsieur Jean Roy de Boheme & de Pologne & Comte de LUXEMBOURG, Monsieur Regnault Comte de GUELDRÉS, Monsieur Guillaume Comte de JULLIERS, Monsieur Loys Comte de Los & Chigny, Monsieur Jean Comte de NAMUR, Monsieur Jean de Haynault Sire de Beaumont, & Monsieur Guy de Namur Chevallier; & nous conjointement & divisément avons & pouvons avoir envers tres hault & noble Prince, Monsieur Jean Duc de Lothier, de Brabant & de Lembourg, desquelz les dessus dictz se sont compromis sur certaine forme & maniere contenues en leurs Lettres sur ce faictes & scellées de leurs seaux en tres hault & tres puissant Prince nostre tres cher Sieur Monsieur PHILIPPES par la grace de Dieu Roy de France * obligez & obliges audit Duc de Brabant & au dict Monsieur le Roy de France & à tous ceux à qu'il appartient, peut ou pourra appartenir, sur les peines en la forme & en la maniere de point en point, que les dessus dictz Monsieur le Roy de Boheme & de Pologne & Comte de Luxembourg, Monsieur Renault Comte de Gueldres, Monsieur Guillaume Comte de Juilliers, Monsieur Loys Comte de Los & de Chigny, Monsieur Jean Comte de Namur, Monsieur Jean de Haynault Sire de Beaumont, & Monsieur Guy de Namur Chevallier se sont obligez. En tesmoing & à plus grande fermeté des choses sus dictes & de chacune d'icelles, nous avons mis nostre seel en ces presentes Lettres. Donné à Royal lieu près de Compiegne, le vingtiesme jour du mois de Juin, l'an de grace mil trois cens trente deux.

CXCV.

20. Juin. *Lettre par laquelle PHILIPPE de Valois, Roi de France, accepte le Compromis d'entre l'Evêque de Cologne, de Liege, & autres & le Duc de Brabant. Fait le 20. Juin, 1332. [G.G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici, pag. 139.]*

PHILIPPES par la grace de Dieu Roy de France, faisons sçavoir à tous, que nous regardans & considerans les grandes guerres, haines & discordz, qui estoient & pouvoient plus grandes naistre entre nos chers & bien amez Walerant Archevesque de COLOGNE, Adaulf Evêque de LIEGE, & nostre cher & amé Cou-

sin Jean Roy de Boheme & de Pologne & Comte de Luxembourg, Regnault Comte de Gueldres, Guillaume Comte de Juilliers, nostre cher & amé neveu Loys Comte de Los & de Chigny, Jean Comte de Namur, Jean Sire de Beaumont, & Guy de Namur Chevallier, & chacua d'eulx conjointement & divisément pour eux, & pour leurs alliez & leurs aydants d'une part; & nostre tres cher & amé Cousin Jean Duc de Lothier, de Brabant, & de Luxembourg pour luy & pour ses alliez & aydants d'autre part. Desquelles guerres, haines & discordz moult de peril, maux & esclandres pourroient veoir & ensuivre.

§. 2. Nous desfrans de tout nostre cœur mettre à nostre pouvoir bonne paix & accord entre tous bons Chrestiens, & specialement entre les dessus dictz; nous sommes entremis de faire & pourchasser bonne paix & bon accord entre eux & chacun d'eux. Et pour ce les dictes Parties & chacunes d'icelles pour eux, leurs alliez & leurs aydants dessus dictz, establis personnellement en nostre presence de leur bon gré & de leur volonté, se sont compromis en nous comme en arbitre, arbitrateur ou amiable compositeur, sus & de toutes les guerres & discordz, debatz, querelles & controverfes, que chacune Partie & Parties a, & peut avoir, ont & peuvent avoir à present à faire les uns vers les autres, conjointement & divisément. Et nous ont donné tous ensemble & chacun par soy plein pouvoir & franche puissance de faire & mettre paix entre eux & chacun d'eux des guerres, qu'ils ont; & que des discordz, debatz, querelles & controverfes dessus dictes, nous les Parties onyes amiablement, en leurs demandes, defenses & en leurs raisons, par devant nous ou ceux que nous y deputerons, sommairement & de plein, sans autre figure de proces, gardé, ou non gardé ordre de droit, & baillez en escript par maniere de memoire par devers nous, ou ceux, qui à ce seront deputez de par nous, les faictz & raisons, desquelz les Parties & chacunes d'elles se voudront ayder les uns contre les autres, sçachions & faisons sçavoir par maniere d'information, & comme bon nous semblera la verité par bons gens & dignes de foy, en quelques lieux & pais, & de tout ce que par les deputez de par nous, nous tenterons pour informer des faictz, discordz, debatz, querelles & controverfes & raisons dessus dictes, nous puissions à une fois ou à plusieurs & toutes fois, comme à nous plaira, prononcer, declarer & terminer & en ordonner, en escript & sans escript, de haut & de bas, selon & que bon & convenable nous semblera, & à nostre pure & franche volonté, sans en recourir à dict arbitrage ou ordonnance de juge ne de bon homme; & pourrons prononcer, declarer, determiner & ordonner des dictz discordz, debatz, querelles & controverfes toutes ensemble ou particulièrement, une fois & plusieurs, toutes fois & quantes comme à nous plaira, durant le terme de ce Compromis & la prorogation d'iceluy, s'il estoit prorogué, & durera nostre pouvoir à ce faire jusques à la feste saint Jean Baptiste, qui sera l'an mil trois cens trente trois. Ce adjoint, que s'il nous plaist, nous pourrons allonger & proroguer le dict terme & le dict Compromis, jusques à la nativité de nostre Seigneur ensuivant en celuy an mesme, qui sera l'an mil trois cens trente trois.

§. 3. Lesquelles choses toutes & chacunes d'icelles, ainsi comme elles sont divisées les dictz Roy de Boheme, Comtes de Gueldres, de Juilliers, de Los, & de Chigny, & de Namur, & Jean de Haynault Sire de Beaumont, & Guy de Namur & chacun d'eux, pour tant comme à eux & chacun d'eux peut toucher, conjointement & divisément d'une part; & le dict Duc de Brabant d'autre part; ont promis, pour eux, pour leurs alliez & leurs aydants tant d'une part comme d'autre, & l'une Partie à l'autre dessus dictes & à nous mesmes & à tous ceux qu'il appartient, peut & pourra appartenir, par leurs sermens donnez sur saintes Evangelles touchées corporellement, & sur l'obligation de leurs hoirs & successeurs & de tous leurs biens meubles & non meubles, presens & à venir; tenir & garder fermement & loyaument en bonne foy, sans corrompre, sans fraude & sans tout mauvais engin, & sur la peine de cent mil marcs d'argent fin; de laquelle peine la Partie qui seroit desobeissante à nos dictes prononciations, declarations, determinations ou ordonnances, toutes fois & quantes fois, que ils ou aucuns d'eux, leurs alliez, ou leurs aydants seroient par eux ou par autre encontre icelles ou aucunes d'icelles, ou contre la teneur de ces Lettres, sera tenu payer & rendre sans contredit par sa foy & par son serment, & sur l'obligation dessus dictes, la moitié à chacune Partie & Parties,

ANNO
1332.

134

CORPS DIPLOMATIQUE

C'est-à dire,

ANNO
1332.

qui ohebront à nos dictes prononciations, declarations, determinations ou ordonnances, & à la teneur de ces prelatres Lettres: & l'autre moitié de la dicte peine payer & rendre à telles personnes, ou à telz usages & dedans tels temps, comme en voudrons ordonner tant durant le dict temps du dict Compromis, & la prorogation d'iceluy, comme après en quelque temps que ce soit; laquelle peine commise ou non commise, nos dictes prononciations, declarations, determinations & ordonnances demeureront tousjours en pleine force & vertu.

§. 4. Et en tant comme le present Compromis & les choses sus dictes touchent & peuvent toucher les dictz Archevesques de Cologne & Evesque de Liege & chacun d'eux, conjointement & divisement d'une part, & le Duc de Brabant d'autre part; les dictz Archevesques, Evesque & Duc ont promis pour eux & pour tous leurs Alliez & leurs aydants tant d'une partie comme d'autre, & l'une Partie à l'autre, & autres des dessus dictz & à nous memes, & à tous ceux, à qui il appartient, peut & pourra appartenir en bonne foy, & en bonne loyauté, les l'relatz la main au pectus en la presence des sainctes Evangiles sans iceux toucher, selonc que à leur honneste estat appartient, & li dis Duc par son serment, tenir & garder fermement & loyalement, exactement & entierement en bonne foy, sans corrompre, sans fraude, & sans tout mauvais engia, nos dictes prononciations, declarations, determinations ou ordonnances; en tant comme les dictz discordz, debatz, querelles & controverses touchent & peuvent toucher les guerres, injures, villainies, malesfaçons, dommages, despens, coultz, fraiz & actions personnelles: mais en tant comme ilz toucheroient heritages tant d'une Partie comme d'autre, ilz tiendront nos dictes prononciations, declarations, determinations ou ordonnances ou la teneur de ces Lettres, quant aus dictz heritages; & s'ils ou aucuns d'eux, leurs Alliez ou leurs aydants faisoient par eux ou par autres rencontre icelles ou aucunes d'icelles ou contre la teneur de ces Lettres, la Partie desobeissante sera tenu payer & rendre sans tout contredit la moitié de la dicte peine aux Parties, qui y ohebront, & l'autre dicte moitié de la dicte peine à telles personnes, ou à telz usages & dedans tel temps comme nous en voudrons ordonner, tant durant le temps du dict Compromis & de la prorogation d'iceluy, comme après en quelconque temps ce soit.

§. 5. Et à faire & accomplir entierement, si comme dit est, ont obligez les dictz Archevesques, Evesque & Duc, tant comme à chacun peut toucher eux, leurs biens, meubles, prestens & à venir par leur foy & leurs dictz sermens & en leur loyauté l'une Partie & l'autre & autres des dessus dictz, & à nous memes & à tous ceux, à qui il appartient & peut appartenir. Et ont voulu toutes les dessus dictes Parties & chacunes d'icelles en leur bonne foy, par leurs dictz sermens que si choses dessus dictes, ou aucunes d'icelles a doute ou obscurité aucune, nous icelle puissions declarer & terminer, selonc que bon nous semblera; lequel Compromis & arbitrage & les promesses & obligations à nous faictes si comme dict est, nous pour bien de paix, avons receu & recevons en nous. En tesmoing de ce & plus grande seurte & fermeté des choses dessus dictes, nous avons faict mettre nostre seal en ces Lettres. Donnée à Royal lieu pres de Compiegne, le vingtiesme jour du dict mois de Juin, l'an de grace mil trois cens trente deux. Sic signatum, Par le Roy en son grand Conseil, BARRE.

CXCVI.

22. Juill. Land-friede von Ludwig, Römischen Kayser / mit Rath des Erzbischoffs Balduini, zu Trier / Pflegers der Stifften Mayntz und Speyr für sich und seine / Stiffter; und mit namen / für Gerlach, Bischoffen zu Worms / Rudolph und Ruprecht, Palzgrafen bey dem Rhein / und der Städte Strasburg, Worms, Speyr und Oppenheim, von oberhalb Strasburg eine halbe Meyle herab bis gen Wingen / auf dem Rhein und jedweder Seite des Rheins auf dem Lande 3. Meilen / zu Sicherheit der Straffen zu Wasser und Land / als auch Handhab der gewerbschafft auf 2. Jahr ausgerichtet / mit der Städte gemeinshafft auf 2. Jahr ausgerichtet / mit der Städte gemeinshafft. Geben am nächsten Mittwoch den Sancti Jacobi 1332. [LEHMANNI Chronicon Spirense Libr. VII. Cap. XXX. pag. 679. col. 2.]

Paix publique, établie & ordonnée par l'Empereur Louis de Baviere, de concert avec BAUDOUIN Archevesque de Treves, Administrateur de Mayence, & Evesque de Spire, tant pour lui & ses Evêchés, qu'au Nom & pour GERLACH Evesque de Worms, RODOLPHE & RUPRECHT Comtes Palatins du Rhyn, & les Villes de STRATSBURG, MAYENCE, WORMS, SPIRE & OPPENHEIM, pour la conservation du Commerce, & la sûreté des Chemins, par Terre & par eau, le long du Rhyn, jusqu'à l'estendue de trois Milles de l'un & de l'autre côté, comme aussi dans tout le Territoire de Stratsbourg, & un demi-Mille plus haut jusqu'à Bingen, pour deux Ans. Ann. 1332. Avec les RATIFICATIONS desdites Villes, du Mercredi avant la St. Jacques 1332.

Wir die Rache und die Buerger der Stätte Menh / Straßburg / Worms / Spire und Oppenheim / thun fund allen den / die diesen Brief sehen / oder hören lesen / daß wir den Landfrieden / den der ufrstliche Herr / unser Herr Kayser Ludwig gemacht und gesetzt hat / mit Rath des Erzbischoffen zu Cote / Batten und Herrn / Herrn Balduines Erzbischoffen zu Trier / und Pflegers der Stifte zu Wenz und zu Spire / und der Hochbischöffen Fürsten / Herrn Rudolphs und Herrn Ruprechts Pfälzgraven bime Wyne / und Herzogen in Bayern / und unser / als an diesen Briefen stat / die bi nach von Wort zu Wort geschrieben sint / welche mit steter halten wollen mit guten Truppen / und by dem Eide den wir hierüber han getan / an alle Geseheide / und stehen die Brief des Landfriedens also :

Wir Ludwig von Gottes Gnaden Röm. Kayser / zu allen Zeiten Meher des heiligen Riche / thun fund allen / die diesen Briefe sehen oder hören lesen / daß wir durch Ansidte / Notdorff / und fruchtberige künftliche Nütze / des Landes und der Lute gemeinlichen / mit gutem Rath unser lieben Fürsten Balduines Erzbischoffen zu Trier / Pflegers der Stifte zu Wenz und Spire / für sich und die sinen der vorgenannten Stifften / Pfaffen und kengen / Wäldne und Muntien / und mit Namen für Gerlachen Bischoffen zu Worms / für sein Stift und Pfaffheit / die er verwalten wil / Rudolphs und Ruprechts unsers Rueders schen Eime / Pfälzgraven bime Wyne / und Herzogen in Bayern / und der Bischen kate / der Rache und der Buerger gemeinliche der Städte zu Wenz / Straßburg / Worms / Spire und Oppenheim ufrgesetzt / gemacht und geboten hant / ein rechten Land-Frieden / von oberhalb Straßburg ein halbe Meil die richte herab bis gen Wingen uff dem Wyne / und jedweders Eide des Wyne uff dem Lande dri Meilen / und sollen auch in demselben Frieden dri Wingen / Weckelheim und Esbernheim / und sullent auch juchsen desselben Land-Frieden Ailen alle unredte Zölle abe sin uff dem Lande und uff den Wäffsen / an die Geseite / die der Bischoff von Spire / die Marggrafen von Baden / und der Graf von Nassau nement uff dem Lande / als es bisher gewonlich ist gewesen. Und sollen auch die alten Zölle verlihen / uff dem Wyne / als es von Alters herkommen ist / an alle Geseheide. Wir sehen auch und gebieten / daß man uff Wasser und uff Lande schwimen und weiden sol / in des vorgenannten Land-Friedes Ailen / allen Rath / allen Brand / Gefangnisse und alle Gewalt die den widerfähret / die zu diesem Land-Frieden hören / und allen auch Kouffliiden / und allen guten Liden / die in des Landfriedes Ailen ritent oder fahrent / gehen oder wandelent / an alle Geseheide. Und were auch / daß jeman in des Landfrieden Ailen seße / er sy wer er sy / der zu diesem Friede nit helfen wolt / als wir die Herren und die Stätte / die zu dem Landfrieden gehören / sie heissen / die sollent auch desselben Landfriedes mit gemessen. Geseheide auch / daß jeman geschädiget wude in des Landfrieden Ailen / der oder die / oder jeman von ihnen wegen moget das ügen und klagen den nächsten Herren oder ihren Kimpflichen oder den nächsten Städten / bey den der Schade geschehen ist. Und sollent die / die alus gemahnet werden / zuhumb und unverzüglich erfaren uff den Eide und den Schaden. Und beweident sie danne / daß er geschädiget ist wider Rechte / und der Landfried an ihme gebroden ist / so sullent sie fürblichen und ohne Verzog dazu thun und beholfen syn / daß der Schade geriche werde / uff ihren Eyd / und erckemen sie bi ihrem Eyd / daß sie sie mit allein bewingenden moget / so moget sie zu die nächsten Herren und Städte zu enmanen / und sollent ihn auch die unverzüglich beholfen sin offe den Eyd / bis der Schade gerichtet wird / an alle Geseheide. Auch sehen wir und gebieten / daß kein Herr noch kein Stadt die zu diesem Landfrieden hören / mit gebunden noch schuldig sein zu helfen / noch zu bieten jeman / der zu diesen Frieden nit enhört es syn Herren oder Städte / sie erman es dann gerne. Dient aber jeman darüber kein Herren oder Städten / die zu dem Landfrieden nit enhörent / was der Schadens libet / das en ist man ihme nit schuldig zu helfen / von des Landfriedens wegen / man thu es dann gerne. Were es aber / daß jeman /

[illegible]

ANNO mit unsern Köpflichen Insegele. Drey Brieff wart geben / et
 1332. und des zu ein Urkunde / das wir die vorgenannten Städte dies
 sen anno zu ein Urkunde als hievor geschriben sith; So
 han Wir unser Städte Insegele an diesen Brieff geschribet /
 der da wart geben als man Jahr von Gottes Geburt dreihun-
 dert Jahr / darnach in dem zwey und dreissigen Jahr / an
 der nedstest Wirtwochen vor Sant Jacobs Tag des heiligen
 Trisecheln.

CXC VII.

7. Nov. Alliance des quatre Cantons LUCERNE, URI
 LUCERNE, SCHWITZ & UNDERWALDEN, à Lu-
 URI, cerne le Samedi avant la St. Martin. 1332. [G.
 SCHWITZ G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici, pag.
 ET UNDER- 141.]
 WALDEN.

AU nom de Dieu, Amen. Estant la memoire &
 l'intendement de l'homme debile & transitoire,
 si que facilement on oublie les choses, que longuement
 doivent durer; Au moyen de quoy est necessaire que
 l'on face apparoir & manifester par escrit les choses
 qui sont imposees aux hommes, pour leur bien, bon-
 heur & profit; pour lesquelles raisons nous l'Advoyers,
 les Conseillers & generalement les Bourgeois de la vil-
 le de LUCERNE, les payfans d'URY, SCHWITZ,
 & d'UNDERWALDEN faisons sçavoir & notifications à
 tous ceux qui liront ou oiront lire ces presentes: Que
 nous desirons prevenir aux occurrences, que par dis-
 cession des temps peuvent arriver, & afin que puis-
 sions mieus persister en paix & tranquillite, & mieus
 asseurer & defendre nos personnes & nos biens; Nous
 nous sommes ensemble conjointes & assurees perpe-
 tuellement & irrevocablement, de maniere que par nos
 bonne foy & serment avons promis & juré de nous as-
 suster, favoriser & ayder les uns les autres de nos corps
 & de nos biens, en tous endroits & tout ainsi comme
 y apres est escrit.

§. 1. Premièrement Nous les dictés de Lucerne,
 d'Ury, de Schwitz & d'Underwalden nous avons re-
 servé nostre tres honoré Sieur l'Empercur, le Saint Em-
 pire Romain, & les droictures que nous leur sommes
 tenus, ainsi que du passé nous avons bonne coustume.
 Aussi nous les dictés de Lucerne nous avons réservé nostre
 Ville & tous les droicts & bonnes coustumes de nos
 Conseillers envers les Bourgeois & Estrangers comme
 du passé nous avons accoustumé. Et nous les dessus dictés
 d'Ury, de Schwitz & d'Underwalden, nous sommes
 aussi réservés à un chascun pays singulierement en ses
 limites leurs droicts & bonnes coustumes, ainsi que de
 tout temps nous avons accoustumé. Nous lesdicts Bourgeois
 de Lucerne devons nous contenter desdictes droictures
 & coustumes comme cy devant est escrit, tous dols ex-
 ceptez envers les dictés payfans; & nous les dictés pay-
 fans d'Ury, de Schwitz & d'Underwalden en sem-
 blable envers les dictés Bourgeois de Lucerne.

§. 2. Le cas advenant (ce que Dieu ne veuille)
 qu'aucune de nous les dictés Parties feust invahie, mo-
 lestée, assaillie dedans ou dehors le pays, ceux aux-
 quels le dommage auroit esté fait, declareront par
 leur serment, si on leur fait tort; En ce cas ils admo-
 nesteront les autres, à sçavoir la ville de Lucerne, les
 dictés pays & un chascun d'eux particulierement. La-
 dicte Ville & Bourgeois de Lucerne à lors seront te-
 nus nous ayder & assister les uns les autres contre tous
 Sieurs & autres, de nos corps & de nos biens; Nous
 les dictés Bourgeois de Lucerne aux dictés payfans à nos
 propres depens; & nous les dictés payfans aux dictés
 de Lucerne aussi à nos propres depens le tout à la bonne
 foy tous dols exceptez.

§. 3. S'il survenoit questions ou guerres entre nous
 les dictés Alliez, en ce cas les plus sages & les plus ca-
 pables seront choisis parmi nous, les quels appaiseront
 & accorderont telles guerres ou questions amiablement
 & par la justice, au dommage & interet de la partie
 desobeissante.

§. 4. Le cas advenant qu'il survint differend entre
 les dictés trois pays & que les deux feussent d'opinion
 conforme, en ce cas nous les dictés Bourgeois de Lu-
 cerne nous joindrons avec eux & induirons le troisieme
 pays à se joindre avec les deux; Si non * que par
 nous les dictés Bourgeois de Lucerne fussent trouvez
 parmi tel differend quelques choses, que les dictés deux
 pays eussent eues selon l'Equité.

§. 5. Nous avons semblablement advisé, que nous
 les dictés Bourgeois pour les dictés payfans d'Ury, Schwitz
 & d'Underwalden, ny aussi nous les dictés payfans pour

les dictés Bourgeois de Lucerne ne pouvons estre gaigez
 ou mis pour gaiges.

§. 6. Nul de nous les dictés Alliez ne pourra particu-
 lierement ou par serment ou par promesse particuliere
 se joindre ou aller avec personne dedans ou dehors le
 pays sans le sceu & consentement des autres Alliez ge-
 neralement.

§. 7. Nul de nous les dictés Alliez ne gaigera un au-
 tre, si ce n'est pour cas de flancement ou plegoir, &
 si ne le fera que par sentence de justice.

§. 8. Celuy de nous les dictés Alliez qui resistera à
 la justice, ou qui fera desobeissant, & que à cause de
 telle obeissance aucun de nous lesdicts Alliez fust in-
 teressé, en ce cas nous les dictés Alliez le contraindrons
 à supporter tel interet.

§. 9. Si aucun de nous les dictés Alliez avoit merité
 la mort moyennant que pour tel il fust deservi de son
 Juge, & que cela fust signifié aux autres Justiciers par
 Lettres patentes du pays ou de la ville de Lucerne;
 Iceul en tel Lieu & Justices sera pareillement des-
 crié, comme il l'estoit par son dict Juge. Et celuy
 qui puis apres ouvertement le logera, nourrira & en-
 tretendra, il sera mis en son lieu & en sa coulpe,
 toutes fois ne sera apprehendé en sa personne, tous dols
 exceptez.

§. 10. En outre nous sommes unanimement resolu,
 que si aucuns de nous lesdicts Alliez n'observoient in-
 violablement tout ce que dessus, spécialement & ge-
 neralement ez escrits & declarations, & qui le trans-
 gressait en aucun point, celuy la sera tenu pour parjure
 & desloyal.

§. 11. Et enfin que tout ce que dessus par nous tous
 generalement soit fermement & irrevocablement tenu
 & observé, nous les dessus dictés Advoyers, Conseil-
 lers & Bourgeois de Lucerne le sceau de nostre Com-
 munaute; & nous lesdicts pays chascun son sceau avons
 fait pendre à ces presentes Lettres pour vraye cor-
 roboracion des choses cy dessus; qui furent faites à Lu-
 cerne le Samedi devant le jour Saint Martin, l'an a-
 pres de la nativité de nostre Seigneur courant treize
 cens trente deux.

CXC VIII.

Declaration d'EDOUARD Roi d'Ecosse touchant 23. Nov.
 les Donations, Cessions, & Hommages qui se de-
 voient faire à EDOUARD III. Roi d'Angle-
 terre. Donnée à Rokesbourg le 23. Novembre
 1332. [RYMER, Fordera, Conventiones, &c.
 Tom. IV. pag. 336.]

EDWARD, par la grace de Dieu, Roi d'Ecosse, a
 toutz ceux, as queux ces presentes Lettres vendront,
 Salutz.

Sachez que,
 Come nostre Roiaume d'Ecosse, & les Isles appur-
 tenances à icel, soient & devient, & tut temps passé
 soloient estre tenus des Rois d'Engleterre par Homage
 Lige & Feaute.

Et jadis, apres la mort Alisaundre, Roi d'Ecosse,
 & ses Heirs engendrez de son Corps, nos Devantiers,
 Debat fust mu entre, de bone memoire, Johan de Bail-
 loi nostre Pierre, & Sire Robert de Brus, & autres, sur
 la succession des ditz Roialme d'Ecosse & Isles,

Le quel Debat feust trié & termine devant, clere
 memoire, Sire Edward, adonce Roi d'Engleterre,
 com devant Soverein Seigneur des ditz Roialme d'E-
 cosse, & Isles par nostre dit Pierre.

Si q, par agard de la Court du dit Roi d'Engleterre,
 Soverein Seigneur des ditz Roialme d'Ecosse, &
 Isles, nostre dit Pierre demora Roi de mesmes les
 Roialme d'Ecosse, & Isles, & les tenoit & possedeit,
 & en feust Roi coroune, & assint eust fust Homage
 Lige & Feaute au dit Roy d'Engleterre.

Et puis, pour ascuns exces, qui le dit Roi d'Engle-
 terre fursist à nostre dit Pierre, les ditz Roialme,
 & Isles devyrent en la main, & la possession de mesme
 le Roi d'Engleterre.

Des queux Demaine, & Possession, & auxint de la
 Sovereine Seignurie des ditz Roialme d'Ecosse, &
 Isles, il feust empesche par les Heirs le dit Robert de
 Brus, qui eut forçage par le dit agard, & nul Droit y
 avoit.

Par la suffrance de Tres excellent Prince, & nostre
 Treschier Seigneur & Cousin, Sire Edward, Roi d'En-
 gleterre, Seigneur d'Irlande, & Ducs d'Aquitain, &
 par

ANNO 1332. par aides de partie de ses bones gentz, de son Roiaume & polar, q̄ furent & devoient estre enheritez des grantz terres es ditz Roiaume d'Escoce, & Isles, & en furent de force par les ditz Heirs Sire Robert de Brus,

Nous soions venuez en nostre dit Roiaume d'Escoce, come en nostre Heritage, & y soions Roi coroune de mesme le Roiaume, & des dites Isles,

Nous,

Constatz auncien Droit, par quel les ditz Roiaume d'Escoce, & Isles, appartenances a y cele, sont, & estoient tenuz des Rois d'Engleterre, come de Sovereigne Seigneur, par Homage Lige & Feaute, si come dessus est dit,

Sumes entre en le Homage Lige & Feaute du dit Roi d'Engleterre, nostre Treschier Seigneur & Cousin, par les paroles q̄ ensuivent, le dit Roi tenant noz mainz entre les siens,

JE EDWARD, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI D'ESCOCE, ET DES ISLES APPURTENANCES, DEUENT VESTRE HOMME LIGE, LES DITZ ROIAUME ET ISLES, CONTRE TOTES GENTZ QI PURROIT VIVRE ET MORIR:

Et le dit Roi d'Engleterre, come Soverein Seigneur des ditz Roiaume d'Escoce & Isles, receut nostre Homage en la forme susdite,

Et puis apres entrames en la foi du dit Roi d'Engleterre, Soverein Seigneur des ditz Roiaume d'Escoce & Isles, touchz les Seintz Ewangelles, par les paroles q̄ ensuivent,

NOUS SEROMS REAL ET LEAL, ET FOI ET LOIAUTE PORTEROMS A VOUS, NOSTRE TRESCHIER SEIGNEUR, ROI D'ENGLETERRRE, ET A VOZ HEIRS, COME A SOVEREINS SEIGNEURS DES DITZ ROIAUME D'ESCOCE ET ISLES, CONTRE TOTES GENTZ QI PURRONT VIVRE ET MORIR.

Et voloms, & grantoms, & obligeoms Nous, & nos Heirs, a faire au dit nostre Seigneur le Roi d'Engleterre, & a ces Heirs, Homage Lige & Feaute, en les formes suscrites, a chescun changement de Seignurie, ou muement de une part, ou d'autre.

Et,

Par les grantz Honeurs & Profitz, qui nous avoms sentu & trouez en la suffraunce nostre dit Seigneur le Roi, & Cousin, & la grant & bone Aide de ses dites bones Gentz, de son Roiaume & polar, si come dessus est dit,

Voloms & grantoms pour nous, & pour nos Heirs de assigner, doner, & faire liverer au dit Roi d'Engleterre deux Mille Liveres de terre par An, resonnable esente, de ce affaire par Prodes Hommes, a ce a deputer d'une part & d'autre, es lieux convenables sur la Marche de nostre Roiaume d'Escoce, joignantz au Roiaume d'Engleterre:

Et, en partie de celle deux Mille Liveres de terre, donoms, grantoms, & assignoms por nous, & pour nos Heirs, au dit Roi d'Engleterre le Chastel, & la Ville, & la Countee de Berewyk, & quantque nous avoms, ou avoir devons en fie, ou en deviene en tiele value, come fera troue q̄ls valent par esente, eut a faire en la forme susdite;

Et ce qui faudra des dites deux Mille Liveres de terre, ferroms assigner & liverer au dit Roi d'Engleterre en autres lieux convenables, & agreables au dit Roi d'Engleterre, four la Marche d'Escoce, joignantz au Roiaume d'Engleterre.

A avoir & tenir les ditz Chastel, Ville, Countee & Terre, ou fiez de Chevalier, Avocsons des Eglises, Franchises Reales, Eaves, Ryvers, & autre Subjection du Pople, & des Gentz, & totes autres choses q̄ y appartenent, ou porront appartenir, sanz nul retenir, au dit Roi d'Engleterre, & a ces Heirs, come annex a la Real Dignite, & a son Roiaume d'Engleterre, & severez de nostre Real Dignite, & de nostre Coroune d'Escoce a toutz jours;

As quez Chastel, Ville, Conte & Terre assigner, baillier, & faire liverer au dit Roi d'Engleterre, en les formes suscrites, avant la Saint Michel prochainement avenir, ou plus tost si convenablement se purra faire, obligeoms Nous & nos Heirs.

Et, outre ceste chose, par les causes suscrites, obligeoms Nous, nos Heirs, & nos Successeurs, au dit Roi d'Engleterre, nostre Seigneur, & a ces Heirs, de faire a lui, & a ces Heirs (hors du Roiaume d'Engleterre, & des Terre de Gales, & d'Irlande) com en Gascoigne, & ailleurs, ou le Roi d'Engleterre, & ces Heirs auront Terres, ou clameront Droit, ou autres lur voudrent empescher par force sur leur Terres, ou sur Possession, ou Droit q̄ls clameront, totes les foiz

TOM. I. PART. II.

q̄ls garpiront Nous, nos Heirs, ou nos Successeurs, ANNO 1332. le Service suscrist, c'est a favor;

Nous, pour tore nostre vie, par le garnissement de sis mois, de deux Centz Hommes d'Armes, par un An, a nos custages & despenfes: & nos Heirs, & Successeurs, par autiel garnissement, de Cent Hommes d'Armes a leur custages & despenfes par un An.

Et, si le dit Roi d'Engleterre, ou ses Heirs, voudrent avoir les dites Gentz d'Armes en nostre temps, ou en temps de nos Heirs, & Successeurs, outre un An, ils y demurront en lur service a lur volonte; mais, apres l'An acompli, demurront ils a les pages ascultumes du dit Roi d'Engleterre, & de ses Heirs.

Et, come n'adagaires Mariage feust perparle entre David de Brus, & Johane la Soer du dit Roi d'Engleterre, & Espouailles faitz, en cas que le Matrimoine ne se face, ne se toigne, & la dite Johane se vouldra assentir d'estre marie a nous, nous la espouseroms, & encrecoms le Dower, qe n'adagaires lui feust assignees en dit Roiaume, per cause du dit David, de cunk Gentz Liveres de terre par An, es lieux convenables, dedeinz mesme nostre Roiaume, dedeinz l'espace de trois Mois apres les Espouailles faitz.

Et, si par cas nous ne la preignons mie a Femme, nous obligeoms Nous, nos Heirs, & nos Successeurs, au dit Roi d'Engleterre en dis Mille Livres d'Estherlings, a paier a lui, & a ses Heirs, deinz un An, a deux termes convenables du temps q̄ nous ferroms requis par le dit Roi d'Engleterre, en aide de marier la dite Johane ailleurs, ou de eut ordiner autrement por son estat.

Et nientmeins obligeoms nous, nos Heirs, & nos Successeurs, a pourveor por l'estat de dit David solone l'Ordinance, & l'Avis le dit Roi d'Engleterre, & de son conseil; sauvent tore foiz qe tel Avis, & Ordinance ne soit en defelance de nostre estat.

Et por seurte le dit Roi d'Engleterre, & de ses Heirs, du dit service des Gentz d'Armes, de Nous, nos Heirs, & de nos Successeurs, en la forme suscrite obligeoms, par ces presentes Lettres, Nous, nos Heirs, & nos Successeurs au dit Roi d'Engleterre, & a ses Heirs, en deux Mille Livres d'Estherlings, a paier a la volonte du dit Roi d'Engleterre, & de ses Heirs.

Et voloms, & grantoms por Nous, nos Heirs, & pour nos Successeurs, qe, si le dit Roi d'Engleterre, ou ses Heirs, voudront avoir le dit service des Gentz d'Armes de Nous, ou de nos Heirs, ou de nos Successeurs: & garnissement en feust fait a Nous, ou nos Heirs, ou nos Successeurs, sicome dessus est dit: & Nous, ou nos Successeurs, ou nos Heirs faulsioms de faire, & parlaire le dit service des Gentz d'Armes en la forme susdite, & de paier les dites deux Mille Livres au dit Roi d'Engleterre, & a ses Heirs apres l'espace de trois Mois a totes les foiz, & apres ce qe Nous, ou nos Heirs, ou nos Successeurs, seroms requis per le dit Roi d'Engleterre, ou ses Heirs;

Q'il, & ses Heirs puissent fraunchement, & sanz contredit de Nous, de nos Heirs, ou de nos Successeurs, entrer nostre dit Roiaume d'Escoce, & totes nos Citeez, Villes, Chastels, Manours, Terres, & Tenementz, & tenir, & gouvernir par lur Gentz paisiblement; & totes manieres des Illes, & Profitz en surdant lever, coiller, & tenir al oeps le dit Roi d'Engleterre, & de ses Heirs, tanque ils soient paiez des dites deux Mille Livres pleinement.

Et voloms, & grantoms de renouveler cestes nos Lettres patentes, a nostre prochain Parlement, & par assent du dit Parlement.

Et a totes les choses suscrites, & chescune de elles faire tenir, garder, & accomplir, loiaument, & sanz fraude, tant come a nous attient, ou purra appartenir, a nostre Chere & Feal Monsieur Alfaundre de Moubray, par nostre especial Commaundement, fait Serment Corporel en nostre alme sur Seintes Ewangelles.

En Tesmoignance de queux choses, nous avoms fait faire ceste nos Lettres patentes.

Don. a Rokesburg le xxiii. jour de Nov. l'An de la Incarnacion nostre Seigneur Jecu Crist, solom le cours de Eglise de Rome, Mille & treis Centz, Trentisme secund, & de nostre Regne Primer.

ANNO 1332.

23. Nov.

Lettres patentes d'EDOUARD Roi d'Ecosse, où il s'oblige de venir en personne, avec toutes ses forces & à ses dépens, au secours du Roi d'Angleterre, EDOUARD III. toutes les fois qu'il en sera requis. Données à Rokesbourg le 23. Novembre 1332. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 539.]

Edward, par la grace de Dieu, Roi d'Ecosse, a touz ceux, as queuz ces presentes Lettres vendront, Saluz.

Sachez qe, Come Tresexcellent Prifce, & nostre Treschere Seigneur & Cousin, Edward, par la grace de Dieu, Roi d'Engleterre, Seigneur d'Irlande, & Ducs d'Aquitain, eit grauntez, & obligez lui, & ses Heirs de alder, & meinteuer, a ces cultages & despenfes, Nous, & nos Heirs, en nostre Roialme d'Ecosse contre touz ceux q' Nous, ou nos Heirs, vodront guerrier, ou le Droit de même nostre Roialme par force empescher ou oster, totes les foiz q'il, ou ses Heirs ieroient requis par nous, ou par nos Heirs,

Nous, par celle cause, & por les granantz Biens, Aides, & Honeurs q' le dit nostre Treschere Seigneur & Cousin nous ad fait avauz ces heures, grauntons & obligeoms Nous, & nos Heirs, au dit Roi d'Engleterre, & a ces Heirs, de venir en Person od tut nostre poiar, & a nos cultages & despenfes, od le corps nostre dit Seigneur le Roi d'Engleterre, & od les corps de ses Heirs, en Roialme d'Engleterre, & de terres de Gales, & d'Irlande, en aide de lui, & de ses Heirs, contre touz ceux q' vodront guerrier nostre dit Seigneur le Roi d'Engleterre, & a ces Heirs, ou par force sur Droite empescher es ditz Roialme & Terres, totes les foiz qe nous, ou nos Heirs, feroms requis par le dit Roi d'Engleterre, & ses Heirs, du garnissement de sis Moys;

Et voloms, & grauntons de renouveler cestes nos Lettres patentes, a nostre prochain Parlement, & par assent au dit Parlement.

En Tesmoignance de queu chose, nous avoms fait faire cestes nos Lettres patentes.

Don. a Rokesburgh le xxiii. jour de Novemb. l'An de Incarnacion nostre Seigneur Jesu Crist, solonc le cours de l'Eglise de Rome, Mille, Treiscentz, Trentisme Second, & de nostre Regne Primer.

CC.

1333.

BRABANT
ET JULIERS
COMTE MALINES.

Déclaration de Louis Comte de Flandre, qu'il repaiera toutes les pertes, que pourvoient faire RE-NAULD Comte de Guedre, & GUILLAUME Comte de Juliers dans le secours qu'ils promettent de lui fournir contre la Ville de MALINES. Fait à Valenciennes, l'an 1333. [CHRISTOPHE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 165.]

NOs LUDWIGUS Comes Flandrensis, Nivernensis. Regisensis ac Dominus MECHLINIENSIS recognoscimus & notum esse volumus universis, quod spectabiles Domini REYNALDUS Gelrensis ac WILHELMUS Juliacensis Comites tanquam dilecti nostri consanguinei & amici, se nobis contra Oppidum Mechliniense & Oppidanos ejusdem, ac universos eorundem auxiliares, complices & fautores habitos & habendos, singularibus confederationibus alligaverint, perditioni suorum bonorum intra districtus & limites Ducatus Brabantie & in confinio dicti Ducatus ab ista parte Mosæ exstantium non parendo. Nos semper volentes in quantum decet ratione amicitie quam in ipsis invenimus, ipsorum incommoda præcavere, constituimus ordinamus ac voluntate spontanea consentimus, quod si contingat dictos Comites conjunctim vel divisim, Margaretam natam dicti Comitis Gelrensis, Dominam Elisabetham Comitissam Juliacensem dicti Comitis Juliacensis gentilem, in aliquibus eorum vel earum alterius bonis, rebus, hominibus sive juribus intra dicti Ducatus limites seu in dicto confinio, nunc vel tunc exstantibus, occasione guerræ nostre Mechliniensis, seu dictæ alligacionis nobiscum factæ aliqua damna pa-

CORPS DIPLOMATIQUE

CXCIX.

ti, nos damna hujusmodi qui ea sustinuerunt vel hereditibus eorum restituerimus, restaurabimus & refundemus omnino, secundum ordinationem, decretum & arbitrium Nobilium virorum consanguineorum nostrorum dilectorum Dominorum Joannis de Hannonia Domini de Bellemonte, ac Henrici de Flandria Comitis Lo-denisi, &c. Datum in Valencenis anno Domini M. ccc. xxiii.

CCI.

Extrait du Traité de Paix entre LOUIS Comte de Flandre, & GUILLAUME Comte de Hainault, fait à Cambrai, l'an 1333. [PIERRE D'OUDEGHEEST, Chroniques & Annales de Flandre. Chap. CLV. Feuille. 260.]

PREmiers, que le Conte GUILLAUME d'Hainault, aurà pour luy, ses hoirs, & successeurs, perpetuellement les terres de l'Esfines & de Flobecque, ausquelles le Conte LOUYS de Flandre renonça lors pour luy, & ses heritiers Contes de Flandre : sauf toutes-foiz, que ledict d'Hainault tiendroit en fief & hommaige du Conte de Flandre, tout ce que seroit trouvé es Chastellenyes desdicts Esfines & Flobecque, estre mouvant dudit Flandre, & d'Alost. Reievé ausly, que sy Messire Guillaume de Mortaigne, entend pre-tendre aucun droit esdictes Chastellenyes, il le devra faire en la Court de Flandre, dont ledict d'Hainault fust content, lequel outre ce promist de jamais faire autres Forteresses esdicts lieux, de l'Esfines & Flobecque, que celles quy y estoient pour lors, ne fust l'adveu & par expres consentement du Conte de Flandre, & de ses successeurs; d'avantage fut par la mesme Paix semblablement devisé & accordé, que ledict Conte de Flandre deviendroit homme dudit d'Hainault, moyennant la somme de mille livres de terre qu'il luy assignerolt, sur Blaton & Fignies, pour les tenir en fief perpetual des Contes de Hainault. Promettans chascun deux respectivement & jurans, de jamais ne renoncer a l'hommage l'un de l'autre, mesmes ils cognerent des lors qu'ils eussent desli hommes, & entrez en foy & hommaige l'un de l'autre, a raison des fustidz fiefs, dont ils s'entredonnerent Lettres, datées a Cambray en la Court de l'Evesque audict an trente trois.

CCII.

Répit donné par RAOUL, Duc de Lorraine, à Mai.

HENRI Comte de Vaudemont, & à Madame ISABELLE de Lorraine, d'employer en Aqrets certaine somme de deniers que le Duc FERRY son Pere leur avoit donnée en faveur de Mariage. Au mois de Mai, 1333. [La véritable Origine des Maisons d'Allace, de Lorraine, d'Autriche &c. Aux Preuves. pag. 154.]

NOs RAOULS Duc de Loherenne & Marchis, faisons sçavoir à tous, que cum haults Princes, Nobles & puissans mes tres-chiers Sires & Peres, Messignours FERRIS Duc de Loherenne & Marchis, dont d'eux ait l'ame, ou temps qu'il vivoit, eus fait aucun accord à Noble homme nostre bien ami & feauble Oncle HENRY Comte de Vaudemont, & nostre tres-chiere & bien amée tante ISABEL de Loherenne, Comtesse de cet moisme leu sa femme, de plusieurs descors mehus entr'eux pour le mariage nostre devant dite tante, & parmy l'accort fait entr'eux nostre devant dit Oncle & tante Comte & Comtesse de Vaudemont, aient eu & recen de nostre devant dit Signour & Pere, une certaine somme d'argent, laquelle il devoit & doit mettre en acqrets dedans certain temp & certaines années, & cely acqret qu'il en seroit tenir en fief & en hommaige des Duchez de Loherenne, ainsi comme'il est contenu aux Lettres qui sur lesdites convenances sont faites. A sçavoir est, que nous pour les boins & agreables services, que nostre devant dit Oncles & Tantes Comte & Comtesse de Vaudemont nous ont fait ou temp passeit, & font tous les jours & pueent encore faire ou temps à venir, Nous pour nous & pour nos hoirs, los avons donci & octroié, donnons & octroïons par la tenour de ces presentes Lettres, sept ans de respit & d'espace de mettre ladite somme d'argent qui recevront en acqret apres le temp & les années que l'aire

ANNO 1333.

FLANDRE
ET HAINAULT.

le

ANNO le devroient & doivent enſins comm'il eſt contenu en
 1333. Lettres qu'il ſur les convenances dudit accord font faites
 & volons, conſentons & outroions, qu'il aient
 toute teil liberté, poſſor & franchiſes par le terme de ſept
 années, que nous données lors avons de reſpit d'acquies-
 cer Terre de la ſomme d'argent qu'il ont eue & receue,
 comm'il ont & ont eu ou temps contenu eſuides Let-
 tres; par cuiſus que ſie dedans les ſept années il ou lor
 hoir n'avoient fait l'acqueſt de la dire ſomme d'argent en la
 maniere que faire le doivent, routes Lettres que nous a-
 vons d'eux & de lors peiges ſeroient & demeureront,
 ſont & demeureront en lor force & en lor vertus, pour
 mettre à execution deheüé ſelon la teneur d'une chauce-
 ne d'icelles. En teſmoignage de veritei pour ceu que
 ce ſoit ferme choſe & eſtaube, nous avons fait ſceller ces
 preſentes Lettres de noſtre grand ſeal pendant. Que
 furent faites l'an de grace noſtre Seigneur, mil trois cens
 trente trois ou mois de May, ſcellées d'un ſcel de cire
 verte fur double queue.

dispectivement l'un de l'autre, qui declareront lesdits piteux, & iroit prendre à Gembours information des apmes & personnes que le Duc vouldra produire, & apres iroit huitz jours au Comte, ou ils oiront les & personnes que le Comte a Goulefines, ou ils oiront les & apres auront temps pour delibérer un mois, pendant lequel ils demeureront ausdicts lieux, & s'ils ne peuvent accorder, ils enliront un cinquesme. Item Monsieur *Wauthier de Jupphes*, Chevalier, que lon dist le *Bifarde à Nouille fur Mecheigne*, le Duc & les gens de *Ravalliers* & autres le doivent rendre au Comte, & le Comte le doit prendre du Duc deux cens livres de comte, car doit le Comte relever du Duc deux cents livres de comte, que le Pere du Comte tenoit du Duc, & parmy ce doit le Duc assigner lesdits deux cents livres au Comte en certain lieu suffisamment. Item doit le Comte rapporter en mains du Duc son Chastel de *Sanson* comme son franc alleu, & le Duc ly le doit rendre pour le tenir en fief, & pourra le Duc y mettre ses gens, sauf qu'on ne mesface à ceux qui tiennent audict Comte, & le tout à telle condition, que le Chastel demeurera toujours au Comte la guerre finie, & ne seront en nul cas obliges les gens du Comte s'il n'audit fief, Chastel, ains y demeureront avec les gens du Duc, ainsi au Comte advint quelque dommage on à ses gens par ladite admiſſion du Duc audit Chastel, le Duc ne pourra traicter paix, sans comprendre & rendre sans dommage ledit Comte & les siens. Item le Comte pourra tel droict qu'il ait en la Maison de *Hologne* en mains du Duc, si avant que *Godefrey de Hardemont* le tient de luy, & il doit tenir le Comte du Duc, à telle condition que le Duc en ferat joust audit Comte. Item doit le Comte rapporter en mains du Duc tous les aleux, qu'il ait à *Boneffe*, & pour les benefiaids des hommes guesns fuidits, & pour tout autre chose que le Comte aura fait demander aujourdhy, le Duc luy doit donner cinquante cinq livres viets gros tourn, assignés en terres en Brabant, lesquelles terres le Comte relevera aussi du Duc, que le Duc pourat acquiter un denier pour dix deniers, que le Comte serat obligé employer en Brabant en tant qu'il relevera aussi du Duc, &c. Tesmoins de la part du Duc *Otro Sir de Knyck, Jean de Rancourt de Lies, Jean de Helbecke Sire de Looenbois & d'Ophain, Louis de Crayembet & Herman de Ofir*, Chevaliers, de la part du Comte *Godefrey Abscon de Florese, Monsieur Werry Sire de Walcourt noble Confin, Werner Sire Dadel, Godefrey Sire de Duys, Thibaut Danlet, Wauthier de Jupphes, Lambert de Mons, Receveur de Namar Prevost de Saint Albain.* Fâcié à Namur m. ccc. xxxiii. Jendy octave du jour S. Mar-

Octob. *Vente de la Ville de MALINES, faite à Louis Comte de Flandre, par ADOLPHE Evêque de Liège : fait dans le Chapitre dudit Liège, le 2. Octobre 1333.* [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 164.]

ADOLPHUS Episcopus Leodiensis vendidit **LUDWICO** Comiti Flandriæ Oppidum **MECHLINIENSE** cum omnibus pertinentiis & attinentiis suis, prout in eodem millibus regalibus aureis bonis & legalibus, moneta Regis Franciæ, et conditione quòd Comes et illi successores prædictum Oppidum Mechliniense cum suis attinentiis, & prædicto Episcopo & suis successoribus in feudum tenent, nec illi tenent nec separent quovis modo à fide Comitatu Flandriæ quæ Imperio pareat, salvo & retento prædicto feudo & suis successoribus iure conferendi, providendi & disponendi de Præpositura ius Abbatia seculari Ecclesiæ **B. RUMOLDI** Mechliniensis. Expresse etiam conventum est, quòd Comes Flandriæ debet tenere in feudum à prædicto Domino Episcopo Leodiensi Villam seu Oppidum **Geraldinontem**, nec non Castrum de **Bornheue**, quæ sunt antiqua feuda Ecclesiæ Leodiensis. Acta sunt hæc in Capitulo Leodiensi anno Domini m. ccc. xxxiii. secunda die Octorbris, præsentibus ibi potentibus & nobilibus viris **Henrico de Flandria**, **Gnifone de Flandria**, **Waltero de Haerlebeke**, **Gerardo de Marka Domino de Radecourt**, **Engelbarto de Marcha**, **Philippo Domino de Axel**, **Gislebarto de Leenwerperen**, **Gulstano dicto Blone de Steeland**, **Simeone de Millabell dicto de Haclra Domino de Perwez**, **Theobaldo dicto Notarii Militibus**, & aliis pluribus Canonici & testibus.

8. Nov. *Traité de Paix entre JEAN Duc de Brabant, & JEAN Comte de Namur; fait à Namur, l'an 1333.* [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 163.]

Nous JERONY par la grace de Dieu Duc de Lothier, de Brabant & de Luxembourg, & JERONY
Cueux de Namur, faisons sçavoir à tous ceux qui ces
 presentes Lettres verront & oïront, que nous ou foye
 ce diligent traictez par les gens de nos secretes Conseil,
 & pour bien de pais & de concorde faire, & plus grand
 amour nourir entre nous & nos pays, avons fait & fai-
 sons entre nous convenances & concordes, enusi & tel-
 lement accordons & demourons entre nous, que tous
 que sont & eussent entre nous l'un contre l'autre, soit
 de la terre d'Alsace, comment que nous li Dux mais-
 nons que nous en avons Lettres ou tesmoignages, &
 de tous autres debas quels que il soient ou püssent
 estre, que le un de nous contre l'autre en peut avoir du
 temps passé, jusques aujourdhuy & à tous jours mais,
 &c. que ce li de part ou d'autre est trouvé, & que quelque
 chose en soit venu de l'autre, enquelle sur ce faicte
 ce li sur seroit rendu, & quelques points ne sont clers
 ils ont chascun deux perfonnes de leurs Conseil

TOM. I. PART. II.

Traité de Mariage entre GERARD Fils de GUILLAUME Comte de Juliers & MARGUERITE Fille de RENE Comte de Gueldre; dans lequel il est dit que LOUIS Comte de Flandre a acquis l'Avouerie de Malines &c. de ladite MARGUERITE. Fait à Osbeem dans le Conrârs, le 15. Décembre 1335. [CHRISTOPHE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 169.]

L'Us Comte de Flandres, de Nevers & de Rethel
comparut pardevant & de la Marche Evsque de
Liege d'une part, & Monseigneur Comte de
Gueldres & de Zutphen, & Damoiseille de la dite
ville sa fille avec noble & puissant homme Monseigneur
Guillaume Comte de Juliers, Pere à noble Damoiseille
GERARD de Juliers tuteurs & curateurs de ladite
Damoiseille Margarete & dudiel Gerard, entre lequel
Gerard & ladite Damoiseille Margarete certaines con-
venances de Mariage & d'esponsailles sont pourparlés
& fait d'autre part, & at esté dit & signifié que ledit
Comte de Flandres, pour luy & les hoirs & suc-
cesseurs Comtes de Flandres, soit bien & loiaument
acquis & chapté l'Advocerie de Malines à toutes ses
appendances, envers ladite Damoiseille Margarete &
ledit Gerard, avec les Villes de Hever, Nekepoort,
Hombke, Leef, Heffene, Nieuwlande, Nekepoort,
les Maysons que ladite Damoiseille avoit esdites Villes
& lieux avec tous les droicts & actions, cens, reve-
nus, rentes, terres, pres, eawves & emoluments
quelconques, appartenants à ladite Advoderie & Vil-

le, en quelconques choses ou lieux elles soient, soient en fiefs, anierseurs, ou domaines, ou autres quelconques, en tant que lesdits appartenances ou appendances mouvent & doivent mouvoir, sont & doivent estre tenus de l'Eglise de Liege; de l'autorité, conseil & conseil desdits Comtes de Gueldres & Juliers, en tant comme il touche & peut toucher à chacun d'eux. Et le desaisissement de ladite Advouerie se fit lors par ladite Damoiselle, egee de treise ans, assistee de Messire Gerard de la Marche Sire de Radicheim Chevalier Oncle audict Evêque au prouffit dudict Comte de Flandres en présence des hommes de fief dudict Evêque & de l'Eglise de Liege Messire Jean de Haynaut Sire de Beaumont, Monsieur Gerard de Grandpré Seigneur de Housfalsé Confin audict Evêque, Conrad de la Marche Seigneur de Huerde son Frere, Jean de Balleul Sire de Moriames & de Condé, Robert son Frere, Bandewin Seigneur de Praet, Jean Seigneur de Gistelle, Guillaume dicit Blox de Steclant, Gui de Flandres Frere au Comte, Jean de . . . Godefroy de . . . Chevaliers, avec venerables hommes Engueran de Fieffes, Levold de Northoff, Jean Gillard, Jean Vastile de Castelle, Chanoines de Liege, Renier de Gore Chanoine de Cologne, Vastre de Walcourt . . . de l'Eglise de nostre Dame de Trecht, Gille le Cloquier, Jacomin le Honrier, Henry le Floris, Gerard Lile, Huart Arduin, Colard du Parroy, &c. Fait à Ofschen en Condroids Diocèse de Liege l'an m. ccc. xxxiii. le xv. de Decembre.

CCVI.

1334. *Litteræ Episcopi Virodunenfis HENRICI, quibus asserit Comitum VELDENTIE teneri ad præstendam sibi & Successoribus Episcopis Virodunenfis fidelitatem, insimulque omnia designat, que dictus Comes ab Ecclesia Virodunenfis in Feudum ligia teneat. Datum Anno 1334. Feria quinta post Festum Marci Evangelistæ. [In Beylagen der Königl. Schwedischen Gesandten über der Französischen Gerichts-Cannern zu Metz und Trevesch Proceduren contra Zweybrücken sub num. 4. in Append. Diar. Europ. Contin. 43. pag. 291.]*

Nos Heinrichus Dei Gratia Episcopus Virodunenfis omnibus volumus esse notum, quod, sicut ad plenam informati sumus per antiquiores Personas de Familia & casa Ecclesiæ nostræ Virodunenfis, per tenorem Privilegiorum nostrorum & per legitimam Possessionem, Comes Veldentie teneretur ad præstendam Fidelitatem nobis & successoribus nostris Episcopis Virodunenfis, & debet esse Homo Ligius, ante omnes Dominos. Feudum autem ejus tale est, videlicet *Castellum Veldentie* redditibile Episcopo Virodunenfi, ita quod Episcopus Virodunenfis potest intrare Anlam suam Episcopalem, quam habet in dicto Castro Veldentie sive in Guerra, sive extra Guerram pro velle suo, Ibidemque suos & sua, quæcunque voluerit, collocabit. Verum quandocunque Episcopum Virodunensem Guerram contingit habere, vel eidem necesse fuit, Dominus Comes Castellum Veldentie & omnem munitionem ejusdem Castri integraliter reddet Episcopo Virodunenfi ad beneplacitum faciendum pro juvamine suo contra omnes inimicos suos, eumque contra omnes homines saepe dictus Comes Veldentie, sicut Homo suus Ligius, juvare teneretur pro posse suo. Jurare debent omnes pertinentes ad Castellum Veldentie, quod si Comes contra prædicta aliquid attentaret, nullum ei succurri vel juvamen impendere, donec Episcopo Virodunenfi foret ab eo plenarie satisfactum, excepto quod Castellum Veldentie fideliter custodirent. Bannum etiam & Advocatiam de Veldenz, Advocatiam Curie de Moulins cum suis Appenditiis, Advocatiam Curie de Bemoldia cum suis Appenditiis, Advocatiam Curie de Wolfsweller cum suis Pertinentiis, Curiam de Trefenaco & Advocatiam cum suis Pertinentiis, Advocatiam de S. Wendelino cum suis Pertinentiis, Advocatiam de Soile cum suis Appenditiis & Advocatiam de Nunkirk. Hac omnia Dominus Comes tenet in Feudum Ligium de nobis ratione Episcopatus nostri Virodunenfis secundum modum & formam supra præscriptos, salvis redditibus & Juribus ad Nos & Ecclesiam nostram pertinentibus. In cujus rei testimonium sigillum nostrum præsentibus est appensum.

Datum Anno Domini Millesimo Trecentesimo tricesimo quarto, Feria quinta post Festum B. Marci Evangelistæ.

CCVII.

Traité & Accord entre GUILLAUME Comte de Hainault, & JEAN Duc de Brabant, fait l'an 1334. [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 174.]

Nous GUILLAUMES Comtes de Haynaut de Hollande & Sire de Frise, faisons sçavoir à tous que comme four aucuns debas qui de piecha avoient eueit & estoient entre nos cher Cousin le Duc de Brabant d'une part & nous d'autre, tant four les fins, emcumes & divisions des marches de la Duchéit de Brabant, & de nostre Conteit de Haynaut en tour les biens de Halle en plusieurs lieux, & entre les biens de Halle & Watir de Brayne contre le justice & hereditaige Monsieur Thiri de Walecourt, & aussi four aucun entre priseurs qui devoient estre faite en plusieurs lieux par nos gens en ladite Duchéit située, li dis Duc & ses gens maintenoient certaines personnes par l'accord dou dit Duc & de nous fuissent preffens, cest asçavoir Messire Jehan de Hellebeke Sires de Loenbont & de Opheir, & Messire Gilles de Quaderbeke de part ledit Duc, & Messire Wallerants de Luccembourg Sire de Ligni nos Consins, & le Sire de Potes de part nous, le quel alerent prisant dou dit Duc & de nous au lieux doncq debas estoit, & four ce tant par les quatreus fusdits comme par autres quatre qu'il alerent de commun accord, cest asçavoir Dancel de Staden à doncq Baillieu dou Romant pays, & Jehan de Grant-Bays Chastelain de Genappe elieux de part le dit Duc, & Guillaume de Contereel nos Baillieu de Halle, & Jehan le Coustere no Chastelain de rayne pris & isieux de part nous, ont eueit en toux les lieux contentieux tour-avant loyale aprille faite par plusieurs ainichiens dignes dou foy jureis & sermentels d'une part & d'autre, fait notoire cerquimeynage desservure & l'unage preffens grans plainités de gent, tant desfoyaibles dou dit Duc & de nous comme des autres vieilles & joines à ce & pour che venus & appelleis, lesquelz cerquimeynage, desfoires & bonnages & si comme il apparent estre fait par yaux jour de la date de ces presentes Lettres nous ratefions, & avons en ce leur fait pour bon & agreable, & avons enconvent & permettons à ce perpetuellement à tenir & faire tenir par nous & par nos hoirs sans enfreindre ne venir encontre en aucun manier. Et apres comme nous fiessemes deplaine dou dit Duc & de ces gens de ce que ses dites gens avoient de copeit un jubet que *Ostes de Traefignies* avoit fait faire de par la Damoiselle de Brayne le Chastel à cui li dis Ostes estoit à donc, assés preis de l'Abbe de Wautier Brayne ne qu'il nous ditions estre fait dedens nostre Conté de Haynaut, & de che aussi que Henrics Cambriaux & Symons de Marchipont avoient pris brays & autres chaufes en une maisons de lers le porte de Woutre Brayne, nous recognissions & tesmoignons par ces presentes Lettres les dites deplaines estre faictes de par nous sans raison, selon chou qu'il ait eueit trouver par loyal cerquimeynage division & bonnage fais four che par les dessus nommez, & que ledit lieu ou li grief fu faies & ou li brays & les autres chonfes furent passés, estoient, sont & doevent estre dedens les termes & limites de la Ducee de Brabant, lesquelz aussi circummenages, divisions & bonnages fais par yaux four chou nous ratifions, approuvons & confirmons & les tenons, & avons enconvent à tenir pour bons & sans tous pour nous & pour noz hoirs, sans enfreindre en aucune maniere ni de riens aleir à l'encontre par le tesmoing de ces Lettres sceelles de ne faulx donné l'an m. ccc. xxxiv. le jour de la Trinité.

CCVIII.

Litteræ EDUARDI Regis Scotiæ, quibus cessionem facit Urbium, Castellorum & Comitatum quorundam EDUARDO III. Regi Angliæ. Date apud Novum Castellum super Tyndam die 12. Junii 1334. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 614.]

EDWARDUS, Dei gratiâ, Rex Scottorum, Archiepiscopus, Episcopus, Abbatibus, Prioribus, Comitibus,

ANNO bus, Baronibus, Iudiciariis, Vicecomitibus, Præpositis, Ministriis, & omnibus Ballivis & Fidelibus suis, ac aliis quibuscunque, Salutem.

1334.

Sciatis quod,

Cum nos nuper,

Considerantes affectionis & benevolentie puritatem, quam, Excellentissimum Principem, & carissimum Dominum, & Consanguineum nostrum, Dominum Edwardum, Regem Angliæ Illustris erga personam nostram habuisse cognovimus, & magnam subventionem, quam, non absque magnis & infinitis sumptibus, & laboribus periculosis, nobis nuper fecit de ipso, & Gentibus suis, circa recuperationem Hæreditatis nostræ, ac desiderantes, præmissorum intuitu, ipsum Regem Angliæ prospicere, quatenus facultas nobis tunc temporis suppetebat.

Voluissimus, & concessissimus pro Nobis, & Hæredibus nostris, dare, assignasse, ac liberari facere præfato Regi Angliæ Duo Milia Librarum Terræ per Annum, in locis competentibus, super Marchiam Regni nostri Scotiæ, Regno Angliæ adjacentibus, & præfato Regi Angliæ placentibus,

Et, in partem valoris dictorum Duorum Milium Librarum Terræ, dedissimus, concessissimus, & assignassimus præfato Regi Angliæ Castrum, Villam, ac Comitatum Berewick super Twedam, & promississimus quod hoc, quod de dictis duobus Milibus Librarum Terræ per Annum defecisset, faceremus assignari & liberari præfato Regi Angliæ in aliis locis competentibus, ut est dictum, HABENDA & TENENDA eidem Regi Angliæ & Hæredibus suis, unâ cum Feodis Militum, & Advocacionibus Ecclesiarum, ac aliis pertinentiis suis quibuscunque, separata à Regali Dignitate & Coronâ Scotiæ imperpetuum, & Regali Dignitati, & Coronæ, ac Regno Angliæ, perpetuis temporibus annexa.

Et nos postmodum, duodecimo die Februarii, proximo præterito, de assensu Prælatorum, Comitum, Baronum, Milium & aliorum, de Regno nostro, in Parlamento nostro, apud Edinburgum tunc convocato, existentium, Concessionem & Promissionem nostras prædictas acceptantes, eas, ac statum & possessionem, quos idem Rex Angliæ in dictis, Castro, Villâ, & Comitatu de Berewico, virtute Donationis, Concessionis, & Assignationis, nostrarum prædictarum, habuit, pro Nobis, Hæredibus, & Successoribus nostris ratificaverimus, approbaverimus, & confirmaverimus, promittentes quod, de Residuo dictorum duorum Milium Librarum Terræ, eidem Regi Angliæ in aliis locis prædictis satisfaceremus juxta Concessionem & Promissionem supradictas, prout in diversis Literis nostris Patentibus, inde confectis, plenius continetur.

Nos, Concessionem & Promissionem nostras prædictas, sic factas, & de dicto Assensu, in eodem Parlamento, ut præmittitur, acceptatas, volentes adimplere, damus, concedimus, reddimus, assignamus, & hæc Cartâ nostrâ confirmamus pro Nobis, & Hæredibus, & Successoribus nostris, præfato Regi Angliæ, Villam, Castrum, & Comitatum de Rokesburgh; Villam, Castrum, & Forestam de Jedeworth; Villam & Comitatum de Selkirk, & Forestas de Selkirk & Etryk; Villam, Castrum, & Comitatum de Edinburg, cum Constabulariis de Hadyngton & Lynliscou; Villam, & Castrum, & Comitatum de Pebles; & Villam, & Castrum, & Comitatum de Dumfries; cum pertinentiis, & quicquid in eisdem Comitatus, tam in Dominico, & in Feodo, quam in Servitio habemus, vel habere debemus, HABENDA & TENENDA eidem Domino Regi Angliæ, & Hæredibus suis, simul cum Feodis Militum, Advocacionibus Ecclesiarum, Capellarum, Domorum Religiosorum, & Hospitalium, & cum Castodis, & aliis Proficiis quibuscunque, quæ ad Nos, Hæredes, & Successores nostros pertinere poterunt ratione Vacationum Episcopatum Regni Scotiæ, de Terris, Tenementis, Bonis & Catallis, infra Comitatus & loca prædicta existentibus, & ad eisdem Episcopatus spectantibus, ac cum Hundredis, Mercatis, Feriis, Forestis, Chaceis, Parcibus, Boscis, Warenis, & Piscariis, necnon cum Dominicis, Dominiis, Escactis, Forisfacturis, & Reversionibus quibuscunque, Regalitatibus, Libertatibus regaliis, liberis Consuetudinibus, Portibus, tam Maris, quam Aquarum dulcium, simul cum Customis, & Malerolis omnibus, tam in Villâ, & Portu dictæ Villæ Berewick, quam in locis, & Portibus aliis prænominationis, ac cum subjectione & regimine Populi & Gentium in prædictis locis, & omnibus aliis ad eadem, Villas, Castra, Comitatus, Forestas, & Constabularias, qualitercunque & ubicunque spectantibus, seu pertinentibus, tam

non nominatis, quam nominatis, sine ullo Retinemento, separata à regali Dignitate, & Coronâ Scotiæ imperpetuum, & regali Dignitati, & Coronæ, ac Regno Angliæ perpetuis temporibus annexa, unita, & incorporata, unâ cum Castro, Villâ, & Comitatu Berewick, supradictis, in plenam satisfactionem Duorum Milium Librarum Terræ prædictorum.

Quare volumus, & firmiter præcipimus, pro Nobis, Hæredibus, & Successoribus nostris, quod idem Rex Angliæ habeat, & teneat sibi, & Hæredibus suis, prædictâ, Villam, Castrum, & Comitatum de Rokesburgh; Villam, Castrum, & Forestam de Jedeworth; Villam & Comitatum de Selkirk, & Forestas de Selkirk, & Etryk; Villam, Castrum, & Comitatum de Edinburg, cum Constabulariis de Hadyngton & Lynliscou; Villam & Comitatum de Pebles; & Villam, & Castrum, & Comitatum de Dumfries; cum pertinentiis, & quicquid in eisdem Comitatus, tam in Dominico & Feodo, quam in Servitio, habemus, vel habere debemus, simul cum Feodis Militum, Advocacionibus Ecclesiarum, Capellarum, Domorum Religiosorum, & Hospitalium, & cum Castodis, & aliis Proficiis quibuscunque, quæ ad Nos, Hæredes, & Successores nostros pertinere poterunt, ratione Vacationum Episcopatum Regni Scotiæ, de Terris, Tenementis, Bonis & Catallis, infra Comitatus, & loca prædicta, existentibus, & ad eisdem Episcopatus spectantibus, ac cum Hundredis, Mercatis, Feriis, Forestis, Chaceis, Parcibus, Boscis, Warenis, & Piscariis, necnon cum Dominicis, Dominiis, Escactis, Forisfacturis, & Reversionibus quibuscunque, Regalitatibus, Libertatibus regaliis, liberis Consuetudinibus, Portibus, tam Maris, quam Aquarum dulcium, simul cum Customis, & Malerolis omnibus, tam in Villâ, & Portu dictæ Villæ Berewick, quam in locis, & Portibus aliis prænominationis, ac cum subjectione, & regimine Populi & Gentium prædictis locis, & omnibus aliis ad eadem, Villas, Castra, Comitatus, Forestas & Constabularias, qualitercunque & ubicunque spectantibus, seu pertinentibus, tam non-nominatis, quam nominatis, sine ullo Retinemento separata à regali Dignitate, & Coronâ Scotiæ imperpetuum, & regali Dignitati, & Coronæ, ac Regno Angliæ, perpetuis temporibus annexa, unita, & incorporata, unâ cum Castro, Villâ, & Comitatu Berewick, supradictis, in plenam satisfactionem dictorum Duorum Milium Librarum Terræ, sicut prædictum est.

In cujus rei Testimonium, huic Cartæ Magnum Sigillum nostrum apponi fecimus,

Hiis Testibus, Venerabilibus Patribus,

*Willielmo Archiepiscopo Eboracensi Angliæ Primate,
Richardo Dunelmensi,
Et Johanne Karliolensi, Episcopis,
Johanne de Warenna Comite Surria & de Strazbern,
Henrico de Bello Monte Comite de Boghan,
David de Strabologi Comite Athol,
Patricio de Dumber Comite March,
Thomâ Wake Domino de Lydell,
Ricardo Talbot Domino de Mar,
Willielmo de Monte acuto Domino de Man,
Henrico de Percy,
Radulpho de Nevill,
Alexandro de Monbray,
Gualfrido de Monbray,
Roberto de Lowedre,
Et aliis.*

Dat. per manum nostram, apud Novum Castrum super Tynam, duodecimo die Junii, Anno Regni nostri Secundo.

Sub Magno Sigillo Scotiæ, viridis coloris, pendente a filis serici, flavi rubique coloris.

CCIX.

Versas-Brieff Kaysers LUDWIG, wodurch derselbe 28. Juil, die Vogten von Lindau über das Frauen-Closter zu Lindau mit allen Rechten/ Ehren/ nugen und gewohnheiten/Herrn HUGEN, Grafen zu Brezeng/ und seinen Erben/ für 200 Mark Silbers verleiht/ in so lang/ bis er/ oder seine Nachkommen Kaysen und Könige/ von ihm oder seinen Erben selbige um das besagte geld wieder erlöbigen und erlösen. Geben vor Merzburg den Donnerstag nach Jacobi/ Anno

C'est-à-dire,

Letres de l'Empereur LOUIS de Baviere, par lesquelles il engage à HUGUES Comte de Brengents, l'Avouerie de Lindau, qui est un Monastere de Filles, avec tous ses Droits & Appartenances, pour la somme de deux cens Marcs d'Argent; avec permission d'en jouir, jusques à ce que ladite somme lui soit remboursee. Donné devant Merspurg le Jeudi après la Fête de St. Jacques 1334

Wir Ludwig von Gotes genaden Romischer Cheiffir/ju allen irren Meyrer des Reichs ic. Thun fund allen denen die diesen Brief sehen oder hören lesen / das wir dem Edlen Mann/ Jungen Grafen zu Brengenz / und seinen Erben / die Dogten von Lindau über das Frauen-Kloster zu Lindau / verlegt haben / und versehen auch mit diesem Brief / für zweyhundert Marck Silbers / also / das Er und seine Erben die luten haben sollen und mogen / mit allen Rechten / Ehren / Nutzen und Gewohnheiten / die darzu gehörend und davon gestalten mügend / und sind die Hufe zu Weinach / zu Schonach / zu Aischach / den Hof zu Miltentbach / und mit Nahmen Sane Verlagen fute / als lang / unsz nur oder unszere Nachkommen / an dem Rechte Könige oder Kaiser / die vorgenannte Dogten und Esh / durch Rechte darzu gehöret / von ihm oder von seinen Erben um die zweyhundert Marck Silbers gänglich wieder erlösen und erlösen.
Darüber zu irskund / geben wir Ihn diesen Brief / versiegelt mit unserm Kaiserlichen Insigel / der geben ist vor Wersung an dem Donnerstag nach Jacobi / da man zahlt von Christi Geburt dreyschundert Jahre / darnach in dem vierden und dreissigen Jahr / in dem zweyghundert Jahr unsers Reichs / und in dem fienfenden des Kayserthums.

CCX.

2. Août. *Littera EDUARDI III. Regis Anglie, quibus potestatem confert Legatis suis recipiendi Homagium & fidelitatem Comitibus SABAUDIAE pro Terris, Castris & Dominis quibusdam, que ab ipso tenebatur. Data apud Wyndesore die 2. Augusti. Anno 1334. [R YMER, Foedera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 620.]*

Universis, presentes Literas inspecturis, Edwardus &c. Salutem.
De circumspectione provida, Dilectorum & Fidelium nostrorum, Willielmi Truffel, & Magistri Richardi de Byneworth, Juris Civilis Professoris, plenarie confidentes,

Ad recipiendum, hac vice, nomine nostro, Homagium & Fidelitatem Nobilis Viri Comitibus Sabaudie, Consanguinei nostri carissimi, pro Terris, Castris, & Dominis, quibuscunque, quæ dictus Comes de Nobis tenet in partibus Sabaudie, & aliis quibuscunque, pro quibus Homagium & Fidelitatem nobis facere tenetur,

Ac alia omnia & singula, nobis in hac parte debita, necnon ad liberandum eidem Possessionem vacuum, & Seisinam Terrarum, Castrorum, & Dominiorum hujusmodi, cum suis Juribus & pertinentiis universis,

Et omnia alia & singula faciendum & exercendum in premissis, quæ Nos facere deberemus, si personaliter presentes essemus,

Prædictis, Willielmo & Magistro Richardo, & eorum alteri, plenam tenore presentium committimus & concedimus Potestatem;

Promittentes Nos ratum & firmum habituros quicquid per præfatos, Willielmum & Magistrum Richardum, vel eorum alterum, receptum, liberatum, actum, & gestum fuerit in premissis.

In curia &c.

Dat. apud Wyndesore secundo die Augusti.

Traité de Paix fait, par l'entremise de PHILIPPE de Valois Roi de France, entre JEAN Roi de Bohême, WALERAN Archevêque de Cologne, ADOLPHE Evêque de Liège, LOUIS Comte de Flandre, GUILLAUME Comte de Hainaut, RENAUD Comte de Gueldre, GUILLAUME Comte de Juliers, JEAN DE HAINAUT Comte de Saisons, LOUIS Comte de Los, GUILLAUME DE HAINAUT Comte de Zelande, JEAN Comte de Namur, GUI DE NAMUR Frère dudit Comte & leurs Adhérans, d'une part, & JEAN Duc de Brabant d'autre. Fait à Amiens, le 27. d'Août 1334. [CHRISTOPHE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant, pag. 160.]

PHILIPPE par la grace de Dieu Roy de France nommé & esleu juge, traicteur & amiable compositeur, entre haurs hommes nos chiefs & bien amés & feaux Cousins JEAN Roy de Boeme, WALERAN Archevesque de Cologne du Saint Empire par Italic Archevesciller, ADOLFE Evêque de Liège, LOUIS Comte de Flandres, NEVERS & Reiff, GUILLAUME Comte de Hainaut & d'Hollande, RENAUD Comte de Gueldres & de Susephen, GUILLAUME Comte de Juliers, JEAN DE HAINAUT Comte de Saisons & Sire de Beaumont, LOUIS Comte de Los & de Chiny, GUILLAUME DE HAINAUT Comte de Zelande, JEAN Comte de Namur, GUI DE NAMUR Frère dudit Comte de Namur, leurs Alliés & aydants d'une part, & JEAN Duc de Lotharing, de Brabant & de Limbourg ses Alliés Adhérents & aydants d'autre part, sur tous les debats & discors meus entre lesdites Parties, par tout le temps passé jusques à jourd'uy, comme plus amplement est contenu au Compromis sur ce faict, & oster toute matiere & cause de debat pour le temps avenir, pour le bien de pais l'amour & l'affection que nous avons à icelles Parties, & ensemblement pour oster tous empeschemens par lesquels le saint voiage d'outremer que nous avons emprins pourroit estre retargé ou empesché, lequel Compromis nous avons receu & recevons en nous, & nous enchargons par vertu d'iceluy Compromis & pouvoir a nous octroier & donné comme dict est. Du consentement & volonté dessus dites Parties ordonnons, prononçons & déterminons en tant comme il peut toucher à chascune Partie desdits Alliés contre ledit Duc, & tous ensemble entant comme ils sont confederés contre luy, & semblablement comme il peut toucher ledit Duc contre chascune Partie & tout ensemble en la forme & la maniere que s'enfuit. Premièrement quant à ce que peut toucher les alliances d'entre les fassidits Alliés, adhérents & aydants d'une partie & ledit Duc d'autre, nous voulons, ordonnons & prononçons par nostre Sentence definitive, que lesdites alliances soient annulées & pour nulles les prononçons & voulons & enjoignons ausdits Confederés contre ledit Duc, sous la peine dessus escripte, que desormais ne usent de ladite Alliance contre le dict Duc en nulle maniere que ce soit, contre les gens de sa terre, ou ceux qui sont ou ont esté de l'aide dudit Duc, & semblablement voulons & ordonnons que ledit Duc pour cause desdites alliances ne puisse poursuivre lesdits Alliés ou aucun d'iceux ou leurs Adhérents, & par ainsi voulons, que toutes lesdites alliances soient tenues pour nulles & comme si onques mais riens n'en eust esté faict ny parlé. Item voulons & enjoignons ausdits Confederés & Alliés contre ledit Duc, & semblablement audit Duc, que d'oresenavant ils aient bon amour l'un vers l'autre, comme charité, bonne affection & amitié le requiert. Item nous voulons & ordonnons, que tous prisonniers prins tant d'une part que d'autre, soient rendus quittement & franchement sans nulle rançon, en quel lieu qu'ils soient ou aient esté transportés, paient toutefois tels despens raisonnables comme ils auront faict en la prison, sans plus les demander. Item si aucun desdits prisonniers tant d'une part que d'autre avoient promis & accordés aucunes quelques sommes ou parties d'icelles ne fussent encor point payes du tout, de ce qui en est à payer nous les absolvons & quittons, & voulons qu'ils en soient tenus quits & absous pour le temps avenir, sans ce que nul leur en puisse faire demande, & semblablement absolvons

BOHEME
COLOGNE
LIEGE,
FLANDRE
HAINAUT,
GUELDR,
JULIERS,
SAISONS,
LOS, &c.
LANDE,
NAMUR,
ET BRABANT.

ANNO
1334.

vons, quittons & delivrons leurs pleiges ou gages si aucuns en avoient obligés pour ladite cause; enjoignons ausdis Confédérés & Alliés contre ledit Duc, & semblablement audit Duc, que toutes lesdites personnes & pleiges quelconque par ils soient deffous leur pouvoir ou ailleurs, en quelconque lieu ou lieux transportés par eux ou aucun d'eux ou par leurs Subjets ou aucun de leurs Subjets, ils delivrent, quittent & facent delivrer & quitter, eux & leurs pleiges ou leurs gages en la maniere que nous les avons delivré comme deffusdit. Item nous voulons & ordonnons, que tous ceux qui pour cause de ladite guerre, commotion & alliances deffusdites ont rendu & quitté leurs hommages à leur Seigneur ou Seigneurs de qui ils tenoient, pour aider l'adversité Partie tant d'une part que d'autre, puissent retourner au leur & à tous leurs biens gisans soubz leur dit Seigneur ou Seigneurs, & puissent user & jouir en la maniere qu'ils faisoient avant ladite guerre; par telle maniere qu'ils refacent nouveaux hommages à leurs Seigneurs ainsi comme devant. Item si aucuns biens desdits prisonniers ou autres qui ne seroient ou seroient été prisonniers tant d'une part comme d'autre, auroient été vendus du Seigneur ou Seigneurs qui prins & vendus auroient, desquels biens les termes ne seroient encor au jour de la date de ceste presente ordonnance; nous voulons, & ordonnons & determinons qu'iceux soient rendus, quittés & delivrés ausdits prisonniers ou autres, nonobstant vente, alienation ou obligations faictes au contraire comme dit est; & pour oter toute doute, voulons & declairons que bles, foiel & autres fraincs cueillies & levés, mis en granges ou en fauveté, soient & demeurent à ceux qui les auront faict cueillir, lever, & mettre à fauveté. Item nous voulons & ordonnons & par nostre sentence determinons, que toutes les ranchons de Villes tant d'une part que d'autre, lesquels ne sont pas encor paies soient quittes & mis à neant, les pleiges ou gages pour ce donnés & obligés soient quittes & delivrés, jaçoit que aucun desdits ranchons encorés a paier comme dit est eust été transporté ou cédé en personne d'autrui. Item nous voulons & ordonnons, que toutes les choses qui ont été faictes, ordonnées & traictées par nos Messagiers ou Commisaires envoiés à Cambray de par nous, cest assavoir *P'Esque de Therouane, l'Abbé de S. Nicaise à Reym, l'Archidiacre de Tournay, Ansel Segneur de Joinville, Marbice de Trie nostre Marschal, Henry de Piquigny, Guy Turpin & Michiel de Recont* nos ames & leaux Conseillers entre lesdits Alliés d'une part, & ledit Duc & ses gens, en la maniere qu'il appert par Lettres selées des feaux desdites & de nos Messagiers & Commisaires deffusdits, soient gardés & tenus entierement desdites Parties & chascune d'icelles, sans venir encontre par nulles voies quelles soient, soubz peine cy deffous escripte, desquelles ordonnances traictées à Cambray le teneur s'ensuit de mot à mot.

Accordé est entre le Duc de Brabant d'une part, le Comte de Gelre d'autre part, que le Comte de Gelre, se fille & leurs hoirs devent jouir de leurs biens & heritages en Brabant sans empeschement du Duc de Brabant ou des siens, aussi franchement comme les Seigneurs de Malines les souloient jouir anciennement. Item la Bourgöie de la Chappelle est, serat & demorerat heritablement annullée, entant comme il touche au Duc & au Comte, se fille & leurs hoirs. Item les anciens Bourgeois des bonnes franchises Villes de Brabant demoreront en leur vertu, par ainsi que les Bourgeois demeurants & habitants desdites bonnes Villes aient à jouir de leurs Bourgöies, leurs heritages gisans deffous ledit Comte, se fille ou de leurs hoirs demoreront soubz la subjection du Seigneur, selon costume, droict & usage du Lieu ou les biens sont ou seront, & si le Bourgeois des franchises Villes viennent dedans la Justice ou Seigneurie dudit Comte, de se fille ou de leurs hoirs & messissent en faict déterminé & estoient prins presentement, on doit faire illeques d'iceux Bourgeois droict & justice, selon le droict & sentence du Lieu. Item de l'Advöierie de *Herkenches de Meerwede*, on fera avoir au Comte un homme aussi souffisant comme celui fut qui vendit au Duc ladite Advöierie, & aussi en souffist au Comte se il est trouvé qu'il soit du fief du Comte par enquête de deux de par le Duc & deux de par le Comte, qui seront de la besogne de Tyle & de Heusden. Item de la Ville d'*Escheden* jureront pour le Comte Segneur *Gautier de Bofchem* & Sire *Evert d'Ulf* Chevaliers du Conseil du Comte, que de meilleur droit on doit tenir ladite Ville du Comte que du Duc, & ainsi on tiendra la Ville du Comte, & si les deux Chevaliers ou aucun d'eux pour loial en-

soigne ny puissent entendre dans les Touffains, le Comte poura de present en ordonner autres souffisants de son Conseil sans mal engien des six à ce denominés, & ce doivent ils faire à la Greve par devant bons temoins dignes de foy, & par ainsi on at vers le Comte faict son devoir, se il soit ainsi que le Duc ne voullist envoier ses gens pour oüir faire les sermens de ces Chevaliers à certain jour dedans le terme deffusdit. Item du quart point est ordonné & accordé, que le Duc serat apporter à la journee d'Amiens les Lettres originiaux dont il voudra remontrer que le Comte doit estre en son hommage des Seigneuries de *Herpen, de Megem, de Meerbant, de Gerdoren* & de la Justice que le Seigneur de *Bochtel* tient du Comte & de tous autres Justices qu'on tient du Comte, ou il y fera apporter les copies des originiaux soubz seel authentique, & se les originiaux ne sont apportés, le Duc fera apporter & monstrier à la Greve lesdits originiaux dedans les trois semaines prochains audit Comte ou à son Conseil à ce ordonné apres le departement d'Amiens, & entant comme il apparra par lesdites Lettres originiaux que ledit Comte en devra hommage au Duc, le Comte luy fera, par ainsi que le Duc doit avoir illeques telle souveraineté, comme il at aux autres fiefs que le Comte tient du Duc se aucuns en tient, & si ledit Comte ne tient nul autre fief du Duc, se aura le Duc telle souveraineté ausdits fiefs, comme les autres Seigneurs du Comte ont es fiefs qu'il tient d'eux, & demoura le Comte en paisible possession desdits biens, jusques à tant que lesdits originiaux soient montrés comme dit est, & se le Duc ne montre ou faict monstrier lesdits originiaux dedans les trois semaines que dit est apres le departement d'Amiens, si demoreront les Seigneuries deffusdites & leurs appartenances audit Comte, & ne devra hommage au Duc pour lesdits biens. Item de la Ville de *Houlien* seront maintenant nommés deux hommes de par le Duc, & deux hommes de par le Comte, qui s'informeront & diront par leurs sermens dedans les Tous-saincts si ladite Ville appartient de droict audit Duc ou audit Comte, & si elle appartient au Duc elle demeurera au Duc sans estimation, & si elle appartient au Comte elle sera estimée en deniers pour le Comte avec l'autre terre & Seigneurie de *Heusden* que le Comte y tient; & se les quatre ne peuvent accorder, le Duc & le Comte ordonneront un bon Souverain moien qui dira par son serment auquel de ces deux serat ladite Ville appartenante de droict, & ne durera le pouvoir des quatre que jusques à la Touffains, & le pouvoir du Souverain que jusques à Noel, & ledit Souverain sera nommé à Amiens, & en celle mesme maniere auront les quatre & le Souverain, pouvoir d'ordonner selon droict les departements & des jonctions des Seigneuries d'entre le Duc & le Comte, & jurera le Souverain de donner & mettre la chose à fin dedans Noel, & s'il mouroit on prendra un autre qui aura semblable pouvoir, qui seront nommés à Amiens. Item de la Ville de *Bardewijck*, si le Seigneur de *Craenendonck*, Segneur *Jean de Roucourt*, Segneur *Jean de Helbec* & Segneur *Thierry de Walcourt* Chevaliers jurent pour le Duc, que ladite Ville soit de meilleur droict au Duc que au Comte, elle demoura au Duc franchise-ment sans estimation comme dit est de Hulten, & ce doivent-ils faire dedans Touffains prochain, & s'ils ne jurent elle serat estimée pour le Comte comme dit est de Hulten, & quand ils devront jurer ils le feront savoir audit Comte, ou à ceux qui seront de par luy au pais huit jours devant, & ce doit estre faict à la Greve, & si le Comte ny envoie ses amis pour oüir le serment, donc pouront ils jurer en la presence de bons temoins dignes de foy, & s'il y avoit aucun des quatre qui eust loial ensoigne de maladie ou de prison, le Comte de Gelre deffa ou à Amiens en nommera quatre, desquels quatre le Duc envoiera un ou deux selon l'ensoigne que les premiers quatre auront. Item du tiers de vingt mil roiaux d'or paies par le Comte au Duc pour le Seigneur de *Fauquemont*, tesmoigneront le Seigneur de *Kück* & le Prevost de *Waldemberge* à Amiens devant le Roy ce qu'ils en scavent, & la restitution qui en sera faicte, sera faicte dedans Noel. Item le Duc devantdit doit à Amiens devant le Roy nostre Segneur heriter par voie deschange ledit Comte & ses hoirs des Villes de *Thielt, Santwijck & Herwerden* & de toutes leurs appartenances, & ledit Comte doit adheriter ledit Duc & ses hoirs aussi par voie deschange devant le Roy de la terre & Seigneurie de *Heusden*, que luy est eschetue de la mort de *Jean de Heusden* & des appartenances, par telle condition que deux hommes de par le Duc & deux hommes de par le Comte lesquels s'enformeront & regarderont par leurs sermens

ANNO

1334.

ANNO

1334.

mens la valeur des biens d'une part & d'autre, & celui des deux Seigneurs qui aura en les meilleurs biens ferat recompensatiou & amendement à l'autre en deniers selon l'ordonnance des quatre qui seront nommés, à payer au terme qu'ils diront, & se les quatre ne se peuvent accorder, le Duc & le Comte prendront Souverain en ce cas, & l'ordonnance du Souverain sera tenue d'une part & d'autre, & tous seront nommés à Amiens, & le pouvoir des quatre doit durer jusques Toussain, & du Souverain jusques à Chandeler prochain, & nullement ne se pourra le Souverain excuser qu'il ne die son dit dedans ledit Chandeler prochain, & celui qui paierat la recompensation en deniers par le dict du Souverain, le doit paier ces prochaines Pasques sans contredit, & en fera bonne seurte souffisante. Item tous les Lettres que le Duc at des antecessours du Comte faissans mention d'alliances ou de services, seront portés à Amiens en la main du Roy de France nostre Sire, du Roy de Boeme & du Comte de Haynaut, & l'ordonnance qu'ils feront ferat tenue d'une part & d'autre. Item le Duc donra sa fille maisnee au fils dudit Comte pour femme & espouse, & donra le Duc avec sa fille au fils dudit Comte pour cause de mariage, & despouailles. entre la somme de quatre vingt mil & soixante mil livres, le gros tournois viels compté ou à compter pour seise deniers, telle somme comme le Roy de France nostre Seigneur, le Roy de Boeme & le Comte de Haynaut voudront adviser & ordonner à Amiens, & d'icelle somme que les susdits Roys, appellés avec eux le Comte de Haynaut, adviseront ou ordonneront, le Duc payera à l'ordonnance du Roy en deniers comptans la moitié, & l'autre moitié quand le mariage ferat fait & consommé, & si ledit mariage se desfait par la mort de l'un des enfans (lequel mariage ne se peut ne se doit desfaire nullement fors que par la mort de l'un des enfans) ledit Comte doit rendre audit Duc ou à ses hoirs la moitié des deniers qu'il avoit eu pour cause dudit mariage en deux ans, & quand ledit mariage sera parfailé, ledit Comte ferat certain assignement en son heritage pour tous les deniers pour les deux enfans & leurs hoirs, à compter à des lors & à assigner pour dix deniers au denier heritablement, & ledit Comte donnera le manoir de Surphen avec sa clôture sans prifer à son fils, & toute la Comté de Surphen par de la l'Isle, ainsi comme icelle de part ladite Comté, de la *Vesuwe*, hormis le tollieu de *Lobbede*, pour douze mil livres de terre par an dudit paiement, & si ladite Comté ne vaut tant par an, ledit Comte le doit bien parfaire tout en autres bonnes rentes sans mal engin, & se le Comte devandit failloit avant que son dit fils, son fils demeurât Comte de Gelre & de Surphen, sans à la Comtesse que maintenant est son douwaire; mais si ledit fils dudit Comte avoit ou eût autres freres ou sœurs ou plusieurs de pere & de mere de luy, il devra faire parchon raisonnable de douze mil livres de terre dessusdits, & avec ce le tollieu de Lobbede heritablement, & tout ce tiendrait en foy & hommage & à tousjours des Comtes de Geldres qui seront pour le temps, mais si ledit fils avoit enfans non massés, ces enfans non massés auroient tant seulement les rentes & revenus de ladite Comté de Surphen par dela l'Isle, sans au Comte de Geldres pour le temps & à ses hoirs ledit tollieu de Lobbede & la Seigneurie & la Justice de ladite Comté de Surphen, lesquels rentes & revenus les hoirs non massés tiendroient aussi en fief & hommage des Comtes de Geldres qui seront pour le temps; & la fille dudit Duc aura pour son dotaire huit mil livres de terre dudit paiement, bien assignés aux us & aux coutumes du pais, & pour l'amour des Seigneurs le Roy nostre Sire ferat avoir de nostre saint Pere le Pape telle dispensation pour les enfans qu'il appartiendra. Item du *Seigneur de Heinsberge* est accordé, que le Duc luy payera toutes les debtes que ledit Seigneur de Heinsberge pourra montrer dedans nostre Dame prochain, & son paiement luy ferat fait dedans le S. Remy, car les termes sont longuement passés du paiement, si le Duc ne peut montrer paiement par confession de Parties, par Lettres ou par l'esnoins. Item de l'article du Seigneur de Heinsberge est accordé, que par le commun assentement du Duc & du Seigneur de Heinsberge se prendra huit hommes, qui seront hommes desdites parties au plus pres de Rode, & ordonneront des terres de *Rode* & *Heinsberge*, & s'enformeront de combien la Justice & Seigneurie lui est estraitte & appetichie, & de tant

ANNO
1334.
comme ils trouveront ferat rendu au Seigneur de Heinsberge le sien, & en celle mesme maniere ferat il fait pour le Duc, & tout ce se fera dedans le saint Remy, & à la monition du Seigneur de Heinsberge envoie le Duc aucun de par luy pour voir les preuves, & s'il y avoit aucuns des huit qui ne peussent entendre, l'on en prendra d'autres voisins dignes de foy & de bonne nation en lieu de celui ou de ceux qui seront empeschés, & s'enformeront en la meilleure maniere que faire se pourra, & tiendront les Parties ce que les huit ou la graigne partie d'iceux rapporteront estre droit par leurs sermens. Item Monsieur *Jean de Fanquemont* doit r'avoir *Herpen* & la Seigneurie de *Herpen* & la terre, avec toutes leurs appartenances entierement & si paisiblement comme il la souloit tenir avant que guerre fut. Item accordé est que le Comte de Gueldres sa fille & leurs hoirs leurs hommes & leurs aydants d'une part & d'autre, tant du Duc comme du Comte, seront remis en paisible possession de leurs biens, & que des maintenant en avant nulle des Parties emperera, changera ou grevera les biens de l'autre Partie du jour à des l'eschange de Thiel, Sandwijck & Herwerden & de la terre de Hensden & des appartenances des Lieux dessusdits, ainsi comme mention est fait pardevant en la force & vertu sans mal engin. Item est assavoir, que toutes les choses dessusdites placent au Comte, autant que tous les autres alliés s'accordent, par ainsi que bonne seurte suffisante luy soit faite, que tout luy ferat bien & sans delatue tenu, parait & accompli, & que ce mesme soit fait pour le Duc. En tesmoing de la quelle chose nous Duc & Comte dessusdits avons mis nos feaux & ces presentes Lettres, avec les feaux des Messagers du Roy de France nostre Sire. Ce fut fait & donné à Cambray en la presence desdits Messagers le second jour d'Aoust l'an de grace m. ccc. xxiv.

Item nous Roy de France dessusdit voulons, ordonnons & prononçons, une Lettre de date d'environ passé six vingt & onse ans & toutes autres Lettres s'aucuns en y at contentantes alliances ou services, de quoy le Duc peut & voullist poursuivre ou faire demande audit Comte, donnees du temps des predecesseurs des susdits Duc & Comte, foyent de nulle valeur, & de certaine science les caissons & annullons, & casses & annulle estre voulons & de nul pouvoir pour tous jours, & voulons & ordonnons, que pour le temps passé par terra d'icelles alliances ledit Duc ny ses hoirs ne puissent faire demande audit Comte ou à ses hoirs, & semblablement ledit Comte ou ses hoirs audit Duc ou à ses hoirs, & que si comme dit est pour le temps avenir lesdites Lettres & alliances soient nulles, sans ce que aucuns des Parties en puissent faire demande l'un à l'autre par nulle voie quelle qu'elle soit, & jaoit que lesdites alliances ayons du tout annullées, néanmoins nous voulons, ordonnons & prononçons, que ledit Comte reconnoisse tous les fiefs qu'il tient & doit tenir audit Duc, si comme il pourra montrer souffisamment audit Comte, à tenir de luy & faire les hommages si avant comme lesdits fiefs & heritages requierent, selon les usances & coutumes de Lieux ou les biens gissent: semblablement voulons & ordonnons, que le Comte par son serment & loiauté declare tous les fiefs qu'il tient audit Duc comme il se recorde, & ce seront lesdites Parties dedans cest Noel prochain. Item voulons & ordonnons, que tous les Marchands & autres bonnes gens tant de Brabant comme de la Comté de Geldres puissent aller & venir de l'un pais en l'autre, user de leurs marchandises, passer & besogner paisiblement, aux usages & aux coutumes des pais dessusdits Duc & Comte. Item quant à ce que touche le debat de vingt mil roiaux d'or ou pour chacun roial quinze viels gros par dessus la somme de soixante mil roiaux d'or que le Duc a promis au Comte en faisant le mariage de leurs enfans, voulons & ordonnons avec le conseil de nos chers & bien amés cousins & freres le Roy de Boeme & le Comte de Haynaut, que ledit Duc des vingt mil roiaux prera dix mil, avec la somme de soixante mil roiaux audit Comte & aux hommes qui s'ensuivront; premierement ledit Duc delivera ledit Comte envers *Simon de Harle* & ses compagnons de douze mil roiaux dedans la feste de S. Michiel prochain à venir, ou ferat tant que ledit Simon se tiendrait pour content & bien paic, en telle maniere que les joiaux dudit Comte obligés audit Simon pour lesdits deniers, soient rendus audit Comte quiteiment & franchement devant ladite feste de S. Michiel, & si toute ladite somme n'estoit detie audit Simon ne à ses compagnons, nous voulons & ordonnons, que tout ce que demeurera par dessus le paiement fait & accompli,

ANNO 1334. soit païé audit Comte en deux termes ensuivants, onse mil & cinq cens roiaux à Pasques prochain ensuivant apres ladicte feste de saint Michiel, & onse mil cinq cens roiaux au Noel prochain ensuivant apres ledit Pasques, & l'autre moitié de toute ladite somme ledit Duc paiera audit Comte ou à son dit fils, quand le mariage de leurs dits enfans sera conformé dedans l'année, puis que le mariage sera accompli, & voulons & ordonnons, que lesdits enfans soient mis ensemble par mariage quant ils auront eage que droict requiert, si voulons & ordonnons, que s'il advenoit, que Dieu ne veuille, que lesdits enfans ou l'un d'iceux trespassast avant que ledit mariage fut consummé, que ledit Comte soit tenu à rendre toute ladite moitié ou ce qu'il aura recen d'icelle comme dit est audit Duc ou à ses hoirs aux termes qui s'ensuivent; cest assavoir la moitié d'icelle somme qu'il aura recen dedans l'an apres la mort desdits enfans ou de l'un d'iceux, & l'autre partie de ladite somme dedans le second an prochain ensuivant, & se il advenoit qu'apres le mariage consummé lesdits fils du Comte & fille du Duc mourussent sans laisser hoirs de leurs corps, toute la somme qui sera donnée avec la fille dudit Duc par mariage au fils dudit Comte, sera rendue audit Duc ou à ses hoirs par le fudist Comte ou ses hoirs, assavoir la moitié dedans la premiere année apres leur mort, & l'autre moitié dedans la seconde année ensuivante, & se puis le mariage consummé la fille dudit Duc mourut sans hoirs comme dit est, toute la somme donnée par mariage avec luy demeurera au fils dudit Comte tant qu'il vivra, & apres son deces sera rendue ladite somme audit Duc ou à ses hoirs ausdits termes si comme dit est, mais si le fils dudit Comte mourroit puis ledit mariage consummé sans avoir hoir de ladite fille dudit Duc, elle auroit tous les biens donnés avec luy par mariage tant en deniers comme terres, & avec lesdits biens son douaire de huit mil roiaux d'or par an expressé en la Court de Cambrai, & de ce faire & accomplir donnera pleiges ledit Comte le Roy de France & le Comte de Haynaut & avec ce obligera cinq ou six de ses bonnes Villes, & semblablement ledit Duc doit assigner & assurer ledit Comte & son fils dudit mariage & des conventions & conditions d'iceluy, & de tenir & de parfaire ce loiaument en la maniere que pardevant nous & en nostre presence entre iceux *Raynaud* aîné fils dudit Comte & *Marie* fille dudit Duc ledit mariage ou traité est accordé, especialement par une Lettre ouverte pendant sceellée du grand scel dudit Duc, de laquelle le teneur s'ensuit.

JEAN par la grace de Dieu Duc de Lothier, de Brabant & de Limbourg à tous ceux qui ces presentes Lettres verront salut & cognoissance de verité. Comme entre nous, nous aydants & allies d'une part, & nostre aîné cousin le Comte de Gueldres, ses aydants & allies d'autre part, guerre ou controverfies ou rancours d'innimite aient esté du temps passé, & comme le tres-Excellent Prince le Roy de France nostre Sire, pour offer tous discors d'entre nous d'une part & d'autre, & pour Pais, accord & bon amour nourrir & accroistre entre nous, nos Pays, nos gens & Subjets d'une part, & nostre dessusdit cousin le Comte, son Pais, ses gens & Subjets d'autre, ait par lui & par son Conseil du consentement de nous & de nostre dit cousin le Comte, parmy l'accord & le conseil de nos confaux & amis d'une part & d'autre traité, ordonné & accordé certain mariage à faire entre *Renand* aîné fils dudit Comte & nostre maisnée fille *Marie*, nous par vertu du traité, ordonnance & accordance dudit mes Sire le Roy & de son Conseil, de nostre certaine science leur consentons, agreons & confirmons le mariage dessusdit pour nous & nostre dite fille, en toute la forme & condition qu'il en ont esté traités, accordés & ordonnés à Cambrai, & par ce que nous voulons & il appert que toutes les convenances dudit mariage soient bien & loiaument tenues de nous & nostre dite fille au Comte dessusdits & à son fils, nous pour assurance de nostre gré & de nostre bonne volonté, nous & tous nostre biens meubles & non meubles presents & avenir, & avec ce comme souverain Seigneur par vertu de la puissance de nostre souveraineté, nous avons obligé & obligons tous nos Pays, tous nos Terres, toutes nos bonnes Villes & autres queltes qu'elles soient, & tous nos gens & tous nos Subjets de quelconque estat ou condition qu'ils soient ou puissent estre, en tous leurs biens meubles & non meubles, presents & avenir, par ainsi, que si nous ou nos Successeurs Ducs de Brabant fuissions ou fussent en défaut de parfaire ou d'accomplir le mariage dessusdit, & les conditions d'iceluy en tout

en tout ou en partie, que ja n'adveigne, que nostre dit cousin le Comte par luy ou les siens puisse & doive, pourra & devra ou pourront & devront arrester, prendre & tenir les biens de nous, & les corps & biens de tous nos pays & de toutes nos bonnes Villes & des autres, & de tous nos gens, & de tous nos Subjets de quelconque condition qu'ils soient ou seront, jusque à plaine satisfaction tant du principal que des dommages & interrests que ledit Comte en auroit, desquels ses hoirs ayants cause de luy sera ou seront creux par leur simple parolle sans autre promis faire en bonne foy & loiauté sans malengin, & ce pourra ou pourront faire ledit Comte ou ses hoirs ayants cause de luy tant en France qu'en tous autres pays & lieux ou franchises, sans avoir encourir l'offence ou malevolence de nous ou des nôtres, non obtiant graces, privileges, libertés ou franchises de quelconque condition qu'ils soient, de nous ou nos antecessours ou aucuns autres Seigneurs donnés ou à donner à nos Subjets, bonnes Villes & autres, ou aucuns d'iceux ou d'icelles; & encor pour plus grande seurte nous avons de certaine science & de nostre bonne volonté en la presence dudit Roy nostre Sire voulu, octroïé & accordé, voulons, octroïons & accordons, qu'en cas que nous ou nos Successeurs fuissions en défaut de tout ou en partie de parfaire, de tenir & accomplir le dessusdit mariage & toutes les convenances d'iceluy de point en point ainsi que ces presentes Lettres le contiennent, que ledit nostre Sire à la monition & supplication dudit Comte ou ses hoirs & Successeurs, puisse & doive & soit tenu de faire execution de nos biens, & des corps & des biens de nos gens & Subjets, tant de nos bonnes Villes comme d'autres, & faire paiement audit Comte ou à ses hoirs dudit mariage, & des conditions d'iceluy, & de tous cousts, frais, mises, dommages & interrests, que ledit Comte ou ses hoirs auroit ou auroient soufferts ou souffenus en aucune maniere, par la faute de nous ou de nostre paiement, desquels cousts, frais, mises & interrests, ils seroient ou seront creux par leur simple parolle comme dessus dict est, & s'il avenoit, que ja n'adveigne, qu'entre nous & nostre dit cousin le Comte de Gueldres guerre se meut au temps avenir ou autres débats, ce ne doit pas porter de prejudice ou empeschement au dessusdit mariage ne aux convenances & paiement d'iceluy, mais avons voulu & accordé, voulons & accordons, que nonobstant ladite guerre ou tout autre debat ledit mariage & toutes les convenances dessusdits soient parfaites & accomplies, ainsi comme se lesdites guerres ou débats n'eussent esté. Item voulons & accordons, que le Comte dessusdit & ses hoirs puissent donner sur nous, nos gens, nos Subjets, nos bonnes Villes, nos terres, nos pais à quelconque Seigneur qu'il leur plaira, le cinquieme denier de toute la somme dessusdite sans amender le principal, pour contraindre nous & les nôtres de tenir, parfaire & accomplir toutes les convenances dudit mariage entièrement sans défaute, & pour rendre & paier audit Comte & à ses hoirs tous cousts, frais & dommages qu'il par la faute de de nous ou nostre paiement auroit ou auroient eus ou souffenus en la maniere comme dit est pardevant, & quant à toutes les choses dessusdites & à chacune d'icelles tenir & accomplir & non contrevenir en tout ou en partie, nous soumettrons nous, nos biens, nos bonnes Villes, nos gens, tous nos Subjets, & les biens d'iceux à l'execution & jurisdiction dudit Roy de France & de sa Court, & prorogons sa jurisdiction & la jurisdiction de sa Court quant à ce, de certaine science & bien informés & instruits de nostre droit, sans nul erreur, inconvencion & contrariété, & voulons & expressément consentons, que ledit nostre Sire le Roy, sa Court ou ceux à qui il voudra commettre, puissent contraindre nous & nos Subjets par la prinse de nos biens, & des biens & personnes de nos gens & Subjets, tant des bonnes Villes que d'autres, par voie de marque ou de repesaille, ou par tout autre voye ou maniere de laquelle il fera requis dudit Comte de Gueldres & de ses Successeurs, ou autre ayant mandement sur ce, se tost comme nous fuissions defaillans de faire & accomplir les choses dessusdites ou aucunes d'icelles, sans ce qu'il en convienne faire nouvelle requête ne semonce audit Duc, & sans garder ordre de droit par escrit canonique ou civil, ne fille de Parlement, ne costume de Pays, ne nulle autre solemnité, & non contretenant tous privileges, franchises, libertés données ou octroïées audit nostre Sire le Roy ou ses predecesseurs, ou à donner de luy & de ses Successeurs à nous & à nos bonnes Villes ou à nos autres gens & Subjets, especialement à iceluy privilege par lequel nos bonnes Villes & Subjets ont quarante jours de wyda-

ANNO

1334.

ANNO

1334.

ge ou environ apres toute marcke ou deffence ou arrest donné contre eux ou pour eux au Roiaume de France, ausquelles privileges tous & à chacun d'iceux, nous pour nous & pour nos bonnes Villes & Subjets renonçons de nostre bon gré & volonté, bien certifiés & informés de leur droit, & promettons, que jamais de ces privileges ne aucun d'iceux nous ne nous bonnes Villes, gens ou Subjets nous aiderons ou utiliserons contre les choses susdites ou aucunes d'icelles, & se prions & requérons nostre dit Sire le Roy, que toutes les privileges dessusdites, toutes coutumes & statuts par lesquels nous pourrions venir encontre à les choses dessusdites ou aucunes d'icelles pourroit estre empesché, il veuille offer de tout quant à ce, de certaine science & de son bon plaisir & pouvoir royal. Et toutes les choses dessusdites & chacune d'icelles garder, tenir & accomplir & n'en contrevenir en tout ou en partie, nous promettons par la foy de nos corps & par nostre serment touchant aux saintes Evangiles de Dieu: en tesmoignage des quelles choses nous Duc dessusdit avons mis nostre grand scel à ces presentes Lettres faictes & données à Amiens le XXV. d'Aoust l'an MCCC. XXXIV.

Lesquels Accord & Traicté aians agreables & estables, & iceux & toutes les choses contenues en iceux Traictés & Accords & chascunes d'icelles ratifions & approuvons de certaine science & de nostre plain pouvoir royal, promettons pour nous & pour nos Successeurs, qu'au cas que ledit Duc ou ses Successeurs, seront défaillans de faire & accomplir les choses dessusdites ou aucunes d'icelles, nous icelluy Duc, ses Successeurs, ses bonnes Villes, gens & Subjets, à la requête dudit Comte & ses Successeurs ou d'autre aiant mandement sur ce, par voie d'exécution & sans plaist contraindrons par tout nostre Roiaume à accomplir & parfaire toutes les choses dessusdites & chacune d'icelles de point en point, en la maniere qu'il est contenu audit Accord & Traicté & Lettres sur ce faictes, & rappellons & mettons à neant de certaine science & de nostre pouvoir royal tous privileges, franchises & libertés données ou à donner de nous ou de nos predecesseurs audit Duc, ses predecesseurs, ses bonnes Villes, gens & Subjets, & promettons pour nous & nos Successeurs, que d'oresnavant nous ne donnerons nuls privileges, franchises ou libertés par lesquelles les choses dessusdites ou aucunes d'icelles puissent estre empeschés, desloüés ou retardés, & cassons & mettons à neant quant en ce cas, toute coutume de Pays & filles de Parlement privileges de Foires de Champagne & de Brie & de tous autres lieux de nostre Roiaume, & mandons & commandons par la teneur de ces presentes Lettres à nos amés & féaux gens qui tiendront nostre Parlement, Maîtres de nostre Chambre de Comptes à Paris, & à nos amés Maîtres de nos Foires de Champagne & de Brie, & à tous nos Seneschaux, Baillis, Vicomtes, Prevosts, & à tous nos autres Justiciers, qui sur ce seront requis de par ledit Comte ou de ses Successeurs ou autres aians mandement sur ce, que ledit Duc, ses Successeurs, ses bonnes Villes & Subjets contraindent, laissent & aydent à contraindre en la maniere qu'audict Accord est traicté & contenu, sans attendre autre mandement de nous ou de nostre Court, & que pour nulle cause quelle elle soit ou estre pourroit, l'argent que ledit Comte ou ses Successeurs ou que nous ou nos gens luy auroient fait delivrer pour la cause susdite n'arrestent ne empeschent, ne laissent empeschier ou arrester, ains les aydent à conduire hors de nostre Roiaume en saffconduit & lieu seur, & porter audit Comte ou à ses Successeurs ou à leurs gens, toute ayde pour le traire de nostre Roiaume franchement & quittement sans nul empeschement. Item voulons & ordonnons, que ledit mariage traicté comme dit est ne puisse estre departi en nulle maniere, fors que tant seulement pour cause & aventure de mort comme dict est en l'escript de Cambray. Item du tiers de vingt mil roiaux d'or paies par ledit Comte pour le *Seigneur de Fauquemont*, voulons & ordonnons en la maniere que dessus est contenu. Item voulons & ordonnons, que ledit Duc & ses hoirs ferat ou feront audit Comte tous les paiemens des susdites sommes de deniers en la Ville de Boisseduc, & d'icelle Ville ferat conduire ledit Duc si souvent que il ferat les paiemens oultre la Riviere de la Meuse saüvement avec les gens dudit Comte portans lesdits deniers jusques à la terre de la Comté de Gueldres à costé devers la Ville de Nimmege pour ledit Comte & ses hoirs. Item voulons & ordonnons, que ledit Duc adherite ledit Comte de Gueldres perpetuellement pour luy, ses hoirs, ses successeurs ou ayants cause de luy, de la Ville de

Thiele, de Santwijck & de Herwerde & des appartenances d'icelles, & que il cede & transporte desmain tenant audit Comte tout le droict qu'il a ou pourra avoir esdites Villes & appartenances d'icelles, & luy rendre tous les Lettres qu'il ar touchant le droict & possession desdites Villes ou de leurs appartenances; & semblablement voulons & ordonnons, que ledit Comte de Gueldres herite & mette en possession pour luy & pour ses hoirs ou autres ayants cause de luy le Duc de la terre de Heusden & des appartenances d'icelles, & des maintenant cede & transporte audit Duc pour luy & pour ses hoirs tout le droict qu'il ar ou peut avoir en ladite terre & appartenances d'icelle, & toutes Lettres qu'il a touchants lesdits heritages tant qu'en droict qu'en possession, & seront faictes lesdites heritances, cessions & translations par telles manieres comme il est contenu en l'accord qui furent faictes entre lesdites Parties à Cambray, de quoy celle presente Lettre fait mention, si comme il appert par les escriptures sur ce faictes sous les feux de nos Messagers envoyés à Cambray, & sous les feux desdites Parties: & avec ce voulons & ordonnons, que les dessusdits Duc & Comte garantissent & defendent l'un à l'autre toutes les Villes & heritages dessusdits nommés baillés & transportés de l'un à l'autre, jusques à un an & jour prochain ensuivant depuis le transport faict, par telle maniere que chascun desdits Duc & Comte aura la cognoissance de la cause & des parties ou partie qui seroient ou seront demandes de l'heritage qu'il auroit baillé & transporté comme dict est & sera droict, & s'il apperoit par la fin du proces & Sentence sur ce donnée que la Partie demandante eust droict en l'heritage, celluy des dessusdits Duc & Comte qui par ladite Sentence sera tenu de rendre au demandeur ce qu'il aura baillé pour cause de transport comme dict est, adonques rendra & baillera autant vaillant à celui à qui il auroit baillé, & auquel il apparoitra par la Sentence qu'il ne luy peut ou pourra garantir, & l'engardera de tous cousts & dommages. Item quant à ce qui touche le *Seigneur de Heinsberch* ordonnons & prononçons, & par nostre Sentence declaron en la maniere que s'ensuit, cest assavoir, que ledit Seigneur de Heinsberch doit avoir & tenir tout le temps de sa vie la Ville, la Terre & la Seigneurie de *Wassenberge* avec les hommes feaux, les hommes appellés Bourgmanns, & les hommes nommés Dintlmannen, & avec les rentes, revenues & Justices hautes & basses & toutes les appartenances de ladite Ville, Terre & Seigneurie dessusdites riens excepté, franchement & sans empeschement dudit Duc de Brabant qui maintenant est & de ses Successeurs les Ducs de Brabant qui seront vivant ledit Seigneur de Heinsberch, & apres la mort dudit Seigneur de Heinsberch, poura ledit Duc ou ses hoirs rachapter les dessusdites Villes, Terre & Seigneurie & toutes sesdites appartenances, parmy la somme payant contenue es Lettres d'obligation faictes des biens dessusdits, & doit lesdits hommes mener par loy & par droict. Item du tiers de vingt mil roiaux que ledit Comte de Gueldres avoit payé audit Duc pour le *Seigneur de Fauquemont* qui fu d'arainement, parmy la rente baillant audit Duc que il avoit & tenoit en la Ville de Trecht sur la Meuse ou environ, ordonnons, voulons & prononçons, que lesdites rentes contournent & revengent audit Comte & à ses Successeurs heritablement, ainsi comme ledit Comte les foloit tenir avant qu'il les obliges au Duc pourant du tiers de vingt mil roiaux d'or dessusdits, sans y demeurer nul droict pour le Duc de tout, & y remettons ledit Comte pour luy & ses Successeurs, & voulons que les Lettres que ledit Comte en a donné audit Duc, luy soient rendues sans delay. Item prononçons & declaron, que combien qu'il soit escript & contenu en la vingt & troisieme ligne en contant de ce en dessus, que nous cassons & mettons à neant en ce cas les privileges, franchises, libertés & coutumes de nos Foires de Champagne & de Brie, que ce a esté par erreur de l'Escrivain, & qu'il n'est mie nostre intence que lesdits privileges, franchises, libertés & coutumes soient par ce ostées & rappelles pour cause de ladite escripture, ainchois voulons & declaron, qu'elles soient gardées & tenues tout ainsi comme s'il n'eust esté escript ou que mention n'en fu faicte, & ne voulons que lesdites parolles escriptes sur ledit ostenment des privileges & coutumes desdites Foires ayant lien ou valeur, là ou nous parlons en nos Lettres par dessus les Lettres dudit Duc néantmoins demeurent en leur force & vertu. Toutes ces choses & chacune d'icelles nous de l'autorité & en vertu du Compromis faict en nous desdites Parties, prononçons, disons, sententions, & enjoignons ausdites

ANNO

1334.

ANNO 1334. dites Parties tenir & accomplir fermement & entièrement, sans jamais venir encontre, sur la peine de leur foy & de leurs sermens, de laquelle peine s'ils échient ils pourront estre poursuivis en toutes Cours d'Eglise & seculiers, & que ce soit ferme chose estable à tous jamais, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes données, à Amiens le xxvii. jour d'Aoust l'an de grace m. ccc. xxxiv.

CCXII.

Octob. Lettres de JEAN Roi de Bohême & de Pologne, Comte de Luxembourg, par lesquelles, tant en son nom que comme Administrateur de son Fils CHARLES Marquis de Moravie, il fait cession & transport à PHILIPPE de Valois Roi de France & à ses Hoirs & Successeurs, de la Ville & du Comté de LUQUES. Fait au Bois de Vincennes, au mois d'Octobre 1334. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici, pag. 144. DU PUY, Traitez des Droits du Roi T. C. aux Preuves des Droits sur le Comté de Luques, pag. 69.]

IN nomine Domini Amen. Noverint universi præfens publicum Instrumentum inspecturi, quod hoc est transcriptum seu transsumptum quarundam patentium Litterarum inclite recordationis Domini JOHANNIS Dei gratia Bohemæ & Poloniæ Regis ac Comitum Lucemburgensis ejus sigillo in cera alba cum filis de serico rubei & viridis coloris sigillatarum, sanarum & integrarum ac omni prorsus vitio & suspitione carentium, ut prima facie appareat nobis Notariis publicis subscriptis ex parte Illustrissimi Principis Caroli Francorum Regis ad transcribendum traditarum, quarum tenor de verbo ad verbum sequitur, & est talis.

§. 2. JEANS par la grace de Dieu Roys de Bohême & de Pologne, Comtes de Luxembourg pour nous & tant comme ayant (a) l'administration de CHARLES Marquis de Moravie, nostre tres cher filz aîné, fâvor faisons à tous presens & à venir, que nous de nostre bon gré & volenté pourvons & certifiez de nostre droit, sans tout erreur de droict & de fait, & sans toute decevance; avons pour nous, nos hoirs & nos successeurs transporté & cédé par juste tiltre, à tres noble & tres excellent & puissant Prince nostre tres cher Seigneur & Cousin Monsieur PHILIPPE par la grace de Dieu Roy de France present & recevant pour luy ses hoirs & successeurs, & pour celuy ou ceux, qui de luy ont & auront cause; toute la Seigneurie de la Cité & du Comté de LUQUES, & toutes les appartenances, appendances, territoires & mandemens d'iceux & de chacun d'iceux, avec tous honneurs, mere & mixte impere, jurisdiction districte & coercion, siez, tierrefes, hommages, censives, rentes, revenus, profits, esmolumens ordinaires & extraordinaires, (b) indications susdites, Justices hautes, moyennes & basses, Seigneuries directes & profitables & (c) merthes, chasteaux, forteresses, portz, maisons, champs, prez, terres, aigue, decours d'aigues, peages, (d) moulins, conduictz, Regales & patronages, & tous autres droictz, raisons & actions reelles & personnelles & mixtes; & generallyment toutes les choses corporelles & incorporelles, universes, publiques & privées, que nous avons, pouvons & devons avoir esdictes Cité & Comté, appartenances, appendances & territoires d'iceux & en toutes & en chacune des dictes choses transportées & à icelles, de quelconque estat & condition, que eux & elles soient & puissent estre dictes, & en quelconque forme & maniere que ce soit, jaoit ce que elles soient ou fussent de plus grande dignité, honneur & estat, que les choses dessus expressees.

§. 3. Et desdictes choses, droictz, actions & reclamations, que nous pouvions & devons avoir es dictes choses, & à icelles, ou pour causes d'icelles. Nous avons fait & faisons au dict Roy de France pure, vraye & perpetuelle, non revocable cession & transport pour luy, ses hoirs & ses successeurs & ceux, qui de luy auront cause, desquelles choses, droictz & actions transportées & cedes, comme dict est, nous pour nous, nos hoirs & successeurs nous sommes devestis & devestons & ledit Roy de France present & recevant pour luy ses hoirs & successeurs, & ceux qui de luy ont & auront cause, en avons revelty & reveltons presentement, sans y rien tenir de droict de Seigneurie directe ne profitable, de possession, proprieté, ne autres droictz ou reclamations, quelques liz soient; & avons

TOM. I. PART. II.

cogneu & cognoissons nous tenir & posséder des maintenant les dictes choses au nom du dict Roy de France & pour luy, jusques à ce qu'il aye prisé de fait la saidte & possession, ou aussy nous voulons des maintenant, que il puisse prendre, occuper, retenir & recouvrer de la propre, pure & franche autorité sans toute peine icelle saidte & possession corporelle, ou aussy tout en la forme & maniere, que nous les tenons & possédons par nous & par autres, le promettons nous bailler & delivrer, & faire bailler & delivrer de fait entierement & parfaitement à ses Messagers & Procureurs, que il envoyera là pour ce, toute morose dilacion & contradiction cessans.

§. 4. Et avons promis & promettons au dict Roy de France present & recevant, en bonne foy & pour nostre serment donné corporellement sus la hypothèque & obligations de tous nos biens meubles; non meubles, presens & à venir, lesquelz nous obligons à ce garder & tenir effectivement, en bonne foy, sans mal engin toutes les choses dessus dictes & chacunes d'icelles, & toute la teneur des dictes Lettres sans aller encontre par voye directe taiblement ne expressement, en jugement ne dehors, ne consentir, que tous autres y vieignent; & rendre tous coultz, despens, dommages & interetiz, que lidis Roys, les hoirs & les successeurs, & ceux, qui de luy ont & auront cause, feroient, soustiendroient & encourroient pour le deffault des dictes choses, & de la teneur de ces presentes Lettres non tenues & non gardées entierement en la maniere dessus dicte de nos hoirs & de nos successeurs; & de iceux croire celuy qui fait, soustenu ou encouru les auroit par sa simple parole dicte en jugement ou dehors, sans libelle, demande, litiis contestation, & sans tout plaist, & sans avoir recours de & fut iceux à dict ne à arbitre de Juge ou preud homme; renonçans de nostre certaine science, & par nostre dict serment derechef fait & donné sur sainctz Evangelies à la action & exception sans cause & sans justice, & à toute erreur de droict & de fait, & à toute decevance & lesion, & à la loy qui dict, que ceux, qui sont de ceus outre la moitié de juste prix peuvent estre retablis, au benefice de quatre mois donnez ou condammnez, & à tout droict escrit & non escrit, coustume generale ou speciale, usage de lieu & de pais, par lequellez les choses dessus dictes pourroient estre empeschées ou annulées en tout ou en partie; & au droict, qui reprouve la generale renonciation, mesmement se la speciale ne va devant; vueillions estre contrainctz à tenir, garder & accomplir les choses dessus dictes par les Cours de nostre dict Seigneur, & par la Cour de nostre Saint Pere le Pape, qui est ou sera pour le temps, & de l'Auditeur ou Viceauditeur de la Chancellerie, & par toutes les autres Cours Ecclesiastiques ou Seclaires par pure execution, toute contradiction de nous, nos hoirs & successeurs cessant, & tout ainsi, comme il plaira au Roy de France, qui est, & à celuy, qui pour le temps sera, à la jurisdiction desquelles Cours nous nous soumettons nous, nos biens, meubles & non meubles, presens & à venir, & nos hoirs & successeurs, sans decliner icelles ou aucunes d'icelles par quelconque voye ou cause, que ce soit. En tesmoing desquelles choses & à plus grande seurété d'icelles nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes Lettres. Fait au Bois de Vincennes près de Paris l'an de grace, mil trois cens trente quatre au mois d'Octobre.

§. 5. De quibus quidem originalibus Litteris superscriptis facta fuit per nos Notarios infra scriptos legitima collatio ad præfens transcriptum ex eisdem Litteris originaliter sumptum, anno Domini millesimo trecentesimo nonagesimo septimo, secundum morem Gallicorum, Indictione sexta, mensis Martii die secunda, Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris & Domini nostri, Domini Benedicti divina Providentia Papæ decim tertii anno quarto, videlicet in domo venerabilis & circumspici Viri Magistri Guillelmi Perdielli Thesaurarii Franciæ sita Parisiis prope portam Barbette, præsentibus & auctoritate discretis Magistris Nicolao de Motendino & Michaelae Barz Magistris in Artibus, Joanne Rode alterius Auditorum Curie Parisiensis Scribæ, & Joanne Lesbeth Clericis Parisiis commorantibus, Leonensis, Trecentensis, Cameracensis & Venetensis, Dilectissimi, testibus ad præmissa vocatis specialiter ac rogatis. Et ego Joannes Juvenis alias de Villamendens Clericus Leonensis Dilectissimi publicus, Apostolica & Imperiali auctoritate, Notarius, quia facta per me cum Notario publico supra scripto diligenti collatione de præscriptis originalibus Litteris ad præfens transcriptum invicem concordare inventi, nil addito vel remoto: Ideo huic publico Instrumento alia manu scripto, me alius occupato,

T 2

pato,

ANNO
1334.

pato, signum meum solum unum cum signo & subscriptione dicti Notarii & sigillo Curie Parisiensis hic mea manu propria apposui requisitus. Et ego Joannes de Novaville allas Hovardi Clericus Landunensis Diocesis, Magister in Artibus, publicus Apostolica & Imperiali auctoritate Notarius, quia de predictis Literis originalibus ad presens scriptum seu transcriptum ex eisdem originaliter sumptum cum Notario publico supra scripto diligenter collationem feci, & ipsum infandi concordare inveni nil addito vel remoto, quod ipsius substantiam mutet, aut intellectum variet: Ideo hanc presentem transcripto seu transumpto alia manu scripto, hic mea manu propria subscribens signum meum solum unum cum signo & subscriptione Notarii publici supra scripti, ac sigillo Curie Parisiensis apposui requisitus. Et nos Officialis Parisiensis ad maiorem certitudinem pramissorum, ad relationem predictorum Notariorum publicorum, sigillum Curie Parisiensis presentis publico Instrumento seu transumpto duximus apponendum. Datum & actum ut supra. *Est scellé en laque de soye verte d'un sceul de cire jaune.*

CCXIII.

Octob.

Vendition de la Cité & Comté de Lucques par JEAN Roi de Bohême & Comte de Luxembourg à PHILIPPE de Valois Roi de France pour le prix & somme de cent-quatre-vingts mille petits Florins de Florence, &c. Fait au Bois de Vincennes près de Paris au mois d'Octobre 1334. [Du Puy, Traitez touchant les Droits du Roi T.C. sur plusieurs Etats & Seigneuries, aux Preuves des Droits sur Lucques, pag. 70.]

NOUS Jehans par la grace de Dieu Rois de Boême, faisons savoir à tous présents & avenir, que nous de nostre bon gré & voulenté pourvus & bien certifiés de nostre droit, sans toute erreur de droit & de fait, & sans toute decevance avons pour nous, nos hoirs & nos successeurs vendu & par titre de pure & parfaite, & perpetuelle vendition non rappellable baillé, delivré, vendons, baillons & delivrons à tres-noble, tres-excellent, & puissant Prince, nostre tres-cher Seigneur & Cousin, Monsieur Philippe de par la grace de Dieu Roy de France, présent & recevant pour lui, ses hoirs & successeurs, & pour celui ou ceux qui de lui ont & auront cause, pour le prix de neuf vingts mil petits florins de Fleurence de bon & loyal pois, desquels nous avons eu & receu dudit Roy de France soixante mil Florins en bonne pecune bien, & loyalement nombrée, & de laquelle nous nous tenons & cognoissons nous tenir pour bien loyalement payer, & en quittons lui, ses hoirs & ses successeurs, & ceux qui de lui ont cause, & leur en faisons pactions & convenances reelles & perpetuelles de jamais rien non en demander, & le surplus, c'est à savoir six vingt mil Florins que nous li devons pour la dot vulgairement appellé mariage, de Bonne nostre fille Duchesse de Normandie, Comtesse d'Anjou & du Maine, femme de Monsieur Jean de France Duc de Normandie & Comte d'Anjou & du Maine, nous a compté & rabatu dudit prix, desquels six vingts mil florins li dis Rois de France nous a quittez, & s'en est tenu bien apayer pour cette cause: toute la Seigneurie de la Cité & du Comté de Lucquie, & toutes les appartenances & appendances, territoires & mandemens d'iceux, & de chacun d'iceux, avec tous honneurs, mere & mixte impere, jurisdiction districte & cohercion, fiefs, mixtes, hommages, censives, rentes, revenus, profits, emolumens ordinaires, extraordinaires, indirect subindirect, Justices hautes moyennes & basses, Seigneuries directes & profitables, & meïthes, chasteaux, fortresses, ports, maisons, champs, prez, terres, aigues, decours d'aigues, peages, toulens, guaignes, conduis, repaïe & patronnages, & à tous autres droits, raisons & actions reelles, personnelles & mixtes: & generalement toutes les choses corporelles & incorporelles, univeses, publiques & privées, que nous avons, pouvons & devons avoir esdites Cité & Comté, appartenances, appendances & territoires d'iceux, & en toutes & chacunes desdites choses vendues, & à icelles de quelconque estat & condition que eulx & elles soient & puissent estre dites, & en quelconque forme, & maniere que ce soit, jacoit ce que elles soient ou fussent de plus grande dignité, honneur & estat que les choses dessus expressees; & desdites choses, droits,

actions, & reclamations, que nous avions, pouvions & devions, poons, devons avoir esdites choses, & à icelles ou pour cause d'icelles: Nous avons fait & faisons audit Roy de France pure, vray & perpetuel non revocable, cession, transport pour lui, ses hoirs & ses successeurs, & ceux qui de lui auront cause: desquelles choses droits & actions vendus si comme dit est, nous pour nous, nos hoirs & successeurs, nous sommes deveus & devestons, & ledit Roy de France present & recevant pour lui, ses hoirs & ses successeurs, & ceux qui de li ont & auront cause, en avons reveus & revestons presentement sans y rien retenir de droit de Seigneurie directe ne profitable, de possession, propriété, ne autre droit ou reclamacion quelques & soyent, & avons conneu & connoissons nous tenir & posséder des maintenant lesdites choses ou nom dudit Roy de France, & pour lui jusques à ce qu'il ait pris de fait la faine & possession corporelle ou aussi d'icelles. Laquelle faine & possession ou aussi nous voulons des maintenant, que li puisse prendre, occuper, retenir & recouvrer de sa propre pure & franche autorité, sans toute peine, & icelle faine & possession corporelle ou aussi tout en la forme & maniere que nous les tenons & possédons par nous & par autres, li promettons nous bailler & delivrer, faire bailler & delivrer de fait entierement & paraitement à ses Messaiges & Procureurs que il envoie là pour ce, toute morose dilacion & contradicions cessans: & avons promis & promettons audit Roy de France, present & recevant en bonne foy, & par nostre serment donné corporellement sur saints Evangiles touchez, & par stipulation solemnelle pour nous, nos hoirs & successeurs, & sur la yποτεque & obligation de tous nos biens muebles & non muebles presents & avenir: Lesquels nous obligons à ce garder & tenir effectivement en bonne foy sans malengin toutes ces choses dessusdites, & chacune d'icelles, & toute la teneur desdites Lettres, sans aller encontre par voye directe, ou indirecte, taiblement, ne expressément, en jugement ne dehors, ne consentir que autre y vienne, & rendre tous cousts, despens, dommages, & interets que le dis Rois, ses hoirs & successeurs, & ceux qui de li ont & auront cause seroient, fouldroient ou encourroient pour le default desdites choses, & de la teneur de ces presentes Lettres non tenues & non gardées entierement en la maniere dessusdite, de nous, nos hoirs & nos successeurs, & de iceux croire celui qui fait soustenu ou encouru lesdites Lettres, & par nostre parole dite en jugement ou dehors, sans libelle, demande, luiscontestation & sans tout plaisir, & sans avoir recours de & sur iceux a dit ne à arbitre de Juge ou prouhomme, renonçans, de nostre certaine science, & par nostre serment derechief fait, & donné sur saints Evangiles, à la action & exception de mal barat de paour & en fait, à la condition sans cause, & sans juste cause, à tout erreur de droit & de fait, & à toute decevance, & lesion, à l'exception de ladite pecune non payée, & non nombrée, & non trouvée en nostre profit, & à restitution en entier par clause general & especial, au benefice de quatre mois donner aux condamnés, & à tout droit escript & non escript, coustume general ou especial, usage de lieu, & de pais par lesquels les choses dessusdites pourroient estre empeschées ou annulées en tout ou en aucune partie, & au droit qui reproche la generale renonciacion, mesmement se l'especial ne va devant, vuellans estre contrainsts à tenir, garder & accomplir les choses dessusdites par les Cours de nostre dit Seigneur, & par la Cour de nostre Saint Pere le Pape qui est & sera pour le temps; & de l'Auditeur de sa Chambre, & à toutes autres Cours Ecclesiastiques ou Seculieres par pure execution, toute contradiction de nous, nos hoirs, & nos successeurs cessant, & tout ainsi comme il plaira au Roy de France qui est, & à celui qui pour le temps sera, à la jurisdiction desquels Cours nous nous soumettrons nous nos biens muebles & non muebles presents & avenir, & nos hoirs & successeurs, fues decliner icelles ou aucunes d'icelles, par quelconque voye ou cause que ce soit. En tesmoïn desquelles choses, & a plus grant feurté d'icelles nous avons fait mettre nostre sceul à ces presentes Lettres: Fait au Bois de Vincennes près de Paris, l'an de grace mil trois cens-trente-quatre, au mois d'Octobre.

CCXIV.

Erneuerung und Erklärung des anno 1332. von Kayser 30. Nov. LUDWIG mit Rath verschiedener Fürsten und Städten des Reichs/ von oberhalb Straßburg eine halbe

ANNO
1334.

ANNO
1334.

C'est-à-dire,

Renouveaulement, Eclaircissement, & Amplification
de la Paix publique ordonnée en (i) 1332.
par l'Empeur LOUIS de Baviere, avec divers
Princes & Villes de l'Empire, pour la libreté du
Commerce, & des Chemins par Terre & par Eau,
le long du Rhyn, à trois Milles loin, & dans tout
le Territoire de Strasbourg, jusqu'à Bingen, &
maintenant prolongée pour deux ans par le mê-
me Empereur. *A Munich le Jour de St. André*
1334.

(1) Voyez le Traité ci-dessus pag. 134. sous le 22. Juillet 1332.

[illegible]

ANNO
1334

über von ihm widerfahren were. Wir gebieten auch allen un-
sern und des H. Reichs Anelichten und den Städten und auch
der Syn. Anelichten / die in die Landfrieden Zien / gefessen sint /
dass sie schweren in dem geb. Zile / diesen Landfrieden zu halten /
als er gemacht ist / wer auch diesen Frieden breche / wer den
hellet / huset / oder horet / oder jure rodet / oder pilset / den oder
die sol man angereich gleicher Wisse also den / der den Schaden
selber getan hat / und sol man dazu behoffen sin / uff den Eyd
als hievor und hernach geschriben stet / wer auch der ist / der die-
sen Landfrieden also brecht / dem sol auch neman keinen Schaden
tun / der zu dem Landfrieden gehoret / ane alle Geschre-
de. Es sol auch neman der zu diesen Frieden gehoret / keiner
den ander bekümmern oder beklagen / daz sinen rechten Schuld-
ner / auch were es / das einige feunig werden / also dass sie
nach der Mängung den Landfrieden zu schirmen / nit behendlichen
und ane Zürgung behoffen weren / oder were es dass einer Schas-
den tete jeman / der auch in diesen Landfrieden horet / und der-
der den Schaden getan hat / verhorsschaffet würde / dass er wie-
dererte und den Schaden ufsteht / dore er das nicht / man solle
denselben Herrn oder die Städte die den Schaden getan hant /
Geldes / also viel von dem Gelde vorhanden / behalt / als
er in geschadet hat / und sol man darmit rüchen / und sol doch
dieser Landfrieden schuldig sin zu schirmen. Geschehe auch dass kein
Herr oder kein Herrsch. Geschicht würde wider Recht das solent
sie angent und sunden Baldovin Erbschöf zu Trier oder sinen
Anelichten / oder den Siebener / und erkennen die Siebener /
dass der Landfried an in gebrochen ist / so sol man in behoffen
sin uff den Eyd / also dass der Erbschöf oder sine Anelichte
die ersten uff den Felde sin und darthun / che die Städte zu
ihm jogeten / ane alle Geschreide. Auch ist überkommen / were es dass
die Herren untereinander in des Landfrieden Zien und Zien
zweide würden / da solent die Städte nit schuldig sin zu
helfen / und solent auch die Herren denselben rün Krieg zihen
und haben uffwendig des Landfrieden Zien / und solent in diesen
Landfrieden gen einander keinen Schaden tun. Zu diesen vor-
geschriben Landfrieden solent denen die vorgenante syn. unser
lieben Frästen Baldovin Erbschöf zu Trier mit 75. kerrnen
Mannen sin für die Städte und Wärdner / der 20. kerrnen
Pfleger er ist / der Stett zu Bornesse mit jehen / Rudolf und
Nawrecht / unser Fräster selgen Sime / mit fünfzig geritten
Mannen / die von Rheine mit 40. die von Straßburg mit 40.
die von Bornesse mit 25. die von Eyre mit 25. und die von
Oppenheim mit 20. Und geschähe es mit dass man me helfe be-
dorffe / so sol jeder Herr und die Städte der vorgebadten helf-
fen also sie meinent / dass es iren Eren wol anste / nach den Din-
gen darzu sie gemahnet werden. Wir wollen auch unser Banir
zu diesen Landfrieden senden / wenn oder wo man sie bedarf /
also dass wir trawen / dass wir es Eren und Geseze haben / wir
wollen auch und gebieten dass neman in des Landfrieden Zien /
kein Anelicht / Kessilung / Eyre oder Geleren fure / ane die
Herren die zu diesen Landfrieden horet / in Anelichte und in
Gesinde / und der Städte Geleren / und wer darüber tete / den
sol man angreifen und ufheben für einen unvertigen Mann /
und sol in behalten uff der Siebene sprechen / das man mit jme
eute also sie wissent / doch solent die von Straßburg diss fides
im fe angereich / umgeben sin / sie erkennen sich den / dass
ein fideles Mann were. Wir gebieten auch allen unsern und
des heiligen Reichs Unterthanen verschlieden zu halten bey unsern
Hulden / dass neman den andern in des Landfrieden Zien an
rechten Gericht angreife an sin Ebe oder an sine Güte / es en-
were dann / dass er ihu sin Pfand angreiffe mit seinen offsen
besigeltten Briefen erlanbet hette / und vor darwider tete / er
ist Herr / Ritter oder Knecht / oder anders wer er ist / der sol
diesen Landfrieden gebunden han / und in unsern und des heiligen
Reichs Ungnade sin. Und solent die Herren / und die Städte /
die in diesen Landfrieden gehoret / uff den Aid behendlichen
dazu thun und behoffen sin / dass es ufgericht werde. Ge-
schehe es auch / dass die Herren und die Städte / die zu diseme
Landfrieden gehoret / ufjogten uff die / die den Landfrieden ge-
brochen hätten / und esliche Wisse beissen / was sie dann zu dem Ge-
fesse Kosten bedorffen / zu Anwercken / bliben / oder zu grabene /
die Kosten solent sie vor abnemen von dem gemeinen Geleides-
Gelde / das man ufhebet an den Rolle / ane Widerrede. Und
sol man dasselbe Gelt anlegen vor der Bestin mit Rate der
Herren und der Städte oder jre Anelichte / die vor dem Gesse
sint / und sol man auch die selbe Weg gehalten sin mit jeme
Rate bis dass der Landfriede je aber nit bedarf. Die von
Straßburg hant auch usgenommen ihren Herrn den Bi-
schöf von Straßburg / dass sie wider den nicht behoffen sollen
sin / von diss Landfriedes wegen. Sie hant auch usgenommen /
die Stett von Basel / und von Freiburg / in alle die Wisse / als
ihre Wandruffe staet / die sie mit einander hant. Geschehe auch /
dass sie gemahnet wurden von der vorgenanten Stett einer oder
beiden uff einen Uffhog / und darnach gemahnet würden auch
uff einen Uffhog von diss Landfriedes wegen / so mögen sie die erste
Wahnung vollensfuren / doch solent sie ihr Banir mit sothan
bliben senden / als sie wissent / dass es ihren Eren zu diseme
Landfrieden wol anste / und ensoil ihu das mit schaden. Wanne
sie aber wider beinkommen / so sollen sie zu diseme Landfrieden
behoffen sin mit ihme Uffhog / als sie darzu verurtheilt sin.
Were es aber / dass sie ch gemahnet würden mit ein Uffhog von
diseme Landfrieden wegen / dann von den vorgenanten obersten
Städten ihren Eidgenossen sie gemant worden / so sollen sie zu
diseme Landfrieden ch behoffen seyn. Were auch dass den von

Straßburg ist geschähe / und dass sie sich dess in jeme Rate mit
dem Mehrtheil erkennen uff jre Eyd / dass in unrecht geschä-
hen were / und dass der Landfriede an in gebrochen were / so sol
man in geloben / und sol in behoffen sin von diss Landfrieden
wegen / es soll auch neman / der in diss Landfrieden Zien ge-
fessen ist keinen sine Kriegen weg / oder uff der Hant geben je-
manne der uffwendig diss Landfrieden ist / davon die die in diseme
Landfrieden sint geschädigt ungere werden. Auch hant die von Eyre
ihren Wisse von Eyre usgenommen / dass sie wider den mit
heffen solent von diss Landfrieden wegen. Wir wollen auch
gebieten auch / bey unsern und des H. Reichs Hulden / dass die
von Straßburg neman anpreche nach anvertigen sol / mit Ge-
richte oder ane Gerichte an keinen Städten von des Reichs
wegen der Wisse / und allerhand Kaufmanische / die sie
bey ihu behalten hant bis uff diesen künigen Tage / oder von
keines Schadens wegen / den jeman von desselben Entschlusses
wegen hat oder haben mag. Wer darwider tete / der sol in un-
ser und des Heil. Reichs Ungnade sin / und sol dirre Landfried
uff ihu gescholten seyn / als hievor geschriben ist. Auch mögent
die von Straßburg in den ersten Landfrieden zu Elsass kom-
men / und ihr Verdruss / die sie haben mit den von Basel
und den von Freiburg / ellegen / als es ihu furet / mit Schick-
nisse diss Landfriedes. Und dass dirre Fried stet / vest / bindlich
belibe / so han wir zu Nitz / zu Frieden / und zu Gnade den
Heren und den Land / ein gemein Gelot aufgericht und ufge-
setzt zu Oppenheim / da sol man nennen von jehen Fuder Wines
Schlössers / und der owerndig Landaw gewassen ist / 32. Schil-
ling Heller / und von dem Fuder Wines / der in dem Burgow
nidwendig Landaw gewassen ist / 8. Schilling Hellere / und
von dem Fuder Wines / der in Bornessergow / Wessergow /
und in Oppenheimergow gewassen ist / 8. Schilling Heller / und
von dem hundert Salkes und Wesseln jwen Pfund Heller / und
von dem hundert Salkes vier Pfund Heller / und darnach von
allerhand Fruchte und Kaufmanische / sol man nehmen nach
der Mangel / als darum geschriben / und geschuldet und recht
ist / ane von brems Nitz / Köln / den / Eren / Eren /
Wisse / von den Karren sol man nehmen von jehen Pferde 2.
Schilling Heller / und was werden oberher kommt in Schiff-
sen / da sol man je von dem last-Karren nehmen 10. Schilling
Heller / und solle auch dirre vorgeschriben Landfrieden weren bis
uff den Summentage Letare / der zu nehefle Funet / und von
dannen über jwen ganzer Jahr. Were auch / dass jeman die
vorgeschriben Sieben oder esliche unter in oder ihre Feinde oder
Mage / nu oder hernach ledigen wolte / umbe dass sie helfe uff
in oder jeman anders erteilt han / der soll in unser und des
Heil. Reichs Ungnade sin / in solent wir die Herren und die
Städte / die zu dem Landfrieden horet / uff den der sie geschribt
hat / behoffen sin / dass es ihme abgete werde ane alle Ge-
schreide. Geben zu Wärdner uff Sant Andreas Tag des H. Jovissi-
botten im Jare 1334.

CCXV.

Conventio inter JOANNEM Regem Bohemia ejus- 1335.
que primogenitum CAROLUM Marchionem Mo-
ravie ab una, & CASIMIRUM Regem Po- 24. Aout.
lonie ab altera parte inita, Quod prædictus Rex
ejusque primogenitus omni proprietati, Dominio, &
titulo Regni Polonie, sibi in eo competenti, renun-
tiant, nonnullis tamen Terris ad limites dicti Regni
exceptis. Præfatus autem Rex Polonie vi-
cissim omni actioni, exceptioni & oppositioni juris,
quæ ei in prædictis Terris competere possent, renun-
ciat. Datum in Tricinio 24. Augusti anno 1335.
[Lutic, Teutisches Reichs-Archiv. Part. Spec.
Continuat. I. Abf. I. p. 16.]

In nomine Domini Amen. Anno 1335 in Festo
beatiissimi Bartholomæi Apostoli.

Nos Shiko Castellanus, Shignetus Præpositus,
Cracovienis, Petrus Castellanus Sandomariensis,
Thomas de Zoianzkaw, Nimifia Mandrota, Procu-
ratores à Magnifico principe Domino nostro Casimiro,
Regne Polonie, constituti ad infra scripta specialiter,
atque dati ad universorum notitiam tenore præsentium
volumus publicè devenire.

Quod serenissimus Princeps, Dominus Johannes
Bohemia Rex, & illustris Dominus Carolus, Primo-
genitus ejus, Marchio Moravie, pro se & suis Here-
ditibus, prætendentes commodum & tranquillitatem
Regnorum Bohemia & Polonie, ac Regnorum et
Incolarum ipsorum, nec non contemplatione & in-
tuitu Serenissimorum Principum, Dominorum Caroli Hun-
garie Regis & dicti Casimiri, Polonie Regis: Cupien-
tesque ipsi Regnis & Hominiibus hinc inde salubri
providere remedio, quatenus poidne animarum & cor-
porum periculis salubrius obviaret) sponte ac libere
renun-

ANNO 1335. renuciaverint omni juris actioni, exceptioni, proprietati, dominio & titulo Regni Poloniae, eis in eo competentibus, sub pena excommunicationis, promittentes pro se & Hæredibus suis contra hujusmodi renunciationem, & cessionem non contravenire aliquâ occasione, ingenio, facto pariter & sermone, prout in aliis eorum Literis planius continetur. Exceperunt tamen excipiuntque Generosos Principes, Dominos Duces, infra scriptos, Vassallos eorum, cum eorum Ducatibus, Terris, bonis, Dominiis & pertinentiis quibuscunque quæ tempore prædicti Homagii possiderunt: & omni modo & formâ, quibus dicti Domini Duces, ipsi Domini, Regi Bohemæ, & Marchioni Moraviæ, & eorum hæredibus, sive ipsorum ditioni sese subjecerunt, ipsos Dominos Ducatus eorum ac Dominiâ cum appendis quibuslibet, suo & Hæredum Dominiâ totaliter reservantes.

Exceperunt etiam Terras Vratislaviæ & Glogoviz, cum omnibus pertinentiis, districtibus & Domino ad ipsas spectantibus quoquo modo, Domini autem Duces & Ducatus prædicti hi sunt: Domini, Boleslaus Litgnicensis & Bregens. Henricus Saganensis & Grosnensis. Conradus Olsnensis. Johannes Steinauensis. Silesiæ Duces, Bolko Opolensis. Bolko de Falkenberg. Albertus de Sirelitz. Vratislavus Corlensis & Bimunt. Principes Mafovientes. Dominus in Pletzk, Gelko de Rabor, Joannes Ochsentiensis & Vladislavus de Tschin.

Nos itaque volentes favorem & indissolubilem dilectionis amicitiam in præfatos Dominos, Regem Bohemæ & Marchionem Moraviæ & Poloniae Regem, hinc inde benevolè amplecti, promittimus pro ipso Domino, Rege nostro Poloniae: quod idem Dominus Rex Poloniae eidem Dominis Regi Bohemæ & Marchioni Moraviæ optinè favet de omni jure, dominio & proprietate, quam habent ut se habere adserunt in Dominiis, Ducibus & Ducatibus prædictis, ipsosque nullo unquam tempore impedire super ipsis, nec Duces aut Ducatus ipsos vendicare, impetere vel assumere, in præjudicium Dominorum prædictorum Regis & Marchionis, & Hæredum suorum; ipsosque super eisdem in nullo penitus, per se vel Hæredes suos aliquoties molestabit, penam & sententiam excommunicationis, si contraiverit, ipso facto incursum.

Renunciamus insuper pro ipso Domino Rege Poloniae & suis Hæredibus, omni actioni, exceptioni, prescriptioni & oppositioni juris, consuetudinis aut etiam facti, si quæ aut aliquod eorum ipsis, Domino Regi Poloniae, aut hæredibus suis in prædictis Dominiis Ducibus aut Ducatibus eorum possent aliquoties suffragari aut competere non obstantibus aliquibus munimentis, literis, scripturis, pactis, pactionibus, statutis, reformationibus aut aliis quibuslibet ordinationibus, sub quacunque verborum formâ conceptis, etiam si lata forent, de quibus de verbo ad verbum specialem & expressam oporteret fieri mentionem.

Quibus omnibus & singulis & cullibet eorum, ex certa nostra scientia esse & intelligi volumus penitus derogatum, promittentes sub fidei præfatio juramento: Quòd sæpe factus Dominus, Rex Poloniae, promissa omnia & singula hinc infra festum B. Galli proximè ratificabit: ac suis parentibus Literis grata, rata, firma per omnia observabit. In quorum omnium testimonium atque robur præfentes confertis & nostrorum sigillorum patrociniis fecimus communiri. Datum & actum in Tricinio, An. & die supra dictis.

CCXVI.

6. Nov. *Sententia Arbitralis in Causa, inter CASIMIRUM Poloniae Regem ab una, atque Magistrum, & Fratres ORDINIS TEUTONICI parte ab altera, de Terris Culmenfis, Dobrzinens, Cujaviz, Pomeraniz, & Thorunens, vertente, per CAROLUM & JOANNEM Hungariæ Bohemique Reges lata. Datum Viscbegrad in Hungaria, Dominica post Festum S. Elizabethæ anno 1335. [JOANNES DLUGOSI Historia Polonica Lib. IX. col. 1033.]*

IN Nomine Domini, Amen. Nos Carolus & Joannes, Dei gratia Hungariæ & Bohemæ Reges, perpetuæ memorie renore præsentium notum facimus, quibus expedit, universis &c. Cum Magnificus Princeps Casimirus eadem gratia Rex Poloniae ex una, & Religiosi viri Magistri generales, Præceptores, & Fratres universi Ordinis Cruciferorum, de domo Teutonica,

parte ab altera, super terris, provinciis, seu districtibus, Culmenfis, Dobrzinens, Cujaviz, Pomerania, & Thorunens, super quibus a multo retroactis temporibus, adhuc inter Excelsum Principem Dominum Vladislavum quondam ejusdem Poloniae Regem, & tandem ipso feliciter migrante ad Dominum, inter ipsum Dominum Casimirus Regem, & dictos Cruciferos, materia dissensionis & quæstionis suborta, dinoscatur in nos Reges Hungariæ & Bohemæ, tanquam communiter arbitratore, & amicabile compoitores, per eodem jam dudum & nunc, mediantibus legitimis Instrumentis, & Literis compromissariis efficacibus, electis, pacis alumni & amici fore invicem cupientes, se sponte & liberaliter commisitissent, & purè compromississent: Nos inter cætera, hujus rei causâ circa festum Omnium Sanctorum anno Domini millesimo tricesimo trigésimo quinto, in alto Castro Viscbegrad in Hungaria simul in unum convenissemus, tractaturi de pramissis, & prædicto Domino Casimiro Rege personalis præsentia, & pro memoratis Magistro generali, Præceptoribus, & universitate Fratrum Cruciferorum dictæ Domus Teutonice, Fratre Henrico Rutheno Provinciali ejusdem Ordinis de Terra Culmenfis, & Marquardo de Spanenberg Thorunenfi, & Conrado de Brunnefeldt Szweceni, dicti Ordinis Commendatarios & Confratribus, cum plenis & legitimis, & ad initia scripta cum plenè sufficientibus Procuratoris Literis, comparentibus, assumptis nobiscum Prælati, & Baronibus nostris, quos communiter volumus, quibusdam diebus continuatis, utriusque Partis, jura etiam intrascripta, quæ habere dinoscantur, diligenti & fidei perscrutatione examinasse. Tandem favente Domino, aclem mentium nostrarum æquo libramine diligentes, taliter arbitrandum duximus, & pronunciamus diffinimus inter Partes. Quòd Dominus Casimirus Rex Poloniae, Terras Cujaviz & Dobrzinensem, cum Provinciis ac districtibus, ac quibusvis utilitatibus & pertinentiis universis ab antiquo adspiciantibus, juxta limites ac metas suas antiquas, cum plenitudine juris & titulo pleni Domini, prout ad progenitores & prædecessores suos, & per consequens ad ipsum, iusto & vero ac hæreditario titulo, ab olim pertinuisse & pariter pertinere cognovimus, & specialiter in eadem Terra Cujavensi, cum portione Ducis Casimiri quæ ipsum contingit, cum pertinentiis in eadem, debeat possidere, tenere pacifice, quietè, perpetuè, & habere in filiis filiorum, & Successorum Hæredes, salvo, quòd omnia bona & possessiones, quæ & quas in Terris Cujaviz, Dobrzinenticæ, ante motam guerram, pacificè & quietè Cruciferi possiderint, ita & nunc, prout antea, eas, & ea cum omnibus juribus, jurisdictionibus, & pertinentiis quibuslibet, possideant, habeant, & teneant, sub veris & terminis antiquitus observatis. Magister vero generalis, & Fratres Cruciferi domus Teutonice prænominati, Terram Pomeraniz, cum suo districtu juxta antiquos limites suos, cum pertinentiis similiter & utilitatibus ejusdem universis, quam eisdem Fratribus, & idem Dominus Casimirus Rex Poloniae, causa divina retributionis, & ob remedium animarum prædecessorum suorum & progenitorum, ac suæ salutis, in perpetuum elemosynam, nec non propter perpetuè Pacis bonum, coram nobis, renunciando omni juri, actioni, impetitioni & repetitioni, quod vel quæ eidem Domino Regi Poloniae in eadem Terra Pomeraniz ab antiquo competeat, vel competere posset, etiam ipse promittit, juxta ipsam nostram arbitram pronunciamem vel diffinitionem, eodem jure & modo, quo Terræ Culmenfis & Thorunenfis, eidem Fratribus per progenitores & prædecessores suos fuerunt legata & donata, eandem legationem & donationem, eo jure & modo, quo fuerat tunc facta, ratam habendo, quietè, pacificè, & perpetuè tenere debeant, habere pariter & possidere. Ordinavimus ad ultimum diffinivimus, arbitrando, quòd omnia damna, injuriæ, & quacunque molestiæ, quocumque modo hinc inde illatz, vel Regi Poloniae, vel ejus Subditis; sive Cruciferis vel eorum Subditis, committantur & tollantur in totum: sic quòd de cætero inter ipsos, super eisdem nulla petitio & quæstio oriatur. Ne autem quicunque Feudales, vel Regis Poloniae, seu Fratrum Cruciferorum, qui, guerris pendentiis inter ipsos, a bonis suis facti sunt profugi, sive de Cujaviz seu Dobrzinens, vel de Culmenfi Pomeranizque, a nostra diffinitione videantur exclusi: ordinavimus & diffinimus, quòd hujusmodi omnes profugi, bonis suis omnibus & gratis Dominorum suorum sint præsentibus reformati: sic quòd vel ad bona sua liberè revertantur, si velint, aut eisdem liberè venditis, se transferant quo placebit. In quorum omnium testimonium atque robur, sigilla nostra præsentibus sunt appensa. Actum

ANNO 1335.

ANNO & datum in Vischegrad in Hungaria. Præsentibus R. R. in Christo Patribus, ac Magnificis & Nobilibus viris infrascriptis : videlicet Chanadino Strigonienfis, Loci ejusdem Comite perpetuo, & Fratre Ladislao Colocentis, & Aula Regis ejusdem Regni Hungariae Cancellarii. Ecclesiarum Archiepiscopis, Villerino Drageni Palatino Regni Hungariae, Demetrio Magistro Tavernicorum, Thoma Vojevoda Transylvano Comite de Sunnen, Mimethano totius Slavoniae, Comite Paolo Iudice Curiae Regis Hungariae. Nec non Vithgone Misenfis, & Joanne Olomucensis, Ecclesiarum Episcopis, Rudolpho Duce Saxoniae, Carolo Marchione Moraviae, Boleslao Silesiae & Domino Legnicensi, Thymone de Goldich, Henrico de Lippa : Et quam plurimis aliis fide dignis ad præmissa rogatis specialiter & vocatis. Anno Domini millesimo tricentesimo trigésimo quinto, Dominica proxima post festum sanctæ Elizabethæ.

CCXVII.

1336.
29 Janv.

JOANNIS Ducis Stiraviae Donatio & libera Resignatio Ducatus sui Stiraviensis cum pertinentiis universis JOANNI Regi Bohemiae, & suis Heredibus ac Successoribus Bohemiae Regibus. Data Anno 1336. feria secunda proxima ante festum Purificationis B. Mariae Virginis. [BALBINI Miscellaneor. Historicor. Regni Bohemiae Decad. I. Libr. VIII. Epistolae. Part. III. Epist. 40. pag. 235. LUNIG, Teutisches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. I. Fortsetzung I. Abtatz III. pag. 289. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

Nos JOANNES Dei Gratia Dux Silesiae & Dominus Stiraviae memoria commendantes ad universum notitiam, tam præsentis quam futuræ ætatis cupimus tenore præsentium pervenire. Quod provida & matura deliberatione, & consilio nostro, & fidelium nostrorum præhabitis, ac libera & bona voluntate, non coacti, non compulsi, nulla fraude inducti, seu dolo aliquo circumventi, purè, libère, spontè & irrevocabiliter inter Nos commodeatam seu utilitatem nostram, non modicam considerantes & singularis & ingentis favoris & dilectionis affectum, quem erga Magnificum & Excellentissimum Principem Dominum Joannem Dei gratia Bohemia Regem, ac Comitem Luxemburgensem, Dominum nostrum charissimum, semper gelimus & geremus, & postquam ex eo, quod idem Dominus noster, Rex Bohemia Civitatem & terram suam Glogovia, cum omnibus & singulis Juribus, honoribus, dominio, pertinentiis & appendis, utilitatibus & fructibus & obventionibus quibuscunque ad eam pertinentibus ad tempora vite nostræ per nos habendam, possidendam, utfruendam, tanquam Domino Gubernatori & locum ipsius tenenti tradidit & commisit, Præfato Domino Joanni Bohemiae Regi, Heredibus & Successoribus offerimus, donamus, cedimus & libère resignamus in perpetuum hereditarie Ducatum nostrum seu terram Stiraviensem, videlicet, cum Civitatibus, Stiravia, Gora, Lubin & Frauenstade, cum Castris seu Fortaliciis ipsis adjacentibus, & omni, quod Nobis in eo jure proprietatis, Domini, aut actionis competit, competit hæcenus, aut competere poterit quomodolibet in futurum habendam, regendam, tenendam, utfruendam & possidendam, per ipsum Dominum Regem Bohemiae, Heredes & Successores suos, jure proprietatis, perpetuè, pacificè & quietè, quicquam quod ipsi Regi, vel Successoribus suis aut Heredibus deinceps, placuerit faciendum, cum omnibus & singulis, quo prædictam terram, vel intrà vel suprà, vel Subditis, Villis, Allodiis, Campis, Agris, cultis vel incultis, pratis, montibus, vallibus, planis, sylvis, Rubetis, deserto, viis, inviis, fluviis, Rapis, rivis, Stagnis, aquis, aquarumque decursibus (1) in aqua, vel ad ventum expositis, venationibus, aucupationibus, piscationibus, piscinis, jurisdictionibus, monetis, telonius, Juribus Patronatus Ecclesiarum, Feudalibus, Vassallatibus, Militibus, Clientibus, Servitoribus, Consensu, Agricolis, Judais, homagio quocunque, seu quovis alio titulo, censibus, proventibus & fructibus cum Accessoribus & Egressoribus, terræ ipsius limitibus, metis vel finibus suis continentur, cum omnibus suis Juribus, appendis, pertinentiis, aliisque Civitatibus, Castris, Oppidis, & generaliter cum omnibus & singulis utilitatibus, quæ habentur, aut haberi poterunt

(1) Il semble qu'il manque ici un mot, & qu'il faudroit peut-être ajouter, *Méminis*.

supra terram, vel infra vel subius terram vel terras prædictas, * *muneris, mactabili, auri, argenti, cupri, flauri, plumbi, ferri*, vel generis alterius, puta lapidibus salis vel aliis obventionibus quibuscunque, in quibuscunque rebus consistant, integrum, cum omni usu seu requisiçione nobis & eis, vel per eis rebus ex aliqua earum modo aliquo pertinente, neque in eodem Ducatu, seu terris, seu pertinentiis ipsarum, nobis & quibuscunque Heredibus & Successoribus nostris proprietatis, jurisdictionis, vel domini nihil penitus reservantes sub eisdem Ducatu & terris, cum pertinentiis ipsarum, cedentes, abdicantes & in totum renunciantes. Ut autem hac nostra cessio, donatio & resignatio providè & rationabiliter consummata & celebrata robur firmitatis perpetuè obtineat, Promittimus bona fide corporaliter præstito juramento, contra eam nunquam ullo tempore, facto vel jure, facere, vel venire per nos, alium vel alios, palam vel occultè, in toto vel parte, nec eam revocare, in vita vel in morte, occasione, vel causâ quacunque, renunciantes spontè & expressè pro nobis, nostris Heredibus vel Successoribus universis, exceptioni, doli mali, in factum actionem, beneficio restitutionis in integrum, constitutioni & consuetudini cuilibet, Literis, Privilegiis, seu Indulgentiis Apostolicis, Imperialibus seu à Romanis Regibus impetratis, seu etiam impetrandis, omnique Juris Canonici vel Civilis auxilio, per quod nobis Heredibus & Successoribus nostris posset aliquomodo suffragium, ipsi verò Regi Bohemiae Heredibus & Successoribus suis posset præjudicium generari. Mandantes firmiter & præcipientes universis Feudalibus, Vassallis, Militibus, Clientibus, Servitoribus, Civibus, Oppidanis, Villanis ceterisque incolis & hominibus in dicto Ducatu Stiraviae & aliis terris nostris residentiibus, cujuscunque status, conditionis vel præsentia existant, quatenus dicto Domino Regi Bohemiae, suis in perpetuum Heredibus vel Successoribus tanquam veris & naturalibus Dominis obediant. Nam à fide, devotione & obedientia, nec non fidelitatis & homagii juramento, quibus nobis efficit alitrici, absolvimus, & absolutos ac liberos decimus, facimus & commodè nunciamus taliter, quod à modo ad nos & Heredes vel Successores nostros, tanquam ad Dominos suos nullum respectum habere debeant, aut aliquo Juramento, homagio, seu fidelitate nobis de cætero in æternum astringantur; in quorum testimonium & evidentiâ plenioræ præsentis fieri & nostri sigilli munimine fecimus communiri. Actum & datum Praga sub testimonio, præsentibus Venerabili in Christo Patre Domino Witkone Episcopo Misnensi, ac Excellentissimo Principe Domino Rudolpho Duce Saxoniae, Tymone de Koldicz, & Henrico de Lippa, Ulrico Phlogone, Ottone de Ranshuro, Conrado de Bersnitz, nec non Gyscone de Resse, Joanne de Lubek, Conrado de Ullenbörck, Civibus Wratislaviensibus aliisque pluribus testibus fide dignis. Anno Domini M. CCC. XXXVI. feria secunda proxima ante festum Purificationis Beatiſsimæ Mariæ Virginis.

CCXVIII.

Kayser LUDWIGS, leben-Briefs, twodurch er Hertog ALBRECHTEN, und OTTEN von Oesterreich mit den Städten Padau und Tervis beſetzt. Wien den Freytag vor den Oßresten 1336. [Pièce tirée des Archives Impériales du petit Trésor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

C'est-à-dire,

Lettres d'Investiture, par lesquelles l'Empereur LOUIS de Bavière donna & conféra aux Ducs d'Autriche, ALBERT & OTTON, les Villes de Padoue, & de Trevis en Fief de l'Empire. A Vienne le Vendredi avant (1) l'Oßresten 1336.

Weyß Edmwig von Gotes genaden Römischer Kayser / se ist allen iheren Ræthen des Ræyhs / verſehen und tun dunn assen den / he dieten Brief anſehen / iheren ober leſen / daz wir den Durchlauchtigen Albrecht und Otten / Sperrhagen se Oßresten / se Eyre und se Kærenden / unsern liben Oheimen und Fürſten und iheren

(1) Ce mot Oßresten est peut-être mis au lieu d'Oßern, qui veut dire Pâques; & alors la Pièce seroit datée du Vendredi Saint, ou du 27. Mars. Mais en cas que le mot Oßresten fût le véritable, il faudroit entendre par là le Vendredi Saint, puisque Oßrest veut dire le plus grand; & ainsi la Pièce seroit datée du 19. Mars, ou du Vendredi avant le Vendredi Saint.

ANNO
1336.

ihren Erben / mit die ighen dinst / die si uns und den Nide getan haben / und nach siheren tun sullen / unser mit des Nides Erbe / Dabano und Zeruo / mit allen ihren Angehörden / von unsern Kessern genalt / je redten seken verlihen haben / und verlihen ist mit ihsem gegenwärtigen Brief / mit der bescheidenheit / das si uns und unsern Nachkommen an dem Nide von den vorgeschriben Eeten und ihren Angehörten waren und die Dienst tun sullen / die si von denselben Eeten erziegen migen / und die man Vonnissen Künigen und Kessen davon je recht und billig tun sol. Und darüber je einem Urkund und je einer stätigkeit geben wir In diesen Brief / versiegelt mit unserm Kaiserlichen Inseel. Der geben ist je Wiem des Freitags vor dem Ohefen / do man zalt von Christus Geburt dreiechen hundert Jar / darmit in dem sechsten und dreißigsten Jar. In dem zwei und zweigigsten Jar unsern Nides / und in dem adien des Kesserns.

CCXIX.

31 Mars. *Extrait du Traité entre Louis Comte de Flandre, & JEAN Duc de Brabant sur la possession de la Ville de Malines; fait à Tenremonde, le 31 Mars 1336. [PIERRE D'OUDEGHESST, Chroniques & Annales de Flandre. Chap. CLV. Feuill. 261.]*

Sçavoir que (a) eux deux tiendroyent ladite Ville de Malines par indivis, & de la mesme maniere que le souloyent tenir l'Evesque de Liege, & Madame Marguerite de Gheldres. Que ledit Conte de Flandre tiendroit la moictie en fief, de l'Evesque de Liege, & du Duc de Brabant, & que ledit Duc reciproquement tiendroit l'autre moictie, du Conte de Flandre. Que ledits Duc de Brabant, & Conte de Flandre, partiroient entre eux les faicts & emolumentz en toute egalite. Qu'ils commetroyent tous Officiers tant l'Escoutette que le Receveur & autres, de commune main, sans les changer d'un an en. Que tous ceulx qui demeurent sous le Neckerpoele, seroyent sous le Duc de Brabant, & tous ceulx qui demeurent sous Blidenbergher seroyent sous le Conte de Flandre, & que nul d'eux, pourroit faire Forteresse, sans le consentement l'un de l'autre. Faict en Tenremonde, le dernier de Mars l'an mil trois cents trente fix.

CCXX.

29 Août. *Litteræ BOLKONIS Ducis Silesie; Quibus se suaeque omnia bona, Ditioni JOANNIS Bohemie Regis libere supponit, eoque a predicto Rege in Fendum recipit, & decernit, quod, post suam mortem, dicta sua bona ad ipsum Regnum Bohemie devolvi debeant, si Heredes mascululi sibi non existant. Actum Strabinge in die Decollationis S. Joannis 1336. [LUNIG, Teutisches Reichs Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abf. III. p. 290.]*

In Nomine Domini, Amen!

Antiqua Patrum veterumque pia fanxere Decreta, sese Jurisdictiones Procerum & potestas Orbis Principum mutua coadunari Baylia, vicissimque unaquaque alterius debere bajulare onera & labores, ut tanto magis Subditorum crescant commodata quanto major inter Principes dilectionis & unionis concordia generatur. Hinc est quod nos Bolko Dei gratia Silesia Dux, Dominus in Munsterberg gratia, ac dilectione uniti cupientes perpetua cum Serenissimo Principe Domino nostro Domino Joanne eadem gratia Bohemia Rege Illustri Luxemburgensi Comite, Ducatunq; nostrum Regno Bohemia subalternari volentes, sese, & nostra ipsius Domini Regis subposuerimus ditioni, animo hilari & sincero, Consultariorum, Vassallorum & Civitatum Consilium infra scriptorum nostrorum pravo consilio, sponte & libere, non compulsi, aut coacti, verum zelo dilectionis & amoris veri incensi flamine, adstantibus nonnullis Proceribus & Magnatibus in praesentia, & testimonio Dominorum & Testium infra scriptorum, hodie Ducatum nostrum praestatum, cum terris & pertinentiis suis, Civitatibus Munsterberg, Reichenbach, Frankenstein, Stralin, Kant, Soborka, Oppidum Soborko, & Castrum Parzkow, Calstris, Fortalitiis, Munitionibus, Villis, Dominiis, Libertatibus, Jurisdictione, Baylia, Feudis, Feudalibus, Vassallagiis, censibus, & ad glebam atriditis, & cum omnibus & singulis iuribus quibuscunque, qualiacunque sint, & in quibuscunque rebus consistant, ipsi Domino Regi, & suis Successoribus Bohemia Regibus, ab eoque Domino Rege per osculum inter nos hinc inde praebitum & reasumptione Bireti, ipsum Ducatum nostrum, cum terris, & pertinentiis ipsius in Fendum honorabile recipimus pariter & habemus, decernentes, quod si nos ab

TOM. I. PART. II.

hac luce migrare contingat, legitimis liberis videlicet Masculinis non relicti, ipse Ducatus noster cum terris & pertinentiis suis universis, omni eo Jure, & forma quibus nos habemus; ad ipsum Regnum Bohemia & Coronam ipsius perpetuo protinus debeat devolvi. Si liberos legitimos relinquere contingat, hi feudales Regni Bohemiae perpetuis esse temporibus censentur. Quibus legitimam aetatem non habentibus praefatus Dominus Rex Bohemia eorum Tutor erit legitimus, & Curator: Renunciamus in promissis, & quovis promissorum tactis corporaliter sacrosanctis Evangelis pro nobis & praedictis Vassallis & Civitatibus nostris, omni actioni, exceptioni, objectioni, replicationi, & impetitioni; doli mali, aut alii quovis fustigatio, tam Canonici; Imperialis, quam Civilis, municipalis reformationis aut Statuti localis; seu Consequendi optimae Legum interpreti, sub quacunque forma; & conceptione verborum conceptis, etiam si talia forent de quibus de verbo ad verbum in genere, aut etiam in specie mentionem oporteret fieri specialem. Quibus omnibus & singulis, & cuilibet eorum ex certa nostra scientia esse, & intelligi volumus per omnia praesentibus derogatum. Promittimus bona fide & sincero spiritu contra praedicta & eorum quodlibet, & quavis occasione de Jure; aut causa, aut facto, ullo unquam tempore non venire, ad majorem autem cautelam & evidentiam firmiorem exploravimus voluntatem, & consensum praedictorum Vassallorum & Civitatum nostrarum Consilium, qui omnes & singuli suum in praedictis & in quolibet eorum adhibuere consilium, voluntatem, assensum, pariter & consensum nemine penitus discrepante. Nos vero praefati Domini Ducis Vassalli, puta Henricus de Haguiez, Hermannus de Peterwaldt, Henricus de Siberecz, Rabinerus de Pissowbein, Joannes de Badour, & Joannes de Bussone, ac Civitatum Consules, Pata Munsterberg, Reichenbach, Frankenstein, Stralin, & Kallt ad requisitionem dicti Domini nostri Ducis Illustris promittimus, & volumus pro nobis & Civitatibus nostris omnia, & singula praemissa, & quodlibet praemissorum per ipsum Dominum nostrum Bolkonem facta grata, rata, firma, & incommutabilia attendere, & observare, & irrefragabiliter custodire. Promittentes etiam bona fide, & manu tactis Evangelis Dei, praedictis, aut eorum alicui ex quavis causa, occasione, aut casu, de Jure aut de facto, nullo unquam tempore contraire, Renunciantes insuper pro nobis & Successoribus nostris in praemissis omnibus & singulis, & omni actioni, exceptioni, objectioni, replicationi, & impetitioni; doli mali, aut alii quantovis fustigatio, tam Canonici, Imperialis, quam Civilis municipalis reformationis, vel Statuti localis, seu Consequendi sub quacunque forma, & conceptione verborum conceptis, etiam si talia forent de quibus de verbo ad verbum in genere aut etiam in specie mentionem oporteret fieri specialem, quibus omnibus & singulis, & cuilibet eorum ex certa nostra scientia esse & intelligi volumus per omnia praesentibus derogatum. Promittentes bona fide, & sincero Spiritu contra praedicta & eorum quodlibet ex quavis occasione & causa, de Jure aut de facto, nullo unquam tempore non venire. In quorum omnium testimonium atque robur perpetuo valitorum praesentes scribimus, & sigilli nostri Munimine una cum Vassallorum, & Civitatum nostrarum praedictarum, ac testium inferius notarorum sigillis fecimus roborari. Actum & datum Strabinge in praesentia, & sub testimonio Dominorum ad hoc specialiter derogatorum, sc. Bolestai Ducis Silesia, & Domini Legnicensis, Hincensis Berca de Duba, Conradi de Sleida, Timonis de Koldicz, & Otonis de Bergow, & aliorum nonnullorum fide dignorum in festo Decollationis Joannis Baptiste Anno Domini M. CCC. XXXVI.

CCXXI.

Kauf und Übergabe-Brief Graf Conrad von Schillsburg, an Graf Ulrich von Württemberg wegen Gröningen Burg und Stadt. Geben am nächsten Sonntag vor Sanct Michaelstage. 1336. Wie Kayser LUDWIGS Confirmation, geben bey Freysing auf dem Felt am Suntag vor Michaelis 1336. Wie auch Graf CONRADs von Schillsburg Anverfungs-Brief, als Er die von Gröningen von sich ab und an die Herrschafft zu Württemberg weist. Geben am nächsten Dinstag nach Sanct Michaelstag 1336. [In Den Tagen der Württembergischen Deduction das dem Haus Württemberg des Reichs Pannereant zuteilhe. Lit. I. pag. 18. LUNIG, Teutisches Reichs-

V

Reichs-

ANNO
1336.

Traité ou Contrat, par lequel CONRAD Comte de Schlußelbourg vend & cède à ULRICH Comte de Württemberg le Château & la Ville de Gruningue. Fait le Dimanche avant la St. Michel 1336. Avec la Confirmation de l'Empereur LOUIS de Baviere, Donnée au Camp près de Freising le Dimanche avant la St. Michel 1336. Comme aussi les Lettres de CONRAD Comte de Schlußelbourg, par lesquelles il remet à ceux de Gruningue la Fidelité & l'Obedissance qu'ils lui devoient, les renvoyant & délaissant au Comte de Württemberg. Du Mardi après la St. Michel 1336.

Ich Erben und thue hinc allen den / die diesem Brieff antseheint oder hörennt lesen / daß Ich mit gesindem Eide / mit guter Betrachunge / und mit Gmüt und Wissen des Durchleuchtigen / mines gnedigen Herren Kaiser Ludwig von Rome / und mit minner Freunde Rat / redt / und redlich verkaufft han / und ze fowfien han geben / als ein Kausse billich Krafft und Macht hat / und haben soll / für mich und mit Erben dem Edlen Herren minen lieben Ohnne / Grafen Ulrich von Württemberg und allen sinen Erben / und Nachkommen / Gruningen / Burg und Stadt / dem Kirchensitz / in derselben Statt ze Gruningen / und allen andern sachen / wie die genant sint / leit und Gut / an Holze / an Felde / an Etern / an Wisen / an Wasser / an Weide bi Wege bi Sege / bi Wasen und bi Zwie / gesicht und umgicht / mit allen Rechten / Nutzen und Geringheiten / so darzu gehört / und auch allen min Rechte / so ich darzu her / von wein / oder wannen mir die kenen weren / umd Seide / Eusein Ohnne guter und geber Heller / der ich von In gar und genüch gewert bin / und in minen Nuge kenen sint / und han den vorgeschriben Graue Ulrichen von Württemberg / und sin Erben geleset / in nüchlich und liplich gewere / und seke si auch in nüchlich und liplich gewere an diesen Brieff / der vorgeschriben Burg und Stadt / leit und Gut ewich / ze han und ze nugen / ze besizen im ze euffen / nach irem Willen / one all min und minner Erben Ansprache / geistliches oder weltliches Gerichtes. Ich han auch gelobet / für mich und min Erben / daß wir den vorgenannten Graue Ulrichen / von Württemberg / noch sin Erben / umde die vorgeschriben Burg und Stadt / leit / und Gut minner nicht angeraichen / noch angesprechen sullen / an geistlichem / noch an weltlichem Gerichte in kainen Wege / one alle verbe. Ich han mich auch verjigen / und verjige mich auch an diesen Brieff gen dem genannten Graue Ulrichen von Württemberg / und sinen Erben / aller der Rechte / Verbeurunge und Ansprache / so ich oder min Erben / zu der vorgeschriben Burg / und Stadt ze Gruningen / leuten und Gutes / so darzu gehört kenen / gethan oder gewinnen mochten / an geistlichen oder an weltlichen Gerichte / nu / und hernach / ze allen künftigen Jaren / alles das hievor geschriben stat / han ich geschworen zu den Hapfgen / für mich und min Erben / stet ze lan / und ze halten / und dawider nicht thun / noch thossien gethan / in kainen Wege / one alle Gewerde / Des zu irfunden und zu irmer ewigen Geringe gibe Ich für mich und min Erben dem vorgenannten Graue Ulrichen von Württemberg und sinen Erben / disen Brif verjigelt mit einem Zinsigel das daran hanget / der geben ist an dem nechsten Simmentag vor Samt Michaels-Tage. Do man salt von Cristes Geburt dringehundert Jare / und in dem Sechs und dringzigsten Jare.

(L. S.)

Kaysers Ludwig des V. Confirmation über vorhersehenden Kauf- und Übergab-Brieff.

Wir Ludwig von Gottes Gnaden / Römischer Keiser / ze allen Zeiten Meier des Reiches / verheien und beheimen offentlich mit diesem Brieff / wan der Edel Mann Graff Ulrich von Württemberg unser lieber Ohnne und zande Vogt / Gruningen / Burg und Stadt / und was darzu gehört / von dem Edlen Mann Thumrad von Sulzberg gekauffet hat / so haben wir stat denselben Chauff / und bekräftigen in auch von unserm Kaiserlichem Gewalt / mit diesem Brieff in aller der Wort als der Chauff zwischen in geschriben ist / und als die Brieff sagen / der di si baderfere darüber geben haben / wann derselb Chauff mit unserm Willen und Wort / und auch mit unsrer Hand geschriben ist / darüber ze irchunden geben wir diesen Brieff verjigelt mit unserm Kayserslichen Zinsigel / der geben ist bey freyung auf dem Rath / an Sonntag vor Michaels / nach Cristes Geburt dringehundert Jare / darnach in dem Sechsen und Dringzigsten Jare / in dem Drey und Zwanzigsten Jare unser Reichs / und in dem Hunderten des Kaysersthumbs.

(L. S.)

Graf Conrad von Schlußelburg Anweisung-Brieff.

Wir Conrad von Schlußelburg / enbieten den Erben wisen / unsern lieben Gerewen / Conrad dem Schultzen / den Richten und der Gemeinde ze Gruningen / unser Hulde und alle Gut. Wissennt daz wir haben geben ze fowfen und vers

loste / recht und redlich / unsern lieben Ohnne / dem Eiden / Graue Ulrichen von Württemberg / und allen sinen Erben Gruningen Burg und Stadt / leit und Gut / aigen und lehen / was darzu gehört / gesicht und umgicht / mit dem Kirchensitz da selben zu Gruningen. Darumb bitten wir euch und haissen und gebieten euch / das Ir huldest / und geborsam sient / und fowert / ewelichen / dem vorgenannten unsern lieben Ohnne dem Edlen Graue Ulrich von Württemberg / und sinen Erben / und lazen euch ledig ewer Lide / und ewerer Selupste / und der Bindnisse / die ir uns / und unsern Erben hant getan / und der ze irfunden senden wir euch disen unsern offen Brieff / mit unserm Zinsigel begeselt / das daran hanget / der geben ist / do man salt von Cristes Geburt Dringehundert Jare / und in dem Sechs und dringzigsten Jare / an dem nechsten Dinslag nach Samt Michaels Tag.

(L. S.)

CCXXII.

Traité d' Alliance entre LOUIS de Baviere Empe- 23. Dec. reur, & PHILIPPE de Valois Roi de France, fait à Louvres près Paris, le 23. Décembre, 1336. & confirmé par l'Empereur à Nuremberg, le 1. Février, 1337. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici, pag. 147.]

Universis presentes Litteras inspecturis, nos Ludovicus Dei gratia Romanorum Imperator semper Augustus, notum facimus, quod ex parte illustris Willelmi Marchionis Juliacensis Principis & affinis nostri dilecti, quem ad illustrem Principem Philippum Regem Francie praelarum pro tractandis, contrahendis, intendendis, faciendis & tenendis Confederationibus, Allegationibus, Unionibus, Amicitias, atque Ligis, inter nos, Alligatos & Subditos nostros ex parte una; & dictum Francie Regem praelarum ex altera, ducimus destinandum; ad nostram pervenit notitiam, quod idem Guillelmus Marchio Juliacensis predictus promittit, ac etiam juravit ad Sancta Dei Evangelia per eum corporaliter facta nostro nomine & pro nobis: quod nos per nos seu quoscunque alios nobis Alligatos aut Subditos nostros quoscunque, dicto Francie Regi praelaro, nec sibi Alligatis & Subditis quibuscunque, aliquod impedimentum, nocumentum aut dampnum minime facimus vel prestabimus, nec permittemus fieri seu praestari; nec ejusdem Francie Regis praelari ac suorum Alligatos ac Subditorum suorum quoruncunque inimicis impendimus consilium, auxilium & juvamen, nec permittemus impendi, pendente tractatu super dictis Confederationibus, Allegationibus & Unionibus tractandis, intendendis, ac etiam faciendis, prout in infra scriptis dicti Marchionis Juliacensis Litteris plenius continetur, quarum tenor sequitur in hec verba:

§. 2. Universis presentes Litteras inspecturis, nos Guillelmus Dei gratia Marchio Juliacensis, notum facimus: quod nos ad excellentissimi Principis Domini nostri Francie Regis illustri presentiam accessimus pro tractandis, contrahendis, intendendis, faciendis & tenendis Confederationibus, Allegationibus, Unionibus, Amicitias atque Ligis inter magnificum Principem Dominum Ludovicum Dei gratia Imperatorem Romanorum semper Augustum, & ejus Alligatos & Subditos ex una parte; & dictum Dominum nostrum Francie Regem ejusque Alligatos & Subditos ex altera; ad hoc potestatem habentes, per quasdam Litteras dicti Domini Ludovici, quarum tenor sequitur in hec verba:

§. 3. Nos Ludovicus Dei gratia Romanorum Imperator semper Augustus tenore presentium, profiteamur & constare volumus universis: quod illustri Guillelmo Marchioni Juliacensi, Principi & affini nostro dilecto, plenam dedimus & damus, tradidimus & tradimus presentibus potestatem cum illustri Philippo Rege Francie praelaro loquendi de omnibus negotiis five causis nos & sacrum tangentibus Imperium, solum de his tractandi & faciendi Amicitiam, Ligas & Uniones & Foedera contrahendi, & omnia alia & singula faciendi, quae circa praemissa fuerint necessaria, vel etiam opportuna. Promittentes sub rerum nostrarum & Imperii hypotheca, nos ratum & gratum habituros, quicquid per praefatum Marchionem Juliacensem actum, tractatum, ordinatum seu finitum fuerit in praemissis seu aliquo praemissorum. In ejus rei testimonium presentes Litteras conscribi & sigillo nostre Majestatis iustissimum communi. Datum Frisingen vicefima quarta die Septembris, Anno Domini millesimo trecentesimo tricesimo sexto, Regni nostri vicefimo secundo, Imperii vero nono.

§. 4. Quarum Litterarum virtute nos Willelmus Dei gratia Marchio Juliacensis predictus promissimus, & etiam promittimus, & juramus ad Sancta Dei Evangelia per nos corporaliter facta nomine dicti Domini Ludovici & pro ipso, quod idem Dominus Ludovicus per se seu quoscunque alios sibi Alligatos aut ejus Subditos quos-

ANNO
1336.

quoscunque, dicto Domino nostro Regi Francie, nec sibi Alligatis aut Subditis quibuscunque aliquid impedimentum, nocumentum aut damnum minime faciet aut prestat, nec permittet fieri seu prestat, nec ejusdem Domini nostri Regis Francie ac suorum Alligatorum & Subditorum quorumcunque inimicis auxilium, consilium & juvamen impendet, nec impendi permittit, pendente Tractatu supra dictis Considerationibus, Alligationibus & Unionibus tractandis, intendis & etiam faciendis. In quorum testimonium nos Willielmus Marchio Juliacensis predictus sigillum nostrum presentibus Litteris duximus apponendum. Actum & datum apud Luparam prope Parisios, die viceima tertia Decembris, anno Domini millesimo trecentesimo tricesimo sexto.

¶ Nos autem Ludovicus predictus ex nostra certa & premissis nostris super premissis in supra scriptis Marchionis Juliacensis Litteris contentis & eorum singulis, avisamento & deliberatione diligenti prehabitis; eadem ac specialiter & expresse juramentum per dictum Marchionem Juliacensem nostro nomine & pro nobis prestitum, ut prestat, & omnia alia & singula in eisdem Litteris contenta, ratificamus & etiam tenore presentium approbamus. In quarum ratificationis & approbationis testimonium presentes Litteras sigilli nostri impressione fecimus muniri. Datum in Oppido nostro Nuremberg, prima die mensis Februarii, anno Domini millesimo trecentesimo tricesimo septimo, Regni nostri anno viceimo tertio, Imperii vero decimo.

CCXXIII.

1337.
4. Janv.

HENRICI Ducis Silesie Domini de Fursenberg & in Jawor Resignatio JOHANNI Regi Bohemie. Dat. Wratislavie in Octava Innocentium 1337. [CHRIST. GODOF. HOFMANNUS in Appendice Diplomat. atque Documentorum Historiam Lusaticam illustrant. Tom. IV. Scriptor. Lusaticor. pag. 192. LUNIG, Teutsches Reichs Archiv. Part. Spec. Cont. I. Abtheil. I. Absatz III. von Schlesien pag. 294. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

Nos Henricus Dei gratia Dux Silesie, Dominus de Fursenberg & Jawor, ad universorum notitiam tenore presentium volumus pervenire. Quod cum Magnus Princeps Dominus Joannes Bohemie Rex, ac Luxemburgensis Comes sororius noster charissimus, Civitatem suam Glogoviam, cum districtibus & territoriis suis & universis pertinentiis earundem nobis dederit ad tempora vite nostre. Nos viceversa in specialis indicium Amicitie Civitatem Glogovensem cum districtu & territorio suis Dominis, Jurisdictione, Jure, honore, Fortitudinis, Thelonis, Castris, Oppidis, Villis, Vassallis, & eorum incolis Judais, Sclavis, Nemoribus, Jure Patronatus Ecclesiarum, & universis suis pertinentiis, damus sibi, & Heredibus suis, & liberè & spontè, & bona voluntate, nostro Haredum nostrorum habendorum seu aliorum propinquorum nostrorum quocunque nomine, co-descendimus & cedimus de eisdem. Renuntiantes pro nobis, Heredibus habendis, seu propinquis nostris quibuscunque, omni Juri, & actu, tam Canonici quam Civilis, si quæ nobis vel Heredibus nostris habendis seu propinquis, ut premititur, competunt vel competere possent quomodolibet in futurum, & si quas Litteras, vel Privilegia à Rege Romano vel Imperatore, Principibus, Civibus, vel aliis quibuscunque habemus forsitan, per quos, vel quæ scinturo tempore ipsi Domino Regi, Haredibus & Successoribus suis Bohemie Regibus, per nos aut Haredes nostros habendos, aut propinquos, actio vel possessio de Civitate, territorio vel districtu prædictis possit aliquoties laborari de Jure vel de facto, cassas, vacuas esse volumus & inanes, nec aliquis habere roboris firmitatem, promittentes sincere, & bona nostra fide præstito Juramento, contra promissa omnia & singula per nos, Haredes nostros, aut propinquos nostros habendos, vel habere, vel venire, nec etiam modo aliquo attentare, de Jure vel facto, nec quovis ingenio, ad impediendum, quæ promissa sunt, open aut operam ad hoc dare, in cuius rei testimonium presentes Litteras fieri & nostro sigillo justissimus muniri. Datum Wratislavie, Anno Domini M. CCC. XXXVII. in Octava Innocentium.

TOM. I. PART. II.

CCXXIV.

1337.

ANNO
1337.

HENRICI Ducis Silesie Domini de Fursenberg & in Jawor Resignatio JOHANNI Regi Bohemie ac suis Heredibus & Successoribus Bohemie Regibus, Civitatis Lubai cum Oppido Fridberg, Zaraw & Tribul. Dat. Wratislavie Anno 1337. in Octava Innocentium. [CHRIST. GODOF. HOFMANNUS in Appendice Diplomat. atque Documentorum Historiam Lusaticam illustrant. Tom. IV. Scriptor. Lusaticor. pag. 191. LUNIG, Teutsches Reichs Archiv. Part. Spec. Cont. I. Abtheil. I. Absatz III. von Schlesien pag. 295. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

Nos Henricus Dei Gratia Dux Silesie Dominus de Fursenberg, & in Jawor ad universorum notitiam tenore presentium volumus pervenire. Quod cum Serenissimus Dominus Joannes Bohemie Rex, ac Luxemburgensis Comes sororius noster charissimus, Civitatem Glogoviam & districtum ad vite nostre tempora nobis dederit, Nos viceversa pro nostro posse, pro nobis his impensis beneficiis recompensari non immerito tibi poterimus facere cupientes, Civitatem nostram Lubam cum Oppido nostro Fridberg, Zaraw & Tribul, cum Castris & Vassallatibus, Juribus videlicet: & Senfshenberg, Zaborow & Zimer cum earundem omnium possessionibus, redditibus, & Dominio & rebus aliis, in quibuscunque sitis, ad predictam Dominium pertinentibus omni eo jure, quo lucusque tenuisse & ad nos dignoscitur pertinere, dicta Dominio Regi, Haredibus & Successoribus suis Bohemie Regibus presentibus assignamus, & Nobilibus Viris Henrico Berca de Dabce, Henrico de Lipa, Thimoni de Kollitz, & Ulrich Phagoni seu aliis, quos ad hoc ipse Dominus Rex deputavit, ipsius Haredum & Successorum suorum nomine per antedictos homines in predictis Civitate Luban, Fridberg, Zaraw & Zwer, Castris & Dominio residentes fidelitatis homagium facere statim tenebimur, & procurare; si (quod absit) sine Haredibus masculis nobis decederentibus, ut ex tunc prædicta omnia ad prædictum Regem, Haredes & Successores suos ad Regnum Bohemie liberè devolvantur, habitis vero legitimis Haredibus masculinis & post nos relicti, tunc omnia prænotata nobis, & eisdem remanebunt. In cuius rei testimonium presentes Litteras scribi & sigillo nostro majiori communiri justissimus. Datum Wratislavie Anno Domini M. CCC. XXXVII. in Octava Innocentium.

CCXXV.

Littere BOLKONIS Ducis Silesie, & Domini in 6. Janv.

Munsterberg, quibus recognoscit JOANNEM Bohemie Regem, suam Civitatem Frankenstein, cum omnibus districtibus & Juribus, pro duobus millibus Marcarum grossorum denariorum Pragensium, Polonialis pagamenti possidere, & in exsolutionem usque dictæ summe à se vel Heredibus suis faciendam possidere debere. Actum Wratislavie 6. Januarii 1337. [LUNIG, Teutsches Reichs Archiv. Part. Special. Continuatur. I. Forletz. I. Absatz III. pag. 291.]

Nos Bolko Dei gratia Dux Silesie, & Dominus in Fursenberg, & in Munsterberg, Recognoscimus Magnifico & Excellenti Principi Domino Joanni Bohemie Regi Illustri ac Comiti Luxemburgensi, Domino nostro charissimo in duobus millibus Marcarum Grossorum Denariorum Pragensium Polonialis Pagamenti ponderis quadraginta octo grossos pro marchia qualibet computandos. De qua summa Pecunia idem Dominus noster Rex nos expedit, ad quod contentamus rationabiliter nos teneri. De qua quemadmodum pecunia ipsum Dominum nostrum Regem, Haredes & Successores suos securos, & certos prout expedit reddere cupientes, Civitatem nostram Frankenstein cum districtu ad illam pertinente, Fortalitiis, Judicio Curie, aliisque pertinentiis, obventionibus, gratis, immunitatibus, Juribus, Dominis, Libertatibus, honoribus, exactionibus, pecuniaribus, annonalibus, pecuniis, monetariis, Censibus, redditibus, feudis feudaliis, emphyteuticis, & ad glebam altitric-

ANNO
1337.

aftrictis, Jure patronatus Ecclesiarum, & collationibus omnium Beneficiorum, cum cura vel sine cura, & præsentationibus earundem, nec non agris cultis, & incultis, montibus, planis, Sylvis, Rubetis, pratis, pascuis, aquis, aquarumve decursibus, molendinis, piscinis, piscationibus, aucupationibus, venationibus, comomis, emolumentis, utilitatibus, & sine exceptione qualibet, bonis omnibus in quibuscunque rebus consistant, & prout sunt distincta ab antiquo, & ad Civitatem prædictam spectare noscuntur. In eo casu, si nos, & Hæredes nostri masculini, habitis Hæredibus masculinis legitimis post nos relictis, decesserimus, quod Civitas ipsa Franckenstein cum omnibus & singulis pertinentiis suis prædictis, ipsis esse debeant titulo pignoris obligata, retinenda, regenda, usufruenda & etiam possidenda per eos absque fructuum defalcatione pacifice & quiete tantum quousque Civitas prædicta cum universis suis appendiciis prænotatis, per nos, Hæredes, ipsi Domino Regi, Hæredibus & Successoribus Bohemie Regibus fuerit in prædictis duobus millibus marcarum grossorum præfatorum exoluta. Et tunc dicta Civitas Franckenstein cum prænotatis suis appendiciis universis, vel aliæ Civitates terræ & bona omnia nostra ad ipsos Dominum Regem, Hæredes & Successores suos Reges Bohemie, tanquam ad nostros veteris legitimosque Successores debeant esse ipso facto absque quolibet impedimento devoluta. In cujus rei testimonium præsentem Literas fieri, & sigillo nostro majoris fecimus communi. Datum Wratislaviae in crastino Epiphaniae Domini Anno à nativitate ejusdem M. CCC. XXXVII.

CCXXXVI.

8. Janv. *Concessio BOLKONIS Silesie Ducis JOANNI Bohemie atque Polonie Regi de redimendo à suis Patris Civitate & Castrum Richmbach cum omnibus ejus Territoriis, facta, Qua simul eidem Regi dicta bona, in casu, quò sine Hæredibus masculis decederet, pleno jure & dominio possidenda relinquit. Actum Wratislaviae 1337. feria 4. post Festum Epiphaniae. [LUNIG, Teutisches Reichs Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abf. III. p. 292.]*

Nos Bolko Dei gratia Dux Silesie & Dominus de Fürstenberg, & de Mansberg, damus & concedimus Magnifico & Excellentissimo Principi Domino nostro charissimo Domino Joanni Regi Bohemie, Comiti Luxemburgensi Castrum nostrum & Civitatem Richmbach cum jurisdictione, & aliis omnibus & singulis dominiis, libertatibus, pertinentiis suis, & Juribus à Serenissimis Principibus patris nostri Bolkone & Henrico Ducibus Sandomeracibus, quibus obligata pignoris titulo existunt, pro duobus millibus marcarum grossorum Denario- rum Pragenfium Polonicis ponderis & numeri exsol- vendi & redimendi plenam & omnimodam potestatem. Volentes ut idem Dominus Rex, cum suis Successoribus Bohemie Regibus, Castrum & Civitatem Richmbach cum suis prædictis omnibus appendiciis, si nos & Hæredes nostros, legitimis Hæredibus non relictis, de hac luce (quod absit) migrare contingerit, pleno Jure & Domino possideant, & habeant perpetuis temporibus, sed promissis nullo modo obstantibus quodocunque dicta, Castrum & Civitatem cum aliis ipsorum appendiciis à dicto Domino Rege in dicta pecunia nos vel Hæredes nostri exsolverimus, ex tunc ipse Dominus Rex, & suis Capitaneus quem ibidem præfecerit, statim nobis vel nostris Hæredibus de dicto Castro & Civitate ac aliis omnibus prædictis & singulis suis pertinentiis sine dolo & absque difficultate, & contradictione qualibet cedere, & condescendere tenebuntur. Harum quas sigillo nostro muniri fecimus Literarum testimonio. Actum Wratislaviae Anno Domini M. CCCXXXVII. Feria quarta post Festum Epiphaniae Domini proxima.

CCXXXVII.

26. Mars. *Recognitionis Litteræ JOANNIS Ducis Silesie, Quod Terram suam Goram, cum Civitate, Castro, Territorio, Juribus & omnibus appertinentiis JOANNI Bohemie Regi pro mille Marchis grossorum denario- rum Pragenfium vendiderit, & rursus dictam Terram cum omnibus pertinentiis una cum Civitate Frauentad in Feudum perpe-*

uum acceperit. Datum Wratislaviae in Domo ANNO Regali 5. die ante Dominicam Lætare. 1337. [LUNIG, Teutisches Reichs Archiv. Part. 1337. Spec. Continuat. I. Abf. III. p. 292.]

In Nomine Domini Amen.

Nos Joannes Dei gratia Dux Silesie, Dominus Stinaviae, ad universorum notitiam tam præsentium quam futurorum volumus publice pervenire. Quod nos bonâ & nostrâ libera voluntate, sanâ mente & corpore, maturo & deliberato nostro nostrorumque publico Consiliarium consilio, sponte & libere, non compulsi, non coacti, nec aliqua suggestione pravitatis illecti, Terram nostram Goram, cum Civitate & Castro Gora, Territorio & omnibus & singulis limitibus, Dominio, honore, Jurisdictione, Baylia, meri & mixti Imperii, Juribus, Patrocinii, & præsentationibus Ecclesiasticorum Beneficiorum, nec non Vassallis, Feudalibus, Vassallagis, feudis, emphyteutis & ad glebam adscriptis, hominibus ac universis Juribus, Centibus, Fructibus, Usibus, Usufructibus, proventibus & obventionibus suis universis, quæ & qualescunque sint & in quibuscunque rebus consistant, vel consistere poterunt in futurum, & cum omnibus libertatibus & utilitatibus, agris cultis & incultis, planis, vallibus, montibus, campis, pratis pascuis, venationibus, aucupationibus, piscinis, molendinis, piscationibus, aquis aquarumve decursibus, sylvis, rubetis, nemoribus & aliis singulis pertinentiis & appendiciis suis Serenissimo Principi Domino nostro Domino Joanni, eadem gratia, Bohemia Regi, Comiti Luxemburgensi, & nomine suo, suis Hæredibus seu Successoribus Bohemie Regibus, iuste, rite, legitime & rationabiliter exhibitis solemnitatibus & ceremoniis, venditionibus & emtionibus, quæ in hujusmodi contradicibus adhiberi consueverunt, vendidimus, vendimusque vero titulo, & nomine venditionis tradimus, stipulatione mutua inter nos hinc inde celebrata, pro mille Marchis grossorum denario- rum Pragenfium Polonicis numeri pecunie parata, quam pecuniam nos profitemur percepisse & habere ipsam Dominum Regem & Successores ejus de ipsa pecunia solutos, nosque quietos publicè cognoscentes. Ipse autem Dominus Rex ipso Terram Goram, cum Civitate Castroque Gora & Territorio suo nec non Vassallis & Utilitatibus suis, una cum Civitate Frauentstadt, expedita & exsoluta, penes Dominum Conradum Olivaicensem Ducem fratrem nostrum nobis in feudum honorabile & perpetuum dedit, cum aliis Terris nostris & Civitatibus, possidenda, fruenda, utenda & usufruenda & habenda usque ad tempora vite nostræ pacifice & quiete. Tunc demum post mortem nostram, ad ipsam Dominum Regem, & Successores suos Bohemie Reges protinus libere devolvenda. Ipsa autem Terra Gorenfium cum Civitate Frauentstadt, & ipsarum Vassalli, & homines nobis interim in vita nostra intendere, parere, obedire & subesse debent, subesseque promittere absque omni præstito fidelitatis homagio, aut etiam juramento. Verum tamen ipsa Terra præfata, Frauentstadt, ac Vassalli & homines eorum, statim præfato Domino Regi nomine suo, suisque Successoribus Bohemie Regibus præstare teneantur fidelitatis debita homagium, & fidelis juramentum, ipsumque solum & Successores suos, verum, legitimum, supremum & immediatum Dominum recognoscere debeant. Nos autem volumus, promittimus, & tenemur præfatos, Terram Gorenfem cum Civitate Frauentstadt, ac eorum Vassallos, feudales & homines præfatos, penes antiqua Jura, libertates, immunitates & gratias eorum nostris inviolabiliter confer- vare temporibus nullamque eis inferre, seu inferre quempiam permittere molestiam, injuriam, aut offen- sam pro totis nostris viribus & pro posse. Idem etiam Dominus Rex promittit, promittit, & tenetur nos, Vassallos, Terras, Civitates, & eorum homines penes Jura, libertates, privilegia, & immunitates omnes & singulos nostros, manu tenere, servare & custodire, prout alii Principes Polonie Vassallos suos habent, eisque quomodolibet possunt, nos quoque non molestare, impedire vel etiam amovere debet, ab ipsa possessione pacifica Terrarum, Civitatum, Castrorum & possessionum omnium totis vite nostræ temporibus, prout in ipsius Domini Regis Literis nobis super eo datis evidentiis apparet, renunciantes itaque expresse pro nobis, Vassallis, Civitatibus & hominibus nostris universis & singulis præsentibus & futuris, in præmissis omnibus, & eorum quolibet, omni additioni, exceptioni, explicationi, præscriptioni, interjectioni doli vel mali, non auctaræ pecunie, non soluti, non ponderati & non electi, auti vel argenti & culibet exceptioni alii Juris, tam Canonici

ANNO nonici quàm Civilis, seu municipalis, reformationis, constitutionis, consuetudinis, Privilegii, indulgentiæ aut statuti & Literarum Apostolicarum, aut in Imperatorum vel aliorum quorumcunque forma, vel conceptione verborum, interpretatorum, seu interpretandorum, quæ privilegia, statuta, indulgentias, reformationes, constitutiones & Literas ex nunc prout ex tunc esse intelligi volumus, cassa & irrita & inania, nulliusque fore efficaciam penitus aut momenti, ita quod prout assumatur, quod nobis aut Vassallis, vel in Civitatibus nostris contra præmissa, aut præmissorum aliqua, in toto vel in parte posset de Jure, aut in de facto competere in futurum, vel quocunque alio modo forma seu quæsto quovis colore alio valeat aliquammodo suffragari. Promittentes corporali præstito juramento tacitis corporaliter Dei Evangelis, contra præmissa, vel eorum aliquod, verbo aut facto, directè & indirectè, publicè vel occultè, ullo unquam tempore, non venire, in quorum omnium testimonium atque robur, perpetuò valiturum præsentibus conscribit & nostri sigilli munimine fecimus communiti. Datum & actum Wratislaviæ in Domo Regali, sub testimonio & in præsentia Virorum

1337.

Minorum Ottonis de Globis, Petri de Drossen, Wolframi de Pannowitz, Ottonis de Mattem, Lutholi de Lotzin, & Nicolai Advocati de Slesavia, ac aliorum nonnullorum fide dignorum ad hoc vocatorum & rogatorum. Anno Domini M. CCC. XXXVII. Feriâ quintâ ante Dominicam, in qua cantamus *Lectare*.

CCXXVIII.

28 Mars. *Litteræ HENRICI Silesiæ Ducis, Quibus recognoscit, quod Castrum & Oppidum Kant, & Alodiani Kammerdorf, cum omnibus fructibus & pertinentiis, post mortem suam, ad JOANNEM Regem Bohemiæ devolvi debeant, eò quod sibi dicta bona à præfato Rege, quoad usumfructum data sint. Actum Wratislaviæ Feria sextâ ante Dominicam Lectare. Annò 1337. [LUNIG, Teutisches Reichs Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abf. III. p. 294.]*

Nos Henricus Dei grati Silesiæ Dux, Dominus in Jauer ad universorum notitiam tenore præsentium volumus pervenire. Quod nos Castrum cum *Oppido Kant & Alodiani Kammerdorf* cum fructibus & pertinentiis suis universis, distringatis & distringendis ejusdem, impostum propter Fratrem & Patrem nostrum possederunt, & habuerunt assignata & donata nobis, quoad usumfructum per Dominum Regem inclytum, & usque ad tempora vitæ nostræ uti fructu per nos & possidenda &c. Post mortem autem nostram præfata Castrum & Oppidum *Kant cum Kammerdorf*, & utilitatibus ac pertinentiis suis universis per nos possessis & habitis, ad ipsum Dominum Regem & Successores suos *Boemie Reges*, debent protinus devolvi. Harum nostrarum testimonio Literarum. Datum *Wratislaviæ*, Anno Domini M. CCCXXXVII. Feriâ sextâ proximâ ante Dominicam *Lectare*.

CCXXIX.

36 Mars. *HENRICI Ducis Silesiæ Litteræ, de concessione per JOANNEM Bohemiæ Regem sibi facta, exigendi scilicet à Civitate & Bonis Civium Sittaviensium, de qualibet Marca unum Lothonem grossorum. Datum Wratislaviæ 7. die Dominica (1) quâ canitur, Lectare, Anno 1337. [CHRIST. GOD. Hofmannus in Append. Diplomat. atque Document. Histor. Lusatiae illustrantium, Tom. IV. Scriptor. Lusat. pag. 191. BALBINUS inter Litteras publicas de Bohemia Miscellaneis Histor. adjectas, Vol. I. Par. III. §. 3. Epist. 78. pag. 243. LUNIG, Teutisches Reichs Archiv. Part. Special. Cont. I. Fortsetzung I. Abtatz III. pag. 294. d'où l'on a tiré cette Pièce.]*

(1) Le Dimanche *Lectare* fut en 1337, le 30. de Mars, & l'on raconte la Pièce sous cette Date, sans s'arrêter au Nombre 7, qui la précède, & qui n'y convient en aucune manière. Il y a de l'apparence qu'il s'y est glissé par inadvertance du Copiste ou de l'imprimeur. (D. V. M.)

Nos Henricus Dei grati Silesiæ Dux Dominus in Jaur, & Fürstenberg. Universis præsentibus Literas inspecturis, volumus esse notum. Quod cum Mag-nificus Princeps Dominus Joannes *Boemie Rex* nobis indulserit, & à Civitate, & bonis civium & hominum Sittaviensium de Marca qualibet unum Lothonem grossorum nomine exactionis exigeremus, Promittimus firmiter, & tenemur, quod nos medietatem totius pecunie illius exactæ nomine dicti Domini Regis, & pro eo in summa duorum milium Marcharum, in quo certa bona & possessiones ad Castrum Kant spectantia & districtum ibidem, sunt obligata pignori, pro exsolutione eorum defalcare debemus in ipsa Summa partem mediam, ipsum Dominum Regem contingente totaliter deducendam. Harum serie Literarum. Datum *Wratislaviæ*, Anno Domini M. CCC. XXXVII. 7. die Dominica, quâ canitur *Lectare*.

1337.

CCXXX.

Fedus inter EDUARDUM III. Angliæ Regem & ROUPERTUM Comitem Palatinum Rheni atque Bavariæ Ducem initum. apud Frankenfordiam die ultima Junii Anno 1337. [LUNIG, Teutisch. Reichs Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abtheilung IV. Abtatz I. pag. 131.]

Universis præsentibus Literas visuris vel audituris, Nos Henricus &c. volumus esse notum, quod, Cum Nobilibus Princeps, Roupertus, Comes Palatinus Rheni, & Dux Bavarie, promitteret se legaliter servitutum ipsi Domino nostro Regi Angliæ, cum centum & quinquaginta Hominibus Galeatis, eundemque Dominum nostrum Regem, pro recuperatione, mantentione & defensione, Jurium, Hæreditatum, & Dominiorum suorum fideliter adiuturum contra quascunque personas, (Serenissimo Patruo suo, Domino Ludowico, nec non sacro Imperio duxat exceptis,) prout in ejusdem Domini Ducis Litteris, inde consecutis, plenius continetur.

Nos, Procuratores & Nuncii præfati, & quilibet nostrum in solidum, dicto Domino Duci promissimus, & promittimus, bona fide, nomine dicti Domini nostri Regis, & pro eo, quod idem Dominus noster Rex dabit, & solvi faciet in Durdaco, præfato Domino Duci Rouperto pro se, aut certum mandatum ab eo habenti, quindecim milia Florenorum de Florentia, boni Auri, & justis ponderis, vel æquivalenter in Sterlingis usualibus, in Festo Sancti Michaelis proximo à data præsentium asuturo.

Et pro uno quoque Galeatorum suorum prædictorum, per duos Menses primos, quibus in servitio dicti Domini Regis nostri fuerit, quindecim Florenos de Florentia pro quolibet Mense.

Quorum duorum Mensium stipendia seu Vadia, eidem Duci prædabuntur, & ante solvi debent.

Suumque habebunt initium à tempore, quo ipse Dominus Dux, unâ cum suis prædictis Galeatis, pro servitio dicti Domini nostri Regis, à partibus suis se movebit : Pro cæteris autem Mensibus, quibus unâ cum suis in servitio ipsius Domini nostri Regis fuerit, idem Dominus noster Rex præfatus tantum proportionabiliter dabit, quantum Dominus Ludowicus præfatus pro suis dabit, faciet & exsolvi. Est etiam adjectum, quod, si idem Dominus Dux aut sui aliqua (quod absit,) dampna in Equis ad Arma in ipso servitio Domini nostri Regis incurrerint, Marefchallus dicti Domini nostri Regis, & Marefchallus ipsius Domini Ducis, qui pro tempore fuerint, eadem sub juramento eorum appreciabitur & taxabunt; Quorum appreciationem idem Dominus noster Rex statit, & inde ipsi Domino Duci, infra Tres Menses, post Taxationem, continue sequentes, solutionem plenariam faciet absque dolo.

Quod, si dicti Marefchalli concordare non poterint, quicquid illustris Dominus Willielmus, Marchio Julariensis, & Nos, Comes Salesbyriensis præfatus, super dictis dampnis ordinaverimus, idem Dominus noster Rex ratum habebit atque gratum.

Et, si (quod absit) aliquis ipsorum Dominorum, Marchionis & Comitris, prædictorum decesserit, alius in locum defuncti assumetur, qui, consimilem per omnia, taxandi & ordinandi habeat in præmissis potestatem.

Et ut benivolentius & sincerius idem Dominus ad servitium ipsius Domini nostri Regis inclinetur, idem

ANNO
1337.

Dominus noster ipsum Ducem in suum fidelem recipiet, & faciet juxta Donationem & Ordinationem Domini Marchionis Juliacensis, ac nostrum, Episcopi & Comitum Salesburiensis, prefatorum.

In quorum omnium testimonium Sigilla nostra prefatis duximus apponenda apud Frankenfordiam, ultima die Mensis Junii, Anno Domini Milleesimo, CCC. tricesimo septimo.

CCXXXI.

30. Juin. *Aliud Fœdus inter EDUARDUM III. Anglie Regem & ROBERTUM Comitem Palatinum atque Bavarie Ducem initum Anno Domini 1337. die ultima Junii. Cum Eiusdem EDUARDI Regis Ratificatione data apud Andwerp die 27. Aprilis, 1339.* [LUNIG, Teutiches Reichs Archiv. Part. Spec. Continuatio II. Abf. I. pag. 133.]

Rex omnibus, ad quos &c. Salutem.

INspeximus Litteras Venerabilis Patris Henrici, Lincolnensis Episcopi, ac Dilectorum & Fidelium nostrorum Willielmi de Monte Acuto, Sarum, & Willielmi de Clynton, Huntynsdonie, Comitum, Procuratorum & Nunciorum nostrorum constitutorum specialiter ad subscripta, in hac verba:

Universis presentes Litteras visuris, seu audientibus, Nos Henricus, permissione divina, Episcopus Lincolnensis, Willielmus de Monte Acuto, Comes Salesburiensis, & Willielmus de Clynton, Comes Huntynsdonie, Procuratores generales & Nuncii speciales, Illustris Domini nostri, Domini Edwardi, Dei gratia, Regis Anglie prelati.

Notum facimus, presentibus recognoscentes, quod nos, virtute Potestatis, ab ipso Domino nostro Rege nobis tradita, ob mutuum Amorem & sinceritatem, inter Dominum nostrum Regem Anglie predictum, & Ducem Roberum, Comitem Palatinum Reni & Ducem Bavarie Illustrum, nutriendos & faciendos nec non Gratitudinis, quas idem Dominus Dux ipsi Domino nostro Regi acceptas exhibere poterit in futurum, eidem Domino Duci, aut ab eo super hoc certum Mandatum habenti, ultra & præter stipendia seu Vadia, quæ, ratione Servitorum, cum Centum & quinquaginta Hominibus Galeatis, ipsi Domino nostro Regi faciendurum, ab eodem Domino nostro recipiet, (de quibus in Litteris super eo confectis, plenius claret,) nomine ipsius Domini nostri Regis, & pro eo dare & solvere promissimus, bona fide, Dordraci Sexdecim Milia Florenorum de Florentia, boni Auri, & iusti Ponderis, vel valorem in Sterlingis usualibus, in Festo sancti Michaelis proximo, Data presentium assensu, integraliter absque dolo.

In cuius rei Testimonium nos Procuratores prefati Sigilla nostra presentibus duximus apponenda.

Dat. Frankenford ultima die Mensis Junii, Anno Domini Milleesimo, Trecentesimo, Tricesimo septimo.

Nos vero præmissa omnia & singula, per prefatos Procuratores & Nuncios nostros facta, ut præmittitur, & concessa, acceptamus, ratificamus, & quatenus ad Nos attinet, tenore presentium, confirmamus.

In cuius rei Testimonium has Litteras nostras Sigillo nostro fecimus consignari.

Dat. apud Andwerp viceesimo septimo die Aprilis.

Per ipsum Regem.

CCXXXII.

5. Juill. *Traité entre AYMON Comte de Savoie, & EDUARD Seigneur de Beaujeu, par lequel AYMON quitte à EDUARD les Villes, Châteaux & Seigneuries de Toisy, Lent, Buene, & Coligny, à la charge de l'Hommage, & EDUARD de son côté se départ du droit qu'il avoit sur les Châteaux du Bourg S. Christophe, & de Beauregard sur Saone, & sur le fief de Villars.* [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoie. Preuves. pag. 162.]

SAVOYE ET
BEAUJEU.

ANNO
1337.

IN nomine Domini, Amen. Anno à Nativitate eiusdem milleesimo trecentesimo trigesimo septimo, Indictione quinta, die quinta mensis Julii; per hoc præfens publicum Instrumentum, tam ætati modernæ, quam posteris, & futuris, fiat perpetuò manifestum. Quod Illustris, & Magnus Princeps Dominus Aymo Sabaudie Comes, Chablasi, & Anguste Dux, & in Italia Marchio ex una parte, & Vir Illustris Dominus Eduardus Dominus Bellijoci ex alia, constituti propter ea specialiter quæ inferius continentur in præsentia testium, & mei Notarii subscriptorum, Attendentes quod inter inclitatum recordationum Dominum Eduardum Comitem Sabaudie quondam Fratrem & Prædecessorem prefati Domini Aymonis Comitum ex una parte, & Dominum Guich. Dominum Bellijoci quondam Genitorem, & Prædecessorem dicti Domini Eduardi, nunc Domini Bellijoci ex altera, licet essent conjuncti cognatione propinqua, vinculum tamen, & causa cognationis per naturalem decessum gradatim dissolveretur, fidelitatis tamen, & homagii nexus, semper cum majori fœdere suis viribus indissolubiliter perseveraret, volentes itaque dicti Domini vera promissione, dilectionis zelo inseparabiliter perpetuò communiti, Tractatus foret habitus & concessus, quod idem Dominus Bell. quondam, suisque Successores Domini Bellijoci ad homagium, & fidelitatem dicto Domino Comiti, suisque Successoribus Sabaudie Comitibus perpetuò tenerentur, salvis homagiis infra scriptis, & Castro suo, & Villas de Lentz, & de Toysiac, cum eorum mandamentis, territoriis, iuribus, pertinentiis, mero, mixto Imperio, & omnimoda jurisdictione, rationibus, & actionibus quibuscumque, quoquomodo pertinentibus dictis Castris, & eorum cultibus, & ratione, & occasione ipsorum, & cujuslibet eorumdem. Item Dominus Bell. & Successores sui haberent & tenerent à dicto Domino Comite, & suis Successoribus Sabaudie Comitibus in feudum, & augmentum feudi Castra sua de Buenco, & de Colonico, cum villis, mandamentis, & territoriis, mero, mixto Imperio, & omnimoda jurisdictione, pertinentiis, appendentiis, iuribus, & rationibus quibuscumque eorumdem daret, & concederet, ac etiam in recompensationem fidelitatis prædictæ faciendæ per ipsum Dominum Bell. & suos dicto Domino Comiti, & suis, ut supra, & assumptionis, & recognitionis in feudum prædictorum Castrorum de Lentz, & de Toysiac; nec non, & in satisfactionem omnium quorumcumque gravaminum, & damnorum, quæ Dominus Bell. vel gentes sue ratione guerræ dicti Domini Comitum, vel alias pro dicto Domino Comite sustinebant, vel dici poterant incurrisse, quadraginta mille libras Viennenses, quorum viginti denarii valent unum denarium grossum Turon. argenti, dicto Domino Bell. dictus Dominus Comes quondam dare, & solvere teneretur, prout hæc omnia prædicta prædictis Dominus Comes Aymo, & Dominus Eduardus Dominus Bell. confessi fuerint penitus esse vera. Prenominati siquidem Dominus Aymo Sabaudie Comes, & Dominus Eduardus Dominus Bell. volentes Tractatum sic concessam omnimodè consummare, nonnullamque perfectionis uberiori causam supplere, tramite, & modo quo possit inter ipsos Successores eorum, quod igitur validius fieri perquirentes, conventiones, pacta, confederationes, & alia fecerunt & inierunt ex eorum certis scientiis, & voluntatibus spontaneis, quæ, & prout inferius continentur. In primis igitur dictus Dominus Bell. causis ex prædictis, & infra scriptis, maxime ut dicta duo Castra de Lentz, & de Toysiac, possint secundum juris formam donata rectè contrui, & esse feudalit dicti Domini Comitum, & Successorum suorum, donavit, cessit, & concessit pro se, suisque Successoribus dicto Domino Comiti recipienti pro se, & suis donatione mera, pura, simplici, & irrevocabili, quæ dicitur inter vivos, & eo modo, & forma quibus melius ad utilitatem dicti Domini Comitum potest, & debet intelligi, prædicta Castra Domini Bell. villas, loca, & mandamenta, territoria, & districtus de Toysfey, & de Lentz, cum omnibus, & singulis hominibus, Vassallis, fidelitatibus, & homagiis, tam nobilitatem quam ignobilitatem, feudis, retrofeudis, feudatariis, & emphiteosis, furtis, molendinis, redditibus, servitiis, servitutibus, aquis, aquarum decursibus, mero, mixto Imperio, & omnimoda jurisdictione, iuribus, actionibus universis ipsorum Castrorum, Villarum, & Locorum, & cum omnibus pertinentiis, & appendentiis eorumdem, ac universis, & singulis eidem Domino Bell. ex causa, & occasione prædictorum Castrorum Villarum, Locorum, & mandamentorum eorumdem pertinentiis, & pertinere debentibus quoquomodo, ad habendum, tenendum, & possidendum, & quidquid ei-

ANNO
1337.

deni Domino Comiti placuerit faciendum; afferens idem Dominus Bellijoci, & continens in Contractu Donationis præsentis, prædicta Castra, Villas, Loca, & alia supra donata esse allodialia, & ab antiquo fuisse, & Prædecessores suos habuisse, & hæcenus possedisse Castra, & Loca prædicta cum prædictis omnibus ut supra donatis, per ipsum tanquam allodialia, & libera ab omni onere servitutis, mandans, cedens, transferens, & attendens dictus Dominus Bellijoci pro se, & suis dicto Domino Comiti pro se, & suis recipienti, ac in ipsum transferens omnes, & singulas actiones, reales, personales, utiles, & directas, ac alias quascumque ipsi Domino Bellijoci pertinentes, in Castris, Villis, territoriis, mandamentis, & aliis prædictis donatis ut supra. Devotiens se dictus Dominus Bellijoci, & dictum Dominum Comitem prædictis nominibus investiens de Castris, Villis, & Locis prædictis supra donatis ut supra, constituens ipse Dominus Bellijoci dictum Dominum Comitem prædictis nominibus, in Castris, Villis, Locis, territoriis, mandamentis, & aliis prædictis donatis ut supra, verum, & ipsum Dominum in rem suam; Renunciavit idem Dominus Bellijoci ex sua certa scientia in hoc facto exceptioni dictæ Donationis non factæ, cum aliis supra dictis, exceptioni doli mali, metus, & in factum actioni, conditioni sine causa, vel ex iniusta causa, juri dicenti donationem propter ingratitudinem donatarii revocari posse, ac juri dicenti quingentorum aureorum summam excedentem factam sine insinuatione Judicis non valere tot, & tantas Donationes, & tanta temporum intervalla, faciens dictus Dominus Bellijoci dicto Domino Comiti prædictis nominibus de prædictis donatis ut supra, quod neutra ipsarum summam quingentos aureos excedat, nec insinuatione aliqua debeat indigere. Consequenter autem dictus Dominus Aymo Sabaudia Comes, ex sua certa scientia perpetuo ex Tractatu super hoc præhabito pro se, suisque Hæredibus, & Successoribus Sabaudia Comitibus, & prædictis, & infra scriptis causis, tam dicta duo Castra de Lent, & de Toyssey sibi per dictum Dominum Bellijoci ut supra donata, quam etiam Castra sua de Buenco, & de Coloniaco, cum ipsorum quatuor Castroreum de Lent, de Toyssey, de Buenco, & de Coloniaco, Villis, Locis, territoriis, districtibus, mandamentis, redditibus, serviciis, servitutibus, usibus, furnis, molendinis, hominibus tam nobilibus, quam ignobilibus, fidelitatibus, & homagiis, feudis, retrofeudis, feudatariis, emphiteosis, aquis, aquarum decursibus, piscariis, venationibus, terris cultis, & incultis, signis, vicis, & memoribus, talliis, ac omnibus juriis, pertinentiis, appenditiis, rationibus, & actionibus dictorum Castroreum, Villarum, & Locorum, mandamentorum, & districtuum prædictorum, & omnibus pariter tam prædictis quam aliis ad ipsum Dominum Comitem, quomodolibet pertinentibus, occasione, & ex causa dictorum Castroreum eorundem prædicto Domino Bellijoci præsentis, stipulanti, & solemniter recipienti pro se, & suis Hæredibus, & Successoribus Dominis Bellijoci, donavit, & concessit in feudum ligium, & nobile, ita quod ad maturam feudi nobilis, & tanquam feudum nobile perpetuo habeatur, & sub homagio infra scripto. Quæ quidem Castra de Buenco, & de Coloniaco cum eorum mandamentis, territoriis, districtibus, pertinentiis, & aliis juriis, actionibus, & rationibus eorundem donatis ut supra, nec non quadraginta mille libras Viennenses prædictorum, quorum viginti denarii valent unum denarium grossum Turonensem argenti ad litteram O rotundam legitimi ponderis, & valoris, dictus Dominus Comes donavit dicto Domino Bellijoci, tam pro fidelitate, & homagio, per ipsum Dominum, & alios Successores ejus Dominos Bellijoci, Domino Comiti, suisque Successoribus Sabaudia Comitibus faciendum, quam in recompensationem Donationis prædictæ nuper factæ per dictum Dominum Bellijoci dicto Domino Comiti, prædictis nominibus de dictis Castris de Lent, & de Toyssey, cum eorum Villis, territoriis, & aliis donatis ut supra, quam etiam in satisfactionem, & restitutionem expensarum factarum, damnarum, & gravaminum sustentatorum per dictum Dominum Bellijoci, quondam, ac etiam per dictum Dominum Eduard. nunc Bellijoci Dominum, seu gentem suam ratione guerrarum dicti Domini Comitis, aut aliter per dicto Domino Comite, dici possunt quomodolibet incurrisse, maxime ratione carceris ejusdem Domini Bellijoci quondam capti per Delph. Vienn. & redditibus Castroreum suorum Meximiaci, & Burgi S. Christophori, quæ duo Castra primo dicta dictus Dominus Bellijoci prædicto Dalphino Viennensi tradidit, & expedit pro redemptione carceris ejusdem, de quibus quidem Castris quatuor prædictis, de Lent, de Toyssey, de Co-

loniaco, & Buenco, & aliis prædictis donatis ut supra, dictus Dominus Comes præfatum Dominum Bellijoci, prædictis nominibus, realiter investivit ad habendum, & tenendum per dictum Dominum Bellijoci, & Successores ejus à dicto Domino Comite, Successoribusque suis in feudum ligium, & nobile, & sub homagio infra scripto. Renunciavit idem Dominus Comes ex sua certa scientia in hoc dicto, exceptioni prædictæ Donationis ut supra, per eum non factæ, exceptioni doli mali, metus, & in factum actioni, conditioni sine causa, vel ex iniusta causa, juri dicenti Donationem propter ingratitudinem donatarii revocari posse, & juri dicenti Donationem summam quingentorum aureorum excedentem factam sine insinuatione Judicis non valere, & omni alio Juri Canonico, & Civili, tot, & tantas Donationes, & per tanta temporum intervalla, faciens dictus Dominus Comes dicto Domino Bellijoci prædictis nominibus de prædictis donatis ut supra, quod neutra ipsarum summam quingentorum excedat, nec insinuatione alia debeat indigere. Quibus prædictis, dictus Dominus Eduardus Bellijoci Dominus confitens, & in veritate, tanquam in iudicio publico, recognoscens se cum prædictis Castris, Villis, Locis, territoriis, districtibus, mandamentis, & eorum pertinentiis ut supra donatis, dictas quadraginta mille libras Viennenses prædictorum à præfato Domino Comite Sabaudia prædictis causis, & rationibus habuisse, & realiter recepisse, & sibi numeratas fuisse, ac de ipsis fuit tacitus, & contentus, pactum reale faciens de ulterius quicquam non petendo pro prædictis omnibus sibi donatis ut supra pro se, suis Hæredibus, & Successoribus, videlicet omnibus quibuscumque Dominus Bellijoci libere, & spontaneè præfato Domino Aymo Comiti Sabaudia stipulanti, & solemniter recipienti pro se, suisque Successoribus Sabaudia Comitibus, tantum homagium, & fidelitatem realiter fecit, & præstitit immixtis dicti Domini Bellijoci manibus infra manus dicti Domini Comitis osculo foderis interveniente, cum expressione verborum fidelitatis, & Homagii, nec non aliis solemnitatibus in talibus consuetis. Promittens idem Dominus Bellijoci prædictis nominibus dicto Domino Comiti stipulanti, & solemniter recipienti ut supra, per juramentum suum super sancta Dei Evangelia corporaliter præstitum, se bonum, & fidelem exilire dicto Domino Comiti, & suis Successoribus Comitibus Sabaudia, & eidem servire contra quascumque personas in omnibus, & per omnia, & facere erga ipsos quicquid, & prout fidelis Vassallus Domino suo facere teneretur, specialiter omnia, & singula quam in forma fidelitatis tam novæ quam veteris continentur, salvo, & exceptis fidelitatibus in quibus idem Dominus Bellijoci teneretur Dominis Francorum, Regi, Duci Burgundie, Duci Borbonensium, Archiepiscopo Lugduni, & Cluniacensis, ac Insule Barbare Abbatibus, confitens, & asserens dictus Dominus Bellijoci pro se, suisque Successoribus Dominis Bellijoci se tenere, tenere velle, & tenere debere à dicto Domino Comite, suisque Successoribus Sabaudia Comitibus, Castra quatuor supra dicta de Lent, de Toyssey, de Buenco, & de Coloniaco, cum eorum territoriis, districtibus, mandamentis, juriis, pertinentiis, rationibus, & actionibus universis, & omnibus pariter eidem Domino Bellijoci per dictum Dominum Comitem donatis ut supra in feudum ligium, nobile, & antiquum, de feudo, & directo Dominio dicti Domini Sabaudia Comitis, & suorum Successorum ut supra, & sub homagio prædicto. Et vice versa prædictus Dominus Comes ex sua certa scientia pro se, & suis Successoribus Sabaudia Comitibus promittit, & convenit per pactum expresse appunctatum dicto Domino Bellijoci stipulanti, & solemniter recipienti ut supra, ubi, & quodcumque contigerit ipsum Dominum Bellijoci, Vassallus ejusdem Domini Comitis habere guerram pro facto Domini Comitis, aut etiam pro facto proprio ipsorum prædictos Dominos Bellijoci, sicut Dominus Vassallus proprium adjuvare, & non alias facere, ad quæ fienda teneretur Domini Vassallis de jure, & de consuetudine, & specialiter secundum Constitutiones feudales. Pro prædictis autem quadraginta millibus Viennensium prædictorum sic prædictis actionibus habitis, & receptis ut supra per dictum Dominum Bellijoci à Domino Comite prædicto, præfatus Dominus Bellijoci pro se, suisque Successoribus, & Hæredibus quibuscumque, & omnibus habentibus, & qui possent in posterum causam super hiis quocumque modo habere, solvere, quittare, & liberare omnino specialiter, & expresse dictum Dominum Comitem pro se, suisque Successoribus recipientem, de, & ab omnibus, & singulis juriis, rationibus, & actionibus quibuscumque, quæ, quas-

ANNO
1337.

ANNO
1337.

quasve ratione gravaminum, damnorum, vel expensarum sustentatarum vel factarum per dictum Dominum Bellijoci quondam vel nunc dictum Bellijoci Dominum, seu gentem eorundem possent habere, & sibi altercumque competere contra dictum Dominum Comitem Eduardum quondam, ac etiam de omnibus universis, & singulis emendis, dispendiis, & debitis quas potuissent ab eodem Comite Eduardo quondam, vel nunc possent a dicto Domino Aymone nunc Sabaudia Comite postulare. Item dictus Dominus Bellijoci pro se & quibus supra dedit, cessit, & concessit predicto Domino Comiti stipulanti, & solemniter recipienti pro se, & suis transferendo totaliter in eundem omnia iura quaecumque cum omnibus pariter actionibus quibuscumque qua dicto Domino Bellijoci competunt, & competere possunt, vel possent in Castris predictis Meximiaci, & Burgi sancti Christophori, mandamentis, territoriis, districtibus, mero & mixto Imperio, jurisdictione omnimoda, & omnibus pertinentiis, & appenditiis ipsorum Castrorum, & Locorum, occasione ipsorum, & ejuslibet eorundem; & fuit actum inter dictos Dominos Comitem Sabaudia, & Dominum Bellijoci in limine Contractus presentis, quod ad requitionem dicti Domini Comitis, vel Successorum suorum Comitum Sabaudia, prefatus Dominus Bellijoci, vel ejus Successores Domini Bellijoci quicquid, & quittare teneantur Domino Dalphino Viennei Castra predicta Meximiaci, & Burgi sancti Christophori, & Feudum de Villaritis, quod ad Dominum Bellijoci pertinere solebat. Item fuit actum inter dictos Dominum Comitem, & dictum Dominum Bellijoci, quod quia dictus Dominus Comes ex causa Contractus presentis, & ex causis predictis in recompensationem ipsorum Castrorum Meximiaci, & Burgi sancti Christophori Domino Dalphino Viennei per dictum Dominum Bellijoci quondam pro redemptione, & liberatione sui carceris traditorum, & que Castra cum suis juribus nunc habet, tenet occasione predicta Dalphini predictus, dictus Dominus Comes Castra sua predicta de Buenco, & de Coloniaco cum suis mandamentis, districtibus, territoriis, & aliis ut supra donatis, predicto Domino Bellijoci donaverit, & concesserit in feudum. Ipse siquidem Dominus Bellijoci, siquae Successores predicti teneantur, & debeant ex pacto super hoc prehabito dicto Domino Comiti, suisque Successoribus Sabaudia Comitibus, reddere, restituere, & expedire dicta duo Castra de Buenco, & de Coloniaco, cum territoriis, mandamentis, juribus, & pertinentiis eorundem, & aliis donatis ut supra, quae quidem Dominus Comes predictus, vel ejus Successores dicta duo Castra Meximiaci, & Burgi sancti Christophori, cum eorum territoriis, & mandamentis, juribus & pertinentiis eorundem dicto Domino Comiti, siquae Successoribus in loco dictorum Castrorum de Buenco, & de Coloniaco expediant realiter, atque tradant. Quae tamen Castra Meximiaci, & Burgi sancti Christophori, cum eorum districtibus, juribus, mero, mixto Imperio, & aliis pertinentiis eorundem, sunt sicut duo dicta Castra de Buenco, & de Coloniaco, idem Dominus Comes possit feudalia expedire. Item fuit actum, & in pactum deductum inter dictos Dominum Comitem, & Dominum Bellijoci, quod si contingeret dictum Dominum Bellijoci decedere sine liberis masculis ex legitimo matrimonio procreatis, Successoresque predicti Domini Bellijoci qui succederent, & pervenirent ad Baroniam, Statum, & Seigneuriam Bellijoci, fidelitatem predictam, & homagium predictum facere, ac recognitionem debitam, seu investituram petere infra tempus debitum deficerent, aut aliter reculerent, predictus Dominus Eduardus Bellijoci Dominus ex nunc, prout ex tunc, dicto Domino Comiti presentem, stipulanti, & solemniter recipienti pro se, & suis donavit, & concessit dictus Dominus Bellijoci dicto Domino Comiti predictis nominibus, omne jus sibi competens in Castris predictis Buenci, & Coloniaci, territoriis, mandamentis, districtibus, & pertinentiis eorundem, seuque predictis nominibus dicta duo Castra Buenci, & Coloniaci precario nomine dicti Domini Comitis, & suorum, eo casu possidere constituit, & apprehendendi possessionem eorum licentiam, & auctoritatem annuit, & concessit, inde bona sua quaecumque specialiter, & expresse obligans, licentiam quidem, & auctoritatem commisit concedens idem Dominus Bellijoci dicto Domino predictis nominibus stipulanti, & recipienti, ingrediendi bona predicta obligato ex inde ut supra ubicumque forent, & repertur tenenda, & habenda per ipsum, Successoresque suos, fructusque, & exitus ipsorum bonorum per-

ANNO
1337.
cipiendo, ipsis fructibus, & exitus in sortem minimè comparandis, donec de dictis quadraginta milibus florenis, esset dicto Domino Comiti, vel suis Successoribus, integrit & plenarie satisfactum, ipsa etiam bona dictus Dominus Bellijoci dicto Domino Comiti concedens, sive in totum, sive in partem, prout idem Dominus Comes sibi prospexit expedire de pace videnda, si dicti Successores Domini Bellijoci, dicto Domino Comiti vel ejus Successoribus, dictos quadraginta mille florenos auri requisiti per ipsum Dominum Comitem, vel alium pro ipso, per unius mensis successivè futuri spatium, post requitionem ipsamolvere reculerent, seu duccent recusandum, aliis duobus Castris de Lent, & de Toissey, cum eorum mandamentis, districtibus, & pertinentiis supradictis de feudo dicti Domini Comitis, & Successorum suorum ut supra semper remanentibus sub homagio supradicto. Item actum fuit inter predictos Dominos, nominibus quibus supra, quod dictus Dominus Bellijoci, Successoresque sui predicta Feuda habeant, & teneant, habere debeant, & tenere in perpetuum, in tanta, & consimili nobilitate, quanta qualique *Illustres Viri Dominus Ludovicus de Sabaudia Dominus Vandi, & Jacobus de Sabaudia Dominus Pedemontium* tenent, & tenere debent a dicto Domino Comite Terras, & Feuda quae sibi obvenuerunt, & quae tenent, & habent de partagio Sabaudia Comitatus, & eo modo quo Dominus Gebennarum Comes habet, & tenet in feudum, & ea quae tenet in feudum, & de feudo a Domino Comite Sabaudia supradicto. Item actum fuit, & in pactum expresse deductum, & conventum inter Dominos predictos, quod predicta Feuda, & Homagia non possint, nec debeant separare perpetuò a Domino Comite Sabaudia, nec a Domino Bellijoci, nec eorum Successoribus Sabaudia Comitibus, & Dominis Bellijoci, sed proprie Dominis Bellijoci, & non aliis Domino Comiti Sabaudia, & aliis ad dicta feuda, & homagia perpetuò teneantur. Item fuit actum & conventum inter Dominos antedictos, quod Dominus Bellijoci plures habens Filios, unum, vel duobus ex ipsis, unum vel duo de Castris predictis, cum eorum territoriis, districtibus, mandamentis, pertinentiis, & aliis supradictis, cum ipsorum juribus feudalibus relinquere volens, hoc facere possit; dum tamen Dominus Bellijoci, semper homo Domini Comitis Sabaudia remaneret, & quidquid, & quaecumque de dicto Feudo filii retineret, dividendo, vel aliter se ab homagio liberare, vel eximere non valeret, nec sui ejus Successores, & nihilominus dicti Filii, quibus dicta duo Castra, vel unum ex ipsis forent relicta, facerent homagia dicto Domino Comiti Sabaudia debita, & omnia quae Vasalli Domini suis facere de jure, consuetudineque tenentur. Item cum dictus Dominus Bellijoci quondam in suo Testamento reliquerit dicto Domino Eduardo, nunc Domino Bellijoci Filio suo, omnia emolumenta quae possit habere a dicto Domino Comite, ratione damnorum, expensarum, & gravaminum per eundem Dominum Bellijoci quondam, & gentes suas, ratione, & occasione Guerrarum dicti Domini Comitis factarum, & sustentatarum, seu etiam ratione Traditus supradicti inter dictos Dominum nunc Sabaudia Comitem, & Dominum Bellijoci quondam habiti, & concessi, ut supra dictum est specialiter, & expresse inter dictos Dominos Comitem, & Dominum nunc Bellijoci, quod ipse Dominus Bellijoci dictum Testamentum originale tradat, & tradere debeat dicto Domino Comiti, ad ipsius securitatem majorem, infra festum proximum S. Michaelis. Item, ut idem Dominus Bellijoci non videatur sub praetextu Contractus presentis, vel pro aliquibus superius contentis, quittasse Feudum quod habet, & habere debet apud Gordans, ipse Dominus Bellijoci pro se, & suis dictum feudum, & jus feudum quod habet, & habere debet apud Gordans, & in loco de Gordans sibi, & suis Successoribus presentem Tradat, contentisque in eo nonobstantibus reservavit, & reservata esse vult per pactum adhibitum super hoc specialiter, & expresse; feudum vero, & homagium, & jus feudum, & directi Domini quod habet, & habere debet quocumque modo titulo sine causa apud Bellum-Regardum supra Sagonam Lugdunensis Diocesis, tam in Castro, Villa, Loco, mandamento, districtu, mero, mixto Imperio, & jurisdictione omnimoda, pertinentiis, & appenditiis ipsius Castris, & Locis, quam occasione ipsius. Idem Dominus Bellijoci pro se, & suis Successoribus dicto Domino Comiti pro se, & suis stipulanti dedit, donavit, & concessit, una cum omni jure, actione, & ratione dicti Domini Comiti competentibus, & competere debentibus, in Castro, Villa, Loco, & territorio, & mandamento pra-

ANNO prædictis, & occasione ejusdem, ipsum Dominum
1337. Comitum verum Dominum, & Procuratorem constituens idem Dominus Bellioci in prædictis, ut in rem suam propriam, quæ omnia, & singula supra scripta promitterunt, & convenerunt dicti Dominus Comes, & Dominus Bellioci alter alteri pro se, Successoribusque suis, videlicet dictus Dominus Comes dicto Domino Bellioci bona fide sub obligatione omnium bonorum suorum, & dictus Dominus Bellioci dicto Domino Comitum pro se, & suis stipulanti, per juramentum ab ipso Domino Bellioci, super sancta Dei Evangelia corporaliter præstitum, nec non ambo mihi Notario infra scripto more publice persone stipulanti, & solemniter recipienti vice, nomine, & ad opus dictorum Domini Comitum, & Domini Bellioci, & Successorum suorum, & omnium quorum interest, & in futurum intererit, & interesse poterit quovomodo rata, grata, & firma tenere, habere, attendere cum effectu, & invariabiliter observare, & nunquam contra facere factum, vel verbo, nec contra venire volenti in aliquo consentire, nec impedimentum aliquod apponere, vel apponi facere, seu quod apponatur à quocumque quomodolibet consentire, & pro prædictis omnibus, & singulis promissis, & convenis per dictum Dominum Bellioci, attendendis, complendis, & firmis, observandis, dictus Dominus Bellioci se, & sui Successores prædictos, & bona quæcumque pariter eorundem Curis, & coërcitioni, & compulsioni Curiarum, districtui, & mero examini Sedis Apostolicæ, & anteaque Domini Pape, Dominique Francorum R. J., & parvi Signilli Montisepiscopi, Castellæ, & Reverendorum Patrum in Christo Dominorum Lugdunensis, Viennensis, & Tarentasensis Archiepiscoporum, ac Dominorum Matificensis, Maurianensis, & Bellicensis Episcoporum specialiter, & expresse supponit, & submittit, ita quod per ipsas Curias, & earum quamlibet ad observationem præmissorum coërceri valeat, & compelli. Renunciantes dicti Dominus Comes, & Dominus Bellioci, quilibet ipsorum in quantum sua interest ex eorum certis scientiis, & voluntatibus spontaneis in hoc facto, exceptioni omnium prædictorum per eos non factorum, seu rite, & legitime non factorum, ut supra dictarum Conventionum, dictorumque Factorum non sic factorum, & non factorum ut supra, doli mali, metus, erroris, & in factum actioni, conditioni sine causa, vel ex injusta causa, restitutionibus in integrum, beneficio juris dicentis deceptis in Contractibus subveniendum fore, & non possint objicere quod dolus dederit causam Contractui, vel incidit in Contractum, & omni alii Juri Canonico, & Civili, per quod possint contra prædicta, vel aliqua de prædictis facere, vel venire, & prædicti generaliter renuntiationem non valere, nisi præcesserit specialis. Et fuit actum inter Dominos supradictos, quod prædicta omnia dictari, corrigi, & emendari possint, & debeant semel vel pluries, quotiens necesse fuerit ad consilium peritorum, facti tamen substantia in aliquo non mutanda, & quod de prædictis fiant duo, vel plura pro dictis Domino Comitum, & Domino Bellioci, & omnibus quorum interest, & in futurum interesse contigerit sub eodem tenore publica Instrumenta. Acta fuerunt hæc apud Ambroniacum, in Abbatia videlicet infra Domum Domini Abbatis Ambroniaci, presentibus Reverendo in Christo Patre Domino Jacobo Dei gratia Bellicensi Episcopo, Illustri Viro Domino Amadeo Comite Gebennensi, Venerabilibus in Christo Patribus Dominis Ambroniaci, & sancti Sulpicii Abbatibus, Viris nobilibus Domino Joanne Domino Corgenonis, Domino Joanne Domino de Fromentes, & Domino Hugonino Domino Grandis-montis, Domino Antonio de Claromonte, Domino Balthæ de Albaneio, Dominis Hugone de Amanziaco, Philippo de Chateayardo, Jacobo Richardi, Petro de Compeio, & Terrico de Septino Militibus, &c.

CCXXXIII.

12. Juill. *Convention entre EDOUARD III. Roi d'Angleterre & GUILLAUME le Bon, Comte de Hollande, par laquelle celui-ci s'engage à assister le Roi, dans son expedition en Allemagne, avec mille Chevaliers, pour lesquels le Roi lui promet de payer 200000. Florins de Florence. Donné à Estantford le 12. Juillet 1337. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IV. pag. 783.]*

TOM. I. PART. II.

EDWARD, par la grace de Dieu, Roys d'Angleterre
ANNO Sires d'Irlande, & Dux d'Aquitaine, a tous chiaux,
1337. qui ces presentes Lettres verront, Salut.

Savoir faisons a tous qui,
Pour tant qui, haus hoims & poissans, nos Cheres & Ames Freres, Meir Guilles, Contes de Hayun, de Hollandi, & de Zelandi, & Sires de Frize, nous a promis, & en convent ke,

En cas ke, Treshaus Princes & Poissans, li Empereres des Romains, voist entreprendre, come Principals Chievetains, par lui, ou par son Viceire, ou par son Lieutenant, par les Droitures del Empire retenir, defendre, purchacier & recouvrer.

On ke nous fussiens Roys d'Allemaigne, ou Vicaires de l'Emperere, ou du Roy, ou les Liutenans,

On autres, de no consentement, fust Liutenant don dit Emperere, qui est ore, ou de son Successeur, Roy d'Allemaigne, ou Emperere.

Aians plein pooir de somonte les Princes, les Barons, & les Hommes, don Royaume d'Allemaigne, par leurs Fois, & leurs Sieremens, de aider, awarder, retenir, purchacher, & recouvrer les Droitures defu redites, tels que on ne le peult oster, ne repieller, sans no voluntet & attroi.

Lui devantdis Cuens de Haynun aidera & servira pour les dites Droitures, Seignouries & Heritaiges, don dit Empire, & de nous Roy d'Angleterre, retenir, maintenir, defendre, purchacher, & recouvrer, contre tous chiaux qui mis y ont, ou mettre vorroient, aucun empechement, ou destourber, a Mille Armures de Fier, par de la Mer, ensi q'il est plus plainement contenu es Lettres, four chou donnees, taelles de son faiel,

Nous,

Par bone deliberacion & deu consentement de nos Barons, Foyales, & Confillers de nostre Royaume, Avons promis & en convent,

En bone foy, & par Sairement, fait & prestet en nostre Aume, touchies Saintes Evangelies, en la presence de nous, par no Procureur especialment four chou establee,

Au dit Conte, ke nous lui ferons deliverer, par de la le Mer, en Liu seur & certain, Cent Mille Florins de Florence, ou Quinze Mille Libres d'Estrelings, pour le Somme des Florins defu dit, dedens le jour Saint Pere, entrant Aoust, prochainement venant.

Et, encore, outre chou, autres Cent Mille Florins de Florence, ou Quinze Mille Libres d'Estrelins, pour le Somme des Florins devantenomes, dedens le jour don Quareme prenant prochainement ensuivant, ou dedens les Oetaves don dit jour, sans mal engnien,

Encore, avons nous promis, & promettons, en la manere defu ditte, ke nous, & nos Gens d'Armes, & autres, ke nous vorrons menir avec nous, ferons en le Marche de le Baist Allemaigne, droitement al yssue dou Mois d'Aoust, prochainement venant.

Et, encore, lui avons nous promis, & promettons; ke, le jour Saint Lambert, prochainement venant, nous, & nos Gens d'Armes, ferons avecques le dit Conte, ou son Liutenant, entre Cambray & le Castiel en Cambresis; & la li ferons nous paier & deliverer entierement, les Gaiges de deus Moys pour ses Gens d'Armes; c'est a savoir, pour Mille Armures de Fer (les queles li dis Cuens, ou ses Liutenans, doit avoir avec nous) pour chascune Armure de Fer quinze Florins de Florence le Moys; li quel Mois & Gaige auront leur commencement, & entree, a cheli jour quant lui dit Cuens de Haynun, ou ses Liutenans, aroit son Assemble des dites Mille Armures de Fer, & q'il se menneroient de son Pays; parensi encore que, s'il avenoit, ke le dis Cuens retenir aucun Soudouers estranges, pour nostre pourfit, pour chou ke li ne nous allaissent ou contraire, parmi les Waiges defu dis, nous leu aquiterons & delivererons bonement, au terme ke nous avons en convent de faire, le Paiement des deus Moys defu nommes.

Et, encore, avons nous promis au dit Conte, ke,

S'il li semble ke bon soit pour l'Empire, pour nous, & pour lui, q'il puit prendre & avoir tantost, comme il li plaira, Mille Armures de Fer a nos Gaiges defu dis, de tels Gens comme il vorra (sauf che ke li Doi Cent, ou CCC. soient de nos Gens, se nous volons) pur aider, soutenir, & garder les Frontieres del Empire, & pour contrester as Enemis del Empire, & des nôtres, & des Seignouries defu dis.

Et en cas ou nous n'en vouffions les Deux Centz, ou Trois Centz Armures de fier, de nos Gentz,

Si pora lui dis Cuens, ou ses Liutenans, parfaire le non-

ANNO nombre, dufques a Mil Hommes d'Armes, de tels Gens comme il lui plaiza, parmi nos Gaiges defeu-

1337.

Les quels Mil Hommes d'Armes nous devons, a nos dis Gaiges, fouteinir, par l'efpace de un An, es Frontieres de l'Empire, fi bon fable au dit Conte. Et, fi le Roy de France, ou autres pour lui, venoit, ou envoioit, fi poiffamment four le dit Conte, pour quoi il eult bofoigne de plus des Gens d'Armes, en l'occoifon de ces Alloiances, ou Traicties (de quoi nous devons le dit Conte croire par fon fairement) il fe porroit encore purveoir de autres Mil Hommes d'Armes, a nos Gaiges defeucredis, par enfi ke, fe de meins fe poirt paffer, il le doit faire en bone foit pour lui deffendre & fes aidans :

Li quel fecont Mille Armures de Fer devient demorer ou Service dou dit Conte a nos Gages devantdis, dufques a nostre venue, ou a no contremant.

Encore, avoms nous promis au dit Countei ke a fes Ennemis, contre les quels il aroit Wiere avec nous, & en nostre ayde, ou en l'occoifon de nous, Nous, ne autres de par nous, ne ferons, prenderons, ne aros Traicties, Amittes, Pays, Triuwes, Souffrances, ne Relpit, en quelconges manere ke che foit, fans le plaine volentet & parfait contentement dou dit Counte, ou de fon Lieutenant;

Et, fe Pays fe faifoit, encore demorront fes presentes Promesses & Alloiances en leur force, & en leur viertut, tant come nous & li dis Contes viuperons.

Encore, avoms nous promis, & promettons, au dit Conte,

Ke fe il, ou aucun de fes Gentz, fuiffent pris en nostre Ayde ou Service, ou en l'occoifon de no Wiere,

Ke nous l'en acqueritons & delivrerons frankement sanz leur damage, par autres Prifonniers rendre pour yaus, ou par Deners, ou par autre voie, le plus covenable, qe adonc ou porroit avifer; patmi chou ke le dis Cuens nous doit rendre & delivrer tous les Prifons, ke il, ou fes Gens, prenderont en nostre Service & Ayde.

Encore avoms nous promis au dit Conte,

Ke, fe il avenoit ke il, ou fes Gentz, euiffent de lens Chevaus morts, ou afoles, en nostre Service & Aide (c'est afevir, de tous Chevaus des Gens d'Armes, horsmis Chevaus de Kariage) ke li Matelcaus dou dit Conte en doit raporter le pris de le valeur, par fe foit, & par fon fairement, & cel reitor, qe nos Freres li Contes de Ghele, & nos Foiabes, li Contes de Hontingdon, en ordeneront, nous ferons tenu de paier fans mal engien.

Et, fi avenoit (ke ja ne aviegne) ke li dit Conte de Ghele & de Hontingdon, ou li uns d'yaus, veniffent de vie, & mort, Nous, & li dis Cuens de Haynyn, deverons prendre & elire un autre, ou deus, se bofoigne est, pur chelui, ou pour chiaus, qui seroit, ou ferroient, trespaffet, dedens Deus Mois apres cheu, qui trespaffet, ou trespaffet, seroit, ou ferroient,

Par le Tiesmoigne de ces Lettres, failles de no Saiel. Et pour caucion & fermetet de toutes les choses defeucre distes, & de cascunes d'elles bien & fermement tenir, parfaire, & accomplir entierement, nous avons obligez, & obligeons, envers le dit Conte, no Freres, tous nos Bons, Meubles, & Non meubles, prefens & avenir.

En tesmoignance de que chose, nous avons fait faire cestes nos Lettres overtes, encales de nostre Grant Seal.

Don. a Eftanfurd le xii. jour de Jul, An de Grace Mil, Trois centz, Trente & sept, & de nostre Regne Unzifme.

CCXXXIV.

4. Nov. *Tabule Compositionis inter Capitulum & Ecclesiam Hamburgensem ex una, atque Consules & Commune Civitatis ejusdem Nominis ex altera parte, de iis rebus, quæ jura Ecclesiasticorum, Clericæ Immunitatem concernunt, per mediationem BURCHARDI Archiepiscopi Bremensis facta in Palatio Bremensi modo dicti Archiepiscopi Anno 1337. 2. Novas Novembris.* Cum Litteris Senatus Hamburgensis ad Archiepiscopum Bremensem BURCHARDUM datis pro confirmatione prædictæ Compositionis. *Hamburg in Consistorio Anno 1337 in crastino beati Martini Episcopi & Confessoris.*

[PETRI LAMBECII Rer. Hamburg. Libr. ANNO II. pag. 81. d'où la dernière Pièce est tirée. LUNIG, Teutiches Reichs Archiv. Part. Spec. Contin. IV. Abtheil. VIII. Abtatz XXIII. pag. 933. d'où l'on a tiré la première de ces deux Pièces.] 1337.

IN Christi nomine, amen. Universis presentes Litteras inspecturis scia etiam audituris. Nos Consules & Commune Civitatis Hamburgensis cupimus fore notum, quod cujuslibet dissensionis materia, quæ nuper inter honorabiles viros Dominos Præpositum, Decanum & Capitulum Ecclesiæ Hamburgensis ex una & altera parte super inscriptis articulis fuscitata extitit in totum diligenti tractatu & matura deliberatione præhabita taliter est sopita. Imprimis videlicet dictorum Dominorum Præpositi, Decani & Canonorum Hamburgensis Ecclesiæ quælibet Curie seu habitationes, quæ sunt undecim numero, cum suis attinentiis, sunt & permanere debeant in perpetuum a quolibet tallis & omnibus exactionibus secularibus liberæ penitus & immunes, nec non tanquam dotes Ecclesiæ permanent. Item nec per easdem habitationes five Curias, vel retro easdem, præsertim juxta murum & vallum Civitatis Hamburgensis prædictæ sitas, vias eundi habere seu vendicare debemus quoquo modo, excepta via a porta Molendini usque ad Pendulum, quæ vulgariter *Rame* dicitur, quam nos, sicut usque ad hæc tempora, liberam obtinebimus, nisi, quod Deus avertat, Civitati obsidionis vel expugnationis periculum contigerit imminere. Et si tunc aliqua ædificia Canonorum vel Vicariorum infringi contigerit, ea, hujusmodi necessitate cessante, ad valorem pristinum nostris sumptibus quantocyus tenebimur reparare. Et licet dicti Domini Canonici & Vicarii commoditatem valli consuetam possint habere, tamen in eo juxta murum fodiendo, seu cloacas aut alia edificia construendo nihil debeant in nostræ Civitatis præjudicium attentare. Simili quoque modo Curie seu habitationes Vicariorum consuetæ libertate gaudeant: hoc sane represso, quod census, qui hætenus de Curis Vicariorum & hortis & possessionibus Clericorum solvi consuevit, deinceps more solito persolvatur. Item si tempore nocturno aliquem Clericum in maleficio deprehendi contigerit, ipsum usque ad horam tertiam diei immediate sequentis in decenti loco sine læsione custodiri faciemus, & talem ex tunc, si tonsuram & habitum clericalem gesserit, mox Ecclesiastico Judici, sine difficultate & requisitione qualibet decenter tenebimur præsentare. Si vero clara die deprehensus fuerit, quantocyus fieri poterit, Ecclesiastico Judici præsentabitur, per ipsum secundum Juris formam, postquam de crimine legitime convictus fuerit, puniendus. Item interditi seu cassationis a divinis tempore in Hamborch, non faciemus in Ecclesiis seu cœmeteriis defunctorum corpora sepeliri, nec campanas in Parochialibus Ecclesiis, nisi tantum unam, pro distinctione horarum, pulsari quomodo libet permittemus. Item permitimus sine difficultate Clericos bona sua hereditaria in Hamborch sita vendere, obligare seu distrahere, prout sibi placuerit in eo casu, in quo laici Cives nostri bona hereditaria vendere seu distrahere permittuntur. Item permitimus, Clericos domus seu possessiones in Civitate constitutas comparare, sub eisdem oneribus & conditionibus, quibus nostris Civibus permittitur, dummodo alicui nostrorum Civium ad manus ipsorum Clericorum ascribantur, per quem debita & solita onera supportentur. Item, si aliqua bona in jure Civitatis sita, in Testamentis ad pias causas Ecclesiis seu Ecclesiasticis personis relinquuntur, benevole permittemus, quod illa bona vendantur, & pecunia inde redacta detur Ecclesiis five Ecclesiasticis personis, quibus fuerint talia bona relicta, dummodo talia sunt, quorum dispositionem testator secundum jus nostræ Civitatis dinoscatur habere. Item de conductu excommunicatorum & expulsiōe eorum de Ecclesiis nullum arbitrium faciemus; verum tamen juxta nostram possibilitatem volumus libenter in his Deo & Canonis complacere. Quod si aliquis in hoc genus facilligil prurupit, quod in Ecclesia Sacerdotibus seu Ministris Ecclesiarum aliquam injuriam irrogaverit, hoc secundum jus nostræ Civitatis, & prout justum fuerit, etiam accusator non appareat, punietur. Item, quia domus Dei decet sanctitatem, non permittemus, quod insitiores & alii negotiatores suas negotiationes in Ecclesiis seu Capella S. Annæ majoris Ecclesiæ exercent, vel quod ibidem sicut antefecit cum suis merimoniis, nisi repentine propter pluvias vel nives inopinatas intrent Ecclesias seu Capellam sanctæ Annæ prædictam,

ANNO cum suis mercimoniis ad ea tantummodo conservandum. Item infra annum & diem a dato presentium computandum, concordabimus cum prædictis Dominis Præposito, Decano & Capitulo super purgatione cloacæ Ecclesiæ faciendæ. Et si in hoc cum ipsis concordare nequimus, ex tunc super fluxu aquæ provenientis de Alifria, quem dicti Domini prætendunt transire debere per eandem cloacam, in iudicio contra nos agere poterunt, vel Scholares, Scholas frequentantes, a commo- do ejusdem cloacæ excludere poterunt, transitum de Scholis cum muro penitus destruyendo, & alterum eorum sine nostra dispensatione eorum relinquimus optioni. Item annonam Canonicis de Molendinis debitam, talem ipsis dabimus, cum qua quilibet poterit satisfacere pro viro.

1337. Item pecuniarum summas ad fundandas Vicarias perpetuas & pios usus alias deputatas, de illis faciemus secundum defunctorum ultimas voluntates. Et si ipsis Canonici habere Testamenta defunctorum ad probandum eorum voluntates oportum fuerit: Nos hujusmodi Testamenta tenebimus ipsis exhibere & fidem facere de eisdem. Item non prohibemus, quin Testes Synodales accusent excessus notorios, qui secundum jurisdictionem Domini Præpositi Hamburgensis & secundum consuetudinem hæcenus rationabiliter observatam, in Synodis fuerunt accusandi. Si vero aliquis extra tempus Synodi in delictum notorium incidit, quod nulla tergiversatione potest celari, quod ad jurisdictionem Domini Præpositi spectat, hujusmodi delictum & delinquentem, nobis faciet per suos Nuncios publicari, & nos talem delinquentem informabimus nostris montis bona fide, quod Domino Præposito satisfaciatur, aut se cum eo componat in gratia vel favore. Quod si facere contemserit, Dominus Præpositus contra eum procedat, prout de jure fuerit procedendum. Item ad instantiam nostrorum Civium non faciemus bona Clericorum Præposituræ Hamburgensis, vel aliorum Clericorum Hamborch venientium arrestari & tandem sub nostra arrestatione manere, donec, quod hujusmodi bona ad Clericum seu Clericos pertineant, legitime ostendatur. Item prohibemus, ne Cives nostris mortales juxta cæmisterium beate Mariæ Virginis & olia aperta versus cæmisterium habentes, aliquid ejiciant vel effundant, per quod possit idem cæmisterium maculari. Item Scholares sub iugo Magistris existentes, secundum antiquam consuetudinem non distringemus nec condemnabimus, sed eorum correctionem, si deliquerunt, iudiciis Ecclesiasticis relinquemus. Item nos debemus nostros & Canonicos suos compescere, ne inter se discordent. Et si, quod abist, inter Clericos discordia vel offensa fuerit suscitata, non statim debent procedere in Jure, sed duo de Canonicis & duo de Consulibus convenient, libenter tentantur, si ipsos possint ad pacem & concordiam revocare. Quod si facere non possint, quibus gaudeat suo jure. Si vero injuriam faciens excommunicationem ex hoc facto incidit, talis viandus & denunciandus existit. Item nec Canonici aut quivis alius cæmisteriis, vel intra Civitatem cementum comburent, sed extra Civitatem in palade idem possint licite cremare. Item Canonici statuent in Ecclesiis Parochialibus Rectores & Capellanos literatos & idoneos, qui Populo præesse possint moribus, doctrinis & exemplis. Similiter Scholasticus providebit Scholis de Rectores literatis & idoneis, qui in suo salario vetera stipendia non augeant, nec nova in antea non imponant. Sane per præmissam Ordinationem Literis prioribus, nobis per Capitulum sepedictæ Ecclesiæ Hamburgensis sigillatis & e converso Literis ipsi Capitulo ab Antecessoribus nostris, Consulibus Hamburgensibus datis, in quantum hinc inde de Jure servandæ sunt, & præmissæ Ordinationi minime adversantur, & jurius hinc inde nobis competentibus, nequaquam intendimus derogare. Et nos Burchardus Dei gratia Sanctæ Bremensis Ecclesiæ Archiepiscopus, quia honorabiles viri Domini Johannes, Decanus & Magister, Wernerus, Miles, Canonicus Hamburgensis, pro parte Capituli & Ecclesiæ Hamburgensis ex una, & honesti viri Nicolaus Fransoyer, Johannes Witte & Johannes de Harborch, Proconsoles Hamburgenses ex altera parte in prædictam Compositionem five Ordinationem, nobis mediantibus, irrevocabiliter conferentur, ipsam ad instantiam eorundem sigilli nostri maxime duximus roborandam. Acta & publicata sunt hæc in Palatio nostro Bremensi, præsentibus nobili Viro, Domino Johanne, Comite de Delmenhorst, ac honorabilibus viris, Domino Ottono, Decano, & Epore, Cantore, Theodorico, Scholastico, & pluribus aliis Canonicis nostræ Bremensis Ecclesiæ, nec non Vokone Grelle, Advocato in Vorden, Segebad, Notario Civitatis Hamburgensis, ac Magistro, Ludolpho de Woenninghufen & pluribus aliis

testibus fide dignis, anno Domini millesimo trecentesimo tricesimo septimo, II. Nonas Novembr. Et quia nos Otto, Decanus, & Capitulum sanctæ Bremensis Ecclesiæ supra dictæ approbationi & publicationi hujusmodi Ordinationis & Compositionis interfuimus, ipsam sigillo nostræ Ecclesiæ similiter communi fecimus in testimonium veritatis.

Litteræ Senatus Hamburgensis confirmationem præcedentis Compositionis continentes. Data in crastino B. Martini 1337.

REVERENDO in Christo Patri ac Domino Burchardo Sanctæ Bremensis Ecclesiæ Archiepiscopo, Proconsoles Civitatis Hamburgensis, cum omni reverentia servitium & honorem. Sinceritatem & discretiorem vestram, & omnium, quorum interest seu interesse poterit, notitiam cupimus habere, quod discretum virum Johannem de Hoedenstede laicum ordinavimus & constitutum nostrum verum & legitimum Procuratorem & Nuncium specialem ad petendum & requirendum a vobis Ordinationem, Compositionem & Transactionem ordinatam per vos super controversiis, litibus & causis, quas honorabiles viri Præpositus, Decanus & Capitulum Hamburgense nobis moverunt coram discretis viris Nicolao Præposito S. Georgii Stadenfis & Maiardo Decano S. Ansgerii Bremensis, Magistro Gerharde de Lochem pro Decano Lubecensi & Gerharde Heinrico Cantore Lubecensi, Ecclesiarum Iudicibus & Conservatoribus, ut dicitur, a Johanne Gumeholt pro Decano Magdeburgensis Ecclesiæ, dum ageret, in humanis se gerente, a Sede Apostolica, ut asserunt, deputato, subdelegatis sub vestro sigillo, in forma per vos cum consilio discretorum ordinata & deliberatione præhabita diligenti, sigillari & sigillatam sibi ad usus nostros tradi, & ad recipiendum eandem Ordinationem litteralem sigillatam. Dantes eidem Procuratori nostro plenum & speciale mandatum approbandi Ordinationem prædictam, quam & nos acceptamus & approbamus, ratam & gratam habemus in his scriptis, prout per nos facta & ordinata est cum consilio & consensu discretorum virorum Nicolai Fransoyer, Joannis Witten & Joannis Harborch Proconsulum & Civium nostrorum & hoc petendum a parte adversa, seu ejus Procuratore mandatum renunciationis super beneficio restitutionis in integrum gratum & ratum habituri, quod per dictum Procuratorem nostrum tam in petendo, consentiendo & recipiendo, ut præmittitur, fuerit ordinatum. In cuius rei testimonium Secretum nostræ Civitatis præsentibus est appensum. Actum & constitutum Hamburg in Conscriptorio nostro Anno Domini 1337. in crastino beati Martini Episcopi & Confessoris.

CCXXXV.

*Treves conclus entre PHILIPPE Roi de France, 1338.
& EDOUARD Roi d'Angleterre, pour eux, leurs Amis & Alliez, par l'entremise de JEAN Roi de Boheme, d'ADOLFE Evêque de Liege, de ROYNELS Duc de Lorraine, de ANNIS Comte de Savoie, & de JEAN Comte de Ermignant; pour durer jusques à la St. Jean Baptiste de l'année suivante. [HENRIC DE KNYGTON de Eventibus Angliæ Lib. IV. inter Historiæ Anglicanæ Scriptores X. col. 2578.]*

AToutz ceux que cestez presentez Lettres verront ou oierount John par la grace de Dieu Roy de Beawme, & Conte de Lexenburgh, Adulf Evêque de Leges, Roynels Duc de Loreine, Annis Comte de Sauveic, John Conte de Ermignant Satuz. Savoire facoms a tous que lez Trewez sont donez, & outroyez entre lez hals Princes & Puissances lez Roys de France, & de Engleterre pur eous, & lour Amis totez par assent dez lez haltez Hommes, & Puissances le Duc de Brabane, le Duc de Gelure, le Marchis de Julier, & my Sire Johan de Henande, Sir de Beawmont dune parte, & nous, & cescune defuz dys daltre parte par pouare a nous, & a coux de south nomez done par lez dys Roys, issint que nous attroiames affiantames par noz fors de maine, & de par lez deux Roys lour Amis, & le lour Alliez queux qu'ils soient cescune de la partie de jour de huye dekes la nativite Seint Johan

ANNO la Baptifire prochaine envenant, & le jour tote lendemain jekes a Soleil levant en ceste manere, cest
1338. affavoir.

Primerment que durant la dite Trewe nule mauvoite ne mespreffure se face d'un parte ne de lautre en prejudice de dit Trewe & respite.

Enfy lez ditz Seignours leurs Aherdancz Coadjuteurs & leurs Alliez queuls soient demouront en tiele possession, & seifine quils soient al dit jour de huye dez touz lez bienz, terres & possessions quils teignent, & ont conquis en quecunque manere que se soit lez Trewes durantz.

Enfy accorde est que les Trewez durantz lez ditz Seignours leurs Coadjuteurs & Alliez purront aller faivement de lun pays en lautre, & tous marchantz ove touz leur marchandes, & tote manere de leurs gents ove leurs biens & purviance tant par terre come par mere & par ewe franchement come ils soleint venir a temps dez anautiers de diz Roys en payant le passage de viage au Coustumes auncienement horpris lez banyz qe sont banyz dez diz Realmes ove aucune de eux pur autre cause que pur la guerre de diz Roy. Mes lez le Barons de Gascoine de la Duché de Gynene, & altrez parlovez de Gascoine, & de la dite Duchee que sont bannyz ou autres soient compris en lez ditz Trewez, & purront aler & venir de lune Pays en lautre durantz lez ditz Trewez.

Enfy accorde est que lez deux Rois ne procuront ne feroient procurer ne par eux ne par altrez qe nul novalte ne grevance se facent par l'eglyse de Rome ou par autres de Seint Esglyse queuls soient fur aucunez dez diz Roys, Coadjuteurs oue Alliez, ne four leur terrez oue de leurs suggeret pur laccacion de la dit guerre ou par autre cause, ne pur servicez que lez ditz Alliez oue Coadjuteurs elent faitez al ditz Roys oue a aucune de yceux, & si nostre Seint Piere la Pope oue altre le voet faizre, lez deux Roys leurs destroubent a leur pouare sanz engyne, lez ditz Trewez en durantz.

Enfy maintenant soient criez en lez deux Citees touz que lez favoite purront oue oyront feront tenuz de lez tenir & garder.

Enfy accorde est que dedeinz lez vynt jours, de a comencer le jour de huy, chescune dez Roys lez ira crier en Gascoine, en la Duché d'Aquitaine en la terre quils tiegnent, & issi soient sceuz & conuz.

Enfy accorde est qe si par aucune dez Roys, par leurs gentz, oue leurs Alliez, oue Coadjuteurs aucune soient mize en Gascoine en la Duché d'Aquitaine oue en autres yles de nier, en Gerneseye & en Gerneseye oue ailleurs, lez segez se leveront si tost come lez Trewez vendront a leur conifiance. Et quatuorze personnes, cest affavoir sept par chescune de diz Villes entrent en Viles, Chasteles oue Forceletes oue lez Sieges feroient, & verront lez Garnibourz tanz dez Gentz come dez vilaites qe deentz feroient al fyn qe le jour de ceo Trewes faizre, issi qe ditz Viles, Chasteaux oue Forceletes qe feroient assigneez demorent, & soient myses en tiele nombre, & quantite dez vivres & dez personnes come ils feroient trovez par lez ditez quatuorze personnes.

Enfy accorde qe lez bannyz, & fufits del pais du Flandrez qe ont este de la partye le Roye de France deinz le realme, & son pier en affray de luy feroient forsetz touz cez biens qil avera en Flandrez.

Enfy accorde est qe durantz lez ditez Trewez touz les prifones pris en cest guerre feroient relevez de leur prifons a revenir en yceoles four leurs foiz, & sermenz si enli ne fuist quilz fusent rechattez devant la date dez cestez presentez Trewez. Sauve ensi qe lez ditez prifones renent pur leurs foiz recreancer de revenir en leur prifone, lez ditez Trewez failance, & si avynt qe aucun dez prifones fuist rebell de venir in leur prifone, le Sir de Dentfote luy contrenderont de venir al prifone. Enfy qe lez leves qels quils soient faizre devant lez ditez Trewez en temps de guerre tut soient ils dez benez esprituels oue autrement demourent sanz faizre restitution, la Trewe durant.

Enfy accorde est qe une Trewe se pregne maintenant entre les Engleiz & lez Escotes leurs acdaunce, & Alliez tanque a la Feste Seint Johan fust dite. Et qe certaines personnes soient deputez par lez ditz parties destre al certine jour four lez marches d'Engleterre, & dez Scoz, pur les Trewez affermer, issint qe durant la Trewe ils ne feroient enforcez en nule manere par lez Franceys.

Enfy accorde est qe cestez Trewez feroient notifies en Engleterre, & en Escocce deinz lez XXVI. jours apres la date dez cestez Lettres.

Enfy accorde est qe cestez Trewez soient compris ly Espagnol, ly Chalteyne, le Genevoise, le Provincial, l'Esveke du Chastel de Canbreye, luy Chastels en Canbreyne, & auxi ly Sire de la Brette, le Visconte de Fronlake, Gascon le Lyle, & le Seignour de Triculeonn, Johan de Vernyll, le Seignour de Kye.

ANNO 1338.

CCXXXVI.

Imperatoris LUDOVICI Bavari Diploma, quod 4. Janv. Duces Austrie ALBERTUM & OTIONEM Vicarios perpetuos & Generales Civitatum Padue & Trevise constituit, ipsasque modo dictas Civitates cum appertinentiis Vicariorum Nomine in Feudum confert. Dat. Monaci quarta die Januarii 1338. [Pièce, tirée des Archives Impériales du petit Trésor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

LUDOVICUS Quartus Dei gracia Romanorum Imperator, semper Augustus. Licet ad quorumlibet nostrorum ac Romani Imperii fidelium, manifeste profequenda servicia liberalitatis, nostra manus quam generalitate sit habilis, illis tamen quadam specialitate sit debitrix, per quos idem Imperium tanquam bases egregias principatus sustentatur, in quibus nichilominus languinis ydemptatem recognoscimus, & fidei pure confanciam invenimus, quorumque devotio non solum prestitis placere cupit obsequiis, sed speratur inantea potius, placitura prestandis, Exapropter, ad universorum noticiam, tam presentium quam futurorum, quorum interesse fuerit, presentibus cupimus pervenire, quod nos sincere fidei, ac preclare devotionis insignia, quibus Magnifici Principes Albertus, & Otto Austrie, Styrie & Carinthie, Duces, avunculi nostri dilecti nos & Romanum Imperium venerantur, ac obsequia fructuosa, que nobis & Imperio exhibere poterunt in futurum clare nostre mentis intuitu, impudius inuenient. Ipsos Albertum & Otionem, Duces predictos, eorumque filios & Heredes, Civitatum Padue & Trevise, generales & perpetuos Vicarios, duximus incommutabiliter statuendos, ipsasque Civitates predictas, videlicet Paduam & Trevisiam, cum omnibus suis Dominis, Oppidis, Castris, Castellis, Munitionibus, Foris, & Villis, hominibus, possessionibus, honoribus, usibus, Juribus Patronatus Ecclesiarum, Terris, cultis & incultis, aquis & aquarum decursibus, Silvis, venationibus, montibus, planis & vallibus, earumque Juribus, Libertatibus, & Constitutionibus, necnon omnibus ac singulis suis pertinentiis, quocunque nomine censentur, predictis Alberto, & Otioni Ducibus eorumque filijs, & Heredibus, contulimus & conferimus, in Feodum Vicariorum nomine, ut prescribitur, cum universis pertinentiis memoratis, gubernandis ac regendis, tenendis, utifruendis, necnon invariabiliter, & perpetuo possidendis, sic etiam, ut exinde nobis & Imperio exhibere debeant servicia oportuna. In cujus rei testimonium presentes conscribi, nostreque Majestatis Sigillo iussimus communiri. Datum Monaci quarta die Mensis Januarii, Anno Domini Millesimo Trecentesimo Tricesimo octavo, Regni nostri Anno Vicelesimo quarto, Imperii vero decimo.

CCXXXVII.

CAROLI, Regis Hungarie Instrumentum Lige & i. Mars, reciproca Promissionis inter sese & CAROLUM Marchionem Moraviae facta, quod si Rex Poloniae CASIMIRUS absque Heredibus masculis decederet, Regi Hungarie dictus Marchio ad obtinendum Regnum Poloniae auxilium prestabit, vicissim Rex Hungarie Regi Poloniae nullum dabit auxilium contra prefatum Marchionem &c. Dat. in Wisegrad Dominica Invocavit Anno 1338. [BALDINI Miscellaneor. Historie. Regni Bohemie Decadis I. Libr. VIII. Epist. Part. I. Epist. XXXI. pag. 32. LUNIG, Teutisches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. I. Abth. I. Abzahl II. von Wahren pag. 247. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

Nos Carolus Dei gratia Rex Hungarie, tenore presentium, quibus expedit, significamus universis,

ANNO 1338. sis, memoris commendamus. Quod cum nos ex nova parentela contracta inter excellentem Principem Dominum Carolum, inclit Principis, Domini Joannis, Boemia Regis primogenitum, Marchionem Moravia, Heredes suos ab una, & nos nostrosque filios parte ex altera, pro Domino Ludovico nostro primogenito, & in ejus persona nunc inito & firmato, exaltationem & augmentum honoris ipsius Domini Caroli Marchionis, Heredumque suorum, ut nostrum commodum proprium i.e. & converso ipse nostrum, & Heredum nostrorum similiter ut suum proprium, merito reputemus, quia nobis nostrisque Heredibus bona & sincera fide promissit, sub virtute ad sancta Dei Evangelia per eum prestiti juramenti, quod si quandoque magnificum Principem Dominum Casimirum Regem Poloniae absque Heredibus masculis decedere contingeret ab hac vita, quod tunc pro suis viribus omnibus & posse nobis Regi Hungariae nostrisque Heredibus suum exhiberet & praestaret auxilium, & juvamen, ut nos nostrisque Heredes ipsum Regem Poloniae, ex eo nobis debitum seu debendum ipsi adjuti subsidio assuequar, ut nostram deveniat in potestatem, ac pleno juri nostro, vel Heredum nostrorum Regnum sit subiectum. Et quia etiam sub eodem prestito juramento nobis promissit, quod si decessione predicti Domini Casimiri absque Herede, ante consummationem matrimonii inter Dominum Ludovicum, nostrum primogenitum praestatum, & praelentem Virginem Domnam Margaritam filiam suam de novo firmati fieri contingat, non minus ad praemissa obtinenda suum posse exponet, quibus jam ipsum matrimonium esset consummatum.

Nos & converso pro nobis nostrisque filiis & Heredibus memoratis, sub virtute per nos sibi prestiti juramenti, similiter promittimus, & sincera fide assumimus: quod si praefatus Dominus Casimirus, Rex Poloniae, Heredes aut Successores sui, Duces in Polonia residentes, Principes & Vassallos, Civitates, Castra, homines seu quaecunque jura suo genitori & sibi, ac inclito Principi Domino Joanni Duci Carinthiae, ac fratri ejusdem Marchionis, in ipso Regno Poloniae, quoad ipsos Duces, Principes, & Vassallos, competentia, quibuscumque censentur nominibus sibi vindicare & attrahere conarentur, ipsos forsitan Duces & Vassallos Regis Bohemiae & Ducis Marchionis, ac fratris sui predicti seu homines hostiliter invadendo. Et si ab his conatibus ad diligentem requisitionem nostram, quam cum diligentia nos interponere promittimus, desistere non curarent, ex tunc nos praefato Domino Casimiro, Regi Poloniae, Heredibus & Successoribus ipsius, adversum Duces, Vassallos, & homines predictos nullum debemus dare auxilium & juvamen. Praeterea nos pro nobis & nostris Heredibus ipsi Domino Marchioni, siueque Heredibus sub eodem fidei juramento sincere promittimus, quod si processu temporis Regnum Poloniae, ut praemittitur, in nostram aut Successorum nostrorum deveniret potestatem, quod tunc nos vel nostri Heredes dictos Duces praefato Domino Joanni Regi Bohemiae, genitori ejusdem Marchionis, sibi & suo fratri Subjectos, Civitates, Castra, homines, & Vassallos, seu alia jura quaecunque, ipsi Ducibus, Principibus & Vassallis, competentia in dicto Regno Poloniae, quibuscumque distinguantur nominibus, nobis vel nostris Heredibus vindicare, usurpare & attrahere non debeamus per nos vel alios quovis ingenio, publicè vel occultè: Imò si saepe dicti Duces, Principes & Vassalli, Civitates, Castra & homines, memorati Regis Bohemiae, Marchionis & fratris ejusdem predicti, se nobis aut nostris Heredibus Regnum Poloniae tunc habentibus, subicere vellent & appeterent eorum propria voluntate, hos in Vassallos & homines nostros acceptare & recipere non debebimus, nec quicquam cum eisdem disponendo quoquo modo in eorumdem Regis Bohemiae, ipsius Marchionis ac fratris sui praedicti & gravamen; hoc specialiter adjecto, quod nos nostrisque Heredes, nulli penitus Principum seu hominum cujuscumque conditionis existant, nostrum impendendum seu exhibendum auxilium, qui predictos Duces, Principes & Vassallos, Patronos ipsius Marchionis & fratris sui, ab ipsis & eorum potestate alienare quomodolibet attentarent: imò ipsos Dominum Regem Bohemiae, Marchionem, & suum fratrem in iuribus in dictis Ducibus, Principibus & Vassallis, ipsi competentibus favorabiliter prosequemur. Haec igitur omnia & singula, & quodlibet praemissum, prout de verbo ad verbum praesentibus sunt inserta, sub virtute prius prestiti juramenti ad sancta Dei Evangelia attendere & custodire promittimus, & firmius ac inviolabiliter observare. In cuius rei gestae memoriam nostrum sigillum praesentibus duximus apponendum. Datum ut supra in Wisegrad, Dominica Invocavit, Anno Domini 1338.

CCXXXVIII.

ANNO

1338.

3. Mars.

Littera EDUARDI III. Regis Angliae ad LUDOVICUM BAVARUM Imperatorem, quibus ipsum rogat, ut IMBERTO Delphino de Vienna Nomen & Titulum Regis concedere velit. Data apud Westmonasterium die 3. Martii 1338. [RYMER, Federa, Conventiones, &c. Tom. V. pag. 10.]

Serenissimo Principi, Domino Lodovico, Dei gratia, Romanorum Imperatori, semper Augusto, Fratri suo carissimo, Edwardus &c. Salutem, & imperare feliciter, ac magnifice triumphare.

Firmam de Casarea Munificentia, nobis ab experto benivola, fiduciam reportamus, quod his, qua Nos, & partem nostram, contra nobis adversantes roborare poterunt & firmare (praesertim si Sceptrum Imperiale non diminuant, sed extollant) vestra cupit Sublimitas condescendere gratosè.

Sanè, cum Adherentia Viri potentis & spectabilis, Domini Imberti Delphini de Vienna, nobis esset admodum oportuna, & ut accepimus, si placeret vestra Celsitudini sibi Nomen & Titulum Regis impendere, libenter in hoc annueret votis nostris.

Majestatem vestram Imperatoriam votivis precibus imploramus, quatinus, attento quòd eo relucet clarius vestra Praecllentia Dignitatis, quo plures sibi subsunt Principes nominis celsioris, velit, ad exaltationem honoris Sacri Imperii, Delphinatum Vienensem, cum Terminis & Pertinentiis, quos hactenus habuit, Regnum constituere.

Et praefato Imberto Nomen Regis dicti Regni, de Casarea Potestatis plenitudine, concedere cum insigniis & iuribus, quae Regiam essent Dignitatem.

Per quod nichil Honori vestri Diadematis subtrahatur, quin, sicut hactenus tanquam Delphinus existerat, sic, per vos Regio decoratus Honore, fiat vobis devotior ex devoto, & ex hoc ipsum habebimus ad nostra beneplacita promptior; quod dignetur, si placet, Imperialis vestra Magnificencia ponderare.

Vestrum Imperiale Solum firmet & roboret bonitas increata!

Dat. apud Westmonasterium tertio die Martii.

CCXXXIX.

Concesso JOANNIS Bohemiae Regis ut, post mortem 25. Martii.

CONRADI Ducis Olmicensis, non velitis masculis Heredibus, ejus filia HEDWIGIS in Principatu, atque bonis, tam praesentibus quam futuris, succedere possit. Datum in Altenburg 25. Martii 1338. [LUNIG, Teutisches Reichs Archiv. Part. Spec. Contin. I. Fortlitz. I. Abfatz III. pag. 295.]

Joannes Dei gratia Bohemiae Rex, ac Lucemburgensis Comes. Notum esse volumus tenore praesentium universis. Quod nos Illustris Principis Domini Silesiae, & Olmicensis Principis Conradi, Domini nostri dilectissimi, ingentem ardoris affectum, & juveni sollicitudinem, quam erga Regale culmen semper gerit, & assidue gessit, interna mentis consideratione animadvertentes, ipsumque ad prosequendum commodum & favorem nostrum frequentius aliquarum retributionum repensa, & specialium gratiarum prerogativa, allicere cupientes, hanc sibi duximus gratiam faciendam, quod si (quod absit) praefatum Ducem ex hac luce migrando absque Heredibus vel proheredibus masculinis decedere contingeret, quod ex tunc filia sua dicta Hedwigis, quam habet in praesenti, vel legitimi sui Haeredes, de ipsius corpore descendentes, omnes suas terras, Dominia & Possessiones, quas ipse Dux habet in praesenti, vel habiturus esset impofterum pleno Juris titulo apprehendere haereditarie & possidere pacifice possit, debeat, ut eisdem omni eo jure, modo & forma succedere haereditarie possit & debeat, tanquam Proles valeret masculina. Quas quidem terras praedicta filia sua ac ejusdem filiae Haeredes legitimi, de corpore ipsius descendentes a nobis & Heredibus nostris in feudum semper habebunt & recipient, & de ipsa, tanquam nostra fidelis & Princeps more aliorum Principum nostrorum, debita obsequia fidelitatis tenebunt exhibere, non obstantibus quibuscumque Constitutionibus, Juribus, Statutis, Consuetudinibus, ac aliis etiam, si talia essent, de quibus in genere vel specie expressam oportere fieri

ANNO mentionem, quibus omnibus, in quantum hujusmodi
1338. nostre gratie concessioni obviare possent, esse volumus,
& intelligimus totaliter derogatum. In cujus rei testi-
monium presentibus nostrum sigillum duximus appen-
dendum. Datum in *Altenburg* in die Beate Annun-
ciationis Sancte Marie Virginis Anno Domini M. CCC.
XXXVIII.

CCXL.

4. Avril. Verpfändungs-Handlung Graf OTTENS von Orla-
münde mit Burggraf JOHANNES von Nürnberg/
worinnen jener diesem Culmbach, Trebgast, Ber-
neck mit den appertinentien verlegt / auch im fall
er ohne männliche Erben mit todt abginge / ihm
seiche gantz vermachet. Gesehen am Palmabend
Anno 1338. [CHRIST. GASTELIUS, de Sta-
tu Publ. Europæ Noviss. Cap. XXIV. pag.
783. d'où l'on a tiré cette Pièce. LUNIG,
Teutsches Reichs Archiv. Part. Spec. Cont.
I. Abtheil. IV. Abtatz III. pag. 230.]

C'est-à-dire,

*Traité entre OTTON Comte d'Orlamünde & JEAN
Burgrave de Nuremberg, par lequel ledit OTTON
engage & hypothèque à JEAN les Villes & Ter-
res de Culmbach, Trebgast & Berneck, avec
leurs Dépendances, sous cette condition de les pou-
voir garder en cas que lui OTTON vienne à de-
ceder sans Hoirs mâles. Fait la Veille du Dimanche
des Rameaux 1338.*

Wir Otto von Gottes Gnaden / Graf von Orlamünde/
der in Pfaffenberg verlehent und thun fundt offentlich
an diesen Brief / allen die ihn sehen oder heere lesen das Wir
mit gesanter Hand der Eilen Grauen Sumanden / unsrer le-
ben Weirgin / und mit unsrer Rechten Nache / uns liechlich und
freundtlich vereint und besammet haben / mit dem Eilen Namen
Johannem Burggraffen zu Nürnberg / unsren lieben Diener /
also / das Er uns gelichen hat 4000. Pfund guter Heller / die
Wir von ihm empfangen haben / auf unsre Stadt Kulmnach /
auf das Dorf Gravenbach / auf das Dorweg Drastoff /
auf die Aker Kuppeln genant / und auf alle die Gut Gülte
und Nütze / die in dem Rolle zu Kulmnach / als unter der Ge-
richte gelegen sind / der Boll gehet von Kulmnach / bis an
den Kumpenbach / und an den Bach der Kulma genant ist / an
den Kumpenbach / und an den fallenden Bäumen / mit allem
dem Land und zu der vorgenanten Stadt Kulmnach und Gehöf in
dem Rolle / als weit vorgeschrieben steht / gehort mit Dorffern /
Müllern / Dorwercken / Gerichten / Rechten / guten Müssen /
Zinken / Steuren / schwafter / Sölger / Weisen / Acker /
Holzhab / gülte in der Stadt und davor / Wassern / We-
den / Eren und Gewonheiten / besuch und unbesuch / wie dann
genant ist / mit dem Gebinge / das Er und seine Erben / die
vorgenannten Stadt Kulmnach / Güte und Gülte / mit allen
Rechten / als vorgeschrieben steht / inne haben und nuzen sol-
len / als lange uns wir oder unsrer Erben / dieselbe Stadt
und Gut von ihm erlichen und erlösen / um die vorgeschrieben
2000. Pfund Heller / auch haben Wir mit gesanter Hand / der
Eilen Grauen Sumanden / der ehegenannten unsrer lieben
Weirgin / und mit wolbedachten Muth alle unsre Herrschaft und
Gut / die Wir haben / gewinnen und lassen mit samt den
Rechten Pfaffenberg / Kulmnach und Trebgast / Land / Leuten
und Gütern / wie die genant sind / oder wo sie gelegen sind
und alle die Worte und Recht / die Wir haben zu den Rechten
vermachet / und was darzu gehoret / besuch und unbesuch / ver-
schaffet und vermachet / und verschaffen und vermachet mit die-
sen gegenwärtigen Brief / dem ehegenannten Burggraffen Jo-
hannessen und seinen Erben / mit dem Gebinge / ob Wir ohn
schuldig Eum verpfänden / so soll die vorgenannte Herrschaft Pfaf-
fenberg / mit Land / Weiden / Sölden / Mannschaften / Ge-
leiten / Kirch / Schen / Leuten / Dorffern / Rechten / Nutzen /
Gütern und Gewonheiten / wie die genant sind / oder wo die
gelegen sind / und auch die vorgenannte Worte und Recht zu
Berneck als vorgeschrieben steht / dem vorgenannten Burggraffen
Johannessen und seinen Erben verfallen sein durchschlechtsen.
Auch haben Wir mit Namen aufgenommen / das Wir von
denen vorgenannten Güten allen / als vorgeschrieben steht / wol
verschaffen mögen / 2000. Pfund Heller durch unsrer Selbten
willen / oder wenn Wir wollen / nach unsrem Tode / Wir auch
das Wir Elich Tochter gewinnen / der solle sich der ehegenant
Burggraf Johannes oder seine Erben unterwinden / und sollen
die besant / nach ihren Eren und Treuen / und als wie selbes
Kinder / Auch ist geredt worden / ob Wir vor ehechaffter Nache
nicht verpfanden mögen / Wir müssen unsrer Selbten Gut ein
Theil verpfänden oder verkaufen an die vorgenannte Wärgz und

Erhöb / dieselben Gut sollen Wir anbieten / dem ehegenannten
Burggraffen Johannes oder sein Erben / und sollen in die nach
der vorgenannten Nache / der unsr jeder zweien nehmen soll / geben
zu kaufen oder verpfänden / und das sollen dieselben vier Mann un-
geschlichen darnach eben in einem Monat. Wir aber / das
dieselben Gut dem vorgenannten Burggraffen Johannessen
oder seinen Erben nicht fügen wären zu kaufen / oder davor
zu leihen / so soll Er und seine Erben uns behalffen sein / sche-
den / den Wir die Gut verpfänden oder verkaufen / ohn alles
Gefehde. Mit Namen ist auch gedenget / ob der ehegenannte
Burggraf Johannes / Er fürde che dann Wir / und das Wir
Elich Eum haben : So sollen uns und unsrer E-lichen / des
vorgenannten Burggraffen Johannessen Erben geben 2000.
Pfund Heller / darmit das sie dasselbe Recht zu unsren E-lich-
en haben / das der ehegenannte Burggraf Johannes und sei-
ne Erben / zu uns / unsrer Herrschaft / Land / Weide / Leuten
und Gütern besuch und unbesuch gehort hat / mit allen
Dingen / Acker / Nütze / als vorgeschrieben steht. Ist
auch / das Wir Eliche Söhne lassen / und das dieselben Söhne
andere Eliche Söhne gewinnen / so sollen unsrer E-liche den
Anfall der vorgeschriebenen Herrschaft Pfaffenberg / mit allem dem
was darzu gehoret / als vorgeschrieben steht / und wieder kau-
fen / von des ehegenannten Burggraffen Johannessen Erben /
um 2000. Pfund Heller / und sollen die vorgenannten Stadt
Kulmnach / mit allem dem / das darzu verpfendet ist / als vorge-
schrieben steht / auch unterkaufen um 4000. Pfund Heller / die
sie uns und unsren Erben vormals geben haben. Auch soll
der vorgenannte Burggraf Johannes oder seine Erben / uns
und unsren Erben / Land / Leuten / Diener / Eum und Gut be-
schaffen / verschaffen und behalffen sein gen allernämlichden :
als sich selber / und als sich selber / ohn Gefehde.

Auch sollen Wir / alle unsrer Anbeter / Diener und Hin-
dersten / Minne und Rechten allernämlichden / vor den vorge-
annten Burggraffen Johannessen / oder seinen Erben gehor-
sam sein. Wir auch / das wir unsren unsren und des ehegenan-
nten Burggraffen Johannessen oder seinen Erben / Dienern de-
heir Anfallt oder Krieg gefehde / von welcher hande Sache
das war / da soll uns / der vorgenannte Burggraf Johannes
oder seine Erben / aus Recht unverzogenlichen Tag bescheiden /
und ein heiliger Richter sein / also / das Wir jederwey Seite
zwei Erbergen Mann aufrecht nehmen sollen.

Und wir / das unsre Diener klagen / so sollen Wir jeden
süßigen Mann einen Erbergen Mann von des ehegenannten
Burggraffen Johannes oder seiner Erben Diener nehmen. Wir
aber / das der Burggraffen Johannessen oder seine Erben
Diener klagen bins unsren Dienern / so soll er oder sein Erben
den süßigen einen Erbergen Mann aus unsren Dienern neh-
men / und was die mehren Meinung das erheilet / der soll
sie beiderseits gehorff sein. Auch sollen alle unsre Anbete-
ren / die unsrer Diener gewaltig seind / und alle unsre Die-
ner / die darzu gehoret / oder die jeund unsrer Diener sind
oder noch unsre Diener werden / zu den Heiligen schwören / dem
ehegenannten Burggraffen Johannessen und seinen Erben mit
den Rechten zu gewarten / als lange in allen dem Rechten Dime-
ten und Acker / als an diesem Brief geschrieben steht / und
des selbten auch die Anbeter den vorgenannten Burggraffen
Johannessen und seinen Erben / auf die Eyle die Eide geschwo-
ren haben / ihr offen Brief geben / wie auch / das Wir besel-
ben Anbeter einen oder mehr abfien wollen / so sollen Wir
vor unserschreiben einen andern / als guten darfien / und der-
selbe soll auch zu den Heiligen geschworen / und das der ehe-
genannten Burggraffen Johannessen und seinen Erben / seinen of-
fen Brief geben / mit den Rechten gewarten / in allen dem
Rechten / als vorgeschrieben steht. Auch sollen Wir unsrer Er-
ben und alle unsre Anbeter und Diener dem vorgenannten
Burggraffen Johannessen und seinen Erben dienen und behalffen
sein / gen allernämlich / so Wir beste mögen obgeföhde.
Wir haben uns auch mit Namen verbunden und versprochen /
gen den vorgenannten Burggraffen Johannessen und seinen Er-
ben / das Wir mit der vorgenannten Herrschaft Pfaffenberg
mit allem dem / das darzu gehoret / als vorgeschrieben steht /
das Wir haben gewonnen und lazen / sichs gen neman ver-
sprochen / solle das in zu der obgeschriebenen Geföhde und Zeh-
dinge kein Schad sein / das Wir gen dem ehegenannten Bur-
graffen Johannessen gerhan haben / und gen seine Erben. Auch
ist geredt worden / das der vorgenannte Burggraf Johannes
und seine Erben an diesen vorgenannten Zehding und Gemäde /
weder Graffen Heinrich von Hemberg noch anders neman
meinen solle / denn sich selber / und seine Erben : Es soll auch
der ehegenant Burggraf Johannes noch seine Erben keinen Anbete-
ren zu Kulmnach sezen / denn nach unsren Dab / wie auch /
das Wir / unter oder seine Erben / uns darmit entschließen / so
sollen Wir einen fordern aus seinen Dienern / der uns beiderseits
rischen sei / der soll er dann zu unsre sezen. Wir haben auch
besonderlichen aufgeschribet / das der ehegenant Burggraf Jo-
hannes und seine Erben alle Ebelten / die zu der Herrschaft ge-
horen / oder die sie Diener / oder noch die Diener sichs be-
kommen sind. Auch haben Wir aufgeschribet das imbedeult /
das Wir in der Stadt Kulmnach nehmen sollen / zu unsrer
Weide Pfaffenberg / ohne Hindernisse des ehegenannten Bur-
graffen Johannessen und seiner Erben / und das alle Zehdinge-
Damen und Acker / als sie von Wört zu Wört hingeföhre-
ben steht / ganz hait und ungetroffen bleiben / des haben Wir
unse

ANNO
1338.

ANNO 1338. Unsere Treue gegeben / und zu den Heiligen geschworen / dieselben treue zu behalten. Mit Urkunde dieses Briefes / der bezeugt ist mit unsren und unsrer vorgenannten Frauen Vorigunden lieben Wirthin Insigneln / und mit der Edeln Mannen Eidwangs und Freidrichs Gewandere der Grafen zu Oettingen / und mit unsern von Hohenloch Insigneln / die unser lieber Oheim / durch unser beide Willen / jener Gedächtnissen / zu unser und unser lieben Wirthin Insigneln an diesen Briefen gehängt haben / der Brief ist geben am Palm-Abend / da man zehlt von Christi Geburt 1300. Jahr / und in dem 38. Jahr.
(L.S.) (L.S.) (L.S.) (L.S.) (L.S.)

CCXLI.

15. Juin. Sentence Arbitrale de PHILIPPE Roi de France, par laquelle la Paix est rétablie entre RAOUL Duc de Lorraine & Marchis d'une part, & HENRI Comte de Bar d'autre part, comme si jamais il n'y eut eu Guerre entr'eux. A Poissy le 15. Juin 1338. Avec les Lettres de HENRI Comte de Bar, par lesquelles, en conformité de ladite Sentence, il nomme deux Chevaliers, pour terminer, avec deux autres que nommera le Duc, les différends restans entr'eux. Du Lundi devant la Magdeleine 1338. [La véritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine, d'Autriche &c. aux Preuves pag. 163.]

A TOUTS ceux qui verront & orront ces presentes Lettres Hauris, Cuens de Bar, Salut. Comme depuis que haut Princes & nobles Jehans par la grace de Dieu Rois de Boëme & Cuens de Luxembourg, pour haut Prince RAOUL Duc de Loherenne & Marchis, & nostre amés & feals Ancels Sires de Joinville & Seneschal de Champagne, pour nous eussent mis en la volonte & ordonnance de nostre treschier & redoubte Signour Roy de France, toute la cause & besongne de la guerre & descort meus & estans entre ledit Duc & nous, pour en accorder & ordonner si comm'il li plairoit & sembleroit bon, il ait voulu & ordency que bonne Paix soit & est entre nous dès maintenant, ainsi comme n'eussent oncques eu guerre, & que chacun de nous se oblige par ses Lettres par devers li, de tenir & garder bien & fermement ladite Paix, & de rendre & delivrer en la main toutes prises & dommages qui ont eue d'une partie & d'autre en temps & pour cause de ladite guerre & descort pour en faire ce qu'il li plairait, si comme ces choses avec autres font plus plennement contenues es Lettres de nollredit Signour sur ce faites, dont li teneur est tels. PHILIPPE par la grace de Dieu Rois de France, sçavoir faisons que sur ce que nostre amé cousin le Roy de Boheme par le Duc de Loherenne, & nostre amé Conseiller le Signour de Joinville pour le Comte de Bar, nos amés & feals neveux qui de ce sont entremis & fait fors, ayent mis en nollre volonte & ordonnance toute la cause & besongne de la guerre & descort meus, & estans entre nosdits neveux pour en accorder & ordener si comme il nous plairoit & sembleroit bon, nous eu sur ce nollre Conseil & deliberation en avons ordeneit & ordenons & rapportons en la maniere qui s'ensuit. Premièrement, volons & ordenons que dès maintenant bonne paix est entre eux entierement & fermement, ainsi comm'il n'eussent oncques eu guerre. Item, volons & ordenons que lesdits Duc & Comte se obligent par devers nous par leurs Lettres bonnes & officielles par obligation de tous les fies qu'ils tiennent de nous & de tous leurs autres biens que ils tenront & garderont bien & fermement ladite Paix, & que ils rendront, delivreront en nollre main toutes prises & dommages qui ont eue d'une partie & d'autre en temps & pour cause de ladite guerre & descort pour en faire & ordener si comme il nous plaira : lesquelles Lettres obligatoires lesdits Duc & Comte rendront & delivreront au Bailly de Vitry pour nous dedans l'ustaine de la Feste saint Jean Baptiste prochainement venant, & avec ce dedans iceluy terme, il auront ordene & établi chacun pour sa partie & par leurs Lettres deux Chevaliers pour accorder & terminer tous autres debats & descors estans entre eux, pour quelque cause que ce soit. Ausquels quatre Chevaliers nous donnons dès maintenant par la teneur de ces presentes Lettres plain poir & autorité de ce faire de par nous, & lesdites Lettres obligatoires rendues & delivrées audit Bailly, & lesdits quatre Chevaliers eueus & établis en la maniere & dedans le terme que dit est, ledit Comte de

ANNO 1338. dans la quinzaine apres ladite Oëue de la Nativite S. Jean Baptiste ferait audit Duc l'hommage qu'il li est tenu à faire, au lieu où li Comte Eddouart son pere le fit, ou en autre lieu convenable en la terre doudit Duc. Et ledit hommage fait, les quatre Chevaliers deluides desluides iroient avant, & mettant a fin le fait auquel ils seront ordonnés & établis comme dit est, le plus hastivement qu'ils pourront bonnement, & les choses dont ils ne pourront cheoir en accord entre eux li rapporteront par devers nous & nous les terminerons & mettrons a fin d'heus. En tesmoignage de ce nous avons fait mettre nollre seal en ces presentes Lettres données à Poissy le quinziesme jour de Juin l'an de grace mil trois cens trente & oit. Et comme par la teneur des Lettres & l'Ordonnance de nollre tres-chier Signour le Roy dessus transcrittes, nous soient tenus de ordonner & établir pour nous Henry Comte de Bar desluidit, deux Chevaliers pour accorder & terminer avec deux Chevaliers de par ledit Duc pour ledit Duc, tous debats & descors estans entre nous pour quelque cause que ce soit. Nous avons ordonneit & établi nos amés & feals cousins Monsignour Wallerant de Luxembourg Signour de Liney, & Monsignour Jehan d'Aspremont Signour de Forpal, ausquels nous avons donneit & donnons par ces presentes Lettres plain poir & autorité de faire & ordonner en la forme & en la maniere qu'il est contenu es Lettres du Roy no Signour dont li teneur est dessus escrite. Et ont & auront li dits quatre Chevaliers, de faire les choses dessus dites dedans la Feste de tous Saints venans, & le jour toute jour, poir & autoriteit, & jureront sur saintes Evangiles ludit quatre Chevaliers que bien & loyalement tant pour l'une partie comme pour l'autre li iroient avant sur lesdits descors en bonne foy & sans nul mauvais engin, & les determineront se il puent dedans le jour desluidit : Et se aucuns desdits quatre Chevaliers avient empeschement ou effonne de corps qu'il ne peussent entendre es choses desluides ou en aucune d'icelles, chacun de nous toutesfoies & quantes que besoin seroit il pourroit mettre & devoit un ou deux Chevaliers pour celui qui empesché seroit ou seroient, lesquels ou lequel seroit ou seroient serement sur saintes Evangiles en la forme desluidite, & iroient avant en la besongne, ou point & en l'estat ou cils ou cilz qui empeschés seroient, l'averoit ou averoient laissé & toutesfoies & cantesfoies comme li empeschement cesseroit ; cils ou cil des premiers eueus iroient avant & averoient poir si comme dessus est dit & iroient avant ou point & en l'estat que cils ou cil qui averoient eueus en leu d'auls l'averient laissé. Et se ludit quatre Chevaliers n'avient determiné desdits descors dedans la Toussaint desluidite, li descors & debas cherriert de ladite Toussaint en avant en la main & ordonnance doudit Roy de France nollredit Signour, & doyent li dits quatre Chevaliers & seront tenus par leursdits sermens dans le jour de ladite Toussaint passer en jusques au jour de Noël ensuivant, au plusloist qu'il pourront, bonnement & loyalement les descors & debas dont il n'averient ordonneit envoyer en la main doudit Roy de France no Signour, lesquels en ordonneroit en la maniere desluidite. Et se ludit quatre Chevaliers n'avient envoyé en la main doudit Roy no Signour lesdits debas & descors dedans ledit jour de Noël, ludit Roy no Signour en ordonneroit à la requeste de la Partie qui le requerroit ainsi comm'il li sembleroit bon. Et est à sçavoir que nous avons promis & promettons à tenir & garder bien, loyalement & fermement ladite Paix, & à rendre, faire rendre & delivrer en la main de nollredit Signour le Roy de France à sa volonteit, toutes les prises & dommages que par nous & par nos gens ont eueus fais sus ledit Duc & ses gens, ou temps & pour cause de ladite guerre descort, & jusques au jour & ordonnance que li Roy no Signour en a faite ; & pour ce faire obligons & soubmettons à nollredit Signour le Roy tous les fies que nous tenons de luy & tous nos autres biens par lesquels nous voulons estre contrains par luy à tenir & remplir ce que dessus est dit, & est à sçavoir que nous pourprenons nos aidans & nos Subges en ladite Paix qui a été faite & ordenee par le Roy de France no Signour des descors dont il estoit & est chargé, si comme il appert par son rapport qu'il en a fait, & par ses Lettres cy dessus transcrittes. En tesmoignage de veriteit, & pource que ferme chose soit & estable nous avons fait sceller ces presentes Lettres de nollre grand seal que furent l'an de grace mil trois cens trente & oit, le Lundy devant la Magdeleine : scellées d'un grand seal de cire verde sur double queue.

CCXLII.

ANNO
1338.

168

CORPS DIPLOMATIQUE

CCXLII.

16. Juill. Unio Electoralis (1) inter HENRICUM Archiepiscopum Moguntinensem, WALRAMUM Coloniensem, BALDUINUM Treverensem, RUDOLPHUM & RUPERTUM Fratres, STEPHANUM & RUPERTUM Juniores Comites Palatinos Rheni, & Duces Bavarie, RUDOLPHUM Ducem Saxonie, & LUDOVICUM Marchionem Brandenburgensem; quæ unanimiter conveniunt, & sese invicem sub vinculo Sacramenti nunquam à quocunque relaxando obstringunt, ad tuitionem & mantentionem Jurium omnium & Privilegiorum Imperii, his temporibus vehementer à Pontificibus Romanis impetitorum, præsertim in puncto Electionis Imperatorum. Actum in Renfe die Jovis post Margaritæ 1338. [MULLER] Reichs Tags Theatrum Vorstellung I. Cap. XXIV. pag. 283. LUNIG, Teutisches Reichs Archiv. Part. Special. Abtheilung II. pag. 218. d'où l'on a tiré cette Pièce. FRANCO. FRID. AB ANDLERN Jurisprudentia qua publica qua privata, Lib. I. Tit. V. Part. VIII. pag. 257.]

Nos Dei gratia, Henricus Archiepiscopus Moguntinensis, Walramus Archiepiscopus Coloniensis, Balduinus Archiepiscopus Treverensis, Rudolphus, Ruppertus, fratres, Stephanus, Ruppertus junior, Comites Palatini Rheni & Duces Bavarie, Rudolphus Dux Saxonie & Ludovicus Marchio Brandenburgensis. Notum facimus cunctis hominibus, qui has Literas vident, aut legi audiunt, quod simul consideravimus & perspeximus, sacrum Romanum Imperium in suis honoribus, Juribus, & bonis atque etiam nos in nostris honoribus, Juribus, Consuetudinibus & Privilegiis, quæ à prædicto Imperio habemus, vehementer his temporibus, atque etiam antehac impetiti, infirmati, & gravati sumus ac sumus, & propter communem ac manifestam utilitatem totius Christianitatis, atque ad prædicti Imperii nostrumque honorem, jura, Privilegia, & Consuetudines tutandas, defendendas & mantenedas, unanimiter convenimus, & nos confederavimus, quod prædictum Imperium, & nostrum principalem honorem, quem ab eo obtinemus, videelicet in electione Imperii, in illius ac nostris Juribus, privilegiis, & consuetudinibus, sicut ab antiquo ad nos & ab Imperii Electores pervenerunt, & devoluta sunt, mantenerent, tueri, ac defendere volumus pro omnibus nostris viribus ac opibus, sine fraude, contra quoscunque nemine excepto: siquidem hoc nostrum honorem & juramentum attingit; nec volumus id intermittere propter ullum mandatum, à quocunque, vel quomodocunque datum, per quod Imperium & nos Electores in præscriptis rebus ullo modo infirmari possemus. Volumus etiam omnes Dominos & amicos, qui ad nos pertinent, vel non pertinent, sive sint Ecclesiastici, sive Seculares, nostros quoque Vassallos, Militiales, Castellanos, Officiales & Cives, ad idem faciendum rogare, & inducere, in quantum possumus; & ad hoc efficiendum debet quilibet ex nobis Electoribus alteri auxilium præstare sine fraude: ut illi nobis in his rebus auxiliantur & opem ferant, idque nullus respectu intermitat, & ob nulla mandata, à quocunque illa dari possent. Quod si contingeret, ullam diffinitionem aut dubium super his rebus inter nos Electores oriri: quicquid nos tunc omnes aut major pars ex nobis super hoc diffinimus & statuimus, id debet vim habere atque à nobis observari sine dolo. Omnia hæc præscripta capita & unum quodlibet horum singulatim spondimus bona fide, & spondimus his presentibus Literis per nostrum principalem honorem, nec non juravimus hoc ipsum ad sanctos pro nobis & nostris Successoribus perpetuo firmiterque tenere, neque contravenire, nec ab hoc desistere ullo modo, sicut in præmissis continetur, & scriptum est. Non debemus, non volumus quoque nec possumus nos, nec quisquam alius qui nobiscum in hanc Confederationem venit, (qui jurare quoque hoc ipsum debet, & vovere, sicut in præmissis & sequentibus scriptum est) si ita depravemur, quod Deus

(1) Cet Instrument vient de Harcourt qui l'avoit traduit en Latin de l'Original Allemand, & inséré en sa Défense de Louis de Bavière contre Bologne ad ann. Chr. 1338. n. 24. [DUM.]

avertit, ut contra faceremus, aut facere vellemus; non debemus, inquam, nec volumus nec possumus contra juri ulli dissipatione, absolutione, relaxatione, abolitione, in integrum restitutione, neque ullo beneficio, quocunque nomine illud appellaretur, undecunque aut quomodocunque fieret, sive per nos aut aliorum hominum preces, sive quod Latine dicitur, ex officio; neque ulla potestate ejus, qui hæc curare vellent: apud Deum & homines futuri ac dicendi infames, infideles, & perjuri, ubicunque vel quocunque modo contra faceremus aut veniremus, quovis pacto, omni fraude ac dolo à præscriptis capitibus & singulis eorum exclusis. Ad notitiam horum damus has Literas obfignatis nostris signis, quæ datæ sunt in Renfe, die Jovis post Margaritæ. A Nativitate Christi M. CCC. XXXIII.

ANNO
1338.

CCXLIII.

Beitritt Herzog STEPHANS in Bayern als Churfürst 16. Juill. fürst zu Pfalz zu der zwischen den andern Churfürsten und Fürsten des Reichs aufgeführten Meinung. Erben zu Rense/ Donnerstags nach Margarethe 1338. [LUNIG, Teutisches Reichs Archiv. Part. Spec. Abtheil. II. pag. 218.]

C'est à-dire,

Accession d'ETIENNE Eleveur Palatin, & Duc de Baviere à l'Union des Electeurs, & Princes pour le maintien des Droits de l'Empire. A Rense le Jeudi après le jour de St. Marguerite 1338.

Wir Stephan von Gottes Gnaden / Pfalz-Graf bey Rhein / und Herzog in Bayern / thum fund allen Leuten / die diesen Brief sehen oder hören lesen / daß wir mit den andern heil. Röm. Reichs Churfürsten bedacht und angesehen haben / daß dasselbe Röm. Reich an seinen Ehren / Rechten und Güten / und auch wir und die andern Churfürsten an unsern Ehren / Rechten / Gewohnheit und Freyheit / die wir von den vor genannten Röm. Reich / für je diesen Zeiten / und auch vor angestessen / bekräftigt und bestärkt seyn / und werden / und seyn wir gemein und künftigen Thun der gemeinen Christenheit / und um das ehenandere Reich / und unser und der andern Churfürsten Ehre / Rechte / Freyheit / und Gewohnheit zu beschützen / zu beschützen und je handt haben einmütiglichen überkommen / und han uns des verant / daß wir das ehenandere Reich / und unser Fürstliche Ehre / die wir von ihm han / nehmlich an der Chur des Reichs / an seinen und unsern der Churfürsten / Rechten / Freyheiten und Gewohnheiten / als von Alter an / uns als des Reichs Churfürsten herkommen und bracht ist / handhaben / beschützen / und führen wollen / nach aller unserre Wache und Krafft an Gevort wider alle menscheich / niemant * ausgenommen / wenn es unser Ehre / und Ehre angeht / und wollen daß wir lassen um keinen Gehorsam / / wenn oder wie es tün / damit das Reich / wir und die andern Churfürsten an diesen vorgeschriben Sachen / in dessen wir bedacht möge werden. Auch wollen wir alle Herren und Freundt die uns jgehören / oder nicht / sie sin geistlich oder werlich / unser Mann / Dienstmann / Puchmann / Rintz-leut und Burger darzu bitten und halten / sie sin geistlich oder werlich / unser reglicher der Churfürsten den andern beholfen sin an Gevort / daß sie uns je diesen Sachen beholfen und beständig sin / und daß durch niemant lassen / um dheimley Geboht / von wenn die thomen mochten. Geschach auch daß dheimley Zweenung oder Zweifel an diesen Sachen unter uns und den andern Churfürsten auffstünde / daß wir dann gemeinlich / oder der mehrer Theil unter uns darüber sprechen / und machen / daß wir nicht haben und halten auch daß halten an eren ist. Alle dieß vorgeschriben Etliche / und die reglicher besunder han wir gelobt in guten Treenen / und geloben an diesen gegenwärtigen Brief / bi unsern Fürstlichen Ehren / und han es auch geschworen / je den heiligen für uns und unser Nachkommen stet und fest je behalten / und darwider nicht gekommen / noch davon zelassen / in dheim Weis / als hievor begrieffen und beschriben ist. Und entsullen / mögen noch empfangen wir oder inand anders / der mit uns in diß Verbiündnis tün / der auch dasselb jehalten sinieren und geloben sull / als vor und nach geschriben steht / ob wir oder der dheimre / des Gott nicht angeht / als tranet weren / daß wir oder die dheimre / darwider thäten oder thum wollen / uns darwider nie behelfen / mit dheimre Dispensation, Absolution, Relaxation, Abolition in integrum restitution, dheimreley Beneficio, wie das genant seyn / es komme von wenn / oder wie es tün / es geschah / un unser oder anderer teuthe Reich / oder daß mau nennet zu Latein / ex Officio, oder von keiner Gewalt / der sich daß annehmen wolle / und stiften Güt und der Welt Ehrlotz / Treulotz und meynaidig sin und heizen / wo oder wie wir darwider thäten oder können / in dheimrehand weitz / allerley Arglist und Gevort / an diesen vorgeschriben Stücken / und die reglicher ausgeföhren / darüber zu einem

* Bedere den Pabst noch den König.
† Thom Pabst.

ANNO 1338. In diesen Urkund der vorgeschriebenen Saachen geben wir diesen Brief mit unsern Insegl versegelt, der geben ist zu Rems auf dem Feib, an den Donnerstag nach Sanct Margarethen Tag, nach Christi Geburt hundert hundert Jahr darnach in den acht und dreissigsten Jaren.

CCXLIV.

8. Août. *Constitution de l'Empereur Louis de Baviere & des Etats de l'Empire, par laquelle il déclare que l'Empire ne relève que de Dieu seul, & qu'il ne dépend point du Pape. Faite à Francfort, le 8. d'Août, 1338.* [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici, pag. 148. d'où l'on tire cette Pièce. LEHMANNI Chronicon Spirense, Lib. VII. Cap. XVII. pag. 659. ex Murtio Lib. XXIV. Rerum German. GOLDAST, Constit. Imper. Tom. III. pag. 409.]

EMPIRE.

(1) Ict jura utriusque Testamenti manifestè declarant, Imperialem dignitatem & potestatem immediate in filio Dei ab antiquo processisse, & Deum per Imperatorem & Reges mundi jura humano generi apertè tribuisse: & quod Imperator ex sola electione eorum ad quos pertinet, verus efficitur Imperator, nec aliquis alterius eget confirmatione seu approbatione: quoniam in terris quoad temporalia non habet superiorem, sed eisdem Gentibus subditis & Nationibus: & ipse Dominus noster Jesus Christus mandavit, quæ sunt Dei Deo, & quæ sunt Cesaris Cesarì reddenda. Quia tamen nonnulli avaritiæ & ambitionis cecitate ducti, & nullius Scripturæ intelligentiam habentes, sed divertentes à tramite recti sensus in quædam iniqua, & prava commenta, & in assertiones detestabiles prorumpunt, contra potestatem & auctoritatem Imperialem, & jura Imperatorum, Electorum, & aliorum Principum & Imperii fidelem committunt fallaciter asserentes: Quod Imperialis dignitas & potestas est à Papa, & quod electus in Imperatorem non est verus Imperator nec Rex, nisi prius per Papam five Sedem Apostolicam confirmetur, approbatur & coronetur: & per hujusmodi pravas assertiones & pestifera dogmata hostis antiquos mores lites, jurgia suscitavit, contentiones parit, & seditiones procurat. Ideò ad tantum malum evitandum de consilio & consensu Electorum & aliorum Principum Imperii declaravimus, quod Imperialis dignitas & potestas est immediate à solo Deo: & quod de jure & Imperii consuetudine antiquitus approbata, postquam aliquis eligitur in Imperatorem five Regem ab Electoribus Imperii concorditer, vel majori parte eorumdem, statim ex sola electione est Rex verus & Imperator Romanorum censendus & nominandus, & eidem debet ab omnibus Imperio subiectis obediri: & administrandi jura Imperii & cætera faciendi, quæ ad Imperatorem verum pertinent, plenariam habet potestatem, nec Papa five Sedis Apostolicæ aut aliquis alterius approbatione, confirmatione, auctoritate indiget vel consensu. Et ea propter hæc hæc in perpetuum valitura lege decernimus, ut electus in Imperatorem concorditer vel à majori parte Electorum ex sola electione censetur & habeatur ab omnibus pro vero & legitimo Imperatore, & eidem ab omnibus subiectis Imperio debeat obediri, & administrationem & Jurisdictionem Imperialem & Imperialis potestatis plenitudinem habeat, & habere ac obtinere ab omnibus censetur & firmiter asseratur. Quicunque autem contra hæc declarata, decreta vel definita, aut aliquid eorum asserere seu dicere, aut asserentibus seu dicentibus consentire, vel eorum mandatis, vel Litteris, vel præceptis obedire præsumserint, eos omnibus feudis, quæ ab Imperio tenent, & omnibus gratiis, jurisdictionibus, privilegiis & immunitatibus à nobis vel prædecessoribus nostris eis concessis ex nunc privamus, & ipso jure & facto decernimus esse privatos. Insuper eos Crimen Læse Majestatis decernimus incurrisse, & penis omnibus impostis Crimen Læse Majestatis committentibus subiacere. Datum in oppido nostro de Franckenfurt, die 8. mensis Augusti, anno Domini 1338.

(1) Cette Pièce est très-célèbre, & très-importante, fondant l'indépendance de l'Empire, contre les prétentions des Papes.

CCXLV.

17. Sept. Schug-brief LUDWIGS Römischen Kaysers, Herrn RUDOLFF Pfalzgrafen bey dem Rhein und Herzogen in Bayern über alle seine Ländel, Leuth und Güter ertheilt. Geben zu Francfurt am Donnerstag vor St. Mathias-tag Anno 1338. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. II. Abtheil. I. pag. 132.]
TOM. I. PART. II.

C'est-à-dire,

ANNO

1338. *Protection accordée par l'Empereur Louis de Baviere, à RODOLPHE Comte Palatin du Rhyn & Duc de Baviere pour tous ses Biens, Terres, Seigneuries & Sujets. A Francfort le Jeudi avant la Fête de St. Mathieu 1338.*

Wir Ludewick / von Gottes Gnaden Röm. Kayser / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / Wann wir unsern lieben Vettern und Fürsten Rudolphen Pfalzgrafen bei Rin und Herzog in Bayern mit seinem Witwe und auch mit allen seinen Länden / Lüten und Güten / wo die gelegen oder wo die genant sind / in unser besunder Pflège und Schirm genommen haben. Welten wir und gebieten versiglichen bye unsern Gnaden allen unsern und des Rixhs Fürsten / Grafen / Freichen / Dienstmannen / gemeinlich den Eseten und allen andern unsern Getreuen / wie die genant sind / daß sie den vorgenant unsern Getreuen / wo sie genant sind / das sie nicht angriffen / belagern noch anführen und beschnerlen Sade / sie sehen in danne des ersten vor uns zu Rede / und die Gebrechen / die sie haben / und tun uns die Lunt / so wollen wir sie bene der entriden und einen redlichen Uthdracht geben / als wir billig sullen / wer auch dieß unser Wort nicht erhilt und überfür / der ede schwerlich wider unser Gnade / und mochten nit gelassen / wir müssen in schwerlich dorumb strafen / zu Urkund gebn wir diesen Brief versegelten mit unserm Kayserlichen Insegl / der gebn ist zu Francfurt am Donnerstag vor St. Mathias Tag nach Christi Geburt 1300. Jar / darnach in dem 38. Jare.

CCXLVI.

LUDOVICI Romanorum Imperatoris Privilegium, 12. Nov. GERHARDO Episcopo Spirensi collatum, quod ipsi Successoribus ejus liceat, Pagum Udenhemium in Oppidi formam redigere, & manibus ac fossis cingere, nec non Forum & Nundinas in eo instituere. Datum Monachii proxima die Jovis post Martinalia anno 1338. [Julii Belli Laurca Austriaca. Libr. II. pag. 81.]

Nos Ludovicus Dei gratia Rom. Imperator, semper Augustus, notum facimus, & testamur his Litteris, nos Reverendo GerharDO, electo, & confirmato Episcopo Spirensi, dilecto nostro Principi, ex singulari gratia, & propter officia, quæ nobis, & Imperio præstitit, ac deinceps prestare debet, immunitatem pro Pago Udenhemio, qui ad ipsum, & Episcopatum Spirenslem pertinet, ex Cæs. potestate concessisse, atque his præsentibus concedere: adeo, ut ipsi Successoribus liceat eum in Oppidi formam redigere, & moenibus, ac fossis cingere, & munire: nec non Forum, & Nundinas in eo instituere, prout ipsi commodum videbitur. Ad hæc Pago illi omnia jura, & privilegia largimur, quibus nostra, & Imperii Urbs Landavium gaudet, quæque usu, ac consuetudine antiqua hæctenus tenuit. In cujus rei fidem has Sigillo nostro Imperiali consignavimus. Dat. Monachii proxima die Jovis post Martinalia, anno à Christo nato Milleesimo trecentesimo trigesimo octavo, Regni nostri vigesimo quarto, & Imperii undecimo.

CCXLVII.

Litteræ Papæ BENEDICTI XII. ad EDUARDUM 13. Nov. III. Regem Angliæ super excessibus Imperatoris LUDOVICI BAVARI & contra Titulum Vicarii, Regi ab ipso datum: Item de Decimis Regi Franciæ non contra Regem Angliæ, sed contra Invasores Franciæ concessis. Datæ Avinionæ Idibus Novembris Anno 1338. [Rymer, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. V. pag. 88.]

BENEDICTUS Episcopus, Servus Servorum Dei, carissimum in Christo Filio Edwardo, Regi Angliæ Illustri, Salutem & Apostolicam Benedictionem.

Dudum te, Fili carissime, clara imitari vestigia Progenitorum tuorum Regum Angliæ, qui erga Deum & Sacrosanctam Romanam Ecclesiam, velut peculiare ejus Alumpni & devoti Filii, plenitudine Devotionis & Fidei claruerunt, tueque splendorem Prospære a quavis obfuscatione nebulosi contagii preservari, eaque in Te præluere clariùs cupientes & ex patris charitatis & dilectionis affectu, quo Te Statimque tuum prosequimur, nostras tue Celsitudinis Litteras direxisse meminimus.

Inter cætera recententes qualiter Excessus per Nobilem Virum, Ludowycum de Bavaria, olim, ut asserbatur, discorditer in Regem Romanum electum, adversus

Y

ANNO
1338.

170

CORPS DIPLOMATIQUE

ANNO
1338.

versus Deum & eandem Romanam Ecclesiam, ac, fœ-
licis recordationis, Johannem Papam vicissim secundum,
Prædecessorem nostrum, per coactionem
multiplicium & atrocium offensarum, nequiter perpe-
trati, tuum præteritis nequibant auditum; quos, velut
toti Mundo notorios, non omnes, cum longa & pro-
xima nimis eorum narratio existeret, set ex eis aliquos
in eisdem Litteris providimus, ut sequitur, recitan-
dos.

Idem namque Ludowycus, contra Processus Præde-
cessoris ejusdem & Inhibitiones ipsius, de Consilio Fra-
trum suorum, ejusdem Romanæ Ecclesiæ Cardinalium,
factos & habitos, diversas spirituales & temporales
Pœnas & Sententias continentes, intravit Italiam, &
nonnullos Hæreticos, de Hæresi publicè & notoriè
condempnatos, in confortium publicæ participationis
admisit, tenens & asserens Hæreses manifestas, ac fo-
vendo, secumque tenendo Hæreticos, publicè dogma-
tizantes prædictarum Hæresium detestabiles & hor-
rendos horrores, hæretica quoque Dogmata scienter,
immo potius dementer, approbans, &, in evidentiam
approbationis hujusmodi; ea per Litteras diversas, Si-
gillo suo noto munitas, deduxit in aliorum publicam
notionem.

Sibi etiam nomen Imperiale postmodum usurpare, &
administrare Jura Imperii in eadem Italiâ & Almanîâ,
contra Processus & Prohibitiones prædictos, detestabi-
li temeritate præsumpsit, ex his præter Pœnas alias,
Excommunicationis & Anathematis Sententias incur-
rendo, & tandem ausus ausibus, & excessus accu-
mulando excessibus, se conferre non expavit ad Ur-
bem, ubi in illam nequitie prorupit insaniam, ut, me-
ditatus Urbi & Orbi universali Schismatis fuscitare
dispendium, quandam Ypocriritam, diabolice præ-
sumptionis Virum, nomine Petrum de Corbariâ, velut
abominatissimè horrendæ simalacrum, in Apostolicâ
Sede pro Romano Pontifice statuere moliretur, idque
quantum in eo fuit produxit in actum, & eum fuit
veneratus ut Papam, Consecrationemque, immò ve-
rius Execrationem, ac Diadema Imperiale de facto re-
cepit ibidem, ut de multis aliis infamis processibus,
quinimodo detestandis excessibus, per eosdem, Lodo-
vicum & Petrum, præsumptione perpetratis hæreticâ,
taceretur.

Propter quæ dictus Prædecessor præfatum Ludowi-
cum fore a Domino denunciavit omni Honore & Digni-
tate privatum, & in eum, tantarum Hæresium &
& Scismatum maculis irretitum, exercens Gladium
Apostolicæ Potestatis, Eum, cum omnibus qui adhæ-
rent, eidem, vel præstarent auxilium, consilium, vel
favorem, seu pro Romano Rege aut Imperatore
scienter haberent, teneant, vel nominarent eundem,
non solum Excommunicationis & Anathematis, set
etiam alias Pœnas & Sententias, tanquam in Factores,
Auxiliatores, & Valitores, Hæretici & Scismatici
promulgavit, & a jure declaravit prolatas; sicut in
diversis Processibus, per præfatum Prædecessorem ha-
bitis, serioliùs continetur.

Super quibus quidem Pœnis, quantumcumque per
ipsum Ludovicum promeritis, & in eum iusto Eccle-
siæ judicio promulgatis, si verè penitens se humilias-
set, ad gratiam benignam reperisset eandem Ecclesiam,
quæ ipsum, tanquam Filium prodigum, de longinquo,
redemptione ad suum gremium apertis brachiis rece-
pisset, immolatura pro eo, in ubertate divinæ laudis,
vitulum faginatum.

Rursus adjectinus in Litteris supradictis quòd, quan-
quam tam prædictorum excessuum, quam eorundem
processuum, per dictum Prædecessorem, contra dictum
Ludovicum, exigente Justitiâ, postmodum habitorum,
notitiam habuissimus, & etiam habeamus; ut tamen
ipsi, à peccatorum nexibus liberatum, de faucibus
semperternæ mortis possemus eripere, postquam fui-
mus ad Apicem Summi Apostolicatus assumpti, diversos
Nuncios ejus, diversis vicibus & temporibus ad nos
missos, receperamus benignè, ac pro reconciliatione
ipsius, per fructum veræ penitentiae promerenda, pro-
locutiones varias habueramus cum eis, & tunc pende-
bat etiam ad prosequendum ulterius terminus assigna-
tus, in quo, proculdubio, per nos non fletit quo mi-
nus ulterius fuerit super negotio Reconciliationis ejus-
dem processum.

Quare, Fili Dilectissime, Serenitatem tuam requiren-
dam tunc duximus per easdem Litteras & rogandam,
ut prudenter advertens, & in scrutinium internæ con-
siderationis adducens, gravitatem penarum, in quas in-
ciderent, Sententiarum, quas incurrerent, quantisque
periculis se & discriminiibus implicarent, qui præfatus
Ludovicus, sic publicè & notoriè de pravitatibus Hære-

sis, & sic odiosi toti Christianitati Scismaticis, con-
demnato, antequam Reconciliationis gratiam ejusdem
Ecclesiæ meruisset, participare præsumeret, sibi-
quæ impenderent consilium, auxilium, & favorem, vel
sibi, tanquam Imperatori, aut Regi Romano, reveren-
tiae cultum, seu titulum Regalis vel Imperialis no-
minis assignarent scienter, à cujuscunque participationis
fœdere contrahendo cum ipso, & exhibitione reveren-
tiæ & honoris sibi, tanquam Regi vel Imperatori, quous-
que dictus Ludovicus Reconciliationis ejusdem Ecclesiæ
meruisset gratiam optinere, penitus se retrahere & tota-
liter abstinere curares, ut tibi fàmæ integritas & illiba-
ta tui generis claritas servarentur.

Cum autem rumor implacidus & admodum infestus
ad Nos perduxerit, his diebus, quòd tu, Fili, re-
quisitionibus & rogationibus nostris hujusmodi, urique
salutaribus, & de fonte predestinatus Caritatis, non
sine detrimeto Salutis tue & Pame (quod dolentes
referimus) obauditis, non solum cum prædicto Lodo-
vico, nondum eidem reconciliato Ecclesiæ, nec à
Pœnis & Sententiis, quibus propter præmissa, & alia
multa & gravia commissa per ipsum, implicatus esse
nosceretur, liberato, nec etiam Processibus sæpefatis Præ-
decessoris, per quos, ut præmittitur, adversus omnes
& singulos, cujuscunque Prææminentie, Digni-
tatis, Conditionis, vel Status, etiam si Pontifi-
cali, Regali, vel quâcumque aliâ, Ecclesiasticâ seu
Mundana Dignitate fulgerent, præfatus Ludovicus ad-
hærentes, seu præstantes directè vel indirectè, publicè
vel occultè, consilium, vel auxilium, vel favorem,
vel sibi, tanquam Imperatori, aut Regi Romanorum,
reverentiam exhibentes, seu titulum Regalis vel Imperi-
alis nominis assignantes seu ascribentes, graves, spi-
rituales & temporales, Pœnæ ac Sententiæ infingun-
tur, nequaquam relaxatis, immo in sui roboris efficaciam
perdurantibus, participationis Confederationes inire,
sibi-que adherere ac præstare favorem, auxilium, &
consilium, præsumpsisti, immo, quod pernitentius,
pro dolor! & dampnabilius noscitur existere, si veritas
relativis suffragetur, VICARIATUS Officium, per
totam Alemanniam & Germaniam, ac universas & sin-
gulas eorum Provincias sive partes, ab eodem Ludovi-
co, sub Imperiali nominis titulo, ut asseritur, suscep-
tisti de facto, cum ipse Ludovicus nec Rex nec Imperator
sit, ut præfertur.

Cujus prætextu nonnullis Prælati Ecclesiarum, &
Personæ Ecclesiasticæ, in tertis Imperii constitutis,
ac in nostrâ & Ecclesiæ memoratæ devotione & fide-
litate debitis persisterentibus, sub Pœnis gravibus, per tuas
eis Litteras comminatis, mandasse dicis, & districte
injunctis, ut ad te, tanquam ejusdem Ludovici in
Alemanniâ & Germaniâ, & partibus supradictis, VICA-
RIUM, audituri Sententiarum & Judiciorum ipsius Lo-
dovici tuorumque Mandatorum recitationem, ac præ-
staturi eidem Ludovico, vel tibi ejus nomine, Recog-
nitiones & Homagium de Terris, Bonis, & Juribus, quæ
tenent ab Imperio, convenirent.

De te igitur, Fili, ubi sit tua tuorumque Consilia-
riorum prudentia, ab eo præsertim, non sufficiens ad-
mirari, quòd, cum tu, sicut audivimus, pro illorum
repetitione Jurum, quæ ad te asseris pertinere, non sine
grandium Personarum periculis, ac expensarum &
sumptuum profluvio, peregrinari ad partes Alemanniæ
curaveris, & multos super hoc feceris apparatus, tunc
spretis ejusdem Prædecessoris Processibus, & deductis
dampnabiliter in contemptum Pœnis & Sententiis su-
pradictis, quibus te manifestè, si quæ nobis referuntur
vera sint, non absque horrendâ notâ, quæ non parum
obfuscat tui claritatem Generis, proculdubio impli-
cisti.

Et nichilominus,
Quamvis Nos & Ecclesiâ ipsa te nunquam offende-
rimus, nec contra te aliquid fecerimus, quamquam,
ut intelleximus, falsò & mendaciter suggestum tibi per
eos, qui te, salutem, & honorem tuum, minime dili-
gunt, fuerit quòd nos, carissimo in Christo Filio nos-
tro, Philippo Regi Franciæ Illustri, in auxilium Guer-
ræ suæ, ingentem pecuniæ quantitatem de nostrâ Ca-
merâ dederamus, quòdque Institutionem personarum
Ecclesiasticarum concesseramus eidem in omnibus Ec-
clesiis Regni sui, quæ omnimodò carere veritate nos-
cuntur; talia namque nunquam postulata fuerunt à
nobis, nec ea concessimus quomodolibet eidem,
quantacumque instantiâ petita fuissent, nec Decimas,
contra te, Regi præfato Franciæ concessimus, set ad-
versus Theobonicos, Ludovico adherentes prædicto,
ipsiusque Ecclesiæ Romanæ Inimicos, QUI AD IN-
VASIONEM REGNI FRANCIE se, ut habebat
rumor publicus & notorius, disponebant, sicut in Con-

ANNO 1338. Concessione Decimarum ipsarum continetur expressè:

Non fuit nempe intentionis nostræ adversus te fomentum ministrare Discordiæ, vel eam alicujus Subditi administratione fulcire; quinimò statum Regni tui, & etiam Regni Franciæ, Pacis & Concordiæ prosperitate, & unitate, porri summis desiderii affectant, ad hoc serenitati tuæ & dicto Regi Franciæ per nos fæpe directis Litteris; & etiam Nunciis, videlicet, Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalibus, ad partes illas de Latere nostris, votis ardentibus laboramus, & labore non cessamus, nec cessabimus, ut inter te & Regem eundem, & utriusque Regna, Pacis & utilitatis iocunditas illucescat.

Tu tamen, Fili carissime, fide, ut videtur, adhibita prædictis falsis suggestionibus & mendosis, te nostrum & ejusdem Romanæ Ecclesiæ Matris tuæ confutruendo Persecutorem & Hollem, invadere ac occupare Honores, & Jura nostra, & ejusdem Ecclesiæ (ad quos Regimen & Administratio Imperii Romanorum, eo vacante, sicut nunc vacare noscitur, pertinent plenè jure) moliris, molestando Prelatos & Personas Ecclesiasticas in nostrâ & ipsius Ecclesiæ devotione ac fidelitate debitas, ut præmittitur, persistentes, ipsosque ad obedientiam dicti Ludovici, de diversis, ut præmittitur, Hæresibus & Scismaticis, aliisque Criminibus sententialiter condemnant, ac Jure Regio & Imperii, si quod ad eum forsan competierat, vel etiam compete-
tebat, iusto Dei & Ecclesiæ Judicio, privati, ac præstationem hujusmodi Recognitionis & Homagii sibi, vel tibi, ejus nomine, faciendam atrahere ac inducere coactivis impulsibus & Communionibus satagendo.

Utinam, Fili, antequam te nis tam periculosos & detestandos involvas amplius, attentè consideres, & maturè deliberatione præviâ, constituas ante oculos mentis tuæ circuitus periculosos & nodosos laqueos, quibus te, subtilibus ingenii & fraudibus exquiritis, aliqui, de suis porrius, quàm de tuis solliciti negotiis & commodis, præmissis involvere, tibi quæ opus, quod à se quodammodo reicere cupiunt, non minus leve, si diligenter circumstantias attenderis, imponere moliti fuerint, & non sine periculo tui præcipitii, moluntur.

Nec te latere volumus quodd præfatus Prædecessor olim, per quandam Constitutionem ab ipso, de dictorum Fratrum suorum editam consilio, in omnes & singulos, quicumque statûs, dignitatis, vel conditionis existerent, etiam Patriarchali vel quavis aliâ superiori, vel Pontificali, vel Regali, Dignitate fulgerent, qui, absque Sedis Apostolicæ Licentiâ speciali, VICARIUM; ius quæque alterius Officii, non minus leve, si diligenter circumstantias attenderis, imponere moliti fuerint, & non sine periculo tui præcipitii, moluntur.

Nos itaque (qui erga te, Fili, claudere viscera paternæ dilectionis nequimus, & cordis dolore tangimur intransigens) eum talia percipimus ad tuum, cuique Honoris, Status, Salutis & Famæ, dispendium machinari, tuam rogatus Magnificentiâ, requirimus, & in Domino agentis exhortamur, fano paternæque tibi nichilominus consilio suadentes, quatenus ea, quæ præmittimus, & alia, quæ circa illa tibi possunt occurrere, deducens in rectâ deliberationis & discussionis examen.

Ac insuper tenens certis, & attendens quodd dictus Ludovicus, ut præmissis, nec Rex, nec Imperator est, nec aliqua, quæ ipse fecerit vel faciet, quamvis fuit, & erit, dictis Processibus ac Pœnis, & Sententiis irrogatis, quicquam valuerat, vel valent, nec sunt, aut fuerunt, alicujus auctoritatis, roboris, vel momenti.

Quodque tibi periculosum est, ac multipliciter formidandum, te Bellorum subicere discriminiis, maxime si effes supradictis Processibus, Pœnis, & Sententiis (a quibus liberari non posses, nisi duntaxat per Sedem Apostolicam, quæ Absolutionem earum sibi expressè retinuit) involutus, ac Deo & ejusdem Romanæ Ecclesiæ Persecutor & Hostis effectus, a quibus te Misericordiarum Dominus protegat & defendat.

Considerandus diligenter quodd, licet Humanum sit peccare, in peccatis tamen perseverantia diabolica est censenda.

Te à præmissis & singulis, sic horrendis devitis, si ad illa forsan declinaveris Serpentina deceptione seductus, antequam invalescant perniciosius, seu in conspectu Dei & Hominum fateant deterius & putrescant,

TOM. I. PART. II.

ANNO 1338. resiliere penitus pedesque tuos ad viam rectam, Deo placidam; ac tuis, Statui, Saluti, & Honori, congruam, dirigere quantocius.

Non postponas; eorundem Cardinalium, qui te, Statumque tuum, sincerè diligunt, super reformatione Pacis inter te dictumque Regem mutuae, placibili Deo, & Homines amabili, operâ acquiescens.

Videtur equidem quodd, etiam prædicti à vero & Catholico Imperatore (si esset) alicui VICARIATUS valeret Officium assignari, adhuc tamen tuum (qui tam magnus tantisque Rex & Princeps existis, tantoque nomine ac Titulo Regio existere nosceris insignitus in Orbe) non deceret Honorem, quodd nominareris VICARIUS alicujus Domini Temporalis; quanto minus ergo tuam decuit, vel decet, Excellentiam, illius VICARIUM appellari, qui Auctoritate nullâ, sicut expeditum est superius, præminet, set pro dolor! tantorum existit resperius labe criminum, tamque gravibus Pœnis & Sententiis, cum omnibus (ibi adhaerentibus, implicatus? sciturus, Fili amantissime, quodd, si Monitis nostris hujusmodi salutaribus adqueveris cum effectu, tibi, sic impulsio ut caderes, manum benignam porrigemus, quantum cum Deo poterimus, subleventem; alias autem non poterimus desistere, cum id a nobis exigat Officium Apostolicæ severitatis, quo minus, super prædictis, providere de opportunis Remediis (procedendo contra te, quodd molestum & grave nobis erit admodum, si necessitate, quodd abest, fuerit, prout, exigente justitiâ, debet & poterit fieri) procuramus.

Dat. Avinion. Idus Novembris Pontificatus nostri Anno quarto.

CCXLVIII.

Lettre des ELECTEURS DE L'EMPIRE, au Pape BENOIT XII. touchant LOUIS de Baviere Empereur, par laquelle ils l'informent de ce qu'ils ont résolu à la Diète touchant les droits de l'Empire, qu'ils lui déclarent vouloir maintenir. Sans date. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 119.]

L'EMPIRE
ET ROME.

Sacratissimo in Christo Patri ac Domino, Domino BENEDICTO PAPÆ: Vestrî devoti filii, Henricus Lei & Apostolicæ Sedis gratia Archiepiscopus Moguntinus, Electorum Principum Decanus, nec non per Germaniam Sacri Imperii Archicancellarius: Baldinus Archiepiscopus Trevirensis, Cancellarius Galliarum: Walramus Archiepiscopus Colonienis, Cancellarius Italia: Waldemar Marchio Brandeburgensis, Camerarius & Rudolphus Palatinus, Dapifer: Rudolphus Dux Saxoniæ, porritores ensis; Romanorum Regis, & coronandi Imperatoris legitimi Electores. Gravamur non modicè, & turbamur ex intimis, cum reverendam Sacrosanctam Romanam Ecclesiam, Matrem nostram, & ipsius summos Pontifices, quibus reverentiam & honorem exhibere volumus promptis & devotis animis (a) omni vice, ac Sacrosanctum Imperium & Imperatores seu Reges ipsius, quorum defensione ad nos ac omnes alios Cœlectores nostros præ cæteris Mundi Principibus specialiter pertinere dinoscitur; sicut temporibus præsentibus, videmus ad invicem discordare. Nam ex hoc non potuerunt sibi & populo Christiano proficere & prodesse, & prout est divinitus institutum, sibi mutuo suffragari. Propter quæ in diversis Mundi Partibus, Provinciis & Terris, ipsis regendas, gubernandas commissis, innumera execrabilia pericula animarum, personarum & rerum, & diversa scandala in Dei Ecclesia, (quod dolenter referimus) sunt suborta; & majora præsumuntur futuris temporibus, quæ ad planum dici nequeunt vel confiteri, certitudinaliter suboriri: quæ subinoveri non possunt, nisi utraque Potestas contenta sit suis Juribus & consuetudinibus hæctenus observatis, & reformatur, quæ una contrariam attemptavit.

(a) L'Empire
croit qu'il
faute l'éc
mon, en
abrogé,
pour l'omn
potentis.

§. 2. Sanctitati vestræ cum omni devotione, & in modum, quem possumus, meliorem & humiliorem referimus bono zelo, quodd super præmissis & ad constituendum & providendum Sacrosancto Romano Imperio, cujus jura, honores, bona, libertates & consuetudines prostrata jacent, & à diversis personis Ecclesiasticis & secularibus sunt & fuerunt hæctenus in grave præjudicium dicti Imperii invasa, occupata, & multipliciter concitata; xv. die mensis Julii anni xxxviii. in Reins super alveo Reni (ubi Principes Electores super negotiis Imperii tractandis convenire consueverunt ab antiquo) cum aliis Principibus Electoribus Imperii in unum

ANNO 1338. unum fuimus congregati; & diversis deliberationibus & consiliis pramissis, sicut divina gratia placuit, omnes unanimes fuimus & nullo penitus discrepante pro defensione & recuperatione iurium, honorum, honorum, libertatum, consuetudinum Sacri Romani Imperii ac totius Christianitatis, ad cuius Regimen & defensionem idem Imperium principaliter ordinatum dinoscitur; dispositum & ordinavimus, pro nobis & Successoribus nostris, & firmavimus iurejurando, per sacramenta corporaliter à nobis & omnibus Coelectoribus nostris praestita, quod iura, honores, bona, libertates & consuetudines dicti Imperii & nostra, nobis in Electione Imperii competentia ex consuetudine vel de Jure manuteneamus, defendamus & illibata conservemus toto posse, & viribus nostris, contra omnes homines cujuscunque praeminentiae, dignitatis, seu status existant, & quod hoc non obmittamus propter aliqua pericula rerum & personarum, aut precepta, mandata & processus, per quemcunque modum & formam prolati sint, vel in antea profecerant contra Imperium & nos, vel Coelectores nostros; per quae dicto Imperio, ac nobis & Coelectoribus nostris in praedictis iuribus, bonis, hominibus, libertatibus & consuetudinibus praedictarum sit, vel in futurum posset praedictum generari.

§. 3. Et tandem super praemissis lamentabili desiderio, & causis originalibus, ex quibus ortum dinoscitur, quod inter Sanctam Romanam Ecclesiam, ac Sacrum Romanum Imperium & Dominum nostrum LUDOVICUM Romanorum Imperatorem, jam longis temporibus diligenti & sollicita deliberatione praehabita, nos & alii Coelectores nostri cognovimus, & nobis constitit evidenter ex Processibus quondam Domini Johannis Papae XXII. Praedecessoris vestri, quod ipse primo & postea Sententias Excommunicationis & Interdicti (si sic dici merentur) ac alias diversas Sententias & Processus de facto contra Deum & Justitiam, & juris ordinem fulminavit, contra praedictum Dominum nostrum, Dominum Ludovicum Rom. Imperatorem, ac fautores & adherentes sibi: qui à majori parte Principum Electorum fuit ritè & rationabiliter in Regem Rom. electus, in Imperatorem postea conservandus: quod se de administratione Imperii intromisit, non approbata per praedictum Praedecessorem vestrum ipsius electione, quam in discordia asseruit celebratam.

§. 4. Per quas Sententias & Processus, cum juri & consuetudini Imperii praefato Domino nostro Ludovico, nobis & aliis Electoribus Imperii permaximè derogetur; cum jure caveatur & consuetudine, cujus contrarium in memoria hominum non existit, sit rationabiliter introductum, & sine cujusvis contradictione legitime observatum, sicut etiam in praedicto Parlamento per nos & alios Coelectores nostros, praehabita diligenti deliberatione & discussione, ac consilio multorum Principum, Comitum, Baronum & Nobilium est concorditer declaratum, & sententialiter definitum: Quod vacante Romano Imperio is, qui eligitur concorditer, vel à majori parte Principum Electorum, pro Rege Romanorum ab omnibus est habendus: Et quod nec nominatione, approbatione, confirmatione, consensu, vel auctoritate Sedis Apostolicae super administratione bonorum & Jurum Imperii indiget, sive titulo Regio assumendo: quodque Jura & bona Imperii administrare & gubernare poterit, & de Jure & consuetudine, nulla Sedis Apostolicae super hoc licentia habita vel obtenta.

§. 5. Quare cum Sanctitas vestra teneatur pra omnibus Rebus Mundi defendere jura Imperii, quod ad defensionem Sedis Apostolicae & totius fidei Christianae est coactus ordinatum, & sine cuius salubri gubernatione & defensione non potest in opulenta pacis persister Christianus populus, nec bene colere pacis auctorem: Clementer Sanctitatis vestrae supplicamus, cum omni humilitate & reverentia, qua possumus & valemus, quatenus Sententias & Processus praenotatos, & quidquid exinde ob nos sectum est totaliter & penitus revocetis, tanquam in praedictum Imperii & iurium ipsius prolatos. Quae jura illibata pro posse servare tenemur ratione à nobis praestiti iuramenti, ut obinde in omni obedientia & devotione Ecclesiae Romanae & Sanctitatis vestrae debeamus devotioribus animis perpetuo permanere. Et ne, si fecus fieret, nos & alii Coelectores nostri, cum aliis Principibus Ecclesiasticis & secularibus Alamaniae cogeremur invenire & quærere contra eosdem Processus & Sententias, quamvis inviti, remedia opportuna. Super praemissis ad Sanctitatem vestram tales transmittimus, quibus in dicendis & petendis nostro nomine fidem, vestram clementiam petimus adhibere.

Conventio inter EDUARDUM III. Regem Anglie & ALBERTUM & OTTONEM Duces Austrie de praestando mutuo auxilio 200. Galeatorum, & de invadendis Terris Ducis Burgundiae. Data apud Antwerpiam die 16. Februarii 1339. [RYMER, Foedera, Conventiones, &c. Tom. V. pag. 99.]

16. Fev.

REx Omnibus, ad quos &c. Salutem.
Vestrae volumus patere notitiae quod, Cum Illustres, Albertus & Otto, Duces Austriae, Stiriae, & Karinthiae, quasdam Ligas & Pacta, de praestando inter Nos Auxilio mutuo, nobiscum inierint, & firmiter ac fideliter promiserint se nobis, pro nostris necessitatibus, quancumque ipsos nostris certis Legationibus & Litteris haberimus requisiti, contra nostros Adversarios quolibet (Romano Imperio excepto) Ducentos Viros Galeatos, in Civitatem Franchenfurtiae juxta Renum, suis sub expensis in nostrum Auxilium transmissuros,

Eosque ibi in nostris manibus assignandos, ac ab inde nostris expensis, & pro nostris ulibus traducendos, Et, in ipsorum reditu, ad dictum locum Franchenfurtiae, sub securo transitu, reducendos,

Nos, vice versa, praefatis Ducibus promittimus firmiter & spondemus, ut quancumque, pro suis necessitatibus, nos suis certis Legationibus & Litteris duxerint requirendos, contra suos Adversarios quolibet, Ducentos Viros Galeatos, in Civitatem Franchenfurtiae antedictam, expensis nostris transmittere tenebimur, & ipsos ibidem dictorum Ducum manibus assignare, Quos abinde, pro suis ulibus, suis traducendos expensis,

Et ipsos, ad propria reversuros, usque ad dictam Civitatem de Franchenfurtia, sub expensis Ducalibus, securo conductu, reducent.

Intervenit etiam, inter nos, & dictos Duces, Pactio specialis, quam, quatenus ad nos attinet, plenè promittimus observare;

Ut, videlicet, pro Lite praesenti, quam contra Dominum Philippum de Valesio (pro Rege Francia se gerentem) pra manibus habere dinoscimur, dicti Duces, loco Ducentorum Galeatorum, quos nobis pro dicta Lite debent traducere, possint, si id eis convenientius apparebit, Terram & Gentem Illustrius Ducis Burgundiae, decenti comitiva invadere, ipsamque Terram validè & hostiliter occupare; de quo habemus esse contenti, & dictos Duces Austriae, de dictis Ducentis Galeatis, pro ista vice, penitus supportare.

Et quod Nos, cum praefato Domino Philippo ac Duce Burgundiae, nullam Compositionem seu Concordiae unionem, sine dictis Ducibus, nec ipsi sine nobis, iulemus, nec inient, nec recipimus, nec recipient, nisi nobis & ipsis utrimque in dictis Compositione & Concordia interclusis.

In cuius rei Testimonium has Litteras nostras Sigillo nostro fecimus consignari.

Dat. apud Andewerp decimo sexto die Februarii.

Conventio inter EDUARDUM III. Regem Anglie 27. Fev. & BALDEWINUM Archiepiscopum Treverensem super oppignorata eidem pro quibusdam pecuniis summis Corona Anglia hereditaria. Data die 27. Februarii 1339. [RYMER, Foedera, Conventiones, &c. Tom. V. pag. 101.]

Nos, Henricus, permissione divina, Episcopus Linsolnienfis, Reynaldus Comes Gelriae & Zutph. Willielmus de Monte Acuto Comes Sarum, Henricus de Ferrariis Camerarius, Johannes Darcy, Senescallus Hospitii, Serenissimi Domini nostri Domini Edwardi Regis Anglia, Willielmus de la Pole, Et Paulus de Monte Florum,

Speciale & sufficiens ad infra scripta ab eodem Domino nostro Edwardo, Anglorum Rege, mandatum habentes,

Re:

ANNO
1339.

Recognoscimus, tam dicti Regis Angliæ, quam nostro nomine, publicè per præsentis quod,

Licet, Ex parte dicti Domini Regis, cum Reverendo in Christo Patre ac Domino, Domino Baldewino Archiepiscopo Treverensi, super Auxilio & Assistentiâ, Sacro Romano Imperio & dicto Regi per ipsum Dominum Archiepiscopum faciendis, ac super certis Peculiarum summis, eidem Archiepiscopo ob hæc dandis,

Nonnullæ ORDINATIONES & CONVENTIONES factæ & habitæ dinoscantur, Promissionibus & Litteris ab utralibet Partium mutuo indè datis,

Nos tamen, juxta illas, præfato Domino Archiepiscopo, pro prædictis Auxilio & Assistentiâ, nomine quo supra, efficaciter promissimus, & promittimus nos procuraturos & facturos quod Vinelmus Rufus, Judæus de Argentinâ, nomine dicti Domini nostri Regis, Quinquaginta Milia Florenorum aureorum de Florentiâ, bonorum & legalium (de quibus in Litteris dicti Regis, aliis memorato Domino Archiepiscopo datis, continetur) & etiam undecim Mille Florenorum prædictorum,

Quæ quidem undecim Mille Nos, Comes Gelrensis prædictus, juxta potestatem nobis super hoc per dictum Dominum Regem in prædictis Litteris suis datam, tam ratione Stipendorum, quam pro Hospitio ipsius Domini Archiepiscopi, pro primo Mense ab eo tempore, quo ipse Dominus Archiepiscopus à Treven. pro dictis Auxilio & Assistentiâ progredi incipiet, computando, rationabiliter moderati sumus & præsentibus arbitramur,

Dabit & solvet integraliter, ante Festum Palmarum proximum, Domino Archiepiscopo memorato,

Quod, si hæc non fecerit, extunc nos omnes & singuli prædicti, nomine quo supra, ante Dominicam QUASI MODO proxima, ipsi Domino Archiepiscopo, de prædictis sexaginta uno Milibus Florenorum prædictorum, satisfacere debemus integraliter cum effectu.

INSUPER promissimus, & promittimus, ut supra, ultra prædictas Summas pro prædictis Auxilio & Assistentiâ, eidem Domino Archiepiscopo alia Quinquaginta Mille Florenorum prædictorum (de quibus etiam in Litteris dicti Regis fit mentio) ante Festum Nativitatis Sancti Johannis Baptiste proximum; Item, eidem Domino Archiepiscopo, ratione Stipendorum & sui Hospitalii prædictorum, post lapsum primi Mensis prædicti, quandiam dictus Dominus Archiepiscopus, vel ejus Exccerius, in expeditione, ratione Auxilii & Assistentiæ prædictorum, fuerint, in principio ejuslibet Mensis, undecim Mille Florenorum prædictorum per nos, vel alios, ex parte dicti Regis, integrè nos daturus.

Ceterum, si dictum Dominum Archiepiscopum, aut suos, occasione Assistentiæ vel Auxilii prædictorum, dampna aliqua, in Hominum suorum Captivacionibus, in Equorum perditionibus, aut aliis qualitercunque, sustinere contigerit, hujusmodi dampna dictus Dominus Rex, & nos, dicto Archiepiscopo refundere tenebimur & plenariè refarcire.

Et, ut prædicto Domino Archiepiscopo, super prædictis, plus ydoneè caveatur, sibi Coronam dicti Domini Regis ac Regni Angliæ Hereditariam & præcellentiore, ritè & legitime, quo supra nomine, pro Quinquaginta Milibus Florenorum prædictis, in Festo prædicto solvendis, titulo Pignoris tradidimus & obligavimus, & hiis Litteris obligamus;

Promittentes, quo supra nomine, quod prædicta Corona, per solutionem & numerationem eorumdem Quinquaginta Milium Florenorum, & etiam Quinque Milium Florenorum (Quæ quidem Quinque Mille dicto Archiepiscopo, pro suis Sumptibus, jam pro dicto Domino nostro Rege factis, in omnem eventum solvenda promissimus, & promittimus ante Festum Sancti Johannis Baptiste prædictum) per nos, vel alios, nomine dicti Domini Regis, redimi & liberari debeat.

Quod, si factum non fuerit, extunc præfatus Dominus Archiepiscopus dictam Coronam liberè poterit, alii, vel aliis (ut sibi placuerit) ulterius obligare, usque ad summam prædictorum Quinquaginta & Quinque Milium Florenorum, necnon pro dampnis & interesse, si quæ ipsum Dominum Archiepiscopum ex retardatâ solutione dictorum Quinquaginta & Quinque Milium Florenorum, ipsi Archiepiscopo faciendâ, quocunque modo contigerit sustinere; super quibus dicti Domini Archiepiscopi verbis, secundum sui conscientiam prolatis, stabimus & credemus; hoc tanto excepto, nè ipsa Corona, translatio Domini, ante lapsum Anni, inchoandam in dicto beati Johannis Festo, quomodolibet distrahatur;

Post Annum verò hujusmodi effluxum, nec prædictus Dominus Archiepiscopus, nec quisvis alius, super prædictâ Coronâ, prædictum Dominum Regem, nos, aut aliquem superiorem, in aliquo requirere tenebitur quovis modo,

Nec dictus Dominus Rex, nec aliquis nostrum, seu quisvis alter, suo, vel nostro nomine, dictam Dominum Archiepiscopum, aut quemvis alium, super Corona prædictâ, contra voluntatem ipsius Domini Archiepiscopi, impetere poterit vel debeat.

Et, si per hujusmodi Coronæ Obligationem dicto Domino Archiepiscopo, de prædictis Quinquaginta Quinque Milibus Florenorum, & dampnis & interesse prædictis, ad plenum satisfactum non fuerit, extunc quicquid ipsi de præmissis defuerit, de hoc dictus Dominus Rex, ac nos, nostrique Succesores, & Hæredes, integrè sibi satisfacere debemus & tenebimur.

Est INSUPER conditum & adjectum quod, si Sexaginta unum Milla Florenorum, superius primò tacta, ante Dominicam QUASI MODO prædictam, dicto Domino Archiepiscopo solvendum, ante jam dictam Dominicam realiter & integrè tradita & soluta non fuerint, ut superius est præmissum, tunc dictus Dominus Archiepiscopus ad Auxilium & Assistentiam prædictas minime tenebitur, nec dicto Regi, nobis, vel alicui, aut aliquibus, suo nomine, in aliquo penitus sit affectus;

Et nihilominus prædicta Corona memorato Domino Archiepiscopo, pro suis, & suorum, laboribus, sumptibus, & apparatibus, occasione Auxilii & Assistentiæ præmissorum, per ipsum Archiepiscopum & suos jam factis, pro Viginti & Quinque Milibus Florenorum prædictorum, remanere & esse debeat tam diu cum efficacità obligata, quousque sibi de Viginti Quinque Milibus jam dictis, ac dampnis & interesse, si quæ ipsum Archiepiscopum, ex morâ solutionis prædictorum Viginti Quinque Milium Florenorum, sustinere contigerit, per dictum Dominum Regem, nos, vel alios ex parte ipsius Domini Regis, fuerit plenariè & realiter satisfactum.

Quam quidem Coronam poterit memoratus Archiepiscopus, post dictum Festum Sancti Johannis, pro prædictis Viginti Quinque Milibus Florenorum, & dampnis & interesse prædictis, alii, vel aliis Creditorebus, quos ydoneos reputaverit, obligare, ac de eâ disponere sub modis, & conditionibus, ac observacionibus, prout in casti prædicto, quo servire tenebimur, de Obligatione hujusmodi Coronæ, pro majori Summâ faciendâ, superius est expressum.

Et, si præfato Archiepiscopo, per hujusmodi Coronam, seu ejus Obligationem, de prædictis Viginti Quinque Milibus Florenorum, ac dampnis & interesse prædictis satisfieri non poterit, tunc quicquid sibi de eadem Summâ, ac dampnis & interesse prædictis, defuerit, & id quo minus habuerit, tenebitur memoratus Dominus Rex, ac nos tenebimur, eidem Archiepiscopo plenariè refarcire.

Nec, ultra jam tacta Viginti Quinque Milia, ac dampna & interesse prædicta, prædictus Dominus Rex, aut nos, eidem Archiepiscopo, in aliquibus aliis Pecuniarum Summis, esse debemus obligati.

Et cum de dictis Viginti Quinque Milibus Florenorum, cum dampnis & interesse prædictis, fuerit, infra annum, à Festo beati Johannis prædicto vel citius, prædicto Archiepiscopo satisfactum, tenebitur dictus Dominus Archiepiscopus prædictam Coronam præfato Domino Regi, suæ Procuratori, ad id sufficiens mandatum exhibenti, sub Sigilli Testimonio liberare.

Ceterum in omnibus & singulis supra & infra scriptis, in quibus præfatus Dominus noster Rex, aut nos, prædicto Domino Archiepiscopo obligati sumus, seu aliter, in hiis etiam aliter & obligati illi vel illis, qui Causam, vel Causas, aut præsentis Litteras ab ipso Archiepiscopo habuerint, juxta Declarationem & Determinationem prædictas, esse volumus & debemus: volentes etiam ut ipsi, circa Obligationem prædictæ Coronæ, & circa alia, eadem facere possint quæ potest Archiepiscopus memoratus.

Et, pro præmissis & sequentibus omnibus & singulis inviolabiliter observandis, constituimus nos, & quolibet nostrum in solidum, pro dicto Domino Rege fidejussores & principales Debitores;

Volentes & eligentes spontè, si ea plenè non fuerint observata, quod ipse Dominus Archiepiscopus per se, & alios ultra hoc, quod dictum Dominum Regem, & nos, vel aliquem de nostris, præmissis non observatis, notare & inculpate valeat, dictum Dominum Regem, Nos ipsos, Bona, & Res, ipsius & nostras, ac Subditorum dicti Domini Regis, ac nostrorum, quibus-

ANNO
1339.

ANNO 1339. cumque nominibus nuncupentur, sine cuiusquam Iudicis aut Superioris requisitione, auctoritate, licentia, injuria, vel offensâ, invadere, occupare, detinere, ac se de eis intrinittere; ipsâque, res, & Bona, obligare & distrahere possit, donec sibi de omnibus & singulis, quæ sibi de præmissis defuerint, seu quorum minus habuerit, plenariè satisfiat.

ITEM. neque dictus Dominus Rex, neque nos, nec aliquis nostrum, ad Regnum Angliæ unquam, absque liberâ & expressâ licentiâ dicti Domini Archiepiscopi, transiret, vel venire debemus, seu debet, nisi prius satisfactum existat præfato Domino Archiepiscopo, secundum Determinationes prædictas, de omnibus & singulis supradictis.

Est insuper conditum specialiter & adjectum, quod nos, apud præfatum Dominum nostrum Regem Angliæ, faciemus & procurabimus, quod Rex ipse suis Patentibus Litteris, Majori suo Sigillo pendente sigillatis, præfato Domino Archiepiscopo, infra hinc & Dominicam QUASI MODO speidiciam tradendis, omnia & singula supra & infra scripta, de suo Mandato speciali, gesta fore recognoscant; & quod ea approbet, gratificet, ac ratificet: Eaque firma & inconcassâ servare pro se, & suis Heredibus, ac Successoribus, per fidem suam promittat.

Et, postquam hoc factum fuerit, extunc Litteræ dicti Domini Regis, aliâ conscriptæ & sigillatæ, ipsique Domino Archiepiscopo occasione prædictâ traditæ, quoad quascumque Summas Florenorum, ex parte dicti Domini Regis ipsi Archiepiscopo quibuscumque terminis persequendas: Necnon quoad dampna & interesse, quæ ea occasione, eidem Domino Archiepiscopo refarcienda vel refundenda esse debent; viribus vacare &, quantum ad hoc, pro infectis penitus habeantur; eidem tamen prioribus Litteris Regis, quoad alia in ipsis contenta, in suo robore duraturis.

Ea omnia & singula supra & infra scripta promittimus, & promittimus per fides nostras, per nos præstitas corporales, loco & vice Juramenti, dictum Dominum Regem, ac Nostros, rata, & grata, ac firma, inviolabiliter servaturos & adimpleturos; & quod contra ea, per Nos, vel alios, occultè vel publicè, directè vel indirectè, quovis exquisito ingenio, colore, vel arte, non faciemus, nec veniemus, nec a quoquam, quantum in nobis est, fieri permittemus;

Nec etiam præfatum Dominum Archiepiscopum, in detentione præfate Coronæ, vel ejus Obligatione juxta conscripta superius, impediemus, seu obstaculum aliquod interponemus, aut quomodolibet impetemus:

Renunciantes, pro dicto Domino Rege, Nobis, ac nostris Heredibus, & Successoribus omnibus & singulis, omni Juris beneficio Canonici & Civills, necnon Consuetudinibus, Privilegiis, Gratiis, Libertatibus, & Litteris quibuscumque, Defensionibus quoque & Exceptionibus, quæ dicto Domino Regi, Nobis, vel nostris Heredibus, ac Successoribus, contra præmissa, vel ipsorum aliquod, possent aliquâter suffragari, dolo, fraude, & violentiâ, in omnibus & singulis prædictis, senotis penitis & exclusis.

Acta sunt hæc nobis, Episcopo & Comite Gelriae, supradictis, præfente & cooperante Domino Bartholomæo de Burghasth Milite pro parte dicti Domini Regis:

Sed ex parte Domini Archiepiscopi supradicti, Nobilibus Viris Dominis, Johanne de Brunshorn, Paulo de Caych, Militibus: Tylmanno de Rodemerat Armigero: Magistro Coquine; & Magistris, Wytelo de Birgele, Rudolpho dicto Lasse, & Teod. dicto Hacke, Clericis Domini Archiepiscopi Trevirensis supradicti, præmissa tradantibus & presentibus in eisdem.

In quorum omnium evidentiam ac robur sigilla nostra presentibus sunt appensa.

Ego quoque Bartholomæus supradictus recognoscens me omnibus & singulis præmissis interfuisse, eaque tractasse, & quia, ex voto speciali, cum prædicto Domino Episcopo Lincolniensi, Fratre meo, nec principalis Debitor, nec Fidejussor esse possum, Sigillum meum, in præmissorum evidens Testimonium, appendi etiam ad præsentis.

Dat. Anno Domini Millefimo, Trecentesimo, Tricesimo Octavo, secundum Stilum & Consuetudinem Ecclesiæ Anglicanæ & Provincie Treverensis, die penultima Mensis Februarii.

CCLL

19 Mars. Lettres par lesquelles l'Empereur Louis IV. de Bavière crée Duc RAINAULD Comte de

Guelde. Fait à Francfort, le 19. Mars 1339. ANNO 1339.
[G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici.
pag. 151.]

EMPIRE DE
GUELDE

LUDOVICUS IV. ** omnibus has Litteras visuris Salutem. Quandoquidem REINOLDUS Comes Gelriae, regio genere ortus, multa servitia * Imperio præstiterit, & adhuc præstare poterit, Henrico Moguntino & Balduino Treverensi, Archiepiscopis, Joanne Rege Bohemie, Rudolpho Comite Palatino Rheni & Duce Bavarie, Rudolpho Duce Saxonie, Ludovico Marchione Brandenburgensi filio nostro primogenito, presentibus, dictum Reinoldum ex Comite Ducem Gelriae creamus, ut & posteris ejus legitimis: cum hoc Privilegio, quando nos aut Successores nostri publicabunt Parliamenta, vel quando novi aliqui Principes creabuntur, vel similes actus publici celebrabuntur, quod tunc ipse vestibus Cæsareis nos inducet.

§. 2. Item quando Successores nostri Romanorum Reges, Aquisgrani, Mediolani & Romæ coronabuntur, quod tunc ipse aut ejus Heredes Coronam Regiam dictis Regibus super caput imponent, deponent, portabunt, & in manibus gestabunt.

§. 3. Insuper ad majorem dicti Ducatus & Principatus splendorem, assignamus ipsi, juxta morem Imperii, quatuor Officiarios infra nominandos, & eorum Heredes, videlicet, Jacobum van Myrtaer Oeconomum, Everardum van Wyly Marescalcum, Theodericum van Lienden Buticularium seu Pocillatorum, & Guilelmum van Brouchyten Camerarium.

§. 4. Item concedimus ipsi juxta eundem monetam auream, juxta valorem monetæ Archiepiscopi Coloniensis, Ducis Brabantie, & Comitum Hannoniæ atque Hollandiæ. In testimonium veritatis has Litteras scribi, & sigillo nostro firmari jussimus. Datum Francforti, die 19. Martii, anno Domini millesimo trecentesimo tricesimo nono.

CCLII

JOANNIS Episcopi Olomucensis, & RUDOLPHI II April. Saxoniae Ducis, Vidimus Donationis de Marchia Budessinenf & Civitate Camenz, per Imperatorem LUDOVICUM Bavarum, JOANNI Bohemie & Poloniae Regi de anno 1320. factæ. Datum Prage Sabbato ante Dominicam quæ cantatur Misericordias Domini Anno 1339. [CHRIST. GODOF. HOFMANNUS in Appendice Diplomatum atque Documentum. Historiam Lusatiæ illustrant. Tom. IV. Scriptor. Lusaticorum pag. 192. LUNIG, Teutisches Reichs Archiv. Part. Spec. Cont. II. Abtheil. IV. Abtzt II. in Anhang von der Lausitz. pag. 8. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

NOs Joannes Dei Gratia Olomucensis Episcopus, & per eundem Gratiam Rudolphus Dux Saxonie. Recognoscimus Domini Ludovici Romanorum Regis Litteras sue Majestatis sigillo roboratas, non cancellatas, non vitatas, non abrasas, sed in prima & integra sua figura existentes, quarum tenor per omnia est talis, nos vidisse.

Nos Ludovicus Dei Gratia Romanorum Rex semper Augustus, ad universorum notitiam presentibus volumus pervenire. Quod nos Illustris Joannis Bohemie & Poloniae Regi ac Luxemburgensi Comiti, Principis & affinis nostri charissimi affectum & jugem sollicitudinem, quem circa nos & Imperium gerit assidue advertentes, ipsi quoque Joannes ad proseguendum commodum, & honorem Imperii aliquarum retributionum repensâ allicere cupientes, fuit Heredibus & Successoribus suis Bohemie Regibus Marchibus, & terrarum Budessinenf & Civitatem Camenz, ac vicariorum Dominum curandem, quæ ad Imperium ex eo, quod quondam Woldemarus Marchio Brandenburgensi sine Herede decessit, fuerant devoluta, damus, concedimus & donamus ex certa nostra scientia in feudum, & juxta feudum tenendum & possidendum perenniter cum Civitatibus, Castellis, Castris, Munitionibus, Oppidis, Vallis, Molendinis, Sylvis, venationibus, rubetis, pratis, pascuis, aquis, aquarum decursibus, & universis cum omnibus & singulis Juribus, quocumque nomine censentur, & in quibuscunque rebus consistant, quæ ad ipsam terram Budessinenf & Civitatem Camenz pertinere dignoscuntur. Volentes, ut ipsi Joannes, Heredes & Successores sui Reges

ANNO *Reges Bohemia*, terram & Civitatem prædictas, cum
 339. universis pertinentiis & Juribus suis prænotatis habere,
 Jure Domini tenere & possidere perpetuis temporibus
 debeant, nobiscum & Imperio debita fidelitatis obse-
 quia, ut Jus Feudorum exigit de terra & Civitatibus
 prædictis præstare teneantur. In cujus rei testimonium
 præsentibus Literas fieri & sigillis Majestatis nostræ jussu
 mus communiri. Datum in Castris prope Villam *Hai-*
lach, Idibus Septembris Anno Domini M. CCC. XX.
 Regni vero nostri Anno 6. In cujus evidentiam sigilla
 nostra præsentibus duximus appendenda. Datum Pragæ
 Anno Domini M. CCC. XXXIX. Sabbato ante Do-
 minicam, quæ cantatur: *Miserere* Dominus.

CCLIII.

Avril. *EDUARDI III. Anglie Regis Ratificatio Fæde-*
ris anno 1337. inter se & RUPERTUM Co-
mitem Palatinum atque Bavariæ Ducem initæ.
Datum apud Andoverp 27. Aprilis 1339.
 [Voyez-la ci-devant pag. 158. sous le 30. Juin
 1337.]

CCLIV.

Sept. *Sententia Diffinitiva in Causa, inter CASIMI-*
rum Poloniæ Regem ab una, & Magistrum at-
que Fratres Ordinis B. Mariæ TEUTONI-
corum parte ab altera, de Terris & Dominiis
Pomeraniæ, Culmenfis, Michaloviensis, Cu-
javiæ, atque Dobrzynensis, vertente, per Com-
missarios Apostolicos, scilicet G. ALHARDUM
DE CARCERIBUS, Præpositum Titulensem,
& PETRUM GERVAŖII Canonicum Avi-
ciensem, contra dictum Ordinem lata. Varscho-
via die 15. Septembris 1339. Cum inserto Man-
dato Papæ BENEDICTI. Datum Avinionæ
IV. Nonas Maji annis ut suprâ. [DUGOSSII
Historia Polonica Lib. IX. col. 1045.]

In Nomine Domini, Amen.

NOverint universi, quod nos Galhardus de Car-
 ceribus Præpositus TitulenŖis ColocenŖis Dico-
 cesis, & Petrus Gervassii Canonicus Aviciensis Eccle-
 siarum, Apostolicæ Sedis Nunci & Executores, &
 Judices in Causa, quæ vertitur inter Magnificum
 Principem Casimirus Dei gratiæ Regem Poloniæ
 Illustrum ex una parte, & Venerabiles ac Religiosos
 viros Magistrum & Fratres Ordinis B. Mariæ Teu-
 tonicorum, in partibus Prussiæ, parte ab altera, ab
 eadem Sede Apostolica, specialiter deputati, pridem
 Literas Apostolicas veras & integras, ac omni suspi-
 cione carentes, bullâ plumbeâ Sanctissimi Patris & Do-
 mini nostri, Domini Benedicti Divinâ providentia Pa-
 pæ duodecimi, in filo canapi, more Romanæ Curie
 bullatas, ut prima facie apparebant, cum ea qua de-
 cuit reverentia accepimus, de verbo ad verbum teno-
 rem, qui sequitur continentes. Benedictus Episcopus
 servus servorum Dei. Dilectis Filiis Magistro Galhar-
 do de Carceribus Præposito TitulenŖi ColocenŖis Dico-
 cesis, & Petro Gervassii Canonicum Aviciensis, Eccle-
 siarum, Apostolicæ Sedis Nunciis, salutem & Aposto-
 licam benedictionem. Querelam gravem pro parte
 charissimi in Christo Filii nostri Casimiri Regis Polo-
 niæ Illustris, in Consistorio coram nobis & Fratribus
 nostris propositam, audivimus, continentem. Quod
 olim Magister & Fratres Domus B. Mariæ Teutonicorum,
 qui tunc erant in Prussie partibus commorantes,
 nonnullas terras & Domina infra Regnum suum Polo-
 niæ consistentes, videlicet CulmenŖem & Pomerani-
 æ dudum, nec non à paucis citra temporibus, Mag-
 ister, qui tunc erat & Fratres dictæ Domus, Wladislavi-
 viensem, Brzelkensem, Dobrzynensem, & Michalo-
 viensem, terras, ad Regem & Progenitores ejus de Jure
 spectantes, infra Regnum ipsam consistentes, non
 sine magna strage Christi fideliû, & conerematione
 Ecclesiarum vel citra, hostiliter invaserunt, & per vio-
 lentiam occupaverunt, & adhuc de facto detinent oc-
 cupatas, in animarum ipsorum perniciem, ipsius Regis
 (ad quem, ratione dicti Regni sui, dictæ terræ, ut præ-
 mittitur, spectare noscuntur, sicut etiam per Senten-
 tiam latam supra dictâ terrâ Pomeraniæ per certos Ju-

ANNO
 1339.
 dices, delegatos per felicis recordationis Joannem
 Papam vigelimum secundum Prædecessorem nostrum,
 dum adhuc ageret in humanis, ad instantiam claræ me-
 moriæ Wladislai Regis Poloniæ tunc viventis, Genito-
 ris Casimiri Regis prædicti, deputatos, ab olim dicitur
 liquide apparere, ac dicti Regni, quod est Roma-
 næ Ecclesiæ censuale, quodque, post Deum, nul-
 lum, præter ipsam Ecclesiam, recognoscit superiorem
 in Terris, nec non & ejusdem Ecclesiæ Romanæ, quæ
 propterea censu, qui denarius B. Petri dicitur, eidem
 Ecclesiæ, in ipso Regno debito, multipliciter exitit de-
 fraudata, in grave præjudicium atque damnum. Sup-
 plicatum igitur nobis est pro parte dicti Regis ut pro-
 videre super his de opportuno remedio curaremus.
 Nos apud Sedem Apostolicam informari volentes,
 an Magister & Fratres prædicti super præmissis labora-
 rent infamia, dilecto Filio nostro Petro, tituli sancti
 Praxedis Præbytero, & bonæ memoriæ Joanni S.
 Theodori Diacono, tunc viventibus, Cardinalibus, commisi-
 mus oraculo vivæ vocis, ut super hoc apud Sedem ip-
 sam plenius se informarent, nobiscum referrent, quæ
 per informationem hujusmodi reperirent. Ac deinde
 per eos super hujusmodi infamiam informatione recepta,
 dictoque Joanne postmodum, sicut Domino placuit,
 de hac luce subtrahito, ipsoque Petro, Cardinalibus, se
 de speciali mandato nostro, de Romana Curia, pro
 certis arduis negotiis absentante. Demum Venerabilis
 Frater noster, Joannes Episcopus PortuenŖis, de specia-
 li mandato sibi facto, de informatione hujusmodi,
 per dictos Cardinales, ut præfetur, recepta, cujus
 Acta sibi fecimus assignari, fecit in Consistorio coram
 nobis, ac dictis Fratribus nostris relationem plenariam
 & fidelem. Et quia per relationem hujusmodi nobis
 constat, quoddam Magister & Fratres prædicti super præ-
 missis noscuntur infamia laborare; Nos nolentes nec
 valentes illa, si vera sint, salva conscientia, conveni-
 entibus oculis pertransire, contra invasores, occupato-
 res hujusmodi, prout prædictorum excessum enormi-
 tates exposcunt, ne ipsorum impunitas, aliis in exem-
 plum transeat, debite procedentes, discretioni vestræ,
 & dictorum Fratrum nostrorum Consilio per Apostolica
 Scripta committimus & mandamus, quatenus vos &
 alter vestrum, per vos seu alium vel alios, incendiarios
 Ecclesiarum prædictarum, ejusdemque status, ordi-
 nis, & conditionis existant, auctoritate nostra in Ec-
 clesiis, & locis aliis, ubi expedire videbitur, generali-
 ter excommunicatos publicè nunciatis, & faciatis per
 alios nunciare. Quorum absolutionem Sedi Apostoli-
 cæ duximus specialiter reservandam. Ac deinde de præ-
 dictis invasionibus, occupationibus, & incendiis, siue
 damnis simpliciter & de plano, sine strepitu & figura
 judicii vocatis, qui fuerint vocandi, informari curetis.
 Et si vobis consulerit legitime de invasionibus, oc-
 cupationibus, damnis & incendiis supradictis, ac personis
 quæ talia perpetrarunt, eosdem incendiarios nomina-
 tim excommunicatos, publicè nunciatis, diebus Do-
 minicis & festivis, & per alios in locis ubi expedire vi-
 deritis, nunciare faciatis, & ab omnibus artibus evitari,
 & tam eos quam alios invasores, occupatores, nec non
 damnorum hujusmodi illatores, & ad reedificationem
 Ecclesiarum vel occasione ipsorum, ut præmittitur,
 destrudendum, & satisfactionem, & emendationem alio-
 rum bonorum mobilium, nec non ad restitutionem
 plenariam dictarum terrarum, cum fructibus inde per-
 ceptis, & rerum mobilium exinde ablatarum, seu amissi-
 onem solutionem, estimationem ipsarum rerum mobi-
 lium seu emendationem, damnorum super dictis bonis
 mobilibus illatorum, taxatione prius per vos facta, de dictis
 bonis mobilibus, pro personarum & negotiorum qualitate,
 ac valore seu estimatione ipsorum ablatorum mobilium, seu
 incensurum, & disperditorum, ubi ipsorum mobilium
 valor seu estimatio alter probari non poterit, juramen-
 to ejusdem Regis, & aliorum qui pertulerunt damna
 hujusmodi, declaranda, eidem Regi & aliis damna pas-
 sis, integraliter faciendam, nullo super hoc eisdem in-
 vasoribus, occupatoribus, incendiariis, raptoribus, &
 damnorum hujusmodi illatoribus, appellationis suffi-
 ciente remedio, condemnatis, hujusmodi Sententiam,
 quam super præmissis proferri contigerit, executioni de-
 bite demandandum. Contradictores quoslibet & re-
 belles, ejusdemque status, dignitatis, & ordinis vel
 conditionis extiterint, per excommunicationes & sus-
 pensiones in personas, ac interdictum in terras seu Ec-
 clesiis earundem terrarum, ac Universitates seu Com-
 munitates earundem terrarum, & alia Juris remedia,
 prout expedire videritis, compescendo. Invocato ad
 hoc, si opus fuerit, auxilio brachii secularis. Non ob-
 stante felicis recordationis Bonifacii Papæ octavi, Præ-
 decessoris nostri, Constitutione: qua caveretur, ne aliquis
 extra

ANNO

1339.

extra suam Civitatem & Diocesim, nisi in certis exceptis casibus, & in illis ultra unam dietam, à fine suae Diocesis, ad iudicium evocetur: seu ne Iudices à Sede deputati praedicta extra Civitatem & Diocesim, in quibus deputati fuerint, contra quoscunque procedere, five alii vel alii vices suas committere, vel, aliquos ultra unam dietam, à fine Diocesis eorum trahere praesumant. Ac de duabus dietis in Concilio generali, ac aliis quibuscunque Constitutionibus, à Praedecessoribus nostris Romanis Pontificibus, tam de Iudicibus delegatis, quam de personis ultra certum numerum ad iudicium non vocandis, aut aliis editis, quae vestrae possent in hac parte Jurisdictioni aut potestati, ejusque libero exercitio, quomodolibet obviare. Seu si eisdem Magistro & Fratribus, vel quibuscunque aliis, communiter vel divisim, ab eadem Sede sit indultum, quod excommunicari, suspendi, vel eorum Ecclesiae, Civitates, Castra, & qualibet Loca, Ecclesiastico subijci Interdicto, seu quod ultra vel extra Loca ad iudicium evocari non possint, per Literas Apostolicas, non facientes plenam & expressam, ac de verbo ad verbum, de Indulto hujusmodi, eorumque locis, personis, ordinibus, & nominibus propriis, mentionem. Ac quibusvis aliis Privilegiis, Indulgentiis & Literis Apostolicis generalibus vel specialibus, quoruncunque tenorum existant, per quae praesentibus non expressa, vel totaliter non inserta vestrae Jurisdictionis explicatio in hac parte quomodolibet valeat impediri, & de quibus quoruncunque totis tenoribus de verbo ad verbum habenda sit in nostris Literis mentio specialis. Ceterum volumus, & auctoritate Apostolica decernimus, quod quilibet vestrum prosequi valeat articulum, etiam per alium inchoatum, quamvis ille inchoans nullo fuerit impedimento Canonico praepeditus. Quodque vobis & utrique vestrum à data praesentium, sit in praemissis omnibus, & eorum singulis, perpetua potestas & Jurisdictio attributa, ut eo vigore, eaque firmitate possitis, in praemissis omnibus & singulis & pro praedictis procedere, ac si praedicta omnia & singula coram nobis cepta fuissent, & Jurisdictio vestra super praemissis omnibus, & singulis eorum, per citationem, vel modum alium legitimum perpetuata existisset, quacunque Constitutione contraria non obstante. Quod si praefati Magister & Frates in hac parte processibus vestris efficaciter parere non curaverint, ac etiam obedire, eos ex parte nostra peremptorie citetis, & intra semelstris temporis spatium, post citationem vestram hujusmodi, cum omnibus, & eorum, & dictae Domus exemptionum Privilegiis, si quae habent, idem videlicet Magister & Frates, quos per informationem hujusmodi principales, & praecipuos repereritis praedictorum excessuum pattores, personaliter, alii vero per Procuratorem vel Procuratores idoneos, plenum & sufficientem mandatum, ac plenam & liberam potestatem habentem seu habentes, ad obediendum, & ad parendum eorum nomine, & pro parte sua super praemissis iudicio, vel concordia injungenda & statuenda duxerimus, plenarie parituri, & alia facturi & recepturi, quod de Sedis ejusdem processerit beneficio voluntatis. Alioquin nisi compa-uerint, & dicta Privilegia portaverint, illa dictae Sedi Apostolicae ostensuri, ex tunc Privilegia ipsa suspendimus, & ipsos interim suis Ordinariis volumus esse subiectos. Ac nihilominus contra eos, ut iustum fuerit & expedire viderimus, procedemus, eorum absentia non obstante. Ceterum si forte praefatos Magistrum & Fratres, per vos vel alium, seu alios, aut non fueritis in domibus seu domiciliis eorumdem citare, vel ipsi impedimentum praestiterint ne citari valeant, in eisdem volumus & decernimus, vobis & cuilibet vestrum praesentium auctoritate, licere ipsos diebus aliquibus Dominicis & festis, cum populus convenerit ad Divina, ut sic facta Citatio ad eos pervenire verisimiliter praesumatur, citare vel citari facere publice in Ecclesiis Civitatum, vel Locorum insignium magis vicinorum, in quibus possitis tate morari, & deinde procedere contra illos, five citati taliter, statuto ipsis peremptorio termino competentis, coram vobis comparere, five comparere contempnent, iuxta formam praesentium, ac si citati legitime existissent. Quem quidem Citationis modum vobis sit licitum observare, etiam in aliis Citationibus faciendis, de illis, seu contra eos, & ut coram vobis debeant, ut praemittitur, comparere. Quas quidem Citationes ita volumus & decernimus eosdem archare citatos, ac si eos personaliter comprehendissent, & in eorum praesentia factae essent, quacunque Constitutione contraria non obstante. Diem vero Citationis, per quam praedicti Magister & Frates citati fuerint, ut coram nobis debeant, ut praemittitur, comparere, ac formam, & quicquid super praemissis duxe-

ritis faciendum, nobis per vestras Literas, aut Instrumentum publicum, harum seriem continentem, intimare curetis. Datum Avinionae, quarto Nonas Maii, Pontificatus nostri anno quarto. Quarum quidem Literarum Apostolicarum auctoritate, ad instantiam dicti Regis, seu Procuratoris ejusdem praedictos Magistrum, & Fratres dicti Oraniis, ac specialiter & nominatim Advocatos, & Commendatores ejusdem Ordinis, videlicet Commendatorem generalem, Advocatum Culmenensem, ac Commendatores de Thorun ac Grudancze, Lipanensem, Radensem, Ehlpelgensensem, Golubensem, Strosbergensem, Papovienensem, Wyeczslavienensem, ac de antiquo Gasto Thorun; & in terra Cuavienensi, Nieschovienensem, Orlovienensem, Murienensem, Brzeskensem, Kowalensem, Radzilovienensem: & in terra Pomeraniae, Succensem, Gdanensem, Derschowienensem, & Camenensem: in terra autem Prussiae, Marienburgensem, Stumenensem, Lauenensem, Elbigenensem, de Lesk, & Rigenensem: ac quoscunque dictarum terrarum Advocatos, atque Commendatores, coram nobis in iudicium, iuxta Mandatum Apostolicum, ad certum locum & terminum fecimus evocari. Comparere igitur in iudicio coram nobis, loco & termino peremptorio praedictis, Magistro Bartholdo de Rathibor, Jurisperito Procuratore dicti Domini Regis Poloniae, nomine Procuratorio ipsius, qui de mandato suo seu Procuratorio, fidem fecit per publicum Instrumentum scriptum, & signatum per manum publici Notarii, & Sigilli dicti Domini Regis appensione munitum. Dicto igitur Procuratorio producto, idem Procurator libellum five petitionem suam obtulit in scriptis, petens contra Magistrum & Fratres, ac Commendatores praedictos, vel personam aliam pro ipsis legitime intervenientem, procedi per nos iuxta tenorem petitionis ipsius, ac Literarum Apostolicarum continentiam praedictarum. Quibus propositis & oblatis, comparuit etiam discretus vir Dominus Jacobus de Arnoldi Villa Plebanus, Culmenensis Diocesis, Procurator, & nomine Procuratorio Magistrum & Fratrum praedictorum, qui de Procuratore sua fidem fecit, per publicum Instrumentum, signatum & scriptum per manum publici Notarii, & dicti Magistrum sigilli appensione munitum. Praedicto etiam producto Procuratorio, dictus Procurator protestatione praemissa, quod non intendebat in nos consentire, tanquam in Iudices suos, seu Dominorum suorum, nec comparare alias coram nobis ex causis frivolis & minus rationabilibus, à nobis ad Sedem Apostolicam appellans, à praesentia nostra confestim illi centiatus recessit. Nos vero attendentes, quod in dicta causa praedictorum Magistrum & Fratrum, ac Commendatorum, seu Procuratorum, eorum absentia non obstante, de jure & vigore Apostolici Rescripti procedere poteramus, instante Procuratore dicti Domini Regis, per nos quoque procedi in causa praedicta petente, petitionem oblatam ipsius pro parte dicti Domini Regis recepimus. Quae recepta, praestititque iuramento de calumnia & veritate dicenda, item animo constanter contestandi, per dictum Procuratorem dicti Domini Regis, in contumaciam Partis adversae, datis etiam articulis & testibus, praedictis, productis & examinatis, ipsisque & eorum attestationibus publicatis, productis etiam Instrumentis, quibus uti voluit idem Procurator: tandem in causa praedicta, pro parte dicti Domini Regis Poloniae, per dictum Procuratorem ipsius, renunciatum exiti & conclusum, & nos in Partis alterius contumaciam habuimus pro conclusum. Nos igitur, visis & auditis informationibus ac probationibus, ac aliis in dicta causa productis & actis, iurisque causae ipsius, & meritis iustitiae lance discussis, & diligenter examinatis, deliberatione praehabita diligenti nobiscum, ac etiam cum peritis, didicisse Magistro & Fratribus, ac Commendatoribus citatis, ad audiendum nostram, diffinitivam Sententiam ad diem praesentem, distoque Magistro Bartholdo Procuratore dicti Regis Poloniae, ad hoc in nostra praesentia constituto & praesente, & proferri per nos, diffinitivam Sententiam postulantem, praefatis Magistro & Fratribus, ac Commendatoribus contumaciter absentibus, quorum absentiam Dei praesentia repleat. Sacrosanctis Dei Evangelii positus coram nobis, ut nostrum de vultu Dei prodeat iudicium, & oculi nostri videant aequitatem: sedentes pro tribunali, in loco Partibus ad hoc assignato, Dei nomine invocato, qui praecipit iuste filios hominum iudicare, in nomine Patris, & Filii, & Spiritus sancti. Amen. Quia constat nobis, informatione praehabita plenaria & diligenti, ex productis & probatis, ac actis coram nobis legitime pro parte dicti Domini Casimiri Regis Poloniae Illustris, & Procuratoribus ipsius, in praedicta causa, quod Frater Theo-

ANNO

1339.

Theo-

ANNO 1339. Theodoricus de Aldemburg, nunc Magister Ordinis domus Hospitalis B. Mariæ Teutonicorum, tunc Marchialis Fratrū Lutheri de Brunswik tunc Magistri Ordinis supradicti, ac Commendatores & Advocati, Culmenfis, de Thorun, de Grudancz, Lipanenfis, Radinenfis, Egilpergenfis, alias dictus de Brodnica, Papowienfis, Vencelawienfis, ac de antiquo Castro Thorun; aque de terra Cujavia, Nieschowienfis, Ottowienfis, Murinenfis, Brzeszenfis, Kowalienfis, Radzieciovienfis, & Mosburgienfis, alias dictus de Przeczec; ac de terra Pomerania Swecenfis, Gdanenfis, Derschowienfis, Camenfis, nec non de terra Prussia, Marienburgens, Stumens, Laszinenfis, Elbingenfis, de Lesk, ac Rigenfis, nec non Fratres dicti Ordinis, prædictorum ac aliorum Locorum, partium prædictarum, qui tunc erant cum valido & hostili exercitu, & vexillis erectis, timore Dei postposito, & Diabolo suadente, Regnum Poloniae devastando, Ecclesias videlicet de Nakiel, de Wartha, de Schadek, de Baldrichow, de Konin, de Stup, de Pobiedziska, de Kaczewo, nec non Fratrum Minorum & S. Crucis in Pizdri, igne incendierunt, & ablati per eos inde primitus libris, calicibus, thesauris, & aliis depositis dictarum Ecclesiarum, eas cum Sanctuariis, & Sanctorum Reliquiis & Imaginibus, penitus combusserunt, & quorum occasione incensa & combusta fuerunt, Auctoritate Apostolica nobis in hac parte commissa denunciamus his Scriptis excommunicatos, ac per Episcopos & Praelatos, & Ecclesiarum Rectores, Civitatem & Diocesim, Gnesnensem, Posnanienfis, Wladislavienfis, Procenfis, Cracovienfis, Lubucenfis, Wratislavienfis, & Culmenfis, sub pena suspensionis ab eorum Officiis, in Ecclesiis suis, diebus Dominicis & festis, dum Populus ad Divina conveniret, mandamus publice nunciari. Absolutionem ipsorum, Fratrū Theodorici de Aldemburg, Magistri, & Commendatorum, ac Fratrum prædictorum aliorumque dictarum Ecclesiarum incendiatorum, Sedi Apostolicae tantummodo reservata. Prædictosque Magistram, Commendatores, & Fratres locorum & partium prædictarum dicti Ordinis, Domus B. Mariæ Teutonicorum de Prussia, ad reedificationem prædictarum Ecclesiarum, per eos vel occasione eorum destrudarum & combustarum, ad restitutionem & emendationem aliorum bonorum immobilium his Scriptis sententialiter condemnamus. Præterea quia constat nobis, præhabita informatione plenaria & diligenti, prædicta, ex productis & probatis legitime attestatis, coram nobis ex parte dicti Domini Regis Poloniae, in Causa prædicta, per Procuratorem ipsius Domini Regis, quod terræ Culmenfis, Pomeraniae, Wladislavienfis, Brzeszenfis, Dobrzinenfis, & Michalovienfis, cum suis Civitatibus, Castris, Oppidis, & Villis, ac suis Juribus pertinentisque universis, sitæ sunt infra metas Poloniae, & infra Regnum ipsum, & tanquam de Regno, & ad ipsum Regnum pertinentium, & Reges ac Principes Regni Poloniae, progenitores dicti Domini Regis Casimiri Poloniae Illustris, qui pro tempore fuerunt, eas possiderunt, & tenuerunt: constatque nobis etiam ex prædicta informatione, productisque ac probatis, & attestatis coram nobis, quod prædicti Magister, Commendatores, & Fratres qui pro tempore fuerunt Domus prædictæ Ordinis B. Mariæ Teutonicorum de Prussia, saepe dictas terras, Pomeraniae, Brzeszensem, Wladislaviensem, cum suis Castris, Villis, specantes & pertinentes ad dictum Dominum Regem, & Progenitorem ipsius, constituerunt infra Regnum Poloniae, cum magna fraude fideliū in Dei offensam, ac ipsius Domini Casimiri, ac clare memoratæ Domini Wladislaus patris ipsius Regis Poloniae, in iacturam gravem & lesionem, hostilitate invaserunt & occuparunt; adhuc dictus Magister qui nunc est, & Commendatores Fratresque prædicti Ordinis, violententer terras Culmensem & Michaloviensem, cum suis Civitatibus, Castris, & Villis, ac juribus & pertinentiis universis, infra dictum Regnum Poloniae constitentes, & ad Regem ipsum pertinentes, iniuste & indebitè deinceps occupatas. Constat nobis etiam, quod idem Magister, Commendatores, & Fratres dicti Ordinis, terram maioris Poloniae, ad ipsum Dominum Regem spectantem, cum valido exercitu hostilitate & vexillis erectis intrantes, & invadentes, terram ipsam, Castra, Villas, Civitates, & Oppida, igne penitus combusserunt, vastaverunt, & desolaverunt, videlicet Gnesnensem Civitatem Metropolitanam dicti Regis Poloniae, Zenam, Nakiel, Lancianiam, Unielow cum Castro, Stradam cum Castro, ibidemque Wartham, Schadek, Baldrichow, Charlupa omnes Villas in territorio seu districtu Calisienfis,

ANNO 1339. Pizdri cum Castro & Claustro seu Monasterio Fratrum Minorum, ibidem Konin, Stup, Kleczow, Pobiedziska cum Castro, ibidem & Kolczien, Civitates seu Oppida munita, cum omnibus Villis sibi adjacentibus, & eorum districtibus & Territoriis constitutis, ipsis primitus spoliatis omnibus bonis mobilibus & se moventibus, & multis hominibus interfectis & pluribus ex dicta terra in captivitatem deductis, denudatisque mulieribus & oppressis, igne penitus combusserunt, vastaverunt, & desolaverunt, & alia damna dicto Domino Regi, & Regno suo, suisque Subditis, plurima intulerunt. Eapropter ad restitutionem dictarum terrarum, Pomeraniae, Wladislavienfis, Brzeszenfis, Dobrzinenfis, Culmenfis, & Michalovienfis, plenariam & integram faciendam, dicto Domino Regi Poloniae, ac fructuum, reddituum, & proventuum inde perceptorum, & bonorum ablatorum, incensorum, & depreditorum: Nec non emendationem damnorum super bonis immobilibus & mobilibus illatorum, seu veram restitutionem, valorem omnium, tam fructuum perceptorum, quam bonorum mobilium ablatorum, preditorum, & incensorum, & damnorum super bonis mobilibus illatorum, quæ omnia taxamus ad centum nonaginta quatuor millia, & quinquentas marcas Polonici ponderis, & monetæ, prout etiam dictus Dominus Rex, in nostris manibus proprium juramentum, in præfata summa declaravit, præstando. Insuper & ad restitutionem expensarum factarum in dicta lite, & occasione ipsius, per dictum Dominum Casimirem Poloniae Regem, seu Procuratorem ipsius, faciendam dicto Domino Regi, quas in mille sexingentis marcis prædictorum ponderis & monetæ taxamus, prout dictus Procurator in nostris manibus, tactis prædictis sacrosanctis Evangelis, asseruit dictum Dominum Regem fecisse, & expendisse. Et etiam declaramus prædictos, Magistrum generalem, Commendatores & Fratres domus Ordinis B. Mariæ Teutonicorum, prædictarum terrarum illicitos detentores, & occupatores, dictorum damnorum illatores & excessum patratores, dicto Procuratore ipsius Domini Regis Poloniae, nomine Procuratorio ejusdem, his eisdem Scriptis, per hanc eandem nostram Sententiam diffinitivam sententialiter condemnamus. In quorum omnium testimonium, evidentiam, & certitudinem pleniorē, præsentem Sententiam diffinitivam, unā cum insertionē Rescripti Apostolici, ac eorum Procuratorum supra insertorum, & conscriptorum scribi, & in hanc formam publicam redigi mandavimus, per Notarios publicos, Scribasque nostros infra scriptos, & sigillorum nostrorum appensione muniri. Et ut fides plenaria & indubitata transcripto Rescripti Apostolici, ac Procuratorum prædictorum superius transcriptorum, adhibeatur ubicunque, & coram quibuscunque, in judicio vel extra, ac si originalia apparent: Ac omnibus aliis, & singulis supradictis, scriptis, & narratis, nostram auctoritatem judicariam interponimus & decretum. Acta fuerunt hæc Varschovie Posnanienfis Diocesis, intra Ecclesiam S. Joannis Baptiste, dicti Locis, Anno à Nativitate Domini millesimo tricentesimo trigesimo nono, Indictione septima, Pontificatus Sanctissimi Patris & Domini nostri, Domini Benedicti Divina providentia Papæ duodecimi, anno quinto, & die quindecima Septembris, circa horam Vesperarum. Præsentibus Reverendissimis in Christo Patribus & Dominis, D. Janissao Archiepiscopo Gnesnenfi, D. Clemente Procenfi, D. Joanne Posnanienfi, & D. Stephano Lubucenfi, Episcopis ac Venerabilibus Patribus, Fratre Guillino de Sulkow, Fratre Joanne de Mogila, Abbatibus; & D. Nicolao Agriensi, Gregorio Czelzenfi, Zagobrenfis Diocesis, & Petro Lancienfi, Præpositis; & pluribus aliis tam Clericis quam Laicis, in magna multitudine, testibus fide dignis, ad præmissa vocatis specialiter & rogatis. Et ego Petrus de Montilio Clericus Avienensis, auctoritate Apostolica & Imperiali Notarius publicus, prolationi hujusmodi præsentis Sententiæ diffinitivæ, dum ad supradictum Dominum Galhardum de Carceribus, de voluntate & expresso consensu præfati Domini Petri Gervasi Collegæ sui, rectabatur & legebatur, personalem interfui, unā cum Notario publico subscripsi, & testibus suprascriptis, & de mandato eorum prædictas Commissionis Literas Apostolicas vidi & tenui, cum vera bulla plumbea in filo canapi pendente, non cancellatas, non vitiatas, nec abolutas in aliqua sui parte, ac Procuratoria libellumque, & earum tenorem de verbo ad verbum in hac Sententiā diffinitivā apposui & transcripsi, nil addens vel minuens, quo rei veritas immutetur, & diligenter etiam auctuavi, unā cum Notario publico subscripto. Et quia diligenti facta auctorisatione cum Originali.

ANNO

1339.

ginalibus, & præfenti publico Instrumento ea concordare inveni, hic me subscripsi, & signum meum apposui requisitus consuetum, & præfati Domini Iudices, ad ipsius præfentis Sententiæ diffinitivæ, & omnium & singulorum supradictorum & scriptorum confirmationem & robur, eorum auctoritatem judicariam interposuerunt, & decretum, & eorum sigillis mandaverunt appenditione muniri, ad evidentiam & certitudinem omnium præmissorum. Et ego Albertus Cristini Clericus, Cracoviensis Diocesis, publicus Apostolicæ & Imperiali auctoritate Notarius, prolationi præfentis Sententiæ diffinitivæ, dum ad supradictum Dominum Galhardum de Carceribus, de voluntate & expresso consensu præfati Domini Petri Collegæ sui recitabatur & legebatur, una cum Notario publico & testibus suprascriptis præfens interfui, & de mandato eorum prædictis Commissionis Literas Apostolicas vidi & tenui, cum verâ bullâ plumbeâ, in filo canapi pendente, non cancellatas, non viatas, nec abollitas, aut in aliqua parte sui suspectas, & ea omnia cum Notario una publico suprascripto diligenter audivimus. Et quia facta diligenti auctoritate cum Originalibus, & præfenti publico Instrumento, ea concordare inveni, hic me subscripsi, & signum meum consuetum apposui requisitus.

CCLV.

12. Oct. *Litteræ Pape BENEDICTI XII. ad EDUARDUM III. Regem Angliæ, quibus ipsum à Fœdere cum Imperatore LUDOVICO Bavaro absterres, & ad abstinendum Vicariatu sub Anathematis comminatione compellit. Datæ Avenione quarto Idus Octobris 1339. [RYMER, Fœdera, Conventions, &c. Tom. V. pag. 128.]*

Benedictus Episcopus, Servus Servorum Dei, Magnifico Principi Edwardo, Regi Angliæ Illustri, Spiritum consilii sanioris.

Recentem habemus memoriam, & etiam tuæ credimus memorie inhærere, qualiter dudum, non longe diebus præteritis, Excellentiam tuam puram & sinceram a quavis obfuscatione tenebrofi contagii præservari, tuæque splendorem Prosapiæ in te lucere clariùs cupientes, ex intimâ dilectionis affectu, quo te Statumque tuum semper fuimus prolecuti, nostras tibi direximus Literas,

Inter cætera recensentes quòd Ludovicus de Bavaria, contra Processus, fœlicis recordationis, Johannis Pape XXII. Prædecessoris nostri, & Inhibitiones ipsius, de consilio Fratrum suorum, Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium, factos & habitos, diversas, Spirituales & Temporales, Pœnas & Sententias continentes, ingressus Italianam, nonnullos Hæreticos, & de Hæresi publicè condemnatos, in consortium publicæ familiaritatis & participationis admisit; Hæretica quoque Dogmata, scienter, immo potiùs dementer, approbans, ea per diversas suas Literas, ejus noto Sigillo munitas, deduxit in aliorum publicam notionem:

Ex hiis & pluribus aliis horrendis Excessibus, quos, utpote toti Mundo notorios, subicimus, se ostendendò Hæreticæ pravitatis labe repperim, ac Excommunicationis & Anathematis Sententias incurrendo.

Et tandem, ausus ausibus & excessus superaddens excessibus, ad Urbem accessit, ubi in tantam proripuit insaniam, ut meditatus Urbi & Orbi universalis Scismatis fuscitare dedendū, quandam Ypocritam, nomine Petrum de Corbaria, velut abominationis detestandæ Simulacrum, quantum in eo fuit, pro Romano Pontifice statuere & habere per se & alios moliretur, ipsumque fuit veneratus ut Papam. Consecrationem, immò verus Execrationem, ac Diadema Imperiale, de factò recepit ibidem, ut de multis aliis reprobis ejus Processibus & detestandis Excessibus, præsumptione perpetratis Hæreticâ, taceatur.

Propter que idem Prædecessor dictum Ludovicum denunciavit a Domino omni Dignitate & Honore fore privatum, & ipse in eum, tantarum Hæresium & Scismatum maculis ireritum, exercens Gladium Apostolicæ Potestatis, eum, cum omnibus qui adhærerent eidem, vel sibi præstarent auxilium, consilium, vel favorem, seu pro Romanorum Rege vel Imperatore scienter haberent, tenebant, vel nominarent, eundem, non solum Excommunicationis & Anathematis, sed etiam alias Pœnas & Sententias, tanquam in Fautores, Auxiliatores, & Valitores Hæretici & Scismatici, promulgavit, & declaravit a jure prolatis, sicut in diversis

Processibus, per dictum Prædecessorem super hoc habitis, seriòsius continetur.

Quibus, per dictas Literas nostras, prolixiore narrationis serie, ad notitiam tuam deductis, Magnificentiam tuam per easdem Literas requirendam duximus & rogandam, ut tu, prudenter advertens, & in scrutinium internæ considerationis adducens, gravitatem Pœnarum & Sententiarum, quas incurrerent, quantisque se periculis & discriminiibus implicarent, qui præfatus Ludovicus sic publicè & notoriè de pravitatibus Hæresis sic odiosi Scismatis condemnato, priusquam reconciliationis gratiam ejusdem Ecclesiæ meruisset, participare præsumerent, vel sibi impenderent auxilium, consilium, vel favorem, vel, tanquam Imperatori vel Regi Romanorum, Reverentie cultum, seu Titulum Regalis vel Imperialis nominis, assignarent scienter, a cujuslibet participationis Fœdere contrahendo cum eo, & qualibet exhibitione Reverentiae & Honoris Sibi, tanquam Regi vel Imperatori, donec ipse Reconciliationis gratiam dictæ Ecclesiæ meruisset, penitus se retrahere & rotaliter abstinere ardues, ut tibi Famae integritas & illibata tui Generis claritas servarentur.

Postque rumore imposito & infesto ad aures nostras deducto, quòd tu Requisitionibus & Precibus nostris hujusmodi, de fonte prodentibus Caritatis, non sine detrimento tuæ Salutis & Famae, quod dolentes referimus, obauditis, eidem Processibus Prædecessoris ejusdem, per quos adversus omnes & singulos, cujuscumque preminentiæ, conditionis, vel status, etiam si Pontificali, vel Regali, vel quacumque aliâ, Ecclesiasticâ seu Mundanâ, Dignitate fulgerent, præfatus Ludovicus adherentes, seu præstantes directè vel indirectè, publicè vel occultè, consilium, vel auxilium, vel favorem, vel sibi, tanquam Imperatori vel Regi Romanorum, Reverentiam exhibentes, seu Titulum Regalis vel Imperialis nominis assignantes, seu ascribentes, graves spirituales & temporales Pœnæ & Sententiæ insiguntur in suâ perdurantibus firmitate, præsumptas Confœderationes inire cum eo, sibi que adhærere ac præstare consilium, auxilium, & favorem,

Et, quod est gravius, in Serenitatis tuæ Gloriâ notabilem ponere maculam non formidans, per totam Alemanniam & Germaniam, ac universas & singulas earum Provincias, VICARIATUS nominis Officium, sub Imperialis nominis Titulo, ab eodem suscepere de factò (cum idem Ludovicus nec Rex, nec Imperator existit) tali prætextu Ecclesiarum Prælati & Personis Ecclesiasticis, in terris Imperii constitutis, ac in nostrâ & ejusdem Ecclesiæ devotione & fidelitate consistentibus, sub Pœnis gravibus, per tuas Literas injungendo, ut ad te, tanquam ejusdem Ludovici in partibus illis VICARIUM, super diversis, contentis in eisdem tuis Literis, convenirent, prout in dictis Literis, quas Sigillo tuo munitas, præstantes nobis, oculatâ fide perperimus, plenius continetur, contempnens dampnabiliter Pœnas & Sententias supradictas, illis te manifestè, non absque horrendâ tui status maculâ atque notâ proculdubio, implicando.

Nos, considerantes quòd hujusmodi VICARIATUS Officium, & alia præmissa per te præsumpta, ad tui Honoris, & Status, ac Salutis, & Famae, dispendium redundabant, te per dictas Literas nostras requisivimus, & hortati fuimus, paternò tibi consilio suadentes, ut præmissa & alia, que circa illa tibi possent occurrere, deducens in rectâ discussionis & deliberationis Examem,

Ac insuper tenens certius & attendens quòd idem Ludovicus, ut præferrit, nec Rex, nec Imperator existit, nec aliqua, que fecerit, vel faciat, sub Imperiali vel Regali nomine, sint alcujus roboris vel momenti,

Quòdque tibi periculosum erat, ac multipliciter formidandum, Bellorum subire discrimina, si fores dictis Processibus, Pœnis, & Sententiis, involutus, ac per hæc Dei & ejusdem Ecclesiæ Persecutor & Hostis effectus, ab hujusmodi Præsumptionibus penitus resisteres, gressusque tuos in viam rectam ac Deo placitam, tuisque Statui, Salutis, & Honoris, congruam dirigere, quanto citius non differres.

Sperabamus enim quòd, oculis tuis apertis ad bonum, & declinantibus non in Erroris devium, set in callern rectitudinis & semitam Veritatis salutiferâ, monita devotè susciperes & efficaciter adimpleres, nec Dominum, ac Nos, & eandem Ecclesiam, ulterius, per graviores excessus ac oppressiones Ecclesiarum & Personarum Ecclesiasticarum, contra te ad iracundiam provocares.

Ser,

ANNO

1339.

ANNO
1339.

Set; sicut noviter ex questione Venerabilis Fratris nostri, Guillelmi Episcopi Cameracensis, non sine admiratione & animi turbatione, percepimus, & referimus cum dolore, tu; predictis monitis, requisitionibus, hortationibus, & precibus Apostolicis deductis penitus in contemptum, adversus praefatum Episcopum & Ecclesiam Cameracensem; ac Comitatum & Terras ipsorum; quosdam voluntarios & odiosos processus, non abique divina Majestatis & Apostolicae Sedis offensa, & derogatione Ecclesiastica Libertatis, de facto, pretextu VICARIATUS hujusmodi, habere cepisti, & graviore facere comminari; ac contra Civitatem Cameracensem, quae ad Episcopum & Ecclesiam praedictos pleno jure noscitur pertinere, Equitum & Peditum armatorum Exercitum congregasti, ipsamque in dictorum Episcopi & Ecclesiae dampnum non modicum & praedictum, obediisti, & eamque detinere praesumis obsequium.

Cum itaque processus, vel veris excessus, hujusmodi non possumus salva Conscientia, nec etiam debemus, contentibus (a) oculis pertransire, quin ad tuitionem & defensionem ejusdem Cameracensis, & aliarum Ecclesiarum, in quarum oppressione Jura nostra & Romanae Ecclesiae opprimi dubium non existat, apponamus manum Apostolicae Potestatis,

Excellentiam tuam iterum requirimus & rogamus attemperare, per Apostolicam Scriptam tibi districtius injungentes, quatinus attendens consilia, & resolvens prudentius, in scrutinio mentis tuae, quam periculosum tibi visusque Haereticis, imposterum reddi possit, quod adversus ejusdem Praedecessoris processus, notorie habitos, & per universa fere Orbis Climates publicatos, te provocaret erigas, & publice venias contra eos.

Quantae nota infamiae & ignominiae, ex praesumptione tam dampnabili, respergitis; considerantis etiam cogitans quale tibi, tuisque Haereticis, imposterum possit partituri dispendium si publicis fautor Haereticis & Scismaticis, de Haereti & Scismate condemnati, per solemnes processus ejusdem Sedis Apostolicae denotatis, consilio & proviso consilio, per emendationem debitam, hujusmodi studeas praevare pericula & dispendia evitare, praedictum Exercitum ab Obsidione praedicta quamtocius revocando, & a similibus imposterum abstinendo, dictoque VICARIATUS Officio, per quod Facta tua ladirur, & status Dignitatis Regiae non mediocriter minoratur, ulterius non utendo.

Alioquin, cum non sit differendum (b) Homini contra Deum, nec Ecclesiarum oppressiones possumus salva conscientia equanimiter sustinere, contra te, licet invitet, ad publicationem dictarum Sententiarum & poenarum, in dictis ejusdem Praedecessoris processibus, constitutarum, contentarum, & etiam prolatarum (quas te propter praedicta non est dubium incurrisse) infallibiliter procedemus, & procedi faciemus per alios, prout viderimus expedire.

Dat. Avinion. quarto Idus Octobris, Pontificatus nostri Anno Quinto.

CCLVI.

28. Oct. *Passum inter Pontificem BENEDICTUM XII. & Fratres JOHANNEM Episcopum Novariensem, & LUCHINUM DE VICECOMITIBUS in Civitate, Comitatu & Districtu Mediolanensi, contra LUDOVICUM BAVARUM Imperatorem, quo dicti Fratres inter alia plura praesententur, quod non spectet ad Imperatorem Papam deponere vel Papam facere, & atque sub variis aliis stipulationibus constituuntur Vicarii Romanae Ecclesiae, & tanquam tales promittunt fidelitatem & obedientiam. Actum Mediolani die 28. Octobr. Indict. VIII. Anno 1339. Ratificatum à Papa Avenionis Idus Martii, Pontificatus sui Anno 7. confirmatum, rogatumque Mediolani die Lune VI. Mensis Augusti Anno 1341. Indictione IX. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra Tom. IV. Tit. Mediolanenses Archiepiscopi col. 300. A. prior. Edit. Rom. & col. 211. B. ult. Venet. Anno 1719.]*

In Nomine Domini, Amen.

Nos Dei & Apostolicae Sedis gratia, Joannes Episcopus Novariensis, & Luchinus fratres de Vicecomitibus. I. PART. II.

ANNO
1339.

mitibus in Civitate, Comitatu; & Districtu Mediolanensi pro Domino nostro Domino Summo Pontifice, & Sanctae Romanae Ecclesiae Vicarii viis, laudis, intellectus singulariter, & distincte omnibus & singulis dictis, factis, protestatis, promissis, & juratis per Guidolum de Calice Civem Mediolanensem Procuratorem & Syndicum nostrum, & nomine nostro coram Sanctissimo Patre; & Domino Benedicto digna Dei Providentia Papa XII. & sacro Collegio Reverendorum Patrum Dominorum Cardinalium, ac eisdem Sanctissimo Patri, Reverendis Patribus Dominis Cardinalibus, & eorum sacro Collegio nec non per ipsam Dominum Papam factis, concessis, datis, & impensis gratiose, iuste, benigne, misericorditer, & clementer nobis & dicto Procuratori & Syndico nostro pro nobis juxta formam omnium & singulorum quae continentur.

BENEDICTUS Episcopus servus servorum Dei Venerabili Fratri Joanni Episcopo Novariensi, dilecto Filio Luchino de Vicecomitibus de Mediolano Militi Vicariis nostris, & S. R. E. in Civitate, Comitatu, & Districtu Mediolani, salutem, &c. Romana Ecclesia de cunctorum fidelium statu prospero velut sollicita mater sedulo at vigilantur studet, & libenter fidelibus ipsis omnibus viis, & modis, de quibus expedire cognoscit, pacis, & tranquillitatis comoda materna affectionis diligentia procurare, quae tunc recte proveniunt, quae fidelis ipsi sub aequitatis libra degentes providorum & utilium Reclorum munimine fulciantur. Sane dilecti filii Leo de Dugnano, Manfredus de Sazonibus Jurisperiti Ambasciatores vestri, & Nuntii, ac Guidulus de Calice natus quondam Benedicti, Civis Mediolanensis, Procurator per vos ad infrascripta specialiter ordinatus, prout constat quodam publico Instrumento manu Tabellionis publici confecto, cujus tenor de verbo ad verbum praesentibus annotari fecimus, pro infrascriptis ad Sedem Apostolicam specialiter destinatis in nostra, & Fratrum nostrorum ejusdem Romanae Ecclesiae Cardinalium praesentia constituti nobis reverenter exposuerunt sincerae devotionis fervorem, & reverentiam filialem, ac fidelitatis zelum, quos ad nos & Sedem Apostolicam habere noscimus, & constanter dispositis gerere in futurum; quodque vos in omnibus dispositis, & dispositis totaliter nostris, & ejusdem Sedis mandatis, & beneplacitis conformare, ac Civitates, Terras, & Loca de praesenti sub regimine seu Jurisdictione vestris existentia in unitate, & tranquillitate, & pace gubernatis, & regitis, & personarum discordes ipsorum ad concordiam, reduxistis, & eas gubernare, & regere in justitia & aequitate ad honorem nostrum, & ejusdem Romanae Ecclesiae, ac Romani Imperii dispositis in futurum, & ad majorem evidentiam devotionis, & filiationis hujusmodi erga nos ad dictam Romanam Ecclesiam per effectum operis ostendendam idem Procurator vester Procuratorio nomine vestro, solemniter bona fide promissit prout ex tradita sibi per vos potestate, quod vos dacia, gabellas, & collectas, pedagia, vel alia onera per vos, vel alium, seu alios, non imponetis, nec imponi facietis Ecclesiis vel Ecclesiasticis personis Civitatis, Comitatus, & Districtus Mediolani, aliarumque Civitatum, Castrorum, & Locorum, Comitatum ac Districtuum eorundem sub vestro regimine existentium, nec eadem pedagia, gabellas, collectas, & alia onera ab Ecclesiis, & Personis Ecclesiasticis hujusmodi, vel bonis earum exigetis, vel exigi facietis, aut permitteis directe vel indirecte, publice vel occulte, nec ipsa imponentibus, si ve exigentibus auxilium, consilium, vel favorem praestabitis; quinimo ipsas Ecclesias, & Ecclesiasticas personas in suis bonis, juribus, & libertatibus conservabitis; quodque, si contrarium fieret, teneamini Ecclesiis, & Ecclesiasticis personis, conquerentibus de ipsis impositionibus five exactionibus hujusmodi dacionum, gabellarum, pedagogiorum, si ve onerum restituere, seu restitui recepta, ac impositiones revocare, seu revocari facere celementer, summarie, sine strepitu, & figura iudicii, alioquin poenas incuratis tantum super his a sacris Canonibus promulgatas; & quod Iudices Ecclesiasticos non impedietis, nec impedire procurabitis, aut facietis, quod minus contra imponentes, & exigentes hujusmodi procedant, & procedere valeant ad publicationem dictarum poenarum, & alias juxta Canonica Instituta, & nihilominus dictus Procurator in animas vestras, prout a vobis ad hoc sufficiens, & speciale mandatum habebat, promissit juramento praestito corporali, quod vos eritis & permanebitis devoti & obedientes, & fideles nobis, & Successoribus nostris canonice intrantibus, tanquam Christi Vicariis, & Romanae Ecclesiae, sicut veri, & Catholici Christiani: & nihilominus idem Procurator, & Syndicus praedicto nomine concessis fuit, quod vos pro certo creditis, & firmiter tenetis, quod non spec-

ANNO

1339.

tat ad Imperatorem Papam deponere, vel Papam facere, ac Hæreticum reputatis aliter credere, & docere, ac Hæreticum damnatum per Ecclesiam, quam & ipse Syndicus vestro nomine, quantum ad eum spectat, anathematizavit, & damnavit. Promisit etiam præfatus Procurator vestro nomine, ac juravit in animas vestras, quod vos de Civitate, Comitatu & Districu prædictis, ac universis aliis Civitatibus, Castris, Villis & Locis eorumque Comitatus, & Districibus vestro regimini, seu jurisdictioni subiectis, & subjiendis in posterum universos Hæreticos ab Ecclesia de Hæresi denotatos, vel denotandos, ac Schismaticos manifestos pro viribus bona fide expellere, ac exterminare curabitis, quousque ad Ecclesiam redierint unitatem: proteflans dictus Procurator, quod ad illos, qui de fautoria, vel Hæresi se injuste, vel inique condemnatos conqueruntur, se hujusmodi articulus non extendat, donec secundum ordinationem, quam super hoc facimus de his, quæ proponuntur contra damnationes ipsas cognitum fuerit, & etiam definitum. Promisit insuper dictus Procurator vestro nomine, ac juravit, quod vos Ludovico de Bavaria damnato per Ecclesiam vel alicui Antipapæ, aut Schismatico, seu eorum sequacibus, vel complicitibus, aut quibusvis aliis de Hæresi, vel fautoria ipsius per Ecclesiam denotatis prædictis, qui de injusta condemnatione conqueruntur, exceptis, ac denotandis etiam posterum scienter non adharebitis, nec eis scienter dabitis auxilium, consilium, vel favorem, directe vel indirecte, publice vel occulte, nec eos scienter receptabitis in terris vestro regimini, vel jurisdictioni subiectis, vel subjiendis, quousque ad ejusdem Ecclesiam redierint unitatem, & gratiam, & quod aliquem, qui accederet ad partes Italiae sub nomine Imperatoris, aut Regis Romanorum, sive administratoris iurium Imperii, vel Regni Romani, aut quovis alium quovis titulo vel nomine pro eodem, non receptabitis in terris prædictis, nec ei ut tali adharebitis, vel favebitis, nisi prius fuerit per Sedem Apostolicam approbatus, quodque vos Nuncios, & gentes nostras, ac Successores nostrum ejusdem Sanctæ Romanæ Ecclesiæ per terras hujusmodi transientes vobis scientibus curialiter recipietis, & tractabitis, ipsosque defendetis, & protegetis bona fide. Rursus præfatus Procurator quo supra nomine, & sub ejusdem juramenti debito promittit, quod si quæ Ecclesiæ, & Ecclesiasticæ personæ sint, vel detineantur spoliatae in Civitatibus, Comitatus, vel Districibus præfatis per vos, vel aliquos vestros Subditos bonis, juribus, vel rebus immobilibus eorum, ipsas Ecclesiæ, & personas Ecclesiasticas restituetis, & restitui facietis ipsorum bonorum, rerum, & iurium pacifica possessione gaudere, quatenus ad vos tanquam nostros Vicarios spectabit, & spectabat, & nihilominus si aliqua Ecclesia, & Ecclesiasticæ personæ bonis mobilibus conquerantur se fore spoliatos per vos, vel Subditos vestros, a tempore cessationis guerræ inter gentes dictæ Romanæ Ecclesiæ, & homines Civitatis Mediolani prædictæ, seu a tempore reconciliationis factæ de quondam Arone de Vicecomitibus nepote vestro, cum Ecclesia Romana prædicta, per felicis recordationis Joannem Papam XXII. Prædecessorem nostrum, vos & Subditi vestri prædicti super his coram nobis, aut Successoribus nostris, vel aliis, quibus nos, vel Successores nostri duximus committendum vel iuri parebit, vel amicaliter concordabit cum Ecclesiis & personis taliter spoliatis. Ad hæc præfatus Gnidolus Procurator vester promittit vestro nomine sub debito præfati præfati juramenti, quod vos omni fraude, malitia, & dolo cessantibus Ecclesiis, & Ecclesiasticis personas universas, Seculares & Regulares, Civitatum, Castrorum, Comitatum, & Districuum prædictorum gaudere permittetis, nec impedietis, quominus ipsæ gaudere possint omnibus suis bonis, & redditibus, proventibus, obventionibus, juribus, & libertatibus universis, in ipsis Civitatibus, Castris, Comitatus, & Districibus quantum in vobis erit, nec impedientibus dabitur auxilium, consilium, vel favorem, per vos vel alium, seu alios, directe vel indirecte, publice vel occulte, nisi vestri inimici notorii, vel rebelles Civitatum, Castrorum, Comitatum & Districuum prædictorum existerent, quos in eis recipere, & defendere non promittitis nisi prius vobiscum, & cum Civitatibus, Castris, Comitatus & Districibus præfatis ad pacem, & concordiam deveniant. Promittit etiam dictus Procurator vestro nomine, ac juravit in animas vestras, sicut ex prædicta tradita potestate poterat, quod vos Bononiensem & Ferrariensem Civitates, & earum Districus, & Comitatus, & Marchiam Anconitanam, Romandiolam, Ducatum Spoleti, aut alias quascumque Provincias, Civitates, Castra, Terras, & Loca, nec non jura, jurisdictiones, homines, & bona quæcumque ad ipsam Roma-

nam Ecclesiam spectantia, seu quæ per vos, & Ecclesiam prædictam, aut ipsam Ecclesiam Romanam nomine reguntur, aut a nobis, & Ecclesia prædicta tenentur, vel in quibus nos, & Romana Ecclesia jus habemus, qualiacumque sint, & in quibuscumque consistant, aut personas Ecclesiasticas, vel Seculares eorumdem, vel alicujus ipsorum per vos, vel alium, seu alios, directe vel indirecte, publice vel occulte, non afficietis injuriis, nec offendetis, aut illa subtrahetis, nec auferetis, nec invaderetis, capietis, vel occupabitis, aut usurpabitis, seu impedietis in aliquo, vel prædamini in toto vel in parte, nec talia facientibus, seu facere volentibus dabitis seu præstabitis succursum, auxilium, consilium vel favorem, sine nostro, vel Successorum nostrorum, & Sedis Apostolicæ licentia, salvo tamen, & adjecto, quod si Commune alicujus de Provinciis, Civitatibus, Castris, Villis, Terris, & Locis prædictis, quæ tenentur, seu reguntur nomine Ecclesiæ Romanæ, Clerum, Commune, seu Populum, Civitatis, Castrorum, Terrarum, & Locorum vel vestro regimine constitutum, vel eorum aliquod, seu personæ singularis, personam singularem, vel etiam e converso aggrederentur primo, vel offenderent, seu homines, & annulos vestros, vel suos ad eos ostendentes receptarent, licet Communi, seu singulari personæ ne offensus, vel invasa, tam judicialiter, quam vim vi repellendo, cum moderatione incutere tutela, prout tempus, & facti qualitas exegerit, scilicet, ac bona fide defendere, & tueri, sic tamen, quod in Provinciis, Civitatibus, Terris, & Locis prædictis, quæ ut promittitur, tenentur, seu reguntur nomine Romanæ Ecclesiæ antedictæ, jus ejusdem Romanæ Ecclesiæ, ac Civitatum, Terrarum, & Locorum ipsorum, si quod eidem in illis, vel eorum aliquo, aut hominibus eorumdem, vel alicujus ipsorum competit, quibus Ecclesiæ, ac Civitatibus, Castris, Locis & Terris hujusmodi ejusdem Romanæ Ecclesiæ, vel sub ejus regimine, aut gubernatione manentibus per præmissa vel aliquod præmissorum non præjudicetur in aliquo, salvum semper ipsis Ecclesiæ, ac Civitatibus, & Castris remaneat, & illatum, nec per præmissa, vel aliquod præmissorum quomodolibet, & cuiquam concessa, intelligat licentia ad offensiones, invasions, seu congressus aliquos illicitos procedendi, sed si vobis, Civitatibus, Castris, vel Locis vobis subiectis, vel subjiendis in Civitatibus, Castris vel Locis, aut Villis præfatis, quæ, ut præfatur, tenentur, seu reguntur nomine Romanæ Ecclesiæ memoratæ, vel ipsorum aliquo, aut eorum hominibus, vel alicujus eorumdem jus aliquod competat, illud si velitis possitis per Procuratorem, vel Syndicum apud Apostolicam Sedem per viam justitiæ prosequi, ubi vobis & Civitatibus ipsis ministrabitur justitiæ complementum, nec per hoc eidem juri intelligatur in aliquo derogatum. Nos igitur de hujusmodi vestra devotionis, ac fidelitatis affectu patris benevoli more gaudentes, ac bonum statum, & prosperum statum Civitatis, Comitatus & Districus Mediolanensis, ac Civium, & Incolarum ipsorum propter devotionem sinceram, quam Civis & Incolæ prædicti ad eandem Romanam Ecclesiam retroactis temporibus habuerunt, & eos habere debere speramus de bono in melius in futurum paternis studiis intendentes, considerantes quoque, quod Imperio prædicto vacante, & regimine, dispositio, administratio & gubernatio ejusdem Imperii ad nos, & Sedem Apostolicam pertinere noscuntur, & propterea tam Civitati, Comitatu, & Districui Mediolanensi prædictis, & Rectoribus utilibus providere, quod vos in devotione, ac fidelitate hujusmodi non solum confirmare, sed augere volentes, vos & quemlibet vestrum insolidum in Civitate, Comitatu, & Districui Mediolanensi prædictis, cum mero & mixto imperio, & omnimoda jurisdictione temporali pro tranquillitate, pace, & bono statu ipsorum, Vicarios vestros, & ejusdem Romanæ Ecclesiæ quamdiu vixeritis, Imperio prædicto vacante, de dictorum Fratrum nostrorum consilio, & assensu, libere, & absolute, sine præstatione alicujus census, vel servitii nobis, seu eidem Romanæ Ecclesiæ propterea faciendi auctoritate Apostolica constituimus, & etiam ordinamus ad gerendum in eis, nostro, & ipsius Ecclesiæ Romanæ nomine, Vicariatos Officium per vos, & quemlibet vestrum quoad vixeritis, dicta Imperii vacatione durante, pro Civium, & Incolarum eorumdem statum, tranquillitate, & pace, & secundum justitiam exercendum, ita tamen, quod vos juxta formam inferius annotatam nobis, nostro, & Successorum nostrorum, & Romanæ Ecclesiæ, ac Imperii prædictorum nomine, fidelitatis præstare teneamini juramentum, & illud etiam, quod præstare, & observare teneamini Imp. Rom. legitimo, seu Romano Imperio pro prædictis, nos enim vobis, & cultibet vestrum, ipsa

ANNO

1339.

im-

ANNO
1339.

Imperii vacatione durante, disponendi, ordinandi, statuendi, faciendi, corrigendi, puniendi, diffiniendi, exequendi, & hujusmodi meum & meum Imperium, & Jurisdictionem temporalem omnimodam ratione pravia per vos, vel alium, vel alios quosvis committendum duxeritis in Civitate, Comitatu, & Districtu Mediolanensi prædictis exercendi, & faciendi, quicquid ad Romanam Ecclesiam, ac Imperii prætorum honorem statumque prosperum Civium, & Incolarum prædictorum noveritis pertinere: contraditores quoque, & rebelles quoties expedierit diffinitione temporali, qua convenit, compescendi auctoritate præsentium concedimus plenariam potestatem, ita tamen, quod tu, Frater Episcopo, de his cum penam sanguinis concernere, seu contingere dignoscantur, per te ipsum, sicut nec etiam tibi de jure competit, te nullatenus intromittas, & quia intentio nostra est, ut unicuique eidem Romanæ Ecclesiæ, ac nobis, & Successoribus nostris Imperatori legitimo, & Imperio prædictis, & juribus eorumdem, ac vobis in Civitate, Comitatu, & Districtu Mediolanensi prædictis, nec non libertatibus, & immunitatibus, ac juribus quibuscunque ipsi Civitati, Comitatu, Districtui, & hominibus eorumdem, ac quibuscvis aliis quomodolibet competentibus nolumus derogari, sed ea volumus in pleno robore permanere, quibus prædictum Procuratorem, prout a vobis specialiter in mandatis habebat, vestro nomine cum gratiarum actionibus acceptatis, confestim idem Procuratorem vestro nomine, prout ex speciali per vos sibi tradita poterat potestate, concessit fuit, & recognovit, vos vigore concessionis, & commissionis hujusmodi Civitatem, Comitatum, & Districtum prædictos tenere, Imperio Romano vacante, a nobis, & Sede Apostolica prædicta, vosque, & quemlibet vestrum, quoad vixeritis, illos nostro, & Ecclesiæ Romanæ, ac Imperii prædictorum nomine, ipsa Imperii vacatione durante, velle tenere, regere, ac etiam gubernare, & nihilominus idem Procuratorem vestro nomine, prout hoc a vobis specialiter in mandatis habebat, nobis, & Romanæ Ecclesiæ prædictæ pro præmissis illud fidelitatis in nostra, ac Fratrum prædictorum præsentia ad sancta Dei Evangelia manu tacta præstitit corporaliter juramentum ad quod pro nobis tenemini Imperatori Romano legitimo, & Imperio prædictis, ac promisit vestro nomine, & juravit in animas vestras, prout ex dicta potestate per vos sibi tradita poterat, quod vos, & quilibet vestrum præmissa omnia, & singula per ipsum Procuratorem nomine vestro promissa, conventa, obligata, recognita, & jurata infra duorum mensium spatium a data præsentium computandum acceptabitis, ratificabitis, approbabit, confirmabit, & innovabit, ratificabit ad sancta Dei Evangelia, per vos corporaliter manu tacta, ea omnia, & singula firmiter attendere, & inviolabiliter observare, ac facere observari, & non contrariare in aliquo, vel venire, & nihilominus quilibet vestrum juramentum fidelitatis præstitit juxta dictam formam præsentibus annotatam inferius confectis de his omnibus uno, vel pluribus Instrumentis publicis præsentium fieri continentibus, per vos, nobis, & Sedi prædictæ postmodum infra aliorum duorum mensium spatium prædictos duos immediate sequentium transmittendis, & realiter assignandis, quod si forsitan præmissa omnia, & singula per dictum vestrum Procuratorem recognita, promissa, conventa, obligata, & jurata, ratificare, approbare, confirmare, & innovare, ac jurare omiseritis, nec non Instrumentum, seu Instrumenta publica super his confectum seu confecta, ut præmittitur, nobis, & Sedi præfate infra prædictum terminum non destinaveritis, & realiter assignaveritis, volumus, quod constituto, & ordinato per vos factæ vobis de Vicariatu hujusmodi in Civitate, Comitatu, & Districtu Mediolanensi, in præfatis habeantur penitus pro non factis, quodque si post ratificationem, approbationem, confirmationem, & innovationem hujusmodi per vos faciendas, vos contra præmissa, & jurata per eundem Procuratorem vestrum nomine de non favendo Ludovico de Bavaria, & sequacibus suis, & de non admittendo, vel receptando aliquem, qui veniet ad partes Italie, sub nomine Imperatoris, vel Regis Romanorum, aut Administratores jurium Imperii, vel Regni Romanorum, aut quicquid alium quovis titulo, seu nomine pro eodem in Civitatibus, Castris, Villis, Terris, & Locis, ac Comitatus, & Districtibus prædictis, & de non favendo eisdem, ac de hæreticis, & eorum fautoribus, & exterminandis, illis, qui se de hæresi, vel factoria ejus se injulte, vel inique, ut præmittitur, asserunt condemnatos, exceptis, ac de terris, bonis, & juribus ejusdem Romanæ Ecclesiæ non invadendis, nec etiam occupandis quoquo modo facere-

tis, vel veniretis, vel vos, & quemlibet vestrum alias præmissa omnia, & singula per eundem Procuratorem vestro nomine recognita, promissa, conventa, obligata, & jurata non observaveritis cum effectu, aut contra ea, vel ipsorum aliquid feceritis, seu veneritis quocumque modo, vos, seu illum ex vobis, qui in præmissis culpabilis fuerit Excommunicationis sententiam incurrere volumus ipso facto, & nihilominus aliis penis, & sententis propter favorem Hæreticorum, & fautorum suorum, si in hoc deliqueritis subiacetis, quæ contra fautores Hæreticorum, & taliter delinquentes a sacris Canonibus interdicta sunt, & prolata, quodque nos, & Successores nostri propterea contra vos, & quemlibet vestrum alias possimus procedere, prout nobis, & ipsis nostris Successoribus placuerit, & videbitur expedire. Vos igitur Civitatem, Comitatum, & Districtum Mediolanensem prædictos, & personas ipsorum vestro, ut præfatur, commissis regimini, sic fideliter & prudenter regere, & gubernare in suavitate, ac observatione justitiæ studueritis: quod præconcepta per nos de vobis in hac parte fiducia per laudabilem operum effectum clareat, & propter hæc apud Deum, & homines commendari, nostramque, & ipsius Sedis gratiam, benedictionis & favoris augmentum valeatis evinde uberius promeriri: forma vero juramenti fidelitatis prædicti, quod quilibet vestrum præstabit talis est:

Ego Joannes de Vicecomitibus Dei gratia Episcopus Novariensis pro Domino meo D. Benedicto Papi XII. & Sancta Romana Ecclesia, vacante Romano Imperio, sicut vacare dignoscitur, in Civitate Mediolani, Castris, Villis, Terris, & Locis Comitatus, Districtus & Territorii ejusdem Vicarius ab hac hora in antea fidelis, & obediens ero B. Petro, & eidem Domino meo D. Benedicto Papi XII. suisque Successoribus canonice intrantibus, Sanctæque Apostolicæ Romanæ Ecclesiæ, non ero in consilio, aut consensu, vel facto, ut vitam perdant, aut membrum, aut capiantur mala captione: consilium, quod mihi credituri sunt per se, aut per Nuncios, five per Literas ad eorum damnum me sciente nemini pandam, & si scivero fieri, vel procurari, seu tractari aliquid quod sit in ipsorum damnum, illud pro posse impediam, & si impedire non possem, illud eis significare conabor: contra Papatum Romanum, & regalia S. Petri tam in Civitate, Castris, Villis, Terris, Comitatus, Districtibus & Territoriis prædictis, quam alibi existentia adinstar eis ero ad retinendum, defendendum, recuperandum, & recuperata manu tenendum contra omnem Hominem; universas & singulas promissiones, conventiones; obligationes per meum, & Luchini fratris mei Procuratorem factas, & juratas, & conditiones per eundem Dominum Summum Pontificem contentas in præsentibus Literis confectis super constitutione Vicariatus prædicti, & concessione ipsius mihi, & eidem fratri meo Luchino factas, appostas, & omnia, & singula, que continentur in eisdem Literis plenarie adimplebo, & inviolabiliter observabo, nec ullo unquam tempore durante Vicariatu prædicto, veniam contra illa, sic me Deus adjuvet, & hæc sancta Dei Evangelia, tuque, fili Luchine, præstabis simile per omnia juramentum; item tenor dicti Instrumenti super ipsa Procuracione confecti talis est. Acta fuerunt hæc Mediolani in domo habitationis dictorum Dominorum, in Parochia S. Joannis ad fontes, præsentibus venerabilibus, & sapientibus viris Dominis Leffredo de Castana Præposito Ecclesiæ de Bollate Mediolanensis Diocesis, Fulchino de Schitis de Cremona Vicario dicti Domini Joannis, & Leone de Bagnano Jurisperitis testibus ad prædicta omnia, & singula vocatis, & rogatis Anno Domini MCCCXXXVIII. Indictione VIII. die Jovis XXVIII. mensis Octobris. Ego Petrus filius quondam Domini Donjoannis de Faxolis auctoritate Imperiali Notarius publicus, Cancellarius dictorum Dominorum Joannis, & Luchini ipsorum mandato hoc Instrumentum tradidi, scripsi & me subscripsi. Nulli ergo &c. Si quis autem &c. Dat. Avenione Idibus Martii Pontificatus nostri Anno VII. prædicta omnia & singula promissa, conventa, recognita, protestata, confessa, & jurata, acta & quomodolibet actitata, prout in prædictis Apostolicis Literis seriofius continetur generaliter, & singulariter, specifice, & expresse, cum gratiarum actione acceptamus, ratificamus, approbamus, confirmamus, & innovamus ac juramus ad sancta Dei Evangelia per nos corporaliter manu tacta, ea omnia & singula firmiter attendere, & inviolabiliter observare, ac facere observari, & non contra facere, vel venire; & insuper Ego Joannes de Vicecomitibus Dei Gratia Episcopus Novariensis pro Domino &c. ut supra usque sancta Dei Evangelia. Et ego prædictus Luchinus de Vicecomitibus simile in omnibus, & per omnia præsto juramentum:

ANNO
1339.

ANNO
1339.

mentum: videlicet ego Luchinus de Vicecomitibus pro Domino Benedicto Papa &c. ut supra. In quorum omnium & singulorum testimonium unum & plura publica Instrumenta fieri mandavimus per infra scriptum Notarium publicum, ac iussimus, & fecimus ad maiorem roboris firmitatem sigillorum nostrorum appositione muniri.

Datum, & actum Mediolani in Cappellana dictorum Dominorum praesentibus venerabilibus, & religiosis viris Dominis fratre Lanfranco de Sethara Ordinis Eremitarum Conventus Mediolanensis Magistro sacrae paginae, fratre Antonio Vicecomite, Abbate Monasterii S. Ambrosii Mediolanensis, Roberto Vicecomite Archipresbytero, Martino de Sexto Ordinario Mediolanensi, & Lanfranco Moseta Prapposito Ecclesiae S. Ambrosii Mediolanensis, ac nobilibus, & sapientibus viris Dominis Jacobo Defunctis Legum Doctore de Placentia dictorum Dominorum Vicario; Boschino de Montegacis, & Bronzino de Carmis Mediolanensibus Militi-

bus: Folchino de Schizis de Cremona ipsius Domini Joannis Vicario: Leone de Dugnano, Manfredino de Serazonibus, Joannino de Sormano, Guillelmo de Laffera, & Cabrino de Vicomercato Mediolanensi. Jurisperitis: Guidotto de Mandello, Ottarino Burro, & Cabriolo de Puteobonello, ac Guidolo de Calice Civibus Mediolanensibus, & praesente plurium aliorum religiosorum, & secularium Clericorum, & nobilium popularium copiosa multitudo, testibus ad praemissa vocatis specialiter, & rogatis: sub anno Domini MCCCXLI. Indictione IX. die Lunae VI. mensis Augusti.

Ego Dionysius de Vicomercato Clericus Mediolanensis publicus Imperiali auctoritate Notarius praemissorum exhibitioni, acceptationi, ratificationi, confirmationi ac juramentorum praestationi aliisque omnibus & singulis lectis, & narratis una cum testibus praesens fui, & rogatus hoc Instrumentum publicum inde confecti, tradidi, scripsi & subscripsi signoque meo signavi in praemissorum testimonium.

ANNO
1339.

CCLVII.

3. Dec.

BRABANT
ET FLAND.
DRE.

Tractaet van een naauwe Verbintenisse, Unie, ende Confederatie tusschen JAN Hertoghe van Lothorijck, Brabant en Limborch, ter eenre, ende LODEWIJCK Graeve van Vlaenderen en Nevers ter andere zyde, gemaect met kennisse en consente van haere respectieve Steden, om de Commerce te bevorderen, in en tusschen de twee beyde Landen, de gemeene ruste, eendrachticheit, en vryheid te bevessigen, en alle materie van geschillen, of onpeyse te prevenireren. Te Ghendt op den dorden dach van der Maent December 1339. [Placards, Edits, & Ordonnances de Brabant. Tom. I. Liv. V. Tit. I. Chap. II. pag. 546.]

IN den Name des Vaders, des Soons, des Heylichs Gheests, ende ter ere der reynre Maghet Marie de Moeder Godts. Allen den ghenen die dese tegenwoordighe Letteren sullen sien oft hooren lesen.

Wy JAN by der gratien ons Heeren, Hertoghe van Loterijck, van Brabandt, van Limborch, ende Marcegrave des Heylichs Rijcks; LODEWIJCK Grave van Vlaenderen, van Nevers, ende van Rethels, Communaghemeyns, Schepenen, Raedt, ende al t'common van de Steden van Brabant, Leuven, Brussel, Antwerpen, s'Hertoghenbosch, Nyvele, Thienen ende Leeuwe, Borghmeesters, Vooght, Proost, Schepenen ende Raedt, ende al t'common van de Steden van Vlaenderen, Ghendt, Brugge, Ypre, Cortrijck, Oudenaerde, Aelst ende Gheeraertsberghe, Saluyt in onsen Heere. Met kennisse der waerheden: weten alle, dat wy Jan ende Lodewijck Hertoghe ende Grave vooren ghe-noemt, met onse voorghe-noemde Steden met ons, by ghemeenen consente ende raede, siende ende merckende dat de goede Lieden van beyde den Landen ghebueren zijn sonder middel, den welken salichlijck ende profijtelijck is, in jonsten, in minnen, ende in eendrachticheden te gadere te wesen, ende elck een ander te cleven, met volmaecten wille, ende ghetrouwe herten: Ende dat de voorschreven twee Landen vervult zijn van grooter menichte van volcke, t'welcke niet gesustineert wesen en mach sonder Coopmanschappe, ende sonder Neeringhe: Siende oock, ende merckende dat Coopmanschepe ende neeringhe niet ghevoert en soude moghen wesen, sonder in Landen van Peyse, ruste, eendrachticheden, Vryheden, Coopmanschepe ende neeringhe elck met anderen, ende te schouwen voortaan tusschen ons ende onse nacomers, alle saecken ende materien van gheschillen, van onpeyse, ende van bloetfortinghe, ende in bescheremenisse, ende behoudenisse van onsen lijve, goede, ende Landen, ende onse nacomers: By goede deliberatie ende rijpen raede, om de openbare nutschep, profijt, ende orboor van de voorschreven twee Landen. Hebben wy Hertoghe, ende Grave voorschreven, ons ende onse nacomende de Edele van onse twee Landen, Ridderen, Knapen, Mannen, ende over haer nacomers, metten goeden lieden vanden Steden van beyde onse Landen

voren

CCLVII.

3. Dec.

BRABANT
ET FLAND.
DRE.

Traité d'une étroite Alliance, Union, & Confederation, entre JEAN Duc de Lorraine, de Brabant, & de Limbourg, d'une part, & LOUIS Comte de Flandre & de Nevers d'autre part, fait avec connoissance & consentement de leurs Villes, pour l'avancement du Commerce dans & entre les deux Pais, comme aussi pour y affermir le Repos, la Concorde, & la Liberté, & pour prévenir entr'eux toute occasion de division & de trouble. A Gand le troisieme jour de Decembre 1339.

AU nom du Père, du Fils, du Saint Esprit, & en l'honneur de la Sainte Vierge Marie Mere de Dieu, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront ou entendront lire.

Nous JEAN par la grace de n're Seigneur, Duc de Lorraine, de Brabant, de Limbourg, & Marquis du Saint Empire; LOUIS Comte de Flandres, de Nevers, & de Retbel, Communautez, Eschevins, Conseil & tous les habitants des Villes de Brabant, Louvain, Bruxelles, Anvers, Boisleduc, Nivole, Thillemont & Louvain, Bourgeois, Gouverneurs, Baillifs, Prevosts, Eschevins & Conseil, & tous les habitants des Villes de Flandres, Gand, Bruges, Ypres, Courtray, Oudenaerde, Alost & Gheeraertsberg, Salut en n're Seigneur. Avec connoissance de la verité, sachent tous, que nous Jean & Louis Duc & Comtes ci-dessus nommez & les Villes susmentionnées avec nous par consentement & avis unanime, considerant & remarquant que les habitants des deux Pais sont immédiatement voisins l'un de l'autre, & qu'il est de leur sureté & de leur avantage de s'entretenir en amitié & concorde, & d'être attachez les uns aux autres par une parfaite volonté & un cœur sincere, & que lesdits deux Pais sont grandement peuplez, & ne peuvent subsister sans Traffic & sans Négoce: Considerant aussi & remarquant que le Traffic & le Négoce ne sauroit se faire, sans que les Pais jouissent de la Paix, tranquillité, Concorde & Liberté de Commerce les uns avec les autres, & pour éviter à l'avenir entre nous & nos Successeurs toutes affaires & matières de dispute, de discord & d'effusion de sang, & pour la conservation, & défense des vies, biens & Pais de nous & de nos Successeurs, par n're délibération & bon Conseil, & pour l'utilité, profit & avantage de nos susdits deux Pais; nous Ducs & Comtes susnommez, tant pour nous que pour nos Nobles, tant pre-

sents

ANNO 1339. voren gheenoemt, ende wy Communghemeyns, Schepenen, Raet, ende t'Commun van de voorſchreven Steden van Brabandt, Borghemeesters, Vooght, Prooft, Schepenen, Raet, ende al t'Commun van de voornoemde Steden van Vlaenderen, over ons, ende onſe naecomers, met onſe voorſchreven Prinſen, ende in den name van allen den anderen Steden, Meyers, Landen, ende Caſſelrijen vanden gheheelen Lande van Brabant ende van Vlaenderen gheordonneert, gheacordeert, over een ghedragen ende verbonden, inder manieren naevolgende.

I. In 't eerſte dat van deſen daghe voort, ende eeuwelijck gheduerende, ſoo wie die eenich van ons Hertoghe ende Grave voornoemt, van onſe naecomers, ofte van onſen Lande van Brabant ofte Vlaenderen, ſteken, dringhen, beſluyten, veronrechten, oft deiren wilde, met Oorloghe oft anders, in wat maniere dat ware, in ſiele, lijve, oft in goede, dat wy elckanderen, in goede trouwe ende ſonder erghelijc, beſchudden, beſchermen, helpen, verwaren ende ontcommeren ſouden, met lijve ende goede, welke tijden, ende alſoo menichwerwen, dat wiſſe oft eenich van onſlieden ſullen verſocht weſen, op ons ſelfs koſt, ende ghelijck ons ſelfs Landen. Behouden die, dat de ghene die den anderen, in hulpe, beſchudde ende ſecours comen, ſoude moghen nemen redelijcke ende tamelijcke (in des anders Landt) ſouage te haren Peerden.

II. Item, dat wy Hertoghe ende Grave voornoemt, onſe naecomers, oft eenige van onſe lieden van onſen Landen van Brabant ende van Vlaenderen, oft eenich vanden twee Landen, nimmermeer oorloghe beghinen oft voren aengrijpen moghen op yemanden, ſonder den Raet, wille, ende conſent van de twee Landen voorſeyt. Oft het ne ware dat op ons Hertoghe ende Grave voornoemt, op onſe naecomers, ofte op eenich van onſlieden, ofte op eenich van onſe naecomers, op onſe voornoemde twee Landen, oft eenich van dien Landen, oorloghe, queſtinghe, oft deire, voren beghonnen ware by eenigen Prince oft andere perſoonen, dat wy ons voornoemde twee Landen, elck de ſijne, ſonder conſent ende raet van den anderen, verhoeden, beſchudden, beſchermen, ende bewaren mochte in dit fuck, ende dan ware elck anderen ſchuldich te ſijne behulpich, inder manieren dat verclaert is in 't eerſte point van deſen verbonde.

III. Item, waert ſoo dat wy eenighe oorloghe te gader beghonnen oft ghemeen waren aenghegen op yemant, oft wancot doen om des anderen ſake bejaecht oft ghecreghen hebben, dat d'een Heere ende ſijn Landen, ſonder conſent van den anderen Heere ende Lande nimmermeer vrede, beſtant, Peys, noch Accoort maken ſouden.

IV. Item, hebben wy ghelooft, ende ghelooven elckanderen, dat wy, om de voornoemde twee Landen te houden in goeden peyſe, Coopmanſchappe ende neeringhe, ſullen helpen beraden, trooften d'een den anderen met alle onſe macht, en in allen ſaken, ende hebben ghenomen ende nemen als nu elck van onſlieden binnen ſijnder macht ende Heerſchappije, beede by watere ende te Lande, de Lieden ende alle de Inwoonende vanden anderen Lande, ende elck ſonderlinghe, in onſe beſchermenijſſe ende ſeker behoet. Ende in 't gelijcke alle Coopliden van ſoo wat Lande ſy zijn, haer goet, haer Coopmanſcheppe, ende haer meynſieden, commendende, wefende, ende keerende binnen den palen van de voorſz. twee Landen, betalende haren rechten Tol, coſtumen, ende ſchulden, ende van haren miſden haren amenden, naer Wetten, ende utaghen vanden Lande: Ende in ons ghemeene conſent ende begheerte, dat de Coopliden vanden voornoemde twee Landen hem peyſelijck onderlinghe ghenemen, ende dat elck coopen mach in des anders Landt, alle maniere van Coopmanſcheppe. ende die voeren oft doen voeren, binnen ſijnen Landen, te ſijnen profijte, ſonder belet ofte verlet van yemande, betalende dat ſy ſchuldich zijn te betalene, alſoo voorſchreven is.

V. Item, hebben wy gheordonneert, omme die Coopmanſcheppe ende neeringhe te houden binnen de voorſz. twee Landen, datmen ordonneren ende ſlaen ſal ene ghemeene Munte, goet ende weerdich, die haren loop hebben ſal in beyde de Landen voorſz. De welke ſal blijven ſtaande in een point ſonder verwandelen t'eeuwelijcken daghe, ofte het ne ware by ghemeene conſent ende overeendragen van beede de Prin-

ANNO 1339. ſents qu'avenir de nos deux Pais, Chevaliers, Ser-viteurs & pour leurs Successeurs, ensemble les habitants de nos susdits deux Pais, & nous Communauter, Eschevins, Conſeils, & Bourgeois de nos susdites Villes de Brabant, Bourguemaitres, Bailiffs, Prevosts, Eschevins, Conſeils, & tous les Bourgeois de nos susdites Villes de Flandres, tant pour nous, que pour nos Successeurs, descendants, avons, avec nos susdits Princes & au nom de toutes les autres Villes, Mayeries, Pais & Châtellenies de tous les Pais de Brabant & de Flandres, ordonné, accordé, convenu & nous sommes obligez comme s'ensuit.

I. En premier lieu que dès ce jourd'hui & pour toujours, quiconque voudra forcer, arrêter, faire tort, ou endommager quelqu'un de nos Duc & Comte susdits, de nos Successeurs ou de nos Pais de Brabant ou de Flandres, par guerre ou autrement en quelque manière que ce soit, soit en leur ame, vie ou biens, nous nous protégerons, ſolitiendrons, defendrons & ſecourrons l'un l'autre de nos vies & de nos biens, toutesfois & quantes que nous en ſerons requis, à nos propres dépens, & comme nos propres Pais, excepté que ceux qui viendront au ſecours des autres pourront prendre dans le Pais qu'ils viendront defendre du fourage pour leurs Chevaux ſuivant qu'il ſera convenable & de raiſon.

II. Item, que nous Duc & Comte ci-deſſus nommez, nos Successeurs, ou quelqu'un de nos Pais de Brabant & de Flandres, ne commenceront ou continueront jamais de guerre, contre quelqu'un ſans le conſeil, volonté, & conſentement desdits deux Pais, & que s'il y avoit quelque guerre, injure, ou dommage commencé contre nos Ducs & Comtes ſusnommez, ou nos descendants, ou contre quelques-uns de nous, ou de nos descendants, contre nosdits deux Pais, ou contre quelques-uns d'eux par quelque Prince ou autre perſonne, que nous ne pourrions defendre & protéger nosdits deux Pais, ou chacun le ſien ſans le conſentement & conſeil des autres, mais que en ce cas les uns ſeront obligez de defendre les autres en la manière portée par le premier article de ce Traité.

III. Item, que s'il arrivoit que nous euſſions conjointement commencé ou ſoutenu quelque guerre contre quelqu'un, ou fait de faux frais pour defendre la querelle l'un de l'autre, le Souverain & ſes Pais, ſans le conſentement de l'autre Seigneur & de ſes Pais, ne pourra faire aucune Paix, Trêve ni Accord.

IV. Item, nous nous ſommes promis, & promettons réciproquement que, pour entretenir lesdits deux Pais en bony paix, Commerce & Négoce, nous nous conſeillerons & conforterons l'un l'autre de tout notre pouvoir & en toute occaſion; & pour cet effect avons pris & prenons chacun de nous en nôtre pouvoir & Seigneurie, ſoit par terre ſoit par mer, & les gens & habitants des autres Pais & chacun d'eux en nôtre protection & Sauvegarde, & ſemblablement tous les Marchands de quelque Pais qu'ils ſoient, comme auſſi leurs biens, Marchandises, & leur famille vovans & étant dans les limites de nos susdits deux Pais, en payant les juſtes droits de la Douane, dettes, & amende qui pourroient être encourus ſelon les Loix & uſages du Pais; & c'eſt nôtre commun conſentement & deſir que les Marchands des susdits deux Pais ſe comportent paſſiblement, & que chacun puiſſe acheter dans le Pais de l'autre toute ſorte de Marchandise, & les voiturier ou faire voiturier dans ſon Pais à ſon profit, ſans trouble ou empêchement d'aucun, en payant ce qu'ils ſeront tenus de payer, comme dit eſt.

V. Item, nous avons ordonné, pour entretenir le dit Commerce & Négoce dans les susdits deux Pais, que l'on ordonnera & frappera une Monnoye commune bonne & loyale, qui aura ſon cours dans les deux Pais susdits, laquelle demeurera en un même point ſans qu'il y ſoit jamais fait aucun changement, ſi ce n'eſt du conſentement unanime des deux Princes & Pais sus-

ANNO
1339.

Princen, ende van beede de gheheele Landen boven gheseyt. Ende daer toe salmen nemen ende kiezen twee personen van elcks Heeren weghe voorseyt, ende eenen persoon uyt elck vande drye goede Steden van Brabant voornoemt, dat te wetene Leuvene, Brussel ende Antwerpen. Ende van Vlaenderen, dat te weten, Ghendt, Brugge ende Ypre, die Waerdeyne uyt Brabant ghecoren, die Vlaemische Munte te waerderene, ende die Waerdeyne uyt Vlaenderen ghecoren, die Brabantse Munte te waerderene, de welcke Waerdeyne uyt Brabant commen sullen inde Stede van Ghendt, ende die Waerdeyne uyt Vlaenderen sullen commen inde Stede van Leuvene, t'elcken drye maanden oft cutter, by alsoo dat hen orboor ende profijt dunct, t'ewelijcke daghe gheduerende. Ende sullen haer aflaye doen loyallyc ende in goeder trauwe, ende op den eedt die sy daer af doen sullen, t'allen tijden dat mense vermaken ofte vernieuwen sal. Daer by is te wetene, dat alle andere Munte, sonder dese, die loop hebben sullen binnen de voorz. twee Landen gheprist, ende ghewaerdeert sullen wesen naer haer rechte weerde ende prijse vander ghemeneer Munte voornoemt.

VI. Item, waert dat wy, oft eenich van onsliden ofte onse naercommers, oft eenighe van hemlieden, t'eenighen daghe deen van den anderen ons van onrecht te beclagen hadden, oft te dolere, in wat maniere, oft in wat saken, ofte hoe menichwelen dat wesen mochte, waer van saken den Princen, Landen, den Steden, den Casselren, oft singuliere personen toucherende, dat die gene die hem te beclagen hadden, die sake van hare clachte ontbieden souden by boden, oft by gescreuen, den Heeren, den goeden Steden, van den anderen Lande, ofte den ghenen wiens lieden ende subiecken men de misdaet aenlogghen soude, ende verloekken daer af recht, ende beteringhe naer de misdaet. Ende so waere die Heere, ijne Steden, oft die gene die aldus verocht, ende ghesommeert wesen soude, dat onrecht ende die misdaet, t'schuldich te beteren, ofte te doen beteren, ende te doen berechene den ghenen wie het toucheren mach, ende aengaen soude, binnen acht daghen navolghende der tijdt dat s'ijns eerst verocht wesen souden. Ende in die dat dese saken niet afgeleyt noch ghebeteret en worden binnen die acht daghen, alsoo voornoemt is, om te verhoedene dat nimmermeer t'eenighen daghe rijten noch spruyten en mochten, oorloghe, geschille ofte discorde, tusschen ons Hertoghe ende Grave voornoemt, tusschen onse naercomeren, tusschen onse voornaemde twee Landen, noch tusschen eenighe Steden, Casselren, ofte singuliere personen van de voornoemde twee Landen, hebbet wy gheaccordeert, ende verbonden al nu, dat elck van ons Hertoghe ende Grave voorschreuen, ofte van onse naercommers, ewelijc gheduerende, ende t'allen tijden dat te doene wesen sal, nemen sal twee goede lieden van sijnen Rade, ende elck vande drie goede Steden van Brabant, eenen Schepene, ende elck vande drie goede Steden van Vlaenderen voornoemt eenen Schepenen, de welcke thien personen vergaderen sullen in dat lant, daer de gene toebehooren die hem beclaghende zijn, ende in een vande vier goede Steden van dien Lande die naest is der Steden daer dat onrecht ghedaen oft ghespruyt is, binnen achte daghen na dat hijs vermaent sullen zijn, sonder fraude, ende sullen doen openbaerlijc haren eedt, als sy vergaderet wesen sullen in presentie elck van andere, op die Heylighe Evangelie, loyallyc te onderwindene ende inquirere, dat rechte, ende waere van die clachten, ende geschillen, ende discorden, ende die te termineren, ende sentencieren, ende te accorderen, nae recht, ende redene, sonder eenighe partie daerinne te draghene. Ende sullen beletten ende verhoeden alle faecken, ende materien van discorde. Ende en sullen uyt die Steden nimmermeer scheyden, oft het ne ware, dat sy oft eenich van hemlieden by Sonneschijne daer uyt voeren, ende binnen dien selven daghe by Sonneschijne weder daer inne quamen totter tijdt dat sy al die faecken, daer sy om vergaderet wesen souden, gheternineert, veressent, ghepaeyt ende gheaccordeert sullen hebben. De welcke thien personen die aldaer ghecoren ende ghedeputeert wesen sullen, ende alsoo menichwerff alst te doene wesen sal, wy, ende elck van onsliden over ons ende onse naercommers gheuen als nu, volle macht, autoriteyt, ende speciaal bevel, die faecken daer sy toe ghecoren ende ghedeputeert wesen sullen te inquirere, te terminere, ende te sentenciere, te veressene, ende te accorderene, inder manieren dat voorseyt is: ende ghelo-

menten. Pour quoi seront choisis deux personnes de la part de chacun desdits Seigneurs, & une personne de chacune de trois Villes de Brabant, savoir, de Louvain, Bruxelles & Anvers. Et de Flandres, savoir, Gand, Bruges & Ypre, qui en seront les Estimateurs, savoir est que les Estimateurs choisis de Brabant mettront le prix à la Monnoye de Flandres, & les Estimateurs choisis de Flandre mettront le prix à la Monnoye de Brabant, lesquels Estimateurs de Brabant viendront dans la Ville de Gand, & les Estimateurs de Flandres dans la Ville de Louvain, chaque trois mois tout au moins, en sorte que l'avantage en demeure eternellement, & ils feront leur essay loyalement & de bonne foi, & sur le serment qu'ils en prêteront, chaque fois qu'on la refera ou renouvelle: ra: bien entendu que toute l'autre Monnoye, & specialement celle qui aura cours dans les susdits deux Pais sera appréciée & évaluée selon son juste prix & valeur par les communs Estimateurs susdits.

VI. Item, que s'il arrivoit ci-après en quelque tems que ce fût que nous, ou quelqu'un de nous, nos descendants, ou quelqu'un d'eux vinssent à former quelque plainte l'un contre l'autre pour quelque tort en quelque maniere, ou quelque chose & si souvent que ce soit, soit pour chose qui regarderoit les Princes, les Pais, les Villes, Châtellenies, ou quelque personne particulière, que celui qui auroit à se plaindre denoncera sa plainte par un messager, ou par écrit, aux Seigneurs, aux bonnes Villes de l'autre Pais, ou à ceux contre les gens ou sujets desquels on auroit action, & leur demandera justice & réparation, selon le delict. Et sera le Seigneur, la Ville, ou celui qui sera ainsi requis & sommé de faire droit sur le tort ou delict, obligé, à la requête du demandeur, de le faire dans huit jours, à compter de celui que ladite demande ou sommation aura été faite. Et qu'en cas que l'affaire ne pût pas être terminée dans lesdits huit jours, comme dit est, pour empêcher qu'aucune guerre, dissent ou discorde n'arrive entre nous Ducs & Comtes, nos descendants, nos susdits deux Pais, ni entre quelques Villes, Châtellenies, ou personne particulière desdits deux Pais, nous avons accordé & traité dès à présent, que chacun de nos Ducs & Comtes susdits, ou de leurs descendants à jamais, & en quelque tems que le cas arrive, prendra deux bonnes gens de son Conseil, & chacune des trois Villes de Brabant un Echevin, & chacune des trois Villes de Flandres susdites un Echevin, lesquelles dix personnes s'assembleront dans le Pais du demandeur ou plaignant, & dans une des quatre bonnes Villes de ce Pais, & qui sera la plus proche des Villes, où le tort ou dommage en question aura été commis, dans huit jours de la sommation qui leur en aura été faite, & ce sans fraude, & feront publiquement leur serment en présence l'un de l'autre, sur les Saints Evangelies, lors qu'ils seront assemblez, & s'informeront & s'instruiront loyalement du droit, & de la vérité de la plainte, demande, dissent & discorde, pour les terminer, sententier & accorder selon droit & raisons, sans favoriser une partie plus que l'autre, & empêcheront & deffendront toute affaire & matiere de discorde. Et ne sortiront point lesdites dix personnes de ladite Ville, ou, s'il arrivoit qu'elles en sortissent, que ce sera de jour, pour y rentrer le même jour avant Soleil couchant, jusques à ce que toutes les affaires, pour lesquelles elles se seront assemblees, soient plaidées, terminées & accordées. Auxquelles dix personnes qui seront là choisies & députées, & toutes fois & quantes besoin sera, nous, & chacun de nous & de nos descendants, donnons dès à présent plein pouvoir, autorité, & mandement special, de instruire des affaires, pour lesquelles elles auront été choisies & députées, & de les terminer, accommoder, sententier & accorder, en la maniere que dessus; & don-

ANNO
1339.

ANNO 1339. gheloven alle, ende elck van onsliden by hem, over ons, onse naercomers te houdene, ende te volcomene, wel, ende ghehadelijck al 't ghunt dat by die thien personen gheputeerde, gheingereert, ghetemineert, ghewilt, verheft, ende gheacordeert wesen sal, in alle die saecken, ende elcke sonderlinghe; sonder nimmermeer iet te doene oft te attenteren, in contrarie: Ghevielt oock dat eenich van de voornomde thien personen, quame van lijve ter door, binnen den termijne dat sy vergadert waren om te tracteren, eer dat sy haer last ghetemineert souden hebben, soo is ons content ende wille hoe menichwerf het ghevielt, dat de ghene by wien die persoon ghecoren ende gheputeert was, eenen anderen vanden selven Rade, Schependomme kiese, ende stelde in sijne Stede binnen den derden daghe naer dien datmen verlocht sal zijn, sonder fraude: Den welcken wy, ende elck van ons lieden over ons, ende over onse naercomers gheven aldus volle macht, autoriteit, ende bevel in alle saecken, alsoo d'andere hadden eer hy quam van lijve ter dood. Ende sullen dese gedeputeerde, ende elck van henlieden bedwongen ende gheconfringeert zijn de voornomde commissie, ende lastinge te aengaene, ende te doene, in der voorschreven maniere, by den ghenen diese kiesen ende deputeren sullen, by alsoo dat daer af eenich onbehoorlich wesen wilt, oft in ghebroke ware: Oock soo dat de voorschreven thien personen, oft eenich van henlieden, op eenich stuck daer sy mede gelaft wesen souden, begheerden den raet van den ghenen daer hy by ghecoren ware, dat sy hem be-raden mochten aen den ghenen die vanden selven Rade oft Schependomme wesen soude, midts dien dat sy uyt die Stede, daer de Commissarissen vergadert wesen sul-lien, niet scheeden soude, inder manieren dat voor-seyt is.

VII. Item, hebben wy beloofd, ende beloven elck andere in goede trouwe, dat om saecken die geschehen oft mach gevallen tusschen ons, oft tusschen eenich van onsliden, oft tusschen onse naercomers, oft tusschen eenich van henlieden, wy, noch onse naercomers en sullen doen, oft nemen, ander wrake, noch dorloge porten, noch pandighen doen doen, d'een op den anderen, sonder de clachten doende, oft daer af recht heyschende aen de ghene die daer toe ghe-deputeert wesen sullen, inder maniere dat is voorschre-ven: Ende ne sullen eenighe saecken doen, oft ghe-doogen te doene, daer Coopmanfchappen by belet we-sen mach, vrijelijcke te gane ende te keere, vanden eenen Lande in d'andere, haer recht betalende, alsoo boven voorseyt is.

VIII. Item, hebben wy gheacordeert ende ver-bonden, om alle de punten die hier inne geschreven staen, ende elck punct sonderlinghe ghehadelijck te doen houden, t'eenwelckigen daghe sonder breken: Dat waert soo, dat wy Hiertoghe ende Grave voor-noemt, ofte eenich van onsliden, ofte onse naer-comers, ofte eenich van henlieden t'eenwelckigen da-ghe tegen dese Verbonde, ofte eenich punct dat in dese Lettere geschreven staet, staeken of ginghen, in soo wat maniere dat ware, by ons ofte andere personen, dat daer by dese Ordonnantie ende Accorde van minder weerde, oft min gellade niet wesen soude, nemaer dat die ander Heeren, ende beyde de gheheele Landen voor-noemt, die Heeren, die eenich punct van dese sake breken wilde, confringeren ende bedwingen souden, met al haer vermogen te doen houdene de Ordinancien ende elck punct sonderlinghe, inder manieren dat sy hier gheordonnert ende geschreven zijn. Ende en sullen ghedooen de voornomde twee Landen, elck van sijnen Heere ende Prince, die hier af rebel oft contrarie wesen wilde, dat hy nemmermeer by hem, oft by ander personen, eenich profit, bate, amende, ofte ander voordeel heffenne sal, noch ontfacen, ofte insijn orboer in eniger maniere laten comen, totter tijdt dat sy alle dese Verbonde, Voorwaerde, ende Accord, ende elck punct sonderlinghe, wel, ende ghetrouwelijck houden ende volcomen sullen. Waert oock soo, dat eenich vande voornomde Landen Brabant oft Vlaenderen, eenighe singuliere Steden, Casselrie, Meyerie, oft singuliere personen, so wie sy waren, vanden eenen voorschreven Lande, oft van beede, teghens dese Verbonde ofte teghen eenich punct datter in geschreven is, staeken, oft ginghen, in soo wat maniere dat wesen mochte. Dat dacrome dese Ordonnantie ende Accord niet min blyven en souden, goet, vast, ende ghesteide: Nemaer dat beede die Heeren ende Princen, mitgaders de Steden, Casselrien, Meyerien commene, die dese Verbonde

ANNO 1339. donnons, tous & chacun de nous & de nos descen-dans credit, & parfaire autorité & pour toujours à tout ce que lesdites dix personnes députées auront terminé, accommodé, & prononcé & en toutes choses & à chacune en particulier sans jamais rien faire ni attenter à l'encontre, & que s'il arrivoit que quel-qu'une desdites dix personnes allât de vie à trépas pendant le tems qu'elles seront assemblées pour traic-ter, & avant que leur commission fût finie, notre consentement & volonté est qu'autant de fois que cela arrivera, ceux par lesquels cette personne aura été choisis & députée, en éliront une autre du même Conseil, ou corps d'Eschevins & la mettront en sa place dans trois jours, après qu'ils en auront été re-quis, & ce sans fraude. A laquelle personne nous & chacun de nous, & de nos Successeurs donnons aussi plein pouvoir, autorité, & mandement en toutes choses, comme l'avoit l'autre en la place de la- quelle elle viendra, avant qu'elle allât de vie à trépas. Et seront lesdits Députés & chacun d'eux contrain-tes, & obligés d'accepter ladite charge & commission, par ceux qui les auront choisis & députés au cas que quel-qu'un d'eux y voullût contrevenir, ou demeurer en des-faut. Et aussi que si les susdites dix personnes, ou quelques unes d'elles desiroient de prendre conseil, sur quelque point de l'affaire, dont elles seroient chargées, de ceux de qui elles auront été élus, elles pourront consulter ceux du Conseil même ou corps des Eschevins à condition qu'elles ne sortiront pas de la Ville, où elles seront assemblées, comme il a été ci-devant dit.

VII. Item, avons promis & promettons chacun en bonne foi, que pour les affaires qui surviennent ou pourroient survenir entre nous ou entre quel-ques-uns de nous, ou entre nos descendants ou quel-ques-uns d'eux, nous ni nos descendants ne nous ven-gerons ni porterons la guerre l'un contre l'autre, ni ferons user de représailles l'un sur l'autre, sans former auparavant des plaintes & sans demander justice à ceux qui à ce seront députés en la maniere susdite, & ne seront ou souffriront faire aucune chose qui puisse empêcher le Commerce, & d'aller & venir librement d'un Pais dans l'autre en payant les droits, comme dit est ci-dessus.

VIII. Item, avons traité & convenu que pour faire observer les points ci-dessus, & chacun d'eux en particulier, sans en jamais enfreindre aucun. Que s'il arrivoit que nous Ducs & Comtes susnommés ou quelqu'un de nous, nos descendants, ou quelqu'un d'eux venoit jamais à contrevenir à cette Alliance, ou à aucun point des Articles qui sont contenus dans ces présentes, en quelque maniere que ce soit par nous-mêmes, ou par autres personnes, que les Ordonnances & Accords n'en seront pas pour cela de moindre va-leur ou solidité, mais que les autres Seigneurs & les deux Pais entiers susnommés obligeront de tout leur pouvoir les Seigneurs qui voudroient enfreindre quel-ques uns de ces points à observer ces Ordonnances, & chaque point d'icelles en particulier de la maniere qu'el-les sont ici ordonnées & écrites. Et ne souffriront les susdits deux Pais, qu'aucun de ses Seigneurs & Prin-ces, qui voudroient être rebelles & contraires à ce que dessus, puissent jamais tirer ni recevoir d'eux ou d'autres personnes, aucun profit, amande ou autre avantage, ni leur en laisser revenir en quelque manie-re que ce soit, jusques à ce qu'ils aient bien & fidele-ment observé de point en point lesdites Alliances, Con-ditions, & Accord. Et que s'il arrivoit aussi que quel-qu'un des susdits Pais de Brabant & de Flandres, quelque Ville particulière, Châtellenie, Mayrie, ou personnes particulières, quelles qu'elles soient de l'un ou de l'autre Pais, ou de tous les deux, allaissent à l'en-contre de ladite Alliance, ou de quelques points y con-tenus en quelque maniere que ce soit, que pour cela ladite Ordonnance & Accord ne laissera pas de demen-ter dans sa force & vertu, mais que les deux Sei-gneurs

ANNO
1339.

wel houden souden, die andere rebelle ende onverhoorighe constringeren ende bedwingen sullen, sonder enich dilay, met al harer macht, ende met alle manieren van constringe, die sy op heurlieden, ende op haer goet doen sullen moghen, totter tijdt dat sy alle dese Verbonde, Voorwaerde, ende Accorde, ende elck poinct by hem wel ende ghesladelijck houden ende volcommen sullen.

IX. Item, om dat alle daghe nieuwe saecken, ende materien spruyten, rijzen, ende voor ooghen comen, daer den voorschreven Landen al comen mochte comen ende onproijt. Soo zijn wy gheacordeert, elck met anderen, dat de voorschreven twee Heeren, ende haer naercomers, ende die ses goede Steden vande voornoemde twee Landen, elck jaer eenwielijck gheduerende, ten drye termijnen van haren lieden senden, ende vergaderen sullen. Dats te wetene op den veertiensten dach naer Lichtmissie onser Vrouwen binnen der Steden van Ghendt, ende op den veertiensten dach naer S. Jans midtlomer, inde Steden van Brussel, ende op den veertiensten dach naer Alle Heilighen dach, inde Stede van Aelt: in welcke Steden, ende vegaderingen, men ordonneert, ende overen draghen sal, alle manieren van saken, ende goede poincten, die met desen Accorde, ende Verbonde gaen moghen, ende die de voorschreven twee Landen bringhen moghen in nutschap, orboor, ende profijt.

X. Ende om dat wy, ende elck van onlieden, willen, ende begheeren, dat desen Peys, ende Accorde, Voorwaerde, ende Verbonde die in dese Lettère gheschreven staen, zijn, ende blijven, wel ghetrouwelijck, ende vaste ghehouden, ende volcommen, t'eenwielijcken dage, sonder in enich poinct, oft articule daer teghen te gane oft te doene in enigher maniere: Hebben wy Hertoghe, ende Grave, over ons, over onse naercomers ende over de Edele vande voornoemde twee Landen, Ridders, Cuapen, Mannen, ende haer naercomers, ende over alle d'ander Steden, Casselrien, Meyeren, ende Communie van onse voorschreven twee Landen, die hier speciael niet gheschreven zijn, ende over haer naercomers, met onse Steden voren gheenoemt, ende sy met ons, over hen, haer naercomers, ende sy inde name vande twee gheheele Landen voornoemt, alle dese saken, accorden ende voorwaarden, ende elck poinct sonderlinge, geloof, ende verbonden, d'een den anderen by onsen Ridderchap, by onse trouwe lekerhede, ende by onsen eede, openbaerlijck ghedaen, ende geleyt onse handen op de Heylige Evangelie, te houdene, ende doen houden, t'eenwielijcken dage sonder breken.

XI. Ende mitsgaders dese, hebben wy gheloof, ende gheloven elcander, dat wy nimmermeer soecken ne sullen, ne ghedooget te soecken, dispensacie, ofte verlaet van Pausen, van Coninghen, van eenighe Souverainen oft van enich ander Prelaet, oft Princen, noch absolutie van onse ghelooften, oft van onsen eede die wy hier ghedaen hebben. Ende ne sullen laten om verbot ofte bevelen van eenighe Overheere, wy en sullen houden alle de saecken die hier inne gheschreven zijn, ende elck poinct by hen wel, ende ghesladelijck, ende wy ne sullen niet ons daer af stellen in eenighe blijfvene oft Lantchepe, noch ne sullen quijte schellen d'een den anderen van eenighe saecken hier voornoemt, noch ne sullen laten om eenighe saecken die herte ghepeyten mach, oft die gheschien mach, wy ne sullen houden d'een d'ander, alle de voorwaerde puncten, ende articulen, ende elck sonderlinge die in dese Letteren gheschreven staen: Ende al noch hebben wy beloofd d'een den anderen, ende gheloven over ons ende onse naercomers, om in alle dese saecken bet te versterke, die achter t'lijf van ons Hertoghen ende Graven voorstyt, de ghene die onse Landen, ende Heerschappe, als oirs, ende naercomers, besitten sullen, voor den tijt dat sy ontsaen wesen sullen ter Heerschappe als Hertoghen oft Graven, elck van henlieden voren sal doen afsulcken Eedt, obligatie ende gheloften, als wy ghedaen hebben, ende boven gheschreven zijn: Ende ne sullen ghedoogeten van deser tijdt voortaan, noch onse naercomers in haren tijt, dat enich persoon ghereopen zy ten Rade van ons, oft van onse naercomers, hy ne sal doen voren Eedt by sijnder trouwen, ende op de Heylige Evangelien, te helpen, ende te raden, die Peys, Accord, Verbont, ende alle die saecken, die in dese Letteren gheschreven staen, te houden met alle sijn macht ghelijck ende volcomentlijck, sonder nimmermeer eenighe saecken te segghen, te doene, noch te raden, in contrarie;

ANNO
1339.

gneurs & Princes, ensemble les Villes, Châtelainies, Mayries, qui s'en tiendront à cette Alliance contraindront & forceront les autres rebelles, & contravenans sans delay & de tout leur pouvoir, & par toute voye de contrainte tant sur eux que sur leurs biens, jusques à ce qu'ils aient observé parfaitement, & de point en point lesdites Alliance, Conditions & Accord.

IX. Item, & parce que tous les jours, il arrive de nouvelles affaires & matière, qui peuvent être au dommage & desavantage des susdits Pais, nous sommes convenus par ensemble que les susdits deux Seigneurs, & leurs descendants & les six Villes des susdits deux Pais, chaque année & sans jamais discontinuer, ils enverront tous les quatre mois leurs gens pour s'assembler, savoir le quatorzième jour d'après la nôtre Dame de la Chandeleur dans la Ville de Gand, & le quatorzième jour d'après la Saint Jean mi-Eté, dans la Ville de Bruxelles, & au quatorzième jour d'après la Toussaint dans la Ville d'Alost. Dans lesquelles Villes & Assemblées, on ordonnera & proposera toute sorte d'affaire, & les meilleurs points qui pourront convenir au présent Accord & Alliance, & qui pourront tourner à l'utilité & à l'avantage des susdits deux Pais.

X. Et parce que nous & chacun de nous voulons, & désirons que cette Paix, Accord, Conditions, & Alliance, qui sont contenues dans ces présentes Lettres, soient & demeurent observées fidèlement, serment & parfaitement à toujours, sans, contrevenir & faire à l'encontre en aucun points, & articles ou quelque manière que ce soit, nous Ducs & Comtes, pour nous, nos Successeurs & pour les Nobles des susdits deux Pais, Chevaliers, Serviteurs, Vassaux & leurs descendants, & pour toutes les autres Villes, Châtelainies, Mayries, & Communautés de nos susdits deux Pais, qui ne sont pas ici spécifiés, & pour leurs Successeurs, ensemble nos Villes ci-devant nommées, & elles avec nous pour elles & leurs Successeurs, & icelles au nom des deux Pais entiers, avons publiquement promis par nôtre serment, fait publiquement, & les mains posées sur les Saints Evangiles, de bien, & fidèlement entretenir & observer à toujours toutes ces affaires, accords, & conditions, & chaque article en particulier, sans jamais les enfreindre.

XI. Et par ces présentes nous avons promis, & promettons conjointement de ne requérir jamais, ni permettre être requis dispense ni absolution de Papes, Rois, d'aucun Souverain, ou d'aucun autre Prelat ou Prince, de nôtre promesse, ni de nôtre serment que nous avons fait ici. Et ne laisserons pas pour toute dispense, ou commandement d'aucune Puissance d'observer les choses, qui sont ci-dessus contenues ni aucun article d'icelles; & nous ne nous retirerons pas dans quelque demeure ou Pais, ni ne nous quitterons & dispenserons l'un l'autre d'aucune chose ci-dessus mentionnée & ne nous en départirons pas, quelque pensée qui nous vienne dans l'esprit ni quelque chose qui puisse arriver, mais observerons les uns & les autres toutes les conditions, points & articles, & chacun en particulier, qui sont écrites dans ces présentes Lettres. Et derechef avons promis l'un l'autre, & promettons pour nous & nos Successeurs, pour plus grande sûreté de toutes ces choses, que ceux qui après la mort de nos Ducs & Comtes, posséderont nos Pais & Dominations, comme nos Successeurs & descendants, devant que d'être reçu au Gouvernement comme Ducs & Comtes, s'obligent, promettent & feront le même serment que nous avons fait & comme il est écrit ci-dessus. Et ne permettrons d'ici en avant ni nos Successeurs en leur tems, qu'aucune personne soit appelée dans nôtre Conseil, ou dans celui de nos Successeurs qu'il n'ait prêté serment sur sa foi, & les Saints Evangiles de convenir, & conseiller que cette Paix, Accord, Alliance & toutes les choses qui sont spécifiées en ces présentes, soient observées de tout leur pouvoir, unanimement.

ANNO
1339.

trarie; Ende in alſulkele manieren, ſullen beloven ende ſweeren die Schepenen, Baillifs, d'andere Rechters, ende Officiers van onſe Steden ende Landen voornooit, ten boghiele van haren officie, ende Statén, ende alle dieghelijcke alle Mannen, ter tijdt dat ſy haer Leen ontiaen ſullen van ons Hertogen ende Graven voornooit, ende van onſe naercomers.

XII. Ende het is te weten, dat alle de voornoomde Ordonnantien, Voorwaarden ende Verbonden, ende elck punt ſonderlinge, ghemaeft, gheloft, verbonden, gheſcekt ende ghelovoren zijn, behouden in alle andere ſaeken die hier niet gheſchreven zijn die Vrijheden, die Wetten, Coſtumen ende Uſagien van elcker Stede, Caſſelle, Meyerie van de twee Landen voorchreven: In oorcontſchepe van deſe dinge, hebben wy Hertogen ende Graven voorchreven, over ons ende onſe nacomers, miſgaders onſe Steden, dat te wetene: van Brabant, Leuene, Brueſſel, Antwerpen, s'Hertogenboſch, Thienen ende Leeuwe. Ende wy Arnout byder gracie Godis Abt van Gemblours der Ordene van S. Benedictus vanden Biſchopdomme van Ludicke, ter bede van Schepene, ende van al den Commune vander Stadt van Nivelle, over hemlicden ende haere nacomers, byde redene dat ſy ne ghemeeen ſeghel en hebben; Ende van Vlaenderen, Ghendt, Brugge, Ypre, Cortrijcke, Oudenarde, Aelft ende Gheeraertsbergh. Ende onſe voornoomde Steden, met ons, over hen ende haren naercomers, ende inden name vande twee gheheele Landen boven gheſeyt, deſe Lettaren gheſeghel met onſe ſeghel uythanghende: Ende om meer verſekerheden van alle de ſaken, voor waerden ende verbonden voorchreven te houdene, ende te doen houdene, wel ende loyallyck. Hebben wy ghebeden ende verſocht aen die Edelen van onſe twee Landen, dat is te wetene: wy Hertoghe voornooit, aen onſe getrouwe Willem Heere van Hoorne ende van Gaesbeke, Thomas van Dieſt, Heere Seelen, Willem Heere van Weſemalle Maerſchalk van Brabant, Willem van Duvevoorde Heere van Ooſterhout, Jan Heere van Roſſelare, Droſſarte van Brabant, Jan van Loen Heere van Cogmont, ende Willem Henrick Berthout, Heere van Duſſele, Jan van Levedale Heere van Botſele, Jan Heere van Sombrefſen, Jan van Kuick Heere van Hoochſtraete, Lodewijck Heere van Diepenbeke, Diedrick van Walicourt Heere van Ha ende Maerſchalk van Henegouwe, Henrick van Walicourt Heere van Fanerchines, Lodewijck van Beerlaer Heere van Herlemont; Gillis van Quaderbeke Heere van Berghene, Aernout van Aelbeke, Jan Piſſier, Jan van Berſte, Herman van Os, Loys vanden Burcht Rentmeester van Brabant, Jan van Meldoor, Jan Pullerman Droſſarte van Brabant, Jan van Wynigen, Daniel van Bouchout, Hendrick Boterſem, Hendrick van Witem, Rachen de Grance Heere van Lintere, Gooſſen Heere van Godſenhove, Aernoudt vanden Wiere, Willem vanden Boſſche, Gheeraert van Boſſelare Borchgrave van Gheldenake, Nicolaes van Vilvoorde, Hutenhove, Jan Staienen, Jan van Schoonhove, Kaerle van Revieren, ende Wouter, Heere van Melijn, Ridderen. Ende wy Grave voorgefeyt ende onſe ghetrouwe Hendrick van Vlaenderen Heere van Nivenene, Philips Heere van Arele, Simon van Mirabele Heere van Perwijs, Gheeraert Heere van Raſſeghem ende van Lens, Rachen van Gavere Heere van Heremers, Aernoudt van Gavere Heere van Schorſſe, Jan van Gruythuyſe Heere van Ha, Rogier Buſterſen Heere van Bouxem, Jan van Axle, Olivier Heere van Poncke, Willem van Nevele, Wolſaert van Ghifſele, Gheeraert van Raſſeghem Heere van Raſſeghem, Mer Gheeraert van Outre Borchgrave van Ypre, Jan van Belle, Euſtaes Pachans, Rogier Heere van Lichtervelde, Segher van Dronghene Heere van Melle, Gheeraert van Ghifſele, Daniel van Roſſebeke, Simon van Maelfſede, Rogier van Vaerneuwick, Gheeraert van Moerſtede, Willem van Straten, Jan van Poelvoorde, Jan van Maſſeme, Rachen van Herpe, Ridderen, Ghifſelbrecht van Leeuwerghem, Gheeraert van Maſſeme, Daniel van Dronghene, Jan van Herzele, Jan vander Moer, Aernout Bernaghen, Jan van Uytkercke, Loys van Moerkercke, Hughes van Steelandt, ende Janne van Lokerne, Knapen. Dat zy, ende elck van hemlieden de voornoomde Ordinantie, Accorden, overeen dragen, Voorwaarden ende Verbonden inder voorchreven manieren willen gheloven

TOM. I. PART. II.

ANNO
1339.

nimement & parſaſement, ſans jamais dire, faire, ni conſeiller aucune choſe au contraire; & de la même maniere promettrent & jureront, les Echevins, Baillifs & autres Juges & Officiers de nos Villes & Pais ſuſdits, au commencement de leurs Charges & Etat, & tous autres Vassaux dans le tems qu'ils feront leur ſoi & hommage à nos Ducs & Comtes, & à leurs Successeurs.

XII. Et toutes les ſuſdites Ordonnances, Conditions, & Alliance, & chaque article en particulier ſont faits, promis, traitez, aſſurez & jurez, ſauf en toutes les autres choſes qui ne ſont point ici ſpécifiées, les Libertez, Loix, Coſtumes & Uſage de chaque Ville, Châtellenies & Mayries, des deux Pais ſuſmentionnez. En témoin dequoi nous Ducs & Comtes ſuſdits, pour nous & nos Successeurs, enſemble nos Villes, ſavoir, de Brabant, Louvain, Bruxelles, Anvers, Boiſledus, Thillemont & Louvain. Et nous Arnout par la grace de Dieu Abbé de Gemblours de l'Ordre des Benedictins de l'Eveché de Liège, à la requiſition des Echevins, & de toute la Communauté de la Ville de Nivelle, pour eux & leurs ſuccesseurs, par la raiſon qu'ils n'ont pas un ſeu commun. Et de Flandre, Gand, Bruges, Ypres, Courtray, Oudenarde, Alost & Geraetsberg. Et nos ſuſdites Villes avec nous pour elles & leurs Successeurs, & au nom des deux Pais entiers ci-deſſus, ont ſceellé ces preſentes, y appoſant leur ſeau avec le nôtre, & pour plus grande ſûreté de toutes ces choſes, & pour l'obſervation des conditions & alliance ci-deſſus, & les faire obſerver bien & fidèlement, nous avons prié & requis les Nobles de nos deux Pais, ſavoir, nous Ducs ſuſdits nôtre fidele Guillaume Seigneur de Horne & Gaesbek, Thomas de Dieſt, Seigneur de Seelen, Guillaume Sieur de Weſemalle, Maréchal de Brabant; Guillaume de Duvevoorde, Seigneur d'Oſterhout, Jean Sieur de Roſſelare, Droſſard de Brabant; Jean van Loen, Seigneur de Cogmont; & Guillaume Henrick Berthout, Seigneur de Duſſele, Jean van Levedale, Seigneur de Boſſele, Jean Sieur de Sombrefſen, Jean van Kuick, Seigneur de Hoochſtraete; Louis Sieur de Diepenbeke, Diedrick van Walicourt, Seigneur de Ha, & Maréchal de Hainaut; Henri van Walicourt, Seigneur de Fanerchines, Louis van Beerlaer, Seigneur de Herlemont; Gillis van Quaderbeke, Seigneur de Berghene; Arnould van Aelbeke; Jean Piſſier; Jean van Berſte; Herman van Os; Louis vanden Burcht, Receveur de Brabant; Jean van Meldoor; Jean Pullerman, Droſſart de Brabant; Jean van Wynigen; Daniel van Bouchout; Henrick Boterſem; Henrick van Witem; Rachen de Grance, Seigneur de Lintere; Goſſen Sieur de Godſenhove; Aernould vanden Wiere; Willem vanden Boſſche; Gerard van Boſſelare, Borchgrave van Gheldenake; Nicolas van Vilvoorde; Hutenhove; Jean Staienen; Jean van Schoonhove; Charles van Revieren, & Wouter Seigneur de Melijn, Chevaliers: Et nous Comte ſuſdit & nos fideles Henrick van Flandres, Seigneur de Nivenene; Philippe Sieur d'Arele; Simon van Mirabele, Seigneur de Perwijs; Gheeraert Sieur de Raſſeghem & de Lens; Rachen van Gavere, Seigneur de Schorſſe; Jean van Gruythuyſe, Seigneur de Ha; Roger Buſterſen, Seigneur de Bouxem; Jean van Axle, Olivier Seigneur de Poncke; Guillaume van Nevele; Wolſaert van Ghifſele; Gerard van Raſſeghem, Seigneur de Raſſeghem; Mer Gheeraert van Outre Borchgrave d'Ypre; Jean van Belle; Euſtaes Pachans; Roger Sieur de Lichtervelde; Segher van Dronghene, Seigneur de Melle; Geraerd van Ghifſele; Daniel van Roſſebeke; Simon van Maelfſede; Roger van Vaerneuwick; Gheeraert van Moerſtede; Guillaume van Straten; Jean van Poelvoorde; Jean van Maſſeme; Rachen van Herpe; Chevaliers; Ghifſelbrecht van Leeuwerghem; Gheeraert van

Aa 2

Mai

ANNO 1339. ende sweeren te houdene, ende te doen houdene, met allen haren loyalen vermoghen, ende dat sy haer seghele hanghen willen aen dese presente Letteren metten onsen, der Steden, ende des Abts boven gheseyt, in oerconschepe van haren wille ende consint. Ende waert soo dat ghevele in eenighe tijden, dat wy, ons hoors oft onse naercomers ghinghen oft wilden gaen teghen dese Verbonde in eenigher maniere, dat niet ghevalen sal, oft Goet wille, dat die Edele boven gheseyt, oft eenich van henlieden, niet ghehouden soude wesen ons te behoedene, in enigher maniere in dit stuck, nemaer dat sy houden de voorschreve Accorde ende Verbonde. I'eenwelickten daghe, ende elck poent by hem (also voorseyt is.) Ende in't stuck daer sy of eenich van henlieden, doen sullen dat wy hem ghebeden ende verfocht hebben, wy, noch onse naercomers, hem sullen nimmermeer wanjonst draghen, noch sullen hem daeromme grief of schade doen, noch ghedoochten te doene, nemaer in dat doende, sullen wyse behoeden, beschermen loyallyck teghen alle lieden: Ende waert soo dat eenich van onse Rechter, Officiers ofte Segjten, ghinghen ofte daden in eenich poent, in contrarien vande voorschreven saken, ende wy Hertoghe ende Grave boven gheuoemt, oft onse naercomers waren in ghebreke de ghene die dat doen sullen te corrigerene. Wy willen ende verfoecken aen die Edele van onsen Lande, dat sy, ende elck van henlieden, met onse voornoemde Steden, helpen met alle haere macht, dat die ghene die dit ghedaen sullen hebben, worden ghecorrigeert naer den misgripe: Ende wy die Edele boven gheseyt, ter bede en verfoecke van onse lieve ende geminde Heere voornoemt, hebben ghelooft, ghesekert, ende ghesworen by onsen Eede, openbaertlyck ghedaen, over ons ende onse naercomers, te houdene ende te volcommene gheschadelijck, sonder breken, alle die saken die in dese Letteren gheschreven staen. Ende in kennisse ende oerconschepe der waerheydt hebben wy aen dese presente Letteren ghehanghen onsen Seghele, metten Seghele van onse lieve ende voornoemde Heere ende haere Steden, ende des Abts boven gheseyt.

XIII. Ende waert dat ghevele, dat eenich Seghele die voornoemt is, een ofte meer ghebrack oft achterbleve te hanghen aen dese teghenwoordighe Letteren, daer by ne willen wy niet dat dese saecken ende Verbonden, zijn van minder weerde. Maer dat sy zijn, ende sullen blijven alsoo ghesaede, ende van alflucker macht als sy wesen souden, oft alle die Seghen daer aen volcomelijck ghehanghen worden.

XIV. Ende als noch, hebben wy Hertoghen ende Graven voornoemt, over ons, ende onse naercomers, met onse voornoemde Steden met ons, over hem ende haren naercomers, ende inden name vande twee gheheele Landen voren gheseyt, beloofd ende beloven elckandere, in eenighe tijden waren ghevioleert, gheerghert ofte gecorumpert, het ware van parkemente, van die Schiftueren, ofte van Seghen, dat wy weder gheven, ende versegghen souden, den ghenen van ons, die des ghebreck hebben souden, alsfucker Letteren, ende alsoo rustant als dese zijn, alsoo varinghe als wy dies verfocht wesen souden, sonder fraude. Dit was ghedaen ende gheacordeert, te Ghendt, op den derden dach vander Maent van December: In't jaer ons Heeren derthien hondert ende neghen- en derich.

ANNO 1339. *Massème; Daniel van Drungbene; Jean van Herzele; Jean van der Meer; Jernout Bernaghen; Jean van Uytkerke; Louis van Moerkerke; Hughe van Steelandt; & Jean van Lokerne, Fanzers. Qu'eux & un chacun d'eux promettent, & jurent d'observer & faire observer de tout leur fidele pouvoir les Ordonnances, Accords, Conventions, Conditions & Aliances ci-dessus. Et qu'ils veulent a ces presentes attacher avec les nôtres les Sceaux de leurs Villes & Abbayes susdites, en témoignage de leur volonté & consentement. Et posé le cas qu'il arrivât que nous, nos hoirs & successeurs allissent, ou voulussent aller à l'encontre en quelque manière & en quelque tems que ce soit, ce qu'à Dieu ne plaise, que les Nobles ci-dessus mentionnez ni aucuns d'eux, ne seront pas obligez de nous maintenir à cet égard, mais qu'ils garderont les susdits Accords & Aliances à jamais, comme il est dit ci-dessus; & qu'à l'égard de ce qu'eux ou quelques-uns d'eux feront ce dont nous les avons requis, ils n'en recevront jamais de deplaisir ni de nous, ni de nos descendants, ni ne leur seront souffrir, ni ne souffriront leur être fait aucun dommage, mais les maintiendrons & defendrons loyalement contre qui que ce soit. Et s'il arrivoit que quelqu'un de nos Juges ou Officiers contrevinsent aux choses susdites & fussions, nous Ducs & Comtes ou nos Successeurs en demeure de les corriger, nous voulons & prions tous les Nobles de nos Pais, ensemble nos susdites Villes de concourir de tout leur pouvoir à ce que ceux qui l'auront fait soient corrigez selon leur merite. Et nous les Nobles ci-dessus mentionnez à la priere & requisition de nos chers & amez Seigneurs susnommez, avons promis, assuré, & juré par notre serment publiquement fait, pour nous & nos Successeurs, d'observer & d'accomplir constamment sans les enfreindre toutes les choses, qui sont contenues dans ces presentes Lettres, & en témoin & reconnaissance de la verité avons à ces presentes Lettres attaché nos Sceaux, avec ceux de nos chers Seigneurs susdits & ceux des Villes, & Abbayes ci-dessus.*

XIII. Et s'il arrivoit que quelques Sceaux de ceux susnommez un ou plus, demeurassent sans être attachés à ces presentes Lettres, nous ne voulons point pour cela que ces choses & Aliances soient de moindre valeur. Mais qu'elles seront & demeureront constantes, & d'un tel pouvoir qu'elles seroient, si tous les Sceaux y étoient parfaitement attachés.

XIV. Et de plus, nous Ducs & Comtes susdits, pour nous & nos Successeurs, ensemble nos susdites Villes avec nous, pour elles & leurs Successeurs, & au nom de tous les deux Pais ci-devant mentionnez, avons promis & promettons l'un l'autre qu'en quelque tems que ce soit, que le parchemin, écriture ou Sceaux, vinssent à être empiéz, gâtez, ou corrompus, nous donnerons & scellerons à ceux qui besoin en auront, d'autres semblables Lettres & de parolle suffisance, & valeur que celle-ci & sans fraude. Ce fut fait & accordé à Gand, le troisième du mois de Decembre, de l'an de notre Seigneur. 1339.

ANNO
1340.

CCLVIII.

Litteræ patentes EDUARDI III. Regis Angliæ, quibus Jus suum in Francie Regnum, & causas Belli contra PHILIPPUM Valesium exponit. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. V. pag. 160.]

UNIVERSI Rex.

Dùm in debite reducimus considerationis examine, qualiter Terra Sancta, Redemptoris nostri sanguine dedicata, quam in Hereditatem suam ipse Dei Filius prælegit, occupatur ab Infidelibus, & subicitur miserabiliter Saracenis, in Christi contumeliam, & obprobrium omnium Communione habentium Fidei Christianæ, nimirum Iguis in nostris Meditationibus exardescit, & ad succurrendum eidem totus noster aspirat affectus, & semper a juvenutis nostræ primordiis aspiravit;

Set per intolerabiles injurias, nobis graviter jam illatas, & in nostri subversionem, graviore comminatas, adhuc dictum complere propositum non valeamus;

Quas, ut cunctis liquere valeat Causa nostræ justitiæ, & machinata contra nos malitia parulo detegatur, sub filo Veritatis & succinctæ narrationis, in publicam deducimus notitiam.

Pridem etenim, celeberrimæ memoriæ, Karolo Rege Franciæ, Avunculo nostro, a præsentis vite laboribus ad Requiem (sicut pie creditur) evocato, cum incitum Regnum Franciæ ad Nos, ut proximum Heredem Masculinum, esset Jure Successorio legitime devolutum, Vir Magnificus, Dominus Philippus de Valesio (cujus Cupiditas nullis Finibus est conclusa) sibi dictum Regnum indebite per Potentiam usurpavit, & quia consilium Juris peritiam, & Legis dicti Regni notitiam, ac agendorum experientiam, non habentes, præsertim propter fervorem minacem ejusdem, securâ via non potuit Jus nostrum congruè prosequendum.

Præfatus vero Philippus, præmissis Injuriis non contentus, nonnullas Terras nostras Ducatus Aquitanicæ occupavit injulte, quas hæcenus nobis restitueri non curavit, licet pluries super hoc fuisset ex parte nostrâ per solemnes Nuncios instantissimè requisitus; set, semper ininites ad nostri depressionem, ut dictam Hereditatem nostram posset liberius retinere, Nos diu protulit per Tractatus varios sub incerto, & nihil nobis faciens in effectu, cumulavit interim continuè mala malis, Homines, Jurisdictiones, & Jura nostra Ducatus prædicti, sibi pro viribus attrahendo, in nostri & nostrorum inextimabile detrimentum.

Et, licet hæc merito Nos turbarent, Sancti tamen Passagii Transmarini fervore succensi, & gratâ consideratione Consanguinitatis & Affinitatis, quibus invicem attinuerunt, affecti, ut eidem nostrâ pateret Humilitas, sibi, per simplicitatem ætatis & Juris ignorantiam, vias optulimus infrascriptas, sub conditione ut nobis fieri faceret Restitutionem Terrarum & Jurium, super nos in Ducatu prædicto indebite suppressorum;

PRIMO, Maritagium Filii nostri Primogeniti Comitissæ Cestrie pro Filia suâ, sine Dote, seu Donatione qualibet, matrimonialiter copulandâ.

SECUNDO, Maritagium Sororis nostræ carissimæ pro Filio suo, cum non modicâ Summâ Pecuniæ, Dotis nomine conferendâ.

TERTIO, Maritagium Germani nostri carissimi Johannis Comitissæ Cornubiæ, tunc viventis, pro aliquâ nobili Domicellâ de Parentella suâ.

QUARTO, volentes Vexationem redimere, sibi Pecuniam optulimus, juxta suum arbitrium, nos donaturos.

Et, quia prætendebat se velle in Terræ Sanctæ subsidium transfretare, Nos, nolentes quòd ex nobis prodiret occasio, per quam dictum Passagium posset aliquoties retardari, ad rogatum suum, paratos nos optulimus ad transfretandum illuc, constatis viribus cum eodem; ita tamen quòd citra Passagium fideliter promitteret quòd, post reditum nostrum de dictâ Terrâ Sanctâ, Restitutionem nobis fieri faceret antedictam.

Et demum, nè quicquam nobis posset impingi de impedimento dicti Passagii, hoc idem concessimus, scilicet, quòd, post dictum Passagium, super his nobis faceret Justitiæ complementum.

Set ipse, tantas oblationes, plusquam rationabiles,

non acceptans, ut pateret voluntas ejus ad odium contra Nos, in partem finitri lateris se convertit, & machinans subdole sic nos occupare circa Guerniam Scotiæ, quòd recuperationi Jurium nostrorum in Franciam nobis intendere non vacavit, David de Bruys, se Regem Scotiæ prætendentem, & omnes de Scotiâ, sibi Adherentes, Rebelles & Inimicos nostros,

Qui contra Nos, & Vassallum & Consanguineum nostrum carissimum; Edwardum Regem Scotiæ, de Guerrâ proditorialiter surrexerunt, & Terras nostras, tam in Angliâ, quàm in Scotiâ, invaserunt;

In suâ pertinaciâ defendere nititur sub cujusdam Confœderationis velamine, inter quondam Franciæ & Scotiæ Reges dudum initæ; virtute ejus, si teneret, haberet prædicto Vassallo nostro (cum fuerat cum Domino J. de Balliolo, Patre dicti Vassalli nostri, pro ipso & Heredibus suis facta) & non ipsi David, prout liquet, notoriè subvenire.

Immo, suppositâ, sine præjudicio, Confœderatione per præfatum Philippum præsentâ, numquid dicta Confœderatio esse debeat iniquitatis vinculum? Ut propter eam eidem David, nullum Jus ad dictam Regnum optinenti, contra Deum & Justitiam, succurrere teneatur, constat quòd per eam ad illicita non artatur.

De Jure verò dicti Vassalli nostri, & dicti David Injuriâ, satis innoscere confidimus toti Mundo;

Nam, ortâ dudum, inter dictum J. de Balliolo, & Robertum de Bruys, Patrem dicti David, & alios Competitores, super Jure Regni Scotiæ, coram, celebris memoriæ, Domino E. Rege Angliæ Avo nostro, Superiore Domino Scotiæ, Materâ Questionis, dictâ Quæstio tam in Romanâ Curia, quàm in Universitatibus, & Studiis Generalibus, ac variis Locis aliis, a Juris Peritis solemnius extitit disputata.

Et demum, juxta Decisiones eorundem, dictum Regnum per dictum Avum nostrum, Judicem ratione Superioritatis suæ in hac parte competentem (CUM SEMPER REGES ANGLIÆ FUERINT SUPERIORES DOMINI SCOTIÆ, ET REGES SCOTIÆ IPSIS FIDELITATEM ET HOMAGIUM PRÆSTITERUNT) per Centum Virale Judicium, judicatum fuit præfato Johanni, sibi & Successoribus suis optinendum, & abjudicatum sententialiter præfato Roberto, & Competitoribus memoratis.

Qui quidem Johannes dictum Regnum diu pacifice tenuit & quiete, donec præfatus Robertus de Bruys, Tyrannus Sacrilegus & Perjurus, in dictum Regnum violenter & proditorialiter se intrusit; Quod sic, dùm vixit, tenuit viciosè.

Per quod liquet dictum David, volentem sibi succedere, Jus aliquod non habere, cum dictum Possessionis vitium sit reale, & sic obesse debeat Successori.

Et cùm, in Expeditione Guerræ nostræ contra dictos Scotos, in Scotiæ partibus ageremus, idem Philippus, intelligens in extremâ necessitate positos, solemnes Nuncios nobis transmisit in Angliam, ut, sub colore dicti Sancti Passagii, & pro subducendis impedimentis hujus, nos a dictis partibus revocaret.

Nos autem, nè dicti describi possemus Impeditores Passagii, properavimus in Angliam, dictis Nunciis occurrere; qui nobis pro certo promiserant, quòd præfatus Philippus dictos Scotos contra nos non foveret, si vellemus viæ Pacis rationabilis consentire.

Propter quod, & sub spe Pacis, per Mediationem dictorum Nunciorum faciendâ, a processu dictæ Guerræ, non sine detrimento gravissimo, desistimus; Treugas & Guerræ Sufferentiam concedendo.

Quibus durantibus dicti Scoti, qui dolose semper egerunt, bonæ memoriæ, Comitem Atholiæ, & alios Nobiles & Fideles nostros quamplures, interfecerunt & proditorialiter captivarunt, ac Castra nostra & nostrorum, contra formam Treugarum, obsiderunt & ceperunt, ac dampna nobis irreparabilia intulerunt.

Set, cùm effemus ad reprimendam dictorum Scotorum malitiam in Scotiam reverfuri, adhuc, per instantem rogatum dictorum Nunciorum devicti, concessimus dictis Scotis Treugas breves, ita quòd interim, sub spe Pacis, tractaretur de Treugis diffusioribus, sub certis Conditionibus inveniendis; videlicet, de liberandis Hominibus, Castris, & Terris, contra formam dictarum Treugarum captis & detentis.

Sub quibus Conditionibus optulimus ipsis, propter accelerationem Sancti Passagii, Treugas Quadriennales seu Quinquennales, ut interim dictum Passagium posset feliciter prosperari.

Set Scoti, qui promiserant ad dictos Nuncios transmittere Viros, aptos ad tractandum & consentiendum

ANNO
1340.

ANNO
1340.

Treugis hujusmodi, sub dictis Conditionibus inenundis, miserunt quosdam Viros, simplices & indoctos, qui desiderio responderunt se nolle Treugis aliquibus consentire.

Dicti verò Nuncii, nostras Justitiam & Oblationem rationabiles, ac Scotorum Proteviam pendentes, cum instanti nos rogarent, ut placeret nobis alicui via consentire, per quam Nos & prefatus Philippus possemus, super hiis & aliis, personaliter in Regno Francia convenire; Quibus grater fecimus responderi, quod, si placeret prefato Philippo perpetuo, vel saltem ad tempus, donec Nos & Ipse possemus mutuo nos videre, a Fautoria dictorum Scotorum abstinere, libenter in Franciam veniremus, secum de premiis personaliter tractaturi.

Facià verò prefato Philippo Relatione plenaria præmissorum, ipse, præmissis omnibus obauditis, volens occasiones contra nos querere, per alios suos Nuncios Nos rogavit pro Treugis puris, sub prædictis Conditionibus, concedendis, ita quod nulla fieret nobis Restitutio suppositorum duratibus primis Treugis, & quod ad ipsum in Franciam veniremus, ad tractandum de Pace, inter Nos & Scotos finaliter reformanda, & quod, si hoc facere minime curaremus, dictis Scotis pro viribus subveniret.

Et quia tunc iniusta Petitioni non fuerat annuendum, prædictis tamen impedimentum dicti Passagii, ac alia mala gravia, que possent ex suscitacione Guærræ inter Nos & ipsum verecuniter provenire, missimus ad eum, ex continuata simplicitate minoris Etatis, solemnes Nuncios, cum Potestate sufficienti ad tractandum & concordandum tam de dicto Passagio, quam de Brigis & Debaris inter nos, occasione suppositorum in Ducatu prædicto pendentibus, & etiam de Loco, quo possemus personaliter convenire, necnon ad loquendum cum dicto David de Bruys, super rationabili via Pacis.

Sed prefatus Philippus cum dictis Nunciis, super dictis Passagio vel Debatis, aut Adventu nostro in Franciam, tractare noluit vel loqui; quin immò, habito superficiali Tractu de fædo Scotie, dixit finaliter se velle dictum David & suos defendere juxta vires, & sic, omnem Tractatum dissolvens, dictos Nuncios absire præcepit.

Et licet postmodum, ipsis repetitis, promiserat ad nos super hiis suos Nuncios destinare, hoc tamen facere non curavit; sed, latens virus preconceptum non valens ulterius occultare, Gladium, quem ad expugnationem inimicorum Fidei se vibrare, sub sanctitatis ypothesis, simulavit, contra Nos, & nostros, vere Catholicos, evaginat ex insatiabili desiderio dommandi; sicut ostendunt aperte conductiones Stipendiariorum Armatorum, Classes Navium, & alia providentia Viuariorum & Armorum, quas ad expugnandum Nos & nostros facit sumptuose præparari; mandans suis Subditis, quampluribus & aliis, per suis Conductitiis, Edicta feralia, nullis nobis Distinctionibus præmissa, de nostris Fidelibus & eorum Navibus destruendis, & Bonis depraedandis, ita quod sibi pro medietate respondeant de Rapina.

Qui, juxta scelerata Mandata sua, super hoc sibi facta, cum Navibus & Galeis armatis, insidiantes nostris Fidelibus super Mare, nonnullas Naves Regni nostri, onustas Mercibus, ceperunt & depraedarunt, ac Homines existentes in eis, nullius mali conscios, nequiter occiderunt, & Insulam nostram de Gernsey invadentes hostiliter, Ecclesias, & Edificia singula redigerunt in miserabilem cibum ignis, interficientes quos illic invenerant, Etatis, Sexui, vel Ordini non parcendo, & alia mala Nobis & nostris intulerunt, quæ longum foret per singula referre.

Sed, ut non taceatur de una inaudita savitia (quam fecerunt ipsi) quosdam Piscatores simplices Anglicos, qui nichil omnino deliquerant, super Mare ceperunt, & in eorum facies (quæ, cum sint ad similitudinem celestis pulchritudinis formate, non deberent, etiam si fuissent flagitiosi pessimi, maculari) inhumaniter sævientes, Nasos & Aures absciderunt, & (quod est horrendum auditu & relatu verecundum) amputata sibi Membra Pudoris (quæ quisque haberet pro Humanitate velare) posuerunt in ore singulorum; sicque, ducentes eos nudos per Villam de C in speculaculum & contumeliam Anglicæ Nationis, fecerunt ipsos crudeliter decollari.

Nos autem, jam primò, per Dei gratiam, ad Majorem Etatem proveci, videntes repensas nobis, contra Nobilitatis debitum, pro Bonitate Malitiam & de-recundiam pro Honore, necnon de Jure ad dictum

ANNO
1340.
Regnum Francia nobis competenti plenius informati, omnia & singula, quæ prius per simplicitatem Minoris Etatis, & Juris ignorantiam, ac propter impressionem & metum præfati Philippi, fecimus contraria vel adversantia prosecutioni Juris nostri in hac parte, repro-
bamus, & quatenus de facto processerunt, in irritum revocamus;

Ac dictum Regnum, ut Hæreditatem nostram legitimam, quam nunquam repudiavimus, nec Juri nostro prædicto renunciavimus, quantum de Jure possumus, agnoscamus, & ipsam Hæreditatem nostram adire, & nos eidem immiscere, ac de Summi Regis (qui resistit Superbis, & Humilibus dat gratiam) auxilio confidentes, contra dictum Occupatorem injustum, Juri, Humilitati, & Rationi non cedentem, set ad nostri & nostrorum exterminium totis viribus innitentem, Jus nostrum prosequi visis licitis, & citius quo poterimus, volumus & disponimus cum effectu;

De quo, pro conservatione Juris nostri, quantum licet & possumus, protestamur instantè, palam, & publice, & hoc omnibus (quorum interest) innotescimus per præsentem.

Vos igitur, Dilectissimi, qui Justitiam diligitis, & subvenire desideratis miseris Terræ Sanctæ, ac vindicando Crucis obprobrium, Fidem Catholicam dilatare velitis, petimus præmissa debite ponderare; excusatos nos habentes, si, cum urgens necessitas id exposcat, Nos & nostra, contra paratas nobis insidias, & intentata discrimina, pro viribus defendamus, & Jura nostra prædicta efficaciter, ut convenit, prosequamur; in quo, tam obtentu Justitiæ, quam pro accelerando dicto Sancto Passagio (quod, novit Altissimus, nobis insidet summè cordi) contra conjecturas iniquas & molimina præfati Philippi (qui non Dei contemplatione, set pro subjugandis & conterendis Regnis & Mundi Principibus, ac congerendis Theauris iniquitatis, studiis & laboribus sollicitis implicatur) dignemini, si placet, in opportunitatibus, prout nos prosequi favoribus, & efficacibus auxiliis prevenire.

Scientes & tenentes indubie, quod fæ adus nostros (Duce Domino) dirigemus, quod nichil reperitur in eisdem quod Justitiam non redeat, & exactam non sapiat Gravitationem.

Et, si superna Gratiæ Distributor, per cooperationem Fidelium, in præmissis nobis prosperare concesserit, pro succursu Hæreditatis Dominicæ & exaltatione Fidei Catholicæ protendere proponimus residuum vitæ nostræ.

Dat. &c.

CCLIX.

Lettre patente d'EDOUARD III. Roi d'Angleterre. 8. Fevr. re aux Etats du Royaume de France, par laquelle il les exhorte à le reconnaître, pour leur légitime Souverain & à se mettre sous sa protection. Donnée à Gand le 8. Fevrier 1340. [RYMER, Fœdera, Conventions, &c. Tom. V. pag. 163.]

EDWARD, par la grace de Dieu, Roy de France & d'Angleterre, Seigneur d'Irlande, & Ducs d'Aquitaine, as touz Piers, Prelatz, Ducs, Countes, Barons, Nobles, & Communes, du Roialme du France, de quel estat ou condicion qu'ils soient, cōfessionce de verite.

Por ceo, que notoite chose est, Monsieur Charles; de bone memoire, n'adgaires Roi de France, moruist feisi heritablement du Roialme de France,

Et que nous fumes Fitz a la Soer germeyne le dit Sire Charles, apres q' Mort le dit Roialme de France nous est notoirement pur droit Heritage escheu,

Et que Sire Philip de Valoys, Fitz al Uncle le dit Sire Charles, & ensi en plus loingtisme Degree que nous ne fumes, s'est abaruz, contre Dieu & Droiture, en dit Roialme par poair, tant come nous estoies de meindre age, & le detient ensi torceusement.

Si, avoms, par bone & grande deliberacion, en assistance de Dieu, & des bones Gentz, empris le Noun & le Gouvernement du dit Roialme, come nous devoms,

Et si fumes en ferum purpos de faire gratoisement & debonairement od ceuz, que voillent faire devers nous lour Devoir,

Et n'est mye nostre entencion de vous tollir non duement voz Droitures,

Mes

ANNO
1340.

Mes penſons de faire droit a touz, & de reprendre les bons Leis & les Coutumes, que fureit au temps noſtre Aïeſtre Progeniteur Saint Lowys Roi de France,

Et auxi n'eſt mye noſtre volente de quere noſtre gaigne, en veſtre damage, par eſchanges de Monois, ou par Exactions ou Maleroltes nient dues, car (la Dieu merciz) aſſetz en avoms por noſtre Eſtat & noſtre honneur maintenir,

Einz voloms nos ſubgitz, tant come nous purrons, ceſſer, & les Libertes & Privilegs de touz, & eſpecialment de Sainte Eglise, deſendre eſpecialment & maintenir a noſtre poair,

Et ſi voloms tote foiz, es buſoignes du Roialme, avoir & ſuir le bon Conſeil des Piers, Prelatz, Nobles, & autres Sages, nos Foialx du dit Roialme, ſanz rien loideinement ou volonteinement faire, ou commencer,

Et vous dioms adetteres, que nous deſiroms foveinement que Dieu, par travail de nous, & de bones Gentz, meſtra Pees & Amour entre Criſtiens, & nomenent entre vous, iſſint que les Armes des Criſtiens ſe purroit faire en haſte devers la Terre ſainte, par la delivrer des mainz des Meſcreantz, a quele choſe, od l'eide de Dieu, nous aſpiroms.

Et voillezt entendre que nous avoms ſovent tenduz au dit Sire Philip pluſieurs reſonables voies de Pees, mais il n'ad volue aſſentir a nulle tiele voie, ne rien faire a nous; einz nous ad Guerre en noz autres Terres, & ſa Force de nous de faire outrement a ſon poair,

Et enſi fumes chacez, par neceſſite, de nous deſendre & noz Droitures pourchacier; mais vrayement nous ne queroms mye mortalite, ne empoveriſſement du Pœple, einz deſiroms que eux & lour biens ſeuſſent ſauvez.

Par quoi Voloms & Grants, de noſtre grace & debonairete, que touz Gentz du dit Roialme, de quel eſtat ou condicion q'ils ſoient, que ſe voillezt adreſſer a nous en manere, come, nous Chiers & Foialx, a les bones Gentz du Pais de Flandres ont fait, en regard de Dieu & de noſtre droit, & nous reconnoiſtre lour droit Roi, & faire a nous lour devoir, entre cy & la Feſte de Paſque prochain avenir, ſoient receveez a noſtre Pees, & en noſtre eſpecial Protection & deſenſe, & q'ils eient pleinement lour Poſſeſſions & lour Bienz meobles & nient meobles, ſauz rien pordre, ou eſtre greve, pur choſe faite encontre nous en temps paſſe.

Et pur ceo que les choſes fuſſides ne poont mye de legier eſtre a cheſcun de vous eſpeciallement notiſſez, ſi les avoms fait publier overtement, & ſicher es Uſſes des Eglies, & es autres Lieus publics, q'ils peuſſent iſſint venir en notice de touz, a confort de nos Foialx, & terrou de noz Rebeaux, que nul deſoremes par ignorance des dites choſes ſe peuſſe eſcuſer.

Don, a Gant le viii. jour de Feverer l'An ut ſupra.

CCLX.

29 Mars. *Testament de Louis de Savoye Seigneur de Vaud, de Bugey & de Valromay, par lequel il établit ſon Héritier le Comte de Savoye, en cas que CATHERINE de Savoye ſa fille meure ſans enfans.* [S. Guichenon, *Histoire Généalogique de Savoye*. Preuves. pag. 641.]

IN nomine Domini Amen. Anno à Nativitate ejusdem miſſiſſimo recentefimo quadageſimo, Indictione octavâ, die vigefimâ nonâ menſis Martii. Nos Ludovicus de Sabaudia Dominus Vaudi, attendentes quod nihil eſt quod magis debeatur hominibus, quam quod ſuprema voluntatis liber ſit ſtylus; & quod nichil eſt certius morte, & nichil incertius horâ mortis, volentes mortis inſidias prævenire, & potius teſtatis vivere, quam ſub ſpe longioris vite decedere inteſtatis; Quia præſentis vite conditio ſtatim habet inſtabilem & ea que viſibiles habent eſſentiam, tendunt viſibiliber ad non eſſe. Idcirco Teſtamentum noſtrum nuncupativum diſponſum & ordinatum ſi ſequitur. In primis animam noſtram recommendamus Altifſimo Creatori & Beata Mariæ Matri ejus Virgini Glorioſa & toti Curie Supremorum, Volentes quod corpus noſtrum, cum ab ipſo anima fuerit ſeparata, tradatur Eccleſiaſticæ ſepulturæ honorificæ, prout decet ſtatum

noſtrum; ad expenſas Heredis noſtri infra ſcripti, in Monasterio Alta-Combæ Cisterciensis Ordinis, Diocesis Gebennensis, Volentes etiam quod ubicumque nos de hac vita migrare contigerit, venerabilis Pater Abbas & Conventus dicti Monasterii, funus noſtrum deportari faciant, ad expenſas Heredis noſtri infra ſcripti, ad dictum Monasterium & ipſum funus, ſicut ſupra dictum eſt, in ſuo Monasterio honorificè ſepeliri. Item prædictis Abbati & Conventui Alta-Combæ; decem libras groſſorum Turonenſium, ſemel, vel decem libras Viennensis annui redditus, ſilud videlicet, quod magis plauerit Heredi noſtro infra ſcripto, pro faciendis duobus anniverſariis ſingulis annis in dicto Monasterio; pro remedio anime noſtræ, & Parentum noſtrorum, unum videlicet die obitus noſtri, & aliud die quam elegerint ſeu ordinaverint dicti Abbas & Conventus; damus & legamus. Item volumus, & ordinamus quod in dicto Monasterio, videlicet in altari dictæ Eccleſiæ; magis propinquo illius loci, in quo tunc noſtrum contingit ſepeliri; celebratur perpetuò, per unum de Monachis dicti Monasterii, ſcilicet in die una Miſſa de officio d'Anctorum, pro remedio anime noſtræ & parentum, & pro dicta Miſſa celebranda perpetuò ut ſupra, eidem Monasterio quindecim libras groſſorum Turonenſium ſemel, ſeu quindecim librarum Viennensis annui redditus damus, & legamus. Item Religioſis Viris, Priori & Capitulo Eccleſiæ Bellicensis; centum ſolidos groſſorum Turonenſium, pro acquirendo centum ſolidos Viennensis annui redditus pro faciendo uno Anniverſario in eadem Eccleſia Bellicensi, die obitus noſtri annis ſingulis, pro remedio anime noſtræ & Parentum noſtrorum ſemel damus & legamus. Item Monasterio Sancti Sulpicii dicti Cisterciensis Ordinis, Bellicensis Diocesis quadraginta ſolidos Viennensis annui redditus, pro uno Anniverſario in dicto Monasterio, die obitus noſtri annis ſingulis faciendo, pro remedio anime noſtræ & parentum noſtrorum, in Monasterio præſebato. Item Monialibus de Bons, Ordinis Cisterciensis dicti, Bellicensis Diocesis, viginti ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item Prioratibus Alverni & de Eytone, Cisterciensis Ordinis, Gebennensis Diocesis, cuilibet ipſorum Prioratum, viginti ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item Conventui Prædicarorum Civitatis Gebennensis & Conventui Fratrum Minorum ejusdem Civitatis, cuilibet ipſorum Conventuum, viginti ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item Conventui Prædicarorum Lauſannensis Civitatis, & Conventui Fratrum Minorum ejusdem Civitatis, cuilibet ipſorum Conventuum, viginti ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item Monasteriis de Gela, de Alba-Ripa & de Alta-Criſta Cisterciensis Ordinis, Lauſannensis Diocesis cuilibet ipſorum Monasteriorum, quadraginta ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item Monasterio Monialium de Bella-valle, de Eſtavyé, de Rotomondonte, & de Friburgo Lauſannensis Diocesis, cuilibet ipſorum Monasteriorum, viginti ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item Prioratibus de Charmey, de Parte Dei & de Lanca Cisterciensis Ordinis, Lauſannensis Diocesis, cuilibet ipſorum Prioratum, viginti ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item Monasteriis de Lacu Juſſenti de Marſeus & de Fontana-Andree, Ordinis Præmonſtratenſis, Lauſannensis Diocesis, cuilibet ipſorum Monasteriorum, viginti ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item cuilibet Hospitali in Caſtris, & Villis noſtris franchis conſtructo, decem ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus, & legamus. Item Fratribus Minoribus de Chamberiaco, & Sororibus Minoribus ejusdem Loci, cuilibet ipſorum Conventuum, viginti ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item Fratribus Prædicarioribus de Montemeliario, Gratianopolitane Diocesis, viginti ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item Hospitali Civitatis Bellicensis, decem ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item Monasterio de Monte Sanctæ Mariæ, Cisterciensis Ordinis, quadraginta ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus & legamus. Item Monasterio Cluniacen. Ordinis, Lauſann. Diocesis, centum ſolidos groſſorum Turonenſium pro uno anniverſario faciendo in dicto Monast. die obitus noſtri, annis ſingulis, pro remedio anime noſtræ & Parentum noſtrorum ſemel damus & legamus. Item opeſi Pontis Petracas-tri, decem ſolidos groſſorum Turonenſium ſemel damus &

ANNO
1340.

ANNO & legamus. Item singulis Eccl. Paroch. terrarum nostrarum Vandi, Gebenn., Bugessii, Verromessii, pro candelis in elevatione corporis Christi, duodecim denarios moneta currentis in censibus, in singulis terris, annui redditus, damus & legamus. Item Fratribus Minoribus de Vio. & Fratribus de Ordine Beati Augustini ejusdem Loci, nec non Fratribus de Poutallie ejusdem Ordinis Beati Augustini. Bisuntin. & Lausan. Diocesis, cunctis ipsorum conventuum, viginti solidos grossorum Turonem. semel damus & legamus. Item volumus & ordinamus, quod Heres noster infra scriptas domos & aedificia Conventus Fratrum Minorum de Nividono, & alia legata, donationes & ordinationes olim factas & facta eisdem Fratribus per inclyta recordationis D. Ludov. de Sab. dudum D. Vaudi carissimum genitorem nostrum teneatur perficere, & etiam omnia alia quae processu temporis ordinare voverimus; de facto dictorum Fratrum, vel ipsis donare, seu legare, si morte praecurati praedicti nequiverimus adimplere. Item carissima Consorti nostra D. Ihabellae de Cabilone; omnes donationes ex quacunque causa, & omnes assignationes seu assignatione doris, & dotacioni ipsius, per nos olim sibi factas & facta confirmamus & plenum robur habere volumus firmitatis, adiacentes quod si impostum casu aliquo pedagium nostrum Caltri nostri de Cleris cessasset sicut alias evenit, & Mercatores qui per dictum Castrum nostrum transeunt nobis sunt dictum pedagium solvere consuevit, transirent alibi per terram nostram Bieugessii, vel Verromessii, seu Vaudi, vel Gebenn. vel per quicumque Locum alium terrae nostrae, dicta Consorti nostra possit per Nuncium, seu Ministros suos speciales, sine impedimento quocunque sola & in solidum levare & exigere dictum pedagium à dictis Mercatoribus, per dictam terram nostram transeuntibus & per modum per quem est apud Cleras levari dictum pedagium consuevit. Item praedictae carissimae Consorti nostrae, Ducatas & quinquaginta libras parvorum Turon. annui redditus, quas habemus in Ducatu Burgundiae, & quas tenemus in feodum, à D. Duce Burg. ad vitam ipsius Consortis nostrae percipiendas, & non ultra; damus & legamus. Item volumus quod dicta Consorti nostra optionem habeat, cui magis sibi placuerit homagium & fidelitatem facere, videlicet Haeredi nostro, vel Ill. & magnifico D. Comiti de Sab. de bonis nostris sibi assignatis pro dote & dotacione suis, & pro aliis donationibus olim per nos sibi factis, vel etiam pro medietate reddituum, fructuum, & bonorum nostrorum, in casu in quo ipsos perlegerit habere, prout superius est expressum. Item volumus & mandamus per Haeredem nostrum infra scriptum, omnes clamores nostros fedari, pacificari & emendari, & male ablata restitui breviter, & de plano, absque Judiciorum strepitu & figura, debitaque nostra, legata & elemosynas persolveri, & attendi plenarie & perfecte. Item volumus & precipimus Testamentum carissimi progenitoris nostri inclytae recordationis D. Lud. de Sabaudia dudum D. Vaudi attendi, & compleri, elemosynasque & legata in eodem Testamento per dictum progenitorem nostrum factas & facta, solvi integraliter per Haeredem nostrum infra scriptum. In omnibus autem aliis bonis nostris mobilibus, & immobilibus, iuribus, actionibus praesentibus & futuris, Caltris, Villis, Territoriis, Jurisdictionibus, Feudis, Retrofeudis, Hominiibus, Vassallis & rebus; & bonis quibuscunque, corporalibus & incorporalibus, quaecunque sint & ubicunque fuerint, & quocunque nomine censeantur & quae ad nos pertinent, vel pertinere possunt, seu debent, aut pertinere poterunt impostum, ex quacunque causa, Catharinam de Sabaudia carissimam Filiam nostram, nobis instituiamus Haeredem universalem. Si vero ipsam Cathar. Filiam & Haeredem nostram decedere contigerit quocunque sine Libere naturalibus & legitimis de proprio corpore & legitimo matrimonio procreatis, Magnificum & Egregium Virum D. Aymonem Comitem Sab. carissimum agnatum, & Dominum nostrum, seu illum qui pro tempore fuerit Comes Sabaudiae, in casu in quo dictus D. Comes, qui nunc est, decederet ante dictam Catharinam, dum tamen ille, qui tempore obitus dictae Catharinae Comes erit Sabaudiae, traxerit originem per paternam lineam à stirpe Sabaudiae, eidem Filiae nostrae Haeredem substituiamus vulgariter, & per fideicommissum; In casu vero in quo ille qui Comes esset Sabaudiae, non esset de stirpe generis nostri Sabaudiae per lineam Paternam descendens; praedicta conditione extante, volumus quod Haereditas nostra ad proximiores agnatos, & consanguineos secundum

ordinationem Juris, vel Patrie consuetudinem devolvatur. Item in casu, in quo Haereditas nostra ad dictum D. Comitem Sabaudiae deveniret; praedicta conditione substitutionis extante, carissimis Nepotibus nostris D. Guidoni Comiti Forelli, & Domino Reynaudo ejus fratri, mille libras Lausanenses semel damus & legamus. Item in eodem casu D. Joanni de Sarabruchi & duabus Sororibus suis, carissimis Nepotibus nostris, mille libras dictae monetae semel damus & legamus. Item in eodem casu D. Ludovico de Novo-Castro, & duabus Sororibus suis carissimis Nepotibus nostris, mille libras dictae monetae semel damus & legamus. Item in eodem casu Dominae Joannae de Sabaudia Dominae de Jaiz carissimae Sorori nostrae, si supervixerit, aut ejus Liberis Nepotibus nostris carissimis, si eam ante nos mori contigerit, mille libras dictae monetae semel damus & legamus. Item in eodem casu Dominae Beatrice de Sabaudia, Dominae de Claromonte carissimae sorori nostrae si supervixerit, aut ejus Liberis Nepotibus nostris carissimis, si eam ante nos mori contigerit, mille libras dictae monetae semel damus & legamus. Item in eodem casu Domino Othoni de Grandiflono, Domino de Peymes, Guillelmo ejus Fratri & eorundem Sororibus carissimis Nepotibus nostris, mille libras ejusdem monetae semel damus & legamus. Executores autem nostros hujus Testamenti constituimus, & ordinamus Egregium & Magnificum Virum Dominum Aymonem Comitem Sabaudiae carissimum Dominum & agnatum nostrum, & praedictam D. Ihabellam Consortem nostram R. in Christo Pastorem, Dominos Lausanensem, Gebennensem & Bellicensem Episcopos, Venerabilem Patrem, Dominum Abbatem praedicti Monasterii Alta-Combe, Illust. Virum D. Amedeum, Comitem Gebennensem Nepotem nostrum carissimum, D. Gerardum de Orons Decanum Valeris & D. Franciscum Propositum de Viriaco Decanum Apenfem. Hanc autem praesentem nostram ultimam voluntatem, seu nuncupativum Testamentum valere volumus jure Testamenti nuncupativi; & si eo jure non valeret, volumus eum valere jure Codicillorum; & si sic non valet, volumus quod valere jure quod libetum est cunctis Patri-familias, de bonis suis inter liberos ordinare in ultima voluntate; & si non valet secundum Leges, valeat secundum Canonicas Sanctiones; Praeterea si aliquod Testamentum, vel ultimam voluntatem olim fecerimus, illud & illam revocamus & annullamus, & poenitet nos fecisse & contenta in praesenti Testamento volumus duxit valere, & habere perpetuam roboris firmitatem. Acta sunt haec apud Yverdonum, in Castro nostro die, mense, anno & Indictione praedictis, Testibus per dictum Testatorem ad hoc specialiter vocatis & rogatis, coram quibus audientibus & intelligentibus, praedicta omnia per eundem Testatorem nuncupata fuerunt, & lecta clare & distincte, videlicet venerabili Patre Domino Guillelmo de Riveria, Abbate Monasterii Telsi Cisterciensis Ordinis, D. Joanne Beguinar ejusdem Monasterii Monacho, Fratre Michaele de Tonons, & Fratre Bono Joanne de Gebenn. Ordinis Fratrum Minorum, Domino Jacobo Richarini Milite, Aymoneto de Jolens, Joanne d'Ilens, Henrico Bretonis, & Perrino de Insula Domicellis.

Sigad DE FONS

CCLXI.

Instrumentum Conventionis inter REMPUBLICAM JANUENSEM, & GEORGIUM MANUELEM, & D. ALARAMUM DE CARRETO Marchionem Finarii, in causa Salis, & aliorum differentiarum. Die 8. Maii 1340.
[Pièce tirée d'une Information de Droit, publiée par ordre du Roi d'Espagne en 1633, sous le Titre de, *Discurso Quæstionis Salarie Finariensis.*]

In Nomine Domini, Amen.

Cum lites, & quæstiones verterentur, & verti dubitarentur, seu verti possent inter Commune Januense ex una parte, & Nobiles Viros Dominos Georgium Marchionem de Carreto, filium bonae memoriae D. Antonii de Carreto quondam, & Manuelem, & Alaramum filios bonae memoriae D. Enrici quondam Marchionis de Carreto Fratris ipsius Domini Georgii

ANNO
1340.

ex altera, ratione, seu occasione quarundam Conventionum, Contractuum, seu Obligationem initarum, & seu initorum in Finario per tunc extrinsecos Januæ, vice, & nomine ipsorum extrinsecorum, seu per legitimum personam pro ipsis extrinsecis ex una parte, & Magnifico Virum D. Enricum Marchionem de Carreto quondam prædictum suo nomine ex altera, prout apparet publicis Instrumentis scriptis manu Ogerii Brocii Notarii, & Nicolai de Pomario Notarii 1320. die 24. Septembris. Et etiam ratione, seu occasione Salis venditi à tempore dictorum Contractuum citra in posse, & districtu D. D. Marchionum. Et ratione, seu occasione Lignorum, & Galearum, quæ navigaverunt de Portu, seu districtu Finarii seu dictorum D. D. Marchionum, vel alicujus eorum, seu quæ vel quas ab hinc in antea navigare contingeret ad diversas Mundi Partes, & aliis rationibus pluribus, & diversis. Tandem Nobilis Vir. Oliverius Squarciaficus Syndicus, & Procurator Magnif. Viri D. Simonis Bucanigræ Dei gratia Ducis Januensis, & Defensoris Populi, & Communis, & Populi Januæ, habens ad infrascripta plenum, & generale Mandatum, ut de Syndico apparet per publicum Instrumentum scriptum manu Lanfranchi de Valle Notarii, hoc Anno, die 7. Maii, & cujus tenor inferius continetur, vice & nomine dicti D. Ducis, Communis, & Populi Januæ ex una parte, & Magnif. Vir D. Georgius de Carreto Marchio prædictus suo proprio nomine & Curator, & curatorio nomine dictorum D. D. Manuelis, & Alerami, ut de dicta Curâ dicti Manuelis apparet publico Instrumento scripto manu Nicolai Sbarrai Notarii 1338. die 20. Aprilis, & de Cura ipsius Alerami apparet publico Instrumento scripto manu Secundi Ferrarii Notarii 1338. die ultimâ Augusti, & quarum Curarum tenor inferius continetur; Et cni Curatori remissa fuit confectio Inventarii per dictum quondam D. Enricum Patrem ipsorum Manuelis, & Alerami in Testamento dicti quondam D. Enrici scripto manu Nicolai Sbarrai Notarii publici 1336. die 19. Decembris, & pro quibus ad cautelam ipse D. Georgius promissit, & de rato facere, & curare, quod ipsi præsentem Contractum ratificabunt, & approbabit infra Mensem unum proxime venturum. Et Ogerius de Saliceto Procurator, & Procuratorio nomine dictorum D. D. Manuelis, & Alerami, ut de Procura apparet per publicum Instrumentum scriptum manu dicti Nicolini hoc Anno die 22. Februarii, & cujus Procura tenor inferius continetur, dicto Procuratorio nomine ex altera, ad infrascriptam Transactionem, Compositionem, & Pacta pervenerunt, & pervenisse contentur nominibus supradictis. Renunciantes exceptioni Transactionis, Conventionis, & Pactorum non initorum, & initarum, rei ut supra, & infra non gestæ, & se habentis, doli, conditionis in factum, conditionis sine causâ, & omni juri, & exceptioni, per quam, seu quod contra supradicta, vel infrascripta, vel aliquod ipsorum dicere, vel venire possent dictis nominibus, seu aliquorum dictarum Partium, seu aliqua de alterâ dictarum Partium dicere, vel venire, posset de jure, vel de facto.

videlicet, quia dictus Syndicus, & Procurator, nomine, & vice dicti D. Ducis, & Communis, & Populi Januæ, voluit, & consensit, quod dicti Marchiones habeant, & percipiant de qualibet Minâ Salis, quæ venditur, vel aliter alienabitur in Gabella Finarii Soldos tres Januorum ultra illos Soldos duos, qui percipi confueverunt, & per D. de Mari de qualibet Minâ Salis, quæ vendebatur in dictâ Gabella, & qui Soldi tres pertineant, & pertinere debeant ad ipsos Marchiones. Et hoc pro eo, maxime quod ex vigore dictorum Contractuum, & Conventionum, initorum, & initarum in Finario ut supra, dictus quondam D. Enricus tenere, & gaudere debet dictam Gabellam Finarii, & introitus ipsius percipere, quousque eidem satisfactum fuisset de Libris viginti millibus Januorum, ad quas solvendas dicti Extrinseci, seu legitima persona pro ipsis se obligaverant ipsi D. Enricus, & pro eo, quod eidem D. Georgio dare debebat ex forma dictorum Tractatum, & Conventionum, ut in dictis Contractibus & Conventionibus plenius continetur. Et de quibus Libris viginti millibus Januorum Librarum viginti Millium, & aliorum damnorum, & Interesse dictorum Marchionum.

Et fuit actum inter ipsas Partes dictis Nominibus, quod Commune Januæ teneatur habere, & tenere in dictâ Gabella Finarii tantum Sal illius conditionis, & bonitatis, quod erit Sal, quod venditur in Gabella Communis Januæ, quod sufficiat dictâ Gabellæ, & venditionibus fiendis de Sale in dictâ Gabellâ.

Et ultra Minas mille ejusdem Salis, quæ non tangantur, seu vendantur, nisi ut infra dicitur, & quod

TOM. I. PART. II.

si aliquo casu accideret, quod deficeret Sal in dictâ Gabella, seu quod Commune Januæ non haberet in dictâ Gabellâ aliud Sal, quàm dictas Minas mille, tunc sit licitum vendi facere per Gabellotum Communis Januæ ex dicto Sale Minarum mille, & eo casu sit licitum ipsis Marchionibus per se, & alios deferri facere ad dictam Gabellam Finarii Sal undecunq; voluerint, dummodo sit tale Sal, quale venditur in Gabella Saonæ, vel Albinganæ in arbitrio ipsorum Marchionum. Et quod Sal vendatur per dictum Gabellotum Communis, & pretio, quo venditur in una dictarum duarum Gabellarum, si Commune ipsum ibi tenere voluerit Gabellotum suum; & si dictum Commune Gabellotum suum tenere nolet, possint dicti Marchiones vendi facere dictum Sal per Gabellotum, quem ibi constitutur voluerint. Ita tamen quod per prædicta Jus Communis in proprietate, vel possessione dictæ Gabellæ non lædatur, sed salvam remaneat ipsi Communi, quando ibi Gabellotum suum ponere voluerit, & in dicto casu deferentes dictum Sal ad dictam Gabellam non possint gravari, vel molestari occasione dictæ delationis.

Verumtamen si contingeret, quod ipsi D. D. Marchiones dicto casu adveniente deferri faciant Sal ad dictam Gabellam, sit licitum Communi, & Officialibus ipsius Communis, tale Sal delatum, ut supra, sibi habere, dando, & solvendo ipsis Marchionibus, seu illis, qui dictum Sal derulissent, pretium, quod dicti Marchiones solvissent, & de quo convenissent cum deferentibus dictum Sal, & expensas pro ipso factas.

Fuit etiam actum inter ipsas Partes dictis nominibus, quod in dictâ Gabellâ Finarii per Gabellotum Communis vendi debeat Sal illo pretio, & non majori quo venditur in dictis Gabellis Saonæ, & Albinganæ, seu etiam in Gabellâ Nauli, & ad eandem mensuram; Et si contingeret, quod in aliqua dictarum Gabellarum venderetur minori pretio, tunc, & eo casu Gabellotus Finarii etiam vendere teneatur eo pretio, quo minori venderetur in aliqua ex supradictis Gabellis.

Fuit præterea actum inter dictas Partes dictis nominibus, quod Gabellotus, qui erit pro Communi Januæ in Finario, teneatur, & debeat quolibet mense facere solutionem dictis Marchionibus in Finario, ad eorum voluntatem, de eo, quod eos contingeret habere debere ad dictam rationem de Sale vendito in dictâ Gabella, ad quam solutionem fieri faciendam Commune Januæ teneatur, & si non fecerit, teneatur de suo solvere, omni exceptione remota.

Insuper dictus Syndicus dicto nomine voluit, & consensit, quod ipsi Marchiones possint habere ad eorum voluntatem unum Scribam, qui videat, & scribat Sal, quod in dictâ Gabellâ venditur, vel alienabitur, seu ad ipsam deferretur; ita tamen quod per talem Scribam nulla intelligatur acquisita possessio dictis Marchionibus in dictâ Gabella, qui Scriba stare debeat expensis dictorum Marchionum.

Fuit etiam actum inter dictas Partes dictis nominibus, quod ipsis Marchionibus sit licitum vendere, seu vendi facere illud Sal album, quod nunc habent in dictâ Gabella Finarii, quod est circa Minas mille, & pretium sibi habere, & hoc usque ad Cal. Junii proxime venturi, ita quod abinde in antea nullum Sal vendi possit in dictâ Gabella, nisi per Commune, & Gabellotum dicti Communis, salvo quod dictum est supra, quando Commune Sal ibi non haberet.

Insuper ad cautelam ipsorum D. D. Marchionum, & Gentium suarum, dictus Syndicus, nomine, & vice Communis Januæ absolvit, & liberavit ipsos D. D. Marchiones, & me Notarium infrascriptum, tanquam personam publicam stipulantem, & recipientem officio publico, nomine, & vice omnium, & singulorum, qui adduxissent, extraxissent, exportassent, vel alienassent Sal Finarium, vel ad aliquem Locum dictorum D. D. Marchionum, seu in ipsis Locis, vel de ipsis Locis, vel aliquo ipsorum contra Conventiones, seu Pacta, initas, seu inita super facto Salis, seu contra formam Tractatum, seu Statutorum vel Ordinamentorum Communis Januæ ab omnibus penis, in quibus propter ea incurriscent, seu aliquis ipsorum incurrisset, vel incidisset, faciens de prædictis dicto nomine eidem Marchionibus, & mihi jam dicto Notario stipulanti, & recipienti ut supra, nominibus dictorum D. D. Marchionum, & omnium, & singulorum, de quibus facta est mentio, suam, & remissionem, liberationem, & pactum de ulterius non petendo.

Et ipsi D. Georgius dictis nominibus, & dictus Procurator Procuratorio, promiserunt dicto Syndico dicto nomine stipulanti, & recipienti, vice, & nomine Communis Januæ non vendere, nec vendi facere, seu vendi

B b

per-

ANNO
1340.

ANNO
1340.

permittere in dicta Gabella Finarii, seu alibi in eorum Territorio citra jugum, viz. Finario, & districtu, & intelligatur districtus Finarii à finibus Territorii Nauli versus Finarium, usque ad fines Territorii Petre de-versus Finarium aliquod Sal, nisi Sal dicti Communis, & per Gabellorum dicti Communis, nec per Mare, nec per Terram ipsorum de citra jugum, viz. Finarium, & districtum ut supra deferre, vel deferri facere, seu deferri permittere, & facere, & curare, quod non venditur, vel alienabitur, seu deferretur aliquod Sal, nisi de Sale dicti Communis, salvis supradictis.

Et cum ex forma Conventionum aliis initarum inter Commune Januæ, seu legitimam personam pro ipso Communi ex una parte, & Mag. D. Antonium de Carreto quondam Patrem ipsius D. Georgii, traditus sit certus modus, & certa forma quo, & quæ Homines de Finario navigare debeant, ut in ipsa Conventione plenius continetur, dictus Syndicus dicto Syndicario nomine ex causa dictorum Pactorum, & Transactionis, concessit ipsis DD. Marchionibus, & mihi jam dicto Notario stipulanti, & recipienti ut supra, vice & nomine ipsorum DD. Marchionum, & cujuslibet eorum, & hominum de Finario natorum, & nascendorum, quod Homines Finarii, & districtus, non obstantibus aliquibus Conventionibus hinc retrò initis inter dictum Commune, & Marchiones prædictos, seu aliquem ipsorum, seu Prædecessores eorum, licet, & absque poenâ, navigare possint cum eorum Lignis, & Galeis, & cum eorum Mercibus de Finario ad Pelagus, & de Pelago redire Finarium, & Variorum, solvendo in Finario expedita, & alia, quæ solvere debentur, & teneantur Collectoribus dictorum Introituum viz. dictum Maris, sicuti ceteri Januenses, & pro introitu Gabelle Carnium, & Cafel, & Grassiæ denarios duodecim pro quolibet Cantario, & denarios duos pro quolibet Mina Grani, Ordei, & Leguminum, & etiam alibi navigare possint, & redire, solvendo sicut ceteri Januenses, dummodo non sint oriundi de Janua, vel districtu, salvis illis Hominibus Januensibus, qui hodie sunt habitores Finarii, & Homines ipsorum DD. Marchionum, vel alicujus eorum.

Salvo, quod cum Galeis, vel Lignis armatis exire non possint de Finario, vel Terris ipsorum DD. Marchionum navigandi causa se expediant, sed cum ipsis venire teneantur Januam ad se expediendum, sicut se expedient ceteri Januenses; possint tamen cum dictis Galeis, & Lignis armatis redire de Pelago Finarium, vel in posse Finarii solvendo ut supra, & etiam alibi in Terris, quæ non essent Inimicorum Communis Januæ, solvendo sicut solvant ceteri Januenses, absque eo quod Januam veniant. Et intelligantur Galeæ, & Ligna armata, quæ ducunt ultra unum hominem pro banco ad vogandum, exceptis Officialibus, & Balistrariis, ut de hoc tempore Pacis; tempore verò Guerræ intelligantur Galeæ armatæ, quæ vogabunt, seu habebunt ultra Vogeros centum viginti, de quo scilicet ante sit tempus Guerræ, vel Pacis, fieri debeat, & stetur dicto D. Ducis, seu ejus Consilii.

Acto, quod venientes cum dictis Galeis, seu Lignis armatis Januam non possint molestari, sed gravari ad aliquam fidejussionem præstandam per Officium Gazariæ, vel aliquod aliud Officium, dum tamen dederint, seu præstiterint in Finario ipsis DD. Marchionibus, vel alicui ipsorum, vel Officialibus ipsorum idoneas fidejussiones de non offendendo aliquos, qui non sint Inimici Communis Januæ ad arbitrium ipsorum DD. Marchionum, dummodo dictum Arbitrium non possit esse minoris quantitatis, quàm pro quolibet Galeâ armatâ librarum quingentarum Januensium, quæ cautiones præstandæ ut supra, intelligantur, & habeantur pro legitimis, & legitimè præstitis, ac si præstita essent Officio Gazariæ. Salvo, quod si Commune Januæ, seu Officiales Robariæ, vel Gazariæ haberet, seu haberent suspectum, vel suspectos aliquem, vel aliquos, Patronum, vel Patronos alicujus Galeæ subtilis armatæ, seu Ligni subtilis armati, quod dicto casu sit licitum Communi Januæ, & ejus Officialibus dictam Galeam, seu Lignum, ac Patronos detinere, seu detineri facere, quousque præstiterint in Janua idoneas cautiones de non offendendo, secundum quod præstari debent, seu debebuntur per alias Galeas, seu Patronos Galearum, Ligni, seu Lignorum, armatarum, seu armatorum, seu armandarum, seu armandorum, in arbitrio Officii Gazariæ, dummodo non excedant cautiones, quæ præstari debebuntur per alios Januenses.

Insuper dicti D. Georgius, & Ogerius, dictis nominibus, promiserunt dicto Syndico, & mihi jam dicto Notario stipulanti, & recipienti nomine & vice Communis Januæ non vendere, nec alienare, & facere, &

curare, quod per aliquos Homines de Finario non vendatur, nec alienabitur aliqua Galea, vel Lignum de Terris alicui, vel aliquibus, Inimico, vel Inimicis, publico, vel publicis Communis Januæ, vel Rebellibus ipsius Communis Januæ aliquo modo sub poena Librarum mille pro quolibet Galea, & Librarum quingentarum pro quolibet Ligno de terris.

Præterea dictus D. Georgius, & Procurator prædictus dictis nominibus voluerunt, & consenserunt, quod Commune Januæ, & Emptores introitus Communis Januæ possint & possint habere, & tenere in Finario, & Varigoto Collectores introituum dicti Communis, illorum videlicet introituum, qui solvi debent in Finario per Homines ipsorum Marchionum, & quod dicti Collectores colligant, & colligere possint dictos introitus tam ab ipsis de Finario pro eo, quod solvere deberent, quàm ab aliis quibuscunque, & à Patronis, & Dominis Galearum, & Lignorum, sicut colligunt in Janua, & sub illis cautelis, & clausulis, cum quibus colliguntur in Janua; quibus Collectoribus ipsis DD. Marchionibus, & eorum Officialibus dare teneantur ad colligendum, & jus suum consequendum auxilium, & favorem, bonâ fide, & sine fraude.

Item fuit actum, quod si contingeret aliquo casu, quod aliqua Galea, seu Lignum Homines de Finario ducerentur ad Portum Januæ, vel detinerentur in ipso Portu per aliquas Galeas Januenses, vel aliter contra voluntatem ipsorum Finariensium, quod tali casu ipsi Finarienses non teneantur solvere aliquod districtum in Janua, nisi prout solverent in Finario, & in dicto casu possint vendere, & alienare carnes, caseum, & grassum liberè, & franchè, sicut si solvissent totam Gabellam, quæ solvi debet in Janua.

Et ne prætextu introitus Communis Januæ, qui colligi debuerint ante creationem D. Ducis, aliqua questio possit oriri inter Emptores, seu Collectores introitus Communis Januæ, & homines de Finario, seu districtus, dictus Syndicus dicto Syndicario nomine voluit, & consensit, quod occasione dictorum introitus, vel alterius eorum, non possit, vel debeat alicui de Finario, vel posse aggravari, vel molestari per aliquem Magistratum Januæ hinc ad annum unum proxime venturum; & quod elapso dicto termino, si per dictos Emptores, vel Collectores aliquod ab ipsis de Finario, vel aliquo ipsorum peteretur, quod cognitio, & definitio ipsorum pertineat ad D. Potestatem Januæ, vel ejus Vicarium, & non ad alium Magistratum. Et volens dictus Syndicus dicto nomine gratificari ipsis DD. Marchionibus, absolvit, & liberavit Franciscum Vacham, Antonium Vacham, & Hilarium Vacham de Finario, & omnes, & singulos de Finario, & posse ipsos, & me Notarium infrascriptum stipulantem, & recipientem vice, & nomine dictorum Francisci, Antonii, Hilarii, & omnium aliorum hominum de Finario, & cujuslibet ipsorum ab omnibus condemnationibus, multis, poenis, & forestationibus, in quibus ipsi, vel aliquis ipsorum incurrisserunt, ratione, seu occasione duarum Galearum, seu alterius earum armatarum in Finario M. CCCVII., quæ ierunt, seu ivisse dicuntur ad partes Romanæ, seu eorum, quæ per ipsas Galeas, vel aliquam ipsarum, seu per Homines existentes in eis, vel aliquâ ipsarum facta, vel omisa fuissent, vel fuisset dicerentur. Restituens dicto nomine dictos Franciscum, Antonium, & Hilarium, & alios Homines de Finario, & me Notarium, recipientem ut supra, in integrum ab omnibus, & singulis supradictis quo ad statum, & quo ad omnia.

Super habitaculo autem & exercitu dictorum DD. Marchionum, de quibus fit mentio in Conventionibus initis inter Commune Januæ, & Prædecessores ipsorum Marchionum, voluit, & consensit dictus Syndicus dicto Syndicario nomine ex causa dictæ Transactionis, & Pactorum, quod ipsi Marchiones habitaculum in Janua facere non teneantur juxta formam dictarum Conventionum tempore Pacis, nisi per dies quindecim in Anno, & tempore Guerræ per Menses duos in Anno ut supra.

Videlicet, quod quamdiu ipsi Marchiones habuerint communem eorum terram de citra jugum, viz. Finarium, & ejus districtum, quod solvatur, quod unus ipsorum, quem elegerit Commune, dictum habitaculum faciat; factâ autem divisione dictæ Terræ ex quolibet stipite ipsorum Marchionum, unus, quem Commune elegerit teneatur ad habitaculum prædictum faciendum; ita tamen, quod quando contingeret ipsos Marchiones, vel aliquem ipsorum venire ad requisitionem Communis ad habitandum in Janua non possit, seu possint conveniri coram aliquo Magistratu Communis

ANNO
1340.

ANNO munis Januæ per aliquem extraneum conventionatum, vel non, nec etiam per aliquem Civem Januensem, ratione, seu occasione iurum quæstorum per ipsum aliquem extraneum, nec est per aliquem, qui efficeretur Civis Januæ abhinc in antea.

1340.

Et quod si contingerit ipsos Marchiones, vel aliquem ipsorum requiri per Commune, seu Mandato Communis ad Hostem, seu Expeditionem faciendam, seu faciendum, quod ipsi Marchiones ad ipsum, vel ipsam venire teneantur cum Comitibus, & expensis, de quibus in dictis Conventionibus fit mentio, salvo quod sufficiat unum ipsorum Marchionum, quem Commune Januæ elegerit ad dictum Hostem, seu Expeditionem cum Comitibus, de qua fit mentio in Conventionibus prædictis; si inde ipsi Marchiones fuerint concordēs; quod si inde non essent concordēs, quilibet ipsorum teneatur venire cum Comitibus sibi contingente, & illis Militibus, de quibus fit mentio in dictis Conventionibus, expensis Communis decentibus. Quo casu cum ad dictum Hostem, seu Expeditionem venerit, seu venerint, nec ipsi Marchiones, nec eorum Comitibus, nec aliquis de ipsa possint inquietari, conveniri, vel molestari per aliquem Magistratum, etiam ad requisitionem alicujus personæ, ratione, seu occasione alicujus facti tunc præteriti.

Insuper dictus D. Georgius dictis nominibus, & dictus Ogerius Procuratorio nomine ex causis prædictis, & quia aliter prædictis Syndicus non fecisset prædicta, vel infra scripta, promiserunt dicto Syndico, dicto Syndicario nomine stipulanti, & recipienti, ut supra, vice, & nomine Communis Januæ prædicti, & mihi jam dicto Notario stipulanti, & recipienti, ut supra, vice, & nomine dicti Communis, non receptare, nec receptari facere, nec receptari permittere in Finario, vel aliqua parte Territorii Finarii, seu Variotti, aliquos Januenses forestatos, vel bannitos, ratione, seu occasione rebellionis, & partialitatis, vel robariæ, de quibus fuerit facta denunciatio ipsi Marchionibus, vel alicui ipsorum, seu eorum Officialibus de Finario per Litteras Communis Januæ, seu ejus Nuncium, sed ipsos inde expellere infra dies decem post denunciationem prædictam, nec dare, nec dari facere, seu dari permittere Inimicis publicis, vel Rebellibus Communis Januæ, auxilium, vel succursum, vel refectamentum, arma, vel lignamina, nec etiam Curialibus dare, vel dari permittere suis Homines refectamentum, seu permittere armare in dictis eorum terris Inimicos, vel Rebellis, seu Curiales; Et si contrafactum fuerit per aliquos Homines eorum contratiacentes punire secundum qualitatem delicti.

Et non intelligatur, quod per prædicta, quod ipsi Marchiones teneantur expellere de dictis eorum Terris, seu in ipsis receptare non posse Bannitos, seu Forestatos pro furto, debito, homicidio, vulneribus, & aliis delictis, exceptis solummodo Rebellionem partialitatis, vel robariæ, ut supra.

Et ad majoris gratitudinis speciem, dictus Syndicus dicto Syndicario nomine recipit ipsos D. Marchiones, & Gentes suas, ad gratiam, & bonam voluntatem D. Ducis, & Communis Januæ. Promittens dicto Syndicario nomine eisdem D. Georgio, & Ogerio vice & nomine stipulantibus, & recipientibus ut supra, ipsos, & gentem suam defendere, tractare, & habere pro Januensibus, & sicut Januenses, & Cives Januæ, & eisdem facere rationem, & iustitiam complementum, sicut cæteris Januensibus, & Civibus Januæ, & eis servare, & manutenere Terras, Jura, & Jurisdictiones ipsorum, salvo prædictis, & his, ad quæ tenentur vigore Conventionum initarum inter Commune Januæ, & Prædecessores ipsorum Marchionum, & salva Conventione præsentis.

Quæ omnia, & singula dictæ Partes dictis nominibus promiserunt, & convenerunt, sibi ad invicem attendere, & observare, & facere, & curare, quod attendent, & observantur per eos, in quos habent, & habebant potestatem imperandi, scilicet dictus Syndicus per districtuales Communis Januæ, & dicti D. Georgius, & Ogerius per ipsos Marchiones, & Homines de Finario, & districtu, sub poena mille Florenorum auri, in quam poenam Pars non observans incidat Parti observanti; & quæ poena toties exigatur, & committatur, quoties fuerit contrafactum in aliquo ex supra dictis; quæ poena commissa, vel non exacta, rata, & firmata remaneant omnia, & singula supra dicta, & infra scripta.

Acto etiam in qualibet parte præsentis Contractus, quod Conventiones prædictæ olim inite inter Commune Januæ, seu legitimam Personam pro ipso, & Prædecessores ipsorum Marchionum, salvo his, quæ in præsentis Conventione continentur, firma, & rata remaneant, & in nullo innovata, vel diminuta.

TOM. I. PART. II.

Et acto in qualibet parte præsentis Contractus, quod facta Ratificatione per prædictos D. Manuelem, & Alaramum, & facta Divisione Terræ Finarii, & Districtus, & Hominum ipsius Terræ inter ipsos Marchiones, quod ipse D. Georgius pro facto ipsorum, vel alicujus ipsorum, seu ipsi D. Manuel & Alaramus, vel alter ipsorum pro facto ipsius D. Georgii, vel Hominum suorum non sint, seu sit, obligati, seu obligatus, vel ad aliquod teneantur, vel teneatur.

Et acto, quod dicti D.D. Marchiones pro D. Antonio Marchione de Carreto Nepote ipsius D. Georgii de prædictis, vel pro prædictis, in aliquo non teneantur, nec etiam pro Hominibus suis, postquam contingeret dictum D. Antonium pervenire cum ipsis ad divisionem Hominum prædictorum Finarii, & districtus; Et in dicto casu, nisi dictus D. Antonius se obligaverit ad omnia, & singula supra dicta, ipse, seu Homines ipsius, non gaudeat, seu gaudeat beneficio præsentis Conventionis in aliquo, nec ipsi Marchiones rapiant, nec rapere possint ex pretio Salis, quod vendetur, & alienabitur in Gabella Finarii ex illis Soldis tribus, qui eis conceduntur pro qualibet Minâ Salis ut supra, nisi solum Soldos duos.

Et ultra, quod ipsi Marchiones, & quilibet ipsorum teneantur non dare, vel prastare per se, vel gentem suam aliquod auxilium dicto D. Antonio, vel Hominibus suis.

Acto in prædictis, & qualibet parte prædictorum, quod prædictæ Conventiones, Transactiones, & Pacta, durent, & durare debeant usque ad Annos tres prædictos, & etiam in perpetuum, si dictus D. Georgius, & dicti D.D. Manuel, & Alaramus, vel eorum Hæredes, vel Persona legitima pro eis quantumcumque infra Annum proximè venturum declaraverint, se velle dictas Transactiones, & Pacta durare in perpetuum, & id per Instrumentum publicum inde consensu fecerint ad notitiam dicti D. Ducis, vel Communis Januæ pervenire, vel per dictos D.D. Marchiones non remanserint, quo minus ad dicti D. Ducis, vel Communis Januæ notitiam perveniant. Et si dicti D.D. Marchiones infra dictum annum dixerint, & ad notitiam dicti D. Ducis, seu Communis Januæ pervenire fecerint per publicum Instrumentum, se nolle dictas Conventiones esse perpetuas, quod transactio dicto tempore dictorum annorum trium omnia, & singula supra dicta sint, & esse intelligantur in eo statu, in quo erant ante Conventionem præsentem; Et per ea, seu aliqua, quæ in præsentis Conventionem acta sunt, nullum præjudicium fiat, seu generetur alicui Partium prædictarum.

Quæ omnia facta sunt in præsentia, voluntate, & auctoritate dicti D. Ducis, & ejus Consilii, & Consiliariorum ipsius Consilii, quorum nomina inferius continentur.

Qui D. Dux in præsentia, voluntate, & consensu dictorum Consiliariorum suorum, & ipsi Consilarii auctoritate, & Decreto ipsius D. Ducis, nomine, & vice Communis Januæ, voluerunt, & promiserunt in omnibus, & per omnia ipsi Dominis Georgio, & Ogerio dictis nominibus stipulantibus, & recipientibus ut supra, facere, attendere, & observare ut supra, laudantes, statuantes, & decernentes prædicta omnia, & singula obtinere debere perpetuam roboris firmitatem aliquo Capitulo non obstante.

Insuper dictæ Partes dictis nominibus, videlicet dictus D. Georgius in anima sua, & dictus Ogerius in animabus dictorum Manuelis, & Alarami, & dictus Oliverius Syndicus, & Procurator in animabus dicti D. Ducis, & Consiliariorum ejus & omnium, & singulorum Hominum dicti Communis ad cautelam juraverunt corporaliter, tactis Scripturis, prædicta omnia, & singula attendere, & observare & attendi, & observari facere eorum posse, bonâ fide, & omni fraude remota. De quibus omnibus dictæ Partes dictis nominibus præceperunt fieri duo publica Instrumenta ejusdem tenoris per me Nicolinum Sbrattum Notarium, & per Oibetum de Credentia Notarium. Nomina Consiliariorum sunt hæc. Jacobus Picus Prior, Obertus de Benefia, Damianus Cazanus, Antonius Cucarellus, Luchinus Palamides, Raffus Vincentius, Leo de Vezzano Ferrarius, Almerius de Monte rubeo Tab: Aniconus de Paglucio Lani: Raffus de Bavaroa Pancogolus, Petrus de Canellis Macellarius, Nicolaus Barizatus Peligarius, Franciscus Gatega de Vulturo, Jacobus de Gualco de Pulciferâ, Petrus de Guido de Bislane. Actum Januæ in Palatio Communis Januæ in Terrati, ubi regitur Consilium dicti D. Ducis. Anno Dominicæ Nativitatis millesimo trecentesimo quadragesimo. Indictione septimâ secundum cursum Januæ, die 8. Maii, horâ Completorii, presentibus Testibus D. Angelo Im-

ANNO periale Jurisperito, Lanfranco de Valle, Joanne de
1340. Pessina, Nicolao de Fontanegro Noario, & Cancellario Communis Janue, Pasquale de Furneto, Francisco Maruffo, Francisco Vacha, Thoma de Battifolo, Vezano Berruto, & Odinello de Lingulia.

CCLXII.

Diploma EDUARDI III. Anglie Regis, Quod ANTONIO BACHE Mercatori, in satisfactionem pro mutuo datis sibi pecuniis, ad redimendam Coronam Anglie Archiepiscopo Trevirensi oppignoratam, omnes Denarios de Subsidio Agnorum, Vellerum, & Garbarum provenientes concedit, & assignat. Datum apud Westmonasterium (1) 17. Maii. [LUNIG, Teutsch. Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Fortsetzung III. Abtatz II. pag. 55.]

REX Omnibus, ad quos &c. Salutem. Sciatis quod, Cum teneamus, dilectio nobis, Antonio Bache, Mercatori, in Triginta & quatuor Milibus Florenorum de Florentia, quos idem Antonius pro Vadiis diversorum Hominum, in servicio nostro in Partibus transmarinis nuper existentium, Nobis ad rogatum nostrum mutuo liberavit,

Et in viginti & quinque Milibus Florenorum de Florentia, quos predictus Antonius, Venerabili Patri, Archiepiscopo Trevirensi, pro magna Corona nostra Aurea sibi invadiata

Et in quinque Milibus & quingentis Florenis de Scuto, quos pro Corona Philippæ Regine Angliæ, Consortis nostræ carissimæ, apud Coloniam invadiata,

Nec non in quatuor Milibus, Ducentis, quinquaginta & sex Florenis de Scuto, quos pro quadam parva Corona similiter invadiata,

Ac in Tribus Milibus Florenorum de Scuto in quibus Domino de Kuyce ex certis causis tenemus, & quos coram nobis & Concilio nostro pro nobis solvere, vel satisfactionem facere, assumpit,

Qui quidem Floreni ad Undecim Milia, septingentas & viginti Libras, & duos solidos Sterlingorum se extendunt,

Nos, volentes eidem Antonio de predictis pecuniarum summis satisfieri prout decet,

Concessimus ei & assignavimus omnes Denarios, De subsidio Agnorum Vellerum & Garbarum, nobis per Prelatos, Comites, Barones & Communitates, Comitatum Bercks, Bucks & Rotelandie,

Ac, de Nona per Cives & Burgenses,

Quintadecimque per Mercatores, in Civitatibus & Burgis non commorantes, & alios in Locis sollicitudinum manentes, ceterosque qui de Stauro Ovium vel Agricultura non vivunt,

In eisdem Comitibus concessis, provenientes habendos & percipiendos per manus Receptorum nostrorum (quos ad predictos Denarios, cum illos levare contigerit, in Comitibus predictis recipiendos duxerimus deputandos) per Indenturas, inde inter ipsum Antonium, vel ejus in hac parte Attornatum, & predictos Receptores, modo debito conciliandas;

Ita quod, si dictum Subsidium Agnorum Vellerum & Garbarum, ac nona & quinta Decima predictæ, dictam summam Undecim Milium septingentarum & viginti Librarum & Duorum solidorum Sterlingorum excedant, tunc de eo, quod superfluit, nobis, prout decet, respondeatur.

Et si forte ad summam illam non attingant, tunc de eo, quod inde defuerit, eidem Antonio, vel ejus Attornato predicto, solutionem, seu alias assignationem, fieri faciemus competentem.

In cujus rei Testimonium has Litteras nostras Sigillo nostro fecimus consignari.

Teste Rege apud Westmonasterium decimo septimo die Maji.

Per ipsum Regem & Concilium.

(1) La Date de l'année, qui manque à cette Piece, est prise du Titre qu'on y voit dans les *Rechts-Archiv* de Mr. Lunig. [De M.]

CCLXIII.

26. Jul. Lettre d'EDOUARD III. Roi d'Angleterre à PHILIPPE de Valois Roi de France, par laquelle il le desie à se battre en Duel contre lui. Don-

née à Chyn le 26. Juillet 1340. Avec la Réponse dudit Roi de France, donnée au Camp près de Saint André le 30. Juillet 1340. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. V. pag. 198.]

PHILIP DE VALEYS,

Par long temps avoms purfui par devers vous, par Messages & toutes autres voyes, que nous fassions resonables, au fyn que vous nous voulliez avoir rendu nostre DROIT HERITAGE DE FRANCE, le quel vous nous avez long temps detenu, & a graunt tort occupe.

Et, pur ce que nous veoms bien, que vous estes en entent de perseverer en vostre injurioise detenne, sanz nous fayre rayon de nostre DEMAUNDE,

Sumus nous entrez en la Terre de Flandres, come Seigneur Sovereyn de ycele, & passe parmy le Pays, Et vous signifions que,

Pris ovesque nous le Eyde de nostre Seigneur Jehu Crist, & nostre Droit, ovesque le poer du dit Pays, & ovesque noz Gentz & Alliez, regardans le Droit, que nous avoms al Heritage que vous nous detenez a vostre tort,

Nous nous treoms vers vous, pur mettre bref fyn sur nostre DROITUR CHALAUNGE, si vous voillez approcher.

Et pur ce, que si graunt poer des Gentz assemblez, que viennent de nostre part, & que bien quidoms que vous avierrez de vostre part, ne se purront mie longement tenir ensemble, sanz faire gref destruction au Poepple & au Pays, la quelle chose chascuns bons Cristiens doit eschuer, & especialment Prince, & autre que seignent Gouverneurs des Gentz, si desirons mout,

Que brief Point se prist, & pur eschuer Mortalite des Cristiens, ensi come la Querelle est apparaunt a Nous & a vous,

Que la DESCUSSION DE NOSTRE CHALAUNGE se fessit entre noz deux Corps, a la quelle chose nous nous offrons par les causes dessusdites, comment que nous pensons bien le graunt Nobeleste de vostre Corps, de votre sens, auxi & avivement.

Et, en cas que vous ne vourriez cele voy le, que adounque fu mis nostre CHALAUNGE pur affiner y celle par Bataille de Corps de Cent Perifones, de plus suffisauntz de vostre part, & nous autre tauns de noz Gentz Liges.

Et, si vous ne voillez l'une voye ne l'autre, que vous nous assignez certeine journe, devant la Citee de Tournay, pur combattre poer coudre poer, dedens ces 10. jours prochains apres la date de ces Lettres.

Et noz oeffres dessusdites voloms par tout le Mount estre connues, ja que ce est nostre desir nemye par orgul, ne fursquidaunce, mes que par les causes dessusdites, au fin que, la volonte nostre Seigneur Jehu Crist monstre entre nous, repos puisse estre de plus en plus entre Cristiens, & que par ceo les Enemys Dieu fussent resistez & Cristiente enlaue.

Et la voye, sur ce que eslire voilles des oeffres dessusdites, nous voillez signefier par le Portour de ces dites Lettres, & par les vostres, en luy fesaunt hastive delivrance.

Donec desouz nostre Privee Seel a Chyn, sur les Champs de Lees Tournay le 26. jour du Moys de Juille, l'An de nostre Regne de France primer, & d'Angleterre 14.

Réponse du Roi PHILIPPE de Valois au Dese precedent du Roi d'Angleterre.

PHILIP, par la grace de Dieux, Roy de France, a Edward Roy d'Angleterre.

Nous avoms veu voz Lettres apportez a nostre Court, de part vous, a Philip de Valeis; en queles Lettres estoient contentuz ascunes Requestes que vous feistes al dit Philip de Valeis,

Et, Pur ceo que les ditz Lettres ne venoient pas a nous, & que les ditz Requestes ne estoient pas faitez a nous, come apert clairement par le tenor des Lettres,

Noz ne voz feisons nul Responce, nient mye pur ceo que noz avoms entenduz par les ditz Lettres, & autrement, que voz eust entree en nostre Roialme, & a nostre Poepple, mes de volente saunt nul reson,

DU DROIT DES GENS.

197

ANNO & nous regardant ceo que Homme Lige doit garder a son Seigneur.

1340. Car vous eſtez entrez, encontre veſtre Homage lige, en noz reconnoiſſance, ſicom reſon eſt, Roi de France, & promis obeïſſance tiel come lon dit promettre a ſon Seigneur Lige, ſi com appeirt plus clere-ment par vos Lettres Patent, ſcales de voſtre graunt Seale; les queles noz avomps de par devers noz, & de queles vous devez voir ataut devers vous.

Nostre entent ſi eſt, quant bon nous ſemblera, de voz getter hors de noſtre Roialme, al Honure de nous, & de noſtre Roialme, & en profit de noſtre Peuple, & a ceo faire avoms ferme eſperance en Jheſu Chriſt, dount tour puiſſance nous vient.

Quar par voſtre Entreprife, qu'eſte de volente, & nous reſonable, d'eſle empeſchez la Saint Voiage d'outre Meer, & graunt quantite des Gentz Chriſtiens mis a mort, le Service divine apetiſez, & Seint Eglise en meindre reverence.

Et du ceo qu'eſcript avoiez, que vous entendez avoir l'oſt de Flemingz, nous quidoms eſtre certains que les bones Gentz, & les Communes du Pais, ſe porteront, par tiel manere, par devers noſtre Conſin le Counte de Flandres lor Seigneur ſautz meine, & nos lor Seigneur Sovereign, qu'ils garderont lor Honure & lor Loialte.

Et que ceo, qu'ils ont meſpris juſques a cy ceo, a ad eſt par malvais ſenſement de noſtre Pais, meas au Profit de ceux tant ſoulement.

Done ſoutz les Campes, pres de la Priorie Saint Andreu, ſoutz le Seal de noſtre Secret, en l'abſence du Graunt, le 30. jour de Juyl, l'An du grace 1340.

CCLXIV.

ANNO

1340.

29. Juill.

Aſſecuration Kayſer LUDWIGS V. dem Grafen von Württemberg und der Stadt Eſſlingen beſcheden; daß der allgemeine / von Ihm in Schwaben angerichtete Landfriede dieſer letzt benannten Briefen und Lebungen nichts præjudiciren ſollte. Geben zu Ulm am Samſtag nach Jacobi. 1340. [JOH. PHIL. DAT, Volumen Rerum Germanicar. novum Libr. 1. Cap. V. pag. 31. §. 35.]

C'eſt-à-dire,

Lettre d'aſſurance donnée par l'Empererey LOUIS de Baviere au Comte de WIRTEMBERG & à la Ville d'ESLINGEN, portant que la Paix publique ordonnée par lui en Suabe ne pourra préjudicier aux Rechs conclus auparavant avec eux. A Ulme le ſamedi après la St. Jacques 1340.

Der künig von Gottes Gnaden Rönischer Kayſer ze allen Sien liden des Rids / verſehen und funden offenhoven / an diſen Brief: daß wir nicht wollen / daß der Landfried und die Puntze / die wir liberal in Swaben jeund mit der Herrn und Steden gemacht haben / dem von Württemberg und den Bürgern gemäulich den Eſlingen noch ihren Briefen und Lebungen / die Sie vormals untereinander gegeben und gemacht haben / dheimen Schaden bring noch bringen müg / Sunder wellen wir daß sie belebe in ire Grefſt / alß sie der miteinander liberal chomen ſint. Irchundes diß Brief / geben ze Ulm an Samſtag nach Jacobi / nach Chriſtes Geburt bruchenhunder Jar: darnach in dem vierzigſten Jar. In dem Sechß und Zwanzigſten unſers Rids / und in dem Dreihenden des Kayſerthumbs.

CCLXV.

4. Août. Verdrag tuffchen de Steden LEUVE en BRUSSEL ten opſichte van de Rang, welke haere Krygs-volk by den Hertog van Brabant ſouden hebben, gemaekt door het gezag van JOHANNES Hertog van Brabant, en gegeven te Lienigie den 4. van de Maant Augustus 1340. [DYNTER, Chroniques de Brabant, Livr. V. Feuill. 117.]

LOUVAIN
ET BRU-
XELLES.

JAN by der gratien ons Heere Hertoge van Lothierick, van Brabant ende van Limborch, ende Merckgrave des H. Rijcks, doen condit ende kennelijcken allen liden, ende eenen yegelijcken, want diſſentie ende twiſt heeft geweſt tuffchen beyde onſe goede Steden van Leuve ende van Bruſſele, van die, dat elce Stadt van onſen beyde Steden proponeerde en ſeggen woude, ſoo wanneer dat wy uytwagen met gemeynen Heere, dat ſy liggen ſoude naelt ons ende t'onſer rechter zijde, van welcken twiſtende diſſentie by de onſe voorſz. Steden conſwaert bleven ſijn, ende hebbende ons overgegeven alle de ſchoone redenen ende toonen die elck eenen daer toe ſeggen woude ende allegieren in geſchriſte, wy met goeder deliberation aenien ende geexaminert hebbende, ende hebben ons beſproken met onſen Edelen liden van Wapenen, met Ridderen ende Knapen, den welcken dunckt naer een recht van Wapenen ende eendrachtelijck, dat niemant ſchuldich en is mede te vallene, noch plaetſe te nemene in onſe Heere Landt gegeven, die wy ons comen ende in onſen dienſt weſen ſijn, edel oit onedel, groot oit cleyen, en werde hem geleverd by onſen Maerſchalcke, want wy ſelver neder vallen ende plaetſe nemer daer hyſe ons levert ende nergens eldere; maer om dat wy ruſte ende peyſe begeren, tuffchen onſen voorſz. Steden, ende wy alderhande twiſt ende diſcoort tuffchen hem ſcheyden willen, anſende de meeninge ſchoone dienſten die ſy ons ende oit voorouders gedaen hebben, ſoo willen wy elcken houwen in hunnen rechte, ende ſeggen ons t'ſeggen dier formen die hier naer volcht. Dars te weten, alſoo dick ende alſoo menichwerven als onſe voorſz. Steden met ons

CCLXV.

Traité & Convention entre les Villes de LOUVAIN & de BRUXELLES, touchant l'ordre qu'elles doivent garder lors qu'elles envoient leurs Gens avec le Duc de Brabant, fait par l'Autorité de JEAN Duc de Brabant. Fait à Lienigie le 4. d'Août 1340.

LOUVAIN
ET BRU-
XELLES.

JAN par la grace de nôtre Seigneur Duc de Lorraine, de Brabant & de Limbourg, & Marquis du Saint Empire, ſavoir ſaiſons à tous & à chacun que diſſention, & diſſent étant ſurvenus entre nos deux bonnes Villes de Louvain & de Bruxelles, ſur ce que chacune de nosdites deux Villes pretendoient que toutes les fois, que nous ſortions avec les Seigneurs des deux Communautés, ils devoient être placez près de nous & à nôtre main droite, lesquelles diſſentions & discordes ſont venues à nôtre connoiſſance. Et nous ayant dit les meilleures raiſons qu'ils ont pû de part & d'autre, & même nous les ayant données par écrit; nous, ayant par meure deliberation examiné l'affaire, & en ayant conſéré avec nôtre Nobleſſe, Officiers de Guerre, Chevaliers & Ecuyers, lesquelles ont dit unanimement que, ſuivant le droit des armes, perſonne de ceux qui ſont à nôtre ſervice ne peut prendre place dans nos Pais, ſoit noble ou roturier, grand ou petit, qui ne lui ſoit donnée par nôtre Maréchal, puisque nous mêmes ne prenons de place, que celle qu'il nous aſſigne & non pas autrement; mais parce que nous deſirons la paix & la tranquillité entre nosdites Villes, & voulons aſſoupir toutes diſputes & discordes entr'elles, en conſideration de pluſieurs bons ſervices, qu'elles ont rendus à nos ancêtres, ſi eſt ce que nous les voulons conſerver chacunes dans leur droit, & diſons que la choſe doit être comme ſ'enſuit, ſavoir que toutes les fois

Bb 3

quo

ANNO

1340.

ANNO

ons yttrecken sullen, ende ons dienen in onse Oorloge, ende wy waren te Vlaenderen oft in Henegouwe, Weit oft Zuyden, als die van Leuven vooren yttrecken, datse onse Maerschalke voort me leggen sal t'ewigen dagen, naest ons ende naer onsen gesinde toshooren, onsen lichen ende herberge, ende t'onser rechter sijden waer sy willen; voort so seggen wy, ende verclaren, soo wanner onsen voorsz. Steden yttrecken sullen, ende ons dienen in onse Oorloge als voorsz. is, ende wy trecken te Bisdomme waert van Laydick oft ter Maeten waert, Oost oft Noort-Oosten, ende die van Brussel vooren yttrecken eer die van Leuvene, dat dan onse Maerschalck van nu tot ewelijken dage die van Brussel naech leggen sal, naest ons ende tot onser rechter sijden, in dier manieren als voorsz. is, van die van Leuve waer sy willen. Voort seggen wy, ordineren ende verclaren om alderhanden twist te bekennen tusschen onse voorsz. Steden, geveelt dat sy yttrecken in onsen dienst alsoo voorsz. is, ende wy voeren te waterlande waert, dats te wetene, Noort te Mechelen oft t'Antwerpen waert, soo soude ons Maerschalck naer die gelijken van den wege die van Leuven liggen ter rechter sijde van ons, ende onse gesinde toebehooren de onsen lieven ende onse Hertoge alsoo voorsz. is, ende die van Brussel ten sliicker sijden, ende om dat wy willen dat alle dese punten vast ende gestade blijven gehouwen, om die redenen dat wijse geset, geordineert ende verclaert hebben, als over een recht seggen. Soo bevelen wy onse Maerschalck, die nu is ende naermaels sijn sal, ende by de onse voorsz. Steden, dat sy desen voorsz. punten ende Ordinanen bouwen, van nu voort aen t'ewelijken dagen, duren, ende behouwen altoos alle saken, punten ende artuculen, van twist, van donckernisse oft van discorde, die desen saken toebehooren, spruyten oft comen mochten, in tijden toe te comen t'onser verclarenisse. Sy kennisse ende getuygenisse van der waerheden, hebben wy dese Lettren besegelt, met onsen Segele, die gegeven ende gemaect waeren te Lienigie, vier dagen in de Oultmaend, in 't jaer ons Heeren doen men schriefft 1340.

que les habitans de nos susdites Villes, sortiront avec nous & nous serviront dans la Guerre, & que nous serons en Flandres ou en Hainaut; soit du côté du Sud ou du côté de l'Ouest, si ceux de Louvain sortent les premiers, notre Maréchal les placera toujours près de nous & de ceux qui sont de notre Maison & à notre droite, où ils voudront. De plus nous disons & déclarons, que quand les habitans de nos susdites Villes sortiront, & nous serviront en nos Guerres, comme dit est, & que nous irons du côté de l'Evêché de Liege ou vers la Meuse, du côté d'Orient ou du Nord-Est, & que ceux de Bruxelles seront sortis avant ceux de Louvain, notre Maréchal sera toujours camper près de nous, & à notre droite lesdits de Bruxelles, en la manière qu'il est dit à l'égard de ceux de Louvain, où ils voudront. En outre, nous disons, ordonnons & déclarons, pour bier toute dispute & discorde entre nosdits Villes, que s'ils forment par eau à notre service, comme dit est, & que nous allions par eau, savoir du côté du Nord vers Malines ou Anvers, notre Maréchal mettra de la même manière ceux de Louvain à notre droite, & à celle de ceux qui composent notre Maison comme dit est, & ceux de Bruxelles à notre gauche. Et parce que nous voulons que tous ces points soient, & demeurent fermes par la raison que nous avons dit, ordonnons & déclarons comme une chose juste, nous ordonnons à notre Maréchal, qui est à présent ou qui sera ci-après en charge, & à nos susdites deux Villes, qu'ils aient à observer les susdits points & ordonnances des maintenant & à toujours, & qu'ils préservent toujours tous ces points & articles de toute discorde, & brouillerie qui pourroient naître de cette affaire à l'avenir, & pour témoignage & connaissance de la vérité, nous avons scellé ces presentes Lettres de notre Sceau, fait & donné à Lienigie. Le 4. du mois d'Août l'an de notre Seigneur 1340.

ANNO

1340.

CCLXVI.

20. Sept. *Traité de Trêve pour un an entre EDOUARD III. ou VI. Roi d'Angleterre, & PHILIPPE de Valois Roi de France, faite le 20. Septembre, 1340.* [Histoire Générale des Rois de France, par BERNARD de GIRARD, Seigneur de HAILLAN. Tom. I. pag. 647. d'où l'on a tiré cette Pièce. RYMER, Foedera, Conventiones, &c. Tom. V. pag. 205. où cette Pièce se trouve en Latin & en François, avec quelques différences, outre qu'elle y est datée du 25. Septembre.]

A Tous ceux qui les presentes verront Salut, & cognoissance de la verité par nous Jean par la grace de Dieu Roy de Boheme & Comte de Luxembourg, Arnoult Evêque du Liege, Raoul Duc de Lorraine, Amé Comte de Savoie, & Jean Comte d'Armaignac, sçavoir faisons que pour donner, octroyer, & establir Trêves entre tres-hauts & tres-puissans Princes les deux Roys de France & d'Angleterre, pour eux, leurs Amis & Confederez, soient Princes, Prelats, Barons, ou autres de quelque estat ou condition que ce soit; ou Ecclesiastiques ou Seculiers, & lesquelles Trêves nous avons jurées, confirmées & promises, mettans les mains sur le Saint Evangile pour, & en tesmoignage de la Ratification d'icelles pour le Roy de France, comme ont fait pour le Roy d'Angleterre hauts & puissans Seigneurs, les Ducs de Brabant, de Gueldres & de Juliers, les Seigneurs de Hainaut & de Beaumont, chacun jurant pour son Roy, ses Amis & Confederez, de tenir ferme & inviolable le present Accord de ce jour jusqu'au lendemain au point du jour. Or fut-il traité, accordé & promis & affermé, par serment & par le conseil & consentement des deux Roys & de nous en la forme & maniere qui s'en-

suivent. Et premierement que rien ne sera innové ny entrepris pour s'entredommager l'un l'autre au préjudice de la Poy jurée esdites Trêves. Est Accordé que lesdits Seigneurs Roys leurs Alliez & conducteurs demoureront en paisne & possession des Places, terres & possessions qu'à présent ils tiennent, sans que rien y soit deffus querrellé durant lesdites Trêves, lesquelles seront marchandes d'une part & d'autre, & les Alliez de toutes parts pourront aller librement par les terres des deux Seigneurs Roys, les Marchans auront libre accés, & par Mer, & par Terre, pour exercer leur Commerce & Traffic de Marchandise, comme aussi toutes personnes iront librement tout ainsi qu'ils faisoient ains que la guerre fut commencée, payans néanmoins les peages, roliages, ports, & passages accoustumés de tout temps, sauf que de ce Privilege ne jouiront les bannis pour les deux Roys, estans chassés par autre fait que pour ceste guerre. Neanmoins les Barons de Gascogne & autres terres de Guyenne, & autres personnes des susdits Pays estans bannis, seront compris en l'Accord de ces Trêves, durant lesquelles ils pourront aller & venir serement de l'un à l'autre Royaume. Ne pourront les Roys procurer par soy ny par personne interposée que rien soit innové en Cour de Rome, ny es autres Cours Ecclesiastiques sur le secours quelque que ce soit de l'un ny de l'autre des deux Roys, ny de leurs Amis & Confederez, ny pour detourner aucunes terres sous ceste occasion de tel service, ou poursuivre par censures aucuns de ceux qui leur auront fait service, ou à leurs Amis, Subjets & Confederez. Que si le S. Pere, ou autre vouloit user de ce deportement, que les deux Roys seront tenus sans dol ny malice aucune, d'y donner empeschement de toute leur puissance, durant le temps prefix à ces Trêves, & faut sçavoir que lesdites Trêves ont esté criées & publiées à son de trompe es camps des deux Roys, & sont obligés tous tant absens que presens qui le sçauront & le devront faire de les garder & observer inviolablement. A esté accordé que dans vingt jours tantant du jourd'huy chacun des Roys sera tenu de

ANNO
1340.

de faire publier le present Traité en Gascogne & Duché de Guyenne & terres qu'à present chacun d'eux y possiede, ain qu'elles y soient sceués & qu'aucun n'en prentend ignorance. A esté accordé que s'il y a aucunes Places assiegees en Gascogne, Guyenne ou autre part, par les gens de quel que ce soit des deux Roys, les sieges seront levez en advertissant ceux qui assiegent, entrant sept hommes pour chacun Roy esdites Places assiegees, lesquels verront le nombre d'hommes & quantité de Vivres esdites Places, pour les rendre en la mesme forme apres Treves. Davantage a esté accordé que les bannis & fugitifs de Flandres qui sont & ont esté suivant le Party du Roy de France ne pourront entrer ny venir en Flandres durant lesdites Treves. Que si aucuns estoient trouvez venans au contraire de cest Accord, justice en sera faite quelque part que trouvez seront, & leurs biens confisquez s'ils font en la Terre & Seigneurie de Flandres. A esté arresté que les debtes & sommes dues à Arras ne seront redemandees ny poursuivies par execution durant le temps de ces Treves. Et que les prisonniers pris en ceste guerre seront delivrez sur leur foy & parole, jurans neantmoins que la Treve expirée ils reviendront à ceux desquels ils sont captifs, si ce n'est qu'avant cest Accord ils eussent transgé de leur rançon, car ainsi ils ne seront tenus à l'effet de cest article, sauf que ne payant le prix accordé ils sont obliges de venir se rendre prisonniers suivant leur foy & convention, s'ils n'avoient la somme promise. Et advenant qu'aucun des prisonniers refusast de revenir de purger de sa foy, & se mettre es mains de son maistre, les Seigneurs & terres desquels sera ledit prisonnier, le contraindront sans aucun delay de ce faire. Et ordonné que tout ce qui a esté pillé, enlevé & ravvy, soit des Eglises ou d'ailleurs durant ceste guerre, ne sera point repeté, ains demeurera es mains de quiconque en est le deteneur, sans qu'aucun soit obligé ny forcé de le rendre durant les Treves. En outre a esté accordé qu'il y aura souffrance de guerre, & cesseront les combats qui sont entre les Roys d'Ecossie & d'Angleterre, entre leurs amis, secoureurs & Confederéz, jusques à la Feste de St. Jean Baptiste prochaine; & que l'on deputera certaines personnes de la part des 2. Roys pour s'assembler à certain jour & lieu deputé entre les Pays & limites des deux Royaumes d'Ecossie & d'Angleterre, pour la confirmation des Treves susdites sous telle condition & ainsi qu'on a de coutume audit Pays; mais tellement que les François ny leur Seigneur Roy ne pourront durant ledit temps les forner ny fournir d'armes ou de gens pour s'en prevalloir la Treve estant expirée. Et advenant que les Ecossais & leur Roy ne voullussent entendre à ceste cessation & surffance d'armes, ou qu'ils taschassent de rompre la Treve, le Roy de France ou ses Subjets ne pourront leur donner secours ny faveur quelconque. Et est dit que pendant les presentes Lettres d'accord seront envoyees en Angleterre & Ecossie 27. jours apres la Ratification d'icelles entre les deux Princes & leurs Deputez. Esquelles Treves sont compris les Espagnols, Castillains, Genevois & Provençaux, l'Evesque & Chapitre de Cambray, & Chateau de Cambray, avec tous les Bourgeois & Habitans de ladite Ville, le Seigneur d'Albret, le Vicomte de Fronsac, Gaston de l'Isle, les Seigneurs de Vervin & de Roze. En tesmoignage dequoy nous avons scellé de nos Sceaux les presentes faites & accordées en l'Eglise d'Espechin, le Lundy 20. jour de Septembre 1340.

CCLXVII.

12. OG. Bündnis zwischen den Städten Frankfurt, Friedberg, Wetzlar und Gelnhausen, wider alle die ihnen unrecht thun und zuwider seyn/ ausgenommen Kayser Ludowigen, zu Handhabung des allgemeinen Land-friedens/ bis auf die nächsten Ostern/ und darnach noch auf 2 Jahre nachkommen de geschlossen an dem nächsten Donnerstag vor St. Gallen-tag 1340. [JOH. PHIL. DATT, Volumen Recur Germanicar. novum Libr. I. Cap. XI. pag. 78. §. 33 d'où l'on a tiré cette Pièce. LUNIG Teutisches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. IV. Abtheilung VIII. von Reichs-Städten in gemein pag. 13.]

C'est à-dire,

ANNO
1340.

Traité d'Alliance entre les Villes Imperiales de FRANCFORT, de FRIDBERG, de WETZLAER, & de GELNHAUSEN pour leur défense commune, & pour la conservation de la Paix Publique, contre tous & envers tous, excepté l'Empereur, jusques à la prochaine Fête de Pâques, & deux ans après. Fait le Jeudi avant la Fête de St. Gall. 1340.

Wir die Schultheissen / die Schöffen / Richter / Räte und Gemeinde der Bürger / der Städte Frankfurt / Friedberg / Wetzlar und Gelnhausen / bekennen öffentlich an diesen briefe / allen den die in sehen oder horen lesen / das wir uns zu hantze han geschickt wider alle die / die uns unrecht tun und wider uns sin / an unsern Herrn den Römischen Keyser Ludowigen / den nemen wir zu und han eyne Ordnung und eyne glückede undir uns gemacht / feste und stete zu haldein mitre einander / als wir in trawen han globit und zu den heiligen gesuorn von nu ane bis uff den Ostertage / der nu neyt fount / und von den tag aber zwen Jar neyt nach einander volginde. Und ist die Sagung und die Ordnung / als hernach siet geschrieben. Der erste Artikel ist / das wir uns durch keiner hand schade können dyen vorgangen irren nicht von einander sullen scheiden / et fone / wo es fone / und das wir uns mitre einander cruneliche sullen wein / wider alle die / die wider uns sint. Wir wollen wir / werz / das jemand dyen vyer Steden unrecht ede / oder ubirlast / oder besweret je eyne / wilsche je yere / also das den andern Steden verhum wirt / so sullen die Stede der Stad beholfen sin / glicher wiz / als woz in selb der Steden / also wilsche Stad not angent undir dyen vyer Steden / das die in irne Kade ubirkommen uff den Eyd / und sie des dunctit / das die andern dry Stede bilsche helfen sullen / so sal die Stad ir vronz zu irne Kade / ader ihren geschworin boten zu den andern drein Steden senden / und die schade beschreiben irz bever misse / so sal je die Stad / zu hand iren Kade samenen / und sol die Stede vithoven der Stede der unrecht ist geschien / und sal beschen und zu kade werden in irne Kade uff den eyd / ob die dry Stede der Stad / der besweren ist geschien / und die schade / bilsche sullen helfen / ader nicht / und sullen dann die Stede alle vyer unverzognliche tage beschreiben an eyne Stad / da es in allen sult / binnen den neyssen vyzehen tagen / und sullen ein ende geben / der Stad / der ubirlast geschien ist / ane alle geverde / binnen den neyssen achte tagen / darnach als die vyzehen tage sint vorgangen / die vorstent geschrieben / und wurden die andern dry Stede vyzehende umb die helfe der vorden Stad zu tunc / wo dann zwo Stede hene fallen / das sal macht haben / wann das zu wir getragen / das man helfen sal der Stad / der ubirlast ist geschien / so sal je die Stad zu hand mit sagen / und sullen alle der vyzende sin / die sie huten / oder boten / begeten ader suten mit worten / ader mit werden. Und woz das die helfe zu lang wurde der Stad / der ubirlast were geschien / so sullen die andern Stede es borgen grifen / und der Stede not beschen und besellen / das it is geschien werde / als vorstet geschrieben / ane geverde. Wer auch kein burger in der vyer Steden / der den vyzenden / ader iren helfen kein hilfe tete mit teuffe / ader mit andern dingen / wo man des gewar wirt funtliche in dem Kade / da sal sich auch der Rat uff den eid im irsarn undir in in dem Kade / der day tede / der sal jeder Stad zehen Mark Penninge geben / ob he si hat / und sal daru ein Jar in der Stad sin / und auch in den andern Steden / In hat he ader nicht zu geben / so sal je mit synen Wybe in der Stad sin eweliche / und auch in den andern Steden sin vyzehin / also lange bis das he das geld gegibt. Wer auch das ussichit und pverunge wurden in dyen vyer Steden undir iren Burgern / das sullen die zwo Stede nemen undir hene / und sullen es richte / und sullen in einem Mainde ein ende geben / ane geverde. Wurde auch um Arschafft gud ein pverunge undir iren Burgern / und entunden die zwo Stede nicht andredyt werden / so sullen es die andern zwo Stede undir hene nemen / und sullen je von der Stede zweene nemen in irne Kade / und irsarn sich an der stad / da das gud gelegen ist / und andersind / also das sie irne Stede recht tun / und sullen sie scheiden und richte mit einander nach irer Kades Wyhnge / ob sie einbrechtig werden / ist des nicht / wo dan zwo Stede hene fallen / das sal macht haben / und sullen in auch in eyne Mainde ein ende geben / ane geverde. Werz auch das beschwichte in eyre dyer vyer Stede bosheid begient an brand / hubede / hode / ader an andern boszen dingen / die derglichen werin / wo der oder die beschiden wurden / ob sie in einer Stad in die andern sin / wann die Stad da eynen der brude hette geton / fordrte / so sal man in antworten / it se wenig / ader viele. Wer auch das man hofe wir Stete anegryfe / he were / wer he were / mit Doube / ader mit Beambe / oder mit wilschen Schaden he sie ubirgryfe / wo das die Stad / die he ubirgriffen hat / den andern Steden tumbig / mit iren bysen / wer der / ader die sein / die sie geschicht han / so sullen die Stede nach hene ader nach den sin / glicher wiz / als ob in der schade selb were geschien. Wann es in wir getragen als in den andern Artikeln dyer brief siet geschrieben. Wir seyn wir und wollen / wo ein Ritter / ader ein Knecht / die man

ANNO 1340. desdus, un meul de saul & dous petits florins d'or. Item, donnons pour Dieu en aumosne pour l'ame de nous à lai Confrerie Monsignour saint Georges de Nancei desdusdits trente fols de petits fors, à paire & à recevoir chacun an fur toutes les issues de lai terre de Junille à rachapt de quinze livres de ladite menoie. Item, donnons pour Dieu en aumosne pour faire service pour prier pour l'ame de nous au Curei de l'Englise Monsignour saint Eure de Nancei vingt fols de fors, & au Chappellain de ladite Englise cinq fols de fors, & au marlier d'icelle meime Englise cinq fols de fors. Item, donnons pour Dieu en aumosne au Convent des Pracherelles de Nancei vingt relaus de froment pour faire services & autres orisons pour l'ame de nous. Item, donnons pour pié & misericorde pour l'ame de nous à l'Hospital de Monsignour Saint Julien dedans la Ville de Nancey pour la substation des paires gens qui leant sont habergié dous petits florins d'or. Item, nous donnons pour Dieu en aumosne pour faire les services pour nous le jour de nostre obit & le septième & le trentième jour de nostre decés au Convent de l'Abbaye de Bel-Prei pour pitance, vingt petits florins d'or pour tant que nostre ame & li ame de nostre tres-chier & ami Signour & Compaignon Monsignour FERRAY Juc de Loherenne & Murchi nostre marli, lor soient recommandées en lors orisons & prieres. Item, donnons pour Dieu en aumosne au Convent de l'Abbaye de Clere leu pour faire le service devin pour nous un meul pour de saul. Item, donnons par semblant maniere au Convent de l'Abbaye de Luneville un meul de saul. Item, pour la maniere desdusdits, nous donnons au Priour de la Priourei de nostre Dame de Nancei un meul de saul. Item, au Priour de Priourei de saint Nicolas du Port trois petits florins d'or, pour faire le service pour nous le jour de nostre obit. Item, donnons pour Dieu & en aumosne & pour le remede de l'ame de nous au Convent des Cordeliers de Toul pour faire le service & autres prieres pour nous quatre petits florins d'or. Item, pour semblant maniere au Convent des Pracheours de Toul quatre petits florins d'or. Item, donnons par lai maniere desdusdits au Convent des Cordeliers de Mets quatre petits florins, & au Convent des Pracheours dudit leu quatre petits florins d'or. Item, aux Carmelites de Mets trois petits florins d'or, & aux Augullins d'iceluy leu trois petits florins d'or. Item, donnons par semblant maniere au Convent des Cordeliers dou Neuf-Chastel quatre petits florins, & aux Cordeliers d'iceluy leu quatre petits florins & vingt relaus de bief pour la maniere devant dite. Item, donnons pour prier Dieu pour l'ame de nous & de nos predecesseurs au Convent des Augullins de Waudrevenges trois petits florins d'or, au Convent de l'Abbaye de Broch de les Clerques, trois petits florins. Item, donnons par lai maniere dessus escripte pour l'ame de nous & de nostre tres-chier peire Monsignour le Roy Aubert au Convent des Cordeliers de Broch où li corps de nostredit peire gist, & pour faire nostre anniversaire vingt petits florins d'or. Item, donnons pour Dieu & en aumosne à frere Jean dou Convent des Cordeliers de Mets nostre Confesseur cinq petits florins d'or. Item, donnons & volons que on donne le jour de nostredit obit de nostre septième & de nostre trentième, soit à sçavoir à Nancey les jours que on soit les services en l'Englise Monsignour Saint Georges, ensis com dessus est devisei à chacun pauvre qui seroit present un pain, & prenent le bief d'Annille. Apres ceu nous recommandons tant spécialement comme nous pouns plus, toutes nos Demies & Mognies à nostre tres-chier fil RAOUl Duc de Loherenne & Marchis. Et de cét nostre present Testament & darrienne volutei, avons nous edit & elisons & etablissons nos executeurs pour cét nostre devant dit Testament & darrienne volutei affermir & accomplir en lai maniere & en lai forme que dessus l'avons devisei & ordonnei, nostre tres-chier fils Monsignour RAOUl Duc de Loherenne & Marchis desdus dis nostre tres-chier Cousin Monsignour Jean de Bayon Chevalier & Religieuses personnes Monsignour l'Abbei de Bel-Prei & Frere Jean nostre Confesseur tous ensemble & un chacun pour lui, ausquels & à un chacun d'auns nous donnons plain poir d'affesir & d'accomplir entierement cét nostre present Testament & darrienne volutei ensis com nous feriens fe nous vivens & estiens present. Et volons que cét present nostre Testament & darrienne volutei soit de valour & vaille à tousiours par maniere de Testament, & s'il ne soit valoir par maniere de Testament, nous volons qu'il vaille par maniere de Codicille, ou par autre maniere & forme qu'il pourrait mieux valoir, jusques à

TOM. I. PART. II

teu qu'il nous plairoit d'adjouter ou de desaire entre nous, en rappelant & annullant tous autres Testaments que nous avons ou pouvons avoir fait ou temps passie escripts ou non escripts. En tesmoignage de veritei, & pour ceu que ceu soit ferme chose & estable, avons nous mis nostre seel en cét nostre present Testament & darrienne volutei, & avons priei & requis à nostre tres-chier fil Monsignour RAOUl Duc de Loherenne & Marchis que son saiel y veuille mettre avec le nostre, & que ce veuille agreer & consentir aus choses dessusdites, & les veuille promettre à tenir & accomplir, en lai main Signour Drenes de Biecour Prestre, Notaire & Tabellion publique dessus escript, tant comme personne publique, lequel nous avons priei & requis que cét nostre present Testament & darrienne volutei public & escript de lai main en Instrumet public, & y veuille mettre son segnaul.

Et nous RAOUl Duc de Loherenne & Marchis, à la priere & requete de nostre tres-chier & amie meire dessusdite, nous avons agreei & consenti au sien present Testament & darrienne volutei, & toutes les choses dessus escriptes avons nous promis & promettons par nostre foi donnée corporellement en lai main dou Nptaire public dessus & dessous nommei, de tenir & avoir fermes, & de l'affesir & accomplir entierement, & avons mis nostre seel en cét present Testament & public Instrumet avec le sien & avecque le segnaul doudit Notaire public, & en tesmoignage des choses dessusdites faites furent, devisees, ordenees & promises les choses dessus escriptes toutes & chacune d'elles pardevant nous Druet public Notaire dessus & dessous nommei de Nancey en l'ostel Monsignour le Duc desdusdits, l'an de l'Incarnation nostre Signour mil trois cens & quarante en l'Indiction neuvieme, dix-neufiesme jour dou mois de Decembre, dou Pontificat nostre Saint Peire & Signour, nostre Seignour Benoit Pape l'an sixieme, presens honorables personnes faiges & discrettes Signours Jean de Nancey Chancelier de Remiremont, Maheu Prevost de l'Englise Saint George de Nancey, Jean de Mirecourt, Girart d'Einville & Guillaume de Catheu Chanoines de Nancey Prestres, Girart de Mirecourt & Albert de Dulley Chevaliers, avec plusieurs autres tesmoignages à toutes les choses dessusdites, & escriptes appellees especialement & deproiez. Et je Druet fils Jean de Biecour, Prestre de l'Evechie de Toul de l'Imperial & de l'Evesque de Toul authentique public Notaires & Tabellions audit Testament & darrienne volutei, & à toutes les choses dessusdites, & à chacune d'icelles quand ensis furent faites, devisees & ordenees & creantees avec les tesmoignages dessus nommeis, sui presens, & toutes icelles choses priees & requis de mes tres-chiers & redoubtes Dame & Signour Duchesse & Duc dessusdites de ma propre main ay escriptes & publiees & mises en cete publique forme, & mon signé y ay-je mis escoutumei avec les saiels dessusdits. En tesmoignage de toutes les choses dessus escriptes seellées de deux seels de cire verte sur doubles queties.

CCLXX.

Promesse de l'Empereur LOUIS de Baviere, faite 1341. à PHILIPPE de Valois Roi de France, de le 24. Janv.

tenir pour son Allié, de procurer son avantage & de ne lui nuire en aucune maniere. Fait à Wilsbofen dans la Baviere, le 24. Janvier 1341. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 153. d'où l'on a tiré cete Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutisches Reichs Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheil. I. Abf. I. pag. 29.]

In Dei nomine, Amen.

Hoc est transumptum quarundam Litterarum patrum sigillatarum in cera alba & albis filis sericis, sigillo forme rotundae, in cujus medio insculpta seu impressa quaedam imago sedens in folio, habens in capite quasi mitram, ac tenens in manu dextera sceptrum, & in sinistra pomum, & juxta solum à parte dextera erat aquila una, & à sinistra alia, & sub pedibus ipsius imaginis erant duo leones insculpti; in circumferentia vero sigilli erant insculptae haec scripturae sic dicentes: † LUDOVICUS Quartus Dei gratia Romanorum Imperator semper Augustus; & ex alia parte erat impressio contra-sigilli forme rotundae, in cujus medio erat impressa quaedam aquila, & in cujus circumferentia legebatur: † Juste iudicato filii homi-

C c

mm.

ANNO 1340.

ANNO *nun* : quarum quidem Litterarum tenor est talis.

1341. §. 2. Nos Ludovicus Dei gratia Romanorum Imperator semper Augustus, protemur publicè, & constare volumus universis, quod nos ad honorem Dei, exaltationem fidei Catholicæ, & propter bonum pacis & tranquillitatis sacri Imperii & Regni Franciæ, ac totius Christianitatis, in oppido nostro Vilsnoven Ducatus Bavarie, constituti, sub anno nativitatis Domini millesimo trecentesimo quadagesimo primo, vicefima quarta die mensis Januarii presentibus nobilibus viris Alberto Comite in Hohemberg Imperialis Aulae nostræ Cancellario, Ludovico Duce de Tegg, Bertholdo Comite in Graspach; sapiente viro Magistro Ulrico de Augusta, Aulae nostræ Prothonotario; Secretariis nostris Jeremia Milke, J. de Mantzejo, & Ludovico de Notenberg Clerico nobis dilectis; juraverimus ad Sancta Dei Evangelia manu nostra tacta; quod præclari PHILIPPI Regis Francorum Illustris nepotis & affinis nostri carissimi, sumus ex nunc, & esse debeamus & velimus in perpetuum pro toto tempore vitæ nostræ, bonus, fidelis, & perfectus amicus; alligatus & confederatus; & quod omnia & singula ipsius negotia, quæ facere habet & habebit in futurum ubicunque & cum quibuscunque promoveamus, & procuremus & promovere teneamur pro posse nostro, bona fide, & absque fisione quacunque, per meliores vias, quas possimus directè cogitare, vel invenire ad ipsius & sui Regni ac status honorem, utilitatem & profectum, & quod damna ejus qualibet impediamus & evitemus pro posse, nec contra promissa sic jurata, vel eorum aliquod veniamus, vel ea observare obmittamus, nec nos tueamur vel defendamus velut propter aliquod auxilium vel defensionem juris vel facti, dispensationis Sedis Apostolicæ, aut cujuslibet alterius, qui super hoc posset dispensare, vel nos in parte vel toto ab hujusmodi absolvere juramento; five per se, vel propter aliquod beneficium restitutionis in integrum, aut privilegiis vel indulgentiis per nos aut nostro nomine impetratis, vel impetranda Canonum vel Legum auxilia, aut aliqua jura scripta vel non scripta; quæ nobis quominus ad observationem omnium & singulorum per nos juratorum teneamur possent aliquatenus suffragari; quibus auxiliis & defensionibus omnibus & singulis nominatim, & ex certa nostra scientia renuntiamus expressè. In quorum omnium testimonium & evidentiam præsentem conferri, nostroque Majestatis sigillo justissime communiri. Datum loco, die & anno Nativitatis Domini suprascriptis, Regni nostri vicefimo septimo, Imperii vero quarto decimo.

§. 3. Et ego Joannes Rufi de Cruce Clericus Lausann. Diocesi. Apostolica auctoritate publicus Notarius, præsens transumptum cum dictis Litteris originalibus diligenter & fideliter auscultavi, & quia utrumque concordare inveni, manu meâ propria hic subscripsi, & signum meum apposui consuetum rogatus.

CCLXXI.

28 Mars. *Decretum THEODORICI Burggraviæ de Oldenburg, atque Magistri Generalis Ordinis Teutonici, super Controversiis inter Civitates Elbingam, & Dantiscum de pecunia vulgo Pfalgeld nuncupata, ventibus, emissum Dantisci quarta feria ante Dominicam Palmarum anno 1341.* [SCHUTZENS, Historia rerum Prussicarum pag. 94.]

Nos Frater Theodoricus Burggravius de Aldenborg Ordinis Domini Teutonice Hospitalis Sanctæ Mariæ in Hierusalem generalis Magister; Universis jurium notitiam habitis fore notum cupimus & publicè profitemur, quod dissensio seu discordia, quæ inter sedulos vestros, honorabiles & discretos Viros Civis in Elbingo ex una, ac Cives in Dantzig parte ex altera, ex parte pecuniæ, quæ Pfalgeld in vulgari dicitur, vertebatur, in præsentia nostri & Fratrum nostrorum hoc modo est complanata & sopita, videlicet, quod præscripta pecunia, Pfalgeld vulgariter nominata, proveniens de bonis, quæ in Balam pervenerint, Civibus in Elbingo, & pecunia, etiam Pfalgeld vulgariter nominata, proveniens de bonis quæ supra Vilsnam pervenerint, Civibus in Dantzig debet perpetuo cedere ac derivari. In cuius rei evidentiam & memoriam perpetuam Sigillum nostrum præsentibus est appensum. Datum & actum in Dantzig, Anno Domini Millesimo trecentesimo quadagesimo primo, quarta feria ante Dominicam Palmarum. Hujus rei testes

sunt Honorabiles & Religiosi Viri Fratres nostri in Deo dilecti Ludolphus König Magnus Commendator, Henricus de Knipero de Commendator in Dantzig, Christianus Vice-Commendator ibidem, Fridericus de Spangenberg, Eberhardus Griffe, Joannes Langenberg, Dominus Henricus Sambienfis Ecclesiæ Canonicus Capellanus noster, & alii quàm plures fide digni.

ANNO 1341.

CCLXXII.

Obligatio & Promissio Regis Poloniæ CASIMIRI, de nullo Matrimonio sine Marchionis Moraviæ CAROLI voluntate, consilio & consensu, contrahendo. Data Prage Anno Domini 1341. [BALBINI Miscellancor. Historior. Regni Bohemæ Decad. I. Lib. VIII. Epistol. Part. I. Epist. XXXIII. pag. 35. LUNIG, Teutisch. Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. I. Abtheil. I. Abtatz II. von Mahren pag. 248. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

In nomine Domini, Amen.

Landabile fore probatur permaxime honestumque, ubi vota Principum ad Concordiæ flectunt unionem, per quam pax nutritur & commodis providetur Subditorum providè. Nos Casimirus Dei gratia Rex Poloniæ, indissolubile vinculum inter Nos & Serenissimum Principem Dominum Carolum, Marchionem Moraviæ Illustrum, Fratrem & Sororum nostrum carissimum, perpetuis permanere temporibus, & ipsum in visceribus gerentes caritatis, ac nostro toto conamine prosequi in omnibus cupientes: non obstante, quod ejusdem Domini Marchionis Soror, Domina Margaretha Comitissa Palatinatus Rheni, Ducissa Bavarie, &c. quæ nobis matrimonialiter debuit copulari, sit universæ carnis viam ingressa: & ne propter hoc Liga dilectionis & amicalis conjunctio, & fidei puritas videatur disjungi inter Nos & dissolvi, sibi animo ingenti ac desiderabili, perpetuæque unionis sic factæ, promittimus bona fide, tanquam Fratri uterino, in omnibus consiliis, auxiliis, placitationibus & tractatibus adharere, & maxime in contrahendis amicitias matrimonialibus; quas Deus nobis concedet, faciendum, de nostra propria persona & puerorum nostrorum ipsum prosequi, & sine ejusdem voluntate nihil facere & attentare quoquo modo, nisi prius ipsius consilio, auxilio, consensu, ac speciali super hoc requilita voluntate: quæ omnia promittimus & singula in his scriptis inviolabiliter observare. Actum Prage Anno Domini 1341.

CCLXXIII.

BALDEWINI de Luxemburgo, Archiepiscopi Treverensis, Littere de sua cum PHILIPPO VI. Francorum Rege facta Consederatione. Dat. Treveris die 17. Septembr. 1341. [STEPH. BALUZII Miscellancor. Lib. II. pag. 271.]

BALDEWINUS Dei gratia Sanctæ Treverensis Ecclesiæ Archiepiscopus, Sacri Imperii per Galliam Archicancellarius. Cum iis quos Divina gratia Solio Majestatis & Status sui magnitudine benigne extollit ligam specialis amicitie libenter contrahimus, per quos nobis ou nostræ Ecclesiæ promotiones, utilitates & commoda provenire speramus. Notum igitur facimus universis quod nos Serenissimo & præclaro Principi Domino Philippo Francorum Regi, cuius salutis & honoris continuum incrementum ex iustis & rationabilibus causis Nos moventibus & intimis affectibus, tenore præsentium promittimus bona fide quod ipsius ex nunc sumus & esse debeamus & velimus in perpetuum, quamdiu vixerimus, bonus, fidelis, & confederatus amicus, ita ut omnia & singula ipsius negotia præsentia & futura, cum quibuscunque promoveamus & procuremus & eisdem intendamus, quatenus commode poterimus, Apostolica Sedis & nostro honore salvo; per meliores vias quas possimus invenire seu cogitare ad ejusdem Domini Regis utilitatem & profectum, & quod damna ejus evitemus & impediamus absque fisione, omni ingenio malo cessante. In cuius rei testimonium Sigillum nostrum præsentibus est appensum. Datum Treveris die decima septima mensis Septembris anno Domini millesimo trecentesimo quadagesimo primo.

CCLXXIV.

ANNO

1341.

CCLXXIV.

17. Sept. *Reversales BOLESŁAI Silesie Ducis, de non obligando aliter Munitiones & Bona sua, quam sibi à JOANNE, Bohemie & Polonie Rege indultum fuit; scilicet, reservando sibi suisque Heredibus aut præfato Regi potestatem eadem redimendi. Datum Prage feria secunda post Exaltationem S. Crucis 1341. [LUNIG, Teutiches Reichs-Archiv. Part. Special Continuat. I. Fortletz. I. Abfatz III. pag. 298.]*

NOS BOLESŁAUS Dei gratia Dux Silesie & Dominus Lignicensis & Bregensis recognoscimus tenore præsentium universis.

Quod cum *Magnificus Princeps & Dominus ac Sororius noster charissimus, Dominus Joannes Bohemie Rex, ac Luxemburgensis Comes*, nobis benevole concesserit & indulserit, ut aliqua vel aliquas Munitionum nostrarum, quamcumque vel quascunque *Regi Polonie* pro quatuor millibus, aut *Domino Balkoni Duci Silesie & Domino Swidnicensi* pro duobus Marcharum Polonici pagamenti, prout in aliis Literis dicti Domini Regis nobis datis continetur, possimus pignore obligare. Volentes igitur præfato *Domino Regi Bohemie* ac nobis, nostrisque Heredibus præcipue in hoc præcavere, promittimus bona fide & sincere, præfatas Munitiones seu Munitionem præfatis Dominis Regie Polonie aut Duci Swidnicensi non alter titulo pignoris obligare nisi semper reservata nobis aut nostris Heredibus, aut præfato Domino Regi aut suis Heredibus, libera aut plenaria potestate easdem Munitiones seu Munitionem exsolverendi, redimendi & in ea summa pecunie pro qua fuerint obligatæ. Et si (quod abest) nos aut prædicti nostri Hæredes & Filii prædictas Munitiones, vel Munitionem eximere vel redimere, non possemus, ex tunc præfatus Dominus Rex, aut sui Hæredes, & nullus alius hominum dictas Munitiones, vel Munitionem redimere & liberare poterunt, & debebunt in summa pecunie, pro qua fuerint obligatæ, quandocumque eis videbitur opportunum, & melius expedire; & eos, vel eam tam diu habeant in pignore, quousque Nos, & Hæredes nostri Filii & Hæredes præfati, eas redimere poterimus, secundum modum, quo ipsas vel ipsam præfatus Rex Polonie aut Dux Swidnicensis prius tenebant nomine pignoris, ut prius est expressum. Promittimus etiam & tenebimur ab illo, cui præfatas Munitiones vel Munitionem obligaverimus dicto Domino nostro Regi aut suis Heredibus Literas ordinare patentes, quod ipsas vel ipsam præfato Domino Regi Bohemie aut suis Heredibus & nulli alteri restituit aut det, sine contradictione qualibet ad redimendum, quodcumque videbitur eis utilis expedire. Harum, quibus nostrum & infra scriptorum sigilla appensa sunt, testimonio Literarum.

Et Nos *Rudolphus Dei gratia Dux Saxonie Archie-Marescallus Sacri Imperii ac Stephanus de Parckwitz* per dictum Dominum Duem rogati pro testibus, in præmissorum evidentiam, nostra sigilla una cum sigillo ipsius, præsentibus duximus appendenda. Datum Prage feria secunda proxima post festum exaltationis Sanctæ Crucis Anno MCCCXLI.

CCLXXV.

8. Dec. *Charta Pacis & Concordie inter RODULPHUM Ducem Lotharingie, & JOANNEM Militem Juniores Dominum de Alta Rapoltzstein per Laudum Domini de ALBOMONTE facta, super negotio Abbatis Mediani Monasterii Ordinis S. Benedicti Fulfensis Diocesis a dicto JOANNE Juniori in captivitate abducti. Data Anno 1341. sabbatho post Festum B. Nicolai Hiemalis. [La Véritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine, d'Autriche &c. pag. 164.]*

NOS RODULPHUS Dux Lotharingie & Marchio Notum facimus præsentium inspectoribus Universis, quod cum Joannes Miles junior Dominus de Alta Rapoltzstein, Religiosum virum fratrem Bencelinum, bonæ memoriæ Abbatem Mediani Monasterii Ordinis Sancti Benedicti Tullenis Diocesis nuperimè nostris insulendo servitio, coeperit, idem Abbas, ip-

TOM. I. PART. II.

sum mancipatum deducendo ad fortalium ipsius Joannis, prout Domino placuit diem clausuræ extremum, postmodumque vir nobilis, Dominus Joannes Miles Dominus de Rapoltzstein, Pater prædicti Joannis, citius quam commodè potuit ad nos personaliter accesserit, de hujusmodi forisfacto in omnibus & per omnia quæ super hac de eodem dici possent ac impingi, videlicet scitu, assensu, consensu, seu nutu, aut alio quovis quæsito colore, coram nobis à pluribus aliis religiosis, nobilibus, & ignobilibus, se reddidit innocentem, à suo proprio Juramento corporaliter præstito, legitime excusatum. Quam quidem excusationem Nos bonorum & peritorum freti consilio pro justa & legitima reputavimus & tenore præsentium reputamus, pariter & habemus, ipsaque & excusatione sic facta & per nos, ut præmittitur, admittimus, & pro legitima reputata. Idem, Dominus Joannes Pater nobis supplicavit humiliter & devotè, ut Nos divina gratia præcedente & nostri misericordia subsequente, prænominatum filium suum, ad lamenta penitentiae cordis contritione recurrentem & suum reatum consistentem, ad pacem & pacis tranquillitatem, injuncta sibi per nos pro modo culpæ quantum in nobis est penitentia saluati, recipere dignaremur. Nos igitur ipsius Domini Joannis Patris supplicationi tanquam rationi consonæ favorabiliter annuentes, ac plurimum Magnatum devicti instantia, ex causis rationabilibus nobis expositis presentibus non insertis, paci & pacis tranquillitati præmissorum acquievimus, & super hujusmodi forisfacti correctione & emenda faciendâ, tam Nos, quam idem Dominus Joannes Pater, suo & dicti filii sui nomine & pro ipso, condescendimus & compromissimus in Nobilem virum Dominum Henricum Militem Dominum de Albomonte, cujus arbitrio, ordinationi & prolationi stare promissimus & promittimus bona fide. Dictum vero Dominus Joannes Pater suo & dicti filii sui nomine ac pro ipso arbitrio, ordinationi & prolationi dicti Domini de Albomonte etiam stare promissit, per fidem suam super hoc corporaliter præstitam. Nec non sub pena mille Marcharum argenti nobis applicandarum & solvendarum, si, quod abest, præfatus Joannes junior arbitrio, ordinationi seu prolationi prædicti Domini de Albomonte minime pareret, seu parere quovis modo recusaret. Qui quidem Dominus de Albomonte pietate motus onus hujusmodi compromissi in se suscipiens, informatus de præmissis fratribus super his, bonorum & peritorum consilio, pacem firmam & concordiam integram & perfectam existeret inter nos pro nobis nostrisque Successoribus, ac inter Dominum Joannem juniorem, pro ipso ac suis Heredibus, amicis, complicitibus ac fautoribus quibuscumque matura deliberatione prohibita, reportavit perpetuis temporibus valituras in modo & forma inferius annotatis. Videlicet quod idem Joannes junior debet & tenetur assignare Abbati & Conventui Mediani Monasterii prædicti decem solidatas Terræ ad parvos Turonenses solvendas anno quolibet in perpetuum, pro anniversario prædicti Fratris Bencelini in dicto Monasterio annuatim faciendâ. Debet etiam dictus Joannes junior, & tenetur cunctis diebus vitæ suæ, Abbatem & Conventum Monasterii de Mediano Monasterio prædicti, tam in communi quam divisim, & personas ejusdem tam in capite quam in membris ubicumque pro vitiis promovere, ipsorumque promotionem confovere ac eisdem sub sui fidelitate juramenti præstare consilium, auxilium & favorem ac bona & jura ipsius Monasterii & personarum ejusdem protegere, defendere, & tueri juxta posse. Insuper præfatus Joannes junior debet & tenetur apud nos condescendere personaliter, videlicet in proximo Festo Nativitatis Domini ad faciendam Processionem quam sibi intimabimus indutus simplici tunica sine zona, capiteque nudo in suis manibus ceream tenens ardentem; quod si dictus Joannes junior legitimo occupatus impedimento in dicto termino commodè comparere non posset, cognito à nobis de hujusmodi impedimento ipse idem ad alium terminum sibi per nos præfigendum, super hujusmodi Processione faciendâ tenebitur; & tenetur coram nobis comparere, & nostris super hoc parere mandatis. Postremo sæpe dictus Joannes junior facta Processione, ut prædictur, immediate seu ad alium terminum ex causa sibi per nos præfigendum, iter debet arripere, & cum baculo eundi causâ, peregrinationis faciendâ & se transferendi ad Basilicam Sancti Thomæ Cantuariensis ultra Mare Anglicanum, citra dictum Mare nullatenus reversurus, donec nos eundem super hoc duxerimus revocandum. Et ut præmissa omnia & singula firmius per prædictum Joannem juniorem observentur, Domini Joannes de Hurbache, Albertus de Aquilina & Renaldus

Cc 2

ANNO
1341.

nalds de Nanceio Milites se erga Nos super summa mille Marcharum argenti prædicta constituerunt fidei-jussores, & nobis de dicta summa redditores fidei-jussores Joannes junior contra præmissa venerit vel fecerit in toto vel in parte. In quorum omnium & singulorum præmissorum testimonium sigillum nostrum unum cum sigillis Henrici Domini de Albomonte & totius Conventus Mediani Monasterii prædicti de nostri voluntate, consensu, laude & assensu Literis præsentibus duximus appendendum. Et ego Henricus Miles Dominus de Albomonte prædictus qui excusationi præfati Domini Joannis Domini de Rapoltstein, præstationi, supplicationi, compromisso, fidei-jussioni ac omnibus aliis præmissis & præmissorum singulis, dum fierent & agerentur, præsens una cum testibus subscriptis interfui, & præmissa in modo & forma quibus supra tamquam arbitri, ut præmittitur, reportavi, sigillum meum una cum sigillis illiusdem Principis Domini mei Ducis prædicti ipsiusque Conventus Mediani Monasterii antedicti ad ipsorum dicti Domini mei Ducis, Dominique Joannis Domini de Rapoltstein totiusque Conventus Monasterii prædicti, & fidei-jussorum prædictorum voluntatem & requestam Literis præsentibus duri apponendum. Nos vero Conventus Monasterii prædicti, pacem & concordiam hujusmodi quam plurimum affectantes promissimus & sub voto nostre Religionis promissimus pro nobis nostrisque Successoribus in futurum, eandem pacem & concordiam per nos seu nostros Successores in futurum nullatenus revocare. Nec præfatum Dominum Joannem juniorem, Haredes suos, amicos, complices seu fautores quoscunque per nos seu per alios nostrum nostrique Monasterii nomine vel palam in Judicio quocunque, vel ex prædicto forisfacto vel ejus occasione, de quo nos emendam condignam recepisse contemur in aliquo inquietare vel variari quocummodo promissimus. In quorum fidem sigillum nostri Conventus una cum sigillis Domini nostri Domini Ducis prædicti, necnon Domini Henrici Domini de Albomonte prædicti Literis præsentibus duximus apponendum. Datum & actum anno Domini millesimo trecentesimo quadagesimo primo, Sabbato post Festum beati Nicolai Hiernalis, præsentibus Religiosis viris Fratre Bencelino divina permissione Abbate Monasterii Senoniensis, Fratre Renaldo Elemosinario ejusdem Monasterii, Dominis Huaro de Serieres & Godino de Prineyo Militibus & quam pluribus aliis fide dignis testibus ad præmissa vocatis specialiter & rogatis.

CCLXXVI.

1342.
1. Juill.

Episcopi Wratislaviensis PRECZLAI Instrumentum de Ducum Silesie Resignatione suorum Ducatum & Dominiorum in manus JOANNIS REGIS BOHEMIE, & eorundem in perpetuum Feudum Regium ab eodem Rege & Corona Bohemie receptione, item de Civitatis Wratislaviensis Homagii exhibitione dicto Regi & Coronæ facta, Et denique de sua cum Rege eodem, & CAROLO MARCIONE MORAVIE inita Concordie Unione. Actum in domo Habitationis Cruciferorum Ordinis Sancti Joannis Hierosolymitani prope Wratislaviam in Oclavo B. Joannis Baptiste 1342. [BALBINI Miscellaneor. Historicor. Regni Bohemie Decad. I. Libr. VIII. Epist. Part. III. Epist. VI. pag. 185. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. I. Abtheilung I. Abtatz III. von Schlesien pag. 298. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

In Nomine Domini, Amen.

NOs Preczlaus Dei & Apostolicæ Sedis providentiæ Episcopus Wratislaviensis, omnibus præsentibus Literas intuentibus, publicè profiteamur.

Quod Magnifici Principes Domini Boleslaus Bregensis, Bolko, Falkenbergensis, & Bolko, Oppoliensis, Wratislaus, Kozlensis, Casimirus Tschibinensis, Nicolaus Oppoliensis & Ratiborensis, Semovizus Glocensis, Duces nostre Wratislaviensis Diocesis, in nostra præsentia constituti, sponte recognoverunt, & publice sunt confessi, se munitiones suas & terras ipsis subiectas, singuli suas terras & munitiones in manus Serenissimi Principis Ducis Domini Joannis Regis Bohemie resignasse, dictasque munitiones & terras taliter resignatas ab eodem Domino Joanne Rege suo & Haredum suorum

nomine Regni Bohemie in perpetuum feudum recepisse, ANNO
1342.
juramentum quoque fidelitatis & homagium ipsi Regi Bohemie suis Haredibus seu Successoribus suis legitime, pro se & eorum Haredibus præstitisse. Similiter etiam Nobiles terræ & Consules Civitatis Wratislaviensis suo & Civitatis ac Universitatis ejusdem Civitatis nomine in nostra præsentia constituti sponte recognoverunt & publice sunt confessi, pie memorie Henricum sextum & ultimum olim Ducem Wratislaviensem ipsius Ducatus Wratislaviensis Dominum hereditarium, Civitatemque Wratislaviensem, & Ducatum ipsius cum suo honore, Jurisdictione & districtu eidem Domino Regi donasse, tradidisse & cessisse, sponte & libere de eisdem per Regem prædictum, & Haredes ipsorum, non dividendo ea, à Rege Bohemie, seu Corona Regni ejusdem, perpetuè possidenda, sequè universitates, & singulares personas Civitatis & aliorum Oppidorum & Locorum dicti Wratislaviensis. Ducatus eidem Domino Joanni Regi Bohemie & suis Haredibus verum & fidele homagium præstitisse, promittentes firmiter, quod Regibus & Coronæ Regni Bohemie homagium, fidem & juramentum fidelitatis per ipsos præstita eidem Domino Regi ac suis Haredibus perpetuè fideliter observabunt. Quare excellens Princeps Dominus Carolus Marchio Moravia Primogenitus dicti Regis, qui predictis recogitationi & confessioni assuit coram nobis, à nobis instantè postulans, ut sibi super eisdem recognitionibus & confessionibus nostras daremus testimoniales Literas & nihilominus si aliquem vel aliquos de prædictis venire contra religionem juramenti præstiti contingeret in futurum, ipsos ad observationem hujusmodi Juramenti per censuram Ecclesiasticam cogere, Nos igitur personas tam Regis, quam primogeniti prædictorum specialibus favoribus prosequentes, dicto Domino Carolo Marchioni præfati & Domino genitori suo absenti, de consilio nostri Capituli promittimus, & spondemus pro nobis & Successoribus suis, quod si quis Ducum prædictorum Haredum & Successorum suorum, quod non credimus, fieret in futurum transgressor prædicti Juramenti, nos ipsum, vel ipsos ad conservationem fidei & Juramenti per censuram Ecclesiasticam per requisiuonem dictorum Dominorum Regis & Marchionis, postquam nobis de transgressionis hujusmodi contiteri legitime compelleremus. Insuper cum dicto Domino Marchione, vice Regiæ & sua talem inivimus concordie unionem, quod nos nulli Regi vel Principi ipsos impugnare volenti contra ipsos Dominos, Regem & Marchionem heredesque ipsorum, præstaremus auxilium, consilium & favorem, imò sinceræ dilectionis affectu desiderantes dicti Domini Joannis Regis, Haredum & Successorum suorum Regis Bohemie Rempubl. salubriter prosperare sibi tanquam Patrono Principali in Ducatu Wratislaviensi sicut memoratus Dux Henricus sextus & ultimus Patronus fuisse dignoscitur ab antiquo, cui immediatè successit Dominus Rex præfatus, munitiones nostras Ecclesiæ & terræ Nissensis, quarum plenum Dominiū & liberum nos habemus, contra quoscunque Reges & Duces, extra tamen nostram Wratislaviensem Diocesim consistentes, dictum Dominum Regem forsitan invadentes aperiemus, & faciemus pro defensione Patriæ, absque tamen nostro & Ecclesiæ Wratislaviensis ac Subditorum nostrorum damno vel præjudicio aperiri. Nobis verò & Capitulo recipiendis nomine Ecclesiæ nostræ promissit, vice Regis & suo nomine Dominus Marchio supradictus, quod ipsi nos Ecclesiam nostram & terras ipsius ab omnibus Regum, Principum, Potentum & Tyrannorum maxime Bohemæ & Moraviæ & quorumlibet aliorum invasionibus, impugnationibus & injuriis pro Juribus protegent ac etiam defensabunt. Per promissa tamen Privilegiis, Donationibus & Libertatibus datis & concessis, per quondam Principes Silesie eidem nostre Ecclesiæ non intendimus aliquot præjudicium generare. In quorum testimonium sigillum nostrum præsentibus est appensum. Actum & Datum in domo habitationis Cruciferorum Ordinis S. Joannis Hierosolymitani prope Wratislaviam in Oclavo B. Joannis Baptiste. Anno Domini M. CCC. XLII.

CCLXXVII.

Testament d'YOLANDE DE MONFERRAT, 14. Dec.
Comtesse de Savoie, fait le 14. de Décembre SAVOYE.
1342. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoie. Preuves. pag. 179.]

IN nomine Domini. Amen. Anno à Nativitate ejusdem M. CCC. XLII. Indictione decima, die deci-

ANNO 1342. ma quarta mensis Decembris, quoniam dum in mente viger ratio, suprema hominum judicia melius disponuntur, animaque saluti, ac Patrimonii curæ temporalis sanius providetur; Idcirco *Illustri Domina Yolanda de Monteferrato Comitissa Sabaudie, Coniuxque Principis Illustris & magnifici Domini Aymonis Comitis Sabaudie*, mente sana, licet infirma corpore, in ipsius Viri sui, presentia, & de ejusdem bene placito, mandato, & consensu Testamentum suum nuncupativum, & sine scriptis dictum, in scriptis tamen redactum in modum qui sequitur uno contextu fecit, & solemniter complevit. In primis animam suam nunc, & cum de corpore exierit, Domino nostro Jesu Christo, Beatæ Mariæ Virgini, torique Curis supernorum recommendavit, suoque corpori ab anima separato elegit sepulturam in Capella quam construi fecit Dominus, & Vir suus prædictus in Ecclesiâ Altæ Combæ, ubi in luminaribus, congregationibus Prælatorum, Religiosorum, Sacerdotum, Clericorum, & aliorum Deo famulantium fuit sufficiens sepultura, & solennitas exequiarum, ad arbitrium & voluntatem sui Viri, & Domini supra dicti, convenientibusque, & pauperibus elemosinas tribuatur ad arbitrium supra dictum. Item voluit, & ordinavit, ac præcepit sufficienter dotari per Hæredem suum universalem infra scriptum Capellam quam honore Beatæ Catharinæ fundavit in domo, vel Ecclesiâ Sororum Minoritarum Camberiaci, in qua unus perpetuo Capellanus instituitur, & ponatur, qui dictâ Capellâ serviet, & diebus singulis ibidem per se, vel alium celebrare Missarum solennia teneatur. Item voluit, ordinavit, atque iussit per Hæredem suum universum infra scriptum tres Capellas, unam videlicet ad honorem Beati Joannis Evangeliste, altam ad honorem Beati Nicolai, aliam ad honorem Beatæ Margaritæ signi, fundari, & sufficienter dotari, ita quod in qualibet una ponatur, & ordinetur Capellanus, qui diebus singulis videlicet, quibus in ea qua fuerit institutus, & ordinatus, per se, vel per alium, per ipsius Testatricis, suorumque, & Dominorum Sabaudie Comitum, Prædecessorum, & Successorum animarum remedio debeat Missarum solennia celebrare. Item voluit, ordinavit atque iussit elemosynas fieri pils locis pro remedio animarum ipsius, prædecessorumque, & successorum suorum ad arbitrium, & ordinationem Domini, Virique sui prædicti per dictum suum Hæredem universalem solvendas. Item omnibus, & singulis qui sibi servierint, remunerari voluit, ordinavit, & iussit, prout ipsi Domino Comiti Viro suo videbunt faciendum. Item quia septem puellas, ut asserit, disposuerat maritare, quarum jam quatuor maritavit, voluit, ordinavit, & iussit quod loco reliquarum trium filiarum Petri de Angulo dicti Picard futoris ipsius Testatricis dentur semel, & solvantur in subsidium ipsius maritandæ viginti solidi Turonensium Grossorum, uni ex filiabus Gulielmi Flamenci quondam, alii viginti solidi Turonensium Grossorum semel pro eodem, & alii alteri filiarum quam dictus Dominus Comes eligendam duxerit, alii viginti solidi Grossorum Turonensium semel. Item *Joannem Carissimum Filium suum*, pro omni jure, portione, & dreytura, sibi in bonis, & hereditate dictæ Testatricis quomodolibet competente in quatuor millibus florenorum auri semel sibi dandum, & solvendum pro suum Hæredem universalem infra scriptum sibi Hæredem instituit, & pro tanto dictum Joannem omnibus suis bonis, & hereditate quibuscumque tacitum esse voluit, & contentum, ita quod nihil aliud in ipsis, vel eorum altero petere, vel exigere valeat modo quovis salvis substitutionibus infra scriptis. Item *Blancam Filiam suam* dilectam pro omni jure, portione, & dreytura sibi modo quovis competentibus, in omnibus, & singulis bonis, rebus, & hereditate suis, in tribus millibus florenorum auri semel dandis, & solvendis per Hæredem suum universalem infra scriptum sibi Hæredem instituit, & pro tanto dictam Blancam, omnibus suis bonis, rebus, & hereditate tacitam, contentam esse voluit, & exclusam, ita quod nihil aliud petere, vel exigere valeat quomodolibet in ipsis salvis substitutionibus infra scriptis prout faciunt pro eadem. Item *Filium suum posthumum*, si nascatur ex ea, sibi Hæredem instituit in tribus millibus florenorum auri semel dandis, & solvendis eidem per dictum suum universalem Hæredem, & pro tanto voluit ipsum omnibus suis bonis, rebus, & hereditate tacitum esse, contentum penitus, & exclusam, ita quod nihil aliud petere, vel exigere valeat quomodolibet in eisdem, & quolibet ipsorum, præterquam in casibus substitutionum subscriptis prout ipsum tangunt: Si vero ex ea nascatur filia, in duobus millibus florenorum auri semel dandis, & solvendis per

dictum suum universalem Hæredem, sibi Hæredem instituit eandem, pro quibus ipsam voluit omnibus suis bonis, & rebus esse tacitam, & exclusam, ita quod nihil ultra petere, vel exigere valeat modo quovis in eisdem vel altero ipsorum, infra scriptis substitutionibus, prout pro ipsa faciunt sibi salvis: In omnibus autem aliis, & singulis bonis suis mobilibus, immobilibus, Juribus, actionibus, Castris, Villis, Territoriis, Jurisdictionibus omnimodis, meris, mixtis Imperiis, feudis, retrofeudis, Vassallis, hominibus, homagiis, fidelitatis, Baronis, Ressoris, districtibus, redditibus, servitiis, usagiis, sylvis, nemoribus, venationibus, piscariis, aquis, aquarum decuribus, & omnibus aliis bonis, Juribus, actionibus sibi competentibus, atque competentis in futurum aliqua occasione, titulo seu causa, *Amedum Carissimum Filium suum primogenitum*, sibi universalem instituit Hæredem, per quem voluit, iussit, & ordinavit debita sua solvi, clamores emendari, & sedari rationabiliter, breviter, & de plano sine iudicii strepitu, & figura: & ipsum Amedum, & ejus Hæredes masculi à suo proprio corpore, legitimoque Matrimonio procreatos, dictis Joanni, Blancæ Filio, & Filiæ nascituris, & cuilibet ipsorum, in casu quo ipsos, & eorum quemlibet sine Hæredibus uno vel pluribus legitimis, & naturalibus masculis à suo proprio corpore, legitimoque matrimonio procreatis mori contingeret (quod abest) in pupillari ætate, vel postea quandocumque, vulgariter, pupillariter, & per fideicommissum, & aliter prout melius poterit, & firmitus substituit: Et si dictum Amedum, quod abest, in pupillari ætate, vel postea quandocumque mori contingeret sine uno vel pluribus Liberis masculis ex legitimo matrimonio, & suo proprio corpore procreatis, dictum Joannem secundo genitum si viveret, & si ante decessisset, Joannis ejusdem Liberos masculos ex legitimo Matrimonio, proprioque suo corpore procreatos tunc superflites, & si idem Joannes, & descendentes ex eo masculi legitimi ex proprio corpore legitimoque matrimonio procreati, ipsius Amedei mortis tempore sine masculis descendentes ut supra, non essent superflites, posthumum masculum nasciturum ex ea, & ejus Hæredes masculos ex proprio suo corpore, legitimoque matrimonio procreatos ipsi Joanne, Liberis suis masculis, & posthumo non extantibus quo supra modo, & si in casu prædicto ipsius Amedei mortis tempore, non superessent dicti Joannes, posthumus, aut Hæredes masculi eorum, vel alterius eorumdem procreati prout supra; Blancam Filiam suam prædictam, si tunc viveret, & si non superesset, ejus hæredes ex legitimo Matrimonio, & proprio suo corpore procreatos, tunc superflites, & in omni prædictorum, quod abest, defectu in casu prædicto posthumum ex eo nasciturum, si ipsius casus tempore viveret, & si non viveret ejus Hæredes ex legitimo Matrimonio, & suo proprio corpore procreatos, dicto Amedeo substituit vulgariter, pupillariter, & per fidei commissum, & eis modo, & forma quibus melius, & firmitus poterit, in casu verò quo substitutio supra facta de dictis Joanne, Blanca, posthumo, & posthuma nascituris ex ea Testatrice ex tempore quolibet in ipsum Amedum locum non habent in eundem Amedum, vel ipsius Hæredes ut supra dictos, Joannem, Blancam, posthumum, & posthumum nascituros ad invicem æquis portionibus substituit, in portionibus videlicet sibi relictiis ut supra vulgariter, pupillariter, & per fidei commissum. Hanc autem suam esse voluit ultimam voluntatem & ultimum Testamentum, quod & quam valere voluit jure Testamenti nuncupativi, & si non valeat eo jure, valeat jure Codicillorum, Epistolæ, vel Donationis, causa mortis, & ordinationis inter Liberos, vel eo jure, & jurius quibus melius valere poterit, & debeat, asserens se nunquam aliud fecisse Testamentum, & si quod fecerit, illud esse vult nullius valoris, & momenti, ipsum revocans, & quæ continentur in ipso per præsens, penitus, & annullans. Actum in Castro Camberiaci in camera dictorum Domini Comitum, & Domine Comitissæ, presentibus illustri Viro Domino Amedeo Comite Gebennensi, Reverendo in Christo Patre Domino Guichardo Electo confirmato Sedunensi, Fratre Petro de Cosia Ordinis Minorum Conventus Camberiaci, Georgio de Solerio de Yporegia, Joanne Mistralis Canonico Gebennensi Jurisperito, Magistro Palmerio de filis de Placentia Physico dicti Domini Comitum, & Domino Petro Gallardi ejusdem Domini Comitum Capellano, testibus ad præmissa per prædictam Testatricem vocatis, & rogatis uno eodem contextu.

ANNO
1342.

ANNO
1343.

CARIN-
THIE ET
BOHEME.

206

CORPS DIPLOMATIQUE

CCLXXVIII.

*Lettres de Divorce accordées à MARGUERITE
Duchesse de Carinthie, d'avec JEAN Fils du
Roi de Bohême, pour fait d'impuissance; par
l'Empereur Louis de Bavière. Sans date.
[G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici
pag. 154. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se
trouve aussi dans GOLDAST Confit. Imper.
Tom. II. pag. 87. où elle est mise sous l'année
1343.]*

Nos (1) Ludovicus Quartus Dei gratia Romanorum Imperator semper Augustus universis Christi fidelibus, quorum interest vel interesse poterit in futurum, Manifestum esse volumus & facimus per præsentes; quod in iudicio coram nobis per se seu per certos Nuntios suos seu Procuratores exposuit Illustris MARGARETHA Ducissa Karinthia & Tyrolis Comitissa, quod vir nobilis JOHANNES Regis Bohemia filius jam dudum sibi matrimonio copulatus, & postmodum in ætate debita constitutus, ac per tanta temporum spatia secum habitans, quanta sufficiant ac sufficere debent, secundum statuta tam divinæ quam humanæ Legis, ad debitum carnalis copulæ per virum sive maritum suæ uxori reddendum; eadem Margaretha in ætate sufficienti similiter constituta, & se ipsam, ut conveniens fuerat, præbente & exhibente ad præfatam copulam carnalem explendam, non potuit dictus Johannes neque valuit, sicuti neque valet aut potest, nec unquam posse creditur in futurum, eandem carnaliter cognoscere sibi conjugem Margaretham: quemadmodum multis & quasi omnibus possibilibus modis hoc tentans, eundem Johannem impotentem & omnino inhabilem ad opus præfatum se dicit expertam: ac adversus eundem Johannem, sibi que præfatum defectum inexistere, coram nobis in iudicio se reddidit per experimenta sufficientia & testimonia quælibet ad hæc necessaria probaturam. Quare super hoc habito maturo & deliberato consilio suorum Procerum & Consiliariorum omnium, nostram clementiam atque justitiam unâ cum præfatis imploravit & requisivit instanter, ut eidem super hoc providere de convenienti remedio dignaremur: & taliter etiam, quod per jus sive sententiam nostram licite possit à supra dicto Johanne jam vocato marito sive conjugis suo, de matrimonio separari, propter casum sive impedimentum prædictum, & ab eodem Johanne totaliter sic absolvi, ut eidem de cætero ad nullum matrimonii debitum teneretur, sed posset de seipsa, & suis omnibus ordinare, secundum quod sibi expediens videretur.

§. 2. Nos vero, cujus debitum est omnibus ac singulis reddere justum, ex officio & auctoritate, qua fungimur, præfatam Margaretham cum præfatis suis omnibus justitiam instantissime requirentibus & supplicantibus, nobis dignum duximus exaudire: & nihilominus absque offensa Juris præfati Johannis jam vocati conjugis sui, si jus aliquod in contrarium habuisset, ad expeditionem seu terminationem litis præmissæ inter vocatos conjuges præfatos processimus, in hac forma, videlicet: quod vocatos conjuges præfatos citari fecimus eisdem vocavimus in iudicio coram nobis, assignantes eisdem secundum formam Juris debitum atque tutum locum, & temporis spatium, infra quod possent & deberent in iudicio coram comparere, ad agendum & defendendum, & cætera faciendum, quæ necessaria forent, pro inquirenda veritate super lite præfata. Verum Margaretha jam dicta per se seu per suos certos Nuntios sive Procuratores sufficienter comparuit in iudicio coram nobis per omnes terminos sibi assignatos, & cum omnibus probationibus & testimoniis sufficientibus, ad convincendum sepe dictum Joannem impotentem esse atque privatum naturalis potentia ipsam carnaliter cognoscendi, aut quamvis aliam mulierem: se ipsam quoque virginem & usque in tempus & diem dati præfatus rescripti per sufficientia testimonia demonstravit. Supra dictus vero Johannes in præfatum iudicium coram nobis, impositi sibi defectus per Margaretham verisimiliter confitens, nec per se nec per aliquem legitimum Nuntium sive Procuratorem, comparuit tempore debito sive statuto: nec quicquam in contrarium impositi sibi defectus per præfatam Margaretham per se vel

per alium allegavit: sed contumax ex natura se con- ANNO
victum reddidit atque confesum de his omnibus, 1343.
quæ sibi per prædictam Margaretham fuerant tam im-
posita, quam probata, sufficientia quidem ad matri-
monii divortium inter ipsam & præfatum Johannem
per sententiam consummandum. Nec potest, nec
unquam cum veritate poterit sepe dictus Johannes,
aut quisvis alter pro ipso, iudicem vel locum com-
parendi per nos sibi assignatum allegare suspectum.
Nam hæcenus retroactis temporibus tam Johanni Regi
Bohemia patri suo, quam etiam Carolo de Bohemia
fratri suo, pluries & locis pluribus nostræ coactivæ po-
testati subiectis, fidum ac tutum placitandi nobiscum
assignavimus locum, in quo personaliter assuerunt, &
cum omni tranquillitate manserunt, ac inde absque
molestia qualibet secundum ipsorum beneplacitum re-
cesserunt. Quod & antedicto Johanni benigne offer-
ri fecimus, & acceptare contempsit, ut supra jam
diximus.

§. 3. Per auctoritatem ergo nobis rite debitam &
concessam, & Legi divinæ conformiter, sicuti certum
est, & assensum sacre Scripturæ sive Leges divinæ atque
civiles Sententiæ sufficientes ac comprobati Doctores,
ad divortium sive separationem matrimonii faciendam
inter vocatos conjuges Johannem & Margaretham præ-
dictos procedere volentes atque debentes, infra scriptam
Sententiam rulinus in hæc verba.

§. 4. Nos Ludovicus Quartus Dei gratia Romanorum Imperator Augustus, pro tribunali Judices sedentes, in causa sive lite divortii seu separationis matrimo-
nii, quæ vertebatur inter illustres personas Johannem
Regis Bohemia filium, requisitum parte ex una, &
Margaretham Ducissam Karinthia & Tyrolis Comiti-
ssam, ex altera parte, tanquam adricem, ac requi-
rentem à dicto Johanne jam vocato conjugis suo de
matrimonio separari: Visi & intellecti tam per nos
quam præfatos Doctores Juribus, rationibus, proba-
tionibus & testimoniis Margaretæ præfata, nec non
contumacia jam dicti Johannis; dicimus, diffinimus,
& determinamus, præfatam Margaretham separari debe-
re seu posse de matrimonio à sepe dicto Johanne, eque
converso, cum eisdem vel ipsorum alteri id videbitur
expedire; ipsam quoque Margaretham hoc requirentem
instanter, ut supra, separamus, absolvimus & separatam
esse judicamus in matrimonio à jam dicto Johanne per
hanc nostram Sententiam diffinitivam. Simili quoque
modo supra dictum Joannem à præfata Margareta in
matrimonio per auctoritatem & hanc nostram Senten-
tiam diffinitivam separantes: ita videlicet quod de cæ-
tero præfatus Joannes supra dictæ Margaretæ in nullo
matrimonii debito teneatur: neque similiter præfata
Margareta supra dicto Joanni. Sed liberum sit utrique
de corpore proprio sive persona, & omnibus bonis pro-
priis, juribus ac rebus tam mobilibus quam immobili-
bus facere vel disponere, & quodlibet ordinare pro suæ
proprie libito voluntatis.

CCLXXIX.

*Dispense accordée par l'Empereur Louis de Bavière,
à Louis Marquis de Brandebourg & à MAR-
GUERITE Duchesse de Carinthie, pour leur
Mariage, nonobstant qu'ils soient parens, & pour
la légitimation de leurs enfans. Sans date.
[G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici
pag. 156. GOLDAST, Confit. Imper. Tom.
II. pag. 88. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui
s'y trouve sous l'année 1343.]*

BRANDE-
BOURG ET
CARIN-
THIE.

Nos (1) Ludovicus Quartus Dei gratia Rom.
Imperator Augustus, universis Christi fidelibus,
quorum interest aut poterit interesse, notum esse volu-
mus & facimus per seriem infra scriptam. Quod in
nostra præsentia personaliter constituti Illustris LUD-
VICUS Marchio Brandenburgeris, & MARGA-
RETA Ducissa Karinthia ac Tyrolis Comitissa, post habi-
tum ipsorum matrum ac deliberatum consilium, ani-
mum atque actuale voluntatem habentes se invicem
in matrimonio legitime copulandi: dubitante tamen
præfato Ludovico & Margareta, ne gradu aliquo affi-
nitatis sanguinis tale conjugium sive matrimonium hu-
manarum Legum aut Romanorum Principum statuto, decre-

(1) L'Empereur accorde ces Lettres en vertu de la Constitution ci-
dessus No. CCXLIV. pag. 169 de ce Volume qui déclare l'Empire in-
dépendant. La Pièce est considérable, pour plus d'une raison.

(1) Cette Pièce est encore une suite de la même Constitution, & de
la mésintelligence qui régnoit entre l'Empereur & la Cour de Rome.

ANNO decreto, vel ordinatione alia, quomodolibet appellata; impedimentum aliquod patere: supplicarunt ac petiverunt instanter, tale impedimentum consanguinitatis; si quod inter ipsos affuerit vel adesset, per dispensationem nostram relaxari, ac per nostram auctoritatem atque sententiam totaliter amoveri.

§. 2. Nos vero propter communem & evidentem Reip. utilitatem manifestè vram sequi, ad conjugium supra dictum, præstatum impedimentum affinitatis sanguinis, * si quod inter ipsos adesset, iudicamus esse tollendum, & simpliciter amovendum. Cum gradus affinitatis sanguinis, præsertim infra forores & fratres, matrimonium non impedit Divina seu Christianæ Legi statuto aliquo vel præcepto, quemadmodum certitudinaliter novimus tam per nos, quam per supra dictæ Legi Divinæ idoneos ac probatos Doctores. Idque etiam assente beato Augustino lib. xv. de Civit. Dei, cap. xvi. dum de talibus affinitatis sanguinis gradibus tractans inquit: *Quid hoc videlicet matrimonium licitum fieri inter affines consanguineos, nec Lex divina prohibuit, & videri prohibuit Lex humana.* Quibus siquidem verbis duas sententias expressit Augustinus, unam videlicet supra dictam, quod Lex Divina legitimum matrimonium fieri non est prohibitum inter personas sanguinis affinitate conjunctas. Secundam vero sententiam scire fecit: videlicet, quod talis prohibitio matrimonii inter consanguineos fieri habet auctoritatem Legislatoris humani aut ejus principatus supremi Principis Romanorum. Idem quoque concedere atque fieri convenit Romanum Episcopum, Papam vocatum, cum suorum Clericorum Coetæ, quos Cardinales appellant, veritate cogente. Nam præstati Papa Romanus super impedimento affinitatis sanguinis per dispensationem tollendo à sanguinis affinitate conjunctis, invicemque matrimonium contrahentibus ad suam auctoritatem assere pertine: ac in talibus matrimoniis pluries dispensaverunt de facto præteriti quidam Pontifices Romanorum. Quod si talis gradus affinitatis sanguinis matrimonium legitimum impediret Legis Divinæ seu Christianæ præceptio, non posset aliquis hominum, quinimo neque Angelus de Cælo dictum impedimentum per dispensationem aliquo modo amovere: Hoc Christo testante: (a) *Facilis est Cælum & Terram transire, quam unum apicem à Lege cadere.* Rursusque idem Dominus dixit: (b) *Cælum & Terram transibunt, verba autem mea permanebunt in æternum.* Ex quibus quidem manifestè apparet, ac fateri cogitur Romanus Episcopus, & per factum confirmatur ipsius, quod gradus affinitatis sanguinis non impedit matrimonium fieri Legis Divinæ seu Christianæ præcepto; & quod si gradus affinitatis sanguinis, quamvis licitum matrimonium impedit fieri, hoc totum factum esse præcepto five statuto Legis humane: De cujus siquidem Legis præceptis five statutis dispensare solummodo pertinet ad auctoritatem Imperatoris seu Principis Romanorum. Nec obstat dicere, præstata matrimonia esse probata Lex Divina, eo quod mali moris sunt, & propterea etiam peccata mortalia fore prohibita, ac proinde obligantia contrahentes ad damnationem æternam: & contrariam dispensationem in his ad Ministrum solummodo Ecclesiasticum, Episcopum five Presbyterum pertinere. Hic enim sermo Rhetoricus five apparens sophisticus est: falsum namque recipit: quoniam præstata matrimonia non sunt mali moris, præsertim in aliquo casu. Nam & ipsa tantum in casu licita fieri concedit Romanus Episcopus. Nec etiam rursus mali moris sunt absolute loquendo: quoniam non sunt cum malitia convoluta confectum, veluti furtum & crimina reliqua: & propterea nec sunt Lex Divina prohibita, quemadmodum dixit beatus Augustinus. Non syllogisatur autem neque concluditur propterea, dispensationem de talibus ad Episcopum quandam five Presbyterum pertinere. Eito quod sint absolute prohibita Lex Divina, & sub pœna damnationis æternæ, quoniam de sic prohibitis nullus hominum, quinimo nec Angelus de Cælo dispensare posset vel ordinare, five concedere quod licite fierent ut deductum est supra. Unde etiam juxta prædicta de præceptis sacræ Scripturæ five mandatis loquens Apostolus inquit: *Esti Angelus de Cælo evangelizaret vobis aliud præter id, id est, contra id, quod evangelizatum est à vobis, anathema sit.* Nec propter aliud, nisi quod evangelizata erant per Apostolum divina prohibita vel præcepta. Rursus quoniam præstata matrimonia non fuerunt mali moris, neque prohibita secundum veterem Legem, quamvis aliquando peccata fiant five fuerint in antiqua Lege, non quod sint absolute five confectum cum malitia convoluta, neque mali moris; sed solummodo, quod Lex prohibita fuerant, veluti carnes por-

cinas, & bestias non ruminantes comedere, quod ideo peccatum effectum est, quia prohibitum fuerat in Lege Moysaica; non tamen propter malum aut mali moris ex se, quemadmodum furtum, homicidium, falsum testimonium & hujusmodi aliqua, quæ prohibita sunt Legibus divinis & humanis, eo quod ex se mala sunt, & mali moris, confectum cum malitia convoluta.

§. 3. Ex his igitur omnibus jam prædictis manifestè apparet cuilibet, non corrupto ignorantia vel malitia, vel utraque, auctoritatem dispensandi atque tollendi à matrimonio impedimentum inter personas & à personis sanguinis affinitate conjunctis, ad Romanum Principem pertinere. Propter quod nos Ludovicus Quartus, Romanorum Imperator Augustus, præstati affinitatis sanguinis impedimentum, si quod esset inter præstatos Ludovicum & Margaretam, quominus possent aut prohiberentur per humanæ Legis aut Romanorum Principum Statuta, five Decreta vel alias Ordinationes quomodolibet appellatas in matrimonio copulari, tollimus; & per nostram auctoritatem atque Sententiam tenore præsentium totaliter amovimus. Concedentes eisdem ac cuilibet ipsorum, ut absque offensa cujuslibet Juris humani, Statuti vel Ordinationis alterius quomodolibet nominatè licite se possint ac valeant in matrimonio copulare. Absolventes etiam eosdem, ipsumque legitimos filios & filias, ac heredes, nunc & in perpetuum à pœna qualibet reali, personali & infamiae, & alia quavis quomodolibet nominata, si qua foret imposita contrahentibus matrimonio infra consanguinitatis gradus aliquos nominatos, per quemquam Principem, Romanum etiam, vel per Leges aut Communitatem aliquam, Collegium, vel singularem personam, cujusunque auctoritatis vel dignitatis existant. Quibus omnibus & singulis, & à quibus explicitum casum prædictum, de præstatis videlicet personis, Ludovicum & Margaretam jam dictos, & in quantum huic nostro Rescripto five dispositioni, Concessioni nostræ contradicunt, totaliter aut in parte, per hoc ipsum præstati nostri Rescriptum derogamus & volumus derogari, eodem nihilominus semper in suo robore duraturo....

CCLXXX.

Testament de ROBERT, dit le Sage & le Bon, 16. Janv. Roi de Naples, de Jerusalem, & de Sicile, Comte de Provence, &c. par lequel il constitue Héritières JEANNE & MARIE ses Petites-Filles. Et ordonne que, vu leur minorité, elles ne pourront contracter, donner, ni aliéner, & jusqu'à ce qu'elles aient accompli l'âge de 25. ans, sans le consentement de la Reine SANCHE sa Femme, & des trois Régens, qu'il leur donne: veut aussi, que le Comté de Provence soit uni avec le Royaume de Sicile, afin que ses Etats se puissent plus fortement maintenir, sans déclarer ni le Royaume, ni le Comté inaliénables. Fait le (1) 16. Janvier, 1343. [NORL GAILHARD, dans les Remontrances de la Noblesse de Provence au Roi. pag. 59.]

NAPLES,
JERUSA-
LEM, SICI-
LE ET PRO-
VENCE.

IN nomine Domini nostri Jesu Christi. Amen. Anno incarnationis ejusdem millesimo tricesimo quadragesimo tertio, Indictione undecima, die vicesimo septimo mensis Januarii, Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris & Domini Domini Clementis divina providentia Papæ sexti anno primo, Neapoli in Castro novo. Noverint universi præsentis Instrumenti seu transcripti publici tenorem inspecturi, & præsentibus pariter & futuri, quod constitutis Nobis Notario & testibus infrascriptis, in præsentia Serenissimæ Domine nostræ Domine Sanctæ Dei gratia Hierusalem & Sicilia Regine, ipsa Domina Regina præsentari & exhiberi fecit ac legi quoddam Instrumentum publicum Testamenti seu ultimæ voluntatis claræ memoriæ Serenissimi Principis & Domini nostri Domini Roberti Dei gratia Hierusalem & Sicilia Regis illustris viri sui, ejus vera & nostra Bulla aurea in filiis sericis itæ Regiæ Majestatis impressa Typario, per Notarium Maphilum Ruffillum de Neapoli Notarium publicum confectum, & Magistri Nicolai de Alifia ad Contractus per totum Regnum Sicilia Regia auctoritate Judicis, & subcriptorum aliorum testium subscriptionibus roboratum, cu-

(1) Robert mourut 12. jours après, savoir le 28. du même mois.

* Notum
Avis erant
permanens
ipsi inter
de Sobini.

(a) Math.
V.
(b) Math.
XXIV.
Mat. XIII.
Mat. L.

ANNO
1343.

ius Instrumenti tenor nihil in eo mutato, detracto vel addito per omnia de verbo ad verbum dignoscitur esse talis. In nomine Domini nostri Jesu Christi, anno Nativitatis ejusdem millesimo tricesimo quadragesimo tertio, Regnante Serenissimo Principe & Domino nostro Domino Roberto inclito Dei gratia Rege Hyerusalem & Sicilia, Ducatus Apulie & Principatus Capue, Provincie & Forcalquerii ac Pedemontis Comite, Regnorum vero ejus anno tricesimo quarto, feliciter. Amen. Die sexto decimo mensis Januarii undecimae Indictionis, Neapoli in Regio Castro-novo, in Camera ejusdem Domini Regis, Nos Nicolaus de Alifia per totum Regnum Siciliae ad Contractus Regia autoritate Judex Mapillus Rufullus de Neapoli publicus ubilibet per totum praefatum Regnum Siciliae eadem Regia autoritate Notarii, & subscripti testes literati, ad hoc specialiter vocati & rogati: videlicet venerabilis Pater Dominus Frater Guillelmus Episcopus Salon, Dominae Reginae Confessor, Venerabilis & Religiosus Vir Frater Joannes de Bortholoe, Illustris Dominae Ducissae Calabriae Confessor, Ordinis Minorum, Dominus Joannes Grilli Vice-Protonotarius Regni Siciliae, Frater Robertus de Miloro, Dominus Petrus Beauderi, Magister Capellae & Elemosinarius Regius, Dominus Egidius de Bervanco magne Regiae Curiae Magister Rationalis, ac Dominus Guigue de Cavillone, & Dominus Hugo de Figueria Milites, Magister Joannes de Ariano, & Magister Bartholomeus de Giscuto, Phisicus, Secretarii Reginales, Raymundus de Roca, & Audibertus de Roca filius, ejus Regii Camerarii ac familiares, praesenti Scripto publico declaramus, notum facimus & testamur, quod accertitis Nobis ad praesentiam ejusdem Domini Regis existentis in Camera sua dicti Caltri-novi, idem Dominus Rex attentione salubris provisionis advertens quod primi parentes a Paradiso declinantes per culpam in carne transgressionis abjectio in totam futuram sobolem ad mortis poenam propagata fragilitate transfusa misere incertudinaliter dormivit, quod in hac lachrymarum valle mortales vitam in ipsius faculi tenebris, quae nihil aliud videre sinunt crucioxa nostra dissolutione, & sic omnibus posteris indicta lex mortis ejusdem facta est aequalis & unica, quod inter Reges & Principes non discernens seu edacitatis in fine mortu communitur & aequè pariter cuncta mordet: ideoque pia consideratione revolvens suum incoletum prolongatum per dies in ejus curia dubitati certi termini oimand incitium, & vocatione peremptoria rationabiliter plus verendum, ut ejus animae ad confutendum nomen Domini de carcere feliciter educendae sibi talenti dispensatione provida consulat, & illum diem praeveniendo novissimum ejus Domini consulta ordinatione disponat hora sua transiurus, sub spe divinae clementiae ad habitandum cum beatam habitantibus mansionem ipsi Dominus Rex licet agrotans corpore, sana tamen mentis existens, rectè loquens, & ordinatè dispositus, de ac Regno Siciliae ultra citraque Farum Comitatus Provincie & Forcalquerii ac Pedemontis, nec non omnibus aliis Terris, suis Dominiis, Jurisdictionibus, bonis & rebus suis quibilibet stabilibus & mobilibus ubicumque sitentibus sibi quoquomodo competentibus & competituris, coram Nobis Judice, Notario, testibusque praedictis, disposuit prout infra describitur, & tale suum ultimum condidit Testamentum. In primis quia Testamenti cum quilibet institutio principum esse dignoscitur sive caput, instituit sibi Haeredem universalem Joannam Ducissam Calabriae neptem ejus primogenitam clare memoriae incliti Domini Caroli Ducis Calabriae ejusdem Domini Regis primogeniti in Regno Siciliae ultra citraque Farum, nec non Comitatus Provincie & Forcalquerii & Pedemontis ac omnibus aliis Terris, Locis, Dominiis, Jurisdictionibus, Locis & rebus suis stabilibus & mobilibus ubicumque sitentibus sibi competentibus, & quomodolibet competituris. Item specialem Dominam Mariam suam neptem suam, & ejusdem quondam Domini Ducis Calabriae secundo gentem Haeredem duntaxat instituit in Comitatu Albe nec non Justiciariatu Vallis Gratis, & Terra Jordana, cum Terris, Castris, hominibus vassallis, planis, montibus, nemoribus, aquis aquarumque decursibus, fructuariis juribus & pertinentiis, suis omnibus quibuscumque, ac in uncis triginta millibus in pecunia tempore sui maritagi per competentes terminos exhibendis, de quibus eam contentam esse voluit, ita quod ultra vel amplius de dicta ejus hereditate petere non possit vel debeat ultra unquam tempore quocumque jure, ratione seu causa, seu alio quovis modo; quos quidem Comitatum & Justiciarium praefata Domina Maria tenere debeat in feudum immediatè & in capite ab eadem Domina Ducis-

sa & suis Haeredibus seu Regia Curia, sub debito servitio ac etiam confecto, hac tamen conditione, quod ubi praefata Domina Ducissa dabit & assignabit seu dari & assignari faciat eidem Dominae Mariae forori suae vel alii pro ea in pecunia simili per terminos competentes unciarum decem millia in compensatione dicti Justiciariatus Vallis Gratis & Terra Jordana ultra dicta triginta millia unciarum, & dictum Comitatum dicti Justiciariatus remaneat Dominae Ducissae pro se & Haeredibus suis, & revertatur ad manus ipsius & suorum Haeredum praed. dicto tamen Comitatu modò remanente Dominae Mariae cum unciarum triginta millibus supradictis, & in praemissis casibus alter alteri beneplacito & assensu Domini Regis praesentis renunciat voluntariè & expresse in bonis hereditariis Regis suprad. & aliis quibusc. praeterquam in casu substitutionis infra scriptae. Item voluit & mandavit Dominus Rex quod in casu, quod abijt, quod praefatum Dominam Joannam Ducissam decedere contingerit quodcumque Libere ex suo corpore legitimis non relictis, vel illis superstitibus sine legitimis Haeredibus descendentibus succedat sibi praefata Domina Maria foror ejus vel Haereses sui, Haeresum suorum in Regno Siciliae ultra citraque Farum, ac Comitatus & omnibus aliis supradictis, & vice versa quodcumque, quod abijt, contingerit, praefatum Dominam Mariam decedere Libere ex suo corpore non superstitibus decedentibus succedat sibi Domina Joana nunc Ducissa foror ejus primogenita, vel Haereses sui seu Haereses Haeredum suorum, in omnibus & singulis supradictis, & in substitutione praemissa, altera similiter alteri sponte & libere ipsius Regis interveniente beneplacito & assensu consentit, & voluerit expresse illam existere inviolabilis efficacie & vigoris; & pro majori robore firmariis & pleniori cautela unam alteri substituit in casibus suprad. ac per fideicommissum, rogavit eandem & voluit substitutiones ipsas valere omni via & modo quibus de jure melius valere possunt & debent; ita tamen quod quarta Trebellianica, Falcidia, vel quaecumque alia, nullum in dispositione praesenti & substitutione praedicta vendicat quomodolibet sibi locum. Item statuit & voluit quod in casu quo dictam Dominam Joannam Ducissam decedere, quod abijt, contingere legitimis liberis ex suo corpore non relictis, Illustris Dominus Andreas Dux Calabriae vir ejus habeat & habere debeat Principatum Salerni cum titulo Principatus & fructibus, redditibus, juribus & pertinentiis omnibus quibusc. sibi quae suppleri dicto Principatu computato usque ad quantitatem integram cum redditu unciarum auri duorum millium, juxta tenorem privilegii, proinde sicut dicitur sibi facti tenendum per eum immediate & in capite à Domino Rege vel Regina Siciliae, qui vel quae pro tempore fuerit sui debito & consueto servitio, secundum usum & consuetudinem dicti Regni. Item voluit & ordinavit corpus suum sepeliri in Ecclesia Monasterii sui Reginalis Sancti Corporis Christi de Neapoli, ubi provideatur de certa speciali elemosina, sicut Serenissima Domina Regina Sanchia, consorti suo & aliis executoribus infra scriptis sui Testamenti hujusmodi visum fuerit. Item statuit & mandavit quod praefata Domina Regina principaliter nec non Venerabilis Pater Dominus Philippus Episcopus Cavallic. Regni Siciliae Vice-Cancellarius, ac Magnifici Viri Dominus Philippus de Sanguinetto Comes Alti-Fulminis, Senescallus Provincie, Dominus Gaufridus de Marfan Comes Squallacii Admiratus dicti Regni, & Carolus Artus, sint & esse debeant Gubernatores, Dispensatores, Rectores & Administratores, vel quocumque alio modo & nomine melius censeri possint de jure dicti Illustris Domini Andreae Regis Ducis Calabriae ac praefatarum Dominarum Ducissae & Dominae Mariae fororum, & Regni Comitatum, & aliorum omnium praedictorum, quousque praefati Domini Dux & Ducissa ac Domina Maria compleverint vicefimum quintum annum, sic equidem quod praefati Domini Dux & Ducissa & Maria nihil debent vel possint agere in iudicio vel extra iudicium, contrahendo, dando vel alienando, seu alias quomodocumque & quacunque five expresse consentientia & assensu principaliter ipsius Dominae Reginae & aliorum Administratores, Rectores, Dispensatores, & Gubernatorum praedictorum: quod si interim usque post lapsum dicti vicefimi quinti anni fecerit forte fecerint, quod ipse Dominus Rex non credit neque intendit, ipso jure sit nullum, ac prorsus vacuum & inane. Item voluit & ordinavit quod Domina Maria praefata debeat matrimonialiter contrahere cum inclito Principe Domino Ludovico praesente Rege Hungariae, propter certas conditiones seceretas quo ipsum Dominum Regem movit, sicut expresse; quod

ANNO
1343.

ANNO
1343.

quod si dictum matrimonium aliquod impedimentum recipere propter matrimonium quod ponitur juratum & firmatum inter ipsum Dominum Regem Hungariae & Regem Boemiae, vel ejus filium, nubere debeant cum primogenito Excellentissimi Domini Joannis Ducis Normandiae primogeniti Illustris Domini Philippi praesentis Regis Francorum, vel in ejus defectu cum secundo genito Regis Franciae supradicti. Item statuit & mandavit quod omnes & singuli Officiales & familiares sui cujuscumque conditionis & status remanere debeant & esse secundum gradum cujuslibet in servitio praefatorum Dominorum Domini Ducis & Dominae Ducissae ac Dominae Mariae; eo modo & sicut fuerant in servitio ejusdem Domini Regis, & ipsi omnibus & quibuscumque aliis praedicti debeant & praestari; & mandat expressè eidem Dominae Reginae principaliter nec non dictis Gubernatoribus, Dispensatoribus, Receptoribus, Administratoribus, quod hoc procurent & faciant fieri ac effectualiter executioni mandari & tenaciter observari. Item voluit & ordinavit, quod in omnibus & singulis Archiepiscopatibus, & notabilibus Episcopatibus praedictorum Regni & Comitatum Provinciae & Forcalquerii deputetur unus Sacerdos in quolibet qui continuè celebret pro anima dicti Regis, Praedecessorum & Successorum suorum, quibus provideatur de alimentis & aliis necessariis secundum arbitrium principaliter dictae Dominae Reginae, ac aliorum Gubernatorum, Dispensatorum, & Administratorum praefatorum. Item statuit & ordinavit, & mandavit quod post obitum ipsius Domini Regis fiant elemosinae in omnibus & singulis Civitatibus notabilibus Regis & Provinciae pauperibus ad illas solentibus convenire. Item voluit & ordinavit quod in omnibus & singulis Universitatibus Regni & Provinciae quilibet die in Missis & Vespers ordinetur fieri commemoratio pro anima sua ac dictorum Praedecessorum & Successorum suorum, & propter ea certa elemosina deputetur secundum arbitrium principaliter ipsius Dominae Reginae, & aliorum Gubernatorum jam dictorum. Item statuit & mandavit quod pecunia thesauri quae est in eodem Castro novo servetur & servari debeat sicut fuit & est intentionis hujus pro acquisitione Siciliae & defensione Regni in casibus opportunitate. Item renuntiavit cum omni reverentia, humanitate, & devotione sanctissimo & clementissimo Domino nostro summo Pontifici, & Reverendis Patribus Dominis Cardinalibus sacri Collegii praefatam Dominam Reginem, nec non Dominos Dacem & Ducissam, & Sorores ejus praedictas, ac Regnum, Comitatus eodem, & quaecumque alia bona, terras & loca, & sperat praefatus Dominus Dominus Rex, quod jam dicta Domina Regina, Dominus Dux, Ducissa & Soror ejus, Regnum, Comitatus & alia supradicta favore & assistentia praefatorum Domini nostri & Dominorum Cardinalium manu teneantur, defensionem, & ad noxia praeserventur, attenta praefertim filiali reverentia & devotione ipsius Domini Regis & Praedecessorum ejus erga ipsos semper ad Successores propaganda sicut huc usque extitit propagata. Item voluit & ordinavit quod semper & perpetuo Comitatus Provinciae & Forcalquerii supradicti sint uniti cum Regno sub uno Domino inseparabili Dominio, & nunquam possit vel debeat aliqua separatio fieri etiam si plures filii & filiae essent, seu quaecumque alia ratione vel causa, cum hoc maxime respiciat praesidium mutuum, & prosperum statum Regni & Comitatum praedictorum. Item statuit & mandavit quod de Insula Sicilia, quod per dictam ejus heredem & Successores alios quocumque tempore in perpetuum nulla pactio, conventio seu transactio, vel aliter quocummodo fieri valeant ut separaretur & mutilaretur a reliqua notabiliori & majori parte Regni quin expressè & penitus sit & esse debeat conjuncta & unita ipsi, reliquae parti praedicti Regni sicut pars a reliqua mutilata, ut sub uno Pastore unum sit & fiat ovile, nam scriptum est, *omne Regnum in seipsum divisum desolabitur*. Item de certa scientia & expressè confirmat praefata Domina Regina omnes Terras, Loca, & Jura quae nunc habet & habere debet quaecumque ratione vel causa; & quod tam in exchangeo terrarum domanii quas habet ad praesens in afectione provisionis seu omnibus praefatis, & singularitate praecipua, quia dignum est & rationabile quod omni modo permittatur intelligibili hoc sano & simplici intellectu & sensu ad interpretationem ipsam quibuscumque juris & facti subtilitatibus & advectionibus nullatenus retroquendo, non obstantibus quibuscumque privilegiis in contrarium concessis, vel in posterum concedendis sub quacumque ferie & expressione verborum quae in hac parte ex nunc prout ex tunc de ipsa certa scientia omni efficacia censui vacua, & nullius existere firmitatis. Item voluit & mandavit ex nunc,

de certa sua scientia quitavit, & pro quita haberi voluit praedictam Dominam Reginam de omni administratione gesta per eam tam in Regno quam in Terris praefatarum Dominarum Ducissae & Mariae sororum; & si forte aliquo tempore reperiretur vel appareret seu reperiri vel apparere contingeret in aliquo debitorum ratione administrationis praedictae illud sibi reliquum remittit atque legavit, ac hujusmodi quitacioni, remissioni & legato praefatae Dominae Ducissae & Mariae sorores in quantum tanguunt vel tangi possent libere & voluntarie consenserunt. Item statuit & voluit quod constructi, compleri & dotari debeat Hospitalia Sanctae Elizabeth in loco sicut ipse Dominus Rex illud fieri disposuit & providit; ita quod ibi possint semper recipi centum ex familiaribus suis & suorum, ut ibi commode valeant sustentari, & super hoc incumbit specialiter & principaliter praefata Domina Regina, & aliis executoribus infra scriptis. Item voluit, statuit & mandavit expressè quod revocentur ac revocata & irrita intelligantur quaelibet & quaecumque gravamina, statuta & ordinationes, si qua forte tam in Regno quam dictis Comitatus contra Iustitiam indebitè praecesserunt, cum nunquam fuerit intentionis suae aliquid statui vel ordinare quod ipsi Iustitiae repugnaret, ipseque Dominus Rex ex nunc de certa sua scientia expressè praedicta gravamina, statuta & ordinationes revocat, cassat, irritat & annullat ipso jure, ac pro irritis, cassatis & annullatis habuit, decrevit & censuit specialiter & expressè, clausulis quibuscumque hujusmodi suae ordinationi contrariis & derogatoriis quocummodo non obstantibus, quas de dicta certa scientia revocat, ac vacuas esse voluit & inanes. Item voluit & mandavit quod omnia residua generalium subventionum, collectarum & donorum, & compositiones de residuis ipsis factae, & huc usque non solutae sint & ommissae & remissae omnibus & singulis terris & locis dicti Regni, pro praeteritis temporibus debita usque ad diem obitus sui, & nullo unquam tempore exigantur, vel ipsa Terra & Loca ipsorumque Cives & Incolae propter penaliter vel personaliter impetuntur, & quod de caetero imponatur & exigatur tantummodo una collecta in anno : sperat tamen praefatus Dominus Rex quod fideles regnicolae subveniant dictae Heredi suae & Successoribus gratiose in casibus opportunis. Item voluit & mandavit quod restituantur & restitui debeant omnia male ablata, sicut melius & salubrius fieri poterit, pro salute animae suae, de quo incumbit principaliter eidem Dominae Reginae, & aliis sui hujusmodi Testamenti Executoribus infra scriptis. Item mandavit & statuit quod die ejus obitus omnes carcerati ob remissionem suorum peccatorum debeant liberari, exceptis maladrinis & aliis publicis diffamatis, nec non aliis singulis quibuscumque hostibus, & illi sine juris praedicti alicui. Item, statuit & ordinavit quod praedicta Domina Regina ac Domini Ph. Cavallic. Archiepisc. Phil. de Sanguinetto Amiratus Regni, & Artus, supradicti sint Executores hujusmodi suae ultimae voluntatis, quam valere voluit jure Testamenti; & si non valet vel valebit jure Testamenti, valere debeat jure Codicillorum, ac Donationis causa mortis, vel cujuslibet alterius ultimae voluntatis, ac omni alio jure & modo quibus melius valere potest & debet. Item voluit & mandavit quod ex praedictis Gubernatoribus, Receptoribus, Dispensatoribus, Administratoribus, & Executoribus, cum praefata Domina Regina ipsa vivente, & interesse valente vel volente, sive post mortem ipsius, duo tantum aliis mortuis, vel modo aliquo nequentibus interesse praedictas gubernationem, regimen, dispensationem, administrationem, & executionem, ac omnia praemissa & singula, prout superius exprimentur, exercere exequi habeant, juxta votum Testamenti jam dicti : Concedens praefatus Dominus Rex dictis suis Executoribus, vel duobus ex eis, sicut praedictum, facultatem liberam & omnimodam potestatem auctoritate propria capiendi bona ejus omnia mobilia ubicumque & in quibuscumque consistentia, ac etiam fructus, redditus & proventus, & jura Regni & Comitatum praedictorum, praemissis supra expressis damtaxat exceptis, & illa ac illos vendendi, distrahendi, alienandi, & faciendi sicut melius pro executione integra dicti Testamenti viderint expedire. Item praefati Dominus Dux ac Domina Ducissa & Maria soror ejus puberes se affirmantes, & sic ex eorum aspectu apparebat, in praesentia dicti Domini Regis nostraeque Iudicis, Notarii, & testium suprascriptorum, promiserunt & juraverunt ad sancta Dei Evangelia corporaliter tacta, praemissa omnia & singula tenaciter & inviolabiliter observare, & nullo unquam tempore per se vel per alium quovis modo contra facere vel venire, recipientes sibi ad invicem ipsam promissionem, & sacra-

ANNO
1343.

ANNO 1343. mentum prædictum, meque Notario tanquam persona publica etiam recipiente promissionem eandem & sacramentum ipsum à prædictis Domino Duce ac Dominabus Ducissa & Maria sorore ejus, & legitime stipulantibus pro parte omnium & singulorum quorum interest & poterit interesse quoquomodo, in præmissis autem omnibus & singulis, nonobstantibus quibuscumque Legibus, Constitutionibus, Juribus, Consuetudinibus, Ritibus, & quibuscumque aliis præmissis Regia Dispositioni seu ultimæ voluntati repugnantibus vel refragantibus quoquomodo sub quacumque serie & expressione verborum, etiam si illis vel aliquo seu aliquo illorum vel illarum esset hic specialis & expressa mentio faciendi, quæ & quas in præsentia nostrum qui supra, Judicis & Notarii & testium præfatus Dominus Rex, velut solutus Legibus, de certa sua scientia, & Regia Potestatis plenitudine, quoad præmissa omnia & singula, nullius esse voluit & censuit roboris, efficacæ vel vigoris, & habere pro specificatis appositis & expressis, omnemque supplet defectum, ita & taliter, quod in omnem eventum hujusmodi sua dispositio, seu ultima voluntas vicem Legis obtineat, præscripto modo, in omnibus & singulis effectum suum realiter & infallibiliter consequatur. In cujus rei testimonium prædictorum Domini Ducis, & Domine Ducissæ, & Domine Mariæ fororis, ac omnium aliorum & singulorum quorum interest & poterit interesse, certitudinem & cautelam de præmissis, facta sunt ex eodem quatuor publica consimilia Instrumenta per manus mei Notarii prædicti Signo meo solito signata subscriptione mei qui supra Judicis, & nostrum subscriptionum testium subscriptionibus roborata; quæ scripti ego qui supra Magillus Rufillus de Neapoli publicus ubilibet per totum præfatum Regnum Sicilia eadem Regia autoritate Notarius, qui præmissis omnibus una cum testibus subscriptis interfui, & eaque rogatus scripsi. Signoque meo consueto signavi; præfatus enim Dominus Rex per hanc suam ultimam voluntatem de certa sua scientia expresse casavit, irritavit, annullavit, ac viribus & efficaciam cavavit Testamentum vel Testamenta, Codicillum vel Codicillos, seu quancumque aliam ultimam voluntatem, vel donationem vel donationes causâ mortis si qua vel quas fecisset, & in futurum reperiri contingeret, vel quomodolibet aperiri; ac voluit, decrevit & mandavit præfatum suum Testamentum seu ultimam voluntatem existere finalem, & obtinere in omnibus & singulis, sicut supra exprimitur, omnimodo roboris firmitatem; & insuper ad majorem omnium & singulorum certitudinem robur & cautelam præfatus Dominus Rex mandavit & voluit dicta quatuor consimilia Instrumenta aurea sua Bulla Regia impressa Typario communiri. Ego qui supra Nicolaus de Alisia per totum prædictum Regnum Sicilia ad Contractus Regia autoritate subscripsi. Ego qui supra Frater Guillelmus Episcopus Scallan. sub. Ego Frater Joannes de Bertolio qui supra sub. Ego qui supra Joannes Gulli de Sallacio prædictis interfui, & me subscripsi. Ego qui supra Frater Robertus de Mileto subscripsi. Ego Petrus Baudeti Magister Capellæ & Eleemosinarius Regius subscripsi. Ego Egidius de Bejana Miles, magnæ Regiæ Curie Magister Rationalis qui supra sub. Ego Guigo Guignonis de Cavellione qui supra sub. Signum Crucis propriæ manus Hugonis de Figueria Militis scribere nescientis. Ego qui supra Bartholomæus de Biscuto Medicinalis Scientiæ Professor & Phisicus Rationalis subsc. Ego qui supra Joannes de Arriano Regionalis Secretarius, testis, prædictis interfui & subsc. Ego qui supra Raymundus de Roca me subscripsi. Quo quidem Instrumento seu ultima voluntate claræ memoriæ præfati Domini Regis Roberti prædicta sua aurea & Regia Bulla & subscriptionibus præfatorum Judicis & testium roborato, viso diligenter, & lecto, non cancellato, non vitato, non abilito, nec in aliqua sui parte scisso, Nobis Notario & testibus, requisitioni præfate Domine nostræ Domine Sanchiæ Dei gratia Jerusalem & Sicilia Regine, assensit sibi opus esse transumptum seu Instrumentum publicum faciendum & fundendum ex prædicto Instrumento dicti Testamenti Regii originale mittendum sicut expedit ad partes alias pro cautela ipsi originali Instrumento Bullato apud eam aliam remanere in evidens præmissorum testimonium omnium quorum interest & interesse poterit, cautelam & certitudinem plenioram, tenorem superscripti Instrumenti dicti Testamenti Regii nos Notarius & testes authenticamus. Ego qui etiam prædictus Notarius de verbo ad verbum per omnia ab ipsi originali Instrumento sumpsi & duxi in hanc formam publicam redigendum, & ad majorem cautelam & robur omnium prædictorum, de mandato præfate Do-

minæ Regine, Sigillis dictæ Domine Regine, ac Regni Sicilia Curie Vicarie, præfens Instrumentum publicum extitit communium. Acta fuerunt prædicta omnia & singula Neapoli in dicto Castro-Novo, in Camera præfate Domine Regine, præsentibus Magnificis & Nobilibus Viris dicto Domino Amirato Regni Sicilia, Domino Petro de Cadenceto, & Domino Roberto de Pontiaci Juris Civilis Professore, Militibus, Regentibus dictæ Curie Vicarie, Domino Joanne de Lando de Capua Juris Civilis Professore, & prædicto Domino Egidio de Bujana, Militibus, Magnæ Regiæ Curie Magistris Rationalibus ac Magistris, Bartholomæo de Balthivo, & Joanne de Arriano, prædictis pluribus aliis testibus ad præmissa, Anno, Indictione, die vicesimo septimo Januarii, Pontificatus subsc. Et ego Mathæus de Sancto Georgio Diocesis Casmen. publicus Apostolica autoritate & Reginalis Camere Notarius prædictus, præmissis exhibitioni, presentationi & lectioni subscriptis, Instrumenti Testamenti præfati Domini Regis Bulla dicta aurea ipsius roborati subscriptionibus prædictis, ac omnibus & singulis prædictis, præfatis & habitis, una cum prænomminatis testibus præfens fui, præfensque Instrumentum seu transumptum publicum, ad requisitionem præfate Excellentie Reginalis mihi factam ex eadem, sicut prædictum, de verbo ad verbum ab ipsi originali Instrumento sumpsi, nihil exinde mutato, sicut prædictum, addito vel detracto, propria manu scripsi, & in hanc publicam formam redegi, meoque Signo una cum appensione præfatorum Sigillorum consueto signato. Anno, Indict. die, mensē, loco & Pontificatu suprad. in evidens omnium præmissorum.

Extrait des Registres, Copie l'authentique du Regum Sicilia & Comitum Provinciae, fol. 78. conservé aux Archives du Roy. Provence, Collationné par moy son Conf. Aud. Secr. & Arch. audit Pape.

DE BEAUMONT.

CCLXXXI.

Traité, Accord & Paix de Succession, entre PHIL. 23. AVT.

LIPPE de Valois Roi de France & HUMBERT Dauphin de Viennois, par lequel ledit HUMBERT. voulant prévenir les Guerres, & les Divisions qui pourroient survenir après sa mort, s'il venoit à deceder sans Hoirs mâles, cède & transporte à PHILIPPE, second Fils dudit Roi de France, en possession & propriété, par Donation entre vifs sans nul rachat, tout son Dauphiné avec le Duché de Champflour, la Principauté de Briançonnois, le Marquisat de Cézanne, la Comté de Vienne & autres grandes Terres & Seigneuries à lui appartenantes; & au cas que, pour cause de mort ou autrement, cette Donation ne se pût accomplir en la personne dudit PHILIPPE, elle passera, & aura son effet en celle de l'un des Fils de JEAN Duc de Normandie Fils aîné du Roi, savoir celui que ledit Roi, & ledit Duc voudront élire; le tout sous certaines Conditions stipulées dans le Traité, dont les principales sont que le Dauphin sera tenu de se faire appeller Dauphin de Viennois, qu'il en portera les Armes écartelées avec celles de France, & que le Dauphiné ne pourra jamais être uni au Royaume de France, fors entant, & comme l'Empire y seroit uni. Fait au Bois de Vincennes le 23. d'Avril 1343. Avec un REVERS dudit Roi pour la sûreté des Reservations & Conditions stipulées au Traité par le Dauphin HUMBERT. Donné à Sainte Colombe au mois de Juillet 1343. Comme aussi les COMMISSIONS & POUVOIRS du même Roi pour l'exécution du Traité. A Ville... 1343. Et un INSTRUMENT public des Ratifications, Approbations, & Confirmations solennelles dudit Traité, avec serment, tant de la part dudit Roi, que du Dauphin, des Archevêques de Lyon & de Vienne, de l'Evêque de Grenoble, & des principaux Seigneurs du Pais, en Latin. A Vienne en Dauphiné

ANNO phiné le 31. Juillet 1343. [LEIBNITZ, Codex Juris Gentium Diplomat. Part. I. pag. 158.] 1343.

grands domages, adverteitez & perils, qui en pourroient advenir, & voulans pourvoir, comme l'unité & paisible & leur gouvernement de nos diètes Terres & Subjectz, puisse apres nous demeurer; & nous confiant qu'à l'ayde de Dieu, sous la protection & faveur de nostre tres cher Seigneur & Cousin le Roy de France dessus dict, & ses Enfans, & leurs Successeurs; nos diètes Sujets & Terres, pourront estre soutenues & gardées de telles adversitez & perils, maintenues & gouvernées en bonne paix, seureté & tranquillité, & eue consideration & regard à la grande conjoinction & proximité de lignage; qui est entre le Roy nostre dict Seigneur & ses diètes Entans d'une part; & nostre tres chere Dame & Mere, & nous, & nostre tres chere compagne la Dauphine d'autre.

§. 3. Et pour ce certains Traictiez eussent esté pourparlez & accordez en la presence de nostre tres Saint Pere le Pape Clement Sixiesme, qui à present est, par certains Conseillers du Roy nostre dit Seigneur d'une part; & par nous Dauphin en nostre propre personne, du conseil, deliberation, & consentement de plusieurs Prelats, Nobles, Barons & autres Sages, nos feaux & Sujets d'autre part: Par lesquels nous Dauphin sus dict avons promis, convenancié, & accordé à donner, ceder, & transporter à Monsieur Philippe, filz du Roy nostre dit Seigneur, ou à un des Entans de nostre tres cher Seigneur & Cousin Monsieur Jean Duc de Normandie son filz aîné; nostre Dauphiné de Viennois, avec certaines autres nos Terres, & sous certaines convenances, pactions, conditions & manieres cy apres escriptes.

§. 4. Pour ce est il, que nous Dauphin dessus dict, eue sus tout grande & meure deliberation, avec plusieurs Prelats, Barons, Nobles & autres nos feaux Conseillers & Sujets, & pour l'evident & commun profit de nos diètes Sujets & Terres de nostre certaine science, & de propos bien advisez, & de nostre pure & franche volenté, sans contrainte & malengin, sous les convenances, pactions & conditions, formes & manieres cy dessous escrites; avons donné, cédé & transporté, donnons cedons & transportons par ces presentes, dès maintenant à tousjours, en possession comme en propriété, à Monsieur Philippe filz du Roy nostre dit Seigneur; & au cas, que en iceluy ne se puisse accomplir la dicte donation pour cas de mort, dont Dieu le gard, ou pour autre legitime empeschement, à un filz de nostre tres cher Seigneur & Cousin, le Duc de Normandie dessus dict ou de leurs Successeurs Roys de France, que le Roy nostre dit Seigneur, ou nostre dit Cousin le Duc de Normandie, ou leurs Successeurs Roys de France voudront estre; par donation entre vifs, sans nul rapel, nostre dit Dauphiné; & nostre Duché de Champour, la Principauté de Briançonnois, le Marquisat de (a) Cefanne, la Comté de Vienne, la Comté de Albon, la Comté de Grapenfois, la Baronnie de la Tour, la Baronnie de Valbonne, la Baronnie de (b) Fucur, la Baronnie de Meullon, la Baronnie de Montalban, & généralement & spécialement toutes nos autres Terres, Comtes & Baronnies que nous tenons à present ou autres point nous, ou devons tenir, ou à nous peuvent ou doivent appartenir, en quelque maniere que ce soit; avec tous droits, Justices & Seigneuries, Fiefs nobles, honneurs, & dignitez, preeminences, prerogatives, mere & mixte empire, & toutes les appartenances & dependances; si & au cas, que nous fussions de ce fiele, sans hoirs males ou females descendants de nostre corps, nays en loyal mariage.

§. 5. Excepté nos terres de Puille & d'Auvergne, & deux mil livres de rentes, que nous prenons au tresor de nostre dit Seigneur à Paris; & faut & réservé à nous, & excepté ausly dix mil livres de rente annuelle & perpetuelle, que nous retenons ausdy Dauphiné à prendre sur les Chateaux & Villes de Quirieu, de Cremlieu, de Sablonnières, de la Balme, & de tout ce qui est dans l'Isle de Charrais, & les Chateaux & Villes de Saint Donnat & de Bellegarde en Viennois, de Montfort, de (c) Montbunond, de Montfury, (d) de Vizzille, (e) de la Maure, de Corp, & de Beaulmont en Graissinoudan, & de Valpute en Briançonnois, & de Chasteillon, & de Salanche en la terre de Fanfigny, avec toute Justice, mere & mixte Empire; pour en faire & ordonner à toute nostre volenté; soit en Eglises ou autre part; les Fiefs & la Souveraineté demeurant tousjours à celui, qui sera Dauphin; lesquels Chateaux & Villes ne sont, ne doivent estre en marche, ni en frontiere, & n'y est mis, ne doit estre Noblesse de Comté ne de Baronie, mais en autre chose & lieux,

ANNO 1343.

(i) IN nomine Domini nostri Jesu Christi, Amen. Noverint universi, quod anno ejusdem millesimo trecentesimo quadragesimo tercio, Indictione undecima, die ultima mensis Julii, in presentia nostro- rum testium infra scriptorum existentibus, illustri Principe Domino Humberto Delphino Viennensi; & cum eo Reverendis in Christo Patribus, Dominis Bertrando de Capella Viennensi, Henrico de Villariis Lugdunensi Archiepiscopis, Joanne de Chiffiac Episcopo Gratianopolitano; & magnificis & potentibus Viris, Dominis Ludovico de Pictavia, Valentienis & Diensis Comite, Eymaro Domino Rossillonis, Joanne de Villariis: Hugone Domino de Gey, Hugone Domino Vermille, Girardo Domino de Antone, Henrico Domino Cafenatici, Arnardo Domino Vignaici, Odoberro Domino Caltri novi, Joanne Pagani Domino de Memy, Joffredo Domino Cast, Arthaudo Domino Clavefontis, Arnardo Domino Salerie, & Montis Britonis, Humberto de Chusley Domino Linliat, Amblardo Domino Bellimontis, Amedeo de Rossillone Domino Buscagii, Francisco de Toyfio Domino Torradie, Rudolpho de Comeris Domino Nansi, Girardo Condomino de Torniaci, & Guillelmo de Compoyfio Domino de Thorent, & pluribus aliis Baronibus, & aliis fidelibus Nobilibus, & Vassillis dicti Domini Delphini infra scriptis, ibidem congregatis & convocatis per eum ex una parte; & Reverendo in Christo Patre Petro Episcopo Claremontis, Magistris, Domino Guillelmo Florie, Domino de Renello Cancancillario Guillemo, ac nobilibus & discretis viris Dominis Petro de Enigmis Milite, Joanne Pliore de Crespeio, Berengario de Montealto Archidiacono Lugdunensi & Alinedao de Alatavia Canonico Lugdunensi, Consiliariis Serenissimi Principis Domini Philippi Dei gratia Francorum Regis, & Procuratoribus per Litteras Regias, quarum tenor infra sequitur, deputatis, ac Joanne Richeri Militis Consiliario, Reginaldo de Molinis Secretariis Regis ex altera; ipse Dominus Delphinus, & prænominati Consiliarii & Procuratores Regii voluerunt & præceperunt legi publicè & alta voce per me Humbertum Filium, publicum Notarium infra scriptum, Pactiones & Conventions infra inter dictos Dominum nostrum Regem & Delphinum, super successione Delphinatus, & certarum terrarum dicti Domini nostri Delphini, sub certis modis, formis & conditionibus perventura ad illustrem Dominum PHILIPPUM secundogenitum dicti Domini nostri Regis, seu alterum ex liberis illustri Domini Joannis Ducis Normandiæ primogenitis Domini dicti Regis; eo casu quo Dominum nostrum Delphinum decedere contingeret sine liberis masculis vel femellis ex suo corpore, & legitimo matrimonio procreatis; contentas in Litteris patentibus Gallice scriptis dictorum Dominorum nostri Regis, & nostri Delphini, magnis sigillatis sigillis, nec non quasdam Declarationes sequentes, contentas in Litteris Regis in cera viridi sigillatis; quas quidem Conventions, & Litteras legi ego prænominatus Humbertus, alta voce publicè in Gallico de verbo ad verbum, presentibus supra & infra scriptis Prælatibus, Baronibus, Nobilibus, & coram infra scriptis testibus: quarum Conventionum, Declarationum & Litterarum tenores sequuntur, & tales sunt.

§. 2. PHILIPPE par la grace de Dieu Roy de France, & Humbert Dauphin de Viennois, à tous ceux qui ces Litteres verront, salut. Scavoir faisons, que comme à la divine grace, à laquelle humaine (a) nature ne peut, (b) n'y doit contester d'icelle, n'aït peu pourvoir à nous Dauphin susdict de fécondité de lignée descendant de nostre corps, par laquelle l'unité & tranquillité de nos Terres & Subjectz se puissent apres nous conserver & garder: pour ce nous, doutans que si par le temps à venir de nous n'estoit pourveu, nos diètes Terres & Subjectz puissent venir en grande division & discord; desirans de nous nostre pouvoir obvier aux

(i) Meurci nous apprend, qu'avant qu'Humbert prit l'habit Monast, il passa un second Contrat le 10. Mars 1349. par lequel il donna à Philippe tout le Dauphiné sans reserve, quoi qu'il eût des héritiers capables de succéder. Et que de plus, du propre mouvement du Roi, il fut arrêté que cette Seigneurie seroit réunie à la Couronne, & que le Fils aîné de France porteroit seul le nom de Dauphin. Le Pape, ajoute le même Auteur, lia Humbert par les Ordres sacrez, de peur qu'il ne s'alliât dedans. Il les reçut tous le jour de Noël; il celebrâ la Messe le même jour, & 1. jours apres il fut promu à l'Episcopat & honora du titre de Patriarche d'Alexandrie.

(a) G. G. Lellius, dit qu'on lit aussi *seigneur*, mais je crois que *seigneur* est le véritable mot.

(b) ou *Enfants*.

(c) ou *Montbrun*.

(d) G. G. Lellius, dit qu'on lit aussi *Orléans* mais *Vizille* ou *Vizille* est le véritable nom. C'est un village près de Grenoble.

(e) Le même dit qu'on lit aussi de *Mure*, la *Maure* est le véritable nom; c'est un Bourg, qui n'est pas non plus fort éloigné de Grenoble.

ANNO lieux, qui sont prisés à moins de dommage pour le Dauphiné.

1343. §. 6. Et par telle condition & maniere ausy que le dict Monsieur Philippe, ou celui qui sera Dauphin, & les Hoirs & les Successeurs au Dauphiné s'appelleront, & seront tenus soy faire appeler Dauphin de Viennois, & porteront les armes dudit Dauphiné es cartées avec les armes de France, & ne laisseront, & ne puissent laisser le nom de Dauphiné ni les dictes armes, & ne sera ni puisse estre uny ni adjoûté le dict Dauphiné au Royaume de France, fors entant comme l'Empire y seroit uny; & fassent & soient tenus de faire aux Eglises de Vienne, de Lyon, & de Grenoble, & au Roy de Sicile, & à tous autres, à qui nous sommes tenus, les hommages, reconnoissances, & autres choses, qui à eux appartiennent & doivent estre faictes.

§. 7. Et avec ce tiendra & gardera, & soit tenu de garder & tenir le dict Monsieur Philippe, & ceux qui seront Dauphins à tousjours & jamais perpétuellement, toutes les libertez, franchises, privileges, bons us, & bonnes costumes du Dauphiné, des Comtez, Dignitez, Baronies & terres dessus dictes, des Prelatz, Clergie, Barons, Chastellains & autres Sujets nobles & non nobles d'icelles, des Citez, Chasteaux, Eglises, Villes, & francs fiefs, riereffes, & autres proprietiez, Communes & autres Lieux & Villes des dictes Dauphiné, Comtez, Dignitez, Baronies, & autres Terres contenues en cette presente Donation & comprises, & des Subjects & singulieres personnes d'iceluy; tant de successions, comme d'autres choses quelles qu'elles soient, & spécialement, que les plus prochains du lignage masculin ou femelles en montant ou descendant & en ligne collaterale ausy, nobles & non nobles, succèdent sans Testament ou par Testament; eux ou autres, selon la disposition du Testateur, tant en fiefs & riereffes nobles ou autres, comme en autres choses; & les leur tiendra & confirmera le dict Monsieur Philippe, ou celui qui sera Dauphin & ratifiera, & sera tenu de tenir, confirmer & ratifier en la maniere que dessus, si tost qu'il viendra au dict Dauphiné.

§. 8. Et avec ce payera & sera tenu payer ledict Monsieur Philippe, ou celui qui sera Dauphin & ses Hoirs & Successeurs au Dauphiné toutes nos debtes, & amendes, & soit tenu d'amender les torts faictes de nous & de nos Predecesseurs, ainsi que le filz est tenu pour le Pere, de tout temps passé, jusques au vingt troisieme de Fevrier dernierement passé; celles toutes voyes, qui deues seront du dict temps passé jusques au jour de nostre trepas; & quant à celles, qui par nous seront acreeues ou faictes des le dict jour, & par le temps à venir, le dict Monsieur Philippe, ou cil qui sera Dauphin n'y sera tenu, que jusques à la valeur de vingt cinq mil florins de Florence, à une fois tant seulement.

§. 9. Et avec ces choses retenons & reservons à nous tout ce que dores en avant nous (a) acquerons au dict Dauphiné. Et si es dictes acquests il y avoit aucune chose, qui ne fust en noble fief, & n'eust justice, comme prez, moulins, vignes, & choses de semblable condition, nous y pourrions donner ban jusques à soixante sols, ou dessous, & les amortir & donner à l'Eglise & lieux pitoiables ou ordonner autrement, si comme à nous plairoit. Avons ausy reservé & reservons, que si l'eschange de Romans, qui pourparle est, se faisoit, nous puissions bailler au lieu d'iceluy pour le dit échange (b) Ausan, Nions & Mirabel, & Fiefs de Vinobre, Puyhugon, de saint Marcellin, de saint Maurice, de Rocheaque; la dicte Ville de Romans demeurant au dict cas au dict Dauphiné; parfaissant toutes fois à nous, ou à celui qui aura cause de nous par celui, qui Dauphin sera, recompensation de la dicte Ville de Romans, en accomplissant la somme de deux mil livres de rente dessus dicte; & au cas, que ledit échange ne se ferait, nous retenirons le dict Chateau d'Ausan, Nions & Mirabel, & les Fiefs dessus dictes, pour tant comme ils valent de rente, en raportant icelle valeur des dictes mil livres de rente dessus retenues, sans ce que le Dauphin, qui sera pour le temps, y puisse reclamer aucun droit de fief.

§. 10. Et réservé ausy à nostre tres chere Dame & Mere la Dauphine son Douaire, tant comme elle vivra, & réservé ausy à nostre dicte chere Compagne la Dauphine son Douaire de (dix) mil livres, que nous luy avons donné & assigné le cours de sa vie tant seulement; & si es dictes Douaires, ou aucuns d'iceux estoit assigné aucun des Chasteaux dessus nommez, que nous avons tenus & reservez pour les dictes (dix) mille livres de rente perpetuelle, comme dessus, &

ANNO nous vivants, les dictes Dames, ou aucune d'icelles à qui ils seroient assignez, donnions ou autrement ordonnions à autres personnes les dictes Chasteaux, ou aucuns d'iceux assignez es dictes Douaires; le dict Monsieur Philippe, ou celui qui sera Dauphin, comme dessus, soient tenus à faire & bailler recompensation convenable pour iceux Chasteaux, & rentes plaines à celui, à qui nous ordonnerons, ou donnerons les dictes Chasteaux jusques au deceds des dictes Dames ou d'icelle en qui à Douaire les dictes Chasteaux seront assis.

§. 11. Et pour ce que tel present don, cession & transport & autres choses dessus dictes aient & puissent avoir plus grande fermeté, & pour la seurété du Roy nostre dict Seigneur & dudit Monsieur Philippe son filz, ou de ceux qui viendront au Dauphiné par ce present don, comme dict est, nous voulons, mandons, & commandons des maintenant que les baillifs, Chastellains, & autres Officiers presents & à venir des dictes Terres contenues en ce present Don, promettent & promettront, jurent & jureront sur les saintes Evangiles corporellement touchés es mains de ceux, que le Roy nostre dict Seigneur y vouldra deputer, au nom & au profit de Monsieur Philippe son dict filz, & celui & ceux autres qui seront Dauphins comme dessus, qu'au cas, que nous defaunders de ce fief sans hoirs de nostre corps, nez en loyal mariage, ils mettront toutes les Forteresses & Chasteaux des dictes Terres ez mains d'iceluy ou de ceux, que le Roy nostre dict Seigneur ou son dict filz, ou celui qui sera Dauphin, comme dict est, ordonnera & deputera; & s'ils y faillissent dehors qu'ils seroient le contraire, ils seroient tenus & reputés parjures, & convaincus de trahison, & jugez pour traîtres & faux prometteurs.

§. 12. Pourra le Roy nostre dict Seigneur des maintenant estre des Gentils hommes suffisants & convenables, qui soient nos hommes tant seulement, ou de luy & de nous ensemble, es mains desquels nous mettrons desja, au nom & au profit de nous, & au nom & au profit du Roy nostre dict seigneur & de son dict filz, & de celui ou ceux, qu'ilz voudront envoyer au Dauphiné, comme dessus est dict, à plus grande seurété d'accomplir les choses dessus dictes, des Chasteaux & Villes des meilleures & plus notables des dictes Dauphiné & Terre; & ne pourront estre offez les dictes Chasteaux & Villes des mains des dictes Nobles, ni baillées à autres, si ce n'estoit de la volonté du Roy, & que ceux, qui les prendroient, ne fussent tout aver semblable serment, & les promesses, & sur les peines contenues en l'article precedent; & toutes voyes, si nous les voulons changer, faire le puissions, sans requerre la volonté du Roy, & sans contredire; mais que ce soit en gens de pareille condition, & que fassent tout avant le pareil serment en la main du Rigueur, du Chastellain de Sainte Colombe, ou de l'un d'eux, ou des Viguiers. * Peut-estre

§. 13. Et par special avec ces choses, agreant seurété de nostre dict Seigneur ou son dict filz, ou de celui ou ceux qui seront Dauphins, comme dessus est dict, mettrons en la main, & maniere des Terres dessus dictes, ez mains des Nobles que le Roy ou ses gens esli-ront de nos hommes, par la maniere que dessus est dict, nostre dicte Terre de Fuzigny, & tous les Chasteaux & Villes, appartenances d'icelles & les Chasteaux d'Albon & de Moras, & des autres à l'advis des gens du Roy nostre dict Seigneur en la maniere dessus dicte, en baillant & prestant aux Deputés dessus nommez les promesses & serments dessus dictes, & sur les peines dessus dictes; ausy baillons & mettons des maintenant es mains de nostre feal Monsieur Humbert de Chaulay Chevalier & à present Baillif de Mascon pour le Roy nostre dict Seigneur les Chasteaux de Montmel, (c) Perrogas, (c) ou de Semans, (d) Moissieu, Satonnay & Vaux, qui est de costé Lyon, pour les tenir & gouverner au nom de nous, & à la seurété de nostre dict Seigneur & de son dict filz qui sera Dauphin; & il sera les serments & promesses dessus dictes, & en la maniere dessus dicte, & sous les manieres, reservations, conditions, promissions, pactions, & convenances contenues en ces Lettres.

§. 14. Pour les causes dessus dictes & plusieurs autres, qui à ce nous mouvoient & pouvoient mouvoir; & parmy dix mil livres de rente que le Roy nostre dict Seigneur nous a promis & données à prendre en certains lieux & convenables le cours de nostre vie tant seulement, sans que nous ou nos Successeurs soient tenus à faire restitution des fructs, que nous en aurons perçeu en nostre vivant; & parmy deux mil livres de ren-

(a) à donner ou ordonner à notre volonté soient Egales ou autrement, reservez toutes fois les Fiefs & Souverainetes audit Dauphiné.

(b) ou

(c) ou

(d) ou

(e) ou

(f) ou

(g) ou

(h) ou

(i) ou

(j) ou

(k) ou

(l) ou

(m) ou

(n) ou

(o) ou

(p) ou

(q) ou

(r) ou

(s) ou

(t) ou

(u) ou

(v) ou

(w) ou

(x) ou

(y) ou

(z) ou

(aa) ou

(ab) ou

(ac) ou

(ad) ou

(ae) ou

(af) ou

(ag) ou

(ah) ou

(ai) ou

(aj) ou

(ak) ou

(al) ou

(am) ou

(an) ou

(ao) ou

(ap) ou

(aq) ou

(ar) ou

(as) ou

(at) ou

(au) ou

(av) ou

(aw) ou

(ax) ou

(ay) ou

(az) ou

(ba) ou

(bb) ou

(bc) ou

(bd) ou

(be) ou

(bf) ou

(bg) ou

(bh) ou

(bi) ou

(bj) ou

(bk) ou

(bl) ou

(bm) ou

(bn) ou

(bo) ou

(bp) ou

(bq) ou

(br) ou

(bs) ou

(bt) ou

(bu) ou

(bv) ou

(bw) ou

(bx) ou

(by) ou

(bz) ou

(ca) ou

(cb) ou

(cc) ou

(cd) ou

(ce) ou

(cf) ou

(cg) ou

(ch) ou

(ci) ou

(cj) ou

(ck) ou

(cl) ou

(cm) ou

(cn) ou

(co) ou

(cp) ou

(cq) ou

(cr) ou

(cs) ou

(ct) ou

(cu) ou

(cv) ou

(cw) ou

(cx) ou

(cy) ou

(cz) ou

(da) ou

(db) ou

(dc) ou

(dd) ou

(de) ou

(df) ou

(dg) ou

(dh) ou

(di) ou

(dj) ou

(dk) ou

(dl) ou

(dm) ou

(dn) ou

(do) ou

(dp) ou

(dq) ou

(dr) ou

(ds) ou

(dt) ou

(du) ou

(dv) ou

(dw) ou

(dx) ou

(dy) ou

(dz) ou

(ea) ou

(eb) ou

(ec) ou

(ed) ou

(ee) ou

(ef) ou

(eg) ou

(eh) ou

(ei) ou

(ej) ou

(ek) ou

(el) ou

(em) ou

(en) ou

(eo) ou

(ep) ou

(eq) ou

(er) ou

(es) ou

(et) ou

(eu) ou

(ev) ou

(ew) ou

(ex) ou

(ey) ou

(ez) ou

(fa) ou

(fb) ou

(fc) ou

(fd) ou

(fe) ou

(ff) ou

(fg) ou

(fh) ou

(fi) ou

(fj) ou

(fk) ou

(fl) ou

(fm) ou

(fn) ou

(fo) ou

(fp) ou

(fq) ou

(fr) ou

(fs) ou

(ft) ou

(fu) ou

(fv) ou

(fw) ou

(fx) ou

(fy) ou

(fz) ou

(ga) ou

(gb) ou

(gc) ou

(gd) ou

(ge) ou

(gf) ou

(gg) ou

(gh) ou

(gi) ou

(gj) ou

(gk) ou

(gl) ou

(gm) ou

(gn) ou

(go) ou

(gp) ou

(gq) ou

(gr) ou

(gs) ou

(gt) ou

(gu) ou

(gv) ou

(gw) ou

(gx) ou

(gy) ou

(gz) ou

(ha) ou

(hb) ou

(hc) ou

(hd) ou

(he) ou

(hf) ou

(hg) ou

(hh) ou

(hi) ou

(hj) ou

(hk) ou

(hl) ou

(hm) ou

(hn) ou

(ho) ou

(hp) ou

(hq) ou

(hr) ou

(hs) ou

ANNO te à héritage, que nous prenions à son tresor à part, 1343. & aussy parmy six vingt mil florins d'or de Florence, ou la valeur qu'il nous a donné ou promis payer à trois ans, chacun au quarante mil florins nous soient ou doivent estre payés dans les octaves de la nativité Sainct Jean Baptiste prochain venant; & la nativité de Sainct Jean Baptiste prochainement ensuivant les autres quarante mil florins; & l'autre nativité Sainct Jean Baptiste deslors prochainement ensuivant les autres quarante mil florins; & nous seront & doivent estre assignez les dictz quatre vingts mil florins en certains lieux & convenables, à prendre par nostre main aux termes dessus nommez; en telle maniere & condition, que au paiement d'iceux, nous ne puissions estre en rien empeschez par voye de compensation, ou quelconques demandes, que le Roy ou les gens, ou autres personnes nous puissent faire pour cause de marque du petit scel de Montpellier, ou par quelconques autres causes que ce soit.

§. 15. Et si toute la dicté somme ne nous estoit payée en nostre vivant, ce qu'il en faudroit, soit à nos enfans, ou à ceux que nous y voudrions ordonner, tant comme le Roy nostre dict Seigneur ou à ses Successeurs Roys de France voudroient attendre pour leurs dictz enfans, ou leurs Successeurs descendants d'eux, la succession du dict Dauphiné en la maniere dessus dicté; & parmy ce que le Roy nous a donné & octroyé que nous & nos Successeurs ayons les premieres appellations, & juges d'appeaux & executions d'icelles en toutes les proprietés, fiefs, arrierfiefs, que nous avons & aurons au Royaume de France; & avec * & que nostre monnoye & de nos Successeurs du Dauphiné y concoure, & y ait son cours en nos dictes terres, propriété, fiefs & arrierfiefs du Royaume, si comme il est accoustumé d'ancienneté; & que nous & nos Successeurs nous puissions ayder en temps de guerre, & autre temps convenable & nécessaire, de nos gens & Subjects de nos terres du Royaume, & les traire hors du Royaume pour les dictes causes, non obstant defenses contraires, si le Roy n'en avoit affaire pour guerre ou autre cause raisonnable: & que marque quelle que ce soit du petit scel de Montpellier, ou de quelque autre scel de foires ou statuts du Royaume, ou pour quelconque cause & obligation, ne se peut donner contre nous, nos Successeurs, ne contre nos Hommes & Sujets du dit Dauphiné, jusques à tant que nous, ou nos Lieutenants ou Juges competens deventement requis serions en deffaut d'en faire raison & justice: & que nuls Hommes ou Sujets du dict Dauphiné pour choses qui soient assises hors du dict Royaume, ou contraint ou mesfait hors du dict Royaume fâit, ne puissent estre traictés en aucune Cour du Royaume, si ce n'estoit en cas ou remission, qui s'en devroit faire par raison tant seule-ment.

§. 16. Et parmy ce que le Roy nostre dict Seigneur nous a promis pour luy & ses hoirs & Successeurs en bonne foy à garder & conserver, & defendre nous, nos hoirs & Successeurs d'icelles notres du dict Dauphiné, Comtez, Dignitez, Baronies & Terres dessus dictes, fiefs & arrierfiefs, & toutes autres choses contenues en cette Donation, toutesfois que par nous, ou nos hoirs & Successeurs en seront requis, perpetuellement à tousjours: & ce mesmes nous a fâit promettre & jurer par nostre dict Seigneur & Cousin le Duc de Normandie son filz, & par son frere nostre tres cher Cousin le Comte d'Alençon, & avec ce promis qu'il fera & carera, & soit tenu de curer & faire, que nos chers Cousins le Duc de Bourgogne & le Comte de Bouloigne & d'Auvergne son filz nous seront celle mesme promesse de defendre nous, nos hoirs & Successeurs, & nos du dict Dauphiné, Comtez, Dignitez, Baronies & Terres dessus dictes, fiefs & rierefiefs d'icelles, & les autres choses; tout à la maniere que le Roy nostre dict Seigneur nous a promis perpetuellement à tousjours. Et nous aussy par semblable maniere, pour nous & nos Successeurs l'avons juré & promis, jurons & promettons au Roy nostre dict Seigr. & à tous les dessus nommez pour eux & leurs Successeurs, garder, conserver & defendre eux & leurs hoirs & Successeurs à ledit Royaume, leurs Duchez, Comtez, Dignitez, Baronies & Terres, * particulièrement à tousjours.

§. 17. Et au cas que nous aurions hoirs de nostre corps descendants par loyal mariage, un ou plusieurs masles ou femelles, & iceux mourroient sans hoirs de leurs corps, nuls en loyal mariage; nous voulons & ordonnons, que au dit cas le dit Monsieur Philippes, ou celui des dictz Enfans comme dessus, leur succédant au dict Dauphiné & Terres, tout en la forme & maniere, qu'il a esté devisé par dessus, qu'ils y viendroient

apres nous, si nous defaillons de ce siecle sans hoirs, comme dict est. Et au cas, que nous aurions filles, une ou plusieurs descendants de nostre chair naiz en loyal mariage, le dict Monsieur Philippes, ou celui des dictz Enfans, comme dessus prendroit en mariage l'aînée des dictes filles, si elle n'avoit deformité, ou autrement n'estoit inhabile, & avec celle auroit en mariage les dictes Dauphiné & Terres; & au cas ou celle ne seroit convenable, le dict Monsieur Philippe, ou celui des dictz Enfans, comme dessus, prendroit l'autre ensuivant par mariage avec les dictes Dauphiné & Terres, & les autres filles seroient mariées suffisamment suivant l'ordonnance du Roy nostre dict Seigneur, ou du Duc de Normandie son filz ou de leur Successeur Roy de France. Et au cas ou le dict Monsieur Philippes seroit passé de ce siecle, ou seroit ja marié, ou de tel age qu'il ne fust convenable de tant attendre à luy marier, ou eust quelque empeschement legitime, pourquoy il ne peut prendre en mariage la dicte fille; l'un des filz du dict Duc de Normandie, lequel le Roy, qui par le temps seroit, eussent, ou ledit Monsieur le Duc, prendroit la dicte fille en mariage avec le dict Dauphiné & Terres; & au cas & par les manieres, convenances, réservations, & autres promesses dessus dictes & devisées, succéderont, & doivent succéder nos filz & nos filles l'une à l'autre, & toute leur posterité descendant de leur corps par loyal mariage, de degré en degré, au Dauphiné & Terres dessus dictes.

§. 18. Et est à entendre, que au cas ou nous avons Hoirs masles ou femelles, & s'il plaist au Roy nostre Seigneur, ou à Monseigneur le Duc, ou à leurs Successeurs Roys de France, ilz pourront recouvrer de nos dictz Hoirs les six vingts mil florins dessus dictes apres nostre decedz, & non mie en nostre vivant, ne apres nostre decedz, jusques à tant que nostre dict Hoir, comme dessus, eust quatorze ans accomplis & non avant; & lors seroit tenu à payer douze mil & cinq cents florins chacun au Roy ou à ses Hoirs, ou à ceux, qui de luy auront cause, jusques à tant que le Roy eust reconvré tout ce que nous aurions receu de la dicté somme. Et pour ce sera tenu celui de nos dictz Hoirs, qui lors tiendra le Dauphiné à ballier en la main du Roy, ou de ses Hoirs, ou qui de luy auront cause, choses & terres, ou le Roy peult prendre franchement chacun an les dictz douze mil & cinq cents florins, en rabattant de la dicté somme de six vingtz mil florins dessus dictes, jusques à tant, que la dicté somme soit payée comme dict est.

§. 19. Et s'il leur plaist attendre le cas du decedz de nos dictz Hoirs masles & femelles descendants de nostre corps, en cas qu'ils defaudoient tous & leur dicté posterité descendant d'eux, comme dessus, sans Hoirs de leurs corps, nays en loyal mariage en quelque degré, que ce fust des dictes descendants de nous, ou de nos dictz Enfans descendants de nostre corps, & soy souffrir & cesser de lever les six vingt mil florins dessus dictes: nous voulons & ordonnons, que en iceluy cas, la dicté Donation ait son effect à celui de leurs enfans, que le Roy nostre dict Seigneur, qui est à present, ou le dict Monsieur le Duc s'ilz estoient defaillies de ce siecle, ou leurs Successeurs Roys de France voudroient eslire, avec les charges, promesses & convenances dessus dictes, lesquelles nous voulons estre tenues & gardées par celui de leurs dictz Enfans qui au dict Dauphiné tiendroient par quelque des voyes ou manieres dessus dictes y contenues, lesquelles au dict cas voulons estre tenues & receptées.

§. 20. Toutes lesquelles choses nous Dauphin dessus dict promettons en bonne foy tenir & accomplir, & à non venir encontre en aucun temps par quelque voye que ce soit, & à ce obligons nous, nos Hoirs & Successeurs presents & à venir; renoncans à cet effect par nostre serment à toute exception de mal de fraude, de barat, de lesion & circonvention & de deception, & à ce que nous puissions dire autre chose avoir esté faicte & accordée que escripte, ou escripte que faicte & accordée, au benefice de restitution & convention de lieu & de juges: & à toutes graces, Lettres, & Privileges sur quelconque forme de parolles que ce soit, à tout Droit escrit & non escrit, Canon & Civil; & à toutes autres deceptions, barres & cavillations par lesquelles on pourroit venir contre ces Lettres, ou aucunes des choses contenues en icelles; & jurons à Sainctes Evangiles, que oncques ne fîmes, ni ne ferons choses pourquoy les dictes choses ou aucunes d'icelles puissent estre enfreintes, retractées ou empeschées en aucune maniere; & à ce tenir & garder & encontre non venir, voulons estre contrainctés & soubmettons nous

ANNO 1343.

Peut-estre que...

214

& nos biens, & les biens de nos Hoirs & Successeurs à la cohertion & contraincte du petit seel de Montpellier & de la Chambre de nostre saint Piere le Pape.

§. 21. Et nous Roy de France dessus dict en approuvant le bon propos & bonne volonté dudit Dauphin nostre tres cher & seel Cousin, & en recognoissant l'amour qu'il a à nous & à nos Enfants, & acceptant & approuvant ce present Don, & les choses dessus dites & chacune d'icelles, & ayant intention & volonté, si comme il appartient de faire & accomplir toutes les choses pourparlées & accordées par nos dictes Conseillers pour nous d'une part, & par le dict nostre Cousin en sa personne d'autre: en presence de nostre saint Piere dessus dict, & par si grand conseil & deliberation comme dict est, en accomplissant icelles; avons donné & donnons dès maintenant au dict Dauphin dix mil livres de rente à prendre le cours de sa vie, en lieux certains & convenables, sans prifer en icelles maisons ne Châteaux, sans que luy ou ses Successeurs soient tenus à faire aucune restitution des fruits percus en son vivant; & deux mil livres de rente annuelle & perpetuelle en lieux certains & convenables, au lieu, & pour cause de deux mil livres de rente, que nostre dict Cousin prenoit à nostre dict tresor à Paris.

§. 22. Et avons voulu & offroyé, voulons & octroyons, que le dict Dauphin & ses Hoirs & Successeurs ayent & doivent avoir les premieres appellations & juges d'apeaux, & les exactions d'icelles en toutes les proprietés, fiefs & rierefiefs, qu'il a & en auroit à nostre dict Royaume; & avec ce voulons & octroyons, que la monnoye & de ses Successeurs au Dauphin coure & aye son cours en ses dictes terres, fiefs & rierefiefs de nostre Royaume, si comme il est accoustumé d'ancienneté; & le dict Dauphin & ses Successeurs le puissent ayder en temps de guerre, & autre temps convenable & necessaire de ses gens, qui sont & qui seront en ses terres, fiefs & rierefiefs de nostre dict Royaume pour les dictes causes, non obstant defenses contraires, si nous en avions affaire pour guerre, ou pour autre cause raisonnable.

§. 23. Et avec ce avons donné & donnons à nostre dict Cousin, six vingts mil florins de Florence, ou la valeur, les quels nous luy promettons à payer, ou ses Enfants, ou ceux qu'il voudra ordonner, tout en la maniere, & sur les conditions & termes, que par le dict Dauphin nostre dict Cousin a esté dict & éclaircy par dessus. Et pour les dictes payemens, les assignerons, & promettons les assigner en certains & convenables lieux, & à les y prendre par sa main, & ne voulons que en payemens & perceptions d'iceux soient, ou puissent estre en rien empeschées par voye de recompensation, ou quelque demande, que nous ou nos gens, ou autres personnes leur puissent faire, pour cause de marque du petit seel de Montpellier, & par quelque autre obligation ou cause que ce soit.

§. 24. Et promettons en bonne foy à garder, tenir, & faire garder & tenir à nostre tres chere Cousine Beatrix de Hongrie, mere du dict Dauphin son Douaire le cours de sa vie, & par celle mesme maniere à nostre tres chere Cousine la Dauphine sa femme le Douaire de dix mil livres de rente, que le dict Dauphin luy a données & assignées le cours de sa vie tant seulement. Et avec ces choses avons voulu, voulons & octroyons à nostre dict Cousin, que marque quelle qu'elle soit du petit seel de Montpellier, ou autre des foires ou statuts de nostre Royaume, ou par quelconque cause ou obligation, que ce soit ne se peut donner contre le dict Dauphin, ni contre les hommes, ou Sujets du dict Dauphin, & Terres dessus dites, jusques à tant, que les Dauphins ou ses Lieutenants ou Juges competents deurement requis seroient en deffaut d'en faire raison & justice, & que nuls hommes & Sujets du dict Dauphin & Terres dessus dites, pour chose que ce soit assise hors de nostre Royaume, si ce n'estoit en cas, ou remission contraincte pour mesfact hors d'iceluy Royaume fûnt, ne puissent estre traictés, ni convenus en aucune Cour de nostre Royaume, qui devoit faire par raison tant seulement.

§. 25. Et avons voulu, voulons & octroyons & promettons à faire tenir & garder à tout jamais & perpetuellement par nostre dict filz le Duc, & leurs Hoirs & Successeurs, qui le Dauphin auront, toutes les Libertés, Franchises, Privilèges, bons us, & bonnes coutumes des Prelats, Barons, Chastellains & autres Sujets nobles & non nobles & singulieres personnes, Eglises & de tout le Clergé, Communes, Citez, Châteaux & Villes franches, des fiefs & rierefiefs du dict

Dauphiné, & des autres Terres dessus dites, tant de succession comme d'autres choses; & que tant en fief & rierefief, comme en autres choses succedent les plus prochains du lignage, mâles ou femelles, en montant ou descendant, en collateral aussy, tant nobles, comme non nobles, sans Testament ou par Testament, eux ou autres, selon la disposition d'iceux tateur, tant en fiefs & arrierefiefs nobles & autres, comme en autres choses, & qu'iceux Privilèges, Franchises & Libertés leur soient confirmées & ratifiées par celui de nos dictes enfans, comme dict est, qui sera Dauphin; sans les rappeler ou enfreindre au temps à venir, par aucune maniere que ce soit.

§. 26. Et avec ce avons promis & promettons pour nous & nos Successeurs Roys de France au dict Dauphin & à ses Hoirs ou Successeurs Dauphins du Viennois à luy garder & aider, & conserver, & defendre foy, ses Hoirs & Successeurs, & son Dauphiné & ses Comtez, Baronnie, Dignité & Terres, fiefs & rierefiefs d'icelles, & toutes autres choses contenues au dict Don, toutes fois, que par luy ou ses Hoirs ou Successeurs en seront requis perpetuellement à tous-jours. Et cette promesse luy avons fait faire & jurer en nostre presence par nostre tres cher filz le Duc de Normandie, & nostre tres cher frere le Comte d'Alençon, & promettons à jurer & faire, que nostre tres cher & seel frere le Duc de Bourgogne, & nostre tres cher Neveu Philippe son filz Comte de Boulougne & d'Avvergne feront la semblable promesse.

§. 27. Et consentons en la retenue faite par le dict Dauphin nostre Cousin des Châteaux de Quirieu, de Cremieu, de Sablonnières, de la Balme, & de tout ce qui est dedans l'Isle de Charny, & des Châteaux & Villes de Saint Donat, Bellegarde, de Montfort, de Monbrimon, de Montfiori, de Vizille, de la Mire, de Corp, de Belmont, de la Valpate, de Chaffillon, & de (a) Challanche dessus nommez pour les dix mil Livres de rente perpetuelle par luy retenue comme dessus; si ainsi est, que les dictes Châteaux ne soient en marche ni Frontiere, & ne soient en noblesse de Comté ou de Baronnie; & si aucun en avoit en marche ou Frontiere, ou qui fussent en noblesse de Comté ou de Baronnie, comme dessus est dict, y demeureront & doivent demeurer en Dauphiné, en baillant au dict Dauphin nostre Cousin, ou ceux, qui de luy auront cause, autres Châteaux hors marche, Frontiere & Noblesse, comme dessus, en parbaillant les dictes dix mil livres de rente perpetuelle, nous voulons & consentons qu'elles luy soient accomplies bien & convenablement en lieux de semblable condition, comme doit estre la retenue des dictes dix mil livres, comme dessus est dict.

§. 28. Et promettons en bonne foy pour nous & nos Successeurs à faire tenir & garder perpetuellement & accomplir toutes les choses dessus dites & devisées, tant par nous, comme par le dict Dauphin nostre Cousin & chacune d'icelles, tant comme elles touchent ou pourront toucher nos dits enfans & nos Successeurs & les leurs, à non venir encontre: & à ce obligeons nous & ceux, nos Hoirs & Successeurs, & les leurs, tous nos biens & les leurs presents & à venir, renonçant en ce fait, en bonne foy à toute exception de mal, de fraude & de barat & de lesion, de circonvention, & de deception, & à ce que nous puissions dire autre chose avoir esté faite & accordée que escripte, ou escripte que faite ou accordée, au benefice de restitution & convention de lieu & de Juges, & à toutes graces, Lettres & Privilèges, sur quelconque forme de parole, que ce soit, à tout Droict escrit & non escrit, Canon & Civil, & à toutes autres deceptions, barats & cavillations, par lesquels l'on pourroit venir contre ces Lettres, ou aucunes des choses contenues en icelles: & n'est pas l'entente de nous Roy de France, ni Dauphin, ni d'aucun de nous pour chose que dessus soit faite ou dite, ni qui s'enfuise, qu'aucun prejudice soit fait aux droicts de l'Empire.

§. 29. Et nous Roy de France & Dauphin dessus dictes, toutes les choses dessus dites & chacune d'icelles acceptons & approuvons, & promettons en bonne foy pour nous & nos Successeurs, à les tenir, accomplir & garder, & à non venir encontre: & à aggreigneur perfection, fermeté & seurte des dictes choses, supplions à nostre Saint Pere le Pape dessus dict, que les donations, cessions & transports dessus dictes, & toutes les autres choses dessus escrites & comprises, il veuille louer, approuver & ratifier & confirmer, & sup-

(a) ou Sâ
lenche.

ANNO 1343. pleer les défauts, si aucun en y a, & y pourvoir de toutes les voyes & remèdes, par lesquelles les choses dessus dites & chacune d'icelles ayent & prennent, puissent prendre & avoir pleine vigueur & effect en toutes les meilleures manieres, que faire se pourra; tout ainsi, que si expressement, & par special fustent par nous expressees, specifies, convenances, & accordées en ces presentes Lettres; & ainsi comme par luy pourra mieux estre fait; sans ce toutes fois, qu'il porte aucun prejudice aux droictes & honneurs du Royaume; toutes voyes, toutes les choses dessus dites & chacune d'icelles demeurant en leur fermeté & premiere vertu. Donné au Bois de Vincennes, l'an de grace mil trois cens quarante trois, au mois d'Avril, le vingt troisieme du dict mois d'Avril. Par le Roy en son grand Conseil, R. de Moulins. Humbert P. par Monseigneur le Dauphin à la relation, & de la volonté & commandement exprès de Monseigneur Humbert Seigneur de Thoyre & de Villars; Humbert de Choulay Seigneur de Limalin, Amblart Seigneur de Beaumont, Guisques de Morges Seigneur de l'Espine Chevalliers, Jacques Brumier Chevalier du Dauphiné, Frere Jacques Riviere Commandeur de Marseille, & Jacquemet de Die dit Lappo, Conseillers Procureurs & Messagers à ce deputez par Monseigneur le Dauphin. H. P.

*Forma Litterarum declaratoriarum sequitur,
& talis est.*

§. 30. **P**HILIPPE par la grace de Dieu Roy de France; Sçavoir faisons à tous presents & à venir, que comme nostre cher & feal Cousin HUMBERT Dauphin de Viennois nous ait requis par aucuns articles contenus en l'accord fait entre nous d'une part & luy de l'autre, sur la Succession de son DAUPHINÉ & de certaine de ses autres Terres pour Philippe nostre fils, ou pour l'un des Enfants du Duc de Normandie nostre fils aîné, au cas, que nostre dict Cousin trespasseroit de ce siecle sans hoirs mâles ou femelles descendants de la chair par loyal mariage; nous voulussions pour tous doutes & debats oster, & esclaircir & mieux declarer: C'est à sçavoir, l'article, qui parle que sa monnoye & de ses Successeurs Dauphins de Viennois coure & aye son cours en ses proprietés, fiefs & arrierfiefs, qu'il a, ou qu'il auroit en nostre Royaume, ainsi qu'il est accoustumé d'ancien-neté.

§. 31. Item l'article qui parle, que marque du petit sceel de Montpellier, ni d'autres petites foires, ou Statuts de nostre Royaume, ou pour quelconque cause ou obligation que ce soit, ne puissent estre données contre luy, ses Hoirs & Successeurs, ni ses hommes & Sujets des dictes Dauphiné & Terres, s'il ou son Lieutenant ou Juges competans n'estoient en default d'en faire raison ou justice suffisamment requis.

§. 32. Item l'article qui parle, que les dix mil livres de rente, qui le tient au Dauphiné à l'heritage pour faire sa volonté, les fiefs demeurants à celui qui sera Dauphin, il aye l'Isle de Cremieu, & autres certaines Terres & Châteaux nommez & specifiez au dict article, s'il n'estoit en marche, ou frontiere.

§. 13. Et nous qui tousjours voulons & voudrions faire plaisir à nostre dict Cousin pour les dictes doutes oster, enclinez à sa dicte Requeste, declérons & esclaircissions par ces Lettres, & voulons, que la monnoye du susdict Dauphin, & de ses Successeurs Dauphins de Viennois coure & aye son cours des terres, fiefs & arrierfiefs, qu'il a au Royaume pour raison du Dauphiné, & en toutes les autres lieux, Villes, fiefs & arrierfiefs, qu'il acqueriroit ou acquerioient dedans, environ icelles, au profit du dict Dauphiné.

§. 34. Item sur l'article qui parle de marque du petit sceel de Montpellier &c. nostre entente est, & declérons, voulons, & commandons, que nulle marque ne soit donnée à nostre dict Cousin, ses Hoirs ou Successeurs, ni contre ses hommes & Sujets du dict Dauphiné & terres, & s'il ou son Lieutenant principal ou son Juge ordinaire de la Jagerie, à laquelle seroit jugé celui contre qui la Requeste se devoit faire, n'estoit en default de faire raison & justice suffisamment requis tout avant, & que de la requeste, & de la response de nostre dict Cousin ou de son Lieutenant ou Juge dessus dict il apparut par Instrument public ou testimoings dignes de foy.

§. 35. Et quant est de l'article, qui parle de la rete-

nue, que nostre dict Cousin a fait de l'Isle de Cremieu, & d'autres certaines Terres & Châteaux nommez en l'article de ladite retenue pour les dix mil livres de rentes dessus dites. Nous declérons la dicte Isle, & les autres Terres, Villes & Châteaux nommez & specifiez au dict article, c'est à sçavoir les Châteaux Quirieu, de Cremieu, de Sablonnières & de la Balme & de tout ce qui est en l'Isle de Charnis, & les Châteaux & Villes de Saint Donat, de Bellegarde, de Montfret, & de Montbonoud, de Montfleur, de Vizille, de la Valpute, de Chastillon, & Salenche; estre hors marche & frontiere; & n'y a choses pourquoy la dicte retenue deult ou peut estre empêchée au temps advenir.

§. 36. Laquelle declaration nous promettons à faire, & procurer que Philippe nostre filz ou celui des Enfants du Duc de Normandie nostre filz aîné, qui viendrait au Dauphiné par l'accord dessus aggrever, ratifiera, approuvera & promettra par ses Lettres à tequir, sans aller encontre, lesquelles declarations, nous voulons, mandons & commandons estre fidèlement tenues, gardées & entretenues de point en point, les autres choses contenues es Lettres du dict accord, demeurants en leur pleine force & vertu.

§. 37. Et pour ce que les Sujets de nostre dict Cousin & ses hommes de proprieté, fiefs, & arrierfiefs, qu'il a en nostre Royaume, ne soient opprimés de multitude de nos Sergeants, nous luy octroyons par ces Lettres de nostre grace speciale, pour luy & pour ses Hoirs & Successeurs, qu'en ses terres fiefs & arrierfiefs, qu'il a & auroit pour cause du Dauphiné en la Seneschauflée de Beaucaire ez Villages de Vivarez de Boncey & de Vellay, quatre de nos Sergeants de la dicte Seneschauflée, qui seront nommez & élus par le Seneschal de Beaucaire present & advenir, puissent & non autre de la dicte Seneschauflée dorénavant sergentier, & faire office de Sergeant, & cas de ressort & souveraineté, & en outre cas à nous appartenant, toutes fois que nous mettrons en es & en ses terres, fiefs, & arrierfiefs qu'il a, & auroit au baillage d'Auvergne deux Sergens seulement, & par celle maniere, & quatre autres au baillage de Mascon; tous autres Sergens de la dicte Seneschauflée & Baillages forclos & delivrez quant à faire office de Sergeant, sur & es terres & proprietés, fiefs & arrierfiefs, que nostre dict Cousin & ses Successeurs Dauphins de Viennois auront es dictes Seneschauflées & Baillages.

§. 38. Et avec ce avons octroyé & octroyons, que nostre dict Cousin le Dauphin, ou ses gens pour luy, pour quelconque obligation ou marque faite ou donnée de tout le temps passé, jusques à ores ne puissent estre empêchées en aucunes manieres ez Terres, Lieux, Villes, biens, fruits & perception d'eux, que nous luy avons donné, & luy devons faire affecter, à present en nostre Royaume, tant comme il vivra. Et pour ce que toutes ces choses soient fermes & stables à tousjours, nous avons fait mettre nostre sceel, en ces presentes, sauf en autre chose nostre droit en toutes l'autrui, donnée à Ste. Colombe l'an de grace (a) mil quatre cens quarante trois, au mois de juillet. Par le Roy de son commandement à moy, fait en votre presence R. DE MOULINS, veue & ordonnée par le Conseil.

*Forma Litterarum Regiarum pro Procuratore
supra dicta sequitur, que talis est.*

§. 39. **P**HILIPPE par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux, qui verront ces Lettres, Salut. Comme par certain accord fait entre nous pour Philippe nostre filz, ou pour l'un des Enfants du Duc de Normandie nostre filz aîné d'une part, & nostre tres cher & feal Cousin, le DAUPHIN de Viennois d'autre part, sur la succession de son DAUPHINÉ, & d'autres siennes Terres contenues es Lettres du dict accord, les Baillifs & Chastellains du dict Dauphiné & Terres nous doivent faire certains serments, & aussi nous puissions nommer & eslire des Gentils hommes, qui soient hommes de nostre dict Cousin seulement, ou hommes de nous ensemblement, & mains desquels doivent estre mis certains Châteaux & Villes des plus notables du dict Dauphiné & Terres, au regard de nous, & des gens, que nous y deputerons, & nous doivent estre faites certaines autres choses à la feuerre & pour les dictes accords entretenir, accomplir, si comme es dictes Lettres est dict plus à plain contenu.

§. 40. Sçavoir faisons, qu'à nommer & eslire les dits

ANNO
1343.

(a) 11.
1343.

ANNO

1343.

dicts Gentils hommes & Chastellains, & recevoir les dictes serments, & toutes autres choses, qui parmi le dict accord, & pour la seurte de tenir & accomplir les choses dessus dicles, nous doivent & devront estre faictes, nous avons faict & establi, faisons & establissons nos Procureurs generaux, & Messagers speciaux nous amez & feaux, P. Evêque de Clermont, Guillaume Flotte Seigneur de Renel nostre Chancelier, Pierre de Cugnieres, Jean Prieur de Crespy & Maistre Berengier de Montault Archidiaque de Lodeve, & Aymard d'Auteville, nos Conseillers, & chacun par luy: & leur donnons pouvoir & mandement special, & à chacun pour le tout; de faire en cette partie, & en toutes choses qui à ce peuvent appartenir, tout ce que nous ferions & pourrions faire, si nous y estions present, promettant avoir ferme & agreable à tout ce, que par eux, & par chacun d'eux y sera faict & procure. En tesmoïn de ce nous avons faict mettre nostre seel à ces presentes. Donné à Ville ** le septiesme jour de Juillet, l'an de grace (a) mil quatre cents quarante trois. *Par le Roy. R. DE MOULINS.*

(a) Luf.

1343.

§. 41. Quibus lectis Literis & publicatis, ut supra, dictus Dominus Delphinus ibidem & in continenti, ex certa scientia & spontanea voluntate, nulla fraude, vel machinatione seductus, ut dicebat, omnia & singula contenta in prædictis Literis, & singulis earum clausulis & capitibus, quatenus eum tangunt & concernunt, tangere & concernere possunt & poterunt in futurum acceptavit, gratificavit, approbavit, ratificavit & omologavit expresse & promisit & juravit, tactis per eum Evangelis Sacrosanctis; dictis Dominis Procuratoribus & Consiliariis Regis, nobisque Notariis Publicis infra scriptis, tamquam personis publicis presentibus, stipulantibus & recipientibus nomine & ad opus dicti Domini Regis & filiorum suorum, ac successorum suorum, quos tangunt & tangere possunt conventiones & omnia singula in eis contenta & comprehensa; quatenus eum tangunt & concernunt, tangere & concernere possunt & poterunt, ut supra attendere, complere & observare inviolabiliter, attendi, compleri, & observari, inviolabiliterque observari facere, & nullo tempore ea vel eorum aliqua infringere, seu contra ea facere quomodolibet vel venire.

§. 42. Domini verò dicti P. Episcopus Claromonten. Guillelmus Flotte Cancellarius, Petrus de Cugnieres, Joannes Prior de Crespejo, Berengarius Archidiaconus Lodoventis, & Aymar Canonici Lugdunensis, Consilarii & Procuratores Regii, Procuratorio nomine dicti Domini Regis, ac dicti Domini Joannes Richerfi & Reginaldus de Molins promiserunt; videlicet dictus Dominus Claromontensis Episcopus, ponendo manum ad pectus propositisque Sacrosanctis Evangelis, & ceteri juraverunt tactis ipsis Evangelis Sacrosanctis, per eorum quemlibet, tactis in animam dicti Domini Regis, prædicto Domino Delphino presenti, stipulanti & recipienti, nobisque Notariis infra scriptis presentibus, stipulantibus & recipientibus, nomine omnium & singulorum, quorum interest, interfit & interesse poterit in futurum: quod ipse Dominus Rex prædictus omnes & singulas pactiones & conventiones & omnia & singula in eisdem & singulis earum clausulis & capitibus contenta, quatenus ipsum Dominum Regem, & ejus filios ac ejus Successores tangunt & concernunt, tangere & concernere possunt & poterunt quomodolibet in futurum; attendere, complere, & firmiter observabit attendi & compleri faciet, & inviolabiliter observari; & quod ipse Dominus Rex faciet, curabit, & procurabit cum effectu, quod dictus Dominus Philippus, & ille de filiis dicti Domini Ducis, & quicumque alius, qui secundum pacta & conventiones prædictas veniet ad successorem dicti Delphinatus, & aliarum Terrarum in ea contentarum, ipsas pactiones & conventiones cum omnibus clausulis, modis, formis, conditionibus, & aliis in eisdem contentis, attendere, complere, & perpetuò inviolabiliter observabunt, & nullo tempore per se, vel per alium contra facient, vel venire quouo modo.

§. 43. Post quæ ibidem & in continenti dictus Dominus Delphinus rogavit & requirit dictos Dominos Reverendos Patres Lugdunensem & Viennensem Archiepiscopos, & Gratianopolitanensem Episcopum; & prænominatis, aliisque singulis omnibus infra scriptis Baronibus & Nobilibus injunxit expresse, & præcepit oretenus sub fidelitate & homagio, quibus eidem Domino Delphino tenentur, & sub indignationis suæ poena: quod promittant & jurent eorum quilibet, prout ad eum pertinet, & pertinebit, dictas pactiones & conventiones, & omnia in eis contenta attendere, & inviolabiliter observare, nulloque tempore contra facere vel venire.

§. 44. Quibus præceptionibus & injunctionibus per dictum Dominum Delphinum factis, dictus Dominus Lugdunensis Archiepiscopus manu ducta ad pectus, Sacrosanctis Evangelis appositis coram eo, ut moris est Prælatorum, in quantum eum tangit, salvo jure Ecclesiæ suæ, promisit & juravit contenta in patentibus & conventionibus tenere & inviolabiliter observare, & contra non iacere vel venire; & dictus Dominus Archiepiscopus Viennensis eodem modo manu posita ad pectus, salvo jure suo, Domini nostri summi Pontificis & universalis Ecclesiæ, ac Ville de Romanis, promisit & juravit, in quantum eum tangit, easdem attendere & inviolabiliter observare, & contra non facere vel venire; & eodem modo Dominus Gratianopolitanus Episcopus prædictus, salvo jure suo, Ecclesiæ & Sanctæ Sedis Romanæ, & salvis pactis & conventionibus initis inter ipsum ex una parte, & dictum Dominum Delphinum ex altera, promisit & juravit in quantum eum tangit dictas pactiones & conventiones ac declarationes attendere, & inviolabiliter observare perpetuò & non contra facere vel venire; nec contra venire volenti aliquoties consentire.

§. 45. Et etiam magnificus Vir Dominus Ludovicus de Picavia Comes Valentienis & Diensis prædictus, de mandato expresso dicti Domini Delphini, promisit & juravit Sacrosanctis Dei Evangelis ab ipso corporaliter tactis, prædictas pactiones, conventiones, & declarationes, & omnia contenta in eis, quantum in eo est, toto posse suo tenere & attendere perpetuò inviolabiliter observare, & contra ea, vel eorum aliquod nullo tempore facere vel venire vel alicui contravenienti, seu contravenire volenti aliquoties consentire. Item magnifici, potentes & nobiles Viri Domini Aymar Dominus Rossillonis, Joannes de Villariis, Hugo Dominus de Gey, Hugo Dominus Virville, Girardus Dominus de Anione, Henricus Dominus Cassenatici, Eynardus Dominus Vigniaci, Odoberus Dominus Caltri novi, Joannes Paganus Dominus de Memi, Joffredus Dominus Caste, Arthaudus Dominus Clavefontis, Humbertus de Choulay, Dominus Lullini, Amblardus Dominus Bellimontis, Amedeus de Rossillone Condominus Boscagii, Franciscus de Teyssio Dominus Torave, Girardus Dominus de Terniaco, Guillelmus de Compeyso, Dominus de Thorent, Bepardus de Leniaco Dominus Yveronis, Joannes Birengarii Dominus de Morgiis, Reynaudus Alamandi, Dominus Sancti Georgii, Arthaudus de Bellemonte Dominus Fraite, Guillelmus de Royno Senior, Amblardus de Briordo Dominus Serrate, Joffredus de Reynaudis, Fallanelli, Guoltus, Ferals; Joannes Bastardus Domini Guionis Delphini bonæ memoriæ, Franciscus de Renello, Nicodius de Fernay, Guido de Palainfo, Egidius Darco, Jacobus de Compeyso, Petrus de Loyes, Guillelmus de Senriaco, Milites; Amardus de Rossillone Dominus Salerie & Montis Britonis, Guichardus Dominus de Grolea, Petrus de Analone, Hugo de Analone Dominus Balfide, Joannes Buener, Petrus de Serrens, Anselmus de Monteforti, Aymoner de Chisfaco, Joffredus Balonis, Joannes Thiobardi, Rosserus de Arbrella, Perretus de Chisfaco, Aynardus de Bellacomba, Aymonetus de Sellanova, Petrus Vimani, Humbertus de Chaponay Dominus Ponsfent, Aymaronus Allemandi de Bellevifi, Joannes de Saxo, Petrus Verdeti, Petrus Bastardus de Lucingio, Guillelmus Richardi, Joannes de Clara, Domicelli, & Dominus Franciscus de Cagnio Jurisperitus, Montis leonis Dominus, promiserunt & juraverunt de mandato expresso dicti Domini Delphini, tactis per eos & eorum quemlibet Evangelis Sacrosanctis, prædictas pactiones, conventiones & declarationes, & omnia & singula in eisdem contenta, quilibet eorum, quantum in eo est & erit, toto posse suo tenere, attendere, perpetuò & inviolabiliter observare, & contra ea vel eorum aliqua nullo tempore vel facere vel venire, vel alicui contravenire volenti aliquoties consentire.

§. 46. De quibus omnibus & singulis prædicti Domini Delphinus, Episcopus Claromontensis & Cancellarius, aliique Procuratores & Consilarii Regii, pro ipsis Domino Delphino, Domino Rege & filiis ipsius Domini Regis, nec non & nominati Prælati, Barones & Nobiles quilibet pro se voluerunt & petierunt per nos Guillelmum de Saugniaco, Petrum Pellicieri, Humbertum Pilati, & Guigonem Frumentii & Joannem Amandrin Publicos Notarios, & quemlibet nostrum, fieri tot, quot habere voluerunt publica Instrumenta. Acta fuerunt hæc apud Viennam in refectorio Monasterii Sancti Petri foris portam; presentibus Reverendo in Christo Patre, Domino Hugone Archiepiscopo

ANNO

1343.

ANNO copo Vefontino, venerabilibus & nobilibus Viris Dominiis, Petro de Hoeris Camerario Sancti Petri, Joanne de Nofes, & Domino Guillelmo qui non rident, Curato Ecclesie benevillae Gebenensis Diocesis, Hugone de Chapelle Milite; Petro de Ambianis, Petro de Belliaco, & Joanne & Odonis de Virmilla Domicellis, vocatis & rogatis testibus ad premissa.

CCLXXXII.

11. Juin. *Testament d'AYMON Comte de Savoye, par lequel il établit son Héritier AMEDEE son Fils aîné. Fait l'II. Juin 1343. [S. GUICHENON.]*
 SAVOYE.
 Histoire Généalogique de la Maison de Savoye.
 Preuves. pag. 170.]

IN nomine Domini, Amen. Anno à Nativitate ejusdem m. ccc. xliiii. Indictione duodecima, die Mercurii undecima mensis Junii. Quia nihil est quod magis hominibus debeat, quam ut supremam voluntatis liber sit stylus, & licitum quod iterum non redit arbitrium: Idcirco Illustri, & Magnifici Princeps Dominus Aymo Comes Sabaudie, Dux Chablaisi, & Augusse, in Italia Marchio, & Baroniarum Bangiaci, & Coloniaci Dominus ac Filius clara memoria Domini AMEDEI Comitis Sabaudie, suæ volens animæ providere, & ne inter posteros suos de Baronis, bonis, & hereditate suis quæstio oriatur, sed recta ipsius dispositione, ejus anima refrigerium consequatur, & ipsius posteritas, & Baronia, Deo propitio, tranquillitate quiescant, in mentis bona discretionem persisteris quamquam corporea infirmitate detentus, Testamentum suum nuncupativum, & sine scriptis ante contexta fecit, & prout infra requirit solemniter ordinavit. In primis animam suam, cum eam de corpore exire contigerit, maxime, semper, & ubique Omnipotenti Deo Patri, & Filio, & Spiritui Sancto, B. Mariæ Virginis Matri Misericordie; totique Superiorum Curæ recommendavit, & suo corpori ab anima separato, sepulturam elegit apud Ecclesiam B. Mariæ de Alta-Comba in Capella, & monimento quæ edificari fecit ibidem, in qua sepultura congrua potius ad utilitatem suæ animæ, & abolitionem suorum peccatorum, quam inanem mundi gloriam in luminariis Prælatorum congregationibus, Religiosorum Sacerdotum, Clericorum, & aliorum Deo famulantium, ad arbitrium, & evidentiam infrascriptorum Tutorum liberorum suorum, & Executorum præsentis Testamenti, qui tunc præsentem existent, iusti fuisse, voluit, & mandavit, ac disposuit. Item omnibus, & singulis veris, & iustis creditoribus suis, suorumque Prædecessorum Sabaudie Comitum solvi voluit, suosque, & prædictorum Prædecessorum clamores emendari, ac quæcumque habita illicitè vel extorta, per eundem, & Prædecessores ejus prædictos quocumque modo illicito, causa, vel colore à quocumque, seu quibuscumque personis, eisdem emendari integrè, & perfectè, & restitutionem fieri de allatis, & illatis injuriis ad arbitrium, & evidentiam infrascriptorum Executorum præsentis Testamenti, vel deputandorum ab ipsis breviter, & de plano, sine strepitu, & figura iudicii ad hæc integraliter faciendâ, & perficiendâ, ac complendâ bona sua omnia obnoxia, & obligata; relinquens in dictorum Executorum manibus prout melius potest, & validius. Item iussit, & præcepit sumptibus, & expensis Hæredis sui universalis infrascripti, edificari Hospitale & edificari inchoatum apud Sanctum Genesium, eo modo, & forma quibus ipsum fieri, contrui, & edificari ordinavit, & jam inchoatum esse, quod Hospitale ad honorem Dei Omnipotentis, B. Mariæ Virginis, & omnium Superiorum dotavit, dotatumque esse voluit, de centum libris Vienn. annualibus, quorum viginti denarii valent unum grossum Turon. ad unicum Orotundum: in quo quidem Hospitali ad ipsius servitium, & Deo perpetuo famulando, quatuor ponantur seu præsententur per suum Hæredem universalem, & Comitem Sabaudie infrascripti, & alios Sabaudie Comites in perpetuum successivè, Capellani, quorum unus specialiter nominandus curam habeat, rectoriam, & administrationem bonorum, & jurium Hospitalis prædicti; qui quatuor Capellani diebus singulis ibidem in Capella construenda, Officia divina celebrent, & Missas, cum poterunt, & facultatem habebunt, unam specialiter ad notam diebus singulis, in quibus Missis specialem commemorationem de ipsius anima Testatoris, Domine Yolande de Montferrato olim sue dilectæ Conjugis, & aliorum Prædecessorum suorum, facere teneantur; de quibus qui-

TOM. I. PART. II.

dem centum libris, primi quatuor Capellani præsentandi, & instituendi ibidem annis singulis capiant, vivant, & habeant, dum vivant, quatuor viginti libras Viennensium prædictorum, videlicet quilibet viginti, Successorum autem ipsorum, usque in infinitum sexaginta libras dictæ monete, videlicet quilibet Capellanus quindecim libras, & quod supererit, in usus pauperum convenientium in Hospitali prædicto committatur, quas centum libras annuales prædictas assignavit, & assignavit, assignatasque, & alciatas esse voluit super leyda, & leyda exitibus Sancti Genesii, de quibus exitibus dictæ centum libras annis singulis percolvantur, residuum, si quod erit, ejus Hæredi integre reservato. Quod si casu aliquo, sive causa dictam leydam minus aliquo tempore dictis centum libris valere contigerit, defectum Hæres prædictus universalis supplere, & ejus Hæredes in perpetuum teneantur, ita quod integras habeant Capellani, & Hospitale prædicti, centum libras annis singulis & non minus, ipsi autem Hospitali dari voluit, & legavit, cum domitium perfectum fuerit, ut superius ordinatur, triginta lectos sufficientes fructibus, & munitionibus competentibus, volens, præcipiens, atque jubens quod semper, & quodcumque Comes Sabaudie, ejus Hæres universalis inferior nominatur, & ipsius in Comitatu in posterum Successorum erunt apud Sanctum Genesium, relevationem de mensa, Hospitio ejusdem sit pauperum Hospitalis prædicti, & in ipsorum usum, & sustentationem propriam committantur; Rogans idem Testator tenore præsentis Instrumenti Dominos Episcopum Bellicensem, Priorem, & Curatum Sancti Genesii quod prædictis consentire dignentur, volens etiam quod Altaribus, & Capella prædictis sufficienter provideatur de parametis, & libris necessariis, & deficientibus competentibus & similiter omnibus aliis Capellis inferioribus ordinandis, quibus non est sufficienter provisum. Item voluit, iussit, & ordinavit quod in quolibet Castro, seu Castellania qualibet (quod & quam habet in tota terra, & Baronis filii) valente annis singulis eidem communiter de redditu ducentas libras Viennenses prædictorum ad opus sui fiat, si ibi constructa, seu edificata non sit in Castro, seu domo propria, seu Castellania Testatoris prædicti una Capella & edificetur congrua expensis sui Hæredis universalis. Quibus Capellis constructis, & edificatis, ac edificandis, ut supra, singuli instituuntur, & ponantur Capellani perpetui, qui in ipsis Capellis Deo famulando Divina celebrent, & Missarum solemnia cum poterunt, in quibus Missis commemorationem specialem singuli facere teneantur pro anima Testatoris prædicti, ejus conjugis, & aliorum de genere, præteritorum, præsentium, & futurorum. Pro quarum singularum Capellanorum non dotatarum dotibus, & instituendum in ipsis Capellanorum sustentatione legavit singulis ipsis Capellis decem libras Viennenses prædictorum annuales, & in ipsis eas dotavit singulas attendendas in locis singulis infrascriptis prout Executoribus descriptis locis singulis videbitur faciendum, & Hæredi suo universali prædicto, & suis Hæredibus in perpetuum jure patronatus, in ipsis retento, ac etiam reservato singulis jam dictis Capellis, rogans idem Testator tenore præsentis Testamenti, universos, & singulos Episcopos, Prælatos, Curatos, & Clericos quorum in præmissis vel aliquo præmissorum, seu alterius eorumdem consensus debet intervenire de jure, quod pro opere prædicto consensus præbeant, & assensum. In locis vero, & Castellaniis in quibus vigore præsentis ordinationis debet edificari Capella, in quibus idem Dominus Comes Castrum non habet, seu propriam mansionem Capellæ edificatur, & dotentur ut supra loco quem dicti Executors duxerint eligendum. Item iussit, voluit, & ordinavit fieri, & compleri Capellam fieri inchoatam per bonæ memoriæ Comitem Amedeum Genitorem ipsius Domini Comitis Testatoris apud Camberiacum prope Castrum, & aquam Abanæ ipsamque Capellam perfici ipsius Hæredis universalis expensis, & dotari, prout per ipsum bonæ memoriæ Comitem Amedeum in ipsius Testamento seu Scripto alio, vel alter dicitur ordinatum. Item voluit, iussit, & ordinavit quod Conventibus Prædicatorum Montisemilianis, & Ripolarum semper, & quodcumque contingeret, Hæredem suum universalem infrascriptum, vel ipsius Hæredes in perpetuum in Comitatu Sabaudie, esse in aliquo ex locis prædictis, vel manere per diem, vel dies aliquos, quod singulis diebus quibus idem Comes erit in altero dictorum locorum illi Conventui ex prædictis cuius loco erit provideatur per ipsum Comitem, & ejus expensis de pane & vino necessariis pro sustentatione Fratrum, & Conventus eorumdem. Item iussit, mandavit, voluit, & ordinavit, annis perpetuo singulis in festo Assumptionis.

ANNO

1343.

Ee

fin.

tion. B. Mariæ Virginis in Ecclesia, & Conventu Minorum Camberiaci, unam Missam Conventualem *pro defunctis* celebrari ad notam, & per Sacerdotem ipsam Missam celebrantem, & singulos ipsa die celebrantes, seu celebratos ibidem pro ipsius, & ejus conjugis, & aliorum de suo genere animabus commemorationem fieri spacialem, qua die voce præconis, vel aliter pro ut videbitur faciendum usque ad quatuor millia pauperum, ad ipsam ibidem convocentur Missam. Post quam Missam factaque processione congrua *pro defunctis*, fiat per aliquem ex Fratribus dicti Conventus Sermo congruus pauperibus, & aliis convenientibus ibidem, & specialis commemoratio, præcesque Deo, & Beata Mariæ Virgini effundantur, specialiter pro animabus ipsius Testatoris, ejus Conjugis, & ipsius defuncti genere conjunctorum, ac morientium in futurum, & hortentur singuli adstantes pro ipsius Testatoris anima, *Ave Maria* dicere orationem, quo quidem Sermonem finito singulis pauperibus usque ad complementum numeri quatuor millium prædictorum, si tot convenient ipsa die donentur quatuor denariis Viennensibus prædictorum, vel in alia moneta ipsos quatuor denarios valente, & prædicta distributio fiat per Gardianum, qui pro tempore fuerit, afferturque elemosyna prædicta super pedagi Camberiaci & ipsa die dentur Fratribus Minoribus decem libras prædictorum Viennensium pro una pancia qua affertentur ut supra, & si defectus esset aliquo tempore quo pedagium prædicta non valeret, Haeres defectum supplere teneatur. Item iussit, mandavit, voluit, & ordinavit annis singulis perpetuo in festo Assumptionis Beata Mariæ Virginis in Ecclesia Sanctæ Mariæ de Burgo in Bressia unam Missam annualem ad notam celebrari *pro defunctis*, & per Sacerdotem ipsam Missam celebrantem, nec non omnes alios, & singulos Sacerdotes tunc congregatos, & celebrantes ibidem pro ipsius, & ejus Conjugis, & aliorum Prædecessorum suorum animabus commemorationem fieri specialem, qua die voce præconis vel aliter prout videbitur faciendum, usque ad quatuor millia pauperum ad ipsam ibidem tunc convocentur Missam, qua Missa celebrata, & facta processione *pro defunctis* congrua sicut decet, fiat Sermo per aliquem dignum ad hoc, & idoneam personam, dictis pauperibus, & aliis personis convenientibus ibidem, & commemoratio specialis, præcesque Deo, & Beata Mariæ Virgini effundantur pro ipsius Testatoris, ejus Conjugis, & aliorum de ipsius genere defunctorum animabus, conjunctorum, ac morientium in futurum, & hortentur singuli adstantes ibidem pro ipsius anima Testatoris dicere orationem *Ave Maria* de præsent: quo quidem finito Sermonem, singulis pauperibus, usque ad complementum quatuor millium prædictorum, si tot convenient ipsa die, donentur quatuor denariis Viennensibus prædictorum, vel in alia moneta usque ad valorem ipsorum, quo distributio fiat per Priorem, & Curatum dicti loci, qui curam habent prædictorum, & congregent viginti Sacerdotes ipsius, & aliis ejusdem Ecclesiæ Sacerdotibus in viginti Sacerdotibus computatis, quibus viginti Sacerdotibus legavit decem libras Viennensium annuales inter ipsos distribuendas equaliter per Priorem, & Curatum, ita quod quilibet dictorum Prioris, & Curati duplicem habeat portionem; quæ decem libras cum denariis dandis pauperibus per Hæredem suum universalem & ejus Successores solvi voluit atque iussit. Item voluit, iussit, & ordinavit unam Capellam fieri, seu factam in Ecclesia Prioratus Conziaci, dotavit de libris viginti annualibus Viennensibus prædictorum afferendis congruè per Executores infra scriptos, in qua Capella instituitur perpetuus Capellanus ad præsentationem Comitatus Sabaudie, qui pro tempore fuerit; jus præsentandi & patronatus in dicta Capella suis Hæredibus perpetuò retinendo; Idem vero Capellanus in Missis singulis pro ipsius Testatoris, & suorum animabus ut supra, commemorationem facere teneatur. Item pro uno anniversario ipsius Testatoris, & suorum Prædecessorum animabus in Prioratu prædicto annis singulis faciendo, legavit ipsi Prioratui vineam suam de Pinea, sitam in Parrochia de Chaley prope Bellicium, in mandamento, & Castellania Rossilonis, in territorio videlicet dicto de Pinea, juxta vineam Hæredum Petri Russi de Bellicio quondam ex una parte & terram eorundem ex altera, & vineam Hæredum Hugonis de Camera quondam ex alia, & vineam Domini Joannis de Camera ex alia, & nemus illorum de Billieu ex alia, & viam publicam qua itur de Bellicio apud Billiacum, aliis confrontationibus semper salvis, cum juribus, & partim vineæ prædictæ. Item pro reficienda Ecclesia Yennæ, eidem legavit Ecclesiæ libras centum Viennenses prædic-

torum semel solvendas. Item in ipsa Ecclesia Yennæ, si in ea altare aliquod dotatum non sit, vel si omnia dotata sint, unum fieri voluit, & mandavit, quod dotari voluit de viginti libris annualibus monetæ prædictæ afferendis ut supra, per Executores sub scriptos, & ad servendum eidem perpetuo, & appellatum instituit ad præsentationem Comitatus, suis Successoribus, jus Patronatus perpetuò reservando; Capellanus autem instituendus commemorationem pro animabus ut supra facere teneatur. Item pro reficienda Ecclesia Tausiaci, legavit eidem Ecclesiæ centum libras Viennenses prædictorum semel solvendas. Item in ipsa Ecclesia unum altare seu Capellam ut supra fieri voluit, & de libris viginti annualibus dotari, jus Patronatus sibi, & suis Hæredibus retinens, & commemorationem pro suæ animæ, & suorum remedio, prout supra dictum est, fieri in Ecclesia Yennæ, & in ipsa Capella præsentari, & institui perpetuum Capellanum. Item cum ipse diu esset, ordinavit in Ecclesia Beata Mariæ de Burgo in Bressia, unam grossam candelam, seu torchiam cere ardentis continuè ad honorem Beata Mariæ Virginis vult, jubet, & mandat ipsam ibidem candelam seu torchiam ardere perpetuò, afferturque per Executores sufficienter annuales redditus ad prædicta. Item jubet, & mandat ad arbitrium dictorum Executorum universis, & singulis Ecclesiis Cathedralibus, Abbatibus, Monasteriis, Prioratibus, & Parrochialibus Ecclesiis, & aliis locis piis totius Comitatus Sabaudie, Elemosynam fieri pro ipsius, & suorum animabus, per Hæredemque suum persolvi. Item legavit Fratri Petro de Coysia viginti libras Viennenses per Hæredem suum sibi annis singulis, dum vixerit, persolvendas. Item Fratri Joanni de Duyssia ejus socio Ordinis Minorum prædicti libras decem Viennenses prædictorum ad vitam annuatim ut supra. Item Fratri Guillelmo de Coignino Ordinis Prædicatorum Confessori suo legavit viginti libras Viennenses prædictorum, per Hæredemque suum sibi solvi iussit annis singulis, dum vixerit. Item Fratri Petro socio ipsius dicti Ordinis Prædicatorum legavit decem libras prædictorum Viennenses ad vitam ipsius annis singulis persolvendas. Item iussit, voluit, & mandavit quod totum argentum quod habebit jure Seigniorie, per Hæredem suum infra scriptum quousque compleverit quartum decimum annum de argenteis totius Comitatus Sabaudie, ad manus prædictorum Executorum perveniat, qui de ipsis Calices fieri faciant, quos donent Ecclesiis frumentis, & munitis Calicibus, primo Capellis in præsentem Testamentum ordinatis, prout eis videbitur faciendum. Item legavit Baldaro Belliojoci, qui nunc dicto Testatori servit, Mitraliam Villæ Novæ & Insule de Ciers, sine aliquo Censu, seu firme, solutione, cum juribus, & pertinentiis suis, & domum quam habet supra Chauslantan Stagni Sancti Diderici de Insula & Molendinum ibidem existentis quæ Mitraliam, Molendinum, & Domum, idem Baldardus teneat in feudum ligium a Comite Sabaudie infra scripto, & suis Successoribus in perpetuum, ipse Baldardus, & sui, & de ipsis homagium ligium eidem Comiti, & suis Successoribus facere teneatur; & servitium ut ligius contra omnes, & Domus sui redditibilis Comiti Sabaudie, qui pro tempore fuerit. Item legavit Naturalibus suis Ogerio, & Amedeo, ultra illud bonum quod Amedeus filius ipsius Testatoris eis faciet, centum libras Viennenses prædictorum annui redditus, pro quolibet tempore afferendas sufficienter eidem per Tutores infra scriptos, ad Consilium infra scriptorum Consiliarium, & Executorum; qui naturales prædictorum annui redditus afferant per Tutores, & Executores supra dictos, quas percipiat dum viverit, & post ejus decessum ad Hæredem universalem ipsius Testatoris infra scriptum totalliter revertantur. Item legavit Donata sua *Monsiale de Boni*, quandiu viveret annis singulis, quadraginta libras Viennenses prædictorum afferendas eidem per Tutores, & Hæredem infra scriptos. Item voluit, & iussit quod singulis familiaribus, & servitoribus suis fiat satisfactio, & remuneratio unicuique secundum qualitatem sui servitii, & attentis tempore quo servivit, & statum, & conditionem personæ ad arbitrium infra scriptorum Tutorum, Executorum, & Consiliarium, & prout eis videbitur faciendum. Item voluit, & ordinavit quod Domine Joanne ejus Nepoti Filie quondam Comitatus Eduardi Ducessis Britannie, fiat satisfactio, & attendatur pro jure quod ipsa posset habere contra ipsum, vel in Comitatu Sabaudie juxta Tractatum cum eadem factum dudum, & sigillatum sigillo Domini Regis Francie, vel plus vel

ANNO vel minus, secundum quod videbitur esse iustum, & concordari poterit cum ipsa ad evidentiam, & arbitrium infrascriptorum Tutorum, Executorum, & Consiliariorum, equitate, & iustitia pensata, ita tamen quod concordato cum ipsa, & in satisfaciendo pacto teneatur quitare quicquid in eis possit habere, vel petere, contra ipsum Dominum Comitum, ejus Hæredes, & in Comitatu Sabaudia, cum pactis, conditionibus & aliis quæ fieri videbuntur. Item, vult & ordinat quod Magister Palmerius Phisicus suus, dum in humanis erit, sit Phisicus, & familiaris Comitibus infrascripti sui Hæredis universalis, sub salario, & pensione sufficienti ad arbitrium infrascriptorum Tutorum, Executorum, & Consiliariorum, scilicet centum solidorum Grossorum Turonensium. Item voluit, iussit, & mandavit idem Testator de fide, legalitate, & industria Domini Georgii de Solerio de Yporegia nunc Cancellarii sui confidens ad plenum, & ut idem de impensis, & impendendis servititi fiat remuneratio quod ipse Dominus Georgius dum vitam naturalem duxerit in humanis, sit Cancellarius ejus Hæredis universalis infrascripti, & ipsius in posterum Successorum, officiumque Cancellarie ad plenum teneat, & exerceat, sitque Cancellarius, & familiaris commensalis Comitibus suprascripti, & Successorum ejusdem, & computare de sigilli exitibus teneatur, cui tamen fiat remuneratio de labore per ejus Hæredem infrascriptum vel ejus Successores ipsi Domino Georgio, secundum quod æquum fuerit atque iustum annis singulis quoad vivet. Item dilectam Filiam suam Blanchiam, in triginta millibus libris Viennensibus prædictorum, sive triginta millibus florentis auri solvendis, cum maritibus, terminis sufficientibus ad ordinationem infrascriptorum Tutorum, & Executorum, sibi Hæredem instituit, & pro ipsa eam voluit esse tacitam, & contentam, ita quod nihil amplius in ipsum Testatoris hæreditate possit petere occasione successionis Paternæ: Cui Blanchie, si ipsam quandocumque mori contigerit, quod abest, sine liberis uno vel pluribus ex ipsius corpore, & legitimo matrimonio procreatis, vulgariter, pupillariter, & per fideicommissum, & alio modo quo melius potest, substituit Amedeum ejus primogenitum, si viveret tempore mortis ipsius Blanchie, & si non viveret, ipsius Amedei Hæredem masculum succedentem in Comitatu Sabaudia, quod si nullis relictis masculis decesserit, Joannem ejus Filium secundogenitum, si viveret, vel ejus Hæredem masculum in Comitatu succedentem prædicto, in viginti sex millibus librarum Viennensium prædictorum, quatuor vero millia residua possit ipsa Blanchia legare, & de ipsis disponere prout sua fuerit voluntas. Item Joannem dilectum suum Filium secundogenitum, sibi Hæredem instituit in quinque millibus librarum Viennensium prædictarum annui redditus affectandis, & assignandis per Hæredem suum infrascriptum, ad consilium infrascriptorum Tutorum, Executorum, & Consiliariorum in locis, ubi, & prout eis videbitur pro meliori Comitatu Sabaudia, in Castris, & jurisdictione, æstimando tamen jurisdictionem in assignatione, & redditu suprascriptis, cui Joanni, si ipsum, quod abest, mori contigerit quandocumque sine hæredibus masculis uno vel pluribus ex ipsius proprio corpore, legitimo matrimonio procreatis, substituit vulgariter, pupillariter, & per fideicommissum. Amedeum Filium ipsius Testatoris infrascriptum suum universalem Hæredem, & ejus Hæredes Comites Sabaudia, quæ quidem affectatio, & assignatio non fiat, nec fieri peti possit per dictum Joannem, nec etiam prædicta in quibus est institutus ut supra, usque quod pervenerit ad ætatem perfectam viginti quinque annorum, interim tamen Hæres universalis prædictus teneatur ipsi Joanni necessaria ministrare secundum decemiam sui status, & pro prædictis idem Testator dictum Joannem Filium suum esse voluit tacitum, & contentum. Ita quod in bonis Paternis nihil amplius possit petere, exigere, vel habere quomodocumque, nisi in casu substitutionis infrascriptæ: prædicta siquidem idem Joannes, & sui Hæredes in feudum, & homagium ligium teneant, & tenere debeant, ac se tenere fateantur, & effectualiter recognoscant ab Hærede universalis ipsius Testatoris infrascripto, & suis Successoribus in Comitatu Sabaudia, & pro prædictis homagium ligium facere teneantur ipsi Amedeo, & Successoribus Comitibus Sabaudia, & eisque ligie servire de feudo prædicto, & persona, nec alicui alteri possit homagium ligium facere dictus Joannes vel ipsi Hæredes, seu non ligium quomodocumque, nisi Comiti Sabaudia qui pro tempore fuerit, & ad hoc sacramento, & obligatione solemniter, idem Joannes se adstringere teneatur cum faciet primum homagium, quod facere teneatur cum sibi expedientur

ANNO redditus, & terra prædicta, & sic ejus Hæredes successive usque in infinitum cum fidelitate renovantur, & facient debitum sacramento, & reversionem postulant, nisi de consensu, autoritate, & voluntate ejusdem Amedei vel Comitum qui pro tempore fuerint, quam reversionem facere, & recipere fidelitatis sacramento Comes qui pro tempore fuerit, non teneatur, nisi fiat obligatio, sacramento, & promissio quæ, & prout superius declarantur. Quod si eundem Joannem mori contigerit sine hæredibus masculis ex ipso, & legitimo matrimonio procreatis, & ei succedere vigore substitutionis prædictæ dictum Amedeum, vel ejus descendentes Hæredes ex ipso ut supra relictis Filia, vel Filiabus una vel pluribus ex ipsius corpore, & de legitimo matrimonio procreatis, prima ei succedat in decem millibus libris semel Viennensibus prædictorum, secunda vero & deinceps qualibet in quinque millibus libris Viennensibus prædictorum semel, quas dictus Amedeus seu ejus Hæredes masculi succedentes eidem Joanni terminis sufficientibus solvere teneantur eisdem, & pro prædictis ipsam, & ipsas esse voluit tacitas, & contentas, Tutores autem, & Curatores Amedei infrascripti sui universalis Hæredis Joannis, & Blanchie liberorum suorum esse voluit, disposuit, & ordinavit Dominus Ludovicus de Sabaudia Dominum Franciscum Consanguineum suum carissimum, & Amedeum Comitum Gebennensem Nepotem suum dilectum, dum vivit in humanis, & si, quod abest, durante tempore dictæ tutela, vel curæ, alter ipsorum moretur, vel de ipsis se nollet immiscere, superstiti, volentique administrare remaneat tota tutela, curæ, & administratio, ita tamen quod idem Tutores dum vivunt, & acceptabunt, ambo simul administrarent, & gerant cum consilio in singulis Marchiis infrascriptorum Consiliariorum, & Executorum, vel majoris partis ipsorum, qui Tutores, durante tempore tutelæ dicti Amedei universalis Hæredis, non teneantur ad confessionem Inventarii, nec ad redditionem rationis administrationis prædictæ, post pubertatem autem dicti Amedei tempore videlicet dictæ curæ ad Inventarium faciendum, & rationem reddendam administrationis hujusmodi teneantur de administrandis tempore curæ, Consilarii vero in Marchia Sabaudia sunt hii, Dominus Guilielmus Dominus Intermonium, Dominus Petrus Dominus de Veteris, Dominus Petrus Marescalci, & Dominus Petrus de Montegelo Milites; In Viennese Dominus Hugo, Dominus Malibecci, Dominus Amedeus Miribelli, Dominus Petrus de Montebello Castellanus Scalarum, Dominus Guilielmus de Miribello Castellanus de Fararnas, Dominus Amedeus de Bellovidere, Dominus Godomarus de Failo, & Dominus Guinus de sancto Simpliciano Milites; In Bressia Dominus Petrus de Palude, Dominus Varembonis, Dominus Joannes Dominus S. Amoris, Dominus Joannes Dominus de Fromentes, Dominus Galeus de Balma, Dominus Valusini, & Dominus Joannes, Dominus Corgenonis Milites: in Chablasio Dominus Guichardus tunc Episcopus Sedunensis, Dominus Rodolphus de Blonnay, & Dominus Petrus de Saillione Milites: in Valle Augustæ, Dominus Nicolaus Episcopus Augustensis, & Dominus Petrus de Chalan Condominus Montis-joveti: in Valle Secusæ, Dominus Rodolphus Abbas Sancti Michaelis de Clusa, & Dominus Guilielmus Condominus de Ripa alta. Item Liberos suos, & specialiter infrascriptum universalem Hæredem suum & totum Comitatum Sabaudia recommendat humiliter, & devotè summo Pontifici Domino nostro, sacro Reverendorum Patrum Dominorum Ecclesiæ Romanæ sanctæ Cardinalium Collegio, Dominis suis carissimis Regibus Francorum, & Navarre, Duci Normandiæ, Comiti de Alençon, Burgundiæ, & Borbonii Ducibus ac Nepotibus, & Fratri suis carissimis, Dalphino Viennensi Marchioni Montisferrati, Comiti Altissiodorensi, Domino Bellijoci, Principi Achayæ, Dominis Mediolani, & universis singulis suis Dominis, amicis, fidelibus omnibus, & Vassallis qui nunc sunt, & pro tempore fuerint. In omnibus autem aliis bonis suis, Principatu, Comitatu Sabaudia, Ducatu Chablasi, & Augustæ, Marchionatu in Italia, Dominio Baroniarum Baugiaci, & Coloniae, Civitatibus, Castris, Villis, Feudis, retrofeudis, Vassallis, hominibus, juribus, jurisdictionibus, meritis, mixtis Imperiis, honorantibus, actionibus, rationibus, & dreyuris, presentibus & futuris, ad ipsum quocumque titulo, causa, occasione, vel jure spectantibus presentialiter, & in futurum in Comitatu Sabaudia, Regno Franciæ, vel alibi, ubicumque sibi Hæredem universalem instituit Amedeum Filium suum primogenitum prædictum: Et si prædictum Amedeum, & ejus Liberos masculo in infinitum agnatos ex legitimo matrimonio

ANNO
1343.

monio descendentes, si quos habebit, mori contingerit in ætate pupillari, vel postea quandocumque sine Liberis masculis ex eo, legitimoque matrimonio procreatis, Joannem ipsum Testatoris Filium secundo genitum, si tunc esset superflus, alias ejus Liberos masculos legitimos, & naturales in infinitum, videlicet ex his primogenitum eidem substituit, & si dictos Amedeum, & Joannem, & eorum agnatos Liberos in infinitum masculos ex legitimo matrimonio procreatos, si quos haberent, mori contingeret sine Liberis masculis ex legitimo matrimonio procreatis, Dominum Ludovicum de Sabaudia consanguineum suum castissimum si viveret, alias ejus Liberos in infinitum masculos agnatos ex legitimo matrimonio procreatos, videlicet primogenitum eidem substituit, excepta Baronia Terræ Baugiaci prædictæ, cum Castris, Juribus, & pertinentiis, quam eo casu vult ad Blanchiam Filiam suam prædictam pervenire, ut tamen ipsa in feudum, & homagium ligium à Comite Sabaudia qui tunc erit, & ejus Successoribus Comitibus Sabaudia teneat plenarie, pertinere, & de ipsis servire ligie contra omnes teneatur. Quod si dicta Blanchia tunc non esset superflua, vult idem Testator eandem Baroniæ, & terram ad carissimum Nepotem suum Dominum Amedeum Comitem Gebennensem devenire, qui teneat ipsam in feudum ligium, & sub homagio ligio pro se, & suis Hæredibus, sequē tenere à Comite Sabaudia recognoscere teneatur qui tunc erit, & Successores ejus, & pro ipsa sibi servire ligie contra omnes. Si verò dictos Amedeum, Joannem, & Dominum Ludovicum, & masculos eorum Liberos in infinitum agnatos, procreatos, ut supra si quos haberent contingerit, quod absit, sine Liberis masculis ex legitimo matrimonio procreatis obire, tunc eundem Comitem Gebennensem ipsis Hæredem universalem substituit in toto Sabaudia Comitatu, ceterisque bonis suis ubicunque sint, excepta Baronia Terræ Baugiaci prædicta, videlicet eo casu quo substitutio locum haberet in eadem terra quoad Blanchiam Filiam suam prædictam, in casibus autem in quibus locum proximè haberent substitutiones prædictæ, si qua vel quæ Filia dictorum Amedei, & Joannis Filiorum ipsorum ex tunc maritanda, vult primogenitæ nomine dotis triginta millia florenorum per tunc Comitem Sabaudia dari, cæteris verò Filiabus si quæ forent, cuiuslibet viginti millia florenorum auri. Executores autem hujus suæ ultimæ voluntatis esse vult, & disponit Dominos Archiepiscopum Tharentensem, Episcopos Sedunensem, Marianensem, & Bellicensem, Abbatem Sancti Michaelis de Clusa, Dominos Gulielmum de Montebello Dominum Intermontium, Dominum Petrum Dominum de Viteris, Petrum Marescalci, Petrum de Monteglaro Milites, Georgium de Solerio, Gulielmum Boni; & Fratres Petrum de Coysia Ordinis Minorum, & Gulielmum de Coignino Ordinis Prædicatorum, quibus fæ majori parti ipsorum idem Dominus Comes Testator concedit, & committit plenum executionis arbitrium, & plenariam potestatem quæ aliquo vel aliquibus ex ipsis morientibus ad alios cum integritate remaneat super tota omnia supra dicta. Hanc autem suam ultimam voluntatem, & ordinationem, ac dispositionem validam asseruit esse velle, quam valere voluit, iussit, & disposuit idem Testator jure Testamenti nuncupativi, seu alterius ultimæ voluntatis, seu jure Donationis, factæ inter vivos, vel Donationis causa mortis, aut jure Codicillorum, & si fortè non valeret jure civili, vult & jubet quod valeat secundum canonicas functiones vel eo jure, modo & forma, privilegio, usu, & consuetudine quibus melius valere poterit, & tenere, & hanc ordinationem suam, & dispositionem vult, & jubet esse suam ultimam Testamentum, & validum sine scriptis, quamvis in scriptis redactum, & suam ultimam voluntatem, & si quod aliud Testamentum, seu alia Testamenta, Codicillos, seu ultimas voluntates alias fecit vel condidit, aut aliquoties disposuit, illud, & omnia alia, & singula, præter præsens Testamentum, revocat penitus, & annullat, non obstantibus aliquibus verbis derogatoriis apposis in eisdem aliis Testamentis, Codicillis, seu aliis ultimis voluntatibus volens, & jubens expressè omnia, & singula alia Testamenta, & alias quascunque ultimas voluntates, & dispositiones ante præsens Testamentum factas, & factæ fore cassa, nulla, irrita, & inania, & nullius esse valoris, & momenti, præseni Testamento duntaxat in suo firmitatis pleno robore permanente, & perpetuò valituro, ac si dicta verba derogatoria essent in præseni Testamento declarata specialiter, & expressè. Posuit itaque omnium aliorum Testamentorum, ac dispositionum factarum ac factorum ante præsens Testamentum, & de ipsis inhibens

Instrumenta fieri, vel levari, tenore præsentis Instrumenti, volens atque jubens quod nos Notarii infra scripti, & quilibet nostrum prædicta omnia in publicum formam redigamus ad dictamen, & consilium peritorum, & inde fieri & levari unum, & plura publica Instrumenta de omnibus, & singulis prædictis, & de quolibet legato, & de quolibet clausula pro Hæredibus, & Legatariis, & aliis omnibus, & singulis quorum interest, & interesse poterit, dictanda & rescienda semel, & pluries ad dictamen, & consilium sapientium, Rogans omnes Testes infra scriptos quod huic Testamento suo, & ultimæ voluntati qui ad hoc fuerint specialiter convocati Testes esse velint, & de omnibus prædictis quæ continentur in ipso. Actum in Domo forti Domini Petri Marescalci Militis, apud Crestum Castellaniæ Montis-meliani Diocesis Gratianopolitani in Camera à latere deversus Prioratum de Albino, Anno, Indictione, & die quibus supra, Præsentibus D. Joanne Domino Corgenonis Milite, D. Petro Marescalci Milite, D. Georgio de Solerio, Fratre Gulielmo de Cognino, & Fratre Petro Bordonis Ordinis Prædicatorum, Gulielmo Boni Burgensi Camberiaci, Magistro Bonifacio Boncastalis Phisico Camberiaci commorante, Francisco Maillolli de Ast, & Joanne Boccacca de Janua Apothecariis, Camberiaci residentibus, Jacometo de Villaretto Domicello, Joanne Barberio dicti D. Comit, & Quirio de Crofide de Ripolis familiaribus dicti D. Comit, & Gulielmo de May de Sancto Juliano Testibus vocatis, & rogatis per dictum Testatorem ad omnia supra dicta.

CCLXXXIII.

Littere Joannis Silesie Ducis, Quibus recognoscit, Quod Civitatem & Castrum Gor, cum omni Territorio & appertinentiis CAROLO Marchioni Moraviae, pro octo millibus Marcharum grofforum Pragenium Denariorum pignoris nomine obligaverit; Civitatem verò prædictam de concessu memorati Marchionis tempore vite sue tenendam acceperit, post mortem tamen suam ad prædictum Marchionem devolvi debere. Actum Wratislaviae feria septima infra Octavam Corporis Christi anno 1343. [LUNIG, Teutiches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat I. Abf. III. p. 302.]

19. Juin.

NOs Joannes Dei gratia Dux Silesiæ & Dominus Stinaviæ recognoscimus, & ad universorum præsentium & futurorum volumus notitiam pervenire. Quod bona deliberatione, & maturo consilio cum fidelibus nostris præhabitis nostram perspicientes conditionem fieri meliorem, Excellenti & Magnifico Principi Domino nostro charissimo Carolo, Serenissimi Regis Bohemie veri nostri primogenito Marchioni Moraviae Hæredibus & Successoribus suis, Castrum Gor & Civitatem cum Territorio, nec non Villis, possessionibus, granitiis, limitibus, metis, terminis, agris, cultis & incultis, pratis, pascuis, sylvis, rubetis, nemoribus, venationibus, aucupationibus, aquis, aquarumque decursibus, piscationibus, molendinis ad aquam vel ad ventum expositis, montibus, vallibus, planis, habitis & habendis, Vassallis & hominibus, honoribus, Jurisdictionibus, plenoque Dominio, nullo diminuto penitus vel excepto, ac aliis Juribus, fructibus, utilitatibus & pertinentiis universis, quibuscumque nominibus censentur, prout ad nos à nostris progenitoribus pervenerunt, & sicut eadem hucusque dignoscimur possidere, pro octo millibus Marcharum grofforum Denariorum Pragenium Polonici Pagamenti, ritè & rationaliter nomine pignoris obligavimus, & de certa scientia præsentibus obligamus. Taliter quod de Castro Gor prædicto duntaxat ad præsens sibi cessimus, & id suæ traditionis & agnosimus & assignamus suæ potestati; Civitatem vero Gor, cum Territorio, & omnibus suis antedictis pertinentiis, fructibus & utilitatibus quibuscumque pro vite nostre tempore de præfati Domini Marchionis Moraviae benevolentia & concessa sine impedimento quolibet possidere debemus, & tenere, sed post mortem nostram eadem Civitas & Territorium in prædictis omnibus suis pertinentiis & appendiis ad prædictum Carolum Marchionem Moraviae Hæredes & Successores suos sine difficultate qualibet & absque resistentiâ, seu

renu-

ANNO
1343.

rensentia cuiuscunque pro prædictis octo millibus Marcharum liberè nomine pignoris devolvetur, habenda, tenenda, uti fructu & pacificè possidenda. Promittimus bona fide vice & nomine *Juramenti*, præfato Domino Marchioni, Hereditibus & Successoribus suis, cum prædictæ Civitatis Gor., nec non Civitatis *Stinavie*, ac omnium aliarum nostrarum Munitionum seu Fortaliorum apertione, ac omni, quâ valemus potentia, contra quemlibet Dominum cuiuscunque præminentiæ aut status existant, etiam si nobis consanguinitate & affinitate, quomodolibet sit alitudo, assilire & fideliter adherere, quantociusque & quotiescunque per ipsos, aut suos Capitaneos vel Officiales quoscunque fuerimus requisiti. In quorum omnium testimonium præsentibus fieri, & sigilli nostri appensione fecimus communiri. Actum & Datum *Wratislavie*, feria septima infra octavas Corporis Christi Anno Domini M.CCC.XLIII.

CCLXXXIV.

4. Octo. *Tractatus Pacis & Amicitie, inter ANDREAM DANDULO Ducem & Dominum VENETORUM ab uno, & NELIPTIUM TINIENTSEM Comitem, huiusque Nepotem Comitem CONSTANTINUM à parte altera, Quâ dicti Comes nullam imperperum violentiam Civitati Sibenici, aliisque dicti Ducalis Domini Civitatibus, Terris & Locis in Slavonia sitis inferre, sed liberum meatum & remeatum, securumque mercaturæ commercium concedere, illatum porro damnum rescire Castellumque in Sibenicensi Territorio exstruere demolire promittunt: Vicissim Dominium VENETORUM omnia Cognitum sequestrata bona, statim ac damnum fuerit reparatum, relaxare, ipsiunque NELIPTIUM & ejus Filium in Cives Venetos recipere pollicetur. Actum in Loco vocato Slap in summe Kercha, die 4. Octobris 1343. [JOANNES LUCIUS de Regno Dalmatiæ & Croatia Lib. IV. pag. 213.]*

IN Christi &c. 1343. Ind. 12. die 4. men. Octob. Cum inter alias virtutes & humanas operationes pax obtineat principium, quam pacem tanquam munus præcipuum Deus noster Omnipotens in sui nativitate præ cæteris in terris per suos Angelos voluit nuntiari, & nuper instigante humani generis inimico qui zizaniam ubi liber fatigat seminare pro damnis, violentis, & injuriis illatis hæctenus & commissis Communi & hominibus Sibenici fidelibus Domini Ducis, & Communis Ven. per Comitem Neliptium Tinientsem, & ejus nepotem Comitem Constantinum, & gentes, & sequaces eorum guerra, & dissensio foret orta inter præfatum Illustrem, & Magnificum DD. Andream Dandulo D. G. Venet. Dalmat. atque Croatiae Lucitum Ducem Dominum quartæ partis & dimidiæ totius Imperii Romani, & ipsum Commune Venet. & fideles ejus prædictos ex parte una, & præfatum egregium & potentem virum D. Neliptium Tinientsem Comitem ex altera. Recognitis idem D. Nelip. Comes quot bona ex Pace proveniant, & per consequens quot mala per guerram generantur, & pericula in quibus tota contracta Slavonia propterea subiacebat, Deum habens præ oculis, & ipsius vestigia cupiens imitari cum egregiis & Nob. Viris Dominis Nicolao de Priolis, & Nicolao de Pisanis Civibus Honor. Venet. & de mandato ejusdem D. Ducis & Communis Ven. & fidelium suorum prædictorum, & aliarum partium Slavoniae Provisoribus destinatis recipientibus nomine & vice dicti D. Ducis & Communis Ven. nec non sui adherentium habentibus libertatem ab ipso Domino Duce, & Commune Ven. pacem cum prædicto D. Comite Tinien. Neliptio, & ejus nepote Comite Constantino, & gentibus eorundem concordiam &c. firmandi de qua libertate constat Litera quadam aperta & sua Bulla plumbea solita communis tenoris infra scripti visâ & lectâ, ad Pacem & Concordiam in hunc modum venire curavit. Primo quidem promissit idem D. Nelip. Comes pro se, & ejus nepote Comite Constantino, & omnibus eorum gentibus, & sequaciis præfatis Dominis Nicolao de Priolis, & Nicolao Pisanis Provisoribus recipientibus nominibus quibus supra, quod habebit, tenebit, observabit bonam, puram, & integram Pacem cum Commu-

ni, & hominibus Sibenici fidelibus dicti Ducalis Domini, & cum omnibus aliis Civitatibus, terris & locis & eorum civibus, & fidelibus Slavoniae subiectis dicto Ducali Domino, & quod dicto Comuni & singularibus hominibus Sibenici, nec aliis terris, & fidelibus supra scriptis, vel eorum, seu eorum alicui non faciet, nec fieri permittet, nec etiam attentabit per se vel nepotem Comitem Constantinum vel gentes, & sequaces eorum, vel alicujus eorum seu alios nomine suo, seu cuiuscunque eorum injuriam, damnum, violentiam seu molestiam aliquam sub pena infra scripta plezariæ modo aliquo vel ingenio. Item quod omnes homines, & mercatores Sibenici, & aliarum terrarum Slavoniae prædictarum fideles ejusdem D. Ducis & Communis Venet. possit ire, stare, vel redire liberè, securè, & expeditè cum suis mercationibus, rebus, & bonis per Castrum Tinini, & per alia Castra, loca, districtus, & territoria dicti D. Comitis Neliptii, & ejus nepotis Comitis Const. & suorum sequacium sine solutione alicujus datii tergovine, telonei, seu male ablati, seu quocunque alio homine nuncuparetur directè vel indirectè, nisi secundum quod solvebatur per tempora præterita ante præsentem Guerram. Item si tempore aliquo damna, molestia, injuria, seu offensæ fierent Comuni, & hominibus Siben: vel offensæ aliis fidelibus, & Civibus aliarum Civitatum, terrarum, & Locorum prædictorum fidelibus dicti D. Ducis & Communis Ven. vel etiam attentarentur per dictum D. Comitem Nelip. & ejus nep. C. Const. vel eorum aliquem, seu per gentes, & sequaces eorum, vel alios nomine suo, vel alicujus eorum, de quibus querela fieret Comiti terre illius, sub cuius ditione dicta damna vel offensæ forent communis vel commissa, quod idem Comes Terræ prædictæ dicta damna & offensas dicto Domino C. Nelip. notificare teneatur; Qui D. C. Nelip. teneatur facta notificatione prædicta comparere personaliter per se vel ejus Nuntium, seu Procuratorem sufficientem coram Comité prælibato ad faciendum suam excusationem de dicto facto infra unum mensem, & si per dictum D. Nelip. C. vel ejus Procuratorem talis excusatio fieret, quæ dicto Comiti Terræ prædictæ rationalis & iusta appareret, quod idem Comes Terræ illius libertatem habeat dictum D. Comitem Nelip: à petitione prædicta liberè reddere absolvi; & si finaliter sententaretur præfatum D. C. Nelip. ad refectionem dicti damni existere debitorem, quod tunc dictus D. C. Nelip. damnum ipsum infra mensem unum satisfecisse, seu perfolvisse integrè teneatur, & si non solveret, cadat de tercio, verum si de dicta sententia C. prædicti. teneatur se gravatum ad dictum Ducale Dominium possit habere recursum, & si per dictum Ducale Dominium diffiniretur, quod malè per dictum Comitem sententatum fuisset, non solum prædictus D. C. Nel. à petitione damni prædicti absolviatur; sed etiam expensæ quas suppetaret reficiantur, & sibi per partem ejus adversam per quam querela facta fuisset integrè perfolvantur. Et è contrario si in contrarium à Com. diffiniretur, quod non solum dictum damnum, sed etiam expensæ factas in dicto facto infra prædictum mensem solvisse teneatur. Item quod egregius & potens vir D. Raulus C. Ostrovize, & egreg. & potens vir Mladinus Clissi, & Scardonæ Comes, qui dicto D. Duci & Comuni Ven. in Guerra ista adhaeserunt se, & egregius, & pot. vir D. Greg. Comes Corbaviæ, & quilibet ipsorum cum omnibus gentibus, Castris, terris, & locis suis & cuique ipsorum sint, & esse debeant in dicta Pace, & eis, & eorum cuilibet, & gentibus suis Castris, terris, & locis servari debeat per prædictos C. Nel. & ejus Nep. C. Const. & gentem, & suos sequaces, & eorum quemlibet Pax supra scripta in omnibus & per omnia, & sub illis pœnis, promissionibus, obligationibus & cautelis supra appositis, & pro terris & fidelibus dicti D. Ducis & Communis Ven. inferius ponentur; Dantibus ipsis nihilominus & eorum quolibet talem fidei-jessionem, seu pignus de non offendendo dictum D. Nel. C. & nepotem & gentem & sequaces eorum, quales seu qualis dabitur per D. C. Nelip. antedictum, & si dare recuaserint sine extra pactum. Item cum damna data Sibenici, per dictum D. C. Nel. & nepotem suum C. Const. & gentes suas taxata fuerint per egregium & Nob. virum D. Martinum Cornario Comitem Sib. in lib. 15. millibus parvorum, cuius pecunie quantitate per formam Pacis nuper tractatæ, & firmatæ cum aliis Provisoribus solve promittat, & contentus extiterit, quod de dictis damnis taxatis in præd. lib. 15. mil. teneatur dictus D. C. Nel. solvere solum lib. 13. mil. in auro, & si animalia dare vellet, dare teneatur tot magna, & parva, quæ valeant quan-

ANNO
1343.

ANNO
1343.

quantitatem prædictam 13. mil. lib. quas verò animalia æstimari debeant per tres æstimatores per ipsos Dominos Provisores eligendos, incipiendo dare de dictis animalibus usque ad dies decem men. Sept. & complevisse usque ad festum S. Lucae de mens. Octob. præsent. & si animalia quæ consignaret non æstimata forent ascendere quantitatem prædictam quod residuum in pecunia usque ad integram & perfectam solutionem lib. præd. 13. mil. ad terminum prædictum supplere debeat, & complere, & insuper damna data post Pacem prædictam firmatam sibi remittantur; pro quarum MM. lib. & aliorum damnorum datorum post Pacem prædictam remissione teneatur dictus D. Nelip. C. Castrum dicti sui nepotis C. Constantini in totum usque funditus hinc usque ad Kal. men. Martii nuper venturi facere ruinare, & quod tempore ullo non possit per dictum D. C. Nel. vel ejus nepotem C. Const. seu gentes suas vel alios nomine suo readificare seu readificari facere Castrum prædictum, vel aliud de novo construere in dicto loco, vel alio, de quo, & per quod Communi & hominibus Sibenici possit inferri damnum aliquod, vel iactura, sine licentia & assensu dicti Ducalis Domini, & de hac, fideiussionem seu pignus de lib. X. mil. dare teneatur, quod dictum Castrum in totum erit usque ad dictum terminum funditus ruinatum sub pena prædicta, salvo si de dicti Castri ruinatione per dictum Ducalem Dominum sibi non foret terminus elongatus, possendo dare pro dicta fideiussione, & Communa terrarum Trag. & Spalati, & speciales personas de quibus contentari habeant Domini Provisores præfati sicut sibi videbitur. Item quod dictus D. C. Nel. depositum quoddam in Ven. de lib. 20. mill. facere teneatur, quos denarios dictum Duc. Dominum recipi faciet & deponi ad Cameram suam frumentum cum lucro & conditionibus dictæ Camere consuetis, dando de dicto deposito usque ad diem quartum dicti men. Sept. Duc. M. & residuum quam citò poterit in aliqua terrarum Trag. & Spalati deposuisse. Item pro prædictorum omnium observantia teneatur idem D. C. Nelip. in possessionibus, vel pecunia, vel aliis sufficientibus securitatibus, de quibus contentare habeant Domini Provisores præfati plezariam præstare de lib. X. mil. in Civ. Trag. Sib. vel Spal. cum adiectione quod si non observarentur omnia prædicta per ipsum D. C. Nelip. & ejus nepotem C. Const. vel aliquem eorum seu per gentes, & suos sequaces in omnibus & singulis Capitulis superscriptis, quod licitum sit dicto Communi Ven. excutere seu excuti facere de possessionibus prædictis, vel pecunia seu ab illis qui constituerent, & se constituerent fideiussores omne id in quo foret propterea contrafactum, & non observatum. Præfati verbò E. & N. viri Domini Nicolaus de Priolis, & Nicolaus Pisan. Cives Ven. & Provisores prædicti pro se & nominibus quibus supra promiserunt D. Nelip. C. fuisse, quod facta solutione de damnis prædictis, & facto deposito & datis plezariis, ut superscriptum est, quod omnia bona dicti C. Nel. sui nepotis, vel sui gentis ubicunque forent sequestrata de mandato dicti Ducis Domini occasione processum liberè relaxarentur, & quod ipse, & omnes ejus gentes possint ire & intrare Civitates, & de eis exire cum suis personis, rebus, & bonis, ut ibant & exibant ante dictos processus, & si aliqui occasione istarum novitatem tam per unam partem, quam per aliam forent propterea positi in banno aliquo de ipso liberè extrahantur. Item promiserunt nominibus quibus supra quod idem D. C. Nelip. & ejus filius in Cives recipiuntur Venet. Item ut omnia cum claritate fiant, & pax prædicta sit perpetuò inviolabiliter duratura, contenti fuerunt Domini Provisores præd. & sic idem D. C. Nel. pro dicto suo nepote C. Const. se obligaverit in omnibus capitulis superscriptis, quod si tempore aliquo reperiretur ipsum C. Const. recessisse in totum à C. Nel. suprà, & nihil teneret, vel possideret ab eo, dictus ejus nepos Const. vel aliquis cum eo agere non haberet, quod idem D. C. Nelip. in nullo pro dicto suo nepote sit, nec esse debeat obligatus. Quia omnia, & singula superscripta promiserunt prædictæ Partes pro se & cujusque ipsorum, Heredes, & gentem, ac nominibus quibus supra ad invicem, & vicissim solemnibus stipulationibus hinc inde intervenientibus attendere, & observare, & in nullo contrafacere, vel venire aliqua ratione, occasione, vel causa sub pena lib. M. den. Ven. par. damnorum interesse & expen. litis, & extra stipul. promissa in singulis Capitulis superscriptis solvenda per Partem contrafacientem Parti fidem servant, ita tamen quod dicta pena soluta, vel non, nihilominus omnia & singula superscripta plenam obtineant roboris firmitatem: Et insuper ad majorem cautelam & firmitatem perpetuam

præsentis Pacis & Concordiæ & omnium superscriptorum prædicti Domini Provisores in animabus dictorum Domini Ducis & Communis Ven. & fidelium suorum prædictorum ex parte una, & præd. D. Nel. C. pro se ipso, & gente sua ex altera juraverunt ad Sancti Dei Evangelia tactis sacrosanctis Scripturis, in loco infra scripto, in præsentia plurium virorum Nobb. mei Nor. & testium infra scriptorum prædictam Pacem & Concordiam, & omnia superscripta & singula in præsentia Contrafacti contenta & inserta pro se, & eorum, & cujusque ipsorum Heredes contenti. Firma & rata perpetuò habere, & tenere, non contrafacere aliquo modo, casu, vel ingenio, seu aliquo quæsto colore, & omnia suprà, & singula in præsentia Contrafacti contenta & inserta bona fide, & sine fraude, dolo, vel malitia aliqua attendere & observare. Obligantes una Pars alteri ad invicem, & vicissim pro prædictis omnibus & singulis per se ipsos, & nominibus quibus supra, & eorum, & cujusque ipsorum Heredes bona mobilia, & immobilia, præsentia & futura. Actum in loco vocato Slap in summine Kercha, ubi sunt Molendina in districtu, sive à latere Scardonæ Jura & Molendina Communis Sib. præsentibus Rev. in Christo Pat. Domino Fratre Nicolao Dei & Apostolicæ Sedis gra. Episcopo Tinentie, Egregiis & Nob. viris Dominis Budislavo q. C. Ugrynich de Breberio Duyminoe q. Martini Ludovitch. Sap. Viro Angelo Amici de Ytalis de Afulco Canc. Communis Sib. Nob. Dominis Caxoto q. Nicole Caxoti de Trag. & Joanne q. Egidii de Spalato, Providisque viris Franco. Alberto de Padua, Milantano q. Johannis de Parma, Vitale Nigro filio Marini Nigro de Ven. & Rodolfo Berini de Bononia, & aliis testibus ad prædicta vocatis specialiter, & rogatis. Tenor Literarum à parte de qua supra fit mentio. Nos Andreas Dandulo D. G. Ven. & c. Dux Norum facimus Datum in nostro Ducl. Pat. die 9. men. Sep. intrante Ind. 12.

Ego Guido Gjuran Imperiali auctoritate Not. & Duc. Ven. Scriba prædictis omnibus interfui & rogatus scripsi.

CCLXXXV.

Tractatus perpetue Pacis & finalis Concordiæ inter Regem Sueciæ Magni III. & Regem Danie Woldemarum III., quo conveniunt de modo emerjura inter duo Regna ardua negotia componendi, Justitiam conquerentibus faciendi, Commertium liberum per Mare servandi, Placitationes autem circa Scania, Hallandiam, &c. factæ firmantur, ac uterque Regum nullum Fœdus in damnum alterius vergens intrare nec alterius Hostes sublevare promittit. Dat. in Castro Wardberg in Oslavia B. Martini Episcopi. 1343.
[Expositio Causarum, quibus S. M. R. Sueciæ Bellum etiam post Pacem Roschledæ initam continuare coacta fuit. Inter Documenta sub litt. D. D.]

Univerfis presentes Literas visuris vel audituris, Magnus, Dei gratia, Rex Sueciæ, Norwegiæ & Scaniæ, Salutem in Domino sempiternam. Quantis est plena periculis æmula Pacis discordia, jam non solum ex prisca dudum colligimus serie, verum etiam brevi manu ad id attingimus, quam In se perplexa sit, præterquam quod onusta dispendiis crebra luctuosa cumulantur incommoda Subditorum. Procul igitur eliminanda est Guerrarum occasio, & alumnæ Bellorum sæva diffensio radicitus extirpanda, ut quæ ad Pacem fuerint bene ordinata effectum non careant, cum cognoscantur habere profectum salutare. Hinc est quod tenore presentium notum facimus univerfis, quorum interest vel interesse poterit in futurum, quod Nos Anno Domini 1343, in Oslavia beati Martini Episcopi cum magnifico Principe Domino Woldemaro, Danorum Slavorumque Rege illustri, & Duce Estoniæ, Consanguineo nostro charissimo, in Castro nostro Wardberg, presentibus & Consiliariis & Potioribus Regni nostri Sueciæ, placitavimus & concordavimus in hunc modum: Primo quod inter eundem Dominum Woldemarum, Regnum suum, Terras & Dominia, Hominesque & Subditos suos quoscunque, parte ex una, & Nos, Regna nostra, Terras & Dominia, Homines & Subditos nostros quoscunque, parte ex altera, firmæ Pacis sinceritas & indis-

ANNO
1343.

ANNO indissolubilis Concordiæ stabilitas perpetuis temporibus
343. inviolabiliter observetur, sedatis totaliter omnibus & singulis controversiis, discordiis, rumoribus & Guerrarum disturbis, hinc inde, hucusque qualitercunque & quibuscunque causis motis & subortis. Item si ardua nimis & difficultate plena inter eundem Dominum Woldemarum Regem & Nos, ac utriusque nostrorum Successores vel Hæredes, emerferint negotia statum Regnorum nostrorum, aut Successorum vel Hæredum nostrorum honorem seu commodum summè tangentia, crimen, ut puta, læsæ Majestatis, Galtorum aut Terrarum proditiōnem, vel eorum consimilia, ex tunc tres assumantur Episcopi & rotidem Milites & Militares prudentiores ex quolibet Regno Sueciæ & Daciæ, qui infra duodecim septimanas à tempore quo Principi vel ejus locum tenenti, seu tenentibus, per duos Consiliarios Partis adversæ, querimonia fuerint intimatæ Helsingborg convenientes, prædictas causas & ardua negotia Regum & Regnorum diligenter examinent, fideliter tractent, & finaliter terminent; & si inter se concordare nequiverint, tunc duos discretiores ex se ipsis vel aliis, unum videlicet Suecum, alterum Dacum, super juramento & conscientia eorum eligant, qui quidem duo sic electi, omni amore & odio prorsus fœmto, hujusmodi negotia ibidem terminent, & definiant, suo postmodum super hoc ad Sancta præstito juramento, quorum definitiōis & terminationis absque quavis displicentia & contradiciōne, utraque Pars debet contentari, Pace nihilominus & hac finali Concordia in suo pleno vigore & robore in perpetuum duraturis. Item si casus aliquos minus graves superius positos, inter Regna nostra utriusque nostrorum Successorum, vel Hæredum, seu Subditos evenire contingat adeo graves quod nostri, nostrorum Successorum, aut Hæredum Advocati, seu Jurisdictiones vel Judicia exercentes tales casus terminare, vel ad concordiam reducere nequiverint, tunc Princeps coram quo delata est querimonia, duos de Consiliariis suis ad hoc specialiter deputabit, qui hujusmodi negotia ardua Helsingborg intra duos menses à tempore delatæ querimoniæ coram Principe terminabunt & fideliter concordabunt, Pace nihilominus & hac finali Concordia perdurante. Item si Subditos utriusque nostrorum Successorum, vel Hæredum nostrorum, unus vel alterius, in aliquo Regnorum nostrorum seu Dominio contingat delinquere, adhuc flagrante crimine, secundum Leges Patriæ, in qua quis eorum delinquit, pro delicti qualitate punietur, Pace, ut præmittitur, nihilominus valitura. Item si Subditi unus vel alterius nostrorum, nostrorum Successorum, vel Hæredum, in Advocatos, Officiales, aliosve honores alterius nostrorum ferebatur vel personarum injuriis conquirentur, teneatur Dominus Rex vel ejus Advocatus, ubi delinquens esse dignoscitur, infra certum tempus, ex quo querimonia coram eo delata est, Justitiam facere conquirenti, secundum Leges Patriæ & Consuetudines approbatas; Nec Advocati seu Officiales prædicti causas sive casus coram eis delatos à se aliquoties removere possunt, Justitiam petenti denegando, vel eos ad superiores Judices remittendo, nisi adeo graves fuerint, quod eorum Jurisdictionem non attingant, propterea superius annotatur. Pace nihilominus duratura. Item neuter nostrum sive Successorum, sive Hæredum nostrorum aliquis alterius inimicos vel adversarios publicos colligat, defendat, seu quovis modo foveat, vel in suis Regnis, Terris vel Dominis recipiat, aut sustineat intra sua Dominia aut Territoria commorari, in præjudicium, gravamen aut damnum alterius, nostrorum Successorum vel Hæredum nostrorum, seu etiam Subditorum. Nec nostrum alter, Hæredes nostri, vel Successores amicitias fœdus ineant, seu colligationes faciant, cum alterius, nostrorum Successorum, vel Hæredum inimicis, vel adversariis, publicè vel occultè, ex quibus damnum & jactura in rebus vel personis alicui nostrum, Hæredibus nostris, vel Successoribus seu Subditis potest evenire. Item uterque nostrum, Successores nostri & Hæredes ad hoc efficaciter cooperabuntur, quod prædones & piratæ ex Regnis nostris & Dominis procul eliminentur, ut mercatores & alii navigantes in bonis labea pace perfruantur, nec ipsos prædones vel piratas aliquis nostrum, Hæredes nostri, vel Successores colligant, sustineant, vel quovis modo foveant, contra Regnorum nostrorum vel nostrum commodum seu profectum Subditorum. Item in aliquo Regnorum nostrorum seu Dominis passi naufragia res amissas libere absque impetitione quorumlibet colligant, & recuperent, quamdiu pro derelicto non habuerint res premissas. Item circa exules & expulsos vel timore ex uno in aliud Regnorum nostrorum seu Dominiorum fugientes antiquæ Consue-

ANNO tudines in Regnis ipsis & Dominis observentur, dum-
modo nihil molestiæ, aut gravaminis intulerint Reg-
no, vel Regnicolis unde exularunt. Item omnes & singuli, cujuscunque conditionis aut status existant; bona in utroque Regno habentes, liberè gaudebunt iisdem & servient de istis bonis, sicut in eisdem Regnis Juris ac Consuetudinis fuerit antiquæ. Item volumus firmiter ac statuimus, ut omnes & singulæ Placitationes & Literæ, per dictum Dominum Regem; & quoscunque alios, nobis datæ aut nobiscum habitæ; super terris Scaniæ, Hallandiæ, Bleckingia, Lyfter & Insula Huen, in suo pleno vigore & robore, per hanc nostram Placitationem & finalem Concordiam, in nullo penitus diminutæ vel debilitatæ sed potius redintegratæ & de novo roboratæ ac firmæ sint, ac in perpetuum stare debeant & durare. Cæterum quod præmissa omnia & singula, quæ à Nobis acta sunt personaliter, illibata servari ac teneri & non contraveniri per Nos vel alium; aliqua occasione vel causa, de Jure vel facto, debeant, promittimus bona fide, & sub honore nostro. Et ut majorem habeant roboris firmitatem, volumus & expresse consentimus, nostro, Successorum & Hæredum nostrorum nomine, quod si contra ea; vel eorum aliquod, (quod Deus avertat) Nos, Successores, vel Hæredes nostros venire aliquo modo contingat; Fidei-jussores & Compromissores nostri infra scripti, Hæredes & Successores eorum eo ipso, absque displicentiæ & ingratitudinis nostræ, Successorum & Hæredum nostrorum nota, se bonis, Successoribus & Hæredibus nostris possint & debeant hostiliter opponere, & præfato Domino Regi Woldemaro, Successoribus & Hæredibus suis; contra nos, Successores nostros & Hæredes, efficaci juramine firmiter & fideliter cum omnibus amicis suis juravimus amore eorum quicquam facere aut omittere volentibus adherere, donec eidem Domino Regi Woldemaro, vel Successoribus & Hæredibus suis per Nos vel Successores nostros & Hæredes, propterea plenariè fuerit satisfactum secundum iustitiam & amorem: In quorum omnium evidentiam firmiorem Signillum nostrum præsentibus est appensum. Nos insuper, Petrus Lundensis Archiepiscopus, Sueciæ Primas, Siggo Sca-rensis, & Frenderus Stengensenis, Dei gratia, Episcopi, Henricus Abbas de Saba, Villa Schevingen, Ivarus Ingemundson, Laurentius Ulffson, Gostanus Tan-nelson, Canutus Folcksson, Carolus Tygeson, Carolus Naskoningson, Ulfo Albionson, Ulfo Gudmarsson, Amundus Sture, Amundus Svenifon, Tucho Giffing, Laurentius Carlsson, Magnus Knudsson, Siggo Magnusson, Israël Bygeson, Gostanus Arvidson, Byrgerus Magnusson & Laurentius Magnusson, Milites, ac Johannes Christenson, Armigeri, Fidei-jussores & Compromissores Domini nostri Regis Magni prædicti, pro præmissis omnibus & singulis firmiter & inviolabiliter observandis, unà cum Domino nostro Rege supradicto promittimus, bona fide & sub honore nostro, Successorum nostrorum & Hæredum: Quod si præfatus Dominus noster Rex Magnus Hæredes sui vel Successores ad Coronam & Regnum Sueciæ qualitercunque venientes, prætextu Juris Coronæ Regni Sueciæ, aut propriæ meritis audacia, contra præmissa, vel aliqua præmissorum venerint vel venire attentaverint, statim Nos, Successores nostri & Hæredes cum amicis omnibus nostris aliisque amore nostri quicquam facere vel omittere volentibus, sæpe dictum Dominum Woldemarum Regem Daniæ, Successores suos & Hæredes sub præmissa fidei sponfione, efficaciter & fideliter juvabimus, contra Dominum nostrum Regem Magnum prædictum, Successores suos, & Hæredes in præmissorum evidentiam & testimonium, sigilla nostra cum sigillo Domini nostri Magni Regis prædicti, presentibus apponentes: Quamvis autem per viginti quatuor Compromissores, & unum insuper Arbitrum pro utraque parte, per Nos utrumque Regem ad hoc eis plena autoritate data, specialiter assumptos & electos hujus finalis Concordiæ Tractatus Helsingborg initium habere; & processum aliqualem, verum tamen propter quædam incidentia utilius & magis expediens videbatur, ut eadem omnia & singula, quæ perpetuæ Pacis & finalis Concordiæ soliditatem respiciunt, utraque Parte præsentem, scilicet Domino Rege præfato, ac nobis & utriusque nostrorum Consiliariis & Potentioribus plenius & perfectius discuterentur, ad finem debitum ordinanda, unde ejusdem Compromissi forma non attenta, per viam & modum amicabilem Compositionis, per omnia hujus perpetuæ Pacis & finalis Concordiæ placitatione, loco & termino prænotatis, hoc est Warbergæ in Octavis beati Martini, ut præmittitur, duximus terminanda. Actum & Datum Anno, die & loco supra dictis.

ANNO

1343.

CCLXXXVI.

18. Nov. *Obligatio Prelatorum & Procerum Scaniae, de
tenuenda Unione inter Regnum Sueciae & Ter-
ram SCANIAE facta, de assensu Regi Sueciae
pro dicto Regno & Terra praefenda, repositis &
constitutis infimul ejusdem Regni terminis in
Fretto Orasund, de eligendo post eventuram Regis
Sueciae MAGNI III. mortem Filio suo ERICO,
& impediendo denique, ne in eo casu vel Rex
Norwegiae HAQUINUS ad Regnum Sueciae,
vel Rex Sueciae in Regnum Norwegiae se in-
trudat. Datum Warbergis in Octava B. Mar-
tini Episcopi 1343. [Ex Archivo Upsalienfis
Ecclesiae apud JOANNEM MAGNUM in
Historia Gothorum Sueconumque, Libr. XXI.
Cap. II. pag. 663. Expositio causarum, qui-
bus S. M. R. Sueciae bellum etiam post Pacem
Roschildiae initam continuare coacta fuit. Inter
Documenta sub lit. E. E. pag. 121.]*

UNiversis presentes Literas inspicendis Petrus Lon-
denfis, & Hemmingus Upsalienfis divina misera-
tione Ecclesiarum Archiepiscopi; Petrus Lincopenfis,
Siggo Scaenfis, Frenderus Strengensfis, Odgyfius
Arosenfis, Henningus Abotensis & Boetius Vexvonen-
fis Ecclesiarum eadem miseratione Episcopi, Johannes
Monasterij Sandorum omnium in Lundis, Reginaldus
in Alvaltro, Sueno in Herge, Vinmarus de Var-
nhem, Andreas de Sindt, Folcho de Nova Valle,
Michael de Blackaskog, Henricus de Saba, N. de
Thomatorp & Andreas de Ayllo Abbates, Petrus Dal-
bienfis, & Godefredus de Eskilstuna Priores, nec non
Capitula Ecclesiarum Cathedralium & Conventus Mo-
nasteriorum praedictorum, Salutem in Domino sempi-
ternam. Cum Regnum Sueciae & Terra Scaniae ita le-
galiter & indissolubiliter unita sint & conjuncta, quod
unum de cetero Regnum, censei debent perpetuis tem-
poribus, ac unus Regis praesidio gubernari, sicut pa-
rentes Literae & manifesta Instrumenta super hoc edita
lucidius edocent & declarant: Nos unionem memo-
ratam prompto & benevolae amplexantes affectu firmiter
promittimus quod magnifico Principi Domino nostro
clarissimo Domino Magno Sueciae, Norwegiae ac
Scaniae Regi illustri, suisque Successoribus & Haeredi-
bus, pro dicto Regno Sueciae & Scaniae in unione praefata
retinendo, nec non pro eodem cum suis Juribus, &
justitia contra omnem hominem defendendo, adsta-
bimus fideliter verbis, factis, consiliis & auxiliis,
quantum possumus, jure Ecclesiae, ordine & officio
nostro salvis, habituri deinceps limites dicti Regni
Sueciae, qui ante citra Scaniae tenebantur, in ipso
passagio Orasund, eosdemque usque illic una cum aliis
confinitis & limitibus ejusdem Regni Sueciae & Scaniae,
ubique illud hostiliter invadi contingat, cum omni
fidelitate & toto posse nostro viriliter & unanimiter cum
Dei adiutorio defensuri. Ceterum revolventes sedulo
in intimis cordis nostri, quam plena sit periculis, &
onusta dispendiis intestina dissensio, ea potissimum,
quae solet multoties ex vacillatione regiminis proveni-
re; & tantis malis, quantum Deus permiserit, prospici-
ere circa Regni regimen cupientes, firmiter promitti-
mus quod inelymto Domicello Ericum, filium dicti
Domini nostri Regis seniores, juxta consilium & vo-
luntatem ejusdem Domicelli nostri in Regem & Domi-
num nostrum supra dictum Regnum Sueciae & Scaniae
Terras, Provincias & Insulas tributarias ad idem Regnum
pertinentes, omni quo decet honore, secundum debita
formam, & consuetudinem ab antiquo jure in
Regno Sueciae approbatam, in loco pro electione Re-
gis deputato, unanimiter & concorditer eligemus,
obligantes nos, & nostrum quemlibet ex tunc ad ser-
vandam sibi cum omni obedientia, fidelitate, servitio &
homagii favoreque prout ex debito veri Subditi tenentur
Domino suo facere, & vero Regi, salvo per omnia
eodem Domino nostro Regi Magno Patri ejus jure re-
gendi ut prius, precipiendi, ordinandi & statuendi toto
tempore suo, quo superius fuerit circa nos Subditos
suos, & Regni res, ac negotia quae pro commodato &
utilitate ipsius Regni videri expedire. Item promitti-
mus firmiter, ut prius, quod si praefatum Dominum
nostrum Regem Magnum (quod Deus avertat) nobis
viventibus migrare contigerit ab hac luce, inelyte
Dominae nostrae Blancae & dicto Domino nostro Regi

Erico ad honorem & servitium in omnibus fideles eri-
mus, eisque in suis juribus in Suecia & Scania fideliter
astabimus juxta posse: & si idem Ericus Rex noster pro
tunc minoris fuerit, sibi & Regno suo Sueciae &
Scaniae Tutor indigena deputetur, & Castra omnia &
Regni Munitiones cum eorundem Consilio & provisione
per indigenas gubernentur, donec eum ad legitimam
aetatem Deus dederit pervenire. Si vero dictum Do-
minum nostrum Regem sine liberis existentibus con-
tingat decedere, tunc alium de filiis Domini nostri
Regis praedicti Magni superviventibus, qui conventio-
rior & aptior habeatur in Regem & Dominum nostrum
super ante dictum Regnum Sueciae ac Scaniae, Terras-
que, Provincias & Insulas memoratas, & nullum
alium rite & rationabiliter, ut convenit, eligemus.
Item si ipso Domino nostro Regi Erico Rege supradicto su-
peresset, vel ejus liberis existentibus, contingat Domi-
num Haquinum fratrem ejus, quem idem Pater ipso-
rum Dominus noster Rex Magnus Regno suo Nor-
wegiae praeficiendum duxerat, Principatum seu Regnum
Sueciae & Scaniae contra istud Patri sui & Matris fac-
tum velle usurpare, tunc idem Domicello Haquino
totis viribus resistemus: quod etiam Proceres & Domi-
ni in Regno Norwegiae promiserunt, quod eidem Do-
micello Haquino in nullo penitus consilium, auxi-
lium, vel favorem ministrabunt, quorum praetextu con-
tra hanc Constitutionem veniat, vel contravenire atten-
tet in futurum. Similiter si contingat Dominum nos-
trum Regem Ericum supradictum ad Regnum Norwegiae
velle se intrudere, Domicello Haquino, & ejus liberis
existentibus pari modo promittimus, quod in hoc
facto ipsi Domino nostro Regi Erico memorato nulla-
tenus coadjutores erimus, aut fautores. Et si contin-
gat quod uterque dictorum Fratrum, vel eorum alter
contra praemissa Patri eorundem, & nostra facta venire
voluerit, & alienigenarum seu extraneorum ad hoc auxi-
lium adduxerit, & per hoc Regnum praedictorum ali-
quod hostiliter invaserit, seu subintrare attentaverit, ex
tunc Regnum utrumque sc. Norwegiae, Sueciae & Scan-
iae unanimiter & infimul totis viribus & posse, huic
eorum voluntati efficaciter resistere laborabit, quodeum-
que Regnum praedictorum prius, vel pluries circa
talia fuerit necessitatum, ad hoc finaliter & intente, ut eo-
rum paterna tam provida Pacis simul & Concordiae Prae-
ordinatio in suis viribus, & pleno robore irrefragabiliter
perfeveret. Et si memoratum Dominum nostrum Re-
gem Magnum plures contingat habere liberos, pro tunc
promittimus, ut superius, quod ipsorum quemlibet
utriusque sexus in suo honore juravimus, prout ipsis
& eorum statui, conditioni, simul & sexui congruerit,
secundum Leges & Statuta Regnum praedictorum tam
Sueciae & Scaniae, quam Norwegiae, & juxta Con-
suetudines in iisdem Regnis approbatas. Verum si quis
cujuscunque conditionis aut status contra praemissa,
vel eorum aliquod in parte vel in toto se opponere,
aut ea annullare vel infringere quomodolibet nostris
temporibus attentaverit, promittimus firmiter, sicut
supra, quod eidem quo minus id efficiat, totis viribus
& posse nostro viriliter & unanimiter resistemus, consi-
liis & auxiliis, quantum possumus, jure Ecclesiae, or-
dine & officio nostro salvis. Quamvis autem libera &
spontanea voluntate, ac affectant animum hujusmodi
negotium pro bono Pacis fecisse cognoscitur, pro hoc
tamen Juribus & Consuetudinibus in Regno Sueciae
& Scaniae ab antiquo tempore de Regis electione observa-
tis, in nullo penitus volumus derogari, quin ad nos
& Successores nostros Regem electo cum juribus suis
omnibus, post mortem dicti Domini nostri Regis Eri-
ci, vel alterius Domini nostri Domini Magni filii,
quem ipso Domino nostro Regi Erico Rege praedicto, sine
liberis (quod absit) mortuo, in Regem (ut praefertur)
eligemus, libere revertatur. Ut autem praemissa omnia,
& eorum quodlibet majoris habeant roboris firma-
tem, Sigilla nostra praesentibus duximus apponenda.
Datum Warbergis, Anno Domini M. CCC. XLIII.
in Octava beati Martini Episcopi.

CCLXXXVII.

*Venditio totius Scaniae, Hallandiae, Bleckingiae,
Lithrae, & Insulae Huethen pretio XLIX.
millium Marcarum puri argenti ponderis Colonien-
sis per Woldemarum Regem Daniae, facta
Regi Sueciae MAGNO. In Castro Warberg
1343. [Expositio causarum quibus S. M. R.
Sueciae CAROLUS GUSTAVUS bellum etiam post
Pacem Roschildiae initam continuare coacta
fuit.]*

ANNO

1343.

ANNO fuit; inter Documenta sub Lit. CC. pag. 1343.

1343.

Univerſis præſentes Literas viſuris & auditoris, Waldemar; Dei gratia, Danorum Sclavorumque Rex, & Dux Eſthoniæ, ſalutem in Domino ſempiternam. Ad perpetuam rei memoriam, tenore præſentium recognoscimus evidenter, Nos Magnifico Principi Domino Magno, Suecia Regi illuſtri, conſanguineo noſtro chariſſimo, Terras videlicet totam Scania, totam Hallandiam, Bleckingiam, Liſtriam, & Inſulam Huethen, cum Caſtris, & Munitionibus in eiſdem Terris ſituatis, cum omni jure Regio, Nobis Hæredibus noſtris & Succelloribus, & Coronæ Regni Daciæ in prædictis Terris, & qualibet earum, quolibet competenti, in Civitatibus, Villis forenſibus & nundinis, cum earum Juribus, in illis penitus diminutis, ſed potius reintegratis, prout ab antiquo tempore hucusque plenius & liberius habita fuiſſe dignoscuntur, nullis exceptis, quocunque nomine cenſeantur, pro XLIX. millibus marcarum puri argenti, ponder. Coloniæ. veraciter vendidiſſe: cujus argenti ſummam ad Nos & uſus noſtros veniſſe agnoſcimus, pro omnibus Terris antedictis, & earundem Juribus, pertinentiis quibuſcunque, in pretium per hunc modum:

Primo namque Dominus Magnus Rex præſatus debita Patris noſtri chariſſimi, Domini Chriſtophori, bonæ memoriæ, quondam Regis Danorum, quæ nos de jure ſolvere tenebamur, illuſtri Principi Domino Johanne Comite Hoſſatiæ & Stormariæ, patro noſtro dilecto, Terras Scania, Blechingiæ & Liſtriæ, & Inſulæ Huethen per prædictum patrem noſtrum impignoratim tenente, pro XXXIV. millibus marcarum puri argenti pond. Colon. plenè, & integraliter perſolvit, redimendo populum Terrarum earundem ab oppreſſionibus & injuriis, extraneorumque gravaminibus eripiens, quarum Terrarum incolæ omnes & ſinguli, eundem Dominum Regem Magnum unanimi conſenſu & concordia animo ſuum in verum Regem rite elegerunt. Quam quidem electionem juſtam fore dictum noſtro, Hæredum ac Succellorum noſtorum, & Coronæ Regni Daciæ nomine, confirmando approbamus & aſſirmando confirmamus. Præterea memoratus Dominus Rex Magnus in pretium Terrarum prædictarum, octo millia marcarum puri argenti pond. Colon. perſonaliter nobis ipſis perſolvit & integraliter aſſignavit; Et cum hoc Caſtrum Copmanna Hampe mutæ dilectionis inter nos ampliandæ intervenit grater Nobis dimiſit per ſe pro 7. millibus marcarum puri argenti ponderis Coloniæ ſis acquiſitum; Quam etiam argenti ſummam, ex aſſectione qua erga eum movemur, vice verſa, in pretium Terrarum prædictarum nos recognoscimus accepſiſſe.

Igitur cum eadem Domino Regi Magno prædictis ſummis argenti principalibus & minus pro damnis & intereſſe incomprehenſibilibus, quæ ipſi Domino Magno Regi, & Regnis ſuis dictæ occasione ſolutionis argenti memorati, & crebræ deſenſionis Terrarum prædictarum graviter & multipliciter obvenirent, ſatiſfacere ullo modo non ſufficeremus, quæ videlicet damna & intereſſe ipſi Domino Magno Regi prædicto, Succelloribus & Hæredibus ſuis omnimodè refundere tenebamur, prout in noſtris & aliorum Literis ſuper hoc conſectis plenius & clariſſe continetur, præſato conſanguineo noſtro Domino Regi Magno, ejus Succelloribus & Hæredibus ac Coronæ Regni Sueciæ tam pro dicti argenti ſumma, quam damnis & intereſſe cum aſſenſu, & conſilio unanimi Conſiliariorum noſtorum, & Procerum Regni noſtri Daciæ, Clericorum & Laicorum, tam Prælatorum, quam Militum, & Militarum, ac totius Populi ac Communis Regni ejusdem, à Nobis, Hæredibus & Succelloribus noſtris ac Corona Regni Daciæ, libera ac ſpontanea voluntate, non compulſi, non coacti, non dolo, nec aliqua circumventione induciti, prædictas Terras omnes, & earum quamlibet, cum Munitionibus & Caſtris, in eiſdem Terris & earum quolibet ſituatis, omni jure Regio & pertinentiis quibuſcunque ſuperius tactis & inferius expreſſis, titulo vere venditionis & perpetuæ alienationis dimiſimus, & dimiſimus per præſentes.

Et ut prædictarum Terrarum per Nos taliter facta mera venditio, in ſe verior, & magis valida cenſeatur, in ſignum traditionis, veræ poſſeſſionis, tam naturalis, quam civilis, & ad uſus alienationis perfectæ evidens argumentum, nos eadem Domino Regi Magno, Hæredibus ac Succelloribus ſuis & Coronæ Regni Sueciæ perpetuo poſſidendas, tenendas & habendas, ſcotavimus modo debito, & conſueto, ac à Nobis, Succelloribus, ac Hæredibus noſtris, ac Corona Regni Daciæ

TOM. I. PART. II.

proſus alienavimus & omnino abdicavimus Terras Scania, Hallandiae, Bleckinge, Liſtriae & Inſula Huethen, monetam & nundinas, cum earum juribus, ut præmittitur, Caſtris, Munitionibus, Prædiis ruſticis & urbanis, ad Regem, & jus Regium pertinentibus Civitatibus & Villis forenſibus, unâ cum Jure Patronatus in Eccleſiis & Monaſteriis, & Capellis quibuſcunque Regi competenti, omni Jure, quo Terræ, Caſtra, Provinciæ & quævis alia bona mobilia & immobilia ſcotari, alienari, reſignari, renunciari, & abdicari ſolent, & debent, de Jure & de facto aſſignantes ipſi Domino Regi Magno, Hæredibus, & Succelloribus ſuis ac Coronæ Regni Sueciæ, & ſubjectione & obedientia Nobis, Succelloribus, ac Hæredibus noſtris, ac Coronæ Regni Daciæ, ſi quæ ratione Terrarum prædictarum, ſeu in Terris antedictis quolibet unquam debito, dimittentes liberum & ſolutum Reverendum in Chriſto Patrem Dominum Petrum Ludenſem Archiepiſcopum, Sueciæ Primatem, qui nunc eſt, & eum qui pro tempore fuerit Archiepiſcopus ibidem, cum Capitulo Ludenſis Eccleſiæ ac univerſo Clero ejusdem Dioceſis, cujuſcunque ſtatus aut conditionis exiſtat.

Item dimiſimus à Nobis, Succelloribus & Hæredibus noſtris, & à Corona Daciæ liberos & ſolutos omnes Milites, Militares, Civitanſes, Villarios omnes, etiam ruſticos, & inquilinos, & omnium prædictorum Succelloribus, & Hæredes in Terris ſupradictis, ab omnibus ſervitiis, homagiis, obedientia, & obſequiis quibuſcunque, ad quæ jam dudum Nobis Regi ac Coronæ Regni Daciæ tenebantur; & ipſi Regi Magno prædicto, Succelloribus & Hæredibus, ac Coronæ Regni Sueciæ effectualiter aſſignavimus, ad perpetui ſervitii homagium, obedientiæ debitum, prout quilibet eorum ex ſtatu ſuo & conditione ſervire, & obedire ſuo vero Regi obligatur, & teneatur de Jure & Patriæ Statutis, ſeu de conſuetudine laudabili approbata & ſervata.

Tradimus inſuper Domino Regi Magno prædicto, Succelloribus & Hæredibus ſuis ac Coronæ Regni Sueciæ prædictas Terras, Munitiones earum & Caſtra; ac pertinentias ac Jura quævis in eiſdem, & ab omni poſſeſſione recedimus earundem, verum Dominum Terrarum ipſarum in eundem Dominum Regem Magnum, Succelloribus & Hæredes ſuos ac Coronam Regni Sueciæ plenariè tranſferentes ut Nos, Succelloribus noſtris, vel Hæredes nunquam poſſe habeamus, aut potentiam ex Jure vel ex facto, præſatum Dominum Regem Magnum, Succelloribus ſuos vel Hæredes, ſeu Regna ſua, Terras aut Dominia, quovis modo moleſtare, aut aliquid aggravare, aut impetere, ſeu conſequi ſuper præmiſſis, vel aliquo præmiſſorum, renunciantes ipſe & expreſſe pro nobis, Succelloribus noſtris, Hæredibus noſtris ac Corona Regni Daciæ omnis Juris auxilio Canonici vel Civilis, Conſuetudinibus, Legibus ac Statutis Patriæ, beneficio reſtitutionis in integrum, cum omnibus exceptionibus doli mali, vel quæ metus cauſa, & culibet alterius exceptioni Juris & facti, præmiſſa omnia, vel eorum aliquod infringenti, vel infringere volenti, & ſpecialiter Juribus dicentibus generalem renunciationem non valere, & Regem alienationes factas in præjudicium Regni ſui & Coronæ poſſe revocare, promiſſione in contrarium facta non obſtante. Item confirmamus, approbamus & ratificamus omnes & ſingulas Placitationes & Literas Domino Magno Regi præſato, & Coronæ Regni Sueciæ, tam per Nos, quam Scaniaſes ac quacuſcunque alias ab antea in hunc diem inſitas atque datas, nec non præſentes Literas & Placitationes, ſuper omnibus & ſingulis memoratis. Quas quidem Placitationes & Literas in ſuo pleno vigore & robore, in perpetuum volumus perdurare, ac per hanc noſtram Placitationem & ſuaſalem Concordiam in nullo diminutas vel debilitatas, ſed potius de novo roboratas.

Cæterum ſi contingat, Nos, Succelloribus noſtris, vel Hæredes impedire velle, ſeu moleſtare ultra dimidium paſſagii Oraſund Dominum Regem Magnum Sueciæ prædictum, Succelloribus vel Hæredes ejus ac Coronam Regni Sueciæ, ſuper Terris Scania, Hallandia, Bleckinge, Liſtriae, & Inſula Huethen, juſſe ad Coronam Regni Sueciæ applicatis, ſeu ſuper Terris vel Dominis aliis quibuſcunque ipſi præſato Domino Regi Magno, Succelloribus ſuis, & Hæredibus attententibus, per publicum hoſtiliter invadendo, ſeu per viam litigii, vel contentionis, aliove modo, dicendo Nos juſſe habere, cum non habeamus, Pacem, Placitationes & hanc finalem Concordiam infringere, ne Regnum, Succelloribus & Corona pacifice teneat, & quietè poſſideat Terras ſupradictas, ex tunc ſex Episcopos, Milites & Militares totidem, Regnorum ſcilicet Sueciæ & Daciæ ad hoc per utrumque noſtrum Regnum, Succelloribus noſtris

F f

ANNO 1343.

1343.

vel

ANNO
1343.

vel Hæredes specialiter assumendi, in Helsingaborgh infra duodecim Septimanas, à tempore delatæ querimonie convenient, & discussione diligenti prahabita, Nos, Successores nostros & Hæredes tam ad damna, interesse, quæ ipse Dominus Magnus Rex prædictus, Successores sui vel Hæredes ob tales impeditiones seu molestias rationabiliter incurrerint, quam ad poenam XXX. millium marcarum puri argenti ponderis Colonienfis solvendarum, in Terris & locis satis tutis, ipsi Domino Regi Magno, vel Successoribus & Hæredibus suis, seu eorum Nunciis, per prædictos duodecim statuendū, omnimode compellant, & astringant: Quæ videlicet damna & interesse, unā cum poena prædicta, si solvere noluerimus, vel contumaciter aut multoties à prædictorum solutione Nos subtraxerimus, terris vel locis Nobis præfixis, tunc præfati sex Episcopi, quorum in hoc jurisdictioni Nos voluntarie & expresse subijctis, si concordaverint aliis, tres ex eisdem Episcopis de Regno Suecie, Sententiam Excommunicationis, quoties opus fuerit, absque displicentia nostræ, nostrorumque Successorum, vel Hæredum, in Nos, Successores nostros, vel Hæredes promulgabunt minime relaxandam, donec ipsi Domino Regi Magno, vel Successoribus & Hæredibus suis, pro dictis damnis, interesse, ac poena, pro suæ voluntatis libito, per Nos, vel Successores nostros & Hæredes, plenarie fuerit satisfactum, Pace & hac finali Concordia inter Regem prædictum Dominum Magnum, Successores & Hæredes suos, ac Regna & Domina eorundem, ac Nos, Successores nostros, ac Regnum & Domina Dacie in perpetuum duraturis.

Verum ut præmissa omnia & singula, quæ Nos personaliter illibata servare & tenere, & non contravenire per nos vel alium, aliqua occasione, five causa, de jure vel facto, promittimus bona fide, & sub honore nostro, majorem habere roboris firmitatem, volumus & expresse consentimus, nostro, Successorum & Hæredum nostrorum nomine, quod si contra ea, vel eorum aliquod, quod Deus avertat, Nos, Successores nostros vel Hæredes venire aliquo modo contingat, Fideiussores & Compromissores nostri infra scripti, Hæredes & Successores eorundem, eo ipso, absque displicentia & ingratitude nostra, Successorum nostrorum & Hæredum nostra, se Nobis, Successoribus, & Hæredibus nostris possint & debeant hostiliter opponere, & præfato Domino Magno, Successoribus & Hæredibus suis, contra Nos, Successores nostros & Hæredes efficaci juvamine firmiter & fideliter, cum omnibus amicis suis, aliisque amore eorum quicquam facere vel omittere volentibus, unanimiter adharere, donec eidem Domino Magno Regi præfato, Successoribus, vel Hæredibus suis, per Nos vel Successores nostros Hæredes, propter ea integraliter fuerit satisfactum secundum iustitiam vel amorem. In quorum omnium evidentiam firmiore, Sigillum nostrum est appensum.

Nos insuper Sveno Arosienfis, Jacobus Ripensis Ecclesiarum Episcopi, Johannes de Esrom, & Henricus, & cæteri multi, &c. Fideiussores & Compromissores Domini nostri Regis Waldemari supradicti recognoscimus nos omnes infimul, & per nostrum quemlibet, cum Communitate totius Regni Dacie libera voluntate & affectibus animo veraciter consensisse, non compulsi, non coactos, nec aliquo modo circumventos, omnibus Placitationibus factis super præmissis articulis & eorum quolibet, per Magnificum Principem Dominum nostrum Regem Waldemarum prædictum & huic finali Concordie verum consilium nostrum & assensum tribuisse, obligantes Nos omnes, & nostrum quemlibet, Hæredes nostros, & Successores eorundem, ut nullum in Regem Dacie eligamus, vel in Principem assumamus, aut in Regem & Principem aliquo colore seu commento calido quæsitio eligi vel assumi procuremus, nisi prius juret & promittat, quod statim ac in Regem electus, aut in Principem assumptus, confirmet, servet & teneat omnia & singula, Placitationes & Literas, omnes & singulas, super Terris omnibus nominatis superius & earum quilibet factas, & hanc Placitationem & finalem Concordiam concernent, cum omnibus & singulis earum Clausulis & Articulis, quæ in Literis dictarum Placitationum & hujus finalis Concordie ubicunque confectis, plenius continentur.

Promittimus etiam sub fide nostra & honore & Successorum nostrorum & Hæredum, quod si præfatus Dominus noster Rex Waldemar, ejus Hæredes vel Successores ad Coronam vel Regnum Dacie qualitercunque venientes, prætextu juris Coronæ Regni Dacie, ad propriæ temeritatis audaciam insurgentes, seu eligentes, contra præmissa, vel eorum aliquod venerint vel

venire attentaverint, statim Nos, Hæredes nostri & Successores eorundem, cum amicis nostris omnibus, aliisque amore nostri facere quicquam vel omittere volentibus, scpe dictum Dominum Magnum Regem Suecie, Successores suos, & Hæredes, sub præmissa fidei nostræ sponione, efficaciter & fideliter juvabimus contra ipsum Dominum nostrum Regem Waldemarum, Successores suos & Hæredes. In præmissorum evidentiam & Testimonium, Sigilla nostra, unā cum Sigillo Domini nostri Waldemari præsentibus apponentes. Actum & Datum in Castro Wardbergh, Anno Domini M. CCC. XLIII.

CCLXXXVIII.

Instrumentum Submissionis Imperatoris LUDOVICI BAVARI, CLEMENTI Papæ VI. per HUBERTUM Delphinum Viennensem, & alios Ambassatores factæ, quæ Personam, Statum, res & cuncta bona sua, nihil sibi proprii arbitrii retinendo, in manus præfati Papæ deposit. Romæ in Consistorio publico die 16. Januarii 1344. Indict. XII. [STEPH. BALUZI Miscellaneor. Lib. II. pag. 272.]

IN nomine Domini Amen. Anno a Nativitate ejusdem MCCCXLIII. Indictione XII. die XVI. mensis Januarii, Pontificatus Sanctissimi Patris & Domini nostri Domini Clementis divina providente Clementia Papæ Sexti anno secundo, in Consistorio publico, in quo fuere præsentēs Reverendi Patres Domini misericordie divina, Petrus Penellrinus, Bertrandus Ostiensis, Gaucelinus Albanensis, Johannes Poruenfis, Annibaldus Tuscanulus, Petrus Sabiniensis Episcopi, Imbertus Tituli Basilicæ XII. Apostolorum, Talayrandus Tituli Sancti Petri ad vincula, Petrus Tituli Sancti Clementis, Gotsius Tituli Sanctæ Priscæ, Bertrandus Tituli Sancti Marci, Bernardus Tituli Sancti Cyriaci in Thermis, Guillelmus Sanctiorum quatuor coronatorum, Guillelmus Tituli Sancti Stephani in Castro monte, Helias Tituli Sancti Vitalis, Guido Tituli Sanctæ Cæcilie, Stephanus Tituli Sanctiorum Joannis & Pauli, Hugo Tituli Sancti Laurentii in Damaso, Ademarum Tituli Sanctæ Anastasiæ Presbyteri, ac Raymundus Sanctæ Mariæ Novæ, Galhardus Sanctæ Lucie, Johannes Sancti Angeli, Bertrandus Sancti Eustachii, & Guillelmus Sanctæ Mariæ in Cosmedin Diaconi Cardinales, præsentibus etiam venerabilibus Patribus Fratre Petro Jerosolymitanensi & Fratre Geraldo Antiocheni Patriarchis, ac Dominis Gasberto Narbonensi, Orchelyo Salzeburgensi Archiepiscopis, Joanne Belvacensi, Petro Claromontensi, Stephano Cassinensi, Guillelmo Forojulienfi, Raymundo Morinensi, Beltramo Bononiensi, Angelo Grossetano Bernardo Otinensi, Guidone Tutelensi, Fratre Petro Grassinensi Episcopis, Gaffredo Lanfanensi, Nicolao Lemonicensi, Agapito Lunensi Electis, Bernardo Stephani, Raymundo de Valle, Guidone de Calma, & Francisco de Urfinis Domini Papæ Notariis, & discretis viris Dominis Guillelmo de Norwico, Joanne de Blandiaco, Amanero de Mota, Bernardo de Novodompno, Petro Alamandi, Bernardo Hugonis de Cardallico Auditoribus sacri Palatii Apostolici, Guillelmo de Postrela, Petro Villaris, Fratre Petro Baisterii, Hugone de Arpajone, Jacobo de Placentia, Galhardo Nigri Domini Papæ Capellanis, Carlino de Madalbertis de Cremona, Blasio de Senis, Francisco de Lanceo, Henrico de Ast, Francisco de Aquila, Jacobo de Mediolano in Romana Curia Advocatis, ac Guillelmo de Bas, Joanne de Amelio, Michæle Ricomanni, & Bertrando de Chiancano Clericis Cameræ dicti Domini nostri Papæ & Notariis publicis infra scriptis, & alia Prælatorum & Personarum Ecclesiasticarum & Secularium multitudine copiosa, personaliter constituit magnificens & potens vir Dominus Humbertus Dalphinus Viennensis, ac venerabiles viri Domini Marquardus de Randegg Juris Canonici Professor, Ezechus & Propositus Bambergensis, Eberhardus de Tuminare Propositus Augultensis Ecclesiarum, & Ulrichus de Augusta Pronotarius, Ambassatores, Nuncii, & Procuratores magnifici viri Domini Ludowici de Bavaria qui se Regem Romanum nominat, facta per dictum Dominum Marquardum quemdam propositione verbalis in qua multa mala & excessus, crimina & delicta quæ commiserat idem Ludowicus contra sanctam Romanam Ecclesiam tempore sancti memorie Domini Joannis Papæ XXII. in persona ipsius Domini

ANNO
1343.1344.
16. Janv.

ANNO 1344. Domini Johannis, & contra unitatem & libertatem Ecclesiæ sacrosanctæ, & quasi omnia contenta in quodam Procuratorio, de quo infra fit mentio, verbo narravit, vice & nomine ipsius Domini Ludowici de Bavaria exhibuerunt & prodixerunt quandam Litteram, quam dicebant esse Procuratorium dicti Ludowici, scriptam & signatam, ut prima facie videbatur, manu & signo Ottonis Ameldorff de Vinezman Clerici Bambergenfis Diocesis, & Romarii Hornelini Clerici Constan- tinentis Diocesis publicorum auctoritate Sedis Apostolicæ Notariorum, & sigillatam impendenti quodam Sigillo rotundo in cera crocea in quo in medio sculpta erat quædam imago hominis habentis insulam in capite suo, sedentis inter duas aquilas, habentis sub pedibus ejus duos Leones, & tenentis in manu dextra quoddam Sceptrum, & in manu sinistra quoddam pomum rotundum in cujus circumferentia hæc littera legebatur : Ludowicus quartus Dei Gratia Romanorum Imperator

ANNO 1344. ipsi Ambassiatores, Nuncii, & Procuratores requisiverunt, per Notarios infra scriptos & nostrum quemlibet fieri unum, duo, & plura publica Instrumenta. Actum &c.

CCLXXXIX.

Extrait des Lettres Patentes accordées à (1) BEA-
TRIX DE VIENNE Dame de Harlay, par
JEAN Fils de PHILIPPE de Valois, & de-
puis Roi de France, par lesquelles ledit JEAN
accorde à ladite Dame trois mille livres de rente
en Dauphiné, pour la consoler de ce qu'HUM-
BERT, Dauphin de Viennois, avoit donné ses Es-
tats au Roi de France, au préjudice de ladite
BEATRIX sa plus proche Parente & Héritière
naturelle. Données au mois de Juin 1344.
[JOSEPH DE LA PISE, Tableau de l'His-
toire des Princes & Principauté d'Orange.
pag. 98.]

FRANCE
ET CHA-
LON.

Que comme certain accord & convenances fussent
eût faites entre le Roy Philippe son Père pour
ses Enfants d'une part ; & son Cousin Humbert
Dauphin de Viennois, sur la Succession de son Dau-
phiné & de ses autres Terres ; & depuis ledit Dauphin
l'eût supplié que à sa Belle tante BEATRIX DE VIEN-
NE Dame d'Harlay en considération de ce qu'elle
estoit prochaine de son lignage, & qu'elle s'estoit tou-
jours bien portée pour le profit & honneur du Dauphi-
né, & afin qu'elle ne fit, ne peut faire au temps à ve-
nir aucune demande à cause de Succession, au cas que
ledit Dauphiné & les autres Terres viendroient à l'un
des enfans dudit Sieur Roy ou des siens, luy voulut
faire aucune grace : par quoy ledit Sieur Fils & Lieu-
tenant de Roy, en contemplation dudit Dauphin, &
pour considération desdites choses, donne à ladite Bea-
trix pour elle & ses Successeurs, mille livres de Terre
àournois, qui feront assignées dehors en bons lieux
convenables au Royaume de France, & ce mille livres
de Terre à vie, & assigner en autres lieux, tant qu'elle
vivra & en cas que la Succession dudit Dauphiné &
des autres Terres, par le décès dudit Dauphin ou au-
tres occasions auroit lieu pour l'un desdits enfans, la-
dite Dame auroit outre ce mille livres de Terre à heri-
tage, & ainsi à donc auroit deux mille à heritage, que
lors luy seront assignées au Dauphiné, au plus près de
la Terre qu'elle y avoit à toute Jurisdiction & les au-
tres mille livres à vie & afferuer au Royaume ou au
Dauphiné, & parmi ce ladite Dame pour elle & ses
Successeurs, quittera le Roy, ses enfans, ou celuy qui
sera Dauphin, de tout le droit, action, ou demande,
ou réclamation, qu'elle peut ou pourroit avoir, de-
mander, ou réclamer au Dauphiné, & en toutes les
autres Terres dudit Dauphin, tant de par Père, com-
me de par Mère, ou pour quelconque autre chose
que ce soit, pour le temps passé ou pour le temps à ve-
nir, cèdera & transporterà tout le droit, action, ou
réclamation, qu'elle peut ou pourroit avoir audit Dau-
phiné & Terres, par quelconque manière que ce soit,
par telle manière qu'elle ne puisse rien demander d'ors
en avant audit Dauphiné, ni es dites Terres à celuy
qui Dauphin sera, & promettra & jurera aux Saints Evan-
giles tenir & garder audit cas, toutes les convenances
faictes entre ledit Roy, pour ses enfans ou ceux du-
dit Jean & luy d'une part, & ledit Dauphin d'autre :
selon que plus à plain estoit contenu es dites Lettres
desdites convenances, sceillées de Roy seel & celuy du-
dit Dauphin : & qu'elle ne consentira, ne dorra venir
en conseil à aucun autre, qui vuelle faire ne venir
au contraire ; & qu'elle n'a fait ne fira cause pour-
quoy ceste présente remission & quittance ne puisse &
doive avoir son plénier effect. Et ou cas ou ledit
Dauphin n'auroit des enfans engendrés de son propre
corps en loyal mariage, pourquoy ladite Succession du
Dauphiné & des autres Terres ne vint à l'un desdits
enfans, promet à ladite Beatrix de luy rendre toutes
les

(1) Cette Beatrix avoit épousé Hugues de Chalon dit le Grand, de qui
elle eut quatre fils, Jean, Hugues, Jacques, & Jean. C'étoit à ces
Enfans & principalement à l'Aîné, qui fut Héritier de Beatrix, que
venoit de droit le Dauphiné ; & Humbert, deroier Dauphin, eût plus
aimé ses parens, que le Roi de France ; ou si, comme le disent
quelques Historiens, il n'eût en dessein de se venger du Comte de Sa-
voye qui l'avoit insulté plusieurs fois, en lui donnant un plus redouta-
ble Voisin, que n'en eût été les Comtes de Chalon.

ANNO les Lettres & Chartres qu'elle luy avoit octroyées sur
 1344. lesdites choses, & l'en quitteroit & recouvreroit les-
 dites Terres, & rentes accordées, tant à heritage, que
 à vie, sans toutefois demander & recouvrer les fruits,
 que entre deux elle aura levés.

CCXC.

1345. *Pax, Concordia, & Compositio inter Commune*
 18. Mai. *JANUÆ ex una, & GEORGIUM, ANTO-*
NIUM, MANUELEM & ALERAME
Marchiones de CARRETO ex altera, super
quibuscunque Injuriis, & Damnis a tempore crea-
tionis Ducatus SIMONIS BUCANIGRÆ sibi
invicem illatis. Actum Januæ in Palatio Ducis
die 18. Maii anno Dominice nativitatís 1345.
Cum MANDATIS dictorum Dominorum Mar-
chionum. [Pièce tirée d'une Information de
Droit publiée à Milan, par ordre du Roi d'Es-
pagne en 1633. sous le Titre de Discussio Ques-
tionis Salarie Finariensis.]

In Nomine Domini Amen.

CUM propter Novitates, que fuerunt in Januæ a tempore creationis Ducatus D. Simonis Bucanigræ, olim Ducis Januensis, citrà ortæ sint aliquæ rixæ, dissensiones, & discordiæ inter Commune Januæ, sive Regentem Civitatem Januæ ex una parte, & Egregios Viros D. Georgium, Antonium, Manuelem, & Aleram Marchiones de Carreto ex altera, propter quæ, seu quorum occasione facti fuerunt Processus, tam per Commune Januæ, seu Regentem Civitatem contra dictos DD. Marchiones, & Districtuales ipsorum, & Vassallos, quam etiam per dictos DD. Marchiones, & Districtuales, seu Vassallos, contra Commune Januæ, seu Districtuale Communis Januæ, seu etiam Confederatos, seu Conventionatos Communis Januæ; Idcirco discretus Vir Henricus Vegius Notarius, & Cancellarius, Communis Januæ Syndicus, Actor, & Procurator Magnifici Viri D. Joannis de Murta, Dei gratiâ, Ducis Januensis, & Populi Defensoris, Consilii quindécim Sapientum, & dicti Communis Januæ nomine, & vice Communis Januæ ex una parte, habens ad hoc speciale Mandatum, ut constat publico Instrumento scripto manu mei Conradi de Credentia Notarii, & Cancellarii Communis Januæ hoc anno die 13. Maii, & discreti Viri Franciscus Vacha, & Ogerius de Saliceto, & Gabriel de Brubthis Ambaxatores, Syndici, & Procuratores dictorum DD. Georgii, & Antonii, ut constat publico Instrumento scripto manu Nicolai Sbarrati Notarii Finario 1345. die 23. Aprilis, & dicti Franciscus, & Ogerius Procuratores, & Procuratorio nomine dictorum DD. Manuelis, & Alerame Marchionum de Carreto, ut de Procuracione ipsorum constat publicis duobus Instrumentis, scriptis manu dicti Nicolai Sbarrati Notarii de Finario 1345. diebus 8. & 9. Maii, & quorum Instrumentorum Syndicarum, & Procuracionum tenor inferius est scriptus, nominibus dictorum DD. Marchionum, ac etiam nomine, & vice Districtualium, & Vassallorum ipsorum, & cujuslibet ipsorum, Volentes super quibuscunque rixis, discordiis, dissensionibus, injuriis, & damnis ortis inter Commune Januæ, seu Districtuales Communis Januæ ex una parte, & dictos DD. Marchiones, seu ipsorum aliquem, seu aliquos ex altera, à dicto tempore Creationis Ducatus dicti D. olim Ducis citrà pervenire ad veram, & bonam, atque tranquillam Pacem & Concordiam, pervenerunt ad infra scriptam Pacem, & Concordiam, Conventionem, & Compositionem, solemnem stipulationem inter dictas Partes vallatam; Renunciantes dictæ Partes dictis nominibus spontè, & ex certâ scientiâ, exceptioni dictæ Pacis, & Concordiæ, Compositionis, & Conventionis non factarum, rei fieri non gestæ, doli mali, meris, in factum, sine causa, & omni juri, videlicet, quia dictæ Partes dictis nominibus ex causis predictis, de omnibus, & quibuscunque damnis, injuriis, & offensionibus factis, seu illatis à dicto tempore citrà per Commune, seu Districtuales dicti Communis Januæ contra dictos DD. Marchiones, vel ipsorum aliquem, seu aliquos Homines, & Vassallos eorum, seu per ipsos DD. Marchiones, seu eorum aliquem, vel aliquos, seu Districtuales, seu Vassallos eorum, seu alicujus eorum contra Commune Januæ, seu Regentes Civitatem Januæ à dicto tem-

pore citrà, seu Districtuales Januæ, fecerunt bonam, ANNO
 & legalem Pacem, & Concordiam, finem, & remissionem, reducens ipse Syndicus nomine, & vice Communis Januæ dictos DD. Marchiones, & Districtuales, & Vassallos ipsorum, seu dictos Procuratores recipientes nominibus, quibus supra, ad gratiam, & bonam voluntatem dicti D. Ducis, & Communis Januæ, nec non ex causâ predictâ, dictæ Partes dictis nominibus fecerunt sibi ad invicem finem, remissionem, Liberationem, & Pactum de ulterius non petendo de omnibus, & singulis supradictis, & quolibet predictorum, & de quibuscunque damnis, seu gualtis, inter dictas Partes dictis nominibus, seu per viam dictarum Partium contra altam factis, seu datis à dicto tempore citrà, de quibus omnibus, & singulis dictæ Partes dictis nominibus, & quolibet dictorum nominum sese ad invicem liberaverunt, & absolverunt, per Acceptationem, & Aquilanam stipulationem, verbis solemniter introductam. Et quia occasione dictarum dissensionum, & discordiarum ortarum ut supra, inter dictas Partes dictis nominibus nonnulli Vassalli, seu Districtuales ipsorum DD. Marchionum, seu aliquorum ex eis fuerunt in favorem, seu auxilium Communis Januæ, seu tunc Regentem Communis Januæ contra ipsos DD. Marchiones, seu aliquos ex eis, seu contra Districtuales eorum, seu aliquorum ex eis, ex certâ scientiâ, & pacto adhibito in presenti Pace, & Conventione, dicti Procuratores dictorum DD. Marchionum dicto Syndico recipienti nomine ipsorum, qui fuerunt Coadjutores dicti Communis Januæ à dicto tempore citrà contra dictos DD. Marchiones, seu aliquem ipsorum, & ad cautelam mihi Notario subscripto Officio publico stipulanti nomine, & vice dictorum Coadjutorum Communis Januæ tam Subditorum, seu Vassallorum dictorum DD. Marchionum, seu alicujus eorum, quam etiam aliorum quorumcumque, qui fuerunt Coadjutores, seu qui præstiterunt auxilium, consilium, & favorem ipsi Communi Januæ contra ipsos DD. Marchiones, seu aliquem ex eis, seu Vassallos eorum, & cujuslibet eorum, finem, remissionem, ipsos, & quolibet reducens ad ipsorum DD. Marchionum, & cujuslibet eorum benevolentiam, & gratiam, eisdem, & cuilibet eorum, remittentes dicti Syndici, & Procuratores dictis nominibus, dicto Syndico Syndicario nomine, & mihi jam dicto Notario recipientibus ut supra, quæcunque odia, & rancores, quæ, & quos ipsi DD. Marchiones occasionebus predictis habere, seu in præteritum habuissent contra predictos eorum Subditos, seu Vassallos, ac etiam quoscunque alios Coadjutores Communis Januæ ut supra. Promittentes dicti Procuratores dictis nominibus, & quolibet ipsorum, dicto Syndico, & mihi jam dicto Notario stipulantibus, nominibus quibus supra, dictos Subditos, seu Vassallos dictorum Dominorum Marchionum, & quolibet ipsorum reducere, seu reduci facere in possessionem, & tenutam Jurium, & Bonorum suorum, & jam reductos manuteneant; ita quod occasionebus, seu dependentibus, vel emergentibus à predictis, ipsi DD. Marchiones, seu aliqui ipsorum, directè vel indirectè, seu per obliquum, non procedant, seu procedi permittant contra ipsos, seu Bona ipsorum, seu inquietabunt, vel molestant quovis modo, aliquo colore quavis. Et ex causâ predictâ, quia per Nobilem Virum Centurionum Cattaneum Civem Januæ tempore Novitatum, que erant in Janua in Festis Nativitatis Dominice proximè præteritis, dictus D. Georgius, qui Januæ erat detentus in carceribus Malapagæ, fuit extractus de ipso carcere, & reductus in suam propriam libertatem, ipse Syndicus, nominibus quibus supra, remisit, & liberavit dictos Syndicos, & Procuratores recipientes nomine dicti Centurioni, & ad cautelam me jam dictum Notarium, nomine, & vice dicti Centurioni recipientem, & quorumcumque Fidejussorum, quos occasione predictâ dedisset dicto tempore, vel postea Communi Januæ, vel Officialibus dicti Communis à dicto excessu, & à quibuscunque Promissionibus & obligationibus interpositis per ipsum Centurionem, vel alium nomine ipsius dictâ occasione, seu aliquos Fidejussores ipsius occasione predictâ. Promittens ipse Syndicus, nominibus quibus supra, dictis Procuratoribus, & mihi jam dicto Notario, stipulantibus, & recipientibus nomine dicti Centurioni, & Fidejussorum ipsorum, quod occasione dicti excessus, seu aliquorum Promissionum, seu cautionum interpositarum per ipsum Centurionem, seu alium pro eo, seu Fidejussores ipsius dictâ occasione contra ipsos, seu ipsorum aliquem, seu Bona ipsorum, seu alterius eorum per Commune Januæ, vel Officiales ipsius Communis, seu dicti D. Ducis, vel Consilii, non procedatur criminaliter, seu civiliter, seu

1345.

ANNO seu quovis alio modo, nec occasione prædicta molestabuntur, nec inquietabuntur. Item dictæ Partes dictis nominibus ex certâ scientiâ, & habentes noticiam de quadam Conventione factâ, seu firmata inter Nobilem Virum Oliverium Squarciascum Civem Januæ Syndicum, Actorem, & Procuratorem, & Syndicario nomine Communis, nomine, & vice ipsius Communis Januæ ex una parte, & dictum D. Georgium suo proprio, & Curatorem, & Procuratorem nomine dictorum DD. Manuelis, & Alerame, ex altera, nec non Ogerium de Saliceto tanquam Procuratorem, & Procuratorem nomine dictorum DD. Manuelis, & Alerame, de qua est publicum Instrumentum scriptum, & testatum per Obertum de Credentia, & Nicolaum Sbarratum Notarios 1340. die 8. Maii, ipsam Conventionem, & omnia, & singula contenta in ipsâ approbaverunt, ratificaverunt, & confirmaverunt, & ad cautelam dicti D. Antonii, qui tempore dictæ Compositionis fuit in illâ certâ occasione nominatus, dictus Gabriel de Bruschis Procurator, & Procuratorem nomine dicti D. Antonii, & ejus nomine non fuit facta dicta Conventio, dictam Conventionem factam per dictum Oliverium, nomine quo supra, ratificavit, approbavit, & confirmavit, obligans se dictus Gabriel tanquam Procurator, & Procuratorem nomine dicti D. Antonii, & ejus nomine non fuit facta dicta Conventio, dictam Conventionem factam per dictum Oliverium nomine quo supra ratificavit, approbavit, & confirmavit, obligans se dictus Gabriel tanquam Procurator, & Procuratorem nomine dicti D. Antonii dicto Henrico Vegio Syndicario nomine prædicto ad observantiam omnium, & singulorum contentorum in dicta Conventione, & promissorum per dictos D. Georgium, & Ogerium dictis nominibus, tanquam si ipse D. Antonius fuisset præsens. Salvis semper, quæ supra dicta sunt, & quæ infra dicuntur, per quæ Conventioni prædictæ dictæ Partes dictis nominibus voluerunt esse specialiter derogatum, & ex causâ prædictâ, & ad requisiionem supradictorum Procuratorum dictorum DD. Georgii, Manuelis, & Alerame voluerunt dictæ Partes dictis nominibus, quod ex ipsis tribus solidis minas Salis, & quæ habere debent ipsi DD. Marchiones secundum formam dictæ Conventionis ipse D. Antonius habeat, & habere debeat, & percipiat solidum unum. Item dictus Henricus dicto Syndicario nomine volens ex gratiâ complacere dictis DD. Marchionibus super infrascriptis de voluntate, & consensu dictorum D. Ducis, & sui Consilii, præsentium, & consentientium, suspendit dictis Procuratoribus, recipientibus nomine, & vice dicti D. Georgii, Habitaculum Civitatis Januæ, quod facere teneat vigore dictæ Conventionis, usque ad annos quinque proxime venturos tantum, infra quos, ipse D. Georgius non teneatur ad dictum Habitaculum Januæ faciendum, finitis verbis dictis quinque annis ipse D. Georgius teneatur ad dictum Habitaculum faciendum iuxta formam Conventionis prædictæ; & etiam dictis Procuratoribus recipientibus nomine, & vice dictorum DD. Manuelis, & Alerame, suspendit dictum Habitaculum Januæ usque ad annum unum proxime venturum tantum, intra quem terminum prædicti DD. Manuel, & Alerame, seu aliquis ipsorum non teneatur ad dictum Habitaculum Januæ faciendum; Finito verbis dicto tempore dicti Anni, dicti DD. Manuel, & Alerame, & quilibet ipsorum teneatur, & teneatur ad dictum Habitaculum Januæ faciendum iuxta formam Conventionis prædictæ. Item ex causâ dictæ Pacis, Compositionis, & Concordiæ dicti Procuratores, dictis nominibus, & quolibet dictorum nominum, promiserunt dicto Syndico Syndicario nomine, quo supra, & etiam dicto D. Duci, & suo Consilio, recipientibus nomine & vice Communis Januæ, se dictis nominibus non impedire, seu introrittere verbo, vel opera, quin Commune Januæ, seu Deputati, vel deputandi pro Commune Januæ liberè, & pacificè, & sine contradictione alicujus Personæ teneant, & possideant illam partem, quam Antonius de Auria, seu aliqui DD. de Albergo de Auria, vius est, seu visi sunt habere, seu tenere in Castro, Burgo, Hominibus, & Fortalitio, ac Jurisdictione, & pertinentiis, Molendinis, Nemoribus, pascuis, & quibuscunque Juribus, Castro, & Burgi Cervi, scilicet potius dimittit, & permittit ipsi Marchiones, & quilibet eorum, quod Commune Januæ liberè, & pacificè teneat, & possideat dictam partem dicti Castri, Burgi, & Hominum, & Jurisdictionis ut supra, quam ipse Antonius, seu aliqui de dicto Albergo habet, seu habent, seu habere solitus est, seu soliti sunt, vel visus est, vel visi sunt habere. Et verâ vice dictus Syndicus dicto Syndicario nomine non impedit, nec molestabit

dictos DD. Marchiones, quin teneant, & possideant illam partem dicti Castri, Juris, & Jurisdictionis spectantem ad dictos DD. Marchiones, quam visi sunt habere in ipsis Castro, Burgo, Hominibus, & Fortalitio, ac Jurisdictione dicti Loca Cervi; scilicet potius dimittit, & permittit dictum Commune, quod dicti DD. Marchiones dictam partem dicti Castri, Burgi, Hominum, & Jurisdictionis ut supra, quam ipsi DD. Marchiones habent, seu habere soliti sunt, vel visi sunt habere, liberè, & pacificè teneant, & possideant. Quæ omnia, & singula supradicta dictæ Partes sibi ad invicem promiserunt, & conveniunt attendere, complere, & observare & contra non facere, vel venire in aliquo de jure, vel de facto, sub hypotheçâ, & pœnâ Mille Marcharum argenti, in quam pœnam incidat Pars non observans Partem observantem, & toties exigat possit, quoties fuerit contrafactum; ratis semper manentibus omnibus, & singulis supradictis. Et proinde, & ad sic observandum dictus Syndicus Communis Januæ dicto Syndicario nomine omnia Bona dicti Communis Januæ, quæ per Capitula obligari non prohibentur, solenniter supradictus Syndicus obligavit. Et dicti Procuratores dictorum DD. Marchionum omnia Bona ipsorum, & quilibet eorum similiter obligaverunt.

Acto, & sanè intellecto, quod dictus Syndicus dicti Communis Januæ suo proprio nomine in aliquo non teneatur. Qui Gabriel de Bruschis tanquam Procurator D. Antonii in præsentem Conventionem, & quilibet parte ipsius, præsentibus dictis Procuratoribus dictorum DD. Georgii, Manuelis, & Alerame fuit protestatus, quod per prædictâ, vel aliquod prædictorum ipse Procurator dicti D. Antonii non intelligatur concessisse, seu concessisse seu confessionem fecisse, quod dicti DD. Georgius, Manuel, & Alerame sint confortes, vel participes in Finario, Territorio, seu Jurisdictione Finarii, scilicet Jura ipsorum DD. Georgii, Antonii, Manuelis, & Alerame, sint, & remaneant, & esse, & remanuisse intelligantur quoad quilibet eorum in eo statu, & jure, in quo erant ante præsentem Conventionem, & proinde, quantum inter se, ac si prædicta facta non fuissent; Cui Protestationi dicti Franciscus Vacha, & Ogerius de Saliceto Procuratores dictorum DD. Georgii, Manuelis, & Alerame non conenserunt, sed contradixerunt expressè. Et de prædictis omnibus dictæ Partes manaverunt in præsentia dictorum D. Ducis, & Consilii supradicti, fieri duo publica Instrumenta, unum videlicet manu mei Conradi de Credentia Notarii subscripti, aliud verbis manu Nicolai Sbarrati Notarii de Finario.

Nomina Consiliariorum Consilii, qui interfuerunt, sunt hæc. Franciscus Novellus Prior. Joannes de Scaffa. Franciscus Marfuss, Enricus Bonvinum Battifolium. Rampus de Camilio Speciaris. Thomas de Prate de Biamme. Joannes Simonis Lanerius. Andriolus Battizatus de Vulturo. Nicolaus Gazanus. Antonius Vivianus Draperius. Nicolaus de Mornezo. Stephanus de Cambao de Pulcitera. Actum Januæ in Palatio Domini Ducis in Terratia, ubi regit Consilium, Anno Dominice Nativitatis 1345. Indictione duodecima secundum cursum Januæ, die Mercurii 18. Maii in tertiam, & nonam. Testes D. Nicollus de Filisco dictus Cardinalis. D. Leo de Gavio. D. Cælesterius de Nigro Jurisperiti, & Obertus Manzurus Not. & Cancell. Communis Januæ.

Ego Conradus de Credentia Notarius Sacri Imperii, & Cancellarius, rogatus scripsi.

Mandatum EMANUELIS in Personas Francisci Vachæ, & Ogerii de Saliceto, ad conveniendum, transigendum & ratificandum cum Republica Genuensi. Die 8 Maii 1345.

In Nomine Domini Amen.

Magnificus, & Egregius vir D. Manuel de Carreto Marchio Saone, & Clavexanæ nomine suo proprio, & nomine, & vice omnium, & singulorum suorum Districualium, & Vassallorum, ad quos tangere potest infrascriptum negotium, fecit, constituit, & ordinavit suos Nuncios, Syndicos & Procuratores, prout de Jure melius esse possunt. Discretos viros Franciscum Vacham, & Ogerium de Saliceto ambos de Finario absentes tanquam præsentem ad conveniendum, & se concordandum, & bonam Pacem firmandum, & ad faciendum quæcunque Pacta, & Transactiones, & ad se obligandum, & quæcumque obligationem faciendum cum D. Duce Januæ, ejusque Consilio, & Commune Januæ. Et quæcumque alia persona legitima, nomine ipsius Communis, super quibuscunque discordiis, litigiis, damnis, injuriis, &

ANNO & offensis ortis per tempora retroacta inter Commune Januæ, seu olim D.

1345.

Ducem, ejusque Consilium pro una parte, & ipsam D. Marchionem, ipsiusque Homines, & Districuales, atque Vassallos ex altera super prædictis, & causa dictarum discordiarum; ita quod possint dicti Sindici, & Procuratores facere, & contrahere quascumque Conventiones, Obligationes, Pacta, & promissiones nomine ipsius D.

Marchionis, prout eis melius videbitur, & placuerit, ac etiam possint confirmare omnes Conventiones olim initas inter Commune Januæ, seu tunc Regentes ipsum Commune ex una parte, & D. Marchiones Finarii, & eorum Prædecessores ex altera, ac etiam ipsos constituit Sindicos, & Procuratores ad firmandum cum dicto D. Duce, & Commune Januæ, seu quacumque persona ad hoc legitime constituta pro dicto Commune quocumque Pacta, & Conventiones, & ipsa faciendum ut supra, ac etiam ad remittendum nomine ipsius D. Marchionis dicto Communi, seu quicunque personæ ad hoc legitime constituta nomine dicti Communis recipient omnes injurias, damna, & offensiones factas, & illatas temporibus retroactis dicto D. Marchioni, seu ejus Districualibus, & Vassallis per Commune Januæ, seu Regentes ipsum Commune, & per quascumque personas pro dicto Communi, & in servitium dicti Communis quocumque nomine censeantur; & ad liberandum, & remittendum dicto Communi seu personæ ad hoc constituta pro dicto Commune omnes personas, quæ in servitium Communis Januæ intulissent injurias, damna, & offensiones in ære, & persona, seu insultus contra dictum Dominum Marchionem, vel ejus Districuales, seu Vassallos quovis nomine censeantur. Dans dictus D. Marchio dictis suis Sindicis, & Procuratoribus liberam, & omnimodam Baliaam ad omnia supra scripta, & quodlibet ipsorum, & dependentia ab ipsis. Et ad obligandum ipsum Dominum Marchionem, & bona ipsius cum renuntiationibus, & penis, sicut ipsis Procuratoribus videbitur, & melius placuerit, & sicut ipse D. Marchio facere possit si præsens esset. Promittens dictus D. Marchio mihi Nicolao Sbratto Notario infra scripto tanquam publicæ personæ stipulanti, & recipienti Officio publico nomine, & vice dicti Communis, & omnium, quorum interest, intererit, seu interesse possit habere, & tenere perpetuo ratum, & firmum, observare, & adimplere quicquid per dictos ejus Procuratores actum, factum, gestum fuerit, seu etiam procuratum, sub obligatione omnium bonorum suorum. Actum in districtu, & posse Garrexi extra portam Burgi dicti loci Garrexi in via publica ibi posita. Præsentibus Conradini de Pleto, Nicoloso de Pietro, & Francisco Percivalis de Orto, omnibus de Finario Testibus ad hac vocatis, & rogatis, Anno Domini 1345. Indictione decima tertia, die nona Madii.

Et ego Nicolaus Sbrattus de Finario Imperiali auctoritate Notarius, his omnibus interfui rogatus, & scripsi &c.

Mandatum Alerami Marchionis in eisdem, & in finem eundem. Die 9 Madii 1345.

In Nomine Domini Amen.

Magnificus, & Egregius vir D. Alerame de Carreto Marchio Saone, & Claxenæ nomine suo proprio, & nomine & vice omnium suorum Districualium, & Vassallorum ad quos tangere potest infra scriptum negotium, fecit, constituit & ordinavit suos Nuncios, Sindicos, & Procuratores, prout de jure melius esse possint, discretos viros Franciscum Vacham, & Ogerium de Saliceto ambos de Finario absentes tanquam præsentem, ad conveniendum, & se concordandum, & bonam Pacem firmandam, & ad faciendum quacumque Pacta, & Transactiones, & ad se obligandum, & quancumque Obligationem faciendum cum D. Duce Januensium, ejusque Consilio, & Commune Januæ, & quacumque alia persona legitime nomine ipsius Communis super quibuscumque discordiis, litigiis, damnis, iniuriis, & offensionibus ortis per tempora retroacta inter Commune Januæ, seu olim D. Ducem, ejusque Consilium pro una parte, & dictum D. Marchionem, & ipsius homines, & Districuales, atque Vassallos ipsius ex altera, super prædictis, & causa dictarum discordiarum. Ita quod possint dicti Sindici, & Procuratores facere & contrahere quascumque Conventiones, Obligationes, Pacta, & Promissiones nomine ipsius D. Marchionis, prout eis melius videbitur, & placuerit, ac etiam possint con-

firmare omnes Conventiones olim initas inter Commune Januæ, seu inter Regentes ipsum Commune ex una parte, & D. Marchiones Finarii, & eorum Prædecessores ex altera, ac etiam ipsos constituit Sindicos, & Procuratores ad firmandum cum dicto D. Duce, & Commune Januæ, seu quacumque persona ad hoc legitime constituta pro dicto Commune quocumque Pacta, & Conventiones, & ipsa faciendum ut supra, ac etiam ad remittendum nomine ipsius D. Marchionis dicto Communi, seu quicunque personæ ad hoc legitime constituta nomine dicti Communis recipient omnes injurias, damna, & offensiones factas & illatas temporibus retroactis dicto D. Marchioni seu ipsius Districualibus & Vassallis per Communes Januæ, seu Regentes ipsum Commune, & per quascumque personas pro dicto Commune, & in servitium dicti Communis quocumque nomine censeantur, & ad liberandum, & remittendum dicto Communi, seu persona ad hoc constituta pro dicto Commune omnes personas, quæ in servitium Communis Januæ intulissent injurias, damna & offensiones in ære, & persona, seu insultus contra ipsum D. Marchionem, vel ejus Districuales, seu Vassallos quovis nomine censeantur. Dans dictus D. Marchio dictis suis Sindicis, & Procuratoribus liberam, & omnimodam Baliaam ad omnia supra scripta, & quodlibet ipsorum, & dependentia ab ipsis, & ad obligandum causis prædictis ipsum D. Marchionem & bona ipsius cum renuntiatione, & penis, sicut ipsis Procuratoribus videbitur, & melius placuerit, & sicut ipse D. Marchio facere possit si præsens esset. Promittens dictus D. Marchio mihi Nicolao Sbratto Notario infra scripto tanquam publicæ personæ stipulanti, & recipienti Officio publico nomine, & vice dicti Communis Januæ, & quorum interest, intererit, seu interesse possit habere, & tenere perpetuo ratum, & firmum, observare & adimplere quicquid per dictos ejus Sindicos & Procuratores actum, factum, gestum fuerit, seu etiam procuratum, sub obligatione omnium bonorum suorum. Actum in districtu, & posse Garrexi extra portam Burgi dicti loci Garrexi in via publica ibi posita. Præsentibus Conradini de Pleto, Nicoloso de Pietro, & Francisco Percivalis de Orto, omnibus de Finario Testibus ad hac vocatis, & rogatis, Anno Domini 1345. Indictione decima tertia, die nona Madii.

Et ego Nicolaus Sbrattus de Finario Imperiali auctoritate Notarius, his omnibus interfui, rogatus, & scripsi &c.

Mandatum GEORGII & ANTONII Marchionum, in eisdem, & ad eundem effectum.

Dat. die 24 Aprilis 1345.

In Nomine Domini Amen.

Magnifici & Egregii Viri Domini Georgius, & Antonius Marchiones Saone, fecerunt, constituerunt, & ordinarunt nominibus suis propriis, & nomine & vice omnium suorum Districualium, & Vassallorum, ad quos tangere potest infra scriptum negotium, eorum Sindicos, Nuncios & Procuratores, prout de jure melius esse possint, discretos viros Franciscum Vacham, Ogerium de Saliceto, & Gabrielem de Bruschi omnes de Finario absentes tanquam præsentem, ad conveniendum & se concordandum, & bonam Pacem firmandam, & ad faciendum quacumque Pacta & Conventiones, & ad se obligandum, & quancumque obligationem faciendum cum D. Duce Januensium, ejusque Consilio, & Commune Januæ, & quacumque alia persona legitima nomine ipsius Communis super quibuscumque discordiis, litigiis, damnis, iniuriis, & offensionibus ortis per tempora retroacta inter Commune Januæ, seu olim D. Ducem, ejusque Consilium pro una parte, & dictos D. Marchiones, & ipsorum Homines, & Districuales, atque Vassallos ipsorum ex altera, super prædictis, & causa dictarum discordiarum. Ita, quod possint dicti Sindici, & Procuratores facere, contrahere quascumque Conventiones, Obligationes, & Pacta, & Promissiones nomine dictorum DD. Marchionum & cujuslibet ipsorum, prout eis melius videbitur, & placuerit, ac etiam possint confirmare omnes Conventiones olim initas inter Commune Januæ, seu tunc Regentes ipsum Commune ex una parte, & dictos D. Marchiones, & eorum Prædecessores ex altera; ac etiam ipsos constituerunt Sindicos, & Procuratores ad firmandum cum dicto D. Duce, & Commune Januæ seu quacumque persona legitime ad hoc constituta pro dicto Commune, quacumque

1345.

ANNO
1345.

CCXCI.

ANNO
1345.

quæcumque Pacta, & Conventiones, & ipsa faciendum ut supra, ac etiam ad remittendum ut supra nomine ipsorum DD. Marchionum dicto Communi, seu cuiuscumque personæ ad hoc legitime constitutæ nomine dicti Communis recipienti, omnes injurias, damna, & offensas factas, & illatas temporibus retroactis dictis D. Marchionibus, vel alicui ipsorum, seu eorum Districtualibus, & Vassallis per Commune Januæ, seu Regentes ipsum Commune, & per quascumque personas de dicto Communi, & in servitium dicti Communis, quocumque nomine censeantur, & ad liberandum, & remittendum dicto Communi, seu personæ ad hoc constitutæ pro dicto Commune omnes personas, quæ in servitium Communis Januæ intulissent injurias, damna & offensas in ære, & persona, seu insultus contra dictos D. Marchiones, vel eorum Districtuales, seu Vassallos quovis nomine censeantur. Dantes dicti Domini Marchiones dictis suis Sindicis, & Procuratoribus liberam, & generalem, & omnimodam Bailiam ad omnia supra scripta, & quolibet ipsorum, & dependentia ab ipsis, & ad obligandum causis prædictis ipsos D. Marchiones, & bona ipsorum, cum renunciationibus, & pœnis, sicut ipsi Procuratoribus videbitur, & melius placuerit, & sicut ipsi D. Marchiones facere possent si præsentibus essent. Promittentes prædicti D. Marchiones mihi Nicolino Sbrarato Notario infra scripto tanquam publicæ personæ stipulanti, & recipienti Officio publico, nomine, & vice dicti Communis Januæ, & omnium, quorum interest, intererit, seu interesse possit, habere & tenere perpetuo rarum & firmum, observare, & adimplere quicquid per dictos eorum Sindicos, & Procuratores actum, factum, gestum fuerit, seu etiam procuratum, sub obligatione omnium bonorum suorum, & cujuslibet eorum. Actum in Burgo Finarii sub portico domus hæredum Antonii Colliori. Præsentibus Galuango Vacha, & Georgio Morando testibus ad hæc vocatis, & rogatis, anno Domini 1345. Indictione decima tertia, die 24. Aprilis.

Et ego Nicolaus Sbraratus de Finario Imperiali auctoritate Notarius his omnibus interful rogatus, & scripsi.

Ego Antonius de Credentia qu. Conradi, Imperiali auctoritate Not. ac Cancell. & Custos Privilegiorum Communis Januæ supra scripta tria Procuracionum Instrumenta tradita, & rogata manu dicti Nicolini Sbrarati Notarii extraxi, & exemplum de manuali dictæ Conventionis, in quo scripta, & registrata erant manu dicti qu. Conradi patris mei, prout in eis vidi, & legi, nihil addito, vel diminuto, quod mutet sensum, vel variet intellectum, nisi forte littera, syllaba, titulo, seu puncto abbreviacionis, vel extencionis causa, substantia tamen in aliquo non mutata, habens ad hoc auctoritatem, bailiam, & facultatem mihi per Capitula, & Statuta Communis Januæ attributam, &c.

Ego Joannes Baptista Pavensis Cancell. & Secretarius Sereniss. Reipublicæ Genuensis, & illius Archivi hoc anno Custos, præscriptum Conventionis Documentum ex Archivio nostro publico extraxit, manumque sua propria subscripsit, tempore prædicto, antea, & post, & de præsentibus fuit, erat, & est Notarius publicus Collegii hujus Civitatis, nec non & unus ex Cancellariis, & Secretariis nostris, & prædicti Archivi hoc anno curam habens, scripturisque publicis per eum confectis, & subscriptis in judicio, & extra plena fides adhibetur. In quorum fidem &c. Datas Genuæ in nostro Ducali Palatio die ultima Augusti 1619.

Dux, & Gubernatores Reipublicæ Genuensis.

UNIVERSIS, & singulis has nostras visuris, & inspecturis fidem facimus, quod supra scriptus Joannes Baptista Pavensis, qui præscriptum Conventionis Documentum ex Archivio nostro publico extraxit, manumque sua propria subscripsit, tempore prædicto, antea, & post, & de præsentibus fuit, erat, & est Notarius publicus Collegii hujus Civitatis, nec non & unus ex Cancellariis, & Secretariis nostris, & prædicti Archivi hoc anno curam habens, scripturisque publicis per eum confectis, & subscriptis in judicio, & extra plena fides adhibetur. In quorum fidem &c. Datas Genuæ in nostro Ducali Palatio die ultima Augusti 1619.

(L. S.)

AUGUSTINUS GRITA,
Cancell. & Secretarius.

Traité entre PHILIPPE de Valois Roi de France, & ALPHONSE Roi de Castille & de Leon, par lequel les anciens Traitez, portant qu'ils se secourront l'un l'autre, sont renouvellez; les Donations faites aux Enfants du Roi de Castille, & à leur Mère ELEONOR sont confirmées, & il est fait mention du Mariage de PIERRE Prince de Castille, avec BLANCHE de Navarre. Fait dans la Ville de Leon, le 1. Juillet 1345. Juré à Madrid le 23. Decembre de ladite année, & ratifié par le Roi de Castille, le 2. Janvier suivant 1345. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 180.]

1. Juill.

FRANCE
& CASTILLE.

ALPHONSUS Dei gratia Castellæ, Legionis, Toleti, Gallicie, Sibilie, Cordubæ, Murcie, & Jahenni, Algarbii & Algeriæ Rex, & Comitatus Molinæ Dominus. Notum facimus præsentibus & futuris, nos Litteras Patentes infra scriptis sigillis nostrorum & Serenissimi Principis Regis Francorum Illustris, consanguinei nostri carissimi Procuratorum & Nuntiorum specialium, in ipsis Litteris denominatorum specialiter deputatorum ad contenta in eisdem, munitas, & nominum suorum subscriptionibus roboratas; tenorem qui sequitur expositum continentes.

§. 2. In nomine Domini Amen. Noverint universi, quod cum inter Tradatores & Nuncios Serenissimorum Principum & Dominorum, Dominorum Franciæ & Castellæ Regum fuerit nuper certus Tradatus habitus super confirmatione, approbatione, laudatione & corroboracione antiquarum Confederacionum jam dudum inter eos initiarum, eisdem etiam antiquis Confederacionibus aliqua addendo & augmentando, tenorem qui sequitur continentes.

§. 3. Procuratores, Nuntii & Tradatores Serenissimorum Principum & Dominorum, Regum Franciæ & Castellæ, scilicet Joannes de Viana Archiepiscopus Rhemenis, Joannes de Timaro Abbas Beatæ Mariæ de Columbibus, Savarinus de Vivona Dominus de Tortio, & Reginaldus de Viana Thesaurarius Rhemenis Procuratores & Nuntii Domini Regis Franciæ, & Gondisalvus Episcopus Segontinus, & Ferrandus Sancti de Valleoli, Miles, major Notarius in Castellâ Tradatores nomine Regis Castellæ: non recedendo in aliquo à Confederacionibus, Pactionibus & amicitiarum ligaminibus factis & initis inter dictos Dominos Reges, Hæredes & Successores eorum in toto vel in parte, led eisdem firmiter inherendo, easdem laudando, approbando, confirmando, fortificando, addendo & augmentando; absque eo quod in aliqua sui parte prædictæ Confederaciones per eam quæ sequitur aliquo modo infringantur: faciunt & promittunt Pactiones, Confederaciones & Amicitiarum ligamina perpetuis temporibus duratura inter ipsos Dominos Reges, Hæredes & Successores suos Reges Franciæ & Castellæ prædicto corporaliter juramento.

§. 4. Videlicet quod dictus Rex Castellæ, qui nunc est, Hæredes & Successores Regni sui Castellæ, Regni sui & Dominiæ, Terræ & Subjecti, juvabunt & confortabunt perpetuis futuris temporibus Dominum Philippum Regem Franciæ, qui nunc est, Hæredes & Successores suos Reges Franciæ, & Regnum Franciæ, contra omnem hominem viventem & victurum, ad defensionem & tuitionem dicti Domini Regis Franciæ, Hæredum & Successorum suorum, honores & status sui Regni & Coronæ Franciæ.

§. 5. Et modo simili Dominus Rex Franciæ, Hæredes & Successores sui Reges Franciæ, Regnum, Terræ, Dominiæ & Subjecti sui juvabunt & confortabunt perpetuis futuris temporibus Dominum Alphonsum Regem Castellæ & Legionis, qui nunc est, Hæredes & Successores suos Reges Castellæ & Legionis, & Regna sua contra omnem hominem viventem & victurum; ad defensionem & tuitionem dicti Domini Regis Castellæ & Legionis, Hæredum & Successorum suorum, honoris & status sui & Regnorum suorum, Coronæ, Domini sui; prout in ultimo articulo priorum Confederacionum & Amicitiarum, Ligacionum inter dictos Reges, Hæredes & Successores dudum initiarum plenius continetur; cujus quidem articuli tenor sequitur in hæc verba.

§. 6. Sanè si unus dictorum Regum & Principum habeat Guerram, sive sit verisimiliter habiturus eandem, requi-

ANNO

1345.

requirat alterum de gentibus armorum per mare seu per terram, & de Navigiis, Navibus & Galeis suis, seu Subditorum suorum; & ille, qui sic requiratur non habeat Guernam tunc, vel si habeat, sit talis vel adeo modica, quod non obstat impedimento Guernam quam haberet, possit sufficere ad Guernam sustinendam huiusmodi, & ad faciendum id, quod requireretur, veluti & promittet quod requirens prædictas possit habere de gentibus armorum dicti requisiti & Subditorum suorum per mare seu per terram, & de Navigiis, Navibus & Galeis, de voluntate & consensu dicti Regis sic requisiti, & dictarum gentium armorum, & dictorum Navigiorum, Navium & Galearum huiusmodi, cum missionibus & expensis dicti requireris, proviso tamen statui, tuitioni & defensionis Regni seu Regnorum Regis, qui sic fuerit requisitus.

§. 7. Et insuper jurant & promittunt prædicti Nuntii & Procuratores & Tractatores utriusque Regum, quod uterque Rex, Hæredes & Successores sui, Reges Franciæ & Castellæ & Legionis prohibebunt expresse, videlicet quilibet Rex Subditis suis, quoties opus fuerit & alter ab altero fuerit requisitus; quod non dant nec sint in auxilium aut juvenem cuiuscumque personæ viventi, clam vel palam, directe vel indirecte, volentis & attemptantis damnum vel læsionem inferre in Regno, Terris & Dominis alterius duorum dictorum Regum per mare vel per terram. Et si aliquis Subditorum alterius Regum, Heredum & Successorum suorum, quod absit, faciat contrarium, Dominus facientis seu facientium contrarium, taliter illum vel illos puniret in corpore & in bonis, quod alteri Regi clarè patebit, quod alter Rex nec gratum nec ratum habuit, quod contra præsentis Pactiones, Confœderationes & Amicitiarum ligamina per suum Subditum fuerit factum.

§. 8. Et nihilominus si aliquis Subditorum duorum Regum vel ipsorum alterius, quod absit, faceret contrarium in aliquo præmissorum: hoc non obstant prædictæ præsentis Confœderationes, promissiones & amicitiarum ligamina & aliæ jam dudum initæ ratæ & integre in sui omnimoda parte stabunt, & habebunt perpetuam robori firmitatem. Poniet tamen quilibet dictorum duorum Regum Subditum suum contrarium facientem, prout superius est expressum.

§. 9. Item si contigerit, quod Rex Castellæ, qui nunc est, Hæredes & Successores sui Reges Castellæ & Legionis, qui pro tempore fuerint, haberent Guernam cum quocunque Regum, vel quibuscunque Regionibus Christianis vel eorum Regnis, non poterit inire Treugam, sufficientiam vel abstinentiam Guernæ facere, quin in Treugis, sufficientia & abstinentia contineatur & nominetur expresse Rex Franciæ, qui nunc est, Hæredes & Successores sui Reges Franciæ.

§. 10. Et si contingeret Regem Franciæ, qui nunc est, Hæredes & Successores suos Reges Franciæ Guernam habere cum Rege Angliæ, Hæredibus & Successoribus suis Angliæ Regionibus vel Anglicis, vel cum aliis quibuscunque Regionibus Christianis, & cum eis inire Treugas, sufficientiam & abstinentiam Guernæ, Rex Castellæ & Legionis, qui nunc est, Hæredes Successores sui Reges Castellæ & Legionis qui pro tempore fuerint, contineantur & nominantur in Treugis, sufficientia & abstinentia Guernæ cum Regnis & eorum Dominis; nec aliter possint tales Treugas, sufficientiam vel abstinentiam Guernæ quovis modo fieri.

§. 11. Item si aliquis prædictorum Dominorum Regum iniret amicitiam cum aliquo Rege Christiano, quod teneatur inire tractare & inire ipsam pro alio Rege tanquam pro se ipso & aliter non possit.

§. 12. Item quod observentur omnes donationes, quas Rex Castellæ fecit filiis suis & Domine Eleonore Mariæ eorumdem. Et si aliquis dictorum Regum Hæredes sui & Successores, vel aliquis eorumdem, venire contra istud aliquo tempore in toto vel in parte, quod requisitus ex parte dictæ Domine Eleonoris vel filiorum suorum vel alterius ipsorum, de illo ex eisdem Regionibus, Hæredibus vel Successoribus ipsorum, qui in contrarium faceret vel veniret, & in ipsius defectum altero ipsorum Regum, Heredum & Successorum ipsius, & non cessante ab impedimento, vel non amoventibus & non satisfaciens, quod propter hoc fracta sint ista Pacta supra dicta, sicut essent pro quolibet alio prædictorum non observatorum.

§. 13. Item omnia & singula præmissa jurabunt Procuratores, Nuntii & Tractatores nominibus Procuratoris, quilibet in animam Domini sui, fideliter & inviolabiliter observare, & juramenta Procuratorum, Nuntiorum & Tractatorum ratificabunt Domini Reges prædicti & quilibet ipsorum.

§. 14. Item Archiepiscopi & Episcopi exempti, de-

cem Barones de majoribus habentes ætatem legitimam, ANNO
& Communitates decem Civitatum de majoribus utriusque Regni, omnia & singula præmissa, & in quolibet articulo præmissorum puncta jurabunt tenere, observare, & de puncto in punctum inviolabiliter adimplere. Idem fiet in Contractu matrimonii filie Domine Regine Navarre, de Regno & Subditis Navarre per Dominum Regium Navarre. Et est sciendum quod de præmissis Litteræ factæ fuerunt duplicatæ ejusdem tenoris, quarum alias Procuratores & Nuntii prædicti Domini Regis Franciæ portarent, & aliæ prædicti Tractatoribus dicti Domini Castellæ & Legionis Regis remanserunt.

§. 15. In quorum præmissorum omnium & singulorum fidem & testimonium nos prædicti Archiepiscopus, Abbas & Thesaurarius, & nihilominus nos Archiepiscopus, vice prenominati Domini de Tors litteras ignorantis ad ejus instantiam, Nuntii Domini nostri Regis Franciæ & Procuratores; Et nos Gondifalvus Segontinus Episcopus, Legionis major Notarius, & Ferrandus Sanci de Valleto Miles, Notarius major Castellæ, Tractatores pro dicto Domino Rege Castellæ, ad prædicta specialiter deputati, nomina nostra; nec non nos dictus Archiepiscopus nomine dicti Domini de Tors præsentibus subscriptis Litteris, & nihilominus omnes infimul & nostrum quilibet etiam nos dictus Savarinus, nominibus quibus supra, sigilla nostra duximus eisdem Litteris appendenda. Actum in Civitate Legionensi, & datum die prima Julii, Anno Domini millesimo trecentesimo quadragesimo quinto, & secundum modum Hispanicum æta mil, trecent. octuagesima tertia. Joannes de Viana Archiepiscopus Rhemenfis, Gondifalvus Episcopus Segontinus, Joannes de Timaro Abbas de Columbibus, Savarinus de Vivona Miles, Ferrandus Sanci Miles, Reginaldus de Viana Thesaurarius Rhemenfis.

§. 16. Nos Joannes Archiepiscopus Rhemenfis & Reginaldus Thesaurarius Rhemenfis dicti Archiepiscopi Frater, Procuratores & Nuntii dicti Domini Regis Franciæ ad hoc specialiter deputati, prout ex ejusdem Procuratoris apparuit, cujus tenor dignoscitur esse talis.

§. 17. PHILIPPUS Dei gratia Francorum Rex universis præsentibus Litteras inspecturis, salutem; Omnibus quippe Regnis desiderabilis debet esse tranquillitas, quæ & Populi proficiunt & utilitas Republicæ conservatur; hæc autem decora mater universitatum regulatæ Politicæ dictante Thalamo mortalium genus lætè multiplicans sedet cruenta tyrannidis jacula perhorrescens, tanto fervidius vigere prohibetur, quanto solidius Regnorum Principes affinitatis seu consanguinitatis fœderibus & Pactis ununtur, & indissolubili unitatis vinculo connectuntur.

§. 18. Sanè nos hanc huiusmodi tranquillitatem perseverare posse cupientes, Terris videlicet Regionibus, quibus Serenissimus Rex Castellæ & Legionis, carissimus consanguineus noster, nosque Dei gratia Illustris pariter præsedemus: Notum facimus, quod præmeditatis accommodis & honorabilibus subventionibus mutuis & eventibus, qui & quæ tam modernis quam futuris temporibus, hospitibus, Regnis & Subditis Franciæ & Castellæ poterunt favente Domino verisimiliter evenire; ex Tractatibus tam super iteratione & confirmatione Confœderationum & Amicitiarum ligaminum inter dictum consanguineum nostrum, & nos pro nobis & ipso, ac ipsius & nostris Hæredibus & Successoribus, dudum inivicem initarum & contractarum, augmentatione, perpetuæque roboracione earundem; atque ex matrimonio inter dilectum nostrum Petrum primogenitum & Hæredem dicti consanguinei nostri, & dilectam promexam Blancham, carissimorum nostrorum consanguinei & nepis Philippi quondam Regis & Joannæ ejus relicte Regine Navarræ filiam, invicem auctore Domino contrahendo, contentarum in tribus paribus Litterarum sub dato prime diei mensis Julii Anno Domini quo infra confectarum, sigillis dictorum Consiliariorum & Procuratorum nostrorum inferius nominatorum, atque venerabilis Patris in Christo Gondifalvi Episcopi Segontini, & Ferrandi Sanci de Valleto Militis, majoris Notarii Castellæ, Consiliariorum dicti consanguinei nostri, & per eum hic hæc parte deputatum, sigillatam, oblatam & expositam nobis.

§. 19. Igitur cum ipsa tractata & concordata velut honesta & accommodata de ipsius Castellæ Regis acue nostro speciali mandato processerint & assenserint, hinc est quod tenoribus & formis Litterarum huiusmodi contractus continentium, prædictis attentis & intellectis, volentes quod omnia & singula in ipsis Litteris contenta debitum & concordatum fortiantur effectum, & quæ

1347.

ANNO
1345.

que circa illa agenda sunt tractatos & accordatos fines & effectus in prædictis Litteris declaratos consequantur, & complentur bona fide; ex nostra certa scientia facimus, constituimus & ordinamus nostros veros & certos Procuratores speciales & generales præfatos Consiliarios nostros: videlicet venerabilem Patrem Joannem Archiepiscopum Rhemensem, Joannem de Timaro Abbatem Beatæ Mariæ de Columbis, Reginaldum de Viana fratrem dicti Archiepiscopi Thesaurarium Ecclesiæ Rhemenfis, nobilem Savarinum de Viona Militem, Dominum de Tors, & duos ipsorum in solidum, ita ut occupantis aut occupantium melior conditio non exstat.

§. 22. Dantes ipsis Procuratoribus nostris & ipsorum duobus in solidum & super præmissis omnibus & singulis & ea tangentibus plenariam potestatem & speciale mandatum, illa ex contentis in prædictis Litteris Tractatum, quo illis declaranda, supplicanda & complenda videbantur, refutandi, declarandi, suppleendi & complendi, & cætera omnia præmissa tangentia & ex eis dependentia agendi, quas & prout eis, seu duobus ipsorum pro nobis visum fuerit faciendum; Etiam novos, si opus fuerit, Tractatus inveniendi, perficiendi & complendi, cum Procuratoribus seu Tractoribus prædicti Regis Castellæ & Legionis & dicti primogeniti, seu pro ipsis & suis, & omnia & singula præmissa, tractata & concordata & quæcumque alia præmissa tangentia, quæ ipsis Procuratoribus & Nuntius nostris & duobus ipsorum pro nobis, videbuntur; in animam nostram & pro nobis, quantum in nobis est, & ad nos & Heredes & Successores nostros pertinet & pertinere poterit in futurum, promittendi & etiam jurandi tenere, observare, facere & complere sine infractione quacunque; nosque & nostros atque omnia bona nostra & nostrorum obligandi; aliaque universa omnia & singula, quæ in præmissis & circa ea necessaria sunt, opportuna fuerint, & quæ & prout ipsis Nuntius & Procuratoribus nostris & duobus ipsorum in solidum videbuntur expedire, nostro nomine Procuratorio, & pro nobis faciendi, procurandi, concordandi, promittendi & jurandi; etiam illa, quæ exigunt mandatum speciale, & ad nos faceremus & facere possemus, si præsentibus ad illa agenda adesset.

§. 21. Vices nostras eidem Procuratoribus & duobus ipsorum in & super præmissis & ea tangentibus insuper committentes, rata habentes & grata perpetuo habitori omnia & singula que in & super præmissis & ea tangentibus per prædictos Procuratores nostros & Nuntios & duos ipsorum acta, tractata, concordata, promissa, jurata & formata fuerint, aut alio modo quolibet procurata; ipsos Procuratores & Nuntios nostros in & super præmissis omnibus & singulis & ipsa tangentibus expressè relevantes ab omni onere fatidandi. Et hæc omnia præmissa significamus omnibus & singulis, quorum interest & intererit, per præsentibus Litteras sigilli nostri munimine in præmissorum fidem & testimonium roboratas. Datum apud Royan undecima die mensis Septembris, Anno Domini millesimo trecentesimo quadragesimo quinto. *Per Regem.*

§. 22. Et nos Ægidius Archiepiscopus Toletanus, Hispaniæ Primas, & Regni Castellæ Cancellarius & Alfonsus Ferrandus Coronel Miles, ac Ferrandus Sancio de Valleleti, major Notarius in Regno Castellæ, Procuratores & Nuntii speciales dicti Domini Regis Castellæ ad hoc specialiter constituti, sicut supra Procuratorio nomine apparuit, cujus tenor de verbo ad verbum talis est.

§. 23. ALPHONSUS Deigratia Castellæ, Legionis, Toleti, Gallicie, Murcie, Sibilie, Cordubæ, Jaheni, Algarbit & Algezira Rex, ac Comitatus Molinæ Dominus. Universis hæc presentes Litteras inspecturis salutem in Domino. Ut cælestis altitudo potentis super cuncta tenens imperium exaltetur nostræ possibilitatis manum apponimus ac operam, quam opportunam in terris non minus speramus fore placitam in excelsis cælestibus. Namque providentia Terrarum orbem disposuit sub distinctione Regnorum, quæ salubri regimine voluit gubernari: ne humane creaturæ statum quælibet tempestivæ fluctuationis Mundi confunderent, sed tam proximitatis & consanguinitatis, quam matrimoniorum foedere in solita caritatis & unitatis fraternæ soliditate persistentes, unionem individuum constitueretur.

§. 24. Nos itaque hujusmodi fraternam unionem in Terris & Regionibus, quibus Serenissimus Rex Francorum carissimus consanguineus noster, & nos Dei gratia illustres pariter præsumimus, roborari cupientes; Notum facimus &c. ut supra in mandato Regis Franciæ, usque opere fatidandi. Et hæc omnia præmissa

significamus omnibus & singulis, quorum interest & intererit per præsentibus Litteras sigilli nostri plumbei munimine in præmissorum fidem & testimonium roboratas. Datum apud Majoritum die decima Decembris, Anno Domini millesimo trecentesimo quadragesimo quinto.

§. 25. Omnes simul utriusque Partis supra nominati Procuratores & speciales Nuntii congregati, volentes nobis commissa perducere ad effectum, supra dictum Tractatum in toto & in quolibet sui parte, vigore potestatum nobis pro dicta Procuratoria traditarum, nominibus quibus supra, & unusquisque nomine Jomini sui & Dominorum suorum, laudamus, approbamus, ratificamus, corroboramus ac etiam confirmamus, & in animas dictorum Dominorum nostrorum, unusquisque videlicet in animam Domini sui, juramus ad sancta Dei Evangelia manibus nostris tacta, quod prædicti Domini nostri & eorum quilibet Heredes & Successores sui omnia & singula tractata, approbata & confirmata prout superius sunt expressa firmiter custodiant, & in perpetuum inviolabiliter observabunt. In quorum omnium testimonium atque fidem, nos Procuratores & Nuntii supra nominati, præsentibus Litteris subscripsimus, unusquisque scilicet nomen suum, & eadem fecimus sigillis nostris appendicis communiri. Datum apud Majoritum die vigesima tertia Decembris, Anno Domini millesimo trecentesimo quadragesimo quinto. Joannes de Viana Rhemenfis Archiepiscopus, Reginaldus de Viana Thesaurarius Rhemenfis, Ægidius Archiepiscopus Toletanus, Alfonsus Ferrandi Coronel, Ferrandus Sancio Miles.

§. 26. Nos autem præmissa omnia & singula in præscriptis Litteris contenta per dictos Procuratores & Nuntios nostros, vice, nomine & auctoritate nostra pro nobis & nostris tractata & concordata, procurata, acta & composita, atque approbata, laudata & confirmata in vim juramenti per ipsos Procuratores & Nuntios nostros in animam nostram prestiti, ut superius est expositum, rata habentes & grata; ea omnia & singula per nos plenè intellecta, præhabita super hoc deliberatione consilii nostri, concedimus per præsentibus, volumusque, laudamus, approbamus, ratificamus, & auctoritate nostra Regia ex certa scientia confirmamus, & ad eorumdem omnium & singulorum perpetuam observantiam, nos Heredes & Successores atque Regna omnia & Subditos nostros præsentibus & futuris obligamus specialiter & expressè, promittimus & juramus ad sancta Dei Evangelia corporaliter tacta pro nobis, nostris Heredibus, Successoribus, Subditis, Regnis & Dominis universis; quod prædicta omnia & singula tenebimus, faciemus, observabimus & complebimus, ferique teneri observari & compleri faciemus inviolabiliter, bonâ fide. * Quæ ut firma & stabilia maneant perpetuo in futurum, præsentibus Litteras sigilli nostri plumbei appensione fecimus communiri. Actum & datum apud Majoritum, die secunda mensis Januarii, Anno Domini (i) millesimo trecentesimo quadragesimo quinto. Ego Matthæus Ferrandi Notarius Serenissimi Principis Domini Regis Castellæ & Legionis feci ista scribi de ejus mandato in Consilio suo. *Et sont les dits Lettres scellées en l'ue de soye de couleur bleue, jaune & rouge d'un sceul de plomb.*

(i) Cette Copie est venue de France. On le voit par la petite addition Française qui est à la fin. La Date en est aussi ajustée au Roi de France, qui certainement n'a jamais été pratiqué en Espagne. Ainsi, au lieu de 1345, il faut lire 1346. [D U M.]

CCXCII.

Articles secrets du Traité de Leon, portant que les deux Rois se secourront mutuellement contre le Roi d'Angleterre, & le Roi de (2) Bellmarin, fait le 23. Decembre 1345. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 186.]

NOverint universi, quod cum inter Serenissimos Principes Dominos Franciæ & Castellæ Reges per Nuntios & Tractatores ex parte utriusque dictorum Dominorum Regum & Principum ad hoc specialiter deputatos, certus Tractatus Confœderationum, Amicitie, Ligaminum & Pactorum initus nuper fuerit, secundum

(2) Je n'entends point ce mot de l'original *Bellmarin*. Je n'en ai pu découvrir la signification, quelque recherche que j'aye faite. G. G. Leibnitz n'en dit rien. Je ne fais ici ce ne seroit point quelque nom supposé de la signification duquel les deux Rois s'entendirent convenus. [L.]

ANNO
1345.

ANNO eundem formam quarundam Litterarum patentium super hoc confectarum, quarum tenor talis est.

1345. §. 2. Procuratores, Nuntii & Tractatores Serenissimum Principum Dominorum Regum Francie & Castellæ, scilicet Joannes de Viana Archiepiscopus Rhemenfis, Joannes de Timaro Abbas Beate Mariæ de Columbibus, Savarinus de Vivona Dominus de Tors, & Reginaldus de Viana Thesaurarius Rhemenfis, Procuratores & Nuntii Domini Regis Francie, & Gondifalvus Episcopus Seguntinus, ac Ferdinandus Sancio de Valleleti Miles, Major Notarius in Castella, Tractatores nomine Domini Regis Castellæ, faciunt, conveniunt & juramento una pars alteri vicissim, nominibus quibus supra promittunt Pactiones, Conventiones & amicitiarum Alligaciones inter dictos Dominos Reges pro se & suis vassalibus, que sequuntur.

§. 3. Videlicet quod si coningeret Regem (1) Bellimari cum sua potestate vel ejus potestatem affretare vel transire ad invadendum Regna vel Dominium Castellæ dicto Rege Francie per Regem Castellæ vel ejus certum Nuntium vel Litteras suas requisito Rex Francie faciet sibi succursum ad expensas dicti Regis Castellæ, proviso statui Regni sui & Guerræ suæ, si tunc guerram habet, vel verissimiliter habiturus esset: tamen prima vice dictus Rex Francie propter servitium Dei & augmentationem Christianitatis, nec non contemplationem dicti Regis Castellæ & intuitu, & in relevationem expensarum ab ipso in Guerris Saracenorum hucusque factarum * quod videbit ipsi Regi Castellæ de tali succursu ad ejusdem Regis Francie expensam, quod dictus Rex Castellæ debet merito contentari.

§. 4. Et si Rex Angliæ cum sua potestate, aut ejus potestas affretaret vel transiret citra mare ad invadendum Regnum Francie, dicto Rege Castellæ per Regem Francie vel ejus certum Nuntium, vel per suas Litteras requisito, dictus Rex Castellæ faciet præfato Regi Francie succursum ad expensas Regis Francie, taliter quod videbit merito contentari proviso statui Regni sui & Guerræ suæ, si tunc Guerram habet, vel verissimiliter habiturus esset.

§. 5. Hoc vero Pacto duraturo sic duntaxat inter personas Domini Alphonsi Regis Castellæ, qui nunc est, & personam Domini Philippi Regis Francie nunc regnantis. Et est actum expressè, quod non obstante isto articulo personalitatem Dominorum Regum Francie & Castellæ solum tangente, omnes Confederationes, Pax & Amicitiarum ligamina facta & inita de novo & jam pridem, inter dictos Dominos Reges, pro se & Haeredibus & Successoribus eorum, prout continentur in quolibet articulo earundem, & specialiter in articulo, qui incipit: *Sans*, durabunt perpetuo inter dictos Dominos Reges & Heredes & Successores eorum, & contra omnem hominem viventem vel victurum, habebunt perpetuam roboris firmitatem, prout in certis aliis Confederationibus & Amicitiarum ligaminibus de novo, & in aliis jam pridem inter dictos Dominos Reges pro se & Haeredibus & Successoribus suis factis & initis, latius continentur.

§. 6. Præterea si aliquis vel aliqui de Regno Francie velint venire in servitio Dei ad Guerram Saracenorum in Auxilium Domini Regis Castellæ, Rege Francie tunc non habente Guerram publicam seu apertam vel verissimiliter habituro, placebit ei, quod ipsi veniant, & eos non impedit, nec præcipiet, vel mandabit eorum impedire adventum: & etiam si haberet Guerram, proviso statui ipsius Guerræ & Regni sui, volentes ad dictum servitium venire, non impedit, nec mandabit impedire venire.

§. 7. Similique modò Rege Castellæ Guerram publicam vel apertam non habente, illos de Regno vel Regnis suis, qui accedere voluerint in Regno Francie ad servitium Regis Francie in Guerris suis, non impedit vel mandabit aut faciet impedire, sed placebit ei, quod accedant ad dicti Regis Francie servitium, & etiam si Guerram haberet, proviso statui Guerræ suæ & Regni sui, prout supra.

§. 8. Et est sciendum (2) & c.

(1) Il est parlé de ce Roi dans SURITA, Indie, Remon ab Aragonie, Regis, gherum Lib. III. fol. anno 1337. où l'Auteur s'exprime en ces termes: ALBUHACENTUS Bellamarinus Mauritanum & Tremecensium Rex, qui in Mauritaniâ ad barbarorum Gentium imperium pervenit, nec Africam Regem continens Hispania Regem, aliquis fœda divergentia, immisit, equis tam laud Terra Marique præparatis imperium parat, ut ad universas Africa Nationes Babyloniam Soldano præferret, ingenti capias fœtum transmissurus comparat. RODERICUS SANTIUS en parle aussi Histor. Hispanie, Part. IV. Cap. 10. de 12. où il parle d'ALBUHACENTUS MOCHONEZUS Rex Marocitanus & Bellamarinus. Ce que fait aussi FRANCISCUS TARAPHA, in ALFONSO XL anno 1308. (DUM.)

(2) Ce qui fut avec les Procurations des Contractans jusques à la fin du Mandement du Roi de Castille est déjà mort-à-mort au Traité précédent.

ANNO §. 9. Omnes prænominati Nuntii & Procuratores dictorum Dominorum Regum & Principum insimul convenientes, intellecto plenè Tractatu supra scripto, & super ipso consideratione habita diligenti, discussoque inter eos, quibus supra nominibus tenore verborum compositorum, in ultimo articulo dicti Tractatus incipiente, *Præterea*, considerantes quod in ipsius serie & tenore est inter dictos Reges æqualitas seu paritas observanda, quia patenter repertum fuit in secundo ipsius articuli capite, cum legitur: similique modo, per errorem scribæ, obmissa fuisse, hæc verba, *vel verissimiliter habituro*, quæ immediate post dictionem, *habentes*, scribi debuissent, prout superius in eodem articulo & pacto simili scripta sunt, pro parte dicti Domini Francie Regis. Igitur nos Procuratores & Nuntii prænominati dicta verba suppletentes, errorem corrigendo prædictum, ipsas tres dictiones subaudiendas, intelligendas, & in quocunque hujus eventu sumendas esse, & debere pro parte dicti Domini Castellæ & Legionis, ita prout pro parte dicti Domini Regis Francie in eodem articulo scripta sunt. Concedimus concorditer, & etiam declaramus ceterum, auctoritate nobis & nostrum cultibet, per Procuratoria prædicta attributa, Pacta, Conventiones, Promissiones, Alligantias, Foedera, & omnia alia & singula in supra scriptis Litteris Tractatus contenta, unâ cum correctione, supplemento & declaratione prædicta, vice, auctoritate & nominibus dictorum Dominorum Regum & Principum; rata habentes & grata omnia & singula, volumus, & una pars alteri, ut eam tangit vicissim concedimus, laudamus, approbamus & etiam confirmamus, nihilominusque juramus in animas dictorum Dominorum nostrorum, & ipsorum cujusslibet, ad sancta Dei Evangelia corporaliter tacta: quod dicti Domini Reges & Principes tenebunt & observabunt, facient & complebunt omnia & singula universa, de quibus inter ipsos acta & superius sunt expressa.

§. 10. In quorum præmissorum omnium & singulorum testimonium & fidem nos prænominati Nuntii & Procuratores dictorum Dominorum Regum has præfentes, & aliis illis consimilibus Litteris fieri fecimus, nostrorum nominum subscriptionibus, nostrorumque sigillorum appendiciis munimine roboratas. Datum apud Majoritum, vigesima tertia die Decembris, anno Domini millesimo, trecentesimo quadragésimo quinto.

Et sont les dits Lettres scellées de cinq sceaux ou sacbets de cire rouge en laci ou cordons de fil blanc, bleu & rouge, & sur le reply au dessus des sceaux est écrit, savoir sur le premier, Joannes de Viana Rhemenfis Archiepiscopus; sur le second, Reginaldus de Viana Thesaurarius Rhemenfis; sur le troisieme, Agidius Archiepiscopus Toleti; sur le quatrieme, Alphonsus Ferrandi Coronel, & sur le cinquieme, Ferdinandus Sancio Miles.

CCXCIII.

Litteræ CONRADI Silesie Ducis, quibus JOAN. 9. Août. XI Bohemie Regi mediam partem Civitatis Gor, atque Terræ Gorenfis, nec non Oppidum Stirnavie & Corben, atque Civitatem Fravensthal se vendidisse proficitur. Actum Wratislaviae 9. Augusti anno 1345. [LUNIG, Teutisches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat I. Abf. III. p. 305.]

Nos Conradus Dei gratia Dux Silesie & Dominus Olsnicensis, recognoscimus pro nobis, Haeredibus & Successoribus nostris, & ad universorum notitiam tenore presentium volumus pervenire. Quos nos ob meram, & evidentem nostram necessitatem, in quam ratione Dominorum incurrimus, ex eventu captivitatibus, & perditione eorum nostrorum hujusmodi, a damnis dictis, & captivos ac eorum captivitate absolvendis, Serenissimo Domino & Principi nostro, Domino Johanni Regi Bohemie, & Comiti Luxemburgensi, Haeredibus & Successoribus suis, mediam partem Civitatis nostræ Gor, & Terræ Gorenfis, & mediam partem Oppidum nostrorum Stirnavie & Corben, ac Civitatem Fravensthal, ex nunc integram videlicet post mortem Illustri Domini Johannis Ducis Silesie, & Domini Gorenfis Fratris nostri, tunc mediam; ita quod alia medietas ad Illustrem Dominum Henricum Ducem Silesie, & Dominum Sagenensem patrum nostrorum devolvatur, quam etiam idem Dominus noster Rex, Haeredes & Successores sui, sibi ex novo restituere, & redere tepebuntur libere, & absque omni pecuniarum tradi-

ANNO traditione, pro quingus millibus Marcarum, Polonica-
1345. lis Pagarum et numeris. Cumque pecunia, si qui-
dem summam predictam Dominus Rex, hominibus nostris
predictis apud nos ut promittere receptis, damnis
ipsum, damna pro parte nostri, et pro nobis solvere
est affectus, et quae pro nobis solvit, et jam in parte
expedit, et ulterius usque ad consummationem summa
predicta, tenebitur expedire cum omnibus dictarum
Civitatum, et Oppidorum Civitatum predictorum, Do-
minis, Honoribus, Jure Patronatus Ecclesiarum Cu-
ratarum, et non Curatarum, Vassallibus, agris, cul-
tis et incultis, Nemoribus, Sylvis, rubetis, Pratis,
pascuis, aquis, rivis, aquarumque decursibus, Venationibus,
aucupationibus, piscationibus, Judiciis cum
Baylis et potestate Judicandi, ac aliis omnibus et sin-
gulis earum, et eorumdem Juribus, et pertinentiis in
quibuscunque rebus consistant, seu nominibus appel-
lentur iusto emptionis titulo vendicimus et vendimus
per praesentes, per eum, Haeredes et Successores suos,
habenda, tenenda, et perpetuis temporibus possidenda,
ac usufructu, et de ipsis pro ipsum voluntate dispo-
nendi liberam et omnimodam tradimus potestatem.

Acta sunt haec praesentibus Illustrissimis Principibus
Domini Vladislaus et Nicolao Oppavia et Ratisbonae Do-
mibus per nos ad praemissa omnia et singula pro testibus
vocatis specialiter et rogatis. Quorum sigilla imo cum
sigillo nostro in evidens Testimonium praemissorum,
praesentibus sunt appensa. Nos vero Nicolaus et Vla-
dislaus Dei gratia supra dicti Duces recognoscimus nos
emptions et venditionis interfuisse supra dictis, et nostra
sigilla, una cum predicti Domini Conradi Ducis sigil-
lo ad ipsius rogatum, in testimonium omnium praemis-
sorum duximus appendenda. Datum Wratislaviae fe-
ria sexta ante festum Assumptionis Beatisimae Virginis
Anno Domini M CCC XLV.

CCXCIV.

14. Août. Entscheidung LUDWIGS Römischen Kayfers zwi-
schen HENRICH Erzbischoffen zu Mayntz/dann
beiden RUPRECHTEN Pfalzgrafen bey Rhein
und Herzogen in Bayern/ wegen Lösung der Stadt
und Burg Weinheim / wie auch der Urtheile so
dem Erzbischoff zu Franckfurt gebühren. Besche-
den zu Nürnberg an unser Frauen abend der Schei-
dung anno 1345. [LUNIG, Teutsch. Reichs-
Arch. Part. Spec. Continuat. II. Abf. I. pag.
134.]

C'est-à-dire,

Sentence arbitrale rendue par l'Empereur LOUIS
de Baviere entre HENRI Archevêque de Ma-
gence, et les deux RUPERTS Comtes Palatins
du Rhyn Ducs de Baviere, concernant le Rachat
de la Ville de Weinheim par lesdits Ducs, et
les Jugemens qui apartiennent audit Archevêque
dans la Ville de Francfort. A Nuremberg la Vi-
gile de l'Assomption de la Ste. Vierge. 1345.

Wir Eudewick / von Gottes Gnaden Römischer Kayser /
zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / bekennen öffentlich mit
diesem Briefe / daß wir von des Anlasses wegen / als der Er-
wirdige Heinrich / Erzbischoff zu Mayntz / unser lieber Für-
st / und die Hochgeborenen Ritterschafft der Eltere und Ritterschafft der
jüngere / Pfälzgrafen die Rin und Herzoge in Bayern / unser
lieben Dettren und Fürsten an uns lassen und gegangen sind /
und die löstunge der Burg und Stadt zu Weinheim / und um die
tittel / die denselben Erzbischoff zu Franckenfurt gebühren
und tittel wart / also freiden und scheiden / von ertz sprechen
wir : Daß alle tittel / die dem Erzbischoff zu Franckenfurt
gehören und tittel wart / genstlich und gar abtun sullen / und swas
Briefe von unsers Gerichdes wegen darüber geben sint / die sullen
weder Krafft noch Macht haben / und den vergen. Insen
Dettren und ire Herffschafft begehren schade sin. Darnach fore-
den wir und scheiden / daß unser eger. Dettren die Burg und
Stadt zu Weinheim von hüt we bis uff den Obersten Tag / der
sichst künne / ledigen und lösen sullen um 5000. Pf. Heller /
oder um so getan Weirung / als dann der gemeine Beschl zu
Mayntz ist / und soll in auch der Erzbischoff die löstung mit
nicht vergen noch vergien. Der auch / daß Sie die obge-
schriebene Burg und Stadt Weinheim in der Frist mit lösen /
so sullen freibis alle Jar 200. Pf. Heller doruff gen / und
swen Sie die lösen wellen / des sie alle Jar zu welcher Zeit sie wol-
len / wollen Macht haben / so sullen sie die ledigen und lösen
um die 5000. Pf. Heller / und um die 200. Pf. die ictliche
Jahres doruff gangen sint / oder mit so getaner Weirung / als vor-

TOM. I. PART. II.

geschwiehen ist. Und darüber zu urtheide geben wir mit unserm
Kayserl. Spiegel verlicgen diesen Brief / der geben zu Nür-
berg am unsers Jarren Abend der Scheidung nach Christi Ge-
burt 1300. Jahr / darnach in den 45. Jar in den XXXI.
Jar unsers Reichs / und in den XVIII. unsers Kayserthums.

CCXCV.

Lettre et Promesse de LOUIS Roi de Sicile à 1346.
JACQUES de Savoye Prince de la Morée, de lui 18. Mars.
rendre la Principauté d'ACHAIE, datée d'Im-
myssograd, le 18. de Mars, 1346. [S. GUI-
CHENON, Histoire Généalogique de la Mai-
son de Savoye. Preuves. pag. 112.]

SICILE ET
MOA'E.

LUDOVICUS Dei gratia, Hungariae, Dalmatiae, Croa-
tiae, Ramae, Cerviae, Galliciae, Lodomeriae, Coma-
riae, Bulgariae Rex, Princeps Salernitanus, et Hono-
ris, et Montis Sancti Angeli Dominus. Strenuo & Ho-
nifico Viro Domino JACOBO DE SABAUDIA, Principi
Achayae, suo devoto & fideli salutem, & Regii favoris af-
fectum. Cum omni bono, vestra strenua Nobilitatis
fidelitas noverit Legationes vestras, cum Credentialibus
Litteris, per Jacometum de Rivisco Nuntium vestrum
ad nos transmissum, nobis relatas benignè exaudivisse,
& plene intellexisse; inter quas à nobis petebatis, ut
cum, Deo favente, regimen Regni Siciliae, & perti-
nentiarius ejus, ad manus nostras deveniret, ex tunc
Principatum Achayae, & ea quae à vobis alienata sunt,
vobis reddere dignemur, vos exinde, per nunc Li-
teris nostris autenticis assuremus, super quo vestrae
fidelitatis magnificentia, hoc modo proinde responde-
mus, quod ecce cum omnibus proximis nostris amicis
& vicinis, cum tota potentia nostra, illuc proficisci
& transire parati sumus, & dum favente Salvatoris ele-
mentia, dictum Regnum Siciliae & pertinentias ejus,
vestro amicorum & proximorum vestrorum, adjutorio
mediate, obtinebimus, & ad nostras manus Regias
deveniret, vos firmiter assuremus promittimus per
praesentes, quod Principatum Achayae, & ea quae ves-
tra sunt vobis, sicut ad vos vestrum pertinent, restitu-
mus jure vestro conservanda; Petentes ex inde strenua
nobilitatis vestrae fidelitatem, ut fidelitate in eadem no-
bis per dictum Nuntium vestrum promissa, cum vestris
proximis cognatis, & amicis constantius & perseveran-
tius persistendo, nos ad obtinendum & acquirendum
regimen dicti Regni Siciliae & omnium pertinentiarum
suarum coadjuvare velitis. Praesentes autem ad certio-
rem cautelam & memoriam promissionis nostrae misi-
mus vobis, sigillo nostro duplici communiter robo-
rando. Datum Immyssograd quindecim Calend. men-
sis Aprilis, anno Domini m. ccc. xlvii.

CCXCVI.

Mariage de PHILIPPE de Savoye Fils de JA- 4. Août.
QUES de Savoye et Prince d'Achaie, et de MA-
RIE Fille d'AMÉDÉE Comte de Genevois. Fait
à Pignerol le 4. d'Août 1346. [S. GUICHE-
NON, Histoire Généalogique de la Maison de
Savoye. Preuves. pag. 123.]

SAVOYE
ET GENÈVE.
VOIS.

IN nomine Domini nostri Jesu Christi, Amen. An-
no à Nativitate ejusdem millesimo tercentesimo qua-
dragesimo sexto, Indictione quatuordecima, die quarta
mensis Augusti, per praesens publicum Instrumentum
cunctis appareat evidenter, quod cum diu tractatum
extiterit inter Illustrissimos & Magnificos Principes Domi-
nos Jacobum de Sabaudia, Principem Achayae, ex una
parte, & Amédéum Comitem Genevois ex altera, de
Matrimonio contrahendo inter PHILIPPUM DE SA-
BAUDIA, Filium dicti Domini Principis, & MA-
RIAM ipsius Domini Comitissae Pisan, hinc est quod praedi-
cti Domini Principes, & Comes volentes praedictum
Tractatum, juvante Domino, quantum eis possibile est,
ad effectum perducere, & dictum Matrimonium inter
dictos Philippum, & Mariam, cum tempus suppetierit,
debitè compleri. Dictus siquidem Dominus Princeps
praedicto Domino Comiti praesenti, et michi infra scrip-
to Notario stipulanti, & recipienti more publica per-
sona, vice & nomine, & ad opus dictae Dominae Ma-
rie solemniter stipulatione promissit, & ad Sancta Dei E-
vangelia corporaliter tacta juravit se facturum, & eura-
tum cum effectu, quod praedictus Philippus ejus Fi-
lius praedictam Mariam ejusdem Domini Comitissae Fi-
liam

Gg 2

ANNO
1346.

nam accipiet, habebit, & tenebit, cum ad etatem contrahendi pervenerit, in Uxorem suam legitimam, Sancta Mare Ecclesia concedente, nec fecit, faciet vel facere procurabit per quod dictum Matrimonium non fortiauerit effectum, & versa vice, predictus Dominus Comes pro isto Domino Principi presentem, & michi jam dicto Notario modo simili stipulanti, solemnem stipulationem, vice, nomine, & ad opus dicti Philippi solemnem stipulationem promittit, & ad Sancta Dei Evangelia corporaliter tacta juravit se facturum, & curaturum cum effectu, quod dicta Maria cum Philippo nuber cum ad etatem nuptiandi pervenerit, & ipsum accipiet, habebit & tenebit in Matrimonium suum, Sancta Ecclesia concedente, legitimum, nec fecit vel faciet, aut fieri procurabit propter quod dictum Matrimonium debite non consumatur, vel aliquoties impediatur quin debitum fortiauerit effectum; pro cuius Mariæ dote, & nomine dotis idem Dominus Comes predicto Domino Principi, & michi prefato Notario ut supra stipulanti, & recipienti vice, nomine, & ad opus dicti Philippi, & omnium, & singulorum quorum intererit vel interesse poterit in futurum, destinavit, constituit quindecim mille florenos boni auri, & iusti ponderis, quos quidem quindecim mille florenos ex causa dotis, qua supra, predictus Dominus Comes predicto Domino Principi, & michi prefato Notario ut supra stipulantibus, & recipientibus stipulatione solemnem, & per juramentum quo supra, & sub obligatione omnium bonorum suorum, mobilium & immobilium, presentium & futurorum,olvere promittit per terminos, & modum infra scriptos. Primo videlicet quando dicta Maria per dictum Philippum desponsata fuerit in facie Sanctæ Ecclesiæ, vel saltem quando ducta fuerit in Domum dicti Domini Principis, septem mille florenos, quam in eam duci ordinatum est, & conventum per dictos Dominos, in festo omnium Sanctorum proxime venturo, qui septem mille floreni ex solemnibus conventionibus inter dictos Dominos Principem & Comitem factis & initis, ad manus dicti Domini Principis debent pervenire & sibi solvi, & ex tunc in duobus annis, videlicet revoluto ex tunc biennio eodem termino, duo mille florenos, & inde anno revoluto anno quolibet eodem termino duo mille florenos, & sic subsequenter anno quolibet eodem termino duo mille florenos usque ad integram & perfectam solutionem dictorum quindecim mille florenorum. Acto tamen, & in pactis solemnem stipulatione vallatis deducto inter Dominos Principem & Comitem, quod dicti octo mille floreni, in dictis quatuor ultimis solutionibus solvendi ponantur, & solvantur in manu cuiusdam medi per dictos Dominos Principem, & Comitem eligendi, qui medius dictam florenorum quantitatem recuperet, exigat, recuperareque, & exigere possit, & debeat, habeatque exigendi potestatem plenariam presentem Instrumentum per dictos Dominos sibi concessam, sine alio mandato singulis terminis supradictis prout in singulis sunt solvendi, & nihilominus dictus Dominus Princeps ex solemnem stipulatione, & promissione, circa hac sibi facta, dictam quantitatem octo millium florenorum destinavit pro dote predicta in terminis supra dictis petere possit, & requirere poni, & solvi in manibus Depositarii supradicti, vel alterius ex infra scriptis per modum qui sequitur, & compellere dictum Dominum Comitem Gebennensis, & Fideiussores infra scriptos ad ipsam quantitatem florenorum solvendo, ut in presentem Instrumentum contra etiam Depositarii, vel personæ pecuniam ipsam recipere debentes in ipsis pecuniæ exactione cessarent, & eos custodiat idem Depositarius, & conservet quousque predicti Philippus, & Maria ad etatem pervenerint Matrimonium contrahendi; quo Matrimonio inter dictos Philippum, & Mariam completo idem Medius predictus octo mille florenos dicto Domino Principi expediat, & deliberet, atque expedire, & deliberare teneatur, vel dicto Philippo, seu illi ad quem tunc dicta pecunia pertinebit; quia sic inter dictos Dominos solemniter actum exitit, & conventum; acto etiam inter eos ut supra, quod dicti Domini elegant dictum Medium cum primum dicta Maria ducta fuerit in Domum dicti Domini Principis, & si tunc non eligerent quod duo mille florenos prima solutionis pecunie in dotem destinata ponantur, & solvantur per dictum Dominum Comitem in manibus Reverendi Viri Domini Rodolphi de Montebello Abbatis Sancti Michaelis, si tunc esset in loco, & haberi posset, si vero tunc non esset in loco vel haberi non posset, solvantur, & ponantur in manibus Domini Guillelmi de Ripalta, vel Nicolai ejus Fratratis; si vero predictum Matrimonium inter ipsum Philippum, & Mariam aliquo casu vel causa, sine tamen alterius dictarum Partium culpa prout infra, non completetur, quod

ex tunc id est ex quo constaret dictum Matrimonium non compleri, lapso ex tunc uno anno, dictus Dominus Princeps predictus septem mille florenos per eum habitos, & sibi solutos restituat, & restituere teneatur predicto Domino Comiti incontinenti revoluto anno, ex quo constaret dictum Matrimonium per culpam, ut pramittitur, non compleri, & dictus Medius dictos octo mille florenos videlicet quantitates solutæ, & per ipsum Medium receptam dicto Domino Comiti restituat, & restituere teneatur incontinenti, ex quo constaret dictum Matrimonium non compleri, quia sic inter dictos Dominos actum exitit, & conventum prout supra; sin autem dictum Matrimonium propter culpam evidentem dictæ Mariæ, vel dicti Domini Comitis, vel alterius de parte sua, non completetur, tunc in illo casu predictus Dominus Comes donat donatione pura, mera, simplici, & irrevocabili inter vivos, predicto Philippo, & predicto Domino Principi, & michi memorato Notario recipienti, & solemniter stipulanti vice, nomine, & ad opus dicti Philippi, predictos septem mille florenos predicto Domino Principi in solutione prima solvendo faciens de predictis dicto Philippo, & dicto Domino Principi, & michi jam dicto Notario, ut supra recipienti, tot singulares, particulares donationes quod nulla ipsarum infirmatione non indigeat, nec summam quingentorum excedat aureorum, solvens, & quitans ex causa donationis qua supra predicto Philippo, & predicto Domino Principi, & michi predicto Notario recipienti ut supra, ex nunc prout ex tunc, & ex tunc prout ex nunc, dictos septem mille florenos in casu in quo propter ipsius evidentem culpam, vel dictæ Filiæ suæ vel alterius de parte sua, prout supra dictum, Matrimonium non completetur, pactum non faciens expressum dicto Domino Principi de ipsis in illo casu ultimus non petendis, promittitque ad Sancta Dei Evangelia corporaliter tacta & juravit, sub obligatione omnium bonorum suorum, predicto Domino Principi in illo casu contra predictam Donationem non facere vel venire per se vel per alterum, publicè vel occultè, & versa vice modo simili predictus Dominus Princeps, si dictum Matrimonium non completetur inter predictos Philippum & Mariam, propter evidentem culpam ipsius Domini Principis, vel dicti Philippi seu alterius de parte sua, in illo casu, donat donatione pura, mera, simplici, & irrevocabili inter vivos, ex nunc prout ex tunc, dictæ Mariæ, & predicto Domino Comiti, septem mille florenos boni auri, & iusti ponderis de ipsis faciens dictæ Mariæ, & dicto Domino Comiti tot singulares, & particulares donationes quod nulla ipsarum infirmatione indigeat, nec summam quingentorum aureorum excedat; promittitque dicto Domino Comiti, & michi jam dicto Notario ut supra solemniter stipulanti, & recipienti, vice, nomine, & ad opus dictæ Mariæ stipulatione solemnem, & per juramentum suum super Sancta Dei Evangelia corporaliter prefatum, & sub obligatione omnium bonorum suorum, mobilium & immobilium, presentium & futurorum, predictos septem mille florenos ex causa donationis qua supra solvere dictæ Mariæ vel mandato suo in illo casu, in quo dictum Matrimonium non completetur propter culpam evidentem ipsius, vel dicti Philippi, vel alterius de parte sua prout superius, in pace, & sine lite, controversia, vel questione quolibet, omnibus exceptionibus, & defensionibus juris, & facti postpositis penitus, & remotis, & contra predictam Donationem nunquam facere vel venire per se vel alterum, publicè vel occultè, nec contra facienti vel venienti in aliquo consentire; sed ipsam Donationem perpetuo firmam, & ratam, habere, & tenere, & inviolabiliter observare, restituereque dicto Domino Comiti vel mandato suo, seu ad quem restituitur dotis, seu pecunie, pro promissa dote destinata pertinebit, dictos septem mille florenos in prima solutione pro dote sibi solutos, quos quidem quindecim mille florenos dotatas prout soluti, & numerati fuerunt, predictus Dominus Princeps, conventionibus tamen predictis semper salvis, predicto Domino Comiti restituere promittit per terminos quibus ipse receperit similes, obligans insuper specialiter & expressè predictæ Mariæ Castra sua infra scripta, cum Villis, territoris, mandamentis, redditibus, mero & mixto Imperio, & universis pertinentiis, videlicet Villam-Francham, & Moretam, & in casu in quo Moreta non esset in manu dicti Domini Principis, vel dicti Filii sui, Carignanum, promittitque dictus Dominus Princeps quod faciet cum effectu, quod Communitates dictorum Castrorum, & Villarum solemniter jurabunt quod dicta Castra, & Villarum custodiant, & servabunt dictæ Mariæ, & eidem homagium faciant, atque respondebunt, & obediunt durante obligatione predicta;

Acto

ANNO 1346. Ado etiam inter dictos Dominos, prout supra, quod dicta Maria, dum dicta Castra tenebat in feudum, & sub homagio à dicto Domino Principe, & ejus hæredibus tenere teneat, & quod dictus Dominus Comes satisfecit dicto Domino Principi per Fidejussores infra scriptos de dicta dote solvenda terminis supradictis, qui se, & sua obligent, Fidejussores vero dandi hinc, & inde sunt hi: Primo, Dominus Comes Sabaudie, Dominus Landoirens de Sabaudia, Dominus Bellioci, Domini Camera, Micylani, Inter-Monitum, Uterfarian, Antelmu ejus frater, Anthous de Claramonte, Dominus Cheuronis, Dominus Miribelli, Dominus Farmanci, Aymonetus de Ponte-Vitreo, Domini Petrus, & Guillelmus de Compeio, Dominus Aniz novæ, Domini Joannes Mistralis, & Guillelmus de Castellione, & pro prædictis omnibus plenius attendendis, idem Dominus Comes Gebenn. submisit, & bona sua Jurisdictioni Illustris Principis Domini Comitis Sabaudie, & ejus Curie. Actum Pinaroli in Castro dicti loci in Logia prope Turrem, presentibus R. in Christo Patre Domino R. Abbate Clusino, Dominis Guillelmo de Montebello Domino Alpiniani, Ludovico Rivoria, Petro de Compeio Militibus, Martineto ex Comitibus Sancti Martini, Ameco de Compeio, Joanne de Monteforti, &c. Signè MAHONER.

CCXCVII.

ANNO 1346. Testament de RAOU. Duc de Lorraine & Murcbis. Fait au Camp devant Auberville en Pontis, le Vendredi lendemain de la Fête St. Barthelemi 1346. [La véritable Origine des Maisons d'Allace, de Lorraine, d'Autriche, &c. Aux Preuves. pag. 166.]

EN nom du Peire, dou Fil, & dou Saint Esprit. Je RAOU. Dus de Loherenne & Marchis fais & ordonne mon Testament & ma derrenne volonte en mon boin sens & en ma bonne memoire en la maniere que cy apres est escrit. Premièrement je donne mon ame à Dieu mon Createur, & à la benoite Vierge Marie, qui l'a m'ont presche, & veill que mi hoirs payent mes debtes, & que mi tors fais soient amendeis, tous ceaux qu'on pourroit monstrier bonnement au rebart de ma tres chiere & amee femme Marie de Blois & de mon Conseil. Item, je essi ma sepulture devant l'autel Monsieur saint George en ma Chappelle de Nancy. Item, je veill que le jour de mon enterrement qui n'ait que treize cierges ardents & teignent treize pauvres vestus de blanc, & que chacun des pauvres ayent chacun cinq sols de fors. Item, je veill que le jour de mondit enterrement on oistrait trois chevaux, l'un appareillie pour jouster, l'autre pour tournoyer, & l'autre à armer, & que ludit trois chevaux soient vendus pour acheter terre à madite Chappelle de saint George, & parmi ceu, je pri & requier as Chanoines de madite Chappelle de Nancy, que je aie à toujours mais chacun jour une Messe de Requiem pour l'ame de mi. Item, je veill que tuit li Prestres qui seront à mon enterrement aient chacun un petit florin, & parmi ceu il seront tenus de dire chacun trois Messes pour l'ame de mi, une dou saint Esprit, une de nostre Dame & une de Requiem, & veill aussi que tuit li Clerc qui seront à mondit enterrement aient chacun cinq sols de fors. Item, je veill & commande que dous proveendes de Chanoines soient faites & fondées bien & hastivement en madite Chappelle de saint George de Nancy, lesquelles je donne l'une au Signour Thomas mon Chappellain, & l'autre à Jean de Luneville mon Clerc, en recompensations des boins & aggregables services qu'ils m'ont fait, & veill qu'elles soient assises sus mes bois, au plus pres des bois desdits Chanoines de Nancy com pourroit; & veill que lesdites prevendes soient de tel valeur & de tel condition com les autres font sans rien excepter, & qu'elles revieignent au nombre des autres. Item, je veill qu'après mon decès ma tres-chiere & amee fame devant dite ait la main bournie dou tout de JEAN nostre fil & de mon pais, jusques à ceu qu'il soit agée pour gouverner la Duchie, & s'ensi estoit qu'elle se mariat, ou qu'elle se mourut, ceu que Dieu ne veille, je veill con en ordonnait selon la forme & la maniere qu'il est contenu en unes Lettres saellées de mon grand seel que de ceu sont faites. Item, je veill & ordonne que toutes Lettres que madite femme ait de mi soient valables de quelque date qu'elles soient, lesquelles je ratiffie & conferme. Item, je veill & commande

que ma tres chiere & amee fuer MARGUERITE de Loherenne, ait son devis en la maniere qu'il est fais selonc ce qu'il est contenu en unes Lettres saellées de mon grand seel, qu'il sur ce sont faites, & veill que tuit sui juels qui sont en Usage à Mets, li soient racheteis & delivres. C'est à sçavoir, une couronne d'oir, un fermail d'oir. Item, je donne as Chanoines de saint Diey cent livres de fors, & veill qu'elles soient mises en acquest, por faire chacun an à toujours mais mon obit dous fois en l'an. Item, je donne as Dames de Remiremont en semblant maniere. Items je donne au fil Dame Bietrix dou Neuf-Chastel pour plusieurs dommages qu'il ait ou pour mi, cent petits florins d'or. Item, je donne à Aubert le Bastard mon frere, cent livres de terre à rachet de mille livres de fors, des don cens livrées de terre que je ay chacun au sus la saline de Moieivy. Item, je veill que li petis AUBERTS mes fils ait tous les ans soixante livres de fors desdits dou cens livres que je ay sus ladite saline de Moieivy, jusques ad ceu qu'il soit assigne d'un Benefice de sainte Eglise que valient les sixante livres ou plus. Item, je veill que li ouvrages de saint George se face en la maniere qu'il est ordonneis. Item, je mas tout le remenant de mon Testament en la bonne voluntee & disposition de ma tres-chiere & amee fame devant dite, c'est à sçavoir pour donner à povres Religions Cordeliers, Jacobins & as pauvres Seculiers, & pour guerredonner à mes povres maignies lour services, selonc ceu qui li sembleroit bon, & qu'il averont deservy. Et pour faire toutes autres choses selonc ceu queil appartenrait, & pour toutes ces choses faire & accomplir, je ay esleu & essi mes executors ma tres-chiere & amee tante Dame MARGUERITE de Loherenne Comtesse de Chiney, mes bien ameis l'Abbei de saint Eure & l'Abbei de Bel-prey, ausquels je donne plain pooir & autorite de faire & accomplir mondit Testament en la maniere que cy-dessus est escrit. Et pour tout ce faire & asservir je lour a mis & met en mains tous mes biens meubles & heritages, & veill que se aucuns des dessusdits n'y pooient entendre à mettre à execution cet present Testament, que li dui ou li trois des quatre dessus nommeis le puissent par-faire & asservir. En signe de verite, & pour ceu que les choses dessusdites soient fermes & estaubles ai je fait mettre mon grand seel pendant en ce present Testament, qui fut fais & escrit au Camps devant Auberville, en Pontis le Veuredy lendemain de la Feste saint Barthelemy ou mois d'Aoust, l'an de grace mil trois cens quarante seis; seellées d'un grand seel cire verte sur double queue.

CCXCVIII.

Nichtung zwischen CUNO von Falkenstein/ULRICH 21. Dec. Herrn zu Hanau/PHILIPP von Falkenstein/Sern zu Mänsenberg/und GOTTFRIED von Eppstein an einer/dam den Städten FRANKFORT, FRIDBERG und GELLNHAUSEN andern theils/ wodurch die Pfalburger abgeschafft werden und beschloß seu wird/ daß die so in diesen Städten das Bürger-Recht suchen/ mit Weib und Kindern bei ihnen sitzen und wohnen sollen: zugleich kommen sie überin/ drey Männer zu erwählen/welche über die ein oder andern theil beschickende übergriffe richten und sichten sollen. Datum in diebeat Thomæ Apostoli anno 1346. [Diplomata ad AENEÆ SILVII Historiam FRIDERICI III. Imper. illustrandam addita pag. 233. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Abtheilung II. Fortsetzung II. pag. 16. d'où l'on a tiré cette Pièce. DATT, Volumen Rerum Germanicar. Novum Col. 2. §. 63. pag. 106.]

C'est-à-dire,

Convention entre CUNON Seigneur de Falkenstein, ULRICH Seigneur de Hanau, PHILIPPE de Falkenstein, & GODEFROI de Eppenstein d'une part, & les Villes de FRANKFORT, de FRIDBERG & de GELNHAUSEN d'autre part; portant que les uns & les autres n'admettront plus de Pfalburgers, & que ceux qui voudront

dront être reçus dans leurs Villes au nombre des Bourgeois, d'avont y avoir une demeure fixe, & y habiter avec leurs Femmes & leurs Enfants. Ils y conviennent aussi de choisir trois Hommes, au jugement desquels ils remettront la Décision des Différents qui pourroient survenir entr'eux. Fait le jour de St. Thomas Apôtre 1346.

Wir Eune von Faltstein und Ulrich Herre zu Hanow/
Mambor unser Bruder und unser Schwester Eune von
Faltstein/ unser Konin Brudr/ und Wir Ulrich Herre zu
Hanow vorgenant/ für uns und unsere Herrschaft/ Philippus
von Faltstein/ Herre zu Mythenberg/ und Godtfrid von
Eppinsein/ uff eyner Syten: Die Burgermeister/ die Scheyßen
und die Stede Brandenfort/ Friedeberg und Gaynhusen/ uff die
andere Syten: Irkenen uns uffmündliche mit dysem Breyf/ daß
unser Herre Koniglicher Keyser Eudowig wunschen uns von beid-
en Syten verfassung/ und gered hat mit unsre beide Syten
Wysen/ um solche Jerrung und Freyung/ also wir mit ein-
ander han gehöret von der Pphalburger wegen/ und darun von
beiden Syten wole eßliche Gebod gemacht und geton hatten/
das die Gebod darumb von beiden Syten abesint/ und sultint
abesint aller Dunge/ und umb die Pphalburger ist gered/ das die
Pphalburger aller Dunge abe sultint sin gen uns den vorgenan-
ten Herren/ also lange also dyse Richtigkeit weis. Denn wer
by uns den Steden blyben wyl/ und by uns den Steden Bur-
ger sin/ abe werden wyl/ der sol mit Wyber und mit Kindern
by uns siken und wonen. Und wilsche unser Eune von uns den
Herren also zu den Steden wulden farin/ und Burger also da
sin abe werden wulden/ daran sullen wir die Herren/
abir eyman von unsen wegin Sie nicht hindern/ bringen
noch bescheren/ wedde an unsen Eyle/ noch an irne Gute/ noch
in Burgschafft/ Guldiche/ abir feinerlei Freyung jumenen/
nach sie dazey bringen in dycne Bi ane alle Gewerde. Auch
ist gered umb die Pphalburger/ die sünd in den Steden Burger
sint/ das die eyne Berod sultint haben jucken by unsre Frey-
wer Tage ichtunge/ nu neist fomet/ wilsche also in den Steden
geheßin Burger woltint blyben/ das sich die hybyime in die
Stede sultint setzen und Burger darinne sin/ also vorset geschre-
bin. Wie ist gered/ wers Sache/ das dycne Name abir Wirt-
griff von uns abir von unser Freanden geschre/ von wyllicher
Syten das were/ darub han wir von beiden Syten gekoren/
wir die Herren eynen/ und wir die Stede eynen/ und darzu
so sullen wir die Herren drey benennen/ und wir die Stede drey/
und sullen dan von beiden Syten darun wir Wirtsin sein/
und wilsche Syte gemint/ die Syte sal umbir den dreyen
wan der andern Syten eynen dreyen Mann syen/ der sal
das erste Jar mit den zwein ein dritte Mann sin/ und wann
das Jar imme fomme/ so sal dann die andir Syte herwidder
umbir den andern dreyen von der andern Syten eynen dritten Mann
syen/ der sal das andir Jar mit den zwein ein dritte Mann sin/
die drey sultint die Name und den Wirtgriff beschen in den neys-
ten adre Tagen/ und sultint es heissen feren und wederichten
der Syten/ der der Schade gechehen ist/ darnach in den neys-
ten adre Tagen/ und wo der merer Teil uff den End hene wellt/
das sal Macht haben/ ob sie es nicht guldiche mit unsre beide
Syten Wysen mogen gerichten/ geschre das nicht in der Syte/
so mochte die Syte/ der Schade abir Wirtgriff gechehen ist/
den Herren abir die Schade/ die der Schaden geton hatten/
widder also vele penden/ also In geschre ist/ ane alle Gewerde/
ane allen unsen Korn von beiden Syten/ und sultint die Pphal-
burger adre Tage widir uffburgen/ uffgebin/ ob wann es an sie ge-
symet/ burger wann es abir nicht uff/ so mochte sie die Pphal-
burgen veruften/ abir wesen für also vele/ als der Schade ist/ ane
Gewerde/ und geschre icht Wirtgriffet in den zwein Jaren und
das nicht gerichtet wurde/ und dyse Verfassung da byme uff-
geschre wurde/ das sultint die drey doch richten/ glücher Wis al-
se ob die Verfassung noch nicht uffgeschre were. Gynge auch
der wyer eyner in dyse Zeit abe/ von todis wegen/ abir mochte
re babu nicht gein/ von wyllicher Syten das were/ die Syte
sol eynen andern an des stadt syen byn den neys-ten adre Ta-
gen/ ob he abegangen were/ abir eynen andern darby sicken/
ob der darby nicht gein mochte/ und sullen von beiden Syten
das nun also dicke also es mod tit. Gynge auch der dritte Mann
by byme abe von todis wegen/ abir mochte daby nicht gein/ so
sulte die Syte/ die das erste Jar gekoren hene/ ob der Bruch
an dem dritten Mann in dem ersten Jare gechehe/ einen andern
drinen Mann syen. Gynge aber der dritte Mann in dem an-
dern Jare abe/ abir mochte daby nicht gein/ so sulte die andir
Eune/ die die Ture das andir Jar an dem dritten Manne hene
gehabt/ einen andern dritten Mann syen/ und sullen das von
beiden Syten nun also dicke also es mod tit. Auch sullen wir
die Herren by unsre ferdig blyben. Und sullen auch wir die
Stede by unsre ferdig blyben. Auch sind uffgenommen die von
Goltzsch und die von Wirtsin/ die Steden von Branden-
fort zu veranwunden/ also sie byher veranwunden han. Es
wurde dann/ daß sirtas mit andir Eune in der wun Dorffere
faren/ die uns die Herren anhorten/ die onstent sie wun ver-
anwunden. Dyse Artikel und Verfassung han wir von beiden
Syten gelobt zu holdene ane Gherde. Und sullen wir In von
unser an bys uff unsre Freanden tagliche Messen zu neist fomet/
und von versellen unsre Freawen tage zwey Jar neist noteman-
dir volgunde/ und darnach also lange/ bis das es uns von bei-

bin Eten abir eyner Eten nicht lenger faget/ und wilsch
Ete es dann nicht lenger halten wulde/ die sulde es der andern
Syten mit iren usen Breyen uffsagen/ und wann es also uff-
geschre wurde/ so sulde es darnach eynen Mand sin. Zu ir-
tunde byr vorgeschrib Dunge han wir Eone von Faltstein/
Ulrich Herre zu Hanow/ Johann von Faltstein/ wand es
mit unsen Wysen und Wilsen ist gechehen/ Philippus von
Faltstein/ und Godtfrid von Eppinsein/ vorgenante Her-
ren/ unsre Ingehele/ und wir die Stede Brandenfort/ Friede-
berg und Gaynhusen vorgenant/ unsre Stede Ingehele an
dysen Breyf gehehen. Datum Anno Domini M. CCC.
XLVI. in Die beati Thomae Apostoli.

(L.S.) (L.S.) (L.S.) (L.S.) (L.S.) (L.S.)

CCXCIX.

Traité d'amitié & de secours mutuel entre CHAR. 1347.

LES IV. Empereur, & JEAN Duc de Nor-
mandie, & depuis Roi de France, & ses Frères. 7. Mai.
Fait à Trente, le 7. Mai 1347. [G.G. LEIB-
NITZ, Codicis Diplomatici pag. 189. d'où
l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans
LUNIG, Teutisches Reichs-Archiv. Part.
Special. Contin. I. Abtheil. I. Absatz I. pag.
30.]

CAROLUS Dei gratia Rex Romanorum semper
Augustus & Bohemia Rex. Universis Præsentis
inspecturis gratiam suam cum plenitudine omnis boni.
Notum facimus, quod nos consideratis & diligenter
attentis amicitia, affinitate & consanguinitate inter nos
& Carissimum Fratrem nostrum Dominum JOHAN-
NEM Ducem Normannie primogenitum Regis Franco-
rum Illustris, & etiam inter nos & Carissimos nepotes
nostros Carolum videlicet, Ludovicum, Johannem
& Philippum dicti Ducis filios existentibus, volentes quod
perpetuus & verus amor fit inter nos, promittimus bona
fide & juramus supra Sancta Dei Evangelia, quod
honorem, utilitatem & commodum Fratris nostri &
sistorum suorum prædicatorum, quamdiu vixerimus, &
ad quemcunque statum nos pervenire contingerit, pro-
curabimus, & nemini, qui eis vel eorum inimicus seu
Hostis publicus sit vel fuerit, seu verisimiliter debeat esse
suspectus, dabimus quomodocumque consilium, auxilium
vel favorem contra eos vel aliquem eorum publicè vel
occultè. Et si acciderit, quod Deus avertat, quod
dictus frater noster vel aliter isorum nepotum nostrorum
in successione Regni Francie, velut avi, quovis modo
in personis aut rebus isorum impeditur; Nos modis
omnibus, quibus poterimus, ipsos juvabimus toto
posse prædictos impediens, quando in corpore & in
bonis. In quorum omnium testimonium & ad certitudinem
plenioriorem presentes fieri iussimus & sigilli nostre
Regiæ Majestatis appensione muniri. Datum Tridenti
anno Domini millesimo trecentesimo quadagesimo septimo
nonas Maii, Regnorum nostrorum anno primo, sic
signatum per Dominum Regem ad veram relationem,
Domino Joanne de Pistoia præsentem.

CCC.

Convention passée entre JEAN III. Duc de Bra-
bant, & LOUIS de Nevers Comte de Flandre; par laquelle LOUIS transporte à HENRI Fils
de JEAN, tout le droit qu'il peut avoir en la
Ville de Malines, fait par l'entremise de PHILIPPE
de Valois Roi de France. A. S. Quentin
en Vermandois, au mois de Juin 1347.
[CHRISTOPHERE BUTKENS, dans les
Preuves des Trophées de Brabant, pag. 181.]

PHILIPPE par la grace de Dieu Roy de France
faveur faisons à tous, que pour offrir & mettre à
nient les grans debas & diffentions que du temps passiez
ont esté entre nos chers & ames Cousins le Duc de
Brabant & le Comte de Flandre predeceseur de nostre
cher ami feal Cousin le Comte de Flandres qui ores
est à l'occasion de la Ville de Malines seant en Bra-
bant, & encore poteroient estre & avenir & pour nourir
pais, amour & tranquillité entre le dit Duc & Comte à
tous jours leurs Subges & leur pais, nous avons promis
& promettons loyalment & en bonne foy à nostre dit
Cousin le Duc, que par toutes les meilleurs voyes &
maniere que nous pourons, nous ferons tant & pour-
chache-

BRABANT
ET FLAN-
DRE

*Traité & Confédération entre PHILIPPE de Va-Juin.
lois Roi de France, & JEAN III. Duc de Brabant. Fait à S. Quentin, au mois de Juin, 1347. [D Y N T E R, Chroniq. de Brabant. Liv. V. pag. 122.]*

chacherons par devers nostre dit Cousin le Conte, que il pour cause de certaine recompensation juste & loyale que nous li avons faite sur chou, de la quel le il se tient bien à content, transportera si comme il appertendra en la personne de nostre chier & amé Cousin HENRY de Brabant ainsé fil don dit Duc, tout le droit, action, possession, propriété, fief, hommaige & quelconques choses & droitures que ledit Conte a ou peut avoir en la Ville de Malines & es appartenances d'icelle franquement & quitement, tout par tout ou besoing fera & en la forme & maniere qu'il appertendra, tant de droit comme de coustume, pour tenir, jouyr & posséder paisiblement à tous jours heritablement, pour au ses Hoirs & Successeurs Dux de Brabant; sans ce que le dit Duc & Henry ou autre quelconque personne soit tenu à en payer ou tendre à dit Conte quatre-vingt mil & cinc cens Royaux d'or ne d'autres deniers quelconques, & aussi sans ce que ledit Henry soit tenu de faire foy & hommaige à dit Conte ne az autres personnes quelconques, fors à l'Evesque de Liege en nom de l'Eglise de Malines, au quel il en devra & sera tenu à faire hommaige en la fourme & maniere que li Seigneur de Malines, qui pour temps ont esté l'en on fait anchievement, & garderons & defendrons le dit Duc & Henry, ses Hoirs & Successeurs Dux de Brabant de tous coûts interest & dommages qu'il poiroyent encourre en quelconque maniere que ce fust pour cause de la dite translation & poursuite qu'ils & paisibles contre tous. Et pource que ce soit chose ferme & estable à tous jours, nous avons fais mettre nostre faiel à ces Lettres, donné à S. Quentin en Vermandoy l'an de grace m. ccc. XLVII. au mois de Jung.

*Lettres Patentes du Comte de Flandre
sur ce sujet.*

A Tous ceaulx qui ces presentes Lettres verront ou orront LOUIS Comte de Flandre de Nyovers & de Resef salut & cognoissance de vereteh, favoir faissions à tous que nous tant pour contemplation de tres-excellent & puissant Prince Mon-signeur Philippe par la grace de Dieu Roy de France nostre trescher & amé Signeur pour cause de la recompensation que ledit nostre Signeur le Roy nous a faicte sur ce, de la quele nous tenons pour bien contentez, nous avons promis & promettons à nostre trescher & bien amé Cousin le Duc de Brabant loyalement & en bonne foy, que nous transporterons franquement & quitement en la personne de nostre cher & amé Cousin HENRY ainsé fil don dit Duc tout le droit, action, possession, propriété, fief & hommaige, & quelconques autres choses & droitures, que nous avons ou avoir puons en la Ville de Malines & es appartenances d'icelle franquement & quitement, tout par tout ou besoing fera & en la forme & maniere qu'il appertendra, tant de droit comme de coustume, pour tenir, jouyr & posséder paisiblement à tous jours heritablement pour lui ses Hoirs & Successeurs Dux de Brabant, sans ce que li dit Duc & Henry ou autre quelconque personnes en soient tenu à payer ou à rendre à nous quatre-vingt mil cinc cens royaux d'or ne autre deniers quelconques que li dit Duc doit devoir à nostre trescher & amé Signeur & Pere don Dieu ait l'ame ou à nous pour cause de l'achat de la moitié des dite Ville & appartenances de Malines, & ausi sans ce que li dit Henry en soit tenu à faire foy ne hommaige à nous ne autre personnes quelconques, fors à l'Evesque de Liege au nom de l'Eglise, au quel il en devra & sera tenu à faire hommaige en la forme & maniere que li Seigneur de Malines qui pour le temps ont esté l'en on fait anchievement. Et à fin que les choses dessusdites soient plus fermes & estables, nous Conte dessusdit avons renoncheit & renonchions à toutes Lettres & forces que nous avons, eussions ou avoir puons à cause des dites Ville & appartenances de Malines quant à dit Henry, ses dis Hoirs & Successeurs Dux de Brabant; icelles Lettres & forces en tous autres cas demorans, en tel vigueur comme elles avoient au jour de la Date de ces presentes Lettres, en tesmoing de chou nous avons fait mettre nostre faiel à ces Lettres donné à S. Quentin en Vermandois le VI. jour de Jung l'an de grace M. CCC. quarante & sept.

PHILIPPUS Dei gratia Rex Francorum per suas certi tenoris Litteras, & ob causas & rationes in eisdem declaratas, notum facit universis quod pro se suis Haredibus & Successoribus Regibus Francie cum Joanne Duce Brabantie ejusque Haredibus & Successoribus Ducis Brab: inuit certam Concordiam sive Confederationem perpetuo duraturam & prior promisit quod convenit dictis nec quodammodo non nocebit eidem Duci neque suis Subditis, quoquomodo quoque non sustinebit neque confortabit inimicos ipsius Ducis auxilio vel consilio in hominibus armorum vel victualibus & non permittit quod iidem inimici transibunt per Regnum neque per Terras suas ad inferendum sibi vel dictis suis Subditis damnum vel gravamen. Item ipse Rex pro se suis Haredibus & Successoribus Francorum Regibus recepit dictum Ducem ejusque Successores & Subditos predictos in sua Savegardia & secum conductu & omnia ipsorum bona eundo, veniendo, mandando, & remittendo per totum suum Regnum, Terras & Dominia pacifice & quiete solvendo sua debita antiquitus consuetudine absque fraude & malo ingenio, & quod Successores sui Francorum Reges post suum obitum infra tres menses debent innovare dicto Duci & Haredibus Brab: Confederationem predictam, qua non obstant dictis Dux libere poterit servire vero Regi Alemannie vel vero Imperatori Romanorum sicut vero suo Dominio pro defensione Regni Alemannie & Imperii Romani servire tenetur, prout hac & quadam alia in ipsius Regis Litteris de super contentis plenius continetur que fuerunt date anno 1347. in mense Junio apud Sanctum Quintinum.

CCCCII.

*Traité du Mariage d'AME' VI. du nom Comte 6. Juin.
de Savoye, & de JEANNE de Bourgogne;
fait à Châlon sur Saône, le 6. Juin. 1347. SAVOYE
[S. GUICHENON, Histoire Généalogique ET BOURGOGNE,
de la Maison de Savoye.] Preuves. pag. 220.]*

EN nom de nostre Seigneur Amien, l'an de Grace M. CCC. XLVII. en la Indiction xiv. te Mercredi apres la feste Dieu, sezeime jour du mois de Jung. Sachient tuit cil qui c'est present public Instrument verrunt & orrunt, Que comme Traité a été entre tres-haus & puissans Prince & Dame; Monsieur Eude Duc de Bourgogne, Comte d'Artois & de Bourgogne, Palatin, & Seigneur de Salins; & Madame Johanne de France sa femme, Duchesse & Comtesse des Duchie, & Comtes des dessusdites; d'une part: Et tres-noble, & puissant Prince Amey Comte de Savoye, Duc de Chablais & d'Aoste, & Marquis en Italie, d'autre part: De faire mariage de Madamisselle Johanne Fille su Monsieur Philippe de Bourgogne, cui Dieus absolle, & dudit Comte de Savoye; s'insuit est, que establies personelement lesdites parties en la presence de sres-haute & puissante Madame Blanche de Bourgogne Comtesse de Savoye, des tesmoins & des Notaires deffos escripts pour le Traité de ladite Madame de Savoye; fut accordé entre lesdites parties, & les gens de leurs consens, cy-dessous nommés en la maniere & fourme qui s'enluyt. Premièrement, que ledit Comte de Savoye prendra à femme per Mariage Madite Damisselle Johanne Fille dudit Monsieur Philippe, quant elle sera agée. Item ledit Comte ha déjà promis, que quant ledit Mariage se fera, il douera ladite Fille, & ly douera tout entierelement le Douaire que tient à present ladite Comtesse, pour cause de Monsieur Edouard jadis Comte de Savoye son mary; cuy Dieus absolle, & en ultres ce, tous les autres Chasteau, Villes, Terres & possessions, que ladite Comtesse tient de l'heritage le Comte de Savoye, & qu'elle ha acquis par quelque titre ou maniere que ce soit; Exceptés tant seulement les Chasteaux de Marboz & de Colognié, ensemble les appartenances, desquelz ladite fille ne sera mie douée, & vandu c'est Douaire ou cas

ANNO 1347. ou ledit Comte surviroit ladite Madame Blanche Comtesse de Savoye. Item ou cas ou ladite Comtesse surviroit ledit Comte, & aussi ne pourroit tantost avoir son effait, ledit Douaire en honneur & valour comme tout ce vaut, que tient à present ladite Comtesse tant par titre de Douaire, comme par autre maniere, & ce sera le present assignaul de Douaire és Chateaux, Villes, Terres, & Justices qui sunt dudit Comté en Viennois, ou en Savoye, à la election de ladite Fille. Item pource que *Aymieux de Savoye Pere dudit Comte*, doit avoir & tenir pour son partage en la terre de Breyffe, que tient à present ladite Comtesse, ledit Comte assignera des-ja par maniere de change ou de compensation, à ladite Fille à cause de fondit Douaire, entretenant en emolument & valour, en Chateaux, terres & justices, comme peut valoir la portion que ledit Jehan doit prendre au Douaire de ladite Comtesse, & és autres lieux aquis par elle: & se fera ledit assignaul en Viennois, ou en Savoye, election du Conseil de ladite Fille. Item ou cas que le Douaire de ladite Fille aura son effait, elle en fera hommage à l'heritier qui sera Comtes de Savoye, & tiendra toute sa vie naturelle fondit Douaire dudit Comte, par la maniere & les conditions & fourmes, que tient à present son Douaire ladite Comtesse. Item est accordé entre les Parties dessusdites, que apres le decés des dits Duc & Duchesse, en tant comme il peut toucher ou regarder un chacun d'eux, ladite Fille heritera & succedera esdits Duc & Duchesse, & à chacun d'eux, se comme premier l'un ira de vie à mort en la Duchie de Bourgoigne & Comtes d'Artois & de Bourgoigne, & en la Terre de Champagne, & en toutes autres terres qui appartiendront esdits Duc & Duchesse, & à chacun d'eux au temps de leur decés, pour telle portion comme il appartiendra de raison en les coutumes desdis gardées; & de ce sera content ledit Comte pour cause dudit Mariage durant les vies desdis Duc & Duchesse, & apres leurs decés, & que lesdis Messieurs l'y Duc, & Madame la Duchesse ne furent, procureur ne conseilleur chouse pourquoy ladite Succession ne vienne à ladite Fille, einssint comme dessus. Item ou cas ou ladite Fille surviroit Philippe de Bourgoigne son Frere, elle succederoit és dis Pays & Terres, selon raison & les coutumes des dis Pays. Item ces presentes convenances de Mariage quant elle sera aagée, & toutes les choses dessus escriptes, ont esté leues en la presence des dis Duc & Duchesse & Comte de Savoye, & par eux bien entendus; lesquels Duc & Duchesse & Comte de Savoye, qui est ja prochain de puberté comme estans ou quatorzième an de son aage, ont promis & juré sur sains Evangiles, & sur l'obligation de tous leurs biens l'une Partie à l'autre, de faire garder & accomplir ledit Mariage, & toutes lesdites convenances de point en point, & se sont submises pour parfaire iceles plus parfaitement à la Jurisdiction & compulsion de la Court de Nostre Tres saint Pere le Pape, de ses Auditours, Viceauditours, Dele-gas, Commissaires & de toutes autres Cours Eccle-siastiques & Seculieres. Et renuncient lesdites Parties & chacune d'icelles, avissement & de certain propos, par leurs layement exprés, à toute exception d'anguin, de Barât, de decevement, & à tous droits, autres coutumes introduites ou à introduire, statuts fais ou à faire, exceptions, cavillations qui pourroient estre proposées à fin de troubler, de desloyer ou empeschier, du tout ou en partie, les chouses dessusdites, conjointement ou divisivement. Ces chouses furent faites à Chalon en Bourgoigne, en la grant Eglise dudit lieu, en la presence de R. P. Monsieur Jean Evêque de Chalon, de venerable homme M. Jacques de Dulencourt Docteur és Loys Chancelier de Bourgoigne; de nobles & puissans Monsieur Jehan Seigneur de Chateauvillain, Monsieur Jean Seigneur du Til, Monsieur Guillaume de Antigny Seigneur de sainte Croix, Monsieur Jean de Prolosy Seigneur de Moulvet, Monsieur Philippe de Vienne Seigneur de Pymont, Monsieur Guillaume Seigneur de Somberton, Monsieur Philippe de Vienne Seigneur de Pagné, Monsieur Hugue de Vienne Seigneur de saint George, Monsieur Jacques de Vienne, Monsieur Jean Seigneur de Luzy, Monsieur Henry Seigneur de Montagu, Monsieur Jean Seigneur de Loyley, Monsieur Girard de Thoire. Du Conseil des dis Monsieur le Duc & Madame la Duchesse, de R. P. Monsieur Jean Archevesque de Tarentaise, Monsieur Antierne Evêque de Moriane, de Nobles hommes Frere Pierre de Montbel Chastellain des Eschelles de l'Ordre de l'Hospital de saint Jean de Jerusalem, Monsieur Hugues Seigneur de Malbec, Monsieur Guillaume Seigneur d'Antremonts, Monsieur le Galois de la

ANNO 1347. Baume Seigneur de Valesin, Monsieur Jean Seigneur de saint Amour, Monsieur Hugue Seigneur de Grantmont, Monsieur Amey Seigneur de Miribel, Monsieur Jean Seigneur de Fromentes, Monsieur Pierre Seigneur d'Orrières, Monsieur Humbert le bastard de Savoye Seigneur d'Avallars & d'Esclote, Monsieur Jacques de Clermont Seigneur de sainte Helene du Lac, Monsieur Etienne de Corent, Monsieur Amey de la Balme, Monsieur Renaut de saint Surpris, Monsieur Etienne de Fromentes, Monsieur Verriquier de la Balme, Monsieur Humbert de Correnon, Monsieur Humbert de Langes, Chevaliers, Monsieur Etienne de Compeys le joyne Chanoyne de Geneve, & Monsieur George du Folier Chancelier dudit Monsieur le Comte de Savoye, tous du Conseil dudit Comte à ce presens, & appellés par tesmoins. Signé CORNEVIN, & BEZON.

CCCCIII.

Conventiones inter EDUARDUM III. Regem Anglie & JANUENSES pro componendis mutuis offensibus conclusæ. Dat. Januæ die 5. Julii 1347. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. V. pag. 569.]

In Dei nomine Amen.

Noverint Universi, presentes Literas inspecturi, quod dudum, Cum inter Excellentissimum Principem & Dominum Dominum Edwardum, Dei gratia, Francie & Anglie Regem Illustrum, suos Subditos & Fideles, Terras & Dominia, ex parte una, & quondam Magnificum & Potentem Virum, Johannem de Murte, tunc Ducem, ac Communitatem, & Districtales, totumque Populum Civitatis, Territorii, & Districtus Januensium, pro eis & eorum Districtualibus ex altera, consideratis dampnis & offensibus, realibus & personalibus, pradis, homicidiis, roberis, incendiis & rapinis, ac aliis injuriis, offensibus, violentiis, & dampnis diversis, tam in Terrâ, quam in Mare, per Armatas Navium & Galearum, Personis, Rebus, & Bonis, ac aliter hinc inde sapius perpetratis, unde Guerrarum turbines violenti exoriri peramplius timebantur,

Affectantes dictas Partes hujusmodi Guerrarum & Offensionum patentibus periculis obviare, certa, Considerationes, Amicitias, Conventiones, Remissiones, Pacis, & Pacem perpetuam, communiter & concorditer inierunt & fecerunt, prout in quodam Instrumento Publico, manu Oberti Mazurri, Imperiali auctoritate Notarii, die quintâ Mensis Julii, anno Domini millesimo, trecentesimo, quadragesimo septimo, confectio, plenius continetur; cujus tenor Instrumenti sequitur sub hiis verbis,

IN NOMINE SANCTE ET INDIVIDUE TRINITATIS, BEATE MARIE GLORIOSE VIRGINIS, ET TOTIUS CELESTIS CURIE.

Nobilis Viri, Anthonius Usus Maris, & Anthonius de Flisco (dictus Cardinalis) Cives Januæ, Procuratores, Sindici, & Actores, ac Nuncii specialiter constituti, Serenissimi Principis & Domini, Domini Edwardi, Dei gratia, Francorum & Anglorum Regis illustris,

De quorum Syndicatu, Actorâ, & Procuracione, apparet plenius per Patentes Litteras Regias Domini Regis prædicti, & Signilli Magni ipsius (ut primâ facie apparebat) cerâ crocæ, sive jalnâ, appensione munitas, & scriptas in Pergamento,

In quo Signillo ab unâ parte erat sculptus idem Dominus Rex sedens in Solio Majestatis ipsius, tenens in manu dextrâ Sceptrum, & in sinistrâ Pomum, ut videbatur, & ad pedes ipsius erant duo Animalia, in circuitu cujus Signilli erant scripta litteræ, dicentes, post cruce[m], * EDWARDUS, DEI GRATIA, REX FRANCIE ET ANGLIE, ET DOMINUS HIBERNIE.

Ab alterâ verò parte dicti Signilli sculptus erat idem Dominus Rex stans ad equum, tenens in dextrâ manum ensẽm evaginatum, & in sinistrâ Clipeum, & in capite Elmum cum Cimeria, in cujus circuitu erant litteræ, dicentes, EDWARDUS, DEI GRATIA, REX FRANCIE ET ANGLIE, ET DOMINUS HIBERNIE.

ANNO

1347.

In quibus Litteris Patentibus etiam erat impressum quoddam Sigillum parvum cerâ vermiliâ exterius, in cujus circuitu erant sculptæ litteræ (prout melius legi poterunt, quia hujusmodi Sigillum erat aliquantulum læsum) sic dicentes, **SECRETUM EDWARDI, DEI GRATIA, REGIS FRANCIE ET ANGLIE SIGILLUM;**

Et quarum Litterarum Patentium tenor talis est,

Rex Universis, præsentēs Literas inspecturis, Salutem. Sciatis quodd Nos,

De fidelitate & circumspectiōne providā dilectorum & fidelium nostrorum Antonii Ufusmaris, Willielmi de Flisco Canonici Eborum, & Antonii de Flisco Germani ejusdem Willielmi, plenius confidentes,

ipsos, & quemlibet eorum, nostros constituimus Procuratores, & Nuncios speciales,

Ad firmandum pro Nobis, & nostro Nomine; duodecim Galeas, Viris, Armis, & omni Apparatu necessario, sufficienter armatas, ad nostrum fidele servitium sive opus, quo rediis & citius poterunt, versus Partes Flandrie accessuras,

Et ad conveniendum, nomine nostro, cum dictarum Patronis & Ductoribus Galearum, de ipsorum Patronum, Nautarum, & Galearum, ut præmittitur, armatarum, Stipendiis & Mercede,

Et ad conveniendum cum Duce & Concilio Januæ, nomine nostro, de faciendâ Satisfactione & Emendâ Januensis dampnificatis per Anglicos, per modum & formam quibus convenerint & concordaverint Procuratores prædicti,

Necnon ad conveniendum cum præfato Duce & Concilio, quod Januenses & Districtuales Communitatis Januæ in Regno nostro Angliæ, & Locis aliis nobis subditis, ac Anglici, & alii Subditi nostri, Januæ, & in Locis dicto Duci & Communitati Januæ subditis, possint morari, negotiari, atque mercari libere & secure, Culturas conculcas seu debitas subeundo,

Quibus nostris Procuratoribus & Nunciis, & cuilibet eorum in solidum, in præmissis, & eorum quolibet, plenam, auctoritatē præsentium, concedimus Facultatem;

Promittentes Nos, & nostros Hæredes, gratum, ratum, & firmum perpetuū habituros quicquid per dictos Procuratores & Nuncios, & eorum quemlibet, in prædictis actum fuerit, sive gestum, sub potestâ & obligatione Bonorum nostrorum.

In cujus Ec.

Dat. juxta Calesium decimo tertio die Aprilis.

Per ipsum Regem.

Sindicario, Actorio, & Procuratorio Nomine ipsius Domini Regis illustris, & pro ipso ex una parte,

Et, magnificus & potens Dominus, Dominus Johannes de Murta, Dei gratiâ, Januensem Dux & Populi Defensor, in præsentia, voluntate, & cum consilio fuit Concilii Quindecim, in quo Concilio fuit Consiliatorum ipsius Concilii sufficiens numerus, quorum Consiliatorum præsentium Nomina sunt hæc, videlicet,

*Lanfrancus de Oddinc, Prior,
Leonellus Maruffus,
Henricus de Gasco,
Guirardus de Carascho,
Saladus Bronchaleo,
Lanzoratus de Castro,
Anthonius Marcarî,
Jacobus de Castellero,
Andarus Quarreyanus,
Et Johannes de Pisano,*

Necnon ipsum Concilium, auctoritate & decreto ipsius Domini Ducis, pro seipsis, & nomine & vice Communis Januæ, & nomine & vice omnium & singulorum Civium & Districtualium Januæ, & ipsius Domini Ducis, ex parte alterâ,

Attendentes gravia & grandia dampna, data & illata per nonnullos Januenses, diversis temporibus retroactis, in Mari, & in Terrâ, ipsi Domino Regi, Gentibus, & Terræ Regni sui, ac Offensiones, reales & personales, Prædas, Roberias, Incendia, & alia diversa Dampna, Terris, Gentibus, & Navigiis, ipsius Domini Regis per quamplures Januenses factas & datas, & facta & data & illata,

Ac etiam grandia & gravia dampna, data & illata per Armatas Navium, & alias Gentes dicti Domini Regis & Regni sui, in multos & quamplures Januenses, & Districtuales & Subditos Communis Januæ, in Mari,

TOM. I. PART. II.

& Terrâ, & quod multa Roberia, Depredationes, & Dampna illata & data fuerunt, personalia & realia, per Armatas & Gentes ipsius Domini Regis, in quamplures & multos Januenses,

Et quod etiam multa Homicidia, Cædes, & personales Offensiones, inter Gentes utriusque dictarum Partium, retroactis temporibus, incurrerunt,

Ex quibus orta videbatur, & oriri posse dubitabatur, Guerra periculosa, ad scandalum ac periculum imminens, inter ipsum Dominum Regem & Gentem suam ex parte unâ, & dictum Dominum Ducem, Commune Januæ, & Districtuales ipsius Communis, ex alterâ; ex quo periculum, reale & personale, non modicum, set grande, utrique Parti imminere posse videbatur,

Volentes (Auctore Illo quâ, dum in Mundo stetit, Pacem prædicavit & docuit, & cum ad Patrem transiit, suum Testamentum fundavit in pace) dictis discriminibus obviare, & materias Guerrarum & Discriminum tollere, ac Pacis, Benivolentia, Devotionis, & Gratia inducere lenitatem, pervenerunt, & pervenisse confessi fuerunt, ad veram Pacem, Domino annuente, perpetuū duraturam, Finem, Remissionem, Transactionem, & Concordiam, de omnibus & singulis prædictis præteritis, usque in diem præsentem, sollemnibus Stipulationibus hinc inde vallatis, prout inferius per ordinem legitur & denotatur,

Renunciantes dictæ Partes, dictis nominibus, Exceptioni ad dictam Pacem, Transactionem, Compositionem, & Concordiam, ut supra & infra, non pervenisse, rei non sic, ut supra & infra, gestis & se non habentis, Doli in factum Conditioni sine causa, & omni Juri, videlicet,

Quod dicti, Anthonius & Anthonius, Sindicario, Actorio, & Procuratorio nomine dicti Domini Regis, & pro ipso, dictum Dominum Ducem, & ejus Concilium, Commune totum, & universos & singulos Januenses receperunt & reduxerunt ad Gratiam, Benivolentiam, & veram Pacem & Concordiam ipsius Domini Regis, & ad Pacem & Amorem Subditorum ipsius Domini Regis: & de Regno suo, & pro ipso Domino Rege, & sibi subditis & submissis, quos habet, & Deo auctore, acquireret in futurum, fecerunt ipsi Domino Duci, dictoque Concilio & Communi Januæ, & cum eis, ac singularibus personis ipsius Communis, veram Pacem & Concordiam, de omnibus & singulis prædictis, ac etiam, ad cautelam, de omnibus & singulis prædictis Roberiis, Exorionibus, Incendiis, Injuriis, & Offensionibus quibuscumque, in Mari, seu Terrâ, datis seu illatis, in Terris propriis Regni ipsius Domini Regis, vel extra ipsum Regnum, realiter & personaliter, ipsi Domino Regi, seu sibi subditis, vel submissis, quocumque & qualitercumque, Re, Facto, Opere, vel Tractu, usque in diem præsentem: & de eis omnibus & singulis, eisdem Domino Duci & Concilio, pro se ipsis, & nomine & vice Communis Januæ, & omnium & singulorum de Januâ, & de Districtu, fecerunt, ipsi Procuratores, Sindici & Actores Regii, ex causâ Transactionis & Pacis, Finem, Remissionem omnimodam, & Pactum de ulterius non petendo: & de eis omnibus & singulis eisdem, Domino Duci & Concilio, nominibus antedictis, per Acceptationem, & Aquilianam Stipulationem, verbis sollemnibus introductam, liberationem fecerunt; promittentes, ipsi Domino Duci & Concilio stipulantibus, nominibus antedictis, quodd dictis occasionibus, vel aliquâ de prædictis, in generali, vel singulari, per ipsum Dominum Regem, Curiam, vel Officiales, vel Gentem, seu aliquem, vel aliquos de Gente ipsius Domini Regis, nulla Imperpetuum fiet, vel fieri procurabitur, Offensio, vel Injuria realis vel personalis, Petitio, vel Requisitio, Detentio, vel Arrestatio personalis vel realis, contra Commune Januæ, vel aliquem seu aliquos de dictâ Communitate.

Et, versâ vice, idem Dominus Dux, & dictum Concilium, pro seipsis, & nomine & vice Communis Januæ, & tanquam Commune Januæ, ac nomine & vice omnium & singulorum de Januâ, & Districtu, attendentes prædicta per dictos Sindicos, Actores, Procuratores, & Nuncios Regios facta & promissa eisdem Sindicis, Actoribus, Procuratoribus, & Nunciis Regis recipientibus nomine & vice ipsius Domini Regis, Regni sui, & omnium & singulorum de ipso Regno, fecerunt de prædictis omnibus & singulis veram Pacem, Concordiam, Finem, Remissionem, Transactionem, & Pactum de ulterius non petendo, ac etiam, ad cautelam, de omnibus Roberiis, Prædis, Rapinis, Incendiis, Dampnis, & Offensionibus quibuscumque, realibus & personalibus, quocumque modo illatis, factis vel datis, re, verbo, opere, vel Tractu, per dic-

Hum

ANNO

1347.

ANNO

1347.

tum Dominum Regem, vel aliquam Armatam suam, in Mari, vel per Terram, vel per aliquem, seu aliquos, de Gente seu Regno ipsius Domini Regis, quocumque, & qualitercunque, usque in diem presentem (salvis semper infra scriptis) liberantes ipse Dominus Dux & dictum Concilium, Nominibus antedictis, & quolibet dictorum Nominum, de predictis omnibus & singulis, dictis Sindicis, Adores, Procuratores, & Nuncios Regios (salvis semper infra scriptis) per Acceptilationem & Aquilianam Stipulationem, verbis solemnibus introductam; ac etiam promittentes, ipsis Sindicis, Actoribus, & Procuratoribus solemniter stipulantibus, quod dictis occasionebus, vel aliqua de predictis, in generali, vel speciali, contra ipsum Dominum Regem, Curiam, seu Gentem suam, vel aliquam singularem personam de Regno suo, nullam imperpetuum facere, vel procurare quod fiat, vel inferatur Injuria, vel Offensa realis vel personalis, Petitio, vel Requisitione, Retentio, vel Arrestatio personalis vel realis.

Et, ad maiorem ipsius Regia Majestatis Gratiitudinem, & ut Devotio in Januensis amplietur ad ipsam Regiam Majestatem, dicti Sindici, Adores, & Procuratores, ex causis predictis, & pro predictis, promiserunt, Syndicario, Actorio, & Procuratorio nomine predicto, solemniter dicto Domino Duci & dicto suo Concilio stipulantibus & recipientibus, nomine ac vice Galuani Embroni, Barnabonis de Negrono, Lanfrancini Drizaconia, Casani de Mai, Lombardini de Mari, Johannis Tarigni, Leonelli Marruffi, Oberti de Benefia, Rasi de Gentilibus, & Petri Specie, ex Patronis & Mercatoribus sex Galearum grossarum, quae onusta Mercationibus & rebus, navigando de partibus Januae ad partes Flandriae, de anno corrente millesimo, trescentesimo, quadragesimo, de Mense Septembris, captae, combustae, & derobatae fuerunt in partibus Britanniae, in loco qui dicitur Bresse, per quandam Armatam Navium Regni Domini Regis predicti, pro seipsis & nomine aliorum Patronorum & Mercatorum, qui depredati fuerunt in Captura & derobatione predictis, & Haereditibus eorum, vel Successoribus, dare & solvere, & quod dictus Dominus Rex dabit & solvet pro integra solutione & satisfactione dampnorum predictorum, supradictis superius nominatis, pro seipsis, & aliis Patronis & Mercatoribus, & aliis dampnificatis in Captione & dampnificatione predictis, in modum qui sequitur, decem milia Librarum Sterlingorum bonorum de Anglia, five quindecim milia Marcharum Sterlingorum Argenti, ad commune Marchum Angliae, in una parte,

Ac etiam, eisdem Domino Duci & Concilio stipulantibus, nomine & vice Juani Luciani, olim Patroni cuiusdam Coche five Navis, quae de anno corrente millesimo, trescentesimo, vicesimo primo, de mense Octobris, capta fuit in partibus Angliae, in Portu qui dicitur Sandwyche, per Armatam Navium ipsius Domini Regis, & nomine & vice Mercatorum Januensium, qui, tempore Captionis, in ipsa Cocha Mercationes habebant, & qui in captura dictae Coche dampnificati fuerunt, pro integra solutione & satisfactione dictorum dampnorum Coche predictae, dare & solvere, & quod dictus Dominus Rex dabit & solvet, in modum qui sequitur, Marchum Sterlingorum argenti, ad Marchum Angliae, octo milia pro integra satisfactione totius dampni Coche predictae & Mercationum in ipsa captarum,

Quorum quantitatem, & cuiuslibet earum solutio fieri debeat in modum hunc (videlicet) quod ipsi dampnificati & recipere debentes, de quibus supradictum est, dictarum sex Galearum, & dictae Coche, & eorum Haeredes, vel Successores, pro dicta solutione habeant & percipiant Custodiam, & omnes Praestationes, quas per Januenses ipsos dampnificatos, seu eorum Haeredes, seu aliquem, vel aliquos ex eis, seu alium, vel alios pro eis, vel aliquo, vel aliquibus ex eis, intrantes in Insulam & Regnum Angliae, & totum Possessum suum quod nunc possident, seu pro tempore possidebit, praestari debebunt pro eorum Rebus & Mercibus illuc delatis, & quae per ipsos, vel aliquem, seu aliquos ex eis, vel pro eis, vel aliquo, seu aliquibus ex eis, exendo & extrahendo de ipso Regno solvi debebunt & praestari (ita quod pro Rebus, vel occasione Rerum, aliorum, non possint, intrando vel exendo, aliquid computare, vel compensare, vel retinere, in solutione predicta) & hoc quousque dampnificatis predictis de ipsis quantitatis fuerit integrè satisfactum in modum supradictum; quas Praestationes, intrando & exendo, Januenses predicti dampnificati, possint retinere & compensare infra solutionem supradictarum Quantitatum, & quousque de eis fuerit integra solutio facta.

ANNO

1347.

Ac etiam promiserunt Sindici, Adores, Procuratores, & Nuncii predicti, dictis Domino Duce & Concilio stipulantibus, nominibus quibus supra, quod dictus Dominus Rex, & Haeredes, & Successores ipsius, quousque dicta integra solutio facta fuerit de supradictis, non imponet, nec imponi faciet, vel permittet, in Regno suo predicto Angliae, vel aliqua parte ipsius, vel in eo quod de cetero acquireret, Januensibus, seu super Rebus Januensium, dampnificatorum predictorum, vel Haeredom suorum, intrando, stando, vel exendo, ultra quam communiter alii Extraneis, non Regnicolis, imponetur pro Custodia, vel alio Onere, eorum Mercaturarum, intrando, stando, vel exendo; set in Custodiis, & aliis Oneribus, impositis & imponendis Rebus Extraneorum, intrando, stando & exendo, aequaliter Januenses tractabuntur per ipsam Dominum Regem, & Curiam, & Officiales ipsius.

Et ut dampnificati predicti, & alii Januenses, possint securè ad dictum Regnum Angliae accedere, ipsi Sindici, Adores, Procuratores, & Nuncii Regii, ex causis predictis, & pro predictis, dederunt & concesserunt, & dant & concedunt, ipsi Domino Duci & Concilio, nomine Communis Januae recipientibus, ac nomine & vice omnium & singulorum Januensium & Districtualium Januae, liberam Securitatem & Fiduciam in Personis & Rebus eundi ad Regnum predictum Angliae, & ad Terras ipsius Regni acquiritas, & acquirendas de cetero pro ipsum Dominum Regem, ibique moram trahere, stare, & negotiari, & mercari, & inde recedere cum Rebus liberè & securè, pro libito voluntatis, absque aliquo impedimento reali vel personali.

Insuper etiam dictus Dominus Rex, Dux & dictum ejus Concilium, pro predictis & pro infra scriptis, ex causis supradictis, promiserunt & convenerunt dictis Sindicis, Actoribus, Procuratoribus, & Nunciis Regiis abstinere, & quod Commune Januae abstinere, ab offensionibus Domini Regis predicti & Gentis suae, ac statuere & ordinare quod Commune Januae & persona subdita ipsi Comuni abstineant ab ipsius Domini Regis & Gentis suae offensa, & se cum Inimico vel Inimicis, quem & quos habet, vel in futurum habere, ipsius Domini Regis non ligare, vel confederare, in ipsius Domini Regis, Regni, vel Gentis suae injuriam, offensam, five dampnum: & etiam facere & curare quod aliquis Districtualis ipsius Communis, per Mare vel per Terram, cum Soldo, vel sine, non erit ad ipsius Domini Regis vel Regni ejus, injuriam vel offensam, sub Penis arduis, per Commune Januae imponendis, & a contrafacientibus, a quibus poterit, exigendis: Ac etiam quod contra Personas & Bona contrafacientium efficaciter procederetur juxta Ordinationes & penarum Impositiones predictas; non tamen propterea Commune teneatur vel obligatum sit, vel in Penam aliquam committat, propter factum vel commissum aliquarum singularum personarum; set sufficiat quod Commune ipsum in contrafacientes procedat juxta Ordinationes predictas fendas, & prout jus sua debet.

Et, versa vice, dictus Dominus Rex non confederabit se cum aliquo Inimico Communis Januae, set prohibebit Subditos suos venire contra Commune Januae, eo modo quo Commune teneatur prohibere & punire suos, ut supradictum est.

Acto etiam ex pacto, quod non obstantibus Remissionibus & Liberationibus antedictis & predictis, vel aliquo predictorum, quod in gratia & provisione dicti Domini Regis remaneat, de sui benignitate & gratia, providere (si dignabitur, & si placuerit) satisfactio totali, particulari, vel aliqua, tñm aliorum Januensium, per ipsum Dominum Regem, in Mari, vel in Terra, vel per Armatam & Gentem suam, Dampnificatorum, quam de dictis Galeis & Cocha.

Et acto etiam, per pactum expresse in predictis, & qualibet parte predictorum, inter Partes predictas adhibitam, quod supradictae Remissiones, Liberationes, & Quotationes, factae per dictum Dominum Ducem & dictum ejus Concilium, non trahantur, nec locum habeant, ad aliquam spontaneam & voluntariam Obligationem, nec in aliqua voluntaria Obligatione, facta per ipsum Dominum Regem alicui Civili vel Districtuali Januensium, seu per Commune Januae vel aliquem Districtualium Communis Januae ipsi Domino Regi, vel alicui ejus Subdito.

Et acto etiam, quod si per dictum Dominum Regem, Curiam, vel Gentem suam, staret quominus dampnificati predicti supradictas solutiones & satisfactions in modum supradictum possent consequi & habere, quod Jura ipsorum Dampnificatorum, dictarum sex

ANNO 1347. sex Galearum & Coehæ, ac quorumlibet aliorum dampnificatorum Januensis, per ipsum Dominum Regem, Armatum, seu Gentem suam, sint & remaneant, & esse & remansisse intelligantur, contra ipsum Dominum Regem, & Gentem suam, salva, integra, & illaesa, & non quitata, non innovata, nec remissa (prædictis vel aliquo prædictorum non obstantibus) quantum pro eâ parte satisfaciendum remaneret.

Et, verâ vice, si per Commune Januæ non observarentur prædicta, Jura ipsi Domino Regi, & Subditis ipsius Domini Regis, per Commune Januæ seu Officiales ipsius sint, remaneant, & remansisse intelligantur, contra Commune Januæ & Officiales ipsius salva, integra, & illaesa, & non quitata, non innovata, nec remissa, prædictis vel aliquo prædictorum non obstantibus.

Que omnia & singula prædicta dicti Sindici, Nuncii, & Procuratores Regii, dicto Nomine, ex una parte, & dictus Dominus Dux & dictum Concilium, nomine dicti Communis Januæ, & illorum, quorum nomine promiserunt ut supra, ex alterâ parte, promiserunt sibi adinvicem attendere, complere, & observare ut supra, & in aliquo non contrahere vel venire aliquâ ratione vel causa, sub penâ Florentinum quadraginta milium, boni Auri & iusti ponderis; in quantum incidat Pars non observans Parti observanti, & per observantem a non observante possit exigi cum effectu totiens quotiens fuerit contrahendum, cum restitutione dampnorum & expensarum, quæ propterea fierent vel sustinerent; raris nichilominus semper manentibus omnibus & singulis prædictis.

Et provide & ad sic observandum dicti Sindici, Nuncii, & Procuratores Regii, dicto Nomine, omnia Bona dicti Domini Regis, & illorum, quorum nomine promiserunt, ut supra, & dictus Dominus Dux & dictum Concilium omnia Bona Communis Januæ, quæ per Capitula dicti Communis obligati non prohibentur, & aliorum, quorum nomine promiserunt ut supra, habita & habenda sibi invicem pignori, obligaverunt.

Acta fuerunt prædicta Januæ, in Ducali Palatio Populi & Communis Januæ (videlicet) in Capellâ ipsius Domini Ducis, anno Dominicæ Nativitatis millesimo, trescentesimo, quadragesimo, septimo, Indictione quartâ decimâ, secundum cursum Januæ, die quinto Mensis Julii circa festam, in Festo beatæ Margarete.

Præsentibus Testibus ad hæc vocatis,
Antonio Mana,
Janojo Afaguerria,
Civibus Januæ,
Et Johanne Porcho de Pelio,
Et pluribus aliis.

Ego Obertus Mazurzus, Sacri Imperii Notarius, & Cancellarius præfati Domini Ducis dictique sui Concilii & Communis Januæ, prædictis omnibus interfui, & rogatus a Partibus scripsi & publicavi, & hanc in publicam formam redegi ad instantiam dicti Antouii Uitis Maris, proat in dicto Instrumento vidimus plenius contineri.

CCCIV.

1. Sept. Diploma Ludovici IV. Imperatoris, quo JOHANNI Comiti Clivenfi Civitatem Duisburgensem ipsi olim pro 10000. Marcarum argenti oppignoratam, pro alia summa 10000. Marcarum puri argenti pignori ulteriori tradit. Dat. Monaci, die 1. Septembris 1347. [DITHMARI Codex Diplomat. TESCHENMACHERI Annalibus Clivæ, Julæ &c. additus pag. 6. No. XV.]

NOs Ludovicus IV. Romanorum Imperator semper Augustus ad universorum nostrorum & Imperii fidei notitiam volumus pervenire, quod nos speciatim Viro Joanni Comiti Clivenfi fidei nostro dilecto ob remunerationem suorum servitorum, nobis ut in antea præstandorum dare promissimus decem millia Marcarum puri argenti & pro eisdem decem millibus Marcis sibi & Heredibus suis obligavimus & presentibus obligamus nomine pignoris Oppidum nostrum Duisburg super summatam, pro qua idem Oppidum sibi prius fuerat obligatum, ita quod ipse & Heredes sui dictum Oppidum cum omnibus honoribus, juribus, jurisdictionibus, redditibus, proventus, obventionibus & universis pertinentiis frui debeant & tenere, donec ab eis per nos vel nostros Successores Rom. Imp. seu Reges pro dictis decem millibus Marcarum, & pecuniâ pro qua prius obligatum omnino solutum fuerit & redemptum, Theloneum etiam situm

TOM. I. PART. II.

sub nemore Duisburg, quod sui Progenitores à Ro. ANNO 1347. manis Imp. tenuerunt, omni jure, quo ipsis concessum est, sibi concedimus ipsiisque in feudavimus & presentibus investimus, de eodem volentes tamen, quod per prædicti obligationem & Thelonei infucationem jure Comitum Adolphi & Collatoralis suæ, quoad vitam ipsorum minime derogetur nec præjudicium aliquod generetur in ejus rei testimonium præsentibus Literas nostras confectis, & Majestatis nostræ Sigillo firmis consignari. Dat. Monaci prima die mensis Septembris Anno millesimo, trecentesimo, quadragesimo septimo, Regni nostri anno tricesimo tertio, Imperii vero vice-

CCCV.

Trêve de quelques Mois, concluë entre PHILIPPE 28. Sept. de Valois Roi de France & EDOUARD III. Roi d'Angleterre, par la médiation de deux Cardinaux Nonces du Pape. Donné aux Champs de Galais le 28. Septembre 1347. [RYMER, Fœdæra, Conventions, &c. Tom. V. pag. 588.]

UNiversis, præsentibus Literas inspecturis, Nos iteratione divinâ, Anibaldus Episcopus Tusculanus, & Stephanus tituli Sanctorum Johannis & Pauli Presbyter Cardinales, Apostolicæ Sedis Nuncii,

NOTUM FACIMUS per præsentibus, Quod jamdudum a Sanctissimo Patre, & Domino nostro, Domino Clemente, divinâ providentiâ, Papâ Sexto, ad Franciæ & Angliæ Regna, pro reformandâ Pace & Concordiâ, seu Treugis inveniendis, inter Serenissimos Principes Dominos Franciæ & Angliæ Reges illustres,

Qui, procurante Pacis Æmulo, Zizaniæ Satore, periculosè quamplurimum ad invicem diffidebant,

Ac Alligatos & Confederatos eorum specialiter destinati, ad dictum Regnum Franciæ personaliter accedentes, Tractatum Pacis inter ipsos Reges diu suimus prosequuti, & super præmissis cum quolibet dictorum Regum, necnon cum Tractatoribus, per eosdem deputatis, super ipso Pacis Tractatu multos & diversos Tractatus habuimus.

Nos tamen, considerantes quod Negotia ipsa adeo magna & ardua exitebant, quod nequaquam ad præsens poterant optatum sortiri effectum, & quod per nullum, aequè benè, sicut per dictum Dominum Papam, Pax plena atque perfecta inter Reges præfatos poterat reformari,

Pro quâ (actore Domino) facilius reformandâ concordaverunt Tractatores, inferius nominati, quod, pro parte Regis utriusque, mittentur ad præsentiam præfati Domini nostri Pape aliqui, ab ipsis Regibus plenam Potestatem habentes, qui coram eodem Domino nostro, infra instans Festum Purificationis beatæ Mariæ, personaliter se præsentent.

Ea propter, nobis mediantibus & instantibus, Tractatores infra scripti, viz.

Nobiles Viri, Domini,
Doffemonte,
Et de Marolio, Marecallus Franciæ,
Gaufridus de Charniac,
Et Robertus de Lorris,
Milites,
Pro parte Franciæ Regis præfati,

Et, pro parte Regis Angliæ prædicti, Magnifici Viri,

Lancastria & Huastindonia Comes,
Ac,
Nobiles Viri, Domini,
Radulphus Baro de Stafford,
Galerius de Manny,
Reginaldus de Cobham,
Johannes de Arisco,
Ac Robertus de Burgocaro,
Milites,
Et Magister Symon de Ilesp, Custos Sigilli Regii Secreti,

In nostrâ præsentia personaliter constituti, habentes a præfatis Regibus Plenam potestatem & speciale Mandatum ad infra scripta, Treugas validas atque firmas, nomine ipsorum Regum, ac Subditorum, Alligatorum, seu Confederatorum suorum, & eis Adherentium quorumcumque, cujuscunque status, seu conditionis existant, a Datâ præsentium, usque ad quindenam instantis

Hh 2

tiq

ANNO 1347. tis Festi Nativitatis beati Johannis Baptistæ, & per totam diem ipsam usque in crastinum in ortu Solis, duraturas, tractaverunt, concordaverunt, & dictas Treugas, ac ipsarum Articulos & Capitula, prænominati (videlicet)

Domini,
Doffemonte,
Et de Marolio,
Gaufridus de Charniaco,
Robertus de Lorris,
Radulphus & Reginaldus,
Johannes de Arlesco, ac Robertus de Burgocaro,
Milites,

Tacitis Sacrosanctis Evangelis, in Animas ipsorum Regum, in nostris manibus, corporaliter juraverunt;

Articuli autem & Capitula sunt hæc,

PREMIEREMENT, que les Trives soient prises par les deux Seigneurs Roys de France & d'Angleterre, & touz leurs Soubgiez, Alliez, Coadjuteurs, & Haerdans, & par touz les Pais d'euls, & leurs Soubgiez, Alliez, Coadjuteurs, & Haerdans & chascun d'eulz empraigne pour li, & pour touz ceulz de sa Partie; & nient meins, touz les Capitaines de la Guerre, de chascune Partie, soient lies & jurent especiallement les Trives tenir & garder;

Et soient mis & compris especiallement en les Trives le Pais de Flandres, avecque la Terre de la Lues:

Et aussi la Ville de Calais:

La Seignerie de Merli & de Oye, avecques leurs Terri-

toires, ce que euls y tenent par teles bondes, que seront declares par nous Cardinaulz dessusdis:

Et aussi soit compris tout ce que les dis Rois, leurs Soubgiez, Coadjuteurs, & Haerdanz tiennent or en droit en Gascoigne, Perregort, Limosin, Caourcin, Agennoys, Poitou, Xantonge, & toute la Duchie de Guenene, & aussi en Bourgoigne, Bretagne, & toutes Parties ailleurs, & toutes les Terres, Villes, Chasteaux, & Biens, de quoi il sont ore en possession:

Et aussi soient compris es dites Trives ceuls qui s'enfuient (c'est assavoir) pour la Partie du Roy de France, les Rois de Castelle, & d'Arragon, & de Boheme: les Escos, & tout le Pais d'Escoce: le Duc de Brabant: le Comte de Guelre, appelle par la Partie Duc de Guelre: l'Evesque du Liege: la Duchesse de Lothrenne, & ses Enfans: la Contesse de Bar, & ses Enfans: Messire Jehan de Haynau, les Gens & tout le Pais de Haynau: le Comte de Namur: Messire Loys de Namur: les Gennenois: & touz les autres Soubgiez, Alliez, & Haerdans du dit Roi de France, de quelcunque condition, & quelcunques Pais, ou Estat qu'ils soient.

Et, pour la Partie du Roy d'Angleterre, aussi soient compris, le Roi de Castelle: le Duc de Brabant: le Comte de Guelre, appelle par la Partie Duc de Guelre: le Comte de Juliers, appelle par la Partie Marques de Juliers: Messire Jehan de Chalon, le Comte de Noef Chastel: le Sire de Noef Chastel: le Sire de Faucony: le Viconde de Vifuc: Messire Jehan de Apremont: Messire Robert de Namur: Messire Henri de Flandres, les Gens & tout le Pais de Flandres & de la Lues: les Gens & tout le Pays de Haynau: le Sire de Lebrer: les Heirs de feu Messire Jehan de Bretagne, n'agres Comte de Montfort, qui fe disoit Duc de Bretagne: la Dame de Clifcon: Messire Raoul de Caours: & les Gennenois: & touz les autres Soubgies, Alliez, Coadjuteurs, & Hardans du dit Roy d'Angleterre, de quelcunques Pais, Condition, ou Estat qu'ils soient.

Item, que les Escos & le Pais d'Escoce soient compris es Trives comme dit est; mais se euls ne les voulient tenir les enfreignoient, ou autrement ne vouloient estre compris en yeelles, en cil cas euls ne y seroient pas compris: & pour ce les dites Trives ne seront pas rompues entre les dis Rois de France & d'Angleterre, & leurs autres Alliez, & que les dites Trives soient affermes es Marches d'Angleterre & d'Escoce, selon les condicions & manieres que autre fois a este fait du dit Pais.

Item, le Comte de Flandres soit liez, en especial par serement de tenir les Trives, & touz les Poin d'icelles, & qu'il ne fera guerre ne grevance par li, ne par ses Alliez, ne autre de par li au Pais de Flandres, ne aus Flamens, durans les Trives.

Item, fu accorde, pour bien de Pais, que nous, Cardinaulz devant dis, serons cesser, durans les Trives, les Publications & Denunciations, que se font par les

Ordinaires & par les Cures des Eglises, des Dioceses de Chambray, de Tournay, Theroouay & Arraz, contres les Genz du Pais de Flandres, pour cause de la Publication, que nous seismes, ceste annee, entour la Feste de Penthecouste, derrein passee, du mandement de nostre Tres saint Pere, le Pape; & nientmoins nous supplierons, a bonne foi, a nostre dit saint Pere, a fin qu'il veuille fere que les dis Procs n'aient nul effect, les quex ont este publiez encontre les dis Flamens, ainsi come dessus est dit.

Item, soient jurez de tenir les dites Trives les plus grans Capitaines de la Guerre de Bretagne, d'une part & d'autre.

Item, durant les Trives, nul des dis Rois ne doit personnellement entrer le Povoir de l'autre, & aussi le Conte de Flandres ne doit entrer le Pais de Flandres, ne autres pour li durans les Trives.

Item, le Roi de France, ne nul autre de par li, tendra Traicte, ou Parlement, en prive, n'en appert, avecques les Flamens, ne avec nulle Personne de yeells, durans les Trives, a fin d'euls atraire a sa Partie, ne pour rien faire ou procurer au contraire de la Alliance, fait entre le Roi d'Angleterre & euls, ne aussi avec nul autre qui soit de la Partie du Roi d'Angleterre; ne aussi le dit Roi d'Angleterre, ne autre de par li avec ceuls, qui soit de la Partie du Roi de France.

Item, que les Bannis & Fugitz du Pais de Flandres & de la Lues, qui ont este de la Partie des Francoys, ne pourront, les Trives durans, entrer ne venir en Flandres, ne en la dite Terre de la Lues; & se aucuns d'euls y aloient contre les dites Trives, que dedens le Roialme de France soit faite Justice d'euls; & seront forrais tous leurs biens, qu'il aient en Flandres, & en la dite terre de la Lues.

Item, que, durant les Trives, nulle Nouvelete, ne Mesprise, ne soit faite, de l'une Partie envers l'autre, en prejudice des Trives.

Item, que, durans les Trives, nul qui ore est de l'obeissance de l'une Partie, ne puet venir a l'obeissance de l'autre, a qui il ne fust obeissant ou temps de Trives prises.

Item, que rien ne soit donne, ne promis, a nully par nulle des dites Parties, en prive, ou en appert, pour meouvoir Guerre a l'autre Partie par aucunevoie, directement ou indirectement; ains contraindre, & sera tenu de contraindre, chascun des dis Rois ses Soubgiez, qu'il ne meuvent, ne fassent, Guerre a l'autre Partie, par quelcunque cause durans les Trives.

Item, que les Genz, Soubgiez, Coadjuteurs, & Alliez des dis Rois, si bien les Flamens, come autres, quelque euls soient, pourront aler & venir fausement de l'un Pais en l'autre; & touz les Marchiens, avecques toutes leurs Marchandises, toute maniere de Genz, toutes Provisions & biens, tant par Terre, come par Mer, & par yaues, aussi franchement come il souloient aler & venir, au temps des Devanciers des dis Rois, en temps de Paiz; en paient les Peages & Winages aucienement accoustumez, sans aucunes nouvelles Impositions leur, fors celle que paieront les autres Soubgiez du Pais meismes; exceptez les Bannis, qui sont bannis des dis Roialmes, ou aucun d'euls, par autre cause que pour la Guerre de dis Rois.

Mais les Barons de Gascoigne, & de la dite Duchie de Guenene, & les autres Personnes de Gascoigne, & de la dite Duchie (soient Bannis, ou autres) seront compris es dites Trives; & pourront aler & venir de l'un Pais en l'autre, durant les dites Trives.

Et toutefois, est l'entention que les Genz de Flandres puissent seurement aler & demourer ou Roialme de France, sans emphechement ou moleste du Conte de Flandres, ou de nul autre.

Et que cest article, touchans les Marchiens & les Marchandises, soit publies a Paris, & ailleurs, es autres bones Villes de France.

Item, que nully des dis Seignuries ne procurera, ne ne fera procurer par li, ne par autre, que nulles Nouveletes, ou Grief fe fassent par l'Eglise de Rome, ou par autres de sainte Eglise (que qu'il soient) sur aucuns des dis Rois, leurs Coadjuteurs, ou Alliez (quel que euls soient) ne sur leur Terres, ne de leurs Soubgiez, pour occasion de la Guerre, ou par autre cause, ne pour service que les dis Coadjuteurs, ou Alliez, aient fait aus dis Rois, ou aucun d'euls; Et, se nostre saint Pere, ou autres, le vouloient faire, les deux Rois le desfourberont, a leur povoir, sans mal engien, les dites Trives durans.

Item, se par aucuns des dis Seignuries, leurs Genz, Coadjuteurs, ou Alliez, aucuns Sieges estoient mis en Gascoigne, en la Duchie de Guenene, en Bre-

ANNO 1347. tainne, en Poitou, ou es Iles de Mer, ou ailleurs, les Sieges se leveront si tost que les Trives seront publiees.

Et se aucune Ville, Chasteau, Forteresce, Terre, Gens, ou aucuns Biens soient prins, ou outre chose faite, par nulle des dites Parties, leurs Soubgiez, ou Hardans, au contraire des Trives, apres le jour de la Date de ces presentes, que elles furent accordees & assemees (soit devant la Publication d'icelles, ou apres) que toutes celles choses entierement, & sanz delay, soient restituees & mises au point, que elles estoient au jour des Trives accordees ou assemees.

ITEM, que les Debres, deues as Arras, as Crespi-noys, ou as autres du Roialme de France, ne soient demandees & exequutes durans les Trives.

ITEM, que droit soit fait, d'une Partie & d'autre, a touz ceuls, qui se voudront plaindre des Prisonniers, qui ont brisie leurs fols :

Et aussi des Pais qui ont grante certaines sommes de Deniers pour avoir pati, ou souffrance de Guerre, & n'en ont mie paie les Deniers :

Et que sur ce soient deputez certains Juges, d'une Partie & d'autre, pour faire droit :

Et touz ceuls, qui voudront demander Conduit pour aler, ou pour envoier querre leurs Prisonniers, il aient faul Conduit, a fin qu'il les puissent semondre de tenir leurs fols, ou de venir respondre devant les Juges dessus dis; & en meismes la maniere soit fait des Pais qui n'ont mie paie les Deniers, grantez pour pati, ou souffrance, comme dit est.

ITEM, soient tenues les Trives tant par Mer, comme par Terre.

ITEM, soient les Trives assemees par Serement d'une Partie & d'autre.

ITEM, soient publiees les Trives en divers Pais a certains jours; c'est assavoir,

En France & en Engleterre dedens dix jours;

En Gascoigne & en Bretagne dedens vint six jours;

Et en Escocce dedens trente jours, a compter de la Date de ces presentes.

Et, toute fois, soient tenues & gardees les dites Trives, en toutes Terres, & en tout Pais, du jour que elles seront assemees & jurees.

ITEM, soient deputez certains Juges & Gardiens des Trives, d'une Partie & d'autre; C'est assavoir,

Pour la Partie des Francois, es Parties de Flandres & de Picardie, le Seigneur de Moreul Mareschal de France, le Seigneur de Secheles Gouverneur d'Artois, & le Baillif d'Amiens :

Es Parties de la Languedoc, & de Poitou, & de Xandonge, le Seigneur de Caumont, & les Seigneurs du Pais;

En Bretagne le Sire de Craon.

Et pour la Partie des Englois, en Gascoigne, le Seigneur de Lebret, & les Seigneurs du Pais :

En Poitou, le Capitaine de Saint Jehan, Messire Bertrant de Montferrant Capitaine de Laignan, Messire Raoul de Caours :

Et, en Bretagne, les Capitaines du Pais, & Messire Raoul de Caours;

En Flandres & en Picardie le Capitaine de Calais, & le Reward de Flandres.

ITEM, en cas que ceuls, qui doivent faire, & adre-sier, & rametter les choses, faites contre les Trives, a estat deu, comme dessus est dit, ne fassent la chose, ou ne les pourroient fere deuement, adonc seront Juges en ycele partie,

Pour les Francois, le Duc d'Athenes, le Connestable, & le Mareschal de France, & Messire Gieffroy de Charny :

Et pour les Englois le Conte de Lencastre, le Connestable, & le Mareschal d'Engleterre, Messire Berthemy de Bourwach,

Tant conjointement, comme disievement, a faire Droiture, & adrecier les mespises, a touz ceuls qui se voudront plaindre d'une Partie & d'autre.

In quorum omnium Testimonium presentes Literas fieri fecimus, & Signillorum nostrorum appensione muniri.

Acta verò, concordata, firmata, & jurata fuerunt hec, per Nobiles superius nominatos, in Campis prope Calefium, Morienensi Diocese, die Veneris, vice-simo octavo Mensis Septembris, post vespas, ante Solis occasum,

Anno a Nativitate Domini millesimo trecentesimo quadragesimo septimo, Indictionis decimo quinto, Pontificatus prefati Domini nostri Papae Anno sexto, Presentibus, Venerabilibus in Christo Patribus, Dominis,

Angelo, Dei gratia, Grossetanensis,

Et Francisco, Tiberiadensis,

Episcopis,

Ac,

Venerandis Viris;

Dominis,

Reginaldo Malbernardo, Canonico Landunensi,

Et Bertrando Befandini, Decano Sancti Sequani,

Lingonensi, Diocesis,

Et aliis pluribus, fide dignis, Testibus ad premissa vocatis specialiter & rogatis.

CCCVI.

CAROLI IV. Romanorum Regis Confirmatio Investiture de omnibus Feudis per mortem Ducis WRATISLAVIENSIS Imperio vacantibus, à Romanorum Rege RUDOLPHO I. anno 1290. WENCESLAO Bohemia Regi concessa. Datum Prage anno 1348. [Voyez-la ci-dessus I. Partie de ce Tome page 270. sous le 27. Juillet 1290.]

CCCVII.

CAROLI IV. Imperatoris Confirmatio Privilegii FRIDERICI I. de Immunitate, Exemptione, & Electione Regum BOHEMIE, in casu scilicet quod nullus Masculus vel Femella superstes de Genealogia seu progenie vel semine Regali fuerit oriundus. Dat. Prage 7. Idus Aprilis ann. 1348. [GOLDAST, in Append. Comment. de Juribus ac Privilegiis Regni Bohem. fol. 44. BALBINI Miscellanea Histor. Regni Bohem. Decad. I. Lib. VIII. Epist. Vol. I. pag. 38. d'où l'on a tiré cette Pièce. LONDORPII Acta publica Tom. I. Lib. IV. Cap. CXV. en Allemand.]

CAROLUS D. G. Romanorum Rex, semper Augustus, & Bohemia Rex. Ad perpetuam rei memoriam. Innata cordi nostro benignitas, circa fide-lum & devotorum nostrorum honores & commoda continuus intenta vigilis; votis ipsorum anuere jugiter nos inducit, quoties poscentium vox est iusta: In hoc enim Liberalitatis nostre non erat intentio, sed Regalis Sceptri fastidium extollere salubriter arbitrat. Sane ad nostre Celsitudinis Venerabilis Archiepiscopus Pragensis, Olomuncensis, Wratislaviensis, Litomischlensis Episcopi, nec non illustres Joannes Carinthia, Commesque Tyrolis & Goricie, Germanus noster Charissimus, ac Nicolaus Oppavia & Ratiborie Duces, cæterique Prælati, Duces, Principes, Barones, Proceres, & Nobiles Regni nostri Bohemia, & pertinentiarum ejusdem præsentium accedentes, nobis humiliter supplicarunt: ut quasdam Literas Friderici Divi Romanorum Imperatoris Electi Prædecessoris nostri nobis per ipsos exhibitas, quarum tenor & series sequitur in hæc verba:

FRIDERICUS Divina favente Clementia Romanorum Imperator semper Augustus Rex Sicilia, Ducatus Apulia, & Principatus Capue.

Cum decor & potestas Imperii nostri præcesserit statum, ut non solum cæterorum Principum Dignitates, verum etiam Sceptra Regalia à nostra conferantur Majestate &c.

Nostra confirmare auctoritate Regis dignauerunt: Nos itaque præfatorum Prælatorum, Ducum, Principum, Baronum, & Nobilium, quos honoris & felicitatis status Romani Regni & S. Imperii fideles & sollicitos præ cæteris novimus zelatores, ipsiisque Regum Bo-

ANNO
1348.

hemie, Romani Regni membrum fore nobiliss, supplicationibus benigniss inclinatis, præfatis Literas, ac omnia & singula contenta in eisdem, laudamus, ratificamus, approbamus, confirmamus, & de novo, ex certa scientia, de nostra Romana Regie plenitudine potestatis, præfatis Regni Prælati, Ducibus, Principibus, Baronibus, & Nobilibus, ac Universitati Regni ipsius & pertinentiarum ejusdem, ad usum & opus Regum Bohemie in perpetuum damus, tenore præsentium conferimus, donamus: Omnem diminutionem, & defectum, si quis in præmissis fuerit, de auctoritate nostra Majestatis Romana Regie & plenitudine potestatis, reparantes omnimode & suppletes. Verumtamen si circa contenta in præfatis Literis nonnulli calumniari, aut ea interpretari sinistrè, seu in sensum reprobum declarare, imò verius obsecrare forsitan niterentur: ad tollendum de medio omne dubium vel obsecrum, quibus dictarum series asperguntur Literarum: ut Regni Bohemie præfati, ipsiusque incolarum status, in sincera Imperii dilectionis perferret concordia, & unitatem in vinculo Pacis ferret, ac Incolæ dicti Regni, quæ diffidentie materia possint esse temporibus tutoris, & auctoritatem ac corporum inde nascituris periculis, rerumque dispendiis preventuris, solerti præventionem, antequam oriantur, tam prudenter quàm salubriter præcis, tanquam manifeste terram hereditent, & in Pacis multitudine descenderent, Electionem Regis Bohemie in casu duntaxat & eventu, quibus de Genealogia, progenie, vel semine aut Prosapia Regali Bohemie masculinis vel femella superites legitimos (quod Deus avertat) nullus fuerit oriundus, vel per quemcunque alium modum vacare contigerit dictum Regnum, ad Prælatos, Duces, Principes, Barones, Nobiles, & Communitatem Regni præfati & pertinentiarum ejusdem, habitum cum nonnullis Regis Romani futuri Imperatoris Coelectoribus, ac aliis Principibus, qui tunc temporis nostræ Celsitudinis præsentie assistebant, deliberatione maturè, ipsorumque sano digesti consilio, volumus, decernimus, pronunciamus, interpretamur, & præsentis Scripti patrocinio declaramus: ritè, justè & legitime in perpetuum pertinere: Ipsiusque Regis Bohemie Electionem, in casu & eventu prædictis, & non aliis, præfatis Prælati, Ducibus, Principibus, Baronibus, Nobilibus, & Communitati dicti Regni & pertinentiarum ejusdem de nostra Regie Romana plenitudine potestatis, ac ex certa scientia damus, concedimus, conferimus, & donamus, dictamque Electionem meliori, salubriori, & saniori, quo potest modo fieri, confirmamus, & transferimus in eosdem: volentes etiam, ut quicumque in Regem Bohemie electus fuerit, ad Nos & Successores nostros Romanorum Reges & Imperatores accedat, sua à Nobis & Successoribus nostris, modo debito & solito regalia recepturus; non obstantibus Legibus, Consuetudinibus, Usibus, Observantiis, Juribus, municipalibus, vel communibus Statutis, seu Edictis factis & editis in contrarium quibuscunque, quas & quæ quantum ad hæc, ac si forent nominatim & de verbo ad verbum scripta & præsentibus inserta, revocamus, cassamus, irritamus, annullamus, & de dicta Romana Regie plenitudine potestatis decernimus, firmitatis fore nullius penitus vel momenti. Insuper ad universalem & singulorum cupimus noticiam pervenire, Quod prædictæ Literæ bullâ aureâ typario Majestatis præfate Friderici Rom. Imp. electi impressâ, quâ ipse Rex Sicilia, Ducatus Apulia, & Principatus Capue ante Coronationis Regis Romani solennia utebatur, prout nobis constat, & sumus plenarie informati, & sicuti gloriose memorie Henricus avus noster, quondam Romanorum Imperator, Sigillo Comitatus Lucemburgensis, & cæterorum titulorum, Nosque etiam Marchionatus Moravia Sigillo, ante ipsorum & nostræ Coronationis solennitatem usi fuimus. In cujus Bullæ aureæ circumferentia à parte Majestatis scripta sunt verba ista: Fridericus D. G. Sicilia Rex, Ducatus Austria, Principatus Capue: & ab alia parte, ubi est impressio cujusdam Castri; Christus vivens, Christus regnat, Christus imperat: existunt sanæ & integræ, nullo vicio comminute.

Nulli ergo hominum liceat, hanc Nostræ laudationis, ratificationis, approbationis, confirmationis, donationis, reparations, supplementi, interpretationis, declarationis, revocationis, cassationis, irritationis, & annullationis paginam infringere, vel ei ausu temerario in aliquo contraire. Contrarium verò facientes, si qui fuerint (quod absit) ultra indignationem nostræ Celsitudinis Romanæ, quam ob hoc se noverint graviter incursum, mille marchas auri puri nostri, & Romani Regis fisco component; ipsam videlicet medietatem nostræ, & Successorum nostrorum Romanorum

Regum & Imperatorum Curie seu Camera, & reliquam patris injuriam irremissibiliter applicandam. In quorum omnium testimonium, & ad certitudinem pleniorum præfentes fieri iussimus, & bullâ aureâ typario nostræ Majestatis impressâ præcepimus committi. Hujus rei testes sunt, Gerlacus Archiepiscopus, Moguntinensis, S. Imperii per Germaniam Archicancellarius, Rudolphus senior Dux Saxonie, S. Imperii Marchiscalcus: Rudolphus junior Saxonie & Fridericus de Teck Duces: Joannes Burggravius Nurembergensis de Teck: Ulrichus Landgravius de Leichtenberg: Fridericus de Orlemund, Ulrichus de Herß & Rudolphus de Wertheim, Comites: Petrus de Hewy, Cressio de Hohenloch: Gislefridus de Prunck: Eberhardus de Walfse: Fridericus de Walfse: Egloff de Friberg, & Barchardus de Elibach, Romani Regni præfati Principes & Barones. Datum Prage, Anno Domini Millesimo, Trecentesimo, Quadragesimo octavo, Indictione prima, VII. Idus Aprilis Regnorum nostrorum Anno secundo.

CCCVIII.

Imperatoris CAROLI IV. Confirmatio Privilegii 7. Avril. sive Attestationis de Jure Pincernatus, Electoratusque in Romano Imperio, Regibus Bohemie competenti. Datum Prage septimo Idus Aprilis 1348. [Voyez-la ci-devant folio 26. Septembre 1250. dans la I. Part. de ce Tome pag. 271.]

CCCIX.

Extrait du Traité de Paix entre EDOUARD III. 13. Mai. ou VI. Roi d'Angleterre & LOUIS Comte de Flandres, fait à Bruges le 13. de Mai, 1348. ANGLETERRE ET FLANDRE, [PIERRE D'OUDEGHEEST, Chroniques & Annales de Flandres. Chap. CLXIV. Feuill. 276.]

Que le Roy d'Angleterre feroit fonder en Casant un Cloistre de Chartroux de treize Religieux, lesquels il pourvoyroit de rentes selon le dict, & jugement des trois Villes, Bruges, Ypre, & Gand. Que semblablement, il fonderoit dans le Pais de Flandre un Hospital de sept Femmes, & une Prieuse, dont le Comte de Flandre auroit la disposition & collation, & que moyennant ce seroit bonne & ferme Paix entre eux: Fait à Bruges le treizième de May en l'an mil trois cents quarante huit. Par lequel Traicté, ledict Comte LOUIS s'obligea semblablement de jamais porter armes contre le Roy d'Angleterre, durant le debat & different en question d'entre les deux Couronnes. Consentant au reste, que les Aliances que lesdicts de Flandre avoyent autrefois faictes & contractées avec les Anglois, touchant le faict de la Marchandise, tiendroyent & demoureroient en vigueur. Et outre ce il recoit lesdicts de Gand, & d'Ypre en sa grace, promectant de faire de la en-avant droict & justice, selon les Loix, & Coustumes de Flandre, ensemble qu'il les entretiendroict en leurs Privileges, Franchises, & Libertez. Par ses Lettres dudit mois de May audict an quarante huit.

CCCC.

Diploma CAROLI IV. Römischen Königs/ Herzog ALBRECHTEN zu Oesterreich und seinen Edhnen RUDOLPHEN und FRIDRICHEN ertheilet/ wodurch Er Ihnen alle ihre von Römischen Kaysern und Königen erlangte Privilegia confirmiret. Geben zu Weim den nächsten Montag nach St. Urbanstag 1348. [Picce, tirée des Archives Imperiales du petit Tresor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

ANNO
1348.

ANNO
1348.

C'est-à-dire,

Diplôme, par lequel CHARLES IV. Roi des Romains confirme au Duc d'Autriche ALBERT, & à ses deux Fils, RODOLPHE & FREDERIC, tous les anciens Privilèges accordés aux Ducs d'Autriche par les précédents Empereurs & Rois des Romains, à Brun, le Lundi après la St. Urbain 1348.

Mein Karl von Gotz Gnaden Römischer Künig / se allen seiten Meir des Reichs und Künig se Römisch / tun sint offentlich mit disen Brief / das wir dem Hochborn Albrecht / Herzogen se Österreich / se Steirn und se Kärnten / unsern lieben Deym und Fürsten und seinen Sunen / Hertog Rudolff und Hertog Frederich und irn Erben / durch der diess wilsen / die sie uns und dem Römischen Reich wol getun wilgen und sullen / bestetiget haben / und besteten von Künigthum gewalts / alle die Rechte / Gnad und Freyheit / und auch qui gewohnheit / die ir Erete und gerichte habent / oder haben sullen / in aller der weise / als dieselben Erete und gerichte von Kesen und von Römischen Künigen uns uff den tag und wir erwelt wilsen / an si künden sint. Dazum sullen auch die Juden / die in irn Ereten oder Besten gewesen sint / oder dann gesent / bei den Rechten und gewohnheiten bleiben / als si unser vor alter unt an uns kumen sind. Mit irum bisz Meirs / der verigelt ist mit unserm Küniglichen Insigel / der geben ist se Brünne / do man salt nach Christis Geburt drayshunder Jar / und in dem andern und vierzigsten Jar / an dem nehesten Montag nach Sant Ursin tag. In dem andern Jar unser Reich.

Es ego NICOLAUS, Decanus Olomuncensis Aule Regie Cancellarius, vice & nomine Reverendi in Christo Patris Domini GERLACI Archiepiscopi Maguntini, Sacri Imperii per Germaniam Archi-Cancellarii recognovi.

CCCXI.

5. Juin. *Regis Romanorum CAROLI IV. Diploma, quod Duci Austrie ALBERTO ac Natis suis, RODOLFO & FRIDERICO, Ducatus Austrie, Styriae & Carinthiae, nec non Dominia Carniole, Marchiae & Portus Naonis cum appartenentiis, omnia quoque Feoda, quae dictus ALBERTUS & Progenitores ejus in Suevia, Alfacia, & alibi ab Imperio tenuere; item quae ipse ALBERTUS, uti & OTTO quondam Dux Austrie, ALBERTI Frater, ab Imperatore LUDOVICO BAVARO tenuere & possidere, de novo confort & investit, sub hac conditione, ut ab ipso Rege in Fendum accipiant. Datum Sevelid Nonas Junii 1348.* [Pièce tirée des Archives Impériales du petit Trésor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

KAROLUS Dei gratia Romanorum Rex, semper Augustus, & Boëmie Rex, significamus universis nostris, & Sacri Imperii fidelibus, qui sunt, vel pro tempore fuerint, presentes Litteras inspecturis imperpetuum. Quod pure fidei & preclare devocionis insignia, quibus Illustrius Albertus Dux Austrie, Styrie & Carinthie, Avunculus & Princeps noster dilectus, Nos, & sacrum Romanum Imperium sincerius veneratur, & obsequia fructuosa, que nobis & eidem Imperio exhibuit, & que idem Albertus Dux, nec non Illustres Rudolphus, & Fridericus, Duces, ejus filii, & ipsorum Heredes, in futurum impendere poterunt & debebunt, clare nostre mentis intuitu, limpidius innotentes, ipsi Alberto Duci Austrie, Styrie & Carinthie, ac Natis suis, Rudolfo & Friderico, Ducibus predictis, ceterisque eorum Heredibus presentibus & futuris, Ducatus Austrie, Styrie, & Carinthie, cum omnibus & singulis Comitatus, Advocacis, ac Dominis, nec non Judiciis, Mutis, Theloneis, Moneis, Memoribus & Sylvis & omnibus Juribus ac bonis feodalibus, ac eisdem Ducatus Austrie, Styrie & Carinthie pertinentibus, quocunque nomine censentur, nec non Dominia Carniole, Marchie & Portus Naonis & omnes Comitatus, & Dominia, cum omnibus eorum Juribus & bonis feodalibus, omniaque Feuda, Jura & Libertates, quas vel dictus Dux Albertus habuit, vel adhuc habet, ac singula, quae a Romanorum Imperatoribus seu Regibus hactenus tenuit & possedit,

universa quoque Dominia, Comitatus & Civitates, cum omnibus suis Juribus & pertinentiis, super quibus à Divis Imperatoribus, seu Regibus Romanorum Dux Albertus predictus, habet testimonium litterale. Omnia quoque & singula Feuda, quae jam dictus Albertus Dux, siueque Progenitores in Suevia, Alfacia, & alibi, ab Imperio hactenus tenuerunt & possederunt, velut Romanorum Rex nomine & vice Sacri Romani Imperii, contulimus & conferimus, cum omnibus Juribus predictis, libertatibus, consuetudinibus, ac pertinentiis universis, prout ab antiquis temporibus & modernis, huc usque devolutum fore dinoscitur; & deductum, nec non universa Feuda, quae Dux Albertus prefatus, & felicis recordacionis Illustri Otto, quondam Dux, Frater ipsius, ab olim Ludovico de Bavaria, qui se Imperatorem nominavit, tenuerunt & possederunt per omnia iuxta suam tenorem & continentiam Litterarum, cum ejusdem Ludovici Infusionibus, & Litterarum sint & fuerint invalide, & nullius vigoris penitus vel momenti predictis, Alberto Duci, nec non Rudolfo & Friderico, Natis ipsius, ac ipsorum Heredibus, de novo contulimus & conferimus de liberalitate Regia & gracia speciali, ac eundem Albertum Ducem, suo & predictorum Rudolphi & Friderici filiorum ac aliorum Heredum, ipsius nomine, argue vice Sceptro nostro Regali investivimus & investimus, de Feudis supradictis, adhibitis sollempnitatibus debitis & consuetis, condicione tali, quod Illustres Rudolphus & Fridericus, Duces, Nati Alberti Ducis prescripti, ceterique ipsius Heredes, Ducatus, Principatus, Dominia, & Terras predictas, cum omnibus suis pertinentiis, prout superius sunt expressa, a nobis in Fendum debeant accipere modo debito & consueto, quando ad ipsos fuerint hereditarie devoluta, nosque promittimus & spondemus, quod in casu predicto Ducatus, Principatus, Dominia & Terras easdem, cum omnibus suis pertinentiis predictis, Rudolfo & Friderico, Ducibus, & eorum Heredibus, conferre volumus & tenemus, quolibet recusacionis seu dilacionis diffugio pretermisso, quamprimum ad ipsos vel eorum aliquem; ut premititur, Jure hereditario fuerint devoluta. In cuius rei testimonium presentes conscribi, & Majestatis nostre Sigillo iussimus communiri. Datum Sevelid, Anno Domini, Millesimo trecentesimo, quadragesimo octavo. Indictione prima, Nonas Junii, Regnorum nostrorum Anno secundo.

Et ego NICOLAUS, Decanus Olomuncensis Aule Regie Cancellarius, vice & nomine Reverendi in Christo Patris Domini GERLACI Archiepiscopi Maguntini, Sacri Imperii per Germaniam Archicancellarii, recognovi.

CCCXII.

Nouvelle Trêve entre PHILIPPE de Valois, Roi de France, & EDOUARD III. Roi d'Angleterre, conclue aux champs entre Guyens & Calais le 18. (13) Novembre l'an 1348. [RYMER, Foedera, Conventiones, &c. Tom. V. pag. 649.]

18, (13)
Novemb.

A Tous ceux, qi cestes presentes Lettres verront, Guillelm Evesques de Norwiz, Henri Comte de Lancastre, Robert Comte de Suffolk, & Gautiers Sires de Manny.

Et nous, Hugues Evesques de Laon, Johans de Neelle Sires Doffemont, Giesfrey de Charny, & Robert Dotetout Messires des Arblestiers.

Aiexz plein poair, pur nos Seignurs les Rois de France & d'Engleterre, de parfaire les choses si desouch escrites, Salut.

Por ceo que chescun, bon Cristien, doit, de tot son poair, desirer bone Pees, la quele souverainement est, sur totes choses, plaisens a Dieu & an Monde, especialment pur escheuer les grantz Malx, Perils, & Damages, que viennent du fait de la Guerre,

Nous,

Considerantz les grantz Biens & Profitz, que de la Pees purroit avenir as Roijales de France & d'Engleterre, & a tote la Cristiente, a la quelle homme purroit mie venir senz prendre aucuns Treves, pendens le quelles, a l'eide de nostre Seignur, l'oy tantast de bon Pees & de bon Acord.

Avons trete & acorde, en noun de nos ditz Seignurs Rois dessus ditz, les choses que s'ensievent, & nous en fumes fait, & faisons fort, come d'ieuz Poair de ceo faire,

PRI-

ANNO
1348.

PRIMIEREMENT, nous avons pris & acorde Trewe, pur noz Seignurs les Rois dessus ditz, a durer, de l'jour de la Date de ses presentes, jusques au Primer jour de Septembre ensuiuant, a hure de Soleil levant, sur les Formes, Maneres, & Condictions, que s'ensuiuent,

PRIMIEREMENT QUE, le dymelgne de la My Qaresme, les Messages solempnes, de la Partie d'Engleterre, ferroient a Caleys, & ceux de la Partie de France serroient a Guynes (se Vent, ou autre cause raisonnable, ne les empesche) pur traiter & parfaire (se il pleist a nostre Seigneur) bon Pees, a touz joursmes, entre les ditz Rois; & doit durer le dit Traitie jusques a Sys Semaignes apres le dit jour: & en cas q'ils n'aueroient parfait le dit Traitie, durantes les dites Sis Semaignes, q'ils se puissent estoigner a Quinze jours apres: & en cas que les ditz Traiteurs ne purroient acorder de bon Pees, durentz les ditz Sept Symaignes, q'ils s'en puissent departir la ou il leur plerra; mais pur ceo ne serroient rompus les dites Trewe.

ITEM, que les Trewe soient prises, pur les deux Seignurs Rois de France & d'Engleterre, & touz leur Subgitz, Alieuz, Coadjutours, & Haerdantz, & pur touz les Pais de eux, de leur Subgitz, Coadjutours, & Haerdantz, & chescun d'eux empreigne pur lui, & pur touz ceux de sa Partie; & neantmoins, toutes Capitaines de la Guerre, d'une Partie & d'autre, soient lie & jurent especialment les Trewe tenir & garder:

Et aussi soit compris tant ceo que les ditz Rois, leur Subgitz, Coadjutours, & Aherdantz, tiegnent oires en droit en Gascoigne, Pieiregort, Limosin, Caorfin, Agenois, Poitou, Xanclange, & toute la Duchie de Guyenne:

Et aussi en Bourgoygne, Bretagne, & toutes Parties aillours, & toutes les Terres, Villes, Chasteux, & Lieux, de quoi ils sont oires en possession:

Et aussi soient compris en dites Trewe ceux qui s'enlieuent; c'est assaiver, Pur la Partie d'Engleterre,

*Le Roi de Castelle,
Le Duc de Brabant,
Le Duc de Gelre,
Le Marquis de Juliers,
Messieurs Johan de Chalou, le Comte de Neef-Chastel,
Le Sire de Neef-Chastel,
Le Sire de Faucoigny,
Le Visconte de Vifit,
Monsieur Jehan de Apremons,
Monsieur Robert de Namur,
Monsieur Henri de Flandres,
Les Gentz, & tote le Pais de Flandres, & de la Lieu,
Les Gentz & toute le Pais de Henau;
Le Sire de Lebrez,
Les Heires de sen Messieur Johan de Bretagne, n'adger Comte de Montfort, q'i se disoit Duc de Bretagne,
La Dame de Clifon,
Monsieur Raoux de Caours,
Et les Genevois,
Et touz les autres Subgitz, Alieuz, Coadjutours, & Aherdantz de la Partie d'Engleterre, de quecumque Pais, Con디션, ou Estats q'ils soient:*

Et aussi, de la Partie de France, soient compris touz les Subgitz, especialment,

*Le Comte de Flandres, le Pais & Gentz de Flandres, obeissantz, au dit Comte, come au Seigneur sans moyen; excepte ceux q'i tiennent le Roi d'Engleterre pur leur Seigneur Soverain,
Les Rois, de Castel,
D'Aragoun,
De Boheme,
Les Escotz & toute le Pais d'Escote; forpris ceux que sont de la Partie & Obeissantz du Roi d'Engleterre,
Le Duc de Braban,
Le Duc de Gelre,
L'Euesque de Liege,
La Duchesse de Lorboune, & ses Enfantz,
La Conesse de Bar, & ses Enfantz,
Messieur Johan de Hanau,
Le Conte de Namur,
Messieur Loys de Namur,
Les Genevois,
Et touz les Subgitz, Alieuz, & Aherdantz a la partie*

de France, de quecumque Con디션, Pais, ou Estats q'ils soient.

ANNO
1348.

ITEM, que les Escotz & le Pais d'Escotz, en la maniere dessusdite, soient compris es Trewe, come dit est; mais se euls ne les voillent tenir, einz les enfreignoient, ou autrement ne voillent estre compris en ycelles, en cil cas euls n'y soient pas compris, & pur ceo les dites Trewe ne serront pas rompus entre les ditz Rois de France & d'Engleterre, & leurs autres Alieuz; & que les dites Trewe soient affermees es Marches d'Engleterre & d'Escote, solone les Condictions, & Maneres, que autrefoitz ad este faite en dite Pais.

ITEM, soient jureez de tenir les dites Trewe les plus grantz Capitains de la guerre, d'une part & d'autre.

ITEM, durantes les Trewe, nuls des ditz Rois ne doit entrer personnellement le poair de l'autre.

ITEM, que nul, de la Partie de France, ne tendra Treetee ou Parlement, en prive, n'en apert, auesque les Flamens, ne auesque nullie Parsonne d'iceuls, durantes les dites Trewe, a fin d'eux attirare a sa Partie, ne pour riens faire, ou procurer, au contrair de la Licence faite entre le Roi d'Engleterre & eux; & aussi auesque nul autre q'i soit de la Partie d'Engleterre: ne aussi nuls, de la Partie d'Engleterre, auesque ceux que sont de la Partie de France.

ITEM, que, durantes les Trewe; nulle novellete ne mesprise soit faite de l'une Partie envers l'autre, en prejudice des Trewe.

ITEM, que, durantes les Trewe, nul, q'i bre est de l'obeissance de l'une Partie, ne poit venir a l'obeissance de l'autre, a q'i ne feut obeissant en temps de Trewe prises.

Item, que riens ne soit donez, ne promys, a nulli par nul des dites Parties, en prive; n'en apert, pur mouuer Guerre a l'autre Partie, par aucune voie, directement ou indirectement; ainz contrandra, & ferra tenus de contrandre, chescun des ditz Rois ses Subgitz, q'ils ne moeuent, ne facent Guerre a l'autre Partie, pur quecumque cause, durantes les Trewe.

ITEM, que les Gentz, Subgitz, Coadjutours, ou Alieuz des ditz Rois, si-bien les Flamens, come autres, q'i q'ils eux soient, purront aler & venir sauvement de l'une Pais en l'autre: Et touz les Marchantz, auesque toutes leur Marchandises, toutes maneres des Gentz, toutes Provisions & Biens, tant par Terre come par Meer, & par Eawes, aussi franchement, come ils soloient aler & venir, en temps des Devantures des ditz Rois, en temps de Pees, en paient les Peages & Wynages, auncienement acoustumez, sanz aucunes nouvelles Impositions lever, fors Tolles que paierent les autres Subgitz du Pais mesmes: exceptez les Banniz, q'i sont banniz des ditz Roialmes, ou aucun d'euls par autre cause, que pur la Guerre des ditz Rois: mais les Barons de Gascoigne, & de la dite Duchie de Guyenne, & les autres Parsones de Gascoigne, de la dite Duchie, soient Banniz ou autres, serront compris es dites Trewe, & purront aler & venir de l'une Pais en l'autre, durantes les dites Trewe; & toutefoiz est l'entencion que les Gentz de Flandres puissent seurement aler & demurer en Roialme de France, sanz empeschement ou moleste du Comte de Flandres, ou de nul autre; & que ceste Article, touchant les Marchantz & les Marchandises, soit publiez a Paris, & aillours es autres bones Villes de France.

ITEM, que nulli, des ditz Seignurs, ne ne procurera, ne ne ferra procurer par lui, ne par autre, que nulles Novelletes ou Gref se facent par l'Eglise de Rome ou par autres de seinte Eglise, quel q'ils soient, sur aucun des ditz Rois, leur Coadjutours, ou Alieuz, quel q'i eux soient, ne sur leur Terres, ne de leur Subgitz, pur occasion de la Guerre, ou par autre cause, ne pur service que les ditz Coadjutours ou Alieuz aient fait as ditz Rois, ou aucun de eux; & se nostre seinte Piere, ou autres le voillent faire, le deux Rois le deslourberont, a leur poair, sanz mal engyn, les dites Trewe durantes.

ITEM, se par aucun des ditz Seignurs, leur Gentz, Coadjutours, ou Alieuz, aucunes Sieges estoient mys en Gascoigne, en la Duchie de Guyenne, en Bretagne, ou Poitou, ou en Isles de Meer, ou aillours, les Sieges se leveront si toll que les Trewe serront publiez: & se aucune Ville, Chastel, Forterrece, Terre, Gentz, ou autres Biens, soient pris, ou autre chose faite, par nul des dites Parties, leur Subgitz, ou Aherdantz, au contraire des Trewe, apres le jour de la Date de ces presentes, que elles feurent acordez & affer-

ANNO 1348. & affermeez, soit devant la publication d'icelles, ou apres, que toutes celles choses, entierement & faunz delai, soient restituiez & mises au point qu'elles estoient au jour des Trewes accordees & affermeez.

ITEM, que Droit soit fait, d'une part & d'autre, a toutz ceux, que se voudrent plaindre des Prisons, qui ont brise Jour Foiz : & aussi des Pais, qui ont grantez certaines Sommes de Deners, pur avoir pati, ou suffrance de Guerre, & ne n'ont mye paie les Deners : & que sur ceo soient deputez certains Juges, d'une part & d'autre, pur faire Droit; tous ceux, que voudrent demander Conduyt pur aler, ou pur envoyer guerre leur Prisons, ils eient Sauf Conduyt pur aler a Eaux, a fin q'ils les puissent fomonder de tenir leur Foiz, ou de venir respondre devant les Juges dessus ditz : & en mesme la maniere, soit fait des Pais que n'ont mye paie les Deniers, grantez pur pati, ou suffrance, come dit est.

ITEM, soient tenues les Trewes tant par Meer, come Terre.

ITEM, soient les Trewes affermeez par Serement d'une part & d'autre.

ITEM, soient publiez les Trewes en divers Pais, as certains jours (c'este assavoir) en France & en Engleterre dedeinz dix jours : en Gascoigne & en Bretagne dedeinz xxvj. jours : & en Escort dedeinz xxx. jours, a conter de la Date de ces presentes : & toutefois, soient tenuz & gardees les dites Trewes en totes Terres, & en totes Pais, du jour que elles feront fermeez & jureez.

ITEM, soient deputez certains Juges & Gardeins des Trewes, d'une part & d'autre, c'est assavoir, Par la partie de France, es Partz de Flandres & de Picardie, le Seigneur de Moreul Mareschal de France, le Seigneur de Sechelez Gouverneur d'Artoys, le Bailli d'Amiens : es Parties de la Langedoc, & de Poitou, & de Zaintange le Seigneur de Caumont, & les Seneschals du Pais de Bretagne, le Seigneur de Craon :

Et, pur la partie des Anglois, en Gascoigne le Seigneur de Lebrez, & les Seneschals du Pais, en Poitu le Capitain de Saint Johan, Messieur Bertrant de Montferraut, Capitain de Laignan : & en Bretagne les Capitains du Pais, & Messieur Raoul de Caour, en Flandres & en Picardie le Capitain de Calais, & le Rewardour de Flandres.

ITEM, en cas que ceux, que devient faire, & adreuer, & ramener les choses, faites contre les Trewes, a estat du come dessus dit, ne facent la chose, ou ne les purroient faire duement; adonque seront Juges, en y celle partie, pur les Franceys,

Le Duc d'Athenes, le Consellable, & le Mareschal de France, & Messieur Geffrey de Charny,

Et, pur les Anglois, le Conte de Lancastre, le Consellable, & le Mareschal d'Engleterre, Messieurs Berthelme de Burghersh,

Tant conjunctement, come diversement,

A faire droiture & adreuer les Mesprises as toutz ceux, qui se voudrent plaindre d'une part & d'autre.

Les quelles Trewes Nous,
Guillaume Evêques de Norwicz,
Henri Comte de Lancastre,
Robert Comte de Suffol,
Et Gauciers Sires de Manny,
Pur la partie d'Engleterre :

Et Nous,
Hugues Evêques de Laon,
Johan de Neelle Sires d'Offemont,
Geffrey de Charny,
Et Robert Doterant, Meistres des Arbestres,
Pur la partie de France,

Avons, en bone foy, sanz mal engin, creancees & jurees en l'Aume de nos Seigneurs les Rois dessus ditz, come aienz pleine poir de par euls a ceo faire.

En Tesmoignance de ceo nous avons sealtees ces Lettres de noz Seals.

Donez, en nos Tentens, entre Guynes & Caley le Jody apres la Feste Saint Martin; c'est assavoir le (xviij.) xiii. jour de Novembre, l'An de Grace Mil, trois centz, quarant, & oyt.

CCCXIII.

ANNO
1348.

10. Dec.

Conventions entre EDOUARD III. Roi d'Angleterre & LOUIS Comte de Flandres, pour se remettre en bonne intelligence ensemble. Donnees à la Tour de Londres le 10. Decembre 1348.
[R YMER, Fœdera, Conventions, &c. Tom. V. pag. 652.]

EDWARD, par la grace de Dieu, Roi de France & d'Engleterre, & Seigneur d'Irlande, & Nous, Loys Contes de Flandres, de Nevers, & de Reth, a tous ceux, qui cestes presentes Lettres verront & orront, Saluz.

Savoir faisons a tous que,

Come par nos amez & foialx Conseillers (assavoir est) de Reverent Pierre en Dieu, Guillaume Evêque de Norwicz, Henry Conte de Lancastre, Robert de Ufford Conte de Suffol, Wauter Seigneur de Manny, & Mestre Jehan de Carleton Doctour en Leys; Commiz & Deputes de par nous Roi dessus nomme,

Et Henry de Flandres Seigneur de Mevene; Sohier Signur Dainghien, nos chiers Cousins, & Jaqueme de Metteneye Burgois de Bruges, Commiz & Deputes de par nous Conte dessusdit;

Estant del eage de dyswilt Anz & plus, aiantz franke, generale, & liberale poair, disposition, & administration de nostre Personne, de noz Biens, Meubles, & Nonmuables, Seigneuries, Juridictions, & de toutes maneres de Drois & avoirs, a nous appartenantz, sans aucun Curateur, nient contrains, ne oppressez par force ne violence, ne par doute de null Homme, ne de null rienz du Monde, mais de nostre pure franke & certaine volente, ne deceu par tendreche de esge, ne par erreur, ne par nulle autre manere, mais eue bone & longue deliberacion de nous, & de nostre noble sage & sain Conseil, & de entier & plain assent & accord de tout nostre dit sage Conseil (c'est assavoir) des plusieurs & de plus sages de nostre Linage, & des plusieurs & plus sages Doctours en Loys, & autres Clercs & Lais de nos Terres & Seigneuries, de certaine science de nous, & de nostre dit sage Conseil, & pour perpetual profit de nous, de noz Heirs, de nos Successeurs, & de nostre dit Pais de Flandres,

Aient este accordez & assentuz certains Points & Articles, pour bone de Pais & Amiste nousrir, accroistre, & pardurrer a toutz joursmais, entre Nous, nos Pais, & nos Subgitz,

Nous, aiantz ycheux pur fermes & agreables, en tant come a chacun de nous touche, les raisons, & conferrons; en la fourme & manere, qui s'ensient,

PRIMEREMENT, que, d'une part & d'autre, toutes rancunes, haynes, & malivoillances sont pardonnees entre Nous, Roi d'Engleterre & Conte de Flandres dessusdit, sanz jamais, a nul jour, porter malalent, ne prendre vengeance, li unes sur l'autre, par fait, ne par pourchaz, ne par manere aucune, en temps avenir.

ITEM, que Nous, Rois d'Engleterre dessusdit, tendrons & accomplirons, ferons tenir & accomplir par nos Subgitz, toutes les Grantes, Promesses, & Conventions, a chacune, apre li que nous seimes & prometmes, au dit Pais de Flandres, en temps que les Aliances entre Nous & le dit Pais de Flandres furent faitz & accordez.

ITEM, que Nous, Contes dessusditz, pardonnons a ceux de Gand & d'Ypre tout ce que ils ont meissat a nous, & a nos Predecesseurs, de temps passe, jusques au jourchuy, sans ent faire Loy & Justice; Et, se aucun d'eux, en aucun temps a venir, storfaist aucune chose, que de ceo ne seroit plus punny, que la Loy & Fraunchise d'icelle Ville contient & requiert.

ITEM, que les mesmes Villes, Gand & Ypre, demorront en leurs Franchises & Libertez aussi franchement, comme elles onques furent devant, en aucun temps passe.

ITEM, que le Chivalier, Escuier, & autre don Pays de Flandres, qui ont este Fugitif, & hors don dit Pays, avecques nous Conte de Flandres, & qui ores font l'entriez, soient aussi bone tenuz & obligiez a nous Roi d'Engleterre dessusdit, & as noztrez, & par le meisme manere & serement, que les autres qui sont dou dit Pays de Flandres.

ITEM, que nous, Contes de Flandres dessusditz,

ANNO des hors Bannitz de la Ville de Bruges par Loy, & par Jugement,

1348.

En la darraine franke & generale verite, jusques a nombre de treze Parfonnes, a la Election dou dit Roi d'Engleterre, & pour l'honneur de luy, donrons leur Amuette en jusques a la Banline de la Ville de Bruges, & auront leurz bons, & venront a leur Villes aussi avant, que la Loy de la Ville le puet souffrir; Et, se aucuns autres sont banniz, ou fors issu, pour oquifon don dit Roi d'Engleterre, sans autre cause raisonna- ble, auront la meisme grace.

ITEM, se aucun Debat soit, ou ait este, entre aucuns des Villes de Gand & d'Ypre, ou aucune rancune, veulle ou novelle, que Nous, Contes dessus- ditz, serons critier nos Trieuues dedens nos Villes dessus dites, jusques au Terme de le Saint Michel; & dedens le Terme d'icelles Trieuues, pour appaisier les Parties en la Ville de Gand, Nous, Contes dessus- ditz, enlirons quatre Parfonnes de nostre Conseil: & cil de Gand aussi quatre Parfonnes autres, & pour la Ville d'Ypre quatre Parfonnes de nostre Conseil, & quatre Parfonnes de nostre Ville d'Ypre, par la E- lection de nous & de nos Gentz d'Ypre en la manere dessusdite; les quelles wy Parfonnes se pouveront en aucune Ville loyement, & en bonne foy, a faire bonne Pais & Accord entre les Parties, sans aucune Partie porter outre Raisonn & Droiture; sauve tous jours la Loy de Partie, ou cas que Pais & Acors ne fussent faitz entre eux, sicomme dit est.

ITEM, que cil de Gand & d'Ypre demorront quite & paisville, des orez en avant, de toutes Levees que il, ou aucun de eux, ont faites en temps de Guerres, sur les Enemis, ou des Bons des Fugitifs & Banniz de Flandres, & que de ce, que il, ou aucun de eux, ont pris & tollu de leurs voisins (Amis de nous Roi dessusdit) soit acorde & appaisie entre les Parties, par les wy Parfonnes en ciascun Ville, comme dit est; Et, ou cas que Acordz & Pais ne fussent faitz dedens le temps des dites Trewees par eux, que drois en fust fais a Partie, selonc Loy & Costume d'icelle Ville.

ITEM, des Privileges, que cil d'Ypre ont delnie- ment acquies par cheux de Poperinghes, Nous, Contes dessusditz, leur aiderons volentres, que il leur soient sauvez & gardez, aussi avant que Droitz, Loys, & raisons le demandent.

ITEM, que tout cil, que sont fuy es dites Villes de Gand & d'Ypre, en aide de aus, soient de la meisme condition que cil des dites Villes, soient Chevalier, Esquier, ou autre; exceptez les Bannitz par Loy & par Jugement.

ITEM, chil de Gand & d'Ypre, qui sont banny & fors yssu des dites Villes, pour oquifon de nos Conte dessusdit, ou pour oquifon de no treschere Seigneur & Pere (dont Dieux ait l'ame) venront a leurs biens, ensi que il les troveront, & a leur Vil- les aussi avant que la Loy de la Ville peut souffrir, & feront les meismes Serementz a nous Roi d'En- gleterre dessus dit, comme ont fait li autri.

ITEM, que cil de Gand & d'Ypre venront a ver- rayer obeissance de nous Conte de Flandres dessusdit, comme a leur droit Seigneur naturel sans moyen, & feront envers nous & nos Heirs tout ce que bons Subgitz doivent & sont tenez de faire; & se aucuns don Pais de Flandres, en temps avenir, fust re- belles ou desobeissant a nous Conte dessusdit, que nous Rois d'Engleterre dessusditz les aiderons a con- straindre, ou cas que le dit Contes de nous requeroit, & que aveques ce cheux de Gand & d'Ypre demor- ront en le Alloyance de nous Roys d'Engleterre des- susdit, si comme devant ont fait.

ITEM, que, en toutes les choses dessusdites, soient sauves toutes les Alliances, faites entre nous Roi d'En- gleterre & les Gentz & Pais de Flandres; & enlement soient sauves les Alliances que nostre treschere Sires & Peres de nous Conte de Flandres dessusdit (qui Diez absollie) & nostre Pais de Flandres ont au Duc de Brabant & a son Pais de Brabant; les quelles Alliances feurent faites devant les Alliances faites entre le dit Roi & nostre dit Pais de Flandres, & les quelles Al- liances nous Contes dessusditz avons promises & con- firmees.

En Tesmoign des choses dessus dites nous, Rois & Conte dessus nomme, avons ches Lettres faites sceller de nos Grantz Seaux.

Don. a la Tour de Londres, le disme jour de De- cembre, l'An de Grace Mil, trois cheutz, quarante, wy.

CCCXIV.

ANNO

1349.

Diploma CAROLI IV. Imperatoris, quo JOHANNI Comiti Clivenfi Civitatem Duisburgensem, ipsi pro 20000 Marcarum argenti oppignoratum, pro aliis 10000 Marcis argenti ulterius oppigno- rat. Dat. Colonie die 1. Martii 1349. [DITH- MARI Codex Diplom. TESCHENMA- CHERI Annalibus Cliviae, Juliae &c: additus pag. 7. No. XVI.]

CAROLUS Dei gratia Romanorum Rex, semper Augustus & Bohemiae Rex, Notum facimus uni- versis, quod cum pridem a Dominis Imp. & Regibus Praedecessoribus nostris specabili Johanni, Comiti Clivenfi fideli nostro dilecto Haredibus & Successoribus suis Oppidum Duisburgense cum suis pertinentiis pro viginti millibus Marcarum puri argenti certis & ratio- nabilibus causis illud rite poscentibus, extiterit obligatum. Nos attendentes multiplicia merita probitatis & inde- fesse fidei constantiam, quibus idem Comes nostrum & Sacri Romani Imperii honorem debita fidelitate pro- sequitur, sibi Haredibus & Successoribus suis decem millia Marcarum puri argenti constituit, cum omnibus censibus redditibus, honoribus superadditis de nostra Celsitudinis gratia speciali. Eidem Johanni Haredibus & Successoribus suis praedictum Oppidum Duisburgense pro ante dictis pecuniarum summis, quae in unam sum- mam redactae triginta millia Marcarum puri argenti consistunt, cum omnibus censibus, redditibus, hono- ribus, proventibus, obventionibus, Juribus, Judiciis, Jurisdictionibus & universis & singulis pertinentiis suis, prout ad Sacrum Roman. Imperium pertinentius disoc- cur, nomine veri & iusti pignoris de certa nostra scien- tia tenore praesentium obligantes. Decernimus etiam, quod praedictus Comes oppidum supra dictum cum suis pertinentiis ut praefertur habere, tenere & possidere de- beat pacifice & quiete fructibus & percipiendis seu per- ceptis hactenus in sorte dictarum triginta millia Marcarum puri argenti non defalcandis, nec decutiendis donec nos aut nostri Successores Romani duntaxat Imp. seu Reges sibi aut eo non existente Haredibus & Successoribus suis praedictam summam triginta millium Marcarum argenti cum parata pecunia vel argento abs- que omni diminutione solverimus & dederimus integra- liter, & ex toto praesentium sub nostra Majestatis Sigillo testimonio Literarum. Dat. Colonia Anno Domini 1349. Indiēt. 11. Calend. Martii, Regnorum nostrorum Anno 3.

CCCXV.

Seuraths-Beschreibung und Verbindniß zwischen dem Königlichem König CARL IV. dann RUDOLPH Pfalz-Grafen am Rhein bey Vermählung desselben mit des lezten Tochter ANNA bescheyen / worinn dieser seinen zur Morgengabe 6000 schwere Mark löthiges Silbers Pfandweise auf einige Güter an- verset / und im fall besagte Anna vor ihren Gemahl abgehen solte / selbe derselbe obbenannter Morgengabe dieweil er lebt gemessen / Dagegen jener dieser 1008 Mark löthiges Silbers zum Leibgeding verschreibet / und dann einander ewiglich beyzutuehnen sich verbinden. Geben zu Bacherach den Mittwoch nach dem Sonntag Invocavit 1349. LUNIG, Teutisches Reichs- Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abtatz I. pag. 8.]

C'est-à-dire,

Paite de Mariage & d'Alliance conclu entre CHARLES IV. Roi des Romains & RODOL- PHE Comte Palatin du Rhyn, par lequel RO- DOLPHE promet ANNE sa Fille au Roi pour Femme avec une Dot de six mille Marcs d'Argent qui seront assignés sur certains Biens; consen- tant même qu'il les garde sa vie durant, en cas qu'il survive sa future Epouse. Le Roi de son côté lui assure une somme de mille & huit Marcs pour Douaire, & tous deux se promettent une reciproque assi-

ANNO 1349. *affiancé. Fait à Bacharach le Mercredi après le Dimanche Invocavit 1349.*

Wir Rudolf von Gottes Gnaden Pfalzgraf bey Rhein-
Herzog in Bayern / des heyl. Römischen Reichs Obrster
Truchses zc. Bekennen und thun fund öffentlich mit diesen
Brief / allen denen / die ihn sehen und hören lesen / daß es
zwischen dem Durchleuchtigen Fürsten / unserm gnädigen
Herrn und lieben Sohn / Herrn Carin von Sotes Gnaden /
König zu aller Art Meher des Reichs / und Königen zu
Böhmen an einem / und uns an andern theil / um die Freundschaft / die uns beiderseits begehrt und vollführt ist / daß er die
Hochgeborne Amten unsere liebe Tochter zu einer ehelichen Königin und Wirten genommen hat / also getheibiget und übereinkommen ist / daß uns der vorgenannte unser gnädiger Herr / und lieber Sohn / ob wir des zu Rath würden / daß wir eine eheliche Wirten nemen wolten / darzu ratzen und helfen solle mit ganzen Treuen ohne gesche / und werc / daß sie gewinnen / so solten unser Land und seine Städte und Pöste / denselben unserm Sohn verbleiben / und auf ihre Erben / als selbstenthlich / daß unsern vorgenannten Herrn solle sein Augelt und Morgengabte / die in denselben Freundschaft benennet ist / deren Summa ist Sechstausend schwer Mark lothiges Silbers / die wir ihm bewiesen sollen / und beweist auf Pfandschaft / die hernach geschrieben stehen / auf Narentzen / Auerbach / Walden / Wied / und auf den Nendenham / und was darzu gehört / beschiedet und umbeschiedet / ober der Erben / und unter der Erben / und vor der Erben / auf Wälden / Wassen / und Weyden / mit allen Rechten und Herrschaften / die darzu gehören / were aber daß die Durchleuchtige Anna unser liebe Tochter / seine Eheliche Wirten vergengte / also dann unser vorgenannter Herr und Sohn / so solle dieselbe Morgengabte ihm verbleiben / diene er lebt / und nach seinem Tode / werden unsere Erben / ob wir nicht / so soll all ihr Morgengabte und leibgeding / deren Summa ist Tausent acht Mark lothiges Silbers / das er unser Tochter verbleiben und beschieden hat / auf Doda und auf Drumburg den Würgern / und auf Doda der Sarr-Nichtern und Nichten / Würgern / Eilen und Wälden / und auf Walden / Wassen / und Weyden / beschiede und umbeschiedet / ob der Erben und unter der Erben / mit allen Rechten und Herrschaften / und mit allem dem / das darzu gehört / daß er sie genehe als Fürstleibgeding Rechte ist / sehen soll / so sie kürzt mag / obgeschehe die wischen und S. Johann Davidis Tag / der sich sonst / ihr versagen / diene er lebt / und nach ihrem Tode wieder zu kommen / zu unsern lieben Herrn und Sohnes Nachkommen. Were aber / daß wir nach unserm Tode verliessen Tochter und unser Sohn / so soll unser Sohn / unsern vorgenannten Tochter / freien Amten allmahllich ohne Verhinderniß verfallen und warden sein mit allen Fürstenthumben / Herrschaften und Würgereyen / und Ehren / die darzu gehören / und mit aller Zugehörung / und soll unser vorgenannter Herr und Sohn alle andere unsere Tochter / ob wir die helfen / zu solchen Fürstlichen Adel / als ihnen runder / und gleicher weis / als er seinen eignen Tochter und Kindern thut solt / ohne alles Geschre. Auch ist geredt / daß alle unsere Burggrafen und Amptleute / Wanne / Kintz und Ruchter / Wurger / Edel und Wälden / und Gemeinshaft der Städte und Wärdte / in allen unsern Fürstenthumben und Herrschaften / unser vorgenannte Tochter / seiner ehelichen Wirten / und ihre zu ihrer Hand geloben / halten und schweren sollen / daß sie ihre und ihrer beyden Erben nach unserm Tode / ob wir nicht weren / und nicht Söhne ließen / als vorgeschrieben steht / mit allen Besen / Städten und Land werden gehorsam und unterthänig sein ewiglich / als ihren rechten erblichen Herrschaften mit guter Treue / ohne alles Geschre. Und bey Namen ist geredt / daß wir keinen Anptmann und Burggraffen entsen sollen / wir haben dann befohlen / daß der ander oder die andere / ob sie mehr dann einer were / unser vorgenannten Tochter zu ihrer beyden Erben Hand schweren und geloben / zu gewarten / und gehorsam zu sein / als ihre Herrschaft nach unserm Tode / als vorgeschrieben steht / ungeschlecht. Were auch / daß wir die Burggrafen oder Amptleute / die wir setzen und geloben / in der Geschre / als vorgeschrieben steht / und ihre dieselben Burggrafen oder Amptleute / die wir gesetzt beten / nicht gesellen / so sollen wir / wann er uns besten emahnet / alle dieselbige Burggrafen und Amptleute wandeln / und andere an ihre statt setzen / nach seinem und unsern Willen und Rathe ungeschlecht zc. Were auch / daß unser gnädiger Herr und Sohn / und auch die Durchleuchtige Fr. Anna / unser liebe Tochter / sein ehelich Gemahl / beyde ohne leids-Erben abgucken / da S. O. von sey / so sollen die vorgenannte Güter beiderseits vererben / davon sie herkommen sein / auch sollen wir beyde stemp ewiglich gegen einander mit Leib und Gut / mit landen /

TOM. I. PART. II.

ANNO 1349. Besen / und mit Leuten beholffen / gerathen und verbunden sein / wieder aller männlich / menschen aufgenommen / also sein wir das zu beiderseits mit Ehren thun mögen / ohne alles Geschre. Und alle diese vorgenannte Theibigung / Verblinndung / Eaden und Entleie geloben wir dem vorgenannten unserm Herrn und lieben Sohn / und er uns wieder / ganz / fast / und unverbrüchen zu halten / und haben mit guten Treuen und mit geschworenen Eide / den wir zu den Heyligen beiderseits mit guten Willen und rechten bewissen / darüber und auff diesen Brief selbsthaftig geschworen haben / und der vorgenannten Theibigung / freundlichen Berührung / Ereignung und Verblinndung / die zwischen uns beiderseits geschehen / seyde Heilige / die Eilen / Herr / die hernach geschrieben stehen. Herr Albrecht der alte von Erlbach / Simon von den Balde / Kintz / Jacob von Gierchem ein Edelknecht / unser Dogn / Herr Simeon von Hosenburg / Herr Ruchte von Wälden / Herr Bernhardt von Kintz / Kintz / Peter Prebst zu Preßlan / Meister Heinrich von Wälden / Wolhart der Wälden-Ritter unser Schreiber / und Johannes Pfarrer zu Diermard zc. zu diesem Briefe verriegelt mit unserm grossen Insignel / der geben ist zu Bacharach / nach Christi Geburt 1349 Jahre / an der nächsten Mittwoch nach dem Sonntag Invocavit.

CCCXVI.

Privilegium CAROLI IV. Romanorum Regis, 2. Avril.

Civitati SPIRENSI concessum, ne quis intra tertium dista Urbis lapidem, ullo unquam tempore, Castellum absque venia prelati Urbis extruat & erigat. Datum Spire die Veneris ante Festum Palmarum anno 1349. [JULII BELLI Laureæ Austria Lib. II. pag. 87. LEHMANNI Chronicon Spirense Lib. VII. Cap. XLIV. pag. 703. en Allemand.]

N^OS CAROLUS, Dei gratia, Rex Romanorum, semper Augustus, & Boemie Rex, his Litteris testatur, & omnibus, qui eas legent, ut legi audient notum facimus, nos consideratis injuriis & damnis, quæ ex Newenhofiana, & Affelderlochiana Arcibus crebro illata sunt, in commune Urbium & Regionis commodum Arces illas destruxisse, & fancivisse, ne deinceps ullo unquam tempore Castellum & Munimenta illuc extruantur. Et quia nobis constat, Urbem & Cives Spirenses, nostros & Imperii dilectos ac fidos subditos, multa & gravia incommoda à Castellis, quæ præter fas in vicinia ipsorum condita fuerunt, passos esse, nos habita ratione fidelium officiorum, quæ Cives illi nobis & Imperio multoties non sine magnis sumptibus præstiterunt, & deinceps quoque prestatere possint ac debent, ex potestate Regia, tam nostro quam Successorum nomine edicimus, ne quis intra tertium ab Urbe Spirensi lapidem, ullo unquam tempore aut modo, Castellum absque venia, consensu & permisso Urbis & Civium Spirensium extruat, ædificet aut erigat: & quæ jam intra præscriptum terminum condita sunt, si deinceps diruantur & evantur, ne postea in æternum sine venia, consensu & permisso modo dictæ Urbis & Civium Spirensium insistantur: cui Edicto nemo obstrepere auctoritabilabit. Si quis contra fecerit, quicunque ille sit, & aliquod Castellum intra tertium ab Urbe lapidem moliat, illud Urbs & Cives Spirenses cum Sociis, qui hac in re ipsi auxilium commodare volent, pro arbitrio destruant, & in nihilum redigent: nec propterea de vi tenebuntur: nam hujus rei copiam his Litteris, ex potestate Regia, nostro & Successorum nostrorum nomine, ipsis fecimus, ac volumus, ut unusquisque Prætes territorii Spirensis, si ab Urbe & Civibus Spirensibus rogetur, bona fide & absque mora aut dolo ipsis opem ferat. In cunctis si fidem has ipsis Litteras tradimus, Sigillo nostro Regio obnignata, quæ datæ sunt Spire anno à Nativitate Domini M. CCC. XLIX. proxima die Veneris ante Festum Palmarum, tertio anno nostrorum Regnorum.

CCCXVII.

(1) Traité entre JEAN DE FRANCE, Fils de 10. Juill. de Philippe de Valois, & JEAN DE CHALON Fils de Beatrix, qui regle toutes les prétentions, et que ledit Jean de Chalon pourvoit avoir en Dauphiné.

(1) L'Auteur duquel nous empruntons ce Traité remarque que Jean de France ne se crut pas assez assuré dans la possession du Dauphiné, s'il n'obtenoit Jean de Chalon à condition, par cet Acte, tous les précédents, qui avoient été faits sur ce sujet.

ANNO
1349.

phind. Fait à Lyon, le 10. de Juillet 1349.
[JOSEPH DE LA PISE, Tableau de l'Histoire des Princes & Principautez d'Orange. pag. 100.]

JEANS aîné fils dou Roy de France, Duc de Normandie & de Guienne, Comte de Poictou, d'Anjou & dou Maine, & Humbert Dauphin de Viennois faïsons sçavoir à tous presens & à venir, que comme nostre trescher cousin Jean de Chalon Sires d'Harlay & de Cuyfel, nous eut faïct plusieurs requestes & demandes à cause de la succession de nostre tres chere couline feu Beatrix de Viennois Dame d'Harlay, la Mere que Dieu absolve & Tante de nous Dauphin dessusdict.

Et premierement, que deux mille Livres de Terre ly fussent assises au Dauphiné, selon ce que faire se devoit par les convenances faïtes au cas que le Dauphiné vint à nous Duc ou à aucun de nos enfans.

Item, que on payast audit Seigneur d'Harlay, douze mil florins promis par nousdit Dauphin, à nostre dite Tante.

Item, que le Chasteau de Chastillon, & la Ville de Chufes & les Chateaux de Luillins & de Mont-Forchier en la Baronnie de Fouffigni, que données estoient à ladite Dame d'Harlay, sur certaines convenances contenues es Instrumens faïctes sur ce: c'est à sçavoir que se il advenoit, que ladite Dame mourust, & nous dit Dauphin survivant ou nos enfans descendus de loyal mariage, ledit Chastel devoit retourner à nous ou nos Hoirs, estions tenus de paier aux Hoirs de ladite Dame jusques à la somme de six mille six cents florins d'or, & au cas que nousdit Dauphin mourussions sans Hoirs de nostre propre corps après ladite Dame, lors lesdits Chateaux & Ville devoient retourner aux Hoirs & Successeurs de nousdit Dauphin, puissions ravoir ladite Ville de Cluses en donnant autre Ville en la Terre de Fouffigni de la valeur de trois cents florins, par telle maniere que parmi ce aucune innovation ne fut mye faïcte des dits douze mille florins ne es assignations deubes comme dit est.

Item que pour les Chateaux de Luillins & de Mont-Forchier, que ne puissions garantir à ladite Dame & pour huit mille trois cents florins que nousdit Dauphin avons donné en fié à ladite Dame, & en hommage lige le Chastel de Salanches avec le mandement & mere & mixte Impere sur teles convenances & conditions que se ladite Dame survivant nous Dauphin dessusdict ou nos enfans comme dit est, ledit Chastel devoit retourner à nous ou à nosdits enfans, auquel cas nous ou nos Hoirs devions paier les debtes & Legats de ladite Dame jusques à la somme de huit mille trois cents florins d'or, & après nous dit Dauphin trepassé de ce siecle sans Hoirs de nostre propre corps, ledit Chastel avec les choses dessusdites devoient retourner aux Hoirs de ladite Dame, & en icelluy cas les Chastellains audit lieu devoient jurer, que après le decés de nous Dauphin dessusdict, ils rendroient lesdits Chateaux de Chastillon & de Salanches, aux Hoirs de ladite Dame, & audit cas ladite Dame avoit quitté & renoncé à la donation à ly faïcte des Chateaux de Luillins & de Mont-Forchier.

Item que pour ce que ledit Seigneur d'Harlay quit-tait tout le droit qu'il avoit en Dauphiné, nous Dauphin dessusdit ly enffions promis mil florins d'or de rente à perpetuité & que il le fit gratuitement pour lesdits mille florins, nous otroyames qu'il eut mil livres de bons Viennois de annuelle & perpetuelle valeur, & assigner là où il se pourroit plus pres faire dou Chastel d'Orpierre & de Tresclus, au cas toutesfoies que avienroit que nous defaillissions de ce siecle, sans Hoirs engendrés de nostre propre corps. Si comme ces choses sont plus plainement contenues en certaines Lettres desquelles il nous a faïct foy.

Item que nous Dauphin dessusdit ly estions tenus pour nostre host fait devant Mirabel, pour les gages de ses gendarmes sans rien conter pour l'estat de la personne, deux mille cinquante deux livres douze sols quatre deniers, Compté le florin pour vingt sols & pour chevaux perdus audit host sept cents soixante dix neuf florins quatre Gros tournois.

Accordé est entre nous Duc, Dauphin, & Seigneur d'Harlay, dessusdit sus, & pour les choses dessusdites en la maniere que sensuit.

Premierement que pour cause desdites deux milles livres de Terre que nous Duc dessusdit devions bailler comme dit est; nous Duc & Dauphin dessusdit baillons & delivrons audit Seigneur d'Harlay des maintenant,

le Chastel, Ville & appartenances d'Auberive, ensemble mere mixte Impere & Jurisdiction, & luy promettons à parfaire au plus pres dudit Chastel au moins de dix mille livres de Terre, & au cas où ces deux mil livres de Terre ne pourroient estre assizes audit lieu d'Auberive, nous voulons & promettons que assizes luy soient au plus pres dudit lieu, jusques à la valeur desdites deux mille livres de Terre que on devoit affoir par la maniere que dessus est dit.

Item que nous Dauphin dessusdict devons bailler audit Seigneur d'Harlay, en & pour échange dou Chastel d'Orpierre & de Tresclus & de la Terre appartenant ausdits Chateaux & avec ce pour les Forteresces d'iceux Chateaux & de la Baronnie, jusques à la vallée desdits Chateaux & Baronnie, autre Terre dou Royaume de France au plus pres de l'Isle sous Mont-Real, au moins de dommage que faire se pourra pour le Roy, de la Terre de quatre mille florins d'or de rente que nous devons avoir au Royaume pour cause des convenances faïtes entre nous Duc & Dauphin dessusdit.

Item que les autres mil livres de Terre à Viennois, que doivent estre assizes audit Seigneur d'Harlay après le decés de nous Dauphin dessusdit; ly soient assizes selon la forme & maniere contenue es Lettres faïtes sur ce: & pour cause des Terres dessusdites, ledit Seigneur d'Harlay est tenu de faire fe & hommage lige à Charles fils de nous Duc dessusdit qui Dauphin fera, & luy ayder & ses Hoirs & Successeurs qui seront Dauphins, & aussi lesdits Dauphins ses Hoirs & ses Successeurs ou dit Dauphiné ayder ledit Seigneur d'Harlay ses Hoirs & Successeurs selon les convenances & hommage jadis fait entre nous Dauphin & Seigneur d'Harlay dessusdit.

Item est accordé que sus & de la somme dene audit Seigneur d'Harlay pour les causes dessusdites, qui montent environ vingt neuf mille sept cents trente & un florins onze gros & demy, satisfaction sera faïte en la maniere que sensuit. Premierement que des-maintenant ly seront payés dix mil florins de bon or & de bon poids & le demeurant de ladite somme ly sera payé à trois termes: c'est à sçavoir de la S. Michel en un an que courra mil trois cents cinquante sept florins; & les autres sept mille florins à la Saint Michel prochain ensuivant l'an revolv, & le remanant de ladite somme à l'autre S. Michel après. Lesquels payemens fe feroient par la main des Exécuteurs de nous Dauphin dessusdit en la maniere dessusdite: toutesfoies est il depuis accordé expressement entre nous Dauphin & Seigneur d'Harlay dessusdits, que pour ce que nousdit Dauphin estions obligé de payer les debtes, legs & clamours de ladite Dame jusques à la somme de six mille six cents florins d'une part, & jusqu'à la somme de huit mille trois cents florins d'autre part: les sommes doivent estre converties en debtes, legs, & clamours dessusdits, & se dedans ladite Feste de la S. Michel courant l'an mil trois cents cinquante, ou dedans les autres termes des payemens, aucuns Creanciers Legataires ou autres à qui en fut tenu à cause des clamours laïs des Legats de ladite Dame ou Dauphiné, venoient pardevant lesdits Exécuteurs de nous Dauphin dessusdit, iceux Exécuteurs ravoyeroient lesdits demandeurs pardevant ledit Seigneur d'Harlay, requis suffisamment & sommés n'avoit dedans ladite Feste de la S. Michel, ou dedans les autres termes desdits payemens payé ou accordé avec eux comme dit est, ou montré cause raisonnable pourquoy il ne fut tenu, lesdits Exécuteurs à eux premierement faits foy desdits debtes pour lesdits Creanciers ou Legataires; leur payeront ce que deub leur sera, lesquelles debtes ainsi payées seront rebatus desdites sommes.

Item est accordé par convenances expressees, que toutesfoies que ce nous Duc ou a nostre dit Dauphin de Vienne ou ses Hoirs & Successeurs ou Dauphiné plairoit; nous puissions ravoir ledit Chastel d'Auberive en assignant suffisamment audit Seigneur d'Harlay ou Successeurs, Chastel & les deux mille livres de Terre autre part ou Dauphiné ou au Royaume, selon la teneur de ses Lettres faïtes sur les convenances.

Et nous Duc en nom de nous & de nostre fils, & nous Dauphin dessusdit pour nous nos Hoirs & Successeurs, promettons en bonne foy a tenir & garder fermement les choses dessusdites & non faire ne venir ou consentir au contraire, & que nous faisons & signerons à tout effect que nostre dict fils Charles pour luy & ses

ANNO
1349.

ANNO & ses Hoirs & Successeurs ou Dauphiné prometra & jurera lesdites convenances teur & garder audict Seigneur d'Harlay pour luy les Hoirs & Successeurs.

1349.

Et nous Seigneur d'Harlay pour nous nos Hoirs & Successeurs parmi les choses dessusdites, nous tenons pour contents, de tout le droit & action que nous pouvons demander avoir & réclamer ou Dauphiné, a cause de ladite succession de nostre dite Dame & mere, ou pour nous, par quelconque autre cause; & quittons Monsieur le Duc, Monsieur le Dauphin, & Charles Monsieur Dauphin de Viennois dessusdict, & leurs Hoirs, & Successeurs, ou temps avenir, cedons & delaissons, & prometons & jurons aux Évangilles touchées corporellement non venir, ne faire venir ou consentir au contraire. Et pour ce que ce soit chose ferme & stable perpétuellement a toujours nous Duc, & Dauphin, & nous Sires d'Harlay dessusdits, avons fait mettre nos sceaux en ces presentes Lettres Données a Lyon sur le Rhosne l'an de grace mil trois cents quarante neuf, au mois de Juillet dixième jour dudit mois.

Par Monseigneur le Duc en son Conseil, present le Comte d'Armagnac, le Seigneur de Revel, vous & plusieurs autres. Signé SAVIGNI.

Et pour Monsieur le Dauphin, presens Messieurs l'Archevesque de Lyon, l'Évesque de Grenoble, le Chancelier, François de Revel, & Gigon Costan Chevalier. Signé H. P.

Et pour Monsieur de Chalons, presens Monsieur Thibaut de Crys, Monsieur Poncard de Touraife Chevaliers; & Maître Jean du Bois & plusieurs autres. Signé DANISY.

CCCXVIII.

30 Août. Bündniß der Städte FRANKFURT, FRIEDBERG, und GELNHAUSEN, wodurch sie einen vor diesem unter sich geschlossenen Bund vereiniern / sich einer gewissen Hülfe wider allen überlast vergleichen / und daß solches von dato an der Bündniß bis auf Martini / und von Martini bis über ein Jahr / und darnach so lange bis es eine von diesen dreien Städten aufftragt / und nach der aufftrag noch ein Jahr wahren solle / setzen. Geschehen am nächsten Montag nach Johannis Enthauptung / anno 1349. [Diplomata ad AENEAS SILVI Historicam FRIDERICI IV. Imper. illustrandam addita pag. 248. LUNG, Teutisches Reichs - Archives Part. Special. Cont. IV. Abtheil. VIII. in addendis von Reichs-Städten inegemein pag. 1434. d'où cette Piece est tirée.]

C'est-à-dire,

Traité d'Alliance conclu entre les Villes de FRANKFORT, de FRIEDBERG & de GELNHAUSEN, par lequel l'ancienne Confédération est renouvelée pour durer du jour de la Date jusqu'à la St. Martin, & un an au dela, comme aussi par après, aussi long-tems que l'une des trois Villes n'y aura pas formellement renoncé; & même une autre année entiere après sa Renonciation. On y convient, entr'autres choses, du nombre de Troupes que lesdites Villes se doivent envoyer l'une à l'autre pour secours en cas de nécessité. Fait le Lundi après la Fête de la Decollation de St. Jean 1349.

Wir die Burgermeister / Schessen / Räte und die Burgere gemeinliche der Städte zu Frankendorf / zu Friedberg und zu Gelnhausen erkennen und versichern uns insonder mit diesen Briefen / allen den die in ansehn oder hörend lesen / also wir und die Schessen / Räte und die Burgere gemeinliche der Stadt zu Werlar eine Strickunge und einander hatten / die uff was gesagt / daß wir die von Frankendorf / von Friedberg / und die von Gelnhausen uns wider zu einander han verstrickt und verbunden / in aller der Masse / also die Strickunge des Tages was / do sie uff ward gesagt / auch han wir dieselben Strickunge gegeben mit den Artickeln / also hernach stent geschriben / und behalten uns auch sitzbas die Muzge / daß wir sie abt / wa. ne und wir dicke es uns fuget / mögen besien / abt immen / abt meren / wy es uns fuget und zu Rade werden / ane Geverde. Wir dyse drey Städte sollen haben / wir die von Frankendorf

bruchen Gemanit / und wir die von Friedberg sehen Gemanit / und wir die von Gelnhausen sehen Gemanit / und solle jede Stadt einen Houbtman haben / deme sollen sie gehorsam sin / was he sie heisset / und wiliten wider den den Houbtmanen die Gese abt der merer Teil einen Houbtman machen zu eyne Rixde / deme sollen sie den drey alle gehorsam sin / also dicke / also es drey geschiet / und sollen auch zu den Heiligen schewen / gleiche tude zu wie dyse drei Erteden / und das sie versprechen uns nicht annehmen noch erwarren / ane alle Geverde. Auch sollen jede Stadt vper tyfen / die sollen alle vper schewen dyse drei Erteden / gleiche tude zu sin / ane Geverde / der sollen yene die erste Rixde Jaris riden zu der Ertede Riden / und wers / daß der zwier eyner vor echaften Riden nicht riden mochte / so sul zu der Zit der andern yenen eyner für in riden / und sol auch sine Mogebe und Macht haben / und manne das Rixde Jaris vlytome / so sollen dann die andern yene das andt Rixde Jaris ryden / und manne auch der eyner vor echaften Riden ane Geverde nicht geriden mochte / so sal dann auch der andern zwier eyner wider für in riden / und sal auch zu der Zit sine Mogebe und Macht haben. Und sollen sich auch bey denselben Ertede sie eyngin / daß sie je yene riden / daß das ist gefornit werde / und was auch die Gese abt der merer Teil überkommen / um regeltichs Krys / und was sie abt der merer Teil den Houbtman heissen / das sal he tun von dyser drey Ertede wegin / und durche die Gese abt der merer Teil / daß man zu eyne Rixde abt ine / warme es drey rede / me Volcks bedorffe / so sollen wir dyse drey Ertede me Volcks zuhöhen und zuhöhen / wy die Gese abt der merer Teil überkommen / und sie duncet / daß zu der Zit noch ist. Auch wilithe Stad vbergeffen wurde / die Stadt sulde es bringen an die Gese / die Gese sollen auch die Ertede an den Ern bewa. rin / und den schreiben / die den übergriff getan heten / daß sie widerrieten / und Neht von der Stad nemen / insonden sie das nicht / so mußten sie der Stad behollen sin / und sollen in auch helfen. Wers auch / daß eyner Stad Rixde geschiet / und nicht widerdard wurde / und die Stad einen Rixde vper / der Rixde sal sin an den Zwelfen abt an den merer Teile / was die darun vorkomen / dary sal je die Stad behollen sin / und sollen auch die Gese / die zu der Zit sin / je zu einander in den Rixde bleiben / und sollen da besien / und zu Rade werden um Sone / um uffbrechen / um ligen / was das Besie sy / und was sie abt der merer Teil darun vorkomen / des sollen die Ertede volgen / und auch der oder die / den der Ertede geschien were. Auch um die Hülfe / also in dem alten Briefe der Strickunge stet / die Hülfe han wir gegeben und geantw / also in dyse Artickeln stet / und also an die Gese geschiet ist / und sal daruoch nach der aufftrag ein Jar sin. Die Verbrünnisse han wir dyse drey Städte von meren wider verbrünn / jede Stad mit iren Freunden / und sollen die Burgen von dyse Verbrünnisse wegin mit der Burgschafft beschaft und verbunden sin / und daru tun und lehen / ob es zu Schilten fomit / in aller der Masse und Wyse / also die Burgen in dem alten Briefe der Strickunge beschaft sint / und also in dem alten Briefe der Strickunge stet geschriben / und sint die Burgen der Stadt zu Frankendorf / Hanneman von Holschusen / Jacob Elabes louch / Erentum Schrende / Gerlach von Hohenhus / Gilmann Jan / Hartung Wotern / Henrich von Drubach / und Gerhard Kollmuths. Und sint die Burgen der Stadt zu Friedberg / Junge Johann Rale / Heinrich Maschmayer / Engel Hannach Engelhart / Conrad von Frankendorf / Geyre / Becker / Böhgan / Henrich und Berthold Hlat. Und sint das die Burgen der Stadt zu Gelnhausen / Conrad von Breimbach / Junge von Breimbach / Hartman an der Ecken / Wolmar von Crozinsfeld / Berthold eine Smalt / Berthold in dem sternen Bus / Freise Heppener / und Herman Wengler. Alle dyse vorgeschriben Strickunge stent und veste zu balde / ane alle Argelst und Geverde. Und han des zu Drkunde und vestir Ertede mit unser Ingefigel an dyse Briefen gehalten. Geben nach Godes Gedurte druchenbundert Jar / und nun und vorkig Jar / an dem nächsten Wagnunge nach sant Johannis - Tage / also he entschoben tut wort.

(L.S.) (L.S.) (L.S.)

CCCXIX.

Venditio Comitatus Schwalenbergensis pretio 40. 1350.
 Marcarum Legalium Denariorum Paderbornensium, per MECHTILDEM HENRICI p^{re}defuncti Comitis de Schwalenberg Conjugem, & tanquam Tutricem Filie sue JUTTE BALDE-
 I 3 WINO

ANNO
1350.

254

CORPS DIPLOMATIQUE

WINO Episcopo, Capituloque Paderbornensi, *Actum annō 1350.* [LUNIG, Teutisch, Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. I. Fortsetzung III. Abſatz XVII. pag. 253.]

Nos MECHTILDIS HENRICI quondam Comitissae Schwalenberg, cui Deus sit propitius, uxor legitima fatemur, & publice protestamur praesentium tenere, quod nos tanquam legitima tutrix filiae nostrae Juttae, ejusque nomine cum consilio & consensu fratrum nostrorum D. Conradus Comitissae de Retbergh & D. Ottonis Canonici Cathedralis Ecclesiae Paderbornensis integrum Comitatum Schwalenbergensem, ejusque Castra, terras & jurisdictiones cum omnibus attributibus, sicut haec omnia Henricus quondam Comes praedictae filiae suae Juttae hereditarie reliquit, vendiderimus Reverendo Patri & Domino Baldeuino Episcopo Paderbornensi, Praeposito Decano totiusque Capitulo Ecclesiae Paderbornensis pro quadringentis Marcis legalium Denariorum Paderbornensium, ad haec renunciamus praedictae Dynastiae Schwalenbergensi, manuaeque ore filiae nostrae Juttae nomine iisdem legitime resignamus.

Nos etiam Conradus Comes & Otto Canonicus praedicti promittimus fideliter & unanimiter praesatis Reverend. Dominis, quod soror nostra Mechtildis nomine filiae suae Juttae hanc renunciationem & resignationem reiterabit coram Dominis, a quibus Dynastia Schwalenbergensis titulo feudi dependet, quodcumque Episcopus, ejusque Successores aut Capitulum Paderbornense hoc ipsum postularint. Praeterea quando Jutta Sororis nostrae praedictae filia ad maturam aetatem pervenerit, obstricta erit supradictam renunciationem ac renunciationem facere coram Dominis, a quibus Comitatus praedictus feudi nomine descendit, idque ore & manu, in favorem Reverendorum Dominorum & Capituli Paderbornensis, quando Jutta praedicta ad haec ab iis requisita fuerit. In praedictorum omnium fidem ac testimonium Nos Domina Mechtildis, Conradus Comes, & Canonici Otto praedicti sigilla nostra his Literis appendi fecimus, quae scriptae sunt anno ab Incarnatione Domini M. CCCL.

CCCXX.

5. Janv. JOANNIS Marchionis Moraviae Literae, quibus CAROLO IV. Romanorum Imperatori & Bohemiae Regi, ad recuperanda Regni & Coronae Bohemiae jura, adversus quoscunque Homines, se auxiliaturum pollicetur. *Datum Praegae primis Nonas Januarii Annō 1350.* [BALBINI Miscellaneor. Histor. Regni Bohemiae Decad. I. Libr. VIII. Epist. Part. II. Epist. VIII. pag. 176. LUNIG, Teutisch, Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. I. Fortsetz. I. Abſatz II. von Mähren. pag. 250. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

Nos JOHANNES Dei gratia Marchio Moraviae, Notum facimus universis, quod nos attendentes & in animo revolventes Serenissimi ac invictissimi Principis & Domini ac Fratris nostri gratiosi Domini Caroli Romani Imperatoris semper Augusti & Bohemiae Regis sinceritatis affectum & piam gratiam, quibus ad inclinationem nostrae conditionis, sicut in operationis affectu patenter apparuit, studuit intendere, gratiose promittimus bonam nostram fidem, sine dolo, dicto Domino nostro adversus omnes Principes, Nobiles, Barones, Vassallos, & alios quoscunque homines, cujuscunque praesentis, gradus sive dignitatis existant, nullo penitus excepto, in omni sive casu, quoties necessitas incubuerit, & nominatim & expresse, ad recuperationem jurium, utilitatem & pertinentiarum, quae de corpore Regni & Coronae Bohemiae quavis occasione seu causa alienata fuisse distracta noscuntur, adversus Principes, Barones, Vassallos ac ceteros homines dicti Regni & Coronae fideles ipsius & Subditos, qui occasione praefata non contenti fortassis, quod hujusmodi utilitates, Jura & Proventus Regni & Coronae Bohemiae repetantur ab eis, aut alia intentione quacunque contra praedictum Dominum & Fratrem nostrum calcaneum rebellionis exerxerint, quoties & quando per ipsum aut suo nomine requisiti fuerimus, auxiliari, cooperari & assistere fideliter, sicut decet, remediis & consiliis opportunis, promittimus etiam & sincere spondemus nos de Principi-

bus, Baronibus, Vassallis & Subditis dicti Domini & Fratris nostri, verbo, facto, persuasione aut consilio non intrinittere imò quoties aliquis ex eisdem quacunque temeritate contra praesatum Dominum insurxerit, nos insurgens fidei rebellantis ipsius contumaciam unā cum praesato Domino nostro compescere & refrenare tenebimur & debemus. Praesentium sub nostro Sigillo Testimonio Literarum. *Datum Praegae Anno M. CCCL. Indictione secunda prima nonas Januarii, Regnorum nostrorum Anno quarto.*

ANNO
1350.

CCCXXI.

Venditio omnis juris in Dynastia Schwalenberg & 27. Mars. Stoppelberga, AGNETI Comitisse de Schwalenberg competens, facta BALDEWINO Episcopo Paderbornensi per dictam Comitissam pro mille sexcentis Marcis. *Actum in Vigilia Paschatis annō 1350.* [LUNIG, Teutisch, Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Fortsetzung III. Abſatz XVII. pag. 253.]

Ego AGNES Vidua Borchardi quondam Comitissae Schwalenberg profeitor & hisce Literis publice attestor, quod Reverendo Patri ac D. Baldeuino Episcopo Paderbornensi legitime vendiderim & vi harum Literarum transcripserim omne jus, quod mihi competit in Dynastia Schwalenbergensi, quodque mihi obvenit ex parte praedicti Mariti mei Borchardi quondam Comitissae in Schwalenberg videlicet mille sexcentas Marcas, pro quibus Dominus de Lippia oppignoravit partem suam Castris & Oppidi Schwalenbergensis. Item Stoppelbergam cum omnibus ad eam spectantibus, quemadmodum illam Maritus quondam meus a Guithero Comite comparatam possideret: hujus venditionis evictionem emptori praestabo, ubicunque necesse fuerit in praemissorum testimonium sigillum meum Literis hisce appendi; atque insuper rogavi Nobilem Virum Domicellum de Büren Cognatum meum, ut suum quoque sigillum hisce appenderet. Et Ego Joannes de Büren profeitor, quod rogatu praedictae Agnetis Viduae Borchardi quondam Comitissae de Schwalenberg cognatae meae appenderim hisce Literis scriptis Anno 1350. in Vigilia Paschatis.

CCCXXII.

Traité de Trêves entre PHILIPPE de Valois Roi de France, & EDOUARD Roi d'Angleterre, 13. Juin. *au Camp près de Calais 13. Juin 1350.* [Pièce tirée du LVI. Volume des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin pag. 9.]

Universis praesentis Litteras inspecturis, nos permissione Divina, Guillelmus Bracharensis, & Frater Joannes Brundisii, Archiepiscopi, Apostolicae Sedis Nuntii: Notum facimus per praesentes, quod nuper a Sanctissimo Patre & Domino nostro, Domino Clemente, Divina providentia Papa VI. ad Francia ad Angliae Regna, pro reformanda Pace, & Concordia procuranda, seu Trengis inter Serenissimos Principes, Dominum Philippum Dei gratia Francorum, & Dominum Eduardum eadem Dei gratia Angliae Reges illustres, qui Zizanie farore, pacis æmulo procurante periculose ad invicem plurimum diffidebant, specialiter destinati, & ad dictum Regnum Francorum accedentes, ac conferentibus nobiscum propter reverentiam Sedis Apostolicae, & ad nostram instantiam in loco sito inter Guinas & Calesium ad parlamentandum super his consuetis Reverendis in Christo Patribus, Dominis Hugone Episcopo Laudunensi, & Egidio Abbate Sancti Dionysii in Francia. Ac Magnificis viris Dominis, Joanne de Bolonia, Domino de Montgascon, & Joanne de Landaz, Militibus. Ac Magistris, Stephano de Paris, Canonico Parisiensi, Philippo de Galleis, Decano de Tarro, & Roberto Galz, Praeposito Sueffionensi, ab ipso Rege Francorum. Nec non Reverendo in Christo Patre Domino Guillelmo Norvicensi Episcopo, & Magnifico Viro Domino Roberto Comite Salsitidi, Ac Nobilibus Viris Dominis Thoma Colz &c. Roberto de Herbe Militibus ab ipso Domino Rege Angliae. Et super Pace & Trenga inter eosdem Dominos Reges & tractandis & inveniendis cum plena potestate specialiter deputatis, prout nobis apparuit legitime & plenarie nobis constat per Litteras eorundem Domini.

ANNO
1350.

Domini Regum sigillis sigillatas, plures varios Tractatus fuimus prolocuti ac etiam profecturi. Denum vero inspirante Pacis auctore praefati iudicatores, nobis mediantibus & instantibus, nomine dictorum Domini Regum & pro ipsius, & eorum Subditis, & Alligatis, seu Confederatis & Adherentibus eisdem, conjunctum statum seu conditionis existant, firmanunt, inierunt, & amicablem concordaverunt in modum qui sequitur & in formam.

Accordé est en la forme de Tresves & en esperence de bonne paix entre les Messagers & Deputez desdits dits pour & au nom desdits Roys en la maniere qui s'ensuit.

1. Premièrement bonnes Trièves & foyaux sont promises par Mer, & par Terre par les dessusdits Messagers & Deputez, entre les dessusdits Seigneurs Roys de France & d'Angleterre pour tous leurs Sujets, Coadjuteurs & Adherans, & pour tous leurs Pays, Gascongne, Limosin, Perigore, Caoursin, Agennois, Poictou, Xaintonge, Angoumois, & en toute la Duché de Guyenne, & en tout le Languedoc, & aussi en Bourgogne, Bretagne, Picardie, Flandres, Artois, Normandie. Et généralement en tous les Royaumes de France, d'Escoffe & d'Angleterre, & en toutes les Isles de Mer, obeissans à l'un & à l'autre desdits Roys, lesquelles Treves dureront jusques au premier jour d'Aoust prochain venant en un an, & lendemain Soleil levant, laquelle Triève prend fin plain effect en tous les Pays, Isles & Royaumes dessusdits de la date des ces presentes Lettres, jaloit que publication n'en soit encore faite, laquelle publication se fera en France & en Angleterre, en Gascongne, en Bretagne, & là où il apartiendra dedans le lendemain de la Feste de la Magdelaine prochainement venant, & en Marches d'Escoffe dedans la quinzaine prochaine en suivant dedans la Feste de la Magdelaine, si devant n'estoit fait.

2. Item considerer l'Estat & la Hauteite desdits Roys, & la grandeur de celle besongne, laquelle ne se peut prendre si brief, ni si convenable fin par bonne & ferme Paix, comme par le moyen & les traictemens de nostre Saint Pere le Pape, accordé est que les Roys dessusdits enverront le plusost qu'ils pourront grands & sollempnels Messagers, ayans plaine & franche puissance de traictier, pacifier, & accorder de Treves prolonger, & tous attemptis faictz tant d'une part, que d'autre, requerre & consentir la reparation d'iceux, & faire en tout & par tout, au nom & pour lesdits Roys autant comme ils seroient ou faire pourroient si presents estoient, & seront entre ledits Messagers de chacune Partie un Duc ou Comte, ou autre noble personne du Sang & du lignage desdits Roys, lesquelles Messagers seront & compareront personnellement devant nostre Saint Pere le Pape le jour de la Tousseints prouchain venant, ou dedans huit jours ensuivants au plus tard.

3. Item est accordé que aux Messagers de la part du Roy d'Angleterre, qui seront envoyez par devers nostre St. Pere le Pape, allans & venans pour la prosecution de ladicte besongne par le Royaume de France sans fraude, & sans mauvaises actions, seront baillés Lettres de sauf conduictz, & bons & honnourables Conducteurs pour aller & pour retourner, eux, leurs gens, leurs chevaux, & tous leurs biens; c'est à sçavoir, Monsieur Jean de Boulogne, Seigneur de Montgascon, le Sieur de Beaujeu & le Mareschal de Neelle; & deux d'iceux au cas que le Comte de Lancastre ou le Comte de Norante ne viendroient Messagers; & au cas que les autres Messagers viendroient l'un desdits trois Conducteurs les doivent conduire.

4. Item est accordé que chacun des deux Roys entreprenne ladicte Triève pour luy, & pour tous ceux de sa part, & neanmoins tous leurs plus principaux Capitaines de chacune part jureront de tenir & garder cette presente Triève, & autre de chacune part douze Barons & notables personnes lesquels jureront en nosres mains, ou de nos Deputez en la presence d'aucuns de la partie, & au plusost que se pourra bonnement.

5. Item est accordé qu'en cette presente Triève est compris tout ce que lesdits Roys, leurs Sujets, Coadjuteurs, ou Adherans tiennent quelque part que ce soit, & sont compris pour la partie du Roy de France tous ces Sujets, par especial, le Comte de Flandres le Pays & gens de Flandres, & de la Leue obeissant au Comte, comme à Seigneur sans moyen, forspris ceux qui tiennent le Roy d'Angleterre pour leur Seigneur Souverain; les Roys de Boheme, de Castille, de Portugal, & d'Aragon, les Escoffois, & tout le Pays d'Escoffe, forspris ceux qui sont à la partie du Roy

d'Angleterre; le Duc de Brabant, le Duc de Gueldres, l'Evesque de Liege, la Duchesse de Lorraine & ses Enfans, Messire Jean de Haynault; les gens & tout le pays de Haynault; le Comte de Namut, Messire Louis de Namur, les Genevois, Messire Jean de Chalon, le Sire de Lescun, Messire Jean de Gueslard, Messire Raoul de Caours; & tous les Sujets & Adherans & Alliez de la partie de France de quelconque condition, pays & estat qu'ils soient.

6. Item qu'en la partie d'Angleterre aussi soient compris les Roys de Castille, de Portugal & d'Aragon, le Duc de Brabant, le Duc de Gueldres, le Marquis de Fuitiers, Messire Jean de Chalon, le Comte de Neufchâtel, le Comte de Vissac, Messire Jean d'Appremont, Messire Robert de Namur, Messire Henry de Flandres, les gens & tout le pays de Flandres & de la Leue; les gens & tout le pays de Haynault; le Sire d'Alembret, les Hoirs Monsieur Jean de Bretagne, nagueres Comte de Montfort, qui se disoit Duc de Bretagne, Messire Jean de Gassard, Messire Almainieu de Foix, la Dame de Clisson & les Enfans de Clisson, Messire Raoul de Caours, Messire Anian de Pavie, Messire Dominie de Pavie, les Genevois & tous les autres Alliez, Sujets, & Coadjuteurs, & Adherans de la part d'Angleterre, & de quelque pays, condition, & estat qu'ils soient.

7. Item de la part de chacun desdits Roys seront, & sont compris en ladicte Triève tous ceux que eux, ou leurs gens voudront nommer aux Gardiens des choses de la Triève, ou à chacun d'eux dedans le temps de la publication.

8. Item que les Escoffois, & le pays d'Escoffe en la maniere dessusdits soient compris ez Trièves, comme dit est, mais se eux ne les vouloient, ains les enraignoient, ou autrement ne vouloient être compris en iceles, en ce cas eux n'y seront pas compris, & pour ce lesdites Treves ne seront pas rompues entre lesdits Roys de France & d'Angleterre, & leurs autres Alliez que le dictes Treves soient affirmées ez Marches d'Angleterre, & d'Escoffe selon les conditions & manieres que autres fois a esté faict ausdits Pays.

9. Item durant les Trièves nul desdits Roys ne doit personnellement entreprendre sur le pouvoir de l'autre.

10. Item que nuls de la part de France ne tendra traicté, ou plainement en privé ne apert avec les Flamends, ne avec personnes d'iceux durant les Trièves, afin d'eux attirer à sa part, ne pour aucune chose faire ou proccurer au contraire de la liauté faite entre le Roy d'Angleterre & eux; ne aussy avec nul autre qui soit de la part d'Angleterre, avec aucuns de la part de France.

11. Item que durant les Trièves nulles nouvelles, & entreprises ne soient faictes de l'une part envers l'autre, au prejudice des Trièves.

12. Item que nul qui ores est de l'obeissance de l'une part ne puisse venir à l'obeissance de l'autre, à qui il ne fut obeissant au temps des Treves prises.

13. Item que rien ne soit donné ou promis à nulli par nul des dites Parties, en privé, ou en appert pour mouvoir guerres à l'autre part par aucunes voyes directement ou indirectement, ains contraindra, & sera tenu de contraindre chacun desdits Roys ses Sujets, qu'ils ne menent ou fassent guerre à l'autre part, pour quelconque cause, durant les Treves.

14. Item que les gens, Sujets, Coadjuteurs, & Alliez desdits Roys, aussy bien les Flamends, comme autres quelconques ils soient, pourront aller & venir sainement de l'un Pays à l'autre, & tous les Marchands avec routes leurs Marchandises, toutes manieres des gens, routes provisions & biens, tant par terre & par mer, comme par eau douce, aussy franchement comme ils fouloient aller & venir au temps des devanciers desdits Roys en temps de paix, en payant les peages & droicts anciennement accoustumez, sans aucune nouveleté & imposition lever, fors celle que payeront les autres Sujets du Pays même excepté les Bannis qui sont bannis desdits Royaumes sans autre cause que pour la guerre desdits Roys. Mais les Barons de Gascongne, & de ladicte Duché de Guyenne, & les autres personnes de Gascongne, & de Languedoc, & de la dite Duché, soient bannis, ou autres, seront compris esdites Trièves, & pourront aller & venir d'un Pays à l'autre durant lesdites Trièves, & toutesfoies est à l'entention que les gens de Flandres puissent seurement aller & venir au Royaume de France, sans empeschement ou moleste, du Comté de Flandres, & d'aucun autre, & que cet article touchant les Marchands & Marchandises soit publié à Paris & ailleurs,

ANNO
1350.

ANNO
1350.

allieurs, & autres bonnes Villes de Flandres, & aussy à Londres, & en autres bonnes Villes d'Angleterre & d'Escoffe.

15. Item que nul desdits Seigneurs ne procurera, ne fera procurer par luy ne par autres, que aucunes nouvelles ou griefs se fassent par l'Eglise de Rome, ou par autres de St. Eglise quels qu'ils soient sur aucun des dits Roys, leurs Coadjuteurs & Alliez quels qu'ils soient, ne sur leur Terre, ne leurs Subjects pour occasion quelconque de la Guerre ou pour autre cause, ne pour service que lesdits Coadjuteurs ou Alliez aient fait ou fassent Roys ou aucun d'eux, & se nostre dit Saint Pere, ou autres le vouloient faire, lesdits deux Roys le détourneront à leur pouvoir sans mal engin lesdites Trèves durant.

16. Item se par aucun desdits Seigneurs, leurs gens, Coadjuteurs ou Alliez, aucuns Sieges étoient mis en Gascongne, en la Duché de Guyenne, en Bretagne, en Poitou, ou en Isles de Mer, ou ailleurs, les Sieges se leveront fassent comme les Trèves seront publiques, & si aucunes Villes, Châteaux, Forteresses, Terres, biens, & autres gens étoient prins, ou autrement choie faite par aucuns des dites Parties, leurs Subjects, ou Adherants, au contraire des dites Trèves apres le jour de la Datté de ces présentes qu'elles furent affermes & accordées, soit devant la Publication d'icelles ou apres, que toutes telles choses présentement, & sans delay soient restituées, & mises au point qu'elles estoient au jour des Trèves accordées & affermes.

17. Item que les debtes à Arras, Trespinois, ou autre du Royaume de France, ne soient demandées ne exécutées pendant les Trèves.

18. Item que droit soit fait d'une part & d'autre à tous ceux qui se voudront plaindre des personnes qui ont brisé leur foy, & aussy des personnes & pays qui ont creancé certaines sommes de deniers pour avoir payé aux souffrances des guerres, & n'ont mie payé les deniers; & que sur ce soient députés certains Juges d'une part & d'autre, pour faire droit à tous ceux qui voudroient demander conduict pour aller ou envoyer querre leurs prisonniers, ils aient Sauf-conduict pour aller à eux, afin qu'ils les puissent semondre de tenir leur foy, & de venir répondre devant les Juges dessus-dits, en cette maniere soit fait de payer qui n'ont mie payé les deniers creancés pour avoir payé aux souffrances comme dict est.

19. Item soient les Trèves affermes d'une part & d'autre par serment, & toutes fois soient tenues & gardées lesdites Trèves en toutes Terres, & en tout Pays du jour qu'elles sont jurées & fermées.

20. Item soient deputez Gardiens de cette présente Trêve, ayant pouvoir de contraindre, & de punir tous ceux qui l'enfreindront ou qui s'efforceront de l'enfreindre, & de repaier tous attentats qui soient faitz durant cette Trêve les personnes qui s'en suivent à chacun d'eux. C'est à sçavoir, pour la part du Roy de France ez parts de Flandres & de Picardie, Messire Guy de Neelle Mareschal de France, Messire Jean de Landais Bailly de la Comté de Saint Paul.

Ez parts de Languedoc, de Poitou, de Maintonge, d'Angoumois, & de toute la Duché de Guyenne, les Comtes de Perigord & de Vantadour, Messire Pouques de Mathatz, & les Seneschaux du Pays, & le Maistre des Arbalétriers; en Bretagne le Sire de Craon. Et pour la part du Roy d'Angleterre, pour les Pays de Calles, Picardie & Flandres, Messire Robert de Herbe Capitaine de Calais, & Messire Thomas de Rinescone, Castellain de Calais. Pour le Pays de Bretagne, Messire Tanneuy du Chastel, & pour le Pays de Gascongne, & tout le Languedoc, Poitou, Maitonge, & toute la Duché de Guyenne, le Connestable de Bourdeaux, le Sire de Pommieres, Messire Bertrand de Montferand, & les autres Seneschaux des Pays dessus-dits & le Castellain de Laignan.

21. Item que les Gardiens de cette Trêve dessus-dits, & tout ce qui pendant cette Trêve sera attenté d'une part & d'autre, tantost sans delay que requis en seront, fera faire plainne restitution, & entiere reparation, & au plus tard dedans deux mois; ne sera reputée Trêve pour rompre, pour attentats qui se fassent d'une part ou d'autre, se n'estoit fait commandement des Roys ou Lieutenants desdits Rois, mais se fera restitution & reparation, comme dict est, la Trêve toujours demeurant en sa vertu.

22. Item afin que les dites Trèves soient tenues & gardées entierement, & sans enfreindre, les Capitaines de St. Omer & de Boulongne, de Guynes, & de la Montoire, d'une part, & de ceux de Calais, de

Mere, & d'Oye, & leurs Lieutenans jureront en nos mains, ou de nos Commis en lieu accoutumé amplement entre Guynes & Calais dedans un mois apres la Datté de ces présentes Lettres aux Saintes Evangilles de Dieu, touché le livre, qu'ils tendront & garderont, & seront garder & tenir loyalement lesdites Trèves par eux, & tous leurs Subjects de point en point, sans mal engin, & sans fraude, & que tous ceux qui les dites Trèves enfreindront, ou enfreindraient en aucune maniere, ils ne recevront ne tendront en leur pouvoir & destroit, & que toutes les expositions qui durant les Trèves seront faites contre la forme d'icelles, ils seront adreccié deuement & plainement, & seront restitués toutes les pertes & dommages à tout leur pouvoir, sans faure, ou deport d'aucun.

23. Item si entre les Capitaines de St. Omer, de Boulongne & de Guynes & de la Montoire d'une part, & ceux de Calais, de Mere, & d'Oye, d'autre part, étoit debat ou discord pour cause de maléfices faitz au prejudice des Trèves ou forme d'icelles, ceux, ou celui des dits Capitaines qui lesdits debat ou discord touchera, soient tenus par leurs serments d'assembler avec les Capitaines ou Capitaine de l'autre part à qui la chose touchera au lieu accoutumé à parler entre Guynes & Calais quand ils seront requis l'un par l'autre, pour faire adrecciements & amendes sur le dit debat & discord, & tout ce que raison & bonne foy demandent.

24. Item que les dessusdits Gardiens de cette Trêve Deputez ez parts de Languedoc, de Poitou, Maitonge, & d'Angoumois pour les deux Roys, & chacun d'eux jureront en nos mains, ou de nos Deputez dedans quinze jours apres la Publication de cette Trêve faite, comme dict est, de tenir & garder, faire tenir & garder cette présente Trêve en tous Points.

25. Item au cas que ceux qui doivent faire adreccié & repaier les attentats qui seront faitz contre cette Trêve, ne le pourront ou voudront faire deuement, adonc seront Juges pour les Francois, le Duc d'Athènes, le Comte de Foix, le Comte d'Armagnac, le Comte d'Harcourt, le Sire de Beaugen, Messire Jean de Boulongne, Seigneur de Montgascon, le Vicomte de Thouars, le Vicomte de Laval, tant communement, que divèlement.

Et de la part des Anglois, le Comte de Lenclastre, le Connestable d'Angleterre, le Mareschal d'Angleterre, le Comte de Huytonone, Messire Barthelemy de Boutwuch, le Seneschal de Gascongne, le Sire d'Alcibert, Messire Thomas d'Aquebourch, tant communement que divèlement pour faire droicture & pour adreccié les mesprises à tous qui se voudront plaindre d'une part & d'autre.

26. Item qu'en la main de nos Archevesques pour & au nom de nostre St. Pere en garde & en commende soit retenué, si elle est encor par devers nous, & se elle n'y est, sera mis loyalement & de fait tantost apres la Publication de cette Trêve faite, comme dict est, la Ville de Florence & de Chastel appellé Poulhiac, & leurs appartenances, pour être mis en mains de nostre dit St. Pere cette Trêve durant, laquelle dite Ville & Chateau ne aucunes autres gens filans des dits Ville & Chateau ne meseront à l'une part, ou à l'autre; & cette Trêve faillie, nostre St. Pere sera tenu de la rendre aux gens du Roy d'Angleterre, aussy bien garnie, & en aussy bon estat comme elle aura été baillée à nos Archevesques, si entr'eux n'en est autrement par paix, par accord, ou par raisonnable ordonnance de nostre St. Pere obligé par nos Lettres sous nos sceaux, lesquelles ils ont par devers eux.

27. Item que pendant la dite Trêve nuls empeschements ne sont mis à nous par la partie des Francois, leurs Officiers, & gens pourquoy restitution soit empeschée estre faite aux Anglois, comme dict est, se nul y efoit, ils le feront oter sans fraude, & aucune mal engin.

28. Item cependant cette présente Trêve aucunes empeschements nous estoient faitz par les Anglois, leurs aydants, Officiers, ou gens, ou aucune occupation faite, pourquoy nous n'ayons la detention & possession corporelle paisiblement durant la Trêve des dites Villes & Castell, ils le nous oteront & feront oter sans delay & aussy feront les Francois.

Quas Treugas cum præscriptis omnibus & singulis Articulis seu Capitulis earundem firmiter & inviolabiliter observandas, pronomati Tractatores & Deputati, Episcopi videlicet & Abbas, more Prælatorum præsentibus; ceteri vero corporaliter contactis Sacrosanctis Evangelis, nominibus, & in animas dictorum Dominorum

ANNO
1350.

ANNO 1350. norum Regum, & in nostris manibus iuraverunt, & appendione Sigillorum suorum munierunt. Et nos Archiepiscopi prelati in testimonium omnium & singulorum premissorum, nobis mediantibus & testibus infra scriptis presentibus, actorum, concordatorum, firmatorum, & ut premititur, juratorum, Sigilla nostra, una cum Sigillis dictorum Tractatorum, duximus presentibus Litteris appendenda, & ipsas Litteras voluntate dictorum Tractatorum sub pari munimine ad cautelam multiplicari fecimus, & ex causa acta, & concordata, firmata, & curata, & sigillata fuerunt hæc per predictos Tractatores & Commissarios dictorum Dominorum Regum superius nominatos, & nostris Sigillis sigillatis. In Campis juxta Caesiam Morinenfis Diocesis die Dominica 13. die Mensis Junii, 1350. Presentibus nobilibus & discretis viris Dominis,

Joanne le Vicomte de Regno Chipria, Guillelmo le Breton, Militibus. Olivario Gardelli, Baccalaris in Legibus, Archipresbytero Tailliburgi Xantonensis Diocesis.

Bernardo Chapulli } Presbyteris.
Joanne Gellardi }

Bartholomeo del Cassaulz, Domini Papæ Scriptore.

Excepto Domino Roberto Comite Suffolciæ, qui in presentia dictorum Testium, non in predictis campis, sed in Caesio predicta egit, concordavit, firmavit, & juravit, infirmitate detentus, & fuerunt predicti Testes ad premissa vocati specialiter & rogati.

CCCCXXIII.

10. Sept. *Marriage de GALEAS Vicomte Seigneur de Milan, & de BLANCHE de Savoye. Fait au Château du Bourget, le 10. de Septembre, 1350. [S. GUICHENON, Histoire Genealogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 181.]*

MILAN ET SAVOYE.

In Nomine Domini nostri Jesu Christi Amen.

ANNO Nativitatis ejusdem millesimo tercentesimo quinquagesimo, Indictione tertia, juxta mores Sabaudie, die Sabbati decimo mensis Septembris. Illustris Princeps, ac Magnificus, Potens & Excelsum Dominus Amedeus Sabaudia Comes ex una parte, & Nobiles ac discreti Miles & Viri Domini Umberto Curus & Huguetus de Juvenco Ambasiatores Reverendissimi in Christo Patris & Domini Magnifici Domini Joannis Vicecomitis Dei & Apostolicæ Sedis gratia Sanctæ Mediolanensis Ecclesiæ Archiepiscopus, ac Civitatis Mediolani, &c. perpetui & generalis Domini, nec non Magnifici, Potentis & nobilis Militis Domini Galeaci Vicecomitis de Mediolano, ut illius Domini Galeaci Procuratorio, de cujus prius est inscriptum, traditum, & subscriptum nomine illius Domini Galeaci ex parte alla, faciunt infra scriptas conventiones ad invicem, videlicet.

In Primis quod de presenti Nobilis, Egregia, & Excelsa Domina Blanchia Domicella Sabaudia ac Soror Domini Comitis memorati jurabit in ejus anima contrahere Sponsalia, & Matrimonium per verba de presenti in Ecclesia de Rippolis, concedendo Domino Galeacio, dicta Matre Ecclesia concedente, & quod ipsa Domicella Blanchia non fecit nec faciet actum, propter quem Matrimonium valeat impediri & debitum fortitatur effectum.

Item quod ante desponsationem fiendam per ipsum Dominum Galeacium in persona & de persona dictæ Domicellæ Blanchiæ, filie Domini Galeas der illi Domicellæ omnia jocalia auri, & argenti, & quevis alia que occasione illius desponsationis eidem Domicellæ dare convenit per ipsum Dominum Galeacium: & si pro tunc ad plenum non darentur eo quod non essent ibi parata, quod postmodum quam citò commoditas adesse poterit, dentur per ipsum Dominum Galeacium eidem Domicellæ secundum statum utriusque eorum, que jocalia sint illius Domicellæ etiam à quocunque donecentur & quocunque tempore.

Item quod de presenti post ipsum juramentum illius Domicellæ deponantur florenos quadraginta mille auri penes Abbatem, Monachos & Conventum Monasterii de Alacombe in quadam archa, promittentibus & se & bona sua obligantibus Domino Comiti Sabaudie supra dicto principaler & secundario & fidejussoris nominibus Domino Comite Gebennensi Domino de Chevro-

TOM. I. PART. II.

ne, Domino Amedeo de Bellovidere, Domino Villanova, Domino Guillermo de Balma, Domino de Montagniac, Domino Petro de Montegelat, Domino Georgio de Solerio, Domino Petro de Compeyffio, Domino Joanne Ravasit, Aymaro de Seyffello; cum renunciationibus tamen opportunis etiam & sub fide Sacramenti eorum, & cuilibet eorum quod ipsos è loco depositionis denarios salvos facient, & quod de denariis nullum removebunt, nec removei permittent aliquo modo vel causa, & suo periculo denarios predictos conservabunt, donec dictus Dominus Comes Sabaudie dederit, & assignaverit de bonis, & redditibus suis predicti Domino Galeacio, & ipsi Domicellæ secundum modum, & formam alias in Instrumento Mediolani confecto, Rogato per Jacobum Nibregenum Notarium Mediolani, & per Guidonem Bainbeli de Aviliana Diocesis Taurinensis Notarium die Mercurii xxvii. mensis Martii proximè præteriti comprehensam: & si infra tempus biennii predictus Dominus Comes non dederit, & non assignaverit de bonis, & redditibus suis, eidem Domino Galeacio & ipsi Domicellæ ut supra, ex tunc liceat Domino Galeacio, & dictæ Domicellæ & eorum Nuntius ipsos denarios removei, & de eis denariis emere ab aliis personis in Comitatu Sabaudie bona ad ipsam quantitatem, & prout in illo Instrumento Mediolani confecto in aliis sequentibus Conventionibus plenius continetur; ita tamen quod dicta pecunia non possit capi nec deferri ultra Montes, nec extra Comitatum Sabaudie.

Item quod de presenti pro quantitate decem millium florenorum auri, quos debet dictus Dominus Comes Sabaudie predicto Domino Galeacio, fiat per ipsum Dominum Comitem ejusdem Domini Galeaci Nuntio nomine illius Domini Galeaci, & predictæ Domicellæ recipienti venditio cum translatione Domini, & possessionis, & cum aliis clausulis necessariis, & oportunis de Castellania, Terra, Villa, & Territorio de Yenna Comitatus Sabaudie, & de Jurisdictione, honore, & districtu, mero & mixto imperio, cum omnimoda Jurisdictione dictarum Castellaniæ, Terræ, & Territorii de Yenna & de redditibus correspondentibus predicto Domino Galeacio, & dictæ Domicellæ ad quantitatem 500. florenorum auri annuatim, exceptatis tamen homagiis, feudis, & fidelitate Nobilibus dictarum Castellaniæ, Villæ, Terræ, & Territorii Yennæ: & si illi redditus non corresponderent ad quantitatem florenorum 500. auri annuatim, quod tunc in locis ibi coadjacentibus ad dictum Dominum Comitem pertinentibus in laudem quatuor virorum eligendorum, & in aliis Pactis, de quibus supra fit mentio, continetur, per ipsum Dominum Comitem suppleatur.

Item quod ante desponsationem fiendam per ipsum Dominum Galeacium in persona dictæ Domicellæ, ille Dominus Galeacius recognoscet à predicto Domino Comite, quod dictam Castellaniam, Villam, Terram, & Territorium de Yenna & ut alias supra supplemam in feudum & sub homagio, præstetque Sacramentum fidelitatis eidem Domino Comiti contra omnes, excepto contra prefatum Dominum Joannem Archiepiscopum Mediolani, & Dominos Matheum & Barnabonem fratres illius Domini Galeaci, & eorum descendentes legitimos.

Item quod predicta omnia ante desponsationem predictam per ipsum Dominum Galeacium fieri incumbenda ratificentur, & que erunt fieri possibilia pro tunc compleantur.

Item quod dictus Dominus Comes, & sui hæredes possint perpetuo remere predicta pretio simili quando volet, dum tamen reumat predicta integrè & non particulariter, & non aliter possit remere.

Que omnia, & singula dictæ Partes suis & modis & nominibus supradictis promiserunt, & conveniunt vicissim solemnè obligatione bonorum eorum Dominorum Comitibus Sabaudie & Galeaci, ac etiam jurant ad Sancta Dei Evangelia corporaliter tactis Scripturis, attendere & observare, & nullo tempore contra facere, nec venire modo aliquo. Adum anno, Indictione, & die predictis, in Castro Burgeti de Sabaudia, in Camera cubicularia ipsius Domini Comitis, presentibus testibus Domino Guidone Cathene Milite, Joanne Raynaldi, & Antonio Bessonis Secretariis dicti Domini Comitis, Forerrio de Turnone, & Aymerico de Montefalcone, omnibus testibus ad premissa vocatis, & specialiter rogatis.

ANNO

1351.

CCCXXIV.

15. Mai. Alliance & Confédération perpétuelle entre les Cantons de ZÜRICH, de LUCERNE, d'URY, de SCHUITZ, & d'UNDERWALDEN, par laquelle ils se promettent, sous la foi d'un serment publiquement fait à Dieu & à ses Saints, de s'entraider & favoriser les uns les autres, tant que leurs Corps & Biens se pourront étendre, contre ceux qui voudroient les attaquer & molester, sans jamais pouvoir s'en excuser. Fait à Zurich le jour de St. Walpurg à (1) l'entremise du mois de May, l'an après la nativité de Notre Seigneur courant 1351. [LEIBNITZ, Codex Juris Gentium Diplom. Part. I. pag. 189.]

An nom de Dieu Amen.

Nous les Bourguemaîtres, Conseillers & les Bourgeois généralement de la Ville de ZÜRICH, l'Advoyer, Conseil & Bourgeois généralement des Pais de LUCERNE, d'URY, SCHUITZ & d'UNDERWALDEN; faisons savoir à tous ceux, qui veront & orront lire ces présentes, que nous par bon avis saine & meure deliberation, par bonne paix, défense & protection de nos personnes, de nos biens & de nos gens, & pour le bien & utilité de nos Pays avons accordé une perpétuelle alliance & amitié, laquelle pour nous & nos perpétuels successeurs, qu'en ce enjoignons & voulons estre perpétuellement compris avec nous, avons promis corporellement & publiquement juré & fait serment à Dieu & aux Saints, la garder & entretenir perpétuellement & fidèlement à jamais & irrévoquablement : & d'autant que les choses transitoires se mettent en oubli, le cours de ce monde s'en va & se consume, & que par le long temps des années toutes choses se changent; pour ces causes nous des dites Villes & Pays nous baillons les uns les autres de cette amiable association & perpétuelle alliance un tesmoignage public & manifeste par Lettres & écritures nonnément, que serons tenus nous aider & favoriser les uns les autres tant que nos corps & biens se pourront étendre (tous dols exceptez) contre tous ceux qui par force & contre raison nous, nos personnes & nos biens, nos honneurs & libertez voudroient facher, molester ou assaillir, tant nous, que tous ceux qui sont compris en cette Confédération presentement ou par cy après dedans les limites & circuitz y après spécifiés.

(a) Il faut qu'il y ait une faute. Le mot de Bâle ne convient point là. Bâle n'est ni sur l'Aare, ni au dessus de cette Rivière par rapport à Berne.

§. 2. Premièrement depuis le lieu de la source de la rivière nommée Ara au lieu dict Grunten, & tirant bas en le long de la dicté rivière par (a) Bâle par Berne & toujours le long de la dicté rivière d'Ara en bas, jusques au lieu où elle entre dedans le Rhin, & de là contremont du Rhin jusques au lieu, où une autre rivière nommée le Thur entre dedans le Rhin & de là toujours le contremont de la dicté rivière du Thur, jusques au lieu de sa source, & de cette source tirant droit jusques au lieu, & par le Pais des Grisons le contremont jusques au fort de Riveremberg, & du dict Riveremberg tout outre de là le mont Saint Goudard jusques à la Montaigne de la Platten, & de là jusques dessus le Mont de Thoyfel, & du dict Thoyfel jusques au dessus nommé Grunten le lieu de la source de la dicté rivière d'Ara; & si dedans les dites limites & circuits aucuns de ceux, qui sont compris en cette alliance fust contre droit & equité assailli ou endommagé de quelqu'un en sa personne ou en son bien; en ce cas le Conseil & la Communauté de la Ville ou l'ois, où tel dommage auroit esté fait, jugera par son serment & connoitra de tel dommage qui auroit esté fait, & ce que le dict Conseil ou la Communauté, ou

(1) On croit que l'entremise du mois de May, se doit entendre du 15; mais, dans le Martyrologe Romain, on ne trouve point de Saint Walpurg, dont la fête doit tomber sur ce jour-là. On y trouve seulement Sainte Walburga, Vierge, & fille de Richard Roi d'Angleterre, dont la Commémoration se fait le 1. & non le 15. Il se peut que ce Saint Walpurg ait été particulièrement honoré à Zurich, & qu'il soit moins connu ailleurs. [D'U.] On peut conjecturer de cette Remarque, que St. Walpurg a été mis, par une faute du Copiste, pour St. Walburga, puis que la différence de ces deux Noms est très-petite, que les Allemands confondent d'ordinaire le b & le p, & que l'équivoque est facile de St. à St. Il y a d'ailleurs grande apparence que l'entremise a été mis pour, l'entree de May, ou simplement pour l'entree, comme il paroît de la Copie Italienne de ce même Traité qui suit.

la plus grand part de la Ville ou du Pays, qui auroit esté endommagé par son serment connoitra ou jugera, soit pour assister, ou assaillir actuellement selon la nécessité; tel Conseil ou Communauté de la dicté Ville ou Pais, qui seroit, comme dit, endommagé, devra & pourra admonester les autres Villes & Pais, qui sont en cette Alliance, & se fera telle admonition par Messagers feurs, ou par Lettres du Conseil ou Communauté de la dicté Ville ou Pays, à sçavoir au Conseil des Villes, aux Ammanes, aux Communautés, aux Eglises des dites trois Pays. A lors telles Villes & Pais, qui auront esté admonestrez, seront tenus par leurs sermens, ayder, favoriser & assister sans delay en toute diligence, & en toutes choses, que la nécessité requerra à ceux, qui les auront requis & admonesté de secours.

§. 3. Nul de nous des dites Villes & Pais ne pourra & devra par paroles, ny par effect reculer, se retirer, ou excuser envers les autres de cette Alliance, admonition & ayde en maniere que ce soit, ny rechercher ny procurer aucuns moyens, au moyen desquels telle ayde, qui auroit esté demandé fust refusé, ains chascune Ville & un chascun Pais sera tenu faire tel ayde à ses propres despens.

§. 4. Les cas advenant, que nous ou aucuns de ceux, qui sont en cette Confédération, fussent si soudainement invahis & endommagés, qu'il fust nécessaire d'un prompt & subit secours, en ce cas devons de toutes parties sans attendre de secours l'admonition ains promptement & sans delay envoyer & tellement y donner ordre, que tels dommages soient vengez, & qu'il y soit obvié sans aucun retardement. Et si le fait estoit tel & de si grande importance, qu'il fust nécessaire de marcher ou assieger, en ce cas estans l'une de nos dites Villes ou Pais d'entre nous par aucuns autres des compris en cette Alliance par Messagers ou par Lettres admonestrez, nous serons tenus envoyer sans nulle dilacion à l'Abbaye des (b) Hermites, & il (c) lui enverra un tel jour, adviser & consulter, ce qui sera le plus utile & le plus expedient, tellement que celui ou ceux, qui auront demandé secours le cas advenant, que l'un yint assieger quelqu'un, alors la Ville ou le Pays à qui le fait touche, & qui auroit admonesté, supportera seul le fraix, qui à l'occasion du siege auroient esté encourus (e) ouvriers tous dols exceptez.

§. 5. Si aucun quel qui pourroit estre voulust faire dommage, ou assaillir personne de ceux, qui sont compris en cette Alliance, & qu'il fust résident de hors les dites limites & circuits tel cas advenant, & que tel ou tel, qui auroient fait le dommage se trouvaissent rière la Souveraineté de nous des dites Lignes; cely ou ceux là, ensemble tous leurs adhérens & serveurs, seront arretez, apprehendez & induits à restituer tel dommage sans delay, tous dols exceptez.

§. 6. Les cas advenant, que nous de Zurich eussions différends ou questions généralement avec nos dits Alliez de Lucerne, Ury, Schwitz & Underwalden, ou avec aucun d'eux particulièrement (ce que Dieu ne veuille) nous par tel effect enverrions aux journées à la dicté Abbaye des Hermites & devra à la dicté Ville de Lucerne ou les trois Pais tous en general ou aucuns d'eux particulièrement, qui auroient différends avec nous de Zurich estre deux hommes de bien, & nous aussi deux autres; lesquels seront tenus de jurer aux Saints Evangiles, & incontinent sans delay vider le différend par voye amiable ou par la justice, & ainsi que les quatre ou la plus part d'entre eux recognosstront, nous les deux parties le devons tenir inviolablement (tous dols exceptez.) Et s'il advenoit, que les quatre ne fussent d'accord, ains partis en leurs opinions; en ce cas par le serment qu'ils ont juré, seront tenus de choisir dedans nostre Pays des Lignes un superarbitre, qu'ils cognosstront estre propre & capable pour tel effect, & cely qui ainsi ils ordonneront sera induit & pris par la Ville ou Pais où il est résident, de entreprendre la cause avec les dits quatre, & par son serment contraindre d'incontinent & sans delay vider la cause; le tout sans tromperie.

§. 7. Nul de ceux qui sont en cette presente Alliance ne pourra convenir par devant les Juges spirituelles pour debtes d'argent, car un chascun se doit contenter de la justice du Lieu, où le défendeur fait sa résidence, là où elle se doit faire aussi promptement par le serment sans delay. Et si justice y estoit refusée & que cela fust manifesté, alors, il pourra chercher son bon droit ailleurs, ainsi que la nécessité le requerra.

§. 8. Nul de ceux qui sont compris en cette presente

ANNO

1351.

ANNO
1351.ANNO
1351.

sente Alliance ne devront & ne pourront se dire arres-
ter les uns les autres, que pour les vrais debtours plei-
ges, qui luy en auroient fait promesse.

§. 9. Nous avons aussi unanimement conclud & ar-
resté, que nul de nous les dictz Alliez comprins en
cette Confédération pour quelque cause ce soit, ne se
pourra engager pour gaigne pour un autre.

§. 10. Le cas advenant que aucun des comprins en
cette Alliance auroit merité la mort, & que par la Jus-
tice du Lieu ou il seroit sa residence, il fust pour tel
descrié; les autres Justices auxquelles tel cas sera mani-
festé par Lettres patentes & scellées du sceau de la Vil-
le ou du Pais, la descrieroient semblablement, comme
il avoit esté descrié par son Juge; & celui qui puis apres
le logera, retirera, nourrira & entretiendra, iceluy se-
ra mis en sa coulpe (sa vie toutes fois sauve) tous dolz
exceptez.

§. 11. En outre avons tous en general reservé, ad-
visé & conclud, que par cy apres nous generalement,
ou aucune Ville ou Pais particulièrement d'entre nous,
si aurions delibéré s'asseurer ou se alier avec Sieurs
ou Villes, que nous le pourrions bien faire, par telle
condition toutes fois que cette presente Alliance &
Confédération avant toutes autres, que par cy apres
nous pourrions accepter, devrions perpetuellement,
fermement & irrevocablement en toutes les choses y
contenues & esrites garder & observer les uns envers
les autres, tous dolz exceptez.

§. 12. Il a esté aussi expressement advisé, s'il adve-
noit, que par aucun le Sieur Rudolf Brun Chevalier à
present Bourgmestre de Zurich, ou ceux que par cy
apres parviendroient en l'office de Bourgmestre, les
Conseillers, Compagnies & les Bourgeois generale-
ment de la dicte Ville fussent fachez ou molestez, en
leurs Justices, Compagnies, & en leurs Droits & Statuts,
qu'ils ont faicts & dressé, & qui sont comprins en
cette Alliance; en estans nous les dictz de Lucerne,
Ury, Schwiz & d'Underwalden, admonestez ou adver-
tis par le Bourgmestre seulement ou par le Conseil
de Zurich, par Lettres scellées de Bourgmestres ou
au Conseil dudit Zurich, nous serons par le serment
tenus leur incontinent assister & ayder à ce que le Bour-
gmestre, le Conseil & les Compagnies demeurent en
leur autorité, Justices, Droits & Statuts; ainsi que com-
prins sont en cette presente Confédération, (tous dolz
exceptez.)

§. 13. Il est aussy tout notoire, que nous avons ex-
pressement arresté & conclud envers tous ceux, qui
sont comprins en cette Alliance, que une chascune
Ville, Pais & Village de quelque ressort qu'ils soient
comprins en cette Alliance, doivent demeurer au con-
tenu de leurs justices, preeminences, droicts, statuts
& de leurs bonnes coutumes, ainsi que du passé ils ont
tousjours esté jusques à present; tellement qu'ils ne
pourront, & ne devront les uns les autres fe donner
ou faire empeschement à l'occasion de ce, tous dolz
exceptez.

§. 14. Il a aussi esté singulierement advisé, afin que
tant les vieils, que les jeunes soient tant mieux infor-
mez de cette Alliance, & tous ceux, à qui elle tou-
che; que de dix ans en dix ans & tousjours au com-
mancement du mois de May ou environ, ainsi que par
nous des dictes Villes & Pays sera ordonné, ou que
chascun de nous le requerra des autres, par nos ser-
mens, elle soit renouvellee & reconfermée par paro-
les, escriptions, par serment & autres choses, qui se-
ront requises & nécessaires, les hommes & enfans mas-
les, qui en ce temps outrepasseront l'age de seize ans
jurèrent aussy de perpetuellement & fermement tenir &
observer cette Confédération, tous ses points & arti-
cles comme contenu est en ces presentes Lettres. Et
si tel renouvellement ne se faisoit aux dictes ter-
mes, & qu'il ne fust retardé ou empesché par faicts ac-
tuels, cela toutes fois ne prejudiciera rien à cette
presente Confédération. Car elle doit perpetuellement
demeurer ferme & stable en tous ses points & articles
cy dessus spécifiés en escripts.

§. 15. Nous avons aussi tous d'une voix & par bon-
ne deliberation reservé, que si par cy apres pour nostre
bien & profit public nous fussions d'avis de dimi-
nuer ou augmenter quelque chose en cette presente
Confédération; que nous tous ensemble le pourrions
& aurons bien pouvoir de ce faire, quant nous tous,
qui sommes comprins en cette Alliance en serons d'un
mesme accord & consentement, de ce que estimerons
& cognoistrans nous estre utile & nécessaire, tous dolz
exceptez.

§. 17. Et pour confirmation & corroboration public-
que, afin que routes choses y dessus escriptes presen-

TOM. I. PART. II.

tement, & par cy apres demeurent fermes & stables à
perpetuité par nous & par nos Successeurs; nous les
dessus dictes Villes & Pais de Zurich, Lucerne, Ury,
Schwiz & d'Underwalden avons publiquement fait
pendre nos sceaux à ces presentes Lettres, qui furent
faictes à Zurich, le jour Saint Waldpurg, à l'entre-
my du mois de May l'an après la nativité de nostre
Seigneur courant 1351.

*La même Confédération en Italien, sur un Manus-
crit, que l'on insere ici d'autant plus volontiers,
que cette Copie peut servir à corriger divers
endroits de la précédente.*

In nome di Dio così sia.

NOI Borgomastri, Consiglieri & communi Citta-
dini della Città d'Urania, Schuitz, Onderwald,
facciamo sapere à tutti quelli i quali vederanno, leggeranno,
& udiranno leggere le presenti Lettere, che Noi con buon consiglio & matura deliberatione per
causa & conto di buona pace & disensione delle perso-
ne & de beni nostri, & di tutte Città, Paesi & Genti ad
utilità & ben commune del Paese di una perpetua Lega
si siamo radunati & habbiamo approvato, & apertamente
giurato à Dio, & à Santi per noi & per tutti i nostri
Successori i quali vogliamo che in questa Lega siano
perpetuamente allegati & compresi, massime in havere
& allegare una perpetua Confédération, la quale nell'
avvenire sarà immacolata; la quale ancora con buona
fede stabile, ferma, valida & perpetua sarà; & perche
le cose insalubri sono ad oblivione sottoposte, & il cor-
so di questo mondo gira, & passa, molte cose si muta-
no; però ci diamo noi predetti Città & Comuni l'uno
all' altro questa fede perpetua & chiara testimonianza
con Lettere & Scritti, di maniera, & modo che dobia-
mo esser pronti ad aiutar l'un l'altro senza contrad-
dizione alcuna per quanto si ditteranno le persone & la
roba contra ognuno il quale ci volesse offendere nella
persona roba & honore, con force & senza ragione,
fare insidie & senza causa volesse pigliare à molestare
alcuno di noi privilegiati in la libertà nostra che in
questa Lega sono compresi nel presente & nell' avve-
nire dentro i termini & confini come qui sotto è scrit-
to ciò è: Prima dove l'Aro la nasce, che si dice nel
Grialel, & di la in giù, & quelle di Berna dove l'Aro-
la entra nel Reno & di la fin nel lato dove nasce, &
da quel fronte per li Grigion fino alla Fortessa nomi-
nata Reinghemburgh fin di la da San Gottardo fin sul
monte di Piarecio, & di la fin al Torsel, & un'altra
volta fino à Grinisel dove l'Arola nasce.

Ma se in questi confini fosse alcuno in questa Lega
compresso il quale in alcun modo fosse danneggiato, si
nella roba come nella persona, all' hora deve il Con-
siglio & Comunità di questa Città & Paese, che si ri-
trova danneggiato, soprastare, & sopra la fede sua rico-
noscerà il danno, & in quel modo il Consiglio & Com-
unità, o la maggior parte del Paese, o Città che hà
riceuto il danno sopra la fede sua haverà da giudicare
che aiuto gli faria di bisogno in prendere, & manegiar tal
negotio; all' hora può & deve il Consiglio & Com-
unità di quella Città che è danneggiata avvisarlo all' al-
tra Città & Paese che in questa Lega è compreso, &
quando questa ammonitione & avviso è fatto con un
Corriero o Lettore del Consiglio o della Comunità
di quella Città o Paese alli Consigli delli tre Cantoni,
essi senza interpositione alcuna, auvilino di questo le
altre Città le quali sendo avvisate sopra la fede sua di
nuovo devono con ogni prontezza esser preparate subita-
mente con tutte quelle cose che fanno bisogno per
aiutar quelli che hanno riceuto il danno. Et niuno di
noi dette predette Città & Cantoni in niun modo, &
via debba trattare con alcuno della presente Lega ne
meno debba in parole ne in fatti ardire di cercar cosa
alcuna, per la quale questo tale aiuto del quale siamo
aiutati fosse impedito, ritardato o rimolto.

Ancora debba ogni Città o Paese prestar quello
aiuto à sue spese senza dubbio alcuno.

Se fosse ancora à noi o vero ad alcuno in questa Lega
compresso accaduto qualche danni di maniera che
fosse bisogno di subito & presto aiuto, all' hora dove-
mo noi da tutte le bande senza essere avvisati subita-
mente foccorrere, prestare, o mandare aiuto, di ma-
niera che tal danno sia o restorato, o vendicato sen-
za tardanza alcuna.

Ma se la cosa fosse tanto grande & importante che
fosse bisogno d'intimare alcuna Dieta, & che acca-
desse in quell' estate che alcuna delle Città o Paese
K k 2 in

ANNO in questa compreso, & con Corriero & anco con Lettere fosse all' hora avvisato dobbiamo noi subitamente & senza dimora andare alla Dieta alla casa di Dio, dell' Abadia di Santa Maria, & ivi consigliar di quello che sarà più utile, di maniera che colui d' coloro, che si haveranno avvisati, presto siano aiutati senza dubio alcuno.

Se ancora alcuno fosse assediato à quella Città & Paesi che saranno assediati se gli debba mandare la spesa & pagar quelli che gli aiutano, & che essi hanno riceuto in aiuto, quali spese si facciano per conto di levar l'assedio.

Se anco fosse alcuno sia chi si voglia, il quale senza ragione prendesse & facesse danno ad alcuno in questa Lega compreso, & che tal persona habitasse fuori di predetti termini & confini, quando tal cosa venisse à lamentatione di colui, & di quei tali che facessero tal riprefaglia, & danno, & venissero nelle mani di noi predetti Confederati; all' hora si debba pigliare & sequestrare colui, & quei loro aiutanti & servienti, & le loro persone & robbe, & fare con ogni diligenza, che quanto più presto si debbe ristorare tal danno di tal riprefaglia, *ut supra*.

Se occorresse ancora che noi i predetti di Zurich pigliassimo & havessimo qualche discordia comunemente colli predetti nostri Confederati, di Lucerna, Urania, Schuuitz, & Onderuald, & vero con alcuno di essi particolari, che Dio noi voglia, dovemo per cio venire à Dieta nella predetta Casa di Dio, & debba la Città di Lucerna, il trè Cantoni tutti comunemente, & vero uno di loro particolare che havera tali discordie con noi di Zurich, eleggere dui huomini savii, & noi ancora dui altri & quelli quattro debbano giurare à Dio, & à Santi suoi d' impedir subito tali negotii & differenze, & d'accordo, & per ragione, come essi quattro & la maggior parte d'essi concluderà, & noi ambe dui Parti stabilmente osservarlo senza intermissione alcuna.

Ma se occorresse, che essi quattro quali à tal cosa eletti furono si partissero & dividessero ugualmente, & che trà essi nascesse discordia, all' hora debbano sopra la fede loro qual giuramento eleggere & pigliare un huomo dentro la nostra Lega, il quale all' hora sia stimato che à tal cose sia commune, & che non renghi più da una banda che dall' altra. Et à colui il quale volontariamente essi hanno eletto quelli di quella Città & Paese dove esso habita debbano dire, & comandare che accetti tal negotio con essi quattro & sopra la fede sua si sforzi di spedire tal cosa subito & presto senza fallo niuno ancora che sia in questa Lega compreso, debba citar l'altro à spiritual giuditio à ragione o giurisdittione per conto di debito di danari. Imperò che ognuno debba torre dall' altro & stare à ragione in quella Città & in quei Governi dove il reo habita, & appartiene; & ivi ancora sopra la fede loro si debba giudicare & spedire tal negotio subito senza dimora alcuna.

Ni si uno ancora che sia in questa Lega compreso debba pignorare, & sequestrare mente dell' altro, eccetto se il debitor & la sicurtà quale ha accettato non è approvata havendo etiamdico convenuto in questo, che niuno Confederato il quale sia in questa Lega, per alcuna cosa debba esser pignorato per l'altro.

Se fosse ancora alcuna persona compresa in questa Lega, la quale commettesse dilitto, per il quale fosse bandito della sua giurisdittione & che questo bando con manifesti, & sigilli penderici del suo Paese fosse fatto, sapera all' altra giurisdittione debba essere bandito in modo, & in maniera che sù bandito nell' altra giurisdittione.

All' hora colui che l'alberga, gli da aiuto da mangiare & da bere, & che si sappia esso, tale incorra nella pena di colui, salvo che per modo alcuno non incorra nella pena della vita.

Noi ancora habbiamo da noi stessi riservato insieme che se alcuna della nostra Città & Paesi particolari che per l'auvenire si volessero meglio assicurare & collocare con qualche Signore & Cittadino che non solo non possano ben fare, ma sopra ogni cosa, che questa Lega dell' uno verso l'altro sia perpetua, stabile, & ferma, & conservar dobbiamo tutte le cose nella presente Scrittura dichiarate. Si è ancora chiaramente concluso & dichiarato che se alcuno cercasse di voler molestare il Signor Ridolfo Bruen Cavallere, il quale al presente è Borgomastro, i Consiglieri, i Tribu, i Cittadini, i Comuni di quella Città, ne i suoi Giuditii & Leggi quali hanno fatto, & sono compresi in questa Lega quando i predetti di Lucerna, Urania, Schuuitz & Onderuald faremo avvisati solo da un Borgomastro

ovvero da un Consigliero di Zurich all' hora sopra la fede nostra dobbiamo essere presto ad aiutarli, si che il Borgomastro, Consiglieri & Tribu, restino con la posanza, giuditio, & Leggi loro in modo che essi sin qui l'hanno portato in questa Lega.

Noi predetti di Zurich, Lucerna, Urania, Onderuald, ci habbiamo noi stessi reservati in questa Lega il nostro Signore & il Rè & il sacro Romano Imperio & ciò che ad essi siamo obligati come noi anticamente in buona usanza siamo tenuti & di più noi di Zurich ci habbiamo riservato la nostra Confederatione, Leghe, & approvatione, quali noi avanti questa Lega fatti habbiamo.

Noi predetti di Lucerna, Urania, Schuuitz & Onderuald havemo riservato le Leghe & Unioni, quali havemo insieme, & che quelle ancora habbiamo à precedere à queste.

Appresso di questo si deve singolarmente sapere che noi chiaramente habbiamo concluso verso tutti quelli che sono in questa Lega che interamente restino presto la loro libertà, ragione, & loro buone usanze, come essi fino al presente hanno usato, & fatto; di modo pero che niuno debba molestare né ritardar l'altro.

Si è ancora particolarmente concluso acciò che tal Lega sia sempre più certa, che de qui à dieci anni circa del mese di Maggio avanti & doppo senza dubio, come anco le trè predette Città, & Paese hanno ordinato, ovvero se alcuno ricercasse dall' altro sopra la fede nostra dobbiamo fare che questa Unione & Lega sia clarificata con parole, scritture & giuramento che sopra ciò si facciano tutte le cose necessarie che faranno bisogno. All' hora tutti quelli che passeranno li sedeci anni habbino à giurare di osservar perfettamente, & tener tal Lega con tutti i punti che in questa Lettera sono scritti senza contradittione.

Ma se occorresse che tali confirmationi non si facessero appunto in tal termine & che per conto di qualche cosa & negotio si prolungasse, che per questo non habba importar nulla ne manco far danno alcuno, & pregiudicare à questa Lega, poi che chiaramente si è concluso che debba restare perpetua & ferma con tutti i punti & articoli presenti.

Noi ancora con una buona & matura consideratione ci habbiamo riservato, che se noi per il nostro bene, come è bisogno, facessimo d'accordo l'un con l'altro & sia adesso & per l'auvenire, & che ci consigliassimo di fare & dire altrimenti che come adesso in questa Lega si è detto & scritto come si hanno à manifestare che noi l'uno con l'altro tutto questo lo possiamo fare, quando che siamo compresi in questa Lega, unitamente ci consigliamo, & accordiamo di quello ci parrà esser più utile & commodato senza dubio alcuno.

Et acciò che in chiara fede che tutto quello che è scritto adesso & nell' auvenire di noi & di tutti i nostri successori, resti in perpetuo vero, & stabile, habbiamo noi predette Città & Paesi di Zurich, Lucerna, Urania, & Schuuitz & Onderuald fatto appendere i nostri Sigilli à quella Lettera che fù data à Zurich nel giorno del Sto. Valborgo, nell' entrata di Maggi del anno 1351.

CCCCXXV.

Sandfrieden von Kaiser CAROLO IV. mit Rath 8. Mai. RUDOLPHI und RUPRECHTS, Pfalzgrafen am Rhein/ und der Städte MAYNTZ, STRASBURG, WORMS und SPEYR von oberhalb Straßburg eine halbe meil biß zu Bingen/ auf dem Rhein und jedweder Seite des Rheins auf dem Lande drey Meilen/ zu Sicherheit der öffentlichen Straßen und Handhab der Gewerkschafft aufgericht/ 9. Landrichter beiderseit und das Landgerichte gen Speyr gelegt worden. Am Sonntag jubilate 1351. Mit obbesagter Städte Ratification dieses Sandfriedens. Speyr am Montag nach dem Sonntag jubilate 1351. [LEHMANNI Chronicon Spirense Lib. VII. Cap. XLVII. pag. 706. col. 1. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutisches Reichs- Archiv. Part. Spec. Continuat I. Abtheil. I. Abf. I. p. 30.]

ANNO
1351.

C'est-à-dire,

Paix publique établie & ordonnée par l'Empereur CHARLES IV. de concert avec RODOLPHE & ROBERT, Comtes Palatins du Rhyn, & les Villes de MAYENCE, de STRASBOURG, de WORMS & de SPIRE, pour la conservation du Commerce, & la sûreté des chemins par terre & par eau, dans le Territoire de Strasbourg, & un demi-mille au-dessus droit à Bingen, comme aussi le long du Rhyn, jusqu'à l'étendue de trois milles de l'un & de l'autre côté; avec institution de neuf Juges qui devront s'assembler à Spire pour l'exécution de ladite Paix. Faut le Dimanche Jubilate 1351. Avec la Ratification des Justices Villes. A Spire le Lundi après le Dimanche Jubilate 1351.

Wie die Käch und die Bürgere gemeinlichen / der Städte zu Straßburg / zu Worms / und zu Speyer / verziehen offentlich und dem künfte allen denen / die diesen Brief in unser hant oder hören lesen / oder von den künftigen / den der Altherrenleutliche Fürst und Herr / der Carl Kön. König / zu allen Zeiten Weirer des Reichs / König zu Böhmen / unser gnädiger Herr durch ansehnliche Nothdurfft / und fruchtbarlichen künftlichen Nutzen des Landes / und der Leute gemeinlichen / mit Rath der Nothgebohrnen Fürsten / Herrn Rudolfs und Herrn Ruprechts des Eltern Erbprinzen / Pfälzgrafen zu Rhein / und Herzogen in Bayern / und auch anderer Hochwürdigen Fürsten / Herren und Erbtöchter aufgesetzt und gemacht hat / mit denselben Fürsten / Herren und Städten gelobet haben zu halten / in alle die Weir / mit allen Verbindungen und Articulen / als der Brief beschiet / der darüber geben ist / als der hiennach geschriebten von Böhmen zu Böhmen allen geschribten stehen.

Wie Carl von Gottes Gnaden Kön. König zu allen Zeiten Weirer des Reichs / und König zu Böhmen / thun künfte allen denen die diesen Brief immer sehen oder hören lesen / daß wir durch ansehnliche Nothdurfft und fruchtbarlichen künftlichen Nutzen des Landes und der Leute gemeinlichen / mit gutem Rath unserer lieben Fürsten Rudolfs Pfälzgrafen bei Rhein / und Herzogen in Bayern / unsern lieben Schwägern / unser und des Heiligen Reichs Dietrich zu Elßass und an dem Rheine / und Ruprechts des Eltern / seines Bruders Pfälzgrafen zu Rheine und Herzogen in Bayern / unsern lieben Fürsten / für sich und die ihren und andere unsere Fürsten / die diesen hiennach geschriebenen künftigen gelobet / und mit ihren Willen der Bürgere gemeinlichen / der Städte zu Mayence / zu Straßburg / zu Worms und zu Speyer / aufgesetzt / gemacht und geloben haben einen rechten künftigen von oberhalb Straßburg / eine halbe Meil / bis zu Bingen / uff dem Rheine / und jenerer Seite des Rheins uff dem Lande 3. Meilen / und sollen auch in denselben künftigen seyn / Bingen / Biehlheim / und Ebernheim / in aller demassen als hiennach ist geschriben. Und sollen auch zwischen des künftigen Zielen / alle Stile abe seyn / uff dem Lande und uff dem Wasser / ohne die Gelasse die der Bischoff zu Speyer / die Marggrafen von Baden / und der Graf von Pfälz / nehmend uff dem Land / als in dieser gewöhnlich ist gewesen. Und sollen auch die alte Zölle bleiben uff dem Rheine / als es von Alters herkommen ist / ohne alle Geseirde / sie werden dann mit der Herren Wille / die Zölle sind / gemindert / ohne alle Geseirde. Wir sehen auch und gebieten / daß man uff dem Wasser und uff dem Lande schwören / und wehren soll / in des künftigen Zil / allen Raub / und allen Brand / Mord / und Gefangnisse / und allen Gewalt die den widerfahret / die zu diesem künftigen gehören / und auch allen Raub / und alle guten Leuten / sie sind wer sie seynd / Pfaffen oder Leuten / Geistliche oder Weltsche / die in des künftigen Zil reiten / gehet / varend oder wandlen / ohne alle Geseirde. Wer auch in künftigen Zil gefessen ist / es sey Herr / Ritter oder Knecht / der soll zwischen die und Jacobs Zage / der man nicht kommt / diesen künftigen schwören / die Herren / oder ihr Ansehn von den vorgemelten Herren / die Ritter und die Knechte vor den vorgemelten Herren / oder vor den Städten / oder vor den gewissen Ansehnlichen / oder vor den Zil also empfangen / der soll es zu stund uff den nächsten künftigen darneben vor den Reuten heissen aneigen und schreien / daß man wisse daß er zu dem künftigen gehöre / und daß man thune behoffen solle seyn. Es ist auch überkommen / were es daß jemand nach dem vorgemelten Zil S. Jacobs Tage zu diesem künftigen kommen / und ihn suchen wolt / den sollen und mögen die Reute / die ihn den künftigen gefesse seyn / darzu empfangen / ob sie oder das meyrer Theil unter ihn sich erkennen / daß es den künftigen nuz und gut ist. Wer auch den künftigen also bald nicht schwören / der soll auch denselben künftigen nicht gemessen / und soll man thune unbehoffen seyn von des künftigen wegen / wann ihn Arbeit oder Kumber aneigen / und soll auch der künftigen wider ihn behoffen seyn in allen Stücken / da er die

sen künftigen überführe. Es ist auch mit Rath und mit Willen der vorgemelten unser lieben Fürsten / und der Städte zu dem künftigen gehörigen überkommen und usgesetzt / daß wir für uns und unsern wegen ersehen und erwöhlet haben einen künftigen frummen Mann / und die diesen unser vorgemelten Schwäger und Schwäger / auch einen erbaren frummen Mann / Sohn von Falschen / auch einen erbaren frummen Mann / von des Reichs wegen von Wirtze / und unser lieben Fürsten Gerlach Erbprinzen zu Mainz / und Gerhart Bischoff zu Speyer / von ihr herder wegen / auch einen erbaren frummen Mann / die 4. Städte / Mainz / Straßburg / Worms und Speyer / sollen einen erbaren frummen Mann von ihrer Stätte wegen ersehen und genoumen hant / und soll der Dietrich frange Ritter Conrad Schenck von Erbach der Elter ein gemein neunt Mann seyn / und sollen auch dieselben Reute uff ihr Zil / die sie darüber leiblich geschworen hant / unverzogenlich allen denen die in diesem künftigen geschädigt worden / als hievord und hiennach geschriben steht / dem Reuten und dem Knechten / gemeine Urtheil sprechen / und sich erkennen ob der oder die / von den die Klage geschriben ist oder geschriben / diesen künftigen überfahren oder geschaden haben oder nicht / und sollen auch das nicht lassen / durch Forcht / durch Eide / durch Schwere / oder durch Wirtze / durch Wirtze / durch Fürbrennen der Herren / oder Städte / oder der jemand anders / auch mit solchen Fürworten / wer unter den Reuten und den Knechten vor erlagert und erfolgt hat / daß den künftigen also zum ersten richte und behoffen solle seyn / wo sich die Reute erkennen uff ihr Zil / daß man zum ersten geschiffen möge ohne alle Geseirde. Die vorgeschriben Reute sollen auch alle Tage / diemile der künftigen weir / uff den nächsten Sonntag nach jählichem Fronfasten / zu Speyer beyeinander kommen / und verhören deren Klagen / die in diesem künftigen geschädigt sind / und sollen ihnen uff ihre Zil fürbrennen und ane Derungede und Urtheil sprechen / und ihnen Wille erheben / ob sie in dem künftigen geschädigt sind. Wer es auch / daß man der vorgemelten Reute dieser vorgemelten Reute behoffen hant zu den 4. Zielen / als da vorgeschriben ist / welcher Herr dann oder Stätt die zu dem künftigen gehören / den / oder bey dem der künftigen geschaden ist / und der künftigen geschaden / wie dem erachtet werden / so sollen sie zu Speyer bei einander ritten unverzogenlich / und den verpöten von dem klager ist / daß er sich verantworten vor den Klägern unverzogenlich / der / von dem da klager ist / komme oder nicht / usrichten ohne alle Geseirde / und ane Fürzoge. Wer es auch / daß der vorgemelten Reute / die von den Herren und den Städten zu dem künftigen geschaden sind / einer abeinge / das 6. Die verzeite / in diesem künftigen Reute / welcher Herr dann oder Stätt der ihre abeinge ist / der oder die sollen einen andern unverzogenlich seyn / an des verpötenen Reute / der also abeinge ist / der soll auch schwören und sich verbinden / alles des / das der / an des stätt er ersehen ist / geschworen hant / und verbunden was. Geseirde auch daß der Reute etlicher im Lande mit weren oder sich wehren / daß er zu Tage nicht kommen wöirde / der soll einen andern an seine stätt / zu dem male / zu den andern senden / und soll auch der schwören zu den Heiligen / daß er auff die Zeit Recht und Urtheil spreche / dem Reuten und dem Reich / und in aller der Weir / als die einen geschworen haben. Wann er auch wieder zu Lande kommt und gesund wird / so soll er selber zu Tage ritten und Recht sprechen als zuvor geschriben ist. Geseirde auch daß jemand geschädigt werde in diesem künftigen Reute / mit Raub / mit Brand / oder mit Mord / oder mit Gefangnisse / wer der were oder die / oder jemand von ihnen wegen / mögen das ügen und Klagen den nächsten Herren / oder ihren Ansehnlichen / oder den nächsten Stücken / bey den der Schade geschaden ist. Und sollen auch die / es seynd die Herren oder die Ansehnlichen / oder die Städte / den der Schade / und die Klagen also fürbracht ist / ob es ist alleine gerechtfertigen mögen / behendiglich und ohne Verzug uff ihr Zil darzu thun / und dem Geschädigten behoffen seyn / daß der Schade ihnen usgerichtet werde one alle Geseirde. Wöirgen sie es aber allein nicht gerechtfertigen / so sollen sie dieselbe Reute darzu mahnen / daß sie unverzogenlich Wille heissen darzu thun / daß der Schade uff das verbesere seyn. Und sollen auch die / als da vorgeschriben steht. Und sehen wir und gebieten / daß der Herr noch deheim Stätt die zu diesem künftigen horet / mit gebunden noch schuldig sin zu seyn / noch zu bieten jemand der zu diesem künftigen nicht horet / es sey Herr oder Städte / sie thun es dann gerne. Dietrich aber jemand darüber eine Herrn oder Städte / die zu dem künftigen nicht horet / was der Schaden leidet / do ist man ihnen nicht schuldig zu helfen von des künftigen wegen / man thue es dann gerne. Wir haben auch gesetzt und gemacht / were es daß ein Herr / ein Ritter / ein Knecht / oder ein andern / wer der sey / der vorgemelten Herren oder Städten / die zu dem künftigen horet / vint wurdant / und sie geschädigt hätten / als vorgeschriben ist / und das Recht von ihm verpöten hätten / also daß die vorgemelten Reute oder das meyrer Theil unter ihnen eracht hätten uff ihre Zil als vorgeschriben ist / daß sie den künftigen überfahren und geschaden hätten / wo die Herren / Ritter oder Knechte / oder wer der sey / oder ihr Dietrich / in der vorgemelten Herren oder Städten / die zu dem künftigen horet / Wirtze / Städte / Elßass oder Gewalt kommen / und ihnen das von vorgemelten Reuten / oder von dem Herrn oder Stätt die geschädigt sind / verfundet ist / oder verfundet wird / den / oder die sollen sie angreifen und halten gleicher Wirtze / als ihnen das Urtheil selber widerfahren were / thäten sie das nicht / so soll man den Herren oder der Stätt greifen an solch Zeit / als ihnen fallend ist / an dem

ANNO

1351.

Gelerte / und davon dem Geschädigten richten / und ihm wiederkehren / ohne alle Gefehre. Wer auch diesen Landfrieden breche / er sey wer er sey / oder Schaden thut / den die zu diesem Frieden horet / oder den halset / huret oder horet / oder ihn retet oder hülfet / mit Worten oder mit Werken / den oder die / wer sie sind / soll man angreifen / zu gleicher Wile / als den / der den Schaden selber gethan hat / und soll man dazu beholfen seyn uff den Aid / als horet und hiemach geschrien steht / ohne alle Gefehre. Es en sol auch niemand der zu diesem Landfrieden gehoret / es sin Herren oder Stätte / keiner den andern beschuldigen oder belagen / dann seinen rechten Schuldner. Wer es auch / daß ein Herr / sein Amtmann oder sein Diener / oder etliche der vorgemeldten Stätte / die zu diesem Landfrieden horet / Schaden thäten jemand der auch in diesem Landfrieden horet / und daß dem / der den Schaden gethan hätte / verbottschafft wüßte / daß er widerthäte und den Schaden usrichte / thäte er das nicht / man soll denselben Herrn oder der Stätte / die den Schaden gethan hat / Geldes als viel an dem Gelerte vorhanden / behalten / als er ihnen geschädigt hat / und ihnen damit rüden. Wer aber daß man nicht / daß ihn gebühret / das nicht gerichten möcht / und daß der Schade zu groß were / so soll der Landfried wider ihn helfen / daß den Kläger widerthan wüßte / und soll doch diesen Landfrieden schuldig und gebunden seyn zu schirmen und beholfen seyn beheblich und getreulich / uff den Aid / ohn alle Gefehre. Auch ist geret und überkommen / were es daß die Herren / die zu diesem Landfrieden horet / unter einander in diß Landfrieden Ziten und Zelen zweyent wurden / oder Krieg mit einander gewunden / da sollt die Stätte / die auch zu dem Landfrieden horet / nicht schuldig seyn scheffen / und sollt auch die Herren denselben ihren Krieg ziehen und haben uffwendig des Landfriedens Zelen / und sollt in diesem Landfrieden keinen Schaden thun. In diesem vorgemeldten Landfrieden sollen denen die die vorgemeldte Rechte hure / fürsten mit solcher Hülf / als in Briefen ist bescrieben / und die Stadt zu Maynz mit 40. Helmen / die Stadt von Straßburg mit 40. Helmen / und die Stadt von Worms mit 25. Helmen / und die von Speyer mit 25. Helmen / die alle weil geriten sin / sollt / und geschhe es Noth / daß man mehr Hülfe beröffet / so soll jeder Herr und die Stadt der vorgemeldten Hülfen also mehr thun / als sie want / daß es ihren Ehren wol anstehe / nach den Dingen darzu sie gemacht werden / und sollen auch wir unser Ratier darzu senden / wann oder wo man sie darzu bedarf / als wir trawent / daß wir es Ebre und Gesehe haben. Wie gebieten auch unsern und des R. Reichs Ritterbarren verschid zu halten den unsern Hulden / daß niemand den andern in des Landfriedens Zelen angreife / ohne rechte Gerichte / an sein Hab / noch an seine Gut / es were dann / daß er ihme ein Pfand angreiffe / mit seinem offen besiegelten Briefen erlanbet hätte / und wer darwider grieffe / oder jemand sit ärgere an seinem Leibe / oder an seinem Gute / der ihme nicht Briefe über sich geben hätte angreiffe / der / wer der ist / er sey Herr / Ritter oder Knechte / oder anders / wer der ist / der soll diesen Landfrieden gebrochen han / und in unser und des R. Reichs Ungnade seyn / und sollen die Herren / und die Stätte / die zu dem Landfrieden horet / uff den Aid beheblich darzu thun / und beholfen seyn / daß es usrichtet werde. Gesehe es auch / daß die Herren und die Stätte / die zu dem Landfrieden horet / usgegenant uff die die den Landfrieden gebrochen hant / und etliche Dessen besetzt / was sie dann an dem fest Kost zu antwercken bedörfen / schiden / zu graben / oder die Dessen zu brechen / die Kost sollen sie vor abnehmen von dem gemeinen Gelertes Gote / das man ussethen an dem Holle / ohne Widerrede / und soll man dasselbe Geld anlegen vor der Dessen / mit Rath der Herren / und der ihre Amtleute / die vor dem Gese sind / und soll man auch dieselben Weg gehalten thun / mit ihrem Rathe biß daß der Landfriedt ihr aber mehr bedarf. Welche Dessen auch der Landfriedt also brüdet / die soll niemand darnach anders machen oder bauen / in deheime Wile ohne alle Gefehre. Were es auch / daß jemand die vorgeschriben Müne / oder etliche unter ihnen / oder ihre Freund / oder ihre Mäge / nu oder hernach ledigen wöllen / und daß sie Hülfe uff ihn / oder jemand anders erhebet hätten / der soll in unser und des R. Reichs Ungnade seyn / und sollen wir die Herren und die Stätte / die zu dem Landfrieden horet / uff den / der sie geleidigt hat / beholfen seyn / daß er ihn abgelaget werde / es sey in des Landfriedens Ziten oder darnach. Wanne auch und wie die die Müne einen Land-Tag haben oder machent / das Landgerichte zu besetzen / wer dann der Müne einer oder mehr dar nicht foment / als der Landfriede siche / so möchten der Müne der mehrer Theil / die da weren / richten und Rechte sprechen allemänniglich / und was sie für Recht sprechen / und gebieret / des soll man alles halten in allem den Rechten / als sie alle Müne gemeiniglich den Herren / nach der Sage des Landfriedens Briefes. Wan auch die Müne gebieten / daß er den / der von ihme lagnet hat / unlässchafft machet / daß soll man ihme gebieten biß uff Dessen nachschick gerichte / daß die Müne damit besetzt werden / oder daß er sich uff denselben Tage darumb veranwort vor den Münen / veranwortet sich der nicht / so soll man ihme gebieten / daß er darnach in den nächsten 14. Tagen den Kläger richte / thät er das nit / so soll er erfolg seyn / und soll man auch den Kläger fardast richten / und beholfen seyn / daß ihme widerthan werde / als die Müne dann wissen / daß ein Recht sey / und als daz Landfriede Briefe siche.

Wir wollen und gebieten auch by unsern und des Reichs Hulden / daß der Fürsten / der Herren / der Stätte / die zu dem

Landfrieden gehoret / Vogte / Amtleute / und alle die Diener / die Dessen haben / oder Theil oder gemeint daran haben / diesen Landfrieden fütter zu halten und darzu beholfen sollen seyn / in den Ziten und Zelen / als da vorgeschriben steht / welcher das mit thut / den soll man nicht beholfen seyn von des Landfriedens wegen / und was er auch wider den Landfrieden thut / darumb soll man wider ihn beholfen seyn / und soll auch ihn darwider beheim sein Herr / noch niemand anders schirmen / halten / wider haufen noch hoven / und soll man ihme in deheime Wile beholfen seyn uff den Aid / ohne Gefehre. Und wer in des Landfriede Zelen siche / er sey Fürst / Herr / Ritter oder Knecht / oder anders wer der ist / wil der Klagen vor dem Landfrieden und des genessen / den soll man nicht richten noch beholfen seyn / er schwere dann dem Landfrieden vor / als davor geschriben siche / ob er vor mit geschworen hat. Wer auch daß die Müne jenuat rechtserigen wöllen / der diesen Landfrieden überfahren und gebrochen hant / und were dann / daß sie darzu mehr Hülf be-dörfen juthun / dann die Fürsten / Herren und Stätte / die zu dem Landfrieden gehoret schuldig und gebunden seyn / do sollt die Fürsten / Herren und Stätte / die zu dem Landfrieden gehoret / gehorsam seyn / mit denselben mindern Zahl / Hülfe juthun unverzüglich ohne alle Gefehre als die Müne bejunt. Wer auch / daß uff jemand erklaget wurde / vor dem Landfriede / es weren Fürsten / Herren oder Stätte / die Theil an dem Gese heien / das in der Kisten ist / die zu dem Gese horet / wo das die Müne erkennen / die haben Gewalt die Kisten uszu-thun / und darzu gelten von des Theile / der schuldig worden ist / und soll das geschehen ohne alle Gefehre / und ohne allen Horn allemänniglich / und des sollen auch die Diener / die der Kisten pflegen / den Münen gehorsam seyn / bey dem Aid den sie hinter die Müne gethan hant. Were auch / daß die Müne alle darum mit vornehmen möchten / so mögen sie einen oder mehr von ihnen bejunt / ihnen verarschen / mit ihrer offnen Begelt mit des Landfriedens Ungehe / die sollt denselben Gewalt haben / als die Müne alle da weren / und soll man ihn auch gehorsam seyn / bey dem Aid / als die Diener an dem Gese hinder sich gethan han / als da vorgeschriben siche / ohne alle Gefehre. Wir wollen auch und gebieten / bey unsern und des Reichs Hulden weßlich zu halten / were es daß der Fürsten / der Herren / oder der Stätte Diener / die in diesem Landfrieden geboret / uff jemand rigen wöllen / der diesen Landfrieden gebrochen und überfahren hätte / und sie darum rechtserigen wöllen / wo sie dann kommen / in der Fürsten / der Herren / der Stätte / und auch der Diener Stätte / die in den Landfriede gehoret / die soll man darmit mit einander in lassen lassen / und halten / ohne deren Schaden / der die Stätte sind / und soll ihnen da rechtlichen vollen Kauf und die Fremdinge geben / ohne alle Gefehre und Widerrede eines jeglichen. Wer auch von der Müne wegen und ihren theil verzoht wüßte / wie das / daß er den Landfrieden überfahren und gebrochen hat / den soll sein Herr oder Stätte / die zu diesem Landfrieden gehoret / oder ihre Amtleute haufen / oder halten / noch ihn beheim vollen Kauf geben / oder lassen seyn Tag oder bey Nacht ohn alle Gefehre. Wir wollen auch vor allen Dingen / so der Landfriede usgesetzt / daß Kloster / Kirchen / Mühlen und Pfluge / sonderlichen Frieden haben / und daß die man angreiffe / leidige noch schädige / wer darwider thäte / der soll den Landfrieden überfahren und gebrochen han / und soll auch der Landfriedt darzu beholfen seyn / daß das usrichte / und widerthät werde / den und gemänglich / ohne alle Gefehre. Were auch der Müne der Müne stürzen und mit Nolge des Landfriedens jenuat geschädigt worden / mit welchem Rechten das were / es were an Dessen zu gewinnen / jühreden oder anderer Saden / wer das rechen wölte oder darwider thun / dieselben soll niemand haufen noch hoven / noch dazum Hülf thun / sondern daß die Fürsten / Herren / Stätte und Diener uff die beholfen solent sin / es seye in des Landfriedens Ziten oder darnach / ohn alle Gefehre. Auch ist geret und uskommen in diesem vorgeschribenen Landfrieden / daß jeder Fürst und Herr / und auch die Stätte / die zu diesem Landfrieden gehoret / in ihren Freyheiten / ihren Rechten / Gerichten und Gewonheiten verbleiben solent / als sie bißher kommen sin / ohne alle Gefehre. Die von Müne / von Straßburg / von Worms und von Speyer / hant auch usgenommen ihre Herren / jolden den ihren Bischoff / daß sie wider die nicht beholfen sin von des Landfriedens wegen / sie thum es dann mit Güte. Die von Straßburg han auch usgenommen den obern Landfried im Elsas / und die Verbindnisse die sie haben mit dem Herzogen von Oesterreich / und mit denen von Basel / den von Freyburg / und den von Wisach / als die Briefe besagen / die darüber geben und besiegelt sind / und auch ob der vorgemelt oder Landfriede / oder ihre Verbindnisse usfenge / daß sie die strecken und längern mögent. Gesehe auch daß die von Straßburg gemacht wurden von den vorgemelten obern Landfrieden / den von Oesterreich / den von Basel / von Freyburg / oder von Wisach / und einen ussatz / so mögen sie die erste Verbindung vollschülren / doch sollen sie ihre Ratier mit sich gehen seuen seuen zu diesem Landfrieden / als sie want / daß es ihren Ehren mit anstehe / wann sie oder wider heruntum / so sollen sie zu diesem Landfrieden beholfen sin mit ihrem ussatz / als sie darzu gebunden sin / Wer aber daß sie gemacht wüßten von diß Landden wegen / ehe dann von dem obern vorgemelten Landfrieden / den von Oesterreich / den von Basel / von Freyburg / oder von Wisach / so sollt sie zu diesem Landfrieden beholfen seyn. Die von Müne / von Worms / und von Speyer han auch usgenommen solche Verbindnisse als sie miteinander haben / als die

ANNO

1351.

Dient

ANNO
1351.ANNO
1351.

Brüeffe besagte die darüber geben und besiegelt sin. Und han auch anderwärts die von Worms uffgenommen solche Verbindnisse / als sie mit den von Oppenheim haben. Wann auch der Landfriedt uffgehoen wird / uff jemand der diesen Landfrieden überschreitet hat / so mag man wol Nam / Eero / und Fader nehmen / also daß es niemant mit Wogen oder mit Karren den dannen führe / ohn alle Gefere. Und daß der Landfriedt stet / veste und hindlichen bleibe / so han wir zu Plung / zu Frieden und zu Gemache den Leuten und dem Land / ein gemein Geleite auffgericht und geleitet zu Wange / daß soll man nehmen von jeden Jüder Beins Elckere / und der obenwändig Landau gewachsen ist / 2. Pfund Heller / und von eine Jüder Beins / das in dem Speyergau inwendig Landau gewachsen ist / 10. Schilling Heller / und von einem Jüder Beins / das in dem Wengergau / Wormergau / und Oppenheimergau gewachsen ist 8. Schilling Heller / und von einem Hundert Kornes und Weizen 2. Pfund Heller / und von eine Hundert Salzes 4. Pfund Heller / und darnach von allerhand Freichte und Kaufmannschafft / soll man nehmen nach Marzal / was darun gehöret / und glunfflich und recht ist / ohn von Breinholze / Kohlen / Hölze / Eero und Fisch / von den soll man nichts zu nehmen. Und von den Karren sol man zu nehmen von jedem Pfunde 2. Schilling Heller / nach Marzal oben herab kommt in Schiffen / da soll man je von dem last Karren nehmen 10. Schilling Heller. Und soll auch der vorföhrliche Landfriede angehen an dem Sonnentage / so man singet Canate / der jüdisch kummet / und der da ist 4. Wochen nach dem Osterfage / und soll wehren biß zu den Ostern / die darnach allererst kummet / und von denselben Ostern über ein ganz Jahr / ohn alle Gefere. Auch ist berecht / daß die Bürger von Wanne / dieweil dieser Landfriede wehet / nach den zweien Messen / die jährlichen sind zu Frankfurt / mit Namen nach jeglicher der vorgemeldeten Wäsen acht Tage / alle ihr Gut von Frankfurtgen Wanne / ohn Ross abführen sollent.

Darüber zu Urkund geben wir diesen Brüeff versegelt / mit unserm Royal Syngele / der geien ist an dem Sonnentage / da man singt Jubilate / da man zahlt von Gottes Geburt / dreihögen hundert Jahre / und ein und fünfzig Jahre / in dem fünften Jahr unsrer Reiche.

Wir auch die vorgemelte Wäse / und die Bürger gemeinlichen der vorgemeldeten Städte von Straßburg von Worms / und von Speyere / bekennen uns auch offentlich an diesem gegenwärtigen Brüeffe / daß in diesem vorgemeldeten Landfrieden auch

sonderlichen uffgenommen ist / daß der Eero Herr / Herr Gerlach der Erzbischoff zu Maynz / Herr Gerlach / und Herr Johann sein Eum Grafen zu Nassau / alle ihre Heiser und Diener Bischöf. oder Welt. uff eine Seite / und Herr Gerlach von Werenburg / der ewan Bischoff was zu Maynz / und Herr Schme von Waltenstein / Pfleger des Stiffes zu Maynz / und alle ihre Heiser und Diener / Geistliche oder Weltliche / wie die genannt sind / uff die andre Seite ihre jeglidere / welche Zeit ihre Frieden die sie gesunde miteinander han / oder fürsaz machin usachen / in der Zeit des Landfrieden / den andern seine Heiser oder Diener Geistliche oder Weltliche fähigen und angereffen mag / inwendig biß Landfrieden biß / und daran sollent sich die Herren und Stäte / die in diesem Landfrieden sind / oder hernach darin kummet / nicht kehren noch darmit zu thune han / in keine Wäse / noch auch ihr künen daran irren ohne eine Meil Wegs von Wanne umb und umbe uff der Seiten / da Wanne gelegen ist / und die Weltwegs soll gehen und wenden als der Ritter Schenck Cunrad von Erbach / und ein Mann / den die vorgenante Herr Heinrich von Werenburg / und Herr Kuhn von Waltenstein / und auch ein Mann / den der Nach zu Maynz darzu geben / sprechen / und wie die drey Mann / oder das ans der Welt messen biß sie gehen soll / also soll sie bleiben / und inwendig diesen Wäsen / sollen die vorgenante Herr Heinrich / der Erzbischoff zu Maynz / Herr Kuhn von Waltenstein / Herr Gerlach der Erzbischoff zu Maynz / Herr Gerlach und Herr Johann sein Sohn / Grafen zu Nassau ihre Heiser und Diener / Geistliche und Weltliche / wie die genannt sind / auff beyde Seite / ihre Leib und Gut / guten Frieden han / und inwendig der Wäsen soll sie der Landfriede auff beyde Parteyen / ihre Leib und ihr Gut führen / ohne alle Gefere. Auch han die vorgenante / der Nach und die Bürger zu Speyere in diesem vorgemelten Landfrieden solche Ansprede und Sätze / als sie an den vorgenannten Herbergen Anpreden han oder haben mögen / von der Juden wegen zu Speyere / und dieweil han sie auch uffgenommen den Elen Herrn / Graf Ewald von Lemingen / ihren Heiser.

Und zu Ende der wehren Urkunde aller der vorgeschriebenen Dinge / so han wir unsrer Stäte Syngele zu Straßburg zu Worms / und zu Speyere gehendet an diesen Brüeff / der ward geben / da man zahlt von Gottes Geburt / dreihögen hundert Jahre / und ein und fünfzig Jahre / an dem Wontag nach dem Sonnentage / da man singet Jubilate.

CCCXXVI.

CCCXXVI.

23. Mai.

BAVIÈRE
ET CA-
BELIAU,
contre les
HOECK-
SCHS.

VERBOND, gemaect by Hertoge WILLEM van Beyerne, met den Jynen van der CABELJAUSCHE partye, tegens die van de HOECKSCHS, in date den 23. Mey 1351. [Groot Placaet-Boeck van de H. M. Heeren Staaten Generael der Vereenigde Nederlanden. Tom. III. pag. 2.]

WILLEM Hertoge van Beyerne, Grave van Holland, van Zeeland, ende Heere van Vriesland, maken kondt alle Luyden, want wy onse lieven ende getrouwe Jan Heere van Arckel, Jan Heere van Egmond, Jan Heere van Waterlant, Gerrit van Emskerck, Jan vander Wateringen, Jan die Molnaer, Gerrit van Egmond, Jan van Blommesteine, Willem vander Wateringen, Ridderen; Jan van Arckel, Jan Heere van Culenburgh, Jan vander Noordeloos, Henrick van Emskerck Henricksz, ende Daniel van Coloyse, Knapen; en onse lieve ende getrouwe Steden als Dordrecht, Delf, Leyden, Haarlem, Amsterdam, Alckmaer, Medenblick, Oudewater, Sint Geerdenberge, Schiedam, Rotterdam, ons wel ende trouwelyck met hoeren Vrienden en Magen ende Hulpren bygestaan hebben en dagelycks bystaen, om ons Grave ende Heere in onsen Graetfchappen van Hollandt ende Zeelandt ende Heerlijckheyt van Vrieslandt te helpen houden, ende onse Vyanden helpen keren en wederstaen, die ons dit Graetfchap ende Heerlijckheyt verdryven willen, ende desgelijcken ons ende onse Vrienden voorfchreve met alre ondat pynen ons Lijf ende Goets te verdryven ende te roven alse Heer Willem van Duynvoorde, Heer Jan van Polanen, ende sijne Broederen, Heer Willem van Broederode, Heer Arent van Duynvoorde, Heer Jacob ende Herbaren vander Binckhorst, Heer Herbaren van Riede; Heer Floris van

Alliance entie le Duc (1) GUILLAUME V. de Baviere Comte de Hollande & les CABELIAUX, qui étoient de son parti, contre les HOECKSCHS, qui lui étoient opposez. Fait le 23. Mai 1351. [Dans le Grand Recueil des Placards. Tom. III. pag. 2.]

23. Mai.

BAVIÈRE
ET CA-
BELIAU,
contre les
HOECK-
SCHS.

GUILLAUME Duc de Baviere; Comte de Hollande, de Zelande, & Seigneur de Frise, savoir faisons à tous, que nous & nos chers & fideles, Jean Seigneur d'Arckel, Jean Seigneur d'Egmond, Jean Seigneur de Waterlant, Gerrit de Emskerck, Jean de Wateringue, Jean de Molnaer, Gerrit d'Egmond, Jean de Blommesteine, Guillaume de Wateringen, Chevaliers, Jean d'Arckel, Jean Seigneur de Culenbourg, Jean de Noordeloos, Henri d'Emskerck, fils d'Henri & Daniel de Coloyse, Ecuyers; & nos chers & fideles Villes, savoir Dordrecht, Delf, Leyden, Haarlem, Amsterdam, Alckmaer, Medenblick, Oudewater, Saint Geertruidenberge, Schiedam, Rotterdam, nous ont assiste fidelement avec leurs Amis & leurs forces & nous assistent journellement, pour nous Comte & Seigneur conserver en notre Comté de Hollande & Zelande & Seigneuries de Frise, & nous aider à résister & repousser nos ennemis, qui nous veulent chasser de nosdites Comtez & Seigneuries, & semblablement chasser, piller & tourmenter dans nos corps & biens nous & nos Amis susdits, lesquels Ennemis sont les Seigneurs Guillaume de Duynvoorde; le Sieur Jean

(1) Il étoit fils de l'Empereur Louis de Baviere, & de Marguerite Comtesse de Hainaut, de Hollande, &c à laquelle il fit la guerre, & qu'il chassa de Hollande, cette même année 1351. Etant tombé depuis en pécunielle, on le nomma le Comte Estragi. Il avoit mé-

me qu'ayant tué un Seigneur sans le moindre prétexte on le mit en prison au Quenoy, où il mourut l'an 1377. Albert de Baviere son frere fut Comte de Hollande après lui.

ANNO 1351. van Bouchorst, Heer Gerrit van Heemstede, Heer Jan van Meerensfeyne Aelbertsz, Heer Willem van Oushoerne, Heer Dirck van Raephorst, en Heer Gerrit van Poelgeest, Ridderen; Heer Matthijs vander Burgh Priester, Jan van Noertick, Jan vander Made, Reynier Dever, Heer Gerritsz, Gerrit Die, Ever Janfz, Floris van Raephorst, Keritant, Wouter, ende anders, hoer Broeders van Raephorst Gerrits Kinderen, Arent van Groenevelt, Jan vanden Burgh, Jan Simonfz vanden Burgh, Knapen; ende al haer gefinde ende mede-hulperen die dese onse Vyanden voorsehreve ghehulpen ende gesturet hebben, jegens ons ende onse mede-hulperen voornoemt. Sôo nemen wy op ons alle faecken die ons lieve ende getrouwe hulperen ende Vrienden, ende alle hoir Magen, Vrienden ende Hulperen ghedaen hebben, of doen sullen, in welcken wijs dat het geschiet is, of geschien sal, om onse Vyanden ende hore hulpen voorfz te deren, ende wy gelovenfz daer of ontheffen ende hem te volstaen, ende geloven onsen lieven ende getrouwen Vrienden ende Hulperen voorfz, voor ons ende onse nackomelingen dat wy dese voorgenoemde Luyden Vyanden ende Hulperen als voorfz is, ende hare Kinderen uyt onsen Graeffchappen ende Landen voorfz houden sullen, ende nimmermeer mer te laten soeken, noch in onsen Lande te laten komen, noch op afsulcke Goeden als haer plagen te wesen eer sy tegen ons verbuuden, ten soude wesen by volkomen goetduncken ende rade onser liever ende getrouwer Ridderen, Knapen, ende Steden voornoemt.

Voort soo gelooven wy onsen lieven ende ghetrouwen Hulperen ende Vrienden voorfz dat wy trouwelijck ende wel by hem bliyen sullen, als een goet Heere by synen lieven ende ghetrouwen Ridderen, Knapen ende Steden billicke bliyen sal. En wy en sullen onser Graeffchap ende Heerlijckheden voorfz, noch der opkominge van Henegouwe nimmermeer verleyen, of gaen. quitschelden, verkoopen, verseten, beleenen, verpachten, noch heel noch deel daer of uyt onsen handen brengen, ten sy by rade ende goetduncken onser Ridderen, Knapen, ende Stede voornoemt.

Voort bekennen wy, waert dat onser gebrake sonder wittachtige behoort van ons te laren, des Godt verbieden moet, dat Hertoge Aelbrecht onse Broeder dan recht oir ende Landts-Heere is van onsen Graeffchappen ende Heerlijckheden voorfz. Ende en waer sijne dan niet, dat Godt verbiede, soo is recht oir ende Lants-Heer der Graeffchappen en Heerlijckheden onse broeder, die dan naelt hem outte waer nederwaerts, in alre manieren als onse Vrouwe en Moeder die Keyserinne van Rome by hant ons liefs Heeren ende Vaders des Keyfers van Rome, dien Godt genadigh zy, ende by hant Hertoge Lodewijcx ons ouder Broeders ons an desen Graeffchappen ende Heerlijckheden voorfz gegoet hebben, ende te komen op onsen Broederen, in sulcker manieren als voorfz is. Ende hier omme bidden wy ende gebieden met ytterlicke begeerten ende willen, ende oock om dat recht is, onse lieven Ridderen, Knapen, Steden, ende anders, al onse gemeenen Luyden, Edel ende onedel, Poorteren ende Dorpen, ghenoeft ende ongenoemt, want wy willen of onser gebrake als voorfz is, dat sy rustelick ende sonder discoort horen rechten Heer weten mogen, dat syne dan ontfangen ende houden voor horen rechten Landts-Heere Hertoge Aelbrecht onsen Broeder, of onsen oudtften Broeder naelt ons nederwaert die dan ware, waert dat Hertoge Aelbrecht na ons niet en levede als voorfz is, of dat syne gebrake na ons sonder wettelicke geboorte, in manieren, dat Hertoge Aelbrecht voorfz of onse outte Broeder naelt hem voorfz ware dat Hertoge Aelbrecht niet binnen onsen Landen en Steden en quame sonder heerkraecht ende sonder yemant met hem te brengen van onsen Vyanden voorfz, noch die van horen parrye waren, en hy onsen goeden Luyden gemeene Ridderen ende Knapen, Steden ende Gemeenten, fwoor ende zegelde al haer Recht ende Hantvelten te houden, en die Graeffchappen ende Heerlijckheden heel ende alinge hem nimmermeer af te gaen, noch te verthyen, noch onse Vyanden voorfz nimmermeer in den Landen

ANNO 1351. Jean de Polanen, & ses Frères, le Sieur Guillaume de Broderode, le Sieur Arent de Duywenwoorde, le Sieur Jacob & Herbaren vander Binckhorst, le Sieur Herbaren de Riede, le Sieur Floris de Bouckhorst, le Sieur Gerrit d'Heemstede, le Sieur Jean de Meerensfeyne, fils d'Albert, le Sieur Guillaume de Ousboerne, le Sieur Dirck de Raephorst, & le Sieur Gerrit de Poelgeest, Chevaliers, le Sieur Matthieu vander Burgh Prêtre, Jean de Noertick, Jean vander Made, Reynier Dever, le Sieur Gerritsz, Gerrit Die, Ever Janfz, Floris de Raephorst, Kerstant, Wouter, & autres, leurs Freres de Raephorst Enfans de Gerrit, Arent de Groenevelt, Jean vanden Burgh, Jean Simonfz vanden Burgh, Ecuyers, & toute leur famille & adhérens qui ont aidé & défendu nos susdits Ennemis contre nous & nos adhérens, nous prenons sur nous toutes les choses que nos chers & fidèles Amis & Aïssians & leurs Amis & leurs Aïssians ont fait ou feront, en quelque manière que ce soit ou seroit, pour nuire à nos ennemis & à leurs adhérens, & nous leur promettons de les défendre, & promettons en outre nous & nos descendants à nos Amis & Aïssians, d'agir contre lesdits nos Ennemis & leurs Enfans pour les chasser de nos Comtez & Pais susdits, & de ne jamais les recevoir en notre grace, ni les souffrir entrer en nos Pais, ni dans les biens qu'ils possédoient avant qu'ils se fussent aliénés de nous, à moins que ce ne fût de l'avis de nos chers & fidèles Chevaliers, Ecuyers & Villes susdites.

En outre nous promettons à nos chers & fidèles Aïssians & Amis susdits que nous demeurerons fortement attachez à eux, comme un bon Seigneur le doit à ses fidèles Chevaliers, Ecuyers & Villes, & ne vendrons, cederons, transporterons, prêterons, échangerons, donnerons jamais à ferme, en tout ni en partie, nos Comtez & Seigneuries susdites, ni le revenu (accroissement) de Hainaut, ni les laisserons sortir de nos mains, sans le conseil & consentement de nos Chevaliers, Ecuyers & Villes susnommées.

De plus nous déclarons, que s'il arrivoit (ce qu'à Dieu ne plaise) que nous decédassions sans Enfans légitimes, le Duc Albrecht notre Frere sera l'héritier & le Seigneur Souverain de nos Comtez & Seigneuries susdites. Et s'il n'y succédoit pas, (ce aussi qu'à Dieu ne plaise,) le véritable héritier & Souverain desdites Comtez & Seigneuries sera notre Frere, qui sera l'ainé après lui, & ce en la même manière que notre Dame & Mère l'Impératrice les avoit reçus des mains de notre cher Seigneur & Père l'Empereur & des mains du Duc Louis notre Frere aîné, & tout ainsi qu'ils les avoient possédés, & venir à nos Freres en la manière susdite. C'est pourquoi nous prions & ordonnons avec beaucoup d'instance, & par ce que c'est la justice, aux Chevaliers, Ecuyers, Villes & autres, & tous nos Sujets Nobles ou roturiers, Bourgeois, Villages, nommez & non nommez, que s'il venoit faute de nous, comme il est dit ci-dessus, ils aient paisiblement & sans discorde à recevoir, & tenir pour leur Souverain le Duc Albrecht notre Frere, ou notre Frere aîné après nous, si le dit Duc Albrecht ne nous survivoit pas, comme dit est, ou qu'à faute de luy sans héritier légitime, en la manière que le Duc Albrecht susdit ou notre Frere aîné après lui, pourvu que ledit Albrecht ne vienne point dans nos Pais & Villes à force ouverte & en amenant avec lui aucun de nos ennemis susdits, ni de leurs Adhérens, mais qu'il jure & scelle à nos Chevaliers & Ecuyers, à nos Villes & Sujets de garder, & observer leurs Droits & Chartres, & de n'abandonner jamais lesdites Comtez & Seigneuries, & de ne laisser jamais entrer nos ennemis dans le Pais,

ANNO den te laten komen, en alder manieren die voorſz zyn. Ende om dat wy willen dat onſe lieve ende getrouwe Ridderen, Knapen, ende Steden voorſz in allen punten wel bewaert zyn, ende eendrachtig blyven, ende onſe Broederen en geen, noch geene anderen Heere ontfangen dan onſer Broederen een, inder manieren als voorſz is. Soo hebben wy hem geboden, geheten ende gheboden, bidden, hieten ende gheboden, dat ſy hem des verbinden eendrachtig te blyven, ende nimmermeer anders te doen dan voorſz is. In oirkonden des Briefs open bezegel met onſen Zegele.

Gegeven des Sondaghs die men hiet beloocken Pinxster, dat is op den drie en twintighden dag in Meye, in't Jaer ons Heeren duyſent drie hondert een ende vijftigh. Onder ſtaet geſchreve *Juſſu Comitib per conſenſum prænominatorum Dominorum & Villarum*. Ende is onderreeckent *J. van Heerman*. Noch ſtaet onder geſchreven *S. Excapli*.

Pais, comme il eſt dit ci-deſſus. Et parce que nous voulons que nos fideles Chevaliers, Ecuyers & Villes fuſſites ſoient maintenus, & demeurent en concord en tous points, & qu'ils n'ayent a recevoir d'autres Seigneurs que nos Freres comme ci-deſſus eſt mentionné, nous les avons prie & leur avons ordonné, les prions & leur ordonnons qu'ils demeurent bien unis enſemble, & ne faiſſent jamais autrement qu'il eſt ci-deſſus dit. En témoin dequoi nous avons ſcellé ces preſentes de nŒtre Sceau.

Donné le Dimanche de la Pentecôte, le 23. jour de Mai, l'an de nŒtre Seigneur 1351. Deſſous étoit écrit, *Juſſu Comitib per conſenſum prænominatorum Dominorum & Villarum*; & ſigné J. de Heerman, & plus bas S. Excapli.

CCCXXVII.

1. Août. *Alliance conclue entre EDOUARD III. Roi d'Angleterre & CHARLES Roi de Navarre, par laquelle ils ſe promettent aſſiſtance mutuelle pour ſe rendre maîtres du Royaume de France, & le partager entr'eux. Faite le 1. Août 1351.* [RYMER, Foedera, Conventions, &c. Tom. V. pag. 716.]

A Ce que bonne Amour & Alliance ſoyent & uiſent eſtre, a tous jours, entre Tresnobles & Treſexcellens Princes, le Roi d'Angleterre d'une part, & le Re de Navarre d'autre, ont eſte touchees & parrees par,

Nobles Homes,

*Meſſire Eſtienne de Cuſſantoné,
Meſſire Gilebert de Chaſſellay,
Et Meſſire Jehan de Sudcignay,
Chivalers du dit Roi d'Angleterre,
Et Meſſire Martin Henricqz,
Meſſire Jehan de Pinguignay,
Meſſire Pierres de Saquemelle,
Meſſire Jehan de Fuconpys,
Meſſire Robert de Pinguignay,
Et Meſſire Jehan Renurez Darrelave,
Chivalers du dit Roi de Navarre,*

. Les voies & moïens qui enſuiuent,

PRIMEREMENT, eſt agarde, parentre les deſſus dit Chivalers, que le dit Roy de Navarre aura tout le Conte de Champagne ac de B e entierment, avecques toutes les appartenances, a tenir en la manere, & par autels nobleiſces, que le Roy Thibaut de Navarre les tent, toute la Duchee d'Amiens & ſes appartenances;

Et quant eſt de la Duchee de Normandie, dont il a eſte parole & debata parentre les deſſus ditz Chivalers, ſur ce que che ſoit & doie demurer ſemblablement au dit Roy de Navarre, & entierment, les ditz deux Seigneurs ordonneront quant il ſe reveuont, & auſſi de toutes autres choſes que pouent toucher Madame la Roïne Blanche, le bien de l'Accourt d'entreuls, & le profit des choſes deſſus dites.

ITEM, du Conte de Chartus, & du Bailliage Amiens, dont les Chivalers du dit Roy de Navarre ont fait mention, tendant a fin que le dit Roy de Navarre les doie avoir ſemblablement avecques les choſes deſſus dites, demeure a parler autrefois : qar les Chivalers du dit Roy d'Angleterre ne ſy ſont mye preſentment arreſtu.

ITEM, eſt parle que la Couronne, & le ſurplus du Royaume de France, & les autres Terres & Seigneuries, que celles qui ci deſſus ſont declares, ſeront ou demourront au dit Roy d'Angleterre.

ITEM, a ce que les deux Seigneurs aient la poſſeſſion des choſes deſſus dites, & que a chacun ſoit delivre ce que eſt touche cy deſſus, eſt parle que il ayderont l'un l'autre de leurs Corps, Genz, Amis, & Aliezs, contre tout; ou cas que les choſes vendront a fin de l'on Traictie, & par genſi, diſmaintenante, le dit Roy de Navarre, & ſes Genz, & les ditz Genz du dit Roy

TOM. I. PART. II.

d'Angleterre, qui ſont & vendront par deca la Meer, ſeront enſemble coudre toutes Perſonnes, & ſeront leur fait au profit des ditz deux Seigneurs come en Conqueſt de Pays, come autrement : Et ce qui ſera gainnie & prins de Pays, Fortereſces, ou Lieux, es Chivanches qui ſeront faltes par euls, ſera du dit Roy d'Angleterre; Excepte que ce qui ſera prins & gainnie es Pays deſſus declarez pur le dit Roy de Navarre, ſera ſien, & le tendra a ſon prout; Et ceuls qui a preſent tiennent Places es parties de Normandie & d'ailleurs, les tendront & garderont juſques a tant, que les deux Seigneurs aient ordene & accorde; Except les Pons & Places de Poiſſy & de Saint Clou, & de toutes autres Fortereſces & Places qui ont eſte prinſes & occupees, depuis que le dit Roy de Navarre manda les genz d'Angleterre derrenier avenin devers lui, queles ſeront laiſſees, rendues, & delivres a plain, de tout le pouoir des ditz Chivalers du Roy, en bonne foie, ſans aucune fraude ou mal engyn.

ITEM, pendant ces choſes, toutes les Genz, Villes, & Pays, Subgiz, Amis & Aliezs du dit Roy de Navarre ſeront & demourront paſſibles envers les Anglois de toutes Oppreſſions & Dommages : Et auſſi ſeront les Villes, Gents & Homes du dit Roy de Navarre frans & quiete de toutes Raencons a imposer de novel : Et ſemblablement demouront paſſibles les Genz & Lieux, obeſſans au dit Roy d'Angleterre, envers le dit Roy de Navarre & ſes Genz.

En Teſmoign de les choſes les Chivalers deſſus nommez ont mis enterechangeablement leurs Seaulx a ceſte preſente Cedula Endente, que ſ'en fait le premier jour d'Aouſt, l'An de grace Mil CCC. Cynquante & l'une.

CCCXXVIII.

Traité conclu pour vingt ans, entre EDOUARD 1. Août. III. Roi d'Angleterre & les Députés des Villes maritimes du Royaume de CASTILLE & du Comté de BISCAYE, pour le bien du Commerce réciproque, Donné à Londres le 1. Août 1351. [RYMER, Foedera, Conventions &c. Tom. V. pag. 717.]

S'achent touz, que come Debatz & Diſſenſions fuiſſent meuz entre les Engleys d'une part, & les Gentz de les Villes de la Marisme, de la Seigneurie du Roi de Caſtell, & del Countee de Viſcaye, d'autre part, par cauſe de Mals & Damages, faitz d'une part & d'autre, les Gentz des Villes fuſſites envoierent devers le Tresdoute Prince, le Roi d'Angleterre & de France, leur Meſſages (c'eſt a dire) Johan Loupes de Salgado, & Diago Sanches de Lupard, & Martyn Perys bde Golyndano, od pleyn poair pur traiter ſur les Deatz & Diſſenſions avandites,

Et pur demander, prendre & faire emendes de les Mals & Damags fuiſditz,

Et pur requere & prendre Treues & Soefrances de Guerre, a un' certain temps, en espoir de final Pais, que ſe purra tailler durantes les Treus avandites.

Et depuis, aſſemblez en la Citee de Loundres, les Deputez del' dit Tresdoute Prince le Roi d'Angleterre & de France d'une part, & les ditz Meſſages d'autre part, les ditz Meſſages demanderont,

L1

PR1

ANNO 1351. PRIMEREMENT, Emendes & Satisfaction de les
mals & damages, queux ils ont pris & receux, en
la Meer, par les Engleis, del temps du Roi Don Pe-
tro ore Roi de Castell.

Et les Deputez, de par le Roi d'Engleterre avandit,
ont demande de les Deputez, de les Villes susdites,
Emendes & Satisfaction de touz les mals & damages,
faizt as Gentz d'Engleterre, de Gascoigne & as autres
Subgitz le dit Roi d'Engleterre & de France, par les
Gentz le dit Roi de Castell & del Countee de Viscay,
par le dit temps.

Et puis, les dites choses debattues, sauve le Droit
& la Demande de cheuscune Part, en espoir de bon
Pays & pour bon amour norir entre le Roi d'Engle-
terre & de France & ses Subgitz d'un part, & les Gentz
& Subgitz le Roi de Castell & del Countee de Viscay
d'autre part, les ditz Deputez, le dit Roi d'Engleterre,
ont fait tiel relacion a leur dit Seigneur le Roy d'En-
gleterre & de France, que le dit Roi, a la requeste des
ditz Messages de Castell & de Viscay, ad oïroie
Treues & Soeffrance en la fourme que s'enfuyt,

PRIMEREMENT, accorde est que bons & loiales
Treues soient prises, affermes, & tenuz, par Meer &
par Terre, entre touz les Gentz & Subgitz le Roi d'En-
gleterre & de France.

Exceptez les Gentz de Baion & de Beariz, que sont
exceptez par cause q'ils ont pris une Treue od ceux
d'Espaigne; par quatre Annz, la quele Treue le Roi
ad confirme d'une part & les Gentz & les Subgitz de
la Seigneurie le Roi de Castell & del Countee de Viscay
d'autre part.

Les queles Treues dureront, del jour de la fescance
de cestes, tanque a vynt Annz accomplis.

Et prendront les dites Treues pleyn effect & force,
en Meer & en Terre, del jour de la Date de cestes pre-
sentes Lettres, ja ce soit que Publication & Procla-
macion des dites Treues ne soit faite.

La quele Publication & Proclamacion se fera en
Engleterre, deinz une Moys apres la Date de cestes.

Et a Burdeux deinz deux Moys apres la Date de
cestes.

Et, en les Villes de la Marisme de Castell & Vis-
cay avandits, dedeinz trois Moys apres la Date de
cestes presentes Lettres.

Et enprendront les ditz Deputez de la Marisme
suisdite que touz les autres Portz de la Marisme
del Seigneurie du dit Roi de Castell, q' ne ont my do-
nez poair a les ditz Deputez, tendront la dite Treue
loialment.

ITEM, accorde est que pendantz les dites Treues,
nuls des Gentz, Subgitz, del dit Roi d'Engleterre &
de France, fera male ne damage en Persones, ne en
Niefs, Marchandises, ne en autres biens, as Gentz,
ne as Subgitz, de la Seigneurie du Roi de Castell, ne
del Countee de Viscay.

Ne les Gentz, ne Subgitz, de la dite Seigneurie del
Roi de Castell, & del Countee de Viscay, ne feront
mal, ne damage, en Persones, n'en Marchandises,
n'en autres biens, as Gentz d'Engleterre, de Gasco-
gne, d'Irlande, de Guales, ne a nul des Subgitz du dit Roi
d'Engleterre & de France.

ITEM, accorde est que, durantz les dites Treues,
nuls des Gentz, ne Subgitz, del' une Part, encontre,
ou en prejudice del' autre Partie, ne feront Alliaun-
ce, ne durront eide, ne socours, en aucune manere,
as Enemys, Contraires, ou Adversaires, del' autre Part.

ITEM, que les Gentz, Subgitz, Mestres, Mariners
& Marchantz, del' une part & del' autre, de quel
condicion q'ils soient, peussent seurement, franche-
ment, & sauvement aler & passer, par Terre, & par
Meer, as touz les Marismes, Portz, Citees, & Vil-
les del' une Part & del' autre, & as touz autres Roia-
lmes & parties ou leur pierra, od leur Niefs, grantz
& petitz, & od toutes Marchandises que seront char-
gez en les dites Neefs, des queux Pais & Gentz les
dites Marchandises soient.

ITEM, soient certaines Persones Deputez Gardeyns
de cestes presentes Treues, eantz pleyn poair de con-
strendre & de punir touz ceux q' enfreindront les di-
tes Treues, ou q' s'afforceront de les enfreindre, &
de redresser & de reparrer touz Attemptatz, que se-
ront fait, del' une Partie & del' autre, pendantz les
dites Treues.

Et que les ditz Gardeyns seront redressement & re-
paracion plenerement de touz les Attemptatz, faizt du-
rantz les dites Treues, dedeinz deux Moys apres que
les ditz Attemptatz seront provez devant eux, & de ceo
soient requis,

Et que la persone, q' avera receu les damages, eit
ses despenses, queux il fera en la pursuite de la
persone, q' fera la mal, & de ses biens.

Et, en cas q'il n'ait ny bienz, suffisantz de faire les
Amendes, que son Corps soit pris, & que les Gardeyns
de la Terre fassent Justice de la Persone, a la pursuite
celui, qu'ad pris le damage.

ITEM, accorde est que, s'il aviegne que, pendant
la dite Treue, nul mal, ou damage, soit fait par Gentz
ou Subgitz de l' une Partie al' autre, que pur ce ne se-
ra mye la Treue rompue, einz sera faite redresse
& reparacion par les Deputez susditz, en la manere
comme dessus est dit.

ITEM, accorde que les ditz Deputez de la Marisme
suisdite feront assavoir a les Bannitz de la dite Sei-
gnurie, del Roi de Castell, & del Countee de Viscay,
q' sont hors de leur Pays, s'ils voillent estre compris
en ceste Treue ou ne mye.

Et, en cas q'ils voillent estre compris en la dite
Treue, q'ils soient resceux & compris si plenerement
come les autres.

Et adonques les Deputez avandit manderont, en
Brugges, en Flandres, au Mair del Estaple des leyens
d'Engleterre, ou a son Lieutenant, les Nouns des ditz
Bannitz.

Et, en cas q'ils ne voillent estre compris en la dite
Treue, q'ils demurgent hors de la Treue, & que le
Roi d'Engleterre & de France & ses Gentz facentz de
eux, come de leur Enemys.

Et que les bones Gentz, de la Marisme suisdite, ne
soient blamez, ne damagez pur nul mal que les ditz
Bannitz feront.

Et que les ditz Deputez feront mander, a Brugges,
au dit Mair del Estaple, ou a son Lieutenant, dedeinz
fys moys apres la Date de cestes presentes Lettres, les
Nouns de les Capitayns des ditz Bannitz, que ne voi-
lent estre compris en la dite Treue, & de leur Com-
paignons, des queux ils purront s'aver les Nouns.

Et, en ce cas, les Gentz de la Marisme de Castell
& del Countee de Viscay, ne feront eide, confort, ne
socours as ditz Bannitz, ne les receiveront entre
eux.

ITEM, q'en cas que le Roi d'Engleterre & de Fran-
ce, ou ses Gentz, preigne ou gaigne de son Adversai-
re, q' il soit, Vill, Chastell, ou Port, en quel Vil-
le, Chastell, ou Port, soient trouvez Bienz de les Gentz
de la Seigneurie de Castell, ou del Countee de Viscay,
ou Neefs, en les queles Marchandises, ou autres biens
de la Seigneurie ou del Countee avandit soient trouvez,

Que le dit Roy d'Engleterre & de France, ou celui
que sera Capitayn pur lui, fera sercher leur biens, en
q' meyns q'ils soient, & fera son loial poair, sur l'as-
surance de la dite Treue, de faire rendre les dites
Niefs, Marchandises, & biens a les Gentz du Roialme
de Castell & de Countee de Viscay, de q' ils seront,
sur leur serment, parensi q'ils ne soient armez od les
Enemys le dit Roi d'Engleterre & de France, ne ne
facent a eux eide, socour, ne confort.

Et si nul de eux soit trouvez armez, ou facent eide,
socour, ou confort as ditz Enemys le dit Roi d'En-
gleterre & de France, q'il perde ses biens & le Corps,
& que nul des autres, q' tendront loialment la Treue,
soient damagez pur eux.

Et ensi, si les Gentz le dit Roi d'Engleterre & de
France preignent, en la Meer, ou en Port, nuls Niefs
de ses Adversaires, ou Enemys, & en les dites Niefs
soient trouvez Marchandises, ou autres biens, de ceux
de la Seigneurie del Roi de Castell, ou del Countee de
Viscay, q'ils soient renduz a les Marchantz de Cas-
telle, ou de Viscay, de q' ils sont, a leur loial Se-
rement.

Et, en cas que nul Marchant de Castell, ou de Vis-
cay, soit troue en la Nief, que adonques les dites biens
soient amenez en Engleterre, & sauvement gardez tan-
que les ditz Marchantz eient provez que les dites biens
soient leurs.

Et autiel ferront, en semblable cas, ceux de la Sei-
gnurie del Roi de Castell, & del Countee de Viscay,
& les Gentz & Subgitz de la Seigneurie le dit Roi d'En-
gleterre & de France.

ITEM, que Persones de la Seigneurie del Roi de
Castelle, & del Countee de Viscay, peussent venir &
pescher, franchement & sauvement, en les Portz
d'Engleterre & de Bretagne, & en touz autres lienz &
Portz ou ils vorront, paientz les Droitz & les Custu-
mes a les Seignurs du Pais.

En Tesmoignance des queles choses le dit Roi d'En-
gleterre & de France, al' une Partie de cestes presentes
Lettres Endentes, demourante devers les Villes de la
Marism

ANNO Marism de Castelle & de Viscaie fuscite, ad mys son Seal.

1351. Et les dirz, Johan Loupes de Salfedo, Diago Sanches de Lupard, Et Martyn Perys de Golydano, Messages & Procurateurs de les Villes de la dite Marisme,

A l'autre Partie de cestes presentes Lettres Endentes, demorante devers le dir Roi d'Engleterre & de France, vout mys lour Sealz.

Don. a Loundres le primer jour del Mois de August, l'An de grace Mil, Trescentz, Cynquant Primer.

CCCXXIX.

27. Oct. *Traité entre JEAN Roi de France, au nom du DAUPHIN son Fils, & AMÉ VI. du nom, Comte de Savoie, surnommé le Verd, par lequel le Traité entre AYMON Comte de Savoie, & HUMBERT Dauphin est confirmé, & il est porté que le Roi de France ni le Dauphin, ni leurs Successeurs ne pourront acquerir aucunes Terres en Savoie, ni le Comte en Dauphiné. Fait à Ville-neuve d'Avignon, le 27. d'Octobre, 1351. [S. GUTCHENON, l'Histoire Généalogique de la Maison de Savoie. Preuves. pag. 184.]*

FRANCE
ET SA
VOYE.

In Nomine Domini Amen.

PER hoc publicum Instrumentum cunctis appareat evidenter, quod anno ejusdem m. ccc. l. i. Indictione quarta mensis Octobris, Jovis die vicefima septima, Pontificatus sanctissimi Patris, & Domini Domini Clementis Divina providentia Papæ sexti, anno decimo, tractantibus & mediantibus Reverendissimis Patribus, & Dominis Dominis Guidone Pormenfi, & sanctæ Rufinæ Episcopo, Stephano sanctorum Joannis & Pauli, & Egidio sanctæ Praxedis tituli Presbyteris, sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalibus, ac in ipsorum Dominorum Cardinalium, nec non, & nostrum Notariorum, & testium infra scriptorum presentia personaliter constitutis, Magister Petrus de Caritate Consiliarius, & Joannes de Veieria Secretarius, Serenissimi Principis Domini Joannis Francorum Regis Illustris Procuratores, & procurator nomine ejusdem Domini Regis ex una parte: & Reverendus in Christo Pater Dominus Joannes Tharentasiensis Archiepiscopus, Dominus Joannes, Dominus Camera Vicecomes Maurianne; Jacobus de Claromonte, Dominus sanctæ Helenæ de Lacu, ac Georgius de Solerio Procuratores, & procuratorio nomine magnifici Viri Amedei Comitiss Sabaudie, ex altera, super agendis inter ipsum Dominum Regem, tam suo quam magnificorum & potentum Virorum Dominorum Caroli primogeniti dicti Domini Regis Dalphini Viennensis, & Philippi Ducis Burgundie, nec non Domicellæ Joannæ de Burgundia eorumque Successoribus ex una parte, ac præstatum magnificum Virum Amedeum Comitem Sabaudie, pro se ejusque Successoribus ex altera; pro dilectionis federe inter ipsorum progenitores ab antiquo consueto inter prædictos perpetuo conservando, ac etiam augmentando, & omnis dissensionis materia inter ipsos evitanda, & ut etiam dictus Comes ad dicti Domini Regis & suorum obsequia propensius inducatur & etiam animetur pro prædictis Rege, Dalphino, Duce, Domicellæ Joannæ & Comite, & ipsorum quolibet, eorumque Hæredibus & Successoribus quatenus quælibet tangit & tangere potest seu poterit in futurum, tractaverunt, composuerunt, conveniunt ad invicem Pactiones, Conventiones, Infectiones, Alligantias, Confederationes & alia fecerunt & inierunt, tractant, component, conveniunt, faciunt & incurrunt quanto melius virtute dictorum Procuratorum nomine Dominorum suorum possunt præstare inferius continetur. Primo quod Pax facta novissime inter Comitum Aymonem bonæ memoria, & Dalphinum Humbertum; & ante inter olim Comitum Amedeum & Dalphinum Joannem, cum omnibus declarationibus, additionibus, prævisionibus, & cautellis post utramque secutus debite observentur & fiant realiter cum effectu & impleantur. Et si quæ per alteram Partium in contrarium facta sunt ad statum debitum secundum prædictorum seriem reducantur; & eligantur

TOM. I. PART. II.

per dictos Procuratores ex nunc Commissarii, videlicet pro Dalphino Dominus de Turmone, & Dominus Guillelmus Arthaudi Milites; pro Comite vero Dominus de Camera, & Dominus Faramanti Milites cum Conservatoribus Pacis deputatis per Partes ipsas, ita tamen quod duo ex ipsis; quorum unus sit de una Parte & alius de alia, visa Pace utraque & prædictis post secutus non declarata declarent, & non completæ compleri faciant & ordinent, occupata restitui, & alia fieri nondum facta, habeantque super hiis ex nunc à Partibus prædictis plenariam potestatem: Commissarii vero prædicti jam dictis diligentius intendendo ea compleant toto posse; infra festum Pentec. proximum: quibus declarationibus factis si quæ obscura remaneant vel longiore indagationem requirentia, tam super limitationibus faciendis quam super aliis discordiis quibuscumque, dicti Reverendi Patres Domini Cardinales sint superiores & medii: Qui aut duo ex ipsis, quorum unus sit Dominus Guido Cardinalis prædictus, vocatis secum Dominis Henrico Archiepiscopo Lugdunensi electo pro parte Dalphini, aut alium per dictum Dalphinum nominando; & Amedeo Comite Gebennensi electo pro parte Comitiss Sabaudie, aut alio per ipsum Comitem Sabaudie nominando. Qui quidem Archiepiscopus aut alius per ipsum Dalphinum nominandus ingerit, si & quando dictus Dalphinus ipsum Archiepiscopum aut alium per ipsum Dalphinum nominandum voluerit interesse, controversias & questiones, si quæ ortæ sint inter Partes vel forsitan oriantur, quæ per dictos Conservatores aut Commissarios non possent commodè expediri, habeant amicablem terminare: Super quibus habeant Domini Cardinales prædicti cum Archiepiscopo & Comite Gebennensi, seu aliis nominandis, modo prædicto, ex nunc plenariam & liberam ac plenissimam potestatem, usque ad annum post festum Pentecostes prædictum: Et nisi Archiepiscopus & Comes aut alii ut supra nominandi veniant ad dies statuendos per Cardinales prædictos, ex tunc dicti Archiepiscopus & Comes, aut alii ut supra nominandi pro non adjectis habeantur quoad ista, illa vice. Item conveniunt & component dicti Procuratores prædictis nominibus, quod Rex idem vel Successores sui, Regesque alii qui erunt Franciæ pro temporibus in futurum per se vel alium tacte vel expresse, directæ vel indirectæ, quovis colore quæsito, non possint nec sibi liceat perpetuo quicquam acquirere de novo in Comitatu Sabaudie, Terris, Baronis, Juribus, Feudis, Retrofeudis dicti Comitiss, Successorum, Vassallorum, Hominum, vel Subditorum ejusdem qui nunc sunt de Imp. & inter limites Comitatus, Terrarum & Baroniarum eorumdem per gardas, feuda, retrofeuda, homagia, conventiones, tractatus alios sive casus: Et si contrarium (quod absit) fieret in futurum, acquisita non teneant ipso facto in commodum acquirentis; & eaque statim & omnino acquirens dimittere teneatur; & ex nunc prout ex tunc contractus invalidus censetur & fit: Et hoc potissime, quia ex talibus acquisitionibus per potentiores Dominos in minus potentum Terris inter ipsos suscitatur discordia sapius & dissensionis non parvæ, quæ inter Reges & Comites prædictos evitare cupiunt, & inter eos nutrirî perpetuum amoris & fidei vinculum, cooperante gratia Salvatoris. Insuper dictus Comes aut sui perpetuo Successores, per se vel alium, tacite vel expresse, quovis colore quæsito, non possint nec sibi liceat perpetuo quicquam acquirere in Dalphinatu Viennensi, Terris, Baronis, Juribus, Feudis, Retrofeudis dicti Dalphini, Successorum, Vassallorum, Hominum vel Subditorum ejusdem, quæ nunc sunt & pro tempore fuerint; nec inter limites Dalphinatus, Terrarum, Baroniarum & Potestatum eorumdem per gardas, feuda, retrofeuda, homagia, pactiones, contractus alios sine causa: Et si contrarium (quod absit) fieret in futurum, acquisita non teneant ipso facto in commodum acquirentis, eaque statim & omnino acquirens dimittere teneatur, & ex nunc prout ex tunc contractus invalidus censetur & fit. Et viceversa dictus Dalphinus vel Successores ejusdem perpetuo per se vel alium, tacite vel expresse, quovis colore quæsito, non possint nec sibi liceat perpetuo quicquam acquirere in Comitatu Sabaudie, Terris, Baronis, Feudis, Retrofeudis dicti Comitiss, Successorum, Vassallorum, Hominum, vel Subditorum ejusdem qui nunc sunt & pro tempore fuerint; nec inter limites Comitatus Terrarum, Baroniarum & Potestatum eorumdem per feuda, retrofeuda, conventiones, contractus alios sine causa: Et si contrarium (quod absit) fieret in futurum, acquisita non teneant ipso facto in commodum acquirentis, eaque statim & omnino dimittere teneatur acquirens, & ex nunc

ANNO
1351.

LII

ANNO
1351.

nunc prout ex tunc contractus invalidus censetur & sit, ipique renunciatum sit, & intelligatur ipsum nullius esse efficaciam & momenti. Item quod Rex dicto Comiti teneatur scambiare terram suam de Maloleporario quam de presenti tenet dictus Comes, & assidere in Ballivia Senonensi vel Trecenti cum omni nobilitate, alta & bassa Iustitia; prout continetur in certis Literis Regis sigillo viridi sigillatis, mentionem facientibus de dono facto Domino Amedeo Comiti Sabaudia, Avo paterno Comitum qui nunc est. Item consentiunt & promittunt Procuratores Domini Regis, quod Rex ipse tradet cum effectu in augmentum Feudi supradicti Domini Paris, quae fuit Illustr. Principis Domini Regis Bohemiae versus Portam S. Honorati, cum ipsius iuribus & pertinentiis universis tenendam & possidendam per eundem Comitem ejusque Successores in perpetuum, sub eodem homagio, modo & forma quibus supra, & sit realis traditio dictae domus infra festum Purificat. proximum. Item quod dicti Procuratores Comitum, ejus nomine confederationes pro ipso Comite & ejus Successoribus Sabaud. Comitibus validas faciant Regis Procuratoribus praedictis, nomine quo supra ipsius, & Successorum suorum Regum Franciae nominibus recipientibus contra Regem Angliae & ejus Successores, & omnes Anglicos ac secum confederatos, & ei adherentes, & quoscunque alios; exceptis Imp. Romano, Dominis Archiep. Mediolanensibus, Manfredi Barnabone & Galeatio ipsius Nepotibus, & aliis Vicecomitibus Mediolani, Marchione Montisferati. Item quod Comes ipse ad requisitionem Regis vel Reginae vel certi mandati alterius, eorundem Domicellam Joann. de Burgundia Filiam dictae Reginae eisdem aut alteri ipsorum certo mandato reddere tenebitur, videlicet in Matiscon. liberam cui voluerint maritandam, praeterquam Dalph. qui nunc est, ipso existente Dalph. & qui pro tempore fuerit, Conventionibus praesentibus firmatis. Item quod dictus Comes cum aliqua Filia Regis Angliae quae nunc est vel fuerit, vel alia Anglica sine ipsius Regis Franciae expresso consensu se maritare non poterit. Item promittunt dicti Procuratores Regis, nominibus quibus supra, Procuratoribus Comitum memoratis stipulantibus & recipientibus nomine Domini sui, quod Rex idem solvat dicto Comiti Sabaudia vel ejus certo mandato, pro servitiis factis per Comitem & Praedecessores ejusdem Regi & Praedecessoribus suis & aliis etiam causis, sexaginta milia florenorum boni auri & legitimi ponderis Florentini perfolvenda. Item consentiunt & promittunt dicti Procuratores Regis memoratis & stipulantibus, ipsi Comiti ac ejus Successoribus praedictis & ex causa compositionis & Tractatus praefatis, dare & solvere ipsi Comiti Sabaudia supradicto quinquaginta milia florenorum boni auri & legitimi ponderis Florentini apud S. Laurentium prope Matisconem in Terra Baniaci: seu tradere Castra Cusiaci & Sagiaci cum Villis franchis & non franchis, hominibus nobilibus & ignobilibus, homagiis, feudis, retrofeudis, Jurisdictionibus, meris & mixtis imperiis,

aquis, aquarum decuribus, memoribus, pascuis, & ANNO
1351.
aliis Juribus universis ad praemissa spectantibus & pertinentibus quoquo modo. Adhuc autem actum est inter Procuratores praedictos, quod infra festum Paschae proximum, Castrum de Romanayo cum homagiis, feudis, retrofeudis, & aliis suis pertinentiis universis, quod est Episcopi & Ecclesiae Matisconensis, tradetur per dictum Regem seu ejus certum mandatum, realiter & de facto Comiti memorato seu ejus certo mandato per ipsum ac ejus Comitum haeredes, perpetuo tenendum, & possidendum tanquam suum: Si ad hoc facta primitus & ante omnia per Dominum Regem recompensatione debita Ecclesiae Matiscon. praefatus Episcopus. Capitulum suum & illi quos tangit negotium curaverint seu voluerint consentire; dicti autem consensus opportune procurabuntur bona fide expensis Domini Regis. Si vero ex aliqua causa dictum Castrum cum suis pertinentiis universis non traderetur, ut praemittitur, Comiti memorato, aut ejus certo mandato infra Paschae terminum supradictum: Actum est inter Procuratores praedictos nominibus quibus supra, quod dictus Dominus Rex teneatur solvere realiter, infra dictum festum Paschae proximum, Comiti memorato vel ejus certo mandato, viginti quinque milia florenorum apud dictum locum S. Laurentii juxta Matisconem. Item quod Rex procurabit pro posse suo bona fide, quod Alligationes dudum factae & inter Duces & Duchissas Burgundiae quondam, & Comites Sabaudiae, renovabuntur & confirmabuntur per Ducem Burgundiae qui nunc est, dum fuerit etatis legitima secundum tenorem cartae: & quod Tutores ejus nomine Minoris eas confirmet, si quos habere, quantum commodè fieri poterit. Item quod praemissa per Regem Philippum progenitorem dicti Regis qui nunc est, super concordia habita inter haeredes Duchissae Britanniae cum Comite qui nunc est compleri in quantum ipsum tangit faciat infra festum Nativitatis S. Joannis Baptista: De certis autem damnis illatis, quae occasione illius Accordii petebat dictus Comes sibi fieri restitutionem à Rege, dictus Rex remanebit quitus, & de quibuscumque aliis quae petere possent Comes ipse tam nomine suo quam praedecessorum suorum occasione quacunque à praefato Domino Rege: & versa vice dicti Procuratores Regis nomine quo supra, quittant dictum Comitem de quibuscumque quae dictus Rex petere possit ab ipso; reservatis tamen Partibus ambabus quae in Tractatu vel Accordio praesentibus continentur. Acta fuerunt haec apud Villanovam S. Andreae Avinionensis Diocesis in hospitio Reverendi Patris Domini Hugonis Cardinalis Tutellensis, quod fuit olim bonae memoriae Cardinalis Neapoleonensis in camera Paramenti: Praesentibus venerabilibus, discretis, & nobili Patre, & Viris Dominis Francisco de Sancto Maximo Apostolicae Sedis Notario, Guichardo Sedunenfi Episcopo, Roberto Galii Laudunenfi electo, Andewino Abbate Guillelmo Fornerii Decano Sedunenfi.

CCCXXX.

26. Sept. *Alliance zwischen* DORT, DELFT, HAERLEM, LEYDEN, ST. GERTRUYDENBERGH, AMSTERDAM, ALCKMAER, OUDEWATER, SCHIEDAM, ROTTERDAM, MEDENBLICK ende VLAERDINGEN Anno 1351. [Groot Placaat-Boek van de H. M. Heeren Staaten Generael der Vereenigde Nederlanden. Tom. III. pag. 3.]

DOR-
DRECHT,
DELT,
HARLEM,
&c.

CCCXXX.

Alliance entre les Villes de DORDRECHT, 26. Sept. DELFT, HARLEM, LEYDEN, ST. GERTRUYDENBERG, AMSTERDAM, ALCKMAER, OUDEWATER, SCHIEDAM, ROTTERDAM, MEDENBLICK, & VLAERDINGEN, en l'année 1351. [Dans le Grand Recueil des Placards. Tom. III. pag. 3.]

DOR-
DRECHT;
DELT
HARLEM,
&c.

Allen den genen die desen Brief sullen sien of hooren lesen, maken wy cond, Schout, Schepenen, Burgemeesters, Raidt, ende die gemeene Steden van DORDRECHT, van DELFT, van HAERLEM, van LEYDEN, van SINTE GEERDENBERG, van AMSTERDAM, van ALCKMAER, van OUDEWATER, van SCHIEDAM, van ROTTERDAM, van MEDENBLICK, en van VLAERDINGEN. Want wy ons onderworden hebben onsen lieven ende geminden Heere Hertoge Willem van Beyeren, Grave van Hollandt, van Zeeland, ende Heere van Vrieslandt, Heere te maken en magigh sijns Lants ende Onderlaren, hebben groten schout, die hy schuldigh

A Tous ceux qui ces présentes Lettres verront ou orront, savoir faisons, nous Bailiff, Eschevins, Bourgeois, Conseil, & Communautéz des Villes de DORDRECHT, de DELFT, de HARLEM, de LEYDEN, de ST. GERTRUYDENBERG, d'AMSTERDAM, d'ALCKMAR, d'OUDEWATER, de SCHIEDAM, de ROTTERDAM, de MEDENBLICK, & de VLAERDINGEN. Qu'ayant entrepris de rendre nôtre cher & bien aimé Seigneur, le Duc Guillaume de Bavière, Comte de Hollande, de Zelande, & Seigneur de Frise,

Frise,

ANNO is, daer wy hem, wilt Godt, of ontredden sullen, ende om dat wy te doen moeten hebben jegens menichahande Luyden ende dadingen van sijne wegen, daer ons sien haet syaren wongonste ende viantschap in te verkrygen, ende om dat wy alle alleene alle syne faken niet en inogen bewaren ende bedryven, soo hebben wy alle Steden voorz. te sarnen geloof en gesceker by onser fekerheyte, ende by onser trouwen. Waer dat sake dat yemaet mit desen Steden voorz. in wongonst of in viantschap quame tegens yemande ofte eenigherhande faken, diehy handieren hadden van onsen Heeren Graven weegen voorz., of daer of roeren mochte, of onder Steden regt eenige voorz., of om eenich mans uytte voorz. Steden, dar wy dat gemeenelicken ende ongescheyden wederstaen sullen, ende dregen tot allen dagen, ende malcander hulpers daer in te blyven mit lyve ende mit goede. Voort waert dat faken dat yemant van desen Steden voorz. eenige twist hadden, die eene tegens den anderen, des souden die ander Steden machlich wesen dien twist te soenen, ende te verlijken, ende alle faken voorz., behouden onsen lieven Heere den Graven, ende syne Naecomelingen, al te doene dat wy schuldich sijn te doene, ende sonder argelich. Ende waer dat sake, dat ons Heeren gebrake sonder oir van sijnen lyve, dat Godt verhoede, soo hebben wy gemeenelick geloof genen Heer ontsaen, wy en sullen gemeenelick ontsaen, nae sulcke Brieve als onse lieve geminde Heere dicke voorz. bescheiden heeft mit syne Brieven, dat onse lieve Heere de Keyser sijn Vader, daer Godt de siele of hebbe, mit recht ende met vonnisse van sijnen hoigen mannen, het Graefschap van Henegouwen, van Holland, van Zeeland, ende Heerlickheyte van Vriesslant schikre ende bescheyde te erven. Ende waer dat sake dat an desen Brieven gebrake een sefel of twee, daeromme en soude desen Brief voorz. niet vermindert wesen van eeniger macht. Ende om dat wy Steden voorz. alle belofsen en overendragen voorz. vast ende ongescheyden houden willen tot eeuwigen dagen, soo hebben wy desen tegenwoordigen Brief in kennisse der waarheyte besegelt mit onsen segelen, in 't Jaer ons Heeren 1351. des Maendags na St. Mauritius dagh.

ANNO Frise, Souverain & puissant dans ses Pais & sur ses Sujets, ayant de grandes dettes, auxquelles il est obligé, & dont le debchargeons, (s'il plaist à Dieu) & parce que nous avons affaire à diverses sortes de gens & des choses à demêler à cause de lui, pourquoy nous prevoyons que nous pourrions encourir disgrâce & inimitié, & parce que nous ne pourrions tous en particulier soutenir & desfendre sa cause, nous lui avons, nous, toutes les Villes susdites, promis & juré conjointement assurance & fidélité. Et s'il arrivoit que quelqu'un vint en inimitié avec ces Villes susdites, au sujet de quelcun ou de quelques choses qui concerneroient nôtre Seigneur Comte susdit, ou quelque droit desdites Villes, ou quelque personne d'icelles, que nous nous joindrions inseparablement à une desfence commune & à toujours nous soutiendrions, de corps & de biens. Que s'il arrivoit que quelqu'une de ces Villes eût quelque différent avec une autre des mêmes Villes, que les autres feront autorisées pour les reconcilier & les accorder, & de faire en toutes choses susdites, tout ce que nous sommes obligez de faire pour maintenir nôtre cher Seigneur le Comte & ses Descendants, sans dissimulation. Et s'il arrivoit (ce qu'à Dieu ne plaise) que nôtre Souverain vint à decéder sans enfans, nous avons promis conjointement de ne recevoir point de Souverain, que celui que nôtre dit Seigneur aura nommé par ses Lettres, comme nôtre cher Seigneur Empereur son Père, dont Dieu veuille avoir l'ame, a avec justice & avis de son Conseil donné à son fils les Comtes de Hainaut, de Hollande, de Zelande, & la Seigneurie de Frise, à condition de les reberiter de lui, faute d'enfans. Et arrivât-il qu'à ces presentes Lettres, il y manquât un sceau ou deux, lesdites Lettres n'en auront pas pour cela moins de force & de vertu. Et parce que nous Villes susdites voulons que ces promesses & accords susdits soient gardez inviolablement à toujours, nous les avons en témoignage de la verité scellées de nos sceaux, l'an de nôtre Seigneur 1351. le Lundi d'après la S. Maurice.

CCCXXXI.

7. Nov. *Venditio Civitatis Frankenstein cum Districtu Monasterii Camenz, pro sex Millibus Marcarum grossorum Pragensium, per NICOLAUM Ducem Silesie, CAROLO IV. Romanorum Imperatori & Bohemie Regi facta. Wratislavia 7. Novembris 1351.* [LUNIG, Teutisches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuut. I. Abfatz III. pag. 306.]

NOs NICOLAUS Dei Gratia Dux Silesie Dominus Munsterbergensis. Notum facimus universis tenore presentium in perpetuum. Quod animo deliberato, & fidelium nostrorum maturo accedente consilio, considerantes in hoc utilitatem nostram, & prospicientes exinde nostram conditionem fieri meliorem, Serenissimo ac Invidiosissimo Principi & Domino Carolo Romanorum semper Augusto, & Bohemie Regi Domino nostro gratioso, pro se & suis Haeredibus, ac suis Successoribus Regibus Bohemie, & ejusdem Regni Coronae, ementi, & recipienti Civitatem nostram Frankenstein cum districtu Monasterii Camenz, talia à nostro Ducatu separantes, & omnimodo disjungentes, Vassillis, Vassalligis, Feudis, Feudatariis, Millicibus, Clientibus, Scultetis, Civibus, Rusticis, Emphiteutis, & ad glebam allictris, Agricolis & Censitis, supremis & inferioribus, Judicis, judicialibus, redditibus, Censibus, proventibus, obventionibus, emolumentis, Jure patronatus Ecclesiarum quod extra venditionis contractum cum universitate transire decernimus, Montibus, Planis, Sylvis, Rubetis, Virgultis, Venationibus, Aucupationibus, Aquis, & aquarum decursibus, Molendinis, Lacubus, Piscinis, Stagnis, Pa-

ludibus, Piscaturis, cum omnibus Juribus, Jurisdictionibus, Dominiis, Libertatibus, honoribus, honorationibus, utilitatibus & obventionibus, quae in sub & super Terram haecenus habita, & inventa sunt, haberi seu inveniri poterunt in futurum quoquomodo, quibus etiam specialibus nominibus & vocabulis valeant designari julto venditionis titulo vendidimus, dedimus, & resignavimus, & praesentibus resignamus, pro sex millibus marcarum grossorum Pragenium Polonici numeri, quadraginta octo grossos pro marca qualibet computando, quas nobis, solutas, datas & numeratas protestamur, & dicimus, & in usus nostros utiles & benefactos applicatas. Universos & singulos Milites, Clientes, Scultetos, Cives, & quosque Inhabitantes Civitatis, Districtus & Territorii Frankenstein ab omnibus homagiis, Juramentis, promissis, foederibus & aliis quibuscunque respectibus, quos & quae ad nos velut Principem & Dominum suum haecenus habuisse noscuntur, & habere debebant, de bona voluntate, & certa nostra scientia, pro nobis, Haeredibus & Successoribus nostris praedictis, absolventes ipsos & eorum quemlibet, Haeredes & Successores eorum ad praestatos Dominum nostrum Regem, Haeredes & Successores ipsius Regis Bohemiae, & ejusdem Regni Coronam in perpetuum remittentes.

Ita videlicet, quod ad praestatum Dominum nostrum Regem, Haeredes & Successores ipsius Regis Bohemiae & ad ipsius Regni Coronam in perpetuum tanquam ad verum, ordinarium & naturalem Dominum, veros, ordinarios seu naturales Dominos respectum habere debeant ipsique in omnibus fideliter obedire. Renunciantes fideliter pro nobis, Haeredibus & Successoribus nostris praedictis, omni Juri, Jurisdictioni, titulo, impetitioni, repetitioni, exceptioni doli mali, & in factum actioni, legi: si conveniret, & exceptioni non solute, non numeratae, sed data pecunie non bone, seu legalis argenti, & aliis omnibus Canonum & Legum auxi-

ANNO 1351. His sub quacunque forma verborum expressæ sint, etiam si de his vel eorum altero Jure, vel consuetudine deberet in præsentibus fieri mentio specialis. In cujus rei testimonium & robur perpetuo valitum præsentem fieri, & nostri sigilli munimine roborari volumus, & pro firmioris cautelæ præsidio, ut videlicet præfato Domino Regi, Heredibus & Successoribus suis, Regibus & Coronæ Regni præfati abundantius caveatur, Illustrer & magnificos Principes ac Dominos Bolkonem Swidnicensem, Conradum Olmicensem, Ladislaum Teschenensem, Duces, Patres, & consanguineos nostros, nec non spectabilem Dominum Mathiam Comitem de Treusch fratrem nostrum dilectum attentè rogavimus, ut testes sint, & velint existere omnium præmissorum, sicut etiam ipsi ad nostræ supplicationis instantiam testimonium perhibere de præmissis. Datum Wratislavia Anno Domini M. CCC. LI. feria quarta ante Festum B. Martini Episcopi.

CCCXXII.

26. Nov. Rescript de l'Empereur CHARLES IV. pour terminer les Différens survenus entre JEAN Duc de Brabant & le Chapitre de l'Eglise de Nivelles, en date du 26. de Novembre 1351. [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 187.]

BRABANT
ET NI-
VELLES.

KAROLUS Dei gratiâ Romanorum Rex semper Augustus & Bohemie Rex dilectis nobis in Christo Mathilda Abbatisse, Præposito, totique Capitulo seculari Ecclesiæ NIVELLENSIS Leodienfis Diocesis gratiam Regiam & omne bonum. More boni Principis jugiter optamus cunctis Imperii nostri fidelibus prosperam pacem & tranquillitatem; cum igitur quorundam relatione ad nostrum pervenit auditum inter vos ex parte una, ac dilectum consanguineum & fidelem nostrum JOANNEM Lotharingie, Brabantie & Limburgie Ducem Sacricque Imperii Marchionem ex altera, dissensionis & controversiæ materiam occasione diversorum privilegiorum tibi Abbatisse & Capitulo memoratis sicut assertis de non recipiendis Regalibus ab alio quam Imperatore vel Rege Romanorum, &c. fore subortam, quæ tam celeriter ut res exigit per nos commode nequit ex toto spirari: nos damnis, dispensationibus ac detrimentis quæ exinde tibi Abbatisse & Capitulo sapientibus possent verosimiliter evenire, volentes tibi Abbatisse prælibare tenore præsentium providere, concedimus & nihilominus præcipiendo mandamus, quatenus hac vice à Duce prænominato hujusmodi tua Regalia recipere possis & recipias, Juribus nostris & Imperii tuisque & Ecclesiæ sapientibus ac Ducis memorati in hoc manentibus illatis; per hoc enim non intendimus nec volumus vobis aut alteri vestrum seu Imperio aliquod præjudicium generari vel in aliquo derogari, sed ea sibi libata & illata remanere, vobisque Præposito & Capitulo prælibatis præcipiendo mandamus, quatenus cum vobis consiliter ipsam Mathildem dicta sua Regalia à præfato Duce, ut præmittitur, relevasse & recepisse, ipsi tanquam Abbatisse vestre ac Domine obedientiam & reverentiam debitam exhibentes, sibi in omnibus quæ ad Abbatisfam Nivellensem pertinent paratis, respondeatis & ad plenum intendatis, præsentium sub nostre Majestatis Sigilli testimonio Litterarum. Datum & Actum Wratislavia anno Domini M. CCC. LI. die XXVI. mensis Novembris, Regnorum nostrorum anno sexto.

CCCXXXIII.

6. Dec. CLEMENTIS VI. Papæ Constitutio de modo & forma tenendis super vicualibus Cardinalium in Conclavi existentium. Datum Avinionis VIII. Idus Decemb. Pontificatus sui Anno X. [VON DER HARDT, Magnum Oecumenicum Constantinense Concilium. Tom. IV. col. 1463. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans l'Histoire du Concile de Constance, par M. LÉFANT, aux Pièces ajoutées, pag. 735. dans la Collectio Regia Conciliorum. Tom. XXIX. pag. 791. avec quelque différence, & dans le Magnum Bullarium Romanum. Tom. I. pag. 279.]

CLEMENS Episcopus, servus servorum Dei, ad perpetuam rei memoriam. Licet in Constitutione, à felicis recordationis Gregorio, Papa X. prædecessore nostro, super electione Romani Pontificis edita in Concilio Ludunensi, quæ incipit, *Ubi major scilicet*, inter cetera caveatur expresse, quod, si eundem Pontificem in Civitate, in qua cum sua Curia residet, diem claudere contingat extremum, Cardinales in Palatio, in quo idem Pontifex habitabat, omnes convenient, & in eo singuli singulis tantummodo, nisi illi, quibus ex patenti necessitate duo permittuntur haberi, contenti servantibus, Clericis vel Laicis, prout elegerint unum Conclave, nullo intermedio pariete, vel alio velamine, inhabitent in communi: Et quod diebus certis, non facta provisione de pastore, decursis, panis, vinum & aqua tantummodo eisdem Cardinalibus, donec sublequatur provisio, ministretur. Quia tamen, sicut frequenti multorum assertione, & in Cardinalatu constituti percepimus, nonnulli ex Cardinalibus ipsis in observatione Constitutionis ipsius gravati alias nimium existerent, multique ex ipsis duos in dicto Conclavi habuerunt servientes, non absque scrupulo conscientie, propter ambiguitatem dictorum verborum, videlicet, *Quibus ex patenti necessitate duo permittuntur haberi*, in dicta Constitutione, ut præmittitur, contentorum: Nos providere super his cupientes, ex his & aliis causis rationabilibus, quæ nostrum ad id animum induxerunt, Rigorem Constitutionis ipsius, & etiam ad fratrum nostrorum supplicationem in his providimus temperandum, auctoritate Apostolica statuentes, quod Cardinales, postquam Conclave hujusmodi, seu clausuram pro dicta celebranda electione intraverint, singuli duos servientes tantum, Clericos vel Laicos, prout duxerint eligendos: Ac insuper singulis diebus, præter panem, vinum & aquam, in prandio unum, in cæna unum duntaxat ferculum carniū unius speciei tantummodo, aut piscium, seu ovorum, cum uno potagio de carnisbus vel piscibus, habere valeant ultra carnes salatas, vel herbas crudas, ac caseum, fructus sive electuaria. Ex quibus tamen nullum specialiter ferculum consuevit, nisi ad condimentum fieret, vel saporem. Nullus vero eorum de alterius ferculo vesci possit. Liceat etiam eis ex decencia honestatis habere in clausula hujusmodi, cum in lectis causa quiescenti vel dormienti esse voluerint, duntaxat intermedia seu velamina simplicium solummodo cortinarum prædicta; Et felices recordationis Clementis, Papæ V. Prædecessoris nostri, & aliis Constitutionibus Apostolicis contrariis, quibus per hoc in aliis derogari volumus, non obstantibus quibuscunque. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre Constitutionis & voluntatis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei, & beatorum Petri & Pauli, Apostolorum ejus, se noverit incursurum. Datum Avinionis, VIII. Idus Decemb. Pontificatus nostri anno X.

CCCXXXIV.

Traité de Paix entre AMEDÉE VI. Comte de Savoie dit (1) le Comte Verd, & le (2) DAUPHIN DE VIENNOIS; fait à Voiron, le 6. Oct. d'Octobre 1352. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoie. Preuves. pag. 187.]

1352.
SAVOYE
ET DAU-
PHINE.

ANNO Domini M. CCC. LII, die VI. Mensis Octobris apud Voyronum. Existens viris Nobilibus Domino de Graudimonte, Dominis Aymaro de Beltovidere, Raynaudo de Sancto Sulpicio Militibus & Consiliariis pro parte Domini Sabaudie Comitissæ: Dominis Amadeo de Rossillone Domino Boschagii, Joanne de Grolevo Domino Neyriaci, & Ludovico de Loras Militibus & Consiliariis pro parte Domini Dalphinii Viennensis: In præsentia Illustris Domini Comitis Gebennensis, dicti Consilii ad Tractatum dicti Domini Comitissæ, super damnis & offensis datis, factis & illatis per illos de Ambroinay illis de Varey, & per illos de Varey illis de Ambroinay, dependentibus & emergentibus eis eisdem quibuscumque seu quæ commiserunt ex ipsis à duobus annis circa, ordinaverunt & arrestaverunt ut infra.

In (1) Ce nom lui avoit été donné, parce qu'il porta dans un Tournoi des armes vertes, & monta sur un cheval caparotté de verd. Ce fut un des plus grands Princes de son siècle.
(2) Ce Dauphin n'est pas nommé dans le Traité, mais on juge par l'Histoire, que c'étoit Charles, qui fut depuis Roi de France, cinquième du nom.

ANNO
1352.

In primis ordinaverunt, quod Pax novissimè facta inter illustres Principes Dominos Aymonem Sabaudia Comitum, & Humbertum Dalphinum Viennensem, una cum reformationibus & provisionibus inde sequutis, per utramque Partium inviolabiliter servabitur in singulis suis Capitulis ut ibidem continentur; & quod omnia mala, novitates & offensa cessent hinc inde penitus, & quod nullus offendat quovis colore quasito, prætextu aliquarum novitatum præteritarum, seu dependentium vel emergentium ex eisdem, nec aliter quoquo modo; & quod præconizetur in terris & locis dictorum Dominorum, quod nullus offendat alium quovis modo sub poena corporis.

Item ordinaverunt ut supra, quod omnia capta mobilia hinc & inde restituantur realiter, & sine difficultate quacumque; videlicet extantia, & de presenti extantibus, una cum damnis datis hinc inde fiant inquisitiones pro Joanne de Crofo Notarium pro Principe Sabaudia, & Petrum Banasteri, vel Hugonem de Salietis pro parte Dalphinali, qui de Jovis proximà de manè simul conveniant apud Remens, & super damnis & offensis prædictis diligenter inquirent, & ad prædicta vacant cum continuatione dierum sequentium sine intermissione, usque ad plenarium complementum omnium prædictorum.

Item quod dictas Domus Grandimontis una cum quodam alio Milite eligendo per eundem pro parte Sabaudia, & dictas Domus Amedeus de Rossillon una cum quodam alio Milite eligendo per eundem pro parte Dalphinali, xxi. presentis mensis Octobris inquirent faciant per Commissarios de damnis infirmis factis & illatis videlicet inter Prioratum Sancti Benedicti de Saisfrieu, & Marchias de Cordone infirmis; qui Commissarii prædicti inquisitiones per ipsos invicem facientes dictis Dominis Militibus apponent, qui Domini Milites dictas inquisitiones aperiant, & juxta formam dictarum inquisitionum dicta damna & emendam taxent sine partialitate quacumque, & qui Milites etiam promittant bona fide, & jurent dictas taxationes facere bene & legaliter sine cavillatione quacumque, & non discedere à loco, donec dictas taxationes fecerint integraliter & perfecte, si commodè fieri poterit; aliàs nisi commodè fieri possit, quam brevius poterint ipsas taxationes facient ut supra, prout legalitatis eorundem videbitur faciendum; & quod alter dictorum Militum ab altero non discedat sine licentia alterius, donec taxationes prædictæ plenariè factæ fuerint per eosdem.

Item quod factis dictis taxationibus per dictos Milites, dictæ emendæ fiant realiter juxta taxam prædictam, infra sex septimanas sequentes immediatè incipiendas à die dictæ taxationis faciendæ per Milites ante dictos: & nisi dictæ emendæ realiter fierent, ut sub termino superius limitato juxta dictam taxationem tenerentur ad emendam, transactis dictis sex septimanis, mittat incontinenti duos milites infra Castrum seu Villam d'Arbiz in Terra Domini Gebennensis, qui milites ibidem hostagia teneant, non discessuros per juramenta sua à dicto loco, donec emendæ prædictæ realiter solutæ fuerint juxta taxationem superius limitatam.

Item quia Dominus Hugo de Gebennis asserit Castra de Hauvet & de Varey esse de feudo suo, dicto Domino Comite dicente dicta Castra ad eum iustis de causis pertinere debere, quæ Castra dictus Dominus Comes ad manum suam posuit; Ordinaverunt Domini Grandimontis & Amedeus prædicti, quod infra Festum omnium Sanctorum proximum dicta Castra in manus Dominorum Amedei de Bellovidere, & Joannis de Grolea Militum ponantur realiter & de facto; qui duo Milites ipsa Castra bene & legaliter custodire teneantur; & quod Domini Grandimontis pro parte dicti Domini Comitum, & Amedeus de Rossillon pro parte dicti Domini Hugonis, hinc ad proximum Festum Beati Joannis Baptistæ cognoscant & cognoscere debeant; & sibi liceat de feudo prædicto Domino Comiti ipsa Castra ad manum suam de jure tenere, prout sibi licuerit; & ipsi Domini Comes & Hugo cognitionem per ipsos Milites faciendam observari integrè teneantur: Et si forte infra dictam terminum ipsi Milites non cognoverint de prædictis, dicti Domini Amedeus & Joannes ipsa Castra liberè & impune dicto Domino Comiti & gentibus suis, lapsò dicto Festo Beati Joannis prædicto, reddere & restituere sub juramentorum suorum vinculis, in statu in quo nunc sunt absque novitate, mutatione vel alia innovatione & difficultate quacumque de facto teneantur: Et quod interim dicti Domini Comes & Hugo nichil novi in dictis Castris & eorum Juribus faciant, fieri procurent vel attentent quoquo modo; qui præfati Domini Comes & Hugo dictis Dominis de Grandimonte & Amedeo, super prædictis per suas Patentes

Literas Commissionem specialem & plenariam potestatem dare & concedere teneantur.

Quæ omnia & singula prædicta Reverendi Patres in Christo Domini H. de Villaris Archiepiscopus & Comes Lugdunensis Locumtenens Domini Dalphini Viennensis, ut dicitur, & Guichardus Dei gratia Episcopus & Comes Sedunensis Locumtenens Domini Sabaudia Comitum, prout fertur, nominibus prædictis per juramenta sua bona fide præstita, manibus positis ad pectus more Prælatorum, attendere & attendi facere, complere & observare promiserunt.

Subsequenter dicti Domini Grandimontis & Amedeus promiserunt per juramenta sua, ad Sancta Dei Evangelia manibus tacta, taxationes prædictas damnorum, injuriarum & offensarum bene & legaliter facere per modum superius declaratum.

Dicti vero Domini Amedeus de Bellovidere, & Joannes de Grolea simili modo per juramenta sua promiserunt bona fide, dicta Castra bene & fideliter custodire, & ea dicto Domino Comiti restituere secundum formam in ipso articulo lucidiùs limitatam.

De quibus dicti Milites pro Partibus electi per me Notarium infra scriptum, unum vel plura de singulis prædictis articulis sibi fieri petierunt publica Instrumenta. Actum & datum ut supra; Presentibus testibus Dominis Ludovico de Villars Archidiacono Lugdunensi, Guichardo Domino de Grolea, Guichardo de Chiffie, Petro de Capello Cornuto, Artaldo Labre, Guidone Coperii Militibus, Dominis Antonio Domino Chandiadi, Amedeo Domino Miribelli, Guillelmo Domino de Faraman, Petro de Compello Domino de Vulpillieres, Petro de Loyes, & Berlone de Foraz Militibus, & pluribus aliis ad præmissa vocatis pariter & rogatis.

CCCCXXXV.

Acta Conventionis & Pacis inter JOANNEM Vicecomitem & Mediolanensem Archiepiscopum atque ejus Adherentes ex parte una, & Communia FLORENTIÆ, PERUSII, SENARUM, ARETII, PISTORII, & Civitatis CASTELLI & eorum Sequaces, Complices ex altera parte, quibus damna sibi invicem illata, atque injurias remittunt. Pars altera suos proscriptos sub certis limitationibus in gratiam & Civitatem recipere atque ab omnibus Bannis relaxare; JOANNES vero Vicecomes ablata restituere promittit. Actum Mediolani die 10. Januarii. Indicti. VI. Anno 1353. [FERDIN. UGHELI Italia Sacra Tom. IV. Tit. Mediolanensis Archiepiscopi pag. 317. prior. Edit. Rom. & col. 222. ult. Venet. Anno 1719. que l'on suit ici.]

ANNO
1352.

In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis.

Un cujus reverentia & recognitione dignum est ad actus quoslibet humani generis progredi, & sine cujus minimo fervore nullum rite fundatur exordium nec est possibile finem laudabilem promereri. Quoniam discordiæ plurimæ, & scandala de presenti vigeant, & majora discrimina sperabantur necessario evenitura inter Reverendissimum in Christo Patrem & excelsum D.D. Joannem Vicecomitem, Dei gratia Mediolanensem Archiepiscopum, ac Civitatum Mediolani, Brixie, Placentiæ, Parmæ, Bergami, Cremonæ, Cumarum, Vercellarum, Asti, Novaræ, Albæ, Laudæ, Tortone, Alexandriæ, &c. Dominum Generalem, nec non Civitatis Bononiæ, & Districus pro S. Romana Ecclesia Vicarium Generalem, & ejus complices, sequaces, & adherentes ex parte una, & Communia Florentiæ, Perusii, Senarum, Aretii, Pistorii, & Civitatis Castellii, & eorum sequaces, complices, & adherentes ex parte altera, quæ considerantes præfatas Partes, & cognoscentes non solum parva, sed etiam maxima guerrarum asperitate in ruinam committi & Pacis vinculo minima magnificari in statum, & majora suis meritis, & laboribus gaudere, & in statum alias votabilem fundari, ac etiam existimantes quod suadente charitatis virtute, ut carnem redimeret carnis Creator, carnem assumptis, lege solutus, sub lege carnis se posuit, & homo factus condidit Testamentum, in quo amatores Pacis sui Regni heredes instituit exheredando, ut male meritos, qui scandala & schismata seminabant, ut inimici humani generis, secutores doctrinam, & vestigia ejusdem Domini nostri Jesu Christi amplectentes ad pacem, &

con-

ANNO concordiam cum cunctis modis, pactis & conventionibus venerunt, honorabili viro Francisco de Gambacurtis, quondam Cosci de Gambacurtis de Pisis Mediatore, & communi amico dictarum Partium existente ad laudem, & statum Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, & in honorem, & exaltationem invicissimam, & semper Augusti Imperii Romanorum.

1353. Egregii Milites Domini Guglielmus Marchio Pallavicinus, & Protasius de Caynis Syndici, & Actores, Factores, & procuratores, & Nuntii spirituales suprascripti Domini Archiepiscopi Mediolani ab ipso Archiepiscopo legitime constituti, & ordinati ad cuncta, & alia faciendi, ut de Syndicatu, & Procuratoriato, constat publicum Instrumentum rogatum per Gabrielem de Otobellis de Placentia Notarium publicum, & ipsius Domini Archiepiscopi Cancellarium sub anno a Nativitate Domini nostri Jesu Christi 1353. Indictione 6. die Jovis ro. mensis Januarii actum Mediolani. cujus quidem Instrum. Procur. series inferius pro expediendi cautela adnotatur Procur. ac Sindic. nomine pro ipso Domino Archiepiscopo, ac etiam gestorio nomine pro omnibus, & singulis aliis de domo, & progenie sua, omnibus, & singulis infradictis ejusdem Domini Archiepiscopi coherentibus, sequacibus vel subditis.

Magnifico D. D. . . Idebrandino Dei gratia Marchione Estensi, & fratribus suis.

Rev. in Christo, Patre Domino Buoso Dei gratia Episcopo Aret. & omnibus de Domo Ubertinorum, & sequacibus eorum.

Bartholomæo de Castilibus Domino Cortonæ, fratribus, & sequacibus ejus, & Communi Cortonæ.

Nosso Comite Montisferetri, fratribus, & sequacibus suis.

Domino Petro Saccone de Petramala, & aliis de domo, & progenie sua, & sequacibus ejus.

Nerio de Pagivola & sequacibus suis.

Comitibus Ricciardo & Galeotto de Mutiliana, & omnibus de domo eorum, & sequacibus.

Domino Manfredi de Pazzis Vallifarni & omnibus de domo sua, & sequacibus eorum.

Ghino Marchione de Petriolo, filio, & sequacibus suis.

Guidaccio Domino Brandallia de Antio, & omnibus de domo sua, & sequ. suis.

Communi, & hominibus Burgi S. Sepulchri, & ejus districti.

Contuuccio de Zunciolis de Pernio, & sequacibus suis.

Domino Nicolao, Domino Bartoli alios dicto Domine Mattelæ de Perno.

Communi Eugubii, & Joanne Cantrucci cum eorum sequacibus.

Omnibus Clärevalensis de Tuderto, & eorum sequacibus.

Omnibus extrinsecis Castillonis Aretini

Spina & } Comitibus de Rometa

Sinone } Comitibus de Rometa

Domini Federico, & Azzone Marchionibus Malespina de Villafranca cum Fratribus & sequacibus eorum.

Communi Fabriani Domino Alberghetto de Chivellis de Fabriano.

Gentile de Maliano, & filijs suis.

D. Lomo de Sancta Maria.

Lapo de Ricafolis, Fratribus & sequ. suis.

Omnibus illis de Ubaldinis generaliter, & fidelibus, & sequacibus suis.

Domino Francisco Castracane Comite Corelia.

Jacobo Laini de Pulcis de Florentia.

Comite Tano de Montecarello, & omnibus confortibus, & fidelibus, & sequacibus suis.

Comite Joanne de Bruscolo, & ejus confortibus, & sequacibus.

Comite Neapoleone, & Fratribus de Castilione de

Satis cum confortibus, fidelibus & sequacibus.

Jacobo de Guazzalotti de Prato confortibus, & sequacibus suis.

Domino Carlino de Tediciis de Pistorio, & sequacibus, & amicis suis.

D. Francisco de Vergellenibus de Pistorio, & sequacibus, & amicis suis.

D. Luchino del Verme Milite Cive Veronen.

Gabriele, sive Gabriotto de Otobellis de Placentia.

Aldobrando, & Fratribus suis de Goli, confortibus

& sequacibus suis,

Jacobo Paganini, } de Guaffredacciis de Pistorio, &

Joanne Tottini, } sequacibus suis.

Jacobo Totti, } de Guaffredacciis de Pistorio, &

Perotto Simonis, } sequacibus suis.

& Morellino, } de Guaffredacciis de Pistorio, &

Pantaleone Ruffini de Pistorio

Jacobo, & } Cambis de Pistorio.

Joanne Junera & } de Pistorio

Joanne Brieli. } de Pistorio

Francisco, } Franchi de Pantiachis de Pistorio.

Albizzino } Franchi de Pantiachis de Pistorio.

Piccenello della Moscalia, & aliis de domo sua.

Omnibus illis de S. Boveglio.

Nicolao Spaglie de Podio Manentis de Perusio.

Nicoluccio ejus filio.

Baldino eorum famulo.

Et eorum, & quolibet eorum, & cujuscumque ipsorum adherentibus, subditis, & sequ. promiserunt & conveniunt infradictis Carolo D. Betto Legerio, & Beotolo Sindicis infradictis, ac etiam nobis Notariis Publicis infradictis, & cuilibet nostrum in solidum recipientibus, & stipulantibus pro Communibus Florentiæ, Perusii, Senarum, & Aretii, Pistorii, & Civitatis Castellii, & quolibet eorum, & cujuscumque ipsorum adherentibus, subditis, & sequacibus de rato, & rathabitione, & se facturum, & curaturum, ita & taliter omni, & quolibet exceptione Juris, & facti remota, quod prædicti sequaces, adherentes, & subditi dicti Domini Archiepiscopi ipsi & quilibet eorum tangunt, vel tangere possunt, ratificabunt, & approbabit per publicum Instrumentum, seu Instrumenta vallata, omnibus, & singulis substantialitatibus, & cunctis, & omnibus aliis quibuscumque tam de jure, quam de facto usque ad tres menses proxime venturos, & si dicti adherentes, sequaces & subditi dictam ratificationem infra dictum tempus non facerent, intelligantur exclusi in presenti Pace, & agentes pro eis ad nihilum teneantur modis, & nominibus, quibus sup. ex parte una.

Et providit vir Carolus Strozæ de Strozziis Civis Hon. Florentinus Syndicus & Procurator Communis, & Populi Florentini, ut de ejus Syndicatu, & Procuratoriato constaret publicum Instrumentum rogatum, & publicatum per quondam F. Andrea, Civem & Notar. Flor. sub anno 1353. Indictione 6. 20 Febr. & prudentes, & discreti viri

D. Beatus Andreucci Nini Jurisperitus.

Lagerius Nicolucci Andreotti, &

Beotolus Peri de Pelacanibus.

Cives Hon. Perusii, & Procur. Perusii, ut de eorum Syndic. & Procur. constat Instrumentum rogatum per F. Martinum Ciccoli Civem Perusii de anno 1352.

Indictione 5. 20. mensis Decembris, & gestorio nomine Terrarum & Locorum, quas tenent, & possident dicta Communia, ac pro eorum adherentibus, & sequacibus, dictus Carolus pro Communi, & Civitate Florentiæ, & pro Terris, & Locis, quas tenet, & possidet dictum Commune Florentiæ, & pro

Castro S. Geminiani.

Castro Mimatis al Tedesco.

Castro Collis Vallisellæ.

Castro Barga.

Castro Vernia.

Castro, sive Comitatu Putei.

Civitate Pistorii.

Castro Prati.

Civitate Aretii.

Civitate Viterbiæ.

Castris Vallis Nebulæ, & Vallis Adriane.

Comitibus Guidone, Roberto, & Piero Comitibus de prato veteri cum omnibus eorum, & cujuscumque eorum Communitatibus, districtu, pertinentiis, & hominibus, & omnibus adherentibus, & sequacibus Communis Florentiæ.

Et dicti Dominus Legerius Bectus, & Beotolus pro Civitate, & Communi Perusii, & pro Terris, & Locis, quas tenet, & possidet dictum Commune Perusii & pro

Civitate Spoleti.

Civitate Fulginei.

Civitate Assisi.

Civitate Nucerii.

Terra Gualdi Nucerii.

Terra Camario.

Terra Saffifferati, &

D. Ungaro, &

D. Alogigio, & eorum confortibus de dicta Terra.

Terra Spelli.

Terra Trevi.

Terra Montisfalconis.

Terra Menavii.

Districtualibus Bichenii

Terra Cerreti.

Civitate Castellii.

ANNO D. Episcopo Tudertino, & Civitate, & Comuni

1353.

Tuderti.

Civitate Elusii.

Terra Castri plebis S. Gervasii.

Bainerio Comitis de Santeano, & Terra Sarteani.

Castro Porcarie.

Terra Rocche Contrate.

Terra Foivini.

Terra Lucignani.

Terra Montis S. Savini.

Terra Castillonis olim Aretini.

Castro Monticuli Vespionum.

Marchionibus de Monte S. Mariæ cum suis Terris.

Comite Ildebrandino, & Fratribus, & Filiis quondam Comitibus Guidonis de Joanna de Filiis Urli, & eorum Terris.

Castro Durantis.

Castro S. Angeli in vado.

Castro Saffi Corbai, &

Castro Turris Abbate.

Terra S. Gemini.

Et cussilubet dictarum Terrarum, & Locorum, & dictorum Dominorum supranominatorum Comitatus, & Districtus, & pro omnibus, & aliis singulis Terris, quæ Commune Perusii habet sub sua protectione, & in Provincia Massæ Trebarie, & in Comitatu olim Orbini, & pro omnibus, & singulis infra in Capitulis præsentis Pacis nominatis, & expressis, Dominis Guelfis de Marchia Anconitana, & eorum Civitate, & Terris, & omnibus adherentibus, & sequacibus Communis Perusii, pro quibus omnibus promiserunt prædictis D. D. Gulielmo & Protasio, & unicuique eorum, & nobis Notariis recipiendo, & stipulando pro dicto Archiepiscopo, & omnibus de ejus domo, & progenie de rato, & ratiabitione, & quod intra tres menses ratificabunt, & approbabit præsentem Pacem, alias sint exclusi, & non comprehensi, & agentes pro eis in nihilo teneantur.

Et pro Communi Senarum, quod ipsam Pacem ratificabit, alias agentes pro eo ad nihil teneantur nec obligentur.

Insuper dicti Procuratores & Syndici nominibus quibus supra invicem, & vicissim inter se remiserunt omnia damna, incendia, rapinas, roberias, cavallatas, devastaciones, depredaciones, castrametationes, tractatus, injurias factas, & illatas ab aliquibus unius Partis alteri Parti, seu alicui, vel aliquibus alterius Partis, & e contrario tempore guerræ, ita quod nullus Rector vel Officiarius possit, vel debeat occasione alicuius Tractatus &c.

Occasione, aut prætextu præsentis Guerræ ab initio incœptæ Guerræ citra cognoscere, procedere, aut punire, & nullam habeat vel habere possit jurisdictionem, aut cognitionem de prædictis, & sint ipso jure nulla, & non teneant in qua Pace apposerunt Capitula infra dicta.

In primis quod omnes & de domo Ubaldinorum de Alpihus eximantur, & cancellentur ab omnibus bannis, & condemnationibus, & processibus criminalibus illatis, fin factis alicui eorum in Civitate Florentie, Perusii, Senarum, Areti, Pistorii, Civitate Castellii, & in aliis Locis sequacibus, & adherentibus sine aliqua solutione, & idem intelligatur de aliis, qui cum dictis Ubaldinis condemnati essent, & in eadem condemnatione, & processibus comprehensi essent, & etiam eorum adherentes, & sequaces eximantur, & liberentur ab omnibus condemnationibus, & processibus factis, & latis in dictis Civitatibus, & Locis, sine aliqua solutione, vel onere.

Item quod omnes, & singuli de Ubaldinis, qui beneficio præsentis Pacis uti possunt restituantur ad omnia bona, quæ possidebant tempore eorum expulsiōis, vel quando contra eos processum est, quæ bona eorum Commune Florentie per se, vel alium possidet. Quæ bona per Commune Florentie alienata, vel in alium translata, vel ab aliquo eorum Officiali ab anno Domini 1340. retro restituito præsentis non vendicit sibi locum, si vero ab anno 1340. citra tunc restituito locum habeat & plenum obtineat effectum.

Item quod Gentilis, & Ugolinus Fratres, & filius Simonis de Soldaneriis de Florentia, & Ricoverus de Circalis de Florentia, uti possunt beneficio præsentis Pacis tanquam adherentes, & sequaces prædictorum de Ubaldinis, & quantum ad exemptionem banorum, & restitutionem bonorum fiat, sicut de aliis adherentibus Ubaldinorum supra dictum est.

Item quod Andreas, & Guido quondam Attaviani de Ubaldinis, detenti in carceribus Communis Florentie libere sine aliqua solutione pecunie ab ipsis carceribus relaxentur, & eximantur.

TOM. I. PART. II.

Item quod omnia ordinamenta, & provisiones facta per dicta Communia specialiter & nominatim contra prædictos de Ubaldinis, vel aliquem eorum, seu contra eorum sequaces de capiēdo, vel occidendo cum pecunia, vel sine, sint cassa, & annullata, & nullius valoris, efficacie, vel momenti.

Item quod repræsentatio concessa alicui, vel aliquibus per dicta Communia contra prædictos de Ubaldinis, si ve contra Subditos & fideles sint nulla, & cassa, & nullius valoris, salvo jure crediti, & idem fiat si a dictis de Ubaldinis concessa fuissent contra dicta Communia.

Item quod Castrum Luzzoli positum in partibus Alpium libere relaxetur per Commune Florentie dictis de Ubaldinis.

Item quod in prædictis & infrascriptis Privilegia tam Imperialia, quam Papalia non veniant, & de ipsis nihil sit approbatum vel reprobatum.

Item quod Ermellina fil. q. Joannazzii de Scholariibus Uxori Azzonis Vannis de Sufinana, & Joanne matri dictæ D. Ermellina Uxori q. dicti Joannazzii fiat jus summariū, & de plano sine figura & strepitu judicii.

Item quod Maghinardo Joannis de Ubaldinis fiat jus summariū, & de plano, sine figura judicii in omni jure quod pretenderet vigore Dotium Domine Bartholomæ uxoris dicti Maghinardi.

Item quod omnes condemnationes, banna, processus facta contra infrascriptos sint cassa & nullius valoris. Nomina vero de quibus fit mentio & quæ cancellari debent sunt hæc.

Dominus Luchinus de Verme Civis & Miles Veronenfis.

Aldobrandinus	} Fratres & fil. q. Bartoli de Soli.
Lanfrancus	
Ser Curradus	
Nicolaus &	
Agnolus	
Jacobus	} Fratres & fil. Franc. de Cignano.
Bartholomæus	
& Petrus	

Joannes q. Duccij, qui dicitur Capo.

Presbyter Laurentius Joannis Crucii de Scarperia.

Daniellus Ruggerii de Soli.

Zuccherinus Urli, five Banchellus.

Bartholomæus q. Bonaventura, five Turrini.

Item quod omnia Statuta, Ordinamenta seu Provisiones contra supradictos facta de capiēdo seu occidendo cum pecunia, vel sine, sint cassa & annullata, & nullius valoris, & efficacie.

Item quod dictus Aldobrandinus, & alii supranominati restituantur ad omnia bona quæ possidebant tempore eorum expulsiōis & rebellionis, quæ bona Commune Florentie tenet, vel possidet, si alienata, vel aliis assignata non essent per dictum Commune, vel ejus Officiales ante annum 1340. sine aliquo onere, vel præsentia pecuniarum; si vero ante ann. 1340 alienata fuissent, præsentis restituito non vendicit sibi locum; si vero ab anno 1340. citra, tunc ipsa restituito locum habeat, & plenum obtineat effectum. Si vero possiderent per aliquam singularem personam non pretendentes causam a dicto Communi Florentie, fiat restituito contra detentores & possessores dictorum bonorum jus summariū, & de plano sine strepitu, & figura judicii.

Item quod supradicti Aldobrandinus, & alii supra nominati possint libere stare, & habitare in Civitate Florentie, Comitatu, & Districtu sicut alii Cives.

Item quod Heredes Rolandi de Florentia condemnati ad mortem per D. Andream de Pafano Potestatem Florentie cancellentur a bannis, & condemnatio, & processus, & sententie lata contra eos sint nulla & cassæ.

Item quod supradicti restituantur ad omnia eorum bona, quæ fuerunt olim Orlandi, & quæ possidebant tempore eorum expulsiōis, vel rebellionis, si tamen ea bona per Commune possessa, vel in alium translata fuerint ante annum 1340. restituito non habeat locum; si vero dicta bona fuerint translata anno Domini 1340. citra restituito habeat locum, & suum fortitatur effectum, & si teneantur a non habentibus causam a Communi Florentie, fiat eis restituito; & jus summariū contra detentores sine strepitu, & figura judicii.

Item idem fiat in bannis, condemnationibus & aliis processibus criminalibus factis contra Philippum de Ammanatis de Pistorio ut supra de dicto Orlando.

Item quod Plebanus Gherardus de Agolantibus filius quondam Ugonis, & omnes, & singuli de dicta domo, & progenie rebanniantur a die initii Guerræ existentis inter dictum Archiepiscopum & ejus adherentes, & sequaces ex parte una, & Commune Florentie, & alia Communia ex parte altera, quod initium Guerræ debet intelligi esse in anno 1350.

Mm

Item

ANNO
1353.

Item quod dicto Plebano Gherardo per Commune seu ejus Officiali fiat jus summarium secundum Ordinamenta, & Statuta dicti Communis, & quod possit morari in Diocesi Civitatis Florentie pacifice, & sine ulla contradictione & molestia, & bona, & res ipsius plebis habere, & recipere.

Item quod dictus Gherardus, & omnes de domo de Agolantibus restituantur ad omnia, & singula eorum bona, quæ ab eis possidebantur in anno 1350. & abinde citra.

Item quod D. Carolus Miles de domo Tediciorum, & D. Franciscus Miles de Vergellenfibus de Pistorio, & omnes confortes eorum eximantur ab omnibus, & singulis bannis, condemnatione, & processibus criminalibus contra eos factis, quocumque tempore vel causa in Civitate Florentie, Perusii, Aretii, Senarum, Pistorii, Civitatis Castellii, absque aliqua solutione pecunie vel onere.

Item quod dicta banna, condemnatio, & processus intelligantur esse cassa, & cancellata, dummodo non sint per causam alicujus enormis delicti, sed beneficio hujus presentis Pacis intelligantur ea, quæ data sunt causa partialitatis, & non possint accedere, & intrare in Civitatem Pistorii, quod si aliter fecerint, procedatur secundum dispositionem Statutorum Civitatis Pistorii.

Item quod dictus Carolus, & Franciscus restituantur ad omnia eorum bona modis, & formis, ut de aliis supradictum est, salvo quod de bonis dicti Caroli fiat & procedatur secundum dispositionem Francisci de Gambacurtis de Pisis.

Item quod dicti Tannus Joannes Antonius, & Albertus Napoleone, Ludovicus Guidarellus, Bernardinus Comit. & quilibet eorum intelligantur liberati ab omnibus bannis, condemnationibus & processibus datis, & latis per Commune Florentie, & alia Communia quocumque tempore, & quacumque de causa in Civitate Florentie, Perusii &c.

Item quod omnes & singuli fideles eorum, & sequaces absolvantur ab omnibus bannis, condemnatione, & processibus latis contra eos occasione presentis Guerrar, & cuicumque eorum fiat jus summarium de plano sine strepitu, & figura judicii.

Item quod predicti Comes Guillelmus, & Tancredus de S. Bonello sint liberi, & cancellati ab omnibus bannis, & condemnationibus ineuris quocumque tempore, & quacumque de causa in Civitate Florentie &c. sine aliqua solutione & onere.

Item quod restituantur ad omnia eorum bona eis occupata post inceptam Guerram, quæ fuit de anno 1350.

Item quod Pizzinellus della Moscaja, & ejus confortes intelligantur cancellati ab omnibus bannis &c. ut supra.

Item quod dictus Pizzinellus restituantur ad omnia bona quæ ab eo possidebantur tempore expulsiōis, & rebellionis ut supra de aliis dictum est, & quod dictus Pizzinellus non possit intrare Civitatem Pistorii, Casstrum Seravallis, quod si aliter fecerit, procedatur, ut de Carlino dictum est.

Item quod predicti Comes Galeottus & eorum confortes & fideles rebanniantur, & sint liberi ab omnibus bannis, condemnationibus, & processibus, quocumque tempore, & quacumque de causa per Civitatem Florentie, & alia Communia, & quod repræsentatio contra eos concessa sint nulla, & cassa, exceptis quibusdam concessis de Spinis viginti annis retro, & e contrario; de quibus fiat eis jus summarium, & sine strepitu, & figura judicii.

Item quod dictus Comes Galeottus restituantur ad omnia bona posita in partibus Caltri S. Nic. Caltri de Guardatorie, Caltri S. Angeli, Caltri de Carlino, Caltri de Ozzoni, salvo & exceptis quod non extendantur, nec vendicent sibi locum in quantum ad Caltra, Fortalitia, & Jurisdictiones, & Vassallos & Fideles, & hoc ei servetur si ratificaverint presentem Pacem, qua non ratificata intelligatur ei omne jus sublatum in predictis, & non possit uti beneficio presentis Pacis.

Item hoc etiam excepto quod dictus Comes Galeottus, filii, vel aliquis eorum non possit ingredi Civitatem Florentie, & ad dicta Loca, & si contra fecerit, procedatur, ut de aliis supra dictum est.

Item quod Comit. Galeotto, & Ricciardo fiat jus summarium coram Jud. competente de omni eo, quod ei ab aliquo deberetur.

Item quod Ser Jacobus Pagni de Pistorio intelligatur esse, & sit in eo statu, in quo erat ante presentem Guerram, & sit liberatus ab omnibus bannis &c. factis tempore presentis Guerrar quocumque causa.

Item quod Simoni, & Spinæ Fratibus, & filiis quondam egregii viri D. Bandini Comit. Comitarum Romanæ, &

Harredibus, & fil. q. D. Agnolus Comit. Romanæ fiat jus summarium, sine strepitu, & figura judicii super eo, quod dicunt de quarta parte totius Putci, vel Pozzii Comit. Romanæ cum omni dominio, proprietate, talia spectant ad dictam quartam partem Putci vel Pozzii spectantem pleno jure ad dictum D. Agnolusum.

Item quod Lapus, Ugo, & Nicolaus Bindus, & Arrigus Fratres, & filii olim Arrighi Ricafolis D. Bind de Ricafolis districti. Florentie & infradicti sequaces, & amici eorum intelligantur liberi, & exempti ab omnibus bannis, & condemnatione. beneficio presentis Pacis factis contra supradictos ab anno 1350. quacumque de causa & quocumque tempore, & quod intelligantur restituti ad omnia eorum bona, quæ tenebantur ab eis tempore expulsiōis, & rebellionis, & prædic. non vendicent sibi locum in Castris, Fortalitis, & Jurisdictionibus.

Nomina vero sequacium, & complicitum dictorum Lapi, Ughi, Nicolai, Bind de Ricafolis sunt hæc.

Bernardus Ser Chelli, } de Populo S. Justini in Salice.

Fede Simonis, }
Joannes Nerii, }
Michele Benucci } de Trebbio.
Martiniacius Pierii }

Carolus Perucii } de Monte Gonzi.
Peruccius Cioli }
Baghinus Gozzil. } de Ricafolis
Ramaccius Benciveannus. }

Orfellus & } de Radda.
Ser Arrigus }

Briceus Cenni voc. Zacchi de Castellina.
Guccius Minuccius voc. Ser de Monte Varchi.

Feus Salii vocatus Zacchia } de Brolio.
Ciolus Cenni }

Tinus Vannis vocatus Pecchia de Ginari.
Martheus, & } Tribaldi.
Panza }

Ser Bartolus Presbyter } de Vertine.
Ser Stefanus ejus frater }

Martinus Lucii }
Vinuccius Cioli } de Moncione.
Philippus ejus fil. }

Agnolus de Castagnolo.
Minuccius Perulli de Strella.

Jacobus Guidonis de S. Petro Avavano.
Gratia de Portignano

Minuccius Damiani } de S. Cosme.
Joannes voc. Scopone }

Mazzonchinus de Camposiole.
Nuccius de Monte Castellii.

Item quod omnia banna, condemnationes, & processus facti predictis Jacobo Tothi, Pierozzo Simonis, Gualtero vocato Morello quondam Ghinucci de domo Gualfrediciorum de Pistorio, Francisco & Albizo fratribus, & filiis quondam Franchi de Pistorio, sint cancellata, & cassa, & nullius valoris, sine aliqua solutione pecunie & onere.

Item quod sequaces, & adherentes eorum sint liberi ab omnibus bannis &c. quacumque de causa, & quocumque tempore dummodo non sint contra eos, vel aliquos eorum existentes ad obedientiam eorum occasione alicujus singularis, & enormis delicti.

Item quod predicti de Gualfreducis, & de Pancia- tichis intelligantur restituti ad omnia eorum bona.

Item ad honores secundum statuta dictæ Civitatis Pistorii, salvo, & excepto quod dictus Gualterus vocatus Morellinus, & Jacobus Tothi non ingrediantur Civitatem & Comit. Pistorii, & si acciderit, observetur ut supra de aliis.

Item quod Civitas Aretina eisdem modis, & Officialibus gubernetur, & regatur, quibus ad presentem, & quod Ghibellini dictæ Civitatis Aretii adherentes, & sequaces dictorum de Ubertinis possint libere, licite & impune ad dictam Civitatem redire, & in ea secure stare, & habitare, & eorum bonis gaudere, sicut & alii Cives Aretii. Exceptis infradictis, qui non possint intrare in ipsam Civitatem, nec prope ipsam venire ad duo miliaria.

Omnes de domo Ubertinorum.
Omnes de domo illorum de Pazzi.

Omnes descendentes D. Brandullie.
Nobiles de Tallia.

Nobiles de Monte aguto de Barbolanis.
Comites de Palazzuolo.

Nerius de Fagivola, & omnes de domo sua.
Item d. Bartholomeus Dominus Cortonenfis, & Sac.

Fratres & infradicti sequaces eorum,
Lippus D. Rainerii de Cortonio.

ANNO
1353.

ANNO
1353.ANNO
1353.

Ser Grégorius Donecus, & } D. Angeli Corbizi de Aretio:
Nicolaus }
Ser Joannes } de dicto Loco.
Bandinus, }
Federigus }
Franciscus Benuccii alias voc. Malacarne de Corto-

nico.
Franciscus Benastri de Aretio.
Ser Joannes de plebe quarti dicti Loc.
Angelus Dosti dicti Loc.
Angelus Azzolini.
Ser Joannes Serzagliae, &
Angelus ejus frater.

Donatinus D. Segna.
Nurus Accurfi de Camajanis.
Cicchus Manni.

Meus della mano.
Ceccharellus Angeli.
Chilippus Monis de Sambuco.

Angelus Vannis Giobbis.
Guccius dictus Brucaglia.
Iscachi Ser Sini.

Lazzarus de Vicione piccolo.
Nerius Dinucci de Prato antico.
Nicolaus Nelli de Monte alcino.

Michael Naldi de Galognano.
Piccius de Prato antico.
Andreas famulus Joannis Bartolini.

Franciscus Pallaiuolus.
Joannes del frate Magister lignaminup.
Rolandus Ser Artini.

Brodacca.
Franciscus, & } de Bevagna.
Accurfius }

Arrigus, & } Ser Sichi de Paganellis.
Jacobus }

Item quod predicti restituantur ad omnia eorum bona, quae per eos tenebantur tempore eorum expulsiōis, & rebellioniis, quae tenebantur per Commune Florentiae vel Aretii ante 1340 sine aliquo onere, vel solutiōne pecuniaria.

Item quod Castra, & Terrae quaelibet Rev. D. Buosi de Ubertinis Episcopi Aretini, & suorum consortium sint exempta, & libera, & eam exemptionem, & immunitatem habeant in Communi Florentiae, & Aretii, quae eidem Episcopo, & confortibus permitta fuit tempore Pacis contractae inter Commune Florentiae, & ipsos Ubertinos.

Item quod omnia Castra, & Loca dicti Episcopatus de praesenti detenta, & possessa per ipsum D. Episcopum absoluta, & libera, & exempta remaneant ab omni Persona, Collegio, & Universitate, & quod omnis Jurisdicōio civilis & criminalis ad ipsum Episcopum, seu Episcopatum spectant, & quae ab ipso non teneantur ad praesens, & maxime in Castris Civitellae, Cenninae, Sanleoni, & Cacciani positae in valle Ambrae, & in Castris Glogatorii, & Ortignani positae in partibus Caesentini, & in Castro Rassiniae omnes utilitates, & proventus recipiant, & in Communi Florentiae id est in illis Locis, quae per Commune teneantur, & per Commune Aretii, quae teneantur ad ipsum perveniunt.

Item quod Nicolaus quondam Guidonis de Ubertinis, & ejus uxoris vendere volentibus Castrum Civitellae sitae Commune Florentiae vel alius voluntate emere teneantur cum omnibus suis iuribus, & pertinentiis, iusto pretio inter Partes convento, & si esset discordia de pretio arbitrio Francisci Gambecurze steteret, alias si non steteret, per Partes eligantur amici duo, qui si non conveniant, adjiciatur supradictus Franciscus de Gambacurza, qui quod cum altero amico dixerit, & statuerit, steterit, & hac venditio intelligatur cum idonea satisfactione, & pacis, & clausulis in talibus consuetis.

Item quod predicti de Ubertinis restituantur ad omnia, & singula eorum bona quae ab eis tenebantur tempore expulsiōis, & rebellioniis ante annum 1340.

Item quod Blaxius Comes de Palazzuolo possit quiete, & pacifice tenere, & possidere Castrum de Palazzuolo, & Locum Rapallis, & omnes jurisdictiones, & pedagia quae tenebat tempore motae Guerrae, vel ante, ex quibus expoliatus esset, & quod omnia banna, & condemnationes, contra dictum Comitem cancellentur, & aboleantur in dicta Civitate Aretii, Florentiae &c. & quod sit liber ab omnibus impostis retroactis.

Item quod praefatus Comes de Palazzuolo, & alii omnes Fratres, & filii, & predicti de Ubertinis cancellentur de omnibus bannis, condemnationibus &c. contra eos quacumque ratione vel causa factis per Com-

TOM. I. P. ART. II.

mune Aretii, Florentiae &c. & idem intelligatur de sequacibus &c. partialitatis causa, & ratione alienius enormis & singularis delicti, & restituantur ad omnia bona per eos possessa, ante praedictam condemnationem, & sint exempti a certis impostis, ipsis Comitibus factis, usque ad praesentem diem.

Item quod dicti Comites de Palazzuolo, & eorum sequaces possint quascumque Terras quas tenent libere, & sine aliqua contradicōione, & metu tenere, & possidere.

Item quod Castrum, moenia, muri, & turres, & caeterae fortalitiae Castris Tigli, quod possidetur, & est in virtute D. Francisci Castracanis, debeat destrui per dictum D. Franciscum, & teneatur relaxare dictum Castrum Communi Florentiae, & ipsum Castrum aliquo unquam tempore non possit fortificari per dictum Commune, vel D. Franciscum, & quod ipse D. Franciscus non se intromittat per se vel per alium in dicto Castro.

Item quod Loca Castrorum Seggii, Mologni & Pedone remaneant Communi Florentiae cum omnibus viribus suis, & quod dictum Commune non possit ullo tempore molestari.

Item quod Commune, & Castrum, & homines Terrae de Sovrano exbanniti, & condemnati, rebanniantur, & cancellentur ab omni condemnatione, & sint liberi ab oneribus, & impositionibus realibus & personalibus absque aliqua solutiōne vel pretio.

Item quod dictum Castrum Sovrati, quod jam sunt octo menses fuit obtentum per Ser Franciscum Ser Michielis de dicto Castro sub banderia, & subsidio dicti D. Archiepiscopi Mediolanensis, remaneat ad dictum Ser. Franciscum, & alios terrogenas, libere, & pacifice cum mero, & mixto imperio sine aliqua contradicōione, & à dicto Communi Florentiae sint liberi, & exempti cum hoc quod terrogenae non possint subicere, & submittere dictum Castrum dominio, & imperio dicti D. Archiep. nec suis sequacibus & ipse Archiep. & ejus sequaces non possint recipere, & se contrario.

Item quod dic. D. Franc. & Haeredes cum Castro & Terra Corelliae cum omnibus Terris, Castris, & Villis veniant, & esse intelligantur comprehensi in praesenti Pace.

Item quod supra scripta, & infrascripta non intelligantur disposita in favorem exitiorum, & Ghibellinorum de Piscia, Vallis Nebulae, & Seravalle.

Item quod dictus D. Manfredus Passiere de Pazzis, & omnes de domo de Pazzis Vallisfarni rebanniantur, & esse intelligantur liberi, & exempti ab omnibus bannis, & condemnationibus, & processibus contra eos latis per Commune Florentiae Aretii &c. & beneficio praesentis Pacis cancellentur absque aliquo onere, vel solutiōne pecuniaria.

Item quod predicti de Pazzis restituantur ad bona, quae possidebant tempore eorum expulsiōis, & rebellioniis, quae Communia Florentiae, & Aretii tenent ante 1340. ut de aliis supra.

Item quod dictus Manfredus, & confortes pro tutela & defensione suorum bonorum possint edificare Castra, & aedificia sicut eis placuerit sine aliqua contradi.

Item quod Guido de Talia, & Bertus filii & confortes ipsorum sint cancellati ab omnibus damnis, & condemnationibus, & processibus factis quacunque causa, & ratione sine expensis, & solutiōne pecuniaria, & similiter illi de Castro Taliae, de Bagnona, & Castro de Campovecchio, & Castro de Biciano rebanniantur si in praesenti Guerra fuerint sequaces, & adhaerentes dictorum Guidonis & Bertii.

Item quod Jacobus de Guazzalotris de Prato, & ejus confortes rebanniantur, & liberentur ab omnibus condemnationibus, & processibus factis per Commune Flor. &c.

Item quod omnia banna, condemnationes, & Processus, facta contra Ser Franciscum Beccucci, Nicolaum Albizi, & Ser Nicolaum D. Angeli à duobus annis citra intelligantur cassa, & cancellata absque aliqua solutiōne & onere.

Item quod omnia banna, & condemnationes contra sequaces dicti Jacobi à duobus annis citra sint cassa, vigore praesentis Pacis, & ejus beneficio.

Item quod omnes & singuli de Guazzalotris, & omnes adhaerentes, qui beneficio praesentis Pacis uti possunt, & filii, & haeredes Ser Francisci Leucci, Nicolai Albizzi & Ser Nicolaum D. Angeli restituantur ad omnia bona, quae possidebant tempore rebellioniis.

Item quod dictus Jacobus de Guazzalotris, & omnes alii ejus confortes restituantur per omnia in eorum primum statum, quoad personas, bona, dignitates, & honores, qui beneficio praesentis Pacis uti possunt, except. quod & reservatur quod dictus Jacobus dictam terram

Mm 2

ANNO
1353.

terram Prati non possit ingredi, nec aliquod officium participare, & idem intelligatur de aliis condemnationibus cum eo.

Item quod dictus Jacobus nec aliquis de ejus confortibus, qui de presentibus non est ad mandata Communis Florentie, non possit intrare Civitatem Florentiam, Pistoriam, nec terram Prati, per millaria decem & ipsis in aliquo transgredientibus possint sic transgredientes offendere in habere, & in persona si caperentur, & in fortia ducerentur, & banna, & condemnationes executioni mandari ac si beneficio presentis Pacis cancellati non essent, insuper liceat eis bona sua ubique existentia vendere, obligare, donare, tenere, & possidere, & eis uti, & frui quolibet modo.

Item quod omnia statuta, provisiones, capitula facta contra dictum Jacobum, & confortes, & de domo de Guazzaloris sint cassæ, & nullius valoris, & efficacie.

Item quod D. Petrus Sacionis, & confortes legitimi, & non legitimi non possint reverti ad Civitatem Aretii, nec venire ad ipsam prope ad tria millaria, bene tamen ad Petram malam sibi possint stare, & venire indistincte, & si accedunt, observetur, ut supra de aliis, & sint liberi ab omnibus bannis, &c. quocumque tempore, & causa, sine aliquo onere & solutione.

Item quod sequaces & adherentes ipsius dicti Petri, & confortum, Aretini, qui sunt foras pro eis restituantur, & cancellentur ab omnibus bannis, &c. in Civitate Florentie, Perusii, &c. sine aliqua solutione pecunie, &c. & contrario intelligatur de Terris dicti Domini Petri, & bona eis restituantur modis ut supra.

Item quod dictus Petrus, & sequaces Castra & Terræ habeant eandem exemptionem, quam habebant antequam intrarent brigam dicti Domini Archiepiscopi per spatium decem annorum sicut antequam intrarent brigam.

Item quod Nicolaus de Montecuto, de Barbolanis, & homines de Montecuto gaudeant exemptione usque ad tres annos proxime venturos ut prius gaudebant, quo tempore facta fuit Pax Florentie cum illis de Petra mala, & quæ vigeat ante 1350. ante initium presentis Guerre, & ipsi Nicolao, & Guidoni de Monte acuto restituant bona mobilia & immobilia.

Item quod omnes Terræ acquisite per dictum D. Petrum, & suos Confortes in presenti Guerra ipsi remaneant ad tempus decem annorum, excepto Loco, & Fortalitia Suorivalis, Dicchio districtus Castiglioni Aretini, cujus custodia remaneat eis, qui ante presentem Guerram tenebant, & quod Pax fiat inter confortes dicti Locci, & Commune Castiglioni infra unum mensem.

Item quod dictus Dominus Petrus solvat Communi Perusii & Florentie. 4000. secundum illum modum declarare per dictum Franciscum Gambacurta, quos Petrus suprascriptus recepit à Communi Perusii pro parte Vallis de Caprese, & Turris, seu Fortalitia Teraciani & si non solverit, ut supra relaxet dictam Terram Teraciani Communi Perusii.

Item quod Commune Eugubii, & Joannes Contucci de dicta Civitate tanquam adherentes dicti D. Archiepiscopi comprehendantur in presenti Pace cum ipso Communi Perusii cum illis Capitulis, & modis Pacis contractæ de mense Aug. proximo præterito die 20 inter ipsum Commune Eugubii, & Joannem prædictum ex una, & Commune Perusii ex alia, & hoc locum habeat quantum ad Commune Perusii, & Commune Eugubii, & ipsum Joannem Contucci.

Item quod omnia bona immobilia quæ ablata fuissent Communi Eugubii à tempore dictæ Pacis contractæ citra ipsi Communi restituantur.

Item quod omnes de Gabriellibus de Eugubio qui occasione presentis Guerræ sunt carcerati, & detenti debeant libere relaxari.

Item vigore presentis Pacis conveniunt quod inter D. Episcopum Tuderinum, & Commune Tuderti, & intrinsecos Tuderinos ex una parte, & Claravallenses, & extrinsecos Tuderinos ex altera debeat fieri secuta, & bona Pax in hunc modum videlicet quod dictus D. Episcopus & alii ex una, & præfati Claravallenses, & alii ex alia se debeant compromittere in Commune Perusii tanquam in arbitros, & arbitros de eorum secuta & bona Pace tractanda ut ipsi Communi, & Prioribus Perusii videbitur intra quatuor menses quod possit per Partes prorogari semel, & pluries.

Item quod si aliqua ex dictis Partibus recusaret dictam compromissionem facere in Commune Perusii, tunc ipsam Commune teneatur auxilium ferre contra Partem nolentem, & recusantem saltem de L. equibus combaturis, & nullus possit se intromittere in supra narratis, & infra narrandis.

ANNO
1353.

Item firmatæ Pacis Commune Perusii sit Fidelissimus, & ut possit dictam Civitatem in secuta pace, & concordia servare habeat dominium suprascriptæ Civitatis Comitatus, & Districtus, merum & mixtum imperium, & jurisdictionem & custodiam, & nullus alius præter Capitaneos, & Conservatores per Commune Perusii destinandos, qui sint Cives Perusiani, possit regere, & gubernare dictam Civitatem.

Item quod dicti Claravallenses, & eorum sequaces rebanniantur, & cancellentur de omnibus bannis & condemnationibus factis à Communi Perusii ab anno 1350. citra sine aliquo onere, & solutione pecunie, non obstante &c.

Item quod Nerius de Faggiuola, sequaces, & adherentes & cunctæ Terræ si & inquantum ab ipso infrascriptæ Terræ possidentur, comprehendantur in presenti Pace. Terræ, aut Loca sunt ista; videlicet,

Castrum de Faggiuola.

Castrum Ilidis.

Castrum de Sernatello. Castrum Pratei.

Castrum Schiucci. Castrum de Frassinete.

Castrum de S. Sofia.

Castrum de Monte rotondo.

Castrum Fragheti.

Castrum de Monte Justo.

Castrum de Cornero. Castrum Petrellæ.

Castrum Paggivoli.

Castrum, & } Maivoli.

Rocca

Castrum Salarnella. Castrum S. Agathæ.

Castrum Pertel. Rocca de Pratei.

Mons Benedictus. Castrum de Libiano.

Castrum Nivium Maræ.

Castrum Montis Fortini.

Castrum Montis Labitunchi.

Castrum Noncilli.

Castrum S. Donati de Massia.

Castrum Luccimborgi.

Castrum Valenziani. Terra Mercatelli.

Castrum Moitale. Castrum de Banco.

Castrum Carponeti. Castrum Casalecchi.

Castrum Torricellæ. Castrum Sartiano.

Castrum Perticarie. Castrum Majani.

Castrum S. Donati. Castrum Dugagni.

Rocca Prioris. Castrum Cinotholi.

Castrum S. Angeli. Mons Cornarius.

Castrum Civitella.

Castrum Vallis Vignonis.

Castrum Calanacia. Castrum Bulciani.

Castrum Bulcianellæ. Castrum Sciatifiali.

Castrum Sciantacappa.

Castrum Coccialati.

Castrum Montis Bretholini.

Castrum Restellæ. Castrum Sempiani.

Castrum de Molis. Castrum Guinzæ.

Castrum Fabrorum. Castrum Praticulæ.

Mons Delectis. Castrum Belfortis.

Castrum Velliani. Castrum Triolæ.

Mons Ramolus. Castrum Modii alci.

Castrum de Podio. Castrum Carbanæ.

Civitas Sarfina. Castrum Finocchii.

Castri Musellæ. Castrum Tezii.

Castrum Corfogogli. Castrum Sancti Pignani.

Item quod præfatus Nerius, filii, & confortes rebanniantur, & cancellentur ab omnibus bannis, & condemnationibus factis de aliquo eorum in Civitate Florentie, Perusii, &c. quocumque tempore, & quacumque causa sine aliquo onere &c. exceptione si datæ essent in illis locis existentibus in Pace, & statu pacifico.

Item quod Commune Perusii teneatur pro posse quod D. Brancalione de Castro Durantis restituat, & libere relaxabit ipsi Nerio Castrum Plebis, & Castrum S. Martini, quæ Castra dicit Nerius fore sibi arrepta & occupata, quod si dictus Brancalione recusaret, non veniat in presenti Pace, nec intelligatur pro adherente Communi Perusii.

Item quod infrascriptæ Terræ Abbatiæ de Trebio videlicet, Fratella, Civitella, Vastamignone, Calancia, Bolciano, & Balcanello. Item Terræ de Singigliano, de Schiantacappa, & sigula posite in Comitatu Aretii cum omnibus hominibus, & habitatoribus sunt exemptæ, & liberæ ab omni onere reali & personali, & mixto eis imposito, vel imponendo per Commune Aretii per duos annos.

Item quod Paulettus Dacobucci de Spoleto eximatur, & cancellentur de libris Communis Perusii, & de omnibus bannis, condemnationibus, & processibus la-

tis,

ANNO 1353. tis, & datis per Commune Perusii contra dictum Paule-
tum occasione occupationis Castrii Buttonii sine so-
lutione pecunie, & quod D. D. Priores Atrium Perusii
precipiant cuiusque Potestati ipsius Civitatis Spoletii,
nullam executionem faciat contra dictum Pauletum
occasione condemnationis, nec debeat intrare dictam
Civitatem Spoletii sub bannis ut supra.

Item quod D. Bartholomaeus q. Rainerii de Casali-
bus veniat in praesenti Pace cum omnibus adherentibus,
& seq. cum omnibus Capitulis, & Pactis Pacis con-
tractae inter Commune Cortonii ex una, & Commune
Perusii ex altera parte, quae in praesenti Pace D. Ar-
chiepiscopi intelligantur repetita, & si ipsa Pax non ap-
pareret facta debeat fieri, & tractari per Ambasciatores
cum sufficeret merito in eo loco ubi statuerit D. Fran-
ciscus de Gambacurtis.

Item quod Ser Joannes, & Ser Angelus, Ser Zagliae
D. Orlandio de Laterena cancellentur ex omnibus
bannis, poenis, & condemnationibus, & processibus
factis in Civitate Florentiae, Aretii, Perusii, &c.
nisi essent occasione alicuius enormis delicti, & esse
intelligantur, quantum ad processus civiles in eo statu
in quo erant an. 1350. vigore praesentis Pacis, & liberen-
tur ab impositis factis, & positis a dicto anno 1350. ci-
tra & restituantur ad omnia bona.

Item quod omnia banna, & processus criminales la-
ti, & facti contra D. Joannem Contis de Medicis,
Thadeum de Antilla, Ugucionem Pieri de Sacchettis
de Florentia, & Mattheum de Ozzole, & Tirli, &
Ghinum, & Joannem D. Bonae, Vannae Duccii de
Paragazzi, & Iulduccium Vannis de Stagna, & con-
tra omnes Florentinos, Perusinos, Senenses, Areti-
nos, Pistorienfes de Civitate Castellii Caporales, & qui
fuerint in praesenti Guerra Potestates, Capitanei, Co-
mestabiles, vel aliquod officium exercuerint in pra-
esenti Guerra, sint cassa, & nullius valoris, & sine ali-
quo onere, vel solutione pecunie, & restituantur ad
omnia eorum bona.

Item quod omnia banna, & condemnationes, pro-
cessus criminales facti, & lati contra Florentinos, Pe-
rusinos &c. sequaces, & adherentes D. Archiepiscopi
sint nulla, & cassa, & contra omnia banna lata, &
facta contra Subditos D. Archiepiscopi sequaces, &
adherentes Communi Florentiae, Perusii, &c. intelli-
gantur cassa, & nulla, & restituantur ad omnia bona
sine aliquo gravamine, occasione praesentis Guerrae.

Item quod Contucius Sighi de Venciolis de Perusio
teneatur vendere legitime, & solemniter omnia bona
immobilia, quae habebat ante tempus, & in tempore suae
condemnationis Communi Perusii scilicet, quae habet in
Civitate, Comitatu, & Districtu Perusii pro concedenti
pretio, cuius estimatio fiat per duos ab ipsis electis infra
unum mensem cum dimidio publicatae Pacis, & si non
conveniant, D. Franciscus de Gambacurtis statuatur
pretium.

Item quod Commune Perusii restituat Filiis, & ha-
redibus q. Cecchini, & Ludovici D. Vincioli, & Phi-
lippi Filiis d. Cecchini omnia bona, quae dictum Com-
mune tener, & possidet, quae non essent alienata pro
satisfaciendis creditoribus dicti Cecchini, & Ludovi-
ci, vel estimationem ipsorum per duos bonos viros
declarantes salvis iuribus creditorum super ipsis bonis.

Item Syndicus & Procurator Communis Florentiae
promittit, quod dictus Contucius rebanniatur in Civi-
tate Perusii & processus, & banna cancellentur infra sex
menses, & si non rebanniatur, promittit dare illam quan-
tatem pecuniae, quam dicit D. Franciscus Gambacur-
ta, & si rebanniatur non possit accedere ad Civitatem &
Comitatum Perusii sub poenis, ut de Jacobo Zarini de
Guazzalotris.

Item quod Civitas Castellii regatur & gubernetur sicut
nunc praesentialiter.

Item quod omnes Ubaldini de Castello, & de domo
dictorum Ubaldinorum, & Ghinus Marchio de Civi-
tella, & omnes adherentes, & sequaces banniti, con-
demnati, & expulsi de dicta Civitate cancellentur ab
omnibus bannis ab anno 1351. inclusive sine aliquo
gravamine.

Item quod omnes supradicti de Ubaldinis, & Ghi-
nus, & qui beneficio praesentis Pacis uti possunt, resti-
tuantur ad omnia bona immobilia in eo statu, quo
nunc sunt.

Item quod omnes sententiae, & processus contra eos
lati, qui beneficio praesentis Pacis uti possunt per Com-
mune Castellii, & ejus Officiales sint cassa, nulla, &
nullius valoris.

Item quod omnes, qui beneficio praesentis Pacis uti
possunt, sint liberi ab omnibus datis, praestantibus & col-
lectis, & aliis quibuscunque oneribus, realibus & per-

sonalibus, impositis usque hodie per dictum Commune ANNO
Castellii.

Item quod omnes, & singuli, qui praesentis Pacis be-
neficio uti possunt, possint reintrare dictam Terram
Castellii, & restitui ad honores, & officia, quae habere
poterant in dicta Civitate Castellii ante tempus eorum
expulsionis, exceptis dictis Ubaldinis, & de domo
Ubaldinorum, Ghino Marchione, & filiis, qui prope
ipsam Civitatem stare, & venire possint ad tria mili-
liaria, & in Terris morari, nec prope ipsas ad unum
milliare.

Nomina vero aliorum, qui reintroduci debent sunt
infra dicta, videlicet:

Caccia Dini D. Cacciae.
Franciscus Luca Guidorelli.
Ludovicus ejus Frater.
Nerius Ser Petri Barefuzzii.
Franciscus Naldi de Silice.
Gerius Cionis.
Guido Domini Lucae Mati.
Orlandus D. Muciatti.

Nicolaus Ser Luca Magistri Gualteronis.

Laurentius Poltronis de Valla Brafezza.

Fucciarellus Betri rade.

Joannes Magistri Vitalis.

Ragno Ser Vannis.

Jacobus Mundi D. Joannis.

Quod si accederet ad dicta loca prohibita, observe-
tur in eis ut supra de Jacobo Zarini de Guazzalotris.

Item quod Dominus Lippa q. Bernardini de Marfiano
& ipsius heredi uxori Tancredi de Ubaldinis resti-
tuantur per Commune Perusii, omnia bona, quae sunt
in Comitatu Perusii, quae restitui fiat, de plano, &
sine streptu, & figura iudicii.

Item quod Joannes Filius q. Comitibus Bernardini de
Marfiano, & Mattheus Vannis Nerii de Burgo S. Se-
pulchri cancellentur ab omnibus bannis, condemna-
tionibus, & processibus criminalibus Civitatis Castellii,
Perusii, & Aretii hoc excepto, quod Joannes non pos-
sit morari in Castro Marfiano, & si accederet, observe-
tur quod de Jacobo Zarini de Guazzalotris.

Item quod omnia pacta, temporibus antea factis in
inter Commune Perusii, & ipsos de Ubaldinis rata, &
firma perdurent.

Item quod Castrum Citerne remaneat custodiendum
hominibus originariis dicti Castrii usque ad annos de-
cem proxime venturos, incipiendi hoc praesenti die,
quibus transactis subesse debeat Civitati Castellii.

Item quod omnes Fortalitia, & Castra, Terrae, Vil-
lae, quae occasione praesentis Guerrae occupatae sunt per
Ubaldinos in Comitatu Civitatis Castellii remaneant sub
protectione illorum de Ubaldinis, & sint libera ab om-
nibus expensis, & oneribus, realibus & personalibus
impositis, per dictum Commune Castellii.

Item quod dictus Ghinus Marchio de Civitellis, five
de Petrivolo veniant in praesenti Pace tamquam adha-
rentes, & sequaces dicti Archiepiscopi, & pacta con-
tracta inter Commune Perusii, & Aretii ex una, & D.
Ghinum Marchionem ex altera sint rata & firma.

Item quod praedictus Ghinus Marchio, Ugucio ejus
filius cum omnibus sequacibus, & adherentibus exi-
mantur, & cancellentur ab omnibus poenis, bannis,
condemnationibus, & processibus criminalibus factis in
Civitate Florentiae, Perusii, Aretii, Senarum, Pisto-
rii &c. nisi sint processus ratione alicuius enormis, &
singularis maleficii.

Nomina vero familiarium dicti Ghini sunt haec, vi-
delicet:

Muccione Lucii de Auximo.
Joannes Magistri Vitalis de Castello.
Ceccius Maldare de Aretio.
Andreas ejus filius.
Maffeus Nerii }
Marcus, & } de Boffano.
Benincasa }
Petrus }
Nicolaus Soffani della Costa.
Blasius Bazi.
Piccius Guidonis della Costa.
Lucas Muzzii de Pipo.
Orlandus D. Mucciatti de Trifina.
Gualterius Ormanni.
Bartolus Puccivoli de Sogna,
Ventura, & } Cecchi de Cortona.
Bartolus }

Ghellus Christophani della Costa.

Adherentes dicti Ghini sunt infra dicti videlicet:

M m 3

Omnes

ANNO Omnes homines Caftri, & Curie Caftri Civitellæ Marchionii.

1353. Omnes homines Caftri, & Curie Cuspignani.
Omnes homines de Caftra Curie Collis Marchionii.
Omnes homines de Varnia Comitatu Castellii.
Omnes homines de Caftra, & Curie Petrivoli.
Omnes homines de Monte Albano Comitatu Castellii.

Item omnis processus, Sententia, condemnatio, criminalis facta in Civitate Florentie, Perusii &c. contra Dominos Alberghettum Joannem, & Crescentium fil. D. Thomæ de Claravallis de Fabriano, Gentilem de Mogliano, D. Lorianum S. Mariæ de Exio, D. Bertum ejus fratrem, Curradum, & Guidonem de Terra Matellica, & etiam alium aliquem de eorum domibus, & descendentes cancellentur, & cassentur sine aliquo onere, vel solutione pecunie.

Item quod omnis processus, Sententia, & condemnatio facta in dictis Civitatibus Florentie, Perusii &c. contra aliquem de Civitate Firmiana, de Fabriano, de Terra S. Quirici, de Matellica tollantur, & cancellentur, dummodo isti processus non sint facti tempore pacifico, sed intelligantur de factis tempore, & occasione præsentis Guerra.

Item quod omnes repressalie concessæ alicui de Florentia Perusii contra aliquos de Fabriano, de Firmo, de Terra Matellica, seu de Terra S. Quirici, ac omnes repressalie concessæ alicui de dictis Terris Fabriani, Firmi, Terra Matellica, seu de Terra S. Quirici contra Florentinos, seu Perusinos sint cassæ, & nullæ, & nullius valoris.

Item quod locus Nidastoris in præsentis Pace intelligatur, & veniat ut de locis adherentibus dicto Archiepiscopo.

Item quod si quis Florentinus, vel Perusinus esset obligatus quacunque de causa dictis Comitibus, vel alicui eorum, vel de eorum familia fiat eis jus summarium, & e converso si quis de familia dictorum Comitum, vel ipsi Comites essent obligati alicui Florentino, vel Perusino.

Item quod Civitas Callia, S. S. Angeli Papalis det quolibet anno Comuni Perusii pallium in ea forma, & eo tempore, quo solita erat.

Item quod omnes exitii Civitatis Callia exbanniti partialitatis causa, rebanniantur, & absolvantur a quibuscunque poenis, & processibus criminalibus, & restituantur ad bona, qua possidebant tempore eorum expulsiōis, & possint venire, & stare in dicta Civitate, exceptis illis, qui pro suspectis dabuntur.

Item quod D. Archiepiscopus restituat omnes exitios Burgi S. Sepulchri ad eorum statum, & honores, & bona, & casset omnes penas, processus, & condemnationes sine aliqua solutione, & onere, & introduci faciat in dicta Terra, exceptis illis, qui prohibiti essent stare in illa Terra per Legem & Statutum antequam D. Archiepiscopus Dominium illius loci habuisset, & ante novitatem factam in dicta Terra de anno 1351, & restituantur ad omnia eorum bona.

Item quod dictus D. Archiepiscopus renuntiet omni juri, quod habet in dicta Terra Burgi, & in homines & de ea revocabit omnes ejus Officiales, & gentes, & ipsam Terram, & homines relinquet in propria libertate, & statu, & hac omnia erunt adimplenda intra tempus trium mensium prox. vent. incipien. à die celebrati Contractus præsentis Pacis.

Item quod dictus D. Archiepiscopus, sequaces & adherentes non se intromittant de Dominio, & Jurisdictione dictæ terra, & idem observabit, & faciet Commune Perusii, hoc salvo, quod dictus D. Archiepiscopus possit se intromittere de Dominio, & Jurisdictione de licentia Communis Perusii, & Commune Perusii de expressa licentia dicti D. Archiepiscopi possit se intromittere.

Item quod dictus D. Archiepiscopus enarbit quod Commune, & homines Terræ Burgi per suum legitimum Syndicum promittit quod non receptabit suspectos, & inimicam gentem dicti D. Archiepiscopi, & Communis Perusii.

Item quod Castrum Anglare libere, & absolute remaneat sub potestate, & omni iura Jurisdictione D. Masii de Petramala, quondam D. Uberti, & homines, & habitatores dicti loci debeant respondere in omnibus d. Masii, & sint liberi ab omni obedientia & Jurisdictione, & veniant & comprehendantur in præsentis Pace ut adherentes præfati D. Archiepiscopi, nisi dictus D. Masius sponte, & libere se subiceret, & supponeret Comuni Perusii.

Item quod dictus D. Archiepiscopus restituat libere Comuni Pistorii Castrum Pitecci, & Castrum Turris,

& Valli Treppi, Fossati, Monticelli, & Montis Mezzani, sitque Comitatu Pistorii.

Item quod Castrum Sambuca, & Sambucanis, positum in Comitatu Pistorii ponatur per dictum D. Archiepiscopum ad evitanda scandala, & discordias de consensu Episcopi Pistorien. sub bona fide, custodia, & potestate Communis Pistorie hinc ad duos menses, salvo omni jure Episcopi Pistorie sub bona fide, & custodia pro ipso Archiepiscopo.

Item quod Comes Nolfus de Orbino Comes Montisfeltri debeat relaxare & relaxari facere libere, & in pristinum statum Lionem Falconis Civem Floren. in partibus Calli, seu alibi per eos captum statum & detentum sine aliqua solutione.

Item quod fortaltia, muri, turres, & omnia alia munimenta existentia in Caftra Montis Gemmolii per Commune Florentie, & ejus Offic. destruantur, ita quod nulla fortaltia remaneant, & de cætero per nullum dictarum Partium possit ibi reedificari, & poni aliud Castrum, vel Fortaltia, & dictus locus Montis Gemmolii remaneat libere, & devolvatur illis de Ubaldis, ad quos de jure spectat.

Item quod Palatium delle Gualchiere, & Palatium de Fibbia, & Palatium de Casale posita in Comitatu Aretini per illos de Petramala restituantur, & relaxentur, primum Canonice Aretinæ, secundum Joanni Dolfi de Aretio, tertium Marchetto Monaldi de Aretio, & ipsa Palatia libere intrare possint.

Item quod omnes, & singuli homines de Civitate Bononie, vel de aliqua alia Terra, vel Loco, qui ut adherentes dicti D. Archiepiscopi in præsentis Pace veniunt detenti, vel capti ratione partialitatis pro facien. ipsos redimi in Civitate Florentie, Perusii &c. & e converso relaxentur, & relaxari debeant.

Item quod prohibitio facta in aliquibus locis, sententis suppositis Archiepiscopo de non conducendis pannis Florentinis, & permutan. & venden. in dictis Terris & Civit. fit cassæ, & nulla, & e contrario prohibitio facta in Civitate Florentie pro pannis terrarum suppositarum dicto D. Archiepiscopo fit cassæ, salvo iuribus in datis, & gabelis, &c.

Item quod sequaces D. Bartholomæi de Casalibus de Cortonio Domini Generalis dictæ Terræ banniti, & condemnati per Commune Florentie, Perusii &c. cancellentur ab ipsis bannis, condemnationibus, & processibus sine aliqua solutione, & onere, & hoc tamen intelligatur de bannis occasione præsentis Guerra, & non occasione alicujus enormis delicti.

Item quod prædicti omnes qui beneficio præsentis Pacis uti possunt, de quibus in supradicto Capitulo restituantur ad omnia bona, salvo illis, qui expresse prohibentur intrare dictas Civitates.

Item quod omnes, & singuli, tam Cortonenfes, quam Aretini exbanniti, & condemnati occasione finitæ, vel accessus facti per dictum D. Cortonensem ad Civitatem Aretii de Mense Octobris currentis anni 1351, & abinde citra, quacunque ratione vel causa rebanniantur & restituantur ad omnia bona, & condemnationes sint nullæ, & cassæ, & quod omnes impositiones, reales vel personales in Civitate Aretii usque in hodiernum diem postas tollantur & cancellentur.

Nomina vero dictorum exbannitorum, & condemnatorum sunt infrascripta videlicet:

Bartholomæus, &	}	D. Rainerii de Cortonio.
Jacobus		
Lippus D. Rainerii de Cortonio.	}	D. Branzallia.
Guerraccius		
Guidaccius &		
Martinus		
Sylvester	}	Guidaccii D. Branzallia.
Brandallia		
Bossius &		
Jacobus		
Joannes Guerrucci D. Branzallia.	}	Cecchi de Branzallia.
Angelus		
Torinus		
Vectura		
Teghiarius	}	D. Angell.
Ser Gregorius		
Donatus, &		
Nicolaus		
Ser Joannes	}	D. Gerii.
Vandinus &		
Federicus		
Franciscinus Benuecci, alias dictus Malacarne.		
Ser Lippus Baldacchini de Cortona,		
Franciscus Bonafri.		
Ser Joannes de Plebe quarti.		

ANNO 1353.

ANNO 1353. Ser Joannes, & } Sezaglia.
 Angelus
 Vannuccijs Gori D. Federighi.
 Angelus Poggi.
 Angelus Azzolini.
 Donatinus D. Segna.
 Nicolaus Cantis de Mavauria.
 Ser Joannes Vannis de Grassis.
 Nuccias Acurfii de Camajanis.
 Ceccus Manni.
 Mens della mano.
 Ceccherellus Angeli.
 Nannes Pistorii.
 Philippus Monis.
 Juncta Cecchi Ser Juncta.
 Angelus Vannis Giobbi.
 Feus Gori Cimator.
 Brigante.
 Civetta.
 Ciuccijs dictus Brusigallia.
 Petrus dictus Bugina.
 Landinus Bichi.
 Mone Petri Pertinari.
 Forzone de colle.
 Caffa Carta.
 Cennuccijs de Monteguarchi.
 Facchi Ser Gini.
 Dominicus Agutarius.
 Lazarus de Viciore Piccolo.
 Nerius Dinucci de Prato antico.
 Sancti de Sancto Polo.
 Fredi de Mercatello.
 Joannes Guefi.
 Nerius dictus Manzena, & filii.
 Pierus de Prato antico.
 Cecchus Ghitæ.
 Ser Braccius Gargiani.
 Andreas famulus Joannis Bartolini.
 Joannes del frate magister liguaminum.
 Dinus Ugolini farfettarii.
 Blasius de Senis.
 Bertinus Ricepti D. Branzallia.
 Pierus Blondus.
 Simon
 Agabitus
 Philippus, & } Cecchi D. Brandallia.
 Matthæus
 Nicolaus Nellæ de Mont' Alcino.
 Dinuccijs Ser Ghezzi de Bucino.
 Michaël Naldi de Golognato.
 Iustus Verdis.
 Joannes dictus Spesia de S. Paolo.
 Franciscus Pollajuolus.
 Rosaldus Ser Arlini.
 D. Gregorius Pifara.
 Gregorius, & } Segna D. Branzallia.
 Stephanus
 Cremonense.
 Item quod Guidaccius Frates, & nepotes D. Brandallia vigore præsentis Pacis habeant communiatem de omnibus bonis patrimonialibus, quousque reintroducentur, & reintegrabuntur ad eorum statum, & honorem Civitatis Aretii pro duobus annis proxime futuris tantum, quibus transactis debeant respondere dicto Communi Aretii.
 Item quod Castrum Castilionis Aretini regatur, & gubernetur, prout nunc regitur, & gubernatur.
 Item quod omnes rebelles, exbanniti de dicto Castro Castilionis occasione præsentis Guerræ, & tempore præsentis Guerræ cancellentur ab omnibus bannis, & c. dicti Castri, & Civitatis Aretii, Perusii, & Civitatis Castellæ, cum omnibus sequacibus, & adherentibus, restituantur ad omnia bona sine aliqua solutione, & onere, quæ tenebantur ante initium præsentis Guerræ, nomina quorum exbannitorum sunt hæc, videlicet:
 Vichus Broccardini. Andruccijs Ubertini.
 Nicolaus Ser Marchi Ser Miniatus.
 Ser Petri, Simon Magistri Philippi.
 Ser Paulus, Ser Gori. Pierus Giuliani.
 Nicolaus Cecchi Iustoli.
 Corbellus Valentini.
 Manettus Guiducci.
 Giulius Vannis.
 Item quod omnia bona existentia in dicto Castro petinentia ad Dominos de Petramala sequaces, & adherentes dicti Domini Archiepiscopi tenta per eos tempore præsentis Guerræ restituantur eis, & eis uti, & gaudere possint, salvo si aliqua de dictis bonis inclusa essent in Castro dicti Castri, quæ solvi debent per tenentes

ea iusto pretio, & hoc sine aliquo onere, & solutione.
 Item quod omnia banna, & c. facta a duobus annis citra contra d. Nicolaum, D. Bartoli, alias contra Nicolaum Dominæ Matelcie Conte de Colcello, & Antonium Tivoli de Perusio cassentur, & restituantur ad omnia eorum bona, salvo quod non possint ingredi Civitatem Perusii, vel ejus Comitatum, quod si ingrederentur, possint libere, & impune offendi, capi, & detineri; quod si bona dicti Antonii essent alienata per Commune Perusii dare tantum assimatur dictorum bonorum declarantur per duos homines, quod si infra mensem non essent concordēs, eligatur tertius cujus arbitrio stetur.
 Item promissit Carolus Syndicus Communis Florentiæ, quod dictum Commune hinc ad octo menses curabit, quod Commune Perusii concedat licentiam dictis D. D. Nicolao, & Antonio quod possint morari, & stare prope dictam Civitatem pro 10. miliaria, & dictus Comes in Territorio Clusii, quod si Commune Florentiæ non procurabit, tunc possit sibi providere de sufficienti provisione declaranda per Dominum Franciscum Gambacurtam.

Item quod dictus D. Archiepiscopus non se intromittet quoquo modo, auxiliando, vel favorem præstando, in acquirenda Jurisdictione in Tuscia, in Ducatu Spoleti, excepto patrimonio B. Petri posito in Tuscia requisiti a Pontifice Romano, quod debent per scripturam constare, & excepto, quod beneficia Ecclesiastica in dictis locis, & partibus possint dictus Archiepiscopus, & alii acceptare, & si contra fiat, intelligatur Pax rupta.

Item quod dictus D. Archiepiscopus, & alii non se intromittent auxiliando, vel favorem præstando, ita ut acquirant aliquam Jurisdictionem in Civitatibus, Terris, Fortalitijs, quæ tenentur per Commune Florentiæ, Perusii, Senarum, & c. alias Pax intelligatur rupta, & in Tuscia intelligantur esse, & in Comitatu, & Districu dictarum Civitatum.

Item quod Communia Tusciæ non se intromittent in Civitate Bononiæ, Comitatu, & Districu, nec in Provincia Lombardiæ, & aliis Locis dicti Archiepiscopi, alias Pax intelligatur rupta, & in Tuscia intelligantur esse etiam in Comitatu, Districu dictarum Civitatum.

Item quod Communia Tusciæ non se intromittent in Civitate Bononiæ, Comitatu, & Districu, nec in Provincia Lombardiæ, & aliis locis dicti Archiepiscopi, alias pax intelligatur rupta.

Item si dictus D. Archiepiscopus, seu aliquis de domo sua offenderet Commune Pisarum vel Lucæ, intelligatur Pax præsens rupta inter dictum Archiepiscopum, & Communia Florentiæ, Perusii, & Senarum, & ipsis Communibus liceat auxiliari Communibus Pisarum, & Lucæ contra dictum Archiepiscopum, & sequaces, sit licitum ei auxilium præstare.

Item si Communia Pisarum, & Lucæ offenderentur a Communibus Florentiæ, Perusii & c. possit dictus Archiepiscopus in hoc auxilium præstare.

Item si Communia Pisarum, & Lucæ offenderent adherentes, & sequi, D. Archiepiscopus, liceat ipsi coram offendere, & adherentes adjuvare contra dicta Communia.

Item si contingeret dicta Communia Pisarum, & Lucæ offendi a Communibus Florentiæ, & Pisarum, & Perusii, & c. liceat dicto D. Archiepiscopo eos juvare.

Modi quibus Commune Pisarum, & Lucæ intelligi debent offendere dictum Archiepiscopum intelligantur, si dicta Communia Pisarum, & Lucæ occuparent Locum, Castra, vel Fortalitia dicti Archiepiscopi, & si equarent cum gente grossa, & hostili in dictis Territoriis, & Locis, & ejus sequacibus adherentibus, & subiectis damnum inferrent.

Modi quibus dictus Archiepiscopus intelligitur offendere Communia Pisarum, & Lucæ sunt, si dictus D. Archiepiscopus offenderet ut supra in supra dicto modo.

Item si quod aliud Commune non inclusum in præsentis Pace offenderet dictum D. Archiepiscopum, liceat ipsi Archiepiscopo tale Commune offendere, & e contrario, si aliquis de Lombardia non inclusum in præsentis Pace, & c. hoc non extendatur ad Commune Pisarum, & Lucæ.

Item quod præsens Pax intelligatur rupta quando vitus occuparet Loca alterius, id est D. Archiepiscopus Loca Civitatis Florentiæ, Perusii, & c. & Communia dicta Loca dicti D. Archiepiscopi.

Item quod omnes Terræ, Loca, Castra, & Fortalitia, quæ tenentur per suprad. Communia apud eos remaneant pacifice, præsentis Pace durante, qua rupta, liceat unicuique uti jure suo, idem fiat per dictum D. Archiepiscopum.

Item

ANNO

1353.

Item quod omnes, & singulæ reprefalæ concessæ aliquibus de Locis dicti Domini Archiepiscopi, seu sequacibus, & adherentibus contra Commune Florentiæ, Perusii, &c. reprefalæ concessæ per Commune Florentiæ, & contra dictum Archiepiscopum, & sequaces, & adherentes sint nullæ, & nullius valoris.

Item quod omnes exitii de Fabriano Civitate Firmæ, & Terræ Martelicæ, quæ tenentur per Dominum Alberghetum, & Fratres Gentilem, & Guidonem, & Corradum cancellentur ab omnibus bannis, & condemnationibus, & restituantur ad omnia eorum bona per eos possessa tempore eorum expulsiõis, & rebellionis, & reintroducantur in dictis Terris, & Castris, & Civitatibus exceptis suspectis nomin. per ipsum D. Alberghetum, vel ejus Fratres, Gentilem de Magliano, Conradum, & Guidonem de Matelica, qui stare debent extra dictas Civitates, & eorum Districtus, & Comitatus, & idem intelligatur, & sit de bannis, & condemnationibus omnium, & singulorum exitiorum Civitatum, & Terrarum, & Locorum infradictorum, videlicet:

Civitatis Camerini.
Terræ S. Genesii.
Terræ Tolentini.
Terræ Montis Milonis.
Terræ Monticuli.
Terræ Stafali.
Civitatis Maceratæ.
Terræ Montis Sancti.
Terræ S. Severini.
Terræ S. Anatolie.
Terræ Serræ Comitatus.
Terræ Curinali.
Terræ Montis Novi.
Terræ Rocchæ Contratæ.
Et omnium aliarum Terrarum, Civitatum, Castrorum, & aliorum Locorum, quæ tenentur per infrascriptos videlicet:

D. Gentilem de Camerini.
D. Rodolphum, & alios ejus nepotes.
Guidaccium de S. Severino.
Filios, & consortes ejus.
Frede de Macerata, & ejus consortes.
Puccium de Monte Sancto.
D. Bartholomæum, D. Pagnoni de Cingulo, & ejus consortes.

Filippuccium Tani de Exio, & ejus consortes.
Filios D. Rainaldi de Staffulo.
Omnes, & singuli exitii Civitatis Firmæ Terræ Fabrianæ, & Terræ Martelicæ.

Adherentes, sequaces, & complices Marchiæ Anconitanæ pro parte excessi D. D.
Archiepiscopi, & D. Mediolani.
D. Alberghetum.

Joannes, & Crescentius de Clavellis, de Fabriano, & eorum descendentes, & consortes, Castris, & Villæ quæ per eos possidentur, vel detinentur præsentialiter, homines eorundem.

Gentilis de Magliano, & ejus descendentes, & consortes Civitatis Terræ, Castra, & Villæ quæ per eum possidentur, vel detinentur præsentialiter, & singulares homines earundem.

D. Lomo S. Mariæ de Exio.
D. Borre ejus Frater.

Cum eorum filiis filiorum & Terræ, & Castra, & Villæ, quæ præsentialiter tenentur, possident & detinent singulares homines earundem.

Omnes & singuli exitii, & exbanniti infradictarum Civitatum, Terrarum, & Castrorum, & Villarum, & Locorum, & omnium aliorum quæ possidentur per suprascriptos adherentes pro parte Communis Perusii.

Civitas Camerini.
Terræ S. Genesii.
Terræ Tolentino.
Terræ Montis Milonis.
Terræ Monticuli.
Terræ Staffuli.
Civitas Maceratæ.
Terræ S. Anatolie.
Terræ Serræ Comitatus.
Terræ Curinali.
Terræ Montis Novi.
Terræ Rocchæ Contratæ.
Terræ Montis Sancti.
Terræ S. Severini.

Item quod omnes & singulæ cancellationes, & abolitiones banorum, condemnationum, & processuum criminalium, quæ fieri debent vigore præsentis quandoque occurrerint faciendæ in Civitate Florentiæ,

siant per Ser Franciscum Ser Rossii de Florentia not.

In Civitate Perusii per Ser Martium Ceccoli de Perusio.

In Civitate Pistorii per Ser Philippum D. Marchi de Tebaldis.

In Civitate Aretti per Ser Naldum Naldi de Castro Focognano de Areto.

In Civitate Castelli per Ser Colam de Gettatis de Civitate Castelli.

Qui omnes vigore præsentis Pacis sint Notarii ad faciendas cancellationes in Civitate, in qua dictæ cancellationes fieri de quibuscunque libris, in quibus reperirentur scriptæ absque eorum, vel alicujus eorum gravamine, & onere, & quod quilibet ad cuius custodiam essent libri, ubi scriptæ sunt dictæ condemnationes, & banna teneatur ostendere, & videre, & pati dictas cancellationes fieri.

Item quod omnes, & singuli exitii, & exbanniti dictarum Civitatum, Terrarum, & Locorum, cancellentur, & eximantur, & restituantur ad eorum bona vigore præsentis Pacis.

Item quod omnibus Perusinis fiat restitutio bonorum possitorum, & existentium in Locis illorum de Petramala, & aliorum adherentium dicti Domini Archiepiscopi, & uti, & frui possint, ante tempus præsentis Guerræ, & e contrario fiat adherentibus dicti D. Archiepiscopi.

Item quod cum Angelus filius Legerii Andreæ de Perusio ante invasionem, & occupationem Terræ Burgi S. Sepulchri in Civitate Perusii legitime, & juridice extractus fuerit de sacculo in potestatem dictæ Terræ, & ad dictam Terram accedere intendens se præparasset, & pro famulis, & periculis omnes expensas fecisset, & ipsa Terra se dedisset Archiepiscopo, & ejus genti dictus Angelus ad dictam accedere non potuit, & per eum non restit, & propterea dicatur dictum Angelum habuisse in Civitate Perusii reprefalæ pro suo salario, quæ in præsentis Pace sublatæ sunt, quod per Commune Burgi ex una, & dictum Angelum ex altera parte fiat compromissum in nobilibus virum D. Bartholomæum de Casalibus Dominum Cortonensem de jure, & facto de dicto salario dicti Angeli, & dicta Terra Burgi relaxatur per dictum D. Archiepiscopum, & quod Commune Burgi secundum laudum solvat dicto Angelo, quod laudatum fuerit, quibus Burgensibus non solventur, liceat ei in Civitate Perusii, & aliis Terris sibi colligatis Burgenses, & eorum bona prendere, & restare sine licentia alicujus Officialis impune usque ad integram satisfactionem.

Item quod in præsentibus restitutionibus faciendis non veniant emendæ aliorum dastorum hinc retro datorum occasione præsentis Guerræ, nec peti possint coram aliquo Officiali immobilia restituantur, ut superius dictum est, mobilia vero ipsis ad quos spectant restituantur.

Item quod omnia onera realia, & personalia imposita occasione præsentis Guerræ adherentibus dicti D. Archiepiscopi sint cassa, & quibus talia imposita fuissent intelligantur absoluti, & e contrario in omnibus, & per omnia in hominibus dictorum Communium.

Item ne aliqua possit dubitatio, qui sint adherentes, & sequaces dictarum Partium stent de eis dicto D. Francisci de Gambacurta, & caporales, & adherentes nominare infra quatuor menses a die publicationis præsentis Pacis.

Item declaraverunt criminaliter processus ubi venit potestati applicandi Fisco in totum vel partem.

Item declaraverunt quod infra unum mensem, a die quo Terra, Fortalitio Sambuca, & Sambucensis traditæ fuerint in manu dicti communis amici debeant dirui Castra Montis Gemmolis, & Tigli per eos de quibus est in capitulis dispositum.

Item si forte de cætero dubitaretur, quibus actibus præfens Pax rupta intelligatur declaraverunt his modis, & actibus ruptam intelligi.

Primo si dictus Dominus Archiepiscopus, vel ejus sequaces invaserint, occupaverint, vel obfederint Civitatem, vel Locum Civitatis Florentiæ, Perusii, &c. & e contrario si aliqua dictarum Civitatum occupaverit alicquem Locum, quem de præsentibus teneat dictus Dominus Archiepiscopus.

Item si dictus Archiepiscopus tractaret sublevare, subvertere, & movere statum dictorum Communium, quem præsentialiter tenent, & e converso.

Item si dictus Archiepiscopus cum aliqua Civitatis Provincia, Principe, vel Barone præberet auxilia & subsidia, quibus verisimiliter posset turbare præfens status dictorum Communium & e contrario.

Item si aliquis ex adherentibus dicti Archiepiscopi vel dictorum Communium aliquid committeret, per quod diceretur fecisse contra formam præsentis Pacis.

Item

ANNO

1353.

ANNO

1353.

Item quia non est conveniens pro quolibet minimo contento, seu intellecto in Instrumento præsentis Pacis non servato, possit dici Pacem esse ruptam, & ut tollatur omnis materia discordia, & querela, si quando per aliquem dictarum Partium diceretur Pacem esse ruptam (stetur declarationi, & decisioni loci, vel per dictum Locum.

Item declaraverunt enorme maleficio intelligi debere secundum formam status loci commissi delicti, ubi ponitur poena mortis, vel abscissionis membri, & poena & publicatio bonorum, & omne aliud de quo dictus Franciscus declaraverit infra unum mensem proxime futurum.

Item quod Martinus quondam Battaglieri della Spina Comit. Florentie vel de Mugello plebis S. Laurentii Parochie S. Martini de Pianzano restituarat ad omnia bona vigore præsentis Pacis, quæ fuerunt dicti Battaglieri, non obstante aliqua condemnatione, sine aliquo gravamine, vel solutione, excepto quod si mutatum fuisset a Communi Florentie quia tunc dictus Martinus teneatur solvere ipsam quantitatem vel illi, qui super eis mutavit.

Item quod Jacobus Laini de Pulcis tanquam adhaerens dicti D. Archiepiscopi vigore præsentis Pacis, rebanniat ab omnibus, & singulis penis, condemnationibus &c., & restituarat ad omnia bona, quæ tenebat, & possidebat tempore suæ rebellionis, & expulsionis.

Item quod idem modus, & forma servetur in Civitate Bononæ, in exactione Gabellarum, & dationum de robis & mercantiis Civium, & Comitatorum Civitatis Florentie quæ solita erat servari in anno 1348. & e contrario servetur in Civitate Florentie de mercantiis Civium Civitatis Bononiæ.

Item si in prædictis oriretur aliqua dubitatio circa contenta in præsentis Instrumento corrigantur, & emendantur per duos eligendos a Partibus, unum ex parte D. Archiepiscopi & alium pro parte suprad. Communium, quibus non concordantibus stetur decisioni Francisci de Gambacurtis.

Item quod in Terra Castillonis Aretini per Potestatem cancellatur Instrument. pub. promiss. factæ per Ser Moncepum Ser Campi de dicta Terra florenorum centum penes quoscunque terrigenas dictæ Terræ factæ de anno 1351. de mense Octobris, & quoddam Instrumentum conservationis indemnitis factæ eidem Ser Moncepum per Petrum Junctæ de Cortonio, cum dicta instrumenta sint simulata, & facta pro relevatione & captura de dicto Petro tempore accessions Domini Cortonen. ad Civitatem Aretii, & de eis non fiat aliqua executio, & si fuerit facta, cancelletur.

Item quod quidam nobiles de Spoleto, & Marchia Anconitana dati per dictum D. Archiepiscopum pro adherentibus, ut honor Sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ servetur protestantur supradicti Syndici esse adherentes in quantum non redundet in præjudicium & contemptum Sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ.

Item quod infradicti adherentes Contucci Filii de Venciolis condemnati, & banniti vigore præsentis Pacis rebanniantur, & cancellentur absque aliqua solutione, & onere, quorum nomina sunt hæc:

Vannes Bonus de Coppelis.
Petrinus Felicionis.
Ser Antonius.
Joannes Ceccoli
Vannes dictus Margagliane
Joannes Graffus
Megliolus
Dominicus, &
Santucciis.

Item quod dictus D. Archiepiscopus teneatur hinc ad tres menses ratificare præsentem Pacem per publicum Instrumentum qua facta censetur esse facta per quaslibet Civitates, Communia & Loca, de quibus super fit mentio, & idem fiat per supradicta Communia, & huiusmodi ratificationes debeat dictus D. Archiepiscopus, & teneatur infra tres menses transmittere Florentie, & præsentare coram Dominis Prioribus, & aliarum Civitatum. Hoc tamen pacto, quod si supradictæ Partes infra terminum supradictum non ratificabunt præsentem Pacem, & adherentes & sequaces eorum non (t) includantur inclusi præsentis Pace.

Quam Pacem & omnia singula in ea contenta prædicti Syndici promiserunt rata habere, & observare, & adimplere sub poena 100. florenorum auri solven. Parti non contrascenti.

Item juraverunt in forma 1353. die 6. Aprilis hæc sunt Instrumenta ratificata Pacis facta inter Commune

Florentie ex una parte, & Archiepiscopum Mediolani ex parte altera.

Comes Robertus quondam D. Comitibus Simonis de Battifolle Dei gratia Comes Palatinus in Tuscia, & vice, & nomine Caroli, & Francisci fratrum ratificavit Pacem factam inter Rev. D. Archiepiscopum Mediolan. ex una, & Commune Florentie, Perusii &c. ex alia. Actum in Castro Prati veteris.

1353. Die 12. Aprilis. Comes Guido quondam Comitibus Ugonis de Battifolle ratificavit dictam Pacem ut supra &c. Actum in Castro Prati veteris.

1353. Die 26. Maii. Commune Vernii ratificavit dictam Pacem. Actum in Castro Vernii, ubi recentur homines dicti Communis.

1353. Die 12. Junii Commune S. Miniatis ratificavit dictam Pacem.

1353. Die 6. Maii. Commune Pistorii ratificavit dictam Pacem tempore D. Massarii de Raffacanibus Civis Florentinus Communis, & populi Civitatis Pistorii hon. Capitanei.

1353. Die 15. Junii. Actum Florentie in populo S. Lucie de Magnolis. Andreas quondam Philippozzi. Et Bindus quondam Andreas q. D. Gualtieri de Bardis vice, & nomine Torti quondam dicti Philippozzi ratificaverunt dictam Pacem.

1353. Die 6. Junii Commune S. Seminiani tempore nobilis viri Guidonis de Macchiavellis de Florentia hon. Capituli populi, & custodie dictæ Terræ ratificavit dictam Pacem.

1353. Die 22. Junii Commune Vulturnarum ratificavit dictam Pacem.

1353. Die 18. Junii. Actum Florentie in Palatio Populi, & Communis Florentie.

Ven. Vir Dominus Melotus q. Giraldi de Casti Plebanus S. Petri de Vezano Comit. Bonon. ratificavit, & approbavit dictam Pacem.

1353. Die 17. Junii. Actum in Castro Sagne in Ecclesia dicti loci. Dominus Bandinus q. Nerii D. Bargii Præpositus Civitatis Aretii, D. Biorius q. Franceschini, Buffaccius q. Biorii, Nicolaus, & Bofus Fratres, & filii quondam Guidonis Bargii, Nicolaus, & Ubertinus Fratres, & fil. q. Nerii D. Bargii, D. Ubertinus Philippus, & Guido Fratres, & filii q. Francisci Guidonis omnes de domo Ubertinorum de Sogna Comitatus Aretii, Pierus Guglielmi, Georgius Gualtieri, & Gregorius Bandini suo nomine, & ut Procurator Joannis quondam Bettini Groffi ratificaverunt dictam Pacem.

1353. Die 28. Junii. Actum in Castro Asciani Dioc. Aret. Comit. Senen. Bofus de Ubertinis Episc. Aretinus ratificavit dictam Pacem.

1353. Die 23. Maii. Actum in Civitate Urbini. D. Nolfus, Henricus, & Feltranus Comites Montisferetri ratificaverunt dictam Pacem.

1353. Die 8. Aprilis Reverendissimus Dominus Joannes Archiepiscopus Mediolanen. & dictæ Civitatis Dominus generalis ratificavit dictam Pacem.

1353. Actum in Civitate Eubugii.

Nobiles viri Chiaravelli Pialelli, & Ninus Guerrest de Chiaravelli de Tuderto suo, & sequacium, & adherentium nomine ratificant dictam Pacem.

1353. Die 18. Maii. Actum in Castro Burgi S. Sepulchri. Miniatus Notarius olim Ser Petri gratia de Castellione Aretino ratificat dictam Pacem.

1353. Die 16. Maii. Nobiles viri Guglielmus, & Rigozzus Fratres, & fil. D. Rodolphi de Petramala ratificant dictam Pacem.

1353. Die 15. Maii. Actum in Civitate Cortonii.

Andreucius q. Ubertini, Vicus quondam Brocardini, Nicolaus Ser Marchi, Monettus Guiducci, Corbellus Valentini, Gillus Vannis, Angelus Ciachii, Jacobus Giacci, Fantinus Brocardini, Joannes Naldi, & Valentinus jannis omnes de Castellione Aretino nomine suo, sequacium & adherentium ratificant dictam Pacem.

1353. Die 7. Maii. Nobilis vir Ghinus q. Mutti D. Rignonis de Civitella, five de Petriolo, & Ugucione ejus filius de consensu, & voluntate dicti sui patris ratificant dictam Pacem.

Actum in Castro Civitella.

Nobilis & honorabilis vir Franciscus de Gambacurtis mediator & amicus inter Reverendiss. D. Archiepiscopum Mediolanen. & suos sequaces, & adherentes ex una, & Communia Florentie, Perusii, Senarum &c. ex alia, ob Guetras, quæ retroactis temporibus inter dictas Partes viguerunt, in Pace celebrata apud Serzanam, in qua

N n

(t) Includantur extra in Ugello, sed fortis debet esse intelligantur.

ANNO

1353. Item

inter alia continetur dictum Capitulum, quod sic incipit.

quod dictus Carluas, & dictus Franciscus, & uterque eorum & utriusque eorum confortes, & cuiuslibet eorum adherentes, & sequaces, de quibus supra in proximo præcedenti Capitulo fit mentio, restituantur, & restituti sint, & esse intelligantur ad omnia, & singula eorum bona, &c. & sic fiat, salvo quod de bonis dicti D. Carlini remaneat in dispositione discreti viri Francisci de Gambauris de Pisis, & secundum ipsius Francisci dispositionem, & procedatur in restitutione bonorum ipsius D. Carlini, volens suum observare, ut quæ in dicta Pace vicissim promissa fuerint per ejus observantiam conceptum fortiantur effectum, declaravit omnia bona dicti Carlini, & quæ ad ipsum pertinebant tempore expulsiōis ipsius extra aliquo tempore, vigore dictæ, & pactorum in ea comprehensorum libere ipsi restituantur. Actum Pisis in domo ipsius D. Francisci infrascripta sunt Instrumenta ratificationis Pacis factæ inter Commune Florentiæ, & ejus amicos, complices, & sequaces ex una, & D. Archiepiscopum Mediolanensem ejus Amicos, sequaces, & adherentes ex alia.

1353. Die 8. Maii. Actum in Burgo Balnei Mag. & potentes viri B. Comes Galeottus, & Riccardus Frates, fil. quondam D. Guillelmi de Mutillana Comes Palatini in Tuscia ratificavit dictam Pacem.

1353. Die 14. Maii. Actum Florentiæ in populo S. Jacobi Ultrarivi. D. Filippa f. q. Lamberti de Frescobaldi, & uxor olim Lippi Ammanati de Pistorio ut tutrix Antonii pupilli filii sui approbavit, & ratificavit dictam Pacem.

1353. Die 26. Maii. Actum Florentiæ in populo S. Laurentii.

Danielus Ruggerii de Soli ratificavit dictam Pacem.

1353. Die 3. Junii. Actum in Mucello in populo S. Savini ad Cornocellum, Bartholomæus olim Turini populi S. Gavini ad Cornacchium ratificavit dictam Pacem.

1353. Die 28. Maii. Actum in Civitate Imola. Laurentius olim Joannis Zucii della Scarperia Comit. Florent. ratificavit dictam Pacem.

1353. Die 22. Maii. Actum Bononia. Aldovandrus Lanfrancus Agnolus Frates, & fil. q. Bartoli Ruggerii de Soli Cives Florentini ratificant dictam Pacem.

1353. Die 23. Junii. Actum Cortona. Guidaccius q. d. Brandaglia de Civitate Aretili pro se, & vice, & nomine Guernuccii, & Martini Fratrum suorum, & aliorum ratificat dictam Pacem.

1353. Die 21. Junii. Actum Cortonii. Magnificus, & egregius D. Bartholomæus q. Rainerii de Casalibus Generalis Dominus Cortonen. pro se ipso, & vice, & nomine Communis Cortonii ratificat dictam Pacem.

1353. Die 17. Junii. Actum Cortonii. Magnificus, & egregius D. Bartholomæus, q. D. Rainerii de Casalibus Dominus Generalis pro se ipso, & jure sibi competenti, & vice, & nomine Communis Civitatis Cortonii, Jacobus q. Rainerii de Casalibus suo, & nomine Communis Cortonii ratificat dictam Pacem.

1353. Die 18. Junii. Actum in Comitatu infra dictorum Comitum in Villa Castellionis, Comites Neapoleone, Ludovicus, & Guidirellus, & Bernardinus Frates, & fil. q. Comitibus Alberti de Comitibus, Albertorum ratificant dictam Pacem.

1353. Die 10. Junii. Actum in Castro Caltri Bruscoli. Comes Joannes de Bruscolo de Comitibus Albertorum de Mangona Antonius, & Albertus ejus filii ratificant dictam Pacem.

1353. Die 17. Junii. Actum Pisis. Jacobus Totti, & Gualterius vocatus Morellus, sive Morellinus de Guafreducis de Pistorio ratificant dictam Pacem.

1353. Die 14. Junii. Actum in Montecarello. Guillelmus q. Comitibus Tancredi de S. Bonello Comes de Mutillana adhaerens Reverendissimi Archiepiscopi confirmat & ratificat dictam Pacem.

1353. Die 14. Junii. Actum in Montecarello. Taus q. Comitibus Azzolini de Montecarello Comes de Mangona adhaerens, & fœdax Reverendissimi D. Archiepiscopi ratificat dictam Pacem.

1353. Die 13. Maii. Actum Bononiæ.

Gerardus q. Ugonis de Agolanibus de Florentia ratificat dictam Pacem.

ANNO

1353.

1353. Die 11. Maii. Actum in populo plebis de Septimo. Jacobus q. Gaius de Pulcis populi Sancti Petri Scheradii de Florentia ratificat dictam Pacem.

1353. Die 13. Maii. Actum in Platea Communis Bon. Jacobus q. Zardini Franciscus q. Maghinardi, Andreas q. Maghinardi, Matthæus dicti Francisci, Simon q. Leucii omnes de Guazzalotris de Prato utsequaces Archiepiscopi ratificant dictam Pacem.

1353. Die 25. Junii. Actum Florentiæ in Ecclesia S. Mariæ Novellæ. Joannes q. Locchi de Foghino Comitatu Florentiæ ratificat dictam Pacem.

1353. Die 27. Junii. Actum in Turri Fraffini. Gioetta q. Cunigiti de Ubaldis pro se, & vice, & nomine Antonii pro quo de rato. Drudettus Ludovicus vocatus Lancia, Nicolaus, & Jacobus Frates, & fil. q. Nini de Ubaldis Nannes q. Gerini de Ubaldis ratificant dictam Pacem.

1353. Die 11. Aprilis. Actum Senis. Bindus q. Arrighi de Ricafolis ratificat dictam Pacem.

1353. 12. Aprilis. Actum in Castro Montis Castellii. Nobiles viri Lopus, Ugo, Nicolaccius, & Arrighus Frates, & fil. q. Arrighi de Ricafolis ratificant dictam Pacem.

1353. Die 29. Junii. Actum in Civitate Aretili. Ser Arrighus, Ser Lapi de Prato tanquam adhaerens Jacobi Zanini de Guazzalotris de Prato ratificat dictam Pacem.

1353. Die 29. Junii. Actum Florentiæ in palatio Dominorum Priorum, & Vestiliferi. Joannes q. Philippi de Guazzalotris de Prato ratificat dictam Pacem.

1353. Die 30. Junii. Actum in populo Sancti Donati de Montecchio.

Nobilis vir Franciscus Zucchia, & Franciscus Joannis Ghini de Ubaldis ratificat dictam Pacem.

1353. Die 30. Maii. Actum Florentiæ in palatio populi Florentinorum. Gregorius q. D. Angeli de Prato ratificat dictam Pacem.

1353. Die 27. Maii. Actum Florentiæ in populo S. Stephanii.

D. Lapa q. Lapi de Sacchetti de Florentia, & uxor q. Leucii de Guazzalotris de Prato tutrix, & mater Gemmæ, & Andrea Fratrum, & filiorum dicti Leucii confirmat dictam Pacem.

1353. Die 28. Junii. Actum Florentiæ in populo S. Stephanii. D. Lapa q. Lapi de Sacchetti de Florentia, & uxor q. Leucii de Guazzalotris de Prato tutrix, & mater Gemmæ, & Andrea Fratrum, & fil. dicti Leucii Andrea de Guazzalotris de Prato, & hæres Francisci, & Bartholomæi Buosi de Guazzalotris confirmat dictam Pacem.

1353. Die 18. Junii. Actum in Burgo Viggiani. Nobilis Vir Vannes de Sufinana fil. q. Tani de Castello fil. q. Azzonis de Ubaldis fuo proprio nomine, & vice & nomine Scarpetta Domini Petri Azzonis, Guasparre, & Thadæi suorum filiorum pro quo de rato, & nomine egregiorum virorum, Gerli, Ghiselli, & Maghinardi fil. q. Ugolini Tani prædicti de Ubaldis ratificant dictam Pacem.

1353. Die 20. Junii. Actum in Castro Sufinana. Scarpetta D. Pierus Azzo, Guasparre, & Thadæus fil. prædicti Vannis ratificant dictam Pacem.

1353. Die 25. Junii. Actum Pisis. Jacobus Cambini de Pistorio adhaerens, & sequ. Rev. D. Archiepiscopi Mediolani ratificat dictam Pacem.

1353. Die 21. Junii. Actum Mediolani in Curia D. Archiepiscopi.

Nobilis Caccernellus q. Ubaldis, & Andreas q. Ottaviani de Ubaldis, vice, & nomine aliorum de Ubaldis ratificant dictam Pacem.

1353. Die 18. Junii. Actum in Terra Vixanti. Gentile, & Ugolinus de Goldaneris de Florentia Frates, & fil. olim Simonis ratificant dictam Pacem.

Nobilis vir Plalla fil. Francisci D. Ugolini de Ubaldis ratificat dictam Pacem.

1353. Die 19. Junii. Actum Florentiæ in populo S. Laurentii.

Danielus fil. Roggerii q. Curradi de Soli ratificat dictam Pacem.

Sindicatus sive Procura Dominorum Guillelmi, & Prorarii.

1353. Die Jovis mensis Januarii. Mediolani. Rev. D. Archiepiscopus Mediolani constituit, & ordinavit suos Sindicos, Actores, & Factores egregios Milites D. Guillelmum Marchionem Pallavicinum, & Protasium de Cagnis ad faciendam Pacem perpetuo duraturam cum Comuni Florentiæ, &c.

1353. Die

ANNO 1353. Die 20. Februarii. Actum Florentie in Palatio populi Communis Florentie.

1353.

In Consilio Domini Potestatis de mandato nobilis, & potentis Militis D. Pauli de Bajanis de Urbe Civitatis, & Communis Florentie honorabilis Potestatis constituitur Syndicus, & Procurator providus vir Carolus Strozze de Strozis ad tractandam nomine ipsius populi Pacem cum D. Archiepiscopo Mediolani.

1353. Die 29. Decembris. Actum Perusii in Palatio Communis.

In Consilio majori constituitur Syndicus & Procurator dicti Communis Perusii ad firmandam Pacem cum D. Archiepiscopo Mediolani D. Beatus Andreæ Nini Jurisperitus, Legerius Nicolucci Andreæ, & Beolom Pori de Pelacanis.

Actum Serezane Lucensis Diocesis in Ecclesia majori S. Mariæ dictæ Terra anno Domini 1353. die 31. Martii secundum morem Civitatis Florentie.

CCCCXXXVI.

6. Mai. Alliance & Amitié perpetuelle de la Ville & Canton de BERNE avec les trois Cantons d'URI, SCHWIZ & UNDERWALDEN, à Lucerne du 6. Mai 1353. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici, pag. 196.]

(a) C'est le Chef de la République. Cette charge est à vie. Mais il y en a deux, qui gouvernent tour à tour chacun un an.

AU nom de Dieu Amen. Nous (a) l'Advoyer & les deux Cens & les Bourgeois de la Ville de BERNE en desert, & les Amans & Paylans d'URI, de SCHWIZ & d'UNDERWALDEN; Sçavoir faisons à tous ceux, qui verront & oyront lire ces presentes Lettres, que nous par le bon advis & ferme deliberation pour bonne Paix, protection & defence de nos personnes, de nos biens, de nos gens, Villes & Pais, & pour le commun bien & profit d'iceluy avons accordé & conclu une Alliance & Amitié perpetuelle entre nous; laquelle avons jurée & promis observer & garder fidellement à jamais corporellement & publicquement, par serment à Dieu & aux Saints, pour nous & nos Successeurs, lesquels esprellement voulons estre icy compris & conjoints perpetuellement : & demeurera cette Alliance presentement & par cy après fermement & irrevocablement, & à perpetuité, sans aucune mutation. Et d'autant, que les choses de ce monde facilement s'oublient & par longueur du temps se changent; nous les dictes Villes & Pais pour ces causes voulons assurer une Amitié mutuelle & perpetuelle Alliance entre nous, que voulons publicquement tesmoigner par Lettres & Escriptions, qui est telle : que voulons ayder, assister & favoriser les uns les autres autant, & si longuement, que nos personnes & nos biens le pourront estendre, tous dols exceptez, contre tous ceux qui entreprendront & voudront entreprendre sur nous, nos personnes & nos honneurs & franchises par force, & sans raison nous molester, facher ou nuire, (b) tant nous que d'autres, qui presentement ou par cy après feront compris en cette presente alliance fussent en aucune maniere contre droit & raison dommagier ou assaillir par aucuns, en leurs personnes ou en leurs biens; en ce cas le Conseil ou la Communauté de la Ville ou du Pais, qui auroit esté endommagé jugera par son serment du dict dommagie : & ce que par eux ou la plus part d'eux sera ainsi cogneu, soit pour le secourir ou pour assaillir actuellement, selon l'exigence des cas; tel Conseil ou Communauté des dictes Villes ou Pays, qui comme dict est, auroit esté endommagé, pourra admonester les Villes & Pays compris en cette Alliance, & incontinent estant faite telle admonition, tous ceux qui sont compris en cette Alliance envoieront promptement leurs Ambassadez aux journées au lieu dict, pour consulter, par quel moien par le serment l'on pourra promptement secourir & assister à ceux qui auroient demandé le secours; en toute diligence & en toutes choses necessaires, à ce que le dommagie, qui leur auroit esté fait, pour lequel ils auroient admonesté, soit vengé ou restitué, tous dols exceptez.

§. 2. Nous les dessus dictes de Berne avons aussi pouvoir & puissance d'admonester les dessus dictes quatre Villes des Bois nos Alliez contre & sur tous ceux, qui voudroient dommagier & assaillir d'eux memes & au nom d'autres, nous & tous nos Bourgeois, Vassaux & Subjectz; contre lesquels seront tenus nous secourir en la forme & maniere comme cy dessus est escrit, tous dols exceptez.

TOM. I. PART. II.

ANNO 1353. §. 3. Aussi quand nous les dictes Villes des Bois toutes trois ou aucunes de nous particulièrement seront ainsi requis de secours par les dictes de Berne, & que nous leur enverrons l'ayde outre la montagne de Brung, ainsi que la journée de * ou nos Ambassadeurs auroient esté admis, nous ferons tenus faire telle ayde à nos despens jusques à Underferan; & passé la premiere nuit par de là Underferan, les dictes de Berne seront tenus bailler à un chascun des nostres, qui seroient arrivez, que leur aurons envoyé, tous les jours tant & si longuement, qu'ils les entretiendroient en leurs services, un gros tournois pour leur despence: dequoy aussi nous devons nous contenter d'eux; & seront aussi les nostres soulvoyez par eux, jusques à ce qu'ils soient de retour hors de leur service, jusques au dict Underferan & non plus outre, tous dols exceptez. En semblable si nous les dictes de Berne envoions secours ou ayde auxdictes Villes des Bois, ou l'une d'elles particulièrement, apres l'admonition & consultation des dessus dictes; seront tenus leur faire pareillement telle ayde à nos despens jusques à Underferan, & outre la premiere nuit de delà Underferan, les dictes Villes des Bois bailleront à un chascun des nostres, que leur aurons envoyez, tous les jours, tandis qu'ils seront en leurs services, un gros tournois pour leurs despens; dequoy aussi nous devons nous contenter d'eux. Et seront les nostres soulvoyez jusques qu'ils soient de retour hors de leur service au dict Underferan & non plus outre, tous dols exceptez.

§. 4. Le cas advenant que dommagie ou inconvenient survinst à nous des dictes Lignes, ou que unanimement fussions resolu de marcher ou assieger; nous les dictes de Berne, & nous les dictes Villes des Bois ferons la fortie ou le siege à nos propres despens.

§. 5. Advenant aussi une Guerre generale, qui nous touchait tous en general; & que nous les dictes de Berne & des dictes Villes des Bois fussions contraincts aller contre les ennemis & les dommagier, en quels lieux que ce fust; nul des compris en cette Alliance ne devront supporter les fraiz des uns des autres.

§. 6. Au cas, que nous les dictes de Berne venions à assaillir & dommagier les ennemis en hault en nos environs, & que viendrons à admonester les dictes Villes des Bois; iceux là bas & en leurs environs assailliront & endommageront aussi les ennemis promptement, tant que possible leur sera; & pour tels fraiz ne pourrout & ne devront leur en compter ou imposer ny eux à nous aucune despence.

§. 7. Et en semblable si nous des dictes Villes des Bois ça bas ou pres de nous venons à assaillir & dommagier les ennemis, & que venions à admonester les dictes de Berne nos Alliez, iceux là hault en leur endroit devront aussi promptement assaillir & dommagier les ennemis de tout leur pouvoir, & pour tel cas, nous pour eux ny eux pour nous ne supporterons aucuns fraiz, ny despens, tous dols exceptez.

§. 8. Nul de nous, des compris en cette Alliance ne portera ne restituera à l'autre aucune despence, pour aller en Ergow; y fust il envoyé ou non.

§. 9. Le cas advenant, que l'on vint assieger aucuns de la Ville ou du Pais, auquel le faict toucheroit, & que pour lors auroit esté admonesté (cette Ville ou Pais) portera les fraiz seul, qui a cause des ouvrages & ouvriers auront esté concourus à cause du siege, tous dols exceptez.

§. 10. Nous dictes de Berne avons singulierement advisé, s'il advenoit, que ceux de Zurich ou de Lucerne, qui presentement sont alliez avec les dictes Villes des Bois, fussent molestez ou assailliz par quelques uns, au moyen dequoy ils viendroient à admonester les dictes quatre Villes des Bois leurs Alliez, & qu'ils les voulussent secourir; En ce cas, si les dictes Villes des Bois leurs Alliez nous admonestent, nous envoierons pareillement nostre secours promptement avec nos dictes Alliez; & marcheront avec eux par tout où ils voudront marcher; leur ayder & assaillir & endommager les ennemis, en tous lieux & places avec nos dictes Alliez ou ailleurs, où nous les pouvons faire, fidellement & sans nulle tromperie: lequel secours nous devons toujours faire à nos propres costz. Et si nous dictes de Berne fussions assailliz ou molestez par aucuns, & que les dictes Villes des Bois nos Alliez par nous fussent admonestez, & que aussi par elles ceux de Zurich ou de Lucerne leurs Alliez ensemblement ou separement fussent admonestez, & qu'ils marchassent avec eux & leur aydassent à endommager nos Ennemis: Alors illec ou autre part nous les dictes de Zurich ne supporterons aucuns fraiz. Mais devant toutes choses a esté advisé, la ou quand, ou en quel temps nous les dictes de Berne des dictes Villes des Bois ici alliez de

Nn 2

tou-

ANNO tous en general, ou par aucun d'eux particulièrement, 1353. ferois admonestez; & qu'ils voudront marcher contre leurs ennemis : nous serons tenus d'aller avec eux, & leur ayder à endommager les ennemis.

§. 11. Nous les dictes de Berne & des dictes Villes des Bois Alliez dessus dictes ne devons nous desister ne demettre de cette Alliance, admonition & secours, ne de ce que est contenu & escrit en ces présentes cy dessus & cy apres, en façon que ce soit, de fait ny de paroles; ne pour ce faire, chercher ou procurer aucuns moyens publiquement ou occultement, par lesquels le secours qui auroit esté demandé seroit refusé ou empêché, tous dolez exceptez.

§. 12. Il a aussi esté advisé en cette présente Alliance, que si aucuns comprins en icelle auroient action ou demande contre un autre, pour tel fait, l'on devra envoyer aux journées en la dicte Abbaye des Hermites, & si ceux de Berne faisoient la demande ou querelle, celui qui la feroit choisira incontinent par son serment un Arbitre ausdictes Villes des Bois, d'entre seize bons payfans, que luy nommera l'Aman du pays, ou les payfans, en cas qu'il n'y eust point d'Aman. Cela fait, tel Pais induira le dict arbitre à entreprendre la cause; & ordonneront les deux Parties, chascune deux hommes, avec les dictes cinq; & ce que par les dictes cinq fera jugé & cognu amiablement par le vouloir & consentement des Parties, ou par la justice par leur serment, au cas qu'ils ne puissent accorder amiablement, sera par les dictes deux Parties fermement & entièrement observé, tous dolez exceptez. Les dictes cinq seront tenus valider la cause incontinent & promptement par leur serment comme dict est. Et si nous des dictes Villes des Bois ou aucuns de nous avoient demande ou querelle allencontre des dictes de Berne nos Alliez ou aucuns d'eux, en ce cas choisira le demandeur un Superarbitre au Conseil de Berne, & celui qui par luy ainsi sera choisi fera par la Ville & Conseil dudit Berne induit à entreprendre la cause par le serment incontinent, auquel seront des deux Parties de chascune adjoustez deux Juges, & ce que les cinq jugeront & congnoîtront ou la plus part d'eux amiablement ou par la justice par leur serment, sera par les dictes deux Parties fermement observé, lequel fidèlement sans barat, comme dessus est escrit.

§. 13. Nul de ceux des comprins en cette Alliance ne feront convenir les uns les autres par devant les Justices Spirituelles, que pour mariage ou usure publique, celui qui justement est obligé pour dettes d'argent à un autre, ou qui a juste querelle contre luy, il cherchera le droit au lieu & ex Justices ou le défendeur fait sa résidence, la ou le Juge de tel lieu luy devra administrer bonne & briefve justice. Mais si elle luy estoit refusée, & que cela fust notoire & apparent, il l'apourra chercher ailleurs ou besioin luy sera, tous dolez exceptez.

§. 14. Nous des comprins en cette Alliance ne pourrons faire arrester ou gaiger les uns les autres, que les vrais debtors ne francs, qui * luy auroient fait promesses toutes fois, il ne le pourra faire que par justice.

§. 15. Nous avons aussi unanimement arrêté & conclu, que nul de nous les Alliez, qui sommes comprins en cette Confédération pour quelque cause, que ce soit, ne pourrons nous engager pour un autre.

§. 16. Tous ceux qui sont en paisible possession n'en seront dejectez, que par droit, ains en leurs possessions seront maintenus & protegez.

§. 17. Il est aussi à un chascun notoire & manifeste, que nous les dictes Alliez de Berne, & aussi des dictes quatre Villes des Bois nous sommes pour nous mesmes, réservé le Saint Empire, les droitures, que d'ancienneté nous avons de bonne coustume; nous dictes de Berne avons particulièrement réservé les Alliances, que devant cette cy avions avec qui que ce soit tandis qu'elles dureront; & nous les dictes Villes des Bois, d'Ury, de Schwitz & de Underwalden avons aussi réservé celles que devant cette cy avec aucuns avions, lesquelles seront toujours préférées à cette cy. Nous avons aussi tous en general réservé, si nous nous ensemble ou aucuns de nos Villes & Pays particulièrement voulons plus amplement nous joindre ou aller avec aucuns Sieurs, Villes ou Pays, nous le pourrons bien faire; toutes fois, que devant toutes celles, que par cy apres nous pourrions faire ou accepter, celle-cy soit par nous fidèlement & inviolablement & à jamais en tous ses poincts & articles observée.

§. 18. Et affin, que chascun tant petits que grands, & tous ceux auxquels cette présente Confédération touche, en soient tousjours tant mieux informez, a esté

ANNO expressément advisé, que de cinq en cinq ans au commencement de May devant ou après ou environ, ainsi que par nous les dictes Alliez fera requis & demandé par l'un des Villes ou Pais à l'autre par le serment, sera confirmée & renouvelée par paroles, par escriptures, par serment & par tous tesmoins, qui en seront requis. Tous ceux aussi, qui en ce temps-là excéderont l'âge de seize ans, à sçavoir enfans males promettront & jureront aussi de garder & fermement tenir cette Alliance en tout son contenu, comme cy devant est dict. Et si le dict renouvellement ne se faisoit audit terme, ains pour causes actuelles & legitimes il fust retardé, ne portera cela toutes fois en cette Alliance aucun prejudice, par ce que nousmême elle doit demeurer ferme & stable perpetuellement en tous ses poincts & articles, comme cy dessus est escrit.

§. 19. Nous avons aussi par bonne & meure deliberation réservé & réservés, si pour nostre profit public & nécessité nous eussions par cy apres d'un commun consentement & avis de muer (augmenter) ou diminuer quelque chose en cette présente Confédération; que nous avons & pourrions bien avoir le pouvoir tout en general de le faire, pourveu que donnions tous comme dict est notre voix & commun consentement pour le bien & advancement de tous. Et pour perpetuelle & stable corroboration de ce que dessus nous les dessus dictes de Berne, Ury, Schwitz & Underwalden avons fait pendre les sceaux de nostre Ville & Pais à ces présentes Lettres, qui furent faites à Lucerne le 6. May, 1353.

CCCXXXVII.

Cessio Oppidorum Beuten & Creucenberg cum Va- 27. Mai.
sallis & Districtibus, per Regem Hungarie LUDOVICUM, suo & Fratri sui CASIMIRI Polonie Regis nomine, CAROLO IV. Romano- rum & Bohemie Regi, facta in compensationem donati sibi ab eodem Romanorum Rege Ducatus Plotzen & Mazovie. Datum Bude VI. Kalend. Junii 1353. Cum CASIMIRI Polonie Regis Cessione ejusdem tenoris. Prage in die B. Philippi & Jacobi ann 1356. [BALBINI Miscellan. Historica Regni Bohemie Decad. I. Libr. VIII. Epistol. Part. I. Epist. XLII. pag. 45. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. I. Fortsetz. I. pag. 30. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

Nos Ludovicus Dei Gratia Hungarie, &c. Rex &c. Notum facimus universis: quia Serenissimus ac Invictissimus Princeps & Dominus, Dominus Carolus Romanorum semper Augustus & Bohemie Rex, occasione sinceræ dilectionis & favoriti affectus, quo personam nostram, nec non Magnifici Principis Domini Casimiri Regis Polonie, illustris, Fratris nostri dilecti, pia benignitate prosequitur, nobis amobus, Hereditibus & Successoribus nostris Hungarie & Polonie Regibus Ducatum Ploensem cum appendiciis, Dominis & pertinentiis suis, nec non omnia jura, quæ sibi in prædicto Ploensi Ducatu, & aliis Principatibus Masovia competunt, ritè donavit, sicut in Literis factis desuper lucidius continetur; Nos tanto favori volentes rependere vicem, & benignis ac fraternis exhibitionibus ipsius relativæ dilectionis studio respondere, sibi, Hereditibus & Successoribus suis, Regibus Bohemie, & ejusdem Regni Coronæ, Oppida Beuten & Creucenberg, cum Vassallis, districtibus, metis, Dominis & circumferentis suis, deliberatione prævia, & sano fidelium nostrorum accedente consilio, auctoritate procuratoria, qua in hoc & in omnibus infra insertis, & eorum quolibet, nomine & vice dicti Regis Polonie, Nobis Fratris, plene potitur, reddimus & restitimus universos, & singulos Vassallos, cives, homines, & inhabitatores Oppidorum & pertinentiarum hujusmodi nostri & dicti Regis Polonie nomine ab omni fidelitatis & subjectionis homagio, juramentis & promissionibus nobis utrobique præstitis virtute præsentium absolventes, ipsosque Regem Rom. & Bohemie nec non Illustrum Principem Dominum Bohemum Duceum Swidnicensem, consanguineum nostrum fidejussores & Compromissores ipsorum ab omnibus debitis, in quibus præfatio Regi Polonie per Literas sen alio quovis modo obligati noscuntur, nomine & vice, quibus supra, liberos & quitos dimittimus, & penitus absolutos; nominatim & expresse Cives Swidni-

ANNO 1353. *cesses seu alios quoscumque homines Ducatus ejusdem, ab omnibus promissis, quæ occasione talium debitorum pro parte Ducis præfati Regi prædicto Polonia fecerunt voce vel scripto, præsentibus absolventes. Insuper promittimus, nos efficaciter obligantes, prædicto Fratri nostro Rom. & Bohemia Regi, omnino facere & actualiter procurare, quod præfatus Frater noster Polonia Rex, infra spatium quatuor mensium à dato præsentium computandum hanc ordinationem; compositionem, donationem, cessionem; & omnia alia & singula per nos ordinata, & facta, & donata, sive cessa, cum dicto Fratre nostro Rom. & Bohemia Rege, nostro proprio & ejusdem Fratri nostri Regis Polonia nomine & vice ratificabit, acceptabit, & approbabit, & in nullo penitus contradici vel faciet, seu etiam deviat: Imo prædictis omnibus & singulis se conformando suum consensum & assensum expresse adhibebit, ac super præmissis eidem Fratri nostro Rom. & Bohemia Regi Literas suas dabit, & exhibebit qualiter occasione revelata. In quorum omnium testimonium & evidentem firmitatem præsentem fieri fecimus Literas, sigillique nostri & authenticis appendisse muniri. Datum Bude, Anno Domini 1353. 6. Calend. Jun. Regni autem nostri 12.*

[LEHMANNI Cronicon Spirense Lib. VII. ANNO Cap. XLIX pag. 712. Col. b.]

C'est-à-dire,

1353.

Alliance entre ROBERT Eleveur Palatin d'une part, & les Villes de WORMS & de SPIRE d'autre part, pour leur commune défense & sûreté contre toute hostilité & injuste violence. Fait le jour de S. Mattheu 1353.

CASIMIRI Regis Poloniae Cessio de Oppidis Beuten & Creutzenberg, CAROLO IV. Romanorum Imperatori facta. Prage in die B. Philippi & Jacobi Apostolorum 1356. [BALDINI Miscellaneorum Regni Bohemiae Decad. I. Lib. VIII. Epistol. Part. I. Epist. VI. pag. 68.]

CASIMIRUS Dei Gratia Rex Poloniae &c. Rusciae, nec non Cracovia, Sandomiria, Syrdia, Lancetia, & Pomerania, Terrarum & Ducatum Dominus & Haeres.

Notum factum universis, quia Sereniss: ac Invisibil: Princeps & Dominus Carolus Rex: Imper: semper Augustus & Bohemia Rex, occasione sincere dilectionis, & favorosi affectus, quo personam nostram, nec non Magnifici Principis Domini Ludovici Regis Hungariae illustris, Fratri nostri dilecti pia benignitate prosequitur, nobis ambobus, Heredibus & Successoribus nostris Poloniae & Hungariae Regibus, Ducatum Pomeranensem cum appenditiis, Dominiis & pertinentiis suis, nec non omnia jura, quae sub in prædicto Ducatu Pomeranensi & aliis Principatibus Masoviae competunt, rite donavit, sicut in Literis factis desuper lucidius continetur. Nos tanto favori volentes vicem rependere, & benignis & fraternis exhibitionibus ipsius relativa dilectionis studio respondere, sibi, Heredibus & Successoribus suis Regibus Bohemiae, & eorundem, Regni Coronae, Oppido Bythen & Creutzenberg, cum vasallis & districtibus, metis, Dominiis & circumferentiis suis, deliberatione prævis, & sano fidelium nostrorum consilio accedente, reddimus & restitimus universos, & singulos Vasallos, Cives, homines & inhabitatores Oppidorum, & pertinentiarum hujusmodi, ab omni fidelitatis & subjectionis homagio, juramentis & promissionibus nobis præstitis, virtute præsentium absolventes, ipsamque Imper. Roman. & Regem Bohemiae, nec non illustrem Principem Dominum Bolkonem Ducem Swidnicensem, Consanguineum nostrum, Fidejussorem & Compromissorem ipsorum, ab omnibus debitis, in quibus nobis per Literas seu alio quovis modo obligati noscuntur, liberos & quitos dimittimus, ac penitus absolutos, nominatim & expresse Cives Swidnicenses seu alios quoscumque homines Ducatus ejusdem, ab omnibus promissis, quae occasione talium debitorum pro parte Ducis præfati nobis fecerunt, voce vel scripto, præsentibus absolventes. Promittimus etiam prædicta omnia rata & accepta tenere, & in nullo penitus contradicere, vel facere, seu etiam quomodolibet deviare, præsentium hujus nostrae Majestatis sigilli testimonio Literarum. Adum & Datum Prage, Anno Domini CCLXVI. in die Beatorum Philippi & Jacobi Apostolorum.

CCCXXXVIII.

21. Sept. Verbandsbrief zwischen Churfürst RUPRECHT Pfaltzgrafen beym Rhein einseits und den Städten WORMS und SPEYR andern theils / zu gemeinschaftlicher Sicherheit und Beschützung vor unrechter gewalt und Krieg ausgerichtet an St. Mattheustag 1353:

Wir Ruprecht der Aeltere / Pfaltzgraf by dem Rhyne und Herzoge in Bayern / und wir die Burgemeister / die Räte und die Bürger gemeinlich der Städte zu Wormse und zu Speyre / versehen offentlich an diesem gegenwärtigen Briefe / und thun funt allen den die ihn inmer sehen oder hören / und thun funt allen den die ihn inmer hören oder sehen / das wir uns mit wol vorbedachten Muth / durch fundlichen Rathen und Urtheile / der Ichund in dem Lande ist / auff das wir uns / und die unsern als und Euer vor unrechter Gewalt und Kriege die das besterhen mögen / darumb so han wir uns zusamen verbunden / und verbunden in diesem Briefe / und han gelobet eine gemeine Hesse zu tunne inder zeitlich den andern / unrechte Kriege und Gewalt zu wehren / als hernach geschrieben steht / und soll die Hesse und Verbindnus jekund anehen / von dem Tag / als dirre Brief geben ist / und soll wehren von nu S. Martins Tag / der nächst kommt / über ein gantes Jahr. Zum erstenmal ist geredt / das wir einander getreulich und veltiglich bescholten solten sin / ohne allerley Hindernus und Verzug / funter allen argen ist / wir die das Vord geschäde / wider aller mähmlich der uns schädiget / leidet oder liden an Leib oder an Gut / mit Raub / mit Brand / mit Gefangnus / mit Mord / oder wie die Eund sey oder das geschehen mag. Doch han wir auff beyde Parthei usgenommen und nehmen us das Rych und den Römischen Röm. Auch han wir uff beyde Parthe usgenommen seliche Rittersellen / Gespan und Zuehunge / als da ist zwisch den alten und dem neuen Bischoffen des Stiffts zu Myense / und auch dieselben Bischoffe / und Herr Cumen von Falcenstein. Und sonderlich den han wir die Städte vorgenannt / zehliche یتهم Stifft und Bischoff / und darzu den Edlen Herrn Graf Baldrain von Spayern usgenommen / als das wir der Herzog den Städten / oder wir die Städte den Herzogen wider dieselben vorgenannten Personen / die usgenommen sint / oder wir der Herzoge denselben usgenommenen Personen nicht helfen solten wider die Städte / oder wir die Städte denselben usgenommenen Person mit helfen solten wider den Herzogen in seine Rache / von dirre vorgeschriben Hesse und Verbindnus wegen / weder wir Hesse noch mit Entgeltung. Und auch mit Namen / oder wir die vorgenannten zwö Städte den Römischen König Carle bescholten werent / das wir daran wider bis Verbindnus nicht solten gethan han. Auch han wir der vorgenannte Herzog Ruprecht usgenommen den Durchleuchtigsten Fürsten / unsern lieben Brudern Herzog Rudolph. Und auch wäre es / das wir der vorgenannte Herzog Ruprecht den ehegenannten unsern Herrn den Römischen König Cullen bescholten werent / das wir daran wider bis Verbindnus nicht solten gethan han. Auch han wir die vorgenannten zwö Städte Wormse und Speyre sonderlich usgenommen solche Verbindnus / als wir die wir sonderlich unser Eydgengenossen schwerer Eide einander verbunden sint / also das die Verbindnus die selben unser Verbindnus in seine Rache iren oder fründen soll. Auch ist geredt in dirre Hesse und Verbindnus / wäre es das unsere des vorgenannten Herzogen Ruprechts Diener icht usschaffende oder ussprechende heient oder gewinnent an die vorgenannte Städte samer oder sonder / oder an ihre Bürger oder Diener / darumb solten sie ritten an die Städte / andie sie als zu schaffent oder zu sprechende han / inde solten darumb nehmen was der Ratz in der Stadt nach Ansprach und nach Widerrede / freudent uf den Eyd das recht ist / doch also / Ob dieselben unsere Diener / die wir jekund han / oder hernach gewissent / die vorgenannten Städte / ihre Bürger oder Diener angreiffent / ohne Gericht / das sie das sollt solten widerstehen / che danne man nach Ansprach und Entwurde Gerichte darumb verhöre / als vorgeschriben steht / und solten das thun in vierzehen Tagen / wann sie auch also widerthan han / wer es das sie danne icht zusprechende herent / an die vorgenannten Städte / beyde oder eine / so soll man ihn Recht sprechen nach Ansprach und Widerrede / in vierzehen Tagen one Verzug / nach wer es das unsere Diener nicht wider theient / als vorgeschriben steht / so solten wir den Städten wider die bescholten sin / wann sie uns darumb ernähent / ohne allen Verzug und Geschede. Wäre auch das wir die vorgenannten Städte / unsere Bürger oder Diener / die ussprechende heient oder gewinnent an den ehegenannten Fürsten Herzog Ruprecht sine Unterthan oder Diener / darumb solten wir nach Ansprach und Widerrede nehmen / was Fürste us desselben Herzogen Ruprechts Rache / die wir danne nennen solten / uff den Eyd wissent / was recht darumb ist / und dieselben Fürste die wir danne nennent / die soll derselbe Herzog Ruprecht sollich halten / das sie uns recht sprechen ohne Fürzug / doch also / Ob unsere Diener oder Bürger angreiffent / one Gericht den vorgenannten Herzogen oder ihre Diener / das solten sie widerstehen in vierzehen Tagen / sohan manne nach Ansprach und Widerrede / che man Geschicht

ANNO

1353.

richte darüber verhöre / als vorgeschrieben steht / wann auch widerstet wird / als vorgeschrieben steht / so soll man ihn dann recht sprechen in verachtet / auch die allen Fürstzog. Wäre auch daß unser Burger und Schiere mit widerstet / als vorgeschrieben steht / so soll man wider sie behelfen so / wann unser Herzog Ruprecht darnach ernahen / one Fürzog und Gesehe. Auch ist bereit / daß wir Herzog Ruprecht vorgenant sollent behelfen zu durre vorgenanten Hesse / den vorgenanten Städten / oben oder ihr eine / mit Fürstzog Helmen uff unser Verlast / Kosten und Schaden / und hant auch gelobet und geloben an diesen Brief / daß wir den vorgenanten Städten / oben oder ihr eine / mit Fürzog Helmen / und wie die sie das an uns fordern / und uns oder unsere Anpflute einen / welcher der ist / zu Heidelberg oder anderswo / bei acht Tag vor ernahen / sonder arge list und Gesehe. Auch sollen wir die vorgenanten zwö Städte / dem vorgenanten Fürste Herzog Ruprecht dienen und helfen zu durre Hesse und Verbindnisse / unser jechlicher mit breiffig Helmen / uff unser Kost / Schaden und Verlast / one Fürzog / wann und wie die uns Herzog Ruprecht vorgenant oder sine Obriste Anpflute ernahen / und acht Tag vor ernahen / one arge list und Gesehe. Auch han wir Herzog Ruprecht vorgenant gelobet / und geloben an diesen Brief / zu guten Trumen / daß wir mit unser Anpfluten / die wir jegund hant / oder hernach gewinnen / bestellen sollent / daß sie mit unsern Vessien / die wir hant liegen umbe den Rine / jedweder sie fünf Wilen Wegs / und oben herab von Breithem den Rine abe bis zu Fürstberg / den vorgenanten Städten / ihren Helfern und Dienern gehorsam sollent sin / und ihn unsere Vessen offen / sich darzu zu behelfen / gleich uns selbst / zu allen ihren Kriegen / und in bestellen sie jedweder sie fünf Wilen von den Rine / sollen wir die vorgenanten Städte den Herzogen dienen mit unsern vorgenanten Hesse und nicht ferdas / mit thaten es damgene. Auch han wir die vorgenanten zwö Städte gelobet / und geloben an diesen Brief / mit guten Trumen / daß wir den vorgenanten Herzogen Ruprecht und sinen Dienern und Helfern sollen offen unser zwö Städte ungeschriden / sich damen us zu behelfen / zu allen sinen Kriegen die ihne selbe angant / sonder alle arge list und Gesehe. Auch han wir der vorgenant Herzog Ruprecht / und auch wir die vorgenanten zwö Städte Wormesse und Epire / uns in diesem vorgeschriben Verbindnisse behalten / vollen Gewalt und ganze Macht / daß wir die Stadt und die Burgere von Wenz in die Verbindnisse zu uns nehmen mögen / wann wir wollen / und sie das fordern / ohne alle Gesehe. Unde zu einen wahren Irkunde aller der vorgeschriben Dinge / so han wir Herzog Ruprecht vorgenant unser Ingesiegel und wir die vorgenanten Rache von Wormesse und von Epire / derselben zweyer Stadt Ingesiegel gehenget an diesen Brief / der war geben da man jalt von Gottes Geburt / dreihundert Jahr und fünfzig Jahr an S. Matthes Tage des heiligen Jwelfstons und Evangelisten.

CCCCXXIX.

20. Oct. *Traité de Commerce conclu pour cinquante ans entre*
EDOUARD III. Roi d'Angleterre & les Députés des Villes Maritimes du Royaume de Portugal. *Donné à Londres le 20. Octobre 1353.*
 [RYMER, *Fœdera*, Conventions, &c.
 Tom. V. pag. 763.]

S Achent touz que,

Come les bones Gentz, Marchauntz, Mariners, & les Comunales de la Marisme, des Citees & Villes, de Ulixbon, & de Port du Portugal, du Roialme & de Seignurie de Roi de Portugale & de Algarbe, eient envoye Alfonso Martyn, dit Alho, leur Message & Procurateur devers le Tresexcellen Prince Monsieur Edward, par la grace de Dieu, Roi d'Angleterre & de France,

De treter des Amistés, & fermes Alliances, entre le dit Roi d'Angleterre & de France, pur lui, & pur ses Subgitz, & les Gentz, Marchauntz, Mariners, & Comunales de la Marisme, des Citees & Villes, de Ulixbon, & du Port de Portugal, avantdites, pur eux & chescun de eux perpetuellement, ou au certain temps, solonc ce q'il plerra au dit Roi d'Angleterre & de France, a durer.

Sur quoi, pur bone Alliance & Amisté faire, & Amour norir entre le dit Roi d'Angleterre & de France, pur lui, & pur ses Subgitz, & les ditz Gentz, Marchauntz, Mariners, & Comunales, & pur commun profit d'une part & d'autre, si est accorde en la manere que s'ensuyt,

PRIMEREMENT, que bone Accort & Alliance soient tenuz & affermez, par Terre, & par Meer, entre les Parties fusdites, a durer, del jour de la sefaence de cestes, tanque a cinquanz Annz acomplys.

ITEM, que nulles des Gentz, Subgitz de dit Roi

d'Angleterre & France, ferra mal, ne damage, en Personnes, n'en Niefs, Marchandises, n'en autres Biens, as Gentz, Marchauntz, Mariners, ne Comunales des dites Marismes & Citeez, de Ulixbon, & de Port de Portugal:

Ne que nul des Gentz, Marchauntz, Mariners, & Comunales des Marisme, & Citees avantditz, ne ferra mal, ne damage, en Personnes, n'en Niefs, Marchandises, n'en autres Biens, as Gentz d'Angleterre, de Gascoign, d'Irland, de Gales, ne a nul autre des Subgitz du dit Roialme d'Angleterre & de France,

Ne que nul des Gentz, ne Subgitz, de l'une Part, encountre, n'en prejudice de l'autre Partie, ne feroient Alliance, ne durront aide ne succours, en aucune manere, as Enemys, Contrairs, ou Adversairs de l'autre Partie.

ITEM, Accorde est que les Gentz, Subgitz, Maistres, Mariners, de l'une Partie & del autre, de quelle condicion q'ils soient, puissent seurement, franchiseement, & sauvement aler & passer, par Terre & par Meer, a touz les Marismes, Portz, Citees, & Villes de l'une part & del autre, & as touz autres Roialmes & Parties, on leur plerra, ou leurs Niefs, grauntz & Petitz, & od totes Marchandises que feroient charges en les dites Niefs, de queux Pays & Gentz les dites Marchandises soient:

Et que totes maneres de Debatz, Dissensions, & Descortz, meuez, & damage donez, de l'une partie & de l'autre, de toute temps passe, tanque a la sefaence de cestes (si nulles y soient) cessent, & soient anientif sanz enter action, ou recoverir avoir a touz jours;

Et, si nul mal ou damage soient faitz, desore en avant, par l'une Partie a l'autre, soient les mals & damages avantditz, convenablement & dument, redressez par les Seignurs, ou Grauntz, d'une part & d'autre;

Et eir la Partie, que avera rescue le damage, ses despenses, queux il ferra en la pursuyte de la Personne, que ferra le mal, & de ses Biens;

Et, en cas, q'il n'eyt mye Biens suffisantz de faire les Amendes, que son Corps soit pris, & Justice faite de la Personne, a la pursuyte de celui, q'avera pris le damage.

ITEM, Accorde est que, s'il aviegne que, durante cest Acord, nul mal, ou damage, soit fait par Gentz ou Subgitz de l'une partie al' autre, que pur ceo ne ferra mye l'Accort rumpue; einz ferra fait redresse & reparacion par les Seignurs, & Grauntz, d'une part & d'autre, come dessus est dit.

ITEM, q'en cas que le Roi d'Angleterre & de France, ou ses Gentz, preigne ou gaigne de son Adversaire (q'il soit) Ville, Chastel, ou Port, en quele Ville, Chastel, ou Port, soient trovez biens de les Gentz, Marchauntz, Mariners, ou Comunale de la Marisme, & Citees avantdites, ou Niefs, en queles Marchandises ou autres Biens, des Gentz, Marchauntz, Mariners, ou Comunale avantdites, soient trovez,

Que le dit Roi d'Angleterre & de France, ou celui que ferra Capitayn pur lui, ferra sercher leur Biens, en q'i mains q'il soient, & ferra son loial poir, sur l'assurance de ceste Accort, de faire rendre les dites Niefs, Marchandises, & Biens, a les Gentz, Marchauntz, Mariners, ou autres de Comunale de la Marisme, & Citees avantdites, des queux ils seront, sur leur Serement,

Par ensi q'ils ne soient armez ou les Enemys le dit Roy d'Angleterre & de France, nene facent a eux aide, succour, ne confort,

Et, si nul de eux soit trove armez, ou face aide, succour, ou confort, as ditz Enemis le dit Roi d'Angleterre & de France, q'il parde ses Biens & le Corps, & que nul des autres, que tiendront loialment ceste Accort, soit damage pur eux:

Et ensi, si les Gentz le dit Roi d'Angleterre & de France preignent, en la Meer, ou en Port, nules Niefs de ses Adversairs, ou Enemys, & en les dites Niefs soient trovez Marchandises, ou autres Biens, de ceux de la Marisme, & Citees avantdites, soient les ditz Biens & Marchandises amenez en Engleterre, & sauvement gardes tanque les Marchantz, des queux mesmes les Biens & Marchandises seront, eient provez que les biens soient leurs,

Et autiel seront, en semblable cas, ceux de la Marisme & Citees avantdites, as Gentz & Subgitz de la Seignurie le dit Roi d'Angleterre & de France.

ITEM, que Personnes de la Marisme, & Citees avantdites, puissent venir & pescher, franchiseement & sauvement en les Portz d'Angleterre & de Bretaigne, &

ANNO

1353.

ANNO en touz les autres Lieux & Portz, ou ils vorront, paizant les Droits & les Customs, a les Seignurs du 1353. Pays.

En Tesmoignance de queles choses le dit Roi d'Engleterre a l'ane de cestes presentes Lettres Endentes, demurante devers les Citees & Marisme avantides, ad mys son Seal.

Et le dit Alphonse Martyn, dit Alho, Message & Procurateur des Citees & Marisme susdite, a l'autre partie de cestes presentes Lettres Endentes, demurante devers le dit Roi d'Engleterre & de France, ad mys son Seal.

Don, a Loundres le vintisme jour del Moys d'Octobre, l'An de grace Mill, Trescentz, Cinquant & Tierce.

CCCXI.

29. O^o. *Tra^olatu^o Pacis inter Incolas BAYONENSES & Incolas Locorum maritimarum Regni CASTELLÆ, conclusus in Ecclesia Fontis Reindi die 29. Octobris 1353. & confirmatus per EDWARDUM III. Regem Angliæ, Westmonasterii 9. Julii 1354.* [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. V. pag. 766. ainsi numérotée par erreur, au lieu de 767.]

IN DEI NOMINE AMEN.

NOTUM SIT CUNCTIS quòd, Cum Discordia, Rixa, & Malivolentia, seu Guerra, fuerit temporibus preteritis, & pro temporibus futuris eisdem dubitabatur (nisi Deus & Gentes bonæ manus adiutrices imponent) inter Gentes Navigantes, & alios de Villis, & Locis de la Marisme Regni Castellæ, computando de Loco Fontis Reindi usque ad Locum Baionæ de Myer ex unâ parte, & Gentes Navigantes, & alios de Civitate Baionæ & Loci de Verry ex alterâ, ex ratione & per rationem aliquorum dampnorum; ex Homicidiis Hominum; & Captionis Navium, Valorum, & aliarum Mercaturarum; & bonorum aliorum, datorum, factorum, receptorum, commissorum, & perpetratorum; ut dicebatur, inter Gentes prædictas Navigantes ex unâ parte & aliâ.

Et, licet temporibus preteritis, per rationem dictorum dampnorum, cæteræ Treugæ fuerint factæ & captæ inter Gentes seu Partes prædictas, cum certis dilationibus & continuationibus Treugarum prædictarum; ut, de prædictis dilationibus & continuationibus, per publica Instrumenta, plenius constare poterit intuenti, tam ex unâ parte, quam allâ, confessatis & concessis.

Et, cum quilibet dictarum Partium graviter querelata est quòd, tempore dictarum dilationum pendente & prolongatione earundem, diversa maleficia & dampna fuerint facta, seu commissa, per Gentes Partium prædictarum, dubitandum quòd majora incommoda & scandala possent contingere in futurum.

Et sciendum quòd, die Datis istius Instrumenti seu Cartæ, ad evitandum & repellendum eadem, seu obviandum querelis supradictis & complantis, rancoribus, periculis, homicidiis, & dampnis; quæ evenire seu contingere poterunt in futurum, & ad ponendum dictis Partibus remedium oportum.

Quilibet dictarum Partium constituit personaliter, in Ecclesiâ beatæ Mariæ Fontis Reindi (videlicet) discretos Viros,

*Dominum Petrum de Putco,
Guillelmum Arnaldi de Villario,
Petrum Reynmundi Dardir,
Et Reynmundum Durandi de Villa,
Burgenses Civitatis Baionæ,
Procuratores suos, & tanquam Procuratores Abbatis
Secularis, & Gentium Loci de Verry ex unâ parte,*

*Et Dominum Johannem Lupi de Salzeto,
Procuratorem, & nomine Procuratorio; Villa de
Castro Durdaliis,*

*Et Johannem Gomypz; & Martinum Gillelmi de
Perkye,
Procuratores, & tanquam Procuratores; Villa Sancti
Sebastiani;*

*Et Petrum Darangary, & Martinum Stephani de
Golindano,*

*Procuratores, & tanquam Procuratores; Villa seu
Loci Degatori,*

*Et Stephanum Sancie de Gardage, Prepositum Fon-
tis Reindi, & Michaelen de la Sanciene,
Procuratores, & nomine Procuratorio; dictæ Villa
Fontis Reindi,*

*Johannem Petri Monfaro,
Procuratorem, & nomine Procuratorio; Villa de Mar-
trico,*

*Et Martinum Martini Belal,
Procuratorem, & Procuratorio nomine, Villa de
Laredo,*

Habens quilibet eorumdem Mandatum sufficiens a Dominis, seu Clientulis, eorumdem faciendi & perficiendi Causas infra scriptas, & subsequenter declaratas, ut, de eorum Procuratoris & Potestatis, ibidem plena extitit facta fides, per Procuratores prædictos & superius nominatos.

Exhibentes etiam illi de Baionâ, de Berych, & de la Rede, quasdam Patentes Literas, in pendent, sigillatas Sigillis Majorum Villarum prædictarum, & alia Procuratoria, sigillata, in doris; Sigillis Villarum prædictarum.

Videntes & cogitantes Procuratores prædicti, quòd licet Treugæ & Sufferentie prædictæ sint introitus Pacis, Amoris, & Concordiæ, tamen quòd dicta Pax est determinatio & causa finalis prædictarum Treugæ & Sufferentie, simul in Ecclesiâ prædictâ Fontis Reindi assistentes Procuratores prædicti, in presentia nostro Notariorum & Testium infra scriptorum, antedicti Procuratores, & quilibet eorumdem pro se, convocati Gratia Dei & Sancti Spiritus, cum quâ Pax, Amor, Concordia, & Tranquillitas debent regnare & habitare, & ad evitandum odia, diffensiones, discordias, & malivolentias inter Partes prædictas.

Et cogitantes dicti Procuratores maxima commoda; utilitates, & amores; quæ ratione prædictarum Pacis, Amoris, & Concordiæ possent contingere; & ad evitandum dampna & pericula prædicta; & quæ per eadem possent in futurum evenire;

PRIMO ET IN PRIMIS, Sancti Spiritus gratia inter eosdem convocata, dicti Procuratores, Nominibus quibus supra, se adinvicem dederunt & concesserunt, dant & concedunt; per istius Cartæ seu Instrumenti tenorem; pro nunc & futuris temporibus imperpetuum; bonam & firmam Pacem duraturam; Amorem, Concordiam; & Dilectionem inter omnes & singulos Gentes Navigantes, & alias dictarum Villarum & Locorum de la Marisme Castellæ prædictæ; & omnes & singulas Gentes & Navigantes Civitatis Baionæ & Loci de Berych, sub tali formâ & conditione; quòd, de cætero, omnes malivolentia, rancores, & discordias cessent, & quòd omnis amor, dilectio, & concordia, sint inter Gentes & Partes prædictas, & inter eorum Successores.

Et quòd dicta Pax sit inter Partes prædictas magis firma, & valde ac securiter observata, & quòd nullus ipsorum, nec eorum Successores, nequeant dictam Pacem seu Concordiam infringere quovis modo, seu eisdem contravenire, dicti vero Procuratores, nominibus eorum quibus supra, ex potestate eisdem & eorum cuilibet concessâ, affirmarunt & concesserunt, affirmant etiam & concedunt; Obligationes & Causas inferius descriptas;

IN PRIMIS, quòd si forsitan aliqui prænominatarum Partium contraveniant, vel faciant (quod absit) contra Pacem superius & inferius annotatam, vel eandem quovis modo infringant, Homines occidendo, depredando, vel vi capiendo Bona, seu alias quomodolibet contraveniendo, quòd de illis Delinquentibus, quancitò contra eosdem seu aliquem eorumdem probari poterit quòd dicta Pax sit fracta vel circumventa, extunc fiat Punizio in Corporibus seu Corpore, Bonis etiam & Causis, tanquam de Proditoribus cognitis, in quibuscumque Locis poterint inveniri, dumtamen contradicere non poterit, qui super hijsusmodi Delicto fuerit accusatus; nec juvare se debeat ratione alicuius Privilegii, Fori, seu Consuetudinis, dati vel concessi pro nunc, seu aliquo tempore in futurum, & quòd omnia ejus Bona pro tunc sint confiscata (videlicet) medietas Bonorum ejusdem ei qui dictam exigerit executionem, & alia medietas Partis dampnum in hac parte recipienti, vel Hæreditibus Partis prædictæ.

Et

ANNO

1353.

Et plus concordant dicti Procuratores, nominibus quibus supra, quod si aliqui, vel aliquis, scienter dictum Delinquentem receperint, vel receperint, in Hospitiis eorum, vel Hospitio alicujus eorumdem, vel etiam in Navibus & Vasis, noctanter vel de die, occulte vel manifeste, postquam hujusmodi Receptor de tali Delinquentem fuerit informatus, quod extunc idem Receptor in Corpore & Bonis puniatur, prout Delinquens prædictus puniri debuit, ut præfertur.

Et etiam prædicti Procuratores ordinant, propter Pacis prædictæ observantiam, & quod Punitio & Correctio fiant contra hujusmodi Delinquentes, & quod Domini Judices, Officiales etiam alii, dictarum Villarum & Locorum magis sint diligentes ad exequendum, contra hujusmodi Malefactores & Pacis Perturbatores, ut præfertur, tam in Corporibus eorumdem, quam in Bonis & Causis, ut præmittitur, enarratis, et si forsitan (quod abest) prædicti Judices, Officiales, seu aliquis eorum, negligentes fuerint in præmissis, certificati tamen de Pace prædictâ perturbata, & omittentes executionem facere contra hujusmodi Delinquentes, quod extunc talis Index primo sic negligens vel omittens probetur, & factâ probatione, puniatur in Corpore & Bonis, prout ipse Delinquens puniretur, ut præfertur.

Etiam plus ordinant dicti Procuratores, quod si aliqui vel aliquis Partium prædictarum, per vim seu potestatem Parentum vel Amicorum, seu aliis quomodolibet, impediunt vel contradicant Judicem, qui dictam executionem facere voluerit seu fecerit, quod in illis Perturbatoribus & Impedientibus fiat Punitio, tam in Corporibus, quam Bonis, saltem cum convicti fuerint, prout dictam Pacem circumvenientes seu perturbantes eandem.

ITEM, plus fuit ordinatum per Procuratores prædictos, quod nullus prædictarum Partium det consilium, auxilium, vel favorem, consensum, nec adiutorium alicui dictarum Partium, nec aliquibus de Conviciis Subdivisive suis, ut aliquid faciat, det, perpetret malum nec dampnum in Mari nec in Terrâ (videlicet) unus contra alium, sub pœnâ & incursione pœnarum prædictarum.

ITEM, fuit ordinatum, per Procuratores prædictos, ut melius dicta Pax de cætero custodiretur & servetur, quod Major & Jurati Civitatis prædictæ Baionæ, & Abbas Secularis dicti Locis de Berych, & Præpositi, Jurati, Consilarii etiam ad Causas dictorum Locorum & Villarum del Marisme, jurent & jurare teneantur (videlicet) quilibet annuatim, in introitu Officii sui, quod faciant dictos Subditos suos Pacem prædictam firmam tenere & observare, & si necesse fuerit, Rebelles corrigere & punire, prout superius est expressum.

ITEM, fuit plus ordinatum per Procuratores prædictos, quod si aliquis ipsorum, de Partibus prædictis, emerit, caperet, vel reciperet Naves, Mercaturas, Vasa, vel alias res quasvis, fureptas vel deprædatis ab aliquibus prædictarum Partium, scienter seu dolose, contra Pacem prædictam, quod extunc, cum probatum fuerit, Dominus, vel Domini, Locorum, per Partem seu Dominos dictarum Navium, Mercaturarum, Vasorum, seu aliarum rerum quarumvisque deprædatorum, sufficienter requisiti, faciant sine dilatione potentibus sine legitime vendicantibus prædictas Naves, Mercaturas, Vasa, & res exactas restitui cum effectu, sine quibuscumque expensis (videlicet) hiis qui deprædati fuerint, seu Hæredibus eorumdem; Et, si Domini Locorum prædicti, per Partem deprædatorum legitime requisiti, in executione restitutionis fuerint negligentes, cum hoc probatum fuerit, Bona & Causæ talium Dominorum delinquentium Regi ejusdem Terræ, in quo sic deliquit per negligentiam, & cui Subditus immediatè fuerit, pro perpetuo confiscantur.

ITEM, fuit ordinatum per Procuratores prædictos, non recedendo de causis superius expressis & ordinatis, quod si quis dictarum Partium, propter ebrietatem vel rixam, vel alio casu consimili, & non animo circumvenienti Pacem prædictam, occiderit alium, quod pœnam Mortis fubeat, si capiatur in Loco ubi sic deliquit, & in quo Loco alio capi poterit, pœnam Mortis subire compellatur; & si quis dictarum Partium talem Homicidam receperit, postquam semel requisiti fuerit, quod solvat, nomine pœnæ, Centum Libras bonorum Turonensium parvorum (videlicet) medietatem Hæredibus dicti defuncti, vel defunctorum; non obtinente quod ipse Homicida Mortem semper fubeat pro Homicidio ab eo commissio; nec per talem solutionem, factam per Receptorem, quæ est pœna tantummodo Receptoris, aliis Homicida a Mortis

pœna per hoc excusetur seu liberetur, ubicumque inveniat.

ITEM, & si quis dictarum Partium alicujus Partis adversæ membrum mutilaverit, quod membrum pro membro teneatur amittere in Loco quo membrum sic fuerit mutilatum, vel in Locis aliis quibuscumque ubi poterit capi seu arrestari; Et, si quis dictarum Partium receperit talem, vel tales Malefactores, quod teneatur solvere quinquaginta Libras dictæ Monetæ, a tempore requisitionis eidem legitime factæ seu nunciatæ (videlicet) medietatem Domino qui dictam executionem fecerit, & aliam medietatem Parti dampnificatæ, vel Hæredi ejusdem; nec, propter dictam solutionem, a pœnâ prædictâ dictus Mutilator aliquo modo excusetur; Et, si prædicti Receptores dictam Summam solvere non poterint, seu solvere voluerint, consimile membrum, nomine pœnæ, amittant indilate.

ITEM, plus est ordinatum, quod si quis Partium prædictarum vulneraverit alicujus Partis adversæ cum gladio, vel ense, seu alio modo quocumque, quod percussus teneatur solvere triginta Libras Monetæ prædictæ (videlicet) medietatem Domino executionem facienti, & aliam medietatem dampnificato, seu Hæredibus ejusdem; Et, si quis dictarum Partium tales Malefactores receperit, postquam requisiti fuerint, quod teneatur solvere triginta Libras Turonensium, quas volunt dividi modo superius annotato; & propter istam solutionem, iste Vulnerator nullo modo a dictâ solutione excusetur.

ITEM, est ordinatum, quod si quis dictarum Partium alicujus Partis adversæ cum manu percusserit, vel cum palmâ, seu cum baculo, dumtaxat vulnus ex tali percussione non generetur, quod talis Percussor decem Libras dictæ Monetæ, sub formâ prædictâ dividendas, solvat, nomine pœnæ, indilate; Et, si forsitan dictas decem Libras solvere non poterit, vel noluerit, quod nullus Partium prædictarum talem Percussorem in Navi sua, vel Domo, seu Vase, vel Locis aliquibus recipiat, nec sibi consilium, auxilium, vel favorem impertiat, set de omnibus Locis prædictis ac Civitatibus sit ipso facto bannitus; Et, si quis dictarum Partium talem Malefactorem, contra formam prænotatam, receperit, nomine pœnæ decem Libras prædictæ Monetæ solvere teneatur, dividendo easdem, Domino, ut præmittitur, & aliam partem dampnificato, seu Hæredibus ejusdem, a tempore (videlicet) requisitionis sibi legitime intimatæ.

ITEM, fuit ordinatum per Procuratores prædictos, nominibus quibus supra, quod quilibet Pars, isti Paci, se contradicat, consentiens, & Partem se faciens, impetret & teneatur habere Confirmationem & Literam ejusdem Confirmationis a Domino Locis, sub quo est Subjectus (videlicet) illi de Baionâ a Domino Rege Angliæ, & illi de la Marisme, a Domino Rege Castellæ (scilicet) quod per Literas suas Confirmatorias prædictam Pacem & Concordiam laudent, ratificent; & approbent perpetuum, pro se, & Successoribus quibuscumque; & hoc infra Festum proximum beatæ Mariæ, jam sequens, de Augusto; & ibidem Procuratores dictarum Partium, & quilibet pro se, acceptare fidelitatem & legalitatem Domini sui naturalis; & si forsitan (quod abest) aliqui dictarum Partium, Regis Angliæ seu Castellæ, quibus Partes prædictæ sunt subiectæ, contra Pacem prædictam attemptare voluerit, quod Pars, quæ primò super hoc a Domino suo fuerit certificata, alteri Parti teneatur notificare (videlicet) ut, per talem notificationem sine dampno, & extra in Terrâ etiam existere sine dampno, & Bonorum suorum amissione, & de Terrâ alterius Domini cum Corporibus, Navibus, Vasis, & Mercaturis suis, pro bono tempore, extra sine impedimento, & hoc, a die Notificationis factæ eidem Parti, usque ad dies quadraginta, immediatè sequentes, plenariè completos.

ITEM, plus est ordinatum per Procuratores prædictos, quod cum aliqui Locis de la Marisme, quantum ad præsens ibidem Procuratores non habeant, quod Procuratores prædicti de la Marismis, qui ibidem erant, se obligant ad habendum de dictis Locis Ratificationem dictæ Pacis, & eam mittere ad Civitatem Baionæ, sigillatam Sigillis dictorum Locorum, & hoc infra Festum beatæ Mariæ, in Mensis Februarii proximo venturum.

ITEM, ibidem fuit ordinatum, quod duo Nunci dictarum Partium accedant cum certis Mandatis apud Burdegalliam, & apud Angliam, & in Poytau, & in Britannia, & in Normandia, & in omnibus aliis Locis, qui sunt usque ad Terram Flandriæ, ut possint Homi-

ANNO

1353.

ANNO
1353.ANNO
1353.

nes ibidem certificari de Pace prædictâ, Naves etiam & Gentes Partium prædictarum, cum speciali Mandato, quod teneant Pacem prædictam & custodiant sub Pœnis prædictis, & quod Nuncii prædicti ad Sancta Dei Evangelia jurent, ante recessum eorumdem de partibus prædictis, quod ipsi, & quilibet ipsorum, faciant possesse ad certificandum & notificandum Gentibus Partium prædictarum de Pace prædictâ & Concordiâ; ita quod nullus ipsorum per ignorantiam se possit excusare.

ITEM, fuit ordinatum & concordatum, quod si quis dictarum Partium sit Rebellis, & contra dictam Pacem attemptare voluerit, quod ambe Partes contra dictum Rebellem surgere teneantur, & ipsum punire, prout in dictâ Pace continetur.

ITEM, fuit ordinatum quod Procuratores Partium prædictarum, vel alii cum sufficienti Mandato, super aliquibus Causis, per eosdem ordinatis & ordinandis, interesse simul debent in Loco Fontis Reindi, in Felto beate Mariæ, de Augusto proximo venturo, vel per dies octo per ante vel post; hoc addito quod, si aliquis dictorum Procuratorum Partium prædictarum, pendente dicto termino, aliquid viderit, ultra Causas superius expressas, quod possit cum Pace prædictâ concordare, seu melius eandem corroborare, quod, ex uno consensu, per Procuratores, tunc simul existentes, prædictos Punctos vel Casus cum Pace præstatâ possit conjungi.

ITEM, plus est ordinatum per Procuratores supradictos, quod quilibet Pars faciat Pacem prænotatam in suis partibus, & in loco Fontis Reindi, palam & publicè denunciari, publicari, & notificari, etiam, a tempore quo dicti Procuratores in Locis suis existant, infra quatuor dies prædictam Pacem publicare faciant & notificare.

ITEM, fuit plus ordinatum quod Procuratores, qui ibi existent, jurent, Cruce & Sanctis Evangelii præpositis, pro se, & in Animabus dictorum Constituentium, quod ipsi tenebunt & observabunt, teneri & observari facient, præsentem Pacem & Concordiam bene & legitime, cum omnibus Ordinationibus supradictis, juxta posse suum.

Et, postquam dicti Procuratores in Locis suis extiterint, debent Majorem, Juratos, etiam Alcaldos, Consiliarios, Officiales, & Magistros Navium & Vorum, pro dictâ Pace observandâ, jurare compellere, & quilibet Magister compelli debet promittere ut Ministri & Subjecti sui ad eandem Pacem observandam, cum omnibus suis connexis, corporaliter jurent ex post facto.

Quæ omnia & singula, superius expressata, dicti Procuratores, & quilibet ipsorum, per Potestatem sibi attributam, sub Mandatis suis, promiserunt & promissit quilibet eorumdem tenere & observare, ac facere teneri & observari, dictam Pacem & Concordiam, pro futuris temporibus imperpetuum duraturam.

Obligantur etiam, & quilibet eorum obligavit, pro sic faciendo, omnia Bona, mobilia & immobilia, præsentia & futura, dictarum Civitatis, Villarum, & Locorum.

Et, ad majorem securitatem super præmissis omnibus & singulis faciendum, dicti Procuratores, & quilibet ipsorum, per eosdem Sacrosanctis Evangelii inspectis, Cruce etiam per eosdem manu propria tactâ, corporale præstiterunt, tam in Animabus propriis, quam Constituentium, Juramentum;

Super quibus omnibus & singulis, superius expressatis, concessis, factis, & habitis, prædicti Procuratores, & quilibet ipsorum, nos Notarios infra scriptos requirerunt, quod tot & tanta Instrumenta, super omnibus & singulis superius declaratis, quot vel quæ in hiis Casibus necessaria fuerint vel oportuna, conficeremus.

ACTA fuerunt hæc in Ecclesiâ Fontis Reindi, die Martis vicesima nonâ Mensis Octobris, sub Anno Domini Millesimo Trescentesimo Quingentesimo Tertio, JER verò Annorum Millesimâ Trescentesimâ Nonagesimâ Primâ,

Præsentibus, Venerabilibus & Discretis Viris, Dominis,

*Dominico de la Mesony Officiali Majore Loci Sancti Sebastiani,
Semero de Rostye Capellano Majore de Fonte Reindi,
Domyago Tyband,
Johanne de Novus, Capellano Sancti Sebastiani,
Tom. I. PART. II.*

*Petro de Loneyres,
Arnaldo de Sayne,
Johanne de Viane, Capellano de Fonte Reindi,
Johanne de Gardagir,
Magistro Scholastico Ecclesie Obetensis,
Magistro Monald de Karsce, Clerico Baiona,
Et Me Arnaldo Gillemy de Seigneur, Notario, auctoritate Imperialis Civitatis Baiona, Publico,*

Qui insimul præfens fui cum Magistro Petro Vitali de Veneff. Notario Publico Jurato Villæ Fontis Reindi, ac aliis Testibus, superius descriptis, ad hæc specialiter vocatis & rogatis, & præsentem Cartam in tribus peciis, de Pergameno signatis, Signo meo Imperiali, in qualibet junctura dicti Pergamenti, scripti, & idem Signum, quo utor, præfenti Auctoritate Imperiali prædictæ Cartæ apposui, ad majoris roboris firmitatem, ad requisitiones personales dictorum Procuratorum Civitatis Baionæ & Loci de Berych,

Et Me Petro Vitali de Veneff. Notario Publico prædicto Loci prædicti Fontis Reindi,

Qui insimul, cum prænominatis Testibus, præfens interfui, & ad requisitionem dictorum Procuratorum, Civitatis Baionæ & Loci de Berych, præfenti publico Instrumento signum meum apposui.

Et nos, Major & Jurati Civitatis Baionæ, in testimonium veritatis, cum præfenti Scripturâ, Copiâ illius Pacis, Sigillum nostrum Majoris Baionæ in pendenti duximus apponendum.

Nos autem Pacem & Concordiam prædictas, & omnia & singula in eis contenta, prout superius exprimuntur, quantum ad nos atinet, pro Nobis & Hæredibus nostris acceptamus, ratificamus, & confirmamus; ita tamen quod, si Guerra inter Partes prædictas (quod absit) imposterum suscitetur, tunc iidem Major, Centum Pares, & Comunites Parti nostre assint, & Nos & Subditos nostros contra dictos Homines de Terrâ Maritimâ prædictâ, sic contra Nos de Guerrâ existentes, jurare teneantur, prædictâ Pace & Concordiâ non obstantibus.

In cujus rei Testimonium has Literas fieri fecimus Patentes in Palatio nostro Westm. nono die Julii.

Per ipsum Regem & Concilium.

CCCXLI.

Tabule Comitum Palatini RUPERTI, quibus Ca. 5. Nov.

ROLO IV. Romanorum Imperatori & Regi Bohemie & Successoribus Regni Bohemie quasdam Munitiones, Civitates, Oppida & pertinentias in Palatinatu sita vendit, hisque renuntiat. Datum Hagenovie anno 1353. feria tertia post Festum omnium Sanctorum. [BALBINI Miscellancor. Regni Bohemie Decad. I. Libr. VIII. Epistolæ. Part. I. Epist. XLIII. pag. 46. LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. II. Abtheil. IV. Abf. I. pag. 10. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

Nos Rupertus Dei gratia Comes Palatinus Rheni &c. Notum facimus tenore præsentium universis, quod nos animo deliberato amicorum nostrorum consilio, & de certa nostra scientia Serenissimo Principi & Domino, Domino Carolo Romanorum semper Augusto, & Bohemie Regi Domino nostro gratioso Hæredibus & Successoribus suis Regibus Bohemie, & ejus Regni Coronæ hereditario & perpetuo, pro 12000. marcarum puri argenti, quibus ipse illustrem Principem Dominum Rupertum juniorem filium nostri fratris à captivitate sua de partibus Saxonie liberavit, infra scriptas Munitiones Neunstat, Sternstein, Hirschbach & Lichtenstein, & demum pro 20. millibus marcarum puri argenti, quas in usus congruos felicis memorie illustris Principis Domini Rudolphi, olim Comitum Palatini Rheni & Ducis Bavarie patris nostri dilecti, de certa nostra scientia impendisse, & mutasse dignoscitur infra scriptas Munitiones, Neunstat, Sternstein, Sulzbach, Rosenberg, Herenstein, Neldstam, Thurndorf, Hilpoldstein, Hohenstein, Lichtenpk, Frackenberg, Lâuffen, Eschenbach, Hersburck, Averbach, Velden, Regnitar & Belth, & quicquid prædictis frater noster in Bavaria tenuit, & possedit cum omnibus,

O o

Vil-

ANNO Villis, hominibus, Dominio, bonis, iudiciis, banis, Feloniis, conductibus, Forestariis, inhibitionibus, ser-

1353.

ma, redictionibus, censibus, utilitatibus, pœnis, sylvis, rubetis, venationibus, aucupationibus, pratibus, piscinis, aquis, molendinis, aquarumve decuribus, piscaturis, montibus, vallibus, planis, metis, circumferentiis, districtibus, & omnibus utilitatibus super & sub Terra, quibus etiam nominibus exprimentur, millebus, Censibus, Vassallis, vassalligis, feudis, feudatariis, bonis feudatibus, iuribus patronatus Ecclesiarum, collationibus beneficiorum, servitoribus, proprietariis, pignori- bus ab Imperio, seu quocunque alio modo, nec non omnibus pertinentiis, hereditates & proprietates suo iure pignora, & obligationes sub omnibus conditionibus & modis, sicut eadem prædictus Frater noster possedit, & tenuit, & sicut ad nos per mortem ipsius fuerant hereditarie devolutæ, renunciantes expresse pro nobis & Successoribus ac Heredibus nostris, in perpetuum arrestationibus, si qua nobis ad prædictas Munitiones, Civitates, Oppida, & pertinentias, sicut exprimentur superius, competere quomodolibet in futurum; renunciantes omni Canonum, & Legum auxilio, legibus, constitutionibus, sanctionibus, decretis, & decretalibus Imperatorum vel Apostolicorum consuetudinibus, ritibus & observantiis quarumlibet Provinciarum sive Terrarum, quibus præfati contractui in toto vel in aliqua sui parte potest aliquo modo derogari. Quibus etiam omnibus pro nobis, Heredibus & Successoribus nostris, nunquam alio tempore, uti proponimus seu debemus, iure vel facto, verbis, operibus, seu modis aliis quibuscunque. Promittimus etiam bona fide, sine dolo, pro nobis, Heredibus & Successoribus nostris, præfato Domino nostro Regi Bohemæ, *Heredibus & Successoribus suis Bohemæ Regibus*, quod ipsi & Coronæ Regni præfati, omnes prædictas Munitiones, Civitates, Oppida, & pertinentias, sicut exprimentur superius, auctoritate guarantee, & tueri volumus & tenemur nominatim & expresse ab impetitione patrum nostrorum filiorum divæ memoriæ Imperatoris Ladovici, Ducis Ruperti junioris filii nostri fratris ab omni arrestatione universitatis & personarum quarumlibet, quibus etiam appellentur nominibus, sicut in Terris sive Provinciis juris est, & consuetudinibus generalis. Et ad amplioris cautelæ præsidium; Reverendos Principes & Dominos, Dominum Gerlacum Archiepiscopum Moguntinum, Dominum Albertum Herbipolensem, Dominum Gerardum Spirensem, Episcopum: Et Illustres Principes Dominum Rudolphum, Ducem Austriæ, Dominum Albertum Comitem Palatinum Rheni & Ducem Baviaræ, patrum nostrorum; Nec non viros nobiles, Johan. de Catzenelbogen, Ludovicum & Fridericum de Ottingen, Comites & Luzonem de Hohenlohe attente rogavimus, quod ad perpetuum rei memoriam & in testimonium Contractus hujus sigilla sua una cum nostro vellent præsentibus applicare. Et nos Gerlacus Dei gratia Archiepiscopus Moguntinus Sacri Imperii per Germaniam Archicancellarius, Albertus Herbipolensis, Gerardus Spirensis, Episcopus, Rudolphus Austriæ Dux, Albertus, Comes Palatinus Rheni, & Dux Baviaræ Dei gratia, supra dicta Johan. de Catzenelbogen, Ludovicus & Fridericus, de Ottingen, Comites, & Luzo de Hohenlohe expresse recognoscimus, quod ad illustres Principes Domini Ludovici Senioris Comitis Palatini Rheni, & Ducis Baviaræ, Sacri Romani Imperii Archiducis, & Ducis Baviaræ, prædicti specialis petitionem, instantiam sigilla nostra præsentibus decreta scientia appendenda duximus ad perpetuum rei memoriam, & in evidens testimonium præmissorum præsentium, sub nostris sigillis testimonio Literarum. Datum Hagenviæ, Anno Domini MCCCCLIII. feria tertia proxima ante festum omnium Sanctorum.

CCCXLII.

18. Nov. Compromissum inter utrumque RUPERTUM Comites Palatinos Rheni, & LEOPOLDUM Episcopum Bambergensem factum in Archiepiscopos Moguntinum & Coloniensem tanquam Arbitros, ad diffiniendam Causam inter eos de Castris Hartenstein & Neidenstein vertentem, ad quorum partem aliquam dictus Episcopus titulum Feudi se habere contendebat. Datum Spire 18. Novembris, Indict. VI. Anno 1353. [LUNIG, Teutsch. Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat II. Abf. I. pag. 9.]

ANNO N^{os} Rupertus Senior, Dei gratia Comes Palatinus Rheni, & Dux Baviaræ, Sacri Imperii Archiducis: Notum facimus universis, quod animo deliberato, & sacro nostrorum fideliu accedente consilio, in causa, quæ pendebat per vertebatur inter nos & illustrem Principem Dominum Rupertum juniorem, Comitem Palatinum Rheni, & Ducem Baviaræ, patrum nostrum charissimum ab una, & Reverendum in Christo Patrem, & Dominum Leopoldum Bambergensem Episcopum, & ejus Ecclesiam, Dominum nostrum dilectum parte ab alia, super Castrum Hartenstein & Neidenstein, & eorum pertinentiis, quæ & quas nos, & patrus noster prædictus cum aliis quibusdam Munitionibus, Castris, Villis & Prædiis in Bavaria situatis, Serenissimo ac invictissimo Principi ac Domino, Domino CAROLO Romanorum Imperatori semper Augusto & Bohemæ Regi &c. Domino nostro gratioso *Heredibus & Successoribus suis Regibus Bohemæ* & ejusdem Regni Coronæ pro certa summa pecuniæ, iusto hereditatis & proprietatis titulo vendidisse dignoscitur, ad quorum seu quorum aliquam Partem dictus Dominus Episcopus suo & Ecclesiæ Bambergensis nomine titulum & Jurisdictionem feudi contendebat habere, in Reverendissimis in Christo Patres, Dominos, Gerlacum Moguntinum & Coloniensem Archiepiscopos, nostros consanguineos & Dominos, tanquam in arbitros, arbitratores seu amicales compositores compromissimus, & compromittimus de certa nostra scientia & libera voluntate: dantes & concedentes eidem auctoritatem plenam & liberam potestatem in causa prædicta, & in omnibus ab eadem dependentibus & connexis arbitrandi, pronunciandi, diffinendi, sententiandi, & amicablem componendi, nec non de alto & basso omnia & singula faciendi, quæ circa præmissa necessaria fuerint, seu quomodo libet opportuna, etiam iure, vel consuetudine mandatum exigatur speciale, etsi de his in presentibus debet nominatim & expresse fieri mentio specialis, & specialiter eis facultatem & potestatem tribuimus, quod ipsi arbitrium, compositionem, sententiam, seu diffinitionem, prædictas pronunciare, dicere & publicare possint & valeant, die feriato, vel non feriato, stando vel sedendo, in scriptis vel sine scriptis simpliciter & plene juris ordine servato, vel etiam non servato, sicut eorum discretione videbitur expedire, promittentes & spondentes nostro, Heredum & Successorum nostrorum nomine atque vice, bona nostra fide, sine omni dolo gratum & ratum habentes tenere & observare & efficacie adimplere, quicquid per antedictos Dominos nostros Moguntinum, & Coloniensem Archiepiscopos in causa prædicta, arbitratum, pronuntiatum, diffinitum, sententiatum, vel compositum fuerit, quovis modo sub pena mille marcarum auri puri, quam à nostris Heredibus & Successoribus nostris, Ducibus Baviaræ in eventum, ubi contravenerimus, irremissibiliter exigi volumus & Cameræ præfati Domini nostri Regis, *Heredum & Successorum suorum Regum Bohemæ*, & ejusdem Regni Coronæ absque diminutione qualibet integraliter applicari præsentium sub nostro sigillo testimonio Literarum. Datum Spire Anno Domini M. CCC. LIII. Indictione VI. XVIII. die Novemb.

CCCXLIII.

Sententia Arbitralis in Causa inter LEOPOL. 19. Nov. DUM Episcopum Bambergensem ab una, & RUPERTUM seniorem atque juniorem Comites Palatinos Rheni ab altera parte, de Castris Hartenstein & Neidenstein, aliisque Munitionibus & Villis, vertente, per GERLACUM Archi-Episcopum Moguntinum, & WILHELMUM Coloniensem in favorem dictorum Comitum lata. Quæ dictæ Munitiones Comitibus præfatis tanquam iustis Hereditatis iure earum Possessoribus adjudicantur, & præfato Episcopo Jurisdicatio Feudi in illis denegatur. Actum Spire die S. Elisabethæ anno 1353. Indict. VI. [LUNIG, Teutisches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Fortsetzung III. Abtheilung III. Abfatz V. pag. 132.]

N^{os} Gerlacus Dei gratia, Sanctæ Moguntinæ Ecclesiæ Archi-Episcopus, Sacri R. Imperii per Germaniam Archi-Cancellarius, una cum Reverendissimo in

ANNO in Christo Patre, Domino Wilhelmo Colonienſi Archi-
1353. epiſcopo Arbitrator, Arbitrator, & amicabileſis Compoſitor

CCCCXLIV.

ANNO

1353.

LEOPOLDI Episcopii Bambergensis Confirmatio & 22. Nov.
Approbatio, super lata Sententia arbitrati per
Archi-Episcopos Moguntinum & Colonienſem,
in Causa inter eum, & RUPERTOS Comites
Palatinos Rheni vertente. Datum Spire anno
1353. Indiſt. VI. in die Beate Cecilie Virgi-
nis. [LUNIG, Teutſch. Reichs-Archiv. Part.
Spec. Continuat. I. Fortſetzung III. pag.
133.]

LEOPOLDUS Dei & Apoſtolice Sedis gratia Bam-
bergensis Episcopus. Notum facimus univerſis,
quod ſicut pridem in cauſa qua vertebatur inter nos,
Eccleſiam noſtram ex una; & illuſtres Principes noſ-
tros Dominos, Rupertum Seniore & Rupertum Ju-
niorem, Comites Palatinos Rheni & Duces Bavarie,
parte ab altera: ſuper Caſtris Hartenſtein & Neiden-
ſtein, & eorum pertinentiis, que & quas predicti Co-
mites ac Duces cum quibuſdam aliis Caſtris, Villis &
Prediis in Bavaria ſituatis, Sereniſſimo ac Invictiſſimo
Principi Domino, Domino CAROLO Romanorum
Imperatori ſemper Auguſto, & Bohemie Regi, Domi-
no noſtro graſioſo, *Heredibus & Succelloribus ſuis Bo-
hemie Regibus*, & ejuſdem Regni Coronæ pro certa
ſumma pecunie *juſto hereditatis & proprietatis titulo*
vendidiſſe noſcuntur, & ad quorum ſeu quarum æquam
partem noſtro & Eccleſiæ noſtræ Bambergensis nomine
titulum & jurisdictionem feudi contendeſſe habere
in Reverendos in Chriſto Patres & Dominos Gerlacum
Moguntin. Archi-Epiſcopos, tanquam in Arbitros ſeu Arbitratores, & amica-
biles Compoſitores compromiſſimus de certa noſtra
ſcientia & libera voluntate ſicut in Litteris Compromiſſi
pleniſſe eſt expreſſum. Et ſicut predicti Domini Mo-
guntinenſis & Colonienſis Archi-Epiſcopi, informa-
tione recepta, & de ſano conſilio peritorum & ſide digno-
rum qui talis negotii ad experientiam plenam & familia-
rem habebant noſtiam, cauſe meritis diligenter in-
ſpectis, & in examen providæ diſcuſſionis adductis, ra-
tionabiliter arbitrat ſunt, dixerunt, pronunciarunt, & ſi-
naliter diſſinuerunt, nobis & Eccleſiæ noſtræ Bamberg-
enſi, in predictis Caſtris *Hartenſtein & Neidenſtein*, &
omnibus eorum pertinentiis nihil juris competiſſe, ſeu
etiam competere: Imo quod etiam illuſtres Duces Bava-
rie a tempore cujus memoria non exiſtit, eadem duo
Caſtra ad inſtar Caſtrorum & Munitionum Sultzbach,
Roſenberg, Hilpoldſtein, Lichtenek, Franckenberg,
& aliorum, juſto proprietatis & hereditatis titulo tene-
runt & poſſederunt, pacifice & quiete, ſic & nos, noſ-
tro & Eccleſiæ predictæ Bambergensis nomine, animo
deliberato, & de certa ſcientia publice proſtitimus, no-
bis in eiſdem Caſtris Hartenſtein & Neidenſtein & eorum
pertinentiis nihil juris competiſſe ſeu competere,
ſed quod ad præſatos Dominum Regem, Heredes &
Succellōres ſuos Reges Bohemie, & ejuſdem Regni
Coronam juſto proprietatis & Hereditatis jure pertinent,
ſicut eadem Caſtra præſatis Dominus Rex cum aliis
predictis Caſtris & Munitionibus legitimo proprietatis &
hereditatis titulo a predictis Comitibus Palatin. & Du-
cibus Bavarie comparavit, & ob hoc, pronunciationem,
arbitrium, diſſinationem, & ſententiam ipſorum,
in omnibus ſuis punctis, ſententiis, clauſulis, & ver-
borum expreſſionibus, & de verbo ad verbum ſicut in
Litteris deſuper editis invenitur expreſſum, emolaga-
mus, laudamus, approbamus, & de certa noſtra ſcientia
& libera voluntate & ad abundantioris cautelæ præſidium
renunciamus expreſſe, pro nobis, Succelloribus noſtris
& Eccleſiæ noſtræ predictæ, animo deliberato, non vi,
nec ullo metu compulſi, non per errorem aut impro-
vidæ, ſed de certa ſcientia, ut præſertur, omni ju-
ri, jurisdictioni, impetitioni, titulo, proprietati, ſeu
quæſtioni, ſi qui vel qua nobis, Succelloribus noſtris,
& Eccleſiæ noſtræ Bambergensi predictæ in præſatis
Caſtris *Hartenſtein & Neidenſtein*, & eorum pertinentiis,
ſeu aliqua parte ipſorum competeſſe, ſeu poſſent com-
petere quovis modo, Oppido Feldenſi & tertia parte
Foreſtaten Felden. duntaxat exceptis, ſuper quibus titulus
& jurisdictionis feudi apud nos, Succellōres noſtros,
& ante dictam Eccleſiam remanebat, promittentes etiam
bona noſtra fide, ſine omni dolo, pro nobis & Succelloribus
noſtris, & Eccleſiæ Bamberg. in perpetuum dictas
pronunciationem, diſſinationem, ſententiam ratas &
gratas habere, & nunquam contra facere vel venire ali-

O o 2

qua

ANNO

1353.

qua ratione, vel causa seu jure quibuslibet ingenio seu colore quæritur in judicio vel extra, directe vel indirecte, per nos vel alium, publice vel occulte. Renunciamus etiam pro nobis & Successoribus nostris & Ecclesia Bambergensi prædictis omni Canonum & Legum auxilio, Constitutionibus, Consuetudinibus, Pactis, Reformationibus & Statutis, communibus, municipalibus, publicis vel privatis, beneficio in integrum restitutionis, doli mali, vel causæ metus exceptioni, & omnibus juri-
bus, beneficiis, scriptis vel non scriptis, privilegiis, indultis, libertatibus, donationibus seu concessionibus sub quacunque forma verborum expressa, seu expresse noscuntur, etiam si de his jure vel consuetudine, iuramentis & districtum, de verbo ad verbum deberet in præsentibus fieri mentio specialis & omnibus simul munimentis, oblationibus, cautelis & occasionibus, quibus contractui venditionis per præfatos Comites sive Duces vendentes ab una: & antedictum Dominum nostrum Regem ementem parte ab alia ad manus Heredum & Successorum suorum Regum Bohemie & ejusdem Regni Coronæ, super antedictis Castellis Hartenstein & Neidentstein & aliis Munitionibus, Prædiis, possessionibus & pertinentiis celebrato posset in aliquo penitus derogari, vel poena mille marcarum auri puri, quam a nobis & Ecclesia nostra Bamberg. prædicta, in eventum, ubi contraveniremus irremissibiliter exigere volumus, & Cameræ præfati Domini nostri Regis, Heredum & Successorum suorum Regum Bohemie & ejusdem Regni Coronæ, absque diminutione qualibet integraliter applicari, præsentium sub nostro sigillo testimonio Literarum. Datum Spire, Anno Domini M. CCC. LIII. Indictione VI. in die beate Cecilie Virginis & Martyris.

CCCXLV.

1354. Diploma Kaisers CAROLI IV. wodurch Er denen Städten des Unteren Elssasses sich mit einander zu verbinden gebet. Geben zu Regensburg nach Christi geburt 1354. des nächsten Dornstags nach St. Bartholomæus. [JOH. PHILIPP. DATT, Volumen Rerum Germanicar. Novum Libr. I. Cap. XI. pag. 77. §. 27. d'où l'on a tiré cette Pièce. LUNIG, Teutisches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. IV. Abtheil. VIII. pag. 17. von Reichs-Städten in gemein.]

C'est-à-dire,

Diplôme de l'Empereur CHARLES IV. par lequel il est ordonné aux Villes de la BASSE AL-SACE de se confédérer ensemble contre les Perturbateurs de la Paix publique. Donné à Ratisbonne le Jeudi après la St. Barthelemy 1354.

Wir Carl von Gottes Gnaden Römischer König, zu allen Zeiten Mehrer des Reichs und König zu Böhmen. zu. Bekennen und thun allen leichen, die diesen brief sehen, hören oder lesen. Wann wir kundlich angesehen haben solche gebrechen, missehe und ausläuffe, die bis auff diese zeit in dem heiligen Reich zugehören in Elßß gewesen sind: So haben wir von unsern Königlich Gnaden, durch nothdurft und offenbahren nugen der ehgemaßen unser und des Reichs Städte land und

leiche geboten und geheissen, heißen und gebieten mit diesem Brief, bey unsern und des Reichs huden, unsern Schlichter, Burgermeister Räten, Burger und gemende der Stätten Hagenuw, Colmar, Schlettstat, Wissemburg, Ehenheim, Rößheim, Weihenau, Kellerspurg, Mühlster und Dureheim: daß sie sich zusamen verbinden mögen, gegen maimiglichen, doch ausgenommen uns, das Reich, unsere landesvög, und andere unsere ansechtlich, die wir haben zu setzen, einander getrülich zu rathen und zu helfen zu. Mit Irthumb des briefs versigelt mit unserm Konial. Innigelt. Geben zu Regensburg nach Christi geburt dreymehen hundert und dornach in den vier und fünfzigsten Jahre des nagsten Dornstags nach Sant Bartholomæus des H. zwölff boten, in den neunten Jahr unsere Riche.

ANNO

1354.

CCCXLVI.

Brief Palsgraf RUPRECHT des ältren bey Rhein; 31. Oct. wodurch er bekennet, daß er mit wissen Ibro Majestät CARLS, Römischen Königs die Reichs-lehen Hohenstein, Hirsburg und Aurbach dem Königreich und Cron Böhmeins zu rechtem Wain- und Erb-lehen verkauft habe. Geben zu Hagenuw den Freytag nach S. Simonis & Jude 1354. [LUNIG, Teutisch. Reichs-Arch. Part. Spec. Abtheil. IV. Continuat. II. Abl. I. pag. 11.]

C'est-à-dire,

Lettres de ROBERT l'aîné Comte Palatin du Rhin, par lesquelles il déclare que, du consentement de CHARLES IV. Roi des Romains, il a vendu à la Couronne de BOHEME les Fiefs Impériaux de Hohenstein, Hirsbourg, & Aurbach pour les posséder héréditairement en ligne masculine. A Haguenau le Vendredi après la Fête de St. Simon & Jude 1354.

Wir Ruprecht der älter von Gottes Gnaden, Palsgraf bey Rhen, des heiligen Römischen Reichs Oberster Truchses, und Herzog zu Bayern. zu. Bekennen und thun kund öffentlich mit diesem Brief, allen denen, die ihn sehen oder hören lesen, daß wir mit wohlbedachten Muth, mit Rath unsrer Freunde, und auch mit rechtem Wissen des Allerburchseligsten Fürsten und Herrn, Herrn Carlin, Römischen Königs, zu allen Zeiten Mehrer des Reichs und Königs zu Böhmen, unsern lieben gnädigen Herrn, die nachgeschriebenen Veste Hohenstein, Hirsburg und Aurbach, die von dem heiligen Reich lehen sind, mit allen Rechten, Herrschaften, Nutzen und Zugehörungen, wie man die benennen mag, dem Königreich und der Crone zu Böhmen zu rechtem Wain- und Erb-lehen recht und redlich verkauft haben, in aller der Masse, als die obgenannten Veste, Märette, und Zugehörungen, nach Tode künftiger Gedächtnis des hochgebohrnen Fürsten Herrn Rudolfs etwan Palsgraffen bey Rhen, und Herzogen in Bayern, unsers lieben Bruders, auf uns verfallt worden, und als in Briefsen, die wir darüber gegeben haben, ist vollkommenlich begriffen. Davon bitten wir den obgenannten unsern Herrn den Römischen König, daß er mit Römisch. Königl. Macht denselben Kauf gerne zu bestetigen, und denselben Veste der Crone und dem Königreich zu Böhmen zu rechtem Erb- und Erb-lehen machen und verlehnen wolle. Mit Irthumb dieses Briefs versigelt mit unserm Insigel, der geben ist zu Hagenuw nach Christi Geburt 1354. Jahre, des Freytags nach S. Simonis & Jude.

CCCXLVII.

7. Dec.

BAVIÈRE
ET HAINAUT.

Articulen van Pays tusschen Hertoge WILLEM en syne Moeder, in date den sevenden December 1354. [Groot Placaat Boeck van de H. M. Heeren Staaten Generael der Vereenigde Nederlanden. Tom. III. pag. 4.]

Hertoge WILLEM van Beyeren, Grave van Holland, ende van Zeelandt, lieve ende getrouwe, weet dat wy, Gode dank, in goede punete zijn van sijne eu te gemacke, ende dat onse Oom Heer Jan van Kenegouwe, Heere van Beaumont, ende onse lieve Neve, Heer Walraven van Lutfenborch, Heere van Liny, hoer seggen geseit hebben tusschen onser liever Vrouwen ende Moeder, ende ons in sulker manieren als

CCCXLVII.

Traité de Paix entre GUILLAUME Duc de Bavière, Comte de Hollande, & sa Merc MARGUERITE Comtesse de Hainaut, de Hollande &c. fait le 7. Décembre 1354. [Le Grand Recueil des Placards. Tom. III. pag. 4.]

LE Duc GUILLAUME de Bavière Comte de Hollande & de Zélande. Chers & fideles, sachant que, Dieu merci, nous nous portons bien, & que notre Oncle le Seigneur Jean de Hainaut Seigneur de Beaumont, & notre cher Neveu le Sr. Walrave de Luxembourg Seigneur de Liny, ont décidé com-

ANNO 1354. gy sien moecht, in die Cedula die wy u senden in dese Brief gesloten, ende onse lieve Vrouwe ende Moeder heeft die Graefschap van Hollandt van Zeelandt, ende die Heerlijckheyt van Vrieslandt, vrylick quite geschouden ende ons overgegeven mit alle hoeren toebehoeren, ende ontbieden u ende begeren uiterlycke, dat gy onse Stede in payse en in goeden rusten hout, als wy op u wel betrouwen, ende dat ghy anders geen mare en ghelooft, oock wat men u aenbrengt, ten ware dat wy't u selve overschreyen, ende wy sijn noch ter tijt gebleven in Henegouwen, ende ryden van Stede te Stede, om saken daer onse eer ende oordbaer an ley, ende wy menen ons ende onsen Vrienden in allen saken wel te bewaren, ende sulen, wilt Godt, te lande komen als wy eerst mogen, ende onse saken aldaer alsoo bescheydelyck voortsetten, dat wy ende onse landt wel bewaert sellen wesen, Godt zy met u. Gegeven te Valenchene des Sonnedages na St. Lucien-dach.

De inbesloten Cedula.

Inden namen des Vaders, des Soons, ende des Heyligen Geests, amen. Wy Jan van Henegouwe Heere van Beaumont, ende Heer Walraven van Lutsemburch, Heere van Liny, gecoren ende geset van onser liever Vrouwen wegen van Henegouwe, ende liefs Heeren wegen Hertoge Willems haers Soons, onder haer beyden open-brieven van machte te segene. Soo seggen wy in den name der Heylige Triniteyt, ende op virtuyt van de Brieve voorz. om pays ende accord te maecten, by versien ende goeden rade, verklaren wy, determineren, ordineren en pronunchiëren by dese schrifte, op alle schade en twilt die voor dese tijt tuschen hen beyden geschiet is.

In't eerst voor al ander dinc dat myn Heer Hertoge Willem haer Son, mijne Vrouwen sijne Moeder ootmoedelicken sal bidden om vergiffnisse, als een Kint der Moeder, van dat hysc getoren heef, oft hebben mach, welke sacker sy vriendelicke doen sal alse Moeder.

Voor't in den name des Heeren verclaren wy, determineren, ordonneren, ende pronunchiëren een goede, vrome en gelijcke pays tot allen dage, tuschen onse Vrouwe en onsen Heer haeren Soon van allen twilt ende onrust diere tuschen geweest heeft.

Voor't dat allen vangen van beyden zyden vrylick quite sullen zyn, ende weder comen op hoir goet, dat sy hadden, doen dese twilt begonde, also als sy dat goet vinden.

Voor't seggen wy dat onse Vrouwe voorz, by der ordinaritien dat sy an ons gheleuen is, quite schelden sal ende geven althans haeren Soone onse Heere Hertoge Willem voorz. die Graefschappen van Hollandt, van Zeelandt ende Heerlichappe van Vrieslandt, mit allen oire tot ewelicken dagen te blijven vrijelicke ende rustelicke, overmits een Jaer pensie die onse Vrouwe voorz. daer uyt hebben sal, ende oock een somme van gelde, als wy noch naemaels seggen sullen ende verclaren, want wy ons hier of beraden mogen mit hoge Edelen luyden den Hertoge van Bourbon, ende den Conneftable van Vranckrijke synen Broeder, also verre als ons goet dunck.

Voor't immer wel verstaen dat onse Heere die Hertoge Willem geen recht eysschen en sal, noch ansprecken aen die Graefschap van Henegouwe also lange als onse Vrouwe sijn Moeder levét, oock en sal hy geen berecht van den Lande van Henegouwe noch van onser Vrouwen voorz. hem onderwinden ten sy by horen goeden willen ende by horen verloek, dit wort geset, ge-ent, geordonnert, ende gepronunchiert by ons seggen over beyden zyden, genomen in jegenwoordigheyt onser liever Vrouwen ende ons Heeren haers Soons voorz. en elck by hoer beyder rade ende den onse ende ander luyden, op dat overle van den Berch te Bergen in Henegouwe, op den 7. van December in't Jaer ons Heeren m. ccc. lvi.

ANNO 1354. me Arbitres entre nôtre chère Dame & Mère & nous en la manière que vous pouvez voir dans la Cedula que nous vous envoyons dans cette Lettre cachetée. Et nôtre chère Dame & Mère nous a cédé & transporté les Comtez de Hollande & de Zélande, & la Seigneurie de Frise librement & quittement avec toutes leurs appartenances, & nous vous recommandons & désirons instamment que vous mainteniez la paix dans nos Villes, comme nous nous confions en vous, & que vous n'ajoutiez foy à autre chose, quoi qu'on vous dise, à moins que nous ne vous écrivions nous-mêmes. Nous sommes encore pour le présent en Hainaut, & allons de Ville en Ville, pour les choses qui concernent nôtre honneur & profit, & nous espérons que les choses se maintiendront bien pour nous & nos amis, & nous viendrons au Pais, s'il plaît à Dieu, le plutôt qu'il nous sera possible, & donnerons tel ordre à nos affaires que nous & nôtre Pais seront bien garderz. Dieu soit avec vous. Donné à Valenciennes, le Dimanche d'après la fête de Ste. Lucie.

La Cedula incluse.

Au nom du Pere, du Fils & du Saint Esprit, Amen. Nous Jean de Hainaut, Seigneur de Beaumont, & Walrave de Luxembourg Seigneur de Lini, choisis & établis de la part de nôtre chère Dame de Hainaut, & de celle de son cher fils le Duc Guillaume & en vertu de leurs Lettres Patentes. Au nom de la Sainte Trinité & pour faire paix & accord, étant pourvus de bon Conseil, nous disons, déclarons, déterminons, ordonnons, & prononçons par ces présentes sur les différens qui ont été ci-devant entre les deux Parties.

Que premierement & avant toutes choses, Monseigneur le Duc Guillaume son fils, demandera tres humblement pardon à Madame sa mere, comme un fils y est obligé, de ce qu'il l'a ou peut avoir offensée, lequel pardon elle lui accordera comme étant sa mere.

De plus nous déclarons au nom du Seigneur, déterminons, ordonnons, & prononçons qu'il y aura une bonne paix à toujours entre nôtre dite Dame & son dit fils cessant tous les différens & troubles qui ont été entr'eux.

Item que tous les prisonniers de part & d'autre seront relâchez & rentreront dans les biens, qu'ils possédoient avant ledit différent, & en l'état qu'ils les trouveront.

En outre nous disons que nôtredite Dame, par l'ordre qu'elle nous en a laissé, délaissera & donnera à son fils nôtre Seigneur Duc Guillaume les Comtez de Hollande & de Zélande, & la Seigneurie de Frise avec leurs appartenances ou qui peuvent leur appartenir pour par luy & ses héritiers à toujours en jouir librement & paisiblement, moyennant une pension annuelle que nôtre dite Dame en tirera, & aussi une somme d'argent, comme nous le déclarerons cy après, sur l'avis que nous en pourrons prendre des nobles personages le Duc de Bourbon & le Contable de France son frere, ainsi que nous trouverons bon être.

Bien entendu toutefois que nôtre Seigneur & Duc Guillaume ne demandera aucun droit ni ne prétendra rien au Comté de Hainaut, tant que nôtredite Dame sa mere vivra & qu'il n'entreprendra d'avoir aucune direction sur ledit Pais de Hainaut, que par la bonne volonté d'icelle, & à sa prière. Ce fut fait, terminé, ordonné & prononcé par nôtre Sentence, donnée en présence de nôtredite chère Dame & de nôtredit Seigneur son fils & par l'avis de leurs Conseils de part & d'autre, comme des nôtres. Donné à Mons en Hainaut le 7. Décembre l'an 1354.

ANNO
1354.

CCCCXLVIII.

14. Dec. *Venia etatis à JOHANNES Francorum Rege, JO-
ANNI Duci Lotbaringie concessa. Lexovic 14.
Decembris 1354. [La Véritable Origine des
Maisons d'Alsace, de Lorraine, d'Autriche,
&c. Aux Preuves. pag. 167.]*

JOHANNES Dei gratia Francorum Rex. Notum faci-
mus universis presentibus & futuris. Quod cum
dilectus & fidelis consanguineus noster JOHANNES
Dux Lotbaringie etatem legitimam non attingat, prop-
ter quod sub Baillo, tutela vel cura juxta consuetudi-
nem Patria, usque ad perfectam etatem regi deberet &
regeretur, (nisi etatis hujuscemodi defectus de nostra
gratia suppleretur.) Ex quo Terræ suæ & Castra sua in
Marchia Regni nostri consistantia, multis periculis &
dispendiis subiacerent, & ei multa possent discrimina
imminere. Nos attenta utilitate publica, & cupientes
suis dispendiis obviare, hactenus super hoc deliberatione
in Consilio nostro, eidem Duci de speciali gratia, de
recta scientia, & de plenitudine Regiæ potestatis, ve-
niam etatis plenè concedimus, ipsum habilitamus, ha-
bilitamque facimus & reddimus ad universale regimen
Terræ suæ, ac bonorum suorum mobilium & immo-
bilium quorumcumque, presentium & futurorum, ita
quod agere & defendere possit judiciis & extra, con-
tractus facere & finire habituros tam pro se quam contra
se perpetui roboris firmitatem. Et omnia & singula fa-
cere, ac si perfectam etatem naturaliter attingisset; dic-
tisque etatis defectum supplemus, & dispensamus
super hoc cum eodem, de gratia, autoritate & potestate
predictis, nonobstante ipso defectu, & jure seu consue-
tudine contrariis, quasque ad hoc cassamus, irritamus,
& viribus vacuumus. Mandantes & præcipientes dis-
trictè, &c. Quod ut firmum & stabile perpetuò per-
severet presentibus Litteris sigillum Castellæ nostræ Pa-
risius, in absentia magni duximus apponendum, nostro
& alieno jure salvo. Actum Lexovic anno Domini
mccccliv. die 14. Mensis Decembris.

CCCCXLIX.

1355. JOHANNIS Franciæ Regis Instrumentum Fæde-
ris inter se & CAROLUM IV. Romanorum
Mai. Imperatorem tanquam Regem Bohemiæ initum, quò
ille huic perfectam amicitiam & omne possibile au-
xilium contra quoscunque hostes promittit. *Dat.
Parisius Anno 1355. Mense Maii. [BALBINI
Miscellaneor. Historicor. Regni Bohemiæ De-
cad. I. Libr. VIII. Epistolæ. Part. I. Epis-
tola XLVIII. pag. 53. qui desumit ex M.S.
Cod. Privileg. LUNIG, Teutiches Reichs-
Archiv. Part. Spec. Cont. I. Abtheil. I. Ab-
satz. I. von Böhmen pag. 35. d'où Pon a tiré
cette Pièce.]*

JOannes Dei Gratia Francorum Rex. Notum faci-
mus universis tam presentibus, quam futuris. Quod
sicut pridem animo deliberato, adhuc essemus in mi-
noribus constituti, cum Serenissimo Principe Carolo IV.
divina favente clementia Romanorum Imperatore semper
Augusto, & Bohemiæ Rege Illustri Fratre nostro præca-
rissimo, sub Anno Domini millesimo trecentesimo qua-
dragesimo septimo, dum adhuc ipse in minoribus consi-
stiturus foret pro nobis, nec non filiis & liberis nostris
videlicet Carolo Primogenito nostro Duce Normandiæ,
& Delphino Viennensi & Philippo ultimo genito nostro,
tum ratione Genealogiæ, tum ratione sincerissimæ di-
lectionis qua personam ipsius ex affectu sincero profe-
quimur, fœdera circa colligationes, promissiones, &
uniones inivimus, prout Litteræ utrinque datæ desuper
clarius attestantur, sic & nunc eadem promissa & colli-
gantias ad instar promissorum fœderum in Dei Salvato-
ris nostri nomine, pro consolatione Regnorum & grata
salute subsecutorum nobis ex utraque parte fidelemus,
sicut ex præcedentibus pactis ritè quidem teneri dignos-
centur innovamus, firmamus & corroboramus (sub te-
noribus infra scriptis. In primis siquidem promittentes
bona nostra fide, sine omni dolo & virtute juramenti,
quod desuper ad Evangelicam sanctam juravimus pro nobis
nec non dictis filiis, & liberis nostris Heredibus & Suc-
cessoribus nostris Regibus Franciæ, seu quorumcumque

aliorum titulorum extiterint præfato Serenissimo Prin-
cipi Carolo Romanorum Imperatori & Regi Bohemiæ, He-
redibus & Successoribus suis Bohemiæ Regibus, quoda-
modo in antea, ac etiam in perpetuum, ipsorum, &
cujuslibet ex eis Regales & boni atque perfecti amici
erimus & honorem uberem, statum commodum, &
profectum eorum semper promovebimus, omnibus mo-
dis adjuvatoriis & ingeniis, sicut unquam melius poterim
ac universum dampnum ipsorum quod eis in perso-
nis, honore vel rebus irrogari posset, dum ad nostri no-
ticiam pervenerit, fideliter avertemus ipsosque & eorum
quemlibet ad resistendum omnibus eorum adversariis &
hostibus, qui talia damna contra eos, seu eorum alte-
rum in præjudicium honoris, status & conditionis eo-
rum quomodolibet molirentur, ipsosque prædictos Impe-
ratorem & Regem Bohemiæ adjuvabimus & fortificabi-
mus tota nostra potentia, consilio, auxilio & alio modo,
quo poterimus meliori, & realiter & effectivè adfesa-
bimur, & opponemus nos omnibus Regibus, Principibus
& aliis, cujuscumque status, eminentiæ, aut dignitatis
existant, qui ipsorum dispendium, jacturam, seu ve-
recundiam procurarent; & honorem, profectum, & sta-
tum eorum custodiemus regaliter juxta posse. Et ne
post amicabilem hujusmodi unionis & amicitie gratam
concordiam aliquæ dubietates inter nos utrobyque qua-
cunque ratione configurant, & ut futuris scandalis via
seu materia præcludatur, deliberatione matura ritè pro-
missimus, videlicet, quod nos ac dicti nostri filii & He-
redes supra dictum Imperatorem in possessione omnium
& singulorum, Civitatum, Terrarum, Castrorum, Ju-
risdictionum, Dominiorum, pertinentium & Jurium ad
Imperium Romanorum quomodolibet spectantium, ubi-
cunque talia fuerint constituta, non impediemus aut
invademus, seu de talibus prædictis Juribus & pos-
sessionibus sicut exprimentur superius, non intronitemus,
vel invadi, molestarî aut se de his intronitum con-
stituemus, patiemur & sustinebimus verbo, facto, vel
suggestu imo verius cum sub fide & juramento, quibus
supra ad manutenendum prædicta, & eorum quodlibet
tota nostra potestate tenebimus fideliter promovere, si-
cut idem Imperator Romanorum & Bohemiæ Rex nobis
ac dictis filiis & liberis nostris vice versa promissit fide &
juramento, quibus supra, Nos & dilectos filios, & libe-
ros nostros, in omnibus Civitatibus, Castris, Terris, Ju-
risdictionibus, Dominis, pertinentiis & quibuscumque Ju-
ribus ad Regnum Franciæ seu quavis ipsorum Domina
spectantibus promovere fideliter, & in eorum seu eo-
rum possessione non impedire, aut molestare seu inva-
dere; vel nos molestari, aut invadi constitutere, imo
verius promissit fide & juramento, quibus supra, nobis
ad manutenendum, possidendum & conservandum præ-
dicta, auxilio, favore & consilio modis expressatis su-
perius fideliter subvenire, ac supradictas uniones, con-
federationes & colligantias sub omnibus conditionibus
expressatis superius, inviolabiliter observare. Quod ut
firmum & stabile permaneat in futurum, sigillum nos-
trum presentibus duximus apponendum. Datum Parisi-
is, Anno Domini M. CCCLV. Mense Maii. Per Do-
minum Regem, ad relationem Domini Ducis.

CCCL.

Diploma Romanorum Imperatoris CAROLI IV. 15. Mai.

Quò ALERAMO de CARRETO Marchioni
Savonæ, pro se ejusque Fratre MANUELE,
atque GEORGIO ejus Patruo, Investituram in
Civitate & Marchia Savonæ, ac in toto præfa-
te Civitatis Districtu, antehac ejus Prædecesso-
ribus per Romanorum Imperatores FRIDERI-
CUM I. & II. concessam, confirmat, renovat,
& de novo concedit; Nec non præfatum Ducem
GEORGIUM de tertia parte Castri Burgi, &
Hominum Finarii, aliisque bonis, MANUELEM
verò & ALERAMUM de tertia parte ejusdem
Districtus Finarii, nec non Castro, & Villa Ca-
lizani aliisque Feudis investit. Datum Pisis Idus
Maii, Indict. VIII. Annò 1355. Cum Insuper
dictorum Imperatorum INVESTITURIS, Da-
tis de annis 1162. & 1226. [Pièce Authen-
tique, tirée des Archives Royales du Château
de Milan.]

In Nomine Sanctæ & individua Trinitatis. Feliciter
Amen.

CAROLUS Quartus Divina favente Clementia Ro-
manorum Imperator semper Augustus, & Boemiæ
Rex

ANNO Rex. Ad perpetuam rei memoriam, Et si Imperiali Dignitatis circumspicienda benignitas, universos, & singulos Subditos, & fideles, quod Sacrum Romanum ambit Imperium ex innata Clementia pio favore prosequitur, ad illos tamen ulterioris gratiae incrementa speciali quadam prerogativa protendit, qui circa Sacri Imperii honores, & commoda cura pervigili, & obsequiorum continuatione sollicita, fidei quoque, & legalitatis industria constantibus animis claruerunt; sanè ad nostrae Majestatis accedens praesentiam Nobilis Aleramus de Carreto Marchio Saona, & Cravanzane pro se, & Georgio Patruo, & Manuele fratre suis obtulit nobis quædam Privilegia, seu Litteras Serenissimum Romanorum Imperatorem Frederici scilicet Primi & Frederici Secundi Jerusalem, & Sicilia Regis Praedecessorum nostrorum divae memoriae, petens cum instantia ut eadem Privilegia, & Litteras sibi nec non Patruo, & Fratri suis praedictis, eorumque heredibus de verbo ad verbum approbare, ratificare ac de novo concedere, ac etiam confirmare de nostra auctoritate Imperiali, & benignitate solita dignaremur, quorum quidem Privilegiorum seu Litterarum tenor sequitur in hæc verba:

In nomine Sanctæ, & individuae Trinitatis.

FRIDERICUS Secundus divina favente Clementia Romanorum Imperator semper Augustus Jerusalem, & Sicilia Rex: Decet Imperialis Excellentie Dignitatem vota suorum Fidelium clementer admittere, & ea sic effectû prosequente complere quod ex Principis exhibitâ gratia, & Subditorum fervens devotio praesentibus sit ad gaudium, & posteris ad exemplum; Inde est, quod universi Fideles Imperii, praesentibus & futuris, fieri volumus manifestum, quod cum Henricus Marchio Saona Fidelis noster, Filius quondam Henrici Marchionis, Privilegium quoddam, quod incitâ recordationis Dominus Imperator Fredericus concessit praedicto Marchioni Guercio Patri suo, intendendum nostrae Celsitudinis praesentasset, supplicans humiliter, & devotè, ut illud sibi, ac suis hæredibus renovare, & confirmare de nostra gratia dignaremur. Nos attendentes fidem, & devotionem sinceram, nec non & grata servitia, quæ praefatus Henricus Pater fuis praedicto D. Imperatori Frederico Avo & Domino Imperatori Patri nostro divae memoriae, ac ipse Henricus filius suus specialiter nostrae Celsitudini in suæ fidei puritate constanter exhibuit & nunc exhibet incessanter; Supplicationes suas benigno prosequentes assensu, Privilegium ipsum praesentî Ducali pagina transcribi de verbo ad verbum iussimus, illud sibi, & suis hæredibus in perpetuum confirmantes cuius tenor talis est:

In nomine Sanctæ, & individuae Trinitatis.

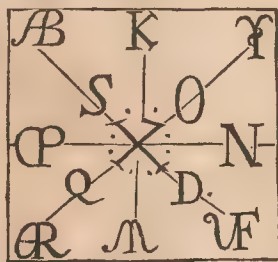
FRIDERICUS Divina favente clementia Romanorum Imperator Augustus. Apud nostram Majestatem fides & devotio semper locum habent, & nostri Fideles suo non possunt desiderio fraudari, illi præcipue qui in personarum periculo, usque ad sanguinis effusionem & in rerum dispendio pro Imperii honore fideliter decertaverunt. Adeo propter cognoscant universi Fideles Imperii, tam futuri, quam praesentes, quod nos dilectum, & fidelem nostrum Henricum Marchionem de Savona pro sua fidelitate quam circa Imperium semper habuit, & servavit, & pro suis præclaris servitiis, quæ nobis frequenter impendit per rectum Feudum investitus de hoc toto quod Marchio Bonifacius Pater ejus habuit in Civitate Saona, & in Marchia, & in Episcopatu, & in toto Districtu praedictæ Civitatis, & Marchiae, sive in Castro, & Civitate, in Mari, & in aqua, & in Communi, & in Argentariis, in Boschis, & Pasquis, in fodis, in hannis, & offensis, placis, distridis, Albergariis, Conditionibus, usibus, operibus, fideis, Census, redditibus, angariis, aquis, aquarumque decursibus, molendinis, piscationibus, montibus, plantationibus, Captis Volucrum & Belluarum, cultis & incultis, divisis vel indivisis, Rippis, paludibus, Kippinis, & in omnibus Castrois, quæ nunc sunt, & adhuc erunt, praedicto quoque Marchioni Henrico plenarie concedimus potestatem edificandi suæ utilitati, & suis hæredibus, & destruedi Castrum, & Turrim, quæ contra sitam voluntatem fuerint in omni Marchia ipsius Civitatis Saonae, & in Castro Quillani. Segnii, Noli, & Perizae, & Pize, & Orchea, & in omnibus Castrois Curis, quæ possedit ipse Marchio, vel aliquis pro eo, vel ab hodie in antea adquisiverit, & in omnibus aliis possessionibus ejus, quas idem Henricus Marchio Saona tenet, vel ei pervenerint, quæ de possessione praedicti Marchionis Bonifacii dinoscuntur fuisse; Concedimus etiam per iustum Feudum eidem Marchioni Henrico totum illud honoris, & regalium, quod nobis pertinet, vel quod habere debemus in ipsa praedicta Civitate, & in Marchia, & in unoquoque praedictorum Castrois, & insuper

illud, quod praedicto Henrico Marchioni pertinet, vel per suum Genitorem ei provenit, stantes itaque firmiter præcipimus, quod nulla persona, magna vel parva, habeat potestatem petendi vel faciendi in praedicta Marchia & in Civitate, & in Episcopatu, & in omnibus Marchionis possessionibus, quæ ei pertinent vel pertinuerunt ex parte Patris sui, vel aliandè quocunque modo dici, vel nominari possint, nisi solus Marchio Henricus, & sui hæredes, etiam omnes illos pedagos, & bonos usus quos ipsi Cives miserint, vel quos Marchio ad honorem Imperii posuerit, concedimus, & confirmamus praedicto Marchioni, salvis omnibus servitiis, quæ praedictus Marchio Henricus Imperio debet: Hujus autem Concessionis, & Confirmationis testes sunt Reynaldus Colonienfis electus, Henricus Leodienfis Episcopus, Oricus Basilienfis Episcopus, Hermanus Constantienfis Episcopus, Odo Nurembergensis Episcopus, Hermanus Sardenfis Episcopus, Hermanus Ideneshannensis Episcopus, Garfendanus Mantuanus Episcopus, Udalius Augensis Abbas, Hermanus Hersfeldensis Abbas, Henricus Protonotarius, Anselmus Alsenfis Episcopus, Aycaudus Parmensis Episcopus, Syrus Papiensis Episcopus, Aquisfis Episcopus, Rerndonensis Episcopus, Conradus Palatinus Comes Rheni Frater Domini Imperatoris, Henricus Dux Austriae Patruus D. Imperatoris, Otto Palatinus Comes de Witemelsbach, Theodorich Marchio Comes Thero, Comes Albertus de Saxonia, Comes Ridolfus de Phullendorf, Comes Ulrichus de Leuneburg, Comes Emicho Burkardus Castellanus de Megdeburg, Wielmus Marchio Montiserrat, Marchio Opizo Malaspina, Comes Guido de Blandrato, Geneardus de Luggenberg, & Marquardus Frater ejus, Henricus Marscalcus, Wido de Sancto Nazario, Ginhilus de Bonaria, & alii quamplures: Acta sunt hæc anno Domine Incarnationis millesimo, centesimo sexagesimo secundo, Indictione decima, regnante Domino Frederico Romanorum Imperatore gloriosissimo anno Regni ejus decimo, Imperii vero septimo. Signum Frederici Romanorum Imperatoris Inviuissimi. Ego Waldrichus Cancellarius vice Colonienfis Electi, & Archi-Cancellarii recognovi. Datum Papiae apud Sanctum Salvatorem post destructionem Mediolani quarto Idus Junii feliciter Amen. De abundantiori quoque nostræ benignitatis gratia, quæ consueverimus nostros fideles, & benemeritis provenire, de certa scientia nostra adiciendo concedimus, & in perpetuum confirmamus, ut de praestata Concessione Investitura Feudi tam Marchio memoratus, quam hæredes sui legitimi masculi, & feminae ab eo descendentes, uno alterius succedente gaudent universi. Et si hæredes masculos contingerit non esse superstitis, filia sua, quæ est uxor Grapatalis fidelis nostri in Feudo ipso succedat, nec non & ejus hæredes masculi, vel femina legitimi ex ea, & ejus Viro Grapatalia descendentes, uno alteri succedente, Lege aliqua, vel Feudorum Consuetudine, nec non & Privilegio contra hanc nostram Concessionem, vel additionem impetrato aliquatenus non obstante. Ad hujus autem Innovationis, Confirmationis, & dictæ Clausulae additionis memoriam, & volens perpetuè valitum, praesens Privilegium inde fieri & bulla aurea Typario nostrae Majestatis impressa iussimus communiri; Mandantes, & Imperiali Edicto firmiter stantes, ut nulla persona, parva, vel humilis, non Comes, non Marchio, non Potestas, vel Communitas, aut alia quælibet persona contra nostræ Confirmationis ac Innovationis, ac praesentis additionis tenorem ausu temerario venire praesumat, quia pariter indignationem nostram, penam centum Librarum auri puri procul dubio sustinebit quicunque in praedictis, vel aliquo praedictorum temerarius attemptaverit contraire; quarum Librarum medietas fisco nostro, reliqua vero praedicto Marchioni, & suis liberè perfolvetur. Hujus autem rei Testes sunt hii, Gerardus Patriarcha Jerusalem, Albertus Magdeburgensis Archiepiscopus, Henricus Mediolanensis, Landus Regius Archiepiscopi, H. Warmacienfis, Eugenus Huixemberg, Conradus Litfimonenf., E. Merseburgensis, H. Bahlisenfis, J. Januenfis, Hug. Vercellenfis, J. Astenfis, A. Brixienfis, Grapia Parmensis Episcopi, Thomastus Comes Sabaudia totius Italiae Legatus, & Marchio ejusdem, Rainaldus Dux Spolet, Ricardus Marscalcus, Marchiones de Scena, Dominus de Gorzano, & alii quamplures. Signum Domini Frederici secundus Dei gratia Romanorum Imperatoris Inviuissimi, Jerusalem, & Sicilia Regis. Acta sunt hæc apud Burgum Sancti Domini, Imperante Domino nostro Frederico Dei gratia Romanorum Imperatore semper Augusto. Sicilia, & Jerusalem Rege gloriosissimo, anno Imperii ejus sexto, Regni Jerusalem primo, Regni vero Sicilia vigesimo

ANNO
1355.

gesimo nono feliciter amen. Datum apud Burgum memoratum anno Dominicæ Incarnationis millesimo, ducentesimo vigesimo sexto mense Juli quartæ decimæ Indictionis. Nos itaque attendentes purâ fidei constantiam ac præclara devotionis insignia, quæ progenitores prædictorum Georgij, Manuelis, & Alerami ad Sacrum Romanum Imperium semper à retroactis temporibus gefisse, & etiam ipsi ad nos, & Imperium gerere dinoscuntur, fructuosa quoque obsequia, quibus Georgius, Manuel, & Aleramus præfati Majestati nostræ prompta fidelitate se gratos, & placidos reddiderunt, & se poterunt continuatâ fidelitatis studio reddere gratiores, mentis nostræ oculis limpidius intuentes, ipsiusque Alerami petitionibus benignius annuentes prædictorum Prædecessorum nostrorum Privilegia, & Litteras, prout de verbo ad verbum præsentibus sunt inserta, seu insertæ, & universa & singula in eisdem contenta rata habentes, & grata, sicut digni possumus, & salvis nostris, & Imperii servitiis, & fidelitatibus eidem Aleramo, nomine & vice Georgij, & Manuelis prædictorum petenti, & recipienti, & Hæredibus, & Successoribus eorundem approbamus, ratificamus, & de novo concedimus, ac etiam de nostra certa scientia, auctoritate Imperiali præsentis Scripti patrocinio confirmamus; & quia Georgius de Carreto Marchio Saonæ, Manuel, & Aleramus de Carreto Marchiones Savonæ, & Cranezanæ prædicti nonnulla Castra, bona, Feuda, & Jura in Marchionatibus Saonæ, & Cranezanæ, & alibi obtinere noscuntur, quæ ipsis donari, & concedi in Feudum & se de eis instantibus precibus petierunt, per nostræ Imperialis Majestatis Celsitudinem investiri: Nos ipsorum dignis, & devotis supplicationibus favorabiliter inclinati prædicto Georgio, & suis Hæredibus, & Successoribus, tertiam partem Castri Burgi, Villarum, & Hominum Finarii, & districtus ejusdem, nec non Castrum, & Villam Stallanelli cum tertia parte Podii Botarri, Castrum & Castellaniam Aquilæ, & Czezi cum tribus partibus Gartenolæ, Castrum & Villam Zucharelli, & Castrum vetus, Castrum & Villam Bardonei, & medietatem Castri & Villæ Preiolæ, cum eorum Juribus, Jurisdictionibus, mero & mixto Imperio; Item medietatem Feudorum Rivenalis, Zenexi, & Alnaschi; & Feudum totum Brunorum de Zucharello, cum Juribus dictorum Feudorum: Manueli verò, & Aleramo de Carreto, Marchionibus Saonæ, & Cranezanæ prædictis, & eorum Hæredibus & Successoribus, primò tertiam partem Castri Burgi, Villarum, hominum & districtus Finarii, nec non Castrum & Villam Calizani, Castrum & Villam Maximini, medietatem Castri & Villæ Preiolæ, duas partes tertie partis Castri & Villæ Crucis ferræ, Burgi Milleximi, & partem quam habent in Carcharis; Item quartam partem Castri Zhetii, & Burgi Plebis Zhetii cum pertinentiis, & Villis eorundem, & cum Jurisdictione ponendi Consules in tota dicta Castellania; quartam partem Castri & Villæ Carteni, Burgi Vesalici, Villarum, & pertinentiarum eorundem, medietatem Castri Rorhæ Rantii cum quarta parte Rantii, Bacalagæ, & aliarum Villarum pertinentium ad dictam Castellaniam, & quartam Feudorum, & Vassalorum infra scriptorum, scilicet Calstrorum, & Villarum Caxii, Peornaxii, Montiscavii, Velligi, Maremi, Cassanovæ, Wzi, Curenæ, Monexii, Alti, Clavaunæ, Castri bianchi cum pertinentiis eorundem; medietatem Feudorum Castri & Villæ Rivenalis, Zeucxii, Alnaschi, cum eorum Juribus, & pertinentiis, & omnia, & singula Castra, Civitates, Oppida, possessiones, & bona, & Jura Vassalorum, & Feudorum Jurisdictiones, merum & mixtum Imperium, cum Juribus, & suis pertinentiis universis quæ ad ipsos, & eorum quolibet, vel ex eis alterum pervenerint ex titulo emptionis, donationis, hereditatis, vel alio quovis titulo, & quæ nunc ipsi, & quilibet eorum, vel ipsorum alter possident, & possederunt, & etiam Castra, Civitates, Villas, & Jura quolibet, cum pertinentiis, Juribus, & Jurisdictionibus eorundem, quibus spoliati fuerant, & sunt ipsi, vel eorum Prædecessores ubicunque sint, committimus ex certa nostra scientia in perpetuum concedimus, & de novo donamus; omniaque dicta Castra, Oppida, Villas, Communitates quascumque superius nominatas eisdem concedimus, cum omnibus Vassallis, Valvassoribus, seu fidelibus quibuscumque in dictis Territoriis, habitantibus, & habitaturis, quod sint eorum subiecti, & esse intelligantur cum Vallibus, Montibus, Planiciebus, Collibus, silvis, pascuis, molendinis, aquis, ac quarumque decursibus, fluminibus, stagnis, lacis, Piscationibus, venationibus, cujuscumque generis, & quarumcumque terrarum, Pedagis, Theloneis, Mercatis,

Mercatorumque datis, impositionibus cujuscumque generis, cum extradantibus Vassalorum, & Fidelium quorumcumque habitantium in dictis Locis, impositionibus panarum & bannorum, angariarum, perangariarum, onerum, realium, personalium, atque mixtorum de gratia speciali, recepto quoque à prædicto Aleramo, suo & prædictorum Georgij, & Manuelis, ac Hæredum suorum nomine, in manibus nostris, homagii, fidelitatis, obedientiæ, & subjectionis debita solito juramento, ipsum Aleramum petentem, & recipientem, vice & nomine, quo supra, de præmissis omnibus præsentibus invellimus de Imperiali plenitudine potestatis, nostris, & Imperii sacri servitiis, fidelitatibusque semper salvis. Dantes, & concedentes eisdem de plenitudine potestatis nostri culminis auctoritatem, & licentiam fabricandi Castra, Oppida, & Fortalicia cujuscumque generis in Locis prædictis, & jam facta conservandi, destruendi, mutandi ad eorum liberum libitum voluntatis, & quod possint prædicti, & valeant Loca in prædictis Territoriis silentia, quæ fuerint alias habitata, & nunc sunt inhabitata facere, habitare, & quæ nunquam habitata fuerunt, facere habitari de novo, in quibus eisdem Privilegiis gaudeant, de quibus gaudent in aliis superius expressatis. Concedimus etiam eisdem, quæ Civitates, Castra, Oppida, & Loca in Territoriis superius nominatis per quascunque personas detenta, cujuscumque status, qualitat, seu conditionis existant, seu per quascunque Communitates, vel Civitates occupata detinentur, possint auctoritate propria recuperare, & invadere, & offendere causâ recuperationis ipsorum, res, personas, & bona ipsorum derinentum, nisi dictas Civitates, & dicta Castra, Oppida, & Loca restituant, cum omnibus Juribus, & Jurisdictionibus eorundem; Inhibentes igitur universis, & singulis Principibus tam Ecclesiasticis, quam mundanis, nec non Marchionibus, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, Civitatibus, Communitatibus, cæterisque hominibus, & personis, parvis vel magnis, cujuscumque status, dignitatis, vel conditionis existant, firmiter, & districtè, ne jus aliquod in prædictis tam concessis antiquis per Prædecessores nostros & per nos confirmatis, quam per nos de novo concessis, & indultis sibi audeant vendicare, vel ipsos in eis quomodolibet impedire, non obstantibus aliquibus privilegiis, seu gratis concessis alicui personæ singulari cujuscumque status, qualitat, vel conditionis existat, seu cuicunque Collegio, Civitati seu Communitati quocunque vocabulo censetur, vel impoterunt concedendis; quæ, & quas ex nunc tollimus, & etiam annullamus, eaque, & eas de certa nostra scientia, in quantum præsentibus obviare & derogare videntur, decernimus nullius esse in antea roboris, vel momenti, etiam si de eis expressam oportere fieri mentionem, quæ pro expressa ex nunc haberi volumus, & censeri. Si quis verò secus attemptare præsumserit Indignationem nostram Imperialem & penam centum Marcharum auri puri componendam, quarum medietatem Fisco seu Errario Cameræ nostræ Imperiali, aliam verò mediam partem passorum injuriam usibus aplicari volumus, se noverit irremissibiliter incursum.

ANNO
1355.

Signum Serenissimi Principis, & Domini Domini KAROLI Quarti Romanorum Imperatoris Invictissimi, & gloriosissimi Boemia Regis.

Testes hujus sunt Reverendissimi in Christo Pater Dominus Petrus Ostiensis, & Velleitensis Episcopus Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalis, nec non Venerabiles Johannes Archiepiscopus Pictavi, Johannes Olmovicensis, Gherardus Sprentis & Marquardus Augustensis Ecclesiarum Episcopi, & Illustres Johannes Marchio Montisferrati, Nicolaus Opaviæ, Bolko Falkenbergensis, Duces; nec non Spectabiles Johannes Nürimbergensis, &

ANNO & Barcardus Merdurgensis Burgavii, Johannes de
 1355. Reez, & Albertus de Anhalt Comites, ac etiam nobi-
 les Sibico dictus Lepus de Hasenburch, Hasco de Sixer-
 zeitz, & Busko de Wilharticz Magistri Camerae, Tes-
 co de Wilharetz Marescalcus Imperialis Curiae, & alii
 plures fide digni praesentium sub nostra Imperiali Ma-
 jestatis Sigillo testimonio Literarum; Datum Pils anno
 Domini millesimo trecentesimo quinquagesimo quinto
 Indictione octava Idus Maii Regnorum nostrorum an-
 no nono, Imperii vero primo.

Ego Johannes Dei gratia Luthomuschlensis Episco-
 pus Sacrae Imperialis Aulae Cancellarius loco Reveren-
 di in Christo Patris Guillelmi Cploniensis Archiepis-
 copi, Sacri Imperii per Italiam Archi-Cancellarii re-
 cognovi, supradicto Domino Imperatore meo KARO-
 LO feliciter imperante.

*Extracta sunt praesentis Copia ab Originali scripto in
 Carta pergaminea cum Sigillo in Cera rubra, & cum
 cordulis aureis, & sericis existentibus in Regio Archivii
 Caspi Portae Jovis Mediolani. Datum Mediolani die
 trigesima mensis Octobris anni 1719.*

Examinavit JOHANNES FRANCISCUS STRI-
 GELLIVS, Regii Archivii Officialis.

CCCLI.

f. Août. *Tabulae Compositionis inter Capitulum & Ecclesiam
 HAMBURGENSEM, atque Senatum & Civi-
 tatem ejusdem Urbis de Juribus & Immunitati-
 bus Clericorum & Ecclesiasticorum, factae Ham-
 burgi Anno Domini 1355. 5. mensis Augusti. Cum
 duplici ejusdem Argumenti Appendice eodem an-
 no promulgata. [PETRI LAMBECCI Rer.
 Hamburg. Libr. II. pag. 87. LUNIG, Teut-
 sches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat.
 IV. Abtheil. VIII. Abtatz XXIII. pag. 937.
 d'où l'on a tiré cette Pièce.]*

In nomine Domini Amen.

UNIVERSIS praesentes Literas inspecturis seu au-
 dituris. Nos Praepositi, Decanus, Canonici
 & Capitulum Ecclesiae Hamburgensis; nec non Con-
 sules & Commune ejusdem Civitatis Hamburgensis, Bre-
 menensis Diocesis, cupimus fore notum, quod cujus-
 libet dissensionis materia, quae jam dudum inter nos
 hinc inde super infra scriptis Articulis exitit suscitata,
 diligenter tractatu & matura deliberatione praehabitis,
 taliter est soluta. Inprimis videlicet nos Consules a cu-
 rris seu habitationibus dictorum Dominorum Canonico-
 rum, quae sunt undecim numero, cum suis terminis,
 prout sitae sunt, in perpetuum non exigemus neque
 postulabimus *Schos & Schulde*, & ab omnibus talliis,
 exactionibus & oneribus secularibus erunt liberae & per-
 fruenter consueta & debita libertate. Nec per eandem
 curias vel retro easdem quomodolibet vendicabimus
 nobis vias, excepta via a porta molendii usque ad pen-
 dulam, quae vulgariter *Rame* dicitur, quam nos Consules
 liberam obtinebimus, sicut prius. Item nos Consules lo-
 cum retro curias Canonico-um, dictum *Hasenmohr*,
 ab utraque parte non implebimus, nec occupabimus &
 fluxum seu meatum ipsius loci ad Alstiriam per canaliam
 consueta, perpetuis temporibus duratura, reduci & re-
 novari favorabiliter promittimus. Et licet dicti Domi-
 ni Canonici & Vicarii commoditatem valli juxta curias
 ipsorum consuetum debent habere; tamen in eodem
 vallo frangendo, fodiendo vel clouas aut alia aedificia
 construendo, in damnum Civitatis nihil attentare debe-
 bunt. Item de omnibus bonis Clericorum in iure Ci-
 vitatis suis nos Consules recipiemus *Schos & Schulde*,
 exceptis undecim curiis praedictis & redditibus, quos Do-
 minus Adolphus, quondam Comes Holstiae, fidei
 recordationis, ad lumen Ecclesiae beatae Mariae in per-
 petuum erogavit, & exceptis redditibus, quos Canonici
 & Vicarii in molendinis & teloneo dignoscuntur ha-
 bere. Quadam vero curiae & Domus Vicariorum per-
 solvent *Schos* vel Denarios, quos hactenus persolvere
 consueverunt. Item si tempore nocturno five diurno
 Clericorum aliquem in maleficio deprehendi contige-
 rit, statim cum constitit, eum esse Clericum, Judi-
 cibus Ecclesiasticis, sine requisitione & difficultate qua-
 libet, praesentabitur, postquam de crimine legitime con-
 victus fuerit, canonice puniendus. Item nos Consu-
 les Clives nostros & alios Laicos, insultum in Cle-

TOM. I. PART. II.

ricos seu Ministros Ecclesiae verbis vel factis ta-
 cientes in Ecclesia vel Altari, vel intra Jurisdic-
 tionem nostram, compescemus & judicabimus, in
 quantum ad nos pertinet, cum effectu. Si vero Cleri-
 cus in Laicum insultum fecerit in Ecclesia vel Ju-
 risdictione nostra, nos Canonici tamen Clericum
 similiter, in quantum ad nos pertinet, compesce-
 mus & judicabimus cum effectu. Item nos Consules
 non permittemus ad instantiam nostrorum Civium vel
 aliorum Laicorum, quibus praecipere possumus, reddi-
 tus & proventus de molendinis & teloneo & alia bona
 ad Ecclesias Hamburgenses & Thesaurariam ejusdem
 pertinentes, arrestari vel quomodolibet occupari, sed
 Laicos de Dominis Praeposito, Decano, Canonici &
 Capitulo & aliis Clericis conquerentes pro consequen-
 da iustitia ad Judices Ecclesiasticos remitemus. Et
 nos Praepositi, Decanus & Capitulum hujusmodi Lai-
 cis conquerentibus faciemus plenam iustitiam realiter
 exhiberi. Si vero Clericus super civilibus vel pecunia-
 riis causis convenire voluerit, pro consequenda iustitia,
 ad seculares Judices, nos Canonici talem Clericum,
 quantum ad nos pertinet, remitemus. Et nos Consu-
 les tali Clerico conquerenti procurabimus exhiberi in-
 iustitiam complementum. Item nos Consules non facie-
 mus bona Clericorum quoruncunque Hamborch ve-
 nientium, indubitanter ad nos spectantia per quoscu-
 que Laicos, quibus praecipere possemus, arrestari. Item
 Scholares sub iugo Magistrum existentes nos Consules
 non distringemus nec condemnabimus, sed eorum cor-
 rectionem & punitionem, si deliquerint, Judicibus Ec-
 clesiasticis remitemus. Item nos Consules Ecclesiam
 Hamburgensem & Ecclesiasticas personas quibuscumque
 Libertatibus, Privilegiis & Juribus suis libere uti per-
 mittimus, ipsos in eisdem sincere & efficaciter confo-
 vando, Juribus, Libertatibus & Privilegiis nostrae Ci-
 vitatis in omnibus semper salvis. Id ipsum nos Prae-
 positus, Decanus, Canonici & Capitulum, Consuli-
 bus & Civibus Hamburgensibus ex sinceritate cordis fa-
 cere debemus & volumus vice versa. Item nos Consu-
 les debemus nostros & Canonici suos compescere;
 ne inter se discordent; Et si, quod absit, inter Cleri-
 cos & Laicos discordia vel offensa fuerit suscitata, non
 statim procedere debent in Jure, sed duo de Canonici
 & duo de Consulibus convenient; fideliter tentaturi, si
 ipsos ad pacem & concordiam possint revocare. Quod
 si facere non possunt, quivis gaudeat suo jure. Item
 nos Canonici statuemus in Ecclesiis Parochialibus Rec-
 tores & Capellanos literatos & idoneos; qui populo
 praesse possint doctrinis, moribus & exemplis. Simili-
 ter Scholasticus providebit Scholis de Rectoribus lite-
 ratis & idoneis, qui in suo salario contenti vetera sti-
 pendia non augeant & nova in antea non imponent.
 Sane praeter praemissam compositionem & ordinatio-
 nem, nos Canonici & Capitulum Sententis, Processi-
 bus & Literis quibuscunque tam in Romana Curia,
 quam extra, tempore litis contra Consules & Cives
 Hamburgenses obtentis, qualitercunque & quomodo-
 cunque in futurum non utemur, nec per ipsos eosdem
 Consules & Cives quovis modo vexabimus in perpetu-
 um. Omnes etiam Tractatus & Placita tempore litis
 habiti & habita; irriti & cassi, irrita & cassa penitus re-
 maneant & eis renunciavimus expresse, praemissis om-
 nibus & singulis articulis in suo robore perpetue dura-
 turis; sed iidem Consules & Cives quibuscumque Liberta-
 tibus, Privilegiis & Juribus suis plene gaudebunt. Et
 nos Consules & Cives e converso Ecclesiam Hamburg-
 ensensem & Clerum in Libertatibus & Privilegiis & Ju-
 ribus suis non debemus perturbare. Et omnis dissen-
 sionum, suspitionis & discordiae materia, inter quos-
 cunque personas, conjunctaque conditionis existunt;
 suborta vel mota ratione praemissorum, debet esse sedata
 penitus & sopita & in malo non debet amplius in memo-
 riam revocari. In cuius rei testimonium Sigilla nostra,
 videlicet Capituli & Civitatis praedictorum praesentibus
 sunt appensa. Datum & actum Hamburg, anno Do-
 mini 1355. quinta die mensis Augusti, praesentibus ho-
 norabilibus & discretis Viris, Dominis Paulo Haken,
 Canonico Bremensis, Lubecensis & Suerinensis Ec-
 clesiarum, & Nicolao Vob, perpetuo Vicario Ecclesiae
 Hamburgensis praedictae.

Prima Appendix COMPOSITIONIS eodem anno 10 Août.
 1355. promulgata. [LAMBECCIUS loco cit.
 pag. 87. LUNIG loco cit. pag. 937.]

PRIMO, super Statutis dicitur hoc modo: Nulla
 Statuta fecimus contra Ecclesiasticam Libertatem &
 faciemus. Si quis bona sua in usus Ecclesiasticos dare
 P p volue-

ANNO
1355.

volverit, sicut ante triginta annos & ultra in Civitate illa rite observatum est. Item de pecunia fabricæ servabitur, sicut in Literis super hoc confectis tenetur. Item de sepultura a tempore interdicti tenebitur, sicut de jure oportebit fieri, observari. Item Clerici vendat hereditatem suam, sub ea conditione, sicut Laici, & in hoc non impediatur. Item Infitiores non permittentur stare in Ecclesiis & Capella Sanctæ Annæ in diebus Processionis; in ambitu non stabunt, & Bancos deportabunt. Et infra decem annos Consules de apto loco cogitabunt. Item de Cloaca Ecclesiæ fiet, sicut Capitulo & Consulibus videbitur expedire. Item talis anno dabitur de molendinis, cum qua quilibet potest satisfacere bono viro. Item Testes synodales nulla fraude retrahentur ab excusando illos, qui de jure fuerint excusandi, sicut secundum consuetudinem antiquitus in Civitate illa est rite observatum. Item Clerici & Laici debent prohiberi, ne immundities ad cimiteria effundant. Item ad structuram Beatæ Mariæ poterit cremari cæmentum in cimiterio ejusdem Ecclesiæ, si in aliis cimiteriis fuerit crematum. Item nullus inducatur nec * prohibetur ad offerendum *Verlinges*; sed quilibet secundum voluntatem suam & gratiam sibi a Deo datam offerat, quod sibi placet. Item oblationes & aliæ donationes fidelium, in Vigiliis defunctorum & Divinis Officiis, sicut a triginta annis est observatum. Item ab ancilla Ecclesiæ non exigitur nec recipitur *Schott*, pro redditibus, quos Ecclesiæ sibi tribuit annuatim, sed tantummodo pro bonis, si qua habet, in jure Civitatis. Item confugiens ad Ecclesiā servabuntur, sicut Jura Canonica & Civilia mandant teneri. Item de hospitalitatibus domorum Sti. Spiritus & Sti. Georgii tenebitur, sicut in Privilegiis Civitatis & Capituli continetur, & sicut antiquitus est observatum. Item larvati non current in Ecclesiis tempore divinorum. Item pecunie pertinentes ad Vicarias in usus earum convertentur, & quæ præceptæ sunt per Testatores fundari, quaerocys fundabuntur, si secundum jura Civitatis de talibus bonis testari possint. Item Campanarii in Ecclesiis Parochialibus stantentur, accedente ad hoc consensu Plebanorum. Nos Paulus Hacke, Canonicus Bremensis, Lubicensis & Suerinensis Ecclesiarum, ac Nicolaus Vos, perpetuus Vicarius Ecclesiæ Hamburgensis, presentibus protestamur, quod honesti Viri Nicolaus Franzoyser & Tidemannus up dem Perde, Proconsules Hamburgenses, super Articulari contentis in scedula exscripta, cui præfens Litera huius nostris Literis est transfixa, concordaverunt cum Reverendis Viris Dominis Wernero, Præposito, Johanne, Decano, Henrico, Scholastico, & Ludolpho, Cantore Ecclesiæ Hamburgensis, nomine ipsius Ecclesiæ perpetuo observandis. Item presentibus protestamur, quod prædicti duo Consules, nomine Consulum & Civitatis Hamburgensis, bona fide promiserunt, quod ipsi & Consules Hamburgenses cum prædictis Dominis Præposito, Decano & Capitulo Hamburgensis super redditibus & bonis Ecclesiasticis, qui non debent dare & solvere *Schott*, debent infra hinc & Festum omnium Sanctorum nunc proximum concordare cum effectu, & super illis, in quibus concordarunt, Literas patentes debent dare & sigillare Sigillo Civitatis Capitulo Hamburgensi. In cujus rei testimonium Sigilla nostra presentibus sunt appensa. Datum Hamborch, anno Domini millesimo tricesimo quinquagesimo quinto, die decima mensis Augusti.

* Forte
prohibetur.

3. Sept. *Secunda Appendix ejusdem COMPOSITIONIS.*
[LAMBECIUS loc. cit. pag. 87. LUNIG,
loc. cit. pag. 937.]

NOVERINT universis, quod nos Theodoricus up dem Perde & Henricus Hop, Proconsules Civitatis Hamburgensis, nomine Consulum dictæ Civitatis, cum honorabilibus Viris Dominis Henrico Witten, Scholastico, & Hartwico de Salina, Canonico Ecclesiæ Hamburgensis, Brementis Diocesis, super infra scriptis Articulari concordavimus in hunc modum: Primus domus Johannis Holtenstede prope Scholetor: item domus Domini Henrici Witten: item curia, quam habet Dominus Johannes. Buckenhagen retro rectorium dictæ Ecclesiæ ad partem Occidentalem: Item domus Campanarii Ecclesiæ in platea fabricarum: Item domus, in qua morabatur Dominus Hermannus Glazewerder ad partem Ecclesiæ Meridionalem, in futurum *Schott* non solvent. Item omnia & singula bona in Jure Civitatis constituta, ad Thesaurarium dictæ Ecclesiæ Hamburgensis spectantia, *Schott* non per solvent. Item de omnibus & singulis bonis & redditibus in Jure Civitatis constitutis, quæ & quos dicta Ecclesiæ & ejus personæ infra triginta annos possiderunt, & possident in hodie-

num diem, sive sunt ad memorias sive ad vicarias, ANNO *Schott* non recipiemus, sed in favore & gratia, in qua hæcenus permanserunt, *Schott* Civitati non per solvent, in eadem gratia & favore dictam Ecclesiā & personas volumus favorabiliter permanere, nisi nos rationabiliter ostendere possemus, quod Ecclesiæ & dictæ personæ infra dictos triginta annos, usque in hodiernum diem de aliquibus bonis *Schott* Civitati solvissent, tum de illis bonis, de quibus solverunt, ut dictum est, *Schott* Civitati nostræ per solvent in futurum. In cujus rei testimonium sigillum nostrum presentibus est appositum. Datum & actum Hamborch anno 1355. in pro-festo Barbaræ Virginis.

1355.

CCCLII.

Traité entre CHARLES Roi de Navarre & JEAN 10. Sept. Roi de France, fait à Valorgne le 10. Septembre 1355. [Thesaurus novus Anecdotorum. Tom. I. col. 1401. Ex MS. Domini Bulteau.]

NOUS CHARLES par la grace de Dieu Roy de Navarre, & Comte d'Eyreux, pour nous & nostre nom d'une part: & nous JACQUES de Bourbon Comte de Pontieu, & Conseiller de France; & nous GAUTIER Duc d'Athènes, Comte de Brene & de Liche Messagers du Roy nostre Sire, & ayant plein pouvoir de luy quant aux choses qui eussent fere, traitier, passer & accorder, par vertu des Lettres de nostre dit Sire sur ce faites, dont la teneur est cy-dessous incorporée, pour & ou nom du Roy nostre Sire d'autre part; faisons savoir à tous que sur les discors entre Monseigneur le Roy dessusdit & nous Roy de Navarre; & sur les demandes qu'il nous faisoit, & nous à luy, tant à cause de luy & de nous, comme de nos Predecesseurs, avons traité & accordé nous Roy de Navarre pour nous & en nostre nom; & nous Messagers dessusdits pour & ou nom du Roy nostre Sire en la maniere qui ensuit.

I. Premièrement quand à ce que Monseigneur le Roy s'estoit tenu pour malcontent de nous Roy de Navarre dessusdit pour aucunes desobéissances que nos gens eussent de par nous en nos Villes & Châteaux d'Eyreux, de Pontedeemer, de Cherebourg, de Gauray, Mortaing, Avranches, & Carentan, avoient faites à Monseigneur le Roy dessusdit, ou à ses gens, ou autrement, est accordé que nous en faisons obéissance de nosdites Villes & Châteaux à Monseigneur le Roy, mettrons dès maintenant, Roylement, & de fait en la main de nostre Cousin le Conseiller dessusdit, ou de celluy ou ceux que nostre dit Cousin voudra à ce deputer, comme en la main de Monseigneur le Roy nos Villes & Châteaux dessusdit. Et pourra mettre nostre dit Cousin en chacune desdites Villes & Châteaux un Châtelain tel comme il luy plaira, luy tiers, outre les gens qui y sont ou seront de par nous Roy de Navarre, & y démonteront, ainsi comme dit est, lesdits Châtelains & autres gens mis en iceux Villes & Châteaux par nostre dit Cousin jusqu'à tant que nous en nostre personne aurons fait à Monseigneur le Roy l'obéissance cy-dessus escripte.

II. Item, est accordé que quand nous Roy de Navarre serons devers Monseigneur le Roy dessusdit, nous parlerons à luy publiquement avec toute obéissance, reverence, & honneur, sur les choses qui touchent nostre honneur, & le desblame de nous & de nos gens, & de nos amis, en gardant tout l'honneur de Monseigneur le Roy, & luy supplierons qu'il veuille pardonner à nous, à nos freres, & gens tout ce dont il s'est tenu pour mal content de nous & d'eux, & lever la main de nos Terres, Villes & Châteaux, qui sont en icelle, & les nous mettre en pleine delivrance, & aussi celle de nosdites gens.

III. Item, est accordé que tantost comme nous Roy de Navarre dessusdit aurons ainsi publiquement parlé à Monseigneur le Roy, il devant nous pardonnera incontinent à nos Freres, & toutes les gens, Conseillers, Famelliers, Officiers de nous, ou de nosdits Freres, aidans, adherans, conseillans, & confortans, de quelconques estat & ou que il soient, & à nos Subjets, & de chacun de nous & autres quelconques lesquels sont presentement ci nommez, & autres que nous nommerons & baillerons en bonne foy par escript sous nostre Seel dedant la Feste de Chandelier prochain venant au Chancelier de France, toutes ires, rencues, indignations, meprisures, offenses, meffais, mesdits & maulens quelconques qu'il a eu, ou conceus,

ANNO 1355. où pourroit avoir ou concevoir contre nous Roy de Navarre, nosdits Freres, les Conseillers, Familiers, Officiers, & Subjets de nous, de nosdits Freres, no-

aidans, adherans, & conseillers, & confortans, & autres quelconques nommez & à nommer, comme dit est, pour quelconque cause & occasion que ce soit de tout le temps passé jusques au jourd'hui, & fera à nous Roy de Navarre, à nosdits Freres, & aux dessusdits nommez & à nommer, comme dit est, & à chacun plaine & parfaite remission, pardon & quittance de tous excès, crimes, delits, mefaits, mesdits, desobéissances, rebellions, & autres choses quelconques, dont il s'est, ou peut estre tenu, ou pourroit tenir malcontens de nous, de nosdits Freres, ou des autres cy nommez & à nommer, comme dessus est dit, de tout temps passé jusques au jourd'hui pour quelconques causes ou occasion que ce soit, fait pour nostre fait, ou pour autres quelconques cause. Supposé que l'en peut, ou voudrait dire, que nous, nosdits Freres, ou aucun de ceux cy nommez & à nommer, comme dit est, eussions ou eussions commis & perpetré Crime de Lèze-Majesté, ou autres quelconques, fust contre la personne de Monseigneur le Roy, le bien public, ou autrement, un ou plusieurs, & toutes peines civiles, corporelles, criminelles, amandes, & confiscations, que nous, nosdits Freres ou aucun de ceux cy nommez & à nommer, comme dit est, pouvons ou pouvons avoir encouru de tout le temps passé jusques au jourd'hui envers la personne de Monseigneur le Roy, ou la Couronne de France, sens ce que Monseigneur le Roy ou ses Successeurs ou autres de par eux par voye de fait ou de droit, sous couleur de justice ou autrement, en puisse jamais rien demander à nous, nosdits Freres, ne aucuns d'autres cy nommez & à nommer, comme dit est, ne aux Hoirs ou Successeurs de nous, ou d'eux, ou d'aucun d'eux, en corps, ne en bien, ne pour ce faire ou souffrir à faire aucune poursuite, vengeance, ou punition, par quelque voye que ce soit contre nous, ou eux, ou aucun d'eux; & que ladite quittance, pardon, & remission vaudront autant à tous ceux à qui elles peuvent ou pourroient toucher qui ci sont & seront nommez, comme dit est, qui aidier s'en voudront, comme se tous les cas qui de nécessité y deussent estre declairer, y fussent tous exprimez, & fussent autres & plus grans que ceux qui cy-dessus sont contenus. Et dès maintenant nous Roy de Navarre preffens & consentans, nous Messager dessusdit nommons & declaronz ceux dont à présent nous sommes avisez, qui joiront de cette remission, pardon, & quittance de toutes les seuretez à nous octroyées en nostre personne de chacune d'icelle & leur vaudront ainsi comme à nous mêmes, desquels les noms s'ensuivent. Le Comte de Namur, Monseigneur JEHAN & Monseigneur GODEFROY de Bouloigne, Monseigneur GODEFROY de Harcourt, Monseigneur PIERRE de Sagesaeville, Monseigneur GEORGE Sire de Claire, Monseigneur GAUCHER de Lor Sire de Hambré, le Sire de Guenaville, Monseigneur MARTIN de Hennequis, le Sire de Eux, le Sire d'Aigremont, le Jeune Monseigneur JEHAN Remens Darelhano, le Sire de Hanope, le Sire de Belesmée, Monseigneur ROBERT de Brancourt, le Sire Daniel, Monseigneur JEHAN de Fescamps, Monseigneur PHILIPPE Sire de la Cheife, Monseigneur JEHAN de Versailles, Monseigneur ANCEAU de Villers, Maubue, de Maure, Mares, Monseigneur REGNAUD de Braquemont, & Monseigneur ROBERT de Coillaville Chevaliers, Maître THOMAS de Ladit, ROBERT Porte, & Adam de Franconville, Monseigneur PIERRE Gobert, Monseigneur PIERRE de la Tannerie, Monseigneur JEHAN de Ladit, PIERRE du Tertre, SIMON Rose, Monseigneur GUILLAUME Froier Clercs, JEHAN de Bancalu, COLIN Doublet, GUILLAUME Maller, JEHAN de Loris, GUILLAUME de Flegnies, HENRY de Mucy, GEORGEY de Marcon, JEHAN de Bucy, le boiteux des Murcel, ROBERT de Chartres, GUILLAUME de Pons, PIERRE de Friscamps, PHOT de Moulifiers, COLIN Avenel, JEHAN de Gamoa: RAOULIN de Mamemares, BERNEQUIN de Vierzy, BERTRAN de Geneves Escuyers, JOSERAN de Mascon, GUILLEMET Porte, JEHAN Clanel, GUILLAUME de la Chapelle de Crecy, JEHANOT le Chat de Lor, THEVENIN de Bausigny, JEHAN le Men de Lor, HENNEQUIN de Tournay, JEHAN Godin de Maisieres sur Meuse, HUMBLET de Liege, JEHANOT de Donchery, & tous ceux qui furent de par le Roy nostre Sire au Traicté de Mante: c'est à sçavoir le Cardinal de Bou-

TOM. I. PART. II.

loigne, le Duc de Bourbon, l'Evesque de Laon, Messire GEORGEY de Charny, & Monseigneur ROBERT de Loris; & de ce seront faites Lettres sous le seel du Roy en las de foye & cire vert pour tous les noms nommez & à nommer, comme dit est, & pour chacun d'iceux sens coustement.

IV. Item, est accordé que tantost incontinent l'obéissance faite par nous Roy de Navarre à Monseigneur le Roy en la maniere que dit est, il levera sa main de nos Terres, Villes, Chasteaux, & de celle de nos Freres & gens, & les mettra du tout à plaine delivrance avec tous les autres biens & Garnisons quelconques estans esdites Villes & Chasteaux.

V. Item, est accordé que ce jour mesme, ou lendemain, lequel que mieulx plaira à Monseigneur le Roy, nous Roy de Navarre preffens, nos Dames les Roynes JEHANNE & BLANCHE de France, nos Freres le Dapphin, le Comte d'Anjou, le Duc d'Orleans, nos Cousins le Duc de Bourbon, le Conestable, le Duc d'Athenes, & nostre Frere le Comte de Foix, & aussi y seront le Chancelier de France, & autres tels comme Monseigneur le Roy voudra nommer, jureront sur Sains Evangiles par nous toucheu corporellement, que nous aimerons, servirons de bon cuer, & obéirons à Monseigneur le Roy contre toutes personnes qui peuvent vivre & motir, & garderons, & pourchacerons à nostre loyal pover; le bien, honneur, & bon estat de sa personne, & de son Royaume, & de ses Successeurs Rois de France, comme bon Fils, Vassal, & Subjet; & que se aucune chose notable par quoy l'amour & Paix d'entre Monseigneur le Roy & nous peult estre troublée, ou empêchée, ou qui fust contre l'honneur, bien, & estat de Monseigneur le Roy, ou du Royaume, nous estoit ditte ou rapportée, nous la luy ferons sçavoir au plusloft que nous pourrons.

VI. Item, est accordé que nous Roy de Navarre remettrons, quitterons, pardonnerons bonnement & entierement toutes offenses, courroux, maualens, indignations, mefaits, mesdits, & méprisures, faites contre nous, nos Freres, ou contre aucuns de nos Officiers, Gens, Soudoyers, ou Subjiet à tous les Conseillers, Officiers & Serveurs du Roy, & aux Subjets de ses Officiers, & à chacun d'eux, & que nous ne pourchacerons, ne souffrirons estre fait, ne pourchacié en apport ne en repost, par voye directe ne oblique, sous couleur de justice, ou autrement; aucune villenie, ou dommage, poursuite, deshonneur, punition, ou vengeance contre aucun desdits Conseillers, Officiers, ou Serveurs, ou les Subjets d'iceux Officiers, pour quelconque chose qui ait esté faite, advenue, ou dite contre nous ou nos gens de tout le temps passé jusques aujourdhuy, excepté en tout tous les parens & amis charnels de sen Monsieur CHARLES d'Espaigne, & aussi tous les amis, serveurs & familiers dudit Monsieur CHARLES; lesquels amis, serveurs & familiers; ne voudront jurer cette presente feurté, s'il en sont requis de par nous Roy de Navarre.

VII. Item, Que nous Roy de Navarre jurerons & promettrons comme dessus, que nous ferons nosdits Freres, pour lesquels quant à ce nous nous faisons fort, & douze, ou plusieurs de nos gens, ou Conseillers du Royaume de France, tels comme Monseigneur le Roy voudra permettre, & jurer en la maniere que dit est toutes les choses dessusdites, & chacune d'icelle tenir & garder, enteriner, faire & accomplir, & non venir encontre par quelque voye que ce soit, & nos autres gens, ou Conseillers de dehors du Royaume jureront de nostre commandement la feurté des gens & Officiers de Monseigneur le Roi se ils le requierent.

VIII. Item, est accordé que par semblance & maniere promettront & jureront nosdits Freres & Conseillers, que il ne nous conseilлерont apertement, ne en repost, par voye directe ne oblique, par eux ne par autres, que nous facions ou pourchacions estre faites contre les choses dessusdites promises, ne encontre aucune d'icelles; & que se aucune chose en pvoient appercevoir, ils l'empêcheront à leur pover; & se empêcher ne le pvoit, ils en aviseront Monseigneur le Roy, ses Enfans, ou ceux de son Lignage, de son Conseil, ou autres à qui les choses pourroient toucher par telle maniere que il verra à la cognoissance de Monseigneur le Roy, avant que nul mal, peril, ne eschaude en puisse venir.

IX. Item, est accordé que après que nous Roy de Navarre aurons promis & juré les choses dessusdites en la maniere que dit est, Monseigneur le Roy jurera & promettra tantost, & à telle heure sur les Sains Evangiles par luy toucheu corporellement, en la presence des personnes dessus nommées, & autre qui present

ANNO
1355.

300

CORPS DIPLOMATIQUE

auront esté au serement, de nous tenir, garder & accomplir à tousiours perpetuellement à nous, nosdits Freres, à toutes les Gens, Conseillers, Familiers, Officiers de nous & de nosdits Freres, nos Aidans, Adherans, Conseillers & Confortans de quelconque estat, ou condition qu'ils soient, & à nos Subjets, & à chacun de nous, & autres quelconques nommez & à nommer, comme dit est dessus, la remission, quittance, pardon, seurté, paix, & acour, dont mention est cy-dessus, & sera après faite pour le temps passé, présent, & à venir, sans les entreindre en aucune maniere, ne faire, ou venir encontre par soy, ne par autre, en appert, ne en repos, par voie directe ne oblique, sous couleur de justice, ne autrement, par quelque voie que ce soit, de fait ou de droit, & qui pour action des choses dessusdites, ou d'aucunes d'icelles, ou de leur despendance, il ne fera, ne pourchacera, ne souffrira estre faite, ne pourchacé contre nous, nosdits Freres, ne aucuns de nos Gens, ne des Gens de nos Freres, Conseillers, Familiers, Officiers, nos Aidans, Adherans, Conseillers & Confortans, de quelque estat ou condition qu'ils soient, ne contre les Subjets de nous, & de chacun de nous, ou autres quelconques nommez, ou à nommer, comme dit est, aucun mal, dommage, ennuy, & que il ne fera, ne souffrira estre fait par luy, ne par autre aucune vengeance ou punition contre nous, nos Freres, ne aucuns des autres nommez & à nommer, comme dit est, en corps ne en bien, par quelque voie que ce soit, pour occasion des choses dessusdites, ou d'aucunes d'icelles pour tout le temps passé jusques aujourd'hui; & que se il venoit, ou vient à sa connoissance, qu'aucun voullist faire le contraire, il l'empeschera, & fera empeschier de tout son povoir, & l'en punira si comme il appartendra : & que se aucune chose notable par quoi l'amour & paix d'entre Monseigneur le Roy & nous peult estre empeschée ou troublée, luy estoit dite ou rapportée contre nous, nosdits Freres, il le fera sçavoir à nous, & à nosdits Freres, & que, pour cause de ce il ne se mouvra contre nous ou nosdits Freres sans oir nous & eulx premierement; & que aide ou confort aucun il ne donnera, ne fera donner par soy ne par autre, en appert ou en repos, aux amis de Monseigneur CHARLES d'Espagne, ou Royaume de France, ne dehors contre nous, nosdits Freres, ne aucuns des Gens de nous, ou de nosdits Freres; & que, s'il faisoit, ou feroit par quelque voie, que aucuns dommages, messais, ou ennuy, deult pour ce estre fait à nous, & nosdits Freres, ne à aucuns des Gens de nous, & de nosdits Freres; il le desfourbera à son povoir, & le fera sçavoir à nous, nosdits Freres, & Gens à qui il touchera au plusloft que il pourra bonnement, ançois que aucun mal, peril, ou dommage s'en puisse ensuir contre nous & nosdits Freres & Gens.

X. Item, est accordé que par semblable maniere le prometront & jureront Messieurs le Dauphin, le Conte d'Anjou, & autres Enfants du Roy, quand il seroit agiez, le Duc d'Orléans, le Duc de Bourbon, le Connestable, les Enfans d'Alençon, le Conte d'Estampes, & son Frere le Conte d'Eu, & son Frere le Duc de Bretagne, le Conte de Flandre, le Duc d'Arthenes, les Contes de Roys, d'Armignac, & de Savoye, & tous les autres Seigneurs du Sanc de France, qui sont d'age, c'est à sçavoir si-toft, comme nous Roy de Navarre aurons fait l'obéissance & serement dessusdits, centz des dessusdits qui present y seront, & les autres absens, le plusloft que l'en pourra bonnement.

XI. Item, est accordé que du commandement du Roy, quarante de ses Officiers & Conseillers, tels comme nous Roy de Navarre voudront nommer, jureront aux Saints Evangelles de Dieu, qu'ils ne feront, ou consentiront par eulx, ne par autres, en repos ou en appert, par quelconque voie, ne pour quelconque cause que ce soit, aucune chose contre les choses dessusdites, ne aucunes d'icelles, ne conseilleront le Roy, en couvert ne en appert, à fere, ou venir contre les choses dessusdites, ne aucunes d'icelles, jamais à nul jour, ne ou temps à venir.

XII. Item, est accordé que les Seigneurs dessusdits, & les Conseillers, ou Officiers du Roy devant-dit, jureront en faisant lesdits seremens que se eulx, ou aucun d'eulx pevent sçavoir ou appercevoir aucune chose qui fust, soit, ou peult estre, ou à venir contre les choses dessusdites, ou aucunes d'icelles, eulx & chacun d'eulx sur le serement dessusdit l'empeschieront & desfourberont à leur povoir; & se empeschier ne le poyent, ils le reveleront, & en aviseront nous Roy de Navarre & nosdits Freres, & ceulx à qui il pourra

toucher au plusloft que ils pourront, & avant que nul mal estande, ne peril leur en puisse venir en corps ne en biens, & de ce fere leur fera le Roy exprès commandement.

XIII. Item, est accordé qu'en toutes choses qui toucheront la personne de nous Roy de Navarre & nostre heritage, Monseigneur le Roy nous traitera comme les anciens Pers de France ont esté anciennement, & sont; & doivent estre traitiez, & nous gardera, nos Droits, Noblesses, & autres Libertez appartenant à Pers de France; & traitera Monseigneur le Roy nosdits Freres amiablement, ainsi comme les autres Seigneurs des fleurs de lis.

XIV. Item, est accordé que l'obéissance faite à Monseigneur le Roy par nous Roy de Navarre en la maniere que dessus est dite, Monseigneur le Roy octroiera, & dira à nosdites Dames & à nous Roy de Navarre dessusdit, que il aidera bonnement à la delivrance de Monsieur PHILIPPE de Navarre, & de ses Gens pris avec luy.

XV. Item, sur ce que nous Roy demanderons à Monseigneur le Roy la somme de six vins mille escus d'or, ausquels nous elions restraints, pour cause des levées de nostre Terre, des assignations qui nous auroient esté faites à cause de nostre mariage, & autrement de certaine somme d'escus que nous avions fait bailler à aucuns Bourgeois de Paris touchant nos joyaux, & lesquels escus furent pris par les Gens de Monseigneur le Roy, de plusieurs dommages & interets encourus par nous Roy de Navarre, & des impositions, subides, mises en la Terre de nous Roy de Navarre, & de huit vins gros Tonneaux de Vin, qui avoient esté pris par les Gens de Monseigneur le Roy, & de plusieurs autres choses touchant meubles, esquis nous Roy de Navarre dessusdits disions tant à cause de nous, comme de nos Predecesseurs, Monseigneur le Roy nous estoit tenus; & nous Messages du Roy nostre Sire maintenions le contraire, en disant que nous Roy de Navarre elions tenus à Monseigneur le Roy en plus grant somme de deniers, tant pour cause des levées & vente de la Terre Nigre Pelicet, comme pour cause de certaine somme de deniers reçus par le moi de nous Roy de Navarre pour certains voyages qu'il fist en Flandres au temps qu'il vivoit, & aussi de grievie somme, ou sommes reçues du Roy nostre Sire, par nous Roy de Navarre pour les voyages que nous avons faits pour luy, tant en Gascogne, comme à Hedin, dont aucun conte n'a esté fait, & pour cause des Artilleries & Garnisons estans es Chasteaux bailliez à nous Roy de Navarre pour le Traicté de Manté, & pour plusieurs autres causes, tant pour le fait de nous, comme de nos Predecesseurs, & en offrant que juste compte fust fait. Et sur ce que nous Roy de Navarre demandions l'aroy de nostre Compaignie ainsee fille du Roy, est accordé que pour oster toute matiere de debat & longueur de compte, & afin que toute poursuite & demande cesse entre le Roy & nous Roy de Navarre, à cause de tout ce que luy & nous Roy de Navarre, ou nos Predecesseurs, pour nous avoir eu à fere ensemble ou temps passé pour toutes debtes & meubles, & pour bien d'amour & de paix, que le Roy nostre Sire payera à nous Roy de Navarre dessusdit cent mille escus une fois en la maniere que s'ensuit. C'est à sçavoir, que le Roy fera payer & desliver la somme d'escus pour lesquels les joyaux de nous Roy de Navarre sont engagez, laquelle somme a esté prise par les Gens du Roy, comme dit est, avec les dommages & usures qui en sont ou seront deus jusques au jour que nous Roy de Navarre aurons fait l'obéissance cy-dessus escripte, jusques à la somme que nous & nos Gens declareront au Gens de Monseigneur le Roy; laquelle somme, dommage, & usure seront deduites & rabattues de la somme de cens mille escus dessusdit; & fera le Roy delivrer lesdits joyaux à nous Roy de Navarre dedans Pasques prochain venant; & se aucun dommages ou usure en estoient deus du jour de ladite obéissance faite en avant, le Roy les payera du siens, sans rien en rabatre pour ce de ladite somme; & le contenant ou si plus de ladite somme de cens mille escus le Roy payera à nous Roy de Navarre aux termes qui ensuivent; c'est à sçavoir lendemain que nous Roy de Navarre aurons fait à Monseigneur le Roy l'obéissance, dont mention est faite cy-dessus, dix mil escus, & dedans la fin de chacun mois après en fe cinq mil escus jusques à plain payement de la somme de cent mil escus dessusdit, & des vint mil escus demourant de ladite somme de six vint mil escus, que nous Roy de Navarre demandions, comme dit est, & aussi l'aroy de nostre ditte Compaignie, nous Roy de Navarre nous

ANNO
1355.

ANNO
1355.

nous metrons du tout à la bonne volonté & ordonnance de Monseigneur le Roy, & serons contents de ce qu'il luy en plaira ordonner, sans ce que nous en puissions jamais fere poursuite ou demande. Et parmi ce le Roy & ses Successeurs sont & demeureront quittes envers nous Roy de Navarre, & les nostre envers Monseigneurs le Roy & les siens à tousjours de toutes les choses dessusdites, & de chacune d'icelles, & de toutes autres choses touchant meubles & debtes en quelconque maniere que ce soit de tout le temps passé jusques aujourduy.

XVI. Item, est accordé que tous les Chevaux que les Gens du Roy ont pris & arrestés de nous Roy de Navarre, & de nos Gens en venant de Navarre, nous seront rendus & delivrez à plain, & bailliez à nos gens, que nous y enverrons pour les amener à Evreux, si que nous Roy de Navarre les y truissions, quand nous iroit devant Monseigneur le Roy.

XVII. Item, est accordé que la Terre qui fu baillée à nous Roy de Navarre par le Traictié de Mante pour trente-sept mille livres de Terre ou environ, lesquelles nous Roy de Navarre disions que Monseigneur le Roy nous devoit affermer, tant à cause de nostre heritage, comme de douze mille livres de rente, qui estoient deues à cause de nostre Compaignie la Roïne de Navarre, à qui Monseigneur le Roy les donna en mariage paisiblement & perpétuellement à nous Roy de Navarre & à nos Hoirs, sans jamais fere aucunes prises par telle maniere que les douze mille livres qui sont de l'heritage de nostre dite Compaignie, luy ont esté, font & demeureront assignés ou clous de Constantin & en ses appartenances; & se les revenus dudit clous de Constantin ne fussient à parfaire à nostre dite Compaignie lesdites douze mille livres de rente, nous Roy de Navarre les y parferons sur la Terre qui nous a esté baillée par le Traictié de Mante, selon la fourme du Traictié. Et parmi ce demourera Monseigneur le Roy quitte envers nous Roy de Navarre de toute assiette d'heritage, esquelles il estoit tenu à nous Roy de Navarre sur son thesor, ou ailleurs par quelconque cause, que ce soit, tant de son temps, comme de ses Predecesseurs. Et semblablement nous Roy de Navarre, & nos Successeurs demourrons & serons quittes envers Monseigneur le Roy & Successeurs de toutes demandes, tant à cause de nous, comme de nos Predecesseurs.

XVIII. Item, sur la connoissance des briefs & pronages de laytie & d'aumosne, laquelle nous Roy de Navarre disions à nous appartenir selon le Traictié de Mante; & nous Messages dessusdits disions que la connoissance en appartenoit, & devoit appartenir au Roy par certaines paroles accordées à part par nous Roy de Navarre, en la presence du Cardinal de Bouloigne & de l'Evesque de Leon, du Duc de Bourbon, Monsieur GEUFFROY de Charny, & Monsieur ROBERT de Lorris, si, comme l'en dit, est accordé que par les cinq devant nommez dedans Noël prochain venant pour tous delais seront iceux les paroles que on dit que nous Roy de Navarre leur deumes dire: c'est à sçavoir quant au Cardinal de Bouloigne, parmi ce qu'il en rescrira pas ses Lettres de son seel, pource que fort chose seroit qu'on peult avoir sa presence, & quant aux autres quatre parmi la deposition que il en feront, present Monseigneur le Roy & nous Roy de Navarre; & se par lesdites rescriptions & depositions est trouvé que nous Roy de Navarre deussions au devandit chose, qui soufrire doie à l'intention de Monseigneur le Roy, quant à ce que dit est ce vouldra & tendra; & il en est ordonné, pource que nous Messages disions, que supposé que ledit Traictié demourast en la maniere qu'il est escript, il appartenoit laditte connoissance, pource que ce sont droits Royaux, & qui separent ne se pevent du Roy de France, estant Duc de Normandie; & pour plusieurs autres raisons nous Roy de Navarre disions le contraire, est outre accordé que douze bons & sages Coustumiers de Normandie seront pris & esleus pour l'une Partie & pour l'autre: c'est à sçavoir six pour le Roy tels comme il vouldra, & six pour nous Roy de Navarre tels que nous vouldrions: lesquels veront ledit Traictié, rescription & deposition, & orront ce que lesdites Parties vouldront dire sur ce, & parmi ce sens faveure par leur serement fait aux Sains Evangiles ordonneront & declareront, à qui laditte connoissance devoit appartenir, laquelle ordonnance & declaration vaudra & sera tenue par lesdites Parties à tousjours sans enfreindre, & sera fait ce que faire s'en pourra par lesdits douze Coustumiers dedant Pasque prochain: & pendant ledit temps & depuis ou cas que dedans icelle ceste question ne seroit déclaré, le plus prochain Baillif de Monseigneur le Roy des lieux

où le cas escherra, & le Baillif de nous Roy de Navarre du lieu contentieux, jusques à tant que elle soit déclarée & mise à fin en la maniere que dessus est dit, connoistront ensemble desdits briefs, & par accord de Partie, sans ce que il tourne à prejudice à aucune d'icelles, & demourra la compulsion & contrainte des Prelats & Gens d'Eglise audit Baillif de Monseigneur le Roy seul & pour le royt.

XIX. Item, est accordé que nous Roy de Navarre, tant pour nous & nos causes, comme pour toutes autres qui sont & seront demenees, & nostre Eschiquier, ressortiront en Parlement, & toutefois nostre entention n'est pas que par ce nous facions aucun prejudice aux Subjets de nous Roy de Navarre, ne à leurs Privileges & Libertez; & sans ainsi le droit de Souveraineté du Roy.

XX. Item, est accordé que toutes les choses & chacunes d'icelles accordée par le Traictié qui fust fait à Mante, qui ne sont point parfaites ne accomplies, seront parfaites & accomplies en la maniere que audit Traictié est contenu & déclaré, tant en publique comme en apert, dont il apperra souffigné.

XXI. Item, pour toutes les choses dessusdites & chacunes d'icelles tenir plus fermement est accordé que Monseigneur le Roy & nous Roy de Navarre renonceroient en faillant les seremens dessusdits à toutes dispensations eues & à avoir sur ce, & se octroyées estoient, que Monseigneur le Roy, ne nous Roy de Navarre, n'en userons, ne aucuns des autres qui feront les seremens dessusdits.

XXII. Item, est accordé que toutes Lettres qui seront à faire & à rendre d'une partie & d'autre, tant sur le Traictié qui fut fait à Mante, comme sur ce present Traictié, seront faites & rendues sans coustement dedant deux mois après l'obéissance faite par le Roy de Navarre. Et promettra le Chancelier de nous Roy de Navarre, que à ce mettra toute diligence qu'il pourra bonnement, tant comme il toute la partie de Monseigneur le Roy & aussi de nous, promettrent ceux que Monseigneur le Roy deputera à ce après ladite obéissance faite. Et semblablement & tantost nous Roy de Navarre serons rendre celles qui seront à faire de nostre partie.

XXIII. Item, nous Roy de Navarre, pour nous & en nostre nom, & nos Messages dessusdits, pour & ou nom du Roy nostre Sire, & en l'ame de luy par vertu du pover à nous donné, comme dessus est dit, avons juré, promis, & accordé chacune Partie pourtant comme luy touche à tenir & accomplir de point en point toutes les choses contenues en ce present Traictié, & chacune d'icelles perpétuellement, & sans rappel, & à non venir, fere, ne souffrir à venir contre, pour quelconque consequence que ce soit; & à ce nous Roy de Navarre obligons nos biens & les biens de nos Hoirs & Successeurs. Et nous Messages dessusdits par vertu du pover à nous donné, comme dit est, y obligons les biens du Roy nostre Sire, & les biens de ses Hoirs & Successeurs. Duquel pover, quant à toutes les choses dessusdites, fere, traitier, passer, & accorder, la teneur s'ensuit.

„JEHAN par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceulx qui ces Lettres verront, salut. Sçavoir faisons que comme nostre cher Fils le Roy de Navarre nous eust naguerres escript & requis par ses Lettres, que pour certaines choses, qu'il nous vouloit faire à sçavoir, nous vouldrions envoyer par devers luy de nos Gens, en qui nous eussions plaine fiance, pour nous rapporter ce que il leur droit: & veus les Lettres de nostre dit Fils, nous eussions envoyé pardevers luy nos amez & feaulx le Duc d'Athenes nostre Cousin; GEUFFROY de Charny, & ROBERT de Lorris, nos Chevaliers & Conseillers, lesquels s'en sont arrieres retourné pardevers nous; & aussi y sont venus de par nostre dit Fils GAUCHER Delor, & ROBERT Collarville Chevalliers, qui nous ont fait certaines requestes, tant sur aucune seurte que nostre dit Fils demande avoir pour venir devers nous sur assiette de Terres, & delivrance de deniers luy fere, comme sur plusieurs autres choses: lesquelles requestes nous avons fait lire en la presence de nosdits Cousins & Conseillers, & de nos autres Gens de nostre Conseil: nous confiant à plaint des sens, loyauté, & diligences de nos chiers & amez Cousins le Conte de Pontieu Connestable de France, & le Duc d'Athenes dessusdit, iceulx en voyons presentement pardevers nostre dit Fils; & à eux deux ensemble, & chacun par soy, avons donné & donnons par ces presentes Lettres plain pover, autorité, & mandement especial de traitier, & ac-

ANNO 1355. corder ou nom de nous, & pour nous avec nostre dit Fils sur les seutez & autres Requestes des-

1355. fusdites, tant sur assiette de Terre, & de de-
livrance de deniers, & sur toutes debtes, & autres
choses que nous pourrions demander, ou luy à nous,
tant à cause de nos Predecesseurs, comme autrem-
ent, & sur tous debats, descors & dissensions qui
pourroient avoir esté entre luy & nous de tout le
temps passé jusques aujourd'hui, de faire declaration
sur les Articles du Traictié qui fut fait à Mante en-
tre nos Gens & nostre dit Fils, & sur les autres que
nostre dit Fils nous a à présent envoyez, ainsi que
nous les Cousins, & chacun d'eux verront que
bon sera, & de promettre & jurer en l'ame de nous,
que nous tendrons & accomplirons tout ce qu'ils
auront traité & accordé, octroyé & promis ou
nom de nous & de nos obligiez, se mestier est, & de
faire en toutes autres choses touchant & appartenant
à ceste matiere, tout ce que nous-mesmes serions,
se presens y eussions en personne. Et nous promet-
trons en bonne foy avoir ferme, estable, & agreable
tout ce que nousdits Cousins, ou l'un d'eux auront
traitié, accordé, octroyé, & promis es choses
dessusdites, & les conserverons par nos Lettres.
En tesmoing de ce, nous avons fait mettre nostre
Seel à ces Lettres.

Donné au Louvre lez Paris, le penultième jour
d'Aoust, l'an de grace MCCCIV. Et sont les Lettres de
pouvoir dessusdites seellées du grand Seel du Roy nostre
Sire. *Ainsi signé par le Roy en son Conseil, Yvo^{us}.*
Et nous Roy de Navarre pour nous & en nostre nom,
& nous Messages dessusdit pour le Roy nostre Sire, &
en son nom par vertu du pouvoir dessusdit. En tesmoing
de toutes les choses & chacune dessusdites traitées,
promises, accordées, jurées en la maniere que dessus
est dit à perpeneil fermeté, avons fait mettre nos
Seaulx à ces presentes Lettres doublées.
Donné à Valognes, le x, jour de Septembre, l'an
de grace MCCCIV.

CCCLIII.

9. Oct. *Imperatoris CAROLI IV. Constitutio de Incorporatione Ducatus Polonie & Silesie, nechon Marchionatus Lusatie, uti & Terræ Glacensis, in perpetuum Regno Bohemie facta, Prage septimo Idus Obobris, Indiæ. VIII. ann. 1355.*
[CHRIST. GODOF. Hofmannus in Appendice Diplomat. atque Documentor. Historiam Lusatie illustrant. Tom. IV. Scriptor. Lusaticor. pag. 195. MANLIJ Commentar. Rerum Lusaticar. Libr. VI. Cap. XVI. §. IV. apud eundem CHRIST. GODOF. Hofmannum in Collect. Scriptor. Lusaticor. Tom. I. Part. I. pag. 308. LUNIG, Teutisches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. I. Abtheil. I. Absatz I. von Königreich Böhmen. pag. 37. d'où l'on a tiré cette Pièce. BALBINUS inter Literas Publicas de Bohemia, Miscellaneis Historicis ejusd. Regni adjectas. Vol. I. Part. I. pag. 55. GOLDAST. Constitutiones Imperiales. Tom. I. pag. 345. LIMÆUS enucleatus. In Additionibus Additionum. Cap. XXIX. pag. 131.]

In Nomine Domini sanctæ & individue Trinitatis.

CAROLUS Dei gratia Romanorum Imperator semper Augustus, &c. Ad perpetuam rei memoriam. Insignes laudabilis famæ titulos moderni temporis meretur gloriosa posteritas si quod Prædecessorum Illustrum circumspecta pridem instauravit provilio, vigilantia cura consequitur, & grata sollicitudinis munit officio, ut fructuosi laboris solertia perenni Successorum commendetur memorie, & ex perfectione honorum operum, quasi ex relucens speculo vetustatis surgat de felicibus mortuis felix memoria reditiva. Sane licet pridem recolende memorie Divus Fridericus Romanorum Imperator Augustus, Prædecessor noster, de singulari suæ benignitatis munere, claræ recordationis Illustri Vladislao quondam Bohemia Duci, qui Regnum Bohemie ante Coronationem suam regeat, & suis Heredibus Bohemie Regibus consensum de Terra Polonie, quem Antecessores ejus Duces Bohemie à Polonia multis tempori-

bus accipere consueverant, quinque Polonie & Silesie Duces Sacro Imperio solvere tenebantur, prout in Litteris Imperatoris prælati evidenter exprimitur, libe-
raliter duxerit erogandum. Ipsi quoque Duces Polonie & Silesie eundem censum Illustribus progenitoribus & prædictis nostris Bohemie Regibus in signum subjectionis debita, & in recognitionem sui superioris Domini rite persolverint multis temporibus retroactis: tamen ad abundantioris cautelæ præsidium tractu temporis dicti Duces suorum Heredum & Successorum nomine acque vice Principatus, Terras ac Dominia sua à claræ memorie Illustri Joanne quondam Bohemie Rege, Genitore nostro carissimo defuncto & à Corona Regni Bohemie præstiterunt solemniter, obedientie, homagii, subjectionis, & fidelitatis debita juramenta corporalia.

Et licet insignis Ducatus Uratislaviensis & Silesie cum suis omnibus pertinentiis, ad utilem & immediatum Dominum Illustrum, quondam Bohemie Regem, Progenitorem nostrum, & Coronam Regni Bohemie spectaverit ab antiquo, sicut hoc Littera recolende memorie Domini Radolphi Romanorum Regis, Prædecessoris nostri, ostendunt. In quarum prima quondam ordinationem inter Illustrum Ottocarum, quondam Bohemie Regem, proavum nostrum carissimum ex una, & Henricum Ducem Uratislaviensem parte ex altera: videlicet quod dictus Ottocarus Rex eidem Henrico Duci jam subdito de medio, prædictum Regem Ottocari Heredes & Successores suos, Reges Bohemie, de Ducatu Uratislaviensis & Silesie, Terris & Dominis præstatis, tanquam actu vacantibus, propter multa grata servitia, que Illustris Bohemie Reges Sacro Romano Imperio fecerant, solemniter investivit, lucidus attestatur: tamen Illustris quondam Joannes Bohemie Rex, Genitor noster præfatus cum Henrico Septimo & ultimo Uratislaviæ & Silesie Duce, fororis nostro, dum uterque ipsorum vitam ageret in humanis, quondam ordinationem inter & tractavit: videlicet quod dictus Dux Henricus Terram & Districtum Glacensem cum Vasallagiis, Feudis, Dominis & aliis omnibus pertinentiis suis, de consensu dicti Genitoris nostri, ad vite durante tempora habere deberet, ut tamen, eo moriente, Ducatus sui, puta Uratislaviensis & Silesie ac prædictum Glacense Dominium, ad usum, & possessionem Genitoris nostri, Heredum & Successorum ipsius Regum, & Coronæ Regni Bohemie, sine difficultate qualibet reverirent. Sic hoc processu dierum ad finem pervenit intentum. Eoque dictus Genitor noster dum viveret, moriente Duce præfato, Ducatum Uratislaviensem & Terram Glacensem præfatum tenuit & possedit, & nos utrumque de præfatis, velut Bohemie Rex, in possessione tenentes, utrobilibet dominamur. Et quamvis Marchia Budisynensis & Garlicensis, quæ cum cæteris Civitatibus, Oppidis & pertinentiis suis ad Regnum & Coronam Bohemie ab antiquo pertinerent, per Illustrum Ottocarum quondam Bohemie Regem proavum nostrum, in personas quondam Illustrum Brandeburgensium Marchionum ex certis causis & rationibus alienata fuerit: aliquando tamen Marchionibus prædictis, absque sexus masculini Heredibus, decedentibus ex hac vita, Nobilibus, Militibus, Clientibus, Circos, universisque Incolæ Marchie Budisynensis & Garlicensis præfate, animadvertente debita cognoscentes, qualiter ad Coronam & Regnum Bohemie, tanquam ad immediatum & naturalem Dominum, dudum pertinerant, ad subjectionem & obedientiam Illustris Johannis quondam Bohemie Regis, Genitoris nostri, tanquam ad ordinarium, legitimum, & naturalem Dominum suum, & ad Coronam Regni Bohemie, de cujus gremio jam dudum confiterant, ut præfatur, deliberatione non improvida redierunt.

Nos igitur indefessam sollicitudinis operam, & diligentiam exquisitam quam sæpèdicti, Proavus, Pater, ac Progenitores nostri charissimi Bohemia quondam Reges ad obtinendum subjectionis Vasallagium, & obedientiam Illustrum Silesie & Polonie Ducum, videlicet Lignicenses, Brigenis, Mansbergenses, Olivenis, Glogovienis, Saganensis, Uppolens, Radkenbergenses, Stenavienis, Teubisenis, Olivenis, Bushovenis, Stenavienis, Ometienis, Principatus Mavorie & Ducatus in Plozka Principum & fidelium nostrorum: Principatus seu Ducatus Uratislaviensis & Silesie: nec non Civitatis videlicet Uratislaviæ, Novum Forum, Frankenstein, Stenaviam, Gravo, & mediam partem Glogovie & pertinentiarum ipsius, & etiam Budisynensem & Garlicensem Marchiam, ut præfatur, non absque magnis impensis & infinitis laboribus habuerunt, in nostra Majestatis acie continuo revolentes, ut virtutum ipsorum frequentia & sollicitudo laborum præteritis* fidelium nostro regimine solidetur, sicut dudum de plenitu-

ANNO 1355.

* Bonæ præteritorum dinc

ANNO 1355. *Regie potestatis statuendum duximus, ita & nunc et certa scientia statum de nostris Imperialibus plenitudine potestatis, quod omnes supradictae Sententiae, & Clementiae Imperialis, & Regulorum Literarum, quas ad probationem dictarum intentionum adduximus, semper & ubique in iudicio & extra, & in singulis actibus publicis & privatis, quoties tenorem praesentium legi & publicari contigerit, ejusdem efficacia, vigoris & auctoritatis existant, ac si in singulis propriis originalia viderentur; & praecipue cum eadem originalia per nos ac nonnullos Sac. Imper. Principes, Barones, Praefatos, auscultata & examinata fuerint diligenter, & de eadem communicato super omnibus praemissis nonnullorum Sac. Imper. Principum, Baronum & Nobilium Consilio speciali praedictis omnibus de verbo ad verbum, prout superius exprimitur intellectis, & in examine deliberatè & providè discussis adductis, ne ex interpretatione sinistra quorumlibet, nostris Haereditibus, & Successoribus nostrorum Regum Bohemiae, & Coronae Regni ejusdem, Juribus, hominibus & statui valeat in posterum derogari: auctoritate Imperiali dictos Silesiae, Poloniae, & ceteros praedictos, Duces, nostros Principes & Vassallos, cum Principibus, Feudis & Vassallagiis ipsorum, praeterim cum à Corona Regni praefati immediate dependant: dictum quoque Ducatum Uratislavensem, cum Civitate Uratislavia, Novoforensi, Franchensensi, Stinauensi, Goresi, Glogoviensi & ceteris Oppidis ibidem: nec non Marchiam Budissinensem & Glogowensem, cum Vassallis, Vassallagiis, Feudis, Feudatariis, Usitatibus, fructibus, obventionibus, Jurisdictionibus, Judiciis, Honoribus, Juribus, Consuetudinibus, & omnibus dictorum Ducatum & Marchie pertinentiis, velut utile & immediatum Dominium nostrum, & Regni Bohemiae praefati, eidem Regno & ejus felici Coronae in perpetuum adiungimus, incorporamus, invisceramus, adscribimus; appropriamus, & indivisibiliter coniungimus, coniunimus.*

Speciali etiam ex nomine interpretatur, pronuntiamus, definimus, protestamur & dicimus; ac de certa nostra scientia declaramus, quod praefati Duces Silesiae & Poloniae, Haereditis & Successores ipsorum, in perpetuum, quoties Ducatus eosdem aut alterum ex eis vacante conigerit, ipsos vel ipsum nobis, Haereditibus & Successoribus nostris Bohemiae Regibus, & Coronae ejusdem Regis, homagii, obedientiae, fidelitatis, subjectionisque debite teneantur ac debeant prestare & facere corporalia iuramenta, supplerent omnem defectum, si quis in Litteris vel Privilegiis dictorum Imperatorum & Regum Romanorum memorie recolende, aut etiam in ordinatione seu Tractatu dicti Genitoris nostri, quem cum praefato Henrico septimo & ultimo Uratislavensi & Silesiae Duce habuisse dignoscitur, seu in rectis Nobilibus, Altitum, Clientum, Civium, & Ancillarum Budissinensium, & Glogoviensium Marchiae, qui ad Regnum Bohemiae, ut praemittitur, ex causis legitimis redierunt, vel in praesentibus nostris Litteris verborum defectu, interpretatione dubia, sententiarum obscuritate vel alia quavis occasione, contemptus fuerit, de certa nostra scientia, ac de praedicta Imperiali plenitudine potestatis, non obstantibus Legibus, Consuetudinibus, Usibus, Observantiis, Juribus municipalibus, vel communibus, Statutis seu Edictis, publicis, vel privatis, factis & editis in contrarium quibuscunque, quas & quae, quantum adhaec, ac si nominatim de verbo ad verbum praesentibus inscripta & inserta consisterent; etiam de his Jure vel Consuetudine deberet fieri mentio specialis, revocamus, cassamus, irritamus, annullamus: & de praedictis Imperiali potestatis plenitudine decrevimus firmitatis fore nullus penitus & momenti.

Nulli ergo hominum liceat hanc nostrae adjunctionis, appropriationis, conjunctionis, incorporationis, inviscerationis, adscriptionis, interpretationis, pronuntiationis, definitionis, protestationis, declarationis, decreti, defectus suppletionis, revocationis, cassationis, irritationis & annihilationis paginam infringere. Contrarium vero facientes, si qui fuerint, quod absit, ultra indignationem nostrae Celsitudinis, quanti ob hoc se noverint incursum, mille marcas auri puri nostri & Romani Regni fisco component: ipsarum videlicet medietatem nostrae seu Successorum nostrorum Curiae seu Camerae, reliquam passim injuriam irreversibiliter applicandam. Signum Serenissimi Principis ac Domini, Domini Caroli IV. Romanorum Imperatoris semper Augusti.

Testes hujus sunt venerabiles Arnefsi Pragensis Archiepiscopus; Illustres Rudolphus Senior Dux Saxoniae, Sacri Imperii Archiepiscopus, & cunctis nostris; ac venerabilis Pretzlaus Uratislavensis Cancellarius Aulae nostrae, Joannes Olmucensis, & Joannes Luthomissensis;

Theodoricus Mindensis, Henricus Lubecensis Episcopi; Illustres Rudolphus Junior Saxonie, & Joannes Opavie Duces; Speciebatilis Burgwardus Magister Curiae nostrae Burggravius Magdeburgensis & Albertus de Anhalt Comes; & Nobiles, Joannes de Rosenberg, Joannes de Sternberg, Zbinko de Hajenburg, Gonslaus de Schwanberg, Buzko de Cunsfat, Dionysius de Lomnitz, & Ulricus de Ussa: Et alii quam plures nostri fideles, praesentim sub Bulla aurea. Datum Pragae, Anno Domini M. CCCLV. Indictione 8. septimo Idus Octobris. Regnorum nostrorum Anno X. Imperii vero primo.

CCCLIV.

GERLACI Archiepiscopi Moguntini tanquam E-13. Dec.

lectoris Consensus & Approbatio super Incorporatione per Imperatorem CAROLUM IV. de Ducatibus Poloniae, Silesiae, & Marchionatus Lusitiae nec non Terrae Glacensis, facta Regno Bohemiae. Datum in Nurnberg in die B. Luciae Anno 1355. CHRIST. GODOF. HOFFMANNUS in Appendice Diplomatum atque Documentorum Historiam Lusaticam Illustrantium Tom. IV. Scriptor. Lusaticor. pag. 197. BALBINUS inter Literas Publicas de Bohemia Miscellaneis Historicis ejusdem Regni adjectas. Vol. I. Part. I. pag. 60. Epist. LII. LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. I. Abtheil. I. Absatz I. von Königreich Böhheim. pag. 39. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

NOs GERLACUS Dei gratia sanctae Moguntinensis Sedis Archiepiscopus, & Sacri Imperii per Germaniam Archi-Cancellarius, ad perpetuam rei memoriam Serenissimus ac invictissimus Princeps & Dominus, Dominus Carolus Divina favente Clementia Romanorum Imperator semper Augustus, & Bohemiae Rex; Dominus noster graciosus, provida sua circumspicione adveniens, qualiter insignes & laudabiles fama titulos moderni temporis mereatur gloriosa posteritas, quod Praedecessorum Illustrum circumspeda pridem instauravit provisio, vigilantia cura prosequatur, ac grata sollicitudinis munus officio, ut fructuosi laboris solertia, perenni Successorum commendetur memoria, & ex consequentia bonorum operum, quasi ex relucens speculo vetustatis resurgat de felicibus mortalis felix memoria reditiva.

Licet pridem recolendae memoriae Serenissimus Princeps, Dominus Fridericus, Romanorum Imperator semper Augustus, Praedecessor praefati Domini nostri Imperatoris, de singulari benignitate clare recordationis, Illustri Principi Domino Wenceslao quondam Bohemiae Duci, qui Regnum Bohemiae ante coronationem suam regebat, & suis haereditibus Regibus Bohemiae, censum de terra Poloniae, quem Antecessores ejus Duces Bohemiae à Polonia multis temporibus accipere consueverunt, quemque Poloniae & Silesiae Duces Sacro Imperio solvere tenebantur, prout in Litteris Domini Friderici Imperatoris praefati eydenter exprimitur, libenter duxerit erogandum. Ipsi quoque Duces Poloniae & Silesiae eundem censum Illustribus Progenitoribus & Praedecessoribus praedicti Domini nostri Imperatoris in Regno Bohemiae, ejusdem Regni Bohemiae Regibus in signum subjectionis & in recognitionem sui superioris Domini rite persolverint multis temporibus retroactis: tamen ad abundantius cautelae praesidium, tractu temporis dicti Duces, suo Haereditum ac Successorum suorum nomine ac vice, Praedictis Terras ac Dominia à clare memoriae Illustri Principe, Domino Joanne quondam Bohemiae Rege, Genitore praedicti Domini nostri Imperatoris, dum viveret, & deum ab eodem Domino nostro Imperatore Carolo tanquam Bohemiae Rex, praefato ipsius Genitore defuncto, & à Corona Regis Bohemiae in feudum cum sollemnitate debita suscepimus, dictoque Domino Imperatori, ac ipsius Genitori, dum viveret, tanquam Bohemiae Regibus & Coronae Regni Bohemiae, praestiterunt sollemniter obedientiam, homagium, subjectionis & fidelitatis debite corporalia iuramenta.

Et licet insignis Ducatus Uratislavie & Silesiae, cum suis omnibus pertinentiis, ad utile & immediatum Dominium Illustrum quondam Bohemiae Regum Progenitorum, & Praedecessorum antedicti Domini nostri Imperatoris & Coronam Regni Bohemiae spectaverit ab antiquo, sicut hoc Literae recolendae memoriae Serenissimi

Prim.

ANNO 1355.

ANNO
1355.

Principis Domini Rudolphi, quondam Romanorum Regis, Prædecessoris dicti Domini Nostri Imperatoris, in quarum prima quondam ordinationem inter Illustrem Principem Dominum Ottocarum quondam Bohemie Regem, proavum ipsius Domini nostri Imperatoris ex una, & Dominum Henricum Ducem Uratislaviensem parte ex altera; videlicet quod dictus Rex Ottocarus eidem Domino Henrico Uratislaviensi & Silesie Duci, in casu si Ducem premori contingeret, in præmissis Ducatu Uratislaviensi & Silesie Terris, & omnibus Dominiis suis, succedere, pro se factam adierit. Et in secunda ipsarum dicto Domino Henrico Duce jam sublati de medio, prædictum Regem Ottocarum, Hæredes & Successores ipsius Bohemie Reges, de Ducatu Uratislaviensi & Silesie Terris & Dominiis præfatis, tanquam actu vacantibus, propter multa grata officia, quæ Illustris Bohemie Reges sacro Romano Imperio fecerant, solenniter investivit, lucidius attestantur. Cum Illustri quondam Joannes Bohemie Rex Genitor dicti Domini nostri Imperatoris præfatus, cum Illustri Domino Henrico Septimo & ultimo Uratislaviensi & Silesie Duce, fororio ipsius Domini nostri Imperatoris, dum utroque ipso vitam ageret in humanis, quondam ordinationem inivit & tractavit, videlicet quod dictus Dux Henricus Terram & districtum Glacensem, cum Vassallagiis, Feudis, Dominiis & omnibus pertinentiis suis, de consensu Genitoris dicti Domini nostri Imperatoris, ad vitam suam duntaxat tempora habere deberet, ut tamen eo moriente Ducatus sui, Uratislaviensis & Silesie, ac prædictum Dominium Glacense ad usum & possessionem dicti Genitoris Domini nostri Imperatoris, Hæredum & Successorum ipsius, Regum Bohemie, & Corona Regni ejusdem sine difficultate qualibet revertent, sicut hoc processu dierum ad finem pervenit intentum: eo quod prædictus Rex Joannes, præfatus Domini Nostri Imperatoris Genitor, dum viveret, moriente Duce præfato, & Ducatu Uratislaviensem, & Terram Glacensem præfatum tenuit & possedit, & ipse Dominus Imperator de præfatis, velut Bohemie Rex, possessionem tenens utrobilibet dominatur. Et quavis Marchia Budissinensis & Gorlicensis, quæ cum cæteris Civitatibus, Oppidis, & pertinentiis suis ad Regnum & Coronam Bohemie ab antiquo pertinerunt, per Illustrem Dominum Ottocarum quondam Bohemie Regem, proavum dicti Domini nostri, in personas Illustrium Principum & Dominorum quondam Brandenburgensium Marchionum, ex certis & rationabilibus causis alienatæ fuerant; aliquando tamen Dominis Marchionibus prædictis, absque hereditibus sexus Masculini decedentibus ab hac vita, Nobiles, Milites, Ecclesie, Cives, & universi Incolæ, Marchie Budissinensis & Gorlicensis præfata, animadversione debita cognoscens, qualiter ad Regnum & Coronam Bohemie, tanquam ad immediatum & naturale Dominium dudum pertinebant, ad subjectionem, & obedientiam dicti Illustri Domini Joannis quondam Bohemie Regis, Genitoris antedicti Domini Nostri Imperatoris tanquam ad ordinarium, legitimum & naturalem Dominum suum, & ad Coronam Regni Bohemie, de cujus gremio dudum confluerant, ut præscribitur deliberatione non improvida redierunt.

Supradictus itaque Dominus noster Carolus Imperator exquisitam diligentiam & sollicitudinem, quam sæpe dicti proavus, pater & progenitores sui quondam Bohemie Reges, ad obtinendam subjectionem, Vassallagium, & obedientiam Illustrium Principum Dominorum Silesie & Polonie Ducum, videlicet Lugaicensis, Brigenfis, Munsterbergensis, Olsensis, Glogoviensis, Saganensis, Oppolensis, Falckenbergensis, Sirelicensis, Telsinensis, Goxlenfis, Budinensis, Steinaviensis & Ozwicenfis, Principatus Masovia & Ducatus in Plozk, Principum & fidelium ejusdem Domini Imperatoris, tanquam Regis Bohemie: Principatus seu Ducatus Uratislaviensem & Silesie: nec non Civitates, videlicet Uratislaviam, Novum forum, Frankenstein, Stinaviam, Sorow, Glogoviam, Namslawiam, & pertinentiarum ipsarum, & etiam Budissinensem & Gorlicensem Marchiam, ut præfatur, non absque magnis impensis, & infinitis laboribus habuerunt, in sua mentis acie, intima meditatione revolventes, ut virtutis ipsorum frequentia, & sicut dudum cum plenitudine Romane Regie potestatis statuendum duxerat, ita & nunc ex certa scientia statuit, & de sua Imperiali plenitudine potestatis, quod omnes supradictæ sententiæ, & clausulæ Imperialium & Regalium Litterarum, quas ad probationem dictarum intentionum adduxit, semper & ubique, in iudicio & extra, & in singulis actibus publicis & privatis, quoties tenorem præsentium legi sive publicari contigerit, ejusdem exactæ, vigoris & auctoritatis existant, ac si in figuris propriis originalia viderentur: eo præcipue, cum eadem

originalia per eundem Dominum Imperatorem, Nos ac ANNO nonnullos Sacri Romani Imperii Dominos, Principes, Barones, Procuresq[ue] auctoritate & examinata fuerint diligenter, ac demum communicato per eundem dictum Dominum nostrum Imperatorem super omnibus præmissis, nostro & nonnullorum Sacri Imperii Principum, Baronum & Nobilium consilio speciali prædicti omnibus de verba ad verbum, prout superius exprimuntur, & in examina deliberata & provide discussionis adductis, ne ex interpretatione sinistra quorumlibet prædicti Domini nostri Imperatoris, tanquam Regis Bohemie; Hæredum & Successorum suorum, Regum Bohemie & Corona Regni ejusdem Juribus, honoribus & statui valeat in posterum derogari, ipse Dominus Imperator auctoritate Imperiali dictos Silesie & Polonie & cæteros prædictos Duces, ipsius tanquam Regis Bohemie Principes & Vassallos, cum Principatibus, Feudis & Vassallagiis ipsorum, præsertim cum & Corona Regni immediate dependant: dictum quoque Ducatum Uratislaviensem, Glogoviensem & cætera Oppida ibidem: nec non Marchiam Budissinensem & Gorlicensem, cum Vassallis, Vassallagiis, Feudis, Feudatariis, utilitatibus, fructibus, obventionibus, jurisdictionibus, iudiciis, honoribus, Juribus, Consuetudinibus, & omnibus dictorum Ducatum & Marchie pertinentiis, velut utile & immediatum Dominium suum & Regni Bohemie præfati, eidem Regno & ejus felici Coronæ, in perpetuum nostrum & altorum Dominorum Principum Electorum accedente consensu, adjunxit, incorporavit, invisceravit, adscripsit, appropriavit, indivisibiliter & inseparabiliter conjuvit.

Specialiter etiam & ex nomine prædictus Dominus noster Imperator interpretatus est, & definit, pronuntiavit, protestatus est, & dixit, ac de certa scientia ita declaravit, quod præfati Duci Silesie & Polonie Hæredes & Successores eorum in perpetuum quoties Ducatus eosdem, aut alterum ex eis vacare contigerit, ipsos vel ipsam à præfato Domino nostro Imperatore, tanquam a Rege Bohemie, ac Hæredibus & Successoribus suis Bohemie duntaxat Regibus & à Corona Regni Bohemie præfati, absque renitentia seu difficultate in Feudum teneantur suscipere, dicto Domino Imperatori, tanquam Regi Bohemie, Hæredibus & Successoribus suis Bohemie Regibus, & Corona Regni ejusdem homagii, obedientiæ, fidelitatis & subjectionis debita teneantur & debeant præstare & facere corporalia iuramenta. Supplevit etiam præfatus Dominus Imperator omnem defectum, si quis in Litteris & Privilegiis, aut etiam ordinatione seu Tractatu dicti Genitoris, quem cum præfato Domino Henrico VII. & ultimo Uratislaviensi & Silesie Duce habuisse dignoscitur: seu in reditu Nobilium, Militum, Clientum, Civium, Incolarum Budissinensis & Gorlicensis Marchie, qui ad Coronam Regni Bohemie, ut præmittitur, ex causis legitimis redierunt; vel in consiliis, tenore, Litteris suis, verborum defectu, interpretatione dubia, sententiarum obscuritate, vel alia quavis occasione compertus fuerit, de certa sua scientia, ac de prædictæ Imperiali plenitudine potestatis, non obstantibus Legibus, Consuetudinibus, Usibus, Observantiis, Juribus municipalibus vel privatis, factis & editis in contrarium quibuscunque, quas & quæ, quantum ad hæc, ac si nominatim de verbo ad verbum suis Litteris scripta & inserta consisterent, etiam si de his jure vel consuetudine deberet fieri mentio specialis, revocavit, cassavit, irritavit, annullavit, & de dictæ Imperatorie potestatis plenitudine decrevit firmiter, fore nullius penitus momenti.

Inhibuit etiam præfatus Dominus Imperator noster Carolus, quod nulli hominum liceat sui Imperialis Indulti super præmissa editi paginam infringere, seu ei quovis ausu temerario contraire. Et voluit auctoritate sua contrafactantes quoslibet poenam mille marcarum puri auri incurere, & eorum medietatem fisco Romani Imperii, residuum vero Regni Bohemie & Successorum suorum Cameris irremissibiliter applicari, sicut in originalibus Litteris dicti Domini nostri Imperatoris, quas sub Bulla aurea, typario fide Majestatis desuper erogasse dignoscitur; plenus & distinctus est expressum.

Nos igitur, qui supra, Gerlachs Sedis Moguntinensis Archiepiscopus, ex iisdem rationabilibus & evidentibus causis, quibus antedictus Serenissimus Princeps, Dominus noster Imperator Carolus, circumspicienda sua providentia motus dignoscitur, & ex omnibus prædictis, tanquam ex motivis legitimis, Sacri Romani Imperii statum & augmentum prospicientibus, propensius animat, supradictis adjunctioni, incorporationi, inviscerationi, adscriptioni, appropriationi, communioni, interpretationi, pronuntiationi, definitioni, protestationi, declarationi, decreto, defectuum suppletioni, revoca-

ANNO
1355.

ANNO
1355.

tionis, cassationis, irritationis, annihilationis, penarum
adjectionis, & omnibus aliis, quae expressarunt, aut sunt
expressa superius, velut *Archiepiscopus Moguntinus*,
*Saceri Romani Imperii per Germaniam Archie-Cancel-
larius*, & *Principes Electores*, animo deliberato, & sano
praecedente consilio, nostrum begevolum consensum
& assensum praesentibus adhibemus; ac supra dicta om-
nia, & eorum quodlibet, singulae in omnibus suis
tenoribus, sententiis, punctis & clausulis, de verbo ad
verbum, prout supra evidenter expressa, ex officio nostri
debito laudamus, approbamus, & de certa nostra sci-
entia confirmamus plenissime perpetuis temporibus
valitura, praesentium sub nostro Sigillo Testimonio
Literarum. Datum in Nurnberg, Anno Domini
M. CCCLV. in die Beatae Luciae Virginis.

CCCLV.

27. Dec. *Littere Recognitionis SEMOVITI Masoviae Ducis, de receptis in Feudum omnibus Terris suis à CASIMIRO Poloniae Rege. Date in Calisch die Sti. Joannis Evangelistae anno 1355.* [DŁUGOSI Historia Polonica Lib. IX. col. 1100.]

N^Os Semovivus Dei gratia Dux Mafovia, & Dominus Czirnensis, univervis tenore prestatum significamus, & publice protestamur, ab Excelessimis Principibus, domino Rege gratia Illustre Regis Poloniae p^{re}sens nostro dilecto, quod quidam Civitas, Villas, seu Mutationes, quas velis olim Dux Amurim, pia memoriae, tenore noster habuit, & quae ex ipsius morte ratas Feudi, quod ipsi Dominio Regi praestiterat, iure obvenirent, similiter in Feudum recepimus, videlicet Varschoviam, Sochaczow, Wiskitki, Ciechanow, Nowogrod quod jacet super fluvium Pisz, & Nowowor; cum eorum ditributionibus & Dominis, secundum quod sunt in eorum limitibus situta per nobis & nostris gentibus habendas & possidendas, eo iure, quod Feudales familia Domini, sponse homagii Domino praestata, tenore conferuntur. Innovamus insuper Feudum per nos olim Domino Regi factum, cum nostris Terris seu Caltris, videlicet Czirsko, Rava, Liw, & Gostinin, quae Caltra five Terras, ab ipso Domino in Feudum recepimus, & homagium ipsi debite fidelitatis praestamus. Promittentes pura fide, & absque dolo cujuslibet fraudis, cum potentia nostra Gentis, tam in illa gente, quam in antea habuimus, tam cum ea modo ex Feudo lacrata, pro nostro posse ipsum Dominum Regem nostrum Poloniae in omnibus Gueris, expeditionibus, & controversiis, habitis & habendis, cum omnibus Gentibus, Paganis, vel Christianis, & contra quascumque personas, Reges, vel Principes cujuslibet status vel conditionis adversari, fideliter adjuvare, & ipsum non deferere in exilium. Spendimus insuper, quod nullam Concordiam aut Contractum cum aliquibus hominibus, & praecipue cum Lithuanis istire volumus, praeter praefati Domini Regis scientiam & bonam voluntatem. Et quia Caltrum Ploeczko, nobis nec non Fratri nostro bone memoriae Duci Casimiro praemortuo, per eundem dictum Dominum Regem in duobus millibus marcarum Polonici ponderis estis assignatum, ipsum ex nunc a solutione praefata excentis solum pure facimus, quod in eadem Caltra Ploeczko ad possessionem ipsius Domini Regis conferendum, ratum tempore vitae suae tenebimus, habendum. Post ea, quod ad animae suae, etiam pro sua masculina existente, nihilominus ad nos, & ad nostros filios seu successores, praestatum Ploecenae Caltrum, cum tota terra similiter in Feudum, a suis tantum liberis, si quos habebit, tenebimus, sicut & alias Terras, a praefato Domino Rege, obtinuimus. Praeterea volumus, quod illa bona, quae tenet Serenissima Princeps Domina, relicta Vankonis, possessiones & hereditates sitas in ditributionibus Sadozoviensis & Gostineni, post decursum vitae suae ad nos in totum pertineant. Illa autem quae sunt ex illa parte fluminis Vislae, ad ipsum Dominum Regem, post mortem ipsius, ad Ploeczko volumus pertinere. Volumus etiam, quod si quam donationem Dominus Rex fecerit in Terra Ploecenai, tam in Villis quam Molendinis, ratam observare. In cuius rei testimonium praesentibus sigillum nostrum duximus appendendum. Datum & datum in Calicis de S. Joannis Evangelista. Anno Domini M. CCCLV.

CCCLVI.

ANNO
1356.

(1) *Aurea Bulla CAROLI IV. Imperatoris; quâ Regimen, & Forma Juris publici totius Romano-Germanici Imperii, Solemnitates quoque & Ceremonie in Electione Romanorum Imperatorum adhibenda ordinantur, & consueiuntur; Sancita Norimbergæ & Metis anno 1376.* [HENR. GÜNTHERI THULEMARI Tractatio de Bulla aurea, argentea, & plumbea, & cerea in genere, nec non in specie de Aurea Bulla CAROLI IV. Imperat. Ex Autographo famigeratissimo quid in Resp. Mœno-Francofurensis Archivio sanctè adseruatur. GOLDASTI Constit. Imperiales Tom. I. pag. 352.]

In nomine Sancte & Individue Trinitatis feliciter, Amen.

KAROLUS QUARTUS divina favente Clemen-
tia Romanorum Imperator semper Augustus & Boe-
miae Rex ad perpetuam rei memoriam. Omne Regnum
in se divitum defolabitur: Nam Principes ejus facti
sunt folia furum. Ob quod Dominus miscuit in me-
dium eorum spiritum vertiginis, ut palpet in meridie,
sicut in tenebris, & candelabra eorum movit de loco
suo, ut ceci sint & duces cecorum. Et qui ambulat
in tenebris, offendunt; & ceci mente scelera perpe-
trant, quae in divitione contingunt. Dic Superbia,
quomodo in Luciferi regnasse, si divitionem auxilia-
torem habuisses? Dic Sathan ibidem, quomodo
dilexisti deus & parvas & ceticas, nisi cum ab obedientia di-
vinitus? Dic Luxuria, quomodo Trojam destruxisses,
nisi Helenam a viro fuo diduxisses? Dic Ira, quomodo
Romanam Rempublicam destruxisses, nisi in divitione
Pompejum & Julium ferientibus glatis ad intestina
prelia concitasset? Tu quidem ovidia Christianum
Imperium, a Deo ad instar Sanctae & Individuae Trini-
tatis, fide, spe & caritate, virtutibus Theologicis, ro-
boratum cujus fundamentum fuit Christianissimum
Regno feliciter stabilivit, antiquo veneno, velut pes-
pens in palmitis Imperiales, & membra ejus propin-
quiora, impio scelere vomuit, ut concussis columpnis
totum edificium ruine subijceret, divitionem inter sep-
tem Electores Sacri Imperii, per quos velut septem
candelabra lucentia in unum Spiritus septiformis, Sa-
crum illuminari debet Imperium, multoties posuisti.
Sane cum ex officio, quo Caesaris dignitate potitur,
futuris divitionum periculis, inter Electores ipsos, de
quorum numero ut Rex Boemia esse dinoscitur, ra-
tione duplici, tam ex Imperio, quam Electionis jure,
quo fungimur, occurrere teneamur: Infra scriptis Li-
tibus, ad unitatem inter Electores fovendam, electio-
nem unanimum inducendam, ac detestandae divitioni
prestandae, varisque periculis ex ea sequentibus, aditum
precludendum. In foliis Curia nostra Nurembergae
affidentibus nobis omnibus Principibus Electoribus,
ecclesiasticis & secularibus, ac aliorum Principum
Comitum, Baronum, Procerum, Nobilium, & Civi-
tatum multitudinem numerosa, in folio Majestatis Cae-
sareae Imperialibus Insulis, insigniis, & diademate decora-
ta, matura deliberatione previa, de Imperiali potes-
tatis plenitudine edidimus, statimus, & duximus faci-
endae, sub Anno Domini millesimo trecentesimo
quinquagesimo sexto, Indictione nona, quarto Idus
Januar. Regnorum nostrorum anno decimo, Imperii
vero primo.

(1.) Les deux rois, Copics imprimées que l'on a de la Bulle d'or, celle de Goldast, *Chiffre, confit. Imper. Tom. I*, a été longtemps la plus estimée de la plus suivie. Il l'avoir tiré de l'Original Palatin, & conféré avec ceux autres Originaux, celui de Bohême & celui de Francfort. Cependant on y a trouvé dans la suite des différences, & l'on a été obligé de recourir à d'autres Copies, & à l'Original des Rois XXII. & XXVII. qui ont été corrigées dans l'Édition de 1767. La Copie de Mr. Thuanes est sans contredit préférable à toutes les autres, ayant été tirée, mot à mot & lettre par lettre, de l'Original de Francfort. On rapporte du Sénat de Ville. Les Descriptions des Armes & des Marques de l'Autriche, qui ont été prises par la vertu de son papier, du mot à mot de l'extradite de la Copie. Il en donne en même temps une autre qu'on garde dans la Bibliothèque de l'Empereur à Vienne, & qui est très-confondible par la beauté de ses Images, & par la netteté de son pinceau. On en trouve dans l'ordre de l'Empire V. & l'Autriche. Deux Versions de l'Original, & deux autres jointes, toutes deux très-anciennes & très-cuivées. [D. U. M.]

ANNO.
1356.*Qualis esse debeat Conductus Electorum,
& à quibus. Cap. I.*

Decernimus, & presenti Edicto Imperiali perpetuo valituro sancimus, ex certa scientia, & de Imperiali potestatis plenitudine, ut quotienscunque & quandoque futuris temporibus necessitas sive casus Electionis Regis Romani in Imperatore promovendi emerferit, & Principes Electores ad Electionem hujus, juxta antiquam laudabilem consuetudinem, habuerint proficisci, unusquisque Princeps Elector, si & quando super hoc fuit requisitus, quoslibet Principes coelectores suos, vel ipsorum Nuncios, quos ad Electionem ipsam transierint, per terras, territoria & loca sua & etiam ultra, sicut longius poterit, conducere teneatur, & eis absque dolo prestare conductum, versus Civitatem, in qua talis Electio fuerit celebranda, & ab illa etiam redeundo, sub pena perjurii, ac perditionis, pro illa dumtaxat vice, sive vocis, quam in Electione hujusmodi fuerat habiturus. Quas quidem penas eos, vel eum, qui in prestando memorato conductu rebelles, seu rebellem, negligentes vel negligentem se praeberint, eo ipso decernimus incidisse.

Statuimus insuper & mandamus universis aliis Principibus, Feuda a Sacro Imperio Romano tenentibus, quocunque nomine censeantur, nec non Comitibus, Baronibus, Militibus, Clientibus, Nobilibus & Ignobilibus, Civibus & Communitatibus Castrorum, Civitatum & Locorum Sacri Imperii universis, ut eodem tempore, dum videlicet Regis Romani in Imperatorem promovendi Electio celebranda occurrerit, unumquemque Principem Electorem, ac ipsis vel eorum aliquo conductum hujusmodi postulante, vel ejusdem Nuncios, quos ad Electionem ipsam direxerit, ut prefertur, per territoria sua & alias, quanto possint remocius, absque dolo, modo predicto conducant.

Si qui vero huic nostre Constitutioni contraite presumpserint, subscrisps ipso facto penas incurrant. Omnes quidem Principes & Comites, Barones, Nobiles, Milites, & Clientes & universi Nobiles contrarium facientes, reatum perjurii & privationem omnium feudorum, quae a Sacro Rom. Imp. & a quibuscunque aliis obtinent, & etiam omnium possessionum suarum a quocunque habiturum, incurrant. Omnes quoque Cives & Communitates, contra premissa facere presumentes, similiter sint perjurii, & nihilominus universis suis Juribus, Libertatibus, Privilegiis, gratis, a Sacro obtentis Imperio, sint omnino privati, & cum personis ac bonis suis omnibus bannum & proscriptionem Imperialem incurrant. Et eosdem quos ipso facto ex nunc, prout ex tunc, omni jure privamus, deinceps cuilibet hominum auctoritate propria, & sine judicio seu invocatione Magistratus cujuslibet impune licebit invadere, nullamque penam propter hoc invadens ipsos debet ab Imperio, aut quovis alio formidare, praesertim, cum contra Republicanam & Sacri Statutum ac dignitatem Imperii ac etiam contra honorem proprium & salutem, tante rei temerarii neglectores, tanquam rebelles, inobedientes & perfidi, infideliter & perverse agere convineantur.

Decernentes insuper & mandantes, ut omnium Civitatum Cives & Communitas, jam dictis Principibus Electoribus & eorum cuilibet hoc poscenti, eorumque Nunciis, virtualia in communi precio atque cursu, pro suis, seu Nunciorum predictorum hominumque suorum necessitatibus, dum ad predictam Civitatem causa celebrande Electionis predictae accesserint, ac etiam dum discesserint ab eadem, vendere seu vendi facere teneantur, nullam in premissis fraudem quomodolibet adhibendo. Alioquin contrarium facientes penas illas volumus ipso facto incurere, quas in precedentibus contra Cives & Communitates duximus promulgandas. Quisquis insuper ex Principibus, Comitibus, Baronibus, Militibus, Civibus, seu Communitatibus Civitatum, Principi Electori ad electionem de Rege Romano celebrandam cuncti, vel ab ipsa denuo redeunti, hostiles custodias tendere seu infidias parare presumpserit, aut ipsos, vel eorum aliquem, in sua, vel suorum personis aut rebus invadere vel turbare, seu ipsorum, vel alicujus eorum Nuncios antedictos sive conductum pecerint sive etiam non duxerint exigendum, hunc una cum universis malitiae suae complicitibus, ipso facto supradictas penas decernimus incurrisse, ita videlicet, quod quis Persona penam incidat, sive penas, quas juxta premissa, pro qualitate personarum, duximus infligendas.

Si vero aliquis Princeps Elector cum aliquo suo

Coelectore inimicitias gereret, & inter eos quaecunque contentio, controversia seu dissensio verteretur, hys nequaquam obstantibus, alter alterum, vel alterius Nuncios, ad Electionem hujusmodi destinandos premisso modo conducere sit strictus sub pena perjurii ac perditionis, ea vice, dumtaxat, sive vocis in electione, ut superius est expressum.

Si qui vero alii Principes, Comites, Barones, Milites, Clientes, Nobiles vel Ignobiles, Cives, vel Communitas Civitatum, cum aliquo Principe Electore, vel pluribus ex eisdem, adversam gererent voluntatem, seu dissensio discordia inter ipsos adinvicem, vel guerra sive dissensio verteretur, nihilominus omni contradictione & dolo cessantibus, Principi Electori, vel Principibus, seu eius vel ipsorum Nunciis ad Electionem hujusmodi destinandis, & redeuntibus ab eadem, talem debeant prestare conductum, prout singuli penas jam dictas, per nos videlicet in se latas, voluerint evitare: quas eos, qui fecerint, incurrisse decernimus eo ipso. Ad premissorum autem omnium firmitatem & certitudinem amplius jubemus & volumus, ut universi Principes Electores, & ceteri Principes nec non Comites, Barones, Nobiles, Civitates, premissa omnia Literis & juramentis suis firmare & ad ea bona fide ac sine dolo implenda efficaciter se debeant obligare. Quicunque vero Literas hujusmodi dare renuerit, penas illas ipso facto incidat, quas pro personarum condicione, per premissa, singulis duximus infligendas.

Si quis autem Princeps Elector, aliasve Princeps, quocunque condicione aut statum, feudum vel feudum a Sacro tenens Imperio, aut Comes, Baro, vel Nobilis, seu successores talium, vel heredes, supra & infra scriptas Imperiales nostras Constitutiones & Leges adimplere noluerit, aut eis contrae presumptum, liquidem talis Princeps Elector existeret, ex tunc ceteri sui Coelectores a suo ipsum deinceps excludant consortio, ipseque voce Electionis & aliorum Principum Electorum loco, dignitate careat atque jure, nec investitur de feudis, quae a Sacro Imperio nunc fuerint obtinere. Alius vero Princeps, aut vir nobilis, ut prefertur, in has nostras Leges committens, similiter non investitur de Feudis quae a Sacro Imperio, vel alias obtinet a quocunque, & nihilominus omnes penas premissas, suam concernentes personam, incidat eo ipso.

Quamvis autem universos Principes, Comites, Barones, Nobiles, Milites, Clientes, Civitates quoque & Communitates illarum ad prestantum cuilibet Principi Electori vel ejus Nunciis prefatum conductum, ut predictum, indistincte velimus & decreverimus obligari: Nihilominus eorum cuilibet singulares conductus & conductores, pro Regionum & Locorum adiacentia cuilibet magis aptos, duximus designandos, ut statim per sequentia plenius apparebit.

Primo namque Regem Boemie, Sacri Imperii Archiepiscopum, conductum Archiepiscopos Maguntinensis, Bambergensis & Herbipolensis Episcopi: Burgavii Nurembergensis: Item illi de Hohenloeh, de Wertheim, de Brunecke & de Hanow. Item Civitates Nurembergensis, Rotemburg & Windesheim.

Deinde Archiepiscopum Coloniensem Sacri Imperii per Italiam Archicancellarium conductum & conducere tenebantur Maguntinensis & Treverensis Archiepiscopi: Comes Palatinus Rheni, Lantgravius Hassie: Item de Katzenellebogen, de Nassau, de Dietz, Comites: Item de Isenburg, de Westburg, de Runkel, de Limburg & Falkenstein: Item Civitates Westphalia, Geylahusen & Friedberg.

Item Archiepiscopum Treverensem, Sacri Imperii per Galliam & Regnum Arelatense Archicancell. conductum Archiepiscopos Maguntinensis, Comes Palatinus Rheni: Item de Spanheim, de Veldentz Comites: Item Ruhgraffen, Wildegraffen, de Nassau, de Ysenburg, de Westburg, de Runkel, de Limburg, de Dietz, de Katzenellebogen, de Eppenstein, de Falkenstein, item Civitas Maguntinensis.

Deinde Comitum Palatinum Rheni, Sacri Imperii Archidaphiferum, conducere debet Archiepiscopus Maguntinensis.

Ducem vero Saxonie, Archimarescallum Sacri Imperii, tenebatur conducere Rex Boemie, Maguntinensis & Magdeburgensis Archiepiscopi: Item Bambergensis & Herbipolensis Episcopi, Marchio Misnensis, Lantgravius Hassie: Item Fuldenis & Hersfeldensis Abbates: Burgavii Nurembergensis. Item illi de Hohenloeh, de Wertheim, de Branecke, de Hanow, de Falkenstein. Item Civitates Erfordia, Molhusen, Nuremberg, Rotemburg & Windesheim: Et by omnes proxime nominati Marchionem Brandenburgensem, Sacri Imperii Archicamerarium, similiter conducere tenebantur.

Volu-

ANNO
1356.

ANNO 1356. Volumus autem & expresse statuimus, ut unusquisque Princeps Elector, qui talem voluerit habere conductum, hys à quibus ipsum postulare decreverit, hoc ipsum adeo tempèrè, viamque, qua fuerit transiturus, insinuet, & talem conductum exposcat, ut illi qui ad conductum hujusmodi impendendum deputati, & taliter fuerint requisiti, ad hoc oportune se valeant & comode preparare.

Premissis vero Constitutionibus, circa materiam conductus editas, ita sane debere declaramus intelligi, ut unusquisque superius nominatus, vel forsitan non expressus, a quo in casu premisso conductum requiri contingerit, ad prestandum ipsum, per suas dumtaxat terras & territoria, ac etiam ultra, quanto potest remotius, absque dolo, sub penis contentis superius, sit strictus.

Preterea statuimus & etiam ordinamus, ut Archiepiscopus Maguntinensis, qui fuerit pro tempore, singulis Principibus Coelectoribus suis, Ecclesiasticis & Secularibus, electionem eandem per suos Nuncios patentibus debeat Literis intimare. In quibus quidem Literis talis dies & terminus exprimat, infra quem eadem Litere ad singulos eosdem Principes versimiliter possint pervenire. Hujusmodi vero Litere continentur, ut a die in Literis ipsis expressa, inter tres menses continuos omnes & singuli Principes Electores Frankfordie super Mogasi esse debeant constituti, vel suos Legales ad eundem terminum aque locum Nuncios destinare, cum plena & omnimoda potestate siueque patentibus Literis, majori cujuslibet eorum Sigillo signatis, ad eligendum Romanorum Regem in Cæsarem promovendum.

Qualiter autem & sub qua forma tales Litere confici debeant, & que in eis solemnitas debeat immutabiliter observari, & in qua forma & modo Principes Electores, Nuncios suos ad Electionem hujusmodi destinandos, ac potestatem, mandatum seu procuratoriam ordinare debuerint, ad finem presentis libri conscriptum invenitur clarius & expressum. Et eandem formam illic traditam mandamus, & de Imperiali potestatis plenitudine usqueque decernimus observari.

Cum autem ad hoc perventum fuerit, quod de Imperatoris vel Regis Romanorum obitu in Diecesi Maguntinensi, confisteret, ex tunc infra unum mensem, a die notitie obitus hujus continue numerandum, singulis Principibus Electoribus obitum ipsum, & intimationem, de quibus premititur, per Archiepiscopum Maguntinensem jubemus & decernimus suis Patentibus Literis declarari. Quod si idem Archiepiscopus in executione & intimatione hujusmodi negligens aut remissus fortassis existeret: Ex tunc idem Principes motu proprio, etiam non vocati, pro fidei sue virtute, qua Sacrum prosequi tenerent Imperium, post hoc infra tres menses, sicut in Constitutione supra proxime posita continetur, in Civitate Frankford sepe dicta conveniant, electuri Regem Romanorum in Cæsarem promovendum.

Debet autem unusquisque Princeps Elector, vel sui Nuncii, predictam Civitatem Frankford cum ducentis equitaturis tantummodo prefate Electionis tempore introire, in quorum numero quinquaginta tantum armatos, vel pauciores, introducere secum poterit, sed non plures.

Princeps vero Elector ad electionem hujusmodi vocatus & requisitus, & ad ipsam non veniens vel legales Nuncios cum Literis Patentibus Sigillo suo majori sigillatis plenamque & liberam ac omnimodam potestatem continentibus, ad eligendum Romanorum Regem futurum Imperatorem non dirigens aut veniens, aut hujusmodi Nuncios forte transmittens, si postea Princeps ipse aut predicti Nuncii, a predicto electionis loco recederent, Rege Romanorum futuro Cæsare non electo, nec ad premissa Procuratore legitimo substituto solemniter & relicto, electionis voce seu jure, quod in eadem Electione habuit, & tali modo deseruit, careat ea vice.

Injungimus autem Civibus de Frankford, & mandamus, ut ipsi universos Principes Electores in genere, & quemlibet eorum, ab invasione alterius, si quid inter eos adversitatis emergeret, & etiam ab omni homine cum omnibus eorum hominibus, quos ipsi & eorum quilibet in prefato ducentorum eorum suorum numero ad prefatam duxerint Civitatem, in virtute juramenti, quod super hoc ipsos ad Sancta prestare statuimus, fidei studio & solerti diligentia protegant ac defendant. Alioquin perjuri reatum incurrant, & nichilominus omnia, Jura sua, Libertates, Privilegia, Gratiæ & Indultæ, que a Sacro obtinere noscuntur Imperio, omnino amittant bannumque Imperiale cum per-

TOM. I. PART. II.

sonis & bonis suis omnibus incident eo ipso: Et liceat ex tunc omni homini autoritate propria, ac sine judicio Cives eosdem, quos eo casu ex nunc, prout ex tunc, omni jure privamus, tanquam proditores, infideles & rebelles Imperii, impune invadere: Ita quod invadentes hujusmodi, penam quamcumque a Sacro Imperio, vel quovis alio, nequaquam debeant formidare.

Cives insuper antedicti de Frankford, per omne tempus illud, quod super electione sepe dicta tractari ac agi contingerit, neminem in prefatam Civitatem, cujuscunque dignitatis, conditionis vel status extiterit, introritant, vel intrare quovis modo permittant: Principibus Electoribus & eorum Nunciis & Procuratoribus antedictis dumtaxat exceptis, quorum quilibet cum ducentis equis debebit, ut predictum, introromiti. Si vero post ipsorum Principum Electorum introitum, seu in ipsorum presentia, in prefata Civitate, aliquem reperiri contingerit, illius exitum Cives ipsi debebunt absque mora & cum effecta protinus ordinare, sub omnibus penis contra ipsos superius promulgatis, ac etiam in virtute Juramenti, quod Cives ipsi de Frankford super eo, virtute presentis Constitutionis, prestare debebunt ad sancta, ut in precedentibus est expressum.

De electione Romanorum Regis. Cap. II.

Postquam autem sepe dicti Electores seu Nuncii Civitatem Frankfordensem ingressi fuerint, statim sequenti die diluculo, in Ecclesia sancti Bartholomei Apolloli ibidem, in omnium ipsorum presentia, Missam de Sancto Spiritu faciant decantari ad finem, ut ipse Sanctus Spiritus corda ipsorum illustraret & eorum sensibus lumen sue virtutis infunderet, quatenus ipsi suo fulti presidio hominem iustum, bonum & utilem eligere valeant, in Regem Romanorum futurumque Cæsarem, ac pro salute populi Christiani. Peracta quoque Missa hujusmodi, omnes illi Electores seu Nuncii accedant ad Altare, in quo Missa eadem extitit celebrata, ubi Principes Electores Ecclesiastici coram Evangelio beati Johannis *In principio erat Verbum*, quod illic ante ipsos poni debet, manus suas pectori cum reverentia superponant. Seculares vero Principes Electores dictum Evangelium corporaliter manibus suis tangerant, qui omnes cum tota sua familia tunc ibi debebunt inermes assistere. Et Archiepiscopus Maguntinensis formam juramenti eis dabit, & una cum ipsis, & ipse, vel absentium Nuncii una cum eo Juramentum prestabunt vulgariter in hunc modum.

Ego N. Archiepiscopus Maguntinensis, Sacri Imperii per Germaniam Archicancellarius ac Princeps Elector, iuro ad sancta Dei Evangelia, hic presentia liter coram me posita, quod ego per fidem, qua Deo & Sacro Romano Imperio sum strictus, eligam secundum omnem discretionem & intellectum meum, cum Dei adiutorio eligere volo temporale Caput Populo Christiano, id est, Regem Romanorum in Cæsarem promovendum, qui ad hoc existat ydoneus, in quantum discretio & sensus mei me dirigunt, & secundum fidem predictam vocemque meam & votum, seu Electionem prefatam, dabo absque omni pacto, stipendio, precio vel promisso, seu quocunque modo talia valeant appellari, sic me Deus adjuvet & omnes Sancti.

Prestito denique per Electores, seu Nuncios, in forma & modo predictis, hujusmodi Juramento, ad Electionem procedant, nec animo de jam dicta Civitate Frankford separentur, nisi prius major pars ipsorum temporale caput mundo elegerit, seu Populo Christiano, Regem videlicet Romanorum, in Cæsarem promovendum. Quod si facere distulerint infra triginta dies a die prestiti Juramenti prefati continuo numerandos: Ex tunc transactis eisdem triginta diebus, amodo panem manducent, & aquam bibant, & nullatenus Civitatem exeant antedictam, nisi prius per ipsos, vel majorem partem ipsorum, Rector seu temporale Caput fidelium electum fuerit ut prefertur.

Postquam autem in eodem loco ipsi vel pars eorum major numero elegerit, talis Electio perinde haberi & reputari debet, ac si foret ab ipsis omnibus, nemine discrepante, concorditer celebrata. Sique per tempus aliquod morari, abesse & tardare contingeret aliquem de Electoribus seu Nunciis antedictis, dum tamen veniret, antequam predicta esset Electio celebrata, hunc ad Electionem ipsam in eo statu admitti debere decernimus, in quo ipsa adventus sui tempore consistebat.

Et quia de antiqua, approbata & laudabili consuetudine inconcussa, quod subscribitur, semper extitit hactenus observatum: Ideoque & Nos constituimus, & de

Q q a

Impé.

ANNO
1356.

CORPS DIPLOMATIQUE

308

Imperialis decernimus plenitudine potestatis, quod is, qui modo premisso in Regem fuerit Romanorum electus, peracta statim electione hujusmodi, priusquam in aliquibus causis aliis five negotiis virtute Sacri Imperii admittret, uniuersis & singulis Princip. Electorib. Ecclesiasticis & Secularibus, qui propinquiora Sacri Imperii Membra esse noscuntur, omnia ipsorum Privilegia, Literas, Jura, Libertates, Concessionones, antiquas Consuetudines & etiam Dignitates, & quicquid ipsi ab Imperio usque in diem Electionis sue obtinuerunt & possederunt, absque ulla datione & contradictione confirmare, & approbare debeat, per suas Literas & Sigilla, ipsisque premissa omnia innovare postquam Imperialibus fuerit Intus coronatus. Confirmationem autem hujusmodi electus ipse cuilibet Principi Electori in specie primo suo nomine Regali faciet, & deinde sub Imperiali titulo innovabit, & in hys ipsos Principes omnes in genere, & quembet eorum in specie, nullatenus impedire, sed potius absque dolo gratiose tenebitur promovere.

In casu denique quo tres Principes Electores presentes, seu absentiam Nuncios, quantum ex se seu ipsorum consilio, videlicet Principem Electorem presentem vel absentem in Reg. m Romanorum eligent, vocem filius electi, si plectus affuerit, aut Nunciorum ipsius, si cum abesse contingeret, plenum vigorem habere & eligentium agere numerum partemque maiorem decernimus constituere, ad instar ceterorum Principum Electorum.

De Sessione Treverensis, Colonienfis & Maguntinenfis Archiepiscoporum. Cap. III.

In nomine Sancte & individue Trinitatis feliciter, Amen.

KAROLUS QUARTUS divina favente clementia Romanorum Imperator semper Augustus & Boemie Rex ad perpetuam rei memoriam. Decor & gloria Sacrosancti Romani Imperii & honor Cesaris & Reipublice grata compendia venerabilium & illustrium Principum Electorum concordii voluntate foventur, qui velut columnae proceres sacrum edificium circumspicte prudenter solerti pietate sustentant, quorum presidio dextra Imperialis potentie roboratur. Et quanto mutui favoris ampliori benignitate stringuntur tanto uberiori pacis & tranquillitatis comoda feliciter profiunt Populo Christiano. Ut igitur inter venerabiles Maguntinensem, Coloniensem, nec non Treverensem, Archiepiscopos Sacri Imperii Principes Electores, omnium litium & suspensuum mala, que & qui de prioritate seu dignitate Sessionum suarum in Curia Imperialibus & Regalibus suboriri valeret impostum perpetuis in antea temporibus amputetur & ipsi in cordis & animorum quieti conditione manentes de opportunitatibus Sacri Imperii concordii favore & virtute dilectionis studio convenientius meditari valeant pro consolatione Populi Christiani, habita deliberatione cum omnibus Principibus Electoribus, tam Ecclesiasticis quam Secularibus, & de ipsorum consilio, decernimus & de Imperatorie potestatis plenitudine hac edictali Lege perpetuo valitura sancimus, quod supradicti venerabiles Archiepiscopi Treverensis videlicet ex opposito & liniari directione versus Imperatoris faciem: Moguntinensis vero in suis Diocesi & Provincia & extra Provinciam suam in toto Archicancellariatu suo Germanico, Provincia Colonienfis duntaxat excepta: & demum Colonienfis in suis Diocesi & Provincia, & extra Provinciam suam in tota Italia & Gallia in dextro latere Rom. Cesaris federe possint, valeant & debeant in omnibus publicis Actibus Imperialibus, puta Judiciis, Collationibus feudorum & in refectionibus Mensurarum ac etiam in Consiliis & omnibus aliis agendis propter quae contingit seu continget eosdem pro honore seu utilitate Imperiali tractandis mutuo convenire. Et hanc modum Sessionis sub omni eo ordine fieri expressatur superius, ad predictorum Colonienfis, Treverensis & Maguntinensis Archiepiscoporum successores perpetuo extendi volumus, ut nullo unquam tempore super hys quavis dubietas oriatur.

De Principibus Electoribus in communi. Cap. IV.

STATUIMUS insuper ut quotienscunque Imperialem Curiam ex nunc in antea celebrari contigerit, in quolibet Sessione, videlicet tam in Consilio quam in

ANNO
1356.

Mensa, & locis aliis quibuscunque ubi Imperatorem vel Regem Romanorum cum Principibus Electoribus federe contigerit, a dextro latere Imperatoris vel Regis Romanorum immediate post Archiepiscopum Maguntinensem vel Coloniensem, illum videlicet quem tunc temporis pro qualitate locorum & varietate Provinciarum juxta Privilegium sui tenorem dicto lateri dextro Imperatoris assidere contigerit, Rex Boemie, cum sit Princeps coronatus & unctus, primum, & post eum continuo Comes Palatinus Rheni secundum, sedepoli loca debeant obtinere. Ad sinistram vero partem immediate post illum, quem ex predictis Archiepiscopis in latere sinistro federe contingerit, primum locum Dux Saxonie & post eum Marchio Brandenburgensis alterum obtinebit.

Ceterum quotiens & quando deinceps sacrum vacare contingerit Imperium, ex tunc Maguntinensis Archiepiscopus potestatem habebit, sicut potestatem habuisse dinoscitur ab antiquo, ceteros Principes antedictos, suos in dicta Electione confortes literatorie convocandi. Quibus omnibus, seu hys qui poterunt & noverunt interesse in Electionis termino invicem congregatis, dictos Archiepiscopos Maguntinensis, & non alter, eorumdem Coelectorum suorum vota singulariter habebit inquirere ordine subsequenti. Primo quidem interrogabit a Treverensi Archiepiscopo, cui primam vocem competere declaramus, sicut invenimus hactenus competisse. Secundo a Colonienfi Archiepiscopo, cui competet dignitas nec non officium Romanorum Regi primum Diadema Regium imponendi. Tercio a Rege Boemie, qui inter Electores laicos ex Regie dignitatis fastigio jure & merito obtinet primaciam. Quarto a Comite Palatino Rheni. Quinto a Duce Saxonie. Sexto a Marchione Brandenburgensi. Horum omnium vota premisso jam ordine dictus Archiepiscopus Maguntinensis perquiret. Quo facto dicti Principes sui confortes ipsum vice versa requirent ut & ipsi aperiat votum suum. Preterea in celebratione Imperialis Curie Marchio Brandemb. aquam lavandis Imperatoris vel Regis Romanorum manibus ministrabit. Primum vero potum Rex Boemie, quem tamen sub Corona Regali, juxta Privilegium suorum, continerent, nisi libera voluntate voluerit, non tenebit ministrare. Comes etiam Palatinus cibum asserre tenebitur: Et Dux Saxonie Marescallatus officium exercebit ut solitum est fieri ab antiquo.

De Jure Comitum Palatini & Saxonie Ducis. Cap. V.

QUOTIENS insuper, ut premititur, sacrum vacare contingerit Imperium, illustris Comes Palatinus Rheni Sacri Imperii Archidapifer ad manus futuri Regis Romanorum in partibus Rheni & Suevie & in Jure Franconico, ratione Principatus seu Comitatus Palatini Privilegium esse debet providit ipsius Imperii cum potestate iudicia exercendi, ad beneficia Ecclesiastica presentandi, recolligendi redditus & proventus, & investendi de Feudis, juramenta fidelitatis vice & nomine Sacri Imperii recipiendi, que tamen per Regem Romanorum postea electum suo tempore omnia innovari & de novo sibi juramenta ipsa prestari debebunt, Feudis Principum duntaxat exceptis & illis que Vanlehen vulgariter appellantur, quorum investituram & collationem soli Imperatori vel Regi Romanorum specialiter reservamus. Ipse tamen Comes Palatinus omne genus alienationis seu obligationis rerum Imperialium hujusmodi provisionis tempore expresse sibi noverit interdictum.

Et eodem jure provisionis illustrem Ducem Saxonie Sacri Imperii Archimarescallum frui volumus in hys locis ubi Saxonica jura servantur sub omnibus modis & conditionibus sicut superius est expressum.

Et quamvis Imperator five Rex Romanorum super causis, pro quibus impetus fuerit, habeat, sicut ex consuetudine introductum dicitur, coram Comite Palatino Rheni Sacri Imperii Archidapifero Electore Principe respondere: illud tamen judicium Comes Palatinus ipse non alibi preterquam in Imperiali Curia, ubi Imperator seu Romanorum Rex presens extiterit, poterit exercere.

De comparatione Principum Electorum ad alios Principes communes. Cap. VI.

DECERNIMUS ut in celebratione Imperialis Curie, quotienscunque illam deinceps celebrari contingerit, antedicti Principes Electores Ecclesiastici & Secu-

ANNO 1356. Seculares, juxta prescriptum ordinem atque modum a dextris & a sinistris, immutabiliter teneant loca sua, cisque vel eorum alicui in quibuscunque Actibus ad Curiam ipsam spectantibus eundo, sedendo vel stando, nullus Princeps alius, cujuscunque status, dignitatis, preeminentie, vel conditionis exstat, nullatenus preteratur. Eo signanter expresso, quod nominatim Rex Boemie in celebratione Curiarum hujusmodi, in omnibus & singulis locis & actibus antedictis, quemcunque Regem alium, quacunque etiam singulari dignitatis prerogativa fulgentem, quem quovis casu seu causa venire vel adeisse forte contigerit, immutabiliter antecedar.

De Successione Principum. Cap. VII.

Inter sollicitudines illas innumeras quibus pro felici statu Sacri Imperii, cui auctore Domino feliciter prefidemus cor nostrum cotidie fatigatur, ad hec precipue meditatio nostra dirigitur, qualiter desiderata & salubris semper unio inter Sacri Imperii Principes Electores juxta viget & eorum corda in sincere caritatis concordia conveniatur quorum providentia suo tempore obli fluctuanti tanto celerius tantoque facilius subvenitur, quanto inter eos nullus error surreperit & purior fuit charitas custodia, obsecratur fucata & jure cujuslibet dilucide declarato. Sane generaliter longe lateque est publicum, & quasi per totum orbem notorie manifestum, illustres Regem Boemie, Comitum Palatinum Rheni, Ducem Saxonie & March. Brandenburg. virtute Regni & Principatum suorum in Electione Regis Romanorum in Cesarem promovendi cum ceteris Principibus. Ecclesiasticis suis Coelectoribus, juxta vocem & locum habere, & una cum ipsis censeri & esse veros & legitimos Sacri Imperii Principes Electores. Ne inter eorumdem Principum Secularium Electorum filios super jure, voce & potestate prestat futuris temporibus scandalorum & dissensionum possit materia fuscari & sic bonum commune periculosos dilutionibus impediti, futuris, auctore Domino, cupientes periculum salubriter obviare: Statuimus & Imperiali auctoritate presenti lege perpetuis temporibus valitura decernimus, ut postquam iidem Principes Electores Seculares & eorum quilibet esse desierit, jus, vox & potestas Electionis hujusmodi ad filium suum primogenitum, legitimum, laicum, isto autem non exstante, ad ejusdem primogeniti primogenitum similiter laicum libere & sine contradictione cujuspiam devolvatur. Si vero primogenitis hujusmodi absque heredibus masculis legitimis laicis ab hac luce migraverit, virtute presentis Imperialis edicti, jus, vox & potestas Electionis predictae ad seniores fratrem laicum per veram paternalem lineam descendendam, & deinceps ad illius primogenitum laicum devolvatur. Et talis successio in primogenitis & heredibus Principum eorumdem in jure, voce & potestate premissis, perpetuis temporibus observetur: ea tamen conditione & modo, ut si Principem Electorem seu ejus primogenitum aut filium seniores laicum mori, & heredes masculos legitimos, laicos, defectum etatis patientes relinquere contingeret, tunc Frater senior ejusdem primogeniti, Tutor eorum & administrator existat, donec senior ex eis legitimam etatem atigerit, quam in Principe Electore decem & octo annos compleros censeri volumus & statum perpetuo & haberi: quam dum exegerit, jus, vocem & potestatem & omnia ab ipsis dependencia Tutor ipse sibi totaliter cum officio teneatur protinus assignare.

Si vero aliquem ex hujusmodi Principibus ipsorum Imperio sacro vacare contingeret, tunc Imperator seu Rex Romanorum, qui pro tempore fuerit, de ipso providere debet & poterit, tanquam de re ad se & Imperium legitime devoluta, salvis semper Privilegiis, Juribus & Consuetudinibus Regni nostri Boemie, super electione Regis in casu vacationis per Regnicolas, qui jus habent eligendi Regem Boemie, facienda juxta continenciam eorumdem Privilegiorum & observatam Consuetudinem diuturnam a divi Romanorum Imperatoribus sive Regibus obtentorum, quibus ex hujusmodi sanctione Imperiali in nullo prejudicari volumus. Imo ipsa decernimus nunc & perpetuis futuris temporibus in omni suo tenore, & forma, indubiam tenere roboris firmitatem.

De Regis Boemie & Regnicolarum ejus immutabilitate. Cap. VIII.

Cum per divos Romanorum Imperatores & Reges predecessores nostros illustres Boemie Regibus, Progenitoribus & Predecessoribus nostris, nec non

ANNO 1356. Regno Boemie, ejusdemque Regni Corone olim concessum fuerit graciosius & indubium, sique in Regno eodem a tempore, cujus contrarii hodie non est memoria, consuetudine laudabili inconvulsa servata, diuturnitate temporum & prescripta motibus utitum sine contradictionis aut interruptionis ostaculo introductum, quod nullus Princeps, Baro, Nobilis, Miles, Client, Burgensis, Civis, nulla denique persona ejusdem Regni & pertinentiarum ejus ubiqueque constitutionum, cujuscunque status, dignitatis, preeminentie vel conditionis exstat, ad cujuscunque actoris instantiam extra Regnum ipsum ad quodcumque Tribunal seu alterius preterquam Regis Boemie & Judicium Regalis Curie sue judicium citari poterit sive trahi nec vocari debeat perpetuis inantea temporibus sive possit. Ideoque Privilegium, Consuetudinem & Indultum hujusmodi auctoritate Imperiali & de Imperiali potestate plenitudine ex certa scientia innovantes & etiam confirmantes ac presenti nostra Constitutione Imperiali perpetuis temporibus valitura statuimus, ut si contra Privilegium, Consuetudinem vel Indultum prefatum, quod spiam predictorum, puta Princeps, Baro, Nobilis, Miles, Client, Civis, Burgensis seu Rulicus, aut alia quocunque persona premissa, ad cujuscunque Tribunal extra Regnum predictum Boemie, in quacunque causa criminali, civili vel mixta, seu super quocunque negotio citatus fuerit, quocunque tempore vel citata comparere, vel in judicio respondere minime teneatur. Quod si adversus hujusmodi non comparentes, vel non comparentem, a quocunque Judice, cujuscunque auctoritatis exstat, extra Regnum ipsum Boemie confutro, judicialiter procedi, processus fieri, seu sententias interlocutorias vel definitivas, unam vel plures, in quibuscunque prenominationis causis sive negotiis, quovis modo ferri & promulgari contingeret, auctoritate premissa, de plenitudine insuper antedicti Imperatoris potestatis, citationes, processus & sententias hujusmodi, nec non executiones, & omnia que ex eis, vel aliquo eorum quomodolibet sequi, attemptari possint vel fieri, irritamus penitus & cassamus. Adjucentes expresse, & edicto Imperiali perpetuo valituro eadem auctoritate & de premissis potestatis plenitudine decernentes ut quemadmodum in predicto Regno Boemie, a tempore, cujus contrarii non habetur memoria, juxta observatum existit: Ita nulli prorsus Principi, Baroni, Nobili, Militi, Clienti, Civili, Burgensi seu Rustico, nulli demum persone seu incolae Regni Boemie sepe dicti, cujuscunque status, preeminencie, dignitatis vel conditionis existant vel existat, a quibuscunque processibus, sententiis interlocutoriis vel definitivis, sive preceptis Regis Boemie, aut quorumcumque eorum Judicum, nec non executionibus eorumdem contra se in regali Judicio seu coram Regis Regni seu predictorum Judicium Tribunalibus, factis aut latis, habitis vel ferendis in antea seu sendis, ad quodcumque aliud Judicium appellare: provocaciones quoque seu appellaciones hujusmodi, si quas contra hoc interponi contigerit, eo ipso viribus non subsistant, & appellantes ipsi penam perditionis causarum ipso facto se noverint incurrisse.

De auri, argenti & aliarum specierum minis. Cap. IX.

Presenti Constitutione in perpetuum valitura statuimus ac de certa scientia declaramus, quod Successores nostri Boemie Reges nec non universi & singuli Principes Electores, Ecclesiastici & Seculares, qui perpetuo fuerint, universas auri & argenti fodinas atque mineras stanni, cupri, plumbi, ferri & alterius cujuscunque generis metalli, ac etiam falis, tam inventas, quam inventiendas impoliterum quibuscunque temporibus, in Regno predicto, aut terris & pertinentiis eidem Regno subjectis, nec non supradicti Principes in Principatibus, Terris, Dominis & pertinentiis suis, tenere julte possint & legitime possidere, cum omnibus juri-bus, nullo prorsus excepto, prout possint se consueverunt talia possideri. Nec non Judeos habere, theolonia in preterito statuta & indicta percipere. Quodque Progenitores nostri Reges Boemie felices memorie, ipsique Principes Electores ac Progenitores & Predecessores eorum legitime poterunt usque in presens, sicut hoc antiqua, laudabili & approbata consuetudine diuturne ac longissimi temporis cursu prescripta noscitur observatum.

ANNO
1356.

CORPS DIPLOMATIQUE

De Monetis. Cap. X.

310

Statuimus preterea, ut Regi Boemie Successori nostro, qui fuerit pro tempore, sicut constat ab antiquo illustri memorie Boemie Regibus nostris Predecessoribus licuisse, & in possessione pacifica continua ipsos fuisse juris subsequenter, videlicet monetas auri & argenti, in omni loco & parte Regni sui & subditarum ei terrarum, & pertinentiarum omnium, ubi Rex ipse decreverit, sibi que placuerit, eundi facere & mandare sub omni modo & forma atque in Regno ipso Boemie, in hys ad hec usque tempora observatis. Quodque futuris perpetuo Boemie Regibus hac nostra Imperiali Constitutione & gratia perpetuo valituris, a quibuscunque Principibus, Magnatibus, Comitibus, ac personis aliis, quascunque Terras, Castra, possessiones sive bona liceat emere, comparare, seu in donum vel in donationem ex quacunque causa, aut in obligationem recipere, sub talium Terrarum, Castrorum, possessionum, prediorum seu bonorum condicione consueta, ut videlicet propria recipiantur vel compareantur ut propria, libera velut libera, ea que dependent in Feudum, similiter emanant in Feudum, seu comparata taliter teneantur: Ita tamen quod ipsi Reges Boemie de hys, que hoc modo comparaverint vel receperint & Regno Boemie duxerint applicanda, ad pristina ac consueta jura de talibus sacro explenda & reddenda Imperio sint adstricti. Presentem nichilominus Constitutionem & gratiam virtute presentis Legis nostre Imperialis ad universos Principes Electores tam Ecclesiasticos, quam Seculares, successores & legitimos heredes ipsorum plene extendi volumus, sub omnibus modis & conditionibus ut prefertur.

De Immunitate Principum Electorum. Cap. XI.

Statuimus etiam ut nulli Comites, Barones, Nobiles, Feudales, Vassalli, Caltrentes, Milites, Clientes, Cives, Burgenfes, nulle quoque persone Colonienfis, Maguntinenfis & Treverensis Ecclesiis subiecti vel subiecte, cujuscunque status, condicionis vel dignitatis existant, ad cujuscunque actoris instantiam, extra territorium & terminos ac limites earundem Ecclesiarum & pertinentiarum suarum ad quodcunque aliud Tribunal, seu cujusvis alterius, preterquam Archiepiscoporum Maguntinenfis, Treverensis & Colonienfis & Judicum suorum Judicium citari poterint temporibus retroactis, vel trahi seu vocari debeant perpetuis inantea temporibus sive possint, sicut preteritis invenimus temporibus observatum. Quod si contra prefens Edictum nostrum predictis Ecclesiis Treverensis, Maguntinenfis seu Colonienfis Subditos, vel eorum aliquem seu aliquos, ad cujuscunque instantiam, seu ad cujuscunque Tribunal, pro quacunque causa criminali, civili vel mixta, seu quocunque negotio, extra territorium, limites, seu terminos dictarum Ecclesiarum, vel alicujus earum, citari contingeret, comparere vel respondere minime teneantur, & Citatio, ac Processus & Sententie interlocutorie vel diffinitive contra non venientes a talibus Judicibus extraneis late vel facte, fiende vel ferende, nec non precepta & premissorum executiones, & omnia que ex eis vel ali quo eorum quomodolibet sequi, attemptari possent vel fieri, irrita decernimus eo ipso. Adjicientes expresse, quod nulli Comiti, Baroni, Nobili, Feudali, Vassallo, Caltrenti, Militi, Clienti, Civi, Rustico, nulli demum persone Ecclesiis hujusmodi subiecte seu ejus incole, cujuscunque status, dignitatis vel condicionis existant, a Processibus, Sententiis interlocutoriis & diffinitivis sive preceptis Archiepiscoporum & Ecclesiarum hujusmodi, vel suorum Officiarum temporalium aut executorum eorundem contra se in Archiepiscopali seu Officiarum predictorum Judicio factis aut latis, habitis vel ferendis inantea, seu fiendis, ad quodcunque Tribunal aliud liceat appellare, quamdiu in Archiepiscoporum predictorum & suorum judicio querulantibus, non fuerit iusticia denegata. Appellationes contra hoc factas non recipi statuimus cassasque & irritas nunciamus. In defectu vero iusticie predictis omnibus ad Imperialem dumtaxat Curiam & Tribunal seu Judicis immediati in Imperiali Curia pro tempore presidentis audienciam: & etiam eo casu non ad quemvis alium Judicem sive etiam delegatum, hys quibus denegata fuerit iusticia, liceat appellare. Quidquid vero contra premissa factum fuerit, sit irritum eo ipso.

Eandem Constitutionem virtute presentis Legis nostre Imperialis ad Illustres Comitem Palatinum Rheni,

Ducem Saxonie, Marchionem Brandenburgensem Principes Electores seculares sive laicos, heredes, successores & subditos eorum plene extendi volumus, sub omnibus modis & conditionibus, ut prefertur.

De Congregatione Principum. Cap. XII.

Inter illas multiplices Reipublice curas, quibus assidue mens nostra distrahatur, multa consideratione necessarium fore perpexit nostra Sublimitas, ut Sacri Imperii Principes Electores, ad tractandum de ipsius Imperii, Orbisque salute frequentius solito congregentur: qui solide bases Imperii & columpne immobilis, quemadmodum per longinquas ad invicem terrarum consistunt distancias, ita de incumbendis Regionum sibi cognitarum defectibus referre simul & contere noverunt, fanisque providencie fide consiliis non ignorant ac commodis talium Reformationibus salubriter opem dare. Hinc est quod in solempni Curia nostra Nuremberg cum venerabilibus Ecclesiasticis & Illustribus Secularibus Principibus Electoribus & multis aliis Principibus & Proceribus per nostram Celsitudinem celebrata, habita cum eisdem Principibus Electoribus deliberatione & de ipsorum consilio, pro bono & salute communi cum dictis Principibus Electoribus tam Ecclesiasticis, quam Secularibus duximus ordinandum, quod iidem Principes Electores de cetero per singulos annos semel, transactis a Festo Pasche resurrectionis Dominice quatuor septimanis continue numerandis, in aliqua Civitatum Sacri Imperii personaliter congregentur, & ad idem tempus proxime affuturum, seu anno prelati, colloquium seu Curia & Congregatio hujusmodi in Civitate nostra Imperiali Metensi, per nos & eosdem Principes celebratur, ac tunc & deinceps die quolibet Congregationis hujusmodi locus per Nos, quo sequenti anno convenient, ipsorum consilio statuatur: hac nostra ordinatione ad nostrum ac ipsorum dumtaxat beneplacitum duratura. Quam durante ipsos sub nostro Imperiali conductu receptum ad dictam Curiam accedendo, stando & etiam recedendo. Preterea ne tractatus communis salutis & pacis per tractum & moram solacii seu excessivam frequentationem convivi retardetur, ut aliquando fieri est consuetum, concordii voluntate duximus ordinandum, ut deinceps Curia seu Congregatio prefata durante generale omnium Principum celebrare alieni non liceat invitatis: particulares vero, que agendorum expeditionem non impediant, cum moderamine sint permittas.

De Revocatione Privilegiorum. Cap. XIII.

Preterea statuimus & hoc Imperiali sancimus Edicto, quod universa Privilegia & Littere, quibuscunque personis, cujuscunque status, preeminentie vel dignitatis existant, seu Civitatum & Opidorum & quorumlibet locorum universitatibus, super quibuscunque juribus, gratiis, immunitatibus, consuetudinibus seu rebus aliis etiam proprio motu, seu alias a nobis vel recolende memorie divi Romanorum Imperatoribus & Regibus Predecessoribus nostris, vel quibuscunque verborum tenoribus concessa & concessa, seu a Nobis vel Successoribus nostris Romanorum Imperatoribus & Regibus inantea concedenda seu concedenda, non debeant aut possint liberatibus, jurisdictionibus, juribus, honoribus seu Dominis Principum Electorum Sacri Imperii, Ecclesiasticorum & Secularium, aut alicujus ipsorum, in aliquo penitus derogare, etiam in talibus Privilegiis & Litteris quarumlibet personarum cujuscunque preeminentie, dignitatis vel status extiterint, ut prefertur, seu universarum hujusmodi, expresse cautum sit vel fuerit in futurum, quod revocabiles seu revocabiles esse non debeant nisi de ipsis & toto in eis comprehenso tenore in tali revocatione fieret de verbo ad verbum seriatim mencio specialis. Hujusmodi namque Privilegia & Litteras, si & in quantum liberatibus, jurisdictionibus, juribus, honoribus, seu Dominis dictorum Principum Electorum, aut alicujus ipsorum, derogare censentur in aliquo, quo ad hoc revocamus ex certa scientia & cassamus, revocataque & revocatas intelligi & haberi decernimus de plenitudine Imperatorie potestatis.

De Hys quibus ut indignis auferuntur bona feudalia. Cap. XIV.

In plerisque partibus Vassalli & Feudatarii, Dominorum fenda seu beneficia que a Dominis ipsis obtinent, intemptive, verbaliter & in fraude renunciant, seu resignant eadem; Et facta renunciazione hujusmodi Dominos ipsos maliciose dissident, suasque ini-

ANNO
1356.

ANNO
1356.ANNO
1356.

inimicitias eis denunciant, dampna ipsis subsequenter gravia inferendo, & Beneficia seu Feuda sic relicta, pre-textu guerre seu inimicitie, iterum invadunt, & occupant ac deinceps occupata. Eapropter presenti Constitutione in perpetuum vultura sancimus, quod talis resignatio seu renunciatio haberi debeat pro non facta, nisi libere & realiter facta fuerit per eundem, ita quod possessio Beneficiorum & Feudorum hujusmodi Dominis ipsis corporaliter & realiter assignetur, in tantum quod nullo unquam tempore diffidant ipsi in bonis, Feudis, seu Beneficiis resignatis, Dominos ipsos perturbant per se, vel alios, aut molestent, nec ad hoc consilium prestent auxilium vel favorem. Contrarium faciens, seu Dominos suos in Beneficiis & Feudis resignatis vel non resignatis, invadens, quomodolibet vel perturbans, vel dampna in ipsis inferens, seu consilium auxilium prestandum talia facientibus vel favorem, Feuda & Beneficia hujusmodi eo ipso amittat, infamis existat, & banno Imperiali subiacet, & nullus ad Feuda vel Beneficia hujusmodi paret ei de cetero quocunque tempore aditus vel regressus, nec de novo concedi sibi valeant ullo modo, & facta eis contra hoc illorum concessio seu investitura secuta viribus non subsistat. Postremo omnes penas predictas illos vel illum qui predicta resignacione facta, contra Dominos suos fraudulenter agentes vel agens, scienter eos invaserint, vel invaserint, diffidacione quocunque preleva, vel obmissa, vigore presentis sanctionis incurrere decernimus ipso facto.

De Conspiratoribus. Cap. XV.

Detestandas preterea, & sacris Legibus reprobatae Conspiraciones & Conventicula seu Colligaciones illicitas, in Civitatibus & extra, & inter Civitatem & Civitatem, inter personam & personam, sive inter personam & Civitatem, pretextu parentele seu receptionis in Cives, vel alterius cujuscumque coloris Conjuraciones, insuper & Confederaciones & Pacta, nec non & Consequenter circa hujusmodi introductionem, quam censum potius corrumptam, reprobamus, dampnamus & certa scientia irritamus, quas Civitates seu Personae, cujuscumque dignitatis, conditionis, aut status, sive inter se, sive cum aliis, absque auctoritate Dominorum, quorum Subditi vel Ministeriales, seu in quorum districtu consistunt, eisdem Dominis nominatim non exceptis, fecerunt haec, & facere presumpserint in futuro, sicut eas per sacras divorum Angulorum predecessorum nostrorum Leges prohibitas non ambigunt & cassatas. Illis Confederacionibus & Ligis dumtaxat exceptis, quas Principes & Civitates ac alii super generali Pace Provinciarum atque Terrarum inter se firmasse noscuntur. Illas enim nostre declarationis specialiter reservantes in fide decernimus vigore manere, donec de his aliud duxerimus ordinandum. Personam singularem, que de cetero contra tenorem presentis Constitutionis nostre ac Legis antequam super hoc edite, Confederaciones, Colligaciones, Conspiraciones & Pacta hujusmodi inire presumpserit, ultra penam Legis ejusdem, notam infamie & penam decem librarum auri; Civitatem vero, vel Universitatem in hanc Legem nostram similiter committentem centum librarum auri, nec non amissionis & privacionis Libertatum & Privilegiorum Imperialium penas incurrere decernimus eo ipso, medietate pene hujusmodi pecuniarie fisco Imperiali, reliqua vero Dominio districtus, in cuius prejudicium facta fuerint, applicanda.

De Pfallburgeriis. Cap. XVI.

Ceterum, quia nonnulli Cives & Subditi Principum, Baronum & aliorum hominum, sicuti frequenter ad nos quere. perduxit, jugum ordinarie subjectionis querentes abjicere, ymmo ausu temerario contempnentes, in altarium Civitatum Cives recipi se procurant, & frequentius in preterito procurant; Et nihilominus in priorem Dominorum, quos tali fraude presumpserunt vel presumunt deservere, Terris, Civitatibus, Oppidis & Villis, corporaliter residentes, Civitatem, ad quas hoc modo se transferunt, libertatibus gaudere & ab eis defendi contendunt, qui in partibus Alamanie Pfallburgeri consueverunt vulgariter appellari. Quoniam igitur patrocinari non debeat alicui fraus & dolus, ac Imperatorie potestatis plenitudine, omnium Principum Electorum Ecclesiasticorum & Secularium sano accedente consilio, ex certa scientia statuimus & presenti Legge perpetuo vultura sancimus, quod predicti Cives & Subditi, eis quibus subsunt, taliter illudentes, in omnibus Terris, Locis & Provinciis Sacri Im-

periali, a presenti die impofterum, Civitatum in quarum Cives tali fraude recipi se procurant vel haecenus procurarunt, juribus & libertatibus in nullo potiantur. Nisi ad hujusmodi Civitates corporaliter & realiter transeuntes ibique larem foveantes, continue & vere ac non fictis residentiam facientes, debita onera & municipalia subeant munera in eisdem. Si qui vero contra presentis nostre Legis tenorem recepti sunt vel fuerint in futurum, illorum receptum omni careat firmitate, & recepti, cujuscumque conditionis, dignitatis aut status existant, in nullo casu penitus sive causa, Civitatum, ad quas recipi se procurant, juribus & libertatibus gaudeant, quomodolibet vel fruuntur: non obstantibus quibuscumque Juribus, Privilegiis vel Consuetudinibus observatis, quocumque tempore & obtentis. Quas & quae in quantum presentis nostre Legi obviant, presentibus ex certa scientia revocamus & de predictis Imperialibus plenitudine potestatis, omnique carere decernimus robore firmitatis. Circa premissa omnia Principum, Dominorum & aliorum hominum, quos taliter delicti contigit vel contingerit impofterum, juribus circa personas & bona Subditorum quoruncumque, ipsos saepe dicto modo deserentium, semper falvis: Hos nihilominus qui sepe dictos Cives & Subditi alienos recipere, contra presentis nostre Legis dispositionem presumpserint, si eos omnino non dimiserint infra mensem, post intimationem presentium eis factam, centum marcas auri pari pro transgressionem hujusmodi, totiens quotiens deinceps factum fuerit, incurrere decernentes, quarum medietas Imperiali fisco nostro, reliqua vero Dominis illorum, qui recepti fuerint, irremissibiliter applicetur.

De Diffidacionibus. Cap. XVII.

Eos, qui de cetero adversus aliquos justos diffidacionis causam se habere fingentes, ipsos in locis, ubi domicilia non obtinent, aut ea communiter non inhabitant, antemptive diffidant, declaramus dampnam quocumque per incendia, spolia vel rapinas, diffidatis ipsis, cum honore suo inferre non posse. Et quia patrocinari non debent alicui fraus & dolus, presentis Constitutione in perpetuum vultura sancimus, (a) diffidantes hujusmodi, quibuscumque Dominis aut personis, cum quibus (b) aliqui fuerint in societate, familiaritate, aut honesta quavis amicitia conversati, sic factas vel sendas impofterum non valere, nec licere pretextu diffidacionis cujuslibet quempiam invadere, per incendia, spolia vel rapinas, nisi diffidacionem per tres dies naturales ipsi diffidando personaliter, vel in loco quo habitare consuevit, publice fuerit intimata, possitque de intimatione hujusmodi per testes idoneos fieri plena fides. Quisquis secus quempiam diffidare & invadere modo premissis presumpserit, infamiam eo ipso incurrat, ac si nulla diffidacio facta esset; quem etiam, tanquam proditorem, per quoscumque Judices penis legalibus statuimus castigari.

Prohibemus etiam & dampnamus universas & singulas guerras & lites injustas, cuncta quoque incendia injusta, spolia & rapinas, indebita & inconfecta thelonia, & conductus, & exactiones pro ipsis conductibus extorqueri consuetas, sub penis, quibus sacre Leges premissa & eorum quodlibet sanciant puniendi.

Littera Intimacionis. Cap. XVIII.

Vobis Illustri & Magnifico Principi, Domino Marchioni Brandenburgensi Sacri Imperii Archicamerario, Coelectori & amico nostro carissimo, Electionem Romanorum Regis, que ex causis rationabilibus imminet, facienda presentibus intimamus, vosque ex officio nostri debito ad Electionem prefatam rite vocamus, quatenus a die tali &c. intra tres menses continuo computandos, per vos seu Nuncios aut Procuratores vestros, unum vel plures, sufficiens mandatum habentes, ad locum debitum, juxta formam sacrarum Legum super hoc editarum, venire curetis, deliberaturi, tractaturi & concordaturi cum aliis Conprincipibus & Coelectoribus vestris & nostris de Electione futuri Regis Romanorum, in Imperatorem postmodum favente Domino promovendi, in eodem mansuri usque ad plenam consummacionem electionis hujusmodi, & alias facturi & processuri, prout in sacris Legibus super hoc deliberate editis invenitur expressum. Alias non obstante vestra seu vestrorum absentia, in premissis una cum aliis Conprincipibus & Electoribus nostris, prout Legum ipsarum sancivit auctoritas, finaliter procedemus.

ANNO

1356.

Forma Procuratorii, mittendi per eum Principem Electorem, qui Nuncios suos ad Electionem faciendam duxerit designandum. Cap. XIX.

Nos talis Dei gratia, &c. Sacri Imperii, &c. Notum facimus tenore presentium universis, quod cum electio Romanorum Regis ex rationabilibus causis humiliter facienda, nos de honore & statu Sacri Imperii sollicitudine debita intendere cupientes, ne tam gravibus dispendiis periculose subiaceat, de fide & circumspeditionis industria dilectorum nobis, N. & N. fidelium nostrorum obtinentes utique presumptionis indubie fiduciam singularem, ipsos & quemlibet eorum in solidum, ita quod non sit melior conditio occupantis, sed quod per unum inceptum fuerit, per alium finiri & licite terminari, omni jure, modo & forma, quibus melius & efficacius possumus seu valemus, nostros veros & legitimos Procuratores & Nuncios speciales facimus, constituimus & ordinamus ad tractandum ubilibet una cum aliis Principibus & Coelectoribus nostris, tam Ecclesiasticis quam Secularibus, & cum ipsis concordandum, conveniendum & concludendum de Persona quacunque habili & idonea in Regem Romanorum eligenda, & ipsis tractatibus super Electione talis Personae habendis, pro nobis loco & nomine nostris interessendum, tractandum & deliberandum, nec non vice & nomine nostris eandem personam nominandum & in ipsam consentiendum, ac etiam in Regem Romanorum promovendum, ad Sacrum Imperium eligendum, ac in animam nostram prestandum quodeunque Juramentum necessarium debuit, seu consuetum fuerit, circa premissa & quolibet premissorum, alium vel alios Procuratores in solidum substituendum & revocandum, (a) & non omnia & singula faciendum, que in premissis, & circa premissa, etiam usque ad consummationem Tractatum, Nominacionis, deliberationis & Electionis hujusmodi, de presenti faciente necessaria aut utilia fuerint, seu etiam quomodolibet opportuna: etiam si premissa, vel eorum quolibet mandatum exigant speciale, etiam si majora, vel magis singularia fuerint supradictis, & que nosmet ipsi facere possemus, si hujusmodi Tractatu deliberacionis, Nominacionis & Electionis future Negotii presentes & personaliter adessimus. Gratum & ratum habentes & habere volentes & nos perpetuo habituros firmiter promittentes, quicquid per ante dictos Procuratores seu Nuncios nostros, nec non Substitutos aut substitutos ab ipsis, seu eorum altero, in premissis seu premissorum (b) quomodolibet actum, gestum, seu factum fuerit, aut quomodolibet ordinatum.

(a) Sans doute, nec non.

(b) L'écrit, quolibet.

De unione Principatum Electorum, & jurium eis connexorum. Cap. XX.

Cum universi & singuli Principatus, quorum virtute Seculares Principes Electores jus & vocem in electione Regis Romanorum, in Cæsarem promovendi, obtinere noscuntur, cum jure hujusmodi, nec non officiis, dignitatibus & juribus aliis, eis & cuilibet eorum annexis & dependentibus ab eisdem adeo conjuncti & inseparabiliter sint uniti, quod jus, vox, officium & dignitas, alia quoque jura ad quemlibet Principatum eorumdem spectantia, cadere non possint in alium, preter illum qui Principatum ipsum cum terra, vasallagiis, feudis & dominio, ac ejus pertinentiis universis, dinoscitur possidere: Presenti Edicto Imperiali perpetuo valituro sancimus, unumquemque Principatum predictorum, cum jure & voce Electionis, ac officio, ceterisque omnibus dignitatibus, juribus & pertinentiis ad ipsum spectantibus, ita perseverare & esse debere unitum perpetuis temporibus indivisibiliter & conjunctum, quod possessor Principatus ejuslibet, etiam juris, vocis, officii, dignitatis & pertinentiarum omnium ad illum spectantium, quieti debeat ac libera possessione gaudere, ac Princeps Elector ab omnibus reputari, ipseque & nemo alius per ceteros Principes Electores ad Electionem & omnes actus alios, pro Sacri Imperii honore vel opportunitate gerendos, omni tempore assumi sine contradictione qualibet & admitti, nec aliquid premissorum ab altero, cum sint & esse debeant inseparabilia, dividi, vel ullo tempore debeat separari, aut in iudicio, vel extra, divisim repeti valeant, aut evincti, vel etiam per sententiam separari, nec aliquis unum sine alio impetens audiat. Quod si per errorem vel alias auditus quis fuerit, aut processus, iudicium, sententia,

vel aliquid hujusmodi, contra presentem dispositionem nostram emanaverit, seu quomodolibet attemptari contigerit, hoc totum, & omnia ex his & quolibet eorum sequentia eo ipso viribus non subsistant.

ANNO

1355.

De ordine processionis inter Archiepiscopos. Cap. XXI.

Quoniam autem superius in principio Constitutionum nostrarum presentium, circa ordinem processionis Ecclesiasticorum Principum Electorum in Consilio & in mensa, & alias quociens Imperialium Curiam celebrari, seu Principes Electores deinceps cum Imperatore vel Rege Romanorum congregari contingerit, sufficienter diximus providendum, super qua prorsus audivimus temporibus pluries discrepatum: Expedire credimus etiam processionis & deambulationis inter eos ordinem diffinire. Quapropter hoc perpetuo Imperiali Edicto decernimus, ut quotienscunque in congregatione Imperatoris vel Regis Romanorum, & Principum predictorum, Imperatore vel Rege ipso deambulante, insignia ante faciem suam portari contingerit, Archiepiscopus Treverensis in directa diametrali linea ante Imperatorem vel Regem transeat, illique soli medi inter eos ambulet, quos Imperialia vel Regalia continget insignia deportare. Dum autem Imperator vel Rex absque insignis eisdem incesserit; Ex tunc idem Archiepiscopus Imperatorem vel Regem prefato modo precedat, ita quod nemo penitus inter eos medius habeatur, aliis duobus Archiepiscopis Electoribus loca sua juxta distinctionem Provinciarum suarum, circa sessionem superius declaratam, etiam circa processionem perpetuo serventur.

De ordine processionis Principum Electorum, & per quos insignia deportentur. Cap. XXII.

Ad declarandam autem in Imperatoris vel Regis Romanorum deambulantis presentia, processionis ordinem Principum Electorum, de quo supra fecimus mentionem, statuis, ut quotienscunque in celebratione Imperialis Curie, Principes Electores cum Imperatore vel Rege Romanorum in quibuscunque Actibus vel Solemnitatibus, processionaliter ambulare contingerit, & Imperialia vel Regalia deolverint insignia deportari, Dux Saxonie Imperialem seu Regalem Ensem deferens Imperatorem seu Regem immediate precedat, & inter illum & Archiepiscopum Treverensem medius habeatur: Comes vero & Palatinus Pomeranie Imperiale portans a latere dextro, & Marchio Brandenburgensis Sceptum deferens a sinistro latere ipsius Ducis Saxonie linealiter gradiantur. Rex autem Boemie Imperatorem seu Regem ipsum immediate, nullo interveniente, sequatur.

De benedictionibus Archiepiscoporum in presentia Imperatoris. Cap. XXIII.

Quociens insuper in Imperatoris vel Regis Romanorum presentia Missarum solemnitas celebrari, ac Maguntinensem, Treverensem, & Coloniensem Archiepiscopos, vel duos ex eis adesse contigerit, in confessione, que ante Missam dici consuevit, ac in porreditione Evangelii osculandi & Pace post *Agnus Dei* portanda, nec non in benedictionibus post finita Missarum solemnitas ac etiam ante mensam faciendis, & in gratiis post cibum acceptum agendis, is inter eos ordo servetur, prout de ipsorum consilio diximus ordinandum, quod prima die hec omnia & singula a primo, secunda die a secundo, tertia vero a tercio peragantur. Primum autem vel secundum, seu tertium, hoc casu, secundum quod prius vel posterius quilibet eorum consecratus existit, debere intelligi declaramus. Et ut se invicem honore condigno & decenti preveniant & exemplum aliis prebeant invicem honorandi: Is, quem circa premissa ordo tetigerit, ad hec alterum convivia & caritativa inclinatione invitet, & tunc demum ad premissa procedat seu quolibet premissorum.

Infra scripte Leges promulgatae sunt in Curia Medietatis per Dominum KAROLUM IV. Imperatorem Rom. & Boemie Regem Augustum, Anno Domini M.CCC. LVI. Assistentibus sibi omnibus Sac. Rom. Imperii Electoribus, Principibus & presentibus Dominis, Venerabili in Christo Pa-

tre

ANNO
1356.

tre, Domino Theodorico Episcopo Albanensi, Sancte Romano Ecclesie Cardinali, ac Carolo Regis Francie primogenito, Normandie Duce illustri ac Desino Wienenfi, in die Nativitatis Christi.

ANNO
1356.

Si quis cum Principibus, Militibus vel privatis, seu quibuscumque personis, plebeis etiam, scelestam factionem aut factionis ipsius inierit sacramentum, vel dederit, de nece Venerabilium & Illustrum nostrorum & Sacri Romani Imperii, tam Ecclesiasticorum quam Secularium Principum Electorum, seu alterius eorumdem: Nam & ipsi pars corporis nostri sunt. Eadem enim severitate voluntatem scelestis, qua effectum puniri iura voluerunt: Ipse quidem, utpote Majestatis reus gladio feriat, bonis ejus omnibus Fisco nostro addicis. Filii vero ejus, quibus vitam Imperiali specialiter lenitate concedimus, paterno enim debent perire supplicio, in quibus paterni, hoc est hereditarii criminis, metuntur exempla, a materna vel avia, omni etiam proximorum hereditate & successione, habeantur alieni: Testamentis aliorum nihil capiant, sint perpetuo egentes & pauperes: Infamia eos paterna semper committetur, ad nullum unquam honorem, nulla profus Sacramento, perveniant: sint postremo tales, ut hys perpetua egestate fordescentibus sit & mors solacium & vita supplicium. Denique jubemus, eos esse notabiles sine venia, qui pro talibus unquam apud nos intervenire attemptaverint. Ad filias sane eorum, quolibet numero fuerint, Falcidiam tantum ex bonis maris, sive testata sive intestata deferunt, volumus pervenire, ut habeant mediocrem potius filie alimoniam quam integrum emolumentum, aut nomen heredis consequantur. Minor enim circa eas debet esse sententia, quas pro infirmitate sexus minus avaras esse confidimus. Emancipationes quoque, que a predictis, sive in filios, post legem duntaxat latam, sive in filias fuerit collata, non valeat. Dotes, donationes quorumlibet, postremo item alienationes, quas ex eo tempore, quolibet fraude vel jure factas esse constiterit, quo primum memorati de inunda factione ac societate cogitaverint, nullius statuimus esse momenti. Uxores sane predictorum, recuperata dote, si in ea conditione fuerint, ut que a viris titulo donationis acceperunt, filiis debent reservare, tempore quo usufructus absumitur, omnia ex Fisco nostro se relicta esse cognoscant, que juxta legem filii debebantur: Falcidia etiam, ex hys rebus filiabus tantum, non etiam filiis deputetur. Item quod de predictis eorumque filiis cavimus, etiam de satellitibus, consensit ac ministris filiisque eorum simili severitate censemus. Sane si quis ex hys in exordio inite factionis, studio vere laudis accessus, ipse prodiderit factionem, & primo a Nobis & honore donabitur. Is vero qui usus fuerit factione, si vel sero, tamen incognita adhuc consiliorum arcana paterescit, absolutione tamen ac venia dignus habebitur. Statuimus insuper, ut si quid contra predictos Principes Electores, Ecclesiasticos vel Seculares, commissum dicatur, etiam post mortem rei id crimen infamari possit. In hoc item crimine, quod ad lesam in Principibus Electoribus suis Majestatem pertinet, etiam in caput Domini servi torquentur.

Volumus insuper ac presenti Imperiali sancimus Edicto, ut etiam post mortem nocentium hoc crimen inchoari possit, aut convicto mortuo memoria ejus dampnetur, & bona ejus successoribus ejus eripiantur: Nam ex quo sceleraatissimum quis cepit consilium, exinde quodammodo sua mente punitus est. Porro ex quo quis tale crimen contraxit, neque alienare neque manumittere eum posse, nec ei solvere jure debitorem decernimus. In hac causa in caput Domini servos torqueri statuimus, id est, propter causam factionis dampnande contra Principes Electores Ecclesiasticos & Seculares, ut premititur. Et si decesserit quis propter infertam personam Successoris bona serventur, si in causa hujusmodi fuisse mortuus argatur.

Si ceteros Principatus congruit in sua integritate servari, ut corroboretur justitia & subiecti fideles pace gaudeant & quiete: Multo magis magnifici Principatus, Domina, Honores & Jura Electorum Principum debent illis servari. Nam ubi majus incumbit periculum, majus debet remedium adhiberi, ne columnis ruentibus basis totius edificiis collidatur. Decernimus igitur & hoc perpetuis temporibus valituro sancimus Edicto, quod ex nunc in antea perpetuis futuris temporibus insignes & magnifici Principatus, videlicet Regnum Boemie, Comitatus Palatinus Rheni, Ducatus Saxonie & Marchionatus Brandemburgensis, terre, districtus, homagia, vasallagia & alia quævis ad ipsa spectantia, scindi, dividi, seu quavis condicione diminui-

TOM. I. PART. II.

brari non debeant, sed ut potius in sua perfecta integritate perpetuo maneant. Primogenitus filius succedat in eis, sibi que soli jus & dominium competat, nisi forsitan mente captus, factus seu alterius famosi & notabilis defectus existeret, propter quem non deberet sibi possit hominibus principari. In quo casu inhibita sibi Successione secundo genitum, si fuerit in ea progenie, seu alium seniore Fratrem, vel Consanguineum laicum, qui paterno stipendi in descendenti recta linea proximior fuerit, volumus succedendum. Qui tamen apud alios fratres & sorores se elementem & pium exhibebit continuo, juxta datam sibi a Deo gratiam & juxta suum beneplacitum & ipsius patrimonii facultates, divisione, scissione seu dimembracione Principatus & pertineniarum ejus sibi modis omnibus interdicta.

Die qua solempnis Curia Imperialis vel Regia fuerit celebranda, veniant circa horam primam Principes Electores Ecclesiastici & Seculares ad domum habitacionis Imperialis, sive Regalis, & ibi Imperator vel Rex ipse, omnibus insignis Imperialibus induetur, & accessit equis omnes vadant cum Imperatore, vel Rege ad Locum Sessionis apte, & ibi quilibet eorum in ordine, & modo, supra in lege de ordine processionis ipsorum Principum Electorum plenius distincto. Portabit etiam Archicancellarius, in cujus Archicancellariatu hec fuerint, super Baculo argenteo, omnia Sigilla & Typaria Imperialia sive Regalia. Seculares vero Principes Electores Sceptum, Pomum, Ensem, secundum quod superius exprimitur, deportabunt. Portabuntur etiam immedie ante Archiepiscopum Treverensem, suo loco transeuntem, primo Aquilifer, secundo Mediolanensis, secunda: & hoc ante Imperatorem duntaxat, qui jam Imperialibus est insignis decoratus, quas gestabunt aliqui Principes inferiores, ad hoc per Imperatorem juxta placitum deputandi.

Imperatrix etiam vel Regina Romanorum suis augustis talibus amictis insignis, post Regem vel Imperatorem Romanorum, & etiam post Regem Boemie, qui Imperatorem immedie subsequitur, competentis spaciali intervallo, suis associata Proceribus suisque comitata Virginibus, ad Locum Sessionis procedat.

De officiis Principum Electorum in solempnibus Curis Imperatorum vel Regum Romanorum.

Statuimus, ut quandocumque Imperator vel Rex Romanorum solempnes Curias suas celebraverit, in quibus Principes Electores sua deservire seu exercere debent officia, subscriptis in hys ordo servetur. Primo enim, Imperatore vel Rege ipso in sede Regia sive Solio Imperiali sedente, Dux Saxonie officium suum agat hoc modo. Ponetur enim ante edificium sessionis Imperialis vel Regie, acervus avene tante altitudinis, quod pertingat usque ad pectus, vel antelam equi, super quo sedebit ipse Dux, & habebit in manu baculum argenteum, & mensuram argenteam, que simul faciant in pondere duodecim marcas argenti, & sedens super equo, primo mensuram eandem de avena plenam accipiet & famulo primitus venienti ministrabit eandem. Quo facto, sigendo baculum in avenam recedet, & Vicemarecallus ejus, puta de Pappenheim, accedat, vel eo absente Marecallus Curie ulterius avenam ipsam distribuat.

Ingresso vero Imperatore vel Rege, ad mensam, Principes Electores Ecclesiastici, videlicet Archiepiscopi, stantes ante mensam cum ceteris Prelatis, benedicent eandem, secundum ordinem, qui circa hec eis in superioribus est prescriptus, & benedictione completa, iidem Archiepiscopi omnes, si adsunt, alioquin duo, vel unus, Sigilla & Typaria Imperialia sive Regalia a Cancellario Curie recipient, & eoque, in cujus Archicancellariatu Curiam ipsam celebrari contingit, in medio procedente, & aliis duobus ex alterutro latere sibi iunctis, Sigilla & Typaria ipsa, ornibus quidem baculum, in quo suspensa fuerint, manibus contingentes, ea portabunt, & ante Imperatorem vel Regem reverenter ponant in mensa. Imperator vero, sive Rex, eadem ipsis statim restituet, & in cujus Archicancellariatu hoc fuerit, ut presertim, is majus Signatum collo pensum usque ad finem mense gestabit, & deinceps donec ad hospitium suum perveniat ab Imperiali, sive Regali Curia equitand. Baculus vero, de quo premititur, esse debet argenteus, duodecim marcas argenti habens in pondere, cujus tam argenti quam pretii partem tertiam unusquisque Archiepiscopus ipsorum persolvat. Et baculus ipse protinus una cum Sigillis & Typariis debet Cancellario Imperialis Curie assignari in alius

R r

ANNO
1356.

us suos beneplacitos convertendos. Postquam autem is, quem ordo tegerit, portando Sigillum majus ab Imperiali Curia ad hospitium suum redierit, et preferat, statim Sigillum ipsum, per aliquem de suis familiaribus, predicto Imperiali Curie Cancellario remittet super equo, quem juxta proprie dignitatis decemiam & amorem, quem ad Cancellarium Curie gesserit, ipsi Cancellario tenebitur elargiri.

Deinde Marchio Brandenburgensis Archicamerarius, accedat super equo, habens argenteas pelves cum aqua in manibus, ponderis duodecim marcarum argenti, & pulcrum manutergium, & descendens ab equo dabit aquam Domino Imperatori vel Regi Romanorum manibus abluendis.

Comes Palatinus Rheni intrabit similiter super equo, habens in manibus quatuor scutellas argenteas, cibis impletas, quarum quilibet tres marcas habet in statera, & descendens ab equo portabit & ponet ante Imperatorem vel Regem in mensa.

Post hoc Rex Boemie, Archipincerna, veniat similiter super equo, portans in manibus Cuppam seu Cistum argenteum, ponderis duodecim marcarum, coopertum, vino & aqua permixtum impletum, & descendens de equo, cistum ipsum Imperatori vel Regi Romanorum porriget ad bibendum.

Sicut autem haec observatum fuisse comperimus, ita statuimus, ut peractis per Principes Electores Seculares predictis eorum officiis, ille de Falkenstein Subcamerarius equum & pelves Marchionis Brandenburgensis pro se recipiat. Magister Coquine de Nortenberg equum & scutellas Comitum Palatini: Vicepincerna de Limburg, equum & cistum Regis Boemie: Vicemarescallus de Pappenheim equum, baculum & mensuram predictam Ducis Saxonie. Si tamen ipsi in Curia Imperiali seu Regali tali presentes existant, & eorum quilibet in officio suo ministret. Si vero ipsi, vel eorum aliqui a prelati Curia se duxerint absentes: ex tunc Imperialis & Regalis Curie quotidiani ministri, vice absentium, puta quilibet in loco ejus absentis, cui in vocabulo, seu officio communicat, sicut geret officium, sic tollat in premissis & fructum.

Imperialis insuper mensa vel Regia sic debet aptari, ut ultra alias aule tabulas five mensas in altitudine sex pedum sit altius elevata, in qua preter Imperatorem Romanorum duntaxat, vel Regem, die solemnibus Curie nemo penitus collocetur. Sedes vero & mensa Imperatricis five Regine parabitur in aula, ita quod ipsa mensa tribus pedibus Imperiali seu Regali mensa sit bassior, & totidem pedibus eminencior supra sedes Principum Electorum, qui Principes suas inter se in una eademque altitudine sedes habebunt & mensas. Infra Sessionem Imperialem mense pro septem Principibus Electoribus Ecclesiasticis & Secularibus preparentur, tres videlicet a dextris, & tres a sinistris, & septima directe versus faciem Imperatoris vel Regis, sicut superius in Capitulo de sessionibus & ordinis Principum Electorum per nos est clarius distinctum; ita etiam quod nullus alius, cujuscumque dignitatis vel status existat, sedeat inter ipsos, vel ad mensas eorum. Non liceat autem alicui predictorum secularium Principum Electorum, peracto officii sui debito, se locare ad mensam sibi paratam, donec alicui suorum Conprincipum Electorum ejus officium restat agendum. Sed cum aliquis eorum vel aliqui ministerium suum expleverint, ad preparatas sibi mensas transeant, & juxta illas stando expectent, donec ceteri ministeria sua expleverint supradicta, & tunc demum omnes & singuli pariter ad mensas sibi paratas se locabunt.

Invenimus etiam ex clarissimis relictis & traditionibus antiquorum, illud a tempore, cujus contrarium non habetur memoria, per eos, qui nos preceperunt feliciter, esse juxta observatum, ut Regis Romanorum Imperatoris in Civitate Frankfordie celebraretur Electio, & prima Coronatio Aquisgrani, & in Oppido Nurnberg prima sua Regalis Curia haberetur. Quapropter certis ex causis etiam futuris premissa servanda debere temporibus declaramus, nisi premissis omnibus, seu eorum alicui, impedimentum legitimum obvenerit.

Quandocunque insuper aliquis Princeps Elector Ecclesiasticus vel etiam Secularis iusto impedimento detentus, ad Imperialem Curiam vocatus venire non valens, Nuncium vel Procuratorem, cujuscumque dignitatis vel status transmiserit, missus ipse, licet loco mittentis juxta datum sibi ab eo mandatum admitti debeat, in mensa tamen vel sede, quae illi qui ipsum transmittit deputata fuit, non sedebit.

Preterea consummatis his que in Imperiali qualibet Curia five Regali fuerint pro tempore disponenda, reci-

piet Magister Curie pro se totum edificium, seu lignum apparatus Imperialis five Regie sessionis ubi iecerit Imperator vel Rex Romanorum cum Principibus Electoribus ad celebrandas solennes Curias & Feuda, sicut permittitur, Principibus conferenda.

Decernimus hoc Imperiali Edicto, ut Principes Electores Ecclesiastici & Seculares, dum Feuda sua five Regalia ab Imperatore vel Rege recipiunt, ad dandum vel solvendum aliquid nulli penitus sint alitrici. Nam pecunia, que tali preteritu perfolvit, Officiis debetur. Cum ergo ipsi Principes Electores cunctis Imperialibus Curie prestant Officiis, suos etiam habentes in Officiis hujusmodi substitutos, datos ad hoc a Romanis Principibus & dotatos, videretur absurdum, quod substituti Officiales a suis Superioribus quocunque quæsto colore exenia postulerent: nisi forte ipsi Principes Electores sponte & liberaliter hys aliquid largirentur. Porro ceteri Principes Imperii Ecclesiastici vel Seculares, dum predicto modo eorum aliquis Feuda sua ab Imperatore Roman. suscipit vel a Rege, dabit Officialibus Imperialis five Regalis Curie sexaginta tres marcas argenti cum uno fertonem, nisi eorum aliquis privilegio seu indulto Imperiali vel Regali tueri se possit, & probare, se solum vel exemptum a talibus aut etiam aliis quibuscumque, que solvi in susceptione Feudorum hujusmodi consueverint. Predictarum insuper sexaginta trium marcarum & fertonis divisionem faciet Magister Curie Imperialis five Regalis, hoc modo: Primo enim decem marcas pro semetipso reservans dabit Cancellario Imperialis five Regalis Curie decem marcas: Magistris, Notariis, Dictatoribus, tres marcas, & Sigillatorem pro cera & pergamento unum fertonem, ita videlicet: quod Cancellarius & Notarii, Principi recipienti Feudum, non ad aliud quam ad dandum sibi testimoniale recepti Feudi, seu simplicis Investiture Litterarum, sint alitrici. Item dabit Magister Curie Pincerne de Limburg de prelati pecunia decem marcas, Magistro Coquine de Nortenberg decem marcas, Vicemarescallum de Pappenheim decem marcas, & Camerario de Falkenstein decem marcas: Tali tamen conditione, si ipsi & eorum quilibet in hujusmodi Curis solemnibus presentialiter assint in suis officiis ministrando. Si vero ipsi, vel aliqui eorum absentes fuerint, ex tunc Officiales Imperialis five Regalis Curie, qui talibus prestant officiis, eorum, quorum supplet absenciam, singuli singulorum, sicut vicem, nomenque & laborem sustineant, sic lucrum & commoda reportabunt.

Dum autem Princeps aliquis equo vel alteri bestie infidens Feuda sua ab Imperatore recipit, vel Rege, equum ille seu bestia, cujuscumque speciei sit, debetur superiori Marescallum, id est Duci Saxonie, si presens attulerit. Alioquin illi de Pappenheim, ejus Vice-Marescallum, aut illo absente Imperiali five Regali Curie Marescallum.

Cum Sacri Romani Celsitudo Imperii, diversarum Nationum moribus, vita & ydiomate distinctarum leges habeat, & gubernacula moderari, dignum est & cunctarum sapientium judicio censetur expediens, quod Electores Principes, ipsius Imperii columpne & latera, diversorum ydiomatum & Linguarum differentiis instruantur, ut plures intelligant & intelligantur a pluribus, qui plurimorum necessitatibus relevandis Cæsare Sublimitati assint, in partem sollicitudinis constituti. Quapropter statuimus, ut illud Principum, puta Regis Boemie, Comitum Palatini Rheni, Ducis Saxonie, & Marchionis Brandenburgensis, Electorum filii, vel heredes, & successores, cum verisimiliter Teutonicum ydionia sibi naturaliter inditum scire presumant, & ab infanzia didicisse, incipiendo a septimo etatis sue anno, in Grammatica, Italica & Slavica Linguis instruantur; ita quod infra 14 etatis annum existant in talibus juxta datam sibi a Deo gratiam erudit; cum illud non solum utile, imo ex causis premissis summe necessarium habeatur, eo quod ille Lingue ut plurimum ad usum & utilitatem Sacri Imperii frequentari fiat solite, & in hys plus ardua ipsius Imperii negocia ventilentur. Hunc autem proficiendum modum in premissis postsumus observandum, ut relinquatur optio parentum in filios suos, si quos habuerint, seu proximos, quos in Principibus sibi credunt verisimiliter successores, ad loca sua dirigant, in quibus de hujusmodi Linguis possint edoceri, vel in propriis domibus pedagogos, instructores & pueros confocios in hys peritis etiam adiungant, quorum conversatione pariter & doctrina in Linguis ipsis valeant erudiri.

ANNO
1356.

ANNO
1356.

CCCLVII.

L'EMPER.
R. UR. ET
BRABANT.

Extrait du Traité & de l'Alliance entre CHARLES IV. Empereur, & WENCELIN ou WENCESLAS Duc de Brabant. Fait à Bruxelles en 1356. [PIERRE D'OUDERGHEEST, Chroniques & Annales de Flandres. Chap. CLXV. Feuill. 278.]

ET fut par l'appoinctement qu'ils firent ensemble, du consentement de Madame Jehenne de Brabant, femme dudit WENCELIN, dist & accordé que ledit WENCELIN auroit le Gouvernement de Lotricce, Brabant, & Lembourch, & la disposition de tous Offices, non pas en qualité de Mambour de fadicle femme, mais comme Propriétaire, réservé seulement qu'il ne pourroit riens vendre ny aliener desdictes Duchez, sans le preallable consentement d'icelle. Et s'il advenoit qu'il morust devant elle, sans hoir de son corps, elle retiendroit l'administration desdictes Duchez sa vie durant seulement, n'estoit qu'elle se remariast, & eust enfans, auquel cas l'enfant luy succéderoit. Mais sy le Duc de Wencelin, & elle morussent sans hoir de leur corps, lesdictes trois Duchez succéderoyent audit Empereur CHARLES & Successeurs du costé de Luxembourg. Fut encores dist que lesdicts Wencelin & sa femme ne pourroyent faire Paix avec le Conte de Flandre, sans l'express consentement l'un de l'autre. Ce fut pourjecté a Maestricht, & apres conclu a Bruxelles du consentement des Estats de Brabant en l'an mil trois cents cinquante six.

CCCLVIII.

3. Janv. *Attestatio Gubernatorum Communis Pacis Lotharingicæ, quod de Consensu Imperatoris CAROLI IV. Civitas TREVIRENSIS in Communem eandem Pacem recepta sit. Datum 3. Januarii 1356.* [JOH. PHILIP. DATT, Volumen Rerum Germanicarum novum Libr. I. Cap. XI. pag. 80. §. 42. Ex KYRIANDRI Annalibus Trevirensibus. Part. 17. fol. 250.]

NOS Gubernatores COMMUNIS PACIS LOTARINGICÆ notum omnibus facimus, quod de consensu & voluntate Illustrissimi Domini nostri CAROLI IV. Dei Gratia Romanorum Imperatoris semper Augusti, Regisque Bohemiæ & aliorum Prælatorum, Principum, Dominorum, Dominarum, Civitatum & Urbium publicæ Pacis Lotharingicæ recepimus in eandem nostram Communem Pacem Magistrum Scabinorum, Scabinos, totamque Communitatem Civitatis Trevirensis, eadem omnino conditione, qua sunt in illa cæteri: Stimulque nomine Populi Trevirensis ad gubernacula ejusdem PUBLICÆ PACIS adscivimus Dominum Johannem, dictum Wolff, Magistrum Scabinorum Trevirensium, ad judicandum, faciendum, regendumque nobiscum in hac Pace, perinde atque nos possimus & debemus. Testimonioque Veritatis nos Gubernatores prædicti Sigillum nostrum his Literis appendimus, datis confectisque Anno Domini MCCCLVI. 3. Jan.

CCCLIX.

5. Janv. (1) *Traité & Echanges faits entre JEAN Roi de France, CHARLES son fils Aîné Dauphin de Viennois, & AMÉ VI. Comte de Savoie, dit le Comte Verd. Par lequel, entr'autres, le Roi JEAN donne au Comte l'Élhel de Bohême situé à Paris, moyennant certaine somme; & le Comte promet au Roi de lui remettre JEANNE fille de PHILIPPE Duc de Bourgogne, libre*

FRANÇOIS
DAUPHIN
NÉ ET SA
VOYE.

(1) L'Assemblée qui se tint à Paris pour conclure ce célèbre Traité fut convoquée le dernier de Juillet 1354. Le Roi JEAN y présida en habit Royal, en présence d'un grand nombre de Seigneurs. On disputa fort long tems, le Dauphin, & le Comte se plaignant l'un de l'autre de divers griefs reçus, & le Traité ne put être conclu, qu'au mois de Janvier suivant. Le Comte de Savoie commença dès lors à s'apercevoir de l'effet de la menace d'HUMBERT Dauphin, qui avoit dit, comme on l'a cité ci-dessus, qu'il lui donneroit un voisin duquel il ne se moquerait pas.

de vau, de mariage, & de religion, pour être mariée, pourvu que ce ne soit point au Dauphin &c. Fait à Paris, le 5. Janvier, 1355. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoie. Preuves pag. 188.]

ANNO

1355.

1356.

JOANNES Dei gratia Francorum Rex, & Nos Carolus ipsius Domini Regis primogenitus Dalphinusque Viennensis, cum autoritate & assensu dicti Domini Genitoris nostri, expressè nobis præstitis ad omnia & singula infra scripta: Et nos Amedeus Comes Sabaudie, ad certitudinem presentium & memoriam futurorum: Notum facimus universis, quod nos attendentes qualiter per discordias rancores crescent & odia, debiles & potentes dispendia patiuntur, scandala fuscitantur, & subiciuntur omnia valetudine; & confidentes attentius, quod per concordiam & confederationem unanimis versantes, poterimus auxiliis hinc inde juvari, mutuis foveri præstidiis, & majori potentia fulciri: Præterea post Tractatus multiplices super infra scriptis, & aliis alternatim habitis, tandem super universis & singulis diffentionibus & discordiis, ex quibuscumque causis exortis, seu qua poterant exoriri inter nos Regem, & Dalphinum Viennensem tam conjunctim, ex una parte; & nos Amedeum Comitem Sabaudie ex altera; ad finalem concordiam devenimus, sedatis quibuscumque diffentionum materiis penitus & extinctis, medianibus homagiis, permutationibus seu exambiis, confederationibus, alligationibus, articulis & vinculis, Deo præstante in perpetuum duraturis; tractantibus pro nobis Rege & Dalphino ex una parte; & pro nobis Comite, ex altera, certis personis ad hæc deputandis.

In primis nos Rex prædictus Hospitium versus portam sancti Honorati Parisiis situm, quod olim fuit claræ memoriæ Regis Bohemiæ, donamus cum suis pertinentiis universis dicto Comiti, pro se, Hæredibus & Successoribus suis in perpetuum, donatione pura & simplici inter vivos, in augmentum Vicecomitatus Mabileporarii, quod cum sua Nobilitate, & omnimoda Justitia, alta, media & bassa, plures Prædecessorum ipsius Comititis, de dono Regio sub Homagio in feudum ligium, à nostris Prædecessoribus Regibus tenuerunt & receperunt. Promittimus Nos Rex prædictus pro nobis & Successoribus nostris, dictum Comitem & Hæredes ac Successores ejus Comititis, ad hujusmodi Feudum ligium in nostrum Hominem & Vassallum, pro Vicecomitatu & Hospitio prædicto, conjunctum cum omnibus pertinentiis eorundem, absque diminutione qualibet vel augmento.

Et nihilominus nos Rex Franciæ pro nobis & Successoribus nostris, eidem pro se & Hæredibus & Successoribus ejus, promittimus quod ipsam, Hæredes & Successores ejus, & Homagium hujusmodi nullo unquam tempore separabimus, alienabimus vel transferemus à nobis & Successoribus nostris Regibus, & à Corona Franciæ quacumque ratione, occasione vel modo.

Et nos Comes prædictus pro nobis, Hæredibus & Successoribus nostris, prædictum Homagium facere promittimus & præstare dicto Domino Regi, & ejus Successoribus Regibus in perpetuum; & illud nullo unquam tempore quittare, renuntiare, dimittere, aut in alium à nobis & Successoribus nostris Comitibus transferre, quacumque intentione, colore, occasione vel causa.

Et quia nos Comes dicebamus, dictum Domium Regem nobis teneri & debere supplere & tradere certam redditus annui quantitatem, deficientem in dicto Vicecomitatu de summa annua in Literis Regis domi contenta; & nihilominus per certos Tractatus post dictum donum habitos, debeat idem Dominus Rex augere vel supplere nobis Comiti Vicecomitatum prædictum de certa summa annui redditus, ipsamque Vicecomitatum cum dicto augmento vel supplemento excambiare nobis Comiti, & pro eo nobis tradere excambium in Baillivia Trecenti vel in Baillivia Senonensi, retinendo sibi Comitatum.

Nos Comes prædictus benevolentiam ipsius Domini Regis, quam nobis exhibuit & exhibet, advertentes, eundem Dominum Regem & ejus Successores, de omnibus & singulis supplementis, tractatibus, obligationibus & promissis, in quibus ratione dicti Vicecomitatus, & augmentorum seu supplementorum & excambiorum ipse tenebatur nobis Comiti, & teneri poterat quovis modo; de certa scientia, plenariè & perfectè quittamus, solvimus, & totaliter liberamus, & Literas quascumque super hoc factas cassas & irritas quoad hæc volumus, & nullius firmitatis, renunciantes pro nobis,

ANNO Hæredibus, & Successoribus nostris eisdem Litteris: dictis tamen Vicecomitatu & Hospitio, nobis Comiti

1355. & nostris Hæredibus & Successoribus remansis, cum suis pertinentiis supradictis.

1356. Item nos Comes prædictus tenemus & promittimus tradere & liberare, apud sanctum Laurentium prope Mariscum, in crastino Brandinorum proxime futurum, ad mandatum Domini Regis, Joannam filiam Philippi primogeniti defuncti novissime Ducis Burgundie, liberam penitus ab omni detentione & vinculo voti, matrimonii, religionis, & alio quocumque impedimento maritandi, ubi nos Rex prædictus voluerimus, præterquam nobis Dalphino prædicto, mediantibus quadraginta millibus florentis de Florentia, quos nos Rex Francie prædictus promittimus & tenemus dicto Comiti, vel ejus certo mandato tradere & solvere sine fraude, die & loco quibus dicta Filia liberabitur, ut præfertur.

Item nos Rex, Dalphinus, & Comes Sabaudie, prædicti, commoda Pacis considerantes, & de scientia digna cogitantes, tam pro nobis quam Successoribus nostris, quam pro Subditis utrisque; post Tractatus multiplices ad sedandas præteritas & præsentis inter nos ad invicem ortas discordias, & evitandum futuras; tandem convenimus in unum, deliberatione longa, & consiliis providis præhabitis hinc & inde, ad Pacem & Concordiam revenimus, cum autoritate & consensu nobis Dalphino prædicto à dicto Domino & Genitore nostro prius præstitis, ut præfertur prout sequitur: Carolo Dalphino Primogenito nostro, nos Rex prædictus auctoritatem, licentiam & assensum præbimus & præbimus, quod omnia & singula supra & infra scripta, prout melius poterat, & potest fieri & præberi.

Et primo, nos Comes Sabaudie prædictus, pro nobis, Hæredibus & Successoribus nostris, in perpetuam permutationem & excambium, & nomine & causa permutationis & excambii perpetuo duraturi, tradimus, cedimus & liberamus dicto Dalphino, pro se & Hæredibus & Successoribus suis in futurum, Castra, Villas, Loca & alia que sequuntur.

Videlicet, Castra Tournais, & Voyron, una cum universis Mandamentis, antiquis Appenditiis & Pertinentiis eorumdem, & cum omnibus aliis Castris, Bastidiis, Dominis, Fortibus, Homagiis, Feudis, Retrofeudis, Jurisdictionibus altis, mediis & bassis, mero & mixto Imperio, & aliis quibuscumque Juribus, Actionibus & Pertinentiis, que & quas nos prædictus Comes habemus, habebamus & habere poteramus & possumus, citra flumen de Guyer à parte Viennensi, & Ysère usque ad sanctum Genesium, & à sancto Genesio usque ad locum quod dictum flumen de Guyer intrat in Rhodanum; & una cum prædictis nos Comes tradimus, cedimus & liberamus dicto Dalphino Castrum, Villam & Mandamentum de Avenentis, & Insulam de Cier, Feuda, Retrofeuda, Homagia, Proprietates, & quidquid Juris cum Proprietatibus & Possessionibus ad nos Comitem pertinebat in Castro, Villa, & Mandamento, & Insula supradictis.

Et quia nos Dalphinus & Comes, volumus debentem tollere, quod erat vel esse poterat super limitationem infra scriptam; & limitationem fieri & decerni inter Terras utriusque, prout melius fieri poterit ad bonum commune, pro quiete & pace inter nos & Subditos nostros hinc inde servanda: Nos Dalphinus deputamus ex parte nostra Dominum Montischanuti, & Dominum Amblardum de Bellomonte, & duos alios idoneos deputabimus.

Et nos Comes prædictus ex parte nostra deputamus Dominum Grandimontis, & Dominum Petrum de Montegelato, aut duos alios sufficientes deputabimus: quibus quatuor nos Dalphinus & Comes, damus & dabimus ad concordandum potestatem ordinandi & discernendi Limitationes hujusmodi, sive per Eschalonem sancti Apri, & per Ripariam de Bienco; sive per flumen de Guyer, prout eis melius videbitur faciendum pro bono perpetue Pacis, & Subditorum utriusque quiete, non habendo respectum vel electionem alterius nominis vel commodi; & ea que Deputati hujusmodi fecerint, & ordinaverint, faciemus hinc inde firmiter observari.

Item nos Comes prædictus pro nobis, Hæredibus & Successoribus, ex causa permutationis seu excambii tradimus, cedimus & liberamus præfato Domino Carolo Dalphino pro se, Hæredibus & Successoribus suis, omnem Terram nostram Viennensem, videlicet Castra, Villas, & Loca Chabeveri, Bozozelli, Costæ S. Andreae, Aziaci, Lalaneli, Verpillieræ, Dolomiaci, Bassiæ de Abretio, Loca dicti Joanagiacum, sancti Georgii Desperenchia Viennensi, & sancti Symphoriani de Auzone, cum omnimoda proprietate dictorum Locorum, & alia Loca, Villas, Castra, Proprietates nostras, &

& nostra Feuda, & Homagia; & omnia quæcumque Jura, & Nobilitates, quæ & quas nos habemus & habere poteramus & possumus in dictis Feudis, Homagiis, Castris & Castellaniis de Ornacis, de Saranaliaci, de Bozozello, de Exclofa, de sancto Joanne de Bour-nayo, Malobecco, de Espris, de sancto Albano, de Chisanova, de Chatonay, de Sarpeña, de Fortemonte, de Villanova, de Marcis, de Chandiacco, de Abriaco, de parte Masiaci, de Fabricis, & de Palugé; & omnia alia Loca, Feuda & Retrofeuda, Homagia, merum & mixtum Imperium, Jurisdictiones medias, altas, & bassas, & quæcumque alia Jura, Actiones, & Pertinentias ad nos Comitem spectantes, & quæ habebamus & habemus & habere poteramus & possumus, à dictis Limitationibus de Guyer seu de Eschalone sancti Apri & Bienco; sicut limitabitur per dictos Deputatos supradictos; & inter fluvium seu aquas Rhodani seu Isaræ, nihil nobis Comiti vel Successoribus nostris in præmissis, aut coram aliquo retinentibus.

Et nos Dalphinus prædictus tenemus & promittimus solvere Domino Humberto Achardi tria millia scuta auri vel circa, videlicet, id quod ei debetur supra dictam summam super Castro de Joannages ex causa reacheti ipsius; & Domino Aymaro de Bellovisia quatuor millia florenorum auri, ex causa reacheti vel retractu Castri de Avenentis.

Nos vero Carolus Dalphinus prædictus, ex causa permutationis & excambii supra dicti, pro nobis & Successoribus nostris tradimus, liberamus & cedimus dicto Comiti Sabaudie pro se, Hæredibus & Successoribus suis, totam Terram nostram de Foucigniac, videlicet Castra, Villas, Mandamenta, Territoria, Feuda, Retrofeuda, merum & mixtum Imperium, Jurisdictiones altas, medias, & bassas, Homagia, & alia Jura ad nos Dalphinum pertinentia, & quæ pertineant ad nos quoquo modo poterant & debeant ante præsentem Contractum, in tota dicta terra Foucigniaci, & in omnibus ejus Pertinentiis & Appenditiis, sine retentione aliqua nobis facta in eis vel in aliquo eorumdem.

Item Feuda quæ Comes Gebennensis tenebat & tenere poterat & debebat, seu teneret à nobis Dalphino prædicto, ex causa prædicta, debet aut debere seu debere poterat in Gebenneffo, cum Homagio quod dictus Comes Gebennensis nobis debebat, & omnia Jura quæ nos dictus Dalphinus habebamus & habere poteramus in dictis Feudis & Homagiis, & super ipso Comite Gebennensi ex causa Feudorum & Homagiorum prædictorum in Gebenneffo.

Item Castrum, Villas, & terram de Gex, Feuda & Retrofeuda, Territoria & Mandamenta, Jurisdictiones altas, medias & bassas, cum Juribus & Pertinentiis suis universis, in quantum ad nos Dalphinum, & ad Dominum Hugonem de Gebenna, & ad Aymonem Filium suum, & ad uxorem ejus pertinere poterat & debebat, & ad quemlibet eorumdem.

Item Castra, Villas, Mandamenta, Territoria, merum & mixtum Imperium, Jurisdictiones altas, medias & bassas, Feuda, Homagia, & omnes & omnia pertinentia Jura Miribelli, Montisluelli, sancti Christophori, Perogianum, Meximiaci, Gordani, Varey, Satoney, sancti Mauricii, & Antonis, cum plena donatione omnium bonorum prædictorum, & Feuda Domini de Villaris, Domini Castellionis de Palude, de Charney, de Varey, & d'Arbent, una cum Homagiis debitis nobis Dalphino prædicto pro ipsis Feudis, & omnes alias Proprietates, Feuda, Retrofeuda, Jurisdictiones, Actiones, Jura, Pertinentias, & quæ pertinere poterant & debebant ad nos Dalphinum ultra riparias Indis & Arbrone, à parte Bressie, & à parte Bugesi & Ambroniaci; exceptis Feudis & Homagiis quæ Dominus Joannes de Cablione Dominus de Arlay, & Comes Altiissiodorensis, Dominus Henricus de Vienna, & quicumque alii de Terris ipsorum, & de Comitatu, & Ducatu Burgundia tenent à nobis Dalphino prædicto, & debent nobis in & pro rebus quæ non sunt infra Territorium & districtum Castrorum, Locorum, & Terrarum, quas & quæ tradimus dicto Comiti Sabaudie per præsens excambium & accordum.

Item nos Carolus Viennensis Dalphinus prædictus, ultra præscripta per nos prædicto Comiti Sabaudie ex causa permutationis & excambii prædicta tradita, liberata & cessa; donamus, cedimus & liberamus in Fendum ligium & Homagium, pro nobis & Successoribus nostris, dicto Comiti pro se, Hæredibus & Successoribus suis Comitibus Sabaudie, in perpetuum, Castra, Villas, Mandata, Territoria, merum & mixtum Imperium, Jurisdictiones, Feuda, Retrofeuda, & Homagia Sancti Saturnini de Cucheto, Sancti Andreae de Briordo, de Luys, de Lagniac, & omnia alia & singula

ANNO

1355.

1356.

ANNO 1355.
1356.

gula Fortalitia, Loca, Feuda, Proprietates, Res, jura quae habemus, habere poteramus aut debebamus, inter flumina Rhodani, Indis, & Arbarone: quae omnia, & singula tam in excambium tradita, quam donata in Feudum pro praedictum Dalphinum nobis Comiti praefato, ut praefertur; Nos Comes, Haeredes & Successores nostri Comites Sabaudie tenebimus, & tenere pro nobis, Haeredibus & Successoribus nostris Comitibus promittimus, in perpetuum, in Feudum ligum & Homagium, cum Superioritate, & absque rellorto, à dicto Domino Carolo tanquam Primogenito Domini Regis, Dalphino Viennensi, & successivè à Primogenitis Regum Francie Dalphinis, seu aliis in Regno pro tempore Successoribus Dalphinis: In casu verò quo Primogenitus non extaret, si tamen aliquo casu forte contingeret quòd Dalphinatus ad Regem Francie deveniret; tunc deberetur, fiet & praestabitur Regi à Comite seu Comitibus pro tempore Homagium supra dictum, quod liquidum Homagium nos Comes praedictus pro nobis, Haeredibus & Successoribus nostris Comitibus in perpetuum promittimus, teneamus & tenebimus facere & praestare, modo & forma praedictis, ac etiam ipsi Regi in casu praemisso; nec non fidelitatem integram illis servare, ac eis, & eorum quilibet tanquam pro Feudo ligio; sicut bonis & fidelis Vassallus servare tenetur & debet Domino suo ligio, contra omnes obsequi & servire, ac praestare & dare consilium, auxilium videlicet de persona nostra contra omnes qui vivere & mori possint; exceptis Romanis Regibus, & Imperatoribus, & Regibus Francie dumtaxat: De praedictis vero omnibus & singulis Proprietatibus, Feudis, Retrofeudis, tam in excambium quam in Feudum, ut praemittitur, nobis Comiti datus; ipsum Dominum Dalphinum & Successores suos praedictos Primogenitos, aut alios Successores Regno juvare & sequi de placito & de guerra debemus & debebimus, teneamus & tenebimus nos Comes & Haeredes ac Successores nostri Comites Sabaudie successivè, contra omnes personas nascituras & morituras, nullo excepto, secundum quas fidelitatis articuli comprehendunt: Et nihilominus nos Comes praedictus pro nobis, Haeredibus & Successoribus nostris Comitibus Sabaudie, transferre quacunque ratione, colore, occasione, vel causa dictum Homagium non poterimus: Si verò contingeret aliquo casu quòd Dalphinatus Viennensis praedictus ad alium deveniret, qui non esset Rex Francie, vel qui non esset in Regno Francie successurus, tunc Comes Sabaudie qui fuerit pro tempore, eidem tali Dalphino qui non sit Rex Francie, aut Regis Francie Primogenitus, aut in Regno Francie successurus, dictum Homagium facere nullatenus teneatur.

Item actum & concordatum, quòd nos Dalphinus praedictus ex parte nostra, & nos Comes praedictus ex parte nostra, traditis hinc inde & liberatis ad invicem dictis Caltris cum effectu quae tradi debent, vel majori parte eorumdem; omnes captivi, tam Nobiles quam alii qui detinentur ab utraque parte, quieti erunt, & liberi permittentur abire, restituti & plenariè liberati.

Item quòd de tota pecunia quam nos Comes petere possemus aut possumus à dicto Dalphino pro Castro de Montoux, ex causa Pacis pridem factae inter Comitem Altkissidorensem, & Dalphinum Humbertum, & ex causis aliis quibuscunque; & similiter de tota pecunia quam nos Dalphinus petere poteramus aut possumus à praedicto Comite Sabaudie ex quacunque causa usque ad diem datæ praesentium, quitamus nos ad invicem, & quitti remanebimus, & remanemus penitus hinc inde.

Item actum & concordatum est, quòd si nos Dalphinus, & Comes, aut alter nostrum habeamus vel habeat Castrum vel Castra, Locum, Montes, Riparia, vel alia inter nos & Subditos nostros, impedientia vel adversantia observationem Pacis seu tranquillitatis, seu causantes discordias; dicti Deputati ad Limitationes praedictas faciendas, habeant potestatem ordinandi de illis, & tractandi hinc & inde, sicut eis videbitur ad perpetuam Pacis observantiam mediante decencia; & quidquid per Deputatos hujusmodi factum & ordinatum erit, faciemus hinc inde firmiter observari.

Item actum & concordatum est, quòd Dominus Valbonessii sit & erit quittus de omnibus obligationibus atque penis, in quibus ipse teneri poterat & potest occasione vel causa Castri de Montoux, tam erga nos Dalphinum, quam erga nos Comitem supra dictos, reddito nobis primo dicto Castro.

Item quòd tam de Nobilibus quam aliis, Res, Possessiones & Bona habentibus in Terris utriusque nostrum Dalphini, & Comitibus praedictorum; & de Homagiis quae pro illis Rebus, Possessionibus & Bonis de-

bentur, dicti Deputati ad limitationes, valeant ex potestate quam eis damus, prout eis videbitur ordinare.

Item quòd Castra, Villas, Loca, Territoria, Feuda, Res & Bona cum pertinentiis suis, quae nos Dalphinus & Comes tradimus alter alteri ut praefertur, hinc & inde tradantur libera de cunctis obligationibus pecuniariis: & si quae essent vendita vel alienata aliis, alter alteri dat, cedit omnia Jura, & omnes Actiones, quas & quae habet in illis pro retrahendo vel redimendo eadem: & quòd alter nostrum liberabit & tradet Instrumenta, Litteras, & Informationes facientes pro Terris, Caltris, Feudis, Locis, Rebus & Juribus quae alter alteri liberavit, tradidit & cessit tam in excambium quam ex dono in Feudum, ut praefertur.

Item nos Dalphinus ex parte nostra, & nos Comes ex parte nostra, quitamus alter alterum ad invicem ab Homagiis, Feudis & fidelitatibus olim mutuo factis & recognitis inter Dalphinum Humbertum nunc Patriarcham Alexandriae ex una parte, & Aymonem Comitem tunc Sabaudie, Genitorem nostri Comitibus, & alterum in Pace inter eos habitis, seu Declarationibus & Conventionibus inde sequitis; & ab omnibus & singulis obligationibus & vinculis, quibus ad ipsa vel consimilia praestanda virtute dictae Pacis & declarationis inter alteri fuimus vel reperiri possemus alitrici: & sic quitti & liberati de illis erga alterum remanemus & remanebimus deinceps totaliter; & immunes Homagio tamen fidelitatis & Feudo, ac aliis ad quae nos Comes, Haeredes ac Successores nostri dicto primogenito Dalphino, & Successoribus suis praedictis, aut Successoribus in Regno ut praedictum est: Praeterea praesentis Accordi tenemur & tenebimur in suo robore & sua firmitate perpetuo duraturi, ac etiam ceteris omnibus & singulis contentis in Pace & Declaratione ipsius, in quantum concernunt statum pacificum; & quantumvis per contenta in praesentibus Litteris non est distractum vel derogatum eidem in sua firmitate mansuris.

Item nos praefatos Comes Sabaudie pro nobis, Haeredibus & Successoribus nostris, quitamus expresse dictum Dominum Regem Francie & Successores ejus, de quibuscunque summis pecuniis in quibus nobis Comiti tenebatur seu teneri poterat, quibuscunque rationibus seu causis: & inter alia de nonaginta quinque milibus florenis de Florentia, in quibus per Contractum Avenione factum novissimè teneri poterat seu tenebatur nobis, ultra dicta quadraginta milia florenorum tam ratione Praedecessorum suorum, seu etiam nostrorum, quam aliorum quovis modo; salvis tamen dictis quadraginta milibus florenis, nobis Comiti Sabaudie solvendis, ut superius est expressum.

Item nos Comes praedictus per praesens Accordum tenemur & promittimus reddere, & restituere omnibus & singulis Nobilibus qui erant de Castro seu Mandamento sancti Germani, seque retraxerunt ad dictum Dalphinum quando dictum Castrum obsidium fuit, & captum per Comitem Amedeum Avum nostrum; vel Haeredibus aut Successoribus ipsorum Nobilium, dictas Terras, redditus & omnes possessiones eorum, quae fuerunt cum dicto Castro per dictum Amedeum occupatae, ubicunque consistant, sive in dicto Castro sive alibi, in potestate nostra, sicut in articulo Pacis continetur.

Item nos Rex praedictus habens & tenens Bailliam Ducis Burgundiae, popilli ejus intentione ad nos mobilia & credita dicti Ducis pertinent, quitamus & liberamus dictum Comitem Sabaudie & ejus Successores, de omnibus & singulis debitis & petitionibus, quae peti possent & fieri per dictum Ducem Burgundiae ab ipso Comite; servitis in Comitem Sabaudie factis; ac pro restitutione damnorum & equorum & aliis rebus, occasione Guerrarum inter Comitem & Dalphinum; & pro aliis quibuscunque: Et è contra simili modo nos praedictus Comes quitamus dictum Dominum Regem Bailliam habentem dicti Ducis, & dictum Domini Ducem, de omnibus debitis occasione Guerrarum quacunque seu damnorum, habitis in eis in quibus teneatur seu teneri potest nobis Comiti dictus Dux Burgundiae: & Littere si quae inveniantur, seu etiam Instrumenta, & specialiter Littere quae quondam date dicuntur per Eduardum tunc Comitem Sabaudie, Domino Odoni tunc Duci Burgundiae super emenda & restitutione damnorum quae ipse Dux, aut alius suo nomine passus fuisse dicebatur occasione Guerrarum dicti Comitatus & Dalphinatus, reddentur & restituentur utrique Parti; videlicet, Duci in quibus obligatus esse dicitur ipse Dux, & viceversa Comiti in quibus omnibus ipse Comes obligatus esse dicitur ratione praemissorum; & ista procurabimus nos Rex cum effectu per dictum Ducem ratificari, dum ad aetatem legitimam pervenerit.

ANNO

1355.

1356.

Item nos Rex Francie prædictus, concordata & conventa per dictum Dominum Genitorem nostrum charissimum, quondam cum dicto Comite Sabaudia vel ejus Deputatis ejus nomine, super Successione Ducissæ Britannicæ Filie dicti Comitis Eduardi quondam, quæcumque promissa per dictum Genitorem nostrum super illis dicto Comiti; in quantum nos tangit, & tangere potest, observabimus & implebimus juxta formam obligationis dicti Domini Genitoris nostri & nostræ, & faciemus servare.

De cæteris autem damnis illatis, quæ occasione illius Accordi nos dictus Comes petebamus restitutionem à dicto Domino Rege fieri, dictus Dominus Rex remanebit quitus; & de quibuscumque aliis quæ tam nomine nostro quam Prædecessorum nostrorum petere possemus à præfato Domino Rege occasione quacumque: & viceversa dictus Comes remanebit quitus de quibuscumque quæ ab ipso petere possemus nos Rex prædictus; salvis tamen & reservatis nobis ambobus, quæ in Contractu vel Accordio præsentibus continentur.

Item nos dictus Francorum Rex pro nobis & nostris Successoribus Francie Regibus, & nos dictus Dalphinus pro nobis, Hæredibus & Successoribus nostris, promittimus quod non acquiramus, nec accrescimus nos aqualiter in perpetuum sine expressa voluntate & consensu Comitis Sabaudie qui pro tempore fuerit in Comitatu prædicto Sabaudie, in Terris, Baronis, Juribus, Feudis, Retrofeudis, aut rebus, Territoriis, & Juribus quibuscumque dicti Comitis & Successorum, Vassallorum, Hominum & Subditorum suorum, aut cuiuscumque eorumdem, per occupationes, gardas, Feuda, Retrofeuda, Homagia, Transactiones, Conventiones, Pactiones, Contractus, vel alios sine causa: & si forsan fieri contingerit, non valeat, sed sit irritum ipso facto, nec proficiat acquirenti, & ex nunc prout ex tunc illud revocamus, & totaliter irritamus.

Nos autem dictus Comes Sabaudie pro nobis & Successoribus nostris, juxta Conventa prædicta tenemus & promittimus dicto Domino Regi & Domino Dalphino, eorum cuilibet pro se & Successoribus ejus; quod non acquiramus nec accrescimus nos aqualiter in perpetuum, sine expressa voluntate & consensu Dalphini Viennensis qui pro tempore fuerit in Dalphinatu prædicto Viennensi, & in Terris, Baronis, Jurisdictionibus, Juribus, Feudis, Retrofeudis aut rebus, Territoriis & Juribus quibuscumque dicti Domini Dalphini & Successorum, Vassallorum, Hominum, & Subditorum, aut cuiuscumque eorumdem: per occupationes, gardas, Feuda, Retrofeuda, Homagia, Transactiones, Conventiones, Pactiones, Contractus, vel alias causas.

Et si forsan fieri contra contingerit non valeat, sed sit irritum ipso facto, nec proficiat acquirenti, & ex nunc prout ex tunc illud revocamus, & totaliter annullamus.

Item Nos Rex, & Comes Sabaudie, pro nobis, Hæredibus, & Successoribus nostris Regibus Francie, & Comitibus Sabaudie; pro securitate & corroboracione Regni, & Comitatus prædictorum, & Subditorum utriusque; Fœdera, Pactiones, Alligaciones, Conventa, & ligamina prout inferius continentur, facimus & juramus ac firmamus, perpetuis futuris temporibus præstante Domino duraturis; videlicet, quod nos Rex & Comes, ac Hæredes nostri in Regno ac Comitatu prædictis, ad invicem ex nunc sumus & erimus boni, veri, fideles amici, & puro & sincero corde nos mutuo diligemus & diligimus.

Item quod ad invicem unus alteri dabit bonum & legale consilium per se vel per alium petendum, sicut in propriis negotiis & agendis faceret, juxta posse suum, & propriam conscientiam suam; præterquam à nobis Rege & Successoribus nostris, contra Dalphinos pro tempore.

Item quod unus nostrum non erit directè vel indirectè publicè vel occultè contra alium, quocumque tempore, modo vel forma ad invadendum Regnum, seu Comitatum Sabaudie, vel Subditorum eorumdem.

Item non confortabit nec juvabit scienter inimicum seu inimicos, adversarium seu adversarios alterius aliquo seu aliquibus quæ tangere poterunt alium quocumque tempore, modo, vel forma.

Item Comes prædictus, Hæredes & Successores nostri, juvabimus & juvabunt de nobis & agentibus & Subditis nostris, dictum Dominum Regem Francie, Hæredes & Successores ipsius, contra Regem Angliæ modernum, & contra omnes Reges Angliæ futuros, & contra quoscumque Anglicos, fautores, & valitores ipsorum; salvis stipendiis confectis pro nobis & gentibus & Subditis nostris.

Item contra omnes alios qui possunt vivere & mori, ad defensionem & conservationem & tuitionem Regni sui & Subditorum suorum, excepto Imperatore Romano pro tempore, quoad ea quæ jura & honores Imperii concernunt; in quo casu non erimus pro parte dicti Domini Regis Francie contra Imperatorem prædictum: Et nos Rex prædictus & Successores nostri, adjuvabimus dictum Comitem & Successores suos, ad tuitionem, defensionem & conservationem Comitatus sui & Subditorum suorum; præterquam contra Dalphinum prædictum pro tempore, tam præsentibus quam futuris Successoribus in Regno: mandantes, cedentes & concedentes nos præfati Dalphinus & Comes, pro nobis, & Successoribus nostris, & alter alteri pro se & Successoribus suis, omnes & singulas actiones suas, reales, personales, mixtas, hypothecarias, prætorias, civiles, & tam utiles quam directas, & alias quascumque, & omnia sua jura & singula, in prædictis omnibus & singulis vicissim permutat, & in excambium traditis, hinc & inde in Feudum datis per nos Dalphinum prædictum Comiti præfato, ut ipse actiones & jura alter in alterum transferentes permutacionis & Pacis præsentis; retentis tamen nobis Dalphino Feudo & Homagio & Superioritate duntaxat supra dictis; alterque in alterum in præmissis & eorum singulis, Procuratoribus constitutis in eam rem suam constituentes: Nos ex nunc in antea alter pro altero, & ejus nomine & è contra pariter possidentes ea omnia & singula, donec nos utrobique corporalem possessionem vel quasi, vicissim apprehendamus de promissis & quolibet promissorum; quam apprehendentes ut sibi retineri cum effectu quando & quoties placebit, alterius licentia vel autoritate supra hoc requisita, tribuimus alter alteri plenam, liberam potestatem, nobis invicem solemniter stipulandi: Promittentes quod omnia & singula supra scripta ex causa permutacionis, & in feudum dacionis prædictæ per nos Dalphinum Comiti prædicto, & per nos dictum Comitem ex causa permutacionis dicto Domino Dalphino liberata, tradita, cessa atque data realiter, & cum pleno effectu dabimus & trademus alter alteri unà cum restitutionibus & reservationibus omnium & singulorum damnorum, expensarum, gravaminum & interesse, quæ pro defectu nostrum cuiuslibet in prædictis dandis & tradendis ut supra fieri vel incurreretur per alterum quouslibet, aut sustineri; nec non & nos videlicet alter alterum in plenam, liberam & vacuum possessionem mittimus de omnibus illis & singulis eorumdem; ea quoque omnia & singula alter alteri è contra omnes tam in iudicio quam extra iudicium mantenebimus, tuebimur, defendemus & liberabimus ab omnibus aliis detentoribus, nostris propriis sumptibus & expensis; & de omni evicionem universalis & particulari tenebimus præstabilimusque; & faciemus alter alteri omnia & singula ea, quæ in casu evicionis debent fieri & præstari: Mandantes ex nunc prout ex tunc, & præcipientes tenore præsentium, omnibus & singulis Bailivis & Castellis, Officiariis, Vassallis, fidelibus & Subditis nostris, & nostrum cuiuslibet Baroniarum, Terrarum, Castrorum, Villarum, Locorum, Mandamentorum, & Teritoriorum supra scriptorum & supra scripturam, & omnibus & singulis aliis nostris detentoribus eorumdem & earundem; quatenus de dictis Baronis, Terris, Castris, Villis, & Locis, Mandamentis, Teritoriis, inero, mixto Imperio, Jurisdictionibus, rebus, bonis, & Juribus, Feudis, Homagiis, fidelitatibus, cum omnibus & singulis pertinentiis & appendentiis, quæ, quatenus & prout per nos dictum Dalphinum præfatum Comiti data in Feudum, vel permutando tradita sunt ut supra eadem Comiti & Successoribus suis in perpetuum; & quæ & quatenus & prout per nos ad dictum Comitem pertinebant, & dicto Domino Dalphino permutande nos dictum Comitem liberata, tradita & cessa sunt. Et eadem Domino Dalphino & Successoribus suis in perpetuum respondeant, satisfaciant, pareant & intendant, eaque tradant, expendant & præstent, prout nobis & singulis nostrum antea tenebantur. Renuntiamus etiam tam conjunctam quam divisim nos ipse Dalphinus, & Comes invicem stipulando, omni auxilio seu beneficio minoris ætatis, restitutionis in integrum, Senatusconsulti Macedoniani, omni actioni, & exceptioni doli mali, metus & in factum erroris, deceptionis & fraudis, ne doli causam dicatur dedisse contractui vel intulerit in contractum, conditioni sine vel ex injusta causa, omnibus & singulis Statutis, Constitutionibus & Privilegiis tam imperatris quam imperantis, nec non omni Juri Canonico & Civili, quibus mediantibus contra prædicta vel earum aliqua possemus dicere, facere vel venire aliena causa vel ingenio, de jure vel de facto: Quæ omnia & singula

ANNO la supra scripta nos dictus Rex Francie, nosque dicti Dalphinus & Comes, nobis vicissim & mutuo stipulantes promittimus alter alteri, sub nostrarum omnium bonorum obligatione, rata, grata & firma habentes, perpetuo tenere, attendere, firmiter implere, præstare, facere, & inviolabiliter observare; & nunquam perpetuo per nos vel per alium seu alios contra facere vel venire; super quibus omnibus & singulis, nos prædictus Francorum Rex bonæ fidei nostre obligatione & promissione, nos verò dicti Dalphinus & Comes, assentes nos; & nostrum quemlibet fuisse & esse puberes, & corporaliter tacis sanctis Evangelis iuramenta præstitimus, & promittimus alter alteri per omnia bonam fidem.

Item mediante contractu dictorum tractatorum, nos Comes prædictus cupiens inter Dominum Regem & nos nexum dilectionis & frædis effici fortiterem, promittimus eidem Domino Regi, quod si Dominella Bonna de Borbonio consanguinea ipsius Domini Regis nobis placuerit, nos cum consensu ipsius Domini Regis accipiemus eam in uxorem; & quod in illo casu nos erimus, & nunc sumus contenti de tribus millibus libris Turonensibus annui redditus, dando ab ipso Domino Rege dictæ Bonne, pro universis quæ ex quibuscumque causis tam pro dote seu dotalitio, quam aliis quovis modo nos & ipsa Bonna petere possemus ab ipso Domino Rege; quodque consummatum matrimonio huiusmodi, curabimus & faciemus cum effectu quod ipsa Bonna cum autoritate & assensu nostris erit dicta summam redditus similiter contenta, renuntiabitque omnibus & singulis quæ ultra dictam summam redditus à Domino Rege petere possit ex causis prædictis, & aliis quibuscumque ex causa ipsius Bonne; & faciemus plenam quantitatem super prædictis dicto Domino Regi, salvo redditu supra dicto: Et in casu quo dictam Bonnam non accipiemus in uxorem, promittimus bona fide aliam de genere ipsius Domini Regis, de ipsius consilio & consensu ducere in uxorem, & cum ea contentari, & curare & facere cum effectu quod ipsa, sicut de dicta Bonna prædictum est, contentabitur, renuntiabit & quitabit pro tribus millibus libris Turonensibus redditus, de omnibus & singulis quæ pro dote, dotalitio & aliis quocumque modo, tam nos Comes quam ipsa Uxor tunc nostra, possemus petere à prædicto Domino Rege, occasione vel causa uxoris prædictæ. Quæ ut firma & stabilia perpetuo perseverent & inviolabiliter debeant observari; nos Rex Francie Sigillum Castellæ Parisiis, absente nostro magno Sigillo; & nos Dalphinus & Comes prædicti, Sigilla nostra præsentibus Literis duximus apponenda. Actum Parisiis, anno Domini m. ccc. lv. die v. mensis Januarii: præsentibus pro parte Regia & Delphinali, Reverendo in Christo Patre Domino Reginaldo Dei gratia Episcopo Catalaunensi, magnifico viro Domino Aymaro Canonico Valentia, Dominis Aymone Domino de Garancieres, Guillemo Flotte Domino de Revel, Simone de Bucy, Consiliariis Regis, & Domino Henrico Domino Montagnati Lugdunensis Diocesis. Et pro parte dicti Domini Comitis, præsentibus Dominis Guilhelmo de Balma, Grandisimontis, sancti Amoris, Joanne Ravasii, & Joanne Miltrais.

CCCLX.

7. Janv. Decret de l'Empereur CHARLES IV. pour le droit d'Electoral de la Maison PALATINE, donné à Nuremberg, l'an 1356. [GOLDAST, Tom. I. pag. 351.]

L'EMPIRE
ET LA
MAISON
PALATINE.

NOS KAROLUS Dei gratia Romanorum Imperator semper Augustus & Bohemie Rex, recognoscimus publicè per presentes, & notificamus cunctis ipsam interventibus seu legi audientibus, quod nos cum omnibus Principibus Electoribus, Ecclesiasticis & Secularibus, & ipsi nobiscum, voluntate communi & unanimiter, in Imperiali nostra Curia Nurembergæ deliberavimus & concordavimus, & cum iure & sententia invenimus, declaramus & pronunciamus pro iure, tantum Rex Bohemie, Sacri Imperii Romani Archipiscopus & Coelector præfatorum Principum; Ex quo magnificus Rupertus senior Comes Palatinus Rheni, sacri Romani Imperii Archidapifer, Dux Bavarie, est in possessione vocis & electionis, in electione Romanorum Regis futuri Imperatoris, & etiam in possessione Domini seu ipsi habet Principatum Palatinatus, Archidapiferiam, Terras, Vassallagiam, cum omnibus pertinentiis, super quibus electio & vox Comitatus Pala-

tini Rheni fundata est, sicut hoc nobis & omnibus Principibus præfatis & cuilibet liquidum est & notum, sine hesitatione quacumque; quod merito dictus Rupertus admittendus est, & nos ipsum de iure admittimus, & admittere volumus & debemus, ad quaslibet causas & ad omnia facta, quæ nos & antecessari nostri Coelectores tractabimus vel faciemus pro honore & utilitate Sacri Romani Imperii, & ejus fidelium Subditorum, omnimodè sicut de iure & de honesta laudabili consuetudine Comes Palatinus Rheni, Archidapifer Sacri Imperii, & Princeps Elector, merito admitti debet.

2. Etiam invenimus & pronunciamus tanquam jus & pro iure, si ita contingeret; quod aliquis antedictum Ducem Rupertum pro eisdem electione & voce electionis Romani Regis futuri Imperatoris impetere vellet, quod huiusmodi impetitionem facere non posset nec deberet, nisi prius impetere Principatum & terras præfatas Palatinatus, Archidapiferiam seu officium Dapiferiam, Vassallagiam, & quicquid ad huiusmodi Palatinatum pertinet, & eam obtineat, sicut iuris est. Quia nos cum iure & per sententiam invenimus, quod electio & vox super Principatum, & super Archidapiferiam taliter fundate sunt, quod unum sine alio perferri non potest; sed oportet ea simul in omni impetitione tam in damno, quam in lucro inseparabiliter permanere. Harum testimonio Literarum, nostro Imperiali Sigillo sigillatarum. Datum Nurembergie, anno Domini M. ccc. lvi. quinta feria post Epiphaniam Domini; Regnorum nostrorum anno decimo, Imperii verò primo.

Simili per omnia tenore Literas suas ediderunt Electores.

NOS GERLACUS D. g. Archiepiscopus Moguntinus.

BEYUNDUS D. g. Archiepiscopus Treverensis.

WILHELMUS D. g. Archiepiscopus Coloniensis.

RUDOLPHUS D. g. Dux Saxonie Junior, &c.

LUDOVICUS, qui nuncupatur Romanus, Marchio Brandenburgensis.

CCCLXI.

Traité conclu entre EDOUARD III. Roi d'Angleterre & EDOUARD DE BAILLIOL Roi d'Ecosse, par lequel le dernier cède à l'autre le Royaume d'Ecosse, pour une Pension viagere de 2000 Livres Sterling par an. Donné à Brumburgh le 20. Janvier 1355. [RYMER, Fœdéra, Conventions &c. Tom. V. pag. 836.]

CESTE ENDENTURE, Faite entre Tresexcellantz & Puissantz Princes, Monsieur Edward, par la grace de Dieu, Roi d'Angleterre & de France, d'une part, & Monsieur Edward de Bailliol, Roi d'Ecosse d'autre part,

TESMOIGNE, que le dit Roi d'Ecosse, Considerant le cler Droit q'il ad en Roialme d'Ecosse par Succession de Heritage, apres la mort Monsieur Jehan de Bailliol, n'adgaires Roi d'Ecosse son Pere, q'i Dieux assoile, sur la possession de que Roialme il ad este empesche, & uncore est, par continuele & tordueuse Rebellion des plusieurs Gentz du dit Roialme, ses Enemis & Rebeals, q'i, contre leur Foi & Ligeance, sont levez & rebellez contre lui, & par cause de son grant age & feblesce du corps, il ne poet, ne ne voet desore continuer les grantz travaux, q'u'il ad sustenu devant ces heures, en celles Parties, pour son Droit acquerre, & ses ditz Rebeals justifier,

Et l'ir ce pensant la grande & entiere affection & amour, q'il ad en tout temps, & ad encore, envers le dit Roi d'Angleterre & de France son Seigneur, & par cause q'il est conjunct a lui par prochainete de Cointage,

Ad FAIT & CONSTITUT le dit Roi d'Angleterre & de France son HEIR UNIVERSSEL du dit Roialme, & de la CORONE d'ESCOCE, & de toutes les ISLES appendantes, & de toutz les REGALTEZ, SEIGNURIES, HOMAGES, & autres choses qeconcques appartenantes, as ditz Roialme & Corone en qeconcque maniere, & de toutes les autres Isles, dont les Rois d'Escoce ont este seifz devant ces heures, & ausint de toutes les Terres, Seigneuries, Liebertes, & autres Droitures qeconcques appartenantz au dit Roi d'Escoce par Descent de Heritage, ou en qeconcque autre manere, si bien Roialme d'Angleterre,

ANNO

1355.

1356.

ANNO terre, come en Galway, & ailleurs en Roialme d'Escoce.

1355. Et, outre ce, por plus avant monstrier sa dite affection, & por plus grand seurtee du dit Roi d'Angleterre & de France, en celle partie, le dit Roi d'Escoce,

1356. de son bon gree, & franche volonte, par bone & meure Deliberacion, ad DONE & GRANTE, por lui, & por ses Heirs, au dit Roi d'Angleterre, & de France les avantditz ROIALME & CORONE D'ESCOCE; & les ISLES, ouc toutes maneres de REGALITEES, & autres choses q'i y appartiennent, ou poent appartenir, si avant, & si pleinement, come nul de ses Progeniteurs, Rois d'Escoce, les avoient en temps passe, & ausint toutes les autres Terres, Seigneuries, Droitures & Heritages fuditz, si bien en Engleterre, come en Galwey, & ailleurs en Roialme d'Escoce, a AVOIR DE CE JOUR EN AVANT au dit Roi d'Angleterre & de France, & a les Heirs, & Assignez PERPETUELEMENT, sanz ce qe le dit Roi d'Escoce, ou nul de ses Heirs, y puisse mettre cloyne, ou challenge, envers le dit Roi d'Angleterre & de France, ses Heirs, ou Assignez en nul temps a venir.

Et por les avantditz Donn & Grant, ensi faitz par le dit Roi d'Escoce, & por le grant amour, affection, & naturelle, queux il ad moultre ore, & plusieurs autres foiz devant ces heures, au dit Roi d'Angleterre & de France,

LEDIT ROI D'ENGLETERRE ET DE FRANCE ad DONE & GRANTE por lui, & por ses Heirs, au dit Roi d'Escoce, pur sa Sustainance, & por son Estat maintenir, DEUX MILL LIVRES D'ESTERLINGS DE RENTE, a prendre, du jour de la fefiance de cestes, CHESCUN AN, A TERME DE SAVIE, a quatre Termes, cestassavoir,

A la Pasque,

La Nativite seint Johan le Baptifstre,

La Seint Michel,

Et de Noel,

Par owelles Porcions, de Issues de la Custume & Subsidie des Leynes, Quirs, & Peaux lainitz, es Portz de Kyngeston sur Hull, & Seint Botolph, ou ailleurs par avilement de Tresorer, & du Conseil, ou il purra prestement & sanz defaute estre servy,

Et, en cas q'il defaille de son Paiement, en partie, ou en tout, a nul des Termes fuditz, durante la vie du dit Roi d'Escoce, & qe le dit Roi d'Angleterre & de France, & ses Heirs, a plustot q'ils en soient requis par le dit Roi d'Escoce, soient tenuz de lui faire paier, sanz nulle delay, quant que lui faudra de mesme son Paiement:

Et ausint ad graunte & promise LEDIT ROI D'ENGLETERRE ET DE FRANCE de DONER, & FAIRE PAIER PRESTEMENT, au dit Roi d'Escoce CYNKS MYLL MARCS D'ESTERLINGS a la Quinzaine de Pasqe prochain a venir, sanz nul defaute, por ent faire ce qe lui perra.

ITEM, le dit Roi d'ENGLETERRE & DE FRANCE ad graunte & promis DE FAIRE PAIER au dit Roi d'Escoce toutes LES DETTES, queux il purra resonablement monstrier qe lui sont clerement dues, de Pees & de Guerre, par le dit Roi d'Angleterre & de France; & sur ce comandera a son Tresorer q'il acontre-oveque lui des dites Dettes, si en haste come il bonement purra, pur savoir en certain ce q'i la Some amont; sefant a lui due Allowance, solonc reson & bone foi; & sur ce, par avis du Tresorer, le Roi ordenera q'i Paiement lui ent soit fait dedeinz certain temps covenable.

ITEM, LE DIT ROI D'ENGLETERRE & DE FRANCE ad graunte & promis, pur lui, & pur ses Heirs, loialment & en bone foi, DEIDER, MAINTENIR, ET DEFENDRE, en Reson & Droite, LE DIT ROI D'ESCOCE, ET LES SEONS, durante toute sa vie.

ITEM, est accorde entre les Rois fuditz, qe les dites choses faites & performes, LE DIT ROI D'ESCOCE SOIT DISCHARGE DE SON HOMAGE, n'adgaires fait au dit Roi d'Angleterre & de France, pur le Roialme d'Escoce & les lies appartenances; & outre ce, q'eschun des ditz Rois, leur Heirs, & Successeurs soient discharges devers autres des toutes COVENANCES, CONTRACTZ, ET PROMESSES faites entre euz devant ces heures; & qe le dit Roi d'Escoce soit qui & frank de lui meismes, a demorer & repairer ou qe lui perra, sanz empeschement de lui, ou de riens q'i a lui appent; issint toutefois q'il ne face chose prejudiciele au dit Roy d'Angleterre & de France ne a ses Heirs.

ET SUR CE EST ACCORDE & ASSENTU EN-

tre les ditz Rois, qe SUR LES CHOSSES SUSDITES SOIENT FAITES MEINTENANT Chartres & Lettres tieles come leur Conseilz, queux ils ont en present, & les favoront meulz deviser; & nientmais, por plus grande seurtee, sibien de l'une partie, come de l'autre, & q'ils puissent en temps a venir par plus meure Deliberacion & Avilement changer, amender & corriger mesmes les Chartres & Lettres, sous leur Grantz Sealz, tant des foiz, & en tiele forme, come leur perra; issint qe chescun des ditz Rois soit tenuz de faire a l'autre tiele seurtee, come il vorra demander ou deviser, solonc reson & bone foi, par avis de leur Conseilz, entre cy & la fin d'un An prochain a venir, pur plein accomplissement & affermance perpetuelle de toutes les choses fudites;

Et seront toures cestes choses tenues, gardees, affermees, & accomplies, loialment & en bone foi, sanz fraude, ou mal engyn.

En Tesmoignance de quelle chose les deux Rois avantditz, en absence de leur Grands Sealz, ont fait mettre, entrechangeablement, leur Privie Sealz a ceste Eudentures.

Don. a Baumburgh le xx. jour de Januar. l'An de Grace Mill, trois centz, cynquante quint.

Sub Privato Sigillo Cereo, pendente a Candis Pergamene.

CCCLXII.

Littere Patentes EDUARDI DE BALLIOL 25. Janv.

Regis Scotie, quibus pro se & Heredibus suis omni juri in Regnum Scotie EDUARDO III. Regi Anglie in perpetuum renunciat. Date apud Rokesburgh die 25. Januarii 1355. [RYMER, Foedera, Conventiones, &c. Tom. V. pag. 839.]

UNIVERSIS PATEAT per presentes, quod Nos, Edwardus, Dei gratia, Rex Scottorum, Attendentes qualiter, super Possessione Regni & Coronae Scotie,

Quae, post mortem, clarae memorie, Domini Johannis de Ballioli, nuper Regis Scotie, Patris nostri, sunt ad nos jure hereditario legitime devoluta, & de quorum Possessione, ac etiam de Homagis & Servitiis, tam Praelatorum & Procerum, quam aliorum ipsius Regni, fuimus per nonnullum tempus, tanquam de Hereditate nostra legitime investiti,

Per induratum malitiam, & continuatam Rebellionem quorundam Inimicorum, & Rebelligum nostrorum dicti Regni,

Qui, contra Fidel & Ligentiae suae debitum, contra nos hostiliter & proditorie furxerunt,

A dictis fuimus, & adhuc sumus, contra Deum & Justitiam, nequissime impetiti,

Pro quorum Recuperatione magnos & graves labores hucusque sustinimus, nec ad continuationem laborum hujusmodi, attentam debilitate nostri Corporis, jam vergentis in senium, sufficimus, nec volumus propterea circa hoc ulterius personaliter occupari, ac nolentes Jus nostrum hujusmodi deperire, nec malitiam ipsorum Rebelligum transire impunitam, quod abist,

Pensantesque multiplices Benivolentias, Grantias & Honores, quibus, Serenissimus Princeps & Dominus noster carissimus, Dominus Edwardus, Dei gratia, Rex Angliae & Franciae, multotiens & liberaliter nos praevenit, ac etiam propinque Consanguinitatis vinculum, quo ipse & nos noscitur adinvicem conjuncti, necnon ob specialem affectionem, & sinceram dilectionem, quas erga Personam suam, super omnes alios de sanguine nostro, merito gerimus & habemus, ac pro eo quod ipse, qui alios Principes in strenuitate praecellit, melius quam aliquis alius poterit malitiam dictorum Rebelligum, per Dei gratiam, refranare,

ECCEMUS & CONSTITUIMUS ipsam Dominum Edwardum HEREDEM nostrum UNIVERSALEM TOTIUS REGNI ac CORONAE SCOTIE, necnon INSULARUM MARIS, & omnimodorum, Regalium, Dominiorum, Terrarum, Possessionum, & Jurium ad dicta Regnum & Coronam spectantium quocumque modo, ac etiam omnium aliarum Insularum adiacentium, de quibus aliqui dictorum Progenitorum nostrorum aliquo tempore praeterito fessiti fuerunt, necnon quorumcumque Castrorum, Dominiorum, Terrarum, Tenementorum, ac aliorum Possessionum & forum ad nos, tam infra Regnum Angliae, quam in Galwidia, &

alibi

ANNO

1355.

1356.

ANNO alibi infra dictum Regnum Scotiæ pertinentium Jure

1355. Hæreditario, vel alio modo quocunque,

1356. Omne insuper, Jus & Clamium, quæ in Regno & Coronâ prædictis, unâ cum Dignitate Regali, & aliis eorum Pertinentiis quibuscunque, nec non in Insulis, & aliis Castris, Dominiis, Terris, Tenementis, Possessionibus, & Juribus supra scriptis nobis competunt, vel quatercunque competere poterunt, in Personam dicti Domini Edwardi, pro nobis & Hæredibus nostris, ex nunc integrè & plenariè TRANSFERENTES, sibi, Hæredibus, & Assignatis suis, perpetuis temporibus, remansura.

Præterea, pro majori firmitate præmissorum, & pro affectione nostrâ sincerâ, erga ipsam Dominum & Con sanguineum nostrum plenius declarandâ, mero motu, ac nostrâ purâ & spontaneâ voluntate, diligenti & maturâ deliberatione præhabita in hac parte, DEDIMUS, CONCESSIMUS, & præsentî Cartâ nostrâ CONFIRMAVIMUS, pro Nobis, & Hæredibus nostris, præfato Domino Edwardo REGNUM & CORONAM SCOTIÆ supradictâ, unâ cum Dignitate Regali, ac Insulis, Regaliatibus, Juribus, Dominiis, Homagiis, & Servitiis, tam Prelatorum & Procuerum, quam aliorum, Feodis, Advocatibus Episcopatum, Abbatiarum, Prioratum, Ecclesiarum, ac omnibus aliis & singulis, quæ ad dictâ Regnum & Coronam Scotiæ ubicunque pertinent, seu pertinere poterunt quovis modo, ita plenè & integrè sicut aliqui Progenitorum nostrorum, quondam Regum Scotiæ, ea retroactis temporibus tenuerunt.

Ac etiam omnes alias Insulas supradictas, nec non omnia Castra, Dominia, Terras, Tenementa, Possessiones & Jura, quæ ad nos, ut præmittitur, tam infra dictum Regnum Angliæ, quàm in Galwidia, & alibi infra præfatum Regnum Scotiæ competunt, vel competere poterunt Jure hæreditario, vel alio quocunque colore, Titulo, five Jure,

HABENDA & TENENDA, a die consecrationis præsentium, præfato Domino Edwardo, Hæredibus, & Assignatis suis, IMPERPETUUM, absque eo quod Nos, vel aliquis Hæredum nostrorum, aliquid Juris vel Clamei in dictis REGNO & CORONA Scotiæ, vel aliquâ parte eorumdem, seu in aliquibus pertinentibus ad eadem, aut etiam in Insulis, vel in aliis Dominiis, Terris, Tenementis, Possessionibus, & Juribus supra dictis, vel eorum aliquo, seu ad ea, erga præfatum Dominum Edwardum, Hæredes, aut Assignatos suos exigere, vindicare, seu habere poterimus, vel poterit in futurum;

Sed omne Jus & Clameum hujusmodi, quæ ad Nos, vel Hæredes nostros, in hac parte competunt, vel competere poterunt quovis modo, eidem Domino Edwardo, Hæredibus, & Assignatis suis, tenore præsentium, REMITTIMUS, RELAXAMUS, & omnino QUIETUM CLAMAMUS pro Nobis, & Hæredibus nostris, IMPERPETUUM.

HIIS TESTIBUS,

Venerabili Patre,
Domino Thomâ Dunelmensi Episcopo:

Dominiis,

Leonello,

Et Johanne,

Ultonie,

Et Richmundie,

Comitibus:

Henrico Duce Lancastrie,

Willielmo de Bohun, Northamptoniæ,

Rogero de Mortuo Mari, Marchie,

Radulpho, Staffordiæ,

Et Gilberto de Angus,

Comitibus:

Abbatibus,

De Melton,

De Kelston,

De Taddeburgh,

Et de Driburgh:

Henrico Domino de Percy,

Johanne Domino de Montbay,

Radulpho, Domino de Nevill,

Waltero, Domino de Manny,

Johanne de Cherleton, Domino de Pouys,

Johanne de Grey, Domino de Retherfeld,

Galfrido Domino de Say,

Willielmo, Domino de Latimer,

Johanne de Stryvelyn,

Thomâ de Rokely,

Roberto de Herle,

TOM. I. PART. II.

Willielmo de Warennâ,

Willielmo de Aldeburgh,

Milicibus;

Et aliis.

Dat. apud Rokesburgh vicesimo quinto die Januarii, Anno Domini Milleesimo trescentesimo quinquagesimo quinto.

Sub privato Sigillo rubei coloris, pendente a caudâ Pergamena.

CCCLXIII.

Contrat passé par JEANNE Duchesse de Luxembourg, Brabant, &c. en faveur de WENCELIN Duc de Brabant, son Mari, & au préjudice de ses autres (a) Héritiers. Le 7. Mars, 1356. [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 190.]

BRABANT.

(a) Savoie la Comté de Flandre & autres.

NOS JOANNA Dei gratia Luxemburgensis, Brabantie, Lotharingie & Limburgis Ducissa, Sacrique Imperii Marchionissa notum facimus tenore præsentium univerfis, quod Serenissimus & Invictissimus Princeps & Dominus Carolus quartus Divinâ favente clementiâ Romanorum Imperator semper Augustus & Bohemiæ Rex Dominus noster gratiosus, momentabiles hujus vitæ vanitates, mutationes temporum, eventus ambiguos mundanarum rerum, statum instabilem quibus omnis homo subijcitur perpensis, deliberato mentis consilio rite considerans, & futuris altercationum amfribus & perniciosis diffentionum dispendiis desiderans salubriter obviare, cum Illustri Principe Domino WENCESLAO de Bohemia, Luxemburgensis, Lotharingie, Brabantie & Limburgis Duce, Sacrique Imperii Marchione Consorte nostro charissimo & nobiscum super dispositione, conditione, statu, successione, seu successiva devolutione Principatum, Ducatum, Terrarum & Dominiorum Brabantie & Limburgis habito cum eodem Consorte nostro & nobiscum, nec non cum Principibus, Proceribus suis Imperialibus, ac nostris fidelibus super hoc diligenti tractatu & maturo consilio, concordavit & de his accedente ad hoc benevolè, spontaneo & expresso dicti Consortis & nostro consensu, modum & ordinem statuit infrascriptum. In primis quidem tota Brabantie & Limburgensis Patria, videlicet Oppida, Burgenfes, Oppidani, Vassalli, Feudales, Incolæ, & Habitatores ipsius Patrie dicto Domino Duci Consorti nostro & nobis ad nostras & Hæredum nostrorum manus, præstiterunt ad Sanctâ velut legitimis & naturalibus Principibus & Dominis suis solitum consuetum corporale Subjectionis, Fidelitatis, Obedientiæ & Homagii Juramentum, ipse quoque Dominus Consors noster statim ex nunc five à data præsentium in præfatis Principatibus, Ducatibus, Terris & Dominiis, ac ipsorum pertinentiis univerfis debetibusque contradictione qualibet, poterit & actualiter, liberè & realiter tanquam verus & legitimus & naturalis Princeps & Dominus dominari, regere, præcipere & expressa Feuda seu Feudalia Jura & bona tradere & conferre, Officiatos quocunque titulo censuram Instituire, etiam ad libitum remove, & generaliter ac liberè administrare in omnibus & per omnia, sicut veri Principes & Hæreditarii, ac naturales & legitimi Domini administrare, imperare, regere, & disponere consueverunt. Verumtamen hæc omnia de nostris scientia & consilio administrabit, faciet & disponet, sed si ipsi administrationi seu dispositioni contradiceremus, nec vellemus in præmissis seu aliis ex his emergentibus necessariis oborturis seu dependentibus consentire, nihilominus ipse Consors præmissa univerfa & singula disponendi & faciendi authoritatem habebit, ac omnimodam potestatem, & quidquid in his faciendum, disponendum duxerit & agendum, ratum, solidum & firmum usquequaque perleverare debet: Eo tamen signanter expresso quod quamdiu vixerimus dictus Dominus noster Dux Consors noster sine nostris voluntate & consensu quocunque modo de Principatibus, Ducatibus, Terris & Dominiis Brabantie & Limburgis prædictis, Fundo & proprietate ipsorum obligare, permutare, alienare aut vendere non debeat neque possit: sique nos non relicti Hæredibus jam dicto nostro Consorte superstiti moriemur, ex tunc ipse Consors noster in Principatibus, Ducatibus, Terris & Dominiis antedictis non obtinente cuseumque contradictione succedet; & ad ipsam Principatus, Ducatus, Terræ & Dominiâ hujusmodi libere devolventur: si verò prædicto Domino Duce Consorte nostro

ANNO 1356. nōstro fortasse prēmortuo supervixerimus, nec tamen habuerimus ex corpore ipsius nōstri Consortis Hæredes, hoc nequaquam obstante, nos prædictæ Patriæ Ducis, Princeps & Domina remanebimus ad tempora vitæ nostræ; si autem ex alio marito proprii corporis Hæredes habuerimus, illi nos habebunt succedere in Principibus, Ducatibus, Terris & Dominiis antedictis; quod si memoratum Consortem nostrum & nos nullis reliquis Hæredibus ambo mori contigerit, eo casu Principatus, Ducatus, Terræ & Dominia prædicta ad proximorum domus seu prolapia Lucemburgensis Hæredem qui pro tempore fuerit liberè devolventur. Illud insuper non duximus obmittendum, quod in præmissis Tractatibus specialiter extitit ordinatum, quod memoratus Dominus Dux Consortis noster & nos, nec non tota Brabantia & Limburgis Patria præter expressum ipsius Domini nōstri Imperatoris consensum, cum adversariis & hostibus nōstris Pacem aliquam seu Treugas aut Concordiam inire, facere vel contrahere non debemus nec debemus, nec etiam Dominus noster Dominus Imperator cum eisdem adversariis aliquid horum, puta Pacem, Treugas aut Concordiam inire debet, absque prædicti Consortis nōstri nōstræque & ejusdem Patriæ voluntate. Quia igitur hæc omnia & singula de libero & expresso consensu & nōstræ voluntatis arbitrio ac ex certa nōstra scientia processerunt, ideoque ea firmiter attendere & perpetuo rata tenere, & inviolabiliter bonæ fide & sine omni dolo promittimus adimplere. In cuius testimonium præsentibus Literas fieri, & Sigilli nōstri fecimus appenditione muniri. Datum Bruxellæ anno Domini MCCC. LVI. secundum stilum & modum scribendi Diocesis Cameracensis, feria secunda proxima ante Dominicam Invoabit.

CCCLXIV.

1. Août. JOANNIS Marchionis Moravia Literæ, Quod, si per successionem in Regem Boemia cum coronari contigerit, nihil penitus à Regno alienaturus sit. Datum Prage die ad Vincula Sancti Petri Apostoli Anno 1356. [BALBINI Miscellancorum Historicor. Regni Bohemie Decad. I. Libr. VIII. Epistolæ. Part. II. Epist. V. pag. 172. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheil. I. Absatz II. von Mähren pag. 255. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

Nos JOANNES Dei gratia Marchio Moravia, nōtum facimus tenore præsentium universis, quod attendentes labores multiplices, & multæ circumspeditionis solertiam, quibus Serenissimus ac Invictissimus Princeps & Dominus Dominus Carolus IV. Romanorum Imperator semper Augustus & Boemia Rex, Dominus noster gratissimus Boemia Regnum & felicem ipsius Coronam, feliciter exaltavit, ut hujusmodi providi laboris gratum exercitium effectum non careat; sed quod per eam felici principio ortum suscepisse dignoscitur, sollicitudine succedentium sibi Regum Boemia pro Regni gloria felici semper incremento proficiat, & beatæ fortis favore dilatetur, promittimus bona fide, sincedolo, & sub Juramento, quod super eo ad sancta DEI Evangelia corporaliter præstitisse dignoscimur, pro nobis, Hæreditibus & Successoribus nōstris, quod in eventum ubi juxta declarationes alias, quas prædicti Domini nōstri disposuit laudanda provisio, nos, seu Hæredes nostros in Regno Boemia continget voluntate divina succedere, quod tunc in eodem instanti prius & antequam nos, aut dicti Hæredes nōstri præfati Regni (a) vestigia coronemur, & antequam de manibus Pragensis Archiepiscopi nos, seu dictos Hæredes nostros eandem Coronam continget fuscipere, in præsentia Principum, Baronum, Procerum & Nobilium, ac etiam Civitatum dicti Regni Boemia, quos & quas tunc interesse continget, seu qui commodè poterunt & voluerint interesse, adhibitis Ceremoniis & Solennitatibus consuetis debitis, publice jurabimus super sanctis DEI Evangelis, tacto ligno Crucis sanctæ, quod nunquam aliquo tempore, Principatus, Domina, Vassallagie, Vassallatus & partem prædictum Regnum, Principatus, Domina, Vassallatus & Pertinentias ipsius, in sua plena & perfecta integritate, & plene absque diminutione servabimus, & ad incrementum talium Principatum, Dominiarum, Vassallatum & Pertinentiarum Regni &

(a) Sans doute, vestigia

Corona Boemia intendemus continuo, ferventibus desideriis, bona fide & juxta nōstrarum vicium facultatem. Præsentium sub nōstro Sigillo testimonio Literarum. Datum Prage Anno Domini M. CCC. LVI. die ad Vincula S. Petri Apostoli gloriosi.

ANNO 1356.

CCCLXV.

Convention entre EDOUARD III. Roi d'Angle-4. Sept. terre & PHILIPPE de Navarre, par laquelle celui-ci rend Homage au premier comme Roi de France, pour quelques Terres qu'il avoit en Normandie, & le Roi s'oblige de son côté à diverses choses en faveur de l'autre. Donné à Claryndon le 4. Septembre 1356. [RYMER, Fœdera, Conventions, &c. Tom. V. pag. 867.]

CESTE ENDENTURE, fait parentre le tres excellent & trespuissant Prince, Monsieur Edward, par la grace de Dieu, Roi de France & d'Angleterre, d'une part, &, Haute Home & Nobles, Monsieur Philippe de Navarre, son Cousyn, d'autre part, TESOIRONNE, que le dit Monsieur Philip ad fait Homage lige au dit Roi, come au Roi de France & Duc de Normandie, en la fourme & par les parols qu'ensuivent.

Jeo devien vostre Home lige des Terres, que vous m'avez done a conquerre en Normandie; jusques a la value de sessante mille Escutz de Rente par An:

Et vous en facez Homage lige, come a Roy de France & Duc de Normandie:

Et vous promet a vous servir, a cause de ce, contre touz Homez que poent vivre & morir, except Roi de Navarre, come Roi de Navarre, en chose touchante le Roialme de Navarre.

Et le dit Roi Edward ad ottoire & promis, a la requeste du dit Monsieur Philip, son Cousyn, que, en cas que il purroit avoir Victoire finale contre son Adversaire, q'il le dit Roi de France, ou delivrer par forte mayn le Roy de Navarre, q'il son dit Adversaireient pris, il ferra permy ce frank & delivers de tout.

Et, en cas que le dit Roy Edward ferra Pees, Trieves, Abstinences, ou aucune autre Accort oveque son dit Adversaire, le dit Monsieur Philip, & toutes ses Gentz & Eidantz, en la quele du dit Roy Edward & de lui, y fferont touz jours & en tout compris.

Et aussint ne purra le dit Monsieur Philip faire Pees, Trieves, Abstinences, ne aucune autre Accort oveque le dit Adversaire, sanz le consentement du dit Roi Edward.

Et, si meisme le Roi Edward fesoit Pees oveque son dit Adversaire, parmi se ferra fait pleine restitution & delivrance au dit Monsieur Philip de toutes ses Terres, Villes, Chasteux, & autres Possessions, eleantz en Roialme de France, des queux il ad este en seisme en temps passe, tant a cause de lui, come de Madame la Feme, & aussi de celles que lui purront eschoir par Succession, quant & coment que ce soit; & par semblable manere, ferra faite restitution a ses Gentz, Eidantz, & Confortantz devantidiz.

Et outre, si le dit Roi Edward, au plesir de Dieu, viegne a la Conqueste de la Corone & du Roialme de France, semblablement ferra fait restitution & delivrance au dit Monsieur Philip, & a ses Gentz, Eidantz, & Confortantz, de toutes lour Terres, Villes, Chasteux, & autres Possessions, eleantz en Roialme de France, come dessus est dit.

Et le dit Roi Edward ottoire & donne au dit Monsieur Philip toutes les Terres, Rentas, Villes, & Chasteux, q'il purra conquerre en Normandie, jusques a la value de sessante mille Escutz de Rente par an, au pris ancien, a couter l'Escu pur quarante deniers Esterlinges, a tenir par le dit Monsieur Philip a Heritage du dit Roy Edward, & de ses Successeurs Rois de France & Ducs de Normandie, par Homage & par les Services ent dues & accoustumes; except que, si, en faisant la dite Conqueste, le dit Monsieur Philip prenoit ou conquerroit aucunes Villes, Chasteux, Terres, ou Lieux, que soient du Demesne du Duc de Normandie, & que a la Duchie appartenent au temps du Roi Philip la Bel, ou depuis, il ferra tenz de les rendre au dit Roi Edward sanz contredit, quant il en ferra requis.

Et est assavoir que, outre & oveque la dite Conqueste de sessante mille Escutz, demourant a touz jours, au dit Monsieur Philip toutes les Terres, Rentas, Villes, Chasteux, & Lieux, q'il tient a present, coment que ce soit, & q'il tenoit en Roialme de France au jour de la prise du Roi de Navarre; & tout aussint lui demouront toutes les Rentas, Terres, Lieux, Villes & Chasteux,

324
ANNO
1356

CORPS DIPLOMATIQUE

selb Stat/ & er wer eine/ oder me/ beidig weren/ und ubersan
beten/ so selb diesel Stat uf diesen Jore in und darinn um
normar romani, die wyle dirc Jere weret/ und soll man auch
darfken & nat midt gebunden sin ze bestat/ und daz sel auch
diesel Stat untreit und wider ir eren honoret. *Secundus*
daz eben Sade in disen Jere und die wyle der Jere weret/
gesche/ wane dem diser landryd istombe/ wolt den reiman
den Jern und den Seiten/ die disen Jere gesworen hant/ da-
rumb anstun/ oder zusprechen/ so soll wir dennoch alle ge-
meinlich einander darumb zulegen und beschellen sin/ und dis in
Jere als rait und als volleglich als ob dise Jere den noch ne-
zert/ als vor beschiden ist/ und diesel Stat oder wer in der
Puntung wer/ die darumb anstun weren/ ir wer anir oder
me/ der Stat genlich enlassen weren. *Item* auch/ daz
Brude/ wif/ oder soz wuosen/ oder effiluden/ wuosen in
einer Stat und der andern/ oder wuosen dazgen in Seiten die
in der Puntung sin/ so sollent und mugent dieselben folgen
ze bestat/ oder ir ain Tzyl/ wehre wil/ die Stat/ die in ir
Gefellschafft sin/ uf einen genannten Tag manen/ als vorbe-
schiden ist/ und sollent dieselben Stat beyden Tzilen Tag fur
si benennen und geben/ und bedertap/ Red und Sach gar an-
genlich verhoeren und inmenen/ und sie ir Gotze oder ir Sache
irgenich/ mit minne/ oder nach einem freindlichen Rechten/
und sollent darz Tzyl den Seiten der gewolzig und gehorsam
sin/ ane alle Widerrede. *Item* wehre Tzyl den Seiten also mit
gewolzig wolt sin/ so sollent die Stat/ die in derselben Gefell-
schafft sind/ und auch die andern Stat alle/ als vil man dazu
bedarf/ den gehorsam Tzyl zulegen und beschellen sin/ daz sin
sein Nachbarn mit dem ungewolzig Tzyl wuosen. *Item*
auch/ daz Jern/ Ritter oder Knecht/ zu uns in disen land-
ryd komen weren/ an welsch Gefellschafft inder uns dar bracht
wird/ dazet demne dieselben Gefellschafft oder ir der merer Tzyl
dar deselb Jere/ Ritter/ oder Knecht/ den Seiten/ und dem
Jere nuz und que sy/ so mugent si in wol zu uns in disen land-
ryden manen/ also dar beschel/ er si Jere/ Ritter und Knecht
zu den Hailigen sinen sol/ und verfahren disen landryden/
war und stet ze haltend und ze vollfuhren/ als vor stat geschri-
ben. *Item* sin auch alle gemeinlich wuosenkommen/ daz wir
aller Jerech ze gewant maln alle gemeinlich mugent uf die Jyde
gen Blime gesamen kommen sinen/ das ist ze uf Sant Walpurg
Tag und ze uf Sant Gallen Tag mit anmerbe da ze rechen/
wes wir alle gemeinlich oder inder Jerech Stat befundere noch-
durfft sin. *Item* auch daz es bey Jeme/ daz man die Seiten
alle gemeinlich manen wurd/ und daz by amander bederf/ so
soll man die Seiten gen Blime an die Stat manen/ und sollent
auch die Seiten alle/ die dar genant weren/ gen Blime kom-
men/ mit ir Jyde/ als wir alle gemeinlich gesamen gesworen ha-
ben. *Item* also haben wir alle gemeinlich/ und ammitlich
und auch inder Jerech Stat/ mit allen Jren Burgern besun-
der/ ze den Jyden/ gelart Jre gesworen/ mit uffgebottenen
Juden/ disen landryd mit uns alle vorgezehen Sache war
und zu ze halten/ und ze halden/ uns uf den nehesten Sant Ge-
orgen Tag der Jerech Jyde und darumb das neht gant Jar
inmanen/ Es were dem/ daz wir uns dar abnemen und wi-
derreist/ so soll bise Jere und by Sade ob daz. *Item* daz
alle ze ein wahren Bunde/ haben wir die Stat/ die Heligen/
Nunnen/ Genund/ Halle/ Hailpromen/ Romple/ Wyle/
Sumpfen und Wunberg unser Jerech Stat ir gemeines Jyn-
si/ abnemen an disen Jere. *Item* geben wart den nehesten
Montags vor Sant Merens Tag/ da wern von Gots Ge-
burt dringehundert Jar und in dem Sechs und funfzigsten
Jare.

CCCLXVII.

Dec. *Fodus inter Imperatorem CAROLUM IV. ut
Bohemie Regem & CAROLUM primogenitum
JOANNIS Francorum Regis, quo hic perpetuam
amicitiam & auxilium contra quoscunque Regni
Bohemie hostes pollicetur. Dat. Metis Anno 1356.
mense Decembris.* [BALBINI Miscell. Hist. Regni Bohemie. Decad. I. Lib. VIII. Epist. Part. I. Epist. LIX. pag. 72. LUNIG, Teutisches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. I. Abtheil. I. Absatz I. von Bohmen pag. 45. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

CAROLUS, Primogenitus Regis Francorum Dux
Normandie & Delfinus Viennensis.
Notum facimus tenore presentium universis. Quod
sicut pridem Serenissimus Princeps Dominus & Genitor
noster Joannes Rex Francie cum esset in minoribus
constitutus, animo deliberato cum Serenissimo Prince-
pe Domino CAROLO IV. Romanorum Imperatore semper
Augusto, & Bohemie Rege illustri Domino, & avu-
culo nostro carissimo sub Anno Domini 1337, cum ipse
adhuc in minoribus constitutus foret, pro se, Heredibus
& ceteris Fratribus nostris, videlicet LUDOVICO Andega-
vensi, JOHANNI Putamenfi Comitibus & PHILIPPO junio-

ANNO
1356.
juniore Fratre nostro, tum ratione genealogie, tum
ratione sincerissime dilectionis, qua personam ipsius
prosequabatur, & affectu sincero prosequitur, foedera
circa colligationes, promissiones, & uniones inivit,
prout Literarum utrinque data desuper clarius attestantur;
sic & nunc nos, qui supra *Normandia Dux in Persona
nostra* eadem promissa, & colligantias ad instar promissio-
rum veterum d'elli Genitoris nostri, in *Dei Salvatoris
nostri Nomen*, pro consolatione Regnorum, & grata
salute subditorum nobis ex utraque parte fidelium,
sicut ex precedentibus pactis rite quidem teneri dignos-
cuntur, innovamus firmamus & corroboramus sub te-
noribus infra scriptis. In primis siquidem promittentes
bona fide, sine omni dolo & in *virtute juramenti*,
quod desuper ad Evangelia sancta juramus, pro nobis,
Hereditibus & Successoribus nostris, in quocunque statu
fuermus, seu fuerint constituti, prefato Domino Im-
peratori & Regi Bohemie, *Hereditibus & Successoribus
suis Bohemie Regibus*, quod a modo in antea, ac etiam
in perpetuum ipsorum, & ejuslibet ex eis Regales,
boni, atque perfecti amici erimus, & honorem ubere-
m, statum cominodum, & profectum eorum semper pro-
curabimus, omnibus modis & adiutoriis, & ingenis,
sicut unquam melius poterimus, ac universum damp-
num ipsorum, quod eis in personis, honore, vel re-
bus irrogari posset, dum ad nostri notitiam pervenerit,
fideliter avertemus, ipsosque, & eorum quolibet ad
resistendum omnibus eorum adversariis & hostibus, qui
talia damna contra eos, seu eorum alterum in pre-
judicium honoris, status, & conditionis eorum quomo-
dolibet molirentur, ad ipsos predictos Imperatorem, &
Regem Bohemie adjuvabimus, & fortificabimus tota
nostra potentia, consilio & auxilio, & alio modo, quo
poterimus meliori, & realiter & effectivo adjuvabimus,
& opponemus & omnibus Regibus, Principibus, & aliis
cujuscunque status, eminentis aut dignitatis existant,
qui ipsorum dispendium, seu reverendum procurarent
& honorem, profectum, & statum eorum custodiremus
Regaliter juxta posse. Et ne post amicitias hujusmo-
di unionis, & amicitie gratam concordiam aliquas du-
bitationes inter nos utrobique quancunque ratione con-
furgant, & ut futuris scandalis via, seu materia prela-
tatur; promittimus, & spondemus fide, & juramento
quibus supra, pro nobis, Hereditibus & Successoribus
nostris, in quocunque statu fuermus, seu fuerint con-
stituti, quod supra dictum Dominum Imperatorem cas-
sissimum avunculum nostrum, in possessione omnium,
& singularum Civitatum, Terrarum, Castrorum, Ju-
risdictionum, Dominiorum, Peritinentiarum, & Joriam ad
Imperium Romanum quomodolibet spectantium, ubi-
cunque talia fuerint constituta, non impedimus, aut
invadimus, seu de talibus predictis Juribus, & posses-
sionibus, sicut exprinuntur superius, nos intromitte-
mus, vel invadi, molestari, aut de se his intromitti
constituimus, patiemur, aut sulluebimus verbo, facto,
vel suggestu, imo verum eum ad mantinendum pra-
dicta, & eorum quodlibet tota nostra potentia tenebi-
mus fideliter promovere, sicut etiam Dominus Impera-
tor Romanorum, & Bohemie Rex, nobis vice versa
promisit fide, & juramento, quibus supra, Nos, He-
redes & Successores nostros in quocunque statu fuermus,
seu fuerint, in omnibus Civitatibus, Castris,
Terris, Jurisdictionibus, Dominis, Peritentiis, &
quibuslibet Juribus ad nos, seu nostra Dominia spectan-
tibus, promovere fideliter, & in eorum, seu eorum
possessione non impedire, aut molestare seu invadere,
vel nos molestari, aut invadi constituere; imo verius
promisit fide, & juramento, & conservandum pra-
dicta, & consilio, modis expressatis superius, fideliter
subvenire, ac supradictas uniones, considerationes, &
colligantias sub omnibus conditionibus expressatis superius,
inviolabiliter observare. Quod ut firmum, &
stabile permaneat in futurum, presentibus Literis nos
fecimus apponi sigillam. Datum Metis Anno Domini
M. CCCLVI. Mense Decembris, per Dominum Ducem,
prefate Domino Cancellarium Francie,

CCCLXVIII.

Attestatio RUPERTI Comitis & Electoris Palati-
ni, aliorumque Electorum & Principum Imperii, de Jure & Voce in electione Romanorum
Regis, Bohemie Regibus competenti. Data Me-
tis Dominica proxima ante Festum B. Lucie
1356. [Voyez-la ci-devant Part. I. pag. 272.
col. 1. sous le 26. Septembre 1290.]

CCCLXIX.

ANNO
1356.

CCCLXIX.

24. Dec. Pfand-Verschreibung Kaysers CHARLES des Vierdten: Worinn Er der freyen Stadt Maynz/ wegen ihme vorgeliehenen / zu sein und des Reichs Nothdurft / drey und dreyßig Tausend Gulden von Florenz / die Besten Oppenheim / Oernheim / Burg und Stadt Swaburg / Nirsheim / Ingelsheim / und Winterheim sambt andern Dörffern verpfändet / verspricht an bey solches niemand andern lösen zu lassen. Geben zu Maynz am Heiligen Reichstags. anno 1356. [LUNIG, Teutisches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Abtheil. I. Absatz I. pag. 35.]

C'est-à-dire,

Lettres de l'Empereur CHARLES IV. par lesquelles il engage les Châteaux d'Oppenheim & d'Oernheim, avec les Villes de Swaburg, Nirsheim, Ingelsheim, & Winterheim & quelques autres, à la Ville libre & Imperiale de MAYENCE, pour la somme de trente-trois mille Florins, avec promesse de n'accorder à nul autre le Droit de les retirer ou racheter. Fait à Mayence la Vigile de la Nativité de notre Seigneur 1356.

Wir Carl von Gottes Gnaden / Römischer Kaysen / zu allen Aiten Myer des Reichs / und König zu Böhen / verheben und bekennen uns öffentlich mit diesen gegenwärtigen Brief / daß uns die Ebern wiken lüte / der Bürgermeister / der Rath und die Bürger gemeinlich der freyen Stadt zu Menz / unser und des Reichs lieben getreuen / gleichen haben / drey und dreyßig tausend kleiner gewogenen Gulden von Florenz / als sie zu Menz genig und gebe sind / der wir doch gültlich von ihu gewehrt und befreit sind / und wir dasselbe Geld in unsern und des Heil. Reichs Nutz und Nothdurft getakt und gewandt haben / und haben En vor die vorgenannte Summa Geld verfaßt / mit allen Augen / Früßen / die darzu gehören / gleich halb / und darzu die 16. große halb / die wir zu Oppenheim uf dem Rhine in Rölls-wisse nehmen / die wir doch mit böhen sollen / da wir die vorgenannte freye Stadt zu Menz inne schirmen und schützen sollet und wollen / ohne Gesehrde. In solcher Bescheidenheit / daß die ehegenannte freye Stadt zu Menz vier Groesse / die uns reich und ledig sin / haben und messen sin / und darnach die andere vier Groesse / wann sie los werden von den ziten / den sie vermachet sin. Auch solten wir barm niemand meye beschiden / oder vermachn uns an die Zeit / daß En die vier Groesse ledig werden. Auch versprechen wir uns an diesen Brief / daß wir solch verfaßt Gut / als wir der vorgenannten freyen Stadt zu Menz verfaßt haben / als vorgeschrieben steht / niemand von ihr entlassen lassen lösen / wenn wir oder unser Nachkommen an dem Heil. Reich megen es lösen / mit unserm eigen Gut vor die Summe Geldes / als vorgeschrieben steht / ohne Gesehrde / und was se davon Nutzen oder Welle uthaben hant / darnin entsullen wir oder unser Nachkommen an dem Reich an der vorgenannten Summen Geldes nicht abschlagen / und ihn darzu nimmer zu gesehrden / ohne Gesehrde. Und wann der vorgenannten freyen Stadt zu Menz Maynung ist / daß niemand anders darvon komme / dann das Reich / were es auch / daß wir das ander unzer halb Theil der vorgenannten unzer Städte / Burg / Dörffer und Zoll jemanden verlegen wolten / das sollen wir gotten der vorgenannten freyen Stadt zu Menz / vor dasselbe Geld / das uns ein ander darauf lichen wolt / vor aller möglichlich. Auch behalten wir uns und dem Reich / als lang als wir das ander halbe theil Städte / Burg und Dörffer / und was darzu gehören / inne haben / und mit verpfändet ist / und wir es dann Noth gewinnen / so sollen uns dieselben Städte / Burg und Dörffer allzunah bescholffen sin / gleicher wie als es allzunah in unser Hand scholffde / und wir es nie verfaßt hätten / usgenommen wider die vorgenannte freye Stadt zu Menz / dasselbe wollen wir auch / daß die vorgenannte Städte / Burg / und Dörffer / und was darzu gehören / bescholffen sollen sin der ehegenannten freyen Stadt zu Menz / gleicher wie / als ob es ihn unnah Pfandes stünde / usgenommen / uns und dem Reich / darwider sie die vorgenannte freye Stadt zu Menz nie bescholffen sollen sein ohne alle Gesehrde. Auch ist unser Meinung und Willen / wie wohl es si / daß wir das vorgenant halb Theil der vorgenan-

ten Städte / Burg und Dörffer / Zoll und was darzu gehört / der ehegenannten freyen Stadt zu Menz von sonderlichen Königslichen Gnaden / si das Sach / daß die zwei freyen Städte / Borms und Eyre mit ihu auf die ehegenannte Pfandschaft recten wollen / und in gleicher Gesellschaft mit ihnen beleben / daß dann dieselbe zwei freyen Städte alle Recht / Gesehrde und auch Nutz der Pfandschaft haben sollen / gleicher wie der freyen Stadt zu Menz / nach iur und Maynung des gegenwärtigen Briefs / in der Bescheidenheit / ob es zu solchen Schindlen kom / daß dann die ehegenannten zwei freyen Städte uns ihre Bescheid geben sollen gleicher wie / als der von Menz Brief litten / und ob das geschieht / als davor beschrieben steht / darnach so sol doch die freye Stadt Menz ein Stamm sin / also daß wir und unser Nachkommen an dem Reich / dasselbe Pfandgut vmben mögen an der Stadt Menz / ob wir oder unser Nachkommen an dem Reich vor die Summe Geldes als vorgeschrieben steht / ohne Gesehrde / mit Namen / daß die andere vorgenannte zwei Städte kein Amtmann / Thurnmeier / oder Richter nicht darsetzen sollet / wir allein nach dem als wir und die Stadt Menz zu Rath werden / durch des wiken / daß wir oder unser Nachkommen an dem Reich / das vorgenannte Pfandgut vmben mögen an der Stadt Menz / ob wir oder unser Nachkommen an dem Reich vor die Summe Geldes als vorgeschrieben steht / ohne Gesehrde / wenn jemand das vorgenant unzer halb Theil der Städte / Burg / Dörffer und Zölle angreifen / oder us vmben wolle / das sol die vorgenannte Stadt zu Menz / und mit ihr die anderen zwei Städte Borms und Eyre / ob sie zu der Pfandschaft kommen / helfen dreyen als fere als sie immer mögen / mit unsern Amtmann zu Oppenheim / dem wir doch darzu unser Rat befehlen. Wer es auch / daß die vorgenannten Städte / Burg und Dörffer angreifen oder gestant würden / vor die ehegenannten freyen Städte zu Menz / oder die anderen zwei / ob sie darinn quemen / so sol der Amtmann / der zu Jiten zu Oppenheim ist / mit unserm Rat den dreyen vorgenannten Städten das helfen weihen / als fere als er immer möge / mit allem dem laude / das darzu gehört / und den Amtmann setzen und machen wir mit Kräfte des Briefs / Reich und Jungen / Burger zu Menz / der zu diesen wahl unser Amtmann und Schutze zu Oppenheim ist / und ob an ihm nicht geschehe / sine Sone / und ob er also stirbt / daß er Erben nicht ließe / sin Bruder und ihr Erben / und wenn er / sine Erben / oder fines Bruder Erben das empfehlen / und das sol weren / als lange die ehegenannte Pfandschaft nicht gelöst wird. Und ob der ehegenant Reich / sine Erben / sine Brudere oder ihr Erben / ob es zu solchen Schulden queme das nicht gethun möchten oder en wolten / so solten se oder ihr einer / wenn das gelibet / einen darzu setzen der sie uf ihr Gut darzu gut dinket / ohne alle Gesehrde / und das by Namen derselben / den se setzen werden / ein geborener gefreier Burger zu Menz sin / und sol der bestbeide Mente und Nute haben / die er sekind von uns hat / und von Alter herkommen ist / also lang als wir oder unser Nachkommen an dem Reich dasselb verfaßt Gut wieder an uns lösen / als vorgeschrieben steht / ohne alle Gesehrde. Und soll der Amtmann / der sekind gesetzt wird von uns / und den derselbe hernach setet / schynen / uns und dem Reich / und auch der ehegenannten freyen Stadt zu Menz / und auch den andern freyen freyen Städten Borms und Eyre / ob sie zu der Pfandschaft kommen / als davor begriffen ist / Rechte zu thun in allen der Bise als vorgeschrieben steht / ohne Gesehrde. Auch sol derselbe Amtmann ganz Macht haben / solner und ander Amtleute zu setzen und zu entsetzen / ohne Widerbreiten / und ohne alle Hindernisse. Wir irtum des Briefs verfaßt mit unserer Kaysen. Majestät Insignel der geben ist zu Menz nach Christus Geburt dreyzehnen hundert Jahr / darnach in dem sechs und funffzigsten Jahr / an dem heiligen Christ-Abent / unserer Reich in dem elfften / und des Kaysers thuns in dem andern Jahr.

CCCLXX.

Declaration de l'Empereur CHARLES IV. pour régler le différent survenu entre RODOLPHE Duc de Saxe, & WENCESLAS Duc de s. Janv. Luxembourg, Lorraine &c. Marquis du Saint Empire Romain, pour le droit de porter l'Epee de Saxe et avant l'Empereur. Donné à Metz, le 5. Janvier 1357. [CHRISTOPHRE BUTKENS. dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 191. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve en Allemand dans MULLER's Reichs-Tags Theatrum, pag. 85.]

CAROLUS QUARTUS ditina favente clementia Romanorum Imperator semper Augustus & Bohemia Rex notum facimus tenore presentium universis, quod cum in solemnibus Curia nostra Imperiali quam in Civitate Metensi sacratissimo die Nativitatis Dominica cum universis Principibus Electoribus Ecclesiasticis & Secularibus, presentibus etiam aliis Principibus, Proceribus, & Nobilibus in multitudine nu-

ANNO
1357.

merofissima celebravimus, inter Illustres RODULPHUM Ducem Saxonie Sacri Romani Imperii Archimareschallum Avunculum nostrum ex una, & WENCESLAUM Luxemburgi, Lotharingie, Brabantie & Limburgi Ducem Sacrique Imperii Marchionem Fratrem nostrum ex altera parte, suborta fuisset materia questionis, uter videlicet eorum Ensem nostrum Imperialem ante faciem Majestatis Cesaræ præcedendo gestare, seu Imperatore vel Rege Romano in mensa vel pro tribunali sedente coram eo tenere deberet, utroque ipsorum hoc sibi competere contendente: Nos volentes contentiorem hujusmodi sopire, & scandalis quæ exinde nasci possent aditum præcludere per semitam æquitatis, habito cum Electoribus & aliis Principibus antedictis super hoc maturo consilio: considerantes quod prædictus Frater noster Ducatum Brabantie & Marchionatum prædictos (quorum virtute Ensem ipsum ad gestandum, ut præmittitur, & tenendum sibi dari petebat) à nostra Celsitudine nondum suscepit in Feudum, nec de Feudis Ducatus & Marchionatus eorum per nos exstitit investitus: Declaravimus & tenore præsentium auctoritate Imperiali declaramus expressè, eidem Fratri Luxemburgi, Lotharingie, Brabantie & Limburgi Ducis & Marchioni Imperii in Juribus, Privilegiis sibi & dictis Ducatui & Marchionatui præsertim circa portationem & retonionem Ensis Imperialis competentibus, nullum per hoc præjudicium generari, vel in posterum illud sibi posse vel debere quovis modo nocere, quod præfatus Dux Saxonie in hac Curia nostra Ensem ipsum ante faciem nostram gestavit, & etiam circa mensam Imperialem tenuit coram nobis, præsentium sub Imperiali Majestatis nostre Sigillo testimonio Literarum. Datum Metis anno Domini m. ccc. lvii. Indictione x. Nonis Januarii, fisco Gallico, Regnorum nostrorum anno xi. Imperii verò ii. S. Boemundi Archi-Episcopi Treverensis, S. Geriaci Archi-Episcopi Moguntinensis, S. Wilhelmi Archi-Episcopi Coloniensis, S. Roberti Comitis Palatini Rheni, S. Luduici Marchionis Brandenburgensis.

CCCLXXI.

26. Janv. (I) *Reverſales WILHELMI Ducis Juliacensis erga RUPERTUM Comitem Palatinum Rheni, quod, licet Imperator CAROLUS IV. ipsum in Ducem Juliacensem revoverit, & Dominatum de Falckenberg in Comitatum evoverit, intentio tamen sua non est nec fuit per hanc sublimationem præfati Comitis Palatini Feudis, quæ ab eodem tenet, præjudicium aliquod generare. Datum Trajecti super Mosâ die 26. Januarii Anno 1357. [MARQUARDI FREHERI Origines Palatinæ. Part. II. pag. 31.]*

ILLUSTRI Principi & Domino Ruperto seniori, Comiti Palatino Rheni, S. Imperii Archidapifero & Duci Bavarie, Wilhelmus Dei gratia Juliacensis Dux, & Falckenburgensis Comes, obsequiolam & paratam in beneplacitis voluntatem. Magnifice Princeps & Dominus. Licet Serenissimus Princeps & Dominus noster, Dominus Karolus Romanorum Imperator semper Augustus & Bohemie Rex, nos tunc Marchionem Juliacensem ad altioris Principatus gradum, videlicet in Ducem & Principem Juliacensem provoverit gratiosè, ac Dominatum in Falckenberg in verum Comitatum de novo ex speciali innata Cesaræ benignitatis clementia converterit, & eundem Comitatum nobis contulerit, prout hæc & alia in Literis Imperialibus super eo nobis traditis plenius sunt expressa: intentionis tamen nostræ non fuit, nec est, quod per hujusmodi nostram sublimationem vestris & heredum vestrorum juribus, & specialiter in Feudis & bonis feudalibus quæ à vobis tenemus, præjudicium aliquod debeat generari. Nam universa Feuda & bona feudalialia, quæ prius ante dictam nostram sublimationem à vobis in Feudum tenuimus, eadem Feuda & bona feudalialia à vobis & Heredibus vestris etiam in antea affuturis temporibus per omnia sicut prius, & prout ex debito tenemur, nos & heredes nostri tenere recognoscere & suscipere volumus & debemus, Sublimatione nostra prædicta non obstante quomodolibet in hac parte. In cujus rei testimonium

(1) On trouve aussi cette Pièce dans LUNO, *Teufſſen Reichs Archiv*, Part. Special. Contin. II. Abtheil. IV. Absatz I. pag. 126. mais sous le 16. de Janvier, & avec quelque défaut dans les dernières lignes. [D. M.]

Sigillum nostrum presentibus est appensum. Datum Anno 1357. Trajecti super Mosâ, Anno Domini M. CCCLVII. die xxvi. Januarii.

1357.

CCCLXXII.

Extrait du Traité entre WENCESLAS Duc de Brabant, & GUILLAUME Comte de Namur, au sujet de diverses prétensions réciproques, fait à Mafſſicht le 6. de Février 1357. [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 192.]

BRABANT
ET NAMUR.

Item une Lettre de GUILLAUME Comte de Namur par laquelle il cognoit que par le Conseil de Charles Empereur des Romains & Roy de Boeme il s'estoit convenu avec WENCESLAUS Duc de Luxembourg, Brabant, &c. & Dame Jenne sa femme Duchesse desdits Pays, premierement que le Duc pour luy & ses Hoirs Ducs de Luxembourg a renoncé au droit que luy pouvoit competet au Chateau de Poillevache & ses appendances, & aussi à l'hommage de Chasteau Thiery sur la Meuse, & aux autres hommages appartenants audit Chateau de Poillevache, mais que le Comte de Namur devoit avoir ledit Chateau avec ses appendances, tout ainzi que Jean Roy de Boeme & Comte de Luxembourg ad ledit Chateau vendu à Dame Marie d'Arthois Mere dudit Comte de Namur: comme la Lettre de la vendition declare aussi plus à plain, à laquelle ceite Lettre est referé. Et ledit Comte de Namur renonce aussi pour luy & ses Hoirs, à tel droit de Succession que luy peut competet ou en futur pourroit competet es Chateaux & biens de Longeant, Mirowaert, Villanche, Orchimont avec les Prevosts & autres appendances, lesquels biens ont esté donnés à titre de Dot à Robert viel Comte Palatin du Rhin & Duc de Baviere & à Dame Elisabeth sa Compagne Seur dudit Comte de Namur, consentant que le Duc de Luxembourg puisse lesdits biens dudit Comte Palatin Duc de Baviere rachatper au meilleur marché qu'il luy seroit possible. Et sont aussi ledit Duc Wenceslas Duc de Luxembourg & le Comte de Namur convenus en semble de tenir pour bon ce que l'Empereur determinerat de l'hommage d'Ayscau, affavoir à qui ledit hommage devrat appartenir: comme la Lettre contient plus à plain donnée à Trecht sur la Meuse l'an m. ccc. lvii. le vi. jour de Febvrier, signée au dos xxvii.

CCCLXXIII.

Traité de Paix entre ADEMAR, Evêque de Metz, 27. Fevr. IOLANDE Comtesse de Bar, d'une part, & MARIE de Blois, & le Duc JEAN son fils, d'autre, fait le 27. de Fevrier 1357. [BALEICOURT, Traité Histor. & Critiq. sur l'Orig. & la Genéal. dela Maison de Lorraine, &c. Aux Preuves, pag. cxxxiij.]

Nous Addemardz par la grace de Dieu, & dou saint Siege de Rome, Evêque de Metz, & nous Iolens de Flandres, Comtesse de Bar, & Dame de Cassel, Nous Edouvard li fils Cuens de Bar, & Nous li Maires, Eschevins li treize, & toute la Communauté de la Cité de Mes d'une part, & Nous Marie de Blois, Duchesse de Lohereenne & Marchise, Mainbour & Gouvernresse de ladite Duchie, & de Jean Duc de Loherrene nostre fils, Walerant Comte des Deux-Ponts, Jehans Comte de Sarebruche, Jehans Comte de Salmes, Jehans, Broucart & Olris freres, Seignours de Feneſtranges, & Jehans de Fourpach Chevalier d'autre part. Faisons ſçavoir & connoissance à tous, que don discord & de la Werre que nous lesdites Parties, nos Homes, nos Subgis, nos Alliez & nos Aïdans avons au l'une partie contre l'autre, bon Accord & bonne Paix en est faite entre nous d'une part & d'autre, pour nous, nos Alloiez & Aïdans, & pour nos Subgis & nos Wardes à toujoursmais en telle maniere que s'enfuit; ſçavoir que ceux qui ont etei prins en ladite Werre, & pour cause de ladite Werre, & des choses qui ſens dépendent, & aussi Messire Philippe de Wourlepach Chevaliers que je Broucart de Feneſtranges desfusdits . . . devant ladite Werre pour cause de Ferry de Feneſtranges mon Neveu, & li dit Ferry aussi promet la ſeureté qu'il doit donner lour foi à l'un & à l'autre,

DU DROIT DES GENS.

327

ANNO l'autre, & doit être tuit quittes, & tuit délivrés en bonne foi, sans maulengin d'une part & d'autre. Item tuit les domaines qui ont été faits en temps de la Werre, soit de Chateaux, de Fortereffes & Villes, arfés & abatus, deprouvés, prifés, & de tuites autres domaines quelconques, li soient, doit être & tant qu'it d'une part & d'autre. . . . chacune Partie, ses Alloiez, ses Homes, ses Subgis, ses Aidans & ses Wards, des domaines que an leur auroit fait en temps de la Werre. . . . compromis, desquels Compromis li uns & fait sur certaine forme entre nous les Parties d'une part & d'autre, & li autre entre nous Duchesse de Loherrene d'une part, & li Comtesse & Comte de Bar des sus dictis, d'autre part, enli come il apert plus plainement par les Lettres que dessus font faites & scellées. Et sauf les rapports que par la vertu que lesdits . . . ont faits. Lesquels Compromis en la forme qu'il font faits, & les rapports que sur les cas contenus en dis Compromis ou aucun d'icelles Wardes, la forme. . . faits, nous volons être de valour à toujoursmaix, & sauf aussi que nous Addemardz Evêque dessusdit ne pourprenons nul nos hommes que ceux qui service nous ont fait de cette Werre. Item la Forteresse de Warge que li sept de la commune Paix de Loherrene ou leur commandement avoient faisi & tenoient en leur mains . . . en main de ceulz ad quels ladite Forteresse appartient en bonne foy, sans maulengin. Item de tout ce que li sept allens fôr le gouvernement d . . . si plus grant partie diceulz ou leur commandement & leur Aidans. C'est assavoir nous Evêque de Mets, Marie, Duchesse de Loherrene, Iolens Comtesse, & nous Eddouard & li Citins & Communautiez de Mets dessusdits, li Evêques de Toul, li Evêques de Verdun, & li Cith de Toul, nos Homes, nos Aidans & nos Subgis, ont & avont fait . . . & on nom de la commune Paix soit de Fortereffes abatus, de feus boutez, de justice faire par lesdits sept, ou par la plus grant partie diceulz, ou par leur commandement & Aidans, & autres domaines quelconques li soient, bonne Paix & bon Accord en est, & ne puent & ne doivent jamais nul que li soit nous four ce chasser ne demander . . . aidans ne à nous dessusdits, à nous Aidans, nos Homes & nos Subgis, & en devons les uns aidier & lautre, en tant comme nous y sommes tenus, sauf . . . & Compromis, desquelz mention est fait cy-devant, & les rapports que par la vertu desdits Compromis serint fais, & quant à ses choses avons nous Marie Duchesse, li Comtesse, dune part, li Conte de Sarrebruche, & li Conte de Salines, Jehan. Broucquart & Orlis de Feneffranches, & Jehan de Fourpach, pourpris & pourprenons Thiedric . . . Androuvin,

& Simonin Dattienville Escuiers. Item toutes Wardes, commandifés & bourgelines que pour nous les Parties dessusdites ou pour aucuns de nous prises les uns for les autres on for aucuns de nous Alloiez, Aidans & Subgis, sens lon grei & consentement des Signors on Dames auxquelles les Villes, personnes appartenient on temps de ladite Werre & on temps des Traitez, sunt, & doit être douant amantiez, quité & de nulle valour, & doit tuit eliz qui Lettres ont desdites Wardes . . . rendre lesdites Lettres, lesquelles Lettres nous amantifions & quations der maintenant. Item li Citins & li Clergei de Mes, leurs justifiable, leurs Subgis . . . à leurs Terres, à leurs Villes, à leurs Heritaiges, à leurs Fiez, à leurs Wagers, à leurs biens par tuit, on qu'il les aient, & à leurs debtes . . . & leverunt leurs biens, leurs Chateils & leurs debtes, tout enli come il faisoient & pouvoient faire devant ladite Werre, sauf ce que li . . . nous la Duchesse, les Comtes, les trois Freres de Feneffranches, & Jehan de Fourpach dessusdits, nos Hommes, nos Subgis ne nos Aidans de Biens ne de Chateils quel qu'il soient que prix leur auroient eitei en tens de ladite Werre, se dont navoient eitei prix . . . qui ont eitei donnez entre nous lesdites Parties; desquels biens . . . on doit faire selon la forme don Compromis que de cè est fait entre nous lesdites Parties dessusdites, don queil Compromis mention est fait cy-devant en cette Paix & Accord, & tuites les choses dessusdites, & une chascune d'icelles, avons nous lesdites Parties & une chascune de nous, pour nous, pour nos Homes, nos Aidans, Alloiez & Subgis, promis & jurez ad saintes Evangiles, & sur toute la foi & la créance que nous tenons de Deu, à tenir & warder fermement & entierement à toujoursmais tuit en la maniere qu'il est cy-dessus devisé, sens venir ne faire venir en l'encontre par nous ne par autrre en nulle maniere, & encor for lobligation de tous nos biens . . . par tuit on qu'il soient preffens & advenir, en témoignage desquels choses, & pour ce que fermes soient & citables à toujoursmais, avons nous Addemardz, Evêque de Mes, Iolens Comtesse de Bar, Eddouard Cuens de Bar, li Citins & li Communaultez de Mes, Marie Duchesse de Loheraine, Waterant Conte des Dous-Ponts, Jehan Conte de Sarbruche, Jehan Conte de Salm, Jean, Broucquart, & Orlis de Feneffranches, & Jehan de Fourpach dessusdits, fait mettre nos sceelles en ces presentes Lettres, lesquelles furent faites & données l'an de grace notre Signour mil trois cens cinquante & sept, le Landy après les bures li ving-septieme jour don mois de Fevrier.

ANNO 1357.

CCCLXXIV.

20. Mars *Brieven van LODEWYCK Greve van Vlaenderen, Hertoghe van Brabant &c. als mede van MARGUERITE van Brabant syne Vrouw, waerby JOHANNE Hertoginne van Lutsemborch, van Lotbryck &c. nassens hare Man WENCESLAUS als wettige Erfgenamen, aan MARGUERITE cederen de Stadt Antwerpen met haren toebehoren. Gedae te Mechelins den 20. Meerte 1357. [CHRIST. BUTKENS, Trophées de Brabant. Aux Preuves. pag. 192.]*

BRABANT
ET FLAN-
DRE.

WY LODEWYCK by der gratien van Gode Greve van Vlaenderen, Hertoghe van Brabant, Greve van Nevers, van Rethel, ende Heer van Mechlin, ende Marguerite van Brabant by der selver gratien Gravinne, Hertoginne ende Vrouwe van den Landen ende Stede voorchreven, doen kondt allen luden, dat want ons onse lieve ende gheminde Suster JOHANNE Hertoginne van Lutemborch, van Lothrijck, van Brabant ende van Lymborch, ende Marck-grevinne des Heylichs Rijcks als gherechte erf-gheiname, ende Heer WENCESLAUS Hertoghe vanden selven Landen van Lutemborch, van Lothrijck, van Brabant ende van Lymborch, Marck-greve des Heylichs Rijcks alle onser voorchreven Suster wetlich Mombour, ons Grevinne voorz. als erf-gheiname, en ons Greve als haeren wetlichen Mombour ontfien ende verleent hebben van der Stadt van Antwerpen mit haeren toebehooren, bynnen der Vryheydt der voorchreven Stadt, ende

CCCLXXIV.

Traité & Accord entre WENCESLAS & JEAN-20. Mars
NE Duc & Duchesse de Brabant, & LOUIS
Comte de Flandre touchant *Angers* & ses dépenses. Fait à Malines le 20. Mars 1357.
[CHRISTOPHE BUTKENS, dans les
Preuves des Trophées de Brabant. pag. 192.]

BRABANT
ET FLAN-
DRE.

NOUS LOUIS par la grace de Dieu Comte de Flandres, Duc de Brabant, Comte de Nevers, de Rethel, & Seigneur de Malines, & Marguerite de Brabant par la même grace Comtesse, Duchesse & Dame des Paix & Villes susdites, s'avoir faisons à tous, Que notre chère & bien aimée Sœur JEANNE Duchesse de Luxembourg, de Lorraine, de Brabant & de Limbourg, Marc-grave du St. Empire comme Héritière légitime, & le Seigneur WENCESLAS Duc des susdits Paix de Luxembourg, de Lorraine, de Brabant & de Limbourg, comme légitime Epoux & (i) Administrateur de notre dite Sœur nous ont octroyé & transporté, ladite Comtesse en la qualité susdite d'héritière, & ledit Com-

(i) Le mot Flamand, qui est celui de Membre, signifie un Tuteur;

ANNO 1357. de van den Vryheden ende Dorpen hier nae ghenompt, om volle bewijnghe te doen vanden thien duysent guldenen t's jaers na den begrippe vanden peysse ons neven van Henegouwe; dats te wene in die Vryheyden ende Dorpen van Oesterweele, Willmardonck, Ordenen met Ordam ende Kustelle, Lilloe, Staecbroeck, Berendrecht, Zand-vliet, Borchvliet, Wilrijck, Berchem, Doime, Wingem, Schille, Bochout ende Hove, ende in diverssen Renten, Lande, Chijnsse ende andere parchelen, gelijk haer Brieve die zy ons daer af besegelt hebben volcomelick in hebben ende begripen, dewelke hier na volgen, ende aldus spreken van worde te worde.

Wencelaus van Behem by der gratien Gods Hertoghe, ende Johanne by der selver gratien Hertoginne van Lucembourc, van Lotrijck, van Brabant, van Lymborch, Marck-greve des Heylichs Rijcks, doen kont en kenlijk allen luden, dat want wy, na den begrip des seggens ons neven Hertoghe Willems Greve van Henegouwe ende van Hollandt, onser liever ende gheminden zuster Vrouwe Margrieten van Brabant, Grevinne van Vlaenderen, van Nevers ende van Rethis alse erf-ghenamen, ende Heeren Loedewijck Greve van Vlaenderen ende Heer der selver Lande als haren Mombour-verleendt hadden ende ghegoet in der Stad van Andwerpen, in de Renten ende toebehoorten daer af bynnen der Vryheydt ghelegen, mit hoghen ghe-richte ende mit leghe in zusterliken deylingen, voire een somme van thien duysent Florinen t's jaers, gelijk die Brieve in hebben die daer af ghegheven sijn in beyden zijden; ende nu onse voirschreven broeder ende zuster van Vlaenderen hen becronende ziju na die tenuer des selfs segghens, dat die Stad van Andwerpen, Renten, Revenuen, Gerichten ende Heerlickheyden niet also goet en sijn als thien duysent Florinen t's jaers, daeromme sijn wy in beyden zijden om ruste, minne, accord ende vrientchap te voerdenne tusschen ons beyden onser beyder lude ende Lande van Brabant ende van Vlaenderen overeen-ghedraghen, dat wy ghecoren hebben aen onse zijde vier persone die wy volcomen macht ghegheven hebben, dat te wene Heeren Aern-der Heer van Rummen ende van Quatbeke onsen Drosfete van Brabant, Heeren Janne Heer van Wittham, Peeren Janne t's Her-clas Deken onser Kercken-Sente Gudelen van Brussel, ende Heeren Alarde van Os Prooff van Loeven, ende onse voirschreven zuster van Vlaenderen ende onse breuder die Greve van Vlaenderen als hair Mombour Heeren Philipse Heere van Maldegen, Heeren Rogier Boreline, Heeren Gode-vaerde vander Delft, ende Heeren Janne vander Delft Onsianger van Vlaenderen aen haer zijde, om rechte prisie te doen vander Stad van Andwerpen voirschreven mit haeren voirs. toebehoerten; soe dat dese acht per-sonen voirschreven oversien hebben die weerde der Stad van Andwerpen voirschreven, der Renten, Heer-lickheden ende Fourfaten inder manieren hier na be- schreven, ende hebben vonden bynnen der Stad van And-werpen voirschreven in ouden Chijnsen, daermen de partikulen af overgheven sal neghen-ende-twintich pondt Lovenfche, Valens drie pondt vier schellinghe vijf pen-ningen grooten eenen sterlinck. Item van den Vleesc- huyse van Andwerpen twintich schellinghe groot. Item vander gnyten binnen Andwerpen vive-en-twintich schell. grooten. Item die Coren-mate tot Andwerpen vijf pont groot. Item die Weede-mate twelf pen- grooten. Item vanden Laken-huyse van Andwerpen acht pont grooten. Item vanden Cous-huyse twelf pen- ningen grooten. Item den kleynen Tol zesse pont groot. Item de Wage vierlich schel. groot. Item van eenen Op-shalle dat Hughe Calf hout thien schel. paiementen twee hoerre, gheprijsf op drie penningen grooten. Item van eenen Huyse in de Zierick-strate acht penningen grooten. Item van twee Cameren aen de Borch-poorte drie schellinghe grooten. Item den Kelder onder der Schepen-huys van Andwerpen vint- wintich schellinghe grooten. Item enigherhande bancke op de Vissel-maert thien schellinghe grooten. Somme acht-en-twintich pont thien schellinghe viere penninge grooten een sterlinck. Item den Tol van Andwerpen met allen sijnen toebehoerten ghelijck by verpacht es ende geconsumert heeft gheweest te verpachte, hondert seshont pont groot, utzghenomen den Four- faten, Heerlickheden vanden voirs. Tolle. Item die Assise vanden jaer-gelde vander Stad van Andwer- pen gheprijsf over vier-en-vierlich pondt, acht schel- linghe; thien penninge groot, twee sterlinck. Somme twee-

ANNO 1355. Comte en qualité de son Administrateur legitime (com- me dit est) la Ville d'Anvers avec ses dependances, & tout ce qui est compris dans sa Banlieue; & les Villages ci après devonnez, & ce pour assignation des dix mille Livres annuelles convenus dans la Paix faite avec notre Cousin de Hainault. Les Villages & Banlieues cedées sont celles d'Osterweele, Wil- mardonck, Ordenen, avec Ordam, & Kustelle, Lilloe, Stadbroeck, Berendrecht, Zant-Vliet, Borch- vliet, Wilrijck, Berchem, Doime, Winghem, Schille, Bochout, & Hove, avec diverses rentes, impots, & autres parties, lesquelles ils ont comprises dans les Lettres scellées, qu'ils nous en ont données, dont la teneur s'ensuit, & est telle de mot à mot.

Wenceslas de Bobême par la Grace de Dieu Duc, & Jeanne par la même grace Duchesse de Luxem- bourg, de Lorraine, de Brabant, & de Limbourg, Marc-graves du Saint Empire, savoir faisons à tous ceux qu'il apartiendra, que nous, selon le rapport de notre Cousin le Duc Guillaume Comte de Hainaut & de Hollande, & de notre chère & bien aimée Sœur Dame Marguerite de Brabant Comtesse de Flandre, de Nevers & de Retbel, comme Héritiers, & le Sei- gneur Louis Comte de Flandre, & Seigneur desdits Pays, comme son Administrateur, leur avions accordé & cadé dans la Ville d'Anvers, en rentes & dé- pendances situées dans son territoire, avec haute & basse Justice, pour le partage de sa Sœur, la somme de dix mille florins de revenu par an, comme il est porté par les Lettres qui ont été accordées de part & d'autre, & maintenant nousdits Frère & Sœur de Flan- dre, ne s'en voulant tenir à ce qui a été fait, disent, que ladite Ville d'Anvers, ses rentes, revenus, droits & Seigneuries ne valent pas la somme de dix mille flo- rins de rente par an; c'est pourquoi nous de part & d'autre, pour maintenir le repos, bonne intelligence, accord, & amitié entre nous & nos Pays de Brabant & de Flandre, sommes convenus, & avons choisi, de notre part, quatre personnes à qui nous avons donné plein pouvoir, savoir Arnoud Sire de Rumme & de Quatbeke Draffant de Brabant, Jean Sire de Win- dem, Jean Her-Clas Doyen de notre Eglise de Sainte Gudule de Bruxelles, & Alard van Os Préfôt de Louvain; & notre susdite Sœur Comtesse de Flan- dre, & notre Frère le Comte de Flandre comme son Administrateur, Sire Philippe Seigreur de Maldeg- hem, Sire Roger Boreline, Sire Godevaerde de Delft, & Sire Jean de Delft Receveur de Flandre de leur part; afin de faire la juste appréciation de la susdite Ville d'Anvers, avec ses susdites dépendances: en sorte que les huit personnes susdites ont examiné la valeur de la susdite Ville d'Anvers, de ses rentes, Seigneuries, & forsaitures, en la manière suivante; ils ont donc trouvé dans la susdite Ville d'Anvers, en vieilles censés, dont on donnera le détail, 29. livres de Louvain, valans trois livres, quatre schelings, cinq deniers de gros, & un sterling. Item de la bou- cherie d'Anvers vint schelings de gros. Item du mou- lin à monder l'orge & autres grains, vint-cinq sche- lings de gros. Item de la mesure du blé d'Anvers cinq livres de gros. Item de la mesure dite Weede- mate douze deniers de gros. Item de la Draperie d'Anvers huit livres de gros. Item de la bale aux bas douze deniers de gros. Item du petit impôt six livres de gros. Item le droit du poids quarante schelings de gros. Item pour un banc à la boucherie, que Hugues Calf tient, dix schelings en argent, & deux gelines ap- préciées à trois deniers de gros. Item de deux Cham- bres à la porte du Bourg d'Anvers trois schelings de gros. Item de la cave sous la Maison de Ville d'An- vers vint-cinq schelings de gros. Item de quelques banes à la poissonnerie dix schelings de gros; faisant toutes lesdites sommes vint-huit livres dix schelings, quatre deniers de gros & un sterling. Item l'impôt d'Anvers avec toutes ses dépendances, comme il a été affirmé, &

ANNO
1357.

twee-hondert vier pondt acht schellingen, thien penningen groote, twee sterlink. Somme van beyden sommen c.c. xxxii. pondt, xix. schellingen, dry penningen groote, al out gheldt, den Florin voer xxi. Deniers, den Royal voer xv. Deniers gerekent, die waerde daer af makende vier-duyent sesse hondert negen-en-vijftich guldenen ende een quartier: ende mits desen prylen sullen wy suveren den voirschreven Tol ende alle manieren van den voirschreven Renten, eest in erve oft in lijf-pensien, van allen commeren diere vutgheet in wat maniere dat zy. Voert zijn geprijst die Heerlickeyden, Pourfaisien, vervolgen ende manschap van den voirschreven Tolle ende hoecheydt, macht, Edelheydt vander goeder Stad van Antwerpen ende vanden Stroeme; ende den dienst die soc vermacht mit haeren vryhey, dats te wetene t'Schoutet-Ambacht, Ammanfchap, Steen-wachterschap, die Heerlickeyt van Manfchappen, Lombaerden, Joden, ende die Schouth vanden Borch-rechte van Antwerpen, ende alle andere Heerlickeyt mit den profjten, dlesten, forfaisien ende allen anderen Rechten diere af vallen, gelyckse ons voorschreven zuster die Grevinne als erf-ghename, ende onse brueder die Greve van Vlaenderen als haer Mombour houden van ons in Leen ende in Manfchappen, voir drie duyfent drie hondert vierich guldenen ende drie quartier t's jaers, na goeder loyale prisen: so dat onse zuster van Vlaenderen voirschreven, ende onse brueder die Greve van Vlaenderen haer Mombour bliuen na rechter rekeninge in gebreke van twee duyfent Florinen t's jaers, die wy hen bewisen inde Dorpen, Heerlickeyden, Manfchappen, Renten ende Revenuen hier na beschreven, by ordonnance ende prisen der voirschreven acht personen. Inden yersten tot Staekbroeck neghen pont-groot. Item in kleynen Cheinfen int Waterland, tot Ordenen ende Wiltmardeonck achthien deniers-groote vijf mitem. Item int Waterland dry-en-t'felfich ghemeten Lanus of daer omtrent, elck ghemet achthien groote valent, vier pont, vierthien schellingen, sesse penningen grooten. Item vanden Veer tot Ordam twee-en-dertich groot. Item vanden Pollanfecher-dijke achthien groot. Item vander Zantvoort twintich groot. Item Claes Maes van twee Hoof-steden acht groot. Item t' Hof van Doirne mit sijne toebehoirten drie pont groot. Item van eene weghe-ghelde inde Luuthage twee Schellinghe groot. Item tot Borch-vlied drie schellingen vijf Capuynen valent, ter sommen drie schellingen vijf penningen groot. Item tot Lilloe in Cheinfen mitten negentich Capuynen vier-en-vijftich schellingen groot. Item noch aldaer hondert ghemeten Landts die Heer Godevaert vander Delft hout tot sijnen live, daer af die eerlickeyt is drie pondt, sesse schellinghen, acht deniers groot. Somme dry-en-twintich pont acht schellinghen, seven penningen groot. Item tot Brouchem ende tot Oelegem acht-en-dertich pont, twelwe schellinghen Lovens. Item noch-aldaer vierthien schellinghen, sesse penningen Lovens. Item tot Bouchout acht-en-vierich pont, vierthien schellinghen, elf penningen Lovens. Item noch aldaer negen pont, negentien schellinghen, dry penningen Lovens. Item tot Doirne, Wingem, Scille seven-en-twintich pont, vier schellinghen, negen penningen Lovens. Item tot Doirne, Wingem, Boursbeke, Hove, Mortfel, Brouchem, Bouchout, Buyslegem, Oelegem, van plouch-penninghen vijf pont, vierthien schellinghen, vier penningen Lovens. Item in die selve Dorpen van nyewen Cheynfe twelwe schellinghen Lovens. Somme hondert een-en-dertich pondt, elf schellinghen, neghen penningen Lovens, valent vierthien pont, twelwe schellinghen, vijf penningen grooten, een sterlink. Item Doirne vierthich zister evenen, elck

zister

Et a accoutumé de s'affirmer, cent soixante livres de gros, sans y comprendre les forsaictures Et Seigneuries dudit impôt. Item l'impôt de l'argent qu'on doit payer annuellement dans la Ville d'Anvers après cié à quarante quatre livres, huit schelings, dix deniers de gros, deux sterlings. Somme totale des deux sommes précédentes deux cens trente deux livres, 19. schelings, trois deniers de gros, le tout d'ancienne monnoye, le florin valant douze deniers, le Royal quinze deniers; faisant quatre mille six cens cinquante neuf florins Et un quart. En outre nous de baigeons ledit impôt Et toutes les autres susdites rentes tant viagères qu'autres, de toutes sortes de charges, dettes, empêchemens, Et autres choses de même nature. (1) Item les Seigneuries, forsaictures Et hommages du susdit Impôt, la hauteur, le pouvoir Et Noblesse de notre bonne Ville d'Anvers, le Cours de la rivière, Et le service qu'elle peut avec ses franchises, savoir, les fices d'Escoutette, d'Amman, Et de Geoker, les hommages, les Lombards, ou Maisons où l'on prête sur gages, les Juifs, Et l'Escoutetterie du droit du Château ou Bourg d'Anvers, avec toutes leurs Seigneuries, profits, services, forsaictures, Et tous autres droits en dépendans, tels que les tiennent de nous en fief Et hommage, notre susdite Sœur la Comtesse comme héritière, Et notre Frère le Comte de Flandre son Administrateur, le tout pour trois mille trois cens, quarante florins Et trois quarts par an, selon la juste Et fidele estimation qui en a été faite. En sorte que notre Sœur susdite la Comtesse de Flandre, Et notre Frère le Comte de Flandre son Administrateur, demeurent en arrière, après le juste compte qui en a été fait, de la somme de deux mille florins par an, que nous leur assignons, sur les Vilages, Seigneuries, biens, rentes, Et revenus ci-après spécifiés, selon l'ordonnance Et estimation des susdites huit personnes. En rentes à Staekbroeck, neuf livres de gros. En petits impôts sur le Waterland, à Ordenen Et à Wiltmardeonck huit deniers de gros Et cinq pites. Item dans le Waterland environ 63. (2) Arpens de terre, l'Argent à 18. deniers, montant quatre livres, quatorze schelings, six deniers de gros. Item du péage sur la rivière à Ordam, trente deux deniers. Item de la digue de Pollant dix huit deniers. Item de Sandvoort vingt deniers. Item Nicols Maes huit deniers pour deux maisons qu'il possède. Item le Château de Doirne Et ses dépendances, trois livres de gros. Item du droit de passage à Luytbergen deux schelings. Item à Borch-Vlied, trois schelings, Et cinq chapons valant trois schelings cinq sols de gros. Item à Lilloe en censés avec dix neuf chapons cinquante quatre schelings de gros. Item au même lieu encore cent Arpens de terre, tenus à vie par Sire Godevaert de Delft, Et estimés en héritage trois livres huit sols sept deniers de gros. Somme totale, vingt-trois livres, huit schelings, sept deniers de gros. Item à Brouchem Et à Oelegem trente huit livres, douze schelings de Louvain. Item au même lieu quarante schelings six deniers de Louvain. Item à Bouchout quarante huit livres, quatorze schelings, onze deniers de Louvain. Item au même lieu, neuf livres, dix neuf schelings, trois deniers de Louvain. Item à Doirne, Wingem Et Scille, vingt sept livres, quatre schelings, neuf deniers de Louvain. Item à Doirne, Wingem, Boursbeke, Hove, Mortfel, Brouchem, Bouchout, Buyslegem, Et Oelegem, des droits de charue, cinq livres, quatorze schelings, quatre deniers de Louvain. Item dans les mêmes Vilages, des nouveaux impôts douze schelings de Louvain. Somme cent trente une livres, onze schelings, neuf deniers de Louvain, valant quatorze livres, douze schelings, cinq deniers de gros, Et un sterling. Item à Doirne, quarante

ANNO
1357.

(1) Ce sont les termes dont se sert Barthelemy, en donnant le précis de ce Traité. & l'on n'en sauroit trouver de plus propres pour expliquer le Flamand, qui est assez obscur.

(2) Le mot Flammant est Flam qui n'est pas, peut-être, précisément un Argent.

ANNO
1357

zifter feßhen penningen, valent dry-en-vijftich ſchellinghen, vier penningen groot. Item die ſelve Dorpe hondert dry-en-tſeventich hoene, elck een halven grooten, valent feven ſchellinghen, twee penninghen een half groote. Item tot Oelegem van pachte twee zifter rogge geprijft vier ſchellinghen groote. Somme drie pont, vier ſchellinghen, ſeße penningen ende een halven groote. Somme vanden leßen drie ſommen bovenghenoemt een-en-viertich pont, vijf ſchellinghen, feven penningen groot, die loopen den Florin ten twelf deniers grote, ende den Royal te vijftiene deniers, feven grooten; Ende deſe voirſchreven Rent ten ſtuken wy oeck zuveren van allen commer. Voirt ſijn gheprijs by den voirſchreven perſonen die Heerlickheyden, Manſchappen, mit hoegen gerichte ende mit nederen, ende die Forſaiten der Dorpen van Oesterwele, Wilmardonck, Ordenen mit Ordam ende Kuſſelle, Lilloe, Stadbroeck, Berendrecht, Santvliet, Borchvliet, Wilrijk, Berchem, Doirne, Wingem, Scille, Bouchout ende Hove, alſoe verre als zy ons toebehoeren voir elſ-hondert vier-en-tſeventich guldenen ende vijf grooten, die welke twee leße ſommen loopen op twee duſent Florinen's jaers: ſoe dat die Stad van Andwerpen mit haeren Forſaiten, Heerlickheiden, met Tollen, Manſchappen, ende alle anderen Rechte voir verkleert, ende die Dorpen voirſchreven mit haeren Renten, Forſaiten, Heerlickheyden ende Manſchappen gelijck ſy gheſchreven ſtaen ende van ons in Leen rueren, ghetaxert ende gheprijs ſijn te gaeder voir thien duyſent Florinen's jaers na den tenner des ſegghens voirſchreven. Daerom eelt dat wy Hertoginne voirſchreven als erſtghenome by conſente ende autoriteyt ons liefs Heeren des Hertoghen voirſchreven als ons wetighen Mombours, begherende onſe voirſchreven zuſter van Vlaenderen te voldoen gelijck deſe acht voirſchreven perſonen des overdragen ſijn inder manieren als voirſchreven is, bekennen ende verleenen in Manſchappen ende in eenen rechten Leen tot Brabantſche rechte, in rechter zuſterlicker ſcheydingen ende deylingen onſe voirſchreven zuſter Vrouwen Margrieten Grevinnen van Vlaenderen haeren wetighen oer ende nakomelick, ende onſen brueder den Greve van Vlaenderen alſe haeren Mombour die Stad van Andwerpen, Dorpen, Renten, Revenuen, Forſaiten, hoege Gerichte ende neder, mit alle Manſchappen, ende andere Rechten gelijck voirſchreven is, van ons, van onſen oir ende nakomelingen Hertogin in Brabant te houden ende t'ontfane in rechten Leene, behouden altoes ons, onſen oir ende nakomers inder voirſchreven Stad van Andwerpen ende inden Dorpen ende Heerlickheyden voirſchreven der overſter Heerſchap, ende alſulcs dienſts als jonxte broeder oft zuſter den oudſten broeder oft zuſter daer hy zuſterlick oft bruederlick deylinghe ende goedinghe af heeft ſchuldich es te doen, na rechte, coſtume, uſage ende heybringhen's Landts van Brabant: ende hebben onſe voirſchreven zuſter van Vlaenderen ontfanen vanden voirſchreven goeden inder manieren voirſchreven in onſe Hulde ende Manſchappe, ende onſe brueder die Greve van Vlaenderen heeft ons daer af voer huer eedt ghedaen, ende al dat een wettick Mombour ſchuldich es te doen; en de gheven onſe voirſchreven zuſter haeren oer ende onſen brueder den Greve alſe haeren Mombour volkomen macht, inden voirſchreven Dorpen daer haer Renten geleghen ſijn ende wyſe haer bewijſt hebben daer ſy die Heerlickheyd noch gherichten niet af en heeft, dats te weten tot Brouchem, Oelegem, Boursbeke, Mortſele, Buſegem eenen Richter oft Meyer te ſetten, die volkomen macht hebben ſal haere huere-renten vut te panden t'allen terminen alſe verſchinen ende vervallen ſelen, eelt dat onſe Richter oft Rentmeester ale ten tijde weſende, tot haers Rentmeesters verſucke haer niet en doet betalen noch vutreycken haere voirſt. Renten tot den terminen dat ſy vervallen ſelen: Ontbieden ende bevelen onſe Scouteten, Scepenen ende Raedemannen ende allen onderſeten Edelen ende on-edelen gheſſeten binnen der Stad van Andwerpen, der Vryheit ende der Dorpen voirſt, dats te wetene Oesterwele, Wilmardonck, Ordenen met Oordam ende Kuſſel-

te (1) meſures d'avoine, chèque meſure à ſeize deniers, ANNO
valant cinquante trois ſchelings, quatre deniers de gros. 1357.
Item les mêmes Villages cent ſoixante & treize gelines, au prix d'un demi gros pièce, valant ſept ſchelings, deux deniers & demi de gros. Somme trois livres, quatre ſchelings, ſix deniers & demi de gros. Somme des trois dernières ſommes ſuſdites, quarante une livres, cinq ſchelings, ſept deniers de gros, le florin apprécié à douze deniers de gros, & le Royal à quinze deniers: le tout huit cens vingt cinq livres ſept gros, & nous aſſeſſons toutes les ſuſdites rentes de toutes ſortes de charges. Item les ſuſdites perſonnes ont fait l'eſtimation des Seigneuries, hommages, Juſtices moyennes & baſſes & les forſaits des Villages d'Oſterwele, Wilmardonck, Ordenen, avec Ordam de Kuſſelle, Lilloe, Stadbroeck, Berendrecht, Santvliet, Borchvliet, Wilrijk, Berchem, Doirne, Wingem, Scille, Bouchout & Hove, pour autant que lesdits Villages nous appartienent, pour onze cens ſoixante & quatorze livres, cinq gros, leſquelles deux dernières ſommes ſont la totale de deux mille florins par an. En ſorte que ladite Ville d'Anvers avec ſes forſaits, Seigneuries, impôts, hommages, & tous les autres droits, comme ils ſont ci-deſſus ſpécifiez, & les Villages ſuſdits avec leurs rentes, forſaits, Seigneuries, & hommages, tels qu'ils ſont ſpécifiez, & entant que ce ſont des ſiefs dépendans de nous, comme ils ſont taxez & eſtimez, montent précieſement à la ſomme de dix mille florins de rente par an, ſelon la teneur de ce qui a été ſpécifié ci-deſſus. C'eſt pourquoy nous Duchesse ſuſdite comme héritière, & par le conſentement & de l'autorité de notre cher Seigneur le Duc ſuſdit, comme notre légitime Epoux & Administrateur, deſirant contenter notre ſuſdite ſœur la Comteſſe de Flandre, comme il a été déclaré par ces huit perſonnes ſuſdites en la manière ſuſdite, conſeſſons d'avoir accordé, & accordons en hommage & ſief légitime ſelon le droit de Brabant, & comme le partage qu'une ſœur doit faire à l'autre, à notre ſuſdite ſœur Dame Marguerite Comteſſe de Flandre, à ſes légitimes héritiers & Successeurs, & à notre Frère le Comte de Flandre, comme ſon Epoux & Administrateur, ladite Ville d'Anvers, les Villages, rentes, revenus, forſaits, haute & baſſe juſtice, avec tous leurs hommages & autres droits, comme il a été dit ci-deſſus, pour les recevoir de nous, de nos Hoirs, & Successeurs les Ducs de Brabant, les tenir & garder en ſief légitime, nous reſervant ſeulement, à nous, nos Hoirs, & Successeurs le droit de Souveraineté ſur ladite Ville d'Anvers, & dans les Villages & Seigneuries ſuſdites, & le devoir & ſervice tel qu'un Frère ou une Sœur cadète ſont obligez de rendre à un Frère ou à une Sœur aînée, des biens partagez entr'eux, ſelon le droit, coutume, & uſage de Brabant. Et nous avons reçu notre dite Sœur la Comteſſe de Flandre, pour les ſuſdits biens en la manière ſuſdite à notre foi & hommage, & notre Frère le Comte de Flandre nous a prêté le ſerment pour notre dite Sœur, & comme un légitime Epoux & Administrateur eſt obligé de faire, ſi donnons tout pouvoir à notre ſuſdite Sœur & à ſes Hoirs, & à notre dit Frère le Comte ſon Epoux & Administrateur, dans les ſuſdits Villages dans leſquels leurs ſuſdites rentes ſont établies & ſituées: & leur avons de plus accordé, que quoi qu'ils n'ayent ni droit, ni Seigneurie, à Brouchem, Oelegem, Boursbeke, Mortſele & Buſegem, ils y pourront néanmoins établir un Juge ou Maître, qui aura tout pouvoir de faire payer leurs rentes, lorsqu'elles ſeront échues, ſi notre Juge ou Rentier, qui ſera pour lors, à la reſquiſition de leurs rentiers, ne leur fait point payer leurs ſuſdites rentes dans les termes deſus. Ordonnons & commandons à nos Baillifs, Echevins, & Conſeillers, Sujets & habitants, tant nobles que roturiers, de notre Ville d'Anvers, des Seigneuries & Villages ſuſdits, ſavoir, Oesterwele, Wilmardonck, Ord-

(1) C'eſt une meſure nommée 2/lin.

ANNO 1357. Kuffelle, Lilloe, Staecbrouck, Berendrecht, Zantvliet, Borchvliet, Wiltjcke, Berchem, Doirne, Wijneghem, Schille, Bouchout ende Hove, dat sy zonde enich wedersegghen oft andere ghebodt van ons te hebben, onse voorsz. zufter van Vlaenderen ontfanen alsse grechte Vrouwe, ende den Greve van Vlaenderen als haeren Monbour, ende hen doen hulde, trouwe, eed, manschap, ende dat goede liede doen selen haeren Vrouwe ende Heere, ende tot haer ende tot hoere Ampt-luden die sy daer setten soelen, in allen zaken ernstelijck verstaen ende onderdanich zijn, gelijk sy ons ende onsen Ampt-luden tot nu gedaen hebben, ende onsen vorders Hertogen in Brabant; want wyse mits desen voorsz. zaken van alfulken eede van trouwen, van manschappen als zy ons gedaen hebben in voerledenen tijden quijte ende los schelden met desen Prieve; Emmier behouden ons ende onsen na-komelighen Hertogen ende Hertoginnen in Brabant den oversten Heerschap vander Stad van Andwerpen mitter Vryheit, ende vanden Dorpen voerghenoemt, na alle Rechte, Costume ende Usage ons Lants van Brabant inder manieren voorsz., ende alfulker Manschappen als ons nichte der Gravinne van Cleve ons ghedaen heeft van hoeren Rechten ende Heerlichheden die sy heeft in somme vanden voirghenome Dorpen, dat die ons bliven sal. Ende overmits desen voorsz. saken, en soelen ons onse voorsz. zufter van Vlaenderen noch onse brueder die Greve noch haer oer noch na-komelighen niet meer heylfchen als vanden thien dussent Florinen t's jaers in eenigen manieren in tijden toe te komene, allen argelijck vut gescheiden: Ende hebben in verscheiden des, onse zegelen aen desen Brief doen hangen, ende gheden den Commoinge-meesteren, Scepen ende Raet onsen Steden van Loeven ende van Brussel die van haeren Raide by desen saken te termineren ende te sliten geselndt hadden, dat zy in die meerer kennisse der voorsz. dinck, hoere Stede segele hangen willen aen desen Brief; en wy Commoinge-meesteren, Scepen ende Raide der Stad van Loeven ende van Brussel, hebben om bede ons liefs Heeren des Hertogen ende onser liever Vrouwen wille der Hertoginnen voorsz., want wy by desen saken voorsz. te termineren ende te sliten onser Stede Raet geseijndt hadden, onser Stede zeyde inder meerer kennisse der voorsz. dingen aen desen Letteren mit haeren zegelen doen hangen, die gemaect waeren tot Mechelen xviij. dage in Meerte, int jaer ons Heeren m. ccc. lvii.

Ende wy Lodewijck Greve voirghenoemt als wetlich Monbour der voorsz. Grevinnen onser wettiger gesellinnen, eedt ende hulde gedaen hebben onse voorsz. zufter als rechte erf-gename, ende den Hertoge voirghenoemt als hoeren Monbour vander voirschreven Stad van Andwerpen mit haeren toebehoorten, ende van allen den Dorpen, Vryheden, Rentten ende Parchelen boven in haeren Brieven verclairt: Soe beloven wy Grave ende Grevinne voorsz. by onser trouwen, zekerheden ende eede onse voorsz. zufter der Hertoginnen ende den Hertoghe als haer Monbour te dienen, ende te doene in allen zaken als een ghetrouwe man ende Monbour jonger broeder of jonger zufter zijnen oudsten broeder of oudster zufter daer hy bruderlike of sustterlike goedinge af heeft, schuldich es te doen na Recht, Costume ende Usage des Lants van Brabant: bekennen ende verlijen hier boven onser zufter der Hertoginnen voirghenoemt, ende den Hertoghe als hoeren Monbour, die overste Heerlichheit vander voorsz. Stad van Andwerpen mit haeren toebehoorten, ende vanden Dorpen, Vryheden, Rentten ende Parchelen boven ghenoept, in allen manieren dat die voorsz. Brieve die sy ons daer af ghegheven hebben volcomelick inhouden ende begripen, sonder eenigerhande argelijck. Ende kennen ende houden wy Grevinne voorsz. als erf-gename over ons ende onse na-

com-

ANNO 1357. Ordenen, avec Oordam & Kuffelle, Lilloe, Staecbrouck, Berendrecht, Zantvliet, Borchvliet, Wiltjcke, Berchem, Doirne, Wijneghem, Schille, Bouchout, & Hove, qu'ils aient, sans aucune opposition, & sans attendre d'autre commandement de notre part, à recevoir notre susdite Sœur la Comtesse de Flandre, comme leur légitime Dame, & le Comte de Flandre, son Epoux & Administrateur, & qu'ils leur fassent les hommages, fidélité, sermens, & honneurs requis & accoutumés, comme de bons Sujets sont obligés de faire à leurs Seigneur & Dame, qu'ils aient à obéir exactement & fidèlement à eux & à leurs Officiers, comme ils ont fait par le passé à nous & à nos Officiers, comme aussi à nos Ancêtres les Ducs de Brabant, les quittant & absolvant quant à ce par ces présentes de tous sermens de fidélité & obéissance, qu'ils nous ont fait ci-devant; nous réservons néanmoins, & à nos Successeurs les Ducs & Duchesses de Brabant la Souveraineté de ladite Ville d'Anvers, de ses dépendances, & des Villages ci-dessus nommez, selon tous les droits, us, & coutumes de notre Pays de Brabant en la manière susdite; & tels hommages que notre Cousine la Comtesse de Clèves nous a faits, des droits & Seigneuries, qu'elle a dans quelques-uns desdits Villages, lesquels nous devons demeurer. Et moyennant les choses ci-dessus spécifiées, notre susdite Sœur la Comtesse de Flandre, & notre Frère le Comte de Flandre, ni leurs Hoirs & Successeurs, ne pourront rien nous demander au delà des susdites dix mille livres de rente par an, en quelque manière ou tems avenir que ce soit, tous dols exceptez. Et nous avons pour la confirmation des choses susdites apposé notre sceau aux présentes, & ordonné aux Maires, Echevins, & Conseils de nos Villes de Louvain & de Bruxelles, qui de leur part ont contribué à éteindre les différens & à terminer cette affaire, que pour plus grande connoissance & sûreté des susdites choses, ils aient aussi à apposer leurs sceaux à ces présentes. Et nous Maires, Echevins & Conseils des Villes de Louvain & de Bruxelles, avons, pour obéir à notre Souverain le Duc, & à notre Souveraine la Duchesse de Brabant, d'autant que nous avons employé le Conseil de nosdites Villes, pour appaiser les différens & terminer cette affaire, apposé à ces présentes Lettres pour plus grande connoissance & confirmation des susdites choses les sceaux de nosdites Villes. Fait à Malines, le 18. jour de Mars, de l'an 1357.

ET nous Louis Comte susdit comme Mari & Administrateur de la susdite Comtesse notre légitime Compagne, avons prêté serment & rendu hommage, à notre susdite Sœur, comme légitime héritière, & au Duc susnommé comme à son Mari & Administrateur, de la susdite Ville d'Anvers & de ses dépendances, & de tous les Villages, Privilèges, Renttes & parties spécifiées en leurs Lettres ci-dessus, & nous promettons nous Comte & Comtesse susdit, sur notre foi, assurance, & serment, de servir notre susdite Sœur la Duchesse, & le Duc son Mari & Administrateur, & de faire en toutes choses, comme un fidèle homme, & mari & Administrateur Frère puîné, ou Sœur puînée sont tenus de faire envers un Frère aîné ou une Sœur aînée selon les droits, us, & coutumes du Pais de Brabant. Reconnaissons & confessons en outre, que la Souveraineté de la susdite Ville d'Anvers, avec ses dépendances, & des Villages, Franchises, Renttes, & parties ci-dessus spécifiées appartiennent à notre Sœur la Duchesse susdite, & au Duc comme son Epoux & Administrateur, de la même manière que cela est porté par les susdites Lettres, qu'ils nous ont expédiées, pleinement & parfaitement, sans aucune fraude. Et nous Comtesse susdite, comme héritière, pour nous & nos Descen-

T t 2

ANNO 1357. commers, ende wy Greve als hair wettich Mombour mits der voirsz. bewysinge ons wel verneucht ende gepayt van onser goedingen vanden voirsz. tien duyzent guldenen t's jaers, die ons onse voirsz. neve van Henegouwe by den voirsz. peyse aanwijde; ende schelden daer af quyte ende al quite onse bruder ende zuster voirsz., voir ons ende onse na-commers t'eweliken dagen. In onconfeepen van welke dingen wy hebben onsen zegel gedaen hanghen aen dese presente Letteren, ende om dat onse goede Steden, dats te weten Gend, Brugge, Ypre, Machline ende Andwerpen, mitsgaders onsen Raide over alle die dinghen voirsz. gelyc hebben; soe begheren wy ende versueken aen hen dat sy in meere kennissen der zaken voirsz., haere zegelen hangen willen aen dese presente Letteren mitsgaders den onsen, ende om dat wy Borge-meester, Vooght, Commoingi-meester, Scepenen ende Raid vanden goeden Steden van Gend, Brugge, Ypre, Mechline ende Andwerpen daer over van onser Stede Raide ghehad hebben daer die voirsz. dinghen aldus gheschiet zijn, so hebben wy overmids beghereen ende versueke ons liefs ende gheduchts Heeren ende Vrouwen voirsz. in meerer kennissen der zaeken voirsz. de zegel van onsen Stede boven-ghenoemt gehanghen aen desen prestate Letteren mitsgaders haere. Dit was ghedaen te Mechline den twintichfen dach van Meerete, int jaer ons Heeren m. ccc. LVII.

ANNO 1357. dans, Et nous Comte comme son légitime Eoux Et Administrateur, confessons Et nous tenons pour contents, payez, Et satisfaits de la manière ci-dessus spécifiée, desdites dix mille livres de rente par an, que notre Cousin le Comte de Hainault nous avoit assignées par son arbitrage; Et par cette assignation ainsi faite, nous tenons quitte Et quittons notre Frère Et Sœur susdits, pour nous Et nos héritiers Et descendants a toujours. Pour la confirmation desquelles choses nous avons apposé nos sceaux à ces présentes Lettres; Et parce que nos bonnes Villes de Gand, Bruges, Ypres, Malines Et Anvers, de même que tous nos Conseils, sont intéressés dans toutes les susdites choses; nous desirons Et requerons que pour plus grande connoissance Et assurance des choses susdites, ils apposent leurs sceaux aux présentes Lettres conjointement avec le nôtre, Et parce que nous Bourguemaitres, Baillifs, Consuls, Echevins, Et Conseils des bonnes Villes de Gand, Bruges, Ypres, Malines, Et Anvers, avons eu avis de nos Conseillers, que les choses sont arrivées comme elles sont mentionnées ci-dessus, c'est pour cela que nous avons désiré Et requis de nos bien-amez, Et vertueux Seigneur Et Dame susdits, que pour plus grande connoissance des affaires susdites, nous apposassions les sceaux de nos susdites Villes à ces présentes Lettres, conjointement avec les leurs. Fait à Malines, le 20. de Mars, l'an de notre Seigneur 1357.

CCCLXXV.

BRABANT ET FLANDRE. DRE.
Traictat van Prede tusschen WENCELYN VAN BEHEM, Hertogb, en JOHANNA Hertoginne van Lucemborch, van Lotbrijck, van Brabant, &c. op d'een zyde, en LODEWYCKE Grave van Vlaenderen, &c. op d'ander zyde. Anno 1357. [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 191]

WY WENCELIJN VAN BEHEM by der gratien Godts Hertoghe, ende JEHANNE by der selver gratien Hertoginne van Lucembourg, van Lotbrijck, van Brabant, van Lymborch, Mark-grave ende Mark-gravinne des Heilichs Rijcks doen kondt allen luden, dat wy onsen lieven Neve Hertoghe Willem van Beyeren Greve van Henegou en van Holland, ghelooft hebben ende mechtich gemaect eenen soyne ende peys te dedingen ende te maecten, tusschen Heeren LODEWYCKE Graeve van Vlaenderen, sinen luden, Landen ende Steden op d'een zijde, ende ons onsen Landen ende Steden op d'ander zijde, ende wes hy daer af segt, ordonneert of maect op sine bescheydenheid, dat selen wy stede ende vast houden, ghelijc oft wy 't selve daden, voor ons, onse lude, Lande ende Stede ende na-kommelingen, by onser trouwen sekerheit, ende by onse ere. In oirkonden desen Brieve besegelt mit onsen seghele, ende om de meere sekerheit ende velteneesse soo hebben wy ghebeden ende bidden, bevolen ende bevelen onsen lieven getrouwen, Baenroden, Ridderen ende Steden, als Heeren Henricke Berthout Heere van Duffle ende van Gele, Heere Henricke van Boutersem Heer van Bergen op den Soom, Heer Jan van Polanen Heer vander Lecke ende van Breda, Heer Geeraerd vander Heyden Heer van Boutersem, Heeren Geeraert Heer van Vosselaer, Heer Bernaerd van Borgneval, Baenroden ende Ridderen, Loven, Brussel, Antwerpen, 's Hertoghenbosche, &c. Gegeven des Donderdachs naer (1) Sinxen, int jaer ons Heeren m. ccc. LVII.

(1) On n'est pas trop certain de la signification de ce mot *Sinxen*; mais il y a grande apparence que le Traducteur l'a confondu mal à propos avec *Pinkster*, qui veut dire la Pentecôte; puis qu'en l'année 1357, la Pâque tomba sur le 19. d'Avril, & qu'ainsi la Pentecôte fut le 8. de Juin. Cependant la Sentence Arbitrale, en vertu de laquelle se fit cet Accord, est datée du 3. de Juillet; de sorte qu'il est impossible que ce Traité de Paix soit du Mois de Juin. Ne pourroit-on pas conjecturer que *Sinxen* a été mis, pour *S. Alexie*, dont on célèbre la fête le 17. de Juillet?

CCCLXXV.

BRABANT ET FLANDRE. DRE.
Traité de Paix entre WENCESLAS DE BOHEME Duc, & JEANNE Duchesse de Luxembourg, Lorraine & Brabant d'une part, & LOUIS Comte de Flandre d'autre. Fait l'an 1357. [CHRISTOPHRE BUTKENS, dans les Preuves des Trophées de Brabant. pag. 191.]

Nous (2) WENCESLAS DE BOHE'ME, par la grace de Dieu Duc, Et JEANNE par la même grace Duchesse de Luxembourg, de Lorraine, de Brabant, de Limbourg, Marcsgraves du Saint Empire, faisons savoir à un chacun, que nous avons promis Et assuré à notre cher Cousin, Guillaume, de Bavière, Comte de Hainaut Et de Hollande, que nous ferons Et accorderons une reconciliation Et Paix, entre LOUIS Comte de Flandre, ses Sujets, Pais, Et Villes d'une part, Et nous, nos Pais, Et Villes d'autre; c'est pourquoi nous disons, déclarons, Et ordonnons à sa réquisition, que nous la tiendrons, Et observerons, comme nous faisons par ces présentes, pour nous, les nôtres, nos Pais Et Villes, sur notre foi, assurance, Et bonneur. C'est pourquoi nous avons fait steller ces présentes de notre sceau, Et pour plus grande sureté Et assurance, nous avons prié Et prions, ordonné Et ordonnons à nos chers Et fidèles Barons, Chevaliers, Et Villes, savoir les Seigneurs Henri Bertbout Seigneur de Duffle Et de Galle, Henri de Boutersem, Seigneur de Berg-op-Som, Jean de Polan Seigneur de Lecke, Et de Breda, Gerard de Heiden Seigneur de Boutersem, Gerard Seigneur de Vosselaer, Bernard de Borgneval, Barons Et Chevaliers, Et les Villes de Lowvain, Bruxelles, Anvers, Bolduc, &c. Donné le Jeudi après la Pentecôte, l'an de notre Seigneur 1357.

CCCLXXVI.

(2) On Wencelin. Ces deux mots sont les mêmes. Butkens nomme toujours ce Prince Wencelin.

ANNO
1357.

DU DROIT DES GENS.
CCCLXXVI.

333

ANNO
1357.

3. Juill. *Extrait de la Sentence Arbitrale sur les Différens entre WENCELIN Duc de Brabant & LOUIS Comte de Flandres, prononcée par le Comte de Hainault, le 3. Juillet, 1357. [PIERRE d'OUDERGHEEST, Chroniques & Annales de Flandres. Chap. CLXV. Feuill. 278.]*

BRABANT
ET FLAN-
DRE.

S'cavoir, que les Villes de Bruxelles, Louvain, Nivelle, & Thielmont, serviront le Conte LOUYS de Flandre chascune ville six semaines, par an a leurs despens, & ce a bannieres deployées, armoyées de leurs armes, & sous chascune banniere vingt & cinq hommes d'armes, dont les deux, pour le moins seront bannieres, & deux autres chevaliers, & feront ledit service contre tous, reservez les Duc & Duchesse de Brabant. Que moyennant ce, ledit Conte Loys quittera ausdites Villes, ensemble a tout le Pais le serement qu'ils luy ont fait. Que le Conte Loys pourra tant qu'il vivra porter le Tiltre de Duc de Brabant. Qu'il aura la Ville de Malines pour luy & ses Successeurs perpetuellement, tant en vertu de l'achapt que son Pere en fit a l'Evesque de Liege, que pour les despens & interetiz qu'il a soustenus par faute, que la paix de Aische n'avoit esté entretenue. Que ledit Conte Loys aura pour le dot de la Contesse sa femme dix mille florins de Florence par an sur la Ville & Marchionné d'Anvers, dont neantmoins il ne se pourra escripre ny attituler Marquis, ains demeurera ledit Tiltre ausdits Duc & Duchesse. Que le Duc ny la Duchesse pourront changer, ny alienier la Duché de Brabant, pour quelques affaires que leurs puissent survenir. Faisit en Hainault, le troisiemes de juillet, l'an mil trois cents cinquante sept.

CCCLXXVII.

3. Oct. *Convention faite entre EDOUARD III. Roi d'Angleterre & les Etats d'Ecosse, pour mettre en liberté DAVID DE BRUYS Roi d'Ecosse, moyennant une somme de 100000. Marcs Sterlings, payables en dix années. Donnée a Berwyk sur la Tweede le 3. Octobre 1357. Avec la RATIFICATION dudit Accord du 5. Octobre. [RYMER, Fœderat. Conventions, Litteræ &c. Tom. VI. pag. 46.]*

C'ESTE ENDENTURE, faite a Berwyk sur Tweede de la tierce jour d'Octobre, l'An de grace Mill trescentz, cinquante sept, par entre,

Les Honnables Peres en Dieu,
Johan Archevesque de Euywyk, Primat d'Engleterre,
Thomas Evesque de Durhame,
Gilbert Evesque de Kardole,

Et,
Nobles Hommes,
Sires Henry de Percy,
Rauf de Nevyle,
Henri le Scrope,
Et Thomas de Musgrave,
Messagers & Deputes de par le Noble Prince Edward, Roi d'Engleterre & de France d'une part,

Et,
Honnables Peres en Dieu,
William Evesque de Saint Andreu,
Thomas Evesque de Casnel,
Patrik Evesque de Brechin, Chancelier d'Ecosse,
Et,
Nobles Hommes,
Patrik Comte de la Marche,
Robert de Irlayn,
Et William Levingston, Chevaliers,
Messagers & Deputes, de par Monsieur Robert Seneschall, Gardien d'Ecosse, Prelatz, Seigneurs, & les Communes d'Ecosse, d'autre part.

TESMOIGNE que trete & accorde est par entre les ditz Parties, que, le Noble Prince, Sire David Roy

d'Ecosse soit franchement delivres hors du Prisonne, & ranconnes pour une certain somme d'argent, sur les Conditions, & en manere que s'ensuit; celle assavoir, Pour cent mill Marz d'Elterlings, a paier dedenz dis annees prochainement suantz la fessance de cestes par oveles porcions; cest assavoir,

Le diz M. Marcz, de primer Paiement, a le Feste de la Nativite Seint Johan le Baprist, prochain avenir, Et autres diz M. Marz a la Feste de la Nativite Seint Johan le Baprist, adonques prochainement ensuivant, Et issint de an en an, diz M. Marz, a meisme le Feste de la Nativite Seint Johan, tanqe la dite Somme de centz mill Marz soit pleinement paie.

Et est accorde que les Paiementz se feront a celoy que sera assigne de par le Roy d'Engleterre par Lettres souz son grant Seal; cest assavoir,

A Berwyk sur Tweede (si Berwyk foit en la mayn du Roi d'Engleterre) & si nonn, a Norham; ou, en cas q'il plest au Roy d'Engleterre, que les Paiementz se facent a Banburgh, adonques ils seront faitz illosques,

Et en ceo cas le Roy d'Engleterre fera Conduitz aus ceux d'Ecosse, que vendront pour le dite Paiement faire, de la Marche d'Engleterre, tanqe meisme le lieu de Banburgh, pour les Subgiz & Enherdantz, & pour touz autres les Ecosces estourant a leur peril.

Et, en cas que les Ecosces voillent faire aucunes de Paiementz a Londres, illosques sera accepte, & feront les Paiementz faitiez en Esterling, ou en autre Monnay du Roy d'Engleterre, ou en autre Monay d'or, ou d'argent, a la value comme ele vaut en Engleterre.

Item, que Trewes soient affirmez & tenuz par suffisant feute des Letres & Serementz par entre le Roy d'Angleterre & touz ses Gentz, si bien en Engleterre & en Ecosse, comme en l'Yle de Manne, & le Roy d'Ecosse, & touz les autres Gentz d'Ecosse, & leur Enherdantz, par Terre & par Mere, & touz Lieus & Places saunz fraude, ou mal engyne, tanqe la dite Somme soit pleinement paie;

Et que Monsieur Edward de Baillol, & Johan des Yles, & touz autres Alliez & Enherdantz du Roy d'Engleterre soient compris en les ditz Trewes.

Item, que, durant les ditz Trewes, touz ceaux, d'une part, & d'autre, puissent entrecommunier par Terre & par Mere, forpris Chateils, & Villes, clofes & fermerz.

Et, en cas que nul Nef, d'une part ou d'autre, par tempelte, ou par autre necessite, soit chace de ariver en nules des Portz d'Engleterre, ou d'Ecosse, q'ils y puissent paisiblement arriver, demourer, & leur respose prendre, & les vitailier pour un temps convenable, si mestier soit, & franchement hors de le dit Port que leurs Biens & Gentz retournent, sanz nule manere d'Arche, ou empchement.

Et que si, durant les ditz Trewes, nul Pais, Ville, Burgh, Terre, Possession, Chastell, ou Personne soit pris ou reseau d'une Foy ou Pees a l'autre, que plein Restitucion soit faite saunz delais, contredit, ou male engyne, quel heure q'il soit demande, & ceo dedenz les tres fameynes apres le temps que la Requeste ent soit faite.

Item que nul d'une part, ne d'autre, demourant al une foy ou l'autre, ne ransonnera, ne nul manere de ransonne prendra de nul home, Ville, ou l'ays, s'ils ne soient de sa foy, encontre leur franche volonte, par nul manace, ne dureste, a eux monstrier, ou faire.

Item, pour le Paiement de la dite somme d'argent faire sicome dessus est dit, le Roy d'Ecosse mettra vynt Hostages; cest assavoir,

Johan Seneschal, Fitz & Heir Monsieur Robert Seneschal d'Ecosse.
William, Fitz & Heir le Count de Rosse,
Johan, Fitz & Heir le Count de Sotherlande,
Thomas Fleming, Heir au Count de Wygton,
Reynaud, Fitz & Heir Monsieur William More,
Patrik, Fitz & Heir Monsieur David de Graham,
Robert, Fitz Monsieur William de Cuningham,
William, Fitz Monsieur Thomas Byet,
Robert, Fitz & Heir Monsieur Johan Steward de Dorneley,
Patrik, Fitz Monsieur William de Levingston,
Thomas, Fitz Monsieur Robert d'Irlayn,
William, Fitz & Heir Monsieur Thomas de Somerville,
Robert, Fitz & Heir Monsieur Johan de Danielston,
David, Fitz & Heir Monsieur David de Wemyis,
Johan, Fitz & Heir Monsieur Andreu de Valens.

ANNO
1357.

*Umfrei, Fitz & Heir Roger de Kyrkpatrik,
Johan, Fitz & Heir Johan Kenedy,
Thomas, Fitz & Heir William de Hay de Locher-
ward,
Johan, Fitz Johan de Berkloy,
Johan, Fitz & Heir Johan de Gray.*

Item, est accorde, pour la feiblesse de ditz Hostages, qe en afforcement de eux, sur la delivrance du dit Roy d'Escoce, qe trois des Seygneurs desoutz escripts (ceit assavoir)

*Le Seneschall d'Escoce,
Les Countes,
De la Marche,
De Marre,
De Rossé,
De Angus,
Es de Sotherlande,
Le Seygneur de Douglas,
Et Thomas de Marreue,*

Entreront pour luy en Hostage, Et demoureront les trois des Seygneurs susditz en Hostage en Engleterre, la ou il pierra au Roi, tanqe autres trois des meismes les Seygneurs viegnent en Engleterre, pour faire eschange, a demourer Hostages en leur lieu; issint toutes fois qe trois de ditz Seygneurs soient en Engleterre, en la manere avandite, en afforcement des ditz Hostages, tanqe la dite somme de cent M. Marz soit entierement payee.

Et, jademains, le dite Roy d'Escoce, a sa delivrance, & les autres Prelatz, & Grantz, c'est assavoir,

*William Eveque de Saint Andreu,
Thomas Eveque de Catneis,
Patrik Eveque de Brechin,
Monsieur Patrik Count de la Marche,
Thomas Count de Angus,
Monsieur William Count de Sotherlande,
Thomas de Marreue,
Monsieur Jamys de Lyndesey,
Monsieur David de Grabame,
Monsieur Robert de Irskyn,
Monsieur William de Levingston,
Monsieur David de Wemy,
Roger de Kirk-Patrik,
Monsieur Thomas Byset,
Monsieur William de Vans,
Et Monsieur William de Ramesey,*

Presentez a la dite delivrance, ount jurez, & se sont obliges par leurs Lettres & Serementz, q'ilz mettront, sanz fraude, ou mal engyne, les milours Hostages, Fitz & Heirs des Seygneurs apparantz, de plus suffisantz q'ilz purront trover en la Terre d'Escoce, de temps en temps, en eschange des ceux qe sont de meindre value.

Et qe les autres Hostages susditz puissent estre chaungez, d'avoir jour desport & ese, pour autres auxi suffisantz; issint toutes fois qe les Hostages, qe demourent, soient auxi suffisantz, comme ceux qe seront delivers en une parsonne, ou en pleulours.

Et, en cas qe nul des Hostages se esloigne, par quele voie ou colour qe ce soit, coudre la volonte de son Gardain, qe le dit Roy d'Escoce, & les autres Seygneurs d'Escoce soient tenuz, par leurs ditz Serementz, de lui reentre sanz fraude, ou mal engyne, & sanz nule delaie faire, & cco dedens les trois semaines prochain suant.

Item, est accorde en cas qe default se face de Paiement, a aucun des ditz Termes, qe le dit Roy d'Escoce, sanz autre requeste ou delaie faire, vendra en Engleterre, & se rendra a la Prison le Roi d'Engleterre, de Jenz le Chastell de Noef Chastell sur Tyne, dedenz les trois semaines prochainement suantz le dit Terme failli, pour demourer Prisonner tanqe le Paiement des Arrerages soit parfailt, demourantz toutes jours les Hostages, comme devant, ovesques les afforcementz des Seygneurs come dessus est dit.

Et, en cas qe le Roy d'Escoce ne poet meismes venir pour lui rendre a la Prisonne, comme dessus est dit, pour ascone resonable destourber, en cas de tiel faille des Paiementz, adonques il envoie, en son lieu, dedenz le dit temps de trois semaines, deux Countes d'Auncesrie, ou deux de trois Seygneurs d'Escoce; ceit assavoir,

*Le Seneschall d'Escoce,
Le Seygneur de Douglas,
Thomas de Marreue,*

Q'adonques ne soient mie en Engleterre en afforcement avandite, pour demourer en Engleterre ovesques les autres Hostages & afforcementz susditz, tanqe plein Paiement soit fait des touz les arrerages.

Ou qe, cessant ledit destourber, le dit Roy d'Escoce soit personellement retourner a la dite Prisonne; quele chose il est tenuz affaire per son Serement maintenant, cessent le dit destourber, & issint sera fait de temps en temps, a quel heure q'aucun default soit de nul des Paiementz.

Et, le Paiement fait pleinement de ditz Arrerages, si pourra le Roi d'Escoce, ou les autres Seygneurs, qe seront issint venuz en son lieu pour la dit default, franchement retourner en leur Pays sanz Arreste, ou nul autre enpechement avoir pour autre cause; demourantz touz jours les Hostages, & les autres afforcementz come devant est dit.

Et nul des Hostages, ne des afforcementz, ne sera detenuz pour nule manere de cause, ne Contract fait, mez seulement pour le Paiement de la Somme susdit, ou pour les Costages qe seront accordez & assentuz par entre ceux q' mettront lours Hostages & lours Gardeins, ou pour Felonie, Roberie, ou ravissement de l'emme contre son gree, ou pour trespasses par eux fait, ou pour Contract par eux fait touchant lours despens, pur quoie il leur covendra respondre solonc la Ley d'Engleterre, Ou autrement.

En cas q' nul Chastell, ou Ville ferme, q' soit de la Seygnourie, ou Obeissance le Roy d'Engleterre, soit pris par ceaux d'Escoce, & ne soit restitué pleinement dedenz une Moys apres ceo q' les Gardeins de la Marche d'Escoce (as queux il appartendra) en soient duement requis, ovesques les biens la i eux trovez, & auxi ou restitution des damages, que yceux, q' l'averont pris, averont fait en leur demourer illosques, solonc ceo q' pourra resonablement estre prouver (a quel chose faire ils seront tenuz, & la partie d'Escoce sera tenu, par vertu de ceste Accord) q' adonques les avanditz Hostages, ou les afforcementz, devient demourer en Hostage, comme dessus est dit, tanqe le dit Chastell ou Ville, issint pris, soit pleinement restitué ou les biens & damages desditz.

Item, est accorde q', en cas q', durant les ditz Trewe, nul Chastell ou Ville ferme, q' soit de la Seygnourie ou obeissance de ceaux d'Escoce, soit pris par les Subgis & obeissance au Roy d'Engleterre, q' restitution en soit pleinement faite dedenz le Moys apres ceo q' les Gardeins de la Marche d'Engleterre (as queux il appartendra) soient duement requis de faire la restitution.

Et, si apres le dit Moys, issint encurre, la restitution de dit Chastell ou Ville ferme ne soit faite, par quoy le default poet resonablement estre assigne en la partie d'Engleterre, adonques, de cele heure en avant, soit le Roy d'Engleterre tenuz a la partie d'Escoce en Quarant Livers d'Esterlingz, pour chesun jour q' la restitution demoeet nient faite, en la default de la partie d'Engleterre; la quele Somme, issint encurre, sera alloue a la dite partie d'Escoce, en tiel cas, come en partie de leur Payement de la dit Raunceon; & faite la restitution de meisme le Chastell ou Ville, doit maintenant cesser meisme l'Allovanee de quarant livers le jour; & auxi sera faite pleine restitution, en tiel cas, de biens trovez en le dit Chastell ou Ville, issint pris, ou de la value, & auxi de Damages queux yceaux, qe sont dedenz, averont faite a la Partie d'Escoce en le meime temps, solonc ceo q' pourra resonablement estre prouver.

Et seront les ditz Hostages & Seygneurs d'Escoce trettez curtoisement en Engleterre pour le temps de leur demoeer, & as covenables & resonables despenses.

Item, en cas q' aucunes des ditz Hostages, ou des afforcementz, ou de ceaux, qe, pour default d'aucun Paiement, vendront en lieu de dit Roy d'Escoce, eome dessus est dit, soient mortz, q' autres auxi suffisantz soient mis de temps en temps, en lieu d'z mortz, si q' le nombre, soient des Hostages, come des afforcementz, & autres susditz, soit touz jours plene.

Et, en cas q' nul de trois Seygneurs, demourant issint en afforcement de ditz Hostages, devie, qe les autres vivantz demoeurent tanqe au terme de prochain Paiement, a quel temps soient les Escoces tenuz de entrer trois des Seygneurs sus nomez, pour demourer en afforcement, come dessus est dit.

Et est accorde en droit Johan, eisme Fitz & Heir aparant du Seneschal d'Escoce, une des Hostages desditz.

ANNO
1357.

ANNO 1357. ditz, q'il demoege en la compaignie du Seigneur de Percy, ou de Nevill, tanqe le primer Paiement de diz mille Marz soit pleinement fait; a quel heure vendra son Frer puisse prochain, en lieu de lui, pour demorer en Hostage en meisme la manere; & adonges ferrra le dit Johan delivres.

Et avera le dit Seneschal Lettres du grant Seal le Roy d'Engleterre, & de le Prince son Fitz, q'le dit Johan ne soit detenuz du temps q' les diz diz mille Marz du primer Paiement soient paieez, pour nul cause, si noun pour les causes de Felonie, & les autres nomez en la Clause avantdite.

Et q' son Gardein eyt espiciale mandement du dit Roy d'Engleterre, pour lui delivrer, quant la dite Somme de diz mille Marz soit pleinement paie, & son dit Frer soit venu en son lieu.

Et q' chescun des Fitz du dit Seneschal, q' vendra en Hostage, soit de meisme la condition, si q' nul demouge forsque pour un Paiement en manere come avant eist dit.

Item, est acorde q', en cas q' le dit Roy d'Escoce, ou les Seygneurs, ou Marchandes d'Escoce faillent des Paiementz, ou des Covenances susdiz, ou d'ascun d'eux, q' les Prelatz d'Escoce, sanz fraude ou mal engyne, feront maintenant, sanz autre Requette, due execution de Censures contenuz en leurs Obligationes sur ceo faies.

Et, a ceo faire, ils se ont obligé a la Chambre du Pape & a son Auditeur, & Lieu tenantz queuncques en la Somme totale pour applier al oeps le Roy d'Engleterre, & outre ceo en diz mille Florins a la dite Chambre, & ont continuez Procureurs certains, en la dite Obligation nomez, pour faire due execution.

Et auxi ont jurez q' jammes ne repelleront les diz Procureurs, come apiert plus pleinement en la Obligation avantdite.

Et, outre ceo, Prelatz, Chapitres, Seygneurs, & Marchandes d'Escoce se sont reconuz, & chescun de eux eist devenu principal Detour de la Somme entiere, a paier as Termes & Luns susdiz.

Item, est acorde, pour plus grant seurté faire en cele partie, q' la partie du dit Roi d'Escoce, purchast & impetret Lettres de Licence du Pape, q' touz les Prelatz, & leurs Successeurs, & leurs Eglises, & Chapitres d'Escoce puissent obliger eux & leurs Eglises en la manere avantdite; & q' les Obligationes, Serementz, Submissions, & autres seurtéz queuncques, en cele partie faies, il ratifiera, approuvera, & confirmera.

Item, acorde est, q' ceux d'Escoce ne impetrentont jammes par eux, ne par autre, ne ne procureront d'estre impetres, nules Privileges, Bulles, ne Lettres du Pape encontreir de nul point des diz Covenanz; & en cas q', sanz procurement de eux, par mere mote du Pape, ou queuncque autre manere, ascunes Privileges fussient grantez ou pourchastes en destourber ou enpechement des diz Obligationes, Serementz, Contrates, ou Covenanz, ou de ascun de eux, ils ne les useront, ne accepteront par nul voie.

Item, acorde est q' en cas q' les Prelatz d'Escoce fussient negligentz ou n'oseront faire, ou autrement soient destourbez de faire execution des les censures, adonges le Pape eut ferrra due execution sanz contredit de nul.

Et meismes les Prelatz ont promys & jurez q'ils impetrentont sur ceo fusilanz Bulles du Pape doubles; dount le Roy d'Engleterre avera un devers lui.

Item, acorde est q', en cas q' le Roy d'Escoce soit Privileges, issint q'il, ne ces Chapelles, ou ces Ministres, ne purront estre suspensez, entreditz, ou excommuniés, sanz especial commandement du Pape ou autrement, q' le Roy d'Escoce renoucie expressement as touz tiels Privileges a lui grantez, & q' purront estre grantez en ceo cas; & sur ceo ceaux d'Escoce impetrentont Bulles de proceder a la execution de Sentences, nient contreciteantz les diz Privileges, ovesques les autres Bulles avantdites, devant le dit Terme de primer Paiement.

Item, est acorde q', toute soit il issint, qe le dit Roy d'Escoce devie en le mene temps (c'est assavoir) avant le plein Paiement de la dite Somme de cent mille Marz, qe, jademains, les diz Obligationes, ou les Hostages & afferementz, estoient en leur nature & force auxi entierement, come il fust en plein vie, tanqe la Somme totale soit parpaie.

Item, en cas q' ascunes Rebelles d'Escoce soient contre le dit Roi d'Escoce, q'ils ne soient recetez, maintenant, ne supponaillez par nul des Gentz qe sont a la foi du Roi d'Engleterre; ne qe nul, qe soit a la foy le Roy d'Engleterre, & vodra lever ou estre rebel-

le coudre le dit Roy d'Engleterre; ou ses Ministres, ne soit recetez, ne maintenant, ne supponaillez par le dit Roi d'Escoce, ne par nul a la foi, ou obeissance.

Item, si defaut de nul des diz Paiementz soit as Termes defusdiz, ou ascun de eux, par quoie le Roi d'Engleterre, ou autre eant a ce faire de lui povoir par ses Lettres Patentz, face arrester les biens des Marchandes, ou autres Personnes d'Escoce queuncques, en Flandres, ou ailleurs par dela la Mere; & les Deners lever a le oeps le dit Roi, adonges soit celui, qe issint recevra les Deners en nome du Roy, tenuz de faire endenture, par entre lui & la Personne, de quel il avera les Deners reseau (c'est assavoir) de la Somme reseau & du jour de le receit; par my quel eist la partie d'Escoce, en les Arrerages des Paiementz, si nuls soient adonges, ou autrement, en le prochain Paiement, alovanee de meisme la Somme.

Item, est acorde qe coment qe Johan des Yles soit compris, come Alié du dit Roy d'Engleterre, sicome defus eist dit, qe par tant nul prejudece ne soit fait a la partie d'Escoce en la levree de la dit Raunceon, ou qe par tant ses Terres, dedenz le Roialme d'Escoce, en soient pour leur afferant descharges; issint toutes fois qe, les diz Treweas durant, nul enpechement ne damage soit faite a la Personne.

Et, en cas qe le dit Johan des Yles ne voille estre compris en la dit Trewe, come Alié du dit Roy d'Engleterre, & sur ceo se la franche voluntee certifie le Roy d'Engleterre, adonges il ierra frank de luy meismes pour estre devers la partie ou meux lui perra.

Et, pour plus grant alleurance des choses defussdiz, si ont les avantditz Seygneurs de Percy, & de Nevill, eyant a ceo plein povoir, jurez en les Almes de l'avandit Roy d'Engleterre & de France, & de puisant Prince de Gales, Duc de Cornewall, & Count de Cestre, son eisme Fitz,

Et l'avandit Roi d'Escoce, en sa propre Personne, Jurez sur Saint Ewangeles, qe touz les Pointz avantditz, & chescun de eux, loialment, & sanz fraude, ou mal engyne, seront tenuz, gardez, & accompliz en quanqe touche les diz, Roy, Prince, & le dit Roy d'Escoce, & q'ils les feront tenir, gardez, & accomplir en droit leur Subgitz a leur poiar.

Et les avantditz Prelatz & Seygneurs d'Escoce ont jurez sur Saint Ewangeles, q'ils tendront loialment toutes les diz choses, & les feront tenir en quanqe en eux eist.

Et est aussint acorde qe les avantditz Roi d'Engleterre & Prince de leur Partie, & le dit Roy d'Escoce de sa Partie, l'avantdite Endenture, & toutes les choses contenuz en y cele, par Lettres Patentz, sous leur Grant Seals, ratifieront, confirmeront, & approuveront, & les diz Lettres seales envoieont, d'une part & d'autre, au Gardein de Berwyk sur Twede, a la Feste de Saint Martin prochain avenir, ou dedenz les ouyt jours prochainement ensuivant a plus tard, pour liverer a l'une part, & a l'autre.

En tesmoigne de queu chose,

A la Partie de la dite Endenture, demourant vers la Partie d'Engleterre, les avantditz Evêques,

*De Saint Andren,
Brecbin,
Et Catness,
Le Count de la Marche,
Robert de Wykyn,
Et William de Levingston;*

Et a l'autre Partie de meisme l'Endenture, demourant devers la Partie d'Escoce, les diz

*Ercevesque,
Evesque,
Sires Henry de Percy,
Rauf de Nevill,
Henri le Scrop,
Et Thomas de Musgrave;*

Ount mys leurs Seals le Jour, l'An & Lieu dessus ditz.

Et ego Adam de Hilton, Clericus, Lichesceldensis Diocesis, Publicus Apostolica & Imperiali Auctoritate Notarius, premissis Traditibus & Concordiis, Obfidumque Admiffioni & Receptioni, nec non Promissionibus,

ANNO 1357.

nibus, Obligationibus, Terminorum assignationibus, Juramentorum præstationibus, Sigillorum appositionibus, omnibusque aliis & singulis superscriptis, dum sic, ut præmittitur, agerentur & fierent (sub Anno Domini Millelmo, Trecentesimo, Quingagesimo septimo: Indictione undecima; die viz. tertio Mensis Octobris: Pontificatus Domini Innocentii, Divina providentia, Papæ Sexti, Anno quinto) una cum Magistris, Wilhelmus & Johanne, Notariis publicis superscriptis, & Testibus prænomminatis, præsens interfui, eaque sic fieri, vidi & audivi, per alium scribi feci, publicavi, & in hanc publicam Formam regegi, Signoque meo solito signavi rogatus, in testimonium præmissorum.

Et ego Willielmus de Ragenhill Clericus, Eborum Diocesis, publicus auctoritate Apostolica Notarius, præmissis omnibus & singulis, dum sic agerentur & fierent, una cum Magistris Adam & Willielmo Notariis Publicis, & Testibus superscriptis (sub Anno, Indictione, Die, Mense, Pontificatus, & Loco prædictis) præsens interfui, ea sic fieri vidi & audivi, ac Signo meo consueto signavi in fidem & testimonium præmissorum.

Et ego Johannes Clericus, Eborum Diocesis, publicus auctoritate Apostolica Notarius, præmissis omnibus & singulis, dum sic agerentur & fierent, una cum Magistris Adam & Willielmo Notariis Publicis, & Testibus superscriptis (sub Anno, Indictione, Die, Mense, Pontificatus, & Loco prædictis) præsens interfui, ea sic fieri vidi & audivi, ac Signo meo consueto signavi in fidem & testimonium præmissorum.

Sab quinque Sigillis, viz. Episcopi Sancti Andree, Episcopi Catenensis, Patricii Comitum Marchie, Roberti de Irlayn, & Willielmi de Levingston, pendentes a filis sericis ex variis coloribus, Deest nempe Sigill. Episcopi Brechinensis.

Ratificatio & amplificatio superioris Conventionis inter EDUARDUM III. Regem Angliæ, & Status Regni Scotiæ factæ, per DAVIDEM DE BRUYs Regem Scotiæ in Angliâ captivum. Dat. apud Berewykum super Tweedam die 5. Octobris 1357. [RYMER, Fœdera, Conventiones, Litteræ, &c. Tom. VI. pag. 52.]

DAVID, Dei gratiâ, Rex Scottorum. Omnibus, præsentibus Litteris, seu præsentibus publicum Instrumentum, inspecturis, visuris, vel audituris, Salutem in Domino.

Scias quodd, Cum nuper, de consensu, & voluntate, Excellentissimi Principis, Domini Edwardi, Regis Angliæ, ad nostrum, & quorundam Prælatorum, Nobilium, & aliorum de Regno nostro Scotiæ requisitionem specialem, inter,

* Venerabiles in Christo Patres & Dominos,

*Johannem Archiepiscopum Eborum, Angliæ Primatem,
Thomam Dunelmensem,
Et Gilbertum Karholensem,
Episcopos:
Ac,
Nobiles Viros,
Henricum de Percy,
Radulphum de Nevill,
Henricum le Scrop,
Et Thomam de Masegrave,
Pro parte dicti Domini Regis Angliæ,*

*Ac,
Reverendos in Christo Patres,
Willielmum Sancti Andree Episcopum,
Thomam Episcopum Catenensem,
Et Patricium Episcopum Brechinensem, Cancellarium Scotiæ,
Ac,
Dilectos & Fideles nostros,
Patricium Comitum Marchie,
Robertum de Erskyn,
Et Willielmum de Levingston,*

Milites,
Pro parte nostra,

Plenam ad hoc habentes potestatem, apud Berewykum super Tweedam, quinto die mensis Octobris, Anno Domini Millelmo, trecentesimo, Quingagesimo septimo, super deliberatione nostra tractatum extiterat, & finaliter concordatum, prout in quadam Indentura, inde confecta, plenius continetur, cujus Tenor talis est,

CESTE ENDENTURE &c. prout supra de Dat. tertio die instantis Octobris.

Nos, Habita super Tractatu hujusmodi, cum Prælati, Magnatibus, & Sapientibus dicti Regni Scotiæ deliberatione maturâ,

De ipsorum consilio, & assensu, dictum Tractatum, & singulos Punctos in eodem admissimus, & approbamus.

Uterisque concedimus, & promittimus, bonâ fide, & super Militiam nostram, per legitimam stipulationem interpositam, omni exceptione juris vel facti remota, tibi Notario subscripto, tanquam Persona publicâ, stipulanti, & recipienti, vice & nomine omnium, quorum interest, præfato Regi Angliæ, vel suis certis Procuratoribus, aut Attornatis, dictam Summam Pecunie, viz. Centum Millia Marcarum Sterlingorum, vel valore, de quibus superius fit mentio, Locis & Terminis solvere supradictis, ac omnia alia & singula, in dictâ Indentura contenta, sine dolo, arte, fraude, vel ingenio fideliter observare, & nullatenus in aliquo contravenire.

Et, si contingat prædictum Dominum Regem Angliæ, vel suos, circa præmissa, vel aliquod præmissorum, sumptus, aut expensas facere, dampna, vel Interest quovismodo sustinere in Judicio vel extra Judicium, petendo vel exigendo dictam Summam pecunie, vel aliquam partem ejusdem, omnes illos sumptus, expensas, ac dampna, & Interesse, ultra sortem prædictam solvere, reddere, & restituere, ut prædictum est, promittimus bonâ fide.

Pro quibus etiam omnibus & singulis supradictis, sic solvendis, tenendis, & complendis, & firmiter observandis, obligamus Nos, Hæredes, & Successores nostros, Regnum nostrum Scotiæ prædictum, ac omnia Bona nostra, Mobilia & Immobilia, præsentia & futura, præfato Domino Regi Angliæ, Hæredibus, & Successoribus suis, usque ad integram solutionem omnium præmissorum.

Volumus etiam, & consentimus expressè, quodd ad solutionem dictæ Summæ, & cujuslibet ejus partis, & observationem omnium præmissorum & infra-scriptorum possimus & valeamus cogi & compelli, & per Majoris Excommunicationis, ac Interdicti Sententias, in Personam nostram ferendas, per Episcopos Scotiæ infra-scriptos, viz.

*Sancti Andree,
Glasconensem,
Brechinensem,
Catenensem,
Duneldensem,
Moravensem,
Abdonensem,
Rossensem,
Ergadiensem,
Et Candidæ Cesse,*

Et volumus, ac concedimus, quodd dicti Episcopi possint, & debeant in Personam nostram, seu Procuratoris nostri; tanquam in Personam nostram Sententias majoris Excommunicationis, ac Interdicti, & quasunque alias Censuras Ecclesiasticas ferre, promulgare, & fulminare, exnunc prout extunc, pro plenariâ solutione dictæ Summæ, & cujuslibet ejus partis, & fidelis observatione omnium præmissorum, in casu quo defece- rimus de solutione dictæ Summæ, in Locis & Terminis supradictis, vel non remitterimus, aut Magnates, in dictâ Indentura nominati pro nobis, ut ibidem expressum est, non intraverint in Carcerem Regis Angliæ supradicti, in eo mansuri usque ad completionem præmissorum.

Item, volumus, concedimus, & præcipimus quodd simili modo præfati Episcopi, & Prælati faciant, & pronuncient eandem Sententias, & Interdicti Processus & Censuras contra Comites, Barones, Proceres, Civitates,

ANNO 1357. tates, Capitula, & Collegia Mercatorum, & Communitates alias dicti Regni Scotie in casu quo Nos in aliquo premissorum defecerimus, ipsi, & eorum quilibet quantum in eo est, ea non compleverint, aut non fecerint plenè in omnibus observari.

Item, volumus, & tenore presentium consentimus, quòd, si in premissorum observatione, aut alicujus eorundem defecerimus, seu ea non compleverimus, ut præsertur, ac dicti Episcopi Regni nostri in prædictarum Sententiarum executione, publicationeque ipsarum negligentibus fuerint, aut remissi, aut eas noluerint, seu non potuerint, autivè non fuerint eas exequi, ut præsertur, quòd Dominus Papa, ad simplicem & nudam denunciationem Regis Angliæ, seu delationem sibi per suas Litteras super hoc faciendas, eas publicet, & promulget vobis, tam in Romanâ Curia, quam in Regno nostro, & ipsius Ecclesiis, ac locis aliis faciet solemniter publicari.

Insuper, ad majoris roboris firmitatem omnium & singulorum supra & infra scriptorum, juramus ad hæc Sancta Dei Evangelia per nos corporaliter tacta, supradicta & infrascripta tenere, solvere, complere & observare, & contra ipsa per nos, vel per alium de Jure vel de Facto, directè vel per obliquum, non veniè vel facere quovismodo, & in eventum quo premissa, vel eorum aliqua non adimpleverimus, quòd absit, vel per nos steterit quominus adimpleantur, quòd extunc omni vice, quâ in aliquo premissorum defecerimus, ut Prisonarius & Captivus dicti Domini Regis Angliæ, Carcerem suum in Castro Novi Caltri super Tynan, infra tres septimanas proximè tunc sequutas, personaliter & fideliter reintrobimus, & in eo remanebimus, seu si nos impediri tunc contigerit, ut præsertur, quo minus dictum Carcerem possimus personaliter reintrobare, præfati Magnates, in indenturâ nominati, nomine nostro dictum Carcerem intrabunt, & remanebunt in eo quousque de Summâ Pecuniâ, a retro existente, unâ cum dampnis pariter & expensis, ac aliis premissis, fuerit dicto Domino Regi Angliæ plenariè & integrè satisfactum:

Sub ejus Juramento, per nos præstiti, virtute promittimus, quòd nullum impedimentum in hac parte penitus confingemus, dolo, fraude, arte, vel ingenio quibuscunque, set impedimento cessante, si quod in his contigerit, dictum Carcerem reintrobimus, ut præsertur;

Et, sub eodem Juramento, renunciamus expressè omni Exceptioni, Cavillationi, Forique Privilegio, Juri, dicenti generali Remissionem de loco ad locum fieri non debere, ac omni tempore Fieriato & Quadrameltri, & omni Provocationis & Appellationis remedio, & omni Constatudini, & Statuto, ac Petitioni, & Damnationi Libelli, & omni ordinario Judicio, & omni trepidu, & figuræ Judicii, ac omni beneficio nullatenus Processuum & Sententiarum, omnibusque Litteris Apostolicis, live Privilegiis impetratis, seu impetrandis;

Et in fidelitate nostrâ, & sub Juramento nostro prædicto, promittimus, quòd nec per nos, nec per alios, seu alium impetrabimus, nec procurabimus, seu permittimus aliqua Rescripta, Privilegia, Revocationes, seu Indulgentias impetrari, directè vel indirectè, publicè vel occultè, per quæ, vel quas, Juramentum nostrum prædictum, Processus, Interdicti, Sententiæ & Censuræ, in Nos, seu Comites, Barones, Procures, Civitates, Capitula, & Collegia, Mercatores, & Communitates prædicta, vel contra Nos, seu loca nostra ferenda vel promulganda, differri, relaxari, annullari, revocari, seu impediri poterunt quovismodo.

Et in casu quo aliqua Rescripta, Privilegia, Revocationes, seu Indulgentiæ, per quæ nos, Capellæ, Loca aut Familiæ nostræ, suspendi, excommunicari, vel interdicti nullatenus possent, proprio motu Domini Papæ, seu ad Procuracionem alterius cujuscunque, concessa fuerint, seu impetrata, aut in posterum concedi, vel impetrari contigerint, quòd ipsi, seu eorum aliquo uti nolumus, set eisdem renunciamus exnunc ex certâ scientiâ, & in his scriptis.

Item, volumus, & expressè consentimus per presentes, quòd, si contingat nos, in solutione Summæ prædictæ, seu aliquâ ejus parte, Locis & Terminis expressatis, seu Termino aliquo eorundem defecere, aut Corpus nostrum, seu Corpora Magnatum prædictorum, in Carcerem dicti Domini Regis Angliæ, non intrare, secundum formam indenturæ prædictæ, quòd extunc finis, teneamur, & reputemur Perjuri & Infideles, Infames, & Fidei teniti, ac Dignitate, Honore, & Militia quibuscunque destituti finis, & totaliter privati:

TOM. I. PART. II

Et nihilominus volumus & præcipimus, & ex certâ scientiâ consentimus, quod Episcopi, Capitula, Comites, Barones, Procures, Mercatores, & alii, ac Communitates dicti Regni nostri Scotiæ, exnunc possint, & debeant cum omni festinatione quâ poterint, Nos ad præmissa omnia & singula observanda compellere, & cohibere, Ligeantiâ, Homagio, Fidelitate, & Juramento quibuscunque, per quæ nobis aliquæ sunt altitè, non obstantibus quovis modo; a quibus Ligeantiâ, Homagio, Fidelitate, & Juramento, Episcopi, Capitula, Comites, Barones, Procures, Mercatores, & Communitates Regni nostri Scotiæ supradicti, in eventum quo contra præmissa, vel eorum aliqua venire nos contigerit, exnunc prout extunc exoneratos dimittimus, & absolutos.

Volumus insuper, & concedimus, ac sub Juramento nostro prædicto promittimus, quòd, priusquam dicto Domino Regi Angliæ, de totali Summâ supradictâ plenariè fuerit satisfactum, arma contra eundem Dominum Regem, vel sibi quovis modo Adherentes, non portabimus, nec per nos vel alios, palam seu occultè, directè vel indirectè, movebimus, seu moveri permittemus, quatinus in nobis erit, nec contra ipsum cum aliis Confoederationes, seu Ligeantias aliquas interim faciemus, nec alios nobis alligabimus, nec Adversantibus dicto Domino Regi Angliæ, vel eidem Adherentibus, auxilium, opem, consilium præstabimus, vel favorem; pro quibus omnibus & singulis supradictis, sic solvendis, tenendis, complendis, & firmiter observandis, submittimus Nos, Hæredes, & Successores nostros, ac Regnum nostrum Scotiæ prædictum, ac omnia Bona nostra, mobilia & immobilia, præsentia & futura, Jurisdictioni, & Cohibitioni Curie Cameræ Domini Papæ, ipsius Auditoris, Vice-auditoris, Locum tenentis, & Commissarii.

Ac facimus & constituimus, & per hoc præsens publicum Instrumentum, ordinamus, Procuratores nostros in Romanâ Curia,

Magistros,
Simonem de Sudbiry, Cancellarium Sarum,
Ricardum de Drax,
Et Thomam Michell,
In dictâ Curia Advocatos;
Philippum de Coddeword,
Johannem de Appely,
Legum Doctores:
Robertum de Coventre,
Johannem Nysam,
Et Willielmum de Toderiky,
In eadem Curia Procuratores;

Conjunctim, & divisim, ad comparandum, nomine nostro, omni tempore Fieriato, vel non Fieriato, ante supradictos faciendæ solutionis dictæ Summæ Pecuniæ Terminos, & ipso Termino, & post ipsum Terminum, & alias quocunque præfato Regi Angliæ, vel dictis Procuratoribus, aut alicui ipsorum Jus suum petenti, placuerit, coram, Reverendo Patre, Domino Camerario Domini Papæ, & Dominis, Curie Cameræ ipsius Domini Papæ, generali Auditore, Vice-auditore, ipsiusque Locum tenentibus, seu Commissariis, tam uno, quam pluribus, tam presentibus, quam futuris, quocunque, ac quibuscunque eorum.

Et ad confitendum, & recognoscendum, in Judicio, & extra, coram eis, & quolibet eorum in solidum, dictam Summam Pecuniâ, & quamlibet ejus partem, ac alia, & singula supradicta.

Et ad audiendum, petendum, & recipiendum omnia Præcepta, Sententiæ, Condemnationes, Monitiones, & Mandata, quæ, & quas prædicti Domini, Camerarius, Auditor, Vice-auditor, Locum tenentes, & Commissarii, contra Nos, & pro prædicto Domino Rege Angliæ, facere, ferre, vel promulgare voluerint, seu voluerit, pro dictâ Summâ Pecuniæ, aut aliquâ ejus parte solvendâ, pro quibusvis aliis supradictis observandis, & fideliter adimplendis.

Et ad submittendum, & resubmittendum Nos, semel & pluriès, Hæredes & Successores nostros, Regnumque nostrum Scotiæ supradictum, ac Res & Bona nostra prædicta, pro omnibus & singulis supradictis, & quolibet supradictorum observandis, & adimplendis Jurisdictioni, & Cohibitioni Curie Dominorum, Auditoris, Vice-auditoris, Loca tenentium, & Commissariorum prædictorum, & cujuslibet eorundem in solidum.

Et ad volendum, consentiendum, & acceptandum, quod a tempore dicti Præcepti, Monitionis, Sententiæ, & Condemnationis prædictorum, & cujusvis eorum, præ-

ANNO
1357.

prædicti Camerarii, Auditoris, Vice-auditoris, Locum tenentis, & Commissarii, & quilibet eorum, in nos tam Interdicti, quam Excommunicationis Sententiam, seu Sententias, ex tunc prout ex tunc, aut ex tunc prout ex tunc, semel aut pluries promulgant, atque ferant, si dicto Domino Regi Angliæ, vel suis, aut Jus suum in hac parte habent, non fuit in dictis Locis & Terminis, juxta prædictam Indenturam, & hujus Instrumenti tenorem plenarie, & in omnibus satisfactum:

Promittentes Nos ratum & gratum habituros, quicquid dicti Procuratores nostri, aut eorum aliquis, fecerint, seu fecerint in præmissis, aut præmissa concernentibus quovismodo; nec ipsos, aut eorum aliquem, sub debito Juramenti nostri prædicti, ullatenus revocare.

Insuper, Renunciamus expressè omni Actioni, Exceptioni, defensionis, & omni alii Juris, Canonici & Civilis, auxilio, generali & specialis, quod contra has Litteras nostras, sive præsentis publicum Instrumentum, vel Factum, possint ullatenus obici, vel opponi; & specialiter Juri, dicenti generalem Renunciationem non valere.

In quorum omnium Testimonium præsentem Litteram seu præsentem publicum Instrumentum, Sigillo nostro, unâ cum Signis & Subscriptionibus Notariorum subscriptorum, fecimus communi.

Dat. & acta sub Anno, Mense, Die, & Loco prænotatis.

Et ego Adam de Hilton Clericus, Lichefeldensis Diocesis, Publicus Apostolicæ & Imperiali Auctoritate Notarius, præmissis Tractatibus & Concordiis, Obsequiumque admissionis & receptionis, necnon Promissionibus, Obligationibus, Terminorum assignationibus, Juramentorum prestationibus, Sigillorum appositionibus, omnibusque aliis & singulis superscriptis, dum sic, ut præmittitur, agerentur & fierent (sub Anno Domini Millesimo, Trecentesimo, Quinquagesimo septimo, Indictione Undecima: die viz. Quinta Mensis Octobris, Pontificatu Domini Innocentii, Divina Providentiâ, Papæ Sexti, Anno Quinto) unâ cum Magistris, Willielmo & Johanne, Notariis Publicis subscriptis, ac Dominis, Rogero de Percy, Ricardo Tempel, & Ricardo de Totesham, Militibus de Angliâ, ac Willielmo de Rameley, Willielmo de Vause, & Johanne Herys, Militibus de Scotiâ, Testibus ad præmissa vocatis, præsentem interfui, eaque sic fieri vidi & audiui, per alium scribi feci, publicavi, & in hanc publicam Formam redegi, Signoque meo solito signavi rogatus, in Testimonium præmissorum.

Et ego Willielmus de Ragenhill Clericus, Eborum Diocesis, Publicus auctoritate Apostolicâ Notarius, præmissis omnibus & singulis, dum sic, ut præmittitur, sub Anno, Indictione, Pontificatu, Die, Mense, & Loco prædictis, agerentur & fierent, unâ cum prænominatis Notariis, & Testibus præsentem interfui, eaque sic fieri vidi & audiui, per alium meo consueto signavi in Fidem & Testimonium præmissorum.

Et ego Johannes Clerenans Clericus, Eboracenensis Diocesis, Publicus auctoritate Apostolicâ Notarius, præmissis omnibus & singulis, dum sic agerentur & fierent, unâ cum Magistris Adam & Willielmo, & Testibus superscriptis, sub Anno, Indictione, Die, Mense, Pontificatu, & Loco prædictis, præsentem interfui, eaque sic fieri vidi & audiui, ac Signo meo consueto signavi in Fidem & Testimonium præmissorum.

Sub Magno Sigillo Regis Scotiæ, pendente a Filis scicis, viridis rubicque coloris.

CCCLXXVIII.

14. Dec. *Diploma, quò à JOHANNÉ totius Croatiae & Dalmatiæ Bano, nomine Regis Ungariæ LUDOVICI, Communitati Civitatis Sibenicensis omnes injuriæ & offensiones per eam contra Regem commissæ ignoscuntur, & observatio Privilegiarum promittitur. Datum in obsidione Civitatis Nonæ die 14. Decemb. 1357. [JOHANN. LUCIUS de Regno Dalmatiæ, Libr. IV. pag. 233.]*

NOTES JOANNES totius Croatiae & Dalmatiæ Banus memoriæ commendantes tenore præsentium

significamus, quibus expedit universis. Quod cum universi Nobiles, Cives & Communitas Civitatis Sibenicensis per N. V. Rodoslavum Crašivenacich Civem ejusdem Civitatis Ambasciatorem, & Nuntium ipsorum specialem, habita conversione ad Dominum Regem, & ejus sacram Coronam, Libertates five gratias, Donationes, & Consuetudines inferius declarandas, a nobis instantissime sibi dari postulassent. Nos itaque iustis & condignis petitionibus eorundem annuentes in persona dicti D. N. Regis infra scriptas Libertates, Jura, Gratias, Donationes & Consuetudines eisdem Civibus & Communitati prædictæ Civitatis Sibenicensis jurando super Signo vivificæ Crucis, Sanctæ Dei Evangelii, & reliquis Sanctorum concessimus, & conferimus, damus atque donamus jure perpetuo, atque irrevocabiliter, habenda, tenenda & possidenda. Primum videlicet, quod omnes injuriæ, offensiones, & excessus per ipsos Sibenicensis factos, & illatos contra Regiam Majestatem, vel ejus Subditos, aut alios quolibet usque ad hæc tempora quovis modo parcimus, ignoscimus, dimittimus, & indulgemus, nec eosdem Cives, vel quolibet ipsorum quispian ipser ipsi excessibus & culpis possit imputare, & aggravare temporis eventu aliquis. Item omnes Sententias, Deliberationes, & Acta, per Comitum, & Curiam, sive per Consilia ejusdem Civitatis temporibus retroactis facta, & ordinata confirmamus & ratificamus in perpetuum observanda. Item omnia Privilegia, Gratias, Donationes & Libertates ipsius Civitatis, per Excellentissimos Principes olim Illustres Reges Hungariæ datas & concessas inconcussas, & firmiter volumus observare, in eis denique Libertatibus & donis ipsos Cives ampliare & non minuire intendentes. Item duas Insulas Srimaz & Zuri vocatas cum eorum pertinentiis, quas olim Commune Iadrense illicitè occupaverat, in quorum tenentiam & possessionem Dominium Venetum eisdem introduxit restituendo, eisdem resignamus pacificè jure hereditario possidendas. Item quod de cetero vid. ratione præmissarum Insularum idem Iadrenses vel alii quilibet eisdem nullatenus valeant molestare. Item Molendina five Slap cum flumine Karka, quæ nunc possidere dignoscuntur, eisdem in perpetuum gubernanda committimus. Item nullum Castrum, nullaque Fortalitia in prædicta Civitate Sibenici nec in districtu ejusdem vel extra districtum, quæ essent vicina dictæ Civitati, in præjudicium ejusdem ullo unquam tempore edificare per quoscunque faciemus. Item totum quod per regimem ejusdem Civitatis est, & in futurum fuerit sententiarum & deliberatum, sit ratum atque firmum, & inviolabiliter absque contradictione quorumlibet in Civitate & districtu observandum, nec etiam idem Cives possint, citari vel cogi in præsentium quorumvis Judicium extra dictam Civitatem. Item si per aliquos Banos, vel Tyrannos temporibus elapsis aliqui in Civitate, vel ejus districtu fuissent occupata & detenta, ac remaneant illis qui nunc ipsa possident, nec ratione temporum aliqua molestia in eis inferatur. Item Vlahi vel Villani in districtu ipsius Civitatis absque licentiâ, & voluntate Civium pasca ipsorum, seu graminia depascere non possint. Item quod nos, vel alter quisvis sub Dominio prælibati Domini nostri Regis constitutus, & constituendus nullum debitum, nullamque collectionem a Commune dictæ Civitatis, vel ejus districtu præter jus Regiam portarum, quod tributum appellatur, prout in Privilegiis eorundem continetur, exigere, & extorquere valeamus, nec etiam nos, aut alii quicunque in præscriptam Civitatem Sibenicensem manu potenti venire valeamus nisi in quantitate, quæ placerit Civibus, seu regimini Civitatis, unum prandium semel in anno, & non plus ipsa Communitas nobis dare teneatur, & si ulterius in eadem Civitate voluerimus permanere super nostra expensa, & bona voluntate hospitii nostri, absque molestia quorumlibet Civium debemus manere in eadem. Item præfatus D. N. Rex & nos in persona ejusdem totis viribus & potentia ab omnibus amulis & impetitoribus ipsam Civitatem cum districtu ejusdem defendere & protegere cum auxilio & juramento spondemus & assumimus. Item si aliquando Dominus N. Rex, vel ejus Successores de proprietatibus, & Libertatibus dictæ Civitatis quibusvis alienassent, & tradidissent, ipsas alienationes idem D. Rex in irritum provocabit. Item antedictus D. N. Rex, aut nos, vel alter nomine ejusdem D. N. Regis obides de eadem Civitate nullatenus petere, & recipere possit. Item quod prælibata Civitas Sibenicensis, omnem gratiam, libertatem generalem, & specialem quam alia Civitates Regni Dal, habent ampliorem. Insuper attendentes fidelitatem Civium prædictæ Civitatis Sibenicensis, Villas Rachitniza, Dazlina, & Grabroveci citra fluvium Karka ex parte

ANNO
1357.

ANNO parte Occidentali existentes. Item Villam Neuest,
1358. Coparno, Peremich & Stiniza locatas ex alia parte
ejusdem fluminis, habitas, eidem Communitati Civ.
Siben. addendo ad districtum ejusdem dedimus, & con-
ferimus in perpetuum possidendas, in cuius rei memo-
riam presentes concessimus Literas, pendenti Sigillo
nostro munitas. Datum in obidione Civitatis Nonæ die
14. Men. Decembris anno Domini 1357.

CCCLXXIX.

25. Febr. Pax perpetua inter Regem Ungarie LUDOVICUM ab una, & JOANNEM DELFINUM DUCUM, & totam Communitatem VENETIARUM à parte altera, Quà hic Dux & Communitas toti Dalmatiæ à Mediate Guararii usque ad Confines Duracii habitus à se possesse, & specialiter Civitatibus Nonæ, Jadra, Scardonæ, Sibenici, Tragurii, Spalati, & Ragusii, Cherso, Veglia, Arbo, Pago, Brachia, Lefina, Cursulæ cum Insulis earundem & pertinentiis, Titulo etiam Dalmatiæ & Croatiae, omnique juri & pretensioni in eandem Dalmatiam renunciant, & in præstatum Regem, suasque Successores inanserunt: Vice versa Rex omnes Terras, Castra, & Loca in partibus Tarviti & Carnitæ ac Istriæ alibi que sita, à se occupata, & obienta, eidem Duci & Dominio restituere præstat. Datum Venetiis in Ecclesia S. Marci Ind. XI. die 25. Februarii anno 1358. [JOANNES LUCIUS de Regno Dalmatiæ & Croatiae Libr. IV. pag. 235.]

Joannes Delfino D. G. Dux Ven. &c. Rex pacificus pro redemptione Generis Humani de supremis Cœlorum ad ima Mundi descendens, & tamen mortem subiens temporalem D. N. Iesus Christus post gloriosam resurrectionem suam ascendens ad Patrem, Pacem, quæ caritatis est vinculum, in suo Natali glorioso Cœlestium Agminum multitudinem nuntiavit suis præbuit fidelibus, & reliquit sibi subditis pacis instruens amatores, & religio odio ut fraternæ invidiæ amor regnaret, & quod Noverca Discordia sejunxisset, Mater Concordia Pacis amica solidaret; Proinde ad Universorum noticiam præsentium Litterarum serie volumus pervenire. Quod cum inter quosdam Prædecessores Reges, & demum ex m. DD. Ludovicum D. G. Ungariæ Regem ex una parte, & inclitis & Prædecessores nostros Duces Venetarum &c. nos & Commune Venetiarum ex altera, procurante hoste antiquo humani generis inimico, multæ discordiæ, rixæ, contempniones, derobationes, oppressiones, offensiones, strages, & damna orta fuissent temporibus retroactis occasione Dalmatiæ quod Prædecessores nostri Duces, & nos ac Commune Ven. ab olim tenuimus, & tenebamus. Tandem nos, & tota Communitas Venetiarum postquam plures Ambasatas factas hinc & inde, honorabiles viros DD. Petrum Traversano, Joannem Gradencio, & Benitendum Ducatus & Communis Venet. Cane. Cives nostros ad præstatum Illustrissimum D. Ludovicum Ungariæ Regem cum pleno & sufficienti mandato, ut apparet ex forma Instrumenti manu Raffini de Carensis pub. aucto. Imp. Not. & Ducatus nostri Scribæ sub 1357. die 28. men. Novem. X. Ind. dum præbuit D. Rex in Civ. Jadra fuisset, transmisimus, & ipsum declaratis nostris voluntatibus ad infra scriptam Pacem & Concordiam perpetuæ Pacis, & Concordiæ vinculum amicabiliter invitamus per eosdem. Nos igitur qui cum Christianis quibuslibet & potissimè cum Regno Ungariæ antiqua amicitia Ducatui nostro conjuncto Pacem optavimus, & optamus ad infra scriptam Pacem & Concordiam perpetuo duraturam cum præfato D. Rege devenimus in hunc modum. Vid. quod nos & Communitas Ven. & in nostris personis ac vice, & Nomine nostro Ambasciatores, Nuntii, & Syndici præbuit habentes ad infra scripta plenam & liberam potestatem vigore Instrumenti prædicti contenti sumus remitti, & effectualiter renunciamus de facto in manibus suprà scripti Regis, suo & suorum Successorum Regum nomine, toti Dalmatiæ à mediate scilicet Guararii usque ad confines Duracii, omnibus Civitatibus, Terris, Castris, Insulis, Portibus, & Juribus quæ habuissimus, & tenuissimus, habebamus, & tenebamus

TOM. I. PART. II.

in eisdem quoquomodo, & specialiter Civitatibus Nonæ, Jadra, Scardonæ, Sibenici, Tragurii, Spalati, & Ragusii in terra firma existentibus, Item Civitatibus, & Terris adjacentibus videlicet Cherso, Veglia, Arbo, Pago, Brachia, Lefina, Cursulæ cum Insulis earundem cum omnibus pertinentiis, & utilitatibus earundem, ac titulis Dalmatiæ, Croatiae, quibus uti consueveramus, & totum ipsorum jus, & Dominium & proprietatem, si quas habuissimus, in ipsum D. Regem & Successores suos sponte deliberatè, & cum maturitate transferentes, renunciantes insuper omni actioni, & omni Juris & Legis beneficio quibus ullo unquam tempore possemus contra prædicta, vel prædictorum aliquod nos juvare, & promittentes solemniter sub vinculo Sacramenti pro nobis, & Communi Ven. corporaliter præstiti de ipsa Dalmatiæ Civitatibus, Terris, Castris, Locis, Insulis, Juribus, & Titulis ac ipsorum possessione; seu Dominio nullo unquam tempore per nos, vel alios nos intrinsecare, vel aliquatim impedire usque ad confines auctoritatis, obligantes nos omnes Civitates, Terras, Castra, Loca, Portus, Insulas, atque Jura infra dicta contra existentia quæ sunt pro nunc in terra potestate nostra libere, pure, & simpliciter eidem D. Regi, vel quem ad hoc deputaverit, absque omni dolo sine fraude infra spacium 22. dierum à tempore data Litterarum ejusdem D. Regis scriptarum nobis in eadem forma resignare. De Terris autem, & Locis; quæ in nostra potestate non essent, si regerentur per Rectores nostros revocare, & retrahere quoslibet Rectores & Officiales, & gentes quaslibet nostro nomine ibidem existentes, seu residentes, & qui eis in posterum contra ipsum D. Regem recipere sicut ipse D. Rex solitus est esse aliis gratiosus. Et versa vice ipse D. Rex volens nos Ducem & Commune habere perpetuo in amicos carissimos promittit quod omnes Terras, Castra, & Loca quas nos, seu Subditi nostri, & sequaces tenebamus in partibus Tarviti, & Centis, ac Istriæ seu aliis que ad dicti D. Regis manus devenissent & devenirent, vel suorum & suo nomine tenerentur, aut fuissent, nobis, & dictis nostris Subditis & quodcum erant, faciet tradi, restitui, & libere assignari infra terminum 22. dierum prædictorum; seu quibus duxerimus deputandos; nec de ipsis Locis, & Terris ullo unquam tempore per se, Successores suos, vel alios intrinsecare, vel impedire, renuncians, ac in nos transferens omne jus, si quod acquisivisset in eis; ita tamen quod ipsas Terras, Castra, & Loca, & Subditos earum, nec non omnes amicos adherentes & sequaces ipsius D. Regis tam Nobiles quam ignobiles tractemus dulciter & benigne, remissis omnibus injuriis & offensis, & sicut faciebamus ante novitates præsentis guerra, & sicut si D. Regi nunquam adhaesissent; & converso promittit præfatus D. Rex facere, & servare de omnibus amicis adherentibus, & sequacibus nostris tam Nobilibus quam ignobilibus. Item quod captivi ex utraque parte libere relaxentur. Item quod ex utraque remittantur, & ex nunc remissis intelligantur omnes offensiones, injurie ac damna præterita, non intelligendo debita, quibus sibi invicem tenebantur speciales persone, de quibus fiat justitia hinc inde. Item quod D. Rex bona fide prohibebit, & ordinabit cum effectu quod in aliqua Terrarum seu Insularum, aut Locorum, quæ pervenerunt sunt ad Dominium d. D. Regis, & quæ jam pervenerunt non armabitur in cursum, nec exercerebit Piratica, seu dampnum; aut violentia aliquibus navigantibus, nec receptabuntur in suis Portibus Curasii & malefici, sed portus persequantur; & arceantur sicut decet Regiæ iustitias & honores; Et e contra . . . in nostris Terris & Insulis promittimus nos facturos illud idem, præterea promittit D. Rex præfatus verbo suo Regio universos, & singulos Cives, Subditos, & fideles nostros & Communi Ven. venientes ad Terras, Portus, Insulas & Loca quæque subdita præsentialiter & in futurum Majestati suæ habere & . . . salvos, & securos cum personis, & navigiis ac rebus eorumdem, & quod securè, & quiete possint ire, stare, redire & manere per dictos Portus, Terras & Loca cum navigiis personis & mercimoniis suis, imo ipsos tradabit, & tradari vult dulciter, & benigne sub favore & gratia ipsius, & e contra Nos Dux & Commune tractabimus Subditos, & fideles d. D. Regis tali vinculo . . . in prædictis omnibus & singulis. Quod si Parvum aliqua huic ordinationi, dispositioni, concordia; arque paci intulerit contraire, & eas infringere, vel violare conetur aliquas Terras, Castra, Insulas, aut Portus de his quæ renuntiata sunt occupando, vel altera paci contrahendo, ex tunc Pars altera id Sedi Apostolica intimari debeat, & D. Papa vigore emologationis, ac potestatis datæ per ipsum D. Regem & nos tenore præsentium

V. v. a

Littera

ANNO
1358.

ANNO
1358.

Litterarum teneatur, & velit infra spacium unius mensis simpliciter & de plano absque strepitu & figura iudicii solum recepta fide, & certificatione violationis, & infractionis ad observationem dicta dispositionis, & orationis illum, vel illos infringere censura Ecclesiastica mediante in personas, vel Communitatem contrafacientem Sententiam Interdicti, & in singulares personas Excommunicationis proferendo a qua nullatenus absolvatur donec per Partem praedicta infringentem, vel infringere procurantem Partem alteri satisfaciatur prout erit iustum, illum vel ipsos nihilominus denunciando fidei iuratos & perjuros. Si autem aliqua damna, vel iniuria aut offensiones committantur per Subditos utrumque alterutrum & tunc super illos per ipsum D. Regem, vel suos Officiales, vel Rectores Locorum ipsorum pertinentibus ad nos, & per nos, & nostros Rectores & Officiales pertinentibus ad ipsum D. Regem infra spacium unius mensis à tempore depositae querelae plenaria satisfactio impendatur. Nec haec ordinario, dispositio, Concordia, & Pax intelligitur violata, sed in sua firmitate debeat permanere, ad quae ipse D. Rex, & Nos spontaneus nos obligamus voluntate. Praemissa autem omnia & singula cum infrascriptis nostris Nobilibus iuravimus ad Sacrosancta Dei Evangelia tacitis Scripturis per nos & Successores nostros, & omnes pertinentes ad nos inviolabiliter & integraliter observare, & non contrafacere, vel contravenire per nos, vel alios, de Jure vel de facto, directè vel indirectè, palam vel occultè, quovis ingenio vel colore, sub indignatione Dei omnipotentis & omnium Sanctorum suorum,

CORPS DIPLOMATIQUE

quod quidem juramentum praestitimus in manibus venerandi in Christo Patris D. Stephani Zagabien. Episcopi & Ma. Viri Domini Nicolai Regie Curiae Iudicis, Ambasciatorum, & Procuratorum d. D. Regis ad hoc specialiter constitutorum, sicut constat per Litteras Regias scriptas Jadre sub anno Domini 1358. die 20. Febr. sigillatas Sigillo suo secretò; Nomina autem nostrorum Nobilium, qui nobiscum juraverunt sunt haec: D. Fran. Lauredano, Petrus Caravello, Johannes Mocenigo, Andreas Fuscato, Laurentius Daudalo, & Marcus de Prolis Consilarii nostri Venetiarum, & D. D. Petrus Sieno, Marcus Barifano, & Daniel Visuri capta Consilii de 43. D. D. Marcus Comario, Miles Petrus Gradonico, Domini Ducis, & Franc. Bumbo D. D. Andreas Erizzo Procuratores S. Marci & Nicolaus Falestro, D. Marcus Lauredano Procuratores Ecclesiae S. Marci, & D. Pancratius Jorgio Advocator Communis Ven. D. D. Petrus Badoaro Miles Bernardus Justiniano Procurator S. Marci, Petrus Mermo Bertucius Grimini & Marcus Mauroenco, omnes honorabiles Clives nostri Ven. pro se ac Haereditibus & Successoribus eorum, & tota Civitate Ven. praedictum juramentum praestantes. Actum Venetiis in Ecclesia S. Marci praesentibus Reverendo Patre D. Raimundo electo Patri. Archiepiscopo, Ven. V. D. Neapolone de Tiberis Ordinis S. Joannis Ierosolimitani Priore Ven. D. Paulo Cantore, & Canonico Zagrab. & D. Ladislavo Canonico Buden. testibus, rogatis & aliis Anno Domini 1358. Indic. 11. die Dominico 25. Februarii feliciter. Amen.

ANNO
1358.

CCCLXXX.

6. Mars. *Conditien van 't Ruwertschap van Hertogh AELBRECHT in date den 6. Maart 1358.*
[Groot Placaat Boeck van de H. M. Heeren Staaten Generael der Vereenigde Nederlanden. Tom. III. pag. 5.]

HAINAULT
HOLLANDE, &c.

Machtelt van Lancafter, Vrouwe van Henegouwe, &c. doe condt ende kennelicken allen Luyden dat wy overdragen sijn mit onsen lieven Broeder Aelbrecht by der genaden Godts Palens-grave op ten Rhijn, Hertoge in Beyeren, dat hy Ruwaert, toefienre en bescherm wesen sel van ons liefs Heeren ende onser Landen van Henegouwe, van Hollandt, van Zeelandt, ende der Heerlijckheyt van Vrieslandt, in alre manieren als de Brieven spreken, die hy ons daer of overgegeven heeft, en hier naer volgen.

Wy AELBRECHT by der genaden Godts Palens-grave op den Rhijn, Hertoge in Beyeren, Ruwaert der Graefscheden van Henegouwe, van Hollandt, van Zeelandt, ende der Heerlicheyt van Vrieslandt, doen condt ende kennelick allen Luyden, dat wy om kenliche nootfacke Hertoge WILLEMS ons liefs Broeders, Grave van den Lande voorz. die Godt gestarcken moit, ende om gemenen oirbaer, ruste ende profijt sijns Landts ende Luyden, ende om versoeck ende bede ons liefs Broeders voorz. ende onser liever Suster Vrouwe Machtelde van Lancafter, Vrouwe van den Lande voorz. ende om haers raets in den Lande gekomen sijn van Hollandt, en hebben ons aengenomen, ende annemen by rade ende toedoen onser liever Suster voorz., Ruwaert, toefienre ende beschermmer te wesen van alle ons liefs Broeders goede en Luyde voorz. in manieren en voorwaerden als hier na beschreven stact.

In den eersten, dat wy geloofst hebben ende loven mit goeden trouwen onser liever Suster voorz. ons Broeders Kint ende Luyde voorz. te regieren, ende te bevryden, ende te beschermen jegens eenen ygelicken, by Rade onser liever Suster, ons raeds en der goeder Steden voor ons liefs Broeders Kinde voorz.

Ende cicken Man den armen als den rijken, recht ende vonnisse, reden ende bescheyt te doen, op sulcke goede coustume ende recht als onse lieve Ouders voor tijts t Lant ende Steden geregeert hebben, ende belcylt als recht is ende coustume in den Landen ende Steden, ende nemen des Alinge by onser liever Suster, Ridderen ende Knapen, Steden ende gemenen Luyden, te blyven mit alle onse vermogen.

Voort

CCCLXXX.

Traité par lequel ALBERT, Comte Palatin du 6. Mars. Rhin, est fait Grand Baillif des Comtez de Hainault, Hollande, Zelande, &c. durant la maladie du Duc GUILLAUME son Frère. Fait à Rotterdam, le 6. Mars 1358. [Dans le Grand Recueil des Placards. Tom. III. pag. 5.]

HAINAULT
HOLLANDE, &c.

Mabilde de Lancafter, Dame de Hainaut &c. savoir faisons à tous, que nous nous sommes accordez avec notre cher Frere Albert par la grace de Dieu Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviere, savoir, qu'il sera grand Baillif, Sur-Intendant & Protecteur de notre cher Seigneur & de nos Pais de Hainault, de Hollande, de Zelande, & de la Seigneurie de Frise, en la maniere contenuë en ces presentes Lettres, qu'il nous a mis en main, & dont s'ensuit le contenu.

Nous ALBERT par la grace de Dieu Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviere, Grand Baillif des Comtez de Hainaut, Hollande, Zelande, & de la Seigneurie de Frise, savoir faisons à tous que pour l'utilité du Duc GUILLAUME notre cher Frère, Comte des susdits Pays, que Dieu veuille préserver, & pour le profit commun & le repos de ses Pays & Sujets, & à la requisition & priere de notre susdit Frère, & de notre Sœur Matbilde de Lancafter, Dame des susdits Pais, & par son conseil, sommes venus en ce Pais de Hollande, & avons accepté & acceptons par l'avis & à la sollicitation de notre susdite Sœur, la charge de Baillif, de Surintendant, & de Protecteur sur tous les Pais de notre dit Frère, & sur ses biens & Sujets susdits en la maniere & aux conditions cy-dessous spécifiées.

En premier lieu nous avons promis & promettons en bonne foy, de regir & proteger contre un chacun notre chere Sœur susdite & les enfans & gens de notre Frere susdit par l'avis de notre chere Sœur, de notre Conseil, & des bonnes Villes pour le cher enfant de notre Frère.

Et de rendre justice tant aux pauvres qu'aux riches selon la bonne coustume & le droit que nos Peres ont gouverné cy-devant le Pais & les Villes, & en prenant les avis de notre chere Sœur, des Chevaliers, Ecuyers, Villes & Communes, que nous observerons de tout notre pouvoir.

En

ANNO Voort geloven wy by Rade onser liever Suster
1358. ons raets en den goeden Steden ons liefs Broeders
schuldt te vergelden en te betalen na onsen vermo-
gen, so dat die Koopluyden van ons liefs Broeders
Landen mit gantscher vrylicheyte varen ende keren
mogen.

Voort alle twistelicke saeken of van alle geschillen
die in den Lande wesen mogen van Heeren of van Ste-
den van eenige luyden, of van goede, die salmen ver-
lijcken. Ende waer eenich geschil van goede of an-
ders, datmen niet verlijcken mocht noch en konde,
dat selmen an die Heerlicheyte bewaren, gelijk mede
doen onse lieve Broeder in goede pointe was, totter
rijt datmen 't vroet is, mit bescheyden neder te leg-
gen, na den rechte van den Lande.

Voort soo geloven wy in goeder trouwen ons liefs
Broeders Landt ende Steden, by onser liever Suster,
onser rade ende goeder Steden tot ons liefs Broeders
ende onser Suster behoef, ende van haren wegen, alse
Ruwaert vooris. is, te bewaren ter tijt toe dat onse
lieve Broeder in goede staet is selve sijn Land te bewa-
ren, ende dan sulen wy ende geloven onse hant af te
trecken, ende onsen lieven Broeder en Suster haer
Landt ongelast van ons over te geven, sonder eenich
wederseggen.

Voort so sulen wy onse lieven Broeder ende Suster
hoir Hoff-stadt houden in den Hage, so bestet mit
sulcke koste ende ghesinde, dattet Landt des kost gewes-
sen mach, ende daer in ons liefs Heeren en Broeders
eere, ende onser liever Susters haren staet bewaert
mogen blyven. Ende onse liever Suster sal houden van
horen gelinde die hoor genoegen, ende diergelijcke
sullen wy by ons hebben en houden sulcken raedt, die
seeckeren ende fweren sulen, geenens partye te dragen
nocht te houden in den rade, anders dan ons liefs Hee-
ren ende Broeders onser lieve Suster en onse eer daer
in bewaert blyve, ende die Landen in ruste, ende in
evangelijcke rechte ende vonnisse geschien in Landen
en in Steden.

Ende alle Hantvesten, Brieven, ende Privilegien ge-
houden werden, diemen van onse Voor-Vaders ende
ons liefs Broeders Grave van Hollandt, die redelick
ende mogelick gekregen zijn, sonder eenich argelist
daer in te soecken, ende yegelicken sijns rechte, ende
dese raet selmen nemen by rade onser liever Suster ons
ende den goeden Steden.

Voort soo sellen de gevangen vry ende quijt wesen
aen beyden syden, Poorteren ende anders, van alle be-
loften, Brieven, ende voorwaarden, die sy yemant
daen mogen hebben, gelijk sy waren doen sy binnen
Delft quamen, behoudelick dat sy niemant die daer by
waren geen arch doen, noch doen en sellen, mit rade
noch mit dade, ende daer sellen die geene die gevan-
gen waren recht over vede vaer ende toedoen mit ho-
ren openen Brieven. Ende hier mede sulen alle saec-
ke versoent zijn, die jegens ons of jegens yemant mis-
daen mogen wesen, van die saecken die tot Delft ge-
schieden, ende onse lieve Suster, ende wy sulen onsen
best daer in doen, dat wy den dootlach an ons
krygen die tot Delft geschiede van Dirck Aderop, en-
de daer toe helpen dat versoent werde.

Voort so geloven wy, waert dat onse lieve Broeder
attijch worde, dat Godt verbieden moet, dat wy dan
onse lieve Suster Duwarie maken soude by den Rade
ende Stede, alse redelick es, ende ander Vrouwen
Gravinnen te Hollandt gehadt hebben, waer by dat sy
horen staet behouden moge. Ende alle dese saeken en-
de voorwaarden sellen wesen behoudelick onsen lieven
Broeder Hertoge Willem. Ende onser liever Suster
Machtelt van Lancaester al sijne Heerlicheden, haers
rechts, ende haers staets, Ridderen, ende Knapen, en-
de Steden, ende enen yegelicken sijns rechts. Ende
om dat wy Machtelt van Lancaester, Gravinne vooris.
dit valse ende stede meynen te houden, so hebben wy des-
sen Brief open besegelt mit onsen Zegle. Gegeven tot
Rotterdam open vij. dach in Maert in 't jaer ons Hee-
ren duyfent drie hondert acht en vijftich.

ANNO En outre nous promettons par l'avis de notre chère
1358. Sœur, de notre Conseil, & des bonnes Villes d'acquies-
tir & de payer les dettes de notre cher Frère, suivant notre
pouvoir, en sorte que les Marchands des Pais de notre
cher Frère puissent aller & venir en toute sûreté.

De plus on accordera tous les différens qui peuvent
être dans le Pais concernant les Seigneurs, ou les Vil-
les, ou les personnes, ou les biens. Et s'il y avoit quel-
ques différens touchant les biens ou autrement qu'on ne
pût accommoder, cela sera réservé à la Souveraineté,
comme si notre cher Frère étoit en bon état, pour être
ajustez avec discrétion selon le droit du Pais.

Nous promettons aussi en bonne foy que, par l'avis
de notre chère Sœur, de notre Conseil & des bonnes
Villes, nous conserverons, comme Grand Bailiff jus-
dit, le Pais de notre cher Frère à son profit & au
profit de notre Sœur, jusques à ce qu'il soit en bon
état, & qu'alors nous nous en dessisterons, & ren-
drons ledit Pais à nosdits Frère & Sœur, sans charge
& sans contradiction.

En outre nous tiendrons la Cour de notre cher Frère
& de notre chère Sœur qui est à la Haye en l'état
honorable qui leur est convenable & autant que les
dépenses du Pais & de la maison y pourront four-
nir, & afin que leurs états puissent être maintenus.
Et notre chère Sœur retiendra ceux de sa maison
qu'elle trouvera à son contentement; & semblable-
ment nous tiendrons près de nous un tel Conseil qui
affirmera & jurera de ne point tenir d'autre parti
dans les délibérations que celui qui regarde le main-
tien de l'honneur de notre cher Seigneur & Frère &
de notre chère Sœur, & du repos des Pais & que la
justice s'y fasse & dans les Villes équitablement.

Et seront aussi conservées les Chârtres, Lettres &
Privileges qui ont été donnés équitablement par nos
Ancêtres & nos chers Frères les Comtes de Hollan-
de, & ce sans aucune dissimulation, & l'on rendra
à chacun ce qui lui appartient, & le Conseil ne sera
formé que de l'avis de notre chère Sœur & des bon-
nes Villes.

En outre seront les prisonniers rendus de part &
d'autre; & eux, aussi bien que les Bourgeois & au-
tres, seront quittes de toutes promesses, Lettres &
contrats qu'ils pouvoient avoir fait envers quel'un,
en seront déchargés comme ils étoient lors qu'ils vin-
rent à Delft, à condition qu'ils n'auront fait ni ne
feront aucun mal à ceux qui y étoient, ni par con-
seil ni par effet, & ceux qui étoient prisonniers en
jugeront par leurs Chârtres, & par ce moyen seront
toutes choses apaisées qui peuvent avoir fait tort à
nous ou à quelques-uns de nous concernant les affai-
res qui se sont passées à Delft. Et notre chère Sœur
& nous ferons notre mieux que la décision du meur-
tre de Dirck Aderop, qui a été fait à Delft, soit
remise entre nos mains & soit apaisé.

Et s'il arrivoit (ce qu'à Dieu ne plaise) que notre
cher Frère vint à mourir, nous promettons de trai-
ter notre chère Sœur la Douairière par le Conseil &
les Villes, comme il est raisonnable, & comme les
autres Comtesses de Hollande l'ont été, afin qu'elle
puisse entretenir son état: toutes lesquelles conditions
seront observées, sauf le droit de notre Frère le Duc
Guillaume, & de notre Sœur, leur Souveraineté,
leurs Droits, leurs États, Chevaliers, Serviteurs
& Villes, & le Droit d'un chacun: Et comme nous
Mathilde de Lancaester Comtesse susdite entendons
que ce que dessus soit observé & demeure ferme &
stable; nous avons fait sceller ces présentes de notre
Seau; Donné à Rotterdam le sixième jour de Mars,
l'an de notre Seigneur 1358.

ANNO
1358.

24. Juin. *Succesſie van Hollandt op Hertogh AELBRECHT Sint Jans 1358.* [Groot Placaat-Boeck van de H. M. Heeren Staten Generael der Ver- een gde Nederlanden. Tom. III. pag. 6.]

HAT-
WALTY,
HOLLAND-
DI, &c.

342

CORPS DIPLOMATIQUE

CCCLXXXI.

CCCLXXXI.

ANNO
1358.

24. Juin.

HAT-
WALTY,
HOLLAND-
DI, &c.

Akte par lequel LOUIS Marckgrave de Brandebourg cede à ALBERT Comte Palatin du Rhin tous ſes droits ſur les Comtez de Hainaut, Hollande, Zelande &c. moyenant quelques reſerves, à ſon Frere Albert Comte Palatin du Rhin. Fait à Boterſem près de Malines, le 24. Juin. 1358. [Dans le Grand Recueil des Placards. Tom. III. pag. 6.]

LODEWYCK de Rom. by Godts genaden Marckgrave van Brandenburg en van Luſſatien, des heyligen Goſtenrijck overſte Camermeelter, Palensgrave by den Rhyne ende Hertoge in Beyeren, bekennen opelicken mit deſen Brieve om alle recht, voorwaerden, ende aenſprekinge, die wy op die Heerlicheſhede ende Landen van Vrieslandt, ende wes daer toe behoort, als een eerſt gebooren Soon van der hooghebooren Princine, Vrouwe Margriete, Gravinne van Henegouwe, van Hollandt, van Zeelandt, ende Vrouwe van Vrieslandt, onſer liever Moeder, die Godt genadich ſy, tot deſen dage toe gehadt hebben, en vorent ghadt mogen hebben, dat wy daerom mitten hooghebooren AELBRECHT Palensgrave by den Rhyne, ende Hertoge in Beyeren, onſen lieven Broeder, willentlicken mit goeder voorſienigheyt onſer Vrienden ende Raets, wel ende gantſchelicke over een gedragen, ende vriendelicke verſoent ſijn, met allulcker beſcheydentheyt, waert dat die hooghebooren Prince, Hertoge Willem, Grave van Henegouwe, van Hollandt, van Zeelandt, ende Heere van Vrieslandt, onſe lieve Broeder aſſijch worden, ſonder recht oir van hem te laten, ende ſijns niet meer weſen en ſoude, des Godt niet gehengen en moet, dat dan Hartoge Aelbrecht onſen lieven Broeder voornoemt ende ſijn Erſgenamen vander voorſeyden Heerlicheyden ende Landen ende wes daer toe behoort, recht erſgenamen ende oir weſen ſullen. Ende wy vertyen voor ons en alle onſe erſgenamen en nakomelingen van der ſelver Heerlicheyden ende Landen ende wes daer toe behoort, ende van alle dien recht ende voorwaerde, ende aenſprekinge, die wy ende onſe erſgenamen tot deſen dage toe daer of gehadt hebben, ende voortijts daer op gehadt mochte hebben, of ſoude, gantſchelick ende wel mit deſen Brieve, alſoo dat wy, noch onſe erſgenamen en nakomelingen geenre hadden recht, voorwaerde, noch aenſprekinge, mitten hooghebooren Prince Hertoge Aelbrecht voornoemt onſen lieven Broeder, noch mit ſijnen erſgenamen, om die Heerlicheyden ende Landen voortſ hebben noch gewinnen en ſullen ewewelijcke in geente wijs, yutgenomen die Heerſchappye van Voorne ende die Burchgraviat van Zeelandt, mit allen horen toebehoren, of der Vrouwen van Voorne gebracke die dan ons ende onſen lieven Broeder Hertoge Otte ankommen ſullen, na dat die Brieven ſpreken, die wy vande hooghebooren Prince Hertoge Willem onſe lieve Broeder daer op hebben, behouden ons die iijce. ſchilden jaerlicke renten, die wy uytter tollē te Dordrecht jaerlicx hebben ſullen, als die Brief daer of houden die wy van Hertoge Willem onſen Broeder hebben, daer of, waer oock dat ſaecte dat onſe Broeder Hertoge Aelbrecht voornoemt aſſijch worde, ſonder wittachtige blijckende boort, loo ſullen die Landen voortſ. van Hollandt, van Zeelandt, ende van Vrieslandt komen, blyven, ende toebehoren, by ordinatie die onſe lieve Heere ende Vader, die Keyſer, die Godt genadich ſy, daer of mit ſijnen Brieve ghemaeckt, geſchreven ende mit ſynen eygen Zegel heſt bezegelt, daer ons ſelfs Zegel oock aen hanget. In oirſonde deſen Brief bezegelt mit onſen Zegelen. Gegeven tot Boterſem by Machelen op St. Jans dach Baptiſte, in 't jaer ons Heeren Duyſent drie hondert acht en vijftich.

CCCCXXII.

25. Sept. *Littere CONRADI Sileſie Ducis, Quibus CAROLO Romanorum Imperatori & Bohemie Regi, ejus Hereditibus & Successoribus, suum Castrum Militich ad accessum & recessum eorum quotiescunque opus fuerit, apertum tenere pollicetur.*

Datum Wratſlavia die 25. Septembris anno 1358. [LUNIG, Teutisches Reichs- Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abſ. III. p. 314.]

In Nomine Domini Amen.

NOs Conradus Dei Gratia Dux Sileſie, & Dominus Olsnicensis, unā cum Conrado filio nostro cha-

ANNO 1358. charissimo, eadem gratia Duce Silesia, universis & singulis praesentes inspecturis Literas, volumus esse notum, quod Caltrum Milicz per Nos à reverendo in Christo Patre, Domino Prezlas Divina & Apostolice Sedis patre Episcopo, ac Venerabilibus Viris Dominis Ecclesie Wratislavensis Capitulo emptum, rite & rationabiliter comparatum, Excellentissimo Principi Domino Carolo, divina favente Clementia, Romanorum Imperatori semper Augusto, & Boemie Regi invictissimo gratioso nostro Domino, suisque Haeredibus & legitimis Successoribus Regibus Bohemia pro nostro, nostrisque Haeredibus & Successoribus, ac Possessoribus dicti Castri nomine, bona & sincera nostra fide promittimus pro necessitatibus & indigentis suis, quando & quoties ipsis opus fuerit, & nos, Haeredesque nostros Successores, ac Possessores dicti Castri requisiverint, ad accessum, & recessum ipsorum, semper sine difficultate qualibet aperire, & dicto Domino Carolo, suis Haeredibus, & Successoribus Regibus Bohemia, cum dicto Castro Milicz adversus omnes homines, nullo penitus excepto, fideliter suffragari. In cujus rei testimonium Sigilla, nostrum videlicet & filii nostri predicti, praesentibus sunt appensa. Actum & Datum Wratislaviae, in Monasterio Beatissime Mariae Virginis quarta feria proxima ante diem Beati Michaelis Archangeli, Anno Domini M. CCC. LVIII. Praesentibus Venerabilibus & Religiosis Domino Conrado Abbate dicti Monasterii, ac strenuis & prudentibus viris Thome de Hayn, Milite Fritzkone de Grodis, Simone de Gorow, Petro Horzrag & Sygibardo Pylitz fidelibus nostris, nec non Petro Swarz, Decano Bavari, Hawcone Dominici, & Dominico, dicto Heide Dominick, Civibus Wratislavensibus testibus ad praemissa.

præfati (sicuti soliti sunt apud alios haecenus Comitatum eundem tenentes) tibi prompte debeant, & fideliter obedire. Mandamus insuper Vicario nostro generali dictarum Civitatum, & districtuum Feltri, & Bellunifqui nunc est, quique pro tempore fuerit, ac etiam Communitatibus earundem Civitatum, ceterisque nostris fidelibus, & Subiectis, praesentibus Literis firmiter & districte: quatenus te in praemissis impedire, seu molestari non debeant, nec à quocumque impediri, seu molestari permittant: sed potius tueantur, protegant, ac defendant: prout Imperialis nostrae Celsitudinis indignationem voluerit evitare, Praesentium sub nostrae Majestatis Sigillo testimonio Literarum.

Dat. in Carlostar anno Domini 1358. Indict. 11. 7. Kalend. Novembris Regnorum Nostrorum anno 13. Imperii vero 5.

CCCLXXXIV.

Compromissum PRZEMISLAI Tschchenensis, & 13. Dec.

CONRADI Olsnicensis Ducum, super diffinitione inter eos de limitibus ortar, Quod de certis quatuor Arbitris in praesentia Romanorum Imperatoris CAROLI IV. conveniunt, & in casu, quod de quinto superiore Arbitro concordare non valerent, finalem discussionem in Arbitrum superiorem à sua Majestate Caesarea deputandum, remittunt. Datum Wratislaviae die Beatae Lucia ann. 1358. [LUNG, Teutisches Reichs- Archiv. Part. Special. Contin. I. Fortsetzung I. Absatz III. pag. 314.]

CCCLXXXIII.

26. O. Donatio Comitatus Casanae cum omnibus juribus & jurisdictionibus, ab Imperatore CAROLO IV. facta JACOBO DE BRUNA Episcopo Feltrensi & Bellunensi. Datum in Carlostar 7. Kalend. Novembris Indict. XI. Ann. 1358. [FERDIN. UGHELLI Italia Sacra Tom. V. Tit. Bellunenses Episcopi col. 191. prioris Edit. Rom. & col. 162. ult. Venet. Anno 1720.]

CAROLUS Quartus divina favente clementia Romanorum Imperator semper Augustus, & Bohemiae Rex venerabilis Jacobo Feltrensi, & Bellunen. Episcopo, Principi, Capellano, & familiari nostro gratiam nostram, & omne bonum. Considerantes fidei sinceritatem, & claræ devotionis affectum, quibus tu, frater, progenitores, & consanguinei tui Serenitati nostrae multis placerent temporibus, ac tanto praesentius in futurum placere poterint, quanto praesentium tuam majoribus gratiarum favoribus de specialis nostrae Majestatis benevolentia praevenimus. Tibi Comitatum Casanae Cenetenfis Diocesis cum universis & singulis juribus, jurisdictionibus, emolumentis, & utilitatibus (quibuscumque nominibus nuncupentur) prout alii predecessores tui Pontifices Feltrenses, & Bellunenenses dictum Comitatum tenebant, ac habuerunt haecenus, meliori modo & forma, quibus possimus, damus praesentibus Literis, conferimus, ac liberaliter donamus habendum, tenendum, & possidendum pacifice, & quiete. Volentes, ac praesentibus decernentes, quod dilecti fideles nostri Comitatus, ac etiam populares Comitatus

NOs Przemislaus Dei Gratia Dux Tschchenensis, Norum facimus tenore praesentium universis. Quod cum in causa dissenfionis, quae verititer inter nos ab una & illustrem Principem Conradum Olsnicensem Ducem parte ab alia, super ordinatione, seu limitatione granitarum, seu metarum inter Bythumiam, Byzkeczem, nos pro nobis Petrum de Luba, & Strabonem de Slavolitz idemque Dux Conradus predictus pro se & sua parte, Ottonem de Wolaw, & Wenceslaum de Ternowitz, ac eidem quatuor in casu hujusmodi ei concordare non valentibus, Nicolaum Kozbalsin, quintum & superiorem, nostros arbitros & amicales compositores, in praesentia serenissimi, ac invictissimi Principis, Domini Caroli IV. Romanorum Imperatoris semper Augusti, & Bohemiae Regis Domini nostri gratiosi, de bona nostra voluntate, nec non amicorum nostrorum accedente consilio, duximus eligendos. Sique dictus Nicolaus officium dissenfionis hujusmodi, forte nollet assumere, ex tunc per nos utrobique quantum in nobis fuerit, ad dissimulandum eandem compelli debet, sique fortassis ad hoc compelli non posset, ex tunc nos bona omnia ejusdem Nicolai, dicto Domino nostro Imperatori assignare tenebimur. Et infra dies quatuordecim ab inde continuos, de alio quinto & superiore nec non arbitro, ad invicem concordare, nobisque de hoc concordare non valentibus, praesatus Dominus Imperator talem quintum superiorem communem hominem dabit, seu deputabit, qui sibi videbitur expedire, promittentes bona nostra fide sine dolo, predicto Domino nostro Imperatori, quod dissenfioni seu discussioni praedictorum in omnibus hujusmodi causam concernentibus, firmiter obedire, seu parere volumus & tenemur praesentium sub nostro Sigillo testimonio Literarum. Datum Wratislaviae Anno M. CCC. LVIII. Crastino Beatae Luciae Virginis.

SUPPLEMENT

Pour la II. Partie du I. Tome.

ANNO

I.

1322.

Mai.

Traité entre FERRY III. Duc de Lorraine & EDOUARD Comte de Bar, par lequel le Duc FERRY s'engage de garder la Neutralité durant la Guerre que le Comte EDOUARD va entreprendre contre le Roi de Bohême, & EDOUARD s'oblige de reprendre en foi & Hommage tous les Fiefs qu'il possédait entre Meuse & Moselle, & qui lui étoient échus de la Succession de PIERRE de Bar son Oncle, l'an 1322. le Dimanche après la S. Urbain. [BALEICOURT, Traité Hist. & Critiq. sur l'Origine & la Général. de la Maison de Lorraine. Aux Preuves, pag. cxiv.]

Nous Eddouars Cuens de Bar, faisons sçavoir & cognoissance à tous, que nous avons fais Accord & Convenances à tres hault & puissant Prince nostre tres chier & amei Signour & Cousin Ferry Duc de Loheraine & Marchis, telles com si après sont escriptes & divisées; C'est assavoir que li dis Messire li Ducs, se doit tenir cois sens nous aidier, s'il ne li plaît; mais il ne nous puet grevier par lui ne par ses Gens, en son chief, ne en sa personne, ne avec aucun, & de cette presente Guerre que nous avons contre le Roy de Bohême, se cen n'étoit avec notre chier & amei Cousin Henry Dalphin par la grace de Dieu Evêque de Mes, s'il le requerroit, ou faillait requerre contre nous, & fautes toutes les Convenances & Alliances que li dis Messire li Ducs ait audit Evêque, & laditte Guerre finie li dis Messire li Ducs se doit pourter envers nous foy & leaulte, enluy com à son homme, & nous ausdi Mouffire le Duc comme à notre Signour; & ne puet l'idit Messire li Ducs defendre ses homes ne ses Subgés de la Duchie, qu'il ne voillent que li par qu'il leur plairait, cette Guerre durant: Et pour raison des Convenances dessusdites nous avons repris & reprenons en fief & en homaige à tousjoursmais pour nous & pour nos Hoirs de notre amei Signour le Duc dessusdit cy de ses Hoirs, avec la Tour de Bourmont que nous tenons jai de luy, tous les Fiefs que Messire Pierres de Bar notre Oncles tient de nous entre la Riviere de Mueze & la Riviere de Muzelle: C'est assavoir la forte Maison qu'on dit Lavantgarde devant Frouwart, le Chastel con dit Pierre Fort, la forte Maison de Bouconville, Nonfart, & Samedieu avec toutes les appartenances & appendices dis leus en homes & femmes, en bois, en aunes, en preis, en champs, & en toutes autres choses quelles qu'elles soient & puissent être, sens riens excepter, que autre dis leus puissent ne doivent appartenir, & parmi ceste reprise tint li Fief & les reprises que li dis Messire li Ducs disoit & maintenoit que nous devaient tenir de luy, nous en sommes quitres, ne ne nous en puent jamais riens demander li dis Messire li Ducs ne sin Hoirs, à nous ni à nous Hoirs. Et pour cen que toutes les choses dessusdites soient fermes & estables à tousjoursmais, nous avons fait faillier ses Lettres de notre Saiel pendant, que fureat fait l'an de grace nostre Seigneur mil trois cent & vint & dous, le Dimanche après la Feste saint Urbain on moix de May.

II.

1323. *Traité en forme de Promesse, entre le Duc FERRY ou FRIDERIC III. & EDOUARD I. Comte de Bar, par lequel ils s'engagent reciproquement de faire épouser leurs Enfans RAUL, & ALIENOR dans six ans, du 3. Juillet 1323. [BALEICOURT, Traité Hist. &*

Critiq. sur l'Origine & la Général. de la Maison de Lorraine. Aux Preuves, pag. cxvi.]

ANNO

1323.

Nous Ferris Dus de Loherenne & Marchis, &c. Nous Eddouart Contes de Bar, faisons sçavoir à tous, que nous par grante deliberation, & par le conseil de plusieurs de nos amis & de nos seiables, Consideré la Paix, le bien & le profit commun de nous, de nos Gens & de nos Terres; avons faict entre nous Convenances d'Epouzailles & de Mariage à faire entre RAUL DE LOHERENNE Fil de nous Dus dessusdit, & Alienor de Bar, fille à nous Conte dessusdit, en la maniere que sensuit. C'est assavoir, que nous Dus & Contes dessusdits, avons promis & promettons leialment li uns à l'autre, que nous ferons & pourchasserons chacun en droit soi, que epouzailles & Mariage seront fait entre ledits Raoul & Alienor, de ce fer Pasques prochainement venant en six ans continuellement ensuivans. Et nous Cuens dessusdit avons promis & promettons que nous donrons & païrons ausdits Entans, pour les epouzailles & le Mariage de notre ditte Fille, Trente mille livres de bons petits tournois, à paier à trois ans; c'est assavoir deix mille livres, lan que les epouzailles & li Mariage seront fait entre ledits Entans le lendemain que fait seroit, & deix mille livres en la seconde année ensuivante, & les autres deix mille livres en la tierce année, après & continuellement ensuivant, ou nous assignerons & delivrerons en chascune desdites trois années en leu de chascune deix mille livres non payées, mille livres de Terre à petits tournois en notre Contée de Bar, au prix & à la Coutume des Leux où li Terre sera assignée, par ensi que nous ou notre Hoirs pourroient racheter chascuns mil livrées de Terre, de deix mil livres, sanz riens rabatre de ce con en averoit levé & receu, fors que on quelz que nous ou notre Hoirs la tacheriens dedens l'année en laquelle elles devoient être païées on quelz que il en cherroit & rabata seroit desdits deix mille livres, ce que levé & receu seroit en cely an desdites mille livrées de Terre que rachetés seroient. Et est assavoir que toutesfois que nous ou notre Hoirs paieriens les deix mille livres, elles seroient mises & converties en acquets d'eritage pour notre ditte Fille Alienor & ses Hoirs; & s'il plaisoit audit Duc, ou audit Raoul son Fils à retenir pardevers luy les deix mille livres païées, il seroit tenu, toutesfois qu'il les recevoit pour chascunes deix mille livres, assigner & delivrer mil livrées de Terre à petits tournois en son Duché de Loherenne en son Roman Pais, selon le pris & la Coutume des Leux où les mille livrées de Terres seroient assignées, lesquelles mille livrées de Terre seroient propres Heritages à ladite Alienor & à ses Hoirs, jusqu'à tant qu'elles seroient rachetées de deix mille livres, & les pourroit racheter li dis Dus & Raoul ses Fils ou leurs Hoirs toutes fois qu'il leur plairoit, & nous Dus devant dit avons promis & promettons que nous donrons & delivrerons en Douaire à ladite Alienor pour ledit Mariage les choses cy après nommées, avec toutes les appartenances, c'est à sçavoir le Neuchâtel, Chastenois, Montfort, & tout ce que nous avons à Grans, & toutes les Châtelleries, Villes & appartenances desdits Leux cy dénommez, en Fief & arriere-Fief en garde, & en toutes autres Seigneuries, & choses quelles qu'elles soient, sanz riens à retenir; & avons promis & promettons nous Dus & Cuens dessusdit, li uns à l'autre, sur la peine de cent mille livres de petits tournois chascune partie, & sous l'obligation de tous nos biens & par nos fois corporelement données li uns à l'autre, en leu de serrement, que nous tenrons fermement sanz enfreindre, & ferons tenir & asseoir sanz fraude, & sanz malengin, les Convenances & choses dessusdites, & chascunes d'elles, & ferons & pourchasserons à faire & à tenir nosdits Entans les epouzailles & le Mariage dessusdits; & pour plus grant seurété avoir, de tenir & accomplir les Convenances & choses

ANNO 1323. *deffusdites, prions & supplions nous Dus & Cuens deffusdir par ces presentes Lettres, à tres excellent Prince & redouté nostre tres chiere & amei Seigneur Charles par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, que il nous fasse tenir & accomplir toutes les convenances & choses deffusdites, & que il contraigne celui de nous par cui defaut lesdites Convenances & choses demeueroient à faire & à accomplir, à payer lesdits cent mille livres en non de peine, de laquelle Somme li dits Roys nos Sires auroient la moitié, & cil de nous qui lesdites Convenances & choses tenroit & tenir vourroit, l'autre moitié; & quant à ce, nous en submettons nous en la Jurisdiction, sus l'obligation de tous les Fiefs que nous tenons de luy. En témoignage de verité avons nous Dus & Cuens deffusdit, mis nos Saisies en ces presentes Lettres, que furent faites l'an de grace nostre Seigneur mil trois cent & vint-trois, le tiers jour du mois de Juleit.*

III.

1329. *Testament de JEANNE de Bourgogne Reine de France, confirmé par le Roi PHILIPPE de Valois son Epoux. Donné à Saint Denys le 11. de Mai 1329. [Thesaurus Novus Anecdotorum, &c. Tom. I. Col. 1375. Ex Autographo Camerae Computorum Parisiensium eruit Dominus Rouffseau.]*

EN non du Pere, & dou Filz, & dou S. Esprit. Amen. Je JEANNE par la grace de Dieu Roynne de France, saine de cors & de pensée la merci nostre Seigneur, considerans & attendant qu'il n'est nulle chose plus certaine de la mort, & nulle moins certaine de l'eur d'icelle, non vuillans mourir sans Testament & sans ordonnance de ma derreniere volenté, fais & ordene men Testament, & ma derroyenne volenté en la maniere & en la fourme qui s'ensuiuit.

Premierement je recommande m'ame en la main de nostre Seigneur & la sepulture de mon cors en l'Eglise saint Denys lez Monseigneur, & mon cuer à Cisteaux. Après je vueil & ordene que toutes mes debtes soient paiees bien entierement, & mes amendemens fais, & es cas que les debtes & les tors faiz ne seroient clerement prouver, je vueil que Gens dignes de foy selon le jugement de mes Executeurs soient creuez par leurs seremens.

Premierement je les & donne à l'Eglise de nostre Dame de Paris XX. livres de rente.

Item, à la Chapelle Monseigneur le Roy à Paris XX. livres de rente.

Item, à toutes les Eglises Collegiaux de Paris X. livres au jour de mon obit.

Aux Freres Mineurs dou Couvent de Paris audit jour CC. livres.

Aux Freres Prescheurs de Paris audit jour CC. livres.

Aux Freres de Chartreufe de Bourc-fonteine en Valais C. livres pour acheter X. livres de rente.

Aux Freres de Chartreufe de Vauvert de lez Paris au jour de mon obit XXX. livres.

A saint Bernard de Paris audit jour XXX. livres.

Aux Augustins d'icely lieu audit jour XXX. livres.

Aux Carmelins de Paris audit jour XX. livres.

Au Val des Ecoilers de Paris audit jour X. livres.

Aux Croificz de Paris audit jour C. fols.

A l'Abbaye de saint Germain des Prez de lez Paris audit jour X. livres.

A l'Abbaye de sainte Genevieve de Paris audit jour X. livres.

A l'Abbaye de saint Victour audit jour X. livres.

A l'Abbaye de saint Magloire de Paris X. livres.

Aux Nonnains de S. Antoine lez Paris audit jour XX. livres.

Aux Nonnains de Montmartre lez Paris XX. livres.

Aux Beguines de Paris X. livres.

Aux Filles Dieu de Paris X. livres.

Aux Aveugles de Paris audit jour XXX. livres.

A l'Abbaye de S. Denys lez Paris XX. livres de rente.

A l'Abbaye de Cisteaux cent livres pour acheter X. livres de rente.

Aux Nonnains de Maubuisson de les Pontoise L. livres.

Aux Cordeliers de Lonchamp audit jour de mon obit L. livres.

Aux Cordeliers de saint Marcel de lez Paris audit jour XL. livres.

TOM I. PART. II.

Aux Jacobines de Poissy audit jour L. livres.
A l'Oustel-Dieu de Paris C. livres pour acheter X. livres de rente.

A saint Ladre de Paris audit jour X. livres.

A l'Eglise nostre Dame de Chartres CC. livres pour acheter XX. livres de rente.

Aux Freres Meneurs d'illec audit jour de mon obit XX. livres.

Aux Freres Prescheurs d'illec pour ledit jour XX. livres.

A la Maison-Dieu d'illec audit jour X. livres.

Aux Filles-Dieu d'illec audit jour C. folz.

A S. Ladre d'illec audit jour C. folz.

A chacun Hospital d'illec audit jour LX. folz.

A l'Eglise de Monseigneur saint Julien dou Mans CC. livres pour acheter XX. livres de rente.

A chacune Abbaye de ladite Ville au jour de mon obit XX. livres.

Au Couvent des Freres Meneurs d'illec CC. livres.

Aux Freres Prescheurs d'illec XL. livres.

A la Maison-Dieu de Confort de lez le Mans audit jour X. livres.

Au S. Sepulcre dou Mans audit jour X. livres.

A S. Pere de la Court dou Mans à leuvre XL. livres.

Aux Filles-Dieu d'illec audit jour X. livres.

A l'Abbaye dou Pré d'illec audit jour XX. livres.

A la Confrairie Monseigneur S. Loys de Marceille au Mans C. livres pour acheter X. livres de rente.

Aux Nonnains de la Perigne au Maine audit jour XX. livres.

Aux Nonnains de la Fontaine saint Martin audit jour XL. livres.

Aux Chapelains dou Gué de Mauny pour acheter X. livres de rente C. livres.

Aux Freres de Chartreufe dou Parc ou Maine pour le jour C. folz.

A saint Ladre dou Mans pour le jour C. folz.

A l'Eglise Monseigneur S. Morice d'Angiers pour acheter XX. livres de rente CC. livres.

A la Maison-Dieu d'Angiers pour pittance aux pauvres le jour de mon obit pour faire mon anniversaire X. livres.

A chacun Hospital d'illec pour le jour LX. folz.

A saint Ladre d'illec pour le jour C. folz.

Aux Freres Meneurs d'illec pour le jour XX. livres.

Aux Freres Prescheurs d'illec pour le jour XX. livres.

Aux Augustins d'illec pour le jour X. livres.

Aux Carmelins d'illec pour le jour X. livres.

Aux Filles-Dieu d'illec pour le jour C. folz.

A l'Abbaye dou Lorrour pour acheter C. folz de rente L. livres.

Aux Freres Menours de Saumur X. livres.

Aux Freres Menours de Vendosme pour ledit jour X. livres.

Aux Freres Menours de Tours pour ledit jour X. livres.

Aux Carmelins d'illec audit jour C. folz.

Aux Augustins d'illec audit jour C. folz.

A chescun Hospital de la Comtee de Valois C. folz pour ledit jour.

A l'Eglise Parroissiale de Villers-Couste-Recit X. livres pour acheter IV. folz de rente.

A l'Abbaye de Lepsal lez le Mans pour acheter IV. livres de rente XL. livres.

A l'Abbaye de Beaulieu de lez le Mans pour acheter XX. folz de rente X. livres.

A la Paroisse de Courtenay pour acheter XL. folz de rente X. livres.

A la Paroisse de Piffons & à la Paroisse de Chantequoee à chescune pour acheter XL. folz de rente aussi à chescune XX. livres.

Et allovoyr que toutes les sommes d'argent deffusdites sont à Tournoy, & que toutes les Eglises à qui je laisse argent pour acheter rentes, les personnes d'illec qui pour le temps seront font tenuz & obligiez à fere chescun en leur Eglise mon anniversaire par chescun an à tousjours meiz à tel jour comme cheira mon obit, & les autres ledit jour.

Item, je laisse à la saine JEHAN mon Fils que il aura, la plus grant Couronne & le plus grant Cercle que jaye.

Item à MARIE ma Fille quatre de mes plus belles Couronnes empuees & fix de mes plus beaux cevelets.

Item, trois de mes plus belles coupes d'or.

Item, ly laisse tous mes livres en Latin & en François.

Item, donne & laisse à la Dame de Garenchieres CC. livres

X x

ANNO 1329.

ANNO

1329.

livres Tournois, à la Dame de Soucourt CC. Tourn. A Madame Seille de saint Julien fus Materne de Courtenay C. livres de rente à Tournois la vie durant. A Agnesot de Roquemont ma Domoiselle CCC. livres Tournois, & une des robes de mon cors, à Catherine de Maillet ma Domoiselle autant, à Sedillot de Garencleres LX. livres Tournois, à la Drouaile pour ly aider à la marier L. livres, à Yfabeau la nourrice JEHAN mon Fils CC. livres, à Jehanne de Champlastreux C. livres Tourn. à Meline Faine de Chambre CC. livres Tourn., à Jehanne de Lionville L. livres Tourn., à Amelot dever Marie ma Fille XL. livres, à Jehannette Faine Jehan mon Huissier XXX. livres Tourn., à Jehanne Postele une robe de mon cors, à Jehannette la Moren une robe de trois garnements, à Jehannette de Villers XXX. livres, à Yfabeau ma lavandiere XL. livres Tourn., à la Fille X. livres Tournois, à Jehannette l'Ouvriere XXX. livres, à Monsieur Robert d'Aron C. livres Tourn. à Monsieur Pierre Malet autant, à Monsieur Jehan d'Ailly autant, à Girard des Loges mon valet tranchant CCC. livres, à Uguet Bonnin Maître de Melchançonnerie C. livres Tournois, à Pierre du Boufchet CC. livres, à Renier mon Keu CC. livres Tourn. à Challot de Roquemont XL. livres Tourn. à Philippot de Ponceaux X. livres, à Haudoin le Chevigé XL. livres Tournois, à Guillemain de Montac L. livres, à Uguenin Fils Madame Seille XL. livres Tourn. à Gilet de Soucourt dever Marie ma Fille L. livres, à Jehannot nostre Huissier C. livres & une de mes robes de quatre garnements, à l'enfonda de la cuisine XL. livres Tournois, à Guillaume de Boncourt LX. livres Tournois, à Jehan de Bonnay LX. livres, à Thomas du Partii nostre Tailleur L. livres Tournois, à Guillaume Lallemand, & à Philippot de Nanteil nos Huissiers d'armes, à chescun L. livres Tournois; à M. Pierre de Semur C. livres, à M. Jehan nostre Aumosnier CC. livres Tournois; à M. Guillaume d'Aubenton nostre Chappellain C. livres Tournois; à M. Etienne, M. Pierre, M. Raoul nos Chappellains, à chescun L. livres Tournois, à M. Pierre nostre Physicien C. livres Tournois, à M. Robert nostre Physicien L. livres, à Frere Gautier de Mailly, qui fu Confesseur Madame ma Mere, dont Dex ait l'ame, L. livres; à Frere Julien nostre Confesseur en Aumosne, tant comme il vivra, C. livres Tournois, à prendre après mon deces fus la recepte dou Maine. A Frere Michel son Frere, pource qu'il nous contesta aucunes fois, L. livres Tournois. A Frere Jehan de Tarroenne Compaignon mon Confesseur, XL. livres Tournois; à Robin Clerc de ma Chappelle XL. livres; à Jaquet Clerc de ma Chappelle, & à Morelet mon Clerc, à chescun XXX. livres Tournois. A Guillemain valet de Melchançonnerie LX. livres; à Jacob & à Sornelloux, qui sont dever JEHAN mon Fils, à chescun XXX. livres. A Herbelot mon Charetier XXX. livres Tournois; au petit cousturier de ma garde-robe XXX. livres; à Jehan Bouvet Keu Jehan mon Fils XL. livres Tournois; à Lopin de sa cuisine XX. livres, à Groignart, de ma cuisine, & à Simonet de Frontevaux deu gardemanger, à chescun XX. livres Tournois; à Jehan Brodier mon Fourrier LX. livres Tournois; à Guillaume mon Fruitier, Pierre dou Puy, Jehan Malebeite Huissier de Salle, Frere Giofroy de Trou, Frere Jehan Bourdon, Frere Philippe de Savigné, cely qui maine le Chariot mes Domaiselles, Robinet Lermite, Uguenot vallee de ma Chambre, Uguenin de Talian aideur de ma Chambre, Philippot Fourrier Jehan mon Fils; à Nicolas mon Apothecaire, Girart mon valet de Porte, Bouchart de Melchançonnerie, Jehamin garde-huche, & à Robin de Chaumes, à tous ceux cy-dessus nommez je leste en commun M. livres Tournois à departir entre eux par la main de mes Executeurs, & avec eux en celle Soimne soit ajoutez mes vallez fervans en Salle, & les vallez tenanz à mon char & à ma leitiere, & à la leitiere Marie ma Fille, & Perrot vallez des pallefrois Jehan mon Fils, & Brifpont à leur departir à tous ensemble lesdits M. livres par la main de mes Executeurs, si comme dessus est dit, à chescun selonc ce qu'il leur semblera, & que chescun aura servy. Item, à Piffons vallez de Porte Jehan mon Fils XXX. livres, & à Renaud le Marechal XX. livres, & à Jehamin mon Marechal XXX. livres Tournois.

Et à ces chousies faire & accomplir je eiliss mes Executeurs Reverenz Peres en Dieu l'Evesque de Paris, & nostre amé Cousin l'Evesque de Langres, nos Freres le Duc de Bourgogne, & le Conte de Tonnerre, Messire Pierre de Semur, & M. Jehan mon Aumosnier,

ANNO
1329.
és mains de quier je met dès maintenant mes joyaux & mes meubles, desquelz je n'ay pas ailleurs ordene, pour accomplir cest mien present Testament. Et ou cas ou il ne souffriroit, je veul qu'il lieuent & exploitent les rentes & les issues de mon Heritage, jusques à tant que cest mien Testament soit accompli, ainsi comme il est cy dessus devise; & ou cas qu'il y ait dou demourant de mesdits joyaux & meubles, je veul que mes dessusdits Executeurs distribuent ledit demourant, ainsi comme il verront qu'il fera à fere pour le salut de m'ame, & done pouvoir & autorité à mesdits Executeurs de fere & establi procur à Tours ou cas où il feret meltier. Et vueil & ordene que se tous ne pouvait estre ensemble, que deux ou trois le puissent accomplir, & leur donne pouvoir & autorité de interpreter & desclarer les chousies douteuses. Et ou cas qu'ils ne seroient pas d'un accord, que la Sentence de la guigneur partie soit tenue.

Et cest mien Testament je veil & ordene, que il tiegne & vaille par refon de Testament, ou de darreniere volenté en escript; & se il ne vaut par refon de Testament en escript, vaille par refon de Testament noncupatif; & se il ne vaut par cause des refons dessusdites, si vaille par refon de Codicille ou de darreniere volenté. Et se aucun autre Testament apparroit, que je eusse autrefois fait, je le rapelle & annule par cest present escript, & prie, supplie, & requier à mon treschier & tres-redouté Seigneur Monseigneur le Roy de France, que il veille cesti mien Testament approuver, ratifier & confermer, & donner autorité.

Et nous PHILIPPES par la grace de Dieu Roy de France, toutes les chousies cy-dessus contenues avons veues & leues mout à mout, & les avons fermes & agreables; & de certaine science les confermons, & approuvons toutes & chescune par soy, & avons donné & donnons à nostre chiere & amée Compaignie autorité de ce fere, & à plus grant confirmation des chousies dessusdites, nous avons fet metre nostre grand Seel en cest present Testament avecques le sien. Donné à Saint Denys en France le Mescredy unze jours en May, l'an de grace mil trois centz viint & neuf.

Encore elissions nous nostre Executeur avecques les autres Executeurs cy-dessus nommez, religieuse personne & honnelle nostre bien amé en Dieu l'Abbé de Saint Germain des Prez de l'isle Paris, & li donnons au tel pouvoir come à l'un de nos autres Executeurs cy-dessus nommez. Donné l'an & le jour dessusdiz.

Et seellé en las de soye verte & rouge du grand Seau de cire verte, représentant le Roy PHILIPPES de Valois en son troine, la Couronne en teste, tenant de la main droite son Sceptre, & de la gauche la main de justice. Autour du seau est escript. PHILIPPUS Dei gratia Francorum Rex. Et au revers pour contrescel un Esen en pointe semé de France sans nombre. Le Seau a quatre ponces de diametre, & menz lignes d'espaireur.

IV.

Lettre touchant l'Hommage fait à Amiens par E-DOUARD III. Roi d'Angleterre à PHILIPPE de Valois Roi de France. Donné à Eleham le 30. Mars 1331. [Thesaurus Novus Anecdotorum, Tom. I. col. 1381. Ex MS. Domini Bulteau.] 30. Mars.

In Dei Nomine. Amen.

Hoc est translatum Litterarum inelyti Principis Domini EDOARDI Regis Anglie illustris, Domini Hyberniz, ac Ducis Aquitanie, Sigillo ejus pendenti, prout primâ facie apparebat, sigillaris, quarum tenor talis est: EDOUARD par la grace de Dieu Roy d'Angleterre, Seigneur d'Illande, & Duc d'Aquitaine: à tous ceux qui ces presentes Lettres verront & oiront, salut. Sçavoir faisons que comme feussions à Amiens Hommage à excellent Prince nostre Cher Seigneur & Cousin PHILIPPE Roy de France, lors nous fut dit & requis de part luy, que nous recongnissions ledit Hommage estre Lige; & que nous en fassent ledit Hommage luy promissions expressement foy & loyauté porter: laquelle chose nous ne feismes pas lors, pource que nous n'estions enforme, ne certains, que ainsi le deussions faire. Feismes audit Roy de France

ANNO France l'Homage par tele forme & maniere, que nous entrons en son Homage, ainsi comme nos
1331. Predecesseurs Ducs de Guyenne estoient entrez en Homage des Roys de France qui avoient esté pour le temps. Et depuis en ça nous loyons bien enfourmeez & acertenez de la verité, recongnissons par ces presentes Lettres que ledit Homage que nous feismes à Amiens au Roy de France, combien que nous feismes par paroles generales, si est, & doit estre entendus Lige, & que nous luy devons foy & loiauté porter comme Ducs d'Aquitaine & Pers de France, & comme Comte de Ponthieu & de Montfouille. Et luy promettons dorenavant foy loiauté porter. Et pource que ou temps à venir de ce ne soit jamais * contans, ne descorté à faire ledit Homage, nous promettons de bonne foy pour nous & nos Successeurs Ducs de Guyenne, entrons & entrons en l'Omme de Roy de France & de ses Successeurs, qui seront pour le temps, l'Omme se fera par celle maniere. Le Roy d'Angleterre Duc de Guyenne tendra ses mains entre les mains du Roy de France, & cil qui parlera pour le Roy de France, adressera ses paroles au Roy d'Angleterre Duc de Guyenne, & dira ainsi : Vous devez homme lige du Roy de France mon Seigneur, qui cy est, comme Duc de Guyenne & Per de France; & si luy promettez foy & loiauté porter? dites Voire. Et ledit Roy, & Ducs ses Successeurs Ducs de Guyenne diront : Voire. Et lors le Roy de France recevra ledit Roy d'Angleterre & Duc audit Homage lige, & à la foy & à la bouche, sans son droit & l'autrui.

* A. C. contans.

De rechief quand ledit Roy & Ducs entrent en l'Omme du Roy de France & de ses Successeurs Roys de France pour la Contée de Pontif & de Montfouille; il mettra ses mains entre les mains du Roy de France; & cil qui parlera pour le Roy de France, adressera ses paroles audit Roy Ducs, & dira ainsi : Vous devez homme lige du Roy de France Montaigneur, qui cy est, comme Conte de Pontif & de Montfouille, & luy promettez foy & loiauté ? dites : Voire. Et ledit Roy & Ducs, comme Conte de Pontif & de Montfouille, dira : Voire. Et lors le Roy de France recevra ledit Roy & Conte audit Homage lige, à la foy, & à la bouche, sans son droit, & l'autrui. Et aussi sera fait & renouvelé toutes les fois que l'Omme se fera, & de ce baillons Nous & nos Successeurs Ducs de Guyenne fais lesdits Homages, Lettres Patentes sceillées de nos Grans Sceaux. Et le Roy de France le requiert. Et avec ce nous promettons de bonne foy tenir & garder effectivement les Paix & Accors fais entre les Roys de France & les Roys d'Angleterre Ducs de Guyenne, & leurs Predecesseurs Rois de France & Ducs de Guyenne. Et en cette maniere sera fait, & seront renouvelées lesdites Lettres par lesdits Rois & Ducs leurs Successeurs Ducs de Guyenne, Conte de Pontif & de Montfouille, qui seront pour les temps, entrent en l'Omme du Roy de France & de ses Successeurs Rois de France. En tesmoignance de laquelle chose, à ceses nos Lettres ouvertes avons fait mettre nostre Grant Seal. Donné à Eieham le XXX. jour de Mars, l'an de grace mil CCG. & trentisme premier, & de nostre Règne quinz.

Et ego Johannes Rufi de Cruce Clericus Lausaniensis Diocesis, Apostolica publicis auctoritate Notarius preteritus transsumum de dictis Literis originalibus quas vidi, tenui, & palpavi, sanas & integras, omni vicio & suspitione carentes, Sigillo dicti Domini Regis Anglie sigillatas, ut primis facie apparebat, sumum cum eisdem originalibus unâ cum venerabili viro Magistro Johanne de Cons, Archidiacone de Tardano in Ecclesia Suffoniensi Domini Regis Francie Clerico, & Johanne de Croico Clerico Suffoniensi Diocesis diligenter & fideliter auscultavi, & utrumque convenire inveni, hic manu propria subscripsi, signumque meum apposui consuetum rogatus.

* Computorum.
Actum Parisius in Camera * Computorum Domini Regis, anno Domini MCCCXXXIX. Indi. VIII. mensis Martis die II. Pontificatus Domini BENEDICTI PAPAE XII. anno VI.

V.

1334. Dispense du Pape JEAN XXII. pour le Mariage de RAOUL Duc de Lorraine, avec MARIE de Blois, du 30. Mai 1334. [BALEI-

COURT, Traité Hist. & Crit. sur l'Orig. & ANNO
la Général. de la Maison de Lorraine. Aux 1334.
Preuves, pag. CXXIX.]

JOHANNES Episcopus Servus Servorum Dei, dilecto Filio nobili Viro Radulpho Duci Lotharingie, & dilecto in Christo Filie nobili mulieri Marie Natæ dilecti Filii nobilis Viri Guidonis Comitis Blesensis, Salutem. Gratiosa Sedes Apostolica benignitas, provida deliberatione statum & merita personarum attendens, nonnunquam aliquos personarum claritate sublimibus, Deo & sibi devotis, rigorem Canonum mansuetudine temperando prout in Deo conspiciat expedire, concedit que aliis meritis dequantur. Sane petitio pro parte vestra nobis exhibitâ contrahendo, quod de Matrimonio invicem inter vos contrahendo, per utriusque vestrum amicos habitus est tractatus. Sed quia Matrimonium hujusmodi ex eo absque Sedis prædictæ dispensatione licet contrahere non valetis, quod quondam Alienor uxor tua, Fili Dux, erat tibi Filia Maria dum viveret, in tertio & quarto gradibus consanguinitatis conjuncta, pro parte vestra tui nobis humiliter supplicatum, ut cum ex hujusmodi Matrimonio, si ad effectum auctore Domino perducatur, bona sperentur innumera provenientia, & providere vobis super hoc de oportuna dispensationis gratia de benignitate Apostolica dignaremur. Nos igitur præmissis & aliis certis causis diligenter attentis, carissimi in Christo Filii nostri Philippi Regis Francie illustris, cui tu prædicta Maria neptis existis, super hoc nobis cum instantia supplicantis, ac vestris supplicationibus inclinati, vobiscum, ut impedimento, quod ex consanguinitate & alinitate hujusmodi provenit nonobstante, Matrimonium inter vos invicem contrahere licet valeatis, auctoritate Apostolica de speciali gratia dispensamus, prolem ex ejusmodi Matrimonio procedendam legitimam decernentes. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ Dispensationis & Constitutionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & Beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Avinionis 3. Kal. Junii, Pontificatus nostri anno XVIII. (1).

(1) Jéu XXII, fut élu en 1316, & par conséquent la 18 année de son Pontificat concourt avec 1334.

VI.

Lettres de PHILIPPE VI. Roi de France, par lesquelles il cède au Roi de Navarre quelques Sommes qu'il devoit à la Chambre des Comptes de Paris. Fait au Bois de Vincennes en Décembre 1339. Dec.
[Thesaurus Novus Anecdotorum, Tom. I. Col. 1388. Ex Autographo in Tabulario Regio assertato descriptis Dominus Rouffleau.]

PHILIPPES par la grace de Dieu Rois de France savoir faisons à touz presens & avenir, que comme les Gens de nos Comptes à Paris seissent pour nous à nostre tres cher & seal Cousin le Roy de Navarre & Comte d'Evreux plusieurs demandes de certaines Sommes d'argent, & d'autres plusieurs choses, esqueles il disoient que nostre dit Cousin estoit tenoz à nous pour cause de nostre tres chier & amé Oncle son Pere, que Diex absoille, & aussi pour cause de ly. Nous considerans l'amour & la prochaineté du lignage, que ledit nostre Cousin & nostre tres chiere & amée Cousine la Roine de Navarre sa Faine ont à nous, & les bons & grans services que nostre dit Cousin nous a fait & fait de jour en jour, avons de certaine science & de grace speciale quitté nosdits Cousin & Cousine, leurs Hoirs & Successeurs, & yeuxl quittons à tousjours par la teneur de ces presentes, de toutes les choses desqueles nosdites Gens des Comptes ont fait jusques aujourd'hui question ou demande à nostre dit Cousin, & généralement de toutes choses dont nous peussions faire question ou demande à nosdits Cousin & Cousine conjointement ou devilement: exceptées questions & demandes de heritage & de arcerages ou levées de herita ge. Et voulons que nosdits Cousin & Cousine, & leurs Hoirs & Successeurs, demeurent quittes & delivres à tousjours de toutes les autres choses, demandes, & questions dessusdites, sans ce que jamais par nous par nos Hoirs ou Successeurs question ou demande leur en soit.

ANNO

1339.

soit. Et nozidz Cousin & Cousine ont semblablement quitté & quittent par leurs Lettres nous, nos Hoirs & Successeurs pour eux, leurs Hoirs & Successeurs de tout ce en quoy nous leur peutions estre tenuz pour cause de l'arroy de ycelle nostre Cousine, & aussi de trente mil livres en quoy ycelle nostre Cousin disoit que nous effions tenuz à luy pour un don lequel il dit le PHILIPPES LE LONG avoit fait de ladite Somme audit nostre tres chier Oncle son Pere à son trespassement, & généralement de toutes choses questions ou demandes qui touchent heritage, arrerages ou levées de heritage : & ce excepté en quoy nous pouns estre tenuz à nostredit Cousin, se entre autres choses li sommes tenuz pour cause de cest derrain ost de noz presentes Guerres, que nous avons contre le Roy d'Engleterre, & dis mil livres que nostre tres cher Seigneur & Cousin le Roy Loys donna en son Testament si comme dit nostre dit Cousin à nostre tres chiere Dame la Roynie MARIE son ayole à l'œuvre de son Testament, se en aucun chose en fumes tenuz à luy. Et pour ce que ce soit ferme & estable à toujours, nous avons fait mettre nostre Scel à ces presentes Lettres.

Ce fu fait au Bois de Vicennes l'an de grace mil CCC. trente & neuf ou mois de Decembre.

Et sur le replis est écrit.

Par le Roy à la relation de son grant Conseil où vous eliez.

Signé.

France.

Et à l'autre bout est écrit reddatur Camerz.

Scellé du grand Sceau en cire verte sur le laz de soye verte & vermeille, ledit Sceau representant le Roy sur son Traine, la Couronne en teste tenant de la main droite son Sceptre, qui est un baston de sa hauteur, ayant au haut deux travers fleurons en maniere de Croix Archiepiscopale, & de la main gauche la main de Justice; autour du Sceau est écrit PHILIPPUS Dei gratia Francorum Rex & au revers pour contrescel est un Escu en pointe semé de fleurs de lis sans nombre, lequel sceau est bien plein & entier, & a plus de quatre pouces de diametre compris le rebord & neuf lignes d'épaisseur.

VII.

1346. Lettres de JEAN, Evêque de Beauvais, du Chapitre, du Maire & Conseil de ladite Ville, par lesquelles ils conviennent de la maniere dont ils doivent rétablir les Fortifications de cette Place. Fait le 1. de Mars 1346. [Theſaurus Novus Anecdotorum, Tom. I. col. 1390. Ex ſchædis cl. V. Godefridi Herman.]

r. Mais.

A Tous cheux qui ces presentes Lettres verront & orront, Jehan par la grace de Dieu Evêque de Beauvais, Chapitre de Beauvais, le Doyen absent, & li Maires & Peres de la Commune de ladite Ville salut en nostre Seigneur.

Comme li Roy d'Engleterre & pluriex autres anemis dou Royaume de France par leur outrageuse entreprise & perverse volenté se soient mis & boutés par effort d'armes audit Royaume, ouquel ils ont ja fait moult de maux & de dommage, & encore se paennent & efforcent de jour en jour de pis y faire à leur pooir. Pour laquelle chose nous avons esté & encore sommes en tres grant doute & treneur, que ils ne destruisent & effillent la Cité de Beauvais, ausi comme ils ont ja fait pluriex bonnes Villes dudit Royaume, se tres grant remede prouchainement n'y est mis. Et pour che nous & nos Gens sommes par plusieurs assemblez & soubventes fois assemblez pour la tuicion & defense de ladite Chité, comment & en quelle maniere, & par lesquelles plus expedientes & soubtilles voyes, ladite Chité pourra estre renforciee & reparee halivement, pour resister à leur volenté, & obvier à leurs fols desirs & talens,

ANNO 1346.

tant pour resaire, & faire resaire & reparer les murs, les fosses, & les Forteresches de ladite Chité, comme en garder & faire garder ichelle de jour & de nuit, & en toutes les anltres manieres, que il nous est avisé que le mielx & le plus seur soit d'en faire. Et en ces choses avoir fait traictié & ordonné à faire & à traictier, ordonner & mettre à effect aucuns & pluriex inconveniens & desours s'en pouvoient ensuir entre nous dictes parties en temps à venir, & naistre ou cas de failine, de justiche de Seigneurie, ou subjection. Et nous en voulrions ou nos Successeurs li uns contre l'autre aidier, alleguer, ou proposer fa soit che que nostre presente pensée ne soit pas tele. Sachent tous que nous qui avons souverain desir & volenté que la besongne & l'œuvre que bien est commenchée se fache & parache deüement au pourfit & à la tuicion & defense de nous & de tous les habitants en ladite Ville Chité, à ce que nous & nos Successeurs demourons l'un avec l'autre en bonne Paix & tranquillité, avons accordé & accordons de certaine science li uns à l'autre en la meilleure maniere, que nous povons & savons par ches presentes, heüé fur che de chascun de nous pleine & meure deliberation, que tant che qui de ladite besongne & des despences d'ichelle, tant de tailles asseür & lever des deniers prestier ou payer de commandemens de cris des inhibitions & defenses comme de ordenanches de quettier la Ville de refections ou reparations des Murs, des Portes, des Forteresches, & des fosses de la Chité & d'entour, & de routes autres choses quelconques faites ou traitiées, ou ordonnées, commandées, enjointes, ou criées, fur nous ou nos Gens, ou pour aucuns de nous, de nos Gens ou d'autres de nos commandemens, ou de l'un de nous & de nos Gens, & qui dore en avant durant la presente Guerre entre les deux Rois de France & d'Engleterre en seront faites, traitiées, & ordonnées, commandées, enjointes ou criées en quelconque maniere, ne par quelconque voie ou personne que che soit ne portent on fachen pourfit, dommage ou prejudice à nous ou à aucun de nous, ou autres, ou dommage ou prejudice de l'autre en failine, ne en propriété, en justice ne en Seigneurie, en obéissance ou subjection, ne en autre fourme ou maniere quele qu'ele soit ou puisse estre: mais soient & demeurent, sont, seront, & demouront à chascun de nous tous nos Droits, nos Justiches & Seigneuries, Franchises & Libertez, failines & proprietés en che même point & estat en tout & par tout & fur tout sans innover ou muer, cangier, accroistre ou admenuier comme ils estoient & chascun de nous avoit & en failine en estoit ou jour de la Feste Saint Jean Baptiste derrainement passée, depuis lequel temps & terme, nous avons commanchié à faire & à traictier desdites besongnes, & sans che que pour chose qui soit dite ou faite, traitiée ou ordonnée de tout le temps passé ou advenir de cette besongne par nous ou par aucun de nous, ou d'autres pouriauz droits, soit acquis ou gaigniez, ni nouvelle failine li uns contre l'autre, ne aucune nouvelle subjection franchise ou exemption acquise ne interposée à nous, aucun de nous ou contre nous, ou nos Successeurs li uns contre l'autre, ne nous en puissions aider en failine ne en propriété ou en autre maniere quelconque. Et en plus éclairchissant nostre propos & volenté toutes les choses dessusdites & une chacune d'icelles & toutes autres touchans, sentans & regardans le fait d'ordenanche & le traictié de ladite besongne & des dependances faites & à faire par nous ou par aucun de nous ou d'autre durant ledit temps tenons, reputons dés maintenant ou cas dessusdit, li un envers l'autre pour toujours maiz nuls, irrités, vaines & casses, & les adnullons, regrettons, & mettons du tout au nient, tout ainsi comme se oncque elles n'eussent esté faites traitiées ou ordonnées ou comme se elles eussent esté faites, ou fussent par une simple privée personne enquis de droit, de us, ou de coustume aucune Justiche ou Seignourie, ne fust ou remanist en aucune chose. Et renouons expressement à toujours maiz perpetuellement pour nous & pour nos Successeurs & ayans cause de nous à tout che qui fur les choses dessus touchées pourront aidier, profiter & valoir à l'un de nous ou prejudice de l'autre ou d'autre. Ou tesmoins des choses dessusdites avons sceillés ces presentes Lettres de nos propres Sceaux données & faites l'an de grace MCCC. quarante & six le premier jour du mois de Mars.

